Causeries août 2008

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 22 août 2008

Désormais les infos en bref ne figureront plus dans la page d'accueil, car elles l'allourdissaient considérablement et m'empêchait d'y faire figurer d'autres articles.

Vous ne trouverez que les titres dans la page d'accueil. Si vous voulez aller directement à la page des infos du mois en cours, il vous suffit de cliquer sur le lien qui figure dans la barre des menus en haut de l'écran ou dans celui qui est présent en dessous des titres de la dernière mise à jour.

Je vais réfléchir à la manière d'organiser différemment la page des infos pour la rendre plus agréable et accessible, mais cela me semble compliqué parce que je ne sais pas à l'avance de quoi sera fait l'actualité. J'essaie de gagner du temps de mon côté, tout en vous en faisant gagner aussi, sinon c'est stupide, le site vous est destiné en priorité et je sais que vous bossez et n'avez pas de temps à gaspiller.

J'ai réalisé ce site en privilégiant l'écriture au détriment des symboles ou des pictogrammes. L'informatique est entrée dans ma vie un peu tard et je n'ai pas envie de me conformer à la mode qui consiste à représenter un mot par une figure abstraite.

De plus, l'ordinateur se substituant de plus en plus au stylo et au papier, on pourrait avoir tendance à ne plus savoir écrire et lire correctement, ce qui serait un handicap de plus pour nous. Les gosses savent se servir d'une console de jeu avant de savoir lire, ce qui montre selon moi à quel degré de décadence la société bourgeoise est tombée, ce n'est donc pas une raison pour l'imiter.

Un mot de politique très vite.

J'ai lu la page 2 du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, la page des "*chroniques*" qui inclut l'éditorial de D. Gluckstein, en lisant cette page on a l'impression de lire des informations syndicales, y compris l'éditorial - j'en parle dans la première info en bref d'aujourd'hui, au point de se demander si le POI est vraiment un parti politique ou s'il est devenu un rouage de l'appareil de FO, c'est tellement frappant que je n'ai pu m'empêcher de vous le signaler.

Pour Gluckstein, le gouvernement n'a pas fait son travail, il ne s'est pas engagé à mettre en oeuvre "*un plan de relance*", pour soutenir la consommation comme dirait Mailly, au nom des intérêts des travaillers évidemment. L'objectif du combat du mouvement ouvrier ne doit pas aller au-delà de l'adaptation au capitalisme qui agrémentée de nationalisations (capitalisme d'Etat) et de services publiques serait d'une certaine manière la réalisation du socialisme.

En lisant la littérature de FO on constate à chaque page des coïncidences avec la politique menée par le POI, mais peut-on encore parler de coïncidences ?

FO s'inquiète dans un document intitulé *De la crise financière au troisième choc pétrolier* "*Par le repli de la consommation c'est toute la machine économique qui risque de dérailler*". Car " *pour soutenir durablement la croissance il faut revenir aux augmentations collectives du salaire direct comme le revendique avec constance et raison Force Ouvrière. Le chef de l'État qui promettait de ramener la croissance avec les dents, aurait-il perdu son dentier?*". Même discours, non ?

La hausse des salaires pour la hausse des salaires sert avant tout à assurer la paix sociale et la survie du capitalisme. Par contre lorsque le combat pour la hausse des salaires est associé au combat pour en finir avec le gouvernement et les institutions de la Ve république, il remet directement en cause les fondements du capitalisme. Et permet de construire un parti sur les bases du socialisme et de former de véritables combattants révolutionnaires, ce qui n'est évidemment pas le cas au POI ni ailleurs il faut le préciser.

Deux politiques incompatibles parce qu'elles poursuivent des objectifs différents, c'est assez facile à comprendre.

Notre objectif politique, mais aussi syndical, n'est pas de permettre aux travailleurs de pouvoir supporter davantage le capitalisme, mais de s'engager dans le combat pour l'abattre. Si la question de l'amélioration du sort de la classe ouvrière ne passe pas par la prise de conscience qu'il faut en finir avec le capitalisme, il ne sert à rien de la poser.

Oui camarades, l'objectif du combat syndical c'est aussi l'abolition du salariat, donc du capitalisme, c'est écrit noir sur blanc dans la Charte d'Amiens dont les uns et les autre se réclament abusivement.

Et si le combat syndical part de revendications économiques dans l'entreprise, il pose aussi la question des fondements des rapports sociaux d'exploitation. Ensuite, c'est au combat politique de prendre la relève pour aller jusqu'au bout de cette analyse qui conduit à poser la question du pouvoir politique.

S'arrêter en chemin serait la pire des choses et conduirait infailliblement à tous les reniements, à la capitulation devant le réformisme qui rime aujourd'hui avec réaction.

Le 23 août 2008

Afin d'éméliorer la présentation du site, cette rubrique plus personnelle mais aussi politique sera classée séparément, j'ai ajouté un lien dans la barre des menus en haut de l'écran pour accéder aux notes du mois en cours et des mois précédents.

Je n'ai pas beaucoup dormi la nuit dernière à cause d'un gros orage. J'en ai profité pour lire un peu.

On pouvait lire cette remarque pertinente de Spinoza dans son *Traité de l'autorité politique* : "*La nation, certes n'est pas à l'abri de tout motif de crainte et, de même que chaque citoyen ou que chaque homme à l'état de nature*". Ceux qui nous gouvernent le savent très bien, eux qui s'emploient à entretenir un climat de psychose permanent au nom de la lutte contre le terrorisme.

Voici un passage de l'ouvrage *Les politiques* d'Aristote qui va comme un gant au parvenu qui trône au Palais de l'Elysée : "*Les démocraties changent principalement du fait de l'audace des démagogues. (...) Dans les temps anciens, quand un même individu devenait démagogue et stratège [la constitution] se changeait en tyrannie. Car la majorité des anciens tyrans étaient sortis des rangs de démagogues.*".

Je n'ai fait que feuilleter distraitement ces ouvrages. Je ne me suis arrêté à la description de la société à leur époque qui ne présente qu'un intérêt relatif aujourd'hui, par contre s'agissant du comportement des hommes qu'ils ont étudié, j'ai remarqué que l'on retrouve les mêmes traits significatifs (psychologique) à travers les âges bien que la société d'aujourd'hui n'est plus grand chose à voir avec la leur.

Etudier le caractère des hommes et leurs réactions psychologiques face à certaines situations ne manque pas d'intérêts lorsque l'on prétend vouloir les aider à s'émanciper de l'obscurantisme et de la servitude, de l'esclavage, servitude qui exista de tout temps, pas forcément entre les hommes, mais vis-vis de la nature dont ils ignoraient le fonctionnement.

La pire des choses consiste à penser que l'on est différent des autres, car étant donné que c'est à travers les autres que l'on apprend à se connaître soi-même, témoigné du mépris en vers les autres, c'est le meilleur moyen pour ne jamais réussir à se connaître vraiment, tout du moins autant que l'existence nous le permet.

Dans bien des cas il faut se montrer plus tolérant avec les autres qu'en vers soi-même car nous n'avons aucun droit sur eux, ni le droit de les juger. De la même manière que rien ne peut remplacer l'expérience ou la pratique dans bien des cas, au lieu de se

mettre sans cesse à la place des autres, on ferait mieux de s'appliquer à mettre en adéquation nos actes et nos idées ou principes, afin d'éviter bien des confusions et des complications inutiles dans nos rapports avec les autres. Quand je parle des autres, c'est bien entendu en tenant compte des rapports sociaux qui existent dans la société bourgeoise.

Bon week-end à tous.

Le 24 août 2008

J'ai modifié le titre de cette rubrique qui ressemble davantage à un monologue ou une discussion à bâtons rompus, je préfère "causerie", un modeste clin d'oeil à Lénine qui utilisa cette formule.

Le site a pris une tournure didactique au fil du temps, ce qui correspond à sa vocation : apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, pour reprendre là encore une formule de Lénine. C'est peut-être la raison pour laquelle certains militants lui trouve un ton professoral qui les gêne, ils me reprochent de me poser en donneur de leçons, alors qu'en réalité je ne suis que l'ordonnateur des connaissances récoltées ici ou là, je ne prétends pas qu'elles m'appartiennent contrairement à beaucoup d'autres qui prétendent détenir la vérité et s'emploient à l'imposer aux autres.

Contrairement à nos procureurs généraux, Lénine avait certes une capacité de réflexion très élaborée, il avait l'avantage sur nous d'être marxiste jusqu'au bout des ongles, mais il savait la mettre à la portée des militants et des travailleurs. Imaginez un instant camarades quel talent il fallait avoir pour se mettre à la portée de la classe ouvrière russe du début du XXe siècle et gagner sa confiance, on ne peut être qu'admiratif devant un tel exploit, sans tomber dans le culte de la personnalité. On se dit automatiquement : mais comment il a fait, il faut aller à son école pour ensuite l'imiter afin de rendre plus accessible nos idées aux travailleurs et aux militants.

En comparaison, quand on lit la littérature des différents partis ouvriers qui s'adressent aujourd'hui aux travailleurs avec leurs terminologies très spécialisées qui échappent aux néophytes en politique, leurs expressions pleines de sous-entendus incompréhensibles pour la plupart des travailleurs, leurs formules abscons qui renvoient à des expériences ou des connaissances qu'ils sont seuls à avoir vécues ou qu'ils ont acquises, on se dit qu'il y a là un réel problème, qu'ils ne s'adressent pas à la classe ouvrière dont le langage est beaucoup plus simple et direct. Il est parfaitement évident que si les bolcheviks avaient employé dans leurs tracts et leurs publications destinés aux travailleurs, le langage qu'utilise aujourd'hui tous les partis, il n'aurait jamais pu construire leur parti, encore moins prendre le pouvoir. J'y reviens plus loin à partir d'un exemple.

Quand on lit la presse ouvrière, on est frappé immédiatement par le fossé qui sépare l'auteur d'un article des lecteurs auxquels il est en principe destiné. On le sent spontanément plus qu'on ne le devine, c'est épidermique, on se dit que l'on n'est pas pareils, on a l'impression d'avoir à faire à quelqu'un de supérieur à nous ou de différent, parce qu'il nous parle d'une manière qui n'est pas la nôtre, on devine que ce n'est pas un ouvrier qui a écrit cela ou alors qu'il a subit une déformation qui nous le rend inaccessible. On ressent un malaise, on prend ses distances par crainte d'être abusé par quelque chose qui nous échappe ou qu'on n'arrive pas à cerner, on a appris à être vigilant après tant de manipulations et de trahisons sournoises. Bref, on ne peut pas dire qu'un climat de confiance s'installe spontanément entre le lecteur et l'auteur d'un article.

Quand on a du mal à comprendre certains passages du contenu d'un tract ou d'un article parce qu'il a été rédigé dans un langage trop théorique, il est difficile ensuite de dire si l'on partage ou non les idées de l'auteur, on reste sur sa fin, on croit avoir compris où il voulait en venir mais on n'en est pas toujours certain, un doute persiste. Or un doute n'est pas forcément suivi d'un questionnement pour en savoir davantage, la plupart du temps on ne se pose pas de questions et l'on passe à autre chose, s'il s'agissait d'un tract, on en a oublié le contenu deux minutes après. Pour qu'il y ait questionnement, il ne faut pas seulement qu'il y ait la volonté d'en savoir plus, faut-il encore en avoir les moyens, et c'est là qu'est le problème, car la plupart des travailleurs n'en ont pas les moyens, sinon il ne serait pas nécessaire d'aborder ce sujet, car ils auraient déjà acquis un niveau de conscience politique beaucoup plus développé.

La bourgeoisie sait parfaitement se mettre à la portée des masses pour diffuser ses idées et les tromper. La presse écrite et télévisuelle s'emploient à utiliser un jargon basique pour demeurer populaire, c'est la recette de leur succès. Et quand on se moque du langage élémentaire utilisé par Sarkozy pour haranger les foules ou interpeller la population, on pense qu'il est débile, alors que sa pédagogie simpliste ne sert qu'à atteindre sa cible et son objectif. Il se fout pas mal de ce qu'on pense du niveau intellectuel qui transparaît à travers son langage, car après tout il reflète davantage celui des masses que le sien, ne commettons pas l'erreur de le prendre pour un abruti complet, pas plus que Saakachvili, l'avocat new-yorkais devenu président de la Géorgie lorsqu'il dit que les Russes sont "*méchants*" ou "*mauvais*" (lu dans une dépêche de presse), ou encore Bush avec sa rhétorique basique qui lui donne un caractère infantile, parce qu'à tout bien considérer, cela correspond au niveau général de compréhension qu'ont nos contemporains du monde dans lequel nous vivons.

Eux ils le savent et nous nous refusons d'en tenir compte, on préfère se dire que les masses ont dépassé ce stade ou qu'elles méritent mieux, on préfère se dorloter d'illusions plutôt que de regarder la réalité en face, une fois de plus.

Notre politique est juste, on milite, on a fait ce qu'il fallait, le reste ne nous concerne pas. Et si l'on piétine depuis plus d'un demi siècle sans avoir réussi à construire le moindre embryon de parti révolutionnaire, on n'y est pour rien, ne cherchons pas quelles erreurs on aurait pu commettre, ne nous posons pas la question de savoir si on a bien abordé les problèmes sous le bon angle, non, on maîtrise à fond notre sujet, secrètement on détient la vérité : nous sommes les héritiers de Lénine et Trotsky, de la révolution russe, de la tradition révolutionnaire du prolétariat, de l'opposition de gauche, et si le marxisme n'est pas mort c'est bien grâce à nous, c'est donc impossible que l'on se soit à ce point fourvoyé, comme si à elle seule la volonté ou la sincérité pouvait suppléer toutes les faiblesses ou carences.

Personnellement, je préfère avancer prudemment, reculer parfois, plutôt que d'esquiver les problèmes ou les difficultés pour ne jamais m'atteler à les résoudre. Et si en exposant mes propres faiblesses je me fais taper dessus, il n'y a que ceux qui frappent qui se font mal.

Une autre fois on traitera de la flatterie, de la condescendance des intellectuels que j'ai croisés sur Internet, qui m'accordent quelques qualités pour finalement me faire comprendre que je suis un abruti fini qui n'a rien compris. Et pour la petite histoire, je n'ai rien répondu, j'ai fait comme si je n'avais rien vu pour que l'intéressé aille jusqu'au bout de son raisonnement et j'ai été servi, je me suis bien amusé. Mon jeu favori consiste à berner les intellectuels en les laissant croire qu'ils sont plus intelligents que la moyenne, il faut bien trouver des compensations à notre tâche qui est parfois bien ingrate.

Si vous voulez savoir ce qu'a dans le bide un intellectuel en règle générale, installez-vous dans un rapport de dominant à dominé, c'est dans ce genre de rapports qu'il excelle, il va se lâcher, ne plus se sentir pisser, flattez-le un brin si vous sentez qu'il faiblit, il faut qu'il soit intarrissable sur son sujet, accompagnez-le en douce jusqu'au bout de son analyse, j'allais ajouter dégustez-le enfin lorsqu'il est à point, mais je ne le dirais pas pour ne pas froisser les camarades intellectuels avec lesquels j'entretiens de bonnes relations, ils savent bien que ces lignes ne s'adressent pas à eux.

Comme je ne suis pas un ouvrièriste, je dirais qu'il ne faut pas oublier de dire que les pires, ce sont les ouvriers qui sont devenus des intellectuels ou qui pensent davantage que les autres et qui pour cette raison méprisent encore plus les autres ouvriers. Regardez Staline, Marchais ou Thibault. On dit aussi qu'il n'y a pas pire que les nouveaux riches ou un ouvrier qui a réussi selon les critères en vigueur dans leur société. Je suis bien placé pour en parler puisque je suis un ouvrier devenu un peu un intellectuel.

Comme tout ouvrier qui n'a pas suivi un cursus universitaire, cela va peut-être vous paraître étrange, je suis limité, je le serais sans doute même en étant passé par l'université comme chacun d'entre nous, mais pas tout à fait de la même manière. Je dois faire un effort supplémentaire pour faire preuve de logique ou manier la dialectique, je n'ai pas manié la logique pendant des années quotidiennement comme le font les étudiants, de plus ils sont obligés d'emmagasiner une somme importante de données précises qu'ils doivent être capables de sortir n'importe quand, n'étant pas passé par là, j'ai une mémoire capricieuse parce que je ne l'ai jamais soumise à cette discipline, même mon niveau d'attention n'est pas le même, etc., j'ai ainsi des faiblesses importantes que n'ont pas les intellectuels, je le sais et je dois faire avec.

Le piège pour un ouvrier qui apprend à penser, c'est à un moment donné de rester bloquer sur ce qu'il croit avoir compris, il considère que cet acquis est définitif, qu'il est arrivé, ensuite il ressasse toute sa vie la même chose. Vous me direz qu'il n'a pas besoin de commencer à penser pour arriver à cet état de léthargie intellectuel, il est dans la nature de chaque homme de penser qu'il est intelligent depuis sa naissance, mon père était ainsi et c'était invivable. Evidemment, mais dans le cas d'un ouvrier qui s'est engagé politiquement, comme il a ensuite cessé d'étudier ou de vérifier ce qu'il a étudié, c'est comme s'il avait cessé de penser du jour au lendemain, du coup, il est dès lors incapable d'évoluer. Je prends ici le cas général qui concerne la majorité des militants et je peux en témoigner par les nombreux courriels de militants que j'ai reçus, où aucun d'entre eux n'étaient finalement capables de défendre les positions de leur parti, comment l'auraient-ils pu puisqu'on leur demandait seulement de faire confiance en leurs dirigeants, ce qui est l'opposé d'un esprit libre et critique.

Pour conclure provisoirement sur ce sujet, vous voyez bien que l'on ne peut pas se passer des intellectuels, mais il faut les avoir à l'oeil comme disait Totsky ! Nous sommes complémentaires, c'est cela la recette pour construire le parti, à condition que les intellectuels écoutent les ouvriers et leur accordent un droit de regard sur la politique qu'ils préconisent, et que de leur côté les ouvriers acceptent de se faire guider par les intellectuels en leur accordant des capacités que nous n'avons pas. Etre guider, cela ne veut pas dire faire confiance aveuglément.

Devinettes pour se détendre, c'est le week-end.

En terme de PIB la Chine est la troisième puissance mondiale, la deuxième banque américaine est chinoise et la banque la plus rentable du monde est chinoise comme vous avez pu le lire dans le site.

Question : faut-il en déduire que l'impérialisme chinois a détrôné l'impérialisme américain ?

Réponse : non, car c'est la consommation américaine qui demeure la plus importante du monde et qui tire l'économie américaine avec un endettement qui dépassait les 5.000 milliards de dollars il y a déjà quelques années.

Qui gouverne le monde ? G. Bush ? Non la poignée de milliardaires à l'instar de Georges Soros qui a eux seuls possèdent un capital supérieur au PIB des 48 pays les plus pauvres de la planète. Ce sont eux qui sont responsables de la montée des prix du pétrole et des produits alimentaires, mais aussi des guerres, des guerres civiles, des génocides, des famines, etc. C'est G. Soros et ses amis qui ont financé les révolutions de palais dans les anciennes républiques de l'URSS pour affaiblir la position de Moscou et profiter de la faiblesse des pouvoirs en place en Géorgie, Ukraine, etc., pour placer des hommes à leur solde.

Autre chose.

Voici les expressions que j'ai relevées dans un tract d'une page sur l'Afghanistan : coalition impérialiste X 3, troupes impérialistes X 2, propagande impérialiste, , intérêts du capital monopoliste, intérêts impérialistes, expéditions impérialistes, barbarie impérialiste, impérialisme français, impérialisme « à visage humain », défaite des impérialistes, défense du capital monopoliste français.

Les militants qui savent d'où vient ce tract n'ont pas à ricaner car aujourd'hui aucun parti ou groupe ne fait autre chose ou mieux. Là cela tourne à la caricature, mais camarades, cela fait plus de 60 ans qu'on a le droit à ce genre de littérature carrément insipide, je me demande franchement quel travailleur va avoir le courage de lire un tract pareil jusqu'au bout.

Il faudrait déjà qu'ils aient une notion assez précise de ce qu'est l'impérialisme, or je ne suis pas sûr qu'il y en a beaucoup qui en ont une. Sur le fond, le contenu du tract est correct, la question n'est pas là, au-delà de la terminologie abscons destinée encore une fois uniquement à une élite de militants déjà habitués à ce vocabulaire, la question qui selon moi pose problème, c'est qu'il n'est dit nulle part que c'est avec notre argent que Sarkozy mène cette guerre en Afghanistan, pendant que des millions de travailleurs sont appelés à se serrer la ceinture, qu'il n'arrête pas de dire que les caisses de l'Etat sont "*vides*", à travers les difficultés quotidiennes que connaissent les travailleurs et leurs familles, c'était le moment ou jamais de faire ressortir leur haine du capitalisme en faisant le lien avec cette débauche de moyens gaspillés pour faire la guerre au lieu de satisfaire leurs revendications sociales.

Il n'y a pas de guerre propre ou sale comme l'expliquent les démocrates, la guerre propre, c'est celle qui ne laisse pas de traces, c'est la pire, car si elle ne t'a pas tué, elle te promet à la place des décennies de servitude jusqu'à développer une psychose permanente pour t'abrutir complètement.

Autre sujet.

J'écris très souvent comme je pense ou je parle, par exemple en postposant le sujet, il est placé après le verbe, d'où l'oubli parfois de l'accord du verbe avec le sujet. Je pense que mon langage est plus proche des travailleurs, parce qu'il est plus spontané, moins recherché, et c'est volontaire, c'est un choix de ma part, je préfère m'exprimer avec mon propre style, si on veut bien m'en accorder un.

Etre spontané, cela ne veut pas dire forcément qui n'a pas réfléchi, même notre spontanéité renvoie à une partie de notre conscience ou en est teintée, imprégnée, à nos acquis, nos connaissances. Ce qui doit éclore quand on est spontané, c'est le fruit de notre culture, au sens du paysan qui laboure, sème et puis récolte, le meilleur de l'être humain, que voudrait-on donner de mieux à autrui ou que voudrait-on qu'il nous donne de meilleur en lui ? Cela me fait penser au règne de la liberté où les êtres humains ne sont plus en concurrence les uns avec les autres, on n'est plus commandé par le règne de la nécessité et donc la paix règne sur terre.

Comment évoquer la liberté sans penser à l'abolition des classes et de l'Etat, quand c'est la condition politique à remplir pour accéder à cet idéal.

A moins de partir la tête dans les étoiles, on en arrive toujours à la politique.

Le 26 août 2008

Le 22 j'écrivais : " *Pour Gluckstein, le gouvernement n'a pas fait son travail, il ne s'est pas engagé à mettre en oeuvre* "un plan de relance"*, pour soutenir la consommation comme dirait Mailly, au nom des intérêts des travaillers évidemment.*"

Je ne pensais pas si bien dire, dans une interview au *Parisien*, Mailly explique

"*Il faut s'attaquer au problème du pouvoir d'achat des Français. Depuis un an, dans le privé, les salaires de base ont perdu 0,5% de pouvoir d'achat*", comme si Sarkozy était là pour cela !

Peu importe, le voilà qui donne des conseils au gouvernement : "*Que peut faire le gouvernement ? Dans le secteur privé, il peut conditionner les exonérations de charges sociales à la signature d'accords de salaires (...) et il peut aussi accorder un coup de pouce au smic*". (source : Reuters 24.08)

En passant cela veut dire qu'il n'est pas contre les exonérations de charges sociales, le vol d'une partie de notre salaire par les patrons. Mais camarades, il n'a pas à craindre les foudres des partis ouvriers qui collaborent avec lui puisqu'au niveau municipal ils sont eux-mêmes engagés dans la même voie, accepter que les maires dispensent des aides aux entreprises. Tout ce beau monde se rejoint finalement sur la même ligne politique.

Même son de cloche au PS par la voix de Faouzi Lamdaoui, secrétaire national du PS : "*Tandis que la France a besoin d'un plan de relance, le gouvernement prépare un plan de rigueur pour faire supporter aux Français le poids de ses erreurs économiques*". (source : AFP 23.08)

Vous avez dit in-dé-pen-dant, grand dieu de qui ? Expliquez-nous cela en détail si vous en êtes capables. On pourrait répondre : de tous ceux qui ne pensent pas comme vous et ils sont nombreux, nous sommes la majorité ne vous en déplaise.

Sarkonapoléon se pose tous les quatres matin en défenseur de la "*morale*" de la "*Nation*" - au point que les journalistes se sentent obligés de mettre une majuscule sur ce point minuscule de la carte du monde qu'est la France. Nous cela nous donne la nausée, pas vous ?

Autre chose.

J'ai téléchargé *La social-démocratie allemande* de Marx et Engels, un pavé de 164 pages, un véritable trésor que j'ai dû lire il y a trop longtemps pour m'en souvenir, je vais donc en faire mon livre de chevet pendant quelques jours. j'ai déjà relevé deux passages sur l'Etat et le parti qui réduisent en cendre la stratégie du POI. Pour le lire correctement il faut situer les analyses des auteurs dans le contexte de leur époque, ce qui ne veut pas dire évidemment que toutes leurs analyses seraient obsolètes ou dépassées aujourd'hui, loin de là.

A travers les écrits des dirigeants transpirent parfois leurs sources d'inspiration, c'est intéressant à détecter, mais ce n'est pas un exercice facile car seule l'expérience permet de les découvrir. Cependant cela ne manque pas d'intérêt car on finit par entrevoir les sources d'inspiration à côté desquelles ils sont passés, disons volontairement parce qu'elles ne permettaient pas de justifier leur stratégie ou tactique, ou encore de leur donner raison. C'est cette lacune que je m'emploie occasionnellement à combler sans tomber dans le travers inverse, et c'est là aussi que je puise la majeure partie de mon inspiration, justement là où ils ne veulent plus fourrer leur nez depuis qu'ils ont tourné casaque pour nous chanter les louanges du réformisme.

Finalement le réformisme ou la "reconquête de la démocratie sociale et politique", un "monde meilleur", une "meilleure répartition des richesses", une "Europe sociale", "plus démocratique", c'est la même salade indigeste avec des mots différents.

Un bref passage de *La social-démocratie allemande* pour vous mettre en bouche : "*Il ne faut pas se laisser induire en erreur par les appels à l' « Unité ». Les plus grands facteurs de discorde, ce sont justement ceux qui ont le plus ce mot à la bouche.* (ensuite ils écrasent les bakouninistes, ce passage est inutile ici, bien que le POI les a réhabilités contre Marx et Engels.)

Ces fanatiques de l'unité sont ou bien des petites têtes qui veulent que l'on mélange tout en une sauce indéterminée dans laquelle on retrouve les divergences sous forme d'antagonismes encore plus aigus dès qu'on cesse de la remuer, ne serait-ce que parce qu'on les trouve ensemble dans une seule marmite (en Allemagne, vous en avez un bel exemple chez les gens qui prêchent la fraternisation entre ouvriers et petits bourgeois), ou bien des gens qui n'ont aucune conscience, politique claire (par exemple, Mühlberger), ou bien des éléments qui veulent sciemment brouiller et fausser les positions. C'est pourquoi, ce sont les plus grands sectaires, les plus grands chamailleurs et filous, qui crient le plus fort à l'unité dans certaines situations. Tout au long de notre vie, c'est toujours avec ceux qui criaient le plus à l'unité que nous avons eu les plus grands ennuis et reçu les plus mauvais coups.".

A qui le dites-vous ! Excellent, non ? Au secours la poisse, Marx et Engels sont de retour !

Le 29 août 2008

Je mettrai plusieurs textes en ligne en fin de journée ou demain, dont un sur l'économie et un autre sur Sarkozy.

Je vais préparer un document en plusieurs parties à partir d'extraits commentés de *La social-démocratie allemande* de Marx et Engels tellement les questions qui y sont abordées sont en rapport avec celles que bon nombre de militants se posent. Cela

nous permettra de réfléchir tranquillement en d'excellente compagnie et de tordre le cou à bon nombre d'idées reçues que certains se sont évertuées à imprimer dans la tête des militants qui se réclament du trotskisme.

L'avantage des dirigeants, c'est qu'ils disposent du temps nécessaire pour lire, étudier et réfléchir, ce qui n'est évidemment pas le cas des militants puisqu'ils travaillent. En ironisant, on pourrait dire que ceux qui en ont le temps ne doivent pas travailler autant qu'ils ne le disent, mais rassurez-vous, cela concerne généralement ceux qui ont toujours soutenu ou soutiennent aveuglément leurs dirigeants au point que l'on se demande à quoi cela leur sert de réfléchir ou s'ils en sont vraiment capables. En ce qui me concerne, vous savez que je ne bosse pas et que je consacre tout mon temps à ce site, donc à vous.

Ma dernière trouvaille qui ne va pas bien loin, mais bon, il faut penser à tout. J'ai toujours été gêné par l'expression *pouvoir d'achat*, comme si nous travaillions uniquement en vue d'acheter quelque chose, de consommer, d'accumuler des biens matériels, comme les capitalistes qui accumulent des profits puisque c'est la raison d'être du capitalisme. Notre langage est polluée par plein d'expressions empruntées à leur société, je dis bien leur volontairement puisque ce n'est pas la mienne, ce n'est pas moi qui l'ait façonnée.

Donc au lieu de *pouvoir d'achat*, il vaut mieux parler des conditions de vie ou d'existence. La baisse du pouvoir d'achat, cela signifie vulgairement que tu as moins de fric pour faire tes achats, acheter. La baisse des *conditions de vie* inclut une diminution de l'argent dont on dispose pour subvenir à nos besoins matériels, mais pas seulement, elle a une autre portée, elle inclut une restriction de nos possiblités en général pour nous épanouir ou tout simplement essayer de vivre normalement et dignement, une restriction portée à notre liberté qui ne se limite pas à consommer comme si tout devait avoir une valeur marchande ou cette valeur devait être absolument mise au premier plan.

Ici par exemple, si vous rencontrez quelqu'un et que vous lui dites que vous avez été manger au restaurant, il ne vous demandera pas si vous avez bien mangé, si le lieu était agréable, etc., non, il vous demandera si c'était cher et combien vous avez payé, le reste lui viendra peut-être à l'esprit, mais après, et comme les goûts et les couleurs ne se discutent pas, il ne retiendra finalementque l'information que vous lui avez donné sur les prix pratiqués dans ce restaurant. Vous ne mangez pas pour vous nourrir et vous faire plaisir en même temps, non, vos mangez uniquement pour en avoir pour votre argent, je trouve cela terrible.

On dit parfois qu'il faut être un peu dérangé pour se poser certaines questions, certes, mais quand on voit qu'autour de nous les gens ne s'en posent pas beaucoup, il y a de quoi s'inquiéter et penser pour deux.

Par exemple, si je vous dis que personne ne se pose plus de questions quand il appuie sur l'interrupteur et que la lumière s'allume. Vous allez sourire et penser que c'est une question débile. Pas tant que cela et je vais vous le prouver.

Ici en Inde, il y a environ 10 à 15 ans, beaucoup de gens n'avaient pas l'électricité, on s'éclairait le soir avec des lampes au kérosène ou à l'huile, j'ai connu cette époque. Aujourd'hui, dès qu'il y a une coupure de courant les mêmes personnes se mettent à gueuler. Ils ont déjà oublié comment ils vivaient il y a seulement 10 ans. Je ne porte pas de jugement et je gueule autant qu'eux, je vous explique simplement les choses.

En France là-bas - ça me fait marrer d'écrire cela, quand quelqu'un appuie sur un interrupteur, il ne se pose plus de questions depuis belle lurette, alors quant à savoir si EDF est une société privée ou non, il s'en tape complètement, et lorsque sa facture ne cesse d'augmenter, il gueule mais sans savoir pourquoi non plus, il est comme notre Indien, car il a oublié qu'EDF était auparavant une entreprise nationalisée. Du coup la population ne s'est pas mobilisée en masse contre les privatisations depuis une vingtaine d'années, elles sont passées comme une lettre à la poste. Vous me répondrez qu'il y a des raisons politiques à cela, bien sûr, je les ai à l'esprit autant que vous, mais ce n'est pas de cela que je vous parle en ce moment, essayez de penser un instant librement.

Tout cela pour dire que les gestes apparemment les plus anodins que l'on fait sans réfléchir à leur contenu, ne sont pas forcément le témoignage d'un progrès (collectif) réalisé par la conscience des hommes (vous m'excuserez de ne pas emprunter le vocabulaire à la con des féministes). Comme il faut faire preuve de mesure en toute chose, il ne faut pas s'endormir sur ce genre de considérations évidemment. Mais on voit ici qu'à partir d'une observation qui paraît au départ inutile ou saugrenue, on peut arriver à une réflexion pleine d'enseignements.

On peut très bien aborder le même sujet sous des angles différents, c'est ce que je voulais dire, à moins d'être aussi bornés que nos dirigeants. Si l'on veut vérifier que le matérialisme dialectique est bien une interprétation correcte du monde qui correspond effectivement à sa transformation, il suffit d'observer de quelle manière se déroule l'évolution d'une plante, d'un animal, des hommes, de leurs sociétés...

On peut apprendre quelque chose de chaque expérience, même la plus infime, c'est le travail de toute une vie, c'est la raison pour laquelle il n'est pas inutile de relativiser nos propres connaissances au lieu de croire que l'on détient la vérité. Je suis sûr que l'on se chamaille souvent pour des conneries, alors qu'en fait, on a fait obligatoirement un jour les mêmes expériences et qu'on est plus proches les uns des autres qu'on ne le croit, je parle évidemment au sein de notre classe.

Un dernier mot, j'écris cette causerie directement dans le format qui apparaîtra à l'écran en langage html, donc il peut y avoir des coquilles ou des fautes que je n'ai pas vues. Il y en a qui pensent que je suis nul en orthographe, ce n'est pas le mot qui convient, Molière l'était bien paraît-il ! Par exemple, à la fin du paragraphe précédent, j'ai écrit *on est plus proches*, proches au pluriel, parce que *on* remplace *nous*, nous les uns et les autres, donc pluriel, bien que le verbe est au singulier, il y a plein de trucs tordus dans notre langue, c'est épouvantable, sans parler des mots qui ont deux genres, masculin et singulier, par exemple après-midi ou interview, mais bon je ne vais pas vous soûler (ou saouler) avec cela.

Bon week-end à tous.

Le 30 août 2008

Suite au véritable bordel qui s'est installé à l'Elysée, j'ai reproduit hier deux dépêches de presse dont il faut rectifier le contenu. Ne m'en voulez, toutes les agences de presse et les médias se sont fait piéger.

Première volte-face du gourvernement.

Après l'annonce jeudi par le journal patronal *La Tribune* que la taxation sur la participation et de l'intéressement des salariés présentée comme une taxation des profits des entreprises serait de 5%, Bercy "*dément clairement*" vouloir instaurer cette taxe qui en réalité existe déjà à hauteur de 300 millions d'euros pour la porter à 1,1 milliard.

Selon l'entourage de la ministre de l'Economie, Christine Lagarde : "*On s'en tient aux 300 millions*" annoncés en juillet. "*Il est totalement exclu pour l'instant de porter cette taxe à 5%*" selon la même source, vous apprécierez le "*pour l'instant*". Il y aurait eu des fuites sur les intentions réelles du gouvernement pour mobiliser le patronat contre cette mesure, afin que Sarkozy y renonce que je ne mettrais pas ma main au feu. (source : AFP 29.08)

Seconde volte-face du gouvernement.

Après que le va-t-en-guerre Kouchner ait annoncé que "*des sanctions sont envisagées (...) et bien d'autres moyens*" contre la Russie au Conseil européen extraordinaire de lundi, l'Elysée a été obligé de rendre public un démenti affirant qu'"*Au stade actuel, nous ne prévoyons pas de sanctions décidées par le Conseil européen*". (source : AP)

Voilà comment ils nous font mentir ! Quel cafouillage au niveau du gouvernement ! Cela fait désordre, le détraqué qui trône au Palais va les rendre tous dingues, il y en a qui vont craquer ou faire des grosses conneries, on n'a pas fini de se marrer.

Tiens à ce propos, j'ai appris que Sarkonapoléon avait fait des siennes lors de la cérémonies dédiées aux 10 soldats morts en Afghanistan, il se serait marré et se serait affalé sur une chaise les jambes écartées pendant que les ministres présents étaient debouts face aux familles.

De la part d'un parvenu rien d'étonnant, c'est un rustre qui n'a aucune éducation, un vulgaire voyou, il est à l'image de ceux qu'ils représentent, le lumpenprolétariat de la bourgeoisie comme disait Marx. La bourgeoisie décadente ne voulait pas se salir les mains pour faire la sale besogne qu'exigeait la situation du capitalisme, il lui fallait un pauvre type genre arriviste ambitueux sans scrupule, un homme de main formé aux techniques du marketing en communication, elle a trouvé son homme providentiel en Sarkozy.

Lu dans un site Internet dont je n'ai pas relevé l'adresse, peut-être agoravox :

"A propos de la politique anti terroriste (toile de fond de la participation active des militaires français sur le terrain d'Afganistan) de sa majesté Sarko 1er laissez moi vous citer ceci:

« *la première condition pour les droits de l'homme et pour la liberté et le progrès, c'est d'extirper le terrorisme auquel nous sommes tous soumis, le terrorisme constitue une situation de guerre, et tous les états sont solidaires pour le combattre. La France est solidaire de toutes les luttes contre le terrorisme.* »

Qui a dit ça ? Sarko 1er ? Et bien non, c'était Michel Poniatowski en novembre 1977 lors d'une visite en Argentine en pleine dictature fasciste et Ponia tint un discours à cette occasion ou il assura le soutien de la France aux généraux et les félicita pour leurs "méthodes"... "

Un autre internaute rectifiera en apportant un complément d'information :

"Non, c'est avant, juste après la guerre d'Algérie vers 60-61 que des "experts" français en lutte antisubversive, dont le gnl Paul Aussaresses, formeront les officiers nord et sud américains aux techniques de la "guerre moderne" qu'ils appliqueront ensuite au Vietnam (opération Phoenix) au Brésil, en Uruguay, au Chili, en Argentine (avec au niveau international l'opération Condor)...Arrestations, tortures et disparitions tel était la teneur de ces "cours".

Petit exemple pour expliquer les "techniques" d'interrogatoire, quand les escadrons de la mort arrêtaient un "suspect" on embarquait aussi la femme et les enfants et on les torturaient devant lui afin de le faire craquer, parmi les disparus (Argentine) il y a de nombreu(se)x adolescent(e)s de 12,13,14,15 ans.

Il est à noter qu'une collaboration politique secrète a existé entre le gouvernement français de Giscard D'Estaing et l'Argentine et le Chili de Videla et Pinochet...

Lisez l'excellent bouquin de : Martine Monique Robin *Escadrons de la mort, l'école française* "

Ce rappel est à mettre en parallèle avec le contenu d'un courriel que j'ai reçu, mentionnant que le lundi 25 aout 2008, à la page 30 du journal *La Montagne* figurait un article sur la guerre en Afghanistan dont voici un extrait :

« *Le chef d'état-major des armées françaises, le général Jean-Louis Georgelin a, pour sa part, souligné que les soldats tombés dans l'embuscade "ne se sont pas laissés faire". "On a perdu dix hommes mais les insurgés en ont perdu huit fois plus" lors de l'attaque et lors d'opérations menées les jours suivants.* »

Cela pue effectivement la revanche barbare à plein nez.

L'auteur du courriel précise ce qui s'est passé les jours suivants : "*Et en effet, les jours suivant, le bombardement du village de Nawabad effectué par l'armée d'occupation (armée de l'OTAN) a tué une centaine de civils afghans dont la plupart étaient des femmes et des enfants : au moins 60 enfants, 15 femmes et 15 hommes !*"

Toute ressemblance avec des évènements appartenant au passé ne serait que pure coïncidence évidemment !

Guerre d'Indochine, guerre d'Algérie, dictatures militaires, guerre en Afghanistan, un demi-siècle plus tard, les mêmes méthodes aux ordres des mêmes commanditaires pour que le régime capitalisme survive.

Y aurait-il une autre alternative que socialisme ou barbarie ?

Un dernier mot, demain repos forcé, je pense bien mérité.

Bon dimanche à tous.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries septembre 2008

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1re septembre 2008

A venir un texte sur la Bolivie et le soutien qu'il faut apporter au processus révolutionnaire en cours dans ce pays et à Evo Morales compte tenu de sa rupture avec les représentants de la bourgeoisie.

Avant d'épiloguer inutilement sur ce que vous pourriez appeler un revirement politique de ma part, je pense que vous n'êtes sans doute pas au courant des derniers développements politiques en Bolivie qui justifient mon changement de position, avec des réserves évidemment, je m'en expliquerai dans quelques jours. Le problème c'est aussi que je manque cruellement d'informations pour avancer une orientation politique plus concrète, par exemple je ne sais pas quelle sera l'attitude de l'armée et qui la compose exactement, alors qu'elle va jouer un rôle déterminant dans les mois à venir, d'ici les deux ou trois référendums que Morales a annoncés et qui devraient se tenir d'ici la fin de l'année ou le début 2009.

Le combat contre la présence militaire en Afghanistan doit être complémentaire du combat pour soutenir la révolution en Bolivie, la point avancée du combat du prolétariat mondial contre le capitalisme, pour le socialisme.

Sur l'Ossétie du Sud.

Dans les infos en bref vous lirez que Medvedev a affirmé que l'indépendance de l'Ossétie du Sud était "irréversible" et que cette région serait sans doute intégrée dans la Russie dans quelque temps.

Quand j'ai osé écrire qu'il faudrait modifier la frontière entre la Russie et la Géorgie afin que l'Ossétie soit unifiée, je me suis dit que j'allais passer pour un rigolo, pas tant que cela en fin de compte. Cela ne veut pas dire pour autant que Medvedev se soucierait du sort des Ossètes, disons pour des raisons qui ne sont pas les nôtres, mais cette décision serait susceptible de répondre à l'attente de cette population qui ne peut pas vivre indéfiniment tiraillée entre deux pays, c'est la seule chose qui nous importe, le sort des Ossètes prime sur tout le reste. Et quant à ceux qui y verraient un soutien à Moscou, laissons-les à leurs élucubrations.

Autre sujet très vite.

Vous avez sans doute remarqué que chaque parti ouvrier avaient pondu sa propre déclaration ou communiqué à propos de la présence militaire française en Afghanistan. Ils n'ont même pas été foutus de s'entendre sur une question qui ne devrait même pas prêter à discussion dans nos rangs tellement les choses sont simples et claires. Même les groupes ont sorti leur propre communiqué ou tract, navrant ou désolant ! Et après les uns et les autres voudraient qu'on leur fasse confiance, alors qu'ils font tout pour inspirer le contraire.

N'y aurait-il pas deux dirigeants ou responsables de formations politiques qui auraient quelque chose dans le crâne ? On est en

droit de se poser cette question, j'en suis sincèrement désolé, je préfèrerais de loin ne pas avoir à la poser.

Pour finir, j'ai trouvé répugnant le dernier éditorial de D. Gluckstein qui renvoie à un article de la page 4 où ils donnent la parole à un père de militaire pour qui les commandots de parachutistes et les légionnaires sont des "*enfants*", pour ainsi dire des enfants de coeur innocents et sans défense que l'on envoie à l'abattoir. Je vais rédiger un article critique sur cet éditorial qui m'est resté en travers de la gorge. Je vais essayer de ne pas l'écrire au vitriole, mais il va falloir que je me fasse violence.

On attend un rectificatif de la part du POI expliquant que la résistance afghane ne se composent pas uniquement de talibans et que le POI cesse d'employer le même langage que Sarkozy et Bush.

L'expression de "résistance afghane" à l'occupation militaire étrangère me semble plus appropriée pour parler de la population afghane qui s'engage toujours plus nombreuse héroïquement contre la coalition impérialiste formée par 45 pays. Au fait, il n'y a pas 3.300 militaires français en Afghanistan comme je l'ai écrit, mais 2.500, je m'étais fié à une dépêche de presse inexacte.

Bonne semaine à tous

Le 3 septembre 2008

Je n'ai pas mis de dépêches sur la situation en Thaïlande pour la bonne raison que des informations contradictoires circulent.

Par exemple, aux infos hier soir sur TV5 Monde Asie, un journaliste a dit que les milliers de partisans de l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD), coalition hétéroclite de militants nationalistes, royalistes et syndicaux qui continue de réclamer le départ du Premier ministre, Samak Sundaravej, réclamaient l'abolition du droit de vote dans les campagnes, sous prétexte que la population rurale ne saurait pas voter ou serait manipulée (achetée) par le parti de l'ancien Premier ministre M. Thaksin, par ailleurs milliardaire corrompu jusqu'à l'os et qui a été renversé par des généraux royalistes en 2006.

Dans le même temps, voici ce que disait hier le correspondant de l'AFP sur place : "*Le parti de M. Samak, dominé par des lieutenants de M. Thaksin, avait largement remporté en décembre dernier les premières élections législatives depuis le putsch. Mais, mardi, indépendamment de la crise, la Commission électorale a recommandé au bureau du procureur général d'ordonner la dissolution du parti de M. Samak pour fraude électorale.*".

Nous sommes au début du mois de septembre et ces élections ont eu lieu en décembre, soit depuis plus de 8 mois, reste à savoir pourquoi la commission électorale a mis aussi longtemps pour conclure son enquête sur ces élections. Le gouvernement pensait-il que la tension serait retombée ? C'est une hypothèse. Reste à vérifier l'info de TV5.

De toutes manières, si les choses se passent comme en Inde, tous les partis politiques parcourent les villages et les faubourgs des grandes villes pour distribuer de l'argent aux électeurs, à l'exception des partis "communistes", j'en ai été témoin. Ce qui n'a pas empêché les électeurs de virer du pouvoir à plusieurs reprises depuis le milieu des années 70 le parti du Congrès (Congres I), et d'élire des membres des PC à la tête de plusieurs Etats, au Bengale (Kolkatta, ex-Calcutta) et au Kerala.

J'ai l'impression que la situation politique est aussi pourrie en Thaïlande qu'en Inde où des partis bourgeois se retrouvent systématiquement du côté et contre le gouvernement, ce qui oblige à redoubler de précautions avant de prendre position.

Un mot sur l'Inde.

En Inde, certains annoncent déjà la défaite du Congres I aux prochaines élections, il ne se maintient au pouvoir actuellement que grâce au soutien des partis "communistes", et dans l'Etat du Tamil Nadu où j'habite, la défaite du parti au pouvoir le DMK est pratiquement assuré en raison des coupures de courant devenues insupportables, de 3 à 10 heures par jours en moyenne depuis des mois et cela ne cesse d'empirer, si l'on ajoute la hausse des prix et le chômage, la coupe est pleine, mais il cèdera la place à un autre parti bourgeois l'AIADMK tout aussi pourri et corrompu.

A propos justement de la hausse des prix, j'avais écrit récemment qu'elle était restée limitée, et bien les faits récents me font mentir, on vient de subir une hausse des prix spectaculaires de 20 à 40% sur pratiquement tous les produits de base, y compris les cigarettes ! Contrairement à la France, il est déjà arrivé plusieurs fois que le gouvernement indien baisse le prix de l'essence quand le prix du pétrole baissait sur le marché international.

J'ai seulement appris hier (TV5 Monde Asie) que plus d'un million d'Indiens étaient touchés par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'Etat du Bihar dans le nord de l'Inde, personne ici ne m'en avait parlé. Il faut dire que c'est à près de 3.000 Kms d'ici et que chacun déjà essaie de survivre comme il peut, donc on ne se soucie guère des problèmes qui peuvent avoir lieu ailleurs

en Inde. On jette régulièrement un oeil à la mer avec une pointe d'angoisse dans la poitrine (on ne peut pas oublier le tsunami), on regarde le ciel dès qu'il s'obscurcie en se demandant ce qu'il nous réserve dans les heures à venir, bref, le quotidien quoi, et avec cela il ne faut pas devenir parano ou alors il faut foutre le camp, finalement j'ai décidé de rester quitte à bouffer du riz tous les jours et me priver davantage, c'est un choix, je suis trop tranquille où j'habite.

Ici, au bord de mer, il pleut moins que dans les terres et comme c'est du sable, on ne craint pas les inondations, seulement les cyclones et les tremblements de terre (trois en 12 ans). Personnellement, c'est le vent mon pire ennemi, il peut tout ravager en quelques secondes et bien entendu comme cela arrive rarement, on n'y est pas préparé, de toutes manières, si cela se produisait (ou reproduisait, la dernière fois ce fut en octobre 2000, 120Kms/h), je n'ai absolument rien pour calfeutrer les portes et les fenêtres, ce serait un carnage, mais bon, comme dirait l'autre, n'y pensons pas.

Un autre sujet.

Dans de nombreux sites on trouve des compteurs qui comptabilisent le nombre de visites. En fait il faut diviser ce chiffre par 2,5 ou 3, car tous les sites sont visités régulièrement par des robots, des entreprises ou institutions de tout ordre sans que l'on sache exactement qui ils sont (Unresolved/Unknown, Network, US Commercial).

J'ai été surpris hier de constater que le gouvernement américain (US government) s'était connecté sur le site. L'autre jour c'était les renseignements généraux français, c'est guère mieux. Si un jour je suis porté disparu, vous ne vous étonnerez pas. Je plaisante, disons à moitié seulement, ils sont tellement dingues !

Pour finir un petit passage de *La social-démocratie allemande* de Marx et Engels.

"*Se représenter la société socialiste comme le règne de l'égalité est une conception unilatérale de Français, conception s'appuyant sur la vieille devise Liberté, Égalité, Fraternité, et se justifiant, en ses temps et lieu, comme phase de développement ; mais, de nos jours, elle devrait être dépassée comme toutes les visions unilatérales des vieilles écoles socialistes, car elle ne fait qu'embrouiller les esprits et doit donc être remplacée par des formules plus précises et mieux adaptées aux choses.*" (page 38 version Internet)

Il y en a qui justement s'appliquent minutieusement et inlassablement à vouloir embrouiller les militants et les travailleurs, inutile de vous dire à qui je pense, vous avez tous deviné. Ces devises sont celles de la République bourgeoise.

"*En général, le programme officiel d'un parti importe moins que sa pratique. Cependant, un nouveau programme est toujours comme un drapeau que l'on affiche en public, et d'après lequel on juge ce parti. Il ne devrait donc en aucun cas être en retrait par rapport au précédent, celui d'Eisenach en l'occurrence.*" (même page)

En "*aucun cas*" dites-vous, quels pauvres d'esprit ces deux "petits socialistes", regardez plutôt ce que font les adeptes du "*grand socialiste*" Jaurès.

Lambert-Gluckstein se sont employés là aussi à faire systématiquement l'inverse sans doute parce qu'ils étaient beaucoup plus intelligents que Marx et Engels réunis : le programme du PCI était certes très incomplet et en partie dépassé, mais il était révolutionnaire, celui du PT ne l'était plus, et celui du POI encore moins. Cela ne les empêchent pas de se réclamer du marxisme et de ses enseignements, du moment que leurs militants n'y voient que du feu, où est le problème ? J'allais dire que l'important c'est la rose, mais c'est un jeu de mots trop facile.

Une pensée pour les camarades qui dépriment et cela me tracasse, je le sais, ils me l'ont écrit. Voyez comme on peut s'amuser en faisant de la politique tout en étant sérieux, il faut parfois prendre dans la vie les choses au second ou au troisième degré, sinon il n'y a plus qu'à se foutre une balle dans la tête dans cette société de merde, même si ce n'est pas dans notre tempéramment, il faut souffler parfois.

Regardez, cela fait six mois que ma compagne Magueswary est en France, ce n'est pas facile à vivre pour elle comme pour moi. Depuis que l'on s'est rencontrés, cela remonte à août 89, au total on a dû être séparés pendant plus de 4 ans, à cause de papiers et de visas, d'opérations chirurgicales, pas de fric pour voyager ensemble, etc., mais bon on tient le coup quand même.

Quelqu'un a dit que celui qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir, je traduis cela en termes de fidélité avec ses amis, ses potes, ses proches et ses parents, tous ceux avec qui on s'est lié un jour d'amitié, même s'ils m'ont oublié depuis longtemps, peu importe j'y pense toujours, s'il fallait bazarder son passé à la moindre occasion ou parce que cela nous arrange, on finirait par en crever d'ennui, dans la solitude de préférence.

Nous avons le malheur d'être vieux et jeunes dans notre tête, pensons à la chance que nous avons par rapport à tous ces jeunes qui par malheur sont déjà vieux et qui se croient supérieurs à nous, ils en reviendront un jour. En attendant, ils ont besoin de nous autant que nous avons besoin d'eux. La fraternité qui existe dans notre classe n'est pas forcément celle que l'on peut voir à

l'oeil nu. L'essentiel, c'est d'être soi-même, et à partir du moment où l'on sait que l'on ne nuit pas à nos semblables par notre comportement, le reste importe peu. Ne cherchons pas à changer le monde par des mots ou des belles pensées car on sera forcément déçu à l'arrivée.

On peut s'engueuler entre camarades, polémiquer grave, même dire des conneries, je ne vais pas vous faire le coup tout le monde il est beau tout le monde il est gentil, mais bordel, on appartient tous à la même famille politique, et c'est vrai que si on parvenait à s'entendre sur le minimum, beaucoup de militants se sentiraient mieux dans leur peau aujourd'hui. Que les camarades qui ont des responsabilités veuillent bien y réfléchir un instant. Merci d'avance pour eux Philippe, Pierre, Etienne, François, Pedro, Olivier, Ludovic et les autres.

Le 4 septembre 2008

Je vous conseille de lire l'article sur Sarkozy car il fourmille de renseignements intéressants, pas seulement sur lui d'ailleurs, mais aussi Kouchner par exemple.

L'interview de Poutine est également intéressant, on peut être un ex-membre du KGB et ne pas être complètement débile, il connaît bien l'histoire de la Russie et de l'URSS, c'est à lire à mon avis.

Le texte sur la Chine se termine mal, mais bon, ce qui nous intéresse ce sont les données qu'il contient et non le point de vue de l'auteur qui se place bien sur le terrain de la lutte des classes, mais du mauvais côté, c'était inévitable.

J'ai téléchargé une quinzaine d'articles sur la Bolivie afin de préparer un article qui ne sera pas prêt avant la semaine prochaine.

Un petit mot sur l'Inde.

Je suis allé ce matin régler ma facture d'électricité et j'ai discuté avec des employés. Ils m'ont appris que le courant est désormais coupé tous les jours jusqu'à une date indéterminée, de 6h du matin jusqu'à 9h, le soir de 18 à 19h et un peu plus tard de 22 à 23h, soit 5 heures par jours en raison de la faiblesse de la production d'électricité. Sans compter les autres coupures dues à des défaillances du réseau, le vent ou la pluie, une branche d'arbre ! Comme les émissions intéressantes ou les films sur TV5 Monde Asie commencent à 21h et durent jusqu'à 22h30 ou 22h45, autant dire que je ferai autre chose à la place.

Autre chose.

J'ai lu l'éditorial d'hier de Gluckstein *Sortir ou pas...* et j'en partage en grande partie le contenu, il a correctement réagi sur le RSA qui est une véritable saloperie pour amplifier la paupérisation, il a remplacé le "*peuple français*" par le "*peuple travailleur*", c'est mieux, c'est mieux que le "*monde du travail*" (PCF, LO, LCR) qui me donne la nausée, le seul problème c'est comme toujours sa conclusion où il concentre tous ses coups uniquement contre l'Union européenne.

Le combat contre l'Union européenne est correct évidemment, je n'ai jamais dit le contraire, mais sur le plan de l'éducation des masses il ne peut pas servir à faire progresser la conscience politique des masses, car c'est mettre la charrue avant les boeufs comme je l'ai déjà expliqué à maintes reprises.

Je comprends parfaitement qu'il soit intéressant et nécessaire pour leur montrer qui se placent sur le terrain de l'UE et qui prône la rupture avec l'UE, mais je ne suis pas sûr qu'elles en tirent un quelconque bénéfice, car le lien avec les institutions de la Ve République et plus particulièrement la constitution leur échappe. Je pense plutôt que c'est une tactique d'appareil qui sert principalement à se démarquer des autres partis et sert d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière, ou plus précisément qui ne sert pas ses intérêts fondamentaux et ne permet pas de faire un pas en avant vers l'objectif du combat du mouvement ouvrier tel que l'ont défini les marxistes.

Si l'on s'en tient à l'état d'esprit des masses, à celui des couches les plus avancées qui coïncide aujourd'hui avec celui de l'immense majorité des travailleurs, c'est contre Sarkozy, le gouvernement et le Parlement qu'il faut concentrer le tir, car pour elles, ce sont eux qui sont responsables de la situation sociale actuelle, qui distribuent des milliards d'euros aux plus riches et qui taxent toujours plus le reste de la population dont une partie toujours plus importante sombre dans la pauvreté, qui expliquent qu'il n'est pas possible de faire une autre politique parce que les caisses sont "vides", mais qui au même moment dépensent plus d'un milliard d'euro par an pour aller guerroyer aux quatre coins du monde.

Les travailleurs le savent pertinemment, ils ne sont pas sourds et aveugles, encore moins stupides au point de ne pas comprendre qu'on les trompe quotidiennement. Ce serait faire une grave erreur de penser le contraire, et je précise que ce n'est pas là prendre ses désirs pour la réalité, la multitude de témoignages rapportés par les militants et l'écho que rencontrent les campagnes engagées le prouvent amplement, même les médias sont obligés d'en tenir compte, l'immense majorité de la

population en a marre de Sarkozy, son gouvernement, ajoutons du PS qui le soutient.

Par contre, si un certain nombre d'entre eux comprennent le lien qui existe entre leur triste sort et la politique du gouvernement en faveur des patrons, ils ne peuvent pas comprendre spontanément que la politique du gouvernement est le produit des contradictions du systèmes capitalistes et sa raison d'être, l'accumulation du profit, par conséquent, ils ne peuvent pas en déduire qu'il faut s'en prendre au fondement du capitalisme pour sortir de cette situation, ce qui passe sur le plan politique par l'abolition de la constitution et des institutions de la Ve République qui sont les piliers du régime.

Finalement, c'est la question du pouvoir qui leur échappe, qui plus est si aucun parti ne la pose clairement, ils se retrouvent désarmés sans perspective politique, du coup, tous les combats qui sont menés ne servent à rien ou presque, malgré l'acharnement qu'y mettent les militants.

Je ne tiens pas à polémiquer pour le plaisir, c'est plutôt une contrainte qu'autre chose, je n'ai pas lu encore la page 8 du n° 12 d'*Informations ouvrières*, mais quand j'apprends qu'une délégation va se rendre chez Sarkozy pour lui expliquer qu'il faut qu'il renationalise la sidérurgie, là le POI dérape, pire il déraille complètement.

On ne peut que condamner cette initiative, c'est tirer les masses en arrière : Sarkozy est ultra minoritaire dans le pays, il est illégitime, il n'y a pas une décision qu'il ait prise ces derniers mois qui n'ait pas été massivement rejetée par la population. Qu'est ce que le POI veut prouver à travers cette initiative ? Que Sarkozy est favorable aux privatisations, qu'il est du côté des capitalistes ? Il n'y a que les couches arriérées du prolétariat qui ne le savent pas encore. Et pour déboucher sur quoi au juste ? Pour l'entendre dire qu'il se pliait aux injonctions de l'UE, des multinationales ? Et après, on le sait déjà, vous serez bien avancés ! Cela ressemble à un baroude d'honneur qui va finir comme d'habitude dans une impasse.

J'ai envie de dire que c'est forcément ce qui arrive quand on n'a pas compris que l'on ne combat pas pour obtenir un résultat immédiat dans le cadre de ce qui est seulement possible, car c'est s'abaisser politiquement au niveau de conscience des masses, mais (à l'opposé) en ayant pour unique objectif de faire progresser la conscience politique des travailleurs afin de construire le parti sur des bases saines et solides et non sur des marécages. On en a vraiment rien à foutre de réunir des centaines de milliers de signatures sur une pétition qui finira dans une poubelle, de manifester à un million si on ne recrute pas des milliers de travailleurs sur une base politique qui permettra d'en faire des combattants révolutionnaires conscients, de contruire le parti dont nous aurons besoin, pas aujourd'hui, mais demain. Aucune action n'est inutile, à cette seule condition, sinon c'est perdre littéralement son temps et gaspiller son énergie pour rien.

Car la véritable question, ce n'est pas la soumission de Sarkozy devant l'UE, mais le fait qu'en tant que représentant de la classe des capitalistes, il ne peut aller contre leurs intérêts, par conséquent, il n'y a pas d'autre solution que d'engager le combat pour le chasser, mais pas seulement, car un représentant du capitalisme en cache un autre et ainsi de suite, qu'il est l'étiquette UMP ou PS, il faut donc en finir avec les institutions et la constitution qui sont à leur service et sur lesquelles il s'appuie pour gouverner et mettre en oeuvre sa politique anti-ouvrière.

Le lien politique qui permet de comprendre pourquoi le capitalisme a réussi à passer le cap du XXe siècle, il réside dans la continuité des institutions politiques qu'ils s'est forgés pour asseoir son pouvoir, sa domination sur la classe ouvrière. Depuis 1789, toutes les institutions et les différentes constitutions, les cinq républiques qui se sont succédées constituent le socle, le pilier sur lequel repose la légitimité des rapports sociaux d'exploitation capitalistes. C'est leur principal point commun et leur seule raison d'être, c'est la raison pour laquelle il faut les abattre en premier, les abolir par décret. Ce sera au gouvernement révolutionnaire provisoire de s'en charger.

En dehors de cette perspective politique, comment peut-on imaginer avancer ne serait-ce que d'un pas vers notre objectif ? C'est se leurrer.

Le 5 septembre 2008

J'ai lu rapidement le rapport sur la crise financière de René Ricol et j'en ai extrait les passages qui me semblaient les plus intéressants en les commentant brièvement. Je ne suis pas un spécialiste en questions financières et je peux vous dire que cela n'a pas été une partie de plaisir, même il faut bien s'y mettre aussi.

Je n'ai rien fait d'autre de la journée.

Hier j'ai lu les résultats d'un sondage paru dans *L'Humanité* qui fait ressortir que 56% des "*salariés*" interrogées se disent prêts à descendre dans la rue pour les salaires et les retraites, et 51% sur la totalité de la population.

Faites un rapide calcul, il y a environ 44 millions d'adultes en âge de voter, divisons par 2, cela fait 22 millions, retirons les

étudiants qui peuvent ne pas se sentir concernés pour le moment, je ne sais pas combien il sont, soyons large, retirons 5 millions, il reste 17 millions de manifestants potentiels, retirons encore les deux tiers des retraités, cela donne 10 millions de manifestants.

Le même sondage révèle que 53% des "*salariés*" sont prêts à se mettre en grève pour une augmentation de salaire. Les patrons et le gouvernement ont du souci à se faire ! Et les dirigeants syndicaux pourris en premier lieu !

Toujours dans le même sondage, "*Interrogés sur les mesures proposées par la gauche pour augmenter les salaires et pensions de retraite, une majorité des Français (55%) a le sentiment qu'elles ne seraient "pas efficaces" si elles étaient appliquées*" (source : AFP 04.09)

Conclusion, non seulement un nombre considérable de travailleurs sont prêts à engager le combat immédiatement contre le gouvernement, et la majorité d'entre eux ne se font aucune illusion sur le PS et le PCF, quel soulagement !

Il n'y a donc pas lieu d'être pessimiste ou de se morfondre. Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est minoritaire et illégitime. Son pouvoir est contesté par la majorité des travailleurs, il ne reste plus qu'à faire le lien entre la situation sociale actuelle qui est intolérable et la nécessité pour les capitalistes d'accumuler toujours davantage de profits, ce qui explique la politique de Sarkozy en leur faveur...

Il ne faut pas tomber dans le piège qui consiste à isoler la question des salaires de la question du pouvoir politique, à la traiter comme une abstraction, ce que font très bien les réformistes en subordonnant leur tactique au niveau de conscience des masses, car c'est uniquement en montrant aux travailleurs le lien qui existe entre les deux que leur conscience politique progressera.

Si maintenant il y en a qui préfèrent réduire leur activité politique au niveau du syndicalisme, ce n'est pas une raison pour les imiter.

Unité des partis ouvriers et des syndicats, oui, mais sans le PS qui n'est pas un parti ouvrier !

Le smic à 1.500 euros nets tout de suite !

Pas une retraite en dessous de 1.500 euros nets !

300 euros d'augmentation pour tous les salaires en dessous de 3.500 euros (par exemple)!

Le 11 septembre 2008

A zéro heure tapante je me suis souhaité un bon anniversaire, c'était en 1955. Dans l'après-midi j'avais reçu une carte postale de ma compagne qui est en France depuis 6 mois déjà et qui n'en peut plus.

Avec le temps comme disait Léo Ferré tout fout le camp et tout le monde a tendance à vous oublier y compris vos proches, à cela aussi il faut s'y faire, on peut le regretter mais il y a plus grave dans la vie, par exemple ce qui se passe en Afghanistan, Bush vient d'annoncer l'envoi de 4.700 soldats supplémentaires. Vous trouverez plus loin la liste des partis et organisations qui appellent à la manifestation du 20 septembre à Paris, mais aussi dans tout le pays. J'ai rajouté le POI qui y appelle et y participera également. A noter qu'il ne figure pas sur les listes diffusées sur Internet, ce parti apparemment en dérange plus d'un.

A ce propos, non seulement les médias n'ont pas couvert le congrès de fondation du POI, mais j'ai noté aussi que l'ensemble des partis, organisations ou groupes de militants avaient témoigné le même mépris vis-à-vis du POI, ce que je considère incorrecte, à croire que cela leur cause quelques problèmes internes et qu'ils sont incapables de se disposer par rapport à ce parti. En dehors de quelques formules lapidaires dont ils ont le secret, je me demande ce que leurs dirigeants ont bien pu raconter à leurs militants. Raison de plus pour s'y intéresser et pour suivre son évolution.

La difficulté d'être objectif quand on traite d'une formation politique réside dans le fait qu'il faut se mettre à sa place pour comprendre sous quel angle il analyse la situation, or bien peu font cet effort qui est pourtant indispensable pour ne pas se méprendre sur sa politique et son objectif. On a la fâcheuse tendance à analyser le comportement d'un parti en oubliant la place spécifique qu'il occupe, son histoire, son évolution, etc. En réalité cela s'avère fort complexe, du coup on se contente de le critiquer parce qu'il ne nous ressemble pas trait pour trait. C'est une erreur évidemment. On préfère y voir de préférence ce qui nous en sépare plutôt que ce qui nous en rapproche, en partant de ce principe, on ne peut en avoir qu'une idée négative, déformée et loin de la réalité.

A mon niveau je m'emploie à éviter de tomber dans ces travers, ce qui n'est pas toujours compris par les militants et peut conduire à des malentendus, car la plupart de mes analyses sont influencées par l'objectif que je poursuis, et même s'il figure plus ou

moins distinctement dans chaque texte, je me suis rendu compte que les militants n'avaient pas forcément toujours la capacité de faire la part des choses. C'est regrettable, mais c'est inévitable, je n'y suis pas obligatoirement pour quelque chose, donc je me dois de préciser ma pensée.

Ainsi, à ceux qui pensent que je passe mon temps à casser du POI et qui s'en réjouissent, je tiens à leur dire ici qu'ils se trompent lourdement à la fois sur mon comportement et sur mes intentions. S'ils s'identifient au contenu de mes articles sur le POI en pensant y trouver un rejet de ce parti ou pour régler des comptes, ils ont tout faux, je tiens à leur dire pour que les choses soient bien claires entre nous. Je le répète encore une fois, je n'ai jamais été animé à l'encontre du PT ou du POI par cette sorte d'instinct suicidaire.

Malgré toutes les critiques que l'on peut formuler à l'encontre du POI et ses dirigeants en particulier, il demeure qu'on le veuille ou non le seul parti ouvrier en France sérieux et digne d'intérêt pour le mouvement ouvrier. Je vous ferais remarquer aussi que je ne me contente pas de critiquer la politique du POI quand cela me semble nécessaire, à chaque fois cette critique repose sur des faits et je m'efforce d'étayer mes propres positions sur des arguments dont chacun peut se saisir pour en vérifier la validité ou non. Ainsi, je m'emploie davantage à convaincre des militants, des cadres et pourquoi pas des dirigeants de ce parti de réfléchir à nouveau à la politique de leur parti pour parvenir à en modifier le cours.

Vous me direz que je me fais des illusions, tout dépend sous quel angle on voit les choses, cela se discute. En ce qui me concerne, je n'ai pas l'impression de cultiver des illusions dans ce parti et ses dirigeants, je m'efforce d'être cohérent avec les idées que je défends, donc un désaccord entre nous sur ce point révèle que nous ne partageons pas tout à fait les mêmes idées sur des questions essentielles ou que nous n'accordons pas la même importance à différents facteurs déterminants.

Je vais préparer un texte à partir de courriels que j'ai échangés avec des militants sur cette question. J'ai eu l'occasion de me rendre compte que certains camarades avaient une conception du parti tellement rigide ou idyllique qu'elle devait les conduire infailliblement à demeurer en dehors de tout parti, ce qui est évidemment dommage pour tout le monde.

Jusqu'à présent, je pensais qu'ils avaient assimilé les principes de base qui sont à l'origine de la nécessité de contruire un parti, or il n'en est rien. Leurs idées sur le parti comportent de graves lacunes, alors lorsqu'ils y mêlent des lacunes sur la compréhension de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, cela donne un cocktail explosif, pour le coup ils confondent tout et ces militants se placent inconsciemment eux-mêmes en dehors de tout contrôle, donc or de tout parti.

On peut me reprocher de voir les choses de l'extérieur, mais de l'extérieur si on a la capacité de considérer l'ensemble des éléments tels qu'ils sont et de prendre en compte leurs rapports tels qu'ils existent, on a la possibilité d'en faire une description assez précise, ce qui n'est pas forcément le cas lorsqu'on a les deux pieds dedans et que l'on est juge et partie. On dit parfois qu'il faut prendre un peu de recul avec la réalité pour mieux la comprendre, c'est un peu la même chose ici.

Quand on est partie prenante dans un parti, on ne voit pas toujours ce qui s'y passe, on ne sait pas forcément ce que pensent les militants, chaque militant, car chaque militant à son importance. On se borne à une sorte d'unité de façade, on se contente de ce qui est visible, alors que derrière la société réalise un travail de sape permanent, quotidiennement elle agit sur le comportement et les idées de chaque militant ou dirigeant sans que l'on sache très bien à quel degré exactement.

Généralement lorsque l'on s'en rend compte il est déjà trop tard. A partir d'un désaccord mineur qui s'est manifesté presque par hasard au détour d'une discussion, on découvre ensuite qu'un fossé existe entre les militants et le parti sans savoir ni quand ni comment il s'est creusé. Alors cela se passe comme dans un couple au moment où rien ne va plus, toute discussion est inutile, impossible, et l'on se sépare.

On mesure ici l'importance capitale de la formation des militants qui devrait être permanente, leur encadrement pour les aider à évoluer et trouver leur place dans le parti. Les militants qu'ils soient débutants ou aguérris nécessitent la même attention, il faut veiller à ce qu'ils aient toujours à l'esprit les principes fondamentaux du marxisme, avec le temps on peut s'en écarter ou les oublier, aucun militant n'est à l'abri d'une défaillance, il n'y a que les prétentieux pour prétendre le contraire. Quand Engels expliquait que le socialisme était une science et que comme toute science il fallait l'étudier, il savait de quoi il parlait. (*La social-démocratie allemande*)

On doit le sentir couler dans nos veines camarades et aussi longtemps que le moindre petit vaisseau de notre corps n'en sera pas imprégné, la gangrène pourra toujours un jour s'installer n'importe où et nous ronger, certains en sont morts politiquement. Ce que je dis là me concerne aussi évidemment.

Je pense qu'il faut revoir le fonctionnement des cellules ou sections. Il faudrait porter une attention toute particulière à la formation de leurs responsables, pas forcément sous la forme de réunions qui obligent à des déplacements, on pourrait imaginer cette formation sous forme de documents qu'ils recevraient régulièrement et sur lesquels ils seraient priés de se pencher ou d'étudier, avant de rédiger un rapport sur chaque thème abordé pour suivre de près où ils en sont et si elle leur est vraiment profitable et quel usage ils en font, pour vérifier qu'elle est bien adaptée à l'objectif que l'on s'est fixé...

Vous avez dû tous connaître des réunions de cellule lors desquelles certains militants ne prennent jamais la parole ou n'ont jamais rien à dire. Quant à ceux qui sont toujours d'accord sur tout, rien ne dit finalement que cela soit vrai, et dans le cas où ils seraient incapables d'analyser la situation par eux-mêmes, on aura du souci à se faire dans l'avenir si on ne prend aucune mesure pour que chacun s'exprime vraiment.

La méthode qui consiste à commenter les articles du journal n'est pas suffisante et présente un inconvénient majeur : avec un peu d'entrainement on lit le journal en moins d'une heure, on ingurgite la substance que l'on peut ressortir telle quelle lors de la réunion de cellule, donc il est impossible dans la plupart des cas de distinguer ce que les militants ont compris ou non. Par contre, par exemple si l'on mêle systématiquement à la discussion des questions d'actualité qui ne figurent pas dans le journal, là les militants devront s'en sortir tout seuls, ils vous diront les choses telles qu'ils les perçoivent qui révèleront leur réel niveau de conscience politique ou conscience tout court. On n'est pas obligé d'aborder un sujet purement politique, un fait de société peut très bien faire l'affaire pour détecter à quel degré de maîtrise du matérialisme dialectique se situe chaque militant.

Il ne s'agit pas de formater des militants dans le même moule, mais au contraire de les aider à penser librement, et l'on peut admettre que tant que l'on ne maîtrise pas à un certain degré le matérialisme dialectique, parler de liberté de penser est exagéré et ne veut pas dire grand chose, à moins de se placer sur le terrain de la bourgeoisie et d'adhérer à sa définition de la liberté de penser, que reprend au passage les libres penseurs. La question qui est en jeu, c'est la progression de l'ensemble du parti, de chaque militant.

Nous aurons l'occasion de revenir sur toutes ces questions qui sont d'une importance capitale pour un parti.

Autre chose très vite, je ne sais pas si j'aurai le temps d'écrire un article sur la Bolivie, je pense plutôt qu'une dépêche commentée plus largemement que d'habitude fera l'affaire.

La situation est en train de se tendre à l'extrême en Bolivie. Morales vient de signifier à l'amabassadeur américain de quitter le pays et, je cite une dépêche "le porte-parole du gouvernement Yvan Canelas a accusé à nouveau les gouverneurs régionaux opposés au président Morales, de "*chercher la guerre civile*" au moyen d'"*un affrontement avec les militaires et la police*"".(source : AFP 10 et 11.09)

Si Morales laisse encore les oligarches organiser des manifestations violentes comme ce fut le cas hier où des bâtiments publics ont été attaqués et des routes coupées, l'armée à un moment donné va se servir de ce prétexte pour le chasser en l'accusant d'être à l'origine des désordres dans le pays.

Quand on prend le pouvoir et qu'on ne désarme pas la réaction, elle profite de la situation pour préparer la guerre civile et vous renverser, CQFD. Et si Morales s'était inspiré de la révolution russe de 1917 au lieu de s'inspirer de la Commune de Paris de 1871 sans en avoir tiré les leçons, il ne serait pas dans une telle merde.

J'allais oublier la liste des partis et organisations qui appellent à la manif du 20 septembre contre la guerre en Afghanistan :

A l'appel du collectif Afghanistan-Otan et Action des citoyens pour le désarmement nucléaire (ACDN) - Agir contre la guerre (ACG) – Américains contre la guerre (AAW) - Appel des Cent pour la Paix - Association des Combattants de la Cause Anticoloniale (ACCA) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Défense des Prisonniers Politiques et d'Opinion en Iran - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC) - Centre d'Etudes et d'Initiatives de Solidarité International (CEDETIM) - Centre quaker international de Paris (CQI) - Collectif Faty Koumba Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif "La guerre tue" (Toulouse) - Collectif Non au missile M51 - Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes « Ruptures » - Comité des iraniens contre la guerre - Confédération Générale du Travail (CGT) - Congrès National d'Afghanistan - Convergence des causes - Coordination nationale des collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme - Droit Solidarité - Enseignants pour la Paix (EPP) - Europe solidaire sans frontières (ESSF) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTC2R) - Femmes en noir de Paris - Forum social d'Iran - Les Alternatifs - Les Verts – Le Mouvement de la Paix - Ligue communiste révolutionnaire (LCR) - Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté / Section française – Marche Mondiale des Femmes - MARS Gauche Républicaine - Mémoire des luttes - Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) - Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) - Parti communiste français (PCF) - Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) - Parti ouvrier indépendant (POI) - Pour la République sociale - Réseau Féministe « Ruptures » - Une autre gauche - Union des étudiants communistes (UEC) - Union pacifiste de France (UPF) - Union Syndicale Solidaires. (liste actualisée le 10 septembre, j'ai donc ajouté le POI pour n'oublier personne.)

Le 12 septembre 2008

La liste des principales manifs et grèves à venir.

- le 18 septembre, les syndicats de l'Enseignement supérieur et de la Recherche appellent eux à la mobilisation contre la politique du gouvernement dans leur secteur.

- le 20 septembre, manifestation contre la guerre en Afghanistan à Paris et dans tout le pays

- le 23 septembre, à La Poste, les syndicats appellent à la grève et à des manifestations contre le projet d'ouverture du capital et de changement de statut de l'entreprise.

- le 7 octobre, une journée de manifestations interprofessionnelles est également prévue sur l'emploi, les salaires, ou encore la protection sociale et la santé à l'appel de la CGT, CFDT, CGC, FSU, Solidaires et UNSA. FO et la CFTC ont refusé d'y participé parce qu'elle ne portait pas uniquement sur le "travail décent", alors que c'est le mot d'ordre le plus pourri qui soit dont la CSI est à l'origine. (source : AP 11.09)

- le 16 octobre, les retraités sont appelés à descendre dans la rue pour défendre leurs pensions et leur pouvoir d'achat.

- le 16 toujours, des rassemblements sont également prévus devant les préfectures pour obtenir l'annulation du nouveau fichier policier EDVIGE.

- le 19 octobre à Paris, les principales fédérations de l'Education nationale appellent à une manifestation nationale unitaire.

Si j'ai oublié quelqu'un ne m'en veuillez pas et écrivez-moi, je complèterai cette liste.

J'avais des choses à vous dire mais je n'ai franchement pas le temps maintenant, je n'ai rien à manger pour ce soir, je dois donc aller faire des courses à la ville !

Juste un mot personnel, j'ai appris hier soir que j'allais être grand-père, il ou elle sera à moitié Blanche à moitié Noire puisque le compagnon de ma fille est Réunionnais, en voilà une bonne nouvelle. Comme cela on formera une famille de toutes les couleurs, formidable ! Pas trop grande j'espère quand même !

Bon week-end à vous tous.

Le 16 septembre 2008

Une causerie fonctionne selon moi comme une correspondance, une lettre que vous écrivez et que vous envoyez à quelqu'un qui sait de quoi vous causez. On peut dire volontiers ce que l'on pense comme lors d'une discussion entre potes. Du coup on peut se permettre de se lâcher un peu au niveau du vocabulaire et cela nous change un peu de la rigueur dont nous devons faire preuve habituellement jusque dans les détails. Se prendre trop au sérieux n'est pas mon truc. ce qui est intéressant aussi, c'est que l'on a sous les yeux l'élaboration de la pensée, son dynamisme mais aussi ses lacunes.

On prend le risque d'être traité de mégalomane, mais l'on s'en fout. D'ailleurs j'ai remarqué que ceux qui vous font ce reproche, font généralement partie des gens qui ont une bien piètre idée de la liberté d'expression, en dehors de celle qu'il s'accorde ainsi qu'à ceux qui pensent comme eux, au-delà ils ne supportent pas les gens qui disent franchement ce qu'ils pensent, par crainte sans doute de se sentir obliger de se livrer au même exercice qui dévoilerait la véritable nature de leurs idées.

Vous vous dites sans doute comme moi qu'à l'heure d'Internet et de la communication en temps réel avec le reste du monde, il est facile de savoir exactement ce qui se passe dans un pays. En réalité ce n'est pas aussi simple que cela paraît, encore moins si vous vous fiez uniquement à la presse écrite, ou alors il faut être abonné à plusieurs journaux et cela vous coûte une petite fortune.

Je ne parle même pas du temps qu'on y passe, car une info peut s'avérer incomplète, pas assez précise, ambigue, pour bien faire il faudrait la vérifier, on ne sait rien sur son auteur, ses sources, bref, il faut une rédaction au complet pour pouvoir aborder tous les sujets à la fois...

Il faut même se méfier des dépêches des agences de presse, outre leur rédaction qui comporte de plus en plus d'erreurs de frappe, d'orthographe, de syntaxe, des mots manquants, des répétitions, leur contenu peut varier à l'infini, par exemple sur le nombre de pays engagés dans la guerre en Afghanistan, cela varie de 25 à 45 en passant par 28 ou 35, bref, on ne sait pas quelle information sera fiable à 100%.

Je vous dis cela après avoir cherché à savoir ce qui se passait réellement en Bolivie. Par exemple, textuellement, je n'ai lu nulle

part que Morales avait conservé pratiquement intactes les institutions de l'Etat bolivien, on trouve bien ici ou là quelques fragments d'informations sur ce sujet mais elles sont pour ainsi dire inexploitables, or c'est la clé de toute révolution, c'est le b.a ba de la révolution de les liquider.

En relisant les derniers articles parus dans *Informations ouvrières* sur la Bolivie par exemple, je me suis rendu compte qu'en réalité ils ne permettaient pas de se faire une libre opinion et de comprendre la situation. Je précise que c'est le seul journal d'un parti politique que je lis, c'est pour cela que j'en parle.

La situation actuelle en Bolivie ne se réduit pas à la présence d'un président issu d'un parti qui aurait un programme socialiste (j'ai employé volontairement le conditionnel), le MAS, ou à la majorité dite de gauche acquise à Morales qui siège à l'Assemblée constituante, ni à la mobilisation de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre ou au soutien dont bénéficie Morales au sein de la population, ni à la mobilisation de la réaction qui agite le spectre de la division du pays, ni à l'opposition farouche de l'oligarchie à toute transformation sociale, et lorsque l'attitude conciliatrice de Morales est évoquée, elle est placée sur le même plan que les autres éléments qui constituent la situation en Bolivie aujourd'hui sans en expliquer la portée.

Or, seul ce dernier élément permet de comprendre la situation. L'attitude de Morales envers les institutions bourgeoises qu'il a conservées est le facteur déterminant qui peut faire basculer à tout moment la situation et détermine en grande partie son développement, au-delà, c'est le destin du processus révolutionnaire qui en dépend.

Le fait que cet élément ne figure pas dans une analyse de la situation politique en Bolivie ou que son importance soit minimisée s'explique très bien par l'orientation politique du POI qui refuse systématiquement de remettre en cause les institutions bourgeoises existantes, en Bolivie comme en France et partout dans le monde, l'Entente internationale des travailleurs ou leur soit-disant IVe Internationale sont exactement sur le même axe politique opportuniste.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la très grande majorité des militants (surtout ceux du POI qui ne lisent que la littérature de leur parti) seront incapables de procéder à l'analyse de l'orientation politique du POI, qui rappelons-le se traduit concrètement par un appel à défendre la souveraineté et l'indivisibilité de la nation bolivienne, parce qu'ils n'auront pas en tête cet élément capital que constitue la soumission de Morale à l'Etat bourgeois bolivien et qui pour cette raison devrait être rappelé régulièrement pour ne pas dire systématiquement.

Arbitrairement et en procédant par omission, les militants et les travailleurs sont ainsi manipulés pour les faire adhérer à une orientation politique et des mots d'ordre dans lesquels se reconnaîtront sans doute une fraction de la bourgeoisie nationaliste bolivienne et de l'armée, mais qui ne correspondent pas aux intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre de ce pays dont le salut passe par la liquidation immédiate des institutions héritées du passé, institutions qui permettent justement aux capitalistes et aux propriétaires terriens de mener le combat pour renverser Morales et en finir avec le processus révolutionnaire.

Sous prétexte de soutenir Morales ou le processus révolutionnaire en cours, on ne fournit aucune information concrète qui permettrait de comprendre pourquoi Morales et son gouvernement sont dans une situation difficile.

Si je vous dis par exemple, que certes le gouvernement a soustrait aux préfectures 30% de l'impôt direct sur les hydrocarbures pour financer un plan de retraites pour l'ensemble des Boliviens, mais qu'au même moment le 12 août dernier, lors de la lecture de son rapport de gestion, Morales a déclaré que durant ses deux ans de mandat, il avait remis aux préfectures 33 milliards de dollars, tandis que dans les 12 années antérieures, elles en avaient seulement reçu 30, on se dit que non seulement Morales n'a pas remis en cause le pouvoir des préfets qui le combattent férocement, mais qu'au contraire il leur a donné plus d'argent encore pour organiser le sabotage économique et recruter des bandes armées de mercenaires. (source : Sebastián Ochoa - Altermonde-sans-frontières)

Ajoutons que Morales a maintenu le ministère de l'Economie dans sa quasi-totalité pour mieux signifier son intention de ne pas rompre avec le capitalisme, ce qui est une grave erreur. (source : Le Monde diplomatique)

Je ne sais pas ce qu'est devenue le Congrès formé initialement par la Chambre des députés et le Sénat, un article du *Monde diplomatique* en parlait encore en novembre 2006, tout en rappelant que l'Assemblée constituante avait été élue le 2 juillet 2006. Le n°845 (page 13) d'*Informations ouvrières* évoquait le "*Congrès des députés*", ce qui ne répond pas à notre question.

Autre élément important, les trois partis bourgeois qui détiennent la majorité au Sénat - Poder Democratico y Social (PODEMOS), Unidad Nacional (UN) et le Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) menacent systématiquement de bloquer son fonctionnement, ce qui empêche l'adoption définitive d'une loi votée par l'Assemblée constituante où les partis qui soutiennent le gouvernement détient la majorité. Je n'ai lu nulle part que le Sénat avait disparu. Existe-t-il encore ? Quel pouvoir a-t-il aujourd'hui ?

Autre question sur l'Assemblée constituante, si les partis qui soutiennent Morales ont la majorité absolue, ils ne possèdent pas les deux tiers nécessaires pour valider un projet de loi. Le fonctionnement de l'Assemblée constituante devait être modifié sur ce point capital, mais la majorité des sénateurs s'y opposaient et avaient prévenu Morales qu'ils continueraient à bloquer les travaux du Sénat aussi longtemps qu'il n'aurait pas abandonné son intention de revenir sur la remise en cause de la majorité des deux

tiers. Qu'en est-il aujourd'hui ? Mystère.

J'ai trouvé quelques infos sur cette question, mais pas la réponse à la question de savoir si la règle des deux tiers a été abrogée ou non. IO 812 page 13 : "*Le 6 août, après dix mois d'existence, la Constituante devait clore ses travaux. Mais aucune loi, aucun article du projet de Constitution n'a été adopté, la minorité de la Constituante - c'est-à-dire les partis de l'oligarchie - ayant réussi à imposer la règle des deux tiers, c'est-à-dire que rien ne pouvait être approuvé sans une majorité des deux tiers. Le gouvernement Morales a accepté cette exigence de l'oligarchie.*"

Une autre institution demeure en place, la Cour nationale électorale qui peut accepter ou rejeter l'organisation d'un référendum décidé par le gouvernement, autrement dit, cette institution qui n'a aucune légitimité a plus de pouvoir que Morales, son gouvernement et l'Assemblée constituante réunis ! IO n°12 page 13 "*le tribunal électoral bolivien s'oppose aux référendums voulus par Morales. La Cour nationale électorale a rejeté lundi l'organisation de référendums convoqués pour le 7 décembre par le président Evo Morales. Le président de ce tribunal, José Luis Exeni, a indiqué dans une conférence de presse que la cour qu'il dirige n'allait « pas approuver ces processus électoraux alors qu'il existe des obstacles d'ordre légal » (AFP).*". Aucun commentaire pour expliquer d'où sort cette institution et quels sont ses pouvoirs.

Je me demandais si l'Assemblée constituante qui siège dans la capitale La Paz, disposait de relais dans chaque région, district ou ville, j'avais cru comprendre que non, j'en ai trouvé apparemment la confirmation IO 812 page 13 : " *Le moment n'est-il pas venu de constituer des assemblées populaires, des assemblées qui s'adressent à la Constituante pour dire : assez de consensus avec l'oligarchie !*", ou encore dans le n°815 datant du 11 octobre 2007, page 14 : La motion de La Chispa présentée au sommet de la COB : "*Nous appelons à commencer à préparer des assemblées populaires pour exiger du gouvernement l'accomplissement de l'Agenda d'octobre et pour que la Constituante rompe avec l'oligarchie. »*". Ces assemblées populaires existent-elles aujourd'hui ? Ont-elles un caractère permanent ? Ont-elles été élues sur le modèle de l'Assemblée constituante ? Leurs délégués sont-ils révocables à tout moment ? Autant de questions sans réponse.

Mais le pire réside apparemment dans la nouvelle Constitution que veut faire adopter Morales par référendum. D'après ce que j'ai lu, elle garantirait la propriété privée, l'investissement étranger (les multinationales) et les autonomies départementales réclamées par la droite soutenue par Washington et l'Union européenne. Je ne sais pas non plus si elle remet ou non en cause l'existence des institutions dont nous avons parlées, le Sénat, la Cour nationale électorale, la Cour suprême, etc. qui sont autant de points d'appui pour la réaction et son combat contre Morales et le gouvernement.

En résumé, tout le monde semble focalisé sur les nationalisations et l'opération sécessionnistes organisée par la réaction, mais personne ne se soucie de l'existence des vieilles institutions qu'il faudrait balayer.

Vous me direz que la situation n'est pas simple, bien sûr, elle ne l'est jamais en pareille circonstance ! Morales veut dialoguer avec l'opposition, il hésite à la réprimer, il tergiverse et perd un temps précieux qui exaspère la population, ce qui permet pendant ce temps-là au camp de la réaction de s'organiser et de mener sa guérilla au grand désespoir des travailleurs.

Vous vous dites que le développement de la révolution bolivienne pourrait servir de point d'appui au combat du prolétariat dans tous les pays y compris en France, vous n'y êtes pas, la situation en Bolivie est traitée de la même manière qu'une fermeture de classe dans un village en Corrèze !

Vous vous dites peut-être encore, que la révolution bolivienne témoigne de la vitalité du prolétariat et de sa capacité à trouver une issue à la dictature du capitalisme, et que la révolution socialiste est à l'ordre du jour à l'échelle mondiale, vous n'y êtes pas du tout, les uns et les autres s'accordent pour mettre l'accent sur l'aspect institutionnel et démocratique du processus politique en cours en Bolivie, comme si la bourgeoisie aurait des états d'âme pour accepter la remise en cause de son pouvoir du moment qu'il se déroulerait sous les bons auspices de la démocratie.

Pour écrire ces quelques lignes, j'ai dû consulter 37 articles, j'y ai passé une journée entière sans être satisfait de ce travail. C'est pour vous dire de quelle détermination il faut faire preuve pour arriver à un si maigre résultat. J'imagine sans peine que les militants qui bossent ne disposent pas du temps nécessaire pour faire de telles recherches, lire et relire chaque article, etc.

Aucun d'entre vous ne dispose des informations nécessaires pour porter un jugement sur la valeur d'un article, à moins de disposer d'une mémoire encyclopédique, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Parfois on détecte au premier coup d'oeil dans quelle direction veut nous orienter un rédacteur, mais on peut facilement se méprendre par manque d'attention.

Le plus contrariant pour ne pas dire le plus pénible, c'est lorsque l'on a à faire à des gens qui pratiquent en permanence le double langage, on ne sait plus sur quel pied dansé, à croire qu'ils font exprès de nous embrouiller pour qu'on ne devienne pas trop intelligent et qu'on n'en arrive pas un jour à pouvoir porter un jugement sur eux.

En attendant, soutenons Morales et son gouvernement en espérant que la mobilisation des masses aura raison de ses hésitations et l'aidera à vaincre le camp des oligarchies qui détiennent toujours le pouvoir en Bolivie. La même orientation vaut pour le Venezuela, mais en faisant toujours preuve de discernement, c'est-à-dire sans s'interdire évidemment de critiquer Chavez qui au

bout du compte n'est pas plus révolutionnaire que pouvait l'être Castro. Comme dirait l'autre, quant à choisir entre l'impérialisme et une dictature militaire d'un côté, et le régime de Morales ou Chavez d'un autre côté, c'est sans état d'âme que l'on soutient ces derniers, ou plutôt que l'on soutient résolument le mouvement des masses qui les a porté au pouvoir et avec lequel ils se confondent jusqu'à un certain point. On ne peut pas modeler l'histoire selon ses désirs, il faut donc la prendre comme elle se présente.

Autre chose. Chercher l'erreur.

Le 13 septembre 2007, le n°811 d'*Informations ouvrières* informait ses lecteurs que 7 673 abonnés recevraient ce numéro. Le 11 septembre 2008, soit exactement un an plus tard, le n°13 d'*Informations ouvrières* informait ses lecteurs que 7 352 abonnés recevraient ce numéro. Cherchez l'erreur.

Il y a un an, il y avait officiellement environ 6 200 adhérents au PT, et fin juin 2008 il y avait toujours officiellement plus de 10 000 adhérents au POI. Cherchez l'erreur.

Le plus navrant, c'est que parmi les 10 000 adhérents virtuels qui avaient pris une carte pour manifester leur soutien au processus de fondation du POI, ils ne seraient pas plus de 6 200 à avoir pris la carte du POI à la date d'aujourd'hui. Cherchez l'erreur.

J'ai malgré tout de l'estime pour le POI, j'ai ce défaut incurable. Et c'est une torture pour moi de le critiquer comme je le fais quand cela me semble indispensable. Je reviendrai une autre fois sur ce sujet, en attendant je pourrais faire un parallèle avec la vie de tous les jours.

Que voulez-vous, je suis remarié depuis plus de 18 ans et j'aime toujours autant ma première épouse, comme au premier jour. Je sais que ce n'est pas bien, mais je me fous des conventions, je suis fidèle, j'ai la fidélité dans le sang, pas jusqu'à la connerie je vous rassure puisque je ne l'ai pas attendue indéfiniment, tout du moins je l'espère.

Quand on est honnête avec soi-même, on est forcément honnête envers les autres, alors si un jour j'ai reconnu des qualités à des dirigeants, ce n'est pas pour ne plus leur reconnaître un autre jour. Cela vous paraîtra peut-être étrange au regard de ce que je peux écrire sur eux, pas sur tous, mais c'est ainsi.

J'ai une conception de la liberté d'expression qui brise tous les interdits et qui ne connait pratiquement aucune limite, ce qui peut en dérouter plus d'un et me cause évidemment bien des désagréments au passage, mais je fais avec. Ceux qui ne me comprennent pas ou qui ne me connaissent pas penseront peut-être que je suis incohérent, que je me contredis sans cesse, etc., alors qu'en réalité je dois me débattre en permanence entre ce qu'il faut dire et ne pas dire, tout en sachant très bien qu'il y en aura toujours pour penser que j'en dis trop et d'autres que je n'en dis pas assez, difficile ou impossible de contenter tout le monde. Généralement quand on ne comprend pas quelqu'un, on dit qu'il est con sans chercher plus loin, c'est tellement facile.

On se méprend souvent sur les gens parce qu'on les identifie systématiquement aux idées qu'ils défendent, alors qu'il faudrait toujours ou presque faire la distinction entre les deux et ne pas les confondre.

Je vais vous donner deux exemples. Vous savez que les pécheurs de mon village n'ont pas cessé de me causer des ennuis depuis 8 ans, ils m'ont même menacé de mort à plusieurs reprises. Parfois je les traite de cons parce qu'ils me pourrissent la vie, je ne vais pas me laisser faire, c'est normal. Par contre, à chaque fois qu'ils me demandent de leur rendre un service je suis sincèrement heureux de leur rendre, sans arrière-pensée aucune, ce qui ne les empêchera pas de me faire une saloperie le lendemain, je le sais, mais je n'en tiens pas compte, pour moi cela n'a aucune importance, foncièrement nous sommes pareils, la conscience politique en moins peut-être, mais rien ne justifie que je m'octroie le droit de les juger. Second exemple, quand je pilonne Stentor, c'est parce qu'il a des idées à la con, franchement sous-entendre qu'il vaudrait mieux mourir pour la patrie que pour des industriels en citant Anatole France, on ne pouvait pas lui laisser dire une chose pareille sans réagir, mais à côté de cela, il était déjà au POI si je ne me trompe pas, et il ne dit pas que des grosses conneries, donc je ne peux pas le considérer comme un ennemi, on fait partie quelque part de la même famille, rajouter politique si cela vous fait plaisir, c'est quelque chose que j'ai toujours à l'esprit.

J'ai toujours pensé que l'être humain était moins mauvais qu'il en avait l'air et qu'il était inutile de l'accabler, qu'au contraire il fallait s'appuyer sur son bon côté pour qu'il le développe. Quand j'étais plus jeune, mon ex-compagne me reprochait de me laisser marcher dessus sans réagir, en vieillissant, j'ai pris du poil de la bête et un peu d'assurance, j'ose dire ce que je pense, qu'on ne m'en veuille pas de réaliser ce que l'on souhaite aux autres. Ce n'est pas du déballage ou de la morale à cent balles, à défaut de vous dire ce que je pense de vive voix, je vous l'écris par l'intermédiaire de cet outil de communication génial qu'est Internet. Là aussi, je ne suis pas contre la science ou la technologie, tout en critiquant certaines applications malheureuses ou qui ne sont pas tombées dans de bonnes mains.

J'allais oublié de vous dire que mon pote m'a répondu, je lui avais dit de réfléchir encore et de peser le pour et le contre concernant une adhésion éventuelle au POI, voici un extrait : "*Je me suis dit réfléchissons pendant quelques heures ! mais sans y croire, et ensuite cela a été : non ! ce n'est pas possible*", il faut dire que je lui avais écrit une tartine, plusieurs pages. Pour

lui : *"depuis la création du POI le journal et le parti sont bien pire qu'avant*, c'est un point de vue, il faut le respecter. Je suis assez d'accord sur le POI, moins sur le journal, même si un intellectuel qui essaie de faire de l'esprit en se mettant au niveau d'un ouvrier tombe souvent dans le travers de la caricature, on a l'impression qu'il s'adresse à des demeurés ou des simples d'esprit et cela se sent. Ils ne savent toujours pas ce que devrait être un journal écrit en partie par des ouvriers pour des ouvriers. Il pose deux questions et m'adresse ensuite des éloges que je ne mérite pas vraiment : *"Existe il encore un véritable parti ouvrier? est-ce encore possible? Comme je te l'ai déjà dis tu fais avec le site aussi bien pour la conscience de classe du mouvement ouvrier qu'eux tous réunis* ", c'est beaucoup trop pour un seul homme, souviens-toi camarade de ce que j'ai écrit à plusieurs reprises, la tactique et la stratégie du parti, sa ligne politique doivent être élaborées collectivement, car personne ne possède aujourd'hui toutes les qualités réunies pour être capable d'en formuler qui soient correctes dans tous les domaines d'action, et qui soient satisfaisantes pour le plus grand nombre possible. A la limite je serais un simple aiguillon qui pose pas mal de questions et qui cherche à y répondre sans préjuger du résultat.

Ce camarade a pesé le pour et le contre, je n'ai pas à le faire à sa place. Je devrais même saluer sa décision puisqu'elle correspond à ses idées, c'est peut-être le meilleur moyen de les faire évoluer au lieu de lui conseiller d'en changer, c'est bien la raison pour laquelle je m'en passe bien, chacun est libre de mettre ce qu'il veut dans le plateau du pour et dans celui du contre, seule une analyse minutieuse de leurs contenus peut le faire évoluer, et là personne ne peut le faire à sa place. Je me contente de faire ma propre analyse de ses arguments, disons en parallèle, on n'est pas en concurrence ou en compétition, je ne veux pas le déranger ou l'heurter, c'est bien que chacun dise ce qu'il pense.

D'ailleurs c'est bien simple, on ne se dit jamais que l'un ou l'autre à tort ou raison, notre matériau, ce sont les faits et non ce que chacun pense des faits, sinon on est mal barré. Cela revient à passer en revue des hypothèses. La politique est un champ de bataille, mais entre nous, c'est la fraternité qui domine.

Mon pote est trop gentil avec moi, car en attendant, si j'avais voulu le convaincre d'adhérer au POI, je n'y suis pas arrivé, cela montre que je n'ai pas davantage de qualités que lui, sinon je serais peut-être arrivé à le convaincre, mais je répète que je n'en ai jamais eu l'intention, j'ai employé cet exemple pour cette démonstration seulement. Tant qu'il n'adhèrera pas au PS, on sera pote ! Cela va le faire marrer.

On ne le dit pas assez souvent, mais la réflexion agit sur notre mode d'action ou constitue à elle seule un mode d'action, elle nous amène à prendre des décisions, à s'engager dans une direction, elle semble suivre un chemin tout tracé ou partir dans une direction que l'on n'avait pas forcément entrevue auparavant...

On apprend à jauger les choses et les êtres à leur juste valeur en sachant très bien que cette valeur varie d'un individu à l'autre forcément, puisque nous n'avons pas vécu exactement la même chose. Si l'on arrivait à répétorier les droits que nous pouvons revendiquer comme valeur commune, nous aurions déjà fait une bonne partie du chemin, sans avoir à nous occuper de la manière dont chacun conduit sa vie.

On peut te raconter la guerre, tant que tu ne l'auras pas vécu toi-même, vous ne parlerez pas exactement de la même chose, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'on ne pourra pas se comprendre jusqu'à un certain point, c'est cette limite qu'il faut sans cesse essayer de reculer pour gagner d'avantage de liberté pour mieux se comprendre.

Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, vous connaissez cela par coeur.

J'arrête mon bavardage il m'a emmené jusqu'à 0h40. Alors bonjour ou bonsoir.

Sur ce, bonne semaine à tous.

Le 17 septembre 2008

J'ai actualisé la rubrique *Défense du marxisme* dans la page d'accueil du site. Je vais préparer un document dans lequel figurera les différents extraits que j'ai retenus de *La social-démocratie allemande* afin que les militants puissent retrouver facilement les arguments qui peuvent leur servir pour combattre la politique des dirigeants du POI. J'actualiserai ensuite ce document régulièrement, il vous suffira de remplacer l'ancien par le nouveau.

Hier soir je n'ai lu que 26 pages. C'est passionnant et tellement d'actualité sur bien des sujets que l'on s'arrête presque à chaque paragraphe pour réfléchir.

J'ai encore toutes ces pages en tête, et je me dis que si déjà aux alentours de 1870 il était déjà impensable selon Marx et Engels de réunir dans le même parti des militants ouvriers et des petits-bourgeois, la fondation de la SFIO en 1905 s'inscrivait en totale contradiction avec les conclusions et les enseignements que Marx et Engels avaient tiré du développement de la lutte

des classes, qui plus est le PT ou le POI un siècle plus tard. Si vous cherchez encore où leurs dirigeants ont rompu avec le marxisme, vous avez là une partie de la réponse.

Et Lénine ne s'y était pas trompé lorsqu'il s'engagea dans la construction du parti bolchevik à partir d'une simple fraction dans le POSDR, pas seulement en suivant les enseignements de Marx et Engels mais aussi par expérience, il avait compris qu'il fallait absolument construire un parti qui serait distinct de tous les autres, un parti qui serait lié à la classe ouvrière et qui n'admettrait aucun compromis sur le programme ou les principes sous prétexte d'y gagner des petits ou grands bourgeois, car il y en avait évidemment au parti bolchevik, pour atteindre son objectif, la prise du pouvoir.

Lénine est resté fidèle au marxisme. Souvenez-vous que Marx et Engels avait indiqué au moment de la Commune de Paris que le prolétariat devrait disposer d'un parti différent de tous les autres, qu'en quelque sorte son salut en dépendrait. Je crois que ce passage figure dans *La guerre civile en France 1871*, je l'avais fait figuré dans le site il y a quelque temps.

Que nous révèle aujourd'hui la gigantesque crise du capitalisme qui se profile à l'horizon et dont nous commençons seulement à entrevoir les conséquences à l'échelle mondiale ? Qu'il n'est pas possible de tergiverser sur la question de savoir si l'on doit en finir ou non avec le capitalisme. Soit on le conserve, soit on passe au socialisme. Il n'y a pas de demi-mesures possibles et les étapes intermédiaires pour peu qu'elles nous seront imposées par le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale - puisque le socialisme ne peut triompher qu'à cette échelle, ne peuvent pas ou ne doivent surtout pas constituer un objectif.

Le prolétariat doit prendre conscience de l'objectif final de son combat pour pouvoir gérer au mieux l'époque transitoire qu'il devra forcément traverser avec tous les pièges qu'elle comportera. On ne peut se diriger correctement vers un objectif et traverser les moments difficiles qu'à condition d'être toujours orienté dans la bonne direction ; par exemple, comme l'explorateur qui muni d'une boussole est capable à tout moment de faire le point par rapport au nord (magnétique).

Autre chose.

J'essaierai demain d'actualiser les infos en bref. Je me demande si je ne perds pas mon temps avec cette rubrique, j'y passe un temps dingue.

Ils sont dingues ! En voilà une bonne nouvelle.

Borloo a confirmé la naissance d'une taxe "*pique-nique*" de 0,9 euro sur les couverts et assiettes en plastique ou en carton non recyclable qui sera destinée à financer les produits du même type mais recyclables. Il n'y aura pas dans ce cas de "*bonus*" correspondant sur d'autres produits.

Autrement dit cette taxe ira directement dans la poche des industriels qui produiront ces marchandises recyclables, il doit sans doute en exister dans l'entourage de Sarkozy.

Le principe consiste à taxer les produits néfastes à l'environnement et à accorder des primes à l'achat des produits "*vertueux*", selon Reuters. (source : Reuters 15.09)

La ministre de l'Economie a dit très sérieusement sur Europe 1 : "*on va dans cette direction pour orienter les comportements*", rendant les consommateurs donc vous et moi responsables de la détérioration de notre environnement. C'est aussi le créneau des écologistes de merde à qui l'on doit déjà la taxe sur les billets d'avion.

Et ce n'est pas fini, certains prédisent que la liste des produits pourraient s'étendre au lave-linge, lave-vaisselle, téléviseurs, peintures, piles ou accumulateurs, ainsi que l'intégralité des produits pour l'automobile, les détergents et produits de vaisselle, bref des marchandises pour lesquelles il n'existe pas forcément l'équivalent recyclable dans tous les points de vente.

Encore un cadeau aux patrons. On se demande qu'est-ce qu'ils pourraient bien taxer la prochaine fois ? Les aliments pour chien pour financer le salaire des agents municipaux qui sont spécialisés dans le ramassage des crotes ? Les fers à chaussure qui détériorent le revêtement des trottoirs ? Mieux, les vieux et les vieilles qui se déplacent difficilement et qui sont des dangers publics numéro 1 - pas seulement pour l'équilibre des comptes de la Sécu, qui par leur présence intempestive dans les rues entraînent un ralentissement inaccepatble de la circulation, donc celui des entreprises, de la productivité, du capital ? Bordel, le sacro-saint capital, il faut lui tordre le cou !

Si après l'annonce de cette taxe le gouvernement n'est pas complètement discrédité, on aura plus qu'à se mettre une balle dans la tête !

Un sondage commandé par l'Elysée.

C'est sans doute dans cette perspective que l'institut BVA qui a pour actionnaires Rotchild et Bolloré, vient de sortir un sondage pour le moins surprenant, je cite une dépêche de l'agence Reuters du 16 septembre à propos de Sarkozy :

"*Les jugements favorables progressent en effet de 24 points à 86% parmi les personnes ayant voté pour le candidat UMP en mai 2007, et sa cote a par ailleurs progressé de 17 points parmi les ouvriers et de 12 parmi les employés.*"

"*La cote de popularité du chef de l'Etat monte à 47% contre 35% dans la précédente enquête en juillet, tandis que la part de mécontents descend de 60% à 48%.*"

"*Le Premier ministre François Fillon connaît, pour sa part, son plus haut niveau de popularité depuis son arrivée à Matignon avec 55% de bonnes opinions contre 43% en juillet.*" (source : Reuters 16.09)

Bref, plus les prix montent et moins tu as de fric, plus tu soutiendrais ceux qui sont responsables de cette situation parce que tu es aussi dingue qu'eux !

J'ai le pif quand même parfois. Il n'y a pas si longtemps j'ai écrit qu'il était étonnant que les instituts de sondage publient des chiffres très défavorables au gouvernement, alors que personne ne leur en demandait autant. Je m'étais dit qu'il y avait un lézard quelque part, je les soupçonnais d'agir ainsi pour ensuite vanter la remontée spectaculaire de Sarkozy lorsque tout irait plus mal ou qu'il serait sur le point de nous asséner encore un mauvais coup. J'avais senti la manipulation, on y est.

Le 18 septembre 2008

Je passe décidément trop de temps sur les infos en bref, je vais donc complètement revoir cette rubrique. Si des camarades m'aidaient on pourrait avoir un site plus complet et plus attractif, tant pis.

Je vais me recentrer sur les causeries à partir de l'actualité et de lectures des marxistes. Et vais continuer à pilonner la direction du POI, pour dénoncer et combattre son double langage et ses liens avec la bourgeoisie. Tiens à ce propos.

Lors de la venue du pape en France, j'avais reçu un appel de la Libre Pensée. Je l'ai boycotté volontairement, car dans ce texte il était rappelé les liens avec la bourgeoisie : " *Elle anime aussi une association d'Elus locaux et un intergroupe parlementaire.*", et plus loin : "*Sous l'égide de l'Union Internationale Humaniste et Laïque (IHEU) qui regroupe plus d'une centaine d'associations laïques dans quarante pays et qui a une représentation permanente à l'ONU, l'UNESCO, au Conseil de l'Europe, la Fédération nationale de la Libre Pensée avec une trentaine d'associations des différents continents (...)*", bref la Libre Pensée qui n'est qu'un appendice du POI entretient des relations permanentes avec des partis bourgeois à l'Assemblée nationale, ainsi qu'avec l'ONU et le Conseil de l'Europe, ce qui est totalement inacceptable pour des militants se réclamant du trotskisme ou du mouvement ouvrier.

Lors du discours qui clôturait le meeting en question, Christian Eyschen (POI-CCI) a cru bon de s'adresser aux "amis, citoyens, compagnons et camarades", les compagnons étant ses amis franc-maçons comme lui, les camarades étant évidemment relayés à la queue, comme dans les tracts du POI après leurs chers élus et les bureaucrates de FO.

Certains camarades, des intellectuels principalement, des profs, je tiens à le préciser, m'ont reprocher mes excés de langage envers les dirigeants. Selon eux, ainsi je me discréditerais aux yeux des militants, alors que mes arguments ne manquent pas d'intérêt. J'ai relevé dans une vingtaine de pages de *La social-démocratie allemande* quelques expressions savoureuses employées par Engels et Marx pour parler des dirigeants du POSD d'Allemagne :

"*une vieille barbe philistine, fils naturel de l'Empereur d'Allemagne, le petit bourgeois pansu, le radoteur sentimental qui, avec son argent, s'est acheté sa place dans le parti ; ces gaillards, théoriquement nuls et pratiquement inutilisables, veulent abâtardir le socialisme (qu'ils veulent arranger à leur goût d'après des recettes universitaires) et surtout émasculer le parti social-démocrate ; ils veulent éclairer les ouvriers de leurs lumières ; ils cherchent à rendre le parti respectable aux yeux du philistin ; Ce sont de misérables radoteurs contre-révolutionnaires ; Il n'y trouva que le seul Engels, qui lui fit comprendre quel abîme profond il y avait entre nous et lui ; un article reptilien sur le libraire Schäffle. Jamais on a publié quelque chose d'aussi blâmable pour le parti ; gangrenés par le philistinisme; ces ânes ; affreusement naïf ; bourriques; chiffe ; la honte est d'autant plus grande pour ces gaillards ! ; crétinisme parlementaire ; tous les éléments pourris ou vaniteux peuvent sans contrainte occuper l'avant-scène du parti*". Je ne sais plus si c'est Bernstein qui a dit d'Engels qu'il était le plus grossier des sociaux-démocrates

Quand on lit et relit ce que Marx et Engels pensaient des dirigeants, on est pris instantanément d'un malaise, on se demande si l'on rêve ou quoi, on se demande même comment ils pouvaient être dans le même parti ou collaborer aux mêmes publications, et pourtant camarades, le parti ouvrier social-démocrate allemand, tout comme celui de Russie, puis le parti bolchevik de Lénine, étaient mille fois plus démocratiques que tous les partis que nous avons connus en France depuis plus de 70 ans.

Alors oui assurément cela pose un certain nombre de questions, par exemple, pourquoi sur un simple désaccord théorique ou politique des milliers de militants, des cadres ou des dirigeants révolutionnaires expérimentés, sincères et honnêtes ont-ils été exclus ou conduits à démissionner de leur parti par Lambert et sa clique ? Parce qu'il n'a jamais été à la hauteur d'un Marx ou d'un Lénine direz-vous, assurément ils n'en possédaient apparemment aucune des qualités nécessaires pour diriger un parti, dans le cas contraire ils n'auraient pas eu besoin d'avoir recours à des méthodes aussi pourries que condamnables.

En dehors de quelques exceptions, je me dis après coup que j'avais raison de penser et que rien ne justifiait politiquement la dispersion de nos forces, que seuls des dirigeants faibles et opportunistes pouvaient avoir à faire à des mesures despotiques pour rester à la direction de leur parti, au nom de la démocratie, du respect des statuts, du centralisme démocratique, qu'ils n'ont cessé de fouler aux pieds en vérité.

Tous les camarades des différents groupes issus du PCI ou du PT devraient aujourd'hui militer dans le même parti, et les milliers de militants qui sont passés par ces partis devraient y avoir leur place, je le répète encore, à l'exception de quelques-uns qui se prenaient pour ce qu'ils ne sont pas, qui voulaient virer la direction du PCI ou du PT sans pour autant posséder les qualités indispensables pour diriger un parti.

Marx et Engels ont dû se coltiner pendant des années les Dühring, Berstein et Cie, et Lénine a dû supporter la présence de Staline et bien d'autres parasites dans le parti...

L'histoire leur a donné raison, c'est la leçon essentielle que je retiens, car personne n'a pu enterrer les enseignements du marxisme, et pourtant les Dühring, Staline et consorts n'ont pas manqué d'alliés dans le monde au sein de la bourgeoisie et du mouvement ouvrier pour déformer, dévoyer, avilir, piétiner le marxisme et ses auteurs, lui et leur imputer les pires saloperies, réaliser les pires crimes en son nom et leurs noms...

Si Marx, Engels ou Lénine, ajoutons Trotsky qui dira dans les années 30 qu'il fallait bien faire avec les militants que l'on avait sous la main, même si ce n'était pas l'idéal, s'ils avaient dû se séparer de tous les militants et dirigeants qui n'étaient pas d'accord avec eux sur tout ou partie de leur conception de la lutte de classe, ils se seraient retrouvés tout seuls ! Ils auraient été de talentueux penseurs, des théoriciens hors pairs, des génies isolés et coupés du monde ou incapables d'agir pour le transformer... Ils étaient de toute évidence au-dessus des conceptions misérables de nos dirigeants.

Heureusement pour nous, ils furent tout sauf d'affreux dogmatiques ou sectaires. Ils ne craignaient pas la contreverse, mieux, ils provoquaient la polémique pour que leurs contradicteurs s'expliquent et se dévoilent, ils admettaient la critique, l'erreur, ils avaient acquis un tel degré d'honnêteté intellectuelle qu'ils n'hésitaient pas à aborder en face les questions les plus ardues à résoudre sans préjuger du résultat, parce que par dessus tout, ils se savaient faillibles comme tous les hommes pour les avoir étudiés sous tous les angles et cultivaient une modestie qui à ce jour demeure inclassable et le meilleur exemple à suivre...

On se prend au jeu inconsciemment à vouloir toujours avoir raison, alors que la la question la plus importante est avant tout de comprendre les choses et les êtres. On confond si facilement les deux qu'on ne se rend plus compte de son erreur. Chacun possède sa vérité, rien de plus absurde en réalité. On s'enfonce dans son erreur, pire on arrive même à en tirer des avantages, dès lors on devient inséparables. On apprend cela en étudiant la psychanalyse. Il n'y a pas que les héroïnomanes ou les alcooliques qui vivent dans un état de dépendance permanent, cela concerne tous ceux qui sont incapables de se remettre en cause de fond en comble aussi souvent que nécessaire.

Regardez sur le plan politique, sans avoir besoin de jumelles ou d'un microscope, au premier coup d'oeil on s'aperçoit que le pouvoir politique et économique repose sur la Constitution et les institutions, ce sont les piliers du régime politique et du capitalisme. Personne ne veut engager actuellement le combat contre eux, c'est apparemment devenu tabou.

Ces piliers de l'Etat ont pour vocation de maintenir l'équilibre existant dans les rapports entre les différents classes sociales au profit de la classe dominante, la bourgeoisie. Les remettre en cause ne peut se faire qu'au profit d'une seule classe, celle dont les intérêts fondamentaux sont irréconciliables avec ceux de la bourgeoisie, au profit de la seule classe indépendante de par la place qu'elle occupe dans le procès de production, la classe ouvrière. Donc une politique qui serait orientée résolument contre les institutions, s'adresserait en principe en priorité à la classe ouvrière, plus généralement à toutes les couches de la société qui sont exploitées. Revenons à la fin du paragraphe précédent et posons-nous une question : pourquoi aucun parti ouvrier ne veut engager le combat contre les institutions et plus particulièrement contre la constitution de la Ve République ? Je formule une réponse : parce que les dirigeants de tous les partis pensent que la classe ouvrière n'est pas capable de mener cette tâche à bien, donc ils estiment que cette politique n'est pas à l'ordre du jour, vaut mieux en pondre une autre édulcorée qui soit à la portée des intellectuels, des élus ou une élite de syndicalistes "*déjà formés*" comme disait Engels en se moquant d'eux, il voulait dire évidemment déformés, c'est valable pour le POI et le NPA évidemment, rien ne les distingue sur ce plan-là.

On pourrait discuter longtemps sur la nature de ces partis, cela ferait encore un sujet de désaccord supplémentaire, un de plus. On peut critiquer la politique de ces partis, mais cela ne nous avance pas à grand chose si on ne va pas jusqu'au bout de notre analyse. L'élément qui me semble le plus important dans leur politique, c'est que justement elle ne s'inscrit dans

aucune perspective politique sous prétexte qu'aucune issue n'existe aujourd'hui. Leur politique se résume à un catalogue de revendications économiques ou sociales qui ne permet pas de saisir le lien entre la situation économique et sociale d'un côté, et les institutions de l'autre. Ils appellent à la lutte, à l'unité, à la mobilisation sur des revendications immédiates à satisfaire, etc., ils en restent à l'aspect alimentaire de la lutte de classe et ne s'aventurent pas au-delà. Or c'est seulement en faisant le lien dont je viens de parler qu'il est possible d'aider la conscience de classe du prolétariat à progresser. Ce n'est apparemment pas l'objectif de ce parti.

En dernière analyse, c'est parce que les dirigeants de ces partis n'ont pas pour objectif de construire un parti pour prendre le pouvoir qu'ils négligent la conscience de classe du prolétariat. Ils sont obnubilés par les résultats immédiats de la lutte des classes et oublient totalement l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui passe par la construction du parti, pas de n'importe quelle manière, mais à partir de la prise de conscience politique de la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme. Un parti ouvrier petit-bourgeois leur convient parfaitement.

Vous penserez peut-être qu'il n'y a pas de contradiction à combattre par exemple pour le Smic à 1.500 euros net tout de suite et en finir avec le gouvernement et les institutions, je suis d'accord avec vous, mais pour les dirigeants il ne faut pas tout mélanger, ils vous diront sans doute que les travailleurs seront d'accord pour se mobiliser pour les salaires pas pour foutre dehors Sarkozy, qu'ils n'en sont pas encore là, etc. Eux ils sont axés sur la masse des travailleurs, et comme la masse est actuellement moins mûre sur le plan politique, ils touvent là un bon prétexte pour évacuer toute perspective politique. Si leur véritable objectif politique était de construire un parti révolutionnaire, ils s'appuieraient sur les couches les plus déterminées du prolétariat qui certes ne couvrent pas la majorité des masses, mais au moins en leur proposant une perspective révolutionnaire, ils pourraient recruter en leur sein sur des bases saines et solides.

Je ne sais pas si j'ai été clair. On en a rien à foutre d'être 300 ou 500.000 à une manifestation si au bout du compte on ne construit pas le parti ou si on le construit sur des bases pourries. Vaut mieux être 10.000 et recruter 20 ou 50 nouveaux combattants sur des bases politiques saines, ce qui ne veut pas dire qu'il faille s'illusionner sur leur niveau politique. Vaut mieux recruter 20 travailleurs qui veulent changer la société et foutre dehors Sarkozy que 200 syndicalistes qui pleurniches pour conserver leurs statuts ou se rendent en délégations chez Sarkozy, ceux-là on n'en veut pas dans le parti, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas discuter avec eux, sans perdre son temps non plus. J'ai l'impression de rester fidèle à Marx et Engels en écrivant ces lignes, je peux me tromper aussi.

Le 20 septembre 2008

J'ai mis en ligne un document du CCI-T qui sera très utile aux militants pour comprendre la crise actuelle que traverse le capitalisme.

Tant qu'il s'agit d'aborder des questions économiques on peut facilement tomber d'accord, mais dès qu'on aborde les questions politiques, là cela devient plus difficile de s'entendre. Ce serait bien que chacun s'emploie non pas seulement à tenter de démontrer le bien-fondé de ses positions, mais aussi de démontrer en quoi les autres seraient erronées. Par exemple, j'ai lu quelque part une analyse sur la Georgie où le principe de l'auto-détermination des peuples était avancée pour aboutir à la conclusion que tous les peuples du Caucase devraient pouvoir se prononcer librement sur leur appartenance ou non à la Russie, et sur leur volonté de fonder une nation. L'idée est intéressante et généreuse et renvoie au principe que défendaient les marxistes au début du XXe siècle. Nous n'en sommes plus là, beaucoup de choses se sont passées depuis.

Questions : ce principe est-il toujours valable dans les termes où il était posé à cette époque ? Faut-il le prendre à la lettre ou en conserver l'esprit pour tenter de le rendre dans la pratique en tenant compte des transformations qui ont eu lieu dans la société et le monde ? Qu'est-ce qui définit un peuple qui revendique la souveraineté ? Sur quel principe s'appuie l'auto-détermination des peuples ? Si vous cherchez la réponse à ces questions dans les sites que j'ai consultés ce matin, vous ne les trouverez pas. Dès lors, comment pourrait-on tomber d'accord sur une position ou une autre ? Impossible, sauf à s'en remettre au dernier qui a parlé ou à celui qui semble le mieux renseigné sur la question, or cela ne prouve absolument rien. La preuve, c'est que les mêmes qui en appellent à l'auto-détermination des Ossètes du Nord et du Sud réunis dans une même nation indépendante, n'appliquent pas le même principe lorsqu'il s'agit des Tibétains par exemple, pourquoi, on n'en saura rien.

On ne peut pas être pris au sérieux ni rallier la majorité des militants sur une position en procédant de la sorte, heureusement on a envie d'ajouter. Ces camarades partent de bonnes intentions évidemment, donc il ne faut pas les blâmer, mais il me semble indispensable de corriger la méthode. Il m'arrive évidemment de commettre la même erreur sur certaines questions que je n'ai malheureusement pas pu étudier à fond, je ne vois pas comment seul je pourrais aborder à fond l'actualité politique sans même en discuter avec d'autres militants, ce qui n'est pas le cas des camarades dont je parle.

Autre sujet. Edvige.

Vous connaissez Stic, Cristina, Périclès, FAR (fichier alphabétique de renseignements), FPNE (fichier des personnes nées à l'étranger), HADOPI (à venir), autant de fichiers de police ou de gendarmerie à la disposition des RG.

La nouveauté avec Edvige, c'est le fichage des jeunes à partir de 13 ans, la criminalisation de la jeunesse. La délinquance et la violence des jeunes va de pair avec la paupérisation croissante du prolétariat et l'aggravation des injustices et des inégalités dans la société. L'audace de ces jeunes qui d'une certaine manière refusent la société telle qu'elle est, témoigne de leur maturité précoce à la combattre pour peu qu'on leur en donne les moyens, ce qui n'est évident pas le cas, d'où les dérives qui les conduisent devant la justice.

Une partie de la jeunesse est littéralement sacrifiée sur l'autel du capitalisme qui n'est même plus capable de lui offrir un avenir d'esclave, car même l'esclave a un minimum de besoins à satisfaire, et quand il ne produit pas encore du profit, il coûte, son entretien coûte trop cher à cette société, comme nos vieux qui vivraient trop longtemps tout en étant livrés à l'oisiveté, une idée insupportable pour les capitalistes. Tout ce qui n'est pas rentable doit périr, telle est sa devise. Marche ou crève. Quand tu es jeune et pauvre, tu n'as pas conscience de vivre dans une société aussi pourrie, ton insouciance prend vite le dessus et tu fais de grosses conneries qui se paient comptant.

Sarkozy entend renforcer l'arsenal judiciaire et répressif déjà existant pour interdire à quiconque de remettre en cause l'ordre établi et cela dès l'enfance, pour que plus tard habitués à obéir au doigt et à l'oeil (ou à la matraque, au taiser) l'idée de se rebeller ne nous vienne pas à l'esprit. C'est peine perdue d'avance ! Même après 30 ans de guerre et d'occupation, les Afghans refusent de se soumettre.

J'ai lu quelque part une critique envers la manifestation qui doit avoir lieu aujourd'hui contre la guerre en Afghanistan à Paris, et vous savez pourquoi ? Parce qu'elle n'a pas lieu le jour du vote à l'Assemblée nationale de la poursuite ou non de l'engagement de l'armée impériale de Sarkonapoléon 1er en Afghanistan (le 22 septembre), et parce que cette manifestation se déroulera ailleurs que devant l'Assemblée nationale.

C'est grave docteur, on peut le regretter, mais dans la mesure où elle est appelée par un collectif de partis, syndicats et associations qui dépasse la cinquantaine, la moindre des choses auraient dû être d'y participer au lieu de faire preuve d'un sectarisme nauséabond. Ce genre de détails en dit plus long sur les intentions politiques réelles de ces responsables politiques que bien des discours devenus franchement une perte de temps.

Le 22 septembre 2008

Deux dépêches (extraits) de presse sur les manifs du 20 septembre contre la guerre en Afghanistan.

PARIS, 20 sept 2008 (AFP) - Une dizaine de manifestations se sont déroulées samedi dans plusieurs villes de France pour demander le retrait des troupes françaises d'Afghanistan à la veille de la Journée internationale de la paix et à deux jours d'un vote au Parlement sur cette présence.

A Paris, 3.000 personnes selon les organisateurs - 2.000 selon la police - ont défilé de la place de la République à la place de Clichy, dont le porte-parole de la LCR Olivier Besancenot, le sénateur PS de l'Essonne, Jean-Luc Mélenchon, ou la députée Verts de Paris, Martine Billard, a dit à l'AFP Mouloud Aounit, président du Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (MRAP). Pour M. Aounit, "l'urgence aujourd'hui est de sortir de cette logique de guerre qui représente un véritable bourbier, une irakisation de l'Afghanistan".

A Marseille, 500 à 600 personnes selon la police ont également défilé. A Lyon, 80 personnes se sont rassemblées place des Terreaux et ont distribué des tracts aux passants. Une centaine de personnes ont défilé dans le centre-ville de Caen.

Des rassemblements ont également eu lieu à Strasbourg (une cinquantaine de personnes), à Mulhouse (une trentaine de personnes) ou encore à Angers (une cinquantaine), selon la police. Le Parlement est appelé à voter lundi sur le maintien des forces armées françaises en Afghanistan, un mois après l'embuscade dans laquelle dix soldats français ont été tués et 21 autres blessés le 18 août dans l'est du pays.

Manifestations en Europe contre la guerre en Afghanistan

AP | 20.09.2008 | 20:38 Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi après-midi en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne contre la présence de troupes de ces pays en Afghanistan.

Selon la police allemande, les manifestants étaient 5.000 à Berlin et autant à Stuttgart à défiler à l'appel d'un collectif de 250 organisations pacifistes. Leur slogan: "Donnez une chance à la paix, les troupes hors d'Afghanistan".

Dans le même temps, 2.000 personnes, selon la police, ont défilé à Paris pour réclamer le retrait des 2.600 militaires français déployés en Afghanistan.

A Manchester, dans le nord de l'Angleterre, où s'est ouvert samedi le congrès annuel du Parti travailliste du Premier ministre Gordon Brown, plusieurs milliers de protestataires ont eux aussi dénoncé la présence de soldats britanniques au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), la force de l'OTAN en Afghanistan.

Emmenés par la coalition "Stop the War" (arrêtez la guerre), les manifestants étaient au nombre de 5.000 selon les organisateurs, 2.500 selon la police. Parmi eux figuraient des membres de l'organisation des Familles de militaires contre la guerre.

On ne peut pas dire que ces manifestations aient été un succès. Pire, elles n'ont même pas réuni le nombre de militants qu'affichent les différentes formations politiques. Cela donne une idée de leur déliquescence. Certains vont penser que je tape encore sur les partis, mais ils le méritent amplement. Ils sont plus actifs et savent mobiliser leurs militants quand il s'agit d'élections, simple constatation qui vaut pour tous les partis. Passons, c'est tellement navrant.

Quelques passages commentés de ***La sociale-démocratie allemande*** pour se mettre de bonne humeur en ce début de semaine.

Engels écrivait : " *Madame Lafargue traduit en ce moment - enfin - le Manifeste en bon français.*", il s'agit du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels publié en 1848. Et vous savez à quelle date remonte cette remarque ironique d'Engels ? A 1885, 37 ans plus tard ! A croire que les intellectuels français gagner au socialisme n'étaient pas très pressés de faire connaître aux ouvriers la pensée et la méthode de Marx et Engels. Ils présentent aujourd'hui les mêmes défauts.

J'ai relevé ce passage intéressant à la page 73 de *La sociale-démocratie allemande* :

"*Organiser la destruction de l'industrie allemande sous prétexte de la protéger - les socialistes allemands ont-ils donc tort de répéter depuis des années que Monsieur Bismarck agit pour le socialisme comme s'il était payé par eux pour le faire ?*".

On pourrait le transposer ainsi : "Organiser la destruction de l'industrie française sous prétexte de la protéger - les socialistes français ont-ils donc tort de répéter depuis des années que Messieurs Chirac et Sarkozy agissent pour le socialisme comme s'ils étaient payés par eux pour le faire ?" Le seul problème et il est de taille, c'est qu'il n'y a pas de socialistes français pour le dire, pire, ils disent et pensent exactement le contraire !

La différence entre les socialistes allemands de cette époque et les dirigeants français actuels qui se réclament du socialisme, c'est que Marx, Engels, Bebel, etc. menaient leur combat dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat et que par conséquent ils avaient confiance en sa capacité à lever les obstacles pour atteindre cet objectif, alors que les socialistes français ont abandonné ce combat parce qu'ils n'ont plus confiance dans le prolétariat. Tous ceux qui ont abandonné ce combat ont prétendu un jour ou l'autre plus ou moins ouvertement que si cet objectif n'avait finalement pas été atteint, c'était de la faute des ouvriers ou à pas de chance, alors qu'en réalité, cette faute incombait aux dirigeants du mouvement ouvrier qui n'avaient pas été à la hauteur des tâches qu'ils devaient accomplir quand ils ne les avaient pas trahis, ce qu'ils n'étaient évidemment pas prêts à reconnaître.

Vous vous direz peut-être que Marx et Engels auraient dû figurer dans le même panier de crabes. Pensez-vous vraiment qu'à eux seuls (en exil) ils auraient pu remédier à l'incurie politique qui habitait la social-démocratie de l'époque et inverser le cours de l'histoire mondiale ? C'est comme si l'on soutenait que Lénine avait finalement failli parce qu'il n'avait pas pu empêcher Staline de détruire le parti bolchevik, en réalité, il n'y aurait pas eu Staline que le résultat aurait été sensiblement le même, car au-delà du pouvoir qu'avaient pu concentrer entre leurs mains quelques dirigeants comme Marx ou Lénine, la situation dans son ensemble concourait à aboutir à ce résultat sans que rien ne soit jouer d'avance évidemment. On peut admirer l'oeuvre de Marx et Engels et l'étudier sans tomber dans le culte de la personnalité qui contribuerait à en saper les enseignements et déservirait notre cause.

Ce qui est effrayant à notre époque, c'est le monolithisme de la pensée qui habite les intellectuels de tous les partis. La couardise y cotoie l'hypocrisie et le mensonge en permanence au point qu'on se demande de quoi ils sont vraiment faits. On en vient à penser que le jour où certains réagiront face à une catastrophe annoncée, il sera forcément trop tard, mais là encore, en réagissant ils pourront encore se donner bonne conscience en se posant en innocentes victimes d'un système qui les dépasse, concession tardive qui ne leur coûtera rien et servira uniquement à masquer leur propre ignorance et leur fausse modestie.

Je me régale en lisant les marxistes parce qu'ils n'hésitaient pas à mettre les pieds dans le plat et à provoquer les philistins petits-bourgeois. On peut ne pas être d'accord avec cette méthode qui a prouvé son efficacité, personnellement elle me semble plus digne que celle qui consiste à se taire pour finalement laisser aller les choses dans tous les sens. Je vais vous donner un exemple significatif, l'attitude d'Engels envers W.Liebknecht.

J'ai confondu dans la précipitation Wilhelm Liebknecht avec son fils Karl Liebknecht, autant pour moi, avec mes excuses. Du coup j'ai dû modifier la présentation des citations qui suit.

W.Liebknecht a causé énormément de tort à la social-démocratie allemande et particulièrement à Engels et Bebel. Brièvement, il avait la fâcheuse habitude d'avoir le cul entre deux chaises et en temps de paix à pencher pour l'aile droite du parti dont notamment sa représentation parlementaire, ce qui obligea Engels à combattre ses positions. Mais dans le même temps, comme Engels le connaissait bien, il savait qu'au moment décisif Liebknecht se rangerait du côté de la fraction prolétarienne du parti, ce qui fut effectivement le cas (tout du moins jusqu'en 1895). La polémique ou la critique n'empêche pas la fraternité entre camarades et se situe à l'opposé du sectarisme que l'éclectisme actuel ne suffit pas à camouffler.

Engels ne ménagea pas Liebknecht pendant toutes ces années tout en lui reconnaissant des qualités indiscutables, il le pilonna à l'artillerie lourde quand il le jugea nécessaire, à faire frémir de trouille nos dirigeants actuels, si Engels les voyaient il dirait sans doute qui n'ont rien dans la culotte. Voici quelques extraits du même ouvrage qui décoiffent, et n'allez pas imaginer qu'il ne disait ce qu'il pensait uniquement dans sa correspondance, ce serait très mal connaître Engels, vous pouvez d'ailleurs le vérifier en lisant cet ouvrage si vous en avez le temps.

"*Toute cette salade nous la devons surtout à Liebknecht et à sa manie de favoriser les écrivassiers de merde cultivés et les personnages occupant des positions bourgeoises, grâce à quoi on peut faire l'important vis-à-vis du philistin. Il est incapable de résister à un littérateur et à un marchand qui font les yeux doux au socialisme. Or ce sont là précisément en Allemagne les gens les plus dangereux, et depuis 1845 Marx et moi nous n'avons cessé de les combattre. A peine leur ouvre-t-on la porte du parti qu'ils s'y engouffrent et se mettent en avant - et l'on est obligé d'arrondir sans cesse les angles, parce que leur point de vue petit-bourgeois entre à tout moment en conflit avec le radicalisme des masses prolétariennes ou parce qu'ils veulent falsifier les positions de classe.*

Malgré tout, je reste persuadé que Liebknecht, lorsqu'il devra vraiment se décider, se rangera à nos côtés et il affirmera par-dessus le marché qu'il n'a jamais dit cela et que nous l'avons empêché de foncer plus tôt dans le tas. Cependant, c'est une bonne chose qu'il ait reçu une petite leçon." (Engels à A. Bebel, 22 juin 1885.)

"*Voilà que Liebknecht passe très hardiment au premier plan : la série écrite en prison, la lecture du Capital à moitié oublié et la prise de conscience toujours plus claire d'être assis entre deux chaises, tout cela semble avoir eu un effet très utile. J'en suis très content - pourvu que cela dure. Au moment décisif, il se trouvera certainement du bon côté, mais jusqu'à ce qu'on en vienne là, il nous occasionnera les pires tourments avec ses tendances à se dissimuler les difficultés - ce qu'il tient pour de la diplomatie, domaine dans lequel il nous dépasse tous de très loin.*

Ce que tu dis de Liebknecht, c'est ce que tu penses sans doute depuis longtemps déjà. Nous le connaissons depuis de longues années. Pour vivre, il a absolument besoin d'être populaire. Il doit donc jouer au conciliateur et arrondir les angles, afin de repousser la crise. Avec cela, c'est un optimiste par nature, et il voit tout en rose. C'est ce qui explique qu'il reste aussi vert. C'est la raison principale de sa popularité, mais c'est en même temps son mauvais côté. Tant que je correspondais uniquement avec lui, il ne me communiquait que ce qui correspondait à sa vision en rose et nous taisait tout ce qui était désagréable; lorsque nous le poussions dans ses retranchements, il disait tout simplement ce qui lui passait par la tête, de sorte que nous ragions en nous disant qu'il nous croyait assez bêtes pour nous laisser prendre à de tels trucs ! (...)

Avec toutes ces précieuses qualités, Liebknecht est un maître d'école né. S'il arrive qu'un ouvrier dise « Me » au lieu de « Moi » au Reichstag ou prononce une voyelle latine courte comme si elle était longue et que les bourgeois en rient, alors il est au désespoir. C'est pourquoi il veut avoir des gens « instruits » comme le mou Viereck qui nous a plus discrédité avec un seul de ses discours au Reichstag que 2 000 faux « moi » n'eussent pu le faire. En outre, il ne sait pas attendre. Il recherche avant tout le succès immédiat, même s'il doit sacrifier pour cela un avantage futur bien supérieur. C'est ce que vous apprendrez en Amérique, lorsque vous ferez le voyage après Fritzsche et Viereck. Y envoyer ces gaillards là était une faute aussi énorme que l'unité précipitée avec les Lassalléens, qui se serait produite toute seule six mois après, lorsque toute la bande eût été désagrégée et les misérables chefs écartés. Tu vois, je parle avec toi en toute confiance, de manière parfaitement directe. Mais je crois aussi que tu ferais bien d'opposer une résistance ferme aux doux propos avec lesquels Liebknecht essaie de te gagner. C'est alors qu'il cédera. " (Engels à A. Bebel, 10 mai 1883.)

Engels savait faire la part des choses indiscutablement. Liebknecht avait commis des erreurs monumentales à répétition, mais pour Engels ses qualités primaient sur ses défauts, qui n'en a pas ? L'intérêt supérieur du parti passait en premier, c'est la leçon que je tire de cette expérience, il y en a plus d'un qui devrait en prendre de la graine parmi nos dirigeants, pour d'autres il est déjà trop tard !

On pourrait se quitter aujourd'hui sur une question en rapport avec ce que vous venez de lire : d'après vous, la dislocation de l'avant-garde révolutionnaire serait-elle due uniquement à la pression exercée par l'idéologie dominante ou serait-elle due également aux dirigeants qui n'ont pas trouvé d'autres moyens pour conserver leur position au sein de l'appareil de leur parti que d'exclure ou pousser à la démission tous les militants, cadres ou dirigeants qui ne pensaient pas exactement comme eux ? Je pencherai pour dire les deux à la fois, mais chacun est libre d'en penser ce qu'il veut au regard des faits.

Le 23 septembre 2008

Suite à un courriel que j'ai reçu, j'ai dû rectifier la présentation des citations d'Engels qui figuraient dans la causerie d'hier, avec mes excuses.

La suite de la lecture de *La social-démocratie allemande*.

Je ne suis qu'un pauvre diable qui se démène pour essayer de faire avancer les choses, de déblayer le terrain comme l'on dit sur des questions qui font débats et sans avoir jamis lu auparavant l'extrait qui suit, je me dis après coup que j'avais raison de ne pas me prétendre marxiste et de me moquer de ceux qui se collent volontiers cette étiquette.

" *Ces messieurs font tous du marxisme, mais de la sorte que vous avez connue en France il y a dix ans et dont Marx disait :* « Tout ce que je sais c'est que je ne suis pas marxiste, moi ! » *Et probablement il dirait de ces messieurs ce que Heine disait de ses imitateurs : j'ai semé des dragons et j'ai récolté des puces.* " (Engels à P. Lafargue, 27 août 1890)

L'auteur du courriel que j'ai reçu m'a écrit : " *Un peu de sérieux tout de même ! Vous vous ridiculisez.* ". Il n'y a que les gens qui manquent singulièrement de modestie pour s'affliger ce genre de châtiment, qui comme chacun sait n'est pas fatal !

Un très bref extrait en rapport avec l'actualité en France.

La nouvelle mouture du décret sur le fichier Edvige prévoit la possibilité de ficher les personnes "*dont l'activité individuelle ou collective indique qu'elles peuvent porter atteinte à la sécurité publique*", il peut donc s'appliquer dès aujourd'hui aux militants et aux partis ouvriers qui combattent (théoriquement) pour renverser l'ordre établi. Le gouvernement actuel serait-il l'appendice d'un régime policier ?

Engels précisait dans la préface à « *Karl Marx devant les jurés de Cologne* », rédigée le 1er juillet 1885, à propos de la prétention de dépouiller la social-démocratie de son caractère révolutionnaire : " *Je veux faire abstraction de l'idée monstrueuse qui prétend qu'en exprimant simplement une opinion on puisse se placer hors de la légalité. Cela relève du pur État policier.*". Nous n'en sommes pas loin d'après les nombreux témoignages rapportés chaque mois par les auteurs du *Bulletin "Résistons ensemble contre les violences policières"* disponible dans le journal du groupe CRI.

Ce n'est pas encore un Etat policier proprement dit, disons que la potentialité du régime bonapartiste à le devenir se précise avec le flic-président aux commandes. Et pour bien montrer que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Morin-Kouchner n'en avait rien à faire de l'opinion de la majorité de la population, ils ont décidé dans la foulée d'envoyer une centaine de soldats supplémentaires en Afghanistan "*dans quelques semaines*" a précisé Fillon hier devant l'Assemblée nationale, ainsi que des drones - des aéronefs sans pilote -, des hélicoptères Caracal et Gazelle, des moyens d'écoute et des mortiers supplémentaires. (source : Reuters 22.09)

La propagande hypocrite de l'Etat en faveur des travailleurs et la provocation délibérée font partie de l'artillerie du bonapartisme.

Pour justifier cette mission "*légitime*" en Afghanistan, Fillon ne s'est pas embarrassé outre mesure, il a repris à la lettre le discours de Bush : "*Les Français doivent savoir que nous ne sommes nullement en guerre avec le peuple afghan, mais que nos troupes peuvent être engagées ou impliquées dans des opérations de guerre*". Il a ajouté "*Elles sont sur place pour assurer notre sécurité collective en faisant en sorte que l'Afghanistan ne redevienne pas le sanctuaire du terrorisme international*".

En réalité le gouvernement et son parlement croupion n'ont aucune légitimité dans le pays, mais qui osera le dire ? Personne à ce jour. Heureusement que le ridicule n'est pas mortel !

Autre chose.

Pour finir un extrait d'un courriel que j'ai adressé ce matin à un camarade.

On a entendu beaucoup de choses sur les causes de l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Dans les grands pays comme l'Inde, le marché mondial n'a pas vraiment d'emprise sur les prix de ces produits, par contre avec la mousson qui a été particulièrement violente cette année, une partie des récoltes ont été ravagées, du coup, les prix flambent littéralement, en quelques semaines, les prix ont été multipliés par 3 ou 4, tu imagines, le kilo de tomates est passé de 3 à 18 roupies par exemple, c'est dingue, c'est bien simple, hier il n'y avait pas un légume à moins de 20 roupies le kilo, les haricots étaient montés à 35. De mon côté, j'ai déjà tellement réduit mes dépenses que je ne peux pas descendre en dessous, sauf

à bouffer du riz tous les jours et m'affaiblir. Ma seule marge de manoeuvre, c'est les cigarettes et l'alcool, quand il n'y a plus de bière, j'attends quelques jours avant de racheter 3 petites bouteilles, une bouteille me fait 2 ou 3 jours. Et un connard m'a encore traité par mail de "*bobo planqué*", pauvre con !

Un dernier mot, le dollar a baissé brutalement et le pétrole a monté tout aussi brutalement depuis lundi, comme quoi la crise est loin d'être terminée... J'essaie de comprendre quelles vont être les conséquences des 1.000 milliards de dollars injectés dans les banques par le gouvernement américain. Ils vont servir à boucher quelques trous, mais cela ne sera pas suffisant. L'autre jour j'ai lu que les créances douteuses américaines qui étaient dispersées dans des banques en Europe et en Asie se montaient à 5.000 milliards de dollars. Je n'ai pas pu vérifier cette information, mais si elle était exacte, cela signifierait que toutes les banques centrales en Europe et en Asie devraient adopter un plan de sauvetage comparable à celui des Etats-Unis mais à un niveau encore plus élevé. Donc à suivre.

Ce qui est sûr, c'est que les 1.000 milliards de dollars en question n'iront pas dans la poche des américains qui sont déjà surendettés, le secrétaire au Trésor américain l'a répété, donc s'ils ne sont pas plus solvables demain qu'hier, on se demande comment ils vont pouvoir continuer de payer leur crédit alors que les prix ne cessent d'augmenter et que les salaires sont quasiment bloqués.

De plus cette somme gigantesque n'est pas destinée au développement de la production industrielle ou pour la soutenir, les entreprises sont déjà endettées jusqu'au cou, au mieux et au pire, elle permettra à des entreprises de contracter de nouveaux prêts qui s'ajouteront à ceux qu'elles ne peuvent déjà plus rembourser ou difficilement, donc à terme, elles se retrouveront le dos au mur dans la même situation que les banques aujourd'hui.

Cette argent ne va pas contribuer à combler l'écart entre l'économie réelle et l'économie fictive (qui repose sur des profits futurs tout à fait hypothétiques), ce n'est pas sa vocation, mais au contraire elle va l'accroître, ce qui va faire peser une pression supplémentaire sur les industriels qui n'auront pas d'autres solutions que d'essayer de gagner de nouvelles parts de marché, et en attendant, de s'attaquer aux droits sociaux des travailleurs, comprimer les salaires et procéder à des licenciements en masse. Et bien entendu quand un ouvrier osera demander une augmentation de salaire, le patron profitera de la situation que je viens de décrire pour lui répondre que ce n'est pas possible, qu'il doit choisir entre garder son emploi ou une augmentation de salaire avec à la clé le chômage, du chantage quoi.

On va assister aussi à de nouvelles fusions-acquisitions qui permettront de gagner en productivité notamment en réduisant la masse salariale. Par exemple, on vient d'apprendre que le premier opérateur télécoms belge, Belgacom, affiche sa volonté de dépenser quatre à cinq milliards d'euros en cas de bonne opportunité à l'étranger.(source : *La Tribune* 21.09)

L'impérialisme a plus d'un tour dans son sac à malices pour tromper les travailleurs, sa dernière trouvaille vaut son pesant d'or : la Réserve fédérale a autorisé les deux dernières grandes banques d'investissement du pays, Goldman Sachs et Morgan Stanley, à changer de statut pour devenir des holdings, a indiqué la Fed dimanche soir. Elles vont pouvoir créer des banques de type commercial, lesquelles pourront recevoir des dépôts. La dépêche précisait : "*Les deux banques d'investissement y gagneront en solidité en accroissant leurs ressources. Elles pourront aussi bénéficier de prêts relais à court terme de la Réserve fédérale de New York a précisé la Fed.*" Les Américains pourront donc disposer de comptes courants pour déposer leur revenus et leurs économies pour ceux qui en ont dans ces banques, les entreprises également, ce qui leur fera un fond deroulement gratis avec lequel elles pourront spéculer et obtenir des crédits qu'un jour ou l'autre elles ne pourront plus remboursées, et tous leurs clients seront ruinés avec elles ! C'est en tout cas ainsi que j'interprète cette nouvelle. (source : AP 21.09)

La seule réponse, c'est l'expropriation sans rachat et sans condition des capitalistes, la liquidation de la bourse et la prise de contrôle des banques et des assurances, etc., là où se trouve le fric, le nerf de la guerre. Le système conduit à la faillite, donc il faut réorganiser l'économie sur d'autres bases, la propriété collective des moyens de production qui garantira à chacun un vrai travail, un vrai salaire et la satisfaction des besoins de la population dans tous les domaines... Pourquoi aller chercher des formules à la con, faire compliquer quand les choses sont finalement si simples à comprendre et à mettre en oeuvre, non ?

Le problème, c'est que ceux qui tiennent plus ou moins ce genre de discours ne sont pas crédibles ou sont inaudibles. Admettons que ce n'est pas forcément de leur faute, ne soyons pas médisant, essayons d'être positif. On passe souvent à côté des choses les plus simples, c'est pour cette raison que je me pose beaucoup de questions. Les gens sont incapables d'entrevoir la société autrement, tant que cela durera, les plus beaux discours n'auront aucun effet. Il faut les travailler au corps, en profondeur, partir de la base, c'est peut-être ingrat et long, mais indispensable pour avancer. Il faut attaquer bille en tête. Il faut briser d'emblée l'idée selon laquelle le joug sous lequel nous ployons serait éternel, indestructible ou invincible, un don de dieu ou de la fatalité.

L'ouvrier développe un sentiment d'infériorité qui s'étend jusqu'à l'impuissance. Il a l'habitude d'être commandé dans la vie quotidienne, surtout au boulot, tout semble le dépasser, il semble fait pour obéir de sa naissance jusqu'à sa mort. Quand il se met en colère, il s'en veut ensuite de s'être laissé emporter, il s'excuse parce qu'il n'a pas un mauvais fond même s'il est souvent rustre, je suis aussi passé par là donc je sais de quoi je parle et mon père l'a été jusqu'à son dernier souffre le malheureux. Il est maladroit par ignorance, la société le culpabilise et lui tape sur la gueule pour le rappeler à l'ordre, le vieil ordre bourgeois

en vigueur. Il faut l'aider à se décomplexer, à prendre confiance en lui pour qu'il progresse. C'est ainsi que personnellement je suis sorti de cet état d'hébétude humiliant dans lequel je suis resté trop longtemps et dont je porterai les stigmates jusqu'à la fin de ma vie. Ce n'est pas toujours facile de regarder les choses en face. Qui ose dire comme les marxistes que les masses sont parfois réactionnaires ? Personne, parce que l'on craint d'être incompris et de passer soi-même pour un vulgaire réactionnaire. Voilà une attitude aussi désuète que stupide et c'est loin d'être la seule.

La pire des choses serait de se décourager ou d'accabler les travailleurs et les militants qui restent sourds à notre discours. Il n'y a pas de fatalité, voilà ce qu'il faut se dire une bonne fois pour toute. Ce que l'on a réussi à comprendre et le bout de chemin que l'on a réussi à parcourir n'importe quel travailleur ou jeune sera un jour capable de faire de même à sa façon. Et s'il n'y parvient pas, c'est uniquement parce qu'il aura manqué de temps ou d'opportunités voilà tout, mais cela ne remettra pas en cause notre conception du monde, nos convictions ou nos principes. Dans le cas contraire, on finirait par haïr la terre entière et se détester soi-même, ce qui ne résoudrait aucun problème, ce serait pire encore.

Je crois avoir compris ce que Marx disait quand il affirmait qu'il n'était pas marxiste lui-même : il possédait le génie de maîtriser le matérialisme dialectique et historique, mais il savait mieux que personne que c'était un combat permanent pour le maîtriser davantage encore, et que ce combat il devrait le livrer jusqu'à son dernier souffle. Nous sommes des "puces" à côté.

Le 27 septembre 2008

Les pitreries larmoyantes et lamentables de Bush et Sarkozy font la une de l'actualité des médias qui voudraient bien se rassurer face à la gigantesque crise qui secoue violemment tout l'édifice capitaliste, mais ils sont bien obligés de se rendre à l'évidence : le capitalisme est ce qu'il est et il n'existe aucun remède miracle pour le sauver de la débâcle, sauf à compter que les travailleurs accepteront indéfiniment d'être pris pour des naïfs par une bande de voyous et supporteront sans broncher les conséquences dramatiques de la survie d'un système économique à bout de souffre.

L'heure n'est pas à exiger un hypothétique "plan de relance", mais de lier l'incapacité du capitalisme à satisfaire nos revendications au regard des centaines de milliards qu'ils ont verser généreusement aux banques pour permettre à la machine déjà gripper de ne pas s'arrêter totalement, à la question du combat politique pour le liquider.

La faillite du capitalisme pose immédiatement la question du pouvoir politique, des moyens à mettre en oeuvre pour balayer le vieux monde pourri, c'est-à-dire le regroupement de la classe et la construction du parti, mais pas sur n'importe quelle base. Seule une perspective résolument révolutionnaire peut répondre à cette question. Toute tentative de s'en tenir à une politique à caractère trade-unioniste serait qualifiée à juste titre de contre-révolutionnaire, et constituerait une trahison des intérêts fondamentaux du prolétariat.

Il n'est pas question de mettre nos revendications dans notre poche sous prétexte de cette crise, au contraire, on doit exiger qu'elles soient satisfaites immédiatement puisque les banquiers ont pu bénéficier de milliards d'euros. Et comme ces revendications sont évidemment incompatibles avec le maintien en place du gouvernement et des institutions de la Ve République, il faut le chasser et les abolir.

C'est sur cette ligne que le combat doit s'engager pour que l'avant-garde se renforce tout en proposant une perspective politique aux masses qui leur ouvre une issue.

Je rajouterai un mot plus tard si j'en trouve le temps.

Bon week-end à tous en attendant.

Complément.(18h50 en Inde)

Dans l'édition du *Monde* paru hier, il y avait un article intéressant qui rappelait que le premier krach boursier se produisit à Londres et remontait à 1721. le rédacteur de cette article, Ludovic Desmedt qui est chercheur au Laboratoire d'économie et gestion, maître de conférences à l'université de Bourgogne, précisait que " *des tentatives de régulation furent votées (les Bubble Acts), qui eurent pour effet de diriger les investissements britanniques vers des perspectives moins aventureuses, avant que de futurs krachs ne réapparaissent.*".

Donc ce qui arrive 287 ans plus tard confirme ce que nous savions depuis longtemps, et que l'on ne vienne pas nous raconter d'histoires : il est impossible de contrôler ou de réguler le capitalisme comme l'affirme sans vraiment trop y croire les économistes et les médias depuis un an, depuis qu'a éclaté la dernière crise en date, celle des subprimes aux Etats-Unis.

A travers quelques dépêches que j'ai parcourues rapidement, j'ai cru comprendre que les discours de Bush et Sarkozy comme

ceux des dirigeants de la planète qui sont intervenus ces derniers jours sur le même sujet, étaient notamment axés sur la nécessité de mieux réguler les marchés financiers, une véritable imposture un peu grosse à faire avaler à la population. Ils en ont appelé à la moralisation des différents acteurs qui interviennent sur les places financières.

Si on prend à la lettre leur discours et qu'on se demande s'il est possible ou non de moraliser le capitalisme, on aura tout faux, c'est un piège qui nous est tendu pour que s'affrontent ceux qui pensent que c'est possible à travers la mise en place de certains mécanismes et ceux qui pensent le contraire. Comme ils ne parviendront jamais à se départager, ils demeureront divisés ce qui fera l'affaire des dirigeants de ce monde à défaut de mieux.

Ce substerfuge sert uniquement en réalité à éviter que la population se pose la seule véritable question qui mérite d'être posée : si la propriété privée des moyens de production peut se justifier sur le plan juridique et constitutionnel, de la même manière que l'immense richesse dont dispose une poignée de nantis à travers le monde (voir le texte mise en ligne aujourd'hui *Sur le capitalisme*), sur le plan de la morale justement, absolument rien ne peut justifier l'exploitation, les formidables inégalités et les injustices qui existent dans tous les pays...

Ils peuvent parler autant qu'ils voudront de la nécessité de moraliser le capitalisme, ils auront beau retourner la question dans tous les sens, il n'existera jamais aucun moyen permettant de justifier sur le plan morale l'immense richesse accaparée par les uns pendant que la multitude croule sous la misère, c'est tout simplement impossible, sauf à s'en remettre à la religion chrétienne qui justifie l'existence de la souffrance humaine pour racheter tous les péchés de l'espèce humaine, ce serait même paraît-il un don du ciel, donc réjouissons-nous du malheur qui nous accable, remercions ceux qui en sont responsables ici bas, comme quoi le capitalisme a du bon !

Pas tout à fait dans le même registre mais pas loin, disons sur un plan complémentaire du précédent sujet, l'institut CSA a sorti un sondage bidon mercredi dans lequel il ressort que 82% des personnes interrogées seraient favorables à des négociations entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux sur le thème des "réformes" nécessaires à entreprendre pour sauver "le modèle social français".(source : AP 24.09)

Comme il n'y a rien à négocier avec le gouvernement sauf à accepter la détérioration de nos conditions de vie et de travail pour se plier aux exigences du capitalisme en proie à une crise sans précédent depuis 1929, il est toujours utile de faire croire que les dirigeants syndicaux pourris pourraient servir encore à autre chose, histoire de légitimer au passage le programme ultra réactionnaire de Sarkozy.

Autre chose.

Vous avez vu que j'ai mis en ligne deux articles du POI sur la crise du capitalisme, tout simplement parce que je les trouvais corrects et qu'il aurait été dommage que les camarades n'en profitent pas. Plusieurs articles sur la Bolivie vont dans le même sens que celui de la LOR-QI, je les mettrais en ligne demain si j'ai le temps.

En attendant, avec la tournure que prend l'aggravation des contradictions du capitalisme, le fossé entre la situation actuelle et la ligne politique du POI ne cesse de se creuser. Ils se réjouissent de la signature d'une pétition demandant le maintien de La Poste service public par 2.000 élus, sur plus de 550.000 au total, faites le calcul, cela donne 0,36%. Je ne veux pas être médisant, je suis dubitatif.

Je comprends que le POI mette en avant la rupture avec l'UE pour au moins deux raisons, la principale, parce qu'il serait impossible de mettre en oeuvre une autre politique dans le cadre de l'UE, cela ne fait aucun doute évidemment, la secondaire, parce qu'elle constitue la ligne de démarquation entre ceux qui combattent réellement le capitalisme et ceux qui le soutiennent (la LCR et le PCF), ce qui est exact aussi.

Mais on pourrait faire exactement la même démonstration à partir du combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République : il sera impossible d'envisager la satisfaction de nos revendications tant que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner n'aura pas été chassé et tant que les institutions n'auront pas été abolies d'une part, d'autre part, il est évident aussi que ni le PCF et ni la LCR n'entendent mener le combat sur cette ligne politique, donc la ligne de démarquation est là aussi nette et sans bavure.

L'avantage de la position que je défends, c'est qu'elle pose directement la question du pouvoir politique en remettant en cause les institutions existantes, donc elle constitue un premier pas déterminant qui permet ensuite d'envisager immédiatement la transition avec la nécessité de se doter d'un organisme de pouvoir indépendant de la bourgeoisie, qu'on l'appelle comme on voudra, peu importe à cette étape. Je n'essaie pas d'avoir raison absolument, j'explique simplement comment j'en suis arrivé à formuler cette position et pourquoi je la défends loyalement.

L'autre avantage non négligeable de cette ligne politique, c'est qu'elle ne laisse place à aucune illusion sur l'avenir des institutions de la Ve République, elles doivent être liquidées, mieux leur liquidation est la condition préalable à la poursuite du processus révolutionnaire engagé dans les meilleures conditions pour vaincre, dans le cas contraire, c'est la porte ouverte à l'aventure.

Formuler le voeu de respecter la démocratie ou de la rétablir en souhaitant qu'elle soit l'expression directe de la majorité de la population, l'intention est louable et généreuse, mais c'est ne pas compter avec les conditions politiques qui permettront à la réaction de prendre le temps de s'organiser tranquillement pour dresser des obstacles afin d'empêcher que ce processus soit mené à son terme. Alors que si un gouvernement révolutionnaire issu du ou des partis combattants pour la victoire du socialisme décide par décret de retirer le tapis sous les pieds de la réaction pour l'empêcher de s'accrocher aux oripeaux des vieilles institutions, qui osera dire ensuite que le gouvernement aurait violé la démocratie puisqu'il aura agit uniquement dans l'intérêt et le respect des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ? Personne, sauf la réactionnaire bien entendu.

J'espère me tromper, mais quand je vois tous les efforts sincères déployés par Morales pour vaincre la résistance farouche de la réaction en signant notamment un contrat d'unité avec la COB, j'applaudis des deux mains et je le soutiens inconditionnellement, mais en laissant intactes les institutions héritées du passé, il ne résoud pas le principal problème politique auquel il est confronté et il prend le risque qu'elles se retournent un jour contre lui pour précipiter sa chute.

Je ne veux pas apparaître non plus comme l'empêcheur de tourner en rond, mais je me pose des questions, dès lors que je constate que des analyses sérieuses passent systématiquement ou preque sous silence le sort des institutions, alors qu'elles occupent une place déterminante dans la situation politique.

Le 28 septembre 2008

J'ai commencé à relire une cinquantaine de dépêches consacrées à la crise actuelle du capitalisme pour ensuite rédiger un nouveau texte. J'ai pensé que l'on pourrait expliquer simplement quelques rudiments de la finance et peut-être revenir sur le contenu des déclarations des grands de ce monde.

On se détend un peu camarades, c'est le week-end. Hier soir le présentateur de la météo sur TV5 Monde Asie nous a livré une info bouleversante : en 2050, à cause de la hausse de la température sévissant dans le sud des Etats-Unis et de la consommation d'eau insuffisante conduisant à une déshydratation chronique, 2 millions d'Américains souffriront de calculs rénaux. Il a été affirmatif, il a employé le mode indicatif et non le conditionnel. Comment peuvent-ils prévoir 42 ans à l'avance quelles seront les conséquences de la survie du capitalisme, s'il existe toujours, à quel niveau les déréglements climatiques agiront et comment se comportera la population, alors qu'ils n'ont même pas été foutus de prévoir six mois à l'avance quelle ampleur aurait la crise actuelle du capitalisme ?

Fillon n'a pas eu besoin d'une boule de cristal pour prédire que la France ne renouera pas avec l'équilibre budgétaire en 2012, il vaut mieux être prudent par les temps qui courent ! (Reuters 26.09)

Quant à la ministre de l'Economie, elle n'a pas manqué d'assurance pour annoncer "*quelque 10 milliards d'euros d'allègements nets d'impôts*" d'ici à 2012, sans préciser pour qui, mais vous avez déjà deviné. (AFP 27.09)

Très sérieusement, dans un entretien au *Journal du dimanche*, le directeur général du FMI, Strauss-Kahn (PS) a prédit une situation "*difficile*" pour l'Europe et "*parfois plus dure encore*" dans certains pays pauvres. C'est marrant, on s'en serait un peu douté ! (AP 27.09)

Et savez-vous à quoi est suspendu notre destion ? Je vous le donne en mille : "*il faut réformer*" ! Quelle chance qu'il y ait à travers le monde plus de réformistes que de révolutionnaires ! Tout le monde est réformistes de nos jours, c'est à la mode, une mode bien terne et cynique, mais rassurez-vous, elle n'a aucun avenir. (AFP 27.09)

D'ici demain soir j'actualiserai la page des infos en bref en reproduisant de larges extraits des déclarations ou discours des derniers jours, c'est un régal de voir dans quelle merde ils sont tous.

Il y a un truc qui m'est revenu en mémoire dont j'aurais pu vous parler, après avoir évoqué le réformisme, la transition est toute trouvée.

Engels a écrit vers la fin des années 1800 que la classe ouvrière était socialiste en Angleterre. Selon moi, il voulait dire par là qu'elle combattait pour améliorer son sort dans la perspective du socialisme, autrement dit, qu'elle n'avait ni les moyens ni l'intention de rivaliser avec les bourgeois pour leur ressembler, mais que son combat s'inscrivait dans la perspective de la lutte finale pour le pouvoir.

Aujourd'hui en France et dans la plupart des pays, il est impensable de soutenir que la classe ouvrière serait socialiste, elle serait plutôt gagnée par un état d'esprit petit-bourgeois similaire à celui que prétait Trotsky à la classe ouvrière américaine dans

les années 30.

On pourrait se contenter de cette comparaison et de ce constat, pour en déduire comme le font avec application et persévérance les réformistes qu'il n'y a rien de mieux à faire que de cultiver cet état d'esprit qui est incompatible avec le cours du capitalisme, afin de le mener dans ces derniers retranchements et de liquider les dernières illusions dont il était porteur.

Mais comme d'une crise à l'autre, partant du fait que la conscience des masses n'a pas suffisamment progressé pour pouvoir en comprendre l'origine et entrevoir une issue sur le plan politique, ce qui aurait dû se traduire en principe par la construction d'un parti révolutionnaire, les illusions dans le capitalisme se sont transmises d'une génération à l'autre, pas toujours sous les mêmes déguisements, au point que certains en sont arrivés à penser qu'elles renaissaient même de leurs cendres, alors qu'en réalité elles ne les avaient jamais quittées.

Si la tactique qui consistait à se placer sur le terrain des illusions pour les combattre s'était avérée correcte, depuis le temps on aurait dû en voir le bout, or elles sont toujours aussi vivaces, il y a donc eu un lézard quelque part. On a identifié les illusions dans le capitalisme avec les illusions des masses dans les partis pourris du mouvement ouvrier, en pensant que c'était parce qu'elles avaient moins d'illusions dans le capitalisme qu'elles penchaient pour ces partis qui prétendument le combattaient. Or, rien de pareil ne s'était produit en réalité.

C'est la raison pour laquelle ces illusions dans le capitalisme s'en sont données à coeur joie sous le règne de Mitterrand, au même titre que le réformisme qui s'en trouva regaillardi et qui trouva là un terrain favorable pour s'ébattre tranquillement à l'ombre du gouvernement des partis soi-disant ouvriers.

A aucun moment le combat politique n'a été subordonné à la nécessité d'en finir avec le capitalisme, ne parlons pas du combat syndical qui relèvait pour ainsi dire de la trahison permanente tant il était éloigné de cet objectif qu'il avait abandonné bien avant la seconde guerre mondiale.

Le combat politique a été mené dans le but de remplacer un gouvernement par un autre et pas davantage, dans ces conditions il était impossible pour les masses d'en comprendre la signification profonde en admettant qu'il avait pour objectif d'en finir avec le capitalisme.

Le combat pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière n'a jamais été orienté dans la perspective d'abattre le capitalisme. On a privilégié l'action spontanée des masses qui ne pouvait que renforcer leurs illusions dans le capitalisme, au détriment d'un travail de fond qui aurait pu l'amener à s'en détacher progressivement.

En subordonnant le mouvement ouvrier au capitalisme, on en a sapé les bases, ni plus ni moins.

Les analyses conduisant au constat qu'il fallait en finir avec le capitalisme demeuraient du domaine de la théorie, elles n'ont pas été popularisées ou rendues accessibles au plus grand nombre.

Vous allez trouver des tracts qui dénoncent les salaires misérables et qui expliquent que ce sont les méchants patrons qui en sont responsables ou bien le gouvernement. D'autres tracts auront le même contenu en appelant à une action, une manifestation par exemple. Dans les deux cas, l'augmentation des salaires n'est pas incompatible avec la survie du gouvernement en place ou du capitalisme. Maintenant si vous me trouvez un tract qui se termine par la nécessité de chasser Sarkozy, de liquider les institutions et d'exproprier les patrons, donc qui ne situe pas la satisfaction de cette revendication dans le cadre du régime je vous paie un billet aller retour en Inde !

Vous allez me dire que je rêve, que les travailleurs n'en sont pas encore là, vous avez raison donnez-leur un objectif compatible avec ce qu'ils peuvent comprendre et réaliser aujourd'hui, de cette manière leur niveau de conscience n'aura pas progressé d'un millimètre, peut-être que vous aurez une belle manifestation, que vous aurez vendu beaucoup de journaux, que vous aurez récolté de l'argent, mais vous n'aurez pas fait avancer notre affaire pour autant, la preuve le parti n'existe pas ! On se demande vraiment pourquoi et pour qui les marxistes se sont fait chier à l'expliquer en long en large et en travers pendant près d'un siècle.

Qu'est-ce qu'on en a à foutre d'un gouvernement PS-PCF avec ou sans ministre bourgeois, qu'est-ce qu'on en a à foutre qu'il y ait une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, qu'est-ce que cela peut nous foutre que l'unité soit réalisée avec ces partis, j'allais oublier une Assemblée constituante avec tous les partis représentés y compris l'UMP, le Nouveau Centre, le MoDem, le PS et pourquoi pas le FN, les partis nationalistes basques, corses, catalans, bretons, etc., les partis de la réaction sont bien présents dans l'Assemblée constituante en Bolivie ?

La puissance du mouvement révolutionnaire en Bolivie d'après ce que j'ai lu, provient essentiellement du fait qu'il est parti et s'est développé consciemment, il faut le préciser car c'est très important, justement sur la base du rejet du capitalisme (privatisation de l'eau, du gaz, etc.), le rejet de la propriété privée de la terre. Je ne sais pas au juste si Morales s'est engagé à prendre la terre

des latifundiaires pour la distribuer aux paysans sans terre qui deviendront à leur tour des propriétaires terriens ou s'il a décidé de procéder à la collectivisation de la terre et d'accorder un revenu décent à chaque éleveur ou agriculteur qui dépendront d'une coopérative d'Etat où les moyens de production seront mis en commun.

Je voulais m'arrêter là pour aujourd'hui, mais une nouvelle question me vient à l'esprit et si je ne l'aborde pas ici, il s'en trouvera pour dire que je manque de partialité.

Que dites-vous de la campagne du POI pour les renationalisations, n'était-ce pas la même situation en Bolivie, la nationalisation de l'eau ou de la sidérurgie, n'est-ce pas finalement la même démarche ? Certainement pas, le contexte est totalement différent et le contenu aussi.

On peut très bien se passer au quotidien de l'usine du coin qui fabrique de l'acier, y compris du bureau de poste (même si je sais que cela posera des problèmes à nos vieux), par contre on ne peut pas se passer de l'eau qui est indispensable quotidiennement, ni du gaz à un prix raisonnable pour cuisiner et combattre la déforestation... Ensuite, et là c'est peut-être discutable, il ne faut pas confondre une nationalisation réalisée par un Etat bourgeois et une nationalisation mise en oeuvre par un gouvernement socialiste, c'est le point discutable, car rien ne dit que Morales s'engagera totalement dans la voie du socialisme.

Aller vanter le 30 septembre les bienfaits de la renationalisation de la sidérurgie chez Sarkozy, c'est subordonner directement les masses au capitalisme. Pourquoi ? C'est très simple. Dans le cas où la sidérurgie dégagera des bénéfices, ils iront dans la poche de l'Etat qui en fera ce qu'il veut sans que cela profite forcément à la population, l'Etat pourra s'en servir par exemple pour éponger sa dette, autrement dit pour verser des intérêts aux banquiers. Dans le cas où elle dégagera des pertes, on les paiera avec nos impôts. Dans les deux cas dites-moi où il y aurait une avancée sociale ? Nulle part, tout le bénéfice sera pour l'Etat et le gouvernement. Si maintenant la nationalisation sert uniquement à satisfaire les besoins de la population, c'est autre chose, c'est ce que Morales prétend vouloir faire, dans ce cas-là cela va dans le bon sens, on ne peut être que d'accord.

Je continue de penser que les nationalisations (et la création de certains services publics) qui ont été réalisées après la seconde guerre mondiale en France et dans d'autres pays, ainsi que tous les avantages sociaux qui ont été concédés au prolétariat ont eu pour effet de le corrompre, de pourrir le mouvement ouvrier, et il ne pouvait pas en être autrement puisqu'il était dirigé par les staliniens épaulés des réformistes.

On ne peut évidemment pas revenir en arrière hélas ! Mais faire avec ce que l'on a ne doit pas signifier obligatoirement qu'on s'engage à refaire indéfiniment la même erreur.

L'avantage de la position que je défends ici et qui n'est pas forcément bien comprise, c'est que l'on combat contre la remise en cause des "acquis" dans une perspective politique que j'estime être correcte, sans être comptable de la préservation ou non de ces "acquis", ce n'est pas l'essentiel pour moi dans la mesure où je considère qu'ils constituent plutôt un obstable au combat politique et à la progression de la conscience des masses, en me positionnant ainsi, je respecte le principe selon lequel la tactique doit être subordonnée impérativement à la stratégie.

On l'a déjà évoqué une fois ou deux, mais souvent lorsque l'on n'est pas d'accord, cela révèle que l'on ne part pas des mêmes objectifs, que l'on n'a pas en tête les mêmes choses. J'essaie de toujours avoir deux choses à l'esprit pour m'orienter, la nécessité de construire le parti inspensable pour vaincre et l'objectif final du combat du mouvement ouvrier, la prise du pouvoir et l'abolition du capitalisme. Je considère que toutes les questions doivent leur être subordonnées.

Bonne semaine à tous

Le 30 septembre 2008

J'ai bossé pendant 2 jours comme un dingue sur le dernier texte mis en ligne sur la crise actuelle du capitalisme pour le sortir le plus vite possible. J'ai dû me coucher à 3h du matin pour qu'il soit bouclé avant ce soir, il est 15h heures locales et c'est chose faite ! Je vous encourage à la lire évidemment.

Je suis épuisé. Une infos en bref tout de même et pas n'importe laquelle.

Dans un rapport cococté par une mission parlemenatire présidée par l'UMP Valérie Boyer qui doit être rendu public aujourd'hui, après la taxe dite "*pique-nique*" ils préconisent une taxe "*snacking*" qui consisterait à faire passer de 5,5% à 19,6% la TVA sur les produits gras et sucrés, dans le but de lutter soi-disant contre l'obésité.

Cette mesure éventuelle sur la TVA viserait les produits comme les barres chocolatées, sodas, chips et confiseries que consomment principalement les enfants. Franchement cynique et dégueulasse !

Ce n'est pas finit, ces mesures seraient au nombre de 25 et devrait faire l'object d'une "*grande cause nationale*". (source : Reuters 28.09)

Il est plus que tant de nous débarrasser de ce vieux monde pourri et ses ordures !

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries octobre 2008

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 octobre 2008

J'ai reçu plusieurs courriels de camarades auxquels je n'ai pas encore eu le temps de répondre. Je les en remercie au passage. Effectivement, j'ai laissé passé l'info sur le lunchage à mort d'un patron par des ouvriers en Inde. Je n'en ai eu connaissance que plus tard par le biais d'un article du *Monde* qui s'inquiétait à la suite du patronat indien, que la classe ouvrière en arrive à régler ses comptes avec les capitalistes à sa manière.

Par le seul fait d'exister, le capitalisme accomplit un acte de violence. Qu'on y réfléchisse un instant. Nous sommes victime d'un racket ou d'un vol et d'un chantage que rien ne peut justifier : vous voulez vivre ou plutôt survivre, vous devez accepter de vous soumettre au talon de fer de l'exploitation capitaliste, vous n'avez pas le choix. Vous devez plier sous le joug, vous devez accepter d'être humilié, méprisé, traité comme des chiens, sans espoir de voir un jour cette situation disparâitre... Est-ce acceptable ? Rien ne peut le justifier, pas même un titre de propriété qui ne peut être que le produit de la spoliation ou du vol !

Balzac qui n'était pas marxiste et qui avait analysé les moeurs et coutumes des classes dominantes disait en substance qu'à l'origine de toute fortune se trouvait un crime, il avait parfaitement raison, alors il serait bon que chaque travailleur se le grave dans la tête.

En parlant de tête, j'ai entendu aux infos sur TV5 Monde Asie avant-hier, qu'ils avaient réhabilité Nicolas II en Russie, ce qui est la suite et la fin logique de la restauration du capitalisme en Russie. Cela ne change absolument rien. Nous nous aurons à décapiter, fusiller ou pendre Nicolas Ier s'il n'a pas eu le temps de prendre ses jambes à son cou devant la horde féroce du prolétariat en haillon à ses trousses pour lui faire payer le prix de toutes ses souffrances.

Je vous avais déjà signalé qu'il était sur le point de réhabiliter Marie-Antoinette et sa moitié rétrécie Louis le XVIe. J'ai loupé sur TV5 Monde Asie, un film qu'ils ont diffusé à la gloire de cette reine dont l'histoire "*dramatique*" gagnait à "*être connue*", selon le journaliste aux ordres qui le présentait, il ira jusqu'à sous-entendre qu'elle aurait été victime la terrible injustice commise par un peuple sanguinaire et barbare, c'est moi que le rajoute.

Les grands de ce monde sont petits, tout petits, ils sont nostalgiques de la monarchie, impuissant, devant l'impossibilité de la rétablir ils se vengent comme ils peuvent, mais ils savent ce qu'ils font, car en réhabilitant des monarques déchus ou auxquels le peuple a fait la peau, ce sont des fidèles serviteurs de la religion qui contribuent à maintenir le peuple dans l'ignorance qu'ils ramènent ainsi sur le devant de la scène politique. Tentative aussi vaine que désuète, car depuis l'époque où les monarques régnaient en despote le prolétariat s'est constitué, qui plus est il a été à l'école, et voilà que par le biais d'Internet il a accès à la connaissance sans connaître la censure, donc il est plus difficile que jamais de lui faire croire n'importe quoi. Et les "*sentiments*" que peuvent avoir les sujets de sa grâcieuse majestée à son égard en Grande-Bretagne, par exemple, sont balayés à la première occasion dès que sonne le tocsin de la lutte des classes.

Je ne parlerai pas des calomnies que j'ai reçues de la part de deux individus qui témoignent à eux seuls que le vieux monde pourri avec son idéologie dominante se sont bien glissé jusque dans nos rangs. Je vais leur répondre dans le site, non pas sur le même ton infâme, mais comme d'habitude sur le plan politique.

L'ampleur de la crise du capitalisme va forcer les uns et les autres à se découvrir tels qu'ils sont vraiment, au-delà, elle va permettre de faire le ménage et de balayer les théories fumeuses et opportunistes. Une ligne de démarcation très nette va apparaître entre ceux qui combattent réellement pour en finir avec le capitalisme, et ceux qui le soutiennent à bout de bras. J'ai lu un entretien qu'a donné Fabius au *Monde* tout à fait révélateur de ce point de vue, plus réactionnaire tu meurs ! Je vous en donnerai des extraits commentés demain car cela vaut vraiment le coup.

On est en droit de s'interroger sur les intentions réelles de ceux qui veulent absolument soulager la classe ouvrière des conséquences de la crise financière actuelle, à croire qu'ils veulent à tout prix éviter que la situation sociale n'empire pour éviter que les masses ne se dressent contre le régime en place. Est-ce bien les masses ou le capitalisme qu'ils veulent soulager ?

Imaginez un instant que l'on satisfasse même partiellement vos revendications, vous vous direz que c'est mieux que rien, qu'avec le temps peut-être on vous donnera plus la prochaine fois, en vous mobilisant ou non, cela permettra de tenir et l'espoir fera le reste... Pendant ce temps-là, les capitalistes pourront tranquillement continuer à vaquer à leurs occupations quotidiennes. Je parle évidemment en l'absence de toute perspective politique révolutionnaire, si j'oublie de le préciser, on pourrait croire que je souhaite un appauvrissement de la population ce qui serait insensé évidemment.

Vous aurez reconnu au passage l'idéologie réformiste qui consiste à prôner des réformes sous l'égide de l'Etat bourgeois, pour faire oublier au prolétariat qu'il vit sous la domination du capitalisme, en fait, pour le subordonner au capitalisme et lui interdire de le remettre en cause.

Un "plan de relance" ou "d'urgence", n'est-ce pas finalement le meilleur moyen de sauver le capitalisme ? Pour bien faire, on devrait même tout faire pour empêcher que le gouvernement y recours, car il serait forcément ciblé et servirait ensuite à dresser les couches de la population les unes contre les autres. Bush vient d'indiquer qu'il volait au secours des classes moyennes, pas de la classe ouvrière américaine, pour mieux les dresser les unes contre les autres, car il a aussi besoin du soutien d'une partie des Américains. Que la situation sociale se dégrade sans cesse jusqu'à devenir intenable pour les masses, nous n'en portons aucune responsabilité, mais ne prenons pas le prétexte de vouloir venir en aide au prolétariat pour en réalité soutenir le gouvernement, ce que font habituellement les réformistes que la révolution effraie.

J'ai lu plusieurs articles intéressants sur le capitalisme. Certains se concluent par la remise en cause de la propriété privée des moyens de production. Ces articles se veulent pédagogiques, mais ils contiennent tous des analyses incomplètes. On ne peut évidemment pas tout dire dans un article, mais qu'aucun ne relève qu'en réalité le capitalisme repose sur un vol manifeste est plutôt curieux. On nous extorque une partie de notre temps de travail, oui ou non ? N'est-ce pas cela la part de la plus-value qui tombe dans l'escarcelle du capitaliste et qu'on nomme profit ? Pourquoi ne pas le dire avec des mots très simples accessibles à tous les travailleurs ?

Autre question. Pourquoi personne ne dit qu'absolument rien ne peut justifier l'exploitation, le morceau de papier en possession du capitaliste et qui fait office de titre de propriété ? Il ne peut le justifier que sur le plan juridique, et si l'on suit la piste pour remonter à la source, on remonte jusqu'à la Constitution qui renvoie au préambule de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui sanctifie la propriété privée. Parce qu'il est impossible de remettre en cause le capitalisme sans remettre en cause la Constitution et les institutions et que personne ne tient à les remettre en cause ? Etrange silence et consensus sur cette question précise.

Pour finir cette causerie, j'ai encore lu un article pour le moins curieux dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°16). Il y est écrit page 13 "*Equateur : le projet de nouvelle Constitution du pays a été approuvé par 64 % des électeurs. Il comprend la gratuité de la santé et de l'éducation*. Ce numéro d'*Informations ouvrières* date du 2 octobre, or voici ce qu'on pouvait lire dans une dépêche de l'AFP du 29 septembre.

"*Concernant toute une série de droits ouverts par la Constitution, dans le domaine de la santé ou de l'éducation par exemple, il (Le président équatorien Rafael Correa - NDLR) a également fait preuve de modération :* 'Je vais me réunir avec les ministres coordinateurs pour évaluer le coût', *a-t-il déclaré, en précisant qu'il prendra le temps qu'il faudra,* 'cinq, dix ans' pour les rendre effectifs."

Autant dire que les travailleurs équatoriens ne sont pas près de disposer d'un système d'éducation et de santé digne de ce nom, s'ils en voient un jour la couleur, dans dix ans, c'est loin et Correa ne sera peut-être plus là pour rendre des comptes.

Sur le remboursement de la dette, il s'est inspiré de Lula qui l'a réglé rubis sur l'ongle au FMI : "*Il serait insensé de dire 'non' au paiement de la dette*", a-t-il déclaré lors d'un point de presse à Quito, tout en précisant que son pays pourrait contester certaines portions "*illégitimes*" de celle-ci, comme si les travailleurs équatoriens avaient pu bénéficier en partie de cette dette. Il a ajouté "*Nous paierons la dette externe tant que l'économie du pays le permettra*", autant dire que le prolétariat n'est pas près

d'en voir le bout.

Que l'on se félicite du résultat de ce référendum qui porte un coup au capitalisme et pourra servir de point d'appui à la mobilisation des masses équatorienne, est une chose, mais en faisant preuve de mesure et sans décerner un chèque en blanc à Correa, surtout après ces déclarations qui vont peut-être dans le sens de sa conception du "*socialisme du XXIe siècle*" cher aussi à Morales et Chavez, mais certainement pas dans le sens du socialisme tel que l'entendaient les marxistes du XIXe et XXe siècle et tel que nous l'entendons. On a déjà vu où menait le socialisme à la Mao Tsé-toung ou à la Fidel Castro.

Personnellement, je trouve que la nouvelle mouture d'*Informations ouvrières* est bien meilleure que la précédente. Pédagogique mais encore trop élitiste. Les efforts sont palpables pour en faire un véritable journal ouvrier, il faut le reconnaître.

J'allais oublier de vous donner l'adresse d'un site Internet que j'ai découvert par hasard comme presque toujours : http://www.collectif-smolny.org/. Vous y trouvez de nombreux documents sur notre histoire, je n'en fais pas la pub, je n'en connais même pas les auteurs, et je n'ai pas eu le temps jusqu'à présent d'y farfouiller.

Bon week-end à tous.

La chronique du jour.

Sarkozy et Fillon n'ont cessé d'expliquer les derniers mois et cela jusqu'au dernier moment, que la crise était seulement financière, qu'elle ne traverserait pas l'Atlantique, que la situation était saine en France et en Europe, que jamais ils n'auraient besoin de voler au secours des institutions financières avec notre argent, que l'économie réelle n'était pas et ne serait pas menacée, etc., ce n'était qu'un pur mensonge ou un épais voile de fumée destiné à gagner du temps, tout en sachant qu'ils seraient obligés d'avouer exactement le contraire dans un délais relativement bref, comptant sur l'aggravation de la débâcle de l'économie mondiale pour dramatiser la situation et appeler à "*l'unité nationale*", ainsi tous les ingrédients d'une crise économique et politique sans précédent sous la Ve République sont en réalité réunis.

Leur seule crainte maintenant, c'est que la classe ouvrière se radicalise, qu'elle refuse de payer pour les banquiers et les rentiers les conséquences de la survie du capitalisme et qu'elle cherche les moyens politiques pour affronter le gouvernement et les institutions de la Ve République complètement discréditées. Ils ont raison de s'inquiéter, car à la faveur de cette crise, c'est l'ensemble du système capitaliste dont la faillite apparaît un peu plus chaque jour, qui est remis en cause.

Il ne manque plus aux masses que de faire le lien entre la crise économique dont ils sont les principales victimes et les institutions politiques qui sont au service du capitalisme pour engager le combat dans la bonne direction, pour les balayer.

C'est la raison pour laquelle toute politique qui aurait pour unique objectif affiché de soulager les masses des conséquences de cette crise du capitalisme au moyen d'un "*plan de relance*" ou "*d'urgence*" serait contre-révolutionnaire ou équivalent à une trahison, car elle s'accompagnerait obligatoirement d'illusions dans le capitalisme à pouvoir supporter des réformes ou la satisfaction de revendications à caractère économique ou sociale, ce qui en dehors de toute perspective politique revient à demander aux capitalistes eux-mêmes de les mettre en oeuvre, cela revient à leur livrer les masses désarmées politiquement.

C'est justement parce qu'il n'est pas capable de les supporter que l'ensemble de nos revendications doivent être impérativement subordonnées au combat politique pour liquider les institutions de la Ve République, car aucun changement politique ou économique favorable à l'immense masse de la population ne pourra jamais se produire tant que la classe ouvrière n'aura pas pris son destin en mains.

Face à la volonté des capitalistes et leurs représentants politiques qui portent l'entière responsabilité de la situation actuelle de rester aux commandes du pays, il faut opposer le combat pour l'expropriation des capitalistes et la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, avec leurs partis et syndicats.

Et un parti ouvrier qui prétend combattre dans cette perspective doit proclamer devant l'ensemble de la classe ouvrière qu'il est engagé résolument dans le combat pour prendre le pouvoir, qu'il est prêt à prendre immédiatement les premiers décrets inspendables pour mettre fin à cette situation, en commençant par l'abrogation de la constitution et l'abolition des institutions de la Ve République, l'expropriation des capitalistes sans indemnité, etc., afin d'attirer vers lui les éléments les plus avancés du prolétariat qui sont dors et déjà prêt à livrer ce combat.

Oui l'heure est à l'organisation de la classe sur la base d'une perspective politique révolutionnaire.

Appeler les masses à la mobilisation générale, à s'organiser pour mettre fin au capitalisme et son lot quotidien de privations et de souffrances croissantes, n'est-ce pas la tâche la plus urgente que devrait s'assigner un parti ouvrier ?

Le 4 octobre 2008

La Chambre des représentants a approuvé vendredi par 263 voix contre 171 la "*Loi de stabilisation économique d'urgence 2008*" de 850 milliards de dollars en tout, si l'on compte le coût des amendements divers ajoutés au cours d'âpres négociations pour satisfaire les élus récalcitrants. (AFP 04.10)

La présidente démocrate de la Chambre Nancy Pelosi a déclaré lors d'une conférence de presse : "*Notre regard se tourne vers l'avenir, afin de faire éclater la lumière de la responsabilité sur ce qui s'est passé sur nos marchés financiers pour que cela ne se reproduise pas*", l'espoir fait vivre, et fait voter aussi ! La der des der ! On y reviendra plus tard.

On a appris hier que Tata Motors avait finalement été obligé de fermer son usine dans l'est de l'Inde face à la mobilisation de milliers de paysans qui s'estimaient lésés dans le rachat de leurs terres. Ces manifestations avaient commencé en décembre 2006 et ont fait 14 morts parmis les paysans l'année dernière.

A mon avis, on ne peut pas vraiment parler d'une victoire, puisque depuis hier plus de 5.500 ouvriers se retrouvent au chômage, sans indemnité, il ne faut pas rêver, on est en Inde, et le travail ne court pas les rues, surtout un boulot dans une grande entreprise où l'on bénéficie habituellement d'un meilleur salaire et d'avantages sociaux qu'on n'a pas ailleurs.

Autre chose.

Dans un communiqué du 1er octobre, le POI " *appelle à lutter pour un gouvernement qui gouverne pour le travail, pas pour le capital*", suit une liste de mesures que prendrait ce gouvernement, ensuite le POI " *se prononce pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine donnant à un tel gouvernement les moyens de sa souveraineté, en rompant avec l'Union Européenne et ses traités*" et comme de bien entendu, pas un mot sur et contre les institutions et la constitution de la Ve République.

Lutte pour un tel gouvernement, cela implique-t-il de lutter contre les institutions en place, quel sort leur sera-t-il réservé, on n'en saura rien, ce n'est écrit nulle part. Ce n'est peut-être qu'une lacune passagère.

Autre interrogation : si on lit bien, l'existence de ce gouvernement précédera celle de l'Assemblée constituante. Quel sera la nature de ce gouvernement ? Mystère. Il ne pourra être qu'un gouvernement révolutionnaire issu des partis ouvriers qui auront combattu pour chasser Sarkozy ou son remplaçant et pour l'abolition des institutions de la Ve République, tâche que ce gouvernement provisoire aura à accomplir en priorité pour permettre éventuellement ensuite l'élection d'une Assemblée constituante...

Mais il demeure un problème. Jusqu'à présent, si l'on observe ce qui s'est passé au cours du XXe siècle depuis la révolution russe de 1905, on s'aperçoit qu'à chaque fois les soviets se sont constitués AVANT la prise du pouvoir, comme produit de la mobilisation révolutionnaire des masses, AVANT la formation éventuelle d'un gouvernement ouvrier, que ce soit en Russie en 1905 et 1917, en Allemagne en 1918, dans les pays d'Europe de l'Est à l'issue de seconde guerre mondiale, mais aussi en Italie, etc. Et c'est seulement lors de la révolution russe de 1917 que la constitution des soviets a été suivi de la prise du pouvoir par le prolétariat sous la direction du parti bolchevik et la formation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire réunissant les différentes composantes qui avaient participées réellement à ce combat, le parti bolchevik ainsi que des fractions menchevik et socialiste-révolutionnaire de gauche. C'est déjà une bonne chose que la formule du gouvernement des partis ouvriers soit définitivement abandonnée.

En Bolivie, par exemple, il existe un gouvernement de coalition dirigé par le MAS s'appuyant sur l'Assemblée nationale constituante, mais on peine à mettre en place des assemblées populaires dans chaque région et district. L'Assemblée constituante n'est pas issue de la mobilisation des masses, auquel cas il aurait été exclu que les représentants de la bourgeoisie et ses partis y participent, mais elle a été le produit d'une décision politique de la coalition dirigée par le MAS permettant aux partis bourgeois d'y participer, de plus en conservant pratiquement intactes les vieilles institutions vermoulues de l'Etat qu'il aurait fallu commencer par détruire et dont la réaction se sert pour faire pression sur le gouvernement et organiser sa résistance armée et préparer éventuellement son retour au pouvoir. Même l'Assemblée constituante sert de terrain d'action à la réaction pour organiser sa guérilla contre le gouvernement, soit à partir de la règle des deux tiers, soit en la boycottant et en remettant en cause sa légitimité.

Il ressort de cette brève analyse, qu'il est beaucoup plus difficile voir impossible jusqu'à présent de constituer des soviets une fois le gouvernement constitué, car les masses s'en remettent au gouvernement pour assurer la poursuite du processus révolutionnaire engagé, elles n'interviennent que sporadiquement pour le soutenir, mais elles ne sont pas associées en permanence à l'élaboration et la mise en oeuvre de sa politique, quelque part elles ne détiennent pas vraiment le pouvoir, au point que Morales est obligé d'organiser des référendums pour montrer que la majorité de la population le soutient toujours et lui donne mandat pour appliquer la suite de son programme sociale et politique.

Morales est parvenu au pouvoir à la faveur d'une élection organisée dans le cadre des institutions de l'Etat bourgeois et c'est dans ce cadre que l'Assemblée constituante a été élu, certes avec le soutien des masses.

Si ma mémoire ne me trompe pas, Lénine avait expliqué que les soviets étaient la forme enfin trouvée de l'Etat ouvrier, donc les soviets constituaient le pilier du nouveau pouvoir. Or, rien de tel en Bolivie, on voit bien jour après jour que tout ou presque repose sur Morales et son gouvernement.

Dès lors on comprend la place et le rôle irremplaçable des organes de pouvoir que les masses devront constituer à travers tout le pays au cours de leur mobilisation révolutionnaire pour la prise du pouvoir avant ou simultanément avec la formation d'un gouvernement ouvrier. Parler de la convocation d'une Assemblée constituante sans évoquer la nécessité pour la classe ouvrière de se doter elle-même d'organismes de pouvoir, peut être interprété comme un manque de confiance dans sa capacité à accomplir cette tâche indispensable.

Son incapacité à constituer des soviets serait la manifestation de son manque de maturité politique, la constitution de soviets ne conduisant pas forcément à la prise du pouvoir comme on a pu l'observer en Russie en 1905, faut-il encore que plusieurs condictions soient réunies, notamment, que la majorité de la classe ouvrière ait rompu avec le pouvoir en place et que celui-ci soit réduit quasiment à l'impuissance, et qu'elle dispose d'une direction politique pour lui ouvrir la voie, autrement dit, qu'il existe un véritable parti communiste qui ait conquis sa confiance et dans lequel elle se reconnaît...

En résumé, la lutte pour un gouvernement du travail pour reprendre la formule du POI, ne peut se concevoir que dans la perspective de la mobilisation révolutionnaire des masses dont la rupture avec le régime se traduira spontanément par la constitution d'organismes de pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, vérifiant ainsi la théorie de Marx selon laquelle l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, organismes sur lesquels pourra s'appuyer le gouvernement qui sera composé dans un premier temps des éléments les plus conscients du prolétariat et qui aura pour rôle principal de définir les tâches à accomplir à chaque étape du processus révolutionnaire et les objectifs à atteindre pour vaincre définitivement la bourgeoisie, ainsi que de favoriser l'organisation de toutes les couches de la classe ouvrière, pour, à l'étape suivante et une fois seulement le pouvoir conquis, permettre à ces organismes qui constitueront les piliers de l'Etat ouvrier et socialiste de gouverner.

Il me paraît évident qu'inverser les rôles serait pure folie et conduirait à l'échec, dans la mesure où, quel que soit le niveau atteint par la maturité des masses, il est impensable d'imaginer un instant que la majorité des délégués élus de ces organismes politiques (ou de l'Assemblée constituante) seraient capables d'analyser correctement heure par heure, jour après jours, mois après mois, l'évolution de la situation et des rapports entre les classes, y compris sur le plan internationale, encore moins qu'ils seraient en mesure de définir précisément les tâches à mettre en oeuvre pour aller de l'avant et consolider le nouvel et fragile Etat ouvrier en formation.

La ligne politique définit par le POI ne me semble pas incorrecte, je la considère qu'elle manque de précision et qu'elle est incomplète. Ceci dit, c'est celle qui se rapproche le plus d'une position correcte. Et si l'on compare avec ce qui se passe à la LCR, comme l'on dit, il n'y a pas photo.

J'ai reçu et lu la dernière *Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR*, Débat militant, et je n'y ai pas trouvé non plus les institutions et la constitution de la Ve République. Ils font de la politique en s'arrêtant aux portes des institutions, simple constat.

Voilà comment elle se termine : "Urgence pour dénoncer les responsables, les gros actionnaires, leur politique à laquelle se soumettent les Etats.

Urgence pour exiger qu'ils fassent face à leur responsabilité et payent les frais de leur crise en prenant sur leur capital et leur patrimoine.

Cet extrait soulève plusieurs questions.

1- Comment peut-on exiger que "*les responsables*" de la crise actuelle du capitalisme "*fassent face à leur responsabilité*". S'ils font face, alors ils peuvent rester en place !

2- S'ils sont les véritables responsables, plus besoin de chercher les responsabilités ailleurs, par exemple tout simplement dans les lois de fonctionnement du capitalisme, ce ne serait pas les fondements du capitalisme et sont incapacités à résoudre ses contradictions qui seraient la cause de cette crise, mais des hommes de paille au service du capitalisme, du coup, il suffirait de se séparer de ces brebis galeuses pour que le capitalisme se refasse une santé et qu'il ait encore de beaux jours devant lui. Pour des anti-capitalistes, cela la fout mal !

Eux aussi ils réclament à cor et à cri un plan de relance ou d'urgence : "*Urgence pour protéger la classe ouvrière et la population des contrecoups de la crise, garantir ses droits, c'est-à-dire à un emploi et un salaire décent pour chacune et chacun.*", dans le

cadre des institutions et du régime actuel ? C'est bizarre, je pensais que l'on combattait pour les renverser et non pour s'en accommoder sous prétexte de venir en aide à la classe ouvrière. Cet humanisme à cent balles pue le réformisme à plein nez !

On continue : "*Rien ne sera possible pour s'opposer aux contrecoups de la crise si nous n'exerçons une pression sociale et politique pour exiger et imposer notre contrôle sur la marche de la société.*". Faire "*pression*", sur qui, sur Sarkozy, pour "*exiger et imposer*" quoi, dans le cadre de la Ve République, au POI il dirait à juste raison, dans le cadre de l'Union européenne, qui peut croire un instant ce genre de sornettes ?

"*Garantir les droits des salariés et de la population signifie la fermeture de la Bourse, mettre fin aux spéculations, le contrôle des changes et la nationalisation des banques et du crédit sous le contrôle des salariés et de la population pour mettre l'économie au service de la collectivité.*", pourquoi pas, nous sommes tous d'accord que ce point. Mais on ne voit toujours pas le bout du nez du véritable Etat ouvrier, car finalement on peut raconter ce que l'on veut et dire des choses très justes... suspendues en l'air.

Ils y viennent, mais comment : "*Il n'y a pas d'autre politique pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale que patronat et gouvernement annoncent dès aujourd'hui. Cela pose la question de qui dirige, qui gouverne ? Le patronat, les banques et les partis qui les servent ou les travailleurs et leurs organisations.*". C'est bien de poser une question, c'est mieux lorqu'on y apporte une réponse, même à la limite sous la forme d'une hypothèse lorsque l'on n'est pas sûr de soi.

Qui dirige ou gouverne dans ce pays sur le plan politique et économique ? Nous le savons tous et les travailleurs n'ont pas besoin qu'on leur fasse un dessin pour le savoir. Par contre, à la question comment ou par quel moyen, là il y a encore du boulot à faire ! A ma connaissance, tous les pouvoirs des représentants de la bourgeoisie et leurs partis découlent de la Constitution et la plupart s'exercent directement dans le cadre des institutions qui sont les piliers de l'Etat bourgeois et du régime capitaliste. C'est bien aussi la Constitution qui protège la sacro-sainte propriété privée des moyens de production et qui interdit de remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation.

On ne pourra véritablement remettre en cause le pouvoir du patronat, des banques et des partis à leur service, le capitalisme quoi, qu'en faisant voler en éclats au préalable les institutions et la constitution de la Ve République qui ne servent qu'à légitimer leur propre existence et justifier l'exitence du capitalisme. Non ?

On trouve ainsi de nombreuses analyses sérieuses et profondes dans plusieurs partis ou groupes de militants, mais j'ai l'impression que leurs auteurs ne les mènent pas à fond ou qu'ils négligent certains facteurs déterminants.

Chacun est libre d'avoir son propre point de vue, en tout cas c'est le mien. Peut-être que je suis trop loin du terrain pour y voir bien clair, pourquoi pas, dans ce cas-là qu'on me le démontre. Je n'ai jamais reculé devant la confrontation des idées puisqu'avec la pratique c'est l'un des meilleurs moyens pour les faire évoluer. A défaut d'échanges sérieux et motivés avec des militants qui ne partagent pas mon point de vue, il ne me reste en permanence qu'à inventer les antithèses de mes positions pour les vérifier. On fait ce qu'on peut avec les matériaux dont on dispose.

J'allais oublier encore une chose, des camarades se demandent comment je fais pour produire autant d'articles et prendre position à chaud sur l'actualité. Je n'ai pas eu le temps de leur demander ce qu'ils entendaient par là. S'ils parlent des articles qui figurent dans les infos en bref, ce sont des dépêches dont j'extrais des passages plus ou moins longs que j'agrémente de commentaires ou que je refonds, ce n'est pas moi qui écris la trame mais les journalistes des agences de presse.

Tout le reste sort de la petite tête de votre serviteur, pour le meilleur et le pire d'ailleurs, car parfois je vous livre plutôt un brouillon, involontairement, par précipitation ou manque de temps. Vous ne vous en êtes peut-être pas aperçu, j'ai écrit une énorme connerie, sans importance heureusement, j'ai situé l'existence du parti ouvrier social-démocrate allemand après celle du parti bolchevik, alors que c'est évidemment l'inverse, vous pouvez le vérifier dans la page d'accueil, je ne me suis même pas donné la peine de corriger, parce que cela n'avait pas d'importance. Je remaque aussi des fautes que j'ai laissées, j'en corrige parfois, le reste du temps je les laisse, vous savez, à force d'en trouver tous les jours dans les dépêches de presse, je me dis que je ne fais pas pire. Tenez, même lorsque j'ai scanné l'introduction du livre de Fougeyrollas j'ai trouvé des erreurs grossières, des fautes de grammaire, personne n'est parfait. Si vous tombez dans le site sur des textes incroyablement mal écrits, soyez gentil de me le signaler quand même, ma hantise est d'avoir retouché un article et de l'avoir mis en ligne sans l'avoir corrigé ou en laissant des phrases incomplètes.

Bon week-end et portez-vous bien.

Le 5 octobre 2008

J'ai mis deux nouveaux textes en ligne, celui sur Fabius et l'autre en réponse à un courriel de ce que j'ose à peine appeler un militant.

Je vous ai fait grâce de l'autre courriel ordurier que j'ai reçu, je voulais les séparer bien que leur contenu se rapporte au même sujet, je vais vous expliquer pourquoi. Avant en voici le contenu infâme, le mot est faible, on peut facilement imaginer qu'à une autre époque son auteur aurait rejoint la cohorte de délateurs au service du régime de Vichy, de la gestapo ou du KGB

"*Alors le petit mégalo-colon-réactionnaire-flic qui s'est couché à deux heures du matin le povre ..... pour stigmatiser les ouvriers qui '"vivent au dessus de leur moyen'" parce qu'ils ont recours au crédit? mais oui c... bien sur ! Ils vivent tous au dessus de leur moyen ces chiens d'ouvriers! Va falloir qu'il payent l'addition maintenant! D'ailleurs c'est tous des cons ! Ils ne comprennent pas qu'il faut faire la révolution ! pensent qu'à nourrir leur famille à instruire leurs enfants et à s'endetter !*"

Je lui ai répondu sur le plan politique dans le texte intitulé, *L'ouvriérisme, une autre forme d'obsurantisme*. Ce salopard doit tout ignorer de la condition ouvrière qui ne doit être pour lui qu'un concept obscure, comme peut l'être la misère tant qu'on n'y a pas été confronté soi-même. Je vais vous parler de ma famille, chose que je n'ai pas voulu faire dans le texte mis en ligne aujourd'hui, pour qu'on ne m'accuse pas de l'avoir instrumentalisée, et par respect pour mon père, ainsi que la condition ouvrière.

Mon père était menuisier en bâtiment, ma mère était blanchisseuse avant de ne plus pouvoir travailler à cause d'une opération à la colonne vertébrale. Mon grand-père du côté de mon père était ouvrier en usine, sa femme était repasseuse. Du côté de ma mère, mes grands-parents étaient camelots, forains si vous préférez, comme l'avaient été avant eux leurs parents, mon arrière grand-père a fini sa vie dans la misère comme chanteur dans les cours dans le quartier de la place de la République à Paris, ils habitaient rue Rambuteau. Mes oncles les plus proches étaient tous ouvriers en usines, sauf un qui était cantonnier à la ville de Rueil. Quant à ma première épouse, elle était sténo dactylo dans une caisse de retraite (IRP-VRP) à Clichy, son père était OS à la chaîne chez Bic et sa femme était femme de ménage. Les parents de ma seconde épouse, Magueswary, étaient agriculteurs avant d'être complètement ruinés et réduits à la misère noire, c'est dans cette condition que j'ai fait la rencontre de Magueswary et que nous sommes mariés en 1990, en épousant par la même occasion la misère qui allait avec, c'était un choix conscient et décidé à l'avance de ma part, alors qu'en étant "Blanc" et Français, j'aurais très bien me remarier avec une fille de bonne famille comme l'on dit, ce qui ne l'est jamais venu à l'esprit.

Pour ce qui me concerne, vous pouvez vous reporter à mon parcours professionnel qui fugure dans le site. Il y manque cependant quelque chose.

Entre 11 et 12 ans, mon père avait décidé de m'emmener le samedi avec lui sur le chantier où il travaillait, sans que je me souvienne très bien pourquoi, peut-être pour me montrer qu'il avait un boulot pénible et s'excuser de me battre quasiment quotidiennement en rentrant le soir à la maison, je ne le saurai jamais. Une chose est sûr au moins, c'est qu'il était fier de me montrer son boulot et qu'il le connaissaît sur le bout des doigts.

C'était un homme simple et peu instruit mais qui possédait une mémoire phénoménale. Il avait dû arrêter l'école à cause de la guerre, il aurait voulu devenir ébéniste, mais le sort en a décidé autrement et il a fait *menuise* comme il disait. Il était payé à la tâche (la mensualisation viendra plus tard, au début des années 70), il bossait dur six jours sur sept sans compter les heures ce qui aurait servi à rien puisqu'il était payé au rendement, mais nous étions désespérément pauvres. Il était un excellent menuisier, un ouvrier qui savait tout faire avec ses mains, c'est lui qui a construit la maison où habite encore ma mère, de la cave à la toiture, il a tout fait seul, il n'avait ni copains ni amis, et il ne parlait jamais aux voisins.

A côté de cela, il n'y avait pas chez lui la moindre trace de conscience politique, il était gaulliste et vouait un culte à ses patrons, à tout ce qui lui était supérieur dans la société, pour faire bref, il était très con quelque part ce qui exaspérait mes oncles qui étaient tous au PCF et à la CGT. Une fois devenu adolescent, nos relations n'ont cessé de se détériorer, en fait nous ne nous sommes jamais compris malgré tous les efforts que j'ai pu faire pour tenter d'améliorer la situation et de lui faire comprendre quelque chose, il était borné au dernier degré et ne connaissait envers moi que la violence comme réponse.

Atteint par une maladie nerveuse dégénérative, le syndrome de Steele-Richardson, contre laquelle il n'existe aucun traitement, il fut rendu à l'état grabataire en quelques années peu de temps après avoir pris sa retraite, il avait cotisé plus de 42 annuités et il en était fier ! Il est décédé en décembre 2004.

Quand je l'ai vu en 2002, on s'est engueulé ou plutôt il s'est énervé contre moi. Il ne pouvait pratiquement plus parlé, c'était un midi, nous mangions évidemment devant la télé, ma mère le faisait manger, je ne me souviens plus ce qui a été dit lors des infos, il s'est agité violemment, ma mère s'est penchée vers lui pour essayer de comprendre ce qu'il disait, "*c'est la faute de ta putain de gauche à la con tout cela*", j'ai voulu lui répondre, mais ma mère m'a dit que je ferais mieux de la fermer pour qu'il ne s'énerve pas davantage, je me suis exécuté car elle avait raison, inutile d'insister dans l'état où il était. Au passage, vous comprenez pourquoi je ne suis pas du genre à passer des compromis pourris avec cette gauche de merde, parce que si des générations d'ouvriers se sont écartés de la lutte de classe, c'est bien le PCF et le PS qui en porte la responsabilité, et si mon père était aussi con et qu'il l'est resté jusqu'à son dernier souffle.

Lui comme moi, nous savions que c'était la dernière fois qu'on se voyait, mais il a trouvé le moyen de m'eugueuler parce qu'il pensait que je soutenais ces putains de partis pourris, dans son fort intérieur, je suis sûr qu'il les accusait de l'avoir laissé toute sa vie dans la pauvreté, et il n'avait pas tort. On s'est engueulé à cause de la politique alors que c'était les derniers instants que

l'on passait ensemble. Lorsque le moment des adieux arriva, il pleura comme un gosse, je l'ai serré très fort dans mes bras sans trouver la force de prononcer un mot, nous avions eu de trop mauvaises relations pendant trop longtemps pour avoir l'hypocrisie de lui dire une pensée douce à l'oreille, mais je crois qu'il a lu dans mes yeux ce que je pensais sincèrement de lui et que je l'aimais finalement tel qu'il était.

Je lui dois mon éducation, mon attachement à la vérité, le goût de l'effort et du travail bien fait, l'honnêteté et le refus de vivre dans le mensonge, le respect des autres, etc., il s'est littéralement sacrifié pour ses gosses comme le font habituellement les ouvriers, il était fier d'être ouvrier et il m'a transmis la fierté de l'être aussi.

Alors je dis à la petite ordure qui m'a envoyé ce courriel dégueullasse et à tous ceux de la même espèce : aller vous faire foutre misérables chiens enragés, vous ne méritez même pas d'exister ! Avis à la racaille qui aurait la mauvaise idée de vouloir m'apprendre ce qu'est un ouvrier, je les pulvériserai comme de vulgaires merdes avec des mots à défaut de pouvoir les abattre par d'autres moyens plus expéditifs. Bien que je suppose que ces "*militants*" sont au POI, je ne fais pas d'amalgame avec les camarades de ce parti que je connais et qui n'ont heureusement pas ce comportement digne des bas fonds du prolétariat, du lumpenprolétariat.

Il est plus que tant de refonder le mouvement ouvrier expurgé de la gangrène du réformisme, du dogmatisme et du sectarisme qui l'a complètement pourri au point de le rendre infréquentable aux yeux d'une multitude de travailleurs et jeunes qui ne demandent qu'à s'organiser pour mener le combat contre le capitalisme et les institutions. Après on s'étonne que les travailleurs se détournent des partis politiques et des syndicats, s'ils ont eu à faire un jour avec ce genre de "*militants*", tout s'explique.

Le 6 octobre 2008

Hier après-midi je vous ai raconté brièvement comment j'avais vécu auprès de mes parents et quel furent mes rapports avec mon père. J'ai passé sous silence le plus insupportable pour vous épargner et j'ai peut-être eu tort. Les militants se demandent toujours à qui ils ont réellement à faire sur le Net et c'est légitime, et si l'on peut toujours s'inventer un passé, l'arranger ou le justifier après coup pour couvrir ses erreurs ou se faire passer pour ce que l'on n'est pas, je ne pense pas que la tranche de vie qui suit puisse entrer dans cette catégorie. On peut tirer un enseignement de toute expérience, c'est uniquement dans ce cadre et dans cette perspective que j'ai écrit ces lignes. Si ce passage ne vous intéresse pas, rien ne vous empêche de le zapper, la liberté de penser doit fonctionner dans les deux sens.

Mon père était très dur avec moi, ma mère m'a dit un jour, je devais avoir 16 ou 17 ans, qu'ils m'avaient eu par accident, que j'étais arrivé trop tôt et que je leur avais pourri leur vie de jeune couple, autrement dit, que si je disparaissais maintenant ils n'en feraient pas un drame. Quand des parents disent un truc pareil à un jeune adolescent, cela à de quoi le faire réfléchir et l'écarter pour toujours de ses parents. Ce fut presque le cas plus tard.

Mais bien avant, j'avais dû subir bien pire que cela, j'espère que vous ne venez pas de manger. Ma mère s'est toujours débrouillée pour qu'on aille se coucher le vendre plein. Le menu n'était pas toujours équilibré et pas question de repas à la carte, chez les pauvres on mangeait ce qu'il y avait dans l'assiette et on la fermait, j'écris au passé pour ne pas généraliser. Un soir elle nous servit des épinards, ce que je détestais le plus avec les pieds de cochon, une masse gélatineuse et grasse à vous faire vomir rien qu'en s'imaginant qu'on devrait la manger. Bien entendu, les épinards avaient tendance à s'éterniser dans mon assiette et pas question de se bourrer de pain pour les faire passer, chacun avait une tranche mais devait en faire bon usage et l'économiser au cours du repas. Je chargeais en sel mes épinards en étant pris d'un haut le coeur à chaque bouchée. Ce qui devait arriver arriva, au bout de la troisème ou quatrième bouchée, tout est reparti dans l'assiette, j'ai vomi. Je m'en suis pris une bonne par mon père et ma mère me gueula dessus, j'étais en pleur, j'avais des sueurs, je n'en pouvais plus, et bien mon père a exigé que je le bouffe et j'ai commencé à manger mon vomi...

Terrible souvenir, non ? Alors ceux qui idéalisent les ouvriers, ils ne savent pas de quoi ils parlent et ils feraient mieux de se taire.

Il ne faudrait pas non plus s'imaginer que je règlerais mes comptes avec mon père, car on a déjà soldé nos comptes, de plus s'il avait des défauts comme nous tous, il n'a jamais développé un état d'esprit petit-bourgeois, il était trop rigoureux et il a eu le mérite ou suffisamment de perspicacité pour ne jamais tenter de vivre au-dessus de ses maigres moyens et quand il eut recours au crédit, c'était vraiment par nécessité absolue et non pour se faire plaisir. La voiture lui servira presqu'exclusivement pour aller travailler et trimbaler sa caisse à clous et ses machines, car ses patrons ne les fournissaient pas, cela aussi on l'ignore le plus souvent. Non seulement il avait un salaire de misère mais il devait acheter ses outils et payer l'essence pour aller bosser parfois à 70 Kms de la maison, de toutes manières, il n'y avait pas d'argent pour mettre de l'essence dans le réservoir de la bagnole pour sortir le dimanche, l'essence était réservée pour aller au boulot, point. Il estimait qu'il devait faire avec ce qu'il avait et n'enviait pas les bourgeois, c'était peut-être une connerie, car s'il les avait enviés il se serait peut-être posé des questions sur l'injustice dont il était victime ainsi que sur les inégalités qui existaient dans la société et il aurait peut-être pu évoluer sur le plan politique, il préféra adopter une sorte de soumission face au régime, ce que l'on ne conseillera jamais à un ouvrier évidemment, c'est la raison pour laquelle aussi paradoxale que cela puisse paraître, il aurait mieux valu qu'il ait parfois cet état d'esprit petit-bourgeois,

en disant cela je témoigne que je n'ai jamais manifesté du mépris envers les ouvriers quel que soit leur état d'esprit ou alors je me serais vraiment mal exprimé, par contre je n'ai pas le même comportement vis-à-vis de leur ignorance, de ma propre ignorance. Rassurez-vous, j'ai bien compris depuis le début que mes odieux détracteurs étaient d'une mauvaise foi évidente et sans doute incurable.

Entre décrire le milieu ouvrier et le condamner, il y a une marge et une différence de taille, dans le second cas, ils le méprisent alors qu'il m'attriste, parce que je ne pouvait pas être heureux de subir le traitement que me faisait subir mon père et accessoirement ma mère ; mon ex-compagne me dira un jour que mon père était en fait la main de ma mère quand il me frappait, et c'est vrai que lorsque je repense à notre mariage, il nous a donné 1.500 francs en cachette en nous disant que Lisette, ma mère, n'était pas au courant.

De la même manière qu'on ne demande pas la charité, on n'admet pas qu'on se fasse des illusions sur nous, on survit chacun à notre manière en essayant d'être humilié le moins possible. On ne contrôle rien dans cette putain de société, donc par exemple reprocher à un ouvrier d'être alcoolique est une connerie, il boit à défaut de pouvoir vivre mieux et il n'est pas responsable de la situation qu'il a trouvé à sa naissance ou plus tard. Par contre, rien n'empêche de lutter contre l'alcoolisme dans le milieu ouvrier et de lui insuffler la lutte de classe. Faire la part des choses, quoi.

A l'émission *Complément d'enquête*, un programme de France 2 diffusé plus tard sur TV5 Monde Asie, j'ai entendu que 70% des maires ne respectaient pas la loi stipulant que les communes de plus de 5.000 habitants devaient mettre un terrain muni des commodités élémentaires à la disposition des gens du voyage ou de passage. Vivre dans une caravane et en faisant les marchés à travers toute la France n'est pas un crime, c'est la seule vie qu'a connu mon grand-père Henry Marceau et c'était un type bien, généreux, courageux et surtout il ne supportait pas de ne pas dépenser immédiatement ce qu'il avait gagné. Il sortait de la norme, mais je ne le juge pas, son côté libertaire m'est plus agréable encore aujourd'hui que le dogmatisme qui passe son temps à dresser des barrières entre les militants et le sectarisme à les ficher ou les étiqueter. Il est enterré à Lille parce qu'il aimait particulièrement les gens du Nord.

Les gens du voyage doivent faire appliquer tous les trois mois un visa sur leur carnet de voyage frappé des effigies de la République française, dans un commissariat ou une gendarmerie. Ils sont Français, mais sont considérés comme des étrangers ou des immigrés. Les tziganes et les gitans sont des gens attachants et le monde dans lequel nous vivons leur laisse de moins en moins de places et d'opportunités pour pouvoir continuer à exister. Certains ont été intégrés dans le système métro, boulot, dodo, ils y ont perdu en liberté et sont plus ancrés au capitalisme. D'un côté, un nombre de plus en plus grand de personnes voyagent à travers le monde, de l'autre, ceux qui vivent du voyage sont appelés à disparaître, c'est cela aussi le capitalisme, la sédentarisation forcée, l'intégration forcée qui conduit à une uniformité synonyme de sclérose et de décadence...

La causerie du week-end aura été épicée.

Un mot sur la situation économique.

Après les ventes à découvert pour faire baisser la valeur de certains titres ou actions pour mieux les racheter ensuite, les dépêches tombent faisant état de magouilles de la part de différentes banques pour réaliser des affaires juteuses, des dizaines de milliards de dollars auraient été bloqués pour pousser certaines banques d'affaires à la faillite, la guerre et les règlements de compte font rage dans les milieux financiers. Les prédateurs s'entre-déchirent et se dévorent.

Au total, les banques centrales auront versé avec le plan adopté aux Etats-Unis qui dépasse en réalité les 840 milliards de dollars, celui adopté en Irlande de 400 milliards de dollars, somme qui semble colossale pour un si petit pays, les 500 milliards de dollars environ déjà versés par la BCE, les dizaines de milliards de dollars versés au Japon, plus tous ceux dont on ne parle pas comme en Russie par exemple ou les bourses avaient été fermées pendant deux jours, au total, cela dépassera les 2.000 milliards de dollars, à côté le fond de réserve de l'UE de 30 milliards d'euros est ridicule. C'est à se demander jusqu'où ils vont aller et si finalement leur système ne va pas péter à retardement.

Si sur le plan politique Bush peut être rassuré aux Etats-Unis, en Europe, les choses semblent plus compliquées et finalement plus imprévisibles et incontrôlables. J'ai parcouru en diagonale les décisions adoptées samedi lors de la réunion du G4, une souris, des recommandations, des conseils, des intentions, bref rien de concret en dehors des 30 milliards d'euros que j'ai déjà évoqués. Je ne le regrette pas comme le fait le PS, au contraire, je m'en réjouis, chacun son tour d'être dans la merde, nous, nous y sommes tous les jours !

Selon un sondage qu'ils ont pondus pour l'occasion, les Français penseraient que les Etats-Unis sont responsables de la crise financière, bref, les Français seraient des moutons et ils croiraient tout ce qu'on leur raconte. Pas si sûr que ce sondage était destiné à nous le faire croire, ne serait-ce pas plutôt pour détourner l'attention de la population sur ce qui se passe actuellement en France et pour la préparer aux conséquences de cette crise, qu'elle ne pense surtout pas à l'incurie des dirigeants de ce pays qui nous ont servi des analyses totalement erronées pendant un an ou plus ?

Bonne semaine et bon courage à tous, et que nos anciens gardent le moral.

Le 7 octobre 2008

Un courriel intéressant d'un militant du POI et ma réponse en ligne. Enfin, on aborde des questions politiques !

Pas le temps d'actualiser les infos en bref, demain soir au plus tôt.

Les bourses plongent depuis lundi. Ils s'affolent, c'est la dégringolade, on ne peut que s'en féliciter ! Souvenez-vous, à deux reprises j'ai signalé dans le site que j'avais lu quelque part que les institutions financières en Europe avaient chargé la barque avec des créances pourris américaines à hauteur de 5.000 milliards de dollars.

Si vous faites un rapide calcul (moi j'en suis incapable !), ils ont dû injecter ou plutôt ils s'apprêtaient à injecter ce qui n'est pas tout à fait la même chose car ces opérations peuvent prendre du temps, et le temps joue contre eux, une somme légèrement supérieure à 1.000 milliards d'euros en comptant les 400 milliards d'Irlande, donc ils sont encore loin du compte, si l'info de départ était exacte. Imaginez un instant qu'ils aient sous-évalué ses créances pourris, ce serait encore pire que tout ce qu'on a pu envisager jusqu'à présent.

Il faut marteler que c'est la preuve que le capitalisme est synonyme de faillite, de guerre, de pauvreté, qu'il faut le liquider et que le socialisme n'était peut-être pas une si mauvaise idée puisqu'il n'y a pas d'autre alternative. On peut facilement faire le rapprochement entre les mensonges éhontés des représentants du capitalisme avec ceux des staliniens, maoïstes et castristes, les foutre dans le même sac pour l'occasion et balancer le tout à la mer !

C'est le moment de réhabiliter le marxisme, de mettre en avant le programme de la révolution socialiste internationale, tout notre programme, de nous battre drapeau déployé, l'heure a sonné pour le prolétariat mondial de passer à l'offensive, de se regrouper, de se donner les moyens de vaincre, camarades, unissons-nous, montrons l'exemple bordel, laissons de côté nos vieilles querelles ou rancoeurs.

La capitalisme est frappé en plein coeur, aidons-le à crever ! Ce ne sera pas pour demain, mais hâtons sa fin, construisons le parti...

Je me rangerai derrière le parti qui engagera résolument le combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions qui lui servent de couverture politique, tout le reste est secondaire.

Quelques infos en vrac quand même :

Au Royaume-Uni, la BBC a affirmé mardi que trois des quatre plus grosses banques britanniques, Royal Bank of Scotland, Barclays et Lloyds TSB auraient demandé lundi soir au ministre des Finances Alistair Darling de hâter sa décision sur un éventuel plan de soutien (19 milliards d'euros).

Les sauvetages de banques se sont succédé ces derniers jours en Europe, pour la banque allemande Hypo Real Estate, le bancassureur belgo-néerlandais Fortis ou la banque franco-belge Dexia.

Aer Lingus veut supprimer 1.500 emplois

Nationalisation de la banque islandaise Landsbanki ...

La Bourse égyptienne plonge de 14,5 %, la Bourse saoudienne de 8

Les grandes banques européennes dévissent. A Londres, le titre Royal Bank of Scotland, la deuxième banque britannique, perd 30,05 % en milieu de matinée. A Francfort, Commerzbank cède plus de 9 % et Deutsche Bank plus de 13 %.

Le constructeur automobile allemand Opel annonce qu'en raison de la crise,il interrompt sa production dans deux usines en Allemagne, où travaillent plus de 6 500 personnes. Opel veut également fermer provisoirement son usine en Espagne et ses deux sites en Angleterre.

Moscou suspend les cotations sur le RTS et le Micex, les deux places moscovites.

La Bourse de Tokyo termine la séance de mardi en baisse de 3,03 %. Un moindre mal après une séance mouvementée qui l'a vue plonger de plus de 5 %

A suivre !

Le 8 octobre 2008

Le 8 octobre

J'ai actualisé les infos en bref plus rapidement que prévu en bossant hier soir de 20h à minuit et ce matin de 6h30 à 10h40.

Ce qui me distrait le plus si je puis dire, c'est de trouver un titre à chaque info, ce n'est pas toujours évident.

J'ai mis en ligne un article sur la crise du capitalisme qui provient du groupe CCI-T et je vous avouerais franchement que je n'ai même pas encore eu le temps de le lire. Je fais confiance à ces camarades.

Quand je vous dis qu'on n'est pas forcément d'accord entre nous sur tout et que ce n'est pas forcément une raison pour s'entre-déchirer en permanence, d'autant plus que nous sommes d'accord sur l'essentiel, faut-il encore que cela se traduise dans les faits, c'est ce que je m'applique à faire à mon modeste niveau.

Je n'ai pas eu le temps de commémorer les 160 ans du *Manifeste du parti communiste* de Marx ni les 70 du *Programme de transition* et j'ai laissé passer le 20 août 1940. C'est impossible de tout faire. Je me suis farci tellement de lectures ces derniers temps, que j'ai comblé à ma manière cette lacune.

Je vous avouerais que les dernières analyses que j'ai lues sur le *Programme de transition* ne m'ont pas du tout donné envie de les mettre en ligne. Si on pourrait dire au PS : laissez tomber les masques, pour ce qui nous concerne on pourrait peut-être dire : laissez tomber vos oeillères !

La journée d'action du 7 octobre a été un bide, c'était prévisible, c'est la raison pour laquelle je ne m'y étais pas attardé les jours précédents. FO serait pour une journée de grève interprofessionnelle nous dit-on, qui a mon avis ne servirait à rien dans l'état actuel des choses, en sachant pertinemment que les autres syndicats y sont opposés. Cela me rappelle l'appel à la grève illimitée qu'ils avaient lancé en 2003 (de Marseille), si je ne me trompe pas, au moment du combat pour les retraites, une fois que le mouvement était pratiquement terminé !

Concrètement, ce qui m'intéresse, c'est ce qu'a dit le secrétaire FO du comité d'entreprise de Sandouville (Renault) après la visite de Sarkozy : "*On a eu le sentiment tous d'avoir été écoutés*", a réagi Guy Vallot, se disant "*plutôt plus rassuré*". "*Il y a eu des réponses franches aux questions bien précises qui ont été posées*", et "*le plus important pour nous, c'est lorsqu'il dit : Sandouville ne fermera pas*". En voilà au moins un qui est heureux !

Comment voulez-vous développer le syndicalisme dans de telles conditions ? Comment peut-on encore envisager que la chute du régime pourrait partir d'un mouvement à base syndicale, tellement le syndicalisme est pourri ? Je sais parfaitement que vous n'êtes pas dans ce cas là, mais vous n'êtes qu'une infime minorité qui plus est divisée.

Qu'une grève puisse entraîner quelques millions de travailleurs on peut évidemment encore l'envisager, les dernières années l'ont démontré, mais si elle ne trouve pas de relais sur le plan politique, elle sera condamnée à pourrir sur place.

Je ne me suis jamais véritablement penché à fond sur ce sujet, essentiellement par manque de documentations, mais si je ne dis pas de bêtises, les soviets en Russie en 1917, on les a toujours présentés comme des organismes politiques, Lénine dira qu'ils étaient à eux seuls l'Etat ouvrier, alors qu'au départ c'étaient des comités de grève, des comités d'usines. Je voudrais bien savoir comment ils ont ont pu se transformer en organismes politiques et quels étaient exactement leur contenu et leur orientation lors de leur création. J'ai du mal à imaginer que le syndicalisme avait le même contenu et la même orientation pourrie que ceux que nous avons actuellement en France. Si vous avez des éléments de réponse à cette question ou que vous saviez où je pourrais les trouver, je vous en serais reconnaissant.

Dans ma réponse au militant du POI sur l'Assemblée constituante et la question de la stratégie à adopter, j'ai oublié de lui signaler que l'auto-organisation des masses ne figurait pas dans le Manifeste du POI. Je sais très bien que les soviets ne se sont jamais constitués en dehors d'une période révolutionnaire ou prérévolutionnaire, que ce n'est pas quelque chose qui se commande, pas plus qu'une grève lorsque les conditions ne sont pas réunies.

Cependant, nous ne sommes plus dans la même situation qu'autrefois, face à un syndicalisme corrompu, à des partis ouvriers tout aussi corrompus, la constitution de comités (d'unité) pour organiser les travailleurs et jeunes en dehors de ces structures peut s'avérer utile pour aider à faire progresser la conscience politique des masses et construire le parti, et pourquoi pas mener des actions, mais sans développer l'illusion selon laquelle ils pourraient avoir d'autres fonctions, par exemple celle de palier les carences des syndicats et des partis, car on retomberait dans le piège du réformisme, ce quoi justement l'on combat aussi.
A suivre.

Aujourd'hui est un jour férié au Tamil Nadu, donc je vais en profiter pour me reposer un peu les yeux. Je dis cela et à chaque fois, une heure plus tard je suis devant l'écran !

Bonne continuation à tous.

Le 11 octobre 2008

J'ai au moins trois sujets à aborder : la question de la stratégie et l'attitude envers les institutions avant et après la prise du pouvoir, ensuite, le syndicalisme et la crise du capitalisme. En réalité j'ai écrit ces lignes entre mercredi et vendredi matin.

La réaction en Bolivie s'organise en prenant notamment comme point d'appui le pouvoir dont disposent les préfets. Comment se fait-il que deux ans après l'arrivée de Morales au pouvoir, les préfets disposent encore des mêmes pouvoirs exorbitant que leur avaient octroyé généreusement les présidents et les gouvernements précédents ? Ils sont à eux seuls des institutions qu'il fallait balayer immédiatement en maintenant mobilisées la classe ouvrière et la paysannerie pauvre...

Ce sont des contre-pouvoirs puissants, d'autant plus qu'ils sont à la solde de ceux possèdent le nerf de la guerre, l'argent, les télévisions qui couvrent tout le pays, des radios, bref, les plus puissants médias, il fallait les empêcher de nuire le plus tôt possible, pour qu'ils ne puissent pas utiliser ces armes contre le gouvernement et l'Assemblée constituante. Ils sont reconnus comme interlocuteurs représentant soi-disant une communauté importante dans la société bolivienne pouvant jouer un rôle déterminant sur le plan national, alors de là à se prendre pour l'Etat ils le disent eux-mêmes en envisageant très sérieusement de devenir des gouverneurs.

Face à des bandes armées qui occupaient des bâtiments publics et massacraient des partisans du gourvernement, non seulement l'armée à laisser faire, mais Morales lui a demandé de ne pas répliquer.

Il fallait gagner l'armée ou la désarmer en assurant un emploi civil de fonctionnaire à chaque ancien militaire par exemple. Garder l'armée telle quelle et gouverner sous la menace d'un coup d'Etat, c'est le risque qu'a pris Morales. A sa place je profiterais que les grands de ce monde sont trop occupés avec leur crise, pour lancer une offensive contre les bastions de la réaction pour en finir, tout en appelant la population à se réunir dans une assemblée populaire, afin de constituer à travers tout le pays le maillage qu'il manque actuellement à l'Assemblée constituante. Et une fois réalisé, elles seront prêtes à envoyer des délégués à l'Assemblée constituante, il suffira de provoquer une élection anticipée pour renouveler les délégués, avec l'appui des assemblées populaires, la coalition qui compose le gouvernement Morale sera sûre d'emporter la majorité absolue. L'Assemblée constituante aurait les moyens de balayer les vieilles institutions de fond en comble en commençant par les préfets.

Le mouvement pacifique qui s'est mis en route vers Santa Cruz peut se terminer par un bain de sang, si la population se sent assiégée, elle pourra se tromper d'objectif et se laisser intimider et entraîner par la réaction qui est suffisamment adroite pour la berner par l'intermédiaire des médias.

En maintenant en place les préfets, les représentants de l'ancien pouvoir conserve d'une certaine manière leur légitimité, ils se tiennent prêt à reprendre le pouvoir ou à renverser Morales avec l'aide de l'armée. Il faut préciser que l'armée est majoritairement nationaliste, donc le risque de partition de la Bolivie n'est qu'un fantasme de révolutionnaires en manque d'inspiration.

En Bolivie, comme dans n'importe quel pays où un gouvernement similaire viendrait à voir le jours, se trouve poser immédiatement la question de savoir si le niveau de conscience politique des masses et le rapport de forces entre les classes permettent d'en finir avec les vieilles structures de l'Etat bourgeois, et en cas de réponse négative, on devrait profiter des positions conquises pour se donner les moyens politiques de les liquider le plus rapidement possible sans laisser le temps à la réaction de relever la tête...

Second sujet.

Je me suis dit qu'à la faveur de la crise actuelle du capitalisme qui n'échappera évidemment à personne, puisqu'elle fait la Une de tous les médias quotidiennement depuis plus de trois semaines, c'était l'occasion idéale dans les syndicats d'expliquer aux travaillers son origine et de faire le lien avec la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

Le moment ne serait-il pas propice pour ceux qui se réclament de la Charte d'Amiens de montrer qu'il sont enfin capable de mettre leurs actes en adéquation avec leurs déclarations, puisque cette Chartes définissait comme objectif au syndicalisme d'en finir avec le salariat ? Ou faudrait-il laisser les bureaucrates pourris des syndicats expliquer tranquillement aux travailleurs que cette crise serait le produit d'une mauvaise politique ou de pratiques indélicates et non celle de la propriété privée des moyens de production tout court ? Nous posons directement cette question aux dirigeants du POI, de la LCR et de LO.

Il y a eu et il va encore y avoir des manifestations à l'appel des syndicats, j'imagine aussi que tous les délégués syndicaux doivent en ce moment répondre aux questions que leurs posent les travailleurs sur cette crise. Donc logiquement, tous ceux qui prétendent combattre pour en finir avec le capitalisme ou qui se réclament de la Charte d'Amiens devraient rédiger des tracts ou des articles en direction des travailleurs rappelant que l'objectif du mouvement ouvrier est d'en finir avec le salariat. De deux choses l'une, s'ils ne le font pas, cela signifie peut-être que ce n'est pas l'objectif qu'ils poursuivent.

Si ces délégués syndicaux ne le font pas alors que la situation s'y prête particulièrement, quand donc le feront-ils, on serait en droit de répondre jamais, alors ils faudrait en conclure qu'ils ne valent guèrent mieux finalement que les bureaucrates dont ils dénoncent la subordination au capitalisme.

Ils répondront peut-être qu'ils sont occupés à la réalisation de l'unité sur des revendications immédiates. Certes, mais l'un n'empêche pas l'autre. Au contraire, ce sont deux aspects de la même question : la survie du capitalisme qui implique d'une part de rogner toujours davantage sur le coût du travail donc qui s'oppose à la satisfaction de nos revendications, d'autre part, qui justifie les milliers de milliards accordés aux banques et institutions financières pour empêcher que les fondements du système capitaliste ne soit remis en cause.

A quoi servirait le combat pour l'unité s'il ne se situait pas clairement dans la perspective d'en finir avec le régime ? A obtenir quelques miettes pour mieux supporter au quotidien l'existence du capitalisme qui aurait ainsi encore de beaux jours devant lui ? C'est la voie qu'a emprunté le mouvement ouvrier depuis plus de 60 ans, contribuant ainsi à mieux amarrer la classe ouvrière au capitalisme, tournant le dos au combat pour en finir avec le capitalisme, aussi bien sur le plan syndical que politique.

La collaboration de classes et le corporatisme qui sévit dans les syndicats ne sont pas nés hier, ils se sont développés au cours de cette période (notamment), ils ont bien une origine sociale et politique, ils s'appuient bien sur les rapports entre les classes, sur le consensus opéré au lendemain de la seconde-guerre mondiale entre l'impérialisme et les dirigeants réformistes et staliniens.

Comment peut-on imaginer que la conscience politique des masses pourrait progresser si on ne l'aide pas à identifier et à comprendre les objectifs politiques qu'elles doivent se fixer et atteindre, si nous-mêmes nous commençons par les passer sous silence sous des prétextes aussi fallacieux que grotesques ?

Il y en a qui vont répondre qu'il ne faut pas tout mélanger. Parce que, par une opération du saint esprit, une fois que les revendications élémentaires auraient été satisfaites, les masses auraient encore envie de se battre pour en finir avec le régime, c'est se faire des illusions et n'avoir rien compris à la dialectique de la lutte des classes, on pourrait ajouter, ni à la nature humaine qui présente de nombreuses faiblesses.

Si le capitalisme a pu tenir aussi longtemps, c'est bien parce qu'une grande partie de la population a pu en supporter les méfaits jusqu'à présent. Certains ajouteront d'un air entendu, que c'est grâce à la lutte de classe qu'on a pu conserver la plupart de nos droits sociaux et un mode vie relativement acceptable (pas pour tout le monde !), etc., sans avouer qu'ils ont permis d'assurer une certaine stabilité sur le plan social nécessaire au bon fonctionnement du capitalisme.

Si la situation politique est explosive en Amérique Latine, cela tient à la combinaison de deux facteurs principaux, la pauvreté dans laquelle le capitalisme a maintenu les trois quart de la population et la tradition révolutionnaire de la lutte de classe du prolétariat sur tout le continent sud-américain.

C'est finalement la trahison des dirigeants des partis traditionnels du mouvement ouvrier qui a empêché que cette situation aboutisse à la prise du pouvoir par le prolétariat, en d'autres termes, l'incapacité de la classe ouvrière de se doter d'une direction révolutionnaire.

Il faut le préciser, car il y en des petits malins qui seront tentés de dire : vos arguments ne tiennent pas, contrairement à ce qui s'est passé en France, en Amérique Latine le prolétariat est bien plus pauvre et pourtant il n'a jamais réussi à prendre le pouvoir.

Certes, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé, au cours du XXe siècle, et c'est sans doute dans cette région du monde que les opportunités ont été les plus nombreuses, contrairement à ce qui s'est passé dans les différents pays européens où en dehors peut-être de l'année 1968, à aucun moment le pouvoir en place n'a réellement été menacé. D'ailleurs comment aurait-il pu l'être en l'absence de partis révolutionnaires, un facteur déterminant qui passe à la trappe pour interpréter l'histoire à sa façon et justifier tous les opportunismes ou reniements. Et dans les pays les plus riches ou ceux où le PIB par habitant est le plus élevé, comme les Etats-Unis, le Japon, l'Australie, les pays scandinaves, etc. aucun mouvement social d'une ampleur nationale n'a vu le jour, aucun n'a eu la dimension et la portée de ceux qui se sont déroulés dans des pays où la population était en moyenne beaucoup plus pauvre et rompu à la lutte de classes. Simple constat.

Je ne prône pas la pauvreté, j'explique seulement comment les choses se sont déroulées. On en tire ensuite les conclusions que l'on veut. Pour les uns, le combat se réduit aux revendications, pour moi et bien d'autres militants, le combat pour les revendications doit être associé impérativement à celui de la chute du régime. Si le combat pour la défense de nos acquis sociaux fait partie intégrante de notre combat, en aucun cas son issue ne doit remet en cause le fait qu'il s'inscrive dans une perspective politique révolutionnaire. Les uns mènent en réalité un combat sur un plan purement trade-unioniste en se contentant des miettes du capitalisme pour éventuellement construire un parti réformiste, tandis que d'autres se saisissent de la situation sociale pour poser la question politique du pouvoir dans la seule perspective de construire un parti révolutionnaire.

Et ce n'est pas pour rien que j'ai apporté ces précisions, car il y en a qui vont expliquer qu'il n'est pas nécessaire de formuler une réponse politique à la question du pouvoir puisque de toute manière l'état d'esprit des masses ne s'y prête pas, qu'elles n'en sont pas encore à se poser cette question, que c'est un facteur de division, etc. les arguments ne manqueront pas à ceux qu'il répugne de la poser. Et quand il l'aborde, c'est en dehors de tout mouvement pratique pour en faire une abstraction.

Comme on ne peut pas plaire à tout le monde, en faisant des concessions sur l'essentiel de notre programme, on arrive assez facilement à se mettre d'accord avec des gens qui fondamentalement combattent la politique que l'on est théoriquement sensé défendre. On n'est plus à une contradiction près, pourvu que l'unité se réalise, on se fout bien du reste. En gros, on pourrait dire qu'on peut parler de politique, que l'on peut écrire de beaux articles qui traitent de politique, mais dès qu'on passe à l'exercice pratique, on doit mettre la politique (et son programme) dans sa poche. Ce serait un sujet destiné à une élite composé d'intellectuels ou de militants avertis, d'élus républicains ou démocrates imbus de démocratie et que la révolution prolétarienne répugne.

A les écouter, toute perspective politique constituerait en fait un obstacle à l'unité et à la mobilisation de la classe ouvrière, on a ici en filigrame le contenu opportuniste du mot d'ordre de rupture avec l'UE. On en arrive fatalement à adopter cette position quand on ne se fixe pas pour objectif de construire un parti de combattants révolutionnaires. Qui peut croire un seul instant que le combat pour l'unité et les revendications immédiates pourrait aboutir à la construction d'un tel parti sans proposer au prolétariat une issue politique à la crise du capitalisme ?

C'est bien la question : quelle parti nous voulons construire ? qui est à l'origine de la division de l'avant-garde, entre ceux qui sont prêts par opportunisme à brader les principes et le programme, croyant ainsi trouver un raccourci, ils s'y attèlent sans succès depuis plus de 20 ans ! et ceux qui entendent y rester fidèles et affronter les difficultés sans se détourner de l'objectif politique qu'ils se sont fixés.

Revenons au syndicalisme.

Ce serait intéressant pour vérifier encore une fois que le mouvement ouvrier (y compris son avant-garde) est bien aussi décomposé qu'on le dit ou prouver le contraire, de collecter les tracts ou les documents rédigés par les délégués syndicaux ou leur direction nationale, départementale, etc. mis à la disposition des travailleurs de votre usine, chantier, bureau, école, université, etc.

Au cas où vous n'en trouveriez aucun, cela confirmerait que les arguments avancés par les dirigeants du POI, de la LCR et de LO pour justifier leur lien avec les bureaucrates pourris des syndicats ne servaient en réalité qu'à masquer leur soumission aux appareils.

Vous savez la fable selon laquelle il faut conquérir des places dans les syndicats pour s'en servir ensuite dans le combat politique, on vérifierait encore une fois qu'en réalité elle ne servait qu'à masquer leur propre capitulation devant la bourgeoisie et l'abandon du combat pour le socialisme. On s'étonnait un peu que les appareils leur avaient octroyé si facilement et si généreusement des postes à responsabilité dans les syndicats, et qu'ils leur avaient permis ainsi de se développer là où ils étaient déjà implantés ou de se servir de ces positions pour recruter des adhérents à leurs partis, maintenant on comprend mieux pourquoi.

On pourrait admettre que les dirigeants soient simplement dans l'erreur, pourquoi pas, si tel était le cas, tant qu'ils ne l'auront pas reconnu et que cela ne se sera pas traduit sur le plan pratique, nous serons bien obligés de nous en tenir à la version que j'ai exposé au paragraphe précédent. Je ne ferme pas la porte à une révision partielle ou complète de l'appréciation que je porte sur les dirigeants qui se disent trotskistes, je m'en tiendrai uniquement aux faits, le reste est secondaire.

Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas de politiser les syndicats, ni même de faire de la politique dans l'entreprise, mais uniquement de respecter ses engagements et son mandat, de respecter et mettre en oeuvre les principes auxquels on prétend adhérer. Vous dites adhérer aux principes de la Charte d'Amiens, prouvez-le !

Que l'on comprenne bien, il ne s'agit pas non plus d'exiger d'eux qu'ils s'adressent aux dirigeants syndicaux pour leur demander d'entraîner leur syndicat dans le combat pour en finir avec le capitalisme, mais de produire un acte simple et élémentaire qui consiste à coucher sur le papier l'origine de la crise en la reliant à l'objectif du mouvement ouvrier tel qu'il est mentionné dans la Charte d'Amiens dont ils se réclament, et cela dans le cadre du syndicalisme.

On peut supposer sans prendre trop de risques qu'ils ne le feront pas. Dès lors, étaient-ils exagéré d'affirmer qu'ils se réclamaient abusivement de la Charte d'Amiens au regard de leur comportement dans les syndicats, ce dont chacun peut témoigner aujourd'hui ? Etait-ce les calomnier que de dire la vérité aux travailleurs et aux militants ?

Si notre objectif n'est pas de renverser le régime demain matin, notre devoir n'est-il pas d'aider par tous les moyens à notre disposition la conscience des masses à progresser, à les aider à se débarrasser de leurs illusions dans le capitalisme, à les aider à comprendre qu'il existe une alternative aux rapports sociaux d'exploitation basés sur la propriété privée des moyens de production ?

Par hasard, les masses n'auraient-elle pas davantage d'illusions dans le capitalisme que dans les dirigeants corrompus des syndicats ?

On ne peut pas avoir en permanence un double langage, mais le discours sur l'indépendance des syndicats s'en accommode parfaitement, il a d'ailleurs été conçu spécialement à cet effet.

On va nous répondre qu'on se charge sur le plan politique d'expliquer la situation aux travailleurs et qu'il n'est pas forcément utile de le faire sur le plan syndical. Alors à quoi servent les syndicats ? Ils n'auraient qu'un but alimentaire ? Pourquoi laisser l'initiative aux appareils d'expliquer que cette crise n'a finalement rien à voir avec les fondements du capitalisme ? Pour que les travailleurs puissent choisir librement entre les deux versions qu'on leur sert ? Comme le 29 mai 2005 ? Le gouvernement et les médias ne s'y emploireraient-ils pas déjà amplement ? Pourquoi au contraire partout où cela est possible (où des trotskistes sont présents), ne faudrait-il pas réaliser un front commun sur le plan syndical et politique et tenir le même discours aux travailleurs ? Notre discours n'y gagnerait-il pas en crédibilité, renforçant du même coup l'idée que peuvent se faire les travailleurs sur les méfaits et la faillite du capitalisme ?

S'adapter au capitalisme ou combattre pour son abolition ? Réforme sociale ou révolution ?

Les partisans d'un plan d'urgence favorable aux travailleurs, expliquent-il qu'il ne pourra être mis en oeuvre que lorsque Sarkozy aura été chassé, que les institutions de la Ve République auront été liquidées, que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire s'engagera résolument sur la voie de l'abolition du capitalisme ? Evidemment non. Les travailleurs devraient le deviner !

Quel contenu politique donnent-ils à leurs mots d'ordre ? Aucun. Dès lors que les conditions politiques indispensables pour atteindre un objectif ne sont pas définies clairement, quelle valeur et portée peut avoir un mot d'ordre politique ? Aucune. Quelle perspective politique proposent-ils aux travailleurs ? Aucune, très sérieusement, ils sont supposés être capable de lire entre les lignes et deviner par eux-mêmes qu'il faudra en finir avec les institutions, pas par une révolution prolétarienne, mais par un bulletin de vote donnant le pouvoir à une hypothétique Assemblée constituante qui sera chargée de les abolir (POI)! Pour un peu, les travailleurs seraient sensés rompre leurs liens avec le capitalisme et devenir des socialistes du jour au lendemain sans se mobiliser et affronter directement le régime. A suivre.

Qui a dit : "*nous ne laisserons pas tomber nos banques*", il "*faut continuer les réformes*" ? Sarkozy. Qui s'en est félicité ? Tous les partis bourgeois, le FMI, l'UE. Qui détient le pouvoir ? L'UMP, le Nouveau Centre, le MoDem et le PS soutenu par les Verts et le PCF qui siègent à l'Assemblée nationale et au Sénat, au Conseil constitutionnel, au Conseil d'Etat.

La situation est donc fort simple. Pourquoi s'obstiner à chercher ailleurs, à faire compliquer ? Parce que les travailleurs ne nous suivront pas si on leur explique qu'il faut chasser Sarkozy et abolir les institutions ? Et alors, aucun parti ouvrier n'est en mesure aujourd'hui de mobiliser les masses sur un tel objectif, sauf à se prendre pour ce qu'on n'est pas. N'y aurait-il actuellement dans le pays que quelques centaines ou milliers de travailleurs ou jeunes qui seraient prêts à reprendre à leur compte cette politique, que nous aurions atteint le seul objectif à notre portée et nous aurions fait un pas de plus en avant dans la construction du parti.

Un dernier point très rapidement.

En page 4 du n°17 d'*Informations ouvrières* on pouvait lire :

"Plus de 2 300 élus de toutes tendances ont contresigné une proposition de loi du comité de Roquebrun (Hérault) exigeant l'abrogation des directives postales européennes et le rétablissement du monopole d'Etat.

L'un d'entre eux, le député PCF du Nord Jean-Jacques Can delier, a proposé au comité de déposer cette proposition de loi au bureau de l'Assemblée nationale. Les responsables administratifs de l'Assemblée l'ont déclarée « irrecevable », le 2 octobre.

Motif invoqué : « Il n'appartient pas aux parlementaires nationaux d'abroger les directives qui s'imposent à eux ! »."

Dans son appel adopté au conseil fédéral national, le 5 octobre, le POI s'insurge : « *Ainsi donc, il serait interdit de remettre en cause la loi européenne, "supérieure" à la loi française !* »

Le POI avait le choix entre deux propositions : soit exiger que l'Assemblée nationale rejette ou refuse la transcription dans le droit français d'une directive européenne, soit exiger l'abrogation d'un texte dont elle n'était pas l'auteur, une prétention exorbitante qui revenait d'une certaine manière à exiger l'impossible puisque ces deux institutions sont indépendantes.

Il a choisi délibérément la deuxième proposition uniquement pour justifier sa ligne politique de rupture avec l'Union européenne, alors que le rejet de l'autre proposition aurait mis davantage l'accent sur le rôle de l'Assemblée nationale et justifierait à lui seul le mot d'ordre de dissolution de l'Assemblée nationale et l'abolition des institutions antidémocratiques de la Ve République, mot d'ordre que le POI tarde à reprendre à son compte. Pourquoi et jusqu'à quand ? C'est une autre question.

Dans ce numéro d'*Informations ouvrières*, ils ont évoqué la réhabilitation en cours de Marie-Antoinette, ce qu'entre nous j'avais déjà signalé il y a quelques mois déjà, pour ensuite nous vendre leur camelote républicaine !

Il y a quelques jours, j'ai saisi au vol une info au journal télévisé de TV5 Monde Asie qui ne m'a pas laissé indifférent, cela s'est passé très vite, en moins de 10 secondes, d'où ma surprise et l'impossiblité d'en prendre note entièrement, le journaliste s'est contenté de dire le sourire aux lèvres que Nicolas II avait été réhabilité en citant un membre de sa famille. Nous aurons peut-être un bel article dans le prochain numéro d'*Informations ouvrières* nous vantant les mérites de la révolution d'Octobre, qui sait ?

J'ai reçu une réponse du camarade du POI auquel j'avais répondu à un précédent courriel il y a quelques jours. Je vous en ferai part dans quelques jours, je suis actuellement débordé par le développement de la crise du capitalisme.

Juste un mot quand même puisque j'ai effleuré le sujet dans le paragraphe précédent.

Je répète ma question : les conditions historiques que nous connaissons aujourd'hui, le mode de production en vigueur, les classes existantes,etc., ont-ils davantage un rapport avec la situation qui prévalait en 1789 ou celle de 1917 ? En 1789 ou 1792 si cela vous fait plaisir, quelle classe était en position de réclamer le pouvoir ? En 1917, quelle est la seule classe qui était en mesure de prendre le pouvoir ?

Peut-on comparer le développement des forces productives telles qu'elles étaient en 1789 et ce qu'elles étaient devenues en 1917, pas seulement en Russie mais dans le monde puisqu'entre temps nous étions entrés dans l'époque de l'impérialisme ?

Un dernier mot, le boitier qui me permettait de recevoir la télévision par satellite est en panne donc je ne peux plus regarder TV5 Monde Asie, je devrai me contenter d'Internet. Si vous avez des infos sur la crise actuelle, n'hésitez pas à m'écrire.

Je réfléchis à rédiger un éditorial qui aura pour thème la confiance.

C'est intéressant de constater qu'en réalité la survie du capitalisme repose sur si peu de choses. C'est une façon de parler évidemment car les choses ne sont pas aussi simples. La confiance peut se décliner dans de nombreuses situations très diverses. Les dirigeants des partis réclament qu'on leur fasse confiance, faudrait-il encore qu'ils s'en montrent digne ! De mon côté, j'ai refusé que vous me fassiez confiance, chacun doit demeurer libre de penser ce qu'il veut.

On dit couramment que lorsque la confiance a été entaillée, il sera impossible de la rétablir complètement. On la donne ou on la reprend, il n'existe pas de demi-mesures, cela se discute, tout n'est pas noir ou blanc. On dit aussi avoir confiance jusqu'à un certain point seulement, c'est déjà plus raisonnable comme attitude. Souvent la confiance est synonyme d'ignorance, d'inconnue, d'impuissance, on a confiance à défaut de mieux. On s'endort dessus et il arrive ce qui arrive ensuite... On dit aussi qu'elle ne se négocie pas, cela s'apprente à un coup de force, à de l'arbitraire, à un chèque en blanc... On dit abusivement qu'on a confiance en soi, encore faudrait-il se connaître à fond, ce qui est rarement le cas. Par nécessité on a confiance en l'avenir sans savoir forcément d'où l'on part ce qui engendre bien des déceptions...

Si on a confiance dans la capacité du prolétariat à balayer tous les obstacles qui l'empêchent d'avoir une claire compréhension de la situation pour en finir avec le vieux monde pourri, c'est parce qu'il a déjà démontré qu'il en était capable. D'ailleurs si nous-même nous sommes capable de comprende la situation, pourquoi n'importe quel travailleur ou jeune n'en serait-il pas capable à son tour ? Serions-nous une espèce à part, une exception, une anomalie de l'histoire ou au contraire le signe et la preuve vivante que c'est possible ?

Le meilleur cotoie le pire dans ce monde, la confiance ne consisterait-elle pas à faire crédit au meilleur en étant convaincu que le pire sera vaincu, que le socialisme vaincra la barbarie ?

Que le prolétariat ait confiance en lui, en sa force gigantesque, et alors tout est possible.

Bon week-end à tous.

Le 12 octobre 2008

J'ai formaté 15 textes au format pdf qui viennent du Réseau Voltaire histoire de se changer un peu les idées. Même si certains dates un peu, ils sont intéressants pour les données qu'ils fournissent.

- cliquez ici

J'ai créé une page par mois pour les causeries puisque je suis très bavard et que la page initialement prévue à cet effet était devenue trop volumineuse, les nouveaux liens figurent dans la barre des menus en haut de l'écran.

Sur la crise très vite. Si le prix du pétrole baisse cela signifie bien qu'il n'avait aucune raison de monter autant, c'était uniquement dû à la spéculation, qui ne s'en doutait pas ! Cela dit il ne redescendra pas indéfiniment et la tendance à la hausse reprendra d'ici peu, d'ailleurs les matières premières restent orientées à la hausse, surtout les produits alimentaires.

Hier j'ai voulu prendre de l'essence à la pompe, j'ai dû me rabattre sur le prix le plus élevé, l'autre qualité (inférieure) n'étant pas disponible, cela m'a coûté 20% plus cher ! A cause des coupures de courant de nombreuses entreprises ont déjà fermé, c'est ce que m'a dit hier un de mes beaux-frères.

La situation est encore pire qu'il y a quelques semaines, depuis 8 jours, ils coupent de 6h du matin jusqu'à 16h environ, ils recoupent de 18 à 19h, et entre 21h et 23h ou minuit, bref, si j'ai juste eu le temps de faire une machine à laver, je n'ai pas pu remplir le réservoir d'eau qui est au trois quart vide, et la journée il n'y a pas d'eau ou pas suffisamment de pression pour utiliser le moteur ou il faudrait le faire fonctionner pendant des heures et prendre le risque de le griller ! Pour arranger le tout, la mousson va commencer, il a plu la nuit dernière, donc pas de courant pendant toute la nuit, le frigidaire qui dégivre, bref, on est en voie de développement ici !

Comme je n'ai pas de télé jusqu'à lundi (en principe !), j'ai bricolé sur le site hier soir, en classant des articles, je me suis rendu compte que j'écrivais vraiment n'importe comment parfois, j'en ai honte franchement, avec mes excuses. Le pire, ce sont les infos en bref et les causeries, je relis à peine ce que je tape au clavier, pas le temps.

Pour sortir de la crise, ils ont trouvé un truc terrible : développer les prêts hypothécaires dans les pays où ils n'y avaient pas encore pensé ! Comme cela, la prochaine fois, ce ne sera pas seulement des millions d'Américains qui se retrouveront à la rue, mais des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles à travers le monde. Les Américains étant endettés jusqu'au cou, ils vont être tentés de convaincre d'autres populations de les immiter, quelle autre solution pourrait-ils trouver pour se sortir de la merde ? L'avantage de l'immobilier, c'est que cela engage de grosses sommes d'argent, en comparaison un prêt pour une bagnole, c'est une bagatelle. Si chacun gardait sa bagnole entre 7 ou 10 ans, c'est l'industrie automobile qui ferait faillite, c'est la petite bourgeoisie qui alimente principalement la machine capitalisme.

On réfléchit 24h/24 à cette crise, j'avoue ne pas comprendre que les uns et les autres proposent des solutions pour en sortir. Qu'elle frappe très durement en priorité la classe ouvrière, nous le savons tous, que ce soit insupportable ou dégueulasse on est tous d'accord, mais existe-t-il aujourd'hui un parti ou une force politique capable d'inverser la situation ? A ma connaissance, non. Alors encore une fois n'est-ce pas se prendre pour ce qu'on n'est pas que de vouloir proposer à tout prix une issue à cette crise aux partis et organisations qui auraient les moyens de l'appliquer mais qui ne le feront pas parce qu'ils soutiennent le gouvernement ? Ah, il s'agirait de faire pression sur eux, d'aider les masses à faire pression sur eux ! Ben voyons, nous serions bien avancés, dans le meilleur des cas nous aurions contraint le nabot à partir et nous aurion un gouvernement de front populaire en prime, puis un peu plus tard le nabot reviendrait en sauveur suprême de la nation !

Analyser la situation, aider les travailleurs à prendre conscience de la nature de cette crise, c'est la moindre des choses. Leur proposer une autre politique aussi. Une issue, oui sur le terrain politique, mais certainement pas dans la perspective d'un gouvernement des partis pourris qui sont au gouvernement (PS) ou qui le soutiennent (PCF), un peu de sérieux.
Un gouvernement ouvrier révolutionnaire ferait amplement l'affaire, mais comme pour qu'il puisse voir le jour il faut impérativement un parti révolutionnaire, l'objectif de le construire pour permettre de concrétiser cette issue ne suffirait-il pas ? J'aurais tendance à dire : mais laissez donc le PS et le PCF soutenir Sarkozy s'ils en ont envie, l'unité avec ces partis ne peut causer que notre perte, cela fait près d'un siècle qu'on en fait l'expérience, il faudrait peut-être passer à autre chose un jour, non ?

C'est à cause de la SFIO et du PC qu'on en est là aujourd'hui que le capitalisme a réussi à se donner les moyens de sa survie. L'exploitation des colonies a permis au capitalisme de se développer et de développer les classes moyennes, la décolonisation n'a pas mis fin au pillage des ressources en Afrique et en Amérique Latine particulièrement, pendant ce temps-là une importante aristocratie ouvrière s'est formée, le tout a permis aux capitalistes d'octroyer des conditions de vie et de

travail meilleures à l'ensemble de la population dont la classe ouvrière, avec ou sans mobilisation du prolétariat, les autres peuples payant l'addition, il fallait bien que quelqu'un paie cette ponction sur la plus-value des capitalistes, en échange de quoi, la paix sociale régnait, on ne se souciait guère de savoir d'où venaient tous ces avantages, leur remise en cause n'est qu'une suite logique du développement du capitalisme pour lequel ils sont devenus insupportables, notre objectif demeurant (théoriquement) l'émancipation de la classe et non son adaptation au capitalisme, si demain les conditions de travail et de vie venaient à se dégrader brusquement, on le déplorerait, mais l'on ne devrait pas développer pour autant une politique qui ne s'inscrirait pas uniquement dans la perspective de renverser l'ordre établi.

Effectivement, comme me l'a écrit le camarade du POI dont je vous ai parlé, le parti bolchevik avait des mots d'ordre en apparence alimentaire ou immédiat : le pain, la paix et la liberté, mais ce qu'il a oublié au passage, c'est que ces mots d'ordre étaient liés au combat pour chasser le tsar du pouvoir et liquider les insitutions politiques qui existaient en Russie. Quel parti aujourd'hui combat contre le chômage ou pour une augmentation des salaires en disant qu'il faut chasser Sarkozy et liquider la Ve République ? Vous connaissez tous la réponse : aucun !

Le prolétariat dispose aujourd'hui de droits politiques lui permettant de combattre le capitalisme, pas pour obtenir des droits nouveaux sur le plan économique et social car c'est finalement le meilleur moyen d'accepter la survie du capitalisme, mais pour en finir avec le capitalisme. Je n'accuse pas le prolétariat d'être responsable d'avoir été corrompu par le capitalisme, ce sont ceux qui parlaient en son nom qui en portent la totale responsabilité justement pour ne pas avoir lié le combat pour les revendications immédiates à celui pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

L'objectif n'est pas de laisser la classe ouvrière s'enfoncer dans la misère, comme disait Marx on ne socialise pas la misère, et quand vous regardez les conditions de vie misérables qui existent dans de très nombreux pays, s'il suffisait d'être pauvre pour être révolutionnaire, notre affaire serait résolue depuis très longtemps. Que la classe vive dans une misère noire ou qu'elle bénéficie de certains avantages économiques et sociaux ne change rien à notre affaire, tant qu'elle ne disposera pas d'un puissant parti révolutionnaire qui soit capable d'intervenir dans la lutte de classes pour y jouer un rôle majeur, aucune issue politique ne sera possible, donc tout ce que l'on peut faire c'est militer dans cette perspective en construisant cet outil qui nous fait tant défaut. Cela me semble facile à comprendre et à expliquer, encore faut-il accorder au parti la place que leur réservaient les marxistes, en particulier Lénine et Trotsky, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui hélas ! Comment voulez-vous écrire une lettre si vous disposez de papier mais que vous n'avez pas de stylo ? Ici je dirais, comment voulez-vous utiliser un ordinateur si vous n'avez pas l'électricité ? Cela fera sourire les intellectuels qui trouveront cette argumentation désuète, mais un ouvrier comprendra au quart de tour de quoi vous lui causez.

On s'épuise littéralement à répéter toujours les mêmes choses.

Je viens de relire les articles du *Monde* que j'ai mis en ligne hier, j'avais à peine pris le temps de les lire en diagonale, j'en extraits ce passage :

"*Cette réduction du train de vie outre-Atlantique a des répercussions mondiales. Les 9 500 milliards de dollars de biens et de services consommés annuellement par les 350 millions d'Américains tiraient la croissance mondiale. S'ils réduisent leur consommation, aucun autre relais de croissance n'existe plus. Même la Chine et l'Inde avec leurs 2,3 milliards d'habitants à eux deux ne représentent qu'un sixième de la consommation américaine (1 600 milliards de dollars). L'Europe de son côté, a déjà prouvé qu'elle n'avait pas les capacités d'une locomotive mondiale.*"

Quand vous lisez cela, sur le coup on se dit que c'est complètement dingue, cela ramène à ce que j'ai écrit plus haut, ce sont tous les peuples qui sont mis à contribution pour soutenir le train de vie démentiel des Américains (pas tous puisqu'il y a plus de 40 millions de pauvres aux E-U), s'il baisse malheureusement cela permettra à l'impérialisme de tenir plus longtemps, mais si dans le même temps se constituait un véritable parti révolutionnaire aux E-U, il n'y aurait pas de quoi s'apitoyer, surtout sur le sort des classes moyennes.

Autrefois la vie était beaucoup plus dure qu'aujourd'hui en France, mais il existait une certaine solidarité à l'intérieur de la classe, les relations étaient plus étoffées et fraternelles. Ces conditions et cet état d'esprit ont disparu au fur et à mesure que chacun pouvait s'en sortir et que les conditions de vie s'amélioraient. On a délaissé les transports en commun pour la bagnole, les lieux publics où l'on se rencontrait et échangeait quelques mots se sont faits rares, on se retranche devant son écran de télé ou d'ordinateur, on s'enferme chacun chez soi, autrefois on se déplaçait, aujourd'hui on se téléphone ou on s'envoie un courriel, on ne se rencontre plus ou rarement. Même la Sécu a remplacé les caisses de secours des syndicats, dont la trésorerie ne sert plus qu'à engraisser une armada de bureaucrates pourris.

Peut-être que cette crise fera réfléchir sur toutes ces questions et qu'elle sera salutaire pour le mouvement ouvrier et son avant-garde, c'est la seule chose que l'on peut raisonnablement espérer.

Le 15 octobre 2008

J'ai commencé à rassembler des infos sur le développement de la crise, il me reste à les mettre en ordre et à essayer d'imaginer la suite avant de vous les communiquer. Les évènements s'enchaînent tellement vite que tout seul c'est très difficile de suivre le rythme sans être désavoué dans l'heure qui suit. Il faut prendre son temps et le temps de lire quelques pages du *Capital* par la même occasion.

S'ils réussissaient à s'en sortir, il faudrait comprendre comment ils ont fait. Rien n'est moins sûr, mais nous sommes habitués depuis des décennies à observer que les représentants du capitalisme ont plus d'un tour dans leur sac pour retarder l'effondrement de leur système économique et palier temporairement ses contradictions.

On peut difficilement se fier à ce qu'on lit, c'est la première précaution à prendre avant de commencer à réfléchir. Certains disent que les banques centrales ont déversées des milliers de milliards aux banques, j'ai pu le dire aussi pour ne pas être en contradiction avec ceux qui l'avaient écrit avant moi, mais ce n'est pas tout à fait exact, en réalité, profitant de la crise financière qui enflait, elles ont décidé de ne plus accorder de crédits aux entreprises et aux particuliers tant que leurs risques ne seraient pas couverts par les banques centrales, autrement dit, pas question de débloquer l'argent dont elles disposent pour se livrer à des opérations somme toute courantes, aux gouvernements de prendre leur responsabilité s'ils ne veulent pas que la machine s'arrête. Que les sommes colossales qu'elles brassent partent en fumée du jour au lendemain, soit, après tout elles ne leurs appartiennent pas, elles s'en servent pour spéculer et éponger éventuellement leurs propres dettes, mais que l'on ne touche pas à leur magot, à leurs actifs.

Si vous voulez, c'est comme lorsqu'on lit que la Sécu serait en pleine forme si elle récupérait les 220 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales dont les patrons ont profité, alors qu'en réalité, elle les a perçus par le biais de l'Etat ! J'en ai eu encore confirmation récemment en lisant une dépêche de presse. Il y en a qui font feu de tout bois pour justifier leur ligne politique, à défaut d'arguments sérieux.

Cela me fait penser à l'intention affichée de Sarkozy d'en finir avec les départements. Ceux qui veulent combattre sa politique, au lieu de chanter les louanges de la Révolution française, il feraient mieux de mettre en avant la République sociale qui seule constitue une perspective politique en rapport avec le développement du capitalisme et de la société, si je peux me permettre. (quand on émet une critique sur la politique d'un parti, il faut pratiquement s'excuser à l'avance d'avoir commis un crime de lèse-majesté.)

Sarkozy va nationaliser partiellement des banques ou des institutions financières, le pacte de stabilité (Maastricht) a volé en éclat, ouf, nous voilà sauver ! Ceux qui sont sauvés ce sont ceux qui ont du fric en banque ou qui présentent les garanties suffisantes pour obtenir un crédit, les 10 millions de pauvres assurèment ! Personnellement, je préfère m'en remettre à l'argumentation de Marx et Engels qui auraient sans aucun doute préféré que le talon de fer de Maastricht s'applique jusqu'au bout pour contraindre le prolétariat à descendre dans la rue. On aurait pu dire : pour qu'il se radicalise et que son avant-garde se rénforce et construise le parti dans une perspective révolutionnaire. En lisant hier *Parti de classe*, j'ai relevé un passage intéressant :

"*Pourvu que Frédéric-Guillaume IV fasse preuve d'entêtement. Alors la partie est gagnée, et dans quelques mois ce sera la révolution allemande. Pourvu qu'il s'accroche aux survivances féodales ! Mais, diable, qui peut prévoir ce que fera cet individu fantasque à l'esprit dérangé.*" (Engels à Marx, 9 mars 1848)

Comme je vous l'ai déjà dit à plusieurs reprises, je ne suis pas un adepte des citations, mais je profite de cet espace pour vous faire profiter de mes lectures, à quoi d'autre pourraient-elles servir sinon ?

Le combat de Marx et Engels pour la démocratie était indissociable du combat pour la révolution prolétarienne et socialiste.

"*Tandis que les petits-bourgeois démocrates veulent terminer la révolution au plus vite après avoir obtenu, au mieux, la réalisation des revendications [qui rendent supportable la société existante], il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les principaux pays du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives.*" (Marx, Adresse du Conseil central à la Ligue, mars 1850).

Et dire qu'il n'y en a eu pour se chamailler, afin de savoir lequel de Lénine ou Trotsky avait évoqué la première fois la théorie de la révolution permanente.

« *L'évolution politique de la France montre donc clairement comment devra se dérouler l'histoire à venir des chartistes anglais [Napoléon ou Babeuf].*

« La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement.

Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. » (Cf. « Progrès de la réforme sociale sur le continent

(...) À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux.», (4-11-1843, *Écrits militaires*.)

Le parti doit avoir un programme qui intègre le développement du capitalisme au plus haut niveau puisqu'il servira de base au socialisme :

"*le programme économique n'est pas seulement socialiste en général, mais directement communiste, c'est-à-dire un parti dont le but final est la suppression de tout État et, par conséquent, de la démocratie."* (Engels, préface de 1894 à Internationales aus dem Volksstaat, 1871-1875.)

On ne peut pas dire que Marx et Engels avaient le terme de démocratie en odeur de sainteté : "*Je définis comme suit les buts des communistes : I. Faire prévaloir les intérêts des prolétaires en les opposant à ceux des bourgeois ; 2. Atteindre cet objectif en supprimant la propriété privée et en lui substituant la communauté des biens ; pour ce faire, n'admettre d'autres moyens que ceux de la révolution violente et démocratique.*" (Lettre d'Engels à Marx, le 23 octobre 1846)

J'ai passé toute ma soirée à lire, *Le Capital* mais aussi *Défense du marxisme* un recueil de texte de Trotsky. Il expliquait vers la fin des années 30 que si le prolétariat ne prenait pas le pouvoir alors que les conditions étaient particulièrement favorables, il faudrait attendre sans doute longtemps avant qu'une telle opportunité ne se représente. Tôt ou tard, peu importe, là n'est pas l'essentiel, il réside plutôt dans le fait qu'en dehors d'une situation née d'une guerre ou d'une crise comparable à celle de 1929, il est inconcevable que le prolétariat accède au pouvoir, car il faut que la majorité de la société soit entraînée dans la révolution, en 1917, il fallait qu'une fraction importante de la paysannerie pauvre rallie la classe ouvrière, aujourd'hui, il faudrait que des pans entiers de la petite bourgeoisie et des classes moyennes participent au combat aux côtés du prolétariat (et sous sa direction) pour espérer vaincre les classes dominantes. Pour que la petite bourgeoisie penche du côté de la classe ouvrière, il faut déjà que celle-ci commence par se mobiliser, mais surtout il faut que ses privilèges soient gravement remis en cause, qu'elles se prolétarisent, car dans le cas contraire, si elle peut continuer de vivre tranquillement comme avant, elle n'aura aucune raison de bouger et tout à espérer du pouvoir en place.

Pour finir cette causerie en émettant un espoir, un extrait d'un tract de 1848 qui avait de la gueule, cela fera contentera certainement les camarades du POI qui doivent se sentir encore une fois cruellement visés par les citations précédentes, alors que je n'ai aucune animosité envers eux, au contraire. Si tous les militants ouvriers pouvaient se réunir ne serait-ce que sur cette base minimum en faisant taire leurs divisions, la face du monde n'en serait pas changé, mais l'avenir du mouvement ouvrier certainement.

"*Si nous ne voulons pas être dupés une fois de plus, si nous ne voulons pas être, pour une longue série d'années, ceux qu'un petit nombre exploite et bafoue, il ne faut pas laisser perdre un seul instant, ni laisser passer une minute dans l'inactivité.*

Isolés comme nous l'avons été jusqu'ici, nous sommes faibles, bien que nous nous comptions par millions. Unis et organisés, nous constituerons, au contraire, une force irrésistible. C'est pourquoi, frères, formons, dans toutes les villes et dans tous les villages, des unions ouvrières où nous discuterons de nos conditions, où nous proposerons des mesures pour changer notre situation actuelle..." (Extrait de *Parti de classe* - Seeblätter, 13 avril 1848.)

Marx et Engels avaient eu l'idée des soviets bien avant qu'ils n'existent en 1905 en Russie. Si c'était le sens que voulait donner le POI aux comités pour l'unité qu'il appelle à constituer dans tout le pays, pourquoi ne pas soutenir cette initiative et ne pas y participer ? Attendons de voir si le POI effectue le virage politique qu'impose la situation née de la dernière cirse du capitalisme qui devrait voir les masses se radicaliser au fur et à mesure que ses conséquences les frapperont encore plus durement.

Comme aurait dit Marx, on pourrait perdre son "*âme*" à cotoyer des républicains ou des démocrates si ce n'était pas pour la bonne cause, mais si cela permet au prolétariat de faire un pas en avant et de se diriger dans la bonne direction, c'est un devoir ! Tout dépendra encore une fois de la politique impulsée par la direction du POI, si elle a un contenu purement réformisme ou si elle s'inscrit clairement dans une perspective révolutionnaire. On peut à la limite admettre des compromis (temporaires) sur la forme et le contenu, tant qu'on ne touche pas au fond et aux principes, tant qu'on ne capitule pas devant ceux qui refusent d'entendre parler de révolution prolétarienne ou socialiste. A chacun ses responsabilités.

La rubrique du 15 octobre. Leur hantise : "***tout faire pour éviter que cette crise (...) devienne une crise politique***".

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a exprimé en termes à peine voilés sur RTL la crainte de tous les gouvernements et pourquoi il était urgent de libérer le fonctionnement de la planche à billets de toute entrave :

"*Il ne faudrait pas que cette crise se transforme en crise économique intégrale. Il faut tout faire pour éviter qu'elle devienne, à*

partir d'une crise financière et économique, une crise politique". Ce qu'ils craignent le plus, c'est la réaction violente de la classe ouvrière qui durement frappée par les contre-réformes des deux dernières décennies, pourrait faire irruption sur la scène politique et remettre en cause l'ordre établie.

Les travailleurs vont comparer les discours du gouvernement sur la nécessité de restreindre tous les budgets, sauf évidemment celui de l'armée et de la recherche destiné en priorité aux entreprises, et les centaines de milliards d'euros mis à la disposition des banquiers et assureurs. Ils vont comprendre que le gouvernement gère le pays comme s'il s'agissait d'une gigantesque entreprise privée, pour le compte exclusif des banquiers et des patrons.

Les gouvernements des principales puissances économiques mondiales ont réalisé l'union sacrée au cours du week-end dernier pour tenter de faire face à la plus importante crise du capitalisme depuis 1929 qui avait pris il y a un an la forme d'une crise financière avant de s'étendre à l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale, sans toutefois remettre en cause ses fondements et se traduire pour le moment par l'effondrement de la valeur des actions et de la monnaie, la fermeture de centaines ou milliers d'entreprises dans chaque pays...

On n'y a pas prêté attention, mais les signes avant-coureurs du développement prévisible de cette crise à l'échelle mondiale existaient depuis le milieu de l'année 2007.

Voici l'élément qui aurait dû permettre à nos dirigeants (du mouvement ouvrier) d'entrevoir à brève échéance le développement de la situation et d'adapter leur tactique en conséquence, ce qu'ils ont été évidemment incapables de faire, obnubilés par la nécessité de justifier leurs politiques réformistes, ils sont passés à côté de l'essentiel une fois de plus.

En un an, depuis le 2 juillet 2007 la couronne islandaise avait perdu 46 % de sa valeur, et elle allait en perdre encore 20% en septembre 2008. Et pourquoi ? parce que l'économie islandaise est largement basée sur son secteur financier, qui représente huit à neuf fois son PIB brut, ce secteur étant en crise, donc il faisait peser à court terme une menace réelle sur l'ensemble de l'économie de ce pays puisque apparemment rien ne pouvait inverser le cours de cette crise rampante qui devait bien finir par éclater un jour où l'autre.

Résultat : la banqueroute !

Après trois jours de fermeture, l'indice OMX15 de la bourse de Reykjavik perdait à l'ouverture mardi plus de 76,13 %. Il avait déjà perdu la moitié de sa valeur depuis le début de l'année sans que personne n'y prête attention.

La couronne islandaise est devenue une monnaie de singes à l'image du mark allemand dans les années 30.

Voilà le scénario qui s'est produit et qui était prévisible en Islande compte tenu de l'importance du secteur financier dans la composition de son économie, et ce qui se serait produit à l'échelle mondiale si les banques centrales n'avaient pas pris la décision de soutenir les banques et les institutions financières à hauteur de 3 500 milliards de dollars environ.

Rien ne dit que ce scénario ne va pas se produire quand même, il n'est peut-être que retardé de quelques semaines ou quelques mois, personne ne peut dire exactement quand il se produira, partant de l'hypothèse qu'il sera inévitable à terme. S'il devait en être autrement, cela signifierait que le capitalisme aurait trouvé le moyen de surmonter ses propres contradictions et dans ce cas-là, il faudrait revoir notre copie de fond en comble, et le combat pour le socialisme tel qu'on l'avait conçu jusqu'à présent ne serait plus qu'une utopie.

Vous comprendrez à la lecture de ces lignes que de notre capacité à analyser à fond ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux dépendra en grande partie l'avenir du mouvement ouvrier. Je vais essayer de participer à l'élaboration de cette analyse avec mes modestes moyens.

Je vous avouerais que je n'ai pas trouvé encore de réponses à toutes les questions que je me suis posé les derniers jours sur cette crise. C'est d'autant plus difficile d'y répondre que des déclarations contradictoires tombent chaque jour des dépêches de presse et que la situation semble évoluer dans un sens un jour pour s'inverser le lendemain.

On aurait pu s'en tenir au schéma que nous avions tracé et que nous connaissons tous par coeur, mais il pourrait s'avérer insuffisant pour comprendre la situation actuelle et surtout pour déterminer dans quelle direction elle va évoluer, car notre tactique et notre stratégie en dépendra en grande partie.

Même le nouveau Prix Nobel d'économie, Paul Krugman, raconte n'importe quoi lorsqu'il dit : "*Nous n'allons pas revenir à Karl Marx, mais nous allons redécouvrir des choses qu'avait découvertes le président démocrate Franklin Roosevelt il y a 75 ans.*", comme s'il était possible de faire faire marche arrière au système capitaliste. Même après la seconde guerre mondiale, le capitalisme a été reconstruit en Europe sur la base du point le plus élevé qu'avait atteint son développement au cours de la période d'avant-guerre, il ne pouvait pas se reconstruire sur des bases qui ne lui aurait pas assurer une nouvelle et rapide accumulation

du capital, le temps jouant contre lui comme aujourd'hui.

On comprend que cet économiste bourgeois récompensé par ses pairs ne tienne pas à donner raison à Marx :

"*Voici les deux aspects de la caractéristique immanente du système de crédit : d'une part, développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par l'exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, et pour limiter de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales ; mais, d'autre part, constituter la forme de transition vers un nouveau mode de production - c'est ce double aspect qui donne aux principaux défenseurs du crédit, de Law jusqu'à Isaac Péreire, leur caractère agréablement mitigé d'escrocs et de prophètes.* "
(Le Capital - K.Marx - Tome 3 - ch. XXVII - Le rôle du crédit dans la production capitaliste).

Krugman n'a même pas le talent du prophète puisque tout ce qu'il peut faire c'est regarder en arrière, il ne lui reste que celui d'escroc !

Je vous ai dégoté une citation de circonstance extraite de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* de Lénine :

"*Le capital financier est un facteur si puissant, si décisif, pourrait-on dire, dans toutes les relations économiques et internationales, qu'il est capable de se subordonner et se subordonne effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique. (...) Mais il va de soi que ce qui donne au capital financier les plus grandes "commodités" et les plus grands avantages, c'est une soumission telle qu'elle entraîne pour les pays et les peuples en cause, la perte de leur indépendance politique.*"

Sarkozy n'est qu'un vulgaire pantin entre les mains des banquiers ! Un pantin qu'il faut chasser ainsi que ses commanditaires !

Le 16 octobre 2008

J'ai eu un moment d'hésitation hier face à la crise, je me demandais encore quoi en penser. Ce que j'ai écrit dans le bandeau défilant en haut de l'écran trace une perspective qui n'a rien d'extraordinaire : Si la récession se transformait en dépression, en l'absence de la perspective d'une nouvelle guerre mondiale, une fois des millions de travailleurs jetés à la rue dans chaque pays, la chute des monnaies et la hausse vertigineuse des prix rendant tout achat impossible, même pour se nourrir, c'est bien par des révolutions socialistes partout dans le monde que cette gigantesque crise pourrait se terminer.

On a donc tout intérêt à ce que cette crise enfle et prenne la forme d'une dépression. Pas plus qu'il ne faut saluer le "sauvetage" des banques, il faut se morfondre sur ses conséquences pour la population, car c'est le seul moyen pour qu'elle se lance à l'"*assaut du ciel*" pour reprendre une expression de Marx à propos du combat héroïque des Communards.

Dès lors, on a tout intérêt à alimenter l'angoisse qui étreint les masses, à leur expliquer clairement ce qui les attendent un peu plus tôt ou un peu plus tard, et que c'est bien à l'assaut du capitalisme et de sa représentation politique qu'il va falloir se lancer pour les abattre.

Nous sommes rien (aujourd'hui), nous serons tout (demain), voilà ce qu'il faut leur expliquer pour les préparer au combat final.

C'est bien le programme de la révolution socialiste internationale qui est à l'ordre du jour. Tout autre programme est dors et déjà rendu caduc par la situation actuelle.

J'essaierai d'actualiser les infos en bref demain ou dans deux jours, tout dépendra du déroulement de la crise qui me bouffe tout mon temps.

J'ai lu le dernier édito d'*Informations ouvrières*, aussi épouvantable que le précédent, on croirait avoir à faire à un syndicat pas un parti politique qui aurait pour principale fonction d'aider les travailleurs à comprendre le lien qui existe entre les revendications, le capitalisme et les institutions de ce pays. Un gouvernement pour mieux vivre, qui ne serait ni ouvrier ni révolutionnaire, encore moins les deux à la fois, pas pour en finir avec le régime, on ne peut imaginer pire opportunisme dans la situation actuelle.

Je pensais naïvement que la fonction du parti devait être par tous les moyens d'aider la conscience politique des masses à progresser, etc. Ce n'est apparemment pas celle du POI. Dommage !

Le 17 octobre 2008

On a envie de dire : quelle aubaine cette crise, vive la crise ! Encore une fois cela ne choquera que les ouvriéristes, la bonne conscience des petits-bourgeois ou les pires dogmatiques qui font semblant de ne pas comprendre de quoi l'on cause. Comment ne pas se réjouir que le capitalisme nous donne l'opportunité d'organiser la classe ? Comment ne pas se réjouir qu'il lui donne l'occasion de se poser des questions sur le nature du capitalisme, sur les rapports que chaque ouvrier entretien avec lui ? Du coup, cela nous donne l'occasion de voir comment chacun se dispose et quelle politique mette en oeuvre chaque parti.

On apprend davantage au contact de problèmes quand on en cherche l'origine, que lorsqu'on essaie de les éviter à tout prix. Le conscient n'est-il est issu de l'inconscient ? Les espèces organiques ne sont-elles pas issues d'espèces minérales ? La lumière ne jaillit-elle pas de l'obscurité ? Etc, etc.

Besancenot et la LCR se félicite que les dirigeants de ce monde sauvent les banques (relevé dans le dernier IO), c'est leur droit et leur problème, on est loin des discours sur l'anticapitalisme ! C'est à l'ouvrage que l'on juge le travail de l'ouvrier et non à ce qu'il en pense ou en dit. C'est valable pour chacun de nous. Et si on a une activité publique, on se doit de rendre des comptes, là l'heure des comptes a sonné pour le capitalisme et ceux qui le soutiennent.

Dans une entretien du *Monde* paru hier, Besancenot :

"*Depuis dix jours, on parle de crise systémique c'est-à-dire qu'on avoue que le système a failli s'effondrer de lui-même. Je ne suis pas particulièrement réjoui de voir nos pronostics confirmés parce que c'est rarement les capitalistes qui payent la facture de telles crises, c'est en général le peuple.*". Si ses "pronostics" étaient erronés, cela voudrait dire que le capitalisme serait éternel, là au moins il aurait peut-être de quoi se réjouir sans modération !

Il n'a pas "*failli s'effondrer de lui-même*", il a bel et bien commencé à s'effondrer. "*On a abouti à un système de capitalisme pur, un peu comme celui que Marx avait sous les yeux voici 150 ans*, sauf qu'à l'époque de Marx l'union de la banque et l'industrie qui allait déboucher sur l'industrie financière n'en était qu'à ses coups d'essai, d'ailleurs c'est une contre-vérité ou un non-sens, il n'y a pas à proprement parlé de "*capitalisme pur*", une "*pure*" invention de Besancenot, il y a le capitalisme qui s'appuie sur le développement industriel pour réaliser du profit avec l'aide ou non des banques à ses débuts, et il y a le capitalisme financier qui profite des outils modernes de la spéculation pour réaliser du profit sans se soucier du développement industriel, si l'on peut comparer le capitalisme du milieu du XIXe siècle avec celui qui existe de nos jours, c'est vraiment raconter n'importe quoi que de mettre un signe égal entre les deux, sauf sur une chose, mais Besancenot n'en parle pas, l'origine de la plus-value n'a pas changé, pas plus que la valeur d'une marchandise ne change en changeant trente six mille fois de mains ou en prenant la forme d'une traite ou d'un titre, c'est bien l'extorsion d'une partie du temps de travail de chaque ouvrier qui constitue toujours le profit des capitalistes.

Sarkozy n'est pas gentil, il renfloue Dexia mais il privatise La Poste, qu'attendez-vous à la LCR pour avancer le seul mot d'ordre qui répond à cette situation : unité pour chasser Sarkozy ?

Ils sont impayables ces "révolutionnaires", ils sont prolixes lorsqu'il s'agit de parler d'économie, des mesures qu'il faudrait prendre, mais pas un mot de politique, cela doit être comme l'histoire de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, on ne mélange pas l'économie et la politique pour éviter que les masses fassent la jonction entre les deux et comprennent enfin les tâches qu'elles ont à accomplir. Il faut nationaliser les banques, les travailleurs doivent en prendre le contrôle, sous l'oeil vigilant des institutions de la Ve République j'imagine ! Tout un programme !

Comme au POI, il "*propose une rencontre unitaire de toute la gauche sociale et politique pour soutenir toutes les initiatives de résistance*", je crois que le PCF et les sociaux-impérialistes du PS ont proposé une initiative semblable récemment, c'est fou tous ces gens pleins de bonnes intentions mais qui ne proposent aucune perspective politique sérieuse, on aurait presqu'envie de dire : vaut mieux pas, espérant que la crise rattrapera avant ces partis et qu'il en sortira quelque chose...

En lisant hier après-midi la résolution adoptée à l'unanimité par le Comité Confédéral National de Force Ouvrière les 9 et 10 octobre 2008, je me disais qu'il fallait reconstruire le mouvement ouvrier de fond en comble, comme l'Etat quoi ! Dans toutes les questions abordées, vous trouverez la trace des idées de la classe dominante, non pas sur le plan objectif, mais subjectif, où ils épousent ses idées.

Si le syndicalisme n'est pas orienté pour en finir avec le capitalisme, cela veut dire qu'il est orienté pour le perpétuer, il perd en efficacité et sa légitimité est remise en cause, d'où la loi sur la représentativité des syndicats orientée contre le prolétariat, alors que le syndicalisme aurait pu être l'un des piliers du nouvel Etat ouvrier, il ne peut pas s'inventer un nouveau rôle du jour au lendemain, c'est pourquoi les soviets ou comités sont si importants, ils palient les carences du syndicalisme sans les détruire, en les intégrant dans cet organisme de pouvoir.

Et c'est normal, si l'abolition du salariat est l'objectif du combat syndical, les syndicats ont leur place dans les soviets ou comités, on peut arriver aux fondements du capitalisme par la voie de l'économie ou par la voie politique pour ce qui concerne les partis. On peut y arriver sous différents angles, mais on doit toujours passer par la case politique...

Si tout ce que les gens ont entendu un jour et qu'ils n'ont pas cru, se révélait soudainement sous leurs yeux, ils pourraient changer d'attitude et de convictions et c'est la face du monde qui s'en trouverait transformée. On a le droit d'imaginer les premières victoires et le mouvement irrésistible vers le socialisme et le communisme à l'échelle mondiale, comme on a le droit d'imaginer l'apocalypse et la fin du monde.

Aux XVII et XVIIIe siècle, on n'avait qu'une idée lointaine de ce qui se passait dans les autres pays, l'imaginaire s'en donnait à coeur joie, jusqu'à la débauche et la décadence, la décomposition d'une conception de l'existence déjà basée sur l'accumulation, le servage n'était une condition enviable ou souhaitable pour personne, sauf pour les bougres qui devaient trimer pour leurs maîtres. La noblesse s'en accommodera très bien une fois qu'elle l'aura développé, et le troupeau de gueux sans bien ni pouvoir sera très bien comme chair à canons. Rien d'idyllique dans ce tableau où l'homme était maintenu en servitude sous le joug implacable d'un système profondément injuste. Il n'y a que la noblesse qui coulait des jours heureux, célébrait la luxure et sa puissance à la face du monde en entreprenant des expéditions à l'autre bout du monde pour les accroître tous les deux. Elle rayonnait, tandis que son masque de cire ou de poudre camouflait sa crasse et par je ne sais quel miracle rendait supportable ses mauvaises odeurs, il ne lui manquait plus que les plumes, pas pour écrire mais pour se parer et se pâmer tel un paon faisant la cour au reste du monde, pour se mirer dans une pièce d'eau et recevoir l'oracle annonciateur de sa bonne fortune, on dirait aujourd'hui : pour faire carnaval avant de signer son arrêt de mort. C'est la fin de la semaine, on se détend.

Le raffinement cachait à la noblesse sa propre misère et crasse qui devait bien la gratter quelque part. A notre époque, la classe dominante se veut plus propre sous elle - bien qu'il doit bien lui arriver de s'oublier parfois, le temps joue décidément contre elle et il ne s'achète pas, même à crédit, non, c'est à l'intérieur qu'elle est particulièrement dégueulasse et infâme. En voilà un exemple.

"*Une poignée de hauts dirigeants d'AIG, l'assureur américain qui a obtenu 85 milliards de dollars (63,23 milliards d'euros) de renflouement public en septembre, ont dépensé des milliers de dollars pour un voyage de chasse à courre en Angleterre, alors que la compagnie demandait une rallonge de prêts publics de 37,8 milliards de dollars (28,12 milliards d'euros) à la Réserve fédérale.*" (AP 16.10)

Que la fête continue... avant qu'on les pende ! Et ils veulent nous faire avaler que demain quelque chose va changer dans leur comportement, ils prennent ouvertement les travailleurs pour des cons, aussi longtemps qu'ils ne seront pas touchés brutalement ils ne bougeront pas, et ils le savent.

Comme dans toute crise, il faut se demander où se situe le chaînon le plus faible, là où cela peut péter. On y viendra plus tard

Je n'ai pas le temps ici de vous communiquer les dernières infos, sachez que les paiements internationaux de l'Islande sont en partie gelés, résultat : certaines institutions islandaises sont en difficulté et ne sont plus en mesure de payer leurs dettes parce qu'elles ne reçoivent plus les fonds qu'elles attendaient. (AP 16.10) Ce n'est pas encore l'effondrement total, mais ils n'en sont plus très loin.

Paradis fiscaux : ils en parlent. Et alors ? Alors rien, il paraît que la visibilité ne permet pas de voir plus loin !

Mercredi 15 octobre, lors du Conseil européen à Bruxelles, le nabot s'est encore distingué en appelant à "*l'élimination des zones d'ombres*" de la finance mondiale, et la veille à l'Assemblée nationale Fillon avait déclaré que "*des trous noirs comme les centres off shore ne doivent plus exister*". Une déclaration d'intention comme on en entend tous les jours en ce moment sur tous les tons : dramatique, rassurant, offensif...

Et l'OCDE de constater le plus hypocritement du monde que la dérégulation des paradis fiscaux a contribué au développement de cette crise comme s'ils découvraient leur existence et leur mode de fonctionnement totalement opaque.

Ils veulent nous enfumer. Comment "*400 banques, deux tiers des 2 000 fonds spéculatifs et deux millions de sociétés écrans, représentant 10 000 milliards de dollars (7 400 milliards d'euros) d'actifs financiers !*" (selon l'ONG Transparency International (TI)), pouvaient-ils passer inaperçus des fins limiers des ministères des Finances de tous les pays, des économistes renommés des institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale, la Fed ou la BCE, sans oublier les enquêteurs financiers du FBI ?

S'ils ont laissé faire, c'est bien parce que cela arrangeait leurs affaires, non ? Il leur faut des boucs-émissaires, alors qu'ils sont tous complices de ce système mafieux et criminel international.

Très sérieusement. Une réunion internationale à laquelle devrait participer une vingtaine de pays, organisée le 21 octobre à Paris, à l'initiative du ministre français du budget, Eric Woerth, et du ministre allemand des finances, Peer Steinbrück, aura pour thème de "*discuter des mesures à prendre pour lutter contre les paradis fiscaux*".

A ma connaissance, ce sont soit des Etats souverains qui les accueillent, des confettis posés sur un rocher (Monaco) ou au milieu

de l'océan (Bahamas), soit des pays comme la Grande-Bretagne (Iles Caïmans), le Liechtenstein, etc. On pourrait mettre dans le même sac la Suisse et le Luxembourg qui garantissent le secret sur les transactions de leurs clients.

Cela tombe bien, rien ne va plus au pays des banques.

Le gouvernement et la banque centrale vont entrer au capital d'UBS, première banque suisse, à hauteur de 6 milliards de francs suisses (3,9 milliards d'euros) et reprendre dans un fonds spécial jusqu'à 60 milliards de dollars d'actifs. Privilégiant les capitaux privés, Credit Suisse a annoncé une augmentation de capital d'environ 6,5 milliards d'euros.

On termine par les dernières infos de jeudi.

La première Bourse mondiale, qui avait connu mercredi sa pire dégringolade depuis 20 ans (-7,87%), a fini en hausse de 4,68%, les investisseurs se ruant sur les bonnes affaires apparues avec la chute des cours.

Auparavant, les autres places mondiales avaient continué à sombrer, effaçant pratiquement les rebonds enregistrés lundi et mardi.

Paris a perdu 5,92%, Londres 5,35% et Francfort 4,91%, Milan cédait 6,78%, Madrid 4,11%, Amsterdam 5,69% et Zurich 3,26%, tandis que les deux places moscovites, le RTS et Micex, se sont effondrées de près de 10%. En Asie, Tokyo a essuyé une nouvelle dégringolade historique (-11,41%).

Après une modeste hausse en ouverture, la Bourse de New York, qui avait connu la veille sa pire dégringolade en 20 ans, connaissait une évolution hésitante. Vers 18H10 GMT, le Dow Jones perdait 0,28% mais le Nasdaq gagnait 0,86%.

Les valeurs bancaires étaient particulièrement attaquées, après les lourdes pertes des banques américaines.

Aux Etats-Unis, la production industrielle, en recul de 2,8% en septembre, a enregistré sa plus forte baisse depuis décembre 1974, enfonçant les prévisions des analystes. Mardi, une responsable de la Fed avait évoqué le spectre de la récession aux Etats-Unis.

L'Allemagne a drastiquement révisé en baisse sa prévision de croissance pour 2009 à 0,2% au lieu de 1,2%. La croissance du premier exportateur mondial s'établirait ainsi à son plus bas niveau depuis 2003. L'Irlande, elle, est déjà en récession.

De son côté, la Libye, par l'intermédiaire de sa banque centrale, de son fonds souverain et de Libyan Foreign Bank, est montée à 4,23% du capital de la première banque italienne, UniCredit, dont le cours de Bourse est au plus bas, clôturant jeudi en baisse de 13,08%.

Le groupe de travail temporaire Adecco a annoncé jeudi vouloir supprimer 600 emplois en France d'ici le mois de juin 2009

Réaction d'un délégué FO de chez Adia :

"*On s'y attendait, on nous avait dit que ça allait mal, alors on prend ça sereinement; maintenant s'engagent des discussions qu'il faudra verrouiller pour que les gens soient bien accompagnés*"... jusqu'à l'ANPE.

Avec ce genre de syndicalisme là, les patrons peuvent dormir tranquilles !

(AFP 16.10)

Le 19 octobre 2008

J'ai actualisé les infos en bref, je n'ai pas eu le temps de les commenter. La moisson n'est pas terrible, j'ai été trop accaparé par la crise actuelle. Et la mousson ! Dans une semaine c'est la plus grande fête de l'année Diwali, du coup les commerçants ont augmenté les prix des légumes dans des proportions inégalées à ce jour. Je vous ai dit il n'y a pas longtemps que j'avais acheté 3 kilos de tomates pour 10 roupies, ce matin, il était passé à 46 roupies le kilo ! Je n'en ai pas achetées. La mousson plus Diwali, c'est trop ! Je me demande ce que vont manger les plus pauvres, du riz avec un pickle de citron, de quoi se démolir la santé.

Autre chose.

Un ex-militant du PT m'a transmis l'info suivante (http://www.agencebretagnepresse.com/fetch.php?id=12349). J'ai remanié l'article

car il y a un copyright qui en interdit la reproduction.

La 17e chambre correctionnelle du tribunal de Grande Instance de Paris a rejeté le 26 septembre dernier la plainte déposée par le Parti des Travailleurs et son secrétaire national Daniel Gluckstein contre Damien Perrotin et Philippe Argouarch, directeur de la publication Agence Bretagne Presse, suite à un article paru le 8 décembre 2007, signé de Damien Perrotin (candidat UDB aux municipales), et intitulé « Folklore libre-penseur à Pontivy ». Le PT avait demandé 30 000 euros de dommage et intérêt pour diffamation.

On ne connaîtra sans doute jamais le contenu des propos tenus par ces indépendantistes bretons dont le lobbying s'apparente à faire revivre l'Ancien régime, et trouve forcément une écoute intéressée du côté des potentats locaux qui les soutiennent et sont leurs réels commanditaires.

Je suis d'autant plus motivé pour écrire cet article que j'ai constaté en jetant un coup d'oeil sur les statistiques de fréquentation du site, qu'il y figurait leur nom. Cela veut dire qu'il y en a qui ont lu leur article et qui ont voulu en savoir plus sur le PT et ils se sont connectés au passage sur le site que j'anime. Entre nous, entre cent Gluckstein et un indépendantiste breton, je n'ai même pas besoin de réfléchir pour savoir lequel je soutiendrais.

Ils prônent l'éclatement de toutes les nations, non pas pour constituer une république sociale universelle, mais uniquement pour satifaire leurs fantasmes réactionnaires, pour défendre leur chapelle. Ces frustrés du pouvoir en quête d'absolutisme, ces castrés du futur en panne d'imagination se tournent logiquement vers le passé qu'ils passent leur temps à magnifier.

Au XXIe siècle de l'ère vulgaire, on a plutôt envie de tourner la page du vieux monde pourri dans lequel nous vivons et les générations passées ont vécu depuis que les classes et l'Etat existe, eux au contraire, ils rêvent de nous ramener au Moyen-Age, autrement dit à l'époque du servage puisque l'un ne va pas sans l'autre.

J'ai été contacté il y a déjà quelque temps par un ex-militant de la LCR qui m'avait écrit qu'il avait atterri dans un parti nationaliste breton. La LCR refusant de combattre pour la rupture avec l'UE qui prône la destruction des Etats au profit des régions, je me suis dit qu'il y avait quelque chose de logique dans sa démarche, dans sa décomposition politique. La décomposition du capitalisme tarde à céder la place au communisme, pour cette raison, c'est toute la société qui est menacée de décomposition. Il est donc normal que toutes les formes particulières de réactions cumulées du passé cherchent à s'exprimer. Pas un instant, ils ne penseront que tout ce qui peut favoriser leur région se fera d'une manière ou d'une autre au détriment des autres, qui pour eux ne comptent pas, seules comptent à leur yeux les régions qui revendiquent leur indépendance. Si on les suivait jusqu'au bout dans leur raisonnement, on reviendrait à l'âge de pierre, comme s'il pouvait être synonyme d'émancipation.

Je vous cite quatre extraits de la présentation d'articles que j'ai trouvés sur leur site Internet.

De dangereux mégalomanes qui ont sauvé la France, donc elle leur est redevable :

"Yoann Gourcuff, la star bretonne du foot, âgé seulement de 22 ans, a sauvé ce soir l'équipe de France de l'élimination de la Coupe du monde 2010 par un but magistral".

Une entreprise rétrograde qui roule pour les curés :

"le dimanche 19 octobre prochain à 16 heures à un concert exceptionnel en la basilique Notre-Dame-du-Roncier". Je passe les blasons des associations qui comportent des fleurs de lis.

"Pornic va affirmer son identité bretonne et ses origines en fêtant le patron de la paroisse pendant deux jours", l'église et la religion à l'origine du monde, Benoît XVI ne démentirait pas, c'est son discours, et celui de Sarkozy à Latran.

J'imagine que dans leur article intitulé « Folklore libre-penseur à Pontivy » ces bigots n'avaient pas dû user d'un langage très flatteur envers les partisans de la laïcité, et sachant que La Libre Pensée est dirigé par le PT, il avait dû se livrer à un amalgame facile, sur ce Gluckstein avait pris la mouche et porté plainte.

Ne rigolez pas, ce sont des fous furieux : "Des chercheurs allemands venus travailler à Nantes ont retrouvé une partition de Mozart", pour un peu Mozart aurait pu être breton !

Personnellement, j'aime beaucoup la Bretagne, d'ailleurs c'est bien simple, ma fille a pour deuxième prénom un prénom d'origine breton, Tiffaine (je n'en connais pas l'orthographe exacte !). J'y allais en colonies de vacances dans le Morbihan, à Aradon, ensuite mon ex-compagne était de Saint-Méen-Le-Grand en Ile et Vilaine, pour se changer les idées lors des vacances, on a eu l'occasion de la visiter en long et en large. On y allait aussi souvent que possible. On a même essayé d'y partir vivre, en vain, pas de boulot ou la précarité avec des salaires encore plus misérables. Et puis pas question de compter sur la famille pour nous aider, pour nous décourager certainement plutôt deux fois qu'une. On était considéré comme des étrangers, même mon ex-beau-

père qui était né à la ferme, l'endroit où je me plaisais le plus pourtant. Je ne me suis jamais lassé de la Bretagne, tout me plaisait en dehors des bondieuseries. J'y ai toujours parmi les meilleurs souvenirs de ma vie.

J'ai l'impression que lorsque l'on vit en province, on considère le pouvoir et ce qui se passe à Paris un peu comme si tout cela nous était étranger ou venait d'ailleurs. On se sent concerné par la force des choses, on vit les décisions prises à Paris où se tient le pouvoir politique comme une contrainte responsable de nos frustrations et de tous nos problèmes. Alors sur place, il y a toujours des petits malins pour profiter de la situation et faire monter la sauce, monter une partie de la population contre les autres.

A l'inverse, quand on est parisien, on a tendance à considérer les provinciaux comme des bouseux ou des attardés. Alors que les uns sont aussi attardés que les autres ! Je suis parisien, mais cela ne veut plus rien dire pour moi depuis très longtemps. Je me souviens des discussions animées avec des paysans (de la famille) qui nous considéraient comme des privilégiés parce qu'en cas de chômage on avait le droit à une allocation, on avait une voiture et luxe suprême on partait en vacances. Et lorsque nous leur racontions que ce n'était pas une partie de plaisir que de vivre dans une grande ville où tout le monde se croise sans se parler, le bruit, la pollution, les conditions de travail, le prix des loyers, etc., ils souriaient d'un air entendu, l'air de dire, tu essaies de m'embobiner mais vous avez la belle vie par rapport à nous. En les connaissant mieux par la suite, je me suis rendu compte qu'ils bossaient beaucoup moins que nous, mais une chose était vraie en revanche, ils n'avaient pas la liberté dont nous disposions à cause de leurs vaches notamment.

On retrouve la même mentalité en Inde, mon épouse qui est tamoule parle des habitants du nord de l'Inde en les appelant les Indiens, elle, elle se considère tamoule, Indienne ensuite si l'on insiste.

Pour finir, tout ce qui se rapporte au folklore et aux traditions d'une époque révolue est forcément teinté des rapports sociaux qui existaient alors dominés par la féodalité et l'église, c'est la raison pour laquelle ils ont très souvent un relent réactionnaire que certains s'emploient à cultiver patiemment et avec ferveur, histoire de se rendre utiles auprès des réactionnaires d'aujourd'hui, faute de pouvoir servir à autre chose.

La nostalgie est rarement accompagnée du discernement nécessaire pour comprendre l'existence et le monde dans lequel on vit. On sélectionne arbitrairement les bons souvenirs sans chercher à se remémorer quels étaient leurs pendants négatifs qu'on préfère laisser là où ils sont. On s'imagine le monde passé tel qu'il n'a jamais existé, peut-être pour oublier celui dans lequel nous vivons et qui ne nous offre aucun avenir. Voilà ce qui arrive lorsque l'on est incapable d'entrevoir consciemment la société futur débarrassée du joug du capitalisme et de la servitude, on déforme le présent et bien sûr le passé.

Le 22 octobre 2008

Un éditorial, un texte, une réponse à un courriel et un document du POI en ligne aujourd'hui. Les infos en bref demain ou dans deux jours, tout dépendra de la mousson !

J'ai entendu aux infos avant-hier soir sur TV5 Monde Asie, que l'OIT prévoyait au minimum 20 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde suite à la crise actuelle du capitalisme.

Par ailleurs, la crainte d'une récession mondiale se profile de plus en plus à l'horizon. Les gouvernements vont saisir cette occasion pour nous matraquer davantage ce qui devrait alimenter la lutte des classes et favoriser la recomposition du mouvement ouvrier. Le problème, c'est qu'il n'a pas réglé ses propres problèmes et qu'il demeure la proie du réformisme qui sévit dans ses rangs depuis le début du XXe siècle. Cette date peut vous sembler curieuse ou invraisemblable, elle l'a été tout autant pour moi.

Si le réformisme a commencé à faire des ravages dans le mouvement ouvrier dès sa formation pratiquement, ce qui était alors inévitable d'une certaine manière, c'est à partir de la fin de la seconde guerre mondiale qu'il va le gangrener en profondeur. Si maintenant les masques sont tombés ou les choses deviennent chaque jour beaucoup plus claires, il n'en demeure pas moins que personne n'a entrepris de faire l'inventaire des erreurs du passé pour essayer de comprendre de quelle manière le mouvement ouvrier en était arrivé à un tel état de décomposition et de corruption dans tous les sens du terme.

On a envie de dire qu'on ne pourra pas tomber plus bas, aucune formation politique n'étant plus en mesure d'avancer la moindre perspective politique, par crainte de se brûler les doigts ou de perdre le peu de militants qu'elles ont encore, et cela parce qu'ils n'ont pas été recrutés sur une ligne politique incluant la liquidation des institutions et la destruction de l'appareil de l'Etat, mais pour servir d'appoint au syndicalisme, au PS ou au PCF... Je serais enclin à penser que seul le marxisme pourra nous aider à nous en sortir, ce qui devrait causer des dégâts considérables dans certains partis.

Quand je reçois des courriels de militants qui passent leur temps à justifier les positions d'hier et d'aujourd'hui de leur parti (ou ex-parti ce qui est plus fort encore !), à répéter imperturbablement les mêmes formules, ce qui évite de réfléchir, je me dis que

j'ai franchement mieux à faire que de leur répondre. Si encore ils étaient en mesure de prouver que l'histoire leur avait donné raison à un moment donné, autrement dit, que cela se serait traduit concrètement par le renforcement ou la construction du parti sur des bases saines, je m'inclinerais, mais ce n'est pas le cas, la seule chose qu'ils sont encore capables de contester ce sont les perspectives politiques que nous avançons et que seul le futur sera en mesure de dire lesquels d'entre nous avait raison ou tort, ce qui entre nous permet de raconter n'importe quoi aussi, mais lorsqu'il s'agit du présent ou du passé, ils sont totalement incapables de se saisir des arguments qui ne sont pas les leurs, ils ne veulent même pas se pencher sur des hypothèses qu'ils n'ont apparemment jamais étudiées à fond, ils refusent catégoriquement toute confrontation qui pourrait conduire à déclarer leurs propres arguments inconsistants (ceux de leurs dirigeants) et leurs positions erronées. Pour finir, ils ne peuvent pas cacher le mépris qu'ils nous témoignent, on devrait dire la haine déclarée ou à peine voilée qu'ils ne peuvent pas contenir envers ceux qui ne partagent pas leurs points de vue. C'est très instructif et navrant à la fois. Pour ma part, je considère donc cette discussion comme close avec ces militants. C'est arbitraire, je sais, mais c'est aussi arbitraire que de ne jamais tenir compte des positions des autres.

L'Etat, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner va recapitaliser 6 banques françaises à hauteur de 10 milliards d'euro... pour commencer fait-on savoir à Bercy. C'est un véritable scandale ! Un pillage en règle, il nous rackette, et le tout avec l'aval de l'Assemblée nationale, donc les institutions de la Ve République. Et aucun parti ne met en lumière le rôle qu'elles jouent, personne ne dira qu'il faut les abolir, personne ne parle de la dissolution de l'Assemblée nationale comme première étape tactique...

A quoi bon fixer un objectif politique à la classe ouvrière, ceux qui nient qu'elle se serait embourgeoisée (J'ai lu il y a quelques jours Engels qui se demandait carrément si l'impérialisme anglais n'avait pas eu l'intention de créer un "*prolétariat bourgeois*", l'expression est de lui.), sont en réalité les premiers à agir comme si c'était vraiment le cas, alors qu'en vérité, une partie seulement de la classe ouvrière serait dans ce cas-là, mais plus sournois et malhonnête tu meurs, ils n'en parleront jamais, je pense à l'aristocratie ouvrière dont le mode de vie est plus proche de celui de la petite bourgeoisie ou de la bourgeoisie que du prolétariat. Il ne faut pas généraliser, disons que les exceptions confirme la règle. Son influence et sa place dans la société et dans les rapports entre les classes est loin d'être négligeable, je ne parle même pas à l'intérieur de la classe où elle constitue le plus fidèle soutien des appareils pourris des syndicats. En voilà un sujet tabou intéressant à potasser pour nos intellectuels et nos libres-penseurs.

Chacun continue de vivre en quelque sorte sans être capable de voir plus loin que le bout de son nez, on ne peut même pas dire, plus loin que ses propres intérêts puisque nous sommes bien peu à en avoir réellement conscience. Travailler le niveau de conscience des masses pour le faire progresser, en voilà un boulot difficile et ingrat. Les pédagogues sont trop occupés à se faire plaisir, à se prouver qu'ils ont raison, ils se foutent du résultat puisque cela ne change rien à leur situation. Un bon pédagogue selon moi, ce n'est pas uniquement quelqu'un qui enseigne ou transmet des connaissances, mais quelqu'un qui est capable de développer ou d'éveiller la faculté de réfléchir chez son auditoire. Les connaissances favorisent son développement mais elles ne sont pas suffisantes. Comme on ne peut pas tout comprendre, il faut bien se poser des questions pour comprendre davantage de choses. Il n'y a aucune raison pour que l'on soit condamné à l'ignorance. C'est un combat permanent, un de plus, l'essentiel sans doute.

Et que dire des 10 millions de pauvres en France abandonnés à leur triste sort : de la chair à canons seulement, de la racaille tout juste bonne à venir grossir les rangs du lumpenprolétariat, des gueux trop écervelés pour comprendre quelque chose, des êtres misérables indignes de la moindre confiance, foutus, tous foutus, tout juste bons à réduire en esclavage, à se soûler la gueule, ils feraient mieux de se foutre une balle dans la tête tout de suite, des gens tellement fauchés qu'il n'y a rien à en tirer, une armée de parasites auxquels on ne s'intéresse pas tant qu'ils ne dérangent personne, et s'ils bougent on leur envoie les CRS, le GIGN, on les gaz, on les matraque, on les réprime, on les réduit au silence...

Les dirigeants de ce monde savent s'y prendre, G4, G5, G7, G8, G15, G20, ils sont organisés les bougres, ils en imposent assurèment, pour un peu ils mériteraient presque d'être aux commandes, puisque nous passons notre temps à démontrer notre impuissance à la face de la classe ouvrière, nous ne méritons guère mieux que ce qui nous arrive finalement, peut-être que cela va nous servir de leçon, qui sait, il faut rester optimiste.

En regardant la télé hier, j'ai entendu parler de l'espoir, de l'espérance qui ferait vivre les religions, car à défaut d'avoir une vie agréable et d'entrevoir concrètement comment elle pourrait s'améliorer sur terre, il ne resterait plus qu'à s'en remettre à la providence pour guider nos pas vers une vie meilleure, en ayant un dieu quelconque à sa tête.

Autant se noyer tout de suite me suis-je dis en pensant à l'état d'esprit de celui ou celle qui remettrait son destin entre les mains d'un dieu, mais on ne peut que rarement s'y résigner, instinct de survie oblige. Quel gâchis et quelle épouvantable tragédie ! Entrevoir la fin de la vie comme on l'a commencée comme s'il ne s'était rien passé, comme si on n'avait rien vécu, je comprends quelle angoisse cela doit être de se sentir mourrir dans de telles conditions, et dites-vous bien cela ne concerne pas particulièrement les plus pauvres car ils ne croient plus en rien en réalité.

Je me suis demandé un instant s'il ne faudrait pas les aider à briser cet espoir qui sert de réceptacle ou de refuge aux faiblesses humaines pour forcer le destin qui n'est inscrit nulle part et torde le cou à la fatalité qui n'existe pas.

Encore faut-il pouvoir leur proposer autre chose en échange qui vaille le coup. Seule l'engagement dans la lutte de classe

peut permettre de réaliser ce tour de force. Espoir dans un monde meilleur dans l'au-delà, espoir dans un avenir meilleur sous le ciel plombé du capitalisme, autant de faux espoirs qui se rejoignent. L'espoir témoigne de notre ignorance, tant que cela ne concerne que des choses insignifiantes c'est inévitable et légitime, cela fait partie de la vie, le reste du temps, c'est l'équivalent d'une mort lente ou d'un suicide.

Si la lutte de classe est le seul moyen de s'en sortir, face à la détresse des pauvres elle ne suffit pas dans l'immédiat, il y manque quelque chose qu'ils trouvent parfois ailleurs. Le pauvre ne se sent pas seulement pauvre matériellement, il se sent également abandonné sur le plan sentimental si l'on peut dire, il est le mal aimé de la société, il se rend à l'église, à la mosquée ou au temple pour y trouver le réconfort et la chaleur humaine qu'il ne trouve pas ailleurs. Des associations humanitaires remplissent le même rôle. Il a besoin de voir plus clair dans sa vie, de se sentir utile en dehors de sa propre famille, quand elle n'est pas dispersée, mais il a besoin par dessus tout de chaleur humaine ou de fraternité, d'une franche amitié même si le mot semble trop fort, c'est par exemple l'état d'esprit qui prédominait chez les mineurs au début du XXe siècle.

A cette époque le prolétariat combattait pour améliorer son sort mais il était réduit à un tel état de pauvreté par rapport aux capitalistes, que la rupture avec le capitalisme s'imposait pour ainsi dire à lui comme le prolongement naturel ou logique de ses revendications élémentaires, ce qui permit au socialisme de germer dans sa tête ou de s'implanter solidement dans la classe ouvrière. C'est ce lien que le réformisme (bourgeois) s'est employé à briser systématiquement, pas hier ou avant-hier, mais il y aura bientôt près d'un siècle. Les socialistes d'autrefois avec lesquels on nous rebat aujourd'hui les oreilles étaient plus attachés à la république qu'au socialisme, la république se confondant avec l'ordre bourgeois, on connaît malheureusement la suite dramatique.

Personne ne souhaite évidemment que le prolétariat retrouve les conditions de travail et d'existence épouvantables du début du XXe siècle, et ce serait absurde puisque impossible, il faut donc trouver la bonne équation entre sa situation actuelle et le socialisme pour qu'il reprenne toute sa place au sein du mouvement ouvrier, pour qu'il en prenne la direction.

La crise profonde du capitalisme qui vient d'éclater pourrait favoriser un tel processus, détacher des pans entiers de la classe ouvrière du capitalisme, encore faudrait-il pour les organiser qu'un parti exprime consciemment ce nouveau développement de la lutte des classes en formulant des objectifs sur le plan politique qui expriment cette rupture avec le capitalisme.

Chasser Sarkozy, liquider les institutions, exproprier les capitalistes, créer nos propres organes de pouvoir pour prendre nos affaires en mains, donner les moyens au gouvernement ouvrier révolutionnaire d'appliquer un programme conforme à nos intérêts, rompre avec toutes les institutions internationales liées au capital, soutenir le combat de tous les peuples contre l'impérialisme et leurs propres capitalistes, voilà une ligne politique claire, cohérente qui ne s'embarrasse pas de formules, saisissable par tous les travailleurs qui ont commencé à rompre avec le capitaliste. Ils constitueront demain par leurs expériences conscientes l'avant-garde du prolétariat qui vaincra...

Le 25 octobre 2008

Hier soir les infos sur TV5 Monde Asie. Les bourses s'écroulent en Asie en réponse à la conférence Europe-Asie qui vient de s'ouvrir à Pékin, entre -7 et - 11% de Hong Kong, Séoul, Mumbai, Tokyo... Des usines ferment partout dans le monde, y compris en Chine, un usine de jouets de 6.000 salariés par exemple, les valeurs des actions en bourse s'effondre aussi dans la foulée de la crainte d'un ralentissement des exportations.

Renault va mettre en chômage technique les ouvriers de trois centre de production en France, idem pour PSA, idem chez Ford en Allemagne. En Grande-Bretagne ils parlent de "plusieurs années de récession", camarades, il ne faut pas leur laisser la moindre chance de s'en sortir : il faut les chasser et prendre le pouvoir !

Renault vers 1 milliard d'euros de dividendes aux actionnaires, Renault reçoit 400 millions d'euros de l'Etat, et les travailleurs vont perdre entre 200 et 400 euros de salaire en raison du chômage technique, il faut occuper et bloquer les usines, constituer des comités d'occupation qui face à la politique de la direction doit décider de la chasser de l'usine et en prendre le contrôle : expropriation immédiat sans indemnités.

A Serain en Belgique Arcelor-Mittal arrête pendant trois mois le haut-fourneau FH6. 10 des 26 hauts-fourneaux en Europe devraient connaître le même sort, personne ne sait s'ils redémarreront.

L'inquiétude et la colère grandissent chez les ouvriers. Le capitalisme montre qu'il conduit l'humanité au chaos et la barbarie, qu'il est incapable d'assurer le bien-être de la population, le développement harmonieux de la société. Comment cela se traduit-il ?

Ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement à la solde du capitalisme qui prennent les décisions en s'appuyant sur les institutions existant dans chaque pays qui sont elles-mêmes inféodés au capitalisme. Ils versent généreusement des dizaines, des centaines, des milliers de milliards à une poignée de banquiers et autres rentiers pendant que le prolétariat doit seul supporter

les conséquences de la survie du capitalisme. Les décisions sont donc prises au niveau politique, c'est donc au niveau politique que se trouve l'issue à cette crise pour les travailleurs de tous les pays.

La seule issue politique pour les travailleurs c'est de cesser le travail et s'organiser pour renverser le pouvoir en place, chasser les chefs d'Etat et leurs gouvernements, former un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui décrète l'abolition de la constitution et des institutions, et décide d'engager l'expropriation des capitalistes. C'est la seule voie conforme aux intérêts du prolétariat. Le devoir des militants syndicaux et politiques est de défendre et de populariser cette ligne d'action sur les deux terrains à la fois, l'abolition du salariat servant de ciment à l'unité du combat sur le plan syndical et politique pour organiser les travailleurs avec leurs syndicats et partis ou organisations politiques.

Si l'heure de la faillite du capitalisme a sonné à l'échelle mondiale, celle de la révolution socialiste internationale doit être son pendant.

Quel parti est sur cette ligne ? AUCUN !

Honte à tous les dirigeants du mouvement ouvrier ! Honte parmi eux à tous ceux qui se réclament du trotskismes ! Honte à tous ces soi-disant marxistes de salon, ces bureaucrates pourris qui bouffent à la gamelle des appareils ! Corrompus ou une bande d'incapables ?

Je vous demande de considérer ce que j'écris ici comme quelque chose qu'on se dit de vive voix et sans retenu.

Des ex-militants du PT-CCI m'ont presque engueulé parce que je consacrais du temps à répondre à des militants du PT et du POI, je leur ai fait parvenir une copie des courriels que j'avais reçus, ils m'ont dit : ne réponds pas, ils veulent te casser ou te faire perdre ton temps, tu as franchement mieux à faire, j'aurais mieux fait de les écouter la plupart du temps. Des militants qui ont consacré leur vie au militantisme sont écoeurés au dernier degré par la politique de tous les partis sans exception, des militants qui viennent de différents partis et qui avaient rejoint le PT, ils ont tout plaqué par dégoût.

J'en ai été très touché, je me suis demandé : mais comment cela est-ce possible, sommes-nous vraiment incapables de nous doter d'une direction digne de ce nom, d'un programme marxiste, de statuts et d'une discipline auxquels chacun adhère librement et respecte, en premier lieu les dirigeants, d'une ligne politique correcte résistant à tous les assauts de l'ennemi, de ne pas dévier de notre objectif et de lui subordonner toute notre acticité politique ? Force est de constater que les intérêts individuels prennent le pas sur les intérêts collectifs au-delà des discours qui ne servent finalement qu'à se donner bonne conscience ou se décerner un certificat de bonne conduite. Il y en a marre, plus que marre !

Regarder ce que font les capitalistes ? Ils ne vous font aucune concession, rien ! Et vous, vous n'osez pas rompre avec eux. On peut être socialiste (théoriquement), mais défendre les valeurs du socialisme, cela demande un effort que nos dirigeants sont incapables de fournir.

Les capitalistes, ils ne s'occupent que de leurs affaires, de leur crise.

Nous, notre affaire, c'est de liquider les institutions pour se donner les moyens politiques de liquider le capitalisme, c'est pourtant simple à comprendre, sauf pour nos dirigeants.

La réaction s'affiche et le révolutionnaire devrait se cacher, le communisme est devenu un crime dans la tête de certains, alors ne le mettons pas en perspective pour ne pas effrayer les petits bourgeois, et les grands bien sûr ! On peut parler de réforme ou de contre-réforme mais pas de révolution, le mot est devenu tabou chez certains de nos dirigeants. Et quand il est employé, c'est pour le dénaturer immédiatement comme pour se laver d'un péché commis par négligeance, je pense ici principalement à la LCR, mais ce n'est guère mieux au POI. Quel spectacle navrant !

Pour filer des milliards d'euros aux capitalistes, à ma connaissance ils ne se sont pas embarrassés avec des procédures impossibles, ils sont allés droit au but : à la banque ! Donc nous nous allons droit au but : abolition du capitalisme !

Je pense que le moment est venu de penser au combat qui s'annonce entre les capitalistes et les travailleurs, le pire est désormais envisagé dans le camps des capitalistes, je l'ai entendu hier soir et je l'ai lu dans des dépêches de presse, tous les états majors craignent des émeutes dans les jours ou les semaines qui viennent, s'ils en parlent ouvertement y compris devant la presse, ce n'est sans doute pas pour faire un coup médiatique, ils sont effrayés par les perspectives révolutionnaires qui se profilent dans le prolongement de cette crise.

Toute l'économie pourrait se retrouver paralysée, émettons une hypothèse : la population va descendre dans la rue et s'organiser pour constituer ce qui va devenir un embryon du nouveau pouvoir ouvrier révolutionnaire, et si elle ne le fait pas, elle va connaître l'enfer. Certains pays vont se retrouver asphyxiés et au bord de la révolution, d'autres de la guerre civile directement, d'autres sous une dictature, on a déjà connu cela et cela annonçait la guerre.

En quelques semaines la situation mondiale a basculé, c'était prévisible, il fallait s'y préparer et préparer la population à la révolution, mais personne n'a trouvé utile de s'avancer dans cette voie. Depuis 2004 je n'ai cessé de le répéter (et je n'étais pas le seul), mais je passais pour un gauchiste, un mégalomane, un cinglé. Pensez-vous, il valait mieux en rester à la gestion des revendications immédiates et n'ouvrir aucune perspective politique au prolétariat, à quoi bon, alors que chacun savait que le fragile équilibre économique reposait sur une montagne de dettes et des tripotages (Marx) financiers qui allaient forcément exploser d'un jour à l'autre. Au lieu de se placer en avant des masses, l'avant-garde fait figure d'arrière-garde, elle occupe le même rang que les appareils qui s'emploient à tirer les masses en arrières. Elle est toujours en retard d'une guerre ou d'une révolution, elle n'est pas seulement à la traîne des masses, elle s'est avérée totalement incapable d'organiser les éléments les plus déterminés qui s'en détachaient.

Quand est-ce qu'ils prendront la mesure exacte de la situation ? C'est la question légitime que l'on peut se poser à propos des dirigeants. Quelle initiative vont-ils prendre ? Vont-ils corriger le tir ou s'enfoncer un peu plus dans l'opportunisme ? Alors que le développement de la situation pose directement la nécessité d'en finir avec le régime et de prendre le pouvoir, la LCR trouve finalement normal de sauver les banques. Le POI avance une conférence pour l'unité sur des revendictions sans formuler la moindre perspective politique, autant dire qu'ils n'ont pas décollés du niveau syndical conforme à leur politique réformiste qui s'inscrit dans le cadre de la préservation du capitalisme.

Si la période qui vient de s'ouvrir n'est pas favorable à la construction d'un parti révolutionnaire, alors quand le sera-t-elle ? Nous allons voir dans les jours et les semaines qui viennent ce que tous ces dirigeants ont vraiment dans le bide et dans la tête, cela va permettre de clarifier certaines questions laissées en suspens. Franchement on préférerait qu'ils nous démontrent qu'ils ne sont pas seulement capable du pire mais aussi du meilleur. Si tel était le cas, tous les militants sans distinction pourraient participer au combat du parti qui osera mettre en avant le programme de la révolution socialiste, le seul qui soit adapté à la situation. Qui en doutait ?

Cela me pèse encore plus d'être cloué en Inde, j'enrage de devoir me limiter à développer quelques analyses sur ce site Internet et de ne pas être sur le terrain pour mener la bataille. Ici, personne ne parle de la crise, sauf peut-être en haut, mais je ne fréquente pas ce milieu. Demain est fête nationale, les Indiens ont la tête ailleurs.

Un jeune m'a dit la semaine derrière que des entreprises de services informatiques qui travaillaient avec les Etats-Unis avaient déjà licencié des milliers d'employés. Ces employés qui étaient très bien rémunérés se sont endettés, ils vont se retrouver insolvables, encore des créances pourris en perspective. La même chose va se produire partout dans le monde ce qui va encore accroître la crise des institutions financières.

Ce qui suit est à prendre avec réserve, je me lance dans un domaine que je ne maîtrise pas à fond donc je serai très prudent, j'ai beaucoup lu et réfléchi sur notre sujet mais je peux commettre des erreurs. Je me base sur des témoignages présents et passés.

Les valeurs des actions ont chuté en bourse car par crainte de tout perdre certains en ont revendues, d'autres n'ont pas eu d'autre possibilité parce qu'ils avaient besoin de liquidités pour solder des échéances. Pendant ce temps-là, d'autres encore se retrouvent dans l'impossibilité de vendre leurs actions tellement leur niveau a chuté, parmi eux certains petits-porteurs qui y avaient mis toutes leurs économies se retrouvent ruinés.

L'annonce d'une grave et longue récession mondiale a accéléré la chute des titres en bourse. S'ils tombent en dessous de la valeur qu'ils avaient lors de leur introduction en bourse en considérant qu'elle était basée sur la valeur réelle des actifs de l'entreprise, c'est directement l'existence de l'entreprise qui est remise en cause. Cela peut aller jusqu'à la chute brutale de la monnaie à laquelle répondra la flambée des prix.

La chute de la monnaie ne doit pas être confondue avec la masse de monnaie papier en circulation qui peut croître sans qu'elle ait son équivalent en capital, c'est d'ailleurs l'inverse qui se produit habituellement. La monnaie correspond au départ à une certaine quantité d'or, la planche à billets va contribuer à mettre en circulation une masse d'argent papier gigantesque sans que la quantité d'or n'augmente, ainsi un pays n'est pas plus riche parce qu'il a fabriqué davantage de billets de banque.

La baisse de la demande entraîne dans un premier temps la baisse des prix dans certains secteurs d'activité, mais dans les secteurs qui correspondent à la consommation de produits de première nécessité, je pense en premier lieu aux produits alimentaires, la demande se maintenant relativement au même niveau va se traduire par une hausse des prix car les industriels seront tentés de réduire leur production ou y seront contraints par manque de liquidités, une partie d'entre elles étant absorbées par le paiement de leurs dettes...

(A suivre)

Le 26 octobre 2008

Jeudi devant une commission du Congrès américain, Greenspan, qui a dirigé la Fed pendant 19 ans, a répondu à la question : vous êtes-vous trompé ? : "*en partie. J'ai fait une erreur en présumant que l'intérêt en soi des organisations, particulièrement des banques, était tel qu'elles étaient capables de protéger les actionnaires et les fonds propres des entreprises. J'ai découvert une faille dans le modèle. Je ne sais pas à quel point elle est significative ou durable, mais cela m'a plongé dans un grand désarroi*". (source : LeMonde.fr 25.10)

On nage en plein délire ! Voilà par quoi le monde est gouverné ! Il aurait au moins pu dire qu'il l'avait fait exprès ou qu'il ne pouvait pas faire autrement, mais on ne peut pas lui demander d'être *en partie* honnête, c'est un principe qui n'a pas cours dans le monde de la finance, le lumpenprolétariat de la bourgeoisie (Marx)

Les travailleurs n'ont pas à avoir des complexes ou des scrupules pour envisager de prendre les choses en mains face à la bande de voyous qui nous gouverne.

Dans un entretien au *Journal du dimanche*, daté d'aujourd'hui, Georges Pauget, président de la Fédération bancaire française et du Crédit agricole, nous fait le même coup que Greenspan : on s'est trompés, excusez-nous, on ne le refera pas : "*Il faut le reconnaître : nous avons commis des erreurs. Nous en avons déjà tiré les leçons*", les banques françaises "*ont été impactées par la crise des subprimes née aux Etats-Unis. Il s'agissait de produits très sophistiqués, bénéficiant d'excellentes notations dans le contexte de l'époque. Il y a eu une mauvaise évaluation du risque*", poursuit-il. (source : LeMonde.fr 25.10)

Si vous avouez vous-mêmes que vous n'êtes pas capable de gérer la société sans la conduire à la ruine, vous devez céder la place à ceux qui travaillent et qui connaissent la valeur de leur travail : expropriation des capitalistes des moyennes et grandes entreprises, y compris les banques, la totalité des institutions financières, les assurances...

J'ai eu une conversation téléphonique avec un camarade de la CGT qui m'a relaté sommairement le déroulement d'une réunion départementale à laquelle ont participé une centaine environ de délégués syndicaux. Il a roulé sa bosse et n'est plus tout jeune, il en a vu de toutes les couleurs depuis 40 ans, et bien qu'il avait dû avaler pas mal de couleuvres, il avait quand même gardé sa carte de la CGT, mais là cela dépasse tout ce qu'il a vu et entendu dans le passé, selon lui la direction confédérale s'aligne point par point sur la CFDT, à la tribune ils ont trouvé le moyen de ne prononcer qu'une seule fois le mot *capital* et pas une seule fois les mots *capitaliste ou capitalisme*. Il se demande ce qu'il fout encore à la CGT.

Je lui ai demandé s'il avait une idée de ce qu'il serait encore possible d'y faire, il m'a répondu que la direction avait tout noyauté, tout cadenassé qu'il n'avait jamais vu cela, impossible d'en placer une, tu te retrouves avec une centaine de mecs contre toi et pas un seul pour te soutenir, j'ai essayé bien sûr comme à chaque fois, mais à quoi bon, le syndicat est de plus en plus pourri. Les délégués sont choisis par la direction, et attends, ils choisissent les plus incapables. Je lui ai répondu que c'était normal, Staline avait déjà inauguré la méthode, rien de telle qu'une armée de bureaucrates débiles aux ordres, tu peux en faire ce que tu veux.

Selon lui la CGT est foutue, toutes les discussions consistent à voir comment on pourrait s'adapter davantage au capitalisme.

On a continué tranquillement la discussion. Je lui ai rappelé qu'il n'y avait que 5% de syndiqués dans le secteur privé (75% des salariés), et encore, il faut retirer les syndicats de cadres, les appareils avec leurs délégués désignés, la même démonstration peut être faite avec la fonction publique et ses 8 ou 10% de syndiqués dont une proportion plus importante de salariés appartiennent aux classes moyennes ou supérieures, sans compter la tripotée de bureaucrates qui participent à la gestion des organismes sociaux tripartites, bref le nombre proprement dit d'ouvriers et d'employés syndiqués doit tourner aux environs de 600.000 sur 25 millions de salariés, 45 millions d'électeurs. Sur un peu plus de 3 millions d'entreprises, 95% sont des PME, les moyennes et grandes entreprises ne représentent que 5% des entreprises, elles concentrent plus des trois quart des syndiqués.

Le syndicalisme de masse et de classe a cédé la place à une sorte de lobbying à caractère corporatiste dans les deux sens du terme. Chacun défend son bout de gras dans son coin et se fout du reste. Le réformisme sur le plan syndical aboutit logiquement à la colloboration de classes, au corporatisme, normal puisque dès son origine il était subordonné au capitalisme, on ne voit pas très bien dans ces conditions comment il pourrait aboutir à autre chose. On nous a fait croire le contraire évidemment, on nous a raconté des fables sur le travail dans les syndicats qui servirait à peser ou à en modifier l'orientation, à recruter au parti, mais quoi au juste ?, et au-delà en prendre le contrôle, une escroquerie d'illusionnistes en réalité que les camarades découvrent effondrés.

Camarades, il n'y avait rien à attendre d'un syndicalisme ne combattant pas pour l'abolition du salariat, vous en avez la preuve sous les nez au bout de 60 ans, alors arrêtez de croire les balivernes que vous racontent ceux qui sont inféodés aux appareils pourris, ce sont leurs complices de toujours. La seule raison d'être de notre adhésion aux syndicats devait consister à préparer les conditions de la construction d'un syndicat ouvrier révolutionnaire, or aucun dirigeant n'avait cette perspective là en tête.

Les raisons qui nous ont conduits à poser la question d'un parti différent de ceux de la social-démocratie et du stalinisme sont à quelques nuances près, les mêmes qui auraient dû nous amener à nous poser la question de construire un autre syndicat ouvrier : d'une part, garantir l'indépendance de la classe sur le plan politique par rapport à l'Etat, ses institutions, et la classe dominante, d'autre part, garantir l'indépendance de la classe sur le plan syndical par rapport à l'Etat, aux patrons et au capitalisme.

La construction d'un nouveau syndicat n'aurait peut-être pas été immédiatement possible après la guerre, c'est une question qui se discute, mais dès qu'on en a eu les moyens, vers la fin des années 80, ne pas le faire fut criminel. Prenons un exemple. Cambadélis (ex dirigeant de l'Unef et du PCI, devenu dirigeant du PS après 86) et ses amis ont pu livrer l'Unef clé en main au PS parce que c'était finalement un syndicat comme les autres, qu'est-ce que vous croyez qu'il était d'autre ? s'il avait été un syndicat révolutionnaire, il aurait sans doute été plus difficile ou impossible de le placer sous la coupe du PS.

Un ex-militant du PCI m'a écrit il y a quelque temps qu'il était fier d'avoir participé à la construction de l'Unef, qu'il avait fait du bon boulot, il était sincère, mais le plus malheureux c'est qu'il n'a pas compris que le syndicalisme n'avait pour seule vocation d'améliorer les conditions d'études ou de travail, et qu'à partir du moment où c'était son seul objectif, il participait lui aussi à la subordination des étudiants ou des travailleurs au capitalisme et que d'une certaine manière il était un des rouages institutionnel servant à légitimer le régime en place.

Camarades, on n'arrête pas de nous répéter : le capitalisme n'a pas changé, le capitalisme c'est le capitalisme point. Je suis évidemment d'accord, mais quand on dit : les enseignements du marxisme n'ont pas changé, le marxisme c'est le marxisme par exemple, le parti c'est le parti, le syndicalisme de classe c'est le syndicalisme de classe , là étrangement on nous répond : Oh là, comme tu y vas, beaucoup de choses ont changé mon pauvre, les choses ne se présentent plus de la même manière, etc. Bref, il n'y aurait que le capitalisme qui serait immuable, mais le marxisme aurait vieilli, etc.

C'est marrant, entre 1847 (Marx-Engels) et 1917 (Lénine-Trotsky), soit 60 ans plus tard, bien des choses avaient changé dans le monde, les rapports entre les classes avaient évolué, le capitalisme s'était développé, ce qui constituait quand même une différence de taille entre les deux périodes citées, je pense que personne ne le niera, et nous, ignorants ou bornés, on a cru des fabulateurs qui nous expliquaient hier qu'entre 1917 et 1947 bien des choses avaient changé, puis entre 1958 et 1982, puis entre 1992 et 2008, la bonne affaire, et à chaque fois se fut pour s'éloigner un peu plus des enseignements du marxisme, pour nous éloigner d'un syndicalisme de classe, de la nécessité de construire un parti sur le modèle de celui de Lénine, les uns fichus d'altermondialistes à la con financés par les multinationales (Fondation Ford, Coca Coal, etc.) pour finalement soutenir le sauvetage des banques et l'Union européenne (LCR), pendant que les autres fichus de démocrates et de républicains contre-révolutionnaires nous vantent les mérites de la nation, de la République (POI).

En y regardant de plus près, les transformations qui se sont opérées dans la société entre 1847 et 1917 portaient sur des questions fondamentales, par exemple le passage d'un mode de production à un autre, cette période a correspondu au développement d'une classe et son pendant, la bourgeoisie et la classe ouvrière, tandis qu'une autre disparaissait pour toujour, la noblesse et le servage.

Tous les ingrédients de la situation actuelle existait déjà en 1917, même avant, le capitalisme dès l'origine n'a pu se développer qu'à l'échelle mondiale, ce n'est pas moi qui le dis, mais Marx. Marx et Engels durent lutter contre les tenants dusocialisme primitif, utopique, bourgeois, etc., contre les anarchistes, les dirigeants chartistes en Angleterre, Engels dut faire la peau à Dühring, combattre les lassalliens, etc., Lénine et Rosa Luxemburg combattirent Berstein et tous les réformistes pourris de l'époque, les "économistes", bref même sur le plan du mouvement ouvrier qu'on ne nous raconte pas de conneries, il fallut sans cesse combattre contre la politique d'organisations ou de partis qui demeuraient inféodés au capitalisme. Donc qu'on ne viennent pas nous dire : mais aujourd'hui la situation est différente, il y a tellement de partis que plus personne ne s'y retrouve, etc.

Idem pour ce qui concerne le rétablissement du capitalisme en Russie et ailleurs. Il n'a pas empêché les masses de soutenir Chavez qui se revendique socialiste, il n'a pas empêché l'élection de Morales qui se réclame du socialiste, etc. Ce sont les mêmes qui explique que le communisme a fait faillite avec l'URSS et qui s'en prennent à Chavez et Morales.

Ces discours réactionnaires de représentants de la bourgeoisie ne sont pas sans influencer et laisser des traces chez les dirigeants du mouvement ouvrier dont la réflexion aboutit à penser que le combat pour le socialisme doit maintenant passer par une sorte de purgatoire, histoire sans doute que le temps efface le mauvais souvenir des méfaits du stalinisme dans la tête des masses : commençons par combattre pour défendre nos acquis, nous développeront une perspective politique plus tard, jamais ou quand il sera trop tard, ensuite, ils pourront nous dire : vous voyez, vous aussi vous racontiez n'importe quoi.

Résumons. Un syndicat de classe : impossible, un parti révolutionnaire : impossible, s'appuyer sur les enseignements du marxisme : impossible, ils ont même été jusqu'à troquer Marx pour Jaurès, donc qu'on ne vienne pas nous dire non plus qu'ils ne savent pas ce qu'ils font. Ce ne sont que des prétextes de petits bourgeois qui n'entendent pas combattre résolument au côté de la classe ouvrière, au mieux ce sont des intellectuels ignares et bornés qui défendent leurs propres intérêts, ceux de la classe à laquelle ils appartiennent, ceux de leur appareil ou leur SARL, au pire des capitulards ou des traîtres à notre cause. En réalité, seule serait possible la collaboration de classe avec les appareils et l'Etat.

Tiens, en voyant à la télé les ouvriers de Renault à Sotteville, j'ai eu une idée : autrefois, il y a déjà fort longtemps, encore, je n'y peux rien, pour soutenir un mouvement social ou développer le parti, la direction décidait d'envoyer des militants dans les provinces pour soutenir leurs camarades, un parti comme le POI pourrait facilement envoyer (le week-end) 500 militants par exemple à Rouen pour participer à des diffusions devant les usines avec les militants qui sont déjà sur place, distribuer 5 ou 10

000 tracts sur les marchés le dimanche matin ou/et dans les boîtes aux lettres des cités ouvrières, en appelant évidemment à une réunion ou un meeting. Cette activité pourrait être renouvelée avec d'autres militants volontaires, pas seulement à partir de Paris, mais à partir de toutes les grandes villes où il y a une concentration de militants, après en avoir fait le bilan, etc. Au lieu de perdre leur temps avec la Libre Pensée, par exemple, en voilà pas une bonne idée ? Au lieu de foutre du fric en l'air avec "le candidat des maires" ou des procès mal préparés, non ? Je me mêle de ce qui ne me regarde pas.

Une autre idée en rapport avec la précédente qui m'est venue en entendant Gremetz (PCF) interpeller Besancenot, il lui reproche de ne pas vouloir gouverner. Si vous envoyez des militants dans une ville où personne ne les connait, les travailleurs peuvent vous demander ce que vous foutez là, la bonne réponse pourrait être : on construit un parti pour déloger les capitalistes et prendre le pouvoir, il faut que tous les travailleurs du pays y participent... Un parti révolutionnaire pourrait développer cette politique et ce genre d'activités.

Bon j'arrête mon bavardage, le reste du boulot ne va pas se faire tout seul, les infos en bref sans doute demain en fin de journée.

Bon dimanche à tous.

Le 27 octobre 2008

Les infos en bref demain soir. Toutes les bourses ont plongé ce lundi et certaines ont dû fermer (Bucarest en Roumanie). Toutes les économies s'écroulent. Tokyo perd 6,36%, -23% pour le nikkei en une semaine, sa valeur de 1982, Hongkong -12,7%, Manille -12,3%, Mumbai -6,08% (niveau 11.2005), Shanghai -6,32% (-71% par rapport à son point haut de 2007), Séoul - 3,4%, Dow Jones -3,59%, Nasdaq -3,23%, la Bourse de Sydney terminait en baisse de 1,6 %, à son plus bas depuis quatre ans .

Et c'est loin d'être fini, on attend cette semaines les résultats trimestriels du PIB américain et ceux de nombreuses grandes entreprises ou multinaltionales. Tous les prix baissent, donc produire ne permet plus de payer les crédits, les salaires, etc. Le prix de la tonne de soja à l'exportation en Argentine est passé brutalement de 600 à 300 dollars par exemple.

Le prix du baril de pétrole est passé en dessous des 60 dollars, l'euro en dessous de 1,24 par rapport au dollar, le yen flambe du coup les exportations deviennent trop chers, les actions s'effondrent.

Le FMI dans le rôle de pompiers pyromanes a dû secourir la Géorgie, l'Islande et l'Ukraine (16,5 milliards de dollars). D'autres clients sur la liste du prédateur : la Hongrie, la Biélorussie....

La Réserve fédérale américaine devrait encore abaisser son taux directeur mercredi, actuellement fixé à 1,5%, mais selon les opérateurs cette mesure a déjà été incorporée par les marchés.

L'Etat belge a dû soutenir KBC, la seule grande banque en Belgique qui n'avait pas encore bénéficié d'aide extérieure face à la crise, à hauteur de 3,5 milliards d'euros.

Au Japon, le gouvernement japonais s'est dit prêt à multiplier par cinq, jusqu'à 110 milliards de dollars, le montant à injecter dans les banques en difficulté, alors que le Premier ministre japonais Taro Aso a dévoilé un nouveau train de mesures anticrise.

Les titres des trois plus grandes banques du pays -Mitsubishi UFJ, Mizuho et Sumitomo Mitsui- ont été massacrés lundi, chutant de plus de 10% alors que la presse japonaise leur prêtait l'intention de souscrire des augmentations de capital massives pour renforcer leur solvabilité.

Selon des économistes, les hedge funds (fonds spéculatifs) liquident actuellement leurs actifs en catastrophe pour rembourser leurs emprunts tant qu'ils le peuvent, accentuant les mouvements (à la baisse -Ldc) sur les marchés avec des conséquences pour l'économie réelle (chute des prix des matières premières -Ldc).

La BCE, la Banque nationale du Danemark continuaient lundi d'alimenter les marchés en liquidités, proposant 12 milliards d'euros (14,7 milliards de dollars) supplémentaires au secteur financier à court terme.

Première banque suédoise à demander des capitaux, Swedbank a dit vouloir lever 1,2 milliard d'euros. (A suivre)

Le 28 octobre 2008

J'ai trouvé un passage intéressant du capital qui permet de mieux comprendre la crise actuelle du capitalisme. En comparant la version du *Capital* des Editions sociales et celle qui figure sur le site des Archives Internet des marxistes (AIM), j'ai constaté que la traduction disponible sur Internet présentait quelques problèmes, mais je n'ai pas le temps de comparer chaque ligne pour effectuer éventuellement les corrections qui s'imposeraient, il faudra donc faire avec. J'ai aussi corrigé quelques erreurs de frappe.

Le parvenu Sarkozy surprend et laisse bouche bée tous les chefs d'Etat ou diplomates car ils ne sont pas habitués à croiser un hystérique bourré de tiques qui ressemble davantage à un mauvais acteur de série B qu'à un président. On a du mal à penser qu'ils le prennent vraiment au sérieux tellement il est ridicule, voire grotesque dans son comportement presque maladif. A force d'imiter Bush, il en a pris tous les défauts. Il en énerve plus d'un par son assurance feinte, par sa familiarité et son audace teintée d'arrogeance qui témoigne de son manque de savoir vivre comme on dit dans leur monde.

Sa décontraction apparente fait partie du personnage et sert à camoufler son hypocrisie qui lui tient lieu de seconde nature. L'exubérance a valeur de thérapie pour certaines personnes vivant un handicap comme un complexe, c'est son cas. Ce frustré jusqu'à l'état maladif a besoin de s'exposer pour se sentir exister. Il n'existe qu'en s'extériorisant, mais cela ne suffit pas, il lui faut des témoins, des spectateurs, des caméras.

Sarkozy n'est rien sans les autres, alors qu'une personne mentalement équilibrée n'a pas besoin d'exister à travers les autres pour se sentir réellement vivre. En fait, il est surfait au point d'être insignifiant, alors qu'il aura tout tenté pour se donner une réelle importance, en vain, quand il se regarde dans un miroir, il ne peut contempler que l'image du vide qu'il lui renvoie. On dit qu'un gosse fait une connerie pour que ses parents s'intéressent à lui, un jeune sera bruyant pour qu'on le remarque parce qu'il a l'impression de ne pas exister dans cette société. Sarkozy en est encore à ce niveau-là et il est président !

Chez ce pantin tout est matière à analyse ou psychanalyse. Quand il marche, on a toujours l'impression qu'il va perdre quelque chose en cours de route, un bras ou une jambe, à moins qu'il ait une jambe plus courte que l'autre et une épaule plus haute que l'autre. Quand il parle, la contracture de la mâchoire dénote un manque flagrant de naturel, une gêne peut-être aussi, on retrouve toujours les mêmes complexes à travers la crispation de son visage, chaque expression semble demander un effort, elle est une véritable composition, un masque qu'il remet pour affronter le public dont il a tant besoin pour exister.

On se méprend souvent sur les gens, son côté autoritaire et le complexe de supériorité qu'il affiche sont le pendant de son complexe d'infériorité qu'il est incapable de maîtriser autrement paradoxalement. Comme je l'ai déjà dit, il tient son pouvoir du monde extérieur, rien d'étonnant qu'il ait été ministre de la police, même sa virilité en a besoin pour s'affirmer, sa soif du pouvoir en constitue la meilleure garantie pour lui. Il tient du paranoïaque et du schizophrène, ce qui en fait un individu imprévisible et dangereux. La mégalomanie qu'il développe et qui s'étale à la face du monde, est le produit et le symptôme d'un être faible et un brin détraqué, il change de costard comme il change de personnage pour incarner un autre que lui-même, un peu comme s'il passait son temps à se fuir. Et fuir la réalité sociale en France, tant il passe de temps à voyager à l'étranger.

Nous avons tous plusieurs personnalités dit-on, je pense plutôt que nous sommes confrontés à des situations différentes en présence de gens différents qui ne nous jugent pas de la même manière parce que chacun ne connaît qu'un morceau de notre personnalité, lui Sarkozy, il change de personnage parce qu'il ne tient pas à montrer sa véritable personnalité à n'importe qui, mais ses personnages sont si maladroitement interprétés que l'on retrouvent les traits originaux de sa personnalité.

Quand il prend la posture de l'ouvrier, c'est pour leur dire que l'ouvrier doit rester à sa place et non l'inverse, puisqu'il rudoie vertement ou il insulte celui qui ose l'interpeller. Il n'est pas plus à l'aise avec un ouvrier qu'avec un milliardaire, mais la différence, c'est que le milliardaira va le mettre à l'aise, alors que l'ouvrier va l'emmerder. C'est dans l'ordre des choses, c'est une expression qui me vient souvent à l'esprit sans savoir d'où elle vient.

Cependant, il peut abuser les esprits faibles qui ne manquent pas parmi la population, d'autant plus qu'il a le champ libre pour jouer son rôle d'illusionniste. Les travailleurs se retrouvent totalement démunis ou désarmés politiquement face à la crise, c'est le côté dramatique de la situation.

Le 29 octobre 2008

J'ai mis en ligne un texte que j'ai rédigé à main levée très rapidement. Signalez-moi les liens qui seraient indisponibles, merci d'avance. Je n'ai pas le temps de causer aujourd'hui, je vais quand même essayer de trouver le temps d'avancer dans mes lectures et je voudrais bien mettre ne serait qu'écrire un bref article sur le *Manifeste du parti communiste* de Marx dont nous célébrons cette années les 160 ans. J'ai extrait quelques passages ce matin en rapport avec la situation. Peut-être un édito dans deux ou trois jours.

Dans un entretien publié mardi sur le site internet du *Figaro*, le ministre de la guerre Hervé Morin a dit "*malgré la crise, on ne touchera pas aux crédits de la défense*", vaut mieux sabrer dans ceux de la santé ou de l'école, la réaction sur toute la ligne et ce

n'est pas fini. (Reuters 29.10)

Il a matière à tirer à boulets rouges sur le gouvernement après le dernier plan pour l'emploi de Sarkozy : favoriser les CDD, les emplois aidés, il a plaidé en outre en faveur d'une meilleure indemnisation du chômage partiel et du développement de contrats du type CTP (contrats de transition professionnelle) pour gagner du temps, traduction : toujours davantage de précarité et de chômage pour financer le plan en faveur des banquiers et des rentiers, des patrons...

Le 31 octobre 2008

Deux nouveaux textes seront mis en ligne en fin de journée ou demain matin, l'un est une critique du dernier éditorial d'*Informations ouvrières*, l'autre est une réponse à un document que m'a envoyé un camarade et qui relate une réunion qui a eu lieu entre des militants syndicaux CGT, SUD, FSE, FSU, Solidaires, FO, de différents secteurs (EDF, TCL, SNCF, France-Telecom, Carrefour, Etudiants, DDASS, Inspection du Travail, Métallurgie, Chimie, Education Nationale, Retraités, La Poste..), dans lequel ils posaient la question suivante qui nous intéresse tous :

« *Faut-il remettre en cause directement le capitalisme et centraliser le combat contre son (ses) gouvernement(s), ou faut-il mener le combat en défense des attaques et ensuite poser la question du changement de société ?* »

Je n'ai pas le temps de papoter, après avoir attendu trois ans, j'ai décidé de me faire soigner les dents et il y a du boulot, cela me coûte la peau du cul, mais c'est mon affaire, j'ai rendez-vous dans moins d'une heure, pas le temps de déjeuner, juste le temps de prendre une douche et il est déjà 13h !

Je vis à un rythme complètement dingue avec cette crise : bordel, vivement un bon plan de relance que je puisse me reposer ! S'il vous plaît monsieur Nicolas Sarkozy, ayez l'extrême bonté d'exhausser les voeux des dirigeants du mouvement ouvrier qui ne vous veulent aucun mal, au contraire, réfléchissez, ils vous promettent la paix sociale en échange, "*chiche*" monsieur le président (Jeanneney - POI), cela ne durera peut-être pas aussi longtemps que la dernière fois (60 ans !), mais cela sera toujours cela de pris. Je déconne bien sûr.

A plus.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries novembre 2008

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1re novembre 2008

(un complément rédigé samedi matin)

Il est peut-être nécessaire de préciser que le mot d'ordre chasser Sarkozy et liquider les institutions correspond à une perspective politique, à des tâches que le prolétariat doit accomplir, cela ne veut pas dire forcément qu'il en serait capable aujourd'hui. Ils ont pour objectif d'indiquer la voie à suivre à la classe tout en apportant une réponse sur le plan politique à la frange de travailleurs qui ont commencé à rompre avec le capitalisme et qui cherchent une issue.

Contrairement aux farfelus en tout genre, on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs, on ne se fait aucune illusion sur la situation ou l'état d'esprit des masses, on ne prétend rien régler sur le plan de leur condition d'existence, on leur propose seulement une issue politique correspondant à la situation et à leurs intérêts fondamentaux, ce qui devrait se traduire par le rassemblement des forces de l'avant-garde de la classe ouvrière et la construction du parti. Pas davantage et ce serait déjà pas mal si on pouvait y parvenir, ce qui hélas ne sera pas le cas pour les raisons que vous connaissez tous.

On ne pète pas plus haut que notre cul ou l'on ne se prend pas pour ce que l'on n'est pas si vous voulez. On ne fait pas de plan fumeux sur la comète, on part de la réalité telle qu'elle est et on essaie d'aller de l'avant, point barre. On ne lie pas l'avenir de la classe ouvrière aux partis pourris du mouvement ouvrier qui l'ont toujours trahi et de la part desquels ils n'ont absolument rien à attendre, d'ailleurs les travailleurs le savent très bien eux-mêmes.

Tous les partis qui ont lié leur développement en lorgnant en permanence du côté du PS et du PCF n'ont finalement rien construit du tout, les faits sont accablants. L'un et l'autre sont sans doute dans un rapport de cause à effet, il faudrait creuser cette aspect de la question. Si l'on prend le cas du POI, c'est un échec sur toute la ligne, tout comme le PT était déjà un échec, le PCI avait été liquidé soi-disant parce qu'une nouvelle époque s'ouvrait et nécessitait la création d'un nouveau parti qui verrait affluer des milliers de militants du PS et du PCF, 27 ans plus tard, en soustrayant les adhérents du POI qui ne participent à aucune activité politique, ils ont encore moins de militants qu'en 1981. A la LCR, ils végètent depuis plus de 40 ans et leur NPA ne sera qu'un bouillon de culture où s'ébattront altermondialiste et gauchistes, quant à LO on en vient à se demander s'ils existent vraiment ! C'est un constat, pas une attaque contre ces organisations, un tragique constat, on ne peut quand même pas inventer ce qui n'existe pas pour faire plaisir aux militants, après ils nous le reprocheraient avec raison.

Et quand on parle des effectifs d'un parti, on peut se contenter de la quantité pour proclamer qu'on est sur la bonne voie, mais l'illusion ne direra qu'un temps, au contraire, on peut se pencher sur la qualité de ses militants, sur leur niveau théorique, sur l'idéologie qu'ils véhiculent, sur les idées qu'ils développent, défendre à notre époque la République bourgeoise ou combattre pour la République sociale, ce n'est pas vraiment la même chose par exemple, cela dénote des idéologies contradictoires.

Bon week-end à tous.

(la causerie rédigée hier soir très tard)

J'ai réparé le lien permettant de télécharger le texte intitulé *Que leur crise les emporte et le vieux monde avec ! (16.10)*, avec mes excuses.

Vous avez été particulièrement nombreux à vous connecter sur le site ce mois-ci, il faut dire aussi que je me suis défoncé pour vous fournir le maximum d'éléments sur la crise pour que chacun dispose d'arguments solides à fournir aux travailleurs.
Les camarades savent qu'en cas d'urgence ils peuvent compter sur moi, j'en ai donné la preuve lors du référendum de 2005, puis lors des émeutes des banlieues, ensuite lors de la mobilisation contre le CPE, après lors de la campagne des présidentielles, et maintenant avec cette crise qui mine jusqu'aux fondements du capitalisme. C'est ma modeste contribution à notre combat, désolé de ne pas pouvoir faire plus.

3000 visites au total, en retirant les connections parasites, celles de l'étranger, il en reste environ la moitié. Le nombre de visites uniques se situe aux alentours de 1000, les mois précédents, il se situait entre 700 et 800. Parmis les connections de l'étranger par ordre décroissant (en anglais) : Belgium, Canada, Brazil, India, Morocco, Switzerland, Portugal, Spain, Israel, Slovak Republic, Denmark, Argentina, Benin, Germany, Russian Federation, United Kingdom, Iceland, Ukraine, United States, Italy, Norway, China, Greece. Tous les continents sont presque représentés à l'exception de nos camarades australiens et des ours polaires !

J'ai montré également que l'on pouvait très bien tenir compte des analyses et des positions des différents courants du mouvement ouvrier, sans pour autant perdre un instant sa liberté de pensée ou d'expression. A aucun moment je me suis aligné sur des positions qui ne seraient pas les miennes, et à aucun moment je n'ai demandé aux militants de partager mon point de vue sur telle ou telle question, chacun demeure libre de penser ce qu'il veut.

Personnellement, j'essaie, et je dis bien j'essaie, de développer mes propres analyses sur la situation en m'inspirant de l'interprétation marxiste de la lutte des classes. Si dans la pratique on peut commettre des erreurs et s'en rendre compte relativement facilement au regard des résultats obtenus, puis les corriger éventuellement, sur le plan théorique, il suffit en fait d'avoir en permanence à l'esprit l'objectif de la lutte de classe du prolétariat pour produire une analyse satisfaisante, je n'ose pas dire correcte bien que je sois obligé de le penser, quitte là aussi à corriger le tir ensuite. On a été tellement gangrené par le réformisme qu'il faut bien admettre une marge d'erreur dans nos analyses au lieu de se leurrer sur nos propres capacités.

Le réformisme a tellement pourri le mouvement ouvrier que le simple fait de produire une analyse conforme au marxisme nous attire les foudres de soi-disant trotskistes. Le comble, c'est qu'ils sont sclérosés au point de ne pas se rendre compte que leur niveau théorique est tombé si bas qu'ils en viennent à tout confondre, à vous reprocher ce qui ne figure pas dans votre analyse ou votre comportement, et à vous conseiller d'endosser les oripeaux du réformisme en guise de ligne politique. Ils sont tellement convaincus d'avoir toujours raison, qu'ils sont devenus totalement incapables de faire preuve d'esprit critique. J'en déduis qu'ils ont un jour arrêté de penser.

A l'inverse, je n'hésite pas un seul instant à remettre en cause mes convictions, à les vérifier au fil du développement de la lutte des classes, à changer de positions si je suis convaincu de m'être trompé, par exemple, je vous avouerais que j'ai un doute sur la question des sans-papiers que j'ai refusé de soutenir telle qu'elle était présentée par les différents partis. Ce n'est pas parce que j'ai un doute sur ma propre position que je n'en aurais plus sur celle des autres, ce n'est pas parce que l'on ne doit pas être borné dans un sens qu'il faudrait l'être obligatoirement dans l'autre sens. Je me méfie comme de la peste des bonnes intentions ou de la bonne conscience, mais cela ne doit pas fausser notre regard sur la situation, c'est peut-être là que j'aurais commis une erreur sur cette question...

Ils poussent la perversion jusqu'à vous expliquer qu'il ne faut pas prendre à la lettre les enseignements du marxisme, ce qu'entre nous je n'ai jamais cessé d'expliquer en faisant référence à Lénine qui était l'auteur de cette recommandation en direction des militants, peu importe, ils font comme si je l'ignorais, pour nous inviter à ne retenir que l'esprit de ces enseignements, alors qu'ils font exactement l'inverse ! Vous me direz que c'est peut-être pour cette raison qu'ils agissent ainsi, pour qu'on les laisse penser en paix et raconter n'importe quoi, pour qu'on ne leur pose pas de questions sur les positions qu'ils défendent. Plus dogmatique tu meurs, mais qui leur reprochera puisqu'ils le reprochent aux autres ? La méthode est bien rôdée et efficace, si l'on en juge par les résultats qu'elle a permis d'obtenir. Nous, nous ne sommes pas sectaires, nous sommes d'accord avec tous ceux qui sont d'accord avec nous ! C'est exactement le même procédé, une forme d'autoritarisme qui permet à des frustrés de se sentir exister. Les intéressés se reconnaîtont aisément. Faites ce que je vous dis de faire, mais ne faites pas ce que je fais, CQFD. C'est exactement ce que n'avait jamais cesser de me répéter mon père, sans succès, et avec lequel j'ai toujours été en conflit, normal non ?

Ils diront que j'exagère et je comprends parfaitement pourquoi. Ils ont accepté de passer tellement de compromis sur les principes et le programme (leurs dirigeants leur ont fait avaler tellement de couleuvres) afin d'élargir le champs des gens qui pourraient être d'accord avec eux, que les traiter de sectaires relève de la provocation ou de la calomnie selon eux, et c'est normal qu'ils aient cette réaction, puisque l'on ne se situe pas sur le même terrain, que l'on ne parle pas de la même chose et que l'on ne partage pas ni le même objectif ni les moyens de l'atteindre. Que voulez-vous, je suis incorrigible, je suis resté comme un gosse qui

va forcément faire ce qu'on lui demande de ne pas faire, à la différence quand même que je sais en général pourquoi je le fais et dans quel but. Il y aura toujours des gens pour vouloir nous faire taire, pour nous faire disparaître tant qu'à faire, c'est inévitable, c'est la vie !

Il y a une chose qui me préoccupe, dans le site on n'aborde que des questions sérieuses ou graves, on n'a pas beaucoup le loisir de se détendre ou si rarement, je me dis qu'il doit en être ainsi dans le militantisme sur le terrain. Il est vrai que si j'abordais certaines questions sur un ton plus léger, certains ne le comprendraient pas non plus. Si maintenant on me parle de ma crédibilité, je ne comprends pas de quoi on veut me parler au juste, en vivant à 10.000 kms de Paris, j'aurais tendance à dire que je n'en ai aucune a priori, d'ailleurs certains ne se gênent pas pour me le signaler au passage (ce sont ceux dont j'ai parlé plus haut !). Je n'ai rien à vendre aux militants, aucun appareil à protéger, aucun intérêt distinct à défendre, vous n'avez absolument rien à attendre ou espérer de mon côté, je ne peux pas être plus sincère avec vous. Faites comme si je n'existais pas, contentez-vous de prendre ce qui vous intéresse dans le site et ignorer le reste si cela vous chante, d'ailleurs personne n'est obligé de s'y connecter. Je n'ai pas besoin de reconnaissance pour exister, j'espère seulement qu'on parviendra à construire ce foutu parti et y contribuer à mon niveau, c'est mon seul objectif.

Avant de se quitter et de vous souhaiter un bon week-end, je vous le répète pour la énième fois, surtout ne m'accordez aucune confiance (sans être parano quand même n'exagérons rien !), faites-vous votre propre idée en toute circonstance, c'est peut-être la seule liberté que l'on peut véritablement conquérir dans leur vieux monde pourri, alors profitons-en sans modération ! Prenez cela comme un conseil d'ami et non comme une leçon.

Je rajoute un mot un peu plus tard.

Je viens de recevoir par Internet le dernier numéro de *Débat militant*, la *Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR*. Ils citent le *Programme de Transition* et *La révolution permanente* de Trotsky, vous vous dites chouette, il y en a au moins qui sont sur la bonne voie, pas vraiment, désolé, ils préconisent le contrôle des banques par les travailleurs, mais ils oublient que pour exproprier les banquiers, il faut déjà avoir pris le pouvoir politique, donc avoir chassé Sarkozy et renversé les institutions. Un oublie fâcheux.

C'est dommage parce que leur analyse du lien tissé entre les banques et l'Etat ne manquait pas d'intérêt. Ils avaient là l'occasion rêvée de faire le lien entre la nécessité d'en finir avec les institutions (l'Etat) et le capitalisme, et ils sont passés à côté, qu'ils se rassurent, ils ne sont pas les seuls.

Quelque part on se demande quand même s'ils ne le font pas exprès, jugez plutôt, ils vont jusqu'à citer Sarkozy qui a dit à Rethel : "*S'il y a bien un fait majeur qui émerge de cette crise, c'est le retour du politique.*", sauf pour la classe ouvrière qui doit demeurer désarmée ! Sarkozy se charge de faire de la politique, alors pourquoi devrions-nous nous aussi faire de la politique, n'est-ce pas ? Cela demande de se positionner par rapport à trop d'acteurs politiques et donc de se montrer tel qu'on est réellement, embarrassant pour bon nombre de dirigeants, mais qu'ils ne se fassent pas d'illusions, il faudra bien qu'ils y passent un jour, chaque semaine qui passe apporte de l'eau à notre moulin, il faut être patient voilà tout.

Regardez, au POI ils demandent ou exigent le retrait du plan de 360 milliards d'euros aux banques, je pense au contraire qu'on a rien à attendre ou exiger de Sarkozy, il est parfaitement dans son rôle, surtout qu'il ne change rien, il est en train de dresser la majorité de la population contre lui et les banquiers, on en a rêvé, il nous le sert sur un plateau, excusez-moi, comme Marx aurait dit : merci la crise, merci monsieur Sarkozy, puisque nous sommes incapables d'organiser la classe, vous êtes en train de palier cet handicap passager par vos mesures qui favorisent la radicalisation politique de la classe ouvrière, vous avez le droit d'en rajouter une louche, la coupe est presque pleine, et ne comptez pas sur nous pour vous dire lorsqu'elle sera prête de déborder.

Avouons franchement qu'il nous facilite la tâche, la situation n'a jamais été aussi favorable pour construire le parti, et si nous n'y parvenons pas, c'est parce qu'aucun parti n'y tient vraiment, à moins qu'ils ne soient en retard sur les masses, ce qui est souvent le cas, pourquoi pas, les mois qui viennent nous le diront.

Reposons notre question autrement. Qui donnent carte blanche aux banques pour continuer leur activité qui consiste à saigner à vif la population ? Sarkozy, son gouvernement, les députés toutes tendances confondues quand on lit leurs déclarations. Vous voulez leur retirer le pouvoir que leur accordent les institutions, et bien combattez pour les abattre, faites-en l'objectif politique de votre combat, sinon votre discours ressemble à celui d'un cul-de-jatte qui envisagerait de battre le record du monde du saut en longueur, il atterrirait dans un bac à sable. Expliquez-nous donc par quel autre moyen nous pourrions avancer sur la voie qui conduit à l'abolition du capitalisme.

C'est apparemment difficile d'élaborer une perspective politique à la LCR, et ce ne sont pas des citations de Trotsky sous la forme d'abstractions qui y suppléeront.

Le 3 novembre 2008

Je n'ai pas eu le temps d'écrire un papier sur le dernier plan de misère concocté par Sarkozy pour les travailleurs, d'autres l'ont déjà fait. Si j'étais un mégalomane, cela ne me gênerait pas de répéter tout le temps la même chose, mais je vais vous avouer que cela me fait horriblement chier !

Moi aussi j'ai besoin d'aller de l'avant, de consacrer mon temps à autre chose que de rabâcher toujours la même chose, pour lire et étudier, pour moi les deux sont indissociable. Dans la situation actuelle, il est important de comprendre d'où vient l'argent que Sarkozy distribue généreusement aux banquiers et ce qu'ils vont en faire.

Nous avons dégrossi le sujet, mais il reste certaines questions à aborder, par exemple, le passage à l'euro a été une véritable bénédiction pour les économies capitalistes de la zone euro, voyez la banqueroute de l'Etat islandais ou la Pologne qui se précipite pour adhérer à l'euro, par exemple.

Les accords de Bretton Woods, puis la non convertibilité du dollar en or (1971) a remisé en grande partie au musée une section du Capital de Marx, lorsque les monnaies avaient l'or pour étalon, bien qu'il reste la dernière valeur refuge. Le capitalisme américain a inondé le monde de dollars sans contrepartie permettant à l'industrie financière de se lancer dans une spéculation effrénée dont on observe aujourd'hui les conséquences. La crise a ressurgi de plus belle, une fois que la source des profits réalisés pendant les Trente glorieuses s'est tarie. Tant que le développement du capitalisme coïncidait avec la reconstruction d'après-guerre, les profits trouvaient des débouchés dans la production, d'autant plus que la productivité avait augmenté, mais une fois ce cycle achevé, de nouveau la crise sonnait à la porte, au début des années 70.

Ensuite la crise du capitalisme a renoué avec le cycle de 10 ans qu'il avait connu depuis le milieu du XIXe siècle. Pour s'en sortir, à chaque fois, artificiellement ils ont développé de nouveau marché, mais ces marchés n'ont jamais été suffisant pour absorber les marchandises ainsi produites. Certes, l'industrie s'est développée dans des pays où elle n'était qu'à l'état embryonnaire jusque là, mais en hypothéquant et en pillant les profits futurs qu'elle allait dégager, ce qui explique que dans des pays comme la Thaïlande, une partie seulement de la population a pu réellement profiter du progrès social. Ne parlons pas des conditions dans lesquelles ces profits ont été réalisés, en surexpolitant les ouvriers, par exemple en Corée du Sud où certes le niveau de vie a considérablement augmenté, mais à quel prix pour les travailleurs. On pourrait faire le même constat au Japon où les travailleurs sont de véritables esclaves. En Chine, les trois quart de la population vit dans la pauvreté, en Inde c'est la même chose en plus accentué encore.

Et lorsque l'on parle du développement du capitalisme, à la production de marchandises, on est obligé de penser aux ouvriers qui travaillent en amont à l'extraction des matières premières et qui ont conservé des conditions de travail épouvantables et un niveau de vie misérable. Le même constat doit être fait avec la paysannerie. Quand j'allais acheter des tomates à 10 roupies les 3 kilos il y a quelques semaines, cela fait 3 roupies pour un kilo, au taux de change, 1 euro égal environ 60 roupies, 0,05 euro le kilo, à ce prix là je me disais que le pauvre paysan bossait pour juste survivre, qu'il n'avait pas les moyens de s'acheter une mobylette ou un ventilateur... Ainsi des centaines de millions d'Indiens sont exclus du marché, pendant que les citadins ont vu leur rémunération doublée ou davantage encore... Même lorsque le prix des matières premières a augmenté, les ouvriers n'en ont pas vu la couleur, les gigantesques profits ont atterri dans la poche des spéculateurs, traders ou actionnaires des multinationales.

Même les classes moyennes, les petits patrons, les commerçants ou les artisants ont des conditions de vie infernales dans tous ces pays-là. Certes, ils ont des revenus beaucoup plus importants que le reste de la population, mais à quel prix, ils doivent être enchaînés à leur outil de travail ou être corps et âme dévoués à l'entreprise qui les emploie, travaillant au bas mot entre 66 et 80 heures par semaine. Ils peuvent consommer et s'endetter, voilà l'horizon indépassable que leur a réservé le capitalisme.

En développant le capitalisme en Asie, ils ont créé de nouveaux concurrents, ils ont développé des capacités de production gigantesques sans se soucier du niveau de rémunération de la population mondiale, préparant ainsi une crise générale de surproduction, d'endettement massif... Ne trouvant plus de débouchés au capital accumulé, ils se sont lancés dans une spéculation complètement folle sur des marchandises de première nécessité, pétrole et produits agricoles, dont l'augmentation des prix allait se répercuter à l'échelle mondiale sur la totalité des autres marchandises, y compris les salaires mais de façon inégale et jamais suffisante pour assurer la solvabilité des travailleurs endettés qui allaient s'appauvrir...

C'est la consommation qui tire le capitalisme. Ils ont développé les nouvelles technologie de communication, le téléphone portable, Internet, avant ils avaient divisé par 2 ou par 3 le prix des ordinateurs, ils ont sorti de nouveaux écrans de télévision, ils ont introduit l'électronique partout où c'était possible ce qui leur a permis de réduire les coûts de production, gain de place, de matière première, allégement du poids donc du prix du transport, etc., ils ont mis le progrès technologique qui était réservé à des usages militaires ou industriels à la portée des biens de consommation de la population, mais voilà que Motorola subit de plein fouet la crise....

Ce qui doit être intéressant à analyser maintenant, c'est la différence entre le PIB mondial et la masse de capitaux fictifs en circulation qui n'ont aucun rapport avec la réalité, et le capital réel accumulé par les capitalistes. Je ne suis pas économiste et j'essaie de comprendre, ce qui n'est pas toujours facile. Aux crétins qui en profiteraient pour en tirer la conclusion que je raconte n'importe quoi, je les renvoie au chapitre du *Capital* sur la circulation que je n'avais pas lu entièrement jusqu'à présent,

dans lequel j'ai découvert qu'Engels avait corrigé Marx qui avait commis de grosses erreurs parce qu'il était mauvais en calcul numérique. Donc, je me pose une question que je n'ai trouvé nulle part : on parle souvent des masses colossales de capitaux accumulés par les capitalistes, mais leur estimation est-elle correcte, est-elle en rapport avec la réalité ou est-elle surestimée ou l'inverse pourquoi pas ?

Ce que je voudrais bien savoir puisque ces données sont quasiment répertoriées nulle part officiellement, d'où sortent ces chiffres ? On parle volontiers de dizaines de milliers de milliards de dollars, mais existent-ils vraiment ? Cette somme colossale semble exagérée au premier abord. J'ai lu quelques part que lors de la dernière crise, je ne sais plus si c'était la crise asiatique de 1990 ou la crise de 2000 où j'ai lu que la totalité des profits réalisés étaient partis en fumée, et là il ne s'agissait que de quelques centaines de milliards de dollars, on est loin de milliers de milliards de dollars. Je me demande s'il n'y aurait pas quelque part une confusion avec le capital fictif qui lui se monte à des sommes folles et sans équivalent.

D'ailleurs quand on pense à la liste de milliardaires établis par le magazine américain Forbes, leur richesse ne se monte qu'à quelques dizaines de milliards de dollars, il y a donc là un décalage immense entre les chiffres annoncés et la réalité. A moins bien sûr qu'il y ait quelque chose qui m'échappe, c'est possible, mais en même temps je me dis que si le capital accumulé par une poignée de capitalistes se montait à des dizaines de milliers de milliards de dollars, qu'est-ce qui les empêcherait de régler cette crise en mettant la main à la poche, alors que l'on voit des gouvernements ou des patrons pleurer pour trouver quelques malheureux milliards de dollars. Il y a là une contradiction. Même les oligarques russes qui sont riches à milliards se sont abaissés à réclamer 2 ou 3 milliards à Poutine, il y a là quelque chose qui cloche. Si vous avez une idée à me soumettre ou une piste, je suis preneur. J'aurais tendance à penser que l'on exagère les profits accumulés par les capitalistes. Cela me revient soudain à l'esprit, un des oligarques russes (dans le gaz ou le pétrole) a été pleuré au Kremlin parce qu'il avait déjà hypothéqué une partie de la valeur de son entreprise, sans doute pour spéculer, s'il avait accumulé des centaines de milliards de dollars, j'aurais tendance à dire que cela se saurait.

Certes au total les capitaux accumulés (réels) peuvent s'élever à des centaines de milliards de dollars, à quelques milliers tout au plus à l'échelle mondiale, ce qui expliquerait l'affolement général que l'on connaît aujourd'hui et par exemple, sans perdre une minute, la volonté de Sarkozy de nous matraquer, alors qu'il n'est pas forcément dans la meilleure position qui soit pour agir si brutalement contre les travailleurs.

Un autre élément m'a mis la puce à l'oreille, c'est quand Merkel en Allemagne a évalué l'argent des Allemands déposés sur les comptes courants se montant à environ 450 milliards d'euros. Cet argent est bien dans les banques, mais il ne leur appartient pas. Un coup ils parlent de l'actif des banques et un autre coup ils parlent de l'actif réel des banques, mais alors quel est le montant de leur actif réel ? Quelques milliards ou dizaines de milliards, un peu moins ? Pourquoi pleurent-elles pour que les gouvernements leurs versent quelques milliards d'euros sinon elles seraient en état de faillite ? On dit d'un côté que les banques regorgent d'argent, et de l'autre qu'elles n'en n'ont plus ou pas, il y a là une contradiction. Je comprends l'histoire des lignes de crédit que leur accordent les banques centrales qui représentent 8 à 10 fois leurs actifs (lesquels, réels ou fictifs ?), la titrisation, etc., mais cela ne répond pas à ma question.

Dans un autre domaine, je ne sais plus si c'est Ford ou Chrysler aux Etats-Unis qui cumule plus de 32 milliards de dollars de dettes. Cette entreprise ne vaut plus rien, bien qu'elle soit estimée à des milliards de dollars. J'aurais tendance à dire qu'elle vaut justement encore quelque chose tant que les banquiers lui avancent de l'argent, ils se nourrissent avec l'intérêt de la dette qu'ils partagent avec les dirigeants de Ford ou Chrysler. Mais bon, tout cela est bien compliqué. (A suivre)

Le 4 novembre 2008

Je n'ai même pas eu le temps de lire attentivement tous les documents que je viens de mettre en ligne, ce qui est sûr, c'est que certains valent leur pesant d'or et élargissent notre réflexion sur la crise du capitalisme, puisqu'il faut compter en millions de milliards de dollars à propos des produits dérivés !!! On y reviendra.

Je vais continuer à chercher des données sur le Net. Certains économistes prédisent un krach comparable à 1929 le 17 novembre prochain s'il ne sort rien de la conférence de Washington. On a envie de dire : mais que pourrait-il en sortir ? Ce qui est criminel de la part des dirigeants du mouvement ouvrier, c'est de ne proposer aucune perspective politique, ils ont démissionné. Lisez attentivement les documents que j'ai mis en ligne aujourd'hui, après les discours sur l'unité pour obtenir des miettes, sur l'UE, la République, la nation, la lutte, la lutte et encore la lutte, etc., vous semblerons plus désuets et opportunistes que jamais.

J'ai réparé un lien au passage. J'ai retité le bandeau que j'avais mis ce matin sur la dette parce qu'il y a un problème d'affichage avec Mozilla. On peut se demander pourquoi aucun parti n'avance le mot d'ordre : annulation de la dette des ménages ? Veulent-ils soulager la pression qui pèse actuellement sur les banques ? Chassez Sarkozy et son gouvernement, en finir avec les institutions, ne serait-il pas possible de relier ces mots d'ordre ? Ne s'imposent-ils pas ? Pour annuler la dette des travailleurs, prendre le contrôle de l'économie, il faut prendre le pouvoir. Quel parti avance dans cette direction ? De l'audace, encore de

l'audace, toujours de l'audace ! Ne pas en avoir nous perdra ! A plus.

(complément mardi 8h du matin heure locale)

J'ai repensé encore à cette histoire de plan de relance en faveur des travailleurs avancès par les partis ouvriers. C'est assurément très généreux de leur part, mais opportuniste, on l'a déjà dit et répété. Il y a même un mimétisme dans la formulation avec les discours de Sarkozy, je ne fais pas un amalgame, ce que je veux dire c'est que là encore on retrouve la même terminologie et ce n'est pas un hasard, cela traduit un glissement droitier de ces partis.

Par ailleurs, quelle crédibilité peut avoir le mot d'ordre interdiction des licenciements si on ne pose pas comme condition préalable le départ de Sarkozy et son gouvernement. Interdire les licenciements, c'est remettre en cause le pouvoir des capitalistes sur le plan économique. Mais pour pouvoir agir sur le pouvoir économique des patrons, il faut commencer par leur retirer le pouvoir politique. C'est donc sur cet axe politique qu'un parti ouvrier devrait définir sa ligne politique. Si on n'attaque pas le pouvoir politique des capitalismes, cela signifie que l'on se propose de gérer autrement le capitalisme, or avec la crise actuelle, il saute aux yeux que c'est impossible et que cela le sera encore davantage dans les mois à venir.

Faut-il dramatiser la situation, prédire le pire aux travailleurs ? Bien entendu, les médias et le gouvernement s'y emploient tous les jours, ils jouent sur les réactions émotives spontanées, inconscientes, irrationnelles des travailleurs pour mieux les tromper, donc il faut partir du même postulat, la crise est très grave, profonde, gigantesque, les superlatifs ne manquent pas, le "monde est malade" (Sarkozy), pour dire que c'est le capitalisme qui est atteint d'une maladie incurable et que pour se soigner et se rétablir temporairement, il n'a pas d'autres solutions que de nous faire suer sang et eau jusqu'à ce qu'on en crève (travailler jusqu'à 70 ans demain, après jusqu'à 80 comme au Japon par exemple). On devrait peut-être avoir des scrupules ou se dire que ce genre d'argument serait superficiel, mais on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs à ce que je sache, on leur dit simplement la vérité en face aussi dure soit-elle, c'est notre devoir.

Ce n'est pas pour rien que les passions soulèvent les foules, employées à bon escient elles peuvent aussi servir de catalyseur ou de déclencheur à une prise de conscience plus profonde et plus vaste d'une question particulière, à faire le lien avec ce qui n'était jusque là qu'une vague idée qui soudain devient l'évidence même, au point qu'on se demande comment on a pu l'ignorer aussi longtemps... Il faut exploiter tout les moyens qui peuvent favoriser la prise de conscience des travailleurs, sans hésiter à employer les armes (y compris psychologique) de nos ennemis en les retournant contre eux.

Les travailleurs ne perçoivent pas les choses sous le même angle que nous la plupart du temps. Vouloir les amener sur notre terrain, c'est bien, c'est nécessaire, mais il ne faut pas être borné et prendre les choses à l'envers. On a le défaut de partir du conscient, de la situation telle qu'on l'analyse pour amener les travailleurs à adhérer ou partager notre point de vue, alors qu'il faut faire exactement l'inverse et partir de l'inconscient, de la situation telle qu'ils la perçoivent pour ensuite les amener sur notre terrain, sachant que ce sera seulement dans la pratique que leur conscience politique s'affermira... Le développement de la nature est ainsi fait et l'homme n'échappe pas à cette loi.

Autre chose.

Entretien sur LeMonde.fr (04.11) de Jean Arthuis (Nouveau Centre),président de la commission des finances du Sénat. Poursuivre la même politique antisociale.

"*Alors, arrêtons de nous raconter des histoires et commençons à raisonner à partir de la réalité. La priorité des priorités, c'est la compétitivité de l'économie. (...) Si on ne réforme pas nos systèmes de financement de la protection sociale, c'est de la délocalisation programmée. (...) Il en va de même pour la taxe professionnelle : on ne peut pas se contenter d'exonérer les nouveaux investissements.*"

La crise : "*des manquements à l'éthique*", prends-nous pour des abrutis !

Le produit de "*déséquilibres*", l'endettement gigantesque du capitalisme mondial, la spéculation effrénée portant sur des centaines de milliers de milliards de dollars ! On mesure ici leur impuissance, même s'ils en disent moins qu'ils n'en savent, quand encore ils savent de quoi ils parlent !

Le cynisme habituel en prime : "*Cela ne veut pas dire que ce sont les responsables qui paieront le prix de cette crise.*". Ah bon !

L'échec annoncé de la conférence de Washington du 15 novembre prochain, c'est moi qui l'ajoute : "*Quant aux nouvelles régulations, elles n'auront une chance d'être efficaces que si elles sont partagées au plan international.*", les dettes pour les uns et les profits pour les autres, une "*chance*" qui n'a que trop duré et dont certains dirigeants ne vont peut-être pas accepter aussi facilement de jouer les prolongations, je pense à la Chine notamment, auront-ils le choix, poser la question c'est y répondre, c'est la survie de l'ensemble du système capitaliste mondial qui est en jeu.

Le 5 novembre 2008

(complément mardi 8h du matin heure locale)

J'ai repensé encore à cette histoire de plan de relance en faveur des travailleurs avancès par les partis ouvriers. C'est assurément très généreux de leur part, mais opportuniste, on l'a déjà dit et répété. Il y a même un mimétisme dans la formulation avec les discours de Sarkozy, je ne fais pas un amalgame, ce que je veux dire c'est que là encore on retrouve la même terminologie et ce n'est pas un hasard, cela traduit un glissement droitier de ces partis.

Par ailleurs, quelle crédibilité peut avoir le mot d'ordre interdiction des licenciements si on ne pose pas comme condition préalable le départ de Sarkozy et son gouvernement. Interdire les licenciements, c'est remettre en cause le pouvoir des capitalistes sur le plan économique. Mais pour pouvoir agir sur le pouvoir économique des patrons, il faut commencer par leur retirer le pouvoir politique. C'est donc sur cet axe politique qu'un parti ouvrier devrait définir sa ligne politique. Si on n'attaque pas le pouvoir politique des capitalismes, cela signifie que l'on se propose de gérer autrement le capitalisme, or avec la crise actuelle, il saute aux yeux que c'est impossible et que cela le sera encore davantage dans les mois à venir.

Faut-il dramatiser la situation, prédire le pire aux travailleurs ? Bien entendu, les médias et le gouvernement s'y emploient tous les jours, ils jouent sur les réactions émotives spontanées, inconscientes, irrationnelles des travailleurs pour mieux les tromper, donc il faut partir du même postulat, la crise est très grave, profonde, gigantesque, les superlatifs ne manquent pas, le "monde est malade" (Sarkozy), pour dire que c'est le capitalisme qui est atteint d'une maladie incurable et que pour se soigner et se rétablir temporairement, il n'a pas d'autres solutions que de nous faire suer sang et eau jusqu'à ce qu'on en crève (travailler jusqu'à 70 ans demain, après jusqu'à 80 comme au Japon par exemple). On devrait peut-être avoir des scrupules ou se dire que ce genre d'argument serait superficiel, mais on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs à ce que je sache, on leur dit simplement la vérité en face aussi dure soit-elle, c'est notre devoir.

Ce n'est pas pour rien que les passions soulèvent les foules, employées à bon escient elles peuvent aussi servir de catalyseur ou de déclencheur à une prise de conscience plus profonde et plus vaste d'une question particulière, à faire le lien avec ce qui n'était jusque là qu'une vague idée qui soudain devient l'évidence même, au point qu'on se demande comment on a pu l'ignorer aussi longtemps... Il faut exploiter tout les moyens qui peuvent favoriser la prise de conscience des travailleurs, sans hésiter à employer les armes (y compris psychologique) de nos ennemis en les retournant contre eux.

Les travailleurs ne perçoivent pas les choses sous le même angle que nous la plupart du temps. Vouloir les amener sur notre terrain, c'est bien, c'est nécessaire, mais il ne faut pas être borné et prendre les choses à l'envers. On a le défaut de partir du conscient, de la situation telle qu'on l'analyse pour amener les travailleurs à adhérer ou partager notre point de vue, alors qu'il faut faire exactement l'inverse et partir de l'inconscient, de la situation telle qu'ils la perçoivent pour ensuite les amener sur notre terrain, sachant que ce sera seulement dans la pratique que leur conscience politique s'affermira... Le développement de la nature est ainsi fait et l'homme n'échappe pas à cette loi.

Autre chose.

Entretien sur LeMonde.fr (04.11) de Jean Arthuis (Nouveau Centre),président de la commission des finances du Sénat. Poursuivre la même politique antisociale.

"*Alors, arrêtons de nous raconter des histoires et commençons à raisonner à partir de la réalité. La priorité des priorités, c'est la compétitivité de l'économie. (...) Si on ne réforme pas nos systèmes de financement de la protection sociale, c'est de la délocalisation programmée. (...) Il en va de même pour la taxe professionnelle : on ne peut pas se contenter d'exonérer les nouveaux investissements.*"

La crise : "*des manquements à l'éthique*", prends-nous pour des abrutis !

Le produit de "*déséquilibres*", l'endettement gigantesque du capitalisme mondial, la spéculation effrénée portant sur des centaines de milliers de milliards de dollars ! On mesure ici leur impuissance, même s'ils en disent moins qu'ils n'en savent, quand encore ils savent de quoi ils parlent !

Le cynisme habituel en prime : "*Cela ne veut pas dire que ce sont les responsables qui paieront le prix de cette crise.*". Ah bon !

L'échec annoncé de la conférence de Washington du 15 novembre prochain, c'est moi qui l'ajoute : "*Quant aux nouvelles régulations, elles n'auront une chance d'être efficaces que si elles sont partagées au plan international.*", les dettes pour les uns et les profits pour les autres, une "*chance*" qui n'a que trop duré et dont certains dirigeants ne vont peut-être pas accepter aussi facilement de jouer les prolongations, je pense à la Chine notamment, auront-ils le choix, poser la question c'est y

répondre, c'est la survie de l'ensemble du système capitaliste mondial qui est en jeu.

(la causerie écrite hier soir très tard)

Je n'ai pas eu le temps de traiter certaines questions politiques d'actualité, ce qui se passe en RDC, les élections américaines, la manifestation monstre en Italie pour défendre l'école publique, la grève dans la métallurgie en Allemagne commencée samedi et qui s'étend...

J'ai oublié la préparation du congrès du PS qui ne doit pas passionner les foules ! Sur 233 000 adhérents, environ 65 000 n'étaient pas à jour de cotisations, 130 000 seulement participeraient au vote pour départager les motions en liste, une semaine avant ce vote, 40 à 50% ne savaient pas pour laquelle voter, l'économie de marché, c'est l'économie de marché, quoi !

On se détend un peu dans ce monde de barbares. Samedi dernier sur TV5 Monde Asie, ils ont retransmis une fête de la musique francophone qui a eu lieu à Bruxelles récemment. Les internautes belges devaient choisir parmi une sélection de 40 chansons d'auteurs belges leurs 10 titres préférés. Il s'agissait de chansons des années 60 à nos jours.

Vous devinez tout de suite à quel auteur est revenue leur préférence, Jacques Brel évidemment. Et dans son répertoire, devinez quelle chanson ils ont élue, je vous le donne en mille : Les bourgeois ! C'est comme les cochons, plus ça devient vieux, plus ça devient bête, les bourgeois c'est comme les cochons plus ça devient vieux, plus ça devient... con évidemment ! Une chanson de circonstance, nos amis belges ont de l'humour, mais ils sont aussi politisés. Brel avait écrit cette chanson en 1962 contre le nucléaire.

Après ce bref entracte revenons à la crise.

Comment dire, on aurait dû se pencher davantage sur l'économie depuis longtemps. Il y avait assurément de quoi développer sous un autre angle qu'habituellement des arguments convaincants contre le capitalisme. Je suis tombé par hasard sur un site Internet qui développe une analyse de la crise qui renvoie à une analyse qu'ils avaient faite en 2006 dans laquelle ils exposaient clairement ce qui allait se produire en 2007-2008. Vous aviez lu cela quelque part dans la littérature d'un parti politique ? Bien sûr, les uns et les autres parlent de la crise du capitalisme, ils en parlent tellement d'une façon détachée sur un ton monotone qu'il n'y avait pas de raison particulière d'y prêter davantage attention. C'était une erreur. En 2005, je me souviens bien m'être dit qu'il fallait s'y mettre, mais je me suis plutôt consacré à me réapproprier le marxisme, j'avais du pain sur la planche après avoir arrêté de militer pendant 20 ans pour me délivrer petit à petit de la gangrène du réformisme qui m'avait aussi pourri plus ou moins. Vous voyez, tout est possible, c'est une question de volonté, la rage de comprendre...

On nous a présenté les différents aspects de la crise du capitalisme de nos jours sous un angle plus politique qu'économique. Par exemple, s'agissant de la non-convertibilité du dollar en or, décision prise par Nixon en 1971, on a dit que le monde entier allait être submergé de dollars, que la planète entière était dorénavant sous la botte de l'impérialisme américain, ce qui était déjà le cas depuis 1944-45, que les Etats devenaient des vassaux de Washington, que la crise du capitalisme américain était entrée dans une nouvelle phase, qu'il allait exporter ses contradictions à travers le monde, en réalité, il avait atteint son point de saturation, ses limites, il ne pouvait plus absorber la surproduction mondiale, il fallait qu'il développe le crédit dans des proportions quasi illimitées. Comme cela n'allait pas suffire, en 1999, ils décidaient de briser les barrières entre les banques de dépôts et les banques d'affaires pour faire main-basse sur la totalité de l'économie et spéculer encore plus pour accumuler encore plus de capitaux.

La fuite en avant et le scénario catastrophe qui devaient mener à la crise d'aujourd'hui étaient enclenchés, plus rien ne devait l'arrêter. Dès cette époque tous les ingrédients de l'explosion mondiale du système capitalisme étaient réunis, il ne s'agissait plus que d'une question de temps. Il était donc possible de la prévoir à relativement court terme et de s'y préparer politiquement. Le passage à l'euro en 2000 allait être la goutte qui allait faire déborder le vase et accélérer la crise rampante qui menaçait tout le système. La montée de l'euro face au dollar allait certes avantager les exportateurs américains, mais elle allait fragiliser davantage les économies européennes, les différents gouvernements s'en sortiront en adoptant des mesures de dérégulations tout azimut, du marché financiers, du marché du travail, en privatisant et livrant au marché tout ce qui pouvait l'être, transport, communication, énergie, santé, éducation, etc. Toutes ces mesures étaient les conséquences de cette crise rampante prête à exploser à tout moment. La raison d'être de l'UE.

Le plus dramatique, c'est qu'aujourd'hui les uns et les autres n'entendent que s'attaquer aux conséquences de cette crise, ils n'ont pas changé d'orientation ou leur façon d'analyser la situation. S'attaquer aux fondements du capitalisme nécessite de liquider le pouvoir politique en place.

Quel constat font les masses ? Il y a une crise qui se concentre au niveau des banques. Sarkozy se pose en victime de cette crise et va l'alimenter en distribuant généreusement des centaines de milliards aux banques. Pendant qu'il saigne à blanc la population. D'un côté, elle est tentée de dire qu'il fait son possible pour éviter le pire, de l'autre, elle n'admet pas d'être finalement la seule victime de cette crise et commence à se mobiliser. En même temps, les masses observent que tous les partis institutionnels sont sur la même longueur d'onde, Fillon n'a pas besoin d'appeler à "l'unité nationale", elle est déjà réalisée dans les faits. Les travailleurs se retrouvent devant le fait accompli sans aucun moyen de se défendre, sans la moindre

perspective politique. Au mieux entendent-ils parler le POI, le PCF et la LCR qui réclament un plan de relance qui ne règlerait aucun problème, d'ailleurs il est significatif que dans tous les sondages parus ces dernières semaines, une très large majorité ne pensent pas que les mesures prises par Sarkozy seront efficaces pour stopper ou enrayer la crise, or s'ils pensent ainsi, cela signifie au passage que même si par on ne sait quel miracle un plan de relance était mis en place par on ne sait qui, s'agissant de la crise, cela ne changerait pas leur opinion puisqu'un plan de relance n'aurait aucun impact sur la crise du capitalisme, pire, il l'accélèrerait encore, par conséquence, il serait incapable d'en amortir les effets dévastateurs à venir.

Cette crise et le niveau qu'elle va atteindre devrait réjouir ceux qui agitent le *Programme de transition* tous les quatre matins, (de tête) le programme minimum et le programme de la révolution socialiste coïncident, on ne peut plus avancer l'un sans avancer l'autre, non ? Et bien non, là bizarrement nos trotskistes ne sont plus trotskistes, ils se transforment en vulgaires réformistes bourgeois.(A suivre)

Pour se faire une petite idée du niveau de la crise actuelle qui dépassera de très loin celle de 1929, un extrait d'un article que je mettrai en ligne dans la journée, sidérant.

"D'après les données les plus récentes, publiées le 30 juin 2008 par le Bureau de contrôle de la monnaie (OCC - l'agence fédérale américaine qui supervise l'activité bancaire nationale) les trois plus grandes banques américaines - JP Morgan Chase, Bank of America et Citigroup – détiennent 179 400 milliards de dollars de contrats dérivés... Les actifs de ces trois banques réunies ne dépassent pas 5 600 milliards !

Pour la Banque des règlements internationaux (BRI), l'ensemble du marché des dérivés et des ventes au gré à gré serait de plus de 675 000 milliards. Mais ces chiffres officiels sont certainement sous évalués, puisque déjà, selon les données de François Morin publiées dans Marianne, les produits dérivés représentent au moins de 1 406 900 milliards, ce qui recoupe l'estimation la plus basse de John Hoefle, rédacteur économique de l'*Executive Intelligence Review* (EIR)."

Complètement dingue, n'est-ce pas ? Je mettrai aussi en ligne deux articles qui expliquent bien ce que sont les produits dérivés. Si je vous dis que sur cette somme titanesque, la valeur proprement dite des produits issus de l'industrie ne représentent que 2% (il n'y a pas d'erreur de frappe !), vous saisissez où se situe le problème.

En principe, je ne veux pas trop m'avancer, mais d'après toutes les analyses économiques que j'ai lues ces derniers jours, ils n'ont aucun chance de s'en sortir cette fois-ci, une gigantesque dépression mondiale semble inévitable. Pour l'éviter, il faudrait que l'impérialisme américain renonce à son rôle de dirigeant de l'économie mondiale, au dollar, ce qui semble impensable. Certains parlent d'une nouvelle monnaie mondiale, d'autre d'un gouvernement économique mondiale à partir du FMI associé à d'autres institutions financières internationales, on est en plein délire ! Certains encore prévoient des crispations entre Etats, un éclatement du marché mondial et pourquoi pas le développement d'un terrain favorable à une ou des guerres dont on n'a pas idée aujourd'hui. Les plus sérieux disent qu'il faudrait déclarer les Etats en situation de banqueroute, solder les comptes, liquider les produits dérivés sans leur verser un dollar, là aussi ils rêvent tout éveillé. D'autres voudraient transformer la monnaie en capital, alors qu'elle n'est qu'un moyen permettant au capital de circuler, n'importe quoi ! Vous pouvez entasser une montagne de billets de banque dans une pièce, vous asseoir devant et les contempler, ce n'est pas pour cela qu'ils se transformeront en capital, par contre, si vous prenez une machine, des matières premières et qu'un ouvrier les transforme en marchandises, là vous créer du capital (je simplifie). Encore faut-il pouvoir les vendre à un prix incluant une plus-value permettant de revouveler le capital et d'empocher un profit au passage, ce qui n'est pas gagné d'avance par les temps qui courent.

Des gaullistes, républicains, démocrates, staliniens reconvertis dans le réformisme, jauressiens, rêvent d'un capital productif, de Colbert à Jean Paul II, je ne déconne pas, en passant par Keynes, Roosevelt et de Gaulle ou John Kerry , ils auraient découvert la panacée pour assurer la survie du capitalisme, comme si ce n'était pas le capital productif par essence qui était à l'origine de l'accumulation des capitaux à un pôle de la société alors que l'autre pôle croupit dans la pauvreté, à les entendre, il suffirait de produire toujours et encore (sous l'égide de l'Etat s'il vous plaît !) pour que le capitalisme se survive à lui-même, adieu concurrence, anarchie, surproduction, guerre, etc., travailleurs du monde entier, demain ils vous le promettent, le capitalisme ce sera le bonheur et la paix sur terre, quelle connerie ! Ils nous vantent les *Trente glorieuses*, en tant que fils d'ouvrier en bâtiment (je suis né en 1955), j'ai envie de leur dire qu'ils aillent se faire foutre, on a toujours vécu dans la pauvreté, les heures de gloire du capitalisme, on leur laisse, on n'en a jamais vu la couleur, il n'y a que les nantis pour défendre la IVe République, les fils et filles à papa, tous ces gens-là défendent les intérêts de la petite bourgeoisie, c'est de la vermine pour les ouvriers !

En lisant tous ces articles avec ces chiffres qui donnent le vertige, je me disais qu'on pouvait au premier abord se sentir impuissant face à un telle débauche de puissance, mais en fait c'est plutôt la manifestation d'une faiblesse. Les têtes pensantes qui ont conçus ce système pour spéculer sans fin et rafler toutes les richesses produites, ne sont pas plus pleines ou mieux faites que les nôtres camarades. Ils peuvent être propres sur eux dans leurs costumes trois pièces et paraître dominer le monde nous ravalant à l'état de microbes, ce sont les microbes qui vont les emporter eux et leur système failli.

Je comprends que les travailleurs doivent être impressionnés quand ils voient et entendent un ministre de l'Economie ou un économiste bourgeois leur causer de choses absconses. Ils doivent se dire : ces mecs là, comme ils causent bien, ils savent forcément de quoi ils causent, oui et non, plutôt non que oui en temps de crise. On n'a pas à être complexés, on n'a pas besoin d'eux pour diriger le pays, qu'ils nous cèdent la place et tout ira pour le mieux, sinon, chassons-les, y compris par la force.

Dans tous les sens du terme, un ouvrier vaut mieux que n'importe quel dirigeant de ce monde pourri, le jour où une majorité d'ouvriers en auront pris conscience, on sera sauver ! Mais attention, si le temps joue en notre faveur encore aujourd'hui, il n'en sera plus de même dans quelque temps (très rapidement, ils prédisent que la crise pourrait durer entre 3 et 10 ans), mettons-nous bien dans la tête que s'ils parvenaient à surmonter cette crise, ce qui nous attendrait serait alors terrible, y compris (surtout) sur le plan politique, l'hypothèse d'une dictature bureaucratique avancée par Trotsky pourrait se réaliser (l'aristocratie financière combinant le pouvoir économique et politique au niveau de l'Etat [ou de nos jours d'Etats supranationaux], les uns et les autres s'entendant pour nous écraser.).

Ce que je viens de dire est en totale contradiction avec l'attitude des partis ouvriers qui ne parlent que de "résistance", ils sont sur la défensive alors qu'il faut passer à l'offensive, le capitalisme a un genou à terre, il faut lui briser les deux jambes et l'achever, c'est le moment ou jamais. Pour donner confiance aux travailleurs, il faut leurs montrer qu'on est prêt à affronter le pouvoir en place. Il faut leur tenir ce langage de combat, de guerre contre le capitalisme. On veut (on doit) construire une armée de combattants révolutionnaires ou un parti de mauviettes républicaines, démocrates ou réformistes ignares ? Serait-ce devenu du gauchisme de dire Sarkozy dehors, à bas les institutions ? Ah, vous attendez qu'il soit trop tard pour le sortir, pour pouvoir dire plus tard que vous avez fini par le dire, que vous n'avez pas commis d'erreur, bref que vous avez toujours raison comme d'habitude... Vous avez lu quelque part dans un journal d'un parti un dirigeant déclarer : désolé je m'étais trompé ?

Il est 1h20 du matin, j'ai été un peu bavard. Au bout de 12 ans en Inde, je vis toujours comme lorsque je vivais en France, je vais encore louper le lever du soleil au-dessus de la mer demain matin, je dis cela pour emmerder ceux qui me traitent de bobo, ils sont jaloux, mais ils seraient incapables de vivre au même rythme que moi. J'ai cela en commun avec le nabot, je suis hyper actif, il paraît que c'est maladif, je m'emmerde à rien faire, cela ne m'arrive jamais évidemment, surtout que je suis aussi manuel qu'intellectuel, si je ne fais pas travailler mes mains pendant quelque temps, je ne me sens pas bien. Bonne journée ou bonne nuit. (vous corrigerez les fautes, je suis crevé.)

Le 7 novembre 2008

J'avais commis une petite erreur de mise en page et du coup il y avait un gros problème d'affichage, j'ai perdu beaucoup de temps à la trouver. Encore une fois, indiquez-moi quand un lien ne fonctionne pas, merci d'avance. Je ne peux pas perdre de temps à vérifier chaque lien, je ne me connecte jamais sur le site pour le vérifier. Au fait, depuis le début du mois, il n'y a jamais eu autant de connections sur le site, on a battu les précédents records.

Si vous voulez savoir comment est fabriquée chaque page du site, en haut de l'écran à gauche dans le menu view (vue en français) aller à source un bloc-note va s'ouvrir, vous verrez le boulot.

Je n'utilise pas de logiciel, je tape chaque balise html et le texte directement dans un bloc-note et je rajoute les balises html directement à l'écran, cela fait gagner du temps. Pour réaliser les infos en bref et les infos économiques d'aujourd'hui, j'ai passé environ une vingtaine d'heures sur l'ordinateur, quand on aime on ne compte pas ! Et je ne vous ai pas tout mis, je suis obligé de trier et de faire un choix. Les gesticulations de Royal, on s'en tape par exemple, les 13 milliards d'euros que l'Etat va consacrer au réseau ferré n'est pas une info importante, désolé pour les camarades cheminots...

J'essaie de vous donner le maximum possible d'infos économiques, car il vaut mieux savoir de quoi on cause avec les travailleurs. Les bourses sont reparties à la baisse, malgré l'élection d'Obama, malgré la baisse des taux d'intérêts de toutes les banques centrales du monde, c'est Gluckstein et ses amis qui vont jubiler ! Je suis incorrigible, mais ils le cherchent bien il faut dire.

J'ai lu une info, mais je ne suis pas bien sûr d'avoir compris, l'administration américaine envisagerait un plan de relance de près de 900 milliards de dollars en direction des entreprises et de la consommation des ménages, en plus de tout ce qui a été annoncé les dernières semaines et les derniers jours. C'est encore à prendre au conditionnel, c'est la raison pour laquelle cette info ne figure pas dans les infos du jour.

Ils vont répondre à l'endettement colossale de toutes les économies capitalistes en l'augmentant encore, c'est du délire. Ils espèrent tous que les monarchies du Golfe vont verser leur obole au FMI, quelques centaines de milliards de dollars si possible.

Mais qu'est-ce que c'est quelques milliers de milliards de dollars comparés au 1,5 millions de milliards de dollars de produits dérivés, les 10.000 milliards de crédits pourris, les 10.000 milliards du déficit américain, une bagatelle, une goutte d'eau dans un océan de dettes !

Ils n'ont pas le choix ou sinon une guerre mondiale. Medvedev a annoncé que si Obama ne renonçait pas à l'installation du bouclier antimissile américain en Pologne et d'un radar géant en République tchèque, il installerait un bouclier du même genre dans l'enclave de Kaliningrad pour les neutraliser, l'escalade quoi.

Aussi vertigineux que soient tous ces chiffres, il faut les porter à la connaissance des travailleurs. Il faut qu'ils sachent sur quelle bombe à retardement repose leur mode de vie d'aujourd'hui. Même s'ils ne sont pas directement responsables de ce qui se passe dans le monde, ils doivent savoir que leur neutralité ou passivité ne fera qu'aggraver les choses. Faut-il leur dire la vérité ? Bien sûr, ne dit-on pas que le capitalisme a survécu parce que la classe ouvrière n'avait pas conscience des rapports sociaux existant et de la place qu'elle occupe dans ces rapports d'exploitation ? Alors il faut savoir ce que l'on veut et dire les choses telles qu'elles sont, car personne n'a idée de la situation exacte.

Un dernier mot, j'ai entendu aux infos sur TV5 Monde Asie hier soir que le salaire des ouvriers chinois avaient augmenté de 12%. Tant mieux, une bonne nouvelle pour eux comme pour nous, une mauvaise pour les capitalistes du monde entier. Les patrons chinois pleurent car ils prennent de plein fouet la crise actuelle. Un patron du secteur du jouet expliquait que sa marge était tombée entre 1,5 et 2,5%, en ajoutant "au mieux", c'est très peu. L'année dernière l'industrie du jouet a exporté en Europe et aux Etats-Unis, 17 milliards de jouets, colossale, cette année se sera beaucoup moins.

Avant de se quitter, j'ai pensé ouvrir une souscription avant le renouvellement de l'abonnement du site au serveur situé à Chennai. Je dépense de plus en plus d'argent pour actualiser le site, j'ai dû prendre à mi-temps une femme de service pour s'occuper de la maison et du jardin afin de consacrer 4 heures de plus par jour au site, au total, je n'ai pas fait le calcul exact, cela me coûte plus de 50.000 roupies par an et franchement je pourrais me contenter d'écrire quelques textes par an et les envoyer à un groupe pour qu'il les publie (ou non !) et basta, j'aurais la conscience tranquille.

Cela d'autant plus que j'ai de moins en moins d'argent pour vivre et que je me prive déjà sur tout, je n'ai pas goutté le goût du vin depuis le début de l'année par exemple ou j'ai éliminé de mes achats tout produit alimentaire importé, sauf les spaguetti et la moutarde. Je ne peux plus dépenser moins. Je voudrais récupérer environ 800 à 1.000 euros (pour un an) cela me soulagerait vraiment. Un camarade m'a envoyé 80 euros, je ne vais pas encaisser son chèque avant la fin de l'année et si je n'avais pas réuni la somme nécessaire pour continuer le site, je le détruirai. Je n'aime pas parler d'argent, mais le jour où je devrai me faire opérer de la cataracte et débourser 15 ou 20.000 roupies, c'est moi et personne d'autre qui devra payer. J'ai appris hier qu'ils cherchaient des profs de français à l'Alliance française où j'ai déjà bossé 4 ans, c'est très mal payé, mais à défaut de mieux cela pourrait me faire un complément de revenu à partir du 1er janvier si je laissais tomber le site, et c'est un boulot que j'adore enseigner. Voilà, vous savez tout. A vous de voir, chacun est libre.

Avec un peu d'avance, bon week-end à tous.

Le 8 novembre 2008

Je m'étais trompé d'adresse pour l'article « *Satisfaction des besoins urgents des salariés* » et : longue vie au capitalisme ! (07.11), avec mes excuses.

Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez ont annoncé dans un communiqué qu'ils quittaient le PS, c'est une décision courageuse que nous saluons. Il n'y a rien à attendre d'un tel parti. Dommage qu'ils n'en profitent pas pour rompre avec l'idéologie qui a mené le PS là où il en est.

A Paris (et dans toute la France), quelques dizaines d'agriculteurs ont manifesté aux abords du siège de l'UMP, dans le 8e arrondissement, avec des slogans visant le ministre de l'Agriculture. "*Agriculteurs en danger, virez Barnier*", scandaient-ils. Ils ont raison, il faut virer Barnier, ajoutons le reste du gouvernement et Sarkozy, car si c'est pour demander à Sarkozy de changer de ministre de l'Agriculture, c'est s'en remettre à Sarkozy pour régler les problèmes des agriculteurs, ce qui est inacceptable évidemment. Tous les mouvements sociaux doivent converger contre le gouvernement et les institutions pour les abattre.

Je n'ai ni téléchargé et donc ni lu un article intitulé *La criminalité des seniors inquiète le Japon.* A les faire bosser comme de ânes jusqu'à des âges pas possibles, les vieux pètent les plombs. Et Sarkozy qui voudraient nous réserver le même sort en bossant jusqu'à 70 ans ou au-delà. Vous avez remarqué, ils sont passés directement de 65 à 70 comme si la situation leur donnait des ailes : coupons-leur qu'ils s'écrasent !

Tiens sur le même sujet dans l'actualité, un nouveau camouflet pour Sarkozy, sur les 4.000 suppressions de postes décidés par la direction de Renault, 3.900 salariés ont fait savoir qu'ils étaient volontaires pour partir en retraite anticipitée, apparemment travailler jusqu'à 70 piges ne les intéressent pas. Dans les infos en bref aussi, l'INSEE dans une étude montre que la période de vie la plus heureuse se situe entre 65 et 70, une fois qu'on a cessé de bosser et que l'on peut enfin profiter de la vie.

C'est quand même triste et rageant qu'il faille attendre d'être si âgé pour se sentir enfin un peu libre et heureux. Ils ont inculqué aux générations précédentes le culte du travail dans le cadre du respect du capitalisme, chacun participerait ainsi à la société nous dit-on, à un idéal partagé de progrès et de civilisation, alors qu'en réalité pendant que les uns vivent confortablement ou bénéficient de conditions de vie agréables, les autres doivent se contenter du minimum agrémenté de privations permanentes, avec la crainte du lendemain au ventre en prime sans espoir d'en voir le bout un jour, enchaînés jusqu'à la retraite. C'est la société de merde

qu'il demande aux jeunes d'adopter et de respecter. Quel idéal misérable !

C'est le week-end, on se détend un peu, pour ma part, je crois que je vais adopter le rythme des bourses, donc repos samedi et dimanche à partir de la semaine prochaine, si l'on veut car en deux jours je devrai faire ce que je n'ai pas fait durant 5 jours.

J'espère que les documents que je mets en ligne vous intéressent. Ils proviennent d'économistes ou de journalistes qui ne partagent évidemment pas nos idées politiques, cela nous donne un aperçu de ce que pense nos ennemis. En procédant par recoupement, par déduction, parfois en lisant entre les lignes, on arrive à se faire une idée assez précise de la situation.

Hier soir sur TV5 Monde Asie, ils ont passé un numéro de *Complément d'enquête* (France 2) consacré à la crise qui a dû être diffusé récemment en France, nous on l'a en différé. J'ai loupé le début, mais j'ai entendu des choses intéressantes.

L'ex-président de Wall Street, un Français dont j'ai oublié de noter le nom, a expliqué : il faut être docteur en économie pour comprendre le fonctionnement des produits financiers concocter par les institutions financière, vous ne l'êtes pas, moi non plus, et je ne pense pas que les dirigeants le soient non plus, d'où l'intérêt de lire les articles de certains économistes.

Il a raconté comment travaillaient les traders : ils font de l'argent à la micro-seconde, pour eux le court terme c'est dans la seconde qui suit, le moyen terme c'est dans les 30 minutes qui viennent et le long terme se situe à la fin de la journée. Aux Etats-Unis, le profit des entreprises consacrés aux marchés financiers est passé de 18 à 38% en quelques années, ce qui expliquent bien des problèmes.

Trois chiffres concernant la France, mais vous les connaissez déjà peut-être : la dette se monte à environ 1.250 milliards d'euros ; le déficit de 2007 a atteint 49 milliards d'euro ; l'épargne populaire, compte courant inclu, atteint 630 milliards d'euro, c'est le fric que la population met à la disposition des banquiers pour leurs tripotages, plus qu'en Allemagne qui compte plus de 80 millions d'habitants (63,8 en France).

J'ai suivi le reportage sur l'Islande, vous vous souvenez que je vous avais dit qu'il fallait suivre ce qui se passait dans ce pays qui avait touché le fond car c'était ce qui pourrait arriver ailleurs, ils l'on confirmé lors de cette émission.

Pour les remercier de leurs loyaux et bons services, les traders de Wall Street recevront un cadeau de fin d'année de.... devinez combien ? Allez dites un chiffre, osez bordel, c'est gratos ?

La bagatelle de 49 milliards de dollars ! C'est ce que Bush, Sarkozy et Brown appellent sans doute "réguler le marché financier". Allez-y, continuez sur la même lancée, ne changez rien surtout, rajoutez-en une grosse louche pour que tout le système s'effondre, on n'attend que cela, on ne peut pas prier pour que cela se réalise, mais on y pense très fort, on est prêt à assurer la relève, c'est vite dit, mais avec un peu d'audace, d'imagination et de bonne volonté, on pourrait bien leur faire la peau quand même plus vite qu'ils ne le pensent.

Une chose est sûre au moins, tout le monde en a marre de tout dans leur société de merde, tout le monde manifeste ou non mais pensent finalement la même chose, contentons-nous en à défaut de mieux, d'un vrai parti communiste.

On se détend camarades, pas trop quand même. J'ai une mauvaise nouvelle pour les camarades qui mesurent plus d'1,70m et qui voudraient se rendre à New York en classe loisir avec Air France : dorénavant il vous en coûtera 50 euros supplémentaires pour accéder aux places situées près des issues de secours numérotées K et pouvoir allonger vos grandes jambes. C'est vraiment mesquin, petit, minable quoi.

Je n'ai pris qu'une fois Air France entre Chennai et Roissy, champagne à gogo, je croyais rêver ! Sur Air India, Air Lanka ou d'autres compagnies asiatiques des steewards sympas et souriants, plus crispés sur British Airway et Air France, et pas de champagne, du vin, des alcools mais je ne picole pas en avion ou ailleurs.

Cela tombe très que je n'aie plus de fric pour aller en France, il y a plus de 6 ans maintenant j'avais très mal supporté le voyage, je l'avais vécu comme une punition, interminable, pas de place parce que l'avion était plein à craquer, impossible de fumer, de quoi se faire chier pendant 10 heures quand on est trop crevé pour lire et qu'on ne ferme pas l'oeil une minute de Roissy à Chennai.

Au fait, je renouvelle ma proposition pour les vieux camarades sans le sou qui voudraient passer un moment à Pondichéry et économiser leurs maigres retraites, ma maison leur est grande ouverte. Seule restriction, l'alcool, les drogues dures et les jeunes filles, le bruit, bref tout ce qui pourrait m'attirer des emmerdes. Si des camarades voulaient s'installer quelque part je leur donnerais un coup de main volontiers. S'ils demeurent chez moi, je leur demanderais seulement de participer aux frais alimentaires, le reste est à ma charge, je ne peux pas proposer mieux. Discussions politiques en option, à condition de ne pas perturber mon boulot !

Une dizaine d'étrangers vivent désormais dans mon village de pécheurs, Français, Belges, Allemands, Danois, la plupart sont

des retraités, une Française s'est retrouvée avec à peine 300 euros par mois pour vivre, ici elle peut encore vivre décemment sans faire de folie. Je n'en connais que 3, le Belge était directeur de banque paraît-il, il est actuellement au Sri Lanka, lorsqu'il sera revenu, j'envisage de l'entreprendre sur la crise, les produits dérivés, etc. , sauf si ça l'emmerde, après tout il bossait peut-être chez Fortis ou Dexia le malheureux ! Il y a un pécheur français, ce n'est pas une blague, quand la saison de pêche est finie dans sa région en France, il rapplique m'a-t-on dit. Voilà les nouvelles du bled comme disent nos cousins de l'autre côté de la Méditerrannée !

Namaska, salam, vanakom ! Have a good week-end and see you later.

Le 10 novembre 2008

Je vous ai dégotté un passage d'Anti-Dühring d'Engels sur la crise qui devrait vous ravir. Je n'ai aucun mérite, je l'ai lu plus de 10 fois. Mon texte d'avant-hier matin n'était qu'une vulgarisation du marxisme à côté de ce passage d'une clareté à couper le souffle. J'ai presque envie de vous dire : ne perdez pas votre temps si précieux, faites comme moi, lisez plutôt Engel !

En écrivant des textes à caractère théorique, après coup je vérifie si j'ai bien appris ma leçon et si je n'ai pas été trop à côté de la plaque. D'une certaine manière, j'ai rendu ma copie et c'était nécessaire, car si je ne mets pas beaucoup d'atouts de mon côté pour mettre en valeur mon travail, il faut bien que je montre de temps en temps que je sais un peu de quoi je parle. On peut avoir lu beaucoup, avoir une grosse tête bien rempli, être bardé de diplômes, connaître des textes par coeur et finalement ne pas comprendre grand chose à l'arrivée. Ce genre de personnage ne m'intéresse pas et ne me ressemble pas, je suis plutôt comme Van, ma tête se vide au fur et à mesure que je la remplis parce qu'elle est trop petite pour contenir tout ce que je lis ou étudie.

Et puis écrire sur un sujet déjà traité par d'autres ne manque pas forcément d'intérêts, car on aborde toujours les choses un peu autrement. Sinon je ne possède pas les connaissances encyclopédiques d'Engels et nous n'avons pas vécu à la même époque, donc la comparaison s'arrêtera là, je suis l'élève et il est le professeur. Quand j'ai parlé à plusieurs reprises de modestie, je commence par me l'appliquer à moi-même, ce n'était pas de la fausse modestie de ma part et je le prouve au passage. L'unité de la théorie et de la pratique trouve plus largement son application dans la vie quotidienne en faisant coïncider les paroles avec les actes.

C'est difficile d'écrire quand on a toujours l'esprit en mouvement, en même temps c'est ce dynamisme qui contribue à son développement. Je ne conçois pas le fonctionnement d'un esprit figé, étroit, borné qui ne se pose pas de questions. Je lis Engels parce qu'il m'inspire et non pour apprendre par coeur quelque chose ou par fétichisme, il m'aide à réfléchir et répond aussi à certaines questions que je me pose. Ce qui est extraordinaire, c'est quand on relit pour la énième fois le même passage et qu'on y découvre encore quelques de choses de nouveau.

Ce serait intéressant que vous nous fassiez part de vos réflexions après cette lecture d'Engels qui peut nous éclairer pour comprendre dans quelle direction s'oriente le capitalisme.

"*Dans les trusts, la libre concurrence se convertit en monopole, la production sans plan de la société capitaliste capitule devant la production planifiée de la société socialiste qui s'approche. Tout d'abord, certes, pour le plus grand bien des capitalistes. Mais, ici, l'exploitation devient si palpable qu'il faut qu'elle s'effondre. Pas un peuple ne supporterait une production dirigée par des trusts, une exploitation à ce point cynique de l'ensemble par une petite bande d'encaisseurs de coupons.*".

Et pourtant jusqu'à présent les peuples le supportent, mais ils n'ont pas forcément conscience d'être dirigés par des rentiers dont l'horizon ne dépasse pas leur cassette. S'ils le supportent dans les pays comme la France, il faudrait peut-être un jour se demander pourquoi, non ? Elémentaire, non ? Messieurs les dirigeants au boulot !

Ce qui est intéressant de constater ici, c'est que ce n'est pas l'exploitation qui s'effondre, mais les grandes institutions financières et les banques. Il faut donc lire l'analyse d'Engels en tenant compte du développement du capitalisme depuis un siècle et demi.

S'il est toujours fortement recommandé de lire les textes des marxistes pour en tirer des enseignements théoriques, il faut cependant être très prudent quant à leur utilisation. Il est très facile de se méprendre et de déformer leurs propos en partant de ce que l'on aurait voulu y trouver. Je vous rassure, on est tous tombés un jour dans ce piège et cela nous arrivera encore si l'on ne fait pas preuve d'une rigueur absolue. La difficulté réside dans le fait qu'il faut prendre en compte l'évolution de l'ensemble des facteurs qui composaient une situation hier comme aujourd'hui avant de formuler une conclusion. La théorie n'est pas figée, elle repose sur l'observation de faits dont les causes tendent à produire les mêmes effets, rien n'étant exactement identique d'une époque à l'époque, il faut donc en vérifier en permanence la pertinence et l'amender en fonction des conditions nouvelles lorsque c'est nécessaire, sinon on se transforme en dogmatique. Ce n'est pas forcément parce qu'une chose perdure qu'elle aurait exactement la même nature qu'hier, ni par conséquence produirait les mêmes effets.

Par exemple, dans ce passage d'Anti-Dühring il est notamment question de l'Etat et ses rapports avec le développement du mode de production capitaliste. Si l'Etat n'a pas tellement changé depuis un siècle et demi, par contre bien des changements ont eu lieu au sein du capitalisme. Que l'Etat soit amené naturellement à prendre la direction de certains secteurs de l'économie (énergie, transport, santé, édication, etc.) pour assurer leur développement et leur pérénité, afin de garantir le développement des autres secteurs du capitalisme est une chose. Par la collectivisation d'une partie de l'économie et de la production l'Etat réalise une partie de l'objectif de la socialisation des moyens de production, mais l'Etat ne devient pas pour autant socialiste comme le précisait Engels à destination de Dühring et des socialistes bourgeois.

Comme l'Etat et les classes ne pourront pas être abolis immédiatement, les moyens de production doivront être concentrés entre les mains de l'Etat ouvrier à la première étape du socialisme. Par ailleurs, l'étatisation partielle des moyens de production réalisée par la bourgeois représentait un réel progrès économique et social puisque cette mesure s'inscrivait dans la perspective du socialisme et de l'abolition de la propriété privée. A l'époque d'Engels cette formulation était correcte, car le mouvement ouvrier qui s'était développé jusqu'alors tendait à remettre en cause le capitalisme, quel que soit le secteur d'activité dans lequel les travailleurs étaient employés, public ou privé, il partageait le même combat pour le même objectif. Cependant, à cette époque là, le secteur public était très faiblement développé, ce n'est que bien plus tard que l'Etat dirigera directement des pans entiers de l'économie et de la production. Quelles en seront les conséquences sur le plan politique ? Avant de répondre à cette question, il faut tenir compte de ce qui s'est passé entre temps.

En dehors de la Russie en 1917, dans aucun pays du monde le prolétariat n'aura pris le pouvoir, et les partis ouvriers, au lieu d'adhérer au socialisme s'en écarteront toujours davantage, jusqu'à la rupture, pour finalement capituler définitivement devant la bourgeoisie. Le combat du mouvement ouvrier ne sera plus orienté pour en finir avec le capitalisme, mais pour s'y adapter. Du coup, l'étatisation par la bourgeoisie de secteurs entiers de l'économie, au lieu de constituer un point de repère sur la marche à suivre par le mouvement ouvrier pour réaliser la collectivisation de l'ensemble des moyens de production, au lieu de lui servir de point d'appui à son combat, allait se transformer en son contraire, la bourgeoisie allait tirer profit de la division du prolétariat en deux secteurs distincts présentant de profondes inégalités et de la dérive politique de ses syndicats et partis, pour assurer la pérénité de son pouvoir politique. Désormais, puisque les employés de l'Etat ne combattaient plus contre des propriétaires de moyens de production et que les syndicats et partis avaient abandonné le combat pour le socialisme, seuls les avantages immédiats attachés à leur condition méritaient d'être défendus, leur existence quotidienne et leur avenir dépendaient entièrement ou étaient conditionnés (subordonnés) par le maintien en place de l'Etat bourgeois.

Pour résumé, ce qui était au départ un progrès sur le plan économique et social et pouvait fournir un élan au développement du combat politique du mouvement ouvrier, a pris la forme d'un obstacle politique au fil du temps.

A tel point que de nos jours le secteur public est devenu le principal bastion de la collaboration de classes et du révisionnisme du marxisme.

Marx et Engels n'étaient pas favorables à l'adoption par Bismarck de lois en faveur des ouvriers, car elles auraient eu pour conséquence de renforcer son pouvoir et de diviser la classe ouvrière encline au spontanéisme.

J'en déduis donc que l'on doit défendre les services publics existant encore dans une perspective révolutionnaire uniquement, et qu'en aucun cas on devrait se féliciter que Sarkozy nationalise quoi que ce soit, encore moins le réclamer à cor et à cri.

Si les mots d'ordre de renationalisation ou d'expropriation des capitalistes (sans indémnité ni rachat) ne sont pas associés à la question du pouvoir politique, à la nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir politique au préalable, aujourd'hui elle devrait prendre la forme du combat pour chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République au service des capitalistes, ils reviennent à s'en remettre à l'Etat bourgeois pour les réaliser, et s'inscrit donc dans la perspective de la pérénité du régime, autrement dit, ce sont des mots d'ordre contre-révolutionnaires, c'est indirectement soutenir le gouvernement et les patrons.

Voilà ce que j'ai tiré de la lecture de quelques lignes de cet extrait d'Anti-Dühring, qui au premier abord laissaient entrevoir un soutien sans faille à la collectivisation par l'Etat bourgeois de certains secteurs de l'économie. Je vais même vous avouer qu'après l'avoir relu très rapidement la première fois avant-hier, j'ai failli me piéger tout seul !

Le financement des associations par l'Etat n'a rien à envier à celui des syndicats, il témoigne de leur dépendance vis-à-vis de l'Etat qui sait très bien ce qu'il fait en agissant de la sorte. On va hésiter longtemps avant de couper la main de celui qui se montre si généreux envers nous, non ? Cela fait plus de 60 ans que cela dure, trop c'est trop, cela doit cesser !

Lorsque les travailleurs sont confrontés à des licenciements, les épigones du marxisme sortent le mot d'ordre d'interdiction des licenciements, mais comme il n'est pratiquement jamais possible de les empêcher, lorsque les patrons sifflent la fin de la partie, nos philistins petits bourgeois se congratulent la conscience tranquille en ayant la certitude d'avoir fait ce qu'il fallait faire, tandis que les ouvriers sont virés sans pouvoir tirer le moindre enseignement de leur combat puisqu'il ne s'inscrivait pas dans une perspective politique révolutionnaire, il ne leur restera plus qu'à penser que le capitalisme est invincible et aller s'inscrire à l'ANPE.

On pourrait faire le même constat lorsque les travailleurs sont face à une privatisation ou une délocalisation de leur entreprise, sachant qu'aucune privatisation ou délocalisation décidée n'a pu être empêchée, rien n'y fait, nos philistins de service leur sortent accessoirement leur mot d'ordre de nationalisation, de préférence une fois que la privatisation a déjà été réalisée, mais comme leur mot d'ordre ne s'inscrivait pas dans la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs, cela revenait à laisser le soin à l'Etat bourgeois de gérer lui-même leur entreprise, à placer tous leurs espoirs dans la bourgeoisie au lieu de la combattre. Résultat pour la classe ouvrière et le mouvement ouvrier : nul, tout au plus ils pouvaient développer des illusions dans la capacité et la volonté de l'Etat de revenir un jour sur sa décision au détours d'une situation plus favorable, qui sait, l'espoir fait vivre... le capitalisme !

Les jeunes militants peuvent s'imaginer que ce que je viens de décrire est nouveau ou récent, pas du tout, tous les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers n'ont à ma connaissance jamais mis en oeuvre une autre politique.

Ne dites pas que cela n'aurait servi à rien, certes, on n'aurait pas pu davantage s'opposer victorieusement aux licenciements, aux privatisations ou aux délocalisations, mais au moins on leur aurait montré qu'il existait une issue politique pour les interdire, ce qui aurait permis de recruter des militants et de construire un parti. (A suivre)

Autre sujet.

Au fait, Sarkonapoléon ne devait-il pas remettre sur le tapis au mois d'octobre la question du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne ? La crise a explosé entre temps, il a autre chose à penser de plus urgent, on comprend ! En fait sur tous les fronts ils sont dans la merde ce qui nous réjouit.

Sur la crise. Ils ont eu raison d'organiser leur sommet un samedi lorsque les bourses sont fermées. On parlera peut-être plus tard du lundi noir ! Au fait, les traders ne bossent pas encore le samedi et le dimanche ?

Demandez le programme... circulez rien à voir

Le président du FMI, DSK (PS) a assuré que le sommet de Washington n'allait "*pas créer un nouveau traité international*", dans une interview publiée samedi par le quotidien britannique *Financial Times*. C'est un scoop !

Quant à la porte-parole de la Maison Blanche Dana Perino, elle a estimé samedi que le sommet du G20 devra dégager des idées communes, mais aussi "*réaffirmer l'engagement (du monde) sur les grands principes de l'économie de marché dont (les principes) d'économies ouvertes et compétitives, d'une expansion du commerce et d'un accroissement des flux de capitaux et d'investissement*". Que en voilà une excellente idée ! On ne le dira jamais assez, ils n'ont pas d'autre choix que la fuite en avant, ils sont cuits, mais pas encore carbonisés !

Il est peu probable que le FMI ou un autre organisme international puisse un jour remplir le même rôle que les Etats, par contre les banques centrales, notamment la BCE

Réflexion à haute voix sur la crise.

Si personne n'aurait pu prévoir que le capitalisme vivrait aussi longtemps, personne n'avait pu prévoir non plus par quels moyens il assurerait sa survie. On en connaît en partie les raisons sur le plan politique, les ravages commis par le stalinime après guerre, la renaissance de la social-démocratie pourrie grâce à la générosité de la bourgeoisie et le soutien de trotskistes, la dislocation de la IVe Internationale en 1952-53 puis l'adaptation de ses deux principales composantes au stalinisme ou au socialisme réformiste.

Sur le plan économique, beaucoup de choses ont été dites et écrites au cours des 63 dernières années. Force est de constater aussi que personne ne pouvait imaginer que le capitalisme se doterait d'instruments financiers capables de développer une crise aussi gigantesque que celle d'aujourd'hui. Pourtant, il ne les a pas inventés hier mais il y a au bas mot une dizaine d'années, on pourrait tout aussi bien dire deux décennies, et que ce processus s'est amplifié à partir de 1999.

Si vous avez lu les documents économiques que j'ai mis en ligne, vous avez peut-être comme moi constatés qu'aucun économiste n'allait au fond du problème posé par cette crise pour l'analyser. On pourrait en déduire que tous les chiffres qui nous sont fournis sont à prendre avec beaucoup de précautions, non pas qu'ils seraient erronés, mais parce qu'ils recouvrent une réalité que l'on ne soupçonne pas vraiment et qu'il sera difficile à déterminer avec précision.

On sait que sans le crédit et l'énorme endettement américain et mondial, la production serait à l'arrêt depuis plus de 35 ans. Sans remonter aussi loin, on peut se demander quelle proportion du PIB mondial est financé à crédit et que reste-t-il vraiment de la plus-value dégagée par la production industrielle. En restait-il au moins quelque chose une fois défalqués et payés les intérêts et la fraction de la dette? Si la réponse est négative, depuis combien de temps la plus-value produite ne suffit plus pour absorber le poids de la dette ?

L'endettement intérieur en France a atteint 3.656 milliards d'euros à comparer avec le PIB dont le montant en 2007 était environ de 1.892 milliards d'euros. Bien que la population n'ait jamais été aussi endettée, le décrochage entre le PIB et l'endettement n'a cessé de s'accentué ces dernières années. La preuve est faite que la solution à leur problème ne pouvait pas venir de ce côté là, pire, qu'elle remettait à terme en cause tout le système capitaliste. Et qu'ont décidé tous les gouvernements : creuser les déficits publics et acccroître l'endettement de la population et des entreprises, ils en rajoutent généreusement une grosses louches, ainsi, s'ils parviennent à sortir de cette crise, la prochaine fois ils périront écraser sous le poids des mesures qu'ils avaient pris pour sortir de la précédente.

Le temps joue contre eux, il est passé de notre côté, ce n'est pas le moindre des facteurs, j'ai a l'esprit qu'à chaque fois que le prolétariat a eu le temps de prendre conscience de ce qui se passait vraiment, par exemple lors du référendum de 2005 où la campagne a duré plus d'un an, il a fini par comprendre qu'ils voulaient le rouler et il a trouvé la bonne réponse. Ajoutons, que les maîtres du monde ne sont plus les seuls à avoir les cartes en mains, parce qu'ils sont impuissants à contrôler ce facteur qui jour en notre faveur.

Leurs affaires carburent à la confiance, elles ne tiennent qu'à cela, ils ne cessent de le répéter, ils faut donc tout faire pour leur laminer, pour laminer la confiance de la classe ouvrière dans le capitalisme, dans l'Etat, dans tout ce qui touche de près comme de loin à ce foutu système failli. Cessez de vous endetter, n'achetez que le minimum dont vous avez besoin, retirer votre argent des banques, annulez vos plans d'épargne, etc., coupez-leur l'herbe sous le pied, ne leur laissons aucun espoir de s'en sortir, comme disait Marx, le prolétariat n'a rien à attendre du règlement d'une crise par la bourgeoisie elle-même, par contre il est en droit de tout espérer s'il la règle par ses propres moyens.

Sachons profiter de la situation pour construire le parti.

Un éditorial très populaire sera en ligne demain, j'en ai écrit le brouillon sur les coups d'une heure du matin. Le genre de tract qu'aucun parti n'osera distribué aux travailleurs. Comment en partant de la situation actuelle, des revendications, poser concrètement le plus simplement du monde la question du pouvoir, proposer une orientation politique aux travailleurs, au lieu de tout faire pour les complaire dans le système capitaliste et soutenir le gouvernement. L'antithèse du réformisme bourgeois des partis ouvriers. Dites-moi à quoi a toujours conduit le regroupement de travailleurs sur la base de leurs revendications en dehors de toute perspective politique ? Regardez autour de vous : à rien, moins que rien, pire que rien !

Bonne semaine à tous.

Le 11 novembre 2008

Malgrè l'annonce d'un vaste plan de relance de 4 000 milliards de yuans (461 milliards d'euros) par le gouvernement chinois, Wall Street a encore terminé en baisse hier. Il faut dire que l'annonce de pertes records par plusieurs institutions financières américaines, la quasi faillite de General Motor et Ford, a de quoi leur plomber le moral.

Développer le gigantesque marché chinois pour donner un nouveau souffle au capitalisme, on en parlait déjà il y a quelques semaines. Cela va contribuer à amplifier à terme les contradictions du capitalisme. Une partie de ces 461 milliards d'euros va être versée aux entreprises sous forme de crédit, le reste ira au développement d'infrastructures en Chine.

Des économistes se sont réjouis un peu vite à l'annonce de ce plan, car rien ne dit qu'il aura un impact sur la crise actuelle, au contraire, j'ai plutôt l'impression que les autorités chinoises ont décidé de régler leurs propres problèmes intérieurs (sociaux notamment) sans s'occuper du reste du monde capitaliste.

Il faut dire qu'ils ont déjà perdu plus de 360 milliards de dollars pour avoir investi dans les institutions financières américaines véreuses sur les conseils du secrétaire américain au Trésor Henry Paulson, comme quoi quelque part les dirigeants chinois sont naïfs et manipulables, mais bon, chat échaudé craint la pluie.

Si Hu Jintao fera le déplacement au sommet de Washington dans 4 jours, rien ne dit qu'il acceptera de mettre la main au portefeuille pour venir au secours d'économies dont les dirigeants n'ont cessé de le traiter comme un ennemi à abattre.

L'unité affichée des dirigeants du vieux monde face à la crise n'est qu'une façade. Après que Tony Blair est devenu l'émissaire permanent de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, Gordon Brown a repris le flambeau dans le rôle de valet de Washington, sans se soucier de la concurrence du nabot, mais voilà qu'un autre prétendant au rôle de serpillère est entré en liste, Zapatero qui a réussi à se faire inviter au sommet du 15 novembre. Ah ces *socialistes* comme on les aime !

Je vous invite à lire le dernier document mis en ligne *border=0>Ajustement, mutation ou effondrement de l'Empire ?* car il fournit des informations intéressantes sur la place et le rôle de l'impérialisme britannique au côté de l'impérialisme américain. On en avait

déjà parlé un jour, mais il est bon de rappeler que l'aristocratie financière britannique est largement impliqué dans le Fed, et que la banque centrale américaine est en réalité une société mixte dans laquelle les banques privées occupent une place prépondérante. Rien que cela suffit à comprendre pourquoi les Etats-Unis sont gérés comme une vaste entreprise privée capitaliste.

Un autre sujet pour se détendre quelques instants.

La moitié du nabot, plutôt celle du bas que celle du haut, aurait signé une pétition sur l'égalité. Rien d'extraordinaire en soi, mais l'emploi du mot *égalité* m'a fait tout de suite penser à un parti se réclamant de la IVe Internationale qui se nomme *Parti de l'égalité*, et évidemment à ce qu'ont écrit sur le sujet Marx et Engels.

Ce n'est sans doute pas un hasard si de plus en plus souvent sur le plan sémantique les dirigeants du mouvement ouvrier et les représentants officiels du capitalisme empruntent les mêmes expressions et se réfèrent aux mêmes valeurs bien que sous un angle différent. Certains y verront là l'indice d'un complot organisé contre le prolétariat, d'autres la marque d'une simple collusion d'intérêts, d'autres encore le produit d'une simple faiblesse, ou encore un manque de discernement, de maturité politique, pour ma part je me bornerai à y voir un manque certain d'indépendance par rapport aux intérêts de la classe dominante et ses idées qui sont venues polluer leurs discours, gangrener leurs partis.

A force de s'adapter jusque dans les moindres détails au mouvement spontané des masses qui comprend une grande part d'inconscience, au lieu de leur proposer une perspective politique (révolutionnaire) pour favoriser le développement de leur conscience politique, on en arrive forcément à emprunter leurs travers, en l'occurrence à tout mettre sur un pied d'égalité.

Marx expliquait que pour bien faire le droit devrait être inégal puisque aucun individu dans la société n'est finalement égal ou identique à un autre, sur le plan morphologique ou somatique, psychologique ou mental, etc.

Instituer un droit égal relèverait de l'imposture et ne servirait en régime capitaliste qu'à masquer l'inégalité sociale sur lequel le capitalisme est fondé et qui se perpétue tout au long de son règne.

Le droit en vigueur dans un pays ne peut pas être supérieur à son développement économique. Le droit est taillé sur mesure sur les intérêts de la classe qui détient le pouvoir politique et économique. Pour qu'il soit respectueux des intérêts collectifs, mais aussi des intérêts particuliers de chaque individu, il faudrait que la majorité de la population détiennent réellement le pouvoir politique et qu'elle décide des lois qui doivent être appliquées, afin de veiller à ce que la diversité des besoins de chacun soit satisfaits.

Paradoxalement, seule une loi générale pourrait garantir le respect des intérêts particuliers de chaque personne, à partir du moment ou ce serait le bien-être de chacun qui guiderait les intentions du législateur, afin que nous puissions vivre les uns et les autres en harmonie et en paix.

Avant d'en arriver à une société débarrassée de la concurrence et de la compétition que se livrent les individus entre eux pour assurer leur survie, qui n'existera que lorsque le capitalisme ou l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu de la surface de la terre, nous serons obligés de passer par une étape intermédiaire pendant laquelle les inégalités demeureront bien qu'elles n'auront plus la même acuité qu'aujourd'hui, et il en sera ainsi tant que les classes sociales et l'Etat existera.

Quand le prolétariat aura pris le pouvoir, s'il ne sera pas possible d'éliminer toutes les inégalités sociales du jour au lendemain, compte tenu que le droit est à l'image du développement économique, en expropriant les 1824 propriétaires des grandes entreprises et en planifiant la production en fonction des besoins de la majorité de la population, nous nous donnerons les moyens d'élever le droit à un niveau supérieur, de telle sorte qu'il pourra davantage prendre en compte la situation de chaque individu.

A l'inégalité qui a pour origine les rapports sociaux d'exploitation, il faut associer l'injustice qui règne en maître dans la société actuelle. D'ailleurs, je pense que l'on ne devrait pas parler de l'une sans l'autre. Le droit égal en matière juridique constitue une injustice fondée justement sur l'inégalité existante entre un ouvrier et un patron par exemple. On nous juge avec les mêmes lois alors que nous n'occupons pas la même place à l'intérieur des rapports sociaux. Pour un même délit commis, la sentence devrait être supérieure pour un patron. Un crime s'explique par le désespoir, parce qu'on a perdu tout repère, parce qu'on a été poussé à bout dans le cas d'un ouvrier, dans celui d'un bourgeois, c'est davantage par vanité ou par cupidité qu'il agira dans un moment de folie, on ne peut pas mettre sur un pied les deux situations et les juger de la même manière, c'est pourtant ce que fait tous les jours leur société de merde. On peut combattre l'ouvrièrisme sans être borné pour autant.

Le combat pour des valeurs ou des principes pour autant qu'il est nécessaire doit s'inscrire résolument dans une perspective politique claire, sinon on risque de s'emmêler les pinceaux et de rendre service à nos ennemis en croyant faire le contraire.

Il n'est évidemment pas dans mon intention de nier que toute situation renferme des contradictions, même si souvent j'en privilégie un aspect seulement, généralement celui que je juge le plus important.

On ne peut pas imaginer que les termes d'une contradiction qui sont en opposition pourront trouver un développement au-delà

d'une certaine limite dans un cadre donnée sans le faire éclater.

Par exemple s'agissant de la démocratie dont on nous rebat les oreilles à longueur de temps. Elle existe, certes sous une forme atrophiée, mais elle existe quand même, on peut encore se réunir, fonder un parti, distribuer des tracts sur la voie publique, etc., sans risquer de se faire emprisonner. Maintenant, dans la société telle qu'elle est, il est impensable et il n'est pas souhaitable que la démocratie se développe au-delà de cette limite, et si la classe dominante le permettait, plus exactement la lutte des classes, ce serait pour mieux nous asservir et assurer la pérennité de son pouvoir puisqu'il n'existe aujourd'hui aucune raison de penser que nous pourrions la renverser demain. Davantage de démocratie en régime capitalisme se traduit par la collaboration de classes, une forme de corporatisme rampant qui ne veut pas dire son nom, la démocratie participative appartient au même registre. On ne peut concevoir un développement de la démocratie qu'une fois après avoir fait sauter le cadre contraignant du capitalisme qui l'emprisonne.

Pour le prolétariat et le mouvement ouvrier, le combat pour la démocratie aurait dû se limiter à la reconnaisance du droit de combattre ses ennemis dans un cadre défini par la loi. A partir du moment où légalement la classe ouvrière pouvait s'organiser, le reste aurait dû être uniquement son affaire. Autrement dit, chacun à sa place, d'un côté la bourgeoisie menant son combat avec les armes dont elle dispose pour perpétuer sa domination de classe, de l'autre, la classe ouvrière avec les siens pour préparer la prise du pouvoir. A la lecture de ces lignes, vous pourrez facilement vous faire une idée du degré de dégénérescence atteint par le mouvement ouvrier. Le passage du combat légal au combat illégal, la violation de la démocratie (bourgeoise) n'aura pas besoin de justification au moment de la révolution, puisque rien ne peut justifier l'existence du capitalisme et de l'exploitation. Osons dire que c'est le développement de la démocratie au-delà de ce qui était nécessaire à la classe ouvrière pour combattre la bourgeoisie, qui a pourri le mouvement ouvrier, vous pourrez ainsi juger à leur juste valeur les dirigeants qui n'ont que ce mot là à la bouche.

Ce serait trop long à développer ici, mais on peut dire que la République et la démocratie d'un côté, et le socialisme de l'autre, sont antinomiques, ou plus précisément, le combat pour la République et la démocratie annule ou neutralise celui pour le socialisme qui fait office de cinquiéme roue du carrosse ou de bonne conscience. Les deux premiers sont rivés et tournés vers le passé, tandis que le troisième demeure du domaine de l'hypothètique, les deux premiers existent concrètement bien que de manière très imparfaite, alors que le troisième relève davantage d'une théorie ou d'une idéologie que d'une science (dans l'esprit de la population) dont les bienfaits méritent encore d'être démontrés. Inutile de dire de quel côté penche l'aiguille de la balance. On appelle cela aussi tirer les masses en arrière.

On pourrait se livrer à la même démonstration en partant des améliorations des conditions d'existence du prolétariat, qui passées une certaine limite, se sont transformées en autant d'obstacles à son combat. C'est dialectique ni plus ni moins. S'agissant de ce problème particulier, on ne peut pas revenir en arrière ou refaire l'histoire, par contre ne pas corriger le tir une fois qu'on en a pris conscience, c'est tout simplement criminel, c'est nuire volontairement au mouvement ouvrier et l'induire sciemment en erreur. Inutile de préciser à qui profite le crime.

Corriger le tir, cela consiste pour commencer par rompre avec l'Etat et ses institutions, c'est rompre avec la bureaucratie syndical pourri, c'est sortir des organismes sociaux où ils cogèrent en fait leur destruction ou la liquidation de nos droits, c'est ensuite rompre avec l'idéologie réformiste bourgeoise, et finalement, c'est engager le combat pour chasser Sarkozy, liquider les institutions, pour résoudre la question du pouvoir. Corriger le tir, c'est tout mettre en oeuvre pour organiser la classe dans la seule perspective d'élever son niveau de conscience politique, afin de préparer les conditions de la prise du pouvoir. C'est construire le parti, un parti communiste.

La crise du capitalisme va peut-être précipiter les choses et remettre de l'ordre là ou nos dirigeants ont failli lamentablement, c'est notre seul espoir de nous en sortir, ce ne serait pas le premier paradoxe que l'histoire nous réservait. Prenons les choses telles qu'elles sont, telles qu'elles viennent, car c'est encore le meilleur moyen pour les transformer, à condition d'en avoir la volonté bien sûr.

Un dernier mot très bref.

Les infos en bref et l'édito seront prêts demain en milieu ou fin de journée seulement.

J'ai fait un peu de ménage dans les fichiers et actualisé quelques pages d'accueil, c'est un véritable bordel dans mon disque dur, j'ai encore 1400 dépêches à classer ! Vous m'excuserez les erreurs.

Le 12 novembre 2008

L'édito demain seulement, je viens de passer 5 heures uniquement à formater les infos économiques.

11 novembre oblige, hier soir sur TV5 Monde Asie, ils ont cru bon de nous servir deux films dont l'histoire se déroulait pendant

la première guerre mondiale.

Expérience profondément pénible et traumatisante pour tous ceux qui l'ont vécue, mais le dernier poilu s'est éteint l'année dernière, seule la mémoire reste. L'horrible boucherie impérialisme cautionnée par le Parti radical et la SFIO à de quoi révolter près d'un siècle plus tard.

J'ai eu à l'occasion une pensée au vitriole contre les libre-penseurs qui perpétuent à leur façon la collaboration de classes qui existera en 1914. Confrérie dans laquelle on retrouve des bonnes consciences issues de tous les partis du POI au Parti radical toujours prêts à s'unir contre la barbarie dont la plupart des partis étaient responsables ou partageaient la responsabilité. Tandis que cela donnera la nausée à Trotsky, Lénine préconisera de faire du travail dans les organisations à caractère religieuse, parce que c'était un moyen presque anonyme de rencontrer des ouvriers et de leur inoculer le socialisme, alors que sévissait une loi contre l'existence du mouvement ouvrier organisé, la clandestinité était de règle, ce qui n'empêchera pas une organisation très efficace de se mettre en place et de se construire. Nous n'en sommes même pas capables, alors que nous bénéficions de conditions plus favorables au premier abord.

Lénine ne préconisait pas aux militants de se défroquer devant les popes, il ne leur demandait pas de remplacer le programme de leur parti par le catéchisme, je le précise pour ceux qui penseraient qu'un républicain ou un démocrate valait bien un ouvrier croyant. Le catéchisme des parasites du mouvement ouvrier est à mettre depuis dans le même sac que celui du parti cadet. Eh oui, l'histoire avance ! elle est bien la seule, un clin d'oeil aux camarades qui disent à juste titre qu'on ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme en référence à Lénine.

Autre sujet.

Darcos encourage la délation en payant 200.000 euros une office privée qui sera chargé de repérer les sites Internet qui exiteraient ou pousseraient soi-disant les enseignants à passer à l'action, comme s'ils n'étaient pas assez grands pour décider eux-mêmes ce qu'ils veulent ou doivent faire ou non. Il s'agit de repérer les meneurs. Pour quoi faire au juste, les muter à Cayenne ? Il n'y a pas encore de camps de rétention pour les opposants au régime, disons que cela pourrait être un jour l'étape suivante si le pays s'embrasait ou qu'une révolution éclatait.

Ils sont vraiment tous aussi pourris jusqu'à la moelle dans ce gouvernement, de la graine de dictateur qui ne demande qu'à germer en se nourrissant de la situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer. C'est la mauvaise graine qui veut exterminer la vermine, la vermine c'est nous camarades, tous nos camarades enseignants. Cela donne un sens particulier à leur appel à l'unité nationale, réunir toutes les forces de la réaction pour être prêt à mater dans le sang s'il le faut une révolte ou une révolution.

Je ne délire pas, un journal de l'armée américaine a eu l'imprudence de faire paraître une information qui portait à la connaissance des Américains qu'une unité de commandos spécialisés dans la guérilla urbaine avait été rapatriée en urgence d'Irak pour renforcer le dispositif anti-émeute, car ils craignaient des émeutes violentes et incontrôlées dans les Etats du Sud qui sont largement peuplés d'afro-américains et les plus pauvres.

Quand on pense qu'il y a plus de 360 millions d'armes à feu en circulation dans le pays, on peut imaginer le carnage en cas de guerre civile. Les afro-américains pourraient avoir eu la mauvaise idée de croire qu'Obama pensait à eux, et finalement qu'il ne verrait rien à redire si le peuple noir se rappelait à son bon souvenir, alors qu'Obama n'en a rien à foutre.

Après la surprise viendra l'incompréhension, puis la colère, et enfin la violence du désespoir, une fois qu'ils se rendront compte qu'il n'y avait rien à attendre de ce côté là non plus, qu'ils avait été bernés et que leur sort ne pouvait qu'empirer, au mieux se stabiliser dans la pauvreté. Je le répète, l'hiver approche et il est rude aux Etats-Unis, comment vont réagir les millions d'Américains qui vivent avec leurs familles dans des tentes ?

Ce sont des pans entiers de la petite bourgeoisie qui vont sombrer dans le prolétariat. S'ils s'unissent et trouvent la bonne voie pour combattre ensemble le gouvernement, la construction d'un parti ouvrier peut aller très vite. Même au pays du dollar roi une nouvelle étape de la lutte des classes a sonné. On n'a peut-être pas de résultats concrets à présenter, par contre les conditions nous sont favorables.

C'est vrai qu'il va falloir se sacrifier, c'est ce qui effraie les petits-bourgeois et les intellectuels que la tiédeur de leur engagement va faire passer pour des complices du pouvoir en place. A ce que je sache, pour obtenir des droits civics équivalents au Blancs, les Noirs américains ont dû luttre au risque d'y laisser la vie et nombreux en sont morts dans des conditions atroces, par exemple jusqu'à être brûlés vifs.

Alors dès qu'on s'oppose à leur foutu plan de relance, ils ne comprennent pas, ils tombent des nus, à coup sûr ils me traitent de réactionnaires, si vous voulez je vous sortirais un jour des mails dans lesquels des cadres du PT-CCI me traitaient d'ennemi de la classe ouvrière pour moins que cela. Une chanson du groupe Scorpion disait *No pain, no gain*, tu n'auras rien si tu n'en chies pas, c'est comme cela dans leur société.

Ces militants ne vivent pas dans le même monde que nous, sinon ils sauraient que lorsqu'on n'a pas besoin de se poser de questions, on ne se donne pas la peine de réfléchir, surtout lorsqu'il s'agit de questions qui ne nous concernent pas directement. L'être humain est ainsi fait, alors que l'on ne nous raconte pas de conneries. Je gagne 2 ou 3.000 euros par mois et tout va bien pour moi merci, vous croyez franchement que ce genre de travailleurs va se mobiliser aujourd'hui ? Il est bien trop heureux de passer à côté de bon nombre de problèmes pour y penser, on verra cela un jour si le cas se présente, en attendant, vivons, et c'est vrai qu'il faut bien continuer à vivre, même les plus pauvres se le disent chaque jour, mais eux ils ne sont pas dans la même situation et ils haissent Sarkozy, les institutions et l'Etat, ils ont une bonne raison pour cela. Alors si à cause de la crise actuelle davantage de travailleurs en arrivaient à se le dire aussi, on ne s'en plaindrait pas. Assez d'hypocrisie ou d'ignorance, assez de leçons, gardez-les pour vos semblables.

Quand on est habitué à se priver en permanence, à souffrir au quotidien sans contrepartie ou presque, on ne craint pas de souffrir davantage, même si on n'a pas forcément l'espoir de s'en sortir soi-même. C'est quelque chose qui doit dépasser nos bonnes consciences qui voudraient soulager le prolétariat des misères que lui fait le capitalisme. Je peux même vous dire qu'au bout de quelques jours sans manger, on ressent une légère contraction au niveau de l'estomac, une douleur étrange qui n'est pas le fait d'un corps étranger, puis les jours passant, nos forces diminuent, la douleur est toujours là mais sans gagner en intensité et si on ne bouge pas on ne la ressent plus, c'est presque un bonheur de se sentir partir. J'ai testé il y a 17 ans lors de ma première expérience en Inde, quand j'ai été malade à crever, je ne voulais pas voir un médecin, j'ai attendu 15 jours avant de me réalimenter, je me demande bien pourquoi, j'étais si bien parti, j'aurais peut-être dû aller jusqu'au bout, bon débarras.

Une autre fois, en 1976, je vivais alors en France, je suis allé bosser alors que je n'avais rien mangé depuis trois jours. Des vertiges, des troubles de la vision, le peu de fric qu'il me restait m'a servi à acheter une tranche de jambon de 70 grs à mon chat, je m'en souviens encore parfaitement, je ne voulais pas qu'il en soit réduit à faire les poubelles, à la limite c'était à moi de les faire pour nous permettre de survivre mais pas à lui.

Je n'ai jamais changé, et si mes trois années passées à l'OCI ne m'ont pas laissé un souvenir impérissable, ce n'est pas grâce à cette expérience que j'ai repris le chemin du militantisme 20 ans plus tard, mais bien plutôt parce que je ne me suis jamais résigné à cautionner d'une façon ou d'une autre le vieux monde pourri. Vouloir améliorer le sort de la classe ouvrière sans lui proposer une issue politique, c'est le cautionner, je persiste et signe, et après avoir lu ce que je viens de vous raconter, vous pouvez être certains que je ne changerais jamais d'idée.

Le 16 novembre 2008

J'ai écrit ces lignes entre le 13 et le 16, j'ai hésité à mette cela en ligne, je me demandais si j'allais attendre la fin de l'année pour fermer le site. Je vous rappelle que j'ai lancé un appel à souscription jusqu'au 15 décembre pour financer le site. Il me faut entre 800 et 1.000 euros. Moi aussi j'en ai marre de casquer (et de me priver par la même occasion) et de faire le boulot en même temps. Personne ne m'a rien demandé, d'accord, je ne suis pas indispensable, d'accord. Chacun voit midi à sa porte, pas de problème, cela ne m'empêchera pas de vivre. Si un site acceptait mes textes, cela règlerait mon problème.

Mon problème ? Le même que beaucoup de travailleurs. Ma compagne Magueswary est en France depuis le début mars. Elle est logée gratuitement chez des Sri Lankais tamouls, elle doit vivre avec le RMI, 400 euros par mois, elle a la CMU. Elle a passé le contrôle médical de la Sécu, des allocs ou de la Cotorep, les médecins qui sont plutôt tatillons lui ont dit que sa situation était très sérieuse, plus sérieuse que je ne le pensais après l'implantation de deux prothèses (valves mécaniques) cardiaques, selon eux elle ne devrait jamais restée seule une minute, or elle vit seule. 400 euros par mois, c'est la misère, je ne sais même pas comment elle fait pour vivre. De mon côté, je ne peux pas lui envoyer de l'argent, j'ai moi-même à peine de quoi survivre en Inde, je me prive désormais absolument sur tout, y compris la nourriture. J'ai évidemment un train de vie très modeste, j'ai même renoncé à faire faire les réparations de la maison, le toit fuit, et bien il fuit, on verra cela plus tard ou jamais.

D'un autre côté, peut-être maladroitement, je n'en sais rien, j'ai essayé d'apporter des réponses à de nombreuses questions que se posent la plupart des militants. Franchement, je ne pense pas pouvoir faire davantage et je ne vois pas très bien sur quoi pourrait déboucher mon engagement politique. Ce n'est pas un échec, je ne m'étais donné aucun objectif en faisant ce site, tout juste alimenter la réflexion des uns et des autres, pas davantage. Donc finalement, je ne vois pas quel intérêt j'aurais à continuer, voilà. Cela ne change rien à mes idées évidemment. Puisque personne ne veut prendre le relais des idées que j'ai développées, restons-en là. Après tout, si vous estimez que le site ne vaut même pas quelques dizaines d'euros par an, j'en prendrai acte et je m'effacerai. Vous serez peut-être étonnés que je ne défende pas moi-même le site, je vous ai déjà dit que je ne le faisais pas pour moi, vous ne m'avez peut-être pas cru, tant pis, même quand je bossais et qu'un patron voulait me foutre dehors, je ne me défendais pas parce que je savais que c'était perdu d'avance dans une petite boîte, je ne suis pas du genre à défendre des causes perdues d'avance ou à m'illusionner sur la possibilité de changer les choses lorsque manifestement c'est impossible. Qui n'avance pas recule, c'est quelque chose que je sais et que j'ai toujours à l'esprit. Si je continuais le site sans rien apporter de plus, je stagnerais ou je reculerais, il faut donc en tirer toutes les conséquences et arrêter avant de donner raison à ceux qui me traitent de mégalomane. Vous me direz qu'on n'en a rien à faire de ce qu'ils pensent. Certes, je prendrai ma décision en fonction des réponses que j'aurai reçues et de l'argent que j'aurai collecté.

Sur ce, bonne continuité à tous.

La causerie rédigée du 13 au 15.

Le vers qui a pourri la Grosse pomme est éternel, foi de Bush.

Le capitalisme n'est "*pas parfait*", mais il est "*de loin le moyen le plus efficace et le plus juste de structurer l'économie*", a dit Bush avant-hier à New York. "Cette ville a été et sera toujours la capitale financière du monde", à ceux qui envisageaient de déplacer le centre de gravité du capitalisme mondial le message est clair.

On peinera en vain à trouver un parti ouvrier en France qui défend le socialisme avec acharnement comme les représentants du capitalisme défendent leur système, histoire sans doute de mieux faire comprendre aux travailleurs que le capitalisme est l'avenir de l'homme.

Faites-le dégorger, on se fait plaisir comme on peut au gouvernement.

La crise, "*Combien de temps cela va durer? On n'en sait rien parce qu'il faut que le système dégorge*", a dit Mme Lagarde sur France 2, dans l'émission "A vous de juger".

Avec des si on peut rêver.

"*Si le déficit commercial avec la Chine et les autres exportateurs asiatiques était réduit de 200 milliards de dollars (par an, ndlr), le PIB augmenterait d'au moins 300 milliards de dollars et environ 2 millions d'emplois industriels pourraient être recréés*", estime Peter Morici, professeur d'économie à l'Université du Maryland.

Allo, oui, il fait un temps de chien sur la Tamise, coupez !

En Grande-Bretagne, l'opérateur téléphonique BT a annoncé un plan social visant à supprimer 10.000 postes d'ici à fin mars.

La bourse ou la vie ? Non, la bourse c'est la vie !

A la Bourse du Koweït, les transactions ont été purement et simplement suspendues jusqu'à lundi à la demande d'un investisseur qui voulait limiter ses pertes et a obtenu gain de cause auprès d'un tribunal, une décision sans précédent.

Travailleur et pauvre, une nouveauté ?

Selon une étude publiée jeudi par le Secours catholique, de plus en plus de travailleurs doivent avoir recours à des associations caritatives pour vivre, parce qu'ils sont de plus en plus pauvres.

L'existence des travailleurs pauvres ne date pas d'hier.

Dans les années 1950-55, c'est ma grand-mère qui procurera chaque mois à mes parents le complément indispensable pour survivre, mon père était menuisier en bâtiment. Comme des rats, on vivra dans une pièce mansardée au 6e étage sans ascenseur ni cuisine ni salle de bain ni toiletttes.

Dans les années 70, ma grand-mère viendra tous les dimanches avec un panier alimentaire digne d'un jour de fête, en fait une partie du ravitaillement pour la semaine. Ma mère à l'hôpital pour un opération à la colonne vertébrale, ma grand-mère s'installera chez nous et sera stupéfaite de voir qu'on ne mangeait pratiquement pas de viande, peu de légumes en dehors des pommes de terre, peu de fromage, pas de fruits, peu de tout ou pas du tout, sauf ce qui cale l'estomac.

Dès 1972 ou 73, ma mère sera obligée pratiquement chaque fin de mois d'emprunter un peu d'argent à une de mes tantes vivant à côté de chez nous pour que nous puissions manger, elle la remboursait dès que mon père avait touché sa maigre paie. Paradoxalement nous partions en vacances en camping tous les ans ou presque, on emmenait la grand-mère, c'était elle qui payait en fait nos vacances. Et si mes parents avaient eu la mauvaise idée de m'envoyer dans des écoles privées que je détesterais toutes, ils payaient la scolarité avec l'argent du loyer qu'ils ne payaient pas puisque nous avions déménagé dans une maison en bois recouverte de goudron qu'un oncle avait mise à leur disposition moyennant 100 frs par mois (que mes parents ne payaient pas très souvent).

Les travailleurs pauvres ont toujours existé, mais personne ne s'en est jamais soucié, pas intéressant, sachant souvent à peine lire et écrire correctement, sans le sou, un peu rustre, incapable de se concentrer sur un sujet et dans l'impossibilité de se projeter

dans l'avenir, ils seront abandonnés ou livrés au curés, aujourd'hui aux imams ou aux oeuvres de charité, comme s'ils ne valaient guère mieux, à l'alcoolisme aussi, ce n'était pas le cas de mes parents par chance. Ceux qui se foutent de l'intérêt que leur témoignent les religieux et les associations sont des vrais cons, finalement ils valent encore moins qu'un curé.

Du fric à n'en plus pouvoir.

Des centaines de milliard d'euros pour les banques, des dizaines de milliards d'euros pour les entreprises, des dizaines ou des centaines de millions d'euros pour les petits-patrons du patron-pécheur à l'agriculteur (250 millions d'euros), bref, du fric pour les capitalistes petits, moyens et grands pour que le système perdure, normal nous vivons sous un régime capitalisme.

On s'en émeut à grands cris, c'est une connerie, une preuve d'inconscience ou d'un manque de maturité politique, car c'est normal que l'argent aille à l'argent, non ?

Un travailleur est tout juste bon à se faire exploiter, il n'existe que pour cela, c'est sa raison d'être. Un travailleur est une pompe à sueur et à profit et rien d'autre. Un travailleur, c'est quelqu'un qui a pour vocation de donner de l'argent aux patrons et à l'Etat, pas d'en recevoir sans rien faire. Un travailleur doit rapporter plus que ce qu'il ne coûte, donc c'est normal qu'ils ne lui versent pas un euro de plus.

Bush, Obama et tous les dirigeants de la planète sont notamment d'accord pour venir en aide aux classes moyennes, pas à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre, pas aux véritables et seuls producteurs, normal, non ?

On n'a donc rien à leur demander, rien à espérer ou exiger d'eux, sinon on entretient les illusions dans le capitalisme au lieu de le combattre. Les dirigeants du mouvement ouvrier savent s'y prendre pour manipuler les militants et soutenir le régime, ils utilisent un double langage pour que l'on ne comprenne pas leur véritable intention, mais elle apparaît de plus en plus clairement.
Ils préconisent les méthodes qui ont permis au capitalisme de se maintenir au pouvoir aussi longtemps. Ils surfent sur l'ignorance des masses (et des militants) qu'il flattent avant de s'en détourner, c'est ignoble, grotesque, tout ce que vous voudrez, après avoir pourri eux même le mouvement ouvrier, ils ont le bon rôle de dire ensuite : maintenant il faut repartir de ce qui est, de zéro, comme si le mouvement ouvrier et le prolétariat réagissaient comme un seul homme ou qu'ils étaient homogènes, une banale escroquerie en apparence, mais qui a des conséquences considérables puisqu'elle permet de justifier leurs partis tels qu'ils sont et leurs politiques de soumission au capitalisme et aux institutions.

Il y a une similitude entre leur méthode et celle des patrons qui disent : on a perdu tellement d'argent que l'on ne peut pas vous augmenter, sans dire bien sûr que ce sont eux qui ont dilapidé cet argent qui ne leur appartenait pas. On est tenté d'être d'accord avec eux au premier abord : s'il n'y a plus de fric, on ne peut pas en exiger, oui mais, car là aussi il y a un mais, c'est bien le capitalisme qui est responsable de cette situation, il faudrait peut-être se poser la question de l'empêcher de continuer son oeuvre destrutrice, sinon les patrons pourront nous ressortir la même chose lors de la prochaine crise et c'est encore nous qui paierons les pots cassés, comme toujours.

La méthode consiste à évoquer rapidement les causes d'un problème et à s'attarder sur les conséquences pour mieux faire oublier les causes, ainsi celles-ci ont encore de beaux jours devant elles.

Pour ce qui nous concerne, les causes de la situation actuelle sont faciles à identifier : les fondements du système capitalisme et les institutions politiques, l'absence d'un parti révolutionnaire. Et les partis, vous les avez oubliés ? Non, j'inclus la collaboration de classe des partis ouvriers dans les institutions et les appareils des syndicats dans le système capitaliste. Le capitalisme et les institutions sont liés par les mêmes intérêts, le parti révolutionnaire en a d'autres, ceux du prolétariat exclusivement. Il n'y a pas de parti révolutionnaire ou communiste dans ce pays, il n'y a donc pas de parti ouvrier indépendant de l'Etat, du capitalisme et des institutions, et si vous suivez attentivement la politique des différents partis vous vous en rendrez compte très facilement.

(quelques heures plus tard)

Je vais confirmer cette affirmation en en donnant une nouvelle preuve vérifiable et irréfutable.

On nous explique que tous les partis ouvriers ne seraient pas identiques. Il paraîtrait, et j'avais soutenu partiellement cette thèse récemment, c'était une erreur, que le rapport des partis à l'Union européenne permettrait de distinguer ceux qui soutiennent le capitalisme et ceux qui le combattent vraiment. Seul le POI prenant position pour la rupture avec l'UE, on était en droit de penser que ce parti se distinguait donc des autres. En réalité, vous allez comprendre tout de suite qu'il n'en est rien.

En effet, il y a un problème aujourd'hui, tous les partis sans exception : POI, PCF, LCR et LO défendent exactement les mêmes positions : les 360 milliards d'euros pour les banquiers, rien pour les travailleurs, ce n'est pas normal. Mais qu'est-ce que cela veut dire au juste ?

Une question au préalable : qui dit que ce n'est pas normal ? Les travailleurs voyons, grand bêta. C'est vrai que j'aurais pu

être complètement déconnecté de la réalité et ne pas savoir de quoi je cause du fin fond de l'Inde au XXIs siècle, les informations mettent autant de temps qu'un siècle plus tard pour arriver de France... Manque de bol, nous sommes tous informés en remps réel sur ce qui se passe aujourd'hui n'importe où dans le monde grâce à Internet et le téléphone.

Donc, si je comprends bien, les travailleurs disent ce n'est pas normal, et les dirigeants tels des perroquets répètent en coeur ce n'est pas normal, comme cela tout le monde est content et parle de la même chose, au même niveau, le plus bas. Ils collent aux masses les valeureux dirigeants, ils en ont besoin pour se donner un semblant de légitimité et que personne ne leur dise : mais vous n'écoutez pas les masses, au contraire mon bon monsieur, ils ne font que cela où ils essaient.

Et c'est là qu'est justement le problème, c'est qu'ils ne décollent pas du niveau d'ignorance ou d'inconscience des masses. Ils s'y complaisent, ils baignent dedans comme cela on ne pourra pas dire qu'ils sont coupés des masses. A tel point qu'ils sont complètement incapables de s'élever plus haut, d'aider les masses à élever leur niveau de conscience politique en leur proposant une issue à la crise du capitalisme.

C'est pas normal ? Qu'est-ce qui n'est pas normal ? Que Sarkozy verse des centaines de milliards d'euros aux banques, des dizaines de milliards aux patrons ? A quel parti politique appartient Sarkozy ? De qui était-il le candidat ? Quel était le contenu de son programme électoral ? Il est un dirigeant de l'UMP, le parti officiel de la bourgeoisie depuis 1958 (UDR-RPR-UMP), il était le candidat des capitalistes et son programme était destiné à leur donner satisfaction une fois élu. Qu'est-ce qui n'est pas normal là dedans ? Rien, tout est parfaitement normal. C'est dans l'ordre des choses que le représentant du capitalisme au pouvoir verse des milliards aux capitalistes grands et petits et pas un euro pour les travailleurs. Sarkozy est parfaitement dans son rôle, surtout qu'il s'y tienne et ne change rien.

Dès lors, que signifie prétendre que ce n'est pas normal ? Qu'il fallait s'attendre à autre chose de la part de Sarkozy ? Quelle illusion ! Ce sont les dirigeants qui les alimentent. Pire, qu'il faudrait encore en attendre quelque chose après qu'il a mis en oeuvre son programme ultra réactionnaire pendant un an et demi ? Quelle illusion criminelle ! Et les militants ou cadres ne se soulèvent pas contre cette politique réactionnaire ? Qu'on pourrait se débrouiller pour passer outre, par exemple en se mobilisant on pourrait obtenir quelques miettes de Sarkozy ? Pour qui ? Pour certaines catégories de la population tandis que la majorité resterait sur le carreau ? Et après ? Une partie des travailleurs auraient obtenu satisfaction, Sarkozy pourrait rester tranquillement au pouvoir ? C'est bien de cela dont il s'agit puisqu'aucun parti ne dit qu'il faut le chasser et liquider les institutions, c'est bien qu'ils sont tous d'accord pour faire avec. A quel moment la conscience politique des travailleurs pourrait-elle progresser dans la mesure où aucun parti ne leur propose une issue politique ? C'est la seule question qui vaut la peine d'être posée, on se fout du reste. La preuve est faite qu'il n'y a pas plus de politique indépendante que de beurre en branche dans aucun parti. J'ai encore un autre argument tout aussi cinglant à opposer aux dirigeants des partis ouvriers.

Vous savez tous maintenant que le capitalisme ne peut survivre que grâce au crédit, des Etats à la majorité de la population en passant par les grandes, moyennes et petites entreprises, tout le monde a recours au crédit et s'endette.

J'ai lu hier que 90% de la consommation reposait sur le crédit. Ce chiffre m'a paru excessif, mais finalement il n'a rien d'étonnant puisque la cavalerie financière ne date pas d'hier, les crédits souscrits il y a 10 ans ou plus, puis chaque année par la même population ou une autre partie de la population se sont additionnés, du coup, c'est l'ensemble de l'économie qui repose sur du vent si tout ce qui a été produit précédemment a été hypothéqué au fur et à mesure pour permettre au système de continuer de fonctionner, mieux encore, les biens hypothéqués ont fait l'objet de la spéculation, si bien qu'ils ont été hypothéqués plusieurs fois pendant que leur valeur chutait au lieu de monter, à l'arrivée l'économie entière ne repose plus que sur un îlot ridicule entouré de sables mouvants. (le lendemain) Je viens de lire que la consommation tire l'économie américaine à valeur de 70%, et évidemment elle repose sur le crédit, à hauteur de 140% des revenus aux E-U.

L'économie capitaliste, la production et la consommation repose sur le crédit. Si pour une raison ou une autre la consommation ou le crédit faiblit, s'est l'ensemble de l'économie qui risque de s'effondrer... Si le problème actuel c'est l'insolvabilité de millions de travailleurs, un plan de relance comme le réclame les dirigeants des partis ouvriers aurait la seule vertu de les rendre à nouveau solvables ou de permettre à ceux qui n'ont pas accès aujourd'hui au crédit de pouvoir y accéder demain afin que l'économie capitaliste continue d'exister comme hier. Et puis quelle aubaine, ils en seront que davantage enchaînés au capitalisme par le biais du crédit, cela les insitera à réfléchir à deux fois avant de se mettre en grève, ils devront même se plier au chantage de la baisse des salaires tout en travaillant plus pour éviter des délocalisations, etc., chouette !

Plus de salaire pour consommer plus à travers le crédit, pour produire plus, pour continuer à engranger plus de profits. Voilà le programme des partis ouvriers. Leur horizon ne va pas plus loin. Oui, mais plus de salaire et plus de profit, ça ne colle pas. Attendez, le capitalisme est mondialisé. Ce que demain on vous donnera en plus de salaire, c'est ce qu'un Chinois ou un Malien aura de moins demain, qui y pense, personne évidemment, on s'en tape. Regardez, le gouvernement distribue de l'argent à tous les patrons petits et grands et dans le même temps il avance sur le travail le dimanche, la démolition de la Sécu, etc. En Hongrie le gouvernement a décidé de supprimer le 13e mois des fonctionnaires et le blocage des salaires. Le plan de relance ne peut que diviser encore plus les travailleurs, ce que les uns recevront éventuellement, ce sont les autres qui le paieront. Gros ballot, il en a toujours été ainsi... En effet, sauf que là ce sont des dirigeants ouvriers qui s'en font les promoteurs et les complices, en quelque sorte ils expliquent aux représentants du capitalisme ce qu'ils doivent faire pour relancer la machine capiatliste qui est actuellement grippée. Est-ce leur rôle ?

Depuis que j'ai écrit ces lignes, j'ai lu un peu.Nos contradicteurs pourraient nous opposer l'argument suivant : En admettant qu'un plan de relance en faveur des travailleurs serait adopté, cela aggraverait à terme les contradictions du capitalisme, etc. Certes, de toutes façon, quoi qu'ils fassent ils ne pourront qu'aboutir à ce résultat là.

D'autre part, il faudrait peut-être faire la distinction entre les effets qu'aurait ce plan sur le capitalisme et ses contradictions, et la manière dont les masses le vivent. Car si un plan de relance ou l'accès au crédit leur permet de vivre comme avant, elles n'auront aucune raison de se mobiliser, c'est la première chose.

Ensuite, si c'est le capitalisme qui les tire d'affaire, pourquoi ne seraient-elles pas amenées à penser qu'il en sera toujours ainsi, que vaut dans ce cas-là notre discours socialiste qui repose sur l'effondrement du capitalisme (Rosa Luxemburg), comment pourrons-nous les convaincre de la nécessite de construire un parti pour préparer le passage au socialisme si finalement cette nécessité ne repose plus sur une base objective ?

Au lieu d'aider les capitalistes à s'en sortir, on devrait tout faire pour les en empêcher, or prôner un plan de relance va dans le sens des intérêts ponctuels des capitalistes qui craignent par dessus tout que la crise s'approfondissent et ne remette en cause les fondements de leur système économique.

Résumons. Pratiquement un plan de relance qui ne pourrait reposer que sur la relance du crédit irait dans le sens de l'aggravation des contradictions du capitalisme et préparerait déjà les conditions de la prochaine crise, donc théoriquement on devrait y être favorable compte tenu de cette perspective, mais sachant maintenant que sur le plan politique il ne favoriserait pas la prise de conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme par le prolétariat, il constituerait davantage un obstacle aux conditions nécessaires pour affronter la bourgeoisie et vaincre.

Quand on dit que les conditions objectives sont mûres et ont même commencé à pourrir pour le passage au socialisme, parmi ces conditions objectives pourries, il faudrait peut-être ajouter les conditions de vie de la majorité de la population qui se sont élevées nettement au-dessus du minimum nécessaire à la simple reproduction de la force de travail, et qui pour cette raison en est redevable au capitalisme et n'estime pas nécessaire de remettre en cause ce système puisqu'elle en tire encore des bienfaits non négligeables. Si l'on veut réellement tenir compte de l'état d'esprit des masses, ce n'est certainement pas en interprétant de quelle manière elles vivent le capitalisme à partir de l'interprétation qu'on en donne. Je peux acheter une voiture, je l'achète, point barre, la plupart des travailleurs, y compris les intellectuels ne pensent pas plus loin, c'est se faire des illusions ou c'est malhonnête de prétendre qu'ils raisonneraient comme je le fais ici. L'accès au crédit, outre qu'il leur permet d'avoir accès à des marchandises qu'ils ne pourraient pas se procurer autrement, est très souvent perçu comme une aubaine, alors que c'est exactement l'inverse qui se produit en réalité, mais ils en sont inconscients. Ils ignorent totalement que c'est uniquement grâce à ce moyen que le capitalisme peut survivre et qu'ils trainent toutes ces soufrances tout au long de leur vie. Ils font leur propre malheur par ignorance du fondement du capitalisme et le crédit à l'ultime avantage de leur masquer durablement.

AFP - 14.11. Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a rencontré vendredi à Washington des dirigeants syndicaux des pays du G20, avec lesquels il est tombé d'accord pour défendre les aspects sociaux dans la réponse à la crise financière.

Ah ben alors, si les dirigeants syndicaux et le FMI sont "*tombés d'accord*" pour défendre les intérêts des travailleurs, quel bonheur camarades ! Gageons que Bush et Sarkozy seront d'accord aussi ! Marc Blondel est le représentant de FO à la CSI, Marc Blondel a été placé à la direction de la Libre Pensée par les dirigeants du POI qui contôlent la LP. Marc Blondel n'a jamais défendu autre chose que le capitalisme tout comme Bergeron ou Mailly, j'entends sur le fond, l'essentiel.

"*Il y a eu un accord large sur le fait que la crise a eu des conséquences graves sur les travailleurs*", a ajouté l'institution multilatérale (le FMI). De son côté, le POI se prononce pour un plan de relance en faveur des travailleurs. Il n'y a pas là de contradiction, tout est dans l'ordre des choses. Vous avez dit indépendant ?

Au fait, qu'est devenue la pétition pour exiger une référendum sur le traité de Lisbonne ? Envolée, plus de nouvelles, à la poubelle. Ils vont peut-être nous en ressortir une autre sur la Sécu, la précédente a disparu de la même manière. Sur le traité de Lisbonne cela tombe bien, le pacte de stabilité a volé en éclats, quel dommage ! Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner a décidé comme un grand de verser des milliards aux banques, aux entreprises petites, moyennes et grandes, et l'Union européenne ne s'y est pas opposée ? Ah ben non mon brave monsieur, la France est encore un Etat souverain : Ah bon, mais on m'avait affirmé le contraire. On vous a fait croire n'importe quoi et vous l'avez cru, dites plutôt cela. Mais alors, tout ce tapage depuis 1992, c'était du pipeau ? C'était bidon, vous avez tout compris, Mitterrand, puis Chirac, puis Sarkozy était tranquille pendant ce temps-là. Vous avez enfin compris ? Non, alors c'est incurable !

Il y en aura pour tout le monde, normal, ils sont tous sur la même longueur d'onde. Le dernier numéro de Débat militant (LCR) fait référence à Engels. Et alors ? Rien, rien comme d'habitude : ce n'est pas une minorité mais une majorité qui devra prendre le pouvoir, pour cela il faut aider la conscience de classe du prolétariat (eux ils parlent du "monde du travail", une expression cher aux staliniens) à progresser. Mais dites donc, c'est bien cela ? Oui, c'est bien, à ceci près qui fait toute la différence entre le

marxisme et l'opportunisme petit-bourgeois, c'est qu'ils pensent s'y prendre sans proposer la moindre perspective politique, ils arrivent même à ne pas citer une seule fois l'Etat ou les institutions de la Ve République en 5 pages, un exploit non ? C'est peut-être une lacune ? Au bout d'un certain nombre d'années ce n'est plus une lacune, on appelle cela de l'incurie politique ou du révisionnisme lorsque l'on fait référence à Engels.

Prenez les deux derniers éditoriaux de Gluckstein (POI), soporifiques, psychasthéniques ! Par contre dans le n°20 d'Informations ouvrières en page 2, il y avait un article de Chaintron complètement délirant et irresponsable, dangereux même, personne n'a rien trouvé à y redire ? Je me demande parfois si on parle bien du même journal.

Il considère que ce serait bien si les étudiants devenaient profs le plus tôt possible. A 8 ou 10 ans ils vont déjà avec des couteaux dans les poches, à 12 ou 15 ans ils t'envoient chier proprement, et au-delà ils te menacent ou ils te cassent la gueule. Une française de mon village a son fils de 25 ans qui est prof d'histoire depuis deux ans dans un lycée de Clichy-sous-Bois (93), sa belle-soeur est instite dans une école élémentaire aussi dans le 93. Le premier n'en peut plus, il part le matin l'angoisse au ventre et quand il rentre le soir il lui arrive de tomber en sanglots, génial non ? La seconde est obligée de fouiller tous ses élèves le matin, car un jour il y en a un qui a sorti un couteau de sa poche en classe, elle flippe en permanence en craigant un accident.

Ce qui est dégueulasse, c'est d'envoyer des jeunes profs dans des quartiers difficiles, j'ai envie de dire avec la complicité des syndicats. Ma fille de 27 ans vient de faire sa première rentrée des classes, une classe de CM1 près de Toulouse. Lorsqu'elle a appris que pour son premier poste elle était envoyée dans une école au pied d'une cité HLM, elle a angoissé avant même le premier jour, normal.

La violence, les insultes, les bagares sont le lot quotidien dans de très nombreuses écoles, Chaintron l'ignorerait-il ou il s'en fout et il est complètement irresponsable (si je ne me trompe pas il était prof et il y a une tripotée de profs à la direction du POI) ? Envoyez un jeune prof dans une école aujourd'hui, sachant qu'il va atterrir forcément dans un lycée qui cumule tous les problèmes, c'est criminel, non ?

Il y a trois semaines environ j'ai vu un numéro de l'émission Envoyé spécial de France 2 qui avait trait justement à ce sujet. On a vu des profs réduits au silence, au bord de la crise de nerf, certains craquaient évidemment. Pour faire un cours, il faut attendre que la situation se stabilise un peu en classe, c'est délicat, il faut parlementer et se maîtriser, 20 minutes de perdues sur un cours qui dure une heure, en fait 50 minutes, car les élèves sont déjà dehors dans leur tête 10 minutes avant la fin du cours. 30 ou 34 heures de cours par semaine, près de la moitié de perdues à faire régner un semblant d'ordre dans la classe.

J'ai assuré les études dirigées de classes de 6e et 5é pendant un an et demi, et j'ai fait 2 remplacements en tant que prof de français à des élèves jusqu'en terminale au lycée français de Pondichéry l'année dernière. Rien de comparable avec la France, mais quand même, en 6e pas de problèmes ils débarquent au lycée, en 5e, ils se prennent déjà pour des grands, du coup il y en a qui foutent le bordel, ils te provoquent, bref il faut déjouer les pièges avec beaucoup de psychologie, en seconde et en terminale, ils sont proche du bac, ils bossent ou ils dorment, c'est plus tranquille, tu peux faire ton boulot sans qu'il soit saboté.

Le prof de Clichy-sous-bois prépare un doctorat d'économie si j'ai bien compris, il a hâte de se tirer de ce lycée qui est un vrai cauchemar. C'est dommage car c'est un bon prof, comme la plupart des profs, la première année il a réussi à ce que ses élèves de 5e exposent leurs travaux au musée du Louvre, et l'année suivante, il a obtenu des consoles de Sony pour toute sa classe, pour bosser l'histoire pas pour s'amuser, donc c'est un prof qui s'est vraiment investi pour essayer d'intéresser ses élèves à l'histoire. Dans le reportage dont je vous ai parlé, la journaliste a demandé à une prof de français si elle avait le choix, si elle choisirait d'enseigner dans un tel collège, visiblement elle était gênée pour répondre car elle n'y tiendrait pas, on la comprend ce serait du sado-masochisme.

Prof est devenu un métier à haut risque, très difficile, sans expérience, sans être blindé sur le plan psychologique, c'est l'enfer avec le risque de dérapage, de sanction, etc. Et il faudrait que des prof encore plus jeune ou particulièrement jeunes fassent la classe dans telles conditions ? On se demande sur quelle planète ils vivent au POI sans vouloir être médisant.

Le 19 novembre 2008

J'ai rétabli provisoirement la page d'accueil. Mieux que des statisques, en annonçant la fermeture du site, je voulais voir ce qu'avaient dans le ventre et dans la tête ceux qui se connectent sur le site, pas grand chose en réalité, ce qui confirme ce que je pensais depuis longtemps sans vouloir toutefois l'admettre.

La plupart des internautes se comportent comme des privilégiés qui estiment normal ce qui leur tombe dans le bec sans se donner la peine de réfléchir davantage. Ils ont adopté la mentalité kleenex de cette époque ou se comportent comme des enfants gâtés, inconsciemment bien sûr, il faut bien reconnaître que cela ne réclame pas beaucoup d'efforts, il suffit de se laisser aller tranquillement à son penchant naturel. Les idées de la classe dominante les guident jusque dans leur moindre geste quotidien sans qu'ils ne s'en aperçoivent voilà tout. Ne leur dites surtout qu'elles influent sur leur réflexion politique, c'est impossible

car ils savent forcément mieux que tout le monde de quoi ils causent, et si ce n'est pas eux, c'est leurs chers dirigeants qui n'ont jamais été foutus de les aider à comprendre par eux-mêmes comment fonctionnait le vieux monde pourri dans lequel nous vivons. Ce ne serait pas vrai peut-être ? Alors dites-moi un peu qui a osé poser devant vous un grand nombre de questions que vous ne vous étiez jamais posés. Vos cadres ou vos dirigeants ? Ils en sont totalement incapables, en dehors de leurs syllogismes qui ne leur servent qu'à endormir et conserver la maîtrise de leurs troupes, à quel moment ont-ils fait surgir chez vous des questions déterminantes ? Qui a osé émettre des hypothèses auxquelles personne ou presque n'ont pensé ? Qui a osé fournir des prévisions politiques sans craindre par la suite de devoir corriger le tir ? Vos dirigeants ? Ne me faites pas marrer, la veille du référendum du 29 mai 2005 ils se sont avérés incapables de fournir le moindre pronostic, les preuves existent et chacun peut le vérifier. Environ un an avant j'avais annoncé la victoire du non en France, comme j'ai annoncé celle du non en Irlande deux semaines avant le référendum, etc., etc.

Par contre, j'avoue que j'avais traité avec légèreté la crise actuelle du capitalisme, je m'étais fier une fois de plus, une fois de trop, à ce que j'avais lu dans *Informations ouvrières*, on ne m'y reprendra plus, je préfère me fier désormais aux économistes bourgeois qui savent au moins de quoi ils causent et s'ils ne vont pas au bout de leurs analyses, ce qui est tout à fait normal compte tenu de leur position, j'aurai qu'à me débrouiller pour combler leurs lacunes, si je n'en suis pas capable, je le dirai carrément. J'ai reçu une éducation politique très dogmatique quand j'étais à l'OCI, on pratiquait volontiers le culte de la personnalité, je traine cela comme un boulet, je m'emploie dorénavant à m'en séparer.

Contrairement à ce que l'on pense souvent, il ne suffit pas de lire et d'étudier des ouvrages savants pour progresser. Que vaut une analyse délivrée après coup ? Pas grand chose à vrai dire puisque ce n'est pas vous qui l'avez produite. Que vaut une analyse qui soit-disant intègre les orientations du capitalisme si on ne vous explique pas sur quelles hypothèses elle repose ? Rien ou presque. Vous ne voulez tout de même pas qu'on vous révèle sur quoi reposent nos analyses, car vous pourriez devenir trop intelligents ou vous posez des questions auxquelles leurs auteurs n'ont pas pensé ou pour lesquelles ils sont incapables de fournir des réponses. Vous connaissez beaucoup de dirigeants qui vous expliquent comment ils en sont arrivés à certaines conclusions ? Qui étudient systématiquement et publiquement chaque hypothèse, n'en rejettent aucune avant de l'avoir épuisée, etc. ? Faites donc le tour des formations politiques et des sites Internet, j'attends votre réponse.

Quant on vous mâche le boulot, vous n'apprenez rien, c'est ce que j'ai déduit de ma propre expérience. On n'apprend quelque chose qu'à partir des difficultés ou des problèmes que l'on rencontre, car ils nous obligent à nous poser des questions pour en comprendre l'origine et essayer de les résoudre. Si on ne se donne pas la peine d'apprendre à penser par soi-même, ce n'est pas nous qui parlons mais quelqu'un d'autre à notre place. Et penser par soi-même demande un effort quotidien face à chaque situation nouvelle, ce n'est pas quelque chose d'acquis, c'est quelque chose qui se travaille inlassablement et dont on ne verra jamais le bout.

Il y a ceux qui sont sûrs d'avoir toujours raison, et qui, lorsqu'ils entreprennent de vérifier un de leurs arguments, au mieux ils se contentent en fait de les présenter sous un angle différent, ils se leurrent eux-mêmes et vous trompent, et il y a ceux qui prennent la peine de tout remettre en cause et de tout revérifier systèmatiquement une énième fois, quitte à réviser leurs positions s'ils s'aperçoivent qu'ils se sont trompés quelque part ou qu'un élément nouveau déterminant est intervenu et nécessite de revoir notre copie. J'appartiens à la seconde catégorie, et je vous avouerais franchement que ce n'est pas facile à assumer, car on peut être amené à changer plusieurs fois de positions en fonction de la profondeur de notre réflexion, ce qui peut être facilement mal interprété et peut passer pour de l'opportunisme.

J'en ai strictement rien à foutre de ce que l'on pense de moi, dans la mesure où je pense suffisamment de mal de moi et qu'il serait difficile d'en rajouter. Un rappel pour ceux qui ne le saurait pas. J'ai été pris d'effroi lorsqu'en 2001 je me suis rendu compte que j'avais cessé de militer pendant 20 ans. J'aurais très bien pu me dire : maintenant que ce qui est fait est fait et qu'il est impossible de rattraper le temps perdu, tu t'es laissé dévoyer par cette société en ne t'occupant que de ta petite personne misérable, à quoi bon faire l'effort de renouer avec ton passé puisque ces 20 dernières années te colleront toujours à la peau. Au lieu de choisir la facilité, j'ai choisi la voie la plus difficile. Je me suis relancé tête baissée dans le militantisme, c'est la raison pour laquelle j'ai soutenu le PT au départ, sans trop réfléchir il faut bien le dire. Mais en même temps, je ne pouvais pas essayer de comprendre pourquoi les choses s'étaient passées ainsi, j'ai eu la très désagréable impression que toutes ces années s'étaient passées à mon insu, sans que je l'aie vraiment décidé, l'horreur quoi. J'étais si sûr de moi jusqu'alors que je me suis senti minable, vidé.

Du jour au lendemain, je me suis retrouvé totalement en porte-à-faux, ma situation en Inde ne correspondait plus du tout avec les idées politiques avec lesquelles j'avais renoué, j'avais l'impression qu'un long rêve venait de s'achever. En même temps, il m'était impossible de faire marche arrière sur le plan matériel, je me voyais mal retourner en France et m'inscrire à l'ANPE tout en vivant à l'hôtel. J'avais à l'esprit que j'avais quitté la France non pas pour me dorer la pillule au soleil, mais bien parce qu'une énième fois j'avais perdu mon boulot, et en avançant en âge les choses ne pourraient aller qu'en s'aggravant puisque je n'avais jamais pu supporter l'humiliation que nous font subir les patrons ou les petits chefs de merde, ce n'était pas demain la veille que je le supporterais davantage. C'est uniquement cette faiblesse de ma part, que je n'ai jamais réussi à corriger, qui m'a conduit à rester en Inde bien que je n'avais plus aucune raison d'y demeurer. Loin d'être privilégiée, ma situation est bien plutôt peu enviable.

Voilà en quelque mot pourquoi j'en suis arrivé à faire ce site Internet, afin de pouvoir participer au combat politique avec mes

modestes moyens. Alors il est vrai que si je fermais le site, je n'aurais plus aucune activité politique ce qui me causerait un réel problème. Je pourrais toujours m'en sortir par une pirouette, les prétextes ne manquent pas pour fermer le site, mais en même temps ils ne manquent pas non plus pour continuer le travail que j'ai entrepris. Je ne voudrais surtout pas donner l'impression que je le continue pour me faire plaisir ou y trouver un avantage personnel, car ce n'est pas le cas. D'ailleurs ce serait me faire un procès d'intention de l'affirmer, puisque personne n'est obligé de se connecter sur le site, encore moins d'adhérer aux idées que je développe, je fais même tout ce qui est en mon pouvoir pour empêcher les militants de partager mes idées sans les avoir vérifiées eux-mêmes au préalable.

Vous savez, parfois on se dit des truc en apparence banals, par exemple, lorsqu'on évoque le fait de *couper les cheveux en quatre*, on a à l'esprit ce que cela signifie en amont, on se pose plein de questions, on passe en revue un tas d'hypothèses, etc., mais on ne pense pas forcément au travail qu'il va falloir faire avec toutes ces réponses collectées, pour peu que l'une d'entre elle soit en contradiction avec nos propres affirmations et c'est remparti pour un tour, il faut tout revérifier une nouvelle fois. Allier l'empirisme à la dialectique est sans aucun doute le meilleur moyen d'obtenir de bons résultats, mais quel boulot ! Quand on commence à sentir que là haut cela commence à fumer, on est proche du but en général.

Cela doit devenir la vocation du site de mettre en oeuvre cette méthode. J'ai l'impression d'avoir voulu trop en faire et de m'être épuisé pour rien puisque finalement je n'ai reçu le soutien que d'une poignée de militants. Il faut dire que j'ai tout fait pour me rendre peu sympathique aussi aux yeux des militants. Vous auriez peut-être préférés que je modère mon langage, que j'évite les vulagarités dans mes causeries, que je me la joue plus intellectuel pour donner plus de poids à mes arguments, mais si j'avais agit ainsi ce qui était tout à fait possible, je vous aurais trompés, je ne sais pas si vous y avez pensé un instant. J'ai peut-être peu de moyens pour faire ce site, mais je dispose quand même du matériel linguistique qui m'avait servi pour mes cours universitaires des sciences du langage (niveau maîtrise), par chance il a échappé au tsunami, rien de plus facile que de consulter un dictionnaire des synonymes par exemple, de faire davantage attention à la concordance des temps, les dépêches de presse sont affreuses sur ce plan-là, etc. Je préfère vous livrer un travail aux contours imparfaits qu'une copie sortant d'un moule parfait mais dont le contenu l'est beaucoup moins. Je ne suis qu'un homme, un ouvrier, un militant qui essaie de penser par lui-même - sinon il n'y a ni indépendance ni liberté, plutôt qu'une machine à rabâcher sans cesse les mêmes choses, d'ailleurs je serais le premier à m'en lasser, c'est un truc de névrosé profond.

Pour ce qui concerne la souscription, ma proposition demeure valable, tout ce que je vous ai dit sur ma situation et celle de ma compagne est rigoureusement exact. Un camarade m'a envoyé un mail à ce sujet, je le mettrai en ligne avec ma réponse. Ce sera plus motivant pour moi de continuer le site si des camarades y participent financièrement, politiquement ce serait bien ou mieux, je veux récolter environ 1.000 euros sur un an, j'ai reçu un premier chèque de 80 euros d'un métallo CGT, un camarade routier s'est engagé à participer, à vous de voir.

Vous m'excuserez de n'avoir pas actualisé les autres rubriques, je dois encore réfléchir à ce je vais faire, je ne peux plus continuer à ce rythme de dingue, c'est pire que l'activisme que j'ai dénoncé, comme quoi !

Pour vous faire passer le temps en attendant, quelques questions à creuser :

Pourquoi les partis ouvriers ont-ils fait l'impasse sur les conséquences pour le mouvement ouvrier des moyens mis en oeuvre par les dirigeants de ce monde pour tenter de juguler cette crise ?

Pourquoi entendons-nous parler des monnaies tous les jours, mais pas de l'or

Plusieurs pays (Pologne, Hongrie, Ukraine, Suède, etc.) de l'UE ont manifesté leur empressement à adhérer à l'euro, dans quelle perspective s'inscrit cette démache au regard du dollar ?

Sur quoi repose l'économie japonaise, alors que le déficit de l'Etat atteint plus de 180% de son PIB, que le taux directeur de la banque centrale japonaise est à 0,3% ?

Certains économistes ont parlé d'une monnaie unique mondiale, dans quelles conditions cela pourrait-il être possible ? Qu'est-ce qui pourrait s'y opposer ?

Le sommet de Washington a accouché d'une souris apparemment, même les Bourses ne s'y sont pas trompés, alors comment cette crise peut évoluer ?

Personne n'aurait pu prévoir une telle crise, pas même Marx, d'autre part, dans les années 30 ils ont résolu la crise par une guerre mondiale, du coup nous n'avons jamais vécu dans le passé une expérience comparable à celle que nous vivons aujourd'hui, le système capitaliste peut-il s'effondrer au-delà de ce que Marx avait prévu ou au contraire les remèdes d'hier suffiront à faire repartir la machine capitaliste ?

Si le capitalisme réussissait à surmonter cette gigantesque crise en faisant chauffer à blanc la planche à billets, de sorte que

ses conséquences en seraient atténuées sur le prolétariat, si tel était le cas, il faudrait peut-être admettre qu'ils pourraient procéder de la même manière lors de ou des prochaines crises, du coup, l'un des fondements du socialisme ne disparaîtrait-il pas par la même occasion, la perspective du socialisme ne serait-elle pas une utopie, ne faudrait-il pas revoir alors entièrement notre copie ?

Le niveau actuel du capitalisme mondial repose-t-il sur un véritable développement, autrement dit, ce développement correspond-il à une valeur réelle (acquise) ou repose-t-il plutot sur une évaluation hypothétique des profits que la spéculation en attendait ?

Par exemple, vous imaginez une usine flambant neuve en Chine, vous vous dites, le capitalisme se développe en Chine, bien, mais si cette usine a été financée avec des crédits spéculatifs sur la base des profits qu'elle devrait rapporter plus tard et que quelques années après du fait de la crise ces profits ne se réalise pas, du coup, le capital que représente cette usine, il existe ou il n'existe pas, cette usine a-t-elle véritablement la valeur qu'on lui prête ou au contraire elle n'en a aucune ?

General Motor vaut-elle encore un dollar alors qu'elle cumule 70 milliards de perte ?

Les monnaies dont-elles totalement déconnectées de l'or ?

Le 1,4 millions de milliards de dollars des produits dérivés correspond-il à du capital réel ou du capital fictif, cet argent existe-t-il vraiment et si oui d'où peut-il bien sortir ?

Pourquoi Bush, Sarkozy et les autres dirigeants insistent-ils tellement pour laisser l'aristocratie financière faire son business ?

Pourquoi le marché financier est à la fois la planche pourri du capitalisme et son seul recours pour tenter de résoudre cette crise ?

Sur quel facteur le capitalisme financier peut-il agir pour relancer la machine capitaliste ?

Pourrait-on imaginer qu'une crise conduise à l'effrondrement total du capitalisme au point d'entraîner une paralysie de l'ensemble de l'économie à l'échelle mondiale, précipitant les conditions de la révolution socialiste internationale, scénario que Marx ne pouvait pas prévoir ?

Le capitalisme s'est imposé à l'échelle mondiale, mais s'est-il véritablement développé à l'échelle mondiale et de quelle manière sur les différents continents ?

L'Afrique et une grande partie de l'Amérique latine, n'auraient-elles pas aujourd'hui le statut de colonies économiques des puissances capitalistes, à l'instar de l'Inde à l'époque de la domination britannique ?

Endettement record des Etats, taux d'intérêt des banques centrales à zéro, crédit au particulier trop cher, travailleurs endettés et/ou insolvables, production au ralenti ou arrêtée, en surproduction permanente, marché saturé, salaires trop faibles pour relancer la consommation, baisse de la consommation mondiale, baisse du prix des matières premières, récession mondiale, profits à venir incertains, augmentation des conflits sociaux dans tous les pays, comment un nouveau développement du capitalisme pourrait-il être encore possible dans de telles conditions ?

Ce sont quelques questions que je me suis posés les derniers jours, j'ai la réponse à la plupart d'entre elles, reste à mettre de l'ordre dans tout cela avant de sortir une analyse globale de la situation et de déterminer avec le plus de précisions possibles dans quelle direction s'oriente le capitalisme. Je n'ai pas évoqué la lutte de classe, elle sera omniprésente dans les mois et années à venir, on peut le prédire sans crainte de se tromper. J'y ai accordé moins d'importance ici parce qu'elle découlera directement du cours de la crise. On verra cela dans quelques jours.

Un mot quand même, un extrait d'une dépêche de Reuters d'hier.

"Invité de France 2 mardi matin, François Chérèque a affiché sa satisfaction devant les progrès enregistrés dans les discussions entre la direction de la SNCF et deux organisations syndicales, la FGAAC (Autonomes) et la CFDT, qui selon lui illustrent son appel au dialogue.

Les négociations portent sur un projet de décret modifiant les conditions de travail des agents de conduite du fret et leur avancée a permis de reporter de trois jours la grève prévue à partir de mardi minuit.

"Si le gouvernement reprend les éléments de cette négociation dans un décret, vraisemblablement les cheminots renonceront à faire grève et on aura fait la démonstration à la SNCF qu'il vaut mieux négocier que faire grève", a dit le secrétaire général de la CFDT, soulignant la "modernité" de la démarche."

Inutile de commenter.

Le 20 novembre 2008

Je n'ai pas le temps de bavarder, vous trouverez en ligne ma réponse à un second courriel reçu d'un ex-camarade de l'OCI-PT. Dans ma réponse j'aborde largement la crise actuelle du capitalisme et je fournis quelques indications sur l'orientation que pourrait prendre le prochain développement du capitalisme, s'il parvient à surmonter la crise actuelle, tout dépendra uniquement de la mobilisation révolutionnaire des masses...

En page 11 du n°23 d'*Informations ouvrières* on peut lire ceci : "*La vérité, c'est qu'aucun des « grands de ce monde » réunis à Washington n'est capable d'endiguer la crise, qui n'est autre que la crise mortelle du régime de la propriété privée des moyens de production.*", voilà une affirmation pour le moins légère.

D'abord rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que le capitalisme pourrait être victime d'une "*crise mortelle*", sans préciser que seule une révolution socialiste pourrait mettre un terme à son existence, cela laisse entendre qu'il pourrait mourir de sa belle mort, disparaître tout seul, si tel devait être le cas, pour que cette perspective soit pertinente, faudrait-il encore l'étayer pas des arguments, or le POI n'en fournit aucun, c'est la première chose, voilà encore me semble-t-il un effet d'annonce sans lendemain comme les publisciste bourgeois ont l'habitude d'en pondre tous les quatre matins. Le POI n'étant pas un parti qui combat pour la révolution socialiste, il est bien mal placé pour évoquer cette possibilité, on comprend l'embarras dans lequel se sont placés eux-mêmes les dirigeants de ce parti qui se proclament communistes internationalistes.

Ensuite, au lieu de rabâcher que les capitalistes n'ont pas trouvé les moyens "*d'endiguer la crise*", il serait peut-être bon d'expliquer aux militants et travailleurs quelles pistes ils pourraient exploiter demain pour tenter d'y parvenir. Se contenter de constater ce qui se passe sous nos yeux n'apporte pas grand chose à la compréhension de la situation, mais cela suffit pour un parti qui finalement n'a toujours pas décidé d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République.

De fait, Gluckstein est passé maître dans l'art détourner les masses du gouvernement, il écrit dans son éditorial : "*De fait, sur un plan politique, tous ces mouvements de lutte de classe tendent à converger vers un point unique : l'abrogation des directives et du traité de Maastricht, la rupture avec cette Union européenne re - jetée par toutes les couches de la population.*", admirer le tour de passe-passe, le "*point unique*" contre lequel doivent converger "*tous ces mouvements de lutte de classe* ne pourrait être le gouvernement ou les institutions, mais l'Union européenne, alors que la même Union européenne a déclaré que la politique mise en oeuvre pour faire face à la crise dépendait dans chaque pays de la responsabilité de leur gouvernement respectif.

La fin de cet éditorial est aussi insipide et aussi creux que les deux précédents, il appelle à "*l'élection d'une Assemblée constituante souveraine par laquelle le peuple prendra en main son avenir et se donnera les moyens d'un plan de sauvegarde des intérêts de la population*" réussissant le tour de force dans la situation actuelle de ne pas citer une seule fois le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, son seul objectif, une fois adopté "*un plan de sauvegarde des intérêts de la population* " sera bien d'assurer la préservation du système capitalisme, c'est moi qui l'ajoute, comment pourrait-il en être autrement sans renverser au préalable le pouvoir politique en place ?

L'issue de la crise est contenue dans cette unique question : comment créer les conditions politiques qui permettront au prolétariat de prendre le pouvoir ? Certainement pas en évitant de la poser.

Vous voulez vous faire une idée plus précise sur le POI et savoir de quoi leurs dirigeants sont capables pour tromper les militants, voici un élément qui devrait alimenter votre réflexion.

Vous vous souvenez peut-être encore que la résolution présentée par le Comité Confédéral National de Force Ouvrière les 9 et 10 octobre 2008 avaient été adoptée à l'unanimité, donc y compris par les cadres ou dirigeants du POI (voir l'article dans le site intitulé *Pour FO le capitalisme est éternel… avec la bénédiction du POI !*).

A peine 3 semaines plus tard, dans sa lettre électonique du 5 novembre Mailly nous faisait part des propos qu'il comptait tenir à Sarkozy avant qu'il s'envole pour le sommet de Washington :

"*Comme revendication, nous aurons notamment mis l'accent sur:*

– renforcer le rôle des organismes internationaux (FMI – Banque mondiale – OMC) pour imposer comme critères le respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et des normes internationales du travail., autrement dit la direction de Force Ouvrière que soutient inconditionnellement le POI compte sur ces institutions au service du capital pour faire respecter les droits de l'homme, les principes de la démocratie et défendre les droits des travailleurs, au moins les choses étaient très claires. Insupportable pour un militant ouvrier !

Claude Jenet, l'un des bureaucrates de FO et secrétaire national du POI écrit ceci cette semaine (page 2) en donnant une leçon au PS, vous avez le droit de vous marrer :

"*Depuis quand le capitalisme aurait-il, comme finalité, la satisfaction des besoins de l'humanité, le respect des droits de l'homme et le souci de l'intérêt collectif ?*". Très fort n'est-ce pas ? C'est se foutre royalement des militants ou je ne comprends rien. Ne dites surtout pas que le POI joue double jeu, on va vous traiter de calomniateur, sauf qu'avec cette preuve sous le nez, ce sera difficile de vous lancer une telle accusation.

On ne peut pas laisser indéfiniment des dirigeants tout dire et tout faire et son contraire au nom des intérêts de la classe ouvrière et du socialisme, aucun argument ne permettra jamais de le justifier.

Dans la vie se faire passer pour ce qu'on n'est pas est assurément malhonnête et peu enviable, dans le cas d'un parti c'est encore plus grave, car l'intention de nuire est manifeste et ne peut pas être anodine ou sans fondements. A vous maintenant de vous posez la question de savoir quelle peut en être l'origine et la nature, si vous cherchez bien dans le site, vous devriez trouver des éléments pour vous aider à répondre à cette question.

Voilà une bonne raison pour soutenir politiquement et financièrement le site *Lutte de classe*.

Le 23 novembre 2008

L'inquiétude porte sur le fait que la récession, que beaucoup d'analystes voient s'aggraver dans les prochains mois, continuera d'entraîner les prix à la baisse, frappant de plein fouet des secteurs tels que l'immobilier ou l'automobile et contribuant à alimenter une spirale descendante. C'est ce qui est déjà en train de se produire. Même la Suisse va entrer en récession, le pays des banques ! Le pays de l'or blanc, blanc comme la neige et de tous les blanchiments via le secret bancaire.

Moins de crédit et de travailleurs solvables se traduit par une baisse de la consommation qui entraîne à son tour une diminution ou un arrêt de la production se traduisant par plus de chômage et encore moins de pouvoir d'achat, donc encore une baisse de la consommation qui tire les prix inexorablement vers le bas. La production et la consommation baissant, les profits attendus fondent au soleil, du coup il y a plus de risque à placer son argent sur un marché de plus en plus incertain et dont les réactions sont imprévisibles et anarchiques. Wait and see doit être la devise de nombreux investisseurs qui se demandent quand la descente aux enfers va s'arrêter. On pourrait leur répondre quand on vous pendra, mais on va passer pour des barbares ou de furieux extrêmistes. Et pourtant !

A propos de l'immobilier, j'ai entendu avant-hier soir aux infos sur TV5 Monde Asie que les prix avaient éte divisés par deux dans les Emirats Arabes.

En Russie, ils viennent d'arrêter les travaux de la plus haute tour en construction dans ce pays faute de liquidés et de crédits. Par ailleurs, des promoteurs immobiliers proposent des remises déjà de 20% sur le neuf, mais selon des économistes russes cela ne suffira pas à relancer ce secteur d'activité. Je vous propose d'écouter l'un d'entre eux qui décrit assez bien la situation.

Pour Barry Schumaker, expert du secteur immobilier à la banque Uralsib, l'annonce des remises chez Donstroï va être suivie par les autres sociétés du secteur durant les "*six à neuf mois à venir*", et ce qui devait être une promotion de Noël deviendra finalement la norme.

"*Toutes les sociétés qui ont un gros stock d'invendus vont devoir faire ça. Ca fait deux mois que rien ne se vend, et les compagnies ont désespérément besoin de liquidités*", relève l'expert, qui prévoit aussi des "*banqueroutes*".

Car les sociétés de construction, portées par les crédits faciles et un boom sans précédent dans l'immobilier durant les années 2000, se sont largement endettées pour profiter d'un marché en pleine expansion.

"*A un moment donné, elles seront mêmes prêtes à vendre à perte si leurs dettes commencent à vraiment les menacer*", prévoit M. Schumaker.

D'autant que les acheteurs potentiels soit "*n'ont pas assez confiance en l'avenir pour acheter un bien immobilier maintenant*" soit, compte tenu des conditions actuelles, "sont intelligents et attendent que les prix baissent. (AFP 21.11)

La confiance, tout le monde en parle, et dans le mouvement ouvrier, vous en avez entendu parler, est-ce que ce sujet a été abordé par nos vaillants dirigeants, sous quel angle ?

Il n'est pas inintéressant de revenir sur cette question qui est souvent citée comme l'élément clé de la situation, mais sous un autre angle.

Confiance et inconscience marchent ensemble. Eux, ils parlent de la confiance du marché, des investisseurs, de l'aristocratie financière, nous, nous pensons plutôt à la confiance des travailleurs dans le capitalisme qu'il faut les aider à briser. Cette confiance est le produit de l'ignorance qu'ils doivent vaincre, le produit des rapports sociaux d'exploitation qui les a rendu étranger au produit de leur travail qu'ils doivent se réapproprier. Une fois qu'ils en ont pris conscience, tous les discours du monde sur les bienfaits du capitalisme tombent à l'eau. On mesurera ici la nécessité d'expliquer aux travailleurs sur quels fondements repose le capitalisme.

Confiance de la force que représente le prolétariat, la majorité de la population, sa légitimité à revendiquer le pouvoir repose sur quelque chose de bien matériel et palpable. C'est lui qui produit et assure le service après-production jusqu'aux consommateurs, du début de la chaîne au dernier maillon, c'est le prolétariat qui fait tourner la société, mais à aucun moment il n'est maître des tâches qu'il exécute, tout le problème est là.

Les capitalistes sous des formes diverses, patrons, PDG, actionnaires, etc., sont des parasites, des sangsues qui se nourrissent de la sueur de notre labeur, ils s'enrichissent sur notre dos, mais ne servent strictement à rien.

Demander ou exiger un plan de relance en faveur des travailleurs ne peut se traduire que d'une seule manière dans la tête des travailleurs : le capitalisme est légitime.

La mobilisation dans l'unité pour les revendications économiques ou sociales est un moyen pour la classe de manifester sa puissance, d'en prendre conscience, de faire naître un espoir, puis de chercher un moyen pour qu'il se matérialise, d'où la nécessité de proposer aux travailleurs une issues politique, car c'est uniquement sur ce plan-là que réside l'issue à la crise.

On ne peut pas avancer quand on n'a pas de perspective politique.

On n'avance sur aucun plan et c'est normal, ni sur celui de la conscience de classe des travailleurs, ni sur la question de la construction du parti, tout au plus les partis ouvriers sont devenus des syndicats qui par l'intermédiaire de leurs militants font pression sur les dirigeants syndicaux, il existe une telle connivence entre les deux que de nombreux militants finissent par en être totalement dégoûtés et finissent par cesser le combat.

Un militants du POI m'avait écrit en substance que l'on ne pouvait pas aller plus loin (sic !) sur le plan politique parce que cela ne correspondrait pas à l'état d'esprit des masses. Il n'a pas dû se rendre compte qu'il reprenait l'argument favori des staliniens qui n'ont jamais tenu un autre langage pour justifier leur capitulation devant la bourgeoisie. Ou encore celui de Bernstein.

Cet argument contredisait ce que nous avions défini comme le devoir de l'avant-garde : ne pas réduire notre politique à l'immaturité politique des masses, mais au contraire leur proposer une perspective politique pour favoriser sa maturation, pour regrouper les pans du prolétariat en rupture avec le capitalisme ou qui avaient commencé à se poser des questions sur le capitalisme qui est à l'origine de tous leurs maux.

On en revient toujours à la même discussion : faut-il définir une ligne politique en partant du principe (erroné) que la classe serait homogène, auquel cas, comme la grande majorité baigne dans un océan d'inconscience, notre ligne politique ne franchira pas le niveau des revendications immédiates, le parti que nous construirons devra se contenter de s'adapter à cette situation sans remettre en cause le gouvernement en place et les institutions, autrement dit, il sera un parti réformiste bourgeois conduisant fatalement à une impasse politique, ou faut-il au contraire définir une ligne politique qui parte du niveau de conscience le plus élevé atteint par des éléments encore isolés de la classe ouvrière mais qui seront de plus en plus nombreux au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifiera, pour pouvoir les recruter dans un véritable parti communiste, tout en sachant qu'ils contribueront à travers leur intervention dans la lutte des classe à entrainer à son tour le reste du prolétariat dans le combat, en partant évidemment des revendications économiques et sociales mais en les inscrivant dans la perspective d'en finir avec le régime ?

Doit-on favoriser l'aspect inconscient qui prédomine chez les masses en leur proposant une politique qui ne sort pas du cadre du régime actuel, ou doit-on favoriser l'aspect de plus en plus conscient qui se dessine chez des milliers de travailleurs et jeunes, en leur proposant une perspective politique qui les conduit à penser leur avenir et la société au-delà du cadre de ce régime ? Réformisme bourgeois ou communisme.

Comme l'expliquait très bien Rosa Luxemburg, nous sommes tous réformistes, mais il y a deux sortes au moins de réformistes, ceux qui conçoivent les réformes dans le cadre du capitalisme, concrètement ils en sont réduits à demander ou exiger du gouvernement bourgeois (ou à l'Union européenne) qu'il réalise ses réformes, et ceux qui à l'opposé, les conçoivent dans la perspective du renversement du pouvoir politique en place, considérant que ce qui a été arraché ne constitue qu'une infime partie des besoins de la classe ouvrière que seule une révolution permettra de satisfaire une fois qu'elle aura conquis le pouvoir politique.

Ces deux conceptions du combat politique sont incompatibles et inconciliables, elles l'étaient déjà autrefois du temps de Marx et Engels, elles le furent au cours des 63 dernières années, elles le sont aujourd'hui et le seront demain. Les alchimistes du réformisme bourgeois ne nous ferons jamais croire que l'on pourrait transformer le plomb en or. La dialectique consiste à observer de quelle manière les rapports évoluent et se transforment dans la nature, chez l'homme ou à l'échelle de la société, et non à les violer pour justifier ou légitimer une ligne politique opportuniste.

Entre nous, s'il fallait attendre que les masses soient prêtes pour poser la question du pouvoir politique, on attendrait longtemps, et si on attendait qu'elles la posent clairement directement, là on risquerait d'attendre indéfiniment, et si malgré tout cela pouvait se produire, on se demande bien alors pourquoi on devrait construire un parti. C'est une nouvelle fois donner raison à ceux qui prédisent qu'un jour ou l'autre le capitalisme se transformera en socialisme par la force des choses, autant aller se coucher tout de suite !

Autre chose.

Trichet (BCE) a fait observer qu'il fallait distinguer la déflation, qui se caractérise par une baisse générale des prix mais aussi notamment de la masse monétaire, de la désinflation qui est un simple ralentissement des prix à la consommation, sans se prononcer sur la situation actuelle. Quand il parle de la mass monétaire, il devait parler de la masse monétaire en circulation qui a fortement baissé.

En Chine, le gouvernement a appelé la police à faire preuve de retenue dans son exercice de maintien de l'ordre en cas de grogne sociale.

Le ministre de la sécurité publique, Meng Jianzhu, a ainsi demandé à la police de rester "*pleinement consciente des défis apportés par la crise financière internationale*" et d'éviter les "*mesures excessives lorsqu'elle est face à des incidents de masse*".
Ces déclarations du ministre, jeudi dans le quotidien China Daily, interviennent dans un contexte social tendu, alors que se multiplient les manifestations d'ouvriers licenciés dans le sud et l'est du pays. En début de semaine, après deux jours d'émeutes dans le Nord-Ouest, des milliers de personnes ont été dispersées par la police.

En Inde, l'industrie textile indienne, deuxième plus grande source de devises du pays, va perdre un demi-million d'emplois d'ici avril 2009 en raison de la crise financière mondiale, a déclaré le secrétaire au commerce, G.K. Pillai, à la presse.

Le secteur du textile représente 20% de la production industrielle indienne et plus de 30% des recettes d'exportation du pays, selon les chiffres du gouvernement.

Les exportations indiennes ont augmenté de plus de 30% au cours du premier semestre de l'exercice, mais la demande a chuté en raison du ralentissement de l'économie mondiale.

De son côté, le ministre des Finances, P. Chidambaram, a exhorté les entreprises indiennes à réduire les prix pour éviter le maximum de pertes d'emplois. (AFP 21.11)

Ils nous saignent à blanc et baignent dans la luxure, les prolos doivent finir par l'avoir à l'esprit en permanence jusqu'à en gerber, voici qui devrait les dégoûter un peu plus du capitalisme.

Côté moralisation du capitalisme qui a du plomb dans l'aile, souhaitons au passage que l'altermondialisme suive la même courbe que la bourse ces derniers mois, bonne nouvelle, le salon "Luxury, please" vient d'ouvrir ses portes à Vienne.

Les visiteurs pourront admirer le "*sac à main le plus cher du monde*", une pièce unique, d'environ dix centimètres sur vingt, en platine pur serti de 2.182 diamants, le tout représentant 200 carats et pesant 800 grammes, signée du créateur japonais Ginza Tanaka. Par contre, il sera déjà trop tard pour la Ferrari F599 vendu 304.100 euros, elle a déjà trouvé un fortuné acquéreur.

"*On vend moins de petits objets pas trop chers, mais les grandes commandes on en a toujours*" pour décorer des avions, des palais ou des villas dans le monde entier, précise Johanna Vanicek, propriétaire d'une maison de décoration d'intérieur entre les mains de sa famille depuis 288 ans. (AFP 21.11) Cela donne à réfléchir, non ? Le vieux monde qu'il faut balayer quoi !

Côté morale toujours, l'allié naturel de toutes les dictatures et donc des voyous de l'aristocratie financière vient de vomir sur notre classe un document de sept pages à propos de la crise du capitalisme, vous aurez reconnu le Vatican bien sûr.

"*La dimension éthique de l'économie et de la finance n'est pas quelque chose d'accessoire mais quelque chose d'essentiel et doit être toujours prise en considération pour poursuivre des dynamiques économiques et financières correctes, clairvoyantes et porteuses de progrès*", conclu le Vatican dans un document publié dans son quotidien, l'Osservatore Romano, daté du dimanche

23 novembre.(AFP 22.11)

Si on ne le savait pas déjà, maintenant on le saura, il y a forcément une "*dimension éthique*" dans le fait que plus de deux milliards de travailleurs et leurs familles vivent dans la pauvreté, qu'ils y en aient qui soient réduits à fouiller dans vos poubelles ou s'entre-tuer pour survivre. Quel "*progrès*", quel avenir merveilleux pour l'humanité en effet ! Quel cynisme !

"*La doctrine sociale de l'Eglise, avec la riche variété de ses principes moraux, peut et doit apporter sa contribution*" à la résolution de la crise actuelle du capitalisme, ajoute le Conseil pontifical.

La nature sociale de ces "*principes moraux*" porte un nom : le corporatisme. Que le Vatican se propose de "contribuer" à l'imposer confirme seulement que sa vocation a toujours été de soutenir en toutes circonstances le capital contre le travail, y compris lorsque des dictateurs détiennent le pouvoir.

C'est normal que le Vatican monte au créneau pour défendre le capitalisme au moment où les travailleurs du monde entier sont portés à en contester la légitimité. Comme absolument rien ne peut justifier l'exploitation, l'Eglise tente de justifier son existence en décrétant qu'elle n'est pas incompatible avec des "*principes moraux*", ceux de la classe des exploiteurs auxquels la population devrait se soumettre.

Pas besoin de "*clairevoyance*" pour comprendre à quoi et à qui peut service l'obscurantisme dans lequel toutes les religions tentent de maintenir tous les peuples. L'exploitation d'une classe par une autre depuis que les classes existent a toujours été le ciment ou la raison d'être qui unissait le sabre et le goupillon, il n'y a aucune raison que cela change, tel est le message du Vatican.

Un dernier mot à propos de la souscription au site (causerie du 17.11)

Voici où nous en sommes : 80 euros de Paul, 50 de Luc. 70 de Philippe, 40 de Simon.

Je vous mets un extrait du mail que j'envoie à un de ces camarades.

L'histoire de la sousciption, c'est parce que j'ai de moins en moins de fric pour vivre donc je ne veux plus être le seul à casquer pour le site. Les militants me croient ou non, c'est leur problème. Je vais te donner un autre élément.

La femme qui bosse chez moi à mi-temps ou le plus souvent à tiers-temps ou moins, c'est ma voisine, veuve d'un pécheur avec trois filles de 18 à 12 ans. J'ai passé son salaire de 1.200 à 2.000 roupies, c'est 3 ou 4 fois plus qu'un salaire normal ici, mais elle ne peut pas vivre avec 1.200 roupies (20 euros) et 2.000 c'est encore la pauvreté, mais bon je ne peux pas faire plus (en réalité je lui achète régulièrement des trucs en plus, ça me fait chier d'en parler, merde !). Je la vois tous les jours, je pense à ses gosses évidemment, c'est un cas de conscience que l'on peut pas évacuer d'un geste du bras, j'en suis incapable, je suis désolé la misère est partout, j'ai les deux pieds dedans sans na connaître c'est terrible à vivre pour moi.

Une association a construit des maisons pour chaque famille sur un terrain appartenant au village à 300 mètres de la mer après le tsunami. Ces maisons sont minuscules, 25m² maximum divisés en 3 pièces, donc impossible de faire la cuisine dedans, donc chacun a installé la cuisine dehors derrière sa maison, protégée par des feuilles de cocotiers ou des matériaux de récupération. Mais avec la mousson, comme ils ont construit les 52 maisons en laissant à peine deux mètres entre chaque maison et qu'ils ont contruit deux rues en ciment, l'eau de pluie s'écoule de chaque côté et l'espace qui fait office de cuisine est inondé. Jayalakshmi m'a demandé si je ne pouvais pas faire quelque chose pour qu'elle puisse obtenir une bouteille de gaz et un réchaud car la situation est vraiment insupportable.

Quelques heures plus tard j'ai profité d'une accalmie pour aller à Pondichéry là où j'ai un contrat pour le gaz. Le patron m'a dit qu'il fallait attendre janvier, une histoire de quota institué par le gouvernement, bref, je lui demande combien coûterait l'inscription, il m'a répondu 4.000 roupies, cela comprend la première bouteille de gaz et le réchaud. L'après-midi je raconte cela à Jaya, mauvaise nouvelle, mais bon, surtout le prix, elle baisse les yeux, comme font les gens quand ils sont accablés par quelque chose contre lequel ils ne peuvent rien faire, immédiatement je la rassure, je lui ai dit que je lui paierai sans qu'elle ait à me rembourser, j'avais déjà pris la décision avant.

Ce que je veux te dire Luc par là, c'est que je ne peux pas faire face à ce genre de situation et assumer seul le coût du site, 4.000 + des dizaines de milliers de roupies c'est pas possible, de mon côté je me démerde pour donner les 4.000 rs à cette femme et d'un autre côté les militants se démerdent pour financer le site. On a des cas de conscience terrible ici, j'ai conscience d'être terriblement favorisé par rapport à Jaya et ses gosses, c'est dégueulasse la vie que leur réserve la société, alors parfois je décide de soulager leur malheur, car être miséreux est un malheur au quotidien, c'est tellement injuste, barbare, pas besoin de parler de guerre pour voir que la barbarie frappe des milliards de gens de notre classe.

Je ne distribue pas mon fric non plus, ne t'inquiète pas, l'argent des camarades ne servira pas à soulager la misère en Inde, elle me permettra seulement d'en mettre moins de ma poche dans le site pour pouvoir occasionnellement aider une famille

indienne pauvre. Ce n'est pas parce que je vais moins casquer pour le site que je vais aller craquer 200 ou 300 roupies au resto par exemple, j'achèterai peut-être un poulet à 100 roupies qui me fera trois ou quatre repas (ou moins car je le partage souvent avec Jaya et les gosses), j'en suis réduit à tout compter, pas en euro, en roupie, l'euro divisé par 60, c'est pour cela que j'ai voulu dire stop, je ne peux plus et je ne veux plus payer seul pour le site.

Je rajoute que l'on peut très bien se passer de ce site, moi le premier. Je n'ai pas l'habitude de ce genre de démarche et je ne sais pas trop comment m'y prendre. Je ne partage pas la mentalité de la plupart des militants, mais bon chacun est comme il est. Maintenant, il est vrai que pour faire avancer les choses, ces mentalités doivent aussi progresser, laisser faire ou ne rien dire pourrait être interprété comme de la complaisance ou une faiblesse de ma part, en même temps je ne veux pas être trop rigide, j'ai pensé à une autre solution, crypter la plupart des documents de telle sorte que seuls soient accessibles à tous les documents de l'année précédente, les militants jugeraient si cela vaut le coup ou non d'investir dans le site.

Au 22 novembre il y a eu exactement 2157 visites au total, 1417 visites uniques, il faut diviser ces chiffres par 2 ou 2,5 pour avoir une idée du nombre réel de visites. 5 militants en comprenant un autre camarade que je dois recontacter sur 700 (en France), c'est ridiculement faible. Les camarades n'ont pas à craindre qu'un jour je révèle leur identité à qui que ce soit.

Par anticipation, bonne semaine à tous, ici, la mousson a repris de plus belle, orage, coup de vent violent, coupure de courant à répétition, tiens une petite histoire pour vous montrez à quel point on peut être con s'en s'en rendre compte.

Depuis 6 ans à la même époque la pluie passe sous la porte du premier étage et on se retrouve inondés. Pour limiter les dégâts, en vain, je calfeutrais avec des chiffons, en vain, une fois imbibés d'eau. La semaine dernière un jeune de mon village vient à la maison, on discute, je lui parle de mes soucis, il me dit "mais vous n'avez pas mis des sacs plastiques cela arrête l'eau". Je me suis dis quel con je suis avec les chiffons, je n'ai même pas pensé aux sacs plastiques, et dire que j'ai refait les mêmes gestes stupides depuis 6 ans. Je vous avouerais que cette pensée ne m'a pas quitté depuis, mieux, j'en ai tiré un formidable enseignement, je me suis dit que je devrai une fois de plus réviser toutes mes positions par crainte d'avoir commis une grosse erreur quelque part, involontairement.

Ce garçon s'appelle Sudhakar, un de mes anciens élèves à l'Alliance française, il n'est peut être pas très fin, mais pour moi quelle leçon d'humilité ! Je comprends que pour lui le sac plastique a révolutionné sa vie, mais quand même, moi qui ne cesse de maudire sur ces putains de sacs plastiques que l'on retrouve jusque dans les arbres, je n'ai aucune excuse. Il est venu ce matin, je lui ai fait un bon café et je lui ai expliqué (en français) la crise le plus simplement possible pendant une heure pour le remercier de son conseil, je lui dois bien cela !!!

Je n'ai pas trouvé le temps d'aborder ce sujet, on connaît dorénavant la composition de l'équipe Obama à quelques postes près : au fait, c'est bien Obama qui a été élu ou Clinton ? Ah c'était juste pour rouler les travailleurs noirs américains et avoir la paix ? Une mauvaise blague qui va mal tourner.

Le 24 novembre 2008

J'interviens un peu tard dans la journée parce qu'on n'a eu du courant que quelques heures dans la journée et comme hier j'ai bossé en utilisant la batterie de secours, ce matin à 9 heures j'ai été obligé de fermer l'ordinateur car elle était complètement déchargée. Au moment où je vous écris il est 20h11 et il y a une nouvelle coupure.

Du coup ce matin j'ai repris le stylo. C'est marrant, je ne sais pas pour vous, mais moi je me sens moins stressé que devant l'écran, avec l'écran on s'attend toujours à voir apparaître quelque chose.

J'ai pris le temps hier soir de lire le texte de Simon, l'ex-militant de LO. J'en reparlerai ailleurs si j'ai le temps, il pèche par excès selon moi, je ne veux pas le juger, on ne se connaît pas, je comprends sa démarche et je crois avoir compris que l'on partage les mêmes préoccupations. Sa citation de *Que faire ?* de Lénine m'a mis l'eau à la bouche, du coup j'ai relu de larges passages de cet ouvrage. A cette occasion, et un peu par réaction au texte de Simon, je me suis dit qu'il fallait être extrêmement prudent quand on utilise des citations, car bien des positions défendues à l'époque par Lénine sont indéfendables aujourd'hui.

On peut s'inspirer de la trame laissée par Lénine, mais on doit inventer tout le reste en fonction de l'évolution de la société. J'avais moi-même commis l'erreur sur un autre sujet, dans un texte où je justifiais la position du PT sur la République en citant largement *L'Etat et la révolution* de Lénine, alors qu'en réalité le contexte était totalement différent, et malheureusement je n'en avais pas tenu compte, c'était une grosse erreur, ensuite j'ai corrigé le tir. Par soucis d'honnêteté je l'ai laissé dans le site.

Dans bien des cas, les objectifs à atteindre pour le mouvement ouvrier qui étaient présentés autrefois comme des avancées sur la voie du socialisme se sont transformés en leur contraire du fait que l'étape suivant n'a jamais vu le jour, finalement ils ont davantage profité aux ennemis de la classe ouvrière. Le suffrage universelle et le parlement devaient être un moyen de nous

compter et une tribune pour exposer publiquement nos idées, ils servent davantage à la collaboration de classes qu'à populariser le socialisme. Les améliorations de la condition ouvrière devaient constituer les prémices du combat pour arracher (tout) le pouvoir aux capitalistes, elles n'ont servi qu'à mieux asservir le prolétariat au capitalisme. Le capitalisme d'Etat devait servir à montrer la voie à suivre pour en finir avec la propriété privée des moyens de production, il n'aura servi finalement qu'à diviser le prolétariat et à assurer la stabilité de l'Etat et du régime. On pourrait encore continuer longtemps cette liste. Le marxisme devait nous servir de guide, il est devenu un dogme entre les mains des dirigeants du mouvement ouvrier, avant d'être abandonné, vous voyez, je ne charge pas la barque.

Pour lire *Que faire ?* aujourd'hui, il faut avoir une perception globale, mondiale, internationale de la situation pour l'interpréter correctement ou en respectant l'esprit qui s'en dégage, la mettre en pratique, c'est-à-dire militer, car le léninisme c'est avant tout le militantisme qui s'oppose à l'attentisme, l'engagement, le contraire de la résignation. C'est sans doute stimulant de lire *Que faire ?*, à condition de savoir prendre le recul nécessaire pour l'aborder, on peut facilement se piéger soi-même et se méprendre sur le sens que l'auteur a donné à son propos, sur ce qu'il a voulu dire ou exprimer. Je ne dis pas cela pour Simon, car ma critique aurait porté sur un autre passage que sa citation de Lénine. Il ne faut pas être trop rigide, et la flexibilité ne soit pas se transformer en élastique ! C'est tout un art en vérité. On a encore du boulot à abattre avant de le maîtriser.

Vous pouvez sans risque lire *Anti-Dühring* d'Engels, vous y verrez pousser la petite graine, et si vous avez des potes écologistes cela fera l'affaire, Engels était un des maître de la dialectique et de la stratégie (militaire aussi). Pour lui la lutte des classes, c'était la guerre des classes, comme pour Marx, puis Lénine et Trotsky.

En 1902, Lénine disait : notre ennemi à abattre c'est le tsar et le tsarisme, alors que le prolétariat n'avait aucun droit d'expression politique, les militants étaient pourchassés, emprisonnés, exilés, il fallait oser le dire ,d'où son exil à Londres et d'autres pays en Europe. Ils étaient vaillants et courageux nos dirigeants à cette époque lointaine, audacieux et rigoureux, fermes et flexibles, c'était la quintescence du léninisme. Ils osaient là où nos dirigeants sont timides, timorés.

J'ai suivi sur Internet l'actualité sociale en France, la mobilisation des enseignants et des lycéens a été un succès, 20 à 25% des profs et instits sont descendus dans la rue pour manifester contre le gouvernement.

(je corrige ce qui a été écrit après, une manif de l'enseignement est prévue le 10 décembre. A suivre.)

Ils auraient fallu continuer dans la foulée ou se fixer une date rapprochée pour lancer la grève générale illimitée de l'ensemble de l'Education nationale. A la place, les bureaucrates syndicaux prévoient une action de masse courant janvier ! Briser l'élan, la dynamique qui s'enclenchait, l'épreuve de force où les grévistes et manifestants exigeraient la démission de Darcos, impossible à lâcher sauf à capituler, ce qui serait une cinglante défaite pour Sarkozy, tout mais pas cela, on a tant besoin de lui en ce moment ! Dans la foulée, il aurait été possible de pousser plus loin ou de passer à la phase politique proprement dite, pour exiger la départ, la démission, le renvoi de Sarkozy et son gouvernement, de tout concentrer contre le pouvoir pour le faire tomber. Et s'il n'était pas possible de mettre en oeuvre cette politique, elle ressortait quand même de la situation et correspondait à une orientation correcte, axée sur le pouvoir, notre objectif. On donne une orientation, ensuite on observe et on analyse comment les choses se passent, on essaie d'en tirer des conclusions, un enseignement.

Une dernière idée me passe par la tête, très vite car je suis en train de vider la batterie. Si on parvenait à relier chaque revendication à la crise du capitalisme, on pourrait se remettre sur la bonne voie et entrevoir l'avenir proche avec plus d'enthousiasme, enfin nous avancerions vers notre objectif. C'est ce qui cimente tous les combats en cours et à venir et lui donne une impulsion. La faillite du capitalisme doit être sanctionnée par l'ensemble des exploités, la sentence sera à la hauteur du crime commis contre l'humanité pendant si longtemps. Ils n'ont aucune pitié de la femme en train de regarder son bébé mourir de faim dans ses bras au Soudan ou en Somalie, c'est insoutenable le capitalisme, on est déjà largement dans le règne de la barbarie. On ne peut plus faire ce que préconisait Lénine, rendre publique les frasques de la cours du tsar et ses fonctionnaires (à ne pas confondre avec ceux de notre époque), les médias s'en chargent déjà, par contre on peut exploiter tout ce qui peut exacerber ou attiser la haine des travailleurs contre le capitalisme, les conditions sociales qu'ils connaissent y contribuent déjà mais il leur manque l'orientation, la boussole de l'exploité, il est pris dans un champ magnérique infernal, alors s'il ne veut pas perdre le nord ou la tête et en sortir, il a intérêt à la garder bien en main, la boussole c'est comme le parti, on en a besoin tant qu'on n'a pas atteint notre objectif, après on n'en a plus besoin, j'entends par notre objectif, le communisme.

J'étais parti quelques instant plus tard à m'imaginer la société sans classe, sans Etat, sans appareil de répression, sans exploitation ni oppression, sans argent, adieu les banques, les assurances, les notaires, les rentiers quoi, veau, vache, cochon ! Après tout devrait-on les laisser seuls occuper le terrain et chanter les vertus neurasthénique du capitalisme ? Aurions-nous honte du communisme ? Je ne sais plus qui disait qu'on ne pouvait pas défendre des idées sans se les être représenté au moins une fois, je ne peux pas dire simplement sans y croire, car ce n'est pas une question de croyance, le capitalisme n'est pas un phénomène ou une illusion, une abstraction, il est bien réel tout comme les fondements du socialisme qu'ils renferment.

Pour revenir sur le site avant de se quitter.

J'ai trouvé le moyen de crypter les fichiers pdf, c'était très simple en fait, avant d'enregistrer le fichier on lui alloue un mot de passe

et le tour est joué, sans mot de passe pas de fichier. Je vais demander aux camarades qui contribuent maintenant au site et le soutiennent ce qu'ils en pensent, mais l'idée n'est pas très productive en fait. On peut crypter certains articles, mais cela pose un problème, car cela empêcherait ceux qui pourraient y puiser matière à réflexion et qui ne tiennent pas à soutenir le site ou se faire connaître de moi, d'y accéder.

Le 30 novembre 2008

Nous sommes le dimanche 30 novembre, il est 13h22 heure locale à Pondichéry,le courant électrique est enfin rétabli. Explication très brève la suite plus tard.

Le 23 et le 24 une pluie diluvienne avec un vent assez fort. Le 25 et le 26, une tempête tropicale plus puissante, et pour finir le 27, elle s'est transformée en cyclone, il a durée pratiquement la nuit et la journée du 28, en fait il venait de Sri Lanka à plus de 1.000 kms d'ici, le 29 le soleil est revenu. Bien évidemment les cables du poteau électrique où le compteur de la maison est racordé ont été coupés, j'ai donc attendu ce midi pour avoir de nouveau le courant.

J'allais oublié, pour arranger les choses, la mer a repris les 80 mètres de plage qui s'étaient reformés au cours de l'année précédente pour s'arrêter à une vingtaine de mètres de chez moi. Autant vous dire que je suis dans un état pitoyable, complètement crevé. J'ai profité de mes longues soirées, nuits et journées à lire *Le Capital* en reprenant le tome I à la première page, à la bougie, car le 24 au soir la batterie de secours était à plat, celle de la lampe de secours aussi, celle de l'onduleur aussi. Plus d'eau, de courant, plus de lumière, de frigidaire, de ventilateur, d'ordinateur et de téléphone pendant 7 jours, pénible, un exercice de patience improvisé.

A part le auvent qui est abimé, pas de casse chez moi, un coup de bol, le jardin est en partie ravagé, surtout beaucoup de nettoyage, on a déjà fait une bonne partie hier. Trois tremblements de terre, deux cyclones (le précédent en 2000), un tsunami, la coupe est pleine !

A plus, il va me falloir plusieurs jours pour voir ce qui s'est passé dans le monde la semaine précédente, et puis je dois faire des courses, j'ai épuisé les stocks.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries décembre 2008

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2008

Juste un mot rapide. J'ai un problème informatique à résoudre, je ne peux plus formater un document word en pdf. L'ordinateur est resté éteint une semaine et cela ne lui a pas plu ! J'espère régler ce problème rapidement. Cela ne m'empêche pas de travailler.

J'ai pris connaissance de l'élection de Martine Aubry à la direction du PS, avec la loi sur les 35 heures qui porte son nom, elle s'est illustrée en portant un coup fatal à la durée hebdomadaire du travail en ouvrant la voie à l'annualisation du temps de travail ce qui permet aux patrons une plus grande flexibilité de l'emploi de la main d'oeuvre, on pourrait ajouter, conformément à une directive européenne compatible avec 60 heures de travail par semaine... Soutenue par les dirigeants du PS qui ont participé aux différents gouvernements sous Mitterrand, puis Jospin sous Chirac, ou encore qui participent directement ou indirectement au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, il est clair qu'il n'y a absolument rien de plus à attendre demain qu'hier d'un parti qui se réclame de l'économie de marché, le capitalisme.

L'entente Aubry, Delanöe, Hamon a été interprétée un peu rapidement, pour ne pas dire avec légèreté exclusivement contre Royal, car sachant ce que tramait (ouvertement) Mélenchon, il s'agissait en dernier ressort de sauver les apparences pour éviter que le PS n'implose, lui coller une énième couche de verni ouvrier pour faire illusion, manoeuvre qui a pour le moment réussi semble-t-il.

Je n'ai pas encore eu le temps de prendre connaissance des interventions qui ont eu lieu le 29 novembre lors du meeting de lancement du Parti de Gauche de Mélenchon. Je les ai téléchargées, il reste à les lire et les analyser en rapport avec les premiers documents issus de ce nouveau parti, j'espère pouvoir produire un texte avant la fin de la semaine sur le PDG.

Si l'on en juge par les intervenants sur le blog de Mélenchon, il y aura loin de la parole aux actes, tout comme ses concurrents, ce parti n'aura d'anticapitalisme que l'apparence ou le programme, avec le soutien d'Oscar Lafontaine et d'Evo Morales, on est déjà fixé.

Je vous en mets un extrait très bref qui se passe de commentaires : "*qu'avons nous eu lors de ce G20 rien de demi-mesure qui repouse les problèmes à dans 6 mois, afin de permettre non pas une régulation et un capitalisme socialement responsable mais permettre à ce malade de retrouver la santé sa pleine santé*", l'objectif est précis, faire en sorte que le capitalisme se rétablisse, qu'il soit "*socialement responsable*", tout un programme, de gauche bien sûr ! Die Link, quoi !

Il y en a un qui pose une question plus que tardive, mais vaut mieux tard que jamais : "*En fait le PS est-il encore de gauche ?*" L'a-t-il été un jour seulement, si gauche veut dire quelque chose ?

Beaucoup se sont étendus sur le fait que Mélenchon conserve son poste de sénateur avec les avantages en nature et les prébendes sonnantes et trébuchantes qui vont avec. Certains de ses supporters ont répondu à sa place qu'il avait été élu sur un mandat, sauf que c'est faux, il a été au suffrage indirect par les grands électeurs membres du PS qui pour la plupart ne partagent pas ses idées, autrement dit, il se situe désormais hors du PS mais son portefeuille y est toujours ! "*Utiliser le mandat*

pour son propre compte sans obtenir un nouvel accord des élécteurs est un détournement de mandat et un abus de confiance." ou encore "*Une démission complète avec remise de tous ses mandats acquis comme membre du PS, eut été plus claire, plus crédible, plus grande et surtout plus honnête.*", là vous en demandez trop mon bon monsieur.

Réfléchissez un instant, et ce n'est pas uniquement une question de sémantique, pour se situer à gauche ou à droite de quelque chose, ce ne peut être que par rapport à un axe ou un centre situé entre les deux, cela signifie tout bonnement que l'un et l'autre constitue les deux pôles d'un même ensemble qu'il partage, qu'ils ont en commun, éventuellement dont ils se réclament, comme l'intervenant plus haut qui réclamait un "*capitalisme socialement responsable*", bref, gauche et droite sont les deux faces de la même pièce, la seule chose qui permet des les distinguer c'est uniquement l'angle sous lequel on les considère, mais fondamentalement ils sont liés comme les cinq doigts de la main et rien ne les sépare.

Donc un parti de plus qui se dit de gauche, qui se réclame de la classe ouvrière, n'en jetez plus la cour est pleine ! PCF, POI, NPA, LO, ajoutons le PRG, le PS, le MRC, plus d'autres encores moins connus...

Ce qui va être intéressant à observer, c'est le comportement des uns vis-à-vis des autres. J'ai lu rapidement ce matin les pages d'*Informations ouvrières* des numéros 22 à 24 que je n'avais pas eu le temps de lire, pas un mot sur Mélenchon, alors qu'il a annoncé son intention de créer un parti depuis le début novembre, un site Internet y était consacré depuis le 7 exactement. D'un autre côté, Mélenchon fait référence au PCF, au NPA et des regroupements hétéroclites (MARS-Gauche Républicaine par exemple), mais il écarte d'emblée le POI et LO.

Si à la LCR ils ne se faisaient pas trop d'illusions sur le ralliement d'élus et de militants du PS à leur NPA, ils comptaient quand même sur le soutien d'intellectuels organisés dans différentes structures plus ou moins informelles, ils risquent donc de déchanter. Mélenchon les a pris de court, sans doute pensaient-ils tirer profit de la crise du PS qui éclaterait à l'occasion de son congrès, c'est raté apparemment !

Au POI, c'est bien pire, puisqu'ils ont axé toute leur politique en direction du PS, et cela depuis 25 ans ! Résultat, ils ont perdu plus de 3.000 militants qui se réclamaient du trotskiste et les ont remplacé par des adhérents n'ayant pas rompu avec le capitalisme et les institutions, un sacré succès, quelle clairvoyance politique, quelle opportunisme surtout !

Ils ont liquidé le PCI (Parti communiste internationaliste) dès 1983-84, en 85 ils créaient le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) afin de pouvoir intégrer des militants du PS et du PCF en crise, le Parti des travailleurs (PT) en sera issu en 1991, l'échec du MPTT et son orientation politique de défense de la démocratie (bourgeoise) sera suivi par une réorientation dans la foulée du traité de Maastricht de 1992, la rupture avec l'Union européenne servira dorénavant à occulter la question du pouvoir qu'ils étaient déjà incapables de poser correctement bien avant l'élection présidentielle de 1981, cette orientation politique sera orientée ouvertement en direction des élus du PS, MRC, républicains et démocrates de tous bords, sans oublier leurs militants, en vain, 15 ans plus tard, en juin 2007 ils saborderont leur parti, le PT, pour le remplacer par un parti encore plus ouvert à tous les courants opportunismes qui se réclament plus ou moins de la classe ouvrière, le Parti ouvrier indépendant (POI), là encore les mêmes dirigeants expliqueront le plus sérieusement du monde que la crise du PS et du PCF devrait être favorable à la création d'un tel parti regroupant toutes les tendances du mouvement ouvrier, en vain encore une fois, en dehors d'une poignée d'élus issus du PS ou d'autres partis dont la plupart émergent de minuscules villages, ils ont été incapables de rassembler et de construire quoi que ce soit...

Les militants du PCI qui sont encore au POI, une minorité, ont avalé tellement de couleuvres avec le tandem Lambert-Gluckstein qu'ils semblent incapables depuis longtemps de la moindre réaction salutaire pour revenir au fondement du marxisme et du léninisme. Tous les compromis passés sur le programme et les principes n'auront finalement servi à rien, pire ils ont déservi notre cause, car aujourd'hui si tous les partis ouvriers se positionnent par rapport au capitalisme et non par rapport au socialisme, c'est bien parce que plus aucun parti ne combat pour le socialisme.

Au lieu de combattre pour l'unité de partis se réclamant plus ou moins du socialisme, on en est arrivé à une situation où ce combat se fait sur la base du reniement plus ou moins ouvert des principes fondamentaux du socialisme, dans cette perspective, je ne vois pas très bien comment le mouvement ouvrier pourrait se recomposer sur des bases saines, c'est plutôt l'inverse auquel on assiste en ce moment. Vous n'êtes pas convaincu ? Regardez ce qui se passe en Allemagne, l'existence de Die Link n'a absolument rien changé à l'attitude du SPD, alors pourquoi avec des partis bâtis sur le même modèle quelque chose devrait changer en France ?

Le POI ne cesse de pleurer sur la misère qui s'abat sur le PS et le PCF, il faudrait tout faire pour empêcher qu'ils disparaissent... Ils le disent ouvertement, la disparition d'un de ces partis serait une grave perte pour le mouvement ouvrier, un drame rien de moins. Un de perdu dix de retrouvés, ils devraient saluer le lancement du PRG de Mélenchon, par exemple au nom du principe des vases communicants !

Bref, voilà les quelques réflexions que je me suis fait très rapidement, à chaud après une interruption d'une semaine (voir la causerie du 30 novembre).

Une des différences essentielles que j'ai noté entre le POI, le NPA et le PDG, c'est que Mélenchon met en avant le fait qu'il veut gouverner, que son parti va se battre pour prendre le pouvoir, cela ne veut pas dire la classe ouvrière évidemment. Rien que ce fait suffit à créer une dynamique, disons que c'est plus motivant pour les militants.

Mélenchon bénéficie pour le moment de la complaisance des médias à son égard, rien ne dit que cela va durer encore longtemps et qu'il ne va pas connaître très rapidement lui aussi la traversée du désert. Rien ne dit non plus que de nombreux élus du PS le rejoindront, ils sont trop attachés à leurs postes et prébendes, pourquoi prendre un risque insensé. Lors des prochaines élections, lorsque la bourgeoisie aura pris la mesure de la raclée qui attend l'UMP, elle fera la courte échelle au PS pour empêcher que des partis comme le PDG, le POI ou le NPA ne raffle la mise, l'UMP et le PS ne sont-ils pas les deux faces de la même pièce ?

Un dernier mot sur Mélenchon extrait d'une intervention sur son blog : " *J'ai personnellement demandé à J-L s'il connaissait Bilderberg, la Trilatérale…, une personne présente lui a même pausé la question ouvertement lors du débat… et il n'avait pas du tout l'air au courant, ce qui m'a étonnée.*". Qu'il ne connaisse pas ces institutions qui s'apparentent à la franc-maçonnerie et qui regroupent à la fois les dirigeants les plus puissants de la planète et des dirigeants du PS, des journalistes, des notables, etc. montrent suffisamment qu'il vit dans une bulle, en dehors de la réalité (voir les documents qui figurent dans le site au lien Dossier vieux monde). Vous n'en êtes pas convaincu, un autre intervenant dans son blog avait fait cette réflexion : "*J' ai écouté et vu bon nombres d'interventions radio + TV de JLM, c'est assurément un homme de gauche MAIS il ne parle bien trop peu de la misère qui touche de plus en plus grand de gens. Ce qu' il dit ne touche pas un grand nombre de gens (...). Pour le moment, la visions que JLM donne de son parti, est un club de gens bien pensants…*". Ce n'est pas moi qui l'affirme, mais un de ses partisans, il sait mieux que moi de quoi il cause.

Nous reviendrons sur le PDG d'ici quelques jours. Rien que l'acronyme prête à sourire, PDG, mais ne soyons pas médisant.

Compte tenu de l'actualité sociale et des combats qui s'annoncent, du temps qu'il va falloir consacrer à suivre la politique de tous ces partis et le déroulement de la crise du capitalisme qui va encore s'approfondir en 2009, je vais réorienter le site vers ces trois sujets principaux et je laisserais tomber les infos en bref qui me prennent trop de temps. J'intègrerais dans les causeries les nouvelles des jours précédents. Je conserverai l'éditorial et je rédigerai quelques textes en fonction de l'actualité.

Au fait, depuis le mois de janvier, vous n'avez jamais été aussi nombreux à vous connecter sur le site. N'oubliez pas votre soutien financier, j'en ai besoin pour régler les frais de fonctionnement du site. Si le site vous intéresse et vous apporte quelque chose, dites-vous bien qu'il ne fonctionne pas gratuitement et que personnellement il ne rapporte rien à son auteur mais lui coûte de plus en plus. Mon adresse figure en bas de la page d'accueil.

Le 2 décembre 2008

Les derniers documents mis en ligne sont au format word, car je n'ai pas encore résolument mon problème informatique, un copain Indien informaticien doit venir demain soir pour régler ce problème, si possible, car je soupçonne Microsoft d'en être responsable, dans ce cas-là, je copierai une autre version d'Office XP ou je reviendrai à une version antérieure.

Avec beaucoup de retard je réagis à l'arrestation arbitraire de 9 personnes à Tarnac le 11 novmebre et accusés de "*visée terroriste*" et "*association de malfaiteurs*" par la police politique du nazillon Sarkozy. Apparemment en recoupement toutes les informations que j'ai trouvées, il s'agirait d'un coup monté par les services du ministère de l'Intérieur pour justifier le maintien en vigueur des mesures anti-terroristes jusqu'en 2012. Une banale infiltration et provocation policière mal bouclée avec témoignage anonyme à la clé, qui a conduit le maire de Tarnac à constituer avec la population un comité de soutien, voici l'adresse de leur site Internet : http://www.soutien11novembre.org.

La radicalisation du régime qui tourne à la dictature était prévisible avec l'arrivée de Sarkozy au pouvoir et le vote de plusieurs lois d'exception depuis le débit des années 2000. Quand nous parlions de dictature larvée, on passait pour des gauchistes ou des farfelus, les intellectuels bien pensants tant qu'ils ne prennent pas eux-mêmes un coup de matraque sur la tête se contentent de critiquer le gouvernement et se satisfont très bien de la situation. Nos dirigeants sont tout juste bons à commenter l'actualité, à réagir une fois qu'il est trop tard quand ils ne se maintiennent pas dans un silence assourdissant qui en dit plus que de longs discours, on en a encore un exemple ici.

L'interpellation musclée de l'ex-directeur de la publication de Libération, Vittorio de Filippis, contre qui avait été délivré un mandat d'amener dans une banale affaire de diffamation, une "première" selon l'avocat du quotidien, relève de l'arbitraire judiciaire qui a encore franchi une étape dans ce pays.

Museler la presse, intimider le simple citoyen en lui faisant croire qu'il est en permanence menacé par des terroristes, dramatiser à outrance la crise du capitalisme pour camoufler la vérité, la responsabilté de ceux qui gouvernement et détiennent le pouvoir économiques, pour faire accepter ses conséquences par les travailleurs, l'ensemble relève de la même logique face

à l'impuissance du régime à sortir de la crise, il est tenté de plus en plus à avoir recours à des moyens dignes d'une véritable dictature, d'un Etat policier. Dénoncer ces pratiques et les combattre, soutenir ceux qui en sont victimes est un devoir pour les militants ouvriers. Honte aux dirigeants qui gardent le silence sur ces faits et refusent de prendre publiquement position, ils se font ainsi les complices du gouvernement.

Certains commentateurs n'ont pas hésité à propos de l'affiare de Tarnac à faire l'amalgame entre ultra-gauche, extrême-gauche et terrorisme, les militants révolutionnaires étant étiquetés par ces gens-là d'extrême-gauche, c'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui est visé à traver cette provocation policière montée de toutes pièces. De la même manière, la défense de la liberté de la presse ne se négocie pas, par plus que la liberté d'expression ou de pensée, une atteinte portée contre un journaliste ou un simple militant par le régime honni de Sarkozy, et c'est l'ensemble de nos droits politiques qui sont menacés. A bas Sarkozy et son gouvernement au service des rentiers : DEHORS !

Autre chose.

J'ai terminé la lecture d'une dizaine de documents et interventions du Parti de Gauche de Mélenchon et Dolez. Le PT et la LCR ont cru qu'en profitant de l'élan des dernières élections ils pourraient décoller, peine perdue. Mélenchon et Dolez ont adopté la même stratégie à relents électoralistes encore plus poussée puisque leur objectif prioritaire se confond avec les prochaines élections européennes. Nous analyserons en détail leur démarche, en attendant, la fin de l'intervention de Mélenchon le 29 novembre nous renseigne suffisamment sur l'orientation et la nature de leur parti : "*La révolution par les élections ! Cette implication c'est à la fois le moyen et le projet lui-même.*", tout un programme ! Cela sent l'opportunisme à plein nez, mais ne soyons pas médisant !

Autre chose très vite.

J'ai reçu deux courriels, dont un nouveau soutien financier de 50 euros d'un camarade d'un groupe de militants issus du PT, je l'en remercie au passage ainsi que les autres camarades. Mes réponses sont en ligne.

Le texte sur le Parti de Gauche (PG) sans doute demain soir en fin de journée si tout va bien, une lecture critique des n°22 à 24 d'*Informations ouvrières* dans deux jours, j'ai relevé au moins une fausse information, plus une interprétation en faveur de Chavez du résultats des dernières élections au Venezuela, alors qu'en réalité il a perdu les deux régions les plus peuplées et les plus riches, y compris Caracas la capitale, pire le plus grand bidonville a élu un membre de l'opposition ! On ne se refait pas. Je dois aussi aller voir ce que disent la LCR et LO du PG. Si j'arrive à copier les infos en bref tous les trois jours je pourrai continuer cette rubrique. J'ai un autre travail en préparation, les notes que j'ai prises en lisant *Le Capital*. Un éditorial qui tient compte des mobilisations en cours serait le bienvenu aussi. On peut adapter facilement le dernier éditorial. Quel boulot !

Bonne continuation à tous.

Le 4 décembre 2008

Le problème informatique est résolu et je vais convertir les fichiers word en pdf.

Le jeune informaticien indien qui est venu hier soir dîner à la maison m'a expliqué qu'il était traité comme un esclave par ses patrons, il y en a même un qui l'a frappé au visage, alors que le pauvre garçon est d'une gentillesse et d'un calme à toute épreuve. Il m'a dit qu'il n'en pouvait plus d'être à leur disposition, au point qu'il saute souvent le repas de midi, il est si crevé qu'il cherche une solution pour ne plus se taper les 25 kilomètres pour aller au boulot, d'autant plus qu'il n'y a pas de courant chez lui depuis 10 jours, il vit aussi dans un village de pécheurs. Il m'a demandé s'il ne pourrait pas dormir quelques nuits chez moi par semaine, je lui ai répondu qu'il n'y avait pas de problème, c'est juste une question d'organisation.

Il a un bon salaire mais il passe sa vie à bosser, ici dans le privé il faut bosser six jours sur sept. Il m'a dit qu'il n'avait jamais trouvé le temps pour aller acheter un réfrigérateur ou porter sa moto en révision, il n'a plus ses parents et vit seul, une situation compliquée en Inde. Il a 27 ans et n'envisage pas son avenir, pour lui s'est impossible d'avoir une vie normale et fonder une famille. Comme il n'a pas d'attache en dehors de la culture du Tamil Nadu dont il ne profite même plus, je lui ai dit que sa situation ne serait pas pire ou plus difficile ailleurs et qu'il ferait mieux d'aller travailler dans un autre pays, il ne pourrait que s'en porter mieux, au lieu d'un salaire de 10.000 roupies, avec l'équivalent de 200.000 roupies au moins en Grande-Bretagne ou au Canada (il est anglophone) il devrait avoir une vie meilleure.

Pour ceux qui s'intéressent à l'informatique, je ne pouvais plus ouvrir un fichier word normalement, il s'ouvrait en "safe mode", mode sauvegarde en français, et une partie des fonctions manquaient par exemple la possibilité de le convertir en pdf. En fait j'avais dû refermer un fichier word ou il s'était refermé tout seul n'importe comment, du coup le système avait créé automatiquement un fichier en "safe mode" qu'il avait placé ensuite à la racine du logiciel et à chaque fois que je voulais ouvrir word, je

tombais automatiquement sur cette copie parasite, c'est vicieux, puisque même en retirant word du disque dur et en le rechargeant, ce fichier pourri prenait le dessus. Mon pote Saktivel a mis deux minutes à régler le problème qui m'avait fait perdre 4 heures, car j'avais essayé de m'en sortir tout seul pour ne pas le déranger. Donc si un jour vous rencontrer ce genre de problème, appelez un informaticien !

On a toujours l'angoisse que cette machine tombe en panne, surtout moi avec l'air marin et l'humidité, c'est galère, ma télé est morte, elle a duré 4 ans, je l'avais rachetée après le tsunami.

Autre chose.

La colère gronde dans tout le pays (en France), la crise du capitalisme s'approfondit, l'hiver est là et des travailleurs crèvent comme des chiens dans les rues de la capitale.

Dès que Sarkozy et son gouvernement antisocial sorte un projet de loi ou de décret, une partie de l'UMP et du Nouveau Centre se dresse contre lui, le dernier en date sur la prime à la casse de 1.000 euros de votre vieille bagnole, Copé a fait savoir qu'il n'était pas d'accord, sur le service minimum en cas de grève des profs, des élus de son propre camps ont dénoncé cette loi, idem pour le travail le dimanche, etc.

Sarkozy peine à s'imposer auprès des banquiers qui doivent le prendre pour un rigolo, apparemment ils n'en font qu'à leur tête et le mènent en bateau. Dans 27 jours il retrouvera son costard étriqué d'empereur des Français.

Il vient d'annoncer que les pensions de réversion pour les veuves les plus modestes serait portées de 55% à 60% en 2010. Cela concernera "600.000 personnes qui recevront 80 euros de plus par mois" et que le minimum vieillesse serait revalorisé de 25% d'ici 2012, a-t-il précisé. Pourquoi pas une remise sur le sapin pendant qu'il y est ! Il lâche du mou juste avant les élections présidentielles, mais cela m'étonnerait que les plus pauvres iront voter ou auront envie de voter pour lui, s'il tient le coup jusque là !

A ce propos, un scoop qui devra être vérifié à partir du 6 décembre, le POI pourrait adopter la formule de la nécessité d'en finir avec le gouvernement et les institutions, ce serait une bonne nouvelle, vaut mieux tard que jamais. Je pourrais leur faire un copier/coller de la page d'accueil du site, elle ne date pas d'hier, mais elle est d'actualité et répond aux questions politiques qui nous intéressent.

Selon son courant communiste internationaliste nous serions entrés dans une période prérévolutionnaire en s'appuyant sur la mobilisation massive des enseignants le 20 novembre. Une remarque : des mobilisations de plusieurs centaines ou millions de travailleurs avaient eu lieu en 1995, 2003, 2004, 2006 sans déboucher sur l'ouverture d'une période prérévolutionnaire.

Certes la situation a évolué, mais sans que les masses aient trouvé les moyens de déborder les appareils qui soutiennent le gouvernement.

Que la crise contribue à faire mûrir la conscience politique des travailleurs ne fait aucun doute, c'est sa principale fonction (pour notre part). Tout le monde ne parle plus que de la crise du capitalisme et ses conséquences dramatiques pour le prolétariat, et l'on sait par expérience (29 mai 2005) que plus un sujet en vient à être débattu sur la place publique notamment à travers les médias, et mieux les travailleurs comprennent de quoi il s'agit et prennent position. La crise va radicaliser la conscience politique des masses. Avocat, médecin, agriculteur, pécheur, étudiant, lycéen, ouvrier ou employé, chacun commence à comprendre qu'il y a quelque chose qui ne tourne plus rond dans ce pays et qu'il va falloir dire stop, on n'en peut plus.

Le POI-CCI prétend encore que c'est son intervention qui serait à l'origine de l'unité réalisée (et immédiatement brisée !) au sommet et du succès de la mobilisation du 20 novembre, constatons une fois de plus qu'ils continuent de se prendre pour ce qu'ils ne sont pas, ce qui fausse forcément toute appréciation de la situation.

On peut le juger immédiatement lorsqu'ils affirment que les aspirations des masses buteraient sur les appareils en tenant toujours à leur faire jouer à tout prix le premier rôle, alors que l'on sait pertinemment de quelle manière les choses se terminent à chaque fois dans ces conditions-là, comme si la question à résoudre pour la classe ouvrière se réduisait au rôle des appareils, tandis que l'immense majorité des travailleurs ne se reconnaissent pas en eux.

Je comprends parfaitement leur démarche, c'est celle du front unique borné ou aveugle s'appuyant sur les illusions dans les appareils, or elles ne concernent qu'une infime minorité de travailleurs, paradoxalement ceux que l'on présente habituellement comme politiquement les plus avancés, la plupart des syndicalistes, tandis qu'ils tiennent pour marginal ou secondaire les illusions de la très grande majorité des masses dans le capitalisme, or, c'est justement là l'origine à la fois de la survie du capitalisme et du rôle que peuvent jouer les appareils. C'est une fois et une fois seulement que les masses auront commencé à se détacher du capitalisme, qu'elles auront commencé à prendre conscience qu'il n'y a rien à en attendre, qu'elles engageront le combat contre le capitalisme et déborderont ainsi les appareils dans lesquels elles n'ont plus aucune illusion depuis longtemps.

Une question essentielle se pose : comment savoir si les masses ont commencé à se détacher du capitalisme ? A partir du moment où elle s'organise et mène le combat sur le terrain politique. Sa mobilisation sur le terrain syndical ou des revendications immédiates ne suffit pas, sinon cela se saurait depuis longtemps, cela ferait belle lurette qu'elles auraient construit un parti révolutionnaire... A partir du moment où sa mobilisation se situe sur le terrain des illusions dans le capitalisme, à en attendre toujours quelque chose, c'est encore le cas aujourd'hui selon moi, il est impossible de prétendre qu'elles s'en seraient détachée, qui plus est, il est impossible pour elles d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme sur le terrain politique, elles ne se posent d'ailleurs même pas la question.

On va nous rétorquer que le front unique et la mobilisation sur les revendications sont indispensables car ils sont le point de départ du combat qui doit mener à l'affrontement avec le gouvernement, les institutions, etc. Certes, mais tout dépend ce que les travailleurs en attendent, quel contenu ils donnent à ce combat contre le gouvernement, s'ils ont conservé intactes leurs illusions dans le capitalisme cela ne débouchera sur rien au final, il ne faut pas se raconter d'histoires.

On pourrait encore se poser une autre question : selon vous, quand les travailleurs franchissent le pas et s'engagent résolument dans le combat politique, c'est en partant d'illusions ou davantage en partant de convictions qu'ils ont acquises ? Même s'il leur restera des illusions encore longtemps dans le capitalisme, il faut bien que leurs convictions aient commencé à l'emporter sur leurs illusions pour qu'ils décident d'engager le combat, oui ou non ?

Même si leurs convictions sont encore mal assurées ou floues, le plus important c'est qu'elles dominent leur état d'esprit à un moment donnée et leur dictent de passer à l'action. Il est très facile de confondre passer à l'action sur la base d'illusions et passer à l'action sur la base de convictions, dans les deux cas les travailleurs y sont poussés ou contraints par la situation objective devenue intolérable.

Les convictions ne se forgent pas en un jour, elles sont très souvent le produit d'un long processus, d'expériences. Elles sont d'autant plus solides qu'elles reposent sur un processus plus ou moins conscient, cela signifie que l'on doit être capable d'en comprendre clairement le contenu et ce qu'elles impliquent sur le plan pratique, dans le cas contraire elles demeureraient à l'état d'idées et ne serviraient à rien, ce qui serait contradictoire avec une telle démarche.

Aujourd'hui aucun combat pour les revendications n'est relayé par le combat politique nécessaire contre le gouvernement et les institutions, contrairement à ce que l'on pourrait en déduire, rien ne dit que les combats à venir ne se situeront pas directement sur le terrain politique, car les masses peuvent très bien surgir sur l'arène politique sans autre idée que de tenter de mettre un terme à la situation sociale qu'elle connaisse, sans savoir non plus comment s'y prendre. Ce qui les retient pour le moment de passer à l'action, c'est soit qu'elles ne sont pas encore suffisamment frappées par la batterie de mesures réactionnaires prises par Chirac puis Sarkozy, soit qu'elles sont toujours dans l'attente que les partis et syndicats réagissent pour s'engager dans le combat. Cela ne signifie pas forcément qu'elles auraient des illusions dans ces partis, elles en sont encore à se dire qu'en principe cela devrait être à eux de prendre cette initiative, ne voyant rien venir de sérieux, elles rongent leur frein, pendant que la colère et l'impatience les envahit un peu plus chaque jour.

C'est à mon avis dans ce sens-là que les partis traitres du mouvement ouvrier font barrage à leur mobilisation, c'est tout simplement leur existence qui pose problème. Cela peut signifier aussi que le jour où elles déferleront, ces partis seront impuissants à les retenir et seront balayés. Les révisionnistes en profiteront comme toujours pour nous sortir que ces partis ont été obligés d'aller plus loin qu'ils ne le voulaient après avoir pris le train en marche et avoir tenté de le contrôler, alors qu'en fait ce seront les masses elles-mêmes qui auront été plus loin que le prévoyaient les théoriciens patentés de la lutte des classes, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Vous ne pensez pas qu'à force de se poser la même question dans tous les sens depuis des années : mais pourquoi ne font-ils rien, en parlant des dirigeants des partis traditionnels du mouvement ouvrier, les travailleurs ne sont pas arrivés à la conclusion qu'ils le faisaient exprès, que sciemment ils avaient décidé de ne rien faire, qu'ils n'étaient pas dans leur camp, qu'ils étaient finalement pareils qu'à l'UMP ? Ne pas le pensez reviendrait à dire qu'en réalité les travailleurs seraient incapables de comprendre quoi que ce soit, que ce seraient des crétins finis, si tel était le cas, alors Gluckstein, Besancenot, Mélenchon et bien d'autres auraient raison d'une certaine manière. Problème : la situation politique en Bolivie prouve exactement le contraire ! Et quand un militant du POI a tenté de justifier la politique du POI en m'expliquant qu'on ne pouvait pas aller plus vite que la musique, si je me souviens bien il a fait un parallèle avec la politique de Morales, or Morales est en retrait pas rapport au mouvement des masses et d'un bon nombre de militants de son propre parti, le MAS, qui sont prêts à aller plus loin dans la rupture avec le capitalisme et les institutions, en admettant que Morales ait commencé à rompre avec eux.

Ce n'est pas parce que l'on ne trouve pas une réponse satisfaisante à une question que l'on serait prêt à croire n'importe quoi, or prêter aux masses des illusions dans les appareils relève de cette réflexion erronée.

Les dirigeants sont obnubilés par un scénario qui devrait toujours emprunter la même voie, ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que les masses pourraient emprunter une voie qui ressemble à ce que nous avons connu dans le passé, la grève générale, mais sans forcément lui donner le contenu et la forme qu'ils lui prêtent, compte tenu du peu d'influence des dirigeants des partis ouvriers sur les masses. Ils considèrent encore que, parce que les masses utilisent le canal de ces partis ou syndicats pour se mobiliser, c'est que les travailleurs auraient encore des illusions en eux, du coup ils subordonnent non seulement la grève générale

aux appareils, mais aussi la manière dont elle pourrait évoluer, remettant sans cesse les appareils en selle et au travers de leur mobilisation, c'était hier le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF, aujourd'hui celui d'Assemblée constituante qui ne pourrait être que dominée par ces partis pourris. Si le mouvement des masses empruntait la voie qu'ils prescrivent, il serait sûr d'échouer d'avance.

Quand les dirigeants syndicaux appellent dans l'unité à la mobilisation, c'est parce qu'ils y sont contraints par leurs bases par crainte d'en perdre le contrôle, nous le savons tous. Maintenant on ne peut pas et on ne doit pas se contenter de se situer sur le même terrain qu'eux, il faut immédiatement se situer sur le plan politique qui ne peut que leur échapper, puisqu'ils n'ont pas une réelle emprise dessus, il n'y a pas là une contradiction avec notre objectif, étant donné que nous ne sommes pas comptables de la satisfaction ou non d'une revendication quelconque, notre combat devant servir avant tout à aider les masses à faire sauter le carcan des institutions et le respect qu'elles leur inspirent et dans le cadre desquelles leurs actions se sont toujours déroulées, l'issue politique à la crise ne se situe pas dans mais au-delà des institutions. Notre combat politique doit se nourrir du développement de la situation et s'inscrire dans cette perspective politique. Que les masses avancent à leur rythme dans cette voie, c'est quelque chose dont il faut prendre la mesure quasi quotidiennement. Elles y avanceront avec ou sans nous, prétendre qu'on y serait pour quelque chose, c'est pur mensonge et grotesque. Le soviet se Pétrograd s'était formé en 1905 sans que les bolcheviks le voient venir, Lénine qui était autrement plus modeste que nos valeureux dirigeants n'a pas hésité à le reconnaître.

Le front unique ne peut se concevoir que sur une question précise, pour un objectif précis, mais une fois qu'il a été atteint, il faut immédiatement abandonner cette tactique. (A suivre)

J'ai corrigé le lien vers *Les infos en bref de novembre 2008*.

Deux nouveaux textes en ligne ce jour.

Le 5 décembre 2008

Les infos en bref des quatres derniers jours seront en ligne demain, j'essaie de continuer cette rubrique bien que cela représente beaucoup de travail et de temps, car cela me force à porter plus d'attention à chaque dépêche de presse que si je ne les lisais que pour moi-même, c'est un moyen pour ne pas me couper de la réalité, vous savez que je vis à 10.000 kms de Paris, donc ce n'est pas toujours facile de *sentir* la situation, ce qui explique pourquoi je ne peux pas réagir à chaque mobilisation.

Je suis au courant évidemment et je suis quotidiennement ce qui se passe, je me connecte au moins trois fois par jour à Internet pour télécharger les dernières dépêches avant qu'elles ne disparaissent, mais il me manque souvent les précisions nécessaires pour intervenir sur un sujet à chaud, les agences de presse relatant sur le Net ce qu'elles veulent bien et ce n'est pas suffisant pour rendre compte d'une manifestation ou une grève, j'ai crains toujours de donner une information incomplète qui induirait en erreur les lecteurs. On doit s'accorder malgré tout une marge d'erreur, à nous ensuite d'essayer de la réduire au minimum ou qu'elle ne soit qu'une exception.

Vous avez pris connaissance du "*plan de relance*" du nabot ?

-Un simple jeu comptable où l'Etat règlera en avance ce qu'il devait rembourser aux entreprises ou aux collectivités locales ou ce qu'il devait leur verser en principe plus tard.

- Pour le reste, l'Etat va engager des travaux qui étaient déjà prévus et qui profiteront en grande partie aux entreprises privées de façon à gonfler artificiellement leurs carnets de commandes.

- Des cadeaux à Renault et PSA à hauteur d'1,5 milliards d'euro j'ai lu dans une autre dépêche.

Le prêt à taux zéro ne concernera pas les plus pauvres ni la majorité de la population, c'est un cadeau aux classes moyennes et la petite bourgeoisie.

- Le programme d'amélioration de l'habitat servira de prétexte à une augmentation des loyers ou à la revente du parc HLM dans de meilleures conditions, pour les sociétés immobilières qui les rachèteront.

- 70 000 logements supplémentaires vont être construits, alors qu'il y a plus de 3 millions de personnes mal logés en France. Et pendant ce temps-là, ils continueront de démolir ou de privatiser le parc HLM, mais cela Sarkozy ne pouvait évidemment pas le dire.

- La prime de 200 euros qu'ils verseront fin mars 2009 aux 3,8 millions de personnes percevant les minima sociaux, est à mettre

en rapport avec les salaires des patrons des entreprises du CAC 40 qui se montent à des millions d'euros.

- Quant à l'allègement des procédures de passation des marchés publics, et la possibilité donnée aux différentes institutions dont les communes, de passer commande sans faire d'appel d'offres pour des montants allant jusqu'à 20 000 euros, voilà qui permettra toutes les magouilles possibles de la part des élus, la crise les frappe aussi, il faut bien les soulager les malheureux. Cette mesure ne fait qu'encourager la corruption à tous les niveaux de l'Etat, du ministre au simple maire.

Comparativement les plans de relance américain et chinois se montent à 4 et 5% du PIB, celui de Sarkozy se situe en dessous de 1%. Ce n'est pas moi qui m'en plaindrait évidemment, puisque je suis farouchement contre.

Dans un communiqué le parti de Mélenchon tient exactement le même discours qu'Aubry.

Le plan de relance de Sarkozy ne permettra ni "*la relance rapide de l'activité*" "*ni de protéger les salariés des conséquences de la crise*" regrette Mélenchon, parce qu'il aurait fallu croire Sarkozy sur parole quand il disait qu'il allait être "*le président de tous les Français*" ! Ah ce président qui manque à tous ses devoirs !

"*Aveuglé par son idéologie libérale, le président de la République a aligné des mesures économiquement inefficaces et socialement injustes.*". Question : fallait-il en attendre autre chose ? C'est ce que suggère ouvertement Mélenchon. Question : qui cultive des illusions dans Sarkozy, dans le régime ? Tous ceux qui réclament un plan de relance en faveur des travailleurs de la part de Sarkozy. Tous ces partis ne se placent pas au côté des travailleurs, mais au côté de Sarkozy.

Et du côté du PS : *Ce soir, la France n'a toujours pas le plan de relance à la hauteur de la crise qui s'installe*", a déclaré Aubry lors d'une conférence de presse au siège de son parti. (source : AFP 04.12) Quel dommage !

"*Ce que nous demandions, c'est ce que Gordon Brown a fait en Grande Bretagne et José Luis Zapatero qui a annoncé en Espagne 11 milliards d'euros*", a-elle-affirmé. "*C'est une grande déception*", "*c'est un plan pour rien tant les éléments majeurs d'une relance économique ne sont pas traités*", a-t-elle ajouté.

Quand on est déçu par quelqu'un, c'est premièrement qu'on en attendait quelque chose, deuxièmement qu'on en attendait au moins autant que nécessaire pour répondre à un besoin. C'est à se demander si de l'UMP et du PS qui avaient eu le même programme lors des présidentielle, Sarkozy n'était pas finalement le meilleur président que pouvait espérer le PS. Ils s'adressent à lui comme s'ils faisaient partie de la même famille, non ?

Quand on se penche attentivement sur les déclarations des dirigeants, on se rend compte qu'ils attendent de Sarkozy qu'il mette en oeuvre le programme d'un parti ouvrier. Sachant que l'UMP n'est pas un parti ouvrier, on pourrait en déduire que les partis de ces dirigeants ne le sont pas non plus, non ? Vous aurez remarqué que tous les partis sans exception tiennent absolument à ce que cette crise s'arrête le plus vite possible. Simple coïcidence selon vous ? Mais quelle est donc la nature sociale de ces partis "ouvriers" ?

J'allais oublier de préciser que la bourse de Paris a salué le "plan de relance" de Sarkozy par une baisse de 0,17% ! Pour les capitalistes, il n'en fait pas assez, pas que pour eux apparemment !

Le 7 décembre 2008

Vous allez vous marrer, l'UMP vole au secours de Royal et ses amis.

Au lendemain du premier conseil national présidé samedi par la nouvelle dirigeante du PS Martine Aubry, une situation que même la droite déplore, titrait l'agence de presse Reuters.

Pour Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, "*l'implosion du PS*" est "*maintenant actée*", l'équipe dirigeante de Martine Aubry ne comprenant aucun partisan de Ségolène Royal, et cette situation est déplorable pour la démocratie.

"*Il y a une majorité qui a mis la main sur le secrétariat national*" et "*une opposition qui prend acte du refus de lui laisser une place dans la direction*", a-t-il déclaré dans un communiqué. "*Ce n'est pas une bonne nouvelle pour le débat public dans notre pays*", a-t-il ajouté. (Reuters 07.12)

"*L'UMP doit commencer à retravailler sur les idées qu'elle devra défendre en 2012. On est à moins de trois ans des élections (présidentielle et législatives) et le programme de 2012 ne sera pas celui de 2007*", note-t-on à l'Elysée.

L'UMP se met en ordre de bataille pour affronter les travaillaures en 2009.

Patrick Devedjian a été nommé le 5 décembre ministre chargé de l'exécution du plan de relance -, sa succession devrait être réglée lors du conseil national du 24 janvier.

"*Ce qui est envisagé, c'est que Xavier Bertrand devienne secrétaire général de l'UMP. La question, c'est: 'est-ce qu'il reste au gouvernement ou pas?'*", déclare un ministre à propos de son collègue du Travail.

Nicolas Sarkozy "*a exigé que Bertrand se réconcilie avec (Brice) Hortefeux, ce qui est à peu près fait, ou en tout cas les apparences sont sauves*", précise-t-il.

Le ministre de l'Immigration, qui se verrait bien à l'Intérieur, obtiendrait en effet la vice-présidence du conseil national de l'UMP. je propose qu'il cumule les fonctions : la milice et la police !

Changement de programme apparemment, puisque j'avais lu dans une précédente dépêche que c'était Hortefeux le honni qui avair été présenti pour prendre la direction de l'UMP. En fait, avec le poste qu'il aurait, il pourrait très bien diriger l'UMP, Bertrand n'étant qu'un porte-parole de ce parti. (source : Reuters 07.12)

La dépêche se terminait en montrant que les élections européennes étaient importantes pour Sarkozy et son gouvernement. Pourquoi ne pas lui infliger une cinglante défaite à cette occasion comme le propose Mélenchon, le POI et d'autres partis ou organisations ? Histoire de les calmer un peu à l'UMP. Et comme cela ne suffira pas, pourquoi ne pas organiser ensemble un grand rassemblement manifestation à Paris devant l'Assemblée nationale ?

Mais une manifestation ne règlera aucun problème, pourquoi ne pas distribuer lors de cette manifestations des appels à s'organiser pour entrevoir la suite du combat, afin tous ensemble d'appeler toute la population à descendre dans la rue pour dire : stop on ne marche plus, on n'en peut plus, vous devez partir et nous laisser gouverner, ou autre chose dans le même ordre d'idée.

Un appel rédigé dans ce sens : si vous ne voulez pas que votre participation à cette manifestation ne demeure qu'un vague souvenir plus tard, si au contraire vous tenez à vos idées et à ce qu'elles soient respectées et prises en compte, vous souhaiterez recevoir un compte-rendu de cette manisfestation et connaître la suite que nous entendons lui donner, suivi d'un rendez-vous pour une réunion publique unitaire ou non cette fois, on frappe ensemble, mais on marche séparément.

L'idée d'une manifestation centrale et unitaire à Paris juste avant les élections européennes pourrait être intéressante, à condition de réunir le combat politique à la fois contre le gouvernement et l'Union européenne, laissant le choix aux participants de mettre davantage l'accent sur l'un ou sur l'autre, les deux combats se rejoignant.

Entre nous, je n'ai jamais dit autre chose.

Je n'ai pas abordé toutes les manifs prévues à partir de lundi, vous êtes sans doute mieux renseignés que moi. Voilà qui va encore saper le moral de la Bourse ! Bonne manif.

Bonne semaine à tous.

Le 9 décembre 2008

Voici ce qu'on apprend dans une dépêche de Reuters du 8 décembre.

Un sénateur UMP, Philippe Marini,a proposé de permettre une déduction fiscale pour les pertes subies en Bourse par certains "petits" porteurs.

Quelques réactions.

Devedjian a dit sur RTL : "*Je ne suis pas sûr que ce soit une idée formidable, que ce soit en tous les cas la priorité*". Il n'a pas exprimé un refus. Le journaliste de Reuters a souligné : "*Il a précisé que ses doutes se fondaient notamment sur l'incertitude concernant le coût de la mesure.*".

Selon Roger Karoutchi, elle coûterait de 10 à 20 millions d'euros et bénéficerait de 10.000 à 15.000 personnes.

Copé, président du groupe UMP, a qualifié l'idée de "séduisante", mais tout en restant prudent et en parlant d'une réflexion.

"*C'est quelque chose qui se regarde dans une période de crise, maintenant il faut voir si tout cela est possible techniquement, parce que ça demande une étude approfondie*", a-t-il déclaré sur Europe 1.

En quoi consiste au juste cette nouvelle mesure qui profiterait principalement aux amis de Sarkozy ?

Donnons la parole au journaliste. Elle consiste à permettre la déduction des revenus imposables des pertes intervenues à l'occasion de cessions de moins de 25.000 euros, intervenues entre le 1er janvier et le 1er décembre 2008.

Le montant de la déduction serait limitée à 10.700 euros. Le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement Roger Karoutchi a expliqué que l'amendement avait été élaboré avec "l'aide des techniciens de Bercy", au ministère de l'Economie mais s'est dit sceptique sur son soutien par le gouvernement.

Vous vous imaginez avec un salaire de 1.000 euros net par mois, peut-être que votre employeur a placé l'argent qu'il vous doit au titre de la participation, une part de votre salaire, en bourse à travers un fonds de placement, votre capital a fondu de moitié ou plus en quelques semaines, vous n'y êtes pour rien, mais là il ne faut pas vous attendre à ce qu'un député pense à vous. Par contre, si vous avez de l'argent pour jouer au casino à la bourse, il prend en considération vos intérêts, vous faites partie de la même famille que lui. On en est bien en présence de deux camps qui s'affrontent.

Je dois préciser pour ne pas encore être accuser de mépriser les travailleurs, que certains se sont faits abuser par leur banquier ou l'ambiance créer par les médias. Je crains encore d'en choquer certains en disant que d'autres se sont faits abuser par l'alccol ou la drogue, ils se sont trompés de voie pour tenter de garder la tête hors de l'eau dans cette société pourrie, il serait donc ridicule de les enfoncer. Il serait tout aussi malsain de les encourager dans cette voie, au lieu de les aider à s'en sortir pendant qu'il en est encore tant. Quand on peut se passer de dizaines de milliers d'euros et vivre confortablement ou normalement, ce n'est pas aux travailleurs de régler leurs pertes, ni à l'Etat puisque c'est nous, ils n'ont qu'à exiger la confiscation de la somme nécessaire sur les bénéfices qu'auront engrangé les entreprises du CAC40 en 2009.

On avait Sarkozy ou l'imposture permanente, dorénavant nous PS rivalise en adoptant la même posture.

Le porte-parole du PS Benoit Hamon a protesté. "*C'est quand même invraisemblable qu'aujourd'hui ce soit aux boursicoteurs que l'on pense et pas du tout aux salariés qui sont victimes de cette spéculation en bourse*", a-t-il dit sur France Info.

"*Les salariés qui eux, ne spéculent pas et sont directement victimes, dans leur pouvoir d'achat comme dans leur emploi de la spéculation en Bourse de la folie des marchés financiers : rien pour eux ! Mais par contre, les amis de Nicolas Sarkozy qui ont perdu de l'argent en Bourse vont avoir leurs pertes déduites de leurs impôts !*", s'est-il indigné.

Le journaliste apporte une précision intéressante.

"*Certains économistes font remarquer que les gains en Bourse sont actuellement taxés plus légèrement que les revenus, si bien que la proposition Marini, si elle devenait réalité, reviendrait à amortir les pertes des risques pris en Bourse et à récompenser fiscalement les gains.*".

Moins taxer ou rémunérer la spéculation boursière que le travail, c'est favoriser la spéculation contre le travail.

Après qu'à Athènes un adolescent de 15 ans a été abattu de trois balles par un policier dimanche, des émeutes ont éclaté et les manifestants ont pris pour cible les banques. Des scènes d'émeutes ont également eu lieu dans le centre de Salonique et de Patras. 17 banques à Athènes et cinq à Salonique (la deuxième ville de Grèce) auraient été endommagées ou incendiées. (source : LeMonde.fr 07.12)

Si les manifestants s'en prennent au symbole du capitalisme, c'est que l'état de conscience de la population et de la jeunnesse a mûri et s'est nourri de la crise actuelle du capitalisme.

La suite par la même source. Cela devrait vous faire penser à ce qui se passe actuellement en France et d'autres pays en Europe.

Le Parti socialiste grec a souhaité une dénonciation massive et pacifiquede la politique du premier ministre de centre droit Costas Caramanlis,déjà ébranlé par les scandales. Le Parti communiste (KKE) a appelé à une manifestation lundi matin dans le centre de la capitale pour préparer une grève générale de vingt-quatre heures organisée mercredi par les principaux syndicats et prévue de longue date. La Coalition de la gauche radicale (Syriza) a appelé, pour sa part, à une autre protestation en fin d'après-midi devant les locaux de l'université, située au coeur d'Athènes.

Les professeurs des établissements supérieurs ont lancé, de leur côté, une grève de trois jours, renouvelable, pour dénoncer les circonstances de la mort d'Andreas Grigoropoulos. Plusieurs universités d'Athènes et de Salonique (Nord), occupées par les étudiants, seront fermées pour au moins deux jours, ont annoncé leurs rectorats. A Salonique, des manifestations sont également prévues lundi en fin d'après-midi.

Un autre sujet d'actualité.

Une dépêche AP du 7 décembre. "Les autorités européennes estiment à 43 millions le nombre de personnes à l'intérieur de l'UE - soit environ 8,5% de la population totale- qui ne peuvent s'offrir des repas équilibrés sur le plan nutritionnel, comprenant du poisson, de la viande ou du poulet, au moins une fois de temps en temps. J'aime bien le "une fois de temps en temps" !" Quand c'est la même chose avec les fruits et les légumes, tu te demandes ce que tu vas bouffer et comment tu vas nourrir tes gosses !

Vous saviez que des mères, des personnes âgées et des hommes d'âge mûr s'alignaient tous les jours devant l'Eglise de la Sainte-Famille à Lisbonne pour chercher de quoi manger ?

La suite de la dépêche par le journaliste.

"Les Portugais sont particulièrement vulnérables à cette crise. Leur pays est en effet le plus pauvre d'Europe de l'Ouest, où les niveaux de rémunération sont les moins élevés. Le salaire minimum moyen, que touchent plusieurs centaines de milliers de travailleurs, est seulement de 426 euros avant impôts.

Les taux d'intérêt qui grimpent sont préjudiciables pour les familles ayant des dettes. Or celles-ci s'élevaient à 129% du revenu des ménages portugais l'an dernier. C'est le deuxième taux le plus élevé parmi les 15 pays utilisant l'euro. Et, selon le gouvernement portugais, un million de personnes âgées doivent vivre avec des retraites de moins de 300 euros par mois. Parallèlement, les prix sont similaires à ceux des pays de l'UE les plus riches.

Maria de Assuncao Cunha, une des quelque 150 personnes bénéficiant du soutien de la paroisse de la Sainte-Famille, est au chômage. Son mari travaille dans la construction, où les emplois sont de plus en plus rares. Ensemble, ils sont payés moins de 700 euros par mois.

"Comment une famille de cinq vit avec ça de nos jours? On ne peut pas", déplore-t-elle. "Les choses sont de pire en pire..."

Selon une étude de l'UE publiée en juillet, 71% des Portugais ont des difficultés à payer leurs factures mensuelles. Seule la Bulgarie affiche un pourcentage supérieur."

Il n'y a pas qu'un maillon faible en Europe, mais plusieurs. Fédérer le combat contre le capitalisme à l'échelle européenne est indispensable pour préparer les conditions des Etats-Unis socialiste d'Europe débarrassés des bourses et des rentiers, partie intégrante du combat international pour en finir avec le capitalisme.

Ce qui se réalise en cas de crise profonde et prolongée, c'est le lien entre la nécessité politique de chasser le pouvoir en place, d'abattre les institutions, et la nécessité économique d'exproprier les capitalistes pour mettre fin à la situation sociale intolérable que subit la majorité de la population, d'une certaine manière le programme de la révolution socialiste coïncide avec le programme minimum.

Que le capitalisme concentre l'attention sur lui n'est pas de très bon augure pour lui et ses représentants. Cette situation est particulièrement favorable à la construction du parti. Si au lieu d'une déflation, une baisse générale des prix, se produisait une hyperinflation, une hausse incontrôlée des prix, dans les deux cas le capitalisme courrait un grand danger.

C'est un nouveau printemps de la lutte de classe qui s'annonce camarades. Au lieu de refuser la discussion et de nous déchirer, on ferait mieux de se réunir pour construire ensemble ce foutu parti de combattants révolutionnaires. Admettre que nous ne voyons pas forcément les choses sous le même angle, n'est quand même pas demander l'impossible.

A la fin des années 70, on n'avait rien d'autre à proposer aux travailleurs qu'en finir avec la Ve République par une révolution et l'on recrutait des travailleurs et des jeunes, alors que la situation était loin d'être aussi favorable qu'aujourd'hui. La plupart des partis et groupes se sont dotés de programmes immédiats à appliquer face à la crise, il n'y a plus qu'à les situer résolument dans la perspective de la prise du pouvoir pour proposer une issue politique et pratique aux travailleurs qui soit sérieuse et cohérente. Si la situation se prête vraiment à la construction du parti, alors rien ne devrait nous empêcher de le construire.

A mon avis, la question essentielle est de partager le même axe, c'est évidemment la pratique qui le détermine. Au lieu que les dirigeants s'emploient à étaler leurs désaccords, on attend d'eux qu'ils s'emploient concrètement à mettre en valeur leurs points d'accord, c'est ce que souhaitent tous les militants. En principe, les dirigeants devraient être au service des militants et non l'inverse.

La polémique est une chose, l'action en est une autre. Ce n'est certainement pas en continuant à se jeter à la gueule pabliste, lambertiste ou stalinien qu'on arrivera à quelque chose, il faut passer au niveau supérieur et faire la preuve que l'on est capable de défendre loyalement ses idées. Et si les autres ne jouent pas le jeu, ce ne sera pas nous les perdant, car la vérité finit toujours par triompher.

Autre chose, à propos du site et son animateur.

Je voudrais renouveler encore une fois ce que j'ai déjà dit à propos du site, car apparemment il y en a qui n'ont toujours pas compris, je n'ose pas penser ici qu'ils ne le veulent pas.

Le site est destiné à des militants, d'ailleurs en dehors des militants qui le connaît et qui pourrait le trouver ? Personne. Donc quand j'écris et que j'imagine le lecteur en face, je me dis que nous sommes entre nous, entre gens du même monde, entre adultes dirait-on dans d'autres circonstances. On peut donc se parler franchement et éviter l'hypocrisie ou de se retenir de dire ce que l'on a constaté autour de nous par crainte d'être accusé de mépriser qui que ce soit parmi l'ensemble des exploités, sans craindre un procès d'intention.

On n'est pas d'accord parce que l'on n'attache pas la même importance à certains facteurs, pas de quoi se traiter d'ennemis ou de traîtres, à notre niveau c'est ridicule. C'est l'attitude des dirigeants qui déteint sur les militants. Et même lorsque l'on attaque des dirigeants, c'est leur politique ou leur comportement que l'on attaque, pas les militants de leurs partis. Si un dirigeant ordonne à ses militants de se jeter à la Seine et qu'en rangs serrés ces militants s'y précipitent, celui qui dira qu'ils se conduisent en bénis oui-oui ne fera que dire la vérité, pas de quoi lui reprocher. Et l'inverse, si les militants critiquent la politique de leurs dirigeants, ils ne feront que manifester leur libre esprit critique, pas de quoi en faire un plat, ils auront simplement démontré qu'ils possèdaient une qualité que devrait avoir chaque militant. C'est plus facile à dire qu'à faire, j'en conviens puisque je ne montre pas toujours le bon exemple.

Il est vrai aussi quand on s'exprime presque quotidiennement comme je le fais à bâtons rompus, il arrive parfois que je me comprenne ou que je sache dans quel sens je m'exprime sans que cela soit perceptible au premier coup d'oeil par les lecteurs. Je vais vous donner un exemple. J'ai la fâcheuse habitude à privilégier le bon côté des gens. Ainsi pour moi, un compliment adressé au POI ou ses dirigeants vaudra autant ou davantage qu'une dizaine de reproches, mais un militant du POI, qui me lira en se contentant de compter les points sans chercher plus loin, en déduira que je critique toujours son parti.

C'est une question de dialectique, à mes yeux reconnaître la supériorité intellectuelle d'un dirigeant peut bien supporter cent critiques, cela n'altère en rien la qualité que je lui prête ou ne la remet pas en cause. Je ne conçois pas l'activité intellectuelle comme une abstraction ou quelque chose de figé, je la considère sur le plan dynamique, en mouvement quoi, elle évolue aujourd'hui dans une direction et pourra évoluer dans une autre direction à un autre moment. La seule chose que l'on ne peut pas admettre, c'est la malhonnêteté ou les dirigeants qui agissent par intérêt personnel, sincèrement je ne pense pas que ce soit le cas au POI ni à la LCR en dehors de la vieille garde, Krivine et cie. qui cultivent leurs carnets d'adresses comme on entretient une rente à vie, ce qui n'est pas le cas du facteur avec ses 1.000 euros net par mois.

Quant à savoir ce que signifie être ou ne pas être trotskiste, je vous laisse le soin de l'établir. Plusieurs camarades m'ont fait savoir qu'ils n'en avaient absolument rien à foutre et je ne suis pas loin de partager leur point de vue. Là encore, je suis déjà intervenu sur cette question, en expliquant pourquoi pour ma part si et seulement si je devais me situer, je me définirais davantage comme léniniste que comme trotskiste pour la bonne raison, et là personne ne l'a dit mieux que Trotsky lui-même, que ce qui définissait le mieux le léninisme, c'était la question du parti et la place centrale qu'il occupait dans le léninisme, or Trotsky n'a pas été particulièrement un modèle ou un exemple à suivre sur ce plan-là précisément puisqu'il attendra la veille de la révolution pour rejoindre le parti bolchevik (lors du VIe congrès du parti bolchevik, dit « d'unification avec l'organisation Interrayons.», 26 juillet - 3 Août 1917). On peut dire sans exagération, que la construction du parti qui a permis la victoire de la révolution russe reposa entièrement sur les épaules de Lénine, ce que précisera Trotsky en allant jusqu'à affirmer que sans Lénine il n'y aurait pas eu de révolution russe. Je crois que l'on peut retrouver ses paroles exactes dans *Leçon d'Octobre* (1924) ou la conférence qu'il donna en 1932 à Copenhague.

D'autre part, si l'on se réfère au contenu originel du trotskisme, il est devenu obsolète à notre époque. Depuis 1923 au début des années 30 au cours desquelles Staline s'emploiera à donner une base politique et un contenu théorique à ce qu'il appellera le trotskisme, notamment avec sa sulfureuse théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, depuis cette époque, l'histoire a prouvé après la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS et en Chine (en cours) que le socialisme scientifique dénommé théorie marxiste avait été vérifié et l'avait finalement emporté sur le stalinisme, du coup le trotskisme qui n'était que le pendant du stalinisme pendant toute une période du combat de l'avant-garde du mouvement ouvrier n'a plus aucune raison d'être, l'apport de Trotsky, ses enseignements, doivent être incorporés au marxisme, de la même manière que ceux de Lénine.

Alors pourquoi se réclamer davantage de Lénine ? Parce qu'il fut le bâtisseur inlassable du parti et que jusqu'à nos jours on n'a jamais produit un autre modèle de parti permettant de regrouper l'avant-garde et de conduire le prolétariat au pouvoir nulle part dans le monde. Si Lénine est davantage mis de côté par rapport à Marx et Trotsky par ceux qui se réclament du trotskisme aujourd'hui,

c'est sans doute parce qu'ils ne veulent pas entendre parler de sa conception du parti que leurs dirigeants n'ont pas adoptée ou qu'ils ont abandonnée.

Là encore je dois apporter une précision, il ne s'agit pas selon moi de reprendre à la lettre le modèle du parti bolchevik mais d'en conserver l'esprit, or qui en connait vraiment l'esprit ? J'ai apporté cette précision pour éviter de me faire traité de fétichiste, mais je sais pertinemment que pas un militant sur un millier ne sait au juste ce qu'était le parti de Lénine et comment il fonctionnait réellement. Imaginez un instant un camarade chrétien pratiquant et bolchevik dans le parti de Lénine, quelle horreur, impossible, et bien c'était pourtant le cas ! Imaginez un parti qui rassemble des dirigeants aux idées opposés sur des questions importantes tels que Lénine, Staline, Zinoviev, Kamenev, Boukarine, etc., impensable direz-vous, et bien non, ce qui était possible dans le parti de Lénine ne l'est dans aucun parti en France en 2008 ! Il y avait même un fils de prince ou des bourgeois dans le parti bolchevik mais pas du genre de Schivardi qui est opposé à la révolution, vous êtes sans doute capables de saisir la différence. Je ne peux pas me retenir de vous mettre un extrait de la notice biographique du livre de Pierre Broué *Le parti bolchévique* :

BLUMKINE, Jacques, de famille bourgeoise, fusillé en 1929 ; GAMARNIK, lan, de famille bourgeoise, se suicide en mai 1937 ; IAKIR, Iona, de famille de bourgeoise, fusillé avec Toukhatchevski ; JOFFÉ, Adolphe, de grande famille bourgeoise, il se suicidera ; KHODJAEV, Fayçoullah, né dans une famille de notables, fusillé ; OSSINSKI N. (Valérien Obolenski, dit), fils d'une grande famille princière ; RACOVSKI, Christian, fils d'un riche propriétaire ; VATSBTIS, Ioakim, colonel d'un régiment letton de l'armée tsariste, rallié à la révolution, fusillé en 1938...

Si vous avez sous la main la notice biographique sommaire des dirigeants du parti bolchevik, vous constaterez avec surprise que la plupart d'entre eux étaient des fils d'ouvriers ou de paysans ou l'étaient eux-mêmes. Etonnant non, si l'on compare avec la composition de la direction des partis ouvriers que l'on connaît aujourd'hui ? Il y avait évidemment des intellectuels, des membres des classes intermédiaires, mais il y avait aussi en grand nombre des ouvriers et des paysans, et il n'était pas là pour faire de la figuration. C'est cela l'esprit du parti bolchevik, le véritable parti de Lénine dont personne ne veut plus entendre parler. Un parti qui peut accepter n'importe qui, à une condition : qu'il adhère à la révolution prolétarienne comme moyen pour s'emparer du pouvoir puisque c'est le seul moyen possible de vaincre. Ceux qui prônent un tout autre parti et qui se prétendent trotskistes devraient se souvenir des paroles de Lénine : *il n'y a pas de meilleur bolchevik que Trotsky*, or le bolchevisme c'est quoi, c'est le léninisme, et le léninisme c'est quoi, c'est le parti, parole de Trotsky ! Réhabiliter le léninisme, c'est réhabiliter le parti de Lénine... et de Trotsky !

Quant au *Programme de transition*, je vous invite à lire la lettre de Trotsky à R. Klement, particulièrement la note en bas de page, qui figure dans le site. No comment.

Si je me souviens bien, Lénine a écrit qu'il avait commis un nombre considérable d'erreurs, je ne me souviens plus la formule précise qu'il avait employée, alors lorsqu'on lit les ouvrages de Lénine (ou des autres marxistes), il est permis de penser qu'il y figure certaines de ces erreurs, donc en plus du recadrage nécessaire par rapport à notre époque et la nécessité de ne pas tout prendre à la lettre, il faut être très prudent dans l'usage que l'on veut faire de ses enseignements, cela est valable aussi pour moi évidemment, je dirais même en premier lieu, puisque je sais que cette précaution s'impose.

Le 10 décembre 2008

Extrait d'une dépêche AFP d'hier.

"Des lycées étaient en effervescence mardi. A Brest, des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre ont éclaté en marge d'une manifestation qui a réuni 200 lycéens.

Le SNPDEN, principal syndicat de chefs d'établissements, interrogé par l'AFP, estime que "la mobilisation est en train de monter", qu'elle est "dure" et a fait part de craintes pour le mois de janvier.

En Basse-Normandie, selon le rectorat, 33 établissements sur 70 étaient perturbés (notamment à Caen, Flers). Plusieurs dizaines de manifestations de lycéens ou blocages d'établissements ont également été signalées par les autorités en Ille-Vilaine, Vendée, dans les Côtes d'Armor, le Finistère, en Mayenne, en Sarthe ou dans le Maine-et-Loire.

A Bordeaux 1.200 lycéens ont manifesté, tandis que 700 défilaient à Mont-de-Marsan (Landes), selon la police. Les lycéens étaient 400 à Rennes, où des dégradations ont été signalées dans un lycée, entre 200 à 300 à Morteau (Doubs), 200 à Saint-Maximin (Var), une centaine à Dole et Saint-Claude (Jura).

A Aix-en-Provence, on comptait entre 300 et 400 personnes. Sur les 105 lycées de l'académie, "une trentaine ont fait l'objet de tentatives de blocage total ou filtrant", selon le rectorat."

Dans tous les pays le prolétariat et sa jeunesse sont durement frappés par la crise du capitalisme, du coup à la colère va se mêler de plus en plus souvent la violence incontrôlée contre l'ordre établi. Les dirigeants du mouvement ouvrier doivent prendre leur responsabilité face à cette situation et soutenir inconditionnement les travailleurs et jeunes victimes de la répression policière en accusant l'Etat, c'est-à-dire Sarkozy, son gouvernement et tous ceux qui les soutiennent, d'être les seuls responsables de cette situation.

Au lieu de garder un silence hypocrite sur ces violences qui répondent à la violence de l'Etat et qui en réalité a valeur de soutien au gouvernement, quand ils ne les condamnent pas ouvertement, ils devraient prendre position en se plaçant inconditionnement au côté des travailleurs et jeunes qui manifestent ainsi leur désespoir et leur haine du régime.

D'une certaine manière, ils montrent à l'ensemble de la classe, que face à la dictature du capital et son appareil policier et judiciaire qui le protègent, pour en finir avec le régime d'exploitation et d'oppression en crise ouverte qui se traduit chaque jour par des inégalités et des injustices de plus en plus insupportables pour l'ensemble du prolétariat, la seule voie sera de renverser l'Etat bourgeois par une révolution prolétarienne puisqu'aucune autre voie n'a permis et ne permettra de répondre favorablement à nos revendications.

Comment des travailleurs et des jeunes pourraient-ils être tentés de rejoindre des partis ouvriers qui seraient incapables de prendre leur responsabilité lorsque les rapports entre les classes se radicalisent ? Comment pourraient-ils comprendre qu'il n'y a pas d'un côté une jeunesse docile et de l'autre une jeunesse rebelle, mais que l'ensemble de la jeunesse est révolutionnaire et aspire à un monde meilleur et refuse d'être sacrifiée sur l'autel du capitalisme en crise ? Comment pourraient-ils comprendre que l'unité des travailleurs et la jeunesse est indispensable pour vaincre ?

Il n'y a qu'une voie pour en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions de la Ve République, pour en finir avec le capitalisme, c'est celle de la révolution socialiste portant au pouvoir le ou les partis engagés résolument dans ce combat politique au côté du prolétariat révolutionnaire.

Autre chose.

Il vient d'y avoir des élections législative au Québec, elles ont été marquées par le plus fort taux d'abstention depuis 50 ans. Dans de très nombreux pays dans le monde, soit le taux d'abstention atteint des sommets, soit leur résultat est contesté par une partie croissante de la population et elles donnent lieu à des émeutes.

Cette situation est le produit de l'approfondissement de la crise du capitalisme. Les travailleurs et jeunes remettent de plus en plus souvent en cause le suffrage universel, la forme démocratique de domination de classe de la bourgeoisie qui de fait permet d'assurer la pérennité du capitalisme. Ils ne se reconnaissent pas ou plus dans la république démocratique bourgeoise qui en cas de crise ouverte révèle son véritable visage et ses véritables intentions, bref sa véritable nature sociale de classe au service du capitalisme. Défendre une des composantes de la république démocratique bourgeoise sans la situer clairement dans une perspective révolutionnaire revient à soutenir le régime en place.

Inconsciemment, les travailleurs et jeunes cherchent une autre voie pour résoudre leurs problèmes, une voie qui ne se situe pas dans le cadre des institutions actuelles, une voie qui nécessite la destruction de ces institutions. Ils incarnent la résistance du prolétariat et son refus d'être réduit en esclavage.

Inconsciemment encore, en s'en prenant violemment aux institutions, aux banques qui concentrent le pouvoir économique, ils montrent la voie à l'ensemble du prolétariat international. Il faut abattre les institutions et exproprier les capitalistes, les deux actions sont intimement liées et il n'y aura pas d'autre solution que les mettre en oeuvre en même temps pour vaincre.

Répétons-le encore une fois, les condamner ou garder le silence à l'heure où la répression policière s'abat sur eux, ne pourrait être interprété que comme un soutien aux gouvernements et aux institutions qu'ils combattent, ce serait se placer délibérément dans le camp de la réaction.

Nous avons besoin d'un parti ouvrier qui exprime cette voie révolutionnaire et qui propose aux travailleurs et jeunes de s'organiser afin de construire l'outil indispensable pour qu'elle puisse vaincre.

Notre objectif et notre programme n'a pas changé depuis la parution en 1848 du *Manifeste du parti communiste*, notre méthode pour l'atteindre n'a pas changé non plus. Les évènements politiques qui vont se produire dans les semaines ou mois à venir en confirmeront une fois de plus l'actualité.

Le sénateur PS Mélenchon qui est aussi le principal dirigeant du Parti de Gauche a cru bon de dire lors de l'émission Complément d'enquête sur France 2 (diffusée en différé sur TV5 Monde Asie la semaine dernière) que la seule voie était les élections et qu'aucune autre n'avait permis une amélioration du sort des travailleurs au cours du XXe siècle. Qu'il aille raconter cela aux 963 millions de personnes sous-alimentées dans le monde en 2008, en augmentation de 40 millions sur un an,

déclaration mardi du directeur général de l'agence de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Jacques Diouf.(source : AFP 09.12) Qu'il aille raconter cela aux 10 millions de pauvres en France ! Il a dit aussi qu'il était un traditionnaliste, un républicain et un socialiste.

Merci monsieur Mélenchon pour cette précision, on n'a même pas besoin de qualifier ce qui se cache derrière cette appellation contrôlée "*républicain socialiste*", ce qu'il en a dit lui-même nous convient parfaitement. (A suivre)

Le 11 décembre 2008

Juste quelques mots très vite. J'ai actualisé les infos en bref des derniers jours. Je n'ai pas vue de dépêches en "Une" sur la mobilisation d'hier en France, je vais faire une recherche. Je remercie au passage les militants de ne m'envoyer aucune info, vous ne m'aidez pas franchement.

Saviez-vous que Sarkozy avaient des intentions "*louables*" ? Vis-à-vis des travailleurs évidemment. Cela vous étonne, dites-moi ce que vous en pensez après avoir lu attentivement l'article du dénommé Stentor à la page 16 du n°25 d'*Informations ouvrières*. On fera un test pour voir quelle grille de lecture il est possible de faire de cet article et si nous avons fait la même.

Un mot personnel.

Vous savez tous maintenant que je suis un affreux "bobo" bourré de fric qui se dore la pillule au soleil ou qui n'a pour principale occupation que démolir ce qu'il reste du mouvement ouvrier dans ce pays, je parle de la France pas de l'Inde. Je vous laisse souffler un peu après la dernière polémique qui a dû vous incommoder autant que moi, elle donne une image détestable de ceux qui en sont à l'origine, et ne rigolez pas, après 43 ans de militantisme pour l'un d'eux, à croire parfois que l'on cesse bien jeune d'avoir un esprit critique pour peu qu'on en est eu un un jour. Cela dit, après réflexion, je pense avoir trouvé l'angle d'attaque pour leur répondre. Je vous relaterai peut-être plus tard l'état d'esprit qui règnait dans l'organisation où j'ai milité autrefois (l'OCI), car on retrouve exactement les mêmes travers épouvantables dans le comportement de ces militants, pas spécialement des jeunes, des vieux ou plutôt des vieillards, vous m'excuserez à 53 ans de ne pas pratiquer le culte des ancêtres, j'ai même cru observer autour de moi (en France) que généralement les vieux étaient particulèrement réactionnaires, cela reste entre nous bien sûr. Pour m'aider, j'emploierai les témoignages de militants du CCI-POI qui m'ont rapporté les discussions qu'ils avaient entre eux et qui étrangement m'ont replongé 30 ans en arrière. Que des militants aient quitté le CCI-POI pour cette raison, ce ne serait pas tout à fait exact de l'affirmer, mais on peut penser honnêtement que le jour de leur décision, l'ambiance dans laquelle ils baignaient ne les a pas retenue, on les comprend et on peut le regretter ou non selon les cas.

Le combat politique, ce n'est pas un combat de chiens enragés entre militants, ni une partie de plaisir évidemment, de la même manière que le parti n'est pas un club de discussions, celui qui refuse toute activité n'y a pas sa place selon moi. Les députés et anciens ministres, les élus les plus en vue ont le Sénat comme hospice ou pour s'assurer une rente à vie, à l'OCI-PCI-PT-POI ils ont *Informations ouvrières* qui remplit le même office, simple constatation, je ne demande pas aux militants du POI de la partager.

Que chacun prenne bien conscience de la place qui est la sienne, qu'il prenne le temps nécessaire pour y réfléchir calmement, ce n'est pas aussi évident qu'on le pense au premier abord, qu'il évite de penser à la place des autres et d'interpréter ce qu'ils disent en oubliant qu'ils ne sont pas placés dans la même situation, cela demande un effort apparemment insurmontable pour beaucoup de militants d'admettre que tout le monde ne pense pas comme vous, je sais qu'on en est arrivé dans cette société au point de confondre un homme et une femme et de leur prêter au-delà de leurs différences sexuelles une identité qu'ils n'ont pas et n'auront jamais du fait même de cette différence sexuelle, mais quand même ! Se mettre à la place de quelqu'un ou tout du moins essayer, c'est une chose, mais vivre et ressentir les choses à sa place, c'est impossible, or j'ai comme l'impression qu'on a tendance à confondre les deux et à faire preuve, comment dire, d'une certaine intolérance, parfois de mépris, sans le vouloir, par maladresse, cela m'arrive aussi de choquer inutilement, disons que j'escompte un résultat (sans que les militants le sachent forcément), j'attends une réaction, salutaire bien sûr, la renaissance de l'esprit critique qui fait tant défaut à notre époque, et quand on critique, cela part dans tous les sens sans direction précise, bref toute discussion est impossible sans recadrer les choses au préalable, c'est ce que j'essaie de faire aujourd'hui comme hier dans le site.

J'ai cru comprendre que dans la vie on apprenait davantage de nos propres erreurs qu'en étudiant celles du voisin, bien que dans l'oeil du voisin ce soit les nôtres que nous voyons et non les siennes, mais cela on l'ignore ou on passe à côté. J'en ai fait tellement que j'ai atterri là où je suis, en Inde, où finalement je n'ai rien à y faire, c'est pour dire que j'en tiens une couche !

En vivant en Inde parmi des gens qui ne me ressemblent pas bien que nous appartenions à la même classe, il m'a fallu m'adapter à eux. Certes j'ai un peu plus d'argent que mes voisins, mais j'ai une vie modeste comme eux, je peux même ajouter qu'on y est contraint de la même manière. On ne peut pas comparer nos niveaux de connaissances ou de conscience du monde, il est même difficile de comparer nos expériences, car on a vécu dans des sociétés qui ne se ressemblent pas du tout, on a finalement peu de choses en commun. Mais en vivant au quotidien avec eux depuis plus de 14 ans (90-92 et 96 à 2008), nous partageons les mêmes choses même si nous ne les vivons pas et ne les interprétons pas de la même manière. Vous imaginez facilement qu'on

ne peut se comprendre qu'à partir du moment où chacun laisse l'autre s'exprimer, dans le cas contraire neuf fois sur dix on interprètera de travers ce que l'autre a vécu ou pense, c'est imparable. Peut-être que sans cet exercice quotidien je n'aurais jamais été capable d'acquérir un minimum d'esprit critique. On a tous besoin d'une bonne leçon à un certain moment de notre vie. Cela dit, rien n'est acquis définitivement en la matière, c'est tellement facile involontairement, par inattention ou par fatigue de reprendre ses vieilles habitudes, personne n'est à l'abri d'une erreur, pensons-y.

Un dernier mot, mon épouse Magueswary dont je n'avais pas de nouvelles depuis un mois et demi m'a téléphoné (elle n'a pas le téléphone). Vous savez déjà peut-être qu'elle a subi quatre opérations du coeur dont la dernière qui a fait l'objet d'une transplantation de deux valves mécaniques pour continuer à vivre. Elle est seule à Aubagne, au RMI avec la CMU, elle vient de recevoir la réponse de la Cotorep qui l'a reconnu handicapée à 80%... pour deux ans, dès fois que son coeur pourrait se passer de ces valves plus tard ou qu'elle serait éternelle ! La pauvre femme a quand même failli mourir sept fois au total, y compris lors du tsunami où elle ne doit d'être vivante qu'à un pilier en ciment qu'elle avait saisi dehors pour ne pas être emportée et écrasée contre la palissade par les deux vagues successives ou tout simplement mourir noyée. Cette expérience assurément très exotique mérite bien les insultes que l'on nous adresse. Espérons qu'elles ne sont pas le résultat d'une pathologie irréversible.

Elle est hébergée gratuitement depuis des mois par une famille sri lankaise d'origine tamoule comme elle, mais elle ne va pas rester éternellement chez eux, ils ont déjà été très bons de l'héberger si longtemps, aussi elle attend que la Cotorep lui fournisse un petit studio, ensuite seulement elle rentrera en Inde pour un ou deux mois avant de repartir, autant dire qu'il nous est devenu impossible de vivre ensemble. On a tous nos lots d'emmerdements et d'imprévus dans la vie. A part cela, notre couple de "*bobos*" se porte à merveille, je n'en dirai pas plus pour rester calme et correct.

Le 12 décembre 2008

Je vous ai mis quelques extraits des enseignements du marxisme que j'avais notés au fil de mes lectures-études entre 2005 et 2008. Elles m'ont servi à réfléchir à nouveau à un grand nombre de questions qui nous intéressent tous et à forger ma ligne politique.

La définition de la valeur et du prix des marchandises donnée par Marx est intéressante. Pour simplifier il explique que la valeur d'une marchandise ne change pas, sauf si la productivité augmente. Dans sa valeur est inclu le temps de travail que paie le capitaliste à l'ouvrier et celui qu'il ne lui paie pas et empoche. Ces deux dernières décennies, ce n'est pas la valeur des marchandises qui a diminué mais la part qui revenait aux producteurs, aux ouvriers.

Avec l'éclatement de la crise, les dirigeants de ce monde nous expliquent que les banquiers et capitalistes en général n'auraient plus d'argent pour faire face à leurs obligations, d'où les milliers de milliards qui leur sont versés grâcieusement par les différents gouvernements via les banques centrales. Ce discours est évidemment destiné à tromper les travailleurs sur la nature réelle de cette crise, sur la nature fondamentale du capitalisme qui conduit infailliblement à la paupérisation d'une partie toujours plus importante de la population à l'échelle mondiale, tandis qu'une minorité s'enrichit dans des proportions inimaginables.

En réalité, c'est totalement faux, les rentiers et les capitalistes ont bien accumulé des profits gigantesques, mais en hypothéquant l'avenir sur une échelle inconnue dans le passé, d'où l'ampleur et la durée prévisible de cette crise, comme si la production basée sur la propriété privée permettrait indéfiniment d'engranger des profits, de maintenir le taux de profit moyen à l'échelle mondiale dans le futur, sans tenir compte de la lutte des classes et de la résistance de la classe ouvrière, de son aspiration partout dans le monde à vivre mieux qu'hier, des conséquences du formidable développement démographique et des forces productives, comme si tous ces facteurs avaient été neutralisés ou n'auraient plus aucune influence par le jeu de la spéculation et d'opérations comptables véreuses.

Les représentants politiques du capitalisme tentent par tous les moyens de redonner confiance aux investisseurs, aux capitalistes qui ont accumulé des dizaines de milliards de dollars, pour qu'ils veuillent bien casser leurs tirelires et investir de nouveau dans le marché, dans le marché financier à défaut de vouloir le placer directement dans l'industrie. Leur problème, c'est que les uns et les autres savent très bien qu'il ne leur sera plus possible de tirer davantage sur la corde, elle est dorénavant usée jusqu'à la corde. Pour engranger les mêmes profits qu'hier, ils devront, soit se serrer la ceinture dans un premier temps avec l'espoir de pouvoir la dessérer plus tard, soit engager directement le combat contre le prolétariat, autrement dit scier la branche fragile sur laquelle ils sont assis.

En réalité, ils vont combiner les deux, dans le premier cas, on vient de le voir avec la collecte par le Trésor américain de 30 milliards de dollars à taux zéro, dans le second, tous les gouvernements ont déjà manifesté leur intention de continuer à appliquer leur politique de destruction de tous nos droits ou acquis sociaux et de faire payer la crise aux seuls travailleurs, ce qui se traduit dans l'immédiat par une hausse fulgurante du chômage, par exemple il a doublé en un an en Espagne.

Nous avons vu au début que pour jouer sur la valeur d'une marchandise, ils peuvent augmenter la productivité, ce qui explique les délocalisations et les fusions-acquisitions qui s'accompagnent de licenciements et d'une plus grande socialisation de la production, le tout pour réduire les coûts de production et d obtenir une position plus favorable sur le marché, pour ne pas dire

de monopole.

Comme ils ne peuvent pas intervenir autrement sur la valeur des marchandises, il faut qu'ils parviennent à augmenter la durée du temps de travail d'une manière ou d'une autre, soit en rallongeant la durée journalière, soit en nous faisant travailler un jour de plus par semaine, le dimanche par exemple, soit en nous faisant travailler jusqu'au dernier souffle de vie, jusqu'à 70 ans ou davantage encore, soit encore en forçant les plus jeunes, les plus vieux et les chômeurs à accepter n'importe quel travail en échange d'un salaire de misère que complèterait l'Etat, en fait les autres travailleurs.

Quand on dit que la valeur de la marchandise ne change pas, on veut dire par là qu'un kilo de plomb vaille 100 ou 500 euros par exemple ne change rien à sa valeur qui est fixée par le temps de travail nécessaire qui a été dépensé pour produire ce kilo de plomb, qui ne se transformera jamais en or par le biais de la spéculation ou par miracle. Le temps de travail pour le produire demeurant le même, que le salaire des ouvriers ou le profit des capitalistes augmente ou diminue ne change en rien sa valeur.

Par contre, si en une heure, un ouvrier extrait 2 kilos au lieu d'un auparavant grâce à l'emploi d'une machine plus perfectionnée ou la découverte d'un filon plus facile à exploiter, compte tenu qu'il percevra le même salaire, la part qui reviendra au capitaliste augmentera, dans ce cas-là la valeur du plomb diminuera puisque un kilo renfermera moins de temps de travail. De la même manière, si un ouvrier produit 100 kilos de plomb en 8 heures de travail, s'il travaille 12 heures demain, il produira 150 kilos. La valeur du plomb n'aura pas changé, mais à la part qui revenait au capitaliste comprise dans la production des 100 kilos, il faudra ajouter maintenant celle qui lui reviendra des 50 kilos supplémentaies produits.

Si j'ai bien compris, l'augmentation de la productivité combinée à la baisse du temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise conduit à la baisse de la valeur des marchandises en général, et parmi ces marchandises on trouve évidemment la force de travail elle-même, ce qui explique la distorsion croissante entre la richesse des capitalistes et la paupérisation du prolétariat, car si la valeur de la force de travail diminue (la part du capital variable nécessaire au procès de production), cela veut dire que les moyens de subsistance des ouvriers diminuent ou doivent diminuer, c'est-à-dire les salaires, la protection sociale, les retraites, etc...

Jusqu'à présent le capitalisme a réussi à s'en tirer en jouant sur le développement inégale des forces productives à l'échelle mondiale, en produisant (matières premières) dans des pays où le coût de la main d'oeuvre était très et en consommant les marchandises produites dans des pays où les salaires étaient plus élevés et permettaient éventuellement l'obtention de crédits, en continuant sur la même lancée, ils ont délocalisé des pans entiers de l'industrie de transformation dans les pays où les ouvriers étaient surexploités tout en augmentant la productivité grâce à la modernisation des moyens de production faisant d'une pierre deux coups, mais en jouant sur les deux tableaux, ils ont épuisé toutes leurs cartouches, du coup, en cas de crise, ils n'ont pas d'autre moyen pour y faire face, que de recourir à des solutions extrêmes, qui passent à la fois par la fermeture de milliers d'entreprises conduites à la faillite pendant que se restructurent institutions financières et des pans entiers de l'industrie (automobile, chimie, habillement, immobilier, compagnies aérienne, etc.), et par la mise en oeuvre de programmes politiques ultra réactionnaires risquant de se traduire par des explosions sociales, des révolutions.

Ils ont tellement tiré sur les deux bouts de la corde, d'une part en maintenant la majorité de la population dans la pauvreté là où sont produites leurs marchandises (Afrique, Amérique latine et une grande partie de l'Asie), d'autre part en excluant du marché une part croissante des travailleurs dans les pays où ces marchandises devaient en principe être consommées, aux Etats-Unis et en Europe principalement, ajoutons la baisse continue de la valeur des marchandises produites, et nous avons le cocktail explosif qu'ils ont eux-mêmes contribué à fabriquer, la bombe à retardement qui va leur sauter à la gueule et qui risque de remettre en cause l'ensemble du système capitaliste si une révolution politique et sociale voyait le jour dans un pays en Europe, et ce ne sont pas les maillons faibles qui manquent, Portugal, Italie, Espagne, Grèce, France, Hongrie, pour ne citer que les principaux.

Voilà les quelques réflexions que je me suis faite tôt ce matin, très tôt même puisque j'ai précédé le lever du soleil. Heureusement qu'il est là, au moins il est fidèle !

Je n'ai pas encore eu le temps de voir les infos d'hier ou de prendre connaissance des courriels. Je n'ai pas écrit d'éditorial car je crains que le prochain sera forcément moins bon !

J'allais oublié, on m'a adressé un article avant-hier, je n'ai pas osé le mettre en page d'accueil, ses auteurs présentent les choses sous un autre angle que le mien, je ne suis pas forcément d'accord avec tout ce qu'ils ont écrit, cependant j'y ai appris certaine chose, par exemple sur le Hamas et Israël, il contient aussi un rappel sur l'histoire du parti démocrate américain, je l'ai formaté sous pdf pour vous, vous pouvez le télécharger ici si cela vous intéresse : • Barack Obama : l'effroyable imposture.

Avec un peu d'avance, bon week-end à tous.

Le 14 décembre 2008

J'ai corrigé encore erreurs qui empêchaient de télécharger certains documents, dont le dernier sur le marxisme, avec mes excuses.

Voilà qu'ils veulent moraliser le crédit en se penchant sur les systèmes de crédits renouvelables dont les taux d'intérêt sont usuraires, jusqu'à 20,7%.

A une autre époque, on avait uniquement recours aux acomptes sur salaire pour finir les fins de mois, les crédits n'étaient destinés aux ouvriers. En principe on attendait d'avoir travaillé au moins la moitié du mois pour en demander un à notre patron, c'était même généralement la règle qu'imposaient les patrons. Dans certains cas, après la mensualisation des salaires, on arrivait à en demander un dès la fin de la première semaine du mois de travail entamé, alors évidemment il ne restait plus grand chose à toucher le jour de la paie après avoir eu recours à plusieurs acomptes au cours du même mois. C'était l'engrenage quoi, on y était poussé davantage par la pauvreté que par le besoin effréné de consommer comme c'est devenu très souvent le cas aujourd'hui.

Puis c'est devenu insuffisant, alors le temps du crédit renouvelable est arrivé. Combien de fois j'ai été sollicité par ma banque pour y recourir alors que je n'en avait pas besoin, par chance, c'était quand on avait deux salaires un peu au-dessus du smic et un faible loyer.

Le crédit, c'est comme une sorte de gangrène ou une longue maladie que tu traînes et dont tu ne guériras jamais, elle peut empirer et t'emporter un jour mais tu ignores quand, le chômage, un accident ou la maladie, et l'épée de Damocles qui était suspendue au-dessus de ta tête est désormais prête à te la couper.

Vivre à crédit en dehors des cas d'extrême nécessité ou vouloir péter plus haut que son cul relève de la même crasse ignorance.

Marx et Engels étaient parfaitement lucides lorsqu'ils analysaient le comportement des ouvriers au XIXe siècle. Ils ne passaient pas à côté de leurs faiblesses et n'hésitaient pas à en parler entre eux dans leur correspondance, car ils étaient un des éléments objectifs de la situation. Lénine fustigera les ouvriers qui se livraient à l'ivrognerie ou à la violence gratuite entre eux.

C'est toute la différence avec nos minables détracteurs qui ne veulent voir de la situation que ce qui les arrange, du coup leurs regards sur la société et leurs analyses en sont forcément faussés. L'ouvrièrisme (le tiers-mondisme en est la version exotique !) est aussi malsain que la haine de l'ouvrier qui habite les bourgeois.

De Marx à Trotsky, à ces différentes époques qui étaient reliées entre elles par la volonté farouche de faire progresser le mouvement ouvrier par tous les moyens, on parlait volontiers d'éduquer le prolétariat, cela débordait largement le cadre des questions politiques et concernait également son mode de vie, car l'ignorance du contenu des rapports sociaux se répercutait jusque dans les gestes de la vie quotidienne.

Pour les marxistes ils ne s'agissaient pas d'inculquer un mode de vie particulier, encore moins de dicter quoi que ce soit à quiconque, mais d'aider les ouvriers à prendre conscience de la nature de chacun de leurs gestes, à eux ensuite d'en tirer librement les conclusions ou conséquences sur leur vie pratique. Marx n'était pas seulement un penseur, un théoricien, un militant et un dirigeant ouvrier révolutionnaire, il était aussi un formidable professeur, un éducateur au service de sa classe.

La situation misérable de la classe ouvrière au milieu du XIXe siècle, particulièrement en Angleterre où Engels (et Marx) passa une bonne partie de sa vie en exil, l'avait tellement frappée, qu'il se plongea au coeur de la classe ouvrière la plus développée sur le plan numérique et la plus concentrée à cette époque du capitalisme ascendant pour l'étudier de fond en comble. Il releva sans complaisance ses qualités et ses faiblesses. S'il s'appuya sur les premières, il n'eut pas la lâcheté de se détourner des secondes comme le font nos oiseaux de malheur ouvrièristes qui préfèrent laisser le soin aux curés et aux imams de s'en occuper pour ensuite leur cracher dessus.

Marx et Engels pouvaient fustiger vertement les ouvriers parce qu'ils leur apportaient sur le plan politique les moyens de s'en sortir. Et ils ont littéralement sacrifié leur vie pour la classe ouvrière, ne l'oublions pas. Pas un instant, face à la condition ouvrière effroyable de cette époque ils n'ont eu une réaction de dégoût pour l'ouvrier, par contre, je ne connais personne qui ait autant haï le capitalisme et ceux qui mettaient en musique cette marche funébre destinée à conduire la classe ouvrière vers l'abîme.

Les militants qui n'acceptent pas que leurs semblables critiquent le comportement de certains ouvriers, fonctionnaires, intellectuels, syndicalistes, etc. sont des irresponsables ou des crétins ou les deux à la fois, ils confondent critique et manque de respect. Pour eux toute critique de la classe ouvrière doit être considérée comme une attaque contre la classe ouvrière. Ils raisonnent en militants, ils passent leur temps à se regarder le nombril et à se prendre pour le centre du monde, à aucun moment il leur viendra à l'esprit que l'immense majorité des exploités ne pensent pas comme des militants mais comme de simples travailleurs, manuels ou intellectuels, et qu'ils en n'ont absolument rien à foutre de leurs considérations qui confinent à l'autoritarisme et l'arbitraire.

Il manque à ces militants l'outil qui leur permettrait de prendre réellement et librement la mesure des choses. Ils rétorqueront qu'ils disposent d'un outil valable, ne vous marrez pas, il s'agit évidemment du marxisme, mais là non plus il ne leur viendra pas un instant à l'esprit qu'ils aient pu en assimiler qu'une infime partie ou qu'ils auraient pu l'interpréter de travers quelque part, d'ailleurs quand par un effort quasi-surhumain ils en viennent à examiner quel usage ils en font, ils ne font qu'examiner superficiellement l'outil dont ils se servent tous les jours, vous ne croyez tout de même pas qu'ils vont se donner la peine d'étudier à nouveau le maxisme, ils ont une bien trop haute idée de leur petite personne pour perdre leur temps avec un tel exercice qu'ils ont déjà mener à bien un jour lointain, et qui plus est demanderait forcément beaucoup de temps. Ce serait encore prendre les choses de travers, car en réalité cela devrait être un exercice permanent, une remise en cause indispensable tout au long de la vie d'un militant.

Aujourd'hui le terme éduquer est devenu pratiquement péjoratif, on va vous accuser de vouloir endoctriner, embrigader, laver le cerveau des ouvriers ou des jeunes. Ou au contraire, n'importe qui se veut éducateur et redresseur de torts. Si vous critiquez un homosexuel par exemple, vous devez faire extrêmement attention à chaque parole prononcée si vous ne voulez pas vous faire accuser d'homophobie. Idem dans pratiquement tous les domaines, c'est de la paranoïa aigue. Si vous critiquez un prof, vous remettez automatiquement en cause sa fonction, le rôle de l'école, le corps enseignant tout entier, etc., bref, on ne peut plus parler ou bouger le petit doigts.

Je me fous complètement de cet état d'esprit ambiant véhiculé par les officines les plus sectaires et autoritaires qui soient, et que bon nombre de militants cultivent également, inconsciemment la plupart du temps. La censure et le délit de blasphème ont toujours fait bon ménage, ils constituent des atteintes intolérables à la liberté de penser, ils ont finalement pour seules fonctions de maintenir la majorité de la population sous le joug de la servitude et de l'ignorance.

Quand j'ai commencé à militer en 1977, on a commencé par me mettre des oeillères, ensuite ce n'était presque plus nécessaire puisque je m'en posais moi-même sans qu'on me le demande, j'avais bien appris ma leçon et je m'employais à l'appliquer aux autres, mais là avec beaucoup moins de succès je l'avoue, normal et heureusement. Cela n'a duré que jusqu'en 1981, grâce au hasard qui fait parfois bien les choses, car j'étais franchement mal barré, je m'en rendrai compte que bien plus tard. J'aurais pu devenir le parfait bureaucrate du parti, cette idée est terrifiante. En passant, à ceux qui ricaneraient à l'évocation du hasard, qu'ils relisent donc Marx, ils s'apercevront qu'il y faisait référence et le prenait également en compte dans ses analyses, ce qui après tout était tout à fait normal pour quelqu'un qui étudiait la réalité sous tous ses aspects et n'en excluait aucun, même les plus inattendus. Si la vie est un combat perpétuel, on ne peut pas concevoir le mener sans continuer sans cesse à étudier le marxisme, y aurait-il en plus une honte à l'avouer à un âge déjà avancé ?

Trente et un ans plus tard, des militants s'indignent que je puisse critiquer le mode de vie des ouvriers, leur proportion à se laisser aller à consommer sans réfléchir, à profiter de ce que la société leur apporte sans se demander d'où cela vient, à se conduite inconsciemment et à attendre de je ne sais qui ou quoi, que l'on règle leurs problèmes à leur place sans mettre la main à la pâte, ajoutons à se reproduire sans réfléchir non plus à l'avenir que réserve ce monde pourri aux futurs générations, à leurs propres enfants, etc.

Si je n'avais pas de conscience politique, je détesterais la terre entière sans me poser de questions, je pense que je ne suis pas le seul dans ce cas-là, je me dis que c'est ce qui doit effrayer bien des militants qui ne sont pas encore capables de fixer avec précision la limite entre les deux. On ne doit pas se demander qui de la barbarie ou du socialisme l'emportera, sinon c'est qu'on est déjà à moitié cuit ou perdu ! Qui convaincre dans ce cas-là ? Personne !

Toute entreprise pour réussir mérite avant tout qu'on y croit dur comme fer. Là en l'occurence il ne s'agit pas de croire mais d'apprendre pour comprendre pour ensuite agir pour parodier Lénine. Quand on parle de conviction, on veut parler en fait de connaissances. On ne croit pas que le capitalisme conduit inexorablement à la crise, on doit être capable d'expliquer pourquoi chaque nouveau développement du capitalisme conduit inévitablement à une nouvelle crise et qu'il en sera toujours ainsi tant que le capitalisme et la lutte des classes existeront, car les deux sont intimement liés et inséparables. On ne peut pas comprendre l'un sans l'autre non plus.

Pour finir, plus particulièrement à l'adresse des militants qui m'insultent dans leurs courriels et à leurs semblables tout aussi anonymes, sauf exceptions très très rares.

Permettez-moi de vous dire que par votre silence assourdissant sur le comportement dans la vie quotidienne de la classe ouvrière vous vous faites les complices de leurs ennemis qui ont tout intérêt à ce que la situation actuelle dure encore très longtemps. C'est une manière comme une autre de tenir un double langage.

A ma connaissance, je pensais qu'il fallait combattre le capitalisme jusque dans ses derniers retranchements, ses conséquences ultimes, qu'il fallait le harceler sans répit, le dénicher partout où il s'était infliltré pour lui mener une guerre à mort. Chaque acte de la vie quotidienne porte la marque des rapports sociaux qui existent dans la société. Ne pas en chercher à en découvrir la nature, ne pas les qualifier ensuite, ne pas les combattre si nécessaire, s'assimilent à une démission ou une capitulation. Ou un simple aveu d'ignorance, de manque de courage ou de volonté, au choix ou le tout à la fois.

Je vais vous dire encore un truc pour enfoncer le clou, si vous vous abstenez de dire ce que nous nous disons entre nous, nous autres ouvriers, c'est peut-être parce que vous ne faites pas encore tout à fait partie de la même famille que nous, et je considère pourtant que notre famille est très large puisqu'elle englobe tous les exploités sans distinction entre travailleurs manuels ou intellectuels. Vous ne nous ressemblez pas ou ne tenez pas à nous ressembler - ce n'est pas un reproche, vous n'y êtes pour rien, et pour cette raison vous ne pouvez pas vous reconnaître en chacun d'entre nous. A notre niveau, on se dit tout ou presque, on ne sait pas où se situent les limites de ce qu'il faut dire ou pas, et franchement on n'a pas envie de le savoir, cette distinction est trop rafinée pour nous, elle n'appartient pas à notre monde.

Tout ce que l'on sait en revanche par expérience, c'est que nous avons toujours été les principales victimes des limites imposées à notre liberté d'expression par nos oppresseurs et bien souvent aussi par ceux qui parlaient en notre nom, hélas ! Voulez-vous à tous prix tenir le même rôle ? Le poison de la religion n'a pas réussi à nous diviser profondément, il semblerait que l'ouvriérisme, le sectarisme et le dogmatisme y soient parvenus ensemble plus durablement, je les emploie sciemment ensemble puisque l'un cache généralement les deux autres, ils sont complémentaires et se développent parallèlement. Est-ce ce rôle que vous revendiquez aujourd'hui ? Vous m'avez demandé pour le compte de qui je roulais, je vous pose la même question ici. (il y en a même un qui m'a traité de "lumpen" !)

On est maintenant dimanche après-midi et je n'ai pas eu encore le temps de ranger la vingtaine de dépêches que j'ai collecté tôt ce matin.

Je n'ai pas encore encaissé les quelques chèques que des camarades m'ont envoyés en guise de soutien financier pour continuer le site après le 1er janvier, à vrai dire devant le peu d'enthousiasme que mon appel à souscription à entraîner n'à rien d'encourageant, du coup je n'ai pas pris ma décision et si je prenais la décision d'arrêter le site je déchirerais évidemment ces chèques.

Un mot de politique si vous voulez bien, très bref.

Schivardi s'est encore illustré dans une interview donnée au journal *Le Midi libre*. Les dirigeants du POI l'ont trouvé tellement géniale qu'ils ont décidé de la reproduire à la page 9 du n°26 d'*Informations ouvrières*. Schivardi parle d'ailleurs au nom de son parti, au nom de ses dirigeants et ses militants : "Nous sommes plus partisans de sauver la France qui va très mal actuellement " que de participer aux élections européennes.

"Sauver la France", cela vous inspire quoi au juste ?

Mon article est prêt sur ce sujet (en ligne demain), au vitriole, on ne peut pas faire moins. Ils veulent organiser une montée sur Paris, dans cette perspective ?

Vous avez peut-être constaté que la dernière réunion du bureau national du POI a accouché d'une souris, tout comme leur conférence pour l'unité qui semble ne pas avoir tenue toutes ses promesses. Déjà envolée la perspective d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions (note interne du plénum du CCI-POI de fin novembre) ! Vive le spontanéisme ! Je vous mettrais en ligne demain un extrait de *Que faire ?* de Lénine sur cette question.

Schivardi, qui fait dorénavant office à lui tout seul d'avant-garde du mouvement ouvrier, s'est aventuré à avancer le "*principe* de la grève générale lors du même interview. Quelle audace ! Son parti n'a pas cru bon jusqu'à présent de reprendre cette idée. Une grève générale n'a jamais rien réglé mais cela peut contituer un début à la mobilisation pour en finir avec le régime. Tout dépend qui appelle et quel contenu on lui donne, quel objectif politique on entend atteindre et pour embrayer sur quoi. Si c'est pour réclamer un plan de relance en faveur des travailleurs, c'est de la merde ! Là encore tout dépend dans quel cadre et perspective on l'inscrit. Tout dépend comment on présente la chose.

Si c'est pour exiger un plan en faveur des travailleurs en mettant en avant qu'il ne sera jamais mis en oeuvre par ce gouvernement, qu'il faut se mobiliser pour le chasser et abattre les institutions, là on est sur une autre ligne politique que celle du POI, on est sur une ligne politique correcte qui correspond aux tâches que le proélatariat aura à accomplir en priorité, on montre clairement la voie qu'il faudra emprunter pour aller de l'avant, on peut recruter sur une base politique correcte, etc.

Si c'est pour constituer un front unique uniquement sur les revendications, autant dire que c'est le meilleur moyen d'entretenir des illusions dans le régime. Si maintenant elles sont reliées à la nécessité d'exproprier les 1824 patrons des grandes entreprises, son contenu peut acquérir un contenu révolutionnaire, encore faut-il que cette mesure s'inscrive dans une perspective politique claire et cohérente, sinon cela revient à se contenter de la situation en Bolivie ou au Venezuela, ce qui de notre point de vue et celui des masses est inacceptable.

En fonction de l'état d'esprit des masses, on pourrait peut-être se contenter dans un premier temps d'un front unique qui ne dépasse pas le cadre de l'expropriation des capitalistes, laissant la liberté aux différents partis d'exposer aux travailleurs leurs propres perspective politique. Les camarades sont mieux placés que moi pour répondre à ces questions puisque vous êtes sur le terrain.

Si vous n'avez pas trop le moral, je vous mets l'extrait d'une dépêche de samedi qui devrait faire l'affaire :

"En Europe, les experts de Natixis calculent ainsi que la dette souveraine à émettre en 2009 en Europe avoisinera 830 milliards d'euros, contre 550 milliards un an plus tôt. Pour les Etats-Unis, le Financial Times avance le chiffre de 2 000 milliards de dollars, soulignant "le grave danger" d'engorgement du marché.

Les experts sont d'autant plus préoccupés que la récession attendue risque d'être pire que prévu. Or, "1 point de croissance en moins fait mécaniquement augmenter le déficit des Etats de 0,5 % du PIB", indique Gilles Moëc, chez Bank of America. Autrement dit, les 3 000 milliards de dollars évoqués ne seraient qu'une estimation basse.

Personne ne va, toutefois, jusqu'à redouter que les dettes allemandes, américaines ou des autres Etats ne trouvent plus d'acheteurs. Mais le prix que ces Etats vont devoir payer pour s'endetter. Vu l'importance de l'offre, les investisseurs vont en effet être plus exigeants. Et " les rendements actuels ne sont pas très sexy", indique Jean-Louis Mourier, chez Aurel. A l'avenir, pour séduire les investisseurs, les rendements offerts vont sans doute augmenter. Personne ne sait de combien mais une chose est sûre. Les pays comme la Grèce ou l'Italie, jugés plus à risque et qui s'endettent déjà aujourd'hui à des taux de l'ordre de 4,5 %, contre 2,5 % en Allemagne, seront parmi les plus pénalisés. " (source : LeMonde.fr 13.12)

Le 15 décembre 2008

Comme je sais que vous n'avez pas trop le temps de lire, j'ai pioché dans les extraits de mes lectures pour commencer la semaine sur un bon pied.

« *L'oubli des grands points théoriques fondamentaux pour les intérêts immédiats et passagers, la lutte et la course aux succès momentanés sans se soucier des conséquences ultérieures, le sacrifice de l'avenir du mouvement au présent du mouvement - tout cela a peut-être des mobiles « honnêtes » mais cela est et reste de l'opportunisme. Or l'opportunisme « honnête » est peut-être le plus dangereux de tous.* »

(Engels, Critique du projet de programme social-démocrate d'Erfurt de 1891.)

Simple oubli ou volonté délibérée de s'écarter du marxisme pour pouvoir chanter les louanges des républicains et autres démocrates à la manque affublés de l'étiquette socialiste ?

Pour les *théologiens* de la démocratie, j'ai dégotté (avec un ou deux "T", s'il vous plaît, j'ai vérifié dans le dico, dur dur le français !) une citation qui devrait leur plaire :

« *La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement.*

À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux. »

(Engels - « Progrès de la réforme sociale sur le continent », 4-11-1843, trad. fr. : Écrits militaires.)

De là à en faire sa ligne politique, il n'y a qu'un pas, pire opportunisme tu meurs, non ?

Ah ce Engels, quel plaisantin, s'il savait qu'il demeure irremplaçable ! Avec sa modestie habituelle, il ne nous croirait pas !

Un dernier mot très vite.

Les infos en bref des derniers jours demain soir si possible.

Ne vous étonnez pas si les bourses remontent, elles ont tellement baissé qu'il y a de bonnes affaires à faire. Certaines actions remontent de plus de 25% en une seule séance, cela va même jusqu'à 80%, donc imaginez le type qui en a achetées pour 10 millions d'euros vendredi, en une journée s'il les revend à la clôture ce soir, il aura empoché 2,5 millions d'euros sans rien foutre,

si cela ne s'appelle pas des rentiers, alors qu'est-ce que c'est un rentier ? Au fait, quand ils les auront revendues, le cours de cette action rechutera, et ainsi de suite.

Leur problème aujourd'hui, c'est sur le moyen et long terme, ils craignent de ne pas retrouver leurs billes ou de faire des profits médiocres, du coup ils passent leur tour. S'ils en viennent à investir dans les obligations ou les bons du Trésors qui proposent une rémunération garantie par l'Etat mais médiocre, c'est parce qu'ils pensent qu'ils n'obtiendront pas mieux ailleurs. 4,5% maximum aujourd'hui, on est loin du retour à court terme sur investissement à 12 ou 15% minimum sur les marchés spéculatifs. Mais c'est la crise ! C'est mieux que la marge net de Renault à 2,5%, on voit là qu'il n'est pas très intéressant d'investir dans l'industrie traditionnelle.

C'est dommage que l'on n'a aucun chiffre fiable sur le taux de profit moyen à l'échelle mondiale, car là pour le coup on disposait d'un élément en béton pour aller plus loin dans notre analyse de la crise du capitalisme. J'ai lu que Marx lui-même disait qu'il était pratiquement impossible de prévoir quand éclaterait la prochaine crise ni de quelle manière elle se déroulerait, alors ne vous étonnez pas outre mesure que l'on ne puisse pas faire mieux ou en dire davantage, surtout qu'on est très loin d'avoir le niveau de Marx en économie !

La débauche de fric que mettent les Etats sur la table pour sauver le capitalisme de la banqueroute ne doit pas faire illusion, il faudra bien l'ajouter à la dette des Etats dès 2009. Le risque maintenant pour eux, c'est que la déflation ou dépression se transforme en hyper inflation après les gigantesques sommes d'argent qu'ils ont balancées sur les marchés, au lieu de se retrouver dans la situation de 1929 aux Etats-Unis, on pourrait se retrouver dans celle de l'Allemagne au début des années 30 où il coûtait moins cher pour se chauffer de brûler des billets de banque que d'acheter du bois ou du charbon, je ne déconne pas, je l'ai lu il y a quelques jours.

Au fait, au lieu de brûler des billets de banque, en attendant vous feriez bien de soutenir financièrement le site, je ne vais pas casquer toute ma vie, surtout que moi je compte en roupies, votre euro divisé par 60 ! Mon adresse figure en bas de la page d'accueil. Pour le moment j'ai reçu au total 250 euros provenant de trois camarades, c'est maigre et plutôt pas très sympathique, mais j'ai l'habitude, il en faudrait 1.000 avant le 31 décembre. Pas pour faire la fête, je ne suis même pas aller une seule fois au resto depuis le début mars, date à laquelle Magueswary est partie en France, et je déteste manger seul à l'extérieur, je me fais chier. Et ici il n'y a aucune distraction pour un Français.

Je ne me suis pas encore résolu à mettre une annonce permanente dans le site car je ne suis pas du genre à quémander ou à faire du prosélytisme - Shiva le mendiant ce n'est pas mon truc, je préfèrerais encore crever ou voler les riches - mais je vais y venir si cela continue, si vous ne comprenez pas tant pis : j'ai le choix entre financer moi-même le site ou refaire la toiture de ma maison qui fuit comme une passoire depuis des années, ou encore terminer la remise en ordre de ma dentition qui me coûte une fortune, là aussi j'ai déjà repoussé les travaux plus d'un an, d'après vous qu'est-ce qui devient le plus important ? J'ai oublié de vous dire que le site n'avais jamais eu autant de visites.

Bonne semaine à tous.

Le 16 décembre 2008

Je viens de verser 50 roupies à mon facteur pour la caisse de solidarité du syndicat des postiers ! Je ne lui ai pas demandé d'explication, on a discuté politique cinq minutes, il en a déduit que Trotsky était mon parrain, pourquoi pas ! Il m'a remis mon courrier et dedans il y avait justement une enveloppe avec un chèque de 50 euros d'un jeune camarade qui milite dans un groupe que je nommerais pas, je le salue au passage. J'ai donc récolter 300 euros à ce jour pour financer le fonctionnement du site sur les 1.000 que j'estimais nécessaire.

Darcos a reculé sur la contre-réforme du lycée, Sarkozy va augmenter l'indemnité en cas de chômage partiel, etc., ils lâchent du mou, ils craignent une explosion sociale ! Cela ne veut pas dire qu'ils renonceront à leur programme antisocial.

Je reviens aujourd'hui dans une info en bref, pour la troisième fois en quelques semaines, sur la question du chômage partiel. Absolument rien ne justifie que les travailleurs concernés ne perçoivent pas intégralement leur salaire. Ce qui m'étonne, c'est que personne ne le dise, de la même manière que les uns et les autres ont été prompts à dénoncer les 360 milliards d'euros (en fait beaucoup plus) verser aux banques et aux patrons, mais aucun n'a mis en avant le mot d'ordre de l'annulation de la dette des ménages. Curieux, non ?

Après le casse du siècle avec les milliers de milliards de dollars et d'euros verser aux rentiers et autres capitalistes, voilà l'arnaque du siècle avec l'affaire Madoff. Dites-moi, s'il n'y a pas là matière à engager frontalement le combat contre le capitalisme et le gouvernement à sa solde de façon à aider le prolétariat à prendre conscience des rapports sociaux qui sont à la base de l'existence et du fonctionnement du capitalisme, c'est que nos dirigeants manquent à tous leurs devoirs et qu'ils ne s'y décideront jamais.

La faillite et la pourriture du capitalisme s'étalent chaque jour au grand jour, mais comme d'habitude, là encore les uns et les autres n'entendent qu'en traiter les conséquences sans s'apesantir sur les causes, ce qui ne permettra pas à la classe ouvrière de comprendre grand chose, je les soupçonne de le faire exprès tellement c'est gros.

J'ai reçu un courriel plus mesuré d'un militant apparemment du POI, qui me reproche en substance de ne pas être marxiste, cela tombe très bien puisque je n'ai jamais prétendu l'être, contrairement à ceux qui se réclament du marxisme et le trahissent quotidiennement depuis des décennies, selon moi.

Après plus sept heures d'affilées passées ce matin à actualiser les infos en bref, je suis littéralement épuisé. Mais en lisant les déclarations des dirigeants de la FSU et de l'UNL qui vont dans le sens de Darcos qui demande davantage de "dialogue" pour faire passer sa contre-réforme du lycée, j'ai commencé immédiatement à rédiger un court article sur ce sujet, mais je me suis arrêté quand je suis arrivé à la question du front unique, je me suis dit qu'il n'était décidément plus possible de remettre cette tactique sur le tapis sans tenir compte de ses tenants et aboutissants, en faisant comme si de rien n'était, bref sans trop se poser de questions, ce qui n'est évidemment pas mon genre.

Je suis fatigué, cependant en réfléchissant un instant, je me dis : honnêtement, à quoi a servi le front unique jusqu'à présent, sur le plan politique ou syndical ? A conserver des acquis dans le meilleur des cas et rien de plus. Est-ce vraiment notre objectif ? Qu'est-ce qui s'est passé ensuite, qu'est-ce que cela a changé au niveau des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, est-ce que cela a permi de faire progresser la conscience des masses, qu'est-ce que cela nous a apporté au juste et dans quel domaine précisément, est-ce qu'on a réellementavancé vers notre objectif, car finalement c'est la seule chose qui devrait nous intéresser, c'est la seule question qui vaut vraiment la peine de se poser ?

A toutes ces questions, la seule réponse est rien, absolument rien, c'est consternant. Et le parti dans tout cela ? Rien, moins que rien, cela n'a pas permis non plus de faire le moindre pas dans cette direction en 60 ans ! Il faut regarder la réalité en face. Il y a là un problème qu'il faut résoudre assurément, un problème de tactique. On ne peut pas au bout de 60 ans refaire éternellement les mêmes erreurs et s'y complaire comme si de rien n'était, c'est complètement dingue. Pourquoi ne pas avouer simplement qu'on s'est trompé, qu'on ne savait plus où on en était, il y a là quelque chose que je ne comprends pas très bien je l'avoue. A qui profite le crime ?

Comment est-il possible d'être si aveugle ? Cela me dépasse. J'ai l'impression que chacun se complaît finalement dans cette situation, je parle des dirigeants et des cadres qui n'ont pas vraiment les mêmes intérêts que nous. Ils trouvent leur compte dans ce jeu institutionnel, chacun s'est fait sa petite place, celle de l'appareil, il ne faut plus rien changer. Depuis plus d'un demi-siècle absolument rien n'a changé fondamentalement dans les rapports entre les partis et dans les rapports entre les syndicats, les derniers développements n'ont fait que confirmé les rapports déjà existants ou les tendances précédentes. Chacun à sa place, les uns contrôlent la CGT, les autres FO, d'autres la CFDT ou l'UNSA, ou encore Sud, la LCR est toujours la LCR, le POI est toujours la SARL de Lambert ou ses héritiers, le PCF joue le rôle de parti ouvrier et le PS dans la peau de l'éternel traître que les autres consoles, on a l'impression d'une maison de fous, c'est délirant. Des syndicats ont vu le jour, ils sont conformes à ceux qui existaient déjà ni plus ni moins, des partis ont vu le jour ou se sont transformés, toujours pour épouser le pire opportunisme qui soit, je le répète à croire que leurs dirigeants le font exprès. Et l'on trouve toujours des crétins pour vous expliquez que tout cela est finalement normal, ils sont imperturbables, rien ne les choque, rien ne les surprend, à croire qu'ils sont déjà morts politiquement ou plus encore !

Je ne sais pas mais quand on voit que le même procédé donne toujours le même résultat et qu'il ne nous convient pas, on en change, je pense que c'est aussi cela la dialectique. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il y aurait le début d'un procédé scientifique dans l'art de commettre éternellement les mêmes erreurs, c'est se foutre de nous. Un esprit scientifique ne passe pas son temps à refaire les mêmes expériences exactement dans les mêmes conditions quand il s'est rendu compte une fois qu'elle n'avait pas abouti au résultat escompté, sinon c'est qu'il est complètement névrosé le pauvre, il est bon pour la casse. Je vous dis tout cela sur un air désenchanté à cause de la fatigue, mais je le pense vraiment. On peut aussi se leurrer soi-même et baigner dans la médiocrité en se persuadant avoir atteint des sommets, pourquoi pas, mais de là à pouvoir leurrer les autres, tous les autres, là c'est une autre paire de manches, il y aura toujours quelqu'un pour dire stop, on ne marche plus dans votre combine...

On était parti sur le front unique, il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur ce sujet. Puisque l'on a été incapable de mettre au point une autre tactique, c'était forcément parce qu'il n'y en avait pas d'autre possible, donc c'était la meilleure tactique, conservons-la et ne nous posons pas de questions. Mais si on a été incapable d'en mettre une autre au point, c'était peut-être parce que notre analyse de la situation était fausse, cette question serait-elle tabou ? Trotsky se serait-il trompé ? Dites plutôt : aurions-nous interprété de travers son enseignement ? Trotsky peut s'être trompé évidemment, il a reconnu bien des erreurs qu'ils avaient commises, mais après le 20 août 1940, il n'était plus là pour corriger les dernières par exemple, pourquoi pas ? Voilà qu'il attaque Trotsky ? Au contraire je respecte sa pensée en reprenant son procédé qui consiste encore une fois à tout revérifier une énième fois. Qui cela peut déranger ? Les sectaires et les dogmatiques seulement, ces esprits étroits qui ne peuvent penser que par procuration, ces adeptes du culte de la personnalité, ils sont en vérité la honte du trotskisme et quelque part ses ennemis sans le savoir. Qu'ils arrêtent de nous emmerder avec leurs vérités toutes faites, ils n'ont plus aucune crédibilité.

Le front unique devait nous permettre de conquérir des droits ou d'en conserver, manque de bol, voilà qu'ils sont quand même remis en cause. Stop, il faut s'interroger : mais comme en fait c'est le seul avantage qu'on en a tiré, on est bien d'accord qu'on n'a pas réussi à remettre en cause le régime ni même à construire ne serait-ce que l'embryon d'un parti révolutionnaire, au bout du compte cela nous a aidé uniquement à mieux supporter le capitalisme tout en lui assurant une longue vie, non ? Dites-moi s'il a servi un jour à autre chose ? A quoi ? J'attends. Pas plus le front unique que les droits acquis au-delà, je dirais d'une certaine quantité ou qualité, ne nous ont permis de faire le moindre pas en avant vers notre objectif. Par contre, je constate que tous les acteurs de cette mauvaise farce sont toujours présents ! Fidèle au poste qui les nourrit ! Vous vouliez éviter que l'on perde nos droits ou acquis, c'est raté, votre calcul était faux tout comme vos prévisions politiques étaient erronées. Les développements du capitalisme qui se produisent après chaque crise et qui nécessite la remise en cause de nos acquis, vous ne les aviez pas prévus ou vous aviez pensé que les choses se passeraient autrement, pas de bol, là aussi vous avez eu tout faux. Est-ce qu'il faut continuer cette liste accablante pour les dirigeants ou cela vous suffira pour aujourd'hui ?

Ce que je constate, c'est que pendant ces très longues années, une partie de la population vivait relativement confortablement, pendant que le reste continuait de croupir dans la pauvreté. Les médias et le gouvernement ont à coeur de répéter qu'il n'y a pas plus de pauvres aujourd'hui qu'hier, différentes études le démontrent aussi. Mais qui vivait confortablement pendant ce temps-là ? La petite bourgeoisie ou les classes intermédiaires, les classes moyennes, l'aristocratie ouvrière. Alors au lieu de qualifier ces partis d'ouvrier bourgeois, il aurait mieux valu les appeler tout court des partis petits-bourgeois puisque finalement leurs combats servaient directement et fondamentalement leurs intérêts. Au moins cela nous aurait évité de jouer sur les mots et de cultiver une ambiguïté sur leur nature réelle, qui finalement ne servait que leurs intérêts et leur permettait d'entretenir la confusion et des illusions dans la tête des travailleurs.

Oui mais, cette qualification n'existait pas autrefois ? Oui mais autrefois, c'était autrefois, et si le capitalisme s'est doté d'une importante aristocratie ouvrière et a développé les classes moyennes et la petite bourgeoisie à partir de l'après-guerre ou un peu plus tard, vous ne trouverez pas la réponse dans les derniers ouvrages de Trotsky, par contre si vous cherchez bien, vous trouverez une réponse approchante ou quelques pistes dans Marx et Lénine. Une contradiction ? Pas du tout, il se trouve seulement que certains marxistes avaient développé davantage certains aspects de la lutte des classes plus que d'autres ou étudié certains aspects de la société plus que d'autres, ce qui n'est ni un reproche ni un crime je vous rassure. Les choses auraient été plus claires, car un parti ouvrier bourgeois, un jour il va chausser les bottes grossière de l'ouvrier, un jour il va chausser les souliers vernis du bourgeois, on ne sait jamais sur quel pied il va danser, pour peu qu'il se brûle les pieds et le voilà qui danse sur les deux pieds à la fois, de quoi y perdre son latin ! Alors qu'en le définissant comme un parti petit-bourgeois, on sait d'avance qu'il n'est pas digne de confiance, ce qui ne veut pas dire qu'on n'en fera pas un allié ponctuellement évidemment, mais pas davantage, je ne sais pas si vous saisissez la différence et si je me suis exprimé correctement.

Le fétichisme envers les normes nous a pourri l'existence. Parfois il était correct d'en tenir compte et d'autres fois non, c'est ce que je voulais dire. Le front unique est la béquille des esprits faibles et des bonnes consciences, de ceux qui manquent d'imagination, je le dis sans animosité. Il peut momentanément compliquer la vie des gouvernements et des dirigeants du mouvement ouvriers, ceux des partis traditionnels, mais finalement il n'est pas plus dangereux pour le régime qu'un placebo. On devrait le manier avec autant de précautions qu'un instrument de précision, donc ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit, c'est-à-dire, que je serais un farouche adversaire du front unique puisque ce n'est pas le cas.

Et que faites-vous des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (1919 à 1922) ? Mais je les ai à l'esprit en permanence ou presque ! Ne confondons pas une époque où il existait des partis communistes composés de dizaines ou des centaines de milliers de militants qui étaient en mesure d'influencer le cours des choses, de prendre la direction du mouvement ouvrier et d'imposer l'unité de ses partis, avec notre époque (où il existe une multitude de partis) et ce qu'ont été le PCI, l'OCI, la LCR, LO, le PT ou le POI, une poignée ou quelques milliers de militants tout au plus. Vous vouliez imposer quoi au PCF qui comptaient plusieurs centaines de milliers de militants dans ses rangs après-guerre, qui frôlait les 30% aux élections législatives si je ne me trompe pas ? Et c'est moi que l'on traîte de mégalomane, c'est le plus fort ! On ne s'adressait pas à la direction du PCF mais aux militants ? Et le résultat ? Nul ! Nul en 1947, nul en 1985, nul en 1991, nul en 2008 ! Tirez-en les leçons. Mais alors que faire ? Je vous laisse gamberger calmement, j'étais déjà fatigué, là je suis exténué. Mais la situation ? Elle a bon dos !

Je ne l'ai pas dit, mais notez bien que je ne prétends pas qu'on aurait pu prendre le pouvoir ou je ne sais quoi si on s'y était pris autrement, non, mais au moins on aurait peut-être pu commencer à construire le parti sur des bases solides et saines, et épargnez-moi s'il vous plaît vos souvenirs des organisations de Lambert, Barta ou Krivine...

La discussion n'est pas terminée.

Comme je suis un brin provocateur parfois, je vais vous poser une dernière question pour la route : d'après vous, vous pensez qu'on pourrait avoir ce genre de discussion calme et sereine, sans s'insulter, entre militants, pourquoi pas avec des cadres ou des dirigeants des différents partis ou groupes ? Personnellement ici, en Inde, je fréquente quotidiennement des gens incultes, analphabètes, etc., on ne vit pas vraiment dans le même monde tout en partageant les mêmes expériences, on s'écoute les uns les autres et on arrive à se comprendre mutuellement. C'est quand même étrange qu'entre militants on n'y parvienne pas ou que nos dirigeants demeurent aussi sourds et aveugles, non ? Cela ne vous interpelle pas, plus rien ne vous surprend, alors c'est que vous êtes blasés de la vie, si tel était le cas, je vous plaindrais sincèrement, je ne vous le souhaite pas évidemment.

Le 17 décembre 2008

Mes recherches sur le taux de profit sont restées infructueuses. J'ai trouvé des documents qui en parlaient mais aucun tableau montrant son évolution au cours des 50 dernières années, rien de précis ou d'exploitable. Par contre, j'ai trouvé un blog ou un site, je ne sais pas ou figurait une définition simplifiée qui permet facilement de comprendre ce que voulait dire Marx à propos de la baisse tendancielle du taux de profit, j'ai juste une adresse mail au nom de Laurent Rigaud, il s'adresse à Marx :

"Voilà ce que j'ai compris de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : c'est une TENDANCE contre laquelle le capitalisme doit en permanence lutter. La baisse du taux de profit aurait lieu en permanence seulement si les capitalistes ne faisaient rien pour tenter de contrer la loi, ce qui n'est évidemment pas le cas. Or, le moyen essentiel de lutter contre la baisse du taux de profit est l'expansion du capitalisme, le marché engendrant une fausse valeur sociale (ce n'est qu'exceptionnellement que le prix de vente d'une marchandise coïncide avec sa valeur-travail dans le mode de production capitaliste).

Il se trouve qu'en période de forte expansion économique, de «boom», le prix de vente des marchandises augmente et tend à s'aligner sur le prix de production (capital investi pour produire la marchandise plus ce même capital multiplié par le taux de profit moyen) des marchandises produites dans des conditions de faible productivité. Le taux de profit ne baisse pas et tend même à augmenter substantiellement, mais arrive un moment où le marché est saturé, là c'est la phase de «krach», les prix se mettent à baisser et tendent à s'aligner sur le prix de production des marchandises produites dans des conditions de haute productivité. Le taux de profit tend à diminuer.

C'est essentiellement dans le contexte de ce mouvement de valorisation-dévalorisation que se réalise la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Rien ne permet cependant d'affirmer que cette ondulation en dents de scie du taux de profit va prendre la forme d'un trend décroissant sur le long terme, dans la mesure où les facteurs contrecarrant la loi que vous citez dans le livre trois du Capital, auxquels on peut en ajouter (largement développés par vos successeurs Lénine, Rosa Luxembourg, Hilferding etc.), comme l'économie d'armement, les monopoles, cartels etc., sont suffisamment puissants pour maintenir le taux de profit.

C'est pourquoi, selon moi, les travaux de Kaldor montrant un taux de profit globalement stable sur deux cents ans (19e et 20e siècles) ne sont pas en absolue contradiction avec votre loi de la baisse tendancielle du taux de profit, la courbe du taux de profit ayant été largement «liftée», si l'on peut dire, par l'expansion du capitalisme, les Première et Deuxième Guerres mondiales, l'économie d'armement. Que le prétexte soit la guerre froide ou la «lutte contre le terrorisme», les gouvernements bourgeois ayant toujours une bonne raison de justifier les budgets consacrés à l'économie d'armement, les monopoles, cartels et autres délocalisations, le développement du crédit (qui a largement contribué à mettre fin aux crises cycliques qu'a connues le capitalisme jusqu'à la crise de 1929) etc., bref l'impérialisme et le néo-impérialisme sont parvenus à contrer au prix fort la baisse tendancielle du taux de profit, en dépit de la forte augmentation de la composition organique du capital. Et si on va jusqu'au bout du raisonnement, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ne pourra provoquer l'effondrement du capitalisme tant que ce dernier n'aura pas épuisé ses capacités d'expansion.

Or cette expansion doit être de plus en plus forte, car il faut bien alimenter les capitaux toujours plus gros (tout en luttant contre la baisse tendancielle du taux de profit), et il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini. Une fois ses capacités d'expansion épuisées, le capitalisme n'aura plus les moyens de contrecarrer durablement la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Les solutions pour tenter de la contrecarrer aboutiront toutes soit à la baisse de la consommation, soit à l'aggravation de la crise de surproduction (ce qui en fin de compte revient au même). Telles sont, pour simplifier, les conclusions que je tire de votre loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

doutons pas que le capitalisme sera prêt à tout pour continuer à enrayer coûte que coûte cette loi de la baisse tendancielle du taux de profit. C'est inquiétant, car c'est le peuple (et moi inclus) qui va payer l'addition (qui, n'en doutons pas, risque d'être fort salée). Cela n'annonce rien de bon dans l'avenir, surtout au vu de l'ampleur de la crise économique qui se profile. Qu'en pensez-vous?

laurent_rigaud@yahoo.fr

Autre chose, par hasard je suis tombé sur un courant de la LCR dont j'ignorais l'existence « *Socialisme par en bas* », voici son adresse mail : http://quefaire.lautre.net. Que faire est aussi le nom de leur publication si j'ai bien compris. J'ai téléchargé quelques-uns de leurs textes, je les lirai quand j'aurai le temps. J'en au parcouru quelques-uns en diagonale, je partage évidemment de nombreuses idées avec eux. De la même manière qu'avec le courant CCI du POI, on ne retrouve absolument pas leurs positions dans la politique mise en oeuvre par leur parti, la LCR.

Pour revenir sur la mobilisation des lycéens, vous avez vu que nous sommes encore en présence d'informations contradictoires et très incomplètes, c'est délicat de se déterminer dans de telles conditions, je parle pour moi.

De deux choses l'une, soit la détermination des lycéens reste entière et elle concerne une partie importantes des lycéens, dans ce cas-là il faut mettre le paquet pour se la mobilisation s'étende à l'ensemble des lycées dans tout le pays, si possible en faisant la jonction avec les revendications spécifiques des profs et instits, ainsi que les étudiants, soit ils sont une poignée à résister et à vouloir aller plus loin, jusqu'au retrait définitif de la contre-réforme de Darcos, et dans ce cas-là il faut savoir qui est à la tête de ce mouvement et quel est l'objectif réel de leurs dirigeants et leurs intentions. Je crains aussi la récupération ou la provocation pour briser leur mouvement.

Quoi qu'il en soit, le retrait définitif de ce projet demeure le seul mot d'ordre capable de rassembler tous les lycéens puisqu'il correspond à leurs intérêts.

Je viens de voir une autre dépêche sur la mobilisation dans les IUT. En voici des extraits :

A Paris, entre 1.000 (police) et 2.000 (organisateurs) étudiants, ont manifesté à Paris (hier).

A Toulouse, les manifestants étaient entre 700 et 800 (police) et 1.000 à 1.300 (organisateurs) à défiler.

A Bordeaux, ils étaient environ 800 étudiants, accompagnés de représentants du corps enseignant, à manifester.

A Caen, ils étaient environ 500 selon la police, 700 selon les organisateurs.

A Saint-Lô, police et organisateurs ont compté 300 personnes, dont 150 lycéens environ. Ils étaient 230 (police) à Alençon et 120 à Cherbourg (Manche).

De 300 (selon la police) à 500 (selon les organisateurs) étudiants des IUT de Metz ont manifesté mardi dans les rues de la ville.

A noter aussi une manifestation en France-Comté des personnels et étudiants des IUT de Besançon-Vesoul.

A Laval, les étudiants de l'IUT local ont voté le blocus de l'établissement jusqu'à jeudi soir.

Dans le rôle de pompier, c'est moi qui le rajoute, dans un communiqué, l'Unef a demandé à Mme Pécresse "d'entendre les inquiétudes des étudiants" (AFP 17.12), alors qu'elle est complètement sourde ! Gageons qu'elle saisira la balle au bond et proposera à ces valeureux dirigeants d'ouvrir un "dialogue" (social) pour en discuter ! Pas touche au DUT, point barre, c'est simple.

Autre chose.

J'ai lu les dépêches sur les explosifs trouvés au magasin Le Printemps à Paris. Voici un extrait (AFP 17.12) :

"Cette lettre de revendication du "Front Révolutionnaire Afghan", un groupe inconnu des services de renseignements français, postée du bureau de Paris-Villette et tamponnée lundi à 18H00, est parvenue entre 08H00 et 09H00 à l'Agence France-Presse, dont l'adresse était inscrite grâce à un normographe."

Un groupe inconnu qui précisait dans leur lettre "si vous ne faites pas intervenir quelqu'un avant le mercredi 17 décembre elles exploseront", ce qui était impossible puisqu'il n'y avait pas de système de mise à feu ! Plutôt étrange. Après avoir indiqué à la police où se trouvait le paquet contenant la dynamite, ils seraient revenus sur place le 18 pour placer le système de mise à feu, cela ne tient pas.

"Un ancien juge anti-terroriste a relevé auprès de l'AFP que "les éléments de revendication ne correspond(aient) pas aux revendications habituelles des groupes islamistes". Des spécialistes, interrogés par l'AFP, voyaient dans cette affaire un changement de méthode des terroristes islamistes ou un camouflage des véritables auteurs.".

On a à l'esprit l'affaire de Tarnac qui n'est toujours pas éclaircie, le principal inculpé continuant de nier les faits. Il pourrait bien s'agir d'un coup monté de Sarkozy et ses services pour terroriser la population à l'heure où elle est en train de se mobiliser contre les conséquences de la crie et sa politique ultra réactionnaire.

Avec l'affaire Madoff en plus de la crise et de la politique de Sarkozy en direction des rentiers, il est facile d'embrayer sur le véritable visage du capitalisme :

- vole et extorsion de la force de travail aux travailleurs,

- faillite d'un système économique qui ne profite qu'à une infime minorité qui détient le pouvoir, alors que les richesses sont

produites par l'immense majorité qui ne détient aucun pouvoir,

- spéculations, escroqueries, arnaques, mensonges en tout genre pour couvrir le fonctionnement réel du capitalisme contrôlé par les voyous de l'aristocratie financière,

- un gouvernement et des institutions au service de ces bandits de banquiers et autres gangsters de la finance,

- et pendant ce temps-là, ils détruisent tous nos acquis ou droits sociaux, les licenciements pleuvent, le chômage touche des millions et leurs familles, la pauvreté s'étend, la précarité n'a jamais été aussi développé, etc.

Oui, l'histoire et la morale exigent d'en finir le plus tôt possible avec le capitalisme qui nous pourrit la vie, qui sème la guerre et la famine à travers le monde et détruit notre planète. Place au socialisme ! Place à la révolution socialiste pour balayer le vieux monde de ces ordures, existerait-il un autre moyen, une autre voie ?

A propos du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, il pourrait se décliner sous une autre forme, compte tenu que la population de certains pays d'Europe de l'Est continuerait de confondre stalinisme et socialisme ou communisme, par exemple, pour une République sociale européenne ou pour les Etats-Unis des Républiques sociales d'Europe, les deux n'ayant pas le même contenu, on peut y réfléchir.

Ce que je voulais dire hier, j'ai employé le mot imagination, je n'avais pas trouvé le bon mot, il faut inventer la suite du marxisme dans les conditions données de notre époque.

Les militants du courant *Que faire* parlent du NPA comme s'il s'agissait de constituer une sorte de front unique en copiant en grande partie sur le POI. S'agira-t-il d'un front unique ou plutôt d'un front populaire ? Qu'il y ait des militants provenant d'horizons divers dans le même parti, cela ne me gêne pas, par contre je considère inacceptable qu'on y trouve des militants n'adhérant pas à la même voie pour mener le combat pour en finir avec le régime. Dès lors qu'on n'est pas d'accord sur la voie à emprunter pour conquérir le pouvoir, c'est forcément qu'on n'a pas les même préoccupations et qu'on ne poursuit pas le même objectif, je pense que l'histoire de la lutte des classes l'a suffisamment démontré au cours du XXe siècle.

Cela me fait penser à un couple qui un jour où l'autre se sépare. L'un ou l'autre découvrant soudainement qu'il s'est trompé sur ses propres intentions ou sur celles de son conjoint. Ils pensaient partager la même chose, alors qu'en réalité ce n'était pas le cas, jusqu'au jour où les intérêts réels de l'un et l'autre rejaillissent violemment à la surface rendant la séparation inévitable.

On croyait se connaître et l'on se retrouve avec un personne étrangère en face de soi. Quel choque ! On en arrive même parfois à se demander comment on a pu rester si longtemps ensemble, alors qu'on était si différent l'un de l'autre. Terrible méprise en vérité, on a l'impression d'un grand gâchi, de s'être leurrer soi-même pour un résultat en dessous de tout et un dénouement dramatique. Tant qu'on est deux à se tromper sur ce qu'on est et sur ce qu'est l'autre, tout va bien, mais le jour où l'un des deux cesse de jouer le jeu, on tombe des nus et c'est la rupture. Je vous en parle en connaissance de cause, imaginez qu'au bout de 10 ans de vie commune votre conjointe vous dise : je n'étais pas faite pour vivre avec quelqu'un, il n'y a rien à répondre à cela, c'est totalement inutile.

La voie des réformes, du parlementarisme, du passage progressif au socialisme s'inscrit dans le cadre de la pérennité du capitalisme, c'est là qu'elle y en prend sa source sans être capable d'aller au-delà, elle reste enfermée dans ce cadre. La voie révolutionnaire prend également sa source dans le capitalisme, mais pour faire exploser le cadre des rapports sociaux de production en vigueur afin de pouvoir réorganiser la société sur de nouvelles bases. Les deux sont inconciliables.

Les réunir dans le même parti, c'est comme vouloir faire tomber d'accord un Chinois et un Italien qui ne parlent et ne comprennent que leur langue maternelle, c'est impensable. Vous me direz que les deux mangent des spaghetti, à base de riz ou de blé, d'accord, mais je ne pense pas qu'ils en font le même usage, qu'ils les consomment ou les cuisinent de la même manière. L'analogie s'arrêtera là, car rien n'empêchera un Chinois de déguster un plat de spaghetti à la sauce bolognaise et de se régaler, et notre Italien de savourer une délicieuse soupe aux ailerons de requins et de spaghetti chinoises (noodles) ! Nos convictions ont heureusement une durée de vie plus longue qu'une simple digestion !

Le 18 décembre 2008

J'ai sans doute fait découvrir à certains militants l'existence du courant *Que faire* de la LCR. Je n'ai aucun lien avec ses militants, mais je suis cohérent avec moi-même. Je pense qu'il ne faut rien cacher aux militants, leur dire les choses et les expliquer est toujours préférable.

Le problème qui se trouve poser parfois, c'est de savoir au juste de quelle manière les uns et les autres interpréteront nos propos

et s'ils en seront capables compte tenu que chacun ne dispose pas des mêmes connaissances théoriques ou n'a pas fait les mêmes expériences. Pour éviter les malentendus il est préférable de s'exprimer le plus simplement possible. La même méthode devrait être employé lorsque l'on s'adresse à des travailleurs.

Le site n'est pas destiné à n'importe qui, je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, et je fais l'effort de rédiger mes textes de façon à ce qu'ils soient abordables à la plupart des militants, surtout les jeunes militants qui ont forcément du mal à se repérer dans la jungle qu'est devenu le mouvement ouvrier organisé.

J'en profite pour revenir sur un désaccord entre nous qui à mon avis est davantage le produit d'une incompréhension ou un défaut d'explication de ma part, je pense à la question des sans-papiers.

J'ai refusé de m'associer à cette campagne en fournissant un certain nombre d'arguments. Cela m'a valu de me faire traité de racistes par un ou deux crétins, d'autres militants plus réfléchis ont préféré noter un désaccord entre nous. Il ne fallait pas craindre le ridicule pour me traiter ainsin sachant que mon épouse était noire et indienne, que le compagnon de ma fille était Réunionnais et encore plus foncé de peau, et finalement que je vivais en Inde depuis des années. Parfois il arrive que les mots dépassent notre pensée dans le feu de l'action ou sous l'emprise de la passion, je l'ai pris ainsi.

Vous vous souvenez peut-être que j'avais expliqué qu'il serait préférable que Sarkozy l'emporte sur Royal, qu'étant donné la personnalité du nabot et le clan politique auquel il appartenait au sein de l'UMP, il y avait fort à parier qu'il tenterait d'avancer au bulldozer une fois élu ce qui entraînerait une réaction immédiate des militants et de la majorité de la population. J'avais pronostiqué sa victoire et si je me souviens bien, j'avais également expliqué qu'elle ne serait pas aussi large qu'il la souhaitait, parce qu'en finitive le programme de Royal était très proche du sien, les deux se neutralisant, aucun des deux ne pourrait l'emporter avec une avance considérable sur l'autre. Si finalement il a été élu avec 53,06% des voix, donc avec un nombre de voix plus important que prévu, c'est en grande partie parce qu'il a réussi à faire le plein des voix du Front national dont la lutte contre l'immigration et l'insécurité était le cheval de bataille.

J'avais appelé à ne pas voter pour Royal au second tour (comme au premier évidemment) pour plusieurs raisons, notamment parce que je ne pensais pas que Sarkozy serait élu largement. Constatant de quelle façon la situation évoluait, je n'ai pas changé de position parce que je me suis dit que finalement, même élu plus largement que prévu grâce aux voix du FN, la question de l'immigration serait battue en brèche par l'application de son plan de combat contre la classe ouvrière, dès lors l'unité du prolétariat l'emporterait malgré la politique anti-immigrés de Sarkozy.

J'avais considéré que c'était une erreur tactique d'embrayer sur la situation des sans-papiers dans les conditions que je viens de décrire. Cela ne voulait évidemment pas dire que j'étais contre la défense des droits des travailleurs immigrés, mais que le moment me semblait mal choisi. Vous me direz qu'on ne l'a pas choisi. Cela se discute lorsque l'on se penche sur le déroulement exact des faits.

Mon idée était comme je viens de le rappeler qu'il était préférable que Sarkozy soit élu mais sans qu'il puisse revendiquer une victoire écrasante. Cela signifiait qu'il ne fallait pas lui donner l'occasion de profiter largement des voix du Front national. Or, il se trouve que le PS et le PCF ont agit justement dans ce sens, mieux encore, ils ont trouvé des relais dans certains partis, certaines organisations ou associations qui sont montées au créneau comme il fallait s'y attendre.

De mon côté, j'ai parlé d'une provocation montée de toutes pièces par le ministre de l'Intérieur qui n'était rien d'autre que le futur candidat à la présidentielle, Sarkozy, dont le maire de Cachan (PS) avait été le complice, celui-ci pensant sans doute qu'il mettrait Sarkozy en difficulté sur cette question, ce qui était une grossière erreur tactique à quelques mois des élections, il aurait voulu diviser davantage la classe ouvrière pour faire élire Sarkozy plus largement qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Avouons qu'ils sont parvenus partiellement à leur fin, mais pour une courte durée, merci la crise ! Ma seule préoccupation était que la classe ouvrière conserve intacte sa capacité de mobilisation après l'élection de Sarkozy et qu'elle soit en ordre de bataille (autant que faire se peut) le plus rapidement possible pour l'affronter.

Maintenant, si je pensais qu'il était préférable que Sarkozy soit élu plutôt que Royal, à aucun moment je n'ai encouragé son élection contrairement au maire PS de Cachan, je pense que vous êtes capables de saisir la différence. Dans les années 60, le milieu des travailleurs immigrés était un terrain d'intervention privilégié pour le PCF, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que des associations dirigées par des membres de ce parti soient montées en première ligne en 2006. Ce qui fut étonnant par contre, c'est de constater que tous les autres partis lui ont emboîté le pas, le tout à grand renfort médiatique, comme si tout cette histoire avait été savamment orchestrée, ce qui ne viendra apparemment à l'esprit de personne ou seulement pour dire que le ministère de l'Intérieur avait connaissance de ce squat depuis un an, sans éviter pour autant de tomber dans le panneau. Il faut être bien naïf pour cavaler derrière Sarkozy dès qu'il lâche un pet nauséabond. Il n'a pas été ministre de l'Intérieur pour rien, entre provocations, fausses rumeurs, mascarades, arrestations musclées et coups tordus en tous genres, le tout orchestré à grand renfort médiatique, il n'y a que l'embarras du choix pour tomber dans le panneau, lui faciliter la tâche ou l'aider indirectement à atteindre son objectif, il n'a rien à envier à Bush ou Poutine sur ce plan-là.

Depuis cet épisode et l'élection de Sarkozy, j'estime qu'il n'y a plus aucune raison de ne pas soutenir tout mouvement des

sans-papiers. D'ailleurs je n'ai jamais dit qu'il ne fallait pas les soutenir, mais qu'il aurait fallu s'y prendre autrement, ce que certains militants ont peut-être fait à titre individuel je n'en sais rien, de la même manière que j'ai favorisé le départ en France de quelques Indiens et d'un Sri Lankais.

Cette mise au point que j'estime porter sur une question de tactique et non sur une question de fond, me fait penser à une autre question tactique, le front unique lors des élections européennes. Tout dépend de l'objectif que l'on se fixe.

S'il s'agit simplement d'infliger une défaite politique à Sarkozy sans que les masses en tirent profit, je me demande alors si cela sera utile. S'il s'agit d'infliger une défaite à l'Union européenne, pour le coup on peut répondre sans hésitation que cela ne servira strictement à rien, puisque cela ne pourra pas influencer sa politique ou changer le cours de choses, ce qui n'était pas tout à fait le cas avec le référendum en 2005.

Si maintenant c'est pour dresser l'ensemble des travailleurs contre la politique du gouvernement, contre les institutions et particulièrement la constitution de la Ve République sans lesquelles l'Union européenne n'existeraient pas, c'est différent. Si cette bataille s'inscrivait clairement dans la perspective du combat engagé contre le régime, comme un moment de celui-ci pour aider les travailleurs à prendre conscience de sa nature, pour l'abattre, cela vaudrait le coup de se rassembler pour montrer aux masses que l'on peut vaincre en s'unissant contre Sarkozy et qu'il existe une issue politique en dehors de l'Union européenne, en dehors de la Ve République.

On ne peut pas se contenter comme seront tentés encore une fois de le faire les opportunistes d'infliger une défaite à Sarkozy, sans qu'elle s'inscrive dans une perspective politique correcte, sans qu'elle soit reliée à une issue politique, car elle n'aurait aucune valeur éducative pour les masses.

J'ai bien conscience qu'aucun parti aujourd'hui n'est en mesure à lui seule d'accéder aux masses, seuls les éléments les plus déterminés ou en rupture avec le capitalisme pourraient profiter de cette politique, par contre un front uni de partis pourrait toucher de plus larges masses et bénéficierait d'une couverture médiatique plus ample, cela compte de nos jours, qu'on le veuille ou non, il faut essayer de penser à tout avant d'adopter ou de rejeter une tactique.

Je ne prétends pas que cette victoire pourrait se transformer en une mobilisation massive des travailleurs contre le gouvernement le lendemain des élections européennes, je veux simplement dire qu'en s'inscrirant dans cette perspective elle pourrait les aider à prendre conscience de leur force, on ne peut guère en attendre davantage dans l'état actuel des choses. Tout dépendra de l'objectif, du contenu et de la forme de cette campagne.

Comme je l'ai précisé plus haut, avant de déterminer quelle tactique on va appliquer, il faut définir quel objectif on se fixe ou ce que l'on est en droit d'en attendre, sachant que la construction du parti demeure prioritaire, et ensuite qu'il est nécessaire de proposer une orientation politique correspondant à la fois aux aspirations des masses et aux tâches politiques qu'elles ont à accomplir, ne tenir compte que des premières conduirait à se vautrer dans le spontanéisme. Construire le parti et renforcer le niveau de conscience politique des masses, voilà ce qui doit nous guider selon moi.

Sachant maintenant qu'aucun parti ouvrier n'a décidé (pour le moment) d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République, au mieux un front unique de partis qui remporterait un certain succès aux élections européennes ne servirait malheureusement strictement à rien ou presque, et ce n'est pas très difficile de s'en convaincre, il suffit d'avoir à l'esprit ce qui s'est passé au lendemain du 29 mai 2005 et de la victoire du non, elle n'a pas été suivie par une amplification des mobilisations et n'a entraîné aucun élan d'adhésions en direction des partis ouvriers, les deux seuls facteurs concrets qui permettent d'évaluer avec précision qu'une modification de l'état d'esprit des masses a eu lieu ou non, ou encore que notre ligne politique est correcte...

Une dernière chose, l'édito demain ou samedi, ainsi qu'un autre article, à moins que je m'en serve comme éditorial, j'ai deux idées en tête, cet article s'intitule *Les rêveries d'un capitaliste américain*, rien à voir avec *Les rêveries d'un promeneur solitaire de J. J.Rousseau*, à part le titre. Ici Rousseau est une icône, plutôt dans l'Etat du Kerala, je n'en sais pas plus.

Le 19 décembre 2008

Les pays de l'OPEP ont annoncé mercredi une diminution record de leur production de 2,2 millions de barils par jour à partir du 1er janvier. De leur côté, la Russie et l'Azerbaïdjan ont décidé parallèlement de réduire leur production de plusieurs centaines de milliers de barils. (AP 17.12)

Réponse du marché : le prix du brut a continué de baisser mercredi, le baril passant même sous la barre des 40 dollars.

Les 11 pays de l'OPEP ont retiré du marché 4,2 millions de barils par jour par rapport au niveau de septembre, en vain.

Le ministre vénézuélien de l'Energie Rafael Ramirez a confié à l'Associated Press : "Je suis satisfait de cette décision", les consommateurs, vous et moi, le remercie de tout tenter pour faire remonter les prix du pétrole que nous paieront ainsi plus cher. Le socialisme du XXe siècle a décidément un prix qui n'est pas à la portée des plus pauvres, à croire qu'il ne sera pas fait pour lui, car d'autres en tirent profit.

Si les prix du pétrole ne remonte pas, c'est que les volumes de brut entrant dans le marché restent bien supérieurs à la demande effective, vous savez monsieur Ramirez, la crise du capitalisme, on se demande s'il en a entendu parlé.

Pendant ce temps-là, le constructeur automobile américain Chrysler interrompait la production dans toutes ses usines pour une durée d'un mois, cela concerne 46.000 salariés.

Le déclin des ventes automobiles aux Etats-Unis s'est intensifié ces derniers mois, le marché se situant actuellement à un plus bas depuis 35 ans, si l'on prend en compte l'augmentation de la population intervenue entre-temps. (AFP 17.12)

Avec des marges nets proches de zéro et un endettement colossale, il était prévisible que cela se termina ainsi. Au regard de la dette des trois constructeurs automobiles américains, ils sont déjà en faillite depuis belle lurette. GM a plus de 70 milliards de dollars de dettes, c'est pour donner un ordre de grandeur.

Quand tout s'écroule, c'est un véritable marasme, de la grandeur des phénomènes climatiques extrêmes que l'on peut constater dans la nature. Ce sont des conditions que connaissent et vivent certains peuples depuis longtemps quotidiennement.

La surproduction, l'état de surproduction permanente de l'industrie à l'échelle mondiale qui passerait presque inaperçu en temps normal, se transforme en cauchemar en temps de crise et révèle brutalement les limites et les contradictions du système capitaliste, en entraînant la fermeture de milliers d'entreprises et la mise au chômage de millions d'ouvriers.

Autre chose.

En lisant les déclarations de personnalités ou d'élus qui ont annoncé leur ralliement au Parti de Gauche, j'ai relevé un élément intéressant : plusieurs indiquent qu'ils rejoignent ce parti parce qu'il "inspire" à gouverner.

Il y aura bientôt quatre ans je précisais à propos du PT que c'était une grave erreur de ne pas mettre en avant que ce parti se construisait pour prendre le pouvoir. On peut penser que cette "lacune" a plombé la construction des partis ouvriers au cours des 50 dernières années, dans la mesure où ils s'en remettaient aux PS et PCF pour gouverner démontrant ainsi qu'ils n'avaient pas l'intention de se donner les moyens pour mettre en oeuvre leur politique.

On pourrait objecter que cela serait mentir aux travailleurs que de leur faire croire que notre parti pourrait parvenir au pouvoir alors que les conditions sont ou étaient loin d'être réunies pour atteindre cet objectif. En réalité, c'était et cela demeure une nécessité de montrer aux travailleurs notre détermination à aller jusqu'au bout de notre engagement politique et de leur démontrer que nous sommes résolument décidés à atteindre nos objectifs politiques, ce qui se traduit concrètement par vaincre la bourgeoisie et prendre le pouvoir.

Pourquoi s'engager dans un parti qui ne se donnera jamais les moyens de mettre en oeuvre sa politique ? Pourquoi s'engager dans un parti qui apparaît seulement comme une force de contestation face au pouvoir en place, laissant croire que finalement ce seront d'autres partis qui appliqueront sa politique lorsqu'ils seront au pouvoir ? Autant s'engager dans ces partis pour tenter d'infléchir leur politique ou se tenir à l'écart de tout engagement politique en attendant des jours meilleurs.

Pour un parti, ne pas faire figurer dans son programme qu'il combat pour prendre le pouvoir, ne pas le marteler auprès des travailleurs dans chaque discussion, n'était-ce pas le meilleur moyen de ne jamais avancer dans cette voie ? N'y aurait-il pas là un lien avec l'absence dans le programme de l'objectif final du combat du mouvement ouvrier, l'extinction des classes et de l'Etat, le communisme ?

Les travailleurs et jeunes ont besoin d'un autre idéal que celui que leur proposent les représentants du capitalisme, ils ont besoin de savoir par quel moyen leur engagement politique se réalisera, dans quelle perspective il s'inscrit, il suffit qu'il manque une seule réponse à ces questions pour rendre le discours du parti incohérent et peu crédible.

On ne cesse de dire que le parti est irremplaçable, et concrètement on fait tout pour en minimiser la place dans le combat pour abattre le régime.

Les ouvriers sont pragmatiques, ils ont besoin de choses concrètes ou pratiques pour les saisir.

Maintenant il est évident que l'on ne sera pas en mesure de prendre le pouvoir demain matin, même si les événements s'accélèraient brutalement au cours de la crise actuelle du capitalisme. Pour ne pas faire naître d'illusions, une fois conquis de nouveaux travailleurs il faut impérativement entamer leur formation politique et leur expliquer que l'on construit le parti dans une perspective politique précise dans laquelle il occupera une place déterminante, mais qu'en réalité notre engagement politique correspond fondamentalement à une prise de conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, que c'est la compréhension du développement du capitalisme qui conduit inévitablement l'humanité au chaos qui justifie notre engagement, et qu'on ne se détermine pas uniquement par rapport aux conséquences visibles et dramatiques de la survie du capitalisme, que ce ne sont pas les rythmes et les délais qui guident notre action, mais bien une analyse scientifique des fondements et des lois de fonctionnement du capitalisme. Ainsi et ainsi seulement la construction du parti peut devenir un processus conscient, je dirais même que c'est le seul moyen d'assurer son développement, je parle d'un parti révolutionnaire évidemment, car un parti conçu sur des bases réformistes peut se développer en profitant de la crise sans pour autant que le prolétariat n'ait fait le moindre pas en avant vers son objectif.

Contrairement au PS qui a abandonné le combat pour les réformes sociales et qui a complètement capitulé devant la bourgeoisie, le Parti de Gauche entend défendre le droit aux réformes sociales ainsi que la laïcité. Le PG se place donc dans la tradition d'une tendance du mouvement ouvrier. Le contenu de son programme et son objectif est une chose, les moyens qu'il compte mettre en oeuvre pour l'appliquer ou l'atteindre en est un autre, il s'agit de ne pas tout confondre ou de tout mettre dans le même sac pour se précipiter de dire : le réformisme on connaît : poubelle. Seuls les gauchistes ou les ignares réagissent ainsi.

Le combat pour les réformes alimente le mouvement ouvrier, sa résistance et son combat contre le régime. Nous sommes tous réformistes mais pas de la même manière. Notre objectif est d'aider les masses à se dresser contre le régime. Ensuite, au cours de la mobilisation, à nous d'expliquer aux travailleurs comment il sera possible de le vaincre et pourquoi il faudra le vaincre pour pouvoir en finir une fois pour toute avec tous les maux qui nous accablent.

Nous partageons le premier objectif des réformistes, défendre nos acquis ou droits. Là où s'arrêtent les réformistes, c'est à nous de prendre le relais et de mettre en avant le seul moyen possible de prendre le pouvoir, la révolution prolétarienne. Les réformistes colportent de dangereuses illusions qui ont permis le retour au pouvoir de la pire réaction à de nombreuses reprises dans le monde au cours du XXe siècle et d'instaurer une chappe de plomb sur le mouvement ouvrier pendant plusieurs décennies (Espagne, Chili, etc.).

Leurs représentants actuels n'entendent pas en tenir compte, ils s'imaginent par on ne sait quel miracle, que les choses se passeront demain autrement, entendez par là que leur prédécesseurs s'y seraient forcément mal pris ou que des conditions défavorables avaient déservi leur cause, alors qu'eux, etc., on a entendu le même refrain maintes et maintes fois dans le passé. Tant de naïveté ou d'inconscience aurait de quoi faire sourire au premier abord si l'enjeu n'était pas le sort de l'humanité tout entier. Il serait facile et juste de dire que ces gens-là n'ont tiré aucun enseignement de la lutte des classes du passé, qu'ils entendent les ignorer comme ils ignorent les rapports entre les classes qu'ils pourraient modeler à leur guise par voie législative, la classe de nos ennemis serait désarmée et prête à se soumettre à leurs désirs et à se défaire de ses biens sans résister les armes à la main... Il serait juste aussi de dire qu'ils préparent les défaites tragiques de demain du prolétariat.

Cependant le PG est le produit d'une rupture avec le PS et sa politique réactionnaire, c'est un point essentiel à prendre en compte pour caractériser le PG et déterminer nos rapports avec ce parti. Contrairement au PS il n'est pas dans le camp de nos ennemis, il est dans le même camp que le POI, le NPA, LO et de nombreux groupes, associations ou comités de militants ouvriers. On pourrait ajouter le PCF qui n'a plus les moyens d'imposer sa politique aux autres tendances du mouvement ouvrier, et qui malgré ses liens avec le PS sur le plan électoral n'en demeure pas moins dans notre camp. Répétons-le encore une fois, le contenu de leur politique et les moyens qu'ils développent pour atteindre notre objectif est une autre question que l'on ne peut évidemment pas passer sous silence, que nous devons dénoncer et combattre, sans toutefois nous tromper d'ennemi.

C'est pour ces raisons qu'un Front unique ponctuel de ces partis est possible sur un objectif précis, à partir du moment où chacun conserve sa liberté de parole et d'action, où chaque parti combat sous son programme drapeau avec son propre programme. Comme dirait l'autre, que chacun soit à la hauteur de ses objectifs et le meilleur vaincra. Marcher séparément et frapper ensemble n'est pas une simple formule, en cette période de crise ouverte et profonde du capitalisme à l'échelle mondiale, elle est le meilleur moyen de dresser la classe et de construire le parti.

A partir du moment où le front unique permet un développement de la lutte de classe et répond à un besoin des masses et à leurs aspirations, il ne faut pas confondre ce que l'on est en droit d'attendre immédiatement de ce combat sur le plan collectif, avec le combat pour la construction du parti et son objectif qui englobe la conscience des tâches historiques qu'il reste à accomplir au prolétariat, qui pose directement la question du pouvoir politique et les moyens de le conquérir.

Les réformistes veulent uniquement soulager les souffrances de la classe ouvrière, tandis que nous voulons y mettre un terme définitivement et nous prétendons que c'est possible.

La démarche du PG ressemble étrangement à celle du POI qui devait à l'origine séduire des pans entiers du PS, en vain. Si des membres et ex-membres du PS ont participé au lancement du POI, d'autres semble-t-il n'ont pas voulu se retrouver dans le même parti que des trotskistes. Qu'ils trouvent leur place dans le PG qui a l'avantage d'avoir été initié uniquement par deux élus

ou cadres démissionnaires du PS n'a rien d'étonnant, ils sont en famille ! Cela dit, le PG n'a réussi à convaincre à ce jour qu'une poignée d'élus du PS, quelques responsables d'organisations ou duex ou trois personnalités selon les témoignages qui figurent dans le site Internet du PG (et que j'ai pris la peine de lire).

La PG et le POI ont sensiblement la même ligne politique, elle est axée contre l'Union européenne et aucun des deux partis ne fait de la révolution prolétarienne le moyen pour conquérir le pouvoir. Rien ne dit que ces deux partis ne puissent pas fusionner un jour ou l'autre. On peut même se demander si Mélenchon ne serait pas un sousmarin du POI. A l'inverse, on pourrait aussi se demander si le PG n'a pas été lancé pour empêcher le POI de se développer ou pour le marginaliser davantage. Aucune de ces hypothèses n'est invraisemblable compte-tenu des éléments dont nous disposons aujourd'hui, la suite permettra rapidement d'être fixé, l'essentiel est ailleurs pour le moment.

Il est certain que le PG présente l'avantage d'avoir au moins un dirigeant possédant un minimum de charisme, je pense évidemment à Mélenchon, ce qui n'est évidemment pas le cas du POI qui a récupéré les toquards du PS.

A une époque marquée par l'emprise ou le rôle dominant des médias sur la population, qui par suite d'un mode de vie devenu infernal et l'habitude prise de cavaler dans tous les sens, se contente de réagir émotionnellement aux évènements tronqués qu'on lui balance, la population peut difficilement faire autrement dans un premier temps puisqu'on ne lui donne pas les éléments nécessaires pour réfléchir à leur signification, elle est amené à privilégier l'image et les quelques mots qui l'accompagnent sur la nature d'un parti ou son programme. Elle se détermine en fonction de la personnalité du porteur du discours et sa manière de l'énoncer tout en tenant compte de certains critères auxquels elle adhère souvent inconsciemment ou qui font partie de l'inconscient collectif.

Si la plupart des gens privilégient au premier abord les apparences, on est bien obligé d'en tenir compte, ce qui ne signifie pas qu'il faille leur témoigner plus d'importance. Si le charisme d'un dirigeant jouait le rôle de catalyseur pour gagner la classe au front unique contre Sarkozy, on ne devrait pas s'en plaindre, mais au contraire en profiter, même si on ne partage pas toutes ses idées, de la même manière que l'on ne doit pas craindre la confrontation des idées, ce qui ne pose en principe aucun problème à partir du moment où l'on demeure convaincu que la classe conserve la capacité de faire la part des choses ou qu'elle parviendra au regard des faits, à déterminer quelles idées étaient correcte et quelles idées ne l'étaient pas.

D'une certaine manière, le front unique proposé par le PG permet de compenser partiellement les effets négatifs de l'émiettement de nos forces à travers une multitude de formations politiques, ce qui constitue actuellement un handicap à la mobilisation de la classe et affaiblit la crédibilité de tous les partis.

Il peut favoriser le regroupement de militants issus des tendances trotskistes du POI et de la LCR, de différents groupes, comités, etc. pour construire un parti révolutionnaire. Sachant évidemment que l'on ne demandera pas au front unique d'adopter la totalité du programme de la révolution socialiste.

Il est vrai aussi que l'inexistence d'un tel parti pose problème et qu'on ne peut pas éluder cette question.

On a là posées les limites que l'on peut assigner à ce front unique qui ne pourra pas être orienté dans une perspective politique conduisant à la prise du pouvoir. Il ne pourra avoir qu'une fonction délimitée dans le but de mener une action commune pour atteindre un objectif précis et partiel, là en l'occurence il s'agira d'infliger une défaite politique au camp de la réaction lors des prochaines élections européennes. J'imagine que le PG en fonction des résultats de ces élections se disposera dans la perspective des élections présidentielles de 2012 puisque pour lui il n'y a pas d'autre voie que la voie institutionnelle pour parvenir au pouvoir. Nous en serons davantage sur ses intentions lorsqu'il aura un programme.

L'avantage de ce front unique, c'est qu'il permettra aux militants de mieux se connaître et de confronter leurs idées dans un état d'esprit plus fraternelle, tout du moins on ose l'espérer, au lieu se livrer à un combat fratricide et stérile.

On ne dilue pas nos idées et les partis ne se diluent pas dans le front unique, on combat ensemble sur une fraction de nos idées qui sont communes aux autres partis, en le situant dans la perspective politique de renverser le régime, comme aurait dit Marx, on n'y perd pas son âme.

Craindre un tel front unique, c'est craindre la confrontation des idées des autres partis, c'est se renfermer dans un sectarisme inacceptable.

Que ce front unique se constitue ou non, il est évident que l'activité des militants ne peut pas se limiter à son objectif tel qu'il a été avancé par le PG, il est possible d'intervenir quotidiennement dans la lutte des classes sur la base d'une perspective politique mettant au premier plan la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement, de renverser les institutions.

Si un parti révolutionnaire existait, il n'aurait pas attendu après un autre parti pour commencer à organiser la classe dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire. On peut concevoir l'existence de ces deux types de parti, l'un

réformiste, l'autre révolutionnaire, sans pour autant le rechercher. L'histoire du mouvement ouvrier a démontré qu'ils pouvaient être complémentaires lorsque la situation était dominée par la réaction, mais qu'ils devenaient opposés dès lors que le prolétariat tendait à remettre en cause l'Etat, il ne faut surtout pas oublier cette leçon. Son existence peut nous faciliter la tâche jusqu'à un certain point, tant qu'il n'est pas une entrave à la mobilisation révolutionnaire des masses.

Le combat pour les réformes prouvera ses limites très rapidement et démontrera aux militants de ces partis qu'il est impossible d'avancer dans la voie du socialisme en s'y prenant de la sorte. Une partie de ces militants n'auront plus qu'à adopter le capitalisme comme c'est le cas au PS ou cesser le combat, les autres adoptant l'autre voie, la voie révolutionnaire, celle de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat guider par le parti pour vaincre. Tout dépendra des liens qu'auront tissés entre eux les militants, mais il ne faut pas non plus se faire d'illusions !

J'ai écrit ces lignes à plusieurs moments de la journée sans brouillon comme d'habitude, du coup mes idées sont désordonnées. Si maintenant des camarades ont des informations dont je ne dispose pas sur les intentions réelles du PG et qui apporteraient des éléments nouveaux à notre réflexion sur la proposition de Mélenchon, ce serait sympathiques de me les adresser par courriel, peut-être que je me suis planté complètement, j'ai fait avec les éléments en ma possession.

On pourrait ajouter qu'au mieux, en imaginant le scénario le plus optimiste, ce genre de front unique pourrait aboutir à une sorte de gouvernement Kerensky, la différence avec février 17 en Russie, c'est qu'il n'existe pas en France de parti bolchevik. En même temps je me souviens avoir lu que des dizaines d'organisations ou comités, des dizaines de milliers de militants avaient rejoint le parti bolchevik entre février et octobre 17, il ne serait pas invraisemblable que le même regroupement s'opère si nous nous trouvions dans une situation similaire, encore faudrait-il qu'un parti soit en mesure de conquérir la confiance des masses pour qu'il en prenne la tête, ce qui relève aujourd'hui du domaine de l'extrapolation malheureusement.

Le pire scénario serait de se retrouver dans la situation du Venezuela où plus de 40% de la population demeure dans la misère, tandis que le parti au pouvoir passe son temps à chanter les louanges du socialisme en marche ! Idem en Bolivie. Vous aurez constaté comme moi que les adeptes aujourd'hui du socialisme par étape sont les mêmes qui hier hurlaient à la trahison à l'adresse des staliniens, par pure opportunisme.

De la même manière que la crise profonde qui secoue le capitalisme mondiale remet au goût du jour Marx, les prochains développement de la lutte des classes remettront au premier plan les enseignements de la révolution russe dont plus personne aujourd'hui ne veut entendre parler. Souvenez-vous en camarades.

Autre chose pour terminer.

Darcos souffle le chaud et le froid, ça pue l'embrouille mais les lycéens semblent faire la part des choses pour le moment. Voici des extrait de deux dépêches d'hier :

"Selon les syndicats lycéens, entre 80.000 et 100.000 manifestants se sont mobilisés un peu partout en France, en brandissant la menace d'une poursuite du mouvement en janvier après les vacances et la "trêve" de fin d'année. "L'hiver sera chaud si le ministre ne nous écoute pas", a avertit l'Union nationale lycéenne (UNL) jeudi soir dans un communiqué.

"Nous allons reprendre les choses à zéro, nous allons ensemble rouvrir la totalité du dossier", a promis le ministre de l'Education lors de la séance des questions au gouvernement au Sénat, alors que 7.500 lycéens selon la police, 13.000 selon les organisateurs, défilaient à Paris pour exiger le "retrait" de la réforme.

Le ministre, qui avait annoncé lundi le "report" de la réforme, a réaffirmé son attachement aux principes de sa réforme, qui ne sont "pas abandonnés", a-t-il assuré. "Aujourd'hui, on voit bien que les circonstances nécessitent plus d'explications, que nous travaillions différemment. Nous allons le faire, mais nous ne changerons rien à l'objectif de réforme", a-t-il affirmé. "C'est évidemment l'intérêt général qui nous dicte, c'est le besoin de la Nation. Nous travaillons pour l'avenir".

"Ce que Darcos ne comprend pas, c'est que nous exigeons des garanties concernant la prise en compte de nos revendications et l'arrêt des suppressions de postes dans l'Education. Par ailleurs, nous n'avons fait l'objet d'aucune tentative de contact de la part de ses services alors que lorsqu'on affirme qu'on va discuter, la moindre des choses est de donner rendez-vous aux gens", a déclaré le secrétaire général de l'UNL, Antoine Evennou, à l'Associated Press.

Cantonnée jusqu'à présent à certaines villes de province, essentiellement dans l'Ouest de la France avec des manifestations souvent sporadiques et désorganisées, la mobilisation s'est étendue jeudi avec des cortèges conséquents dans de nombreuses villes sur fond d'appel national lancé de concert par l'UNL et la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL).

On comptait ainsi 6.000 manifestants à Nancy selon la police, 8.000 selon les organisateurs, entre 5.500 et 10.000 à Lyon selon les sources, 3.500 à 7.000 à Rennes, entre 2.000 et 4.000 à Marseille, 2.500 à 4.000 à Quimper, 2.400 à 5.000 à Bordeaux, 1.700 à 4.000 à Toulouse, 1.500 à 4.000 à Brest, 1.500 à Bayonne selon la police, ou encore selon des chiffres syndicaux 5.000 à

Nantes, 4.000 à Saint-Brieuc, 700 à Tours et 500 à Grenoble ." (AP 18.12)

"Quelque 127.000 personnes ont manifesté jeudi en France contre le projet de réforme du lycée du ministre de l'Education Xavier Darcos, a-t-on appris auprès de la Direction générale de la police nationale.

Interrogé sur la façon dont le ministre entendait reprendre le travail sur la réforme, le ministre a répondu qu'il allait voir si le protocole de début de discussions signé en juin dernier par les syndicats enseignants, de chefs d'établissements et les organisation lycéennes était "encore bon ou s'ils en veulent un autre".

Les lycéens ont pourtant choisi de maintenir leurs manifestations avec des slogans et banderoles tels que "Darcos, maintenant ou dans douze mois, ta réforme on n'en veut pas" (Lyon), "Darcos démission pour sauver l'éducation" (Rennes), "Notre éducation n'est pas au service du fric !" (Paris).

A Paris, entre 7.500 personnes, selon la police, et 13.000 selon les organisateurs, ont défilé sans incident jusqu'au ministère. Des lycées ont été bloqués en Ile-de-France.

Dans l'Ouest, les cortèges ont regroupé 5.000 personnes (police) à Rennes, 2.000 à Rouen, 2.500 à Quimper, 2.000 à Saint-Brieuc, 2.500 à Lorient, 1.500 à Brest, 2.300 à Caen et 1.000 à Saint-Nazaire.

Certains lycées, souvent privés, ont par ailleurs été fermés jusqu'aux vacances en Loire-Atlantique, dans le Finistère, le Morbihan ou la Manche.

Entre 5.500 jeunes (police) et 10.000 (organisateurs) ont défilé à Lyon, perturbant les transports en commun. Les quelques incidents ont occasionné l'interpellation ou le contrôle d'une quarantaine de personnes.

Environ 1.400 lycéens ont défilé à Clermont-Ferrand, 1.200 à Saint-Etienne.

A Lille, dans le Nord, en Picardie ou Champagne-Ardennes plusieurs milliers de lycéens ont manifesté, demandant "le retrait total de la réforme".

Entre 2.000 et 4.000 jeunes ont marché à Marseille. 51 établissements sur 125 étaient perturbés dans la région Midi-Pyrénées." (AFP 18.12)

Bon week-end à tous.

Le 20 décembre 2008

Hier Wall Street a encore clôturer en baisse (-0,30%), et les prix du pétrole sont descendus jusqu'à 32,40 dollars le baril, en voilà des bonnes nouvelles. C'est le week-end on se détend un peu camarades.

Devedjian a indiqué vendredi que le plan de relance de l'économie du gouvernement devrait permettre de "créer 150.000 emplois pour l'année 2009" et avoir un impact sur l'économie de "100 milliards". Il a également indiqué que "75% des 26 milliards" engagés dans le plan seraient dépensés "dès 2009", lit-on dans un article de *La Tribune*.

Devedjian est un pauvre type, il le porte sur lui, mais là il essaie de nous enfumer. Réfléchissez un peu, sur ces 26 milliards d'euros, 22 environs correspondent en gros à des dettes de l'Etat envers les entreprise et les collectivités locales. Vous connaissez la situation critique des entreprises et des communes, bon, sachant qu'ils toucheraient un jour ou l'autre cet argent, qu'est-ce qu'ils ont fait d'après vous ? Ils ont emprunté la somme équivalente aux banques rassurées par la garantie de l'Etat. Elles l'ont touché... et dépensé pardi ! Donc Devedjian nous prend vraiment pour des demeurés. Il a raison, un travailleur sur un million dispose des éléments pour arriver à cette conclusion.

26 milliards d'euros se transformeraient pas miracle en 100 milliards. Pourquoi pas, réels ou fictifs ? Quand une banque dispose d'un actif de 10 milliards, la Banque de France ou l'Etat, c'est la même crêmerie, lui octroie la possibilité d'en prêter 8 à 10 fois plus d'après ce que j'ai compris, donc 10 milliards peuvent se transformer en 80 ou 100 milliards sans problème. Mieux encore, pour peu qu'elles mêlent ces sommes à des actifs plus ou moins obscures dans le cadre d'une titrisation, et ces 100 milliards se multiplient à leur tour par enchantement pour atteindre des sommes vertigineuses, 1.000 milliards par exemple, alors que nous sommes partis d'une somme de 10 milliards. Cela pourrait expliquer les centaines de milliers de milliards placés dans les produits dérivés.

Ce que les gouvernement ne disent pas, c'est que c'est avec les 500 milliards d'euros appartenant à la population que les banques et les institutions financières se livrent à ce petit jeu, l'argent que vous avez sur votre compte courant, votre épargne ou votre assurance vie. On a fait un calcul au paragraphe précédent en partant d'une somme dérisoire, 10 milliards, faites le même cacul avec 500 et vous arriverez à la coquette somme de 50 000 milliards au niveau de la France. Renouvelez l'opération en prenant comme référence les Etats-Unis et vous manquerez de superlatif pour qualifier la gigantesque merde dans laquelle ils se sont foutus.

La Tribune est un des titres phares de l'aristocratie financière, il n'est pas désintéressant de lire ce que leurs lecteurs ont pensé de la prestation de l'un des leurs, Devedjian, un petit extrait histoire de se faire plaisir :

" *A quoi cela sert un ministre de la relance, est-ce que Fillion n'aurait pas pu s'en occuper, sut été trop simple,et pas assez coûteux. Rien que pour payer Ce monsieur, les sbires qui vont le satéliser, les locaux hyper classés tout est fait pour nous prendre pour des imbéciles. Moi qui suit de "droite", je le déplore, alors il ne faut pas s'étonner, si ceux d'extrême gauche se mettent en colère et casse tout.*".

On en redemande, je n'y résiste pas :

"*Ne pas perdre d'emplois serait déjà un exploit, alors en créer 150000??? Il faut arréter de divaguer ou bien alors argumenter sérieusement. Un peu de réalisme et de responsabilié SVP.* "

Un troisième larron fait le lien avec Lagarde, la ministre de l'Economie, qui a annoncé qu'elle tablait toujours sur une croissance française comprise entre 0,2% et 0,5% en 2009 :

"*et pendant ce temps la lagourde croit toujours en sa fourchette et elle table sur une croissance positive alors que les sirenes d'alarme hurlent dans les rues !*" "*mesdames et messieurs les économistes de La Tribune, pourriez vous nous éclairer sur les chiffres qu'annonce Devedjian et qui semblent sortis tout droit de son cerveau malade ?*" (source : La Tribune 19.12)

Il y a du rififi dans l'air en haut !

Qu'ils se rassurent, dans une interview parue dans *Le Parisien*, Aubry a dit "*On ne peut jamais souhaiter une explosion sociale dans son pays.*" (source : Reuters 20.12) faisant référence au mouvement des lycéens, nous si, on ne pense plus qu'à cela ! Elle a ajouté "*"Nous sommes une opposition responsable*", respecteuse de l'ordre républicain établi, on savait déjà dans quel camp se situait le PS.

De son côté, vendredi Darcos s'est permis de menacer les lycéens : "*Il faudra (...) que nous veillions au mois de janvier à ce que ces blocages ne se produisent pas et que les lycéens qui veulent travailler puissent travailler*" (source : AFP 20.12), mettant en avant le droit d'étudier contre le droit de grève et de manifester, comme ils ont avancé le droit de travailler pour remettre en cause le droit de grève de plusieurs catégories de travailleurs, notamment dans les transports publics.

Pour expliquer le recul de Darcos, *La Tribune* notait ce matin : "*Heurts entre lycéens et policiers : faut-il craindre une dérive à la "grecque" ? Alors que le gouvernement craint une dérive à la "grecque" et a retiré son projet de réforme de la classe de seconde, de nouveaux heurts violents ont opposé jeudi...*".

Ils balisent ! On se demande pourquoi, puisque cela pètera un jour ou l'autre, le plus tard possible se disent-ils, on comprend, et si de notre côté on est pressé d'en découdre, il faut bien reconnaître qu'on est plutôt mal armé pour faire face à une telle situation. En attendant, ils passent un sale quart d'heure... qui risque de durer jusqu'à la fin 2009 ! A moins que le nabot précipite les choses, il a dit qu'il allait à nouveau s'occuper de nous 24h/24 à partir du 1er janvier, quelle chance, pour un peu il va péter les plombs !

Darcos a affirmé que "*bien entendu*" l'extrême gauche avait débordé les manifestants car "*ce mouvement lycéen a pris un tour très violent (...) pour des enjeux qui sont quand même modestes*", a-t-il déploré. Ultra gauche, extrême gauche, lycéens et travailleurs en colère qui manifestent pour faire respecter leurs droits, l'amalgame est facile, mais ne passe pas plus qu'en Grèce !

Tiens à propos d'ultra gauche, on vient d'apprendre que la justice a ordonné la remise en liberté sous contrôle judiciaire du principal suspect de l'affaire des sabotages des lignes de TGV, Julien Coupat, mais que le parquet a aussitôt déposé un appel suspensif, selon le bureau du procureur.

Etonnant, non, il s'agissait au départ d'un individu particulièrement dangereux, un terroriste voulant tout faire péter, et voilà que la justice est prête à le remettre en liberté. (source : Reuters 20.12)

Les camarades du CRI avaient vu juste en la matière, et c'est après avoir lu plusieurs dépêches de presse et un reportage à la télé sur cette affaire que j'avais décidé de mettre leur texte en ligne, je ne le regrette pas. Au passage, honte aux dirigeants qui ont préféré garder le silence, suivez mon regard, des chiasseux !

Vous vous moquez des Belges, une fois, non trois s'il vous plaît, c'est la troisième crise politique en un an. Ils vont bientôt concurrencer l'Italie ! Car il s'agit bien d'une crise politique : "*Nous allons devoir étudier les moyens d'assurer la stabilité de notre pays -- une stabilité politique que nous n'avons pas en ce moment*", a commenté le ministre des Finances, Didier Reynders. (source : Reuters 19.12)

Pour finir, je remercie Simon pour son chèque de 40 euros. J'ai finalement envoyé les chèques que j'avais reçu à ma banque et j'ai contacté l'entreprise informatique indienne qui héberte le site. Je règlerai la semaine prochaine le renouvellement de mon abandonnement à leur serveur, sans augmentation par rapport à l'année dernière ce qui est une bonne surprise.

Je n'ai pas d'histoires indiennes à vous raconter. La mer continue de creuser le rivage devant chez moi, elle est au même niveau qu'en 2004, à 30 ou 40 mètres de mon lit, ce qui ne m'empêche plus de dormir, on ne meurt qu'une fois paraît-il, heureusement !

Avant-hier sur les coups de 11 heures du soir, trois embarcations ont rompu leur amarres et étaient en train de se fracasser les unes contre les autres juste en face de chez moi, lorsque j'ai entendu hurler. Je suis sorti précipitamment sur la plage pour voir ce qui se passait, on ne sait jamais, dès fois que la mer serait encore plus déchaînée que la veille. Voilà. Je vais passer la fin de l'année tout seul mais j'y suis habitué. Avec vous je ne suis jamais seul, je plaisante, mais c'est un peu vrai.

Je me disais qu'au lieu de me casser la tête à actualiser les infos en bref comme je le fais depuis des mois, il serait peut-être plus avantageux d'écrire des articles dans lesquels je les insérerais, un peu comme je viens de le faire dans les paragraphes précédents, j'attends votre avis. Pour les prochaines il est trop tard et je m'y collerai demain. Je dois essayer de gagner du temps, c'est ma hantise le temps, pour les capitalistes aussi, mais pour des raisons diamétralement opposées. On a parfois besoin de se changer les idées ou de se vider la tête pour pouvoir la remplir à nouveau. Il est toujours bon de se poser les mêmes questions sous des angles ou à des moments différents.

Je vous souhaite mes meilleurs voeux pour l'année de combat qui nous attend, il y a tout lieu d'être optimiste, même si l'essentiel nous fait défaut. Bonne continuation à tous, que chacun soit bien inspiré pour aller de l'avant, je ne sais pas quoi vous dire de plus. Souhaitons que nous réussirons avec succès à franchir les obstacles qui se dressent sur notre route, celle du socialisme.

Mes meilleures pensées à tous les camarades, sans distinction de partis ou de groupes, sans rancune aucune, c'est trop con, on est tous embarqués dans la même galère ne l'oublions pas, nous n'avons qu'un seul ennemi. Et puis, oh peine, oh désespoir... nous vaincrons !

Le 23 décembre 2008

Je mets en ligne des dépêches économiques qui présentent un certain intérêt pour suivre et essayer de comprendre comment évolue la crise actuelle du capitalisme.

Le premier constructeur automobile au monde (Toyota) est dans le rouge, la deuxième économie du monde, l'économie nippone faiblit dangereusement. La crise sociale qui couve dans de nombreux pays se transforme en crise politique en Grèce et en Belgique, en France, Sarkozy doit remettre de l'ordre dans son gouvernement et son propre parti, tout en reculant devant un risque d'explosion sociale qui pourrait partir de la jeunesse et des enseignants.

Lors de l'émission Kiosque diffusée avant-hier sur TV5 Monde Asie, une journaliste a expliqué qu'en Grèce le gouvernement avait réussi à faire l'unanimité de la population contre sa politique économique et sociale, et que la poursuite du mouvement engagé par la jeunesse tournait à l'affrontement avec le pouvoir, parce qu'il n'y avait pas d'issue politique, le parti socialiste étant impopulaire et rangé dans le même camp que celui du Premier ministre Caramanlis, il n'existait actuellement aucune force politique capable d'unir la population et de prétendre au pouvoir, d'où l'enlisement de la crise sociale qui est devenue une crise politique.

Cette journaliste grecque a d'ailleurs précisé qu'aujourd'hui, ce qui caractérisait le plus la situation, c'était le refus de la population d'entendre plus longtemps les discours politiques d'où qu'ils viennent, du parti au pouvoir ou du parti socialiste, car elle a bien compris qu'ils étaient tous au chevet du capitalisme, alors qu'aucune mesure n'avait été prise pour soulager la population des effets de la crise actuelle, la population se sentait totalement abandonnée par le pouvoir en place qui ne répondait que par la répression à ses cris de désespoir, elle est devenue sourde à tout appel au calme ou à l'ordre. J'ai employé volontairement son langage.

Maintenant il faut comprendre qu'une grande partie du prolétariat et sa jeunesse voués à la pauvreté et au bord du désespoir, manifeste son refus d'accepter plus longtemps cette situation intolérable en ayant recours à la violence. S'ils s'en prennent aux symboles du capitalisme, particulièrement les banques, cela signifie que la crise du capitalisme a atteint un tel degré

que ses fondements mêmes sont dorénavant menacés.

D'un côté, le pouvoir en place et les partis institutionnels sont totalement discrédités, de l'autre, le capitalisme apparaît chaque jour un peu plus tel qu'il est vraiment, hideux et monstrueux, il est tout nu d'une certaine manière, et ce que la population est en train de faire l'expérience et de prendre conscience, c'est qu'il n'y a plus rien ni personne pour le protéger en dehors de l'appareil policier de l'Etat, que le régime capitaliste ne tient que grâce aux institutions en place dont il lui devient facile de déterminer la nature sociale exacte. De là à ce que mûrisse l'idée qu'il faut les renverser, il n'y a qu'un pas. Il manque un parti révolutionnaire qui serait capable d'exprimer consciemment cette évolution de la situation...

Revenons à la situation économique.

Si les exportations et les importations ont diminué entre 20 et 25% au Japon et que sa banque centrale affiche un taux d'intérêt à 1%, l'inflation pourrait atteindre 20% en Islande tandis que le principal taux d'intérêt est à 18%. Au même moment les prix à la production s'effondrent en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et leurs taux d'intérêt se situent entre 2 et 0%. Le yen s'envole face au dollar et à l'euro, tandis que l'euro est fortement remonté face au dollar, il s'échangeait à plus de 1,40 euro dans la journée. Le prix du baril de pétrole est passé de 160 à moins de 34 dollars en quelques mois, le prix de l'alluminium a été divisé par deux en un an. A Dubaï ou à Moscou ils ne disent pas que l'immobilier chute, mais ils bradent le stock d'invendus de -20 à -50%. On ne peut pas oublier la dette des Etats qui s'envolent.

Trouver à n'importe quel prix des liquidités pour faire face à la situation, leur angoisse permanente ; leur hantise, que tout le système leur pète à la figure, un vrai cauchemar. On prêtera l'attention à la moindre tension entre Etat, au moindre bruit de bottes, on ne sait jamais...

Les Etats-Unis viennent de porter plainte contre la Chine à l'OMC. Le porte-parole du Département d'Etat, Robert Wood, a expliqué lundi que les Etats-Unis exigent de la Russie des éclaircissements sur ses ventes supposées de missiles air-sol à l'Iran. L'Union européenne multiplie les provocations envers la Chine, tous les prétextes sont bons, avec en toile de fond des opérations montées de toutes pièces par les services secrets américains, la CIA. Je lisais hier soir sur l'écran d'une chaîne de télévision indienne, Sun news, que l'Inde n'écartait aucun scénario au cas où le Pakistan ne collaborerait pas activement dans l'enquête sur l'attaque de Mumbay qui a eu lieu dernièrement. Au même moment les Etats-Unis annonçaient qu'ils allaient envoyer 20 à 30.000 militaires supplémentaires en Afghanistan, à la fois pour y faire la guerre et mettre la pression sur le gouvernement pakistanais. En Israël, ils préparent un bain de sang à Gaza. Les marchands d'armes qui dirigent l'ONU ont parlé d'envoyer leurs armées en Somalie pour assurer l'ordre après avoir semé le chaos, les mêmes à l'UE voudraient guerroyer en RDC après avoir armé un génocide au Rwanda. En Argentine les tortionnaires vont retrouver la liberté et en Espagne les crimes franquistes ne seront sans doute jamais jugés.

Il y avait là largement de quoi faire un éditorial !

J'essaierais d'aborder plus en détail des questions économiques demain ou dans deux jours, je dois avouer que ce n'est pas le plus facile. Au-delà des faits qui sont portés à notre connaissance et que l'on peut traiter plus ou moins sérieusement ou superficiellement, personnellement cela ne me suffit pas pour comprendre le fonctionnement actuel du capitalisme à l'échelle mondiale, il faut le décortiquer pièce par pièce et étudier ensuite leurs rapports réciproques, etc. La difficulté lorsque l'on aborde le capital, c'est qu'on est face à un paradoxe (ce n'est pas de moi, mais de Marx) qui plus est on est en présence d'un système imparfait, on est donc obligé d'étudier le fonctionnement de chaque élément séparément en faisant abstraction des autres, mais au moment de réaliser la synthèse, on doit considérer l'ensemble des éléments qui le constitue sous la forme des rapports qu'ils entretiennent, etc., bref, il faut y consacrer tout son temps ou avoir une formation d'économiste ce qui n'est pas mon cas.

A mon avis, on ne peut pas se contenter des discours des économistes, encore moins des dirigeants des différents Etats. L'histoire du manque de confiance des investisseurs dans le marché ou les créances pourries ne suffisent pas à expliquer pourquoi le système est actuellement partiellement paralysé, pas plus que l'accumulation du capital à un pôle et la pauvreté à l'autre pôle, ou encore, que la production capitaliste aurait atteint ses limites, etc., il faut creuser plus profond. Toutes ses observations ou hypothèses sont plus ou moins valables, mais aucune ne permet de déterminer avec certitude de quelle manière cette crise va évoluer, or c'est la seule chose qui nous intéresse. Il m'arrive parfois d'avoir du pif, j'ai l'impression que la baisse des prix ne va pas durer longtemps sans pouvoir l'expliquer clairement pour le moment, je crains que ce ne soit qu'un court répit avant une vague d'hyper inflation encore plus dévastatrice, une sorte de raz de marée qui emporterait tout sur son passage... Je dis "je crains", parce que nous n'y sommes pas préparés. A suivre.

Le 24 décembre 2008

Dans un communiqué du 16 décembre, le POI déclarait :

"*Si, réellement, le gouvernement avait comme préoccupation d'éviter « de mettre le feu aux poudres », ne sont-ce pas là les mesures d'urgence et de salut public qu'il devrait prendre sans délai ?*"

Question sur laquelle pourront plancher pour ceux qui ont quelques jours de vacances entre le 25 décembre et le 5 janvier 2009 : Quelle est la signification et la portée d'une telle question ? J'en ai déjà sorti près d'une page, sans forcer !

Ne sont-ce pas là les dernières illusions que colporteraient le POI dans le régime ? *Ne sont-ce* est un présentatif correct, même s'il est fort laid. Une telle contorsion du langage mérite bien qu'on la traite sérieusement, non ? Nos camarades du POI devraient être heureux qu'on s'intéresse à leur parti alors que tout le monde le méprise, non ? Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et en supporter les conséquences.

Serait-ce par hasard à ce gouvernement de mener une politique ouvrière ? Devrait-on en attendre quelque chose ? Serait-il légitime ? Depuis quand et de qui tiendrait-il cette légitimité s'il vous plaît ? Serions-nous dans une situation où la majorité des travailleurs aurait des illusions dans le gouvernement ? Pourquoi le POI s'acharne-t-il tant que cela à présenter la majorité des travailleurs comme des arriérés ? Je suis sympa, je vous mets sur la piste...

La futur administration américaine prépare un nouveau "plan de relance" de 850 milliards de dollars... au moins ! Ils ne savent plus quoi inventer ! Une grande partie se composerait de réductions d'impôts, la même recette que Bush, Obama est un type bien, il va favoriser la réalisation de l'unité de la classe ouvrière américaine contre le gouvernement.

Ce sera tout pour aujourd'hui. Accordons-nous quelques heures de répit.

Ici c'est l'hiver aussi, il fait un temps radieux, un peu plus de 30° à l'ombre, un ciel azur, un soleil resplendissant, la mer s'est calmée et le sable commence à revenir, on a dû regagner quelques mètres de plage, je n'ai pas goûté la température de l'eau depuis quelques mois, peut-être le 31 décembre, pas à minuit à cause des requins, ils sont en principe à 25 kilomètres au large, mais on ne sait jamais avec les caprices des courants marins des derniers temps et le dérèglement climatique ils pourraient s'être rapprocher du rivage. Quelle vie, il faut penser à tout !

Je vous souhaite une bonne soirée en famille ou entre amis, passez un bon moment et portez-vous bien. Mes salutations fraternelles à tous les camarades.

Le 25 décembre 2008

Voici ce que m'a inspiré ce matin la lecture de quelques articles lus sur le site Internet de la LCR. On se détend un peu aujourd'hui, c'est la saint Nicolas !

Mes cher- ère -s ami-e-s, le sort des toulousain-ne-s est entre les mains des sympathisant-e-s et des militant-e-s français-e-s et étranger-ère-s qui ont été nombreux-ses et heureux-ses à répondre à notre appel. Les habitant-e-s de la ville sont fier-ère-s de vous, ils et elles vous remercient, ils et elles pensent bien à vous, tous ces hommes et toutes ce femmes vous aiment - les mesdemoiselles, les pucelles et les vieilles filles nous excuserons, mes cher-e-s ami-e-s dévoué-e-s et attaché-e-s à notre cause, nous nous sommes réuni-e-s un/une après-midi chaud-e et ensoleillé-e après un/une interview qui fut long-ue, intéressant-e et productif-ve, nous déclarons solennellement : l'émancipation des travailleurs et des travailleuses sera l'oeuvre des travailleurs et des travailleurs eux-mêmes !

Et la réaction d'un jeune de banlieue que j'ai également imaginée.

Nike ta mère, c'est quoi c'putain d'bordel, j'kif que dal à ta façon d'écrire à la con, pourquoi qu'tu mets des traits partout et qu'tu rajoutes des lettres, tu veux m'embrouiller ou t'as perdu que'chose, t'as pas rompu l'cordon zombilical avec ta putain d'mère, ton institution varginale te manque mon chéri. Tu t'fous d'ma gueule, si j'écris un CV comme ça j'suis sûr d'jamais trouver d'boulot. Y a qu't'on putain d'journal de merde qu'écrit aussi mal que j'parle, et tu prétends qu'on serait moins con après, n'me fais pas chier avec ta politique de débile mental, j'ai assez d'emmerdes sur le cul, mais contrairement à toi et tes potes j'ai pas de problèmes avec les meuffes, alors dégage chez les oedipiens, looser ! Tu r'fous les pieds ici on t'bute. Mes profs sont des casse-couilles et c'est vrai qu'on les respecte pas toujours, mais au moins ils nous prennent pas pour des cons.

Que la décomposition de la bourgeoisie et la décadence du régime entraînent fatalement des couches entières de la société dans son sillage, nul ne le niera, mais se placer au même niveau, c'est abdiquer ses responsabilités, y compris politiques. Le langage témoigne du degré de maturité ou de décomposition d'une société.

La culture de la médiocrité l'encourage au lieu de la combattre. C'est bien la raison pour laquelle Sarkozy lui-même n'hésite pas à

la promouvoir, puisque finalement elle profite au régime.

A l'opposé, pour pouvoir exprimer clairement de quelle manière on vit et on ressent les rapports existant dans la société et dans la nature, on a constamment besoin d'enrichir la palette des termes ou expressions qui sont à notre portée, afin de traduire la diversité des expériences vécues et des situations auxquelles nous avons été confrontées.

Nos intellectuels et nos philosophes sont des lâches et brillent par leur médiocrité. Cela n'a qu'un rapport indirect avec le discours de la LCR, je tiens à le préciser.

A l'époque de Rousseau, Voltaire ou Diderot ils brillaient par leurs plumes et n'hésitaient pas à prendre partie contre le régime que leurs critiques acérées poignardaient, non de dos mais de face. Ils pouvaient agir ainsi car ils étaient soutenus par une partie de la bourgeoisie montante qui leur assurait de quoi survivre et protection. Les plus perspicaces avaient fini par se persuader que la monarchie était condamnée à périr, tandis que d'autres par intuition romanesque ou guidés par un idéalisme débridé, ne pouvaient tolérer que des entraves à leur liberté leur soient imposées plus longtemps. Leur esprit vagabondait volontiers en terres inconnues pour y chercher le levain qui ferait germer leur imagination de demain. Parfois au péril de leur vie, ils franchissaient les limites des convenances et n'hésitaient pas à remettre en cause l'ordre établi pour l'éternité. Plus ou moins consciemment, ils intégraient dans leur discours les derniers développements de l'humanité, convaincus que la destiné réserverait un jour prochain à la pensée et aux hommes un avenir meilleur. Leur soif de connaissances et de liberté les portait naturellement à aller de l'avant et à réaliser leurs aspirations.

A notre époque, les intellectuels et les philosophes sont des valets soumis au régime en place. Il semble que tout ce qui a fait la gloire de leurs prédécesseurs leur fasse défaut. Tantôt ils brillent par leur silence ou leur absence, tantôt ils brillent par leur cynisme bruyant de chiens enragés au service de la barbarie. Ils manquent singulièrement d'imagination, ils sont comme tétanisés à l'idée qu'il faudrait reconstruire le monde sur d'autres bases pour que le genre humain accède au bonheur et puisse enfin vivre en paix. Leur esprit ne peut s'élever au-dessus de leur condition de courtisan. Leur bonne conscience leur dicte de ne pas contrarier leurs banquiers ou leurs éditeurs par crainte de perdre les privilèges que la société bourgeoise leur accorde. Pour la même raison ils se refusent obstinément à concevoir même en rêves, qu'il y a urgence à briser le carcan du capitalisme qui conduit l'humanité à sa perte. L'audace et le courage n'est décidément pas leur point fort. Leur seul talent, il le mettre au service de leurs maîtres qui le leur rendent bien. Ils cultivent l'art de la différence pour qu'on ne les confonde pas, mais par leur attitude, ils se condamnent eux-mêmes au pire châtiment, à l'oubli, car l'histoire n'a que faire de la médiocrité. Plus modestement la plèbe leur rend bien le mépris qu'ils lui témoignent, sa justice est implacable, sévère, brutale, mais juste. Que vaut le plus bel esprit scientifique, le plus vertueux conteurs, s'il est incapable de saisir dans quel monde nous vivons ? Il est comme un spermatozoïde qui serait condamné à se mouvoir dans l'obscurité sans jamais voir la clarté du jour.

N'est pas le plus pauvre qui l'on croit, notre intelletuel ou notre philosophe armé de son verbe vénimeux sera condamné à s'allier au gueux qui patauge dans les caniveaux pour s'en sortir tous les deux, ou périra dans la solitude en contemplant chaque matin dans son miroir la déchéance qui le ronge et l'emportera dans les pires souffrances dont seule la cupidité et la vanité connaissent le secret.

On souhaitera au passage bien du plaisir à tous les possédants avec l'année 2009 qui les attend !

La combat continue...

Le 26 décembre 2008

Quelques infos non traitées dans la rubrique en bref que je viens d'actualiser.

1- France. On se rassure comme l'on peut : voyez-vous cela la consommation des ménages à redémarrer en novembre, normal, il faut bien continuer à vivre, ils sont impayables les économistes !

2- Grande-Bretagne. Les exportations pourraient profiter de la faiblesse de la livre sterling pour améliorer la situation économique de la Grande-Bretagne, mais pour se faire il faudrait disposer d'une puissante industrie manufacturière, or elle a été en grande partie délocalisée.

Tiens donc, mais ce qui vaut pour la Grande-Bretagne vaudrait bien aussi pour d'autres pays de la zone euro comme la France par exemple, non ?

On a ici une partie de la réponse à la question de savoir pourquoi leur machine ne parvient pas à repartir plus rapidement malgrè les milliers de milliards qu'ils ont injectés dans les banques : la souce de la plus-value demeure l'exploitation (le vol) de la force de travail des ouvriers et ils ne savent pas comment ils pourraient s'y prendre pour en tirer davantage sans que la corde finisse par

se rompre. Cela explique aussi qu'ils se montrent si avenants avec les pays où leur production a été délocalisée.

3- La méthode Coué au secours du gouvernement...

Pour Bernard Accoyer, président UMP de l'Assemblée nationale, le plan de relance "*va marcher*" a-t-il lancé sur Europe 1. Il a le droit d'y croire, l'espoit fait vivre... ou mourir !

"*Il faut y aller, il y a un plan comme on n'en a jamais fait, il va marcher. (...) Croyons-y, allons-y et puis ça marchera et puis prenons un petit peu d'optimisme parce que face à cette crise, il faut se remuer en disant 'Ça va aller!'*".

Se remuer c'est clamer "*ça va marcher*", décidément ils ne savent plus quoi dire, comme quoi ils n'y croient pas eux-mêmes !

... ne parvient même pas à convaincre les patrons, alors que dire des ouvriers !

Selon les résultats du baromètre des PME, des très petites entreprises (TPE) du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables, réalisé par TNS Sofres, et daté de décembre, seuls 48% des dirigeants de PME entrevoient avec optimisme les douze prochains mois selon le baromètre des experts-comptables. Ils étaient 88% en mai 2007, date de l'arrivée de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Dans les TPE, le doute est également de mise. Seuls 44% des chefs d'entreprises ont une vision optimiste de leurs perspectives à un an, contre 67% en mai 2007.

Ah ben alors, si même les patrons en doute, c'est foutu d'avance ! Gageons que les investisseurs seront attentifs à ces dépêches et au moral des patrons français.

4- Une infirmière a été placée en garde à vue après avoir administré par erreur un médicament qui a entraîné la mort d'une enfant à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Paris.

Tout le monde peut se tromper dans la vie, le droit à l'erreur cela existe,sauf pour le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner-Bachelot qui hait la classe ouvrière.

Pourvu que l'on puisse leur appliquer rapidement le même sort, en plus féroce cela va de soi.

5- Selon des sources politiques, le cabinet de sécurité israélien a approuvé une escalade militaire "par étape" débutant par des bombardements aériens contre de nombreuses cibles du Hamas.

Une opération de grande envergure n'a pas encore reçu de feu vert mais, d'après ces sources, cela dépendra de la réponse du Hamas.

Soutien inconditionnel aux peuples palestinien et israélien engagés dans le combat contre la dictature de l'Etat sioniste !

6- Le compte rendu officiel de la rencontre entre le Parti de gauche et le Parti ouvrier indépendant que j'ai mis en ligne hier ne présente finalement aucun intérêt, il se borne uniquement à établir la liste des positions des deux partis.

Si je ne m'abuse, la délégation du POI était composée exclusivement de dirigeants de son courant CCI, ceux qui en réalité dirigent ce parti. Les Schivardi, Jeanneney et Cie servaient à attirer les mouches tombées du corps des éléphants du PS, opération dorénavant largement caduque après le lancement du PG.

Dans un article de la LCR intitulé *Le Parti de Gauche : questions, ambiguïtés, certitudes*, Samy Johsua précisait que "*Jean-Luc Mélenchon n'a pas trouvé justifié de voter contre la nouvelle déclaration de principes du PS (celle qui achève la conversion écrite à l'économie de marché et élimine toute référence aux classes et à leurs luttes). Il s'est abstenu.*"

L'expression *lutte des classes* est d'ailleurs absentes des premières textes du PG.

Le POI prête au PG "*le combat pour une autre Europe*", alors que sa position est celle-ci : « *Nous voulons une réorientation profonde de l'Union européenne afin d'en faire un espace démocratique et social respectant la souveraineté populaire... Un processus démocratique doit enfin s'ouvrir pour permettre aux citoyens européens de faire prévaloir l'intérêt général* ».

Une "*réorientation*" de l'Union européenne, c'est et d'une lui reconnaître une légitimité, de plus c'est vouloir agir dans ce cadre-là et de deux, mais en aucun cas rompre avec cette institution supranationale.

Le PG veut "*réorienter*" l'UE pour en faire "*un espace démocratique et social*", c'est le même discours qu'au PCF, démocratiser,

rendre plus sociale, plus humaine l'Union européenne, donc la conserver, la politique que le PT s'est employé à dénoncer et combattre à juste titre pendant plus de 15 ans, puis le POI qui a pris la relève. Il sera intéressant de suivre jusqu'où les dirigeants de ce parti seront prêts à se renier, vous me direz qu'au point où ils en sont, ils ont déjà touché le fond, mais bon, laissons-leur encore une chance de ne pas se noyer définitivement.

Les citoyens ont remplacé les classes, l'intérêt général a remplacé l'intérêt des exploités, des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes. Il faudrait dire à Mélenchon qu'en 1789 et les années qui suivirent l'emploi du terme citoyen était dangereux, alors qu'avec des hommes et des femmes, des individus, des personnes anonymes et inodores, il ne prendrait pas de risques inutiles, on ne sait jamais ! Apparemment, fréquentez les allées du pouvoir ramolit le cerveau et affaiblit la détermination aussi surement que d'adhérer à la franc-maçonnerie. A moins que...

Au fait combien ça gagne un sénateur ?

Salaire : 6 952,91 €

Indemnité représentative de frais de mandat : 6 278 € Subvention pour recruter de 1 à 3 assistants : 8 949 € par mois (2 298,17 euros brut mensuels pour un temps plein).

Subvention mensuelle aux groupes politiques : 1 330,02 € par sénateur

Plafonnement des indemnités liées à un mandat local : 2 700,16 € par mois

Accès gratuit au réseau SNCF (1ère classe), les parlementaires ont une carte de circulation valable en 1ère classe sur le réseau SNCF, et peuvent effectuer 40 allers-retours entre Paris et leur circonscription et 6 hors circonscription.

Taxis gratuits à Paris.

Quotas de transports aériens

Bureau individuel Ordinateur, internet, 4 lignes téléphoniques, courrier

Téléphone et courrier : chaque parlementaire dispose d'une dotation téléphonique : 4 780 euros TTC par an pour les élus de Paris et de sa région, 6 610 pour les autres départements. Ils peuvent envoyer jusqu'à 8 000 plis par an.

Logement : 157,73 euros d'indemnité de résidence et 1 353,88 euros d'indemnité de fonction défiscalisée.(2005) Le Parlement propose aux élus des prêts d'aide au logement, en région parisienne et dans leur circonscription : 76 225 euros, avec 2% d'intérêt. (2005)

Retraite : l'âge légal d'un parlementaire pour toucher sa retraite est fixé à 60 ans. La pension moyenne s'élève actuellement à 3 294,71 euros pour un sénateur. Les quinze premières années, ils cotisent double (environ 915 euros par mois au Sénat et environ 1 110 euros à l'Assemblée nationale) : un mandat de cinq ans vaut donc dix ans d'activité. Dans le cas d'un mandat incomplet pour cause de dissolution, l'élu peut par ailleurs racheter ses droits. Les parlementaires issus de la fonction publique peuvent continuer à cotiser en tant que fonctionnaires, ce qui leur permet de toucher deux retraites.

Je vous laisse faire le total.

On comprend pourquoi le sénateur PS et citoyen Mélenchon ne soit pas pressé de remettre en question son mandat !

7- Une autre façon de s'envoyer en l'air.

J'ai zappé la tentative ratée de suicide aux médicaments de Claudie Haigneré (51 ans) pour ne pas vous saper le moral en cette pariode de fin d'année !

Ex-spationaute qui a séjournée à bord de la station russe Mir en 1996 et à bord de la station spatiale internationale (ISS) en 2001, elle a été ministre déléguée à la Recherche et aux nouvelles technologies de 2002 à 2004. Puis elle a été ministre déléguée aux Affaires européennes en 2004-2005. Elle n'a pas dû garder un souvenir impérissable de cette expérience à bord du vaisseau Umpiste à la dérive.

Le 27 décembre 2008

Devises Cours :
Euro contre Dollar : 1.40
Dollar contre Euro : 0.71

D'après vous qui est le dindon de la farce ? Pas besoin de chercher !

Les impérialismes américain et du vieux continent européen reprochent à la Chine et à d'autres pays de faire du dumping social ou de profiter de la faiblesse de leurs monnaies pour favoriser leurs exportations, mais quand ce sont eux qui le font, c'est normal, c'est pour sauver l'économie capitaliste mondial du marasme qui la menace.

J'écoute (hier soir) *Hight voltage* (haute tension) d'AC/DC, telle sera l'année 2009, les nationalisations plus l'électrification, plus qu'un incendie, une explosion générale contre le capitalisme, une révolution, enfin ! Oui camarades on a le droit d'y croire et d'y être attaché ! *It's a long way* dit la chanson. Nous aurions dû mieux nous y préparer, espérons que 2009 sera une année prospère à la construction du parti d'où qu'il vienne.

Si de nombreux camarades rejoignent le NPA pour mener le combat révolutionnaire, pourquoi pas si une fenêtre s'ouvre et qu'ils estiment qu'ils auront la possibilité d'y mener le combat politique sur l'axe de chasser Sarkozy et de liquider les institutions de la Ve République. Sur le plan pratique, il faut organiser la population sur le plan local puis national, il faut se donner une stratégie de conquête du pouvoir qui ne se situe pas sur le plan électoral...

S'adresser à toutes les couches exploitées de la société pour les aider à comprendre le fonctionnement du capitalisme pour mieux s'en détacher et le combattre, tel devrait être l'axe autour duquel le parti devrait se construire selon moi. On ne peut pas se contenter de luttes sans lendemain comme s'est le cas depuis des lustres, auquel cas on ne fait guère mieux que les dirigeants pourris des syndicats avec leurs journées d'action.

On ne mène pas le combat politique pour se faire plaisir ou pour obtenir un résultat immédiat sauf dans certains cas spécifiques, par exemple obtenir l'arrêt de toute poursuite judiciaire contre l'infirmière qui a commis une erreur ou la libération de Coupat et sa compagne. Il est urgent d'élever le niveau théorique des militants, qu'ils renouent avec le marxisme ou s'en imprègnent profondément, car on ne peut pas se contenter d'arguments à l'emporte pièce, de slogans, l'agitation peut suffire pour arracher une adhésion ou une carte, mais elle ne fait pas d'un travailleur un combattant révolutionnaire conscient.

Aussi paradoxale que cela puisse paraître, c'est sur ce terrain-là qu'on a déserté, on a pensé qu'il serait possible de se contenter de formules apprises par coeur en guise de conscience politique, alors qu'elle ne peut s'acquérir qu'au prix de longues années d'études et d'efforts au fil de la lutte des classes. Si nous ne voulons pas répéter les erreurs du passé, il faut impérativement qu'un maximum de militants disposent d'un niveau de conscience politique correcte, ce qui est impensable sans développer un esprit critique, sans la confrontation des idées.

Posséder un esprit critique est une chose, savoir s'en servir à bon escient en est une autre. Si c'est pour tout critiquer et n'être d'accord sur rien avec personne, c'est assurément en faire un mauvais usage. Posons-nous en permanence ces questions élémentaires : sommes-nous réellement capable de faire la part des choses et en quoi cela consiste, qu'est-ce qui est essentiel et qu'est-ce qui est secondaire, etc. ? La critique est aisée, l'art difficile, je ne sais plus si c'est pas Descartes qui avait dit cela. Cela nous ramène à la relation de l'élément simple au tout, du relatif à l'absolu, du particulier au général, du doute à nos certitudes, qu'on l'admette ou non, on favorise toujours l'un ou l'autre dans nos gestes de la vie quotidienne, c'est normal, inconsciemment cela l'est déjà moins.

Si le socialisme est une science, il faut l'étudier et assimiler ses fondements qui coïncident avec la compréhension du fonctionnement du capitalisme. Si vous dites à un travailleur que le capitalisme est condamné à la faillite, il n'est pas sensé vous croire sur parole, surtout si vous vous contentez de lui exposer les conséquences de sa survie, il est aussi bien placé ou mieux placé que vous pour savoir de quoi il en retourne, l'essentiel ici en l'occurence c'est de commencer à lui expliquer pourquoi il conduit infailliblement l'humanité à la barbarie, là encore, pas avec des formules toutes faites du genre : c'est de la faute de la propriété privée des moyens de production, car cela ne lui dira rien, il faut en quelques mots éveiller sa curiosité, de telle sorte qu'il prenne conscience de son ignorance et souhaite en savoir davantage.

On dit qu'il est impossible de faire boire un âne qui n'a pas soif, sous un autre angle Freud expliquait qu'il était très difficile pour un patient de se détacher de certaines habitudes à partir du moment où il en tirait un plaisir ou un avantage, il en avait certes conscience mais il en ignorait évidemment l'origine, or tant qu'il ne parviendrait pas à en prendre conscience il lui serait impossible de les abandonner et de trouver un avantage au moins équivalent ou de substitution dans sa nouvelle situation au cas où il changerait de comportement. La psychanalyse se résume en gros à prendre conscience de l'origine de nos manifestations inconscientes. Notre démarche de militant est exactement la même sur le plan politique à propos des rapports sociaux d'exploitation et la place que chacun occupe dans la société.

Ce qu'il faut retenir, c'est que notre interlocuteur doit parvenir de lui-même à ce constat ou s'engager dans cette démarche, notre rôle consiste seulement à le mettre sur la bonne voie, à l'accompagner et non à lui dire ce qu'il doit penser.

Dans la mesure où la très grande majorité de la population a suivi un cursus minimum scolaire, les gens sont capables de lire un tract de deux pages et de réfléchir à son contenu, d'en discuter avec d'autres personnes. La population est instruite et capable de réfléchir à son destin, à sa vie quotidienne faite de contraintes, de frustrations, d'angoisses et de souffrances.

On connaît bien le milieu ouvrier puisque c'est le nôtre. Quant aux autres travailleurs, cadres, artisans, commerçants, certes ils ont des revenus plus importants que les nôtres, mais ils paient très chers les avantages que leur concède la société, et c'est à tort qu'on leur prête des conditions de vie meilleures que les nôtres lorsque l'on tient compte de leurs conditions de travail souvent infernales. J'ai aussi été cadre et commerçant, c'est une vie épouvantable où le travail occupe une place envahissante au point d'en faire des cauchemars. Le socialisme les concerne directement aussi, ils n'en tireraient que des avantages.

Pour ce qui est des jeunes c'est encore plus simple, la société actuelle ne peut pas leur permettre de s'épanouir ou d'entrevoir leur avenir sans qu'y soit mêlé une profonde angoisse. Ils ne peuvent pas espérer une vie meilleure que leurs parents, tout au plus ils doivent s'estimer heureux de vivre dans une société où tout est voué à la marchandisation, idée totalement insupportable au bout du compte. La jeunesse est éprise par dessus tout de liberté, or la société passe son temps à édifier de nouveaux interdits, dans ces conditions il est impensable qu'elle s'y développe harmonieusement, elle aura envie de la renverser, c'est pour ainsi dire naturel.

Je n'ai pas abordé les retraités ou nos vieux qui composent 10 à 15% de la société, quand ils voient que le travail de toute une vie est réduit à néant, ils ont franchement de quoi se poser des questions et devenir aussi révolutionnaires que leurs enfants ou petits enfants.

Il est possible de mettre le socialisme à la portée de toutes les couches d'exploités. Certes chacun part d'expériences différentes, mais finalement elles finissent toutes par se recouper, il suffit d'adapter notre discours à chaque situation pour rendre le socialisme accessible à chacun.

Les mesures que prendraient un gouvernement ouvrier révolutionnaire ne changeraient rien au mode de vie de la petite bourgeoisie, des classes moyennes, des artisans, des boutiquiers, des petits patrons, nous n'aurions rien à y gagner à vouloir leur prendre quelque chose qu'ils n'ont pas, au contraire, on leur garantirait les mêmes droits qu'aux autres travailleurs dans la mesure où ils contribueraient au développement de la société.

Par contre nous saisirions les 1824 grandes entreprises dont les banques et les assurances, sans indemnité ni rachat.

Autres réflexions.

Il arrive forcément un moment où la quantité se transforme en qualité, la socialisation de la production doit être accompagnée de la socialisation de la distribution, ce ne sera pas encore le communisme, ce sera le socialisme. La liquidation des institutions et l'expropriation des capitalistes est le premier pas.

Il n'y a pas d'autre alternative au capitalisme, le socialisme résout le problème posé à l'humanité par le capitalisme, on avance sur la voie de l'émancipation pour atteindre la liberté. Si tel n'était pas le cas, alors pourquoi le pape aurait cru bon de citer avant-hier parmi les maux qui affligent l'humanité l'"*exploitation de l'homme par l'homme*" avant de préciser que "*la création de valeurs et de revenus*" était préférable "*à une politique de pure redistribution de richesses*", autrement dit celles-ci doivent demeurer sans partage entre les mains d'une poignée d'exploiteurs. (LeMonde.fr 26.12)

Il a bien compris que la crise actuelle fragilisait les fondements du capitalisme en les mettant à nu, donc son discours avait pour unique fonction de les protéger en les recouvrant du voile de l'obscurantisme afin d'empêcher les exploités de les abattre. Peine perdue si l'on en juge par la révolte du prolétariat et de la jeunesse grecque qui dit-on seraient touchés par la foi ! Si les conditions objectives auront raison des appareils, elles auront aussi raison des religieux, et finalement des religions.

A ce propos justement.

"*« Joyeux Noël dans la rue ! », c'est avec ce slogan que la jeunesse grecque défie le gouvernement de Karamanlis qui espère que les vacances de Noël fassent retomber le mouvement de révolte qui enflamme le pays depuis plus de deux semaines.*" (Débat militant n°210)

Tous les clivages qui divisent le prolétariat et la jeune sautent ou sont ravalés au second rang.

Normal que la mobilisation de la "*génération 600 euros*" en Grèce serve d'exemple dans d'autres pays. En Espagne, je viens de lire que Zapatero avait annoncé une hausse de 4% en 2009 du salaire minimum espagnol, qui va passer à 624 euros, une

misère ! (AFP 26.12)

Et selon le bureau d'études économiques des Caisses d'Epargne, le chômage pourrait atteindre 16 % de la population active en 2009, de quoi rendre la situation explosive !

Question : dans quel pays cela va péter en 2009 en Europe ?

A propos d'Europe, je rejoins l'analyse des camarades qui avaient critiqué ceux qui se gargarisaient des résultats obtenus lors du référendum du 29 mai 2005. Ils reprochaient aux partis qui avaient fait campagne pour le non d'avoir développé des arguments purement nationalistes, ce qui est malheureusement exact. Je fais un parallèle avec la proposition du PG d'un front unique à l'occasion des prochaines élections européennes.

Le combat contre l'Union européenne doit s'inscrire dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe ou d'une Fédération des Républiques sociales d'Europe, et il doit prendre pour point d'appui le combat contre le gouvernement, la constitution et les institutions dans chaque pays pour avoir un véritable caractère de classe et correspondre aux intérêts du prolétariat, les deux combats étant intimement liés. Si maintenant il s'agit d'infliger une défaite aux partis bourgeois sans en tirer le moindre avantage, dans ces conditions effectivement il sera possible de faire n'importe quoi, ce sera sans nous ! Attention de ne pas se laisser embarquer dans des solutions de facilité ou des compromis pourris ! Il est peut-être un peu tôt pour savoir vers quoi on se dirige, personnellement, cela m'étonnerait que ma position évolue. On ne peut pas d'un côté répéter sans cesse qu'il faut aider les travailleurs à y voir plus clair et d'un autre côté tout faire pour les embrouiller davantage, à un moment donné il faut choisir. L'unité avec n'importe qui, c'est résolument non, l'unité pour faire n'importe quoi, c'est définitivement non.

Un mot sur la situation en Russie.

Le vice-recteur de l'Académie du travail et des relations sociales, Alexandre Khoroshilov, estime que "*Pour la première moitié de l'année 2009, il y aura de 5 à 6 millions de licenciements*".

Une manifestation autorisée organisée par une association de défense des droits des automobilistes à Vladivostok, le 21 décembre, a rassemblé mille personnes, suivie de deux cents arrestations musclées et de discours antigouvernementaux et des journalistes tabassés.

En cause : une nouvelle taxe sur les voitures d'occasion étrangères, décrétée la semaine dernière par le premier ministre, Vladimir Poutine, pour soutenir l'industrie automobile nationale frappée par la crise.

A Vladivostok, la manifestation de dimanche est la cinquième depuis une semaine, tandis qu'en fin de semaine des mouvements de protestation ont été organisés dans plusieurs villes du pays. La violence des slogans contraste avec la sagesse habituelle des manifestations : "*Medvedev, t'es une chiffe molle*", "*Poutine, démission*", pouvait-on lire sur des affiches de manifestants. (Le Monde 22.12) On en arrive à une situation où n'importe quoi mettra le feu aux poudres.

Bordel, de Reykjavik (Islande) à Vladivostok en passant par Athènes les manifestants réclament la démission du gouvernement, sauf en France ?

Une dernière chose.

Un camarade m'a envoyé un courriel il précise "*mail envoyé à titre non public, tu l'auras deviné je pense*", donc je ne vous en parlerai pas. Un autre camarade m'avait écrit que mettre en ligne le contenu des courriels pouvaient en rebuter plus d'un à m'écrire. Il suffit de faire figurer cette mention pour que je ne le publie pas, voilà tout. Quand je m'autorise à publier des extraits de quelques courriels, c'est pour montrer aux camarades que je ne vous raconte pas d'histoires, car après tout personne n'est sensé me croire sur parole et c'est très bien ainsi.

La tribune libre de cette fin d'année qui figure dans le site est encourageante.

Dernière minute.

On vient d'apprendre que l'infirmière qui a administré par erreur un médicament à un enfant ce qui a provoqué son décès, a été mise en examen vendredi pour homicide involontaire, ce qui est intolérable. (Reuters 26.12)

De plus, elle est soumise à un contrôle judiciaire lui interdisant notamment de retourner à l'hôpital Saint-Vincent de Paul et de voir ses collègues de travail, pour un peu ils en feraient une criminelle !

Bachelot démission !

Quand on voit qu'ils n'hésitent pas à employer les grands moyens contre une infirmière isolée, quel militant pourrait être assez crédule pour imaginer encore qu'ils cèderont le pouvoir sans recourir à la plus féroce répression qui soit ?

Oui camarades, c'est bien un parti de combattants au caractère trempé comme de l'acier qu'il nous faut construire. La lutte des classe va nous donner raison. Au fait on n'entend plus parler de la Bolivie : plus de référendum sur la nouvelle constitution, enterrée ? La remise en cause des vieilles institutions qui permettent aux gouverneurs de conserver leurs pouvoirs, reportée aux calendes grecques ?

Bonne fin d'année à tous, que vous souhaiter de bon camarades : en 2008 nous sommes rien, en 2009 nous serons tout ! A bas le capitalisme ! A bas la Ve République et l'Union européenne ! Vive la Commune et les Etats-Unis socialistes d'Europe ! Vive la révolution socialiste internationale en marche !

Le 28 décembre 2008

Le vieux monde dans ses oeuvres, devenu synonyme de décadence et de barbarie, est en train de bombarder Gaza et de massacrer la population palestinienne. La pourriture qui dirige le monde a exprimé le souhait que la dictature instaurée par le général-président guinéen décédé Lansana Conté se perpétue. Le Pakistan a massé des troupes à sa frontière avec l'Inde, et au Bangladesh il y a des élections demain qui peuvent tourner à l'affrontement.

Je mets en ligne 13 articles que j'avais téléchargés du site Internet du Réseau Voltaire, ils sont le lien tout trouvé avec la situation que je viens d'évoquer. Si vous êtes pris par une profonde colère par le massacre du peuple palestinien par le Tsahal, lisez ces articles pour vous calmer un peu, nous le vengerons d'ici peu, notre combat sera aussi pour la liberté du peuple palestinien et de tous les israéliens qui veulent vivre en paix avec lui et se débarrasser du sionisme. Je vous conseille le 9e article. Ces articles n'engagent que leurs auteurs.

- Tous les articles à cette adresse.

Le 29 décembre 2008

Suite à la mise en ligne d'articles du Réseau Voltaire, un camarade m'a adressé un courriel dans lequel il me signalait que Thierry Meyssan avait rejoint le Front National. Or c'est absolument faux.

Il s'agit d'une cabale directement pilotée par les néo conservateurs américains qui ne manquent pas de partisans en France, notamment parmi les médias, dont *Libération* et le journal *Le Monde*, mais aussi *Reporter sans frontière* dont la haine de Ménard contre les régimes en place en Chine, à Cuba, au Venezuela ou en Bolivie n'a d'égal que celle de la Maison Blanche.

S'agissant de *Libération*, voici l'encart que le Réseau Voltaire avait publié : "*Suite à un accord conclu avec un des rédacteurs en chef du quotidien Libération, un rectificatif a été publié dans l'édition du 21 décembre 2006 et M. Meyssan a aimablement renoncé à imposer la publication d'un droit de réponse ou à engager des poursuites judiciaires contre le journal.*"

Si cela ne vous suffit pas, je vous mets le texte intégral de Meyssan daté du 20 décembre 2006 où il a rajouté ensuite ce rectificatif de *Libération* daté du lendemain.

- Thierry Meyssan dément les élucubrations de « Libération » (20.12.06)

L'erreur est humaine, à condition de la rectifier publiquement, mais là je n'en ai pas commise.

J'ai téléchargé une dizaine d'autres articles du Réseau Voltaire, sur l'Opus Dei, le stay-behind, l'accession de de Gaulle au pouvoir, Reporter sans frontière, le Vatican, le Pentagone et le Venezuela. Ils seront en ligne au format pdf ce soir ou demain matin.

Personnellement j'ai appris à travers les articles du Réseau Voltaire davantage sur la formidable machine de propagande de l'impérialisme que nulle part ailleurs, donc je ne vois pas pourquoi je devrais me priver de cette source d'informations et en priver les camarades du même coup.

Certes, il ne faut pas tout prendre pour argent comptant, mais vous ne pouvez pas demander à ces journalistes d'interpréter le

monde en marxistes, c'est à chacun de faire la part des choses. Idem avec tous les articles que je mets en ligne et qui proviennent de sources diverses. Si les journalistes du Réseau Volatire confondent encore stalinisme et communisme, ils le font avec une telle franchise et une telle maladresse qu'il est impossible que des militants se fassent piéger.

On préfère que le Réseau Voltaire combatte contre le racisme, l'antisémitisme, la répression du mouvement ouvrier, l'anticommunisme, le franquisme, contre tous les dictateurs, contre l'impérialisme en général, pour la défense de la laïcité et de la démocratie, etc. plutôt que l'inverse. On peut leur reprocher entre autres leur position par rapport au régime iranien ou leur tiédeur vis-à-vis de l'Union européenne, mais personne n'est parfait ici bas !

Si je ne devais mettre en ligne que les articles qui correspondent à mes convictions, à part les miens je n'en mettrais aucun ! Je plaisante bien sûr... à moitié seulement.

Autre chose très vite.

J'ai renoncé dans la foulée à publier le dernier article que j'avais rédigé sur le POI, par crainte qu'il ne soit une fois de plus exploité par des militants qui confondent la saine confrontation des idées avec un centre de tirs !

Quand à la question de savoir s'il faut commencer par combattre la bourgeoisie dans notre propre pays ou au contraire se lancer à l'assaut de l'Europe ou pourquoi pas du monde entier pendant qu'on y est ou les étoiles, j'y ai répondu abondemment dans de nombreux articles auxquels je vous renvoie.

Faut-il attendre que les conditions soient réunies en Europe pour faire une révolution dans un pays ? A ce compte là, les communards ou les bolcheviks seraient toujours en train d'attendre !

Imaginez que vous êtes affamé et que vous n'avez qu'une banane à vous mettre sous la dent, cela tombe mal, vous détestez les bananes, dites-moi, est-ce que vous allez attendre que les pommes vertes murissent pour vous nourrir au risque de crever de faim ?

Je n'ai franchement pas le temps de répondre davantage à ce genre de questions déjà traitées cent fois depuis 2005. Et puis, entre nous, cela ne servirait à rien, c'est à vous de gratter, de creuser, demandez-vous plutôt pourquoi vous ne trouvez pas la solution à ces questions.

Autre sujet.

Deux communiqués contre l'intervention militaire israélienne sur Gaza.

Communiqué du POI du 28 décembre 2008

Arrêt immédiat de l'intervention militaire israélienne à Gaza !
Levée immédiate du blocus de Gaza !
Le peuple palestinien, comme tous les autres peuples, a droit à la liberté, à la paix et à la justice !

A l'heure où ce communiqué est écrit, plus de 250 frappes aériennes israéliennes dans la bande de Gaza ont causé plus de 280 morts et 600 blessés dans la population palestinienne.

Le Parti ouvrier indépendant condamne l'intervention militaire sanglante de l'armée israélienne dans la bande de Gaza.
Il est clair qu'une solution conforme au droit des peuples à vivre librement et souverainement au Moyen-Orient exige au préalable que cesse l'attaque meurtrière contre la population palestinienne de Gaza.

Le Parti ouvrier indépendant se prononce inconditionnellement :

• pour l'arrêt immédiat des frappes aériennes de l'armée israélienne ;
• contre toute intervention terrestre ;
• pour la levée immédiate du blocus alimentaire qui étrangle et condamne à un sort atroce la population palestinienne de Gaza.

Le Parti ouvrier indépendant considère comme extrêmement inquiétante cette marche à la guerre au moment même où s'effondre l'économie mondiale, fondée sur le système capitaliste. Il rappelle que, pour lui, la lutte contre la guerre est liée à la lutte contre l'exploitation.

Arrêt immédiat de l'intervention militaire israélienne à Gaza !
Levée immédiate du blocus de Gaza !

Le peuple palestinien, comme tous les autres peuples, a droit à la liberté, à la paix et à la justice !

Dimanche 28 décembre, 16 heures

Les secrétaires nationaux du POI : Daniel Gluckstein, Claude Jenet, Jean Markun, Gérard Schivardi

Communiqué de la LCR.

Solidaires du peuple palestinien

L'attaque meurtrière contre Gaza qui s'est soldée par l'assassinat de dizaines de civils, femmes et enfants, témoigne une fois de plus de la volonté du gouvernement israélien d'écraser le peuple palestinien au mépris de toutes les exigences internationales.

Devant de tels actes de barbarie, les murmures des gouvernements occidentaux et notamment de Sarkozy ou d'Obama ne sont que synonymes de complicité.

La LCR renouvelle son soutien total à la lutte du peuple palestinien et des pacifistes israéliens qui la soutiennent. Elle appelle toutes les forces progressistes françaises à organiser dans les plus brefs délais une démonstration unitaire de solidarité qui exigera l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne et la reconnaissance d'un Etat palestinien viable.

Montreuil, le 27 décembre 2007

Quant à choisir, je préfère le communiqué du POI, car je n'éprouve que du mépris pour "*les exigences internationales*" auxquelles fait allusion la LCR, autrement dit l'ONU ! Bravo ! L'ONU où fut voté un nombre incalculable de résolutions depuis 1947 contre l'Etat d'Israël, et dont aucune ne fut appliquée, sans la moindre conséquence évidemment.

Quand des "anticapitalistes" en appel à l'ONU, c'est forcément suspect, vous ne trouvez pas ? Cela ne vous dérange pas ? Alors c'est que l'édito d'aujourd'hui vous va comme un gant !

Le 30 décembre 2008

Je poursuis aujourd'hui sur le même sujet qu'hier : faut-il ou non publier des articles du Réseau Voltaire ? Je n'ai décidément pas la même grille de lecture que ce camarade, car le dernier courriel qu'il m'a envoyé ne fait que confirmer, mieux, renforcer ma position.

Que T.Meyssan s'affiche avec des gens d'extrême droite ou avec des gens comme Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, Andreas von Bülow qui fut parlementaire social-démocrate pendant 25 ans, Philip Berg, avocat de familles de victimes des attentats du 11 septembre 2001, Enrique Román Hernández, journaliste et diplomate, élu vice-président de l'Institut cubain de l'amitié entre les peuples (ICAP), Mateusz Piskorski, journaliste, élu député en octobre 2005 sur la liste du parti de la gauche patriotique polonaise "Autodéfense", Jhannett Madriz Sotil, avocate, elle défendit le commandant Hugo Chavez Frias devant la Cour martiale du Venezuela lorsqu'il fut arrêté pour avoir refusé de tirer sur la foule et s'être retourné contre le gouvernement. Co-fondatrice du Mouvement pour la Ve République, elle est membre du Conseil supérieur du Mouvement bolivarien, Aram Aharonian, directeur général de la nouvelle chaîne de télévision latino-américaine, Telesur, Youssef El Aschkar, historien, quatre fois élu chef du PSNS, principal parti politique à la tête du mouvement laïc au Moyen-Orient, Jaime Ballesteros, responsable de l'organisation du Parti communiste espagnol clandestin sous la dictature franquiste... vous en déduisez quoi ?

Personnellement je me fous éperdument de savoir qui est monsieur Meyssan, je lis certains articles du Réseau Voltaire quand j'en trouve le temps, si je leur trouve un intérêt pour les militants je les mets en ligne, point barre. Il m'est arrivé une fois ou deux de mettre en ligne des articles du *Figaro* et à ma connaissance, je n'ai jamais adhéré ou eu l'intention d'adhérer à l'UMP et aucun camarade non plus !

Personne n'est obligé de les lire et personne n'est obligé d'adhérer aux analyses qu'ils contiennent et qui peuvent être parfois aussi nauséabondes que celles que l'on trouve régulièrement dans tous les médias nationaux. A ma connaissance, lire un article de presse ne signifie pas adhérer à son contenu. D'ailleurs, vous les connaissez, vous, les journalistes de la presse nationale, vous savez qui ils fréquentent ? Moi, non, désolé.

A la fin du *Capital*, Marx aurait dû compléter sa bibliographie par une biographie exhaustive sur les auteurs de ses sources, afin de déterminer s'il valait vraiment la peine de prendre le risque de le lire ou même de l'ouvrir compte tenu de notre médiocrité en économie, par crainte d'être manipulé à notre insu, sachant qu'il avait fait appel aux travaux de gens fort peu fréquentables, c'est

un euphémisme bien sûr.

On me rétorquera que je pourrais au moins faire l'effort de commenter les articles que je mets en ligne et qui ne m'appartiennent pas, encore faudrait-il en trouver le temps ! Je passe déjà la quasi-totalité de mon temps sur le site, je ne peux pas faire davantage. Bref. Au fait, c'est la dernière fois que j'aborde ce sujet.

Les infos en bref ne seront pas prêtes avant demain soir ou plus tard, les articles annoncés du Réseau Voltaire ne sont pas prêts non plus, j'ajouterai la tribune libre qu'un camarade enseignant m'a envoyée.

Voici maintenant à quoi j'ai perdu ma journée, tout en m'écartant de notre sujet et en laissant libre cours à mes idées. J'ai corrigé rapidement les erreurs.

Meyssan est secrétaire national du PRG, démocrate, républicain, laïc et franc-maçon, journaliste politique.

De notre côté, nous sommes des militants communistes engagés dans le combat pour le socialisme, donc nous sommes également démocrates, républicains, laïcs (athée ou non), dans la mesure où entre deux formes de domination politique de la bourgeoisie, une dictature militaire ou un régime despotique d'une part, et une république démocratique bourgeoise d'autre part, nous avons conscience que seule cette dernière permet au prolétariat de conquérir des droits politiques lui permettant de livrer son combat pour abattre la bourgeoisie au pouvoir.

Ceci étant, ce n'est pas parce que nous partageons certaines valeurs ou certains principes avec des gens qui sont extérieurs à notre mouvement que nous devons les défendre sur le même terrain qu'eux.

Nous ne pouvons concevoir la défense de la démocratie par exemple, qu'en se plaçant sur le terrain de classe du prolétariat, c'est-à-dire, dans la perspective de la révolution socialiste qui seule permettra d'instaurer une démocratie dans laquelle ce ne sera plus une minorité qui décidera la politique à mettre en oeuvre pour la majorité de la population, mais cette majorité qui décidera pour elle-même quelle politique correspond le mieux à ses intérêts fondamentaux. Autrement dit, seul le prolétariat devenu la classe dominante sera en mesure d'instaurer la démocratie la plus large, donc pas avant que cet objectif n'ait été atteint, ce point est capital, ce qui explique que nous devions commencer par combattre pour prendre le pouvoir et non pour instaurer la démocratie comme le font les opportunistes...

C'est uniquement dans ce cadre et dans cette perspective que nous devons défendre la démocratie, la laïcité, etc. en évitant soigneusement tout amalgame avec la défense de la démocratie telle que la conçoit la bourgeoisie et telle qu'elle s'en réclame.

Il faut rappeler que la franc-maçonnerie accueille aussi bien des gens qui se réclament du trotskisme, du socialisme, du communisme, du stalinisme, de l'anarchisme, de la démocratie, de la république, que des royalistes ou des gens d'extrême droite comme me l'a signalé un camarade, des ouvriers aux aristocrates de l'industrie financière en passant par les dirigeants de tous les partis politiques sans distinction de classe. C'est un vrai panier de crabes comme l'on dit, c'est une forme d'union nationale élargie aux représentants de toutes les classes, et si le FN en est exclu officiellement, il n'empêche que des gens d'extrême droite en font bien partie.

Lorsque Trotsky et Lénine ont exigé que les membres du PC rompent avec la franc-maçonnerie dont ils faisaient partie, ils s'adressaient à des membres d'un parti de l'Internationale communiste, ils n'exigeaient rien des francs-maçons extérieurs au PC, ils considéraient simplement que l'appartenance à un parti de l'IC était incompatible avec l'appartenance à la franc-maçonnerie, et j'adhère entièrement à cette position. A ce que je sache Meyssan et le PRG n'ont pas et n'aurait pas leur place dans l'Internationale si elle existait, donc nous n'avons et nous n'aurions rien à exiger d'eux. Il ne faut pas tout confondre, il ne s'agit pas d'essayer de convaincre Meyssan de quoi que ce soit dans la perspective qu'ils rejoignent nos rangs ou de défendre son interprétation du monde.

Ceci dit, rien n'empêche d'utiliser les articles des journalistes du Réseau Voltaire, si nous les jugeons utile à la compréhension de la politique menée par les dirigeants du vieux monde, je dirais même que s'en priver dans ce cas-là serait une erreur. Je le répète encore une fois, qu'ils confondent le stalinisme avec le communisme et que pour cette raison ils détestent les trotskistes ou qu'ils estiment que le communisme ne peut conduire qu'au stalinisme ou une forme de dictature bureaucratique, n'a rien à voir avec les faits ou les données chiffrées qui figurent dans leurs articles et qui seuls nous intéressent.

Quand nous lisons Le Capital de K.Marx, nous constatons qu'il est composé pour au moins un quart ou un cinquième d'articles ou d'études émanant d'économistes ou de représentants politiques du capital que nous pourrions juger infréquentables, royalistes ou bourgeois, certains d'entre eux étaient de véritables ordures et ne se donnaient même pas la peine de s'en cacher, ils le revendiquaient pour ainsi dire. Si Marx avait dû se passer des données contenues dans leurs études, il n'aurait tout simplement pas pu écrire Le Capital. L'histoire est aussi faites de paradoxes comme le soulignait utilement Marx dans Le Capital.

En quoi pourrions-nous affirmer que Marx se serait ainsi compromis ? En quoi Marx aurait-il favorisé les thèses ou théories

que soutenaient ces économistes ? Le penser serait faire l'impasse sur son combat politique ou en minimiser la portée sous prétexte que les idées de ses adversaires étaient dominantes dans la société, ce serait sous-estimer ou dévaluer le travail effectué par Marx, oublier ou négliger qu'il se situait dans une perspective politique bien précise qui s'inscrivait en totale contradiction avec celle des représentants du capital à qui il faisait référence dans ses travaux.

D'une certaine façon, c'est manifester un doute dans la capacité de notre interprétation du monde à s'imposer, donc finalement dans la capacité du prolétariat à vaincre et accomplir ses tâches historiques.

En tant que journaliste politique et conformément à ses convictions de démocrate, Meyssan est amené à rencontrer des gens que nous pouvons juger infréquentables, mais il ne faut pas oublier qu'il a fait du combat contre l'extrême droite son cheval de bataille, ce qui est loin d'être le cas de nombreux partis qui se réclament du mouvement ouvrier qui ont passé sous silence sa place dans la société ou qui l'ont diabolisé à outrance, quand ils ne s'en sont pas servis directement ou indirectement pour justifier leur politique et non dans l'intérêt du prolétariat qui passait à la trappe.

Quand nous avons confiance dans nos propres idées, nous n'avons pas à craindre qu'elles soient polluées ou perverties par des idées contraires aux intérêts que nous défendons.

Je le dis par expérience car venant de très loin. Pendant plusieurs décennies je me suis interdit de lire tout ouvrage que je n'avais pas choisi moi-même minutieusement, sachant que je n'avais pas un esprit critique suffisamment développé pour ne pas me faire manipuler. J'avais parfaitement conscience du sous-développement de mes facultés intellectuelles et qu'il n'y avait rien de plus facile que de me tromper moi-même. A 53 ans, je n'ai fait qu'une seule exception à cette règle, lorsque je militais à l'OCI, je peux le regretter mais cela ne servirait à rien puisque c'était inévitable, ce qui est fait est fait, depuis par chance j'ai repris mes esprits !

A 19 ans, une fois que je pris conscience de l'ampleur de ma crasse ignorance, il m'a fallu plus de 25 ans pour me libérer de ce cauchemar, car ce fut toujours ma hantise, être abusé sans que je m'en aperçoive, donc abuser les autres involontairement. C'est le combat de toute une vie.

Je terminerai en disant que nous pouvons très bien lire Marx pendant des dizaines d'années sans finalement jamais devenir marxiste. Comme le disait Marx lui-même, ce que nous disons de nous-même n'a souvent pas grand chose à voir avec la réalité, autrement dit, nous passons notre temps à nous leurrer nous-même sur ce que nous sommes vraiment, idem pour les partis politiques.

L'essentiel n'est pas de lire Marx, d'apprendre des formules par coeur, d'être capable de sortir des citations à tout bout de champ, cela ne prouve absolument rien, ou si, cela prouve simplement que nous sommes incapable de penser par nous-même pour convaincre notre interlocuteur, que nos arguments présentent des faiblesses ou des lacunes et que nous entendons y palier en appelant au secours notre maître à penser pour justifier nos positions, dont nous sommes en droit de douter du bien-fondé au regard d'une telle pratique. Franchement, la théorie a bon dos !

Personnement, je déteste ce procédé, et si j'y recours c'est uniquement pour montrer aux militants que certains déforment sciemment ou non le marxisme pour uniquement justifier leur politique qui apparaîtrait sans cela indéfendable, on peut interpréter leur façon d'agir comme un abus de pouvoir ou une escroquerie politique pour tromper les militants.

L'essentiel est d'essayer d'assimiler la méthode qu'il a utilisé pour comprendre le fonctionnement du capitalisme et interpréter le monde dans toutes ses manifestations. La méthode, le matérialisme dialectique et historique, la logique au service de la dialectique, l'étude synchronique et diachronique de l'histoire, etc. Une fois armé de cette méthode, nous pouvons enfin estimé que nous commençons réellement à penser librement par nous-même, c'est tout du moins ainsi que je vois les choses. Si nous ne mettons pas la barre très haut, si nous visons un idéal médiocre, comment pourrions-nous progresser ?

Maintenant le problème, c'est que nous ne pouvons pas attendre d'avoir atteint ce niveau de conscience pratique pour penser et nous exprimer. Chaque jour nous sommes confronté à un tas d'évènements, d'expériences ou de situations diverses qui réclament de nous que nous prenions position ou que nous agissions. De ce fait, nous agissons forcément inconsciemment de travers, nous commettons fatalement et involontairement des erreurs de jugement, c'est dans la nature humaine qui est loin d'être parfaite et qui ne le sera jamais. Il faut l'admettre une fois pour toute s'en s'arrêter à ce constat.

De deux choses l'une, soit nous analysons notre comportement avec la même méthode que nous utilisons pour analyser le monde extérieur pour essayer de mieux nous connaître nous-même et corriger si nécessaire notre comportement et notre mode de pensée, soit nous nous laissons aller à penser que nous faisons ce que nous pouvons et que les choses se corrigeront d'elles-mêmes par enchantement, compte tenu que personne n'est parfait, après tout, à quoi bon nous casser la tête et faire le moindre effort pour tenter de nous améliorer. On ne compte plus les gens qui ont l'impression d'être arrivés quelque part ou qui se satisfont de leur propre médiocrité.

Reconnaître nos faiblesses, nos lacunes, nos limites, devraient précéder toute tentative de nous élever vers l'idéal que nous nous sommes donné et ne jamais nous abandonner un seul instant, car consciemment ou non elles nous habitent en

permanence, que nous le voulions ou le reconnaissions ou non ne changera absolument rien à la réalité.

Nous pouvons certes progresser dans la vie et combattre notre ignorance, mais il y a en chacun de nous des faiblesses dont nous ne pourrons jamais nous défaire ou venir à bout, d'où la nécessité impérieuse d'en dresser minutieusement l'état et de le conserver ensuite à l'esprit pour que ces faiblesses ne prennent pas le dessus sur nous à notre insu. Si nous devons faire preuve de davantage de tolérance envers les autres qu'envers nous-même, compte tenu que chacun est différent et n'a pas vécu les mêmes expériences, nous devons nous autoriser une marge d'erreur minimum compte tenu que nous serons inévitablement amené à commettre des erreurs, c'est à mon avis le meilleur moyen d'y faire face tranquillement pour pouvoir les corriger sereinement. Quoi qu'il en soit, il vaut toujours mieux faire preuve d'intolérance envers soi-même qu'envers les autres.

La plupart des gens cultiveront la même ignorance toute leur vie en se croyant plus intelligents que leur voisin, parce qu'ils ignoreront jusqu'au bout la nature des rapports sociaux qui déterminent les faits et gestes de chacun dans la société et la place qu'ils y occupent.

Comme assez souvent, je me suis écarté de notre sujet ! Au moins vous ne pourrez pas dire que vous ignorez les idées qui animent l'auteur du site *Lutte de classe*.

Le 31 décembre 2008

J'ai mis en ligne dans le lien *Dossier sur le vieux monde*, 16 articles supplémentaires provenant du Réseau Voltaire.

Si la face cachée du capitalisme vous effraie : mettez-vous la tête dans le sable ! Je ne suis pas certain que ce soit la meilleure attitude à avoir pour se préparer à affronter efficacement notre ennemi.

Quand on réfléchit bien, ce que la propagande gouvernementale nous sert a été préparée en coulisse, si l'on se contente de ce que l'on veut bien nous dire ou nous montrer, on pourra certes en faire quelques déductions utiles, mais on ne connaîtra pas en détail leur plan ou projet, or il est important de savoir et de comprendre comment notre ennemi se dispose pour l'affronter dans les meilleurs conditions et éviter certaines erreurs grossières ou manipulations. Obtenir ces renseignements après coup ne nous serviront à rien, par contre, ils nous permettront de connaître les imbrications qui ont conduit à une situation précise, les différents acteurs qui y ont participé sans qu'on le sache forcément.

Ce serait réducteur de considérer que la lutte des classes se réduirait à la lutte de classe du prolétariat. Je sais que la culture politique de nombreux militants ne dépasse pas ce cadre étroit, j'étais dans le même cas autrefois. Connaître les plans, la tactique et la stratégie de notre ennemi, les objectifs qu'il s'est fixé dans tous les domaines fait partie de la compréhension du monde dans lequel nous vivons. Comment pourrions-nous oser prétendre changer le monde alors qu'on n'en connaîtrait que la moitié ?

Premier sujet.

Un ancien employé de l'autorité américaine de contrôle des marchés financiers (SEC – Securities and Exchange Commission) a déclaré au site truthout.org que la SEC était pleinement complice de l'escroquerie montée par Bernard Madoff.

Gary Maguire, qui a été licencié en 2005 après avoir voulu mener une enquête pour fraude contre Morgan Stanley et un de ses hedge funds, a expliqué que cette politique de laisser-faire de la SEC était motivé par l'ambition de ses responsables d'être embauchés dans les cabinets privés de Wall Street.

Voici ce qu'a déclaré sur le site Internet truthout.org, un ancien employé de l'autorité américaine de contrôle des marchés financiers (SEC – Securities and Exchange Commission), Gary Maguire, qui a été licencié en 2005 après avoir voulu mener une enquête pour fraude contre Morgan Stanley et un de ses hedge funds :

« *Nous savons que durant ces neuf dernières années, de nombreuses plaintes avaient été déposées à la SEC contre Madoff. Il a été dit à la SEC que Madoff avait monté un schéma de Ponzi ; il est donc étonnant que la SEC ait faillit à vérifier ces accusations et à révéler cette fraude* ».

« *Je pense qu'il y a d'autres Madoff par ici. Je ne pense pas que les banques aient fini de s'effondrer et d'imploser, et je pense que nous allons voir de nouveaux cas d'abus et de délits d'initiés (…) Lorsque les marchés se sont retournés en 1929, la Commission bancaire du Sénat a examiné les décombres et a découvert toutes sortes de fraudes commises par l'élite de Wall Street (…) Dans la mesure où l'on injecte des milliers de milliards dans les marchés de capitaux, on diffère ou empêche la magnitude de la fraude de remonter à la surface. Mais je ne pense pas que le cycle baissier soit encore fini. Tant qu'il continue, nous allons en découvrir plus* ».

Certains économistes affirment que c'est une illusion de renflouer les banques et les institutions financières à coup de milliers de milliards de dollars sans procéder à l'épuration de la bulle financière qui s'élèverait en réalité à plusieurs millions de milliards de dollars (voir les articles précédents sur les produits dérivés), autrement dit à la liquidation des créances pourries, et que ce procédé conduira inévitablement à l'hyperinflation sans pouvoir empêcher l'explosion du système financier.

Deuxième sujet.

L'Ukraine est un des maillons faibles du capitalisme en Europe et elle a déjà dû faire appel au FMI pour renflouer ses caisses. Derrière la crise économique à laquelle doivent faire face des Etats en proie à une instabilité politique, se profile la main de l'aristocratie financière, notamment l'ami des altermondialistes, le milliardaire George Soros qui spécule sur les monnaies pour déstabiliser des gouvernements pour le compte de l'impérialisme américain. La preuve ? Cette intervention du chef de l'administration présidentielle Viktor Baloga :

« *Le Premier ministre fait comme si ni son gouvernement ni elle-même n'avaient quelque chose à voir avec l'effondrement de la monnaie nationale. Pourtant, la première vague de la baisse du cours de la hryvnia a justement eu lieu après les négociations secrètes de Mme Timochenko avec le spéculateur financier connu George Soros* »

Quand Marx qualifiait l'aristocratie financière de lumpen de la bourgeoisie, il savait de quoi il causait, mais il ne pouvait pas imaginer qu'un siècle et demi plus tard quels moyens elle emploierait pour parvenir à ses fins.

Si l'on veut réellement comprendre le fonctionnement du capitalisme au XXIe siècle, il faut le saisir dans toute sa dimension, c'est-à-dire, y compris en prenant en compte tous les moyens utilisés par les capitalismes les plus puissants pour se soumettre les plus faibles. Et si parfois on a l'impression de baigner en plein roman d'espionnage, c'est uniquement parce que c'est une des armes qu'ils utilisent pour arriver à leurs fins.

L'essentiel pour nous est d'essayer de comprendre quelles sont les causes économiques qui déterminent la nécessité de recourir à de telles pratiques, sans tomber dans le piège qui consisterait à donner une version policière de l'histoire, notre objectif étant de suivre pas à pas de quelle manière le développement du capitalisme s'effectue, afin de définir la meilleure tactique pour le combattre.

Troisième sujet.

Selon Aristotelia Peloni,un journaliste du quotidien *Ta Nea* catalogué proche de la "gauche", des témoins oculaires affimeraient qu'Alexis Grigoroupoulos aurait été froidement abattu par un policier et non pas lors d'une altercation. D'après le rapport des légistes, la balle qui l'a tué provenait d'un tir direct et non pas d'un ricochet contrairement à la première version officielle.

Selon un membre du syndicat de policiers : « *Plus de 70% des policiers ne devraient même pas porter d'arme* ». Il a ajouté que « *La plupart d'entre eux ont des problèmes psychologiques et il n'existe que cinq psychologues pour 50 000 policiers. Certains sont dépendants des jeux vidéos et adorent appuyer sur la gâchette* ».

La police est à l'image du régime : décomposée et dangereuse. Que les pacifistes remballent leur camelote frelaté !

Bonne fin d'année à tous, le coeur n'y est pas avec le massacre en cours des Palestiniens.

L'année 2009 et l'avenir nous appartiennent camarades, nous vaincrons !

Avec mes salutations fraternelles.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries septembre 2008

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1re septembre 2008

A venir un texte sur la Bolivie et le soutien qu'il faut apporter au processus révolutionnaire en cours dans ce pays et à Evo Morales compte tenu de sa rupture avec les représentants de la bourgeoisie.

Avant d'épiloguer inutilement sur ce que vous pourriez appeler un revirement politique de ma part, je pense que vous n'êtes sans doute pas au courant des derniers développements politiques en Bolivie qui justifient mon changement de position, avec des réserves évidemment, je m'en expliquerai dans quelques jours. Le problème c'est aussi que je manque cruellement d'informations pour avancer une orientation politique plus concrète, par exemple je ne sais pas quelle sera l'attitude de l'armée et qui la compose exactement, alors qu'elle va jouer un rôle déterminant dans les mois à venir, d'ici les deux ou trois référendums que Morales a annoncés et qui devraient se tenir d'ici la fin de l'année ou le début 2009.

Le combat contre la présence militaire en Afghanistan doit être complémentaire du combat pour soutenir la révolution en Bolivie, la point avancée du combat du prolétariat mondial contre le capitalisme, pour le socialisme.

Sur l'Ossétie du Sud.

Dans les infos en bref vous lirez que Medvedev a affirmé que l'indépendance de l'Ossétie du Sud était "irréversible" et que cette région serait sans doute intégrée dans la Russie dans quelque temps.

Quand j'ai osé écrire qu'il faudrait modifier la frontière entre la Russie et la Géorgie afin que l'Ossétie soit unifiée, je me suis dit que j'allais passer pour un rigolo, pas tant que cela en fin de compte. Cela ne veut pas dire pour autant que Medvedev se soucierait du sort des Ossètes, disons pour des raisons qui ne sont pas les nôtres, mais cette décision serait susceptible de répondre à l'attente de cette population qui ne peut pas vivre indéfiniment tiraillée entre deux pays, c'est la seule chose qui nous importe, le sort des Ossètes prime sur tout le reste. Et quant à ceux qui y verraient un soutien à Moscou, laissons-les à leurs élucubrations.

Autre sujet très vite.

Vous avez sans doute remarqué que chaque parti ouvrier avaient pondu sa propre déclaration ou communiqué à propos de la présence militaire française en Afghanistan. Ils n'ont même pas été foutus de s'entendre sur une question qui ne devrait même pas prêter à discussion dans nos rangs tellement les choses sont simples et claires. Même les groupes ont sorti leur propre communiqué ou tract, navrant ou désolant ! Et après les uns et les autres voudraient qu'on leur fasse confiance, alors qu'ils font tout pour inspirer le contraire.

N'y aurait-il pas deux dirigeants ou responsables de formations politiques qui auraient quelque chose dans le crâne ? On est en

droit de se poser cette question, j'en suis sincèrement désolé, je préfèrerais de loin ne pas avoir à la poser.

Pour finir, j'ai trouvé répugnant le dernier éditorial de D. Gluckstein qui renvoie à un article de la page 4 où ils donnent la parole à un père de militaire pour qui les commandots de parachutistes et les légionnaires sont des "*enfants*", pour ainsi dire des enfants de coeur innocents et sans défense que l'on envoie à l'abattoir. Je vais rédiger un article critique sur cet éditorial qui m'est resté en travers de la gorge. Je vais essayer de ne pas l'écrire au vitriole, mais il va falloir que je me fasse violence.

On attend un rectificatif de la part du POI expliquant que la résistance afghane ne se composent pas uniquement de talibans et que le POI cesse d'employer le même langage que Sarkozy et Bush.

L'expression de "résistance afghane" à l'occupation militaire étrangère me semble plus appropriée pour parler de la population afghane qui s'engage toujours plus nombreuse héroïquement contre la coalition impérialiste formée par 45 pays. Au fait, il n'y a pas 3.300 militaires français en Afghanistan comme je l'ai écrit, mais 2.500, je m'étais fié à une dépêche de presse inexacte.

Bonne semaine à tous

Le 3 septembre 2008

Je n'ai pas mis de dépêches sur la situation en Thaïlande pour la bonne raison que des informations contradictoires circulent.

Par exemple, aux infos hier soir sur TV5 Monde Asie, un journaliste a dit que les milliers de partisans de l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD), coalition hétéroclite de militants nationalistes, royalistes et syndicaux qui continue de réclamer le départ du Premier ministre, Samak Sundaravej, réclamaient l'abolition du droit de vote dans les campagnes, sous prétexte que la population rurale ne saurait pas voter ou serait manipulée (achetée) par le parti de l'ancien Premier ministre M. Thaksin, par ailleurs milliardaire corrompu jusqu'à l'os et qui a été renversé par des généraux royalistes en 2006.

Dans le même temps, voici ce que disait hier le correspondant de l'AFP sur place : "*Le parti de M. Samak, dominé par des lieutenants de M. Thaksin, avait largement remporté en décembre dernier les premières élections législatives depuis le putsch. Mais, mardi, indépendamment de la crise, la Commission électorale a recommandé au bureau du procureur général d'ordonner la dissolution du parti de M. Samak pour fraude électorale.*".

Nous sommes au début du mois de septembre et ces élections ont eu lieu en décembre, soit depuis plus de 8 mois, reste à savoir pourquoi la commission électorale a mis aussi longtemps pour conclure son enquête sur ces élections. Le gouvernement pensait-il que la tension serait retombée ? C'est une hypothèse. Reste à vérifier l'info de TV5.

De toutes manières, si les choses se passent comme en Inde, tous les partis politiques parcourent les villages et les faubourgs des grandes villes pour distribuer de l'argent aux électeurs, à l'exception des partis "communistes", j'en ai été témoin. Ce qui n'a pas empêché les électeurs de virer du pouvoir à plusieurs reprises depuis le milieu des années 70 le parti du Congrès (Congres I), et d'élire des membres des PC à la tête de plusieurs Etats, au Bengale (Kolkatta, ex-Calcutta) et au Kerala.

J'ai l'impression que la situation politique est aussi pourrie en Thaïlande qu'en Inde où des partis bourgeois se retrouvent systématiquement du côté et contre le gouvernement, ce qui oblige à redoubler de précautions avant de prendre position.

Un mot sur l'Inde.

En Inde, certains annoncent déjà la défaite du Congres I aux prochaines élections, il ne se maintient au pouvoir actuellement que grâce au soutien des partis "communistes", et dans l'Etat du Tamil Nadu où j'habite, la défaite du parti au pouvoir le DMK est pratiquement assuré en raison des coupures de courant devenues insupportables, de 3 à 10 heures par jours en moyenne depuis des mois et cela ne cesse d'empirer, si l'on ajoute la hausse des prix et le chômage, la coupe est pleine, mais il cèdera la place à un autre parti bourgeois l'AIADMK tout aussi pourri et corrompu.

A propos justement de la hausse des prix, j'avais écrit récemment qu'elle était restée limitée, et bien les faits récents me font mentir, on vient de subir une hausse des prix spectaculaires de 20 à 40% sur pratiquement tous les produits de base, y compris les cigarettes ! Contrairement à la France, il est déjà arrivé plusieurs fois que le gouvernement indien baisse le prix de l'essence quand le prix du pétrole baissait sur le marché international.

J'ai seulement appris hier (TV5 Monde Asie) que plus d'un million d'Indiens étaient touchés par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'Etat du Bihar dans le nord de l'Inde, personne ici ne m'en avait parlé. Il faut dire que c'est à près de 3.000 Kms d'ici et que chacun déjà essaie de survivre comme il peut, donc on ne se soucie guère des problèmes qui peuvent avoir lieu ailleurs

en Inde. On jette régulièrement un oeil à la mer avec une pointe d'angoisse dans la poitrine (on ne peut pas oublier le tsunami), on regarde le ciel dès qu'il s'obscurcie en se demandant ce qu'il nous réserve dans les heures à venir, bref, le quotidien quoi, et avec cela il ne faut pas devenir parano ou alors il faut foutre le camp, finalement j'ai décidé de rester quitte à bouffer du riz tous les jours et me priver davantage, c'est un choix, je suis trop tranquille où j'habite.

Ici, au bord de mer, il pleut moins que dans les terres et comme c'est du sable, on ne craint pas les inondations, seulement les cyclones et les tremblements de terre (trois en 12 ans). Personnellement, c'est le vent mon pire ennemi, il peut tout ravager en quelques secondes et bien entendu comme cela arrive rarement, on n'y est pas préparé, de toutes manières, si cela se produisait (ou reproduisait, la dernière fois ce fut en octobre 2000, 120Kms/h), je n'ai absolument rien pour calfeutrer les portes et les fenêtres, ce serait un carnage, mais bon, comme dirait l'autre, n'y pensons pas.

Un autre sujet.

Dans de nombreux sites on trouve des compteurs qui comptabilisent le nombre de visites. En fait il faut diviser ce chiffre par 2,5 ou 3, car tous les sites sont visités régulièrement par des robots, des entreprises ou institutions de tout ordre sans que l'on sache exactement qui ils sont (Unresolved/Unknown, Network, US Commercial).

J'ai été surpris hier de constater que le gouvernement américain (US government) s'était connecté sur le site. L'autre jour c'était les renseignements généraux français, c'est guère mieux. Si un jour je suis porté disparu, vous ne vous étonnerez pas. Je plaisante, disons à moitié seulement, ils sont tellement dingues !

Pour finir un petit passage de *La social-démocratie allemande* de Marx et Engels.

"*Se représenter la société socialiste comme le règne de l'égalité est une conception unilatérale de Français, conception s'appuyant sur la vieille devise Liberté, Égalité, Fraternité, et se justifiant, en ses temps et lieu, comme phase de développement ; mais, de nos jours, elle devrait être dépassée comme toutes les visions unilatérales des vieilles écoles socialistes, car elle ne fait qu'embrouiller les esprits et doit donc être remplacée par des formules plus précises et mieux adaptées aux choses.*" (page 38 version Internet)

Il y en a qui justement s'appliquent minutieusement et inlassablement à vouloir embrouiller les militants et les travailleurs, inutile de vous dire à qui je pense, vous avez tous deviné. Ces devises sont celles de la République bourgeoise.

"*En général, le programme officiel d'un parti importe moins que sa pratique. Cependant, un nouveau programme est toujours comme un drapeau que l'on affiche en public, et d'après lequel on juge ce parti. Il ne devrait donc en aucun cas être en retrait par rapport au précédent, celui d'Eisenach en l'occurrence.*" (même page)

En "*aucun cas*" dites-vous, quels pauvres d'esprit ces deux "petits socialistes", regardez plutôt ce que font les adeptes du "*grand socialiste*" Jaurès.

Lambert-Gluckstein se sont employés là aussi à faire systématiquement l'inverse sans doute parce qu'ils étaient beaucoup plus intelligents que Marx et Engels réunis : le programme du PCI était certes très incomplet et en partie dépassé, mais il était révolutionnaire, celui du PT ne l'était plus, et celui du POI encore moins. Cela ne les empêchent pas de se réclamer du marxisme et de ses enseignements, du moment que leurs militants n'y voient que du feu, où est le problème ? J'allais dire que l'important c'est la rose, mais c'est un jeu de mots trop facile.

Une pensée pour les camarades qui dépriment et cela me tracasse, je le sais, ils me l'ont écrit. Voyez comme on peut s'amuser en faisant de la politique tout en étant sérieux, il faut parfois prendre dans la vie les choses au second ou au troisième degré, sinon il n'y a plus qu'à se foutre une balle dans la tête dans cette société de merde, même si ce n'est pas dans notre tempéramment, il faut souffler parfois.

Regardez, cela fait six mois que ma compagne Magueswary est en France, ce n'est pas facile à vivre pour elle comme pour moi. Depuis que l'on s'est rencontrés, cela remonte à août 89, au total on a dû être séparés pendant plus de 4 ans, à cause de papiers et de visas, d'opérations chirurgicales, pas de fric pour voyager ensemble, etc., mais bon on tient le coup quand même.

Quelqu'un a dit que celui qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir, je traduis cela en termes de fidélité avec ses amis, ses potes, ses proches et ses parents, tous ceux avec qui on s'est lié un jour d'amitié, même s'ils m'ont oublié depuis longtemps, peu importe j'y pense toujours, s'il fallait bazarder son passé à la moindre occasion ou parce que cela nous arrange, on finirait par en crever d'ennui, dans la solitude de préférence.

Nous avons le malheur d'être vieux et jeunes dans notre tête, pensons à la chance que nous avons par rapport à tous ces jeunes qui par malheur sont déjà vieux et qui se croient supérieurs à nous, ils en reviendront un jour. En attendant, ils ont besoin de nous autant que nous avons besoin d'eux. La fraternité qui existe dans notre classe n'est pas forcément celle que l'on peut voir à

l'oeil nu. L'essentiel, c'est d'être soi-même, et à partir du moment où l'on sait que l'on ne nuit pas à nos semblables par notre comportement, le reste importe peu. Ne cherchons pas à changer le monde par des mots ou des belles pensées car on sera forcément déçu à l'arrivée.

On peut s'engueuler entre camarades, polémiquer grave, même dire des conneries, je ne vais pas vous faire le coup tout le monde il est beau tout le monde il est gentil, mais bordel, on appartient tous à la même famille politique, et c'est vrai que si on parvenait à s'entendre sur le minimum, beaucoup de militants se sentiraient mieux dans leur peau aujourd'hui. Que les camarades qui ont des responsabilités veuillent bien y réfléchir un instant. Merci d'avance pour eux Philippe, Pierre, Etienne, François, Pedro, Olivier, Ludovic et les autres.

Le 4 septembre 2008

Je vous conseille de lire l'article sur Sarkozy car il fourmille de renseignements intéressants, pas seulement sur lui d'ailleurs, mais aussi Kouchner par exemple.

L'interview de Poutine est également intéressant, on peut être un ex-membre du KGB et ne pas être complètement débile, il connaît bien l'histoire de la Russie et de l'URSS, c'est à lire à mon avis.

Le texte sur la Chine se termine mal, mais bon, ce qui nous intéresse ce sont les données qu'il contient et non le point de vue de l'auteur qui se place bien sur le terrain de la lutte des classes, mais du mauvais côté, c'était inévitable.

J'ai téléchargé une quinzaine d'articles sur la Bolivie afin de préparer un article qui ne sera pas prêt avant la semaine prochaine.

Un petit mot sur l'Inde.

Je suis allé ce matin régler ma facture d'électricité et j'ai discuté avec des employés. Ils m'ont appris que le courant est désormais coupé tous les jours jusqu'à une date indéterminée, de 6h du matin jusqu'à 9h, le soir de 18 à 19h et un peu plus tard de 22 à 23h, soit 5 heures par jours en raison de la faiblesse de la production d'électricité. Sans compter les autres coupures dues à des défaillances du réseau, le vent ou la pluie, une branche d'arbre ! Comme les émissions intéressantes ou les films sur TV5 Monde Asie commencent à 21h et durent jusqu'à 22h30 ou 22h45, autant dire que je ferai autre chose à la place.

Autre chose.

J'ai lu l'éditorial d'hier de Gluckstein *Sortir ou pas...* et j'en partage en grande partie le contenu, il a correctement réagi sur le RSA qui est une véritable saloperie pour amplifier la paupérisation, il a remplacé le "*peuple français*" par le "*peuple travailleur*", c'est mieux, c'est mieux que le "*monde du travail*" (PCF, LO, LCR) qui me donne la nausée, le seul problème c'est comme toujours sa conclusion où il concentre tous ses coups uniquement contre l'Union européenne.

Le combat contre l'Union européenne est correct évidemment, je n'ai jamais dit le contraire, mais sur le plan de l'éducation des masses il ne peut pas servir à faire progresser la conscience politique des masses, car c'est mettre la charrue avant les boeufs comme je l'ai déjà expliqué à maintes reprises.

Je comprends parfaitement qu'il soit intéressant et nécessaire pour leur montrer qui se placent sur le terrain de l'UE et qui prône la rupture avec l'UE, mais je ne suis pas sûr qu'elles en tirent un quelconque bénéfice, car le lien avec les institutions de la Ve République et plus particulièrement la constitution leur échappe. Je pense plutôt que c'est une tactique d'appareil qui sert principalement à se démarquer des autres partis et sert d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière, ou plus précisément qui ne sert pas ses intérêts fondamentaux et ne permet pas de faire un pas en avant vers l'objectif du combat du mouvement ouvrier tel que l'ont défini les marxistes.

Si l'on s'en tient à l'état d'esprit des masses, à celui des couches les plus avancées qui coïncide aujourd'hui avec celui de l'immense majorité des travailleurs, c'est contre Sarkozy, le gouvernement et le Parlement qu'il faut concentrer le tir, car pour elles, ce sont eux qui sont responsables de la situation sociale actuelle, qui distribuent des milliards d'euros aux plus riches et qui taxent toujours plus le reste de la population dont une partie toujours plus importante sombre dans la pauvreté, qui expliquent qu'il n'est pas possible de faire une autre politique parce que les caisses sont "vides", mais qui au même moment dépensent plus d'un milliard d'euro par an pour aller guerroyer aux quatre coins du monde.

Les travailleurs le savent pertinemment, ils ne sont pas sourds et aveugles, encore moins stupides au point de ne pas comprendre qu'on les trompe quotidiennement. Ce serait faire une grave erreur de penser le contraire, et je précise que ce n'est pas là prendre ses désirs pour la réalité, la multitude de témoignages rapportés par les militants et l'écho que rencontrent les campagnes engagées le prouvent amplement, même les médias sont obligés d'en tenir compte, l'immense majorité de la

population en a marre de Sarkozy, son gouvernement, ajoutons du PS qui le soutient.

Par contre, si un certain nombre d'entre eux comprennent le lien qui existe entre leur triste sort et la politique du gouvernement en faveur des patrons, ils ne peuvent pas comprendre spontanément que la politique du gouvernement est le produit des contradictions du systèmes capitalistes et sa raison d'être, l'accumulation du profit, par conséquent, ils ne peuvent pas en déduire qu'il faut s'en prendre au fondement du capitalisme pour sortir de cette situation, ce qui passe sur le plan politique par l'abolition de la constitution et des institutions de la Ve République qui sont les piliers du régime.

Finalement, c'est la question du pouvoir qui leur échappe, qui plus est si aucun parti ne la pose clairement, ils se retrouvent désarmés sans perspective politique, du coup, tous les combats qui sont menés ne servent à rien ou presque, malgré l'acharnement qu'y mettent les militants.

Je ne tiens pas à polémiquer pour le plaisir, c'est plutôt une contrainte qu'autre chose, je n'ai pas lu encore la page 8 du n° 12 d'*Informations ouvrières*, mais quand j'apprends qu'une délégation va se rendre chez Sarkozy pour lui expliquer qu'il faut qu'il renationalise la sidérurgie, là le POI dérape, pire il déraille complètement.

On ne peut que condamner cette initiative, c'est tirer les masses en arrière : Sarkozy est ultra minoritaire dans le pays, il est illégitime, il n'y a pas une décision qu'il ait prise ces derniers mois qui n'ait pas été massivement rejetée par la population. Qu'est ce que le POI veut prouver à travers cette initiative ? Que Sarkozy est favorable aux privatisations, qu'il est du côté des capitalistes ? Il n'y a que les couches arriérées du prolétariat qui ne le savent pas encore. Et pour déboucher sur quoi au juste ? Pour l'entendre dire qu'il se pliait aux injonctions de l'UE, des multinationales ? Et après, on le sait déjà, vous serez bien avancés ! Cela ressemble à un baroude d'honneur qui va finir comme d'habitude dans une impasse.

J'ai envie de dire que c'est forcément ce qui arrive quand on n'a pas compris que l'on ne combat pas pour obtenir un résultat immédiat dans le cadre de ce qui est seulement possible, car c'est s'abaisser politiquement au niveau de conscience des masses, mais (à l'opposé) en ayant pour unique objectif de faire progresser la conscience politique des travailleurs afin de construire le parti sur des bases saines et solides et non sur des marécages. On en a vraiment rien à foutre de réunir des centaines de milliers de signatures sur une pétition qui finira dans une poubelle, de manifester à un million si on ne recrute pas des milliers de travailleurs sur une base politique qui permettra d'en faire des combattants révolutionnaires conscients, de contruire le parti dont nous aurons besoin, pas aujourd'hui, mais demain. Aucune action n'est inutile, à cette seule condition, sinon c'est perdre littéralement son temps et gaspiller son énergie pour rien.

Car la véritable question, ce n'est pas la soumission de Sarkozy devant l'UE, mais le fait qu'en tant que représentant de la classe des capitalistes, il ne peut aller contre leurs intérêts, par conséquent, il n'y a pas d'autre solution que d'engager le combat pour le chasser, mais pas seulement, car un représentant du capitalisme en cache un autre et ainsi de suite, qu'il est l'étiquette UMP ou PS, il faut donc en finir avec les institutions et la constitution qui sont à leur service et sur lesquelles il s'appuie pour gouverner et mettre en oeuvre sa politique anti-ouvrière.

Le lien politique qui permet de comprendre pourquoi le capitalisme a réussi à passer le cap du XXe siècle, il réside dans la continuité des institutions politiques qu'ils s'est forgés pour asseoir son pouvoir, sa domination sur la classe ouvrière. Depuis 1789, toutes les institutions et les différentes constitutions, les cinq républiques qui se sont succédées constituent le socle, le pilier sur lequel repose la légitimité des rapports sociaux d'exploitation capitalistes. C'est leur principal point commun et leur seule raison d'être, c'est la raison pour laquelle il faut les abattre en premier, les abolir par décret. Ce sera au gouvernement révolutionnaire provisoire de s'en charger.

En dehors de cette perspective politique, comment peut-on imaginer avancer ne serait-ce que d'un pas vers notre objectif ? C'est se leurrer.

Le 5 septembre 2008

J'ai lu rapidement le rapport sur la crise financière de René Ricol et j'en ai extrait les passages qui me semblaient les plus intéressants en les commentant brièvement. Je ne suis pas un spécialiste en questions financières et je peux vous dire que cela n'a pas été une partie de plaisir, même il faut bien s'y mettre aussi.

Je n'ai rien fait d'autre de la journée.

Hier j'ai lu les résultats d'un sondage paru dans *L'Humanité* qui fait ressortir que 56% des "*salariés*" interrogées se disent prêts à descendre dans la rue pour les salaires et les retraites, et 51% sur la totalité de la population.

Faites un rapide calcul, il y a environ 44 millions d'adultes en âge de voter, divisons par 2, cela fait 22 millions, retirons les

étudiants qui peuvent ne pas se sentir concernés pour le moment, je ne sais pas combien il sont, soyons large, retirons 5 millions, il reste 17 millions de manifestants potentiels, retirons encore les deux tiers des retraités, cela donne 10 millions de manifestants.

Le même sondage révèle que 53% des "*salariés*" sont prêts à se mettre en grève pour une augmentation de salaire. Les patrons et le gouvernement ont du souci à se faire ! Et les dirigeants syndicaux pourris en premier lieu !

Toujours dans le même sondage, "*Interrogés sur les mesures proposées par la gauche pour augmenter les salaires et pensions de retraite, une majorité des Français (55%) a le sentiment qu'elles ne seraient "pas efficaces" si elles étaient appliquées*" (source : AFP 04.09)

Conclusion, non seulement un nombre considérable de travailleurs sont prêts à engager le combat immédiatement contre le gouvernement, et la majorité d'entre eux ne se font aucune illusion sur le PS et le PCF, quel soulagement !

Il n'y a donc pas lieu d'être pessimiste ou de se morfondre. Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est minoritaire et illégitime. Son pouvoir est contesté par la majorité des travailleurs, il ne reste plus qu'à faire le lien entre la situation sociale actuelle qui est intolérable et la nécessité pour les capitalistes d'accumuler toujours davantage de profits, ce qui explique la politique de Sarkozy en leur faveur...

Il ne faut pas tomber dans le piège qui consiste à isoler la question des salaires de la question du pouvoir politique, à la traiter comme une abstraction, ce que font très bien les réformistes en subordonnant leur tactique au niveau de conscience des masses, car c'est uniquement en montrant aux travailleurs le lien qui existe entre les deux que leur conscience politique progressera.

Si maintenant il y en a qui préfèrent réduire leur activité politique au niveau du syndicalisme, ce n'est pas une raison pour les imiter.

Unité des partis ouvriers et des syndicats, oui, mais sans le PS qui n'est pas un parti ouvrier !

Le smic à 1.500 euros nets tout de suite !

Pas une retraite en dessous de 1.500 euros nets !

300 euros d'augmentation pour tous les salaires en dessous de 3.500 euros (par exemple)!

Le 11 septembre 2008

A zéro heure tapante je me suis souhaité un bon anniversaire, c'était en 1955. Dans l'après-midi j'avais reçu une carte postale de ma compagne qui est en France depuis 6 mois déjà et qui n'en peut plus.

Avec le temps comme disait Léo Ferré tout fout le camp et tout le monde a tendance à vous oublier y compris vos proches, à cela aussi il faut s'y faire, on peut le regretter mais il y a plus grave dans la vie, par exemple ce qui se passe en Afghanistan, Bush vient d'annoncer l'envoi de 4.700 soldats supplémentaires. Vous trouverez plus loin la liste des partis et organisations qui appellent à la manifestation du 20 septembre à Paris, mais aussi dans tout le pays. J'ai rajouté le POI qui y appelle et y participera également. A noter qu'il ne figure pas sur les listes diffusées sur Internet, ce parti apparemment en dérange plus d'un.

A ce propos, non seulement les médias n'ont pas couvert le congrès de fondation du POI, mais j'ai noté aussi que l'ensemble des partis, organisations ou groupes de militants avaient témoigné le même mépris vis-à-vis du POI, ce que je considère incorrecte, à croire que cela leur cause quelques problèmes internes et qu'ils sont incapables de se disposer par rapport à ce parti. En dehors de quelques formules lapidaires dont ils ont le secret, je me demande ce que leurs dirigeants ont bien pu raconter à leurs militants. Raison de plus pour s'y intéresser et pour suivre son évolution.

La difficulté d'être objectif quand on traite d'une formation politique réside dans le fait qu'il faut se mettre à sa place pour comprendre sous quel angle il analyse la situation, or bien peu font cet effort qui est pourtant indispensable pour ne pas se méprendre sur sa politique et son objectif. On a la fâcheuse tendance à analyser le comportement d'un parti en oubliant la place spécifique qu'il occupe, son histoire, son évolution, etc. En réalité cela s'avère fort complexe, du coup on se contente de le critiquer parce qu'il ne nous ressemble pas trait pour trait. C'est une erreur évidemment. On préfère y voir de préférence ce qui nous en sépare plutôt que ce qui nous en rapproche, en partant de ce principe, on ne peut en avoir qu'une idée négative, déformée et loin de la réalité.

A mon niveau je m'emploie à éviter de tomber dans ces travers, ce qui n'est pas toujours compris par les militants et peut conduire à des malentendus, car la plupart de mes analyses sont influencées par l'objectif que je poursuis, et même s'il figure plus ou

moins distinctement dans chaque texte, je me suis rendu compte que les militants n'avaient pas forcément toujours la capacité de faire la part des choses. C'est regrettable, mais c'est inévitable, je n'y suis pas obligatoirement pour quelque chose, donc je me dois de préciser ma pensée.

Ainsi, à ceux qui pensent que je passe mon temps à casser du POI et qui s'en réjouissent, je tiens à leur dire ici qu'ils se trompent lourdement à la fois sur mon comportement et sur mes intentions. S'ils s'identifient au contenu de mes articles sur le POI en pensant y trouver un rejet de ce parti ou pour régler des comptes, ils ont tout faux, je tiens à leur dire pour que les choses soient bien claires entre nous. Je le répète encore une fois, je n'ai jamais été animé à l'encontre du PT ou du POI par cette sorte d'instinct suicidaire.

Malgré toutes les critiques que l'on peut formuler à l'encontre du POI et ses dirigeants en particulier, il demeure qu'on le veuille ou non le seul parti ouvrier en France sérieux et digne d'intérêt pour le mouvement ouvrier. Je vous ferais remarquer aussi que je ne me contente pas de critiquer la politique du POI quand cela me semble nécessaire, à chaque fois cette critique repose sur des faits et je m'efforce d'étayer mes propres positions sur des arguments dont chacun peut se saisir pour en vérifier la validité ou non. Ainsi, je m'emploie davantage à convaincre des militants, des cadres et pourquoi pas des dirigeants de ce parti de réfléchir à nouveau à la politique de leur parti pour parvenir à en modifier le cours.

Vous me direz que je me fais des illusions, tout dépend sous quel angle on voit les choses, cela se discute. En ce qui me concerne, je n'ai pas l'impression de cultiver des illusions dans ce parti et ses dirigeants, je m'efforce d'être cohérent avec les idées que je défends, donc un désaccord entre nous sur ce point révèle que nous ne partageons pas tout à fait les mêmes idées sur des questions essentielles ou que nous n'accordons pas la même importance à différents facteurs déterminants.

Je vais préparer un texte à partir de courriels que j'ai échangés avec des militants sur cette question. J'ai eu l'occasion de me rendre compte que certains camarades avaient une conception du parti tellement rigide ou idyllique qu'elle devait les conduire infailliblement à demeurer en dehors de tout parti, ce qui est évidemment dommage pour tout le monde.

Jusqu'à présent, je pensais qu'ils avaient assimilé les principes de base qui sont à l'origine de la nécessité de contruire un parti, or il n'en est rien. Leurs idées sur le parti comportent de graves lacunes, alors lorsqu'ils y mêlent des lacunes sur la compréhension de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, cela donne un cocktail explosif, pour le coup ils confondent tout et ces militants se placent inconsciemment eux-mêmes en dehors de tout contrôle, donc or de tout parti.

On peut me reprocher de voir les choses de l'extérieur, mais de l'extérieur si on a la capacité de considérer l'ensemble des éléments tels qu'ils sont et de prendre en compte leurs rapports tels qu'ils existent, on a la possibilité d'en faire une description assez précise, ce qui n'est pas forcément le cas lorsqu'on a les deux pieds dedans et que l'on est juge et partie. On dit parfois qu'il faut prendre un peu de recul avec la réalité pour mieux la comprendre, c'est un peu la même chose ici.

Quand on est partie prenante dans un parti, on ne voit pas toujours ce qui s'y passe, on ne sait pas forcément ce que pensent les militants, chaque militant, car chaque militant à son importance. On se borne à une sorte d'unité de façade, on se contente de ce qui est visible, alors que derrière la société réalise un travail de sape permanent, quotidiennement elle agit sur le comportement et les idées de chaque militant ou dirigeant sans que l'on sache très bien à quel degré exactement.

Généralement lorsque l'on s'en rend compte il est déjà trop tard. A partir d'un désaccord mineur qui s'est manifesté presque par hasard au détour d'une discussion, on découvre ensuite qu'un fossé existe entre les militants et le parti sans savoir ni quand ni comment il s'est creusé. Alors cela se passe comme dans un couple au moment où rien ne va plus, toute discussion est inutile, impossible, et l'on se sépare.

On mesure ici l'importance capitale de la formation des militants qui devrait être permanente, leur encadrement pour les aider à évoluer et trouver leur place dans le parti. Les militants qu'ils soient débutants ou aguérris nécessitent la même attention, il faut veiller à ce qu'ils aient toujours à l'esprit les principes fondamentaux du marxisme, avec le temps on peut s'en écarter ou les oublier, aucun militant n'est à l'abri d'une défaillance, il n'y a que les prétentieux pour prétendre le contraire. Quand Engels expliquait que le socialisme était une science et que comme toute science il fallait l'étudier, il savait de quoi il parlait. (*La social-démocratie allemande*)

On doit le sentir couler dans nos veines camarades et aussi longtemps que le moindre petit vaisseau de notre corps n'en sera pas imprégné, la gangrène pourra toujours un jour s'installer n'importe où et nous ronger, certains en sont morts politiquement. Ce que je dis là me concerne aussi évidemment.

Je pense qu'il faut revoir le fonctionnement des cellules ou sections. Il faudrait porter une attention toute particulière à la formation de leurs responsables, pas forcément sous la forme de réunions qui obligent à des déplacements, on pourrait imaginer cette formation sous forme de documents qu'ils recevraient régulièrement et sur lesquels ils seraient priés de se pencher ou d'étudier, avant de rédiger un rapport sur chaque thème abordé pour suivre de près où ils en sont et si elle leur est vraiment profitable et quel usage ils en font, pour vérifier qu'elle est bien adaptée à l'objectif que l'on s'est fixé...

Vous avez dû tous connaître des réunions de cellule lors desquelles certains militants ne prennent jamais la parole ou n'ont jamais rien à dire. Quant à ceux qui sont toujours d'accord sur tout, rien ne dit finalement que cela soit vrai, et dans le cas où ils seraient incapables d'analyser la situation par eux-mêmes, on aura du souci à se faire dans l'avenir si on ne prend aucune mesure pour que chacun s'exprime vraiment.

La méthode qui consiste à commenter les articles du journal n'est pas suffisante et présente un inconvénient majeur : avec un peu d'entrainement on lit le journal en moins d'une heure, on ingurgite la substance que l'on peut ressortir telle quelle lors de la réunion de cellule, donc il est impossible dans la plupart des cas de distinguer ce que les militants ont compris ou non. Par contre, par exemple si l'on mêle systématiquement à la discussion des questions d'actualité qui ne figurent pas dans le journal, là les militants devront s'en sortir tout seuls, ils vous diront les choses telles qu'ils les perçoivent qui révèleront leur réel niveau de conscience politique ou conscience tout court. On n'est pas obligé d'aborder un sujet purement politique, un fait de société peut très bien faire l'affaire pour détecter à quel degré de maîtrise du matérialisme dialectique se situe chaque militant.

Il ne s'agit pas de formater des militants dans le même moule, mais au contraire de les aider à penser librement, et l'on peut admettre que tant que l'on ne maîtrise pas à un certain degré le matérialisme dialectique, parler de liberté de penser est exagéré et ne veut pas dire grand chose, à moins de se placer sur le terrain de la bourgeoisie et d'adhérer à sa définition de la liberté de penser, que reprend au passage les libres penseurs. La question qui est en jeu, c'est la progression de l'ensemble du parti, de chaque militant.

Nous aurons l'occasion de revenir sur toutes ces questions qui sont d'une importance capitale pour un parti.

Autre chose très vite, je ne sais pas si j'aurai le temps d'écrire un article sur la Bolivie, je pense plutôt qu'une dépêche commentée plus largemement que d'habitude fera l'affaire.

La situation est en train de se tendre à l'extrême en Bolivie. Morales vient de signifier à l'amabassadeur américain de quitter le pays et, je cite une dépêche "le porte-parole du gouvernement Yvan Canelas a accusé à nouveau les gouverneurs régionaux opposés au président Morales, de "*chercher la guerre civile*" au moyen d'"*un affrontement avec les militaires et la police*"".(source : AFP 10 et 11.09)

Si Morales laisse encore les oligarches organiser des manifestations violentes comme ce fut le cas hier où des bâtiments publics ont été attaqués et des routes coupées, l'armée à un moment donné va se servir de ce prétexte pour le chasser en l'accusant d'être à l'origine des désordres dans le pays.

Quand on prend le pouvoir et qu'on ne désarme pas la réaction, elle profite de la situation pour préparer la guerre civile et vous renverser, CQFD. Et si Morales s'était inspiré de la révolution russe de 1917 au lieu de s'inspirer de la Commune de Paris de 1871 sans en avoir tiré les leçons, il ne serait pas dans une telle merde.

J'allais oublier la liste des partis et organisations qui appellent à la manif du 20 septembre contre la guerre en Afghanistan :

A l'appel du collectif Afghanistan-Otan et Action des citoyens pour le désarmement nucléaire (ACDN) - Agir contre la guerre (ACG) – Américains contre la guerre (AAW) - Appel des Cent pour la Paix - Association des Combattants de la Cause Anticoloniale (ACCA) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Défense des Prisonniers Politiques et d'Opinion en Iran - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC) - Centre d'Etudes et d'Initiatives de Solidarité International (CEDETIM) - Centre quaker international de Paris (CQI) - Collectif Faty Koumba Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif "La guerre tue" (Toulouse) - Collectif Non au missile M51 - Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes « Ruptures » - Comité des iraniens contre la guerre - Confédération Générale du Travail (CGT) - Congrès National d'Afghanistan - Convergence des causes - Coordination nationale des collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme - Droit Solidarité - Enseignants pour la Paix (EPP) - Europe solidaire sans frontières (ESSF) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTC2R) - Femmes en noir de Paris - Forum social d'Iran - Les Alternatifs - Les Verts – Le Mouvement de la Paix - Ligue communiste révolutionnaire (LCR) - Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté / Section française – Marche Mondiale des Femmes - MARS Gauche Républicaine - Mémoire des luttes - Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) - Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) - Parti communiste français (PCF) - Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) - Parti ouvrier indépendant (POI) - Pour la République sociale - Réseau Féministe « Ruptures » - Une autre gauche - Union des étudiants communistes (UEC) - Union pacifiste de France (UPF) - Union Syndicale Solidaires. (liste actualisée le 10 septembre, j'ai donc ajouté le POI pour n'oublier personne.)

Le 12 septembre 2008

La liste des principales manifs et grèves à venir.

- le 18 septembre, les syndicats de l'Enseignement supérieur et de la Recherche appellent eux à la mobilisation contre la politique du gouvernement dans leur secteur.

- le 20 septembre, manifestation contre la guerre en Afghanistan à Paris et dans tout le pays

- le 23 septembre, à La Poste, les syndicats appellent à la grève et à des manifestations contre le projet d'ouverture du capital et de changement de statut de l'entreprise.

- le 7 octobre, une journée de manifestations interprofessionnelles est également prévue sur l'emploi, les salaires, ou encore la protection sociale et la santé à l'appel de la CGT, CFDT, CGC, FSU, Solidaires et UNSA. FO et la CFTC ont refusé d'y participé parce qu'elle ne portait pas uniquement sur le "travail décent", alors que c'est le mot d'ordre le plus pourri qui soit dont la CSI est à l'origine. (source : AP 11.09)

- le 16 octobre, les retraités sont appelés à descendre dans la rue pour défendre leurs pensions et leur pouvoir d'achat.

- le 16 toujours, des rassemblements sont également prévus devant les préfectures pour obtenir l'annulation du nouveau fichier policier EDVIGE.

- le 19 octobre à Paris, les principales fédérations de l'Education nationale appellent à une manifestation nationale unitaire.

Si j'ai oublié quelqu'un ne m'en veuillez pas et écrivez-moi, je complèterai cette liste.

J'avais des choses à vous dire mais je n'ai franchement pas le temps maintenant, je n'ai rien à manger pour ce soir, je dois donc aller faire des courses à la ville !

Juste un mot personnel, j'ai appris hier soir que j'allais être grand-père, il ou elle sera à moitié Blanche à moitié Noire puisque le compagnon de ma fille est Réunionnais, en voilà une bonne nouvelle. Comme cela on formera une famille de toutes les couleurs, formidable ! Pas trop grande j'espère quand même !

Bon week-end à vous tous.

Le 16 septembre 2008

Une causerie fonctionne selon moi comme une correspondance, une lettre que vous écrivez et que vous envoyez à quelqu'un qui sait de quoi vous causez. On peut dire volontiers ce que l'on pense comme lors d'une discussion entre potes. Du coup on peut se permettre de se lâcher un peu au niveau du vocabulaire et cela nous change un peu de la rigueur dont nous devons faire preuve habituellement jusque dans les détails. Se prendre trop au sérieux n'est pas mon truc. ce qui est intéressant aussi, c'est que l'on a sous les yeux l'élaboration de la pensée, son dynamisme mais aussi ses lacunes.

On prend le risque d'être traité de mégalomane, mais l'on s'en fout. D'ailleurs j'ai remarqué que ceux qui vous font ce reproche, font généralement partie des gens qui ont une bien piètre idée de la liberté d'expression, en dehors de celle qu'il s'accorde ainsi qu'à ceux qui pensent comme eux, au-delà ils ne supportent pas les gens qui disent franchement ce qu'ils pensent, par crainte sans doute de se sentir obliger de se livrer au même exercice qui dévoilerait la véritable nature de leurs idées.

Vous vous dites sans doute comme moi qu'à l'heure d'Internet et de la communication en temps réel avec le reste du monde, il est facile de savoir exactement ce qui se passe dans un pays. En réalité ce n'est pas aussi simple que cela paraît, encore moins si vous vous fiez uniquement à la presse écrite, ou alors il faut être abonné à plusieurs journaux et cela vous coûte une petite fortune.

Je ne parle même pas du temps qu'on y passe, car une info peut s'avérer incomplète, pas assez précise, ambigue, pour bien faire il faudrait la vérifier, on ne sait rien sur son auteur, ses sources, bref, il faut une rédaction au complet pour pouvoir aborder tous les sujets à la fois...

Il faut même se méfier des dépêches des agences de presse, outre leur rédaction qui comporte de plus en plus d'erreurs de frappe, d'orthographe, de syntaxe, des mots manquants, des répétitions, leur contenu peut varier à l'infini, par exemple sur le nombre de pays engagés dans la guerre en Afghanistan, cela varie de 25 à 45 en passant par 28 ou 35, bref, on ne sait pas quelle information sera fiable à 100%.

Je vous dis cela après avoir cherché à savoir ce qui se passait réellement en Bolivie. Par exemple, textuellement, je n'ai lu nulle

part que Morales avait conservé pratiquement intactes les institutions de l'Etat bolivien, on trouve bien ici ou là quelques fragments d'informations sur ce sujet mais elles sont pour ainsi dire inexploitables, or c'est la clé de toute révolution, c'est le b.a ba de la révolution de les liquider.

En relisant les derniers articles parus dans *Informations ouvrières* sur la Bolivie par exemple, je me suis rendu compte qu'en réalité ils ne permettaient pas de se faire une libre opinion et de comprendre la situation. Je précise que c'est le seul journal d'un parti politique que je lis, c'est pour cela que j'en parle.

La situation actuelle en Bolivie ne se réduit pas à la présence d'un président issu d'un parti qui aurait un programme socialiste (j'ai employé volontairement le conditionnel), le MAS, ou à la majorité dite de gauche acquise à Morales qui siège à l'Assemblée constituante, ni à la mobilisation de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre ou au soutien dont bénéficie Morales au sein de la population, ni à la mobilisation de la réaction qui agite le spectre de la division du pays, ni à l'opposition farouche de l'oligarchie à toute transformation sociale, et lorsque l'attitude conciliatrice de Morales est évoquée, elle est placée sur le même plan que les autres éléments qui constituent la situation en Bolivie aujourd'hui sans en expliquer la portée.

Or, seul ce dernier élément permet de comprendre la situation. L'attitude de Morales envers les institutions bourgeoises qu'il a conservées est le facteur déterminant qui peut faire basculer à tout moment la situation et détermine en grande partie son développement, au-delà, c'est le destin du processus révolutionnaire qui en dépend.

Le fait que cet élément ne figure pas dans une analyse de la situation politique en Bolivie ou que son importance soit minimisée s'explique très bien par l'orientation politique du POI qui refuse systématiquement de remettre en cause les institutions bourgeoises existantes, en Bolivie comme en France et partout dans le monde, l'Entente internationale des travailleurs ou leur soit-disant IVe Internationale sont exactement sur le même axe politique opportuniste.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la très grande majorité des militants (surtout ceux du POI qui ne lisent que la littérature de leur parti) seront incapables de procéder à l'analyse de l'orientation politique du POI, qui rappelons-le se traduit concrètement par un appel à défendre la souveraineté et l'indivisibilité de la nation bolivienne, parce qu'ils n'auront pas en tête cet élément capital que constitue la soumission de Morale à l'Etat bourgeois bolivien et qui pour cette raison devrait être rappelé régulièrement pour ne pas dire systématiquement.

Arbitrairement et en procédant par omission, les militants et les travailleurs sont ainsi manipulés pour les faire adhérer à une orientation politique et des mots d'ordre dans lesquels se reconnaîtront sans doute une fraction de la bourgeoisie nationaliste bolivienne et de l'armée, mais qui ne correspondent pas aux intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre de ce pays dont le salut passe par la liquidation immédiate des institutions héritées du passé, institutions qui permettent justement aux capitalistes et aux propriétaires terriens de mener le combat pour renverser Morales et en finir avec le processus révolutionnaire.

Sous prétexte de soutenir Morales ou le processus révolutionnaire en cours, on ne fournit aucune information concrète qui permettrait de comprendre pourquoi Morales et son gouvernement sont dans une situation difficile.

Si je vous dis par exemple, que certes le gouvernement a soustrait aux préfectures 30% de l'impôt direct sur les hydrocarbures pour financer un plan de retraites pour l'ensemble des Boliviens, mais qu'au même moment le 12 août dernier, lors de la lecture de son rapport de gestion, Morales a déclaré que durant ses deux ans de mandat, il avait remis aux préfectures 33 milliards de dollars, tandis que dans les 12 années antérieures, elles en avaient seulement reçu 30, on se dit que non seulement Morales n'a pas remis en cause le pouvoir des préfets qui le combattent férocement, mais qu'au contraire il leur a donné plus d'argent encore pour organiser le sabotage économique et recruter des bandes armées de mercenaires. (source : Sebastián Ochoa - Altermonde-sans-frontières)

Ajoutons que Morales a maintenu le ministère de l'Economie dans sa quasi-totalité pour mieux signifier son intention de ne pas rompre avec le capitalisme, ce qui est une grave erreur. (source : Le Monde diplomatique)

Je ne sais pas ce qu'est devenue le Congrès formé initialement par la Chambre des députés et le Sénat, un article du *Monde diplomatique* en parlait encore en novembre 2006, tout en rappelant que l'Assemblée constituante avait été élue le 2 juillet 2006. Le n°845 (page 13) d'*Informations ouvrières* évoquait le "*Congrès des députés*", ce qui ne répond pas à notre question.

Autre élément important, les trois partis bourgeois qui détiennent la majorité au Sénat - Poder Democratico y Social (PODEMOS), Unidad Nacional (UN) et le Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) menacent systématiquement de bloquer son fonctionnement, ce qui empêche l'adoption définitive d'une loi votée par l'Assemblée constituante où les partis qui soutiennent le gouvernement détient la majorité. Je n'ai lu nulle part que le Sénat avait disparu. Existe-t-il encore ? Quel pouvoir a-t-il aujourd'hui ?

Autre question sur l'Assemblée constituante, si les partis qui soutiennent Morales ont la majorité absolue, ils ne possèdent pas les deux tiers nécessaires pour valider un projet de loi. Le fonctionnement de l'Assemblée constituante devait être modifié sur ce point capital, mais la majorité des sénateurs s'y opposaient et avaient prévenu Morales qu'ils continueraient à bloquer les travaux du Sénat aussi longtemps qu'il n'aurait pas abandonné son intention de revenir sur la remise en cause de la majorité des deux

tiers. Qu'en est-il aujourd'hui ? Mystère.

J'ai trouvé quelques infos sur cette question, mais pas la réponse à la question de savoir si la règle des deux tiers a été abrogée ou non. IO 812 page 13 : "*Le 6 août, après dix mois d'existence, la Constituante devait clore ses travaux. Mais aucune loi, aucun article du projet de Constitution n'a été adopté, la minorité de la Constituante - c'est-à-dire les partis de l'oligarchie - ayant réussi à imposer la règle des deux tiers, c'est-à-dire que rien ne pouvait être approuvé sans une majorité des deux tiers. Le gouvernement Morales a accepté cette exigence de l'oligarchie.*"

Une autre institution demeure en place, la Cour nationale électorale qui peut accepter ou rejeter l'organisation d'un référendum décidé par le gouvernement, autrement dit, cette institution qui n'a aucune légitimité a plus de pouvoir que Morales, son gouvernement et l'Assemblée constituante réunis ! IO n°12 page 13 "*le tribunal électoral bolivien s'oppose aux référendums voulus par Morales. La Cour nationale électorale a rejeté lundi l'organisation de référendums convoqués pour le 7 décembre par le président Evo Morales. Le président de ce tribunal, José Luis Exeni, a indiqué dans une conférence de presse que la cour qu'il dirige n'allait « pas approuver ces processus électoraux alors qu'il existe des obstacles d'ordre légal » (AFP).*". Aucun commentaire pour expliquer d'où sort cette institution et quels sont ses pouvoirs.

Je me demandais si l'Assemblée constituante qui siège dans la capitale La Paz, disposait de relais dans chaque région, district ou ville, j'avais cru comprendre que non, j'en ai trouvé apparemment la confirmation IO 812 page 13 : " *Le moment n'est-il pas venu de constituer des assemblées populaires, des assemblées qui s'adressent à la Constituante pour dire : assez de consensus avec l'oligarchie !*", ou encore dans le n°815 datant du 11 octobre 2007, page 14 : La motion de La Chispa présentée au sommet de la COB : "*Nous appelons à commencer à préparer des assemblées populaires pour exiger du gouvernement l'accomplissement de l'Agenda d'octobre et pour que la Constituante rompe avec l'oligarchie. »*". Ces assemblées populaires existent-elles aujourd'hui ? Ont-elles un caractère permanent ? Ont-elles été élues sur le modèle de l'Assemblée constituante ? Leurs délégués sont-ils révocables à tout moment ? Autant de questions sans réponse.

Mais le pire réside apparemment dans la nouvelle Constitution que veut faire adopter Morales par référendum. D'après ce que j'ai lu, elle garantirait la propriété privée, l'investissement étranger (les multinationales) et les autonomies départementales réclamées par la droite soutenue par Washington et l'Union européenne. Je ne sais pas non plus si elle remet ou non en cause l'existence des institutions dont nous avons parlées, le Sénat, la Cour nationale électorale, la Cour suprême, etc. qui sont autant de points d'appui pour la réaction et son combat contre Morales et le gouvernement.

En résumé, tout le monde semble focalisé sur les nationalisations et l'opération sécessionnistes organisée par la réaction, mais personne ne se soucie de l'existence des vieilles institutions qu'il faudrait balayer.

Vous me direz que la situation n'est pas simple, bien sûr, elle ne l'est jamais en pareille circonstance ! Morales veut dialoguer avec l'opposition, il hésite à la réprimer, il tergiverse et perd un temps précieux qui exaspère la population, ce qui permet pendant ce temps-là au camp de la réaction de s'organiser et de mener sa guérilla au grand désespoir des travailleurs.

Vous vous dites que le développement de la révolution bolivienne pourrait servir de point d'appui au combat du prolétariat dans tous les pays y compris en France, vous n'y êtes pas, la situation en Bolivie est traitée de la même manière qu'une fermeture de classe dans un village en Corrèze !

Vous vous dites peut-être encore, que la révolution bolivienne témoigne de la vitalité du prolétariat et de sa capacité à trouver une issue à la dictature du capitalisme, et que la révolution socialiste est à l'ordre du jour à l'échelle mondiale, vous n'y êtes pas du tout, les uns et les autres s'accordent pour mettre l'accent sur l'aspect institutionnel et démocratique du processus politique en cours en Bolivie, comme si la bourgeoisie aurait des états d'âme pour accepter la remise en cause de son pouvoir du moment qu'il se déroulerait sous les bons auspices de la démocratie.

Pour écrire ces quelques lignes, j'ai dû consulter 37 articles, j'y ai passé une journée entière sans être satisfait de ce travail. C'est pour vous dire de quelle détermination il faut faire preuve pour arriver à un si maigre résultat. J'imagine sans peine que les militants qui bossent ne disposent pas du temps nécessaire pour faire de telles recherches, lire et relire chaque article, etc.

Aucun d'entre vous ne dispose des informations nécessaires pour porter un jugement sur la valeur d'un article, à moins de disposer d'une mémoire encyclopédique, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Parfois on détecte au premier coup d'oeil dans quelle direction veut nous orienter un rédacteur, mais on peut facilement se méprendre par manque d'attention.

Le plus contrariant pour ne pas dire le plus pénible, c'est lorsque l'on a à faire à des gens qui pratiquent en permanence le double langage, on ne sait plus sur quel pied dansé, à croire qu'ils font exprès de nous embrouiller pour qu'on ne devienne pas trop intelligent et qu'on n'en arrive pas un jour à pouvoir porter un jugement sur eux.

En attendant, soutenons Morales et son gouvernement en espérant que la mobilisation des masses aura raison de ses hésitations et l'aidera à vaincre le camp des oligarchies qui détiennent toujours le pouvoir en Bolivie. La même orientation vaut pour le Venezuela, mais en faisant toujours preuve de discernement, c'est-à-dire sans s'interdire évidemment de critiquer Chavez qui au

bout du compte n'est pas plus révolutionnaire que pouvait l'être Castro. Comme dirait l'autre, quant à choisir entre l'impérialisme et une dictature militaire d'un côté, et le régime de Morales ou Chavez d'un autre côté, c'est sans état d'âme que l'on soutient ces derniers, ou plutôt que l'on soutient résolument le mouvement des masses qui les a porté au pouvoir et avec lequel ils se confondent jusqu'à un certain point. On ne peut pas modeler l'histoire selon ses désirs, il faut donc la prendre comme elle se présente.

Autre chose. Chercher l'erreur.

Le 13 septembre 2007, le n°811 d'*Informations ouvrières* informait ses lecteurs que 7 673 abonnés recevraient ce numéro. Le 11 septembre 2008, soit exactement un an plus tard, le n°13 d'*Informations ouvrières* informait ses lecteurs que 7 352 abonnés recevraient ce numéro. Cherchez l'erreur.

Il y a un an, il y avait officiellement environ 6 200 adhérents au PT, et fin juin 2008 il y avait toujours officiellement plus de 10 000 adhérents au POI. Cherchez l'erreur.

Le plus navrant, c'est que parmi les 10 000 adhérents virtuels qui avaient pris une carte pour manifester leur soutien au processus de fondation du POI, ils ne seraient pas plus de 6 200 à avoir pris la carte du POI à la date d'aujourd'hui. Cherchez l'erreur.

J'ai malgré tout de l'estime pour le POI, j'ai ce défaut incurable. Et c'est une torture pour moi de le critiquer comme je le fais quand cela me semble indispensable. Je reviendrai une autre fois sur ce sujet, en attendant je pourrais faire un parallèle avec la vie de tous les jours.

Que voulez-vous, je suis remarié depuis plus de 18 ans et j'aime toujours autant ma première épouse, comme au premier jour. Je sais que ce n'est pas bien, mais je me fous des conventions, je suis fidèle, j'ai la fidélité dans le sang, pas jusqu'à la connerie je vous rassure puisque je ne l'ai pas attendue indéfiniment, tout du moins je l'espère.

Quand on est honnête avec soi-même, on est forcément honnête envers les autres, alors si un jour j'ai reconnu des qualités à des dirigeants, ce n'est pas pour ne plus leur reconnaître un autre jour. Cela vous paraîtra peut-être étrange au regard de ce que je peux écrire sur eux, pas sur tous, mais c'est ainsi.

J'ai une conception de la liberté d'expression qui brise tous les interdits et qui ne connait pratiquement aucune limite, ce qui peut en dérouter plus d'un et me cause évidemment bien des désagréments au passage, mais je fais avec. Ceux qui ne me comprennent pas ou qui ne me connaissent pas penseront peut-être que je suis incohérent, que je me contredis sans cesse, etc., alors qu'en réalité je dois me débattre en permanence entre ce qu'il faut dire et ne pas dire, tout en sachant très bien qu'il y en aura toujours pour penser que j'en dis trop et d'autres que je n'en dis pas assez, difficile ou impossible de contenter tout le monde. Généralement quand on ne comprend pas quelqu'un, on dit qu'il est con sans chercher plus loin, c'est tellement facile.

On se méprend souvent sur les gens parce qu'on les identifie systématiquement aux idées qu'ils défendent, alors qu'il faudrait toujours ou presque faire la distinction entre les deux et ne pas les confondre.

Je vais vous donner deux exemples. Vous savez que les pécheurs de mon village n'ont pas cessé de me causer des ennuis depuis 8 ans, ils m'ont même menacé de mort à plusieurs reprises. Parfois je les traite de cons parce qu'ils me pourrissent la vie, je ne vais pas me laisser faire, c'est normal. Par contre, à chaque fois qu'ils me demandent de leur rendre un service je suis sincèrement heureux de leur rendre, sans arrière-pensée aucune, ce qui ne les empêchera pas de me faire une saloperie le lendemain, je le sais, mais je n'en tiens pas compte, pour moi cela n'a aucune importance, foncièrement nous sommes pareils, la conscience politique en moins peut-être, mais rien ne justifie que je m'octroie le droit de les juger. Second exemple, quand je pilonne Stentor, c'est parce qu'il a des idées à la con, franchement sous-entendre qu'il vaudrait mieux mourir pour la patrie que pour des industriels en citant Anatole France, on ne pouvait pas lui laisser dire une chose pareille sans réagir, mais à côté de cela, il était déjà au POI si je ne me trompe pas, et il ne dit pas que des grosses conneries, donc je ne peux pas le considérer comme un ennemi, on fait partie quelque part de la même famille, rajouter politique si cela vous fait plaisir, c'est quelque chose que j'ai toujours à l'esprit.

J'ai toujours pensé que l'être humain était moins mauvais qu'il en avait l'air et qu'il était inutile de l'accabler, qu'au contraire il fallait s'appuyer sur son bon côté pour qu'il le développe. Quand j'étais plus jeune, mon ex-compagne me reprochait de me laisser marcher dessus sans réagir, en vieillissant, j'ai pris du poil de la bête et un peu d'assurance, j'ose dire ce que je pense, qu'on ne m'en veuille pas de réaliser ce que l'on souhaite aux autres. Ce n'est pas du déballage ou de la morale à cent balles, à défaut de vous dire ce que je pense de vive voix, je vous l'écris par l'intermédiaire de cet outil de communication génial qu'est Internet. Là aussi, je ne suis pas contre la science ou la technologie, tout en critiquant certaines applications malheureuses ou qui ne sont pas tombées dans de bonnes mains.

J'allais oublié de vous dire que mon pote m'a répondu, je lui avais dit de réfléchir encore et de peser le pour et le contre concernant une adhésion éventuelle au POI, voici un extrait : "*Je me suis dit réfléchissons pendant quelques heures ! mais sans y croire, et ensuite cela a été : non ! ce n'est pas possible*", il faut dire que je lui avais écrit une tartine, plusieurs pages. Pour

lui : *"depuis la création du POI le journal et le parti sont bien pire qu'avant*, c'est un point de vue, il faut le respecter. Je suis assez d'accord sur le POI, moins sur le journal, même si un intellectuel qui essaie de faire de l'esprit en se mettant au niveau d'un ouvrier tombe souvent dans le travers de la caricature, on a l'impression qu'il s'adresse à des demeurés ou des simples d'esprit et cela se sent. Ils ne savent toujours pas ce que devrait être un journal écrit en partie par des ouvriers pour des ouvriers. Il pose deux questions et m'adresse ensuite des éloges que je ne mérite pas vraiment : *"Existe il encore un véritable parti ouvrier? est-ce encore possible? Comme je te l'ai déjà dis tu fais avec le site aussi bien pour la conscience de classe du mouvement ouvrier qu'eux tous réunis* ", c'est beaucoup trop pour un seul homme, souviens-toi camarade de ce que j'ai écrit à plusieurs reprises, la tactique et la stratégie du parti, sa ligne politique doivent être élaborées collectivement, car personne ne possède aujourd'hui toutes les qualités réunies pour être capable d'en formuler qui soient correctes dans tous les domaines d'action, et qui soient satisfaisantes pour le plus grand nombre possible. A la limite je serais un simple aiguillon qui pose pas mal de questions et qui cherche à y répondre sans préjuger du résultat.

Ce camarade a pesé le pour et le contre, je n'ai pas à le faire à sa place. Je devrais même saluer sa décision puisqu'elle correspond à ses idées, c'est peut-être le meilleur moyen de les faire évoluer au lieu de lui conseiller d'en changer, c'est bien la raison pour laquelle je m'en passe bien, chacun est libre de mettre ce qu'il veut dans le plateau du pour et dans celui du contre, seule une analyse minutieuse de leurs contenus peut le faire évoluer, et là personne ne peut le faire à sa place. Je me contente de faire ma propre analyse de ses arguments, disons en parallèle, on n'est pas en concurrence ou en compétition, je ne veux pas le déranger ou l'heurter, c'est bien que chacun dise ce qu'il pense.

D'ailleurs c'est bien simple, on ne se dit jamais que l'un ou l'autre à tort ou raison, notre matériau, ce sont les faits et non ce que chacun pense des faits, sinon on est mal barré. Cela revient à passer en revue des hypothèses. La politique est un champ de bataille, mais entre nous, c'est la fraternité qui domine.

Mon pote est trop gentil avec moi, car en attendant, si j'avais voulu le convaincre d'adhérer au POI, je n'y suis pas arrivé, cela montre que je n'ai pas davantage de qualités que lui, sinon je serais peut-être arrivé à le convaincre, mais je répète que je n'en ai jamais eu l'intention, j'ai employé cet exemple pour cette démonstration seulement. Tant qu'il n'adhèrera pas au PS, on sera pote ! Cela va le faire marrer.

On ne le dit pas assez souvent, mais la réflexion agit sur notre mode d'action ou constitue à elle seule un mode d'action, elle nous amène à prendre des décisions, à s'engager dans une direction, elle semble suivre un chemin tout tracé ou partir dans une direction que l'on n'avait pas forcément entrevue auparavant...

On apprend à jauger les choses et les êtres à leur juste valeur en sachant très bien que cette valeur varie d'un individu à l'autre forcément, puisque nous n'avons pas vécu exactement la même chose. Si l'on arrivait à répétorier les droits que nous pouvons revendiquer comme valeur commune, nous aurions déjà fait une bonne partie du chemin, sans avoir à nous occuper de la manière dont chacun conduit sa vie.

On peut te raconter la guerre, tant que tu ne l'auras pas vécu toi-même, vous ne parlerez pas exactement de la même chose, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'on ne pourra pas se comprendre jusqu'à un certain point, c'est cette limite qu'il faut sans cesse essayer de reculer pour gagner d'avantage de liberté pour mieux se comprendre.

Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, vous connaissez cela par coeur.

J'arrête mon bavardage il m'a emmené jusqu'à 0h40. Alors bonjour ou bonsoir.

Sur ce, bonne semaine à tous.

Le 17 septembre 2008

J'ai actualisé la rubrique *Défense du marxisme* dans la page d'accueil du site. Je vais préparer un document dans lequel figurera les différents extraits que j'ai retenus de *La social-démocratie allemande* afin que les militants puissent retrouver facilement les arguments qui peuvent leur servir pour combattre la politique des dirigeants du POI. J'actualiserai ensuite ce document régulièrement, il vous suffira de remplacer l'ancien par le nouveau.

Hier soir je n'ai lu que 26 pages. C'est passionnant et tellement d'actualité sur bien des sujets que l'on s'arrête presque à chaque paragraphe pour réfléchir.

J'ai encore toutes ces pages en tête, et je me dis que si déjà aux alentours de 1870 il était déjà impensable selon Marx et Engels de réunir dans le même parti des militants ouvriers et des petits-bourgeois, la fondation de la SFIO en 1905 s'inscrivait en totale contradiction avec les conclusions et les enseignements que Marx et Engels avaient tiré du développement de la lutte

des classes, qui plus est le PT ou le POI un siècle plus tard. Si vous cherchez encore où leurs dirigeants ont rompu avec le marxisme, vous avez là une partie de la réponse.

Et Lénine ne s'y était pas trompé lorsqu'il s'engagea dans la construction du parti bolchevik à partir d'une simple fraction dans le POSDR, pas seulement en suivant les enseignements de Marx et Engels mais aussi par expérience, il avait compris qu'il fallait absolument construire un parti qui serait distinct de tous les autres, un parti qui serait lié à la classe ouvrière et qui n'admettrait aucun compromis sur le programme ou les principes sous prétexte d'y gagner des petits ou grands bourgeois, car il y en avait évidemment au parti bolchevik, pour atteindre son objectif, la prise du pouvoir.

Lénine est resté fidèle au marxisme. Souvenez-vous que Marx et Engels avait indiqué au moment de la Commune de Paris que le prolétariat devrait disposer d'un parti différent de tous les autres, qu'en quelque sorte son salut en dépendrait. Je crois que ce passage figure dans *La guerre civile en France 1871*, je l'avais fait figuré dans le site il y a quelque temps.

Que nous révèle aujourd'hui la gigantesque crise du capitalisme qui se profile à l'horizon et dont nous commençons seulement à entrevoir les conséquences à l'échelle mondiale ? Qu'il n'est pas possible de tergiverser sur la question de savoir si l'on doit en finir ou non avec le capitalisme. Soit on le conserve, soit on passe au socialisme. Il n'y a pas de demi-mesures possibles et les étapes intermédiaires pour peu qu'elles nous seront imposées par le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale - puisque le socialisme ne peut triompher qu'à cette échelle, ne peuvent pas ou ne doivent surtout pas constituer un objectif.

Le prolétariat doit prendre conscience de l'objectif final de son combat pour pouvoir gérer au mieux l'époque transitoire qu'il devra forcément traverser avec tous les pièges qu'elle comportera. On ne peut se diriger correctement vers un objectif et traverser les moments difficiles qu'à condition d'être toujours orienté dans la bonne direction ; par exemple, comme l'explorateur qui muni d'une boussole est capable à tout moment de faire le point par rapport au nord (magnétique).

Autre chose.

J'essaierai demain d'actualiser les infos en bref. Je me demande si je ne perds pas mon temps avec cette rubrique, j'y passe un temps dingue.

Ils sont dingues ! En voilà une bonne nouvelle.

Borloo a confirmé la naissance d'une taxe "*pique-nique*" de 0,9 euro sur les couverts et assiettes en plastique ou en carton non recyclable qui sera destinée à financer les produits du même type mais recyclables. Il n'y aura pas dans ce cas de "*bonus*" correspondant sur d'autres produits.

Autrement dit cette taxe ira directement dans la poche des industriels qui produiront ces marchandises recyclables, il doit sans doute en exister dans l'entourage de Sarkozy.

Le principe consiste à taxer les produits néfastes à l'environnement et à accorder des primes à l'achat des produits "*vertueux*", selon Reuters. (source : Reuters 15.09)

La ministre de l'Economie a dit très sérieusement sur Europe 1 : "*on va dans cette direction pour orienter les comportements*", rendant les consommateurs donc vous et moi responsables de la détérioration de notre environnement. C'est aussi le créneau des écologistes de merde à qui l'on doit déjà la taxe sur les billets d'avion.

Et ce n'est pas fini, certains prédisent que la liste des produits pourraient s'étendre au lave-linge, lave-vaisselle, téléviseurs, peintures, piles ou accumulateurs, ainsi que l'intégralité des produits pour l'automobile, les détergents et produits de vaisselle, bref des marchandises pour lesquelles il n'existe pas forcément l'équivalent recyclable dans tous les points de vente.

Encore un cadeau aux patrons. On se demande qu'est-ce qu'ils pourraient bien taxer la prochaine fois ? Les aliments pour chien pour financer le salaire des agents municipaux qui sont spécialisés dans le ramassage des crotes ? Les fers à chaussure qui détériorent le revêtement des trottoirs ? Mieux, les vieux et les vieilles qui se déplacent difficilement et qui sont des dangers publics numéro 1 - pas seulement pour l'équilibre des comptes de la Sécu, qui par leur présence intempestive dans les rues entraînent un ralentissement inaccepatble de la circulation, donc celui des entreprises, de la productivité, du capital ? Bordel, le sacro-saint capital, il faut lui tordre le cou !

Si après l'annonce de cette taxe le gouvernement n'est pas complètement discrédité, on aura plus qu'à se mettre une balle dans la tête !

Un sondage commandé par l'Elysée.

C'est sans doute dans cette perspective que l'institut BVA qui a pour actionnaires Rotchild et Bolloré, vient de sortir un sondage pour le moins surprenant, je cite une dépêche de l'agence Reuters du 16 septembre à propos de Sarkozy :

"*Les jugements favorables progressent en effet de 24 points à 86% parmi les personnes ayant voté pour le candidat UMP en mai 2007, et sa cote a par ailleurs progressé de 17 points parmi les ouvriers et de 12 parmi les employés.*"

"*La cote de popularité du chef de l'Etat monte à 47% contre 35% dans la précédente enquête en juillet, tandis que la part de mécontents descend de 60% à 48%.*"

"*Le Premier ministre François Fillon connaît, pour sa part, son plus haut niveau de popularité depuis son arrivée à Matignon avec 55% de bonnes opinions contre 43% en juillet.*" (source : Reuters 16.09)

Bref, plus les prix montent et moins tu as de fric, plus tu soutiendrais ceux qui sont responsables de cette situation parce que tu es aussi dingue qu'eux !

J'ai le pif quand même parfois. Il n'y a pas si longtemps j'ai écrit qu'il était étonnant que les instituts de sondage publient des chiffres très défavorables au gouvernement, alors que personne ne leur en demandait autant. Je m'étais dit qu'il y avait un lézard quelque part, je les soupçonnais d'agir ainsi pour ensuite vanter la remontée spectaculaire de Sarkozy lorsque tout irait plus mal ou qu'il serait sur le point de nous asséner encore un mauvais coup. J'avais senti la manipulation, on y est.

Le 18 septembre 2008

Je passe décidément trop de temps sur les infos en bref, je vais donc complètement revoir cette rubrique. Si des camarades m'aidaient on pourrait avoir un site plus complet et plus attractif, tant pis.

Je vais me recentrer sur les causeries à partir de l'actualité et de lectures des marxistes. Et vais continuer à pilonner la direction du POI, pour dénoncer et combattre son double langage et ses liens avec la bourgeoisie. Tiens à ce propos.

Lors de la venue du pape en France, j'avais reçu un appel de la Libre Pensée. Je l'ai boycotté volontairement, car dans ce texte il était rappelé les liens avec la bourgeoisie : " *Elle anime aussi une association d'Elus locaux et un intergroupe parlementaire.*", et plus loin : "*Sous l'égide de l'Union Internationale Humaniste et Laïque (IHEU) qui regroupe plus d'une centaine d'associations laïques dans quarante pays et qui a une représentation permanente à l'ONU, l'UNESCO, au Conseil de l'Europe, la Fédération nationale de la Libre Pensée avec une trentaine d'associations des différents continents (...)*", bref la Libre Pensée qui n'est qu'un appendice du POI entretient des relations permanentes avec des partis bourgeois à l'Assemblée nationale, ainsi qu'avec l'ONU et le Conseil de l'Europe, ce qui est totalement inacceptable pour des militants se réclamant du trotskisme ou du mouvement ouvrier.

Lors du discours qui clôturait le meeting en question, Christian Eyschen (POI-CCI) a cru bon de s'adresser aux "amis, citoyens, compagnons et camarades", les compagnons étant ses amis franc-maçons comme lui, les camarades étant évidemment relayés à la queue, comme dans les tracts du POI après leurs chers élus et les bureaucrates de FO.

Certains camarades, des intellectuels principalement, des profs, je tiens à le préciser, m'ont reprocher mes excés de langage envers les dirigeants. Selon eux, ainsi je me discréditerais aux yeux des militants, alors que mes arguments ne manquent pas d'intérêt. J'ai relevé dans une vingtaine de pages de *La social-démocratie allemande* quelques expressions savoureuses employées par Engels et Marx pour parler des dirigeants du POSD d'Allemagne :

"*une vieille barbe philistine, fils naturel de l'Empereur d'Allemagne, le petit bourgeois pansu, le radoteur sentimental qui, avec son argent, s'est acheté sa place dans le parti ; ces gaillards, théoriquement nuls et pratiquement inutilisables, veulent abâtardir le socialisme (qu'ils veulent arranger à leur goût d'après des recettes universitaires) et surtout émasculer le parti social-démocrate ; ils veulent éclairer les ouvriers de leurs lumières ; ils cherchent à rendre le parti respectable aux yeux du philistin ; Ce sont de misérables radoteurs contre-révolutionnaires ; Il n'y trouva que le seul Engels, qui lui fit comprendre quel abîme profond il y avait entre nous et lui ; un article reptilien sur le libraire Schäffle. Jamais on a publié quelque chose d'aussi blâmable pour le parti ; gangrenés par le philistinisme; ces ânes ; affreusement naïf ; bourriques; chiffe ; la honte est d'autant plus grande pour ces gaillards ! ; crétinisme parlementaire ; tous les éléments pourris ou vaniteux peuvent sans contrainte occuper l'avant-scène du parti*". Je ne sais plus si c'est Bernstein qui a dit d'Engels qu'il était le plus grossier des sociaux-démocrates

Quand on lit et relit ce que Marx et Engels pensaient des dirigeants, on est pris instantanément d'un malaise, on se demande si l'on rêve ou quoi, on se demande même comment ils pouvaient être dans le même parti ou collaborer aux mêmes publications, et pourtant camarades, le parti ouvrier social-démocrate allemand, tout comme celui de Russie, puis le parti bolchevik de Lénine, étaient mille fois plus démocratiques que tous les partis que nous avons connus en France depuis plus de 70 ans.

Alors oui assurément cela pose un certain nombre de questions, par exemple, pourquoi sur un simple désaccord théorique ou politique des milliers de militants, des cadres ou des dirigeants révolutionnaires expérimentés, sincères et honnêtes ont-ils été exclus ou conduits à démissionner de leur parti par Lambert et sa clique ? Parce qu'il n'a jamais été à la hauteur d'un Marx ou d'un Lénine direz-vous, assurément ils n'en possédaient apparemment aucune des qualités nécessaires pour diriger un parti, dans le cas contraire ils n'auraient pas eu besoin d'avoir recours à des méthodes aussi pourries que condamnables.

En dehors de quelques exceptions, je me dis après coup que j'avais raison de penser et que rien ne justifiait politiquement la dispersion de nos forces, que seuls des dirigeants faibles et opportunistes pouvaient avoir à faire à des mesures despotiques pour rester à la direction de leur parti, au nom de la démocratie, du respect des statuts, du centralisme démocratique, qu'ils n'ont cessé de fouler aux pieds en vérité.

Tous les camarades des différents groupes issus du PCI ou du PT devraient aujourd'hui militer dans le même parti, et les milliers de militants qui sont passés par ces partis devraient y avoir leur place, je le répète encore, à l'exception de quelques-uns qui se prenaient pour ce qu'ils ne sont pas, qui voulaient virer la direction du PCI ou du PT sans pour autant posséder les qualités indispensables pour diriger un parti.

Marx et Engels ont dû se coltiner pendant des années les Dühring, Berstein et Cie, et Lénine a dû supporter la présence de Staline et bien d'autres parasites dans le parti...

L'histoire leur a donné raison, c'est la leçon essentielle que je retiens, car personne n'a pu enterrer les enseignements du marxisme, et pourtant les Dühring, Staline et consorts n'ont pas manqué d'alliés dans le monde au sein de la bourgeoisie et du mouvement ouvrier pour déformer, dévoyer, avilir, piétiner le marxisme et ses auteurs, lui et leur imputer les pires saloperies, réaliser les pires crimes en son nom et leurs noms...

Si Marx, Engels ou Lénine, ajoutons Trotsky qui dira dans les années 30 qu'il fallait bien faire avec les militants que l'on avait sous la main, même si ce n'était pas l'idéal, s'ils avaient dû se séparer de tous les militants et dirigeants qui n'étaient pas d'accord avec eux sur tout ou partie de leur conception de la lutte de classe, ils se seraient retrouvés tout seuls ! Ils auraient été de talentueux penseurs, des théoriciens hors pairs, des génies isolés et coupés du monde ou incapables d'agir pour le transformer... Ils étaient de toute évidence au-dessus des conceptions misérables de nos dirigeants.

Heureusement pour nous, ils furent tout sauf d'affreux dogmatiques ou sectaires. Ils ne craignaient pas la contreverse, mieux, ils provoquaient la polémique pour que leurs contradicteurs s'expliquent et se dévoilent, ils admettaient la critique, l'erreur, ils avaient acquis un tel degré d'honnêteté intellectuelle qu'ils n'hésitaient pas à aborder en face les questions les plus ardues à résoudre sans préjuger du résultat, parce que par dessus tout, ils se savaient faillibles comme tous les hommes pour les avoir étudiés sous tous les angles et cultivaient une modestie qui à ce jour demeure inclassable et le meilleur exemple à suivre...

On se prend au jeu inconsciemment à vouloir toujours avoir raison, alors que la la question la plus importante est avant tout de comprendre les choses et les êtres. On confond si facilement les deux qu'on ne se rend plus compte de son erreur. Chacun possède sa vérité, rien de plus absurde en réalité. On s'enfonce dans son erreur, pire on arrive même à en tirer des avantages, dès lors on devient inséparables. On apprend cela en étudiant la psychanalyse. Il n'y a pas que les héroïnomanes ou les alcooliques qui vivent dans un état de dépendance permanent, cela concerne tous ceux qui sont incapables de se remettre en cause de fond en comble aussi souvent que nécessaire.

Regardez sur le plan politique, sans avoir besoin de jumelles ou d'un microscope, au premier coup d'oeil on s'aperçoit que le pouvoir politique et économique repose sur la Constitution et les institutions, ce sont les piliers du régime politique et du capitalisme. Personne ne veut engager actuellement le combat contre eux, c'est apparemment devenu tabou.

Ces piliers de l'Etat ont pour vocation de maintenir l'équilibre existant dans les rapports entre les différents classes sociales au profit de la classe dominante, la bourgeoisie. Les remettre en cause ne peut se faire qu'au profit d'une seule classe, celle dont les intérêts fondamentaux sont irréconciliables avec ceux de la bourgeoisie, au profit de la seule classe indépendante de par la place qu'elle occupe dans le procès de production, la classe ouvrière. Donc une politique qui serait orientée résolument contre les institutions, s'adresserait en principe en priorité à la classe ouvrière, plus généralement à toutes les couches de la société qui sont exploitées. Revenons à la fin du paragraphe précédent et posons-nous une question : pourquoi aucun parti ouvrier ne veut engager le combat contre les institutions et plus particulièrement contre la constitution de la Ve République ? Je formule une réponse : parce que les dirigeants de tous les partis pensent que la classe ouvrière n'est pas capable de mener cette tâche à bien, donc ils estiment que cette politique n'est pas à l'ordre du jour, vaut mieux en pondre une autre édulcorée qui soit à la portée des intellectuels, des élus ou une élite de syndicalistes "*déjà formés*" comme disait Engels en se moquant d'eux, il voulait dire évidemment déformés, c'est valable pour le POI et le NPA évidemment, rien ne les distingue sur ce plan-là.

On pourrait discuter longtemps sur la nature de ces partis, cela ferait encore un sujet de désaccord supplémentaire, un de plus. On peut critiquer la politique de ces partis, mais cela ne nous avance pas à grand chose si on ne va pas jusqu'au bout de notre analyse. L'élément qui me semble le plus important dans leur politique, c'est que justement elle ne s'inscrit dans

aucune perspective politique sous prétexte qu'aucune issue n'existe aujourd'hui. Leur politique se résume à un catalogue de revendications économiques ou sociales qui ne permet pas de saisir le lien entre la situation économique et sociale d'un côté, et les institutions de l'autre. Ils appellent à la lutte, à l'unité, à la mobilisation sur des revendications immédiates à satisfaire, etc., ils en restent à l'aspect alimentaire de la lutte de classe et ne s'aventurent pas au-delà. Or c'est seulement en faisant le lien dont je viens de parler qu'il est possible d'aider la conscience de classe du prolétariat à progresser. Ce n'est apparemment pas l'objectif de ce parti.

En dernière analyse, c'est parce que les dirigeants de ces partis n'ont pas pour objectif de construire un parti pour prendre le pouvoir qu'ils négligent la conscience de classe du prolétariat. Ils sont obnubilés par les résultats immédiats de la lutte des classes et oublient totalement l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui passe par la construction du parti, pas de n'importe quelle manière, mais à partir de la prise de conscience politique de la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme. Un parti ouvrier petit-bourgeois leur convient parfaitement.

Vous penserez peut-être qu'il n'y a pas de contradiction à combattre par exemple pour le Smic à 1.500 euros net tout de suite et en finir avec le gouvernement et les institutions, je suis d'accord avec vous, mais pour les dirigeants il ne faut pas tout mélanger, ils vous diront sans doute que les travailleurs seront d'accord pour se mobiliser pour les salaires pas pour foutre dehors Sarkozy, qu'ils n'en sont pas encore là, etc. Eux ils sont axés sur la masse des travailleurs, et comme la masse est actuellement moins mûre sur le plan politique, ils touvent là un bon prétexte pour évacuer toute perspective politique. Si leur véritable objectif politique était de construire un parti révolutionnaire, ils s'appuieraient sur les couches les plus déterminées du prolétariat qui certes ne couvrent pas la majorité des masses, mais au moins en leur proposant une perspective révolutionnaire, ils pourraient recruter en leur sein sur des bases saines et solides.

Je ne sais pas si j'ai été clair. On en a rien à foutre d'être 300 ou 500.000 à une manifestation si au bout du compte on ne construit pas le parti ou si on le construit sur des bases pourries. Vaut mieux être 10.000 et recruter 20 ou 50 nouveaux combattants sur des bases politiques saines, ce qui ne veut pas dire qu'il faille s'illusionner sur leur niveau politique. Vaut mieux recruter 20 travailleurs qui veulent changer la société et foutre dehors Sarkozy que 200 syndicalistes qui pleurniches pour conserver leurs statuts ou se rendent en délégations chez Sarkozy, ceux-là on n'en veut pas dans le parti, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas discuter avec eux, sans perdre son temps non plus. J'ai l'impression de rester fidèle à Marx et Engels en écrivant ces lignes, je peux me tromper aussi.

Le 20 septembre 2008

J'ai mis en ligne un document du CCI-T qui sera très utile aux militants pour comprendre la crise actuelle que traverse le capitalisme.

Tant qu'il s'agit d'aborder des questions économiques on peut facilement tomber d'accord, mais dès qu'on aborde les questions politiques, là cela devient plus difficile de s'entendre. Ce serait bien que chacun s'emploie non pas seulement à tenter de démontrer le bien-fondé de ses positions, mais aussi de démontrer en quoi les autres seraient erronées. Par exemple, j'ai lu quelque part une analyse sur la Georgie où le principe de l'auto-détermination des peuples était avancée pour aboutir à la conclusion que tous les peuples du Caucase devraient pouvoir se prononcer librement sur leur appartenance ou non à la Russie, et sur leur volonté de fonder une nation. L'idée est intéressante et généreuse et renvoie au principe que défendaient les marxistes au début du XXe siècle. Nous n'en sommes plus là, beaucoup de choses se sont passées depuis.

Questions : ce principe est-il toujours valable dans les termes où il était posé à cette époque ? Faut-il le prendre à la lettre ou en conserver l'esprit pour tenter de le rendre dans la pratique en tenant compte des transformations qui ont eu lieu dans la société et le monde ? Qu'est-ce qui définit un peuple qui revendique la souveraineté ? Sur quel principe s'appuie l'auto-détermination des peuples ? Si vous cherchez la réponse à ces questions dans les sites que j'ai consultés ce matin, vous ne les trouverez pas. Dès lors, comment pourrait-on tomber d'accord sur une position ou une autre ? Impossible, sauf à s'en remettre au dernier qui a parlé ou à celui qui semble le mieux renseigné sur la question, or cela ne prouve absolument rien. La preuve, c'est que les mêmes qui en appellent à l'auto-détermination des Ossètes du Nord et du Sud réunis dans une même nation indépendante, n'appliquent pas le même principe lorsqu'il s'agit des Tibétains par exemple, pourquoi, on n'en saura rien.

On ne peut pas être pris au sérieux ni rallier la majorité des militants sur une position en procédant de la sorte, heureusement on a envie d'ajouter. Ces camarades partent de bonnes intentions évidemment, donc il ne faut pas les blâmer, mais il me semble indispensable de corriger la méthode. Il m'arrive évidemment de commettre la même erreur sur certaines questions que je n'ai malheureusement pas pu étudier à fond, je ne vois pas comment seul je pourrais aborder à fond l'actualité politique sans même en discuter avec d'autres militants, ce qui n'est pas le cas des camarades dont je parle.

Autre sujet. Edvige.

Vous connaissez Stic, Cristina, Périclès, FAR (fichier alphabétique de renseignements), FPNE (fichier des personnes nées à l'étranger), HADOPI (à venir), autant de fichiers de police ou de gendarmerie à la disposition des RG.

La nouveauté avec Edvige, c'est le fichage des jeunes à partir de 13 ans, la criminalisation de la jeunesse. La délinquance et la violence des jeunes va de pair avec la paupérisation croissante du prolétariat et l'aggravation des injustices et des inégalités dans la société. L'audace de ces jeunes qui d'une certaine manière refusent la société telle qu'elle est, témoigne de leur maturité précoce à la combattre pour peu qu'on leur en donne les moyens, ce qui n'est évident pas le cas, d'où les dérives qui les conduisent devant la justice.

Une partie de la jeunesse est littéralement sacrifiée sur l'autel du capitalisme qui n'est même plus capable de lui offrir un avenir d'esclave, car même l'esclave a un minimum de besoins à satisfaire, et quand il ne produit pas encore du profit, il coûte, son entretien coûte trop cher à cette société, comme nos vieux qui vivraient trop longtemps tout en étant livrés à l'oisiveté, une idée insupportable pour les capitalistes. Tout ce qui n'est pas rentable doit périr, telle est sa devise. Marche ou crève. Quand tu es jeune et pauvre, tu n'as pas conscience de vivre dans une société aussi pourrie, ton insouciance prend vite le dessus et tu fais de grosses conneries qui se paient comptant.

Sarkozy entend renforcer l'arsenal judiciaire et répressif déjà existant pour interdire à quiconque de remettre en cause l'ordre établi et cela dès l'enfance, pour que plus tard habitués à obéir au doigt et à l'oeil (ou à la matraque, au taiser) l'idée de se rebeller ne nous vienne pas à l'esprit. C'est peine perdue d'avance ! Même après 30 ans de guerre et d'occupation, les Afghans refusent de se soumettre.

J'ai lu quelque part une critique envers la manifestation qui doit avoir lieu aujourd'hui contre la guerre en Afghanistan à Paris, et vous savez pourquoi ? Parce qu'elle n'a pas lieu le jour du vote à l'Assemblée nationale de la poursuite ou non de l'engagement de l'armée impériale de Sarkonapoléon 1er en Afghanistan (le 22 septembre), et parce que cette manifestation se déroulera ailleurs que devant l'Assemblée nationale.

C'est grave docteur, on peut le regretter, mais dans la mesure où elle est appelée par un collectif de partis, syndicats et associations qui dépasse la cinquantaine, la moindre des choses auraient dû être d'y participer au lieu de faire preuve d'un sectarisme nauséabond. Ce genre de détails en dit plus long sur les intentions politiques réelles de ces responsables politiques que bien des discours devenus franchement une perte de temps.

Le 22 septembre 2008

Deux dépêches (extraits) de presse sur les manifs du 20 septembre contre la guerre en Afghanistan.

PARIS, 20 sept 2008 (AFP) - Une dizaine de manifestations se sont déroulées samedi dans plusieurs villes de France pour demander le retrait des troupes françaises d'Afghanistan à la veille de la Journée internationale de la paix et à deux jours d'un vote au Parlement sur cette présence.

A Paris, 3.000 personnes selon les organisateurs - 2.000 selon la police - ont défilé de la place de la République à la place de Clichy, dont le porte-parole de la LCR Olivier Besancenot, le sénateur PS de l'Essonne, Jean-Luc Mélenchon, ou la députée Verts de Paris, Martine Billard, a dit à l'AFP Mouloud Aounit, président du Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (MRAP). Pour M. Aounit, "l'urgence aujourd'hui est de sortir de cette logique de guerre qui représente un véritable bourbier, une irakisation de l'Afghanistan".

A Marseille, 500 à 600 personnes selon la police ont également défilé. A Lyon, 80 personnes se sont rassemblées place des Terreaux et ont distribué des tracts aux passants. Une centaine de personnes ont défilé dans le centre-ville de Caen.

Des rassemblements ont également eu lieu à Strasbourg (une cinquantaine de personnes), à Mulhouse (une trentaine de personnes) ou encore à Angers (une cinquantaine), selon la police. Le Parlement est appelé à voter lundi sur le maintien des forces armées françaises en Afghanistan, un mois après l'embuscade dans laquelle dix soldats français ont été tués et 21 autres blessés le 18 août dans l'est du pays.

Manifestations en Europe contre la guerre en Afghanistan

AP | 20.09.2008 | 20:38 Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi après-midi en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne contre la présence de troupes de ces pays en Afghanistan.

Selon la police allemande, les manifestants étaient 5.000 à Berlin et autant à Stuttgart à défiler à l'appel d'un collectif de 250 organisations pacifistes. Leur slogan: "Donnez une chance à la paix, les troupes hors d'Afghanistan".

Dans le même temps, 2.000 personnes, selon la police, ont défilé à Paris pour réclamer le retrait des 2.600 militaires français déployés en Afghanistan.

A Manchester, dans le nord de l'Angleterre, où s'est ouvert samedi le congrès annuel du Parti travailliste du Premier ministre Gordon Brown, plusieurs milliers de protestataires ont eux aussi dénoncé la présence de soldats britanniques au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), la force de l'OTAN en Afghanistan.

Emmenés par la coalition "Stop the War" (arrêtez la guerre), les manifestants étaient au nombre de 5.000 selon les organisateurs, 2.500 selon la police. Parmi eux figuraient des membres de l'organisation des Familles de militaires contre la guerre.

On ne peut pas dire que ces manifestations aient été un succès. Pire, elles n'ont même pas réuni le nombre de militants qu'affichent les différentes formations politiques. Cela donne une idée de leur déliquescence. Certains vont penser que je tape encore sur les partis, mais ils le méritent amplement. Ils sont plus actifs et savent mobiliser leurs militants quand il s'agit d'élections, simple constatation qui vaut pour tous les partis. Passons, c'est tellement navrant.

Quelques passages commentés de ***La sociale-démocratie allemande*** pour se mettre de bonne humeur en ce début de semaine.

Engels écrivait : " *Madame Lafargue traduit en ce moment - enfin - le Manifeste en bon français.*", il s'agit du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels publié en 1848. Et vous savez à quelle date remonte cette remarque ironique d'Engels ? A 1885, 37 ans plus tard ! A croire que les intellectuels français gagner au socialisme n'étaient pas très pressés de faire connaître aux ouvriers la pensée et la méthode de Marx et Engels. Ils présentent aujourd'hui les mêmes défauts.

J'ai relevé ce passage intéressant à la page 73 de *La sociale-démocratie allemande* :

"*Organiser la destruction de l'industrie allemande sous prétexte de la protéger - les socialistes allemands ont-ils donc tort de répéter depuis des années que Monsieur Bismarck agit pour le socialisme comme s'il était payé par eux pour le faire ?*".

On pourrait le transposer ainsi : "Organiser la destruction de l'industrie française sous prétexte de la protéger - les socialistes français ont-ils donc tort de répéter depuis des années que Messieurs Chirac et Sarkozy agissent pour le socialisme comme s'ils étaient payés par eux pour le faire ?" Le seul problème et il est de taille, c'est qu'il n'y a pas de socialistes français pour le dire, pire, ils disent et pensent exactement le contraire !

La différence entre les socialistes allemands de cette époque et les dirigeants français actuels qui se réclament du socialisme, c'est que Marx, Engels, Bebel, etc. menaient leur combat dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat et que par conséquent ils avaient confiance en sa capacité à lever les obstacles pour atteindre cet objectif, alors que les socialistes français ont abandonné ce combat parce qu'ils n'ont plus confiance dans le prolétariat. Tous ceux qui ont abandonné ce combat ont prétendu un jour ou l'autre plus ou moins ouvertement que si cet objectif n'avait finalement pas été atteint, c'était de la faute des ouvriers ou à pas de chance, alors qu'en réalité, cette faute incombait aux dirigeants du mouvement ouvrier qui n'avaient pas été à la hauteur des tâches qu'ils devaient accomplir quand ils ne les avaient pas trahis, ce qu'ils n'étaient évidemment pas prêts à reconnaître.

Vous vous direz peut-être que Marx et Engels auraient dû figurer dans le même panier de crabes. Pensez-vous vraiment qu'à eux seuls (en exil) ils auraient pu remédier à l'incurie politique qui habitait la social-démocratie de l'époque et inverser le cours de l'histoire mondiale ? C'est comme si l'on soutenait que Lénine avait finalement failli parce qu'il n'avait pas pu empêcher Staline de détruire le parti bolchevik, en réalité, il n'y aurait pas eu Staline que le résultat aurait été sensiblement le même, car au-delà du pouvoir qu'avaient pu concentrer entre leurs mains quelques dirigeants comme Marx ou Lénine, la situation dans son ensemble concourait à aboutir à ce résultat sans que rien ne soit jouer d'avance évidemment. On peut admirer l'oeuvre de Marx et Engels et l'étudier sans tomber dans le culte de la personnalité qui contribuerait à en saper les enseignements et déservirait notre cause.

Ce qui est effrayant à notre époque, c'est le monolithisme de la pensée qui habite les intellectuels de tous les partis. La couardise y cotoie l'hypocrisie et le mensonge en permanence au point qu'on se demande de quoi ils sont vraiment faits. On en vient à penser que le jour où certains réagiront face à une catastrophe annoncée, il sera forcément trop tard, mais là encore, en réagissant ils pourront encore se donner bonne conscience en se posant en innocentes victimes d'un système qui les dépasse, concession tardive qui ne leur coûtera rien et servira uniquement à masquer leur propre ignorance et leur fausse modestie.

Je me régale en lisant les marxistes parce qu'ils n'hésitaient pas à mettre les pieds dans le plat et à provoquer les philistins petits-bourgeois. On peut ne pas être d'accord avec cette méthode qui a prouvé son efficacité, personnellement elle me semble plus digne que celle qui consiste à se taire pour finalement laisser aller les choses dans tous les sens. Je vais vous donner un exemple significatif, l'attitude d'Engels envers W.Liebknecht.

J'ai confondu dans la précipitation Wilhelm Liebknecht avec son fils Karl Liebknecht, autant pour moi, avec mes excuses. Du coup j'ai dû modifier la présentation des citations qui suit.

W.Liebknecht a causé énormément de tort à la social-démocratie allemande et particulièrement à Engels et Bebel. Brièvement, il avait la fâcheuse habitude d'avoir le cul entre deux chaises et en temps de paix à pencher pour l'aile droite du parti dont notamment sa représentation parlementaire, ce qui obligea Engels à combattre ses positions. Mais dans le même temps, comme Engels le connaissait bien, il savait qu'au moment décisif Liebknecht se rangerait du côté de la fraction prolétarienne du parti, ce qui fut effectivement le cas (tout du moins jusqu'en 1895). La polémique ou la critique n'empêche pas la fraternité entre camarades et se situe à l'opposé du sectarisme que l'éclectisme actuel ne suffit pas à camouffler.

Engels ne ménagea pas Liebknecht pendant toutes ces années tout en lui reconnaissant des qualités indiscutables, il le pilonna à l'artillerie lourde quand il le jugea nécessaire, à faire frémir de trouille nos dirigeants actuels, si Engels les voyaient il dirait sans doute qui n'ont rien dans la culotte. Voici quelques extraits du même ouvrage qui décoiffent, et n'allez pas imaginer qu'il ne disait ce qu'il pensait uniquement dans sa correspondance, ce serait très mal connaître Engels, vous pouvez d'ailleurs le vérifier en lisant cet ouvrage si vous en avez le temps.

"*Toute cette salade nous la devons surtout à Liebknecht et à sa manie de favoriser les écrivassiers de merde cultivés et les personnages occupant des positions bourgeoises, grâce à quoi on peut faire l'important vis-à-vis du philistin. Il est incapable de résister à un littérateur et à un marchand qui font les yeux doux au socialisme. Or ce sont là précisément en Allemagne les gens les plus dangereux, et depuis 1845 Marx et moi nous n'avons cessé de les combattre. A peine leur ouvre-t-on la porte du parti qu'ils s'y engouffrent et se mettent en avant - et l'on est obligé d'arrondir sans cesse les angles, parce que leur point de vue petit-bourgeois entre à tout moment en conflit avec le radicalisme des masses prolétariennes ou parce qu'ils veulent falsifier les positions de classe.*

Malgré tout, je reste persuadé que Liebknecht, lorsqu'il devra vraiment se décider, se rangera à nos côtés et il affirmera par-dessus le marché qu'il n'a jamais dit cela et que nous l'avons empêché de foncer plus tôt dans le tas. Cependant, c'est une bonne chose qu'il ait reçu une petite leçon." (Engels à A. Bebel, 22 juin 1885.)

"*Voilà que Liebknecht passe très hardiment au premier plan : la série écrite en prison, la lecture du Capital à moitié oublié et la prise de conscience toujours plus claire d'être assis entre deux chaises, tout cela semble avoir eu un effet très utile. J'en suis très content - pourvu que cela dure. Au moment décisif, il se trouvera certainement du bon côté, mais jusqu'à ce qu'on en vienne là, il nous occasionnera les pires tourments avec ses tendances à se dissimuler les difficultés - ce qu'il tient pour de la diplomatie, domaine dans lequel il nous dépasse tous de très loin.*

Ce que tu dis de Liebknecht, c'est ce que tu penses sans doute depuis longtemps déjà. Nous le connaissons depuis de longues années. Pour vivre, il a absolument besoin d'être populaire. Il doit donc jouer au conciliateur et arrondir les angles, afin de repousser la crise. Avec cela, c'est un optimiste par nature, et il voit tout en rose. C'est ce qui explique qu'il reste aussi vert. C'est la raison principale de sa popularité, mais c'est en même temps son mauvais côté. Tant que je correspondais uniquement avec lui, il ne me communiquait que ce qui correspondait à sa vision en rose et nous taisait tout ce qui était désagréable; lorsque nous le poussions dans ses retranchements, il disait tout simplement ce qui lui passait par la tête, de sorte que nous ragions en nous disant qu'il nous croyait assez bêtes pour nous laisser prendre à de tels trucs ! (...)

Avec toutes ces précieuses qualités, Liebknecht est un maître d'école né. S'il arrive qu'un ouvrier dise « Me » au lieu de « Moi » au Reichstag ou prononce une voyelle latine courte comme si elle était longue et que les bourgeois en rient, alors il est au désespoir. C'est pourquoi il veut avoir des gens « instruits » comme le mou Viereck qui nous a plus discrédité avec un seul de ses discours au Reichstag que 2 000 faux « moi » n'eussent pu le faire. En outre, il ne sait pas attendre. Il recherche avant tout le succès immédiat, même s'il doit sacrifier pour cela un avantage futur bien supérieur. C'est ce que vous apprendrez en Amérique, lorsque vous ferez le voyage après Fritzsche et Viereck. Y envoyer ces gaillards là était une faute aussi énorme que l'unité précipitée avec les Lassalléens, qui se serait produite toute seule six mois après, lorsque toute la bande eût été désagrégée et les misérables chefs écartés. Tu vois, je parle avec toi en toute confiance, de manière parfaitement directe. Mais je crois aussi que tu ferais bien d'opposer une résistance ferme aux doux propos avec lesquels Liebknecht essaie de te gagner. C'est alors qu'il cédera. " (Engels à A. Bebel, 10 mai 1883.)

Engels savait faire la part des choses indiscutablement. Liebknecht avait commis des erreurs monumentales à répétition, mais pour Engels ses qualités primaient sur ses défauts, qui n'en a pas ? L'intérêt supérieur du parti passait en premier, c'est la leçon que je tire de cette expérience, il y en a plus d'un qui devrait en prendre de la graine parmi nos dirigeants, pour d'autres il est déjà trop tard !

On pourrait se quitter aujourd'hui sur une question en rapport avec ce que vous venez de lire : d'après vous, la dislocation de l'avant-garde révolutionnaire serait-elle due uniquement à la pression exercée par l'idéologie dominante ou serait-elle due également aux dirigeants qui n'ont pas trouvé d'autres moyens pour conserver leur position au sein de l'appareil de leur parti que d'exclure ou pousser à la démission tous les militants, cadres ou dirigeants qui ne pensaient pas exactement comme eux ? Je pencherai pour dire les deux à la fois, mais chacun est libre d'en penser ce qu'il veut au regard des faits.

Le 23 septembre 2008

Suite à un courriel que j'ai reçu, j'ai dû rectifier la présentation des citations d'Engels qui figuraient dans la causerie d'hier, avec mes excuses.

La suite de la lecture de *La social-démocratie allemande*.

Je ne suis qu'un pauvre diable qui se démène pour essayer de faire avancer les choses, de déblayer le terrain comme l'on dit sur des questions qui font débats et sans avoir jamis lu auparavant l'extrait qui suit, je me dis après coup que j'avais raison de ne pas me prétendre marxiste et de me moquer de ceux qui se collent volontiers cette étiquette.

" *Ces messieurs font tous du marxisme, mais de la sorte que vous avez connue en France il y a dix ans et dont Marx disait :* « Tout ce que je sais c'est que je ne suis pas marxiste, moi ! » *Et probablement il dirait de ces messieurs ce que Heine disait de ses imitateurs : j'ai semé des dragons et j'ai récolté des puces.* " (Engels à P. Lafargue, 27 août 1890)

L'auteur du courriel que j'ai reçu m'a écrit : " *Un peu de sérieux tout de même ! Vous vous ridiculisez.* ". Il n'y a que les gens qui manquent singulièrement de modestie pour s'affliger ce genre de châtiment, qui comme chacun sait n'est pas fatal !

Un très bref extrait en rapport avec l'actualité en France.

La nouvelle mouture du décret sur le fichier Edvige prévoit la possibilité de ficher les personnes "*dont l'activité individuelle ou collective indique qu'elles peuvent porter atteinte à la sécurité publique*", il peut donc s'appliquer dès aujourd'hui aux militants et aux partis ouvriers qui combattent (théoriquement) pour renverser l'ordre établi. Le gouvernement actuel serait-il l'appendice d'un régime policier ?

Engels précisait dans la préface à « *Karl Marx devant les jurés de Cologne* », rédigée le 1er juillet 1885, à propos de la prétention de dépouiller la social-démocratie de son caractère révolutionnaire : " *Je veux faire abstraction de l'idée monstrueuse qui prétend qu'en exprimant simplement une opinion on puisse se placer hors de la légalité. Cela relève du pur État policier.*". Nous n'en sommes pas loin d'après les nombreux témoignages rapportés chaque mois par les auteurs du *Bulletin "Résistons ensemble contre les violences policières"* disponible dans le journal du groupe CRI.

Ce n'est pas encore un Etat policier proprement dit, disons que la potentialité du régime bonapartiste à le devenir se précise avec le flic-président aux commandes. Et pour bien montrer que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Morin-Kouchner n'en avait rien à faire de l'opinion de la majorité de la population, ils ont décidé dans la foulée d'envoyer une centaine de soldats supplémentaires en Afghanistan "*dans quelques semaines*" a précisé Fillon hier devant l'Assemblée nationale, ainsi que des drones - des aéronefs sans pilote -, des hélicoptères Caracal et Gazelle, des moyens d'écoute et des mortiers supplémentaires. (source : Reuters 22.09)

La propagande hypocrite de l'Etat en faveur des travailleurs et la provocation délibérée font partie de l'artillerie du bonapartisme.

Pour justifier cette mission "*légitime*" en Afghanistan, Fillon ne s'est pas embarrassé outre mesure, il a repris à la lettre le discours de Bush : "*Les Français doivent savoir que nous ne sommes nullement en guerre avec le peuple afghan, mais que nos troupes peuvent être engagées ou impliquées dans des opérations de guerre*". Il a ajouté "*Elles sont sur place pour assurer notre sécurité collective en faisant en sorte que l'Afghanistan ne redevienne pas le sanctuaire du terrorisme international*".

En réalité le gouvernement et son parlement croupion n'ont aucune légitimité dans le pays, mais qui osera le dire ? Personne à ce jour. Heureusement que le ridicule n'est pas mortel !

Autre chose.

Pour finir un extrait d'un courriel que j'ai adressé ce matin à un camarade.

On a entendu beaucoup de choses sur les causes de l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Dans les grands pays comme l'Inde, le marché mondial n'a pas vraiment d'emprise sur les prix de ces produits, par contre avec la mousson qui a été particulièrement violente cette année, une partie des récoltes ont été ravagées, du coup, les prix flambent littéralement, en quelques semaines, les prix ont été multipliés par 3 ou 4, tu imagines, le kilo de tomates est passé de 3 à 18 roupies par exemple, c'est dingue, c'est bien simple, hier il n'y avait pas un légume à moins de 20 roupies le kilo, les haricots étaient montés à 35. De mon côté, j'ai déjà tellement réduit mes dépenses que je ne peux pas descendre en dessous, sauf

à bouffer du riz tous les jours et m'affaiblir. Ma seule marge de manoeuvre, c'est les cigarettes et l'alcool, quand il n'y a plus de bière, j'attends quelques jours avant de racheter 3 petites bouteilles, une bouteille me fait 2 ou 3 jours. Et un connard m'a encore traité par mail de "*bobo planqué*", pauvre con !

Un dernier mot, le dollar a baissé brutalement et le pétrole a monté tout aussi brutalement depuis lundi, comme quoi la crise est loin d'être terminée... J'essaie de comprendre quelles vont être les conséquences des 1.000 milliards de dollars injectés dans les banques par le gouvernement américain. Ils vont servir à boucher quelques trous, mais cela ne sera pas suffisant. L'autre jour j'ai lu que les créances douteuses américaines qui étaient dispersées dans des banques en Europe et en Asie se montaient à 5.000 milliards de dollars. Je n'ai pas pu vérifier cette information, mais si elle était exacte, cela signifierait que toutes les banques centrales en Europe et en Asie devraient adopter un plan de sauvetage comparable à celui des Etats-Unis mais à un niveau encore plus élevé. Donc à suivre.

Ce qui est sûr, c'est que les 1.000 milliards de dollars en question n'iront pas dans la poche des américains qui sont déjà surendettés, le secrétaire au Trésor américain l'a répété, donc s'ils ne sont pas plus solvables demain qu'hier, on se demande comment ils vont pouvoir continuer de payer leur crédit alors que les prix ne cessent d'augmenter et que les salaires sont quasiment bloqués.

De plus cette somme gigantesque n'est pas destinée au développement de la production industrielle ou pour la soutenir, les entreprises sont déjà endettées jusqu'au cou, au mieux et au pire, elle permettra à des entreprises de contracter de nouveaux prêts qui s'ajouteront à ceux qu'elles ne peuvent déjà plus rembourser ou difficilement, donc à terme, elles se retrouveront le dos au mur dans la même situation que les banques aujourd'hui.

Cette argent ne va pas contribuer à combler l'écart entre l'économie réelle et l'économie fictive (qui repose sur des profits futurs tout à fait hypothétiques), ce n'est pas sa vocation, mais au contraire elle va l'accroître, ce qui va faire peser une pression supplémentaire sur les industriels qui n'auront pas d'autres solutions que d'essayer de gagner de nouvelles parts de marché, et en attendant, de s'attaquer aux droits sociaux des travailleurs, comprimer les salaires et procéder à des licenciements en masse. Et bien entendu quand un ouvrier osera demander une augmentation de salaire, le patron profitera de la situation que je viens de décrire pour lui répondre que ce n'est pas possible, qu'il doit choisir entre garder son emploi ou une augmentation de salaire avec à la clé le chômage, du chantage quoi.

On va assister aussi à de nouvelles fusions-acquisitions qui permettront de gagner en productivité notamment en réduisant la masse salariale. Par exemple, on vient d'apprendre que le premier opérateur télécoms belge, Belgacom, affiche sa volonté de dépenser quatre à cinq milliards d'euros en cas de bonne opportunité à l'étranger.(source : *La Tribune* 21.09)

L'impérialisme a plus d'un tour dans son sac à malices pour tromper les travailleurs, sa dernière trouvaille vaut son pesant d'or : la Réserve fédérale a autorisé les deux dernières grandes banques d'investissement du pays, Goldman Sachs et Morgan Stanley, à changer de statut pour devenir des holdings, a indiqué la Fed dimanche soir. Elles vont pouvoir créer des banques de type commercial, lesquelles pourront recevoir des dépôts. La dépêche précisait : "*Les deux banques d'investissement y gagneront en solidité en accroissant leurs ressources. Elles pourront aussi bénéficier de prêts relais à court terme de la Réserve fédérale de New York a précisé la Fed.*" Les Américains pourront donc disposer de comptes courants pour déposer leur revenus et leurs économies pour ceux qui en ont dans ces banques, les entreprises également, ce qui leur fera un fond deroulement gratis avec lequel elles pourront spéculer et obtenir des crédits qu'un jour ou l'autre elles ne pourront plus remboursées, et tous leurs clients seront ruinés avec elles ! C'est en tout cas ainsi que j'interprète cette nouvelle. (source : AP 21.09)

La seule réponse, c'est l'expropriation sans rachat et sans condition des capitalistes, la liquidation de la bourse et la prise de contrôle des banques et des assurances, etc., là où se trouve le fric, le nerf de la guerre. Le système conduit à la faillite, donc il faut réorganiser l'économie sur d'autres bases, la propriété collective des moyens de production qui garantira à chacun un vrai travail, un vrai salaire et la satisfaction des besoins de la population dans tous les domaines... Pourquoi aller chercher des formules à la con, faire compliquer quand les choses sont finalement si simples à comprendre et à mettre en oeuvre, non ?

Le problème, c'est que ceux qui tiennent plus ou moins ce genre de discours ne sont pas crédibles ou sont inaudibles. Admettons que ce n'est pas forcément de leur faute, ne soyons pas médisant, essayons d'être positif. On passe souvent à côté des choses les plus simples, c'est pour cette raison que je me pose beaucoup de questions. Les gens sont incapables d'entrevoir la société autrement, tant que cela durera, les plus beaux discours n'auront aucun effet. Il faut les travailler au corps, en profondeur, partir de la base, c'est peut-être ingrat et long, mais indispensable pour avancer. Il faut attaquer bille en tête. Il faut briser d'emblée l'idée selon laquelle le joug sous lequel nous ployons serait éternel, indestructible ou invincible, un don de dieu ou de la fatalité.

L'ouvrier développe un sentiment d'infériorité qui s'étend jusqu'à l'impuissance. Il a l'habitude d'être commandé dans la vie quotidienne, surtout au boulot, tout semble le dépasser, il semble fait pour obéir de sa naissance jusqu'à sa mort. Quand il se met en colère, il s'en veut ensuite de s'être laissé emporter, il s'excuse parce qu'il n'a pas un mauvais fond même s'il est souvent rustre, je suis aussi passé par là donc je sais de quoi je parle et mon père l'a été jusqu'à son dernier souffre le malheureux. Il est maladroit par ignorance, la société le culpabilise et lui tape sur la gueule pour le rappeler à l'ordre, le vieil ordre bourgeois

en vigueur. Il faut l'aider à se décomplexer, à prendre confiance en lui pour qu'il progresse. C'est ainsi que personnellement je suis sorti de cet état d'hébétude humiliant dans lequel je suis resté trop longtemps et dont je porterai les stigmates jusqu'à la fin de ma vie. Ce n'est pas toujours facile de regarder les choses en face. Qui ose dire comme les marxistes que les masses sont parfois réactionnaires ? Personne, parce que l'on craint d'être incompris et de passer soi-même pour un vulgaire réactionnaire. Voilà une attitude aussi désuète que stupide et c'est loin d'être la seule.

La pire des choses serait de se décourager ou d'accabler les travailleurs et les militants qui restent sourds à notre discours. Il n'y a pas de fatalité, voilà ce qu'il faut se dire une bonne fois pour toute. Ce que l'on a réussi à comprendre et le bout de chemin que l'on a réussi à parcourir n'importe quel travailleur ou jeune sera un jour capable de faire de même à sa façon. Et s'il n'y parvient pas, c'est uniquement parce qu'il aura manqué de temps ou d'opportunités voilà tout, mais cela ne remettra pas en cause notre conception du monde, nos convictions ou nos principes. Dans le cas contraire, on finirait par haïr la terre entière et se détester soi-même, ce qui ne résoudrait aucun problème, ce serait pire encore.

Je crois avoir compris ce que Marx disait quand il affirmait qu'il n'était pas marxiste lui-même : il possédait le génie de maîtriser le matérialisme dialectique et historique, mais il savait mieux que personne que c'était un combat permanent pour le maîtriser davantage encore, et que ce combat il devrait le livrer jusqu'à son dernier souffle. Nous sommes des "puces" à côté.

Le 27 septembre 2008

Les pitreries larmoyantes et lamentables de Bush et Sarkozy font la une de l'actualité des médias qui voudraient bien se rassurer face à la gigantesque crise qui secoue violemment tout l'édifice capitaliste, mais ils sont bien obligés de se rendre à l'évidence : le capitalisme est ce qu'il est et il n'existe aucun remède miracle pour le sauver de la débâcle, sauf à compter que les travailleurs accepteront indéfiniment d'être pris pour des naïfs par une bande de voyous et supporteront sans broncher les conséquences dramatiques de la survie d'un système économique à bout de souffre.

L'heure n'est pas à exiger un hypothétique "plan de relance", mais de lier l'incapacité du capitalisme à satisfaire nos revendications au regard des centaines de milliards qu'ils ont verser généreusement aux banques pour permettre à la machine déjà gripper de ne pas s'arrêter totalement, à la question du combat politique pour le liquider.

La faillite du capitalisme pose immédiatement la question du pouvoir politique, des moyens à mettre en oeuvre pour balayer le vieux monde pourri, c'est-à-dire le regroupement de la classe et la construction du parti, mais pas sur n'importe quelle base. Seule une perspective résolument révolutionnaire peut répondre à cette question. Toute tentative de s'en tenir à une politique à caractère trade-unioniste serait qualifiée à juste titre de contre-révolutionnaire, et constituerait une trahison des intérêts fondamentaux du prolétariat.

Il n'est pas question de mettre nos revendications dans notre poche sous prétexte de cette crise, au contraire, on doit exiger qu'elles soient satisfaites immédiatement puisque les banquiers ont pu bénéficier de milliards d'euros. Et comme ces revendications sont évidemment incompatibles avec le maintien en place du gouvernement et des institutions de la Ve République, il faut le chasser et les abolir.

C'est sur cette ligne que le combat doit s'engager pour que l'avant-garde se renforce tout en proposant une perspective politique aux masses qui leur ouvre une issue.

Je rajouterai un mot plus tard si j'en trouve le temps.

Bon week-end à tous en attendant.

Complément.(18h50 en Inde)

Dans l'édition du *Monde* paru hier, il y avait un article intéressant qui rappelait que le premier krach boursier se produisit à Londres et remontait à 1721. le rédacteur de cette article, Ludovic Desmedt qui est chercheur au Laboratoire d'économie et gestion, maître de conférences à l'université de Bourgogne, précisait que " *des tentatives de régulation furent votées (les Bubble Acts), qui eurent pour effet de diriger les investissements britanniques vers des perspectives moins aventureuses, avant que de futurs krachs ne réapparaissent.*".

Donc ce qui arrive 287 ans plus tard confirme ce que nous savions depuis longtemps, et que l'on ne vienne pas nous raconter d'histoires : il est impossible de contrôler ou de réguler le capitalisme comme l'affirme sans vraiment trop y croire les économistes et les médias depuis un an, depuis qu'a éclaté la dernière crise en date, celle des subprimes aux Etats-Unis.

A travers quelques dépêches que j'ai parcourues rapidement, j'ai cru comprendre que les discours de Bush et Sarkozy comme

ceux des dirigeants de la planète qui sont intervenus ces derniers jours sur le même sujet, étaient notamment axés sur la nécessité de mieux réguler les marchés financiers, une véritable imposture un peu grosse à faire avaler à la population. Ils en ont appelé à la moralisation des différents acteurs qui interviennent sur les places financières.

Si on prend à la lettre leur discours et qu'on se demande s'il est possible ou non de moraliser le capitalisme, on aura tout faux, c'est un piège qui nous est tendu pour que s'affrontent ceux qui pensent que c'est possible à travers la mise en place de certains mécanismes et ceux qui pensent le contraire. Comme ils ne parviendront jamais à se départager, ils demeureront divisés ce qui fera l'affaire des dirigeants de ce monde à défaut de mieux.

Ce substerfuge sert uniquement en réalité à éviter que la population se pose la seule véritable question qui mérite d'être posée : si la propriété privée des moyens de production peut se justifier sur le plan juridique et constitutionnel, de la même manière que l'immense richesse dont dispose une poignée de nantis à travers le monde (voir le texte mise en ligne aujourd'hui *Sur le capitalisme*), sur le plan de la morale justement, absolument rien ne peut justifier l'exploitation, les formidables inégalités et les injustices qui existent dans tous les pays...

Ils peuvent parler autant qu'ils voudront de la nécessité de moraliser le capitalisme, ils auront beau retourner la question dans tous les sens, il n'existera jamais aucun moyen permettant de justifier sur le plan morale l'immense richesse accaparée par les uns pendant que la multitude croule sous la misère, c'est tout simplement impossible, sauf à s'en remettre à la religion chrétienne qui justifie l'existence de la souffrance humaine pour racheter tous les péchés de l'espèce humaine, ce serait même paraît-il un don du ciel, donc réjouissons-nous du malheur qui nous accable, remercions ceux qui en sont responsables ici bas, comme quoi le capitalisme a du bon !

Pas tout à fait dans le même registre mais pas loin, disons sur un plan complémentaire du précédent sujet, l'institut CSA a sorti un sondage bidon mercredi dans lequel il ressort que 82% des personnes interrogées seraient favorables à des négociations entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux sur le thème des "réformes" nécessaires à entreprendre pour sauver "le modèle social français".(source : AP 24.09)

Comme il n'y a rien à négocier avec le gouvernement sauf à accepter la détérioration de nos conditions de vie et de travail pour se plier aux exigences du capitalisme en proie à une crise sans précédent depuis 1929, il est toujours utile de faire croire que les dirigeants syndicaux pourris pourraient servir encore à autre chose, histoire de légitimer au passage le programme ultra réactionnaire de Sarkozy.

Autre chose.

Vous avez vu que j'ai mis en ligne deux articles du POI sur la crise du capitalisme, tout simplement parce que je les trouvais corrects et qu'il aurait été dommage que les camarades n'en profitent pas. Plusieurs articles sur la Bolivie vont dans le même sens que celui de la LOR-QI, je les mettrais en ligne demain si j'ai le temps.

En attendant, avec la tournure que prend l'aggravation des contradictions du capitalisme, le fossé entre la situation actuelle et la ligne politique du POI ne cesse de se creuser. Ils se réjouissent de la signature d'une pétition demandant le maintien de La Poste service public par 2.000 élus, sur plus de 550.000 au total, faites le calcul, cela donne 0,36%. Je ne veux pas être médisant, je suis dubitatif.

Je comprends que le POI mette en avant la rupture avec l'UE pour au moins deux raisons, la principale, parce qu'il serait impossible de mettre en oeuvre une autre politique dans le cadre de l'UE, cela ne fait aucun doute évidemment, la secondaire, parce qu'elle constitue la ligne de démarquation entre ceux qui combattent réellement le capitalisme et ceux qui le soutiennent (la LCR et le PCF), ce qui est exact aussi.

Mais on pourrait faire exactement la même démonstration à partir du combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République : il sera impossible d'envisager la satisfaction de nos revendications tant que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner n'aura pas été chassé et tant que les institutions n'auront pas été abolies d'une part, d'autre part, il est évident aussi que ni le PCF et ni la LCR n'entendent mener le combat sur cette ligne politique, donc la ligne de démarquation est là aussi nette et sans bavure.

L'avantage de la position que je défends, c'est qu'elle pose directement la question du pouvoir politique en remettant en cause les institutions existantes, donc elle constitue un premier pas déterminant qui permet ensuite d'envisager immédiatement la transition avec la nécessité de se doter d'un organisme de pouvoir indépendant de la bourgeoisie, qu'on l'appelle comme on voudra, peu importe à cette étape. Je n'essaie pas d'avoir raison absolument, j'explique simplement comment j'en suis arrivé à formuler cette position et pourquoi je la défends loyalement.

L'autre avantage non négligeable de cette ligne politique, c'est qu'elle ne laisse place à aucune illusion sur l'avenir des institutions de la Ve République, elles doivent être liquidées, mieux leur liquidation est la condition préalable à la poursuite du processus révolutionnaire engagé dans les meilleures conditions pour vaincre, dans le cas contraire, c'est la porte ouverte à l'aventure.

Formuler le voeu de respecter la démocratie ou de la rétablir en souhaitant qu'elle soit l'expression directe de la majorité de la population, l'intention est louable et généreuse, mais c'est ne pas compter avec les conditions politiques qui permettront à la réaction de prendre le temps de s'organiser tranquillement pour dresser des obstacles afin d'empêcher que ce processus soit mené à son terme. Alors que si un gouvernement révolutionnaire issu du ou des partis combattants pour la victoire du socialisme décide par décret de retirer le tapis sous les pieds de la réaction pour l'empêcher de s'accrocher aux oripeaux des vieilles institutions, qui osera dire ensuite que le gouvernement aurait violé la démocratie puisqu'il aura agit uniquement dans l'intérêt et le respect des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ? Personne, sauf la réactionnaire bien entendu.

J'espère me tromper, mais quand je vois tous les efforts sincères déployés par Morales pour vaincre la résistance farouche de la réaction en signant notamment un contrat d'unité avec la COB, j'applaudis des deux mains et je le soutiens inconditionnellement, mais en laissant intactes les institutions héritées du passé, il ne résoud pas le principal problème politique auquel il est confronté et il prend le risque qu'elles se retournent un jour contre lui pour précipiter sa chute.

Je ne veux pas apparaître non plus comme l'empêcheur de tourner en rond, mais je me pose des questions, dès lors que je constate que des analyses sérieuses passent systématiquement ou preque sous silence le sort des institutions, alors qu'elles occupent une place déterminante dans la situation politique.

Le 28 septembre 2008

J'ai commencé à relire une cinquantaine de dépêches consacrées à la crise actuelle du capitalisme pour ensuite rédiger un nouveau texte. J'ai pensé que l'on pourrait expliquer simplement quelques rudiments de la finance et peut-être revenir sur le contenu des déclarations des grands de ce monde.

On se détend un peu camarades, c'est le week-end. Hier soir le présentateur de la météo sur TV5 Monde Asie nous a livré une info bouleversante : en 2050, à cause de la hausse de la température sévissant dans le sud des Etats-Unis et de la consommation d'eau insuffisante conduisant à une déshydratation chronique, 2 millions d'Américains souffriront de calculs rénaux. Il a été affirmatif, il a employé le mode indicatif et non le conditionnel. Comment peuvent-ils prévoir 42 ans à l'avance quelles seront les conséquences de la survie du capitalisme, s'il existe toujours, à quel niveau les déréglements climatiques agiront et comment se comportera la population, alors qu'ils n'ont même pas été foutus de prévoir six mois à l'avance quelle ampleur aurait la crise actuelle du capitalisme ?

Fillon n'a pas eu besoin d'une boule de cristal pour prédire que la France ne renouera pas avec l'équilibre budgétaire en 2012, il vaut mieux être prudent par les temps qui courent ! (Reuters 26.09)

Quant à la ministre de l'Economie, elle n'a pas manqué d'assurance pour annoncer "*quelque 10 milliards d'euros d'allègements nets d'impôts*" d'ici à 2012, sans préciser pour qui, mais vous avez déjà deviné. (AFP 27.09)

Très sérieusement, dans un entretien au *Journal du dimanche*, le directeur général du FMI, Strauss-Kahn (PS) a prédit une situation "*difficile*" pour l'Europe et "*parfois plus dure encore*" dans certains pays pauvres. C'est marrant, on s'en serait un peu douté ! (AP 27.09)

Et savez-vous à quoi est suspendu notre destion ? Je vous le donne en mille : "*il faut réformer*" ! Quelle chance qu'il y ait à travers le monde plus de réformistes que de révolutionnaires ! Tout le monde est réformistes de nos jours, c'est à la mode, une mode bien terne et cynique, mais rassurez-vous, elle n'a aucun avenir. (AFP 27.09)

D'ici demain soir j'actualiserai la page des infos en bref en reproduisant de larges extraits des déclarations ou discours des derniers jours, c'est un régal de voir dans quelle merde ils sont tous.

Il y a un truc qui m'est revenu en mémoire dont j'aurais pu vous parler, après avoir évoqué le réformisme, la transition est toute trouvée.

Engels a écrit vers la fin des années 1800 que la classe ouvrière était socialiste en Angleterre. Selon moi, il voulait dire par là qu'elle combattait pour améliorer son sort dans la perspective du socialisme, autrement dit, qu'elle n'avait ni les moyens ni l'intention de rivaliser avec les bourgeois pour leur ressembler, mais que son combat s'inscrivait dans la perspective de la lutte finale pour le pouvoir.

Aujourd'hui en France et dans la plupart des pays, il est impensable de soutenir que la classe ouvrière serait socialiste, elle serait plutôt gagnée par un état d'esprit petit-bourgeois similaire à celui que prétait Trotsky à la classe ouvrière américaine dans

les années 30.

On pourrait se contenter de cette comparaison et de ce constat, pour en déduire comme le font avec application et persévérance les réformistes qu'il n'y a rien de mieux à faire que de cultiver cet état d'esprit qui est incompatible avec le cours du capitalisme, afin de le mener dans ces derniers retranchements et de liquider les dernières illusions dont il était porteur.

Mais comme d'une crise à l'autre, partant du fait que la conscience des masses n'a pas suffisamment progressé pour pouvoir en comprendre l'origine et entrevoir une issue sur le plan politique, ce qui aurait dû se traduire en principe par la construction d'un parti révolutionnaire, les illusions dans le capitalisme se sont transmises d'une génération à l'autre, pas toujours sous les mêmes déguisements, au point que certains en sont arrivés à penser qu'elles renaissaient même de leurs cendres, alors qu'en réalité elles ne les avaient jamais quittées.

Si la tactique qui consistait à se placer sur le terrain des illusions pour les combattre s'était avérée correcte, depuis le temps on aurait dû en voir le bout, or elles sont toujours aussi vivaces, il y a donc eu un lézard quelque part. On a identifié les illusions dans le capitalisme avec les illusions des masses dans les partis pourris du mouvement ouvrier, en pensant que c'était parce qu'elles avaient moins d'illusions dans le capitalisme qu'elles penchaient pour ces partis qui prétendument le combattaient. Or, rien de pareil ne s'était produit en réalité.

C'est la raison pour laquelle ces illusions dans le capitalisme s'en sont données à coeur joie sous le règne de Mitterrand, au même titre que le réformisme qui s'en trouva regaillardi et qui trouva là un terrain favorable pour s'ébattre tranquillement à l'ombre du gouvernement des partis soi-disant ouvriers.

A aucun moment le combat politique n'a été subordonné à la nécessité d'en finir avec le capitalisme, ne parlons pas du combat syndical qui relèvait pour ainsi dire de la trahison permanente tant il était éloigné de cet objectif qu'il avait abandonné bien avant la seconde guerre mondiale.

Le combat politique a été mené dans le but de remplacer un gouvernement par un autre et pas davantage, dans ces conditions il était impossible pour les masses d'en comprendre la signification profonde en admettant qu'il avait pour objectif d'en finir avec le capitalisme.

Le combat pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière n'a jamais été orienté dans la perspective d'abattre le capitalisme. On a privilégié l'action spontanée des masses qui ne pouvait que renforcer leurs illusions dans le capitalisme, au détriment d'un travail de fond qui aurait pu l'amener à s'en détacher progressivement.

En subordonnant le mouvement ouvrier au capitalisme, on en a sapé les bases, ni plus ni moins.

Les analyses conduisant au constat qu'il fallait en finir avec le capitalisme demeuraient du domaine de la théorie, elles n'ont pas été popularisées ou rendues accessibles au plus grand nombre.

Vous allez trouver des tracts qui dénoncent les salaires misérables et qui expliquent que ce sont les méchants patrons qui en sont responsables ou bien le gouvernement. D'autres tracts auront le même contenu en appelant à une action, une manifestation par exemple. Dans les deux cas, l'augmentation des salaires n'est pas incompatible avec la survie du gouvernement en place ou du capitalisme. Maintenant si vous me trouvez un tract qui se termine par la nécessité de chasser Sarkozy, de liquider les institutions et d'exproprier les patrons, donc qui ne situe pas la satisfaction de cette revendication dans le cadre du régime je vous paie un billet aller retour en Inde !

Vous allez me dire que je rêve, que les travailleurs n'en sont pas encore là, vous avez raison donnez-leur un objectif compatible avec ce qu'ils peuvent comprendre et réaliser aujourd'hui, de cette manière leur niveau de conscience n'aura pas progressé d'un millimètre, peut-être que vous aurez une belle manifestation, que vous aurez vendu beaucoup de journaux, que vous aurez récolté de l'argent, mais vous n'aurez pas fait avancer notre affaire pour autant, la preuve le parti n'existe pas ! On se demande vraiment pourquoi et pour qui les marxistes se sont fait chier à l'expliquer en long en large et en travers pendant près d'un siècle.

Qu'est-ce qu'on en a à foutre d'un gouvernement PS-PCF avec ou sans ministre bourgeois, qu'est-ce qu'on en a à foutre qu'il y ait une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, qu'est-ce que cela peut nous foutre que l'unité soit réalisée avec ces partis, j'allais oublier une Assemblée constituante avec tous les partis représentés y compris l'UMP, le Nouveau Centre, le MoDem, le PS et pourquoi pas le FN, les partis nationalistes basques, corses, catalans, bretons, etc., les partis de la réaction sont bien présents dans l'Assemblée constituante en Bolivie ?

La puissance du mouvement révolutionnaire en Bolivie d'après ce que j'ai lu, provient essentiellement du fait qu'il est parti et s'est développé consciemment, il faut le préciser car c'est très important, justement sur la base du rejet du capitalisme (privatisation de l'eau, du gaz, etc.), le rejet de la propriété privée de la terre. Je ne sais pas au juste si Morales s'est engagé à prendre la terre

des latifundiaires pour la distribuer aux paysans sans terre qui deviendront à leur tour des propriétaires terriens ou s'il a décidé de procéder à la collectivisation de la terre et d'accorder un revenu décent à chaque éleveur ou agriculteur qui dépendront d'une coopérative d'Etat où les moyens de production seront mis en commun.

Je voulais m'arrêter là pour aujourd'hui, mais une nouvelle question me vient à l'esprit et si je ne l'aborde pas ici, il s'en trouvera pour dire que je manque de partialité.

Que dites-vous de la campagne du POI pour les renationalisations, n'était-ce pas la même situation en Bolivie, la nationalisation de l'eau ou de la sidérurgie, n'est-ce pas finalement la même démarche ? Certainement pas, le contexte est totalement différent et le contenu aussi.

On peut très bien se passer au quotidien de l'usine du coin qui fabrique de l'acier, y compris du bureau de poste (même si je sais que cela posera des problèmes à nos vieux), par contre on ne peut pas se passer de l'eau qui est indispensable quotidiennement, ni du gaz à un prix raisonnable pour cuisiner et combattre la déforestation... Ensuite, et là c'est peut-être discutable, il ne faut pas confondre une nationalisation réalisée par un Etat bourgeois et une nationalisation mise en oeuvre par un gouvernement socialiste, c'est le point discutable, car rien ne dit que Morales s'engagera totalement dans la voie du socialisme.

Aller vanter le 30 septembre les bienfaits de la renationalisation de la sidérurgie chez Sarkozy, c'est subordonner directement les masses au capitalisme. Pourquoi ? C'est très simple. Dans le cas où la sidérurgie dégagera des bénéfices, ils iront dans la poche de l'Etat qui en fera ce qu'il veut sans que cela profite forcément à la population, l'Etat pourra s'en servir par exemple pour éponger sa dette, autrement dit pour verser des intérêts aux banquiers. Dans le cas où elle dégagera des pertes, on les paiera avec nos impôts. Dans les deux cas dites-moi où il y aurait une avancée sociale ? Nulle part, tout le bénéfice sera pour l'Etat et le gouvernement. Si maintenant la nationalisation sert uniquement à satisfaire les besoins de la population, c'est autre chose, c'est ce que Morales prétend vouloir faire, dans ce cas-là cela va dans le bon sens, on ne peut être que d'accord.

Je continue de penser que les nationalisations (et la création de certains services publics) qui ont été réalisées après la seconde guerre mondiale en France et dans d'autres pays, ainsi que tous les avantages sociaux qui ont été concédés au prolétariat ont eu pour effet de le corrompre, de pourrir le mouvement ouvrier, et il ne pouvait pas en être autrement puisqu'il était dirigé par les staliniens épaulés des réformistes.

On ne peut évidemment pas revenir en arrière hélas ! Mais faire avec ce que l'on a ne doit pas signifier obligatoirement qu'on s'engage à refaire indéfiniment la même erreur.

L'avantage de la position que je défends ici et qui n'est pas forcément bien comprise, c'est que l'on combat contre la remise en cause des "acquis" dans une perspective politique que j'estime être correcte, sans être comptable de la préservation ou non de ces "acquis", ce n'est pas l'essentiel pour moi dans la mesure où je considère qu'ils constituent plutôt un obstable au combat politique et à la progression de la conscience des masses, en me positionnant ainsi, je respecte le principe selon lequel la tactique doit être subordonnée impérativement à la stratégie.

On l'a déjà évoqué une fois ou deux, mais souvent lorsque l'on n'est pas d'accord, cela révèle que l'on ne part pas des mêmes objectifs, que l'on n'a pas en tête les mêmes choses. J'essaie de toujours avoir deux choses à l'esprit pour m'orienter, la nécessité de construire le parti inspensable pour vaincre et l'objectif final du combat du mouvement ouvrier, la prise du pouvoir et l'abolition du capitalisme. Je considère que toutes les questions doivent leur être subordonnées.

Bonne semaine à tous

Le 30 septembre 2008

J'ai bossé pendant 2 jours comme un dingue sur le dernier texte mis en ligne sur la crise actuelle du capitalisme pour le sortir le plus vite possible. J'ai dû me coucher à 3h du matin pour qu'il soit bouclé avant ce soir, il est 15h heures locales et c'est chose faite ! Je vous encourage à la lire évidemment.

Je suis épuisé. Une infos en bref tout de même et pas n'importe laquelle.

Dans un rapport cococté par une mission parlemenatire présidée par l'UMP Valérie Boyer qui doit être rendu public aujourd'hui, après la taxe dite "*pique-nique*" ils préconisent une taxe "*snacking*" qui consisterait à faire passer de 5,5% à 19,6% la TVA sur les produits gras et sucrés, dans le but de lutter soi-disant contre l'obésité.

Cette mesure éventuelle sur la TVA viserait les produits comme les barres chocolatées, sodas, chips et confiseries que consomment principalement les enfants. Franchement cynique et dégueulasse !

Ce n'est pas finit, ces mesures seraient au nombre de 25 et devrait faire l'object d'une "*grande cause nationale*". (source : Reuters 28.09)

Il est plus que tant de nous débarrasser de ce vieux monde pourri et ses ordures !

Contact : Tardieu Jean-Claude

télécharger les oeuvres de Marx, Engels, Lénine, Trotsky...

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries octobre 2008

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 octobre 2008

J'ai reçu plusieurs courriels de camarades auxquels je n'ai pas encore eu le temps de répondre. Je les en remercie au passage. Effectivement, j'ai laissé passé l'info sur le lunchage à mort d'un patron par des ouvriers en Inde. Je n'en ai eu connaissance que plus tard par le biais d'un article du *Monde* qui s'inquiétait à la suite du patronat indien, que la classe ouvrière en arrive à régler ses comptes avec les capitalistes à sa manière.

Par le seul fait d'exister, le capitalisme accomplit un acte de violence. Qu'on y réfléchisse un instant. Nous sommes victime d'un racket ou d'un vol et d'un chantage que rien ne peut justifier : vous voulez vivre ou plutôt survivre, vous devez accepter de vous soumettre au talon de fer de l'exploitation capitaliste, vous n'avez pas le choix. Vous devez plier sous le joug, vous devez accepter d'être humilié, méprisé, traité comme des chiens, sans espoir de voir un jour cette situation disparâitre... Est-ce acceptable ? Rien ne peut le justifier, pas même un titre de propriété qui ne peut être que le produit de la spoliation ou du vol !

Balzac qui n'était pas marxiste et qui avait analysé les moeurs et coutumes des classes dominantes disait en substance qu'à l'origine de toute fortune se trouvait un crime, il avait parfaitement raison, alors il serait bon que chaque travailleur se le grave dans la tête.

En parlant de tête, j'ai entendu aux infos sur TV5 Monde Asie avant-hier, qu'ils avaient réhabilité Nicolas II en Russie, ce qui est la suite et la fin logique de la restauration du capitalisme en Russie. Cela ne change absolument rien. Nous nous aurons à décapiter, fusiller ou pendre Nicolas Ier s'il n'a pas eu le temps de prendre ses jambes à son cou devant la horde féroce du prolétariat en haillon à ses trousses pour lui faire payer le prix de toutes ses souffrances.

Je vous avais déjà signalé qu'il était sur le point de réhabiliter Marie-Antoinette et sa moitié rétrécie Louis le XVIe. J'ai loupé sur TV5 Monde Asie, un film qu'ils ont diffusé à la gloire de cette reine dont l'histoire "*dramatique*" gagnait à "*être connue*", selon le journaliste aux ordres qui le présentait, il ira jusqu'à sous-entendre qu'elle aurait été victime la terrible injustice commise par un peuple sanguinaire et barbare, c'est moi que le rajoute.

Les grands de ce monde sont petits, tout petits, ils sont nostalgiques de la monarchie, impuissant, devant l'impossibilité de la rétablir ils se vengent comme ils peuvent, mais ils savent ce qu'ils font, car en réhabilitant des monarques déchus ou auxquels le peuple a fait la peau, ce sont des fidèles serviteurs de la religion qui contribuent à maintenir le peuple dans l'ignorance qu'ils ramènent ainsi sur le devant de la scène politique. Tentative aussi vaine que désuète, car depuis l'époque où les monarques régnaient en despote le prolétariat s'est constitué, qui plus est il a été à l'école, et voilà que par le biais d'Internet il a accès à la connaissance sans connaître la censure, donc il est plus difficile que jamais de lui faire croire n'importe quoi. Et les "*sentiments*" que peuvent avoir les sujets de sa grâcieuse majestée à son égard en Grande-Bretagne, par exemple, sont balayés à la première occasion dès que sonne le tocsin de la lutte des classes.

Je ne parlerai pas des calomnies que j'ai reçues de la part de deux individus qui témoignent à eux seuls que le vieux monde pourri avec son idéologie dominante se sont bien glissé jusque dans nos rangs. Je vais leur répondre dans le site, non pas sur le même ton infâme, mais comme d'habitude sur le plan politique.

L'ampleur de la crise du capitalisme va forcer les uns et les autres à se découvrir tels qu'ils sont vraiment, au-delà, elle va permettre de faire le ménage et de balayer les théories fumeuses et opportunistes. Une ligne de démarcation très nette va apparaître entre ceux qui combattent réellement pour en finir avec le capitalisme, et ceux qui le soutiennent à bout de bras. J'ai lu un entretien qu'a donné Fabius au *Monde* tout à fait révélateur de ce point de vue, plus réactionnaire tu meurs ! Je vous en donnerai des extraits commentés demain car cela vaut vraiment le coup.

On est en droit de s'interroger sur les intentions réelles de ceux qui veulent absolument soulager la classe ouvrière des conséquences de la crise financière actuelle, à croire qu'ils veulent à tout prix éviter que la situation sociale n'empire pour éviter que les masses ne se dressent contre le régime en place. Est-ce bien les masses ou le capitalisme qu'ils veulent soulager ?

Imaginez un instant que l'on satisfasse même partiellement vos revendications, vous vous direz que c'est mieux que rien, qu'avec le temps peut-être on vous donnera plus la prochaine fois, en vous mobilisant ou non, cela permettra de tenir et l'espoir fera le reste... Pendant ce temps-là, les capitalistes pourront tranquillement continuer à vaquer à leurs occupations quotidiennes. Je parle évidemment en l'absence de toute perspective politique révolutionnaire, si j'oublie de le préciser, on pourrait croire que je souhaite un appauvrissement de la population ce qui serait insensé évidemment.

Vous aurez reconnu au passage l'idéologie réformiste qui consiste à prôner des réformes sous l'égide de l'Etat bourgeois, pour faire oublier au prolétariat qu'il vit sous la domination du capitalisme, en fait, pour le subordonner au capitalisme et lui interdire de le remettre en cause.

Un "plan de relance" ou "d'urgence", n'est-ce pas finalement le meilleur moyen de sauver le capitalisme ? Pour bien faire, on devrait même tout faire pour empêcher que le gouvernement y recours, car il serait forcément ciblé et servirait ensuite à dresser les couches de la population les unes contre les autres. Bush vient d'indiquer qu'il volait au secours des classes moyennes, pas de la classe ouvrière américaine, pour mieux les dresser les unes contre les autres, car il a aussi besoin du soutien d'une partie des Américains. Que la situation sociale se dégrade sans cesse jusqu'à devenir intenable pour les masses, nous n'en portons aucune responsabilité, mais ne prenons pas le prétexte de vouloir venir en aide au prolétariat pour en réalité soutenir le gouvernement, ce que font habituellement les réformistes que la révolution effraie.

J'ai lu plusieurs articles intéressants sur le capitalisme. Certains se concluent par la remise en cause de la propriété privée des moyens de production. Ces articles se veulent pédagogiques, mais ils contiennent tous des analyses incomplètes. On ne peut évidemment pas tout dire dans un article, mais qu'aucun ne relève qu'en réalité le capitalisme repose sur un vol manifeste est plutôt curieux. On nous extorque une partie de notre temps de travail, oui ou non ? N'est-ce pas cela la part de la plus-value qui tombe dans l'escarcelle du capitaliste et qu'on nomme profit ? Pourquoi ne pas le dire avec des mots très simples accessibles à tous les travailleurs ?

Autre question. Pourquoi personne ne dit qu'absolument rien ne peut justifier l'exploitation, le morceau de papier en possession du capitaliste et qui fait office de titre de propriété ? Il ne peut le justifier que sur le plan juridique, et si l'on suit la piste pour remonter à la source, on remonte jusqu'à la Constitution qui renvoie au préambule de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui sanctifie la propriété privée. Parce qu'il est impossible de remettre en cause le capitalisme sans remettre en cause la Constitution et les institutions et que personne ne tient à les remettre en cause ? Etrange silence et consensus sur cette question précise.

Pour finir cette causerie, j'ai encore lu un article pour le moins curieux dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°16). Il y est écrit page 13 "*Equateur : le projet de nouvelle Constitution du pays a été approuvé par 64 % des électeurs. Il comprend la gratuité de la santé et de l'éducation*. Ce numéro d'*Informations ouvrières* date du 2 octobre, or voici ce qu'on pouvait lire dans une dépêche de l'AFP du 29 septembre.

"*Concernant toute une série de droits ouverts par la Constitution, dans le domaine de la santé ou de l'éducation par exemple, il (Le président équatorien Rafael Correa - NDLR) a également fait preuve de modération :* 'Je vais me réunir avec les ministres coordinateurs pour évaluer le coût', *a-t-il déclaré, en précisant qu'il prendra le temps qu'il faudra,* 'cinq, dix ans' pour les rendre effectifs."

Autant dire que les travailleurs équatoriens ne sont pas près de disposer d'un système d'éducation et de santé digne de ce nom, s'ils en voient un jour la couleur, dans dix ans, c'est loin et Correa ne sera peut-être plus là pour rendre des comptes.

Sur le remboursement de la dette, il s'est inspiré de Lula qui l'a réglé rubis sur l'ongle au FMI : "*Il serait insensé de dire 'non' au paiement de la dette*", a-t-il déclaré lors d'un point de presse à Quito, tout en précisant que son pays pourrait contester certaines portions "*illégitimes*" de celle-ci, comme si les travailleurs équatoriens avaient pu bénéficier en partie de cette dette. Il a ajouté "*Nous paierons la dette externe tant que l'économie du pays le permettra*", autant dire que le prolétariat n'est pas près

d'en voir le bout.

Que l'on se félicite du résultat de ce référendum qui porte un coup au capitalisme et pourra servir de point d'appui à la mobilisation des masses équatorienne, est une chose, mais en faisant preuve de mesure et sans décerner un chèque en blanc à Correa, surtout après ces déclarations qui vont peut-être dans le sens de sa conception du "*socialisme du XXIe siècle*" cher aussi à Morales et Chavez, mais certainement pas dans le sens du socialisme tel que l'entendaient les marxistes du XIXe et XXe siècle et tel que nous l'entendons. On a déjà vu où menait le socialisme à la Mao Tsé-toung ou à la Fidel Castro.

Personnellement, je trouve que la nouvelle mouture d'*Informations ouvrières* est bien meilleure que la précédente. Pédagogique mais encore trop élitiste. Les efforts sont palpables pour en faire un véritable journal ouvrier, il faut le reconnaître.

J'allais oublier de vous donner l'adresse d'un site Internet que j'ai découvert par hasard comme presque toujours : http://www.collectif-smolny.org/. Vous y trouvez de nombreux documents sur notre histoire, je n'en fais pas la pub, je n'en connais même pas les auteurs, et je n'ai pas eu le temps jusqu'à présent d'y farfouiller.

Bon week-end à tous.

La chronique du jour.

Sarkozy et Fillon n'ont cessé d'expliquer les derniers mois et cela jusqu'au dernier moment, que la crise était seulement financière, qu'elle ne traverserait pas l'Atlantique, que la situation était saine en France et en Europe, que jamais ils n'auraient besoin de voler au secours des institutions financières avec notre argent, que l'économie réelle n'était pas et ne serait pas menacée, etc., ce n'était qu'un pur mensonge ou un épais voile de fumée destiné à gagner du temps, tout en sachant qu'ils seraient obligés d'avouer exactement le contraire dans un délais relativement bref, comptant sur l'aggravation de la débâcle de l'économie mondiale pour dramatiser la situation et appeler à "*l'unité nationale*", ainsi tous les ingrédients d'une crise économique et politique sans précédent sous la Ve République sont en réalité réunis.

Leur seule crainte maintenant, c'est que la classe ouvrière se radicalise, qu'elle refuse de payer pour les banquiers et les rentiers les conséquences de la survie du capitalisme et qu'elle cherche les moyens politiques pour affronter le gouvernement et les institutions de la Ve République complètement discréditées. Ils ont raison de s'inquiéter, car à la faveur de cette crise, c'est l'ensemble du système capitaliste dont la faillite apparaît un peu plus chaque jour, qui est remis en cause.

Il ne manque plus aux masses que de faire le lien entre la crise économique dont ils sont les principales victimes et les institutions politiques qui sont au service du capitalisme pour engager le combat dans la bonne direction, pour les balayer.

C'est la raison pour laquelle toute politique qui aurait pour unique objectif affiché de soulager les masses des conséquences de cette crise du capitalisme au moyen d'un "*plan de relance*" ou "*d'urgence*" serait contre-révolutionnaire ou équivalent à une trahison, car elle s'accompagnerait obligatoirement d'illusions dans le capitalisme à pouvoir supporter des réformes ou la satisfaction de revendications à caractère économique ou sociale, ce qui en dehors de toute perspective politique revient à demander aux capitalistes eux-mêmes de les mettre en oeuvre, cela revient à leur livrer les masses désarmées politiquement.

C'est justement parce qu'il n'est pas capable de les supporter que l'ensemble de nos revendications doivent être impérativement subordonnées au combat politique pour liquider les institutions de la Ve République, car aucun changement politique ou économique favorable à l'immense masse de la population ne pourra jamais se produire tant que la classe ouvrière n'aura pas pris son destin en mains.

Face à la volonté des capitalistes et leurs représentants politiques qui portent l'entière responsabilité de la situation actuelle de rester aux commandes du pays, il faut opposer le combat pour l'expropriation des capitalistes et la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, avec leurs partis et syndicats.

Et un parti ouvrier qui prétend combattre dans cette perspective doit proclamer devant l'ensemble de la classe ouvrière qu'il est engagé résolument dans le combat pour prendre le pouvoir, qu'il est prêt à prendre immédiatement les premiers décrets inspendables pour mettre fin à cette situation, en commençant par l'abrogation de la constitution et l'abolition des institutions de la Ve République, l'expropriation des capitalistes sans indemnité, etc., afin d'attirer vers lui les éléments les plus avancés du prolétariat qui sont dors et déjà prêt à livrer ce combat.

Oui l'heure est à l'organisation de la classe sur la base d'une perspective politique révolutionnaire.

Appeler les masses à la mobilisation générale, à s'organiser pour mettre fin au capitalisme et son lot quotidien de privations et de souffrances croissantes, n'est-ce pas la tâche la plus urgente que devrait s'assigner un parti ouvrier ?

Le 4 octobre 2008

La Chambre des représentants a approuvé vendredi par 263 voix contre 171 la "*Loi de stabilisation économique d'urgence 2008*" de 850 milliards de dollars en tout, si l'on compte le coût des amendements divers ajoutés au cours d'âpres négociations pour satisfaire les élus récalcitrants. (AFP 04.10)

La présidente démocrate de la Chambre Nancy Pelosi a déclaré lors d'une conférence de presse : "*Notre regard se tourne vers l'avenir, afin de faire éclater la lumière de la responsabilité sur ce qui s'est passé sur nos marchés financiers pour que cela ne se reproduise pas*", l'espoir fait vivre, et fait voter aussi ! La der des der ! On y reviendra plus tard.

On a appris hier que Tata Motors avait finalement été obligé de fermer son usine dans l'est de l'Inde face à la mobilisation de milliers de paysans qui s'estimaient lésés dans le rachat de leurs terres. Ces manifestations avaient commencé en décembre 2006 et ont fait 14 morts parmis les paysans l'année dernière.

A mon avis, on ne peut pas vraiment parler d'une victoire, puisque depuis hier plus de 5.500 ouvriers se retrouvent au chômage, sans indemnité, il ne faut pas rêver, on est en Inde, et le travail ne court pas les rues, surtout un boulot dans une grande entreprise où l'on bénéficie habituellement d'un meilleur salaire et d'avantages sociaux qu'on n'a pas ailleurs.

Autre chose.

Dans un communiqué du 1er octobre, le POI " *appelle à lutter pour un gouvernement qui gouverne pour le travail, pas pour le capital*", suit une liste de mesures que prendrait ce gouvernement, ensuite le POI " *se prononce pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine donnant à un tel gouvernement les moyens de sa souveraineté, en rompant avec l'Union Européenne et ses traités*" et comme de bien entendu, pas un mot sur et contre les institutions et la constitution de la Ve République.

Lutte pour un tel gouvernement, cela implique-t-il de lutter contre les institutions en place, quel sort leur sera-t-il réservé, on n'en saura rien, ce n'est écrit nulle part. Ce n'est peut-être qu'une lacune passagère.

Autre interrogation : si on lit bien, l'existence de ce gouvernement précédera celle de l'Assemblée constituante. Quel sera la nature de ce gouvernement ? Mystère. Il ne pourra être qu'un gouvernement révolutionnaire issu des partis ouvriers qui auront combattu pour chasser Sarkozy ou son remplaçant et pour l'abolition des institutions de la Ve République, tâche que ce gouvernement provisoire aura à accomplir en priorité pour permettre éventuellement ensuite l'élection d'une Assemblée constituante...

Mais il demeure un problème. Jusqu'à présent, si l'on observe ce qui s'est passé au cours du XXe siècle depuis la révolution russe de 1905, on s'aperçoit qu'à chaque fois les soviets se sont constitués AVANT la prise du pouvoir, comme produit de la mobilisation révolutionnaire des masses, AVANT la formation éventuelle d'un gouvernement ouvrier, que ce soit en Russie en 1905 et 1917, en Allemagne en 1918, dans les pays d'Europe de l'Est à l'issue de seconde guerre mondiale, mais aussi en Italie, etc. Et c'est seulement lors de la révolution russe de 1917 que la constitution des soviets a été suivi de la prise du pouvoir par le prolétariat sous la direction du parti bolchevik et la formation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire réunissant les différentes composantes qui avaient participées réellement à ce combat, le parti bolchevik ainsi que des fractions menchevik et socialiste-révolutionnaire de gauche. C'est déjà une bonne chose que la formule du gouvernement des partis ouvriers soit définitivement abandonnée.

En Bolivie, par exemple, il existe un gouvernement de coalition dirigé par le MAS s'appuyant sur l'Assemblée nationale constituante, mais on peine à mettre en place des assemblées populaires dans chaque région et district. L'Assemblée constituante n'est pas issue de la mobilisation des masses, auquel cas il aurait été exclu que les représentants de la bourgeoisie et ses partis y participent, mais elle a été le produit d'une décision politique de la coalition dirigée par le MAS permettant aux partis bourgeois d'y participer, de plus en conservant pratiquement intactes les vieilles institutions vermoulues de l'Etat qu'il aurait fallu commencer par détruire et dont la réaction se sert pour faire pression sur le gouvernement et organiser sa résistance armée et préparer éventuellement son retour au pouvoir. Même l'Assemblée constituante sert de terrain d'action à la réaction pour organiser sa guérilla contre le gouvernement, soit à partir de la règle des deux tiers, soit en la boycottant et en remettant en cause sa légitimité.

Il ressort de cette brève analyse, qu'il est beaucoup plus difficile voir impossible jusqu'à présent de constituer des soviets une fois le gouvernement constitué, car les masses s'en remettent au gouvernement pour assurer la poursuite du processus révolutionnaire engagé, elles n'interviennent que sporadiquement pour le soutenir, mais elles ne sont pas associées en permanence à l'élaboration et la mise en oeuvre de sa politique, quelque part elles ne détiennent pas vraiment le pouvoir, au point que Morales est obligé d'organiser des référendums pour montrer que la majorité de la population le soutient toujours et lui donne mandat pour appliquer la suite de son programme sociale et politique.

Morales est parvenu au pouvoir à la faveur d'une élection organisée dans le cadre des institutions de l'Etat bourgeois et c'est dans ce cadre que l'Assemblée constituante a été élu, certes avec le soutien des masses.

Si ma mémoire ne me trompe pas, Lénine avait expliqué que les soviets étaient la forme enfin trouvée de l'Etat ouvrier, donc les soviets constituaient le pilier du nouveau pouvoir. Or, rien de tel en Bolivie, on voit bien jour après jour que tout ou presque repose sur Morales et son gouvernement.

Dès lors on comprend la place et le rôle irremplaçable des organes de pouvoir que les masses devront constituer à travers tout le pays au cours de leur mobilisation révolutionnaire pour la prise du pouvoir avant ou simultanément avec la formation d'un gouvernement ouvrier. Parler de la convocation d'une Assemblée constituante sans évoquer la nécessité pour la classe ouvrière de se doter elle-même d'organismes de pouvoir, peut être interprété comme un manque de confiance dans sa capacité à accomplir cette tâche indispensable.

Son incapacité à constituer des soviets serait la manifestation de son manque de maturité politique, la constitution de soviets ne conduisant pas forcément à la prise du pouvoir comme on a pu l'observer en Russie en 1905, faut-il encore que plusieurs condictions soient réunies, notamment, que la majorité de la classe ouvrière ait rompu avec le pouvoir en place et que celui-ci soit réduit quasiment à l'impuissance, et qu'elle dispose d'une direction politique pour lui ouvrir la voie, autrement dit, qu'il existe un véritable parti communiste qui ait conquis sa confiance et dans lequel elle se reconnaît...

En résumé, la lutte pour un gouvernement du travail pour reprendre la formule du POI, ne peut se concevoir que dans la perspective de la mobilisation révolutionnaire des masses dont la rupture avec le régime se traduira spontanément par la constitution d'organismes de pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, vérifiant ainsi la théorie de Marx selon laquelle l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, organismes sur lesquels pourra s'appuyer le gouvernement qui sera composé dans un premier temps des éléments les plus conscients du prolétariat et qui aura pour rôle principal de définir les tâches à accomplir à chaque étape du processus révolutionnaire et les objectifs à atteindre pour vaincre définitivement la bourgeoisie, ainsi que de favoriser l'organisation de toutes les couches de la classe ouvrière, pour, à l'étape suivante et une fois seulement le pouvoir conquis, permettre à ces organismes qui constitueront les piliers de l'Etat ouvrier et socialiste de gouverner.

Il me paraît évident qu'inverser les rôles serait pure folie et conduirait à l'échec, dans la mesure où, quel que soit le niveau atteint par la maturité des masses, il est impensable d'imaginer un instant que la majorité des délégués élus de ces organismes politiques (ou de l'Assemblée constituante) seraient capables d'analyser correctement heure par heure, jour après jours, mois après mois, l'évolution de la situation et des rapports entre les classes, y compris sur le plan internationale, encore moins qu'ils seraient en mesure de définir précisément les tâches à mettre en oeuvre pour aller de l'avant et consolider le nouvel et fragile Etat ouvrier en formation.

La ligne politique définit par le POI ne me semble pas incorrecte, je la considère qu'elle manque de précision et qu'elle est incomplète. Ceci dit, c'est celle qui se rapproche le plus d'une position correcte. Et si l'on compare avec ce qui se passe à la LCR, comme l'on dit, il n'y a pas photo.

J'ai reçu et lu la dernière *Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR*, Débat militant, et je n'y ai pas trouvé non plus les institutions et la constitution de la Ve République. Ils font de la politique en s'arrêtant aux portes des institutions, simple constat.

Voilà comment elle se termine : "Urgence pour dénoncer les responsables, les gros actionnaires, leur politique à laquelle se soumettent les Etats.

Urgence pour exiger qu'ils fassent face à leur responsabilité et payent les frais de leur crise en prenant sur leur capital et leur patrimoine.

Cet extrait soulève plusieurs questions.

1- Comment peut-on exiger que "*les responsables*" de la crise actuelle du capitalisme "*fassent face à leur responsabilité*". S'ils font face, alors ils peuvent rester en place !

2- S'ils sont les véritables responsables, plus besoin de chercher les responsabilités ailleurs, par exemple tout simplement dans les lois de fonctionnement du capitalisme, ce ne serait pas les fondements du capitalisme et sont incapacités à résoudre ses contradictions qui seraient la cause de cette crise, mais des hommes de paille au service du capitalisme, du coup, il suffirait de se séparer de ces brebis galeuses pour que le capitalisme se refasse une santé et qu'il ait encore de beaux jours devant lui. Pour des anti-capitalistes, cela la fout mal !

Eux aussi ils réclament à cor et à cri un plan de relance ou d'urgence : "*Urgence pour protéger la classe ouvrière et la population des contrecoups de la crise, garantir ses droits, c'est-à-dire à un emploi et un salaire décent pour chacune et chacun.*", dans le

cadre des institutions et du régime actuel ? C'est bizarre, je pensais que l'on combattait pour les renverser et non pour s'en accommoder sous prétexte de venir en aide à la classe ouvrière. Cet humanisme à cent balles pue le réformisme à plein nez !

On continue : "*Rien ne sera possible pour s'opposer aux contrecoups de la crise si nous n'exerçons une pression sociale et politique pour exiger et imposer notre contrôle sur la marche de la société.*". Faire "*pression*", sur qui, sur Sarkozy, pour "*exiger et imposer*" quoi, dans le cadre de la Ve République, au POI il dirait à juste raison, dans le cadre de l'Union européenne, qui peut croire un instant ce genre de sornettes ?

"*Garantir les droits des salariés et de la population signifie la fermeture de la Bourse, mettre fin aux spéculations, le contrôle des changes et la nationalisation des banques et du crédit sous le contrôle des salariés et de la population pour mettre l'économie au service de la collectivité.*", pourquoi pas, nous sommes tous d'accord que ce point. Mais on ne voit toujours pas le bout du nez du véritable Etat ouvrier, car finalement on peut raconter ce que l'on veut et dire des choses très justes... suspendues en l'air.

Ils y viennent, mais comment : "*Il n'y a pas d'autre politique pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale que patronat et gouvernement annoncent dès aujourd'hui. Cela pose la question de qui dirige, qui gouverne ? Le patronat, les banques et les partis qui les servent ou les travailleurs et leurs organisations.*". C'est bien de poser une question, c'est mieux lorqu'on y apporte une réponse, même à la limite sous la forme d'une hypothèse lorsque l'on n'est pas sûr de soi.

Qui dirige ou gouverne dans ce pays sur le plan politique et économique ? Nous le savons tous et les travailleurs n'ont pas besoin qu'on leur fasse un dessin pour le savoir. Par contre, à la question comment ou par quel moyen, là il y a encore du boulot à faire ! A ma connaissance, tous les pouvoirs des représentants de la bourgeoisie et leurs partis découlent de la Constitution et la plupart s'exercent directement dans le cadre des institutions qui sont les piliers de l'Etat bourgeois et du régime capitaliste. C'est bien aussi la Constitution qui protège la sacro-sainte propriété privée des moyens de production et qui interdit de remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation.

On ne pourra véritablement remettre en cause le pouvoir du patronat, des banques et des partis à leur service, le capitalisme quoi, qu'en faisant voler en éclats au préalable les institutions et la constitution de la Ve République qui ne servent qu'à légitimer leur propre existence et justifier l'exitence du capitalisme. Non ?

On trouve ainsi de nombreuses analyses sérieuses et profondes dans plusieurs partis ou groupes de militants, mais j'ai l'impression que leurs auteurs ne les mènent pas à fond ou qu'ils négligent certains facteurs déterminants.

Chacun est libre d'avoir son propre point de vue, en tout cas c'est le mien. Peut-être que je suis trop loin du terrain pour y voir bien clair, pourquoi pas, dans ce cas-là qu'on me le démontre. Je n'ai jamais reculé devant la confrontation des idées puisqu'avec la pratique c'est l'un des meilleurs moyens pour les faire évoluer. A défaut d'échanges sérieux et motivés avec des militants qui ne partagent pas mon point de vue, il ne me reste en permanence qu'à inventer les antithèses de mes positions pour les vérifier. On fait ce qu'on peut avec les matériaux dont on dispose.

J'allais oublier encore une chose, des camarades se demandent comment je fais pour produire autant d'articles et prendre position à chaud sur l'actualité. Je n'ai pas eu le temps de leur demander ce qu'ils entendaient par là. S'ils parlent des articles qui figurent dans les infos en bref, ce sont des dépêches dont j'extrais des passages plus ou moins longs que j'agrémente de commentaires ou que je refonds, ce n'est pas moi qui écris la trame mais les journalistes des agences de presse.

Tout le reste sort de la petite tête de votre serviteur, pour le meilleur et le pire d'ailleurs, car parfois je vous livre plutôt un brouillon, involontairement, par précipitation ou manque de temps. Vous ne vous en êtes peut-être pas aperçu, j'ai écrit une énorme connerie, sans importance heureusement, j'ai situé l'existence du parti ouvrier social-démocrate allemand après celle du parti bolchevik, alors que c'est évidemment l'inverse, vous pouvez le vérifier dans la page d'accueil, je ne me suis même pas donné la peine de corriger, parce que cela n'avait pas d'importance. Je remaque aussi des fautes que j'ai laissées, j'en corrige parfois, le reste du temps je les laisse, vous savez, à force d'en trouver tous les jours dans les dépêches de presse, je me dis que je ne fais pas pire. Tenez, même lorsque j'ai scanné l'introduction du livre de Fougeyrollas j'ai trouvé des erreurs grossières, des fautes de grammaire, personne n'est parfait. Si vous tombez dans le site sur des textes incroyablement mal écrits, soyez gentil de me le signaler quand même, ma hantise est d'avoir retouché un article et de l'avoir mis en ligne sans l'avoir corrigé ou en laissant des phrases incomplètes.

Bon week-end et portez-vous bien.

Le 5 octobre 2008

J'ai mis deux nouveaux textes en ligne, celui sur Fabius et l'autre en réponse à un courriel de ce que j'ose à peine appeler un militant.

Je vous ai fait grâce de l'autre courriel ordurier que j'ai reçu, je voulais les séparer bien que leur contenu se rapporte au même sujet, je vais vous expliquer pourquoi. Avant en voici le contenu infâme, le mot est faible, on peut facilement imaginer qu'à une autre époque son auteur aurait rejoint la cohorte de délateurs au service du régime de Vichy, de la gestapo ou du KGB

"*Alors le petit mégalo-colon-réactionnaire-flic qui s'est couché à deux heures du matin le povre ..... pour stigmatiser les ouvriers qui '"vivent au dessus de leur moyen'" parce qu'ils ont recours au crédit? mais oui c... bien sur ! Ils vivent tous au dessus de leur moyen ces chiens d'ouvriers! Va falloir qu'il payent l'addition maintenant! D'ailleurs c'est tous des cons ! Ils ne comprennent pas qu'il faut faire la révolution ! pensent qu'à nourrir leur famille à instruire leurs enfants et à s'endetter !*"

Je lui ai répondu sur le plan politique dans le texte intitulé, *L'ouvriérisme, une autre forme d'obsurantisme*. Ce salopard doit tout ignorer de la condition ouvrière qui ne doit être pour lui qu'un concept obscure, comme peut l'être la misère tant qu'on n'y a pas été confronté soi-même. Je vais vous parler de ma famille, chose que je n'ai pas voulu faire dans le texte mis en ligne aujourd'hui, pour qu'on ne m'accuse pas de l'avoir instrumentalisée, et par respect pour mon père, ainsi que la condition ouvrière.

Mon père était menuisier en bâtiment, ma mère était blanchisseuse avant de ne plus pouvoir travailler à cause d'une opération à la colonne vertébrale. Mon grand-père du côté de mon père était ouvrier en usine, sa femme était repasseuse. Du côté de ma mère, mes grands-parents étaient camelots, forains si vous préférez, comme l'avaient été avant eux leurs parents, mon arrière grand-père a fini sa vie dans la misère comme chanteur dans les cours dans le quartier de la place de la République à Paris, ils habitaient rue Rambuteau. Mes oncles les plus proches étaient tous ouvriers en usines, sauf un qui était cantonnier à la ville de Rueil. Quant à ma première épouse, elle était sténo dactylo dans une caisse de retraite (IRP-VRP) à Clichy, son père était OS à la chaîne chez Bic et sa femme était femme de ménage. Les parents de ma seconde épouse, Magueswary, étaient agriculteurs avant d'être complètement ruinés et réduits à la misère noire, c'est dans cette condition que j'ai fait la rencontre de Magueswary et que nous sommes mariés en 1990, en épousant par la même occasion la misère qui allait avec, c'était un choix conscient et décidé à l'avance de ma part, alors qu'en étant "Blanc" et Français, j'aurais très bien me remarier avec une fille de bonne famille comme l'on dit, ce qui ne l'est jamais venu à l'esprit.

Pour ce qui me concerne, vous pouvez vous reporter à mon parcours professionnel qui fugure dans le site. Il y manque cependant quelque chose.

Entre 11 et 12 ans, mon père avait décidé de m'emmener le samedi avec lui sur le chantier où il travaillait, sans que je me souvienne très bien pourquoi, peut-être pour me montrer qu'il avait un boulot pénible et s'excuser de me battre quasiment quotidiennement en rentrant le soir à la maison, je ne le saurai jamais. Une chose est sûr au moins, c'est qu'il était fier de me montrer son boulot et qu'il le connaissaît sur le bout des doigts.

C'était un homme simple et peu instruit mais qui possédait une mémoire phénoménale. Il avait dû arrêter l'école à cause de la guerre, il aurait voulu devenir ébéniste, mais le sort en a décidé autrement et il a fait *menuise* comme il disait. Il était payé à la tâche (la mensualisation viendra plus tard, au début des années 70), il bossait dur six jours sur sept sans compter les heures ce qui aurait servi à rien puisqu'il était payé au rendement, mais nous étions désespérément pauvres. Il était un excellent menuisier, un ouvrier qui savait tout faire avec ses mains, c'est lui qui a construit la maison où habite encore ma mère, de la cave à la toiture, il a tout fait seul, il n'avait ni copains ni amis, et il ne parlait jamais aux voisins.

A côté de cela, il n'y avait pas chez lui la moindre trace de conscience politique, il était gaulliste et vouait un culte à ses patrons, à tout ce qui lui était supérieur dans la société, pour faire bref, il était très con quelque part ce qui exaspérait mes oncles qui étaient tous au PCF et à la CGT. Une fois devenu adolescent, nos relations n'ont cessé de se détériorer, en fait nous ne nous sommes jamais compris malgré tous les efforts que j'ai pu faire pour tenter d'améliorer la situation et de lui faire comprendre quelque chose, il était borné au dernier degré et ne connaissait envers moi que la violence comme réponse.

Atteint par une maladie nerveuse dégénérative, le syndrome de Steele-Richardson, contre laquelle il n'existe aucun traitement, il fut rendu à l'état grabataire en quelques années peu de temps après avoir pris sa retraite, il avait cotisé plus de 42 annuités et il en était fier ! Il est décédé en décembre 2004.

Quand je l'ai vu en 2002, on s'est engueulé ou plutôt il s'est énervé contre moi. Il ne pouvait pratiquement plus parlé, c'était un midi, nous mangions évidemment devant la télé, ma mère le faisait manger, je ne me souviens plus ce qui a été dit lors des infos, il s'est agité violemment, ma mère s'est penchée vers lui pour essayer de comprendre ce qu'il disait, "*c'est la faute de ta putain de gauche à la con tout cela*", j'ai voulu lui répondre, mais ma mère m'a dit que je ferais mieux de la fermer pour qu'il ne s'énerve pas davantage, je me suis exécuté car elle avait raison, inutile d'insister dans l'état où il était. Au passage, vous comprenez pourquoi je ne suis pas du genre à passer des compromis pourris avec cette gauche de merde, parce que si des générations d'ouvriers se sont écartés de la lutte de classe, c'est bien le PCF et le PS qui en porte la responsabilité, et si mon père était aussi con et qu'il l'est resté jusqu'à son dernier souffle.

Lui comme moi, nous savions que c'était la dernière fois qu'on se voyait, mais il a trouvé le moyen de m'eugueuler parce qu'il pensait que je soutenais ces putains de partis pourris, dans son fort intérieur, je suis sûr qu'il les accusait de l'avoir laissé toute sa vie dans la pauvreté, et il n'avait pas tort. On s'est engueulé à cause de la politique alors que c'était les derniers instants que

l'on passait ensemble. Lorsque le moment des adieux arriva, il pleura comme un gosse, je l'ai serré très fort dans mes bras sans trouver la force de prononcer un mot, nous avions eu de trop mauvaises relations pendant trop longtemps pour avoir l'hypocrisie de lui dire une pensée douce à l'oreille, mais je crois qu'il a lu dans mes yeux ce que je pensais sincèrement de lui et que je l'aimais finalement tel qu'il était.

Je lui dois mon éducation, mon attachement à la vérité, le goût de l'effort et du travail bien fait, l'honnêteté et le refus de vivre dans le mensonge, le respect des autres, etc., il s'est littéralement sacrifié pour ses gosses comme le font habituellement les ouvriers, il était fier d'être ouvrier et il m'a transmis la fierté de l'être aussi.

Alors je dis à la petite ordure qui m'a envoyé ce courriel dégueullasse et à tous ceux de la même espèce : aller vous faire foutre misérables chiens enragés, vous ne méritez même pas d'exister ! Avis à la racaille qui aurait la mauvaise idée de vouloir m'apprendre ce qu'est un ouvrier, je les pulvériserai comme de vulgaires merdes avec des mots à défaut de pouvoir les abattre par d'autres moyens plus expéditifs. Bien que je suppose que ces "*militants*" sont au POI, je ne fais pas d'amalgame avec les camarades de ce parti que je connais et qui n'ont heureusement pas ce comportement digne des bas fonds du prolétariat, du lumpenprolétariat.

Il est plus que tant de refonder le mouvement ouvrier expurgé de la gangrène du réformisme, du dogmatisme et du sectarisme qui l'a complètement pourri au point de le rendre infréquentable aux yeux d'une multitude de travailleurs et jeunes qui ne demandent qu'à s'organiser pour mener le combat contre le capitalisme et les institutions. Après on s'étonne que les travailleurs se détournent des partis politiques et des syndicats, s'ils ont eu à faire un jour avec ce genre de "*militants*", tout s'explique.

Le 6 octobre 2008

Hier après-midi je vous ai raconté brièvement comment j'avais vécu auprès de mes parents et quel furent mes rapports avec mon père. J'ai passé sous silence le plus insupportable pour vous épargner et j'ai peut-être eu tort. Les militants se demandent toujours à qui ils ont réellement à faire sur le Net et c'est légitime, et si l'on peut toujours s'inventer un passé, l'arranger ou le justifier après coup pour couvrir ses erreurs ou se faire passer pour ce que l'on n'est pas, je ne pense pas que la tranche de vie qui suit puisse entrer dans cette catégorie. On peut tirer un enseignement de toute expérience, c'est uniquement dans ce cadre et dans cette perspective que j'ai écrit ces lignes. Si ce passage ne vous intéresse pas, rien ne vous empêche de le zapper, la liberté de penser doit fonctionner dans les deux sens.

Mon père était très dur avec moi, ma mère m'a dit un jour, je devais avoir 16 ou 17 ans, qu'ils m'avaient eu par accident, que j'étais arrivé trop tôt et que je leur avais pourri leur vie de jeune couple, autrement dit, que si je disparaissais maintenant ils n'en feraient pas un drame. Quand des parents disent un truc pareil à un jeune adolescent, cela à de quoi le faire réfléchir et l'écarter pour toujours de ses parents. Ce fut presque le cas plus tard.

Mais bien avant, j'avais dû subir bien pire que cela, j'espère que vous ne venez pas de manger. Ma mère s'est toujours débrouillée pour qu'on aille se coucher le vendre plein. Le menu n'était pas toujours équilibré et pas question de repas à la carte, chez les pauvres on mangeait ce qu'il y avait dans l'assiette et on la fermait, j'écris au passé pour ne pas généraliser. Un soir elle nous servit des épinards, ce que je détestais le plus avec les pieds de cochon, une masse gélatineuse et grasse à vous faire vomir rien qu'en s'imaginant qu'on devrait la manger. Bien entendu, les épinards avaient tendance à s'éterniser dans mon assiette et pas question de se bourrer de pain pour les faire passer, chacun avait une tranche mais devait en faire bon usage et l'économiser au cours du repas. Je chargeais en sel mes épinards en étant pris d'un haut le coeur à chaque bouchée. Ce qui devait arriver arriva, au bout de la troisème ou quatrième bouchée, tout est reparti dans l'assiette, j'ai vomi. Je m'en suis pris une bonne par mon père et ma mère me gueula dessus, j'étais en pleur, j'avais des sueurs, je n'en pouvais plus, et bien mon père a exigé que je le bouffe et j'ai commencé à manger mon vomi...

Terrible souvenir, non ? Alors ceux qui idéalisent les ouvriers, ils ne savent pas de quoi ils parlent et ils feraient mieux de se taire.

Il ne faudrait pas non plus s'imaginer que je règlerais mes comptes avec mon père, car on a déjà soldé nos comptes, de plus s'il avait des défauts comme nous tous, il n'a jamais développé un état d'esprit petit-bourgeois, il était trop rigoureux et il a eu le mérite ou suffisamment de perspicacité pour ne jamais tenter de vivre au-dessus de ses maigres moyens et quand il eut recours au crédit, c'était vraiment par nécessité absolue et non pour se faire plaisir. La voiture lui servira presqu'exclusivement pour aller travailler et trimbaler sa caisse à clous et ses machines, car ses patrons ne les fournissaient pas, cela aussi on l'ignore le plus souvent. Non seulement il avait un salaire de misère mais il devait acheter ses outils et payer l'essence pour aller bosser parfois à 70 Kms de la maison, de toutes manières, il n'y avait pas d'argent pour mettre de l'essence dans le réservoir de la bagnole pour sortir le dimanche, l'essence était réservée pour aller au boulot, point. Il estimait qu'il devait faire avec ce qu'il avait et n'enviait pas les bourgeois, c'était peut-être une connerie, car s'il les avait enviés il se serait peut-être posé des questions sur l'injustice dont il était victime ainsi que sur les inégalités qui existaient dans la société et il aurait peut-être pu évoluer sur le plan politique, il préféra adopter une sorte de soumission face au régime, ce que l'on ne conseillera jamais à un ouvrier évidemment, c'est la raison pour laquelle aussi paradoxale que cela puisse paraître, il aurait mieux valu qu'il ait parfois cet état d'esprit petit-bourgeois,

en disant cela je témoigne que je n'ai jamais manifesté du mépris envers les ouvriers quel que soit leur état d'esprit ou alors je me serais vraiment mal exprimé, par contre je n'ai pas le même comportement vis-à-vis de leur ignorance, de ma propre ignorance. Rassurez-vous, j'ai bien compris depuis le début que mes odieux détracteurs étaient d'une mauvaise foi évidente et sans doute incurable.

Entre décrire le milieu ouvrier et le condamner, il y a une marge et une différence de taille, dans le second cas, ils le méprisent alors qu'il m'attriste, parce que je ne pouvait pas être heureux de subir le traitement que me faisait subir mon père et accessoirement ma mère ; mon ex-compagne me dira un jour que mon père était en fait la main de ma mère quand il me frappait, et c'est vrai que lorsque je repense à notre mariage, il nous a donné 1.500 francs en cachette en nous disant que Lisette, ma mère, n'était pas au courant.

De la même manière qu'on ne demande pas la charité, on n'admet pas qu'on se fasse des illusions sur nous, on survit chacun à notre manière en essayant d'être humilié le moins possible. On ne contrôle rien dans cette putain de société, donc par exemple reprocher à un ouvrier d'être alcoolique est une connerie, il boit à défaut de pouvoir vivre mieux et il n'est pas responsable de la situation qu'il a trouvé à sa naissance ou plus tard. Par contre, rien n'empêche de lutter contre l'alcoolisme dans le milieu ouvrier et de lui insuffler la lutte de classe. Faire la part des choses, quoi.

A l'émission *Complément d'enquête*, un programme de France 2 diffusé plus tard sur TV5 Monde Asie, j'ai entendu que 70% des maires ne respectaient pas la loi stipulant que les communes de plus de 5.000 habitants devaient mettre un terrain muni des commodités élémentaires à la disposition des gens du voyage ou de passage. Vivre dans une caravane et en faisant les marchés à travers toute la France n'est pas un crime, c'est la seule vie qu'a connu mon grand-père Henry Marceau et c'était un type bien, généreux, courageux et surtout il ne supportait pas de ne pas dépenser immédiatement ce qu'il avait gagné. Il sortait de la norme, mais je ne le juge pas, son côté libertaire m'est plus agréable encore aujourd'hui que le dogmatisme qui passe son temps à dresser des barrières entre les militants et le sectarisme à les ficher ou les étiqueter. Il est enterré à Lille parce qu'il aimait particulièrement les gens du Nord.

Les gens du voyage doivent faire appliquer tous les trois mois un visa sur leur carnet de voyage frappé des effigies de la République française, dans un commissariat ou une gendarmerie. Ils sont Français, mais sont considérés comme des étrangers ou des immigrés. Les tziganes et les gitans sont des gens attachants et le monde dans lequel nous vivons leur laisse de moins en moins de places et d'opportunités pour pouvoir continuer à exister. Certains ont été intégrés dans le système métro, boulot, dodo, ils y ont perdu en liberté et sont plus ancrés au capitalisme. D'un côté, un nombre de plus en plus grand de personnes voyagent à travers le monde, de l'autre, ceux qui vivent du voyage sont appelés à disparaître, c'est cela aussi le capitalisme, la sédentarisation forcée, l'intégration forcée qui conduit à une uniformité synonyme de sclérose et de décadence...

La causerie du week-end aura été épicée.

Un mot sur la situation économique.

Après les ventes à découvert pour faire baisser la valeur de certains titres ou actions pour mieux les racheter ensuite, les dépêches tombent faisant état de magouilles de la part de différentes banques pour réaliser des affaires juteuses, des dizaines de milliards de dollars auraient été bloqués pour pousser certaines banques d'affaires à la faillite, la guerre et les règlements de compte font rage dans les milieux financiers. Les prédateurs s'entre-déchirent et se dévorent.

Au total, les banques centrales auront versé avec le plan adopté aux Etats-Unis qui dépasse en réalité les 840 milliards de dollars, celui adopté en Irlande de 400 milliards de dollars, somme qui semble colossale pour un si petit pays, les 500 milliards de dollars environ déjà versés par la BCE, les dizaines de milliards de dollars versés au Japon, plus tous ceux dont on ne parle pas comme en Russie par exemple ou les bourses avaient été fermées pendant deux jours, au total, cela dépassera les 2.000 milliards de dollars, à côté le fond de réserve de l'UE de 30 milliards d'euros est ridicule. C'est à se demander jusqu'où ils vont aller et si finalement leur système ne va pas péter à retardement.

Si sur le plan politique Bush peut être rassuré aux Etats-Unis, en Europe, les choses semblent plus compliquées et finalement plus imprévisibles et incontrôlables. J'ai parcouru en diagonale les décisions adoptées samedi lors de la réunion du G4, une souris, des recommandations, des conseils, des intentions, bref rien de concret en dehors des 30 milliards d'euros que j'ai déjà évoqués. Je ne le regrette pas comme le fait le PS, au contraire, je m'en réjouis, chacun son tour d'être dans la merde, nous, nous y sommes tous les jours !

Selon un sondage qu'ils ont pondus pour l'occasion, les Français penseraient que les Etats-Unis sont responsables de la crise financière, bref, les Français seraient des moutons et ils croiraient tout ce qu'on leur raconte. Pas si sûr que ce sondage était destiné à nous le faire croire, ne serait-ce pas plutôt pour détourner l'attention de la population sur ce qui se passe actuellement en France et pour la préparer aux conséquences de cette crise, qu'elle ne pense surtout pas à l'incurie des dirigeants de ce pays qui nous ont servi des analyses totalement erronées pendant un an ou plus ?

Bonne semaine et bon courage à tous, et que nos anciens gardent le moral.

Le 7 octobre 2008

Un courriel intéressant d'un militant du POI et ma réponse en ligne. Enfin, on aborde des questions politiques !

Pas le temps d'actualiser les infos en bref, demain soir au plus tôt.

Les bourses plongent depuis lundi. Ils s'affolent, c'est la dégringolade, on ne peut que s'en féliciter ! Souvenez-vous, à deux reprises j'ai signalé dans le site que j'avais lu quelque part que les institutions financières en Europe avaient chargé la barque avec des créances pourris américaines à hauteur de 5.000 milliards de dollars.

Si vous faites un rapide calcul (moi j'en suis incapable !), ils ont dû injecter ou plutôt ils s'apprêtaient à injecter ce qui n'est pas tout à fait la même chose car ces opérations peuvent prendre du temps, et le temps joue contre eux, une somme légèrement supérieure à 1.000 milliards d'euros en comptant les 400 milliards d'Irlande, donc ils sont encore loin du compte, si l'info de départ était exacte. Imaginez un instant qu'ils aient sous-évalué ses créances pourris, ce serait encore pire que tout ce qu'on a pu envisager jusqu'à présent.

Il faut marteler que c'est la preuve que le capitalisme est synonyme de faillite, de guerre, de pauvreté, qu'il faut le liquider et que le socialisme n'était peut-être pas une si mauvaise idée puisqu'il n'y a pas d'autre alternative. On peut facilement faire le rapprochement entre les mensonges éhontés des représentants du capitalisme avec ceux des staliniens, maoïstes et castristes, les foutre dans le même sac pour l'occasion et balancer le tout à la mer !

C'est le moment de réhabiliter le marxisme, de mettre en avant le programme de la révolution socialiste internationale, tout notre programme, de nous battre drapeau déployé, l'heure a sonné pour le prolétariat mondial de passer à l'offensive, de se regrouper, de se donner les moyens de vaincre, camarades, unissons-nous, montrons l'exemple bordel, laissons de côté nos vieilles querelles ou rancoeurs.

La capitalisme est frappé en plein coeur, aidons-le à crever ! Ce ne sera pas pour demain, mais hâtons sa fin, construisons le parti...

Je me rangerai derrière le parti qui engagera résolument le combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions qui lui servent de couverture politique, tout le reste est secondaire.

Quelques infos en vrac quand même :

Au Royaume-Uni, la BBC a affirmé mardi que trois des quatre plus grosses banques britanniques, Royal Bank of Scotland, Barclays et Lloyds TSB auraient demandé lundi soir au ministre des Finances Alistair Darling de hâter sa décision sur un éventuel plan de soutien (19 milliards d'euros).

Les sauvetages de banques se sont succédé ces derniers jours en Europe, pour la banque allemande Hypo Real Estate, le bancassureur belgo-néerlandais Fortis ou la banque franco-belge Dexia.

Aer Lingus veut supprimer 1.500 emplois

Nationalisation de la banque islandaise Landsbanki ...

La Bourse égyptienne plonge de 14,5 %, la Bourse saoudienne de 8

Les grandes banques européennes dévissent. A Londres, le titre Royal Bank of Scotland, la deuxième banque britannique, perd 30,05 % en milieu de matinée. A Francfort, Commerzbank cède plus de 9 % et Deutsche Bank plus de 13 %.

Le constructeur automobile allemand Opel annonce qu'en raison de la crise,il interrompt sa production dans deux usines en Allemagne, où travaillent plus de 6 500 personnes. Opel veut également fermer provisoirement son usine en Espagne et ses deux sites en Angleterre.

Moscou suspend les cotations sur le RTS et le Micex, les deux places moscovites.

La Bourse de Tokyo termine la séance de mardi en baisse de 3,03 %. Un moindre mal après une séance mouvementée qui l'a vue plonger de plus de 5 %

A suivre !

Le 8 octobre 2008

Le 8 octobre

J'ai actualisé les infos en bref plus rapidement que prévu en bossant hier soir de 20h à minuit et ce matin de 6h30 à 10h40.

Ce qui me distrait le plus si je puis dire, c'est de trouver un titre à chaque info, ce n'est pas toujours évident.

J'ai mis en ligne un article sur la crise du capitalisme qui provient du groupe CCI-T et je vous avouerais franchement que je n'ai même pas encore eu le temps de le lire. Je fais confiance à ces camarades.

Quand je vous dis qu'on n'est pas forcément d'accord entre nous sur tout et que ce n'est pas forcément une raison pour s'entre-déchirer en permanence, d'autant plus que nous sommes d'accord sur l'essentiel, faut-il encore que cela se traduise dans les faits, c'est ce que je m'applique à faire à mon modeste niveau.

Je n'ai pas eu le temps de commémorer les 160 ans du *Manifeste du parti communiste* de Marx ni les 70 du *Programme de transition* et j'ai laissé passer le 20 août 1940. C'est impossible de tout faire. Je me suis farci tellement de lectures ces derniers temps, que j'ai comblé à ma manière cette lacune.

Je vous avouerais que les dernières analyses que j'ai lues sur le *Programme de transition* ne m'ont pas du tout donné envie de les mettre en ligne. Si on pourrait dire au PS : laissez tomber les masques, pour ce qui nous concerne on pourrait peut-être dire : laissez tomber vos oeillères !

La journée d'action du 7 octobre a été un bide, c'était prévisible, c'est la raison pour laquelle je ne m'y étais pas attardé les jours précédents. FO serait pour une journée de grève interprofessionnelle nous dit-on, qui a mon avis ne servirait à rien dans l'état actuel des choses, en sachant pertinemment que les autres syndicats y sont opposés. Cela me rappelle l'appel à la grève illimitée qu'ils avaient lancé en 2003 (de Marseille), si je ne me trompe pas, au moment du combat pour les retraites, une fois que le mouvement était pratiquement terminé !

Concrètement, ce qui m'intéresse, c'est ce qu'a dit le secrétaire FO du comité d'entreprise de Sandouville (Renault) après la visite de Sarkozy : "*On a eu le sentiment tous d'avoir été écoutés*", a réagi Guy Vallot, se disant "*plutôt plus rassuré*". "*Il y a eu des réponses franches aux questions bien précises qui ont été posées*", et "*le plus important pour nous, c'est lorsqu'il dit : Sandouville ne fermera pas*". En voilà au moins un qui est heureux !

Comment voulez-vous développer le syndicalisme dans de telles conditions ? Comment peut-on encore envisager que la chute du régime pourrait partir d'un mouvement à base syndicale, tellement le syndicalisme est pourri ? Je sais parfaitement que vous n'êtes pas dans ce cas là, mais vous n'êtes qu'une infime minorité qui plus est divisée.

Qu'une grève puisse entraîner quelques millions de travailleurs on peut évidemment encore l'envisager, les dernières années l'ont démontré, mais si elle ne trouve pas de relais sur le plan politique, elle sera condamnée à pourrir sur place.

Je ne me suis jamais véritablement penché à fond sur ce sujet, essentiellement par manque de documentations, mais si je ne dis pas de bêtises, les soviets en Russie en 1917, on les a toujours présentés comme des organismes politiques, Lénine dira qu'ils étaient à eux seuls l'Etat ouvrier, alors qu'au départ c'étaient des comités de grève, des comités d'usines. Je voudrais bien savoir comment ils ont ont pu se transformer en organismes politiques et quels étaient exactement leur contenu et leur orientation lors de leur création. J'ai du mal à imaginer que le syndicalisme avait le même contenu et la même orientation pourrie que ceux que nous avons actuellement en France. Si vous avez des éléments de réponse à cette question ou que vous saviez où je pourrais les trouver, je vous en serais reconnaissant.

Dans ma réponse au militant du POI sur l'Assemblée constituante et la question de la stratégie à adopter, j'ai oublié de lui signaler que l'auto-organisation des masses ne figurait pas dans le Manifeste du POI. Je sais très bien que les soviets ne se sont jamais constitués en dehors d'une période révolutionnaire ou prérévolutionnaire, que ce n'est pas quelque chose qui se commande, pas plus qu'une grève lorsque les conditions ne sont pas réunies.

Cependant, nous ne sommes plus dans la même situation qu'autrefois, face à un syndicalisme corrompu, à des partis ouvriers tout aussi corrompus, la constitution de comités (d'unité) pour organiser les travailleurs et jeunes en dehors de ces structures peut s'avérer utile pour aider à faire progresser la conscience politique des masses et construire le parti, et pourquoi pas mener des actions, mais sans développer l'illusion selon laquelle ils pourraient avoir d'autres fonctions, par exemple celle de palier les carences des syndicats et des partis, car on retomberait dans le piège du réformisme, ce quoi justement l'on combat aussi.
A suivre.

Aujourd'hui est un jour férié au Tamil Nadu, donc je vais en profiter pour me reposer un peu les yeux. Je dis cela et à chaque fois, une heure plus tard je suis devant l'écran !

Bonne continuation à tous.

Le 11 octobre 2008

J'ai au moins trois sujets à aborder : la question de la stratégie et l'attitude envers les institutions avant et après la prise du pouvoir, ensuite, le syndicalisme et la crise du capitalisme. En réalité j'ai écrit ces lignes entre mercredi et vendredi matin.

La réaction en Bolivie s'organise en prenant notamment comme point d'appui le pouvoir dont disposent les préfets. Comment se fait-il que deux ans après l'arrivée de Morales au pouvoir, les préfets disposent encore des mêmes pouvoirs exorbitant que leur avaient octroyé généreusement les présidents et les gouvernements précédents ? Ils sont à eux seuls des institutions qu'il fallait balayer immédiatement en maintenant mobilisées la classe ouvrière et la paysannerie pauvre...

Ce sont des contre-pouvoirs puissants, d'autant plus qu'ils sont à la solde de ceux possèdent le nerf de la guerre, l'argent, les télévisions qui couvrent tout le pays, des radios, bref, les plus puissants médias, il fallait les empêcher de nuire le plus tôt possible, pour qu'ils ne puissent pas utiliser ces armes contre le gouvernement et l'Assemblée constituante. Ils sont reconnus comme interlocuteurs représentant soi-disant une communauté importante dans la société bolivienne pouvant jouer un rôle déterminant sur le plan national, alors de là à se prendre pour l'Etat ils le disent eux-mêmes en envisageant très sérieusement de devenir des gouverneurs.

Face à des bandes armées qui occupaient des bâtiments publics et massacraient des partisans du gourvernement, non seulement l'armée à laisser faire, mais Morales lui a demandé de ne pas répliquer.

Il fallait gagner l'armée ou la désarmer en assurant un emploi civil de fonctionnaire à chaque ancien militaire par exemple. Garder l'armée telle quelle et gouverner sous la menace d'un coup d'Etat, c'est le risque qu'a pris Morales. A sa place je profiterais que les grands de ce monde sont trop occupés avec leur crise, pour lancer une offensive contre les bastions de la réaction pour en finir, tout en appelant la population à se réunir dans une assemblée populaire, afin de constituer à travers tout le pays le maillage qu'il manque actuellement à l'Assemblée constituante. Et une fois réalisé, elles seront prêtes à envoyer des délégués à l'Assemblée constituante, il suffira de provoquer une élection anticipée pour renouveler les délégués, avec l'appui des assemblées populaires, la coalition qui compose le gouvernement Morale sera sûre d'emporter la majorité absolue. L'Assemblée constituante aurait les moyens de balayer les vieilles institutions de fond en comble en commençant par les préfets.

Le mouvement pacifique qui s'est mis en route vers Santa Cruz peut se terminer par un bain de sang, si la population se sent assiégée, elle pourra se tromper d'objectif et se laisser intimider et entraîner par la réaction qui est suffisamment adroite pour la berner par l'intermédiaire des médias.

En maintenant en place les préfets, les représentants de l'ancien pouvoir conserve d'une certaine manière leur légitimité, ils se tiennent prêt à reprendre le pouvoir ou à renverser Morales avec l'aide de l'armée. Il faut préciser que l'armée est majoritairement nationaliste, donc le risque de partition de la Bolivie n'est qu'un fantasme de révolutionnaires en manque d'inspiration.

En Bolivie, comme dans n'importe quel pays où un gouvernement similaire viendrait à voir le jours, se trouve poser immédiatement la question de savoir si le niveau de conscience politique des masses et le rapport de forces entre les classes permettent d'en finir avec les vieilles structures de l'Etat bourgeois, et en cas de réponse négative, on devrait profiter des positions conquises pour se donner les moyens politiques de les liquider le plus rapidement possible sans laisser le temps à la réaction de relever la tête...

Second sujet.

Je me suis dit qu'à la faveur de la crise actuelle du capitalisme qui n'échappera évidemment à personne, puisqu'elle fait la Une de tous les médias quotidiennement depuis plus de trois semaines, c'était l'occasion idéale dans les syndicats d'expliquer aux travaillers son origine et de faire le lien avec la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

Le moment ne serait-il pas propice pour ceux qui se réclament de la Charte d'Amiens de montrer qu'il sont enfin capable de mettre leurs actes en adéquation avec leurs déclarations, puisque cette Chartes définissait comme objectif au syndicalisme d'en finir avec le salariat ? Ou faudrait-il laisser les bureaucrates pourris des syndicats expliquer tranquillement aux travailleurs que cette crise serait le produit d'une mauvaise politique ou de pratiques indélicates et non celle de la propriété privée des moyens de production tout court ? Nous posons directement cette question aux dirigeants du POI, de la LCR et de LO.

Il y a eu et il va encore y avoir des manifestations à l'appel des syndicats, j'imagine aussi que tous les délégués syndicaux doivent en ce moment répondre aux questions que leurs posent les travailleurs sur cette crise. Donc logiquement, tous ceux qui prétendent combattre pour en finir avec le capitalisme ou qui se réclament de la Charte d'Amiens devraient rédiger des tracts ou des articles en direction des travailleurs rappelant que l'objectif du mouvement ouvrier est d'en finir avec le salariat. De deux choses l'une, s'ils ne le font pas, cela signifie peut-être que ce n'est pas l'objectif qu'ils poursuivent.

Si ces délégués syndicaux ne le font pas alors que la situation s'y prête particulièrement, quand donc le feront-ils, on serait en droit de répondre jamais, alors ils faudrait en conclure qu'ils ne valent guèrent mieux finalement que les bureaucrates dont ils dénoncent la subordination au capitalisme.

Ils répondront peut-être qu'ils sont occupés à la réalisation de l'unité sur des revendications immédiates. Certes, mais l'un n'empêche pas l'autre. Au contraire, ce sont deux aspects de la même question : la survie du capitalisme qui implique d'une part de rogner toujours davantage sur le coût du travail donc qui s'oppose à la satisfaction de nos revendications, d'autre part, qui justifie les milliers de milliards accordés aux banques et institutions financières pour empêcher que les fondements du système capitaliste ne soit remis en cause.

A quoi servirait le combat pour l'unité s'il ne se situait pas clairement dans la perspective d'en finir avec le régime ? A obtenir quelques miettes pour mieux supporter au quotidien l'existence du capitalisme qui aurait ainsi encore de beaux jours devant lui ? C'est la voie qu'a emprunté le mouvement ouvrier depuis plus de 60 ans, contribuant ainsi à mieux amarrer la classe ouvrière au capitalisme, tournant le dos au combat pour en finir avec le capitalisme, aussi bien sur le plan syndical que politique.

La collaboration de classes et le corporatisme qui sévit dans les syndicats ne sont pas nés hier, ils se sont développés au cours de cette période (notamment), ils ont bien une origine sociale et politique, ils s'appuient bien sur les rapports entre les classes, sur le consensus opéré au lendemain de la seconde-guerre mondiale entre l'impérialisme et les dirigeants réformistes et staliniens.

Comment peut-on imaginer que la conscience politique des masses pourrait progresser si on ne l'aide pas à identifier et à comprendre les objectifs politiques qu'elles doivent se fixer et atteindre, si nous-mêmes nous commençons par les passer sous silence sous des prétextes aussi fallacieux que grotesques ?

Il y en a qui vont répondre qu'il ne faut pas tout mélanger. Parce que, par une opération du saint esprit, une fois que les revendications élémentaires auraient été satisfaites, les masses auraient encore envie de se battre pour en finir avec le régime, c'est se faire des illusions et n'avoir rien compris à la dialectique de la lutte des classes, on pourrait ajouter, ni à la nature humaine qui présente de nombreuses faiblesses.

Si le capitalisme a pu tenir aussi longtemps, c'est bien parce qu'une grande partie de la population a pu en supporter les méfaits jusqu'à présent. Certains ajouteront d'un air entendu, que c'est grâce à la lutte de classe qu'on a pu conserver la plupart de nos droits sociaux et un mode vie relativement acceptable (pas pour tout le monde !), etc., sans avouer qu'ils ont permis d'assurer une certaine stabilité sur le plan social nécessaire au bon fonctionnement du capitalisme.

Si la situation politique est explosive en Amérique Latine, cela tient à la combinaison de deux facteurs principaux, la pauvreté dans laquelle le capitalisme a maintenu les trois quart de la population et la tradition révolutionnaire de la lutte de classe du prolétariat sur tout le continent sud-américain.

C'est finalement la trahison des dirigeants des partis traditionnels du mouvement ouvrier qui a empêché que cette situation aboutisse à la prise du pouvoir par le prolétariat, en d'autres termes, l'incapacité de la classe ouvrière de se doter d'une direction révolutionnaire.

Il faut le préciser, car il y en des petits malins qui seront tentés de dire : vos arguments ne tiennent pas, contrairement à ce qui s'est passé en France, en Amérique Latine le prolétariat est bien plus pauvre et pourtant il n'a jamais réussi à prendre le pouvoir.

Certes, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé, au cours du XXe siècle, et c'est sans doute dans cette région du monde que les opportunités ont été les plus nombreuses, contrairement à ce qui s'est passé dans les différents pays européens où en dehors peut-être de l'année 1968, à aucun moment le pouvoir en place n'a réellement été menacé. D'ailleurs comment aurait-il pu l'être en l'absence de partis révolutionnaires, un facteur déterminant qui passe à la trappe pour interpréter l'histoire à sa façon et justifier tous les opportunismes ou reniements. Et dans les pays les plus riches ou ceux où le PIB par habitant est le plus élevé, comme les Etats-Unis, le Japon, l'Australie, les pays scandinaves, etc. aucun mouvement social d'une ampleur nationale n'a vu le jour, aucun n'a eu la dimension et la portée de ceux qui se sont déroulés dans des pays où la population était en moyenne beaucoup plus pauvre et rompu à la lutte de classes. Simple constat.

Je ne prône pas la pauvreté, j'explique seulement comment les choses se sont déroulées. On en tire ensuite les conclusions que l'on veut. Pour les uns, le combat se réduit aux revendications, pour moi et bien d'autres militants, le combat pour les revendications doit être associé impérativement à celui de la chute du régime. Si le combat pour la défense de nos acquis sociaux fait partie intégrante de notre combat, en aucun cas son issue ne doit remet en cause le fait qu'il s'inscrive dans une perspective politique révolutionnaire. Les uns mènent en réalité un combat sur un plan purement trade-unioniste en se contentant des miettes du capitalisme pour éventuellement construire un parti réformiste, tandis que d'autres se saisissent de la situation sociale pour poser la question politique du pouvoir dans la seule perspective de construire un parti révolutionnaire.

Et ce n'est pas pour rien que j'ai apporté ces précisions, car il y en a qui vont expliquer qu'il n'est pas nécessaire de formuler une réponse politique à la question du pouvoir puisque de toute manière l'état d'esprit des masses ne s'y prête pas, qu'elles n'en sont pas encore à se poser cette question, que c'est un facteur de division, etc. les arguments ne manqueront pas à ceux qu'il répugne de la poser. Et quand il l'aborde, c'est en dehors de tout mouvement pratique pour en faire une abstraction.

Comme on ne peut pas plaire à tout le monde, en faisant des concessions sur l'essentiel de notre programme, on arrive assez facilement à se mettre d'accord avec des gens qui fondamentalement combattent la politique que l'on est théoriquement sensé défendre. On n'est plus à une contradiction près, pourvu que l'unité se réalise, on se fout bien du reste. En gros, on pourrait dire qu'on peut parler de politique, que l'on peut écrire de beaux articles qui traitent de politique, mais dès qu'on passe à l'exercice pratique, on doit mettre la politique (et son programme) dans sa poche. Ce serait un sujet destiné à une élite composé d'intellectuels ou de militants avertis, d'élus républicains ou démocrates imbus de démocratie et que la révolution prolétarienne répugne.

A les écouter, toute perspective politique constituerait en fait un obstacle à l'unité et à la mobilisation de la classe ouvrière, on a ici en filigrame le contenu opportuniste du mot d'ordre de rupture avec l'UE. On en arrive fatalement à adopter cette position quand on ne se fixe pas pour objectif de construire un parti de combattants révolutionnaires. Qui peut croire un seul instant que le combat pour l'unité et les revendications immédiates pourrait aboutir à la construction d'un tel parti sans proposer au prolétariat une issue politique à la crise du capitalisme ?

C'est bien la question : quelle parti nous voulons construire ? qui est à l'origine de la division de l'avant-garde, entre ceux qui sont prêts par opportunisme à brader les principes et le programme, croyant ainsi trouver un raccourci, ils s'y attèlent sans succès depuis plus de 20 ans ! et ceux qui entendent y rester fidèles et affronter les difficultés sans se détourner de l'objectif politique qu'ils se sont fixés.

Revenons au syndicalisme.

Ce serait intéressant pour vérifier encore une fois que le mouvement ouvrier (y compris son avant-garde) est bien aussi décomposé qu'on le dit ou prouver le contraire, de collecter les tracts ou les documents rédigés par les délégués syndicaux ou leur direction nationale, départementale, etc. mis à la disposition des travailleurs de votre usine, chantier, bureau, école, université, etc.

Au cas où vous n'en trouveriez aucun, cela confirmerait que les arguments avancés par les dirigeants du POI, de la LCR et de LO pour justifier leur lien avec les bureaucrates pourris des syndicats ne servaient en réalité qu'à masquer leur soumission aux appareils.

Vous savez la fable selon laquelle il faut conquérir des places dans les syndicats pour s'en servir ensuite dans le combat politique, on vérifierait encore une fois qu'en réalité elle ne servait qu'à masquer leur propre capitulation devant la bourgeoisie et l'abandon du combat pour le socialisme. On s'étonnait un peu que les appareils leur avaient octroyé si facilement et si généreusement des postes à responsabilité dans les syndicats, et qu'ils leur avaient permis ainsi de se développer là où ils étaient déjà implantés ou de se servir de ces positions pour recruter des adhérents à leurs partis, maintenant on comprend mieux pourquoi.

On pourrait admettre que les dirigeants soient simplement dans l'erreur, pourquoi pas, si tel était le cas, tant qu'ils ne l'auront pas reconnu et que cela ne se sera pas traduit sur le plan pratique, nous serons bien obligés de nous en tenir à la version que j'ai exposé au paragraphe précédent. Je ne ferme pas la porte à une révision partielle ou complète de l'appréciation que je porte sur les dirigeants qui se disent trotskistes, je m'en tiendrai uniquement aux faits, le reste est secondaire.

Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas de politiser les syndicats, ni même de faire de la politique dans l'entreprise, mais uniquement de respecter ses engagements et son mandat, de respecter et mettre en oeuvre les principes auxquels on prétend adhérer. Vous dites adhérer aux principes de la Charte d'Amiens, prouvez-le !

Que l'on comprenne bien, il ne s'agit pas non plus d'exiger d'eux qu'ils s'adressent aux dirigeants syndicaux pour leur demander d'entraîner leur syndicat dans le combat pour en finir avec le capitalisme, mais de produire un acte simple et élémentaire qui consiste à coucher sur le papier l'origine de la crise en la reliant à l'objectif du mouvement ouvrier tel qu'il est mentionné dans la Charte d'Amiens dont ils se réclament, et cela dans le cadre du syndicalisme.

On peut supposer sans prendre trop de risques qu'ils ne le feront pas. Dès lors, étaient-ils exagéré d'affirmer qu'ils se réclamaient abusivement de la Charte d'Amiens au regard de leur comportement dans les syndicats, ce dont chacun peut témoigner aujourd'hui ? Etait-ce les calomnier que de dire la vérité aux travailleurs et aux militants ?

Si notre objectif n'est pas de renverser le régime demain matin, notre devoir n'est-il pas d'aider par tous les moyens à notre disposition la conscience des masses à progresser, à les aider à se débarrasser de leurs illusions dans le capitalisme, à les aider à comprendre qu'il existe une alternative aux rapports sociaux d'exploitation basés sur la propriété privée des moyens de production ?

Par hasard, les masses n'auraient-elle pas davantage d'illusions dans le capitalisme que dans les dirigeants corrompus des syndicats ?

On ne peut pas avoir en permanence un double langage, mais le discours sur l'indépendance des syndicats s'en accommode parfaitement, il a d'ailleurs été conçu spécialement à cet effet.

On va nous répondre qu'on se charge sur le plan politique d'expliquer la situation aux travailleurs et qu'il n'est pas forcément utile de le faire sur le plan syndical. Alors à quoi servent les syndicats ? Ils n'auraient qu'un but alimentaire ? Pourquoi laisser l'initiative aux appareils d'expliquer que cette crise n'a finalement rien à voir avec les fondements du capitalisme ? Pour que les travailleurs puissent choisir librement entre les deux versions qu'on leur sert ? Comme le 29 mai 2005 ? Le gouvernement et les médias ne s'y emploireraient-ils pas déjà amplement ? Pourquoi au contraire partout où cela est possible (où des trotskistes sont présents), ne faudrait-il pas réaliser un front commun sur le plan syndical et politique et tenir le même discours aux travailleurs ? Notre discours n'y gagnerait-il pas en crédibilité, renforçant du même coup l'idée que peuvent se faire les travailleurs sur les méfaits et la faillite du capitalisme ?

S'adapter au capitalisme ou combattre pour son abolition ? Réforme sociale ou révolution ?

Les partisans d'un plan d'urgence favorable aux travailleurs, expliquent-il qu'il ne pourra être mis en oeuvre que lorsque Sarkozy aura été chassé, que les institutions de la Ve République auront été liquidées, que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire s'engagera résolument sur la voie de l'abolition du capitalisme ? Evidemment non. Les travailleurs devraient le deviner !

Quel contenu politique donnent-ils à leurs mots d'ordre ? Aucun. Dès lors que les conditions politiques indispensables pour atteindre un objectif ne sont pas définies clairement, quelle valeur et portée peut avoir un mot d'ordre politique ? Aucune. Quelle perspective politique proposent-ils aux travailleurs ? Aucune, très sérieusement, ils sont supposés être capable de lire entre les lignes et deviner par eux-mêmes qu'il faudra en finir avec les institutions, pas par une révolution prolétarienne, mais par un bulletin de vote donnant le pouvoir à une hypothétique Assemblée constituante qui sera chargée de les abolir (POI)! Pour un peu, les travailleurs seraient sensés rompre leurs liens avec le capitalisme et devenir des socialistes du jour au lendemain sans se mobiliser et affronter directement le régime. A suivre.

Qui a dit : "*nous ne laisserons pas tomber nos banques*", il "*faut continuer les réformes*" ? Sarkozy. Qui s'en est félicité ? Tous les partis bourgeois, le FMI, l'UE. Qui détient le pouvoir ? L'UMP, le Nouveau Centre, le MoDem et le PS soutenu par les Verts et le PCF qui siègent à l'Assemblée nationale et au Sénat, au Conseil constitutionnel, au Conseil d'Etat.

La situation est donc fort simple. Pourquoi s'obstiner à chercher ailleurs, à faire compliquer ? Parce que les travailleurs ne nous suivront pas si on leur explique qu'il faut chasser Sarkozy et abolir les institutions ? Et alors, aucun parti ouvrier n'est en mesure aujourd'hui de mobiliser les masses sur un tel objectif, sauf à se prendre pour ce qu'on n'est pas. N'y aurait-il actuellement dans le pays que quelques centaines ou milliers de travailleurs ou jeunes qui seraient prêts à reprendre à leur compte cette politique, que nous aurions atteint le seul objectif à notre portée et nous aurions fait un pas de plus en avant dans la construction du parti.

Un dernier point très rapidement.

En page 4 du n°17 d'*Informations ouvrières* on pouvait lire :

"Plus de 2 300 élus de toutes tendances ont contresigné une proposition de loi du comité de Roquebrun (Hérault) exigeant l'abrogation des directives postales européennes et le rétablissement du monopole d'Etat.

L'un d'entre eux, le député PCF du Nord Jean-Jacques Can delier, a proposé au comité de déposer cette proposition de loi au bureau de l'Assemblée nationale. Les responsables administratifs de l'Assemblée l'ont déclarée « irrecevable », le 2 octobre.

Motif invoqué : « Il n'appartient pas aux parlementaires nationaux d'abroger les directives qui s'imposent à eux ! »."

Dans son appel adopté au conseil fédéral national, le 5 octobre, le POI s'insurge : « *Ainsi donc, il serait interdit de remettre en cause la loi européenne, "supérieure" à la loi française !* »

Le POI avait le choix entre deux propositions : soit exiger que l'Assemblée nationale rejette ou refuse la transcription dans le droit français d'une directive européenne, soit exiger l'abrogation d'un texte dont elle n'était pas l'auteur, une prétention exorbitante qui revenait d'une certaine manière à exiger l'impossible puisque ces deux institutions sont indépendantes.

Il a choisi délibérément la deuxième proposition uniquement pour justifier sa ligne politique de rupture avec l'Union européenne, alors que le rejet de l'autre proposition aurait mis davantage l'accent sur le rôle de l'Assemblée nationale et justifierait à lui seul le mot d'ordre de dissolution de l'Assemblée nationale et l'abolition des institutions antidémocratiques de la Ve République, mot d'ordre que le POI tarde à reprendre à son compte. Pourquoi et jusqu'à quand ? C'est une autre question.

Dans ce numéro d'*Informations ouvrières*, ils ont évoqué la réhabilitation en cours de Marie-Antoinette, ce qu'entre nous j'avais déjà signalé il y a quelques mois déjà, pour ensuite nous vendre leur camelote républicaine !

Il y a quelques jours, j'ai saisi au vol une info au journal télévisé de TV5 Monde Asie qui ne m'a pas laissé indifférent, cela s'est passé très vite, en moins de 10 secondes, d'où ma surprise et l'impossiblité d'en prendre note entièrement, le journaliste s'est contenté de dire le sourire aux lèvres que Nicolas II avait été réhabilité en citant un membre de sa famille. Nous aurons peut-être un bel article dans le prochain numéro d'*Informations ouvrières* nous vantant les mérites de la révolution d'Octobre, qui sait ?

J'ai reçu une réponse du camarade du POI auquel j'avais répondu à un précédent courriel il y a quelques jours. Je vous en ferai part dans quelques jours, je suis actuellement débordé par le développement de la crise du capitalisme.

Juste un mot quand même puisque j'ai effleuré le sujet dans le paragraphe précédent.

Je répète ma question : les conditions historiques que nous connaissons aujourd'hui, le mode de production en vigueur, les classes existantes,etc., ont-ils davantage un rapport avec la situation qui prévalait en 1789 ou celle de 1917 ? En 1789 ou 1792 si cela vous fait plaisir, quelle classe était en position de réclamer le pouvoir ? En 1917, quelle est la seule classe qui était en mesure de prendre le pouvoir ?

Peut-on comparer le développement des forces productives telles qu'elles étaient en 1789 et ce qu'elles étaient devenues en 1917, pas seulement en Russie mais dans le monde puisqu'entre temps nous étions entrés dans l'époque de l'impérialisme ?

Un dernier mot, le boitier qui me permettait de recevoir la télévision par satellite est en panne donc je ne peux plus regarder TV5 Monde Asie, je devrai me contenter d'Internet. Si vous avez des infos sur la crise actuelle, n'hésitez pas à m'écrire.

Je réfléchis à rédiger un éditorial qui aura pour thème la confiance.

C'est intéressant de constater qu'en réalité la survie du capitalisme repose sur si peu de choses. C'est une façon de parler évidemment car les choses ne sont pas aussi simples. La confiance peut se décliner dans de nombreuses situations très diverses. Les dirigeants des partis réclament qu'on leur fasse confiance, faudrait-il encore qu'ils s'en montrent digne ! De mon côté, j'ai refusé que vous me fassiez confiance, chacun doit demeurer libre de penser ce qu'il veut.

On dit couramment que lorsque la confiance a été entaillée, il sera impossible de la rétablir complètement. On la donne ou on la reprend, il n'existe pas de demi-mesures, cela se discute, tout n'est pas noir ou blanc. On dit aussi avoir confiance jusqu'à un certain point seulement, c'est déjà plus raisonnable comme attitude. Souvent la confiance est synonyme d'ignorance, d'inconnue, d'impuissance, on a confiance à défaut de mieux. On s'endort dessus et il arrive ce qui arrive ensuite... On dit aussi qu'elle ne se négocie pas, cela s'apprente à un coup de force, à de l'arbitraire, à un chèque en blanc... On dit abusivement qu'on a confiance en soi, encore faudrait-il se connaître à fond, ce qui est rarement le cas. Par nécessité on a confiance en l'avenir sans savoir forcément d'où l'on part ce qui engendre bien des déceptions...

Si on a confiance dans la capacité du prolétariat à balayer tous les obstacles qui l'empêchent d'avoir une claire compréhension de la situation pour en finir avec le vieux monde pourri, c'est parce qu'il a déjà démontré qu'il en était capable. D'ailleurs si nous-même nous sommes capable de comprende la situation, pourquoi n'importe quel travailleur ou jeune n'en serait-il pas capable à son tour ? Serions-nous une espèce à part, une exception, une anomalie de l'histoire ou au contraire le signe et la preuve vivante que c'est possible ?

Le meilleur cotoie le pire dans ce monde, la confiance ne consisterait-elle pas à faire crédit au meilleur en étant convaincu que le pire sera vaincu, que le socialisme vaincra la barbarie ?

Que le prolétariat ait confiance en lui, en sa force gigantesque, et alors tout est possible.

Bon week-end à tous.

Le 12 octobre 2008

J'ai formaté 15 textes au format pdf qui viennent du Réseau Voltaire histoire de se changer un peu les idées. Même si certains dates un peu, ils sont intéressants pour les données qu'ils fournissent.

cliquez ici

J'ai créé une page par mois pour les causeries puisque je suis très bavard et que la page initialement prévue à cet effet était devenue trop volumineuse, les nouveaux liens figurent dans la barre des menus en haut de l'écran.

Sur la crise très vite. Si le prix du pétrole baisse cela signifie bien qu'il n'avait aucune raison de monter autant, c'était uniquement dû à la spéculation, qui ne s'en doutait pas ! Cela dit il ne redescendra pas indéfiniment et la tendance à la hausse reprendra d'ici peu, d'ailleurs les matières premières restent orientées à la hausse, surtout les produits alimentaires.

Hier j'ai voulu prendre de l'essence à la pompe, j'ai dû me rabattre sur le prix le plus élevé, l'autre qualité (inférieure) n'étant pas disponible, cela m'a coûté 20% plus cher ! A cause des coupures de courant de nombreuses entreprises ont déjà fermé, c'est ce que m'a dit hier un de mes beaux-frères.

La situation est encore pire qu'il y a quelques semaines, depuis 8 jours, ils coupent de 6h du matin jusqu'à 16h environ, ils recoupent de 18 à 19h, et entre 21h et 23h ou minuit, bref, si j'ai juste eu le temps de faire une machine à laver, je n'ai pas pu remplir le réservoir d'eau qui est au trois quart vide, et la journée il n'y a pas d'eau ou pas suffisamment de pression pour utiliser le moteur ou il faudrait le faire fonctionner pendant des heures et prendre le risque de le griller ! Pour arranger le tout, la mousson va commencer, il a plu la nuit dernière, donc pas de courant pendant toute la nuit, le frigidaire qui dégivre, bref, on est en voie de développement ici !

Comme je n'ai pas de télé jusqu'à lundi (en principe !), j'ai bricolé sur le site hier soir, en classant des articles, je me suis rendu compte que j'écrivais vraiment n'importe comment parfois, j'en ai honte franchement, avec mes excuses. Le pire, ce sont les infos en bref et les causeries, je relis à peine ce que je tape au clavier, pas le temps.

Pour sortir de la crise, ils ont trouvé un truc terrible : développer les prêts hypothécaires dans les pays où ils n'y avaient pas encore pensé ! Comme cela, la prochaine fois, ce ne sera pas seulement des millions d'Américains qui se retrouveront à la rue, mais des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles à travers le monde. Les Américains étant endettés jusqu'au cou, ils vont être tentés de convaincre d'autres populations de les immiter, quelle autre solution pourrait-ils trouver pour se sortir de la merde ? L'avantage de l'immobilier, c'est que cela engage de grosses sommes d'argent, en comparaison un prêt pour une bagnole, c'est une bagatelle. Si chacun gardait sa bagnole entre 7 ou 10 ans, c'est l'industrie automobile qui ferait faillite, c'est la petite bourgeoisie qui alimente principalement la machine capitalisme.

On réfléchit 24h/24 à cette crise, j'avoue ne pas comprendre que les uns et les autres proposent des solutions pour en sortir. Qu'elle frappe très durement en priorité la classe ouvrière, nous le savons tous, que ce soit insupportable ou dégueulasse on est tous d'accord, mais existe-t-il aujourd'hui un parti ou une force politique capable d'inverser la situation ? A ma connaissance, non. Alors encore une fois n'est-ce pas se prendre pour ce qu'on n'est pas que de vouloir proposer à tout prix une issue à cette crise aux partis et organisations qui auraient les moyens de l'appliquer mais qui ne le feront pas parce qu'ils soutiennent le gouvernement ? Ah, il s'agirait de faire pression sur eux, d'aider les masses à faire pression sur eux ! Ben voyons, nous serions bien avancés, dans le meilleur des cas nous aurions contraint le nabot à partir et nous aurion un gouvernement de front populaire en prime, puis un peu plus tard le nabot reviendrait en sauveur suprême de la nation !

Analyser la situation, aider les travailleurs à prendre conscience de la nature de cette crise, c'est la moindre des choses. Leur proposer une autre politique aussi. Une issue, oui sur le terrain politique, mais certainement pas dans la perspective d'un gouvernement des partis pourris qui sont au gouvernement (PS) ou qui le soutiennent (PCF), un peu de sérieux.
Un gouvernement ouvrier révolutionnaire ferait amplement l'affaire, mais comme pour qu'il puisse voir le jour il faut impérativement un parti révolutionnaire, l'objectif de le construire pour permettre de concrétiser cette issue ne suffirait-il pas ? J'aurais tendance à dire : mais laissez donc le PS et le PCF soutenir Sarkozy s'ils en ont envie, l'unité avec ces partis ne peut causer que notre perte, cela fait près d'un siècle qu'on en fait l'expérience, il faudrait peut-être passer à autre chose un jour, non ?

C'est à cause de la SFIO et du PC qu'on en est là aujourd'hui que le capitalisme a réussi à se donner les moyens de sa survie. L'exploitation des colonies a permis au capitalisme de se développer et de développer les classes moyennes, la décolonisation n'a pas mis fin au pillage des ressources en Afrique et en Amérique Latine particulièrement, pendant ce temps-là

une importante aristocratie ouvrière s'est formée, le tout a permis aux capitalistes d'octroyer des conditions de vie et de travail meilleures à l'ensemble de la population dont la classe ouvrière, avec ou sans mobilisation du prolétariat, les autres peuples payant l'addition, il fallait bien que quelqu'un paie cette ponction sur la plus-value des capitalistes, en échange de quoi, la paix sociale régnait, on ne se souciait guère de savoir d'où venaient tous ces avantages, leur remise en cause n'est qu'une suite logique du développement du capitalisme pour lequel ils sont devenus insupportables, notre objectif demeurant (théoriquement) l'émancipation de la classe et non son adaptation au capitalisme, si demain les conditions de travail et de vie venaient à se dégrader brusquement, on le déplorerait, mais l'on ne devrait pas développer pour autant une politique qui ne s'inscrirait pas uniquement dans la perspective de renverser l'ordre établi.

Effectivement, comme me l'a écrit le camarade du POI dont je vous ai parlé, le parti bolchevik avait des mots d'ordre en apparence alimentaire ou immédiat : le pain, la paix et la liberté, mais ce qu'il a oublié au passage, c'est que ces mots d'ordre étaient liés au combat pour chasser le tsar du pouvoir et liquider les insitutions politiques qui existaient en Russie. Quel parti aujourd'hui combat contre le chômage ou pour une augmentation des salaires en disant qu'il faut chasser Sarkozy et liquider la Ve République ? Vous connaissez tous la réponse : aucun !

Le prolétariat dispose aujourd'hui de droits politiques lui permettant de combattre le capitalisme, pas pour obtenir des droits nouveaux sur le plan économique et social car c'est finalement le meilleur moyen d'accepter la survie du capitalisme, mais pour en finir avec le capitalisme. Je n'accuse pas le prolétariat d'être responsable d'avoir été corrompu par le capitalisme, ce sont ceux qui parlaient en son nom qui en portent la totale responsabilité justement pour ne pas avoir lié le combat pour les revendications immédiates à celui pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

L'objectif n'est pas de laisser la classe ouvrière s'enfoncer dans la misère, comme disait Marx on ne socialise pas la misère, et quand vous regardez les conditions de vie misérables qui existent dans de très nombreux pays, s'il suffisait d'être pauvre pour être révolutionnaire, notre affaire serait résolue depuis très longtemps. Que la classe vive dans une misère noire ou qu'elle bénéficie de certains avantages économiques et sociaux ne change rien à notre affaire, tant qu'elle ne disposera pas d'un puissant parti révolutionnaire qui soit capable d'intervenir dans la lutte de classes pour y jouer un rôle majeur, aucune issue politique ne sera possible, donc tout ce que l'on peut faire c'est militer dans cette perspective en construisant cet outil qui nous fait tant défaut. Cela me semble facile à comprendre et à expliquer, encore faut-il accorder au parti la place que leur réservaient les marxistes, en particulier Lénine et Trotsky, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui hélas ! Comment voulez-vous écrire une lettre si vous disposez de papier mais que vous n'avez pas de stylo ? Ici je dirais, comment voulez-vous utiliser un ordinateur si vous n'avez pas l'électricité ? Cela fera sourire les intellectuels qui trouveront cette argumentation désuète, mais un ouvrier comprendra au quart de tour de quoi vous lui causez.

On s'épuise littéralement à répéter toujours les mêmes choses.

Je viens de relire les articles du *Monde* que j'ai mis en ligne hier, j'avais à peine pris le temps de les lire en diagonale, j'en extraits ce passage :

"*Cette réduction du train de vie outre-Atlantique a des répercussions mondiales. Les 9 500 milliards de dollars de biens et de services consommés annuellement par les 350 millions d'Américains tiraient la croissance mondiale. S'ils réduisent leur consommation, aucun autre relais de croissance n'existe plus. Même la Chine et l'Inde avec leurs 2,3 milliards d'habitants à eux deux ne représentent qu'un sixième de la consommation américaine (1 600 milliards de dollars). L'Europe de son côté, a déjà prouvé qu'elle n'avait pas les capacités d'une locomotive mondiale.*"

Quand vous lisez cela, sur le coup on se dit que c'est complètement dingue, cela ramène à ce que j'ai écrit plus haut, ce sont tous les peuples qui sont mis à contribution pour soutenir le train de vie démentiel des Américains (pas tous puisqu'il y a plus de 40 millions de pauvres aux E-U), s'il baisse malheureusement cela permettra à l'impérialisme de tenir plus longtemps, mais si dans le même temps se constituait un véritable parti révolutionnaire aux E-U, il n'y aurait pas de quoi s'apitoyer, surtout sur le sort des classes moyennes.

Autrefois la vie était beaucoup plus dure qu'aujourd'hui en France, mais il existait une certaine solidarité à l'intérieur de la classe, les relations étaient plus étoffées et fraternelles. Ces conditions et cet état d'esprit ont disparu au fur et à mesure que chacun pouvait s'en sortir et que les conditions de vie s'amélioraient. On a délaissé les transports en commun pour la bagnole, les lieux publics où l'on se rencontrait et échangeait quelques mots se sont faits rares, on se retranche devant son écran de télé ou d'ordinateur, on s'enferme chacun chez soi, autrefois on se déplaçait, aujourd'hui on se téléphone ou on s'envoie un courriel, on ne se rencontre plus ou rarement. Même la Sécu a remplacé les caisses de secours des syndicats, dont la trésorerie ne sert plus qu'à engraisser une armada de bureaucrates pourris.

Peut-être que cette crise fera réfléchir sur toutes ces questions et qu'elle sera salutaire pour le mouvement ouvrier et son avant-garde, c'est la seule chose que l'on peut raisonnablement espérer.

Le 15 octobre 2008

J'ai commencé à rassembler des infos sur le développement de la crise, il me reste à les mettre en ordre et à essayer d'imaginer la suite avant de vous les communiquer. Les évènements s'enchaînent tellement vite que tout seul c'est très difficile de suivre le rythme sans être désavoué dans l'heure qui suit. Il faut prendre son temps et le temps de lire quelques pages du *Capital* par la même occasion.

S'ils réussissaient à s'en sortir, il faudrait comprendre comment ils ont fait. Rien n'est moins sûr, mais nous sommes habitués depuis des décennies à observer que les représentants du capitalisme ont plus d'un tour dans leur sac pour retarder l'effondrement de leur système économique et palier temporairement ses contradictions.

On peut difficilement se fier à ce qu'on lit, c'est la première précaution à prendre avant de commencer à réfléchir. Certains disent que les banques centrales ont déversées des milliers de milliards aux banques, j'ai pu le dire aussi pour ne pas être en contradiction avec ceux qui l'avaient écrit avant moi, mais ce n'est pas tout à fait exact, en réalité, profitant de la crise financière qui enflait, elles ont décidé de ne plus accorder de crédits aux entreprises et aux particuliers tant que leurs risques ne seraient pas couverts par les banques centrales, autrement dit, pas question de débloquer l'argent dont elles disposent pour se livrer à des opérations somme toute courantes, aux gouvernements de prendre leur responsabilité s'ils ne veulent pas que la machine s'arrête. Que les sommes colossales qu'elles brassent partent en fumée du jour au lendemain, soit, après tout elles ne leurs appartiennent pas, elles s'en servent pour spéculer et éponger éventuellement leurs propres dettes, mais que l'on ne touche pas à leur magot, à leurs actifs.

Si vous voulez, c'est comme lorsqu'on lit que la Sécu serait en pleine forme si elle récupérait les 220 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales dont les patrons ont profité, alors qu'en réalité, elle les a perçus par le biais de l'Etat ! J'en ai eu encore confirmation récemment en lisant une dépêche de presse. Il y en a qui font feu de tout bois pour justifier leur ligne politique, à défaut d'arguments sérieux.

Cela me fait penser à l'intention affichée de Sarkozy d'en finir avec les départements. Ceux qui veulent combattre sa politique, au lieu de chanter les louanges de la Révolution française, il feraient mieux de mettre en avant la République sociale qui seule constitue une perspective politique en rapport avec le développement du capitalisme et de la société, si je peux me permettre. (quand on émet une critique sur la politique d'un parti, il faut pratiquement s'excuser à l'avance d'avoir commis un crime de lèse-majesté.)

Sarkozy va nationaliser partiellement des banques ou des institutions financières, le pacte de stabilité (Maastricht) a volé en éclat, ouf, nous voilà sauver ! Ceux qui sont sauvés ce sont ceux qui ont du fric en banque ou qui présentent les garanties suffisantes pour obtenir un crédit, les 10 millions de pauvres assurèment ! Personnellement, je préfère m'en remettre à l'argumentation de Marx et Engels qui auraient sans aucun doute préféré que le talon de fer de Maastricht s'applique jusqu'au bout pour contraindre le prolétariat à descendre dans la rue. On aurait pu dire : pour qu'il se radicalise et que son avant-garde se rénforce et construise le parti dans une perspective révolutionnaire. En lisant hier *Parti de classe*, j'ai relevé un passage intéressant :

"*Pourvu que Frédéric-Guillaume IV fasse preuve d'entêtement. Alors la partie est gagnée, et dans quelques mois ce sera la révolution allemande. Pourvu qu'il s'accroche aux survivances féodales ! Mais, diable, qui peut prévoir ce que fera cet individu fantasque à l'esprit dérangé.*" (Engels à Marx, 9 mars 1848)

Comme je vous l'ai déjà dit à plusieurs reprises, je ne suis pas un adepte des citations, mais je profite de cet espace pour vous faire profiter de mes lectures, à quoi d'autre pourraient-elles servir sinon ?

Le combat de Marx et Engels pour la démocratie était indissociable du combat pour la révolution prolétarienne et socialiste.

"*Tandis que les petits-bourgeois démocrates veulent terminer la révolution au plus vite après avoir obtenu, au mieux, la réalisation des revendications [qui rendent supportable la société existante], il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les principaux pays du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives.*" (Marx, Adresse du Conseil central à la Ligue, mars 1850).

Et dire qu'il n'y en a eu pour se chamailler, afin de savoir lequel de Lénine ou Trotsky avait évoqué la première fois la théorie de la révolution permanente.

« *L'évolution politique de la France montre donc clairement comment devra se dérouler l'histoire à venir des chartistes anglais [Napoléon ou Babeuf].*

« La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge

et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. » (Cf. « Progrès de la réforme sociale sur le continent

(...) À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux.», (4-11-1843, *Écrits militaires*.)

Le parti doit avoir un programme qui intègre le développement du capitalisme au plus haut niveau puisqu'il servira de base au socialisme :

"*le programme économique n'est pas seulement socialiste en général, mais directement communiste, c'est-à-dire un parti dont le but final est la suppression de tout État et, par conséquent, de la démocratie."* (Engels, préface de 1894 à Internationales aus dem Volksstaat, 1871-1875.)

On ne peut pas dire que Marx et Engels avaient le terme de démocratie en odeur de sainteté : "*Je définis comme suit les buts des communistes : I. Faire prévaloir les intérêts des prolétaires en les opposant à ceux des bourgeois ; 2. Atteindre cet objectif en supprimant la propriété privée et en lui substituant la communauté des biens ; pour ce faire, n'admettre d'autres moyens que ceux de la révolution violente et démocratique.*" (Lettre d'Engels à Marx, le 23 octobre 1846)

J'ai passé toute ma soirée à lire, *Le Capital* mais aussi *Défense du marxisme* un recueil de texte de Trotsky. Il expliquait vers la fin des années 30 que si le prolétariat ne prenait pas le pouvoir alors que les conditions étaient particulièrement favorables, il faudrait attendre sans doute longtemps avant qu'une telle opportunité ne se représente. Tôt ou tard, peu importe, là n'est pas l'essentiel, il réside plutôt dans le fait qu'en dehors d'une situation née d'une guerre ou d'une crise comparable à celle de 1929, il est inconcevable que le prolétariat accède au pouvoir, car il faut que la majorité de la société soit entraînée dans la révolution, en 1917, il fallait qu'une fraction importante de la paysannerie pauvre rallie la classe ouvrière, aujourd'hui, il faudrait que des pans entiers de la petite bourgeoisie et des classes moyennes participent au combat aux côtés du prolétariat (et sous sa direction) pour espérer vaincre les classes dominantes. Pour que la petite bourgeoisie penche du côté de la classe ouvrière, il faut déjà que celle-ci commence par se mobiliser, mais surtout il faut que ses privilèges soient gravement remis en cause, qu'elles se prolétarisent, car dans le cas contraire, si elle peut continuer de vivre tranquillement comme avant, elle n'aura aucune raison de bouger et tout à espérer du pouvoir en place.

Pour finir cette causerie en émettant un espoir, un extrait d'un tract de 1848 qui avait de la gueule, cela fera contentera certainement les camarades du POI qui doivent se sentir encore une fois cruellement visés par les citations précédentes, alors que je n'ai aucune animosité envers eux, au contraire. Si tous les militants ouvriers pouvaient se réunir ne serait-ce que sur cette base minimum en faisant taire leurs divisions, la face du monde n'en serait pas changé, mais l'avenir du mouvement ouvrier certainement.

"*Si nous ne voulons pas être dupés une fois de plus, si nous ne voulons pas être, pour une longue série d'années, ceux qu'un petit nombre exploite et bafoue, il ne faut pas laisser perdre un seul instant, ni laisser passer une minute dans l'inactivité.*

Isolés comme nous l'avons été jusqu'ici, nous sommes faibles, bien que nous nous comptions par millions. Unis et organisés, nous constituerons, au contraire, une force irrésistible. C'est pourquoi, frères, formons, dans toutes les villes et dans tous les villages, des unions ouvrières où nous discuterons de nos conditions, où nous proposerons des mesures pour changer notre situation actuelle..." (Extrait de *Parti de classe* - Seeblätter, 13 avril 1848.)

Marx et Engels avaient eu l'idée des soviets bien avant qu'ils n'existent en 1905 en Russie. Si c'était le sens que voulait donner le POI aux comités pour l'unité qu'il appelle à constituer dans tout le pays, pourquoi ne pas soutenir cette initiative et ne pas y participer ? Attendons de voir si le POI effectue le virage politique qu'impose la situation née de la dernière cirse du capitalisme qui devrait voir les masses se radicaliser au fur et à mesure que ses conséquences les frapperont encore plus durement.

Comme aurait dit Marx, on pourrait perdre son "*âme*" à cotoyer des républicains ou des démocrates si ce n'était pas pour la bonne cause, mais si cela permet au prolétariat de faire un pas en avant et de se diriger dans la bonne direction, c'est un devoir ! Tout dépendra encore une fois de la politique impulsée par la direction du POI, si elle a un contenu purement réformisme ou si elle s'inscrit clairement dans une perspective révolutionnaire. On peut à la limite admettre des compromis (temporaires) sur la forme et le contenu, tant qu'on ne touche pas au fond et aux principes, tant qu'on ne capitule pas devant ceux qui refusent d'entendre parler de révolution prolétarienne ou socialiste. A chacun ses responsabilités.

La rubrique du 15 octobre. Leur hantise : "***tout faire pour éviter que cette crise (...) devienne une crise politique***".

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a exprimé en termes à peine voilés sur RTL la crainte de tous les gouvernements et pourquoi il était urgent de libérer le fonctionnement de la planche à billets de toute entrave :

"*Il ne faudrait pas que cette crise se transforme en crise économique intégrale. Il faut tout faire pour éviter qu'elle devienne, à partir d'une crise financière et économique, une crise politique*". Ce qu'ils craignent le plus, c'est la réaction violente de la classe ouvrière qui durement frappée par les contre-réformes des deux dernières décennies, pourrait faire irruption sur la scène politique et remettre en cause l'ordre établie.

Les travailleurs vont comparer les discours du gouvernement sur la nécessité de restreindre tous les budgets, sauf évidemment celui de l'armée et de la recherche destiné en priorité aux entreprises, et les centaines de milliards d'euros mis à la disposition des banquiers et assureurs. Ils vont comprendre que le gouvernement gère le pays comme s'il s'agissait d'une gigantesque entreprise privée, pour le compte exclusif des banquiers et des patrons.

Les gouvernements des principales puissances économiques mondiales ont réalisé l'union sacrée au cours du week-end dernier pour tenter de faire face à la plus importante crise du capitalisme depuis 1929 qui avait pris il y a un an la forme d'une crise financière avant de s'étendre à l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale, sans toutefois remettre en cause ses fondements et se traduire pour le moment par l'effondrement de la valeur des actions et de la monnaie, la fermeture de centaines ou milliers d'entreprises dans chaque pays...

On n'y a pas prêté attention, mais les signes avant-coureurs du développement prévisible de cette crise à l'échelle mondiale existaient depuis le milieu de l'année 2007.

Voici l'élément qui aurait dû permettre à nos dirigeants (du mouvement ouvrier) d'entrevoir à brève échéance le développement de la situation et d'adapter leur tactique en conséquence, ce qu'ils ont été évidemment incapables de faire, obnubilés par la nécessité de justifier leurs politiques réformistes, ils sont passés à côté de l'essentiel une fois de plus.

En un an, depuis le 2 juillet 2007 la couronne islandaise avait perdu 46 % de sa valeur, et elle allait en perdre encore 20% en septembre 2008. Et pourquoi ? parce que l'économie islandaise est largement basée sur son secteur financier, qui représente huit à neuf fois son PIB brut, ce secteur étant en crise, donc il faisait peser à court terme une menace réelle sur l'ensemble de l'économie de ce pays puisque apparemment rien ne pouvait inverser le cours de cette crise rampante qui devait bien finir par éclater un jour où l'autre.

Résultat : la banqueroute !

Après trois jours de fermeture, l'indice OMX15 de la bourse de Reykjavik perdait à l'ouverture mardi plus de 76,13 %. Il avait déjà perdu la moitié de sa valeur depuis le début de l'année sans que personne n'y prête attention.

La couronne islandaise est devenue une monnaie de singes à l'image du mark allemand dans les années 30.

Voilà le scénario qui s'est produit et qui était prévisible en Islande compte tenu de l'importance du secteur financier dans la composition de son économie, et ce qui se serait produit à l'échelle mondiale si les banques centrales n'avaient pas pris la décision de soutenir les banques et les institutions financières à hauteur de 3 500 milliards de dollars environ.

Rien ne dit que ce scénario ne va pas se produire quand même, il n'est peut-être que retardé de quelques semaines ou quelques mois, personne ne peut dire exactement quand il se produira, partant de l'hypothèse qu'il sera inévitable à terme. S'il devait en être autrement, cela signifierait que le capitalisme aurait trouvé le moyen de surmonter ses propres contradictions et dans ce cas-là, il faudrait revoir notre copie de fond en comble, et le combat pour le socialisme tel qu'on l'avait conçu jusqu'à présent ne serait plus qu'une utopie.

Vous comprendrez à la lecture de ces lignes que de notre capacité à analyser à fond ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux dépendra en grande partie l'avenir du mouvement ouvrier. Je vais essayer de participer à l'élaboration de cette analyse avec mes modestes moyens.

Je vous avouerais que je n'ai pas trouvé encore de réponses à toutes les questions que je me suis posé les derniers jours sur cette crise. C'est d'autant plus difficile d'y répondre que des déclarations contradictoires tombent chaque jour des dépêches de presse et que la situation semble évoluer dans un sens un jour pour s'inverser le lendemain.

On aurait pu s'en tenir au schéma que nous avions tracé et que nous connaissons tous par coeur, mais il pourrait s'avérer insuffisant pour comprendre la situation actuelle et surtout pour déterminer dans quelle direction elle va évoluer, car notre tactique et notre stratégie en dépendra en grande partie.

Même le nouveau Prix Nobel d'économie, Paul Krugman, raconte n'importe quoi lorsqu'il dit : "*Nous n'allons pas revenir à Karl Marx, mais nous allons redécouvrir des choses qu'avait découvertes le président démocrate Franklin Roosevelt il y a 75 ans.*", comme s'il était possible de faire faire marche arrière au système capitaliste. Même après la seconde guerre mondiale, le capitalisme a été reconstruit en Europe sur la base du point le plus élevé qu'avait atteint son développement au cours de la période

d'avant-guerre, il ne pouvait pas se reconstruire sur des bases qui ne lui aurait pas assurer une nouvelle et rapide accumulation du capital, le temps jouant contre lui comme aujourd'hui.

On comprend que cet économiste bourgeois récompensé par ses pairs ne tienne pas à donner raison à Marx :

"*Voici les deux aspects de la caractéristique immanente du système de crédit : d'une part, développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par l'exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, et pour limiter de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales ; mais, d'autre part, constituter la forme de transition vers un nouveau mode de production - c'est ce double aspect qui donne aux principaux défenseurs du crédit, de Law jusqu'à Isaac Péreire, leur caractère agréablement mitigé d'escrocs et de prophètes.* "
(Le Capital - K.Marx - Tome 3 - ch. XXVII - Le rôle du crédit dans la production capitaliste).

Krugman n'a même pas le talent du prophète puisque tout ce qu'il peut faire c'est regarder en arrière, il ne lui reste que celui d'escroc !

Je vous ai dégoté une citation de circonstance extraite de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* de Lénine :

"*Le capital financier est un facteur si puissant, si décisif, pourrait-on dire, dans toutes les relations économiques et internationales, qu'il est capable de se subordonner et se subordonne effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique. (...) Mais il va de soi que ce qui donne au capital financier les plus grandes "commodités" et les plus grands avantages, c'est une soumission telle qu'elle entraîne pour les pays et les peuples en cause, la perte de leur indépendance politique.*"

Sarkozy n'est qu'un vulgaire pantin entre les mains des banquiers ! Un pantin qu'il faut chasser ainsi que ses commanditaires !

Le 16 octobre 2008

J'ai eu un moment d'hésitation hier face à la crise, je me demandais encore quoi en penser. Ce que j'ai écrit dans le bandeau défilant en haut de l'écran trace une perspective qui n'a rien d'extraordinaire : Si la récession se transformait en dépression, en l'absence de la perspective d'une nouvelle guerre mondiale, une fois des millions de travailleurs jetés à la rue dans chaque pays, la chute des monnaies et la hausse vertigineuse des prix rendant tout achat impossible, même pour se nourrir, c'est bien par des révolutions socialistes partout dans le monde que cette gigantesque crise pourrait se terminer.

On a donc tout intérêt à ce que cette crise enfle et prenne la forme d'une dépression. Pas plus qu'il ne faut saluer le "sauvetage" des banques, il faut se morfondre sur ses conséquences pour la population, car c'est le seul moyen pour qu'elle se lance à l'"*assaut du ciel*" pour reprendre une expression de Marx à propos du combat héroïque des Communards.

Dès lors, on a tout intérêt à alimenter l'angoisse qui étreint les masses, à leur expliquer clairement ce qui les attendent un peu plus tôt ou un peu plus tard, et que c'est bien à l'assaut du capitalisme et de sa représentation politique qu'il va falloir se lancer pour les abattre.

Nous sommes rien (aujourd'hui), nous serons tout (demain), voilà ce qu'il faut leur expliquer pour les préparer au combat final.

C'est bien le programme de la révolution socialiste internationale qui est à l'ordre du jour. Tout autre programme est dors et déjà rendu caduc par la situation actuelle.

J'essaierai d'actualiser les infos en bref demain ou dans deux jours, tout dépendra du déroulement de la crise qui me bouffe tout mon temps.

J'ai lu le dernier édito d'*Informations ouvrières*, aussi épouvantable que le précédent, on croirait avoir à faire à un syndicat pas un parti politique qui aurait pour principale fonction d'aider les travailleurs à comprendre le lien qui existe entre les revendications, le capitalisme et les institutions de ce pays. Un gouvernement pour mieux vivre, qui ne serait ni ouvrier ni révolutionnaire, encore moins les deux à la fois, pas pour en finir avec le régime, on ne peut imaginer pire opportunisme dans la situation actuelle.

Je pensais naïvement que la fonction du parti devait être par tous les moyens d'aider la conscience politique des masses à progresser, etc. Ce n'est apparemment pas celle du POI. Dommage !

Le 17 octobre 2008

On a envie de dire : quelle aubaine cette crise, vive la crise ! Encore une fois cela ne choquera que les ouvriéristes, la bonne conscience des petits-bourgeois ou les pires dogmatiques qui font semblant de ne pas comprendre de quoi l'on cause. Comment ne pas se réjouir que le capitalisme nous donne l'opportunité d'organiser la classe ? Comment ne pas se réjouir qu'il lui donne l'occasion de se poser des questions sur le nature du capitalisme, sur les rapports que chaque ouvrier entretien avec lui ? Du coup, cela nous donne l'occasion de voir comment chacun se dispose et quelle politique mette en oeuvre chaque parti.

On apprend davantage au contact de problèmes quand on en cherche l'origine, que lorsqu'on essaie de les éviter à tout prix. Le conscient n'est-il est issu de l'inconscient ? Les espèces organiques ne sont-elles pas issues d'espèces minérales ? La lumière ne jaillit-elle pas de l'obscurité ? Etc, etc.

Besancenot et la LCR se félicite que les dirigeants de ce monde sauvent les banques (relevé dans le dernier IO), c'est leur droit et leur problème, on est loin des discours sur l'anticapitalisme ! C'est à l'ouvrage que l'on juge le travail de l'ouvrier et non à ce qu'il en pense ou en dit. C'est valable pour chacun de nous. Et si on a une activité publique, on se doit de rendre des comptes, là l'heure des comptes a sonné pour le capitalisme et ceux qui le soutiennent.

Dans une entretien du *Monde* paru hier, Besancenot :

"*Depuis dix jours, on parle de crise systémique c'est-à-dire qu'on avoue que le système a failli s'effondrer de lui-même. Je ne suis pas particulièrement réjoui de voir nos pronostics confirmés parce que c'est rarement les capitalistes qui payent la facture de telles crises, c'est en général le peuple.*". Si ses "pronostics" étaient erronés, cela voudrait dire que le capitalisme serait éternel, là au moins il aurait peut-être de quoi se réjouir sans modération !

Il n'a pas "*failli s'effondrer de lui-même*", il a bel et bien commencé à s'effondrer. "*On a abouti à un système de capitalisme pur, un peu comme celui que Marx avait sous les yeux voici 150 ans*, sauf qu'à l'époque de Marx l'union de la banque et l'industrie qui allait déboucher sur l'industrie financière n'en était qu'à ses coups d'essai, d'ailleurs c'est une contre-vérité ou un non-sens, il n'y a pas à proprement parlé de "*capitalisme pur*", une "*pure*" invention de Besancenot, il y a le capitalisme qui s'appuie sur le développement industriel pour réaliser du profit avec l'aide ou non des banques à ses débuts, et il y a le capitalisme financier qui profite des outils modernes de la spéculation pour réaliser du profit sans se soucier du développement industriel, si l'on peut comparer le capitalisme du milieu du XIXe siècle avec celui qui existe de nos jours, c'est vraiment raconter n'importe quoi que de mettre un signe égal entre les deux, sauf sur une chose, mais Besancenot n'en parle pas, l'origine de la plus-value n'a pas changé, pas plus que la valeur d'une marchandise ne change en changeant trente six mille fois de mains ou en prenant la forme d'une traite ou d'un titre, c'est bien l'extorsion d'une partie du temps de travail de chaque ouvrier qui constitue toujours le profit des capitalistes.

Sarkozy n'est pas gentil, il renfloue Dexia mais il privatise La Poste, qu'attendez-vous à la LCR pour avancer le seul mot d'ordre qui répond à cette situation : unité pour chasser Sarkozy ?

Ils sont impayables ces "révolutionnaires", ils sont prolixes lorsqu'il s'agit de parler d'économie, des mesures qu'il faudrait prendre, mais pas un mot de politique, cela doit être comme l'histoire de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, on ne mélange pas l'économie et la politique pour éviter que les masses fassent la jonction entre les deux et comprennent enfin les tâches qu'elles ont à accomplir. Il faut nationaliser les banques, les travailleurs doivent en prendre le contrôle, sous l'oeil vigilant des institutions de la Ve République j'imagine ! Tout un programme !

Comme au POI, il "*propose une rencontre unitaire de toute la gauche sociale et politique pour soutenir toutes les initiatives de résistance*", je crois que le PCF et les sociaux-impérialistes du PS ont proposé une initiative semblable récemment, c'est fou tous ces gens pleins de bonnes intentions mais qui ne proposent aucune perspective politique sérieuse, on aurait presqu'envie de dire : vaut mieux pas, espérant que la crise rattrapera avant ces partis et qu'il en sortira quelque chose...

En lisant hier après-midi la résolution adoptée à l'unanimité par le Comité Confédéral National de Force Ouvrière les 9 et 10 octobre 2008, je me disais qu'il fallait reconstruire le mouvement ouvrier de fond en comble, comme l'Etat quoi ! Dans toutes les questions abordées, vous trouverez la trace des idées de la classe dominante, non pas sur le plan objectif, mais subjectif, où ils épousent ses idées.

Si le syndicalisme n'est pas orienté pour en finir avec le capitalisme, cela veut dire qu'il est orienté pour le perpétuer, il perd en efficacité et sa légitimité est remise en cause, d'où la loi sur la représentativité des syndicats orientée contre le prolétariat, alors que le syndicalisme aurait pu être l'un des piliers du nouvel Etat ouvrier, il ne peut pas s'inventer un nouveau rôle du jour au lendemain, c'est pourquoi les soviets ou comités sont si importants, ils palient les carences du syndicalisme sans les détruire, en les intégrant dans cet organisme de pouvoir.

Et c'est normal, si l'abolition du salariat est l'objectif du combat syndical, les syndicats ont leur place dans les soviets ou comités, on peut arriver aux fondements du capitalisme par la voie de l'économie ou par la voie politique pour ce qui concerne les partis.

On peut y arriver sous différents angles, mais on doit toujours passer par la case politique...

Si tout ce que les gens ont entendu un jour et qu'ils n'ont pas cru, se révélait soudainement sous leurs yeux, ils pourraient changer d'attitude et de convictions et c'est la face du monde qui s'en trouverait transformée. On a le droit d'imaginer les premières victoires et le mouvement irrésistible vers le socialisme et le communisme à l'échelle mondiale, comme on a le droit d'imaginer l'apocalypse et la fin du monde.

Aux XVII et XVIIIe siècle, on n'avait qu'une idée lointaine de ce qui se passait dans les autres pays, l'imaginaire s'en donnait à coeur joie, jusqu'à la débauche et la décadence, la décomposition d'une conception de l'existence déjà basée sur l'accumulation, le servage n'était une condition enviable ou souhaitable pour personne, sauf pour les bougres qui devaient trimer pour leurs maîtres. La noblesse s'en accommodera très bien une fois qu'elle l'aura développé, et le troupeau de gueux sans bien ni pouvoir sera très bien comme chair à canons. Rien d'idyllique dans ce tableau où l'homme était maintenu en servitude sous le joug implacable d'un système profondément injuste. Il n'y a que la noblesse qui coulait des jours heureux, célébrait la luxure et sa puissance à la face du monde en entreprenant des expéditions à l'autre bout du monde pour les accroître tous les deux. Elle rayonnait, tandis que son masque de cire ou de poudre camouflait sa crasse et par je ne sais quel miracle rendait supportable ses mauvaises odeurs, il ne lui manquait plus que les plumes, pas pour écrire mais pour se parer et se pâmer tel un paon faisant la cour au reste du monde, pour se mirer dans une pièce d'eau et recevoir l'oracle annonciateur de sa bonne fortune, on dirait aujourd'hui : pour faire carnaval avant de signer son arrêt de mort. C'est la fin de la semaine, on se détend.

Le raffinement cachait à la noblesse sa propre misère et crasse qui devait bien la gratter quelque part. A notre époque, la classe dominante se veut plus propre sous elle - bien qu'il doit bien lui arriver de s'oublier parfois, le temps joue décidément contre elle et il ne s'achète pas, même à crédit, non, c'est à l'intérieur qu'elle est particulièrement dégueulasse et infâme. En voilà un exemple.

"*Une poignée de hauts dirigeants d'AIG, l'assureur américain qui a obtenu 85 milliards de dollars (63,23 milliards d'euros) de renflouement public en septembre, ont dépensé des milliers de dollars pour un voyage de chasse à courre en Angleterre, alors que la compagnie demandait une rallonge de prêts publics de 37,8 milliards de dollars (28,12 milliards d'euros) à la Réserve fédérale.*" (AP 16.10)

Que la fête continue... avant qu'on les pende ! Et ils veulent nous faire avaler que demain quelque chose va changer dans leur comportement, ils prennent ouvertement les travailleurs pour des cons, aussi longtemps qu'ils ne seront pas touchés brutalement ils ne bougeront pas, et ils le savent.

Comme dans toute crise, il faut se demander où se situe le chaînon le plus faible, là où cela peut péter. On y viendra plus tard

Je n'ai pas le temps ici de vous communiquer les dernières infos, sachez que les paiements internationaux de l'Islande sont en partie gelés, résultat : certaines institutions islandaises sont en difficulté et ne sont plus en mesure de payer leurs dettes parce qu'elles ne reçoivent plus les fonds qu'elles attendaient. (AP 16.10) Ce n'est pas encore l'effondrement total, mais ils n'en sont plus très loin.

Paradis fiscaux : ils en parlent. Et alors ? Alors rien, il paraît que la visibilité ne permet pas de voir plus loin !

Mercredi 15 octobre, lors du Conseil européen à Bruxelles, le nabot s'est encore distingué en appelant à "*l'élimination des zones d'ombres*" de la finance mondiale, et la veille à l'Assemblée nationale Fillon avait déclaré que "*des trous noirs comme les centres off shore ne doivent plus exister*". Une déclaration d'intention comme on en entend tous les jours en ce moment sur tous les tons : dramatique, rassurant, offensif...

Et l'OCDE de constater le plus hypocritement du monde que la dérégulation des paradis fiscaux a contribué au développement de cette crise comme s'ils découvraient leur existence et leur mode de fonctionnement totalement opaque.

Ils veulent nous enfumer. Comment "*400 banques, deux tiers des 2 000 fonds spéculatifs et deux millions de sociétés écrans, représentant 10 000 milliards de dollars (7 400 milliards d'euros) d'actifs financiers !*" (selon l'ONG Transparency International (TI)), pouvaient-ils passer inaperçus des fins limiers des ministères des Finances de tous les pays, des économistes renommés des institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale, la Fed ou la BCE, sans oublier les enquêteurs financiers du FBI ?

S'ils ont laissé faire, c'est bien parce que cela arrangeait leurs affaires, non ? Il leur faut des boucs-émissaires, alors qu'ils sont tous complices de ce système mafieux et criminel international.

Très sérieusement. Une réunion internationale à laquelle devrait participer une vingtaine de pays, organisée le 21 octobre à Paris, à l'initiative du ministre français du budget, Eric Woerth, et du ministre allemand des finances, Peer Steinbrück, aura pour thème de "*discuter des mesures à prendre pour lutter contre les paradis fiscaux*".

A ma connaissance, ce sont soit des Etats souverains qui les accueillent, des confettis posés sur un rocher (Monaco) ou au milieu de l'océan (Bahamas), soit des pays comme la Grande-Bretagne (Iles Caïmans), le Liechtenstein, etc. On pourrait mettre dans le même sac la Suisse et le Luxembourg qui garantissent le secret sur les transactions de leurs clients.

Cela tombe bien, rien ne va plus au pays des banques.

Le gouvernement et la banque centrale vont entrer au capital d'UBS, première banque suisse, à hauteur de 6 milliards de francs suisses (3,9 milliards d'euros) et reprendre dans un fonds spécial jusqu'à 60 milliards de dollars d'actifs. Privilégiant les capitaux privés, Credit Suisse a annoncé une augmentation de capital d'environ 6,5 milliards d'euros.

On termine par les dernières infos de jeudi.

La première Bourse mondiale, qui avait connu mercredi sa pire dégringolade depuis 20 ans (-7,87%), a fini en hausse de 4,68%, les investisseurs se ruant sur les bonnes affaires apparues avec la chute des cours.

Auparavant, les autres places mondiales avaient continué à sombrer, effaçant pratiquement les rebonds enregistrés lundi et mardi.

Paris a perdu 5,92%, Londres 5,35% et Francfort 4,91%, Milan cédait 6,78%, Madrid 4,11%, Amsterdam 5,69% et Zurich 3,26%, tandis que les deux places moscovites, le RTS et Micex, se sont effondrées de près de 10%. En Asie, Tokyo a essuyé une nouvelle dégringolade historique (-11,41%).

Après une modeste hausse en ouverture, la Bourse de New York, qui avait connu la veille sa pire dégringolade en 20 ans, connaissait une évolution hésitante. Vers 18H10 GMT, le Dow Jones perdait 0,28% mais le Nasdaq gagnait 0,86%.

Les valeurs bancaires étaient particulièrement attaquées, après les lourdes pertes des banques américaines.

Aux Etats-Unis, la production industrielle, en recul de 2,8% en septembre, a enregistré sa plus forte baisse depuis décembre 1974, enfonçant les prévisions des analystes. Mardi, une responsable de la Fed avait évoqué le spectre de la récession aux Etats-Unis.

L'Allemagne a drastiquement révisé en baisse sa prévision de croissance pour 2009 à 0,2% au lieu de 1,2%. La croissance du premier exportateur mondial s'établirait ainsi à son plus bas niveau depuis 2003. L'Irlande, elle, est déjà en récession.

De son côté, la Libye, par l'intermédiaire de sa banque centrale, de son fonds souverain et de Libyan Foreign Bank, est montée à 4,23% du capital de la première banque italienne, UniCredit, dont le cours de Bourse est au plus bas, clôturant jeudi en baisse de 13,08%.

Le groupe de travail temporaire Adecco a annoncé jeudi vouloir supprimer 600 emplois en France d'ici le mois de juin 2009

Réaction d'un délégué FO de chez Adia :

"*On s'y attendait, on nous avait dit que ça allait mal, alors on prend ça sereinement; maintenant s'engagent des discussions qu'il faudra verrouiller pour que les gens soient bien accompagnés*"... jusqu'à l'ANPE.

Avec ce genre de syndicalisme là, les patrons peuvent dormir tranquilles !

(AFP 16.10)

Le 19 octobre 2008

J'ai actualisé les infos en bref, je n'ai pas eu le temps de les commenter. La moisson n'est pas terrible, j'ai été trop accaparé par la crise actuelle. Et la mousson ! Dans une semaine c'est la plus grande fête de l'année Diwali, du coup les commerçants ont augmenté les prix des légumes dans des proportions inégalées à ce jour. Je vous ai dit il n'y a pas longtemps que j'avais acheté 3 kilos de tomates pour 10 roupies, ce matin, il était passé à 46 roupies le kilo ! Je n'en ai pas achetées. La mousson plus Diwali, c'est trop ! Je me demande ce que vont manger les plus pauvres, du riz avec un pickle de citron, de quoi se démolir la santé.

Autre chose.

Un ex-militant du PT m'a transmis l'info suivante (http://www.agencebretagnepresse.com/fetch.php?id=12349). J'ai remanié l'article car il y a un copyright qui en interdit la reproduction.

La 17e chambre correctionnelle du tribunal de Grande Instance de Paris a rejeté le 26 septembre dernier la plainte déposée par le Parti des Travailleurs et son secrétaire national Daniel Gluckstein contre Damien Perrotin et Philippe Argouarch, directeur de la publication Agence Bretagne Presse, suite à un article paru le 8 décembre 2007, signé de Damien Perrotin (candidat UDB aux municipales), et intitulé « Folklore libre-penseur à Pontivy ». Le PT avait demandé 30 000 euros de dommage et intérêt pour diffamation.

On ne connaîtra sans doute jamais le contenu des propos tenus par ces indépendantistes bretons dont le lobbying s'apparente à faire revivre l'Ancien régime, et trouve forcément une écoute intéressée du côté des potentats locaux qui les soutiennent et sont leurs réels commanditaires.

Je suis d'autant plus motivé pour écrire cet article que j'ai constaté en jetant un coup d'oeil sur les statistiques de fréquentation du site, qu'il y figurait leur nom. Cela veut dire qu'il y en a qui ont lu leur article et qui ont voulu en savoir plus sur le PT et ils se sont connectés au passage sur le site que j'anime. Entre nous, entre cent Gluckstein et un indépendantiste breton, je n'ai même pas besoin de réfléchir pour savoir lequel je soutiendrais.

Ils prônent l'éclatement de toutes les nations, non pas pour constituer une république sociale universelle, mais uniquement pour satifaire leurs fantasmes réactionnaires, pour défendre leur chapelle. Ces frustrés du pouvoir en quête d'absolutisme, ces castrés du futur en panne d'imagination se tournent logiquement vers le passé qu'ils passent leur temps à magnifier.

Au XXIe siècle de l'ère vulgaire, on a plutôt envie de tourner la page du vieux monde pourri dans lequel nous vivons et les générations passées ont vécu depuis que les classes et l'Etat existe, eux au contraire, ils rêvent de nous ramener au Moyen-Age, autrement dit à l'époque du servage puisque l'un ne va pas sans l'autre.

J'ai été contacté il y a déjà quelque temps par un ex-militant de la LCR qui m'avait écrit qu'il avait atterri dans un parti nationaliste breton. La LCR refusant de combattre pour la rupture avec l'UE qui prône la destruction des Etats au profit des régions, je me suis dit qu'il y avait quelque chose de logique dans sa démarche, dans sa décomposition politique. La décomposition du capitalisme tarde à céder la place au communisme, pour cette raison, c'est toute la société qui est menacée de décomposition. Il est donc normal que toutes les formes particulières de réactions cumulées du passé cherchent à s'exprimer. Pas un instant, ils ne penseront que tout ce qui peut favoriser leur région se fera d'une manière ou d'une autre au détriment des autres, qui pour eux ne comptent pas, seules comptent à leur yeux les régions qui revendiquent leur indépendance. Si on les suivait jusqu'au bout dans leur raisonnement, on reviendrait à l'âge de pierre, comme s'il pouvait être synonyme d'émancipation.

Je vous cite quatre extraits de la présentation d'articles que j'ai trouvés sur leur site Internet.

De dangereux mégalomanes qui ont sauvé la France, donc elle leur est redevable :

"Yoann Gourcuff, la star bretonne du foot, âgé seulement de 22 ans, a sauvé ce soir l'équipe de France de l'élimination de la Coupe du monde 2010 par un but magistral".

Une entreprise rétrograde qui roule pour les curés :

"le dimanche 19 octobre prochain à 16 heures à un concert exceptionnel en la basilique Notre-Dame-du-Roncier". Je passe les blasons des associations qui comportent des fleurs de lis.

"Pornic va affirmer son identité bretonne et ses origines en fêtant le patron de la paroisse pendant deux jours", l'église et la religion à l'origine du monde, Benoît XVI ne démentirait pas, c'est son discours, et celui de Sarkozy à Latran.

J'imagine que dans leur article intitulé « Folklore libre-penseur à Pontivy » ces bigots n'avaient pas dû user d'un langage très flatteur envers les partisans de la laïcité, et sachant que La Libre Pensée est dirigé par le PT, il avait dû se livrer à un amalgame facile, sur ce Gluckstein avait pris la mouche et porté plainte.

Ne rigolez pas, ce sont des fous furieux : "Des chercheurs allemands venus travailler à Nantes ont retrouvé une partition de Mozart", pour un peu Mozart aurait pu être breton !

Personnellement, j'aime beaucoup la Bretagne, d'ailleurs c'est bien simple, ma fille a pour deuxième prénom un prénom d'origine breton, Tiffaine (je n'en connais pas l'orthographe exacte !). J'y allais en colonies de vacances dans le Morbihan, à Aradon, ensuite mon ex-compagne était de Saint-Méen-Le-Grand en Ile et Vilaine, pour se changer les idées lors des vacances, on a eu l'occasion de la visiter en long et en large. On y allait aussi souvent que possible. On a même essayé d'y partir vivre, en vain,

pas de boulot ou la précarité avec des salaires encore plus misérables. Et puis pas question de compter sur la famille pour nous aider, pour nous décourager certainement plutôt deux fois qu'une. On était considéré comme des étrangers, même mon ex-beau-père qui était né à la ferme, l'endroit où je me plaisais le plus pourtant. Je ne me suis jamais lassé de la Bretagne, tout me plaisait en dehors des bondieuseries. J'y ai toujours parmi les meilleurs souvenirs de ma vie.

J'ai l'impression que lorsque l'on vit en province, on considère le pouvoir et ce qui se passe à Paris un peu comme si tout cela nous était étranger ou venait d'ailleurs. On se sent concerné par la force des choses, on vit les décisions prises à Paris où se tient le pouvoir politique comme une contrainte responsable de nos frustrations et de tous nos problèmes. Alors sur place, il y a toujours des petits malins pour profiter de la situation et faire monter la sauce, monter une partie de la population contre les autres.

A l'inverse, quand on est parisien, on a tendance à considérer les provinciaux comme des bouseux ou des attardés. Alors que les uns sont aussi attardés que les autres ! Je suis parisien, mais cela ne veut plus rien dire pour moi depuis très longtemps. Je me souviens des discussions animées avec des paysans (de la famille) qui nous considéraient comme des privilégiés parce qu'en cas de chômage on avait le droit à une allocation, on avait une voiture et luxe suprême on partait en vacances. Et lorsque nous leur racontions que ce n'était pas une partie de plaisir que de vivre dans une grande ville où tout le monde se croise sans se parler, le bruit, la pollution, les conditions de travail, le prix des loyers, etc., ils souriaient d'un air entendu, l'air de dire, tu essaies de m'embobiner mais vous avez la belle vie par rapport à nous. En les connaissant mieux par la suite, je me suis rendu compte qu'ils bossaient beaucoup moins que nous, mais une chose était vraie en revanche, ils n'avaient pas la liberté dont nous disposions à cause de leurs vaches notamment.

On retrouve la même mentalité en Inde, mon épouse qui est tamoule parle des habitants du nord de l'Inde en les appelant les Indiens, elle, elle se considère tamoule, Indienne ensuite si l'on insiste.

Pour finir, tout ce qui se rapporte au folklore et aux traditions d'une époque révolue est forcément teinté des rapports sociaux qui existaient alors dominés par la féodalité et l'église, c'est la raison pour laquelle ils ont très souvent un relent réactionnaire que certains s'emploient à cultiver patiemment et avec ferveur, histoire de se rendre utiles auprès des réactionnaires d'aujourd'hui, faute de pouvoir servir à autre chose.

La nostalgie est rarement accompagnée du discernement nécessaire pour comprendre l'existence et le monde dans lequel on vit. On sélectionne arbitrairement les bons souvenirs sans chercher à se remémorer quels étaient leurs pendants négatifs qu'on préfère laisser là où ils sont. On s'imagine le monde passé tel qu'il n'a jamais existé, peut-être pour oublier celui dans lequel nous vivons et qui ne nous offre aucun avenir. Voilà ce qui arrive lorsque l'on est incapable d'entrevoir consciemment la société futur débarrassée du joug du capitalisme et de la servitude, on déforme le présent et bien sûr le passé.

Le 22 octobre 2008

Un éditorial, un texte, une réponse à un courriel et un document du POI en ligne aujourd'hui. Les infos en bref demain ou dans deux jours, tout dépendra de la mousson !

J'ai entendu aux infos avant-hier soir sur TV5 Monde Asie, que l'OIT prévoyait au minimum 20 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde suite à la crise actuelle du capitalisme.

Par ailleurs, la crainte d'une récession mondiale se profile de plus en plus à l'horizon. Les gouvernements vont saisir cette occasion pour nous matraquer davantage ce qui devrait alimenter la lutte des classes et favoriser la recomposition du mouvement ouvrier. Le problème, c'est qu'il n'a pas réglé ses propres problèmes et qu'il demeure la proie du réformisme qui sévit dans ses rangs depuis le début du XXe siècle. Cette date peut vous sembler curieuse ou invraisemblable, elle l'a été tout autant pour moi.

Si le réformisme a commencé à faire des ravages dans le mouvement ouvrier dès sa formation pratiquement, ce qui était alors inévitable d'une certaine manière, c'est à partir de la fin de la seconde guerre mondiale qu'il va le gangrener en profondeur. Si maintenant les masques sont tombés ou les choses deviennent chaque jour beaucoup plus claires, il n'en demeure pas moins que personne n'a entrepris de faire l'inventaire des erreurs du passé pour essayer de comprendre de quelle manière le mouvement ouvrier en était arrivé à un tel état de décomposition et de corruption dans tous les sens du terme.

On a envie de dire qu'on ne pourra pas tomber plus bas, aucune formation politique n'étant plus en mesure d'avancer la moindre perspective politique, par crainte de se brûler les doigts ou de perdre le peu de militants qu'elles ont encore, et cela parce qu'ils n'ont pas été recrutés sur une ligne politique incluant la liquidation des institutions et la destruction de l'appareil de l'Etat, mais pour servir d'appoint au syndicalisme, au PS ou au PCF... Je serais enclin à penser que seul le marxisme pourra nous aider à nous en sortir, ce qui devrait causer des dégâts considérables dans certains partis.

Quand je reçois des courriels de militants qui passent leur temps à justifier les positions d'hier et d'aujourd'hui de leur parti (ou ex-parti ce qui est plus fort encore !), à répéter imperturbablement les mêmes formules, ce qui évite de réfléchir, je me dis que j'ai franchement mieux à faire que de leur répondre. Si encore ils étaient en mesure de prouver que l'histoire leur avait donné raison à un moment donné, autrement dit, que cela se serait traduit concrètement par le renforcement ou la construction du parti sur des bases saines, je m'inclinerais, mais ce n'est pas le cas, la seule chose qu'ils sont encore capables de contester ce sont les perspectives politiques que nous avançons et que seul le futur sera en mesure de dire lesquels d'entre nous avait raison ou tort, ce qui entre nous permet de raconter n'importe quoi aussi, mais lorsqu'il s'agit du présent ou du passé, ils sont totalement incapables de se saisir des arguments qui ne sont pas les leurs, ils ne veulent même pas se pencher sur des hypothèses qu'ils n'ont apparemment jamais étudiées à fond, ils refusent catégoriquement toute confrontation qui pourrait conduire à déclarer leurs propres arguments inconsistants (ceux de leurs dirigeants) et leurs positions erronées. Pour finir, ils ne peuvent pas cacher le mépris qu'ils nous témoignent, on devrait dire la haine déclarée ou à peine voilée qu'ils ne peuvent pas contenir envers ceux qui ne partagent pas leurs points de vue. C'est très instructif et navrant à la fois. Pour ma part, je considère donc cette discussion comme close avec ces militants. C'est arbitraire, je sais, mais c'est aussi arbitraire que de ne jamais tenir compte des positions des autres.

L'Etat, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner va recapitaliser 6 banques françaises à hauteur de 10 milliards d'euro... pour commencer fait-on savoir à Bercy. C'est un véritable scandale ! Un pillage en règle, il nous rackette, et le tout avec l'aval de l'Assemblée nationale, donc les institutions de la Ve République. Et aucun parti ne met en lumière le rôle qu'elles jouent, personne ne dira qu'il faut les abolir, personne ne parle de la dissolution de l'Assemblée nationale comme première étape tactique...

A quoi bon fixer un objectif politique à la classe ouvrière, ceux qui nient qu'elle se serait embourgeoisée (J'ai lu il y a quelques jours Engels qui se demandait carrément si l'impérialisme anglais n'avait pas eu l'intention de créer un "*prolétariat bourgeois*", l'expression est de lui.), sont en réalité les premiers à agir comme si c'était vraiment le cas, alors qu'en vérité, une partie seulement de la classe ouvrière serait dans ce cas-là, mais plus sournois et malhonnête tu meurs, ils n'en parleront jamais, je pense à l'aristocratie ouvrière dont le mode de vie est plus proche de celui de la petite bourgeoisie ou de la bourgeoisie que du prolétariat. Il ne faut pas généraliser, disons que les exceptions confirme la règle. Son influence et sa place dans la société et dans les rapports entre les classes est loin d'être négligeable, je ne parle même pas à l'intérieur de la classe où elle constitue le plus fidèle soutien des appareils pourris des syndicats. En voilà un sujet tabou intéressant à potasser pour nos intellectuels et nos libres-penseurs.

Chacun continue de vivre en quelque sorte sans être capable de voir plus loin que le bout de son nez, on ne peut même pas dire, plus loin que ses propres intérêts puisque nous sommes bien peu à en avoir réellement conscience. Travailler le niveau de conscience des masses pour le faire progresser, en voilà un boulot difficile et ingrat. Les pédagogues sont trop occupés à se faire plaisir, à se prouver qu'ils ont raison, ils se foutent du résultat puisque cela ne change rien à leur situation. Un bon pédagogue selon moi, ce n'est pas uniquement quelqu'un qui enseigne ou transmet des connaissances, mais quelqu'un qui est capable de développer ou d'éveiller la faculté de réfléchir chez son auditoire. Les connaissances favorisent son développement mais elles ne sont pas suffisantes. Comme on ne peut pas tout comprendre, il faut bien se poser des questions pour comprendre davantage de choses. Il n'y a aucune raison pour que l'on soit condamné à l'ignorance. C'est un combat permanent, un de plus, l'essentiel sans doute.

Et que dire des 10 millions de pauvres en France abandonnés à leur triste sort : de la chair à canons seulement, de la racaille tout juste bonne à venir grossir les rangs du lumpenprolétariat, des gueux trop écervelés pour comprendre quelque chose, des êtres misérables indignes de la moindre confiance, foutus, tous foutus, tout juste bons à réduire en esclavage, à se soûler la gueule, ils feraient mieux de se foutre une balle dans la tête tout de suite, des gens tellement fauchés qu'il n'y a rien à en tirer, une armée de parasites auxquels on ne s'intéresse pas tant qu'ils ne dérangent personne, et s'ils bougent on leur envoie les CRS, le GIGN, on les gaz, on les matraque, on les réprime, on les réduit au silence...

Les dirigeants de ce monde savent s'y prendre, G4, G5, G7, G8, G15, G20, ils sont organisés les bougres, ils en imposent assurèment, pour un peu ils mériteraient presque d'être aux commandes, puisque nous passons notre temps à démontrer notre impuissance à la face de la classe ouvrière, nous ne méritons guère mieux que ce qui nous arrive finalement, peut-être que cela va nous servir de leçon, qui sait, il faut rester optimiste.

En regardant la télé hier, j'ai entendu parler de l'espoir, de l'espérance qui ferait vivre les religions, car à défaut d'avoir une vie agréable et d'entrevoir concrètement comment elle pourrait s'améliorer sur terre, il ne resterait plus qu'à s'en remettre à la providence pour guider nos pas vers une vie meilleure, en ayant un dieu quelconque à sa tête.

Autant se noyer tout de suite me suis-je dis en pensant à l'état d'esprit de celui ou celle qui remettrait son destin entre les mains d'un dieu, mais on ne peut que rarement s'y résigner, instinct de survie oblige. Quel gâchis et quelle épouvantable tragédie ! Entrevoir la fin de la vie comme on l'a commencée comme s'il ne s'était rien passé, comme si on n'avait rien vécu, je comprends quelle angoisse cela doit être de se sentir mourrir dans de telles conditions, et dites-vous bien cela ne concerne pas particulièrement les plus pauvres car ils ne croient plus en rien en réalité.

Je me suis demandé un instant s'il ne faudrait pas les aider à briser cet espoir qui sert de réceptacle ou de refuge aux faiblesses humaines pour forcer le destin qui n'est inscrit nulle part et torde le cou à la fatalité qui n'existe pas.

Encore faut-il pouvoir leur proposer autre chose en échange qui vaille le coup. Seule l'engagement dans la lutte de classe peut permettre de réaliser ce tour de force. Espoir dans un monde meilleur dans l'au-delà, espoir dans un avenir meilleur sous le ciel plombé du capitalisme, autant de faux espoirs qui se rejoignent. L'espoir témoigne de notre ignorance, tant que cela ne concerne que des choses insignifiantes c'est inévitable et légitime, cela fait partie de la vie, le reste du temps, c'est l'équivalent d'une mort lente ou d'un suicide.

Si la lutte de classe est le seul moyen de s'en sortir, face à la détresse des pauvres elle ne suffit pas dans l'immédiat, il y manque quelque chose qu'ils trouvent parfois ailleurs. Le pauvre ne se sent pas seulement pauvre matériellement, il se sent également abandonné sur le plan sentimental si l'on peut dire, il est le mal aimé de la société, il se rend à l'église, à la mosquée ou au temple pour y trouver le réconfort et la chaleur humaine qu'il ne trouve pas ailleurs. Des associations humanitaires remplissent le même rôle. Il a besoin de voir plus clair dans sa vie, de se sentir utile en dehors de sa propre famille, quand elle n'est pas dispersée, mais il a besoin par dessus tout de chaleur humaine ou de fraternité, d'une franche amitié même si le mot semble trop fort, c'est par exemple l'état d'esprit qui prédominait chez les mineurs au début du XXe siècle.

A cette époque le prolétariat combattait pour améliorer son sort mais il était réduit à un tel état de pauvreté par rapport aux capitalistes, que la rupture avec le capitalisme s'imposait pour ainsi dire à lui comme le prolongement naturel ou logique de ses revendications élémentaires, ce qui permit au socialisme de germer dans sa tête ou de s'implanter solidement dans la classe ouvrière. C'est ce lien que le réformisme (bourgeois) s'est employé à briser systématiquement, pas hier ou avant-hier, mais il y aura bientôt près d'un siècle. Les socialistes d'autrefois avec lesquels on nous rebat aujourd'hui les oreilles étaient plus attachés à la république qu'au socialisme, la république se confondant avec l'ordre bourgeois, on connaît malheureusement la suite dramatique.

Personne ne souhaite évidemment que le prolétariat retrouve les conditions de travail et d'existence épouvantables du début du XXe siècle, et ce serait absurde puisque impossible, il faut donc trouver la bonne équation entre sa situation actuelle et le socialisme pour qu'il reprenne toute sa place au sein du mouvement ouvrier, pour qu'il en prenne la direction.

La crise profonde du capitalisme qui vient d'éclater pourrait favoriser un tel processus, détacher des pans entiers de la classe ouvrière du capitalisme, encore faudrait-il pour les organiser qu'un parti exprime consciemment ce nouveau développement de la lutte des classes en formulant des objectifs sur le plan politique qui expriment cette rupture avec le capitalisme.

Chasser Sarkozy, liquider les institutions, exproprier les capitalistes, créer nos propres organes de pouvoir pour prendre nos affaires en mains, donner les moyens au gouvernement ouvrier révolutionnaire d'appliquer un programme conforme à nos intérêts, rompre avec toutes les institutions internationales liées au capital, soutenir le combat de tous les peuples contre l'impérialisme et leurs propres capitalistes, voilà une ligne politique claire, cohérente qui ne s'embarrasse pas de formules, saisissable par tous les travailleurs qui ont commencé à rompre avec le capitaliste. Ils constitueront demain par leurs expériences conscientes l'avant-garde du prolétariat qui vaincra...

Le 25 octobre 2008

Hier soir les infos sur TV5 Monde Asie. Les bourses s'écroulent en Asie en réponse à la conférence Europe-Asie qui vient de s'ouvrir à Pékin, entre -7 et - 11% de Hong Kong, Séoul, Mumbai, Tokyo... Des usines ferment partout dans le monde, y compris en Chine, un usine de jouets de 6.000 salariés par exemple, les valeurs des actions en bourse s'effondre aussi dans la foulée de la crainte d'un ralentissement des exportations.

Renault va mettre en chômage technique les ouvriers de trois centre de production en France, idem pour PSA, idem chez Ford en Allemagne. En Grande-Bretagne ils parlent de "plusieurs années de récession", camarades, il ne faut pas leur laisser la moindre chance de s'en sortir : il faut les chasser et prendre le pouvoir !

Renault vers 1 milliard d'euros de dividendes aux actionnaires, Renault reçoit 400 millions d'euros de l'Etat, et les travailleurs vont perdre entre 200 et 400 euros de salaire en raison du chômage technique, il faut occuper et bloquer les usines, constituer des comités d'occupation qui face à la politique de la direction doit décider de la chasser de l'usine et en prendre le contrôle : expropriation immédiat sans indemnités.

A Serain en Belgique Arcelor-Mittal arrête pendant trois mois le haut-fourneau FH6. 10 des 26 hauts-fourneaux en Europe devraient connaître le même sort, personne ne sait s'ils redémarreront.

L'inquiétude et la colère grandissent chez les ouvriers. Le capitalisme montre qu'il conduit l'humanité au chaos et la barbarie, qu'il est incapable d'assurer le bien-être de la population, le développement harmonieux de la société. Comment cela se traduit-il ?

Ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement à la solde du capitalisme qui prennent les décisions en s'appuyant sur les

institutions existant dans chaque pays qui sont elles-mêmes inféodés au capitalisme. Ils versent généreusement des dizaines, des centaines, des milliers de milliards à une poignée de banquiers et autres rentiers pendant que le prolétariat doit seul supporter les conséquences de la survie du capitalisme. Les décisions sont donc prises au niveau politique, c'est donc au niveau politique que se trouve l'issue à cette crise pour les travailleurs de tous les pays.

La seule issue politique pour les travailleurs c'est de cesser le travail et s'organiser pour renverser le pouvoir en place, chasser les chefs d'Etat et leurs gouvernements, former un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui décrète l'abolition de la constitution et des institutions, et décide d'engager l'expropriation des capitalistes. C'est la seule voie conforme aux intérêts du prolétariat. Le devoir des militants syndicaux et politiques est de défendre et de populariser cette ligne d'action sur les deux terrains à la fois, l'abolition du salariat servant de ciment à l'unité du combat sur le plan syndical et politique pour organiser les travailleurs avec leurs syndicats et partis ou organisations politiques.

Si l'heure de la faillite du capitalisme a sonné à l'échelle mondiale, celle de la révolution socialiste internationale doit être son pendant.

Quel parti est sur cette ligne ? AUCUN !

Honte à tous les dirigeants du mouvement ouvrier ! Honte parmi eux à tous ceux qui se réclament du trotskismes ! Honte à tous ces soi-disant marxistes de salon, ces bureaucrates pourris qui bouffent à la gamelle des appareils ! Corrompus ou une bande d'incapables ?

Je vous demande de considérer ce que j'écris ici comme quelque chose qu'on se dit de vive voix et sans retenu.

Des ex-militants du PT-CCI m'ont presque engueulé parce que je consacrais du temps à répondre à des militants du PT et du POI, je leur ai fait parvenir une copie des courriels que j'avais reçus, ils m'ont dit : ne réponds pas, ils veulent te casser ou te faire perdre ton temps, tu as franchement mieux à faire, j'aurais mieux fait de les écouter la plupart du temps. Des militants qui ont consacré leur vie au militantisme sont écoeurés au dernier degré par la politique de tous les partis sans exception, des militants qui viennent de différents partis et qui avaient rejoint le PT, ils ont tout plaqué par dégoût.

J'en ai été très touché, je me suis demandé : mais comment cela est-ce possible, sommes-nous vraiment incapables de nous doter d'une direction digne de ce nom, d'un programme marxiste, de statuts et d'une discipline auxquels chacun adhère librement et respecte, en premier lieu les dirigeants, d'une ligne politique correcte résistant à tous les assauts de l'ennemi, de ne pas dévier de notre objectif et de lui subordonner toute notre acticité politique ? Force est de constater que les intérêts individuels prennent le pas sur les intérêts collectifs au-delà des discours qui ne servent finalement qu'à se donner bonne conscience ou se décerner un certificat de bonne conduite. Il y en a marre, plus que marre !

Regarder ce que font les capitalistes ? Ils ne vous font aucune concession, rien ! Et vous, vous n'osez pas rompre avec eux. On peut être socialiste (théoriquement), mais défendre les valeurs du socialisme, cela demande un effort que nos dirigeants sont incapables de fournir.

Les capitalistes, ils ne s'occupent que de leurs affaires, de leur crise.

Nous, notre affaire, c'est de liquider les institutions pour se donner les moyens politiques de liquider le capitalisme, c'est pourtant simple à comprendre, sauf pour nos dirigeants.

La réaction s'affiche et le révolutionnaire devrait se cacher, le communisme est devenu un crime dans la tête de certains, alors ne le mettons pas en perspective pour ne pas effrayer les petits bourgeois, et les grands bien sûr ! On peut parler de réforme ou de contre-réforme mais pas de révolution, le mot est devenu tabou chez certains de nos dirigeants. Et quand il est employé, c'est pour le dénaturer immédiatement comme pour se laver d'un péché commis par négligeance, je pense ici principalement à la LCR, mais ce n'est guère mieux au POI. Quel spectacle navrant !

Pour filer des milliards d'euros aux capitalistes, à ma connaissance ils ne se sont pas embarrassés avec des procédures impossibles, ils sont allés droit au but : à la banque ! Donc nous nous allons droit au but : abolition du capitalisme !

Je pense que le moment est venu de penser au combat qui s'annonce entre les capitalistes et les travailleurs, le pire est désormais envisagé dans le camps des capitalistes, je l'ai entendu hier soir et je l'ai lu dans des dépêches de presse, tous les états majors craignent des émeutes dans les jours ou les semaines qui viennent, s'ils en parlent ouvertement y compris devant la presse, ce n'est sans doute pas pour faire un coup médiatique, ils sont effrayés par les perspectives révolutionnaires qui se profilent dans le prolongement de cette crise.

Toute l'économie pourrait se retrouver paralysée, émettons une hypothèse : la population va descendre dans la rue et s'organiser pour constituer ce qui va devenir un embryon du nouveau pouvoir ouvrier révolutionnaire, et si elle ne le fait pas, elle va connaître l'enfer. Certains pays vont se retrouver asphyxiés et au bord de la révolution, d'autres de la guerre civile

directement, d'autres sous une dictature, on a déjà connu cela et cela annonçait la guerre.

En quelques semaines la situation mondiale a basculé, c'était prévisible, il fallait s'y préparer et préparer la population à la révolution, mais personne n'a trouvé utile de s'avancer dans cette voie. Depuis 2004 je n'ai cessé de le répéter (et je n'étais pas le seul), mais je passais pour un gauchiste, un mégalomane, un cinglé. Pensez-vous, il valait mieux en rester à la gestion des revendications immédiates et n'ouvrir aucune perspective politique au prolétariat, à quoi bon, alors que chacun savait que le fragile équilibre économique reposait sur une montagne de dettes et des tripotages (Marx) financiers qui allaient forcément exploser d'un jour à l'autre. Au lieu de se placer en avant des masses, l'avant-garde fait figure d'arrière-garde, elle occupe le même rang que les appareils qui s'emploient à tirer les masses en arrières. Elle est toujours en retard d'une guerre ou d'une révolution, elle n'est pas seulement à la traîne des masses, elle s'est avérée totalement incapable d'organiser les éléments les plus déterminés qui s'en détachaient.

Quand est-ce qu'ils prendront la mesure exacte de la situation ? C'est la question légitime que l'on peut se poser à propos des dirigeants. Quelle initiative vont-ils prendre ? Vont-ils corriger le tir ou s'enfoncer un peu plus dans l'opportunisme ? Alors que le développement de la situation pose directement la nécessité d'en finir avec le régime et de prendre le pouvoir, la LCR trouve finalement normal de sauver les banques. Le POI avance une conférence pour l'unité sur des revendictions sans formuler la moindre perspective politique, autant dire qu'ils n'ont pas décollés du niveau syndical conforme à leur politique réformiste qui s'inscrit dans le cadre de la préservation du capitalisme.

Si la période qui vient de s'ouvrir n'est pas favorable à la construction d'un parti révolutionnaire, alors quand le sera-t-elle ? Nous allons voir dans les jours et les semaines qui viennent ce que tous ces dirigeants ont vraiment dans le bide et dans la tête, cela va permettre de clarifier certaines questions laissées en suspens. Franchement on préférerait qu'ils nous démontrent qu'ils ne sont pas seulement capable du pire mais aussi du meilleur. Si tel était le cas, tous les militants sans distinction pourraient participer au combat du parti qui osera mettre en avant le programme de la révolution socialiste, le seul qui soit adapté à la situation. Qui en doutait ?

Cela me pèse encore plus d'être cloué en Inde, j'enrage de devoir me limiter à développer quelques analyses sur ce site Internet et de ne pas être sur le terrain pour mener la bataille. Ici, personne ne parle de la crise, sauf peut-être en haut, mais je ne fréquente pas ce milieu. Demain est fête nationale, les Indiens ont la tête ailleurs.

Un jeune m'a dit la semaine derrière que des entreprises de services informatiques qui travaillaient avec les Etats-Unis avaient déjà licencié des milliers d'employés. Ces employés qui étaient très bien rémunérés se sont endettés, ils vont se retrouver insolvables, encore des créances pourris en perspective. La même chose va se produire partout dans le monde ce qui va encore accroître la crise des institutions financières.

Ce qui suit est à prendre avec réserve, je me lance dans un domaine que je ne maîtrise pas à fond donc je serai très prudent, j'ai beaucoup lu et réfléchi sur notre sujet mais je peux commettre des erreurs. Je me base sur des témoignages présents et passés.

Les valeurs des actions ont chuté en bourse car par crainte de tout perdre certains en ont revendues, d'autres n'ont pas eu d'autre possibilité parce qu'ils avaient besoin de liquidités pour solder des échéances. Pendant ce temps-là, d'autres encore se retrouvent dans l'impossibilité de vendre leurs actions tellement leur niveau a chuté, parmi eux certains petits-porteurs qui y avaient mis toutes leurs économies se retrouvent ruinés.

L'annonce d'une grave et longue récession mondiale a accéléré la chute des titres en bourse. S'ils tombent en dessous de la valeur qu'ils avaient lors de leur introduction en bourse en considérant qu'elle était basée sur la valeur réelle des actifs de l'entreprise, c'est directement l'existence de l'entreprise qui est remise en cause. Cela peut aller jusqu'à la chute brutale de la monnaie à laquelle répondra la flambée des prix.

La chute de la monnaie ne doit pas être confondue avec la masse de monnaie papier en circulation qui peut croître sans qu'elle ait son équivalent en capital, c'est d'ailleurs l'inverse qui se produit habituellement. La monnaie correspond au départ à une certaine quantité d'or, la planche à billets va contribuer à mettre en circulation une masse d'argent papier gigantesque sans que la quantité d'or n'augmente, ainsi un pays n'est pas plus riche parce qu'il a fabriqué davantage de billets de banque.

La baisse de la demande entraîne dans un premier temps la baisse des prix dans certains secteurs d'activité, mais dans les secteurs qui correspondent à la consommation de produits de première nécessité, je pense en premier lieu aux produits alimentaires, la demande se maintenant relativement au même niveau va se traduire par une hausse des prix car les industriels seront tentés de réduire leur production ou y seront contraints par manque de liquidités, une partie d'entre elles étant absorbées par le paiement de leurs dettes...

(A suivre)

Le 26 octobre 2008

Jeudi devant une commission du Congrès américain, Greenspan, qui a dirigé la Fed pendant 19 ans, a répondu à la question : vous êtes-vous trompé ? : "*en partie. J'ai fait une erreur en présumant que l'intérêt en soi des organisations, particulièrement des banques, était tel qu'elles étaient capables de protéger les actionnaires et les fonds propres des entreprises. J'ai découvert une faille dans le modèle. Je ne sais pas à quel point elle est significative ou durable, mais cela m'a plongé dans un grand désarroi*". (source : LeMonde.fr 25.10)

On nage en plein délire ! Voilà par quoi le monde est gouverné ! Il aurait au moins pu dire qu'il l'avait fait exprès ou qu'il ne pouvait pas faire autrement, mais on ne peut pas lui demander d'être *en partie* honnête, c'est un principe qui n'a pas cours dans le monde de la finance, le lumpenprolétariat de la bourgeoisie (Marx)

Les travailleurs n'ont pas à avoir des complexes ou des scrupules pour envisager de prendre les choses en mains face à la bande de voyous qui nous gouverne.

Dans un entretien au *Journal du dimanche*, daté d'aujourd'hui, Georges Pauget, président de la Fédération bancaire française et du Crédit agricole, nous fait le même coup que Greenspan : on s'est trompés, excusez-nous, on ne le refera pas : "*Il faut le reconnaître : nous avons commis des erreurs. Nous en avons déjà tiré les leçons*", les banques françaises "*ont été impactées par la crise des subprimes née aux Etats-Unis. Il s'agissait de produits très sophistiqués, bénéficiant d'excellentes notations dans le contexte de l'époque. Il y a eu une mauvaise évaluation du risque*", poursuit-il. (source : LeMonde.fr 25.10)

Si vous avouez vous-mêmes que vous n'êtes pas capable de gérer la société sans la conduire à la ruine, vous devez céder la place à ceux qui travaillent et qui connaissent la valeur de leur travail : expropriation des capitalistes des moyennes et grandes entreprises, y compris les banques, la totalité des institutions financières, les assurances...

J'ai eu une conversation téléphonique avec un camarade de la CGT qui m'a relaté sommairement le déroulement d'une réunion départementale à laquelle ont participé une centaine environ de délégués syndicaux. Il a roulé sa bosse et n'est plus tout jeune, il en a vu de toutes les couleurs depuis 40 ans, et bien qu'il avait dû avaler pas mal de couleuvres, il avait quand même gardé sa carte de la CGT, mais là cela dépasse tout ce qu'il a vu et entendu dans le passé, selon lui la direction confédérale s'aligne point par point sur la CFDT, à la tribune ils ont trouvé le moyen de ne prononcer qu'une seule fois le mot *capital* et pas une seule fois les mots *capitaliste ou capitalisme*. Il se demande ce qu'il fout encore à la CGT.

Je lui ai demandé s'il avait une idée de ce qu'il serait encore possible d'y faire, il m'a répondu que la direction avait tout noyauté, tout cadenassé qu'il n'avait jamais vu cela, impossible d'en placer une, tu te retrouves avec une centaine de mecs contre toi et pas un seul pour te soutenir, j'ai essayé bien sûr comme à chaque fois, mais à quoi bon, le syndicat est de plus en plus pourri. Les délégués sont choisis par la direction, et attends, ils choisissent les plus incapables. Je lui ai répondu que c'était normal, Staline avait déjà inauguré la méthode, rien de telle qu'une armée de bureaucrates débiles aux ordres, tu peux en faire ce que tu veux.

Selon lui la CGT est foutue, toutes les discussions consistent à voir comment on pourrait s'adapter davantage au capitalisme.

On a continué tranquillement la discussion. Je lui ai rappelé qu'il n'y avait que 5% de syndiqués dans le secteur privé (75% des salariés), et encore, il faut retirer les syndicats de cadres, les appareils avec leurs délégués désignés, la même démonstration peut être faite avec la fonction publique et ses 8 ou 10% de syndiqués dont une proportion plus importante de salariés appartiennent aux classes moyennes ou supérieures, sans compter la tripotée de bureaucrates qui participent à la gestion des organismes sociaux tripartites, bref le nombre proprement dit d'ouvriers et d'employés syndiqués doit tourner aux environs de 600.000 sur 25 millions de salariés, 45 millions d'électeurs. Sur un peu plus de 3 millions d'entreprises, 95% sont des PME, les moyennes et grandes entreprises ne représentent que 5% des entreprises, elles concentrent plus des trois quart des syndiqués.

Le syndicalisme de masse et de classe a cédé la place à une sorte de lobbying à caractère corporatiste dans les deux sens du terme. Chacun défend son bout de gras dans son coin et se fout du reste. Le réformisme sur le plan syndical aboutit logiquement à la colloboration de classes, au corporatisme, normal puisque dès son origine il était subordonné au capitalisme, on ne voit pas très bien dans ces conditions comment il pourrait aboutir à autre chose. On nous a fait croire le contraire évidemment, on nous a raconté des fables sur le travail dans les syndicats qui servirait à peser ou à en modifier l'orientation, à recruter au parti, mais quoi au juste ?, et au-delà en prendre le contrôle, une escroquerie d'illusionnistes en réalité que les camarades découvrent effondrés.

Camarades, il n'y avait rien à attendre d'un syndicalisme ne combattant pas pour l'abolition du salariat, vous en avez la preuve sous les nez au bout de 60 ans, alors arrêtez de croire les balivernes que vous racontent ceux qui sont inféodés aux appareils pourris, ce sont leurs complices de toujours. La seule raison d'être de notre adhésion aux syndicats devait consister à préparer les conditions de la construction d'un syndicat ouvrier révolutionnaire, or aucun dirigeant n'avait cette perspective là en tête.

Les raisons qui nous ont conduits à poser la question d'un parti différent de ceux de la social-démocratie et du stalinisme sont à quelques nuances près, les mêmes qui auraient dû nous amener à nous poser la question de construire un autre syndicat

ouvrier : d'une part, garantir l'indépendance de la classe sur le plan politique par rapport à l'Etat, ses institutions, et la classe dominante, d'autre part, garantir l'indépendance de la classe sur le plan syndical par rapport à l'Etat, aux patrons et au capitalisme.

La construction d'un nouveau syndicat n'aurait peut-être pas été immédiatement possible après la guerre, c'est une question qui se discute, mais dès qu'on en a eu les moyens, vers la fin des années 80, ne pas le faire fut criminel. Prenons un exemple. Cambadélis (ex dirigeant de l'Unef et du PCI, devenu dirigeant du PS après 86) et ses amis ont pu livrer l'Unef clé en main au PS parce que c'était finalement un syndicat comme les autres, qu'est-ce que vous croyez qu'il était d'autre ? s'il avait été un syndicat révolutionnaire, il aurait sans doute été plus difficile ou impossible de le placer sous la coupe du PS.

Un ex-militant du PCI m'a écrit il y a quelque temps qu'il était fier d'avoir participé à la construction de l'Unef, qu'il avait fait du bon boulot, il était sincère, mais le plus malheureux c'est qu'il n'a pas compris que le syndicalisme n'avait pour seule vocation d'améliorer les conditions d'études ou de travail, et qu'à partir du moment où c'était son seul objectif, il participait lui aussi à la subordination des étudiants ou des travailleurs au capitalisme et que d'une certaine manière il était un des rouages institutionnel servant à légitimer le régime en place.

Camarades, on n'arrête pas de nous répéter : le capitalisme n'a pas changé, le capitalisme c'est le capitalisme point. Je suis évidemment d'accord, mais quand on dit : les enseignements du marxisme n'ont pas changé, le marxisme c'est le marxisme par exemple, le parti c'est le parti, le syndicalisme de classe c'est le syndicalisme de classe , là étrangement on nous répond : Oh là, comme tu y vas, beaucoup de choses ont changé mon pauvre, les choses ne se présentent plus de la même manière, etc. Bref, il n'y aurait que le capitalisme qui serait immuable, mais le marxisme aurait vieilli, etc.

C'est marrant, entre 1847 (Marx-Engels) et 1917 (Lénine-Trotsky), soit 60 ans plus tard, bien des choses avaient changé dans le monde, les rapports entre les classes avaient évolué, le capitalisme s'était développé, ce qui constituait quand même une différence de taille entre les deux périodes citées, je pense que personne ne le niera, et nous, ignorants ou bornés, on a cru des fabulateurs qui nous expliquaient hier qu'entre 1917 et 1947 bien des choses avaient changé, puis entre 1958 et 1982, puis entre 1992 et 2008, la bonne affaire, et à chaque fois se fut pour s'éloigner un peu plus des enseignements du marxisme, pour nous éloigner d'un syndicalisme de classe, de la nécessité de construire un parti sur le modèle de celui de Lénine, les uns fichus d'altermondialistes à la con financés par les multinationales (Fondation Ford, Coca Coal, etc.) pour finalement soutenir le sauvetage des banques et l'Union européenne (LCR), pendant que les autres fichus de démocrates et de républicains contre-révolutionnaires nous vantent les mérites de la nation, de la République (POI).

En y regardant de plus près, les transformations qui se sont opérées dans la société entre 1847 et 1917 portaient sur des questions fondamentales, par exemple le passage d'un mode de production à un autre, cette période a correspondu au développement d'une classe et son pendant, la bourgeoisie et la classe ouvrière, tandis qu'une autre disparaissait pour toujour, la noblesse et le servage.

Tous les ingrédients de la situation actuelle existait déjà en 1917, même avant, le capitalisme dès l'origine n'a pu se développer qu'à l'échelle mondiale, ce n'est pas moi qui le dis, mais Marx. Marx et Engels durent lutter contre les tenants dusocialisme primitif, utopique, bourgeois, etc., contre les anarchistes, les dirigeants chartistes en Angleterre, Engels dut faire la peau à Dühring, combattre les lassalliens, etc., Lénine et Rosa Luxemburg combattirent Berstein et tous les réformistes pourris de l'époque, les "économistes", bref même sur le plan du mouvement ouvrier qu'on ne nous raconte pas de conneries, il fallut sans cesse combattre contre la politique d'organisations ou de partis qui demeuraient inféodés au capitalisme. Donc qu'on ne viennent pas nous dire : mais aujourd'hui la situation est différente, il y a tellement de partis que plus personne ne s'y retrouve, etc.

Idem pour ce qui concerne le rétablissement du capitalisme en Russie et ailleurs. Il n'a pas empêché les masses de soutenir Chavez qui se revendique socialiste, il n'a pas empêché l'élection de Morales qui se réclame du socialiste, etc. Ce sont les mêmes qui explique que le communisme a fait faillite avec l'URSS et qui s'en prennent à Chavez et Morales.

Ces discours réactionnaires de représentants de la bourgeoisie ne sont pas sans influencer et laisser des traces chez les dirigeants du mouvement ouvrier dont la réflexion aboutit à penser que le combat pour le socialisme doit maintenant passer par une sorte de purgatoire, histoire sans doute que le temps efface le mauvais souvenir des méfaits du stalinisme dans la tête des masses : commençons par combattre pour défendre nos acquis, nous développeront une perspective politique plus tard, jamais ou quand il sera trop tard, ensuite, ils pourront nous dire : vous voyez, vous aussi vous racontiez n'importe quoi.

Résumons. Un syndicat de classe : impossible, un parti révolutionnaire : impossible, s'appuyer sur les enseignements du marxisme : impossible, ils ont même été jusqu'à troquer Marx pour Jaurès, donc qu'on ne vienne pas nous dire non plus qu'ils ne savent pas ce qu'ils font. Ce ne sont que des prétextes de petits bourgeois qui n'entendent pas combattre résolument au côté de la classe ouvrière, au mieux ce sont des intellectuels ignares et bornés qui défendent leurs propres intérêts, ceux de la classe à laquelle ils appartiennent, ceux de leur appareil ou leur SARL, au pire des capitulards ou des traîtres à notre cause. En réalité, seule serait possible la collaboration de classe avec les appareils et l'Etat.

Tiens, en voyant à la télé les ouvriers de Renault à Sotteville, j'ai eu une idée : autrefois, il y a déjà fort longtemps, encore, je n'y

peux rien, pour soutenir un mouvement social ou développer le parti, la direction décidait d'envoyer des militants dans les provinces pour soutenir leurs camarades, un parti comme le POI pourrait facilement envoyer (le week-end) 500 militants par exemple à Rouen pour participer à des diffusions devant les usines avec les militants qui sont déjà sur place, distribuer 5 ou 10 000 tracts sur les marchés le dimanche matin ou/et dans les boîtes aux lettres des cités ouvrières, en appelant évidemment à une réunion ou un meeting. Cette activité pourrait être renouvelée avec d'autres militants volontaires, pas seulement à partir de Paris, mais à partir de toutes les grandes villes où il y a une concentration de militants, après en avoir fait le bilan, etc. Au lieu de perdre leur temps avec la Libre Pensée, par exemple, en voilà pas une bonne idée ? Au lieu de foutre du fric en l'air avec "le candidat des maires" ou des procès mal préparés, non ? Je me mêle de ce qui ne me regarde pas.

Une autre idée en rapport avec la précédente qui m'est venue en entendant Gremetz (PCF) interpeller Besancenot, il lui reproche de ne pas vouloir gouverner. Si vous envoyez des militants dans une ville où personne ne les connait, les travailleurs peuvent vous demander ce que vous foutez là, la bonne réponse pourrait être : on construit un parti pour déloger les capitalistes et prendre le pouvoir, il faut que tous les travailleurs du pays y participent... Un parti révolutionnaire pourrait développer cette politique et ce genre d'activités.

Bon j'arrête mon bavardage, le reste du boulot ne va pas se faire tout seul, les infos en bref sans doute demain en fin de journée.

Bon dimanche à tous.

Le 27 octobre 2008

Les infos en bref demain soir. Toutes les bourses ont plongé ce lundi et certaines ont dû fermer (Bucarest en Roumanie). Toutes les économies s'écroulent. Tokyo perd 6,36%, -23% pour le nikkei en une semaine, sa valeur de 1982, Hongkong -12,7%, Manille -12,3%, Mumbai -6,08% (niveau 11.2005), Shanghai -6,32% (-71% par rapport à son point haut de 2007), Séoul - 3,4%, Dow Jones -3,59%, Nasdaq -3,23%, la Bourse de Sydney terminait en baisse de 1,6 %, à son plus bas depuis quatre ans .

Et c'est loin d'être fini, on attend cette semaines les résultats trimestriels du PIB américain et ceux de nombreuses grandes entreprises ou multinaltionales. Tous les prix baissent, donc produire ne permet plus de payer les crédits, les salaires, etc. Le prix de la tonne de soja à l'exportation en Argentine est passé brutalement de 600 à 300 dollars par exemple.

Le prix du baril de pétrole est passé en dessous des 60 dollars, l'euro en dessous de 1,24 par rapport au dollar, le yen flambe du coup les exportations deviennent trop chers, les actions s'effondrent.

Le FMI dans le rôle de pompiers pyromanes a dû secourir la Géorgie, l'Islande et l'Ukraine (16,5 milliards de dollars). D'autres clients sur la liste du prédateur : la Hongrie, la Biélorussie....

La Réserve fédérale américaine devrait encore abaisser son taux directeur mercredi, actuellement fixé à 1,5%, mais selon les opérateurs cette mesure a déjà été incorporée par les marchés.

L'Etat belge a dû soutenir KBC, la seule grande banque en Belgique qui n'avait pas encore bénéficié d'aide extérieure face à la crise, à hauteur de 3,5 milliards d'euros.

Au Japon, le gouvernement japonais s'est dit prêt à multiplier par cinq, jusqu'à 110 milliards de dollars, le montant à injecter dans les banques en difficulté, alors que le Premier ministre japonais Taro Aso a dévoilé un nouveau train de mesures anticrise.

Les titres des trois plus grandes banques du pays -Mitsubishi UFJ, Mizuho et Sumitomo Mitsui- ont été massacrés lundi, chutant de plus de 10% alors que la presse japonaise leur prêtait l'intention de souscrire des augmentations de capital massives pour renforcer leur solvabilité.

Selon des économistes, les hedge funds (fonds spéculatifs) liquident actuellement leurs actifs en catastrophe pour rembourser leurs emprunts tant qu'ils le peuvent, accentuant les mouvements (à la baisse -Ldc) sur les marchés avec des conséquences pour l'économie réelle (chute des prix des matières premières -Ldc).

La BCE, la Banque nationale du Danemark continuaient lundi d'alimenter les marchés en liquidités, proposant 12 milliards d'euros (14,7 milliards de dollars) supplémentaires au secteur financier à court terme.

Première banque suédoise à demander des capitaux, Swedbank a dit vouloir lever 1,2 milliard d'euros. (A suivre)

Le 28 octobre 2008

J'ai trouvé un passage intéressant du capital qui permet de mieux comprendre la crise actuelle du capitalisme. En comparant la version du *Capital* des Editions sociales et celle qui figure sur le site des Archives Internet des marxistes (AIM), j'ai constaté que la traduction disponible sur Internet présentait quelques problèmes, mais je n'ai pas le temps de comparer chaque ligne pour effectuer éventuellement les corrections qui s'imposeraient, il faudra donc faire avec. J'ai aussi corrigé quelques erreurs de frappe.

Le parvenu Sarkozy surprend et laisse bouche bée tous les chefs d'Etat ou diplomates car ils ne sont pas habitués à croiser un hystérique bourré de tiques qui ressemble davantage à un mauvais acteur de série B qu'à un président. On a du mal à penser qu'ils le prennent vraiment au sérieux tellement il est ridicule, voire grotesque dans son comportement presque maladif. A force d'imiter Bush, il en a pris tous les défauts. Il en énerve plus d'un par son assurance feinte, par sa familiarité et son audace teintée d'arrogeance qui témoigne de son manque de savoir vivre comme on dit dans leur monde.

Sa décontraction apparente fait partie du personnage et sert à camoufler son hypocrisie qui lui tient lieu de seconde nature. L'exubérance a valeur de thérapie pour certaines personnes vivant un handicap comme un complexe, c'est son cas. Ce frustré jusqu'à l'état maladif a besoin de s'exposer pour se sentir exister. Il n'existe qu'en s'extériorisant, mais cela ne suffit pas, il lui faut des témoins, des spectateurs, des caméras.

Sarkozy n'est rien sans les autres, alors qu'une personne mentalement équilibrée n'a pas besoin d'exister à travers les autres pour se sentir réellement vivre. En fait, il est surfait au point d'être insignifiant, alors qu'il aura tout tenté pour se donner une réelle importance, en vain, quand il se regarde dans un miroir, il ne peut contempler que l'image du vide qu'il lui renvoie. On dit qu'un gosse fait une connerie pour que ses parents s'intéressent à lui, un jeune sera bruyant pour qu'on le remarque parce qu'il a l'impression de ne pas exister dans cette société. Sarkozy en est encore à ce niveau-là et il est président !

Chez ce pantin tout est matière à analyse ou psychanalyse. Quand il marche, on a toujours l'impression qu'il va perdre quelque chose en cours de route, un bras ou une jambe, à moins qu'il ait une jambe plus courte que l'autre et une épaule plus haute que l'autre. Quand il parle, la contracture de la mâchoire dénote un manque flagrant de naturel, une gêne peut-être aussi, on retrouve toujours les mêmes complexes à travers la crispation de son visage, chaque expression semble demander un effort, elle est une véritable composition, un masque qu'il remet pour affronter le public dont il a tant besoin pour exister.

On se méprend souvent sur les gens, son côté autoritaire et le complexe de supériorité qu'il affiche sont le pendant de son complexe d'infériorité qu'il est incapable de maîtriser autrement paradoxalement. Comme je l'ai déjà dit, il tient son pouvoir du monde extérieur, rien d'étonnant qu'il ait été ministre de la police, même sa virilité en a besoin pour s'affirmer, sa soif du pouvoir en constitue la meilleure garantie pour lui. Il tient du paranoïaque et du schizophrène, ce qui en fait un individu imprévisible et dangereux. La mégalomanie qu'il développe et qui s'étale à la face du monde, est le produit et le symptôme d'un être faible et un brin détraqué, il change de costard comme il change de personnage pour incarner un autre que lui-même, un peu comme s'il passait son temps à se fuir. Et fuir la réalité sociale en France, tant il passe de temps à voyager à l'étranger.

Nous avons tous plusieurs personnalités dit-on, je pense plutôt que nous sommes confrontés à des situations différentes en présence de gens différents qui ne nous jugent pas de la même manière parce que chacun ne connaît qu'un morceau de notre personnalité, lui Sarkozy, il change de personnage parce qu'il ne tient pas à montrer sa véritable personnalité à n'importe qui, mais ses personnages sont si maladroitement interprétés que l'on retrouvent les traits originaux de sa personnalité.

Quand il prend la posture de l'ouvrier, c'est pour leur dire que l'ouvrier doit rester à sa place et non l'inverse, puisqu'il rudoie vertement ou il insulte celui qui ose l'interpeller. Il n'est pas plus à l'aise avec un ouvrier qu'avec un milliardaire, mais la différence, c'est que le milliardaira va le mettre à l'aise, alors que l'ouvrier va l'emmerder. C'est dans l'ordre des choses, c'est une expression qui me vient souvent à l'esprit sans savoir d'où elle vient.

Cependant, il peut abuser les esprits faibles qui ne manquent pas parmi la population, d'autant plus qu'il a le champ libre pour jouer son rôle d'illusionniste. Les travailleurs se retrouvent totalement démunis ou désarmés politiquement face à la crise, c'est le côté dramatique de la situation.

Le 29 octobre 2008

J'ai mis en ligne un texte que j'ai rédigé à main levée très rapidement. Signalez-moi les liens qui seraient indisponibles, merci d'avance. Je n'ai pas le temps de causer aujourd'hui, je vais quand même essayer de trouver le temps d'avancer dans mes lectures et je voudrais bien mettre ne serait qu'écrire un bref article sur le *Manifeste du parti communiste* de Marx dont nous célébrons cette années les 160 ans. J'ai extrait quelques passages ce matin en rapport avec la situation. Peut-être un édito dans deux ou trois jours.

Dans un entretien publié mardi sur le site internet du *Figaro*, le ministre de la guerre Hervé Morin a dit "*malgré la crise, on ne touchera pas aux crédits de la défense*", vaut mieux sabrer dans ceux de la santé ou de l'école, la réaction sur toute la ligne et ce n'est pas fini. (Reuters 29.10)

Il a matière à tirer à boulets rouges sur le gouvernement après le dernier plan pour l'emploi de Sarkozy : favoriser les CDD, les emplois aidés, il a plaidé en outre en faveur d'une meilleure indemnisation du chômage partiel et du développement de contrats du type CTP (contrats de transition professionnelle) pour gagner du temps, traduction : toujours davantage de précarité et de chômage pour financer le plan en faveur des banquiers et des rentiers, des patrons...

Le 31 octobre 2008

Deux nouveaux textes seront mis en ligne en fin de journée ou demain matin, l'un est une critique du dernier éditorial d'*Informations ouvrières*, l'autre est une réponse à un document que m'a envoyé un camarade et qui relate une réunion qui a eu lieu entre des militants syndicaux CGT, SUD, FSE, FSU, Solidaires, FO, de différents secteurs (EDF, TCL, SNCF, France-Telecom, Carrefour, Etudiants, DDASS, Inspection du Travail, Métallurgie, Chimie, Education Nationale, Retraités, La Poste..), dans lequel ils posaient la question suivante qui nous intéresse tous :

« *Faut-il remettre en cause directement le capitalisme et centraliser le combat contre son (ses) gouvernement(s), ou faut-il mener le combat en défense des attaques et ensuite poser la question du changement de société ?* »

Je n'ai pas le temps de papoter, après avoir attendu trois ans, j'ai décidé de me faire soigner les dents et il y a du boulot, cela me coûte la peau du cul, mais c'est mon affaire, j'ai rendez-vous dans moins d'une heure, pas le temps de déjeuner, juste le temps de prendre une douche et il est déjà 13h !

Je vis à un rythme complètement dingue avec cette crise : bordel, vivement un bon plan de relance que je puisse me reposer ! S'il vous plaît monsieur Nicolas Sarkozy, ayez l'extrême bonté d'exhausser les voeux des dirigeants du mouvement ouvrier qui ne vous veulent aucun mal, au contraire, réfléchissez, ils vous promettent la paix sociale en échange, "*chiche*" monsieur le président (Jeanneney - POI), cela ne durera peut-être pas aussi longtemps que la dernière fois (60 ans !), mais cela sera toujours cela de pris. Je déconne bien sûr.

A plus.

Contact : Tardieu Jean-Claude

télécharger les oeuvres de Marx, Engels, Lénine, Trotsky...

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries novembre 2008

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1re novembre 2008

(un complément rédigé samedi matin)

Il est peut-être nécessaire de préciser que le mot d'ordre chasser Sarkozy et liquider les institutions correspond à une perspective politique, à des tâches que le prolétariat doit accomplir, cela ne veut pas dire forcément qu'il en serait capable aujourd'hui. Ils ont pour objectif d'indiquer la voie à suivre à la classe tout en apportant une réponse sur le plan politique à la frange de travailleurs qui ont commencé à rompre avec le capitalisme et qui cherchent une issue.

Contrairement aux farfelus en tout genre, on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs, on ne se fait aucune illusion sur la situation ou l'état d'esprit des masses, on ne prétend rien régler sur le plan de leur condition d'existence, on leur propose seulement une issue politique correspondant à la situation et à leurs intérêts fondamentaux, ce qui devrait se traduire par le rassemblement des forces de l'avant-garde de la classe ouvrière et la construction du parti. Pas davantage et ce serait déjà pas mal si on pouvait y parvenir, ce qui hélas ne sera pas le cas pour les raisons que vous connaissez tous.

On ne pète pas plus haut que notre cul ou l'on ne se prend pas pour ce que l'on n'est pas si vous voulez. On ne fait pas de plan fumeux sur la comète, on part de la réalité telle qu'elle est et on essaie d'aller de l'avant, point barre. On ne lie pas l'avenir de la classe ouvrière aux partis pourris du mouvement ouvrier qui l'ont toujours trahi et de la part desquels ils n'ont absolument rien à attendre, d'ailleurs les travailleurs le savent très bien eux-mêmes.

Tous les partis qui ont lié leur développement en lorgnant en permanence du côté du PS et du PCF n'ont finalement rien construit du tout, les faits sont accablants. L'un et l'autre sont sans doute dans un rapport de cause à effet, il faudrait creuser cette aspect de la question. Si l'on prend le cas du POI, c'est un échec sur toute la ligne, tout comme le PT était déjà un échec, le PCI avait été liquidé soi-disant parce qu'une nouvelle époque s'ouvrait et nécessitait la création d'un nouveau parti qui verrait affluer des milliers de militants du PS et du PCF, 27 ans plus tard, en soustrayant les adhérents du POI qui ne participent à aucune activité politique, ils ont encore moins de militants qu'en 1981. A la LCR, ils végètent depuis plus de 40 ans et leur NPA ne sera qu'un bouillon de culture où s'ébattront altermondialiste et gauchistes, quant à LO on en vient à se demander s'ils existent vraiment ! C'est un constat, pas une attaque contre ces organisations, un tragique constat, on ne peut quand même pas inventer ce qui n'existe pas pour faire plaisir aux militants, après ils nous le reprocheraient avec raison.

Et quand on parle des effectifs d'un parti, on peut se contenter de la quantité pour proclamer qu'on est sur la bonne voie, mais l'illusion ne direra qu'un temps, au contraire, on peut se pencher sur la qualité de ses militants, sur leur niveau théorique, sur l'idéologie qu'ils véhiculent, sur les idées qu'ils développent, défendre à notre époque la République bourgeoise ou combattre pour la République sociale, ce n'est pas vraiment la même chose par exemple, cela dénote des idéologies contradictoires.

Bon week-end à tous.

(la causerie rédigée hier soir très tard)

J'ai réparé le lien permettant de télécharger le texte intitulé *Que leur crise les emporte et le vieux monde avec ! (16.10)*, avec mes excuses.

Vous avez été particulièrement nombreux à vous connecter sur le site ce mois-ci, il faut dire aussi que je me suis défoncé pour vous fournir le maximum d'éléments sur la crise pour que chacun dispose d'arguments solides à fournir aux travailleurs.
Les camarades savent qu'en cas d'urgence ils peuvent compter sur moi, j'en ai donné la preuve lors du référendum de 2005, puis lors des émeutes des banlieues, ensuite lors de la mobilisation contre le CPE, après lors de la campagne des présidentielles, et maintenant avec cette crise qui mine jusqu'aux fondements du capitalisme. C'est ma modeste contribution à notre combat, désolé de ne pas pouvoir faire plus.

3000 visites au total, en retirant les connections parasites, celles de l'étranger, il en reste environ la moitié. Le nombre de visites uniques se situe aux alentours de 1000, les mois précédents, il se situait entre 700 et 800. Parmis les connections de l'étranger par ordre décroissant (en anglais) : Belgium, Canada, Brazil, India, Morocco, Switzerland, Portugal, Spain, Israel, Slovak Republic, Denmark, Argentina, Benin, Germany, Russian Federation, United Kingdom, Iceland, Ukraine, United States, Italy, Norway, China, Greece. Tous les continents sont presque représentés à l'exception de nos camarades australiens et des ours polaires !

J'ai montré également que l'on pouvait très bien tenir compte des analyses et des positions des différents courants du mouvement ouvrier, sans pour autant perdre un instant sa liberté de pensée ou d'expression. A aucun moment je me suis aligné sur des positions qui ne seraient pas les miennes, et à aucun moment je n'ai demandé aux militants de partager mon point de vue sur telle ou telle question, chacun demeure libre de penser ce qu'il veut.

Personnellement, j'essaie, et je dis bien j'essaie, de développer mes propres analyses sur la situation en m'inspirant de l'interprétation marxiste de la lutte des classes. Si dans la pratique on peut commettre des erreurs et s'en rendre compte relativement facilement au regard des résultats obtenus, puis les corriger éventuellement, sur le plan théorique, il suffit en fait d'avoir en permanence à l'esprit l'objectif de la lutte de classe du prolétariat pour produire une analyse satisfaisante, je n'ose pas dire correcte bien que je sois obligé de le penser, quitte là aussi à corriger le tir ensuite. On a été tellement gangrené par le réformisme qu'il faut bien admettre une marge d'erreur dans nos analyses au lieu de se leurrer sur nos propres capacités.

Le réformisme a tellement pourri le mouvement ouvrier que le simple fait de produire une analyse conforme au marxisme nous attire les foudres de soi-disant trotskistes. Le comble, c'est qu'ils sont sclérosés au point de ne pas se rendre compte que leur niveau théorique est tombé si bas qu'ils en viennent à tout confondre, à vous reprocher ce qui ne figure pas dans votre analyse ou votre comportement, et à vous conseiller d'endosser les oripeaux du réformisme en guise de ligne politique. Ils sont tellement convaincus d'avoir toujours raison, qu'ils sont devenus totalement incapables de faire preuve d'esprit critique. J'en déduis qu'ils ont un jour arrêté de penser.

A l'inverse, je n'hésite pas un seul instant à remettre en cause mes convictions, à les vérifier au fil du développement de la lutte des classes, à changer de positions si je suis convaincu de m'être trompé, par exemple, je vous avouerais que j'ai un doute sur la question des sans-papiers que j'ai refusé de soutenir telle qu'elle était présentée par les différents partis. Ce n'est pas parce que j'ai un doute sur ma propre position que je n'en aurais plus sur celle des autres, ce n'est pas parce que l'on ne doit pas être borné dans un sens qu'il faudrait l'être obligatoirement dans l'autre sens. Je me méfie comme de la peste des bonnes intentions ou de la bonne conscience, mais cela ne doit pas fausser notre regard sur la situation, c'est peut-être là que j'aurais commis une erreur sur cette question...

Ils poussent la perversion jusqu'à vous expliquer qu'il ne faut pas prendre à la lettre les enseignements du marxisme, ce qu'entre nous je n'ai jamais cessé d'expliquer en faisant référence à Lénine qui était l'auteur de cette recommandation en direction des militants, peu importe, ils font comme si je l'ignorais, pour nous inviter à ne retenir que l'esprit de ces enseignements, alors qu'ils font exactement l'inverse ! Vous me direz que c'est peut-être pour cette raison qu'ils agissent ainsi, pour qu'on les laisse penser en paix et raconter n'importe quoi, pour qu'on ne leur pose pas de questions sur les positions qu'ils défendent. Plus dogmatique tu meurs, mais qui leur reprochera puisqu'ils le reprochent aux autres ? La méthode est bien rôdée et efficace, si l'on en juge par les résultats qu'elle a permis d'obtenir. Nous, nous ne sommes pas sectaires, nous sommes d'accord avec tous ceux qui sont d'accord avec nous ! C'est exactement le même procédé, une forme d'autoritarisme qui permet à des frustrés de se sentir exister. Les intéressés se reconnaîtont aisément. Faites ce que je vous dis de faire, mais ne faites pas ce que je fais, CQFD. C'est exactement ce que n'avait jamais cesser de me répéter mon père, sans succès, et avec lequel j'ai toujours été en conflit, normal non ?

Ils diront que j'exagère et je comprends parfaitement pourquoi. Ils ont accepté de passer tellement de compromis sur les principes et le programme (leurs dirigeants leur ont fait avaler tellement de couleuvres) afin d'élargir le champs des gens qui pourraient être d'accord avec eux, que les traiter de sectaires relève de la provocation ou de la calomnie selon eux, et c'est normal qu'ils aient cette réaction, puisque l'on ne se situe pas sur le même terrain, que l'on ne parle pas de la même chose et que l'on ne partage pas ni le même objectif ni les moyens de l'atteindre. Que voulez-vous, je suis incorrigible, je suis resté comme un gosse qui

va forcément faire ce qu'on lui demande de ne pas faire, à la différence quand même que je sais en général pourquoi je le fais et dans quel but. Il y aura toujours des gens pour vouloir nous faire taire, pour nous faire disparaître tant qu'à faire, c'est inévitable, c'est la vie !

Il y a une chose qui me préoccupe, dans le site on n'aborde que des questions sérieuses ou graves, on n'a pas beaucoup le loisir de se détendre ou si rarement, je me dis qu'il doit en être ainsi dans le militantisme sur le terrain. Il est vrai que si j'abordais certaines questions sur un ton plus léger, certains ne le comprendraient pas non plus. Si maintenant on me parle de ma crédibilité, je ne comprends pas de quoi on veut me parler au juste, en vivant à 10.000 kms de Paris, j'aurais tendance à dire que je n'en ai aucune a priori, d'ailleurs certains ne se gênent pas pour me le signaler au passage (ce sont ceux dont j'ai parlé plus haut !). Je n'ai rien à vendre aux militants, aucun appareil à protéger, aucun intérêt distinct à défendre, vous n'avez absolument rien à attendre ou espérer de mon côté, je ne peux pas être plus sincère avec vous. Faites comme si je n'existais pas, contentez-vous de prendre ce qui vous intéresse dans le site et ignorer le reste si cela vous chante, d'ailleurs personne n'est obligé de s'y connecter. Je n'ai pas besoin de reconnaissance pour exister, j'espère seulement qu'on parviendra à construire ce foutu parti et y contribuer à mon niveau, c'est mon seul objectif.

Avant de se quitter et de vous souhaiter un bon week-end, je vous le répète pour la énième fois, surtout ne m'accordez aucune confiance (sans être parano quand même n'exagérons rien !), faites-vous votre propre idée en toute circonstance, c'est peut-être la seule liberté que l'on peut véritablement conquérir dans leur vieux monde pourri, alors profitons-en sans modération ! Prenez cela comme un conseil d'ami et non comme une leçon.

Je rajoute un mot un peu plus tard.

Je viens de recevoir par Internet le dernier numéro de *Débat militant*, la *Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR*. Ils citent le *Programme de Transition* et *La révolution permanente* de Trotsky, vous vous dites chouette, il y en a au moins qui sont sur la bonne voie, pas vraiment, désolé, ils préconisent le contrôle des banques par les travailleurs, mais ils oublient que pour exproprier les banquiers, il faut déjà avoir pris le pouvoir politique, donc avoir chassé Sarkozy et renversé les institutions. Un oublie fâcheux.

C'est dommage parce que leur analyse du lien tissé entre les banques et l'Etat ne manquait pas d'intérêt. Ils avaient là l'occasion rêvée de faire le lien entre la nécessité d'en finir avec les institutions (l'Etat) et le capitalisme, et ils sont passés à côté, qu'ils se rassurent, ils ne sont pas les seuls.

Quelque part on se demande quand même s'ils ne le font pas exprès, jugez plutôt, ils vont jusqu'à citer Sarkozy qui a dit à Rethel : "*S'il y a bien un fait majeur qui émerge de cette crise, c'est le retour du politique.*", sauf pour la classe ouvrière qui doit demeurer désarmée ! Sarkozy se charge de faire de la politique, alors pourquoi devrions-nous nous aussi faire de la politique, n'est-ce pas ? Cela demande de se positionner par rapport à trop d'acteurs politiques et donc de se montrer tel qu'on est réellement, embarrassant pour bon nombre de dirigeants, mais qu'ils ne se fassent pas d'illusions, il faudra bien qu'ils y passent un jour, chaque semaine qui passe apporte de l'eau à notre moulin, il faut être patient voilà tout.

Regardez, au POI ils demandent ou exigent le retrait du plan de 360 milliards d'euros aux banques, je pense au contraire qu'on a rien à attendre ou exiger de Sarkozy, il est parfaitement dans son rôle, surtout qu'il ne change rien, il est en train de dresser la majorité de la population contre lui et les banquiers, on en a rêvé, il nous le sert sur un plateau, excusez-moi, comme Marx aurait dit : merci la crise, merci monsieur Sarkozy, puisque nous sommes incapables d'organiser la classe, vous êtes en train de palier cet handicap passager par vos mesures qui favorisent la radicalisation politique de la classe ouvrière, vous avez le droit d'en rajouter une louche, la coupe est presque pleine, et ne comptez pas sur nous pour vous dire lorsqu'elle sera prête de déborder.

Avouons franchement qu'il nous facilite la tâche, la situation n'a jamais été aussi favorable pour construire le parti, et si nous n'y parvenons pas, c'est parce qu'aucun parti n'y tient vraiment, à moins qu'ils ne soient en retard sur les masses, ce qui est souvent le cas, pourquoi pas, les mois qui viennent nous le diront.

Reposons notre question autrement. Qui donnent carte blanche aux banques pour continuer leur activité qui consiste à saigner à vif la population ? Sarkozy, son gouvernement, les députés toutes tendances confondues quand on lit leurs déclarations. Vous voulez leur retirer le pouvoir que leur accordent les institutions, et bien combattez pour les abattre, faites-en l'objectif politique de votre combat, sinon votre discours ressemble à celui d'un cul-de-jatte qui envisagerait de battre le record du monde du saut en longueur, il atterrirait dans un bac à sable. Expliquez-nous donc par quel autre moyen nous pourrions avancer sur la voie qui conduit à l'abolition du capitalisme.

C'est apparemment difficile d'élaborer une perspective politique à la LCR, et ce ne sont pas des citations de Trotsky sous la forme d'abstractions qui y suppléeront.

Le 3 novembre 2008

Je n'ai pas eu le temps d'écrire un papier sur le dernier plan de misère concocté par Sarkozy pour les travailleurs, d'autres l'ont déjà fait. Si j'étais un mégalomane, cela ne me gênerait pas de répéter tout le temps la même chose, mais je vais vous avouer que cela me fait horriblement chier !

Moi aussi j'ai besoin d'aller de l'avant, de consacrer mon temps à autre chose que de rabâcher toujours la même chose, pour lire et étudier, pour moi les deux sont indissociable. Dans la situation actuelle, il est important de comprendre d'où vient l'argent que Sarkozy distribue généreusement aux banquiers et ce qu'ils vont en faire.

Nous avons dégrossi le sujet, mais il reste certaines questions à aborder, par exemple, le passage à l'euro a été une véritable bénédiction pour les économies capitalistes de la zone euro, voyez la banqueroute de l'Etat islandais ou la Pologne qui se précipite pour adhérer à l'euro, par exemple.

Les accords de Bretton Woods, puis la non convertibilité du dollar en or (1971) a remisé en grande partie au musée une section du Capital de Marx, lorsque les monnaies avaient l'or pour étalon, bien qu'il reste la dernière valeur refuge. Le capitalisme américain a inondé le monde de dollars sans contrepartie permettant à l'industrie financière de se lancer dans une spéculation effrénée dont on observe aujourd'hui les conséquences. La crise a ressurgi de plus belle, une fois que la source des profits réalisés pendant les Trente glorieuses s'est tarie. Tant que le développement du capitalisme coïncidait avec la reconstruction d'après-guerre, les profits trouvaient des débouchés dans la production, d'autant plus que la productivité avait augmenté, mais une fois ce cycle achevé, de nouveau la crise sonnait à la porte, au début des années 70.

Ensuite la crise du capitalisme a renoué avec le cycle de 10 ans qu'il avait connu depuis le milieu du XIXe siècle. Pour s'en sortir, à chaque fois, artificiellement ils ont développé de nouveau marché, mais ces marchés n'ont jamais été suffisant pour absorber les marchandises ainsi produites. Certes, l'industrie s'est développée dans des pays où elle n'était qu'à l'état embryonnaire jusque là, mais en hypothéquant et en pillant les profits futurs qu'elle allait dégager, ce qui explique que dans des pays comme la Thaïlande, une partie seulement de la population a pu réellement profiter du progrès social. Ne parlons pas des conditions dans lesquelles ces profits ont été réalisés, en surexpolitant les ouvriers, par exemple en Corée du Sud où certes le niveau de vie a considérablement augmenté, mais à quel prix pour les travailleurs. On pourrait faire le même constat au Japon où les travailleurs sont de véritables esclaves. En Chine, les trois quart de la population vit dans la pauvreté, en Inde c'est la même chose en plus accentué encore.

Et lorsque l'on parle du développement du capitalisme, à la production de marchandises, on est obligé de penser aux ouvriers qui travaillent en amont à l'extraction des matières premières et qui ont conservé des conditions de travail épouvantables et un niveau de vie misérable. Le même constat doit être fait avec la paysannerie. Quand j'allais acheter des tomates à 10 roupies les 3 kilos il y a quelques semaines, cela fait 3 roupies pour un kilo, au taux de change, 1 euro égal environ 60 roupies, 0,05 euro le kilo, à ce prix là je me disais que le pauvre paysan bossait pour juste survivre, qu'il n'avait pas les moyens de s'acheter une mobylette ou un ventilateur... Ainsi des centaines de millions d'Indiens sont exclus du marché, pendant que les citadins ont vu leur rémunération doublée ou davantage encore... Même lorsque le prix des matières premières a augmenté, les ouvriers n'en ont pas vu la couleur, les gigantesques profits ont atterri dans la poche des spéculateurs, traders ou actionnaires des multinationales.

Même les classes moyennes, les petits patrons, les commerçants ou les artisants ont des conditions de vie infernales dans tous ces pays-là. Certes, ils ont des revenus beaucoup plus importants que le reste de la population, mais à quel prix, ils doivent être enchaînés à leur outil de travail ou être corps et âme dévoués à l'entreprise qui les emploie, travaillant au bas mot entre 66 et 80 heures par semaine. Ils peuvent consommer et s'endetter, voilà l'horizon indépassable que leur a réservé le capitalisme.

En développant le capitalisme en Asie, ils ont créé de nouveaux concurrents, ils ont développé des capacités de production gigantesques sans se soucier du niveau de rémunération de la population mondiale, préparant ainsi une crise générale de surproduction, d'endettement massif... Ne trouvant plus de débouchés au capital accumulé, ils se sont lancés dans une spéculation complètement folle sur des marchandises de première nécessité, pétrole et produits agricoles, dont l'augmentation des prix allait se répercuter à l'échelle mondiale sur la totalité des autres marchandises, y compris les salaires mais de façon inégale et jamais suffisante pour assurer la solvabilité des travailleurs endettés qui allaient s'appauvrir...

C'est la consommation qui tire le capitalisme. Ils ont développé les nouvelles technologie de communication, le téléphone portable, Internet, avant ils avaient divisé par 2 ou par 3 le prix des ordinateurs, ils ont sorti de nouveaux écrans de télévision, ils ont introduit l'électronique partout où c'était possible ce qui leur a permis de réduire les coûts de production, gain de place, de matière première, allégement du poids donc du prix du transport, etc., ils ont mis le progrès technologique qui était réservé à des usages militaires ou industriels à la portée des biens de consommation de la population, mais voilà que Motorola subit de plein fouet la crise....

Ce qui doit être intéressant à analyser maintenant, c'est la différence entre le PIB mondial et la masse de capitaux fictifs en circulation qui n'ont aucun rapport avec la réalité, et le capital réel accumulé par les capitalistes. Je ne suis pas économiste et j'essaie de comprendre, ce qui n'est pas toujours facile. Aux crétins qui en profiteraient pour en tirer la conclusion que je raconte n'importe quoi, je les renvoie au chapitre du *Capital* sur la circulation que je n'avais pas lu entièrement jusqu'à présent,

dans lequel j'ai découvert qu'Engels avait corrigé Marx qui avait commis de grosses erreurs parce qu'il était mauvais en calcul numérique. Donc, je me pose une question que je n'ai trouvé nulle part : on parle souvent des masses colossales de capitaux accumulés par les capitalistes, mais leur estimation est-elle correcte, est-elle en rapport avec la réalité ou est-elle surestimée ou l'inverse pourquoi pas ?

Ce que je voudrais bien savoir puisque ces données sont quasiment répertoriées nulle part officiellement, d'où sortent ces chiffres ? On parle volontiers de dizaines de milliers de milliards de dollars, mais existent-ils vraiment ? Cette somme colossale semble exagérée au premier abord. J'ai lu quelques part que lors de la dernière crise, je ne sais plus si c'était la crise asiatique de 1990 ou la crise de 2000 où j'ai lu que la totalité des profits réalisés étaient partis en fumée, et là il ne s'agissait que de quelques centaines de milliards de dollars, on est loin de milliers de milliards de dollars. Je me demande s'il n'y aurait pas quelque part une confusion avec le capital fictif qui lui se monte à des sommes folles et sans équivalent.

D'ailleurs quand on pense à la liste de milliardaires établis par le magazine américain Forbes, leur richesse ne se monte qu'à quelques dizaines de milliards de dollars, il y a donc là un décalage immense entre les chiffres annoncés et la réalité. A moins bien sûr qu'il y ait quelque chose qui m'échappe, c'est possible, mais en même temps je me dis que si le capital accumulé par une poignée de capitalistes se montait à des dizaines de milliers de milliards de dollars, qu'est-ce qui les empêcherait de régler cette crise en mettant la main à la poche, alors que l'on voit des gouvernements ou des patrons pleurer pour trouver quelques malheureux milliards de dollars. Il y a là une contradiction. Même les oligarques russes qui sont riches à milliards se sont abaissés à réclamer 2 ou 3 milliards à Poutine, il y a là quelque chose qui cloche. Si vous avez une idée à me soumettre ou une piste, je suis preneur. J'aurais tendance à penser que l'on exagère les profits accumulés par les capitalistes. Cela me revient soudain à l'esprit, un des oligarques russes (dans le gaz ou le pétrole) a été pleuré au Kremlin parce qu'il avait déjà hypothéqué une partie de la valeur de son entreprise, sans doute pour spéculer, s'il avait accumulé des centaines de milliards de dollars, j'aurais tendance à dire que cela se saurait.

Certes au total les capitaux accumulés (réels) peuvent s'élever à des centaines de milliards de dollars, à quelques milliers tout au plus à l'échelle mondiale, ce qui expliquerait l'affolement général que l'on connaît aujourd'hui et par exemple, sans perdre une minute, la volonté de Sarkozy de nous matraquer, alors qu'il n'est pas forcément dans la meilleure position qui soit pour agir si brutalement contre les travailleurs.

Un autre élément m'a mis la puce à l'oreille, c'est quand Merkel en Allemagne a évalué l'argent des Allemands déposés sur les comptes courants se montant à environ 450 milliards d'euros. Cet argent est bien dans les banques, mais il ne leur appartient pas. Un coup ils parlent de l'actif des banques et un autre coup ils parlent de l'actif réel des banques, mais alors quel est le montant de leur actif réel ? Quelques milliards ou dizaines de milliards, un peu moins ? Pourquoi pleurent-elles pour que les gouvernements leurs versent quelques milliards d'euros sinon elles seraient en état de faillite ? On dit d'un côté que les banques regorgent d'argent, et de l'autre qu'elles n'en n'ont plus ou pas, il y a là une contradiction. Je comprends l'histoire des lignes de crédit que leur accordent les banques centrales qui représentent 8 à 10 fois leurs actifs (lesquels, réels ou fictifs ?), la titrisation, etc., mais cela ne répond pas à ma question.

Dans un autre domaine, je ne sais plus si c'est Ford ou Chrysler aux Etats-Unis qui cumule plus de 32 milliards de dollars de dettes. Cette entreprise ne vaut plus rien, bien qu'elle soit estimée à des milliards de dollars. J'aurais tendance à dire qu'elle vaut justement encore quelque chose tant que les banquiers lui avancent de l'argent, ils se nourrissent avec l'intérêt de la dette qu'ils partagent avec les dirigeants de Ford ou Chrysler. Mais bon, tout cela est bien compliqué. (A suivre)

Le 4 novembre 2008

Je n'ai même pas eu le temps de lire attentivement tous les documents que je viens de mettre en ligne, ce qui est sûr, c'est que certains valent leur pesant d'or et élargissent notre réflexion sur la crise du capitalisme, puisqu'il faut compter en millions de milliards de dollars à propos des produits dérivés !!! On y reviendra.

Je vais continuer à chercher des données sur le Net. Certains économistes prédisent un krach comparable à 1929 le 17 novembre prochain s'il ne sort rien de la conférence de Washington. On a envie de dire : mais que pourrait-il en sortir ? Ce qui est criminel de la part des dirigeants du mouvement ouvrier, c'est de ne proposer aucune perspective politique, ils ont démissionné. Lisez attentivement les documents que j'ai mis en ligne aujourd'hui, après les discours sur l'unité pour obtenir des miettes, sur l'UE, la République, la nation, la lutte, la lutte et encore la lutte, etc., vous semblerons plus désuets et opportunistes que jamais.

J'ai réparé un lien au passage. J'ai retité le bandeau que j'avais mis ce matin sur la dette parce qu'il y a un problème d'affichage avec Mozilla. On peut se demander pourquoi aucun parti n'avance le mot d'ordre : annulation de la dette des ménages ? Veulent-ils soulager la pression qui pèse actuellement sur les banques ? Chassez Sarkozy et son gouvernement, en finir avec les institutions, ne serait-il pas possible de relier ces mots d'ordre ? Ne s'imposent-ils pas ? Pour annuler la dette des travailleurs, prendre le contrôle de l'économie, il faut prendre le pouvoir. Quel parti avance dans cette direction ? De l'audace, encore de

l'audace, toujours de l'audace ! Ne pas en avoir nous perdra ! A plus.

(complément mardi 8h du matin heure locale)

J'ai repensé encore à cette histoire de plan de relance en faveur des travailleurs avancès par les partis ouvriers. C'est assurément très généreux de leur part, mais opportuniste, on l'a déjà dit et répété. Il y a même un mimétisme dans la formulation avec les discours de Sarkozy, je ne fais pas un amalgame, ce que je veux dire c'est que là encore on retrouve la même terminologie et ce n'est pas un hasard, cela traduit un glissement droitier de ces partis.

Par ailleurs, quelle crédibilité peut avoir le mot d'ordre interdiction des licenciements si on ne pose pas comme condition préalable le départ de Sarkozy et son gouvernement. Interdire les licenciements, c'est remettre en cause le pouvoir des capitalistes sur le plan économique. Mais pour pouvoir agir sur le pouvoir économique des patrons, il faut commencer par leur retirer le pouvoir politique. C'est donc sur cet axe politique qu'un parti ouvrier devrait définir sa ligne politique. Si on n'attaque pas le pouvoir politique des capitalismes, cela signifie que l'on se propose de gérer autrement le capitalisme, or avec la crise actuelle, il saute aux yeux que c'est impossible et que cela le sera encore davantage dans les mois à venir.

Faut-il dramatiser la situation, prédire le pire aux travailleurs ? Bien entendu, les médias et le gouvernement s'y emploient tous les jours, ils jouent sur les réactions émotives spontanées, inconscientes, irrationnelles des travailleurs pour mieux les tromper, donc il faut partir du même postulat, la crise est très grave, profonde, gigantesque, les superlatifs ne manquent pas, le "monde est malade" (Sarkozy), pour dire que c'est le capitalisme qui est atteint d'une maladie incurable et que pour se soigner et se rétablir temporairement, il n'a pas d'autres solutions que de nous faire suer sang et eau jusqu'à ce qu'on en crève (travailler jusqu'à 70 ans demain, après jusqu'à 80 comme au Japon par exemple). On devrait peut-être avoir des scrupules ou se dire que ce genre d'argument serait superficiel, mais on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs à ce que je sache, on leur dit simplement la vérité en face aussi dure soit-elle, c'est notre devoir.

Ce n'est pas pour rien que les passions soulèvent les foules, employées à bon escient elles peuvent aussi servir de catalyseur ou de déclencheur à une prise de conscience plus profonde et plus vaste d'une question particulière, à faire le lien avec ce qui n'était jusque là qu'une vague idée qui soudain devient l'évidence même, au point qu'on se demande comment on a pu l'ignorer aussi longtemps... Il faut exploiter tout les moyens qui peuvent favoriser la prise de conscience des travailleurs, sans hésiter à employer les armes (y compris psychologique) de nos ennemis en les retournant contre eux.

Les travailleurs ne perçoivent pas les choses sous le même angle que nous la plupart du temps. Vouloir les amener sur notre terrain, c'est bien, c'est nécessaire, mais il ne faut pas être borné et prendre les choses à l'envers. On a le défaut de partir du conscient, de la situation telle qu'on l'analyse pour amener les travailleurs à adhérer ou partager notre point de vue, alors qu'il faut faire exactement l'inverse et partir de l'inconscient, de la situation telle qu'ils la perçoivent pour ensuite les amener sur notre terrain, sachant que ce sera seulement dans la pratique que leur conscience politique s'affermira... Le développement de la nature est ainsi fait et l'homme n'échappe pas à cette loi.

Autre chose.

Entretien sur LeMonde.fr (04.11) de Jean Arthuis (Nouveau Centre),président de la commission des finances du Sénat. Poursuivre la même politique antisociale.

"*Alors, arrêtons de nous raconter des histoires et commençons à raisonner à partir de la réalité. La priorité des priorités, c'est la compétitivité de l'économie. (...) Si on ne réforme pas nos systèmes de financement de la protection sociale, c'est de la délocalisation programmée. (...) Il en va de même pour la taxe professionnelle : on ne peut pas se contenter d'exonérer les nouveaux investissements.*"

La crise : "*des manquements à l'éthique*", prends-nous pour des abrutis !

Le produit de "*déséquilibres*", l'endettement gigantesque du capitalisme mondial, la spéculation effrénée portant sur des centaines de milliers de milliards de dollars ! On mesure ici leur impuissance, même s'ils en disent moins qu'ils n'en savent, quand encore ils savent de quoi ils parlent !

Le cynisme habituel en prime : "*Cela ne veut pas dire que ce sont les responsables qui paieront le prix de cette crise.*". Ah bon !

L'échec annoncé de la conférence de Washington du 15 novembre prochain, c'est moi qui l'ajoute : "*Quant aux nouvelles régulations, elles n'auront une chance d'être efficaces que si elles sont partagées au plan international.*", les dettes pour les uns et les profits pour les autres, une "*chance*" qui n'a que trop duré et dont certains dirigeants ne vont peut-être pas accepter aussi facilement de jouer les prolongations, je pense à la Chine notamment, auront-ils le choix, poser la question c'est y répondre, c'est la survie de l'ensemble du système capitaliste mondial qui est en jeu.

Le 5 novembre 2008

(complément mardi 8h du matin heure locale)

J'ai repensé encore à cette histoire de plan de relance en faveur des travailleurs avancès par les partis ouvriers. C'est assurément très généreux de leur part, mais opportuniste, on l'a déjà dit et répété. Il y a même un mimétisme dans la formulation avec les discours de Sarkozy, je ne fais pas un amalgame, ce que je veux dire c'est que là encore on retrouve la même terminologie et ce n'est pas un hasard, cela traduit un glissement droitier de ces partis.

Par ailleurs, quelle crédibilité peut avoir le mot d'ordre interdiction des licenciements si on ne pose pas comme condition préalable le départ de Sarkozy et son gouvernement. Interdire les licenciements, c'est remettre en cause le pouvoir des capitalistes sur le plan économique. Mais pour pouvoir agir sur le pouvoir économique des patrons, il faut commencer par leur retirer le pouvoir politique. C'est donc sur cet axe politique qu'un parti ouvrier devrait définir sa ligne politique. Si on n'attaque pas le pouvoir politique des capitalismes, cela signifie que l'on se propose de gérer autrement le capitalisme, or avec la crise actuelle, il saute aux yeux que c'est impossible et que cela le sera encore davantage dans les mois à venir.

Faut-il dramatiser la situation, prédire le pire aux travailleurs ? Bien entendu, les médias et le gouvernement s'y emploient tous les jours, ils jouent sur les réactions émotives spontanées, inconscientes, irrationnelles des travailleurs pour mieux les tromper, donc il faut partir du même postulat, la crise est très grave, profonde, gigantesque, les superlatifs ne manquent pas, le "monde est malade" (Sarkozy), pour dire que c'est le capitalisme qui est atteint d'une maladie incurable et que pour se soigner et se rétablir temporairement, il n'a pas d'autres solutions que de nous faire suer sang et eau jusqu'à ce qu'on en crève (travailler jusqu'à 70 ans demain, après jusqu'à 80 comme au Japon par exemple). On devrait peut-être avoir des scrupules ou se dire que ce genre d'argument serait superficiel, mais on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs à ce que je sache, on leur dit simplement la vérité en face aussi dure soit-elle, c'est notre devoir.

Ce n'est pas pour rien que les passions soulèvent les foules, employées à bon escient elles peuvent aussi servir de catalyseur ou de déclencheur à une prise de conscience plus profonde et plus vaste d'une question particulière, à faire le lien avec ce qui n'était jusque là qu'une vague idée qui soudain devient l'évidence même, au point qu'on se demande comment on a pu l'ignorer aussi longtemps... Il faut exploiter tout les moyens qui peuvent favoriser la prise de conscience des travailleurs, sans hésiter à employer les armes (y compris psychologique) de nos ennemis en les retournant contre eux.

Les travailleurs ne perçoivent pas les choses sous le même angle que nous la plupart du temps. Vouloir les amener sur notre terrain, c'est bien, c'est nécessaire, mais il ne faut pas être borné et prendre les choses à l'envers. On a le défaut de partir du conscient, de la situation telle qu'on l'analyse pour amener les travailleurs à adhérer ou partager notre point de vue, alors qu'il faut faire exactement l'inverse et partir de l'inconscient, de la situation telle qu'ils la perçoivent pour ensuite les amener sur notre terrain, sachant que ce sera seulement dans la pratique que leur conscience politique s'affermira... Le développement de la nature est ainsi fait et l'homme n'échappe pas à cette loi.

Autre chose.

Entretien sur LeMonde.fr (04.11) de Jean Arthuis (Nouveau Centre),président de la commission des finances du Sénat. Poursuivre la même politique antisociale.

"*Alors, arrêtons de nous raconter des histoires et commençons à raisonner à partir de la réalité. La priorité des priorités, c'est la compétitivité de l'économie. (...) Si on ne réforme pas nos systèmes de financement de la protection sociale, c'est de la délocalisation programmée. (...) Il en va de même pour la taxe professionnelle : on ne peut pas se contenter d'exonérer les nouveaux investissements.*"

La crise : "*des manquements à l'éthique*", prends-nous pour des abrutis !

Le produit de "*déséquilibres*", l'endettement gigantesque du capitalisme mondial, la spéculation effrénée portant sur des centaines de milliers de milliards de dollars ! On mesure ici leur impuissance, même s'ils en disent moins qu'ils n'en savent, quand encore ils savent de quoi ils parlent !

Le cynisme habituel en prime : "*Cela ne veut pas dire que ce sont les responsables qui paieront le prix de cette crise.*". Ah bon !

L'échec annoncé de la conférence de Washington du 15 novembre prochain, c'est moi qui l'ajoute : "*Quant aux nouvelles régulations, elles n'auront une chance d'être efficaces que si elles sont partagées au plan international.*", les dettes pour les uns et les profits pour les autres, une "*chance*" qui n'a que trop duré et dont certains dirigeants ne vont peut-être pas accepter aussi facilement de jouer les prolongations, je pense à la Chine notamment, auront-ils le choix, poser la question c'est y

répondre, c'est la survie de l'ensemble du système capitaliste mondial qui est en jeu.

(la causerie écrite hier soir très tard)

Je n'ai pas eu le temps de traiter certaines questions politiques d'actualité, ce qui se passe en RDC, les élections américaines, la manifestation monstre en Italie pour défendre l'école publique, la grève dans la métallurgie en Allemagne commencée samedi et qui s'étend...

J'ai oublié la préparation du congrès du PS qui ne doit pas passionner les foules ! Sur 233 000 adhérents, environ 65 000 n'étaient pas à jour de cotisations, 130 000 seulement participeraient au vote pour départager les motions en liste, une semaine avant ce vote, 40 à 50% ne savaient pas pour laquelle voter, l'économie de marché, c'est l'économie de marché, quoi !

On se détend un peu dans ce monde de barbares. Samedi dernier sur TV5 Monde Asie, ils ont retransmis une fête de la musique francophone qui a eu lieu à Bruxelles récemment. Les internautes belges devaient choisir parmi une sélection de 40 chansons d'auteurs belges leurs 10 titres préférés. Il s'agissait de chansons des années 60 à nos jours.

Vous devinez tout de suite à quel auteur est revenue leur préférence, Jacques Brel évidemment. Et dans son répertoire, devinez quelle chanson ils ont élue, je vous le donne en mille : Les bourgeois ! C'est comme les cochons, plus ça devient vieux, plus ça devient bête, les bourgeois c'est comme les cochons plus ça devient vieux, plus ça devient... con évidemment ! Une chanson de circonstance, nos amis belges ont de l'humour, mais ils sont aussi politisés. Brel avait écrit cette chanson en 1962 contre le nucléaire.

Après ce bref entracte revenons à la crise.

Comment dire, on aurait dû se pencher davantage sur l'économie depuis longtemps. Il y avait assurément de quoi développer sous un autre angle qu'habituellement des arguments convaincants contre le capitalisme. Je suis tombé par hasard sur un site Internet qui développe une analyse de la crise qui renvoie à une analyse qu'ils avaient faite en 2006 dans laquelle ils exposaient clairement ce qui allait se produire en 2007-2008. Vous aviez lu cela quelque part dans la littérature d'un parti politique ? Bien sûr, les uns et les autres parlent de la crise du capitalisme, ils en parlent tellement d'une façon détachée sur un ton monotone qu'il n'y avait pas de raison particulière d'y prêter davantage attention. C'était une erreur. En 2005, je me souviens bien m'être dit qu'il fallait s'y mettre, mais je me suis plutôt consacré à me réapproprier le marxisme, j'avais du pain sur la planche après avoir arrêté de militer pendant 20 ans pour me délivrer petit à petit de la gangrène du réformisme qui m'avait aussi pourri plus ou moins. Vous voyez, tout est possible, c'est une question de volonté, la rage de comprendre...

On nous a présenté les différents aspects de la crise du capitalisme de nos jours sous un angle plus politique qu'économique. Par exemple, s'agissant de la non-convertibilité du dollar en or, décision prise par Nixon en 1971, on a dit que le monde entier allait être submergé de dollars, que la planète entière était dorénavant sous la botte de l'impérialisme américain, ce qui était déjà le cas depuis 1944-45, que les Etats devenaient des vassaux de Washington, que la crise du capitalisme américain était entrée dans une nouvelle phase, qu'il allait exporter ses contradictions à travers le monde, en réalité, il avait atteint son point de saturation, ses limites, il ne pouvait plus absorber la surproduction mondiale, il fallait qu'il développe le crédit dans des proportions quasi illimitées. Comme cela n'allait pas suffire, en 1999, ils décidaient de briser les barrières entre les banques de dépôts et les banques d'affaires pour faire main-basse sur la totalité de l'économie et spéculer encore plus pour accumuler encore plus de capitaux.

La fuite en avant et le scénario catastrophe qui devaient mener à la crise d'aujourd'hui étaient enclenchés, plus rien ne devait l'arrêter. Dès cette époque tous les ingrédients de l'explosion mondiale du système capitalisme étaient réunis, il ne s'agissait plus que d'une question de temps. Il était donc possible de la prévoir à relativement court terme et de s'y préparer politiquement. Le passage à l'euro en 2000 allait être la goutte qui allait faire déborder le vase et accélérer la crise rampante qui menaçait tout le système. La montée de l'euro face au dollar allait certes avantager les exportateurs américains, mais elle allait fragiliser davantage les économies européennes, les différents gouvernements s'en sortiront en adoptant des mesures de dérégulations tout azimut, du marché financiers, du marché du travail, en privatisant et livrant au marché tout ce qui pouvait l'être, transport, communication, énergie, santé, éducation, etc. Toutes ces mesures étaient les conséquences de cette crise rampante prête à exploser à tout moment. La raison d'être de l'UE.

Le plus dramatique, c'est qu'aujourd'hui les uns et les autres n'entendent que s'attaquer aux conséquences de cette crise, ils n'ont pas changé d'orientation ou leur façon d'analyser la situation. S'attaquer aux fondements du capitalisme nécessite de liquider le pouvoir politique en place.

Quel constat font les masses ? Il y a une crise qui se concentre au niveau des banques. Sarkozy se pose en victime de cette crise et va l'alimenter en distribuant généreusement des centaines de milliards aux banques. Pendant qu'il saigne à blanc la population. D'un côté, elle est tentée de dire qu'il fait son possible pour éviter le pire, de l'autre, elle n'admet pas d'être finalement la seule victime de cette crise et commence à se mobiliser. En même temps, les masses observent que tous les partis institutionnels sont sur la même longueur d'onde, Fillon n'a pas besoin d'appeler à "l'unité nationale", elle est déjà réalisée dans les faits. Les travailleurs se retrouvent devant le fait accompli sans aucun moyen de se défendre, sans la moindre

perspective politique. Au mieux entendent-ils parler le POI, le PCF et la LCR qui réclament un plan de relance qui ne règlerait aucun problème, d'ailleurs il est significatif que dans tous les sondages parus ces dernières semaines, une très large majorité ne pensent pas que les mesures prises par Sarkozy seront efficaces pour stopper ou enrayer la crise, or s'ils pensent ainsi, cela signifie au passage que même si par on ne sait quel miracle un plan de relance était mis en place par on ne sait qui, s'agissant de la crise, cela ne changerait pas leur opinion puisqu'un plan de relance n'aurait aucun impact sur la crise du capitalisme, pire, il l'accélèrerait encore, par conséquence, il serait incapable d'en amortir les effets dévastateurs à venir.

Cette crise et le niveau qu'elle va atteindre devrait réjouir ceux qui agitent le *Programme de transition* tous les quatre matins, (de tête) le programme minimum et le programme de la révolution socialiste coïncident, on ne peut plus avancer l'un sans avancer l'autre, non ? Et bien non, là bizarrement nos trotskistes ne sont plus trotskistes, ils se transforment en vulgaires réformistes bourgeois.(A suivre)

Pour se faire une petite idée du niveau de la crise actuelle qui dépassera de très loin celle de 1929, un extrait d'un article que je mettrai en ligne dans la journée, sidérant.

"D'après les données les plus récentes, publiées le 30 juin 2008 par le Bureau de contrôle de la monnaie (OCC - l'agence fédérale américaine qui supervise l'activité bancaire nationale) les trois plus grandes banques américaines - JP Morgan Chase, Bank of America et Citigroup – détiennent 179 400 milliards de dollars de contrats dérivés... Les actifs de ces trois banques réunies ne dépassent pas 5 600 milliards !

Pour la Banque des règlements internationaux (BRI), l'ensemble du marché des dérivés et des ventes au gré à gré serait de plus de 675 000 milliards. Mais ces chiffres officiels sont certainement sous évalués, puisque déjà, selon les données de François Morin publiées dans Marianne, les produits dérivés représentent au moins de 1 406 900 milliards, ce qui recoupe l'estimation la plus basse de John Hoefle, rédacteur économique de l'*Executive Intelligence Review* (EIR)."

Complètement dingue, n'est-ce pas ? Je mettrai aussi en ligne deux articles qui expliquent bien ce que sont les produits dérivés. Si je vous dis que sur cette somme titanesque, la valeur proprement dite des produits issus de l'industrie ne représentent que 2% (il n'y a pas d'erreur de frappe !), vous saisissez où se situe le problème.

En principe, je ne veux pas trop m'avancer, mais d'après toutes les analyses économiques que j'ai lues ces derniers jours, ils n'ont aucun chance de s'en sortir cette fois-ci, une gigantesque dépression mondiale semble inévitable. Pour l'éviter, il faudrait que l'impérialisme américain renonce à son rôle de dirigeant de l'économie mondiale, au dollar, ce qui semble impensable. Certains parlent d'une nouvelle monnaie mondiale, d'autre d'un gouvernement économique mondiale à partir du FMI associé à d'autres institutions financières internationales, on est en plein délire ! Certains encore prévoient des crispations entre Etats, un éclatement du marché mondial et pourquoi pas le développement d'un terrain favorable à une ou des guerres dont on n'a pas idée aujourd'hui. Les plus sérieux disent qu'il faudrait déclarer les Etats en situation de banqueroute, solder les comptes, liquider les produits dérivés sans leur verser un dollar, là aussi ils rêvent tout éveillé. D'autres voudraient transformer la monnaie en capital, alors qu'elle n'est qu'un moyen permettant au capital de circuler, n'importe quoi ! Vous pouvez entasser une montagne de billets de banque dans une pièce, vous asseoir devant et les contempler, ce n'est pas pour cela qu'ils se transformeront en capital, par contre, si vous prenez une machine, des matières premières et qu'un ouvrier les transforme en marchandises, là vous créer du capital (je simplifie). Encore faut-il pouvoir les vendre à un prix incluant une plus-value permettant de revouveler le capital et d'empocher un profit au passage, ce qui n'est pas gagné d'avance par les temps qui courent.

Des gaullistes, républicains, démocrates, staliniens reconvertis dans le réformisme, jauressiens, rêvent d'un capital productif, de Colbert à Jean Paul II, je ne déconne pas, en passant par Keynes, Roosevelt et de Gaulle ou John Kerry , ils auraient découvert la panacée pour assurer la survie du capitalisme, comme si ce n'était pas le capital productif par essence qui était à l'origine de l'accumulation des capitaux à un pôle de la société alors que l'autre pôle croupit dans la pauvreté, à les entendre, il suffirait de produire toujours et encore (sous l'égide de l'Etat s'il vous plaît !) pour que le capitalisme se survive à lui-même, adieu concurrence, anarchie, surproduction, guerre, etc., travailleurs du monde entier, demain ils vous le promettent, le capitalisme ce sera le bonheur et la paix sur terre, quelle connerie ! Ils nous vantent les *Trente glorieuses*, en tant que fils d'ouvrier en bâtiment (je suis né en 1955), j'ai envie de leur dire qu'ils aillent se faire foutre, on a toujours vécu dans la pauvreté, les heures de gloire du capitalisme, on leur laisse, on n'en a jamais vu la couleur, il n'y a que les nantis pour défendre la IVe République, les fils et filles à papa, tous ces gens-là défendent les intérêts de la petite bourgeoisie, c'est de la vermine pour les ouvriers !

En lisant tous ces articles avec ces chiffres qui donnent le vertige, je me disais qu'on pouvait au premier abord se sentir impuissant face à un telle débauche de puissance, mais en fait c'est plutôt la manifestation d'une faiblesse. Les têtes pensantes qui ont conçus ce système pour spéculer sans fin et rafler toutes les richesses produites, ne sont pas plus pleines ou mieux faites que les nôtres camarades. Ils peuvent être propres sur eux dans leurs costumes trois pièces et paraître dominer le monde nous ravalant à l'état de microbes, ce sont les microbes qui vont les emporter eux et leur système failli.

Je comprends que les travailleurs doivent être impressionnés quand ils voient et entendent un ministre de l'Economie ou un économiste bourgeois leur causer de choses absconses. Ils doivent se dire : ces mecs là, comme ils causent bien, ils savent forcément de quoi ils causent, oui et non, plutôt non que oui en temps de crise. On n'a pas à être complexés, on n'a pas besoin d'eux pour diriger le pays, qu'ils nous cèdent la place et tout ira pour le mieux, sinon, chassons-les, y compris par la force.

Dans tous les sens du terme, un ouvrier vaut mieux que n'importe quel dirigeant de ce monde pourri, le jour où une majorité d'ouvriers en auront pris conscience, on sera sauver ! Mais attention, si le temps joue en notre faveur encore aujourd'hui, il n'en sera plus de même dans quelque temps (très rapidement, ils prédisent que la crise pourrait durer entre 3 et 10 ans), mettons-nous bien dans la tête que s'ils parvenaient à surmonter cette crise, ce qui nous attendrait serait alors terrible, y compris (surtout) sur le plan politique, l'hypothèse d'une dictature bureaucratique avancée par Trotsky pourrait se réaliser (l'aristocratie financière combinant le pouvoir économique et politique au niveau de l'Etat [ou de nos jours d'Etats supranationaux], les uns et les autres s'entendant pour nous écraser.).

Ce que je viens de dire est en totale contradiction avec l'attitude des partis ouvriers qui ne parlent que de "résistance", ils sont sur la défensive alors qu'il faut passer à l'offensive, le capitalisme a un genou à terre, il faut lui briser les deux jambes et l'achever, c'est le moment ou jamais. Pour donner confiance aux travailleurs, il faut leurs montrer qu'on est prêt à affronter le pouvoir en place. Il faut leur tenir ce langage de combat, de guerre contre le capitalisme. On veut (on doit) construire une armée de combattants révolutionnaires ou un parti de mauviettes républicaines, démocrates ou réformistes ignares ? Serait-ce devenu du gauchisme de dire Sarkozy dehors, à bas les institutions ? Ah, vous attendez qu'il soit trop tard pour le sortir, pour pouvoir dire plus tard que vous avez fini par le dire, que vous n'avez pas commis d'erreur, bref que vous avez toujours raison comme d'habitude... Vous avez lu quelque part dans un journal d'un parti un dirigeant déclarer : désolé je m'étais trompé ?

Il est 1h20 du matin, j'ai été un peu bavard. Au bout de 12 ans en Inde, je vis toujours comme lorsque je vivais en France, je vais encore louper le lever du soleil au-dessus de la mer demain matin, je dis cela pour emmerder ceux qui me traitent de bobo, ils sont jaloux, mais ils seraient incapables de vivre au même rythme que moi. J'ai cela en commun avec le nabot, je suis hyper actif, il paraît que c'est maladif, je m'emmerde à rien faire, cela ne m'arrive jamais évidemment, surtout que je suis aussi manuel qu'intellectuel, si je ne fais pas travailler mes mains pendant quelque temps, je ne me sens pas bien. Bonne journée ou bonne nuit. (vous corrigerez les fautes, je suis crevé.)

Le 7 novembre 2008

J'avais commis une petite erreur de mise en page et du coup il y avait un gros problème d'affichage, j'ai perdu beaucoup de temps à la trouver. Encore une fois, indiquez-moi quand un lien ne fonctionne pas, merci d'avance. Je ne peux pas perdre de temps à vérifier chaque lien, je ne me connecte jamais sur le site pour le vérifier. Au fait, depuis le début du mois, il n'y a jamais eu autant de connections sur le site, on a battu les précédents records.

Si vous voulez savoir comment est fabriquée chaque page du site, en haut de l'écran à gauche dans le menu view (vue en français) aller à source un bloc-note va s'ouvrir, vous verrez le boulot.

Je n'utilise pas de logiciel, je tape chaque balise html et le texte directement dans un bloc-note et je rajoute les balises html directement à l'écran, cela fait gagner du temps. Pour réaliser les infos en bref et les infos économiques d'aujourd'hui, j'ai passé environ une vingtaine d'heures sur l'ordinateur, quand on aime on ne compte pas ! Et je ne vous ai pas tout mis, je suis obligé de trier et de faire un choix. Les gesticulations de Royal, on s'en tape par exemple, les 13 milliards d'euros que l'Etat va consacrer au réseau ferré n'est pas une info importante, désolé pour les camarades cheminots...

J'essaie de vous donner le maximum possible d'infos économiques, car il vaut mieux savoir de quoi on cause avec les travailleurs. Les bourses sont reparties à la baisse, malgré l'élection d'Obama, malgré la baisse des taux d'intérêts de toutes les banques centrales du monde, c'est Gluckstein et ses amis qui vont jubiler ! Je suis incorrigible, mais ils le cherchent bien il faut dire.

J'ai lu une info, mais je ne suis pas bien sûr d'avoir compris, l'administration américaine envisagerait un plan de relance de près de 900 milliards de dollars en direction des entreprises et de la consommation des ménages, en plus de tout ce qui a été annoncé les dernières semaines et les derniers jours. C'est encore à prendre au conditionnel, c'est la raison pour laquelle cette info ne figure pas dans les infos du jour.

Ils vont répondre à l'endettement colossale de toutes les économies capitalistes en l'augmentant encore, c'est du délire. Ils espèrent tous que les monarchies du Golfe vont verser leur obole au FMI, quelques centaines de milliards de dollars si possible.

Mais qu'est-ce que c'est quelques milliers de milliards de dollars comparés au 1,5 millions de milliards de dollars de produits dérivés, les 10.000 milliards de crédits pourris, les 10.000 milliards du déficit américain, une bagatelle, une goutte d'eau dans un océan de dettes !

Ils n'ont pas le choix ou sinon une guerre mondiale. Medvedev a annoncé que si Obama ne renonçait pas à l'installation du bouclier antimissile américain en Pologne et d'un radar géant en République tchèque, il installerait un bouclier du même genre dans l'enclave de Kaliningrad pour les neutraliser, l'escalade quoi.

Aussi vertigineux que soient tous ces chiffres, il faut les porter à la connaissance des travailleurs. Il faut qu'ils sachent sur quelle bombe à retardement repose leur mode de vie d'aujourd'hui. Même s'ils ne sont pas directement responsables de ce qui se passe dans le monde, ils doivent savoir que leur neutralité ou passivité ne fera qu'aggraver les choses. Faut-il leur dire la vérité ? Bien sûr, ne dit-on pas que le capitalisme a survécu parce que la classe ouvrière n'avait pas conscience des rapports sociaux existant et de la place qu'elle occupe dans ces rapports d'exploitation ? Alors il faut savoir ce que l'on veut et dire les choses telles qu'elles sont, car personne n'a idée de la situation exacte.

Un dernier mot, j'ai entendu aux infos sur TV5 Monde Asie hier soir que le salaire des ouvriers chinois avaient augmenté de 12%. Tant mieux, une bonne nouvelle pour eux comme pour nous, une mauvaise pour les capitalistes du monde entier. Les patrons chinois pleurent car ils prennent de plein fouet la crise actuelle. Un patron du secteur du jouet expliquait que sa marge était tombée entre 1,5 et 2,5%, en ajoutant "au mieux", c'est très peu. L'année dernière l'industrie du jouet a exporté en Europe et aux Etats-Unis, 17 milliards de jouets, colossale, cette année se sera beaucoup moins.

Avant de se quitter, j'ai pensé ouvrir une souscription avant le renouvellement de l'abonnement du site au serveur situé à Chennai. Je dépense de plus en plus d'argent pour actualiser le site, j'ai dû prendre à mi-temps une femme de service pour s'occuper de la maison et du jardin afin de consacrer 4 heures de plus par jour au site, au total, je n'ai pas fait le calcul exact, cela me coûte plus de 50.000 roupies par an et franchement je pourrais me contenter d'écrire quelques textes par an et les envoyer à un groupe pour qu'il les publie (ou non !) et basta, j'aurais la conscience tranquille.

Cela d'autant plus que j'ai de moins en moins d'argent pour vivre et que je me prive déjà sur tout, je n'ai pas goutté le goût du vin depuis le début de l'année par exemple ou j'ai éliminé de mes achats tout produit alimentaire importé, sauf les spaguetti et la moutarde. Je ne peux plus dépenser moins. Je voudrais récupérer environ 800 à 1.000 euros (pour un an) cela me soulagerait vraiment. Un camarade m'a envoyé 80 euros, je ne vais pas encaisser son chèque avant la fin de l'année et si je n'avais pas réuni la somme nécessaire pour continuer le site, je le détruirai. Je n'aime pas parler d'argent, mais le jour où je devrai me faire opérer de la cataracte et débourser 15 ou 20.000 roupies, c'est moi et personne d'autre qui devra payer. J'ai appris hier qu'ils cherchaient des profs de français à l'Alliance française où j'ai déjà bossé 4 ans, c'est très mal payé, mais à défaut de mieux cela pourrait me faire un complément de revenu à partir du 1er janvier si je laissais tomber le site, et c'est un boulot que j'adore enseigner. Voilà, vous savez tout. A vous de voir, chacun est libre.

Avec un peu d'avance, bon week-end à tous.

Le 8 novembre 2008

Je m'étais trompé d'adresse pour l'article « *Satisfaction des besoins urgents des salariés* » et : longue vie au capitalisme ! (07.11), avec mes excuses.

Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez ont annoncé dans un communiqué qu'ils quittaient le PS, c'est une décision courageuse que nous saluons. Il n'y a rien à attendre d'un tel parti. Dommage qu'ils n'en profitent pas pour rompre avec l'idéologie qui a mené le PS là où il en est.

A Paris (et dans toute la France), quelques dizaines d'agriculteurs ont manifesté aux abords du siège de l'UMP, dans le 8e arrondissement, avec des slogans visant le ministre de l'Agriculture. "*Agriculteurs en danger, virez Barnier*", scandaient-ils. Ils ont raison, il faut virer Barnier, ajoutons le reste du gouvernement et Sarkozy, car si c'est pour demander à Sarkozy de changer de ministre de l'Agriculture, c'est s'en remettre à Sarkozy pour régler les problèmes des agriculteurs, ce qui est inacceptable évidemment. Tous les mouvements sociaux doivent converger contre le gouvernement et les institutions pour les abattre.

Je n'ai ni téléchargé et donc ni lu un article intitulé *La criminalité des seniors inquiète le Japon.* A les faire bosser comme de ânes jusqu'à des âges pas possibles, les vieux pètent les plombs. Et Sarkozy qui voudraient nous réserver le même sort en bossant jusqu'à 70 ans ou au-delà. Vous avez remarqué, ils sont passés directement de 65 à 70 comme si la situation leur donnait des ailes : coupons-leur qu'ils s'écrasent !

Tiens sur le même sujet dans l'actualité, un nouveau camouflet pour Sarkozy, sur les 4.000 suppressions de postes décidés par la direction de Renault, 3.900 salariés ont fait savoir qu'ils étaient volontaires pour partir en retraite anticipitée, apparemment travailler jusqu'à 70 piges ne les intéressent pas. Dans les infos en bref aussi, l'INSEE dans une étude montre que la période de vie la plus heureuse se situe entre 65 et 70, une fois qu'on a cessé de bosser et que l'on peut enfin profiter de la vie.

C'est quand même triste et rageant qu'il faille attendre d'être si âgé pour se sentir enfin un peu libre et heureux. Ils ont inculqué aux générations précédentes le culte du travail dans le cadre du respect du capitalisme, chacun participerait ainsi à la société nous dit-on, à un idéal partagé de progrès et de civilisation, alors qu'en réalité pendant que les uns vivent confortablement ou bénéficient de conditions de vie agréables, les autres doivent se contenter du minimum agrémenté de privations permanentes, avec la crainte du lendemain au ventre en prime sans espoir d'en voir le bout un jour, enchaînés jusqu'à la retraite. C'est la société de merde

qu'il demande aux jeunes d'adopter et de respecter. Quel idéal misérable !

C'est le week-end, on se détend un peu, pour ma part, je crois que je vais adopter le rythme des bourses, donc repos samedi et dimanche à partir de la semaine prochaine, si l'on veut car en deux jours je devrai faire ce que je n'ai pas fait durant 5 jours.

J'espère que les documents que je mets en ligne vous intéressent. Ils proviennent d'économistes ou de journalistes qui ne partagent évidemment pas nos idées politiques, cela nous donne un aperçu de ce que pense nos ennemis. En procédant par recoupement, par déduction, parfois en lisant entre les lignes, on arrive à se faire une idée assez précise de la situation.

Hier soir sur TV5 Monde Asie, ils ont passé un numéro de *Complément d'enquête* (France 2) consacré à la crise qui a dû être diffusé récemment en France, nous on l'a en différé. J'ai loupé le début, mais j'ai entendu des choses intéressantes.

L'ex-président de Wall Street, un Français dont j'ai oublié de noter le nom, a expliqué : il faut être docteur en économie pour comprendre le fonctionnement des produits financiers concocter par les institutions financière, vous ne l'êtes pas, moi non plus, et je ne pense pas que les dirigeants le soient non plus, d'où l'intérêt de lire les articles de certains économistes.

Il a raconté comment travaillaient les traders : ils font de l'argent à la micro-seconde, pour eux le court terme c'est dans la seconde qui suit, le moyen terme c'est dans les 30 minutes qui viennent et le long terme se situe à la fin de la journée. Aux Etats-Unis, le profit des entreprises consacrés aux marchés financiers est passé de 18 à 38% en quelques années, ce qui expliquent bien des problèmes.

Trois chiffres concernant la France, mais vous les connaissez déjà peut-être : la dette se monte à environ 1.250 milliards d'euros ; le déficit de 2007 a atteint 49 milliards d'euro ; l'épargne populaire, compte courant inclu, atteint 630 milliards d'euro, c'est le fric que la population met à la disposition des banquiers pour leurs tripotages, plus qu'en Allemagne qui compte plus de 80 millions d'habitants (63,8 en France).

J'ai suivi le reportage sur l'Islande, vous vous souvenez que je vous avais dit qu'il fallait suivre ce qui se passait dans ce pays qui avait touché le fond car c'était ce qui pourrait arriver ailleurs, ils l'on confirmé lors de cette émission.

Pour les remercier de leurs loyaux et bons services, les traders de Wall Street recevront un cadeau de fin d'année de.... devinez combien ? Allez dites un chiffre, osez bordel, c'est gratos ?

La bagatelle de 49 milliards de dollars ! C'est ce que Bush, Sarkozy et Brown appellent sans doute "réguler le marché financier". Allez-y, continuez sur la même lancée, ne changez rien surtout, rajoutez-en une grosse louche pour que tout le système s'effondre, on n'attend que cela, on ne peut pas prier pour que cela se réalise, mais on y pense très fort, on est prêt à assurer la relève, c'est vite dit, mais avec un peu d'audace, d'imagination et de bonne volonté, on pourrait bien leur faire la peau quand même plus vite qu'ils ne le pensent.

Une chose est sûre au moins, tout le monde en a marre de tout dans leur société de merde, tout le monde manifeste ou non mais pensent finalement la même chose, contentons-nous en à défaut de mieux, d'un vrai parti communiste.

On se détend camarades, pas trop quand même. J'ai une mauvaise nouvelle pour les camarades qui mesurent plus d'1,70m et qui voudraient se rendre à New York en classe loisir avec Air France : dorénavant il vous en coûtera 50 euros supplémentaires pour accéder aux places situées près des issues de secours numérotées K et pouvoir allonger vos grandes jambes. C'est vraiment mesquin, petit, minable quoi.

Je n'ai pris qu'une fois Air France entre Chennai et Roissy, champagne à gogo, je croyais rêver ! Sur Air India, Air Lanka ou d'autres compagnies asiatiques des steewards sympas et souriants, plus crispés sur British Airway et Air France, et pas de champagne, du vin, des alcools mais je ne picole pas en avion ou ailleurs.

Cela tombe très que je n'aie plus de fric pour aller en France, il y a plus de 6 ans maintenant j'avais très mal supporté le voyage, je l'avais vécu comme une punition, interminable, pas de place parce que l'avion était plein à craquer, impossible de fumer, de quoi se faire chier pendant 10 heures quand on est trop crevé pour lire et qu'on ne ferme pas l'oeil une minute de Roissy à Chennai.

Au fait, je renouvelle ma proposition pour les vieux camarades sans le sou qui voudraient passer un moment à Pondichéry et économiser leurs maigres retraites, ma maison leur est grande ouverte. Seule restriction, l'alcool, les drogues dures et les jeunes filles, le bruit, bref tout ce qui pourrait m'attirer des emmerdes. Si des camarades voulaient s'installer quelque part je leur donnerais un coup de main volontiers. S'ils demeurent chez moi, je leur demanderais seulement de participer aux frais alimentaires, le reste est à ma charge, je ne peux pas proposer mieux. Discussions politiques en option, à condition de ne pas perturber mon boulot !

Une dizaine d'étrangers vivent désormais dans mon village de pécheurs, Français, Belges, Allemands, Danois, la plupart sont

des retraités, une Française s'est retrouvée avec à peine 300 euros par mois pour vivre, ici elle peut encore vivre décemment sans faire de folie. Je n'en connais que 3, le Belge était directeur de banque paraît-il, il est actuellement au Sri Lanka, lorsqu'il sera revenu, j'envisage de l'entreprendre sur la crise, les produits dérivés, etc. , sauf si ça l'emmerde, après tout il bossait peut-être chez Fortis ou Dexia le malheureux ! Il y a un pécheur français, ce n'est pas une blague, quand la saison de pêche est finie dans sa région en France, il rapplique m'a-t-on dit. Voilà les nouvelles du bled comme disent nos cousins de l'autre côté de la Méditerrannée !

Namaska, salam, vanakom ! Have a good week-end and see you later.

Le 10 novembre 2008

Je vous ai dégotté un passage d'Anti-Dühring d'Engels sur la crise qui devrait vous ravir. Je n'ai aucun mérite, je l'ai lu plus de 10 fois. Mon texte d'avant-hier matin n'était qu'une vulgarisation du marxisme à côté de ce passage d'une clareté à couper le souffle. J'ai presque envie de vous dire : ne perdez pas votre temps si précieux, faites comme moi, lisez plutôt Engel !

En écrivant des textes à caractère théorique, après coup je vérifie si j'ai bien appris ma leçon et si je n'ai pas été trop à côté de la plaque. D'une certaine manière, j'ai rendu ma copie et c'était nécessaire, car si je ne mets pas beaucoup d'atouts de mon côté pour mettre en valeur mon travail, il faut bien que je montre de temps en temps que je sais un peu de quoi je parle. On peut avoir lu beaucoup, avoir une grosse tête bien rempli, être bardé de diplômes, connaître des textes par coeur et finalement ne pas comprendre grand chose à l'arrivée. Ce genre de personnage ne m'intéresse pas et ne me ressemble pas, je suis plutôt comme Van, ma tête se vide au fur et à mesure que je la remplis parce qu'elle est trop petite pour contenir tout ce que je lis ou étudie.

Et puis écrire sur un sujet déjà traité par d'autres ne manque pas forcément d'intérêts, car on aborde toujours les choses un peu autrement. Sinon je ne possède pas les connaissances encyclopédiques d'Engels et nous n'avons pas vécu à la même époque, donc la comparaison s'arrêtera là, je suis l'élève et il est le professeur. Quand j'ai parlé à plusieurs reprises de modestie, je commence par me l'appliquer à moi-même, ce n'était pas de la fausse modestie de ma part et je le prouve au passage. L'unité de la théorie et de la pratique trouve plus largement son application dans la vie quotidienne en faisant coïncider les paroles avec les actes.

C'est difficile d'écrire quand on a toujours l'esprit en mouvement, en même temps c'est ce dynamisme qui contribue à son développement. Je ne conçois pas le fonctionnement d'un esprit figé, étroit, borné qui ne se pose pas de questions. Je lis Engels parce qu'il m'inspire et non pour apprendre par coeur quelque chose ou par fétichisme, il m'aide à réfléchir et répond aussi à certaines questions que je me pose. Ce qui est extraordinaire, c'est quand on relit pour la énième fois le même passage et qu'on y découvre encore quelques de choses de nouveau.

Ce serait intéressant que vous nous fassiez part de vos réflexions après cette lecture d'Engels qui peut nous éclairer pour comprendre dans quelle direction s'oriente le capitalisme.

"*Dans les trusts, la libre concurrence se convertit en monopole, la production sans plan de la société capitaliste capitule devant la production planifiée de la société socialiste qui s'approche. Tout d'abord, certes, pour le plus grand bien des capitalistes. Mais, ici, l'exploitation devient si palpable qu'il faut qu'elle s'effondre. Pas un peuple ne supporterait une production dirigée par des trusts, une exploitation à ce point cynique de l'ensemble par une petite bande d'encaisseurs de coupons.*".

Et pourtant jusqu'à présent les peuples le supportent, mais ils n'ont pas forcément conscience d'être dirigés par des rentiers dont l'horizon ne dépasse pas leur cassette. S'ils le supportent dans les pays comme la France, il faudrait peut-être un jour se demander pourquoi, non ? Elémentaire, non ? Messieurs les dirigeants au boulot !

Ce qui est intéressant de constater ici, c'est que ce n'est pas l'exploitation qui s'effondre, mais les grandes institutions financières et les banques. Il faut donc lire l'analyse d'Engels en tenant compte du développement du capitalisme depuis un siècle et demi.

S'il est toujours fortement recommandé de lire les textes des marxistes pour en tirer des enseignements théoriques, il faut cependant être très prudent quant à leur utilisation. Il est très facile de se méprendre et de déformer leurs propos en partant de ce que l'on aurait voulu y trouver. Je vous rassure, on est tous tombés un jour dans ce piège et cela nous arrivera encore si l'on ne fait pas preuve d'une rigueur absolue. La difficulté réside dans le fait qu'il faut prendre en compte l'évolution de l'ensemble des facteurs qui composaient une situation hier comme aujourd'hui avant de formuler une conclusion. La théorie n'est pas figée, elle repose sur l'observation de faits dont les causes tendent à produire les mêmes effets, rien n'étant exactement identique d'une époque à l'époque, il faut donc en vérifier en permanence la pertinence et l'amender en fonction des conditions nouvelles lorsque c'est nécessaire, sinon on se transforme en dogmatique. Ce n'est pas forcément parce qu'une chose perdure qu'elle aurait exactement la même nature qu'hier, ni par conséquence produirait les mêmes effets.

Par exemple, dans ce passage d'Anti-Dühring il est notamment question de l'Etat et ses rapports avec le développement du mode de production capitaliste. Si l'Etat n'a pas tellement changé depuis un siècle et demi, par contre bien des changements ont eu lieu au sein du capitalisme. Que l'Etat soit amené naturellement à prendre la direction de certains secteurs de l'économie (énergie, transport, santé, édication, etc.) pour assurer leur développement et leur pérénité, afin de garantir le développement des autres secteurs du capitalisme est une chose. Par la collectivisation d'une partie de l'économie et de la production l'Etat réalise une partie de l'objectif de la socialisation des moyens de production, mais l'Etat ne devient pas pour autant socialiste comme le précisait Engels à destination de Dühring et des socialistes bourgeois.

Comme l'Etat et les classes ne pourront pas être abolis immédiatement, les moyens de production doivront être concentrés entre les mains de l'Etat ouvrier à la première étape du socialisme. Par ailleurs, l'étatisation partielle des moyens de production réalisée par la bourgeois représentait un réel progrès économique et social puisque cette mesure s'inscrivait dans la perspective du socialisme et de l'abolition de la propriété privée. A l'époque d'Engels cette formulation était correcte, car le mouvement ouvrier qui s'était développé jusqu'alors tendait à remettre en cause le capitalisme, quel que soit le secteur d'activité dans lequel les travailleurs étaient employés, public ou privé, il partageait le même combat pour le même objectif. Cependant, à cette époque là, le secteur public était très faiblement développé, ce n'est que bien plus tard que l'Etat dirigera directement des pans entiers de l'économie et de la production. Quelles en seront les conséquences sur le plan politique ? Avant de répondre à cette question, il faut tenir compte de ce qui s'est passé entre temps.

En dehors de la Russie en 1917, dans aucun pays du monde le prolétariat n'aura pris le pouvoir, et les partis ouvriers, au lieu d'adhérer au socialisme s'en écarteront toujours davantage, jusqu'à la rupture, pour finalement capituler définitivement devant la bourgeoisie. Le combat du mouvement ouvrier ne sera plus orienté pour en finir avec le capitalisme, mais pour s'y adapter. Du coup, l'étatisation par la bourgeoisie de secteurs entiers de l'économie, au lieu de constituer un point de repère sur la marche à suivre par le mouvement ouvrier pour réaliser la collectivisation de l'ensemble des moyens de production, au lieu de lui servir de point d'appui à son combat, allait se transformer en son contraire, la bourgeoisie allait tirer profit de la division du prolétariat en deux secteurs distincts présentant de profondes inégalités et de la dérive politique de ses syndicats et partis, pour assurer la pérénité de son pouvoir politique. Désormais, puisque les employés de l'Etat ne combattaient plus contre des propriétaires de moyens de production et que les syndicats et partis avaient abandonné le combat pour le socialisme, seuls les avantages immédiats attachés à leur condition méritaient d'être défendus, leur existence quotidienne et leur avenir dépendaient entièrement ou étaient conditionnés (subordonnés) par le maintien en place de l'Etat bourgeois.

Pour résumé, ce qui était au départ un progrès sur le plan économique et social et pouvait fournir un élan au développement du combat politique du mouvement ouvrier, a pris la forme d'un obstacle politique au fil du temps.

A tel point que de nos jours le secteur public est devenu le principal bastion de la collaboration de classes et du révisionnisme du marxisme.

Marx et Engels n'étaient pas favorables à l'adoption par Bismarck de lois en faveur des ouvriers, car elles auraient eu pour conséquence de renforcer son pouvoir et de diviser la classe ouvrière encline au spontanéisme.

J'en déduis donc que l'on doit défendre les services publics existant encore dans une perspective révolutionnaire uniquement, et qu'en aucun cas on devrait se féliciter que Sarkozy nationalise quoi que ce soit, encore moins le réclamer à cor et à cri.

Si les mots d'ordre de renationalisation ou d'expropriation des capitalistes (sans indémnité ni rachat) ne sont pas associés à la question du pouvoir politique, à la nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir politique au préalable, aujourd'hui elle devrait prendre la forme du combat pour chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République au service des capitalistes, ils reviennent à s'en remettre à l'Etat bourgeois pour les réaliser, et s'inscrit donc dans la perspective de la pérénité du régime, autrement dit, ce sont des mots d'ordre contre-révolutionnaires, c'est indirectement soutenir le gouvernement et les patrons.

Voilà ce que j'ai tiré de la lecture de quelques lignes de cet extrait d'Anti-Dühring, qui au premier abord laissaient entrevoir un soutien sans faille à la collectivisation par l'Etat bourgeois de certains secteurs de l'économie. Je vais même vous avouer qu'après l'avoir relu très rapidement la première fois avant-hier, j'ai failli me piéger tout seul !

Le financement des associations par l'Etat n'a rien à envier à celui des syndicats, il témoigne de leur dépendance vis-à-vis de l'Etat qui sait très bien ce qu'il fait en agissant de la sorte. On va hésiter longtemps avant de couper la main de celui qui se montre si généreux envers nous, non ? Cela fait plus de 60 ans que cela dure, trop c'est trop, cela doit cesser !

Lorsque les travailleurs sont confrontés à des licenciements, les épigones du marxisme sortent le mot d'ordre d'interdiction des licenciements, mais comme il n'est pratiquement jamais possible de les empêcher, lorsque les patrons sifflent la fin de la partie, nos philistins petits bourgeois se congratulent la conscience tranquille en ayant la certitude d'avoir fait ce qu'il fallait faire, tandis que les ouvriers sont virés sans pouvoir tirer le moindre enseignement de leur combat puisqu'il ne s'inscrivait pas dans une perspective politique révolutionnaire, il ne leur restera plus qu'à penser que le capitalisme est invincible et aller s'inscrire à l'ANPE.

On pourrait faire le même constat lorsque les travailleurs sont face à une privatisation ou une délocalisation de leur entreprise, sachant qu'aucune privatisation ou délocalisation décidée n'a pu être empêchée, rien n'y fait, nos philistins de service leur sortent accessoirement leur mot d'ordre de nationalisation, de préférence une fois que la privatisation a déjà été réalisée, mais comme leur mot d'ordre ne s'inscrivait pas dans la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs, cela revenait à laisser le soin à l'Etat bourgeois de gérer lui-même leur entreprise, à placer tous leurs espoirs dans la bourgeoisie au lieu de la combattre. Résultat pour la classe ouvrière et le mouvement ouvrier : nul, tout au plus ils pouvaient développer des illusions dans la capacité et la volonté de l'Etat de revenir un jour sur sa décision au détours d'une situation plus favorable, qui sait, l'espoir fait vivre... le capitalisme !

Les jeunes militants peuvent s'imaginer que ce que je viens de décrire est nouveau ou récent, pas du tout, tous les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers n'ont à ma connaissance jamais mis en oeuvre une autre politique.

Ne dites pas que cela n'aurait servi à rien, certes, on n'aurait pas pu davantage s'opposer victorieusement aux licenciements, aux privatisations ou aux délocalisations, mais au moins on leur aurait montré qu'il existait une issue politique pour les interdire, ce qui aurait permis de recruter des militants et de construire un parti. (A suivre)

Autre sujet.

Au fait, Sarkonapoléon ne devait-il pas remettre sur le tapis au mois d'octobre la question du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne ? La crise a explosé entre temps, il a autre chose à penser de plus urgent, on comprend ! En fait sur tous les fronts ils sont dans la merde ce qui nous réjouit.

Sur la crise. Ils ont eu raison d'organiser leur sommet un samedi lorsque les bourses sont fermées. On parlera peut-être plus tard du lundi noir ! Au fait, les traders ne bossent pas encore le samedi et le dimanche ?

Demandez le programme... circulez rien à voir

Le président du FMI, DSK (PS) a assuré que le sommet de Washington n'allait "*pas créer un nouveau traité international*", dans une interview publiée samedi par le quotidien britannique *Financial Times*. C'est un scoop !

Quant à la porte-parole de la Maison Blanche Dana Perino, elle a estimé samedi que le sommet du G20 devra dégager des idées communes, mais aussi "*réaffirmer l'engagement (du monde) sur les grands principes de l'économie de marché dont (les principes) d'économies ouvertes et compétitives, d'une expansion du commerce et d'un accroissement des flux de capitaux et d'investissement*". Que en voilà une excellente idée ! On ne le dira jamais assez, ils n'ont pas d'autre choix que la fuite en avant, ils sont cuits, mais pas encore carbonisés !

Il est peu probable que le FMI ou un autre organisme international puisse un jour remplir le même rôle que les Etats, par contre les banques centrales, notamment la BCE

Réflexion à haute voix sur la crise.

Si personne n'aurait pu prévoir que le capitalisme vivrait aussi longtemps, personne n'avait pu prévoir non plus par quels moyens il assurerait sa survie. On en connaît en partie les raisons sur le plan politique, les ravages commis par le stalinime après guerre, la renaissance de la social-démocratie pourrie grâce à la générosité de la bourgeoisie et le soutien de trotskistes, la dislocation de la IVe Internationale en 1952-53 puis l'adaptation de ses deux principales composantes au stalinisme ou au socialisme réformiste.

Sur le plan économique, beaucoup de choses ont été dites et écrites au cours des 63 dernières années. Force est de constater aussi que personne ne pouvait imaginer que le capitalisme se doterait d'instruments financiers capables de développer une crise aussi gigantesque que celle d'aujourd'hui. Pourtant, il ne les a pas inventés hier mais il y a au bas mot une dizaine d'années, on pourrait tout aussi bien dire deux décennies, et que ce processus s'est amplifié à partir de 1999.

Si vous avez lu les documents économiques que j'ai mis en ligne, vous avez peut-être comme moi constatés qu'aucun économiste n'allait au fond du problème posé par cette crise pour l'analyser. On pourrait en déduire que tous les chiffres qui nous sont fournis sont à prendre avec beaucoup de précautions, non pas qu'ils seraient erronés, mais parce qu'ils recouvrent une réalité que l'on ne soupçonne pas vraiment et qu'il sera difficile à déterminer avec précision.

On sait que sans le crédit et l'énorme endettement américain et mondial, la production serait à l'arrêt depuis plus de 35 ans. Sans remonter aussi loin, on peut se demander quelle proportion du PIB mondial est financé à crédit et que reste-t-il vraiment de la plus-value dégagée par la production industrielle. En restait-il au moins quelque chose une fois défalqués et payés les intérêts et la fraction de la dette? Si la réponse est négative, depuis combien de temps la plus-value produite ne suffit plus pour absorber le poids de la dette ?

L'endettement intérieur en France a atteint 3.656 milliards d'euros à comparer avec le PIB dont le montant en 2007 était environ de 1.892 milliards d'euros. Bien que la population n'ait jamais été aussi endettée, le décrochage entre le PIB et l'endettement n'a cessé de s'accentué ces dernières années. La preuve est faite que la solution à leur problème ne pouvait pas venir de ce côté là, pire, qu'elle remettait à terme en cause tout le système capitaliste. Et qu'ont décidé tous les gouvernements : creuser les déficits publics et acccroître l'endettement de la population et des entreprises, ils en rajoutent généreusement une grosses louches, ainsi, s'ils parviennent à sortir de cette crise, la prochaine fois ils périront écraser sous le poids des mesures qu'ils avaient pris pour sortir de la précédente.

Le temps joue contre eux, il est passé de notre côté, ce n'est pas le moindre des facteurs, j'ai a l'esprit qu'à chaque fois que le prolétariat a eu le temps de prendre conscience de ce qui se passait vraiment, par exemple lors du référendum de 2005 où la campagne a duré plus d'un an, il a fini par comprendre qu'ils voulaient le rouler et il a trouvé la bonne réponse. Ajoutons, que les maîtres du monde ne sont plus les seuls à avoir les cartes en mains, parce qu'ils sont impuissants à contrôler ce facteur qui jour en notre faveur.

Leurs affaires carburent à la confiance, elles ne tiennent qu'à cela, ils ne cessent de le répéter, ils faut donc tout faire pour leur laminer, pour laminer la confiance de la classe ouvrière dans le capitalisme, dans l'Etat, dans tout ce qui touche de près comme de loin à ce foutu système failli. Cessez de vous endetter, n'achetez que le minimum dont vous avez besoin, retirer votre argent des banques, annulez vos plans d'épargne, etc., coupez-leur l'herbe sous le pied, ne leur laissons aucun espoir de s'en sortir, comme disait Marx, le prolétariat n'a rien à attendre du règlement d'une crise par la bourgeoisie elle-même, par contre il est en droit de tout espérer s'il la règle par ses propres moyens.

Sachons profiter de la situation pour construire le parti.

Un éditorial très populaire sera en ligne demain, j'en ai écrit le brouillon sur les coups d'une heure du matin. Le genre de tract qu'aucun parti n'osera distribué aux travailleurs. Comment en partant de la situation actuelle, des revendications, poser concrètement le plus simplement du monde la question du pouvoir, proposer une orientation politique aux travailleurs, au lieu de tout faire pour les complaire dans le système capitaliste et soutenir le gouvernement. L'antithèse du réformisme bourgeois des partis ouvriers. Dites-moi à quoi a toujours conduit le regroupement de travailleurs sur la base de leurs revendications en dehors de toute perspective politique ? Regardez autour de vous : à rien, moins que rien, pire que rien !

Bonne semaine à tous.

Le 11 novembre 2008

Malgrè l'annonce d'un vaste plan de relance de 4 000 milliards de yuans (461 milliards d'euros) par le gouvernement chinois, Wall Street a encore terminé en baisse hier. Il faut dire que l'annonce de pertes records par plusieurs institutions financières américaines, la quasi faillite de General Motor et Ford, a de quoi leur plomber le moral.

Développer le gigantesque marché chinois pour donner un nouveau souffle au capitalisme, on en parlait déjà il y a quelques semaines. Cela va contribuer à amplifier à terme les contradictions du capitalisme. Une partie de ces 461 milliards d'euros va être versée aux entreprises sous forme de crédit, le reste ira au développement d'infrastructures en Chine.

Des économistes se sont réjouis un peu vite à l'annonce de ce plan, car rien ne dit qu'il aura un impact sur la crise actuelle, au contraire, j'ai plutôt l'impression que les autorités chinoises ont décidé de régler leurs propres problèmes intérieurs (sociaux notamment) sans s'occuper du reste du monde capitaliste.

Il faut dire qu'ils ont déjà perdu plus de 360 milliards de dollars pour avoir investi dans les institutions financières américaines véreuses sur les conseils du secrétaire américain au Trésor Henry Paulson, comme quoi quelque part les dirigeants chinois sont naïfs et manipulables, mais bon, chat échaudé craint la pluie.

Si Hu Jintao fera le déplacement au sommet de Washington dans 4 jours, rien ne dit qu'il acceptera de mettre la main au portefeuille pour venir au secours d'économies dont les dirigeants n'ont cessé de le traiter comme un ennemi à abattre.

L'unité affichée des dirigeants du vieux monde face à la crise n'est qu'une façade. Après que Tony Blair est devenu l'émissaire permanent de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, Gordon Brown a repris le flambeau dans le rôle de valet de Washington, sans se soucier de la concurrence du nabot, mais voilà qu'un autre prétendant au rôle de serpillère est entré en liste, Zapatero qui a réussi à se faire inviter au sommet du 15 novembre. Ah ces *socialistes* comme on les aime !

Je vous invite à lire le dernier document mis en ligne *border=0>Ajustement, mutation ou effondrement de l'Empire ?* car il fournit des informations intéressantes sur la place et le rôle de l'impérialisme britannique au côté de l'impérialisme américain. On en avait

déjà parlé un jour, mais il est bon de rappeler que l'aristocratie financière britannique est largement impliqué dans le Fed, et que la banque centrale américaine est en réalité une société mixte dans laquelle les banques privées occupent une place prépondérante. Rien que cela suffit à comprendre pourquoi les Etats-Unis sont gérés comme une vaste entreprise privée capitaliste.

Un autre sujet pour se détendre quelques instants.

La moitié du nabot, plutôt celle du bas que celle du haut, aurait signé une pétition sur l'égalité. Rien d'extraordinaire en soi, mais l'emploi du mot *égalité* m'a fait tout de suite penser à un parti se réclamant de la IVe Internationale qui se nomme *Parti de l'égalité*, et évidemment à ce qu'ont écrit sur le sujet Marx et Engels.

Ce n'est sans doute pas un hasard si de plus en plus souvent sur le plan sémantique les dirigeants du mouvement ouvrier et les représentants officiels du capitalisme empruntent les mêmes expressions et se réfèrent aux mêmes valeurs bien que sous un angle différent. Certains y verront là l'indice d'un complot organisé contre le prolétariat, d'autres la marque d'une simple collusion d'intérêts, d'autres encore le produit d'une simple faiblesse, ou encore un manque de discernement, de maturité politique, pour ma part je me bornerai à y voir un manque certain d'indépendance par rapport aux intérêts de la classe dominante et ses idées qui sont venues polluer leurs discours, gangrener leurs partis.

A force de s'adapter jusque dans les moindres détails au mouvement spontané des masses qui comprend une grande part d'inconscience, au lieu de leur proposer une perspective politique (révolutionnaire) pour favoriser le développement de leur conscience politique, on en arrive forcément à emprunter leurs travers, en l'occurrence à tout mettre sur un pied d'égalité.

Marx expliquait que pour bien faire le droit devrait être inégal puisque aucun individu dans la société n'est finalement égal ou identique à un autre, sur le plan morphologique ou somatique, psychologique ou mental, etc.

Instituer un droit égal relèverait de l'imposture et ne servirait en régime capitaliste qu'à masquer l'inégalité sociale sur lequel le capitalisme est fondé et qui se perpétue tout au long de son règne.

Le droit en vigueur dans un pays ne peut pas être supérieur à son développement économique. Le droit est taillé sur mesure sur les intérêts de la classe qui détient le pouvoir politique et économique. Pour qu'il soit respectueux des intérêts collectifs, mais aussi des intérêts particuliers de chaque individu, il faudrait que la majorité de la population détiennent réellement le pouvoir politique et qu'elle décide des lois qui doivent être appliquées, afin de veiller à ce que la diversité des besoins de chacun soit satisfaits.

Paradoxalement, seule une loi générale pourrait garantir le respect des intérêts particuliers de chaque personne, à partir du moment ou ce serait le bien-être de chacun qui guiderait les intentions du législateur, afin que nous puissions vivre les uns et les autres en harmonie et en paix.

Avant d'en arriver à une société débarrassée de la concurrence et de la compétition que se livrent les individus entre eux pour assurer leur survie, qui n'existera que lorsque le capitalisme ou l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu de la surface de la terre, nous serons obligés de passer par une étape intermédiaire pendant laquelle les inégalités demeureront bien qu'elles n'auront plus la même acuité qu'aujourd'hui, et il en sera ainsi tant que les classes sociales et l'Etat existera.

Quand le prolétariat aura pris le pouvoir, s'il ne sera pas possible d'éliminer toutes les inégalités sociales du jour au lendemain, compte tenu que le droit est à l'image du développement économique, en expropriant les 1824 propriétaires des grandes entreprises et en planifiant la production en fonction des besoins de la majorité de la population, nous nous donnerons les moyens d'élever le droit à un niveau supérieur, de telle sorte qu'il pourra davantage prendre en compte la situation de chaque individu.

A l'inégalité qui a pour origine les rapports sociaux d'exploitation, il faut associer l'injustice qui règne en maître dans la société actuelle. D'ailleurs, je pense que l'on ne devrait pas parler de l'une sans l'autre. Le droit égal en matière juridique constitue une injustice fondée justement sur l'inégalité existante entre un ouvrier et un patron par exemple. On nous juge avec les mêmes lois alors que nous n'occupons pas la même place à l'intérieur des rapports sociaux. Pour un même délit commis, la sentence devrait être supérieure pour un patron. Un crime s'explique par le désespoir, parce qu'on a perdu tout repère, parce qu'on a été poussé à bout dans le cas d'un ouvrier, dans celui d'un bourgeois, c'est davantage par vanité ou par cupidité qu'il agira dans un moment de folie, on ne peut pas mettre sur un pied les deux situations et les juger de la même manière, c'est pourtant ce que fait tous les jours leur société de merde. On peut combattre l'ouvrièrisme sans être borné pour autant.

Le combat pour des valeurs ou des principes pour autant qu'il est nécessaire doit s'inscrire résolument dans une perspective politique claire, sinon on risque de s'emmêler les pinceaux et de rendre service à nos ennemis en croyant faire le contraire.

Il n'est évidemment pas dans mon intention de nier que toute situation renferme des contradictions, même si souvent j'en privilégie un aspect seulement, généralement celui que je juge le plus important.

On ne peut pas imaginer que les termes d'une contradiction qui sont en opposition pourront trouver un développement au-delà

d'une certaine limite dans un cadre donnée sans le faire éclater.

Par exemple s'agissant de la démocratie dont on nous rebat les oreilles à longueur de temps. Elle existe, certes sous une forme atrophiée, mais elle existe quand même, on peut encore se réunir, fonder un parti, distribuer des tracts sur la voie publique, etc., sans risquer de se faire emprisonner. Maintenant, dans la société telle qu'elle est, il est impensable et il n'est pas souhaitable que la démocratie se développe au-delà de cette limite, et si la classe dominante le permettait, plus exactement la lutte des classes, ce serait pour mieux nous asservir et assurer la pérennité de son pouvoir puisqu'il n'existe aujourd'hui aucune raison de penser que nous pourrions la renverser demain. Davantage de démocratie en régime capitalisme se traduit par la collaboration de classes, une forme de corporatisme rampant qui ne veut pas dire son nom, la démocratie participative appartient au même registre. On ne peut concevoir un développement de la démocratie qu'une fois après avoir fait sauter le cadre contraignant du capitalisme qui l'emprisonne.

Pour le prolétariat et le mouvement ouvrier, le combat pour la démocratie aurait dû se limiter à la reconnaisance du droit de combattre ses ennemis dans un cadre défini par la loi. A partir du moment où légalement la classe ouvrière pouvait s'organiser, le reste aurait dû être uniquement son affaire. Autrement dit, chacun à sa place, d'un côté la bourgeoisie menant son combat avec les armes dont elle dispose pour perpétuer sa domination de classe, de l'autre, la classe ouvrière avec les siens pour préparer la prise du pouvoir. A la lecture de ces lignes, vous pourrez facilement vous faire une idée du degré de dégénérescence atteint par le mouvement ouvrier. Le passage du combat légal au combat illégal, la violation de la démocratie (bourgeoise) n'aura pas besoin de justification au moment de la révolution, puisque rien ne peut justifier l'existence du capitalisme et de l'exploitation. Osons dire que c'est le développement de la démocratie au-delà de ce qui était nécessaire à la classe ouvrière pour combattre la bourgeoisie, qui a pourri le mouvement ouvrier, vous pourrez ainsi juger à leur juste valeur les dirigeants qui n'ont que ce mot là à la bouche.

Ce serait trop long à développer ici, mais on peut dire que la République et la démocratie d'un côté, et le socialisme de l'autre, sont antinomiques, ou plus précisément, le combat pour la République et la démocratie annule ou neutralise celui pour le socialisme qui fait office de cinquiéme roue du carrosse ou de bonne conscience. Les deux premiers sont rivés et tournés vers le passé, tandis que le troisième demeure du domaine de l'hypothètique, les deux premiers existent concrètement bien que de manière très imparfaite, alors que le troisième relève davantage d'une théorie ou d'une idéologie que d'une science (dans l'esprit de la population) dont les bienfaits méritent encore d'être démontrés. Inutile de dire de quel côté penche l'aiguille de la balance. On appelle cela aussi tirer les masses en arrière.

On pourrait se livrer à la même démonstration en partant des améliorations des conditions d'existence du prolétariat, qui passées une certaine limite, se sont transformées en autant d'obstacles à son combat. C'est dialectique ni plus ni moins. S'agissant de ce problème particulier, on ne peut pas revenir en arrière ou refaire l'histoire, par contre ne pas corriger le tir une fois qu'on en a pris conscience, c'est tout simplement criminel, c'est nuire volontairement au mouvement ouvrier et l'induire sciemment en erreur. Inutile de préciser à qui profite le crime.

Corriger le tir, cela consiste pour commencer par rompre avec l'Etat et ses institutions, c'est rompre avec la bureaucratie syndical pourri, c'est sortir des organismes sociaux où ils cogèrent en fait leur destruction ou la liquidation de nos droits, c'est ensuite rompre avec l'idéologie réformiste bourgeoise, et finalement, c'est engager le combat pour chasser Sarkozy, liquider les institutions, pour résoudre la question du pouvoir. Corriger le tir, c'est tout mettre en oeuvre pour organiser la classe dans la seule perspective d'élever son niveau de conscience politique, afin de préparer les conditions de la prise du pouvoir. C'est construire le parti, un parti communiste.

La crise du capitalisme va peut-être précipiter les choses et remettre de l'ordre là ou nos dirigeants ont failli lamentablement, c'est notre seul espoir de nous en sortir, ce ne serait pas le premier paradoxe que l'histoire nous réservait. Prenons les choses telles qu'elles sont, telles qu'elles viennent, car c'est encore le meilleur moyen pour les transformer, à condition d'en avoir la volonté bien sûr.

Un dernier mot très bref.

Les infos en bref et l'édito seront prêts demain en milieu ou fin de journée seulement.

J'ai fait un peu de ménage dans les fichiers et actualisé quelques pages d'accueil, c'est un véritable bordel dans mon disque dur, j'ai encore 1400 dépêches à classer ! Vous m'excuserez les erreurs.

Le 12 novembre 2008

L'édito demain seulement, je viens de passer 5 heures uniquement à formater les infos économiques.

11 novembre oblige, hier soir sur TV5 Monde Asie, ils ont cru bon de nous servir deux films dont l'histoire se déroulait pendant

la première guerre mondiale.

Expérience profondément pénible et traumatisante pour tous ceux qui l'ont vécue, mais le dernier poilu s'est éteint l'année dernière, seule la mémoire reste. L'horrible boucherie impérialisme cautionnée par le Parti radical et la SFIO à de quoi révolter près d'un siècle plus tard.

J'ai eu à l'occasion une pensée au vitriole contre les libre-penseurs qui perpétuent à leur façon la collaboration de classes qui existera en 1914. Confrérie dans laquelle on retrouve des bonnes consciences issues de tous les partis du POI au Parti radical toujours prêts à s'unir contre la barbarie dont la plupart des partis étaient responsables ou partageaient la responsabilité. Tandis que cela donnera la nausée à Trotsky, Lénine préconisera de faire du travail dans les organisations à caractère religieuse, parce que c'était un moyen presque anonyme de rencontrer des ouvriers et de leur inoculer le socialisme, alors que sévissait une loi contre l'existence du mouvement ouvrier organisé, la clandestinité était de règle, ce qui n'empêchera pas une organisation très efficace de se mettre en place et de se construire. Nous n'en sommes même pas capables, alors que nous bénéficions de conditions plus favorables au premier abord.

Lénine ne préconisait pas aux militants de se défroquer devant les popes, il ne leur demandait pas de remplacer le programme de leur parti par le catéchisme, je le précise pour ceux qui penseraient qu'un républicain ou un démocrate valait bien un ouvrier croyant. Le catéchisme des parasites du mouvement ouvrier est à mettre depuis dans le même sac que celui du parti cadet. Eh oui, l'histoire avance ! elle est bien la seule, un clin d'oeil aux camarades qui disent à juste titre qu'on ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme en référence à Lénine.

Autre sujet.

Darcos encourage la délation en payant 200.000 euros une office privée qui sera chargé de repérer les sites Internet qui exiteraient ou pousseraient soi-disant les enseignants à passer à l'action, comme s'ils n'étaient pas assez grands pour décider eux-mêmes ce qu'ils veulent ou doivent faire ou non. Il s'agit de repérer les meneurs. Pour quoi faire au juste, les muter à Cayenne ? Il n'y a pas encore de camps de rétention pour les opposants au régime, disons que cela pourrait être un jour l'étape suivante si le pays s'embrasait ou qu'une révolution éclatait.

Ils sont vraiment tous aussi pourris jusqu'à la moelle dans ce gouvernement, de la graine de dictateur qui ne demande qu'à germer en se nourrissant de la situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer. C'est la mauvaise graine qui veut exterminer la vermine, la vermine c'est nous camarades, tous nos camarades enseignants. Cela donne un sens particulier à leur appel à l'unité nationale, réunir toutes les forces de la réaction pour être prêt à mater dans le sang s'il le faut une révolte ou une révolution.

Je ne délire pas, un journal de l'armée américaine a eu l'imprudence de faire paraître une information qui portait à la connaissance des Américains qu'une unité de commandos spécialisés dans la guérilla urbaine avait été rapatriée en urgence d'Irak pour renforcer le dispositif anti-émeute, car ils craignaient des émeutes violentes et incontrôlées dans les Etats du Sud qui sont largement peuplés d'afro-américains et les plus pauvres.

Quand on pense qu'il y a plus de 360 millions d'armes à feu en circulation dans le pays, on peut imaginer le carnage en cas de guerre civile. Les afro-américains pourraient avoir eu la mauvaise idée de croire qu'Obama pensait à eux, et finalement qu'il ne verrait rien à redire si le peuple noir se rappelait à son bon souvenir, alors qu'Obama n'en a rien à foutre.

Après la surprise viendra l'incompréhension, puis la colère, et enfin la violence du désespoir, une fois qu'ils se rendront compte qu'il n'y avait rien à attendre de ce côté là non plus, qu'ils avait été bernés et que leur sort ne pouvait qu'empirer, au mieux se stabiliser dans la pauvreté. Je le répète, l'hiver approche et il est rude aux Etats-Unis, comment vont réagir les millions d'Américains qui vivent avec leurs familles dans des tentes ?

Ce sont des pans entiers de la petite bourgeoisie qui vont sombrer dans le prolétariat. S'ils s'unissent et trouvent la bonne voie pour combattre ensemble le gouvernement, la construction d'un parti ouvrier peut aller très vite. Même au pays du dollar roi une nouvelle étape de la lutte des classes a sonné. On n'a peut-être pas de résultats concrets à présenter, par contre les conditions nous sont favorables.

C'est vrai qu'il va falloir se sacrifier, c'est ce qui effraie les petits-bourgeois et les intellectuels que la tiédeur de leur engagement va faire passer pour des complices du pouvoir en place. A ce que je sache, pour obtenir des droits civics équivalents au Blancs, les Noirs américains ont dû luttre au risque d'y laisser la vie et nombreux en sont morts dans des conditions atroces, par exemple jusqu'à être brûlés vifs.

Alors dès qu'on s'oppose à leur foutu plan de relance, ils ne comprennent pas, ils tombent des nus, à coup sûr ils me traitent de réactionnaires, si vous voulez je vous sortirais un jour des mails dans lesquels des cadres du PT-CCI me traitaient d'ennemi de la classe ouvrière pour moins que cela. Une chanson du groupe Scorpion disait *No pain, no gain*, tu n'auras rien si tu n'en chies pas, c'est comme cela dans leur société.

Ces militants ne vivent pas dans le même monde que nous, sinon ils sauraient que lorsqu'on n'a pas besoin de se poser de questions, on ne se donne pas la peine de réfléchir, surtout lorsqu'il s'agit de questions qui ne nous concernent pas directement. L'être humain est ainsi fait, alors que l'on ne nous raconte pas de conneries. Je gagne 2 ou 3.000 euros par mois et tout va bien pour moi merci, vous croyez franchement que ce genre de travailleurs va se mobiliser aujourd'hui ? Il est bien trop heureux de passer à côté de bon nombre de problèmes pour y penser, on verra cela un jour si le cas se présente, en attendant, vivons, et c'est vrai qu'il faut bien continuer à vivre, même les plus pauvres se le disent chaque jour, mais eux ils ne sont pas dans la même situation et ils haissent Sarkozy, les institutions et l'Etat, ils ont une bonne raison pour cela. Alors si à cause de la crise actuelle davantage de travailleurs en arrivaient à se le dire aussi, on ne s'en plaindrait pas. Assez d'hypocrisie ou d'ignorance, assez de leçons, gardez-les pour vos semblables.

Quand on est habitué à se priver en permanence, à souffrir au quotidien sans contrepartie ou presque, on ne craint pas de souffrir davantage, même si on n'a pas forcément l'espoir de s'en sortir soi-même. C'est quelque chose qui doit dépasser nos bonnes consciences qui voudraient soulager le prolétariat des misères que lui fait le capitalisme. Je peux même vous dire qu'au bout de quelques jours sans manger, on ressent une légère contraction au niveau de l'estomac, une douleur étrange qui n'est pas le fait d'un corps étranger, puis les jours passant, nos forces diminuent, la douleur est toujours là mais sans gagner en intensité et si on ne bouge pas on ne la ressent plus, c'est presque un bonheur de se sentir partir. J'ai testé il y a 17 ans lors de ma première expérience en Inde, quand j'ai été malade à crever, je ne voulais pas voir un médecin, j'ai attendu 15 jours avant de me réalimenter, je me demande bien pourquoi, j'étais si bien parti, j'aurais peut-être dû aller jusqu'au bout, bon débarras.

Une autre fois, en 1976, je vivais alors en France, je suis allé bosser alors que je n'avais rien mangé depuis trois jours. Des vertiges, des troubles de la vision, le peu de fric qu'il me restait m'a servi à acheter une tranche de jambon de 70 grs à mon chat, je m'en souviens encore parfaitement, je ne voulais pas qu'il en soit réduit à faire les poubelles, à la limite c'était à moi de les faire pour nous permettre de survivre mais pas à lui.

Je n'ai jamais changé, et si mes trois années passées à l'OCI ne m'ont pas laissé un souvenir impérissable, ce n'est pas grâce à cette expérience que j'ai repris le chemin du militantisme 20 ans plus tard, mais bien plutôt parce que je ne me suis jamais résigné à cautionner d'une façon ou d'une autre le vieux monde pourri. Vouloir améliorer le sort de la classe ouvrière sans lui proposer une issue politique, c'est le cautionner, je persiste et signe, et après avoir lu ce que je viens de vous raconter, vous pouvez être certains que je ne changerais jamais d'idée.

Le 16 novembre 2008

J'ai écrit ces lignes entre le 13 et le 16, j'ai hésité à mette cela en ligne, je me demandais si j'allais attendre la fin de l'année pour fermer le site. Je vous rappelle que j'ai lancé un appel à souscription jusqu'au 15 décembre pour financer le site. Il me faut entre 800 et 1.000 euros. Moi aussi j'en ai marre de casquer (et de me priver par la même occasion) et de faire le boulot en même temps. Personne ne m'a rien demandé, d'accord, je ne suis pas indispensable, d'accord. Chacun voit midi à sa porte, pas de problème, cela ne m'empêchera pas de vivre. Si un site acceptait mes textes, cela règlerait mon problème.

Mon problème ? Le même que beaucoup de travailleurs. Ma compagne Magueswary est en France depuis le début mars. Elle est logée gratuitement chez des Sri Lankais tamouls, elle doit vivre avec le RMI, 400 euros par mois, elle a la CMU. Elle a passé le contrôle médical de la Sécu, des allocs ou de la Cotorep, les médecins qui sont plutôt tatillons lui ont dit que sa situation était très sérieuse, plus sérieuse que je ne le pensais après l'implantation de deux prothèses (valves mécaniques) cardiaques, selon eux elle ne devrait jamais restée seule une minute, or elle vit seule. 400 euros par mois, c'est la misère, je ne sais même pas comment elle fait pour vivre. De mon côté, je ne peux pas lui envoyer de l'argent, j'ai moi-même à peine de quoi survivre en Inde, je me prive désormais absolument sur tout, y compris la nourriture. J'ai évidemment un train de vie très modeste, j'ai même renoncé à faire faire les réparations de la maison, le toit fuit, et bien il fuit, on verra cela plus tard ou jamais.

D'un autre côté, peut-être maladroitement, je n'en sais rien, j'ai essayé d'apporter des réponses à de nombreuses questions que se posent la plupart des militants. Franchement, je ne pense pas pouvoir faire davantage et je ne vois pas très bien sur quoi pourrait déboucher mon engagement politique. Ce n'est pas un échec, je ne m'étais donné aucun objectif en faisant ce site, tout juste alimenter la réflexion des uns et des autres, pas davantage. Donc finalement, je ne vois pas quel intérêt j'aurais à continuer, voilà. Cela ne change rien à mes idées évidemment. Puisque personne ne veut prendre le relais des idées que j'ai développées, restons-en là. Après tout, si vous estimez que le site ne vaut même pas quelques dizaines d'euros par an, j'en prendrai acte et je m'effacerai. Vous serez peut-être étonnés que je ne défende pas moi-même le site, je vous ai déjà dit que je ne le faisais pas pour moi, vous ne m'avez peut-être pas cru, tant pis, même quand je bossais et qu'un patron voulait me foutre dehors, je ne me défendais pas parce que je savais que c'était perdu d'avance dans une petite boîte, je ne suis pas du genre à défendre des causes perdues d'avance ou à m'illusionner sur la possibilité de changer les choses lorsque manifestement c'est impossible. Qui n'avance pas recule, c'est quelque chose que je sais et que j'ai toujours à l'esprit. Si je continuais le site sans rien apporter de plus, je stagnerais ou je reculerais, il faut donc en tirer toutes les conséquences et arrêter avant de donner raison à ceux qui me traitent de mégalomane. Vous me direz qu'on n'en a rien à faire de ce qu'ils pensent. Certes, je prendrai ma décision en fonction des réponses que j'aurai reçues et de l'argent que j'aurai collecté.

Sur ce, bonne continuité à tous.

La causerie rédigée du 13 au 15.

Le vers qui a pourri la Grosse pomme est éternel, foi de Bush.

Le capitalisme n'est "*pas parfait*", mais il est "*de loin le moyen le plus efficace et le plus juste de structurer l'économie*", a dit Bush avant-hier à New York. "Cette ville a été et sera toujours la capitale financière du monde", à ceux qui envisageaient de déplacer le centre de gravité du capitalisme mondial le message est clair.

On peinera en vain à trouver un parti ouvrier en France qui défend le socialisme avec acharnement comme les représentants du capitalisme défendent leur système, histoire sans doute de mieux faire comprendre aux travailleurs que le capitalisme est l'avenir de l'homme.

Faites-le dégorger, on se fait plaisir comme on peut au gouvernement.

La crise, "*Combien de temps cela va durer? On n'en sait rien parce qu'il faut que le système dégorge*", a dit Mme Lagarde sur France 2, dans l'émission "A vous de juger".

Avec des si on peut rêver.

"*Si le déficit commercial avec la Chine et les autres exportateurs asiatiques était réduit de 200 milliards de dollars (par an, ndlr), le PIB augmenterait d'au moins 300 milliards de dollars et environ 2 millions d'emplois industriels pourraient être recréés*", estime Peter Morici, professeur d'économie à l'Université du Maryland.

Allo, oui, il fait un temps de chien sur la Tamise, coupez !

En Grande-Bretagne, l'opérateur téléphonique BT a annoncé un plan social visant à supprimer 10.000 postes d'ici à fin mars.

La bourse ou la vie ? Non, la bourse c'est la vie !

A la Bourse du Koweït, les transactions ont été purement et simplement suspendues jusqu'à lundi à la demande d'un investisseur qui voulait limiter ses pertes et a obtenu gain de cause auprès d'un tribunal, une décision sans précédent.

Travailleur et pauvre, une nouveauté ?

Selon une étude publiée jeudi par le Secours catholique, de plus en plus de travailleurs doivent avoir recours à des associations caritatives pour vivre, parce qu'ils sont de plus en plus pauvres.

L'existence des travailleurs pauvres ne date pas d'hier.

Dans les années 1950-55, c'est ma grand-mère qui procurera chaque mois à mes parents le complément indispensable pour survivre, mon père était menuisier en bâtiment. Comme des rats, on vivra dans une pièce mansardée au 6e étage sans ascenseur ni cuisine ni salle de bain ni toiletttes.

Dans les années 70, ma grand-mère viendra tous les dimanches avec un panier alimentaire digne d'un jour de fête, en fait une partie du ravitaillement pour la semaine. Ma mère à l'hôpital pour un opération à la colonne vertébrale, ma grand-mère s'installera chez nous et sera stupéfaite de voir qu'on ne mangeait pratiquement pas de viande, peu de légumes en dehors des pommes de terre, peu de fromage, pas de fruits, peu de tout ou pas du tout, sauf ce qui cale l'estomac.

Dès 1972 ou 73, ma mère sera obligée pratiquement chaque fin de mois d'emprunter un peu d'argent à une de mes tantes vivant à côté de chez nous pour que nous puissions manger, elle la remboursait dès que mon père avait touché sa maigre paie. Paradoxalement nous partions en vacances en camping tous les ans ou presque, on emmenait la grand-mère, c'était elle qui payait en fait nos vacances. Et si mes parents avaient eu la mauvaise idée de m'envoyer dans des écoles privées que je détesterais toutes, ils payaient la scolarité avec l'argent du loyer qu'ils ne payaient pas puisque nous avions déménagé dans une maison en bois recouverte de goudron qu'un oncle avait mise à leur disposition moyennant 100 frs par mois (que mes parents ne payaient pas très souvent).

Les travailleurs pauvres ont toujours existé, mais personne ne s'en est jamais soucié, pas intéressant, sachant souvent à peine lire et écrire correctement, sans le sou, un peu rustre, incapable de se concentrer sur un sujet et dans l'impossibilité de se projeter

dans l'avenir, ils seront abandonnés ou livrés au curés, aujourd'hui aux imams ou aux oeuvres de charité, comme s'ils ne valaient guère mieux, à l'alcoolisme aussi, ce n'était pas le cas de mes parents par chance. Ceux qui se foutent de l'intérêt que leur témoignent les religieux et les associations sont des vrais cons, finalement ils valent encore moins qu'un curé.

Du fric à n'en plus pouvoir.

Des centaines de milliard d'euros pour les banques, des dizaines de milliards d'euros pour les entreprises, des dizaines ou des centaines de millions d'euros pour les petits-patrons du patron-pécheur à l'agriculteur (250 millions d'euros), bref, du fric pour les capitalistes petits, moyens et grands pour que le système perdure, normal nous vivons sous un régime capitalisme.

On s'en émeut à grands cris, c'est une connerie, une preuve d'inconscience ou d'un manque de maturité politique, car c'est normal que l'argent aille à l'argent, non ?

Un travailleur est tout juste bon à se faire exploiter, il n'existe que pour cela, c'est sa raison d'être. Un travailleur est une pompe à sueur et à profit et rien d'autre. Un travailleur, c'est quelqu'un qui a pour vocation de donner de l'argent aux patrons et à l'Etat, pas d'en recevoir sans rien faire. Un travailleur doit rapporter plus que ce qu'il ne coûte, donc c'est normal qu'ils ne lui versent pas un euro de plus.

Bush, Obama et tous les dirigeants de la planète sont notamment d'accord pour venir en aide aux classes moyennes, pas à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre, pas aux véritables et seuls producteurs, normal, non ?

On n'a donc rien à leur demander, rien à espérer ou exiger d'eux, sinon on entretient les illusions dans le capitalisme au lieu de le combattre. Les dirigeants du mouvement ouvrier savent s'y prendre pour manipuler les militants et soutenir le régime, ils utilisent un double langage pour que l'on ne comprenne pas leur véritable intention, mais elle apparaît de plus en plus clairement.
Ils préconisent les méthodes qui ont permis au capitalisme de se maintenir au pouvoir aussi longtemps. Ils surfent sur l'ignorance des masses (et des militants) qu'il flattent avant de s'en détourner, c'est ignoble, grotesque, tout ce que vous voudrez, après avoir pourri eux même le mouvement ouvrier, ils ont le bon rôle de dire ensuite : maintenant il faut repartir de ce qui est, de zéro, comme si le mouvement ouvrier et le prolétariat réagissaient comme un seul homme ou qu'ils étaient homogènes, une banale escroquerie en apparence, mais qui a des conséquences considérables puisqu'elle permet de justifier leurs partis tels qu'ils sont et leurs politiques de soumission au capitalisme et aux institutions.

Il y a une similitude entre leur méthode et celle des patrons qui disent : on a perdu tellement d'argent que l'on ne peut pas vous augmenter, sans dire bien sûr que ce sont eux qui ont dilapidé cet argent qui ne leur appartenait pas. On est tenté d'être d'accord avec eux au premier abord : s'il n'y a plus de fric, on ne peut pas en exiger, oui mais, car là aussi il y a un mais, c'est bien le capitalisme qui est responsable de cette situation, il faudrait peut-être se poser la question de l'empêcher de continuer son oeuvre destrutrice, sinon les patrons pourront nous ressortir la même chose lors de la prochaine crise et c'est encore nous qui paierons les pots cassés, comme toujours.

La méthode consiste à évoquer rapidement les causes d'un problème et à s'attarder sur les conséquences pour mieux faire oublier les causes, ainsi celles-ci ont encore de beaux jours devant elles.

Pour ce qui nous concerne, les causes de la situation actuelle sont faciles à identifier : les fondements du système capitalisme et les institutions politiques, l'absence d'un parti révolutionnaire. Et les partis, vous les avez oubliés ? Non, j'inclus la collaboration de classe des partis ouvriers dans les institutions et les appareils des syndicats dans le système capitaliste. Le capitalisme et les institutions sont liés par les mêmes intérêts, le parti révolutionnaire en a d'autres, ceux du prolétariat exclusivement. Il n'y a pas de parti révolutionnaire ou communiste dans ce pays, il n'y a donc pas de parti ouvrier indépendant de l'Etat, du capitalisme et des institutions, et si vous suivez attentivement la politique des différents partis vous vous en rendrez compte très facilement.

(quelques heures plus tard)

Je vais confirmer cette affirmation en en donnant une nouvelle preuve vérifiable et irréfutable.

On nous explique que tous les partis ouvriers ne seraient pas identiques. Il paraîtrait, et j'avais soutenu partiellement cette thèse récemment, c'était une erreur, que le rapport des partis à l'Union européenne permettrait de distinguer ceux qui soutiennent le capitalisme et ceux qui le combattent vraiment. Seul le POI prenant position pour la rupture avec l'UE, on était en droit de penser que ce parti se distinguait donc des autres. En réalité, vous allez comprendre tout de suite qu'il n'en est rien.

En effet, il y a un problème aujourd'hui, tous les partis sans exception : POI, PCF, LCR et LO défendent exactement les mêmes positions : les 360 milliards d'euros pour les banquiers, rien pour les travailleurs, ce n'est pas normal. Mais qu'est-ce que cela veut dire au juste ?

Une question au préalable : qui dit que ce n'est pas normal ? Les travailleurs voyons, grand bêta. C'est vrai que j'aurais pu

être complètement déconnecté de la réalité et ne pas savoir de quoi je cause du fin fond de l'Inde au XXIs siècle, les informations mettent autant de temps qu'un siècle plus tard pour arriver de France... Manque de bol, nous sommes tous informés en remps réel sur ce qui se passe aujourd'hui n'importe où dans le monde grâce à Internet et le téléphone.

Donc, si je comprends bien, les travailleurs disent ce n'est pas normal, et les dirigeants tels des perroquets répètent en coeur ce n'est pas normal, comme cela tout le monde est content et parle de la même chose, au même niveau, le plus bas. Ils collent aux masses les valeureux dirigeants, ils en ont besoin pour se donner un semblant de légitimité et que personne ne leur dise : mais vous n'écoutez pas les masses, au contraire mon bon monsieur, ils ne font que cela où ils essaient.

Et c'est là qu'est justement le problème, c'est qu'ils ne décollent pas du niveau d'ignorance ou d'inconscience des masses. Ils s'y complaisent, ils baignent dedans comme cela on ne pourra pas dire qu'ils sont coupés des masses. A tel point qu'ils sont complètement incapables de s'élever plus haut, d'aider les masses à élever leur niveau de conscience politique en leur proposant une issue à la crise du capitalisme.

C'est pas normal ? Qu'est-ce qui n'est pas normal ? Que Sarkozy verse des centaines de milliards d'euros aux banques, des dizaines de milliards aux patrons ? A quel parti politique appartient Sarkozy ? De qui était-il le candidat ? Quel était le contenu de son programme électoral ? Il est un dirigeant de l'UMP, le parti officiel de la bourgeoisie depuis 1958 (UDR-RPR-UMP), il était le candidat des capitalistes et son programme était destiné à leur donner satisfaction une fois élu. Qu'est-ce qui n'est pas normal là dedans ? Rien, tout est parfaitement normal. C'est dans l'ordre des choses que le représentant du capitalisme au pouvoir verse des milliards aux capitalistes grands et petits et pas un euro pour les travailleurs. Sarkozy est parfaitement dans son rôle, surtout qu'il s'y tienne et ne change rien.

Dès lors, que signifie prétendre que ce n'est pas normal ? Qu'il fallait s'attendre à autre chose de la part de Sarkozy ? Quelle illusion ! Ce sont les dirigeants qui les alimentent. Pire, qu'il faudrait encore en attendre quelque chose après qu'il a mis en oeuvre son programme ultra réactionnaire pendant un an et demi ? Quelle illusion criminelle ! Et les militants ou cadres ne se soulèvent pas contre cette politique réactionnaire ? Qu'on pourrait se débrouiller pour passer outre, par exemple en se mobilisant on pourrait obtenir quelques miettes de Sarkozy ? Pour qui ? Pour certaines catégories de la population tandis que la majorité resterait sur le carreau ? Et après ? Une partie des travailleurs auraient obtenu satisfaction, Sarkozy pourrait rester tranquillement au pouvoir ? C'est bien de cela dont il s'agit puisqu'aucun parti ne dit qu'il faut le chasser et liquider les institutions, c'est bien qu'ils sont tous d'accord pour faire avec. A quel moment la conscience politique des travailleurs pourrait-elle progresser dans la mesure où aucun parti ne leur propose une issue politique ? C'est la seule question qui vaut la peine d'être posée, on se fout du reste. La preuve est faite qu'il n'y a pas plus de politique indépendante que de beurre en branche dans aucun parti. J'ai encore un autre argument tout aussi cinglant à opposer aux dirigeants des partis ouvriers.

Vous savez tous maintenant que le capitalisme ne peut survivre que grâce au crédit, des Etats à la majorité de la population en passant par les grandes, moyennes et petites entreprises, tout le monde a recours au crédit et s'endette.

J'ai lu hier que 90% de la consommation reposait sur le crédit. Ce chiffre m'a paru excessif, mais finalement il n'a rien d'étonnant puisque la cavalerie financière ne date pas d'hier, les crédits souscrits il y a 10 ans ou plus, puis chaque année par la même population ou une autre partie de la population se sont additionnés, du coup, c'est l'ensemble de l'économie qui repose sur du vent si tout ce qui a été produit précédemment a été hypothéqué au fur et à mesure pour permettre au système de continuer de fonctionner, mieux encore, les biens hypothéqués ont fait l'objet de la spéculation, si bien qu'ils ont été hypothéqués plusieurs fois pendant que leur valeur chutait au lieu de monter, à l'arrivée l'économie entière ne repose plus que sur un îlot ridicule entouré de sables mouvants. (le lendemain) Je viens de lire que la consommation tire l'économie américaine à valeur de 70%, et évidemment elle repose sur le crédit, à hauteur de 140% des revenus aux E-U.

L'économie capitaliste, la production et la consommation repose sur le crédit. Si pour une raison ou une autre la consommation ou le crédit faiblit, s'est l'ensemble de l'économie qui risque de s'effondrer... Si le problème actuel c'est l'insolvabilité de millions de travailleurs, un plan de relance comme le réclame les dirigeants des partis ouvriers aurait la seule vertu de les rendre à nouveau solvables ou de permettre à ceux qui n'ont pas accès aujourd'hui au crédit de pouvoir y accéder demain afin que l'économie capitaliste continue d'exister comme hier. Et puis quelle aubaine, ils en seront que davantage enchaînés au capitalisme par le biais du crédit, cela les insitera à réfléchir à deux fois avant de se mettre en grève, ils devront même se plier au chantage de la baisse des salaires tout en travaillant plus pour éviter des délocalisations, etc., chouette !

Plus de salaire pour consommer plus à travers le crédit, pour produire plus, pour continuer à engranger plus de profits. Voilà le programme des partis ouvriers. Leur horizon ne va pas plus loin. Oui, mais plus de salaire et plus de profit, ça ne colle pas. Attendez, le capitalisme est mondialisé. Ce que demain on vous donnera en plus de salaire, c'est ce qu'un Chinois ou un Malien aura de moins demain, qui y pense, personne évidemment, on s'en tape. Regardez, le gouvernement distribue de l'argent à tous les patrons petits et grands et dans le même temps il avance sur le travail le dimanche, la démolition de la Sécu, etc. En Hongrie le gouvernement a décidé de supprimer le 13e mois des fonctionnaires et le blocage des salaires. Le plan de relance ne peut que diviser encore plus les travailleurs, ce que les uns recevront éventuellement, ce sont les autres qui le paieront. Gros ballot, il en a toujours été ainsi... En effet, sauf que là ce sont des dirigeants ouvriers qui s'en font les promoteurs et les complices, en quelque sorte ils expliquent aux représentants du capitalisme ce qu'ils doivent faire pour relancer la machine capiatliste qui est actuellement grippée. Est-ce leur rôle ?

Depuis que j'ai écrit ces lignes, j'ai lu un peu.Nos contradicteurs pourraient nous opposer l'argument suivant : En admettant qu'un plan de relance en faveur des travailleurs serait adopté, cela aggraverait à terme les contradictions du capitalisme, etc. Certes, de toutes façon, quoi qu'ils fassent ils ne pourront qu'aboutir à ce résultat là.

D'autre part, il faudrait peut-être faire la distinction entre les effets qu'aurait ce plan sur le capitalisme et ses contradictions, et la manière dont les masses le vivent. Car si un plan de relance ou l'accès au crédit leur permet de vivre comme avant, elles n'auront aucune raison de se mobiliser, c'est la première chose.

Ensuite, si c'est le capitalisme qui les tire d'affaire, pourquoi ne seraient-elles pas amenées à penser qu'il en sera toujours ainsi, que vaut dans ce cas-là notre discours socialiste qui repose sur l'effondrement du capitalisme (Rosa Luxemburg), comment pourrons-nous les convaincre de la nécessite de construire un parti pour préparer le passage au socialisme si finalement cette nécessité ne repose plus sur une base objective ?

Au lieu d'aider les capitalistes à s'en sortir, on devrait tout faire pour les en empêcher, or prôner un plan de relance va dans le sens des intérêts ponctuels des capitalistes qui craignent par dessus tout que la crise s'approfondissent et ne remette en cause les fondements de leur système économique.

Résumons. Pratiquement un plan de relance qui ne pourrait reposer que sur la relance du crédit irait dans le sens de l'aggravation des contradictions du capitalisme et préparerait déjà les conditions de la prochaine crise, donc théoriquement on devrait y être favorable compte tenu de cette perspective, mais sachant maintenant que sur le plan politique il ne favoriserait pas la prise de conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme par le prolétariat, il constituerait davantage un obstacle aux conditions nécessaires pour affronter la bourgeoisie et vaincre.

Quand on dit que les conditions objectives sont mûres et ont même commencé à pourrir pour le passage au socialisme, parmi ces conditions objectives pourries, il faudrait peut-être ajouter les conditions de vie de la majorité de la population qui se sont élevées nettement au-dessus du minimum nécessaire à la simple reproduction de la force de travail, et qui pour cette raison en est redevable au capitalisme et n'estime pas nécessaire de remettre en cause ce système puisqu'elle en tire encore des bienfaits non négligeables. Si l'on veut réellement tenir compte de l'état d'esprit des masses, ce n'est certainement pas en interprétant de quelle manière elles vivent le capitalisme à partir de l'interprétation qu'on en donne. Je peux acheter une voiture, je l'achète, point barre, la plupart des travailleurs, y compris les intellectuels ne pensent pas plus loin, c'est se faire des illusions ou c'est malhonnête de prétendre qu'ils raisonneraient comme je le fais ici. L'accès au crédit, outre qu'il leur permet d'avoir accès à des marchandises qu'ils ne pourraient pas se procurer autrement, est très souvent perçu comme une aubaine, alors que c'est exactement l'inverse qui se produit en réalité, mais ils en sont inconscients. Ils ignorent totalement que c'est uniquement grâce à ce moyen que le capitalisme peut survivre et qu'ils trainent toutes ces soufrances tout au long de leur vie. Ils font leur propre malheur par ignorance du fondement du capitalisme et le crédit à l'ultime avantage de leur masquer durablement.

AFP - 14.11. Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a rencontré vendredi à Washington des dirigeants syndicaux des pays du G20, avec lesquels il est tombé d'accord pour défendre les aspects sociaux dans la réponse à la crise financière.

Ah ben alors, si les dirigeants syndicaux et le FMI sont "*tombés d'accord*" pour défendre les intérêts des travailleurs, quel bonheur camarades ! Gageons que Bush et Sarkozy seront d'accord aussi ! Marc Blondel est le représentant de FO à la CSI, Marc Blondel a été placé à la direction de la Libre Pensée par les dirigeants du POI qui contôlent la LP. Marc Blondel n'a jamais défendu autre chose que le capitalisme tout comme Bergeron ou Mailly, j'entends sur le fond, l'essentiel.

"*Il y a eu un accord large sur le fait que la crise a eu des conséquences graves sur les travailleurs*", a ajouté l'institution multilatérale (le FMI). De son côté, le POI se prononce pour un plan de relance en faveur des travailleurs. Il n'y a pas là de contradiction, tout est dans l'ordre des choses. Vous avez dit indépendant ?

Au fait, qu'est devenue la pétition pour exiger une référendum sur le traité de Lisbonne ? Envolée, plus de nouvelles, à la poubelle. Ils vont peut-être nous en ressortir une autre sur la Sécu, la précédente a disparu de la même manière. Sur le traité de Lisbonne cela tombe bien, le pacte de stabilité a volé en éclats, quel dommage ! Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner a décidé comme un grand de verser des milliards aux banques, aux entreprises petites, moyennes et grandes, et l'Union européenne ne s'y est pas opposée ? Ah ben non mon brave monsieur, la France est encore un Etat souverain : Ah bon, mais on m'avait affirmé le contraire. On vous a fait croire n'importe quoi et vous l'avez cru, dites plutôt cela. Mais alors, tout ce tapage depuis 1992, c'était du pipeau ? C'était bidon, vous avez tout compris, Mitterrand, puis Chirac, puis Sarkozy était tranquille pendant ce temps-là. Vous avez enfin compris ? Non, alors c'est incurable !

Il y en aura pour tout le monde, normal, ils sont tous sur la même longueur d'onde. Le dernier numéro de Débat militant (LCR) fait référence à Engels. Et alors ? Rien, rien comme d'habitude : ce n'est pas une minorité mais une majorité qui devra prendre le pouvoir, pour cela il faut aider la conscience de classe du prolétariat (eux ils parlent du "monde du travail", une expression cher aux staliniens) à progresser. Mais dites donc, c'est bien cela ? Oui, c'est bien, à ceci près qui fait toute la différence entre le

marxisme et l'opportunisme petit-bourgeois, c'est qu'ils pensent s'y prendre sans proposer la moindre perspective politique, ils arrivent même à ne pas citer une seule fois l'Etat ou les institutions de la Ve République en 5 pages, un exploit non ? C'est peut-être une lacune ? Au bout d'un certain nombre d'années ce n'est plus une lacune, on appelle cela de l'incurie politique ou du révisionnisme lorsque l'on fait référence à Engels.

Prenez les deux derniers éditoriaux de Gluckstein (POI), soporifiques, psychasthéniques ! Par contre dans le n°20 d'Informations ouvrières en page 2, il y avait un article de Chaintron complètement délirant et irresponsable, dangereux même, personne n'a rien trouvé à y redire ? Je me demande parfois si on parle bien du même journal.

Il considère que ce serait bien si les étudiants devenaient profs le plus tôt possible. A 8 ou 10 ans ils vont déjà avec des couteaux dans les poches, à 12 ou 15 ans ils t'envoient chier proprement, et au-delà ils te menacent ou ils te cassent la gueule. Une française de mon village a son fils de 25 ans qui est prof d'histoire depuis deux ans dans un lycée de Clichy-sous-Bois (93), sa belle-soeur est instite dans une école élémentaire aussi dans le 93. Le premier n'en peut plus, il part le matin l'angoisse au ventre et quand il rentre le soir il lui arrive de tomber en sanglots, génial non ? La seconde est obligée de fouiller tous ses élèves le matin, car un jour il y en a un qui a sorti un couteau de sa poche en classe, elle flippe en permanence en craigant un accident.

Ce qui est dégueulasse, c'est d'envoyer des jeunes profs dans des quartiers difficiles, j'ai envie de dire avec la complicité des syndicats. Ma fille de 27 ans vient de faire sa première rentrée des classes, une classe de CM1 près de Toulouse. Lorsqu'elle a appris que pour son premier poste elle était envoyée dans une école au pied d'une cité HLM, elle a angoissé avant même le premier jour, normal.

La violence, les insultes, les bagares sont le lot quotidien dans de très nombreuses écoles, Chaintron l'ignorerait-il ou il s'en fout et il est complètement irresponsable (si je ne me trompe pas il était prof et il y a une tripotée de profs à la direction du POI) ? Envoyez un jeune prof dans une école aujourd'hui, sachant qu'il va atterrir forcément dans un lycée qui cumule tous les problèmes, c'est criminel, non ?

Il y a trois semaines environ j'ai vu un numéro de l'émission Envoyé spécial de France 2 qui avait trait justement à ce sujet. On a vu des profs réduits au silence, au bord de la crise de nerf, certains craquaient évidemment. Pour faire un cours, il faut attendre que la situation se stabilise un peu en classe, c'est délicat, il faut parlementer et se maîtriser, 20 minutes de perdues sur un cours qui dure une heure, en fait 50 minutes, car les élèves sont déjà dehors dans leur tête 10 minutes avant la fin du cours. 30 ou 34 heures de cours par semaine, près de la moitié de perdues à faire régner un semblant d'ordre dans la classe.

J'ai assuré les études dirigées de classes de 6e et 5é pendant un an et demi, et j'ai fait 2 remplacements en tant que prof de français à des élèves jusqu'en terminale au lycée français de Pondichéry l'année dernière. Rien de comparable avec la France, mais quand même, en 6e pas de problèmes ils débarquent au lycée, en 5e, ils se prennent déjà pour des grands, du coup il y en a qui foutent le bordel, ils te provoquent, bref il faut déjouer les pièges avec beaucoup de psychologie, en seconde et en terminale, ils sont proche du bac, ils bossent ou ils dorment, c'est plus tranquille, tu peux faire ton boulot sans qu'il soit saboté.

Le prof de Clichy-sous-bois prépare un doctorat d'économie si j'ai bien compris, il a hâte de se tirer de ce lycée qui est un vrai cauchemar. C'est dommage car c'est un bon prof, comme la plupart des profs, la première année il a réussi à ce que ses élèves de 5e exposent leurs travaux au musée du Louvre, et l'année suivante, il a obtenu des consoles de Sony pour toute sa classe, pour bosser l'histoire pas pour s'amuser, donc c'est un prof qui s'est vraiment investi pour essayer d'intéresser ses élèves à l'histoire. Dans le reportage dont je vous ai parlé, la journaliste a demandé à une prof de français si elle avait le choix, si elle choisirait d'enseigner dans un tel collège, visiblement elle était gênée pour répondre car elle n'y tiendrait pas, on la comprend ce serait du sado-masochisme.

Prof est devenu un métier à haut risque, très difficile, sans expérience, sans être blindé sur le plan psychologique, c'est l'enfer avec le risque de dérapage, de sanction, etc. Et il faudrait que des prof encore plus jeune ou particulièrement jeunes fassent la classe dans telles conditions ? On se demande sur quelle planète ils vivent au POI sans vouloir être médisant.

Le 19 novembre 2008

J'ai rétabli provisoirement la page d'accueil. Mieux que des statisques, en annonçant la fermeture du site, je voulais voir ce qu'avaient dans le ventre et dans la tête ceux qui se connectent sur le site, pas grand chose en réalité, ce qui confirme ce que je pensais depuis longtemps sans vouloir toutefois l'admettre.

La plupart des internautes se comportent comme des privilégiés qui estiment normal ce qui leur tombe dans le bec sans se donner la peine de réfléchir davantage. Ils ont adopté la mentalité kleenex de cette époque ou se comportent comme des enfants gâtés, inconsciemment bien sûr, il faut bien reconnaître que cela ne réclame pas beaucoup d'efforts, il suffit de se laisser aller tranquillement à son penchant naturel. Les idées de la classe dominante les guident jusque dans leur moindre geste quotidien sans qu'ils ne s'en aperçoivent voilà tout. Ne leur dites surtout qu'elles influent sur leur réflexion politique, c'est impossible

car ils savent forcément mieux que tout le monde de quoi ils causent, et si ce n'est pas eux, c'est leurs chers dirigeants qui n'ont jamais été foutus de les aider à comprendre par eux-mêmes comment fonctionnait le vieux monde pourri dans lequel nous vivons. Ce ne serait pas vrai peut-être ? Alors dites-moi un peu qui a osé poser devant vous un grand nombre de questions que vous ne vous étiez jamais posés. Vos cadres ou vos dirigeants ? Ils en sont totalement incapables, en dehors de leurs syllogismes qui ne leur servent qu'à endormir et conserver la maîtrise de leurs troupes, à quel moment ont-ils fait surgir chez vous des questions déterminantes ? Qui a osé émettre des hypothèses auxquelles personne ou presque n'ont pensé ? Qui a osé fournir des prévisions politiques sans craindre par la suite de devoir corriger le tir ? Vos dirigeants ? Ne me faites pas marrer, la veille du référendum du 29 mai 2005 ils se sont avérés incapables de fournir le moindre pronostic, les preuves existent et chacun peut le vérifier. Environ un an avant j'avais annoncé la victoire du non en France, comme j'ai annoncé celle du non en Irlande deux semaines avant le référendum, etc., etc.

Par contre, j'avoue que j'avais traité avec légèreté la crise actuelle du capitalisme, je m'étais fier une fois de plus, une fois de trop, à ce que j'avais lu dans *Informations ouvrières*, on ne m'y reprendra plus, je préfère me fier désormais aux économistes bourgeois qui savent au moins de quoi ils causent et s'ils ne vont pas au bout de leurs analyses, ce qui est tout à fait normal compte tenu de leur position, j'aurai qu'à me débrouiller pour combler leurs lacunes, si je n'en suis pas capable, je le dirai carrément. J'ai reçu une éducation politique très dogmatique quand j'étais à l'OCI, on pratiquait volontiers le culte de la personnalité, je traine cela comme un boulet, je m'emploie dorénavant à m'en séparer.

Contrairement à ce que l'on pense souvent, il ne suffit pas de lire et d'étudier des ouvrages savants pour progresser. Que vaut une analyse délivrée après coup ? Pas grand chose à vrai dire puisque ce n'est pas vous qui l'avez produite. Que vaut une analyse qui soit-disant intègre les orientations du capitalisme si on ne vous explique pas sur quelles hypothèses elle repose ? Rien ou presque. Vous ne voulez tout de même pas qu'on vous révèle sur quoi reposent nos analyses, car vous pourriez devenir trop intelligents ou vous posez des questions auxquelles leurs auteurs n'ont pas pensé ou pour lesquelles ils sont incapables de fournir des réponses. Vous connaissez beaucoup de dirigeants qui vous expliquent comment ils en sont arrivés à certaines conclusions ? Qui étudient systématiquement et publiquement chaque hypothèse, n'en rejettent aucune avant de l'avoir épuisée, etc. ? Faites donc le tour des formations politiques et des sites Internet, j'attends votre réponse.

Quant on vous mâche le boulot, vous n'apprenez rien, c'est ce que j'ai déduit de ma propre expérience. On n'apprend quelque chose qu'à partir des difficultés ou des problèmes que l'on rencontre, car ils nous obligent à nous poser des questions pour en comprendre l'origine et essayer de les résoudre. Si on ne se donne pas la peine d'apprendre à penser par soi-même, ce n'est pas nous qui parlons mais quelqu'un d'autre à notre place. Et penser par soi-même demande un effort quotidien face à chaque situation nouvelle, ce n'est pas quelque chose d'acquis, c'est quelque chose qui se travaille inlassablement et dont on ne verra jamais le bout.

Il y a ceux qui sont sûrs d'avoir toujours raison, et qui, lorsqu'ils entreprennent de vérifier un de leurs arguments, au mieux ils se contentent en fait de les présenter sous un angle différent, ils se leurrent eux-mêmes et vous trompent, et il y a ceux qui prennent la peine de tout remettre en cause et de tout revérifier systèmatiquement une énième fois, quitte à réviser leurs positions s'ils s'aperçoivent qu'ils se sont trompés quelque part ou qu'un élément nouveau déterminant est intervenu et nécessite de revoir notre copie. J'appartiens à la seconde catégorie, et je vous avouerais franchement que ce n'est pas facile à assumer, car on peut être amené à changer plusieurs fois de positions en fonction de la profondeur de notre réflexion, ce qui peut être facilement mal interprété et peut passer pour de l'opportunisme.

J'en ai strictement rien à foutre de ce que l'on pense de moi, dans la mesure où je pense suffisamment de mal de moi et qu'il serait difficile d'en rajouter. Un rappel pour ceux qui ne le saurait pas. J'ai été pris d'effroi lorsqu'en 2001 je me suis rendu compte que j'avais cessé de militer pendant 20 ans. J'aurais très bien pu me dire : maintenant que ce qui est fait est fait et qu'il est impossible de rattraper le temps perdu, tu t'es laissé dévoyer par cette société en ne t'occupant que de ta petite personne misérable, à quoi bon faire l'effort de renouer avec ton passé puisque ces 20 dernières années te colleront toujours à la peau. Au lieu de choisir la facilité, j'ai choisi la voie la plus difficile. Je me suis relancé tête baissée dans le militantisme, c'est la raison pour laquelle j'ai soutenu le PT au départ, sans trop réfléchir il faut bien le dire. Mais en même temps, je ne pouvais pas essayer de comprendre pourquoi les choses s'étaient passées ainsi, j'ai eu la très désagréable impression que toutes ces années s'étaient passées à mon insu, sans que je l'aie vraiment décidé, l'horreur quoi. J'étais si sûr de moi jusqu'alors que je me suis senti minable, vidé.

Du jour au lendemain, je me suis retrouvé totalement en porte-à-faux, ma situation en Inde ne correspondait plus du tout avec les idées politiques avec lesquelles j'avais renoué, j'avais l'impression qu'un long rêve venait de s'achever. En même temps, il m'était impossible de faire marche arrière sur le plan matériel, je me voyais mal retourner en France et m'inscrire à l'ANPE tout en vivant à l'hôtel. J'avais à l'esprit que j'avais quitté la France non pas pour me dorer la pillule au soleil, mais bien parce qu'une énième fois j'avais perdu mon boulot, et en avançant en âge les choses ne pourraient aller qu'en s'aggravant puisque je n'avais jamais pu supporter l'humiliation que nous font subir les patrons ou les petits chefs de merde, ce n'était pas demain la veille que je le supporterais davantage. C'est uniquement cette faiblesse de ma part, que je n'ai jamais réussi à corriger, qui m'a conduit à rester en Inde bien que je n'avais plus aucune raison d'y demeurer. Loin d'être privilégiée, ma situation est bien plutôt peu enviable.

Voilà en quelque mot pourquoi j'en suis arrivé à faire ce site Internet, afin de pouvoir participer au combat politique avec mes

modestes moyens. Alors il est vrai que si je fermais le site, je n'aurais plus aucune activité politique ce qui me causerait un réel problème. Je pourrais toujours m'en sortir par une pirouette, les prétextes ne manquent pas pour fermer le site, mais en même temps ils ne manquent pas non plus pour continuer le travail que j'ai entrepris. Je ne voudrais surtout pas donner l'impression que je le continue pour me faire plaisir ou y trouver un avantage personnel, car ce n'est pas le cas. D'ailleurs ce serait me faire un procès d'intention de l'affirmer, puisque personne n'est obligé de se connecter sur le site, encore moins d'adhérer aux idées que je développe, je fais même tout ce qui est en mon pouvoir pour empêcher les militants de partager mes idées sans les avoir vérifiées eux-mêmes au préalable.

Vous savez, parfois on se dit des truc en apparence banals, par exemple, lorsqu'on évoque le fait de *couper les cheveux en quatre*, on a à l'esprit ce que cela signifie en amont, on se pose plein de questions, on passe en revue un tas d'hypothèses, etc., mais on ne pense pas forcément au travail qu'il va falloir faire avec toutes ces réponses collectées, pour peu que l'une d'entre elle soit en contradiction avec nos propres affirmations et c'est remparti pour un tour, il faut tout revérifier une nouvelle fois. Allier l'empirisme à la dialectique est sans aucun doute le meilleur moyen d'obtenir de bons résultats, mais quel boulot ! Quand on commence à sentir que là haut cela commence à fumer, on est proche du but en général.

Cela doit devenir la vocation du site de mettre en oeuvre cette méthode. J'ai l'impression d'avoir voulu trop en faire et de m'être épuisé pour rien puisque finalement je n'ai reçu le soutien que d'une poignée de militants. Il faut dire que j'ai tout fait pour me rendre peu sympathique aussi aux yeux des militants. Vous auriez peut-être préférés que je modère mon langage, que j'évite les vulagarités dans mes causeries, que je me la joue plus intellectuel pour donner plus de poids à mes arguments, mais si j'avais agit ainsi ce qui était tout à fait possible, je vous aurais trompés, je ne sais pas si vous y avez pensé un instant. J'ai peut-être peu de moyens pour faire ce site, mais je dispose quand même du matériel linguistique qui m'avait servi pour mes cours universitaires des sciences du langage (niveau maîtrise), par chance il a échappé au tsunami, rien de plus facile que de consulter un dictionnaire des synonymes par exemple, de faire davantage attention à la concordance des temps, les dépêches de presse sont affreuses sur ce plan-là, etc. Je préfère vous livrer un travail aux contours imparfaits qu'une copie sortant d'un moule parfait mais dont le contenu l'est beaucoup moins. Je ne suis qu'un homme, un ouvrier, un militant qui essaie de penser par lui-même - sinon il n'y a ni indépendance ni liberté, plutôt qu'une machine à rabâcher sans cesse les mêmes choses, d'ailleurs je serais le premier à m'en lasser, c'est un truc de névrosé profond.

Pour ce qui concerne la souscription, ma proposition demeure valable, tout ce que je vous ai dit sur ma situation et celle de ma compagne est rigoureusement exact. Un camarade m'a envoyé un mail à ce sujet, je le mettrai en ligne avec ma réponse. Ce sera plus motivant pour moi de continuer le site si des camarades y participent financièrement, politiquement ce serait bien ou mieux, je veux récolter environ 1.000 euros sur un an, j'ai reçu un premier chèque de 80 euros d'un métallo CGT, un camarade routier s'est engagé à participer, à vous de voir.

Vous m'excuserez de n'avoir pas actualisé les autres rubriques, je dois encore réfléchir à ce je vais faire, je ne peux plus continuer à ce rythme de dingue, c'est pire que l'activisme que j'ai dénoncé, comme quoi !

Pour vous faire passer le temps en attendant, quelques questions à creuser :

Pourquoi les partis ouvriers ont-ils fait l'impasse sur les conséquences pour le mouvement ouvrier des moyens mis en oeuvre par les dirigeants de ce monde pour tenter de juguler cette crise ?

Pourquoi entendons-nous parler des monnaies tous les jours, mais pas de l'or

Plusieurs pays (Pologne, Hongrie, Ukraine, Suède, etc.) de l'UE ont manifesté leur empressement à adhérer à l'euro, dans quelle perspective s'inscrit cette démache au regard du dollar ?

Sur quoi repose l'économie japonaise, alors que le déficit de l'Etat atteint plus de 180% de son PIB, que le taux directeur de la banque centrale japonaise est à 0,3% ?

Certains économistes ont parlé d'une monnaie unique mondiale, dans quelles conditions cela pourrait-il être possible ? Qu'est-ce qui pourrait s'y opposer ?

Le sommet de Washington a accouché d'une souris apparemment, même les Bourses ne s'y sont pas trompés, alors comment cette crise peut évoluer ?

Personne n'aurait pu prévoir une telle crise, pas même Marx, d'autre part, dans les années 30 ils ont résolu la crise par une guerre mondiale, du coup nous n'avons jamais vécu dans le passé une expérience comparable à celle que nous vivons aujourd'hui, le système capitaliste peut-il s'effondrer au-delà de ce que Marx avait prévu ou au contraire les remèdes d'hier suffiront à faire repartir la machine capitaliste ?

Si le capitalisme réussissait à surmonter cette gigantesque crise en faisant chauffer à blanc la planche à billets, de sorte que

ses conséquences en seraient atténuées sur le prolétariat, si tel était le cas, il faudrait peut-être admettre qu'ils pourraient procéder de la même manière lors de ou des prochaines crises, du coup, l'un des fondements du socialisme ne disparaîtrait-il pas par la même occasion, la perspective du socialisme ne serait-elle pas une utopie, ne faudrait-il pas revoir alors entièrement notre copie ?

Le niveau actuel du capitalisme mondial repose-t-il sur un véritable développement, autrement dit, ce développement correspond-il à une valeur réelle (acquise) ou repose-t-il plutot sur une évaluation hypothétique des profits que la spéculation en attendait ?

Par exemple, vous imaginez une usine flambant neuve en Chine, vous vous dites, le capitalisme se développe en Chine, bien, mais si cette usine a été financée avec des crédits spéculatifs sur la base des profits qu'elle devrait rapporter plus tard et que quelques années après du fait de la crise ces profits ne se réalise pas, du coup, le capital que représente cette usine, il existe ou il n'existe pas, cette usine a-t-elle véritablement la valeur qu'on lui prête ou au contraire elle n'en a aucune ?

General Motor vaut-elle encore un dollar alors qu'elle cumule 70 milliards de perte ?

Les monnaies dont-elles totalement déconnectées de l'or ?

Le 1,4 millions de milliards de dollars des produits dérivés correspond-il à du capital réel ou du capital fictif, cet argent existe-t-il vraiment et si oui d'où peut-il bien sortir ?

Pourquoi Bush, Sarkozy et les autres dirigeants insistent-ils tellement pour laisser l'aristocratie financière faire son business ?

Pourquoi le marché financier est à la fois la planche pourri du capitalisme et son seul recours pour tenter de résoudre cette crise ?

Sur quel facteur le capitalisme financier peut-il agir pour relancer la machine capitaliste ?

Pourrait-on imaginer qu'une crise conduise à l'effrondrement total du capitalisme au point d'entraîner une paralysie de l'ensemble de l'économie à l'échelle mondiale, précipitant les conditions de la révolution socialiste internationale, scénario que Marx ne pouvait pas prévoir ?

Le capitalisme s'est imposé à l'échelle mondiale, mais s'est-il véritablement développé à l'échelle mondiale et de quelle manière sur les différents continents ?

L'Afrique et une grande partie de l'Amérique latine, n'auraient-elles pas aujourd'hui le statut de colonies économiques des puissances capitalistes, à l'instar de l'Inde à l'époque de la domination britannique ?

Endettement record des Etats, taux d'intérêt des banques centrales à zéro, crédit au particulier trop cher, travailleurs endettés et/ou insolvables, production au ralenti ou arrêtée, en surproduction permanente, marché saturé, salaires trop faibles pour relancer la consommation, baisse de la consommation mondiale, baisse du prix des matières premières, récession mondiale, profits à venir incertains, augmentation des conflits sociaux dans tous les pays, comment un nouveau développement du capitalisme pourrait-il être encore possible dans de telles conditions ?

Ce sont quelques questions que je me suis posés les derniers jours, j'ai la réponse à la plupart d'entre elles, reste à mettre de l'ordre dans tout cela avant de sortir une analyse globale de la situation et de déterminer avec le plus de précisions possibles dans quelle direction s'oriente le capitalisme. Je n'ai pas évoqué la lutte de classe, elle sera omniprésente dans les mois et années à venir, on peut le prédire sans crainte de se tromper. J'y ai accordé moins d'importance ici parce qu'elle découlera directement du cours de la crise. On verra cela dans quelques jours.

Un mot quand même, un extrait d'une dépêche de Reuters d'hier.

"Invité de France 2 mardi matin, François Chérèque a affiché sa satisfaction devant les progrès enregistrés dans les discussions entre la direction de la SNCF et deux organisations syndicales, la FGAAC (Autonomes) et la CFDT, qui selon lui illustrent son appel au dialogue.

Les négociations portent sur un projet de décret modifiant les conditions de travail des agents de conduite du fret et leur avancée a permis de reporter de trois jours la grève prévue à partir de mardi minuit.

"Si le gouvernement reprend les éléments de cette négociation dans un décret, vraisemblablement les cheminots renonceront à faire grève et on aura fait la démonstration à la SNCF qu'il vaut mieux négocier que faire grève", a dit le secrétaire général de la CFDT, soulignant la "modernité" de la démarche."

Inutile de commenter.

Le 20 novembre 2008

Je n'ai pas le temps de bavarder, vous trouverez en ligne ma réponse à un second courriel reçu d'un ex-camarade de l'OCI-PT. Dans ma réponse j'aborde largement la crise actuelle du capitalisme et je fournis quelques indications sur l'orientation que pourrait prendre le prochain développement du capitalisme, s'il parvient à surmonter la crise actuelle, tout dépendra uniquement de la mobilisation révolutionnaire des masses...

En page 11 du n°23 d'*Informations ouvrières* on peut lire ceci : "*La vérité, c'est qu'aucun des « grands de ce monde » réunis à Washington n'est capable d'endiguer la crise, qui n'est autre que la crise mortelle du régime de la propriété privée des moyens de production.*", voilà une affirmation pour le moins légère.

D'abord rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que le capitalisme pourrait être victime d'une "*crise mortelle*", sans préciser que seule une révolution socialiste pourrait mettre un terme à son existence, cela laisse entendre qu'il pourrait mourir de sa belle mort, disparaître tout seul, si tel devait être le cas, pour que cette perspective soit pertinente, faudrait-il encore l'étayer pas des arguments, or le POI n'en fournit aucun, c'est la première chose, voilà encore me semble-t-il un effet d'annonce sans lendemain comme les publisciste bourgeois ont l'habitude d'en pondre tous les quatre matins. Le POI n'étant pas un parti qui combat pour la révolution socialiste, il est bien mal placé pour évoquer cette possibilité, on comprend l'embarras dans lequel se sont placés eux-mêmes les dirigeants de ce parti qui se proclament communistes internationalistes.

Ensuite, au lieu de rabâcher que les capitalistes n'ont pas trouvé les moyens "*d'endiguer la crise*", il serait peut-être bon d'expliquer aux militants et travailleurs quelles pistes ils pourraient exploiter demain pour tenter d'y parvenir. Se contenter de constater ce qui se passe sous nos yeux n'apporte pas grand chose à la compréhension de la situation, mais cela suffit pour un parti qui finalement n'a toujours pas décidé d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République.

De fait, Gluckstein est passé maître dans l'art détourner les masses du gouvernement, il écrit dans son éditorial : "*De fait, sur un plan politique, tous ces mouvements de lutte de classe tendent à converger vers un point unique : l'abrogation des directives et du traité de Maastricht, la rupture avec cette Union européenne re - jetée par toutes les couches de la population.*", admirer le tour de passe-passe, le "*point unique*" contre lequel doivent converger "*tous ces mouvements de lutte de classe* ne pourrait être le gouvernement ou les institutions, mais l'Union européenne, alors que la même Union européenne a déclaré que la politique mise en oeuvre pour faire face à la crise dépendait dans chaque pays de la responsabilité de leur gouvernement respectif.

La fin de cet éditorial est aussi insipide et aussi creux que les deux précédents, il appelle à "*l'élection d'une Assemblée constituante souveraine par laquelle le peuple prendra en main son avenir et se donnera les moyens d'un plan de sauvegarde des intérêts de la population*" réussissant le tour de force dans la situation actuelle de ne pas citer une seule fois le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, son seul objectif, une fois adopté "*un plan de sauvegarde des intérêts de la population* " sera bien d'assurer la préservation du système capitalisme, c'est moi qui l'ajoute, comment pourrait-il en être autrement sans renverser au préalable le pouvoir politique en place ?

L'issue de la crise est contenue dans cette unique question : comment créer les conditions politiques qui permettront au prolétariat de prendre le pouvoir ? Certainement pas en évitant de la poser.

Vous voulez vous faire une idée plus précise sur le POI et savoir de quoi leurs dirigeants sont capables pour tromper les militants, voici un élément qui devrait alimenter votre réflexion.

Vous vous souvenez peut-être encore que la résolution présentée par le Comité Confédéral National de Force Ouvrière les 9 et 10 octobre 2008 avaient été adoptée à l'unanimité, donc y compris par les cadres ou dirigeants du POI (voir l'article dans le site intitulé *Pour FO le capitalisme est éternel… avec la bénédiction du POI !*).

A peine 3 semaines plus tard, dans sa lettre électonique du 5 novembre Mailly nous faisait part des propos qu'il comptait tenir à Sarkozy avant qu'il s'envole pour le sommet de Washington :

"*Comme revendication, nous aurons notamment mis l'accent sur:*

– renforcer le rôle des organismes internationaux (FMI – Banque mondiale – OMC) pour imposer comme critères le respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et des normes internationales du travail., autrement dit la direction de Force Ouvrière que soutient inconditionnellement le POI compte sur ces institutions au service du capital pour faire respecter les droits de l'homme, les principes de la démocratie et défendre les droits des travailleurs, au moins les choses étaient très claires. Insupportable pour un militant ouvrier !

Claude Jenet, l'un des bureaucrates de FO et secrétaire national du POI écrit ceci cette semaine (page 2) en donnant une leçon au PS, vous avez le droit de vous marrer :

"*Depuis quand le capitalisme aurait-il, comme finalité, la satisfaction des besoins de l'humanité, le respect des droits de l'homme et le souci de l'intérêt collectif ?*". Très fort n'est-ce pas ? C'est se foutre royalement des militants ou je ne comprends rien. Ne dites surtout pas que le POI joue double jeu, on va vous traiter de calomniateur, sauf qu'avec cette preuve sous le nez, ce sera difficile de vous lancer une telle accusation.

On ne peut pas laisser indéfiniment des dirigeants tout dire et tout faire et son contraire au nom des intérêts de la classe ouvrière et du socialisme, aucun argument ne permettra jamais de le justifier.

Dans la vie se faire passer pour ce qu'on n'est pas est assurément malhonnête et peu enviable, dans le cas d'un parti c'est encore plus grave, car l'intention de nuire est manifeste et ne peut pas être anodine ou sans fondements. A vous maintenant de vous posez la question de savoir quelle peut en être l'origine et la nature, si vous cherchez bien dans le site, vous devriez trouver des éléments pour vous aider à répondre à cette question.

Voilà une bonne raison pour soutenir politiquement et financièrement le site *Lutte de classe*.

Le 23 novembre 2008

L'inquiétude porte sur le fait que la récession, que beaucoup d'analystes voient s'aggraver dans les prochains mois, continuera d'entraîner les prix à la baisse, frappant de plein fouet des secteurs tels que l'immobilier ou l'automobile et contribuant à alimenter une spirale descendante. C'est ce qui est déjà en train de se produire. Même la Suisse va entrer en récession, le pays des banques ! Le pays de l'or blanc, blanc comme la neige et de tous les blanchiments via le secret bancaire.

Moins de crédit et de travailleurs solvables se traduit par une baisse de la consommation qui entraîne à son tour une diminution ou un arrêt de la production se traduisant par plus de chômage et encore moins de pouvoir d'achat, donc encore une baisse de la consommation qui tire les prix inexorablement vers le bas. La production et la consommation baissant, les profits attendus fondent au soleil, du coup il y a plus de risque à placer son argent sur un marché de plus en plus incertain et dont les réactions sont imprévisibles et anarchiques. Wait and see doit être la devise de nombreux investisseurs qui se demandent quand la descente aux enfers va s'arrêter. On pourrait leur répondre quand on vous pendra, mais on va passer pour des barbares ou de furieux extrêmistes. Et pourtant !

A propos de l'immobilier, j'ai entendu avant-hier soir aux infos sur TV5 Monde Asie que les prix avaient éte divisés par deux dans les Emirats Arabes.

En Russie, ils viennent d'arrêter les travaux de la plus haute tour en construction dans ce pays faute de liquidés et de crédits. Par ailleurs, des promoteurs immobiliers proposent des remises déjà de 20% sur le neuf, mais selon des économistes russes cela ne suffira pas à relancer ce secteur d'activité. Je vous propose d'écouter l'un d'entre eux qui décrit assez bien la situation.

Pour Barry Schumaker, expert du secteur immobilier à la banque Uralsib, l'annonce des remises chez Donstroï va être suivie par les autres sociétés du secteur durant les "*six à neuf mois à venir*", et ce qui devait être une promotion de Noël deviendra finalement la norme.

"*Toutes les sociétés qui ont un gros stock d'invendus vont devoir faire ça. Ca fait deux mois que rien ne se vend, et les compagnies ont désespérément besoin de liquidités*", relève l'expert, qui prévoit aussi des "*banqueroutes*".

Car les sociétés de construction, portées par les crédits faciles et un boom sans précédent dans l'immobilier durant les années 2000, se sont largement endettées pour profiter d'un marché en pleine expansion.

"*A un moment donné, elles seront mêmes prêtes à vendre à perte si leurs dettes commencent à vraiment les menacer*", prévoit M. Schumaker.

D'autant que les acheteurs potentiels soit "*n'ont pas assez confiance en l'avenir pour acheter un bien immobilier maintenant*" soit, compte tenu des conditions actuelles, "sont intelligents et attendent que les prix baissent. (AFP 21.11)

La confiance, tout le monde en parle, et dans le mouvement ouvrier, vous en avez entendu parler, est-ce que ce sujet a été abordé par nos vaillants dirigeants, sous quel angle ?

Il n'est pas inintéressant de revenir sur cette question qui est souvent citée comme l'élément clé de la situation, mais sous un autre angle.

Confiance et inconscience marchent ensemble. Eux, ils parlent de la confiance du marché, des investisseurs, de l'aristocratie financière, nous, nous pensons plutôt à la confiance des travailleurs dans le capitalisme qu'il faut les aider à briser. Cette confiance est le produit de l'ignorance qu'ils doivent vaincre, le produit des rapports sociaux d'exploitation qui les a rendu étranger au produit de leur travail qu'ils doivent se réapproprier. Une fois qu'ils en ont pris conscience, tous les discours du monde sur les bienfaits du capitalisme tombent à l'eau. On mesurera ici la nécessité d'expliquer aux travailleurs sur quels fondements repose le capitalisme.

Confiance de la force que représente le prolétariat, la majorité de la population, sa légitimité à revendiquer le pouvoir repose sur quelque chose de bien matériel et palpable. C'est lui qui produit et assure le service après-production jusqu'aux consommateurs, du début de la chaîne au dernier maillon, c'est le prolétariat qui fait tourner la société, mais à aucun moment il n'est maître des tâches qu'il exécute, tout le problème est là.

Les capitalistes sous des formes diverses, patrons, PDG, actionnaires, etc., sont des parasites, des sangsues qui se nourrissent de la sueur de notre labeur, ils s'enrichissent sur notre dos, mais ne servent strictement à rien.

Demander ou exiger un plan de relance en faveur des travailleurs ne peut se traduire que d'une seule manière dans la tête des travailleurs : le capitalisme est légitime.

La mobilisation dans l'unité pour les revendications économiques ou sociales est un moyen pour la classe de manifester sa puissance, d'en prendre conscience, de faire naître un espoir, puis de chercher un moyen pour qu'il se matérialise, d'où la nécessité de proposer aux travailleurs une issues politique, car c'est uniquement sur ce plan-là que réside l'issue à la crise.

On ne peut pas avancer quand on n'a pas de perspective politique.

On n'avance sur aucun plan et c'est normal, ni sur celui de la conscience de classe des travailleurs, ni sur la question de la construction du parti, tout au plus les partis ouvriers sont devenus des syndicats qui par l'intermédiaire de leurs militants font pression sur les dirigeants syndicaux, il existe une telle connivence entre les deux que de nombreux militants finissent par en être totalement dégoûtés et finissent par cesser le combat.

Un militants du POI m'avait écrit en substance que l'on ne pouvait pas aller plus loin (sic !) sur le plan politique parce que cela ne correspondrait pas à l'état d'esprit des masses. Il n'a pas dû se rendre compte qu'il reprenait l'argument favori des staliniens qui n'ont jamais tenu un autre langage pour justifier leur capitulation devant la bourgeoisie. Ou encore celui de Bernstein.

Cet argument contredisait ce que nous avions défini comme le devoir de l'avant-garde : ne pas réduire notre politique à l'immaturité politique des masses, mais au contraire leur proposer une perspective politique pour favoriser sa maturation, pour regrouper les pans du prolétariat en rupture avec le capitalisme ou qui avaient commencé à se poser des questions sur le capitalisme qui est à l'origine de tous leurs maux.

On en revient toujours à la même discussion : faut-il définir une ligne politique en partant du principe (erroné) que la classe serait homogène, auquel cas, comme la grande majorité baigne dans un océan d'inconscience, notre ligne politique ne franchira pas le niveau des revendications immédiates, le parti que nous construirons devra se contenter de s'adapter à cette situation sans remettre en cause le gouvernement en place et les institutions, autrement dit, il sera un parti réformiste bourgeois conduisant fatalement à une impasse politique, ou faut-il au contraire définir une ligne politique qui parte du niveau de conscience le plus élevé atteint par des éléments encore isolés de la classe ouvrière mais qui seront de plus en plus nombreux au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifiera, pour pouvoir les recruter dans un véritable parti communiste, tout en sachant qu'ils contribueront à travers leur intervention dans la lutte des classe à entrainer à son tour le reste du prolétariat dans le combat, en partant évidemment des revendications économiques et sociales mais en les inscrivant dans la perspective d'en finir avec le régime ?

Doit-on favoriser l'aspect inconscient qui prédomine chez les masses en leur proposant une politique qui ne sort pas du cadre du régime actuel, ou doit-on favoriser l'aspect de plus en plus conscient qui se dessine chez des milliers de travailleurs et jeunes, en leur proposant une perspective politique qui les conduit à penser leur avenir et la société au-delà du cadre de ce régime ? Réformisme bourgeois ou communisme.

Comme l'expliquait très bien Rosa Luxemburg, nous sommes tous réformistes, mais il y a deux sortes au moins de réformistes, ceux qui conçoivent les réformes dans le cadre du capitalisme, concrètement ils en sont réduits à demander ou exiger du gouvernement bourgeois (ou à l'Union européenne) qu'il réalise ses réformes, et ceux qui à l'opposé, les conçoivent dans la perspective du renversement du pouvoir politique en place, considérant que ce qui a été arraché ne constitue qu'une infime partie des besoins de la classe ouvrière que seule une révolution permettra de satisfaire une fois qu'elle aura conquis le pouvoir politique.

Ces deux conceptions du combat politique sont incompatibles et inconciliables, elles l'étaient déjà autrefois du temps de Marx et Engels, elles le furent au cours des 63 dernières années, elles le sont aujourd'hui et le seront demain. Les alchimistes du réformisme bourgeois ne nous ferons jamais croire que l'on pourrait transformer le plomb en or. La dialectique consiste à observer de quelle manière les rapports évoluent et se transforment dans la nature, chez l'homme ou à l'échelle de la société, et non à les violer pour justifier ou légitimer une ligne politique opportuniste.

Entre nous, s'il fallait attendre que les masses soient prêtes pour poser la question du pouvoir politique, on attendrait longtemps, et si on attendait qu'elles la posent clairement directement, là on risquerait d'attendre indéfiniment, et si malgré tout cela pouvait se produire, on se demande bien alors pourquoi on devrait construire un parti. C'est une nouvelle fois donner raison à ceux qui prédisent qu'un jour ou l'autre le capitalisme se transformera en socialisme par la force des choses, autant aller se coucher tout de suite !

Autre chose.

Trichet (BCE) a fait observer qu'il fallait distinguer la déflation, qui se caractérise par une baisse générale des prix mais aussi notamment de la masse monétaire, de la désinflation qui est un simple ralentissement des prix à la consommation, sans se prononcer sur la situation actuelle. Quand il parle de la mass monétaire, il devait parler de la masse monétaire en circulation qui a fortement baissé.

En Chine, le gouvernement a appelé la police à faire preuve de retenue dans son exercice de maintien de l'ordre en cas de grogne sociale.

Le ministre de la sécurité publique, Meng Jianzhu, a ainsi demandé à la police de rester "*pleinement consciente des défis apportés par la crise financière internationale*" et d'éviter les "*mesures excessives lorsqu'elle est face à des incidents de masse*".
Ces déclarations du ministre, jeudi dans le quotidien China Daily, interviennent dans un contexte social tendu, alors que se multiplient les manifestations d'ouvriers licenciés dans le sud et l'est du pays. En début de semaine, après deux jours d'émeutes dans le Nord-Ouest, des milliers de personnes ont été dispersées par la police.

En Inde, l'industrie textile indienne, deuxième plus grande source de devises du pays, va perdre un demi-million d'emplois d'ici avril 2009 en raison de la crise financière mondiale, a déclaré le secrétaire au commerce, G.K. Pillai, à la presse.

Le secteur du textile représente 20% de la production industrielle indienne et plus de 30% des recettes d'exportation du pays, selon les chiffres du gouvernement.

Les exportations indiennes ont augmenté de plus de 30% au cours du premier semestre de l'exercice, mais la demande a chuté en raison du ralentissement de l'économie mondiale.

De son côté, le ministre des Finances, P. Chidambaram, a exhorté les entreprises indiennes à réduire les prix pour éviter le maximum de pertes d'emplois. (AFP 21.11)

Ils nous saignent à blanc et baignent dans la luxure, les prolos doivent finir par l'avoir à l'esprit en permanence jusqu'à en gerber, voici qui devrait les dégoûter un peu plus du capitalisme.

Côté moralisation du capitalisme qui a du plomb dans l'aile, souhaitons au passage que l'altermondialisme suive la même courbe que la bourse ces derniers mois, bonne nouvelle, le salon "Luxury, please" vient d'ouvrir ses portes à Vienne.

Les visiteurs pourront admirer le "*sac à main le plus cher du monde*", une pièce unique, d'environ dix centimètres sur vingt, en platine pur serti de 2.182 diamants, le tout représentant 200 carats et pesant 800 grammes, signée du créateur japonais Ginza Tanaka. Par contre, il sera déjà trop tard pour la Ferrari F599 vendu 304.100 euros, elle a déjà trouvé un fortuné acquéreur.

"*On vend moins de petits objets pas trop chers, mais les grandes commandes on en a toujours*" pour décorer des avions, des palais ou des villas dans le monde entier, précise Johanna Vanicek, propriétaire d'une maison de décoration d'intérieur entre les mains de sa famille depuis 288 ans. (AFP 21.11) Cela donne à réfléchir, non ? Le vieux monde qu'il faut balayer quoi !

Côté morale toujours, l'allié naturel de toutes les dictatures et donc des voyous de l'aristocratie financière vient de vomir sur notre classe un document de sept pages à propos de la crise du capitalisme, vous aurez reconnu le Vatican bien sûr.

"*La dimension éthique de l'économie et de la finance n'est pas quelque chose d'accessoire mais quelque chose d'essentiel et doit être toujours prise en considération pour poursuivre des dynamiques économiques et financières correctes, clairvoyantes et porteuses de progrès*", conclu le Vatican dans un document publié dans son quotidien, l'Osservatore Romano, daté du dimanche

23 novembre.(AFP 22.11)

Si on ne le savait pas déjà, maintenant on le saura, il y a forcément une "*dimension éthique*" dans le fait que plus de deux milliards de travailleurs et leurs familles vivent dans la pauvreté, qu'ils y en aient qui soient réduits à fouiller dans vos poubelles ou s'entre-tuer pour survivre. Quel "*progrès*", quel avenir merveilleux pour l'humanité en effet ! Quel cynisme !

"*La doctrine sociale de l'Eglise, avec la riche variété de ses principes moraux, peut et doit apporter sa contribution*" à la résolution de la crise actuelle du capitalisme, ajoute le Conseil pontifical.

La nature sociale de ces "*principes moraux*" porte un nom : le corporatisme. Que le Vatican se propose de "contribuer" à l'imposer confirme seulement que sa vocation a toujours été de soutenir en toutes circonstances le capital contre le travail, y compris lorsque des dictateurs détiennent le pouvoir.

C'est normal que le Vatican monte au créneau pour défendre le capitalisme au moment où les travailleurs du monde entier sont portés à en contester la légitimité. Comme absolument rien ne peut justifier l'exploitation, l'Eglise tente de justifier son existence en décrétant qu'elle n'est pas incompatible avec des "*principes moraux*", ceux de la classe des exploiteurs auxquels la population devrait se soumettre.

Pas besoin de "*clairevoyance*" pour comprendre à quoi et à qui peut service l'obscurantisme dans lequel toutes les religions tentent de maintenir tous les peuples. L'exploitation d'une classe par une autre depuis que les classes existent a toujours été le ciment ou la raison d'être qui unissait le sabre et le goupillon, il n'y a aucune raison que cela change, tel est le message du Vatican.

Un dernier mot à propos de la souscription au site (causerie du 17.11)

Voici où nous en sommes : 80 euros de Paul, 50 de Luc. 70 de Philippe, 40 de Simon.

Je vous mets un extrait du mail que j'envoie à un de ces camarades.

L'histoire de la sousciption, c'est parce que j'ai de moins en moins de fric pour vivre donc je ne veux plus être le seul à casquer pour le site. Les militants me croient ou non, c'est leur problème. Je vais te donner un autre élément.

La femme qui bosse chez moi à mi-temps ou le plus souvent à tiers-temps ou moins, c'est ma voisine, veuve d'un pécheur avec trois filles de 18 à 12 ans. J'ai passé son salaire de 1.200 à 2.000 roupies, c'est 3 ou 4 fois plus qu'un salaire normal ici, mais elle ne peut pas vivre avec 1.200 roupies (20 euros) et 2.000 c'est encore la pauvreté, mais bon je ne peux pas faire plus (en réalité je lui achète régulièrement des trucs en plus, ça me fait chier d'en parler, merde !). Je la vois tous les jours, je pense à ses gosses évidemment, c'est un cas de conscience que l'on peut pas évacuer d'un geste du bras, j'en suis incapable, je suis désolé la misère est partout, j'ai les deux pieds dedans sans na connaître c'est terrible à vivre pour moi.

Une association a construit des maisons pour chaque famille sur un terrain appartenant au village à 300 mètres de la mer après le tsunami. Ces maisons sont minuscules, 25m² maximum divisés en 3 pièces, donc impossible de faire la cuisine dedans, donc chacun a installé la cuisine dehors derrière sa maison, protégée par des feuilles de cocotiers ou des matériaux de récupération. Mais avec la mousson, comme ils ont construit les 52 maisons en laissant à peine deux mètres entre chaque maison et qu'ils ont contruit deux rues en ciment, l'eau de pluie s'écoule de chaque côté et l'espace qui fait office de cuisine est inondé. Jayalakshmi m'a demandé si je ne pouvais pas faire quelque chose pour qu'elle puisse obtenir une bouteille de gaz et un réchaud car la situation est vraiment insupportable.

Quelques heures plus tard j'ai profité d'une accalmie pour aller à Pondichéry là où j'ai un contrat pour le gaz. Le patron m'a dit qu'il fallait attendre janvier, une histoire de quota institué par le gouvernement, bref, je lui demande combien coûterait l'inscription, il m'a répondu 4.000 roupies, cela comprend la première bouteille de gaz et le réchaud. L'après-midi je raconte cela à Jaya, mauvaise nouvelle, mais bon, surtout le prix, elle baisse les yeux, comme font les gens quand ils sont accablés par quelque chose contre lequel ils ne peuvent rien faire, immédiatement je la rassure, je lui ai dit que je lui paierai sans qu'elle ait à me rembourser, j'avais déjà pris la décision avant.

Ce que je veux te dire Luc par là, c'est que je ne peux pas faire face à ce genre de situation et assumer seul le coût du site, 4.000 + des dizaines de milliers de roupies c'est pas possible, de mon côté je me démerde pour donner les 4.000 rs à cette femme et d'un autre côté les militants se démerdent pour financer le site. On a des cas de conscience terrible ici, j'ai conscience d'être terriblement favorisé par rapport à Jaya et ses gosses, c'est dégueulasse la vie que leur réserve la société, alors parfois je décide de soulager leur malheur, car être miséreux est un malheur au quotidien, c'est tellement injuste, barbare, pas besoin de parler de guerre pour voir que la barbarie frappe des milliards de gens de notre classe.

Je ne distribue pas mon fric non plus, ne t'inquiète pas, l'argent des camarades ne servira pas à soulager la misère en Inde, elle me permettra seulement d'en mettre moins de ma poche dans le site pour pouvoir occasionnellement aider une famille

indienne pauvre. Ce n'est pas parce que je vais moins casquer pour le site que je vais aller craquer 200 ou 300 roupies au resto par exemple, j'achèterai peut-être un poulet à 100 roupies qui me fera trois ou quatre repas (ou moins car je le partage souvent avec Jaya et les gosses), j'en suis réduit à tout compter, pas en euro, en roupie, l'euro divisé par 60, c'est pour cela que j'ai voulu dire stop, je ne peux plus et je ne veux plus payer seul pour le site.

Je rajoute que l'on peut très bien se passer de ce site, moi le premier. Je n'ai pas l'habitude de ce genre de démarche et je ne sais pas trop comment m'y prendre. Je ne partage pas la mentalité de la plupart des militants, mais bon chacun est comme il est. Maintenant, il est vrai que pour faire avancer les choses, ces mentalités doivent aussi progresser, laisser faire ou ne rien dire pourrait être interprété comme de la complaisance ou une faiblesse de ma part, en même temps je ne veux pas être trop rigide, j'ai pensé à une autre solution, crypter la plupart des documents de telle sorte que seuls soient accessibles à tous les documents de l'année précédente, les militants jugeraient si cela vaut le coup ou non d'investir dans le site.

Au 22 novembre il y a eu exactement 2157 visites au total, 1417 visites uniques, il faut diviser ces chiffres par 2 ou 2,5 pour avoir une idée du nombre réel de visites. 5 militants en comprenant un autre camarade que je dois recontacter sur 700 (en France), c'est ridiculement faible. Les camarades n'ont pas à craindre qu'un jour je révèle leur identité à qui que ce soit.

Par anticipation, bonne semaine à tous, ici, la mousson a repris de plus belle, orage, coup de vent violent, coupure de courant à répétition, tiens une petite histoire pour vous montrez à quel point on peut être con s'en s'en rendre compte.

Depuis 6 ans à la même époque la pluie passe sous la porte du premier étage et on se retrouve inondés. Pour limiter les dégâts, en vain, je calfeutrais avec des chiffons, en vain, une fois imbibés d'eau. La semaine dernière un jeune de mon village vient à la maison, on discute, je lui parle de mes soucis, il me dit "mais vous n'avez pas mis des sacs plastiques cela arrête l'eau". Je me suis dis quel con je suis avec les chiffons, je n'ai même pas pensé aux sacs plastiques, et dire que j'ai refait les mêmes gestes stupides depuis 6 ans. Je vous avouerais que cette pensée ne m'a pas quitté depuis, mieux, j'en ai tiré un formidable enseignement, je me suis dit que je devrai une fois de plus réviser toutes mes positions par crainte d'avoir commis une grosse erreur quelque part, involontairement.

Ce garçon s'appelle Sudhakar, un de mes anciens élèves à l'Alliance française, il n'est peut être pas très fin, mais pour moi quelle leçon d'humilité ! Je comprends que pour lui le sac plastique a révolutionné sa vie, mais quand même, moi qui ne cesse de maudire sur ces putains de sacs plastiques que l'on retrouve jusque dans les arbres, je n'ai aucune excuse. Il est venu ce matin, je lui ai fait un bon café et je lui ai expliqué (en français) la crise le plus simplement possible pendant une heure pour le remercier de son conseil, je lui dois bien cela !!!

Je n'ai pas trouvé le temps d'aborder ce sujet, on connaît dorénavant la composition de l'équipe Obama à quelques postes près : au fait, c'est bien Obama qui a été élu ou Clinton ? Ah c'était juste pour rouler les travailleurs noirs américains et avoir la paix ? Une mauvaise blague qui va mal tourner.

Le 24 novembre 2008

J'interviens un peu tard dans la journée parce qu'on n'a eu du courant que quelques heures dans la journée et comme hier j'ai bossé en utilisant la batterie de secours, ce matin à 9 heures j'ai été obligé de fermer l'ordinateur car elle était complètement déchargée. Au moment où je vous écris il est 20h11 et il y a une nouvelle coupure.

Du coup ce matin j'ai repris le stylo. C'est marrant, je ne sais pas pour vous, mais moi je me sens moins stressé que devant l'écran, avec l'écran on s'attend toujours à voir apparaître quelque chose.

J'ai pris le temps hier soir de lire le texte de Simon, l'ex-militant de LO. J'en reparlerai ailleurs si j'ai le temps, il pèche par excès selon moi, je ne veux pas le juger, on ne se connaît pas, je comprends sa démarche et je crois avoir compris que l'on partage les mêmes préoccupations. Sa citation de *Que faire ?* de Lénine m'a mis l'eau à la bouche, du coup j'ai relu de larges passages de cet ouvrage. A cette occasion, et un peu par réaction au texte de Simon, je me suis dit qu'il fallait être extrêmement prudent quand on utilise des citations, car bien des positions défendues à l'époque par Lénine sont indéfendables aujourd'hui.

On peut s'inspirer de la trame laissée par Lénine, mais on doit inventer tout le reste en fonction de l'évolution de la société. J'avais moi-même commis l'erreur sur un autre sujet, dans un texte où je justifiais la position du PT sur la République en citant largement *L'Etat et la révolution* de Lénine, alors qu'en réalité le contexte était totalement différent, et malheureusement je n'en avais pas tenu compte, c'était une grosse erreur, ensuite j'ai corrigé le tir. Par soucis d'honnêteté je l'ai laissé dans le site.

Dans bien des cas, les objectifs à atteindre pour le mouvement ouvrier qui étaient présentés autrefois comme des avancées sur la voie du socialisme se sont transformés en leur contraire du fait que l'étape suivant n'a jamais vu le jour, finalement ils ont davantage profité aux ennemis de la classe ouvrière. Le suffrage universelle et le parlement devaient être un moyen de nous

compter et une tribune pour exposer publiquement nos idées, ils servent davantage à la collaboration de classes qu'à populariser le socialisme. Les améliorations de la condition ouvrière devaient constituer les prémices du combat pour arracher (tout) le pouvoir aux capitalistes, elles n'ont servi qu'à mieux asservir le prolétariat au capitalisme. Le capitalisme d'Etat devait servir à montrer la voie à suivre pour en finir avec la propriété privée des moyens de production, il n'aura servi finalement qu'à diviser le prolétariat et à assurer la stabilité de l'Etat et du régime. On pourrait encore continuer longtemps cette liste. Le marxisme devait nous servir de guide, il est devenu un dogme entre les mains des dirigeants du mouvement ouvrier, avant d'être abandonné, vous voyez, je ne charge pas la barque.

Pour lire *Que faire ?* aujourd'hui, il faut avoir une perception globale, mondiale, internationale de la situation pour l'interpréter correctement ou en respectant l'esprit qui s'en dégage, la mettre en pratique, c'est-à-dire militer, car le léninisme c'est avant tout le militantisme qui s'oppose à l'attentisme, l'engagement, le contraire de la résignation. C'est sans doute stimulant de lire *Que faire ?*, à condition de savoir prendre le recul nécessaire pour l'aborder, on peut facilement se piéger soi-même et se méprendre sur le sens que l'auteur a donné à son propos, sur ce qu'il a voulu dire ou exprimer. Je ne dis pas cela pour Simon, car ma critique aurait porté sur un autre passage que sa citation de Lénine. Il ne faut pas être trop rigide, et la flexibilité ne soit pas se transformer en élastique ! C'est tout un art en vérité. On a encore du boulot à abattre avant de le maîtriser.

Vous pouvez sans risque lire *Anti-Dühring* d'Engels, vous y verrez pousser la petite graine, et si vous avez des potes écologistes cela fera l'affaire, Engels était un des maître de la dialectique et de la stratégie (militaire aussi). Pour lui la lutte des classes, c'était la guerre des classes, comme pour Marx, puis Lénine et Trotsky.

En 1902, Lénine disait : notre ennemi à abattre c'est le tsar et le tsarisme, alors que le prolétariat n'avait aucun droit d'expression politique, les militants étaient pourchassés, emprisonnés, exilés, il fallait oser le dire ,d'où son exil à Londres et d'autres pays en Europe. Ils étaient vaillants et courageux nos dirigeants à cette époque lointaine, audacieux et rigoureux, fermes et flexibles, c'était la quintescence du léninisme. Ils osaient là où nos dirigeants sont timides, timorés.

J'ai suivi sur Internet l'actualité sociale en France, la mobilisation des enseignants et des lycéens a été un succès, 20 à 25% des profs et instits sont descendus dans la rue pour manifester contre le gouvernement.

(je corrige ce qui a été écrit après, une manif de l'enseignement est prévue le 10 décembre. A suivre.)

Ils auraient fallu continuer dans la foulée ou se fixer une date rapprochée pour lancer la grève générale illimitée de l'ensemble de l'Education nationale. A la place, les bureaucrates syndicaux prévoient une action de masse courant janvier ! Briser l'élan, la dynamique qui s'enclenchait, l'épreuve de force où les grévistes et manifestants exigeraient la démission de Darcos, impossible à lâcher sauf à capituler, ce qui serait une cinglante défaite pour Sarkozy, tout mais pas cela, on a tant besoin de lui en ce moment ! Dans la foulée, il aurait été possible de pousser plus loin ou de passer à la phase politique proprement dite, pour exiger la départ, la démission, le renvoi de Sarkozy et son gouvernement, de tout concentrer contre le pouvoir pour le faire tomber. Et s'il n'était pas possible de mettre en oeuvre cette politique, elle ressortait quand même de la situation et correspondait à une orientation correcte, axée sur le pouvoir, notre objectif. On donne une orientation, ensuite on observe et on analyse comment les choses se passent, on essaie d'en tirer des conclusions, un enseignement.

Une dernière idée me passe par la tête, très vite car je suis en train de vider la batterie. Si on parvenait à relier chaque revendication à la crise du capitalisme, on pourrait se remettre sur la bonne voie et entrevoir l'avenir proche avec plus d'enthousiasme, enfin nous avancerions vers notre objectif. C'est ce qui cimente tous les combats en cours et à venir et lui donne une impulsion. La faillite du capitalisme doit être sanctionnée par l'ensemble des exploités, la sentence sera à la hauteur du crime commis contre l'humanité pendant si longtemps. Ils n'ont aucune pitié de la femme en train de regarder son bébé mourir de faim dans ses bras au Soudan ou en Somalie, c'est insoutenable le capitalisme, on est déjà largement dans le règne de la barbarie. On ne peut plus faire ce que préconisait Lénine, rendre publique les frasques de la cours du tsar et ses fonctionnaires (à ne pas confondre avec ceux de notre époque), les médias s'en chargent déjà, par contre on peut exploiter tout ce qui peut exacerber ou attiser la haine des travailleurs contre le capitalisme, les conditions sociales qu'ils connaissent y contribuent déjà mais il leur manque l'orientation, la boussole de l'exploité, il est pris dans un champ magnérique infernal, alors s'il ne veut pas perdre le nord ou la tête et en sortir, il a intérêt à la garder bien en main, la boussole c'est comme le parti, on en a besoin tant qu'on n'a pas atteint notre objectif, après on n'en a plus besoin, j'entends par notre objectif, le communisme.

J'étais parti quelques instant plus tard à m'imaginer la société sans classe, sans Etat, sans appareil de répression, sans exploitation ni oppression, sans argent, adieu les banques, les assurances, les notaires, les rentiers quoi, veau, vache, cochon ! Après tout devrait-on les laisser seuls occuper le terrain et chanter les vertus neurasthénique du capitalisme ? Aurions-nous honte du communisme ? Je ne sais plus qui disait qu'on ne pouvait pas défendre des idées sans se les être représenté au moins une fois, je ne peux pas dire simplement sans y croire, car ce n'est pas une question de croyance, le capitalisme n'est pas un phénomène ou une illusion, une abstraction, il est bien réel tout comme les fondements du socialisme qu'ils renferment.

Pour revenir sur le site avant de se quitter.

J'ai trouvé le moyen de crypter les fichiers pdf, c'était très simple en fait, avant d'enregistrer le fichier on lui alloue un mot de passe

et le tour est joué, sans mot de passe pas de fichier. Je vais demander aux camarades qui contribuent maintenant au site et le soutiennent ce qu'ils en pensent, mais l'idée n'est pas très productive en fait. On peut crypter certains articles, mais cela pose un problème, car cela empêcherait ceux qui pourraient y puiser matière à réflexion et qui ne tiennent pas à soutenir le site ou se faire connaître de moi, d'y accéder.

Le 30 novembre 2008

Nous sommes le dimanche 30 novembre, il est 13h22 heure locale à Pondichéry,le courant électrique est enfin rétabli. Explication très brève la suite plus tard.

Le 23 et le 24 une pluie diluvienne avec un vent assez fort. Le 25 et le 26, une tempête tropicale plus puissante, et pour finir le 27, elle s'est transformée en cyclone, il a durée pratiquement la nuit et la journée du 28, en fait il venait de Sri Lanka à plus de 1.000 kms d'ici, le 29 le soleil est revenu. Bien évidemment les cables du poteau électrique où le compteur de la maison est racordé ont été coupés, j'ai donc attendu ce midi pour avoir de nouveau le courant.

J'allais oublié, pour arranger les choses, la mer a repris les 80 mètres de plage qui s'étaient reformés au cours de l'année précédente pour s'arrêter à une vingtaine de mètres de chez moi. Autant vous dire que je suis dans un état pitoyable, complètement crevé. J'ai profité de mes longues soirées, nuits et journées à lire *Le Capital* en reprenant le tome I à la première page, à la bougie, car le 24 au soir la batterie de secours était à plat, celle de la lampe de secours aussi, celle de l'onduleur aussi. Plus d'eau, de courant, plus de lumière, de frigidaire, de ventilateur, d'ordinateur et de téléphone pendant 7 jours, pénible, un exercice de patience improvisé.

A part le auvent qui est abimé, pas de casse chez moi, un coup de bol, le jardin est en partie ravagé, surtout beaucoup de nettoyage, on a déjà fait une bonne partie hier. Trois tremblements de terre, deux cyclones (le précédent en 2000), un tsunami, la coupe est pleine !

A plus, il va me falloir plusieurs jours pour voir ce qui s'est passé dans le monde la semaine précédente, et puis je dois faire des courses, j'ai épuisé les stocks.

Contact : Tardieu Jean-Claude

télécharger les oeuvres de Marx, Engels, Lénine, Trotsky...

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries décembre 2008

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2008

Juste un mot rapide. J'ai un problème informatique à résoudre, je ne peux plus formater un document word en pdf. L'ordinateur est resté éteint une semaine et cela ne lui a pas plu ! J'espère régler ce problème rapidement. Cela ne m'empêche pas de travailler.

J'ai pris connaissance de l'élection de Martine Aubry à la direction du PS, avec la loi sur les 35 heures qui porte son nom, elle s'est illustrée en portant un coup fatal à la durée hebdomadaire du travail en ouvrant la voie à l'annualisation du temps de travail ce qui permet aux patrons une plus grande flexibilité de l'emploi de la main d'oeuvre, on pourrait ajouter, conformément à une directive européenne compatible avec 60 heures de travail par semaine... Soutenue par les dirigeants du PS qui ont participé aux différents gouvernements sous Mitterrand, puis Jospin sous Chirac, ou encore qui participent directement ou indirectement au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, il est clair qu'il n'y a absolument rien de plus à attendre demain qu'hier d'un parti qui se réclame de l'économie de marché, le capitalisme.

L'entente Aubry, Delanöe, Hamon a été interprétée un peu rapidement, pour ne pas dire avec légèreté exclusivement contre Royal, car sachant ce que tramait (ouvertement) Mélenchon, il s'agissait en dernier ressort de sauver les apparences pour éviter que le PS n'implose, lui coller une énième couche de verni ouvrier pour faire illusion, manoeuvre qui a pour le moment réussi semble-t-il.

Je n'ai pas encore eu le temps de prendre connaissance des interventions qui ont eu lieu le 29 novembre lors du meeting de lancement du Parti de Gauche de Mélenchon. Je les ai téléchargées, il reste à les lire et les analyser en rapport avec les premiers documents issus de ce nouveau parti, j'espère pouvoir produire un texte avant la fin de la semaine sur le PDG.

Si l'on en juge par les intervenants sur le blog de Mélenchon, il y aura loin de la parole aux actes, tout comme ses concurrents, ce parti n'aura d'anticapitalisme que l'apparence ou le programme, avec le soutien d'Oscar Lafontaine et d'Evo Morales, on est déjà fixé.

Je vous en mets un extrait très bref qui se passe de commentaires : "*qu'avons nous eu lors de ce G20 rien de demi-mesure qui repouse les problèmes à dans 6 mois, afin de permettre non pas une régulation et un capitalisme socialement responsable mais permettre à ce malade de retrouver la santé sa pleine santé*", l'objectif est précis, faire en sorte que le capitalisme se rétablisse, qu'il soit "*socialement responsable*", tout un programme, de gauche bien sûr ! Die Link, quoi !

Il y en a un qui pose une question plus que tardive, mais vaut mieux tard que jamais : "*En fait le PS est-il encore de gauche ?*" L'a-t-il été un jour seulement, si gauche veut dire quelque chose ?

Beaucoup se sont étendus sur le fait que Mélenchon conserve son poste de sénateur avec les avantages en nature et les prébendes sonnantes et trébuchantes qui vont avec. Certains de ses supporters ont répondu à sa place qu'il avait été élu sur un mandat, sauf que c'est faux, il a été au suffrage indirect par les grands électeurs membres du PS qui pour la plupart ne partagent pas ses idées, autrement dit, il se situe désormais hors du PS mais son portefeuille y est toujours ! "*Utiliser le mandat*

pour son propre compte sans obtenir un nouvel accord des élécteurs est un détournement de mandat et un abus de confiance." ou encore "*Une démission complète avec remise de tous ses mandats acquis comme membre du PS, eut été plus claire, plus crédible, plus grande et surtout plus honnête.*", là vous en demandez trop mon bon monsieur.

Réfléchissez un instant, et ce n'est pas uniquement une question de sémantique, pour se situer à gauche ou à droite de quelque chose, ce ne peut être que par rapport à un axe ou un centre situé entre les deux, cela signifie tout bonnement que l'un et l'autre constitue les deux pôles d'un même ensemble qu'il partage, qu'ils ont en commun, éventuellement dont ils se réclament, comme l'intervenant plus haut qui réclamait un "*capitalisme socialement responsable*", bref, gauche et droite sont les deux faces de la même pièce, la seule chose qui permet des les distinguer c'est uniquement l'angle sous lequel on les considère, mais fondamentalement ils sont liés comme les cinq doigts de la main et rien ne les sépare.

Donc un parti de plus qui se dit de gauche, qui se réclame de la classe ouvrière, n'en jetez plus la cour est pleine ! PCF, POI, NPA, LO, ajoutons le PRG, le PS, le MRC, plus d'autres encores moins connus...

Ce qui va être intéressant à observer, c'est le comportement des uns vis-à-vis des autres. J'ai lu rapidement ce matin les pages d'*Informations ouvrières* des numéros 22 à 24 que je n'avais pas eu le temps de lire, pas un mot sur Mélenchon, alors qu'il a annoncé son intention de créer un parti depuis le début novembre, un site Internet y était consacré depuis le 7 exactement. D'un autre côté, Mélenchon fait référence au PCF, au NPA et des regroupements hétéroclites (MARS-Gauche Républicaine par exemple), mais il écarte d'emblée le POI et LO.

Si à la LCR ils ne se faisaient pas trop d'illusions sur le ralliement d'élus et de militants du PS à leur NPA, ils comptaient quand même sur le soutien d'intellectuels organisés dans différentes structures plus ou moins informelles, ils risquent donc de déchanter. Mélenchon les a pris de court, sans doute pensaient-ils tirer profit de la crise du PS qui éclaterait à l'occasion de son congrès, c'est raté apparemment !

Au POI, c'est bien pire, puisqu'ils ont axé toute leur politique en direction du PS, et cela depuis 25 ans ! Résultat, ils ont perdu plus de 3.000 militants qui se réclamaient du trotskiste et les ont remplacé par des adhérents n'ayant pas rompu avec le capitalisme et les institutions, un sacré succès, quelle clairvoyance politique, quelle opportunisme surtout !

Ils ont liquidé le PCI (Parti communiste internationaliste) dès 1983-84, en 85 ils créaient le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) afin de pouvoir intégrer des militants du PS et du PCF en crise, le Parti des travailleurs (PT) en sera issu en 1991, l'échec du MPTT et son orientation politique de défense de la démocratie (bourgeoise) sera suivi par une réorientation dans la foulée du traité de Maastricht de 1992, la rupture avec l'Union européenne servira dorénavant à occulter la question du pouvoir qu'ils étaient déjà incapables de poser correctement bien avant l'élection présidentielle de 1981, cette orientation politique sera orientée ouvertement en direction des élus du PS, MRC, républicains et démocrates de tous bords, sans oublier leurs militants, en vain, 15 ans plus tard, en juin 2007 ils saborderont leur parti, le PT, pour le remplacer par un parti encore plus ouvert à tous les courants opportunismes qui se réclament plus ou moins de la classe ouvrière, le Parti ouvrier indépendant (POI), là encore les mêmes dirigeants expliqueront le plus sérieusement du monde que la crise du PS et du PCF devrait être favorable à la création d'un tel parti regroupant toutes les tendances du mouvement ouvrier, en vain encore une fois, en dehors d'une poignée d'élus issus du PS ou d'autres partis dont la plupart émergent de minuscules villages, ils ont été incapables de rassembler et de construire quoi que ce soit...

Les militants du PCI qui sont encore au POI, une minorité, ont avalé tellement de couleuvres avec le tandem Lambert-Gluckstein qu'ils semblent incapables depuis longtemps de la moindre réaction salutaire pour revenir au fondement du marxisme et du léninisme. Tous les compromis passés sur le programme et les principes n'auront finalement servi à rien, pire ils ont déservi notre cause, car aujourd'hui si tous les partis ouvriers se positionnent par rapport au capitalisme et non par rapport au socialisme, c'est bien parce que plus aucun parti ne combat pour le socialisme.

Au lieu de combattre pour l'unité de partis se réclamant plus ou moins du socialisme, on en est arrivé à une situation où ce combat se fait sur la base du reniement plus ou moins ouvert des principes fondamentaux du socialisme, dans cette perspective, je ne vois pas très bien comment le mouvement ouvrier pourrait se recomposer sur des bases saines, c'est plutôt l'inverse auquel on assiste en ce moment. Vous n'êtes pas convaincu ? Regardez ce qui se passe en Allemagne, l'existence de Die Link n'a absolument rien changé à l'attitude du SPD, alors pourquoi avec des partis bâtis sur le même modèle quelque chose devrait changer en France ?

Le POI ne cesse de pleurer sur la misère qui s'abat sur le PS et le PCF, il faudrait tout faire pour empêcher qu'ils disparaissent... Ils le disent ouvertement, la disparition d'un de ces partis serait une grave perte pour le mouvement ouvrier, un drame rien de moins. Un de perdu dix de retrouvés, ils devraient saluer le lancement du PRG de Mélenchon, par exemple au nom du principe des vases communicants !

Bref, voilà les quelques réflexions que je me suis fait très rapidement, à chaud après une interruption d'une semaine (voir la causerie du 30 novembre).

Une des différences essentielles que j'ai noté entre le POI, le NPA et le PDG, c'est que Mélenchon met en avant le fait qu'il veut gouverner, que son parti va se battre pour prendre le pouvoir, cela ne veut pas dire la classe ouvrière évidemment. Rien que ce fait suffit à créer une dynamique, disons que c'est plus motivant pour les militants.

Mélenchon bénéficie pour le moment de la complaisance des médias à son égard, rien ne dit que cela va durer encore longtemps et qu'il ne va pas connaître très rapidement lui aussi la traversée du désert. Rien ne dit non plus que de nombreux élus du PS le rejoindront, ils sont trop attachés à leurs postes et prébendes, pourquoi prendre un risque insensé. Lors des prochaines élections, lorsque la bourgeoisie aura pris la mesure de la raclée qui attend l'UMP, elle fera la courte échelle au PS pour empêcher que des partis comme le PDG, le POI ou le NPA ne raffle la mise, l'UMP et le PS ne sont-ils pas les deux faces de la même pièce ?

Un dernier mot sur Mélenchon extrait d'une intervention sur son blog : " *J'ai personnellement demandé à J-L s'il connaissait Bilderberg, la Trilatérale…, une personne présente lui a même pausé la question ouvertement lors du débat… et il n'avait pas du tout l'air au courant, ce qui m'a étonnée.*". Qu'il ne connaisse pas ces institutions qui s'apparentent à la franc-maçonnerie et qui regroupent à la fois les dirigeants les plus puissants de la planète et des dirigeants du PS, des journalistes, des notables, etc. montrent suffisamment qu'il vit dans une bulle, en dehors de la réalité (voir les documents qui figurent dans le site au lien Dossier vieux monde). Vous n'en êtes pas convaincu, un autre intervenant dans son blog avait fait cette réflexion : "*J' ai écouté et vu bon nombres d'interventions radio + TV de JLM, c'est assurément un homme de gauche MAIS il ne parle bien trop peu de la misère qui touche de plus en plus grand de gens. Ce qu' il dit ne touche pas un grand nombre de gens (...). Pour le moment, la visions que JLM donne de son parti, est un club de gens bien pensants…*". Ce n'est pas moi qui l'affirme, mais un de ses partisans, il sait mieux que moi de quoi il cause.

Nous reviendrons sur le PDG d'ici quelques jours. Rien que l'acronyme prête à sourire, PDG, mais ne soyons pas médisant.

Compte tenu de l'actualité sociale et des combats qui s'annoncent, du temps qu'il va falloir consacrer à suivre la politique de tous ces partis et le déroulement de la crise du capitalisme qui va encore s'approfondir en 2009, je vais réorienter le site vers ces trois sujets principaux et je laisserais tomber les infos en bref qui me prennent trop de temps. J'intègrerais dans les causeries les nouvelles des jours précédents. Je conserverai l'éditorial et je rédigerai quelques textes en fonction de l'actualité.

Au fait, depuis le mois de janvier, vous n'avez jamais été aussi nombreux à vous connecter sur le site. N'oubliez pas votre soutien financier, j'en ai besoin pour régler les frais de fonctionnement du site. Si le site vous intéresse et vous apporte quelque chose, dites-vous bien qu'il ne fonctionne pas gratuitement et que personnellement il ne rapporte rien à son auteur mais lui coûte de plus en plus. Mon adresse figure en bas de la page d'accueil.

Le 2 décembre 2008

Les derniers documents mis en ligne sont au format word, car je n'ai pas encore résolument mon problème informatique, un copain Indien informaticien doit venir demain soir pour régler ce problème, si possible, car je soupçonne Microsoft d'en être responsable, dans ce cas-là, je copierai une autre version d'Office XP ou je reviendrai à une version antérieure.

Avec beaucoup de retard je réagis à l'arrestation arbitraire de 9 personnes à Tarnac le 11 novmebre et accusés de "*visée terroriste*" et "*association de malfaiteurs*" par la police politique du nazillon Sarkozy. Apparemment en recoupement toutes les informations que j'ai trouvées, il s'agirait d'un coup monté par les services du ministère de l'Intérieur pour justifier le maintien en vigueur des mesures anti-terroristes jusqu'en 2012. Une banale infiltration et provocation policière mal bouclée avec témoignage anonyme à la clé, qui a conduit le maire de Tarnac à constituer avec la population un comité de soutien, voici l'adresse de leur site Internet : http://www.soutien11novembre.org.

La radicalisation du régime qui tourne à la dictature était prévisible avec l'arrivée de Sarkozy au pouvoir et le vote de plusieurs lois d'exception depuis le débit des années 2000. Quand nous parlions de dictature larvée, on passait pour des gauchistes ou des farfelus, les intellectuels bien pensants tant qu'ils ne prennent pas eux-mêmes un coup de matraque sur la tête se contentent de critiquer le gouvernement et se satisfont très bien de la situation. Nos dirigeants sont tout juste bons à commenter l'actualité, à réagir une fois qu'il est trop tard quand ils ne se maintiennent pas dans un silence assourdissant qui en dit plus que de longs discours, on en a encore un exemple ici.

L'interpellation musclée de l'ex-directeur de la publication de Libération, Vittorio de Filippis, contre qui avait été délivré un mandat d'amener dans une banale affaire de diffamation, une "première" selon l'avocat du quotidien, relève de l'arbitraire judiciaire qui a encore franchi une étape dans ce pays.

Museler la presse, intimider le simple citoyen en lui faisant croire qu'il est en permanence menacé par des terroristes, dramatiser à outrance la crise du capitalisme pour camoufler la vérité, la responsabilté de ceux qui gouvernement et détiennent le pouvoir économiques, pour faire accepter ses conséquences par les travailleurs, l'ensemble relève de la même logique face

à l'impuissance du régime à sortir de la crise, il est tenté de plus en plus à avoir recours à des moyens dignes d'une véritable dictature, d'un Etat policier. Dénoncer ces pratiques et les combattre, soutenir ceux qui en sont victimes est un devoir pour les militants ouvriers. Honte aux dirigeants qui gardent le silence sur ces faits et refusent de prendre publiquement position, ils se font ainsi les complices du gouvernement.

Certains commentateurs n'ont pas hésité à propos de l'affiare de Tarnac à faire l'amalgame entre ultra-gauche, extrême-gauche et terrorisme, les militants révolutionnaires étant étiquetés par ces gens-là d'extrême-gauche, c'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui est visé à traver cette provocation policière montée de toutes pièces. De la même manière, la défense de la liberté de la presse ne se négocie pas, par plus que la liberté d'expression ou de pensée, une atteinte portée contre un journaliste ou un simple militant par le régime honni de Sarkozy, et c'est l'ensemble de nos droits politiques qui sont menacés. A bas Sarkozy et son gouvernement au service des rentiers : DEHORS !

Autre chose.

J'ai terminé la lecture d'une dizaine de documents et interventions du Parti de Gauche de Mélenchon et Dolez. Le PT et la LCR ont cru qu'en profitant de l'élan des dernières élections ils pourraient décoller, peine perdue. Mélenchon et Dolez ont adopté la même stratégie à relents électoralistes encore plus poussée puisque leur objectif prioritaire se confond avec les prochaines élections européennes. Nous analyserons en détail leur démarche, en attendant, la fin de l'intervention de Mélenchon le 29 novembre nous renseigne suffisamment sur l'orientation et la nature de leur parti : "*La révolution par les élections ! Cette implication c'est à la fois le moyen et le projet lui-même.*", tout un programme ! Cela sent l'opportunisme à plein nez, mais ne soyons pas médisant !

Autre chose très vite.

J'ai reçu deux courriels, dont un nouveau soutien financier de 50 euros d'un camarade d'un groupe de militants issus du PT, je l'en remercie au passage ainsi que les autres camarades. Mes réponses sont en ligne.

Le texte sur le Parti de Gauche (PG) sans doute demain soir en fin de journée si tout va bien, une lecture critique des n°22 à 24 d'*Informations ouvrières* dans deux jours, j'ai relevé au moins une fausse information, plus une interprétation en faveur de Chavez du résultats des dernières élections au Venezuela, alors qu'en réalité il a perdu les deux régions les plus peuplées et les plus riches, y compris Caracas la capitale, pire le plus grand bidonville a élu un membre de l'opposition ! On ne se refait pas. Je dois aussi aller voir ce que disent la LCR et LO du PG. Si j'arrive à copier les infos en bref tous les trois jours je pourrai continuer cette rubrique. J'ai un autre travail en préparation, les notes que j'ai prises en lisant *Le Capital*. Un éditorial qui tient compte des mobilisations en cours serait le bienvenu aussi. On peut adapter facilement le dernier éditorial. Quel boulot !

Bonne continuation à tous.

Le 4 décembre 2008

Le problème informatique est résolu et je vais convertir les fichiers word en pdf.

Le jeune informaticien indien qui est venu hier soir dîner à la maison m'a expliqué qu'il était traité comme un esclave par ses patrons, il y en a même un qui l'a frappé au visage, alors que le pauvre garçon est d'une gentillesse et d'un calme à toute épreuve. Il m'a dit qu'il n'en pouvait plus d'être à leur disposition, au point qu'il saute souvent le repas de midi, il est si crevé qu'il cherche une solution pour ne plus se taper les 25 kilomètres pour aller au boulot, d'autant plus qu'il n'y a pas de courant chez lui depuis 10 jours, il vit aussi dans un village de pécheurs. Il m'a demandé s'il ne pourrait pas dormir quelques nuits chez moi par semaine, je lui ai répondu qu'il n'y avait pas de problème, c'est juste une question d'organisation.

Il a un bon salaire mais il passe sa vie à bosser, ici dans le privé il faut bosser six jours sur sept. Il m'a dit qu'il n'avait jamais trouvé le temps pour aller acheter un réfrigérateur ou porter sa moto en révision, il n'a plus ses parents et vit seul, une situation compliquée en Inde. Il a 27 ans et n'envisage pas son avenir, pour lui s'est impossible d'avoir une vie normale et fonder une famille. Comme il n'a pas d'attache en dehors de la culture du Tamil Nadu dont il ne profite même plus, je lui ai dit que sa situation ne serait pas pire ou plus difficile ailleurs et qu'il ferait mieux d'aller travailler dans un autre pays, il ne pourrait que s'en porter mieux, au lieu d'un salaire de 10.000 roupies, avec l'équivalent de 200.000 roupies au moins en Grande-Bretagne ou au Canada (il est anglophone) il devrait avoir une vie meilleure.

Pour ceux qui s'intéressent à l'informatique, je ne pouvais plus ouvrir un fichier word normalement, il s'ouvrait en "safe mode", mode sauvegarde en français, et une partie des fonctions manquaient par exemple la possibilité de le convertir en pdf. En fait j'avais dû refermer un fichier word ou il s'était refermé tout seul n'importe comment, du coup le système avait créé automatiquement un fichier en "safe mode" qu'il avait placé ensuite à la racine du logiciel et à chaque fois que je voulais ouvrir word, je

tombais automatiquement sur cette copie parasite, c'est vicieux, puisque même en retirant word du disque dur et en le rechargeant, ce fichier pourri prenait le dessus. Mon pote Saktivel a mis deux minutes à régler le problème qui m'avait fait perdre 4 heures, car j'avais essayé de m'en sortir tout seul pour ne pas le déranger. Donc si un jour vous rencontrer ce genre de problème, appelez un informaticien !

On a toujours l'angoisse que cette machine tombe en panne, surtout moi avec l'air marin et l'humidité, c'est galère, ma télé est morte, elle a duré 4 ans, je l'avais rachetée après le tsunami.

Autre chose.

La colère gronde dans tout le pays (en France), la crise du capitalisme s'approfondit, l'hiver est là et des travailleurs crèvent comme des chiens dans les rues de la capitale.

Dès que Sarkozy et son gouvernement antisocial sorte un projet de loi ou de décret, une partie de l'UMP et du Nouveau Centre se dresse contre lui, le dernier en date sur la prime à la casse de 1.000 euros de votre vieille bagnole, Copé a fait savoir qu'il n'était pas d'accord, sur le service minimum en cas de grève des profs, des élus de son propre camps ont dénoncé cette loi, idem pour le travail le dimanche, etc.

Sarkozy peine à s'imposer auprès des banquiers qui doivent le prendre pour un rigolo, apparemment ils n'en font qu'à leur tête et le mènent en bateau. Dans 27 jours il retrouvera son costard étriqué d'empereur des Français.

Il vient d'annoncer que les pensions de réversion pour les veuves les plus modestes serait portées de 55% à 60% en 2010. Cela concernera "600.000 personnes qui recevront 80 euros de plus par mois" et que le minimum vieillesse serait revalorisé de 25% d'ici 2012, a-t-il précisé. Pourquoi pas une remise sur le sapin pendant qu'il y est ! Il lâche du mou juste avant les élections présidentielles, mais cela m'étonnerait que les plus pauvres iront voter ou auront envie de voter pour lui, s'il tient le coup jusque là !

A ce propos, un scoop qui devra être vérifié à partir du 6 décembre, le POI pourrait adopter la formule de la nécessité d'en finir avec le gouvernement et les institutions, ce serait une bonne nouvelle, vaut mieux tard que jamais. Je pourrais leur faire un copier/coller de la page d'accueil du site, elle ne date pas d'hier, mais elle est d'actualité et répond aux questions politiques qui nous intéressent.

Selon son courant communiste internationaliste nous serions entrés dans une période prérévolutionnaire en s'appuyant sur la mobilisation massive des enseignants le 20 novembre. Une remarque : des mobilisations de plusieurs centaines ou millions de travailleurs avaient eu lieu en 1995, 2003, 2004, 2006 sans déboucher sur l'ouverture d'une période prérévolutionnaire.

Certes la situation a évolué, mais sans que les masses aient trouvé les moyens de déborder les appareils qui soutiennent le gouvernement.

Que la crise contribue à faire mûrir la conscience politique des travailleurs ne fait aucun doute, c'est sa principale fonction (pour notre part). Tout le monde ne parle plus que de la crise du capitalisme et ses conséquences dramatiques pour le prolétariat, et l'on sait par expérience (29 mai 2005) que plus un sujet en vient à être débattu sur la place publique notamment à travers les médias, et mieux les travailleurs comprennent de quoi il s'agit et prennent position. La crise va radicaliser la conscience politique des masses. Avocat, médecin, agriculteur, pécheur, étudiant, lycéen, ouvrier ou employé, chacun commence à comprendre qu'il y a quelque chose qui ne tourne plus rond dans ce pays et qu'il va falloir dire stop, on n'en peut plus.

Le POI-CCI prétend encore que c'est son intervention qui serait à l'origine de l'unité réalisée (et immédiatement brisée !) au sommet et du succès de la mobilisation du 20 novembre, constatons une fois de plus qu'ils continuent de se prendre pour ce qu'ils ne sont pas, ce qui fausse forcément toute appréciation de la situation.

On peut le juger immédiatement lorsqu'ils affirment que les aspirations des masses buteraient sur les appareils en tenant toujours à leur faire jouer à tout prix le premier rôle, alors que l'on sait pertinemment de quelle manière les choses se terminent à chaque fois dans ces conditions-là, comme si la question à résoudre pour la classe ouvrière se réduisait au rôle des appareils, tandis que l'immense majorité des travailleurs ne se reconnaissent pas en eux.

Je comprends parfaitement leur démarche, c'est celle du front unique borné ou aveugle s'appuyant sur les illusions dans les appareils, or elles ne concernent qu'une infime minorité de travailleurs, paradoxalement ceux que l'on présente habituellement comme politiquement les plus avancés, la plupart des syndicalistes, tandis qu'ils tiennent pour marginal ou secondaire les illusions de la très grande majorité des masses dans le capitalisme, or, c'est justement là l'origine à la fois de la survie du capitalisme et du rôle que peuvent jouer les appareils. C'est une fois et une fois seulement que les masses auront commencé à se détacher du capitalisme, qu'elles auront commencé à prendre conscience qu'il n'y a rien à en attendre, qu'elles engageront le combat contre le capitalisme et déborderont ainsi les appareils dans lesquels elles n'ont plus aucune illusion depuis longtemps.

Une question essentielle se pose : comment savoir si les masses ont commencé à se détacher du capitalisme ? A partir du moment où elle s'organise et mène le combat sur le terrain politique. Sa mobilisation sur le terrain syndical ou des revendications immédiates ne suffit pas, sinon cela se saurait depuis longtemps, cela ferait belle lurette qu'elles auraient construit un parti révolutionnaire... A partir du moment où sa mobilisation se situe sur le terrain des illusions dans le capitalisme, à en attendre toujours quelque chose, c'est encore le cas aujourd'hui selon moi, il est impossible de prétendre qu'elles s'en seraient détachée, qui plus est, il est impossible pour elles d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme sur le terrain politique, elles ne se posent d'ailleurs même pas la question.

On va nous rétorquer que le front unique et la mobilisation sur les revendications sont indispensables car ils sont le point de départ du combat qui doit mener à l'affrontement avec le gouvernement, les institutions, etc. Certes, mais tout dépend ce que les travailleurs en attendent, quel contenu ils donnent à ce combat contre le gouvernement, s'ils ont conservé intactes leurs illusions dans le capitalisme cela ne débouchera sur rien au final, il ne faut pas se raconter d'histoires.

On pourrait encore se poser une autre question : selon vous, quand les travailleurs franchissent le pas et s'engagent résolument dans le combat politique, c'est en partant d'illusions ou davantage en partant de convictions qu'ils ont acquises ? Même s'il leur restera des illusions encore longtemps dans le capitalisme, il faut bien que leurs convictions aient commencé à l'emporter sur leurs illusions pour qu'ils décident d'engager le combat, oui ou non ?

Même si leurs convictions sont encore mal assurées ou floues, le plus important c'est qu'elles dominent leur état d'esprit à un moment donnée et leur dictent de passer à l'action. Il est très facile de confondre passer à l'action sur la base d'illusions et passer à l'action sur la base de convictions, dans les deux cas les travailleurs y sont poussés ou contraints par la situation objective devenue intolérable.

Les convictions ne se forgent pas en un jour, elles sont très souvent le produit d'un long processus, d'expériences. Elles sont d'autant plus solides qu'elles reposent sur un processus plus ou moins conscient, cela signifie que l'on doit être capable d'en comprendre clairement le contenu et ce qu'elles impliquent sur le plan pratique, dans le cas contraire elles demeureraient à l'état d'idées et ne serviraient à rien, ce qui serait contradictoire avec une telle démarche.

Aujourd'hui aucun combat pour les revendications n'est relayé par le combat politique nécessaire contre le gouvernement et les institutions, contrairement à ce que l'on pourrait en déduire, rien ne dit que les combats à venir ne se situeront pas directement sur le terrain politique, car les masses peuvent très bien surgir sur l'arène politique sans autre idée que de tenter de mettre un terme à la situation sociale qu'elle connaisse, sans savoir non plus comment s'y prendre. Ce qui les retient pour le moment de passer à l'action, c'est soit qu'elles ne sont pas encore suffisamment frappées par la batterie de mesures réactionnaires prises par Chirac puis Sarkozy, soit qu'elles sont toujours dans l'attente que les partis et syndicats réagissent pour s'engager dans le combat. Cela ne signifie pas forcément qu'elles auraient des illusions dans ces partis, elles en sont encore à se dire qu'en principe cela devrait être à eux de prendre cette initiative, ne voyant rien venir de sérieux, elles rongent leur frein, pendant que la colère et l'impatience les envahit un peu plus chaque jour.

C'est à mon avis dans ce sens-là que les partis traitres du mouvement ouvrier font barrage à leur mobilisation, c'est tout simplement leur existence qui pose problème. Cela peut signifier aussi que le jour où elles déferleront, ces partis seront impuissants à les retenir et seront balayés. Les révisionnistes en profiteront comme toujours pour nous sortir que ces partis ont été obligés d'aller plus loin qu'ils ne le voulaient après avoir pris le train en marche et avoir tenté de le contrôler, alors qu'en fait ce seront les masses elles-mêmes qui auront été plus loin que le prévoyaient les théoriciens patentés de la lutte des classes, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Vous ne pensez pas qu'à force de se poser la même question dans tous les sens depuis des années : mais pourquoi ne font-ils rien, en parlant des dirigeants des partis traditionnels du mouvement ouvrier, les travailleurs ne sont pas arrivés à la conclusion qu'ils le faisaient exprès, que sciemment ils avaient décidé de ne rien faire, qu'ils n'étaient pas dans leur camp, qu'ils étaient finalement pareils qu'à l'UMP ? Ne pas le pensez reviendrait à dire qu'en réalité les travailleurs seraient incapables de comprendre quoi que ce soit, que ce seraient des crétins finis, si tel était le cas, alors Gluckstein, Besancenot, Mélenchon et bien d'autres auraient raison d'une certaine manière. Problème : la situation politique en Bolivie prouve exactement le contraire ! Et quand un militant du POI a tenté de justifier la politique du POI en m'expliquant qu'on ne pouvait pas aller plus vite que la musique, si je me souviens bien il a fait un parallèle avec la politique de Morales, or Morales est en retrait pas rapport au mouvement des masses et d'un bon nombre de militants de son propre parti, le MAS, qui sont prêts à aller plus loin dans la rupture avec le capitalisme et les institutions, en admettant que Morales ait commencé à rompre avec eux.

Ce n'est pas parce que l'on ne trouve pas une réponse satisfaisante à une question que l'on serait prêt à croire n'importe quoi, or prêter aux masses des illusions dans les appareils relève de cette réflexion erronée.

Les dirigeants sont obnubilés par un scénario qui devrait toujours emprunter la même voie, ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que les masses pourraient emprunter une voie qui ressemble à ce que nous avons connu dans le passé, la grève générale, mais sans forcément lui donner le contenu et la forme qu'ils lui prêtent, compte tenu du peu d'influence des dirigeants des partis ouvriers sur les masses. Ils considèrent encore que, parce que les masses utilisent le canal de ces partis ou syndicats pour se mobiliser, c'est que les travailleurs auraient encore des illusions en eux, du coup ils subordonnent non seulement la grève générale

aux appareils, mais aussi la manière dont elle pourrait évoluer, remettant sans cesse les appareils en selle et au travers de leur mobilisation, c'était hier le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF, aujourd'hui celui d'Assemblée constituante qui ne pourrait être que dominée par ces partis pourris. Si le mouvement des masses empruntait la voie qu'ils prescrivent, il serait sûr d'échouer d'avance.

Quand les dirigeants syndicaux appellent dans l'unité à la mobilisation, c'est parce qu'ils y sont contraints par leurs bases par crainte d'en perdre le contrôle, nous le savons tous. Maintenant on ne peut pas et on ne doit pas se contenter de se situer sur le même terrain qu'eux, il faut immédiatement se situer sur le plan politique qui ne peut que leur échapper, puisqu'ils n'ont pas une réelle emprise dessus, il n'y a pas là une contradiction avec notre objectif, étant donné que nous ne sommes pas comptables de la satisfaction ou non d'une revendication quelconque, notre combat devant servir avant tout à aider les masses à faire sauter le carcan des institutions et le respect qu'elles leur inspirent et dans le cadre desquelles leurs actions se sont toujours déroulées, l'issue politique à la crise ne se situe pas dans mais au-delà des institutions. Notre combat politique doit se nourrir du développement de la situation et s'inscrire dans cette perspective politique. Que les masses avancent à leur rythme dans cette voie, c'est quelque chose dont il faut prendre la mesure quasi quotidiennement. Elles y avanceront avec ou sans nous, prétendre qu'on y serait pour quelque chose, c'est pur mensonge et grotesque. Le soviet se Pétrograd s'était formé en 1905 sans que les bolcheviks le voient venir, Lénine qui était autrement plus modeste que nos valeureux dirigeants n'a pas hésité à le reconnaître.

Le front unique ne peut se concevoir que sur une question précise, pour un objectif précis, mais une fois qu'il a été atteint, il faut immédiatement abandonner cette tactique. (A suivre)

J'ai corrigé le lien vers *Les infos en bref de novembre 2008*.

Deux nouveaux textes en ligne ce jour.

Le 5 décembre 2008

Les infos en bref des quatres derniers jours seront en ligne demain, j'essaie de continuer cette rubrique bien que cela représente beaucoup de travail et de temps, car cela me force à porter plus d'attention à chaque dépêche de presse que si je ne les lisais que pour moi-même, c'est un moyen pour ne pas me couper de la réalité, vous savez que je vis à 10.000 kms de Paris, donc ce n'est pas toujours facile de *sentir* la situation, ce qui explique pourquoi je ne peux pas réagir à chaque mobilisation.

Je suis au courant évidemment et je suis quotidiennement ce qui se passe, je me connecte au moins trois fois par jour à Internet pour télécharger les dernières dépêches avant qu'elles ne disparaissent, mais il me manque souvent les précisions nécessaires pour intervenir sur un sujet à chaud, les agences de presse relatant sur le Net ce qu'elles veulent bien et ce n'est pas suffisant pour rendre compte d'une manifestation ou une grève, j'ai crains toujours de donner une information incomplète qui induirait en erreur les lecteurs. On doit s'accorder malgré tout une marge d'erreur, à nous ensuite d'essayer de la réduire au minimum ou qu'elle ne soit qu'une exception.

Vous avez pris connaissance du "*plan de relance*" du nabot ?

-Un simple jeu comptable où l'Etat règlera en avance ce qu'il devait rembourser aux entreprises ou aux collectivités locales ou ce qu'il devait leur verser en principe plus tard.

- Pour le reste, l'Etat va engager des travaux qui étaient déjà prévus et qui profiteront en grande partie aux entreprises privées de façon à gonfler artificiellement leurs carnets de commandes.

- Des cadeaux à Renault et PSA à hauteur d'1,5 milliards d'euro j'ai lu dans une autre dépêche.

Le prêt à taux zéro ne concernera pas les plus pauvres ni la majorité de la population, c'est un cadeau aux classes moyennes et la petite bourgeoisie.

- Le programme d'amélioration de l'habitat servira de prétexte à une augmentation des loyers ou à la revente du parc HLM dans de meilleures conditions, pour les sociétés immobilières qui les rachèteront.

- 70 000 logements supplémentaires vont être construits, alors qu'il y a plus de 3 millions de personnes mal logés en France. Et pendant ce temps-là, ils continueront de démolir ou de privatiser le parc HLM, mais cela Sarkozy ne pouvait évidemment pas le dire.

- La prime de 200 euros qu'ils verseront fin mars 2009 aux 3,8 millions de personnes percevant les minima sociaux, est à mettre

en rapport avec les salaires des patrons des entreprises du CAC 40 qui se montent à des millions d'euros.

- Quant à l'allègement des procédures de passation des marchés publics, et la possibilité donnée aux différentes institutions dont les communes, de passer commande sans faire d'appel d'offres pour des montants allant jusqu'à 20 000 euros, voilà qui permettra toutes les magouilles possibles de la part des élus, la crise les frappe aussi, il faut bien les soulager les malheureux. Cette mesure ne fait qu'encourager la corruption à tous les niveaux de l'Etat, du ministre au simple maire.

Comparativement les plans de relance américain et chinois se montent à 4 et 5% du PIB, celui de Sarkozy se situe en dessous de 1%. Ce n'est pas moi qui m'en plaindrait évidemment, puisque je suis farouchement contre.

Dans un communiqué le parti de Mélenchon tient exactement le même discours qu'Aubry.

Le plan de relance de Sarkozy ne permettra ni "*la relance rapide de l'activité*" "*ni de protéger les salariés des conséquences de la crise*" regrette Mélenchon, parce qu'il aurait fallu croire Sarkozy sur parole quand il disait qu'il allait être "*le président de tous les Français*" ! Ah ce président qui manque à tous ses devoirs !

"*Aveuglé par son idéologie libérale, le président de la République a aligné des mesures économiquement inefficaces et socialement injustes.*". Question : fallait-il en attendre autre chose ? C'est ce que suggère ouvertement Mélenchon. Question : qui cultive des illusions dans Sarkozy, dans le régime ? Tous ceux qui réclament un plan de relance en faveur des travailleurs de la part de Sarkozy. Tous ces partis ne se placent pas au côté des travailleurs, mais au côté de Sarkozy.

Et du côté du PS : *Ce soir, la France n'a toujours pas le plan de relance à la hauteur de la crise qui s'installe*", a déclaré Aubry lors d'une conférence de presse au siège de son parti. (source : AFP 04.12) Quel dommage !

"*Ce que nous demandions, c'est ce que Gordon Brown a fait en Grande Bretagne et José Luis Zapatero qui a annoncé en Espagne 11 milliards d'euros*", a-elle-affirmé. "*C'est une grande déception*", "*c'est un plan pour rien tant les éléments majeurs d'une relance économique ne sont pas traités*", a-t-elle ajouté.

Quand on est déçu par quelqu'un, c'est premièrement qu'on en attendait quelque chose, deuxièmement qu'on en attendait au moins autant que nécessaire pour répondre à un besoin. C'est à se demander si de l'UMP et du PS qui avaient eu le même programme lors des présidentielle, Sarkozy n'était pas finalement le meilleur président que pouvait espérer le PS. Ils s'adressent à lui comme s'ils faisaient partie de la même famille, non ?

Quand on se penche attentivement sur les déclarations des dirigeants, on se rend compte qu'ils attendent de Sarkozy qu'il mette en oeuvre le programme d'un parti ouvrier. Sachant que l'UMP n'est pas un parti ouvrier, on pourrait en déduire que les partis de ces dirigeants ne le sont pas non plus, non ? Vous aurez remarqué que tous les partis sans exception tiennent absolument à ce que cette crise s'arrête le plus vite possible. Simple coïcidence selon vous ? Mais quelle est donc la nature sociale de ces partis "ouvriers" ?

J'allais oublier de préciser que la bourse de Paris a salué le "plan de relance" de Sarkozy par une baisse de 0,17% ! Pour les capitalistes, il n'en fait pas assez, pas que pour eux apparemment !

Le 7 décembre 2008

Vous allez vous marrer, l'UMP vole au secours de Royal et ses amis.

Au lendemain du premier conseil national présidé samedi par la nouvelle dirigeante du PS Martine Aubry, une situation que même la droite déplore, titrait l'agence de presse Reuters.

Pour Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, "*l'implosion du PS*" est "*maintenant actée*", l'équipe dirigeante de Martine Aubry ne comprenant aucun partisan de Ségolène Royal, et cette situation est déplorable pour la démocratie.

"*Il y a une majorité qui a mis la main sur le secrétariat national*" et "*une opposition qui prend acte du refus de lui laisser une place dans la direction*", a-t-il déclaré dans un communiqué. "*Ce n'est pas une bonne nouvelle pour le débat public dans notre pays*", a-t-il ajouté. (Reuters 07.12)

"*L'UMP doit commencer à retravailler sur les idées qu'elle devra défendre en 2012. On est à moins de trois ans des élections (présidentielle et législatives) et le programme de 2012 ne sera pas celui de 2007*", note-t-on à l'Elysée.

L'UMP se met en ordre de bataille pour affronter les travaillaures en 2009.

Patrick Devedjian a été nommé le 5 décembre ministre chargé de l'exécution du plan de relance -, sa succession devrait être réglée lors du conseil national du 24 janvier.

"*Ce qui est envisagé, c'est que Xavier Bertrand devienne secrétaire général de l'UMP. La question, c'est: 'est-ce qu'il reste au gouvernement ou pas?'*", déclare un ministre à propos de son collègue du Travail.

Nicolas Sarkozy "*a exigé que Bertrand se réconcilie avec (Brice) Hortefeux, ce qui est à peu près fait, ou en tout cas les apparences sont sauves*", précise-t-il.

Le ministre de l'Immigration, qui se verrait bien à l'Intérieur, obtiendrait en effet la vice-présidence du conseil national de l'UMP. je propose qu'il cumule les fonctions : la milice et la police !

Changement de programme apparemment, puisque j'avais lu dans une précédente dépêche que c'était Hortefeux le honni qui avair été présenti pour prendre la direction de l'UMP. En fait, avec le poste qu'il aurait, il pourrait très bien diriger l'UMP, Bertrand n'étant qu'un porte-parole de ce parti. (source : Reuters 07.12)

La dépêche se terminait en montrant que les élections européennes étaient importantes pour Sarkozy et son gouvernement. Pourquoi ne pas lui infliger une cinglante défaite à cette occasion comme le propose Mélenchon, le POI et d'autres partis ou organisations ? Histoire de les calmer un peu à l'UMP. Et comme cela ne suffira pas, pourquoi ne pas organiser ensemble un grand rassemblement manifestation à Paris devant l'Assemblée nationale ?

Mais une manifestation ne règlera aucun problème, pourquoi ne pas distribuer lors de cette manifestations des appels à s'organiser pour entrevoir la suite du combat, afin tous ensemble d'appeler toute la population à descendre dans la rue pour dire : stop on ne marche plus, on n'en peut plus, vous devez partir et nous laisser gouverner, ou autre chose dans le même ordre d'idée.

Un appel rédigé dans ce sens : si vous ne voulez pas que votre participation à cette manifestation ne demeure qu'un vague souvenir plus tard, si au contraire vous tenez à vos idées et à ce qu'elles soient respectées et prises en compte, vous souhaiterez recevoir un compte-rendu de cette manisfestation et connaître la suite que nous entendons lui donner, suivi d'un rendez-vous pour une réunion publique unitaire ou non cette fois, on frappe ensemble, mais on marche séparément.

L'idée d'une manifestation centrale et unitaire à Paris juste avant les élections européennes pourrait être intéressante, à condition de réunir le combat politique à la fois contre le gouvernement et l'Union européenne, laissant le choix aux participants de mettre davantage l'accent sur l'un ou sur l'autre, les deux combats se rejoignant.

Entre nous, je n'ai jamais dit autre chose.

Je n'ai pas abordé toutes les manifs prévues à partir de lundi, vous êtes sans doute mieux renseignés que moi. Voilà qui va encore saper le moral de la Bourse ! Bonne manif.

Bonne semaine à tous.

Le 9 décembre 2008

Voici ce qu'on apprend dans une dépêche de Reuters du 8 décembre.

Un sénateur UMP, Philippe Marini,a proposé de permettre une déduction fiscale pour les pertes subies en Bourse par certains "petits" porteurs.

Quelques réactions.

Devedjian a dit sur RTL : "*Je ne suis pas sûr que ce soit une idée formidable, que ce soit en tous les cas la priorité*". Il n'a pas exprimé un refus. Le journaliste de Reuters a souligné : "*Il a précisé que ses doutes se fondaient notamment sur l'incertitude concernant le coût de la mesure.*".

Selon Roger Karoutchi, elle coûterait de 10 à 20 millions d'euros et bénéficerait de 10.000 à 15.000 personnes.

Copé, président du groupe UMP, a qualifié l'idée de "séduisante", mais tout en restant prudent et en parlant d'une réflexion.

"*C'est quelque chose qui se regarde dans une période de crise, maintenant il faut voir si tout cela est possible techniquement, parce que ça demande une étude approfondie*", a-t-il déclaré sur Europe 1.

En quoi consiste au juste cette nouvelle mesure qui profiterait principalement aux amis de Sarkozy ?

Donnons la parole au journaliste. Elle consiste à permettre la déduction des revenus imposables des pertes intervenues à l'occasion de cessions de moins de 25.000 euros, intervenues entre le 1er janvier et le 1er décembre 2008.

Le montant de la déduction serait limitée à 10.700 euros. Le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement Roger Karoutchi a expliqué que l'amendement avait été élaboré avec "l'aide des techniciens de Bercy", au ministère de l'Economie mais s'est dit sceptique sur son soutien par le gouvernement.

Vous vous imaginez avec un salaire de 1.000 euros net par mois, peut-être que votre employeur a placé l'argent qu'il vous doit au titre de la participation, une part de votre salaire, en bourse à travers un fonds de placement, votre capital a fondu de moitié ou plus en quelques semaines, vous n'y êtes pour rien, mais là il ne faut pas vous attendre à ce qu'un député pense à vous. Par contre, si vous avez de l'argent pour jouer au casino à la bourse, il prend en considération vos intérêts, vous faites partie de la même famille que lui. On en est bien en présence de deux camps qui s'affrontent.

Je dois préciser pour ne pas encore être accuser de mépriser les travailleurs, que certains se sont faits abuser par leur banquier ou l'ambiance créer par les médias. Je crains encore d'en choquer certains en disant que d'autres se sont faits abuser par l'alccol ou la drogue, ils se sont trompés de voie pour tenter de garder la tête hors de l'eau dans cette société pourrie, il serait donc ridicule de les enfoncer. Il serait tout aussi malsain de les encourager dans cette voie, au lieu de les aider à s'en sortir pendant qu'il en est encore tant. Quand on peut se passer de dizaines de milliers d'euros et vivre confortablement ou normalement, ce n'est pas aux travailleurs de régler leurs pertes, ni à l'Etat puisque c'est nous, ils n'ont qu'à exiger la confiscation de la somme nécessaire sur les bénéfices qu'auront engrangé les entreprises du CAC40 en 2009.

On avait Sarkozy ou l'imposture permanente, dorénavant nous PS rivalise en adoptant la même posture.

Le porte-parole du PS Benoit Hamon a protesté. "*C'est quand même invraisemblable qu'aujourd'hui ce soit aux boursicoteurs que l'on pense et pas du tout aux salariés qui sont victimes de cette spéculation en bourse*", a-t-il dit sur France Info.

"*Les salariés qui eux, ne spéculent pas et sont directement victimes, dans leur pouvoir d'achat comme dans leur emploi de la spéculation en Bourse de la folie des marchés financiers : rien pour eux ! Mais par contre, les amis de Nicolas Sarkozy qui ont perdu de l'argent en Bourse vont avoir leurs pertes déduites de leurs impôts !*", s'est-il indigné.

Le journaliste apporte une précision intéressante.

"*Certains économistes font remarquer que les gains en Bourse sont actuellement taxés plus légèrement que les revenus, si bien que la proposition Marini, si elle devenait réalité, reviendrait à amortir les pertes des risques pris en Bourse et à récompenser fiscalement les gains.*".

Moins taxer ou rémunérer la spéculation boursière que le travail, c'est favoriser la spéculation contre le travail.

Après qu'à Athènes un adolescent de 15 ans a été abattu de trois balles par un policier dimanche, des émeutes ont éclaté et les manifestants ont pris pour cible les banques. Des scènes d'émeutes ont également eu lieu dans le centre de Salonique et de Patras. 17 banques à Athènes et cinq à Salonique (la deuxième ville de Grèce) auraient été endommagées ou incendiées. (source : LeMonde.fr 07.12)

Si les manifestants s'en prennent au symbole du capitalisme, c'est que l'état de conscience de la population et de la jeunnesse a mûri et s'est nourri de la crise actuelle du capitalisme.

La suite par la même source. Cela devrait vous faire penser à ce qui se passe actuellement en France et d'autres pays en Europe.

Le Parti socialiste grec a souhaité une dénonciation massive et pacifiquede la politique du premier ministre de centre droit Costas Caramanlis,déjà ébranlé par les scandales. Le Parti communiste (KKE) a appelé à une manifestation lundi matin dans le centre de la capitale pour préparer une grève générale de vingt-quatre heures organisée mercredi par les principaux syndicats et prévue de longue date. La Coalition de la gauche radicale (Syriza) a appelé, pour sa part, à une autre protestation en fin d'après-midi devant les locaux de l'université, située au coeur d'Athènes.

Les professeurs des établissements supérieurs ont lancé, de leur côté, une grève de trois jours, renouvelable, pour dénoncer les circonstances de la mort d'Andreas Grigoropoulos. Plusieurs universités d'Athènes et de Salonique (Nord), occupées par les étudiants, seront fermées pour au moins deux jours, ont annoncé leurs rectorats. A Salonique, des manifestations sont également prévues lundi en fin d'après-midi.

Un autre sujet d'actualité.

Une dépêche AP du 7 décembre. "Les autorités européennes estiment à 43 millions le nombre de personnes à l'intérieur de l'UE - soit environ 8,5% de la population totale- qui ne peuvent s'offrir des repas équilibrés sur le plan nutritionnel, comprenant du poisson, de la viande ou du poulet, au moins une fois de temps en temps. J'aime bien le "une fois de temps en temps" !" Quand c'est la même chose avec les fruits et les légumes, tu te demandes ce que tu vas bouffer et comment tu vas nourrir tes gosses !

Vous saviez que des mères, des personnes âgées et des hommes d'âge mûr s'alignaient tous les jours devant l'Eglise de la Sainte-Famille à Lisbonne pour chercher de quoi manger ?

La suite de la dépêche par le journaliste.

"Les Portugais sont particulièrement vulnérables à cette crise. Leur pays est en effet le plus pauvre d'Europe de l'Ouest, où les niveaux de rémunération sont les moins élevés. Le salaire minimum moyen, que touchent plusieurs centaines de milliers de travailleurs, est seulement de 426 euros avant impôts.

Les taux d'intérêt qui grimpent sont préjudiciables pour les familles ayant des dettes. Or celles-ci s'élevaient à 129% du revenu des ménages portugais l'an dernier. C'est le deuxième taux le plus élevé parmi les 15 pays utilisant l'euro. Et, selon le gouvernement portugais, un million de personnes âgées doivent vivre avec des retraites de moins de 300 euros par mois. Parallèlement, les prix sont similaires à ceux des pays de l'UE les plus riches.

Maria de Assuncao Cunha, une des quelque 150 personnes bénéficiant du soutien de la paroisse de la Sainte-Famille, est au chômage. Son mari travaille dans la construction, où les emplois sont de plus en plus rares. Ensemble, ils sont payés moins de 700 euros par mois.

"Comment une famille de cinq vit avec ça de nos jours? On ne peut pas", déplore-t-elle. "Les choses sont de pire en pire..."

Selon une étude de l'UE publiée en juillet, 71% des Portugais ont des difficultés à payer leurs factures mensuelles. Seule la Bulgarie affiche un pourcentage supérieur."

Il n'y a pas qu'un maillon faible en Europe, mais plusieurs. Fédérer le combat contre le capitalisme à l'échelle européenne est indispensable pour préparer les conditions des Etats-Unis socialiste d'Europe débarrassés des bourses et des rentiers, partie intégrante du combat international pour en finir avec le capitalisme.

Ce qui se réalise en cas de crise profonde et prolongée, c'est le lien entre la nécessité politique de chasser le pouvoir en place, d'abattre les institutions, et la nécessité économique d'exproprier les capitalistes pour mettre fin à la situation sociale intolérable que subit la majorité de la population, d'une certaine manière le programme de la révolution socialiste coïncide avec le programme minimum.

Que le capitalisme concentre l'attention sur lui n'est pas de très bon augure pour lui et ses représentants. Cette situation est particulièrement favorable à la construction du parti. Si au lieu d'une déflation, une baisse générale des prix, se produisait une hyperinflation, une hausse incontrôlée des prix, dans les deux cas le capitalisme courrait un grand danger.

C'est un nouveau printemps de la lutte de classe qui s'annonce camarades. Au lieu de refuser la discussion et de nous déchirer, on ferait mieux de se réunir pour construire ensemble ce foutu parti de combattants révolutionnaires. Admettre que nous ne voyons pas forcément les choses sous le même angle, n'est quand même pas demander l'impossible.

A la fin des années 70, on n'avait rien d'autre à proposer aux travailleurs qu'en finir avec la Ve République par une révolution et l'on recrutait des travailleurs et des jeunes, alors que la situation était loin d'être aussi favorable qu'aujourd'hui. La plupart des partis et groupes se sont dotés de programmes immédiats à appliquer face à la crise, il n'y a plus qu'à les situer résolument dans la perspective de la prise du pouvoir pour proposer une issue politique et pratique aux travailleurs qui soit sérieuse et cohérente. Si la situation se prête vraiment à la construction du parti, alors rien ne devrait nous empêcher de le construire.

A mon avis, la question essentielle est de partager le même axe, c'est évidemment la pratique qui le détermine. Au lieu que les dirigeants s'emploient à étaler leurs désaccords, on attend d'eux qu'ils s'emploient concrètement à mettre en valeur leurs points d'accord, c'est ce que souhaitent tous les militants. En principe, les dirigeants devraient être au service des militants et non l'inverse.

La polémique est une chose, l'action en est une autre. Ce n'est certainement pas en continuant à se jeter à la gueule pabliste, lambertiste ou stalinien qu'on arrivera à quelque chose, il faut passer au niveau supérieur et faire la preuve que l'on est capable de défendre loyalement ses idées. Et si les autres ne jouent pas le jeu, ce ne sera pas nous les perdant, car la vérité finit toujours par triompher.

Autre chose, à propos du site et son animateur.

Je voudrais renouveler encore une fois ce que j'ai déjà dit à propos du site, car apparemment il y en a qui n'ont toujours pas compris, je n'ose pas penser ici qu'ils ne le veulent pas.

Le site est destiné à des militants, d'ailleurs en dehors des militants qui le connaît et qui pourrait le trouver ? Personne. Donc quand j'écris et que j'imagine le lecteur en face, je me dis que nous sommes entre nous, entre gens du même monde, entre adultes dirait-on dans d'autres circonstances. On peut donc se parler franchement et éviter l'hypocrisie ou de se retenir de dire ce que l'on a constaté autour de nous par crainte d'être accusé de mépriser qui que ce soit parmi l'ensemble des exploités, sans craindre un procès d'intention.

On n'est pas d'accord parce que l'on n'attache pas la même importance à certains facteurs, pas de quoi se traiter d'ennemis ou de traîtres, à notre niveau c'est ridicule. C'est l'attitude des dirigeants qui déteint sur les militants. Et même lorsque l'on attaque des dirigeants, c'est leur politique ou leur comportement que l'on attaque, pas les militants de leurs partis. Si un dirigeant ordonne à ses militants de se jeter à la Seine et qu'en rangs serrés ces militants s'y précipitent, celui qui dira qu'ils se conduisent en bénis oui-oui ne fera que dire la vérité, pas de quoi lui reprocher. Et l'inverse, si les militants critiquent la politique de leurs dirigeants, ils ne feront que manifester leur libre esprit critique, pas de quoi en faire un plat, ils auront simplement démontré qu'ils possèdaient une qualité que devrait avoir chaque militant. C'est plus facile à dire qu'à faire, j'en conviens puisque je ne montre pas toujours le bon exemple.

Il est vrai aussi quand on s'exprime presque quotidiennement comme je le fais à bâtons rompus, il arrive parfois que je me comprenne ou que je sache dans quel sens je m'exprime sans que cela soit perceptible au premier coup d'oeil par les lecteurs. Je vais vous donner un exemple. J'ai la fâcheuse habitude à privilégier le bon côté des gens. Ainsi pour moi, un compliment adressé au POI ou ses dirigeants vaudra autant ou davantage qu'une dizaine de reproches, mais un militant du POI, qui me lira en se contentant de compter les points sans chercher plus loin, en déduira que je critique toujours son parti.

C'est une question de dialectique, à mes yeux reconnaître la supériorité intellectuelle d'un dirigeant peut bien supporter cent critiques, cela n'altère en rien la qualité que je lui prête ou ne la remet pas en cause. Je ne conçois pas l'activité intellectuelle comme une abstraction ou quelque chose de figé, je la considère sur le plan dynamique, en mouvement quoi, elle évolue aujourd'hui dans une direction et pourra évoluer dans une autre direction à un autre moment. La seule chose que l'on ne peut pas admettre, c'est la malhonnêteté ou les dirigeants qui agissent par intérêt personnel, sincèrement je ne pense pas que ce soit le cas au POI ni à la LCR en dehors de la vieille garde, Krivine et cie. qui cultivent leurs carnets d'adresses comme on entretient une rente à vie, ce qui n'est pas le cas du facteur avec ses 1.000 euros net par mois.

Quant à savoir ce que signifie être ou ne pas être trotskiste, je vous laisse le soin de l'établir. Plusieurs camarades m'ont fait savoir qu'ils n'en avaient absolument rien à foutre et je ne suis pas loin de partager leur point de vue. Là encore, je suis déjà intervenu sur cette question, en expliquant pourquoi pour ma part si et seulement si je devais me situer, je me définirais davantage comme léniniste que comme trotskiste pour la bonne raison, et là personne ne l'a dit mieux que Trotsky lui-même, que ce qui définissait le mieux le léninisme, c'était la question du parti et la place centrale qu'il occupait dans le léninisme, or Trotsky n'a pas été particulièrement un modèle ou un exemple à suivre sur ce plan-là précisément puisqu'il attendra la veille de la révolution pour rejoindre le parti bolchevik (lors du VIe congrès du parti bolchevik, dit « d'unification avec l'organisation Interrayons.», 26 juillet - 3 Août 1917). On peut dire sans exagération, que la construction du parti qui a permis la victoire de la révolution russe reposa entièrement sur les épaules de Lénine, ce que précisera Trotsky en allant jusqu'à affirmer que sans Lénine il n'y aurait pas eu de révolution russe. Je crois que l'on peut retrouver ses paroles exactes dans *Leçon d'Octobre* (1924) ou la conférence qu'il donna en 1932 à Copenhague.

D'autre part, si l'on se réfère au contenu originel du trotskisme, il est devenu obsolète à notre époque. Depuis 1923 au début des années 30 au cours desquelles Staline s'emploiera à donner une base politique et un contenu théorique à ce qu'il appellera le trotskisme, notamment avec sa sulfureuse théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, depuis cette époque, l'histoire a prouvé après la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS et en Chine (en cours) que le socialisme scientifique dénommé théorie marxiste avait été vérifié et l'avait finalement emporté sur le stalinisme, du coup le trotskisme qui n'était que le pendant du stalinisme pendant toute une période du combat de l'avant-garde du mouvement ouvrier n'a plus aucune raison d'être, l'apport de Trotsky, ses enseignements, doivent être incorporés au marxisme, de la même manière que ceux de Lénine.

Alors pourquoi se réclamer davantage de Lénine ? Parce qu'il fut le bâtisseur inlassable du parti et que jusqu'à nos jours on n'a jamais produit un autre modèle de parti permettant de regrouper l'avant-garde et de conduire le prolétariat au pouvoir nulle part dans le monde. Si Lénine est davantage mis de côté par rapport à Marx et Trotsky par ceux qui se réclament du trotskisme aujourd'hui,

c'est sans doute parce qu'ils ne veulent pas entendre parler de sa conception du parti que leurs dirigeants n'ont pas adoptée ou qu'ils ont abandonnée.

Là encore je dois apporter une précision, il ne s'agit pas selon moi de reprendre à la lettre le modèle du parti bolchevik mais d'en conserver l'esprit, or qui en connait vraiment l'esprit ? J'ai apporté cette précision pour éviter de me faire traité de fétichiste, mais je sais pertinemment que pas un militant sur un millier ne sait au juste ce qu'était le parti de Lénine et comment il fonctionnait réellement. Imaginez un instant un camarade chrétien pratiquant et bolchevik dans le parti de Lénine, quelle horreur, impossible, et bien c'était pourtant le cas ! Imaginez un parti qui rassemble des dirigeants aux idées opposés sur des questions importantes tels que Lénine, Staline, Zinoviev, Kamenev, Boukarine, etc., impensable direz-vous, et bien non, ce qui était possible dans le parti de Lénine ne l'est dans aucun parti en France en 2008 ! Il y avait même un fils de prince ou des bourgeois dans le parti bolchevik mais pas du genre de Schivardi qui est opposé à la révolution, vous êtes sans doute capables de saisir la différence. Je ne peux pas me retenir de vous mettre un extrait de la notice biographique du livre de Pierre Broué *Le parti bolchévique* :

BLUMKINE, Jacques, de famille bourgeoise, fusillé en 1929 ; GAMARNIK, lan, de famille bourgeoise, se suicide en mai 1937 ; IAKIR, Iona, de famille de bourgeoise, fusillé avec Toukhatchevski ; JOFFÉ, Adolphe, de grande famille bourgeoise, il se suicidera ; KHODJAEV, Fayçoullah, né dans une famille de notables, fusillé ; OSSINSKI N. (Valérien Obolenski, dit), fils d'une grande famille princière ; RACOVSKI, Christian, fils d'un riche propriétaire ; VATSBTIS, Ioakim, colonel d'un régiment letton de l'armée tsariste, rallié à la révolution, fusillé en 1938...

Si vous avez sous la main la notice biographique sommaire des dirigeants du parti bolchevik, vous constaterez avec surprise que la plupart d'entre eux étaient des fils d'ouvriers ou de paysans ou l'étaient eux-mêmes. Etonnant non, si l'on compare avec la composition de la direction des partis ouvriers que l'on connaît aujourd'hui ? Il y avait évidemment des intellectuels, des membres des classes intermédiaires, mais il y avait aussi en grand nombre des ouvriers et des paysans, et il n'était pas là pour faire de la figuration. C'est cela l'esprit du parti bolchevik, le véritable parti de Lénine dont personne ne veut plus entendre parler. Un parti qui peut accepter n'importe qui, à une condition : qu'il adhère à la révolution prolétarienne comme moyen pour s'emparer du pouvoir puisque c'est le seul moyen possible de vaincre. Ceux qui prônent un tout autre parti et qui se prétendent trotskistes devraient se souvenir des paroles de Lénine : *il n'y a pas de meilleur bolchevik que Trotsky*, or le bolchevisme c'est quoi, c'est le léninisme, et le léninisme c'est quoi, c'est le parti, parole de Trotsky ! Réhabiliter le léninisme, c'est réhabiliter le parti de Lénine... et de Trotsky !

Quant au *Programme de transition*, je vous invite à lire la lettre de Trotsky à R. Klement, particulièrement la note en bas de page, qui figure dans le site. No comment.

Si je me souviens bien, Lénine a écrit qu'il avait commis un nombre considérable d'erreurs, je ne me souviens plus la formule précise qu'il avait employée, alors lorsqu'on lit les ouvrages de Lénine (ou des autres marxistes), il est permis de penser qu'il y figure certaines de ces erreurs, donc en plus du recadrage nécessaire par rapport à notre époque et la nécessité de ne pas tout prendre à la lettre, il faut être très prudent dans l'usage que l'on veut faire de ses enseignements, cela est valable aussi pour moi évidemment, je dirais même en premier lieu, puisque je sais que cette précaution s'impose.

Le 10 décembre 2008

Extrait d'une dépêche AFP d'hier.

"Des lycées étaient en effervescence mardi. A Brest, des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre ont éclaté en marge d'une manifestation qui a réuni 200 lycéens.

Le SNPDEN, principal syndicat de chefs d'établissements, interrogé par l'AFP, estime que "la mobilisation est en train de monter", qu'elle est "dure" et a fait part de craintes pour le mois de janvier.

En Basse-Normandie, selon le rectorat, 33 établissements sur 70 étaient perturbés (notamment à Caen, Flers). Plusieurs dizaines de manifestations de lycéens ou blocages d'établissements ont également été signalées par les autorités en Ille-Vilaine, Vendée, dans les Côtes d'Armor, le Finistère, en Mayenne, en Sarthe ou dans le Maine-et-Loire.

A Bordeaux 1.200 lycéens ont manifesté, tandis que 700 défilaient à Mont-de-Marsan (Landes), selon la police. Les lycéens étaient 400 à Rennes, où des dégradations ont été signalées dans un lycée, entre 200 à 300 à Morteau (Doubs), 200 à Saint-Maximin (Var), une centaine à Dole et Saint-Claude (Jura).

A Aix-en-Provence, on comptait entre 300 et 400 personnes. Sur les 105 lycées de l'académie, "une trentaine ont fait l'objet de tentatives de blocage total ou filtrant", selon le rectorat."

Dans tous les pays le prolétariat et sa jeunesse sont durement frappés par la crise du capitalisme, du coup à la colère va se mêler de plus en plus souvent la violence incontrôlée contre l'ordre établi. Les dirigeants du mouvement ouvrier doivent prendre leur responsabilité face à cette situation et soutenir inconditionnement les travailleurs et jeunes victimes de la répression policière en accusant l'Etat, c'est-à-dire Sarkozy, son gouvernement et tous ceux qui les soutiennent, d'être les seuls responsables de cette situation.

Au lieu de garder un silence hypocrite sur ces violences qui répondent à la violence de l'Etat et qui en réalité a valeur de soutien au gouvernement, quand ils ne les condamnent pas ouvertement, ils devraient prendre position en se plaçant inconditionnement au côté des travailleurs et jeunes qui manifestent ainsi leur désespoir et leur haine du régime.

D'une certaine manière, ils montrent à l'ensemble de la classe, que face à la dictature du capital et son appareil policier et judiciaire qui le protègent, pour en finir avec le régime d'exploitation et d'oppression en crise ouverte qui se traduit chaque jour par des inégalités et des injustices de plus en plus insupportables pour l'ensemble du prolétariat, la seule voie sera de renverser l'Etat bourgeois par une révolution prolétarienne puisqu'aucune autre voie n'a permis et ne permettra de répondre favorablement à nos revendications.

Comment des travailleurs et des jeunes pourraient-ils être tentés de rejoindre des partis ouvriers qui seraient incapables de prendre leur responsabilité lorsque les rapports entre les classes se radicalisent ? Comment pourraient-ils comprendre qu'il n'y a pas d'un côté une jeunesse docile et de l'autre une jeunesse rebelle, mais que l'ensemble de la jeunesse est révolutionnaire et aspire à un monde meilleur et refuse d'être sacrifiée sur l'autel du capitalisme en crise ? Comment pourraient-ils comprendre que l'unité des travailleurs et la jeunesse est indispensable pour vaincre ?

Il n'y a qu'une voie pour en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions de la Ve République, pour en finir avec le capitalisme, c'est celle de la révolution socialiste portant au pouvoir le ou les partis engagés résolument dans ce combat politique au côté du prolétariat révolutionnaire.

Autre chose.

Il vient d'y avoir des élections législative au Québec, elles ont été marquées par le plus fort taux d'abstention depuis 50 ans. Dans de très nombreux pays dans le monde, soit le taux d'abstention atteint des sommets, soit leur résultat est contesté par une partie croissante de la population et elles donnent lieu à des émeutes.

Cette situation est le produit de l'approfondissement de la crise du capitalisme. Les travailleurs et jeunes remettent de plus en plus souvent en cause le suffrage universel, la forme démocratique de domination de classe de la bourgeoisie qui de fait permet d'assurer la pérennité du capitalisme. Ils ne se reconnaissent pas ou plus dans la république démocratique bourgeoise qui en cas de crise ouverte révèle son véritable visage et ses véritables intentions, bref sa véritable nature sociale de classe au service du capitalisme. Défendre une des composantes de la république démocratique bourgeoise sans la situer clairement dans une perspective révolutionnaire revient à soutenir le régime en place.

Inconsciemment, les travailleurs et jeunes cherchent une autre voie pour résoudre leurs problèmes, une voie qui ne se situe pas dans le cadre des institutions actuelles, une voie qui nécessite la destruction de ces institutions. Ils incarnent la résistance du prolétariat et son refus d'être réduit en esclavage.

Inconsciemment encore, en s'en prenant violemment aux institutions, aux banques qui concentrent le pouvoir économique, ils montrent la voie à l'ensemble du prolétariat international. Il faut abattre les institutions et exproprier les capitalistes, les deux actions sont intimement liées et il n'y aura pas d'autre solution que les mettre en oeuvre en même temps pour vaincre.

Répétons-le encore une fois, les condamner ou garder le silence à l'heure où la répression policière s'abat sur eux, ne pourrait être interprété que comme un soutien aux gouvernements et aux institutions qu'ils combattent, ce serait se placer délibérément dans le camp de la réaction.

Nous avons besoin d'un parti ouvrier qui exprime cette voie révolutionnaire et qui propose aux travailleurs et jeunes de s'organiser afin de construire l'outil indispensable pour qu'elle puisse vaincre.

Notre objectif et notre programme n'a pas changé depuis la parution en 1848 du *Manifeste du parti communiste*, notre méthode pour l'atteindre n'a pas changé non plus. Les évènements politiques qui vont se produire dans les semaines ou mois à venir en confirmeront une fois de plus l'actualité.

Le sénateur PS Mélenchon qui est aussi le principal dirigeant du Parti de Gauche a cru bon de dire lors de l'émission Complément d'enquête sur France 2 (diffusée en différé sur TV5 Monde Asie la semaine dernière) que la seule voie était les élections et qu'aucune autre n'avait permis une amélioration du sort des travailleurs au cours du XXe siècle. Qu'il aille raconter cela aux 963 millions de personnes sous-alimentées dans le monde en 2008, en augmentation de 40 millions sur un an,

déclaration mardi du directeur général de l'agence de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Jacques Diouf.(source : AFP 09.12) Qu'il aille raconter cela aux 10 millions de pauvres en France ! Il a dit aussi qu'il était un traditionnaliste, un républicain et un socialiste.

Merci monsieur Mélenchon pour cette précision, on n'a même pas besoin de qualifier ce qui se cache derrière cette appellation contrôlée "*républicain socialiste*", ce qu'il en a dit lui-même nous convient parfaitement. (A suivre)

Le 11 décembre 2008

Juste quelques mots très vite. J'ai actualisé les infos en bref des derniers jours. Je n'ai pas vue de dépêches en "Une" sur la mobilisation d'hier en France, je vais faire une recherche. Je remercie au passage les militants de ne m'envoyer aucune info, vous ne m'aidez pas franchement.

Saviez-vous que Sarkozy avaient des intentions "*louables*" ? Vis-à-vis des travailleurs évidemment. Cela vous étonne, dites-moi ce que vous en pensez après avoir lu attentivement l'article du dénommé Stentor à la page 16 du n°25 d'*Informations ouvrières*. On fera un test pour voir quelle grille de lecture il est possible de faire de cet article et si nous avons fait la même.

Un mot personnel.

Vous savez tous maintenant que je suis un affreux "bobo" bourré de fric qui se dore la pillule au soleil ou qui n'a pour principale occupation que démolir ce qu'il reste du mouvement ouvrier dans ce pays, je parle de la France pas de l'Inde. Je vous laisse souffler un peu après la dernière polémique qui a dû vous incommoder autant que moi, elle donne une image détestable de ceux qui en sont à l'origine, et ne rigolez pas, après 43 ans de militantisme pour l'un d'eux, à croire parfois que l'on cesse bien jeune d'avoir un esprit critique pour peu qu'on en est eu un un jour. Cela dit, après réflexion, je pense avoir trouvé l'angle d'attaque pour leur répondre. Je vous relaterai peut-être plus tard l'état d'esprit qui règnait dans l'organisation où j'ai milité autrefois (l'OCI), car on retrouve exactement les mêmes travers épouvantables dans le comportement de ces militants, pas spécialement des jeunes, des vieux ou plutôt des vieillards, vous m'excuserez à 53 ans de ne pas pratiquer le culte des ancêtres, j'ai même cru observer autour de moi (en France) que généralement les vieux étaient particulèrement réactionnaires, cela reste entre nous bien sûr. Pour m'aider, j'emploierai les témoignages de militants du CCI-POI qui m'ont rapporté les discussions qu'ils avaient entre eux et qui étrangement m'ont replongé 30 ans en arrière. Que des militants aient quitté le CCI-POI pour cette raison, ce ne serait pas tout à fait exact de l'affirmer, mais on peut penser honnêtement que le jour de leur décision, l'ambiance dans laquelle ils baignaient ne les a pas retenue, on les comprend et on peut le regretter ou non selon les cas.

Le combat politique, ce n'est pas un combat de chiens enragés entre militants, ni une partie de plaisir évidemment, de la même manière que le parti n'est pas un club de discussions, celui qui refuse toute activité n'y a pas sa place selon moi. Les députés et anciens ministres, les élus les plus en vue ont le Sénat comme hospice ou pour s'assurer une rente à vie, à l'OCI-PCI-PT-POI ils ont *Informations ouvrières* qui remplit le même office, simple constatation, je ne demande pas aux militants du POI de la partager.

Que chacun prenne bien conscience de la place qui est la sienne, qu'il prenne le temps nécessaire pour y réfléchir calmement, ce n'est pas aussi évident qu'on le pense au premier abord, qu'il évite de penser à la place des autres et d'interpréter ce qu'ils disent en oubliant qu'ils ne sont pas placés dans la même situation, cela demande un effort apparemment insurmontable pour beaucoup de militants d'admettre que tout le monde ne pense pas comme vous, je sais qu'on en est arrivé dans cette société au point de confondre un homme et une femme et de leur prêter au-delà de leurs différences sexuelles une identité qu'ils n'ont pas et n'auront jamais du fait même de cette différence sexuelle, mais quand même ! Se mettre à la place de quelqu'un ou tout du moins essayer, c'est une chose, mais vivre et ressentir les choses à sa place, c'est impossible, or j'ai comme l'impression qu'on a tendance à confondre les deux et à faire preuve, comment dire, d'une certaine intolérance, parfois de mépris, sans le vouloir, par maladresse, cela m'arrive aussi de choquer inutilement, disons que j'escompte un résultat (sans que les militants le sachent forcément), j'attends une réaction, salutaire bien sûr, la renaissance de l'esprit critique qui fait tant défaut à notre époque, et quand on critique, cela part dans tous les sens sans direction précise, bref toute discussion est impossible sans recadrer les choses au préalable, c'est ce que j'essaie de faire aujourd'hui comme hier dans le site.

J'ai cru comprendre que dans la vie on apprenait davantage de nos propres erreurs qu'en étudiant celles du voisin, bien que dans l'oeil du voisin ce soit les nôtres que nous voyons et non les siennes, mais cela on l'ignore ou on passe à côté. J'en ai fait tellement que j'ai atterri là où je suis, en Inde, où finalement je n'ai rien à y faire, c'est pour dire que j'en tiens une couche !

En vivant en Inde parmi des gens qui ne me ressemblent pas bien que nous appartenions à la même classe, il m'a fallu m'adapter à eux. Certes j'ai un peu plus d'argent que mes voisins, mais j'ai une vie modeste comme eux, je peux même ajouter qu'on y est contraint de la même manière. On ne peut pas comparer nos niveaux de connaissances ou de conscience du monde, il est même difficile de comparer nos expériences, car on a vécu dans des sociétés qui ne se ressemblent pas du tout, on a finalement peu de choses en commun. Mais en vivant au quotidien avec eux depuis plus de 14 ans (90-92 et 96 à 2008), nous partageons les mêmes choses même si nous ne les vivons pas et ne les interprétons pas de la même manière. Vous imaginez facilement qu'on

ne peut se comprendre qu'à partir du moment où chacun laisse l'autre s'exprimer, dans le cas contraire neuf fois sur dix on interprètera de travers ce que l'autre a vécu ou pense, c'est imparable. Peut-être que sans cet exercice quotidien je n'aurais jamais été capable d'acquérir un minimum d'esprit critique. On a tous besoin d'une bonne leçon à un certain moment de notre vie. Cela dit, rien n'est acquis définitivement en la matière, c'est tellement facile involontairement, par inattention ou par fatigue de reprendre ses vieilles habitudes, personne n'est à l'abri d'une erreur, pensons-y.

Un dernier mot, mon épouse Magueswary dont je n'avais pas de nouvelles depuis un mois et demi m'a téléphoné (elle n'a pas le téléphone). Vous savez déjà peut-être qu'elle a subi quatre opérations du coeur dont la dernière qui a fait l'objet d'une transplantation de deux valves mécaniques pour continuer à vivre. Elle est seule à Aubagne, au RMI avec la CMU, elle vient de recevoir la réponse de la Cotorep qui l'a reconnu handicapée à 80%... pour deux ans, dès fois que son coeur pourrait se passer de ces valves plus tard ou qu'elle serait éternelle ! La pauvre femme a quand même failli mourir sept fois au total, y compris lors du tsunami où elle ne doit d'être vivante qu'à un pilier en ciment qu'elle avait saisi dehors pour ne pas être emportée et écrasée contre la palissade par les deux vagues successives ou tout simplement mourir noyée. Cette expérience assurément très exotique mérite bien les insultes que l'on nous adresse. Espérons qu'elles ne sont pas le résultat d'une pathologie irréversible.

Elle est hébergée gratuitement depuis des mois par une famille sri lankaise d'origine tamoule comme elle, mais elle ne va pas rester éternellement chez eux, ils ont déjà été très bons de l'héberger si longtemps, aussi elle attend que la Cotorep lui fournisse un petit studio, ensuite seulement elle rentrera en Inde pour un ou deux mois avant de repartir, autant dire qu'il nous est devenu impossible de vivre ensemble. On a tous nos lots d'emmerdements et d'imprévus dans la vie. A part cela, notre couple de "*bobos*" se porte à merveille, je n'en dirai pas plus pour rester calme et correct.

Le 12 décembre 2008

Je vous ai mis quelques extraits des enseignements du marxisme que j'avais notés au fil de mes lectures-études entre 2005 et 2008. Elles m'ont servi à réfléchir à nouveau à un grand nombre de questions qui nous intéressent tous et à forger ma ligne politique.

La définition de la valeur et du prix des marchandises donnée par Marx est intéressante. Pour simplifier il explique que la valeur d'une marchandise ne change pas, sauf si la productivité augmente. Dans sa valeur est inclu le temps de travail que paie le capitaliste à l'ouvrier et celui qu'il ne lui paie pas et empoche. Ces deux dernières décennies, ce n'est pas la valeur des marchandises qui a diminué mais la part qui revenait aux producteurs, aux ouvriers.

Avec l'éclatement de la crise, les dirigeants de ce monde nous expliquent que les banquiers et capitalistes en général n'auraient plus d'argent pour faire face à leurs obligations, d'où les milliers de milliards qui leur sont versés grâcieusement par les différents gouvernements via les banques centrales. Ce discours est évidemment destiné à tromper les travailleurs sur la nature réelle de cette crise, sur la nature fondamentale du capitalisme qui conduit infailliblement à la paupérisation d'une partie toujours plus importante de la population à l'échelle mondiale, tandis qu'une minorité s'enrichit dans des proportions inimaginables.

En réalité, c'est totalement faux, les rentiers et les capitalistes ont bien accumulé des profits gigantesques, mais en hypothéquant l'avenir sur une échelle inconnue dans le passé, d'où l'ampleur et la durée prévisible de cette crise, comme si la production basée sur la propriété privée permettrait indéfiniment d'engranger des profits, de maintenir le taux de profit moyen à l'échelle mondiale dans le futur, sans tenir compte de la lutte des classes et de la résistance de la classe ouvrière, de son aspiration partout dans le monde à vivre mieux qu'hier, des conséquences du formidable développement démographique et des forces productives, comme si tous ces facteurs avaient été neutralisés ou n'auraient plus aucune influence par le jeu de la spéculation et d'opérations comptables véreuses.

Les représentants politiques du capitalisme tentent par tous les moyens de redonner confiance aux investisseurs, aux capitalistes qui ont accumulé des dizaines de milliards de dollars, pour qu'ils veuillent bien casser leurs tirelires et investir de nouveau dans le marché, dans le marché financier à défaut de vouloir le placer directement dans l'industrie. Leur problème, c'est que les uns et les autres savent très bien qu'il ne leur sera plus possible de tirer davantage sur la corde, elle est dorénavant usée jusqu'à la corde. Pour engranger les mêmes profits qu'hier, ils devront, soit se serrer la ceinture dans un premier temps avec l'espoir de pouvoir la dessérer plus tard, soit engager directement le combat contre le prolétariat, autrement dit scier la branche fragile sur laquelle ils sont assis.

En réalité, ils vont combiner les deux, dans le premier cas, on vient de le voir avec la collecte par le Trésor américain de 30 milliards de dollars à taux zéro, dans le second, tous les gouvernements ont déjà manifesté leur intention de continuer à appliquer leur politique de destruction de tous nos droits ou acquis sociaux et de faire payer la crise aux seuls travailleurs, ce qui se traduit dans l'immédiat par une hausse fulgurante du chômage, par exemple il a doublé en un an en Espagne.

Nous avons vu au début que pour jouer sur la valeur d'une marchandise, ils peuvent augmenter la productivité, ce qui explique les délocalisations et les fusions-acquisitions qui s'accompagnent de licenciements et d'une plus grande socialisation de la production, le tout pour réduire les coûts de production et d obtenir une position plus favorable sur le marché, pour ne pas dire

de monopole.

Comme ils ne peuvent pas intervenir autrement sur la valeur des marchandises, il faut qu'ils parviennent à augmenter la durée du temps de travail d'une manière ou d'une autre, soit en rallongeant la durée journalière, soit en nous faisant travailler un jour de plus par semaine, le dimanche par exemple, soit en nous faisant travailler jusqu'au dernier souffle de vie, jusqu'à 70 ans ou davantage encore, soit encore en forçant les plus jeunes, les plus vieux et les chômeurs à accepter n'importe quel travail en échange d'un salaire de misère que complèterait l'Etat, en fait les autres travailleurs.

Quand on dit que la valeur de la marchandise ne change pas, on veut dire par là qu'un kilo de plomb vaille 100 ou 500 euros par exemple ne change rien à sa valeur qui est fixée par le temps de travail nécessaire qui a été dépensé pour produire ce kilo de plomb, qui ne se transformera jamais en or par le biais de la spéculation ou par miracle. Le temps de travail pour le produire demeurant le même, que le salaire des ouvriers ou le profit des capitalistes augmente ou diminue ne change en rien sa valeur.

Par contre, si en une heure, un ouvrier extrait 2 kilos au lieu d'un auparavant grâce à l'emploi d'une machine plus perfectionnée ou la découverte d'un filon plus facile à exploiter, compte tenu qu'il percevra le même salaire, la part qui reviendra au capitaliste augmentera, dans ce cas-là la valeur du plomb diminuera puisque un kilo renfermera moins de temps de travail. De la même manière, si un ouvrier produit 100 kilos de plomb en 8 heures de travail, s'il travaille 12 heures demain, il produira 150 kilos. La valeur du plomb n'aura pas changé, mais à la part qui revenait au capitaliste comprise dans la production des 100 kilos, il faudra ajouter maintenant celle qui lui reviendra des 50 kilos supplémentaies produits.

Si j'ai bien compris, l'augmentation de la productivité combinée à la baisse du temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise conduit à la baisse de la valeur des marchandises en général, et parmi ces marchandises on trouve évidemment la force de travail elle-même, ce qui explique la distorsion croissante entre la richesse des capitalistes et la paupérisation du prolétariat, car si la valeur de la force de travail diminue (la part du capital variable nécessaire au procès de production), cela veut dire que les moyens de subsistance des ouvriers diminuent ou doivent diminuer, c'est-à-dire les salaires, la protection sociale, les retraites, etc...

Jusqu'à présent le capitalisme a réussi à s'en tirer en jouant sur le développement inégale des forces productives à l'échelle mondiale, en produisant (matières premières) dans des pays où le coût de la main d'oeuvre était très et en consommant les marchandises produites dans des pays où les salaires étaient plus élevés et permettaient éventuellement l'obtention de crédits, en continuant sur la même lancée, ils ont délocalisé des pans entiers de l'industrie de transformation dans les pays où les ouvriers étaient surexploités tout en augmentant la productivité grâce à la modernisation des moyens de production faisant d'une pierre deux coups, mais en jouant sur les deux tableaux, ils ont épuisé toutes leurs cartouches, du coup, en cas de crise, ils n'ont pas d'autre moyen pour y faire face, que de recourir à des solutions extrêmes, qui passent à la fois par la fermeture de milliers d'entreprises conduites à la faillite pendant que se restructurent institutions financières et des pans entiers de l'industrie (automobile, chimie, habillement, immobilier, compagnies aérienne, etc.), et par la mise en oeuvre de programmes politiques ultra réactionnaires risquant de se traduire par des explosions sociales, des révolutions.

Ils ont tellement tiré sur les deux bouts de la corde, d'une part en maintenant la majorité de la population dans la pauvreté là où sont produites leurs marchandises (Afrique, Amérique latine et une grande partie de l'Asie), d'autre part en excluant du marché une part croissante des travailleurs dans les pays où ces marchandises devaient en principe être consommées, aux Etats-Unis et en Europe principalement, ajoutons la baisse continue de la valeur des marchandises produites, et nous avons le cocktail explosif qu'ils ont eux-mêmes contribué à fabriquer, la bombe à retardement qui va leur sauter à la gueule et qui risque de remettre en cause l'ensemble du système capitaliste si une révolution politique et sociale voyait le jour dans un pays en Europe, et ce ne sont pas les maillons faibles qui manquent, Portugal, Italie, Espagne, Grèce, France, Hongrie, pour ne citer que les principaux.

Voilà les quelques réflexions que je me suis faite tôt ce matin, très tôt même puisque j'ai précédé le lever du soleil. Heureusement qu'il est là, au moins il est fidèle !

Je n'ai pas encore eu le temps de voir les infos d'hier ou de prendre connaissance des courriels. Je n'ai pas écrit d'éditorial car je crains que le prochain sera forcément moins bon !

J'allais oublié, on m'a adressé un article avant-hier, je n'ai pas osé le mettre en page d'accueil, ses auteurs présentent les choses sous un autre angle que le mien, je ne suis pas forcément d'accord avec tout ce qu'ils ont écrit, cependant j'y ai appris certaine chose, par exemple sur le Hamas et Israël, il contient aussi un rappel sur l'histoire du parti démocrate américain, je l'ai formaté sous pdf pour vous, vous pouvez le télécharger ici si cela vous intéresse : Barack Obama : l'effroyable imposture.

Avec un peu d'avance, bon week-end à tous.

Le 14 décembre 2008

J'ai corrigé encore erreurs qui empêchaient de télécharger certains documents, dont le dernier sur le marxisme, avec mes excuses.

Voilà qu'ils veulent moraliser le crédit en se penchant sur les systèmes de crédits renouvelables dont les taux d'intérêt sont usuraires, jusqu'à 20,7%.

A une autre époque, on avait uniquement recours aux acomptes sur salaire pour finir les fins de mois, les crédits n'étaient destinés aux ouvriers. En principe on attendait d'avoir travaillé au moins la moitié du mois pour en demander un à notre patron, c'était même généralement la règle qu'imposaient les patrons. Dans certains cas, après la mensualisation des salaires, on arrivait à en demander un dès la fin de la première semaine du mois de travail entamé, alors évidemment il ne restait plus grand chose à toucher le jour de la paie après avoir eu recours à plusieurs acomptes au cours du même mois. C'était l'engrenage quoi, on y était poussé davantage par la pauvreté que par le besoin effréné de consommer comme c'est devenu très souvent le cas aujourd'hui.

Puis c'est devenu insuffisant, alors le temps du crédit renouvelable est arrivé. Combien de fois j'ai été sollicité par ma banque pour y recourir alors que je n'en avait pas besoin, par chance, c'était quand on avait deux salaires un peu au-dessus du smic et un faible loyer.

Le crédit, c'est comme une sorte de gangrène ou une longue maladie que tu traînes et dont tu ne guériras jamais, elle peut empirer et t'emporter un jour mais tu ignores quand, le chômage, un accident ou la maladie, et l'épée de Damocles qui était suspendue au-dessus de ta tête est désormais prête à te la couper.

Vivre à crédit en dehors des cas d'extrême nécessité ou vouloir péter plus haut que son cul relève de la même crasse ignorance.

Marx et Engels étaient parfaitement lucides lorsqu'ils analysaient le comportement des ouvriers au XIXe siècle. Ils ne passaient pas à côté de leurs faiblesses et n'hésitaient pas à en parler entre eux dans leur correspondance, car ils étaient un des éléments objectifs de la situation. Lénine fustigera les ouvriers qui se livraient à l'ivrognerie ou à la violence gratuite entre eux.

C'est toute la différence avec nos minables détracteurs qui ne veulent voir de la situation que ce qui les arrange, du coup leurs regards sur la société et leurs analyses en sont forcément faussés. L'ouvrièrisme (le tiers-mondisme en est la version exotique !) est aussi malsain que la haine de l'ouvrier qui habite les bourgeois.

De Marx à Trotsky, à ces différentes époques qui étaient reliées entre elles par la volonté farouche de faire progresser le mouvement ouvrier par tous les moyens, on parlait volontiers d'éduquer le prolétariat, cela débordait largement le cadre des questions politiques et concernait également son mode de vie, car l'ignorance du contenu des rapports sociaux se répercutait jusque dans les gestes de la vie quotidienne.

Pour les marxistes ils ne s'agissaient pas d'inculquer un mode de vie particulier, encore moins de dicter quoi que ce soit à quiconque, mais d'aider les ouvriers à prendre conscience de la nature de chacun de leurs gestes, à eux ensuite d'en tirer librement les conclusions ou conséquences sur leur vie pratique. Marx n'était pas seulement un penseur, un théoricien, un militant et un dirigeant ouvrier révolutionnaire, il était aussi un formidable professeur, un éducateur au service de sa classe.

La situation misérable de la classe ouvrière au milieu du XIXe siècle, particulièrement en Angleterre où Engels (et Marx) passa une bonne partie de sa vie en exil, l'avait tellement frappée, qu'il se plongea au coeur de la classe ouvrière la plus développée sur le plan numérique et la plus concentrée à cette époque du capitalisme ascendant pour l'étudier de fond en comble. Il releva sans complaisance ses qualités et ses faiblesses. S'il s'appuya sur les premières, il n'eut pas la lâcheté de se détourner des secondes comme le font nos oiseaux de malheur ouvrièristes qui préfèrent laisser le soin aux curés et aux imams de s'en occuper pour ensuite leur cracher dessus.

Marx et Engels pouvaient fustiger vertement les ouvriers parce qu'ils leur apportaient sur le plan politique les moyens de s'en sortir. Et ils ont littéralement sacrifié leur vie pour la classe ouvrière, ne l'oublions pas. Pas un instant, face à la condition ouvrière effroyable de cette époque ils n'ont eu une réaction de dégoût pour l'ouvrier, par contre, je ne connais personne qui ait autant haï le capitalisme et ceux qui mettaient en musique cette marche funébre destinée à conduire la classe ouvrière vers l'abîme.

Les militants qui n'acceptent pas que leurs semblables critiquent le comportement de certains ouvriers, fonctionnaires, intellectuels, syndicalistes, etc. sont des irresponsables ou des crétins ou les deux à la fois, ils confondent critique et manque de respect. Pour eux toute critique de la classe ouvrière doit être considérée comme une attaque contre la classe ouvrière. Ils raisonnent en militants, ils passent leur temps à se regarder le nombril et à se prendre pour le centre du monde, à aucun moment il leur viendra à l'esprit que l'immense majorité des exploités ne pensent pas comme des militants mais comme de simples travailleurs, manuels ou intellectuels, et qu'ils en n'ont absolument rien à foutre de leurs considérations qui confinent à l'autoritarisme et l'arbitraire.

Il manque à ces militants l'outil qui leur permettrait de prendre réellement et librement la mesure des choses. Ils rétorqueront qu'ils disposent d'un outil valable, ne vous marrez pas, il s'agit évidemment du marxisme, mais là non plus il ne leur viendra pas un instant à l'esprit qu'ils aient pu en assimiler qu'une infime partie ou qu'ils auraient pu l'interpréter de travers quelque part, d'ailleurs quand par un effort quasi-surhumain ils en viennent à examiner quel usage ils en font, ils ne font qu'examiner superficiellement l'outil dont ils se servent tous les jours, vous ne croyez tout de même pas qu'ils vont se donner la peine d'étudier à nouveau le maxisme, ils ont une bien trop haute idée de leur petite personne pour perdre leur temps avec un tel exercice qu'ils ont déjà mener à bien un jour lointain, et qui plus est demanderait forcément beaucoup de temps. Ce serait encore prendre les choses de travers, car en réalité cela devrait être un exercice permanent, une remise en cause indispensable tout au long de la vie d'un militant.

Aujourd'hui le terme éduquer est devenu pratiquement péjoratif, on va vous accuser de vouloir endoctriner, embrigader, laver le cerveau des ouvriers ou des jeunes. Ou au contraire, n'importe qui se veut éducateur et redresseur de torts. Si vous critiquez un homosexuel par exemple, vous devez faire extrêmement attention à chaque parole prononcée si vous ne voulez pas vous faire accuser d'homophobie. Idem dans pratiquement tous les domaines, c'est de la paranoïa aigue. Si vous critiquez un prof, vous remettez automatiquement en cause sa fonction, le rôle de l'école, le corps enseignant tout entier, etc., bref, on ne peut plus parler ou bouger le petit doigts.

Je me fous complètement de cet état d'esprit ambiant véhiculé par les officines les plus sectaires et autoritaires qui soient, et que bon nombre de militants cultivent également, inconsciemment la plupart du temps. La censure et le délit de blasphème ont toujours fait bon ménage, ils constituent des atteintes intolérables à la liberté de penser, ils ont finalement pour seules fonctions de maintenir la majorité de la population sous le joug de la servitude et de l'ignorance.

Quand j'ai commencé à militer en 1977, on a commencé par me mettre des oeillères, ensuite ce n'était presque plus nécessaire puisque je m'en posais moi-même sans qu'on me le demande, j'avais bien appris ma leçon et je m'employais à l'appliquer aux autres, mais là avec beaucoup moins de succès je l'avoue, normal et heureusement. Cela n'a duré que jusqu'en 1981, grâce au hasard qui fait parfois bien les choses, car j'étais franchement mal barré, je m'en rendrai compte que bien plus tard. J'aurais pu devenir le parfait bureaucrate du parti, cette idée est terrifiante. En passant, à ceux qui ricaneraient à l'évocation du hasard, qu'ils relisent donc Marx, ils s'apercevront qu'il y faisait référence et le prenait également en compte dans ses analyses, ce qui après tout était tout à fait normal pour quelqu'un qui étudiait la réalité sous tous ses aspects et n'en excluait aucun, même les plus inattendus. Si la vie est un combat perpétuel, on ne peut pas concevoir le mener sans continuer sans cesse à étudier le marxisme, y aurait-il en plus une honte à l'avouer à un âge déjà avancé ?

Trente et un ans plus tard, des militants s'indignent que je puisse critiquer le mode de vie des ouvriers, leur proportion à se laisser aller à consommer sans réfléchir, à profiter de ce que la société leur apporte sans se demander d'où cela vient, à se conduite inconsciemment et à attendre de je ne sais qui ou quoi, que l'on règle leurs problèmes à leur place sans mettre la main à la pâte, ajoutons à se reproduire sans réfléchir non plus à l'avenir que réserve ce monde pourri aux futurs générations, à leurs propres enfants, etc.

Si je n'avais pas de conscience politique, je détesterais la terre entière sans me poser de questions, je pense que je ne suis pas le seul dans ce cas-là, je me dis que c'est ce qui doit effrayer bien des militants qui ne sont pas encore capables de fixer avec précision la limite entre les deux. On ne doit pas se demander qui de la barbarie ou du socialisme l'emportera, sinon c'est qu'on est déjà à moitié cuit ou perdu ! Qui convaincre dans ce cas-là ? Personne !

Toute entreprise pour réussir mérite avant tout qu'on y croit dur comme fer. Là en l'occurence il ne s'agit pas de croire mais d'apprendre pour comprendre pour ensuite agir pour parodier Lénine. Quand on parle de conviction, on veut parler en fait de connaissances. On ne croit pas que le capitalisme conduit inexorablement à la crise, on doit être capable d'expliquer pourquoi chaque nouveau développement du capitalisme conduit inévitablement à une nouvelle crise et qu'il en sera toujours ainsi tant que le capitalisme et la lutte des classes existeront, car les deux sont intimement liés et inséparables. On ne peut pas comprendre l'un sans l'autre non plus.

Pour finir, plus particulièrement à l'adresse des militants qui m'insultent dans leurs courriels et à leurs semblables tout aussi anonymes, sauf exceptions très très rares.

Permettez-moi de vous dire que par votre silence assourdissant sur le comportement dans la vie quotidienne de la classe ouvrière vous vous faites les complices de leurs ennemis qui ont tout intérêt à ce que la situation actuelle dure encore très longtemps. C'est une manière comme une autre de tenir un double langage.

A ma connaissance, je pensais qu'il fallait combattre le capitalisme jusque dans ses derniers retranchements, ses conséquences ultimes, qu'il fallait le harceler sans répit, le dénicher partout où il s'était infliltré pour lui mener une guerre à mort. Chaque acte de la vie quotidienne porte la marque des rapports sociaux qui existent dans la société. Ne pas en chercher à en découvrir la nature, ne pas les qualifier ensuite, ne pas les combattre si nécessaire, s'assimilent à une démission ou une capitulation. Ou un simple aveu d'ignorance, de manque de courage ou de volonté, au choix ou le tout à la fois.

Je vais vous dire encore un truc pour enfoncer le clou, si vous vous abstenez de dire ce que nous nous disons entre nous, nous autres ouvriers, c'est peut-être parce que vous ne faites pas encore tout à fait partie de la même famille que nous, et je considère pourtant que notre famille est très large puisqu'elle englobe tous les exploités sans distinction entre travailleurs manuels ou intellectuels. Vous ne nous ressemblez pas ou ne tenez pas à nous ressembler - ce n'est pas un reproche, vous n'y êtes pour rien, et pour cette raison vous ne pouvez pas vous reconnaître en chacun d'entre nous. A notre niveau, on se dit tout ou presque, on ne sait pas où se situent les limites de ce qu'il faut dire ou pas, et franchement on n'a pas envie de le savoir, cette distinction est trop rafinée pour nous, elle n'appartient pas à notre monde.

Tout ce que l'on sait en revanche par expérience, c'est que nous avons toujours été les principales victimes des limites imposées à notre liberté d'expression par nos oppresseurs et bien souvent aussi par ceux qui parlaient en notre nom, hélas ! Voulez-vous à tous prix tenir le même rôle ? Le poison de la religion n'a pas réussi à nous diviser profondément, il semblerait que l'ouvriérisme, le sectarisme et le dogmatisme y soient parvenus ensemble plus durablement, je les emploie sciemment ensemble puisque l'un cache généralement les deux autres, ils sont complémentaires et se développent parallèlement. Est-ce ce rôle que vous revendiquez aujourd'hui ? Vous m'avez demandé pour le compte de qui je roulais, je vous pose la même question ici. (il y en a même un qui m'a traité de "lumpen" !)

On est maintenant dimanche après-midi et je n'ai pas eu encore le temps de ranger la vingtaine de dépêches que j'ai collecté tôt ce matin.

Je n'ai pas encore encaissé les quelques chèques que des camarades m'ont envoyés en guise de soutien financier pour continuer le site après le 1er janvier, à vrai dire devant le peu d'enthousiasme que mon appel à souscription à entraîner n'à rien d'encourageant, du coup je n'ai pas pris ma décision et si je prenais la décision d'arrêter le site je déchirerais évidemment ces chèques.

Un mot de politique si vous voulez bien, très bref.

Schivardi s'est encore illustré dans une interview donnée au journal *Le Midi libre*. Les dirigeants du POI l'ont trouvé tellement géniale qu'ils ont décidé de la reproduire à la page 9 du n°26 d'*Informations ouvrières*. Schivardi parle d'ailleurs au nom de son parti, au nom de ses dirigeants et ses militants : "Nous sommes plus partisans de sauver la France qui va très mal actuellement " que de participer aux élections européennes.

"Sauver la France", cela vous inspire quoi au juste ?

Mon article est prêt sur ce sujet (en ligne demain), au vitriole, on ne peut pas faire moins. Ils veulent organiser une montée sur Paris, dans cette perspective ?

Vous avez peut-être constaté que la dernière réunion du bureau national du POI a accouché d'une souris, tout comme leur conférence pour l'unité qui semble ne pas avoir tenue toutes ses promesses. Déjà envolée la perspective d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions (note interne du plénum du CCI-POI de fin novembre) ! Vive le spontanéisme ! Je vous mettrais en ligne demain un extrait de *Que faire ?* de Lénine sur cette question.

Schivardi, qui fait dorénavant office à lui tout seul d'avant-garde du mouvement ouvrier, s'est aventuré à avancer le "*principe* de la grève générale lors du même interview. Quelle audace ! Son parti n'a pas cru bon jusqu'à présent de reprendre cette idée. Une grève générale n'a jamais rien réglé mais cela peut contituer un début à la mobilisation pour en finir avec le régime. Tout dépend qui appelle et quel contenu on lui donne, quel objectif politique on entend atteindre et pour embrayer sur quoi. Si c'est pour réclamer un plan de relance en faveur des travailleurs, c'est de la merde ! Là encore tout dépend dans quel cadre et perspective on l'inscrit. Tout dépend comment on présente la chose.

Si c'est pour exiger un plan en faveur des travailleurs en mettant en avant qu'il ne sera jamais mis en oeuvre par ce gouvernement, qu'il faut se mobiliser pour le chasser et abattre les institutions, là on est sur une autre ligne politique que celle du POI, on est sur une ligne politique correcte qui correspond aux tâches que le proélatariat aura à accomplir en priorité, on montre clairement la voie qu'il faudra emprunter pour aller de l'avant, on peut recruter sur une base politique correcte, etc.

Si c'est pour constituer un front unique uniquement sur les revendications, autant dire que c'est le meilleur moyen d'entretenir des illusions dans le régime. Si maintenant elles sont reliées à la nécessité d'exproprier les 1824 patrons des grandes entreprises, son contenu peut acquérir un contenu révolutionnaire, encore faut-il que cette mesure s'inscrive dans une perspective politique claire et cohérente, sinon cela revient à se contenter de la situation en Bolivie ou au Venezuela, ce qui de notre point de vue et celui des masses est inacceptable.

En fonction de l'état d'esprit des masses, on pourrait peut-être se contenter dans un premier temps d'un front unique qui ne dépasse pas le cadre de l'expropriation des capitalistes, laissant la liberté aux différents partis d'exposer aux travailleurs leurs propres perspective politique. Les camarades sont mieux placés que moi pour répondre à ces questions puisque vous êtes sur le terrain.

Si vous n'avez pas trop le moral, je vous mets l'extrait d'une dépêche de samedi qui devrait faire l'affaire :

"En Europe, les experts de Natixis calculent ainsi que la dette souveraine à émettre en 2009 en Europe avoisinera 830 milliards d'euros, contre 550 milliards un an plus tôt. Pour les Etats-Unis, le Financial Times avance le chiffre de 2 000 milliards de dollars, soulignant "le grave danger" d'engorgement du marché.

Les experts sont d'autant plus préoccupés que la récession attendue risque d'être pire que prévu. Or, "1 point de croissance en moins fait mécaniquement augmenter le déficit des Etats de 0,5 % du PIB", indique Gilles Moëc, chez Bank of America. Autrement dit, les 3 000 milliards de dollars évoqués ne seraient qu'une estimation basse.

Personne ne va, toutefois, jusqu'à redouter que les dettes allemandes, américaines ou des autres Etats ne trouvent plus d'acheteurs. Mais le prix que ces Etats vont devoir payer pour s'endetter. Vu l'importance de l'offre, les investisseurs vont en effet être plus exigeants. Et " les rendements actuels ne sont pas très sexy", indique Jean-Louis Mourier, chez Aurel. A l'avenir, pour séduire les investisseurs, les rendements offerts vont sans doute augmenter. Personne ne sait de combien mais une chose est sûre. Les pays comme la Grèce ou l'Italie, jugés plus à risque et qui s'endettent déjà aujourd'hui à des taux de l'ordre de 4,5 %, contre 2,5 % en Allemagne, seront parmi les plus pénalisés. " (source : LeMonde.fr 13.12)

Le 15 décembre 2008

Comme je sais que vous n'avez pas trop le temps de lire, j'ai pioché dans les extraits de mes lectures pour commencer la semaine sur un bon pied.

« *L'oubli des grands points théoriques fondamentaux pour les intérêts immédiats et passagers, la lutte et la course aux succès momentanés sans se soucier des conséquences ultérieures, le sacrifice de l'avenir du mouvement au présent du mouvement - tout cela a peut-être des mobiles « honnêtes » mais cela est et reste de l'opportunisme. Or l'opportunisme « honnête » est peut-être le plus dangereux de tous.* »

(Engels, Critique du projet de programme social-démocrate d'Erfurt de 1891.)

Simple oubli ou volonté délibérée de s'écarter du marxisme pour pouvoir chanter les louanges des républicains et autres démocrates à la manque affublés de l'étiquette socialiste ?

Pour les *théologiens* de la démocratie, j'ai dégotté (avec un ou deux "T", s'il vous plaît, j'ai vérifié dans le dico, dur dur le français !) une citation qui devrait leur plaire :

« *La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement.*

À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux. »

(Engels - « Progrès de la réforme sociale sur le continent », 4-11-1843, trad. fr. : Écrits militaires.)

De là à en faire sa ligne politique, il n'y a qu'un pas, pire opportunisme tu meurs, non ?

Ah ce Engels, quel plaisantin, s'il savait qu'il demeure irremplaçable ! Avec sa modestie habituelle, il ne nous croirait pas !

Un dernier mot très vite.

Les infos en bref des derniers jours demain soir si possible.

Ne vous étonnez pas si les bourses remontent, elles ont tellement baissé qu'il y a de bonnes affaires à faire. Certaines actions remontent de plus de 25% en une seule séance, cela va même jusqu'à 80%, donc imaginez le type qui en a achetées pour 10 millions d'euros vendredi, en une journée s'il les revend à la clôture ce soir, il aura empoché 2,5 millions d'euros sans rien foutre,

si cela ne s'appelle pas des rentiers, alors qu'est-ce que c'est un rentier ? Au fait, quand ils les auront revendues, le cours de cette action rechutera, et ainsi de suite.

Leur problème aujourd'hui, c'est sur le moyen et long terme, ils craignent de ne pas retrouver leurs billes ou de faire des profits médiocres, du coup ils passent leur tour. S'ils en viennent à investir dans les obligations ou les bons du Trésors qui proposent une rémunération garantie par l'Etat mais médiocre, c'est parce qu'ils pensent qu'ils n'obtiendront pas mieux ailleurs. 4,5% maximum aujourd'hui, on est loin du retour à court terme sur investissement à 12 ou 15% minimum sur les marchés spéculatifs. Mais c'est la crise ! C'est mieux que la marge net de Renault à 2,5%, on voit là qu'il n'est pas très intéressant d'investir dans l'industrie traditionnelle.

C'est dommage que l'on n'a aucun chiffre fiable sur le taux de profit moyen à l'échelle mondiale, car là pour le coup on disposait d'un élément en béton pour aller plus loin dans notre analyse de la crise du capitalisme. J'ai lu que Marx lui-même disait qu'il était pratiquement impossible de prévoir quand éclaterait la prochaine crise ni de quelle manière elle se déroulerait, alors ne vous étonnez pas outre mesure que l'on ne puisse pas faire mieux ou en dire davantage, surtout qu'on est très loin d'avoir le niveau de Marx en économie !

La débauche de fric que mettent les Etats sur la table pour sauver le capitalisme de la banqueroute ne doit pas faire illusion, il faudra bien l'ajouter à la dette des Etats dès 2009. Le risque maintenant pour eux, c'est que la déflation ou dépression se transforme en hyper inflation après les gigantesques sommes d'argent qu'ils ont balancées sur les marchés, au lieu de se retrouver dans la situation de 1929 aux Etats-Unis, on pourrait se retrouver dans celle de l'Allemagne au début des années 30 où il coûtait moins cher pour se chauffer de brûler des billets de banque que d'acheter du bois ou du charbon, je ne déconne pas, je l'ai lu il y a quelques jours.

Au fait, au lieu de brûler des billets de banque, en attendant vous feriez bien de soutenir financièrement le site, je ne vais pas casquer toute ma vie, surtout que moi je compte en roupies, votre euro divisé par 60 ! Mon adresse figure en bas de la page d'accueil. Pour le moment j'ai reçu au total 250 euros provenant de trois camarades, c'est maigre et plutôt pas très sympathique, mais j'ai l'habitude, il en faudrait 1.000 avant le 31 décembre. Pas pour faire la fête, je ne suis même pas aller une seule fois au resto depuis le début mars, date à laquelle Magueswary est partie en France, et je déteste manger seul à l'extérieur, je me fais chier. Et ici il n'y a aucune distraction pour un Français.

Je ne me suis pas encore résolu à mettre une annonce permanente dans le site car je ne suis pas du genre à quémander ou à faire du prosélytisme - Shiva le mendiant ce n'est pas mon truc, je préfèrerais encore crever ou voler les riches - mais je vais y venir si cela continue, si vous ne comprenez pas tant pis : j'ai le choix entre financer moi-même le site ou refaire la toiture de ma maison qui fuit comme une passoire depuis des années, ou encore terminer la remise en ordre de ma dentition qui me coûte une fortune, là aussi j'ai déjà repoussé les travaux plus d'un an, d'après vous qu'est-ce qui devient le plus important ? J'ai oublié de vous dire que le site n'avais jamais eu autant de visites.

Bonne semaine à tous.

Le 16 décembre 2008

Je viens de verser 50 roupies à mon facteur pour la caisse de solidarité du syndicat des postiers ! Je ne lui ai pas demandé d'explication, on a discuté politique cinq minutes, il en a déduit que Trotsky était mon parrain, pourquoi pas ! Il m'a remis mon courrier et dedans il y avait justement une enveloppe avec un chèque de 50 euros d'un jeune camarade qui milite dans un groupe que je nommerais pas, je le salue au passage. J'ai donc récolter 300 euros à ce jour pour financer le fonctionnement du site sur les 1.000 que j'estimais nécessaire.

Darcos a reculé sur la contre-réforme du lycée, Sarkozy va augmenter l'indemnité en cas de chômage partiel, etc., ils lâchent du mou, ils craignent une explosion sociale ! Cela ne veut pas dire qu'ils renonceront à leur programme antisocial.

Je reviens aujourd'hui dans une info en bref, pour la troisième fois en quelques semaines, sur la question du chômage partiel. Absolument rien ne justifie que les travailleurs concernés ne perçoivent pas intégralement leur salaire. Ce qui m'étonne, c'est que personne ne le dise, de la même manière que les uns et les autres ont été prompts à dénoncer les 360 milliards d'euros (en fait beaucoup plus) verser aux banques et aux patrons, mais aucun n'a mis en avant le mot d'ordre de l'annulation de la dette des ménages. Curieux, non ?

Après le casse du siècle avec les milliers de milliards de dollars et d'euros verser aux rentiers et autres capitalistes, voilà l'arnaque du siècle avec l'affaire Madoff. Dites-moi, s'il n'y a pas là matière à engager frontalement le combat contre le capitalisme et le gouvernement à sa solde de façon à aider le prolétariat à prendre conscience des rapports sociaux qui sont à la base de l'existence et du fonctionnement du capitalisme, c'est que nos dirigeants manquent à tous leurs devoirs et qu'ils ne s'y décideront jamais.

La faillite et la pourriture du capitalisme s'étalent chaque jour au grand jour, mais comme d'habitude, là encore les uns et les autres n'entendent qu'en traiter les conséquences sans s'apesantir sur les causes, ce qui ne permettra pas à la classe ouvrière de comprendre grand chose, je les soupçonne de le faire exprès tellement c'est gros.

J'ai reçu un courriel plus mesuré d'un militant apparemment du POI, qui me reproche en substance de ne pas être marxiste, cela tombe très bien puisque je n'ai jamais prétendu l'être, contrairement à ceux qui se réclament du marxisme et le trahissent quotidiennement depuis des décennies, selon moi.

Après plus sept heures d'affilées passées ce matin à actualiser les infos en bref, je suis littéralement épuisé. Mais en lisant les déclarations des dirigeants de la FSU et de l'UNL qui vont dans le sens de Darcos qui demande davantage de "dialogue" pour faire passer sa contre-réforme du lycée, j'ai commencé immédiatement à rédiger un court article sur ce sujet, mais je me suis arrêté quand je suis arrivé à la question du front unique, je me suis dit qu'il n'était décidément plus possible de remettre cette tactique sur le tapis sans tenir compte de ses tenants et aboutissants, en faisant comme si de rien n'était, bref sans trop se poser de questions, ce qui n'est évidemment pas mon genre.

Je suis fatigué, cependant en réfléchissant un instant, je me dis : honnêtement, à quoi a servi le front unique jusqu'à présent, sur le plan politique ou syndical ? A conserver des acquis dans le meilleur des cas et rien de plus. Est-ce vraiment notre objectif ? Qu'est-ce qui s'est passé ensuite, qu'est-ce que cela a changé au niveau des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, est-ce que cela a permi de faire progresser la conscience des masses, qu'est-ce que cela nous a apporté au juste et dans quel domaine précisément, est-ce qu'on a réellementavancé vers notre objectif, car finalement c'est la seule chose qui devrait nous intéresser, c'est la seule question qui vaut vraiment la peine de se poser ?

A toutes ces questions, la seule réponse est rien, absolument rien, c'est consternant. Et le parti dans tout cela ? Rien, moins que rien, cela n'a pas permis non plus de faire le moindre pas dans cette direction en 60 ans ! Il faut regarder la réalité en face. Il y a là un problème qu'il faut résoudre assurément, un problème de tactique. On ne peut pas au bout de 60 ans refaire éternellement les mêmes erreurs et s'y complaire comme si de rien n'était, c'est complètement dingue. Pourquoi ne pas avouer simplement qu'on s'est trompé, qu'on ne savait plus où on en était, il y a là quelque chose que je ne comprends pas très bien je l'avoue. A qui profite le crime ?

Comment est-il possible d'être si aveugle ? Cela me dépasse. J'ai l'impression que chacun se complaît finalement dans cette situation, je parle des dirigeants et des cadres qui n'ont pas vraiment les mêmes intérêts que nous. Ils trouvent leur compte dans ce jeu institutionnel, chacun s'est fait sa petite place, celle de l'appareil, il ne faut plus rien changer. Depuis plus d'un demi-siècle absolument rien n'a changé fondamentalement dans les rapports entre les partis et dans les rapports entre les syndicats, les derniers développements n'ont fait que confirmé les rapports déjà existants ou les tendances précédentes. Chacun à sa place, les uns contrôlent la CGT, les autres FO, d'autres la CFDT ou l'UNSA, ou encore Sud, la LCR est toujours la LCR, le POI est toujours la SARL de Lambert ou ses héritiers, le PCF joue le rôle de parti ouvrier et le PS dans la peau de l'éternel traître que les autres consoles, on a l'impression d'une maison de fous, c'est délirant. Des syndicats ont vu le jour, ils sont conformes à ceux qui existaient déjà ni plus ni moins, des partis ont vu le jour ou se sont transformés, toujours pour épouser le pire opportunisme qui soit, je le répète à croire que leurs dirigeants le font exprès. Et l'on trouve toujours des crétins pour vous expliquez que tout cela est finalement normal, ils sont imperturbables, rien ne les choque, rien ne les surprend, à croire qu'ils sont déjà morts politiquement ou plus encore !

Je ne sais pas mais quand on voit que le même procédé donne toujours le même résultat et qu'il ne nous convient pas, on en change, je pense que c'est aussi cela la dialectique. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il y aurait le début d'un procédé scientifique dans l'art de commettre éternellement les mêmes erreurs, c'est se foutre de nous. Un esprit scientifique ne passe pas son temps à refaire les mêmes expériences exactement dans les mêmes conditions quand il s'est rendu compte une fois qu'elle n'avait pas abouti au résultat escompté, sinon c'est qu'il est complètement névrosé le pauvre, il est bon pour la casse. Je vous dis tout cela sur un air désenchanté à cause de la fatigue, mais je le pense vraiment. On peut aussi se leurrer soi-même et baigner dans la médiocrité en se persuadant avoir atteint des sommets, pourquoi pas, mais de là à pouvoir leurrer les autres, tous les autres, là c'est une autre paire de manches, il y aura toujours quelqu'un pour dire stop, on ne marche plus dans votre combine...

On était parti sur le front unique, il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur ce sujet. Puisque l'on a été incapable de mettre au point une autre tactique, c'était forcément parce qu'il n'y en avait pas d'autre possible, donc c'était la meilleure tactique, conservons-la et ne nous posons pas de questions. Mais si on a été incapable d'en mettre une autre au point, c'était peut-être parce que notre analyse de la situation était fausse, cette question serait-elle tabou ? Trotsky se serait-il trompé ? Dites plutôt : aurions-nous interprété de travers son enseignement ? Trotsky peut s'être trompé évidemment, il a reconnu bien des erreurs qu'ils avaient commises, mais après le 20 août 1940, il n'était plus là pour corriger les dernières par exemple, pourquoi pas ? Voilà qu'il attaque Trotsky ? Au contraire je respecte sa pensée en reprenant son procédé qui consiste encore une fois à tout revérifier une énième fois. Qui cela peut déranger ? Les sectaires et les dogmatiques seulement, ces esprits étroits qui ne peuvent penser que par procuration, ces adeptes du culte de la personnalité, ils sont en vérité la honte du trotskisme et quelque part ses ennemis sans le savoir. Qu'ils arrêtent de nous emmerder avec leurs vérités toutes faites, ils n'ont plus aucune crédibilité.

Le front unique devait nous permettre de conquérir des droits ou d'en conserver, manque de bol, voilà qu'ils sont quand même remis en cause. Stop, il faut s'interroger : mais comme en fait c'est le seul avantage qu'on en a tiré, on est bien d'accord qu'on n'a pas réussi à remettre en cause le régime ni même à construire ne serait-ce que l'embryon d'un parti révolutionnaire, au bout du compte cela nous a aidé uniquement à mieux supporter le capitalisme tout en lui assurant une longue vie, non ? Dites-moi s'il a servi un jour à autre chose ? A quoi ? J'attends. Pas plus le front unique que les droits acquis au-delà, je dirais d'une certaine quantité ou qualité, ne nous ont permis de faire le moindre pas en avant vers notre objectif. Par contre, je constate que tous les acteurs de cette mauvaise farce sont toujours présents ! Fidèle au poste qui les nourrit ! Vous vouliez éviter que l'on perde nos droits ou acquis, c'est raté, votre calcul était faux tout comme vos prévisions politiques étaient erronées. Les développements du capitalisme qui se produisent après chaque crise et qui nécessite la remise en cause de nos acquis, vous ne les aviez pas prévus ou vous aviez pensé que les choses se passeraient autrement, pas de bol, là aussi vous avez eu tout faux. Est-ce qu'il faut continuer cette liste accablante pour les dirigeants ou cela vous suffira pour aujourd'hui ?

Ce que je constate, c'est que pendant ces très longues années, une partie de la population vivait relativement confortablement, pendant que le reste continuait de croupir dans la pauvreté. Les médias et le gouvernement ont à coeur de répéter qu'il n'y a pas plus de pauvres aujourd'hui qu'hier, différentes études le démontrent aussi. Mais qui vivait confortablement pendant ce temps-là ? La petite bourgeoisie ou les classes intermédiaires, les classes moyennes, l'aristocratie ouvrière. Alors au lieu de qualifier ces partis d'ouvrier bourgeois, il aurait mieux valu les appeler tout court des partis petits-bourgeois puisque finalement leurs combats servaient directement et fondamentalement leurs intérêts. Au moins cela nous aurait évité de jouer sur les mots et de cultiver une ambiguïté sur leur nature réelle, qui finalement ne servait que leurs intérêts et leur permettait d'entretenir la confusion et des illusions dans la tête des travailleurs.

Oui mais, cette qualification n'existait pas autrefois ? Oui mais autrefois, c'était autrefois, et si le capitalisme s'est doté d'une importante aristocratie ouvrière et a développé les classes moyennes et la petite bourgeoisie à partir de l'après-guerre ou un peu plus tard, vous ne trouverez pas la réponse dans les derniers ouvrages de Trotsky, par contre si vous cherchez bien, vous trouverez une réponse approchante ou quelques pistes dans Marx et Lénine. Une contradiction ? Pas du tout, il se trouve seulement que certains marxistes avaient développé davantage certains aspects de la lutte des classes plus que d'autres ou étudié certains aspects de la société plus que d'autres, ce qui n'est ni un reproche ni un crime je vous rassure. Les choses auraient été plus claires, car un parti ouvrier bourgeois, un jour il va chausser les bottes grossière de l'ouvrier, un jour il va chausser les souliers vernis du bourgeois, on ne sait jamais sur quel pied il va danser, pour peu qu'il se brûle les pieds et le voilà qui danse sur les deux pieds à la fois, de quoi y perdre son latin ! Alors qu'en le définissant comme un parti petit-bourgeois, on sait d'avance qu'il n'est pas digne de confiance, ce qui ne veut pas dire qu'on n'en fera pas un allié ponctuellement évidemment, mais pas davantage, je ne sais pas si vous saisissez la différence et si je me suis exprimé correctement.

Le fétichisme envers les normes nous a pourri l'existence. Parfois il était correct d'en tenir compte et d'autres fois non, c'est ce que je voulais dire. Le front unique est la béquille des esprits faibles et des bonnes consciences, de ceux qui manquent d'imagination, je le dis sans animosité. Il peut momentanément compliquer la vie des gouvernements et des dirigeants du mouvement ouvriers, ceux des partis traditionnels, mais finalement il n'est pas plus dangereux pour le régime qu'un placebo. On devrait le manier avec autant de précautions qu'un instrument de précision, donc ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit, c'est-à-dire, que je serais un farouche adversaire du front unique puisque ce n'est pas le cas.

Et que faites-vous des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (1919 à 1922) ? Mais je les ai à l'esprit en permanence ou presque ! Ne confondons pas une époque où il existait des partis communistes composés de dizaines ou des centaines de milliers de militants qui étaient en mesure d'influencer le cours des choses, de prendre la direction du mouvement ouvrier et d'imposer l'unité de ses partis, avec notre époque (où il existe une multitude de partis) et ce qu'ont été le PCI, l'OCI, la LCR, LO, le PT ou le POI, une poignée ou quelques milliers de militants tout au plus. Vous vouliez imposer quoi au PCF qui comptaient plusieurs centaines de milliers de militants dans ses rangs après-guerre, qui frôlait les 30% aux élections législatives si je ne me trompe pas ? Et c'est moi que l'on traîte de mégalomane, c'est le plus fort ! On ne s'adressait pas à la direction du PCF mais aux militants ? Et le résultat ? Nul ! Nul en 1947, nul en 1985, nul en 1991, nul en 2008 ! Tirez-en les leçons. Mais alors que faire ? Je vous laisse gamberger calmement, j'étais déjà fatigué, là je suis exténué. Mais la situation ? Elle a bon dos !

Je ne l'ai pas dit, mais notez bien que je ne prétends pas qu'on aurait pu prendre le pouvoir ou je ne sais quoi si on s'y était pris autrement, non, mais au moins on aurait peut-être pu commencer à construire le parti sur des bases solides et saines, et épargnez-moi s'il vous plaît vos souvenirs des organisations de Lambert, Barta ou Krivine...

La discussion n'est pas terminée.

Comme je suis un brin provocateur parfois, je vais vous poser une dernière question pour la route : d'après vous, vous pensez qu'on pourrait avoir ce genre de discussion calme et sereine, sans s'insulter, entre militants, pourquoi pas avec des cadres ou des dirigeants des différents partis ou groupes ? Personnellement ici, en Inde, je fréquente quotidiennement des gens incultes, analphabètes, etc., on ne vit pas vraiment dans le même monde tout en partageant les mêmes expériences, on s'écoute les uns les autres et on arrive à se comprendre mutuellement. C'est quand même étrange qu'entre militants on n'y parvienne pas ou que nos dirigeants demeurent aussi sourds et aveugles, non ? Cela ne vous interpelle pas, plus rien ne vous surprend, alors c'est que vous êtes blasés de la vie, si tel était le cas, je vous plaindrais sincèrement, je ne vous le souhaite pas évidemment.

Le 17 décembre 2008

Mes recherches sur le taux de profit sont restées infructueuses. J'ai trouvé des documents qui en parlaient mais aucun tableau montrant son évolution au cours des 50 dernières années, rien de précis ou d'exploitable. Par contre, j'ai trouvé un blog ou un site, je ne sais pas ou figurait une définition simplifiée qui permet facilement de comprendre ce que voulait dire Marx à propos de la baisse tendancielle du taux de profit, j'ai juste une adresse mail au nom de Laurent Rigaud, il s'adresse à Marx :

"Voilà ce que j'ai compris de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : c'est une TENDANCE contre laquelle le capitalisme doit en permanence lutter. La baisse du taux de profit aurait lieu en permanence seulement si les capitalistes ne faisaient rien pour tenter de contrer la loi, ce qui n'est évidemment pas le cas. Or, le moyen essentiel de lutter contre la baisse du taux de profit est l'expansion du capitalisme, le marché engendrant une fausse valeur sociale (ce n'est qu'exceptionnellement que le prix de vente d'une marchandise coïncide avec sa valeur-travail dans le mode de production capitaliste).

Il se trouve qu'en période de forte expansion économique, de «boom», le prix de vente des marchandises augmente et tend à s'aligner sur le prix de production (capital investi pour produire la marchandise plus ce même capital multiplié par le taux de profit moyen) des marchandises produites dans des conditions de faible productivité. Le taux de profit ne baisse pas et tend même à augmenter substantiellement, mais arrive un moment où le marché est saturé, là c'est la phase de «krach», les prix se mettent à baisser et tendent à s'aligner sur le prix de production des marchandises produites dans des conditions de haute productivité. Le taux de profit tend à diminuer.

C'est essentiellement dans le contexte de ce mouvement de valorisation-dévalorisation que se réalise la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Rien ne permet cependant d'affirmer que cette ondulation en dents de scie du taux de profit va prendre la forme d'un trend décroissant sur le long terme, dans la mesure où les facteurs contrecarrant la loi que vous citez dans le livre trois du Capital, auxquels on peut en ajouter (largement développés par vos successeurs Lénine, Rosa Luxembourg, Hilferding etc.), comme l'économie d'armement, les monopoles, cartels etc., sont suffisamment puissants pour maintenir le taux de profit.

C'est pourquoi, selon moi, les travaux de Kaldor montrant un taux de profit globalement stable sur deux cents ans (19e et 20e siècles) ne sont pas en absolue contradiction avec votre loi de la baisse tendancielle du taux de profit, la courbe du taux de profit ayant été largement «liftée», si l'on peut dire, par l'expansion du capitalisme, les Première et Deuxième Guerres mondiales, l'économie d'armement. Que le prétexte soit la guerre froide ou la «lutte contre le terrorisme», les gouvernements bourgeois ayant toujours une bonne raison de justifier les budgets consacrés à l'économie d'armement, les monopoles, cartels et autres délocalisations, le développement du crédit (qui a largement contribué à mettre fin aux crises cycliques qu'a connues le capitalisme jusqu'à la crise de 1929) etc., bref l'impérialisme et le néo-impérialisme sont parvenus à contrer au prix fort la baisse tendancielle du taux de profit, en dépit de la forte augmentation de la composition organique du capital. Et si on va jusqu'au bout du raisonnement, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ne pourra provoquer l'effondrement du capitalisme tant que ce dernier n'aura pas épuisé ses capacités d'expansion.

Or cette expansion doit être de plus en plus forte, car il faut bien alimenter les capitaux toujours plus gros (tout en luttant contre la baisse tendancielle du taux de profit), et il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini. Une fois ses capacités d'expansion épuisées, le capitalisme n'aura plus les moyens de contrecarrer durablement la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Les solutions pour tenter de la contrecarrer aboutiront toutes soit à la baisse de la consommation, soit à l'aggravation de la crise de surproduction (ce qui en fin de compte revient au même). Telles sont, pour simplifier, les conclusions que je tire de votre loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

doutons pas que le capitalisme sera prêt à tout pour continuer à enrayer coûte que coûte cette loi de la baisse tendancielle du taux de profit. C'est inquiétant, car c'est le peuple (et moi inclus) qui va payer l'addition (qui, n'en doutons pas, risque d'être fort salée). Cela n'annonce rien de bon dans l'avenir, surtout au vu de l'ampleur de la crise économique qui se profile. Qu'en pensez-vous?

laurent_rigaud@yahoo.fr

Autre chose, par hasard je suis tombé sur un courant de la LCR dont j'ignorais l'existence « *Socialisme par en bas* », voici son adresse mail : http://quefaire.lautre.net. Que faire est aussi le nom de leur publication si j'ai bien compris. J'ai téléchargé quelques-uns de leurs textes, je les lirai quand j'aurai le temps. J'en au parcouru quelques-uns en diagonale, je partage évidemment de nombreuses idées avec eux. De la même manière qu'avec le courant CCI du POI, on ne retrouve absolument pas leurs positions dans la politique mise en oeuvre par leur parti, la LCR.

Pour revenir sur la mobilisation des lycéens, vous avez vu que nous sommes encore en présence d'informations contradictoires et très incomplètes, c'est délicat de se déterminer dans de telles conditions, je parle pour moi.

De deux choses l'une, soit la détermination des lycéens reste entière et elle concerne une partie importantes des lycéens, dans ce cas-là il faut mettre le paquet pour se la mobilisation s'étende à l'ensemble des lycées dans tout le pays, si possible en faisant la jonction avec les revendications spécifiques des profs et instits, ainsi que les étudiants, soit ils sont une poignée à résister et à vouloir aller plus loin, jusqu'au retrait définitif de la contre-réforme de Darcos, et dans ce cas-là il faut savoir qui est à la tête de ce mouvement et quel est l'objectif réel de leurs dirigeants et leurs intentions. Je crains aussi la récupération ou la provocation pour briser leur mouvement.

Quoi qu'il en soit, le retrait définitif de ce projet demeure le seul mot d'ordre capable de rassembler tous les lycéens puisqu'il correspond à leurs intérêts.

Je viens de voir une autre dépêche sur la mobilisation dans les IUT. En voici des extraits :

A Paris, entre 1.000 (police) et 2.000 (organisateurs) étudiants, ont manifesté à Paris (hier).

A Toulouse, les manifestants étaient entre 700 et 800 (police) et 1.000 à 1.300 (organisateurs) à défiler.

A Bordeaux, ils étaient environ 800 étudiants, accompagnés de représentants du corps enseignant, à manifester.

A Caen, ils étaient environ 500 selon la police, 700 selon les organisateurs.

A Saint-Lô, police et organisateurs ont compté 300 personnes, dont 150 lycéens environ. Ils étaient 230 (police) à Alençon et 120 à Cherbourg (Manche).

De 300 (selon la police) à 500 (selon les organisateurs) étudiants des IUT de Metz ont manifesté mardi dans les rues de la ville.

A noter aussi une manifestation en France-Comté des personnels et étudiants des IUT de Besançon-Vesoul.

A Laval, les étudiants de l'IUT local ont voté le blocus de l'établissement jusqu'à jeudi soir.

Dans le rôle de pompier, c'est moi qui le rajoute, dans un communiqué, l'Unef a demandé à Mme Pécresse "d'entendre les inquiétudes des étudiants" (AFP 17.12), alors qu'elle est complètement sourde ! Gageons qu'elle saisira la balle au bond et proposera à ces valeureux dirigeants d'ouvrir un "dialogue" (social) pour en discuter ! Pas touche au DUT, point barre, c'est simple.

Autre chose.

J'ai lu les dépêches sur les explosifs trouvés au magasin Le Printemps à Paris. Voici un extrait (AFP 17.12) :

"Cette lettre de revendication du "Front Révolutionnaire Afghan", un groupe inconnu des services de renseignements français, postée du bureau de Paris-Villette et tamponnée lundi à 18H00, est parvenue entre 08H00 et 09H00 à l'Agence France-Presse, dont l'adresse était inscrite grâce à un normographe."

Un groupe inconnu qui précisait dans leur lettre "si vous ne faites pas intervenir quelqu'un avant le mercredi 17 décembre elles exploseront", ce qui était impossible puisqu'il n'y avait pas de système de mise à feu ! Plutôt étrange. Après avoir indiqué à la police où se trouvait le paquet contenant la dynamite, ils seraient revenus sur place le 18 pour placer le système de mise à feu, cela ne tient pas.

"Un ancien juge anti-terroriste a relevé auprès de l'AFP que "les éléments de revendication ne correspond(aient) pas aux revendications habituelles des groupes islamistes". Des spécialistes, interrogés par l'AFP, voyaient dans cette affaire un changement de méthode des terroristes islamistes ou un camouflage des véritables auteurs.".

On a à l'esprit l'affaire de Tarnac qui n'est toujours pas éclaircie, le principal inculpé continuant de nier les faits. Il pourrait bien s'agir d'un coup monté de Sarkozy et ses services pour terroriser la population à l'heure où elle est en train de se mobiliser contre les conséquences de la crie et sa politique ultra réactionnaire.

Avec l'affaire Madoff en plus de la crise et de la politique de Sarkozy en direction des rentiers, il est facile d'embrayer sur le véritable visage du capitalisme :

- vole et extorsion de la force de travail aux travailleurs,

- faillite d'un système économique qui ne profite qu'à une infime minorité qui détient le pouvoir, alors que les richesses sont

produites par l'immense majorité qui ne détient aucun pouvoir,

- spéculations, escroqueries, arnaques, mensonges en tout genre pour couvrir le fonctionnement réel du capitalisme contrôlé par les voyous de l'aristocratie financière,

- un gouvernement et des institutions au service de ces bandits de banquiers et autres gangsters de la finance,

- et pendant ce temps-là, ils détruisent tous nos acquis ou droits sociaux, les licenciements pleuvent, le chômage touche des millions et leurs familles, la pauvreté s'étend, la précarité n'a jamais été aussi développé, etc.

Oui, l'histoire et la morale exigent d'en finir le plus tôt possible avec le capitalisme qui nous pourrit la vie, qui sème la guerre et la famine à travers le monde et détruit notre planète. Place au socialisme ! Place à la révolution socialiste pour balayer le vieux monde de ces ordures, existerait-il un autre moyen, une autre voie ?

A propos du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, il pourrait se décliner sous une autre forme, compte tenu que la population de certains pays d'Europe de l'Est continuerait de confondre stalinisme et socialisme ou communisme, par exemple, pour une République sociale européenne ou pour les Etats-Unis des Républiques sociales d'Europe, les deux n'ayant pas le même contenu, on peut y réfléchir.

Ce que je voulais dire hier, j'ai employé le mot imagination, je n'avais pas trouvé le bon mot, il faut inventer la suite du marxisme dans les conditions données de notre époque.

Les militants du courant *Que faire* parlent du NPA comme s'il s'agissait de constituer une sorte de front unique en copiant en grande partie sur le POI. S'agira-t-il d'un front unique ou plutôt d'un front populaire ? Qu'il y ait des militants provenant d'horizons divers dans le même parti, cela ne me gêne pas, par contre je considère inacceptable qu'on y trouve des militants n'adhérant pas à la même voie pour mener le combat pour en finir avec le régime. Dès lors qu'on n'est pas d'accord sur la voie à emprunter pour conquérir le pouvoir, c'est forcément qu'on n'a pas les même préoccupations et qu'on ne poursuit pas le même objectif, je pense que l'histoire de la lutte des classes l'a suffisamment démontré au cours du XXe siècle.

Cela me fait penser à un couple qui un jour où l'autre se sépare. L'un ou l'autre découvrant soudainement qu'il s'est trompé sur ses propres intentions ou sur celles de son conjoint. Ils pensaient partager la même chose, alors qu'en réalité ce n'était pas le cas, jusqu'au jour où les intérêts réels de l'un et l'autre rejaillissent violemment à la surface rendant la séparation inévitable.

On croyait se connaître et l'on se retrouve avec un personne étrangère en face de soi. Quel choque ! On en arrive même parfois à se demander comment on a pu rester si longtemps ensemble, alors qu'on était si différent l'un de l'autre. Terrible méprise en vérité, on a l'impression d'un grand gâchi, de s'être leurrer soi-même pour un résultat en dessous de tout et un dénouement dramatique. Tant qu'on est deux à se tromper sur ce qu'on est et sur ce qu'est l'autre, tout va bien, mais le jour où l'un des deux cesse de jouer le jeu, on tombe des nus et c'est la rupture. Je vous en parle en connaissance de cause, imaginez qu'au bout de 10 ans de vie commune votre conjointe vous dise : je n'étais pas faite pour vivre avec quelqu'un, il n'y a rien à répondre à cela, c'est totalement inutile.

La voie des réformes, du parlementarisme, du passage progressif au socialisme s'inscrit dans le cadre de la pérennité du capitalisme, c'est là qu'elle y en prend sa source sans être capable d'aller au-delà, elle reste enfermée dans ce cadre. La voie révolutionnaire prend également sa source dans le capitalisme, mais pour faire exploser le cadre des rapports sociaux de production en vigueur afin de pouvoir réorganiser la société sur de nouvelles bases. Les deux sont inconciliables.

Les réunir dans le même parti, c'est comme vouloir faire tomber d'accord un Chinois et un Italien qui ne parlent et ne comprennent que leur langue maternelle, c'est impensable. Vous me direz que les deux mangent des spaghetti, à base de riz ou de blé, d'accord, mais je ne pense pas qu'ils en font le même usage, qu'ils les consomment ou les cuisinent de la même manière. L'analogie s'arrêtera là, car rien n'empêchera un Chinois de déguster un plat de spaghetti à la sauce bolognaise et de se régaler, et notre Italien de savourer une délicieuse soupe aux ailerons de requins et de spaghetti chinoises (noodles) ! Nos convictions ont heureusement une durée de vie plus longue qu'une simple digestion !

Le 18 décembre 2008

J'ai sans doute fait découvrir à certains militants l'existence du courant *Que faire* de la LCR. Je n'ai aucun lien avec ses militants, mais je suis cohérent avec moi-même. Je pense qu'il ne faut rien cacher aux militants, leur dire les choses et les expliquer est toujours préférable.

Le problème qui se trouve poser parfois, c'est de savoir au juste de quelle manière les uns et les autres interpréteront nos propos

et s'ils en seront capables compte tenu que chacun ne dispose pas des mêmes connaissances théoriques ou n'a pas fait les mêmes expériences. Pour éviter les malentendus il est préférable de s'exprimer le plus simplement possible. La même méthode devrait être employé lorsque l'on s'adresse à des travailleurs.

Le site n'est pas destiné à n'importe qui, je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, et je fais l'effort de rédiger mes textes de façon à ce qu'ils soient abordables à la plupart des militants, surtout les jeunes militants qui ont forcément du mal à se repérer dans la jungle qu'est devenu le mouvement ouvrier organisé.

J'en profite pour revenir sur un désaccord entre nous qui à mon avis est davantage le produit d'une incompréhension ou un défaut d'explication de ma part, je pense à la question des sans-papiers.

J'ai refusé de m'associer à cette campagne en fournissant un certain nombre d'arguments. Cela m'a valu de me faire traité de racistes par un ou deux crétins, d'autres militants plus réfléchis ont préféré noter un désaccord entre nous. Il ne fallait pas craindre le ridicule pour me traiter ainsin sachant que mon épouse était noire et indienne, que le compagnon de ma fille était Réunionnais et encore plus foncé de peau, et finalement que je vivais en Inde depuis des années. Parfois il arrive que les mots dépassent notre pensée dans le feu de l'action ou sous l'emprise de la passion, je l'ai pris ainsi.

Vous vous souvenez peut-être que j'avais expliqué qu'il serait préférable que Sarkozy l'emporte sur Royal, qu'étant donné la personnalité du nabot et le clan politique auquel il appartenait au sein de l'UMP, il y avait fort à parier qu'il tenterait d'avancer au bulldozer une fois élu ce qui entraînerait une réaction immédiate des militants et de la majorité de la population. J'avais pronostiqué sa victoire et si je me souviens bien, j'avais également expliqué qu'elle ne serait pas aussi large qu'il la souhaitait, parce qu'en finitive le programme de Royal était très proche du sien, les deux se neutralisant, aucun des deux ne pourrait l'emporter avec une avance considérable sur l'autre. Si finalement il a été élu avec 53,06% des voix, donc avec un nombre de voix plus important que prévu, c'est en grande partie parce qu'il a réussi à faire le plein des voix du Front national dont la lutte contre l'immigration et l'insécurité était le cheval de bataille.

J'avais appelé à ne pas voter pour Royal au second tour (comme au premier évidemment) pour plusieurs raisons, notamment parce que je ne pensais pas que Sarkozy serait élu largement. Constatant de quelle façon la situation évoluait, je n'ai pas changé de position parce que je me suis dit que finalement, même élu plus largement que prévu grâce aux voix du FN, la question de l'immigration serait battue en brèche par l'application de son plan de combat contre la classe ouvrière, dès lors l'unité du prolétariat l'emporterait malgré la politique anti-immigrés de Sarkozy.

J'avais considéré que c'était une erreur tactique d'embrayer sur la situation des sans-papiers dans les conditions que je viens de décrire. Cela ne voulait évidemment pas dire que j'étais contre la défense des droits des travailleurs immigrés, mais que le moment me semblait mal choisi. Vous me direz qu'on ne l'a pas choisi. Cela se discute lorsque l'on se penche sur le déroulement exact des faits.

Mon idée était comme je viens de le rappeler qu'il était préférable que Sarkozy soit élu mais sans qu'il puisse revendiquer une victoire écrasante. Cela signifiait qu'il ne fallait pas lui donner l'occasion de profiter largement des voix du Front national. Or, il se trouve que le PS et le PCF ont agit justement dans ce sens, mieux encore, ils ont trouvé des relais dans certains partis, certaines organisations ou associations qui sont montées au créneau comme il fallait s'y attendre.

De mon côté, j'ai parlé d'une provocation montée de toutes pièces par le ministre de l'Intérieur qui n'était rien d'autre que le futur candidat à la présidentielle, Sarkozy, dont le maire de Cachan (PS) avait été le complice, celui-ci pensant sans doute qu'il mettrait Sarkozy en difficulté sur cette question, ce qui était une grossière erreur tactique à quelques mois des élections, il aurait voulu diviser davantage la classe ouvrière pour faire élire Sarkozy plus largement qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Avouons qu'ils sont parvenus partiellement à leur fin, mais pour une courte durée, merci la crise ! Ma seule préoccupation était que la classe ouvrière conserve intacte sa capacité de mobilisation après l'élection de Sarkozy et qu'elle soit en ordre de bataille (autant que faire se peut) le plus rapidement possible pour l'affronter.

Maintenant, si je pensais qu'il était préférable que Sarkozy soit élu plutôt que Royal, à aucun moment je n'ai encouragé son élection contrairement au maire PS de Cachan, je pense que vous êtes capables de saisir la différence. Dans les années 60, le milieu des travailleurs immigrés était un terrain d'intervention privilégié pour le PCF, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que des associations dirigées par des membres de ce parti soient montées en première ligne en 2006. Ce qui fut étonnant par contre, c'est de constater que tous les autres partis lui ont emboîté le pas, le tout à grand renfort médiatique, comme si tout cette histoire avait été savamment orchestrée, ce qui ne viendra apparemment à l'esprit de personne ou seulement pour dire que le ministère de l'Intérieur avait connaissance de ce squat depuis un an, sans éviter pour autant de tomber dans le panneau. Il faut être bien naïf pour cavaler derrière Sarkozy dès qu'il lâche un pet nauséabond. Il n'a pas été ministre de l'Intérieur pour rien, entre provocations, fausses rumeurs, mascarades, arrestations musclées et coups tordus en tous genres, le tout orchestré à grand renfort médiatique, il n'y a que l'embarras du choix pour tomber dans le panneau, lui faciliter la tâche ou l'aider indirectement à atteindre son objectif, il n'a rien à envier à Bush ou Poutine sur ce plan-là.

Depuis cet épisode et l'élection de Sarkozy, j'estime qu'il n'y a plus aucune raison de ne pas soutenir tout mouvement des

sans-papiers. D'ailleurs je n'ai jamais dit qu'il ne fallait pas les soutenir, mais qu'il aurait fallu s'y prendre autrement, ce que certains militants ont peut-être fait à titre individuel je n'en sais rien, de la même manière que j'ai favorisé le départ en France de quelques Indiens et d'un Sri Lankais.

Cette mise au point que j'estime porter sur une question de tactique et non sur une question de fond, me fait penser à une autre question tactique, le front unique lors des élections européennes. Tout dépend de l'objectif que l'on se fixe.

S'il s'agit simplement d'infliger une défaite politique à Sarkozy sans que les masses en tirent profit, je me demande alors si cela sera utile. S'il s'agit d'infliger une défaite à l'Union européenne, pour le coup on peut répondre sans hésitation que cela ne servira strictement à rien, puisque cela ne pourra pas influencer sa politique ou changer le cours de choses, ce qui n'était pas tout à fait le cas avec le référendum en 2005.

Si maintenant c'est pour dresser l'ensemble des travailleurs contre la politique du gouvernement, contre les institutions et particulièrement la constitution de la Ve République sans lesquelles l'Union européenne n'existeraient pas, c'est différent. Si cette bataille s'inscrivait clairement dans la perspective du combat engagé contre le régime, comme un moment de celui-ci pour aider les travailleurs à prendre conscience de sa nature, pour l'abattre, cela vaudrait le coup de se rassembler pour montrer aux masses que l'on peut vaincre en s'unissant contre Sarkozy et qu'il existe une issue politique en dehors de l'Union européenne, en dehors de la Ve République.

On ne peut pas se contenter comme seront tentés encore une fois de le faire les opportunistes d'infliger une défaite à Sarkozy, sans qu'elle s'inscrive dans une perspective politique correcte, sans qu'elle soit reliée à une issue politique, car elle n'aurait aucune valeur éducative pour les masses.

J'ai bien conscience qu'aucun parti aujourd'hui n'est en mesure à lui seule d'accéder aux masses, seuls les éléments les plus déterminés ou en rupture avec le capitalisme pourraient profiter de cette politique, par contre un front uni de partis pourrait toucher de plus larges masses et bénéficierait d'une couverture médiatique plus ample, cela compte de nos jours, qu'on le veuille ou non, il faut essayer de penser à tout avant d'adopter ou de rejeter une tactique.

Je ne prétends pas que cette victoire pourrait se transformer en une mobilisation massive des travailleurs contre le gouvernement le lendemain des élections européennes, je veux simplement dire qu'en s'inscrirant dans cette perspective elle pourrait les aider à prendre conscience de leur force, on ne peut guère en attendre davantage dans l'état actuel des choses. Tout dépendra de l'objectif, du contenu et de la forme de cette campagne.

Comme je l'ai précisé plus haut, avant de déterminer quelle tactique on va appliquer, il faut définir quel objectif on se fixe ou ce que l'on est en droit d'en attendre, sachant que la construction du parti demeure prioritaire, et ensuite qu'il est nécessaire de proposer une orientation politique correspondant à la fois aux aspirations des masses et aux tâches politiques qu'elles ont à accomplir, ne tenir compte que des premières conduirait à se vautrer dans le spontanéisme. Construire le parti et renforcer le niveau de conscience politique des masses, voilà ce qui doit nous guider selon moi.

Sachant maintenant qu'aucun parti ouvrier n'a décidé (pour le moment) d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République, au mieux un front unique de partis qui remporterait un certain succès aux élections européennes ne servirait malheureusement strictement à rien ou presque, et ce n'est pas très difficile de s'en convaincre, il suffit d'avoir à l'esprit ce qui s'est passé au lendemain du 29 mai 2005 et de la victoire du non, elle n'a pas été suivie par une amplification des mobilisations et n'a entraîné aucun élan d'adhésions en direction des partis ouvriers, les deux seuls facteurs concrets qui permettent d'évaluer avec précision qu'une modification de l'état d'esprit des masses a eu lieu ou non, ou encore que notre ligne politique est correcte...

Une dernière chose, l'édito demain ou samedi, ainsi qu'un autre article, à moins que je m'en serve comme éditorial, j'ai deux idées en tête, cet article s'intitule *Les rêveries d'un capitaliste américain*, rien à voir avec *Les rêveries d'un promeneur solitaire de J. J.Rousseau*, à part le titre. Ici Rousseau est une icône, plutôt dans l'Etat du Kerala, je n'en sais pas plus.

Le 19 décembre 2008

Les pays de l'OPEP ont annoncé mercredi une diminution record de leur production de 2,2 millions de barils par jour à partir du 1er janvier. De leur côté, la Russie et l'Azerbaïdjan ont décidé parallèlement de réduire leur production de plusieurs centaines de milliers de barils. (AP 17.12)

Réponse du marché : le prix du brut a continué de baisser mercredi, le baril passant même sous la barre des 40 dollars.

Les 11 pays de l'OPEP ont retiré du marché 4,2 millions de barils par jour par rapport au niveau de septembre, en vain.

Le ministre vénézuélien de l'Energie Rafael Ramirez a confié à l'Associated Press : "Je suis satisfait de cette décision", les consommateurs, vous et moi, le remercie de tout tenter pour faire remonter les prix du pétrole que nous paieront ainsi plus cher. Le socialisme du XXe siècle a décidément un prix qui n'est pas à la portée des plus pauvres, à croire qu'il ne sera pas fait pour lui, car d'autres en tirent profit.

Si les prix du pétrole ne remonte pas, c'est que les volumes de brut entrant dans le marché restent bien supérieurs à la demande effective, vous savez monsieur Ramirez, la crise du capitalisme, on se demande s'il en a entendu parlé.

Pendant ce temps-là, le constructeur automobile américain Chrysler interrompait la production dans toutes ses usines pour une durée d'un mois, cela concerne 46.000 salariés.

Le déclin des ventes automobiles aux Etats-Unis s'est intensifié ces derniers mois, le marché se situant actuellement à un plus bas depuis 35 ans, si l'on prend en compte l'augmentation de la population intervenue entre-temps. (AFP 17.12)

Avec des marges nets proches de zéro et un endettement colossale, il était prévisible que cela se termina ainsi. Au regard de la dette des trois constructeurs automobiles américains, ils sont déjà en faillite depuis belle lurette. GM a plus de 70 milliards de dollars de dettes, c'est pour donner un ordre de grandeur.

Quand tout s'écroule, c'est un véritable marasme, de la grandeur des phénomènes climatiques extrêmes que l'on peut constater dans la nature. Ce sont des conditions que connaissent et vivent certains peuples depuis longtemps quotidiennement.

La surproduction, l'état de surproduction permanente de l'industrie à l'échelle mondiale qui passerait presque inaperçu en temps normal, se transforme en cauchemar en temps de crise et révèle brutalement les limites et les contradictions du système capitaliste, en entraînant la fermeture de milliers d'entreprises et la mise au chômage de millions d'ouvriers.

Autre chose.

En lisant les déclarations de personnalités ou d'élus qui ont annoncé leur ralliement au Parti de Gauche, j'ai relevé un élément intéressant : plusieurs indiquent qu'ils rejoignent ce parti parce qu'il "inspire" à gouverner.

Il y aura bientôt quatre ans je précisais à propos du PT que c'était une grave erreur de ne pas mettre en avant que ce parti se construisait pour prendre le pouvoir. On peut penser que cette "lacune" a plombé la construction des partis ouvriers au cours des 50 dernières années, dans la mesure où ils s'en remettaient aux PS et PCF pour gouverner démontrant ainsi qu'ils n'avaient pas l'intention de se donner les moyens pour mettre en oeuvre leur politique.

On pourrait objecter que cela serait mentir aux travailleurs que de leur faire croire que notre parti pourrait parvenir au pouvoir alors que les conditions sont ou étaient loin d'être réunies pour atteindre cet objectif. En réalité, c'était et cela demeure une nécessité de montrer aux travailleurs notre détermination à aller jusqu'au bout de notre engagement politique et de leur démontrer que nous sommes résolument décidés à atteindre nos objectifs politiques, ce qui se traduit concrètement par vaincre la bourgeoisie et prendre le pouvoir.

Pourquoi s'engager dans un parti qui ne se donnera jamais les moyens de mettre en oeuvre sa politique ? Pourquoi s'engager dans un parti qui apparaît seulement comme une force de contestation face au pouvoir en place, laissant croire que finalement ce seront d'autres partis qui appliqueront sa politique lorsqu'ils seront au pouvoir ? Autant s'engager dans ces partis pour tenter d'infléchir leur politique ou se tenir à l'écart de tout engagement politique en attendant des jours meilleurs.

Pour un parti, ne pas faire figurer dans son programme qu'il combat pour prendre le pouvoir, ne pas le marteler auprès des travailleurs dans chaque discussion, n'était-ce pas le meilleur moyen de ne jamais avancer dans cette voie ? N'y aurait-il pas là un lien avec l'absence dans le programme de l'objectif final du combat du mouvement ouvrier, l'extinction des classes et de l'Etat, le communisme ?

Les travailleurs et jeunes ont besoin d'un autre idéal que celui que leur proposent les représentants du capitalisme, ils ont besoin de savoir par quel moyen leur engagement politique se réalisera, dans quelle perspective il s'inscrit, il suffit qu'il manque une seule réponse à ces questions pour rendre le discours du parti incohérent et peu crédible.

On ne cesse de dire que le parti est irremplaçable, et concrètement on fait tout pour en minimiser la place dans le combat pour abattre le régime.

Les ouvriers sont pragmatiques, ils ont besoin de choses concrètes ou pratiques pour les saisir.

Maintenant il est évident que l'on ne sera pas en mesure de prendre le pouvoir demain matin, même si les événements s'accélèraient brutalement au cours de la crise actuelle du capitalisme. Pour ne pas faire naître d'illusions, une fois conquis de nouveaux travailleurs il faut impérativement entamer leur formation politique et leur expliquer que l'on construit le parti dans une perspective politique précise dans laquelle il occupera une place déterminante, mais qu'en réalité notre engagement politique correspond fondamentalement à une prise de conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, que c'est la compréhension du développement du capitalisme qui conduit inévitablement l'humanité au chaos qui justifie notre engagement, et qu'on ne se détermine pas uniquement par rapport aux conséquences visibles et dramatiques de la survie du capitalisme, que ce ne sont pas les rythmes et les délais qui guident notre action, mais bien une analyse scientifique des fondements et des lois de fonctionnement du capitalisme. Ainsi et ainsi seulement la construction du parti peut devenir un processus conscient, je dirais même que c'est le seul moyen d'assurer son développement, je parle d'un parti révolutionnaire évidemment, car un parti conçu sur des bases réformistes peut se développer en profitant de la crise sans pour autant que le prolétariat n'ait fait le moindre pas en avant vers son objectif.

Contrairement au PS qui a abandonné le combat pour les réformes sociales et qui a complètement capitulé devant la bourgeoisie, le Parti de Gauche entend défendre le droit aux réformes sociales ainsi que la laïcité. Le PG se place donc dans la tradition d'une tendance du mouvement ouvrier. Le contenu de son programme et son objectif est une chose, les moyens qu'il compte mettre en oeuvre pour l'appliquer ou l'atteindre en est un autre, il s'agit de ne pas tout confondre ou de tout mettre dans le même sac pour se précipiter de dire : le réformisme on connaît : poubelle. Seuls les gauchistes ou les ignares réagissent ainsi.

Le combat pour les réformes alimente le mouvement ouvrier, sa résistance et son combat contre le régime. Nous sommes tous réformistes mais pas de la même manière. Notre objectif est d'aider les masses à se dresser contre le régime. Ensuite, au cours de la mobilisation, à nous d'expliquer aux travailleurs comment il sera possible de le vaincre et pourquoi il faudra le vaincre pour pouvoir en finir une fois pour toute avec tous les maux qui nous accablent.

Nous partageons le premier objectif des réformistes, défendre nos acquis ou droits. Là où s'arrêtent les réformistes, c'est à nous de prendre le relais et de mettre en avant le seul moyen possible de prendre le pouvoir, la révolution prolétarienne. Les réformistes colportent de dangereuses illusions qui ont permis le retour au pouvoir de la pire réaction à de nombreuses reprises dans le monde au cours du XXe siècle et d'instaurer une chappe de plomb sur le mouvement ouvrier pendant plusieurs décennies (Espagne, Chili, etc.).

Leurs représentants actuels n'entendent pas en tenir compte, ils s'imaginent par on ne sait quel miracle, que les choses se passeront demain autrement, entendez par là que leur prédécesseurs s'y seraient forcément mal pris ou que des conditions défavorables avaient déservi leur cause, alors qu'eux, etc., on a entendu le même refrain maintes et maintes fois dans le passé. Tant de naïveté ou d'inconscience aurait de quoi faire sourire au premier abord si l'enjeu n'était pas le sort de l'humanité tout entier. Il serait facile et juste de dire que ces gens-là n'ont tiré aucun enseignement de la lutte des classes du passé, qu'ils entendent les ignorer comme ils ignorent les rapports entre les classes qu'ils pourraient modeler à leur guise par voie législative, la classe de nos ennemis serait désarmée et prête à se soumettre à leurs désirs et à se défaire de ses biens sans résister les armes à la main... Il serait juste aussi de dire qu'ils préparent les défaites tragiques de demain du prolétariat.

Cependant le PG est le produit d'une rupture avec le PS et sa politique réactionnaire, c'est un point essentiel à prendre en compte pour caractériser le PG et déterminer nos rapports avec ce parti. Contrairement au PS il n'est pas dans le camp de nos ennemis, il est dans le même camp que le POI, le NPA, LO et de nombreux groupes, associations ou comités de militants ouvriers. On pourrait ajouter le PCF qui n'a plus les moyens d'imposer sa politique aux autres tendances du mouvement ouvrier, et qui malgré ses liens avec le PS sur le plan électoral n'en demeure pas moins dans notre camp. Répétons-le encore une fois, le contenu de leur politique et les moyens qu'ils développent pour atteindre notre objectif est une autre question que l'on ne peut évidemment pas passer sous silence, que nous devons dénoncer et combattre, sans toutefois nous tromper d'ennemi.

C'est pour ces raisons qu'un Front unique ponctuel de ces partis est possible sur un objectif précis, à partir du moment où chacun conserve sa liberté de parole et d'action, où chaque parti combat sous son programme drapeau avec son propre programme. Comme dirait l'autre, que chacun soit à la hauteur de ses objectifs et le meilleur vaincra. Marcher séparément et frapper ensemble n'est pas une simple formule, en cette période de crise ouverte et profonde du capitalisme à l'échelle mondiale, elle est le meilleur moyen de dresser la classe et de construire le parti.

A partir du moment où le front unique permet un développement de la lutte de classe et répond à un besoin des masses et à leurs aspirations, il ne faut pas confondre ce que l'on est en droit d'attendre immédiatement de ce combat sur le plan collectif, avec le combat pour la construction du parti et son objectif qui englobe la conscience des tâches historiques qu'il reste à accomplir au prolétariat, qui pose directement la question du pouvoir politique et les moyens de le conquérir.

Les réformistes veulent uniquement soulager les souffrances de la classe ouvrière, tandis que nous voulons y mettre un terme définitivement et nous prétendons que c'est possible.

La démarche du PG ressemble étrangement à celle du POI qui devait à l'origine séduire des pans entiers du PS, en vain. Si des membres et ex-membres du PS ont participé au lancement du POI, d'autres semble-t-il n'ont pas voulu se retrouver dans le même parti que des trotskistes. Qu'ils trouvent leur place dans le PG qui a l'avantage d'avoir été initié uniquement par deux élus

ou cadres démissionnaires du PS n'a rien d'étonnant, ils sont en famille ! Cela dit, le PG n'a réussi à convaincre à ce jour qu'une poignée d'élus du PS, quelques responsables d'organisations ou duex ou trois personnalités selon les témoignages qui figurent dans le site Internet du PG (et que j'ai pris la peine de lire).

La PG et le POI ont sensiblement la même ligne politique, elle est axée contre l'Union européenne et aucun des deux partis ne fait de la révolution prolétarienne le moyen pour conquérir le pouvoir. Rien ne dit que ces deux partis ne puissent pas fusionner un jour ou l'autre. On peut même se demander si Mélenchon ne serait pas un sousmarin du POI. A l'inverse, on pourrait aussi se demander si le PG n'a pas été lancé pour empêcher le POI de se développer ou pour le marginaliser davantage. Aucune de ces hypothèses n'est invraisemblable compte-tenu des éléments dont nous disposons aujourd'hui, la suite permettra rapidement d'être fixé, l'essentiel est ailleurs pour le moment.

Il est certain que le PG présente l'avantage d'avoir au moins un dirigeant possédant un minimum de charisme, je pense évidemment à Mélenchon, ce qui n'est évidemment pas le cas du POI qui a récupéré les toquards du PS.

A une époque marquée par l'emprise ou le rôle dominant des médias sur la population, qui par suite d'un mode de vie devenu infernal et l'habitude prise de cavaler dans tous les sens, se contente de réagir émotionnellement aux évènements tronqués qu'on lui balance, la population peut difficilement faire autrement dans un premier temps puisqu'on ne lui donne pas les éléments nécessaires pour réfléchir à leur signification, elle est amené à privilégier l'image et les quelques mots qui l'accompagnent sur la nature d'un parti ou son programme. Elle se détermine en fonction de la personnalité du porteur du discours et sa manière de l'énoncer tout en tenant compte de certains critères auxquels elle adhère souvent inconsciemment ou qui font partie de l'inconscient collectif.

Si la plupart des gens privilégient au premier abord les apparences, on est bien obligé d'en tenir compte, ce qui ne signifie pas qu'il faille leur témoigner plus d'importance. Si le charisme d'un dirigeant jouait le rôle de catalyseur pour gagner la classe au front unique contre Sarkozy, on ne devrait pas s'en plaindre, mais au contraire en profiter, même si on ne partage pas toutes ses idées, de la même manière que l'on ne doit pas craindre la confrontation des idées, ce qui ne pose en principe aucun problème à partir du moment où l'on demeure convaincu que la classe conserve la capacité de faire la part des choses ou qu'elle parviendra au regard des faits, à déterminer quelles idées étaient correcte et quelles idées ne l'étaient pas.

D'une certaine manière, le front unique proposé par le PG permet de compenser partiellement les effets négatifs de l'émiettement de nos forces à travers une multitude de formations politiques, ce qui constitue actuellement un handicap à la mobilisation de la classe et affaiblit la crédibilité de tous les partis.

Il peut favoriser le regroupement de militants issus des tendances trotskistes du POI et de la LCR, de différents groupes, comités, etc. pour construire un parti révolutionnaire. Sachant évidemment que l'on ne demandera pas au front unique d'adopter la totalité du programme de la révolution socialiste.

Il est vrai aussi que l'inexistence d'un tel parti pose problème et qu'on ne peut pas éluder cette question.

On a là posées les limites que l'on peut assigner à ce front unique qui ne pourra pas être orienté dans une perspective politique conduisant à la prise du pouvoir. Il ne pourra avoir qu'une fonction délimitée dans le but de mener une action commune pour atteindre un objectif précis et partiel, là en l'occurence il s'agira d'infliger une défaite politique au camp de la réaction lors des prochaines élections européennes. J'imagine que le PG en fonction des résultats de ces élections se disposera dans la perspective des élections présidentielles de 2012 puisque pour lui il n'y a pas d'autre voie que la voie institutionnelle pour parvenir au pouvoir. Nous en serons davantage sur ses intentions lorsqu'il aura un programme.

L'avantage de ce front unique, c'est qu'il permettra aux militants de mieux se connaître et de confronter leurs idées dans un état d'esprit plus fraternelle, tout du moins on ose l'espérer, au lieu se livrer à un combat fratricide et stérile.

On ne dilue pas nos idées et les partis ne se diluent pas dans le front unique, on combat ensemble sur une fraction de nos idées qui sont communes aux autres partis, en le situant dans la perspective politique de renverser le régime, comme aurait dit Marx, on n'y perd pas son âme.

Craindre un tel front unique, c'est craindre la confrontation des idées des autres partis, c'est se renfermer dans un sectarisme inacceptable.

Que ce front unique se constitue ou non, il est évident que l'activité des militants ne peut pas se limiter à son objectif tel qu'il a été avancé par le PG, il est possible d'intervenir quotidiennement dans la lutte des classes sur la base d'une perspective politique mettant au premier plan la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement, de renverser les institutions.

Si un parti révolutionnaire existait, il n'aurait pas attendu après un autre parti pour commencer à organiser la classe dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire. On peut concevoir l'existence de ces deux types de parti, l'un

réformiste, l'autre révolutionnaire, sans pour autant le rechercher. L'histoire du mouvement ouvrier a démontré qu'ils pouvaient être complémentaires lorsque la situation était dominée par la réaction, mais qu'ils devenaient opposés dès lors que le prolétariat tendait à remettre en cause l'Etat, il ne faut surtout pas oublier cette leçon. Son existence peut nous faciliter la tâche jusqu'à un certain point, tant qu'il n'est pas une entrave à la mobilisation révolutionnaire des masses.

Le combat pour les réformes prouvera ses limites très rapidement et démontrera aux militants de ces partis qu'il est impossible d'avancer dans la voie du socialisme en s'y prenant de la sorte. Une partie de ces militants n'auront plus qu'à adopter le capitalisme comme c'est le cas au PS ou cesser le combat, les autres adoptant l'autre voie, la voie révolutionnaire, celle de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat guider par le parti pour vaincre. Tout dépendra des liens qu'auront tissés entre eux les militants, mais il ne faut pas non plus se faire d'illusions !

J'ai écrit ces lignes à plusieurs moments de la journée sans brouillon comme d'habitude, du coup mes idées sont désordonnées. Si maintenant des camarades ont des informations dont je ne dispose pas sur les intentions réelles du PG et qui apporteraient des éléments nouveaux à notre réflexion sur la proposition de Mélenchon, ce serait sympathiques de me les adresser par courriel, peut-être que je me suis planté complètement, j'ai fait avec les éléments en ma possession.

On pourrait ajouter qu'au mieux, en imaginant le scénario le plus optimiste, ce genre de front unique pourrait aboutir à une sorte de gouvernement Kerensky, la différence avec février 17 en Russie, c'est qu'il n'existe pas en France de parti bolchevik. En même temps je me souviens avoir lu que des dizaines d'organisations ou comités, des dizaines de milliers de militants avaient rejoint le parti bolchevik entre février et octobre 17, il ne serait pas invraisemblable que le même regroupement s'opère si nous nous trouvions dans une situation similaire, encore faudrait-il qu'un parti soit en mesure de conquérir la confiance des masses pour qu'il en prenne la tête, ce qui relève aujourd'hui du domaine de l'extrapolation malheureusement.

Le pire scénario serait de se retrouver dans la situation du Venezuela où plus de 40% de la population demeure dans la misère, tandis que le parti au pouvoir passe son temps à chanter les louanges du socialisme en marche ! Idem en Bolivie. Vous aurez constaté comme moi que les adeptes aujourd'hui du socialisme par étape sont les mêmes qui hier hurlaient à la trahison à l'adresse des staliniens, par pure opportunisme.

De la même manière que la crise profonde qui secoue le capitalisme mondiale remet au goût du jour Marx, les prochains développement de la lutte des classes remettront au premier plan les enseignements de la révolution russe dont plus personne aujourd'hui ne veut entendre parler. Souvenez-vous en camarades.

Autre chose pour terminer.

Darcos souffle le chaud et le froid, ça pue l'embrouille mais les lycéens semblent faire la part des choses pour le moment. Voici des extrait de deux dépêches d'hier :

"Selon les syndicats lycéens, entre 80.000 et 100.000 manifestants se sont mobilisés un peu partout en France, en brandissant la menace d'une poursuite du mouvement en janvier après les vacances et la "trêve" de fin d'année. "L'hiver sera chaud si le ministre ne nous écoute pas", a avertit l'Union nationale lycéenne (UNL) jeudi soir dans un communiqué.

"Nous allons reprendre les choses à zéro, nous allons ensemble rouvrir la totalité du dossier", a promis le ministre de l'Education lors de la séance des questions au gouvernement au Sénat, alors que 7.500 lycéens selon la police, 13.000 selon les organisateurs, défilaient à Paris pour exiger le "retrait" de la réforme.

Le ministre, qui avait annoncé lundi le "report" de la réforme, a réaffirmé son attachement aux principes de sa réforme, qui ne sont "pas abandonnés", a-t-il assuré. "Aujourd'hui, on voit bien que les circonstances nécessitent plus d'explications, que nous travaillions différemment. Nous allons le faire, mais nous ne changerons rien à l'objectif de réforme", a-t-il affirmé. "C'est évidemment l'intérêt général qui nous dicte, c'est le besoin de la Nation. Nous travaillons pour l'avenir".

"Ce que Darcos ne comprend pas, c'est que nous exigeons des garanties concernant la prise en compte de nos revendications et l'arrêt des suppressions de postes dans l'Education. Par ailleurs, nous n'avons fait l'objet d'aucune tentative de contact de la part de ses services alors que lorsqu'on affirme qu'on va discuter, la moindre des choses est de donner rendez-vous aux gens", a déclaré le secrétaire général de l'UNL, Antoine Evennou, à l'Associated Press.

Cantonnée jusqu'à présent à certaines villes de province, essentiellement dans l'Ouest de la France avec des manifestations souvent sporadiques et désorganisées, la mobilisation s'est étendue jeudi avec des cortèges conséquents dans de nombreuses villes sur fond d'appel national lancé de concert par l'UNL et la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL).

On comptait ainsi 6.000 manifestants à Nancy selon la police, 8.000 selon les organisateurs, entre 5.500 et 10.000 à Lyon selon les sources, 3.500 à 7.000 à Rennes, entre 2.000 et 4.000 à Marseille, 2.500 à 4.000 à Quimper, 2.400 à 5.000 à Bordeaux, 1.700 à 4.000 à Toulouse, 1.500 à 4.000 à Brest, 1.500 à Bayonne selon la police, ou encore selon des chiffres syndicaux 5.000 à

Nantes, 4.000 à Saint-Brieuc, 700 à Tours et 500 à Grenoble ." (AP 18.12)

"Quelque 127.000 personnes ont manifesté jeudi en France contre le projet de réforme du lycée du ministre de l'Education Xavier Darcos, a-t-on appris auprès de la Direction générale de la police nationale.

Interrogé sur la façon dont le ministre entendait reprendre le travail sur la réforme, le ministre a répondu qu'il allait voir si le protocole de début de discussions signé en juin dernier par les syndicats enseignants, de chefs d'établissements et les organisation lycéennes était "encore bon ou s'ils en veulent un autre".

Les lycéens ont pourtant choisi de maintenir leurs manifestations avec des slogans et banderoles tels que "Darcos, maintenant ou dans douze mois, ta réforme on n'en veut pas" (Lyon), "Darcos démission pour sauver l'éducation" (Rennes), "Notre éducation n'est pas au service du fric !" (Paris).

A Paris, entre 7.500 personnes, selon la police, et 13.000 selon les organisateurs, ont défilé sans incident jusqu'au ministère. Des lycées ont été bloqués en Ile-de-France.

Dans l'Ouest, les cortèges ont regroupé 5.000 personnes (police) à Rennes, 2.000 à Rouen, 2.500 à Quimper, 2.000 à Saint-Brieuc, 2.500 à Lorient, 1.500 à Brest, 2.300 à Caen et 1.000 à Saint-Nazaire.

Certains lycées, souvent privés, ont par ailleurs été fermés jusqu'aux vacances en Loire-Atlantique, dans le Finistère, le Morbihan ou la Manche.

Entre 5.500 jeunes (police) et 10.000 (organisateurs) ont défilé à Lyon, perturbant les transports en commun. Les quelques incidents ont occasionné l'interpellation ou le contrôle d'une quarantaine de personnes.

Environ 1.400 lycéens ont défilé à Clermont-Ferrand, 1.200 à Saint-Etienne.

A Lille, dans le Nord, en Picardie ou Champagne-Ardennes plusieurs milliers de lycéens ont manifesté, demandant "le retrait total de la réforme".

Entre 2.000 et 4.000 jeunes ont marché à Marseille. 51 établissements sur 125 étaient perturbés dans la région Midi-Pyrénées." (AFP 18.12)

Bon week-end à tous.

Le 20 décembre 2008

Hier Wall Street a encore clôturer en baisse (-0,30%), et les prix du pétrole sont descendus jusqu'à 32,40 dollars le baril, en voilà des bonnes nouvelles. C'est le week-end on se détend un peu camarades.

Devedjian a indiqué vendredi que le plan de relance de l'économie du gouvernement devrait permettre de "créer 150.000 emplois pour l'année 2009" et avoir un impact sur l'économie de "100 milliards". Il a également indiqué que "75% des 26 milliards" engagés dans le plan seraient dépensés "dès 2009", lit-on dans un article de *La Tribune*.

Devedjian est un pauvre type, il le porte sur lui, mais là il essaie de nous enfumer. Réfléchissez un peu, sur ces 26 milliards d'euros, 22 environs correspondent en gros à des dettes de l'Etat envers les entreprise et les collectivités locales. Vous connaissez la situation critique des entreprises et des communes, bon, sachant qu'ils toucheraient un jour ou l'autre cet argent, qu'est-ce qu'ils ont fait d'après vous ? Ils ont emprunté la somme équivalente aux banques rassurées par la garantie de l'Etat. Elles l'ont touché... et dépensé pardi ! Donc Devedjian nous prend vraiment pour des demeurés. Il a raison, un travailleur sur un million dispose des éléments pour arriver à cette conclusion.

26 milliards d'euros se transformeraient pas miracle en 100 milliards. Pourquoi pas, réels ou fictifs ? Quand une banque dispose d'un actif de 10 milliards, la Banque de France ou l'Etat, c'est la même crêmerie, lui octroie la possibilité d'en prêter 8 à 10 fois plus d'après ce que j'ai compris, donc 10 milliards peuvent se transformer en 80 ou 100 milliards sans problème. Mieux encore, pour peu qu'elles mêlent ces sommes à des actifs plus ou moins obscures dans le cadre d'une titrisation, et ces 100 milliards se multiplient à leur tour par enchantement pour atteindre des sommes vertigineuses, 1.000 milliards par exemple, alors que nous sommes partis d'une somme de 10 milliards. Cela pourrait expliquer les centaines de milliers de milliards placés dans les produits dérivés.

Ce que les gouvernement ne disent pas, c'est que c'est avec les 500 milliards d'euros appartenant à la population que les banques et les institutions financières se livrent à ce petit jeu, l'argent que vous avez sur votre compte courant, votre épargne ou votre assurance vie. On a fait un calcul au paragraphe précédent en partant d'une somme dérisoire, 10 milliards, faites le même cacul avec 500 et vous arriverez à la coquette somme de 50 000 milliards au niveau de la France. Renouvelez l'opération en prenant comme référence les Etats-Unis et vous manquerez de superlatif pour qualifier la gigantesque merde dans laquelle ils se sont foutus.

La Tribune est un des titres phares de l'aristocratie financière, il n'est pas désintéressant de lire ce que leurs lecteurs ont pensé de la prestation de l'un des leurs, Devedjian, un petit extrait histoire de se faire plaisir :

" *A quoi cela sert un ministre de la relance, est-ce que Fillion n'aurait pas pu s'en occuper, sut été trop simple,et pas assez coûteux. Rien que pour payer Ce monsieur, les sbires qui vont le satéliser, les locaux hyper classés tout est fait pour nous prendre pour des imbéciles. Moi qui suit de "droite", je le déplore, alors il ne faut pas s'étonner, si ceux d'extrême gauche se mettent en colère et casse tout.*".

On en redemande, je n'y résiste pas :

"*Ne pas perdre d'emplois serait déjà un exploit, alors en créer 150000??? Il faut arréter de divaguer ou bien alors argumenter sérieusement. Un peu de réalisme et de responsabilié SVP.* "

Un troisième larron fait le lien avec Lagarde, la ministre de l'Economie, qui a annoncé qu'elle tablait toujours sur une croissance française comprise entre 0,2% et 0,5% en 2009 :

"*et pendant ce temps la lagourde croit toujours en sa fourchette et elle table sur une croissance positive alors que les sirenes d'alarme hurlent dans les rues !*" "*mesdames et messieurs les économistes de La Tribune, pourriez vous nous éclairer sur les chiffres qu'annonce Devedjian et qui semblent sortis tout droit de son cerveau malade ?*" (source : La Tribune 19.12)

Il y a du rififi dans l'air en haut !

Qu'ils se rassurent, dans une interview parue dans *Le Parisien*, Aubry a dit "*On ne peut jamais souhaiter une explosion sociale dans son pays.*" (source : Reuters 20.12) faisant référence au mouvement des lycéens, nous si, on ne pense plus qu'à cela ! Elle a ajouté "*"Nous sommes une opposition responsable*", respecteuse de l'ordre républicain établi, on savait déjà dans quel camp se situait le PS.

De son côté, vendredi Darcos s'est permis de menacer les lycéens : "*Il faudra (...) que nous veillions au mois de janvier à ce que ces blocages ne se produisent pas et que les lycéens qui veulent travailler puissent travailler*" (source : AFP 20.12), mettant en avant le droit d'étudier contre le droit de grève et de manifester, comme ils ont avancé le droit de travailler pour remettre en cause le droit de grève de plusieurs catégories de travailleurs, notamment dans les transports publics.

Pour expliquer le recul de Darcos, *La Tribune* notait ce matin : "*Heurts entre lycéens et policiers : faut-il craindre une dérive à la "grecque" ? Alors que le gouvernement craint une dérive à la "grecque" et a retiré son projet de réforme de la classe de seconde, de nouveaux heurts violents ont opposé jeudi...*".

Ils balisent ! On se demande pourquoi, puisque cela pètera un jour ou l'autre, le plus tard possible se disent-ils, on comprend, et si de notre côté on est pressé d'en découdre, il faut bien reconnaître qu'on est plutôt mal armé pour faire face à une telle situation. En attendant, ils passent un sale quart d'heure... qui risque de durer jusqu'à la fin 2009 ! A moins que le nabot précipite les choses, il a dit qu'il allait à nouveau s'occuper de nous 24h/24 à partir du 1er janvier, quelle chance, pour un peu il va péter les plombs !

Darcos a affirmé que "*bien entendu*" l'extrême gauche avait débordé les manifestants car "*ce mouvement lycéen a pris un tour très violent (...) pour des enjeux qui sont quand même modestes*", a-t-il déploré. Ultra gauche, extrême gauche, lycéens et travailleurs en colère qui manifestent pour faire respecter leurs droits, l'amalgame est facile, mais ne passe pas plus qu'en Grèce !

Tiens à propos d'ultra gauche, on vient d'apprendre que la justice a ordonné la remise en liberté sous contrôle judiciaire du principal suspect de l'affaire des sabotages des lignes de TGV, Julien Coupat, mais que le parquet a aussitôt déposé un appel suspensif, selon le bureau du procureur.

Etonnant, non, il s'agissait au départ d'un individu particulièrement dangereux, un terroriste voulant tout faire péter, et voilà que la justice est prête à le remettre en liberté. (source : Reuters 20.12)

Les camarades du CRI avaient vu juste en la matière, et c'est après avoir lu plusieurs dépêches de presse et un reportage à la télé sur cette affaire que j'avais décidé de mettre leur texte en ligne, je ne le regrette pas. Au passage, honte aux dirigeants qui ont préféré garder le silence, suivez mon regard, des chiasseux !

Vous vous moquez des Belges, une fois, non trois s'il vous plaît, c'est la troisième crise politique en un an. Ils vont bientôt concurrencer l'Italie ! Car il s'agit bien d'une crise politique : "*Nous allons devoir étudier les moyens d'assurer la stabilité de notre pays -- une stabilité politique que nous n'avons pas en ce moment*", a commenté le ministre des Finances, Didier Reynders. (source : Reuters 19.12)

Pour finir, je remercie Simon pour son chèque de 40 euros. J'ai finalement envoyé les chèques que j'avais reçu à ma banque et j'ai contacté l'entreprise informatique indienne qui héberte le site. Je règlerai la semaine prochaine le renouvellement de mon abandonnement à leur serveur, sans augmentation par rapport à l'année dernière ce qui est une bonne surprise.

Je n'ai pas d'histoires indiennes à vous raconter. La mer continue de creuser le rivage devant chez moi, elle est au même niveau qu'en 2004, à 30 ou 40 mètres de mon lit, ce qui ne m'empêche plus de dormir, on ne meurt qu'une fois paraît-il, heureusement !

Avant-hier sur les coups de 11 heures du soir, trois embarcations ont rompu leur amarres et étaient en train de se fracasser les unes contre les autres juste en face de chez moi, lorsque j'ai entendu hurler. Je suis sorti précipitamment sur la plage pour voir ce qui se passait, on ne sait jamais, dès fois que la mer serait encore plus déchaînée que la veille. Voilà. Je vais passer la fin de l'année tout seul mais j'y suis habitué. Avec vous je ne suis jamais seul, je plaisante, mais c'est un peu vrai.

Je me disais qu'au lieu de me casser la tête à actualiser les infos en bref comme je le fais depuis des mois, il serait peut-être plus avantageux d'écrire des articles dans lesquels je les insérerais, un peu comme je viens de le faire dans les paragraphes précédents, j'attends votre avis. Pour les prochaines il est trop tard et je m'y collerai demain. Je dois essayer de gagner du temps, c'est ma hantise le temps, pour les capitalistes aussi, mais pour des raisons diamétralement opposées. On a parfois besoin de se changer les idées ou de se vider la tête pour pouvoir la remplir à nouveau. Il est toujours bon de se poser les mêmes questions sous des angles ou à des moments différents.

Je vous souhaite mes meilleurs voeux pour l'année de combat qui nous attend, il y a tout lieu d'être optimiste, même si l'essentiel nous fait défaut. Bonne continuation à tous, que chacun soit bien inspiré pour aller de l'avant, je ne sais pas quoi vous dire de plus. Souhaitons que nous réussirons avec succès à franchir les obstacles qui se dressent sur notre route, celle du socialisme.

Mes meilleures pensées à tous les camarades, sans distinction de partis ou de groupes, sans rancune aucune, c'est trop con, on est tous embarqués dans la même galère ne l'oublions pas, nous n'avons qu'un seul ennemi. Et puis, oh peine, oh désespoir... nous vaincrons !

Le 23 décembre 2008

Je mets en ligne des dépêches économiques qui présentent un certain intérêt pour suivre et essayer de comprendre comment évolue la crise actuelle du capitalisme.

Le premier constructeur automobile au monde (Toyota) est dans le rouge, la deuxième économie du monde, l'économie nippone faiblit dangereusement. La crise sociale qui couve dans de nombreux pays se transforme en crise politique en Grèce et en Belgique, en France, Sarkozy doit remettre de l'ordre dans son gouvernement et son propre parti, tout en reculant devant un risque d'explosion sociale qui pourrait partir de la jeunesse et des enseignants.

Lors de l'émission Kiosque diffusée avant-hier sur TV5 Monde Asie, une journaliste a expliqué qu'en Grèce le gouvernement avait réussi à faire l'unanimité de la population contre sa politique économique et sociale, et que la poursuite du mouvement engagé par la jeunesse tournait à l'affrontement avec le pouvoir, parce qu'il n'y avait pas d'issue politique, le parti socialiste étant impopulaire et rangé dans le même camp que celui du Premier ministre Caramanlis, il n'existait actuellement aucune force politique capable d'unir la population et de prétendre au pouvoir, d'où l'enlisement de la crise sociale qui est devenue une crise politique.

Cette journaliste grecque a d'ailleurs précisé qu'aujourd'hui, ce qui caractérisait le plus la situation, c'était le refus de la population d'entendre plus longtemps les discours politiques d'où qu'ils viennent, du parti au pouvoir ou du parti socialiste, car elle a bien compris qu'ils étaient tous au chevet du capitalisme, alors qu'aucune mesure n'avait été prise pour soulager la population des effets de la crise actuelle, la population se sentait totalement abandonnée par le pouvoir en place qui ne répondait que par la répression à ses cris de désespoir, elle est devenue sourde à tout appel au calme ou à l'ordre. J'ai employé volontairement son langage.

Maintenant il faut comprendre qu'une grande partie du prolétariat et sa jeunesse voués à la pauvreté et au bord du désespoir, manifeste son refus d'accepter plus longtemps cette situation intolérable en ayant recours à la violence. S'ils s'en prennent aux symboles du capitalisme, particulièrement les banques, cela signifie que la crise du capitalisme a atteint un tel degré

que ses fondements mêmes sont dorénavant menacés.

D'un côté, le pouvoir en place et les partis institutionnels sont totalement discrédités, de l'autre, le capitalisme apparaît chaque jour un peu plus tel qu'il est vraiment, hideux et monstrueux, il est tout nu d'une certaine manière, et ce que la population est en train de faire l'expérience et de prendre conscience, c'est qu'il n'y a plus rien ni personne pour le protéger en dehors de l'appareil policier de l'Etat, que le régime capitaliste ne tient que grâce aux institutions en place dont il lui devient facile de déterminer la nature sociale exacte. De là à ce que mûrisse l'idée qu'il faut les renverser, il n'y a qu'un pas. Il manque un parti révolutionnaire qui serait capable d'exprimer consciemment cette évolution de la situation...

Revenons à la situation économique.

Si les exportations et les importations ont diminué entre 20 et 25% au Japon et que sa banque centrale affiche un taux d'intérêt à 1%, l'inflation pourrait atteindre 20% en Islande tandis que le principal taux d'intérêt est à 18%. Au même moment les prix à la production s'effondrent en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et leurs taux d'intérêt se situent entre 2 et 0%. Le yen s'envole face au dollar et à l'euro, tandis que l'euro est fortement remonté face au dollar, il s'échangeait à plus de 1,40 euro dans la journée. Le prix du baril de pétrole est passé de 160 à moins de 34 dollars en quelques mois, le prix de l'alluminium a été divisé par deux en un an. A Dubaï ou à Moscou ils ne disent pas que l'immobilier chute, mais ils bradent le stock d'invendus de -20 à -50%. On ne peut pas oublier la dette des Etats qui s'envolent.

Trouver à n'importe quel prix des liquidités pour faire face à la situation, leur angoisse permanente ; leur hantise, que tout le système leur pète à la figure, un vrai cauchemar. On prêtera l'attention à la moindre tension entre Etat, au moindre bruit de bottes, on ne sait jamais...

Les Etats-Unis viennent de porter plainte contre la Chine à l'OMC. Le porte-parole du Département d'Etat, Robert Wood, a expliqué lundi que les Etats-Unis exigent de la Russie des éclaircissements sur ses ventes supposées de missiles air-sol à l'Iran. L'Union européenne multiplie les provocations envers la Chine, tous les prétextes sont bons, avec en toile de fond des opérations montées de toutes pièces par les services secrets américains, la CIA. Je lisais hier soir sur l'écran d'une chaîne de télévision indienne, Sun news, que l'Inde n'écartait aucun scénario au cas où le Pakistan ne collaborerait pas activement dans l'enquête sur l'attaque de Mumbay qui a eu lieu dernièrement. Au même moment les Etats-Unis annonçaient qu'ils allaient envoyer 20 à 30.000 militaires supplémentaires en Afghanistan, à la fois pour y faire la guerre et mettre la pression sur le gouvernement pakistanais. En Israël, ils préparent un bain de sang à Gaza. Les marchands d'armes qui dirigent l'ONU ont parlé d'envoyer leurs armées en Somalie pour assurer l'ordre après avoir semé le chaos, les mêmes à l'UE voudraient guerroyer en RDC après avoir armé un génocide au Rwanda. En Argentine les tortionnaires vont retrouver la liberté et en Espagne les crimes franquistes ne seront sans doute jamais jugés.

Il y avait là largement de quoi faire un éditorial !

J'essaierais d'aborder plus en détail des questions économiques demain ou dans deux jours, je dois avouer que ce n'est pas le plus facile. Au-delà des faits qui sont portés à notre connaissance et que l'on peut traiter plus ou moins sérieusement ou superficiellement, personnellement cela ne me suffit pas pour comprendre le fonctionnement actuel du capitalisme à l'échelle mondiale, il faut le décortiquer pièce par pièce et étudier ensuite leurs rapports réciproques, etc. La difficulté lorsque l'on aborde le capital, c'est qu'on est face à un paradoxe (ce n'est pas de moi, mais de Marx) qui plus est on est en présence d'un système imparfait, on est donc obligé d'étudier le fonctionnement de chaque élément séparément en faisant abstraction des autres, mais au moment de réaliser la synthèse, on doit considérer l'ensemble des éléments qui le constitue sous la forme des rapports qu'ils entretiennent, etc., bref, il faut y consacrer tout son temps ou avoir une formation d'économiste ce qui n'est pas mon cas.

A mon avis, on ne peut pas se contenter des discours des économistes, encore moins des dirigeants des différents Etats. L'histoire du manque de confiance des investisseurs dans le marché ou les créances pourries ne suffisent pas à expliquer pourquoi le système est actuellement partiellement paralysé, pas plus que l'accumulation du capital à un pôle et la pauvreté à l'autre pôle, ou encore, que la production capitaliste aurait atteint ses limites, etc., il faut creuser plus profond. Toutes ses observations ou hypothèses sont plus ou moins valables, mais aucune ne permet de déterminer avec certitude de quelle manière cette crise va évoluer, or c'est la seule chose qui nous intéresse. Il m'arrive parfois d'avoir du pif, j'ai l'impression que la baisse des prix ne va pas durer longtemps sans pouvoir l'expliquer clairement pour le moment, je crains que ce ne soit qu'un court répit avant une vague d'hyper inflation encore plus dévastatrice, une sorte de raz de marée qui emporterait tout sur son passage... Je dis "je crains", parce que nous n'y sommes pas préparés. A suivre.

Le 24 décembre 2008

Dans un communiqué du 16 décembre, le POI déclarait :

"*Si, réellement, le gouvernement avait comme préoccupation d'éviter « de mettre le feu aux poudres », ne sont-ce pas là les mesures d'urgence et de salut public qu'il devrait prendre sans délai ?*"

Question sur laquelle pourront plancher pour ceux qui ont quelques jours de vacances entre le 25 décembre et le 5 janvier 2009 : Quelle est la signification et la portée d'une telle question ? J'en ai déjà sorti près d'une page, sans forcer !

Ne sont-ce pas là les dernières illusions que colporteraient le POI dans le régime ? *Ne sont-ce* est un présentatif correct, même s'il est fort laid. Une telle contorsion du langage mérite bien qu'on la traite sérieusement, non ? Nos camarades du POI devraient être heureux qu'on s'intéresse à leur parti alors que tout le monde le méprise, non ? Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et en supporter les conséquences.

Serait-ce par hasard à ce gouvernement de mener une politique ouvrière ? Devrait-on en attendre quelque chose ? Serait-il légitime ? Depuis quand et de qui tiendrait-il cette légitimité s'il vous plaît ? Serions-nous dans une situation où la majorité des travailleurs aurait des illusions dans le gouvernement ? Pourquoi le POI s'acharne-t-il tant que cela à présenter la majorité des travailleurs comme des arriérés ? Je suis sympa, je vous mets sur la piste...

La futur administration américaine prépare un nouveau "plan de relance" de 850 milliards de dollars... au moins ! Ils ne savent plus quoi inventer ! Une grande partie se composerait de réductions d'impôts, la même recette que Bush, Obama est un type bien, il va favoriser la réalisation de l'unité de la classe ouvrière américaine contre le gouvernement.

Ce sera tout pour aujourd'hui. Accordons-nous quelques heures de répit.

Ici c'est l'hiver aussi, il fait un temps radieux, un peu plus de 30° à l'ombre, un ciel azur, un soleil resplendissant, la mer s'est calmée et le sable commence à revenir, on a dû regagner quelques mètres de plage, je n'ai pas goûté la température de l'eau depuis quelques mois, peut-être le 31 décembre, pas à minuit à cause des requins, ils sont en principe à 25 kilomètres au large, mais on ne sait jamais avec les caprices des courants marins des derniers temps et le dérèglement climatique ils pourraient s'être rapprocher du rivage. Quelle vie, il faut penser à tout !

Je vous souhaite une bonne soirée en famille ou entre amis, passez un bon moment et portez-vous bien. Mes salutations fraternelles à tous les camarades.

Le 25 décembre 2008

Voici ce que m'a inspiré ce matin la lecture de quelques articles lus sur le site Internet de la LCR. On se détend un peu aujourd'hui, c'est la saint Nicolas !

Mes cher- ère -s ami-e-s, le sort des toulousain-ne-s est entre les mains des sympathisant-e-s et des militant-e-s français-e-s et étranger-ère-s qui ont été nombreux-ses et heureux-ses à répondre à notre appel. Les habitant-e-s de la ville sont fier-ère-s de vous, ils et elles vous remercient, ils et elles pensent bien à vous, tous ces hommes et toutes ce femmes vous aiment - les mesdemoiselles, les pucelles et les vieilles filles nous excuserons, mes cher-e-s ami-e-s dévoué-e-s et attaché-e-s à notre cause, nous nous sommes réuni-e-s un/une après-midi chaud-e et ensoleillé-e après un/une interview qui fut long-ue, intéressant-e et productif-ve, nous déclarons solennellement : l'émancipation des travailleurs et des travailleuses sera l'oeuvre des travailleurs et des travailleurs eux-mêmes !

Et la réaction d'un jeune de banlieue que j'ai également imaginée.

Nike ta mère, c'est quoi c'putain d'bordel, j'kif que dal à ta façon d'écrire à la con, pourquoi qu'tu mets des traits partout et qu'tu rajoutes des lettres, tu veux m'embrouiller ou t'as perdu que'chose, t'as pas rompu l'cordon zombilical avec ta putain d'mère, ton institution varginale te manque mon chéri. Tu t'fous d'ma gueule, si j'écris un CV comme ça j'suis sûr d'jamais trouver d'boulot. Y a qu't'on putain d'journal de merde qu'écrit aussi mal que j'parle, et tu prétends qu'on serait moins con après, n'me fais pas chier avec ta politique de débile mental, j'ai assez d'emmerdes sur le cul, mais contrairement à toi et tes potes j'ai pas de problèmes avec les meuffes, alors dégage chez les oedipiens, looser ! Tu r'fous les pieds ici on t'bute. Mes profs sont des casse-couilles et c'est vrai qu'on les respecte pas toujours, mais au moins ils nous prennent pas pour des cons.

Que la décomposition de la bourgeoisie et la décadence du régime entraînent fatalement des couches entières de la société dans son sillage, nul ne le niera, mais se placer au même niveau, c'est abdiquer ses responsabilités, y compris politiques. Le langage témoigne du degré de maturité ou de décomposition d'une société.

La culture de la médiocrité l'encourage au lieu de la combattre. C'est bien la raison pour laquelle Sarkozy lui-même n'hésite pas à

la promouvoir, puisque finalement elle profite au régime.

A l'opposé, pour pouvoir exprimer clairement de quelle manière on vit et on ressent les rapports existant dans la société et dans la nature, on a constamment besoin d'enrichir la palette des termes ou expressions qui sont à notre portée, afin de traduire la diversité des expériences vécues et des situations auxquelles nous avons été confrontées.

Nos intellectuels et nos philosophes sont des lâches et brillent par leur médiocrité. Cela n'a qu'un rapport indirect avec le discours de la LCR, je tiens à le préciser.

A l'époque de Rousseau, Voltaire ou Diderot ils brillaient par leurs plumes et n'hésitaient pas à prendre partie contre le régime que leurs critiques acérées poignardaient, non de dos mais de face. Ils pouvaient agir ainsi car ils étaient soutenus par une partie de la bourgeoisie montante qui leur assurait de quoi survivre et protection. Les plus perspicaces avaient fini par se persuader que la monarchie était condamnée à périr, tandis que d'autres par intuition romanesque ou guidés par un idéalisme débridé, ne pouvaient tolérer que des entraves à leur liberté leur soient imposées plus longtemps. Leur esprit vagabondait volontiers en terres inconnues pour y chercher le levain qui ferait germer leur imagination de demain. Parfois au péril de leur vie, ils franchissaient les limites des convenances et n'hésitaient pas à remettre en cause l'ordre établi pour l'éternité. Plus ou moins consciemment, ils intégraient dans leur discours les derniers développements de l'humanité, convaincus que la destiné réserverait un jour prochain à la pensée et aux hommes un avenir meilleur. Leur soif de connaissances et de liberté les portait naturellement à aller de l'avant et à réaliser leurs aspirations.

A notre époque, les intellectuels et les philosophes sont des valets soumis au régime en place. Il semble que tout ce qui a fait la gloire de leurs prédécesseurs leur fasse défaut. Tantôt ils brillent par leur silence ou leur absence, tantôt ils brillent par leur cynisme bruyant de chiens enragés au service de la barbarie. Ils manquent singulièrement d'imagination, ils sont comme tétanisés à l'idée qu'il faudrait reconstruire le monde sur d'autres bases pour que le genre humain accède au bonheur et puisse enfin vivre en paix. Leur esprit ne peut s'élever au-dessus de leur condition de courtisan. Leur bonne conscience leur dicte de ne pas contrarier leurs banquiers ou leurs éditeurs par crainte de perdre les privilèges que la société bourgeoise leur accorde. Pour la même raison ils se refusent obstinément à concevoir même en rêves, qu'il y a urgence à briser le carcan du capitalisme qui conduit l'humanité à sa perte. L'audace et le courage n'est décidément pas leur point fort. Leur seul talent, il le mettre au service de leurs maîtres qui le leur rendent bien. Ils cultivent l'art de la différence pour qu'on ne les confonde pas, mais par leur attitude, ils se condamnent eux-mêmes au pire châtiment, à l'oubli, car l'histoire n'a que faire de la médiocrité. Plus modestement la plèbe leur rend bien le mépris qu'ils lui témoignent, sa justice est implacable, sévère, brutale, mais juste. Que vaut le plus bel esprit scientifique, le plus vertueux conteurs, s'il est incapable de saisir dans quel monde nous vivons ? Il est comme un spermatozoïde qui serait condamné à se mouvoir dans l'obscurité sans jamais voir la clarté du jour.

N'est pas le plus pauvre qui l'on croit, notre intelletuel ou notre philosophe armé de son verbe vénimeux sera condamné à s'allier au gueux qui patauge dans les caniveaux pour s'en sortir tous les deux, ou périra dans la solitude en contemplant chaque matin dans son miroir la déchéance qui le ronge et l'emportera dans les pires souffrances dont seule la cupidité et la vanité connaissent le secret.

On souhaitera au passage bien du plaisir à tous les possédants avec l'année 2009 qui les attend !

La combat continue...

Le 26 décembre 2008

Quelques infos non traitées dans la rubrique en bref que je viens d'actualiser.

1- France. On se rassure comme l'on peut : voyez-vous cela la consommation des ménages à redémarrer en novembre, normal, il faut bien continuer à vivre, ils sont impayables les économistes !

2- Grande-Bretagne. Les exportations pourraient profiter de la faiblesse de la livre sterling pour améliorer la situation économique de la Grande-Bretagne, mais pour se faire il faudrait disposer d'une puissante industrie manufacturière, or elle a été en grande partie délocalisée.

Tiens donc, mais ce qui vaut pour la Grande-Bretagne vaudrait bien aussi pour d'autres pays de la zone euro comme la France par exemple, non ?

On a ici une partie de la réponse à la question de savoir pourquoi leur machine ne parvient pas à repartir plus rapidement malgrè les milliers de milliards qu'ils ont injectés dans les banques : la souce de la plus-value demeure l'exploitation (le vol) de la force de travail des ouvriers et ils ne savent pas comment ils pourraient s'y prendre pour en tirer davantage sans que la corde finisse par

se rompre. Cela explique aussi qu'ils se montrent si avenants avec les pays où leur production a été délocalisée.

3- La méthode Coué au secours du gouvernement...

Pour Bernard Accoyer, président UMP de l'Assemblée nationale, le plan de relance "*va marcher*" a-t-il lancé sur Europe 1. Il a le droit d'y croire, l'espoit fait vivre... ou mourir !

"*Il faut y aller, il y a un plan comme on n'en a jamais fait, il va marcher. (...) Croyons-y, allons-y et puis ça marchera et puis prenons un petit peu d'optimisme parce que face à cette crise, il faut se remuer en disant 'Ça va aller!'*".

Se remuer c'est clamer "*ça va marcher*", décidément ils ne savent plus quoi dire, comme quoi ils n'y croient pas eux-mêmes !

... ne parvient même pas à convaincre les patrons, alors que dire des ouvriers !

Selon les résultats du baromètre des PME, des très petites entreprises (TPE) du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables, réalisé par TNS Sofres, et daté de décembre, seuls 48% des dirigeants de PME entrevoient avec optimisme les douze prochains mois selon le baromètre des experts-comptables. Ils étaient 88% en mai 2007, date de l'arrivée de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Dans les TPE, le doute est également de mise. Seuls 44% des chefs d'entreprises ont une vision optimiste de leurs perspectives à un an, contre 67% en mai 2007.

Ah ben alors, si même les patrons en doute, c'est foutu d'avance ! Gageons que les investisseurs seront attentifs à ces dépêches et au moral des patrons français.

4- Une infirmière a été placée en garde à vue après avoir administré par erreur un médicament qui a entraîné la mort d'une enfant à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Paris.

Tout le monde peut se tromper dans la vie, le droit à l'erreur cela existe,sauf pour le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner-Bachelot qui hait la classe ouvrière.

Pourvu que l'on puisse leur appliquer rapidement le même sort, en plus féroce cela va de soi.

5- Selon des sources politiques, le cabinet de sécurité israélien a approuvé une escalade militaire "par étape" débutant par des bombardements aériens contre de nombreuses cibles du Hamas.

Une opération de grande envergure n'a pas encore reçu de feu vert mais, d'après ces sources, cela dépendra de la réponse du Hamas.

Soutien inconditionnel aux peuples palestinien et israélien engagés dans le combat contre la dictature de l'Etat sioniste !

6- Le compte rendu officiel de la rencontre entre le Parti de gauche et le Parti ouvrier indépendant que j'ai mis en ligne hier ne présente finalement aucun intérêt, il se borne uniquement à établir la liste des positions des deux partis.

Si je ne m'abuse, la délégation du POI était composée exclusivement de dirigeants de son courant CCI, ceux qui en réalité dirigent ce parti. Les Schivardi, Jeanneney et Cie servaient à attirer les mouches tombées du corps des éléphants du PS, opération dorénavant largement caduque après le lancement du PG.

Dans un article de la LCR intitulé *Le Parti de Gauche : questions, ambiguïtés, certitudes*, Samy Johsua précisait que "*Jean-Luc Mélenchon n'a pas trouvé justifié de voter contre la nouvelle déclaration de principes du PS (celle qui achève la conversion écrite à l'économie de marché et élimine toute référence aux classes et à leurs luttes). Il s'est abstenu.*"

L'expression *lutte des classes* est d'ailleurs absentes des premières textes du PG.

Le POI prête au PG "*le combat pour une autre Europe*", alors que sa position est celle-ci : « *Nous voulons une réorientation profonde de l'Union européenne afin d'en faire un espace démocratique et social respectant la souveraineté populaire... Un processus démocratique doit enfin s'ouvrir pour permettre aux citoyens européens de faire prévaloir l'intérêt général* ».

Une "*réorientation*" de l'Union européenne, c'est et d'une lui reconnaître une légitimité, de plus c'est vouloir agir dans ce cadre-là et de deux, mais en aucun cas rompre avec cette institution supranationale.

Le PG veut "*réorienter*" l'UE pour en faire "*un espace démocratique et social*", c'est le même discours qu'au PCF, démocratiser,

rendre plus sociale, plus humaine l'Union européenne, donc la conserver, la politique que le PT s'est employé à dénoncer et combattre à juste titre pendant plus de 15 ans, puis le POI qui a pris la relève. Il sera intéressant de suivre jusqu'où les dirigeants de ce parti seront prêts à se renier, vous me direz qu'au point où ils en sont, ils ont déjà touché le fond, mais bon, laissons-leur encore une chance de ne pas se noyer définitivement.

Les citoyens ont remplacé les classes, l'intérêt général a remplacé l'intérêt des exploités, des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes. Il faudrait dire à Mélenchon qu'en 1789 et les années qui suivirent l'emploi du terme citoyen était dangereux, alors qu'avec des hommes et des femmes, des individus, des personnes anonymes et inodores, il ne prendrait pas de risques inutiles, on ne sait jamais ! Apparemment, fréquentez les allées du pouvoir ramolit le cerveau et affaiblit la détermination aussi surement que d'adhérer à la franc-maçonnerie. A moins que...

Au fait combien ça gagne un sénateur ?

Salaire : 6 952,91 €

Indemnité représentative de frais de mandat : 6 278 € Subvention pour recruter de 1 à 3 assistants : 8 949 € par mois (2 298,17 euros brut mensuels pour un temps plein).

Subvention mensuelle aux groupes politiques : 1 330,02 € par sénateur

Plafonnement des indemnités liées à un mandat local : 2 700,16 € par mois

Accès gratuit au réseau SNCF (1ère classe), les parlementaires ont une carte de circulation valable en 1ère classe sur le réseau SNCF, et peuvent effectuer 40 allers-retours entre Paris et leur circonscription et 6 hors circonscription.

Taxis gratuits à Paris.

Quotas de transports aériens

Bureau individuel Ordinateur, internet, 4 lignes téléphoniques, courrier

Téléphone et courrier : chaque parlementaire dispose d'une dotation téléphonique : 4 780 euros TTC par an pour les élus de Paris et de sa région, 6 610 pour les autres départements. Ils peuvent envoyer jusqu'à 8 000 plis par an.

Logement : 157,73 euros d'indemnité de résidence et 1 353,88 euros d'indemnité de fonction défiscalisée.(2005) Le Parlement propose aux élus des prêts d'aide au logement, en région parisienne et dans leur circonscription : 76 225 euros, avec 2% d'intérêt. (2005)

Retraite : l'âge légal d'un parlementaire pour toucher sa retraite est fixé à 60 ans. La pension moyenne s'élève actuellement à 3 294,71 euros pour un sénateur. Les quinze premières années, ils cotisent double (environ 915 euros par mois au Sénat et environ 1 110 euros à l'Assemblée nationale) : un mandat de cinq ans vaut donc dix ans d'activité. Dans le cas d'un mandat incomplet pour cause de dissolution, l'élu peut par ailleurs racheter ses droits. Les parlementaires issus de la fonction publique peuvent continuer à cotiser en tant que fonctionnaires, ce qui leur permet de toucher deux retraites.

Je vous laisse faire le total.

On comprend pourquoi le sénateur PS et citoyen Mélenchon ne soit pas pressé de remettre en question son mandat !

7- Une autre façon de s'envoyer en l'air.

J'ai zappé la tentative ratée de suicide aux médicaments de Claudie Haigneré (51 ans) pour ne pas vous saper le moral en cette pariode de fin d'année !

Ex-spationaute qui a séjournée à bord de la station russe Mir en 1996 et à bord de la station spatiale internationale (ISS) en 2001, elle a été ministre déléguée à la Recherche et aux nouvelles technologies de 2002 à 2004. Puis elle a été ministre déléguée aux Affaires européennes en 2004-2005. Elle n'a pas dû garder un souvenir impérissable de cette expérience à bord du vaisseau Umpiste à la dérive.

Le 27 décembre 2008

Devises Cours :
Euro contre Dollar : 1.40
Dollar contre Euro : 0.71

D'après vous qui est le dindon de la farce ? Pas besoin de chercher !

Les impérialismes américain et du vieux continent européen reprochent à la Chine et à d'autres pays de faire du dumping social ou de profiter de la faiblesse de leurs monnaies pour favoriser leurs exportations, mais quand ce sont eux qui le font, c'est normal, c'est pour sauver l'économie capitaliste mondial du marasme qui la menace.

J'écoute (hier soir) *Hight voltage* (haute tension) d'AC/DC, telle sera l'année 2009, les nationalisations plus l'électrification, plus qu'un incendie, une explosion générale contre le capitalisme, une révolution, enfin ! Oui camarades on a le droit d'y croire et d'y être attaché ! *It's a long way* dit la chanson. Nous aurions dû mieux nous y préparer, espérons que 2009 sera une année prospère à la construction du parti d'où qu'il vienne.

Si de nombreux camarades rejoignent le NPA pour mener le combat révolutionnaire, pourquoi pas si une fenêtre s'ouvre et qu'ils estiment qu'ils auront la possibilité d'y mener le combat politique sur l'axe de chasser Sarkozy et de liquider les institutions de la Ve République. Sur le plan pratique, il faut organiser la population sur le plan local puis national, il faut se donner une stratégie de conquête du pouvoir qui ne se situe pas sur le plan électoral...

S'adresser à toutes les couches exploitées de la société pour les aider à comprendre le fonctionnement du capitalisme pour mieux s'en détacher et le combattre, tel devrait être l'axe autour duquel le parti devrait se construire selon moi. On ne peut pas se contenter de luttes sans lendemain comme s'est le cas depuis des lustres, auquel cas on ne fait guère mieux que les dirigeants pourris des syndicats avec leurs journées d'action.

On ne mène pas le combat politique pour se faire plaisir ou pour obtenir un résultat immédiat sauf dans certains cas spécifiques, par exemple obtenir l'arrêt de toute poursuite judiciaire contre l'infirmière qui a commis une erreur ou la libération de Coupat et sa compagne. Il est urgent d'élever le niveau théorique des militants, qu'ils renouent avec le marxisme ou s'en imprègnent profondément, car on ne peut pas se contenter d'arguments à l'emporte pièce, de slogans, l'agitation peut suffire pour arracher une adhésion ou une carte, mais elle ne fait pas d'un travailleur un combattant révolutionnaire conscient.

Aussi paradoxale que cela puisse paraître, c'est sur ce terrain-là qu'on a déserté, on a pensé qu'il serait possible de se contenter de formules apprises par coeur en guise de conscience politique, alors qu'elle ne peut s'acquérir qu'au prix de longues années d'études et d'efforts au fil de la lutte des classes. Si nous ne voulons pas répéter les erreurs du passé, il faut impérativement qu'un maximum de militants disposent d'un niveau de conscience politique correcte, ce qui est impensable sans développer un esprit critique, sans la confrontation des idées.

Posséder un esprit critique est une chose, savoir s'en servir à bon escient en est une autre. Si c'est pour tout critiquer et n'être d'accord sur rien avec personne, c'est assurément en faire un mauvais usage. Posons-nous en permanence ces questions élémentaires : sommes-nous réellement capable de faire la part des choses et en quoi cela consiste, qu'est-ce qui est essentiel et qu'est-ce qui est secondaire, etc. ? La critique est aisée, l'art difficile, je ne sais plus si c'est pas Descartes qui avait dit cela. Cela nous ramène à la relation de l'élément simple au tout, du relatif à l'absolu, du particulier au général, du doute à nos certitudes, qu'on l'admette ou non, on favorise toujours l'un ou l'autre dans nos gestes de la vie quotidienne, c'est normal, inconsciemment cela l'est déjà moins.

Si le socialisme est une science, il faut l'étudier et assimiler ses fondements qui coïncident avec la compréhension du fonctionnement du capitalisme. Si vous dites à un travailleur que le capitalisme est condamné à la faillite, il n'est pas sensé vous croire sur parole, surtout si vous vous contentez de lui exposer les conséquences de sa survie, il est aussi bien placé ou mieux placé que vous pour savoir de quoi il en retourne, l'essentiel ici en l'occurence c'est de commencer à lui expliquer pourquoi il conduit infailliblement l'humanité à la barbarie, là encore, pas avec des formules toutes faites du genre : c'est de la faute de la propriété privée des moyens de production, car cela ne lui dira rien, il faut en quelques mots éveiller sa curiosité, de telle sorte qu'il prenne conscience de son ignorance et souhaite en savoir davantage.

On dit qu'il est impossible de faire boire un âne qui n'a pas soif, sous un autre angle Freud expliquait qu'il était très difficile pour un patient de se détacher de certaines habitudes à partir du moment où il en tirait un plaisir ou un avantage, il en avait certes conscience mais il en ignorait évidemment l'origine, or tant qu'il ne parviendrait pas à en prendre conscience il lui serait impossible de les abandonner et de trouver un avantage au moins équivalent ou de substitution dans sa nouvelle situation au cas où il changerait de comportement. La psychanalyse se résume en gros à prendre conscience de l'origine de nos manifestations inconscientes. Notre démarche de militant est exactement la même sur le plan politique à propos des rapports sociaux d'exploitation et la place que chacun occupe dans la société.

Ce qu'il faut retenir, c'est que notre interlocuteur doit parvenir de lui-même à ce constat ou s'engager dans cette démarche, notre rôle consiste seulement à le mettre sur la bonne voie, à l'accompagner et non à lui dire ce qu'il doit penser.

Dans la mesure où la très grande majorité de la population a suivi un cursus minimum scolaire, les gens sont capables de lire un tract de deux pages et de réfléchir à son contenu, d'en discuter avec d'autres personnes. La population est instruite et capable de réfléchir à son destin, à sa vie quotidienne faite de contraintes, de frustrations, d'angoisses et de souffrances.

On connaît bien le milieu ouvrier puisque c'est le nôtre. Quant aux autres travailleurs, cadres, artisans, commerçants, certes ils ont des revenus plus importants que les nôtres, mais ils paient très chers les avantages que leur concède la société, et c'est à tort qu'on leur prête des conditions de vie meilleures que les nôtres lorsque l'on tient compte de leurs conditions de travail souvent infernales. J'ai aussi été cadre et commerçant, c'est une vie épouvantable où le travail occupe une place envahissante au point d'en faire des cauchemars. Le socialisme les concerne directement aussi, ils n'en tireraient que des avantages.

Pour ce qui est des jeunes c'est encore plus simple, la société actuelle ne peut pas leur permettre de s'épanouir ou d'entrevoir leur avenir sans qu'y soit mêlé une profonde angoisse. Ils ne peuvent pas espérer une vie meilleure que leurs parents, tout au plus ils doivent s'estimer heureux de vivre dans une société où tout est voué à la marchandisation, idée totalement insupportable au bout du compte. La jeunesse est éprise par dessus tout de liberté, or la société passe son temps à édifier de nouveaux interdits, dans ces conditions il est impensable qu'elle s'y développe harmonieusement, elle aura envie de la renverser, c'est pour ainsi dire naturel.

Je n'ai pas abordé les retraités ou nos vieux qui composent 10 à 15% de la société, quand ils voient que le travail de toute une vie est réduit à néant, ils ont franchement de quoi se poser des questions et devenir aussi révolutionnaires que leurs enfants ou petits enfants.

Il est possible de mettre le socialisme à la portée de toutes les couches d'exploités. Certes chacun part d'expériences différentes, mais finalement elles finissent toutes par se recouper, il suffit d'adapter notre discours à chaque situation pour rendre le socialisme accessible à chacun.

Les mesures que prendraient un gouvernement ouvrier révolutionnaire ne changeraient rien au mode de vie de la petite bourgeoisie, des classes moyennes, des artisans, des boutiquiers, des petits patrons, nous n'aurions rien à y gagner à vouloir leur prendre quelque chose qu'ils n'ont pas, au contraire, on leur garantirait les mêmes droits qu'aux autres travailleurs dans la mesure où ils contribueraient au développement de la société.

Par contre nous saisirions les 1824 grandes entreprises dont les banques et les assurances, sans indemnité ni rachat.

Autres réflexions.

Il arrive forcément un moment où la quantité se transforme en qualité, la socialisation de la production doit être accompagnée de la socialisation de la distribution, ce ne sera pas encore le communisme, ce sera le socialisme. La liquidation des institutions et l'expropriation des capitalistes est le premier pas.

Il n'y a pas d'autre alternative au capitalisme, le socialisme résout le problème posé à l'humanité par le capitalisme, on avance sur la voie de l'émancipation pour atteindre la liberté. Si tel n'était pas le cas, alors pourquoi le pape aurait cru bon de citer avant-hier parmi les maux qui affligent l'humanité l'"*exploitation de l'homme par l'homme*" avant de préciser que "*la création de valeurs et de revenus*" était préférable "*à une politique de pure redistribution de richesses*", autrement dit celles-ci doivent demeurer sans partage entre les mains d'une poignée d'exploiteurs. (LeMonde.fr 26.12)

Il a bien compris que la crise actuelle fragilisait les fondements du capitalisme en les mettant à nu, donc son discours avait pour unique fonction de les protéger en les recouvrant du voile de l'obscurantisme afin d'empêcher les exploités de les abattre. Peine perdue si l'on en juge par la révolte du prolétariat et de la jeunesse grecque qui dit-on seraient touchés par la foi ! Si les conditions objectives auront raison des appareils, elles auront aussi raison des religieux, et finalement des religions.

A ce propos justement.

"*« Joyeux Noël dans la rue ! », c'est avec ce slogan que la jeunesse grecque défie le gouvernement de Karamanlis qui espère que les vacances de Noël fassent retomber le mouvement de révolte qui enflamme le pays depuis plus de deux semaines.*" (Débat militant n°210)

Tous les clivages qui divisent le prolétariat et la jeune sautent ou sont ravalés au second rang.

Normal que la mobilisation de la "*génération 600 euros*" en Grèce serve d'exemple dans d'autres pays. En Espagne, je viens de lire que Zapatero avait annoncé une hausse de 4% en 2009 du salaire minimum espagnol, qui va passer à 624 euros, une

misère ! (AFP 26.12)

Et selon le bureau d'études économiques des Caisses d'Epargne, le chômage pourrait atteindre 16 % de la population active en 2009, de quoi rendre la situation explosive !

Question : dans quel pays cela va péter en 2009 en Europe ?

A propos d'Europe, je rejoins l'analyse des camarades qui avaient critiqué ceux qui se gargarisaient des résultats obtenus lors du référendum du 29 mai 2005. Ils reprochaient aux partis qui avaient fait campagne pour le non d'avoir développé des arguments purement nationalistes, ce qui est malheureusement exact. Je fais un parallèle avec la proposition du PG d'un front unique à l'occasion des prochaines élections européennes.

Le combat contre l'Union européenne doit s'inscrire dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe ou d'une Fédération des Républiques sociales d'Europe, et il doit prendre pour point d'appui le combat contre le gouvernement, la constitution et les institutions dans chaque pays pour avoir un véritable caractère de classe et correspondre aux intérêts du prolétariat, les deux combats étant intimement liés. Si maintenant il s'agit d'infliger une défaite aux partis bourgeois sans en tirer le moindre avantage, dans ces conditions effectivement il sera possible de faire n'importe quoi, ce sera sans nous ! Attention de ne pas se laisser embarquer dans des solutions de facilité ou des compromis pourris ! Il est peut-être un peu tôt pour savoir vers quoi on se dirige, personnellement, cela m'étonnerait que ma position évolue. On ne peut pas d'un côté répéter sans cesse qu'il faut aider les travailleurs à y voir plus clair et d'un autre côté tout faire pour les embrouiller davantage, à un moment donné il faut choisir. L'unité avec n'importe qui, c'est résolument non, l'unité pour faire n'importe quoi, c'est définitivement non.

Un mot sur la situation en Russie.

Le vice-recteur de l'Académie du travail et des relations sociales, Alexandre Khoroshilov, estime que "*Pour la première moitié de l'année 2009, il y aura de 5 à 6 millions de licenciements*".

Une manifestation autorisée organisée par une association de défense des droits des automobilistes à Vladivostok, le 21 décembre, a rassemblé mille personnes, suivie de deux cents arrestations musclées et de discours antigouvernementaux et des journalistes tabassés.

En cause : une nouvelle taxe sur les voitures d'occasion étrangères, décrétée la semaine dernière par le premier ministre, Vladimir Poutine, pour soutenir l'industrie automobile nationale frappée par la crise.

A Vladivostok, la manifestation de dimanche est la cinquième depuis une semaine, tandis qu'en fin de semaine des mouvements de protestation ont été organisés dans plusieurs villes du pays. La violence des slogans contraste avec la sagesse habituelle des manifestations : "*Medvedev, t'es une chiffe molle*", "*Poutine, démission*", pouvait-on lire sur des affiches de manifestants. (Le Monde 22.12) On en arrive à une situation où n'importe quoi mettra le feu aux poudres.

Bordel, de Reykjavik (Islande) à Vladivostok en passant par Athènes les manifestants réclament la démission du gouvernement, sauf en France ?

Une dernière chose.

Un camarade m'a envoyé un courriel il précise "*mail envoyé à titre non public, tu l'auras deviné je pense*", donc je ne vous en parlerai pas. Un autre camarade m'avait écrit que mettre en ligne le contenu des courriels pouvaient en rebuter plus d'un à m'écrire. Il suffit de faire figurer cette mention pour que je ne le publie pas, voilà tout. Quand je m'autorise à publier des extraits de quelques courriels, c'est pour montrer aux camarades que je ne vous raconte pas d'histoires, car après tout personne n'est sensé me croire sur parole et c'est très bien ainsi.

La tribune libre de cette fin d'année qui figure dans le site est encourageante.

Dernière minute.

On vient d'apprendre que l'infirmière qui a administré par erreur un médicament à un enfant ce qui a provoqué son décès, a été mise en examen vendredi pour homicide involontaire, ce qui est intolérable. (Reuters 26.12)

De plus, elle est soumise à un contrôle judiciaire lui interdisant notamment de retourner à l'hôpital Saint-Vincent de Paul et de voir ses collègues de travail, pour un peu ils en feraient une criminelle !

Bachelot démission !

Quand on voit qu'ils n'hésitent pas à employer les grands moyens contre une infirmière isolée, quel militant pourrait être assez crédule pour imaginer encore qu'ils cèderont le pouvoir sans recourir à la plus féroce répression qui soit ?

Oui camarades, c'est bien un parti de combattants au caractère trempé comme de l'acier qu'il nous faut construire. La lutte des classe va nous donner raison. Au fait on n'entend plus parler de la Bolivie : plus de référendum sur la nouvelle constitution, enterrée ? La remise en cause des vieilles institutions qui permettent aux gouverneurs de conserver leurs pouvoirs, reportée aux calendes grecques ?

Bonne fin d'année à tous, que vous souhaiter de bon camarades : en 2008 nous sommes rien, en 2009 nous serons tout ! A bas le capitalisme ! A bas la Ve République et l'Union européenne ! Vive la Commune et les Etats-Unis socialistes d'Europe ! Vive la révolution socialiste internationale en marche !

Le 28 décembre 2008

Le vieux monde dans ses oeuvres, devenu synonyme de décadence et de barbarie, est en train de bombarder Gaza et de massacrer la population palestinienne. La pourriture qui dirige le monde a exprimé le souhait que la dictature instaurée par le général-président guinéen décédé Lansana Conté se perpétue. Le Pakistan a massé des troupes à sa frontière avec l'Inde, et au Bangladesh il y a des élections demain qui peuvent tourner à l'affrontement.

Je mets en ligne 13 articles que j'avais téléchargés du site Internet du Réseau Voltaire, ils sont le lien tout trouvé avec la situation que je viens d'évoquer. Si vous êtes pris par une profonde colère par le massacre du peuple palestinien par le Tsahal, lisez ces articles pour vous calmer un peu, nous le vengerons d'ici peu, notre combat sera aussi pour la liberté du peuple palestinien et de tous les israéliens qui veulent vivre en paix avec lui et se débarrasser du sionisme. Je vous conseille le 9e article. Ces articles n'engagent que leurs auteurs.

Tous les articles à cette adresse.

Le 29 décembre 2008

Suite à la mise en ligne d'articles du Réseau Voltaire, un camarade m'a adressé un courriel dans lequel il me signalait que Thierry Meyssan avait rejoint le Front National. Or c'est absolument faux.

Il s'agit d'une cabale directement pilotée par les néo conservateurs américains qui ne manquent pas de partisans en France, notamment parmi les médias, dont *Libération* et le journal *Le Monde*, mais aussi *Reporter sans frontière* dont la haine de Ménard contre les régimes en place en Chine, à Cuba, au Venezuela ou en Bolivie n'a d'égal que celle de la Maison Blanche.

S'agissant de *Libération*, voici l'encart que le Réseau Voltaire avait publié : "*Suite à un accord conclu avec un des rédacteurs en chef du quotidien Libération, un rectificatif a été publié dans l'édition du 21 décembre 2006 et M. Meyssan a aimablement renoncé à imposer la publication d'un droit de réponse ou à engager des poursuites judiciaires contre le journal.*"

Si cela ne vous suffit pas, je vous mets le texte intégral de Meyssan daté du 20 décembre 2006 où il a rajouté ensuite ce rectificatif de *Libération* daté du lendemain.

Thierry Meyssan dément les élucubrations de « Libération » (20.12.06)

L'erreur est humaine, à condition de la rectifier publiquement, mais là je n'en ai pas commise.

J'ai téléchargé une dizaine d'autres articles du Réseau Voltaire, sur l'Opus Dei, le stay-behind, l'accession de de Gaulle au pouvoir, Reporter sans frontière, le Vatican, le Pentagone et le Venezuela. Ils seront en ligne au format pdf ce soir ou demain matin.

Personnellement j'ai appris à travers les articles du Réseau Voltaire davantage sur la formidable machine de propagande de l'impérialisme que nulle part ailleurs, donc je ne vois pas pourquoi je devrais me priver de cette source d'informations et en priver les camarades du même coup.

Certes, il ne faut pas tout prendre pour argent comptant, mais vous ne pouvez pas demander à ces journalistes d'interpréter le monde en marxistes, c'est à chacun de faire la part des choses. Idem avec tous les articles que je mets en ligne et qui proviennent de sources diverses. Si les journalistes du Réseau Volatire confondent encore stalinisme et communisme, ils le font avec une telle franchise et une telle maladresse qu'il est impossible que des militants se fassent piéger.

On préfère que le Réseau Voltaire combatte contre le racisme, l'antisémitisme, la répression du mouvement ouvrier, l'anticommunisme, le franquisme, contre tous les dictateurs, contre l'impérialisme en général, pour la défense de la laïcité et de la démocratie, etc. plutôt que l'inverse. On peut leur reprocher entre autres leur position par rapport au régime iranien ou leur tiédeur vis-à-vis de l'Union européenne, mais personne n'est parfait ici bas !

Si je ne devais mettre en ligne que les articles qui correspondent à mes convictions, à part les miens je n'en mettrais aucun ! Je plaisante bien sûr... à moitié seulement.

Autre chose très vite.

J'ai renoncé dans la foulée à publier le dernier article que j'avais rédigé sur le POI, par crainte qu'il ne soit une fois de plus exploité par des militants qui confondent la saine confrontation des idées avec un centre de tirs !

Quand à la question de savoir s'il faut commencer par combattre la bourgeoisie dans notre propre pays ou au contraire se lancer à l'assaut de l'Europe ou pourquoi pas du monde entier pendant qu'on y est ou les étoiles, j'y ai répondu abondemment dans de nombreux articles auxquels je vous renvoie.

Faut-il attendre que les conditions soient réunies en Europe pour faire une révolution dans un pays ? A ce compte là, les communards ou les bolcheviks seraient toujours en train d'attendre !

Imaginez que vous êtes affamé et que vous n'avez qu'une banane à vous mettre sous la dent, cela tombe mal, vous détestez les bananes, dites-moi, est-ce que vous allez attendre que les pommes vertes murissent pour vous nourrir au risque de crever de faim ?

Je n'ai franchement pas le temps de répondre davantage à ce genre de questions déjà traitées cent fois depuis 2005. Et puis, entre nous, cela ne servirait à rien, c'est à vous de gratter, de creuser, demandez-vous plutôt pourquoi vous ne trouvez pas la solution à ces questions.

Autre sujet.

Deux communiqués contre l'intervention militaire israélienne sur Gaza.

Communiqué du POI du 28 décembre 2008

Arrêt immédiat de l'intervention militaire israélienne à Gaza !
Levée immédiate du blocus de Gaza !
Le peuple palestinien, comme tous les autres peuples, a droit à la liberté, à la paix et à la justice !

A l'heure où ce communiqué est écrit, plus de 250 frappes aériennes israéliennes dans la bande de Gaza ont causé plus de 280 morts et 600 blessés dans la population palestinienne.

Le Parti ouvrier indépendant condamne l'intervention militaire sanglante de l'armée israélienne dans la bande de Gaza.
Il est clair qu'une solution conforme au droit des peuples à vivre librement et souverainement au Moyen-Orient exige au préalable que cesse l'attaque meurtrière contre la population palestinienne de Gaza.

Le Parti ouvrier indépendant se prononce inconditionnellement :

• pour l'arrêt immédiat des frappes aériennes de l'armée israélienne ;
• contre toute intervention terrestre ;
• pour la levée immédiate du blocus alimentaire qui étrangle et condamne à un sort atroce la population palestinienne de Gaza.

Le Parti ouvrier indépendant considère comme extrêmement inquiétante cette marche à la guerre au moment même où s'effondre l'économie mondiale, fondée sur le système capitaliste. Il rappelle que, pour lui, la lutte contre la guerre est liée à la lutte contre l'exploitation.

Arrêt immédiat de l'intervention militaire israélienne à Gaza !

Levée immédiate du blocus de Gaza !
Le peuple palestinien, comme tous les autres peuples, a droit à la liberté, à la paix et à la justice !

Dimanche 28 décembre, 16 heures

Les secrétaires nationaux du POI : Daniel Gluckstein, Claude Jenet, Jean Markun, Gérard Schivardi

Communiqué de la LCR.

Solidaires du peuple palestinien

L'attaque meurtrière contre Gaza qui s'est soldée par l'assassinat de dizaines de civils, femmes et enfants, témoigne une fois de plus de la volonté du gouvernement israélien d'écraser le peuple palestinien au mépris de toutes les exigences internationales.

Devant de tels actes de barbarie, les murmures des gouvernements occidentaux et notamment de Sarkozy ou d'Obama ne sont que synonymes de complicité.

La LCR renouvelle son soutien total à la lutte du peuple palestinien et des pacifistes israéliens qui la soutiennent. Elle appelle toutes les forces progressistes françaises à organiser dans les plus brefs délais une démonstration unitaire de solidarité qui exigera l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne et la reconnaissance d'un Etat palestinien viable.

Montreuil, le 27 décembre 2007

Quant à choisir, je préfère le communiqué du POI, car je n'éprouve que du mépris pour "*les exigences internationales*" auxquelles fait allusion la LCR, autrement dit l'ONU ! Bravo ! L'ONU où fut voté un nombre incalculable de résolutions depuis 1947 contre l'Etat d'Israël, et dont aucune ne fut appliquée, sans la moindre conséquence évidemment.

Quand des "anticapitalistes" en appel à l'ONU, c'est forcément suspect, vous ne trouvez pas ? Cela ne vous dérange pas ? Alors c'est que l'édito d'aujourd'hui vous va comme un gant !

Le 30 décembre 2008

Je poursuis aujourd'hui sur le même sujet qu'hier : faut-il ou non publier des articles du Réseau Voltaire ? Je n'ai décidément pas la même grille de lecture que ce camarade, car le dernier courriel qu'il m'a envoyé ne fait que confirmer, mieux, renforcer ma position.

Que T.Meyssan s'affiche avec des gens d'extrême droite ou avec des gens comme Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, Andreas von Bülow qui fut parlementaire social-démocrate pendant 25 ans, Philip Berg, avocat de familles de victimes des attentats du 11 septembre 2001, Enrique Román Hernández, journaliste et diplomate, élu vice-président de l'Institut cubain de l'amitié entre les peuples (ICAP), Mateusz Piskorski, journaliste, élu député en octobre 2005 sur la liste du parti de la gauche patriotique polonaise "Autodéfense", Jhannett Madriz Sotil, avocate, elle défendit le commandant Hugo Chavez Frias devant la Cour martiale du Venezuela lorsqu'il fut arrêté pour avoir refusé de tirer sur la foule et s'être retourné contre le gouvernement. Co-fondatrice du Mouvement pour la Ve République, elle est membre du Conseil supérieur du Mouvement bolivarien, Aram Aharonian, directeur général de la nouvelle chaîne de télévision latino-américaine, Telesur, Youssef El Aschkar, historien, quatre fois élu chef du PSNS, principal parti politique à la tête du mouvement laïc au Moyen-Orient, Jaime Ballesteros, responsable de l'organisation du Parti communiste espagnol clandestin sous la dictature franquiste... vous en déduisez quoi ?

Personnellement je me fous éperdument de savoir qui est monsieur Meyssan, je lis certains articles du Réseau Voltaire quand j'en trouve le temps, si je leur trouve un intérêt pour les militants je les mets en ligne, point barre. Il m'est arrivé une fois ou deux de mettre en ligne des articles du *Figaro* et à ma connaissance, je n'ai jamais adhéré ou eu l'intention d'adhérer à l'UMP et aucun camarade non plus !

Personne n'est obligé de les lire et personne n'est obligé d'adhérer aux analyses qu'ils contiennent et qui peuvent être parfois aussi nauséabondes que celles que l'on trouve régulièrement dans tous les médias nationaux. A ma connaissance, lire un article de presse ne signifie pas adhérer à son contenu. D'ailleurs, vous les connaissez, vous, les journalistes de la presse nationale, vous savez qui ils fréquentent ? Moi, non, désolé.

A la fin du *Capital*, Marx aurait dû compléter sa bibliographie par une biographie exhaustive sur les auteurs de ses sources, afin de déterminer s'il valait vraiment la peine de prendre le risque de le lire ou même de l'ouvrir compte tenu de notre médiocrité

en économie, par crainte d'être manipulé à notre insu, sachant qu'il avait fait appel aux travaux de gens fort peu fréquentables, c'est un euphémisme bien sûr.

On me rétorquera que je pourrais au moins faire l'effort de commenter les articles que je mets en ligne et qui ne m'appartiennent pas, encore faudrait-il en trouver le temps ! Je passe déjà la quasi-totalité de mon temps sur le site, je ne peux pas faire davantage. Bref. Au fait, c'est la dernière fois que j'aborde ce sujet.

Les infos en bref ne seront pas prêtes avant demain soir ou plus tard, les articles annoncés du Réseau Voltaire ne sont pas prêts non plus, j'ajouterai la tribune libre qu'un camarade enseignant m'a envoyée.

Voici maintenant à quoi j'ai perdu ma journée, tout en m'écartant de notre sujet et en laissant libre cours à mes idées. J'ai corrigé rapidement les erreurs.

Meyssan est secrétaire national du PRG, démocrate, républicain, laïc et franc-maçon, journaliste politique.

De notre côté, nous sommes des militants communistes engagés dans le combat pour le socialisme, donc nous sommes également démocrates, républicains, laïcs (athée ou non), dans la mesure où entre deux formes de domination politique de la bourgeoisie, une dictature militaire ou un régime despotique d'une part, et une république démocratique bourgeoise d'autre part, nous avons conscience que seule cette dernière permet au prolétariat de conquérir des droits politiques lui permettant de livrer son combat pour abattre la bourgeoisie au pouvoir.

Ceci étant, ce n'est pas parce que nous partageons certaines valeurs ou certains principes avec des gens qui sont extérieurs à notre mouvement que nous devons les défendre sur le même terrain qu'eux.

Nous ne pouvons concevoir la défense de la démocratie par exemple, qu'en se plaçant sur le terrain de classe du prolétariat, c'est-à-dire, dans la perspective de la révolution socialiste qui seule permettra d'instaurer une démocratie dans laquelle ce ne sera plus une minorité qui décidera la politique à mettre en oeuvre pour la majorité de la population, mais cette majorité qui décidera pour elle-même quelle politique correspond le mieux à ses intérêts fondamentaux. Autrement dit, seul le prolétariat devenu la classe dominante sera en mesure d'instaurer la démocratie la plus large, donc pas avant que cet objectif n'ait été atteint, ce point est capital, ce qui explique que nous devions commencer par combattre pour prendre le pouvoir et non pour instaurer la démocratie comme le font les opportunistes...

C'est uniquement dans ce cadre et dans cette perspective que nous devons défendre la démocratie, la laïcité, etc. en évitant soigneusement tout amalgame avec la défense de la démocratie telle que la conçoit la bourgeoisie et telle qu'elle s'en réclame.

Il faut rappeler que la franc-maçonnerie accueille aussi bien des gens qui se réclament du trotskisme, du socialisme, du communisme, du stalinisme, de l'anarchisme, de la démocratie, de la république, que des royalistes ou des gens d'extrême droite comme me l'a signalé un camarade, des ouvriers aux aristocrates de l'industrie financière en passant par les dirigeants de tous les partis politiques sans distinction de classe. C'est un vrai panier de crabes comme l'on dit, c'est une forme d'union nationale élargie aux représentants de toutes les classes, et si le FN en est exclu officiellement, il n'empêche que des gens d'extrême droite en font bien partie.

Lorsque Trotsky et Lénine ont exigé que les membres du PC rompent avec la franc-maçonnerie dont ils faisaient partie, ils s'adressaient à des membres d'un parti de l'Internationale communiste, ils n'exigeaient rien des francs-maçons extérieurs au PC, ils considéraient simplement que l'appartenance à un parti de l'IC était incompatible avec l'appartenance à la franc-maçonnerie, et j'adhère entièrement à cette position. A ce que je sache Meyssan et le PRG n'ont pas et n'aurait pas leur place dans l'Internationale si elle existait, donc nous n'avons et nous n'aurions rien à exiger d'eux. Il ne faut pas tout confondre, il ne s'agit pas d'essayer de convaincre Meyssan de quoi que ce soit dans la perspective qu'ils rejoignent nos rangs ou de défendre son interprétation du monde.

Ceci dit, rien n'empêche d'utiliser les articles des journalistes du Réseau Voltaire, si nous les jugeons utile à la compréhension de la politique menée par les dirigeants du vieux monde, je dirais même que s'en priver dans ce cas-là serait une erreur. Je le répète encore une fois, qu'ils confondent le stalinisme avec le communisme et que pour cette raison ils détestent les trotskistes ou qu'ils estiment que le communisme ne peut conduire qu'au stalinisme ou une forme de dictature bureaucratique, n'a rien à voir avec les faits ou les données chiffrées qui figurent dans leurs articles et qui seuls nous intéressent.

Quand nous lisons Le Capital de K.Marx, nous constatons qu'il est composé pour au moins un quart ou un cinquième d'articles ou d'études émanant d'économistes ou de représentants politiques du capital que nous pourrions juger infréquentables, royalistes ou bourgeois, certains d'entre eux étaient de véritables ordures et ne se donnaient même pas la peine de s'en cacher, ils le revendiquaient pour ainsi dire. Si Marx avait dû se passer des données contenues dans leurs études, il n'aurait tout simplement pas pu écrire Le Capital. L'histoire est aussi faites de paradoxes comme le soulignait utilement Marx dans Le Capital.

En quoi pourrions-nous affirmer que Marx se serait ainsi compromis ? En quoi Marx aurait-il favorisé les thèses ou théories que soutenaient ces économistes ? Le penser serait faire l'impasse sur son combat politique ou en minimiser la portée sous prétexte que les idées de ses adversaires étaient dominantes dans la société, ce serait sous-estimer ou dévaluer le travail effectué par Marx, oublier ou négliger qu'il se situait dans une perspective politique bien précise qui s'inscrivait en totale contradiction avec celle des représentants du capital à qui il faisait référence dans ses travaux.

D'une certaine façon, c'est manifester un doute dans la capacité de notre interprétation du monde à s'imposer, donc finalement dans la capacité du prolétariat à vaincre et accomplir ses tâches historiques.

En tant que journaliste politique et conformément à ses convictions de démocrate, Meyssan est amené à rencontrer des gens que nous pouvons juger infréquentables, mais il ne faut pas oublier qu'il a fait du combat contre l'extrême droite son cheval de bataille, ce qui est loin d'être le cas de nombreux partis qui se réclament du mouvement ouvrier qui ont passé sous silence sa place dans la société ou qui l'ont diabolisé à outrance, quand ils ne s'en sont pas servis directement ou indirectement pour justifier leur politique et non dans l'intérêt du prolétariat qui passait à la trappe.

Quand nous avons confiance dans nos propres idées, nous n'avons pas à craindre qu'elles soient polluées ou perverties par des idées contraires aux intérêts que nous défendons.

Je le dis par expérience car venant de très loin. Pendant plusieurs décennies je me suis interdit de lire tout ouvrage que je n'avais pas choisi moi-même minutieusement, sachant que je n'avais pas un esprit critique suffisamment développé pour ne pas me faire manipuler. J'avais parfaitement conscience du sous-développement de mes facultés intellectuelles et qu'il n'y avait rien de plus facile que de me tromper moi-même. A 53 ans, je n'ai fait qu'une seule exception à cette règle, lorsque je militais à l'OCI, je peux le regretter mais cela ne servirait à rien puisque c'était inévitable, ce qui est fait est fait, depuis par chance j'ai repris mes esprits !

A 19 ans, une fois que je pris conscience de l'ampleur de ma crasse ignorance, il m'a fallu plus de 25 ans pour me libérer de ce cauchemar, car ce fut toujours ma hantise, être abusé sans que je m'en aperçoive, donc abuser les autres involontairement. C'est le combat de toute une vie.

Je terminerai en disant que nous pouvons très bien lire Marx pendant des dizaines d'années sans finalement jamais devenir marxiste. Comme le disait Marx lui-même, ce que nous disons de nous-même n'a souvent pas grand chose à voir avec la réalité, autrement dit, nous passons notre temps à nous leurrer nous-même sur ce que nous sommes vraiment, idem pour les partis politiques.

L'essentiel n'est pas de lire Marx, d'apprendre des formules par coeur, d'être capable de sortir des citations à tout bout de champ, cela ne prouve absolument rien, ou si, cela prouve simplement que nous sommes incapable de penser par nous-même pour convaincre notre interlocuteur, que nos arguments présentent des faiblesses ou des lacunes et que nous entendons y palier en appelant au secours notre maître à penser pour justifier nos positions, dont nous sommes en droit de douter du bien-fondé au regard d'une telle pratique. Franchement, la théorie a bon dos !

Personnement, je déteste ce procédé, et si j'y recours c'est uniquement pour montrer aux militants que certains déforment sciemment ou non le marxisme pour uniquement justifier leur politique qui apparaîtrait sans cela indéfendable, on peut interpréter leur façon d'agir comme un abus de pouvoir ou une escroquerie politique pour tromper les militants.

L'essentiel est d'essayer d'assimiler la méthode qu'il a utilisé pour comprendre le fonctionnement du capitalisme et interpréter le monde dans toutes ses manifestations. La méthode, le matérialisme dialectique et historique, la logique au service de la dialectique, l'étude synchronique et diachronique de l'histoire, etc. Une fois armé de cette méthode, nous pouvons enfin estimé que nous commençons réellement à penser librement par nous-même, c'est tout du moins ainsi que je vois les choses. Si nous ne mettons pas la barre très haut, si nous visons un idéal médiocre, comment pourrions-nous progresser ?

Maintenant le problème, c'est que nous ne pouvons pas attendre d'avoir atteint ce niveau de conscience pratique pour penser et nous exprimer. Chaque jour nous sommes confronté à un tas d'évènements, d'expériences ou de situations diverses qui réclament de nous que nous prenions position ou que nous agissions. De ce fait, nous agissons forcément inconsciemment de travers, nous commettons fatalement et involontairement des erreurs de jugement, c'est dans la nature humaine qui est loin d'être parfaite et qui ne le sera jamais. Il faut l'admettre une fois pour toute s'en s'arrêter à ce constat.

De deux choses l'une, soit nous analysons notre comportement avec la même méthode que nous utilisons pour analyser le monde extérieur pour essayer de mieux nous connaître nous-même et corriger si nécessaire notre comportement et notre mode de pensée, soit nous nous laissons aller à penser que nous faisons ce que nous pouvons et que les choses se corrigeront d'elles-mêmes par enchantement, compte tenu que personne n'est parfait, après tout, à quoi bon nous casser la tête et faire le moindre effort pour tenter de nous améliorer. On ne compte plus les gens qui ont l'impression d'être arrivés quelque part ou qui se satisfont de leur propre médiocrité.

Reconnaître nos faiblesses, nos lacunes, nos limites, devraient précéder toute tentative de nous élever vers l'idéal que nous

nous sommes donné et ne jamais nous abandonner un seul instant, car consciemment ou non elles nous habitent en permanence, que nous le voulions ou le reconnaissions ou non ne changera absolument rien à la réalité.

Nous pouvons certes progresser dans la vie et combattre notre ignorance, mais il y a en chacun de nous des faiblesses dont nous ne pourrons jamais nous défaire ou venir à bout, d'où la nécessité impérieuse d'en dresser minutieusement l'état et de le conserver ensuite à l'esprit pour que ces faiblesses ne prennent pas le dessus sur nous à notre insu. Si nous devons faire preuve de davantage de tolérance envers les autres qu'envers nous-même, compte tenu que chacun est différent et n'a pas vécu les mêmes expériences, nous devons nous autoriser une marge d'erreur minimum compte tenu que nous serons inévitablement amené à commettre des erreurs, c'est à mon avis le meilleur moyen d'y faire face tranquillement pour pouvoir les corriger sereinement. Quoi qu'il en soit, il vaut toujours mieux faire preuve d'intolérance envers soi-même qu'envers les autres.

La plupart des gens cultiveront la même ignorance toute leur vie en se croyant plus intelligents que leur voisin, parce qu'ils ignoreront jusqu'au bout la nature des rapports sociaux qui déterminent les faits et gestes de chacun dans la société et la place qu'ils y occupent.

Comme assez souvent, je me suis écarté de notre sujet ! Au moins vous ne pourrez pas dire que vous ignorez les idées qui animent l'auteur du site *Lutte de classe*.

Le 31 décembre 2008

J'ai mis en ligne dans le lien *Dossier sur le vieux monde*, 16 articles supplémentaires provenant du Réseau Voltaire.

Si la face cachée du capitalisme vous effraie : mettez-vous la tête dans le sable ! Je ne suis pas certain que ce soit la meilleure attitude à avoir pour se préparer à affronter efficacement notre ennemi.

Quand on réfléchit bien, ce que la propagande gouvernementale nous sert a été préparée en coulisse, si l'on se contente de ce que l'on veut bien nous dire ou nous montrer, on pourra certes en faire quelques déductions utiles, mais on ne connaîtra pas en détail leur plan ou projet, or il est important de savoir et de comprendre comment notre ennemi se dispose pour l'affronter dans les meilleurs conditions et éviter certaines erreurs grossières ou manipulations. Obtenir ces renseignements après coup ne nous serviront à rien, par contre, ils nous permettront de connaître les imbrications qui ont conduit à une situation précise, les différents acteurs qui y ont participé sans qu'on le sache forcément.

Ce serait réducteur de considérer que la lutte des classes se réduirait à la lutte de classe du prolétariat. Je sais que la culture politique de nombreux militants ne dépasse pas ce cadre étroit, j'étais dans le même cas autrefois. Connaître les plans, la tactique et la stratégie de notre ennemi, les objectifs qu'il s'est fixé dans tous les domaines fait partie de la compréhension du monde dans lequel nous vivons. Comment pourrions-nous oser prétendre changer le monde alors qu'on n'en connaîtrait que la moitié ?

Premier sujet.

Un ancien employé de l'autorité américaine de contrôle des marchés financiers (SEC – Securities and Exchange Commission) a déclaré au site truthout.org que la SEC était pleinement complice de l'escroquerie montée par Bernard Madoff.

Gary Maguire, qui a été licencié en 2005 après avoir voulu mener une enquête pour fraude contre Morgan Stanley et un de ses hedge funds, a expliqué que cette politique de laisser-faire de la SEC était motivé par l'ambition de ses responsables d'être embauchés dans les cabinets privés de Wall Street.

Voici ce qu'a déclaré sur le site Internet truthout.org, un ancien employé de l'autorité américaine de contrôle des marchés financiers (SEC – Securities and Exchange Commission), Gary Maguire, qui a été licencié en 2005 après avoir voulu mener une enquête pour fraude contre Morgan Stanley et un de ses hedge funds :

« *Nous savons que durant ces neuf dernières années, de nombreuses plaintes avaient été déposées à la SEC contre Madoff. Il a été dit à la SEC que Madoff avait monté un schéma de Ponzi ; il est donc étonnant que la SEC ait faillit à vérifier ces accusations et à révéler cette fraude* ».

« *Je pense qu'il y a d'autres Madoff par ici. Je ne pense pas que les banques aient fini de s'effondrer et d'imploser, et je pense que nous allons voir de nouveaux cas d'abus et de délits d'initiés (…) Lorsque les marchés se sont retournés en 1929, la Commission bancaire du Sénat a examiné les décombres et a découvert toutes sortes de fraudes commises par l'élite de Wall Street (…) Dans la mesure où l'on injecte des milliers de milliards dans les marchés de capitaux, on diffère ou empêche la magnitude de la fraude de remonter à la surface. Mais je ne pense pas que le cycle baissier soit encore fini. Tant qu'il continue, nous allons en découvrir plus* ».

Certains économistes affirment que c'est une illusion de renflouer les banques et les institutions financières à coup de milliers de milliards de dollars sans procéder à l'épuration de la bulle financière qui s'élèverait en réalité à plusieurs millions de milliards de dollars (voir les articles précédents sur les produits dérivés), autrement dit à la liquidation des créances pourries, et que ce procédé conduira inévitablement à l'hyperinflation sans pouvoir empêcher l'explosion du système financier.

Deuxième sujet.

L'Ukraine est un des maillons faibles du capitalisme en Europe et elle a déjà dû faire appel au FMI pour renflouer ses caisses. Derrière la crise économique à laquelle doivent faire face des Etats en proie à une instabilité politique, se profile la main de l'aristocratie financière, notamment l'ami des altermondialistes, le milliardaire George Soros qui spécule sur les monnaies pour déstabiliser des gouvernements pour le compte de l'impérialisme américain. La preuve ? Cette intervention du chef de l'administration présidentielle Viktor Baloga :

« *Le Premier ministre fait comme si ni son gouvernement ni elle-même n'avaient quelque chose à voir avec l'effondrement de la monnaie nationale. Pourtant, la première vague de la baisse du cours de la hryvnia a justement eu lieu après les négociations secrètes de Mme Timochenko avec le spéculateur financier connu George Soros* »

Quand Marx qualifiait l'aristocratie financière de lumpen de la bourgeoisie, il savait de quoi il causait, mais il ne pouvait pas imaginer qu'un siècle et demi plus tard quels moyens elle emploierait pour parvenir à ses fins.

Si l'on veut réellement comprendre le fonctionnement du capitalisme au XXIe siècle, il faut le saisir dans toute sa dimension, c'est-à-dire, y compris en prenant en compte tous les moyens utilisés par les capitalismes les plus puissants pour se soumettre les plus faibles. Et si parfois on a l'impression de baigner en plein roman d'espionnage, c'est uniquement parce que c'est une des armes qu'ils utilisent pour arriver à leurs fins.

L'essentiel pour nous est d'essayer de comprendre quelles sont les causes économiques qui déterminent la nécessité de recourir à de telles pratiques, sans tomber dans le piège qui consisterait à donner une version policière de l'histoire, notre objectif étant de suivre pas à pas de quelle manière le développement du capitalisme s'effectue, afin de définir la meilleure tactique pour le combattre.

Troisième sujet.

Selon Aristotelia Peloni,un journaliste du quotidien *Ta Nea* catalogué proche de la "gauche", des témoins oculaires affimeraient qu'Alexis Grigoroupoulos aurait été froidement abattu par un policier et non pas lors d'une altercation. D'après le rapport des légistes, la balle qui l'a tué provenait d'un tir direct et non pas d'un ricochet contrairement à la première version officielle.

Selon un membre du syndicat de policiers : « *Plus de 70% des policiers ne devraient même pas porter d'arme* ». Il a ajouté que « *La plupart d'entre eux ont des problèmes psychologiques et il n'existe que cinq psychologues pour 50 000 policiers. Certains sont dépendants des jeux vidéos et adorent appuyer sur la gâchette* ».

La police est à l'image du régime : décomposée et dangereuse. Que les pacifistes remballent leur camelote frelaté !

Bonne fin d'année à tous, le coeur n'y est pas avec le massacre en cours des Palestiniens.

L'année 2009 et l'avenir nous appartiennent camarades, nous vaincrons !

Avec mes salutations fraternelles.

Contact : Tardieu Jean-Claude

télécharger les oeuvres de Marx, Engels, Lénine, Trotsky...

Causeries janvier 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 4 janvier 2009

Pas le temps de trop bavarder, Jayalakshmi a disparu depuis le 31 et ne reviendra que demain. J'ai plusieurs textes en préparation dont un contre le gouvernement, mais aucun ne me convient, pour tout vous dire, je vais essayer de m'en tenir aux faits en évitant la polémique, et ce n'est pas facile ! Je manque aussi cruellement de documentation et mon disque dur est devenu un bordel puisque je n'ai pas pris le temps de classer plus de 1.500 dépêches, plus les courriels, les photos et le reste. Ne pas remettre au lendemain.... je sais, c'est de ma faute, mais je n'ai que deux bras, je privilégie l'actualisation du site.

Mediapart (dissident du journal Le Monde) fait la pub de Bensaïd de la LCR, il aurait encore pondu quelque chose qui s'apparenterait au marxisme paraît-il. Ce serait formidable si un camarade pouvait m'en envoyer une copie pour en faire la critique, soit par Internet, soit par courrier à l'adresse figurant dans le site. Idem pour la préface du *Manifeste* de Marx écrite par Gluckstein. Cela pourrait faire un bon plat de résistance pour bien commencer l'année. Si j'avais reçu davantage d'argent pour financer le site, j'aurais commandé ces ouvrages et bien d'autres, mais bon.

Si cela intéresse des militants, j'ai dorénavant une adresse en France, à Aubagne à côté de Marseille. Magueswary mon épouse a obtenu un petit studio par la mairie ou par le biais d'une association, je n'ai pas très bien compris, vous pourrez lui envoyer des documents qu'elle me transmettra ensuite. Elle habite à deux pas de la clinique qui l'a opérée du coeur et lui a sauvé la vie, du coup ils sont devenus inséparables, ce que je comprends parfaitement, ici elle serait morte.

Elle envisage que je rentre en France en 2009. Pourquoi pas, mais il y a un problème de taille : je n'ai pas cotisé à la Sécu pendant près de 15 ans, j'ai 53 ans et au total je dois avoir cotisé 18 ou 19 annuités seulement, cela veut dire qu'il faudra que je bosse jusqu'à 75 ans minimum pour avoir une retraite misérable, alors que j'arrive encore à vivre modestement mais normalement en Inde. Si je ne suis pas mégalomane, je ne suis pas non plus sado-masochiste au point d'échanger ma situation actuelle contre la misère assurée en France, autant se flinguer tout de suite, car en plus je n'aurais plus

assez de temps pour mon activité militante en étant constamment au prise avec des problèmes matériels à résoudre. Et puis, je suis déjà bien usé physiquement ! Je me passe très bien de la France, si je n'avais pas mon activité politique, je l'aurais oubliée sans regret. Il paraît que c'est normal au bout d'un certain nombre d'années. Je me méfie en général de ce qui passe pour normal pour la majorité.

Je suis tout sauf un aventurier et j'ai mûrement réfléchi avant de quitter la France. A mon âge, j'en ai marre des avions, des valises et des cartons. Si j'avais atteint un niveau politique qui me rende en quelque sorte indispensable, je rentrerais en France, mais c'est loin d'être le cas, je crois qu'il ne faut pas se raconter d'histoires, il faut être honnête jusqu'au bout. Les camarades qui pensent le contraire et qui me l'ont déjà dit se trompent, ils se font des illusions sur mon compte. S'ils savaient comme je galère pour essayer de trouver une réponse satisfaisante à toutes les questions qui surgissent tous les quatre matins, ils changeraient vite d'avis. La seule chose que je peux leur dire, c'est que je ne laisse jamais tomber, sauf indépendamment de ma volonté.

Je répondrai à Jean-Michel demain. Si je trouve le temps je ferai un bilan de l'activité du site.

J'ai passé une bonne partie de la journée d'hier à réfléchir à une question qui m'est venue à l'esprit en lisant *Misère de la philosophie* de Marx (contre Proudhon). Je vous la soumets :

N'a-t-on pas confondu les conditions objectifs qui correspondent au développement des forces productives, qui sont mûres depuis un siècle, avec les conditions objectives nécessaires au déclenchement de la révolution, qui ne peuvent mûrir qu'au cours du développement du capitalisme pour éclore à l'occasion d'une crise du capitalisme ou d'une guerre si cette crise prend cette forme ? Quand j'écris on, cela s'adresse à nos dirigeants.

Concernant l'actualité, je me suis posé une question : pourquoi semble-t-il les syndicats et les partis ouvriers n'ont-ils pas encore pris les mesures indispensables pour préparer sérieusement la journée de grève générale et de manifestation du 29 janvier ? Qu'attendent-ils ? Un camarade de la CGT vient juste de me téléphoner à ce sujet. Il m'a expliqué que tous les militants ne parlaient que du 29 et de la situation en Palestine. On a eu un bref échange. Voici ce que je lui ai dit :

Est-ce qu'ils vont réunir les unions locales de tous les syndicats, avec les délégués syndicaux de toutes les boîtes sur la commune afin de préparer un appel commun, de le distribuer massivement à l'entrée de toutes les entreprises, sur les marchés, à l'entrée des supermarchés, dans les boîtes aux lettres des cités HLM, etc.? Est-ce qu'ils ont prévu une réunion avec les responsables de tous les partis ouvriers pour que tous les militants participent activement à la préparation de cette journée de mobilisation de la classe ? Il faudrait que tous les partis ouvriers sortent également un appel commun, qu'ils appellent la population à tout arrêter, les commerçants à laisser leurs rideaux de fer fermés, les professions intermédiaires à s'associer à la population pour dire : stop, on n'en peut plus de cette politique de régression sociale sans fin ! Ont-ils prévu des meetings unitaires syndicats-partis dans toutes les villes ?

Sur un autre sujet je me suis posé une question une nouvelle fois : pourquoi aucun syndicat, aucun parti ne se porte partie civile contre le gouvernement lorsqu'un professeur est injustement traité par la justice, idem pour cette infirmière qui dernièrement a été traitée comme une criminelle, alors qu'on vient d'apprendre que le produit qu'elle a administré au gosse qui est mort n'aurait jamais dû se trouver là où elle l'a trouvé ? Surcharge de travail, conditions de travail infernales, stress ou angoisses permanentes dûs au climat délétère instauré par le nazillon au pouvoir, etc. C'est le gouvernement qu'il faut juger pour ses actes destructeurs ou pour avoir pris la responsabilité de se satisfaire de la

situation déplorable qu'il a trouvé à son arrivée.

Les nazillon Sarkozy, Fillon, Kouchner, Horteffeux, Boutin, Bachelot, Devedjian, Darcos, etc. peuvent ouvrir leur grande gueule, bafouer la présomption d'innocence et accuser nos profs et nos infirmières dans les médias, et aucun syndicat ou parti ne s'emmêle sur le même plan ? Quant aux associations de défense des droits de l'homme, leur silence en la matière en dit plus que de longs discours sur leur réelle vocation : assurer la survie du capitalisme.

Une autre réflexion à propos de la solidarité avec les Palestiniens. Le camarade que j'ai eu au bout du fil m'a expliqué qu'un intervenant catholique avait refusé de mettre sur le même pied les roquettes du Hamas et le déluge de feu de Tashal qui s'abat sur le peuple palestinien, qu'il avait eu une position correcte.

Rien d'étonnant certains diront. Et là je me suis dit, mais au fait qu'est-ce qu'ils foutent les militants ouvriers dans des organisations laïques au lieu d'aller à la rencontre des travailleurs organisés dans des associations religieuses comme le préconisait Lénine ? Au moins en adhérant à une organisation laïque, on est entre nous, à la limite on n'a besoin de convaincre personne puisque l'on partage les mêmes idées, le boulot est mâché en quelque sorte et l'on peut passer son temps à se masturber l'esprit à refaire le monde tranquillement, alors que s'ils adhéraient à une organisation religieuse, ce serait une autre paire de manches, ce serait sans doute beaucoup moins confortable comme situation, là ils auraient assurément du boulot à faire !

Quand je vous écris cela, je pense uniquement à la construction du parti et à la nécessité d'aller à la rencontre des travailleurs qu'ils soient croyants ou non pour les gagner à la révolution.

Encore un sujet de réflexion pour bien commencer l'année. A quoi vous fait penser la politique qui consiste (et a consisté) en permanence à faire appel à l'Etat, à la lecture des enseignements du marxisme contre le révisionisme, des positions de Marx et Engels contre Lassale, des positions de Rosa Luxemburg et Lénine contre Bernstein ? N'a-t-on (les dirigeants) pas confondu par hasard politique et économie ? Je suis sympa, je vous mets sur la piste.

Bonne semaine à tous.

Le 5 janvier 2009

Confronté à sa première expérience, le Parti de Gauche a trébuché et révélé sa véritable nature.

Dans son communiqué du 30 décembre on pouvait lire notamment : "*Les provocations condamnables du Hamas refusant la prolongation de la trêve et envoyant des roquettes touchant des populations civiles ne peuvent justifier une telle violence, mais elles ont servi de commode prétexte dont le gouvernement de l'Etat d'Israël*", en d'autres termes le peuple palestinien devrait accepter définitivement la spoliation de ses biens et de ses droits, le PG allant jusqu'à réclamer "*le retour à la trêve*" qui convenait parfaitement aux autorités israléliennes, alors qu'elle était synonyme de misère et d'humiliations incessantes de la part de l'Etat israélien et n'a servi à régler aucun problème en suspens depuis 1948.

Rappelons que le Hamas bénéficie du soutien de la majorité du peuple palestinien, il a repris le combat armé contre Israël pour exiger la fin du blocus qui étrangle la population de Gaza. Si en

France il y avait autant de manifestants à l'appel d'un parti ouvrier qu'il y en a à Gaza à l'appel du Hamas, il y aurait plus d'un million de personnes dans les rues à chaque fois.

La légitimité de l'existence de l'Etat d'Israël, produit de l'impérialisme. Voici ce qui figurait plus loin dans ce communiqué : "*Au-delà, une paix durable passe par la mise en œuvre des résolutions de l'ONU permettant notamment la création d'un Etat palestinien et des garanties internationales pour la sécurité de tous les peuples et Etats de la région dont l'Etat d'Israël.*".

Tout y est inacceptable : l'appel en direction de l'ONU et des représentants du capitalisme dont les intérêts des Palestiniens dépendraient, il fallait oser l'écrire de la part d'un parti dit de gauche, la reconnaissance de l'Etat sioniste qui a volé les terres des Palestiniens.

En mettant sur le même pied le combat du peuple palestinien et les droits des usurpateurs sionistes, le parti de Mélenchon sert la soupe à la réaction. Il n'est évidemment pas le seul dans ce cas-là. Notons simplement qu'il manifeste place de la République plutôt qu'avenue Matignon.

De son côté, Sarkozy en recevant la chef de la diplomatie israélienne,Tzipi Livni, a clairement indiqué dans quel camp il se situait, contre le peuple palestinien.

Si une majorité d'Israéliens approuvent l'offensive militaire sur Gaza, selon un sondage publié jeudi par Haaretz, un cinquième seulement applaudiraient une incursion terrestre, d'une part parce qu'une partie des Israéliens sont pour la paix avec les Palestiniens, d'autre part parce qu'une partie craint d'en payer le prix.

Je me souviens du jour où l'on nous a annoncé que les Palestiniens allaient disposer de territoires sous la tutelle de l'Etat israélien, je me suis dit immédiatement qu'il allait se transformer en une gigantesque fosse commune, que c'était un piège pour éliminer définitivement le peuple palestinien de la surface de la terre, un génocide prémédité. Depuis les "accords" d'Oslo, le cauchemar annoncé est devenu réalité malheureusement.

Je vous conseille de lire l'article suivant (4 pages) :

- Nicolas Sarkozy, la France et Israël.

Autre chose.

Pour complétez les sujets de réflexion d'hier, on peut en ajouter un autre à l'adresse des dirigeants du mouvement ouvrier : Pourquoi ne sont-ils pas foutus de sortir un communiqué commun de soutien au peuple palestinien ? Pourquoi n'appellent-ils pas ensemble à une manifestation centrale à Paris ?

Un camarade a répondu à mon appel et va m'envoyer une copie de la préface de Bensaïd (LCR) à la correspondance de Marx et Engels pendant la Commune de Paris, je l'en remercie ici avant de lui répondre plus tard, par manque de temps comme toujours !

Dans un document qu'il m'a fait parvenir on pouvait lire une info intéressante : « *Les Français peuvent renverser le pays. Regardez ce qui se passe en Grèce* », aurait déclaré Sarkozy, mercredi 10 décembre, lors d'un déjeuner avec les députés UMP à l'Élysée, d'après *Le Figaro*. Il ne manque plus effectivement que l'étincelle pour allumer le pétard. Il y avait là de quoi faire un éditorial formidable, non ? Dans le journal d'un parti révolutionnaire peut-être, mais certainement pas dans celui d'un parti où ses dirigeants craignent la révolution.

Bonne journée à tous.

Le 6 janvier 2009

Compte tenu que je consacre le plus clair de mon temps à l'actualité, je ne fais plus rien d'autres, on ne peut pas être au four et au moulin.

Vous vous demandiez peut-être où était passé le PS pendant qu'un déluge de feu s'abattait sur Gaza, voici la réponse par une dépêche de presse de l'AFP d'hier :

"PS : Benoît Hamon approuve la tournée de Nicolas Sarkozy au Proche-Orient.

Le porte-parole du PS Benoît Hamon a approuvé lundi la visite de Nicolas Sarkozy au Proche-Orient car "*il faut absolument tout tenter*", face à l'intervention, selon lui "*disproportionnée*", d'Israël dans la bande de Gaza. (Comme si Sarkozy ne l'approuvait pas. S'il a reçu jeudi dernier la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni, ce n'était certainement pas pour s'enquérir du sort des Palestiniens, mais lui témoigner son soutien. Lutte de classe.)

Olmert, Bush, Sarkozy même discours, même combat. (Lutte de classe.)

Dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères a fait savoir que "*la France condamne l'offensive terrestre israélienne contre Gaza comme elle condamne la poursuite des tirs de roquettes (palestiniennes sur le sud de l'Etat hébreu)*".

Lundi Sarkozy a estimé que le Hamas avait agi "*de manière irresponsable et impardonnable (...) en décidant de mettre fin à la trêve et en reprenant les tirs de roquettes sur des populations civiles d'Israël*".

De son côté, dans son allocution radiophonique hebdomadaire, Bush a décrit le Hamas comme "*l'instigateur (du) récent déchaînement de violences*", (alors que le peuple palestinien était étouffé par le blocus qui était en train de le faire crever à petit feu... Il arrive un moment où l'on n'a plus rien à perdre, par exemple lorsque la dignité a cédé la place à l'humiliation quotidienne, ou lorsque le mot avenir ou futur est banni du langage, alors la suprême mortification peut prendre la forme du sacrifice de sa vie. Cette attitude choquera peut-être un occidental qui finalement agit de la même manière dans des circonstances différentes, par exemple quand il sacrifie sa vie en toute inconscience pour une guerre qui n'est pas la sienne, mais celle de son ennemi de classe. Lutte de classe.)

"*Il faut absolument tout tenter parce que cette offensive israélienne, aérienne comme terrestre, est disproportionnée par rapport à ce qu'a été l'attaque du Hamas contre Israël*", a déclaré M. Hamon sur i-Télé.

Si le chef de l'Etat "*parvient à obtenir un cessez-le-feu nous le saluerons*", a-t-il ajouté. (Ben voyons ! Géniale la "gauche" du PS ! On aurait pu dire la même chose tout au long des dernières décennies, mais c'était interdit sous peine d'excommunication, alors qu'aujourd'hui on s'en tape, on ose dire tout haut ce que l'on pense, on respire enfin battant en brèche le dogmatisme des théoriciens de la soi-disant gauche du PS qui n'étaient en fait que de vulgaires manipulateurs, pour le compte de qui, devinez ? L'heure approche de solder les comptes avec le révisionnisme qui s'est emparé de l'avant-

garde du mouvement ouvrier. Lutte de classe.)

Selon M. Hamon, les tirs de roquette du mouvement islamiste palestinien contre Israël sont "*insupportables aussi, mais là, aujourd'hui, on se retrouve avec des centaines de morts, un brasier dans le Proche-Orient avec des conséquences*" qui peuvent "*être considérables*"."

Commentaire. La résistance héroïque du peuple palestinien contre le vol de ses terres et ses droits n'a rien d'"*insupportable*", elle est légitime, aucun peuple n'accepterait d'être exproprié de ses terres par la terreur et la guerre ou par un quelconque moyen sans réagir et se défendre, y compris les armes à la main, toute la question est là et nulle part ailleurs.

Le PS est à sa place au côté de Sarkozy, qu'il y reste. Les nostalgiques d'un hypothétique parti socialiste auront oublié son passé et celui de la SFIO qui furent peu glorieux pour ne pas dire bien pire jusqu'à la monstruosité, bombarder Bagdad par exemple. Quand on a adhéré pendant des années à un tel parti en parfaite connaissance de cause, après s'être fait le complice de tous ses crimes, on en porte forcément les stigmates à vie, rares sont ceux qui en réchappent complètement ou qui rejoignent le camp de la révolution.

Ce qui les inquiète, ce sont les conséquences politiques qui pourraient "*être considérables*". On les comprend.

La dernière dépêche de Reuters précise les enjeux du combat engagé contre Gaza : le désarmement et la liquidation physique de la résistance palestinienne, l'établissement d'un corridor de "sécurité" sous l'égide de l'ONU ou de l'UE entre la bande de Gaza et l'Egypte pour mettre fin aux inflitrations de marchandises et d'armes, afin d'étrangler complètement Gaza et soumettre les Palestiniens à la botte des dictateurs sionistes qui devraient abandonner leurs revendications qui datent de 1948, la restitution de leurs terres et le droit au retour.

L'Etat sioniste exige la capitulation totale du peuple palestinien et l'abandon de ses droits légitimes, au-delà il s'agit pour l'impérialisme d'infliger une nouvelle défaite au prolétariat mondial qui soutient le combat du peuple palestinien.

Le 7 janvier 2009

0h20 en Inde. J'ai reçu ce courriel il y a quelques minutes, j'ai dû refaire les paragraphes car le texte n'était pas mis en forme.

Communiqué du POI. Paris lundi 5 janvier 2008.

Les 4 secrétaires nationaux du POI se sont adressés ce lundi 5 janvier aux partis et organisations se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie pour leur proposer de se rencontrer en urgence dans les termes suivants :

"A l'heure où les bombardements contre Gaza se conjuguent à l'intervention militaire au sol, avec chars et bulldozers et où le bain de sang qui a déjà commencé menace de devenir un honteux bain de sang parmi la population civile.

A l'heure où l'Union européenne et le président Sarkozy parlant au nom de la France cherchent à

occuper une place centrale sur la scène internationale, il revient au mouvement ouvrier français, conformément à toutes ses traditions de se dresser contre la barbarie et l'injustice.

Quelles que soient les positions des uns et des autres sur les racines de la situation actuelle et sur les solutions à apporter, le mouvement ouvrier se doit de dresser la mobilisation la plus massive, immédiate, sur le terrain de l'internationalisme pour exiger d'une seule voix : que cesse immédiatement et sans condition l'intervention militaire contre Gaza, que les troupes s'en retirent, que le blocus soit levé.

C'est au mouvement ouvrier de dresser en commun cette exigence et de prendre toutes ses responsabilités dans la mobilisation pour sauver le peuple palestinien d'un massacre déjà engagé.

Voilà pourquoi, et sans être en concurrence avec des initiatives déjà prises et auxquelles le Parti Ouvrier Indépendant a participé et participera, nous proposons d'urgence une rencontre des partis et organisations politiques se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie."

Ce communiqué est très bien, en apparence seulement. Il faut constater que n'y figure pas une seule fois les expressions Israël, Etat israélien, israélien ou sionisme, comme s'il ne fallait pas énoncer clairement le responsable de ce massacre, ce qui pourrait laisser croire que les responsabilités seraient partagées.

Ne pouvant pas dénoncer le Hamas comme responsable des hostilités, ils ont évité soigneusement de citer l'Etat israélien, c'est habile, mais fâcheux, alors que l'Etat est montré du doigt un peu partout dans le monde (Islande, Grèce, Italie, Etats-Unis, etc.) comme le responsable de la situation sociale insupportable que subit le prolétariat et sa jeunesse.

Par ailleurs, je ne comprends pas très bien la fin du premier paragraphe, je me demande sur qui pèse la menace de ce "honteux" bain de sang, pas sur l'Etat d'israël puisqu'il en est l'auteur et n'en a rien à foutre, c'est plutôt ambigüe comme formule et fort maladroit, d'autant plus que juste après il est précisé que c'est la "population civile" qui en serait la victime, pratiquant ainsi une séparation entre les combattants palestiniens et le reste de la population, à croire qu'elle ne serait pas partie prenante à ce combat contre l'occupant sioniste, une façon d'isoler le Hamas sans le nommer.

D'autre part, on ne voit pas très bien ce que viennent faire là les initiatives de l'UE ou de Sarkozy, à notre connaissance ce n'est pas leur pendule qui doit indiquer à quel moment le mouvement ouvrier doit se mobiliser contre l'injustice et la barbarie.

Quoi qu'il en soit, cette initiative à peine acceptable dans sa formulation est positive, c'est mieux que rien, donc on peut la soutenir.

Le 8 janvier 2009

Une info ou un rappel intéressant que j'ai trouvé sur Internet :

"Le poids des Etats-Unis dans la croissance mondiale est prédominant. Officiellement, ceux-ci ont eu environ 4% de croissance en 2004 et 2005. Mais 80 % de ce "brillant" résultat est dû à un procédé suicidaire qui, heureusement, n’existe pas en France : le Mortgage Equity Withdrawal (MEW). Grâce au MEW, les ménages avaient la possibilité d’emprunter aux banques l’argent correspondant à

l'augmentation de la valeur de leur maison. Cet argent emprunté a été consommé. En 2005, le MEW a alimenté la croissance US à hauteur de plus de 800 milliards $. Si l'on soustrait cette somme de la croissance américaine, celle-ci retombe sous les 1%, voire est négative certaines années. "

Le MEW correspond à un prêt hypothécaire, Sarkozy avait émis une idée assez proche en 2006 (je crois) pour relancer l'économie française !

Ce qui explique les difficultés de l'impérialisme américain à relancer son économie réside ici : les Américains qui étaient déjà endettés jusqu'aux dents ont pu continuer artificiellement de s'endetter pour consommer toujours plus, ils ont bouffé jusqu'à la baraque si l'on peur dire, ils ont déjà dépensé la somme colossale de 800 milliards de dollars au titre des prêts hypothécaires qui leur ont été grâcieusement accordés par les institutions financières, aujourd'hui, ils n'ont plus rien à hypothéquer ou vendre, il leur reste seulement une dette gigantesque à rembourser qui les étouffe et risque à terme de les jetter à la rue.

Si l'on ajoute la montée spectaculaire du chômage des quatres derniers mois et le recours au chômage partiel qui va grever davantage le budget des travailleurs endettés et rendre insolvables des familles qui ne l'étaient pas encore hier, la situation devrait encore s'aggraver sur le plan financier et économique, et devenir explosive sur le plan social.

Je n'ai pas de temps à consacrer à cette rubrique je dois cavaler pour trouver une bouteille de gaz, non je n'ai pas immigré en Europe, je suis toujours à Pondichéry en Inde ! Ici tout est très réglementé, bureaucratisé à l'extrême, corrompu aussi.

Il y a un mois environ j'avais entrepris des démarches pour que ma voisine puisse obtenir une bouteille de gaz. En attendant je lui avais prêté ma seconde bouteille, mais elle est vide depuis deux jours. C'est le gouvernement qui délivre les autorisations aux revendeurs, mais il y a des quotas annuels, une fois qu'il est atteint les nouveaux demandeurs doivent attendre l'année suivante pour se faire enregistrer (on a un carnet individuel sur lequel est consigné la date de livaison de chaque bouteille, etc.). Vous imaginez un jeune couple qui vient d'emménager et de quitter la maison de leurs parents, il doit attendre le bon vouloir du gouvernement pour obtenir le droit de s'approvisionner en gaz, pratique ! Il n'est pas possible non plus de s'adresser à n'importe quel revendeur de gaz, il faut impérativement passer par celui qui le livre dans votre secteur d'habitation. Le gouvernement va lui attribuer un certain quota de nouveaux clients pour l'année 2009...

Il existe bien un barême officiel pour se faire enregistrer et obtenir la première bouteille de gaz, mais le revendeur peut exiger un bakchich en plus, en tant qu'étrangers ils hésitent à nous racketter car ils craignent notre réaction. Mon revendeur m'avait assuré que Jayalakshmi pourrait obtenir le gaz en janvier, hier il m'a parlé de février ou mars, l'embrouille quoi, ou alors c'est le bordel au niveau du ministère ce qui est très possible aussi. Bref, je n'ai plus qu'à me démerder au plus vite pour trouver au noir une bouteille de gaz que je paierai six fois son prix environ, une bouteille vide qui plus est, en attendant je vais aller demander qu'on me remplace ma seconde bouteille qui est vide, il faut attendre 7 à 10 jours en moyenne, Jaya n'aura qu'à cuisiner au feu de bois en espérant qu'il ne pleuve pas, car pour tout arranger il a plu hier !

Quand je vous disais que la moindre petite chose se transforme en casse-tête dans ce pays, je n'exagérais rien, vous en avez là un exemple. C'est dingue le temps que l'on peut perdre. Un autre exemple tout frais aussi.

Depuis octobre 2004 où les poteaux électriques étaient partis dans la mer, je n'avais plus trois

arrivées séparées de courant, mais une avec un shunt entre trois fils pour que j'aie suffisamment d'électricité, bref c'est compliqué comme tout ici. J'avais évidemment adressé un courrier au bureau d'électicité pour qu'ils rétablissent au plus vite les trois phases.

Avant hier 6 janvier 2009, ils sont venus plantés de nouveaux poteaux et reconnecter les trois phases séparées, je n'en croyais pas mes yeux, soit quatre ans et deux mois plus tard ! Le service public d'électicité s'il vous plaît, que je soutiens évidemment, j'ai raconté aux fonctionnaires les méfaits de la privatisation en France et aux Etats-Unis, des arguments qui pourront toujours leur servir.

Et vous ça gaze camarade ? Tous à Gaza... si l'on pouvait ! On enrage !

Juste un mot sur le dernier éditorial de D. Gluckstein. Je n'ai pas de critiques à formuler, en dehors d'une réserve sur la fin.

Il termine en citant une nouvelle fois Jaurès : "*Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage*", en ajoutant : "*disait naguère Jean Jaurès.*", si je ne me trompe pas c'était en 1895, lorsqu'il n'était encore que républicain, et non à la veille de la guerre de 1914, peu importe.

Par contre j'ai trouvé le passage d'un article de Jaurès publié par l'*Humanité* du 18 juillet 1914 : " *quoi qu'en disent nos adversaires, il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix et, si cette guerre éclate malgré nous, à faire l'effort maximum pour assurer l'indépendance et l'intégrité de la nation* ". Homme de terroir, il n'avait pas réussi à résoudre le paradoxe : " *On pourrait presque dire : un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène...*" (P.RIOUX , *Jean Jaurès*, éditions Perrin, 2005, page 263 et 274) (site Internet http://www.collectif-smolny.org)

Mais en temps de guerre, beaucoup d'internationalisme teinté de nationalisme réduit l'internationalisme à l'impuissance, au néant !

Dans la même page de ce site on peut lire également : " *En 1899, lorsque Millerand (1859-1943) - chef du groupe parlementaire socialiste à la Chambre des députés - devient ministre du Commerce dans le gouvernement où siège le général Galliffet, "le fusilleur" de la Commune, Jaurès consulté déclare :* « J'approuve Millerand d'avoir accepté ce poste (...) Que la République bourgeoise, à l'heure où elle se débat contre la conspiration militaire qui l'enveloppe, proclame elle-même qu'elle a besoin de l'énergie socialiste, c'est un grand fait. » (cité par Max Gallo, p. 459, *Les clés de l'histoire contemporaine*, livre de poche 2005)".

Un exemple à ne jamais suivre assurément.

Autre chose.

Suite à une distribution de tracts, un camarade m'a dit au téléphone que les gens s'en foutaient de la cause palestinienne. Mais camarade, les gens se foutent de tout tant que cela ne les concernent pas directement, je parle en règle générale, dans le cas contraire cela signifierait qu'ils auraient un niveau de conscience politique bien supérieur à celui qu'on leur prête ou dont ils font la preuve quotidiennement.

Il ne faut pas se formaliser et se décourager pour si peu. La preuve.

Un autre camarade vient de me faire savoir par courriel que son fils de 20 ans venait de se mettre à

étudier les marxistes. Bravo, très bonne initiative même si elle n'est pas sans risque ! Comment cela ?

On a déjà abordé ce sujet à plusieurs reprises, mais on peut y revenir brièvement. Entre ce qu'un auteur a voulu dire et notre manière d'interpréter ces écrits, il y a souvent une marge d'erreur importante, des pièges dans lesquels il faut éviter de tomber.

C'est comme lorsqu'un prof de français étudie en classe un texte classique (ou autres), il doit impérativement situer l'oeuvre dans son contexte, sur le plan littéraire et historique, mais aussi l'auteur, sur lequel il doit pratiquement tout savoir, pour comprendre ce qui est explicite et ne pose normalement aucun problème, mais surtout pour interpréter correctement ce qui est implicite et nécessite des connaissances particulières qui ne figurent pas dans l'ouvrage, c'est uniquement l'ensemble qui permettra de rendre au plus près le contenu de l'oeuvre, sa substance.

Dans le cas de la lecture des oeuvres des marxistes, l'écueil principal réside dans le temps qui s'est écoulé depuis leur rédaction, tant de choses ayant changé à travers le monde depuis cette époque. La théorie pour aussi précieuse qu'elle soit n'est pas figée à tout jamais, elle demande à être vérifiée en permanence et au fil du temps il peut s'avérer nécessaire de l'actualiser, de la corriger, de la compléter. Dans le cas contraire, elle se transforme en dogme. Or le problème que nous avons rencontré dans le passé (et encore aujourd'hui), c'est que dès que quelqu'un s'avisait d'y toucher, on le taxait systématiquement de révisionniste.

C'est un constat très intéressant qui me fait dire après coup -car autrefois j'avais le triste privilège de faire partie des dogmatiques, vous me direz que c'est inévitable, surtout quand on est jeune, certes, mais cela n'excuse rien, que cette réaction de rejet était commandée par l'incapacité de contrer les véritables révionnistes du marxisme ou la crainte d'en être incapable, le refus d'analyser ses causes et d'en discuter librement, je veux dire par là que les révisionnistes pouvaient se tromper dans leurs conclusions, ce qui fut le cas le plus souvent pour ne pas dire à chaque fois parce qu'ils étaient animés par des intentions qui étaient étrangères aux intérêts de la classe ouvrière, mais que leurs analyses recélaient peut-être une part de vérité qui leur avait échappé et qui elle méritait qu'on s'y attarde.

Je n'ai pas d'exemple sous la main, cependant je pourrais tenter un parallèle. Je me souviens que nous rejetions systématiquement tout ce que disait le PCF, sans même nous donner la peine de vérifier le contenu de ses assertions. Cela m'a personnellement induit en erreur sur bien des questions. Celle qui me vient à l'esprit concerne la classe ouvrière dont le PCF disait qu'elle s'était embourgeoisée. Puisque le PCF le disait, il fallait traduire obligatoirement que la classe ouvrière ne s'était pas embourgeoisée, donc il était inutile d'en parler sous peine d'être traité de stalinien si on insistait.

Or, ce n'était ni totalement faux ni totalement vrai, j'étais bien placé pour le savoir puisque j'étais moi-même ouvrier et issu d'une famille ouvrière, et comme nous étions très pauvres, je ne voyais pas en quoi nous nous étions embourgeoisés, ni sur le plan matériel ni au niveau de notre état d'esprit, mes parents comme moi plus tard, nous étions beaucoup trop occupés à trouver les moyens de survivre au quotidien pour rêver de choses inutiles ou superflues.

Par contre, l'ensemble de la classe ouvrière n'était pas logé à la même enseigne, mais à l'époque on nous parlait de la classe ouvrière seulement comme un bloc homogène, ce qui empêchait d'aborder cette question et d'en discuter. Bref, c'était le meilleur moyen de ne pas comprendre grand chose, de s'interdire de faire preuve d'esprit critique sur un sujet pourtant fort intéressant, pour finalement ne pas progresser sur le plan politique. C'est la raison principale pour laquelle je n'ai aucune nostalgie de mon passage à l'OCI, car finalement il ne m'a pas apporté grand chose en dehors de ma propre expérience.

Ce n'est que récemment que je me suis penché sur le rôle de l'aristocratie ouvrière, expression que vous ne trouverez jamais dans la littérature de certains partis encore aujourd'hui, que j'ai pris en compte la division du prolétariat réparti dans le secteur public et privé, le rôle contradictoire de la fonction publique dans la lutte des classes, les syndicats, etc.

Pour terminer sur ce sujet, les staliniens des années 70-80 partaient d'un constat qui était à la fois vrai et faux, au-delà, ils en tiraient des conclusions et justifiaient ainsi leur politique de soutien au régime, et là encore, il aurait fallu faire la distinction entre les deux, entre leurs conclusions et sa traduction politique, ce que j'étais évidemment incapable de faire à cette époque, quel dommage, je vous explique pourquoi.

Selon eux, en substance, puisque la classe ouvrière s'était embourgeoisée, il était impossible de remettre en cause le régime... Comme je viens de le dire, ils avaient à moitié tord et raison de penser que la classe ouvrière s'était embourgeoisé, par contre ils avaient raison de dire qu'il était impossible dans les conditions du moment de remettre en cause le régime, nous, nous traduisions cela comme un abandon ou une trahison et nous rejetions en bloc ce constat et cette conclusion. Passer de Giscard à Mitterrand ne remettait pas en cause le régime, mais à l'époque nos dirigeants prétendaient que la Ve République ne pourrait pas supporter Mitterrand, en vérité cette catin en verra d'autres dont la cohabitation à deux reprises, c'était encore s'illusionner et ne rien comprendre.

Réfléchissons un instant, pour pouvoir remettre en cause le régime, il faut impérativement que certaines conditions objectives soient réunies, sinon c'est totalement impossible, seuls des aventuriers ou des gauchistes soutiendront le contraire. Maintenant cela ne signifie pas qu'il faille s'adapter au régime comme l'on fait les staliniens, on peut très bien le combattre dans la perspective de le renverser lorsque les conditions objectives seront mûres, inscrire notre politique dans cette perspective, c'est aider le prolétariat à s'y préparer et construire le parti sur des bases saines...

Vous voyez jusqu'où peut nous mener une toute petite phrase entendu sur un marché un dimanche matin. Vous n'avez peut-être pas encore saisi toutes les implications qu'elle comportait. En creusant un peu, on se rend compte qu'elle remettait en cause la théorie de l'imminence de la révolution de Lambert, puisque finalement sur le plan objectif absolument rien ne permettait d'affirmer que les conditions existaient ou étaient en train de se réunir, c'était une vue de l'esprit, un leurre, une illusion, une erreur magistrale, une confusion terrible, elle remettait en cause le bien-fondé de l'appel à voter Mitterrand, etc. Bref, elle faisait voler en éclat la stratégie opportuniste adoptée par les dirigeants de l'OCI qui avait pour origine d'avoir négligé le facteur économique qui était déterminant. A moins qu'ils aient confondu les conditions objectives indispensables pour passer au socialisme avec les conditions objectives nécessaires au déclenchement d'une crise révolutionnaire.

Aujourd'hui encore ils ne l'ont toujours pas compris puisqu'ils gémissent comme de vieilles femmes supersticieuses, le dénommé Roger Sandri l'a prouvé pas plus tard qu'hier dans le dernier numéro de la page 2 d'*Informations ouvrières* en écrivant que "*l'année 2009 ne se présente pas sous les meilleurs auspices*" et plus loin il martèle "*nous ne sommes pas les seuls à envisager l'avenir avec pessimisme.*", pauvre chéri, quelle incurie politique ! alors qu'en réalité, c'est exactement le contraire qui est en train de se produire et qu'il faudrait dire : la crise actuelle avec ses conséquences catastrophiques pour le prolétariat correspond justement aux conditions objectives nécessaires au développement d'une profonde crise sociale et politique sans lesquelles il est impossible de poser directement la question du pouvoir, sans lesquelles elle n'est pas concrètement à l'ordre du jour, sans lesquelles le prolétariat ne se lancera jamais à l'assaut du pouvoir.

Contrairement à ce qu'affirme Sandri et le POI, la crise est une aubaine pour la classe ouvrière, son salut pour peu qu'elle débouche sur une crise révolutionnaire... Au lieu de gémir, il ferait mieux d'y

préparer la classe ! A moins que ce soit justement cette situation que veuille à tous prix éviter Sandri et le POI, c'est personnellement ce que je pense, mais je peux encore me tromper, à vous d'en juger.

La révolution prolétarienne à venir accouchera dans le sang et les larmes et non dans un champ coton moilleux brodé de fines dentelles agréables au regard. C'est le prix à payer lors de chaque révolution, y compris les révolutions bourgeoises, alors que cherchent le POI, qui cherchent-ils à tromper ? Il préfèrerait plutôt une révolution de velours, des oeillets, des roses, ou à l'orange bien sucrée avec une paille, pas de révolution du tout comme le clame Schivardi par exemple ? Même cet enseignement élémentaire des révolutions du passé, ils n'ont pas été foutus de les retenir. Que cherchent-ils ?

Sur ma lancée, en relisant la fin du troisième paragraphe en partant du précédent, je pourrais encore ajouter un mot.

Oui le facteur économique est déterminant, c'est lui qui détermine le mûrissement du facteur subjectif, nous sommes bien d'accord. Partant de là, aussi longtemps que le premier n'est pas mûr, que le développement du capitalisme ne débouche pas sur une crise qui remet en cause ses fondements, qui frappe durement le prolétariat, le jette par millions à la rue, il ne faut se faire aucune illusion, le facteur subjectif n'est pas prêt de mûrir, ce qui explique que le temps passant, ce sont les partis du mouvement ouvrier qui sont voués à pourrir sur place, d'ailleurs Trotsky l'avait dit clairement pour ceux qui savent lire (Défense du marxisme), et force est de constater qu'il ne s'était pas trompé, malheureusement devrait-on ajouter. Trotsky avait aussi prédit que si certaines conditions extrêmement défavorables au prolétariat se réalisaient, il lui faudrait au moins un siècle pour s'en remettre, si ces conditions ne se sont jamais réalisées exactement comme ils les avaient esquissées, nous nous en sommes dangereusement rapprochés. Dans cette perspective plutôt décourageante, pensez-vous que Trotsky aurait abandonné un seul instant le combat dans la perspective de la révolution socialiste ?

Vous voudriez peut-être nous faire croire qu'une révolution pourrait se produire avec une cuillière en argent dans la bouche ? Mais où avez-vous vu jouer cela ? Morales a été porté au pouvoir dans le pays le plus pauvre d'Amérique Latine, Lula et le Brésil, Chavez et le Venezuela, dans des pays qui comptent plus de 40% de miséreux officiellement.

La fameuse formule que nos révolutionnaires professionnels ânonnent comme des ânes bâtés : pour que la révolution se produise, il faut qu'en haut on ne puisse plus gouverner comme avant et qu'en bas on ne puisse plus vivre comme avant, vous croyez franchement qu'ils l'ont comprises ? Excusez-moi, j'ai plutôt l'impression du contraire, pour ne pas dire que j'en ai acquis la conviction depuis un certain temps.

Je dis cela franchement sans aucune animosité contre quiconque, c'est ma façon de causer voilà tout. Je ne voulais pas polémiquer en ce début d'année, mais je suis excédé par les larmoiements pessimistes de Sandri. Sarkozy dramatise à souhait la situation pour effrayer le prolétariat, une façon de lui dire : attention ne bouge pas tu vas te faire encore plus mal, et l'autre qui embraie : mon pauvre, t'es mal barré tu sais, tu vas en prendre encore plus dans la gueule, la vie n'est pas marrante, c'était tellement mieux encore hier, stop, je ne peux pas supporter la suite.

Hier comme aujourd'hui ou demain, c'est du pareil au même pour nous ouvriers. Même dans une cage dorée on étouffe, on manque de liberté ! Quel que soit le métal dans lequel sont forgées nos chaînes, des chaînes demeurent des chaînes. Allez-y messieurs les capitalistes, serrez, serrez encore plus ne vous gênez pas, si vous nous faites crever vous crèverez avec nous, et comme nous sommes plus nombreux, vous crèverez avant nous. Ce sont des pensées qui n'ont assurément jamais pu traverser

l'esprit d'un bureaucrate syndical, alors que les ouvriers qui voulaient faire sauter leur usine y ont forcément pensé.

En conclusion. On apprend plus des erreurs des autres que des nôtres que l'on ne voit pas forcément au premier coup d'oeil, sauf après avoir acquis une certaine expérience, ce n'est pas donné à tout le monde de se regarder dans un miroir et de ne pas se trouver très joli. Il faut donc se méfier de nos propres interprétations, de nos lectures hâtives. Si je peux me permettre un conseil, il est toujours utile de causer avec d'autres camarades des questions qu'on a dans la tête ou qu'on étudie, histoire de confronter nos points de vue, ils peuvent nous apporter plus qu'on ne l'imagine très souvent.

Donc c'est bien que le fils de ce camarade étudie les oeuvres des marxistes, qu'il en discute si possible avec son père et tout le monde s'en portera bien. Le marxisme ce n'est pas le catéchisme, mais une métode pour interpréter le monde et le changer.

Je suis bavard. Avez-vous lu la lettre de Trostsky à R. Klement ? Selon vous, comment s'est traduit ou devait se traduire la confusion entre le programme d'action de la IVe Internationale à l'époque de la seconde guerre mondiale et la partie théorique qui l'accompagnait et qui apparemment n'est pas parvenue jusqu'à nous ? En d'autres termes, à quoi conduit (inévitablement ?) la confusion entre la théorie et la pratique ? A vous de plancher.

Les infos en bref demain soir.

Salut.

Le 10 janvier 2009 J'ai corrigé quelques fautes dans l'éditorial, je ne l'ai pas relu entièrement, pas le temps... J'ai aussi corrigé plusieurs liens qui étaient incorrectes, avec mes excuses.

Quand nous disons que nous devons mener le combat classe contre classe, qu'est-ce que cela veut dire ? On pourrait une nouvelle fois aborder cette question, mais sous un angle différent.

Prenons deux exemples dans l'actualité. Roquettes palestiniennes = agression militaire israélienne (Bush, Kouchner, Sarkozy, etc.); amélioration, Sarkozy dit réforme du système de santé publique = investissement dans la santé (J-M Le Guen -PS).

Questions préliminaires : qui détient le pouvoir ? Qui est légitime pour mettre en avant des droits économiques, sociaux ou politiques ?

A Jérusalem ou à Gaza, ce n'est pas la classe ouvrière qui détient le pouvoir et en France non plus. Or c'est uniquement la classe qui détient le pouvoir qui est responsabilité de la situation.

En quoi un ouvrier israélien ou palestinien aurait-il intérêt à une guerre ? En rien puisque ni l'un ni l'autre ne détient le pouvoir et qu'ils en seront finalement les principales victimes. Donc ils ont bien le même ennemi sous des masques différents.

En quoi un consommateur de biens ou de services aurait-il intérêt à s'en prendre à des travailleurs ? En rien puisque ni l'un ni l'autre ne détient le pouvoir en tant qu'exploité. Donc ils ont bien le même ennemi.

Quand le régime manifeste la volonté d'opposer l'ouvrier israélien à l'ouvrier palestinien ou d'opposer les consommateurs à une catégorie de travailleurs, il agit de la sorte pour les monter les uns contre les autres, pour les diviser et pour occulter le fait que seul celui qui détient le pouvoir est responsabilité de la situation.

Qui du plus fort ou du plus faible est capable de déterminer ce qui est bon pour la majorité de la population ? Qui de celui qui peut satisfaire ses besoins de par sa position sociale dans la société et celui qui n'en a pas les moyens parce qu'il appartient à une classe inférieure, est à même de définir quels sont les besoins collectifs que la société doit satisfaire ?

Qui doit décider s'il faut ouvrir ou fermer une école ou un hôpital public par exemple, celui qui a les moyens d'envoyer ses enfants dans une école privée ou de se faire soigner dans une clinique privée ou celui qui n'en a pas les moyens ?

Ceux qui détiennent le pouvoir économique pratiquent donc en permanence un abus de pouvoir, ils imposent leur dictature par le biais du pouvoir politique qu'ils détiennent également, mais il leur est totalement impossible de justifier le droit de vie ou de mort qu'ils s'arrogent sur la population. Ils ne peuvent justifier leur pouvoir exorbitant qu'en opposant le travailleur israélien et le travailleur palestinien, ou le consommateur avec le producteur, ils profitent de l'absence de conscience de classe des uns et des autres pour conserver le pouvoir.

Leur méthode consiste donc à mettre un signe égal entre des choses qui ne le sont pas ou à comparer des situations qui ne sont pas comparables de façon à embrouiller davantage les esprits des uns et des autres tandis qu'ils tirent les ficelles.

Revenons au triste sire Le Guen.

Il dit à Sarkozy qu'il n'est pas contre une réforme de l'hôpital à condition qu'il y mette les moyens, mais comme l'intention de Sarkozy est au contraire de réduire l'hôpital public à une peau de chagrin, c'est laisser croire que les moyens qu'il pourrait mettre en oeuvre pourraient servir à autre chose qu'à atteindre cet objectif, et comme il n'en a pas d'autre, cela revient à lui prêter des intentions qui ne sont pas les siennes et à tromper les travailleurs sur toute la ligne. Ainsi le PS soutien Sarkozy et partage ses funestes intentions mercantiles.

Il faudrait ajouter que la déclaration de Le Guen visait aussi à faire croire que le PS pourrait mieux faire que Sarkozy, alors qu'en réalité, en qualité de président suppléant du conseil d'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, il collabore à tous les coups portés par le gouvernement contre l'AP-HP. Quand on partage le pouvoir avec l'UMP au gouvernement ou au sein d'organismes ou d'institutions, on partage la responsabilité de sa politique réactionnaire.

S'agissant de la situation en Palestine ou dans les hôpitaux, on pouvait expliquer aussi que Le Guen comme Sarkozy confondaient volontairement les causes et les conséquences, mais la démonstration n'aurait pas permis de mettre en évidence avec autant de clareté la volonté délibérée de Sarkozy de s'en prendre au prolétariat israélien et palestinien ou à l'hôpital public, et celle de Le Guen de le soutenir, or ici c'est leur complicité manifeste qu'il nous intéressait de faire ressortir davantage que la situation que nous connaissons déjà.

Discourir à perte de temps sur les conséquences d'une situation relève davantage du dialogue philosophique et ne mène nulle part très souvent. Ce procédé sournois a pour vertu de nous détourner des causes matérielles qui sont à l'origine de cette situation, et d'éviter de nous pencher sérieusement

sur les intérêts tout aussi matériels qui sont en jeu.

Un parti vraiment au service de la classe devrait s'employer à démonter jour après jour tous les mécanisme employés par l'UMP et le PS pour tromper les travailleurs, au lieu de se morfondre sur le sort du PS ou du PCF et tenter de les sauver. C'est un autre sujet.

Juste un mot, cela fait un moment que cela me trotte dans la tête, donc je vais le placer ici avant de l'oublier, on approfondira plus tard : définir la ligne politique et la stratégie du parti en fonction et en direction des militants des autres partis ouvriers est une aberration et n'a aucun équivalent dans l'histoire du mouvement ouvrier, en dehors des défaites cuisantes auxquelles elles l'ont conduit.

Le parti bolchevik et Lénine particulièrement menaient le combat contre le tsar et la bourgeoisie, mais aussi une lutte sans compromis contre toutes les formes d'opportunismes et de révionnismes. Il n'a jamais défini sa ligne politique ou stratégie en fonction des mencheviks ou des socialistes-révolitionnaires pour se construire, bien au contraire, Lénine n'a cessé de les pilonner tout en clarifiant un certain nombre de questions théoriques au fil du développement de la lutte des classes. Et si des dizaines de milliers de militants de ces partis se sont ralliés au parti bolchevik, ce n'était pas entre 1905 et 1916, mais bien entre juillet et octobre 1917, sans que Lénine ne modifie une virgule du programme du parti, sans qu'il fasse la moindre concession sur les principes.

Vous connaissez son secret si je puis dire : fermeté et flexibilité à la fois, le centralisme démocratique en est issu, sans qu'il est été compris non plus, le premier terme ayant été privilégié sur le second qui demande d'autres qualités... Ce point précis mériterait aussi d'être étudié.

C'est finalement parce que les événements ont démontré la justesse de la politique conduite par le parti bolchevik que ces militants ont été convaincu que c'était le seul parti capable de vaincre et de porter le prolétariat au pouvoir. De février à octobre 17, Lénine a pilonné sans répit le gouvernement Kerensky auquel participait les partis menchevik et socialiste-révolutionnaire, à aucun moment Lénine n'a manifesté la moindre faiblesse, on pourrait dire que c'est cette détermination qui a convaincu les indécis de rejoindre le parti bolchevik, y compris Trotsky en juillet 17, c'est sa détermination qui a porté et achevé de conquérir la direction du parti bolchevik hésitant encore la veille de la prise du pouvoir, et c'est cette détermination sans faille qui a emporté l'adhésion de la majorité de la classe ouvrière russe dans le parti bolchevik et sans laquelle elle n'aurait pu vaincre.

On a fait de ce facteur déterminant une abstraction en le réduisant à la période correspondant à l'ouverture de la crise révolutionnaire, alors qu'en réalité elle habitait déjà Lénine au tournant du XXe siècle. On l'a réduite parfois à un trait de caractère parmi d'autres, sans comprendre forcément que cette oeuvre n'aurait jamais pu être menée à bien sans la présence permanente de cette force invincible qui la portait. Mais Lénine n'était pas un détraqué mental, il n'était pas plus névrosé que la moyenne contrairement à ce qu'ont affirmé ses détracteurs qui le traitaient de fou furieux, y compris à la direction de son parti, surtout à la direction de son parti, ce n'était pas en sa propre détermination ou ses propres qualités qu'il avait confiance, mais dans le processus menant à la conquête du pouvoir pour peu qu'on s'en donne les moyens, il avait une confiance inébranlable dans la classe ouvrière. Il ne faisait que marcher dans les pas de Marx et Engels, suivre la voie qu'ils avaient tracée avant lui... On a encensé Lénine l'un des maîtres du marxisme, de mon côté, je me pencherais volontiers davantage sur le disciple appliqué de Marx et Engels.

Ceux qui caricaturent, déforment ou ont abandonné les enseignements du bolchevisme ou du léninisme, prouvent au moins une chose : qu'ils ne possèdent pas cette confiance intacte dans les masses qui seule a guidé Lénine et devrait guider leur parti, à moins qu'ils privilégient d'autres

facteurs, ce qui finalement revient au même.

Nous sommes samedi, en principe on se détend un peu après une semaine bien remplie. Ces causeries sont réalisées sans plan établi ou brouillon, elles sont improvisées à la manière d'une discussion à bâtons rompus donc incomplètes et imparfaites.

Bon week-end à tous et bonne manif.

Le 11 janvier 2009

Dire la vérité et être aussi impartial que possible est un devoir en toute circonstance pour un militant ouvrier. Ces dernières semaines sur la question palestinienne, pour ne prendre que les partis se réclamant de la classe ouvrière, force est de constater que le POI a été le seul parti à défendre une position correcte.

Que signifie exiger des sanctions contre Israël ? Que signifie exiger d'Israël l'application des résolutions de l'ONU ? Que signifie l'exigence du respect des exigences internationales ? Que signifie les appels pour la reconnaissance d'un Etat palestinien viable ?

La réponse est contenue dans la seconde question. Cela revient à demander à une officile de l'impérialisme d'appliquer des sanctions contre un Etat qu'elle a toujours soutenu, mieux, dont elle a reconnu l'existence et qu'elle a armé ! C'est lui demander d'appliquer des résolutions qu'elle a adoptées en sachant très bien qu'elles ne seraient jamais appliquées. C'est finalement lier le sort du peuple palestinien à ses bourreaux.

Voici quelques extraits de communiqués de différentes sources :

Communiqué du PCF du 28.12.08 - "*Cette crise grave doit être portée immédiatement devant le Conseil de Sécurité de l'ONU. La France doit sortir de sa réserve inacceptable et exiger d' Israël*".

Communiqué de la LCR du 27.12.08 - "*Elle appelle toutes les forces progressistes françaises à organiser dans les plus brefs délais une démonstration unitaire de solidarité qui exigera l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne et la reconnaissance d'un Etat palestinien viable.*"

Appel de 15 organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme du 27.12.08 - Elles demandent que "*le conseil de sécurité des nations unies convoque une session extraordinaire et adopte des mesures concrètes, y compris des sanctions (...) les institutions de l'UE et les États membres à faire un usage efficace des directives de l'Union européenne sur la promotion du respect du droit humanitaire international*".

Le Collectif National pour une Paix Juste entre Palestiniens et Israéliens (dont LCR et PCF) - Réclament "*Des sanctions contre Israël*".

La Ligue des droits de l'homme dans un article du *Monde* du 31.12.08 : "*Et l'Union européenne la première : qu'elle applique les accords passés, qu'elle change de politique et cesse de faire d'Israël son allié privilégié.*". "*Soit Israël admet enfin l'existence d'un Etat palestinien pleinement souverain*"

L'ONU et l'UE devraient être autres choses que ce qu'ils sont et ce pour quoi ils ont été créées,

comme le capitalisme en somme qui devrait s'humaniser, se démocratiser pour que les hommes vivent enfin heureux et en paix sur terre, amen !

Depuis que les classes sociales et l'Etat existent, il n'y a jamais eu de paix sur terre, ce n'est quand même pas bien sorcier à vérifier, à comprendre et à enseigner. C'est d'ailleurs la première chose que les professeurs d'histoire devraient enseigner à leurs élèves à l'école au lieu de leur raconter des conneries.

Ce n'est pas une question théorique ou politique, encore moins idéologique, philosophique, métaphysique ou religieuse, c'est un fait historique, point barre.

Le petit bourgeois trouvera avantageux de considèrer que parce qu'il n'est pas directement confronté à la guerre, le pays dans lequel il vit, l'Etat et la classe dominante de son pays, ne sont nullement impliqués ou n'ont aucun intérêt dans les guerres qui se déroulent un peu partout dans le monde. Il y aurait ainsi des pays en guerre, tandis que les autres vivraient tranquillement en paix, pourquoi se casser la tête et se demander si ces guerres ne sont pas le prix à payer de la paix dont nous bénéficions. Son horizon étroit ne dépasse pas les limites des frontières de son pays où il vit paisiblement à l'abri du besoin. Que ses privilèges soient le produit de l'exploitation ne le gêne pas non plus outre mesure, il vous répondra qu'il n'exploite personne et qu'il a l'esprit tranquille, qu'il n'y est pour rien dans toutes ces guerres.

Depuis que l'homme produit au-delà de ses propres besoins, l'exploitation de l'homme par l'homme existe. Depuis qu'une classe sociale s'accapare le travail d'une autre classe sociale, la lutte des classes existent et l'Etat a pour fonction de maintenir la classe dominée en esclavage. Ce n'est pas particulièrement le capitalisme qui engendre la guerre, mais l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle son abolition figurait dans le *Manifeste du parti communiste* de K. Marx. Ajoutons que c'est la raison pour laquelle il doit figurer impérativement dans le programme du parti que nous devons construire.

Au cours du XXe siècle, Israël est le seul Etat au monde à s'être constitué sur la base d'une guerre de rapine en chassant tout un peuple de la terre qui l'avait vu naître et qui lui appartenait.

Quant à la signification de la guerre actuelle menée par l'Etat sioniste, je vous renvoie aux excellents articles des différents groupes (CCI-T, Bolchevik), dont je partage le contenu.

Tant qu'il y aura des classes, tant qu'il existera des Etats, tant que l'exploitation n'aura pas été abolie de la surface de la terre, il y aura des guerres et la lutte des classes continuera.

Causerie de ce matin.

La mobilisation internationale contre l'intervention militaire israélienne sur Gaza s'intensifie. Elle s'ajoute aux manifestations contre les conséquences de la crise du capitalisme qui ont lieu dans de nombreux pays en Europe.

Ces mobilisations favorisent le mûrissement de la conscience de classe du prolétariat et en sont l'expression à la fois, elles peuvent servir de creuset à la construction du parti, pour autant que la convergence de ces différents combats se fasse sur une ligne politique claire et cohérente : il faut en finir avec le capitalisme, il faut en finir avec les institutions politiques à son service dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Il faut rompre impérativement avec la collaboration de classe. Il est impensable de vouloir construire un parti ouvrier quelle que soit sa dénomination, sans que soit rempli impérativement cette condition qui n'est pas négociable.

Il n'est pas possible de défendre cette ligne politique en conservant des liens avec des partis qui se réclament de l'économie de marché ou du capitalisme, comme il est impossible de la défendre en maintenant des liens avec l'Union européenne ou l'ONU ou tout autre institution internationale créée ou liée au capital, il faut choisir son camp.

Il faut démasquer, dénoncer et combattre sans relache le double langage dans nos rangs, la position qui consiste à avoir un pied dans chaque camp, car à ce jeu-là, c'est le camp le plus puissant, celui qui détient le pouvoir, la classe dominante à qui il profite finalement.

Oui Marx ne s'était pas trompé, oui Lénine ne s'était pas trompé, il nous faut construire un parti qui se distingue de tous les autres par son refus intransigeant et définitif de participer à toute collaboration de classe avec notre ennemi.

Seul un parti communisme peut remplir cette condition, dans la mesure où il intègre à la fois dans son programme et son combat quotidien, la compréhension des lois du fonctionnement du système capitalisme qui ne peut conduire l'humanité qu'au chaos et la barbarie, et la nécessité par conséquence que le prolétariat s'empare du pouvoir politique pour l'abolir...

Autre chose. En Inde.

En Inde il y a eu avant-hier une grève générale de 24h des fonctionnaires. Je m'en suis rendu compte en voulant poster une lettre, la poste était fermée. Ici quand les fonctionnaires sont appelés à faire grève, le ministère prend la décision de tout fermer, la grève est totale et fait l'unanimité des fonctionnaires.

Les transporteurs routiers étaient également en grève à l'échelle nationale. Ici le fret est assuré à plus de 90% par la route, puisque très peu de voies ferrées ont vu le jour depuis le départ des Anglais en 1947.

L'entrise Satyam (informatique) devrait annoncer 10.000 licenciements. Hier soir en zappant les chaînes de télé indiennes, j'ai constaté qu'elles relataient des manifs qui ont lieu un peu partout, je ne peux pas vous en dire plus, les chaînes de chaque Etat utilisent une langue différente, et quand elles sont en anglais, mon niveau dans cette langue ne me permet pas de tout saisir pour vous donner des infos suffisamment précises et fiables. Je vais me procurer la presse écrite en anglais la semaine prochaine pour essayer de vous donner des infos plus consistantes sur ce qui se passe en Inde.

Demain sans doute, je mettrais quelques lignes sur le développement de la crise du capitalisme, j'ai besoin d'y réfléchir plus longuement pour vous donner une analyse claire et exploitable.

J'ai pour l'instant l'impression qu'elle n'est pas prête de se terminer, je dirais même qu'elle a atteint un niveau quantitatif tel, qui pourrait nous réserver de bonnes surprises, dans le sens où je me demande, si contrairement à ce qu'on pensait jusqu'à présent, elle ne serait pas l'ultime crise du capitalisme dans la mesure où il est à l'heure actuelle impossible aux dirigeants du vieux monde d'envisager de mettre en oeuvre les solutions qu'ils avaient utilisées lors des précédentes crises pour permettre un nouveau développement du capitalisme, la guerre ou la liquidation de pans entiers de l'industrie et de l'économie qui débouche sur un affrontement direct avec la classe ouvrière.

On voit bien que tous les plans de sauvetage du capitalisme mis en oeuvre par les différents gouvernements à travers le monde et qui atteignent entre 5 et 10.000 milliards de dollars, sont restés sans effet sur cette crise.

Cette crise offre une extraordinaire opportunité au prolétariat pour liquider le capitalisme. Elle se déroule sous ses yeux quotidiennement, c'est un exercice pratique, une expérience formidable qui devrait accélérer sa prise de conscience ou conforter ses convictions qu'il faut changer les bases de la société.

Cett crise est bien davantage qu'une simple crise de confiance des investisseurs. Le capitalisme a bouffé la baraque, il ne s'est pas contenté de piller ce qu'il y avait à l'intérieur. Les richesses qu'il crée aujourd'hui ne sont plus exploitables, à travers le crédit elles ont déjà été consommées, il ne reste rien, le capitalisme est tout nu. Il ne leur reste que la fuite en avant, d'où le plan de 775 milliards de dollars d'Obama qui va s'ajouter au déficit budgétaire abyssal de 1200 milliards de dollars.

En principe, les richesses qui seront produites demain ne pourront pas servir de base à un nouveau développement du capitalisme puisqu'elles doivent servir à éponger la dette, mais comme les capitalistes détiennent en réalité le pouvoir et n'entendent pas se passer de leurs profits, ils seront tentés d'en faire un autre usage et refuseront de se sacrifier, dans ces conditions, il ne reste plus que l'Etat comme recours pour s'attaquer à cette dette.

Les Etats n'ont pas d'autre solution que de la faire payer à la population laborieuse en détruisant tous ses droits et en la réduisant en esclavage, ce qui au bout du compte ne règlera aucun problème. Les grands travaux annoncés par différents chef d'Etat ne règleront rien.

Ces Etats se comportent de la même manière qu'une entreprise capitaliste qui se développe par le crédit, dont l'endettement. C'est en fait tout le système capitaliste qui est paralysé et au bord de l'explosion. Il ne leur reste comme seule solution que de s'attaquer violemment aux avantages consentis à la petite bourgeoisie et aux classes moyennes, puisqu'ils ont déjà tiré sur la corde du côté de la classe ouvrière au point qu'elle peut se rompe à tout moment. Cela ne peut déboucher que sur une crise politique et la radicalisation des deux camps en présence. (A suivre)

Le 12 janvier 2009

J'ai complété la dernière info syndicale. Il peut y avoir un décalage dans l'affichage des photos (à droite de l'écran) de la page d'accueil selon que vous utilisez Explorer ou Mozilla. Je n'ai pas trouvé d'où cela provenait et je n'ai pas de temps à perdre, en attendant je me suis calé sur Mozilla. Faites-moi savoir si vous rencontriez un autre problème, merci d'avance.

Extraits de trois courriels reçus.

Extrait du premier courriel, un camarade ex-PCF écrit à son fils à propos du site : "*Je suis loin d'être toujours d'accord avec le camarade Jean-Claude qui le publie mais il apporte beaucoup de choses introuvables ailleurs sans qu'on soit obligé d'y passer énormément de temps.*

Et surtout il est animé d'un réel esprit révolutionnaire et marxiste : oui le camarade fait vraiment de la politique sur son site c'est à dire qu'il aide à comprendre la réalité et donc à pouvoir agir en connaissance de cause. Après, on est d'accord ou pas avec lui sur tel ou tel sujet mais la démarche

est bonne."

On essaie de faire de la politique ! Qu'on ne soit pas d'accord sur tout n'est pas un problème, c'est l'inverse qui serait suspect ! Comme l'on dit j'essaie de déblayer le terrain, et je sais que les camarades bossent et n'ont pas de temps à perdre sur ne Net pour chercher des documents intéressants.

Le second courriel d'un camarade du POI :

"Vous écriviez hier, à propos de la manif de samedi à Paris : "A Paris, la manifestation était organisée à l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, regroupant de nombreuses organisations, parmi lesquelles Agir contre la guerre (ACG), ATTAC, le MRAP et Droits devant...

Plusieurs partis politiques français avaient également appelé à défiler: Les Alternatifs, la LCR, le NPA (Nouveau parti anticapitaliste), le Parti communiste français, le PCOF (Parti communiste des ouvriers de France) et les Verts. La CGT, la FSU, la Ligue des droits de l'homme (LDH) et l'UNEF figuraient aussi parmi les autres mouvements ou syndicats qui soutenaient la manifestation."

Je pense que vous avez copié-collé une dépêche d'agence. Ce n'est donc pas de votre faute si vos infos sont incomplètes. Aussi, je les complète : le POI était présent, avec un cortège d'environ 2 500 personnes, très combatif et très "fort en gueule", dans le bon sens du terme. Ceux qui ont vu la manif auront rectifié d'eux-mêmes.

Bien entendu, la presse n'en a rien dit, mais (même s'il ne s'agit pas d'une compétition) nous étions plus nombreux que LO ou la LCR – la LCR dont le cortège était d'autant plus réduit qu'elle avait placé tout son SO sous la grande banderole, là où il y avait les stars (Marie-George Buffet…) et... les caméras. Tant il est vrai que le pouvoir est au bout de l'objectif et du micro !

Mais peut-être avez-vous reçu depuis d'autres informations impartiales."

En effet j'avais fait un copier/coller du site Internet www.urgence-gaza.com, et si je ne me trompe pas j'avais indiqué ma source, par acquis de conscience et sachant que les médias ne sont pas les seuls à censurer le POI, j'avais pris quand même la précaution d'aller voir sur le site du POI s'il n'y avait pas une info sur sa participation à cette manifestion pour le rajouter, compte tenu qu'il n'y avait rien, je ne l'ai pas rajouté. Je me doutais bien qu'il y participerait, mais vous imaginez si je commence à vous communiquer des infos que j'ai imaginées où l'on va !

Je n'ai pas reçu d'autres informations, sauf concernant des manifs en province (et des photos).

Dans un autre courriel un camarade qui participe au NPA faisait exactement la même remarque que le camarade du POI en critiquant l'attitude de ses militants, je me demande à ce jeu-là qui y gagne au juste.

Un certain pouvoir "*est au bout de l'objectif et du micro*", c'est vrai mais je ne pense pas que cela soit celui qui nous intéresse en priorité, il doit être de l'ordre de *cause toujours il en restera quelque chose*, c'est somme toute très superficiel et illusoire, c'est un peu comme les masques qui finissent toujours un jour par tomber, j'aurais envie de dire que si la vérité est révolutionnaire, elle finit toujours par triompher, il faut s'armer de patience assurément et nous en manquons tous un peu parfois. Le vrai pouvoir il est là selon moi. Il tient à la place qu'occupe le prolétariat dans les rapports

sociaux comme seule classe à prendre la relève de la bourgeoisie au pouvoir pour libérer l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si on s'en tient aux fondements du marxisme, que valent à côté la censure, les pantomimes grotesques, les mensonges ou les calomnies des uns et des autres ?

Au mot d'ordre 100% à gauche qui ne veut rien dire, j'opposerais la confiance absolue dans la capacité du prolétariat à accomplir ses tâches historiques. On devrait se mettre au tir à l'arc, non pas pour tirer sur nos petits camarades des autres partis, mais pour s'habituer à se concentrer sur un seul et unique objectif. Cela vous fait penser à quelqu'un, n'est-ce pas ? Comme toute chose, la concentration s'acquière à force d'exercices et de persévérance.

Ce n'est pas parce que je vis en Inde qu'il faut me parler de la médiation, c'est une grosse connerie qui consiste à se vider le cerveau avant de l'avoir rempli ! Imaginez un peu le mec ou la nana dotée d'un esprit un peu faible, une fois le cerveau vide il sera possible de le remplir avec n'importe quoi. En fait la méditation consiste tout bonnement à essayer de penser et pas davantage. C'est comme le yoga (hatha) qui certes a des vertus, mais que l'on peut remplacer avantageusement par l'analyse de son comportement et un peu de marche à pied ou une balade en vélo.

En tant qu'autodidacte accompli, j'ai testé la plupart des formes de yoga et la méditation en partant d'ouvrages rédigés par des maîtres en la matière, il y a déjà de cela une vingtaine d'années. Ce serait mentir de dire que je n'ai rien appris puisque j'apprends toujours quelque chose de chaque expérience, c'est d'ailleurs mon seul but, mais il ne faut pas en faire un plat. Vous savez par quoi on commence la médiation, par se concentrer sur le point qu'on a entre les yeux au niveau du front sans penser à rien d'autre. Et après ? Après, je n'ai jamais été plus loin car cela ne m'apportait rien !

Par contre le yoga est excellent, surtout les exercices respiratoires et les pauses, ils aident à prendre confiance en soi et à affronter des situations difficiles, à conserver la maîtrise de soi. Je me souviens de l'avoir expérimenté en bagnole tandis que je me rendais à un entretien avant licenciement où j'avais vraiment envie de foutre mon point sur la gueule de mon patron. Je fus d'un calme glacial et mon patron n'en est pas revenu, il s'attendait à une réaction violente de ma part, du coup il est resté tout con ne sachant plus quoi penser à mon sujet, c'était le but aussi de la manoeuvre, l'empêcher de savourer sa victoire et le faire douter. En sortant de l'entretien (article L122-12 du Code du travail, c'est le seul que je connaisse !) je savais qu'il n'avait pas changé d'avis, mais au lieu de m'inquiéter parce que je devais me remettre immédiatement à chercher un boulot, j'étais soulagé et satisfait de ma performance au point que je m'en souviens encore parfaitement comme si cela s'était passé hier. Je conduisais une Super 5 blanche de fonction (j'étais technicien SAV copieur Canon), sur le quai de Seine entre le pont de Clichy et le pont de Neuilly un matin ensoleillé...

Pour finir, ma réponse au troisième courriel, en fait une causerie comme j'en adresse souvent aux camarades qui m'écrivent.

L'Etat théocratique d'Israël est une monstruosité, comme le Vatican qui a ouvert la voie, voir l'Iran théocratique des mollahs...

Quel monde de merde ! espérons seulement que l'ampleur de la crise du capitalisme va aider à faire mûrir la conscience des masses...

Avec le massacre des Palestiniens, les milliards versés aux banquiers, cela fait forcément réfléchir...

On ne peut pas comprendre ce qui se passe en Palestine si on n'aborde pas les non-dits, j'ai repensé à cela en écrivant ma causerie d'hier.

C'est correct de ne pas en appeler à l'ONU comme je l'ai indiqué hier, mais en même temps il faut tenir compte de la réalité, la très grande majorité de la population n'entend que le discours officiel à travers les médias. Donc au lieu de se contenter de donner notre position que les gens partageront ou non sans forcément comprendre grand chose, il faut absolument expliquer pourquoi on ne reprend pas ce mot d'ordre en direction de l'ONU, pour cela il faut évidemment se placer soi-même sur le terrain de la rupture avec le capital ou être indépendant de la bourgeoisie.

Si on se contente de dire : voilà ce qu'on pense, on ne fait pas avancer la conscience de classe des gens avec lesquels on discute. Qui m'aime me suive ! Quelle horreur ! C'est la méthode de nombreux partis qui évitent autant que faire se peut de citer les autres partis ou organisations, alors que ce n'est pas forcément nécessaire de les citer quand on expose leurs positions.

En intervenant ainsi dans une réunion ou un meeting, sans nécessairement polémiquer, on sera forcément plus écouté et plus crédible que tous les autres intervenants, notre but étant toujours de gagner la confiance d'un maximum de travailleurs, en agissant ainsi on fait un pas dans la bonne direction et on coupe l'herbe sous le pied à ceux qui soutiennent l'ONU, donc l'impérialisme et non le peuple palestinien arabe et juif.

Je pensais à cela et je me disais qu'il faudrait agir de la même manière dans le journal. On donne les différents points de vue en présence avec les arguments qui les accompagnent et si on a été assez clair, la position correcte emportera la majorité des lecteurs ou des auditeurs parce qu'ils ne sont pas plus cons que nous et capables de comprendre à partir du moment où l'on se donne la peine de leur expliquer les choses.

Je pense que sur le plan pédagogique (et psychologique) c'est très important de soigner notre façon d'intervenir.

Se contenter de donner sa position en l'étayant d'arguments ne suffit pas, les autres font de même, égalité un point partout, tout le monde a raison et/ou tort, on apparaît diviser en faisant partie du même camp, alors qu'en réalité ceux qui en appellent à l'ONU tirent une balle dans le pied du mouvement ouvrier, contre leur propre camp.

Il faut toujours inscrire son intervention dans une perspective.

Dans l'exemple que j'ai pris, il ne faut évidemment pas maltraiter ceux qui soutiennent l'ONU, il faut simplement lister les points de vue possibles et leurs significations politiques en disant pourquoi on en choisit un plutôt qu'un autre, ensuite en connaissance de cause chacun est libre d'adopter celui qu'il veut...

C'est comme lorsque nous sommes face à une situation ou un évènement, on peut l'interpréter de différentes manières évidemment, il faut étudier toutes les hypothèses vraisemblables, on se forge ensuite notre propre idée. Mais on a le défaut de ne donner que le résultat de notre réflexion, même notre analyse est incomplète, alors qu'il est préférable d'exposer les différentes hypothèses leurs tenants et leurs aboutissants, dire pourquoi on les a évacuées et on en a retenu une particulièrement. En général notre façon d'agir se réduit à cela : c'est à prendre ou à laisser, c'est insupportable et ne fait pas avancer les choses. On peut facilement passer pour des dogmatiques, des gens qui savent tout ou des donneurs de leçons et c'est normal.

En gros, notre propre réflexion pour peu qu'on ait creusé une question doit profiter aux autres. C'est notre méthode notre bien le plus précieux qu'il faut partager avec les travailleurs et les militants. Ce que ne font pas les dirigeants par crainte peut-être d'être dépassés ou de perdre le contrôle de leurs appareils et de leurs militants.

Aucun parti et journal ne reprend à son compte cette méthode, à se demander s'ils veulent vraiment construire un parti, la question est légitime me semble-t-il, mais c'est un autre sujet. Il vaudrait peut-être mieux dire qu'ils s'y prennent mal.

Les gens disposent aujourd'hui de nombreux réseaux d'informations, ils sont souvent au courant de choses que l'on ignore. Si l'on assène notre position comme on assène une vérité, on a tout faux, rien que la démarche est repoussante. Au contraire il faut montrer aux travailleurs que l'on ne craint pas de remettre en cause nos positions et d'expliquer sur quoi elles reposent.

C'est très insuffisant de vouloir démontrer le bien-fondé de notre position uniquement par son antithèse, de plus la plupart du temps en procédant ainsi on passe à côté de l'essentiel. J'ai un exemple sous la main, la rupture avec l'UE.

Le mot d'ordre est correct, la démonstration sur les méfaits de l'UE est correcte, mais elle souffre d'une insuffisance chronique parce que le POI ne dit pas toute la vérité sur cette institution. Et que ne dit-il pas ? Qu'en réalité l'UE est une institution qui fonctionne à deux niveaux dans un but bien précis. Tu me diras que c'est faux, le POI explique que la Commission a tous les pouvoirs et le parlement aucun. C'est vrai qu'ils le disent, mais l'essentiel ils ne le disent pas : d'une part, la Commission est composée de commissaires désignés par les chefs d'Etat, et le Conseil de l'Europe composé des chefs d'Etat a en réalité plus de pouvoir que le Commission, c'est lui qui dicte la politique (les objectifs) que la Commission sera ensuite chargée de mettre en musique.

D'autre part, certes il s'agit d'un parlement croupion, mais surtout il fonctionne comme un organisme de collaboration de classes, il a uniquement pour fonction de lier les peuples d'Europe au sort du capitalisme mondial dont le Conseil et la Commission sont les représentants, et si l'UE a bien une fonction dans la lutte des classes ou en est issue, elle n'a épousé les contours d'un organisme politique que bien longtemps APRES avoir été créé comme organisme économique pour favoriser le développement du capitalisme (acier et charbon en 1950). Sa raison d'être, c'est l'alliance capital-travail et rien d'autre, les contours politiques (le parlement) qui sont venus se greffer sur ce monstre sont totalement subordonnés à cet objectif corporatiste, ce qui fait de l'UE une institution corporatiste, une dictature bureaucratique à l'échelle de l'Europe.

On pourrait comparer avec les Etats et leurs institutions qui remplissent le même rôle, à ceci près que dès leur création ils étaient des institutions politiques, le produit de la lutte des classes, donc quelque part la lutte des classes y est reconnue, ce qui fait que le prolétariat à travers ses partis peut y participer pour y mener son combat contre la bourgeoisie, alors que l'UE est la négation de la lutte des classes dès sa fondation. Je ne sais pas si je me suis bien expliqué et si tu saisis la différence.

En résumé, l'Etat et les institutions sont le produit de la lutte des classes, alors que l'UE est uniquement le produit du capital.

Qu'à l'arrivée elles poursuivent le même objectif, c'est évident, mais leurs contenus et leurs fonctionnements ne sont pas identiques. Un député ouvrier peut être indépendant de la bourgeoisie, un député européen ne le peut pas ou servira uniquement de caution pour légitimer l'existence de l'UE et camoufler sa véritable nature.

Si tu me demandes quel est l'intérêt de participer aux élections européennes dans ces conditions-là, je te répondrais que le parti qui y participe en profite pour se faire connaître davantage, mais qu'il ne doit pas espérer plus, mieux, une fois élu il ne doit pas siéger à Strasbourg, bien que ce dernier point puisse se discuter.

Si maintenant tout le monde va à Strasbourg, que vont en déduire les travailleurs ? Que l'UE est légitime ! Que le parlement européen est fréquentable, cela l'induira fatalement en erreur sur la nature de l'UE. Alors c'est vrai qu'en partant de cette réflexion, on peut se poser la question de savoir s'il faut ou non participer aux élections européennes.

A mon avis, ce qui est déterminant et doit guider notre décision, c'est : quelle est la meilleure position à adopter dans la situation actuelle en relation avec notre argumentation sur la nécessité d'en finir non pas avec l'UE mais avec le capitalisme, et en quoi notre position aidera la conscience des travailleurs à progresser dans cette voie.

Favoriser la rupture des masses avec le capitalisme, voilà uniquement ce qui doit nous guider, car de là dépendent toutes les autres questions et la recherche d'une issue politique.

Tu vois que sur une question en apparence fort simple, on y va ou on n'y va pas, il y a matière à réfléchir, à argumenter, mais surtout à analyser en profondeur les conséquences de telle ou telle position. Fin.

Vous comprenez pourquoi je n'ai le temps à rien en rédigeant de telles réponses, j'y passe souvent plusieurs heures. Je devais bien cela à ce camarade qui m'a dirigé vers les textes que j'ai mis en ligne aujourd'hui sur Israël.

Je voulais ajouter un mot sur le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, mais je manque de temps. Je ne voulais pas critiquer le contenu d'un article en particulier, je me demandais simplement s'ils savaient vraiment où ils en étaient après avoir changer de présentation, la dernière est plus mauvaise que la précédente selon moi. Le problème des dirigeants du CCI-POI c'est qu'ils ne savent pas vraiment quel journal ils veulent, parce qu'ils ne savent pas non plus quel parti ils veulent construire. C'est mon impression.

Il faut reconnaître que résoudre la question du journal n'est pas une mince affaire parce que nous connaissons une situation inédite dans l'histoire, on manque forcément de points de repères, donc il faut inventer en grande partie. Il faut tenir compte de tous les facteurs, je ne le ferais pas ici car ce serait trop long, je pense au développement des médias, la télé omniprésente, Internet, le niveau d'instruction de la population, la multiplication des partis et organisations en tous genres qui traitent de l'actualité sociale et politique, sans oublier les blogs, les sources diverses de divertissements qui se sont aussi multipliés, le fait qu'on est désormais informé en temps réel sur tout ce qui se passe dans le monde, le fait que n'importe qui peut disposer des mêmes informations, etc.

Tout cela impose certaines contraintes ou oblige à repenser la forme et le contenu du journal. Reste à savoir à qui on veut s'adresser en priorité et quel type de parti on veut construire, je pense que les deux aspects sont liés. Il y a énormément de choses à dire sur ce sujet. Je parle du journal en général. (A suivre)

Assez bavarder, je dois encore faire des courses, cuisiner pour ce soir, envoyer un mail à ma fille pour son anniversaire, etc. ! Les infos en bref seront actualisées demain dans la journée.

Bonne semaine à tous.

Le 13 janvier 2009

Un extrait d'un autre courriel reçu d'un camarade ex-PCF :

"*Une petite info sur la manif parisienne (tjrs selon EF) : les cortèges NPA et LO se suivaient. A un tout autre endroit de la manif de >100 000 personnes, on trouvait les cortèges du PCF du PG puis du POI défilant en bloc (le "hasard" fait bien les choses) sans l'habituel "cordon sanitaire" de séparation musclée qui autrefois isolait l'OCI puis le MPPT puis le PT. Le PC avait sérieusement mobilisé ainsi bien sûr que le POI, quant au PG c'était environ 20 personnes dont 4 ou 5 élus.*"

Tant mieux si les relations sont meilleures entre militants des différents partis et qu'on ne se vomit plus dessus, la situation n'est plus la même il faut dire, cela aide. Plus aucun parti ouvrier ne domine les autres ou ne peut revendiquer la direction du mouvement ouvrier, donc la tentation de recourir à la force pour s'imposer à défaut de pouvoir imposer ses idées appartient au passé. Mais là comme sur toute autre question, il ne faut quand même pas être naïf et perdre la mémoire...

Ce constat m'a fait repenser à la question du parti. Qu'est-ce qui rapproche les partis ouvriers, les idéologies qu'ils véhiculent ou le développement du capitalisme et la lutte de classe qui le ponctue ?

On se rend compte ici que c'est le cours des choses qui est à l'origine du changement de comportement des militants qui peuvent à un moment donné changer de parti et non les idées. Nous savons tous par coeur que ce ne sont pas les idées qui guident et changeront le monde (Engels - Anti-Dühring), mais je me demande si on l'a vraiment bien assimilé, j'aurais tendance à penser le contraire au regard des faits.

Ce fut une terrible et dramatique erreur de changer à la fois le modèle et le programme du parti, de l'édulcorer pour attirer des militants d'autres partis, 25 ans d'expérience le prouve suffisamment. D'autant plus que les militants qui quitteraient un jour leurs partis n'auraient pas grand chose à gagner à rejoindre un parti qui ressemblerait à ceux qui avaient déjà existés dans le passé et qui ont tous fait faillite. A ma connaissance un seul parti ouvrier dans l'histoire a pris un jour le pouvoir, mais qui s'en souvient encore aujourd'hui et en tire les conséquences qui s'imposent ? Ce n'est pas seulement le marxisme qu'il faut réhabiliter, mais aussi le parti bolchevik, c'est en tout cas ma conviction.

Comme l'on dit souvent, seule l'histoire dira qui avait raison ou tort, à ce stade, personnellement je préfère m'en tenir au modèle de parti à qui l'histoire a donné raison, quite à ajouter une dose de souplesse là où c'est nécessaire tout en restant ferme sur les principes et le programme, disons pour tenir compte à la fois des transformations intervenues dans la société et des fondements du capitalisme qui n'ont pas changé. Souplesse et fermeté, centralisme et démocratie, bref, un savant dosage qu'on n'a jamais réussi à mettre en oeuvre apparemment, et l'alchimie nous sera d'aucun recours. Pourquoi ? Ce serait trop long a développer ici et on a déjà abordé plusierus fois ce sujet, on aura bien l'occasion d'y revenir.

Ce camarade m'a demandé de modifier la signature d'un texte, car le militant qui l'a rédigé est menacé (de mort) sérieusement par des sionistes sur son lieu de travail, j'ai donc accédé à sa demande immédiatement.

Obama hyper menteur après Bush, quel exploit ! Il reporte la fermeture de Guantanamo, la guerre contre le terrorisme initiée par Bush continue avec le même personnel dont Robert Gates, c'était prévisible et transpirait dans ses discours lors de sa campagne électorale. Il n'y avait aucune raison de s'abstenir à tirer à boulets rouges sur Obama, sauf à céder des concessions inacceptables à certaines illusions...

Les infos en bref ne seront pas prêtes avant ce soir très tard.

Le 15 janvier 2009

Un mot sur le site.

J'ai allégé la page d'accueil, j'ai notamment retiré les symboles inutiles pour y gagner en sobriété. J'ai conçu volontairement la présentation du site sur le modèle de la presse écrite, comme un journal d'informations et d'analyses, et non comme un jeu vidéo avec des boutons qui clignotent partout, ce que je trouve fort laid et peu sérieux. J'essaie de limiter au maximum le nombre de couleurs employées sans pour autant en faire un lieu d'information triste et monotone.

J'ai créé trois nouvelles pages pour davantage rendre compte de l'actualité. Les dépêches qui ne sont pas téléchargeables au format pdf seront dorénavant disponibles pendant environ deux semaines avant de disparaître, voir plus si je m'aperçois que cela correspond réellement à une demande des lecteurs. N'hésitez pas à me faire part de vos remarques. Cela ne me demande pas beaucoup de travail supplémentaire.

Dans la mesure du possible, il faudrait s'intéresser davantage au fonctionnement de la justice dans la mesure où Sarkozy entend réprimer de plus en plus violemment les manifestations et les piquets de grève, tout en avançant ses pions pour museler la justice dans ce pays et la faire dépendre exclusivement de l'exécutif, donc de lui-même.

Je n'ai pas eu le temps d'intervenir sur l'actualité sociale et politique. J'ai simplement relevé que Fillon avait comparé sa fonction et celle de Sarkozy à un commandement militaire, ce qui justifie ce que j'ai écrit dans le paragraphe précédent. Il est vrai qu'au-delà des Fillon, Hortefeux, Daty, Devedjian, Boutin, Darcos, Bresson et autres nazillons du gouvernement, il n'y aurait que des militaires pour assurer la continuité du pouvoir.

Les Bourses sont toujours dans le rouge et l'on s'en félicite, pourvu que cela continue, s'accélère et s'amplifie.

J'ai noté que le 29 janvier sera une journée syndicale, excusez-moi, mais les partis ouvriers sont en dessous de tout encore une fois. Alors que le gouvernement est à l'origine de la politique que subit le prolétariat et sa jeunesse, aucun parti ne propose la moindre perspective politique, c'est criminel mais nullement surprenant, du brentanisme !

Le POI (édito IO n°29) propose que l'Etat distribue des centaines de milliards aux travailleurs, sans doute pour les aider à mieux supporter l'existence du régime capitaliste contre lequel ils auront forcément envie de se dresser une fois qu'ils auront obtenu satisfaction. Au fait, où en est Morales complètement empêtré dans ses contradictions ? Au même point qu'il y a deux ans et demi. S'ils savent faire le lien entre l'intervention militaire israélienne et la crise du capitalisme, par contre ils

sont incapables de faire le lien entre cette crise et les institutions de la Ve République alors qu'il s'impose pour aider la conscience politique de la classe à progresser. Mais ils assurent pour qui veut bien les croire que leur objectif est de les faire disparaître ! Comment ? Pas de réponse évidemment. A quoi bon perdre son temps à en parler, attendons que les évènements prennent une tournure similaire à mai 68, une fois qu'on en sera là, il suffira de dire que dans l'état actuel des choses on ne peut pas faire ou espérer plus, il sera évidemment trop tard, et ce sera reparti pour quelques décennies sous le règne du capitalisme.

"*La lutte contre la débâcle économique ne doit pas aboutir à la confiance en l'« Etat », chose digne des Louis Blanc ; elle doit aboutir à la revendication d'un Etat dirigé par les prolétaires et les semi-prolétaires. Toute autre solution n'est que phrase et tromperie.* " (La débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre - Lénine - La « Pravda » n° 73 - juin 1917)

Lénine avait hérité de Marx et Engels cette obsession d'aider le prolétariat à se défaire de l'emprise de l'Etat, normal, c'est préférable quand on se donne pour objectif de le démolir. Que ce soit au tournant du XXe siècle, en juin 1917 ou en janvier 2008, la question de l'Etat et du pouvoir politique se trouve toujours posée, et ne pas la poser c'est faillir à un devoir élémentaire, simple constat. Surtout lorsque la situation place le rôle de l'Etat au premier plan comme c'est le cas aujourd'hui.

Gluckstein écrit : "*Mais dans les entreprises frappées par les plans, les travailleurs et les organisations unis exigent : aucune suppression, maintien de tous les emplois, de tous les sites. Dans les écoles et les hôpitaux, ils disent : rendez-nous les postes supprimés,*", Gluckstein se fait ainsi le porte-parole des travailleurs et des syndicats, au lieu de se comporter en dirigeant d'un parti politique. Qu'on ne se méprenne pas, il se fait l'écho de leurs illusions, pire, en ne leur proposant aucune issue politique, il se montre impuissant à faire autre chose que de les accompagner vers une impasse.

Il est vrai qu'en collant à la spontanéité des masses, à ne considérer que les objectifs qui sont à leurs portées, se sera (comme toujours) le meilleur moyen de ne tirer aucun profit de leur mobilisation en terme de construction du parti, objectif totalement occulté.

Un dirigeant d'un parti révolutionnaire se serait peut-être exprimé ainsi : ils nous ont supprimé des postes, ils veulent nous faire supporter le prix de la faillite du capitalisme, il faut les chasser pour récupérer ces postes et satisfaire toutes nos revendications,etc. Oui, mais si vous dites cela, vous n'obtiendrez rien forcément. C'est possible, et alors ? Vous êtes quoi au juste, de vulgaires trade-unionistes ou des combattants révolutionnaires qui n'avez qu'un seul objectif ? Aurions-nous par hasard quelque chose à perdre de plus précieux que nos chaînes ?

Gluckstein se met dans la peau du syndicaliste réformiste petit bourgeois qui entend obtenir des résultats immédiats car possibles ou palpables, moi je m'en tiens à celle du militant communiste révolutionnaire qui utilise le combat quotidien uniquement pour en finir avec le régime (ce qui ne peut se traduire dans l'immédiat que par la construction du parti, excusez du peu.). Lui il court sans cesse derrière les masses, moi je préfère les devancer. Lui il court après les miettes du capitalisme qui profitent en premier lieu à la petite bourgeoisie, moi la seule chose qui m'intéresse, c'est la construction du parti toujours sur le même axe politique défini par Marx.

Le petit bourgeois s'apitoie sur le sort de la classe ouvrière, à croire qu'il culpabilise et en porte inconsciemment la responsabilité, le révolutionnaire n'en porte aucune et ne craint pas la détérioration de sa situation, il ne la souhaite pas évidemment mais il sait fort bien qu'elle est inévitable et nécessaire pour avancer vers son objectif, alors au lieu de se morfondre sur le sort douloureux qui l'attend, il préfère s'en remettre à l'avenir, car il sait qu'il lui appartient et qu'il vaincra.

Deux manières inconciliables d'appréhender la réalité et la lutte des classes, deux idéologies et politiques contradictoires, deux états d'esprit opposés, finalement des objectifs différents les guident, Jean Jaurès n'était pas Karl Marx.

L'art qui consiste à vouloir concilier les contraire ou à les fuir, n'a jamais mené à autre chose qu'à une impasse politique et des défaites.

Si vous disposez d'un peu de temps, je vous conseille la lecture de trois lettres très courtes d'Engels à Marx et Kautsky du 7 octobre 1858, du 11 août 1881 et du 12 septembre 1882. J'ai passé une partie de la journée d'hier en bonne compagnie à lire un peu, et je dois avouer que cela m'a regonflé à bloc.

Ici c'est férié pour trois jours, la fête de la moisson du printemps, Pongal, la plus grande fête du Tamil Nadu. Pour moi c'est un jour comme les autres.

Le 17 janvier 2009

Peu de temps pour bavarder. J'ai préparé un article sur le communiqué du 14 janvier du POI qui a comme thème la "marche" sur Paris qu'il compte organiser seul si on compare son contenu avec son communiqué du 7 décembre, ce qui est son droit évidemment. Pas un mot en revanche sur la préparation du 29 janvier, sans doute au nom de "l'indépendance" des syndicats par rapport au parti, principe unanimement condamné par Marx, Lénine et Trotsky. A ce propos, je vous conseille le dernier article mis en ligne aujourd'hui qui traite de ce sujet, je l'ai trouvé excellent.

Voici ce que j'ai répondu au camarade qui m'avait signalé cet article : "Je viens de lire rapidement le texte sur la Charte d'Amiens, il est très bien. Ceux qui critiquent cet article en prenant pour référence le comportement de nombreux militants de la LCR, il ne faut pas leur en vouloir, ils doivent être dans un parti qui leur va comme un gant, alors que je pense que c'est impossible pour des marxisants au sein de la LCR tant elle a parfois des positions épouvantables. Ils ne sont pas confrontés à la même situation et peuvent faire un amalgame entre tous les militants de la LCR, volontairement ou non, c'est une faiblesse ou un inconvénient qui posera des problèmes à bon nombre de militants. Je leur conseillerais de faire comme le CRI, d'avoir leur propre organisation à côté de leur tendance dans le NPA, afin d'être plus crédible auprès des militants des autres partis, car se trimbaler le passé de la LCR, c'est un boulet franchement ! Pour ma part, si le POI n'était pas aussi fermé, je préfèrerais y adhérer sans hésiter."

J'ai écrit ces lignes en deux minutes. J'imagine que les trotskistes qui étaient entrés à la SFIO en 1934 sur recommandation de Trotsky, ne devaient pas être plus à l'aise que bon nombre de militants qui se destinent à participer au NPA. Rejoindre un parti qui a appelé à voter Chirac ou un parti qui a capitulé devant sa bourgeoisie en 14 n'est pas forcément un problème, tout dépend sur quelle politique on entend mener le combat. Et puis je me dis qu'il vaut toujours mieux que les révolutionnaires soient organisés dans une structure politique plutôt que de rester isolés, rien de tel que l'exercice pratique dont malheureusement je suis privé. On ne fait pas souvent ce qu'on veut dans la vie.

Un camarade me reproche gentiment de traiter Sarkozy de nabot, mais c'est un des surnoms que donnait Marx à Thiers, je ne pensais pas à sa taille mais au chien ou au porc de Versaillais qui a écrasé la Commune dans un bain de sang, le chien et le porc sont aussi du camarade Marx. Quant au nazillon, c'est une tendance, une orientation qui se dégage de sa politique ultra réactionnaire, il pue le

flic ou le dictateur à cent mètres je n'y peux rien. D'ailleurs je ne le traite pas de nazi, je dis que la tentation de la dictature transpire à travers ses interventions et sa politique, elle pourrait en être le prolongement dans une autre situation, histoire de mettre en garde les militants et de contrebalancer les "monsieur le président de la République" par ci, les "le président Nicolas Sarkozy" par là, pire, les "Sarko" ou les "Nicolas" qui relèvent de la plus pure crasse et dangereuse inconscience, à croire que la lutte des classes serait une balade tranquille. Et puis, entre nous on peut se laisser aller à exprimer notre haine du régime et ses représentants, je vous rappelle que personne d'autre que nous hormis nos ennemis ne fréquentent le site Lutte de classe, on a bien le droit à une petite récréation pour souffler un peu.

Il y aura aujourd'hui des manifestations dans tous le pays pour soutenir le peuple palestinien de Gaza. Sarkozy a donné des consignes pour encadrer davantage les manifs, alors faites attention à vous et aux provocations. A ce propos, le parquet va libérer la compagne du soi-disant dangereux terroriste Julien Coupat, du coup il reste le seul en prison, alors que le dossier de cette affaire montée de toutes pièces par le ministère de l'Intérieur est toujours aussi vide. Je n'ai pas spécialement de la sympathie pour lui ou sa mouvance politique évidemment, je me dis seulement que cette opération visait avant tout le mouvement ouvrier, donc il était de notre devoir de réagir et de dénoncer cette injustice, comme toutes les autres d'ailleurs.

Le chômage va atteindre 15,9% en Espagne en 2009 selon le gouvernement, excellent ! La classe va avoir tout le temps nécessaire pour comprendre et s'organiser, voilà la suite de la dépêche (AFP 16.01) : "*le pouvoir mise sur un taux de 15,7% en 2010, et de 14,9% en 2011*", c'est énorme, cela fait quatre ans en comptant 2008 pour se forger une idée sur ce qu'il faudrait faire pour en finir avec les vestiges du franquisme et la monarchie constitutionnelle avec lesquels le PSOE fait bon ménage...

Les infos en bref seront actualisés demain.

Bonne manif à tous.

Le 18 janvier 2009

J'ai réparé le lien permettant d'accéder au dernier texte que j'ai mis en ligne hier soir, j'avais oublié d'écrire *.pdf*, avec mes excuses. C'est le problème des copier/coller où parfois un morceau nous échappe.

Je vais finalement abandonner la rubrique des infos en bref telle qu'elle existe aujourd'hui parce qu'elle me prend trop de temps. Elle continuera d'exister sous forme de télex.

Vous avez vu que j'ai un peu modifié le contenu du site en mettant plus de dépêches complètes, celles qui me passent sous les yeux et qui me semblent présenter un intérêt pour comprendre la situation en dehors du battage médiatique.

Tiens un mot à propos de la machine de propagande de nos ennemis et Internet.

Il y a quelques semaines j'étais tombé sur une dépêche qui disait que 40% des Américains s'informaient de préférence sur Internet, la télévision demeurant le première source d'information dans ce pays. Et alors ? Que ce soit en économie ou en architecture par exemple, on a constaté que ce qui se passait aux Etats-Unis se produisait ensuite partout dans le monde avec un décalage de

quelques décennies, voir davantage, quoi qu'il en soit cette orientation n'a cessé de se confirmer au XXe siècle, par exemple ils ont construit La Défense à l'image de Manhattan avec ses gratte-ciel ou le Coca Cola a remplaçé la limonade.

Il y a donc fort à parier qu'en France, les gens vont se tourner de plus en plus vers Internet pour s'informer sur l'actualité, afin de contourner la toute puissance des médias classiques qui s'effrite et qu'ils jugent peu objectifs ou soupçonnent d'être manipulés par toutes sortes de lobbies, dont en premier lieu le gouvernement et les patrons des holdings de presse auxquels ils appartiennent.

Cette démarche exprime leur méfiance ou leur rejet croissant de l'emprise du pouvoir sur les moyens d'informations, elle témoigne également du besoin insatiable ancré au plus profond de chacun d'entre nous de savoir la vérité sur ce qui se passe réellement dans le pays et dans le monde.

Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est qu'ils ont compris qu'ils pouvaient s'emparer de ce nouveau moyen de communication pour accéder aux faits réels et se faire leur propre opinion, au lieu de se contenter des médias classiques qui leur servaient une information tronquée ou insuffisante et de s'en remettre à des commentateurs dont les analyses étaient forcément orientées en fonction des besoins du régime (ou des annonceurs publicitaires). Quelque part, on peut dire qu'en agissant de la sorte, ils tentent de briser le carcan de la pensée unique qui étouffe toute manifestation de la vérité.

Ce qui m'intéresse dans cette démarche, c'est la volonté affichée de la population de refuser d'être manipulée plus longtemps, de se saisir de cet outil, Internet, pour chercher à comprendre dans quel monde nous vivons réellement. Cela signifie bien que dans leur fort intérieur, les gens savent qu'on leur ment, que les médias aux ordres les trompent. Chaque individu tente ainsi de parfaire ses connaissances et d'élever son niveau de conscience, l'un pouvant entraîner l'autre dans certaines circonstances...

Quand je me moque des dirigeants des partis ouvriers, je ne le fais pas par méchanceté ou pour leur nuire, mais franchement, vous avouerez qu'ils nous donnent le bâton pour les battre, en l'occurence, ils ne cessent de parler de la "résistance" de la classe ouvrière et ils négligent ce moyen formidable d'information qu'est Internet, parce qu'ils ne comprennent pas qu'en s'en saisissant la population manifeste justement une forme de résistance à l'obscurantisme que distillent en permanence les médias classiques. Chacun a pu constater une multitude de fois et a parfaitement compris que la principale fonction des médias était de se faire l'écho des mensonges grossiers de Sarkozy et du gouvernement. Je ne sais pas s'ils refusent de prendre en compte l'évolution de l'état d'esprit des masses vis-à-vis du pouvoir ou s'ils n'en ont pas encore pris la mesure, de fait, on a l'impression qu'ils passent à côté comme si les masses restaient toujours pendues aux lèvres du journaliste qui présente le 20h. On peut avancer plusieurs explications à cela.

D'une part, les dirigeants ne sont pas de la génération Internet, car la grande majorité d'entre eux sont des vieux ou des vieillards (ce qui n'a rien de péjoratif), les plus paranoïaques d'entre eux y voient même un danger.

D'autre part, comme ils ne parviennent pas à construire leur parti et à vendre davantage leur journal, parce que notamment les masses se méfient de tous les partis en général, ils en concluent peut-être que finalement les travailleurs demeurent poings et pieds liés au régime et qu'ils ne sont pas habités par cette soif de connaissances dont j'ai parlé plus haut.

Ils peuvent aussi penser qu'Internet va détourner encore plus les travailleurs des partis ouvriers, qu'il leur fait concurrence et qu'au lieu d'être un moyen de s'informer librement, il serait plutôt une source

supplémentaire de désinformation qui déservirait notre cause plutôt que le contraire, l'information reçue par Internet n'étant pas forcément liée à la nécessité d'agir, encore moins de s'organiser, elle ne servirait en fait à rien, alors qu'en réalité elle participe activement au mûrissement partiel de l'état d'esprit des masses, d'où le peu d'intérêt qu'ils y portent, c'est évidemment une très grave erreur.

On pourrait ajouter que pour eux l'évolution de l'état d'esprit des masses ne peut procéder qu'en empruntant les vieilles recettes de la lutte des classes, alors qu'aujourd'hui elle progresse en empruntant des moyens qui n'existaient pas hier. Ceci pourrait d'ailleurs expliquer en partie pourquoi les dirigeants sont de plus en plus souvent à la traîne des masses ou qu'ils sont incapables de saisir leur état d'esprit du moment. Et quand on dit que le sectarisme continue de dominer l'état d'esprit des dirigeants des partis ouvriers, il suffit d'oberver la liste des liens qui figurent dans leurs sites Internet pour en être convaincu au premier coup d'oeil, en dehors de leur chapelle, le monde n'existe pas ! Ne m'en voulez pas de ne pas avoir actualisé la page des liens qui figure dans le site *Lutte de classe*, je n'en ai jamais trouvé le temps, mais je vais le faire.

Les dirigeants pourront avancer qu'il est inutile de développer un site Internet, d'y consacrer du temps et de l'argent, car rien ne vaut le contact direct avec un militant du parti. Certes, mais quand un travailleur souscrit un abonnement au journal, je ne pense pas qu'il soit face à autre chose qu'un bout de papier.

Pour conclure cette causerie totalement improvisée comme la plupart du temps, parallèlement à cette liberté de s'informer qui offre la possibilité à chacun d'améliorer ses connaissances et d'élever son niveau de conscience du monde dans lequel nous vivons (le parti demeure indispensable pour l'orienter dans la bonne direction et fournir les bases d'une conscience de classe), de dire merde à la pensée unique, on se rend compte que les déclarations de Sarkozy et des membres du gouvernement sont de plus en plus coupées de la réalité, sauf quand elle les rattrape et inflige un cinglant démenti à leurs divagations.

Un mot sur Sarkonapoléon.

La mégalomanie frénétique qui dévore littéralement Sarkozy et qu'il n'hésite pas à afficher ouvertement en est un parfait exemple. Elle traduit à la fois son souci permanent de s'écarter de la réalité et son impuissance à adopter une autre posture face à la crise actuelle du capitalisme. Vous n'avez peut-être pas pris connaissance de sa dernière sortie devant les diplomates étrangers en poste à Paris, à croire qu'il profite du départ de Bush pour se poser en candidat à sa succession pour donner des ordres au monde entier.

C'est bien simple, la dépêche de l'Associated Press du 16 titrait : "*Nicolas Sarkozy invite les diplomates du monde à s'aligner sur son volontarisme*", rien de moins ! Il a consacré la totalité de son intervention à prodiguer des conseils aux chefs d'Etat de la planète, alors qu'il n'est même pas capable de s'exprimer correctement en français, son soi-disant langage populaire n'étant pas une posture comme certaine l'affirment, mais traduit plutôt ses lacunes dans notre langue, d'ailleurs il a manifestement terminé son discours en improvisant, en disant : "*C'est pas toutes les années où on peut se dire : 'cette année, vraiment, il y a des rendez-vous décisifs'.*", essayez de lire cette phrase à haute voix sans trébucher et vous vous rendrez compte de la médiocrité du parvenu. J'aurais dit : ce n'est pas tous les ans que l'on peut se dire : 'cette année, vraiment, il y aura des rendez-vous décisifs'. Que voulez-vous, il est excessif même dans la médiocrité !

Et pour passer vraiment pour un abruti aux yeux du monde, il a été jusqu'à se réjouir rapporte le journaliste de l'Associated Press, parce qu'au total, 2009 sera donc : "*passionnante*" ! Comme quoi il

se tape complètement de ce qui se passe dans le monde, il croit qu'à lui tout seul, il va pouvoir le changer ! Pour nous, sans doute que la lutte des classes va être "passionnante", pour lui, il est permis d'en douter, et on va tout faire pour lui pourrir la vie !

Bon dimanche sans travail.

Le 19 janvier 2009

J'ai rajouté une rublique *Info politique* qui me permettra de commenter directement certaines dépêches. J'ai supprimé provisoirement les infos en bref, peut-être jusqu'à demain ! Je réfléchis, il faudrait donner des informations plus concises, mais c'est souvent impossible, il va falloir trouver un compromis, un casse-tête politique pour moi, je plaisante, après tout il fallait bien en passer par un compromis pour conclure la paix de Brest-Litovsk !

Au fait, j'allais oublier de vous dire qu'en jetant un oeil sur les statistiques de fréquentations du site, j'avais constaté qu'un curieux peu anodin s'était penché sur le site après les RG : US Military ! Si un jour je disparaissais sans laisser de trace, écrivez-moi à Guantanamo ! Comme je n'ai pas eu l'occasion de me détendre le week-end dernier parce que j'ai encore bossé comme un dingue, j'en profite un peu aujourd'hui pour décompresser, bien que la journée soit pratiquement terminée et que je ne l'ai pas vue passer.

Un camarade m'a fait savoir hier que la teneur de mes articles sur certains partis me vaudrait bien des problèmes si je vivais en France, que ma sécurité serait menacée... Peut-être, mais je ne ferais pas comme Jésus qui tendrait la joue gauche, je règlerais ce problème à ma façon et de toutes manières je serais armé, non pas parce que je suis paranoïaque ou que je serais particulièrement violent loin s'en faut, mais parce que je ne tolère pas qu'on fasse usage de la force pour imposer ses idées. Vivre aussi longtemps dans un pays comme l'Inde et ne pas se laisser emmerdé, m'a enseigné que la compassion n'était pas la bonne méthode pour répondre à la violence aveugle.

Il y en a qui se ramolissent en vieillissant, moi j'aurais plutôt tendance à m'endurcir. A chaque fois qu'un nouvel Indien me rend visite, la première question qu'il me pose, c'est si je n'ai jamais été attaqué ou cambriolé parce que ma maison est plutôt isolée au bout du village, et ce qui fait office de mur autour du terrain ne dépasse pas 1,50 mètres. En face la mer, derrière un immense terrain vague mi-cocoteraie mi-décharge et chiottes, et sur le côté nord quatre cent mètres de plage jusqu'au prochain village, et sur le côté sud, la première maison est vide, ensuite le village s'étend sur 300 mètres, mais les pécheurs se couchent tôt pour aller en mer au milieu de la nuit ou au petit matin. Yvan qui doit bien atteindre les 70 kilos monte la garde avec sa copine qui n'en pèse que la moitié, l'un est ce qu'ils appellent un great dan, un grand danois comparable en taille à un dogue allemand, l'autre un berger allemand croisé avec un chien de la rue sans doute, voilà pour ma protection rapprochée, surtout la nuit, car ils dorment toute la journée, ensuite avec la réputation que je me suis forgé, y compris en envoyant chier le chef du village, les politiciens véreux du coin et la police locale devant une ribambelle de journalistes lors des manifestations auxquelles j'ai participé, je suis pénard !

La paix a un prix assurément, avant d'y arriver on s'use les nerfs et on passe des nuits blanches. La dernière fois que l'on m'a menacé de mort, je suis sorti immédiatement sur la plage avec un couteau de boucher pendant que mon épouse appelait les flics. Et j'avais en face de moi un fou furieux qui était prêt à me faire la peau. Les flics ont voulu l'envoyer en tôle, je m'y suis opposé en retirant ma plainte, depuis je suis tranquille. Je vous passe le reste, c'est pitoyable.

Je suis tellement blindé que lorsque j'aperçois un serpent, j'essaie de l'attraper, pourquoi j'irais tuer cette pauvre bête qui ne m'a rien fait finalement, j'ai bien sauvé une multitude de papillons que les lézards voulaient bouffer, alors ! L'autre soir, je n'étais pas fier, il faisait déjà nuit lorsqu'il y en a un qui s'est présenté à quelques mètres de la porte d'entrée de la maison, un serpent, pas un papillon, il a vu de la lumière, c'était l'heure de la soupe, il a voulu s'inviter, normal quoi, mais là je n'étais pas disposé à lui faire de cadeaux, car dans l'obscurité il présentait un réel danger mortel pour mes chiens, j'étais disposé à le tuer mais finalement il a réussi à s'enfuir le malin. Je sais qu'il y en a qui logent dans les cocotiers, j'ai encore repéré des traces dans le sable il y a quelques jours et j'ai ramassé des lambeaux de peau qu'un d'entre eux avait laissés après sa mue, car en plus ils me narguent.

J'aurais plein de petites histoires indiennes à vous raconter si j'avais le temps, je sais que des potes en rafollent. C'est dommage que l'on ne puisse pas faire de la politique en prenant un ton aussi léger. Mais c'est déjà tellement difficile de se faire comprendre en s'exprimant clairement, que pour le coup plus personne n'y comprendrait plus rien.

J'entame ma quinzième année en Inde au total, je ne suis pas plus intégré que le premier jour, pour s'intégrer, il faut commencer par se désintégrer et je ne pourrai jamais m'y résoudre, je n'ai pas la même faculté qu'un serpent à muer ! J'aurais plus à perdre qu'à y gagner, donc je vis exactement comme je vivais en France, la baguette, le saucisson et le pinard en moins ! C'est la seule chose qui me manque avec la liberté de pouvoir me balader tranquillement, dans un pays surpeuplé, le mot tranquillité est banni. Avant je faisais un peu de vélo, mais comme la circulation est devenue infernale, j'y ai renoncé aussi. Du coup je reste cloîtré chez moi.

Quand je croise des touristes qui semblent beaucoup apprécier le pays, qui s'émerveillent pour un rien, cela m'énerve, j'étais comme eux au début, ceci explique sans doute cela. En fait, je préfère la compagnie des Indiens, ils se méprennent sur mon compte, ce qui n'est pas mon cas, je le sais mais ils ne le savent pas, du coup, j'ai une longueur d'avance sur eux, c'est parfois utile. Les touristes ou les Blancs qui s'installent ici aussi, ils pensent que je suis venu en Inde pour la même raison qu'eux, alors qu'en réalité tout nous sépare. En dehors du fait que je ne bosse plus, j'ai exactement la même vie qu'un Indien, ce qui n'est pas contradictoire avec ce que j'ai dit plus haut, tout simplement parce que j'ai une vie tout à fait ordinaire, modeste, comme un prolo. Prolétaires de tous les pays unissez-vous, ce n'est un domaine réservé exclusivement à la politique.

En changeant de vie ou de pays, on passe forcément en revue tout son passé, petit à petit, par morceaux, la chose qui revient le plus souvent, c'est : qu'est-ce que j'ai pu être con, c'est pas possible de tenir une couche pareille ! La crédulité dont on peut faire preuve dans la vie est surprenante. De la même manière qu'on semble tenir à un tas de choses, dont on se passe très bien sans même sans rendre compte une fois placé dans une autre situation. Notre rapport au relatif et à l'absolu mériterait aussi qu'on y réfléchisse davantage, car il n'est pas sans présenter quelques entorses assez curieuses à la logique la plus élémentaire. C'est là qu'on se rencontre que l'homme est faible et imparfait. J'ai à peine besoin qu'on me critique, j'y consacre déjà une partie de mon temps.

Maintenant mon seul support, la seule chose qui me reste et ce qui m'est forcément le plus cher, c'est la conscience politique que j'essaie de me forger non sans peine et de partager avec vous, tout le reste me paraît désormais superflu ; je vous avais dit que j'irais peut-être goûter la mer le 31 décembre, finalement non, depuis plus de cinq mois au moins je n'ai pas pu me résoudre à franchir les 20 mètres qui m'en sépare, c'est sans doute un tort, une connerie de plus, davantage qu'une excentricité de ma part, je n'ai jamais eu la tête à ce genre de trucs. Je me contente du bruit des vagues qui se fracassent à proximité du rivage et que j'écoute en vous écrivant.

Assez bavardé pour aujourd'hui. Parfois la solitude me pèse, rien de tel que le boulot pour la faire passer. Marx l'écrivait parfois dans ses lettres à Kugelmann et pourtant il n'était pas souvent seul, moins que je ne peux l'être et il bossait encore plus dur que moi, il était surtout beaucoup plus rigoureux, moi je ne suis qu'un vulgaire dilettante à côté. En lisant cela il y a quelques jours, j'ai souri, je me suis senti moins seul et en excellente compagnie, au moins on ne risquait pas de s'engueuler.

Bonne semaine à tous.

Le 20 janvier 2009

Vous avez lu ce qu'a dit dimanche Gordon Brown : "*Ce que nous voulons faire maintenant, c'est relancer les prêts et vous verrez demain (aujourd'hui lundi, ndlr) que des mesures seront prises pour faire en sorte que les banques et les institutions non bancaires soient capables d'à nouveau prêter de l'argent, d'accroître le volume des prêts et, dans certains cas, de commencer à accorder des prêts*".

La crise tourne au cauchemar camarades, le "*dans certains cas*" est excellent, car si être capable de prêter de l'argent ce n'est pas pour accorder des prêts, qu'est-ce que c'est alors ? Vous allez voir qu'ils vont finir par nous faire marrer.

Ils sont dans une sacrée merde en vérité et ils ne sont pas prêts d'en sortir j'ai l'impression, en tout cas, c'est l'impression qu'ils donnent et je ne pense pas qu'ils aient eux vraiment envie de se marrer. Rira bien qui rira le dernier, vous vous souvenez, elle est d'Oulianov celle-ci et elle est bien envoyée.

Je vais vous faire une blague, un camarade m'a adressé l'adresse suivante, je suis sûr que cela va vous brancher si vous ne la connaissez pas déjà : http://www.etuc.org/fr

Encore un pavé dans la marre : dans mon avant-dernier article, à la fin j'ai posé une question aux militants : selon vous, la classe ouvrière n’a rien à perdre mais tout à gagner à la disparition du capitalisme, est-elle encore valable aujourd’hui, si oui, dans quelle mesure, si non pourquoi, bien que cette dernière hypothèse paraisse incongrue.

Autre chose.

Je voulais le dire depuis un moment et je n'en ai pas trouvé le temps ou je ne me suis pas donné l'occasion de le dire plutôt : je pense que l'Entente internationale des travailleurs et des peuples est une bonne chose pour le mouvement ouvrier, elle répond à un besoin, à côte de l'Internationale.

De la même manière que je conçois à côté du parti, une autre organisation qui regroupe des militants qui sont engagés dans le combat contre le capitalisme sans aller jusqu'à adopter le programme de la révolution socialiste internationale. Je suis favorable à ce genre de regroupement, le parti demeurant le bras politique armé du combat du prolétariat pour s'emparer du pouvoir, notre seul objectif, vaincre la classe dominante au pouvoir comme l'ont fait les bolcheviks en 1917.

Marchons sur les traces de Lénine pour effacer le mauvais tour que nous a joué l'histoire. L'oeuvre est inachevée, c'est à nous d'écrire la suite, de l'inventer et de la porter à son terme.

Au niveau du parti, le POI peut peut-être correspondre en partie au regroupement politique que j'ai

évoqué, mais à côté il faut impérativement construire un parti communiste, en reprenant les conclusions du *Manifeste communiste* de Marx et en faire notre drapeau.

A travers la correspondance que j'entretiens avec des camarades d'horizons politique divers et de tous les syndicats ouvriers, je me rends bien compte qu'il y a des militants qui sont paumés, qui ne savent plus où militer, ils sont plus à gauche que tous les partis qui existent et la plupart ne sont pas jeunes, ce ne sont pas des exités mais des révolutionnaires, et s'ils ne trouvent pas où militer, à un moment ils décrochent et passent à autre chose. Donc un parti communiste correspond bien à un besoin et ce n'est pas moi qui m'en plaindrais ou le remettrais en cause, au contraire, cela apporte de l'eau à mon moulin. C'est un simple constat, je n'invente rien.

On dit toujours les faits, les faits, et bien en voilà un qui est bien concret. Et heureusement qu'il y a ce type de militants pour contribuer à élever ou maintenir le niveau théorique des militants en général, sans eux on ne pourrait pas construire le parti.

Je me dis que chacun d'entre nous est plus à l'aise sur un plan plutôt qu'un autre, qu'on donne le meilleur dans un domaine plus que dans un autre, si en prenant le meilleur de nous tous on n'arrivait pas à construire le parti, c'est que nous serions vraiment nuls ! D'ailleurs je ne pense pas que nous le sommes et que nous parviendrions à ce constat.

Que les camarades soient engagés dans différents partis c'est déjà bien, mais on a dépassé le stade de la saturation si l'on ajoute toutes les formations politiques qui existent. La notion de diversité conduit à l'éclatement et à l'affrontement entre les différentes variétés d'individus dans la société, alors que la notion d'ensemble repose sur la cohésion constituée par l'existence de l'ensemble des variétés d'individus. Notre bien commun, c'est la communauté humaine, c'est chacun d'entre nous, tout du moins c'est ce que cela devrait être si le capitalisme ne passait pas son temps à le disloquer pour que nous nous battions entre nous et que les peuples se fassent la guerre, au lieu de nous tourner tous ensemble contre lui.

La vraie richesse, c'est nous, tous les êtres humains qui peuplent notre planète, mais il y en a qui s'emploient à gaspiller cette richesse et à nous pourrir la vie. Nous avons juste ce petit problème à régler...

Il est 1h20 du matin, il est temps d'arrêter. C'est pénible d'être du soir, car le matin on se traîne. Mais bon, je me suis bien avancé. Comme j'ai beaucoup fumé, je vais encore avoir du mal à m'endormir, Marx était devenu insomniaque car en travaillant il fumait comme un pompier, en plus du cerveau qui avait atteint le point de fusion, il avait les poumons dans le fog londonien. Et déjà 7 minutes de passés. Salut.

Le 21 janvier 2009

J'ai suivi en direct la séance d'investiture d'Obama sur TV5 Monde Asie hier soir, et je dois dire que je ne le regrette pas, car voir la tête de six pieds de long qu'affichait Bush et qui ne l'a pratiquement pas quitté durant toute cette cérémonie valait vraiment le coup.

L'annonce de son entrée a été saluée par un silence glacial, alors qu'il y avait plus de deux millions de personnes rassemblées face au Capitole. Il a seulement échangé quelques mots et accolades furtives avec quelques personnalités avant de regagner sa solitude.

Quel plaisir aussi de voir arriver son père bien délabré, trainant la patte et se déplaçant péniblement avec une canne, ou encore Dick Cheney dans un fauteuil roulant après une chute qu'il aurait faite en rangeant ses cartons avant de céder la place à son successeur, mais cela ne signifie nullement pour autant qu'une nouvelle ère s'ouvrirait aux Etats-Unis.

Les journalistes n'ont pas manqué de rivaliser de médiocrer à cette occasion, à les croire le monde entier était suspendu aux lèvres d'Obama, oubliant pour un peu qu'il est le représentant de l'impérialisme américain qui sème la faim et la guerre sur tous les continents depuis plus d'un demi siècle.

Mimétisme ou pure coïncidence ?

Ils n'ont retenu du discours d'Obama que son appel en direction des Américains à faire preuve de "responsabilité" en leur rappelant qu'ils avaient des "devoirs" : "*Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est une nouvelle ère de responsabilité, une reconnaissance de la part des Américains, de chaque Américain, que nous avons des devoirs envers nous-mêmes, notre pays, et le monde, des devoirs que nous n'acceptons pas à contrecoeur mais plutôt avec joie*", a-t-il dit, les droits passant à la trappe au passage.

Pratiquement au même moment, Fillon appelait les constructeurs automobiles français à faire preuve "*d'une grande responsabilité*" en contrepartie de l'effort "*massif*" consenti par le gouvernement en leur faveur, une nouvelle enveloppe de 5 à 6 milliards d'euros qu'il leur a promis, tandis que les travailleurs de ce secteur comme beaucoup d'autres subissent des pertes de salaires importantes liées au chômage partiel et que les actionnaires s'apprêtaient à recevoir leurs dividendes.

Le même jour, les patrons des grandes banques se voyaient allouer par l'Etat un nouveau prêt de 10,5 milliards d'euros pour renforcer les fonds propres de leurs établissements. Dans un communiqué diffusé après cette réunion à l'Elysée, Sarkozy faisait savoir que "Les dirigeants des banques ont unanimement décidé de renoncer (...) à la part variable de leur rémunération au titre de 2008", sans doute pour montrer leur sens des "responsabilités", comme s'ils n'étaient pas déjà grâcement rémunérés et qu'ils ne disposaient pas déjà d'autres moyens occultes pour les augmenter encore.

L'espoir fait vivre... ou mourir.

Obama n'a pas manqué de signaler que son élection était synonyme d'"espoir" pour les Américains et que le retour à la confiance était nécessaire pour sortir de la crise.

Notons qu'en guise d'"espoir", la bourse de New York a terminé mardi en très forte baisse, l'indice Dow Jones a perdu 4,01% et le Nasdaq a chuté de 5,78%.

La veille, le président de la Banque centrale européenne a dit s'attendre à une année 2009 "*exceptionnellement difficile*", en tablant sur une reprise en 2010. Pour lui, la confiance est "*l'ingrédient qui manque le plus*" aux acteurs économiques en ce moment, mais il voit quatre facteurs qui incitent à la confiance : la réactivité des autorités publiques, le potentiel de croissance "considérable" des grands pays émergents, l'accélération des progrès techniques et la baisse récente des prix du brut.

La confiance serait le facteur le plus important mais sans l'être quoi ! On le sait depuis le début. Non, le facteur le plus important c'est celui sur lequel il a insisté le plus, "*le potentiel de croissance 'considérable' des grands pays émergents*", et c'est facile à comprendre. La question posée

aujourd'hui au capitalisme, c'est : comment entrevoir un nouveau développement sans prendre le risque que tout le système économique s'effondre ? Comment étendre encore le marché, dans la mesure où il n'est plus possible de compter sur les économies des pays où le capitalisme est le plus développé, puisque la population (et les Etats) de ces pays est déjà surrendettée et qu'elle est en train de se paupériser à grande vitesse ? Où le capital accumulé ces dernières décennies pourrait trouver à s'employer et continuer à rapporter des profits ? Réponse : dans ce qu'ils appellent les pays émergents.

Dans les pays où le capitalisme est le plus développé, le taux d'endettement de la population a déjà atteint ou dépassé le seuil de saturation, ils ne peuvent donc pas compter sur elle pour consommer plus, tandis que le mode de production capitaliste est en situation de surproduction permanente à l'échelle mondiale. Mais dans les pays émergents, le développement économique a été réalisé les dernières années au détriment de l'immense majorité de la population, dont un tiers ou la moitié seulement selon les pays en a profité.

Même s'il y a eu une amélioration du niveau de vie de la population dans ces pays, que les salaires ont augmenté, il ne faut pas oublier que parallèlement les prix ont considérablement augmenté réduisant les augmentations de salaire à néant ou presque, d'autre part, si la consommation de biens manufacturés a augmenté considérablement au cours des dernières années, c'est largement dû aux modifications des conditions d'accès au crédit qui a permis à une frange de plus en grande de la population à s'endetter sans que des précautions particulières n'aient été prise pour en fixer les limites.

Ici en Inde, je connais beaucoup d'Indiens qui sont endettés jusqu'au cou pour de nombreuses années et à qui ils ne restent comme revenus tout juste de quoi se nourir et régler leurs dépenses courantes, il leur est donc totalement impossible de recourir à un crédit supplémentaire avant longtemps. En Inde, la pratique des subprimes existe depuis toujours, les banques et les institutions financières accordent des prêts hypothécaires sur la base de la valeur de votre maison ou terrain déterminée par le marché. Ces prêts pour autant que je me souvienne en remontant jusqu'au milieu des années 90, sont consentis à des taux d'intérêts à deux chiffres, entre 12 et 16% l'an.

Les choses se passent très simplement et très rapidement : vous allez voir votre banquier, vous lui remettez votre titre de propriété, il se rend sur place puis il évalue la valeur de votre bien en fonction de son état et du prix du marché, quelques semaines après il vous propose de vous prêter la somme correspondant au prix qu'il a retenu, s'il a évalué votre maison à 600.000 roupies, il vous propose un prêt de 600.000 roupies. Si quelques temps plus tard vous ne pouvez plus rembourser votre dette, il saisit votre maison et vous vous retrouvez à la rue.

Il faut préciser que jusqu'à présent les banques ne se sont jamais lancées dans ce genre de prêts à grande échelle dont les risques sont énormes pour les empunteurs, elles se contentaient de prêts correspondant à une fraction de prix de votre maison, pour reprendre l'exemple que j'ai utilisé, elles accorderaient entre 100 et 200.000 roupies seulement, tout dépend de la solvabilité de l'emprunteur, de ses revenus réguliers.

Cela explique pourquoi beaucoup de gens ont recours aux prêts de gré à gré entre particuliers qui peuvent être ou non enregistrés officiellement, sans que l'Etat n'apporte de garanties à l'une ou l'autre partie, ce document étant uniquement valable devant les tribunaux en cas de litige. Dans ce genre de transactions, si l'emprunteur n'a pas rendu la totalité du capital à la date fixée, son créancier peut vendre son bien au prix qu'il veut et lui verser ce qu'il veut aussi, les taux étant généralement usuraires, bien des gens faibles et dans le besoin se font ainsi facilement dépouillés de leurs biens.

Maintenant ce qui s'est développé du côté des banques à une vitesse fulgurante et sur une vaste échelle, ce sont les prêts à la consommation qui n'existaient pratiquement pas il y a 15 ans, par exemple pour acheter un téléviseur ou une petite moto. C'est ce genre de prêts qui étranglent aujourd'hui une partie de la population. Explication.

La plupart des gens sont propriétaires de leurs maisons, les salaires ont augmenté et les prix aussi, ils consomment davantage mais sans pour autant changer leurs habitudes. Un Indien va s'acheter une télévision ou un réfrigérateur parce qu'il en ressent le besoin, par contre il continuera de manger du riz agrémenté d'une petite quantité de légumes ou de viande, il ne se mettra pas à consommer plus de viande ou de poisson parce qu'il a plus d'argent, idem pour les vêtements ou ce qu'il consomme au quotidien, mieux encore, il continuera d'économiser une partie de son salaire, généralement en la déposant à la banque ou en achetant de l'or, des bijoux en or, il n'y a vraiment que les très pauvres qui n'agissent pas ainsi comme j'ai eu l'occasion de le constater une multitude de fois.

En conclusion, ce n'est pas parce qu'ils ont un meilleur revenu qu'ils consomment forcément davantages en dehors des biens d'équipement qui sont nécessaires. Les Indiens sont habitués à procéder ainsi à thésauriser plutôt qu'à dépenser parce que pendant très longtemps les banques ne prêtaient pas d'argent, il fallait donc économiser la totalité de la somme correspondant au prix qu'une marchandise pour l'acquérir, il n'y avait pas d'autres solutions, ou passer par un prêteur sur gage qui n'attendait qu'une occasion pour vous dépouiller.

Maintenant l'endettement des Indiens s'explique par le fait que même si leurs revenus ont augmenté, le moindre bien de consommation représente encore une petite fortune par rapport à leurs salaires. Pour l'achat à crédit d'une malheureuse moto de 100cm3, je connais deux Indiens qui ont des mensualités qui représentent plus de la moitié de leurs salaires. Ce n'est pas incompatible avec leur mode de vie comme je l'ai expliqué plus haut, si sur un salaire de 2.500 roupies, ils ne leur restent que 1.000 roupies pour vivre, compte tenu de leurs habitudes et de leurs dépenses quotidiennes qui n'ont pas ou peu évolué, qu'ils ne paient pas de loyers, pas d'impôt sur le revenu, pas ou très peu d'impôts locaux, qu'ils consomment peu d'électricité, que l'eau est gratuite le plus souvent, avec 1.000 ils peuvent s'en sortir, par contre il ne faut pas leur demander de s'endetter davantage.

Donc monsieur Trichet a encore du souci à se faire.

Bien entendu, je ne prétends pas que les choses se passent exactement de la même manière en Chine ou au Brésil par exemple, mais je ne pense pas que la culture de l'endettement s'imposera avant longtemps dans bien des pays, au grand dam du capitalisme mondial qui compte justement sur les populations de ses pays pour sortir de cette crise. On pourrait imaginer qu'ils favorisent le développement des classes moyennes, la petite bourgeoisie, pour que quelques centaines de millions de nouveaux consommateurs viennent grossir le marché, mais pour cela faudrait-il encore que les profits des entreprises soient au rendez-vous, or on assiste plutôt au scénario inverse aujourd'hui. Et puis, il faudrait que ces profits ne partent pas uniquement ou en grande partie dans les poches des actionnaires et des patrons. Or les grandes entreprises sont dépendantes d'institutions financières qui n'ont que le maximum de profits à court terme comme objectif.

Et puis, dernier élément qui pourrait conduire Trichet au désespoir, dans les pays comme l'Inde ou la Chine, le prolétariat est déjà exploité à la limite de ses forces, il n'est pas possible de le faire travailler davantage, plus de 6 jours par semaine et le plus souvent sans congés payés, augmenter la productivité est quasiment impossible, les usines sont déjà ultra moderne, diminuer le nombre de salariés dans des pays ou la main d'oeuvre est déjà en surpopulation dans des proportions inouïes où il y a des centaines de millions de chômeurs risqueraient de déboucher sur une situation sociale explosive et incontrôlable, les patrons ne peuvent pas rogner non plus les avantages sociaux, en

dehors des grandes entreprises, ils n'existent pas... J'ai oublié un élément important, l'inflation qui dépasse 11% en Inde.

Bref, le capitalisme est bien face à des contradictions impossibles à contourner et il n'est pas prêt de se sortir de cette crise, apparemment, tout dépendra finalement de la lutte des classes.

A mon avis, je ne me suis pas encore livré à une réflexion globale et suffisamment précise de la situation économique mondiale, c'est en réalité très difficile ou impossible, disons que pour s'en sortir provisoirement, ils n'ont pas d'autres solutions que de prendre sur leurs profits pour développer les classes moyennes dans les pays émergents comme ils l'ont fait après la seconde guerre monde, le prolétariat en profitera indirectement sous formes de miettes, ce qui leur garantira du même coup une certaine stabilité politique pour affronter le prolétariat. (A suivre)

(source : AFP, Reuters et AP du 19 au 21 janvier)

Demain ou dans deux jours, je vous soumettrais une nouvelle question politiquement incorrecte sur la question palestinienne. Vous avez lu les textes que j'ai mis en ligne ces dernières semaines, je me demande juste si on ne nous a pas mené en bateau comme sur de nombreuses questions. On nous a raconté tellement de sornettes dans tous les domaines, qu'une nouvelle analyse vaudra toujours mieux que de répéter sans cesse les mêmes choses comme des perroquets, sans même se donner la peine d'en vérifier la validité.

On ne peut pas se contenter de la théorie ou de la norme pour régler des questions pratiques,il faut aussi tenir compte de la réalité, c'est même fortement recommandé en général. La théorie a ses vertus, mais coupée de la réalité, elle ne vaut rien. Vous n'aurez pas de mal à deviner de quoi il s'agit, puisqu'il ne peut exister qu'une seule alternative à la situation actuelle, un ou deux Etats.

Salut.

Le 22 janvier 2009

Je ne regrette pas d'avoir abandonné les infos en bref qui me prenaient trop de temps, par contre je peux agrémenter la causerie d'une rubrique politique quotidienne en me servant d'extraits de dépêches, je pense que vous n'y perdrez pas au change. Et puis les plus curieux qui ont le temps peuvent se procurer ses infos aussi bien que moi. Mon objectif est d'avoir fini d'actualiser le site avant 13h30 en commençant le matin sur les coups de 7h30 ou 8h, et de disposer ainsi du reste de la journée pour répondre aux courriels, écrire et lire, rechercher des infos sur le Net, etc., ou tout simplement m'occuper de ma propre vie que je délaisse complètement, trop d'ailleurs.

Un extrait d'un courriel que j'envoie à un camarade qui vient d'avoir un accident :

"Garde le moral, le mouvement ouvrier est un putain panier de crabes, mais bon, il arrivera bien un moment ou tout ce beau monde se rassemblera, les intéressés en seront les premiers surpris, tu verras.

Je ne sais pas comment va se dérouler le 29, je crois que cela va être très très chaud, je ne suis pas sur place pour mesurer la température, Sarkonapoléon a intérêt à se tenir à carreau et les flics aussi, car à la moindre bavure et c'est l'explosion, le PS s'y prépare... on ne sait jamais.

Plus le pouvoir est coupé des masses, plus son discours devient inaudible, moins les masses l'écoutent et plus elles n'en font qu'à leur tête, la situation se nourrit de la crise du capitalisme, c'est excellent, restons optimiste, on n'a pas le choix."

Dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* ils pleurnichent encore sur les effets de cette crise qui semblent les déranger autant que le pouvoir en place. Ils critiquent à juste titre le plan de relance du PS, mais uniquement son versant destiné aux entreprises, sans parler du reste, donc je vais remédier à cette lacune.

Je reprends une dépêche de Reuters.

Il comprend "*le versement d'un chèque de 500 euros dès mars 2009 et une nouvelle fois en 2010*" à tous les bénéficiaires de la prime pour l'emploi et des minima sociaux.

Il préconise également l'annulation de la loi Travail emploi pouvoir d'achat (Tepa), dit "paquet fiscal", votée à l'été 2007.

Interrogé sur Europe 1, l'ancien ministre de l'Economie socialiste Michel Sapin a déclaré que le paquet fiscal avait "*délabré les finances publiques*" en dépensant "*en vain*" 15 milliards d'euros. "*Je propose qu'on les récupère*", a-t-il dit.

L'ancien ministre de l'Economie a confirmé que le plan prévoyait une hausse "*modérée mais nécessaire*" du smic, de l'ordre de 3%.

"*Le coeur du débat que nous avons avec la droite, c'est : faut-il relancer la consommation, aider les Français à consommer plus ? La droite dit non parce que s'ils consomment plus, on va importer plus. Nous, nous disons 'oui' parce que le coeur de la crise d'aujourd'hui, c'est la crise du pouvoir d'achat.*"

Dans l'article signé Roger Sandri à la page 15 d'*Informations ouvrières* (n°30) ont peut lire ceci :

"*Dans ce conteste de gravité, affectant les catégories sociales les plus vulnérables dans un premier stade, il est plus qu'urgent de relancer la consommation populaire par le pouvoir d'achat des salaires, des retraites, des allocations de chômage.*". Qu'est-ce qu'il ne faudrait pas faire pour empêcher que la machine capitaliste ne s'enraie et que les travailleurs descendent par millions dans la rue, n'est-ce pas ?

En tant que fils de menuisier en bâtiment, je suis sûr que si je demandais à ma mère encore en vie ce qu'elle entend par "*consommation populaire*" ou même par "*pouvoir d'achat*", elle me répondrait qu'elle ne comprend pas de quoi je lui cause, qu'elle ne se sent pas concernée. Normal, on a toujours eu seulement tout juste de quoi survivre à la maison, par exemple en guise de viande on avait le droit chacun à quatre tranches de cervelas ou une sardine (en boîte), le bouillon du pot au feu ou le lait froid en été était additionné de pain dur pour la rendre plus consistante à moindre frais et assouvir notre faim, on n'a jamais connu d'autres situations, alors le terme même de "*consommation*" lui semblerait à raison déplacé, à moins que pour Sandri le simple fait de survivre doivent s'assimiler à la notion de "*consommation populaire*". Décidément monsieur Sandri, nous n'avons jamais vécu dans le même monde. Il s'agit là d'un extrait du brouillon de la lecture critique de ce numéro d'IO que j'ai préparé ce matin.

Tout faire pour interdire à la classe ouvrière de se saisir de la crise actuelle du capitalisme pour se

dresser contre la Ve République, ils sont tous sur la même ligne. Vous en doutez, vous pensez que j'exagère, que je ne suis qu'un horrible provocateur qui n'arrête pas de critiquer à tort vos chers chers dirigeants et leurs politiques. Je vous propose un autre petit extrait commenté qui n'est pas sans rapport avec l'extrait précédent et précisera utilement où voulait en venir Sandri. Il s'adresse aux militants du POI qui sont encore capables de réfléchir.

A la page 4, Schivardi a dit tout haut ce qui permet de comprendre la politique et la nature du POI : *"Quand je vois toutes les usines qui ferment, le chômage partiel, je me dis : « Tu ne t'étais pas trompé. Il faut vraiment renationaliser les outils de production. Sinon, nous allons à la révolution. »*" Voilà l'objectif de la campagne engagée par le POI contre les licenciements et les renationalisations : faire en sorte d'éviter que la crise du capitalisme ne se transforme en crise révolutionnaire, ce n'est pas moi qui l'affirme, je ne fais que traduire ce qu'ils disent et font, pas davantage, je n'ai même pas besoin de caractériser cette politique contre-révolutionnaire pour que les militants le comprennent d'eux-mêmes.

Une dernière chose sans doute plus importante.

Hier soir au journal télévisé sur TV5 Monde Asie, un journaliste qui rendait compte de la dernière séance de la bourse de New York a relayé une info intéressante, comme quoi les créances pourries des grandes banques américaines qui ne sont pas encore arrivées à la surface avaient été estimées au bas mot à, tenez-vous bien, 3.600 milliards de dollars, il n'y a pas d'erreur, 3.600 milliards de dollars.

On s'en doutait, cela permet de comprendre pourquoi tous leurs plans de relance ne redonnent pas confiance aux investisseurs, ils savent pertinemment que le pire reste encore à venir, et cette somme n'est qu'une estimation, si on la compare avec les sommes pharaoniques avancés concernant les produits dérivés, on serait encore très loin du compte.

Vous ne trouvez pas cela un peu curieux que personne (à ma connaissance) ne se penche sérieusement sur cette question qui est finalement la clé de la situation, qui permet de la comprendre et d'envisager dans quelle direction elle va évoluer ?

Je corrige une faute dans un texte que j'ai mis en ligne avant-hier, il fallait lire La Palice et non Lapalisse le chef-lieu du canton de l'Allier, mais je ne suis pas un spécialiste en vérités naïves comme pouvaient en commettre le maréchal de France et seigneur Jacques II de Chabannes, seigneur de La Palice ! Et si je ne me trompe pas, dans *Informations ouvrières* ils ont commis aussi une erreur en l'écrivant en un seul mot, ce qu'on supportera très bien pour ne pas être accusé d'intolérance, je plaisante, ainsi s'achève ma journée de boulot... dans la bonne humeur !

Le 23 janvier 2009

J'ai téléchargé la totalité des fichiers de l'*Histoire de la révolution russe* de Trotsky. Comme cet ouvrage se présente sur Internet sous la forme de chapitre peu volumineux, cela m'a donné l'idée de mettre en ligne un chapitre par semaine ou tous les 10 jours en le commentant si j'en trouve le temps bien sûr. Mon idée est de faire ressortir les enseignements que l'on peut en tirer encore aujourd'hui. Je commencerai leur parution demain.

J'en ai profité pour remplacer la version Word du *Programme de transition* par la version pdf.

La page d'accueil du site est de nouveau trop lourde et plus longue à ouvrir, je l'allègerais dans la journée.

Je vais préparer un éditorial pour le 29. Contrairement à d'autres, il me faut souvent beaucoup de temps pour écrire un article, surtout l'éditorial s'il doit être court. Je ne fais pas partie de la génération des phrases courtes séparées par des points.

Ce matin en lisant la préface de la révolution de février 17 qui figure au début de l'*Histoire de la révolution russe*, je l'ai lu attentivement et je me suis arrêté plusieurs fois pour réfléchir au sens de certains passages avant de continuer ma lecture. Chaque phrase ne mérite pas la même attention, mais certaines constituent un condensé ou le produit le plus achevé de la réflexion de l'auteur, le meilleur qu'il puisse nous transmettre, le fruit de toute son expérience traduit en quelques mots seulement, qui nous révèle au passage, soit la méthode qu'il a utilisée, soit quel facteur il avait privilégié pour réaliser son analyse.

Pour comprendre ce qu'il a voulu nous dire, il faut essayer à tout prix de se mettre dans sa peau, on doit intégrer tous les paramètres qu'il a utilisés mais pour cela il faut commencer par les identifier, les recenser, s'en imprégner pour les conserver à l'esprit au cours de notre lecture/étude, sinon on risque de comprendre les choses de travers, pire, de lui faire dire ensuite ce qu'il n'a jamais dit ou voulu dire.

Je pense que c'est ainsi qu'on forme un esprit libre et critique, car à travers cette expérience, on augmente la panoplie des facteurs que l'on prend en compte dans notre analyse, ce qui nous permet d'accéder à une vision (plus) global de la situation. C'est le contraire que d'analyser la situation sous un angle unique.

Une fois que l'on maîtrise ces facteurs, il est ensuite facile de procéder par abstraction pour étudier tel ou tel aspect particulier de la situation sans le confondre avec la situation générale, sans tomber dans le piège qui consiste à caractériser la situation à partir d'un seul élément, mais à partir des rapports qu'ils entretiennent pour essayer de déterminer quel élément de la situation l'emporte sur les autres et dans quelle direction elle peut évoluer sous certaines conditions.

Pour ma part, que je tombe sur un texte qui traite d'astrophysique ou d'anthropologie par exemple ou encore de politique, je procède toujours ainsi depuis près de 30 ans, j'essaie de m'imbiber de la substance de l'ouvrage que j'ai sous les yeux, pas pour l'apprendre par coeur parce que j'ai une petite tête, mais pour en retenir le meilleur, afin par la suite de pouvoir aborder n'importe quel domaine de connaissance sans me perdre. On part de zéro, on lit et on étudie, on se forge une méthode, on progresse plus ou moins lentement, cela dépend des facultés de chaque individu, mais au moins on va de l'avant, toujours de l'avant, car il y a toujours des champ de connaissance qui nous échappe, ainsi nous sommes des éternels élèves de la vie.

Je ne sais plus qui avait demandé un jour à Trotsky comment s'était formé Lénine, il avait répondu spontanément : mais la vie mon cher, rien que la vie, c'est la meilleure école qui soit, Vladimir Illitch c'est formé tout seul... Il y en a qui prennent exemple sur une personne qu'ils connaissent, un contemporain, un acteur de cinéma, un sportif, un homme politique plus rarement, etc., chacun est libre de prendre comme modèle ou support qui il veut, personnellement, mes modèles figurent parmi les hommes les plus talentueux, les plus géniaux dans leur domaine, que ce soit en politique ou en musique par exemple.

Le trait de génie se reconnaît aux valeurs universelles qui ont inspiré leur oeuvre et qui sont reconnues comme telles, et si par exemple les économistes bourgeois se voient contraints de faire

référence à Marx, c'est parce qu'il n'a jamais été égalé jusqu'à présent (Je précise que Marx qui avait plusieurs cordes à son arc se définissait à l'occasion comme un économiste.). On pourrait citer Darwin, Freud, Beethoven, Rembrandt, Léonard de Vinci, Hegel, Rostropovich, Horowitz (le pianiste), et tant d'autres qui chacun dans leur domaine ont flirté avec les étoiles...

Souvent je me dis que nos querelles politiques sont d'un genre bien misérable à côté, et qu'il y en a qui excellent particulèrement pour nous rendre la vie impossible, alors qu'ils possèdent bien d'autres talents. C'est ce qui me lasse le plus. Les vérités qu'ils assènent d'un air entendu sont confondantes et ressemblent davantage à des plats préparés avariés qu'à la production créatrice sortie d'esprits libres en mouvement, d'ailleurs ils sont les seuls à pouvoir les digérer sans être pris de nausée. Quel gâchis !

J'arrête là mon bavardage, j'ai du boulot. Salut.

Le 27 janvier 2009

Je me suis levé aux premières lueurs du jour pour voir si le site fonctionnait ou pas, et bonne surprise il fonctionne. Vous avez l'explication plus loin. Heureusement que j'avais continué de travailler comme si de rien n'était les trois derniers jours pour ne pas être débordé au moment ou le site fonctionnerait à nouveau. J'ai réparé le lien vers les dépêches "social et politique" archivées des derniers jours.

Si vous avez des infos ou des documents dans la foulée du 29 n'hésitez pas à me les envoyer, je les mettrai en ligne le plus rapidement possible. En raison du décalage horaire, vos infos envoyés après 17 heures ne seront en ligne que le lendemain matin en France sur les coups de 3 ou 4 heures, en cas de situation exceptionnelle quelques heures plus tôt car je me lèverais à l'aube. Je vous dis cela car on ne sait jamais et il ne faut pas compter sur les autres sites Internet pour vous tenir informer rapidement ou informer tout court pour ceux qui ont en mémoire le mouvement du CPE que j'ai couvert heure par heure pratiquement.

Je n'ai pas commenté toutes les dépêches par manque de temps et j'ai dû laisser pas mal de fautes, car j'ai à peine relu ce que j'ai écrit

La causerie du 25.

Encore un problème avec le serveur qui héberge le site, il aurait été attaqué par un virus ... J'ai appris par le patron de la boîte qui s'occupe du site, qu'en fait le serveur se situait... aux Etats-Unis ! Je comprends mieux certaines choses. Pour remédier à la coupure du site, je vais reprendre contact avec le camarade qui m'avait proposé d'enregistrer le site en France, sauf qu'au lieu de faire héberger le site par un autre serveur, je vais en profiter pour créer un nouveau site qui sera amené à remplacer le site actuel, je réfléchis à cette question.

Je pourrais créer un site qui préfigurerait ce que serait un Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR), il en prendrait le nom même si le parti n'existe pas, ce qui ne voudrait pas dire que je serais ou que nous serions ce parti à une poignée, cette initiative s'inscrirait dans la perspective de sa construction, il aiderait à en définir les bases théoriques et programmatiques. Il serait possible de basculer la plupart des documents qui figurent dans le site actuel dans le nouveau, le site actuel n'existant plus qu'en cas de panne ou de censure.

Autre chose. J'ai créé une rubrique *Chronique du jour* que j'essaierais d'alimenter quotidiennement. En principe nous devrions être plusieurs à travailler pour le site, on devrait se partager le boulot, mais comme, soit les militants n'en ont pas la capacité, soit ils ne sont pas convaincus de la nécessité d'avoir un site le plus complet possible actualisé très régulièrement, c'est impossible, c'est encore une fois n'avoir rien compris à la situation. Effectivement, on peut admettre que certains sites se soient donnés les moyens de se faire connaître et de bénéficier de centaines de milliers de visites, mais nous on devrait se contenter de quelques dizaines de milliers par an. Pour bien faire on devrait avoir un site qui propose des articles sur tous les aspects du capitalisme et sa propagande.

Quand on dit qu'on passe souvent à côté des choses élémentaires, on en a encore ici l'exemple. En Belgique, c'est par Internet que s'est organisée la résistance contre la division du pays qui a permis de réunir des centaines de milliers de signature sur une pétition et qui a débouché sur plusieurs manifestations. Il y a un chanteur qui a réussi à récolter des dizaines de milliers d'euros pour sortir son premier disque, uniquement grâce à l'argent qu'il avait récolté sur Internet. On pourrait multiplier les exemple. Mon idée n'est évidemment pas de récolter du fric, mais de faire connaître nos positions et notre combat au plus grand nombre... Cela nécessiterait une présentation différente de nos idées, j'en ai parfaitement conscience, sans pour autant bouger d'un millimètre sur les principes, il était inutile de le préciser.

Prenez les médias. On devrait leur consacrer une rubrique spéciale qui serait alimenter de façon hebdomadaire. Personne aujourd'hui ne décrypte le contenu de leurs messages, ne décrit leur méthode, les moyens qu'ils utilisent pour tromper les masses. Les masses le savent, certes, mais elles ne se doutent pas de l'ampleur et de la profondeur de leur entreprise d'intoxication et de désinformation. C'est donc à partir d'exemples concrets pris dans la presse écrite, les programmes de télévision, etc., qu'il faut leur montrer comment ils s'y prennent pour soutenir le régime. Aider les masses à rompre avec le capitalisme, les aider à couper les liens avec les représentants des institutions, n'est-ce pas l'objectif de notre travail quotidien de militant, n'est-ce pas le meilleur moyen de combattre l'emprise des médias sur les masses ? Un ou deux camarades devraient se charger de ce boulot.

Je vais vous donner un exemple très simple, pas besoin d'écrire 30 lignes dessus. Sur TV5 Monde Asie, lors de la diffusion d'un documentaire réalisé en Birmanie, j'ai entendu la journaliste présenter ainsi une employée d'une petite entreprise : "*elle est indienne d'origine hindou*". Il y a là un problème : comment peut-elle être hindou avant d'être indienne, depuis quand l'appartenance à une religion précèderait-elle notre naissance ? Elle était Indienne de par ses parents ou son lieu de naissance, ensuite seulement elle pouvait endosser ou non une religion, on naît forcément quelque part, mais on n'a pas besoin de la religion pour venir au monde, simle constat. De plus nos idées ou croyances n'appartiennent à personne d'autre. Voilà jusqu'où va se fourrer le diable ! La lutte contre l'obscurantisme fait évidemment partie de la lutte contre l'asservissement au capitalisme.

Pour terminer sur la question du site, mon idée était de tenir compte avant tout de la réalité. Je ne pourrais jamais mener à bien seul le projet que j'ai en tête. Mon idée était de disposer d'un site d'informations, d'analyses et de pédagogie basée sur le marxisme, de combat politique, l'ensemble devant constituer un outil pour aider à faire progresser la conscience des masses et pour constuire le parti. Un site qui ne s'adresse plus qu'aux seuls militants, mais à l'ensemble des exploités, donc un site qui comporte des articles accessibles aux masses, écrits très simplement et employant le moins possible la terminologie politique réservée aux militants aguerris, et à côté, des articles plus théoriques réservés aux militants.

Aucun parti n'est actuellement disposé selon ce schéma, soit ils prennent les travailleurs pour des abrutis, soit ils ne s'adressent qu'à une élite. Aucun n'explique sa politique aux travailleurs, tous

assènent des vérités qui sont les leurs et dont apparemment tout le monde ou presque se fout éperdument depuis 60 ans. Mon objectif est d'inverser cette tendance qui n'a jamais mené à rien.

Je ne conçois pas le militantisme dans l'objectif de remplir les caisses d'un parti et permettre à son appareil de fonctionner, ni même de vendre son journal quand il est aussi mauvais que ceux que nous connaissons, mais uniquement pour aider la conscience des masses à progresser et construire le parti dans tous les couches exploitées. Quand on nous sert de soi-disant tribunes libres ou courriers des lecteurs qui finalement reprennent la ligne politique du journal, on se dit spontanément qu'ils nous prennent pour des cons, que voulez-vous qu'on se dise d'autres ?

C'est comme lorsqu'on nous vante un comité soi-disant ouvrier et à l'examen de sa composition, en dehors de fonctionnaires, d'intellectuels ou de syndicalistes de grandes entreprises (l'aristocratie ouvrière), on se rend compte qu'il ne comporte pas un seul ouvrier ou employé du secteur privé alors qu'ils constituent l'immense majorité des travailleurs, et qu'à chaque fois on nous sert le même scénario, on se dit trop, c'est trop, ces gens-là ne construisent pas un parti ouvrier mais autre chose. Les principes, le programme, le type de parti et sa composition, ses méthodes de fonctionnement et ses statuts, la forme et le contenu de son journal et de son site Internet, sa ligne politique et son intervention dans la lutte des classes, sa tactique et sa stratégie, tout se tient et n'a qu'une seule et même orientation, qu'une seule et même nature de classe.

Autre chose.

Le lien vers le document *Ce sont les peuples qui font l'histoire* (Démocratie révolutionnaire - LCR) (23.01)a été réparé avec mes excuses.

Je n'ai pas eu le temps de me consacrer aux trois sujets dont je vous ai entretenus récemment compte tenu de l'actualité sociale et je ne sais pas si j'aurais davantage de temps d'ici le 29 et les jours suivants.

J'ai constaté que le POI avait modifié la présentation et le contenu de son site Internet. Il est encore en voie de construction apparemment. Une seule remarque, il se devait inévitablement dans la forme de ressembler à tout ce qui existe, l'esprit inventif n'est décidément pas leur fort, or il est nécessaire aujourd'hui en politique. On pourrait en dire de même de leur journal.

Pour les militants que cela intéresse, j'ai reçu un courriel du CERMTRI annonçant une Conférence-débat sur Pierre Naville qui aura lieu dans son local à Paris, le samedi 7 février 2009 à 14 h 30.

J'ai passé la fin de journée d'hier à lire et comme je n'ai pas le temps de bavarder, pour terminer cette causerie je vous propose un petit extrait des Oeuvres de Trotsky d'avril 1939 :

"*Ce qui distingue Marx, c'est l'universalité de son génie, son aptitude à comprendre les phénomènes et les processus appartenant à des domaines différents et les connexions qui leur sont inhérentes. Sans être un spécialiste des sciences naturelles, il fut un des premiers à apprécier la signification des grandes découvertes dans ce domaine : du darwinisme, par exemple. Ce qui lui assurait une telle prééminence, ce n'était pas tant la puissance de son esprit que celle de sa méthode.*

La méthode, encore la méthode, toujours la méthode, l'essentiel quoi !

Croire qu'on la maîtrise parfaitement, c'est se leurrer soi-même et tromper les autres.

Le 28 janvier 2009

Complément - 2

L'inquiétude monte au fil des heures dans le camp de la réaction. Dans le *Monde*, des élus UMP expriment leur crainte d'une conjonction explosive des mécontentements :"*Je sens une violence en train de naître*", dit Philippe Cochet, député du Rhône. (Reuters 28.01)

La violence de l'Etat contre la population laborieuse s'exprime à travers la montée en flèche des inégalités et de l'injustice, du chômage, la généralisation de la précarité à laquelle la jeunesse serait vouée, l'existence de plus de 8 millions de travailleurs pauvres.

Sarkozy et son gouvernement sont ultra minoritaires dans le pays, ils sont illégitimes, il apparaît de plus en plus clairement chaque jour qui passe qu'ils sont littéralement détestés par l'immense majorité de la population, alors le seul fait qu'ils demeurent au pouvoir constitue une violence insupportable, ils doivent partir ou nous les chasserons !

A la violence du capitalisme contre les travailleurs et les peuples dont il a toujours été impossible de justifier l'existence, ne peut répondre que le combat salutaire pour l'abolir, pour le socialisme.

Ces rats osent parler de la violence, lors de la réunion de la Banque mondiale qui s'est tenue hier à Madrid, les mêmes ont évoqué le milliard d'hommes, de femmes et d'enfants qui souffrent de la faim ce 28 janvier 2009, pendant qu'une poignée d'aristocrates de la finance et de capitalistes baignent dans les millions ou les milliards de dollars. Serait-ce par hasard une violence injustifiée que de vouloir éradiquer cette vermine de la surface de la terre, de nous débarrasser définitivement de cette pourriture immonde ? (entendu aux infos sur TV5 Monde Asie hier soir)

La violence, c'est l'Etat, c'est donc l'Etat qu'il faut abattre de fond en comble comme l'expliquait Marx et Engels.

Seule une révolution prolétarienne et socialiste en viendra à bout.

Damnés de la terre, debout, debout, faisons table rase du passé... prenons notre destin en mains avant qu'il nous engloutisse ! Nous sommes rien, demain nous serons tout... et eux plus rien du tout !

Complément - 1

Pour la présidente du Medef, L. Parisot sur France Inter : le capitalisme : il faut faire avec ! "*Je ne comprends pas l'esprit de la manifestation de demain. C'est comme si quand on traverse une tempête et quand on est marin, on se met à crier contre la tempête au lieu de bien tenir la barre*" (AP 28.01)

Non madame la représentante du capitalisme : le temps est largement venu de faire sans, que cela vous plaise ou non ! Du reste, on n'a pas du tout envie de tenir "*la barre*" du capitalisme qui conduit l'humanité au chaos et à la barbarie, pour qui nous prenez-vous, nous ne serons pas les artisans de notre propre malheur, les complices de la tragédie humaine dont vous êtes l'une des plus cyniques responsables, vaut mieux que la "*tempête*" vous emporte vous et les vôtres, notre salut en dépend !

Quant à Fillon, il a déclaré mardi soir sur France 2 : "*Le rôle d'un gouvernement, c'est pas de faire*

des gestes, surtout dans une situation comme celle-là." (AFP 28.01). Pour ce qui nous concerne, demain un seul geste : tous en grève et dans la rue contre le gouvernement et les institutions de la Ve République qui nous pourrissent littéralement l'existence !

Le mot de ce matin.

Un mot très vite ce matin, le reste a été écrit hier après-midi. Je me suis quand même décidé à écrire un éditorial, la lecture du dernier paragraphe vous suffira (peut-être ?) à comprendre pourquoi je ne l'ai pas rédigé plutôt.

Et puis vous avez été tellement nombreux à vous manifester (quatre mails) pendant les trois jours où le site fut indisponible, que je pense franchement que vous n'en avez rien à foutre finalement et que nous n'avons pas grand chose en commun, en tout cas certainement pas ce que je considère être l'essentiel, sur ce, salut !

Je vous communique une adresse Internet que vous avez peut-être déjà sur le 29 janvier : http://www.29janvier2009.fr/.

J'ai lu les analyses de quelques économistes qui sont tous d'accord sur une chose : en principe la mise en circulation d'une gigantesque somme d'argent sur le marché devrait conduire automatiquement à l'hyper inflation, à une hausse considérable des prix. Or, on constate plutôt que les prix tendent toujours à baisser, par exemple, Air France a annoncé dernièrement une baisse des prix de ses billets d'avion, en un trimestre le cours mondial du maïs a chuté de plus de 30%, celui de l'aluminium a été divisé par 2 en un an si j'ai bonne mémoire, le cours du pétrole reste en dessous des 50 dollars le baril, etc. Il faut peut-être attendre quelques mois avant que les milliers de milliards de dollars ou d'euros généreusement versés par les banques centrales aux institutions financières et aux entreprises produisent leus premiers effets. Si tel n'était pas le cas, il faudrait se poser une question : mais où est donc passé cette colossale somme d'argent si elle n'a aucune répercussion sur l'économie et les prix ? Cet argent a très pu servir uniquement à colmater les brèches du système pour éviter seulement qu'il n'éclate, à couvrir des créances pourries, à servir de caution sous forme de dépôts, à soulager l'endettement massif de certaines entreprises pour leur éviter la faillite. Cet argent ne se retrouverait pas dans le circuit de la monnaie à proprement parlé, il n'aurait aucune influence sur le marché des marchandises, il servirait à couvrir des opérations financières réalisées à découvert, comme si le vent qui figurait hier sur une ligne d'un livre comptable avait été comblé par une pluie de dollars. (A suivre)

Je m'étais demandé s'il leur serait possible de recourir à l'infini à la planche à billets sans y croire vraiment, mais à défaut de certitude et de réponse satisfaisante, il fallait bien se poser cette question, car selon la question qu'on y apporterait le socialisme conserverait ou non sa raison d'être, il s'agissait donc d'une question capitale. Si la théorie de la valeur est relativement facile à comprendre, celle de la monnaie est plus coriace et j'avoue avoir encore des lacunes en la matière. Voici ce que je crois avoir compris. Prenons le dollar comme référence pour notre démonstration.

Un dollar vaut une certaine quantité d'or. La non cenvertibilité du dollar en or à partir de 1974 ne signifiait évidemment pas qu'il n'était plus possible d'acheter de l'or avec des dollars, ce que je n'avais pas saisi au départ, il semble que ce soit uniquement les bons du trésor américain que les banques centrales étrangères ont acquis qui ne sont plus convertibles automatiquement en dollar, de la même manière que l'on peut échanger n'importe quel monnaie contre de l'or, sauf peut-être si cette somme est gigantesque.

Si l'émission de monnaie et la masse de monnaie en circulation n'a pas d'influence directe sur la valeur des marchandises, elle en a sur la valeur de la monnaie, valeur qu'elle ne renferme pas en propre, mais qui correspond à son équivalent en or qui lui a évidemment une certaine valeur. Théoriquement la valeur de la totalité de la monnaie en circulation correspond à la valeur totale des marchandises produites, dont l'or.

Si la valeur totale de la monnaie émise ou en circulation dépasse la valeur totale des marchandises produites, ce n'est pas la valeur des marchandises qui diminue mais celle contenue dans la monnaie, je vais dire n'importe quoi, notre dollar qui était équivalent à une once d'or, n'en renfermera plus que les trois quart, et si la même tendance se poursuivait, il en renfermerait toujours moins, mais il renfermerait toujours ne serait-ce qu'un centième ou un millième d'once d'or.

Ceci pour arriver à la conclusion que la monnaie est toujours dépendante de l'étalon or qui lui-même doit renfermer de la valeur pour être échangeable, une valeur commune à toutes les marchandises produites, la force de travail nécessaire à son extraction, etc. Aussi abstrait que cela puisse paraître, un billet de banque renferme une quote part de force de travail, parce que pour avoir de la valeur et être échangeable contre une marchandise, il doit posséder une qualité commune à toutes les marchandises, et cette qualité c'est la force de travail. Pour bien faire, il faudrait préciser que la monnaie papier renferme temporairement de la valeur ou qu'elle est amenée à changer de main perpétuellement. Par exemple un billet de 100 euros renferme le prix de la table que j'ai vue hier en magasin, si je l'échange contre cette table il va changer de main, celui qui le possède maintenant va l'échanger à son tour contre autre chose et ainsi de suite, en dehors de la fluctuation du cours de la monnaie, mon billet de 100 euros aura bien toujours la même valeur quel que soit son itinétaire ou celui qui le possède. Si maintenant je m'assoie dessus pendant quelques décennies, je risque de m'apercevoir un jour qu'il ne vaut plus grand chose. (A suivre)

La planche à billets ne produit pas que du papier imprimé, elle produit de la monnaie papier qui doit avoir son équivalent sous forme de capital quelque part, présent ou à venir. Si la monnaie n'est pas seulement un moyen de paiement, elle ne crée pas de valeur. Je me demande si le problème auquel ils sont confrontés aujourd'hui ne proviendrait pas du fait qu'ils ont spéculé sur des valeurs qui n'existent pas, qui ne correspondent à aucun capital existant, dans des proportions tellement colossales, qu'à défaut de le reconnaître et de les passer en perte, ils ne cherchent à faire durer le plaisir pour diminuer le montant de ces pertes en les tirant sur les profits à venir à court terme.

Le 30 janvier 2009

L'analyse de la journée de mobilisation d'hier et de la situation le lendemain sont facile à faire, j'y viendrai plus tard. Je ne connais pas suffisamment bien la situation sur place, il me semble que rien ne presse, sauf pour ceux qui se font des illusions.

Les dirigeants des organisations et des partis sans exception ont réussi à faire en sorte que cette mobilisation ne prenne pas un caractère politique, remercions-les au passage de la part de Sarkozy. Qu'ils ne s'étonnent pas ensuite qu'on leur tire dessus à boulets rouges et qu'on les caractérise comme il se doit.

Il y a deux façons de cultiver l'ignorance des masses. La première consiste à l'entretenir pour qu'elle se perpétue le plus longtemps possible, et la seconde qui consiste à la cultiver pour qu'elle finisse par se transformer en son contraire. Les dirigeants ont manifestement choisi la première méthode, simple

constat. Demandez-vous pourquoi et à qui profite le crime. Je ne m'étendrai pas ici sur ce sujet, je risquerais de devenir violent et vulgaire.

A propos du site.

J'ai décidé de ne plus mettre de textes en ligne dans la page d'accueil, les nouveaux articles figureront désormais directement dans les dossiers qui leur sont réservés, cela m'évitera beaucoup de manipulations et me fera gagner du temps pour faire autre chose de plus productif. Il vous suffira d'un clic supplémentaire pour y accéder que compensera l'ouverture plus rapide de la page d'accueil devenue beaucoup moins volumineuse. La division du travail, quoi ! Vous pouvez aussi vous connecter directement à ces dossiers sans passer par la page d'accueil si vous avez enregistré leurs adresses.

Si maintenant je m'apercevais que les dépêches de presse (commentées ou non) ne vous intéressaient pas ou peu, je supprimerais tous ces fichiers.

Le site sera actualisé dans la journée.

Le 31 janvier 2009

Sur le droit de grève.

J'ai regardé avant-hier en différé sur TV5 Monde Asie l'émission *Mots croisés* diffusée le 26 janvier. En fait, je n'ai regardé qu'une partie, ensuite j'ai coupé, j'avais déjà lu tout ce qui se disait dans des dépêches de presse.

Ce qui m'a intéressé, c'est l'échange fort instructif sur les droits des grévistes et des non grévistes. Je me suis dit, tiens, c'est le moment de fournir des arguments aux jeunes camarades pour les aider à affronter ce genre de discussion.

Comment peut-on concevoir d'en arriver à une discussion entre des représentants du capital et des syndicalistes (de Sud-Rail en l'occurrence) sur un tel sujet ?

Remettons les choses à leur place.

1- le droit de grève l'emporte sur tous les autres, notamment le droit au travail ;

2- la conscience de classe l'emporte sur l'absence de conscience de classe ;

3- le droit de grève, qu'est-ce que c'est ? Pour répondre à cette question il faut revenir sur la définition de la grève. Précisons que c'est un acquis politique de la lutte de classe du prolétariat.

4- La grève a pour effet de remettre en cause le fonctionnement du capitalisme, la production s'arrête, le capitaliste ne peut plus réaliser son profit.

5- Remettre en cause le droit de grève revient à nous interdire de remettre en cause l'existence du capitalisme. Or c'est justement ce sur quoi fut fondé le mouvement ouvrier dès la fin du XIXe siècle, et l'objectif de son combat qui est de le liquider. C'est donc une tentative de museler la classe

ouvrière qui devrait être taillable et corvéable à merci, livrée sans défense ni droit face aux patrons. La remise en cause du droit de grève va de paire avec l'instauration du corporatisme.

6- Finalement, remettre en cause le droit de grève revient à imposer le capitalisme comme modèle économique pour l'éternité, à interdire d'envisager l'organisation économique de la société sur la base de rapports sociaux différents de ceux qui existent aujourd'hui, la propriété privée des moyens de production.

Un syndicaliste ou un militant politique qui se situe exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat ne devrait pas se retrouver mêlé à une discussion portant sur les conséquences de la grève, il devrait préciser d'emblée qu'il ne se situe pas sur le même plan que ses interlocuteurs qui défendent les intérêts du capital et que par conséquences il refuse toute discussion avec eux sur cette question précise puisqu'il n'a pas l'intention de les convaincre de quoi que ce soit étant donné qu'ils défendent des intérêts opposés et inconciliables.

Un syndicaliste ou un militant politique qui aurait rompu avec le capital et la bourgeoisie ne se retrouverait pas embringué dans ce genre de discussion.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

---

affichage 800 x 600 MSIE 7 ou Mozilla Window XP Webmaster : mil

---

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux même

Causeries février 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 2 février 2009

Ils bandent leurs forces au maximum pour soutenir Sarkozy et le régime.

Les travailleurs ne peuvent pas se satisfaire de demi-réponses à leurs questions et ils ont parfaitement raison. Remettre en cause la situation actuelle parce qu'elle est insupportable, d'accord, mais pour quoi faire, pour la remplacer par quoi ? Si on est incapable de répondre à cette question, ils ne suivent pas, normal.

Ce qui semble incompris, c'est que les travailleurs ont parfaitement conscience qu'en remettant en cause un élément déterminant de la situation, elle pourrait s'effondrer et leur avenir pourrait être pire encore, à l'instar de ce qui se passe dans de nombreux pays dans le monde par exemple, ils ont horreur de l'inconnu ou de ne pas savoir dans quelle galère on veut les embarquer. Ils ont conscience de leur propre malheur, jusque là pas de problèmes si l'on peut dire. Ils ne savent pas comment s'en sortir, c'est un fait, et il faut le concours de circonstances exceptionnelles pour qu'ils descendent en masse dans la rue.

Contrairement à ce qu'on entend, ils ne demandent pas qu'on leur explique quelle situation ils vivent quotidiennement, ils sont mieux placés que n'importe qui pour le savoir, ils ne demandent pas non plus qu'on s'apitoie sur leur triste sort, ils ont horreur qu'on les prenne pour des mendiants, ils demandent seulement qu'on leur explique comment il serait possible d'en finir avec cette situation qui devient chaque jour de plus en plus insupportable.

Quelque part, ils sentent bien que face à une accumulation de problèmes de toutes sortes, il apparaît de plus en plus invraisemblable de pouvoir les résoudre un par un, surtout que chaque jour, semaine ou mois qui passe, ils sont confrontés à de nouvelles difficultés, ils parviendraient à résoudre un problème qu'il en resterait des dizaines d'autres à résoudre, ils n'en verraient jamais le bout et leur condition de vie continuerait à se dégarder pendant ce temps-là.

Je ne suis pas sur place, donc j'ai du mal à saisir l'évolution de leur état d'esprit et leur degré de maturation politique, mais ce qui est sûr, c'est que si la crise actuelle se prolongeait et s'aggravait, il arrivera un moment où ils vont se dire que seule une réponse politique (globale) pourra résoudre leurs problèmes, cette question va s'imposer à eux, dans le cas contraire cela voudrait dire qu'ils acceptent la formidable régression sociale mise en oeuvre par le gouvernement.

Maintenant, il est certain qu'ils n'attendront pas d'avoir résolu cette question pour déferler par millions dans les rues. C'est d'ailleurs ce qui inquiète Sarkozy. Reste à savoir si l'on veut aider la conscience politique des masses à mûrir en l'orientant dans la bonne direction, ce qui nécessite de leur proposer une issue politique à la crise du capitaliste qui répond à la question du pouvoir, ou si au contraire, on se contente de les appeler à s'organiser et se mobiliser pour obtenir la satisfaction de revendications qui ne concernent pas forcément toutes les couches du prolétariat.

On pourrait comparer la politique du POI et du NPA à un grand voyage à l'autre bout du monde qu'ils nous proposeraient de faire avec eux. Ils auraient réglé les questions matérielles pour atteindre une étape, mais la suite du voyage demeurerait incertaine, elle devrait être improvisée une fois sur place sans que l'on sache à l'avance si on aura les moyens de le continuer et d'atteindre un jour notre objectif. Vous m'excuserez, mais je n'ai pas l'âme d'un aventurier et je ne me lancerai pas dans un tel périple sans savoir où il me conduira véritablement, je ne tiens pas à rester coincé dans un trou et à vivre un cauchemar pire que celui que je vivais au quotidien avant de me lancer dans ce voyage.

En parlant de voyage, lorsque j'ai quitté la France en août 1996, c'était mon deuxième départ, j'avais déjà passé deux ans à Pondichéry en 1991 et 1992. La première fois je m'étais complètement planté, je m'étais fié à mes lectures et aux dires de mon épouse. Je peux vous dire que j'ai pris soin de régler tous les problèmes que j'avais rencontrés la première fois avant de repartir, car je ne me voyais pas repartir une nouvelle fois de zéro, à chaque fois j'étais parti définitivement pour m'installer en Inde en le laissant rien derrière moi en France, je n'avais pas envisagé un instant qu'un échec serait possible.

Si j'ai quitté la France, c'est parce que j'étais complètement grillé dans mon métier sur la région parisienne, j'avais fait trop de boîtes pour espérer retrouver un boulot dans ma branche, il aurait fallu que je retourne 15 ans en arrière avec un salaire et des conditions de travail de merde. J'ai envisagé le départ en Inde parce que je n'avais plus le choix, j'étais acculé, le dos au mur, soit je brisais cette spirale de malheur qui se serait forcément mal terminée un jour, j'aurais fini à la choche, soit je changeais complètement de vie avec tous les risques que cela comportait. Mais je n'ai envisagé cette solution que lorsque j'étais absolument certain d'avoir évalué tous les risques que comportaient une telle aventure, tout du moins je le croyais, jamais je ne serais parti sans avoir réglé au préalable chaque détail, je savais pertinemment que je n'avais pas le droit à l'erreur, j'imaginais trop bien ce qui arriverait si je me plantais. Les masses en général ont exactement le même état d'esprit, elles réagissent dans la vie de la manière que je viens de décrire.

Quand je dis que je suis toujours un ouvrier, ce n'est pas pour me donner un genre, c'est parce que j'en ai conservé la mentalité, c'est gravé dans mon code génétique. Et puis, mon expérience n'a rien à voir avec celle d'un petit bourgeois ou d'un fils à papa qui a du fric et qui peut partir à l'aventure les yeux fermés, il sait qu'il retombera toujours sur ses pattes, alors que moi je paie comptant chaque connerie et il n'y aura personne pour me relever si je me casse la gueule, je sais parfaitement à quoi m'en tenir.

Pour la petite histoire, quand je suis retourné en France en octobre 1992, je ne savais pas que j'aurais de la chance et qu'un jeune technicien que j'avais formé était devenu entre temps directeur technique chez un revendeur Canon. En téléphonant par hasard à sa boîte, il m'a embauché immédiatement. Bon, c'était un coup de cul comme l'on dit, mais on ne peut pas généraliser cette expérience ; des

millions de travailleurs ne vont pas se lancer à l'aveuglette derrière un parti en se disant : on aura peut-être un coup de cul avec celui-là, il faut être sérieux camarades.

Pour revenir à notre sujet, les manifestations du 29 ont été proportionnellement plus importantes en province qu'à Paris. On s'attardera pas ici à en chercher les raisons.

Hier soir, sur TV5 Monde Asie, lors de l'émission Kiosque à laquelle participent des journalistes de la presse du monde entier, l'un d'entre eux a dit que la manifestation du 29 en France n'était qu'un début et qu'elle serait suivi de manifestations plus importantes encore dans un avenir proche, tous ses confrères ont acquiessé tant la situation sociale en France leur paraît tendue et s'orienter vers un affrontement direct avec le pouvoir.

Ils ont ensuite expliqué à la suite de la journaliste grecque qui venait de rappeler la situation toujours aussi explosive en Grèce, elle a précisé que c'était parti de la jeunesse mais que désormais toutes les couches sociales de la société sont partie prenante du combat contre le gouvernement, et de citer les médecins, les avocats, les journalistes, les artistes, etc. L'animateur de l'émission a montré la première page de journaux parus le lendemain du 29 où l'on voyait des photos en grand de la manif parisienne. Ensuite, les journalistes de plusieurs pays ont expliqué qu'ils avaient largement couvert l'événement avant d'ajouter que l'Europe était devenu une poudrillère, qu'une explosion sociale comme en Grèce peut se produire du jour au lendemain dans n'importe quel pays aujourd'hui. Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, je me suis dit, je dois rapporter cela aux camarades, c'est bon pour leur moral.

Le journaliste chinois a dit qu'il y avait tous les jours de grosses manifestations en Chine, mais qu'elle ne prenait jamais une telle ampleur, normal dans un pays aussi vaste dont la population vit sous une dictature, c'est forcément très difficile, voir impossible de coordonner l'action de la population, je devrais le remercier il apporte de l'eau à mon moulin.

En France, la question n'est pas trop celle de la grève générale, encore faudrait-il qu'elle débouche sur une organisation permanente du prolétariat dans des organismes politiques indépendants. Une grève générale qui ne serait pas orientée vers la liquidation du régime ne servirait à rien d'autre qu'à assurer sa survie, c'est la position que défendent de nombreux militants, inconsciemment, ce ne sera jamais la mienne. On en a marre de survivre, de passer notre temps à compter, compter et encore compter chaque jour qui passe, de nous priver, de priver nos enfants, d'être obligé de quémander des aides, on voudrait bien vivre un jour autrement, ne plus se lever le matin en se disant : et merde, encore une journée à tirer !

Sur ce, je souhaite une bonne semaine à tous.

Le 3 février 2009

Si vous rencontrez des problèmes d'affichage de certains caractères, vous devez changer d'encodage. Cliquez sur affichage dans la barre du menu en haut de l'écran et allez à encodage des caractères, sélectionnez Occidental ou Europe occidentale [Western European en anglais](Windows-1252).

A propos des dépêches de presse que je mets en ligne, je les sélectionne en fonction de l'intérêt qu'elles représentent pour comprendre la situation et son évolution. Par exemple, la dernière sur le Japon peut sembler inintéressante au premier abord si on se base uniquement sur le titre, par contre

quand on se donne la peine de la lire, on apprend des choses sur la manière dont les travailleurs japonais sont traités et l'on comprend mieux pourquoi le Japon est la deuxième puissance économique dans le monde, on gagne un argument contre ceux qui présentent le Japon comme un modèle de développement, alors qu'il confine à l'esclavage en réalité.

Grève chez Lufthansa et dans les chemins de fer en Allemagne, manifestations en Grande-Bretagne contre le recours par les patrons à de la main d'oeuvre étrangères sous-payée sans doute au nom de la "concurrence libre et non fausée" dans l'UE, manifestation des agriculteurs en Grèce, 26 millions d'ouvriers jetés à la rue en Chine, la lutte des classes embrasent toute l'Europe jusqu'en Russie où les manifestations se succèdent aussi.

La suite demain. On discutera du NPA et du parti bolchevik sur lequel j'ai appris des choses que j'ignorais en partie car j'avais été induit en erreur, vous devinerez par qui. La chronique sera actualisée notamment avec les dernières déclarations de Fillon qui sont claires, nettes et précises, il n'est pas question de changer de "cap", mais les bureaucrates syndicaux continuent d'expliquer qu'ils attendent une "ouverture" de la part de Sarkozy, on ne se refait pas.

En fin de compte, j'amorce la discussion sur le parti.

Dans un forum du NPA, j'ai lu des interventions d'un militant (inorganisé ?) qui en gros reprend la même méthode que moi, essayant de faire la part des choses, de se réapproprier la méthode de Marx, etc. Je me suis dit que nous ne devons pas être des cas isolés et que de nombreux militants révolutionnaires souhaitaient la création d'un autre parti, un parti construit sur les bases du marxisme et non un parti hétéroclite construit autour d'un axe réformiste bourgeois. J'ai relevé des extraits d'interventions très instructives que je commenterai plus tard.

Ce que je retiens, c'est que ceux qui justifient la création d'un parti de masse bafouant les principes du marxisme-léninisme s'appuient sur des arguments qui démontrent qu'ils méconnaissent totalement l'histoire du parti bolchevik qu'ils rejettent comme modèle de parti.

J'ai aussi des lacunes en la matière et il m'est arrivé d'écrire involontairement une contrevérité, quand j'affirmais que le parti bolchevik n'avait pas de tendances ou qu'il y en avait peut-être sans pouvoir en fournir de preuves, un militant a affirmé qu'il y avait en vérité une dizaine de tendances dans le parti bolchevik, ce qui finalement n'a rien d'étonnant pour un parti qui comptait des dizaines de milliers de militants, puis plusieurs centaines de milliers à partir de la moitié de l'année 1917.

Je m'étais fié aussi aux principaux ouvrages de Lénine qui n'en faisaient pas état, ce dont je comprends mieux maintenant, aux ouvrages des dirigeants de l'OCI-PCI-PT, notamment celui de Pierre Broué sur le parti bolchevik et la biographie de Lénine de Jean-Jacques Marie qui les avaient soigneusement passé sous silence ce qui ne m'étonne pas, et quand je militais à l'OCI le mot tendance était totalement prohibé, j'étais donc porté à penser que le parti bolchevik n'avaient pas eu réellement de tendances.

Je n'ai pas lu tout Lénine ni tous les ouvrages parus sur le parti bolchevik, mais au moins, lorsque l'on consacre un ouvrage entier à ce parti ou à Lénine, la moindre des choses était d'y faire référence, car cet élément était particulièrement important pour comprendre comment ce parti s'était construit, aussi bien que la personnalité exceptionnelle de Lénine. En repensant à des lectures récentes, à ce que dira Trotsky de Lénine, notamment que sans sa capacité à faire preuve de fermeté ou de souplesse selon les circonstances, il n'aurait jamais pu diriger la fraction bolchevik pour en faire un véritable parti communiste de masse, je me dis que la biographie de Lénine reste à écrire.

J'accuse ceux qui ont eu accès aux documents du parti bolchevik de l'époque, qui en ont traduit un certain nombre, ceux qui savaient parfaitement comment fonctionnait ce parti, de l'avoir sciemment cacher aux militants, d'être des manipulateurs indignes du mouvement ouvrier. Quel objectif poursuivaient-il vraiment ? Telle est la question que les militants de leur parti devraient leur poser s'il n'est pas trop tard.

Ce qui me gêne le plus dans cette histoire, c'est qu'on ne peut se fier à personne, c'est terrible d'en arriver là, du coup on est sans cesse obligé de réajuster notre propre analyse sur des questions importantes, l'histoire du parti bolchevik en est une au plus haut point puisque c'est le seul parti qui a porté le prolétariat au pouvoir. Le parti bolchevik était certes composé de militants professionnels, mais à plusieurs reprises au cours de son histoire il a été bien plus que cela, dès les années qui ont suivi la révolution de 1905 par exemple, des dizaines de milliers de travailleurs l'avaient rejoint, ils n'avaient pas le profil de militants professionnels et ils n'étaient pas tous destinés à le devenir loin de là, cela signifie que dès cette époque, on devrait dire la fraction bolchevik au lieu de parler du parti bolchevik, d'une certaine manière, l'orientation de Lénine n'était plus de construire uniquement un parti de militants professionnels, mais bien un parti communiste de masse. Je l'avais compris à demi-mot jusqu'à présent, dorénavant j'en ai la preuve, ce qui permet de balayer les théories révionnistes des Lambert, Mandel, Krivine, Laguiller et cie. qui ne reposaient que sur une histoire tronquée, dénaturée ou falsifiée du parti bolchevik. Ce sont eux qui ont fait du parti bolchevik une secte (repoussante), ce qui pouvait se concevoir dans l'immédiat après-guerre pour survivre politiquement (voir Trotsky), qui ont contribué à ternir l'image que les militants pouvaient avoir du parti de Lénine et à les en éloigner.

En repensant à mon expérience au sein de l'OCI à la fin des années 70, je me suis fait les réflexions suivantes. Combien y avait-il réellement de militants sur la ligne du marxisme-léninisme sur 5 à 6.000 militants ? Sur Clichy (92), nous étions une quarantaine de militants, sur ces 40, il n'y en avait peut-être trois ou quatre qui étaient sur cette ligne, sans tenir compte du dogmatisme qui prédominait chez eux et qui était étranger au léninisme. Je ne me compte pas dans le lot, bien que j'ai été responsable de cellule, puis de rayon et passagèrement du secteur. Je me rends compte maintenant qu'en dehors des phrases et des slogans apprises par coeur, nous étions de bien piètres trotskistes, des moulins à paroles. Nous croyions que nous avions atteint un niveau théorique suffisant en lisant simplement la littérature de notre organisation, alors qu'en réalité les enseignements du marxisme qu'elle contenait étaient falsifiés et ne servait qu'à justifier le cours politique impulsé par sa direction, il serait donc incorrecte de parler à propos de cette période de la formation des militants au marxisme, on devrait dire plutôt qu'un semblant de formation politique avait commencé lors du GER d'intégration (cooptation) et qu'elle n'avait jamais été plus loin, ce qui doit traduire assez bien la réalité puisque parallèlement il était totalement impossible de discuter du programme, des statuts ou du fonctionnement de l'organisation sans être mis à l'index ou viré.

A aucun moment il nous a été donné d'acquérir un esprit critique en dehors du dogme qui nous était imposé, mais nous ne nous en rendions pas compte évidemment, ceux qui s'en apercevaient plus ou moins consciemment foutaient le camp ou étaient exclus. Donc finalement, rien n'a été fait pour que ces milliers de militants évoluent et deviennent les cadres d'une organisation qui aurait pu ensuite évoluer à son tour vers un parti communiste de masse. Cela pouvait servir d'argument pratique pour justifier la décision de liquider le PCI, sans que les militants ne comprennent que c'était les dirigeants qui étaient les seuls responsables des conditions qu'ils avaient créées eux-mêmes pour justifier sa liquidation. On a bien essayé de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik, on n'y est pas arrivé ou ce type de parti ne correspond pas à la situation, aux besoins de notre époque, etc. donc on passe à autre chose, au MPPT, puis au PT. Vous connaissez peut-être leur formule mille fois répétée depuis des lustre : le parti n'est pas encore le parti que nous devons construire, etc. En fait, si les milliers de militants de l'OCI-PCI avaient été formés sérieusement pour devenir des cadres d'un futur

parti communiste de masse à l'instar de ce que deviendra le parti bolchevik au cours des révolutions russes de 1905 et de 1917, ce n'est qu'une hypothèse, rien ne dit qu'aujourd'hui on ne disposerait pas des bases solides pour construire ce parti, au lieu du POI qui n'est qu'une réplique de la SFIO et du NPA qui semble vouloir le copier préparant ainsi le prolétariat aux pires défaites. Pour devancer le paragraphe suivant, pendant ces longues décennies, l'heure n'était pas au combat pour renverser le régime mais bien à construire patiemment le cadre du parti communiste qui permettrait demain d'avancer vers un parti communiste de masse quand la crise mondiale du capitalisme éclaterait. C'était cela le marxisme-léninisme que ni les uns ni les autres ne mettront en oeuvre, croyant que la révolution pourrait surgir du jour au lendemain sans tenir compte que les conditions économiques (objectives) n'étaient pas prêtes. Bref, en passant à côté de l'essentiel, ils ne pouvaient que se fourvoyer et leurs militants avec.

Je tire à chaud un enseignement de l'histoire du parti bolchevik. En fait il a connu deux axes de combat distincts qui ne correspondent pas à des périodes séparées mais imbriquées, l'un centré uniquement sur la construction du parti, sur la formation de cadres du parti lorsque les conditions objectives n'étaient pas mûres, et l'autre centré sur le combat pour la prise du pouvoir lorsque l'heure avait sonnée, mais à aucun moment le parti bolchevik n'a fait du combat pour l'amélioration des conditions de travail ou d'existence du prolétariat russe un axe de combat ou son principal objectif, je mettrai en ligne un passage de Lénine qui le prouve. Je pense que cela devrait intéresser les militants dont les partis réclament un plan de relance ou d'urgence en faveur des travailleurs sans avancer la moindre perspective politique, donc sans se donner les moyens de construire un parti révolutionnaire, ce qui est somme toute normal vous me direz, puisque ce n'est pas leur objectif, là encore tout se tient, ajoutons, malheureusement pour la classe ouvrière.

Pour finir, il est exact d'affirmer que jamais nous nous sommes donnés les moyens de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik, ceux qui prétendent le contraire sont des ignorants ou de vulgaires manipulateurs. Donc les critiques adressées à ce que certains appellent les "lambertistes" ou les "pablistes" concernent uniquement un certain type de parti, mais ne concernent en rien le parti de type bolchevik que ni les uns ni les autres n'ont jamais entrepris sérieusement de construire. Pourquoi ? On peut émettre plusieurs hypothèses. Que leurs dirigeants se sont rapidement transformés en bureaucrates, qu'ils n'ont jamais réellement compris la nature et le fonctionnement du parti de Lénine, qu'ils n'avaient pas les qualités requises pour se hisser au niveau de la compréhension théorique nécessaire pour entreprendre un tel ouvrage, l'une ou l'autre de ces hypothèses ou toutes à la fois ce qui serait le plus probable, je vous laisse y réfléchir librement.

Si demain nous entreprenions de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik, on ne constuirait pas une secte, un parti de militants professionnels, ceux qui ont pris à la lettre *Que Faire ?* de Lénine n'ont rien compris, ils ont oublié les précisions que Lénine apporta plus tard, un parti qui serait bâti sur les bases du marxiste, un parti marxiste révolutionnaire, un parti qui selon la situation objective axerait son combat sur la nécessité de sa construction ou sur la nécessité de renverser le régime, un parti dont le programme comporterait les conclusions du *Manifeste communiste* de Marx, la disparition des classes et de l'Etat, un parti qui concevrait le combat pour la prise du pouvoir du prolétariat sur la base de sa mobilisation révolutionnaire conduisant au renversement du régime par la révolution prolétarienne, un parti qui refuserait tout compromis avec l'ennemi de classe, avec l'Etat et ses représentants, avec les appareils pourris du mouvement ouvrier, un parti qui lutterait pour la défense de tous les droits et acquis sociaux de la classe ouvrière dans la perspective d'en finir avec les institutions et le capitalisme et non pour mieux supporter au quotidien les conséquences de la survie du capitalisme, un parti qui interviendrait dans la lutte des classes et dans les syndicats, qui participerait à tous les combats des exploités avec ses propres mots d'ordre, son propre programme et son propre drapeau (celui du communisme).

Un parti qui serait ouvert à tous les travailleurs et jeunes, à tous les militants, sous six conditions : 1- reconnaître la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République ; 2- s'appuyer résolument sur la capacité du prolétariat à réaliser sa révolution pour en finir avec le régime ; 3- faire de la construction du parti sa priorité compte tenu de sa place déterminante au cours de la révolution et après la prise du pouvoir ; 4- participer à une cellule ou section de base du parti ; 5- participer aux activités et à la construction du parti en fonction de ses possibilités ; 6- participer au financement des activités du parti.

Dans ce parti le droit de tendance serait reconnu et appliqué scrupuleusement, et il fonctionnerait selon le principe du centralisme démocratique, sachant que selon la situation, le centralisme ou la démocratie primera. Dès qu'une question intéressant tous les militants serait posée par un militant, elle serait portée à la connaissance et à la discussion dans tout le parti, y compris des questions qui ne sont pas strictement à caractère politique, afin qu'il y soit apporté une ou des réponses satisfaisantes, un peu comme j'essaie de le faire dans ce site. L'objectif est de construire un parti de militants conscients et non de bénis oui-oui ou de perroquets.

L'adhésion au parti se ferait sur les points que je viens de brosser rapidement de tête, la priorité serait donnée à la compréhension de la nécessité d'en finir avec le capitalisme par la voie de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, ce qui implique que la direction concourt en permanence à élever le niveau de cette compréhension qui ne peut être que médiocre chez chaque nouvel adhérent, déformée chez les militants qui viennent d'autres formations politiques, à peine meilleure chez la plupart des cadres, et tout juste passable ou satisfaisante chez les dirigeants, l'objectif du parti étant de parvenir à faire de chaque militant, des militants dotés d'un esprit critique aiguisé, capables de penser par eux-mêmes sans recourir systématiquement aux marxistes du passé pour étayer leurs arguments, des travailleurs qui militent pour le socialisme sur la base d'une conviction sans cesse vérifiée, enrichie par l'expérience du combat politique dans toutes les couches exploitées de la société. La révolution est permanente, la formation des militants doit l'être aussi.

L'enrichissement théorique ne doit pas servir uniquement à combattre des idées que l'on ne partage pas, mais en priorité pour contruire le parti, pour s'améliorer soi-même sans cesse en tant que militant, mais aussi en tant qu'homme ou femme. On peut vouloir rejoindre ce parti pour différents motifs, celui qui l'emportera sur tous les autres sera la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions politiques de l'Etat.

Pour la plupart des militants, la nécessité d'en finir avec le capitalisme est devenu un dogme ou demeure une théorie obscure, sans se l'avouer évidemment, un sur cent ou sur mille sans doute est capable d'expliquer les fondements du capitalisme et ses contradictions qui constituent la base du socialisme scientifique et de traduire de quelle manière ils déterminent ou influencent concrètement l'organisation de la société. Vous en voulez une preuve, c'est simple, comparez les programmes des partis, les déclarations de leurs dirigeants et l'application quotidienne de leur programme, c'est stupéfiant. Si vous demeurez aveugle malgré cela, souvenez-vous de l'attitude de la SFIO à la veille de la Première guerre mondiale au regard de son programme dans lequel était inscrit qu'il luttait pour l'abolition du capitalisme.

On n'est pas contre le capitalisme parce que l'on est pour le socialisme, parce qu'on ne supporte pas les conséquences de sa survie à titre individuel, parce qu'on a un compte à régler avec la société ou je ne sais quoi ou qui, parce qu'on se fait une autre idée de la société et de la vie en général, parce que la société nous a joué un mauvais tour, parce qu'on trouve dégueulasse la chasse à la baleine, non, on milite pour la disparition des rapports sociaux d'exploitation capitalistes sur la base de la compréhension de ces rapports qui conduisent inéluctablement l'humanité à la barbarie.

On milite pour le socialisme sur la base de la prise de conscience que le capitalisme est un système, et que, comme tout système il comporte des lois de fonctionnements qui lui sont propres, des contradictions qui lui sont inhérentes, des limites qu'il ne peut pas dépasser. Ce système est incompatible avec le développement harmonieux de l'humanité et la paix, il ne cesse d'en faire la démonstration depuis un siècle, donc partons de ce constat simple, matériel, vérifié et vérifiable quotidiennement, tout le reste n'est que du baratin. Une fois solidement acquise cette connaissance, compréhension ou conscience appelez cela comme vous voudrez, on peut seulement envisager sérieusement de construire un parti qui ne soit pas une passoire comme ce fut toujours le cas jusqu'à présent.

Ceux qui comme moi ont cessé un jour le combat s'en mordront les doigts, ils n'ont pas compris ce que vous venez de lire, sauf à adopter une attitude irrationnelle ou suicidaire. Je vous accorde volontiers que mon passé n'est pas vraiment un exemple à suivre. Un conseil d'ami, ne lisez pas cette causerie en cherchant systématiquement ce qui n'y figure pas, elle est forcément incomplète et par endroit imprécise, vous ne comprendriez rien, ce qui est le cas le plus souvent.

Le 5 février 2009

Très vite car je dois régler un problème urgent : je n'ai plus d'eau depuis trois jours et les deux réservoirs sont presque vides, je vais passer la journée à régler ce problème, vous m'en excuserez. Je me suis levé plus tôt ce matin pour mettre en ligne quelques documents et l'article suivant, je ne pourrai pas faire plus aujourd'hui.

Autre chose.

La semaine dernière j'écrivais sans avoir pris la peine de le vérifier mais il y avait peu de risques que je me trompe : un éditorial sur deux rédigé par Gluckstein est consacré au PS, il ne peut pas s'en passer, et après cela le POI prétend être un parti indépendant... Cette semaine il remet le couvert avec le même menu avarié.

A propos du PS.

"*Comment comprendre qu'ils se proposent d'aider Sarkozy à "peaufiner" son plan de relance, c'est-à-dire à distribuer les 428 milliards aux banquiers... en attendant de "gagner en 2012" ?*"

Comment comprendre que Gluckstein ne puisse pas aller faire pipi sans penser au PS, c'est quelque chose ! On a le même âge, ce n'est quand même pas la prostate qui le chatouille, bordel !

Question des plus déplacée s'il en est : le PS a le même programme que l'UMP, Aubry défend les mêmes intérêts que Sarkozy, comme Mitterrand a défendu scrupuleusement les mêmes intérêts que Giscard pendant 14 longues années, comme Jospin premier ministre a défendu à la lettre les mêmes intérêts que Chirac Président, faut-il continuer la liste, faut-il remonter à l'époque où les amis de Jaurès participait à un gouvernement bourgeois...

Mais je pense avoir compris où il veut en venir.

Il n'y a pas cinquante lignes politiques possibles, deux seulement.

Soit on est sur une ligne politique qui part des intérêts du prolétariat et l'on est en mesure de lui proposer une issue politique à la crise du capitalisme conforme à ses intérêts, soit on est sur une ligne politique qui part des intérêts de la petite bourgeoisie et l'on est incapable de proposer la moindre perspective politique au prolétariat.

Au détour d'une discussion avec une retraité française qui vit dans mon village, la vieille peau qui m'avait dit un jour que les ouvriers étaient des cons incurables et qu'elle les détestait, ce qui avait entraîné la rupture immédiate de mes relations avec cette personne, elle m'avait dit aussi une chose intéressante qui m'avait interpellé car je m'en souviens encore, que lorsque la petite bourgeoisie recevait encore des dividendes du développement du capitalisme, la classe ouvrière bénéficiait des retombées, des miettes, donc la condition ouvrière se maintenait ou progressait lentement, tout allait bien en quelque sorte, chacun était servi en fonction de sa place dans la société, alors que depuis un certain temps comme les gouvernements s'attaquent aussi à la petite bourgeoisie, il ne reste plus rien à gratter pour les ouvriers, leur situation ne cesse de se dégrader, le vocabulaire employé ici est en grande parti le mien et non le sien, cette dame était passée par la LCR autrefois m'a-t-elle dit.

Le PS est-il un parti destiné à la classe ouvrière ou un parti destiné à la petite bourgeoisie ?

Qui s'en est toujours mieux tiré dans la société, la classe ouvrière ou la petite bourgeoisie ? On aurait pu résumé ainsi cette question : le club Med et les stations de si, ils étaient réservés à qui, aux ouvriers ou à la petite bourgeoisie, aux classes moyennes ?

Quelle classe sociale tous les gouvernements de la Ve République, tous les candidats à l'élection présidentielle les mieux placés pour figurer au second tour ont-ils choyée, ont-ils privilégiée dans leurs programmes ? Réponse : la petite bourgeoisie et les classes moyennes. Pendant que la classe ouvrière avait le droit aux promesses puis au bâton, la petite bourgeoisie tirait son épingle du jeu et pouvait encore maintenir tant bien que mal ses positions, ce qui est de moins en moins vrai aujourd'hui, d'où la réapparition du PS dans une manifestation principalement ouvrière le 29 janvier.

Quelle classe sociale les patrons ont toujours servi en premier, la classe ouvrière ou la petite bourgeoisie ?

Les appels du pied de Gluckstein au PS s'inscrit dans la continuité de la politique que son maître à penser Pierre Lambert s'est appliqué à mettre en oeuvre consciencieusement pendant des décennies : réaliser l'alliance ou l'unité de la classe ouvrière avec la petite bourgeoisie, sous la direction de celle-ci représentée par le PS, pour mettre en difficulté le gouvernement afin d'obtenir des concessions de sa part, sans le remettre en cause ou sans remettre le capitalisme en cause, l'opportunisme adaptant sa tactique et sa stratégie en fonction des circonstances.

Comment comprendre que le PS patati patata, etc, comment comprendre que les députés PS-PCF patati patata, etc. c'était après le 10 mai 81, on retrouve exactement la même politique opportuniste dans la bouche de Gluckstein 28 ans plus tard.

En subordonnant la classe ouvrière à la petite bourgeoisie, il est normal que le POI ne puisse pas mettre en avant une politique qui rompe avec la bourgeoisie, ses représentants et ses institutions. En faisant largement dépendre le sort de la classe ouvrière de celui de la petite bourgeoisie qui ne peut être une classe indépendante, à défaut pour celle-ci de remettre en cause le capitalisme, de rompre avec lui, il est clair que le POI n'a d'indépendant que le nom par rapport au capitalisme.

Quelle perspective politique propose le POI aux travailleurs et jeunes, aucune, la preuve, voici

comment il termine son éditorial : "*L'urgence est de bâtir l'unité pour bloquer cette politique et sauver le peuple travailleur de la catastrophe déjà en cours.*". L'unité pour l'unité, voilà ce que propose le POI en guise d'issue politique. Question en l'absence de toute perspective politique remettant en cause le régime, "*sauver le peuple travailleur*" revient à vouloir sauver le capitalisme.

Le 6 février 2009

Camarades, je vous engage à lire le etxte que j'ai mis en ligne hier, non pas parce qu'il serait particulièrement soigné ou parce que j'en suis l'auteur, on s'en fout, je parle du contenu uniquement. J'attends vos réactions qui j'espère seront nombreuses et bien sûres motivées.

J'ai reçu un bref courriel hier : "*J'aimerais connaitre le moyen de t'adresser une petite contribution financière, j'avoue avoir eu peur que tu mettes fin à ton site*

(depuis plusieurs jours je ne pouvais plus me connecter à celui-ci)

Bon courage."

Merci camarade, tu confirmes ce que me répète souvent un autre militant qui affirme que vous êtes plus nombreux que je ne le pense à vous connecter sur le site et à le trouver indispensable, je lui laisse cette dernière appréciation. Par contre, il est vrai que le site n'a jamais été autant visité, je mets cela sur le compte du congrès du NPA ou de l'actualité sociale.

Pour contribuer financièrement, tu peux m'envoyer un chèque à ta convenance à l'adresse qui figure en bas de l'écran et au nom qui y figure, le mien évidemment, je n'ai pas encore monté une cellule à Pondichéry ! Au fait, je n'ai toujours pas envoyé le chèque de Simon (du 5 décembre), je vais le faire prochainement en le joignant à la carte postale que j'enverrai à Magueswary, mon épouse, pour notre anniversaire de mariage, c'était le 24 février 1990 à Clichy. Comme quoi, je ne cavale pas après le fric, je dis cela pour ceux qui penseraient que je vais m'enrichir sur leurs dos. La pauvre femme devrait venir en Inde pour deux mois en mars prochain, si tout va bien.

Je n'ai pas le temps d'intervenir sur tous les sujets, je fais ce que je peux, beaucoup trop et je ne pourrai pas suivre le même rythme indéfiniment sans compromettre ma santé, vous devez bien vous en douter.

Pour se détendre un peu, le week-end approche pour vous, une petite devinette : de qui Sarkozy est-il le président ?

La réponse en page 16 du n°32 d'*Informations ouvrières*:

"*Notre président n'est donc pas au bout de ses peines.*" signé Stentor, ne rigolez pas, un trotskiste !

Quand Lénine fit une visite guidée de Londres à Trotsky, en 1903 si je ne me trompe pas, Trotsky se souviendra plus tard qu'il disait "*leur parlement*", "*leur musée*", car Lénine avait présent à l'esprit en permanence que rien n'appartenait à la classe ouvrière dans ce pays, qu'elle n'avait jamais eu une once de pouvoir, je ne pense pas qu'il employait cette tournure pour se donner un genre ou pour former l'esprit du jeune Trotsky au communisme, mais tout simplement pour respecter l'ordre des choses tel qu'il était dans leur société qui n'est pas la nôtre.

Ce qui est à eux n'est pas à nous et ne peut pas l'être, sauf à tout confondre, comme par exemple la république ou l'Etat sans tenir compte de leur nature de classe. C'est peut-être cela être imbibé du marxisme jusqu'à la moelle. On a envie de s'y plonger, non ?

Vous penserez peut-être que je suis un véritable emmerdeur, que je fais une montagne d'un détail, que je critique pour le plaisir de critiquer. La critique est aisée, l'art difficile, je crois que c'est de Descartes, vous croyez peut-être que je ne l'ai pas présent à l'esprit en écrivant. Je ne suis pas d'accord, un infime détail relié à ce que vous pouvez appeler d'autres détails insignifiants révèlent un état d'esprit, et derrière, en profondeur, l'idéologie qui soustend ces idées, au-delà ils peuvent nous aider à comprendre les intentions réelles de son auteur, et s'il les ignore lui-même, un psychanaliste vous dirait que c'est l'inconscience qui guide ses idées et qui émergent à la surface que l'on met en lumière, ce qui ne manque pas d'intérêt quand on fait de la politique.

Pour interpréter correctement ce qu'on nous dit, parfois l'aborder uniquement sous l'angle politiques s'avère insuffisant. C'est comme pour aborder une toile d'un grand maître, si l'on n'est pas peintre soi-même, il faudra bien que nous recourrions à d'autres disciplines pour traduire ce qui s'en dégage, par exemple, la littérature pour la poésie, la psychologie pour la sensualité, les mathématiques pour la perspective ou les volumes, la musique si un rythme ou une mélodie semble accompagner la scène que l'on a sous les yeux, l'histoire pour la singularité des personnages, etc.

On doit avoir l'esprit ouvert, en éveil, le contraire de ces scientifiques ou intellectuels bornés qui en dehors du champ de connaissances dans lequel ils se sont spécialisés, sont nuls, ce qui explique qu'ils soient si nuls en politique et qu'ils fassent notre malheur au passage.

Un camarade m'avait adressé un reproche un jour. Pour lui j'avais sans cesse besoin de me renouveler pour que le site continue d'exister, sans le dire franchement, j'ai bien compris qu'il me reprochait de passer mon temps à me contredire, bref, que j'étais un pauvre type sans intérêt à ses yeux, en passant, encore un qui ne se prenait pas pour de la merde, alors qu'en réalité j'analyse rarement la même situation sous le même angle ou je pose rarement les mêmes questions dans les mêmes conditions, d'ailleurs la situation évolue sans cesse, mais peut-être n'avait-il pas compris que j'en faisais partie tout comme lui, sauf que moi je continuais de réfléchir, alors que lui il avait un jour arrêté de penser, dans ces conditions-là, pour nous comprendre il nous aurait plus de temps, et un peu de volonté aussi, surtout.

Je passe à autre chose. (je rajoute toujours les titres de chaque passage après les avoir écrits, car je sais rarement à l'avance de quoi nous allons causer.)

Personnellement, je ne suis qu'un modeste maxisant, mais il y a un truc qui me demande toujours un effort énorme, c'est quand on me demande : à qui cela appartient, par exemple la maison et le jardin où j'habite, je suis bien obligé de répondre gêné qu'ils m'apartiennent puisque j'en suis le propriétaire, je ne peux pas mentir, mais dire : c'est "ma" maison me cause un problème. Même pendant les 20 années au cours desquelles je n'ai pas milité, je n'ai jamais réussi à me résoudre à accepter l'idée que quelque chose pouvait m'appartenir, je n'ai pas du tout le sens de la propriété, cela me fait horreur, c'est tellement con, alors qu'on n'est que de passage sur terre, un bref passage qui peut s'interroge à chaque instant. Il y en a qui en tire une fierté, moi j'en ai honte.

Un autre exemple. Et votre fille, elle fait quoi ? Elle est instit. Ah, c'est bien ! Pourquoi vous me dites cela à moi, je n'y suis pour rien, tout le mérite lui revient, quelle connerie ! Vous me direz qu'il y a des gens qui tiennent le même discours que moi, ils doivent être rares à mon avis, mais qui se comportent totalement autrement dans la vie. Sans doute, mais on peut les démasquer facilement, le

reste du temps ils se piègent eux-mêmes. On ne peut pas être communiste et être pingre à la fois, avoir un sens aigu de la propriété pour soi et baigner dans le luxe, revendiquer la propriété collective et passer son temps à dire : c'est à moi, c'est à moi, il faut choisir son camp comme aurait dit Lénine qui a sacrifié sa vie pour nous ou Marx qui n'a jamais rien possédé de sa vie.

On ne demandera jamais aux militants de se sacrifier, chacun vit comme il l'entend, on peut en discuter mais cela s'arrête là. Par contre, rien ne nous interdit d'analyser ce que nous voyons autour de nous, la façon d'agir des uns et des autres, de prodiguer des conseils ou de mettre le doigt sur certaines contradictions qui n'embellissent pas forcément notre vie et qu'on pourrait résoudre facilement, la vie serait plus facile, nous nous en porterions mieux. J'ai bien conscience que chacun fait ce qu'il peut dans la vie puisque nous ne sommes pas aux commandes de la société et que nous la subissons. Au lieu de se pencher sur le voisin pour ensuite critiquer son mode de vie, on ferait mieux de commencer par analyser soi-même notre propre comportement, tout le monde s'en porterait mieux. Et quand on se fait engueuler, c'est souvent justifieé, reste à l'admettre si on veut vraiment comprendre pourquoi et progresser.

Je vous souhaite un bon week-end.

Le 8 février 2009

Dans la dépêche où figuraient les prises de positions des dirigeants syndicaux, il manquait celle de Thibault pour la CGT, donc pour combler cette horrible lacune, voici ce que j'ai dégotté (avec un ou deux "t", c'est beau le français !) dans une dépêche de l'Associated Press d'avant-hier :

Il a déclaré hypocritement vendredi sur Europe-1 : "*Moi, je ne veux pas aujourd'hui laisser semer des illusions sur le simple fait que s'ouvrent ou vont s'ouvrir des discussions (...), comme étant automatiquement des résultats potentiels*", tu parles, ce sont les travailleurs qui sont bourrés d'illusions envers Sarkozy c'est bien connu ! Et de poursuivre : "*Ce qui est clair pour moi c'est qu'il faut poursuivre la mobilisation.*", ce qui ne lui coûte rien de le dire.

Là où ils sont tous bien emmerdés, c'est qu'ils ne peuvent pas se contenter de faire en sorte que la mobilisation pourrisse sur place comme ils savent très bien le faire, la crise est si profonde cette fois et ses conséquences allant en s'amplifiant, ils sont obligés d'en tenir compte et de composer avec leur base qui relaie la colère grandissante du prolétariat. C'est la situation menaçant le régime qui leur interdit de se placer résolument au côté de Sarkozy et son gouvernement. S'ils doivent trahir les masses, le moment est mal choisi, plus tard si la mobilisation prenait une tournure politique, autrement ditsi les choses tournaient mal pour le gouvernement, là ils seraient obligés de mettre les pieds dans le plat et de découvrir tels qu'ils sont vraiment.

L'attitude de Thibault est calquée sur celle de Sarkozy qui n'en mène pas large en ce moment, on en a un aperçu en lisant la suite de cette dépêche : Concernant l'ouverture du dialogue, "on peut considérer qu'après une phase où le président de la République décidait systématiquement de tout de manière unilatérale, il y a une évolution", a ironisé Bernard Thibault. Quand on a à l'esprit que les dirigeants syndicaux participent étroitement à l'application du programme ultra réactionnaire de Sarkozy dans tous les domaines, l'hypocrisie dont il fait preuve encore ici ne sert qu'à couvrir leurs agissements à ses côtés, Thibault n'ose pas le revendiquer mais on le devine en filigrane, il y aurait quelque chose à attendre de Sarkozy à condition qu'il écoute les dirigeants syndicaux... qui sont sur la même ligne que lui !

Continuons cette savoureuse lecture : "Nous ne sommes pas en manque de rencontres avec le chef de l'Etat", a-t-il ajouté. En effet, ils ne se lâchent plus, c'est une véritable histoire d'amour ! Et de préciser : "Mais ce qui pose problème, et ce que portait cette très importante journée de mobilisation le 29 janvier, c'est que ce dialogue ne débouchait pas sur des réponses conformes aux attentes des salariés.", comme s'il pouvait en être autrement ! Son boulot est d'alimenter en permanence les travailleurs en illusions dans Sarkozy et le régime, en quelque sorte tout serait possible, et si cela ne l'est pas, c'est uniquement par manque de volonté de la part de l'exécutif, surtout ne remettons pas en cause le capitalisme.

A la limite, les dirigeants peuvent être amenés à s'en prendre violemment à Sarkozy et au gouvernement, en admettant même qu'il tombe un jour sous la pression de la mobilisation des masses, l'essentiel est ailleurs, jamais ils iront jusqu'à remettre en cause les fondements du capitalisme.

Il faut bien comprendre que de leur part, lâcher Sarkozy si la situation semblait désespérée ne serait pas totalement impossible, si c'était salutaire pour sauver l'essentiel : le capitalisme. Dans la lutte des classes, l'essentiel ce n'est pas la forme politique de domination de classe, ce n'est pas le gouvernement, mais les institutions qui légitiment les rapports sociaux qui en aucun cas ne doivent être remis en cause. La bourgeoisie peut très bien décider à un moment donné de sacrifier Sarkozy si les fondements du capitaliste étaient menacés.

Pour les adeptes du *Programme de transition*, souvenons-nous ce que disait Trotsky : les réformistes et les staliniens pourraient aller plus loin qu'ils ne le voulaient, mais en aucun cas ils n'avancerons sur la voie de la rupture avec le capitalisme, et s'il leur arrivait de l'envisager, ce serait hypocritement uniquement, en collaboration avec la bourgeoisie, qui, immédiatement liquiderait le front populaire et le rempacerait par une dictature fasciste, dont la première tâche serait de liquider dans un bain de sang la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, en commençant par son avant-garde.

Les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier remplissent une double fonction : 1- protéger le gouvernement aussi longtemps que possible ; 2- lorsque ce stade est dépassé, se poser en défenseurs acharnés du capitalisme. On comprend qu'ils ne puissent pas envisager la troisième étape puisque si elle devait avoir lieu entre temps nous les aurions liquidés.

A l'origine de la bureaucratie parasitaire qui contrôle les syndicats on trouve leur subordination totale, leur adhésion inconditionnelle au capitalisme, et cela depuis le début du XXe siècle. Là encore, personne ne veut m'écouter, ce qui ne me perturbe pas le moins du monde d'ailleurs, ce n'est pas un hasard si dans les syndicats personne ne combat plus pour la liquidation du capitalisme, pour cette raison, excusez-moi, on a envie de dire qu'ils sont complètement pourris, qu'il n'y a absolument plus rien à récupérer dans les syndicats. J'en veux pour preuve que même nos révolutionnaires sont sur des positions opportunistes, ils ont beau nous faire miroiter leur syndicalisme de lutte de classe, excusez-moi, je n'en ai jamais vu la couleur. Pour eux, le syndicalisme de lutte de classe se réduit à combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière, point, ils sont incapables d'aller plus loin, de poser la question de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, du coup, la liaison entre le combat syndical et politique est pratiquement impossible à réaliser, nombreux ont conscience du problème, mais apparemment personne n'en a compris l'origine, ne cherchez plus la réponse vous l'avez sous le nez.

Et sur quoi voulez-vous qu'elle se réalise l'unité si ce n'est sur la nécessité d'en finir avec le capitalisme, puisque c'est la seule question touche tous les aspects du mode de vie de l'ensemble des exploités ?

A chaque instant il est possible de ramener chaque question posée par n'importe quel travailleur, quelle que soit sa place et son rôle dans la société, à l'existence du capitalisme, à sa survie et ses conséquences dramatiques. Cela concerne la totalité de la classe ouvrière et la petite bourgeoisie dans son ensemble.

Question : vous voulez oui ou non aider la conscience politique des masses à progresser ? Ou voulez-vous plutôt faire avancer vos idées qui ne tiennent pas la route, parce que vous avez incapable de mener à fond vos analyses ? Certains penseront que je ne manque pas d'air, je vous dis ce que je pense voilà tout. Vous imaginez peut-être qu'un troupeau d'ignares prendra le pouvoir un jour, malheureux, permettez-moi de vous dire que vous êtes passés à côté de l'essentiel des enseignements du marxisme.

On voit bien que chacun tourne autour du pot et ne veut pas aborder les questions déterminantes, tous se défendent de collaborer avec les appareils, mais comme ils ne remettent en cause le capitalisme que sur le papier, sur le plan théorique uniquement, ils ne servent pas utilement la cause pour laquelle ils se battent sincèrement, ils font le jeu du capitalisme malgré eux.

Autre chose.

Regardez le NPA, quand on les écoute, ils sont résolument contre toute collaboration avec le PS, les plus naïfs s'en contenteront pour en déduire hâtivement que le NPA n'a aucun rapport avec le réformisme bourgeois. Or, en rejetant majoritairement le terme "révolutionnaire" du nom de leur parti lors du congrès de fondation du NPA qui est en train de se tenir, c'est en réalité la tendance minoiritaire la plus droitière de la LCR (celle de Picquet) qui l'a emportée, ajoutons, avec la complicité de la direction de la LCR qui savait pertinemment ce qu'elle faisait.

Certains révolutionnaires qui ne manquent pas de répartie répliqueront que ce n'est pas bien grave. A ce compte là, dites-moi si dans la vie il y a vraiment des choses plus importantes que d'autres ? Quel opportunisme ! J'ai glissé des commentaires très brefs à la suite des dépêches sur le congrès du NPA, si cela vous intéresse. On y reviendra bien sûr. On se demandera encore, comment des militants bourrés d'illusions peuvent se faire une idée précise de l'état d'esprit des masses, j'avoue que cela me dépasse. Ils sont tellement aveuglés par leurs propres vérités qu'ils ne s'en rendent même pas compte. Ils vont rapidement déchanter, on en reparlera très rapidement.

Autre chose.

J'ai entendu aux infos sur TV5 Monde Asie que Toyota avait réalisé un bénéfice net de 11 milliards de dollars en 2007 et enregistré une perte de 3 milliards de dollars en 2008. Quelle horreur ! Onze moins trois égal huit, non ? Certes, certes, mais la sacro-sainte loi de l'accumulation du capital suffit à justifier le chômage technique de dizaines de milliers d'ouvriers et le renvoie de dizaines de milliers d'intérimaires.

Le capitalisme est une spirale sans fin broyant les hommes et son environnement, et qui si on ne la brise pas, mènera l'humanité au chaos, à la déchéance, à la ruine totale de la civilisation humaine.

Une dernière chose pour se détendre, c'est dimanche !

Lors d'une émission télé diffusée en différée sur TV5 Monde Asie, Les stars du rire, j'ai entendu un sketch de l'humoriste Anne Romanof (?) dans lequel elle en mettait plein la tête à Sarkozy, elle a vraiment tiré à boulets rouges sur lui, la salle s'est levée et l'a applaudie longuement, une stand

ovation, j'ai observé la scène et je me suis fait cette réflexion : et quand tu penses à ces dirigeants qui le ménagent, qui lui donnent du monsieur le Président par ci, du Président de la République Nicolas Sarkozy par là, je me me suis dit qu'il y avait bien des indices révélateurs qui ne trompaient pas.

Je n'ai pas noté ce qu'elle disait car j'étais en train de faire autre chose en même temps, j'ai vraiment été surpris par la violence de ses propos, alors que je ne suis pas le dernier à attaquer l'épileptique de l'Elysée.

Dernière chose.

Je mettrai en ligne d'autres dépêches demain et quelques articles du *Monde*, ainsi qu'un article que j'ai écrit sur les travailleurs des secteurs public et privé, il me reste à l'achever, il fait déjà 6 pages.

Bonne continuation à tous.

Le 10 février 2009

La chronique sera actualisée cet après-midi.

Un courriel reçu d'un camarade (fonctionnaire, je ne précise pas volontairement dans quelle branche car il pourrait être immédiatement repéré, les camarades le comprendront.).

"*Ex militant de l'OCI, PCI, MPPT , PT,CCI aujourd'hui cotisant au POI, délégué du personnel CGT*" qui m'explique que finalement son niveau politique ne s'est jamais améliorée "*considère ne pas avoir de « bagage » politique, je pense même être un peu paumé et toujours à la recherche d'un authentique parti ouvrier, pas besoin de rajouter révolutionnaire, pour moi cela va de soi*". Il confirme ma propre expérience. Que dire de dirigeants qui n'ont pas été foutus pendant 30 ans de permettre à leurs militants d'acquérir les fondements du marxisme, de leur permettre d'acquérir la méthode du marxisme pour être capable de penser par eux-mêmes et ne plus "être un peu paumé" au bout de tant d'années de militantisme ? Ils ont failli à leur principal devoir et ce camarade n'y est pour rien.

Je reviendrai sur les désaccords qu'il a avec la politique de son courant politique, celle du POI. Je mettrai ces lignes plus un complément sous la forme d'un fichier pdf.

"*J'avoue qu'à la lecture des articles de ton site, j'ai retrouvé un peu d'espoir, pas celui de voir un parti révolutionnaire se construire (mais je crois que ton site n'a pas cet objectif), mais celui de me dire que peut-être ce n'est pas moi qui comprends rien (comme ne l'ont faire remarquer, si souvent mes « camarades »)*". Ce militant n'est pas le seul dans ce cas, j'ai reçu plusieurs témoignages allant dans ce sens. C'est quand même dingue que c'est un site, comment dire, aussi basique, élémentaire, qui permet à des militants de garder un peu d'espoir.

"*Je me suis retrouvé sur ton analyse du CCI/POI sur l'Europe, sur la décision de faire le POI.*". Il n'a toujours pas digéré le coup Schivardi, il ne doit pas être le seul. On y reviendra.

"*J'apprécie l'accès aux nombreux textes que tu mets en ligne, je suis en train de lire les écrits de Marx sur la Commune de Paris.*" Excellente idée ! Si au moins le site donne aux camarades l'envie d'étudier le marxisme, je n'aurai pas perdu complètement mon temps.

"*Par ton site je découvre d'autres courants politiques.*". Mais il y a des militants formidables dans bien d'autres formations politiques, au-delà des critiques que je leur adresse parfois, je n'ai jamais pensé le contraire. Ce qui est inquiétant, c'est que ce camarade ne découvre leur existence qu'aujourd'hui, presque par hasard.

"*Bref, ton site ma poussé à continuer d'essayer de combattre ce monde d'exploitation.*" Donc si je comprends bien, les dirigeants du CCI peuvent me remercier de ne pas avoir perdu davantage de militants ! Au passage, le camarade (un dirigeant du CCI) qui m'avait accusé (en 2005) dans un courriel d'être un ennemi de son parti, pire du prolétariat, devra revoir son registre appris par coeur, je n'ose pas dire à quelle école, mais certainement pas à celle du trotskisme !

"*Pour conclure se courriel, je me dis, qu'elle dommage qu'après tant d'années de militantisme (depuis 1980), je m'aperçoive que sur ton site je découvre et apprends bien plus qu'après toutes ces années avec mes camarades. Il est vrai qu'être militants du CCI cela ne nous laisse que très peu de temps pour comprendre les choses, le gros des discussions c'est combien d'IO ? Combien de signatures ? combien d'argent ?*"

C'est la raison pour laquelle Trotsky condamnait l'activisme s'il s'opposait à la progression politique des militants et mettait en danger leur équilibre familiale ou leur développement personnel. Militer dans un parti ne doit pas être vécu comme une punition ou une contrainte, sinon il faut aller voir ailleurs, puisque j'imagine qu'aucune discussion n'est possible dans le parti.

Ce camarade n'est pas un cas isolé au POI, je peux en témoigner. Ce genre de déclaration simple et honnête me bouleverse à chaque fois. Je ne peux rien ajouter.

Je n'ai pas l'étoffe d'un dirigeant, j'ai beaucoup trop de lacunes incurables, mais si je militais dans un parti, cela m'intéresserait de m'occuper de la formation des militants, non pas pour leur bourrer le crâne mais pour qu'ils réussissent à penser par eux-mêmes, je pourrais aussi prendre en charge les rapports des militants avec le parti pour aider à régler les problèmes qu'ils rencontrent afin qu'ils s'y sentent bien, que chacun ait sa place et s'y trouve bien.

Rien n'est parfait dans ce bas monde, pas plus le parti, il ne faut pas se faire d'illusions, mais je pense qu'on pourrait éviter que des militants abandonnent le combat ou soient au bord du désespoir après tant d'années de militantisme. Que ce soit le cadet des soucis des dirigeants est inacceptable évidemment, peut-être aussi qu'ils cavalent dans tous les sens et qu'en faisant leur malheur ils font également ceux de leurs militants et de leur parti sans s'en rendre compte.

Dans ce cas-là, c'est leur conception du parti qui est en cause, leur conception du militantisme aussi, mieux, à l'origine leur analyse de la situation et du développement du capitalisme à l'échelle mondiale, ils sont toujours à la recherche de résultats immédiats qui finalement n'aboutissent jamais à rien (je parle en terme de construction du parti), on est bien obligé de le constater à l'arrivée, les faits sont les faits comme ils disent, sauf que ce qu'ils préconisent pour les autres, ils sont incapables de s'y tenir eux-mêmes.

Cela me rappelle mon père qui me disait souvent : fais ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais, autrement dit, lui il avait le droit de faire ce qu'il voulait y compris n'importe avec moi, et moi de mon côté, je n'avais qu'à obéir sans poser de questions, surtout sur ce qu'il faisait et qui était discutable. Les militants se retrouvent souvent dans la même situation. Avec cette méthode, on ne peut pas construire un parti de militants conscients, ce camarade en témoigne, on ne peut pas former des hommes libres.

Ce camarade terminait en m'informant qu'il m'avait envoyé "*un chèque vendredi dernier*", je l'en remercie, il en sera fait bon usage.

Un mot pour finir.

Je n'ai pas le temps de commenter la plupart des dépêches, j'ai un boulot dingue. Un ex-camarade de la LCR m'a envoyé *Inventer l'inconnu* de D. Bensaïd (août 2008) pour en faire la critique, il s'agit d'une préface à la correspondance de Marx et Engels autour de la Commune de 1871.

Je n'ai lu que la page 31 en le feuilletant très tard avant-hier, et j'ai cru comprendre que Bensaïd était un antiléniniste forcené. Toute coïncidence avec le NPA ne pourrait être que fortuite !!! J'ai envie de dire qu'il est presque inutile de lire les 94 pages restantes puisque dans cette page il commet un faux, oui un grossier mensonge : Lénine aurait attendu le mois d'août 1917 (la rédaction de *L'Etat et la révolution*) pour se demander ce qu'il fallait faire des vieilles institutions héritées du tsarisme, soit deux mois à peine avant la révolution d'Octobre.

Bref, vous aurez compris où il voulait en venir, en réalité Lénine était un vulgaire opportuniste qui devait agir arbitrairement, sur des coups de tête, ce qui va dans le sens de ceux qui affirment qu'il était un dictateur. Il faudrait demander à Bensaïd dans quel camp il est au juste pour reprendre ainsi les arguments de la réaction ?

On y reviendra dans un fichier pdf, je scannerai la page en question. Avant cela je dois essayer de lire cette littérature indigeste, rédigée en grande partie dans un langage quasi incompréhensible, normal il est philosophe de son état ! En comparaison, je vous assure que c'est plus facile de lire n'importe quel ouvrage de Marx-Engels ou Lénine. A mon avis, ils doivent être un paquet de militants de l'ex-LCR à se trouver dans le même cas que notre camarade du CCI-POI.

Pour autant que je me souvienne, même la lecture d'Hegel à l'exception de la *Phénoménologie de l'esprit* qui est pratiquement hermétique, de Kant, de Spinoza ou de n'importe quel philosophe du passé, est plus accessible que le galimatias de Bensaïd. Imaginez un instant que vous vouliez expliquer à un apprenti mécanicien le fonctionnement d'un moteur à quatre temps en lui parlant de la conscience de soi ou de la nature naturante, de l'idée absolue ou de la raison pratique, ou encore de la volonté qui guide le va et vient du piston dans chaque chambre à combustion dans un mouvement harmonieux pareil à celui des astres dans l'univers, et l'on comprendra que notre pauvre garçon finisse par se rabattre sur la réparation des vélos, là au moins il n'y a pas de moteur ! On devrait interdire l'enseignement de la philosophie ! Je plaisante évidemment.

Le 11 février 2009

Encore une fois mon ordre du jour est chamboulé car j'ai dû répondre à un camarade qui m'avait écrit il y a un mois et dont je n'avais pas vu le courriel dans ma boîte aux lettres qui est un vrai bordel. Il était normal que je lui donne la priorité. Ma réponse est le dernier texte mis en ligne.

Autre chose très vite.

Un camarade m'a envoyé le communiqué du POI sur son meeting parisien du 8 février. Je ne l'ai pas mis en ligne car il ne présente selon moi aucun intérêt : ce meeting a réuni 4.000 participants, sachant qu'il y a entre 9 et 10.000 adhérents au POI dont au moins la moitié sont concentrés sur Paris et la

région parisienne, cela signifie que ce meeting n'a été finalement qu'une réunion du POI et que c'est encore un nouvel échec pour ce parti. Passons.

Comme on a embrayé sur le POI continuons. Pendant des années ils ont martelé que le "trou" de la Sécu provenait des exonération patronales, alors qu'en réalité l'Etat reversait l'équivalent à la Sécu, j'en ai fourni les preuves à plusieurs reprises. Voilà qu'ils remettent cela avec les 360 milliards d'euros soi-disant verser aux banquiers et aux patrons. J'avoue que par fainéantise je leur avais emboîté le pas tout en sachant pertinemment que c'était faux, partiellement faux, puisque en réalité une partie des sommes (combien ?) qui leur ont été versées, l'ont été sous forme de prêts et non sous forme de dons.

Je n'ai pas encore eu le temps de faire la part entre les deux, tout ce que je sais c'est que les banques ont déjà versé 800 millions d'euros d'intérêts à l'Etat, sur de l'argent qui leur a été prêté à 8%. Au fur et à mesure que les choses se précisent on ne peut plus écrire n'importe quoi, cela est également valable pour moi évidemment. Vous voyez que cela est parfois très utile de lire les dépêches de presse qui sont reprises par l'ensemble des médias.

Un dernier sujet en coup de vent.

On entend dire que les prix ne baissent toujours pas, alors que les prix à la production ont baissé, notamment s'agissant des matières premières et alimentaires. Leurs cours mondiaux restent très bas. Qu'est-ce que cela signifie ? J'ai une piste de réflexion à vous proposer.

Ils veulent faire payer leur crise aux producteurs, ceux qui sont à l'origine de la plus-value, des profits, cela on s'en serait douté. Donc ce sont les patrons des industries de transformation, les intermédiaires, les grossistes, les distributeurs qui s'en mettent plein les poches sur le dos des consommateurs que nous somme tous.

Mais pas seulement, les Etats aussi à travers la TVA qu'ils empochent au passage. Eh oui, sur un produit à un euro taxé à 20% par exemple, l'Etat percevra vingt centimes d'euros, alors que s'il est vendu deux euros, il touchera le double, l'Etat n'a donc pas intérêt à ce que les prix de vente au détail baissent. Ce qui est valable pour le prix des carburants l'est aussi pour l'ensemble des marchandises.

Cet argument est à la portée de chaque travailleur qui en fait l'expérience qutotidiennement, il suffira à lui faire comprendre la nature de l'Etat, pas besoin de lui raconter des histoires sur les 360 milliards d'aides que l'Etat a consenties aux capitalistes. Pourquoi se compliquer la viue franchement, non ?

Ici en Inde, le prix de l'essence a diminué de plus 20%, de 50 roupies le litre il est descendu à 38 la semaine dernière. Je sens que je vais faire des envieux parmi vous camarades !

La chronique actualisée en fin de journée.

Quand même un dernier mot car cela vaut franchement la peine.

Patrick Devedjian (UMP), a jugé "*incompréhensible*" de recourir à des grèves "*au moment où la crise frappe si fort*".

"*Ça donne quels résultats ? (...) Ça ne va pas nous faire gagner beaucoup de points de croissance une grève générale, ça ne va pas fournir beaucoup de revenus aux salariés*", a-t-il déclaré sur LCI. (Reuters 10.02)

Provocateur, complètement inconscient ou une sacrée ordure qui ne manque pas de cynisme ? Les trois à la fois !

Mais il y a pire encore camarades, si, si je vous assure et toujours très sérieusement.

On a appris que (début de la dépêche) : l'entourage de la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, insiste sur la résistance de la consommation des ménages, qui devrait être de l'ordre de zéro en France au quatrième trimestre alors qu'elle a baissé de 0,9% aux Etats-Unis.

La baisse de l'inflation, en cours depuis l'été, devrait en outre apporter du pouvoir d'achat aux ménages, ajoute-t-on.

"*Ce ne serait pas très pertinent de dépenser de l'argent public pour un poste qui reste soutenu de lui-même,*" fait-on valoir. "*Dans ce contexte-là, la priorité restera l'investissement et c'est ce qu'on fait, ce qui n'empêche pas un effort ciblé sur les populations les plus fragiles*".(Reuters 10.02)

Vous avez bien lu, le "*pouvoir d'achat aux ménages*" se "*soutient de lui-même*".

Traduisons : moins vous avez d'argent pour vivre, moins vous consommez, et comme moins vous consommez plus les prix ont tendance à baisser ou plutôt à se stabiliser pour rétablir la vérité, mieux vous vous portez... et l'Etat aussi qui n'a pas besoin de mettre la main à la poche. Il fallait y penser. C'est pour dire à quel point ils sont pourris et tordus à la fois.

Donc le nouveau mot d'ordre du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, c'est : privez-vous davantage, vous ferez baisser les prix sans pouvoir en profiter, car entre temps l'augmentation des prix de l'électricité, du gaz, des transports, etc. vous aura repris ce que vous auriez pu dépenser en nourriture. Ils veulent nous affamer ou quoi ?

Il faudrait dire à l'autre nazillon de Devedjian que ce n'est pas une grève générale qui se prépare, mais une révolution prolétarienne !

Le 12 février 2009

Aux infos de TV5 Monde Asie hier soir, j'ai entendu un responsable syndicale de la CGTU à la Guadeloupe expliquer que la revendication des 200 euros pour les bas salaires était une base de "*discussion, on verra jusqu'où on peut descendre*", il faudrait lui rappeler que le point de congélation est atteint à zéro degré !

Au Zimbabwe, Morgan Tsvangirai, un syndicaliste, est devenu Premier ministre du dictateur Robert Mugabe. On a envie de dire : voilà où mène le syndicalisme indépendant... du communisme !

En cas de crise politique ouverte en France, on devrait conseiller à Sarkozy de remplacer Fillon par un dirigeant syndical.

Deux mots à propos du congrès du NPA.

Dès le moins d'avril ou mai 2007 (chacun peut encore le vérifier dans le site), j'avais avancé que ni le PT ni la LCR ne permettraient à des formations politiques extérieures de participer à la constitution

du POI et du NPA, je ne m'étais pas trompé. Leurs dirigeants tiennent plus à leurs appareils qu'à construire un parti destiné à combattre pour porter le prolétariat au pouvoir, des partis qui de toutes manières ne devaient surtout pas être des partis marxistes révolutionnaires.

Constatant que des camarades voulaient absolument essayer de s'intégrer dans le processus de construction du NPA, pour qu'on ne me prête pas des intentions (malveillantes) qui n'étaient pas les miennes, j'avais indiqué plus tard que les camarades avaient raison de tenter cette expérience et qu'elle leur servirait de leçon. Cela ne servait à rien de leur dire ce que je pensais réellement, aucun ne m'aurait écouté, toute discussion étant impossible.

Eh bien non ! Je m'étais trompé, malgré le refus catégorique de la direction de la LCR de se coltiner d'encombrants révolutionnaires, certains responsables de ces formations politiques sont satisfaits de leur résultat qu'il faut bien qualifier : nul ! Je les avais surestimés, je ne pensais pas qu'ils étaient aussi bornés, pire, ils viennent de démontrer qu'ils étaient incapables de tirer les leçons de leurs propres expériences, ce qui ne leur donne à mes yeux aucune légitimité pour porter un jugement sur celles des autres formations politiques.

J'ai suivi semaine après semaine le processus qui a précédé le congrès de fondation du NPA par le biais de courriels que m'adressaient des camarades qui y participaient. Je ne vous en ai parlé, parce que selon moi, cela ne présentait aucun intérêt ou presque, personnellement j'étais fixé depuis le premier jour. Aucun miracle ne s'est produit, pas plus au POI qu'au NPA, voilà tout. Les intéressés devraient se demander sur quoi au juste reposaient leurs illusions ?

Dorénavant pour affronter la crise du capitalisme, nous disposons de deux solides obstacles à la construction du parti, c'est l'enseignement que je tire de la constitution de ces deux partis.

Le POI s'est encore adressé par courrier au PS pour lui demander de se placer au côté des travailleurs, alors que sa place est au côté de Sarkozy et de l'UMP comme chacun peut le constater quotidiennement.

C'est le double langage habituel du POI qui prétend être "indépendant", mais qui n'a de cesse de s'allier ou de rechercher une alliance avec des partis pourris qui soutiennent le gouvernement et le capitalisme. Des partis qui ont un pied dans chaque camp pour mieux brouiller les pistes sur leurs réelles intentions pour finalement trahir les masses, répétons-le encore une fois, ils n'ont jamais fait autre chose que soutenir le régime. J'en donne plus loin un exemple cinglant et sans appel.

Vous savez comment le POI (et le NPA) s'y prend pour justifier cette tactique opportuniste ?

Pour eux, le fait que le PS se soit associé à certains combats sur des revendications partielles leur suffit, car finalement le POI ne vise pas autre chose, il n'a pas pour objectif d'en finir avec les institutions de la Ve République pas plus qu'avec le capitalisme, son objectif est uniquement de participer à l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre du régime pour mieux le supporter, et il est vrai sur ce plan-là, qu'à certains moments sous la pression des évènements, le PS s'est senti obligé de se placer au côté des masses. D'une certaine manière, le POI dévoile ainsi sa nature de parti réformiste bourgeois.

L'ancien président de *Sauvons la recherche*, devenu secrétaire national du PS chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, vient de déclarer : "*Personne n'a intérêt à ce que l'on s'installe dans une crise qui dure*" cela pourrait déboucher sur une crise politique, tout mais pas cela par pitié ! Et de préciser pour les militants à l'esprit borné : "*Il s'agit d'un débat compliqué, et nous ne*

prônons pas un statu quo dont, d'ailleurs, personne ne veut".

Comme cela ne suffira pas à les convaincre, rajoutons-en une grosse louche.

Extrait LeMonde.fr du 11 février : Dans un communiqué publié lundi 9 février, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, avait lui aussi souligné que "*ce n'est pas le principe d'une réforme qui est en cause, ni même l'idée de l'évaluation (...), mais les modalités prévues pour l'application de ces mesures.*". Le PS n'est pas contre la "réforme" que propose Sarkozy-Fillon-Pécresse, c'est écrit en toutes lettres. Mais savent-ils vraiment lire à la direction du POI ?

Continuons, dans la même dépêche : Mardi, les députés Marietta Karamanli (Sarthe) et Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle) ont présenté un plan de "*sortie de crise*" visant, notamment, à constituer une mission parlementaire. Celle-ci permettrait "*d'ouvrir, enfin, une vraie négociation permettant de travailler avec les acteurs du terrain qui ont des propositions à faire*". Toute association avec le PS en dehors de toute issue politique à la crise du capitalisme, ne poursuit-elle pas le même but ? Négocier avec Sarkozy, alors qu'il n'y a rien à négocier ? Servir de rempart au régime ?

Et puis, mettez-vous bien cela dans le crâne : tout recul de Sarkozy, il le fera payer à d'autres catégories de travailleurs, et dites-vous bien que ceux qui sont mobilisés sur leurs propres revendications s'en tapent complètement puisque leur niveau de conscience ne va pas plus loin que la défense de leurs propres intérêts individuels, je pense qu'il faut dire les choses telles qu'elles sont réellement. Cela ne vous cause aucun problème camarades ? Dans ce cas-là : de quelle espèce êtes-vous faits ? L'air de rien, cette question est déterminante, elle permet de distinguer le marxiste révolutionnaire du vulgaire réformiste bourgeois. Voilà finalement où mène la politique exécrable de tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui ont rompu avec le marxisme. Ne pas lier chaque revendication à une perspective (collective) révolutionnaire ne peut aboutir qu'à favoriser l'individualisme et diviser, opposer les travailleurs entre eux. Seule une issue politique à la crise du capitalisme peut les unir (car il s'agit d'un objectif collectif), c'est la raison pour laquelle aucun parti n'en propose une.

Revenons à notre association capital-travail. On fait entrer le loup dans la bergerie (ou le mouton noir, le PS), c'est le bordel, on assiste à des discours contradictoires pour pourrir le mouvement en cours et le moral des troupes qui ne savent plus très bien sur quel pied danser : certains disent : il faut continuer et aller jusqu'au bout - c'est le mérite du POI, pendant que d'autres manoeuvres pour que le soufflé retombe et que le mouvement s'épuise, à l'arrivée le résultat sera maigre ou négatif, mais surtout ils auront évité que l'épidémie ne se répande, n'était-ce pas le but recherché par les uns et les autres, sinon comment comprendre qu'ils puissent être embarqués dans la même galère ?

Enfonçons le clou. Mais avant cela finissons-en avec le "plan" présenté par les deux députés du PS. Le journaliste du *Monde* fait preuve de lucidité quand il affirme que : "Cette proposition restera probablement sans lendemain, mais elle témoigne de la volonté du PS d'offrir un débouché politique au mouvement de protestation des enseignants-chercheurs.", la seule véritable préoccupation du PS : venir au secours de Sarkozy.

Le même journaliste relatant la position du secrétaire national à l'éducation, Bruno Julliard : "L'ancien président de l'UNEF (2005-2007) observe que ce sont souvent des coordinations qui se trouvent en première ligne d'un mouvement marqué '*par une nette gauchisation*'.".

D'après vous, quel est le rôle précis du PS dans ce contexte ? De contrebalancer la "*nette gauchisation*" du mouvement des étudiants et des enseignants-chercheurs, autrement dit leur

détermination ou leur radicalisation qui pourrait présenter un réel danger pour le régime si ce mouvement s'étendait encore et se durcissait, il pourrait montrer la voie à d'autres travailleurs. Ainsi, il apparait clairement que le seul et unique rôle du PS est de parvenir à briser cette mobilisation pour le compte de Sarkozy.

Camarades, que ce soit à l'université ou dans n'importe quel secteur d'activité, le PS n'a pas d'autre fonction à remplir que de venir en aide au gouvernement, au régime, on en a la preuve sous les yeux tous les jours. Cela ne vous suffit-il pas ?

Le PS est un parti foncièrement contre-révolutionnaire, un parti réactionnaire qu'il faut combattre sans répit et avec lequel aucune alliance d'aucune sorte ne peut être envisagée, et surtout pas en cas de risque de guerre ! A moins de vouloir à tout prix se faire les complices de ses intentions criminelles.

Les dirigeants qui prétendent le contraire sont des renégats du marxime comme le furent Bernstein, Kautsky et bien d'autres. Question désabusée : Vous laisserez-vous manipuler ainsi éternellement ? Appelez cela comme vous voudrez, toute alliance avec le PS a un caractère de collaboration de classes.

Le 13 février 2009

J'ai rajouté quelques articles intéressants dans le dossier Vieux monde.

Autre chose. Histoire de fric : attention ça pue !

J'ai appris que les permanents du NPA conserveront leurs derniers salaires en tant que salariés, ainsi des permanents qui exercent les mêmes fonctions dans ce parti pourront toucher de 1200 à plus de 5 000 euros par exemple. Il paraît que cet amendement a été intégré sans aucune discussion en commission.

Pour des dirigeants qui se réclament de la Commune de Paris et prétendent oeuvrer pour une assemblée constituante où tous les élus percevraient théoriquement un salaire moyen d'ouvrier, ils repasseront ! Répugnant !

D'autres amendements qui en revanche présentaient un certain intérêt ont été rejetés.

Un amendement pour "un gouvernement des travailleurs" a été rejeté par les trois quart des délégués. Mais qui représentent-ils au juste à part eux-mêmes ?

L'amendement pour "une intervention prioritaire dans la classe ouvrière" a également été rejeté. Vous n'allez pas nous faire chier avec ces cons d'ouvriers quand même, merde alors !

Un amendement a substitué l'expression "certaines directions syndicales" à celle "les directions syndicales" collaborent avec le patronat et le gouvernement, il ne faut pas se fâcher avec les bureaucrates pourris des syndicats, on comprend, on comprend.

Pour le reste des manoeuvres en tout genre ont émaillé ce congrès pour interdire aux uns de s'exprimer, pour faire une place de choix à d'autres, bref un congrès à l'image détestable de la LCR et

indigne du mouvement ouvrier, on ne se refait pas.

Je comprends mieux la relative discrétion de certains camarades qui ne m'ont adressé aucun courriel au cours des derniers mois sur leur engagement dans le processus de formation du NPA, un silence qui valait mieux que des longs discours. Ils voulaient peut-être éviter que je critique son déroulement, alors que cela n'aurait absolument rien changé. Ils ignoraient peut-être ce qu'était l'appareil d'un parti monolithique et bureaucratique, maintenant ils sont amplement servis, et pour ceux qui venaient du PT ou du PCF, ils ont pu constater qu'il n'y avait aucune différence.

Au fait, ils gagnent combien les permanents de ces partis ? Personne ne l'a jamais su, d'ailleurs leurs militants n'ont jamais su qui étaient permanents dans leurs partis et qui les désignaient, donc ils auraient eu du mal à leur demander, et je vous avoue que je ne pourrais pas vous en dire un mot non plus.

Vous trouvez cela normal dans un parti "ouvrier" toutes ces manoeuvres, tous ces secrets, tous ces mystères, tous ces non-dits dans le dos des militants dont on aurait bien du mal à établir une liste exhaustive ? Cela ne vous choque pas, vous trouvez cela sain ? Ah j'oubliais, du moment que c'est le parti qui le dit, il a forcément ses raisons, et tant pis si elles demeurent obscures et insondables, la meilleure méthode pour ne pas être frustré de ne pas avoir de réponse à des questions, c'est encore de ne pas s'en poser. C'est beau la démocratie tout de même ! Pour parodier mon père qui était une brute épaisse, la démocratie commence par moi et finit par moi, toi tu poses trop de questions, ferme-là !

Cela n'engage à rien de ma part direz-vous, mais je peux vous assurer que si j'étais à la direction d'un parti - forcément marxiste révolutionnaire, le nom, prénom, date de naissance, niveau d'études, profession, situation familiale, adresse, revenu net imposable, biens personnels au cas où, loyer ou crédit immobilier de chaque permanent ou dirigeant, absolument tout serait porté à la connaissance des militants, une copie des feuilles de paie serait affichée sur un panneau spécial (à côté du panneau syndical !), etc. Et concernant les comptes du parti, tout serait publié jusqu'au moindre détail, au moindre centime d'euro. Et le premier cadre qui répondrait à une question d'un militant : tu n'as donc pas confiance dans tes dirigeants, ou encore, il ne faut pas critiquer les dirigeants, il serait immédiatement sanctionné et suspendu de ses responsabilités dans le parti. Je peux vous garantir qu'on ne passerait absolument rien aux apprentis bureaucrates.

De la même manière, tous les mois seraient publiés le nombre de militants, par tendance ou courant, le nombre de militants recrutés (par catégorie professionnelle), le nombre de démissionnaires, d'exclus s'ils y en avaient, les comptes rendus de la commission de contrôle du parti, l'argent récolté par secteur, la vente de journaux, etc. tout y passerait, aucun militant ne pourrait dire après : je ne sais pas ce qui se passe dans mon propre parti. Terminée l'opacité, les exclusions pour garder le contrôle de je ne sais quelle instance, toutes les saloperies que nous avons tous vécues ou dont nous avons été les témoins impuissants. L'intégralité des discussions des congrès seraient rendues publiques, et le compte rendu des discussions des commissions portées à la connaissance de chaque militant.

Un soin tout particulier serait porté au respect des droits et des devoirs de chaque tendance ou courant. Tous les griefs contre la direction seraient analysés minutieusement et portés à la connaissance des militants, rien n'échapperait au contrôle du parti par les militants. Il y en a qui se marrent quand on leur parle du centralisme démocratique, normal ils ignorent totalement ce que cela veut dire, un militant sur mille y croit vraiment, ne dites pas le contraire vous mentiriez, et bien je peux vous assurer qu'il fonctionnerait comme une horloge dans ce putain de parti dont on a si besoin... pour vaincre nos ennemis évidemment pas pour former une secte.

Quant à la formation des militants, elle serait permanente, comme la révolution ! Un soin tout particulier lui serait porté aussi, on veillerait attentivement à ce que tous les militants qui sont aptes à progresser progressent, car il faut bien admettre que cela n'est pas donné à tout le monde aussi, je pense à notre pauvre Pierrot, l'éboueur que l'on avait recruté à Clichy, il aurait été stupide et indécent d'exiger de lui qu'il atteignit un jour le niveau théorique d'un professeur des écoles par exemple. La formation des militants ferait partie intégrante de leur activité au sein du parti.

Parallèlement, on veillerait à ce que chaque militant trouve sa place dans le parti, pas un ne devrait rester inactif, sinon la porte ! On serait attentif aux problèmes de chacun, le parti serait solidaire des camarades qui rencontrent des difficultés dans leur vie quotidienne, qu'elles soient d'ordre familial ou relationnel, psychologique ou matériel, le parti prendrait soin de chacun de ses militants, pas pour les materner, mais pour les soulager des souffrances inutiles qui leur pourrissent la vie et qui peuvent finir par les faire craquer. Un militant n'est pas un surhomme ou une machine. Le parti doit former des combattants révolutionnaires, chaque militant représente le parti, aussi il doit en être digne à partir du moment où le parti fait de son côté tout ce qu'il peut pour lui faciliter la vie, sans lui demander l'impossible évidemment, donc on ne forme pas seulement des militants qui doivent se comporter en communistes uniquement quand ils militent, mais dans la vie quotidienne et dans leurs rapports avec leurs semblables.

On ne peut parler de discipline ou de rigueur dans un parti, qu'à partir du moment où le parti montre l'exemple et démontre qu'il est réellement et non théoriquement à la hauteur de ses exigences, ce qui n'est le cas dans aucun parti à ma connaissance, et c'est tout à fait normal, puisque seul un parti marxiste révolutionnaire ne déviant pas de son objectif mettra nécessairement en oeuvre ce que je viens d'exposer très rapidement. Seul un parti dont les dirigeants ont la rage de vaincre ancrée en eux profondément sera suffisamment motivé, armé et déterminé à mettre en oeuvre ces principes.

Tous ces principes on les applique bien plus ou moins dans d'autres circonstances, de gré ou de force, là dans le parti, il ne s'agira jamais de forcer quelqu'un à faire quelque chose, car cela contredirait l'objectif que l'on s'est fixé, construire un parti de militants conscients, c'est la pierre angulaire sur laquelle doit reposer le parti. On fera la révolution avec des hommes tels qu'ils sont et l'on doit construire le parti avec des hommes tels qu'ils sont, maintenant nous savons que les uns et les autres doivent s'élever au-dessus de la condition d'ignorance dans laquelle ils ont été éduqués et maintenus pour vaincre.

Comme disait en substance Marx quelque part, il faut se fixer l'idéal le plus haut, même s'il nous semble très éloigné et impossible à atteindre, si l'on souhaite s'élever au-delà de la médiocrité du vieux monde, l'essentiel c'est d'aller de l'avant comme disait encore Lénine. Ils nous ont tracé le chemin, à nous de ne pas nous en écarter, et pour parodier Trotsky, nous vaincrons !

Le 14 février 2009

Hier le serveur ne fonctionnait pas, d'om l'impossibilité de se connecter sur le site.

Aux infos de TV5 Monde Asie avant-hier soir, on a appris que Total avait réalisé en 2008 un bénéfice de 13,9 milliards d'euros, en grande partie réalisé en nous rackettant, ajoutons avec la complicité du gouvernement.

Voilà encore un argument facile à employer pour montrer à la population que le gouvernement

Sarkozy-Fillon-Kouchner est le gouvernement des capitalistes et que pour cette raison il ne peut pas être celui des travailleurs, par conséquence : il faut le chasser !

Il y a deux siècles, le 12 février 1809 naissait Charles Darwin, naturaliste et biologiste, le père de la théorie de l'évolution des espèces. Yves Coppens (paléontologue) a dit hier que ce qui n'était qu'une théorie autrefois est devenue un fait réel, incontestable, prouvé sur le plan moléculaire et génétique.

Rectifions, la théorie de Darwin reposait sur de multiples observations effectuées dans la nature qui confirmaient ses premières constatations. A partir du moment où le chercheur qu'il était a pu prouver que le même phénomène se reproduisait dans le monde animal et végétal, il ne s'agissait plus simplement d'une théorie à vérifier, mais de faits réels constatés et soigneusement enregistrés par ses soins.

A cette époque, Darwin disposait de moyens rudimentaires pour effectuer ses recherches, en l'occurence l'observation, la classification des espèces découvertes et l'étude comparative, il ne disposait pas des moyens sophistiqués dont les scientifiques disposent de nos jours pour confirmer les résultats de leurs travaux. Concernant l'évolution des espèces, il n'était pas possible de se livrer à des expériences sur des plantes ou des animaux, il fallait donc procéder à une évaluation et une vérification de chaque hypothèse, procéder par déduction et élimination pour ne conserver que les plus vraisemblables, et comparer ensuite ce qu'il y avait de commun entre deux oiseaux appartenant apparemment à la même espèce mais présentant des caractéristiques particulières. En partant de l'évolution de la forme de leur bec par exemple, pour ensuite en chercher l'origine, c'est là qu'il eut le génie de déterminer qu'elle provenait de la nécessité de cet oiseau à s'adapter à un milieu différent, ce qui se traduira au bout d'un certain nombre de générations par une transformation morphologique de son bec et sans doute de son régime alimentaire, puis de la taille de son corps, etc.

Et l'abruti de journaliste de conclure : c'est décidément difficile de réconcilier la science et la religion. Encore un qui n'a pas encore compris qu'il sera toujours impossible de concilier l'inconciliable, de concilier la science et la religion. Mais c'est à la mode, vous avez remarqué ?

Un camarade m'a envoyé de nouveaux documents relatifs au NPA, ils m'ont franchement donné envie de prendre mes jambes à mon cou... Voilà ce qu'ils m'ont inspiré, sans modération.

Syndicats et gouvernement collaborent ouvertement, patrons et syndicats négocient au nom de l'intérêt général, des partis qui ne devraient rien à voir ensemble réalisent l'unité, des militants qui prétendent avoir des idées complètement contraires se retrouvent dans le même parti comme si de rien n'était, bref, tout ce qui était inacceptable, intolérable, impensable encore hier, sous la pression des idées dominantes de la bourgeoisie devient acceptable, tolérable, même souhaitable au point de ne plus rechercher que le compromis entre les contraires, au lieu que chacun demeure à sa place, au lieu d'un affrontement salutaire entre les classes et les idées, les charlatants professionnels qui prétendent parler en notre nom se vautrent ouvertement dans la fange et en sont fiers. Si on les écoutait, ils seraient l'avenir de l'humanité ! Les fossoyeurs du socialisme qui mènent à la victoire de la barbarie plus certainement.

Ils bradent les principes, la théorie, les enseignements du marxisme, le programme et même le drapeau dans un éclectisme infâme qui n'ose pas dire son nom, et pour se couvrir, ils accusent ceux qui refusent cette corruption de la connaissance d'être sclérosés... Mais renier à ce point le marxisme, n'est-ce pas témoigner une atrophie précoce du cerveau, une marque de sénilité avancée. La crasse ignorance sait se parer des atours de la folie pour inspirer confiance ou la compassion. Quoi de plus facile en sorte que de transposer sur les autres ses propres faiblesses, ses propres lacunes, sa propres

misère intellectuelle, pour que l'on ne s'interroge pas sur vos propres facultés ou capacités, par crainte de découvrir tant de médiocrité ?

Il y a de quoi être écoeuré au dernier degré, découragé devant un spectacle aussi misérable. Ces gens-là sont prêts à baisser leur culotte même lorsqu'on ne leur demande rien, c'est pour dire jusqu'où ils sont prêts à aller. Vous savez pourquoi ? Parce qu'ils ont toujours raison, uniquement pour cela et rien d'autre.

Au début, inconsciemment, ils se bornaient à vouloir toujours avoir raison, à ce stade ils étaient encore récupérables, demandez à un psychiatre il vous le confirmera. Puis leur délire a franchi une nouvelle étape, ils sont dorénavant convaincus qu'ils ont toujours raison quoi qu'il puisse arriver, et quand il leur arrive de se contredire, ce n'est plus un problème puiqu'ils ne sont plus en état de s'en rendre compte, leurs propres contradictions sont devenues des vérités révélées. Une illusion ou un mirage, du moment qu'ils y croient à valeur d'argument, du coup toute discussion est rendue totalement impossible. Ils sont passés du stade de la réalité déformée à l'imaginaire, ils vivent dans un monde qu'ils se sont fabriqués, il est en quelque sorte à leur image, fantasmagorique et irréel, mais ils le perçoivent comme le monde réel.

On a dépassé le stade des illusions, on est entré dans le registre de la mégalomanie la plus accomplie, quand un individu croit dur comme fer aux histoires qu'il a inventées, qu'il ne peut plus en sortir et vivre sans, on atteint là le stade pathologique de la simple psychose ou de la schizophrénie je le crains.

A 21 ans j'avais entamé des études psychiatriques, avec le même acharnement que je mets à faire le site, c'est pour vous dire que j'ai étudié sérieusement ce domaine pendant environ deux ans, dont une année à temps plein du lever au coucher très tard dans la nuit. J'ai failli en faire ma profession. J'ai eu l'occasion à cette époque de rendre régulièrement visite à un copain qui s'était retrouvé en clinique psychiatrique après avoir été amputé d'une jambe, il était jeune et ne l'avait pas supporté, il s'était mis à débloquer du coup. J'allais le voir parfois tous les jours et je passais de longues heures avec lui, je l'étudiais attentivement pour essayer de comprendre où il en était et trouvé le moyen de l'aider à s'en sortir. Ils le bourraient de tranquillisants, c'était une horreur, et ce n'est pas sans peine que j'ai réussi au bout d'un moment à convaincre ses parents de le sortir de là, car il allait devenir complètement dingue. J'ai fait des expériences avec lui dans le dos de ses médecins que je considérais comme des bourreaux. J'ai réussi à le faire parler, à lui redonner espoir, il envisageait à nouveau son avenir, alors qu'il n'en avait plus au début de nos discussions, c'était déjà un progrès.

Vous ne le savez sans doute pas, mais quand l'on emploie le mot décomposition pour parler du mouvement ouvrier, la plupart d'entre nous en ignore la portée, je ne parle pas seulement sur le plan politique, mais sur le plan psychologique, W. Reich employa un synonyme, il parla de la désagrégation schizoïde de la personnalité, quand on perd tout repère avec la réalité justement.

C'est exactement ce qui est arrivé au mouvement ouvrier, donc il est normal que de nombreux militants, plus particulièrement des responsables ou dirigeants, à défaut de ne plus très bien savoir où ils en sont ou pour fuir la réalité et ses contradictions, soient tentés de les remplacer par leurs fantasmes. Au lieu de se contenter des rapports existant entre les classes, d'un côté le capital, de l'autre le travail, c'est beaucoup trop simple pour des intellectuels, alors ils cherchent autre chose, quoi, au départ ils n'en savent rien eux-mêmes, comme l'autre charlatan de Bensaïd, ils veulent *inventer l'inconnu* en faisant dire à Marx et Lénine le contraire de ce qu'ils ont dit, et puis le temps passant, voyant qu'ils n'arrivent à rien et que tout le monde ou presque s'accorde à dire qu'en réalité l'espace existant entre le travail et le capital tend à disparaître au point de devenir invisible, du coup ils en viennent à agir comme s'il n'existait plus tout simplement. Cela ne se traduit pas ouvertement

dans tous leurs actes ou ils ne sont pas encore allés au bout de ce processus, mais ils y sont bien engagés comme l'a prouvé le congrès du NPA par exemple.

Vous savez, c'est comme lorsque vous êtes face à quelque chose de très simple à réaliser par des moyens rudimentaires et que vous n'y parvenez pas. Vous en déduisez que la chose est plus compliquée que prévue et qu'il faut pas conséquence employer les grands moyens, alors qu'en réalité, si vous n'y parvenez pas, c'est peut-être tout simplement parce que vous êtes maladroit ! Vous n'êtes pas d'accord ?

(je rajoute le passage suivant en attendant que le serveur veuille bien fonctionner.)

On pourrait oser un parallèle (pas un amalgame) entre le comportement de ces responsables de formations politiques et les manipulations du gouvernement ou des médias.

Comment une illusion supplante le réel.

Voilà ce qu'écrit l'auteur de l'article intitulé *L'affaire de Tarnac : symptôme d'une société psychotique* que j'ai mis en ligne hier :

"*un individu est désigné comme terroriste, non pas parce qu'il a commis des actes déterminés, mais simplement parce qu'il est nommé comme tel.*".

De la même manière, la LCR qui hier ne présentait pas les conditions nécessaires pour y militer, sous le masque du NPA présenteraient par enchantement ces conditions, alors que l'ensemble des textes adoptés lors de son congrès, disons entre 95 et 98%, sont issus de la direction de la LCR et que les mêmes dirigeants contrôlent le NPA.

Il a suffit de se convaincre que le NPA n'était pas identique à la LCR, pour oublier tout le reste et décréter tout d'un coup le NPA fréquentable.

Cette méthode est proche du sylogisme dont une des composantes est fausse.

Tous les hommes sont mortels, je suis un homme, donc je suis mortel. Si le premier ou le deuxième postulat était faux, la démonstration ne tiendrait plus, mais à défaut de vérifier la véracité des deux premiers postulats, on la prendrait pour vrai.

Comme le dit l'auteur de cet article fort intéressant : "*Le pouvoir a la possibilité de créer un nouveau réel, une virtualité qui ne supprime pas, mais qui supplante les faits.*"

Faire illusion, créer de toutes pièces une vérité et l'imposer pour effacer une réalité qu'il ne faut pas voir ou trop encombrante, un mélange de méthode Coué et de démagogie, de purs mensonges tellement gros que personne n'osera les remettre en cause et le tour est joué.

On pourrait sans doute dire que c'est une des caractéristiques propre à l'homo sapien depuis la nuit des temps.

Quand j'écrivais récemment que nos intellectuels étaient misérables, je n'avais pas pris la peine de faire de distinction, je ne le regrette pas, cela ne s'imposait pas.

Vous m'excuserez de ne pas partager l'enthousiasme béat devant la montée de la protestation sociale

en France, car sans perspective politique je vois mal comment on pourrait aller de l'avant, sinon pour obtenir encore des miettes, mieux, pour vaincre.

Le 15 février 2009

Pour les militants qui se poseraient des questions sur le contenu de l'éditorial que j'ai mis en ligne hier par rapport à ma position sur la question stratégique du combat pour la prise du pouvoir. Il faut bien tenir compte de la réalité. Vous ne vouliez tout de même pas que je commette la même erreur que Trotsky en titrant *C'est au tour de la France* alors qu'il n'existe pas de parti révolutionnaire au moment où j'écris ces lignes.

Il n'y a pas l'ombre d'un début de compromis sur les principes dans mon éditorial, que les choses soient parfaitement claires. Au mieux, si la situation débouchait sur une crise révolutionnaire ouverte, on se retrouverait avec un gouvernement du type de celui de Kerenski, au pire avec un pure gouvernement de front populaire. La différence tient uniquement à la place du PS qui occuperait ou non une place dans ce gouvernement et l'importance qu'elle aurait. Bien entendu, ce n'est pas l'objectif recherché, ne me faites pas dire ce que je n'ai jamais dit, j'ai toujours été opposé à la constitution d'un tel gouvernement, encore plus au combat pour qu'il existe contrairement à Lambert et ses héritiers, c'est là toute la différence entre eux et moi, donc ne confondons pas s'il vous plaît.

Si j'ai pris la peine de préciser "*en l'absence d'un véritable parti communiste* ce n'est pas pour rien, c'est fondamental, c'est le parti que nous devrions construire pendant cette période de transition, si on ne pouvait pas y échapper, le parti qui devrait s'emparer du pouvoir à la seconde étape de la révolution, si les choses se déroulaient ainsi. Vous devez bien comprendre qu'il y a des choses que l'on ne pourra pas improviser à la dernière minute. Soit le parti existera et sera ancré dans les masses et pourra prendre le pouvoir, soit ce sera impossible, voilà tout.

La mobilisation à la Guadeloupe et à la Martinique montre qu'il arrive forcément un moment où le prolétariat dit : stop, on arrête tout, ce n'est plus possible de continuer à vivre comme on nous l'impose. Reste à transformer cette crise sociale en crise politique, puis en crise révolutionnaire.

On ne peut pas analyser la situation et proposer une issue politique quand les événements se précipitent en partant de l'hypohèse que le parti existe, quand il n'existe pas. Ce serait une grave erreur de penser que la situation pourrait évoluer durablement de façon positive en l'absence du parti. Vous allez voir que les possibilités qu'offre la situation actuelle vont atteindre rapidement leurs limites en l'absence de perspective politique, c'est inévitable.

La question posée à la population de la Guadeloupe et la Martinique ne pourra être résolue qu'à partir du moment où elle se posera de la même manière en métrople, quand la classe ouvrière dira : stop, on arrête tout, le capitalisme est en train de tout détruire, jusqu'aux plus infimes liens socials.

Aux infos, j'ai encore vu un reportage en Grande-Bretagne consternant. 39.000 filles de moins de 18 ans sont mères, oin a vur un couple, lui 13 ans, elle 15, à la question du journaliste : et sur le plan financier comment vous allez vous en sortir, pas de réponse, voilà la déchéance du capitalisme dans toute sa splendeur.

A la Guadeloupe, ils ont établi une liste de 144 revendications à satisfaire, à ce niveau-là, cela montre que c'est l'ensemble de la société, les bases économiques sur lesquelles elle repose qu'il faut changer,

quelques réformes ne pourraient permettre de répondre à l'ensemble de ces revendications, ni même à la moitié ou au quart, en conclusion, c'est bien le système capitalisme qui est remis en cause et qu'il faut balayer.

On peut observer jour après jour la crise enfler, c'est perceptible à l'oeil nu. Aux Etats-Unis un plan appelé de relance vient d'être adopté, à peine un peu moins de 800 milliards de dollars. Réponse de Wall Street : la bourse américaine finit la semaine dans le rouge.

Rien n'y fait. Des milliers de milliards de dollars ou d'euros injectés dans l'économie de part et d'autre de l'Atlantique et la crise continue de faire des ravages, et ce n'est qu'un début. Ils vont construire des écoles et des ponts, et lorsqu'ils seront construits, que deviendront ceux qui les ont construits ? Ils retourneront au chômage, à la case départ, le gouvernement américain se retrouvera dans la même situation qu'aujourd'hui, dans une situation encore plus difficile pour l'affronter.

Ils veulent que la population dépense plus. En gros, ils voudraient que la population dépense l'argent qu'elle a en dépôt dans des banques et qui sert à celles-ci de garantie pour attirer l'argent d'investisseurs. Mais imaginons que la population dépense cet argent et que chaque actionnaire vienne à exiger l'argent qui lui revient en échange de la vente de ses actions, argent que les banques et les entreprises n'auraient plus puisqu'elles l'aurait dépensé, la seule matérialisation qu'il resterait de cet argent serait les entreprises.

La situation prise sous n'importe quel angle s'oriente inexorablement vers la remise en cause du capitalisme. Il faut que ce processus de mûrissement de la prise de conscience des masses aille à son terme, car c'est seulement à partir de ce moment-la que l'on pourra envisager une victoire possible sur le capitalisme, la révolution et son triomphe.

La France est le pays de la révolution, c'est ce que je dis à beaucoup d'Indiens. Ici, quand tu parles de la richesse et de la pauvreté, tout le monde embraie sur ce sujet, tout le monde comprend au quart de tour de quoi tu parles, mieux, on t'écoute, alors que généralement tout le monde se tape de tout. Je ne suis pas organisé, mais je fais de la politique sur une plage sous les cocotiers !

On va se détendre un peu, cela faisait trop longtemps qu'on était sérieux. J'ai une petite histoire à vous raconter. Pas une histoire indienne malheureusement, mais bien française.

J'ai reçu un courriel d'un "docteur en sexologie humaine et en sexualité humaniste". Il a dû se tromper de site Internet ou être mal aiguillé par un moteur de recherche le malheureux. Il m'a trouvé dans un état "dépressif" !

On se marre bien quand même, tu parles d'une dépression, tous les dépressifs de la terre voudraient bien être à notre place !

Dépressif ? Pas vraiment, se lever avec le soleil qui pointe à l'horizon au-dessus du Golfe du Bengal sur la mer, il y a pire. Se coucher en observant la voie lactée de son lit, c'est vrai que cela a donner la migraine. L'horreur, c'est quand la lune s'invite, elle éclaire tout le premier étage et m'empêche de dormir, c'est à piquer une crise de nerf !

Dépressif ? Pas vraiment, se lever à l'heure qu'on veut, se coucher à l'heure qu'on veut, en voilà un casse-tête à vous rendre dingue !

Dépressif, déséquilibré ? Pas vraiment, sur le plan affectif ou sentimental, sur le plan intellectuel ou

mental, sur le plan sexuel, sur le plan matériel ou financier, j'ai ce qu'il faut où il faut, merci. Et sur le plan politique, on fait ce qu'on peut.

J'aurais pu vivre avec une femme magnifique, j'aurais pu être très fortuné, j'aurais pu faire une brillante carrière professionnelle, j'aurais pu devenir un grand patron, un homme d'affaires, j'aurais pu vivre comme un bourgeois, je le serais même devenu, mais j'ai choisi autre chose, sciemment, consciemment. Je ne vis pas sur le dos des autres et surtout pas sur leurs malheurs, sauf sur ceux des riches. C'est ma carte de visite comme ils disent.

Etre dépressif, c'est ne plus pouvoir rien supporter, on ne voit plus comment on pourrait s'en sortir, il n'y a plus d'issue, plus rien pour compenser la dureté de la vie, on est au bord du désespoir, parfois du suicide.

Ce charlatant qui m'a diagnostiqué dépressif a bien vécu en racontant des balivernes à ces clients.

La plupart des gens qui vont se faire analyser ont un problème affectif, ils n'ont plus personnes à qui parler, ils ont l'impression que plus personne ne veut les écouter, que plus personne ne les aime, ils ont perdu confiance en eux, ce sont des gens qui se trouvent très seuls dans leur vie, alors qu'ils ne vivent pas sur une île déserte. La société fabrique du malheur à la pelle au quotidien, et il y en a qui s'en nourrissent, comme ce monsieur.

De là à ce que ce genre de problème se reporte sur la sexualité, il n'y a qu'un pas, c'est le cas le plus souvent.

J'ai un pote qui vivait en couple depuis pas mal d'années, il avait été un super dragueur, il pensait qu'il avait été doté d'un charme naturel et que pour cette raison sa compagne ne pouvait que le désirer. Sauf qu'au bout d'un moment, quand tu vois que ton compagnon n'est pas capable d'affronter les exigences de la vie quotidienne, tu finis par t'en détacher sur le plan affectif, et cela se ressent sur le plan sexuel évidemment. Il ne l'a pas supporté, il l'a soupçonnée de le tromper alors qu'il n'avait pas arrêter de la tromper pendant des années, il a piqué une crise de jalousie et il s'est tiré une balle dans la tête. Deux autres de mes potes ont fini de la même manière, dont un qui avait tout pour lui ; il vivait dans un manoire à Rueil Malmaison (92), il avait un magasin de sport et ses parents étaient bourrés de fric, il avait une compagne superbe à faire pâlir bien des mannequins.

La dépression n'est pas réservée qu'aux nantis, loin de là. Si les riches ont de nombreux paliatifs à leur disposition pour supporter la crise, les ouvriers n'ont que le pinard aurait dit Coluche et les jeunes le pétard !

C'est vrai que la politique peut rendre aigri, mais si l'on croit dans les idées qu'on défend, dans la véracité de nos arguments, il n'y a pas de raison de se battre pour autre chose, de manoeuvrer ou de dissimuler quelque chose, d'adopter un comportement paranoïaque ou agressif gratuitement. Je précise car j'adopte une certaine distance par rapport à ce que j'écris, un peu comme Marx ou Lénine qui exagérait certaines situations pour mieux attirer l'attention sur certains aspects capitaux qui pouvaient avoir valeur d'enseignement.

Il faut être ouvert à la discussion sur n'importe quel sujet, il ne doit pas y avoir de tabous entre nous. Comme cela aucun d'entre nous n'aura besoin d'aller chez un psy !

J'ai envie de terminer en vous disant : portez-vous bien camarades, on aura besoin de chacun d'entre vous pour vaincre.

J'allais oublier, notre psychothérapeute à la noix a dû vouloir parler de la crise du capitalisme en parlant de dépression, un cas classique de confusion entre l'objet et le sujet.

Bon dimanche.

Autre chose.

Entendu aux infos de TV5 Monde Asie hier soir. Une vendeuse d'une supérette en Guadeloupe montre sa feuille de paie : 425 euros par mois pour 25h de travail pas semaine. Elle a rajoint la grève car ce n'est plus possible de vivre avec des salaires aussi misérables.

Il y a quelques années mon ex-épouse et notre fille accompagné de son compagnon ont quitté la Réunion pour rejoindre la métropole. Mon ex-épouse avec 20 ans d'expérience comme secrétaire était payée au smic avec un loyer qui représentait la moitié de son salaire.

Le 16 février 2009

Un clin d'oeil à la causerie d'hier : s'il y avait quelque chose qui devait nous rendre dépressif, c'est bien le mouvement ouvrier ! Ah si le parti était à l'image de la tribune libre qui figure dans le site, il n'y aurait pas lieu de déprimer ! Qu'est-ce qu'on serait heureux ! On aurait fait un pas décisif en avant.

Confronter nos idées, polémiquer ou caractériser certaines positions ne devrait pas nous aveugler, au contraire on a la fâcheuse impression qu'on ne se bat pas dans la même direction, alors qu'en principe on est d'accord sur le fond. Mais le sommes-nous vraiment ? C'est ce qu'on s'efforce de déterminer, et la seule manière d'y arriver, c'est de tout revérifier régulièrement à la lumière du marxisme, dans la mesure du possible.

Tout converge pour mettre en accusation le capitalisme, tous les maux qui affectent la société viennent de lui. Chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles où il est mis gravement en cause directement. Il faut donc que chaque travailleur finisse par savoir ce que signifie le capitalisme, c'est notre boulot de leur enseigner. A mon avis, c'est sur ce plan-là que la conscience des masses doit impérativement progresser pour entrevoir une issue politique.

Les institutions, ils savent plus ou moins à quoi elles servent, ils le sauraient mieux encore s'ils pouvaient faire le lien entre leur fonctionnement et les exigences du capitalisme, car les deux sont évidemment intimement liés, ils finiraient par comprendre qu'en brisant ce lien, il serait alors possible de remettre en cause les fondements du capitalisme et de régler immédiatement la majeure partie de nos problèmes, ils se rendraient compte enfin qu'il n'y a pas de fatalité, qu'ils ont le pouvoir de guider leur destin. Est-ce que vous sentez le développement dialectique qui soutend ce mouvement ? Il est pour ainsi dire palpable, matériel et bien réel. C'est parce que je le sens que j'estime être sur la bonne voie, même si parfois j'hésite ou je me plante.

On peut se retrouver avec une crise politique ou une crise révolutionnaire due à la mobilisation des masses, sans qu'elle ait de direction précise, ce serait dramatique et tragique. On se demande bien comment elle pourrait en avoir, alors que les masses n'ont personne pour les guider dans la bonne direction, leur indiquer les prochains objectifs à atteindre, je ne parle même pas de l'objectif final qui est la prise du pouvoir. Même si un parti adoptait une perspective révolutionnaire correcte, cela ne

changerait rien dans l'immédiat, puisqu'il n'existe aucun parti ancré profondément dans les masses. Pour ainsi dire, il vaudrait mieux que la crise prenne son temps avant de se transformer en crise révolutionnaire...

En observant la situation à la Guadeloupe, on a confirmation de ce qu'on savait déjà mais qu'on avait semble-t-il oublié : la crise politique et le combat politique, la prise de conscience au niveau politique ne s'inscrivent pas dans la continuité ou le prolongement de la crise sociale, du combat pour les revendications démocratiques bourgeoises et de la prise de conscience au niveau économique, ils s'inscrivent en rupture avec les rapports sociaux existant et tendent à les remettre en cause.

Au bout de quatre semaines de grève générale à la Guadeloupe la situation est bloquée, elle serait même en train de pourrir qu'il n'y aurait rien d'étonnant à cela en dehors de toute issue politique. Ce mouvement n'est pas encore passé au plan politique, il n'a pas encore changé de nature.

Un mot sur ne NPA.

J'ai lu rapidement les documents qu'ils ont adoptés lors de leur congrès. On y trouve tout et son contraire comme il fallait s'y attendre. La SFIO ou le PS avait des relents marxistes dans leurs programmes, on y trouvait par exemple la nécessité d'abolir la propriété privée des moyens de production , ce qui n'a jamais fait d'eux des partis marxistes révolutionnaires.

Pour analyser la nature d'un parti, on ne peut donc pas se contenter de ce qu'en disent leurs fondateurs, leurs déclarations, leurs discours écrits qui correspondent en tout ou partie à leur programme, comme nous avait averti Marx. On ne peut pas se fier à ce qu'ils disent d'eux-mêmes, sauf à faire preuve d'une navrante crédulité disait-il en substance.

Donc pour définir la nature d'un parti et les intentions réelles de leur fondateur, on ne peut pas s'en remettre aux apparences. Il faut tout analyser en ayant à l'esprit que selon l'époque ou le contexte dans lesquels ils ont été constitués, certains facteurs n'auront pas forcément la même importance pour les caractériser avec précision.

Observons les différents moments de la fondation du POI et du NPA.

Le POI a été fondé dans la foulée des dernières élections alors que la crise actuelle n'était pas encore entrée dans sa phase critique. Leurs initiateurs ont cru qu'ils pourraient réaliser un "coup" en devançant tout le monde, la LCR et Mélenchon avec son PG, en réalité, il reposait sur une appréciation erronée de la situation qui n'avait pas encore suffisamment mûrie. Ils ont peut-être pensés qu'en devançant les autres, ils seraient les premiers à récolter les fruits de la crise en terme de recrutement, sauf que cela ne s'est pas réellement produit.

Le NPA a été fondé en pleine cris ouverte du capitalisme au moment ou des centaines de milliers de licenciements tombaient, du coup, ses fondateurs n'avaient plus qu'à se baisser pour en récolter les fruits. On peut légitimement penser que leurs initiateurs n'y sont pas pour grand chose, eux qui n'ont jamais rien vu venir pendant des décennies, j'émets l'hypothèse qu'au départ ils ont voulu immiter le PT, ce que confirme le fait qu'ils ont lancé le projet de NPA au mois d'avril 2007, pratiquement au moment de la fondation du POI (en juin de la même année), et c'est uniquement par un concours de circonstances favorables qu'ils n'ont pas eu à chercher bien loin pour recruter 6.000 adhérents supplémentaires.

Maintenant, si l'on n'est pas trop exigeant ou qu'on n'y regarde pas de trop près, les programmes de

ces deux partis peuvent sembler correctes, et sur ce plan le NPA a un net avantage sur le POI en mettant en avant la nécessité de passer par la voie révolutionnaire pour que le prolétariat accède au pouvoir, passons ici sur les contradictions qui figurent dans leur programme et admettons provisoirement qu'il pourrait nous convenir.

Dans les deux programmes on trouve également la nécessité de liquider la Ve République, de rompre avec l'Union européenne et toutes les institutions internationales du capital, etc. Donc en apparence tout cela semble correcte.

Autre point commun à ces deux partis qui là tranchent radicalement avec l'appréciation précédente. Au POI, certains de leurs dirigeants sont farouchement opposés à la voie révolutionnaire, Schivardi et Jeanneney pour n'en citer que deux qui se sont exprimés publiquement sur cette question. Au NPA, lors de son congrès fondateur, lorsque la question du nom du parti a été abordée et mise au vote des délégués, ils avaient le choix à l'arrivée entre deux noms, le NPA Nouveau parti anticapitalise ou PAR parti anticapitaliste révolutionnaire, or ce dernier a été rejeté, ce qui signifie qu'une majorité des adhérents de ce parti sont contre la voie révolutionnaire qui figure pourtant dans leur programme.

Cette question est déterminante, car l'on sait par expérience que sans passer par la voie révolutionnaire, jamais le prolétariat n'accèdera au pouvoir, jamais nous ne pourrons nous débarrasser du capitalisme. Il faut donc en déduire que ni le POI ni le NPA ne peut être le parti dont la classe ouvrière aura impérativement besoin pour vaincre et que ce parti reste entièrement à construire.

Et quand on analyse la ligne politique de ces deux partis, on en est totalement convaincu au premier coup d'oeil, puisque ni l'un ni l'autre ne propose aujourd'hui la moindre issue politique aux masses, et encore, s'ils en proposaient une, il faudrait observer de quelle manière ils la mettent en pratique quotidiennement, car c'est facile pour des gens habitués à manier le marxisme de pondre instantanément quelque chose qui ressemble à une issue politique correcte, encore faut-il qu'ils se battent pour la faire pénétrer dans les masses pour qu'elles l'adoptent. Finalement, c'est donc en passant sur le terrain pratique que l'on se rend compte que ces partis ne sont pas ce qu'ils prétendent être.

On aurait pu aussi aborder la question de leur composition petite bourgeoise ou issue des classes supérieures du prolétariat, des couches protégées du prolétariat pour leur trouver un point commun. Tous deux ont recruté massivement, majoritairement, des travailleurs qui sont bourrés d'illusions dans le capitalisme et dont la plupart n'ont qu'une très vague idée de la différence entre syndicalisme et politique.

Autre point commun, citation commune il faut préciser, le mimétisme va loin entre le NPA et le POI, en chassant toute référence au marxisme comme s'il était pestiféré, pire, en lui préférant Jaurès qui n'aura de cesse de vouloir allier l'idéalisme et le matérialisme, ils ont indiqué clairement que leurs intentions n'étaient pas de rompre avec l'obscurantisme qui sert avant tout à assurer la pérennité du régime capitaliste.

Autre point commun que l'on pourrait qualifier de contre-révolutionnaires en prenant le risque d'être incompris, tous les deux se prononcent pour des réformes immédiates, sous le gouvernement actuel, par le gouvernement actuel, sachant qu'une infime minorité des travailleurs participent aux mobilisations, même quand elles atteignent un ou deux millions, au passage on se demandera si les militants savent encore compter, il est un fait que personne ne veut prendre en considération mais que j'estime capital, en admettant que Sarkozy soit obligé de reculer sur des revendications importantes, sachant que plus de 90% des travailleurs n'auront participé à aucune mobilisation, ils seront tentés en

dehors de toute conscience politique d'en attribuer le mérite à Sarkozy, les médias se chargeront de les en convaincre en le martelant, c'est certain. Et après ? Rien évidemment, comme à chaque fois en pareille occasion.

Deux méthodes, d'un côté celle du réformisme bourgeois, de l'autre, celle du marxisme révolutionnaire.

Le POI et le NPA combattent pour des réformes pour qu'elles soient appliquées, pour gagner. C'est leur seul objectif. Ils n'ont pas d'autre perspective politique comme chacun peut le constater, il suffit d'ouvrir les yeux et les oreilles.

A l'opposé, je dis qu'il faut combattre pour des réformes non pas pour qu'elles soient appliquées ou pour gagner, on s'en fout, mais pour faire tomber le gouvernement et le régime.

En aparté. Il y a des crétins qui vont encore penser : vous vous rendez compte de ce que vous dites, vous vous en foutez, c'est dégueulasse, mais mettez-vous à la place des travailleurs pauvres... Calomniateurs ou inconscients, je ne fais que cela imaginez-vous, je ne pense qu'à eux qu'est-ce que vous croyez, eux ils n'ont rien à perdre contrairement à beaucoup, votre humaniste de pacotille ne peut conduire qu'à perpétuer l'ordre établi, et qu'est-ce que vous vous imaginez, que le combat de classe, la révolution, ne demandent pas de sacrifices de la part de la classe ouvrière, c'est triste ou malheureux tout ce que vous voudrez, mais mettez-vous dans le crâne que plus d'un d'entre nous devra être sacrifié ou sera sacrifié pour que la classe prenne le pouvoir. Pas vous apparemment, vous aurez décampé avant pour sauver votre misérable peau ! Vous connaissez des guerres qui ne font pas de victimes des deux côtés, moi je n'en connais pas. On est en guerre permanente contre le capital, une idée qui n'a pas encore dû vous effleurer l'esprit. Souvenez-vous des dizaines de milliers de morts de la Commune de Paris. Redescendez sur terre, après vous pourrez pleurnicher sur le sort de la classe ouvrière. Et ne me faites plus chier avec ce genre de conneries qui a le don de me mettre en furie, tant de crasse ignorance est insupportable... mais inévitable, vaut mieux en rire qu'en pleurer, finalement restons clame ! Au fait mon épouse vit en France avec 600 euros par mois et ma mère perçoit la retraite de mon père ouvrier en bâtiment qui ne doit pas être plus élevée, et personnellement j'ai 350 euros par mois pour vivre y compris pour faire fonctionner ce foutu site Internet qui sert à des prunes, chez nous on a été forgé à la hache, on a un peu de dignité, on n'a que cela et on y tient !

Le combat pour les réformes tel que je le conçois n'a pas pour objectif de subordonner davantage le prolétariat au capitalisme (et aux institutions), mais de l'aider à prendre conscience de la nature du régime, pour l'aider à rompre ses liens avec le capitalisme et les institutions, pour qu'à l'étape suivante il se soulève pour renverser le régime, afin ensuite de pouvoir mettre en oeuvre ces réformes indispensables et urgentes.

La signification et la portée politique de réformes ne sont pas les mêmes lorsqu'elles se situent ou non dans une perspective politique. Le POI et le NPA n'ont pas à proprement parlé de perspective politique. Or l'unité des exploités ne peut pas se réaliser et déboucher sur la remise en cause du régime sans perspective politique, ou dans le meilleur des cas elle serait vouée à une terrible défaite, la plupart du temps l'unité est même impossible à réaliser en dehors du combat politique contre le pouvoir en place vers lequel seul peut et doit converger toutes les revendications. Si vous ne déterminez pas quel est le point commun à toutes les revendications et vers quel objectif commun elles doivent converger, comment voulez-vous parler sérieusement d'unité ?

La recherche de résultats à tout prix, cette fixation quasi névrotique sur l'objectif d'obtenir

satisfaction sur des revendications économiques ou sociales, revient finalement à favoriser le mouvement au détriment de l'objectif de notre combat politique qui est d'en finir avec le régime. C'est adopter la théorie du rénégat du marxisme Bernstein.

Comme je l'ai écrit ailleurs, en voulant créer des partis de masse avant même que la crise révolutionnaire soit ouverte, ils se sont trompés de timing, ils ont démontré que leurs dirigeants n'étaient pas capables d'analyser à fond la situation et qu'ils étaient incapables de s'inspirer des enseignements de la lutte de classe du prolétariat du XXe siècle. Ils peuvent aussi estimer que les choses sont très bien comme elles sont, l'autosatisfaction qu'affichent leurs dirigeants porte à le penser.

Quand seul le mouvement compte et qu'on se moque bien de l'objectif, tout va pour le mieux en période de crise, c'est bien connu, on se laisse porter par la vague de contestation... Il y en a plus tard qui vont se réveiller avec la gueule de bois. Ils ne pourront pas dire qu'on ne les avait pas avertis.

Autre point.

On a appris la dissolution du groupe CRI dans le NPA. C'est marrant, j'ai comme l'impression qu'ils avaient décidé de s'intégrer au NPA **avant même** d'en connaître précisément la nature et le fonctionnement. Ils n'ont obtenu aucun élu à la direction du NPA, tous leurs textes ont été rejetés par plus de 95% des congressistes, mais bon, chacun voit midi à sa porte et l'on n'a pas de temps à perdre à en discuter. Tout cela était prévisible, je l'avais écrit souvenez-vous.

Ils pensent pouvoir ainsi influencer la politique opportuniste de la direction du NPA, on ne voit franchement pas comment ce serait possible, c'est encore se faire des illusions, mais le plus grave, c'est qu'ils vont devoir la défendre ! C'est comme tendre la joue gauche après avoir reçu une grosse claque sur la joue droite, il y en a qui affectionnent apparemment.

Le 17 février 2009

Sudhakar, le jeune que j'avais eu comme élève à l'Alliance française et qui habite à côté de chez moi, m'avait parlé d'un "banquier belge" à qui il avait loué la maison de son grand-père, sans que je le rencontre depuis un an. C'est fait depuis cet après-midi et je ne le regrette pas. Nous avons dû écourter notre conversation qui a duré une bonne quarantaine de minutes à cause de la tombée de la nuit.

Je n'ai pas demandé à ce sympathique monsieur quelle était sa fonction précise au sein de sa banque. On a abandonné rapidement la discussion sur les problèmes d'hygiènes que l'on rencontre dans le village dûs également à des Européens, pour la crise du capitaliste qui le passionne autant que moi. Je lui ai dit ce que je faisais avec le site, j'ai évoqué Marx et *Le Capital* qui pour lui reste "inclassable", il m'a répondu en substance qu'il était de "gauche" sans être communiste contrairement à moi, ce qui ne m'a pas gêné, je lui ai d'ailleurs dit. Il a tellement été enthousiasmé par notre discussion, qu'il m'a avoué être heureusement surpris de faire une telle rencontre. Nous nous sommes quittés en nous invitant mutuellement.

Venons-en à notre discussion. Je lui ai fait part de mes idées sur la crise, de mes incertitudes aussi, et bien sûr des questions qui nous intéressent tous. Le meilleur moyen de vérifier ma théorie sur cette crise, notamment dans le domaine purement financier, était de la développer devant lui pour voir sa

réaction, s'il confirmait mes dires ou me corrigeait en cas d'erreur ou de lacune. A ma grande surprise, il m'a dit "*vous avez tout compris, c'est bien ce qui s'est passé aussi incroyable que l'on puisse le penser*". Alors je lui ai fait part de mes doutes sur des sommes titanesques avancées par certains économistes à propos des produits dérivés, j'ai rappelé les chiffres qui sont supérieurs à un million de milliards de dollars, il a confirmé qu'ils étaient exacts et entièrement du domaine de l'économie fictive.

Il m'a dit que tout le monde de la finance, tous les banquiers étaient parfaitement au courant depuis le début. Il est remonté à 1974, pour lui cela a commencé quand Nixon a décidé de mettre un terme à la convertibilité du dollar en or. "Ils ont voulu inventer une nouvelle économie déconnectée de l'économie réelle, sauf que l'unique source du profit n'a jamais changé. Le décalage ou le fossé entre les deux n'a cessé de s'accroître depuis, au point que la catastrophe est devenue inévitable" m'a-t-il expliqué, confirmant ma propre analyse et mes propres conclusions.

Je lui ai parlé des "bad bank", des "banques poubelles" qui seraient chargées d'épurer le système financier en lui disant qu'au départ personne ne voulait entendre parler de la nécessité de liquider les créances pourries des institutions financières, mais que les choses évoluaient, et que pas plus tard qu'hier le directeur du FMI envisageait une telle solution. Il m'a répondu qu'ils pourraient effectivement y recourir mais que les conséquences seraient terribles. J'ai avancé que des centaines d'institutions financières et de banques seraient alors conduites à disparaître, il a confirmé en ajoutant qu'on ne peut pas aujourd'hui en mesurer réellement les conséquences, car c'est la totalité de l'économie mondiale, toutes les grandes entreprises qui seraient durement frappées et entraînées dans leurs sillages. Pour lui, la crise de 1929 n'était rien à côté de celle d'aujourd'hui.

Il n'imagine pas que le capitalisme puisse s'en sortir car la crise va avoir des conséquences sociales terribles. Quand j'ai avancé que ce serait une bonne occasion pour porter le coup de grâce au capitalisme, il m'a répondu que c'était sans doute la seule issue possible et souhaitable vue les ravages causés par le capitalisme à travers le monde.

J'ai aussi évoqué toutes les réunions internationales depuis celle du 15 novembre à Washington jusqu'à celle du G7 de vendredi et samedi dernier, selon lui aucun des acteurs présents ne peut prévoir comment la crise va évoluer tout en sachant qu'ils n'ont pas les moyens de la juguler. Selon lui dans les milieux dirigeants, ils n'ont pas pris encore conscience de l'ampleur de cette crise, ils refusent toujours d'en déterminer l'origine ou ils en sont incapables. Ils ne veulent pas croire les chiffres qu'ils ont sous les yeux. Il m'a répété à deux reprises que c'était extraordinaire de constater que ces gens refusaient de voir la réalité en face, qu'ils la niaient...

Il m'a rappelé que c'était en réalité à partir du début des années 90 que les choses s'étaient vraiment emballées, quand les institutions financières avaient mis au point des produits de plus en plus sophistiqués et incontrôlables, en répétant que tout le monde le savait, tous les administrateurs des banques le savaient, tous les ministres de l'économie ou des finances le savaient pertinemment, ils ont laissé faire en n'imaginant pas un seul instant qu'il viendrait un jour où il faudrait solder les comptes et qu'il serait impossible de recourir au même procédé indéfiniment pour y échapper. Ils ont oublié les bases de l'économie capitaliste tout simplement.

Voilà en gros notre discussion. Il m'a proposé de venir le voir quand je le souhaiterais si j'avais encore des questions à lui poser, en ajoutant qu'il n'était "plus très pointu" dans certains domaines et qu'il avait pris beaucoup de plaisir à notre échange. Il faut que je retrouve la causerie où j'avais posé un certain nombre de questions pour lesquelles je n'avais pas de réponses satisfaisantes à mon goût ou des doutes pour lui soumettre.

Vous voyez camarades, j'ai procédé avec lui en utilisant la méthode que j'emploierais face à un travailleur, sauf qu'ici les rôles étaient inversés. Au lieu d'employer la mauvaise méthode qui consiste à débiter son discours pour demander ensuite au travailleur ce qu'il en pense, néophyte en économie, j'ai exposé mon analyse de la crise du capitalisme devant un professionnel sans craindre le ridicule et sans complexe, pour qu'il me dise à son tour ce qu'il en pense franchement et pouvoir ensuite comparer nos deux points de vue, afin d'en tirer un enseignement.

Cela ne m'aurait servi à rien de l'écouter parler en premier, il connaît son affaire, alors que moi je dois vérifier en permanence si je ne me suis pas planté et éventuellement me corriger, j'ai un objectif, progresser, le reste ne m'intéresse pas. Si une discussion ne devait servir qu'à faire étalage de ses connaissances où chacun ânonne ses vérités, cela n'aurait vraiment aucun intérêt pour personne, ce serait stupide, ce serait une perte de temps et faire preuve de vanité.

Il faut de l'audace dans la vie, j'ai bien eu la trouille de dire des conneries, j'avais en face de moi un monsieur charmant mais très sérieux je vous assure, cependant le besoin de savoir si j'avais vraiment compris quelque chose l'a emporté sans présumer du résultat, je ne suis pas du genre à nier mes faiblesses ou mes lacunes. Pour se marrer, un psychologue ajouterait que c'est le meilleur moyen de les supporter ou de les assumer, le mieux, c'est que c'est vrai ! La suite lorsque j'aurais mis la main sur la causerie que j'ai évoquée plus haut et que j'aurai soumis mes questions à Charlie, je crois qu'il s'appelle ainsi notre banquier belge. Je lui parlerais de Fortis et Dexia !

Je ne l'ai pas dit avant car cela ne m'était pas venu à l'esprit plutôt, si je m'étais comporté avec lui en dogmatique récitant mon catéchisme marxisant, cela l'aurait sans doute fait chier à mourir et la discussion aurait tourné court, entre nous, dans ce cas-là il aurait eu raison, j'aurais fait de même. Je n'ai pas perdu ma journée. J'espère ne pas vous avoir fait perdre votre temps si précieux camarades.

Un dernier mot : lisez les dépêches économiques, la dernières va peut-être vous faire sourire, mais elle est révélatrice de la profondeur de la crise (Plus d'1,5 millions de vaches laitières menacées de mort aux Etat-Unis (17.02)). On ne peut pas se forger sa propre analyse politique de la situation si l'on ne suit pas l'évolution de la crise, et comme tous les dirigeants la néglige systématiquement, sans doute parce qu'ils pensent que les militants et les travailleurs sont trop cons pour y comprendre quelque chose, si vous vous fiez à leurs syllogismes ou leurs sophismes vous ne serez pas tellement avancés, d'autant plus qu'il n'est pas du tout certain qu'ils se donnent autant de mal que moi pour essayer de comprendre ce qui se passe réellement, en tout cas on attend toujours qu'ils nous en fournissent la preuve. Salut !

Le 18 février 2009

Je regrette que peu d'entre vous aient lu le texte sur les fonctionnaires où je faisais le lien entre le combat contre l'Etat capitaliste et le combat contre le capitalisme dans le secteur privé, alors que j'y développais une analyse qui tranche avec tout ce qu'on a l'habitude de lire. Loin de moi l'idée de taper sur les fonctionnaires, bien au contraire, renouant avec le marxisme, j'ai essayé de montrer de quelle manière il fallait s'y prendre pour les aider à élever leur niveau de conscience politique en rupture totale avec le réformisme bourgeois qui a pourri le mouvement ouvrier, ses organisations et ses partis. Si cela ne vous intéresse pas, non, je préfère ne rien ajouter.

J'ai constaté aussi que les documents économiques ne vous intéressaient pas non plus, or celui qui ne suit pas le développement de la crise du capitalisme ne sera jamais en mesure d'analyser correctement

la situation politique. Je pensais que c'était bien de donner les moyens à chaque militant de pouvoir se forger sa propre opinion, je me suis apparemment trompé, la majorité préfère toujours suivre aveuglément leurs dirigeants incultes en la matière. Je ne veux rien vous imposer, après tout chacun est libre de s'en remettre à dieu et ses disciples.

Et si c'est moi ou mes analyses que vous suivez de la même manière, vous allez vous faire engueuler grave ! Je plaisante, vous savez que j'ai un profond respect pour chaque militant, mais n'abusez pas quand même, je préfère de loin que vous ayez confiance en vous-même, et je ne tiens pas à ajouter ma contribution aux méfaits de la société qui pourrait favoriser en vous le développement du terrain propice à la paranoïa.

Hier les Bourses se sont encore effondrées, bonne nouvelle, immédiatement après l'adoption du nouveau plan de sauvetage du capitalisme de 787 milliards de dollars finalement adoptés aux Etats-Unis. Les dernières déclarations de Strauss-Kahn, qui dirige le FMI, sont très intéressantes, car il a de plus en plus de mal à cacher son angoisse grandissante au fur et à mesure qu'il découvre impuissant l'ampleur de la crise, ce qui confirme ma causerie d'hier.

Mon seul plaisir, vous voulez que je vous dise où je le trouve, certainement pas dans les courriels que vous ne m'envoyez pas, certainement pas dans les misérables politiques opportunistes mises en oeuvre par les différents partis, mais uniquement lorsque les faits me donnent raison. C'est bien triste et désolant d'en arriver là, mais je n'y suis pour rien.

Je ne vous cacherai pas qu'il y a encore quelques mois je ne comprenais pas moi-même grand chose à cette crise du capitalisme en dehors de ce que j'avais lu ici ou là et qui m'avait laissé perplexe. J'avais eu l'honnêteté de l'écrire dans le site. Avec acharnement je m'y suis mis bien que l'énonomie soit une matière ingrate à étudier par excellence, dorénavant je suis beaucoup mieux armé théoriquement pour arriver à comprendre l'essentiel, ce n'est cependant pas suffisant pour émettre un pronostic fiable à long terme. Vous allez comprendre pourquoi immédiatement.

Dire que la crise va durer, qu'elle est profonde, qu'elle est la pire de tous les temps, etc., ne nous apprend absolument rien. Ce qui nous gêne aujourd'hui, c'est que nous ne disposons pas de tous les éléments pour aller plus loin dans notre analyse, on est tributaire des informations qui tombent chaque jour des quatre coins du monde pour se faire une idée plus précise de son ampleur et en mesurer les conséquences prévisibles à court et moyen terme. On peut formuler des hypothèses comme je le fais, il faut ensuite y revenir régulièrement pour observer lesquelles se sont réalisées et lesquelles se sont révélées infondées ou ne se sont pas réalisées finalement, mais ce n'est pas tout, il faut encore creuser pour comprendre pourquoi certaines se sont vérifiées plutôt que d'autres, il faut en déterminer précisément les causes, et le problème c'est qu'on dispose le plus souvent d'informations incomplètes, on est donc obligé d'avancer à tâton, on doit faire preuve d'une extrême prudence avant d'en tirer de nouvelles conclusions, c'est un travail pénible et harassant.

Je vous explique tout cela pour que vous compreniez qu'il ne faut surtout pas se décourager, car au bout c'est payant, très souvent en procédant par recoupement ou déduction on arrive à nos fins, mais presque toujours provisoirement. Il reste toujours des zones d'ombre plus ou moins importantes. Mais maintenant que j'ai un banquier sous la main, je devrais avancer encore plus vite et je m'en réjouis. Je ne plaisante pas, j'ai préparé quelques questions très ciblées à poser à Charlie s'il est là aujourd'hui.

Je suis obnubilé par la planche à billets que toutes les banques centrales mettent à contribution aujourd'hui. Je voudrais savoir aussi à quel moment précis la déflation peut céder la place à l'hyper inflation, le passage de la baisse continue des prix à leur envolée incontrôlable, quels sont

précisément les facteurs qui le déterminent, quels facteurs il faut avoir à l'oeil quotidiennement pour ne pas manquer ce moment décisif où tout pourra s'emballer et conduira à une catastrophe mondiale similaire à celle de 1929, en plus gigantesque évidemment. Vous avouerez que ces questions sont déterminantes au plus haut point, elles conditionnent en grande partie l'avenir de l'humanité, je ne sais pas si nous sommes nombreux à en avoir réellement conscience. Cela ne veut pas dire que les choses vont obligatoirement se passer ainsi, mais si tel était le cas, je veux le savoir le plus tôt possible.

Il est évident que lorsqu'on se lance dans ce genre de réflexion, on ne doit avoir aucun a priori en tête, on doit se dire que tout est possible, ce n'est qu'ensuite que sur une échelle de vraisemblance on évalue au fur et à mesure de quelle manière et dans quelle direction la situation peut évoluer, à quel rythme aussi, car certains facteurs peuvent accélèrer l'ensemble du processus ou au contraire le freiner. Il faut débusquer en permanence l'arbre qui cache la forêt pour ainsi dire, on n'a pas le droit de se contenter d'à peu près pour se forger une opinion. On doit être tout sauf dogmatique si vous voulez.

Ce qui est très frustrant, c'est que parfois on semble enfin avoir compris quelque chose, et patatras, le lendemain une information tombe qui remet tout en cause. Cela force à rester modeste ou à le devenir par la force des choses. On est donc obligé d'avancer, tout en sachant qu'une partie de notre raisonnement est forcément faux, c'est génial, il faut l'admettre, cela choquera les esprits bornés et étroits formatés à l'école de la logique pure, les gens qui ont toujours raison et qui savent tout, on ne les compte plus dans nos rangs, c'est même l'exception qui tient lieu de règle. A tout bien considéré, il vaut mieux encore être autodidacte.

On se dira après cela que les scientifiques ou les chercheurs doivent avoir une vie formidable, mais malheureusement, dès qu'ils sortent de leurs champs de recherche, ils deviennent en règle générale aussi stupides et bornés que le plus inculte individu, si tel n'était pas le cas, ils seraient nombreux à avoir épousés le marxisme révolutionnaire, il en existe peut-être, disons sûrement pour être optimiste, personnellement je n'en connais pas, on attend toujours qu'ils se manifestent.

Une dernière chose très vite.

Je remercie Michel pour son chèque de 30 euros, je n'ai toujours pas envoyé celui de 40 euros de l'autre camarade qui a le même prénom.

En principe, je devrais avoir vendu ma maison d'ici fin mars, c'est en bonne voie. Je louerai ensuite quelque chose dans les terres où je serai plus en sécurité. Ce n'est pas encore fait, mais ce coup-ci c'est sérieux, il me reste à récupérer les documents qui me manquent pour finaliser cette vente, je dois trouver le temps d'aller au bureau qui se situe à 30 kms de chez moi, pas une fois ce serait trop beau, disons un certain nombre de fois ! Je n'ai jamais eu l'âme d'un propriétaire donc je m'en tape complètement, et si j'étais supersticieux, je dirais que la plupart des emmerdements que j'ai eu depuis que je vis en Inde viennent de là.

Et dire que je vais encore devoir redéménager, cela n'en finira donc jamais ? J'y suis condamné à vie, mais après tout c'est mieux que de s'encrouter quelque part. C'est comme le peu de meubles qui m'accompagnent, j'ai la manie de leur faire faire le tour de la maison, car au bout d'un moment je ressens le besoin irrésistible de tout changer de place ; en quelque sorte je ne supporte pas plus ce qui semble figé pour l'éternité que les vérités éternelles, c'est contre nature, antidialectique ! Au moins cela présente un avantage : celui de rester jeune dans sa tête.

Le 19 février 2009

Voici ce que l'on a appris par une dépêche de l'AFP du 18 février.

"*Un projet de loi a été adopté en conseil des ministres par le gouvernement de la chancelière conservatrice Angela Merkel, et doit être présenté rapidement aux députés du Bundestag. Il prévoit de pouvoir lancer une "procédure d'expropriation" des actionnaires des banques en échange d'indemnisations, une mesure qui court jusqu'au 30 juin 2009.*"

Honte à nos dirigeants ! Honte à ceux qui les soutiennent aveuglément !

Ce sont les gouvernements bourgeois qui vont devoir exproprier les actionnaires des grandes entreprises, non pas pour le compte du socialisme, mais pour permettre au capitalisme de survivre.

Alors que nos dirigeants n'osent même pas avancer le mot d'ordre d'expropriation des patrons et des actionnaires, sans leur verser un centime d'euros évidemment. Ils sont l'arrière-garde de la classe ouvrière !

Qu'attendent-ils pour appeler les travailleurs à chasser Sarkozy et son gouvernement, en finir avec les institutions de la Ve République ?

Mobilisation générale de tous les exploités pour en finir avec le capitalisme qui nous pourrit la vie et nous promet un avenir encore plus insupportable.

Autre fait d'arme tout aussi glorieux.

Voici le commentaire que j'ai ajouté à la dépêche intitulé *L'extrême gauche défile pour la Guadeloupe «qui nous montre la voie»* du 17 février et qui se terminait pas ces mots ironiques : "*le grand soir s'est couché*"

"le grand soir s'est couché", c'est bien la lamentable démonstration qu'ont offert tous les organisateurs de cette manifestation, il fallait y ajouter le POI. On ne peut pas mieux dire : ils sont tout juste bons à "se coucher" devant le régime honni par les masses.

Il n'y en a même pas un qui ose dire tout fort ou écrire que Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays et illégimes, alors qu'on en a la démonstration sous les yeux tous les jours. Ils sont décidément en dessous de tout.

Comment dire, la palme de l'opportunisme revient à Besancenot et Autain qui ont avancé le facteur colonial qui est étranger à la mobilisation des travailleurs des DOM-TOM classe contre classe, afin de les diviser. Pour faire oublier qu'ils sont incapables de proposer la moindre issue à la crise du capitalisme, qui de toutes manières ne pourra pas être résolue dans les DOM-TOM avant d'avoir été résolue sur le plan politique en métropole.

La seule manière efficace de manifester sa solidarité avec les travailleurs des DOM-TOM en grève générale illimitée pour la satisfaction de l'ensemble de leurs revendications, c'est d'appeler les travailleurs en métropole à se mobiliser pour chasser Sarkozy et son gouvernement, les institutions, et en finir avec le capitalisme, dont la survie pendant beaucoup trop longtemps est à l'origine de la

situation sociale actuelle catastrophique. Dresser la classe contre l'Etat et ses représentants à la solde du capitalisme, voilà la seule réponse politique à la hauteur de la situation.

Face à l'intransigeance du gouvernement et du patronat, la solution à la situation ne peut être que de nature politique. Un véritable cauchemar pour nos dirigeants de l'arrière-garde !

La position des dirigeants des partis ouvriers fait fâcheusement penser au front unique anti-impérialiste qui n'était pas foutu de lutter contre son propre impérialisme...

Je n'ai pas évoqué la connerie en passe de devenir légendaire de Mélenchon pour la réserver pour la fin, il a dit : «*Les békés sont les mêmes là-bas et ici*».

Un internaute lui a répondu comme il fallait : " *Les propos de Mélénchon sur les Békés sont une honte pour la gauche. Les Békés sont les blancs créoles ; leur identité est donc leur couleur de peau et leur ascendance. ça n'a rien à voir avec leurs idées politiques ou leurs positions*".

Vous avez raison monsieur, Mélenchon a abandonné depuis longtemps la lutte des classes, pour lui la seule chose qui compte en dernier ressort : soutenir le régime en place. PS = PG !

Une dernière chose. Cette causerie a été écrite à chaud mercredi soir après avoir pris connaissance des dernières dépêches.

Un camarade m'a téléphoné, on a discuté de la situation. Il m'a dit qu'il allait allé à une réunion unitaire en solidarité avec les travailleurs des DOM-TOM en grève illimitée depuis 4 semaines. Il hésitait à y aller dégoûté par les positions de tous les partis ouvriers. J'espère l'avoir convaincu d'y aller et d'intervenir pour exprimer les intérêts politiques de la classe ouvrière sur une ligne correcte.

En substance. Madames et messieurs, chers camarades, on nous dit qu'il faut être solidaires de nos semblables qui se battent pour leurs droits légitimes à la Guadeloupe et dans l'ensemble des DOM-TOM. Force est de constater que leur mouvement ne pourra pas aller plus loin, qu'il risque de pourrir et de subir une terrible répression de la part de la police de Sarkozy.

Il ne pourra pas aller plus loin, parce que face à l'intransigeance de l'Etat et du patronat, la solution ne peut être que politique, et elle ne pourra intervenir en premier lieu qu'en métropole.

La question qui est dorénavant posée est la suivante : faut-il oui ou non chasser Sarkozy et son gouvernement pour oser entrevoir la satisfaction de nos revendications ?

Chasser le gouvernement pour le remplacer par son ombre ne règlerait aucun problème à l'heure où la plus gigantesque crise de son histoire frappe le capitalisme. Il faut en avoir parfaitement conscience pour comprendre la ligne politique que je défends.

Qui peut imaginer un seul instant qu'il serait encore possible de satisfaire nos revendication en conservant les mêmes bases économiques, celles qui justement nous ont précipité dans cette situation catastrophique dans tous les domaines ?

Qui peut imaginer un seul instant qu'il serait encore possible de satisfaire nos revendication en conservant en place les institutions qui sont précisément au service exclusif du capitalisme ?

Le seul moyen d'aider efficacement les travailleurs des DOM-TOM, c'est de s'organiser et d'engager

le combat pour préparer les conditions qui permettront de renverser Sarkozy et la Ve République...

Il faut se préparer consciemment à l'affrontement inévitable qui va avoir lieu avec l'Etat. Chacun peut observer que si les travailleurs durcissent leur mobilisation, le gouvernement répond par l'emploi de la force et la répression, il faudrait être aveugle pour ne pas l'avoir remarqué.

De deux choses l'une, soit on prend peur et on va se coucher, soit on décide de résister parce que notre combat est légitime et l'on va jusqu'au bout, y compris l'affrontement direct avec les forces de répression de l'Etat pour prendre le pouvoir, car pour quoi pourrions-nous prendre le risque d'affronter l'Etat si ce n'est pour le liquider et bâtir notre propre Etat ouvrier, se donner les moyens politiques pour pouvoir satisfaire tous nos besoins ou aspirations ?

Madame Parisot pour le Medef et monsieur Lefèvre pour l'UMP, ont rappelé ces derniers jours que sur la totalité des profits réalisés par les entreprises, pas un centime d'euro ne devait revenir aux travailleurs. C'est à prendre ou à laisser. Que devons-nous décider ? Soit on relève le défit que constitue cette provocation, soit on va se coucher par crainte du coup de matraque.

Plus la crise du capitalisme s'approfondit plus l'alternative qui va être posée aux travailleurs sera celle-ci : soit on accepte d'être réduit en esclavage, soit on fait notre révolution et on se débarrasse du capitalisme. Verriez-vous par hasard une autre alternative à l'horizon ?

Voilà un certain nombre d'arguments qui peuvent être utilisés lors de réunions publiques, dont l'ensemble est cohérent et correspond à une ligne politique, selon moi correcte et fidèle au maxisme révolutionnaire. Elle tranche assurément avec la bouillie insipide des réformistes bourgeois qui sont incapables de se situer au-delà du cadre étroit des institutions et du capitalisme. C'est ce cadre qu'il faut briser. L'idéal est de terminer en proposant une forme d'organisation permanente à toutes les personnes qui ont participé à cette réunion.

En principe, ce devrait être au NPA ou au POI de prendre une telle initiative, armer politiquement les travailleurs et les organiser sur le plan politique. Si nous avions un embryon de parti communiste, on pourrait le construire rapidement, mais voilà on est tout nu ! On est bien alors obligé d'imaginer un autre scénario en tenant compte de ce qui existe et n'existe pas, on n'a malheureusement pas le choix ici.

En conclusion, je cite un appel du NPA d'une grande ville : "une réunion de soutien à la grève générale en cours en Guadeloupe, Martinique et Réunion" qui se situerait sur le terrain économique, autrement dit purement trade-unioniste, ne servirait pas davantage que la grève du 29 janvier dernier, sauf à vouloir se faire à tout prix des illusions.

Je ne sais pas si vous avez pris connaissance des derniers chiffres qui sont tombés concernant le déficit budgétaire de l'Etat qui devrait atteindre 5,4% du PIB en 2009, pour le moment, tandis que l'endettement devrait grimper de 67,1% du PIB en 2008 à 72,4% en 2009 puis à 76,0% en 2010 (reuters 16.02), chiffres qui semblent très optimistes ou carrément faux. A cela il faut ajouter la prévision de 220.000 chômeurs supplémentaires, là encore c'est une estimation provisoire, alors que la crise est très loin d'avoir dit son dernier mot.

C'est dans cette perspective que j'ai formulé mon orientation politique, en partant de la situation actuelle en sachant qu'elle va forcément s'aggraver. Chacun est libre d'en faire ce que bon lui semble.

Au fait, le ministre des Finances japonais a démissionné. La crise politique se précise dans de

nombreux pays et pas des moindres. Donc refuser d'intervenir sur le plan politique revient à déposer les armes en rase campagne.

Pour finir l'extrait d'un courriel que je viens de recevoir.

"*Mon cher Jean Claude, vraiment ce que je cherche dans un parti et que je ne trouve pas, c'est dans dans tes positions sur tous les problèmes politiques que je le trouve, et comme je te l'ai dit récemment je ne suis pas le seul, ce qui voudrait dire que nous somme certainement plus nombreux que le (le nom d'un groupe) a être sur la même longueur d'onde et que nous pourrions former un parti.*"

Peut-être, franchement je n'en sais rien. Je me demande s'il ne faudrait pas au préalable convaincre un par un chaque militant de se défaire de ses a priori négatifs, de ses appréhensions, etc. ce qui ne pourrait être la tâche d'un seul homme et prendrait un temps infini. Je ne veux pas être pessimiste, puisque je ne le suis pas par ailleurs.

C'est vrai que je m'emploie à déblayer le terrain dans mes causeries, mais est-ce que cela serait suffisant ? Tu me forces à dire quelque chose que je préfère taire en général par crainte d'être incompris, mais j'ai parfaitement conscience que si cela devait se réaliser ou que je participe à la direction d'un parti, je serais obligé d'accepter que les militants me fassent confiance, alors que j'ai en horreur un tel procédé, je l'ai assez répété, mais face à une situation exceptionnelle, on ne peut pas s'en tenir à la norme comme disait Lénine, on est bien obligé d'accepter des choses qu'on n'accepterait pas dans des conditions normales. Cessons d'extrapoler, on perd son temps.

Je rajouterai un mot demain matin.

Le 21 février 2009

Je n'ai pas le temps de bavarder. Demain sans doute quelques extraits commentés de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* d'Engels (1884) que j'ai feuilleté ce matin. On pourrait revenir sur la question de l'Etat, l'Etat capitaliste. On pourrait aussi revenir sur la question du mûrissement de la conscience politique de la classe ouvrière, pas seulement sur un plan théorique, mais telle qu'elle se présente aujourd'hui et pourrait se développer.

Je ne sais pas si vous avez eu le temps de lire ou relire *La révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky* de Lénine que j'ai mis en ligne, je l'ai feuilleté aussi hier soir pour me détendre. Comme disait Lénine, à l'heure où de nouveaux combats décisifs se précisent, ne faisons pas comme le petit bourgeois Kautsky que la révolution effrayait, ne faisons pas une fixation sur le XVIIIe siècle, ne tirons pas les masses en arrière comme le font tous les partis aujourd'hui, projetons-nous plutôt vers l'avenir si nous voulons atteindre l'objectif politique que nous nous sommes fixés...

Rompre avec le réformisme bourgeois et le spontanéisme, l'ouvrièrisme ou l'humanisme, le tiers-mondisme à cent balles, rompre avec le centrisme et l'opportunisme qui se montrent incapables de proposer une issue politique révolutionnaire aux masses, rompre avec l'unité sans principe, voilà nos priorités.

Personnellement, je trouve misérable la lutte de classe telle qu'elle se présente, rien n'a changé sur ce plan-là depuis les années 30. Prépare-t-on ainsi les mêmes défaites ? C'est ce que je pense. Voudrait-on assurer la pérennité du capitalisme qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Dès lors, on ne peut

compter que sur l'aggravation de la crise du capitalisme et la radicalisation des masses pour obliger les dirigeants à changer d'orientation politique ou enfin saisir qu'ils se sont trompés. Certains réussiront-ils un jour à tirer les leçons de toutes les erreurs accumulées au cours des sept décennies passées ? Toute la question est là selon moi. De la réponse à cette question dépendra l'issue politique de la crise actuelle du capitalisme, le sort du prolétariat et au-delà de l'humanité.

Il faut bien comprendre que face à la complexité de la situation, notamment sur le plan économique et face à la puissance qu'a acquis le capitalisme, ce serait se leurrer que de penser que la majorité de la population pourrait en prendre conscience à un niveau suffisant pour que l'on puisse changer les fondements économiques de la société sans le recours d'un parti qui serait, comme l'on dit, l'expression consciente du mouvement inconscient pour la guider ou lui ouvrir le chemin vers la victoire.

On peut imaginer vaincre sans que les masses aient pleinement conscience de la situation, on peut vaincre sans que tous les facteurs nous soient forcément favorables, la conscience des masses peut mûrir très rapidement et faire des bonds gigantesques, c'est certain, on peut aussi agir sur le cours des choses pour que la situation évolue en notre faveur, l'histoire est remplie d'exemples qui le prouvent, mais sans parti pour lui indiquer la bonne direction à prendre, jusqu'à preuve du contraire, il sera impossible de vaincre, et là aussi les enseignements de la lutte des classes ne manquent pas pour nous le rappeler, je voudrais bien croire le contraire ou tout ce qu'on veut, je ne demande qu'à être convaincu, mais tout ce qu'on nous propose en échange jusqu'à présent n'est qu'illusions ou des histoires à dormir debout.

Nous ne sommes plus en 1917, farouche partisan de la révolution socialiste, je ne me leurre pas pour autant, j'ai intégré les conseils de Trotsky, j'ai fait le tri, je n'ai pas tout conservé pour différentes raisons, mais quand lui qui s'est opposé à Lénine sur la question du parti jusqu'en juillet 1917, a expliqué qu'en dernière analyse cette question-là précisément serait déterminante pour les révolutions futures, je ne pense pas qu'il se soit trompé, car il a expliqué précisément pourquoi, en intégrant tous les facteurs qui existaient à la fin des années 30 et qui préfiguraient la société à venir que nous connaissons aujourd'hui.

Peu de temps avant d'être assassiné (par un agent de Staline), il a montré une dernière fois que dans son analyse de la place du parti, il avait tenu compte de l'évolution de la société, des tendances ou orientations qui s'en dégageaient, il ne s'est pas contenté comme un perroquet de parodier Lénine ou les bolcheviks, il a enrichi l'analyse de Lénine sur le parti. Et quand il rappelle que Lénine avait eu "*absolument*" raison, et que lui Trotsky le conciliateur (l'unité à tout prix avec les mencheviks) avait eu tort, il explique pourquoi, il ne s'est pas contenté là non plus d'affirmer des choses sans les étayer. Je pense que c'est tout cela qui mérite d'être étudier aujourd'hui, j'allais écrire, pas en dogmatique, mais un dogmatique n'étudie rien, c'est un âne !

Un dernier truc qui va en faire marrer certains, d'autres non. Je ne sais pas si vous êtes comme moi, j'ai reçu un tract du NPA sur lequel figurait un mégaphone, le même qui figure sur les banderoles de ce parti. Etait-ce un montage, une blague de collégiens ? Est-ce leur nouveau drapeau ? Ou plutôt, ce parti n'aurait-il tout simplement pas de drapeau ? Ma question est sérieuse évidemment. Tandis que Barbie entonne des chansons à l'eau de rose du haut du balcon de l'Elysée, le NPA donne de la voix sur le pavé sur un air nostalgique des années 60, de quoi devenir dépressif pour de bon !

Pour finir, j'ai une question personnelle à vous poser, ce serait sympa de me répondre. Que pensez-vous de la susceptibilité en général ? Les gens le seraient-ils plus ou moins qu'autrefois ? Pourquoi ? Dans quel domaine en particulier cela se manifeste-t-il ? Où était-ce un état d'esprit qui touche tous les domaines ? J'ai bien une petite idée sur la question, mais j'aimerais bien avoir votre avis puisque

je ne suis pas retourné en France depuis bientôt 7 ans. Je vous dirai plus tard pourquoi je vous ai posé cette question, c'est quelque chose qui me tient à coeur et je ne voudrais pas commettre d'erreur.

Bon week-end à tous.

Le 22 février 2009

A propos du site.

J'ai remplacé "actualité" par "dépêches" dans la barre des menus en haut de l'écran à gauche.

Je dois créer de nouveaux fichiers pour archiver les dépêches, elles seront regroupées dans des fichiers bimensuels. Pour accéder aux dépêches des mois précédents, il suffira d'aller à "archives 2009" et de sélectionner le mois et la rubrique qui vous intéresse.

Seuls les fichiers trop volumineux (syndicat, social et politique et international) feront l'objet de nouveaux fichiers, car il n'est pas nécessaire de créer des fichiers pour des pages qui ne contiennent que quelques liens, je ne veux pas vous faire perdre de temps à naviguer d'un fichier ou dossier à l'autre.

Je laisse des fautes à la pelle, je vous avouerais que je ne prends parfois même pas le temps de me relire ou très rapidement. Il m'arrive de corriger celles des dépêches de presse, mais il y en a tellement que j'y renonce très souvent.

On est dimanche, on a le droit de se détendre un peu, ici il fait 35°C et un temps radieux, on n'a pas eu une goutte de pluie depuis plus de deux mois.

Une petite histoire indienne.

Le jeune informaticien qui vit actuellement chez moi est à l'image de tous les gens que j'ai rencontrés ici depuis 15 ans. Ce matin il me demande s'il peut cueillir des noix de cocos. Pas de problème, il y en a bien une centaine à portée de la main dans le jardin. Il en cueille deux. Je le regarde faire, je me dis qu'il en a pris deux, une pour lui et une pour moi. Il boit le contenu de la première, je m'écarte un peu pour qu'il ne pense pas que j'attends mon tour, quelques minutes après il s'envoie la deuxième. Alors je lui dis : et moi, je n'y ai pas le droit ? Ah sorry ! No problem, et dans ma tête je me dis que j'ai l'habitude de ce comportement.

C'est une petite chose mais qui révèle la mentalité des gens en général. On pourrait trouver cela choquant, il a fait cela si naturellement avec le sourire que j'ai préféré qu'il constate par lui-même qu'il n'avait pas un comportement correct, si cela peut lui servir de leçon.

Un autre sujet qui me tient à coeur. Vous remarquerez que je ne laisse rien passer, que je suis attentif à tout ce qui bouge pour toujours apprendre, on appelle cela l'école de la vie paraît-il.

Une personne en France qui m'est très proche et très chère m'a reproché mes propos dans plusieurs courriels, parce qu'elle est très susceptible me dit-elle, elle ne supporte apparemment pas que je lui dise ce que je pense, sans doute préfèrerait-elle que je sois hypocrite comme beaucoup de gens, que je lui mente, que je me comporte comme un pauvre type quoi. Qu'y puis-je ? En serais-je

responsable ? Un comble !

Les gens qui ne supportent pas la confrontation des idées, dès que vous leur dites quelque chose qui est en contradiction avec leurs agissements ou leur manière de penser, ils s'insurgent et prétendent que vous voulez leur imposer vos idées ou que vous les jugez sans en avoir la légitimité, que vous les agressez, etc., alors qu'en réalité vous ne faites qu'exposer vos idées en les comparant à d'autres en toute simplicité et sans arrière-pensées, faut-il ajouter, sincèrement. En réalité, il est facile de comprendre que ces gens-là ne sont pas capables d'assumer leurs propres agissements ou idées, parce qu'ils ne se sont jamais donnés la peine de se pencher sur eux, d'en comprendre la signification, très souvent pour ne pas à en déterminer l'origine, par crainte de découvrir des choses qui pourraient remettre en cause l'équilibre auquel ils sont parvenus et qui leur convient très bien pour mener leur petite vie plutôt mesquine.

Donc, on ne devrait plus parler que de la pluie et du beau temps et taire tout ce qui peut fâcher ou prêter à discussion. Et dire que ce sont des gens qui prêchent la tolérance, qui prétendent avoir une certaine ouverture d'esprit sur le monde et j'en passe, mais je me dis que ces gens-là ne se sont jamais donnés la peine de se regarder agir, ils ne se sont jamais interrogés sur leur comportement, il faut dire que cela demande un certain effort de volonté, ils baignent dans l'inconscience ambiante, un individualisme convenu, pour finalement se conformer au mode de vie et de pensée le plus répandue qui correspond en fait à celui véhiculé par les classes dominantes, ils s'y trouvent bien, donc pourquoi se faire chier à réfléchir, comme si on ne pouvait retirer de cette expérience que des problèmes et aucune satisfaction. Drôle de conception de l'existence en vérité, que je ne partage pas évidemment. Limiter son champ de réflexion n'a jamais permis de progresser dans la vie.

J'ai parfaitement conscience que parmi ceux qui ont lu ces lignes neuf sur dix se comportent de la même manière que la personne que je viens de décrire, plus ou moins, en le sachant pertinemment ou non, je vous dirai que je m'en fous éperdument. Et si je ne cesse de répéter que je n'ai jamais eu l'intention d'imposer mes idées à quelqu'un, c'est parce que je sais à quoi m'en tenir.

Un dernier mot.

Dans une émission télé (On n'est pas couché), j'ai entendu le présentateur Laurent Ruquier répondre à Costa Gavras que tout était effectivement politique, chacun de nos gestes quotidiens. Je me suis dit : elle est bien bonne celle-là, c'est vrai ils ont raison, mais que ce soit ce type-là, Ruquier, qu'il le dise et non nos dirigeants, cela fait réflechir ! Spontanément je me suis dit : mais à quoi servent-ils au juste ? J'ai repensé au camarade qui m'avait écrit récemment que de l'OCI au CCI-POI, il avait l'impression de ne pas avoir progressé pour pouvoir comprendre par lui-même la situation, je n'invente rien. Il n'a qu'à regarder davantage la télévision avec un regard critique, il apprendra plus de choses qu'en lisant la littérature de ses dirigeants.

Costa Gavras a sorti une grosse connerie, c'était inévitable, il a dit qu'il avait plutôt de l'estime pour le roi d'Espagne, que c'était quelqu'un de bien. Il a conservé les institutions héritées du franquisme, apparemment cela ne choque pas Gavras, pas plus que la survie de la monarchie, bravo ua réaliseur de Z et de L'aveu ! Décidément les intellectuels sont impayables, même ceux qui semblent les plus plus proches de nous, vous ne trouvez pas ? Salut !

Le 23 février 2009

Je ne mets pas systématiquement en ligne tous les textes que l'on m'envoie. Selon les circonstances je procède à une sélection. J'ai réalisé la critique du texte intitulé *Principes fondateurs du Nouveau Parti Anticapitaliste adoptés par le congrès*, mais je me suis dit une fois ce travail achevé, que le porter à la connaissance des militants ne ferait que les embrouiller ou les laisseraient sceptique. Pourquoi ? Pour la bonne raison que produire cet espèce de manifeste programme est à la portée de n'importe quelle formation politique ayant une certaine expérience ou connaissance de la lutte des classes.

Je me suis dit que finalement il valait mieux le garder sous le coude et que ce serait plus productif de le comparer plus tard avec la politique mise en oeuvre par le NPA, pour démontrer faits à la clé que le meilleur du programme du NPA n'apparaissait pas dans son activité quotidienne. S'agiter dans tous les sens n'ayant jamais constitué une garantie d'intervenir sur une ligne politique correcte et d'être finalement utile à notre cause.

Je n'ai pas dû attendre longtemps pour voir ma curiosité satisfaite puisque simultanément ils ont sorti un texte sur l'Union européenne, c'est l'objet du dernier texte que j'ai mis en ligne hier. On comprend clairement à la lecture de ce document que j'ai reproduit, que le NPA n'a pas l'intention de rompre avec l'UE, ni avec les institutions de la Ve République, ni avec le capital.

Concernant le positionnement du groupe CRI.

Chacun est libre d'agir à sa guise. Voici un extrait d'un courriel que j'ai adressé hier après-midi à un camarade, après avoir parlé de mégalomanes envers eux, j'explique pourquoi.

Selon leurs propos, ils ont obtenu entre "*1,61 et 2,82% des voix*" sur leurs textes au congrès du NPA, et ils ont constitué cette tendance dont l'"*objectif est de convaincre la majorité des militants du NPA d'adopter les orientations révolutionnaires qu'elle propose*". Quelles illusions !

Sur 600 voix environ au congrès du NPA, ils ont recueilli 2% en moyenne sur leurs textes, cela fait 12 voix. Et ils pensent avec cela peser sur le court du NPA, ce n'est pas sérieux.

Ce sont des militants qui s'écoutent causer et pensent que tout le monde va se rallier à leurs positions.

Et quand ils disent que leur tendance "*est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale*", apparemment ils en ont rien à faire que Trotsky ait dit lui-même que ce n'était pas le programme de la IVe Internationale, mais une partie seulement, celle qui n'était valable que pour cette époque, pendant et juste après la guerre **sous certaines conditions**. C'est terrible d'être aussi borné ! Ils sont loin d'être les seuls.

Je n'ai mis en ligne qu'un de leurs textes que j'ai reçus, celui sur le congrès qui peut intéresser les militants, j'ai zappé les autres où ils ne proposaient aucune issue politique. Pourquoi adhérer au NPA et qui plus est, se constituer en tendance, pour faire la même chose que la direction LCR du NPA ? Je voudrais qu'on m'explique la finalité de cet engagement.

S'ils s'étaient alliés avec d'autres groupes, dans leur nouvelle structure ils pèseraient davantage, leurs idées seraient mieux représentées et considérées avec des moyens d'action mieux répartis sur tout le territoire, car le NPA n'est qu'une façade de l'ex-LCR, on ne voit que Besancenot à la télé par exemple. Ce serait assurément moins spectaculaire que de se réclamer du NPA, mais peut-être plus productif au bout du compte.

J'ai l'impression qu'ils privilégient la recherche du résultat immédiat, vous savez, cette tendance qui a fini par envahir et gangrener le mouvement ouvrier depuis bientôt un siècle, et qui explique pourquoi aucun parti ouvrier ne propose une issue politique à la crise du capitalisme ou ne se construit dans la perspective d'en finir avec le régime. Je peux me tromper, mais je me dis que les raisons qui les ont empêchées de s'allier à d'autres groupes plus modestes que le NPA n'ont pas disparu, et qu'ils y sont aussi pour quelque chose. Dans ces conditions-là, je ne vois pas quel avenir pourrait avoir leur tendance dans le NPA et leur groupe en tant que tel. Ce qu'ils pensaient pouvoir être un avantage, pourrait se transformer rapidement en handicap.

Je n'ai pas d'a priori et j'ai de la sympathie pour ces camarades qui se battent quotidiennement avec une détermination formidable, mon propos n'est donc pas de les assassiner, mais de dire simplement qu'à mon avis ils font fausse route et qu'ils gaspillent leur énergie et leur jeunesse pour pas grand chose. Ils ont évidemment le droit de ne pas partager mon point de vue, comme c'est le mien de dire ce que je pense.

Pour preuve que je ne suis pas animé de mauvaises intentions, je savais depuis longtemps que le CRI n'était qu'un petit groupe, je savais combien ils étaient de militants, je n'ai jamais employé le terme de groupuscule qui aurait pu leur faire du tort, comme je ne l'emploierai pas non plus envers d'autres formations que je respecte. Qu'on ne soit pas d'accord, c'est une chose, ce n'est pas une raison pour faire ou dire n'importe quoi.

Bonne semaine à tous.

Le 24 février 2009

J'ai corrigé un des liens vers les documents économiques qui était incorrecte, avec mes excuses, il fallait lire "doceco1.htm" et non "dececo1.htm".

J'ai reçu un courriel du responsable de l'ex-groupe CRI me demandant de remplacer le texte sur leur dissolution qui n'était, je cite, qu'un "*brouillon*", par sa version définitive, c'est fait. Sous Word vous pourrez comparer les deux versions, c'est instructif.

Le passage suivant a été supprimé et l'on comprendra immédiatement pourquoi : "L'existence d'un groupuscule ne peut avoir de justification historique que provisoire, sous peine de se condamner à la sclérose politique ou à la dégénérescence sectaire, comme le prouve l'état de la plupart des groupuscules qui existent depuis un trop grand nombre d'années.".

Il a été remplacé par le passage suivant nettement plus à leur avantage, la notion dépréciative de "groupuscule" a disparu, ainsi que celle à la "sclérose politique ou à la dégénérescence sectaire" qui aurait pu laisser penser qu'ils auraient pu aussi en être atteint, ce qui on le conçoit était du plus mauvais effet : "Depuis sa fondation, le Groupe CRI s'est efforcé, à sa petite échelle, de développer une orientation clairement communiste et révolutionnaire, alternative à celle des « grosses » organisations centristes. Il a produit des analyses et élaborations trotskystes et avancé des propositions politiques concrètes, centrées notamment sur la perspective du gouvernement des travailleurs et sur le combat pour la grève générale, combinant la lutte pour l'auto-organisation et l'appel au front unique ouvrier."

Sans bien sûr sombrer dans le subjectivisme, vous voyez que c'est utile de lire attentivement et de

faire preuve d'un peu de psychologie. Maintenant, comme disait Marx, ce que les dirigeants pensent de leurs formations politiques ne nous intéresse pas plus que cela, pour les caractériser seuls les faits comptent : le NPA ou la tendance Claire du NPA propose-t-il aux masses une issue politique au capitalisme en crise ? Réponse : non.

Changeons de sujet, mais toujours à propos du NPA.

Je n'ai jamais pu prendre la LCR au sérieux, je crois que cela va être encore plus difficile avec le NPA, mais compte tenu de la place qu'il occupe par rapport à la LCR, je vais devoir suivre son activité, cela va être pénible, une véritable punition en vérité.

Donc détendons-nous, relaxe, il y a à boire et à manger dans leur texte fondateur et leurs statuts, de quoi attraper une bonne indigestion ou une bonne crise de fou rire, tout dépendra de votre état de santé ou mental, de votre conception de la lutte des classes, du militantisme et du parti.

1- La parité homme/femme : Une insulte à l'intelligence humaine !

Relévé dans les premiers textes du NPA : chacun(e), acteur ou actrice, tous et de toutes, militant-e-s, militant-es, militant-e, présent-e-s, exploité-e-s, élu-e-s, celles et ceux, etc., etc. Un tel degré de crétinisme est à peine imaginable. Et dire qu'ils veulent changer le monde, nous faire régresser ou accompagner la régression actuelle oui !

Hier soir dans une émission sur TV5 Monde Asie (j'ai oublié son nom) relatant l'expérience de Français partis s'installer dans d'autres pays, une journaliste qui s'était rendue en Suède pour préparer ce numéro en a ramené une anecdote qui l'a frappée. Dans ce pays la parité homme/femme est codifiée dans la constitution depuis 1980, il existe même un ministère de la parité, c'est pour dire à quel point la chose a été prise au sérieux. 80% des femmes travailleraient en Suède, comme en France ou en Allemagne par exemple, rien d'extraordinaire.

Cette journaliste a été choquée, c'est le mot qui convient, de recevoir une porte en pleine figure en entrant dans un magasin, elle s'imaginait qu'à l'instar des Suédois soi-disant particulièrement bien élevés et respectueux des droits des femmes, le monsieur qui la précédait lui tiendrait la porte en entrant dans ce magasin. Pas de bol, la femme étant l'égal de l'homme, puisqu'aucune femme ne lui tiendrait la porte ouverte sous peine de développer un horrible complexe d'infériorité, ce monsieur n'avait aucune raison de le faire pour cette journaliste, chacun pour sa gueule !

Pratiquement, depuis que l'homme produit plus que ce qu'il ne consomme, cela remonte à la nuit des temps, le rôle de la femme a été déprécié. Avec l'industrialisation croissante au cours des millénaires et particulièrement des deux derniers siècles, le travail manuel, plus physique qu'autre chose, est revenu aux hommes n'ayant pas le handicap de maintenir leurs corps en état pour procréer et élever les enfants en bas âge, cette fonction incombant à la femme naturellement, désolé pour le NPA les implants mammaires des transexusels ne produisent pas encore de lait et autrefois c'était le seul moyen de nourrir les nourissons... Travail physique et souvent pénible revenant aux hommes que le machinisme n'a pas complètement supprimé et qu'il ne supprimera jamais. Et si aujourd'hui les travaux pénibles nécessitant une condition physique particulière échoient encore aux hommes, ce n'est certainement pas pour honorer ces capacités, mais bien parce que la plupart des femmes n'ont pas la constitution physique adéquate, dans le cas contraire, l'exception confirme la règle et cela dans tous les pays et sur tous les continents. Le droit au travail des femmes est une chose, qu'elles aient la capacité physique de rivaliser avec les hommes ou de les remplacer en est une autre. Et je n'ai pas abordé les différences biologiques et morphologiques qui distinguent un homme d'une femme.

Encore moins les différences psychologiques qui en résultent et qu'on ne pourra jamais réduire par statuts ou par décrets.

2- Je cite leur texte fondateur : "*ouvrir la voie au socialisme.*"

"*Les partis de la gauche institutionnelle (PS, PC) et leurs alliés Verts ont abandonné depuis longtemps cette perspective.*" Le parti bourgeois des Verts "*ouvrir la voie au socialisme*", je n'invente rien, après cela on peut légitimement douter de leur conception du socialisme. Pas celui du XXIe siècle, on sait déjà à quoi s'en tenir en observant ce qui se passe au Venezuela et en Bolivie. Ceci explique cela. Tout est dans l'ordre des choses, c'est parfait.

3- Dans les status. Impuissant ou eunuque ?

(Le NPA) "Il peut procéder à une éventuelle radiation du parti, dans des cas exceptionnels à définir et à encadrer (violence, sexisme, racisme, LGBTI phobie...)". Une blague graveleuse comme en font souvent les ouvriers, et tu seras puni ou rappelé à l'ordre. J'ai une maîtresse, je suis polygame de fait, comme des centaines de millions d'hommes : c'est combien de points en moins sur la carte du NPA ?

Et si l'on se moque des Belges, une fois seulement, on risque quoi au juste ? Ecouter en boucle Arnaud (?) vomir des paroles inaudibles pendant une heure ? Quelle torture ! Je préfère d'avance oublier nos amis belges et écouter Brel tranquillement. Je me dis qu'avec toutes les histoires salasses que j'ai entendu dans les ateliers, les chantiers, les bureaux ou les bistrots, je me demande si au NPA il pourrait recruter un seul ouvrier convenable, pardon, j'avais oublié que ce n'était pas leur fond de commerce donc je retire ma question qui était stupide. On se croirait à la maternelle !

Il m'a draguée dit-elle en réunion, je voyais bien qu'il n'avait pas ses yeux dans sa poche le cochon. Pas du tout, j'ai tenté une approche tout ce qu'il y a de plus honnête. Peu importe, elle a été choquée, tu auras un blâme, si elle s'est plainte, c'est qu'elle avait ses raisons, on garde son instinct bestial et son matériel au vestiaire quand on participe à une réunion du NPA ! Je proteste, elle était énervée, elle avait peut-être ses "trucs". Quoi, tu en rajoutes, la prochaine fois t'es viré. Je crois que je vais aller faire un tour au zoo de Vincennes pour voir s'ils n'ont pas placé les éléphants en rut en quarantaine, pauvres bêtes ! J'en profite pour dire qu'il faudrait fermer les zoos et renvoyer ces pauvres animaux chez eux.

Et la loi honteuse qui accorde la garde des enfants aux mères dans 90% des cas en cas de divorce ? Normal ! Et les allumeuses, les nymphomanes, les grosses salopes ont en fait quoi ? On leur paie une sucette et on se quitte par une poignée de mains ? Je vous laisse imaginez la suite ! Non mais ils sont vraiment cinglés ces gens-là, non ?

On a déjà une vie de merde, on ne rigole déjà pas souvent, on se force parfois pour garder le moral, et voilà qu'il va falloir prendre des précautions extrêmes avant de prononcer une parole ? Cela ne me concerne pas, mais je me mets à la place des travailleurs et des militants qui ne réfléchissent pas toujours avant de parler ou d'agir. Et moi qui allait dire que le NPA était un vrai bordel, dans le sens de bordélique, j'ai été bien avisé de m'abstenir, on dirait plutôt une caserne aux compartiments étanches dont la direction détient les clés et tire les ficelles. Si je ne me trompe pas dans leur document il est question quelque part d'une commission ou d'un comité féministe dont les hommes seraient exclus, on est la dans la caricature de la défense des droits des femmes travailleuses, en plein délire.

Desproges avait eu le bon mot : on peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui, cela me suffit. Les

frustrés incurables, les apprentis procureurs généraux, les coincés à perpétuité, les mal baisées, les éternels jaloux, les complexés en tous genres et les puceaux, assumez vos fantasmes et arrêtez de nous emmerder, on a envie de leur dire ! Du puritanisme à la pudibonderie, ils veulent policer le comportement des militants alors qu'ils ne sont même pas foutus de leur enseigner le b.a. ba de la lutte des classes. Machiavélique ! C'est pour quand le délit de blasphèmes, c'est la même démarche, non ?

Enseigner une morale de classe au prolétariat est une chose, lui dicter sa manière de penser et d'agir en est une autre qui me répugne, car c'est forcément le culpabiliser en reportant sur son dos tous ces travers ou faiblesses dont il n'est pas directement responsable. J'irai même jusqu'à dire qu'enseigner une morale de classe au prolétariat ne sert pratiquement à rien puisqu'il ne pourra en avoir une indépendante que lorsqu'il sera maître de son destin et pas avant. Je conçois que l'on puisse être choqué par l'attitude de certains prolétaires, mais en réalité, c'est la morale dominante de la bourgeoisie qui guide leurs actes qui est seule condamnable à travers leurs actes débridés et non notre malheureux ouvrier, ce n'est pas être ouvriériste de le dire, c'est faire la part des choses tout simplement.

Question à cent balles : et si un militant critiquent publiquement ou en réunion les dirigeants du NPA, il risque quoi au juste ? Ce n'est pas écrit dans les status du NPA, une lacune insignifiante. Rien sans doute, parce que la vérité est révolutionnaire !

Lors de sa visite en Guadeloupe Besancenot avait déclaré vendredi dernier : "*il faut montrer que le peuple uni, soudé, ça fait que des mots tabous, grossiers presque pornographiques comme +augmenter les salaires+, ça devient discutable au bout d'un mois de grève générale*" (AFP 21.02). Ne cherchez pas le rapport, c'est le niveau théorique et intellectuel de Besancenot. Je me demande si au NPA, en plus de graves problèmes politiques non résolus, ils n'auraient jamais été capables de vivre pleinement leurs pulsions sexuelles et de les sublimer comme aurait dit Freud, non ?

Question : sérieusement, vous vous voyez camarades avec un tel parti devoir affronter directement l'appareil militaro-policier de l'Etat lors de la révolution ?

Le plus souvent quand on évoque la construction du parti, on pense à des questions théoriques, programmatiques, d'organisations, etc. mais on ne doit pas oublier avant de choisir le type de parti que l'on veut construire, à quelles situations il devra faire face, quelles tâches il devra accomplir avec les masses. C'est le genre de choses que l'on ne peut pas improviser au dernier moment, auquel on sera incapable de répondre sans y être préparé de longue date, c'est la vie des militants et des masses qui sera en jeu, que la plupart des militants n'y pensent pas, c'est un tort, que les dirigeants s'en foutent, c'est criminel.

Le 25 février 2009

Le ministre du Travail a annoncé la revalorisation de 54 euros à l'allocation adulte handicapé qui concerne près de 800.000 bénéficiaires (dont mon épouse Magueswary) et s'élève actuellement à 652,60 euros par mois. Je sens que l'on va enfin pouvoir s'enrichir !

Une petite histoire indienne qui me concerne.

En allant chercher un document qu'il me manquait pour vendre ma maison, bien qu'il soit inutile en

fait, j'ai appris qu'il me sera difficile de l'obtenir parce que je n'aurais pas acheté il y a 9 ans un morceau de plage appartenant au village, mais en grande partie un morceau de terrain appartenant à l'Etat ! De par la loi en vigueur, ils ne peuvent plus me foutre dehors ou me piquer les trois quarts de mon terrain ou détruire ma maison puisque je peux prouver que j'y suis installé depuis plus de 5 ans. Par contre l'obtention de ce papier peut durer une éternité et mes acheteurs potentiels peuvent se désister, la mer peut aussi faire des siennes entre temps, bref, c'est l'Inde quoi !

On continue de se détendre avant de parler un peu politique. Un camarade m'a envoyé un courriel dont je lui laisse la responsabilité.

"Je me rappel quand j'étais au PCF d'une réunion du comité fédérale ou était "jugé le cas de deux camarades du parti (homme et femme) accusés d'être amants, je ne me souviens plus de la sanction qui leur avait été infligée, mais c'était carrément de l'intrusion dans leur vie privée, et cela avait foutu le bordel avec leur conjoint respectif. Un autre cas aussi, la femme du secrétaire de la section locale du PC qui était secrétaire administratif de l'union départemental de la CGT, avait mouchardé à son mari qu'elle avait surpris le secrétaire général de l'UD CGT en train d'embrasser un autre secrétaire de l'UD, dans les toilettes (les deux étant au PC) le premier étant célibataire le second mariée,cela avait fait l'objet d'un réunion du bureau fédéral, ou le secrétaire général CGT (membre du bureau du PCF)avait été sommé de s'expliquer, un vrai procès stalinien, c'était dans les années soixante, les mecs ont aujourd'hui dans les 75 ans, ça leur a collé au cul toute leur vie. Le NPA veut vraiment la place du PC. Fraternellement."

En lisant "LGBTI" dans les documents du NPA, je me suis dit que s'ils employaient cet acronyme et que je n'en connaissais pas la signification, c'est que quelque chose de très important m'avait échappé, que je devais faire partie des ignorants et que je devais combler au plus vite et discrètement si possible cette épouvantable lacune pour ne pas passer pour un ringard ou un réac. Quand j'ai enfin compris quels mots ils remplaçaient, ce qui m'a demandé un épouvantable effort de réflexion, j'ai poussé un profond ouf de soulagement, je craignais d'être passé à côté d'un facteur essentiel de la lutte des classes, mais il n'en est rien heureusement.

Vous aurez remarqué que j'avais envie de me payer le NPA pour célébrer son avènement. J'y suis un peu obligé maintenant, puisque je m'en étais pas tellement préoccupé les mois qui ont précédé sa fondation. Plus tôt les militants seront à quoi s'en tenir avec ce parti et mieux cela vaudra.

J'ai passé plus de deux heures hier à préparer un nouveau texte sur la base d'un article du NPA, à propos de leur réponse à la revue *Challenges* qui lui a consacré un dossier en février. Je dois vous avouer que leur démarche est tellement tordue, que je ne suis pas totalement satisfait de la manière dont j'aborde leur article et le NPA en général.

Il faut bien distinguer ce qu'ils prétendent vouloir faire de leurs intentions réelles qui sont cristalisées dans leur texte fondateur et qui a lui tout seul rassemble tous les programmes, donc en fait aucun, ce qui serait une erreur de le penser. Pour justement éviter de commettre cette erreur, la seule façon possible de procéder consiste à examiner comment ils s'y prennent quand ils passent à l'exercice pratique et de relever les contradictions avec les prétentions qu'ils affichent, qui relèvent elles de leur programme fourre-tout, pour enfin mettre à jour leur véritable programme. En attendant de passer aux choses sérieuses commençons par évacuer celles qui ne le sont pas.

Le culte de la personnalité, dis papa, c'est quoi ? Connecte-toi sur npa.org et dis-moi quel est le nom qui revient le plus souvent dans la seule colonne de droite, je te fais grâce du reste, j'ai pitié de toi. Et attention, si tu en oublies un, c'est un blâme :

1- Besancenot: intervention de Sarkozy motif de plus pour "continuer le combat"
- G20 : ils continuent comme avant !
2- Avec le NPA, Besancenot veut "changer le monde avant qu'il ne nous écrase"
3- Tchat avec Olivier Besancenot (Le Monde 27 octobre)
4- Olivier Besancenot sur BFMtv et RMC le 21 octobre
- Déclaration unitaire : devant les refus du gouvernement, développer la mobilisation !
- Sarko à la télé : fausses évidences et mensonges
5- Olivier Besancenot au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro le 8 février (2ème partie)
6- Déclaration d'Olivier Besancenot : Valérie Pécresse doit retirer le décret sur les enseignants-chercheurs.
7- Olivier Besancenot au congrès (la suite)....
8- Olivier Besancenot sur la 5 à Ripostes (1er février)
9- Olivier Besancenot aux "4 vérités" sur France 2 (3 février)
- «On assume une part d'utopie car la gauche ne nous fait plus rêver»(Libération 5 février)
10- Olivier Besancenot sur France Inter (5 février)
11- Olivier Besancenot au Grand Jury RTL
12- Besancenot "pas inquiet" sur une suite à la journée du 29 janvier
13- Olivier Besancenot prône un nouveau mai 68 adapté à la crise (Reuters)
14- Eventuelle alliance aux européennes: Besancenot pour "des débats de fond"
15- Interview d'Olivier Besancenot à Philosophie Magazine (février 2009)...
16- "Besancenot : le pari du grand parti" (Le Monde par Sylvia Zappi)

Alors ? J'en ai trouvé 16. Youpi ! le compte est bon, tu as le droit à une image, pardon, une photo de Besancenot, cela fera 17 !

A défaut de théorie (marxiste) sur laquelle s'appuyer pour proposer un projet sérieux aux travailleurs, le NPA ne peut se rabattre que sur l'utopie, vous l'aurez remarqué au passage. Les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, avaient défini leur théorie comme son nom l'indiquait, comme une science qui permettait de comprendre à la fois l'évolution des rapports sociaux depuis le néolithique et les transformations que la société devrait encore connaître avant de pouvoir s'émanciper de l'exploitation de l'homme par l'homme ou dans le cas contraire sombrer dans la barbarie et disparaître.

A une science, ils préfèrent une utopie, c'est leur droit, comme c'est le nôtre d'affirmer qu'il n'y a rien de très sérieux là-dedans (lire sur ce sujet les discussions de Trotsky avec des camarades américains en janvier 1940 - Défense du marxisme). Les masses n'ont peut-être pas les moyens actuellement de se hisser au niveau de la compréhension du socialisme scientifique, mais en tout cas une chose est certaine, c'est qu'elles savent distinguer d'instinct quand une proposition n'est pas sérieuse, sans forcément savoir pourquoi, ce qui ne manquera pas de laisser perplexe ceux qui s'imaginent que les masses auraient absolument besoin de se forger une opinion pour savoir quoi penser.

Je suppose qu'il nous arrive tous parfois de comprendre quelque chose sans pouvoir l'expliquer précisément, en tout cas je fais partie de ces gens-là. Sous prétexte qu'on ne peut pas expliquer quelque chose, on ne penserait pas, c'est évidemment faux.

La démarche qui consiste à dire n'importe quoi en pensant que cela n'a pas d'importance relève de cet a priori erroné, par exemple lorsque Besancenot fait un parallèle entre la lutte des classes et la pornographie, difficile de tomber plus bas. On voit parfaitement ici à quoi on arrive une fois qu'on a abandonné toute référence à une théorie.

La chronique du jour sera actualisée en fin de journée.

Au fait, qui a expliqué pendant des mois sans jamais être entendu qu'il fallait tout axer sur les salaires car cela allait devenir la revendication déterminante pour des millions de travailleurs du public et du privé ? Votre modeste serviteur qui a horreur d'être à la traîne des masses ou trop en avance sur elle.

Vous me direz que je n'ai eu aucun mérite en dehors d'avoir été absolument le seul à faire campagne sur ce thème, avant la LCR et les syndicats, puisque la paupérisation croissante en France conduisait inéluctablement à placer la question des salaires en tête des préoccupations des travailleurs. Quand on à l'esprit qu'il y a environ 10 millions de travailleurs pauvres avec leurs familles en France, on se dit que la question des revenus est explosive.

Sur la question des salaires.

Extrait de l'édito du 16 mars 2007 : "(...) il faudrait donc procéder par ordre de priorité et commencer par mettre en avant la nécessité impérieuse d'augmenter les salaires à hauteur de 1 500 euros net mensuel tout de suite, c'est un minimum."

Sur la question du capitalisme.

Extrait de l'édito du 26 janvier 2006 : "Nous ne sommes pas face à une crise cyclique du système capitaliste comme il nous y a habitué depuis le milieu du XIXe siècle."

Par contre, je n'avais pas mesuré à sa juste valeur l'ampleur de la crise qui a éclaté en 2007 et les moyens dont ils disposaient pour y faire face, j'ai rectifié le tir depuis. Je pense que c'est normal de communiquer ses erreurs ou ses faiblesses, les corrections qu'on y a porté et les efforts qu'on a entrepris de faire pour les paliers si possible.

Très vite car j'ai du boulot. La question des salaires en soi n'est pas déterminante pour nous, théoriquement, tout dépend de la situation dans laquelle elle se trouve posée. Dans le cadre de la crise actuelle du capitalisme elle se présente sous un angle différent, elle acquière une importance particulière qu'elle n'a pas en temps normal, il est possible de la relier encore plus facilement à la nécessité d'en finir avec le capitalisme, d'aider les masses à comprendre la relation qui existe entre leur situation dramatique et le développement du capitalisme qui ne peut conduire qu'à la paupérisation de masses toujours plus grande dans le monde...

C'est uniquement sous cet angle que j'aborde la question des salaires et non en curé du prolétariat comme le font tous les dirigeants.

Finalement j'ai trouvé le temps de mettre en ligne mon dernier article consacré au NPA.

J'ai reçu encore un courriel sans doute ordurier que j'ai jeté sans l'ouvrir. Ceux qui cherchent à me déstabiliser perdent leur temps. Et je le répère personne n'est obligé de se connecter sur ce site, encore moins de partager mes idées.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

affichage 800 x 600 MSIE 7 ou Mozilla Window XP Webmaster : mil

Causeries mars 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2009

Je vous incite à télécharger les derniers articles économiques, ils sont à court de superlatifs pour qualifier l'ampleur de la crise. J'ai réparé le lien vers "société", avec mes excuses.

L'assureur américain AIG aurait enregistré une perte nette de 60 milliards de dollars rien qu'au quatrième trimestre (AFP 28.02). Selon des données Reuters, le Dow Jones a cédé 4% au cours de la semaine, le S&P 4,5% et le Nasdaq 4,6% (Reuters 27.02). L'indice FTSEurofirst 300 des principales valeurs européennes a plongé de 45% en 2008, a perdu 10% en février. (Reuters 27.02) La compagnie nationale Petroleos de Mexico (Pemex) a annoncé vendredi une perte de plus de 7 milliards de dollars en 2008.(AFP 28.02) Dexia annonce une perte nette de 3,326 milliards d'euros en 2008. (Reuters 26.02). Le groupe bancaire Natixis a annoncé jeudi une perte nette de près de 2,8 milliards d'euros pour l'exercice 2008. (AP 26.02). L'usine de l'équipementier automobile allemand Continental de Clairoix (Oise), qui emploie environ 1 100 personnes, pourrait fermer, selon la direction de l'usine, samedi 27 février.(LeMonde.fr 28.02) Etc., etc., etc...

Sur le plan politique cela nous sert à quoi de savoir tout cela ? A pouvoir relier plus facilement encore la situation du prolétariat à la nécessité d'en finir avec le capitalisme. Il faut que le niveau de conscience politique du prolétariat progresse, pas seulement dans la compréhension du rôle des institutions au service du capital, mais aussi dans la compréhension qu'il faut réorganiser la société sur d'autres bases sociales que le profit qui mène l'humanité au chaos et la barbarie.

Le capitalisme n'a jamais été aussi fragilisé qu'aujourd'hui, jamais une crise n'avait mis à jour jusqu'à ses fondements sur une telle échelle, c'est un peu comme si s'était produite une terrible érosion du sol qui aurait fragilisé ses fondations au point de menacer tout l'édifice de s'écrouler. De s'écrouler seulement... pour se relever si le prolétariat mondial ne lui porte pas le coup fatal, ne l'achève pas.

Toute la question est là. Elle se présente avec une telle acuité, une telle force irrésistible que nos

dirigeants en sont tétanisés, ils sont incapables de la moindre réaction, impuissants, ils regardent passer cette crise ou la commentent. Leurs mots d'ordre ne sont pas au niveau de la situation, ils ne proposent aucune issue politique.

Effectivement ce qui a été fait à la Guadeloupe pourrait nous inspirer, mais sans un parti pour proposer une analyse correcte de la situation et une issue politique, il semble impossible d'aller de l'avant.

Le LKP pourrait appeler à la constitution d'un organisme de délégués élus par les participants au mouvement de grève qui aurait pour vocation de prendre le pouvoir et de décréter l'expropriation sans indemnité des grands patrons, la rupture des liens avec la Constitution de la Ve République, et appeler le prolétariat de la métropole à chasser Sarkozy et son gouvernement, à se soulever pour abolir les institutions de la Ve République et constituer ses propres organes de pouvoir intégrant les partis et organisations...

C'est seulement dans cette perspective politique que le mouvement engagé en Guadeloupe peut constituer un exemple pour la classe ouvrière en métropole, et non la grève générale qui déboucherait sur un nouveau Matignon ou Grenelle a minima.

L'accord qu'a signé le LKP est misérable à tous points de vue. Je ne l'ai pas dit avant, car j'aurais été encore incompris, mais même la revendication de 200 euros nets était misérable alors que les prix sont environ 40% plus chers qu'en métropole. Quand Besancenot dit qu'il faut reprendre cette revendication en métropole, ce n'est plus le smic à 1.500 ou 1.600 euros net mais 200 ou 300 euros en dessous, ils baissent leur culotte face à l'Etat et le patronat, la crise oblige les dirigeants à se dévoiler tels qu'ils sont.

Si j'ai bien compris, le LKP est une sorte de collectif regroupant des partis politiques, des syndicats et des associations agissant sur le terrain social. De part sa composition, il n'a pas vocation à se transformer en organisation à caractère politique, à définir et accomplir des tâches politiques. En imaginant qu'une telle structure serait mise sur pied demain en France et qu'elle se donne un contenu politique, compte tenu de sa composition, on assisterait à la formation d'un nouveau front populaire qui ne remettrait pas en cause les fondements du capitalisme.

A la différence de 36, des années 47 à 58, de mai 68 ou même de mai 81, le capitalisme est entré dans une crise gigantesque qu'il est incapable de maîtriser et dont l'issue est incertaine. Comme le disait Sarkozy, le temps joue contre eux, il faut ajouter : quoi qu'ils fassent, donc cette crise va probablement durer pendant plusieurs années, la dernière crise au Japon avait duré 10 ans, cela donne un ordre de grandeur.

Un gouvernement de front populaire en 2009 ne pourrait pas satisfaire les revendications immédiates comme ce fut le cas dans le passé, à cause de cette crise précisément qui leur interdirait de fragiliser davantage le régime capitaliste. Le capitalisme français ne pourrait pas espérer se refaire une santé quelque part sur le marché mondial en grande partie dévasté par la crise, d'autre part, chaque capitalisme va défendre avec acharnement ses propres parts de marché, ceux des pays émergents sont mieux placés que ceux des pays avancés, ils disposent de marges de manoeuvre plus importantes, ils peuvent baisser les prix si nécessaire pour inonder le marché mondial ou dévaluer leurs monnaies, ils disposent d'un gigantesque marché intérieur qui leur permet d'écouler une grande partie de leur production et d'attendre des jours meilleurs... La concurrence mondiale n'a pas disparu, elle s'est accentuée avec l'arrivée de nouveaux prétendants au partage du gâteau.

Un gouvernement de front populaire n'aurait absolument aucune de ces marges de manoeuvre pour satisfaire les revendications du prolétariat. Sera-t-il tenté d'aller plus loin ? Le croire serait se faire une terrible et dramatique illusion. Non, indécis, compromis, tiraillé de toutes parts, divisé pendant que le pays s'enfoncerait un peu plus chaque jour dans le chaos et que la réaction s'emploierait à amplifier tout en s'organisant, il fraierait la voie à une dictature fasciste dirigée par Sarkozy et les nazillons qui forment déjà son gouvernement et son parti.

Le sort du prolétariat dépendrait de sa capacité à constituer ses propres organes de pouvoir politique au cours du processus révolutionnaire, et évidemment de sa capacité à se doter d'une direction révolutionnaire, le parti qui le moment venu appellerait à renverser le front populaire avant que la réaction ne le fasse pour son propre compte. Si on se retrouvait uniquement dans un scénario institutionnel, en présence d'un gouvernement de front populaire sans que le prolétariat n'ait formé ces propres organismes politiques indépendants, compte tenu que le gouvernement se montrerait incapable d'appliquer un programme ouvrier, la bataille devrait s'engager pour constituer ces organes de double pouvoir et construire le parti, rassembler tous les militants révolutionnaires.

Nous n'en sommes pas encore là, mais il faut bien avoir à l'esprit que nous assistons à un formidable épisode de la lutte des classes, qu'au-delà des intentions et des discours, c'est bien une guerre de classe impitoyable pour le pouvoir qui va s'engager, qui aurait déjà dû être engagée de notre côté, mais nos dirigeants sont toujours à la traîne des masses et des évènements. La solution à cette crise ne viendra pas de la volonté affichée de certains de régler les problèmes qui sont les conséquences des contradictions inhérentes aux rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme, cela ne peut suffire, elle devra être uniquement politique.

Nous avons une opportunité extraordinaire de renverser le capitalisme et de prendre le pouvoir, jamais nous n'avons connu de situation aussi favorable, et en même temps, jamais nous n'avons été aussi faibles pour mener à bien cette tâche immense.

Ne sautons pas les étapes, commençons par relier toutes nos revendications à la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement, d'abolir les institutions, dans la perspective d'exproprier les 1824 patrons et actionnaires des grandes entreprises...

Le 2 mars 2009

J'ai écrit les lignes ci-dessous avant de recevoir un mail d'un camarade m'indiquant qu'il était impossible d'ouvrir la page économique. Je vous avouerais que je ne me connecte jamais sur le site pour vérifier si les liens fonctionnent correctement, d'une part par manque de temps, d'autre part parce que ma connection est tellement lente que je passe déjà un temps infini à actualiser le site pratiquement tous les jours, pour en plus me connecter sur le site.

J'ai modifié le code d'accès à la page économique "doceco1.htm" à la place de "doceco.html", le "l" de la fin a été retiré car inutile, seule la page d'accueil est en html. Avec toutes mes excuses, vous m'en voyez gêné. Lire les lignes suivantes en tenant compte de ce que vous venez de lire.

Quelle veine ou l'inverse vous avez de ne pas être avec moi en réunion de cellule ou section, car vous ne voulez pas vous coltinez l'économie qui est relativement facile à aborder une fois qu'on a compris les mécanismes élémentaires. Sur ce plan il y a aujourd'hui des arguments imparables, en béton, contre le régime que l'on peut utiliser dans nos discussions avec les travailleurs. On peut même

aborder la discussion détendue sous un angle ironique, par exemple dans un article du *Monde* (Le G20, trop tôt, trop tard), ils disent qu'ils sont passés de la bulle spéculative financière à "*la bulle spéculative de l'espoir*", c'est extraordinaire comme argument camarades, voilà où en sont ceux qui gouvernent le monde, ils nous licencient, ils nous imposent une régression sociale sans précédent, et ils nous disent ouvertement qu'ils ne savent pas où ils vont, mais c'est notre destin avec lequel ils jouent, stop ! on arrête de jouer, notre sort dorénavant c'est à nous et personne d'autres d'en décider... L'espoir, l'espoir, ils se foutent de nous, ils ont pété un plomb, stop ! ils ne sont plus en état de gouverner le monde, il faut leur retirer le pouvoir des mains...

A propos du G20 : "Le ministre espagnol de l'économie, Pedro Solbes, évoque "*le risque que cela ne soit pas un succès et, si c'est le cas, nous connaîtrons un moment très difficile*". Le risque est moins d'échouer que de décevoir des attentes artificiellement créées et excessivement gonflées." Dans le langage courant on appelle cela tout simplement une manipulation des masses auxquelles on ment effrontément, non ? Ils sont gonflés assurèment !

Là la méthode Coué ne leur sera d'aucun secours.

"Le G20 de Londres n'y changera rien. L'histoire bégayant déjà assez, les chefs d'Etat feront sans doute leur possible pour que celui-ci ne ressemble pas à la conférence économique mondiale de juillet 1933. Celle-ci s'était terminée par un fiasco avec la mort du système monétaire international. Mauvais présage ? - elle s'était tenue dans la capitale britannique.

Tous essaieront de faire passer l'addition des politiques individuelles pour une coordination historique. Les Européens se garderont de faire publiquement le procès de la responsabilité des Américains dans la crise. Et ces derniers tairont leurs critiques sur l'indigence du plan de relance européen. Les apparences seront sauves."

Apparences sauves ou pas, cela ne changera absolument rien à la réalité !

Après l'auteur de cet article pète les plombs.

"Ce G20 arrive aussi trop tôt. Il ne se sera passé que sept mois depuis la faillite de Lehman. C'est peu pour reconstruire un système que les hommes ont mis plusieurs milliers d'années à édifier. Surtout, les vrais projets alternatifs manquent."

"Plusieurs milliers d'années", mais de quoi il cause, de l'exploitation de l'homme par l'homme qui remonte au néolithique ? Des classes et de l'Etat qui ne devraient plus avoir aucun raison d'être au XXIe siècle ? Il veut qu'on remette cela en repartant de la case départ, c'est-à-dire de l'esclavagisme, puis le servage, etc. ? Je ne le pense pas, il ne sait tout simplement plus de quoi il cause le malheureux rédacteur du *Monde*, il est aussi paumé que les représentants du capital. Et c'est normal puisque le seul véritable projet alternatif qui peut exister ne peut que lui échapper : le socialisme. Il ne croit pas qu'on pourrait refaire l'histoire, il le dit lui-même plus loin dans son article.

Il y a quand même une trace de lucidité dans son article, c'est la raison pour laquelle vous devriez le lire camarades. Sa conclusion désabusée est au contraire pour nous un signe encourageant.

"Faute de le refonder, le G20 se contentera de le réaménager. A la marge, très très mince. On y dira du mal des paradis fiscaux - sans les supprimer -, des agences de notation - sans remettre en cause leur existence -, on s'engagera à mieux superviser les hedge funds - sans les interdire - et à mieux réguler les activités des banques - sans les contrôler entièrement. Pas de quoi enthousiasmer les

foules, donc."

Ce qui est intéressant ici, c'est que le ton change des discours politiques, on est un peu plus près du réel, on sent pour ainsi dire que le poul du capitalisme à du mal à battre régulièrement, qu'il doit faire des efforts formidables pour survivre, on peut pratiquement le toucher, vous êtes en direct avec la bête, sans l'écran, le filtre ou le prisme de la politique qui en donne une image déformée si souvent. Vous êtes dans la même situation qu'un apprenti boucher qui passerait de la projection d'un film sur la vie des animaux à la ferme, à la visite guidée d'un abattoir !

Je ne fais pas une fixation sur l'économie, je dis simplement que ce n'est pas inutile de comprendre un peu comment cela fonctionne. On travaille pour vivre en principe et non l'inverse.

C'est la même chose quand on passe à table, on se nourrit pour vivre et non l'inverse, alors il faut maîtriser un minimum de connaissances dans le domaine de l'alimentation et de la santé, donc en médecine, en biologie, en chimie, en agriculture, en géologie, etc.

On dit que jusqu'à présent la civilisation humaine s'est développée inconsciemment, cela ne concerne pas que l'histoire, les rapports sociaux, les forces productives, ses rapports avec la nature, etc., cela concerne absolument tous les domaines de l'existence jusqu'au trous noirs dans l'univers, tous nos rapports avec le monde extérieur. Notre curiosité et notre soif d'apprendre ne doivent connaître aucune limite.

Les connaissances sont enseignées de telle sorte que les différents aspects de l'existence apparaissent comme étrangers les uns aux autres ou sans rapports, alors que dans la réalité les choses se présentent autrement.

Un dernier mot. Je n'ai pas mis de dépêches sur la réunion de l'UE hier à Bruxelles : absolument aucun intérêt ou presque ! J'ajouterai un mot dans la chronique cet après-midi sous la forme d'un ou deux brefs extraits. Ils sont contents, tout va pour le mieux, que voulez-vous que je vous dise, ils passent leur temps à se répéter : le protectionnisme, nous sommes tous contre ; chacun pour soi : pas du tout voyons ; tous ensemble dans la même galère : bien sûr, etc., etc...

La palme revient évidemment à l'épileptique de l'Elysée, alors que la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne ont reconnu l'existence d'actifs toxiques dans leurs banques et ont pris l'engagement d'assainir leurs bilans en recourant éventuellement à des structures dites de défaisance ("bad banks"), le nabot a dit que ce ne serait pas nécessaire en France, les banques et les institutions financières sont saines comme chacun sait.

Chacun se souvient qu'il avait dit que le système bancaire en France était "solide" et "sain", et ne nécessiterait aucune aide de l'Etat, avant d'ouvrir les vannes en grand ! Quel cabotin ! C'est ce genre d'anecdotes qu'il faut mettre en avant pour ruiner sa popularité déjà au ras du caniveau, montrer que le pays est gouverné par un irresponsable, un minable... On a le droit de faire monter la sauce, c'est même notre devoir, tout est bon pour les discréditer, les laminer, les broyer, il faut les mettre à genoux, ce sera alors plus facile d'en finir avec eux, eh oui il faut penser à tout et être en permanence tendu vers notre objectif !

Vous voulez leur agenda : le 2 avril sommet du G-20 à Londres , les 3 et 4 avril à Strasbourg (France) et à Kehl (Allemagne) sommet pour le 60e anniversaire de l'OTAN, le 5 avril à Prague sommet USA/UE. On parlera de tout cela le moment venu.

Les choses sérieuses se passent ailleurs : Ford à son tour dans le rouge ; Le dividende trimestriel de General Electric baisse de 68%, etc.

A la Guadeloupe on attend les dernières infos, le gouvernement a appelé à la fin de la grève par la voix du préfet et de Michèle Alliot-Marie, la ministre du maintien de leur ordre social honni par les masses, une provocation de plus ? Les travailleurs guadeloupéens ont obtenu des miettes et encore 15 à 17.000 sur 85.000, mais le LKP pourrait appeler à la suspension de la grève. Ceux qui se faisaient des illusions sur ce genre de regroupement en seront encore pour leurs frais. Le parti, encore le parti rien que le parti camarades, il n'y a que cela de vrai !

Selon le président de l'Unedic Geoffroy Roux de Bézieux, il devrait y avoir "plus de 300.000 demandeurs d'emplois supplémentaires" en 2009. J'ai lu ailleurs qu'il pourrait y avoir un million de chômeurs en plus rien que pour 2009. Info ou intox ? Plus la crise va s'amplifier plus il va falloir être vigilant sur le contenu des dépêches.

Après la tentative de coup d'Etat militaire au Bangladesh, c'est au tour de la Guinée-Bissau, la routine quoi !

Un dernier mot.

Au mois de février vous avez pulvérisé le nombre de connections sur le site, plus de 3.500 visites, divisées par 2, 1.700 environ, en visites uniques on a dû dépasser les 1.000 militants en retirant les curieux. Pour un site aussi modeste, sans pub ni référencement, c'est inespéré et presque incroyable. Sans compter que le site n'a pas été accessible une journée et qu'il n'y avait que 28 jours en février. Bravo camarades !

De mon côté, je fais mon boulot comme je le sens et je me fous du reste, comme l'on dit ça passe ou ça casse, si c'est utile à de jeunes militants tant mieux, je serais tenté de penser que le site s'adresse à eux en priorité, la nouvelle génération de militants qui prendra la relève des "vieux bolcheviks" usés jusqu'à la corde, parfois avant l'âge et empêtrés à l'infini dans leurs contradictions. Vive la jeunesse révolutionnaire, notre avenir !

Sur ces bonnes nouvelles, bon courage et bonne semaine à tous.

Le 4 mars 2009

Lundi les Bourses ont plongé en moyenne de 4%. On a du mal à suivre pour savoir combien de centaines de milliards de dollars sont partis en fumée en une seule journée.

En janvier 2008 la captitalisation boursière mondiale était d'environ 50 000 milliards de dollars (comparés au 54 000 milliards de dollars du PIB) et en octobre 2008 il n'en restait déjà plus que la moitié, depuis ce serait pas loin de 10 000 milliards de dollars qui se seraient envolés, donc sur une base basse de 15 000 milliards de dollars, 4% représenteraient 600 milliards de dollars, 800 sur la base de 20 000 milliards, de quoi éradiquer la pauvreté sur terre en une seule journée ! Cela laisse forcément rêveur. La barbarie s'exprime aussi en chiffres, vertigineux.

Vous vous souvenez peut-être que je me posais des questions à propos des produits dérivés (plus d'un million de milliards de dollars) qui sont des produits financiers hautement spéculatifs (et toxiques !),

et bien j'ai lu que les banques en raffolaient et qu'elles faisaient leus choux gras avec.

Voici ce que j'ai lu dans un site :

"Le marché des produits dérivés est très rémunérateur pour les banques. Il s'agit souvent d'opérations à forte valeur ajoutée générant les marges les plus importantes. Il est aussi très rémunérateur pour les entreprises de marché : plus d'un tiers du chiffre d'affaires d'Euronext ou de la Deutsche Börse provient de la négociation de produits dérivés.

Censés permettre une meilleure gestion des risques existants, les produits dérivés génèrent en fait de nouveaux risques. L'effet déstabilisant est en particulier lié au fait que les marchés dérivés encouragent les agents à choisir des stratégies plus risquées, et que l'utilisation de ces produits non seulement à titre spéculatif mais même à titre de couverture conduit à une augmentation de la volatilité.

Les produits dérivés ont été qualifiés par Warren Buffet d'« armes de destruction massive ». La crise financière issue de la crise des subprimes montre que les produits dérivés créent un risque systémique."

On a ici le lien qui permet de comprendre un peu mieux ce qui s'est passé dans la foulée de la crise des subprimes sur le plan financier.

Il y avait un truc qui ne collait pas dans leur histoire, on nous parlait de la crise des subprimes, de l'insolvabilité de quelques millions d'Américains, comme si à eux seuls ils avaient été à l'origine de l'effondrement des marchés financiers mondiaux qui s'est traduit par une perte de 50% de la capitalisation boursière mondiale. Quelques millions d'Américains ne peuvent plus rembourser leurs crédits immobiliers et c'est l'économie mondiale qui s'écroule, il ne fallait pas être très curieux pour se contenter de cette explication.

On voit là que les banques sont directement responsables de la situation actuelle.

Les travailleurs et les militants n'ont donc aucun complexe à avoir à revendiquer les leviers de commande de la société. On aura du mal à faire pire qu'eux, par contre ils peuvent encore faire pire, ils ont déjà fait pire puisque ce n'est pas terminé.

Ils parlent de la crise comme si c'était le produit d'une génération spontanée, alors qu'elle a été préparée de longue date justement par ceux qui viennent quémander des milliards aux gouvernements. Ils font les étonnés, ceux qui n'avaient rien vu venir, alors qu'ils fabriquaient eux-mêmes le pétard à retardement qui vient d'exploser, histoire de brouiller les pistes, pour qu'on ne les accuse pas de tous les maux et qu'on vienne à leur secours.

C'est ce que Fillon doit aussi appeler faire "acte de civisme", au lieu de se sentir des victimes innocentes du capitalisme, on devrait partager le fardeau des banquiers en plus des conséquences de la crise qu'ils nous font déjà durement subir, on devrait être au garde-à-vous devant le régime et ne pas le combattre pour l'abattre.

Les travailleurs doivent savoir que temps que les banquiers et les capitalistes auront ce pouvoir de nuisance, temps qu'ils auront le pouvoir en réalité, ils ne doivent pas espérer un avenir meilleur pour eux et les enfants, c'est terminé, c'est du passé et révolu définitivement s'ils ne prennent pas eux-mêmes les choses en mains, l'humanité est condamnée à la déchéance et à une régression sans fin,

peut-être jusqu'à son extinction à défaut d'avoir réussi à réaliser son émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il ne s'agit pas là de théorie ou d'idéologie, d'idées partisanes ou d'interprétations militantes, non puisque la situation qui vient d'être décrite correspond bien à la réalité et que les faits relatés se déroulent sous nos yeux en ce moment même, chacun peut le vérifier quotidiennement, non, il s'agit tout simplement du constat lucide que le capitalisme a franchi une nouvelle étape au-delà de laquelle le civilisation humaine est vouée à la dégénérescence si on n'y met pas un terme rapidement.

L'actualité du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels nous signale au passage qu'il n'y a pas d'autre alternative que le socialisme pour changer le monde et peut-être le sauver.

Un dernier mot.

J'ai créé plusieurs nouvelles pages ces derniers jours, si vous rencontrez des problèmes pour en ouvrir certaines prévenez-moi plus rapidement que la dernière fois s'il vous plaît.

N'hésitez pas non plus à m'envoyer des documents qui pourraient intéresser d'autres militants. Salut !

Le 5 mars 2009

Le secteur privé aux Etats-Unis a détruit 697.000 emplois en février, indique une étude du cabinet de conseil en ressources humaines ADP publiée mercredi.

ADP a de surcroît révisé en hausse son estimation des pertes du mois précédent à 614.000 (au lieu des 522.000 annoncés initialement).(AFP 04.03)

Si mercredi Wall street a regagné 2%, les affaires sont les affaires, par contre le secteur financier a été orienté à la baisse JP Morgan Chase a chuté de 8,14%, Citigroup de 7,38%, Bank of America de 1,37%.

Je ne suis pas économiste, mais je pense que le jour où ses valeurs se mettront à monter de façon continue et importante, on pourra peut-être se dire qu'ils ont réussi à passer le cap de cette crise.

L'épileptique craque !

Selon *Le Canard Enchaîné*, paru mercredi, Sarkozy lui-même critique le projet de la ministre de l'Enseignement supérieur, et lui demande de "se coucher" pour en finir avec les manifestations.

"Je ne veux plus voir les enseignants, les chercheurs et les étudiants dans la rue ! Fini le projet de décret. Fini aussi la suppression des IUFM. Vous me réglez ça. Vous vous couchez () De toute façon, ce n'étaient que des projets de merde", aurait-il déclaré. (Reuters 04.03)

Projets de "merde", un argument à la portée de tous les travailleurs, non ? Simpliste, réducteur, sans doute, mais oh combien vrai ! On pourrait appliquer ce jugement au gouvernement et sa politique, au moins il ne risquerait pas d'être incompris par la majorité des travailleurs. Quoique ?

Nos dirigeants politiques n'ont pas arrêté de justifier leur politique de subordination au capitalisme et

au régime en expliquant que le mouvement ouvrier était au ras des paquerettes depuis la chute du mur de Berlin, l'implosion de l'URSS, etc., que la conscience politique des travailleurs était en dessous de tout, là au moins ils ne pourront pas dire que cet argument est insaisissable par les masses.

Se concentrer sur les grands discours serait une erreur, à quoi cela peut-il bien servir, plus personne ne les écoute, et les analyses qui les accompagnent sont le plus souvent trop théoriques et déconnectées de la réalité pratique et quotidienne des masses.

Le "pauv'con" relayé en boucle dans tout le pays de bouche à oreille a davantage affaibli le régime que les contradictions par ailleurs criantes contenues dans les discours de Sarkozy, mais que les masses ne saisissent pas forcément. Si le monsieur qui est à la tête de l'Etat, le Président de la République, le chef de l'exécutif et des armées parle comme nous, cela ne veut pas forcément dire qu'il est comme nous où dans notre camp, par contre cela peut vouloir dire que quelqu'un qui cause ainsi peut détenir le pouvoir, peut décider du sort du pays, alors pourquoi pas moi, toi, nous, la classe quoi, bordel ! Réflexion élémentaire et à la portée de chacun.

La conjonction de la perte d'influence de Sarkozy et du régime sur les masses, avec la mobilisation croissante contre les conséquences de la crise du capitalisme, rend possible l'ouverture non seulement d'une crise politique, mais d'une crise révolutionnaire. C'est ce qu'a révélé en filigrane la situation à la Guadeloupe notamment.

Dans les politiques mises en oeuvre par les différents partis, dites-moi où cette situation se reflète ? Nulle part, ils ne font plus de politique !

Le régime est manifestement affaibli, il serait donc nécessaire de passer à la vitesse supérieure pour l'affaiblir davantage, de tirer les conclusions de ce qui s'est manifesté les semaines et les mois précédents, l'incapacité du gouvernement à maintenir ou améliorer nos conditions de vie et de travail, la volonté des travailleurs de refuser de vivre plus mal qu'avant. Toutes les revendications convergent vers un seul objectif politique, la remise en cause de Sarkozy et son gouvernement, des institutions qui sont au service des capitalistes.

Est-ce la raison pour laquelle aucun parti n'avance dans cette voie ? Pourquoi ? Au mieux, parce qu'ils pensent que par miracle le prolétariat pourrait accéder aux tâches historiques qu'il a à accomplir sans la moindre préparation, sans être familiarisé avec les objectifs qu'il devra se fixer, sans qu'il ait entendu parlé un jour des moyens qu'il devra mettre en oeuvre pour les atteindre, bref, tout semble fait pour que les combats décisifs qui s'annoncent se terminent par une terrible défaite.

Pour terminer un extrait de *La révolution russe* de Trotsky dont j'ai lu quelques pages hier.

"Les prémisses essentielles d'une révolution résident en ce que le régime social existant se trouve incapable de résoudre les problèmes fondamentaux du développement de la nation. La révolution ne devient cependant possible que dans le cas où, dans la composition de la société, il se trouve une nouvelle classe capable de prendre la tête de la nation pour résoudre les problèmes posés par l'histoire. Le processus de la préparation de la révolution consiste en ce que les tâches objectives, marquées dans les contradictions de l'économie et des classes, se fraient une voie dans la conscience des vivantes masses humaines, en modifient les aspects et créent de nouveaux rapports des forces politiques.

Les classes dirigeantes, en résultat de leur incapacité manifeste de sortir le pays de l'impasse, perdent foi en elles-mêmes, les vieux partis se décomposent, une lutte acharnée se livre entre les groupes et

les cliques, les espoirs se reportent sur un miracle ou sur un thaumaturge. Tout cela constitue une des prémisses politiques de l'insurrection, extrêmement importante, quoique passive.

Une hostilité furieuse à l'égard de l'ordre établi et l'intention de risquer les efforts les plus héroïques, de laisser tomber des victimes, pour entraîner le pays dans une voie de relèvement telle est la nouvelle conscience politique de la classe révolutionnaire qui constitue la principale prémisse tactique de l'insurrection.

Les deux camps principaux - les gros propriétaires et le prolétariat - ne représentent pourtant pas, au total, toute la nation. Entre eux s'insèrent de larges couches de la petite bourgeoisie, jouant de toutes les couleurs du prisme économique et politique. Le mécontentement des couches intermédiaires, leurs désillusions en face de la politique de la classe dirigeante, leur impatience et leur révolte, leur disposition à soutenir l'initiative hardiment révolutionnaire du prolétariat constituent la troisième condition politique de l'insurrection, en partie passive dans la mesure où elle neutralise les sommets de la petite bourgeoisie, en partie active dans la mesure où elle en pousse les bases à lutter directement, coude à coude avec les ouvriers.

La réciprocité conditionnelle de ces prémisses est évidente : plus le prolétariat agit résolument et avec assurance, et plus il a la possibilité d'entraîner les couches intermédiaires, plus la classe dominante est isolée, plus la démoralisation s'accentue chez elle. Et, par contre, la désagrégation des dirigeants apporte de l'eau au moulin de la classe révolutionnaire.

Le prolétariat ne peut, pour l'insurrection, se pénétrer de l'assurance indispensable en ses propres forces qu'au cas où, devant lui, se découvre une claire perspective, que s'il a la possibilité de vérifier activement les rapports de forces qui changent à son profit, s'il sent au-dessus de lui une direction perspicace, ferme et audacieuse. Ceci nous amène à la condition, dernière dans le dénombrement mais non dans son importance, de la conquête du pouvoir : au parti révolutionnaire, en tant qu'avant-garde étroitement unie et trempée de la classe.

Grâce à une combinaison favorable des conditions historiques, tant intérieures qu'internationales, le prolétariat russe trouva à sa tête un parti exceptionnellement doué de clarté politique et d'une trempe révolutionnaire sans exemple : c'est cela seulement qui permit à une classe jeune et peu nombreuse d'accomplir une tâche historique d'une envergure inouïe."

Ces lignes sont pleines d'enseignements, non ? Ne cherchez pas le parti "doué de clarté politique et d'une trempe révolutionnaire sans exemple", il n'existe pas.

Le 6 mars 2009

Que des bonnes nouvelles pour finir la semaine.

L'indice Dow Jones a terminé la séance de jeudi à la bourse de New York en baisse 4,1%, le Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, a de son côté perdu 3,9%, la Bourse de Paris a perdu encore 3,96%, l'indice FTSEurofirst 300 des principales valeurs européennes a perdu 3,56%, il était remonté de 4% la veille dans l'espoir que les Chinois pondraient un second plan de relance et c'est raté ! (AFP et Reuters 05.03)

La BCE a abaissé son taux directeur d'un demi point à 1,5%, en vain !

La Réserve Fédérale a indiqué jeudi que les emprunts au jour le jour des banques à réseau se montaient à environ 66 milliards de dollars (52,5 milliards d'euros), sur la semaine terminée mercredi, un peu plus que la semaine précédente.

Les sociétés d'investissement ont emprunté dans le même temps 25,6 milliards de dollars (20,4 milliards d'euros). Ces emprunteurs paient un demi point d'intérêt à la Fed pour ces prêts d'urgence. (AP 06.03) Ils bouchent les trous commme ils peuvent !

Toujours aux Etats-Unis.

Selon l'Association des banquiers hypothécaires (MBA), 11,18% des emprunteurs avaient alors au moins un mois de retard de paiement, ou font déjà l'objet d'une procédure de saisie. C'est le plus haut niveau jamais constaté depuis le début de la publication de l'enquête trimestrielle de la MBA en 1972.

Selon la MBA, la part des emprunteurs en retard de paiement d'au moins un mois qui ne sont pas encore visés par une procédure d'éviction a atteint un record au quatrième trimestre, s'établissant à 7,88%, soit 0,89 point de plus que le record précédent. (La Tribune 05.03)

Au quatrième trimestre, la production des entreprises américaines a baissé de 8,7% en rythme annuel par rapport au trimestre précédent, soit finalement plus vite que le nombre d'heures travaillées (-8,3%).

Pour sa part, l'augmentation du coût du travail est passée de 3,5% au troisième trimestre à 5,7%, au quatrième, selon les nouveaux chiffres du ministère, qui font apparaître de fortes variations par rapport aux précédents.

Dans le seul secteur industriel, la productivité a reculé de 4% (chiffre revu en hausse de 1 point), après une baisse de 2,2% au troisième trimestre. La production y a chuté de 17,7% alors que les heures travaillées plongeaient de 14,2%.

Pour l'ensemble de 2008, la productivité des entreprises industrielles a augmenté de seulement 1,5% contre 3,4% en 2007. De leur côté, les commandes à l'industrie ont reculé de 1,9% en janvier), selon des chiffres publiés jeudi par le département du Commerce. Il s'agit cependant de la sixième baisse mensuelle consécutive, ce qui est une série inédite depuis la création de cet indicateur macro-économique en 1992 et une nouvelle illustration de la sévérité de la récession à l'oeuvre dans la première économie mondiale.

Les commandes à l'industrie de décembre ont été revues en baisse de -3,9% à -4,9%. Les commandes de biens durables ont finalement baissé de 4,5% en janvier. (même source)

L'équipementier automobile français Faurecia, filiale de PSA-Peugeot-Citroën, qui a essuyé une forte perte en 2008, a annoncé jeudi la fermeture d'ici fin 2010 de son site d'Auchel (Pas-de-Calais) et la suppression de 179 emplois sur 508.

Les salariés présents dans l'usine ont aussitôt cessé le travail et bloqué les deux accès au site, a constaté une correspondante de l'AFP.

Une assemblée générale des salariés a décidé dans l'après-midi, "à l'unanimité", la poursuite du blocage jusqu'à nouvel ordre, a déclaré à l'AFP Thérèse Lecocq, secrétaire CGT (majoritaire dans

l'établissement).

"Tout est bloqué, on reste cette nuit, ce week-end. On est là, on reste", a ajouté Mme Lecocq.(AFP 05.03)

Expropriation sans indemnités !

Election d'un comité de grève, appel en direction des travailleurs des autres entreprises à les imiter, appel à débrayer dans tout le secteur de l'automobile... l'heure a sonné de changer les bases économiques de la société, il nous faut un gouvernement et des institutions qui représentent nos intérêts et non ceux des capitalistes, à nous de les créer, il n'y a pas d'autre voie... en avant vers le socialisme !

Tout va bien camarades, la crise continue.

Autre chose très vite.

Un camarade qui milite dans un parti politique quelque part en Europe m'a demandé si cela me dérangeait qu'il ait utilisé mes arguments dans le journal de son parti sans mentionner leur origine. Je lui ai répondu simplement que les arguments que j'utilisais n'étaient pas ma propriété, ils appartiennent à tous les militants qui les trouvent utiles dans leur combat politique quotidien.

C'est quand même un monde qu'il me questionne sur le NPA et le POI alors que je vis à 10.000 kms de Paris ! Il y a de quoi se poser de sérieuses questions sur l'état de santé du mouvement ouvrier organisé, je ne dis pas cela pour ce camarade qui a toute mon estime évidemment, mais pour les partis cités ici.

Parmi les questions que nous avons abordées, en voilà une qui ne devrait pas vous laisser indifférents.

Qu'est-ce qui prouve que l'heure d'un parti de masse n'a pas sonné ? C'est très simple : les faits, deux suffiront ici.

1- A l'élection présidentielle qui devait servir de rampe de lancement du POI et au NPA : Schivardi a recueilli 123.500 voix, Besancenot 1,498 million, soit dix fois plus que Schivardi, résultat : le POI entre 9 et 10.000 adhérents, le NPA un peu plus de 9.000 adhérents. Le ras de marée n'a pas eu lieu malgré la crise actuelle du capitalisme, ses conséquences sur les masses et les mobilisations qui se succèdent depuis des mois.

2- Le gouvernement et les médias ont hyper médiatisé le NPA, à l'opposé, ils ont censuré le POI, résultat : identique à l'arrivée ! Mieux que de longs discours, non ?

Conclusion. Décidément rien n'y fait, pas un seul argument ne permet de soutenir la thèse selon laquelle le moment était venu de construire un parti de masse.

Enterrer davantage l'idée de fonder un parti sur les bases du marxisme révolutionnaire, rejeter davantage l'héritage essentiel ou le principal enseignement de la révolution d'Octobre, le parti de Lénine, le bolchevisme, le léninisme dont Trotsky disait qu'il se résumait au parti tel que Lénine l'avait conçu pour vaincre, cela ne fait absolument aucun doute pour moi.

On pourrait dire aussi, dresser un nouveau barrage à la construction d'un parti bolchevik, assurément, et la bourgeoisie ne s'y est d'ailleurs pas trompée, car si le POI est censuré au niveau des médias nationaux, ce n'est pas le cas de la presse locale qui est tout aussi bourgeoise que la presse nationale, sauf à vouloir nous faire croire qu'il y aurait une différence fondamentale (de classe) entre un bourgeois parisien et un bourgeois de province, il y aurait des bons et des mauvais bourgeois, certains plus fréquentables que d'autres, on peut aller très loin comme cela, c'est la trajectoire de Lambert par exemple qui s'est inspiré d'A.Hébert, jusqu'à pourrir les meilleurs trotskistes et les faire adhérer à la franc-maçonnerie par exemple, jusqu'à la caricature...

Il vaudrait mieux aujourd'hui disposer d'un véritable parti marxiste révolutionnaire de 3 ou 4.000 combattants avec de véritables tendances, que deux partis fourre-tout de 10.000 adhérents qui sont incapables de proposer la moindre issue politique aux masses tellement ils sont empêtrés dans leurs propres contradictions, c'est mon analyse.

A courir plusieurs lièvres à la fois, on n'en attrape aucun à l'arrivée.

Bon Week-end à tous.

Le 7 mars 2009

Un extrait d'un mail d'un camarade reçu hier.

"Je suis d'accord à l'heure actuelle le parti de masse serait un troupeau d'aveugles. Comme disait Goethe we need mehr licht. Grâce au GER je sais que l'élite du prolétariat a lu moins de livres que moi et que la crise du prolétariat c'est la direction du prolétariat."

On ne s'en sort pas camarade, on en est encore au même point que lorsque Trotsky avait écrit ces lignes en 1938 dans le *Programme de transition*.

Rien n'est facile, personne ne dira le contraire, mais ce n'est pas une nouveauté non plus. Comme je ne savais pas quoi répondre à ce camarade, j'ai rédigé un nouveau texte sur le parti où je reviens sur certaines questions qui me semblent importantes et que j'avais déjà abordées ailleurs.

A force de me poser des questions et de lire ausssi, je suis arrivé à la relecture de la *Révolution russe* de Trotsky. Pourquoi, je vous avouerais que sur le coup, je ne me suis pas posé cette question, j'ai autre chose à faire que de me regarder dans une glace. C'est en repensant au contenu des quelques pages que j'ai lues hier, que je me suis dit qu'il ne s'agissait certainement pas d'un hasard. C'est le mûrissement de la situation qui m'y a poussé pratiquement inconsciemment, en cherchant des réponses ou des matériaux pour trouver des réponses à certaines questions nées de la situation actuelle.

Chacun peut constater que l'on assiste à une nouvelle période de la lutte des classes à l'échelle mondiale, mais dans des conditions particulières dont la gigantesque crise du capitalisme est l'élément moteur. Sans être précisément encore entrés dans une phase de crise révolutionnaire, on voit bien que les éléments d'une telle crise sont en train de se frayer un chemin, on en perçoit les prémices à travers la crise politique rampante au sommet de l'Etat, la mobilisation croissantes et persistante des masses, l'aggravation quotidienne de la crise du capitalisme qui jette à la rue des centaines de milliers de travailleurs, demain sans doute davantage, bref, les évènements se précisent,

en haut ils ont de plus en plus de difficultés pour continuer de gouverner comme avant, plusieurs dirigeants syndicaux ont été obligés (momentanément) de claquer la porte du dialogue sociale, la colère gronde dans les profondeurs du prolétariat, le régime est ultra minoritaire, rejeté, illégitime, Sarkozy est l'object de sarcasmes de la part de certains médias qui sont traditionnellement du côté du pouvoir en place, sa cote de popularité réelle prouve que le régime est de plus en plus isolé et remis en cause, etc.

A partir de cette situation et en faisant avec ce que l'on a et n'a pas (le parti !), j'essaie de définir quelle est la meilleure ligne politique à adopter dans la perspective d'une explosion sociale qui pourrait se transformer rapidement en crise révolutionnaire et quelles sont les tâches que le parti devrait mettre en avant s'il existait pour l'alimenter, et indiquer aux masses dans quelle direction orienter son combat. Et là, rien de tels que les enseignements d'une révolution pour trouver des éléments de réponse à toutes ces questions. A suivre

Salut !

Le 8 mars 2009

Un camarade a écrit ceci dans un mail qu'il m'a adressé : "*juste un mot sur la Guadeloupe, cela fait deux jours que le préfet et les patrons sont scandalisés par Élie Domota qui a déclaré que les patrons qui ne voulaient pas signer l'accord sur les deux cent euros n'avaient qu'à quitter la Guadeloupe, il faudrait leur rappeler qu'ils ne sont pas scandalisés depuis des années pour délocaliser et mettre à la rue des milliers de travailleurs.* ".

Très juste, ils détiennent le pouvoir, donc ils ont tous les droits et nous n'en avons aucun, c'est ce qui caractérise la dictature du capital que nous devons renverser. Eli Domota a raison, sauf que ce n'est pas seulement les colons dénommés Békés qu'il faut cibler et exproprier même s'ils constituent 90% ou plus des grands patrons, mais l'ensemble des capitalistes les plus importants pour se situer sur un terrain politique correct.

En tant que militant révolutionnaire en ces temps de crise profonde du capitalisme on ne manque pas d'arguments pour aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme. C'est le seul objectif que l'on devrait fixer à notre activité militante pour recruter de nouveaux militants sur des bases politique correctes, si nous disposions d'un parti digne de ce nom.

La charge des intérêts de la dette de l'Etat capitaliste devrait représenter en 2009 43 milliards d'euros, ce qui en fait le troisième poste dans le budget, après l'Education nationale et la Défense. Mais "si la dette explose au-delà de 75% du PIB, les seuls intérêts de la dette pèseront pour 3,5% à 4% du PIB, gonflant la dette d'année en année", prévient Karine Berger, directrice des études chez Euler Hermes SFAC. (AFP 07.03)

A qui profite cette dette colossale ? Aux rentiers, aux banquiers et aux institutions financières qui prêtent de l'argent à l'Etat. Mais n'ont-ils pas reçu de l'argent de l'Etat ? Si justement, quand l'Etat prête de l'argent aux banques cela leur permet d'émettre des titres ou des lignes de crédit pour une valeur 8 ou 10 fois supérieure. Une fois écoulés ces titres sur le marché financier (spéculatif), les intérêts ou bénéfices qu'ils en retirent leur servent à rembourser leur emprunt auprès de l'Etat à moindre coût, une partie de ce qu'il leur reste va engraisser les actionnaires de la banque, l'autre partie elle peut le prêter à son tour à l'Etat sans que cela ne lui ait coûté un centime, seul le

contribuable en est de sa poche et paie l'addition. Si je ne dis pas de bêtises c'est à peu près ainsi que les choses se passent.

Finalement tous les problèmes que nous rencontrons dans la vie quotidienne proviennent du fait que ce n'est pas seulement l'économie capitaliste qui survit à crédit, mais l'Etat capitaliste également. C'est donc l'ensemble du régime capitaliste sur le plan économique et politique qui est devenu synonyme de faillite, de chaos, de barbarie. D'où la nécessité de liquider conjointement les institutions politiques du capital, la Ve République, et les rapports sociaux d'exploitation qui sont les fondements du système économique capitaliste. Il faut bien faire table rase du passé, cette formule, loin d'être désuète, est bien d'une actualité brûlante à l'échelle mondiale.

La fin de cette dépêche ne laisse aucune chance de s'en sortir au capitalisme si le prolétariat se dote à temps d'une direction révolutionnaire.

Cela va demander des "effort colossaux" à l'Etat "en terme de maîtrise des dépenses et de prélèvement des recettes à moins d'augmenter la pression fiscale", ajoute Jean-Christophe Caffet, économiste chez Natixis. Et le service de la dette va devenir "un poste de plus en plus important dans le budget".

Comment Sarkozy et son gouvernement UMP-Nouveau Centre-PS pourraient-ils rogner davantage sur les dépenses de l'Etat sans devoir affronter directement le prolétariat ? Tâche impossible camarades, c'est bien la raison pour laquelle vous pouvez dire sans prendre de risques inconsidérés, que l'heure des affrontements décisifs entre le travail et le capital approche, qu'ils sont inéluctables à court terme maintenant.

Comment le gouvernement pourrait-il augmenter les impôts que paie la majorité de la population alors qu'elle est déjà de plus en plus étranglée ? Ils ne peuvent pas non plus augmenter les impôts sur les bénéfices des sociétés, ils se sont engagés à les baisser ! Ils pourraient diminuer le budget de la Défense, mais ils se mettraient une grande partie de l'armée et des élus à dos, de toute façon cela ne ferait pas le compte loin s'en faut.

Il arrive un moment dans toute crise où toute nouvelle décision à défaut de pouvoir l'endiguer, contribue à l'amplifier de manière incontrôlée, de telle sorte que les contradictions se tendent à l'extrême jusqu'au point de rupture justement, ce qui coïncide avec l'ouverture de la crise révolutionnaire.

Les contradictions du capitalisme se referment comme un piège inévitable sur ses représentants qui n'auront pas d'autre solution pour tenter de s'en sortir que de s'attaquer directement à tous les droits sociaux de la population sans en avoir forcément les moyens politiques. Plus le temps passe et plus il semble évident qu'ils ne pourront pas échapper à une grave crise politique qu'ils auront provoquée eux-mêmes. Je précise qu'ils auront provoqué eux-mêmes cette crise politique, parce qu'aucune force politique organisée n'est en mesure aujourd'hui (ou demain) de s'opposer au gouvernement et de provoquer cette crise.

Cette crise politique ne pourra pas être résolue par les moyens classiques que nous connaissons, le passage de relais de l'UMP-Nouveau Centre à une coalition PS-PCF-MRC-Verts, parce que le capitalisme n'a plus aucune marge de manoeuvre pour se redresser et sortir de cette crise (à l'échelle mondiale), ce qui ne signifie pas qu'ils ne tenteront pas le coup évidemment, on n'y échappera pas encore une fois, sauf que ce nouveau front populaire sera comme mort né et condamné lui aussi à affronter les masses dans un délai très bref, souvenez-vous entre février et octobre 1917 il ne s'était

passé que neuf mois, le temps d'enfanter l'Etat ouvrier !

Ce qui caractérisera cette crise politique c'est la nécessité de s'attaquer violemment aux droits sociaux du prolétariat, l'ampleur des attaques nécessaires, la nécessité d'organiser sur le champ une formidable régression sociale tout en rendant les conditions d'exploitation encore plus insupportables. Vous devinez spontanément la suite immédiate de cette crise politique, elle va déboucher sur une crise révolutionnaire d'une ampleur et d'une violence dont on n'a pas idée aujourd'hui, elle sera à la hauteur de la crise du capitalisme et ses conséquences pour la population, qui à un moment donné aura acquis la certitude qu'elle n'a plus rien à perdre ou que si elle n'entre pas en mouvement, elle risquera de perdre le peu qu'il lui restait, la situation se posera à elle sous la forme d'une alternative très simple : soit se lancer tête baissée dans la bataille, soit se résigner à vivre un cauchemar le restant de ses jours, y compris pour les générations à venir.

Plus le temps passe au regard des évènements et des faits qui s'accumulent, ce n'est qu'une hypothèse de réflexion pour le moment, mais je me demande si ce que nous considérions encore impossible hier n'est pas en train de se réaliser sous nos yeux, ce qu'aucun marxiste du XIXe ou du début du XXe siècle n'aurait pu prévoir ou imaginer compte tenu du développement du capitalisme à ces différentes époques, je veux parler de la véritable faillite du capitalisme, non plus dans le sens où il précipiterait une partie toujours plus importante de l'humanité dans la pauvreté, mais dans le sens où nous serions réellement face à une situation où le système économique actuel aurait épuisé tous les moyens qui lui permettrait d'assurer son futur (prochain) développement indispensable à sa propre survie. Une fois que le capitalisme aurait terminé de se développer à l'échelle mondiale, il aurait atteint l'ultime limite de sa survie en quelque sorte. Reste à savoir si cette ultime limite a déjà été atteinte ou s'il lui reste encore quelques réserves avant d'atteindre ce point critique qui lui sera fatal, car ils ne pourront jamais réduire l'humanité en esclavage.

A mon avis le capitalisme dispose encore de réserves, mais rien ne dit qu'il pourra les utiliser. Je dirais même que c'est l'object actuellement des marchandages entre les représentants politiques des différents pays. Certains pays sont priés de mettre la main au portefeuille, d'autres de consentir des sacrifices alors même qu'ils sont pris à la gorge, d'autres encore de se soumettre à l'intérêt général sans réclamer de contreparties, etc. Prenez la Chine dont l'excédent commercial est en train de fondre au soleil de la crise qui la frappe de plein fouet, Washington et Bruxelles ont pressé les autorités chinoises de mettre en oeuvre un plan de relance comme si cela pouvait suffire à enrayer la crise mondiale du capitalisme. Les Chinois ont dit d'accord, de toutes manières on n'a pas le choix, mais on va procéder autrement, on va commencer par penser à nous-mêmes, à nous développer pour atténuer les tensions sociales et pour vous rattraper par la même occasion, pour le reste, démerdez-vous de votre côté ! Résultat, le lendemain de l'annonce du plan de relance chinois de 500 milliards de dollars Wall street a plongé ! Normal.

C'est aussi en temps de crise que l'on s'aperçoit le mieux que la concurrence entre capitalistes n'a pas disparu, malgré toutes les institutions internationales auxquelles tous les pays participent. C'est dans ces moments-là aussi que ressort l'aspect purement réactionnaire de toutes ces institutions qui finalement n'ont qu'une vocation : combattre ensemble le prolétariat mondial.

Quel que soit le cours des évènements les prochains mois ou l'hypothèse qui se vérifiera, on perçoit clairement que c'est la lutte de classe du prolétariat qui sera l'élément décisif de la situation.

Plus j'y pense et plus je suis convaincu que le capitalisme va nous réserver une bonne surprise, qu'il n'est pas seulement condamné à disparaître théoriquement si le prolétariat lui portait un coup fatal, mais qu'il va créer les conditions objectives qui pratiquement forceront le prolétariat à passer à l'action, au chantage auquel il nous a habitué en temps de crise, succéderait un appel à la guerre pour

le liquider qui viendrait du capitalisme lui-même, l'histoire nous a déjà réservé d'autres paradoxes dans le passé.

Jusqu'à présent on avait eu le droit à des crises cycliques tous les 10 ans, puis tous les 5 ans, aujourd'hui la situation est totalement différente, le développement du capitalisme est arrivé à un stade où cette crise de rampante est entrain de devenir quasi permanente au point de rendre invivable l'existence de la population, ce qui l'obligera à se pencher sur l'origine de cette situation et à chercher les moyens d'en sortir une fois pour toute, ce qui sera d'autant plus facile que la classe ouvrière subira cette crise quotidiennement sur une période étalée sur plusieurs années, elle en tirera forcément des enseignements, et c'est de là qu'émergera la nouvelle avant-garde qui aura pour tâche d'organiser le prolétariat dont le niveau de conscience politique aura considérablement progressé, que la révolution socialiste internationale passera à l'offensive sur tous les continents.

Les éléments que le capitalisme est en train de nous fournir aujourd'hui, sont peut-être ceux qui permettraient d'écrire la suite et la fin du *Capital* de Karl Marx. Le socialisme n'était qu'une possibilité jusqu'à présent pour ceux qui en était convaincus, une nécessité historique dont chacun n'avait pu saisir toute la portée temps que le capitalisme n'avait pas achevé son développement à l'échelle mondiale, ou temps qu'il n'avait pas atteint un certain degré d'achèvement à l'échelle mondiale, demain il va s'imposer comme la seule alternative au capitalisme, y compris à ceux qui ont toujours considéré le socialisme comme une utopie, quand ils seront bien obligés de faire le même constat que nous. Je ne pense pas prendre mes désirs pour la réalité en écrivant ces lignes ou extrapoler gratuitement.

La lutte des classes n'est pas terminée, elle est entrée dans sa phase finale en même temps que le capitalisme est en train d'écrire son dernier chapitre. Reste à savoir si ce chapitre sera bref ou plus long et douloureux que prévu pour tous les peuples. On ne peut pas se contenter de ces quelques réflexions pour le déterminer avec plus de précision et telle n'est pas ma prétention.

Pour que ce dernier chapitre de l'histoire du capitalisme soit plus longue, il faudrait que les capitalistes acceptent de rogner sur leurs profits dans des proportions gigantesques, or ils n'y sont pas disposés. Vous avez lu comme moi la dépêche dans laquelle on apprenait que les dirigeants des grandes banques américaines s'étaient encore versés des centaines de milliards de dollars de salaires ou de dividendes s'en foutant complètement de la crise, j'ai envie de dire : tant mieux ils alimentent ainsi la crise. J'arrêterai là pour aujourd'hui.

Je n'ai pas eu le temps de mettre des dépêches en ligne, demain. J'allais oublier, en me relisant rapidement, j'ai remarqué que je n'avais pas toujours corrigé les fautes, vous y êtes habitués ! Salut !

Le 9 mars 2009

Dimanche lors du meeting au Zénith organisé par le Parti de Gauche (PG) et le PCF, Mélenchon a déclaré : "Le Front de gauche veut devenir un front populaire majoritaire, à la base et au sommet" et d'ajouter : "Nous sommes la gauche stable et concrète, nous sommes la gauche qui s'intéresse au pays davantage qu'à elle-même."

Dénonçant la position de la direction du NPA, Christian Piquet, membre du courant minoritaire, a aussitôt annoncé qu'il rejoignait le Front de gauche pour "mener jusqu'au bout le combat de l'unité." (Reuters 09.03)

La gauche "stable" qui a offert la stabilité au régime capitaliste pendant plus d'un demi siècle !

Quant au "front populaire majoritaire, à la base et au sommet", c'est ni plus ni moins que la collaboration de classes de la base au sommet. Tout un programme !

Au NPA, à peine proclamé et c'est déjà la débandade dans tous les sens ! C'était écrit d'avance.

Autre chose.

La chronique sera actualisée demain et je mettrai en ligne deux nouveaux textes, l'un sur la politique du POI, l'autre sur le parti.

Le 11 mars 2009

la voix de Lorenzo Bini Smaghi, la BCE a indiqué qu'elle était "prête à encore baisser ses taux, également jusqu'à zéro" "si la situation devait se détériorer", "Cela vaut surtout si l'économie venait effectivement à être menacée par une déflation", à savoir une baisse généralisée et durable des prix. (AFP 10.03)

Voilà qui va en réjouir certains dont D. Gluckstein, vous vous souvenez tous qu'il n'y a pas si longtemps il réclamait la baisse des taux d'intérêt de la BCE qui étranglaient littéralement le bon "peuple de France". Ouf si cela peut sauver le capitalisme par la même occasion !

On pourrait se demander pourquoi baisser les taux d'intérêts qui en principe favoriserait la consommation, alors que la baisse des prix la favorise déjà théoriquement.

La baisse des prix concerne les produits de consommation courante alors que les taux d'intérêt concerne davantage l'achat de biens durables (voiture, immobilier). Les premiers concernent des achats pour des sommes modiques renouvelés quotidiennement ou périodiquement, les seconds des sommes importantes et une dépense fixe sur des périodes plus ou moins longues. Alors que la demande des premiers fluctue en permanence en fonction de la situation économique ou sociale au quotidien, on peut décider de se passer de tel ou tel produit du jour au lendemain, tandis que lorsqu'on a souscrit un crédit pour une voiture ou un logement, on ne peut plus faire marche arrière.

Leur crainte est que la baisse des prix entraîne la baisse des profits et menace le sytème économique tout entier, ils veulent donc que la population s'endette davantage afin de maintenir la demande et la consommation à un haut niveau pour éviter une chute brutale ou continue des prix et des profits.

Le pendant de l'accumulation du capital, c'est une production et une consommation continue à un haut niveau, à un niveau toujours plus élevé dans un système en proie à une capacité de surproduction permanente. On est bien dans le règne de la nécessité que rien ne doit contrarier sous peine de voir s'enrayer la machine capitaliste, la crise quoi.

Sur 70 des 79 universités de France métropolitaine pour lesquelles l'AFP a pu collecter des informations, 41 étaient mardi en grève totale ou partielle et/ou bloquées, alors que 29 connaissaient un fonctionnement normal. (AFP 11.03)

Le crise + un mégalo-épileptique maniaco-dépressif hyperactif à l'Elysée = un cocktail explosif !

Autre chose personnel cette fois.

Je rencontre un gros problème pour vendre ma maison, j'ai bien trouvé deux acheteurs mais ils me réclament un papier que je n'ai pas. Je l'ai demandé à l'adminstration indienne qui est une des plus corrompues du monde, donc cela ne va pas être simple. Quand j'ai acheté ce bout de terrain, il était sensé appartenir au village, or il se trouve que les deux tiers appartenaient à l'Etat et non au village. J'ai bien un titre de propriété officiel provenant d'un bureau de l'Etat, donc je peux vendre cette baraque, ce qui me manque c'est le relevé du cadastre qui correspond aux deux parties de mon terrain. Donc ce n'est pas un, mais deux papiers qu'il me manque.

Comme ici rien n'est simple, je vais devoir consacrer du temps à cette affaire, c'est de ma vie et de celle de mon épouse dont il s'agit. Comme si cela ne suffisait pas, le village me réclame l'équivalent de 25 000 euros pour pouvoir quitter le village, c'est du racket. Bref, je suis pour ainsi dire prisonnier d'un Etat corrompu et de voyous ! S'agissant du village, je sais quoi faire et je ne m'inquiète pas outre mesure, il est hors de question que je leur verse cette somme évidemment je leur ai déjà dit, par contre c'est pour ce papier que cela risque de prendre des mois ou davantage.

Je ne comptais pas quitter l'Inde à court terme si je vendais cette baraque, je pensais que l'argent de la vente me mettrait à l'abri du besoin et qu'il serait possible de faire venir mon épouse tous les six mois pendant trois mois, car le billet d'avion a considérablement augmenté, et ce n'est pas avec son allocation d'invalidité (654 euros) qu'elle va pouvoir économiser de quoi les payer, 1.000 euros par an. Je détestais déjà l'Inde, cela ne va pas s'arranger.

Le 13 mars 2009

On démarre cette causerie par l'économie. J'ai relevé un extrait d'un article dans le dernier numéro (37) d'*Informations ouvrières*, page 14, dans lequel Pierre Cise pose la question qu'il faut toujours avoir à l'esprit pour comprendre où en est la crise :

"*si l'on regarde les indices publiés par l'ISM (2), on peut voir que l'indice de la production industrielle a baissé, par exemple, de 2004 à fin 2007, de 17 %, et celui de l'emploi industriel de 14 %. Et sur la même période, le Dow Jones a progressé de 40 %. Ce décalage signifie que les spéculateurs ont parié sur des profits qui ne sont pas au rendez-vous. Et pour qu'ils soient au rendez-vous, il faut rétablir des conditions qui passent par une restructuration de la production passant par la destruction massive de forces productives. Y arriveront- ils ? Voilà la question qui taraude les marchés financiers.*"

A défaut de guerre mondiale, c'est la seule solution qu'il leur reste compte tenu que cette crise est mondiale et d'une ampleur exceptionnelle. Dans ce cadre, on n'en finit pas d'apprendre combien de milliers de milliards de dollars sont partis en fumée depuis un an et demi.

Extrait d'une dépêche Reuters du 12 mars.

"Les ménages américains ont vu leur patrimoine baisser de 9% au quatrième trimestre 2008, il a fondu de 5.100 milliards de dollars par rapport au troisième trimestre et a été ramené à 51.500 milliards.

Sur l'année 2008, le patrimoine net a reculé de 11.200 milliards de dollars, ce qui reflète la

dégringolade des marchés d'actions et de l'immobilier.

Depuis un pic atteint au deuxième trimestre 2007 à 64.400 milliards de dollars, le patrimoine des ménages américains a perdu environ 20% en valeur."

Ce capital parti en fumée, c'est de la force de travail qui a été détruite massivement. Opération couplée à la purge du système capitaliste devant aboutir à une nouvelle concentration du capital entre quelques mains, les entreprises les plus fragiles et les moins compétitives devant disparaître, tandis que les conditions de travail se détériorent et les acquis sociaux des travailleurs sont remis en cause pour permettre des gains de productivité et une augmentation des profits, la logique du système capitaliste est implacable.

Toutes ces mesures ne changent absolument rien à la situation économique mondiale et sont insuffisantes pour garantir des taux de profit élevés, on se demandera donc comment dans ces conditions le capitalisme va-t-il s'y prendre pour résoudre ce problème. Les Bourses ont remonté ces trois derniers jours (+ 10% à Wall street), mais rien ne dit que cela n'aura pas été un feu de paille suite aux propos de Citigroup disant qu'elle avait été bénéficiaire sur les deux premiers mois de 2009 (Reuters 10.03).

En s'en prenant aux salaires et aux acquis sociaux des travailleurs, les capitalistes fabriquent les armes qui causeront leur propre destruction, car ils ne pourront pas soumettre le prolétariat à une régression sans fin sans entrainer une réaction violente de sa part à un moment donné, c'est la situation à laquelle les autorités chinoises doivent faire face dorénavant quotidiennement par exemple. Et puis comment écouler toujours plus de marchandises en maintenant dans la pauvreté plus des deux tiers de l'humanité, c'est incompatible et intenable à brève échéance.

Finalement, on pourrait dire que s'ils passent cette crise, c'est uniquement parce que le mouvement ouvrier n'a pas été capable de se doter d'une direction révolutionnaire à l'échelle mondiale, une Internationale combattant pour en finir avec le capitalisme, pour le socialisme et la République sociale universelle. La responsabilité des dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière est donc immense dans la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Qu'on nous épargne le faux argument qui consiste à reporter uniquement sur les appareils pourris des syndicats et des partis ouvriers passés de l'autre côté de la barricade, l'incapacité dans laquelle nous avons été de construire un véritable parti communiste avant qu'éclate la plus grande crise du capitalisme depuis celle des années 30. Qu'on nous épargne également le faux argument selon lequel le capitalisme recellerait des capacités insoupçonnées, la crise actuelle démontre justement le contraire.

Dans le texte que je mettrai en ligne dans la journée, je reviens notamment sur cette question. Ce qui est remarquable, c'est que nous avons eu 63 ans depuis la fin de la Seconde guerre mondiale pour nous préparer à la crise actuelle du capitalisme, et que nous en avons été incapables comme chacun peut le constater. L'inexistence d'un parti marxiste révolutionnaire suffit à le démontrer si nécessaire, c'est une preuve matériel irréfutable. Terrible constat. Pire encore, le mouvement ouvrier tel qu'il a commencé à se recomposer ces derniers temps avec la création du POI, du PG et du NPA, a montré qu'il avait été incapable de tirer le bilan et les leçons de cette faillite politique, alors que c'était indispensable pour repartir sur des bases saines, ce qui ne laisse guère d'espoir au prolétariat d'une issue au capitalisme à court terme et présage des jours encore plus sombres qu'aujourd'hui.

Issu du milieu ouvrier et d'une famille particulièrement pauvre, je ne peux pas m'empêcher de penser

que l'on nous a complètement abandonnés, que des pans entiers de la classe ouvrière pouvait bien crever et que tout le monde s'en foutait littéralement. Mes parents se sont privés toute leur vie, ils ont connu mille souffrances inutiles dues uniquement à leur situation économique et sociale. Les jeunes, les vieux et les pauvres sont logés à la même enseigne, ce que la société sécrète, les partis s'emploient à le reproduire, comme dans un couple où les idées dominantes dictent leurs lois à nos rapports pour notre plus grand malheur.

Les compromis passés par les dirigeants des organisations et des partis avec les représentants du capital n'ont jamais profité à toutes les couches du prolétariat. Par la négociation et la politique contractuelle, ils sont parvenus à briser l'unité de la classe ouvrière, à la disloquer, ils ont favorisé les travailleurs des secteurs les plus juteux en terme de profits, ceux qui étaient les mieux organisés, ce qui a servi à garantir la paix sociale durant ces longues années. Quand on voit la différence de traitement entre un ouvrier de l'aéronautique par exemple, et une employée du commerce, on en arrive à se demander si l'on fait bien encore partie de la même classe sociale, en tout cas ce qui est certain, c'est qu'on ne risque pas d'analyser la situation actuelle et d'envisager notre avenir de la même manière. Une de mes soeurs est caissière.

Ceux qui chantent les bienfaits des conventions collectives feraient bien d'y réfléchir, car finalement elles ont causé plus de dégâts qu'autres choses. Si les syndicats avaient été des syndicats de classe et non des institutions au service du capital, ils se seraient débrouillés pour instituer un partage entre l'ensemble du prolétariat, des concessions octroyées par les patrons des entreprises réalisant le plus de profits dont seulement une partie des travailleurs profitaient.

Après l'on s'étonne que la solidarité ouvrière ne soit plus qu'un souvenir lointain, à qui la faute ? Etait-ce inéluctable ? C'est ce qu'on s'efforce de nous faire croire en nous expliquant que ce serait la faute du capitalisme, comme toujours ils ont réponse à tout, pour finalement ne pas répondre à cette question comme à toutes les autres qu'on leur pose d'ailleurs, parce qu'elles mettent en relief le rôle cynique des dirigeants ou leur incurie politique.

Il aurait fallu que les syndicats soient de véritables organisations de combat contre le capitalisme, ce qu'ils ont cessé d'être dès le début du XXe siècle, la suite n'a été qu'une suite interminable de compromissions avec l'ennemi de classe, de trahison sans retour.

Le syndicalisme aurait dû servir à entrainer le prolétariat au combat contre le régime pour le préparer au combat politique pour l'abattre. Au lieu de cela, ils l'ont transformé en un outil de collaboration de classes liant le sort de la classe ouvrière à celui du capital.

Quand vous évoquez la nécessité de rompre avec ces pratiques criminelles, les dirigeants des partis ouvriers vous répondent qu'ils sont d'accords, mais dès que vous leur dites de rompre eux-mêmes avec ces pratiques à l'intérieur des syndicats, là ils s'y refusent avec la même hypocrisie à laquelle ils nous ont habitué depuis tant d'années. Ils ne sont évidemment pas d'accord pour rompre avec la politique contractuelle ou les négociations entre les syndicats, le gouvernement et/ou les patrons.

Un exemple d'hypocrisie. Ils dénoncent parfois les dirigeants pourris des syndicats qui veulent négocier un accord entreprise par entreprise, en expliquant que cet accord doit être négocié au niveau de la branche. Un accord qui ne profitera qu'à une seule branche et ne profitera jamais aux autres, mais ils s'en foutent éperdument, cette réflexion élémentaire les dépasse, ils ont un schéma dans la tête et ils s'y tiennent, point barre. Et s'ils prétendent le contraire, qu'un accord obtenu dans une branche profitera aux autres branches, c'est un grossier mensonge en dehors des exceptions qui confirment la règle ; allez donc comparer les conventions collectives de le métallurgie parisienne

avec celle du commerce, vous verrez immédiatement qu'il n'y a pas photo. J'accuse les dirigeants syndicaux d'être les complices des inégalités sociales dont sont victimes aujourd'hui plus de 10 millions de travailleurs.

Les syndicats participent directement à la gestion du capitalisme. Toutes les lois adoptées pendant 60 ans qui devaient soi-disant aboutir à donner aux travailleurs un droit de regard sur la marche des entreprises, se sont soldées en vérité par une subordination croissante de la classe ouvrière au capital. Qui osera le nier ?

Difficile, voir impossible de remettre en cause le capitalisme dans ces conditions-là lorsqu'on a été habitué pendant tant d'années à associer la gestion de nos propres intérêts à ceux des capitalistes, sans conscience politique on finit forcément par confondre les deux et par faire dépendre notre propre sort du capitalisme, qu'on évitera donc de remettre en cause par crainte de remettre en cause nos propres intérêts, et la chaîne qui nous lie au capitalisme est solidement bouclée.

En passant en revue notre histoire, ce qui est frappant, c'est qu'on se rend compte que dès que l'on met le doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes, on y passera tôt ou tard tout le reste, on est foutu politiquement, complètement foutu !

On nous dit la situation est difficile, en fait ce qui est difficile, c'est d'une part qu'elle est le produit de cette collaboration de classes incessante depuis plus de 60 ans, d'autre part que nos dirigeants sont incapables de rompre avec cette habitude infâme et que sans rompre avec elle, ils ne peuvent que reproduire les schémas du passé qui ont tous fait faillite.

Comment peut-on envisager sérieusement une recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines, temps qu'on n'aura pas éliminer la gangrène qui le ronge depuis tant de décennies ? Je réponds : mission totalement impossible.

C'est plus facile de se mettre à fumer que d'arrêter après de longues années, c'est la même chose avec la collaboration de classes. Plus le temps passe, plus il est difficile de mettre fin à une mauvaise habitude de laquelle on tire un profit. Il faut une volonté extraordinaire pour briser cette machine infernale. Il faut forcément des qualités hors du commun pour partager avec les autres cette décision sans vouloir l'imposer, ce qui se solderait par un échec, je parle de la collaboration de classes évidemment.

Claquez la porte des appareils des syndicats qui ont fait preuve d'une si grande générosité à votre égard pendant si longtemps ou celui de votre parti, claquez la porte des organismes sociaux auxquels vous participez depuis tant d'années, claquez la porte des négociations avec le patronat, claquez la porte de l'Elysée, se placer résolument au côté du prolétariat, vous n'y pensez pas, cela demanderait un effort pratiquement surhumain à nos dirigeants qu'ils sont évidemment incapables d'accomplir.

Ce qui est à craindre maintenant, c'est que les nouvelles générations de militants se laissent à leur tour gangrener par ce que j'appellerai le réformisme bourgeois, la lutte de classe du prolétariat comprise uniquement dans le cadre du capitalisme, jamais au-delà, jamais dans une autre perspective.

Pourquoi selon vous des membres du gouvernement se permettent de traiter de "gauchiste" tout dirigeant qui ose dire qu'il faut remettre en cause le capitalisme ? S'ils y étaient habitués de longue date et que la remise en cause de l'existence du capitalisme faisait partie de l'éducation de la classe ouvrière, je ne pense pas qu'ils tiendraient ce discours qui ferait hausser les épaules des ouvriers et leur inspirerait que du mépris.

Vous allez me répondre que les dirigeants aujourd'hui n'hésitent pas à dire ce qu'ils pensent du capitalisme, ah pour cela ils sont particulièrement prolixes vous avez raison !, mais c'est l'arbre qui cache la forêt camarades, dès qu'il s'agit d'en tirer les conclusions sur le plan politique, là il n'y a plus personne bizarrement !

Pour terminer je vais vous avouer quelque chose. Lorsque je me suis remis à militer après une coupure de 20 ans, je me suis rapidement retrouvé face aux contradictions du PT, j'ai pensé naturellement qu'il serait possible de les aborder tranquillement, d'en discuter sereinement. Bien mal m'en a pris, j'avais tout simplement oublié qu'il fallait aussi se battre à l'intérieur de notre propre camp pour défendre nos idées, comme quoi j'avais de graves lacunes politiques. En réalité, si je n'y ai pas pensé c'est tout simplement parce que je venais de l'OCI qui était déjà une organisation monolithique où le combat des idées semblait absent pour le militant que j'avais été. Je ne m'imaginais pas à quelle violence et à quels mauvais coups je m'exposerais en osant critiquer la politique du PT. Je pensais qu'en soutenant ce parti loyalement dont je ne pouvais pas faire partie étant donné mon éloignement, il était possible malgré tout de tout se dire entre nous, d'autant plus que je n'étais animé que de bonnes intentions, ce que je m'étais suffisamment employé à prouver. Mes convictions sur le parti n'ayant jamais changé et ayant quitté l'OCI pour raison purement personnelle, sans être faché le moins du monde avec mes anciens camarades, sans le moindre désaccord politique à l'époque, j'en aurais été incapable sur le plan théorique, j'aurais jamais pu imaginer un seul instant qu'on me traiterait un jour en ennemi. Ici en Inde je suis un paria, mais c'est une autre histoire.

Je ne sais plus pourquoi ce souvenir m'est revenu à l'esprit à la fin du paragraphe précédent, la vieillesse ! Peut-être par crainte qu'il semble étrange à de nombreux militants que je ne partage pas leurs convictions et d'être incompris, je ne sais pas franchement, ma priorité consistant à faire avancer les choses et non à détruire quoi que ce soit, en dehors de cette terrible gangrène qui a fait tant de ravages dans nos rangs.

Un dernier mot. Je n'aurais peut-être pas le temps d'actualiser le site demain en raison des problèmes que je rencontre à nouveau avec les gens du village où j'habite. Je vous en causerai plus tard. Mon épouse que je n'ai pas vue depuis le 5 mars 2008 sera en Inde le 2 avril pour trois mois, donc je ralentirai un peu mon activité pour lui consacrer un peu de temps, ce n'est pas bien important, il y a déjà largement de quoi réfléchir dans le site pour qui veut s'en donner la peine.

Salut camarades et bonne continuation à tous.

Le 14 mars 2009

Ils craignent le pire et ils ont raison. C'est une question de vie ou de mort... pour le capitalisme, ils le disent eux-mêmes.

"Le président de la Banque mondiale Robert Zoellick a estimé vendredi que 2009 sera "très dangereuse" pour l'économie mondiale.

Le ministre des Finances japonais Kaoru Yosano a pour sa part lancé dans le Financial Times : "Ce que nous voulons à ce stade, c'est sauver la vie de l'économie mondiale, et non discuter de l'état de sa barbe"." (AFP 13.03)

Je te tiens tu me tiens par la barbichette, non, ils n'ont pas le coeur à jouer, on les comprend.

La Bourse de New York a repris 9% en une semaine, grâce à Citigroup et les pharmaceuthiques qui ont annoncé des fusions-acquisitions de plusieurs dizaines de milliards de dollars, pour le reste, l'économie américaine demeure sinistrée. Sans une hausse de 6 et 3,5% en deux séances, Wall street n'aurait regagné que 0,5% des 25% perdus depuis le 1er janvier.

J'avais lu quelque part que l'économie mondiale repartirait lorsque la valeur des actions en bourse serait retombée au niveau de la valeur réelle des entreprises (et des profits qu'on est en droit d'en attendre), la différence représentant les forces productives détruites ou parties en fumée, le prix à payer pour sortir de cette crise. C'est un indicateur. Les milliers de milliards de dollars ainsi évaporés ne règlent en soi aucun problème, l'appareil de production mondial est toujours en situation de surproduction par rapport à la quantité de marchandises que le marché peut absorber, l'endettement massif des populations et la paupérisation croissante à l'échelle mondiale n'ont pas disparu par enchantement, pire elles se sont encore accélérés au cours de l'année écoulée, et ce n'est pas la mise au chômage de dizaine de millions de travailleurs qui va arranger les choses, au contraire.

Le refus des gouvernements et des patrons d'augmenter les salaires des travailleurs ne fait qu'alimenter cette crise qui logiquement se transforme en crise sociale puis politique. La poignée de capitalistes qui détiennent les moyens de production n'entendent pas réduire leurs profits, car c'est la garantie de leurs profits futurs qui est en jeu, l'accumulation du capital ne doit pas souffrir d'interruption sous peine de menacer l'existence du système capitaliste tout entier. Dans un monde où fait rage l'anarchie de la production et la concurrence, ils n'ont pas le choix, la concentration du capital et la socialisation de la production à un niveau toujours plus élevé est un impératif pour pouvoir augmenter la productivité et garantir, voir augmenter leurs profits. C'est dans ce cadre-là que toute répartition des richesses s'avère impossible, car elle est incompatible avec l'accumulation du capital entre les mains d'une poignée d'exploiteurs.

Autre chose toujours dans le même registre.

Il y en a qui parlent de la nationalisation de telle ou telle branche d'industrie, des banques, comme si une telle mesure serait possible en conservant le système capitaliste, ces nationalisations interviendraient dans l'intérêt des capitalistes comme ce fut toujours le cas dans le passé. Il y en a encore qui expliquent que les travailleurs devraient prendre le contrôle des entreprises, une par une...

Avez-vous observé ce qui c'est passé à la Guadeloupe ? Quand il s'est agi d'imposer l'accord signé entre le LKP et plusieurs organisations patronales et l'Etat, entreprise par entreprise aux entreprises dont les organisations syndicales ne l'avaient pas signé, cela s'est avéré immédiatement totalement impossible. Alors qu'il ne s'agissait que de leur imposer des augmentations salaires et non de les exproprier sans indemnité.

La remise en cause du capitalisme ne peut concerner uniquement certains secteurs d'activité ou certaines entreprises, elle doit couvrir l'ensemble de l'économie, même si seulement l'expropriation des 1824 grandes entreprises suffiraient à porter un coup fatal aux rapports sociaux d'exploitation capitalistes.

Dès lors qui pourrait prendre une telle mesure révolutionnaire, socialiste ? Des partis, des organisations, des associations qui sont opposées à la remise en cause des fondements du capitalisme ? Un front unique composé de ces formations qui serait incapable d'exprimer consciemment les objectifs du combat du mouvement ouvrier pour son émancipation du capital donc

de le guider vers cet objectif ? C'est se faire des illusions de le croire.

Seul un véritable parti communiste ayant conscience que c'est l'existence des rapports sociaux d'exploitation qui sont à l'origine du capitalisme et qu'il faut abolir pour satisfaire les besoins et les aspirations de l'immense majorité de la population, pourrait prendre une telle mesure, dans la mesure où il n'a jamais cessé de combattre pour cet objectif et qu'il serait le seul à pouvoir guider et organiser les masses dans cette voie. Le travail de ses militants serait d'aider les masses à prendre conscience de cet objectif, afin que leur rupture avec le capitalisme se matérialise sur le plan politique.

S'il n'est pas possible d'imposer un simple accord salarial entreprise par entreprise, il en serait de même pour l'expropriation des patrons, il faudra donc qu'une mesure soit prise au niveau politique pour qu'elle soit appliquée réellement.

Mais comment une telle mesure politique pourrait-elle voir le jour temps qu'existent les institutions de la Ve République, le vieil Etat bourgeois ? Impossible évidemment contrairement aux balivernes que certains racontent.

A partir de la crise du capitalisme qui alimente la mobilisation des masses contre le capitalisme et le gouvernement, il faut expliquer aux travailleurs la marche à suivre pour pouvoir aller de l'avant et vaincre. Il faut leur expliquer que la remise en cause du capitalisme sera impossible, temps qu'on n'aura pas remis en cause les institutions politiques qui permettent au capitalisme de fonctionner, c'est le b.a. ba. Par conséquence, la remise en cause du capitalisme à travers nos revendications doit converger contre Sarkozy, son gouvernement et les institutions.

Quand un patron se sent menacé ou qu'il ne tolère pas la présence d'un piquet de grève ou le blocage de son entreprise, à qui fait-il appel pour le sortir de cette situation ? A l'Etat, à son appareil policier qui protègera ses intérêts contre les travailleurs. Et à quoi l'Etat fera-t-il appel pour justifier son intervention ? A la Constitution qui se porte garante de la pérénité de la sacro-sainte propriété privée des moyens de production, elle a été conçue pour cela uniquement.

Pas besoin d'avoir fait de hautes études ou d'être marxiste pour comprendre cela en deux minutes, une démonstration aussi simple que celle que je viens de développer suffira, dans la mesure où elle est à la portée de n'importe quel travailleur.

Beaucoup trop simple pour qu'un parti s'en saisisse apparemment, à vous d'en tirer les conclusions que vous voudrez.

Si les travailleurs se mobilisent à la base sur des questions économiques ou sociales, il est clair aujourd'hui que si leur mobilisation n'acquière pas un contenu politique, elle est vouée à l'échec ou à une victoire partielle qui ne résoud aucun des problèmes fondamentaux auxquels ils sont confrontés quotidiennement.

Une des erreurs devenues légendaires consiste à faire croire que les travailleurs pourraient prendre conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme avant d'en finir avec l'Etat bourgeois et ses institutions. Vous pouvez prendre tous les mouvements sociaux du XXe siècle, vous ne trouverez pas un seul exemple pour démontrer le contraire.

En 36, après-guerre ou en 68 en France, à aucun moment la conscience de classe du prolétariat ne s'est élevée au niveau de la nécessité d'abolir le capitalisme, pas plus que les institutions en place d'ailleurs, ceci expliquant très bien cela.

En Russie entre février et octobre 17, les masses ont commencé par chasser le tsar, ne voyant rien venir, elles n'ont pas exproprié les capitalistes et les grands propriétaires terriens, en octobre elles ont pris le pouvoir pour liquider ce qui restait de l'ancien régime en décomposition, puis sur le plan économique les soviets votèrent un programme économique favorable à l'immense majorité de la population intégrant l'expropriation des capitalistes les plus importants...

C'est très difficile, voir impossible d'un seul coup pour les masses de parvenir à saisir pleinement le fonctionnement du régime capitaliste, que ce soit au début du XXe siècle ou du XXe, c'est exactement la même chose. On n'a pas besoin d'une théorie pour comprendre cela, il suffit d'observer les choses telles qu'elles sont et d'en tirer les enseignements et les conclusions pratiques. En fait, on voudrait nous faire croire que les masses seraient capables de se hisser au niveau des tâches du programme du parti communiste et d'embrasser la totalité du développement de la situation au cours d'un processus révolutionnaire avant, pendant et après la prise du pouvoir, c'est insensé et ne repose sur aucune expérience passée. Nous n'en sommes même pas capables nous-mêmes, c'est pour dire l'absurdité d'une telle prétention.

Procédons par ordre.

Le mouvement des masses démarre sur le plan économique, rapidement il se trouve confronté à un obstacle, cet obstacle se situe sur le terrain politique, dès lors il faut faire sauter cet obstacle politique, pour ensuite revenir à l'origine (économique) du mouvement et prendre les mesures qui permettent de lui donner satisfaction une fois l'obstacle politique liquidé et remplacé par les organismes politiques indépendants du prolétariat, son propre gouvernement ouvrier révolutionnaire, et c'est à ce dernier que revient la tâche de promulguer les premières lois révolutionnaires remettant en cause les fondements du capitalisme en s'appuyant sur ces organismes politiques, la mobilisation révolutionnaire des masses...

Quand Lénine expliquait que le combat pour le socialisme ne s'inscrivait pas automatiquement dans le prolongement du combat économique ou que l'un n'était pas issu de l'autre, il ne voulait pas dire qu'il aurait existé une coupure entre les deux, il ne voulait pas dire non plus que la mobilisation des masses devait obligatoirement passer par différentes étapes qui auraient été séparées les unes des autres, il voulait tout simplement dire que le combat pour abattre les institutions politiques en place se situait sur un autre terrain, un terrain extérieur à celui de l'entreprise où se mène le combat économique, autrement dit que le lien entre le combat se situant sur le plan économique et celui se situant sur le terrain politique ne pouvait trouver son expression pratique et consciente que sur le terrain politique qui concentre à lui seul l'ensemble des tâches et des objectifs que le prolétariat doit accomplir pour pouvoir régler les questions économiques et sociales...

C'est cet enseignement directement tiré de l'expérience de la lutte de classe du prolétariat international au XIXe et XXe siècle que nos dirigeants n'ont pas assimilé ou dont ils se sont écartés, pour finalement s'aligner sur les thèses des renégats du marxisme de la fin du XIXe et du début du XXe siècle.

A la Guadeloupe, sur quoi à buter la grève générale au bout de six semaines pour pouvoir aller plus loin ? Sur les rapports sociaux d'exploitation capitalistes qui n'ont pas été remis en cause. Et pourquoi n'ont-ils pas été remis en cause ? Parce que pour y parvenir, il aurait fallu commencer par liquider les institutions de la Ve Républque qui protègent la propriété privée des moyens de production, tâche impossible à réaliser à la Guadeloupe avant la métropole où se situe le siège de ces institutions, et l'envoie de renforts de CRS n'avait pas d'autre signification. Cette expérience confirme si besoin était, les enseignements tirés de celle de 36, de 47 et de mai 68 en France.

Aider les travailleurs à prendre conscience de l'ensemble de ce processus conduisant à poser directement la question du pouvoir politique devrait être notre priorité.

Vous m'excuserez de ne pas partager l'engouement général pour le LKP qui ne peut déboucher sur aucune issue politique pour la classe ouvrière. Tout simplement parce que ce cadre ne le permet pas. Il peut favoriser la mobilisation du prolétariat, mais sa tâche s'arrête là. C'est ensuite au parti de prendre le relais.

Derniers points.

Les bonnes consciences se demandent comment une chose pareille a-t-elle bien pu se produire, la crise de folie de ce jeune qui a tué 14 élèves et enseignants en Allemagne. C'est pour dire à quel niveau de médiocrité sont tombés les médias, alors que le père de ce garçon possédait son propre stand de tir dans sa maison et pas moins de 18 armes à feu, ils se posent ce genre de questions.

Au lieu d'attaquer Sarkozy sur sa légitimité et le fait qu'il est honni des masses, ils préfèrent monter une affaire médiocre sur son voyage au Mexique. Par contre, les 3 millions d'euros par jour ponctionnés directement dans les poches des contribuables équivalent aux frais des 17 Airbus qui avaient débarqué à la Guadeloupe depuis début janvier avec près de 4000 militaires, gendarmes et CRS, plus du matériel, n'avaient pas suscité un tel engouement des médias. Normal, là il s'agissait de défendre la propriété privée, le patronat ne pouvait pas attaquer Sarkozy sur ce point précis. Par contre, dès qu'ils en ont l'occasion sur un plan plus personnel pour l'affaiblir, ils se lachent, le Medef n'a pas digéré l'affaire de l'UIMM ni que l'Etat se mêle de ses affaires à la Guadeloupe. La crise du régime comme ils diraient au POI.

La chronique du jour sera actualisée demain. Bon week-end à tous.

Le 15 mars 2009

J'avais évité jusqu'à présent d'employer certains mots qui auraient pu me faire passer pour un illuminé ou un farfelu compte tenu que j'habite en Inde, j'en laisse la primeur à Besancenot :

"*Le LKP est un exemple à suivre et à méditer*", déclare-t-il dans un entretien au *Journal du dimanche*. (Reuters 15.03)

Il y a pas besoin de "*méditer*" bien longtemps pour comprendre que le LKP a démontré les limites de ce qu'on pouvait attendre d'un tel regroupement aligné forcément sur le plus petit dénominateur commun aux formations qui le compose. Les faits sont têtus que voulez-vous, et en période de crise, les illusions éclatent au grand jour et se paient comptant.

Eli Domota l'a dit lui-même lors d'une interview diffusée sur France Inter le 24 février 2009

Question F.I. : Après la grève, il faudra que la transition politique soit assurée. Pensez-vous en être l'acteur principal ?

Réponse E.D. : Non. La transition politique ne m'intéresse pas. Je laisse la place à ceux qui la veulent. La seule chose qui me préoccupe, c'est d'améliorer la vie des Guadeloupéens.

C'est le seul objectif que pouvait se donner d'atteindre le LKP.

Normal étant donnée sa composition, Eli Domota ne voit pas comment le LKP pourrait être « *récupéré puisqu'il y a toutes les représentations politiques en son sein* ». (Liberation.fr 04.03)

Au chevet de l'économie capitaliste mondiale.

Selon le ministre des Finances britannique Alistair Darling, les dirigeants des banques et les ministres de l'Economie du G20 réunis à Londres hier sont parvenus à "*un grand consensus à la fois sur l'urgence des problèmes et sur ce que nous devrions faire pour y remédier*". Pas bien difficile de faire l'inventaire des problèmes auxquels le capitalisme mondial est confronté aujourd'hui, et l'emploi du conditionnel dès qu'il s'agit d'évoquer les moyens pour réduire cette crise témoigne à lui seul que l'incertitude plane sur les résultats qu'ils en attendent.

Quand il dit que le G20 ne s'engage qu'à "*fournir un effort de l'ampleur nécessaire pour rétablir la croissance*", cette formule restrictive s'adresse au prolétariat mondial et indique qu'ils n'ont pas l'intention de le soulager des conséquences de cette crise, bien au contraire, il faut lire dans leur intention de "*rétablir la croissance*", leur volonté d'intensifier la remise en cause des droits et des acquis sociaux des travailleurs pour rétablir les profits des capitalistes.

S'agissant de la réforme impossible du capitalisme, ils s'en sont tenus à la promesse "*d'affronter les problèmes du système financier là où cela s'avère nécessaire*". (AFP 15.03)

Traduisons : laissons s'épurer l'industrie financière en faveur des banques et des institutions financières qui concentrent la majorité du capital, si nécessaire nous les soutiendrons, quant aux établissement moins importants, qu'ils les rachètent ou qu'ils disparaissent.

A défaut de solutions communes... des résolutions !

La Tribune d'écrire : "*Les vingt financiers les plus puissants de la planète ont aplanies leurs différences ce samedi*" (...) "*tous ont tenu à afficher que leurs résolutions allaient dans le même sens.*" (La Tribune 14.03) Si fondamentalement ils ont bien tous les mêmes intérêts, il semblerait qu'ils ne sont pas tous exactement dans la même situation et que certains ne sont pas disposés à payer la note pour les autres. C'est ce qu'ont fait savoir les Chinois au reste du monde, ou les Européens aux Américains et l'inverse.

En trouveront-ils le 2 avril prochain ? Chacun à sa façon a déjà répondu : non !

Extrait de la dépêche : " « *Le 2 avril n'est pas le bout du chemin, avertit Christine Lagarde. Ce n'est qu'une étape.* » Une façon de dire que le « *new deal global* » appelé de ses v½ux par Gordon Brown, le premier ministre britannique, a peu de chances de voir le jour au début du mois prochain...". Le crépuscule des dieux !

Que leur reste-t-il ? Un accord sur les "*principes*" !

Peer Steinbrück, le ministre allemand des Finances, estime que les avancées, bien que ne portant que sur les principes, sont gigantesques. (AFP 15.03)

Ils peuvent user de tous les superlatifs qui leur viennent à l'esprit, ils ne peuvent masquer qu'il n'existe aucune solution miracle à cette crise en dehors de la destruction massive de forces

productives et la régression sociale qu'ils veulent imposer au prolétariat mondial.

J'ai lu dans une dépêche, par exemple qu'en Chine certains patrons avaient déjà commencé à liquider les maigres avantages sociaux qu'ils avaient consentis à contrecoeur à leurs ouvriers, l'hébergement et les repas qui étaient gratuits, mais qui en fait faisaient bien partie de leurs revenus, accentuant encore l'exploitation, il n'y a pas de petits profits.

Hier un de mes anciens élèves m'a rendu visite, il travaille dans une entreprise spécialisée dans la publication sur Internet pour des éditeurs et des institutions du monde entier. Il y travaille depuis plusieurs années, il est responsable du département francophone. Quand je lui ai demandé s'il était satisfait de son boulot, il m'a répondu qu'il bossait parfois 16 heures par jour, le dimanche, la nuit, il a ajouté "*nous sommes de véritables esclaves, c'est de l'esclavage, c'est de l'esclavage*" et je vous garantis que je ne lui avais pas soufflé le mot, cela m'a bouleversé ou plutôt mis en colère, je ne décolère pas contre le capitalisme. Il a une vie infernale le pauvre Augustin. On ne s'était pas vu depuis trois ans, pas le temps m'a-t-il dit en s'excusant de ne pas m'avoir rendu visite plus tôt, je lui ai répondu qu'il était fou et que je comprenais parfaitement sa situation.

Hypocrisie et mensonge de Sarkozy et des médias.

A les entendre, les patrons du groupe allemand Continental seraient des salauds ou presque, et le gouvernement soutiendrait les 1.120 salariés de l'usine de Clairoix menacés de licenciements. Regardons-y de plus près.

Qu'a dit en la matière Sarkozy à l'occasion du onzième conseil des ministres franco-allemand à Berlin : "*J'ai dit à la chancelière combien nous serons vigilants, un, au respect des procédures, deux, au respect de la parole donnée*" (AFP 14.03), les "*procédures*" en question n'étant rien d'autre que celles qui accompagneront le licenciement de ces 1.120 salariés.

Parole de putes !

Pour ce qui est de "*la parole donnée*", Caroline Cayeux, maire UMP de Beauvais, a dit avoir reçu jeudi l'assurance de l'Elysée et du gouvernement que la chancelière allemande Angela Merkel s'était engagée à intervenir directement auprès de la direction de Continental et qu'elle allait s'assurer "*qu'il n'y a pas eu des promesses qui n'auraient pas été tenues*".

La preuve, le vice-président de Continental Bernhard Trilken s'est empressé de répondre non sans cynisme que la direction avait "*apprécié*" l'effort consenti par les ouvriers de Clairoix en 2007 (ils étaient repassés à 40h !), tout en affirmant qu'aucune promesse ne leur avait été faite à l'époque. "*Continental ne s'engage jamais sur les emplois*" car le groupe ne dispose d'aucune "*visibilité économique*" pour le faire.

Que faire ?

Si notre sort et notre avenir est entre les mains des capitalistes et qu'ils sont incapables de l'assumer, c'est à nous de prendre notre destin entre nos mains, il faut les chasser, il n'existe pas d'autres solutions.

Quant à la ministre de l'Economie, elle a affirmé qu'elle avait "*alerté*" le groupe sur "*la nécessité de prendre des mesures d'accompagnement*" des licenciements qu'il n'était évidemment pas question de remettre en cause puisque l'Etat est au service de la sacro-sainte propriété privée des moyens de

production. C'est le même discours que celui des dirigeants syndicaux, non ?

Et le 19 mars ?

Le 19 mars est dans quatre jours, puisque je ne dispose pas de suffisamment de données sur la préparation de cette journée d'action pour en parler, je n'en dirai rien pour le moment.

L'idée qu'il faut s'y mettre tous ensemble et qu'une journée isolée ne servira à rien a-t-elle mûri chez les masses, je n'en rien. C'était à vous qui vous connectez sur le site de me fournir des éléments concrets de réponse à cette question, je ne peux pas les deviner.

J'ai encore réfléchi à la proposition du POI. Ils devraient associer à l'interdiction des licenciements, le smic à 1600 euros nets par mois ou une augmentation de salaire ou de la retraite de 500 euros minimum, afin de toucher l'ensemble des travailleurs. Ce n'est pas incompatible comme l'a démontré le LKP avec sa liste d'environ 145 revendications, même si le cadre est différent.

Ces deux mesures dans la situation actuelle remettent en question la survie du capitalisme, donc même sur leur portée elles se rejoignent. La formulation est importante aussi. Il ne s'agit pas d'exiger quoi que ce soit de Sarkozy et son gouvernement, il faudrait dire : marche unie sur Paris pour IMPOSER l'interdiction des licenciements, etc, de façon à ne laisser aucune illusion aux travailleurs et aux militants sur l'issue de cette action : c'est nous seuls en nous mobilisant qui obtiendront la satisfaction de nos revendications, nous devons prendre notre destin en mains, ce qui permet de faire le lien entre cette action et la suite pour continuer la discussion... sur le plan politique, à défaut de l'avoir fait avant comme je le préconise.

La formule la mieux adaptée à la situation pourrait être : Marche unie sur Paris pour se donner les moyens d'interdire les licenciements, etc., sous-entendant que ces moyens devront être politiques, chasser Sarkozy et son gouvernement et constituer nos propres organes de pouvoir politique qui prendront cette mesure... Ce qui n'interdirait pas de le préciser dans des tracts et des articles, lors de réunions. Ce serait plus complet et plus précis, cela aurait au moins l'avantage d'ouvrir une perspective politique au prolétariat.

Si un parti engageait le combat sur cet axe, il n'y aurait plus aucune raison de ne pas y participer quel que soit la formation politique dans laquelle on milite, chacun restant libre d'adhérer ou non au sous-entendu que j'ai évoqué ou de lui donner un autre contenu. On peut réaliser le front unique sur une question particulière, pas sur un programme politique.

Une expérience dont il faut tirer la leçon.

Une question au POI. A la Guadeloupe pendant plus de 6 semaines, le PS est resté en dehors du LKP (voir liste des formations participant au LKP : http://www.lkp-gwa.org/qui.htm), il n'a pas voulu non plus s'associer officiellement aux manifestations (à la Guadeloupe) que le LKP avaient organisées (c'est ce que j'ai lu dans une dépêche où il était précisé que le conseiller général PS Victorin Lurel tiendrait un rôle de médiateur entre le LKP d'un côté, le gouvernement et le patronat de l'autre, on ne peut pas être à la fois juge et partie - AFP et Lepoint.fr 07.02), tout en regrettant que cette grève ait eu lieu, Victorin Lurel n'a cessé de le répéter pour que l'on sache bien dans quel camp se situait le PS, au côté de Sarkozy et des patrons. Alors pourquoi s'obstiner à vouloir associer le PS à votre proposition de "marche sur Paris" ? Pourquoi tenez-vous systématiquement à faire entrer le loup dans la bergerie ? A la Guadeloupe, ils n'ont pas eu besoin du PS pour que 23% de la population descendent dans la rue, oui ou non ?

La preuve est ainsi faite que la classe ouvrière peut se mobiliser massivement contre le régime sans le soutien de ce parti pourri qui est directement responsable de la situation actuelle de la classe ouvrière à la Guadeloupe, il ne faut pas l'oublier. Quand en tirerez-vous les leçons qui s'imposent ? En serez-vous seulement capables un jour ? Ce sont des questions qu'on est en droit de se poser. Quand on est incapable de tirer les leçons d'une expérience, comment peut-on prétendre analyser correctement la situation, comment peut-on prétendre définir une ligne politique correcte ? Cela semble impossible, non ?

L'attitude à avoir face au PS et plus précisément sa caractérisation politique, constitue un des éléments fondamental qui divise les militants. Après cette expérience, plus aucun militant ne pourra se retrancher derrière je ne sais quelle théorie pour considérer encore le PS comme un parti ouvrier affublé ou non d'une étiquette bourgeoise. Les faits, rien que les faits dites-vous, et bien commencez par les respecter et changez de registre si vous ne voulez pas vous discréditez davantage aux yeux des militants qui eux ne sont pas aveugles, à défaut parfois de ne pas avoir une très bonne mémoire ou la faculté de faire toujours la part des choses dès qu'on aborde les enseignements du passé.

Par acquis de conscience, je suis allé vérifier sur le site du LKP la liste des organisations qui le composait : ADIM, AFOC, AGPIHM, AKIYO, AN BOUT AY, ANG, ANKA, ASSE, Ass. ANBT, Ass. Liberté Egalité Justice, CFTC, CGTG, CNL, Combat Ouvrier, Comité de l'Eau, Convention pour une Guadeloupe Nouvelle, COPAGUA, CSFG, CTU, Espérance Environnement, FAEN SNCL, FO, FSU, GIE SBT, KAMODJAKA, KAP GWADLOUP, LES VERTS, MADICE, Mas Ka Klé, Mouvman, NONM, PCG, SGEP/SNEC, SOS B/Terre ENVIRONNEMENT, SPEG, SUD PTT GWA, SUNICAG, SYMPA, CFDT, Travayè é Péyizan, UDCLCV, UIR CFTDT, UNSA, UGTG, UPG, UPLG, UMPG, Voukoum, SNUIPP, ADEIC.

Qu'il y ait des militants de tous les partis à l'intérieur du LKP est autre chose, Domota a même précisé qu'il y en avait qui étaient adhérents de l'UMP ! Victorin Lurel est un élu du PS or ce parti ne figure pas dans cette liste.

Question : fallait-il ou non participer au LKP ? Dans la mesure où les revendications étaient clairement exposées et que le moyen mis en oeuvre pour qu'elles soient satisfaites était correcte, la grève générale illimitée, je ne vois pas pourquoi il n'aurait pas fallu y participer, en conservant la liberté de défendre tout notre programme politique.

Le 16 mars 2009

J'ai corrigé les liens vers les trois premières dépêches sur l'économie, avec mes excuses. Sans doute un éditorial demain.

PS. Ils ne savent plus quoi inventer pour exister.

En 1966 le général-président de Gaulle décidait que la France devait quitter le commandement militaire intégré de l'OTAN. A l'époque, les "socialistes" et les chrétiens-démocrates (ancêtres du Modem) avaient déposé une motion de censure contre ce fait du prince gaullien. Et voilà qu'en 2009 ils se réclament sans crainte du ridicule de « l'héritage gaulliste » pour défendre « l'exception française ».

Hypocrisie, car, la France n'a jamais cessé de faire partie de l'Alliance Atlantique, ni du système de

défense allié en Europe, contrairement à la rhétorique officielle. En réalité, pour qu'elle soit pleinement intégrée dans la structure, il faut juste qu'elle participe au Comité des plans de défense, le principal des comités militaires. C'est d'ailleurs celui-là qu'il s'agit de réintégrer, rien de plus, rien de moins, afin de donner à la France les postes de commandement qui lui reviennent compte tenu de l'importance de son effort de défense. En fait, aujourd'hui, la non-participation complète de la France la prive simplement des leviers de commande et donc d'influence au sein de l'Alliance. (http://bruxelles.blogs.liberation.fr)

A travers la réintégration de la France dans le Comité des plans de défense, ils entendent ainsi mieux défendre les intérêts de l'impérialisme français en échange de leur alignement sur la politique impérialiste américaine, ni plus ni moins.

19 mars. Canaliser la résistance des masses pour mieux la briser. Mode d'emploi.

Dans une dépêche du 16 mars de Reuters : "François Chérèque a souligné que la journée du 19 mars aurait l'avantage de canaliser la colère des salariés face à la crise et d'éviter des débordements, comme ceux qui sont intervenus au cours de la semaine passée."

Selon ce syndicaliste jaune, ce qui s'est pas chez Sony et Continental "résultent généralement d'un manque de dialogue, d'un manque de réponse." "Et si les syndicats organisent des journées d'action, c'est pour que ces personnes là puissent s'exprimer dans des moments démocratiques".

Disperser, éparpiller, contraindre les travailleurs à accepter l'inacceptable...

"Le 1er mai, ce n'est pas si loin que ça (...) On a d'autres mouvements qui sont en perspective, peut-être d'une façon différente", a-t-il expliqué, une mobilisation le 28 mars à Londres, un mouvement au niveau européen les 14 et 15 mai.

Bref tout faire pour éviter qu'une situation semblable à celle de la Guadeloupe voit le jour : la grève générale illimitée qui au bout de quelques jours se transformerait en affrontement et en crise politique entraînant la chute du gouvernement si elle devait durer plusieurs semaines...

Les uns et les autres ont salué les qualités de Domota dont son charisme et sa détermination. Parmi les nombreux commentaires que j'ai lus hier sur un blog consacré au mouvement social de la Guadeloupe, j'ai noté que nombreux étaient ceux qui vilipendaient violemment nos dirigeants syndicaux, les uns les désignant comme des traitres ou des collabos, les autres de jaunes ou d'incurables incapables, en se demandant pourquoi nous n'avions pas un Domota en métropole. Excellente question.

Domota a été reconnu comme leur dirigeant par les travailleurs guadeloupéens pendant six semaines, ils se sont soudés en quelque sorte derrière lui. Trotsky dira que sans Lénine la révolution n'aurait pas triomphé en octobre 17. C'est un fait incontournable que les masses ont beoin de se reconnaître dans une personnalité, car inconsciemment elles ont besoin d'un guide en qui elles peuvent avoir confiance. Il en a toujours été ainsi dans le passé dans tous les pays du monde, donc il n'y a pas de raison que cela change aujourd'hui ou demain. Certains penseront que c'est anti-marxiste, ils peuvent penser ce qu'ils veulent, ce qui nous intéresse uniquement c'est comment les masses réagissent. D'ailleurs, ce n'est pas anti-marxiste, c'est dialectique.

Parmi les masses les plus arriérées (politiquement), certains ont fait confiance à Pétain pendant un moment parce qu'il avait l'allure d'un bon vieux grand-père qui prend soin de ses enfants. Obama

inspire confiance parce qu'il est noir et encore assez jeune, alors on lui prête des intentions bienveillantes qu'il n'a jamais eu. Le Pen a plu parce qu'il se posait en éternelle victime de l'establishment en maniant la gouaille avec une certaine adresse. De Gaulle s'était posé en sauveur de la France en 45 mais aussi en 58, une bonne légende greffée là-dessus et le tour était joué. Selon les circonstances, une personnalité d'une sérénité en apparence imperturbable ou prompte à s'emporter pour enflammer les foules, un personnage hors du commun ou atypique fera l'affaire.

Point besoin de programme, point de conscience politique là dedans, les apparences souvent trompeuses suffisent à rallier les foules. Choquant ? Non, normal en dehors de toute conscience politique, on s'en remet à celui qui présente le mieux, qui parle le mieux, qui sait s'adresser aux foules, on s'en remet à celui parle le plus fort ou qui parle en dernier, à défaut de pouvoir se faire sa propre opinion, la transformation de la quantité en qualité emprunte parfois des chemins imprévisibles avant de trouver la bonne issue.

Celui qui sait ce que les masses veulent entendre et ne pas entendre, et qui excelle dans ce domaine, rafle la mise. Ce n'est pas naturel, c'est tout juste humain jusqu'à preuve du contraire. Les masses ont besoin de s'identifier dans un chef, alors quand elles tombent bien comme avec Domota, les choses se passent à merveille, mais lorsque c'est l'inverse, la chute sera plus rude, je pense évidemment à l'épileptique de l'Elysée.

Dans le cas de la grève à la Guadeloupe, sans doute que sans Domota les choses se seraient passées autrement. On devrait passer une annonce sur le webb : cherche dirigeant politique révolutionnaire et charismatique, possédant les qualités requises pour parler aux masses et les organiser afin de mener le combat pour abattre les institutions.

Sans Hegel, Marx n'aurait peut-être pas été le Marx que nous connaissons, sans lui et son ami Engels, peut-être que n'aurions jamais entendu parler de V. Oulianov, pas davantage de L. Bronstein, d'autres Marx, Lénine ou Trotsky auraient surgi de la lutte des classes... Cette suite de personnages exceptionnels qui ont vu le jour au XIXe siècle et lors de la première moitié du XXe, sont des produits de l'histoire qui s'inscrivent dans un processus dialectique auquel ils ont participé eux-mêmes et non le produit du hasard.

Dans un monde dominé par l'ignorance et l'inconscience politique, il est extrêmement rare qu'un homme incarne consciemment les intérêts de la majorité et qu'il possède en même temps les qualités requises pour en prendre la direction.

Les conséquences annoncés de la crise aux Etats-Unis.

Selon le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke "*nous devrions probablement assister à la fin de la récession cette année*" mais "*nous ne reviendrons pas au plein emploi*", a-t-il poursuivi lors de l'émission "60 minutes" diffusée par CBS dimanche soir. (Reuters 16.03) Si tel était le cas, cela favoriserait l'organisation du prolétariat américain pour se doter d'un parti qui représente ses intérêts.

Le 17 mars 2009

Sans que j'aie été informé, la société auprès de laquelle le site a été enregistré a bloqué l'accès au site par les internautes, c'est un camarade qui m'en a informé dans un courriel.

On apprend dans une dépêche AP du 16 mars, que Mailly a répondu à Besancenot qui appelle à un mouvement au-delà de la journée de jeudi, qu'il "n'a pas leçon à recevoir", alors que Besancenot "est responsable politique, ce n'est pas eux qui appellent à des manifestations, à la grève".

Pour qui se prend-il celui-là ? Depuis quand un dirigeant d'un parti politique ne pourrait-il pas appeler à faire grève et à manifester pour des revendications économiques et sociales ? Où a-t-il vu jouer cela ?

Merci monsieur Mailly, vous éclairez les militants sur le contenu de la soi-disant indépendance des syndicats par rapport aux partis : les bureaucrates pourris des syndicats dont fait partie Mailly, ont le droit d'organiser des journées d'action au lieu d'appeler à la grève générale illimitée, les partis ouvrier ont tout juste le droit de se plier à ce diktat et de la fermer.

Monsieur Mailly, le mouvement ouvrier ne vous appartient pas, la classe ouvrière n'est pas votre propriété, et si un parti ouvrier décide de soutenir ou d'appeler à une grève ou une manifestation, ce n'est pas un syndicaliste jaune qui l'en empêchera. Et ce n'est certainement pas le POI dont on connaît depuis belles lurettes les liens étroits avec la direction corrompue de FO qui prendra une telle initiative. Je ne soutiens pas particulièrement le NPA, mais c'est son droit d'appeler à faire grève et à manifester le 19 mars et au-delà de cette date si au soir du 19 le gouvernement n'a pas satisfait les revendications.

Monsieur Mailly montre ici qu'il est opposé à la grève générale, qui ne le savait pas, qui ne sait pas non plus que tous les dirigeants syndicaux sont inféodés au capitalisme et soutiennent finalement le gouvernement ? En attendant, on en connaît un qui doit être rassuré d'avoir de tels alliés : Sarkozy !

Un autre sujet.

Le Dow Jones est repartie à la baisse hier -0,10%, le Nasdaq a perdu 1,92%, tandis qu'à Paris le CAC 40 a gagné 3,18%, reste à savoir comment. Comme les jours précédents qui avaient vu flamber les cours des valeurs des banques aux Etats-Unis, j'avais osé écrire que cela risquait de n'être qu'un feu de paille et je ne m'étais pas trompé, hier à Paris ce sont également les banques qui ont dominé le marché, normal avec l'attention que leur porte le gouvernement, Barclays a bondi de 22,67% HSBC a terminé en hausse de 7,35%n BNP Paribas a remonté de 9,33%, la Société Générale de 10,59% et Banco Santander 4,06%.

Extrait d'une dépêche Reuters d'hier : "Le marché monte parce qu'au fond, les gens commencent à envisager une reprise économique et un retour des bénéfices et une croissance des bénéfices par opposition à une contraction des bénéfices", explique Darren Winder, stratège à Cazenove. "Mais, il y a de la nervosité sur la question de savoir si cela peut durer."

On croit rêver en lisant cela, alors que les banques n'ont pas encore épuré leurs comptes des actifs "toxiques". Quant à envisager "une croissance des bénéfices", c'est du délire ou de l'intox ! A suivre.

Le 18 mars 2009

Retour de la France au sein du commandement intégré de l'Otan.

Il paraîtrait que dans l'enceinte de l'Assemblée nationale des députés étaient contre. Contre quoi au

juste et pour quoi ?

Un extrait d'une dépêche AFP d'hier :

"De son côté, la gauche a vigoureusement manifesté sa désapprobation. Faisant référence elle aussi à de Gaulle, l'ex-Premier ministre Laurent Fabius a vu dans le rapprochement avec l'Otan la reconstitution de "la logique des blocs", selon lui "complètement à contre-courant" du "monde multipolaire" d'aujourd'hui.

"Vous nous dites que cela va encourager la défense européenne vous risquez au contraire de la tuer", a-t-il accusé."

On se disait aussi ! Otan ou "*défense européenne*", qu'est-ce que cela change au fait que leur armée a pour mission de maintenir l'ordre impérialiste mondial ? Rien !

Ils ne perdent pas une occasion pour soutenir l'impérialisme francais.

Alors pour ou contre le retour de l'armée impérialiste française à la direction de l'Otan ? En quoi le prolétariat serait-il intéressé par une stratégie plus qu'une autre de l'armée française, dont toutes les missions consistent à faire la guerre aux peuples sur tous les continents ? Serait-ce qu'il aurait son mot à dire par hasard, serait-ce qu'il aurait quelque chose à attendre de cette armée au service de l'Etat capitaliste français ? Bref, serait-ce NOTRE armée ? La réponse est non à ces quatres questions évidemment.

Pas si évident que cela apparemment pour certains partis parlant au nom de la classe ouvrière, puisqu'ils ont cru bon de choisir une stratégie de l'impérialisme français plus qu'une autre en faisant savoir qu'ils étaient contre le retour de la France à la tête de l'Otan. Opportunisme, nationalisme, quand tu nous tiens... tu ne nous lâches plus ! Mais c'est que les républicains et les démocrates, ils l'aiment l'armée française ! Leur armée, leur République, leur nation, leur Etat ne sont pas les nôtres ! Pas davantage que leur version du "socialisme" !

Je pensais jusqu'à présent que ce n'était pas nos affaires et que la seule position correcte demeurait la dissolution de l'armée des Versaillais et l'armement du peuple, je dois être un furieux sectaire il faut croire ! Nous ne sommes plus en 1870, certains l'ont oublié apparemment.

Et le 19 mars ?

Dans un article du journal *Le Monde*, une analyse intéressante.

Tout d'abord "*le gouvernement exclut tout nouveau geste*", donc les choses sont claires, Sarkozy n'entend rien lacher sur l'essentiel, la hausse des salaires et la remise en cause des licenciements.

"*Du coup, la situation pour les syndicats devient plus compliquée et le jeu plus subtil. Faut-il privilégier l'emploi ou le pouvoir d'achat ?*". En fait, opposer ou séparer les deux revendications revient à diviser le prolétariat, tâche dans laquelle les bureaucrates syndicaux excellent, ils ne sont pas les seuls d'ailleurs.

Ce qui devient compliqué pour les appareils, c'est la situation elle-même, conséquence de la crise du capitalisme, qui entraîne la mobilisation de la classe. Ils sont obligés de se positionner au côté des travailleurs mais sans rompre avec Sarkozy, un exercice qu'ils ont l'habitude de pratiquer, mais dans

des conditions plus favorables pour le régime.

"*Au-delà du 19 mars, leur défi sera de rester uni , de ne pas lasser par la répétition de journées d'action dont on ne voit plus très bien le débouché et de monter leur efficacité.*" A force de balader les travailleurs, ils pourraient chercher à contourner l'obstacle des appareils, pire, ils pourraient perdre patience et obliger les dirigeants traitres à prendre davantage leur distance avec Sarkozy qui a absolument besoin d'eux pour tenir.

Mais ils n'ont pas le choix et doivent tenter le tout pour le tout pour que le régime tienne : "*Ils appellent dores et déjà un 1er mai revendicatif et cherchent de nouvelles formes de mobilisation.*". Rien au-delà du 19, aucune mobilisation massive avant au moins 40 jours en espérant que les travailleurs seront suffisamment dégoûtés pour ne plus se mobiliser et accepter leur sort dramatique. A moins que...

Trompée et impuissante : la classe ouvrière.

"*Leur chance est que Nicolas Sarkozy a besoin d'eux.*". Le mot est laché, tout comme le front populaire et le fascisme, les appareils sont l'ultime rempart qui protège le pouvoir en place en période de crise économique profonde.

Les médias le savent, Sarkozy et les classes dominantes le savent, il n'y a que la classe ouvrière qui le sait quelque part mais sans en avoir tiré les leçons jusqu'à présent, la faute à qui, à ceux qui soutiennent les appareils, vous connaissez la réponse : aux dirigeants des partis politiques qui collaborent avec cette infâme pourriture.

"*Pour éviter les débordements, le président de la République doit mettre en scène un minimum de dialogue social et conforter les organisations syndicales, Solidaires exclu mais CGT comprise.*".

Le journal *Le Monde* au chevet de la Ve République, sa raison d'être. Mais comme nous l'avons déjà dit, les appareils ne sont pas maîtres des évènements, ils ne sont pas maîtres des réactions violentes de la classe ouvrière qui refuse de se soumettre au dikat du capital, et si le dialogue social peut servir à faire passer le programme ultra réactionnaire du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, il n'est pas sûr qu'il suffise pour briser la détermination des travailleurs à rejeter le sort que leur réserve les capitalistes et à les empêcher de se mobiliser massivement contre le gouvernement et le patronat, à chercher une issue politique.

Continental. Profession : Briseur de grève.

Le délégué CGT, Xavier Mathieu, a déclaré devant les salariés : "*Il faut que la reprise se fasse, mais pas dans n'importe quelle condition*", alors que le plan de licenciement n'a pas été annulé, au lieu d'occuper les deux usines du groupe, cela revient à capituler et trahir les ouvriers.

Au début du mouvement, les salariés avaient obtenu de la direction la garantie d'être payés, même s'ils ne travaillaient pas, jusqu'à ce mardi à 06H00.

Cette position a été approuvée par l'ensemble des salariés présents, selon cette dépêche de l'AFP du 17 mars. "*On va reprendre le travail, mais la lutte continue, elle sera même plus facile, parce qu'on n'aura plus le souci de ne pas être payé*", a ajouté Xavier Mathieu.

Quant au secrétaire CFTC du CE, et signataire fin 2007 d'un accord sur le retour aux 40 heures de

travail hebdomadaires dans l'usine, Antonio Da Costa, il a enfoncé le clou : "*C'est clair qu'il faut reprendre*", "*Vos familles ont besoin de cet argent*", a-t-il poursuivi, plus cynique et plus pourri tu meurs !

Je ne croyais pas si bien dire quand j'écrivais plus haut que ne pas lier la question des salaires à l'interdiction des licenciements, revenait à affaiblir et diviser le prolétariat, on en a ici un exemple éclatant. En réalité, cet accord passé entre les délégués syndicaux et la direction de Continental avait valeur de trahison, mais les travailleurs ne pouvaient pas le comprendre de la manière dont les choses leur ont été présentées, c'est-à-dire, sans aucun espoir de garder leurs emplois, sans qu'on leur propose une issue politique...

Bourse de Paris : un "*rebond technique*", quel soulagement !

Suivre le développement de la crise sur tous les fronts est indispensable pour ajuster sa tactique et sa stratégie. Un extrait d'une dépêche LeMonde.fr d'hier.

"Pour Christian Parisot, responsable de l'analyse actions dans la société de Bourse Aurel Leven, les récents rebonds boursiers ne signifient pas que la crise est terminée.

Lundi 16 mars, le CAC 40 a clôturé en hausse de 3,18 %. La place parisienne enregistre en une semaine un rebond de 14 % tandis que les marchés européens ont regagné, en moyenne, près de 10 %. Est-ce que cela veut dire que le pire est passé ?

Pour l'instant, c'est surtout un rebond technique. Les indices réagissent de manière favorable aux déclarations du secteur bancaire. Ce n'est pas pour rien si ces rebonds se produisent après les déclarations de banques comme Citygroup ou JP Morgan, qui annoncent un retour à la profitabilité sur les deux premiers mois de l'année. Mais il faudra confirmer : on était dans une zone de survente, les indices avaient beaucoup baissé, ça laisse à penser qu'il s'agit plutôt d'un rebond technique que d'un véritable signe de reprise."

Camarades, je ne suis sans doute qu'un pauvre type isolé à l'autre bout du monde, mais au moins sur le plan social et politique (augmentation de salaire et emploi sont liés) et sur le plan économique (voir ma causerie d'hier), je suis plus en phase (ou en avance) avec la réalité que nos chers dirigeants qui sont, soit à la traîne, soit à côté de la plaque. Il n'y a que sur l'état d'esprit précis des masses à l'heure actuelle que j'ai un problème dû à mon éloignement, j'ai parfois du mal à saisir à quel degré de compréhension de la situation ils en sont vraiment.

Sony, Continental, UNM à Marseilles, la patience des travailleurs à ses limites. On peut ajouter aussi les tirs avec des armes à feu sur la police ou les CRS dans les banlieues. Je me dis au regard de ces exemples que la classe se radicalise, mais faut-il déjà généraliser cette analyse qui servirait d'axe pour des mots d'ordre davantage centrés contre le régime, je n'en sais rien. Difficile de prendre la température (sociale) chez vous en France, ici il fait plus de 35°C !

Le chiffre du jour : 9.500 milliards d'euros.

Selon une étude publiée mardi par l'Insee et intitulée "le patrimoine économique national de 1978 à 2007", fin 2007, les ménages détenaient un patrimoine net de l'ordre de 9.500 milliards d'euros, constitué pour deux tiers d'actifs non financiers, essentiellement des biens immobiliers, indique cette étude sur "le patrimoine économique national de 1978 à 2007".(AFP 17.03)

No comment !

Le 19 mars 2009

Une dépêche AP du 18.03.

"Près de neuf Français sur dix sont favorables à des mesures en matière de blocage des prix, plus de huit sur dix pour revaloriser les bas salaires et plus de sept sur dix pour interdire aux entreprises bénéficiaires de licencier, selon un sondage CSA pour "L'Humanité Dimanche" paraissant jeudi.

Ainsi, 89% des personnes interrogées se déclarent en faveur d'un blocage des prix des produits de première nécessité, une proportion qui atteint 95% dans la classe d'âge des 30 à 49 ans et parmi les professions intermédiaires.

Par ailleurs, 82% des sondés sont favorables à une augmentation de 200 euros net sur les bas salaires. Ils sont 90% parmi les sympathisants de gauche et 68% des sympathisants de droite.

En ce qui concerne les licenciements, 75% des personnes interrogées se déclarent en faveur de leur interdiction pour les entreprises qui réalisent des bénéfices, et 73% chez les sympathisants de l'UMP. Les sondés sont 72% à approuver l'idée d'un moratoire sur les licenciements pour les entreprises qui bénéficient de subventions publiques.

Quant au gel des loyers, c'est une proposition qui séduit 79% des personnes interrogées, dont 87% des étudiants.

- sondage réalisé par téléphone les 11 et 12 mars auprès d'un échantillon de 1.002 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas."

Je ne suis pas sur place, mais au regard de ces chiffres qui expriment les conditions objectives quotidiennes que vit la majorité de la population, on est en droit de penser que la situation est mûre pour une gigantesque mobilisation du prolétariat contre le gouvernement, si ce n'est pour l'ouverture d'une crise révolutionnaire.

Pas un jour sans l'annonce d'une fermeture d'usine.

Le tribunal de commerce de Lyon a autorisé la liquidation judiciaire du groupe Rencast spécialisé dans la fonderie de pièces d'aluminium pour l'industrie automobile, qui emploie 850 personnes.

En attendant, les sites de Thonon, Brive, Châteauroux et Dell font l'objet de blocus de la part du personnel. "Les portails sont soudés", résume le syndicaliste CFDT.(Reuters 18.03)

Assez de discours, il faut passer à l'action, à l'organisation de piquets de grève, à l'occupation des usines, à l'expropriation des patrons et des actionnaires, il faut appeler la population à s'organiser et se soulever contre la dictature du capital, pour chasser Sarkozy et son gouvernement, en finir avec les institutions de la Ve République, pour la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire des partis engagés dans le combat pour le socialisme.

Dans l'appel que j'ai mis en ligne hier et signé par les formations suivantes Les Alternatifs, le NPA, le

PCF, le PCOF, le PG, le PS, le MRC La Fédération, la CNCU, ADS, Alter-Ekolos-Ecologie Solidaire, "*souhaitent contribuer, dans la diversité de leurs positions, à amplifier dans ces mouvements, le débat et l'action sur les nouveaux choix politiques alternatifs aux logiques actuelles nécessaires et utiles pour répondre aux mobilisations sociales*", elles préconisent : "*la réorientation des richesses du pays vers le développement de productions et de services susceptibles d'engager notre pays dans un tout autre mode de développement fondé sur la satisfaction des besoins sociaux*".

Dans le cadre des institutions de la Ve République, dans le cadre de l'Union européenne, dans le cadre du régime capitaliste, on est en droit de le penser puisque nulle part n'est spécifié le contraire.

Tout ce qu'elles ont retenu de la grève générale de 6 semaines à la Guadeloupe est résumé ici : "*l'exigence d'un changement de cap, notamment sur les questions des salaires, de l'emploi et des services publics.*, changement de cap que mettrait en oeuvre le représentant du capitalisme Sarkozy. Autant dire qu'elles ont atteint le point zéro sur le plan politique.

Tous les syndicats soutiennent le régime. Sud, CGT, FO. Mode d'emploi.

Dans l'édition du journal *Le Monde* du 14 mars on pouvait lire "*Aucun syndicat, pas même les SUD, n'envisage de transposer à la métropole une situation à la guadeloupéenne* ", autrement dit s'orienter vers un appel à la grève générale illimitée, vous n'y pensez pas au NPA.

Dans le blog du *Monde* (Sans réponse le 19 mars, les syndicats appelleront à de nouvelles initiatives nationales (19.03)) on pouvait lire à des questions posées par des internautes, les réponses de Michel Doneddu, secrétaire confédéral de la CGT. En voici un bref extrait.

Entreprise par entreprise, maintenir isolés tous les mouvements sociaux en cours, briser la détermination des travailleurs et leur interdire toute issue politique.

Question : Les salariés sont conscients qu'une de grève de vingt-quatre heures ne fera pas plier le gouvernement. La CGT est-elle donc prête à organiser des grèves plus dures...

Réponse de Michel Doneddu : Nous pensons que l'ampleur des mobilisations est de nature à apporter des réponses aux revendications qui sont posées. Déjà, même si c'est très insuffisant, le gouvernement a été obligé de prendre quelques mesures après le 29 janvier. Ce qui est très important, c'est que les rapports de force créés par les actions nationales puissent se prolonger dans des actions d'entreprise, parce que par exemple des revendications comme les salaires, c'est à l'entreprise qu'elle se gagne. Et la démarche d'action revendicative, c'est que les actions à l'entreprise et les actions nationales s'épaulent les unes les autres.

Question : La situation grave dans laquelle se débattent chaque jour nombre de gens (...) mérite que leur soient proposées des actions énergiques et reconductibles. Qu'en pensez-vous ?

Réponse de Michel Doneddu :(...) le prolongement des actions doit aussi s'envisager dans les entreprises.

Question : J'en ai un peu assez des journées de grève disparates, éloignées les unes des autres, très policées et qui au final ne servent pas à grand chose. Ne faudrait-il pas désormais réfléchir à une action de grande ampleur, un mouvement insurrectionnel comme a si bien su le faire le LKP?

Réponse de Michel Doneddu : L'objectif de la CGT n'est certainement pas d'aller à un mouvement

insurrectionnel, qui dans la situation actuelle n'aurait aucun débouché. (...) C'est aussi par le prolongement dans les entreprises que des succès revendicatifs peuvent être obtenus.

Question : Espérez-vous ou craignez-vous une révolte globale comme d'aucuns le suggèrent ?

Réponse de Michel Doneddu : Le but de l'action syndicale revendicative n'est pas de dériver vers des violences.

Inutile de commenter les propos de ce réactionnaire.

J'ai rédigé un nouveau texte dont voici le début, il sera en ligne demain.

J'ai reçu par Internet le 11 mars dernier, *La Lettre de FO* hebdomadaire signé Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière. Voici comment elle commençait :

"*Jusqu'au 1er janvier 2009, les chômeurs dits seniors ayant moins de 60 ans mais ayant déjà acquis leurs 160 trimestres de cotisation pouvaient vivre dignement en attendant de pouvoir liquider leur retraite dès leur 60e anniversaire.*

Lorsqu'ils avaient épuisé leurs droits à l'assurance-chômage, ils bénéficiaient d'une allocation payée par l'État (l'allocation équivalent retraite, AER) leur garantissant jusqu'à 60 ans un revenu décent, environ 1 000 euros par mois."

Environ 1.000 euros par mois un "*revenu décent*", en réalité moins pour certains retraités, vous avez bien lu, ce n'est pas un canular. Dégueulasse, infâme, tout ce que vous voudrez. On comprend mieux pourquoi ils sont contre le Smic à 1.500 euros nets par mois. Imaginez un instant, 50% au-dessus d'un "*revenu décent*" vous n'y pensez pas, il faut être un gauchiste ou un sacré farfelu pour avancer une telle revendication, même le Medef la condamne, c'est pour dire !

Aider la classe à se mobiliser, l'aider à briser le carcan des appareils qui voudraient la livrer au diktat du capital. Comment peut-on prétendre l'aider à comprendre (à se saisir de) la situation sans lui proposer une issue politique à la crise du capitalisme ? Impossible.

Le POI n'est pas en reste.

Dans son éditorial d'hier (IO n°38 page 2), D. Gluckstein écrit : " *La classe capitaliste voudrait-elle que les syndicats aident les patrons à mieux faire passer la pilule en convainquant les ouvriers — décidément obtus — que les licenciements sont bons pour eux ?*" Que font-ils d'autres en vérité ? Voilà comment on couvre les dirigeants pourris des syndicats.

La crise actuelle ne mettrait-elle pas à nu les fondements du capitalisme qu'il faut liquider ? Le refus des travailleurs de subir les conséquences de cette crise ne porte-t-il pas en germe la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, le socialisme ? Réponse non.

"*C'est vrai : un gouffre sépare licencieurs et licenciés, patrons et ouvriers, exploiteurs et exploités. Ce n'est pas le gouffre de l'incompréhension, c'est le fossé de la lutte de classe qu'élargit chaque jour un peu plus la déferlante des plans destructeurs des emplois !*"

Vous comprenez pourquoi Marx (et Lénine) expliquait pourquoi cela ne coûtait finalement rien de reconnaître la lutte des classes à partir du moment où on ne la situait pas dans une perspective

révolutionnaire.

C'est bien plus que "*le fossé de la lutte de classe*" qui s'exprime ici, c'est la confrontation entre deux classes aux intérêts antagoniques et inconciliables dont le sort dépend de la réponse que chacune d'entre elle apporte à la question du pouvoir politique. Ne pas poser cette question, c'est laisser les mains libres à la classe qui détient le pouvoir. C'est laisser désarmé politiquement la classe ouvrière. Ne pas y répondre, c'est criminel ! En toute indépendance bien sûr.

Par rapport à qui, Roger Sandri (ex-n°2 de FO du temps de Bergeron) répond page 10 : "*L'Etat a soutenu les banques. Il a soutenu le secteur automobile en injectant des milliards d'euros. Les travailleurs sont en droit d'exiger une part du soutien de l'Etat.*", les travailleurs soutenus par l'Etat des capitalistes qu'ils pourront remercier ensuite pour sa générosité, vous ne rêvez pas malheureusement. Le POI n'a pas d'autre orientation politique, Sandri le confirme : " *Nous revivrons certainement le temps des révoltes et des révolutions qui en sont le prolongement.*", dans un futur indéterminé alors qu'elle est d'actualité avec cette crise du capitalisme, un jour peut-être qui sait... Si l'heure de la révolution ne sonne pas au moment où éclate une crise mondiale du capitalisme, alors quand pourrait-elle sonner ? Jamais, c'était juste histoire de causer et de noircir du papier pour ce bureaucrate qui s'en fout complètement. J'exagère, vérifions-le immédiatement.

Dans le même article à propos de l'Allemagne voici ce qu'il écrit : "*La question centrale passe par le relèvement du pouvoir d'achat des revenus salariaux et assimilés, seul moyen de replacer la consommation des ménages au centre de l'activité économique.*", qu'est-ce qu'on en a à foutre de "*l'activité économique*", il est patron Sandri ou quoi ? Relancer "*l'activité économique*", il exprime ici la même préoccupation que les patrons en se servant des revendications des travailleurs comme couverture, pratique. Scandaleux, oui ! Ne vous inquiétez pas monsieur Sandri, ils s'activent pour relancer "*l'activité économique*" le plus vite possible, ne leur en voulez pas s'ils rencontrent quelques difficultés imprévues...

En couverture ils écrivent : "*Licenciements les ouvriers disent : stop !*, et en page 10 ils écrivent qu'ils ont hâte que "*l'activité économique*" soit relancée, cherchez l'erreur.

Bonne manif à tous !

Le 20 mars 2009

Sur la journée d'action d'hier voir l'édito du jour.

Autre bonne nouvelle, hier les valeurs américaines ont terminé en baisse face à un horizon économique toujours très incertain. L'indice Dow Jones a cédé 1,15% et le Nasdaq 0,52%, tandis que le Standard & Poor's 500, référence des gérants de fonds, reculait de 1,3%.

Mieux que de longs discours la suite de cette dépêche Reuters nous éclaire sur la situation.

"Outre l'incertitude économique, les investisseurs ne savent non plus pas très bien évaluer les conséquences de la dernière décision de la banque centrale américaine pour relancer la croissance économique.

La Réserve fédérale a annoncé qu'elle injecterait plus de 1.000 milliards de dollars dans l'économie,

notamment en achetant des obligations du Trésor, ce qu'elle n'avait plus fait depuis les années 60.

Succédant à l'enthousiasme initial, les intervenants s'interrogent maintenant sur les risques inflationnistes des mesures de la banque centrale.

"Ce n'est pas seulement qu'on se demande ce qui peut encore être fait; c'est surtout qu'on s'interroge sur les conséquences involontaires de ce qui est déjà fait", explique Alan Lancz (Alan B. Lancz & Associates).

"Ça baisse aujourd'hui en partie parce que les problèmes qui étaient là hier, avant l'annonce de la Fed, sont encore là", commente Bucky Hellwig, chez Morgan Asset Management.

"C'est un recentrage, oui, c'est positif, cela aide, mais cela prendra un certain temps pour que les effets s'en fassent sentir", ajoute-t-il.

Bien que Citigroup ait annoncé jeudi qu'elle pourrait procéder à un regroupement de titres dans le cadre de la conversion prévue d'une partie de ses titres susceptible de porter la participation de l'Etat américain à 36%, finalement l'information n'a finalement pas convaincu les investisseurs. L'action Citigroup a chuté de 15,5%."

Comme quoi l'annonce de la Réserve fédérale américaine qu'elle allait racheter des emprunts d'Etat sur les marchés à hauteur de 1.000 milliards de dollars destiné à soutenir l'économie, n'a eu strictement aucun effet.

Ce qui inquiète sérieusement certains économistes, c'est ce qu'ils appellent modestement les conséquences "imprévisibles" de toutes les mesures qui ont été prises à travers le monde en inondant le marché de milliers de milliards de dollars (d'euros, de livres et de yen), ils craignent maintenant que cela débouche sur une hyperinflation incontrôlable, une situation similaire à celle des années 30 en Allemagne, mais à l'échelle mondiale cette fois. Ce serait le chaos générale, prélude aux guerres et aux révolutions...

Le 21 mars 2009

Le Congrès américain prévoit un déficit budgétaire de 1.845 milliards de dollars, soit l'équivalent de 13,1% du produit intérieur brut (PIB). Si un tel trou était atteint, il représenterait un quadruplement de celui de l'exercice précédent, qui avait été de 459 milliards de dollars, soit 3,2% du PIB. (AFP 20.03)

L'indice Dow Jones a terminé la semaine sur une baisse de 1,65%, le Nasdaq Composite a reculé de 1,77% et le S&P-500 a perdu 1,98%.

Sur la semaine, le Dow a gagné 0,75%, le S&P 500 a progressé de 1,58% et le Nasdaq Composite a avancé de 1,80%. Pas de quoi fouetter un chat !

Nous voilà rassurés. Mais ce n'est pas fini, en France, les députés ont adopté dans la nuit de jeudi à vendredi le nouveau -le deuxième depuis le début de l'année - projet de loi de finances rectificative pour 2009, le "collectif budgétaire". (Reuters 20.03)

Vous allez voir comment ils vont le réduire en esclavage le capitalisme financier.

Un amendement prévoit que les conventions entre les banques et l'Etat devront comporter un volet relatif aux conditions dans lesquelles les établissements de crédit exercent des activités dans les paradis fiscaux.

Tiens donc, l'Etat serait impliqué dans les paradis fiscaux via des établissements de crédit ? Qui l'aurait cru ?

Tiens donc, quatre dirigeants de la Société générale viennent de s'attribuer entre 50.000 et 150.000 titres en guise de stock-options ? (Reuters 20.03) C'est sans doute ce qu'ils appellent la "justice sociale", le capitalisme "responsable" et j'en passe et des meilleurs.

Pendant ce temps-là pour donner un peu de répit au gouvernement et au Medef, les dirigeants syndicaux pourris ont fixé la prochaine mobilisation... le 1er mai ! Je vous passe leurs commentaires d'un cynisme insupportable, sauf une, Solidaires réclame "*une nouvelle journée d'action nationale, pas forcément avec grève mais avant les vacances de printemps*", selon Annick Coupé. (Le Monde 20.03)

Je propose un dimanche pour ne pas gêner les patrons ! Tous pourris ces bureaucrates ? Qui ose encore en douter ?

Bon week-end quand même, heureusement que la crise continue. Salut !

Le 22 mars 2009

J'ai rajouté dans *Les enseignements du marixsme* qui figurent dans cette page, un extrait des oeuvres de Trotsky d'avril 1919, cela devrait vous intéressez.

Le nombre de militants connectés au site a encore augmenté, de 30 à 40% en un an. J'en suis sûr cette fois après la visite que vient de me rendre le patron de l'entreprise qui s'est occupé de l'hébergement du site et des statistiques.

La chronique du jour sera actualisée demain ou mardi. J'ai aussi plusieurs textes en cours de rédaction. Il m'arrive souvent d'écrire des articles et de ne pas les publier parce que j'en suis pas satisfait. C'est comme mon éditorial du 19 mars, j'aurais mieux fait de m'abstenir, le dernier est nettement mieux.

Cela me fait penser à ce que j'ai lu hier après-midi, la *Discussion sur l'histoire* de Trotsky avec C.L.R. James en avril 1939, il disait : "*mais moi-même, nous tous, à différentes reprises, nous avons écrit des absurdités* ", des grosses conneries quoi, il a eu raison de le dire Léon, malheureusement ses disciples n'ont pas suivi son exemple, eux ils étaient parfaits et ce n'était pas la modestie qui risquerait un jour de les étouffer !

Récemment le Cermtri avait organisé une conférence sur Naville, j'ai trouvé par hasard dans les Oeuvres de Trotsky d'avril 39, le passage suivant, *Discussion sur la IV° Internationale* :

"*Il y a en France des camarades comme Naville et d'autres qui sont venus à nous, il y a quinze, seize*

ans, alors qu'ils étaient encore de tout jeunes gens ; ce sont maintenant des hommes mûrs, et, pendant toute leur vie consciente, ils n'ont reçu que des coups, subi que des défaites, de terribles défaites, et ils en ont l'habitude. Ils apprécient hautement la justesse de leurs conceptions, ils sont capables de bonnes analyses, mais ils n'ont jamais été capables de pénétrer dans les masses, d'y travailler, ils n'ont jamais pu apprendre à le faire. Or il est terriblement nécessaire de regarder ce qui se passe dans les masses. Mais nous avons en France des camarades qui sont ainsi. "

J'ajouterai cette précision, que depuis la question n'est plus trop de savoir si les partis ouvriers *regardent ce qui se passe dans les masses*, que la manière dont ils les regardent, l'absence de confiance dans les masses qui caractérise principalement la politique de tous les partis ouvriers, sur ce plan-là précisément, absolument rien n'a changé depuis avril 39.

Vous voulez une preuve ? Rien de plus simple, en permanence on peut constater non seulement que ces partis sont à la traine des masses, mais qu'ils les tirent en arrière en reprenant à leur compte l'état d'esprit des masses les plus arriérées au lieu de partir de celui des éléments les plus avancés, soit pour les recruter et construire un parti révolutionnaire, ce qui n'est pas l'objectif du POI, du NPA ou de LO, soit pour aider le reste de la classe à rompre avec le capitalisme et le régime, ce qui n'est pas non plus leur objectif puisqu'ils ne leur proposent aucune issue politique.

Les partis ouvriers devraient se saisir du rejet de la politique du gouvernement exprimé par des millions de travailleurs et jeunes pour les aider à se dresser contre le régime et entraîner le reste du prolétariat, comment le pourraient-ils, alors qu'ils n'osent même pas dire ou écrire que Sarkozy et son gouvernement sont ultra minoritaires dans le pays et illégitimes, et que c'est contre eux que doit converger la mobilisation pour les renverser...

A la double nature des partis traditionnels du mouvement ouvrier a succédé la double nature des partis ouvriers qui ont pris leurs places et qui dorénavant jouent d'une certaines manières le même rôle auprès de la bourgeoisie. T'as pas cent balles, c'est à peu près le niveau théorique de la politique de ces partis, qu'ils prêtent évidemment aux masses, comme si elles étaient homogènes et forcément au ras des paquerettes, ce qui n'est évidemment pas le cas. Au lieu d'élever les masses à la hauteur du programme du socialisme à partir de l'état d'esprit de ses éléments les plus avancés, ils ratissent le fond des caniveaux dans lesquelles se vautrent ses éléments les moins avancés, pour dire ensuite : voilà d'où il faut partir, avec pour résultat de ne jamais en sortir, ce qui finit franchement par nous donner la nausée. Il n'y a pas que Kautsky qui passe son temps à lorgner sur le XVIIIe siècle !

Les dirigeants syndicaux au chevet du capitalisme.

Thibault n'en loupe pas une, Sarkozy "*On aura peut-être l'occasion de le rencontrer avant cette échéance, puisqu'il avait envisagé nous recevoir avant le G20 (du 2 avril prochain - NDLR) pour avoir une concertation sur ce que la France pourrait apporter*", a-t-il poursuivi. (Reuters 21.03)

Les syndicats ne sont pas seulement intégrés aux institutions de la Ve République en participant à une multitude d'organismes dépendant de l'Etat aux côtés du gouvernement et du patronat, ils sont intégrés au capitalisme à l'échelle mondiale par leur adhésion à la CES, à la CSI, à l'OIT, etc., donc il est normal qu'ils soient consultés par le chef de l'Etat à chaque fois que doit se tenir une réunion importante des représentants du capitalisme à l'échelle mondiale.

A part cela, les dirigeants syndicaux ne font pas de politique, pensez-vous, ils sont "indépendants" !

Un luxe inabordable.

Jean-François Copé (UMP) estime que le pouvoir ne peut pas "s'offrir le luxe d'annoncer de nouvelles négociations sociales au rythme des appels à manifester" et en appelle à "la responsabilité" des syndicats, dans un entretien au *Monde* daté de dimanche. (AFP 21.03)

Par contre, il peut verser des milliards d'euros aux capitalistes quand ils le réclament, normal, c'est un gouvernement des capitalistes.

Faut-il lier la question des salaires à celle du combat contre les licenciements ?

Voici un exemple de plus qui prouve la nécessité de lier les deux combats.

Une prime en échange de l'acceptation des licenciements, la dernière trouvaille scélérates de dirigeants syndicaux, cela se passe dans le Pas-de-Calais.

"L'équipementier automobile Faurecia annonce l'octroi d'une prime de 800 euros aux salariés qui accepteraient de reprendre lundi le travail dans son usine d'Auchel, dont la fermeture est prévue en 2010.

Si les salariés acceptent cette offre, elle propose de renouer ensuite le dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux pour organiser le reclassement prévu de 329 salariés sur les sites de Marles-les-Mines et de Henin-Beaumont, pour déterminer des solutions pour les 179 autres salariés et rechercher des projets de réindustrialisation du site d'Auchel.

La grève à Auchel a commencé le 6 mars, au lendemain de l'annonce de la fermeture du site l'an prochain.

Faurecia, frappé par la chute du marché automobile, avait expliqué le 5 mars qu'il s'agissait de "redimensionner le dispositif industriel de FII dans le bassin du Nord pour remédier aux surcapacités structurelles".

Faurecia est contrôlé à 71% par PSA Peugeot Citroën." (Reuters 22.03)

L'expropriation des actionnaires et des patrons des 1824 grandes entreprises du pays dont fait partie PSA Peugeot Citroën, règlerait le problème des salariés de Faurecia qui seraient intégrés au groupe PSA.

Dans cette dépêche on apprend que ce sont les syndicats qui ont proposé cet infâme marchandage au bout duquel 179 ouvriers se retrouveront au chômage :

"Les syndicats réclamaient une prime de 2.000 euros par salarié pour lever le blocage du site et une prime de 5.000 euros pour cesser immédiatement le mouvement de grève.

La direction avait proposé le paiement d'une indemnité de 500 euros par gréviste en échange de la reprise du travail.

"Suite à l'échec de la médiation d'hier (...) avec les deux syndicats qui bloquent le site, la direction de Faurecia Interieur Industrie a pris en compte les demandes formulées par la CFDT et la CFE-CGC, les deux organisations syndicales qui se sont déjà prononcées en faveur de la reprise du travail sur le site d'Auchel", peut-on lire dans un communiqué de Faurecia."

Les 329 salariés pour lesquels des solutions de reclassement ont déjà été trouvées sur les sites de Marles-les-Mines et de Henin-Beaumont seront tentés d'accepter cette offre de 800 euros de la direction, pendant que les 179 ouvriers restant peuvent dors et déjà se considérer comme chômeurs. Cela leur donnera forcément envie de se syndiquer dans l'avenir !

Ne pas lier la question des salaires à celle du chômage et des licenciements, c'est diviser la classe ouvrière, c'est faire le jeu du patronat, l'air de rien évidemment.

Augmentation générale des salaires de 500 euros, le smic à 1.600 euros nets, et pas un seul licenciement ou chômeur supplémentaire !

Pourquoi lier licenciement et chômage, parce que des centaines de milliers de jeunes passent par la case chômage avant même d'avoir trouvé un emploi ou d'avoir été licenciés. Pour mobiliser l'ensemble de la classe. Et pour éviter que les délégués syndicaux pourris notamment profitent de l'hétérogénéité de la situation des travailleurs pour les monter les uns contre les autres. Leur couper l'herbe sous le pied en quelque sorte. C'est marrant que les adeptes de l'unité à tout prix n'y aient pas encore pensé, vous ne trouvez pas ?

Ils craignent le pire à tout moment désormais, à en faire des cauchemars.

Selon Brice Hortefeux, "Nicolas Sarkozy pense que les jeunes, c'est extraordinairement sensible, il suffit d'une étincelle pour que tout s'embrase". (Le Monde 21.03)

On n'a pour ainsi dire même pas besoin d'en rajouter une grosse louche pour leur pourrir la vie, la crise s'en charge elle-même, dommage qu'elle ne soit relayée par aucun parti ouvrier sur le plan politique.

Répétons-le encore une fois : Sarkozy et son gouvernement sont ultra minoritaires et illégimes. Leur politique est rejetée par les trois quarts de la population représentant toutes les couches exploitées de la société, ils sont les représentants de l'infime minorité de capitalistes qui s'enrichissent sur notre dos et nous pourrissent la vie, à partir de là on a le choix : soit on continue de les laisser agir et d'en subir les conséquences, tout en sachant que notre situation ira en empirant dans l'avenir, soit on les chasse une bonne fois pour toute du pouvoir pour réorganiser la société sur la base de nouveaux rapports sociaux, afin de pouvoir satisfaire nos besoins et nos aspirations.

C'est uniquement par sa mobilisation révolutionnaire que le prolétariat prendra le pouvoir politique et pourra ensuite satisfaire ses revendications économiques et sociales. Mais il doit se doter impérativement d'un parti ouvrier révolutionnaire pour pouvoir se guider et atteindre consciemment cet objectif, pour briser tous les obstacles qui l'empêcheront d'avancer vers la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes.

Chut, ils lavent plus blanc que blanc... grâce à soupline !

Extrait d'un article du *Monde* du 21.03 :

"Les Vingt-Sept se veulent exemplaires en matière de lutte contre les paradis fiscaux. Le Luxembourg, l'Autriche et la Belgique ont obtenu, comme le voisin suisse, de ne pas figurer sur la liste noire que le G20 prépare, après avoir annoncé leur intention d'assouplir les modalités de leur secret bancaire.

M. Sarkozy a lancé un avertissement au Royaume-Uni, au sujet de certains de ses territoires d'outre-mer, comme les îles Caïman ou Shetland. "La crédibilité de ce que nous ferons dépend de notre capacité à refuser toute exception", a insisté le chef de l'Etat. "Si on ne fait pas le ménage en Europe, comment voulez-vous que les autres aient envie de le faire chez eux ?" a-t-il lancé, en visant Hong-Kong, Singapour, et Macao."

Sarkonapoléon a oublié Monaco et Andorre, non ? Leur "crédibilité", mais de quoi il cause, c'est du passé, terminé, chacun peut constater quotidiennement que le capitalisme est synonyme de faillite à l'échelle mondiale, qu'il doit céder la place au socialisme.

Salut !

Le 24 mars 2009

Cadeau... empoisonné ?

Vous voulez acheter un blouson qui valait théoriquement 400 euros hier mais qui n'en vaut plus que 100, vous n'en payez que 5 et vous repartez avec. Excellente affaire n'est-ce pas ? Les 95 euros restant vous les paierez à crédit. Si par malheur il présentait un défaut caché ne vous inquiétez pas, c'est le vendeur qui paierait la note pour vous. Avec un peu de chance, si sa valeur remontait à 150, 250 euros ou plus, vous pourrez alors le revendre ce prix-là et empocher la différence, génial non ? Si par contre sa valeur tombait sous la barre des 100 euros, don't worry vous pourrez toujours le revendre 100 euros le vendeur s'est engagé à payer de sa poche la différence. Elle n'est pas belle la vie ?

De sa poche, la vôtre en vérité, celle des contribuables, des travailleurs qui casqueront pour vous éviter les petits tracas d'une faillite, car l'argent de l'Etat ne vient pas d'ailleurs ! Vous allez voir ci-dessous, que lorsqu'ils disent que c'est l'Etat qui prend tous les risques, ils veulent dire l'ensemble des travailleurs aux Etats-Unis et dans le monde qui paieront finalement la note, comment pourrait-il en être autrement en régime capitaliste ?

Extrait d'une dépêche AP du 23.03 : "Dans une transaction type du Programme d'investissement public-privé, pour 100 dollars (73,4 euros) de crédits hypothécaires douteux rachetés aux banques, le secteur privé verserait sept dollars (environ 5 euros) et le gouvernement sept aussi. Les 86 dollars (63 euros) restants seraient couverts par un prêt de l'Etat apporté la plupart du temps par la FDIC.

L'Etat assume ainsi la majeure partie du risque, mais pour Timothy Geithner, il n'avait pas vraiment le choix, les seules alternatives étant soit de ne rien faire et risquer une récession prolongée, soit d'assumer la totalité du risque. "Il ne fait pas de doute que le gouvernement prend des risques", a-t-il reconnu devant la presse. "On ne peut pas résoudre une crise financière sans que le gouvernement prenne des risques."

Les responsables de l'administration affirment néanmoins avoir trouvé le juste équilibre pour attirer les investisseurs privés et absorber une partie des avoirs toxiques, qui selon certaines estimations pourraient dépasser plus de 2.000 milliards de dollars (1.469 milliards d'euros)."

Ce qui est complètement dingue dans cette histoire, c'est qu'ils semblent ne pas savoir exactement à quel montant se chiffrent ces actifs pourris, 500, 1.000, 2.000 milliards de dollars en 48h on aura tout

entendu, sauf peut-être la vérité qui pourrait s'avérer encore pire... pour eux bien sûr.

Ils ont raison de s'inquiéter.

Tandis que lundi l'OMC prédisait que le commerce mondial allait reculer de 9% (3% selon le FMI) en 2009, enregistrant ainsi la chute la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale,le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn a mis en garde lundi à Genève : la situation pourrait non seulement conduire à des troubles sociaux mais aussi alimenter des guerres : "ceci peut constituer la racine d'agitation sociale, menacer la démocratie et peut-être même, dans certains cas, se terminer en guerre", a-t-il avancé. (AFP 23.03)

Le Parti socialiste au chevet du capitalisme mondial, vous en doutiez ?

Pascal Lamy (PS) exhorte les gouvernements à ne pas aggraver la situation en soutenant des entreprises nationales défaillantes aux dépens de leurs concurrents étrangers. Le recours à des mesures protectionnistes "est en augmentation", a-t-il déclaré. Or, ce type de mesure risque "d'étouffer le commerce comme moteur de la reprise", estime-t-il. (AP 23.03)

Pour que l'économie capitaliste redémarre, il faut d'une part qu'ils aient détruit suffisamment de forces productives, d'autre part, qu'ils aient rétabli les conditions leur permettant d'empocher un taux de profit satisfaisant, et pour finir que l'épuration du capitalisme se traduise par une nouvelle concentration du capital et de la production à l'échelle mondiale. Ce qui ne peut se réaliser et se traduire que par la remise en cause des droits ou acquis sociaux des travailleurs, l'augmentation de la productivité et de l'exploitation, la montée en flèche du chômage, la dégradation des conditions d'existence de la majorité de la population, l'aggravation des inégalités et des injustices... Voilà de quoi alimenter la lutte de classe du prolétariat pour un bon moment.

Il en faut du "*courage*" pour soutenir le régime.

Le "printemps des libertés", un meeting organisé par le PS au Zénith de Paris qui devait marquer l'apogée de la campagne de ce parti soi-disant contre la politique sécuritaire de Sarkozy, a été un bide.

Cela n'a pas empêché M. Aubry de dire : "On nous dit qu'on n'est pas trop nombreux, on me dit 1.500 ou un peu plus. Je trouve que ce n'est pas si mal pour un parti qui a le courage de parler des libertés avant qu'il ne soit trop tard". (Reuters 23.03)

Pour un parti qui revendique plus de 200.000 adhérents, le nombre de ses adhérents fluctuent sans cesse au gré de l'humeur du moment du petit et grand bourgeois, c'est plutôt un échec cinglant dont on se réjouit.

Après on nous expliquera que le PS est un parti de masse, un parti populaire, un parti de gauche (ne riez pas !) qu'il faut faire avec et j'en passe et des meilleurs. A la Guadeloupe, les travailleurs s'en sont passés pendant 6 semaines, donc on peut très bien se passer de ce parti réactionnaire. Au lieu de vouloir faire l'unité avec ce parti pourri, il faudrait le chasser des manifestations !

Le pouvoir de Sarkozy contesté par la majorité de la population, qui en doute encore ? Nos dirigeants pardi, ils sont bien les seuls !

1000 policiers et CRS, mesures de sécurité drastiques, militants UMP en renfort... L'Elysée sort

l'artillerie lourde avant la visite du Président dans l'Aisne, à Saint-Quentin, ce mardi. (LePost 24.03)

En réalité, il ne peut plus se déplacer sans craindre d'être conspué vertement par la population.

Ils fêtent 60 ans de guerres ininterrompus à travers le monde.

A Strasbourg transformé en bunker avant le sommet de l'OTAN, les habitants sont obligés de porter des badges pour franchir les barrages de sécurité et rentrer chez eux. Mieux encore, la police a illégalement intimé l'ordre aux habitants de retirer des fenêtres les drapeaux anti-OTAN.(AFP 24.03) Un système policier, une dictature larvée, tel est le régime de Sarkozy.

Dis-moi qui tu fréquentes : trois ans de prison !

Au Chili sous Pinochet, en Argentine sous Vidéla, non, en France sous Sarkozy.

Dernière trouvaille du flic-président : la création du délit d' « *appartenance à un groupement* ».

L'idée semble avoir germé dans les esprits fertiles des conseillers élyséens : un nouveau délit, puni de trois ans de prison, qui permettrait de poursuivre les membres d'un groupe même informel ou temporaire avant même qu'ils n'aient commis la moindre infraction.

Pour la porte-parole du Procureur de la République de Paris, Isabelle Montagne, l'annonce présidentielle va permettre de résoudre un dilemme juridique :

« *Notre difficulté est de traiter les faits juridiquement. En clair, il faut deux choses : identifier les auteurs et leur accrocher une infraction individuellement. Dans les rixes entre bandes, la police arrive après les faits. Il y a un problème d'imputabilité des faits. Avec ce nouveau délit, le simple fait de participer à une bande permettrait de les incriminer.* »

Vous êtes jeunes, vous fréquentez les mêmes potes tous les jours, vous formez une bande selon le flic Sarkozy. Si vos potes font des conneries et que vous continuez à les fréquenter malgré tout, tant pis pour vous, vous risquez d'aller en tôle même si vous n'avez jamais fait la moindre connerie. C'est comme cela, c'est la dictature.

Est-il en train de créer un délit préventif s'interroge le journaliste de Rue89 ?

Marwan Mohammed, sociologue, n'est pas loin de le penser, comme il l'a longuement expliqué dans un entretien au *Monde* :

« *C'est la création d'un délit de mauvaise fréquentation sur le modèle de la législation antiterroriste. C'est une logique hypersécuritaire, que je n'ai vue pour l'instant que dans les pays avec des groupes hyperviolents comme en Amérique centrale.* » (Rue89 20.03)

Quand je lis cela, vous avez à quoi je pense, au jour où le prolétariat affrontera directement la bourgeoisie. Je me dis qu'il faut être un furieux opportuniste ou habité par une crasse ignorance indécrotable pour imaginer un seul instant que l'on pourra prendre le pouvoir en faisant l'économie d'une guerre civile, par la voie démocratique, en douceur tranquillement.

Vous me direz que nous n'en sommes pas encore là et que nous verrons bien à ce moment-là comment les choses se passeront, etc. Tiens donc, quelle ignorance, grave erreur, fatale erreur

faudrait-il dire, car à ce moment-là il sera trop tard évidemment.

Dans *Inventer l'inconnu* Bensaïd (NPA) fait l'apologie de la démocratie en général en l'opposant à la dictature du prolétariat, il va même jusqu'à prétendre que La Commune de Paris en 1871 aurait "*expérimenté en pratique une forme inédite de démocratie permettant d'entrevoir le dépassement de la scission entre l'homme et le citoyen, le producteur et le consommateur, le gréviste et l'usager.*" (page 8), bref à réconcilier l'inconciliable en niant la lutte des classes, au point d'en crever au bout de 72 jours ! L'homme, les citoyens, le consommateur, l'usager ne définissent pas une classe en particulier, mais bien toutes les classes y compris la bourgeoisie qui auraient toutes trouvé leur compte dans La Commune. A l'opposé, la dictature du prolétariat que Bensaïd et le NPA rejette n'est rien d'autre que tout le pouvoir aux travailleurs et aucun pouvoir aux exploiteurs.

Bensaïd a procédé par abstraction, il a isolé un moment de La Commune où se côtoyaient des éléments aux intérêts divergents de la suite de l'histoire pour pouvoir faire l'apologie de la démocratie en général chère au renégat du marxisme Kautsky, car s'il l'avait relié au massacre des Communards qui s'en suivit, sa théorie s'écroulait en laissant apparaître la contradiction que j'ai soulevée. Souvenez-vous de la réaction de Marx : il fallait pourchasser la réaction jusqu'à Versailles, il fallait les réprimer avant qu'ils ne répriment dans un bain de sang La Commune,etc., mais comment La Commune aurait-elle pu prendre une telle décision en l'absence d'un parti communiste, en présence d'éléments majoritairement étrangers à la classe ouvrière, des petits-bourgeois et des intellectuels républicains ou anarchistes... Bref, Bensaïd ne mène pas le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière, il mène un combat contre le marxisme et plus précisément contre le léninisme.

Alors quel est le rapport avec la situation présente et le parti que l'on doit construire. Il est simple à comprendre, soit l'on tient compte des enseignements de la lutte des classes du passé et on en tire la conclusion qu'il faudra un parti de militants capables d'affronter une situation comparable à celle de toutes les révolutions prolétariennes pour vaincre nos ennemis, ce qui signifie qu'il s'y sera préparé, qu'il aura été construit en prévison de cette situation, qu'il aura à l'esprit les terribles épreuves qui l'attendent pour définir une stratégie permettant de les passer avec succès, quels moyens il faudra employer pour conserver le pouvoir, la répression de la réaction, soit l'on n'en tient pas compte, et dans ce cas-là on peut construire n'importe type de parti avec n'importe qui, on peut absolument tout dire et son contraire pour finalement mener les militants et le prolétariat dans une impasse, à l'abattoir et à la défaite.

A défaut de construire un parti en tenant compte des différents obstacles qu'il rencontrera forcément sur son chemin et qu'il devra impérativement abattre pour parvenir au pouvoir, un parti conçu uniquement pour atteindre cet objectif (à l'échelle mondiale), ils veulent construire un parti pour nous soulager des maux quotidiens, un parti qui en fait est incapable de se projeter dans l'avenir et de l'entrevoir, normal sans théorie, lorsque l'on nie les enseignements de la lutte des classes, on est forcément incapable de s'orienter correctement vers le futur, on tatonne, on invente une politique au jour le jour sans savoir au juste vers où l'on va, c'est le quotidien du NPA mais aussi du POI. Quand on n'a pas de passé, on n'a pas d'avenir, n'est-ce pas ?

Ce qui détermine le type de parti que l'on doit construire, c'est l'objectif qu'on se fixe d'atteindre. L'objectif de tous les membres de La Commune n'était pas d'en finir avec le capitalisme et la bourgeoisie, qui plus est ils ne savaient pas comment s'y prendre pour atteindre cet objectif. Seul le résultat compte. Lénine a construit un parti à partir de l'objectif qu'il s'était fixé consciemment, il a essuyé de terribles épreuves, clandestinité, emprisonnement, exil, assassinats, bref, la répression en tous genres, il a tenu bon jusqu'au bout et il a vaincu, point barre. C'est l'un des aspects que je développe dans mon dernier texte.

Imaginez deux égyptologues qui ont pour mission d'explorer un nouveau site. Le premier va s'inspirer de ses prédécesseurs et s'entourer d'une équipe de techniciens et de scientifiques, géologue, architecte, anthropologue, ethnologue, linguiste, photographe, etc., tandis que l'autre décide d'emmener avec lui un cuisinier parce qu'il faut bien manger tous les jours, un chauffeur parce qu'il faut bien se déplacer, un mécanicien car la voiture pourrait tomber en panne, un médecin s'il tombait malade, sans oublier un astronome pour lui donner l'heure si sa montre avait le malheur de s'arrêter. D'après vous, lequel des deux aura le plus de chance d'atteindre son objectif ? La question du parti est aussi simple que cela.

Prise de conscience.

Un parti ouvrier qui voudrait se construire pourrait utiliser l'argument suivant : ils sont 277.000 adhérents à l'UMP (La Tribune 22.03) à soutenir la politique de régression sociale que nous impose le gouvernement, et nous, combien sommes-nous d'adhérents pour soutenir les partis ouvriers qui défendent une politique sociale conforme à nos intérêts ? Non mais là c'est beaucoup trop compliqué comme argumentation.

Le 25 mars 2009

A propos du site.

J'ai décidé de supprimer le chronique qui fait double emploi avec les infos que je communique et commente quotidiennement dans la causerie. En fait c'est plus facile et plus rapide de réagir à chaud. La lecture des causeries de la semaine écoulée remplira le même office pour les militants qui se connectent sur le site. Pour remplacer la chronique les causeries comporteront davantage d'informations selon l'actualité.

Je me donne un mal de chien pour actualiser le site tous les jours à cause des problèmes rencontrés avec l'opérateur téléphonique, c'est de pire en pire. Certains jours je renonce dégoûté. La connection est de plus en plus lente quand elle n'est pas tout simplement bloquée pendant plusieurs heures par jour, même mon téléphone est coupé.

C'est scandaleux, mais que ce soit Tata Indicom, Airtel, Reliance ou BSNL, le problème est le même. Il n'existe aucun recours, il faut casquer, le mois dernier, 40% en plus ! En réalité les serveurs des opérateurs téléphoniques sont saturés parce que leur capacité est trop faible par rapport à la demande, et pour augmenter leur capacité il faut investir ! En attendant c'est mieux que ce soit les consommateurs pris en otage qui casquent, c'est la mentalité des patrons indiens (pas seulement). Si j'ai un conseil à vous donner, n'achetez rien qui vient d'Inde, c'est forcément de la merde, y compris, surtout la Nano de Tata.

USA. Ils craignent de se couper des masses.

Le porte-parole de la Maison blanche Robert Gibbs a dit : "*Le président juge qu'un dialogue continu avec le peuple américain sur ce que nous avons fait et la direction que nous prenons est nécessaire, surtout dans une période comme celle-ci*". (Reuters 24.03)

Gesticulation pour distraire la galerie sur fond de protectionnisme.

"*Je ne verrai que des avantages à une taxe carbone qui permettra de faire participer les importations au financement de notre protection sociale*", a déclaré Sarkozy hier lors d'une réunion publique à Saint-Quentin (Aisne). (AFP 24.03)

Pourquoi la protection sociale ? Parce que c'est l'Etat qui paie à la Sécu l'équivalent des exonérations de cotisations sociales (salaire différé) qu'il octroie aux patrons, 30 milliards d'euros l'an dernier.

Moralisation du capitalisme, nouvel épisode.

L'ancien PDG de Valeo Thierry Morin devrait percevoir un parachute doré de 3,2 millions d'euros, selon *Libération*, alors que l'équipementier automobile bénéficie de capitaux publics, enregistre des pertes et supprime 1 600 emplois. (AFP 24.03)

Si les travailleurs ne finissent pas par haïr le capitalisme et les patrons, c'est à ne plus rien y comprendre, heureusement qu'ils font tous pour aboutir à ce résultat. Reste à donner un contenu politique à cette haine, à la faire converger contre le régime.

Le risque de créer des "*injustices*"... envers les malheureux patrons !

Dans un entretien publié dans *Le Parisien-Aujourd'hui* de lundi, Parisot a annoncé qu'elle allait rappeler aux dirigeants d'entreprise "*les valeurs de responsabilité et de solidarité*" mais, dit-elle, en allant plus loin dans l'action, on risquerait de buter "*sur des difficultés pratiques, voire des risques d'incohérences ou d'injustices*". (Reuters 23.03)

Le capitalisme ne reposerait-il pas sur une injustice ? C'est plus qu'une injustice, un vol tout simplement, légal s'il vous plaît !

Du côté de l'Elysée, Claude Guéant a précisé "*On ne veut pas réglementer, écrêter, plafonner les rémunérations dans l'ensemble de l'économie*" (LeMonde.fr 24.03), sauf en bas, vers le bas, toujours plus bas !

Ils savent sur qui compter pour y parvenir et "*préserver l'ordre social*". Devinez ?

Alain Minc reflète bien l'état d'esprit qui règne à l'Elyséedans une '*lettre ouverte à mes amis de la classe dirigeante*' publiée lundi dans le Figaro. Il y fustige l"*autisme*' des dirigeants, alors que les syndicats '*essaient de canaliser tant bien que mal le mécontentement et donc de préserver l'ordre social*'. (LeMonde.fr 24.03)

Je trouve extraordinaire qu'un conseiller de Sarkozy dise tout haut ce que nos dirigeants ne sont pas capables de dire autrement que tout bas, et encore à demi mots en se brûlant la langue.

Extrait du discours de Sarkozy hier à Saint-Quentin.

Le réprésentant du capital fait tout son possible pour tenter de sauver la mise du capitalisme français et de freiner les conséquences de la crise, car il sait que le temps joue contre eux, et aux masses laborieuses ils conseillent la patience en guise de réponse à leurs revendications et leur colère grandissante.

"la sagesse, le bons sens, le sang froid commandent d'attendre que tout ce qui a été décidé soit mis en oeuvre, qu'on laisse le temps à toutes ces mesures de produire leurs effets".

Alors que sa cote de popularité ne dépasse pas la hauteur des caniveaux, il demande aux travailleurs d'avoir "*confiance*" : "*Le chemin que nous avons pris nous permettra de nous en sortir. J'ai confiance, je vous demande d'avoir confiance*", inutile de préciser qu'il s'adressait à un parterre d'adhérents de l'UMP et de chefs d'entreprise en disant qu'ils s'en sortiront.

Quant à la population au bord du désespoir à laquelle il s'est adressée également lors de ce discours, il l'appelle à la collaboration de classes :

"*Je veux leur dire que ce sera dur mais qu'on va s'en sortir, qu'il faut rester uni et qu'il faut comprendre que (...) les souffrances qu'engendrent cette crise nous concernent tous, je dis bien tous. Nul ne peut espérer s'en sortir seul*".

Comme si chacun vivait la crise de la même manière.

"*Quelle que soit la place qu'on occupe dans la société, chacun a une responsabilité morale (...) chacun donc doit s'interroger sur les conséquences de ce qu'il dit et de ce qu'il fait*" (AFP et Reuters 25.03)

D'où la nécessité d'expliquer aux travailleurs sur la base de quelles rapports sociaux reposent le capitalisme et les différentes classes en présence, afin de démonter cette mystification qui consiste à faire croire aux masses que les classes sociales auraient les mêmes responsabilités ou les mêmes droits, et qu'en réalité c'est bien la dictature du capitalisme qui s'applique au quotidien, dictature qu'il faut renverser en commençant par renverser les institutions et Sarkozy.

Briseur de grève. Mode d'emploi -1-.

Les salariés de l'équipementier automobile Faurecia à Auchel, en grève depuis le 5 mars après l'annonce de sa fermeture d'ici fin 2010, ont repris le travail mardi après un accord qui prévoit notamment une prime de 3.000 euros par salarié. En réalité 2.000 puisque 1.000 euros seront versés sous forme d'une avance sur l'intéressement a précisé la direction.

La direction et les syndicats signataires, la CGT et FO (la CGC et la CFDT, également représentées à Faurecia Auchel, n'étaient pas partie prenante dans le conflit) ont confirmé le déblocage de l'usine et la reprise du travail dans l'après-midi. (AFP 24.03)

Les travailleurs de Faurecia, ils vont tirer quoi comme leçon de leur grève ? Que l'on peut obtenir des miettes avant de se faire virer, et qu'en aucun cas on ne peut remettre en cause le sacro-saint capitalisme puisqu'aucun syndicat n'est sur cette ligne politique. Des syndicats indépendants ? Une mauvaise plaisanterie !

Que l'on se comprenne bien, ce qui est inacceptable ici, ce ne sont pas les 2.000 euros, c'est le fait qu'à aucun moment les syndicats ne posent la question de l'expropriation des capitalistes et qu'ils ne font rien pour avancer dans cette voie.

Briseur de grève. Mode d'emploi -2-.

Ils négocient les licenciements, à vomir.

Contre un projet de 110 emplois sur 235, les travailleurs de l'usine de la multinatinationale 3M Santé de Pithiviers (Loiret) retiennent leur directeur depuis mardi après-midi, a-t-on appris. (AP 25.03)

Jean-François Caparros, délégué FO du site a déclaré à l'Associated Press "*S'ils veulent réorganiser leur site de production, ils doivent assumer leurs responsabilités et payer plutôt que de les faire supporter à la collectivité*". Ce jaune a précisé "*Nous voulons renégocier les indemnités de départ, nous demandons un congé de mobilité d'une durée de 24 mois, une prime de transfert et des garanties pour les salariés restants*".

Pire : "*L'entreprise fait des bénéfices*", a pourtant assuré M. Caparros, ajoutant : "*Nous sommes déterminés car nous n'avons plus rien à perdre*". Ordure ! Cela m'étonne toujours qu'il n'y ait pas des ouvriers pour leur faire bouffer leur mandat à ces salopards. Imaginez des ouvriers qui ont plus de 40 ans et qui se retrouvent au chômage dans une région déjà dévastée, ils vont devenir quoi dans 24 mois ?

Va te faire foutre avec tes indemnités, nous ce qu'on veut c'est garder notre emploi, 3M est une multinationale alors c'est possible, ce n'est pas négociable ! Ne relachez pas le directeur de l'usine, élisez un comité de grève et continuez d'occuper l'usine. Appelez tous les travailleurs de 3M à vous rejoindre et à débrayer, tous les travailleurs de Pithiviers, de la région, de la France entière. Adressez-vous à toutes les organisations et tous les partis ouvriers pour qu'ils vous soutiennent, convoquez une conférence de presse, appelez toute la population à vous soutenir : pas un seul licenciement chez 3M ou ailleurs, assez !

Camarades surveillez attentivement l'attitude des différents partis ouvriers, leurs mots d'ordre, pour s'assurer qu'ils lient bien la question des salaires à celle du combat contre les licenciements. Je sais pertinemment qu'ils ne le font pas.

Qui ose encore soutenir la direction de Force Ouvrière qui désigne ces délégués syndicaux pourris jusqu'à l'os ou qui n'ont pas la moindre notion de la lutte des classes ?

Oui ce délégué syndical est indépendant, indépendant de la classe ouvrière et ses intérêts, il est inféodé au capitalisme en négociant les licenciements.

Ces ont eux les véritables fossoyeurs des syndicats, les liquidateurs du mouvement ouvrier pour le compte du capitalisme.

Autres dépêches.

Leur société infâme.

Depuis le début de l'année, vingt-huit personnes se sont suicidées dans les prisons françaises, selon les chiffres de l'Observatoire international des prisons (OIP). A ce rythme, le chiffre de 115 suicides recensés en 2008 devrait largement être atteint, soit un mort tous les trois jours.

La moitié des personnes qui mettent fin à leurs jours n'ont pas encore été jugées, et ce alors qu'elles ne représentent que 28 % de la population carcérale. (LeMonde.fr 18.03)

Grande-Bretagne. Vaut mieux tard que jamais.

Le groupe Daily Mail and General Trust a annoncé lundi qu'il allait supprimer un millier d'emplois dans son unité Northcliffe Media qui produit plus de 110 journaux locaux.

Rendez-vous compte, au cours du premier trimestre 2009, les recettes publicitaires devraient chuter

de 37% dans l'unité Northcliffe Media, contre 24% dans l'ensemble du groupe, explique DMGT. (AP 23.03)

USA. La FirstCity Bank de Stockbridge (en Géorgie) qui comportait 252 établissements bancaires, est devenue la 18e banque des Etats-Unis à faire faillite cette année. (Reuters 21.03)

Argentine. La présidente argentine Cristina Kirchner a annoncé le 17 mars un projet de nationalisation de l'ancienne usine militaire d'avions de Cordoba pour un coût de 64 millions de dollars, dans le centre du pays, détenue par le groupe aéronautique américain Lockheed Martin. (AFP 17.03)

Venezuela. Le gouvernement vénézuélien a pris le contrôle des ports et des aéroports d'au moins quatre Etats samedi dernier.

Le contrôle des sites-clefs du transport a été décidé le week-end dernier par le président lui-même et approuvé par les parlementaires. L'objectif est de tous les placer sous autorité fédérale cette année. Tout gouverneur qui s'y opposerait terminerait en prison.

Ces mesures privent désormais les Etats et les municipalités de leur principale source de financement, à savoir la collecte des droits de douane, des péages et des rentrées liées aux transports en commun. Cela les empêche également de lancer localement des projets qui pourraient rivaliser avec l'Etat fédéral. (AP 22.03)

Foire d'empoigne en perspective le 2 avril au G20.

Dans une tribune publiée lundi soirm le gouverneur de la Banque centrale de Chine, Zhou Xiaochuan, écrit "*La crise souligne une nouvelle fois la nécessité d'une réforme créative du système monétaire international existant vers une monnaie de réserve internationale*".

Pékin souhaite introduire une réforme de l'actuel système financier mondial dominé par le dollar américain et les gouvernements occidentaux et profiter du prochain sommet du G-20 pour plaider cette cause. La Chine veut ainsi inciter les pays en voie de développement à faire entendre leur voix dans le domaine des finances mondiales à l'occcasion de ce sommet prévu le 2 avril à Londres.

Dans sa tribune, M. Zhou souligne que la nouvelle monnaie de réserve mondiale qu'il appelle de ses voeux devra non seulement servir de devise de réserve mais aussi servir au commerce international, aux investissements, à la fixation du prix des marchandises et à la comptabilité des entreprises. (AP 24.03)

Les Bourses

Après que Dow Jones a remonté de 6,84% lundi, il est reparti à la baisse le lendemain - 1,49%, idem pour le Nasdaq -2,41% et le S&P-500 -2,02%.

Le 26 mars 2009

Voilà que je reçois aussi la lettre électronique du PS ! En tout cas je pense être débarrassé de la Libre Pensée qui ne m'a pas envoyé sa revue depuis deux mois.

Par contre un camarade m'a envoyé des documents de différentes sections CGT et je ne sais pas quoi en faire, s'il me lit qu'il me dise si éventuellement en fonction de leur intérêt je peux ou non les mettre en ligne, je n'ai pas le temps de lui envoyer un mail.

J'ai lu le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°39). Je pense que tous les militants peuvent participer à la campagne engagées par le POI, à condition de la recadrer politiquement, il faudrait dire à condition d'y intervenir pour faire de la politique !

Le POI a réussi le tour de force de rendre compte des manifestations du 19 mars en évacuant tous les mots d'ordre à caractère politique contre Sarkozy et le gouvernement. Leur manière d'élever le niveau de conscience politique des masses consiste à demeurer sur le plan des revendications alimentaires dans le cadre des institutions de la Ve République, dont ils disent ailleurs (une seule fois dans ce numéro que j'ai parcouru rapidement) qu'il faudra les abolir.

Autre tour de force qui n'est pas sans rapport avec le premier, vous ne trouverez pas la moindre critique envers la décision des bureaucrates syndicaux de reporter à une date indéterminée un appel à une nouvelle mobilisation nationale.

Dans sa note du 20 mars, le CN du POI écrit que pour eux il s'agit "*d'aller arracher les revendications*", démarche qui ne s'inscrit dans aucune perspective politique.

Plus loin ils écrivaient :

"*Il n'est pas question d'opposer le front unique à la base au front unique au sommet. Cela n'a jamais fait partie de notre arsenal politique.*

Il ne peut donc être question de s'inscrire dans un appel à une quelconque "généralisation" par en bas. En même temps, aider la classe à réaliser dans une série de combats localisés un solide front unique des organisations sur la base d'une plate-forme précise, s'inscrit dans la préparation des conditions du mouvement d'ensemble auquel la classe aspire et dont nous ne pouvons deviner, à ce stade, dans quelles combinaisons il surgira."

En réalité ici, c'est le POI qui oppose le bas et le sommet du front unique en favorisant ce dernier comme toujours. Qu'est-ce que serait un "*un appel à une quelconque " généralisation" par en bas*" ? Un appel politique en direction de l'ensemble des travailleurs pour qu'ils se mobilisent contre le régime par tous les moyens à leur disposition, en les créant si nécessaire, en quoi serait-ce un crime ? Parce qu'un tel appel viendrait contrecarrer les intentions des bureaucrates pourris des syndicats qui entendent contrôler le mouvement des masses ? Il faudrait absolument passer par la case des appareils ?

Quant aux "*conditions du mouvement d'ensemble auquel la classe aspire*", il n'y a que les dirigeants du POI qui ne peuvent pas "*deviner*" quel en sera le contenu et "*dans quelles combinaisons il surgira*", son contenu sera axé contre Sarkozy et son gouvernement, il prendra la forme d'une remise en cause du régime en submergeant tous les obstacles dressés par les appareils, et son issu dépendra de la capacité des masses à se doter d'organismes politiques indépendants de double pouvoir pour décider des mesures à prendre pour satisfaire les revendications, ce qui posera inéluctablement la question du renversement de Sarkozy et des institutions de la Ve République.

"*Là où il y a suppressions d'emplois, la question de l'unité d'action des syndicats est immédiatement posée. Grève, manifestations à l'appel des syndicats, que des élus, des partis peuvent localement*

appuyer et auxquels ils peuvent appeler, appel qui est concentré sur l'annulation des suppressions d'emplois dans l'entreprise."

Surtout ne nous aventurons pas au-delà, restons sur un plan strictement économique et syndical !

"*Même si ce cas de figure s'inscrit dans un cadre plus général où la question politique de "l'interdiction des licenciements" se pose, nous ne confondons pas les deux.*

Les comités politiques pour la préparation de la marche unie pour l'interdiction des licenciements que nous cherchons à mettre sur pied, partout, le plus vite possible, agissent politiquement, peuvent sortir des communiqués de soutien aux actions engagées localement sur le plan de l'unité d'action syndicale, mais se gardent d'interférer — ce qui les engagerait sur le terrain de la confusion syndicalo-politico-sociétale dans laquelle les appareils et les partis politiques tentent de diluer le mouvement de classe."

Surtout ne mettons pas des bâtons dans les roues des dirigeants syndicaux, toujours au nom de l'indépendance des syndicats par rapport au parti. Même "*l'interdiction des licenciements*", c'est finalement trop politique, c'est pour dire, cela pourrait donner d'affreuses idées aux travailleurs !

Bref, cette note interne du POI tout comme son journal, ne dépassent pas le niveau de la littérature syndicale.

Cela n'empêche qu'ils ont décidé d' "*avancer significativement sur la ligne des 10 000 cartes pour le 15 juin*", l'arlésienne, tandis que les abonnements à leur journal ont encore diminué. Plus le POI mobilise, moins il a d'adhérents et moins il vend de journaux, ne cherchez pas à comprendre vous perdriez votre temps.

S'agissant des élections européennes, quand le PT y a participé, c'était évidemment justifié, quand le POI n'y participe pas, ils le justifient avec les mêmes arguments en imaginant que leurs militants n'y verront que du feu, alors que les institutions de l'UE n'ont absolument pas changé depuis les précédentes élections européennes. Ils s'en prennent à Xavier Bertrand (UMP) pour qui " *Il s'agit là de convaincre les millions qui s'apprêtent à s'abstenir d'aller voter*", ce que faisait le PT quand il présentait des candidats à ces élections. Ne dites surtout pas que le POI pratique le double langage, vous serez traité de calomniateur, les faits camarades, rien que les faits.

Les jaunes.

Vous avez lu dans la causerie d'hier que le délégué syndical FO, M. Caparros, avait dit : "*Nous sommes déterminés car nous n'avons plus rien à perdre*", après avoir accepté le principe des licenciements en échange de meilleures conditions de départ. Depuis les choses se sont gâtés pour lui et ses collègues jaunes.

Voici un article intégral de LibéOrléans du 25 mars 2009 :

3M Pithiviers: libération du directeur sous les huées.

Luc Rousselet, le directeur industriel du groupe 3M santé séquestré par les salariés du site de Pithiviers, dans le Loiret, a été libéré ce mercredi tard dans la nuit. Direction et syndicats, placés sous la médiation du directeur départemental du travail, lui-même désigné par le sous-préfet de Pithiviers, sont arrivés à un «protocole d'accord préalable à la sortie de crise».

Les négociations doivent donc reprendre dès jeudi matin dans les locaux de la sous-préfecture. La libération du cadre industriel s'est faite sous les huées des grévistes qui semblaient accueillir cette nouvelle comme un recul, voire une trahison.

«Dans ce protocole, la direction de 3M s'engage à ce que les moyens soient significativement majorés afin de prendre en compte toutes les conséquences sociales du projet de restructuration et à permettre aux salariés concernés de se reclasser», ont déclaré les syndicats.

«Ça fait combien ça?», ont questionné des grévistes. «Nous avons l'accord de 3M d'apporter des moyens financiers pour répondre aux revendications», leur ont répondu les délégués syndicaux (CGC et FO). Aussitôt et après avoir compris que l'accord entraînait la libération du directeur, les salariés grévistes ont fait part de leur colère. « Mais ils sont où maintenant les moyens de pression?! ».

Dans les faits, les syndicats ont obtenu un accord de principe de leur direction permettant le déblocage du conflit et la libération du directeur. Les négociations vont donc reprendre. Pour aboutir à quel résultat pour les 110 salariés licenciés ? Le nouveau rapport de force le dira. «Il faut savoir reprendre des négociations», a commenté un délégué syndical, conscient que ses collègues mettront du temps à digérer cette déception d'étape."

Il faut savoir terminer une grève disait le traitre Maurice Thorez, c'est la seule chose que ces délégués jaunes ont retenu semble-t-il. Les salariés ont vécu l'attitude de leurs délégués syndicaux comme une "*trahison*", ils ont parfaitement raison, c'est une trahison !

Quand des syndicalistes ont été habitués à se soumettre au capitalisme, comment voulez-vous que du jour au lendemain ils comprennent qu'ils auraient dû mener leur combat pour en finir avec le capitalisme ? Ils démontrent ici que c'est impossible, nous sommes bien d'accord. Et le POI ou le NPA voudrait nous faire croire que demain lors de la révolution leur parti pourrait permettre au prolétariat de vaincre la bourgeoisie alors qu'ils sont composés en grande partie composé de tels syndicalistes réformistes ? Vous y avez cru ? Pas moi, pas un instant, les faits sont implacables décidément.

Pas un licenciement, point barre, ce n'est pas négociable !

Leur justice.

On a appris que depuis 2005 la police du ministre de l'Intérieur devenu président entre temps, s'acharne pour trouver un élément de preuve contre Julien Coupat qui croupit en prison depuis la mi-novembre, en vain, l'enquête de l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière a été finalement classée sans suite. (LeMonde.fr 25.03)

Les prochaines charrettes annoncées.

France. La direction de la banque française Natixis projette de supprimer 166 postes supplémentaires en France, en plus des 1.250 suppressions déjà annoncées en 2008, et va consulter à partir de vendredi les syndicats à ce sujet, a indiqué mercredi à l'AFP une porte-parole de la banque. (AFP 25.03)

Canada. Le PDG de la Société Radio-Canada, Hubert T. Lacroix, a annoncé à ses employés l'élimination d'environ 800 postes à temps plein, soit 400 au réseau anglais, 335 au réseau français et 70 dans diverses autres composantes de la société. (AP 25.03)

USA. Le groupe informatique américain IBM est sur le point de supprimer dans le domaine des services quelque 5.000 emplois aux Etats-Unis sur 180.000 employés dans le monde dans ce secteur d'activité, dont beaucoup seront transférés en Inde, a affirmé mercredi le Wall Street Journal, citant des sources proches du dossier.

Le PDG d'IBM, Samuel Palmisano, avait indiqué début mars que le groupe, qui a dégagé en 2008 un bénéfice net en hausse de 18,4% à 12,3 milliards de dollars malgré des conditions de marché difficiles, allait se montrer "offensif" pour sortir de la crise. (AFP 26.03)

Crise. Quel soulagement !

Goldman Sachs évalue les pertes potentielles des banques de la zone euro à 922 milliards d'euros représentant 10,1% du PIB de la zone euro.

Sur ce total, 346 milliards ont déjà été reconnus, soit 3,8% du PIB. "Il ne faut pas sous-estimer les nouvelles à venir," a commenté Natacha Valla, économiste Europe chez Goldman Sachs. "Il y a encore une inconnue qui pèse sur l'ensemble des banques, c'est de mettre un prix sur les actifs toxiques. Tant qu'on n'aura pas de prix, on aura du mal à tracer une ligne finale." (La Tribune 25.03) A vos calculettes !

Quand le capitalisme se "*moralise*", suite.

Cheuvreux, filiale de courtage du Crédit agricole, s'apprête à distribuer 51 millions d'euros de bonus à ses dirigeants après avoir lancé un plan de restructuration prévoyant de supprimer 75 emplois afin d'économiser 32 millions d'euros en 2009, écrit mercredi Libération. (Reuters 25.03)

Ben oui, l'argent ne tombe pas du ciel et il ne pousse pas encore ! Prendre dans la poche des uns pour le mettre dans la sienne, normal, on n'est jamais mieux servi que par soi-même, c'est cela le capitalisme !

Allez, faites sauter la banque !

Salut !

Le 27 mars 2009

Vous êtes très nombreux à télécharger les textes des différentes tendances ou courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui peuvent s'exprimer à travers la tribune libre du site, c'est une bonne chose.

Dommage que tous ces camarades ne se regroupent pas pour mener le combat ensemble pour la construction du parti. C'est une question lancinante à laquelle il faudrait essayer de trouver une réponse. Tous nos efforts devraient oeuvrer pour y parvenir rapidement, personnellement je ne comprends pas pourquoi il existe un tel éparpillement de nos forces, de nos meilleurs militants. Avec toutes les questions que j'ai abordées dans le site depuis plusieurs années, je pensais que cela permettrait de déboucher sur quelque chose de concret, en vain. Cette situation intolérable perdure au grand dam de centaines de militants, peut-être beaucoup plus.

Si des désaccords importants existaient sur l'analyse de la situation, la crise du capitalisme devrait permettre de les réduire les choses s'éclaircissant.

Quant à l'obstacle que constituent les différentes caractérisations du PS, malgré tous les arguments et faits avancés qui indiquaient clairement que ce parti était étranger à la classe ouvrière, nous en sommes toujours au même point. On pourrait ajouter que par sa composition, le PS ne peut pas être une des composantes du mouvement ouvrier, il est lié à la petite et la grande bourgeoisie jusque dans la composition de ses adhérents et de sa direction, d'une certaine manière il occupe aujourd'hui la place qu'occupait autrefois le Parti radical que certains à l'époque voulaient faire passer pour un parti potentiellement allié du prolétariat. Trotsky leur répondra simplement qu'il est le représentant du capital, et qu'à partir de là il se situe de l'autre côté de la barricade. Et quand dans ses déclarations Sarkozy s'émeut de la situation de la classe ouvrière, il ne fait rien d'autre que M.Aubry ou un autre dirigeant du PS tout aussi hypocritement. Faut-il en déduire que l'UMP serait un parti ouvrier bourgeois ?

Toute adresse nationale à l'unité en direction du PS porte en germe une trahison. Ce qui m'étonne, c'est que les militants qui manient avec dextérité la dialectique ne l'emploient pas lorsqu'il s'agit du PS. Parce que ce parti continue d'attirer à lui une frange de la petite bourgeoisie et des intellectuels, comme le faisait à son époque le Parti radical, sous prétexte que la classe ouvrière aura besoin du soutien d'une partie de la petite-bourgeoisie et des intellectuels pour prendre le pouvoir, il faudrait se déterminer par rapport à ce parti, ce qui ne peut conduire qu'à la division de l'avant-garde de la classe ouvrière.

Demandez-vous un instant à qui cela profite-t-il ? A la classe ouvrière ? Certainement pas. Aux militants qui entendent se regrouper pour construire un parti révolutionnaire ? Certainement pas. Le seul qui profite de cette situation, c'est notre ennemi de classe. Peut-être en est-il ainsi parce que la plupart des militants de ces formations politiques ne sont pas issus proprement dit de la classe ouvrière, la plupart sont des intellectuels ou n'appartiennent pas aux couches les plus défavorisées du prolétariat, ce qui expliquerait pourquoi ils sont incapables de rompre avec le PS, bien qu'ils prétendent le contraire.

Quelle est la base de toute théorie ? On ne peut pas définir le PS ou tout autre parti à partir d'exceptions, de déclarations, de militants égarés, de faits isolés, mais à partir de la politique qu'il a toujours conduite depuis le congrès d'Epinay en soutenant l'Etat bourgeois, et qui suffit à caractériser sa nature sociale de classe, en tout cas c'est ce que j'ai retenu du marxisme.

Que des adhérents du PS participent à titre individuel à des fronts uniques, personne n'y sera opposé évidemment, il ne faut pas être borné ou sectaire, cela n'est pas contradictoire avec notre caractérisation du PS, ce n'est pas non plus un compromis ou une entaille dans nos principes, c'est simplement tenir compte de la réalité de la lutte des classes telle qu'elle se déroule en majeure partie inconsciemment, sans orientation ou objectif précis. Sinon, il faudrait refuser à tous les travailleurs qui ne partagent pas notre programme de mener le combat avec nous, cette attitude serait condamnable évidemment.

Par contre nous sommes tous d'accord pour avancer sur le plan politique contrairement au POI et au NPA, pour poser la questio du pouvoir politique et de l'Etat, pour lier la question de la satisfaction des besoins et des aspirations des exploités à la nécessité de virer Sarkozy et son gouvernement, de liquider les institutions de la Ve République, pour former ensuite un gouvernement ouvrier révolutionnaire composé des formations politiques et courants qui combattent pour le socialisme, en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses et les organismes politiques indépendants qu'elles auront créés. Cela pourrait constituer une base solide pour aller de l'avant selon moi. Qu'en

pensez-vous ?

Il suffirait que les choses avancent concrètement et sérieusement pour qu'une dynamique s'enclenche. Il ne manque que le déclic !

Tous ces camarades (la liste figure dans le texte *Adresse à l'avant-garde* de février 2009.)sont demeurés apparemment sur des bases marxistes, donc il n'y a aucune raison à ce qu'on ne finisse pas par s'entendre, personnellement avec mes faibles moyens, j'y suis prêt immédiatement.

Economie

Une occasion qui pourrait durer deux ou trois ans. Bonne nouvelle, non ?

M. Strauss-Kahn (PS) prévoit un retour à la croissance mondiale à partir "*du 1er semestre 2010*", à condition de mettre en place "*les bonnes politiques*" et notamment d'assainir le système bancaire.

Mais "*si la sortie de crise, c'est rattraper ce qu'on est en train de perdre alors ce sera plutôt deux ou trois ans*", a-t-il averti. (AFP 26.03)

Et si ce que vous étiez en train de perdre (de détruire) ne suffisait pas ? La crise s'installerait durablement, elle deviendrait permanente (ouverte au lieu d'être rampante). Jusqu'où et quand ? C'est la classe ouvrière qui détient la réponse.

Le PS au chevet du capitalisme.

Lors de l'émission "A Vous de juger" sur France 2, Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, s'est posé jeudi soir en pédagogue de la crise, et a prôné les valeurs socialistes, estimant que c'est "*une victoire idéologique de la social-démocratie qui est en train de se passer aujourd'hui*", idéologie qui a pour objectif d'assurer la pérennité du capitalisme depuis un siècle.

PS et UMP : du même côté de la barricade.

Devant une question insistante sur l'opportunité du bouclier fiscal en France, M. Strauss-Kahn réplique : "*Vous avez raison d'essayer, vous n'y arriverez pas!*", à lui faire dire qu'il serait contre puisqu'il soutient cette mesure prise par Sarkozy.

Quelle crise du capitalisme ?

En revanche, le patron du FMI a revendiqué son identité socialiste "*évidemment, comme avant*". Et d'ailleurs, selon lui, "*c'est une crise des valeurs dans laquelle on est*", "*une crise de l'avidité*", "*une crise de la dérégulation*", mais surtout pas une crise du capitalisme.

La seule raison d'être du PS : un combat idéologique permanent contre le socialisme scientifique de Marx et Engels, au nom du socialisme bien sûr.

Les "*valeurs de solidarité*" du capitalisme.

Il faut "*retrouver des valeurs de solidarité, des valeurs social-démocrates, des valeurs socialistes. C'est une victoire idéologique de la social démocratie qui est en train de se passer aujourd'hui*", a-t-il commenté.

51 millions de chômeurs de plus dans le monde, 45% des travailleurs dans le monde vivent en dessous du seuil de pauvreté, sans doute la base de son "*modèle de développement différent*" !

"*On ne sortira pas de la crise pour revenir à ce qu'il y avait avant*". "*Il y a tout un modèle de développement différent qui est en train d'émerger, plus environnemental, plus soucieux du cadre de vie, plus moral, refusant tout ce qui tourne autour de l'argent-roi*". "*Dans une certaine mesure, c'est pourquoi je lutte depuis 40 ans*", a-t-il martelé. (AFP 26.03)

Plus moral, les stock-options par exemple "*quand tout va mal, ça ne peut pas aller mal seulement pour les uns et pas aller mal pour les autres*", donc quand tout va bien les rémunérations mirobolantes des patrons sont normales, CQFD.

Il est vrai que la situation des malheureux patrons et actionnaires qui ont perçu des millions d'euros depuis des années, doit être mise sur le même plan que celle des travailleurs qui se retrouvent à la rue après avoir perçu un salaire de misère pendant la même période. C'est cela le "*socialisme*" version PS, leurs "*valeurs de solidarité*".

Le PIB des Etats-Unis s'est contracté de 6,3%.

Le Produit intérieur brut aux Etats-Unis s'est contracté de 6,3% en rythme annuel au dernier trimestre 2008, selon la dernière estimation communiquée jeudi par le Département américain au Commerce. Il s'agit du plus mauvais résultat en un quart de siècle. (AP 26.03)

Politique.

Déclaration du Comité exécutif du NPA du 23 mars, extraits.

"*François Fillon a affiché la détermination du pouvoir en place de ne pas modifier sa politique économique.*

C'est une insulte à celles et ceux qui sont descendus dans la rue, une provocation vis-à-vis des travailleurs et des travailleuses qui subissent le coût des licenciements et de la vie chère. La rue, tant méprisée par le pouvoir, doit relever le défi posé par Sarkozy, le défi de l'épreuve de force.

(...) Ensemble nous pouvons obtenir 300 euros nets pour tous, l'interdiction des licenciements et l'arrêt de la suppression des postes dans la fonction publique, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité."

Il fallait préciser que Fillon était parfaitement dans son rôle puisqu'il est le représentant du capital, ne pas le dire cela revient à laisser penser qu'il pourrait être autre chose, par exemple, aussi celui du travail comme ne cesse de le répéter Sarkozy. Au lieu de couper court à toute illusion dans le pouvoir en place et de l'isoler davantage de la population.

Dire qu'il a "*insulté*" les travailleurs, c'est aussi laisser penser que le reste du temps ils les respecteraient, alors que les intérêts antagoniques qui existent entre les classes sont permanents.

Comment pourrait-on poser autrement la question de l'interdiction des licenciements ?

Quant à l'interdiction des licenciements, sans renverser au préalable le régime, c'est impossible, ne pas le dire encore une fois, ne peut qu'alimenter des illusions dans ce régime. Donc finalement, on

aboutit à un objectif inverse de celui que l'on s'était fixé.

Quand Fillon explique que les licenciements sont structurellement nécessaires aux entreprises dans certains cas, il est parfaitement dans son rôle de représentant du capitalisme, pas de quoi s'en émouvoir.

Par contre, que vaut vraiment l'argument selon lequel il faudrait interdire les licenciements ? Intention généreuse, mais regardons-y une nouvelle fois de plus près.

Tout d'abord, tous les travailleurs ne sont pas logés à la même enseigne face à la menace de licenciement. Dans certaines boîtes, les patrons peuvent licencier une partie du personnel sans pour autant envisager une cessation de leurs activités.

Ensuite, imaginez un travailleur face à un militant du PS-UMP-Nouveau Centre-Modem, qui soutient qu'il faut interdire les licenciements. Son interlocuteur aura le beau rôle en lui demandant s'il faut les interdire lorsque la survie de l'entreprise dépend de l'allègement de sa masse salariale, car ce cas de figure existe aussi, le nier serait stupide, sans pour autant accepter cet argument évidemment, je vais y venir.

Les travailleurs qui ne sont pas directement concernés croisent les doigts pour ne pas connaître cette situation. Quant à leurs collègues qui ont eu moins de chance qu'eux, ils y pensent, mais sans pour autant se mobiliser pour les soutenir, ils sont plus d'un à se dire à voix basse qu'il valait mieux encore que cela arrivent aux autres qu'à eux, là encore, le nier ce serait se faire des illusions sur l'état d'esprit des masses.

Pour les travailleurs dont les secteurs d'activité ont été moins affectés par la crise (ce qui touche aux produits de consommation courante pratiquement indispensables) que d'autres ainsi que les fonctionnaires, ils abordent cette question avec une certaine distance, de l'extérieur, ils ne se sentent pas vraiment concernés, le nier reviendrait à leur prêter une conscience de classe qu'ils n'ont pas.

Bref, l'interdiction des licenciements peut facilement passer pour une revendication farfelue qui ne concerne pas l'ensemble des travailleurs. Pourquoi ? Parce que personne ne voit comment cette mesure pourrait s'appliquer et qui pourrait la mettre en oeuvre. Par contre, si on allait au bout de l'analyse qui conduit à la remise en cause du capitalisme, les choses se présenteraient sous un jour nettement plus avantageux, autrement dit, si on y ajoutait son volet politique indispensable pour éviter que cette proposition puisse être contestée au sein même de la classe ouvrière. Laissons de côté ici le fait qu'il faut lui adjoindre la question des salaires.

En proposant d'interdire les licenciements, c'est le système capitaliste tout entier que nous remettons en cause. Personne n'a jamais obligé quiconque à devenir patron d'une entreprise, qu'elle comporte 3 ou 3000 salariés ne change rien, par contre nous sommes bien obligés de travailler pour survivre. Donc la seule responsabilité pèse sur les épaules de celui qui a décidé de devenir patron, en aucun cas la responsabilité d'un travailleur ne pourrait être engagée dans cette affaire, à chacun ses responsabilités.

Mais qu'est-ce qu'un licenciement ? C'est le droit que s'arroge tout à fait légalement les patrons de vous priver de votre travail du jour au lendemain qui constitue votre seul gagne-pain pour vivre et faire vivre votre famille. Donc la Constitution de la Ve République autorise la création d'entreprises privées, l'embauche par des patrons de travailleurs qui seront exploités temps que les affaires iront bien, et lorsque les affaires iront mal ou sous n'importe quel prétexte ou presque, ils pourront les jeter

à la rue sans se préoccuper de ce qu'ils deviendront.

Question : Comment peut-on accepter de vivre plus longtemps dans une telle société aussi injuste où les uns, les patrons, ont littéralement un droit de vie ou de mort sur leurs salariés, alors que ceux-ci n'en ont aucun, en dehors d'aller pointer au chômage ? L'origine des actes de violence qui remplissent les colonnes des faits divers dans les journaux n'est pas à chercher ailleurs.

Le capitalisme et les patrons poursuivent un seul objectif : faire du profit et s'enrichir dans n'importe quelle condition. Leurs intérêts sont étrangers à la satisfaction des besoins de la population. Leurs profits ne sont rien d'autre qu'une partie de notre force de travail qu'ils nous volent le plus légalement du monde. Maintenant, pour résoudre l'ensemble des problèmes que nous rencontrons au quotidien, c'est cette situation qu'il faut changer, il faut changer les bases économiques de la société et produire uniquement en fonction des besoins de la population et non plus en fonction de la soif d'enrichissement d'une infime minorité d'exploiteurs. En planifiant la production en fonction des besoins de la population, on mettra fin à l'anarchie qui règne dans la production, on évitera l'énorme gaspillage auquel on assiste quotidiennement, on tiendra compte des impératifs que nous impose la nature, et finalement on pourra entrevoir la fin des rapports sociaux basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme à l'échelle de l'humanité... C'est cela le socialisme.

En plus bref, avant d'en arriver là, il faut procéder par ordre : il faut interdire les licenciements, mais pour interdire les licenciements, il faut qu'un gouvernement ouvrier révolutionnaire détienne le pouvoir, car seul ce gouvernement mettra en oeuvre une telle mesure, constatant qu'il y a au pouvoir un président, un gouvernement et des institutions qui sont contre une telle mesure, il faut s'organiser dans la perspective de les renverser, il faut construire le parti qui une fois au pouvoir appliquera immédiatement cette mesure et avancera sur la voie du socialisme...

Ainsi on relie la question de l'interdiction des licenciements, du combat contre le capitalisme, à la question politique du pouvoir, des institutions, sans abandonner en cours de route notre priorité du moment : construire le parti. Qui plus est, on construit le parti sur un axe politique correct en commençant à préciser son rôle avant, pendant et après la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce qui présente l'avantage de répondre à la quasi totalité des questions que peuvent se poser travailleurs et militants. Vous avez mieux à proposer camarades ? On attend avec impatience vos suggestions.

L'ordre républicain qui se confond avec la dictature du capital doit être respecté.

Fillon a reçu jeudi à Matignon cinquante policiers et gendarmes récemment intervenus dans des violences urbaines en banlieue, en Martinique et en Guadeloupe assurant que partout la sécurité doit s'appliquer "*sans exceptions et sans concessions*". (AFP 26.03)

La sécurité appliquée à la défense de la propriété privée des moyens de production, au respect des lois favorables au règne du capitalisme imposé par la république démocratique bourgeoise.

Interrogé par la presse sur la concomitance entre la crise économique et le retour du thème de l'insécurité, le chef du gouvernement a répondu sur un ton très agacé que "*le fait même que vous posiez la question de cette façon montre qu'il y a un problème culturel dans ce pays*".

Non, ce n'est pas un problème culturel, c'est la lutte des classes, à la violence de l'Etat répond la violence des exploités sous des formes diverses.

Mais dans son discours le chef du gouvernement avait différemment argumenté: "*l'Histoire le*

démontre, toute période de crise économique (...) génère dans les sociétés des tensions et des crispations" et "*certains sont parfois même tentés d'alimenter la haine et la division nationale*".

Il a raison, la crise du capitalisme alimente la haine (légitime) des exploités envers les exploiteurs et leurs représentants, et elle rappelle ou enseigne à chacun que la société est bien divisée en classes sociales aux intérêts irrémédiablement inconciliables.

La crise nourrit la conscience de classe du prolétariat et l'on s'en réjouit. Mais la classe ouvrière ne peut pas trouver seule une issue politique à cette crise, il lui faut un parti qui exprime consciemment l'origine et le déroulement de cette crise pour lui ouvrir la voie, et ce parti n'existe pas encore actuellement.

Les nouvelles charrettes annoncées.

Heidelberg Druck, spécialisé dans la construction de machines à imprimer, annonce son intention de supprimer 3.500 emplois cette année. (Reuters 26.03)

Le moteur de recherches Internet Google a annoncé jeudi qu'il supprimerait 200 emplois cette année, en raison de la récession économique mondiale, sur 20.200 employés. (AP 26.03)

Le New York Times et le Washington Post ont annoncé jeudi de nouvelles suppressions de postes, diminutions de salaires ou plans de départ volontaires destinés à réduire leurs coûts. Les postes supprimés représentent 5% des 2.000 employés du New York Times, qui doit faire à une baisse de ses recettes publicitaires. (AP 26.03)

Salut !

Le 28 mars 2009

C'est le week-end, alors on se détend un peu.

A partir de la semaine prochaine l'activité du site sera réduite, je ne sais pas encore dans quelle proportion. Mon épouse Magueswary que je n'ai pas vue depuis plus d'un an arrivera mercredi matin en Inde. Nous devrons entreprendre immédiatement des démarches auprès de l'administration indienne (une des plus corrompues du monde, cela promet !) afin d'obtenir le document que nous réclame la personne qui veut acheter notre maison.

Quand nous avons acheté ce petit terrain sur lequel il y avait une maison à moitié en ruine, le village nous a dit que ce terrain lui appartenait, alors qu'en réalité les trois quarts appartenaient à l'Etat. Nous avons bien fait enregistrer officiellement la vente en 2004 donc nous pouvons revendre la maison, le problème n'est pas là, mais sans ce foutu papier supplémentaire, un relevé du cadastre en fait, notre acheteur hésite à l'acheter. J'ai découvert ce problème il y a moins de deux mois.

Nous devons faire face à un autre problème, le village nous réclame 1,5 million de roupies si l'on vend notre maison, c'est du racket ni plus ni moins. Comme nous n'avons pas l'intention de leur verser une seule roupie, nous allons déposer plainte contre le panchayat du village. Je vis cette situation depuis plus d'un mois, je vous passe les menaces, etc., j'ai déjà averti les autorités pour me couvrir.

J'ai évidemment rompu toutes relations avec ces voyoux, nous ignorions que c'était un des villages de pécheurs les plus pourris de toute la côte, ils ont été jusqu'à construire un mur dans le prolongement de la digue sud pour ne plus avoir de relations avec le village mitoyen, le seul exemple de ce genre à ma connaissance.

Nous ignorions que ce village situé à 4 kms de Pondichéry avait une triste réputation : trafic de drogue, prostitution d'adultes (hommes et femmes) - je ne l'ai appris que la semaine dernière, vol en tous genres, agressions (et meurtres) sur des étrangers ou entre eux, pédophilie, etc., bref la totale ! Heureusement qu'ils ne sont pas trop nombreux et divisés. Ils ne bossent pour ainsi dire plus jamais depuis le tsunami qui leur a permis de s'enrichir. Ils ont désormais deux maisons dont une qu'ils louent à des Indiens ou des étrangers, ils ont revendu les 18 bateaux (avec les moteurs) qu'ils avaient reçus après le tsunami, ce qui leur a permis d'acheter moto, téléphone portable, etc. Ils ont loué cher leurs anciennes maisons pourries, les étrangers les ont remises à neuf, ils ont installé l'eau et un réservoir, ils ont contruit salle de bain et WC, avant d'être emmerdés ou menacés à leur tour au bout d'un an environ pour qu'ils dégagent.

Rien qu'avec les loyers qu'ils touchent, ils gagnent plus que lorsqu'ils péchaient, alors gagner par la fièvre de la consommation, il leur faut trouver d'autres moyens pour se faire encore plus de fric, c'est la raison de leur racket. Ils sont très très mal tombés avec moi et ils ont eu le temps de me connaître en 9 ans, cela ne les empêche pas de tenter le coup.

Pour dire à quel point ces ordures ne reculent devant rien, il y a deux ans environ, ils ont accusé un vieil Allemand homosexuel d'être pédophile alors que c'était totalement faux, il a été expulsé d'Inde, et quand il a demandé un nouveau visa les autorités indiennes lui ont refusé, du coup il s'est suicidé. La personne qui l'a dénoncé au bureau de l'immigration n'était personne d'autre que l'Indien qui lui avait loué sa maison, l'Allemand l'avait remise à neuf, en plus il avait versé une caution correspondant à un an de loyer, la maison était pleine d'antiquités, ce salopard à tout conservé et rien envoyé à sa famille en Allemagne, et il loue dorénavant sa maison meublée deux fois plus cher au banquier belge. Ce salopard je le connais très bien, c'est mon ancien élève (28 ans) de l'Alliance française qui m'avait présenté le premier le terrain que j'ai acheté ! Il fait partie du groupe qui me rackette aujourd'hui, alors que je lui ai donné deux heures de cours de français gratuits par semaine pendant plus de trois ans avant qu'il ne décroche son premier boulot. Je ne m'attendais pas à mieux de sa part, je n'avais aucune illusion, pas plus qu'en politique.

Ce qui les emmerde, c'est qu'ils n'ont aucune emprise sur moi, on ne peut absolument rien me reprocher et les autorités me connaissent bien. Ils craignent par dessus tout les autorités et la prison de Cuddalore, où 10 d'entre eux avaient été incarcérés pendant trois semaines en 2006 pour avoir incendié une cabane dans le village voisin, d'où le mur entre les deux villages, on avait même eu le droit à l'armée dans le village pendant une semaine le temps que la tension redescende, c'est pour dire que je ne vous raconte pas de blagues.

Comme dirait l'autre, il faut affronter la réalité telle qu'elle est et se défendre avec les moyens légaux qui existent, ce n'est pas moi qui vais changer ces gens-là, j'ai toujours été très correct avec eux tout en sachant à qui j'avais à faire, je compte bien faire respecter mes droits comme n'importe quel citoyen ni plus ni moins.

Ce que je crains le plus, c'est que cette situation n'agisse sur l'état de santé de mon épouse toujours un peu faible. Soyons optimiste et espérons que nous pourrons quitter ce village le plus tôt possible. Pour la suite, nous n'avons rien de prévu, nous allons louer une maison sur le territoire de Pondichéry, l'Etat du Tamil Nadu c'est terminé pour nous. Mon épouse ne reste que trois mois. Mon plan est de verser sur un compte rémunéré l'argent de la vente de la maison pour pouvoir vivre sur les

intérêts que cela nous rapportera une fois déduit le prix de ses deux billets d'avion annuels, car ce n'est pas avec les 656 euros qu'elle perçoit en France en tant qu'handicapée qu'elle pourra économiser le prix des billets d'avion, on devra tout compter et recompter pour continuer à vivre à peu près normalement, en attendant qu'un jour je puisse retourner en France, lorsque mes animaux seront morts par exemple. J'ai passé ma vie à déménager et à changer de boulot, à 54 ans cela continue !

Cette expérience n'aura pas été inutile, désormais lorsque je regarde un reportage ou un documentaire à la télé sur un pays en particulier, j'écoute et je regarde attentivement chaque image pour découvrir les contrevérités qu'il contient ou ce qu'ils ont omis de dire, c'est stupéfiant à quel point ils peuvent présenter les choses d'une manière déformée, ce qui est normal puisque les différents intervenants ne sont pas capables d'interpréter le monde autrement qu'à travers l'idéologie bourgeoise. On interprète le plus souvent les choses telles qu'on voudrait qu'elles soient à notre insu, y être attentif en permanence est un excellent exercice pour apprendre à mieux connaître le monde dans lequel nous vivons, et pour apprendre à mieux se connaître aussi et nous corriger si nécessaire.

Bon week-end à tous.

Les infos du jour.

La coordination nationale des universités ainsi qu'une intersyndicale (FSU, CGT, Solidaires, FO, Sauvons l'université, Sauvons la recherche et l'Unef) appellent à une nouvelle journée de manifestations jeudi 2 avril.

Une punition adoucit par une prime ?

On a appris que les profs affectés dans l'un des 19 collèges concernés (Pierrefitte, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse) à la rentrée prochaine percevront donc une aide au logement de 6000 euros sur trois ans. A deux conditions : habiter sur place et s'engager à rester dans l'établissement au moins trois ans.

«L'idée est de limiter le turn over des équipes enseignantes, de l'ordre de 40% chaque année. Cette aide a été pensée dans ce sens, c'est un pari que nous faisons», explique le rectorat de Créteil. (Libération.fr 27.03)

Il faut dire qu'il faut avoir les nerfs particulièrement solides pour tenir le coup dans ces établissements où les profs sont confrontés à des problèmes graves de disciplines et de violences tout au long de l'année scolaire. Les représentants du capitalisme estiment que tout peut se monnayer, alors que ce n'est pas le cas.

Quant aux professeurs qui s'installent ou déménagent, 50.000 en moyenne sont concernées par les mutations et les arrivées dans le métier chaque année, ils pourront dès septembre bénéficier d'un prêt à taux zéro, a indiqué vendredi le ministère de l'Éducation dans un communiqué, confirmant une information d'Aujourd'hui en France/Le Parisien. (LePoint.fr 27.03)

Economie.

A quoi sert l'Etat aujourd'hui ?

Pardi, à favoriser et aider le capitalisme à se restructurer en vue de son prochain développement, développement qui ne rime pas forcément avec progrès, ne pas confondre les deux.

Un extrait d'une dépêche Reuters d'hier précise que :

"Dans l'ensemble, les fusions et acquisitions réalisées avec le soutien de l'Etat (aux USA) ont plus que triplé au premier trimestre pour atteindre 130 milliards de dollars, en raison notamment des sauvetages de banques.

Selon les données collectées par Reuters, les opérations réalisées par le gouvernement ou par des entreprises soutenues par l'Etat ont dopé un marché des M&A (transactions de fusions-acquisitions) déprimé et représenté 30% de l'activité du secteur."

Crise : visibilité toujours réduite.

"Selon des banquiers, l'environnement devrait rester difficile jusqu'à ce que le marché du crédit se détende, que les bourses se stabilisent et que les perspectives s'améliorent, permettant aux acquéreurs d'avoir une meilleure visibilité sur les résultats." (Reuters 27.03)

Le PIB se contracte.

En France, le PIB s'est contracté de 1,1% au quatrième trimestre 2008, selon les résultats détaillés des comptes nationaux publiés par l'Insee.

Pour le premier trimestre en cours, l'Insee prévoit une baisse encore plus forte, de 1,5%, du PIB, avant une nouvelle décroissance de 0,6% attendue au deuxième trimestre.

La croissance de l'ensemble de 2008 est confirmée à +0,7%, après +2,1% en 2007. (Reuters 27.03)

En Grande-Bretagne, la contraction du PIB ressort à 1,6%, son rythme le plus élevé depuis 1980.

En rythme annuel, la richesse produite a diminué de 2%, du jamais vu depuis 1991.

Sur l'ensemble de 2008, le PIB britannique a augmenté de 0,7% seulement, contre une hausse de 3% en 2007. (Reuters 27.03)

La dernière charrette annoncée.

Le groupe Rossignol, qui emploie 1.500 personnes dans le monde, a annoncé vendredi la réduction de ses effectifs « de l'ordre de 30% » entraînant « environ 450 » suppressions d'emploi, dont 275 en France. (Libération.fr 27.03)

Politique.

Obama sur les traces de Bush.

Pour justifier l'envoie de 4.000 soldats supplémentaires en Afghanistan, Obama a dit hier que les services de renseignement américains "préviennent qu'Al Qaïda prépare activement des attaques en territoire américain de son sanctuaire pakistanais", avec l'aide de la CIA et du Pentagone sans doute...

Les combattants djihadistes des zones tribales frontalières de l'Afghanistan sont un cancer "qui risque de tuer le Pakistan de l'intérieur", "Pour le peuple américain, cette frontière est devenue le lieu le plus dangereux au monde", a affirmé Obama. (Reuters 28.03)

Nous, nous ne reconnaissons qu'un seul cas de "cancer" dans le monde : le capitalisme qui est responsable de toutes les guerres et souffrances des peuples.

Armées impérialistes d'occupation : dehors !

Environnement.

Les eaux de la Red River atteignaient vendredi 12,3 mètres de haut, soit plus de 7 mètres au-dessus de la cote d'alerte et un mètre de plus que le précédent record, vieux de 112 ans.

Cette rivière, dont le lit mesure d'habitude 30 mètres, débordait vendredi sur plus de 900 mètres et de nouvelles précipitations sont attendues ce week-end.

La plaine du Dakota du Nord s'est transformée en un gigantesque "étang à poissons et ne peut plus absorber ni pluie, ni neige", a estimé Patrick Slattery du Centre national de la météorologie. (AFP 28.03)

Le 29 mars 2009

J'archive le plus vite possible les causeries précédentes pour alléger la page d'accueil. Au mois de mars ces causeries ont été quasi quotidienne.

Economie.

Grande-Bretagne.

Le gouvernement britannique a annoncé samedi qu'une nouvelle institution financière écossaise, la société de crédit immobilier Dunfermline Building Society (DBS), était sur le point de s'effondrer, mais a exclu de la racheter.

La Dunfermline Building Society affirme être la première société de crédit immobilier d'Ecosse. Elle emploie 500 personnes dans 34 branches. La société de crédit immobilier devrait donc être démantelée et vendue. (AP 29.03)

Relancer "*la pompe*" à consommer américaine.

Le vice-président américain Joe Biden samedi lors du sommet de chefs d'Etats et de gouvernements "progressistes" au Chili : les Etats-Unis représentant 25 % du PIB mondial, "*si nous ne relançons pas la pompe, on aura tous des problèmes*", a-t-il dit. (AFP 28.03)

Vous percevez là le moindre changement de perspective politique de la part de l'impérialisme américain par rapport à avant 2007 ?

Comme des camarades l'avaient très bien expliqué dans un texte, ce n'est pas trop la consommation leur problème que de pouvoir garantir aux investisseurs qu'ils empocheront à nouveau suffisamment de profits, pour y parvenir ils devront affronter la classe ouvrière.

La Bourse ou la vie, une semaine à Wall Street.

Lundi, l'indice Dow Jones +6,84% et le Nasdaq +6,76%.

Mardi, l'indice Dow Jones a cédé 1,49% et le Nasdaq a reculé de son côté de 2,41%.

Mercredi, l'indice Dow Jones a gagné 1,17% et le Nasdaq a avancé de son côté de 0,82%.

Jeudi, l'indice Dow Jones a gagné 2,25% et le Nasdaq a bondi de 3,8%.

Vendredi, le Dow Jones a clôturé en baisse de 1,87% et le Nasdaq a reculé de 2,63%.

Au final, les indices américains enregistrent tout de même un rebond de plus de 6% cette semaine. Pourquoi et comment ? Un morceau de réponse.

Johnson Controls va ainsi notamment supprimer des emplois (sans donner de chiffres) et fermer une dizaine d'usines.

Amazon.com va fermer trois centres de distribution dans trois états américains. 210 employés vont ainsi subir ces fermetures.

Estee Lauder (produits de soins et beauté) avait annoncé le mois dernier son intention de licencier 2.000 de ses employés, soit 6% de ses effectifs.

Tyson Foods (groupe alimentaire, producteur de viandes) annonce son intention de fermer son site de Ponca City dans l'Oklahoma. 580 postes sont ainsi concernés par cette fermeture.

Le Wall Street Journal explique que General Motor, qui a annoncé hier un accord prévoyant 7.600 départs volontaires, tenterait d'atteindre les 10.000 suppressions d'emplois d'ici octobre. (bourse.com 27.03)

Politique.

Hongrie.

Après avoir démissionné de son poste de Premier ministre hongrois la semaine dernière, Ferenc Gyurcsany a annoncé samedi qu'il quittait ses fonctions de président du Parti socialiste au pouvoir, plongeant un peu plus son pays dans la crise politique. (AFP 28.03)

Pourquoi si peu de manifestants contre le G20 ?

La marche organisée samedi à Londres avant le sommet du G20 jeudi a attiré 35.000 personnes, selon Scotland Yard, "entre 12.000 et 15.000 personnes" selon la police.

En Allemagne, les rassemblements à Berlin et Francfort ont attiré environ 25.000 personnes, selon la police, 55.000 selon les organisateurs. A Vienne, au moins 6.500 protestataires, selon la police, ont défilé à l'appel d'altermondialistes et de syndicats.

Environ 6.000 personnes ont manifesté à Rome, selon les syndicats organisateurs, contre la réunion des ministres du Travail du G8, qui aura lieu à partir de dimanche dans la capitale italienne.

Dans le centre de Paris, plusieurs centaines de personnes, 400 selon la police et 700 selon les

organisateurs, ont participé à un défilé et un rassemblement. (AFP 28.03)

La manifestation parisienne qui est une fois de plus la plus lamentable en Europe après celles toute aussi misérables contre la guerre en Irak ou Afghanistan, était organisée par les altermondialistes et quelques associations.

En France, les associations manifestent d'un côté, les syndicats du leur, et les partis politiques dans leur coin. On constera une nouvelle fois que les actes ne correspondent pas aux paroles, et que la volonté affichée des dirigeants de mobiliser et de réaliser l'unité correspond davantage à des intérêts d'appareil plutôt qu'à un objectif politique.

Rien n'interdisait aux syndicats et aux partis de participer à la manifestation parisienne comme cela a été le cas en Grande-Bretagne par exemple, sur leurs propres mots d'ordre évidemment. Entretenir ainsi le cloisonnement du mouvement ouvrier est sans aucun doute encore le meilleur moyen de soutenir le capitalisme.

Après l'évacuation violente du rectorat d'Orléans.

Réactions de plusieurs internautes.

Un d'entre eux condamne la violence policière "et pourtant je ne suis pas qql'un de gauche. Et ce n'est pas fini!!"

"L'expérience d'autres mouvements et manifs du passé m'ont laissé développer une certaine confiance (toute relative quand même !) dans les forces de l'ordre orléanaises.... Quelle naiveté ! Quelle erreur ! Mais je pense aussi que ce n'est qu'un début. On sait bien que quand qn (y compris un état) manque d'arguments, il cogne pour se montrer le plus fort."

"après les évacuations du CNRS à Paris, de la Sorbonne, de la fac de Strasbourg, puis le rectorat d'Orléans, on ne peu que comprendre le message du gouvernement : cassez vous pauv'con !"

"L'état jouerait-il le pourrissement doublé d'une radicalisation, excuse indispensable à une bonne vielle répression ?" (http://www.libeorleans.fr/libe/2009/03/universit-lvacu.html)

L'Etat n'est qu'un appareil répressif au service du capitalisme, la population est en train d'en prendre conscience.

Une question les hante désormais.

La Tribune évoquait cette semaine le risque de "jacqueries" du nom de ces émeutes populaires qui avait secoué le Moyen-Âge. Et de poser une question à ses lecteurs qui appartiennent aux classes dominantes : "Estimez-vous que les tensions sociales actuelles peuvent éclater en révolte ?" (La Tribune 27.03)

Sans doute mon seigneur, une révolution prolétarienne et socialiste !

Sommet de l'Otan des 3 et 4 avril à Strasbourg. Leur ordre : la barbarie.

Au total 63 unités mobiles (compagnies républicaines de sécurité et escadrons de gendarmerie mobile), soit 4.400 hommes, seront chargées du maintien de l'ordre pour ce sommet où 26 chefs

d'Etat et de gouvernement sont attendus, ainsi que 30.000 à 60.000 manifestants réunis pour un contre-sommet. (AFP 28.03)

A trop tirer sur la corde, elle finit par céder.

Si le pouvoir en avait les moyens il décrèterait la grève illégale, comme peuvent l'être les occupations d'entreprises publiques ou privées ou d'universités.

Sur quoi repose cette notion de légalité ? Sur un rapport de force entre les classes. Face à la lutte de classe du prolétariat qui a imposé la légalisation des syndicats et des partis, la bourgeoisie a dû reconnaître le droit de grève, mais elle n'a jamais pu aller au-delà, car aller au-delà aurait signifié reconnaître la possibilité pour la classe ouvrière de remettre en cause le sacro-saint capitalisme, ce qui était évidemment impensable. Or l'occupation d'une usine ne remet pas seulement en cause la production et le profit du capitaliste, elle remet en cause le droit et le pouvoir de son propriétaire d'en faire ce qu'il veut, de licencier qui il veut quand il veut. L'occupation porte en germe la remise en cause des rapports sociaux d'exploitation capitalistes, dans la mesure où ce n'est plus le patron qui est le maître des lieux mais les travailleurs. Quelque part, l'occupation est donc une mesure révolutionnaire, inacceptable pour tous les gouvernements bourgeois.

L'occupation d'entreprises est illégale à partir du moment où l'on part du principe que l'exploitation est légale, que la propriété privée est légale, que le fait que certains possèdent les moyens de production et que la multitude ne possède que ses bras ou sa tête à vendre pour survivre est légal.

Mais dès que l'on remet en cause le système capitalisme qui repose sur cette injustice, cette inégalité, ce vol de notre force de travail, l'occupation devient un droit qui s'inscrit dans la perspective du combat politique pour notre émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme.

En temps normal, ce qui est définit comme légal et que la minorité impose à la majorité, n'est pas contesté par les masses, par contre, en période de crise du capitalisme, lorsqu'un nouveau développement de la lutte des classes se met en marche, les masses sont portées à remettre en cause ce qu'on leur imposait hier au titre de la légalité. Il faut donc les aider à prendre conscience de ce processus qui se déroule en grande partie inconsciemment.

Les masses découvrent soudain que leurs droits sont en réalité réduits à rien ou presque, que la démocratie dont on leur chante les louanges à longueur de temps n'était réservée qu'aux riches, que ce qu'elles considéraient hier comme légal ne l'était pas en fait, et que pour aller de l'avant dans leur mobilisation contre le régime, il va leur falloir enfreindre la légalité, avant de pouvoir la briser en prenant le pouvoir. Elles ne peuvent pas aller plus loin sans comprendre dans quel processus elles se sont engagés, et les questions politiques qu'il soustend et auxquelles elles doivent répondre.

Dès lors les choses se présentent très simplement : qui décide dans ce pays ce qui est légal ou non ? Qui a le pouvoir de briser les piquets de grève et de faire évacuer par la force les usines ou les universités occupées ? Qui défend les privilèges des patrons, la propriété privée des moyens de production ? La constitution et les institutions de la Ve République.

D'autres questions se posent aux masses, par exemple le rapport entre légalité et légitimité.

Nos revendications sont légitimes, mais les moyens auxquels nous avons recours pour les faire aboutir ne sont pas forcément légaux et devront l'être de moins en moins au fur et à mesure que la mobilisation des masses remettra en cause le régime. Selon le niveau de conscience politique des

masses, elles renonceront à employer des moyens illégaux ou elles décideront de passer outre, ce qui revient dans ce dernier cas à remettre en cause au passage le capitalisme, mais aussi la constitution qui délimite précisément les droits de chaque classe sociale. Donc, dès lors que l'on s'oppose à la légalité d'une mesure, aux rapports entre les classes en vigueur, ce n'est pas seulement aux patrons que l'on s'en prend, mais à l'Etat à qui l'on conteste le droit de décider ce qui est légal ou non à notre place. Finalement, en étant parti d'une simple revendication économique ou social, on a aboutit sur le terrain politique, d'où la nécessité de lier le combat des syndicats et des partis qui devrait être orienté dans la même direction.

Ce que craignent par dessus tout le Medef et le gouvernement, c'est qu'à force de remettre en cause la légalité du capitalisme à travers les occupations d'entreprises, la séquestration de patrons, etc., la classe ouvrière fasse le lien avec le régime et qu'elle soit tentée de le renverser.

Faire l'inventaire de ce qui est légal ou non sur le plan de la lutte des classes, expliquer aux travailleurs sur quoi repose cette légalité, quelle en est l'origine, pour les aider à se faire à l'idée qu'il faudra bien à un moment ou un autre briser ce carcan, devrait être une des priorités des militants selon moi, pour favoriser le mûrissement de leur conscience politique, pour les aider à rompre avec le capitalisme et le régime.

Pour ne pas se faire piéger dans une discussion, il faut résolument se placer en marxiste sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat, il faut préciser d'emblée qu'on ne se situe pas sur le terrain des intérêts du capitalisme, que l'on s'autorise le droit d'en contester la légalité. Une fois cela posé, on peut développer sa politique, sans hésiter à briser le carcan du capitalisme et des institutions dans lequel on cherche à nous enfermer.

En regardant hier soir en différé sur TV5 Monde Asie l'émission *On n'est pas couché*, j'ai écouté la nouvelle égérie de Lutte ouvrière, Mlle. Artaud, le chroniqueur du *Figaro* Eric Zémour n'a pas eu de mal à la ridiculiser alors que sa prestation n'avait pas été particulièrement mauvaise, parce qu'elle n'a rien trouver de mieux à dire et répéter qu'il fallait en finir avec le capitalisme sans proposer une issue politique pour y parvenir.

Quand dans une démonstration on saute des étapes ou il manque des maillons, ce seront autant de faiblesses, de failles ou de brèches dans lesquelles votre interlocuteur se fera un malin plaisir de s'engouffrer, pour finalement affirmer que vous n'êtes pas très sérieux, c'est exactement ce qui est arrivé à Artaud qui a récité par coeur son catéchisme. Le clone de Laguiller que je voyais et entendais pour la première fois semble encore plus sclérosé que l'original, dorénavant il ne faudra plus dire à LO : travailleurs, travailleuses, mais l'inverse, quelle connerie ! Grandeur et misère des courtisanes !

Le 30 mars 2009

Ils sont tous suspendus à l'annonce cette semaine de nouveaux chiffres et indices économiques qui risquent d'être encore plus mauvais que les précédents.

La plupart des économistes et des investisseurs estiment que la réunion du G20 le 2 avril à Londres ne règlera aucune question en suspens, cette impuissance aura un effet négatif supplémentaire immédiat sur l'économie mondiale.

La crise actuelle est une crise classique du capitalisme qui regorge d'argent incapable de s'investir

dans le cycle de reproduction du capital du fait de la pauvreté de plus de la moitié de la population mondiale, tandis que le reste est endetté jusqu'au coup sur une période qui n'a cessé de s'accroître ces dernières années.

Dans les années 60-70, un particulier ne pouvait pas s'endetter au-delà de 15 ans pour acquérir un bien immobilier, et encore il fallait qu'il dispose d'un apport substantiel, car le crédit ne couvrait pas la totalité du prix du logement ou de la maison qu'il souhaitait acheter. Depuis les années 90 ce seuil n'a cessé d'être revu à la hausse, au point qu'hier encore on pouvait obtenir un prêt immobilier remboursable sur 25 ou 30 ans sans le moindre apport personnel.

A cela est venu s'ajouter toute une panoplie d'offres de prêts à la consommation qui ont conduit de nombreuses familles à cumuler des dettes à des taux usuraires entre 16 et 20% d'intérêts par an, alors que leurs revenus allaient stagner ou baisser et que les prix allaient flamber, ou encore ils allaient devoir faire face à de nouvelles dépenses liées aux privatisations des services publiques ou à leur dégradation.

C'est la conjonction de ces conditions qui aboutit à la quasi paralysie actuelle de l'économie capitaliste.

Le capitalisme s'est toujours développé après chaque crise sur le dos de la population la plus exploitée et la plus pauvre, que ce soit en France ou dans le monde, dans l'indifférence générale il faut préciser. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, le véritable internationalisme ouvrier aurait dû consister à dénoncer cette situation et à la combattre notamment en s'adressant à ces couches du prolétariat pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, mais nos dirigeants avaient semble-t-il mieux à faire, le résultat 60 ans plus tard est sans appel.

C'est plus facile de dénoncer l'exploitation des colonies ou des autres peuples, que de combattre le capitalisme dans son propre pays, comme il est plus facile de dénoncer la politique de telle ou telle institution européenne ou internationale, que de combattre les institutions de la Ve République, ce sont les deux faces de la même politique opportuniste. A titre individuel, on retrouve le même travers qui consiste à venir en aide à un malheureux du bout du monde, alors que le gosse ou le petit vieux qui habite juste en dessous de chez vous ne mange pas tous les jours à sa faim.

Les concessions octroyées au prolétariat français après-guerre ont été le produit de la lutte des classes et à la fois de la nécessité pour le capitalisme de bénéficier d'une stabilité sociale et d'infrastructures lui permettant de reconstruire rapidement sa capacité de production au prix de la surexploitation des masses en France et dans le monde.

Ceux qui se font aujourd'hui les chantres de ce qu'ils appellent les acquis de la Libération ou qui nous vantent les mérites de la IVe République, ses partisans du relatif progrès social qui a marqué ce qu'ils ont appellé les Trentes glorieuses, de 1945 à 1975, passent volontairement sous silence dans quelles conditions ce progrès s'est réalité et à quel résultat il a abouti, au détriment de qui et de quoi aussi. Ce silence à valeur de preuve de leur complicité avec le régime (par le biais de leur soumission aux appareils), sinon pourquoi ne pas dire les choses telles qu'elles se sont réellement produites.

Guerres incessantes à travers le monde (Corée, Viet Nam, Algérie, Palestine, Inde, notamment), apartheid, dictatures militaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie, surexploitation de la main d'oeuvre et pillage des matières premières sur tous les continents, division du prolétariat et accentuation des inégalités au sein même de la classe ouvrière orchestrées par les syndicats...

A aucun moment le capitalisme n'a été capable de résoudre ses contradictions, d'où le recours à ces méthodes barbares pour assurer sa survie, ce qui signifie qu'à aucun moment la guerre de classe pour en finir avec le capitalisme n'aurait dû connaître de répit. Or, la politique contractuelle, la politique qui consistait à négocier avec l'Etat ou les patrons en dehors de la mobilisation de la classe ouvrière, constituera la négation de la lutte de classe du prolétariat pour son émancipation et contribuera à resserrer les chaînes qui le liaient au capitalisme et à l'Etat, dont dorénavant il sera en droit de tout attendre sans même avoir besoin de se mobiliser.

Aujourd'hui, les syndicats ne sont plus que des rouages du capitalisme dans la mesure où leur seule fonction consiste à combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre du capitalisme, au lieu de mener ce combat dans la perspective de son abolition.

C'est l'une des vertus de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis qui a permis d'aboutir à cette situation, car l'abolition du capitalisme qui est commun au syndicalisme de lutte de classe et au communisme, ne peut se concevoir uniquement sur le plan politique, il faut impérativement que l'état d'esprit en soit imprégné, que les masses s'y soient préparées de longue date à travers leur lutte quotidienne contre le capitalisme dans les entreprises sans attendre une nouvelle crise du capitalisme.

Les syndicats et ceux qui ont refusé de mener le combat dans les syndicats dans la perspective de l'abolition du capitalisme, ont participé activement à forger des générations de travailleurs soumis au capitalisme à travers notamment le réformisme, le stalinisme aboutissant au même résultat. C'est ce boulet qui tire aujourd'hui le mouvement ouvrier en arrière. Et ce serait se leurrer de penser qu'il suffirait qu'un parti appelle à exproprier les patrons pour que la classe ouvrière s'engage dans cette voie du jour au lendemain, si elle n'y a pas été préparée par des années de propagande, si elle n'est pas convaincue des bienfaits qu'elle peut attendre de la collectivisation des moyens de production.

Bien des militants qui ont connu cette période n'en ont toujours pas pris conscience malheureusement, j'en veux pour preuve ce camarade (ex-OCI) qui me vantera en 2008 le travail qu'il avait effectué dans l'Unef dans les années 70, sans se poser la seule question qui méritait réellement d'être posée : dans quelle perspective politique.

Qu'au bout de plus de deux siècles de capitalisme et de lutte de classe les masses n'aient encore aucune idée précise des rapports sociaux d'exploitation qui existent dans la société, justifie si nécessaire qu'il faille rompre avec le capitalisme et ses représentants, qu'il faille rompre avec les appareils traîtres des syndicats, qu'il faille rompre avec toutes les institutions forgées par le capital, qu'il est impossible d'avoir un pied de chaque côté de la barricade et prétendre tenir un discours crédible devant les masses et les aider à progresser.

On ne combat pas les illusions des masses en se plaçant sur leur propre terrain quand on est incapable de leur proposer une perspective politique révolutionnaire, quand on ne relie pas chaque revendication à la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions, quand on ne pose pas la question du pouvoir et du parti qui concentre l'ensemble des questions que le prolétariat doit et aura à résoudre pour aller de l'avant, vers le socialisme.

Le mouvement ouvrier a juste besoin de se libérer du réformisme qui le gangrène depuis plus d'un demi siècle, de renouer avec le marxisme, le socialisme, pour envisager l'avenir avec optimisme.

Social.

Ils négocient des mois, voir un an à l'avance l'éventuelle fermeture d'une usine !

Chez FCI Microconnections (ex-Areva, rachetée en 2005 par le fonds américain de capital investissement Bain Capital), à Mantes-la-Jolie (Yvelines), usine occupée, jour et nuit, depuis le 24 février, par la moitié de ses 400 salariés, le délégué syndical CGT, Eric Scheltienne : "*Nous voulons négocier, dès aujourd'hui, des indemnités élevées, à verser en cas de futur plan social. Car demain, quand Singapour aura la maîtrise de tout le processus, nous ne serons plus en position de force pour le faire.*"

Le 26 mars, pourtant, la direction a indiqué, dans une note d'information, qu'il n'y a "*aucune délocalisation*" et qu'elle "*s'est engagée à ce qu'il n'y ait aucun plan social en 2009 ou en 2010*". (Le Monde 28.03)

No comment, je serais vulgaire !

Pourquoi ne pas prendre tout de suite le contrôle de l'usine ?

Economie.

La Bourse de Paris.

L'indice CAC 40 a gagné 1,77% sur la semaine écoulée pour terminer à 2.840,62 points. Depuis le début de l'année, il a perdu 11,73%. Pourvu que cela dure !

Le Medef et l'UMP, entre hypocrisie, partage des rôles, tension et coup de "*chapeau*" !

Le Medef ne signera pas l'accord interprofessionnel sur les salaires conclu en Guadeloupe le 26 février, a déclaré dimanche sa présidente, Laurence Parisot.

"*Nous ne signerons pas l'accord (...) Nous ne pouvons accepter qu'un accord qui laisse entendre que l'économie guadeloupéenne est encore une économie d'esclavage puisse être ainsi cautionné, y compris cautionné par l'Etat*", a-t-elle déclaré lors du Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro. (Reuters 30.03)

Lors de la même émission elle a dit : "*J'ai beaucoup d'admiration pour le président de la République*" et d'en rajouter une louche "*Je trouve que c'est quelqu'un qui a une énergie exceptionnelle, une capacité remarquable, assez extraordinaire, à rentrer dans les dossiers, à maîtriser les dossiers. Chapeau !*". (AFP 29.03)

Dommage que la talonnette soit déjà casée, ils auraient formé un couple d'enfer... à faire tout péter !

Espagne.

Les autorités espagnoles ont annoncé dimanche qu'elles allaient injecter des fonds dans la caisse d'épargne régionale Caja Castilla la Mancha (CCM), ce qui constitue le premier sauvetage d'un établissement financier par Madrid depuis le début de la crise.

Lors d'une conférence de presse, le ministre des Finances Pedro Solbes a dit que le système bancaire espagnol était solide et que les difficultés de CCM étaient liées à une absence temporaire de liquidités.

C'est la première fois que la Banque d'Espagne prend le contrôle d'une banque depuis la mise sous

tutelle publique de Banesto en 1993. (Reuters 29.03)

Bonne semaine à tous.

Le 31 mars 2009

Un jour peut-être... ou demain !

Les dirigeants des syndicats se sont réunis hier au siège de la CFDT. Et qu'ont-ils décidé comme suite à donner à la mobilisation nationale du 19 mars contre la politique du gouvernement ? Se "*rencontrer à nouveau le 27 avril*" ! Qui ne fait rien consent, autrement dit soutenir coûte que coûte le régime.

Extrait de la dépêche de l'agence Reuters.

"Les responsables des syndicats n'ont pu dire si les huit dirigeants syndicaux défileraient ou non ensemble, symboliquement, à Paris.

"*Les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1er mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat*", peut-on lire dans un communiqué publié à l'issue de cette réunion.

Le texte ouvre la voie à des défilés séparés dans les régions. Les syndicats "*appellent leurs organisations locales à rechercher les modalités appropriées pour réussir cette journée de revendication syndicale en tenant compte des situations locales*", ajoute ce texte.

Les huit confédérations sont également convenues de faire du mois d'avril "*un mois de mobilisations*" et de se rencontrer à nouveau le 27 avril pour faire le point. "*Il faut se défoncer au mois d'avril*", a dit Maryse Dumas, de la CGT.

"*En fonction des réponses du gouvernement et du patronat, les organisations syndicales débattront lors de leur prochaine rencontre des nouvelles initiatives (grève interprofessionnelle, manifestations, mobilisations)*", ajoute le communiqué."

Parce qu'on ne connaîtrait pas déjà les réponses de Sarkozy et du Medef !

C'est marrant, j'ai l'impression que les ouvriers de Continental les connaissent aussi et qu'ils ne les apprécient pas vraiment !

Qui a dit que le stalinisme était mort ?

Des camarades m'ont adressé plusieurs documents émanant du Collectif pour un Front Syndical de Classe, dont plusieurs résolutions d'unions locales CGT. J'ai essayé de prendre contact avec ce collectif, j'attends leur réponse. (tous-ensemble@cgt-chateau-thierry.fr)

La *Déclaration de la Région Métallurgie CGT Nord/Pas de Calais* m'a semblé si importante que j'ai décidé de la porter à la connaissance des militants. Je n'ai pas d'autres moyens à ma disposition pour soutenir ces camarades. Je vous invite à télécharger leur déclaration et à la faire connaître autour de vous.

Les syndicats sont aussi pourris que le régime, pire encore que tout ce qu'on peut imaginer à la lecture de ce document-témoignage. Partant de là, on devrait se borner à se syndiquer et à militer dans son entreprise quand cela est possible, sans se mêler de ce qui se passe dans les instances supérieures pourries des syndicats, parce qu'il n'y a rien à en attendre, sauf à chercher à s'en accommoder et finir par leur ressembler et finalement leur faire la courte échelle en échange de compensations qui achèteront votre silence et vous achèveront politiquement.

Vouloir rivaliser avec les directions des syndicats, c'est comme demander à un ouvrier de rivaliser avec son patron, alors que ce dernier détient le pouvoir et que notre ouvrier n'a pas la possibilité de lui ravir, c'est une prétention qui ne tient pas compte de la réalité des rapports existant entre les deux (classes) et qu'il sera impossible de changer sans une révolution socialiste. C'est sur notre propre terrain que nous les battront et non sur leur terrain.

On nous rétorquera qu'avoir une autre attitude reviendrait à laisser les mains libres aux dirigeants, parce qu'ils ne les auraient pas par hasard, c'est vouloir nous faire prendre des vessies pour des lanternes ou péter plus haut que son cul, on sait comment cela finit généralement, on baisse sa culotte devant les dirigeants à huis clos, et devant les militants on assure qu'on leur a tenu tête et qu'on y a même gagné au change.

Nos dirigeants qui prétendent par ailleurs qu'on ne peut pas réformer un système mafieux gangrené par la corruption, feraient bien d'en tirer les mêmes conclusions avec les syndicats et envisager la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier sur les bases d'un syndicalisme de classe.

Qu'ils cessent de nous raconter des balivernes, leur stratégie dans les syndicats depuis 60 ans est un échec total. Qu'ils cessent de favoriser leurs intérêts d'appareil au détriment du développement du syndicalisme et de la construction du parti dont le prolétariat a besoin pour vaincre la bourgeoisie.

L'indépendance des syndicats par rapport aux partis tombe à point pour couvrir d'un épais silence les agissements de type mafieux dont les directions des syndicats se rendent coupables et dont les dirigeants des partis ouvriers sont parfaitement au courant, mais qu'ils s'emploient à taire soigneusement. Sinon, comment voulez-vous monter dans la hiérarchie d'un syndicat, d'un parti ? On pourrait ajouter dans la hiérarchie d'une entreprise, car pour qu'un ouvrier ou un employé passe cadre, il faut forcément qu'il se range quelque part du côté de la direction, qu'il soit prêt à collaborer à des décisions inacceptables, j'en parle en connaissance de cause puisque j'ai été viré en 1990 pour avoir refusé de jouer ce rôle infâme et de signer les licenciements de techniciens sous ma responsabilité.

Croire un instant qu'on pourrait espérer davantage dans un syndicat que ce que nous rapporte le combat quotidien sur notre lieu de travail, c'est plus qu'une illusion, c'est un réflexe d'appareil, car qu'y a-t-il à l'échelon (immédiatement) supérieur de la section d'entreprise : la bureaucratie syndicale pourrie, l'appareil.

Je vais voir pour mettre d'autres documents en ligne de la CGT, les travailleurs et les militants ont le droit de savoir.

Economie.

G20 : l'impuissance !

Il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme que le socialisme.

Le journal *Le Monde* a interviewé un ancien économiste à la division new-yorkaise de la Réserve fédérale américaine (Fed), Adam Posen, spécialiste des questions monétaires, est directeur adjoint du Peterson Institute for International Economics, à Washington.

Le Monde : Beaucoup d'économistes américains jugent qu'un "Bretton Woods-III", une refonte du système monétaire international, est devenu une urgence. Or ce sujet est exclu de l'ordre du jour du G20. Pourquoi ?

Adam Posen : Avec tout le respect que j'ai pour Joseph Stiglitz (Prix Nobel d'économie, partisan d'une refonte du système monétaire), ni lui ni personne ne présente une alternative claire au système actuel. Pour débattre, il faudrait un projet réaliste. Il y a une autre raison, plus prosaïque : ni les Américains ni les Européens ne sont disposés à abandonner une part quelconque du contrôle qu'ils ont sur les institutions financières internationales. (Le Monde 30.03)

Contraction attendue du PIB de 4,3% dans les pays de l'OCDE en 2009.

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) prévoit une contraction de 4,3% du produit intérieur brut (PIB) de ses 30 pays membres cette année et une quasi-stagnation l'an prochain, déclare son secrétaire général, Angel Gurria.

Les nouvelles prévisions économiques que l'OCDE doit dévoiler mardi seront "un peu plus pessimistes que nous le pensions il y a seulement quelques semaines", a-t-il dit, précisant que le chômage dans les principaux pays de l'organisation pourrait approcher 10% avant la fin de l'année. (Reuters 30.03)

Russie.

Vladimir Poutine a annoncé lundi que le principal constructeur automobile du pays, AvtoVAZ (130.000 salariés), allait recevoir pour 33 milliards de roubles (plus de 700 millions d'euros) de prêts gouvernementaux.

Les banques d'Etat vont aussi lui accorder un prêt-relais de huit milliards de roubles (180 millions d'euros). (AP 30.03)

France.

Ils peuvent bien attendre 2011 !

Fillon, a dévoilé lundi un décret interdisant les stock-options et actions gratuites jusqu'à fin 2010 pour les patrons des entreprises qui bénéficient d'un soutien de l'Etat.

Seules sont concernées six grandes banques françaises recapitalisées par la Société de prise de participations de l'Etat (SPPE) - Société générale, BNP Paribas, Crédit agricole, Banques populaires, Caisses d'Epargne, Crédit Mutuel - et les deux groupes automobiles Renault et PSA.

Les entreprises bénéficiant du soutien du Fonds stratégique d'investissement (FSI) ne sont pas concernées par le décret. (Reuters 30.03)

Comme se sont les conseils d'administration qui nomment les présidents des grandes entreprises et qui fixent leurs rémunérations, ils n'auront qu'à reporter en 2011 ce qu'ils ne se seront pas versés en

2009 et 2010 et gageons qu'ils ne subiront pas trop de frustrations entre temps les malheureux.

La Bourse ou la vie.

A Paris, l'indice CAC 40 a clôturé en baisse de 4,27%. L'indice EuroStoxx 50 a plongé de 5,1%.

A Wall Street le Dow Jones a perdu 3,27% et le Nasdaq 2,81%.

C'est la réponse au nouveau plan Obama pour sauver GM et Chrysler.

Et que les têtes tombent !

Christian Streiff à la tête de PSA Peugeot Citroën.

Hartmut Mehdorn, le patron de la Deutsche Bahn, la compagnie ferroviaire allemande.

Richard Wagoner, le PDG de General Motors.

Politique.

Sarkozy soigne son électorat. Chacun son tour

Sarkozy a promis lundi 170 millions d'euros aux céréaliers français, qui protestent contre la réorientation des aides agricoles européennes décidée par le ministre de l'Agriculture Michel Barnier.

Le 23 février, Michel Barnier avait annoncé la réorientation en 2010, en faveur des élevages ovin, caprin et à l'herbe et des agricultures de montagne et biologique, de près de 18% des aides agricoles versées à la France par l'Union européenne.

Les céréaliers, jusqu'ici principaux bénéficiaires de la politique agricole commune européenne, s'estiment lésés par une mesure qui les privera d'une partie de ces aides. Ils étaient 4.000 à 8.000 le 25 mars à manifester à Paris. (Reuters 31.03)

Un dernier mot pour se détendre un peu.

Sarkonapoléon serait décidé à abdiquer.

Si j'en crois l'info diffusée lors du journal télévisé de 20h30 sur TV5 Monde Asie, il y a deux jours, Sarkonapoléon serait sur le point d'abdiquer, ce n'est pas un canular pour le 1er avril, il est réellement coprince d'Andorre et il a fait savoir qu'il ne pourrait pas rester le prince d'un paradis fiscal.

Vous aviez cru qu'il allait abdiquer de son trône élyséen, c'est raté, pour le moment. Voilà encore un argument qui pourrait être exploité, non ?

Réplique d'un fin connoisseur les yeux rivés vers le XVIIIe siècle : Mais non camarade, c'est beaucoup trop politique ton truc, les masses n'en sont pas encore là, il faut qu'elles mûrissent, en attendant les couches les plus mûres seront devenues complètement blettes.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Causeries avril 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2009

Le taux de fréquentation le plus important depuis la création du site en 2004, 4033 visites au total, disons la moitié une fois retiré le rebut, à peine trois fois moins que le site du POI qui apparaît en première page des moteurs de recherche. Je vous remercie de votre fidélité, il paraît que cela se fait de le dire.

J'ai relu distraitement mes dernières causeries où j'ai laissé plein de fautes, je modifie souvent des phrases écrites rapidement sans prendre le temps de vérifier que tous les mots sont bien accordés sur le plan grammatical ou que la concordance des temps est correcte, avec mes excuses. J'ai quand même quatre dictionnaires sur ma table de travail, deux électroniques, un Lexis Larousse des noms communs qui date de 1975 rescapé du tsunami et en piteux état, le petit Larousse pour les noms propres de 1988, plus le Grevisse du français correct, la grammaire du français contemporain de Larousse qui constitue la référence en la matière, plus d'autres manuels que j'utilise rarement.

Vous allez dire après cela que je n'ai aucune excuse, si vous voulez ; hier j'ai trouvé deux fautes à l'écran, le temps que j'ouvre le fichier source (html) pour les corriger et je ne savais plus dans quels paragraphes elles étaient, il m'a fallu relire plusieurs fois plusieurs paragraphes pour les retrouver car j'étais encore passé devant sans les voir. Si je travaillais pour une boîte, je serais obligé de faire preuve de plus de rigueur, alors que là je me concentre davantage sur le contenu que sur la forme, l'essentiel étant qu'on se comprenne, ce qui ne veut pas dire être forcément d'accord. Je ne suis pas un intellectuel et je ne cherche pas à le devenir, cela se voit et je ne m'en cache pas, je suis comme je suis comme disait Prévert et c'est très bien ainsi. La parole aux ouvriers !

Demain sur les coups de 3h du matin mon épouse Magueswary arrivera à la maison après 13 mois d'absence, donc le site ne sera pas actualisé ou très succintement.

Un peu de politique pour commencer.

Le monde entier va avoir les yeux braqués sur le G20 de Londres, alors que l'on sait d'avance qu'il n'en sortira rien. Les Bourses se sont montrées optimistes hier à l'opposé des récents rapports de la Banque mondiale, de l'OCDE et du FMI qui envisagent un effondrement de l'économie mondiale pour les mois à venir et en 2010.

La crise actuelle a le mérite de remettre les pendules à l'heure en remettant en cause l'existence du capitalisme, elle alimente la réflexion des peuples qui en tireront la conclusion que loin d'être éternel, il faudrait peut-être envisager de le remplacer par autre chose puisqu'il est impossible de le réformer, de l'humaniser, de le démocratiser, par quoi sinon le socialisme.

C'est bien la révolution socialiste internationale qui est à l'ordre du jour du combat du prolétariat mondial.

Cette crise sonne aussi le glas de l'idéologie réformiste que les uns et les autres ont troqué contre le marxisme. Elle démontre qu'au stade pourrissant le capitalisme n'est plus synonyme que d'injustices et d'inégalités croissantes, de régression sans fin, de chômage, de précarité et de pauvreté.

Les travailleurs commencent timidement à s'attaquer aux patrons en les malmenant ou en les séquestrant. Il y a fort à parier que si leur état d'esprit avait été formé dans la perspective d'exproprier les capitalistes, la situation leur dicterait plus clairement les tâches qu'ils ont à accomplir et en quelques semaines ils pourraient effectuer des pas de géants dans la bonne voie, mais malheureusement, tout a été fait pour qu'ils en soient incapables.

Nos misérables dirigeants qui s'emploient à répéter que l'état d'esprit des masses n'est pas mûr porte une lourde responsabilité dans cette situation. Ce sont plutôt eux qui ne sont pas prêts à remettre en cause le régime, qui se trainent constamment à la queue des masses au lieu de leur indiquer la voie à suivre pour se dresser contre les institutions.

Personne ne peut pour le moment prédire quand et comment cette crise va se terminer, cependant tout le monde a bien compris que ce redémarrage de l'économie mondiale ne se fera qu'au prix d'une formidable régression sociale généralisée dangereuse pour tous les régimes en place, il suffirait qu'elle s'accompagne d'une forte demande soudaine à l'échelle mondiale pour que les prix s'enflamment compte tenu de la faiblesse de l'offre (et des stocks), de la production tombée au plus bas, ce qui rendrait la situation des couches les plus pauvres encore plus explosives.

G20 : quitte ou double.

"*Il y a un moment où, s'il faut se contenter d'un communiqué de trois pages de déclarations généreuses mais non suivies d'effet, on risque une déception regrettable qui serait bien pire que celle de l'échec*", dit-on de source proche de l'Elysée. (Reuters 31.03)

La talonnette donne de la voix de crainte de passer inaperçue.

Sarkozy est "*déterminé*" à "*quitter*" le sommet du G20 jeudi à Londres s'il n'est pas satisfait des résultats, a affirmé mardi la ministre française de l'Economie Christine Lagarde sur la BBC. (AFP 31.03)

Les dirigeants pourris des syndicats au G20... par la voix de Sarkozy !

Lundi en fin de matinée, le chef de l'Etat a reçu, durant près de deux heures, les dirigeants des cinq

organisations syndicales "représentatives" (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO). Ceux-ci ont plaidé pour une relance économique conjuguée à une politique sociale juste.

Pour M. Thibault, "*le chef de l'Etat se veut pragmatique et ne semble pas insensible à la pression sociale*".

Il a annoncé aux dirigeants syndicaux qu'il les reverrait en juin. (Le Monde 31.03)

Question : quelle crédibilité peut-on avoir dans des dirigeants et des formations politiques qui expliquent depuis plus d'un demi siècle que les dirigeants des syndicats doivent rompre avec le régime ? Ne devriez-vous pas changer de stratégie ? A quoi a conduit cette stratégie ? Etes-vous encore au moins capable d'y réfléchir ? Personnellement j'en doute fortement.

Je vais répondre à la question précédente : A maintenir la paix sociale et assurer la survie du capitalisme. Auriez-vous une autre réponse à nous fournir par hasard ? Ah les miettes qui ont permis à certains de vivre mieux que d'autres, sur leur dos il faut préciser ! Au nom de la solidarité ouvrière j'espère bien !

L'estomac dans les talons.

Près de six Français sur dix désapprouvent l'action de Nicolas Sarkozy face à la crise économique, selon un sondage TNS Sofres pour la radio Europe 1.

Une majorité de personnes (55%) ayant voté pour Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle en 2007 estiment aujourd'hui que son action "*va plutôt dans la mauvaise direction*".

Les Français reconnaissent toutefois que le président de la République s'est montré "déterminé" (77%), "courageux" (63%) et "rapide" (62%) face à la crise.

Traduisons : il a gardé le cap de sa politique antisociale (déterminé), il ne peut plus sortir sans une armada de flics et CRS (courageux), il est toujours aussi hystérique (rapide).

Les sondés sont 64% à penser qu'il ne s'est pas ou peu montré à l'écoute des gens et 67% l'ont trouvé pas ou peu rassurant. (Reuters 31.03)

Bref, Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires, illégitimes, leur politique antisociale est massivement rejetée, ils sont de plus en plus isolés, qu'attendent nos dirigeants pour le clamer haut et fort afin de favoriser la mobilisation du prolétariat contre le gouvernement ? Devinez ? Que les Thibault, Mailly, Chérèque et cie. sifflent le coup d'envoie de la prochaine journée d'action !

L'Etat a le beau rôle. Jeu de dupes.

Le ministère public a demandé mardi au tribunal des référés de Sarreguemines (Moselle) d'enjoindre la société Continental de suspendre la procédure de fermeture de son site de Clairoix.

"*Je rejoins l'analyse qui nous a été présentée en demande. Il me paraît logique que le Comité d'entreprise européen soit saisi le plus tôt possible*", a déclaré Christophe Mira, substitut général à la cour d'appel de Metz.

La chambre des référés rendra sa décision le 21 avril. (Reuters 31.03)

Traduisons. Si j'ai bien compris, il vaut mieux que la décision de la fermeture de l'usine de Clairoix vienne d'Allemagne, les ouvriers n'iront pas manifesté à Hambourg. Bien joué avec la complicité des délégués syndicaux.

De quelle trahison il parle le traître ?

Nicolas Sarkozy s'était rendu le 4 février 2008 dans l'usine, dont 575 emplois sur 1.100 étaient condamnés, et avait pris l'engagement d'en pérenniser l'activité par des investissements, "*avec ou sans Mittal*".

"*Ce n'est pas une journée de deuil, c'est une journée marquée par l'imposture et la trahison de deux hommes, (le président d'Arcelor) Lakshmi Mittal et Nicolas Sarkozy*", a déclaré Jacky Mascelli (CGT), secrétaire du syndicat dans l'entreprise. (Reuters 31.03)

Qu'y avait-il à attendre d'autres de Mittal et Sarkozy ? Rien !

Plus de 50 fois le smic par mois en guise de retraite.

Priée de réagir aux informations de L'Express qui estimait lundi à un million d'euros la retraite de son président, une porte-parole de la Société générale a précisé que Daniel Bouton toucherait pour sa retraite 730.000 euros par an, soit "*58% de son dernier salaire de dirigeant exécutif*". Une telle diminution de revenu est indécente !(lutte de classe)

Selon *L'Express*, la banque française a provisionné près de 33 millions d'euros pour les retraites de six mandataires sociaux dont le directeur général Frédéric Oudéa et ses deux adjoints, Séverin Cabannes et Didier Alix. (Reuters 31.03)

Vous ne vouliez pas attiser la haine de la classe ouvrière envers le capitalisme, vous me traitiez de "gauchiste" ou de farfelu, vous préfériez les discours convenus ou tordus de vos dirigeants, les faits vous donnent tort encore une fois, désolé.

Allemagne.

Le chômage en Allemagne (+69.000 en mars) a enregistré en mars sa plus forte augmentation depuis le début de la crise et le marché du travail affiche désormais cinq mois consécutifs de dégradation, montrent les statistiques officielles publiées mardi. (Reuters 31.03)

Le 2 avril 2009

On attendra d'en savoir davantage sur le déroulement du G20 pour en parler. Gordon Brown n'a pas pris au sérieux la menace de Sarkozy de quitter la réunion du G20. Tout le monde s'accorde à dire que cette réunion qui devait être "décisive" selon les dirigeants du vieux monde, accouchera finalement d'une souris. S'agissant des désaccords entre les différents participants, ce sommet se déroulant dans la journée, attendons la fin pour les évoquer.

Les prochaines charrettes annoncées.

Le constructeur de bateaux de plaisance Bénéteau pourrait supprimer de 700 à 800 emplois dans le

cadre d'un plan social lié à la chute des commandes, écrit Le Figaro dans son édition de jeudi. (Reuters 01.04)

Le groupe 3M annonce la suppression de 1.200 emplois (AP 01.04)

Le groupe britannique BP a annoncé la suppression de 620 emplois dans ses activités d'énergie solaire ainsi que la fermeture d'une partie de ses installations dans ce domaine en Espagne et aux Etats-Unis, afin de réduire ses coûts dans ce domaine. (Reuters 01.04)

Chômage.

Zone euro.

Le taux de chômage dans la zone euro a encore augmenté en février pour atteindre 8,5%, avec 319.000 chômeurs supplémentaires en un mois, a indiqué mercredi l'office européen des statistiques Eurostat.

Au total 13,486 millions de personnes étaient au chômage en février dans la zone euro, précise l'office. Le taux de chômage le plus élevé est en Espagne à 15,5%. (AFP 01.04)

Etats-Unis.

Le secteur privé a détruit 742.000 emplois en mars, selon les chiffres publiés ce mercredi par le cabinet de conseil en ressources humaines ADP. Le chiffre de février a été revu à la hausse, passant de 697.000 à 706.000.

Le secteur des services, qui assure près de 85% de l'emploi non agricole aux Etats-Unis, a perdu 415.000 postes en mars, après 368.000 en février. L'industrie a encore détruit 327.000 emplois, après 338.000 le mois précédent.

Par ailleurs, l'activité industrielle américaine s'est contractée en mars pour le quatorzième mois consécutif. (La Tribune 01.04)

Economie.

Etats-Unis.

Chute de 39% des ventes Chrysler aux Etats-Unis en mars, de 41% pour Ford, de 45% pour GM, de 31,4% pour Volvo, de 36,6% pour Toyota, de 33,7% pour Honda, de 35,2% pour Nissan.

Politique.

France.

Ils se prennent pour les maîtres du monde.

A propos de l'Afghanistan, "*il n'y aura pas de renforts militaires*", a déclaré Sarkozy sur Europe 1, précisant qu'il partageait "*de A à Z*" la stratégie définie la semaine dernière par Obama.

Kouchner, a déclaré mardi que Sarkozy devrait annoncer lors du sommet de l'Otan, cette semaine,

l'envoi de 150 gendarmes français en Afghanistan dans le cadre de la Force de gendarmerie européenne, or les gendarmes sont des militaires ! (Reuters 01.04)

Les raisons de l'occupation militaire de l'Afghanistan version Sarkozy : "*En même temps, nous ne sommes pas une force d'occupation de l'Afghanistan. Il faut donc 'afghaniser'*" les Afghans... en guise d'auto-détermination !

Assis ou debout la talonnette n'est pas à la hauteur.

Sarkozy s'est présenté mercredi au G20 comme un "*ami indépendant*" des Etats-Unis, en ajoutant "*Je suis un ami des Etats-Unis, mais un ami debout*". (AP 01.04)

Frustré de ne pouvoir être teigneux, la talonnette est hargneuse.

Quatre reporters ont été auditionnés par la police judiciaire dans une enquête visant la diffusion d'images de Sarkozy hors antenne, remontant au mois de juin 2008.

Après avoir salué un technicien de plateau qui ne l'avait pas entendu et ne lui avait pas répondu, Sarkozy avait laché : "*On n'est pas dans le service public, on est chez les manifestants, ça va changer, là*". (Reuters 01.04)

Syndicalisme.

L'Etat des capitalistes... leur sauveur suprême. L'intersyndicale FO-CFDT-CGT-CFTC de Caterpillar France (engins de chantier) a lancé mercredi un appel à Nicolas Sarkozy et aux parlementaires européens pour qu'ils débloquent des fonds européens afin de soutenir l'entreprise visée par 733 suppressions d'emplois.

"*Nous demandons qu'en cette situation exceptionnelle de crise, une réponse politique forte et adéquate soit apportée pour trouver rapidement une issue à la crise*", a dit M. Benoît (CGT).

Sarkozy a répondu "*Je vais sauver le site, je recevrai cette intersyndicale puisqu'ils m'ont appelé au secours d'après ce que je comprends, et on ne les laissera pas tomber*", comme il l'a fait avec l'usine ArcelorMittal de Gandrange "*La production d'acier mondiale a été divisée par deux. C'est quand même pas de ma faute s'il y a moins de croissance, moins de consommation !*", a-t-il lancé, assurant :"*les promesses que j'avais prises ont été scrupuleusement tenues*".(AFP 01.04)

Qui a semé des illusions dans Sarkozy ?

Au côté de la dictature du capital.

La secrétaire confédérale de la CGT Maryse Dumas dit comprendre "*l'exaspération*" des salariés, interrogée sur les séquestrations de patrons.

"*Cependant, nous les alertons sur l'impasse que représentent des formes d'action qui ne permettent pas un rapport de force démocratique*", a-t-elle dit à Reuters. (Reuters 01.04)

Traduisons : le "*rapport de force démocratique*" version Dumas, c'est la capitulation, la seule voie et le seul objectif possibles.

Maryse Dumas se place du côté de la démocratie bourgeoise qui sert à masquer la dictature du capital, du côté de la légalité des institutions de la Ve République qu'elle soutient, nous, nous disposons au côté des travailleurs et de la démocratie ouvrière qui inclut la remise en cause de la légalité des institutions et des rapports sociaux d'exploitation, la révolution socialiste pour les liquider.

Un mot sur l'édiorial de Gluckstein du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (40).

Ne comprend pas celui qui ne veut pas comprendre.

Il écrit : "*Même Guaino, conseiller de Sarkozy, a déclaré la semaine dernière sur France info :* " L'interdiction des licenciements ? Bien sûr que l'Etat peut le faire, l'Etat peut tout ", *ajoutant* " mais ce n'est pas une solution, car si on interdit les licenciements, les entreprises fermeront ". *Comprenne qui pourra...*"

Guaino a parfaitement raison de son point de vue, celui des patrons et de l'Etat au service du capitalisme. Devrait-il, pourrait-il en avoir un autre ? Facile à comprendre non ? Gluckstein insinuerait-il que l'Etat capitaliste pourrait avoir une autre politique ? En quoi cela serait-il un objectif pour un parti ouvrier qu'il en adopte une autre ? Toujours nostalgique de la IVe République ? Le discours de Guaino est parfaitement compréhensible, non ?

Guaino a doublement raison, la plupart des entreprises qui licencient ne peuvent pas faire autrement. A partir de cette situation, la seule façon de remettre en cause ces licenciements c'est de remettre en cause l'Etat, c'est-à-dire les institutions qui les autorisent, or Gluckstein est incapable d'aller aussi loin, il faudrait qu'il se place résolument sur le terrain politique et il n'y tient pas.

La seule façon de s'opposer aux licenciements dans une entreprise ne consisterait-il pas à remettre en cause le pouvoir du patron (et des actionnaires), à décider la grève illimitée jusqu'au retrait du plan de licenciement avec occupation de l'entreprise, l'élection d'un comité de grève intégrant si possible les organisations et les partis ouvriers, et au-delà envisager l'expropriation sans indemnité du patron et la prise de contrôle de l'entreprise par les travailleurs, en appelant tous les travailleurs du pays à les soutenir et à les imiter... Ne me répondez pas qu'avec une telle politique on ne pourrait pas empêcher les licenciements, toutes les entreprises qui ont mis en oeuvre des plans de licenciements ou de fermetures définitives sont parvenues à leur fin depuis plus de 50 ans.

Pourquoi ne pas le dire ? La campagne engagée par le POI sur le thème de l'interdiction des licenciements serait-elle incompatible avec le combat révolutionnaire sur le terrain politique pour empêcher les licenciements d'avoir lieu ?

Pourquoi ne relate-t-il pas la manière traître des dirigeants syndicaux et leurs valets de régler cette question au profit des patrons ?

En quoi cette attitude du POI sert-elle vraiment à lutter contre les licenciements ou tout du moins à aider les travailleurs à s'organiser pour les combattre et à prendre conscience des tâches politiques qu'ils devront forcément accomplir afin d'obtenir leur interdiction ?

Chacun sait aujourd'hui qu'il suffirait d'une étincelle pour déclencher une explosion sociale qui remettrait le régime en cause. Chacun sait que chaque expérience nourrit la mobilisation de la classe ouvrière. Dans ce contexte de plus en plus tendu, c'est plutôt la politique du POI qui est sujet à caution ou à questionnement, que celle du gouvernement qui correspond naturellement aux intérêts

de ses commanditaires.

Une réponse page 16 sous la plume de Stentor :

"*On peut toujours disserter sur l'opportunité de favoriser soit le pouvoir d'achat, soit les investissements, il s'avère qu'entre les déclarations faites par Sarkozy-Fillon et, dans l'autre camp, celles de Delors-Strauss-Kahn, il n'existe pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarettes.*"

Tiens donc, Delors et Strauss-Kahn figureraient dans "*l'autre camp*" ? Le même que le vôtre monsieur Stentor et celui du POI ? On comprend mieux maintenant la politique du POI, un aveu qui a le mérite d'être clair.

Qui ne dit rien consent.

"*On sait que le chantage au salaire au profit de l'emploi n'a jamais rien réglé, bien au contraire.*". Puisque vous en êtes conscient apparemment, pourquoi ne pas lier les deux questions ?

Au-delà des désaccords et de la polémique.

Cela dit, le succès relatif des meetings du POI est à saluer et doit être partagé par tous les militants. J'avais appelé récemment tous les militants à participer aux comités mis en place par le POI, à condition bien sûr d'y faire de la politique.

Le 3 avril 2009

Je n'ai pas le temps d'actualiser cette rubrique et de discuter, demain. Vous pouvez lire l'éditorial de ce jour, je l'ai réalisé avec les quelques infos disponibles sur le Net, à chaud.

Je viens à peine de terminer l'éditorial que je me rends compte qu'il aurait fallu ajouter ce qui vient de se passer entre les dirigeants du vieux monde et le président Hamid Karzaï, pour préciser de quelle manière ils entendaient résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Hier soir aux infos sur TV5 Monde Asie, ils ont expliqué que deux jours après la conférence au cours de laquelle tous les chefs d'Etat ont apporté leur soutien à Karzaï, celui-ci s'apprêtait à donner satisfaction aux talibans et aux factions religieuses les plus rétrogrades du pays en proposant de revenir sur tous les droits des femmes, ce qui reviendrait de fait à rétablir le régime des talibans. Par exemple serait considéré comme un crime le refus d'une femme d'honorer son mari, le viol par son mari serait légalisé.

J'en déduis que pour arriver à ses fins, l'impérialisme est prêt à aller plus loin encore en avant dans la barbarie. N'était-ce pas le même signal qui a été envoyé lors du G20 ?

Le 4 avril 2009

Un petit mot personnel pour commencer. Mon épouse Magueswary s'est faite subtiliser deux camemberts à la douane de l'aéroport de Marseille au moment d'embarquer. Motif, il pourrait y avoir

eu quelque chose de cacher dedans ! Idem pour un tube de dentifrice. Ils sont devenus complètement paranos, cinglés quoi.

Heureusement qu'elle ne m'avait pas écouté et qu'elle avait mis tous ses médicaments dans sa valise qui allait dans la soute de l'avion, car ils sont interdits dans le sac qu'on emporte avec soi dans le compartiment passagers. Je pensais que c'était une précaution d'avoir ses médicaments avec elle, car au cas où la valise serait perdue, elle se serait retrouvée dans une situation très grave et pour ainsi dire en situation d'urgence et contrainte de trouver en quelques heures sur place des médicaments de substitution. Son état de santé est à ce point fragile je n'exagère rien malheureusement.

D'ailleurs j'en ai eu un aperçu le jour même de son arrivée. Le soir après un dîner très modeste, elle a été prise d'un excès de fatigue surprenant, sur le coup alarmant, je croyais qu'elle était en train de partir, assise les yeux fixes grands ouverts qui lui donnaient l'air d'une folle, la tête prise de convulsions, impossible de parler, de se lever, de lever un bras, je lui demande ce qui se passe, elle ne me répond pas, j'ai l'impression qu'elle ne m'entend pas, je la soulève, elle ne tient pas debout, j'essaie de lui faire faire quelques pas pour la forcer à respirer et reprendre ses esprits, une quinzaine de minutes passent, elle se sent mieux et peut enfin parler, elle me dit de ne pas me tracasser et que cela lui arrive après chaque repas, surtout le soir, parce qu'elle est trop faible selon les médecins.

Le deuxième jour s'est un peu mieux passé, ce malaise n'a duré que quelques minutes, mais ce n'est pas très rassurant, je ne lui ai pas dit mais je m'attends à la voir mourir du jour au lendemain. Elle a un traitement à vie assez lourd, elle a donc emmené des médicaments pour les trois mois de son séjour en Inde, sans ces médicaments c'est la mort assurée dans les 24h qui suivent.

J'espère que l'on va récupérer rapidement le papier qu'il nous manque pour pouvoir vendre cette foutue baraque, après je verrai s'il est possible que je retourne en France car elle ne peut pas continuer à vivre toute seule. On se démerdera pour vivre avec l'équivalent du Smic ou à peine davantage. A suivre.

Je me suis fendu hier d'un édito à chaud sur le G20 sans attendre la réaction des uns et des autres que je n'ai pas encore lues. Les dépêches qui sont tombées depuis me font dire que j'ai dû viser juste.

Bon week-end à tous.

Sommet de l'Otan.

Sarkopillère 1er au garde-à-vous.

Obama envisage d'ajouter 21.000 soldats aux 38.000 déjà engagés en Afghanistan, et Sarkopillère déclare que la France "*soutient complètement la nouvelle stratégie américaine en Afghanistan*". (AP 04.04)

Syndicalisme.

Faire des efforts... pour être licencié : un honneur !

Les salariés de l'usine 3M de Pithiviers ont recommencé de travailler vendredi matin, après treize jours de grève. Pour Patrice Pailloux, délégué syndical CFT-CGC, "*c'est un soulagement. Tout le monde a fait des efforts. Nous sortons honorablement de cette crise*". (AFP 03.04)

Les délégués syndicaux scélérats négocient le paiement des jours de grève en échange du déblocage de deux usines chez Caterpillar.

Les négociations entre représentants du personnel et direction de Caterpillar France se sont poursuivies jeudi après-midi à la Direction départementale du travail et de l'emploi à Grenoble autour du plan de sauvegarde de l'emploi qui prévoit le licenciement de 733 salariés dans les deux usines françaises du groupe situées à Grenoble et Echirolles (Isère), a-t-on appris auprès des deux parties.

"*La direction a répondu favorablement à notre demande, à savoir le paiement des trois jours de grève quelque soit la décision des salariés à poursuivre la grève*", a annoncé Pierre Piccarreta, le délégué CGT, lors d'une assemblée générale jeudi à l'usine de Grenoble. En contrepartie, les salariés grévistes se sont engagés à ne pas bloquer les accès aux deux sites de production. (AP 02.04)

Produire, revendiquer ensuite, un vieux mot d'ordre employé par les staliniens après-guerre. Le stalinisme serait mort ? Qui a sorti cette grosse connerie ? Pourquoi ?

Le spectre de la révolution socialiste hante l'Elysée.

Henri Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, estime qu'il faut faire "*très attention*".

"*Nous sommes dans une crise très profonde, très grave qui, fatalement, va nourrir des pulsions violentes, des révoltes, des rancoeurs, parce qu'il y a beaucoup de souffrance dans tout cela*", a-t-il expliqué sur France 24. "*On a le souvenir de grandes crises économiques et sociales dans l'histoire qui ont eu des conséquences politiques extrêmement graves.*"

Prié de dire si la situation inquiétait l'Elysée, il a répondu : "*Le mot n'est pas l'inquiétude, mais cela préoccupe.*"

"*Tous les hommes politiques, tous les dirigeants doivent avoir ce problème en tête (...) parce que, précisément, tout peut déraper, le risque politique est très fort, le risque de violence, de révolte est très grand et il peut dégénérer.*" (Reuters 03.04)

Qui d'autres que les travailleurs vont payer la facture ? La "*pire des choses*", on ne leur fait pas dire.

Il a affirmé vendredi au lendemain du sommet du G20 de Londres qu'il faudra un jour "payer la facture".

"*Il va y avoir des pertes de richesses, des pertes de patrimoine, des pertes de revenus, des pertes d'emplois, il n'est pas pensable, ce serait démagogique de dire que personne au monde ne va payer tout ou partie de cette facture*", a-t-il admis.

"*Il y a plusieurs possibilités*" mais "*la pire des choses,* a reconnu Henri Guaino, *serait de faire payer les contribuables parce que ça nous enfoncerait dans la crise si on le faisait maintenant et ça casserait la reprise si on le faisait au moment de la sortie de crise*". (LePoint.fr 03.04)

Le G20 vu par quelques médias dans le monde. Plutôt sceptiques pour ne pas dire davantage.

La Libre Belgique, ce sommet n'est qu'un "*premier pas*" dans la résolution de la crise. "*Il convient maintenant de transformer l'essai et de convertir ces promesses et engagements – pris la main sur le*

cœur hier à Londres – en actes".

Le Guardian fait preuve de la même réserve : il rappelle le premier ministre Gordon Brown à la réalité, c'est-à-dire aux problèmes économiques quotidiens des Britanniques pris dans la crise. Or les engagements, pris le 2 avril à Londres, sont compliqués et, selon le journaliste du Guardian, "*Brown a dû se battre pour expliquer ce [que les engagements] changeront pour des Britanniques inquiets pour leur emploi et leur maison.*"

"*La leçon à retenir des récentes crises fiancières est qu'une réaction gouvernementale rapide et claire (...) permet un retour plus rapide à l'équilibre budgétaire et des dégâts moins importants pour les finances publiques*", fait remarquer **The Economist.**

Le Washington Post dans la "une" de son site Internet est revenue à une actualité économique moins optimiste : l'augmentation du nombre de chômeurs aux Etats-Unis, qui touche 663 000 personnes en mars.

Le Financial Times. "*Les banques sont toujours gravement blessées*", remarque son éditorialiste, et la crise financière qui a "*allumé la mèche de la récession (...) pourrait prolonger l'incendie. C'est de ce côté que les dirigeants doivent désormais tourner le regard.*" (LeMonde.fr 03.04)

Pouquoi la Fed promet-elle de tout faire pour stabiliser les marchés, les décisions du G20 n'y suffirait-il pas par hasard ?

"*Les conditions ne sont pas favorables à un rebond économique important et durable et la Fed restera attentive à la manière dont la politique monétaire peut contribuer à la reprise économique*", a déclaré le vice-président de la banque centrale, Donald Kohn, lors d'une intervention publique dans l'Ohio. (Reuters 03.04)

Le risque d'hyperinflation les préoccupe.

La politique offensive de la Fed face à la crise a gonflé son bilan, qui avoisine aujourd'hui 2.000 milliards de dollars, et certains observateurs estiment que cette évolution pourrait nourrir l'inflation une fois la reprise engagée, si la banque centrale est incapable de résorber rapidement l'excès de masse monétaire qu'elle a injectée dans l'économie.

"*Nous avons un certain nombre d'outils que nous pouvons utiliser pour réduire les réserves des banques ou relever les taux d'intérêt à court terme lorsque cela deviendra nécessaire*", a-t-il dit.

Son discours n'a toutefois pas suffi à rassurer certains investisseurs.

"*Nous avons besoin de règles. Nous avons besoin d'un plan. Nous avons besoin de repères. Nous ne pouvons pas nous permettre de faire un faux pas parce que si nous en faisons un et que nous ratons la restriction du crédit, cela provoquera une hausse des taux d'intérêt à court terme*", a ainsi déclaré Howard Simons, stratège de Bianco Research, à Reuters Financial Television. (Reuters 03.04)

J'ai lu hier matin une dépêche que je ne retrouve pas relatant les propos d'A.Merkel qui n'y allait pas par quatre chemins, affirmant que le plus gros risque qui pèserait demain sur l'économie mondiale serait une hyperinflation incontrôlable.

Russie.

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Russie a chuté de 7% au premier trimestre 2009, a annoncé ce vendredi la ministre russe du Développement économique, Elvira Nabioullina.

L'an passé, la croissance avait atteint 5,6%, après 8,1% en 2007 et 7,7% en 2006. (La Tribune 03.04)

Un nouveau cadeau pour les riches.

Afin de soutenir les entreprises, le plafond des sommes donnant droit à une réduction d'ISF, en cas d'investissement dans une PME, devrait être relevé de 50.000 à 100.000 euros. « *Depuis longtemps réclamée, cette mesure a enfin été acceptée sur le principe par le chef de l'État* », affirme le député UMP Jean-Michel Fourgous.

En 2008, cette mesure, dont ont bénéficié 73.000 foyers, leur faisant économiser 9.010 euros en moyenne, a drainé 1,1 milliard d'euros vers les PME. Pour l'État, le manque à gagner fiscal s'est élevé à 660 millions d'euros. (La Tribune 03.04)

La Bourse ou la vie.

Les mauvais chiffres (le chômage et l'indice ISM d'activité du secteur des services) n'ont pas pesé lourd face à la vague d'achats sur les valeurs technologiques après les résultats de Research In Motion (RIM), ce dernier ayant bondi de 20,78% au lendemain de ses résultats, nettement supérieurs aux attentes.

"*Le chiffre de l'emploi, quelle que soit l'angle sous lequel on l'examine, n'est pas bon mais c'est le Nasdaq qui a soutenu la tendance aujourd'hui*", a déclaré Joe Saluzzi, de Themis Trading. "*S'il n'y avait pas eu les annonces de RIM hier soir, la journée d'aujourd'hui aurait été une mauvaise journée.*"

Le S&P, principale référence pour de nombreux gérants et analystes, affiche désormais un rebond de plus de 26% par rapport à son point bas de plus de 12 ans touché le 6 mars.

Mais "*ce rally est exagéré et je ne pense pas qu'il dure*", estime Saluzzi.

L'indice S&P des financières a parallèlement poursuivi sa remontée, en gagnant 4,22%. Il a notamment bénéficié des déclarations de Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale, assurant que cette dernière utiliserait "*tous les outils*" dont elle dispose pour stabiliser les marchés et ouvrir la voie à la reprise économique. (Reuters 03.04)

La Bourse remonte puisque les pertes ne sont plus prises en charge par les entreprises mais par l'Etat qui se charge de les faire payer aux contribuables. L'Etat renforce ainsi son rôle de fer de lance du combat contre la classe ouvrière pour le compte du capitalisme avec lequel il s'identifie, ce qui n'est pas sans importance pour nous, cela signifie qu'il faut (recentrer) axer nos mots d'ordre contre l'Etat et ses institutions si l'on veut vraiment se positionner en avant-garde du mouvement ouvrier... ou à sa traine !

Le 5 avril 2009

Samedi à Rome dans l'immense manifestation contre la politique de Berlusconi, une banderole

proclamait : "*Assez! Il est temps que l'Italie congédie Berlusconi*". (Reuters 04.04)

Le même mot d'ordre contre le sommet de l'Etat ne devrait-il pas être avancé en France et dans tous les pays par les partis ouvriers ? Vous ne le trouverez pas dans le communiqué publié par le collectif *Nous ne paierons pas leurs crises* au lendemain du G20, pas plus qu'au POI.

C'est à mon avis une erreur de dire que le G20 n'a servi à rien, il a servi à resserrer les rangs des dirigeants capitalistes et il a montré qu'ils étaient en ordre de bataille pour affronter ensemble, pas seulement la crise de leur système économique, mais surtout le prolétariat mondial qui supporte de plus en plus mal les conséquences de cette crise.

Face à l'internationale du capital, le prolétariat ne dispose pas d'internationale ouvrière, il est désarmé et apparaît divisé politiquement. Que ce soit sur le plan national ou international, aucune issue politique n'est proposée à la classe ouvrière. C'est évidemment le meilleur moyen de la pousser à s'accommoder du capitalisme.

Vous aurez remarqué aussi qu'il est plus facile de dénoncer le rôle d'institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE ou l'UE, que d'engager le combat contre les institutions nationales dans chaque pays. Staliniens, néo staliniens, réformistes bourgeois, sociaux-libéraux, centristes et renégats du marxisme en tous genres soutiennent tous à leur façon le pouvoir en place.

Tunisie.

Quand Ben Ali dicte aux journalistes les "*valeurs*" qui selon lui correspondent au principe de la liberté de la presse.

Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a affirmé samedi que la mission des médias devait se situer dans le cadre "*des valeurs de la loyauté, de la sincérité et de la franchise*" et ne pas porter "*atteinte à l'honneur des gens*".

Fin mars il avait pointé du doigt ceux qui s'emploient à "*ne rechercher volontairement qu'à mettre en exergue le sensationnel, à semer le doute et à nuire*", estimant que ces "*pratiques ne sont pas dignes de notre société et n'ont rien à voir avec la liberté et la démocratie*".

Il s'était dit pour "*une critique objective, qui unit au lieu de désunir, construit au lieu de démolir et corrige au lieu de détériorer*". (AP 05.04)

La talonnette vue de haut par Obama ou Sarkozy la risée du G20.

En dépit d'un assaut d'amabilités, Barack Obama n'a pu s'empêcher de lancer quelques piques à son « ami » français, coupable de manifestations d'amitiés trop voyantes à l'égard de George W. Bush, de son soutien à la guerre en Irak, guerre à laquelle le président américain était farouchement opposé, et, surtout, de mensonge. Washington ne digère en effet toujours pas que Nicolas Sarkozy ait raconté qu'au moment de la guerre en Géorgie, en août dernier, le président américain a tenté de le dissuader de se rendre à Moscou pour négocier un cessez-le-feu alors que le procès-verbal de l'appel téléphonique montre que c'est exactement le contraire qui s'est passé.

Obama a décidé de lui faire payer l'addition. Il a déjà refusé de lui faire l'honneur d'être le premier chef d'État étranger à être reçu à Washington (c'est le Premier ministre britannique, Gordon Brown qui y a eu droit) en dépit de ses demandes insistantes. Ensuite, Obama a adressé une lettre à Jacques

Chirac, début mars, dans laquelle il déclare qu'il est prêt à travailler avec lui « pour la paix », hommage indirect à son opposition à la guerre en Irak... Last but not least, il a décliné l'invitation de l'Élysée de se rendre avant le sommet de l'OTAN sur les plages du débarquement (il ne viendra que le 6 juin prochain pour fêter le soixante-cinquième anniversaire de cette bataille décisive).

S'il a fini par accorder à son homologue l'entretien bilatéral qu'il espérait tant, en ouverture du sommet de l'OTAN, vendredi à Strasbourg, il n'a pu s'empêcher d'être vachard. Rendant hommage à Sarkozy qui « *une fois de plus a joué un rôle de leadership extraordinaire dans l'OTAN* », Obama a lâché qu'il « *est présent sur tellement de fronts qu'on a du mal à suivre* ». Sympa.

Aujourd'hui, lors de sa conférence de presse finale, il a de nouveau chambré son homologue. Après avoir donné longuement la parole aux journalistes américains accrédités à la Maison Blanche, il a accepté « *deux questions de journalistes non américains* ». Devant la satisfaction des médias continentaux, il a éclaté de rire : « *j'espère que Nicolas Sarkozy a traité de la même façon les journalistes américains. Je suis très sensible à l'égalité...* ». (Blog.liberation.fr 05.04)

Crise. Le bout du tunnel : pas pour demain ! Ouf !

"*Il ne faut pas s'attendre à un miracle du sommet mais je pense que nous avons pris les bonnes décisions et je pense que nous devrions nous concentrer sur la mise en oeuvre et la coordination des mesures. Alors nous pourrons voir la lumière au bout du tunnel*", déclare José Manuel Barroso. (Reuters 04.04)

Le G20 aurait-il dû avoir une autre fonction que de manifester la solidarité de ses dirigeants au chevet du capitalisme ?

Le PS (et ses semblables), plus qu'une "*roue de secours*", revendique son rôle de premier plan dans la survie du capitalisme.

Pour François Hollande, les convergences apparues, jeudi, à Londres composent "*un accord a minima, mais important*". "*Il s'agit d'une étape, pas d'une complète remise en ordre*", souligne-t-il. Quel dommage, on l'aime tant le capitalisme !

"*Socialistes et sociaux-démocrates devraient revendiquer davantage la pertinence des critiques qu'ils ont formulées à l'égard des dérives libérales encouragées ces dernières années par la plupart des gouvernements conservateurs, mais aussi des organisations internationales*", fait valoir François Hollande. "*La social-démocratie, assure le député de Corrèze, ne doit pas être une roue de secours ; aujourd'hui, elle représente la meilleure approche pour sortir de la crise et assurer un développement durable et solidaire.*". (Le Monde 04.04)

Le 6 avril 2009

La France du flic-président.

La République tchèque vient, à distance, de donner une bonne leçon de démocratie à la France. Alors que Barack Obama s'est déplacé durant deux jours dans une ville fantôme quadrillée par 10.000 policiers et vidée de ses habitants, il a pu se faire sans problème acclamer par 30.000 personnes à Prague, ce matin (chiffre donné par une dépêche AFP). Les Tchèques ont fait la tranquille

démonstration que l'on peut assurer la sécurité d'un président américain sans décréter l'état de siège, comme les autorités françaises l'ont fait à Strasbourg pendant le sommet de l'OTAN.

La sécurité des vingt-huit chefs d'État et de gouvernement n'explique pas l'hystérie policière de Strasbourg, comme viennent de le montrer les Tchèques : les personnes admises au château de Prague pour écouter le président américain ont dû passer sous des portiques de sécurité et le tour était joué. Certes, il y a eu des manifestations violentes à Strasbourg – quelques centaines d'agités —, mais elles n'ont jamais menacé les chefs. Bruxelles, qui accueille au minimum quatre sommets européens par an, n'est jamais bloqué de cette façon. Seules quelques rues sont barrées et lesforces de l'ordre savent se faire très discrètes.

D'autant que les mesures adoptées étaient kafkaïennes : les points de passage étaient à sens unique (on sort de la zone rouge ou orange par un endroit, mais on ne peut rentrer que par un autre endroit situé à quelques centaines de mètres), leur disposition était incompréhensible et variable, on passait parfois par des portiques de sécurité, parfois pas (avec Arnaud Leparmentier du Monde, nous sommes entrés samedi dans le centre de presse sans être contrôlés puis de là, nous avons pu nous rendre aux conférences de presse, toujours sans être fouillés puisque nous étions censés l'avoir été au point d'arrivée…), etc. (blog liberation.fr 05.04)

Vous êtes trop bon avec la plèbe mon seigneur.

Baisse prochaine du taux du Livret A.

"*Le problème se posera à nouveau, comme il s'est posé voici déjà quelques semaines puisque le taux du Livret A évolue en fonction, d'une part de l'inflation, d'autre part des taux d'intérêt qui sont pratiqués sur le marché*", a précisé le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, ce dimanche sur Europe 1.

"*Il se trouve qu'il n'y a plus d'inflation actuellement, donc le problème se pose (...) La question se posera au mois de juin prochain. En tous cas, ce que je peux dire avec une certitude totale, c'est que le Livret A restera rémunérateur par rapport à l'inflation*", a-t-il ajouté. Il a expliqué que la décision de fixer le taux à 2,5% était déjà un choix favorable aux épargnants puisqu'il aurait pu être amené au chiffre de 2%, si les règles de calcul réglementaires avaient été suivies. Un taux élevé n'est pas forcément favorable à tout le monde puisqu'il détermine aussi le coût du logement social, a-t-il estimé. (La Tribune 05.04)

Les taux d'intérêt qui concernent les emprunteurs sont forcément élevés pour que les banques s'enrichissent, ce ne sont pas ceux-là dont parle Guéan, mais les taux de banque à banque qui sont 10 points plus bas. On ne peut pas être le gouvernement des banques et des travailleurs à la fois !

En comparaison, les bénéficiaires du paquet fiscal, les 834 contribuables les plus riches (patrimoine de plus de 15,5 millions d'euros) ont touché chacun un chèque moyen de 368 261 euros du fisc, "soit l'équivalent de trente années de smic".

Que voulez-vous, on ne peut pas plaire à tout le monde, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est au service des plus riches, donc finalement tout est dans l'ordre des choses. Il faudrait s'en émouvoir ?

Le grand nettoyage n'a pas encore commencé.

Pour le directeur général du FMI, "*ce serait exagéré de dire que le G-20 va à lui seul faire revenir la confiance*", le plus important est que la plupart des chefs d'État et de gouvernement aient "*compris que le nettoyage du système financier était un préalable indispensable à une relance et une régulation efficace*". "*Il faut donc le faire maintenant et il faut le faire vite*". "*Le FMI qui a traité 122 crises bancaires dans son histoire, depuis l'après guerre, a noté une constante: le retour à la croissance ne se fait pas tant que l'assainissement du système bancaire n'a pas été opéré*", souligne-t-il. (AP 05.04)

Les ministres des Finances européens réunis samedi à Prague, ont réclamé un assouplissement très rapide des normes comptables appliquées à leurs entreprises, les banques en particulier, afin qu'elles ne soient pas désavantagées par rapport à leurs concurrentes américaines. Une réaction à la décision de l'association qui fixe les normes comptables aux Etats-Unis, le FASB, qui a assoupli jeudi de manière unilatérale les règles d'évaluation des actifs.(La Tribune 05.04)

Vous avez dit futile ?

Le président de la BCE Jean-Claude Trichet a mis l'accent sur le fait que le nouveau comité de surveillance des risques impliquerait "*toutes les banques centrales, y compris celles qui ne sont pas membres de la zone euro*". Et plaidé pour qu'il dispose d'un véritable pouvoir. Il est "*très important que ce ne soit pas quelque chose de futile, qui produise un rapport sans conséquence de temps à autre*", a souligné Jean-Claude Trichet."*Nous devons rendre cet instrument d'avertissement aussi efficace que possible*", a souligné de son côté le commissaire européen aux Affaires économiques, Joaquin Almunia.La Commission européenne doit maintenant faire des propositions de réformes sur le sujet en mai, parmi d'autres initiatives attendues ce printemps: régulation plus stricte des fonds spéculatifs ("hedge funds"), encadrement des rémunérations des dirigeants et des traders.

Le 7 avril 2009

Je n'ai pas actualisé les dépêches, rien ne presse on verra demain, à dire vrai je n'en ai pas envie. J'ai préféré faire autre chose pour nous changer les idées. Comme ils ne veulent pas faire de politique au POI et au NPA, on va relever le défi et montrer que c'est encore possible. Vous me direz qu'en partant du niveau zéro, je ne prends pas un grand risque !

Puisque je ne sais pas ce que vous lisez/étudiez, on reprend l'un de nos classiques en essayant d'en tirer la substance, l'esprit, les enseignements qui peuvent nous être utiles sur le plan pratique.

Dans *Que faire ?* Lénine évoquant le groupe des social-démocrates de Pétersbourg qui fonda "*l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière*" et rédigea dès la fin de 1895, le premier numéro d'un journal intitulé *Rabotchéïé Diélo* :

"Ainsi donc, il y avait à la fois éveil spontané des masses ouvrières, éveil à la vie consciente et à la lutte consciente, et une jeunesse révolutionnaire qui, armée de la théorie social-démocrate brûlait de se rapprocher des ouvriers. A ce propos, il importe particulièrement d'établir ce fait souvent oublié (et relativement peu connu), que les premiers social-démocrates de cette période, qui se livraient avec ardeur à l'agitation économique (en tenant strictement compte, à cet égard, des indications vraiment utiles de la brochure De l'agitation, encore manuscrite en ce temps-là), loin de considérer cette agitation comme leur tâche unique, assignaient dès le début à la social-démocratie russe les plus grandes tâches historiques en général et la tâche du renversement de l'autocratie, en particulier."

Vous avez bien relevé la date, 1895, 22 ans avant la révolution d'Octobre, alors que le pouvoir du tsarisme semblait éternel et le prolétariat peu développé, les social-démocrates révolutionnaires proposaient déjà une issue politique aux masses : le renversement du régime. Quelle audace, n'est pas ?

Quand je m'épuise à répéter que rien ne justifie la politique trade-unioniste du POI et du NPA, leur politique de conciliation en direction d'éléments étrangers au mouvement ouvrier ou ayant conservé des liens avec la bourgeoisie, je passe pour un pauvre type qui ne sait pas de quoi il cause, le monde à l'envers quoi.

Suit un peu plus loin une note intéressante de Lénine :

"Critiquant l'activité des social-démocrates des dernières années du XIX° siècle, l'Iskra ne tient pas compte de l'absence à cette époque de conditions pour un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications". Ainsi parlent les économistes dans leur Lettre aux organes social-démocrates russes (Iskra, n°12).

Mais les faits cités dans le texte prouvent que cette affirmation sur "l'absence de conditions" est diamétralement opposée à la vérité. Non seulement vers 1900, mais aussi vers 1895, toutes les conditions étaient réunies pour permettre un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications, toutes, sauf une préparation suffisante des dirigeants. Et voilà qu'au lieu de reconnaître ouvertement ce défaut de préparation chez nous, idéologues, dirigeants, les "économistes" veulent rejeter toute la faute sur l'"absence de conditions", sur l'influence du milieu matériel déterminant la voie dont aucun idéologue ne saurait faire dévier le mouvement. Qu'est-ce là, sinon une soumission servile au spontané, l'admiration des "idéologues" pour leurs propres défauts ?"

Ne dites jamais que les dirigeants seraient responsables de la situation actuelle du mouvement ouvrier, vous seriez traité d'ennemi de la classe ouvrière. Et pourtant c'est la stricte et triste vérité.

Quand aujourd'hui des dirigeants expliquent que la situation est "difficile", que les "conditions ne sont pas réunies" et j'en passe, et que l'on compare ces propos avec la politique de leurs partis, on comprend au premier coup d'oeil qu'ils ne font par là que justifier leur "*soumission servile au spontané*", leur "*admiration (...) pour leurs propres défauts*", on devrait dire, ceux de leurs maîtres qui les ont cultivés pendant un demi-siècle et qu'ils s'emploient à copier tout aussi servilement.

Nous pouvons constater quotidiennement qu'aucun parti ne veut relier le combat contre les conséquences de la crise du capitalisme que subit durement le prolétariat à la question du renversement du régime, or c'est le seul moyen d'aider les masses à se hisser au niveau des tâches politiques qu'elles ont et auront à accomplir, c'est aussi le seul moyen de les organiser sur une base politique correcte, de construire un véritable parti communiste de combattants révolutionnaires. Mais nos spontéistes entendent obtenir des résultats immédiats, ils se gargarisent de la moindre miette obtenue, de la moindre mobilisation sans l'analyser à fond, le mouvement est tout, le but n'est rien, toujours la même histoire.

A propos du 29 janvier et du 19 mars, vous vous demandiez peut-être pourquoi il n'y avait pas eu de suite, question presque stupide à la suite des analyses que les opportunistes nous ont servies, demandez-vous plutôt qui au juste a manifesté et pour quoi, pas forcément les éléments les plus avancés de la classe ouvrière sur le plan politique, pas forcément non plus les plus mal lotis dans leur grande majorité, et si les éléments les plus enclins à remettre en cause le régime ont participé à ces manifestations, ils étaient une minorité à qui personne n'a proposé une issue politique et qu'il est pour

cette raison difficile ou impossible d'organiser, car les organiser sur la base des mots d'ordre avancés par les organisateurs de ces manifestations comme le fait le POI ou le NPA ne pourrait répondre à leurs attentes, mais au contraire les tirer en arrière.

En ce qui concerne le POI, après avoir remplacé le combat en direction de la classe ouvrière par celui en direction de l'aristocratie ouvrière gangrené par le réformisme, puis en direction des élus de tous bords politiques, les voilà maintenant à traiter d'appareil à appareil adressant lettre sur lettre aux dirigeants pourris du PS, du MRC, du PCF, des Verts, ce qui serait totalement impossible si leur politique était axée sur "*les plus grandes tâches historiques en général*" que le prolétariat doit accomplir, ce qu'André Gérin, membre de la direction nationale du PCF a très bien dit en parlant de "*rassembler, un front populaire du XXIe siècle !* " (IO n°40 page 4), tout un programme ! Cela vous tente ?

Ils sont vraiment en dessous de tout, la preuve en est qu'après avoir avancé la nécessité d'un plan de relance en faveur des travailleurs, comme si ceux-là n'avaient pas spontanément conscience de la nécessité d'améliorer et défendre la condition ouvrière attaquée de toute part, les voilà qui avancent la nécessité d'interdire les licenciements comme si par hasard il y aurait eu un seul travailleur qui y aurait été favorable dans ce pays, à croire que pour respirer ils auraient besoin du POI, admettons qu'il faut bien partir d'un bout, ce qui m'a amené à soutenir l'initiative du POI, par contre, sur les conditions politiques (la liquidation des institutions) à réunir pour que nos revendication soient satisfaites et que les licenciements soient interdits, pas un mot, le silence total.

Ils sont en réalité sur la même ligne que les staliniens, les réformistes pourris à la Mailly et le NPA, qui expliquent qu'il faut "*créer un rapport de force*", organiser les travailleurs, etc., pour faire reculer ou imposer une défaite au gouvernement, etc. Or, si cette mobilisation des travailleurs ne s'accompagne pas de l'élévation de leur niveau de conscience politique qui ne peut pas être spontanée, elle conduira infailliblement à une impasse ou un échec, comme chaque fois.

Voici comment Kautsky posait la question de l'élévation de la conscience politique des masses en 1902, avant qu'il ne devienne un renégat du marxisme, il évoquait le projet du nouveau programme du parti social-démocrate autrichien, cette citation avait été reprise par Lénine dans *Que faire ?* :

"(...) la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Et cela est entièrement faux. Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat ; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique.

(...)

Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (Von Aussen Hineingetragenes) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (urwüchsig). Aussi le vieux programme de Hainfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement : de remplir le prolétariat) la conscience de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe. Or le nouveau projet a emprunté cette thèse à l'ancien programme et l'a accolée à la thèse citée plus haut. Ce qui a complètement interrompu le cours de la pensée..."

Et Lénine de poursuivre :

"Du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement, le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n a pas élaboré une "troisième" idéologie ; et puis d ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais exister d'idéologie en dehors ou au dessus des classes). C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. On parle de spontanéité. Mais le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise, Il s'effectue justement selon le programme du Credo, car mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme, la Nur-Gewerkschaftlerei; or le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie est de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie, et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire."

On pourrait ajouter à propos des syndicats, que c'est bien parce qu'il ne "*saurait être question d'une idéologie indépendante élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement*", que le refus de combattre pour le socialisme dans les syndicats ne peut conduire qu'à laisser libre cours à l'idéologie bourgeoise au sein des syndicats et à subordonner la classe ouvrière au capitalisme au lieu de l'aider à s'en détacher.

Les appels à des plans de relance en faveur des travailleurs (ou l'interdiction des licenciements, etc.) sans poser la question de la remise en cause du régime, correspond bien à la "*tendance spontanée du trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie*".

Effectivement, aucun parti ne pourra "*élaborer une "troisième" idéologie*", avis en passant aux adeptes du "*socialisme du XXIe siècle*" si cher au colonel Chavez et Evo Morales. La faillite politique de tous les partis se réclamant du trotskisme au cours du XXe siècle qui en sont arrivés à mettre en oeuvre un "*rapetissement de l'idéologie socialiste*" pour contruire autre chose qu'un parti communiste, en est la preuve manifeste. Ils en arrivent logiquement aujourd'hui à écrire, dire et répéter que finalement rien ne serait plus un prélable à l'unité, ils ont touché le fond.

Le 8 avril 2009

Vous trouverez ci-dessous la causerie d'hier, je me suis demandé à quoi bon la mettre en ligne.

Les Bourses dans le rouge, les uns et les autres tiennent le même discours qu'avant le G20 qui vient d'avoir lieu, ce qui prouve à lui seul qu'ils n'ont absolument rien réglé, l'OCDE au bout de 48h retire les quatre pays qu'elle avait placés sur sa liste noire des paradis fiscaux, les licenciements et fermetures d'usines continuent à travers le monde, ils parlent maintenant de diminuer ou bloquer les salaires de ceux qui ont encore un emploi, etc... Bref la crise continue de s'approfondir.

La majorité des travailleurs ne sont pas défavorables aux séquestrations de patrons, autant dire qu'il n'en faudrait pas beaucoup pour qu'ils comprennent que sans la remise en cause des fondements du capitalisme rien ne changera fondamentalement. Sarkozy, Fillon, Bertrand et l'UMP montent au créneau pour dénoncer des "opérations illégales" qui remettent en cause l'Etat de droit, la démocratie.

Et dans tout cela, que disent nos dirigeants ? Vont-ils continuer à défendre cette démocratie (bourgeoise), cet Etat de droit qui a pour nom dictature du capital ou vont-ils s'adresser à la population pour qu'elle se prépare à se soulever pour en finir avec le gouvernement et les institutions au service du capital, avec le capitalisme ?

Nous allons lire attentivement les déclarations des dirigeants du POI et du NPA et nous en rediscuterons ensuite. Besancenot s'est déjà exprimé sur les séquestrations de patrons, le problème, c'est qu'il ne va pas au bout de l'analyse de la situation : séquestrer un patron n'est pas suffisant, il faut l'exproprier, le jeter dehors de l'entreprise qui appartient aux seuls travailleurs. L'argument était facile : les patrons veulent nous jeter dehors, nous refusons, donc c'est lui que nous devons jeter dehors ; qui produit les richesses, les travailleurs ou les patrons, les rentiers, les banquiers ? Il y a deux camps, il n'y a que deux côtés à une barricade, chacun dans son camp et que le plus nombreux qui a la légitimité avec lui l'emporte ! Il faut déclarer que le capitalisme, l'exploitation est illégale, les privilèges des exploiteurs sont illégaux, le reste ne sera plus ensuite qu'une simple formalité...

Que vous inspire le titre de la dépêche : François Fillon s'en prend à l'extrême gauche "*qui souffle sur les braises de l'affrontement social*" ?

Vous voyez camarades, le problème de nos dirigeants c'est qu'ils ont oublié que le combat que nous devions mener devait se dérouler strictement classe contre classe, ils pratiquent en permanence un double langage, ils bouffent aux râteliers des appareils pourris et des institutions de la Ve République, alors comment voulez-vous qu'ils répondent à Fillon : allez vous faire pendre avec vos menaces, vous défendez le camp des exploiteurs, nous défendons celui des exploités, on n'a pas d'ordres ou de conseils à recevoir de votre part, on n'a rien à vous dire, on ne veut avoir aucun rapport avec vous, c'est clair, net et précis, notre seul objectif est de renverser le pouvoir que vous représentez, l'Etat, les institutions de la Ve République, y compris par la force le moment venu, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui vous chasseront, c'est le capitalisme qui par l'injustice et le vol sur laquelle il repose porte en lui la révolte sociale depuis sa naissance, il a produit les armes qui le détruiront, la classe ouvrière. Le capitalisme représente une provocation permanente aux yeux de tous les exploités, c'est encore le capitalisme qui bafoue les principes élémentaires de la dignité humaine en soumettant les travailleurs au joug de la servitude de l'exploitation et de l'oppression de la naissance à la mort. Vous combattez pour assurer la survie d'un système économique dont la faillite s'étale quotidiennement devant le monde entier. Vous êtes parfaitement à votre place et dans votre rôle au sein de la république démocratique française, on ne cherchera pas à jouer votre rôle à votre place, nous combattons pour une autre République, une République sociale, pour une autre démocratie, une démocratie conforme aux intérêts de la majorité de la population, pour une autre société bâtie sur la propriété collective des moyens de production où personne ne pourra plus s'approprier le travail d'autrui, afin de satisfaire les besoins et les aspirations de la majorité de la population, une société plus juste débarrassée de ces inégalités insupportables, de ces injustices intolérables, une société qui se donnera pour objectif d'en finir avec l'existence des classes sociales et l'Etat, une société où règnera le bien-être pour tous, où chacun pourra se développer harmonieusement, où la paix règnera à l'échelle de l'humanité...

Fillon part du principe que le capitalisme est légal, que l'exploitation est justifiable. Nous nous partons du principe inverse, nous déclarons le capitalisme illégal et nous affirmons qu'aucun argument ne peut justifier l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est uniquement l'ignorance des rapports sociaux d'exploitation capitalistes par les millions de travailleurs qui permet à ce système inique de se maintenir en place. Qu'ils en prennent conscience, qu'ils prennent conscience de la gigantesque force qu'ils représentent face à l'infime minorité d'exploiteurs qui les maintiennent en esclavage, et il ne tiendrait pas une minute de plus en place, c'est une certitude absolue.

La crise actuelle du capitalisme, qui par son ampleur dépasse toutes celles que le capitalisme a connues depuis sa naissance, permet aujourd'hui à des millions de travailleurs à commencer à prendre conscience de l'origine de tous les maux qui les accablent, notamment quand ils s'en prennent directement aux patrons qui les ont exploités pendant tant d'années et qui les jettent du jour au lendemain à la rue. Sarkozy et son gouvernement ultra réactionnaire qui sont les représentants du capital volent naturellement au secours des capitalistes. Notre devoir est de nous placer résolument en toutes circonstances au côté du prolétariat luttant pour son émancipation par tous les moyens à sa disposition ou qu'il inventera, et ce ne sont pas des menaces qui nous intimideront ou nous feront capituler, vos appels à l'union des Français, gardez-les pour vos valets, les Thibault, Chérèque, Mailly, Aubry et consorts, nous savons ce que nous avons à faire et personne ne nous fera dévier de l'objectif que nous nous sommes fixés.

La bourgeoisie a pris le pouvoir par une révolution violente puisque l'Ancien régime n'était pas disposé à lui céder la place par une autre voie, le prolétariat n'aura pas d'autre choix que de faire sa propre révolution en employant les mêmes moyens pour remplacer la classe sociale faillie qui est actuellement au pouvoir et dont vous représentez les intérêts...

Les infos en bref.

France.

Qui peut le plus peut le moins, surtout quand il s'agit de favoriser le patronat.

Le gouvernement a renoncé à faire paraître les décrets d'application de la loi prévoyant des pénalités en 2010 pour les entreprises qui ne mettent pas en place un plan en faveur de l'emploi des seniors, rapportent Les Echos.

"*La mesure paraît aujourd'hui peu opportune avec la hausse du chômage,*" explique le journal. "*L'exécutif estime difficile de contraindre les entreprises à embaucher des salariés âgés quand nombre d'entre elles sont en train de réduire leurs effectifs.*"

Faute de décret paru à temps, les entreprises ne pourront pas négocier avec les syndicats d'ici au 31 décembre, ce qui rend les sanctions inapplicables, ajoute-t-il. (Reuters 06.04)

Mais quand il s'agit de virer des centaines de milliers de travailleurs, de promouvoir à grande échelle le chômage partiel, là le gouvernement sait aller très vite, normal, il est là pour cela.

Plus dure sera la chute.

Le chiffre d'affaires de l'industrie française a diminué de 4,7% en janvier par rapport à décembre, tandis que celui de la construction a reculé de 3,6%, annonce lundi l'INSEE.

Le chiffre d'affaires en valeur des entreprises de l'industrie manufacturière diminue notamment nettement (-5,3%), après une baisse de 0,8% en décembre, précise dans un communiqué l'Institut national de la statistique.

Les ventes des industries agricoles et alimentaires ont également baissé en janvier de 6,8%, tout comme celles des équipements électriques et électroniques (-3,1%), et de matériel de transport (-3,8%).

Dans la construction, les ventes ont diminué de 3,6% en janvier, et le chiffre d'affaires des trois derniers mois a reculé de 1,1% par rapport aux trois mois précédents. (AP 06.04)

Entre 2008 et 2009, on peut estimer que 20 % des 34 000 agences immobilières auront disparu.

Sur l'ensemble de la profession, ce sont entre 15 000 et 20 000 emplois, sur 150 000, qui sont menacés. (LeMonde.fr 07.04)

Polémique autour des violents incidents survenus en marge du sommet de l'Otan à Strasbourg.

Le secrétaire général de l'Unsa Police a déploré lundi, sur France Info, des "*lacunes dans la chaîne de commandement*".

"*On ne peut pas laisser un quartier sans défense pendant une heure et demie*", a dit Henri Martini, qui réclame une enquête administrative.

Pour Olivier Besancenot, les autorités ont "*tout fait*" pour que la manifestation dégénère en modifiant le tracé initialement prévu et en conduisant les manifestants "*dans une vraie souricière*".

"*Des milliers de manifestants ont été amenés dans une rue avec les deux issues complètement bloquées, et on s'est fait canarder de gaz lacrymogènes, sans interlocuteur à ce moment-là, avec des tirs tendus, avec des tirs de flashballs. On a frôlé le drame*", a déclaré le porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste sur France Inter.

"*Une manifestation où il y a du monde, où il y a des interlocuteurs, où il y a un parcours de manifestation (et) des forces de l'ordre visibles, ça ne dérape pas. Quand il y a tout le contraire, ça dérape et c'est exactement ce qui s'est passé*", a-t-il ajouté.

"*On a fait en sorte que cette manifestation parte en 'schweppes' comme on dit dans mon quartier.*"

Réagissant aux propos du porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre, qui a accusé le NPA d'être "*la vitrine légale des casseurs*", Olivier Besancenot a démenti faire partie du Black Block", une mouvance anticapitaliste européenne souvent violente.

Michèle Alliot-Marie a jugé "scandaleux" les propos du leader d'extrême gauche.

"*M. Besancenot doit savoir que les violences ne font pas partie du dialogue démocratique, il faut un jour ou l'autre savoir si on se place du côté de la démocratie, de l'expression de ses idées (....) mais on n'a pas le droit de s'exprimer par la violence*", a-t-elle dit.

La ministre de l'Intérieur a jugé que l'émergence de groupuscules violents "*qui refusent de s'inscrire dans la démocratie*" s'expliquait en partie par "*l'affaiblissement considérable des partis extrêmes, notamment du Parti communiste*".(Reuters 06.04)

Le chômage, la précarité et la pauvreté, sont des actes de violence insupportables que l'Etat capitaliste exerce et justifie au nom de la démocratie contre des millions de travailleurs et leurs familles au quotidien. Comme cette violence est légalisée par cette démocratie qui ne profite qu'à une minorité d'exploiteurs, nous n'aurons pas d'autre alternative que d'abattre cette démocratie des capitalistes pour imposer la démocratie de la majorité de la population et avancer sur la voie du socialisme.

A bas le dialogue démocratique, à bas le dialogue social qui sont synonymes de collaboration de classes et de trahisons des intérêts de la classe ouvrière !

Face à la violence organisée par l'Etat bourgeois pour assurer la survie du capitalisme, c'est seulement par la révolution socialiste que la classe ouvrière parviendra à renverser les institutions en place et à prendre le pouvoir.

L'UMP et les institutions de la Ve République sont les "*vitrines légales*" de la dictature du capital dont il faut nous débarrasser au plus vite.

Les Verts n'aiment pas les pauvres.

Le député des Verts Yves Cochet a profité, samedi, d'un colloque de la revue de la décroissance Entropia, à Paris, pour apporter une solution surprenante à l'actuelle crise économique et écologique.

Selon lui, un enfant européen ayant «un coût écologique comparable à 620 trajets Paris-New York», il faudrait faire voter une directive baptisée «grève du troisième ventre» qui inverserait l'échelle des prestations familiales.

En d'autres termes, dissuader financièrement les familles qui envisageraient de concevoir un trop-plein d'enfants. « *Aujourd'hui, plus on a d'enfants, plus on touche. Je propose qu'une famille continue de percevoir des aides pour les deux premiers enfants, mais que ces aides diminuent sensiblement à partir du troisième* », a déclaré le député devant les 150 participants des milieux écologistes et altermondialistes. (Libération.fr 06.04)

Personnellement je trouve complètement dingue de faire des gosses dans un monde aussi pourri, de plus en plus pourri. Cependant, ce n'est pas en s'en prenant aux plus pauvres qu'on règlera le problème de la surpopulation, ce que propose Cochet est particulièrement scélérat. Pourquoi ne propose-t-il pas de supprimer les allocations familiales, toute aide de l'Etat aux familles les plus riches qui pourront toujours élever 4 ou 5 gosses ou plus ?

Italie.

Le "*diable*" : la liberté de la presse !

La presse italienne a fait ses choux gras de la remarque agacée faite par la reine Elizabeth II à l'encontre du dirigeant italien lors de la "photo de famille" du G20, mercredi, à Londres.

Selon des agences de presse italiennes, la souveraine n'a pas apprécié le tapage du Cavaliere qui, placé au dernier rang du groupe, tentait d'attirer l'attention de Barack Obama.

"*Ce qui m'agace vraiment, c'est que la presse italienne me boycotte. On a envie de dire 'allez au diable!'*", a déclaré Silvio Berlusconi est furieux contre les journalistes italiens à des journalistes dans la capitale tchèque.

Dénonçant la "*calomnie*" et la "*désinformation*", il a ajouté qu'il était tenté de répondre à de tels agissements par des mesures "*fermes et directes*". (Reuters 05.04)

Grande-Bretagne.

Quand les investisseurs "boudent".

La banque britannique Royal Bank of Scotland annonce que la participation de l'Etat dans son capital montera à 70,3%, contre 58% jusqu'à présent, les investisseurs ayant massivement boudé son projet d'émission d'actions ordinaires.

Les investisseurs privés n'ont souscrit qu'à hauteur de 0,7% du volume de titres créé, a précisé le groupe, obligeant l'Etat à acquérir le reste. (Reuters 07.06)

Tout fout le camp.

Les immatriculations de voitures neuves ont chuté en mars de 30,5% en rythme annualisé en Grande-Bretagne, annonce une fédération de l'industrie automobile.

Lors des trois premiers mois de l'année, les immatriculations ont plongé de 29,7% par rapport à 2008, soit 200.000 véhicules vendus en moins, précise la Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT).

"*La chute du marché montre que le gouvernement doit faire davantage pour doper la confiance.*" (Reuters 06.04)

Irlande.

Une société de défaisance pour racheter les actifs toxiques.

C'est ce qu'a annoncé ce mardi Brian Lenihan, ministre des finances irlandais, lors de la présentation au parlement de son collectif budgétaire d'urgence. Cette "*Agence nationale de gestion de fonds*" sera dotée d'un budget de 90 milliards d'euros. Une manne qui sera utilisée pour "*nettoyer le système bancaire*" et "*assurer le flux continu de crédit*", a précisé le ministre.

Le ministre des finances irlandais a prévu un recul du PIB de 8% pour 2009.

Dans ce contexte, le gouvernement irlandais a annoncé une série de mesures d'austérité pour limiter la hausse des déficits publics. Le ministre des Finances Brian Lenihan a ainsi dévoilé plusieurs hausses d'impôt et de nombreuses coupes budgétaires, alors que les recettes fiscales ont chuté de 23% au premier trimestre. Du coup, le déficit a été multiplié par 10, à 3,72 milliards d'euros, contre 354 millions l'an passé. (La Tribune 07.04)

FMI

Le capitalisme est "*toxique*", alors éliminons-le !

Le Fonds monétaire international devrait annoncer que les actifs toxiques des banques pourraient atteindre à terme 4.000 milliards de dollars, selon le "*Times*". (La Tribune 07.04)

Un jour c'est 500 milliards de dollars, un autre ils évoquent 1.000 milliards, encore un petit effort et ils avancent 2.000 milliards, et voilà qu'ils doublent la mise, et la prochaine fois ?

Zone euro.

Les ventes de commerce de détail dans la zone euro ont baissé de 0,6% en février comparé au mois précédent, où elles avaient progressé de 0,1%, a indiqué ce lundi l'office européen des statistiques Eurostat. Sur un an, les ventes accusent un recul de 4%.

Dans l'ensemble des vingt-sept pays de l'UE (Union européenne), les ventes de détail ont reculé de 3,4% sur un an.

De leur côté, les prix à la production industrielle ont baissé en février dans la zone euro pour le septième mois consécutif, de 0,5% comparé à janvier, selon Eurostat. Sur un an, les prix ont reculé en février de 1,8%. (La Tribune 06.04)

Le produit intérieur brut (PIB) des 15 pays qui formaient la zone euro l'an dernier a reculé de 1,6% au quatrième trimestre par rapport au troisième.

"*La base de départ est plus faible et cela souligne que la croissance moyenne sur 2009 sera très négative, nous prévoyons une contraction de 4,3%*", a commenté Jürgen Michels, économiste de Citigroup.

"*Ce qui est préoccupant, c'est qu'il est loin d'être improbable que la contraction du PIB de la zone euro ait été encore forte au premier trimestre 2009, au vu des statistiques et des études très sombres disponibles*", souligne Howard Archer, économiste d'IHS Global Insight.

"Cela devrait heureusement marquer le point bas de la crise, même si la reprise semble pour l'instant encore lointaine."

En rythme annuel, le recul du PIB des Quinze au quatrième trimestre ressort à 1,5%.

Au final, l'économie de la zone euro affiche une croissance de 0,8% sur l'ensemble de l'année 2008, moins d'un tiers des 2,6% en 2007 et moins que celle de 1,1% enregistrée aux Etats-Unis même si elle dépasse celle de 0,6% du Japon.

Pour l'ensemble de l'Union européenne à 27, la croissance du PIB a été de 0,9% en 2008 après 2,9% en 2007. (Reuters 07.04)

Etats-Unis. La seule catégorie de la population américaine qui travaille davantage est celle des plus de 55 ans - tant chez les hommes que chez les femmes - forcés qu'ils sont de travailler depuis que leurs économies ont été sensiblement écornées.

En 2000, les plus de 55 ans étaient déjà 18 millions à travailler. Ils sont aujourd'hui 27 millions. (LeMonde.fr 06.04)

Russie.

2009 : une année "*très difficile*".

Le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a défendu lundi devant le parlement sa gestion de la crise économique en Russie, assurant qu'un plan de relance de 3.000 milliards de roubles (66 milliards d'euros) permettrait au pays de survivre à une année 2009 "*très difficile*".

Plus d'un million de Russes ont perdu leur emploi depuis décembre, le rouble a perdu près d'un tiers

de sa valeur contre le dollar, mais Vladimir Poutine a d'abord voulu rassurer la population et démontrer, en alignant des dizaines de statistiques, que le pire de la crise était passé. (Reuters 06.04)

Les Bourses ou la vie.

Lundi 6.

CAC40 +1,05%

L'indice Dow Jones -0,52% et le Nasdaq -0,93%

Mardi 7.

CAC -0,94%

L'indice Dow Jones -2,34% et le Nasdaq -2,81%.

Le 9 avril 2009

Mon isolement est d'autant plus insupportable que la situation se tend. Je fais ce que je peux pour ne pas être coupé des masses, je m'en remets à mes principes : je pars des derniers développements de la situation en tenant compte de l'état d'esprit des couches les plus déterminées de la classe ouvrière à refuser la formidable régression sociale que veulent leur imposer le gouvernement et les capitalistes, tout en gardant à l'esprit notre objectif et notre priorité : la construction du parti. L'ensemble de ces facteurs doit nous permettre d'intervenir dans la lutte des classes et de proposer une issue politique aux masses à la crise du capitalisme.

D'un côté le NPA tient un discours (inégal) sur la crise relativement correcte, LO aussi, d'un autre côté le POI a proposé une initiative intéressante permettant de regrouper les travailleurs qui entendent s'opposer à la politique du gouvernement, mais force est de constater qu'aucun des trois partis n'entend proposer la moindre issue politique aux masses, aucun ne remet directement en cause le régime en place et les institutions, comme si la question qui était posée aujourd'hui n'était pas celle du pouvoir politique, qui doit décider qui doit avoir un travail ou être au chômage, qui doit vivre dans la misère ou vivre comme un prince, etc., le gouvernement étant minoritaire et illégitime. Ne le serait-elle pas que ce serait un devoir pour les militants révolutionnaires de la poser, car on ne peut pas sérieusement construire un parti sur une autre perspective politique (Lénine 1895).

J'en déduis que les dirigeants de ces partis sont incapables d'assumer leur responsabilité en ne répondant pas à Sarkozy, Fillon et d'autres membres du gouvernement, qui en condamnant les séquestrations de patrons justifient en fait l'existence du capitalisme avec son lot d'inégalités et d'injustices insupportables contre lesquelles les masses se dressent, ils sont incapables de leur répondre que leurs partis ne se situent pas forcément sur le terrain de la légalité, qu'ils combattent pour en finir avec le capitalisme et que pour cette raison, ils rejettent tous les arguments condamnant la remise en cause de la sacro-sainte propriété privée des moyens de production telle qu'elle a commencé à s'exprimer à travers les occupations d'usines, ils témoignent qu'ils n'ont pas l'intention de combattre pour l'objectif qu'ils prétendent s'être fixés, le refus d'avancer le mot d'ordre d'expropriation sans indemnité des capitalistes quand la situation s'y prête le prouve amplement.

Qu'attendent-ils pour avancer dans cette voie ? Qu'attendent-ils pour proposer une issue politique aux masses ? Que cette crise soit passée pour expliquer ensuite que les choses sont comme elles sont et que personne n'y peut rien ? Peut-être espèrent-ils que la crise dure assez longtemps pour leur donner raison. Sur quoi au juste ? On ne voit pas comment les faits pourraient leur donner raison, on a plutôt envie de dire que chaque jour qui passe prouve exactement le contraire, qu'espèrent-ils, qu'en organisant des travailleurs sans leur proposer d'issue politique, sans les aider à faire le lien entre la crise du capitalisme et les institutions, les travailleurs finiront bien un jour par faire eux-mêmes ce lien, c'est un leurre camarades, pour ne pas dire une tromperie criminelle, relisez les enseignements du marxisme, vous ne trouverez pas un seul argument en faveur de cette théorie sortie tout droit de la tête de bureaucrates, de "déracinés sociaux".

Pour tirer la majorité des masses en avant, ne faudrait-il pas s'appuyer sur ses éléments les plus déterminés qui tentent de remettre en cause le capitalisme ? Ne sont-ils pas l'exemple à suivre ? Non répondent nos dirigeants en les isolant, ce qui fait l'affaire du gouvernement. Pourquoi ne pas dire que les travailleurs ont parfaitement raison de s'attaquer aux patrons, que leurs actions sont légitimes et qu'elles s'inscrivent dans la voie que l'ensemble de la classe ouvrière devra emprunter pour réorganiser la société sur la base de nouveaux rapports sociaux une fois débarrassé des institutions qui sont au service du capitalisme, une fois qu'ils se seront dôtés de leurs propres organismes politiques de pouvoir...?

Ils veulent interdire les licenciements et quand des travailleurs occupent des usines et s'en prennent à leurs patrons parce qu'ils les menacent de licenciements, nos dirigeants sont incapables de faire autre chose que d'étaler au grand jour leur impuissance. Qu'à travers leurs actions les travailleurs expriment encore inconsciemment le processus conduisant à remettre en cause les fondements du capitalisme, personne ne le niera, mais c'est notre devoir en tant que militant révolutionnaire d'en donner la traduction consciente, dans le cas contraire c'est volontairement les empêcher de progresser sur le plan politique, c'est capituler.

Les dépêches du jour.

Une perte historique.

La Caisse des Dépôts a subi en 2008 une perte de près de 1,5 milliard d'euros, la première perte depuis sa création en 1816, rapporte le quotidien Les Echos à paraître jeudi.

"*La solidité financière de la Caisse n'est cependant pas remise en cause, celle-ci pouvant afficher près de 18 milliards d'euros de fonds propres*", ajoute le quotidien. (Reuters 08.04)

La descente aux enfers continue.

L'économie américaine a continué de se détériorer et les risques que la situation empire encore sont élevés, lit-on dans le compte rendu de la réunion de comité de politique monétaire de la Réserve fédérale (FOMC) des 17 et 18 mars. (Reuters 08.04)

Rompre les relations avec le régime, une nécessité pour mener le combat classe contre classe.

"*On ne va pas aller le voir, en tenant compte que de toute façon la messe est dite*", a déclaré Michel Laboisseret de la CGT sur France Info. "*Ca va avancer à quoi d'aller voir Sarko en tenant compte qu'il va nous traiter de voyous. Je crois que le refus de l'intersyndicale d'y aller et de l'ensemble du personnel est la meilleure des choses*"

Michel Laboisseret a estimé que le président de la République faisait montre d'un "*manque de cohérence*". "*D'un coup, il s'intéresse à nous parce qu'on médiatise le conflit et après, il nous critique derrière*", a-t-il estimé. (AP 09.04)

Nouveau coup de force de travailleurs.

Une vingtaine de salariés de Preciturn (ex-Dapta Technologies 106 licenciements programmés) situé à Thiers ont occupé mercredi matin, dès 9 heures, à Clermont-Ferrand, dans le Puy-de-Dôme, les locaux de la permanence du ministre du Travail, Brice Hortefeux, également conseiller régional d'Auvergne. Ils ont finalement évacué les lieux peu avant midi, sans qu'il ait été fait usage de la force, après avoir obtenu un rendez-vous avec le ministre.(Lepoint.fr 08.04)

Une grève qui ne passera pas "*inaperçue*".

La Tour Eiffel restait fermée au public mercredi après-midi en raison d'un mouvement de grève d'une partie du personnel, a-t-on appris auprès de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE) qui emploi 500 salariés. (AP 08.04)

Faites confiance aux patrons... qui vous foutent à la porte !

Quatre cadres du fabricant britannique d'adhésifs industriels Scapa ont été retenus dans l'usine de Bellegarde-sur-Valserine (Ain).

Ces cadres, qui travaillent à Valence, où se trouve le principal site du groupe en France (le siège est à Manchester, en Grande-Bretagne), ont été séquestrés à l'issue d'une séance de négociations avec les salariés sur les indemnités de licenciement.

La direction de Scapa prévoit en effet de fermer l'usine de Bellegarde-sur-Valserine, spécialisée dans les adhésifs pour l'automobile, qui emploie une soixantaine de personnes, "*en raison de la chute de 50 % de ce marché en 2008*", a indiqué la direction.

"*On a décidé ensemble de relâcher les dirigeants pour qu'ils puissent négocier là-haut en Angleterre. On va leur faire confiance*", a expliqué Christophe Bougret, syndicaliste CGT de l'usine. (Lepoint.fr et AFP 08.04)

18% de perte de salaire, qu'est-ce que c'est... à coté des neuf milliards de bénéfices réalisés par le groupe ArcelorMittal l'année dernière ?

La décision de la direction d'ArcelorMittal de réduire sa production d'acier va entraîner le chômage partiel d'un millier de sidérurgistes sur 2.600 à Florange (Moselle) d'avril à septembre, a-t-on appris mercredi de source syndicale.

Les salariés seront rémunérés à 82%, a souligné Jean-Marc Vécrin, délégué central de la CFDT pour les sites Atlantique-Lorraine. "*On est fortement déçu, mais cela aurait pu être pire, c'est temporaire. En effet, la cokerie continue à fonctionner*", a-t-il expliqué. (AP 09.04)

Tout juste bon à être balancé dans un haut-fourneau !

Toujours les mêmes arguments.

Dassault Aviation (8.000 salariés en France) a publié un chiffre d'affaires en baisse de près de 30% au titre du premier trimestre 2009 et annoncé que des mesures de chômage partiel au sein de ses usines françaises étaient en préparation.

"*Pour faire face aux conséquences de la crise actuelle, le groupe a décidé d'adapter sa capacité de production. Un comité central d'entreprise extraordinaire s'est réuni ce jour au cours duquel la situation industrielle a été exposée. Des mesures d'adaptation de la capacité de production ont été présentées, comprenant notamment le gel des embauches en production, l'arrêt de l'intérim, l'accélération de la prise de congés et un projet de chômage partiel à partir de septembre*", poursuit la société. (Reuters 08.04)

Le cas échéant par recours à l'expropriation, à la révolution!

"*Quelle que soit la gravité des situations rencontrées, il ne peut pas être accepté que l'on déroge à la loi*", écrivent dans un communiqué commun la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), le MEDEF (Mouvement des entreprises de France) et l'UPA (Union professionnelle artisanale).

"*Cela vaut pour toutes les infractions à la loi, qu'il s'agisse de menaces physiques, de séquestrations ou d'atteintes à la sécurité des personnes et des biens*", poursuivent les trois organisations patronales.

Selon elles, "*les réponses à apporter à des conflits sociaux doivent se trouver par la négociation libre et consentie entre les parties, par l'intervention des pouvoirs publics dans le cadre de leurs prérogatives, le cas échéant par recours à la justice*". (AP 08.04)

Un mot sur l'éditorial du dernier numéro d'*Informations ouvrières*.

Le professeur Gluckstein n'est jamais aussi mauvais que dans son rôle de donneur de leçons.

A propos du G20 de Londres : "*Mais comment les travailleurs pourraient-ils comprendre que des Lula, Zapatero et autre Gordon Brown, présentés comme des hommes de gauche, participent de cette union sacrée autour du régime capitaliste failli ?*

Comment peuvent-ils comprendre les réactions de Ségolène Royal..."

Sur quel terrain se situe donc Gluckstein ? De quelle réalité part-il ? De quels travailleurs parlent-ils ? A qui s'adressent-ils ?

Quels travailleurs se posent-ils ces questions ? Lesquels ont-ils besoin de savoir ce que pensent cette "*racaille*" (Marx) se réclamant du mouvement ouvrier ? Les couches de la population auxquelles s'adressent le POI en priorité ? La "*minorité*" de la classe ouvrière comme disait Marx gangrené par le réformisme bourgeois, ceux que le capitalisme s'est employé à corrompre avec l'appui des dirigeants syndicaux pourris, alors que parmi la majorité restante une partie d'entre elle est dors et déjà prête à en découdre contre les institutions et le capitalisme qui n'intéresse aucun parti ouvrier ?

Gluckstein voudrait faire croire aux travailleurs que les Lula, Zapatero, Brown et Royal pourraient tenir un autre langage et faire une autre politique qu'il ne s'y prendrait pas autrement. A qui profite le crime ?

Gluckstein qui ne comprendra décidément jamais rien à l'état d'esprit des masses, ne peut pas

comprendre que les travailleurs savent pertinemment que les Lula, Zapatero, Brown et Royal sont aussi pourris que les Obama, Sarkozy, etc. A moins qu'ils ne veuillent pas le comprendre, ce qui cadrerait avec la perspective d'une Assemblée constituante qui ne serait finalement qu'une réplique de l'Assemblée nationale, un front populaire qui ne veut pas dire son nom et dont on a déjà un aperçu en Bolivien, avec ou sans parti bourgeois au pouvoir puisque ce n'est pas nécessaire (voir les Leçons d'Espagne de Trotsky).

Gluckstein n'est pas non plus à une contradiction près.

Les travailleurs ne comprendraient pas le rôle traitre joué par les Lula, Zapatero, Brown et Royal, mais s'agissant des décisions prises par le G20, il écrit "*tous les travailleurs comprennent ce que cela veut dire.*".

Mais si les travailleurs sont de farouches anticapitalistes au point de comprendre les décisions prises à Londres par les dirigeants du vieux monde comme il l'affirme, alors cela signifie que le seul obstacle qui se dresse encore sur leur chemin pour l'abattre ne peut résider que dans les institutions qui fonctionnent au service du capitalisme. Mais Gluckstein ne tient pas à s'aventurer sur ce terrain-là, toute la stratégie du POI s'écroulerait comme un château de cartes, du coup il dévie sciemment l'attention des travailleurs et des militants vers les partis pourris du mouvement ouvrier qui devraient forcément jouer demain un rôle dans la remise en cause du régime, dans la formation d'un gouvernement ouvrier ou au sein d'une Assemblée constituante fonctionnant pour le compte du capitalisme... comme en Bolivie.

Si les travailleurs ne se tournent pas vers le POI, ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas encore pris conscience des rapports sociaux qui existent dans la société et la place qu'ils occupent au sein de ces rapports si on suit le raisonnement Gluckstein, mais parce qu'ils font toujours confiance au PS et qu'en dehors du PS point de salut, alors que chacun sait que cet argument ne correspond à aucune réalité depuis l'après-guerre et qu'il a été fabriqué de toutes pièces par le dénommé Lambert, son maître à penser, pour justifier sa politique de collaboration de classe avec les appareils, notamment celui de FO.

Comment peut-on affirmer encore une telle contrevérité en 2009 ? Les travailleurs auraient des illusions dans le PS au point de les rendre aveugles, quel est le crétin fini qui croira de telles balivernes ?

Gluckstein confirme ici que les masses comprennent mieux que lui la situation ou qu'ils ne sont pas sur la même longueur d'onde : Gluckstein pense et agit en tant que membre d'un appareil face à des appareils, tandis que les masses confrontées aux difficultés de la vie quotidienne qui s'amoncellent et deviennent insupportables, en arrivent non pas à se tourner vers le PS, mais à remettre en cause le capitalisme en occupant les usines ou les entreprises, à séquestrer leurs patrons qu'ils haïssent par dessus tout.

Et que propose-il aux travailleurs ?

"*Ces décisions (du G20 - Lutte de classe) conformes aux intérêts des exploiteurs doivent être combattues. Cela passe par l'action unie pour l'interdiction des licenciements.*"

Sachant que l'interdiction des licenciements est un leurre, une illusion sans abattre au préalable les institutions, cela revient à les conduire dans une impasse et pas autre chose. Pourquoi ne pas leur expliquer les conditions politiques qu'il faudra réunir impérativement pour envisager sérieusement

l'interdiction des licenciements ? Pourquoi ne pas leur expliquer que vous construisez un parti dans cette perspective au lieu de leur raconter n'importe quoi ? Il arrive un moment où il faut remettre les chose à leur place, assez : même Morales n'a pas le pouvoir d'interdire les licenciements, pas plus que son Assemblée constituante, alors qu'on arrête de nous raconter des conneries, à quel jeu joue Gluckstein et le POI ?

En conclusion, les masses n'ont pas plus confiance dans le PS que dans le POI ou un autre parti, et elles ont parfaitement raison, puisque le POI s'acharne à prendre les problèmes à l'envers : les masses ont toujours des illusions dans le capitalisme, elles en ont beaucoup moins dans les institutions, et plus du tout dans les partis traditionnels du mouvement ouvrier, et elles peinent à avoir confiance dans le POI parce que ses dirigeants se fourvoient toujours dans une interprétation littérale et erronée de la situation depuis l'après-guerre, on n'ose plus dire dans une interprétation à la lettre du *Programme de transition*.

Le POI n'est pas en mesure de conquérir autre chose que l'avant-garde qui se détache de la classe ouvrière, mais ce n'est pas à elle que le POI s'adresse, du coup il passe à côté de l'essentiel... Dommage !

J'ai téléchargé quelques articles du NPA et de LO, je n'ai pas eu le temps de les lire, je verrai ensuite s'il est nécessaire d'en parler.

Le 10 avril 2009

Les Bourses ont terminé en forte hausse hier. Et alors ? Et alors ce sont les banques et les institutions financière qui flambent après l'annonce d'une succession de mesures en leur faveur et les milliards de dollars ou d'euros que les gouvernements leur ont versés généreusement, notamment les arrangements comptables qu'ils les ont autorisés à pratiquer au lendemain du G20 consistant à évaluer à leur convenance leurs actifs toxiques, les revendre et les racheter si nécessaire entre eux à la valeur qu'ils auront fixée eux-mêmes afin de les sortir en douceur (en douce !) de leurs bilans sans payer un dollar d'impôt en plus.

Assurés du soutien indéfectible des dirigeants du vieux monde, la raison d'être du dernier G20, le malheur des uns fait le bonheur des autres, la spéculation n'a pas cessé pour autant, elle serait même encore plus frénétique qu'il y a un an quand on voit des titres chuter de 20 à 40% en une seule séance à la Bourse et remonter d'autant quelques jours ou semaines après, avec la bénédiction des Obama, Sarkozy, Brown et Cie.

Licenciements massifs, chômage partiel généralisé à des pans entiers de l'économie, blocage ou réduction des salaires dans certains pays, liquidation de droits ou acquis sociaux (prime, 13e mois, etc.), ils se tournent vers les marchés asiatiques et d'Amérique latine pour réaliser de juteuses affaires et profiter de la convergence sur ces continents des besoins énormes de la population et du développement du capitalisme à moindre frais qui permet de garantir des profits inimaginables sur le continent nord-américain ou européen.

Face à l'endettement de la population et à la chute de la consommation aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, il leur faut bien trouver le moyen de développer le capitalisme à moindre coût sur d'autres continents pour sortir de cette crise, afin d'écouler leurs marchandises sur le marché mondial et réaliser de nouveaux profits.

La décision d'Obama de consacrer à la guerre en Irak et en Afghanistan 84 milliards de dollars supplémentaires n'est pas contradictoire avec l'effondrement du capitalisme qui n'a pas pour origine un manque de capital, mais un excès d'accumulation de capital.

Ce qui doit être difficile à comprendre pour les travailleurs, et parfois à expliquer par les militants, c'est que la faillite du capitalisme n'est pas comparable à celle d'une entreprise qui n'aurait plus d'argent en caisse pour régler ses factures et ses charges et qui serait donc contrainte de déposer le bilan et de licencier son personnel.

Pour expliquer le plus simplement possible la faillite du capitalisme, il faut partir de ses fondements, des contradictions sur lequel il repose à l'origine et qui ne peuvent que s'accroître au fil du développement de ce système à l'échelle mondiale. Le système économique capitaliste fonctionne selon certaines lois, certains rapports entre différents facteurs, comme tout système, il ne peut fonctionner ou se développer que dans les limites de ces rapports.

On pourrait le comparer au moteur à explosion qui a besoin en permanence d'un mélange d'air et de matière inflammable dans un certain rapport pour fonctionner, qu'on retire un de ces deux éléments ou qu'on ne respecte pas le rapport dans lequel ils doivent être présent dans la chambre à combustion pour que l'explosion ait lieu, et le moteur ne peut plus fonctionner.

Le capitalisme repose sur la nécessité d'accumuler du capital. Le capitalisme n'est pas une abstraction. Le capitalisme se développe dans le cadre d'une situation économique, sociale et politique qui lui est imposée. Chaque capitaliste évolue dans un système où il se retrouve en concurrence avec d'autres capitalistes dans une situation donnée.

Le capitaliste qui cesse d'accumuler du capital ne peut pas continuer de développer son entreprise pour faire face à la concurrence, il est donc condamné à disparaître.

La principale loi de fonctionnement du capitalisme, sa raison d'être disait Marx, est de concentrer entre les mains d'une infime minorité de propriétaires des moyens de production, l'essentiel des richesses produites au détiment fatalement de ses véritables producteurs qui constituent l'immense majorité de la population, la classe ouvrière. C'est ainsi que les richesses se retrouvent concentrées entre les mains de quelques millions d'individus qui détiennent réellement le pouvoir à un pôle, tandis que la majorité de la population tend inexorablement vers la paupérisation sans détenir le moindre pouvoir à l'autre pôle.

Le capitalisme repose sur le vol légal d'une partie de la force de travail mise en oeuvre au cours du procès de production, du temps de travail fourni par les ouvriers aux capitalistes qu'ils ne leur paient pas, pour être bref.

Rien évidemment ni personne ne peut justifier ce vol. Que serait un patron avec de belles machines hyper performantes sans les ouvriers pour les faire fonctionner ? Rien ! Il n'aurait plus qu'à aller gratter pour survivre comme le font tous les travailleurs.

Qui n'avance pas piétine puis recule et enfin disparaît, c'est ce qui arrive aux vieux travailleurs que les capitalistes ont exploité jusqu'à la corde et qu'ils balancent ensuite comme des outils devenus inutilisables, pas suffisamment rentables.

On pourrait prendre une autre métaphore pour expliquer le capitalisme.

La société actuelle est à l'image du capitalisme, il faut faire toujours plus en moins de temps possible pour rester compétitif, un diplôme ne suffit plus pour trouver un boulot, il faut parler plusieurs langues, avoir un certain niveau en informatique, posséder des connaissances dans différents domaines, être disponible 24h/24, si possible sacrifier sa vie privée, sa famille et ses enfants, consacrer sa vie entière à son travail pour finalement se faire virer comme un chien. La société est lancée dans une course effrénée vers l'abîme, elle ne peut pas ralentir ou revenir en arrière, c'est comme un train fou lancé à toute allure que rien ne peut arrêter et qui fonce droit dans le mur... à moins qu'on mette fin à temps au capitalisme.

Le capitalisme ne peut survivre qu'à partir de principes admis par la population reposant sur un postulat faux ou fabriqué.

Un ouvrier ou un intellectuel ne peut pas devenir un capitaliste par son travail. On dit qu'on ne s'enrichit pas en travaillant. Alors d'où viennent les millions, les milliards dont disposent les capitalistes sinon de la force de travail (les profits) qu'ils ont volée et accumulée sur le dos des exploités, eux ou leurs prédécesseurs ?

Pas plus que l'on ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme, on ne peut justifier l'existence des riches et des pauvres. Il faut répondre au gouvernement qui s'émeut des séquestrations de patrons, que le capitalisme est illégal, que l'on ne reconnaît aucune légitimité aux patrons et aux institutions politiques qui représentent leurs intérêts.

Le système capitaliste n'est plus un facteur de progrès social depuis déjà plus d'un siècle, puisque pour assurer sa survie il n'a rien trouvé de mieux que de détruire massivement ce qu'il avait lui-même produit. Il doit donc céder la place au socialisme.

Son véritable visage de nos jours, la barbarie qui lui sert de poumon pour continuer à respirer, ne peut que s'étendre avec le développement de la population mondiale. Y mettre un terme le plus tôt possible est devenu une question de vie ou de mort pour l'humanité entière.

Que les travailleurs prennent le pouvoir politique et contrôlent la production, l'ensemble de l'économie, que l'on produise enfin en fonction des besoins et des aspirations de la majorité de la population, et le bien-être, l'harmonie et la paix entre tous les peuples règneront.

Déclarer légale la remise en cause du capitalisme et ses institutions et déclarer illégal le capitalisme et ses institutions, pose en soi toutes les questions contenues dans la situation actuelle et son développement vers la révolution socialiste.

Goebbels disait que plus un mensonge est gros et plus la population sera portée à le gober. L'existence du capitalisme repose bien sur un énorme mensonge, une gigantesque cabale, c'est à cela qu'il faut s'attaquer résolument si l'on veut qu'un jour les travailleurs prennent conscience des tâches politiques qu'ils ont à accomplir pour avancer vers leur émancipation...

France.

Ils se rapprochent "*du fond*".

Le commerce extérieur de la France s'est dégradé en février, sans toutefois retrouver les niveaux de déficit de la fin 2008, mais avec une détérioration inquiétante des échanges avec les Etats-Unis. Sur les 12 mois écoulés, le déficit se monte à 56,337 milliards d'euros.

"*Si la balance s'est un peu améliorée depuis l'automne dernier, c'est parce que les cours des matières premières ont baissé et que la France importe moins, tout simplement,*" indique Alexander Law, économiste chez Xerfi. "*Et si elle importe moins, c'est parce que les ménages font attention à la dépense et que les entreprises ont gelé leurs investissements et les achats de machine qui vont avec.*"

Il relève cependant que le rythme de baisse des exportations a commencé à s'atténuer, signe que "*l'on s'approche du fond et qu'un rebond technique sera envisageable d'ici à quelques mois.*"

Le déficit commercial avec les Etats-Unis a atteint un niveau historique d'un milliard d'euros.

L'Amérique absorbe le quart des exportations françaises.

L'économiste de Xerfi note aussi que le solde bilatéral avec l'Espagne est devenu négatif, à -2 millions contre +155 millions en janvier, "*signe que la crise de l'autre côté des Pyrénées est d'une extrême violence.*"

La stabilisation des flux en France, comme en Allemagne, témoigne de la contraction des échanges mondiaux qui est une des conséquences fortes de la récession en cours.

Dans ses perspectives mondiales publiées le 31 mars, l'OCDE anticipe une chute sans précédent de 13,2% du commerce mondial cette année, après une hausse modeste de 2,5% en 2008. (Reuters 08.04)

Le Parlement a adopté définitivement le nouveau projet de loi de finances rectificative pour 2009.

Le déficit budgétaire pour 2009 est porté à 104 milliards d'euros, le déficit public à 5,6% du PIB, la dette publique à 73,9% du PIB à la fin de l'année, et ce sur la base d'un taux de croissance de l'économie française de -1,5%. (Reuters 09.04)

De quelle démocratie vous parlez ?

Le Parlement a rejeté à la surprise générale le projet de loi de lutte contre le piratage sur internet, en raison de la présence d'un nombre insuffisant de députés de la majorité UMP.

Les élus de gauche - socialistes, communistes et Verts - étaient plus nombreux en séance au moment du vote et l'unique député du Nouveau Centre (NC) présent, Jean Dionis du Séjour, porte-parole dans ce débat, a voté lui aussi contre.

De sources parlementaires, on souligne que c'est la première fois qu'un texte de CMP est rejeté par l'une des deux assemblées.

Le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, Roger Karoutchi, a indiqué que le gouvernement, comme il en a le pouvoir, redéposerait le texte à la rentrée des vacances parlementaires de Pâques, qui commencent ce vendredi soir pour s'achever le 27 avril.

Son adoption sera "*retardée seulement de quelques semaines*", a-t-il dit. (Reuters 09.04)

Les patrons ont besoins des délégués syndicaux pour licencier, dixit Michel Chopin, délégué CGT chez Bénéteau.

La direction de Bénéteau a annoncé jeudi en Comité central d'entreprise un "*sureffectif de 1.590 postes*" au sein du groupe, numéro un mondial de la plaisance, et la mobilisation de l'entreprise "*pour préserver l'équivalent de 1.000 emplois*", selon un communiqué. Près de 600 emplois sont donc menacés. Le groupe emploie quelque 4.000 personnes en France et 6.000 dans le monde.

"*Nous, on n'est pas pour licencier 1.500 personnes ou 600 personnes*", a déclaré Michel Chopin, délégué CGT chez Bénéteau. "*Il faut travailler sur un moyen pour limiter tout cela*". "*On ne peut pas s'opposer aux départs volontaires, à ceux qui veulent quitter l'entreprise*", a expliqué le délégué CGT. "*Mais pour le reste nous avons notre mot à dire, il y a certaines choses qu'ils ne peuvent pas mettre en place sans les syndicats*". (AP 09.04)

Heureusement que vous êtes là bande de salopards pour aider les patrons à licencier.

Etats-Unis.

Chômage en hausse.

Le nombre d'Américains percevant des indemnités chômage a atteint la semaine dernière 5,84 millions, soit le niveau le plus élevé jamais recensé depuis que ces statistiques ont commencé à être compilées en 1967, montrent les chiffres publiés jeudi par le département américain du Travail.

Selon les derniers chiffres officiels, le taux de chômage aux Etats-Unis a atteint 8,5% en mars, soit son plus haut niveau depuis novembre 1983. (AP et La Tribune 09.04)

Qui n'avance pas recule.

Le déficit commercial des Etats-Unis a chuté en février, son septième mois de recul consécutif, pour tomber à son plus bas niveau depuis novembre 1999, selon les données publiées ce jeudi par le département du Commerce.

Pendant ces sept mois, les Etats-Unis ont réduit leur déficit commercial de plus de moitié (-58,5% par rapport à juillet), sur fond de crise économique mondiale. La surprise est venue en février du rebond des exportations, qui avaient auparavant connu six mois de baisse. Elles ont augmenté de 1,6% à 126,8 milliards de dollars.

En revanche, les importations continuent leur décrue, pour le septième mois consécutif, baissant de 5,1% à 152,7 milliards. Au total, le volume des échanges des Etats-Unis avec le reste du monde poursuit son recul, entamé en août, en diminuant de 2,2% par rapport à janvier.

La baisse des prix de l'ensemble des produits importés a atteint 14,9% sur un an en mars, du jamais vu depuis le début de la publication de cet indice en mars 1982. (La Tribune 09.04)

Allemagne.

La production industrielle dans un "état peu reluisant".

La production industrielle allemande a chuté de près de 23,2% sur un an en février, son recul le plus marqué depuis la réunification de l'Allemagne en 1990, selon les données du ministère de l'Economie.

La baisse annuelle du mois de février fait suite à celle de 21,4% de janvier, preuve supplémentaire d'un début d'année difficile pour l'économie allemande, qui a subi une baisse de 2,1% de son PIB au quatrième trimestre 2008, là aussi la plus mauvaise performance depuis la réunification.

Sur un mois, le recul de la production industrielle est de 2,9% et, au vu du recul des commandes à l'industrie en février dont les chiffres ont été publiés mercredi, la faiblesse de la production allemande devrait se poursuivre dans les mois qui viennent, a indiqué le ministère.

"*La chute de la production industrielle confirme que le secteur est toujours dans un état peu reluisant et laisse augurer un recul du PIB au T1 encore plus marqué qu'au T4*", a déclaré Jennifer McKeown, économiste chez Capital Economics.

Dans le détail, il apparaît que la production manufacturière a baissé de 3,3% en février, les biens d'équipement ont reculé de 4,5% et la production dans le secteur de l'énergie de 2,6%. Le domaine de la construction est l'un des rares à afficher une hausse, de 1,9%.

Premier exportateur mondial de biens, l'Allemagne pâtit lourdement de la baisse de la demande provoquée par la récession mondiale. (Reuters 09.04) >Comment ils vont s'en sortir provisoirement : pillage, surexploitation, super profit, suivez le guide.

L'indice MSCI des marchés actions émergents a globalement rebondi depuis novembre 2008. Depuis le 1er janvier, il gagne même 10% alors que l'indice MSCI mondial recule de près de 7%.

Les émergents restent tributaires de la crise mondiale et ils n'ont pas encore forcément atteint leur point le plus bas.

"*Il est trop tôt pour parler de rebond durable des marchés émergents car il faudrait pouvoir pour cela anticiper la sortie de la récession mondiale*", estime Jean-Louis Scandella, gérant spécialiste des marchés émergents chez Comgest.

"*La consommation américaine arrête de s'effondrer, l'activité reprend dans les ports chinois mais on est passé simplement de nouvelles catastrophiques à d'autres un peu moins mauvaises*", ajoute-t-il. "*Et tant qu'on n'aura pas nettoyé le bilan des banques de leurs mauvaises créances massives, le financement de l'économie restera toujours problématique.*"

En attendant, les gérants misent prudemment sur les actifs et les zones qui ont le plus souffert.

"*La décision d'étendre la capacité de prêt du Fonds monétaire international va profiter en particulier aux pays émergents qui n'ont pas de gros problèmes structurels mais qui pâtissent de la crise mondiale*", estime Patrice Lemonnier, responsable de la gestion actions émergentes chez Crédit agricole Asset Management. "*Dans cette optique, nous nous renforçons sur des pays comme la Pologne, la République tchèque ou le Mexique*".

"*Il y a ensuite les investissements qui constituent des barrages contre l'inflation, dont certains opérateurs anticipent déjà le retour à terme, alors que les banques centrales font marcher la planche à billets pour financer des économies mal en point*", fait valoir Jean-Louis Scandella, chez Comgest. "*Les matières premières comme les métaux ont d'ailleurs déjà beaucoup monté dans cette optique*".

Le gérant privilégie enfin les futurs consolidateurs qui ont peu de dette et un cash flow positif et peuvent résister à la crise, pour ensuite réaliser des acquisitions à bas prix. (Reuters 09.04)

Canada.

Chômage en hausse.

Selon l'office canadien de la statistique, Statistique Canada, 357.000 emplois ont été perdus depuis octobre, soit 2,1% de sa population active. Il s'agit de la plus grave baisse sur cinq mois depuis 1982.

Le Canada a perdu 61.300 emplois au mois de mars, et le taux de chômage a augmenté de 0,3 point pour s'établir à 8% de la population active, son niveau le plus élevé depuis sept ans. (AP 09.04)

Bolivie. Morales : un aveu d'impuissance.

Le président bolivien Evo Morales a annoncé jeudi qu'il entamait une grève de la faim pour contraindre le Congrès à fixer une date pour les prochaines élections législatives et présidentielle prévues par la nouvelle Constitution du pays.

Evo Morales, premier président indigène de Bolivie, a déclaré jeudi à des journalistes qu'il entamait cette grève "*pour défendre le vote du peuple*". Il sera accompagné dans cette action par 14 dirigeants syndicaux et mouvements sociaux.

La nouvelle Constitution, proposée par Morales et approuvée par référendum en janvier, prévoit l'organisation d'élections législatives et présidentielle en décembre. En vertu de ce texte, la date aurait dû être officiellement entérinée jeudi par le Congrès.

Evo Morales, présenté comme favori du scrutin présidentiel face à une opposition fragmentée, accuse l'opposition, qui contrôle le Sénat, de manoeuvrer pour empêcher les élections. (AP 09.04)

Les partisans d'une Assemblée constituante en France sans avoir liquidé au préalable les institutions de l'Etat bourgeois, ont encore le temps d'en prendre de la graine pour changer de stratégie, à moins qu'ils préfèrent engraisser en vue d'une grève de la faim, ils excuseront par avance la classe ouvrière de ne pas y participer, il nous resterait plus que la peau sur les os !

Bon week-end à tous.

Le 11 avril 2009

Qu'ils s'estiment heureux qu'il ne soit pas déjà chargé !

Interrogé à la sortie de la réunion de l'Elysée, le président de la CGPME, Jean-François Roubaud a invité les patrons à ne pas négocier sous la menace.

"*J'en profite pour demander à tous les chefs d'entreprise qui m'entendent de ne pas céder à ces séquestrations, ou tout du moins à ne pas commencer une négociation avec le pistolet sur la tempe*", a-t-il dit à la presse. "*Pas de négociations si vous êtes séquestrés !*"

Dans un communiqué, la CGPME a ensuite appelé "*les personnes concernées à déposer plainte en justice*". (Reuters 10.04)

Les patrons et le gouvernement déclarent que les licenciements sont légaux et légitime, nous, au nom des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, nous déclarons que les licenciements sont illégaux, mieux que le capitalisme repose sur un vol et qu'il est illégal, que pour cette raison il doit disparaître. Quant au gouvernement et aux institutions de la Ve République, ils sont minoritaires et illégitimes, rejetés par la majorité de la population, il faut donc les renverser, place au pouvoir des travailleurs !

Quel parti ouvrier osera le dire haut et fort ? Aucun !

Qu'y a-t-il à ajouter ? Rien.

Salut !

France.

Combattre pour pas un seul licenciement, non pas vraiment !

L'équipementier automobile Trèves supprimerait 700 emplois sur 2.000 en France et préparerait l'arrêt définitif de trois usines, dans la Marne, l'Aisne et le Morbihan.

Cet annonce a été faite sur Europe 1 et les délégués syndicaux ne seraient pas au courant.

"*Mais il y aura des suppressions, c'est sûr, et sans doute, au moins une fermeture de site. Maintenant, il faut savoir quelle ampleur auront ces mesures*", a déclaré Joël Bouquin (CGT) (Lepoint.fr 10.04) Pour les accompagner, on a bien compris.

Qui vous a trompé sciemment en vous faisant croire que l'avant-garde de la classe ouvrière se trouvait dans les syndicats depuis l'après-guerre pour justifier la collaboration des appareils des partis ouvriers avec ceux des syndicats ?

Il n'y a pas de petits profits.

Le taux du Livret A sera ramené à 1,75% le 1er mai, contre 2,5% actuellement, a annoncé vendredi la ministre de l'Economie Christine Lagarde. (Reuters 10.04) Pourquoi les 47 millions de détenteurs de Livret A s'enrichiraient franchement, l'épargne populaire doit disparaître, CQFD. (Reuters 10.04)

Il faudra remettre cela.

Le gouvernement a publié au *Journal officiel* vendredi un arrêté étendant à toutes les entreprises l'accord sur les salaires en Guadeloupe, signé le 26 février.

En revanche, l'article 5 de l'accord n'est pas étendu. Cet article prévoyait une augmentation générale des salaires au terme des trois ans de l'accord. "*Les signataires en ont décidé librement pour eux-mêmes*". (AP 10.04)

Le PS tel qu'il est.

Manuel Valls, député-maire socialiste d'Evry (Essonne), estime dans un entretien à paraître ce samedi dans le quotidien Le Monde daté de dimanche 12-lundi 13 avril que l'antisarkozysme forcené de la gauche provoque un double effet pervers.

D'après lui, "*en 2012, la gauche ne pourra pas se contenter de dire: 'on refait Jospin, moins les 35 heures'. Il faudra tenir un discours courageux, annoncer les réformes et dire clairement que pour réduire les inégalités on ne pourra pas faire autrement qu'augmenter certains prélèvements obligatoires*", avertit le maire d'Evry. (AP 11.04) Par exemple la CSG créée par le PS (Rocard) ! (voir le texte mis en ligne aujourd'hui)

Ce qui est extraordinaire c'est que même lorsque ce parti propose ouvertement un programme antisocial, il y en a toujours pour le défendre, pour le présenter comme un parti ouvrier, c'est scandaleux. En fait ici Valls explique que Sarkozy ne va pas assez loin dans sa politique anti-ouvrière, qu'il manque de courage pour appliquer ses contre-réformes, alors que le PS au pouvoir ferait mieux et irait jusqu'au bout.

Mitterrand n'a-t-il pas pavé la voie à Chirac puis Sarkozy, la Ve République ne serait-elle pas le produit de la IVe République ? Mitterrand et la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale n'ont-il pas permis au capitalisme français de passer sans encombre la crise qui avait surgit dès le milieu des années 70 ? Le PS aurait-il par hasard une autre raison d'être que d'assurer la survie du capitalisme hier comme aujourd'hui ou demain ?

Etats-Unis. Le Département américain du Trésor a annoncé vendredi un déficit mensuel record de 192,3 milliards de dollars en mars, le déficit global pour la moitié de l'année budgétaire en cours approchant déjà les mille milliards de dollars. (AP 10.04)

Chine.

L'excédent commercial de la Chine a bondi de 41,2% sur un an en mars, à 18,56 milliards de dollars, du fait du ralentissement de la chute des exportations, a annoncé ce vendredi l'agence Chine Nouvelle.

Même si les exportations enregistrent leur cinquième mois de baisse, elles ont en effet contenu leur chute en mars, baissant de 17,1% en glissement annuel, tandis que les importations baissaient de 25,1%.En février, les exportations avaient plongé de 25,7% sur un an, et les importations de 24,1%, entraînant sur le mois de février un exédent commercial de 4,84 milliards de dollars. (La Tribune 10.04)

Russie.

La société publique russe d'armements Rosoboronexport a porté en 2008 le montant de ses livraisons d'armes aux pays étrangers à 6,725 milliards de dollars, tandis que son volume de commandes d'exportation a atteint un niveau de 27 milliards de dollars, annonce le directeur général de la société, Anatole Issaikine, dans une interview publiée, vendredi 10 avril, dans le quotidien gouvernemental russe *Rossiskaïa Gazeta*.

Selon lui, '*la Russie s'est solidement installée en seconde position dans le classement des exportateurs mondiaux les plus importants d'armements et d'équipements militaires*' derrière les Etats-unis. (LeMonde.fr 10.04)

Bolivie.

Le Congrès de Bolivie a adopté "dans sa globalité" une loi électorale, quelques heures après l'annonce par le président Evo Morales qu'il entamait une grève de la faim pour protester contre les

manoeuvres d'obstruction de l'opposition contre ce texte.

Les alliés de Morales contrôlent la chambre basse de Bolivie, mais l'opposition est majoritaire au Sénat, ce qui permet à ses opposants politiques de faire obstacle au projet de réforme électorale.

La nouvelle Constitution prévoit que le Congrès approuve une loi électorale ratifiant la date du 6 décembre pour les prochaines législatives.

Or, l'opposition était hostile à texte de loi parce qu'il prévoit d'accorder 14 sièges à des groupes indigènes minoritaires, ce qui, dit-elle, revient à les accorder à Morales lui-même, étant donné que celui-ci s'est fait le champion des droits des Indiens. (Reuters 10.04)

Brésil.

Lula l'impérialiste.

"*Comment comprendre*" que Lula soit un farouche partisan du capitalisme, pardon de l'impérialisme ? Voici la réponse à la question stupide posée par D.Gluckstein dans son dernier éditorial :

"*Le FMI a invité le Brésil à devenir un de ses pays contributeurs et j'ai accepté l'invitation*" a expliqué le ministre des finances brésilien Guido Mantega. "*Cela montre que nous sommes perçus comme un pays à économie forte*", s'est-il réjouit. Après que le Brésil a remboursé rubis sur l'ongle en décembre 2005 une dette de 15,5 milliards de dollars. (AP 10.04)

Traduisons : le Brésil de Lula postule à son tour au rôle de pilleur des autres peuples au côté de l'impérialisme américain, japonais, chinois, britannique, français, etc.

Pour passer un bon week-end, deux extraits du *Programme de transitions* qui me semblent d'actualité.

Le comité d'usine.

"Le mouvement ouvrier de l'époque de transition n'a pas un caractère régulier et égal, mais fiévreux et explosif. Les mots d'ordre, de même que les formes d'organisation, doivent être subordonnés à ce caractère du mouvement. Rejetant la routine comme la peste, la direction doit prêter attentivement l'oreille à l'initiative des masses elles-mêmes. (désolé, nos dirigeants sont sourds - Lutte de classe)

Les grèves avec occupation des usines, une des plus récentes manifestations de cette initiative, sortent des limites du régime capitaliste "normal". Indépendamment des revendications des grévistes, l'occupation temporaire des entreprises porte un coup à l'idole de la propriété capitaliste. Toute grève avec occupation pose dans la pratique la question de savoir qui est le maître dans l'usine : le capitalisme ou les ouvriers. (quelle audace ! - Lutte de classe)

Si la grève avec occupation soulève cette question épisodiquement, le COMITÉ D'USINE donne à cette même question une expression organisée. Élu par tous les ouvriers et employés de l'entreprise, le Comité d'usine crée d'un coup un contrepoids à la volonté de l'administration.

A la critique que les réformistes font des patrons de l'ancien type, ceux qu'on appelle les "patrons de droit divin", du genre de Ford, en face des "bons" exploiteurs "démocratiques", nous opposons le mot

d'ordre des comités d'usine comme centres de lutte contre les uns et les autres.

Les bureaucrates des syndicats s'opposeront, en règle générale, à la création de comités d'usine, de même qu'ils s'opposeront à tout pas hardi dans la voie de la mobilisation des masses. Il sera, cependant, d'autant plus facile de briser leur opposition que le mouvement aura plus d'ampleur. Là où les ouvriers de l'entreprise, dans les périodes "calmes", appartiennent déjà tous aux syndicats (closed shop), le comité coïncidera formellement avec l'organe du syndicat, mais il en renouvellera la composition et en élargira les fonctions. Cependant, la principale signification des comités est de devenir des états-majors de combat pour les couches ouvrières que le syndicat n'est, en général, pas capable d'atteindre. C'est d'ailleurs précisément de ces couches les plus exploitées que sortiront les détachements les plus dévoués à la révolution.

Dès que le comité fait son apparition, il s'établit en fait une DUALITÉ DE POUVOIR dans l'usine. Par son essence même, cette dualité de pouvoir est quelque chose de transitoire, car elle renferme en elle-même deux régimes inconciliables : le régime capitaliste et le régime prolétarien. L'importance principale des comités d'usine consiste précisément en ce qu'ils ouvrent, sinon une période directement révolutionnaire, du moins une période pré-révolutionnaire, entre le régime bourgeois et le régime prolétarien. Que la propagande pour les comités d'usine ne soit ni prématurée ni artificielle, c'est ce que démontrent amplement les vagues d'occupations d'usines qui ont déferlé sur un certain nombre de pays. De nouvelles vagues de ce genre sont inévitables dans un prochain avenir. Il est nécessaire d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste." (tu n'y penses pas Léon, gauchiste va ! - Lutte de classe)

Les piquets de grève, les détachements de combats, la milice ouvrière, l'armement du prolétariat

"Les grèves avec occupation des usines sont un très sérieux avertissement de la part des masses à l'adresse, non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des organisations ouvrières, y compris la IV° Internationale. En 1919-1920, les ouvriers italiens s'emparèrent, de leur propre initiative, des entreprises, signalant ainsi à leurs propres " chefs " l'arrivée de la révolution sociale. Les "chefs" ne tinrent pas compte du signal. Le résultat fut la victoire du fascisme.

Les grèves avec occupation ne sont pas encore la prise des usines, à la manière italienne; mais elles constituent un pas décisif dans cette voie. La crise actuelle peut exaspérer au plus haut point le rythme de la lutte des classes et précipiter le dénouement. Il ne faut cependant pas croire qu'une situation révolutionnaire surgit d'un seul coup.

En réalité, son approche est marquée par toute une série de convulsions. La vague de grèves avec occupation des usines en est précisément une. La tâche des sections de la IV° Internationale est d'aider l'avant-garde prolétarienne à comprendre le caractère général et les rythmes de notre époque, et de féconder à temps la lutte des masses par des mots d'ordre de plus en plus résolus et par des mesures organisationnelles de combat. (Ce sont nos dirigeants qui manquent de résolution - Lutte de classe)

L'exacerbation de la lutte du prolétariat signifie l'exacerbation des méthodes de contre-offensive de la part du capital. Les nouvelles vagues de grèves avec occupation des usines peuvent provoquer et provoqueront infailliblement, en réaction, d'énergiques mesures de la part de la bourgeoisie. Le travail préparatoire se mène dès maintenant dans les états-majors des trusts. Malheur aux organisations révolutionnaires, malheur au prolétariat s'ils se trouvent de nouveau pris à l'improviste !" (Tu ne pensais pas si bien dire, malheureusement - Lutte de classe)

Ce qui peut nous sauver, c'est que la crise du capitalisme frappe violemment toutes les couches de la population, la classe ouvrière en priorité bien sûr, mais aussi la petite bourgeoisie et les classes moyennes qui peuvent basculer du côté du prolétariat, pour peu que le prolétariat fasse preuve de détermination à combattre le capitalisme et qu'il se mobilise massivement. Je ne suis pas sur place pour en juger avec suffisamment de précision, mais j'ai l'impression qu'on est à mi-chemin d'une telle situation.

Cependant, si l'objectif de mobiliser les masses peut être avancé par un parti dans la perpective d'une issue politique, il ne faut pas perdre de vue qu'il n'aura pas les moyens de l'atteindre compte tenu de la faiblesse de ses effectifs, cet objectif peut seulement contribuer comme élément de propagande à recruter et construire le parti, espérer davantage serait se leurrer sur ses propres capacités et se détourner de l'objectif que l'on s'est fixé, car tant que le parti ne sera pas construit, il sera impossible au prolétariat de prendre le pouvoir et de le conserver.

Tout objectif transitoire n'a de réel intérêt que dans la mesure où il est relié à notre objectif final, c'est seulement dans cette perspective que des pans entiers des masses peuvent en prendre conscience au fil de la lutte de classe et que leur conscience politique peut progresser. Un objectif transitoire proposé aux masses qui ne se situerait pas dans une perspective politique révolutionnaire ne pourrait pas les aider à prendre conscience des tâches qu'il leur reste à accomplir pour renverser le régime, pire, elles pourraient avoir l'illusion que cet objectif pourrait être atteint dans le cadre du régime actuel, comme c'est impossible, elles seraient renvoyées en arrière au lieu d'aller de l'avant...

La question n'est pas d'avancer un objectif que les masses peuvent réaliser ou qui serait à leur portée, mais d'avancer un mot d'ordre en rapport avec le mûrissement des conditions objectives pour qu'elles s'en saisissent consciemment et en arrivent à poser la question politique du pouvoir, pour peu évidemment qu'on les aide à avancer dans cette voie.

Le combat pour l'interdiction des licenciements part de la situation objective, mais il manque son objectif dans la mesure où il n'est pas relié à la nécessité politique de chasser Sarlozy, d'abattre les institutions, pour être crédible aux yeux des travailleurs les plus déterminés, on ne s'adresse pas aux couches les plus arriérées du prolétariat. Si les travailleurs et les militants regardaient de plus près ce qui se passent en Bolivie, ils comprendraient les erreurs qu'il ne faut pas commettre, c'est à nous de leur ouvrir les yeux. On ne peut pas d'un côté garder intactes les vieilles institutions modelées pour servir les intérêts des capitalistes, et prétendre d'un autre côté appliquer un programme politique conforme aux intérêts des exploités, l'expérience bolivienne prouve qu'à ce jeu-là, ce sont les capitalistes qui conservent le pouvoir. Morales n'a pas appris grand chose de La Commune de Paris ou de la révolution d'Octobre, on n'est pas forcé de l'imiter par solidarité ! Nous sommes l'expression consciente du mouvement inconscient ou nous nous bornons à accompagner ce mouvement inconscient... dans une impasse, toute la question est là. (A suivre)

Le 13 avril 2009

A quoi bon s'épuiser en longs discours puisque cela ne sert à rien. Quand j'écris que je soutiens l'initiative du POI, c'est vraiment à défaut de mieux, mais sans aucune illusion, un peu comme lorsque Trotsky disait à F. Zeller qu'il fallait bien faire avec ce qu'on avait sous la main, sans plus. Vous avez moins de temps que moi à consacrer à la lecture donc vous n'aurez peut-être pas fait le même constat, le plus frappant c'est quand vous passer de la lecture des marxistes à la littérature des partis d'aujourd'hui, vous en arrivez à vous demander s'il existe vraiment encore un rapport entre les deux.

Prenez n'importe quel ouvrage de Marx ou Engels du milieu du XIXe siècle, comparez-le avec un article écrit par Trotsky un siècle plus tard, vous trouverez la même verve, le même ton polémique, le même acharnement à combattre l'opportunisme, la même détermination à faire émerger la vérité parmi un monceau de mensonges, la même rigueur à situer les deux côtés de la baricade. Comparez-les maintenant avec vos hebdomadaires favoris et vous tomberez de sommeil ou vous resterez sur votre faim, pire vous ne saurez plus très bien pour quel objectif ces partis combattent réellement. Je n'ose pas en dire davantage pour ne pas effaroucher les âmes sensibles, mais je n'en pense pas moins.

Question : ce qu'il était encore possible de dire un siècle après Marx et Engels, il ne serait plus possible de le dire un peu plus d'un demi-siècle après Trotsky ? Etrange, non ? L'Etat, les classes, la société, ne fonctionneraient-ils plus selon les mêmes lois ? J'avais cru pourtant comprendre le contraire au regard de la crise actuelle du capitalisme et de la paupérisation croissante de la population, les mêmes causes procurent exactement les mêmes effets, non ?

Il y a un demi-siècle, un siècle, un siècle et demi, les masses étaient soumises à l'obscurantisme et aux superstitions, incultes et très souvent illettrées, profondément ignorantes avant même de pouvoir évoquer un quelconque niveau de conscience, leur destin était suspendu au bon vouloir d'un despote qui régnait en maître, au mieux d'une république bourgeoise qui avait pour mission de les maintenir en esclavage au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité... entre les classes, le salariat ayant remplacé le servage, désormais asservi à une machine jusqu'à l'épuisement totale ou la mort, la condition de l'exploité n'avait rien à envier à celle de son prédécesseur, et pourtant, malgré tout il a trouvé la force et la volonté de se lever, il s'est organisé, il a combattu contre l'exploitation effrénée que lui faisait subir le capitalisme, il s'est révolté, il a cherché à de multiples reprises la voie de son émancipation sans jamais la trouver, finalement toujours trahi par ceux qui parlaient en son nom, ses défaites seront dues essentiellement à son manque de maturité politique, à l'incapacité de son avant-garde de rompre avec ses ennemis sur le plan idéologique et politique, dont l'amalgame entre la république (bourgeoise) et le socialisme le mènera à l'abattoir puis constituera son tombeau.

Un siècle après la débâcle (la faillite politique) de la SFIO, Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI a osé écrire page 10 du n°41 d'*Informations ouvrières* : "*En France, cette société devra, pour le POI, être nécessairement basée sur les valeurs de la république française conquises par nos ancêtres : liberté, égalité et fraternité, être bâtie sur les principes du socialisme...*", ils revendiquent donc ces valeurs telles qu'elles existent ("nécessairement"), on est bien d'accord, or ces valeurs telles qu'elles existent sont incompatibles avec le socialisme, désolé.

Pour que ces valeurs soient compatibles avec les principes du socialisme il faudrait au prélable que la classe ouvrière soit devenue la classe dominante, qu'elle détienne tout le pouvoir, or il ne le dit pas. En fait de socialiste, on a à faire à un démocrate républicain, qui, effrayé par une révolution, préfèrerait que les classes s'entendent entre elles pour se partager le pouvoir, ou pourquoi pas que les classes dominantes acceptent pacifiquement de céder leur pouvoir au prolétariat, crasse ignorance ou utopie criminelle. C'est la voie démocratique du réformisme bourgeois pour accéder au socialisme qu'il nous propose.

Non, la société que nous devrons construire ne sera pas bâtie à la fois sur les principes du socialisme et sur les valeurs de la république française telles qu'elles existent. Ces valeurs ont un contenu de classe précis, pour que leur contenu change, il faut que le pouvoir passe d'abord des mains des capitalistes à ceux du prolétariat. De la même manière qu'on ne peut pas évoquer même du bout des lèvres la construction du socialisme, sans préciser qu'il faudra avoir abattu l'Etat bourgeois avant de commencer à entrevoir les prémices de la construction du socialisme. En Bolivie, allez donc chercher les prémices du socialisme, vous n'en trouverez pas trace, et pour cause les vieilles institutions sont toujours en place, idem au Venezuela.

On aurait pu dire aussi qu'à l'heure où les injustices et les inégalités n'ont jamais été aussi profondes dans ce pays, et la dictature du capital fait rage, revendiquer "les valeurs de la république française" comme si elles ne s'inscrivaient pas en totale contradiction avec ce que subissent quotidiennement les masses, ce n'est pas se placer au côté des masses, mais contre les masses.

Certains parleraient à juste titre d'une infâme opération de dépolitisation de la classe ouvrière, combinant non-dit et manipulations reposant sur le refus de caractériser le contenu social de ces valeurs, de l'Etat. A l'heure où dans cette république bananière la liberté coïncide avec le droit des capitalistes de jeter dehors du jour au lendemain des centaines de milliers de travailleurs sans le moindre recours possible, où l'égalité ne se conçoit que dans le cadre du dialogue social sur la base acceptée par les dirigeants syndicaux de la défense des intérêts des capitalistes, que la fraternité consiste à répondre positivement aux appels de Sarkozy et Fillon à l'union nationale pour sauver le capitalisme, revendiquer aujourd'hui ses valeurs comme le fait Jeannneney, c'est soutenir le régime en place.

Vous vous souvenez sans doute de quelle manière il avait complètement défiguré les enseignements de La Commune, il n'a fait que récidivé ici. J'ai pitié de vous et je ne commenterai pas l'article de Roger Sandri (page 2) pour qui "*Les confédérations syndicales françaises (...)prennent les initiatives qu'impose la situation.*". A part cela le POI ne soutient pas les appareils !

Hier je n'ai pas eu le courage d'actualiser cette rubrique, j'avais fait des lectures nauséabondes, puis je me suis repris comme d'habitude grâce aux marxistes. Le socialisme est-il d'actualité, serait-il possible ou inéluctable, faut-il "exproprier les expropriateurs" ? Un extrait pour garder le moral.

Le Marxisme et notre époque - Trotsky - 18 avril 1939

Dans son message au Congrès du début de 1939, le président Roosevelt exprima son désir d'élever le revenu national à 90 ou 100 milliards de dollars, sans pourtant indiquer comment il y parviendrait. En lui-même, ce programme est extrêmement modeste.

En 1929, lorsqu'il y avait environ 2 millions de chômeurs, le revenu national atteignait 81 milliards de dollars. La mise en action des forces productives actuelles suffirait, non seulement pour réaliser le programme de Roosevelt, mais même pour le dépasser considérablement. Machines, matières premières, main-d'oeuvre, rien ne manque – pas même les besoins de la population. Si, malgré tout cela, le plan est irréalisable – et il l'est – la seule raison est l'antagonisme insupportable qui s'est développé entre la propriété capitaliste et le besoin social d'une production croissante.

(...)

Ainsi, pour sauver la société, il n'est nécessaire ni d'arrêter le développement de la technique, ni de fermer les usines, ni d'accorder des primes aux fermiers pour saboter l'agriculture, ni de transformer le tiers des travailleurs en mendiants, ni de faire appel à des fous comme dictateurs. Toutes ces mesures, contraires aux intérêts de la société, sont inutiles. Ce qui est indispensable et urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels, et d'organiser la société d'après un plan rationnel. Après quoi, il serait enfin possible de guérir réellement la société de ses maux. Tous ceux qui savent travailler trouveraient du travail. La longueur de la journée de travail diminuerait graduellement. Les besoins de tous les membres de la société trouveraient des possibilités de satisfaction de plus en plus grandes. Les mots "pauvreté", "crise", "exploitation", disparaîtraient de la circulation. Le genre humain franchirait enfin le seuil de la véritable humanité.

L'inéluctabilité du Socialisme

"Parallèlement à la diminution constante du nombre des magnats du capital, dit Marx, grandit le poids de misère, d'oppression, d'esclavage, de dégradation, d'exploitation ; mais en même temps grandit aussi la révolte de la classe ouvrière, classe toujours croissante en nombre, disciplinée, unifiée, organisée par le mécanisme même du processus de la production capitaliste... La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail atteignent enfin un point où elles deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe éclate. Le glas de la propriété privée sonne, les expropriateurs sont expropriés".

C'est la révolution socialiste. Pour Marx, le problème de la reconstruction de la société ne se posait pas en raison de ses préférences personnelles ; il surgissait, comme une nécessité historique inexorable, d'une part de la croissance des forces productives jusqu'à leur pleine maturité, d'autre part de l'impossibilité de développer davantage ces forces productives sous l'empire de la loi de la valeur.

Les élucubrations de certains intellectuels, selon lesquelles, en dépit de l'enseignement de Marx, le socialisme ne serait pas inéluctable, mais seulement possible, sont absolument vides de sens. Il est évident que Marx n'a jamais voulu dire que le socialisme se réaliserait sans l'intervention de la volonté et de l'action de l'homme ; une telle idée est simplement absurde.

Marx a prédit que, pour sortir de la catastrophe économique où doit conduire inévitablement le développement du capitalisme – et cette catastrophe est devant nos yeux -, il ne peut y avoir d'autre issue que la socialisation des moyens de production. Les forces productives ont besoin d'un nouvel organisateur et d'un nouveau maître ; et, l'existence déterminant la conscience, Marx ne doutait pas que la classe ouvrière, au prix d'erreurs et de défaites, parviendrait à prendre conscience de la situation, et, tôt ou tard, tirerait les conclusions pratiques qui s'imposent.

(...)

Tous les sauveurs du capitalisme, ceux de l'espèce démocratique aussi bien que ceux de l'espèce fasciste, s'efforcent de limiter ou, tout au moins, de camoufler la puissance des magnats du capital, afin de prévenir l'expropriation des expropriateurs. Ils reconnaissent tous, et certains d'entre eux l'admettent même ouvertement, que l'échec de leurs tentatives de réformes doit inévitablement conduire à la révolution socialiste. Ils ont tous réussi à démontrer que leurs méthodes pour sauver le capitalisme ne sont que charlatanisme réactionnaire et impuissant. L'inéluctabilité du socialisme, prédite par Marx, est ainsi confirmée par l'absurde.

La révolution socialiste est indispensable

La propagande de la "technocratie", qui a fleuri pendant la période de la grande crise de 1929-1932, était fondée sur cette prémisse correcte que l'économie ne peut être rationalisée que par l'union de la technique élevée à la hauteur de la science et du gouvernement mis au service de la société. Une telle union n'est possible que si la technique et le gouvernement sont libérés de l'esclavage de la propriété privée.

C'est là que commence la grande tâche révolutionnaire. Pour libérer la technique de la cabale des intérêts privés et mettre le gouvernement au service de la société, il faut "exproprier les expropriateurs". Seule une classe puissante, intéressée à sa propre libération, et opposée aux expropriateurs capitalistes, est capable d'accomplir cette tâche. Ce n'est qu'alliée à un gouvernement prolétarien qu'une équipe de techniciens qualifiés peut construire une économie réellement

scientifique et réellement rationnelle, c'est-à-dire socialiste.

Le mieux serait évidemment d'atteindre ce but d'une manière pacifique, graduelle, démocratique. Mais un ordre social qui s'est survécu à lui-même ne cède jamais la place à son successeur sans résistance. Si la jeune et puissante démocratie s'est révélée en son temps incapable d'empêcher l'accaparement de la richesse et du pouvoir par la ploutocratie, est-il possible d'attendre d'une démocratie sénile et ravagée qu'elle se révèle capable de transformer un ordre social basé sur la domination illimitée des 60 familles ? La théorie et l'histoire enseignent que la substitution d'un régime social à un autre suppose la forme la plus élevée de la lutte de classe, c'est-à-dire la révolution. Même l'esclavage n'a pu être aboli aux Etats-Unis sans une guerre civile.

"La force est l'accoucheuse de toute vieille société grosse d'une nouvelle." Personne n'a encore été capable de réfuter ce principe fondamental, énoncé par Marx, de la sociologie des sociétés de classes. Seule, une révolution socialiste peut ouvrir la voie au socialisme.

Quelques news.

Etats-Unis. La New Frontier Bank de Greeley, dans le Colorado, qui avait deux milliards de dollars d'actifs, a été fermée par les autorités fédérales, devenant la 23e banque des Etats-Unis à faire faillite cette année.

Une autre banque régionale a fait faillite vendredi, la Cape Fear Bank de Wilmington, en Caroline du Nord, qui disposait de 492 millions de dollars d'actifs et avait 403 millions en dépôts au 31 mars. (Reuters 12.04)

Le 14 avril 2009

Le site n'a pas été accessible pendant quelques heures hier indépendamment de ma volonté, je l'ai découvert par hasard avant qu'il ne fonctionne à nouveau normalement.

On pourrait faire un peu de politique si ce n'est pas tabou.

Manifestations et émeutes en Moldavie, en Thaïlande, en Georgie, on pourrait dire à juste titre que ces actions sont orchestrées par des partis bourgeois qui manipulent une partie de la classe ouvrière prête à en découdre avec le régime en place parce que ses conditions d'existence sont insupportables (Moldavie, Georgie) ou de la paysannerie pauvre pour ce qui concerne la Thaïlande.

Certes, les organisateurs n'ont évidemment pas l'intention de remettre en cause le capitalisme, d'ailleurs ils ne parviennent qu'à entrainer une infime partie des classes exploitées, cependant ce qui est intéressant c'est qu'à chaque fois c'est au plus haut niveau que se situent leurs actions en posant la question de qui dirige le pays et pour quelle politique, les mêmes questions qui se posent en France face à la politique antisociale du gouvernement. C'est le témoignage dans ces pays d'une grave crise du régime, d'une crise politique ouverte.

Sans pour autant soutenir ces mouvements en Moldavie, en Georgie ou en Thaïlande, on peut s'en servir pour indiquer à la classe que c'est bien à ce niveau-là (dans cette direction) que se situe la solution au chômage, à la précarité et à la pauvreté, au niveau de l'Etat, que l'issue politique de la crise du capitalisme passe par le renversement du gouvernement et la liquidation des institutions de la

Ve République.

Les manifestants veulent la peau du Président ou du Premier ministre en place, ne faudrait-il pas dès maintenant chasser Sarkozy et son gouvernement ?

Je n'ai pas évoqué les manifestations (d'un autre genre) qui ont eu lieu récemment en Italie, au Portugal, en Grèce, en Russie, etc., les travailleurs poseraient-ils une autre question politique plus ou moins consciemment ?

A propos des élections européennes.

Vous avez peut-être lu l'article relatant le faible taux de participation prévisible aux prochaines élections européennes dans les 27 pays de l'UE.

Comment interpréter cette information qui reflète partiellement l'état d'esprit des masses dans l'UE ? On pourrait se borner à affirmer que les masses rejettent massivement l'UE ce qui est à la fois exact et insuffisant. Les masses comprennent bien que temps qu'il existera des institutions souveraines dans chacun de leur pays, la solution politique à leurs problèmes devra passer par une solution au niveau national, et ce malgré la mondialisation de l'économie dont on leur rabat les oreilles quotidiennement pour les détourner de l'objectif politique pour lequel elles doivent combattre.

Elles ont pu constater que l'UE s'était montrée incapable d'empêcher les conséquences de la crise du capitalisme d'aggraver leurs conditions d'existences et de travail, en réalité l'UE les a encouragées ou orchestrées, peu importe ici que les masses en aient plus ou moins conscience, elles sont pragmatiques et jugent uniquement les résultats.

Donc finalement, compte tenu de la nature sociale et de la fonction de l'UE au service de l'impérialisme, se placer résolument au côté de la classe ouvrière en tenant compte de son état d'esprit et de ses intérêts fondamentaux ne peut nous conduire qu'à appeler à boycotter ces élections, position qui selon moi aurait dû être adoptée par les partis ouvriers dés les premières élections au Parlement européen.

Boycotter des élections ou ne pas y participer n'est pas la même chose, attention au double langage de certains sous couvert d'argumentation politique tardif à géométrie variable...

Légal ou illégal ?

Les flics qui caillassent des manifestants à Strasbourg, des flics qui jettent violemment au sol un passant ce qui entrainera sa mort (à Londres), des flics qui tabassent des jeunes à la fin d'une manifestation ou qui délogent des étudiants à coup de pompes, des flics qui fichent des terroristes virtuels de 13 ans, des juges qui envoient des innocents par centaines en prison sans la moindre preuve, des capitalistes qui empochent des millions d'euros pendant des années et qui du jour au lendemain nous disent que les caisses sont vides pour jeter des centaines de milliers de travailleurs à la rue, des jeunes qui cherchent désespérément du travail et qui n'en trouvent pas, des familles, des jeunes travailleurs, des retraités qui doivent survivre avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté pendant que des patrons, des acteurs, des sportifs perçoivent des centaines de milliers ou millions d'euros, etc, tout cela serait légal, légitime, normal quoi.

Remettre en cause l'existence du capitalisme, les institutions, le gouvernement, serait illégal ?

Vous n'y pensez pas, le parvenu Sarkozy vient justement de récompenser ceux qui ont eu le mérite d'engraisser grâce au capitalisme pour le meilleur et le pire, le meilleur pour eux, le pire pour la plèbe ignorante et victime innocente, la dépêche suivante de l'AFP du 12 avril va vous donner la nausée.

"De grands noms des affaires, Claude Bébéar et Vincent Bolloré, du cinéma (Agnès Varda), de la mode (Agnès b., Mme Carven) et de l'édition (Antoine Gallimard) figurent dans la promotion de l'Ordre national de la Légion d'honneur publiée dimanche au Journal officiel.

Le skieur Jean-Baptiste Grange, vainqueur de la Coupe du monde de slalom 2008/2009, est élevé "à titre exceptionnel" au grade de chevalier, tandis qu'Aïssa Dermouche, premier préfet issu de l'immigration, est élevé à celui d'officier à l'occasion de la promotion de Pâques. Claude Bébéar, ancien patron et fondateur du groupe d'assurances AXA, et l'écrivain Andrée Chedid sont élevés à la dignité de grand officier, ainsi que l'écrivain, résistant et déporté, Pierre Daix, et la résistante Jeanne de Clarens, qui fut déportée à Ravensbrück.

Sont promus commandeurs l'homme d'affaires Vincent Bolloré, l'historien Max Gallo, membre de l'Académie française, Mme Carven, créatrice de la maison de mode éponyme, la réalisatrice Agnès Varda, deux membres de l'Académie des sciences, Philippe Kourilsky, professeur au Collège de France et le glaciologue Claude (Joseph) Lorius, la sinologue et historienne Monique Canto-Sperber ainsi que le président de la Fondation de France Yves Sabouret, ancien patron de la Cinq et des NMPP (Nouvelles Messageries de la presse parisienne).

Des figures de la mode distinguées

Le grand rabbin de France Gilles Bernheim est promu chevalier, ainsi que l'ancienne championne olympique de ski, Christine Goitschel, l'industriel François Michelin, l'astronome Audouin Dollfus (auteur du premier vol stratosphérique en France) et deux magistrats, Xavière Siméoni, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, et Jacques Dallest, procureur de la République au tribunal de grande instance de Marseille.

Outre Mme Carven, plusieurs figures de la mode, comme la créatrice Agnès b. et le chausseur de Romans (Drôme) Robert Clergerie, sont élevées au grade d'officier, ainsi que Nelly Rodi, directrice de l'une des plus grandes agences de style et de tendance.

Dans le domaine culturel, les éditeurs Antoine Gallimard et Alain Gründ (beaux-arts et jeunesse), le comédien Gérard Desarthe et la réalisatrice et scénariste Danièle Thompson, fille de Gérard Oury, sont élevés au grade d'officier, de même que l'écrivain Noëlle Châtelet, le réalisateur et producteur Dominique Faruggia, le président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) Emmanuel Hogg et le créateur du Festival de photojournalisme de Perpignan "Visa pour l'Image", Jean-François Leroy.

Deux anciens ministres, Renaud Donnedieu de Vabres et Edwige Avice, sont également élevés au grade d'officier."

Peu de dépêches intéressantes.

Les Bourses ou la vie.

La semaine précédente avait terminé en hausse.

Lundi 13.

L'indice Nikkei -0,44%.

Le Dow Jones -0,32%, le S&P 500 +0,25% et le Nasdaq +0,05%.

Ils attendent cette semaine les résultats et les prévisions des plus grandes banques américaines, plus quelques grandes entreprises, ils parlent d'une semaine "décisive". (A suivre)

Grande Bretagne.

Selon le *Sunday Telegraph* de dimanche, le groupe de téléphonie britannique BT pourrait encore supprimer 10.000 postes.(La Tribune 13.04)

France.

Les intentions d'embauche des employeurs en France plongent de 23,8% en 2009, selon l'enquête annuelle de Pôle emploi sur les "*Besoins en main-d'œuvre*". (La Tribune 13.04)

Etats-Unis.

Selon le *New York Times*, le Trésor aurait demandé au premier constructeur automobile américain de procéder à des préparatifs susceptibles de déboucher sur un dépôt de bilan d'ici au 1er juin, date limite fixée au groupe par l'administration américaine pour présenter un nouveau plan de restructuration. GM va notamment devoir trouver un accord avec ses porteurs d'obligations pour restructurer sa dette et avec le syndicat UAW (United Auto Workers) afin d'obtenir des concessions lui permettant de rivaliser avec ses concurrents étrangers. (La Tribune 13.04)

"*Le marché continue d'apprécier, non que les banques soient en voie de guérison, mais surtout qu'elles ne soient pas en train de mourir*", souligne Lee Satlow de Cabot Money Management.

"*Ces banques remontent la pente alors qu'elles étaient au bord du gouffre, à mon avis, une phase cruciale de cette crise économique est derrière nous.*"

Si les difficultés du secteur financier semblent en mesure de se régler peu à peu, celles de l'économie réelle restent particulièrement vivaces et des poids lourds de l'industrie américaine sont encore dans l'oeil du cyclone. (Reuters 13.04)

On pourrait peut-être traduire ainsi la dernière info : depuis que l'aristocratie financière est assurée de pouvoir continuer à s'en mettre plein les poches après le dernier G20, elle est rassurer et commence à remettre son magot sur les marchés spéculatifs. Par contre, le prolétariat n'ayant pas encore subit de graves défaites, l'économie réelle peine à dégager des profits substantiels (voir l'info sur GM)...

Le 15 avril 2009

Trois Français sur cinq (60%) estiment que la politique économique du gouvernement est mauvaise tandis que moins d'un tiers (32%) la juge bonne, selon un sondage BVA pour *Les Echos* et France-Info.

Plus de la moitié des personnes interrogées (55%) trouve justifiées les actions sociales radicales telles

que les blocages d'usines et les séquestrations de patrons, contre 39% qui sont d'un avis contraire.

Près de deux sondés sur trois (64%) considèrent même que ces actions ne doivent pas être sanctionnées par la justice car elles sont souvent le seul moyen dont disposaient les salariés pour se faire entendre. (AP 15.04)

Après cela nos dirigeants diront qu'il n'est pas possible d'avancer une issue politique parce que la majorité des masses ne comprendraient rien à la situation, qu'elles seraient suspendues aux basques du pouvoir, qu'elles seraient plongées dans une terrible crise de conscience existentialiste, bref, pour un peu qu'elles soutiendraient Sarkozy et son gouvernement, s'ils ne le disent pas ouvertement avec ces mots, c'est ce que traduit leur politique. Au lieu de prendre comme point d'appui l'état d'esprit majoritaire des masses pour appeler à généraliser les occupations d'usines et la formation de comités de grève pour briser le carcan des appareils, ils préfèrent lancer des mots d'ordre dont les masses ne peuvent se saisir ou s'adresser aux appareils pourris des partis se réclamant du mouvement ouvrier pour réaliser une unité aux relents de front populaire.

Parmi les 55% qui estiment justifiés les occupations d'usines, combien de centaines de milliers de travailleurs, peut-être plusieurs millions, attendent-ils qu'un parti leur propose une véritable issue politique ?

Après on nous expliquera qu'il n'est pas possible de construire un parti révolutionnaire dans ce pays, qu'il n'est pas possible de défendre le programme de la révolution socialiste, il faut dire les choses telles qu'elles sont aux militants, tenir ce genre de discours, c'est capitulé en rase campagne, c'est faire volontairement barrage à la construction du parti dont le prolétariat a absolument besoin pour prendre le pouvoir, c'est le tirer en arrière ou n'avoir rien compris.

On se rend compte que c'est le développement de la situation qui pose directement la question de la nécessité de construire un véritable parti communiste. L'absence d'un tel parti coïncide avec l'incapacité du prolétariat à définir les tâches qu'il doit se donner d'accomplir dans cette situation et les objectifs qu'il doit atteindre à chaque étape de sa mobilisation pour pouvoir poser consciemment la question du pouvoir et chercher la voie la plus économique pour la résoudre par ses propres moyens.

La grève et l'occupation d'usine ne peuvent suffire à elles-seules pour résoudre la question du chômage. Elles ne peuvent être que des étapes dans la perspective de la mobilisation générale de la classe ouvrière posant la question de la remise en cause des fondements du capitalisme. Maintenant pour que cette question puisse se traduire sur le plan pratique et être saisie par l'avant-garde de la classe ouvrière et que l'ensemble des combats engagés convergent vers le même objectif, il faut lui donner un contenu politique qui ne peut être que le renversement du gouvernement et la formation d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire...

J'allais aborder une nouvelle fois la question de la tactique du front unique (sur le plan politique), mais après réflexion, je me suis dit qu'il vallait mieux ne rien en dire ou presque et donner aux militants un lien vers un article de Trotsky daté du 02 mars 1922 et publié dans *Le Bulletin Communiste* du 30 mars 1922 et du 6 avril 1922, intitulé *Le Front unique et le communisme en France.*

- Pour télécharger cet article.

Vous lirez dans cet article que "*la question du front unique se pose par cela même, que des fractions*

très importantes de la classe ouvrière appartiennent aux organisations réformistes ou les soutiennent.". Question : est-ce vraiment le cas en 2009 sur le plan politique (ou hier) ?

Quand il écrira : "*Dans les cas ou le Parti Communiste (le remplacer par le POI ou le NPA - Lutte de classe) ne représente encore qu'une minorité numériquement insignifiante, la question de son attitude à l'égard du front de la lutte de classe n'a pas une importance décisive.*" Que voulait dire Trotsky par là ? Par rapport à quoi ? Qu'il avait mieux à faire, qu'il devait s'y prendre autrement pour construire le parti ?

Les dépêches du jour.

On guette avec avidité jour après jour le moindre soupçon de reprise économique, la moindre "*lueur d'espoir*" (Obama) qui permettrait d'affirmer que la survie du capitalisme est enfin assurée, la barbarie en prime.

Les affaires continuent pendant la crise ne soyons pas naïf ou aveugle, cependant en recoupant toutes les données en notre possession et en tenant compte des perspectives de développement du capitalisme à partir de la situation économique actuelle, j'aurais tendance à confirmer ce que j'ai dit il y a quelque temps déjà, à savoir que le capitalisme de pourrissant était entré dans une phase terminale, non pas qu'il crèverait d'une mort naturelle, mais qu'il ne pourra survivre dorénavant qu'en maintenant ses contradictions à un niveau de tension extrême marqué par un chômage de masse notamment dans les pays où le capitalisme a été le plus développé, une paupérisation énorme, stable ou croissante de la population alimentant la lutte des classes sur tous les continents, ouvrant une nouvelle période de guerres et de révolutions posant avec une acuité renouvelée l'alternative socialisme ou barbarie.

Il faudra observer particulièrement quelles couches de la population, quels peuples, feront les frais de cette "reprise" et quels seront ceux qui en profiteront, car à la fois pour écouler leurs marchandises et pour garder le pouvoir, les capitalistes devront s'appuyer sur une partie de la population.

En France, si je ne me trompe pas, 45% des Français ne partiront pas en vacances en 2009, 42% ne sont pas propriétaires de leur logement, cela doit être les mêmes, les couches inférieures du prolétariat, celles trop misérables qui n'intéressent pas les partis ouvriers, les 55 ou 58% restants sont mieux lotis et ne seront pas forcément portées à remettre en cause le capitalisme, ils constituent la base du régime quel que soit le gouvernement en place.

L'hétérogénéité de la classe ouvrière interdit toute généralisation, cependant contrairement aux idées reçues, je ne pense pas que les travailleurs les plus enclins à se mobiliser soient ceux qui n'ont rien à perdre, ce ne sont pas forcément non plus les plus réactionnaires loin de là, et parmi ceux qui se mobilisent, en dehors de toute perspective révolutionnaire, ils sont plus enclins à soutenir le capitalisme, gangrenés par des décennies de réformisme et de corporatisme, d'individualisme.

Briser l'alliance criminelle du capitalisme financier et de l'aristocratie ouvrière que dénonçaient Lénine et Trotsky sera l'une de nos priorités, au même titre que le combat inlassable contre l'opportunisme et le centrisme.

De quel meilleur outil disposons-nous pour éduquer politiquement les masses que le marxisme-révolutionnaire ?

Etats-Unis.

Après une séquence de rebond favorable avec les autres grandes places financières de la planète, les marchés d'Asie ont accusé le coup ce mercredi matin dans le sillage de la rechute de Wall Street. Les ventes de détail US qui ont reculé sur un rythme de 1,1% en mars 2009 ont fait désordre à New-York et ont plombé l'ambiance, après deux mois de reprise qui avaient alimenté les espoirs de fin de crise, ou au moins de stabilisation économique...

Les ventes de détail ont reculé de 9,4% par rapport à mars 2008, à 344,4 Mds$. Hors automobile, les ventes de détail ont décliné de 0,9% en comparaison du mois antérieur, et de 6% en glissement annuel. (boursier.com 15.04)

Des propos "*positifs*" qui se révèleraient "*creux*" ? S'ils le disent eux-mêmes...

Les banques européennes auront sans doute bien résisté à la conjoncture au premier trimestre mais quant à savoir si cela annonce le début d'un redressement, c'est la question que se posent les investisseurs.

"*De la même manière que les marchés des capitaux ont souffert avant l'économie réelle, ainsi ils pourraient se redresser avant elle, c'est que l'on espère*", dit un analyste bancaire. "*Ce qu'on craint c'est que tous ces propos positifs ne se révèlent quelque peu ponctuels et creux*". (Reuters 14.04)

Je mettrai quatre dépêches en ligne demain, il est trop tard aujourd'hui.

Le 16 avril 2009

Vous trouverez plus loin la causerie d'hier que je n'ai pas pu mettre en ligne à cause d'un problème de connection.

Dans son éditorial d'hier (IO 42) D.Gluckstein pose une question intéressante : "*D'où viendra l'issue ?*". On a envie de lui répondre par une série de questions : quelle issue ? Sur quel terrain ? Politique ? Pas vraiment : "*il s'agit de l'emporter sur les revendications et de faire reculer les plans meurtriers du gouvernement*".

La démarche est correcte à la base, mais erronée à l'arrivée. Le POI est-il un parti politique ou s'emploie-t-il à remplacer un véritable syndicat ouvrier ? Par ailleurs on peut parfaitement concevoir qu'un parti ouvrier s'adresse aux syndicalistes, qu'ils en recrutent, encore faudrait-il que ce soit sur une base politique, en leur proposant une issue politique, or ce n'est pas le cas du POI, simple constat.

Un véritable parti ouvrier indépendant pour reprendre la formule du POI, se devrait de combattre sur la base de son propre programme politique, d'avancer auprès des travailleurs les solutions qu'il préconise pour en finir avec le régime et le capitalisme, pour se construire à défaut d'avoir les moyens de les mobiliser massivement pour atteindre ces objectifs à court terme, dans cette perspective il pourrait très bien à partir de la situation sociale et politique organiser le combat sur des objectifs transitoires et associer des travailleurs d'horizons divers.

Le POI a substitué à cette méthode la tactique du front unique sur un objectif qui serait susceptible de convenir aux appareils pourris du PS et du PCF, c'est en tout cas ce qu'ils font croire à leurs militants, ces partis prétendant évidemment combattre les licenciements depuis la nuit des temps, d'où les lettres adressées par la direction du POI à celles du PS et du PCF notamment. Plus grave encore, en

portant à la connaissance des travailleurs cette initiative, le POI s'emploie donc à alimenter leurs illusions dans ces partis pour peu qu'ils en aient encore, ce qui reste à démontrer...

En poussant à fond cette démarche, vous aurez compris que les travailleurs devraient en déduire que sans la bonne volonté des appareils du PS et du PCF, point de salut pour la classe ouvrière, point d'issue politique à la crise du capitalisme, son destin demeurerait ainsi éternellement suspendu au bon vouloir de ces partis pourris. Dès lors, contrairement à ce qu'affirment les dirigeants du POI, les travailleurs sachant pertinemment qu'ils n'ont rien à attendre du PS et du PCF, ils n'ont plus qu'à prendre leur mal en patience et à continuer à survivre comme ils le peuvent puisque finalement il n'existe pas d'issue politique, à quoi bon se mobiliser, à quoi bon s'organiser pour un objectif qu'ils ne pourront jamais atteindre du fait que le PS et le PCF y sont farouchement opposés.

Il est clair que les militants du PS ou du PCF qui s'engagent au côté du POI cultivent inconsciemment ces illusions dans leurs partis, il faudrait plutôt dire que cette démarche contribue à les renforcer ou à les faire renaître, alors qu'une simple discussion suffirait souvent à faire voler en éclat les dernières illusions qu'ils avaient dans leurs partis.

On pourra objecter que s'ils ont adhéré à ces partis c'est bien parce qu'ils avaient à la base des illusions dans ces partis, certes, la question n'est pas de le nier, faut-il encore se poser la question de savoir à quel degré elles se situaient, quel en était le contenu exact, et finalement, s'ils sont gangrenés par le réformisme comme on est en droit de le penser raisonnablement, le contenu de leur combat politique consistera à faire revenir leurs dirigeants sur le droit chemin du réformisme qu'ils ont abandonné, et non à combattre pour en finir avec le capitalisme et les institutions, on se demandera alors quel intérêt y a-t-il à s'associer ces militants sur une orientation politique aussi détestable. Ceci expliquerait cela, que le POI se refuse à avancer une issue politique en rupture avec les institutions pour ne pas effaroucher ces militants.

Poser la question de "*l'emporter sur les revendications*" et faire "*reculer*" le gouvernement par le biais du front unique PS-PCF associé à des partis comme le POI, le NPA, etc., une perspective au demeurant hypothétique, n'est pas suffisant, il faudrait se demander si le prolétariat en tirerait véritablement un avantage politique, lequel, ou si au contraire cela contribuerait à renforcer ses illusions dans le capitalisme davantage que dans le gouvernement ou les institutions, Gluckstein pourrait-il nous répondre.

Un parti ouvrier qui n'a pas les moyens de mobiliser les masses, n'aurait-il pas mieux à faire pour se construire ? Le POI à la suite du PT est le produit de l'impasse à laquelle cette tactique mise en oeuvre sans cesse par ses dirigeants depuis de nombreuses décennies a conduit. La suite dans la causerie d'hier.

Les extraits de dépêches.

Etats-Unis. Les conditions économiques aux Etats-Unis se sont encore détériorées en mars et au début du mois d'avril mais le rythme de la baisse est moins soutenu et certains signes laissent entrevoir une fin de récession, note la Réserve fédérale dans son rapport sur l'économie publié ce mercredi.

Selon le "Livre beige", compilé à partir des 12 "régions", quadrillant le pays, dotées de réserves fédérales "locales" et publié ce mercredi "*Cinq des 12 régions sont caractérisées par une décélération du rythme de contraction et plusieurs sont marquées par des signes que l'activité dans certains secteurs se stabilisait à un niveau bas*" (Reuters 15.04)

Les prix de détail ont baissé en mars aux Etats-Unis, affichant leur premier recul annuel depuis près de 54 ans, tandis que la production industrielle continue de fléchir, au vu des statistiques publiées, qui soulignent l'intensité de la récession.

"*Les chiffres évoquent une économie en récession profonde mais on n'en est plus à ces chiffres ahurissants qui évoquaient un grave glissement en termes d'activité macroéconomique, s'accompagnant d'une menace inflationniste*", dit Peter Kenny (Knight Equity Markets).

"*Cela laisse penser que la déflation n'est pas un souci pour l'économie américaine en dépit de la pire récession qu'elle connaisse depuis des décennies*", commente Harm Bandholz (Unicredit Markets & Investment Banking). (Reuters 15.04)

Les charrettes annoncées.

UBS,la première banque helvétique va supprimer 8.700 emplois d'ici la fin de l'année. UBS estime que le nombre de collaborateurs dans le monde passera de 76.200 à 67.500 d'ici 2010. La banque entend réaliser des économies de 3,5 à 4 milliards de francs suisses (de 2,31 à à 2,65 milliards d'euros) d'ici la fin 2010. (AP 15.04)

Le groupe Air France va supprimer 2.500 à 3.000 postes au cours des deux prochains exercices (2009-2010 puis 2010-2011), sans licenciement, a déclaré mercredi un porte-parole de la compagnie aérienne. (AP 14.04)

Mais à quoi sert donc le Parlement européen ?

Un projet d'accord a été trouvé au sein de l'Union européenne sur la supervision et l'enregistrement des agences de notation, apprend-on de plusieurs sources parlementaires.

Cet accord, négocié entre les eurodéputés et les Etats membres de l'UE, qui co-décident sur ce dossier, doit encore être endossé par le Parlement européen en session plénière la semaine prochaine, puis par les Vingt-Sept. (Reuters 15.04)

Le 17 avril 2009

En actualisant le site ce matin et en relisant le bandeau défilant, je me suis dit que j'avais devancé les sondages, que sans être sur place, j'étais en phase avec l'état d'esprit des masses, les couches les plus déterminées entraînant déjà derrière elles la majorité de la classe ouvrière contre le régime. Quel parti ouvrier peut-il en dire autant ? Aucun hélas ! Lequel en tient compte ? Aucun hélas !

Cela ne vous pose pas de problèmes ? Vous n'enragez pas en constatant une telle situation ? Si c'est le cas, c'est que vous êtes trop bien loti et que vous avez encore quelque chose à perdre, ce qui n'est plus le cas de millions de travailleurs et leurs familles, excusez moi.

Je ne passe pas mon temps à taper sur les différents partis, j'analyse leur politique, je reprends la méthode (polémique) des marxistes et je me contrefous que cela ne plaise pas à ceux que la médiocrité subjugue.

Vous en voulez un exemple ? On n'a que l'embarras du choix.

Mieux qu'une tentative.

Page 6 du IO 42, un article intitulé *A propos du "Fonds d'investissement social"*, commentant un article des *Echos*, on peut lire : "*Il y voit une tentative du gouvernement d'« associer les syndicats à la gestion de la crise ».*".

Qu'est-ce que cela signifie, que ce ne serait qu'une "*tentative*", que les dirigeants syndicaux ne gèreraient pas quotidiennement la crise avec le gouvernement et les patrons ? Ils seraient donc décidément très bien ces dirigeants !

Epouvantable d'écrire un truc pareil, non ? Si c'était écrit dans l'*Humanité*, ils hurleraient au mensonge, à la manipulation, à la trahison, mais quand ce sont les "héritiers" de la révolution d'Octobre qui écrivent ce genre de saloperies, interdit de critiquer, c'est forcément correcte et que tu es trop con pour comprendre la finesse de leurs intentions ! C'est là que l'on s'aperçoit de la vraie nature de ce parti, c'est triste à admettre, mais bon je n'invente rien malheureusement.

Les syndicats gèrent en vérité des pans entiers de la société pour le compte du capitalisme depuis 1945, voilà ce que les travailleurs et les militants ne doivent surtout pas remettre en cause, voilà ce sur quoi ils ne doivent surtout pas se poser de questions. Que les dirigeants du POI (ceux de l'OCI avant eux), du NPA (ceux de la LCR avant eux), de LO, du PCF collaborent à cette entreprise criminelle, voilà qui devrait interpeller tout militant ouvrier honnête, non ?

Les idées de la classe dominante étant les idées dominantes dans la société, elles sont devenues depuis longtemps les idées dominantes dans les partis ouvriers, en particulier chez leurs dirigeants. Ne parlons pas des syndicats qui sont complètement pourris par le réformiste, la version ouvrièriste de l'iédologie bourgeoise.

On devrait s'interdire de penser et d'agir en marxiste parce qu'il faudrait combattre pas seulement le gouvernement et les institutions de la Ve République, mais aussi l'opportunisme qui s'est glissé jusque dans les moindres recoins des partis ouvriers. Quelque part on devrait accepter que les rôles soient inversés, ce seraient ceux qui dénoncent et combattent l'opportunisme et le réformisme sur le terrain de la lutte des classes qui apporteraient de l'eau au moulin du régime, sous prétexte que ceux que nous dénonçons se pencheraient sur le sort de la classe ouvrière et tenteraient de l'organiser, ils auraient forcément raison, comme si une intention ou une action aussi généreuse soit-elle suffirait à elle-seule à prouver la justesse de son contenu et de son orientation politique, elle ne devrait souffrir aucune critique... Tous les moyens seraient bons pour faire pression sur les militants et briser leur résistance face au réformisme, et malheur à celui qui ne s'y plierait pas car il serait excommunié et traité en ennemi.

Tous ces arguments je les connais très bien, ils ne me feront jamais changer de position : la rupture totale, inconditionnelle et immédiate avec le gouvernement, les institutions et le régime, avec les appareils traitres, le capitalisme et ses organisations nationales ou internationales, n'est pas négociable.

On peut facilement se faire avoir par les apparences.

Un exemple très simple. Aujourd'hui avec la crise les positions de la classe ouvrière se radicalisent. Ce qui paraissait impensable hier encore est devenu aujourd'hui une réalité, les travailleurs sont prêts à user de la violence contre les patrons pour faire valoir leurs droits, demain contre l'Etat. Justement puisqu'ils sont en train de franchir la première étape, plus ou moins consciemment il faut préciser,

pourquoi ne pas les aider à passer à l'étape suivante : remettre en cause l'Etat, les institutions, le gouvernement, Sarkozy ? C'est à partir du moment où ils feront le lien entre les deux que leur niveau de conscience progressera considérablement, sinon rien ne sera possible.

Licenciement et chômage, salaire de merde et pauvreté, précarité et angoisse permanente, rien de tout cela ne peut être justifié du point de vue des intérêts de la classe ouvrière ou tout simplement sur le plan humain pour ceux que le langage politique ou les partis rebutent, pourtant cela existe bel et bien, pourtant nous sommes des millions et des millions à le subir quotidiennement, comment cela est-ce possible, comment une existence aussi épouvantable peut-elle nous être imposée plus longtemps ?

Comment, pourquoi, parce qu'il y a des institutions, une constitution dans ce pays qui ont décidé à votre place que tout cela était légal, légitime, normal quoi, et que vous devriez subir ce triste sort jusqu'à votre dernier souffle, mieux encore, que vos enfants ne connaitraient pas d'autre destin. Mais alors, si c'est bien cela, il faut se mobiliser pour abattre ces institutions, pour abolir cette horrible constitution d'esclavagiste, parfaitement, c'est la première chose à faire, mais comme la politique a horreur du vide, vous chassez un voleur par la porte, il revient par la fenêtre, il faudra donc que nous nous dotions de nouvelles institutions politiques, d'une nouvelle constitution qui nous donnera le pouvoir de décider de notre propre sort et de satisfaire tous nos besoins...

Maintenant, comme aucun parti politique ne veut mener le combat dans cette perspective, il faut sans délai construire le parti qui mettra en oeuvre cette politique immédiatement après que nous aurons chassé Sarkozy et son gouvernement, en attendant que le peuple puisse exercer directement le pouvoir (démocratiquement) pour le compte de la majorité de la population...

Pour terminer cette causerie politique, dans le IO n°42 page 14 figure un excellent argumentaire contre l'Union européenne qui démontre que le Parlement européen n'a de pouvoir que celui que la Commission européenne veut bien lui accorder. L'article de D. Shapira précise :

"*On est là au coeur du problème. Le Parlement européen ne peut voter des résolutions qu'à la condition expresse qu'elles s'inscrivent dans le cadre des traités de l'Union européenne. On peut ainsi résumer le problème : on peut voter pour, on peut voter contre, on peut amender les résolutions proposées au Parlement européen, mais nul ne peut contourner cette évidence : le travail « législatif » du Parlement européen s'inscrit obligatoirement dans le cadre des traités.*".

Dommage qu'il ne va pas jusqu'au bout de son analyse en précisant que le lien qui existe entre l'Union européenne et l'Etat français qui permet l'application des traités et la transcription des directives de l'Union européenne dans le droit français, est matérialisé par les article 5, 52 et suivant de la Constitution de la Ve République (disponible dans la page d'accueil du site), remettant en cause directement le chef de l'Etat, le sommet de la Ve République. Si le POI allait au bout de cette analyse, ce n'est pas la rupture avec l'Union européenne qu'il devrait avancer comme mot d'ordre, mais la rupture avec Sarkozy, son gouvernement et les institutions de la Ve République.

Quelques dépêches.

Comment dans les pays où le capitalisme est le plus développé vont-ils se sortir de cette crise ? Mode d'emploi.

Le secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez s'est félicité jeudi de l'accord signé entre l'Etat et l'Unedic, permettant de rémunérer les salariés mis au chômage partiel à 75% de leur salaire brut. (AP 16.04)

Wauquiez sur i>télé hier a qualifié cet accord "d'historique", et il a raison.

Le chômage partiel : le pendant du contrat de travail.

Le principe de la durée du travail journalier, hebdomadaire, mensuel, a pour ainsi dire été liquidé ou amendé de telle sorte que les patrons peuvent moduler les journées, les semaines et les mois de travail à leur convenance.

Comme cela ne leur suffisait pas, avec la facilité qui leur est accordée de pouvoir recourir au chômage partiel, les patrons peuvent dorénavant adapter en permanence leur masse salariale en fonction de leurs carnets de commandes, des prévisions du marché, de leurs stocks, de la période de l'année, etc.

Les patrons et le gouvernement ont ainsi contourné l'obstacle que constituait l'impossibilité de liquider purement et simplement le contrat de travail, notamment celui à durée indéterminé, en inventant la flexibilité totale du temps de travail en fonction des besoins de l'entreprise.

De leur côté, les travailleurs seront amenés à travailler uniquement quand les patrons auront besoin d'eux, le reste du temps ils pourront les renvoyer chez eux en les plaçant sous le régime du chômage partiel, l'assurance chômage se chargeant de leur verser une allocation qui comblera partiellement leur perte de salaire, 25% restant au compte des travailleurs.

En résumé, un ouvrier continuera de faire demain le même boulot qu'hier avec en prime une réduction de 25% de son salaire.

De son côté, le patron n'aura plus à débourser que les heures effectivement travaillées plus une partie correspondant à la prise en charge du chômage partiel en partenariat avec l'assurance chômage, c'est une façon comme une autre d'augmenter la productivité des entreprises et les profits des capitalistes.

On peut donc parler d'une part d'une baisse insupportable des salaires de 25% pour les travailleurs directement concernés, ce qui représente une économie énorme pour les patrons, d'autre part, la prise en charge du chômage partiel par l'Unedic revient à faire payer à l'ensemble des travailleurs du pays qui cotisent à l'assurance chômage, ce nouveau cadeau aux patrons.

On comprend dès lors comment le gouvernement et ses partenaires sociaux ont pu élever la rémunération du chômage partiel à hauteur de 75% : en finançant cette mesure, en la répartissant, en la faisant supporter à l'ensemble des travailleurs.

L'expression taillable et corvéable à merci correspond bien à la situation actuelle de la classe ouvrière, à la dictature de plus en plus féroce que lui impose le capital.

Rien ne va plus, faites vos jeux.

Les hôtels et les casinos de Monaco tournaient au ralenti jeudi selon les syndicats en raison d'une grève contre la baisse générale du nombre d'emplois à Monaco qui a diminué de plus de 11% en dix ans.

Prédisant une forte mobilisation, l'Union des syndicats de Monaco (USM) a dit espérer dans un communiqué "*que les employés des banques, des usines, des hôpitaux, des supermarchés, des hôtels, des casinos et même des membres de l'Orchestre philarmonique de Monaco n'iront pas travailler*".

Un représentant des salariés de la Société des Bains de Mer, qui possède notamment le Casino de Monte Carlo et plusieurs hôtels prestigieux de Monaco, a estimé que "*la grève a été fortement suivie*". (AP 16.04)

Même dans le temple du capitalisme les travailleurs se mobilisent, cela pour dire que c'est une lame de fond qui mûrite t se prépare à surgir contre le régime. Le savoir et le dire, c'est bien, y préparer les travailleurs en leur indiquant les tâches politiques qu'ils auront à accomplir, les objectifs qu'ils devront se fixer, les obstacles qu'ils rencontreront sur leur chemin, etc., c'est mieux. Au fait, quel parti les aide à avancer dans cette voie ?

Une précision sur l'économie américaine.

Il s'agit d'un extrait d'un article du *Monde* du 16 avril : (...) l'inflation représentera une menace une fois que l'économie se sera stabilisée. Le déclin de l'indice des prix à la production enregistré en mars était dû à la baisse des cours des énergies, qui ont, depuis, légèrement rebondi. De leur côté, les prix à la production de base continuent de progresser à un rythme constant. Ainsi, le risque de déflation n'a pas été simplement retardé, mais pour ainsi dire écarté, car en même temps que l'économie "touchera le fond" avant de rebondir, la hausse des prix s'accélérera très certainement.

Secundo, le déficit du budget fédéral devrait atteindre, en 2009, 1 800 milliards de dollars, soit 12 % du PIB, le double de celui, record, de la balance des paiements. Voilà un autre déséquilibre à corriger. Etant donné son ampleur, sa réduction imposera des choix d'austérité économique très douloureux et qui entraveront la reprise.

Nous sommes peut-être en passe de toucher le fond de cette récession, mais il n'y aura pas de véritable reprise sans l'éradication de ces nouveaux risques économiques, plus profonds et plus dangereux que ne l'étaient les précédents.

Commentaire :

1- la crainte de l'inflation les taraudent et l'on comprend immédiatement pourquoi : étant donné la pauvreté qui frappe déjà une grande partie du prolétariat, une envolée des prix à la consommation serait l'étincelle qui précipiterait une crise politique et une explosion sociale incontrôlable ;

2- la baisse des prix à la production est restée modeste, pour qu'elle fut plus importante, il aurait fallu qu'ils puissent imposer une défaite ou une régression sociale encore plus importante au prolétariat, or ils n'en ont pas les moyens ;

3- si la récession ne s'est pas transformée en déflation, c'est peut-être parce que les capitalistes ont préféré continuer de produire quitte à rogner sur leurs profits pour éviter d'en arriver à une situation sociale sur le plan de l'emploi qui aurait été encore pire et dangereuse, on peut aussi émettre l'idée qu'ils ont dû se résoudre partiellement et temporairement à rééquilibrer la répartition de leurs profits en faveur des entreprises qui produisent de la plus-value au détriment du marché financier.

Il faut tempérer cette analyse qui n'est peut-être valable que pour les Etats-Unis ainsi que l'optimisme de ce chroniqueur économique, après l'annonce du recul en février de 18,4% de la production industrielle dans la zone euro, tandis que l'inflation a poursuivi en mars son ralentissement, mettant en exergue la sévérité de la récession. (Reuters 16.04)

Je ne suis pas en France, mon épouse qui vient d'arriver m'a expliqué que la plupart des marchandises

au détail étaient proposées à la vente avec des réductions de 20, 50% ou plus, ce que j'ignorais, ce qui laisse à penser qu'en amont les patrons sont obligés de réduire drastiquement leurs profits pour continuer de produire et tenter d'écouler leurs marchandises. On pourrait ajouter que la réduction de leurs profits de ce côté-là leur sera compensée en partie grâce au recours au chômage partiel... Le fait d'ignorer cet élément a pu m'induire en erreur, ce qui est étrange c'est que je n'en ai pas pris connaissance dans des dépêches ou Magueswary me raconte n'importe quoi !

C'est quoi au juste le capitalisme ?

Prenez une entreprise comme Harley-Davidson, au premier trimestre 2008 elle avait engrangé 187,6 millions de dollars (142,2 millions d'euros) de bénéfices, au premier trimestre 2009 elle n'a engrangé que 117,3 millions de dollars (88,9 millions d'euros) de bénéfices, conséquence : 1.400 à 1.500 licenciements ! (AP 16.04)

Mais ces centaines de millions de dollars, ils sont passés où ? Pardi, dans la poche des capitalistes propriétaires de cette entreprise. Et ceux qui ont travaillé et produit ces centaines de millions de dollars : qu'ils aillent se faire pendre ailleurs, dégagés, virés comme des chiens, circulez il n'y a rien à voir, c'est la dictature du capital, point barre.

Tout cela se fait dans la plus grande légalité qui soit, conformément à la loi, à la constitution. Alors c'est tout cela qu'il faut abolir ? Pardi !

Obama blanchit Bush, la CIA et leurs méthodes barbares.

Obama a déclaré, jeudi, que les agents de la CIA ayant eu recours à des techniques d'interrogatoires musclées autorisées par le gouvernement Bush ne seraient pas poursuivis en justice.

Il a souligné dans un communiqué et une lettre adressée séparément aux employés de l'agence de renseignement, "*nous ne gagnerons rien à perdre du temps et de l'énergie à reprocher*" des actions passées.

Le ministre de la Justice Eric Holder a de son côté noté qu'il serait "*injuste de poursuivre des hommes et des femmes travaillant à protéger l'Amérique pour des comportements qui avaient été autorisés par le ministère*" sous la précédente administration. (AP 17.04)

Un dernier mot.

Magueswary (mon épouse) n'a pas vraiment de conscience politique. Je la questionne, on discute, elle me dit : "*tu ne trouveras pas une personne qui dit Sarkozy il est bien, les gens disent qu'ils voudraient le tuer*", elle dit cela avec son langage limité en français. Elle me dit que les gens pensent que la politique c'est de la merde et "*ils restent à côté*". Je lui réponds que c'est justement l'erreur à ne pas commettre, tout est fait pour qu'ils ne se mêlent pas de politique, mais si l'on ne se mêle pas de politique, cela revient à laisser Sarkozy faire ce qu'il veut et les choses ne pourront aller que de mal en pis, elle a compris mon argumentation très simple. Elle discute avec les gens de la mairie et elle leur dit qu'il faut faire la révolution, alors je lui ai recommandé de ne pas tenir ce genre de propos devant n'importe qui dans sa situation.

Je ne vous ai pas parlé des élections législatives en Inde : sans intérêt tellement le pays est corrompu. Si je vous disais que le Modem ou le Nouveau Centre associé au PS organisent des manifestations contre la hausse des prix et le gouvernement où l'UMP est associé au PCF, vous allez dire que c'est

n'importe quoi et vous aurez raison, c'est exactement la situation qui règne en Inde, et je suis sans doute encore en dessous de la réalité.

Hier soir aux infos sur TV5 Monde Asie, ils ont montré un bref documentaire sur la dirigeante du BSP (Barath Samaj Party) qui pourrait devenir la première intouchable Premier ministre (j'ai son nom en tête mais pas l'orthographe), en précisant qu'elle avait été à la tête de l'Etat d'Uthar Pradesh (dans le nord de l'Inde) pendant deux ans seulement, et qu'à l'issue de son mandat elle était devenue la première contribuable femme du pays (la plus riche du pays), tellement elle s'était enrichie par la corruption, j'ajoute sur le dos des Dhalit, les hors castes (ils sont 160 millions en Inde). Vous en voulez encore ? Ce sera peut-être pour une autre fois, mais franchement c'est perdre son temps.

Le 18 avril 2009

Hier entre 1.500 et 3.000 travailleurs ont manifesté contre la dégradation de la situation sociale à Monaco sur 40.000 travailleurs que compte ce paradis fiscal. (Reuters 17.04)

Ramené aux 30 millions de salariés en France, cela représente l'équivalent de plus d'un million de manifestants, le niveau des deux dernières journées de mobilisation nationale en France, ce qui prouve que les travailleurs sont prêts par millions à déferler dans les rues de la capitale contre le régime...

La crise actuelle du capitalisme est une leçon de chose formidable pour le prolétariat, voilà une expérience à ne pas laisser passer si l'on veut vraiment combattre pour le socialisme. Ne pas saisir cette opportunité serait criminel. A chacun ses responsabilités.

Extraits de dépêches.

A court terme "tout peut arriver".

"*Si nous n'avons pas la moindre idée de l'évolution de l'économie sur les deux ou trois prochaines années, nous estimons néanmoins que le risque est désormais très faible*, déclare François Badelon, président de la société Amiral Gestion. *A court terme, tout peut arriver, mais sur le long terme, la situation actuelle ressemble fort à un pari gagnant.*" (Le Monde 17.04)

Ils ne sont même pas sûr de gagner sur le long terme, cette appréciation rejoint ce que j'ai écrit à plusieurs reprises, qu'en dehors de se mordre la queue le capitalisme serait au bout du rouleau.

Ils peuvent compter sur le développement de pays comme la Chine ou l'Inde, mais la population est tellement pauvre dans son immense majorité, qu'ils risquent d'attendre longtemps avant d'en retirer des profits au niveau qu'ils espèrent. Ce n'est pas demain la veille que ces pays remplaceront les Etats-Unis et l'Europe comme volant d'entrainement de l'économie mondiale. Y tiennent-ils vraiment, pas sûr du tout, mais ont-ils encore le choix ?

Le droit à la santé pour tous gravement menacé.

Loi Bachelot, le député UMP de Paris Bernard Debré, professeur de médecine, a réaffirmé jeudi sur France Info : "*Nous pensons que cette loi est une mauvaise loi*".

Il a précisé ne pas avoir signé "l'appel des 25" au motif qu'on ne le lui avait pas demandé.

"*Nous sommes en révolte parce que nous croyons que le pouvoir qu'ont les médecins de proposer un projet médical pour l'hôpital ne leur appartiendra pas. Ce sera le directeur (qui l'aura) avec une vision uniquement comptable*", a-t-il expliqué. (Reuters 16.04)

Levée immédiate des sanctions contre les 20 salariés de Caterpillar !

Le tribunal correctionnel de Grenoble a condamné vendredi à 200 euros par infraction constatée 20 salariés de Caterpillar France qui campent depuis deux jours sur le site d'Echirolles (Isère). (Reuuters 17.04)

C'est le capitalisme qui jettent à la rue des centaines de milliers de travailleurs, qui maintient au chômage des millions de travailleurs qui est illégal et illégitime et non les travailleurs qui combattent pour conserver leur travail et leur dignité.

A bas le capitalisme, expropriation sans indemnité des patrons des 1824 grandes entreprises que compte le pays ! En avant vers le socialisme !

Peugeot fait partie des 1824 grandes entreprises : Expropriation des patrons et des actionnaires !

L'équipementier automobile Sudrad Roues France (SRF), implanté à Soultzmatt (Haut-Rhin), va déposer le bilan dans les prochains jours, ce qui pourrait entraîner la perte de 150 emplois, a dit la direction.

Selon des syndicalistes cités par le quotidien *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, "*la perte de la production de roues pour Peugeot au profit d'un groupe dont Peugeot est actionnaire*" est l'un des facteurs du dépôt de bilan de SRF. "*Ce n'est pas la cause principale de la situation actuelle, qui résulte d'un problème de rentabilité*", a estimé Dominique Bleesz. (Reuters 17.04)

Espagne.

La justice à la mode Zapatero. Un allié d'Obama.

Le ministère public espagnol a recommandé vendredi de ne pas ouvrir une enquête sur l'utilisation de la torture à Guantanamo visant six responsables l'administration de George W. Bush, dont l'ancien ministre de la Justice Alberto Gonzalez. (AP 17.04)

Chine.

La Chine a déposé vendredi la première plainte à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre l'administration Obama, contestant l'embargo américain sur la volaille chinoise. (AP 17.04)

Bon week-end à tous les camarades.

Le 19 avril 2009

Info tendances.

J'ai mis en ligne deux textes du Groupe pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire que j'ai trouvés sur leur site, ils pourront intéresser les camarades.

A la suite du POI et du NPA, Lutte ouvrière a changé la présentation de son site Internet.

Un peu de politique, car informer c'est bien, faire des déclarations, c'est bien, faire ce que j'appelle des analyses à sens unique, c'est bien, proposer un certain nombre d'actions, c'est bien, réfléchir et expliquer les choses pour que chacun se fasse sa propre opinion, c'est bien aussi.

Que vaut "*la perspective d'un front uni des syndicats et partis, constitué pour faire aboutir ces revendications et donc pour balayer Sarkozy et son gouvernement.*" ? vQuelle crédibilité peut avoir une telle perspective, est-elle souhaitable, souhaitée par qui et pour quoi faire ?

Les travailleurs se reconnaissent-ils dans les syndicats et les partis (ceux qu'ils connaissent, le PS et le PCF principalement) ? Qu'en pensent-ils vraiment ? Leur font-ils confiance ? Ne disent-ils pas qu'ils sont aussi pourris que l'UMP, le Nouveau Centre et le MoDem ? N'ont-ils jamais entendu parler de leurs multiples trahisons ? Pourquoi ne se syndiquent-ils pas, n'adhèrent-ils pas à ces partis ?

Questions plus précises encore : en quoi la participation à un front uni avec les syndicats pourrait-elle résoudre une question politique ? Mystère ! L'alliance dans un front uni des syndicats et des partis ne se ferait-elle pas au détriment de toute issue politique ? On a envie de dire que c'est mathématiquement prouvé depuis longtemps. En quoi un front unique constitué des partis pourris PS-PCF devrait-il constituer une perspective politique pour les masses ? Faudrait-il revendiquer l'avènement d'un nouveau front populaire ? Cela y ressemble fort. Qui y aurait intérêt ? Certainement pas la classe ouvrière. Qui le souhaite vraiment ? Qui le réclame ? Des ignorants, des travailleurs arriérés sur le plan politique, des amnésiques qui auraient oublié les longues années pendant lesquels ces partis ont gouverné le pays pour le compte du capitalisme ?

L'avant-garde doit-elle se caler sur les éléments les plus avancés du prolétariat ou les plus retardataires ? L'avant-garde doit-elle devancer les masses ou se tenir à la traine ? L'avant-garde doit-elle tenir compte des enseignements du passé ou les ignorer ?

On nous dit encore qu'"*un tel front uni poserait la question d'un réel gouvernement ouvrier*", sans qu'il soit possible d'y donner suite en l'absence d'un véritable parti communiste. De plus, en l'absence de ce parti pour exprimer consciemment le processus en cours il demeurerait inconscient donc il aurait aucune chance d'aboutir.

Les travailleurs ont-ils besoin de l'existence d'un tel front uni pour ce poser cette question ? Bien sûr que non. La question du pouvoir ne se poserait-elle pas en toute circonstance, y compris en période de reflux du mouvement ouvrier ou de réaction ? Lénine la posait en 1895, il devait être farfelu ou utopiste, un vulgaire gauchiste, la maladie infantile du communisme ! Pourquoi les travailleurs devraient-ils avoir confiance dans des formations politiques qui les poussent finalement dans les bras des appareils ? Ces formations politiques, leurs dirigeants, ont-ils réellement rompu leurs liens avec les appareils ?

Sur quelle analyse des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, plus particulièrement de la classe ouvrière, repose cette perspective ? Sur quels faits, quels expériences, quels enseignements, repose-t-elle ? On pourrait ajouter sur quelle théorie et quelles illusions.

Un gouvernement des syndicats et des partis : quelle est la population qui compose le gros des troupes des syndicats et des partis ? Seraient-ce les couches les plus exploitées, les plus frappées par la crise du capitalisme ? Seraient-ce les couches les plus déterminées du prolétariat à combattre le capitalisme ou les plus portées à s'y adapter ? Seraient-ce les couches qui formeront demain les bataillons de la révolution prolétarienne ou celles qui traineront les pieds pour la faire échouer ? Les plus révolutionnaires aujourd'hui seraient-ce ceux qui revendiquent l'amélioration de leur sort sans qu'ils soient les plus mal lotis, autrement dit ceux qui cessent le combat dès qu'ils ont obtenu satisfaction, ou ceux qui disent comme cette femme de ménage qu'elle a une vie de "*merde*" et qu'elle n'a rien à attendre de cette société "*pourrie*", qu'il faut "*tout foutre en l'air*" (je cite textuellement, entendu dans un documentaire diffusé sur TV5 Monde Asie avant-hier où cinq femmes de ménage avaient été filmées dans leur vie quotidienne.)? Est-ce très sérieux de proposer aux travailleurs un gouvernement des syndicats et des partis faillis ? Cette perspective ne reflète-t-elle pas finalement l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier ? Ne concentre-t-elle pas les questions déterminantes auxquelles l'avant-garde doit répondre impérativement avant de pouvoir enfin aller de l'avant ?

Le jour où nos intellectuels daigneront un instant se mettre dans la peau d'un ouvrier, peut-être qu'on sortira de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Vous savez pourquoi ? Parce que la classe ouvrière est la seule classe indépendante de la bourgeoisie et la seule classe révolutionnaire. On ne demandera pas aux intellectuels de jouer à l'ouvrier car ce serait grotesque, on leur demande seulement d'admettre que seule la classe ouvrière peut les guider et les maintenir dans la bonne voie. (A suivre)

C'est l'alliance de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie prolétarisée qui aura raison du régime. La petite bourgeoisie sait-elle ce qu'est le socialisme, ce que ferait un gouvernement ouvrier révolutionnaire de transition ? A mon avis, elle n'en a pas la moindre idée ou des idées fausses uniquement.

Prenez un patron-pécheur.

La pêche intensive doit être interdite, donc il y aura moins de pécheurs, moins de poissons péchés, moins de revenus de la pêche. Cependant il n'est pas question d'en finir avec la pêche, elle doit être organisée de façon à permettre à chaque pécheur de vivre décemment. Le personnel concerné décide démocratiquement le nombre de bateaux qui devront être conservés, le tonnage de poissons qui devra être péchés en fonction des besoins alimentaires de la population, le partage du travail et des revenus de la pêche... Si cela ne suffit pas pour assurer des salaires équivalents au minimum à 1.600 euros net par mois à chaque pécheur et patron-pécheur, il se pourra très semblablement que la plupart des pécheurs n'auront pas suffisamment de travail pour parvenir à ce salaire, dans ce cas-là deux solutions possibles : soit l'Etat ouvrier leur versera la différence en échange d'un emploi de fonctionnaire à mi-temps ou quart-temps, soit ils consacreront leur temps libre à travailler dans une entreprise, l'Etat ouvrier leur garantissant toujours le salaire minimum, la même chose est proposée aux patrons-pécheurs. Evidemment l'interdiction de la pêche intensive sera étendue à toutes les embarcations des autres pays présentes sur les eaux territoriales françaises.

Prenez un artisan menuisier qui emploie cinq salariés.

Il doit payer ses ouvriers au salaire minimum (ou davantage). S'il ne le peut pas une fois répartis les bénéfices de son entreprise (une fois défalqués ses frais de fonctionnement, d'achat de matières prrmières, etc.), c'est l'Etat ouvrier qui prendra en charge la différence pour que chaque ouvrier ait un salaire décent, y compris le patron s'il ne peut pas se payer lui-même. Au niveau du corps de métier, on pourrait imaginer que l'ensemble des patrons menuisiers et des délégués ouvriers se réuniraient

pour définir de quelle manière ils pourraient répartir leur charge totale de travail en fonction des compétences particulières des uns et des autres, de l'espace et des machines dont ils disposent, etc., tout en conservant leur indépendance, l'objectif étant de satisfaire les besoins de la population en évitant le gâchis tout en permettant à chacun d'exercer son métier. Comme dans le cas de la pêche, s'il y avait trop de menuisiers par rapport aux besoins, l'Etat ouvrier proposerait aux ouvriers concernés de changer de branche d'activité et de suivre une formation rémunérée toujours sur la même base.

L'objectif de l'Etat ouvrier ne serait pas de liquider les petits patrons, mais de permettre de satisfaire les besoins de la population en garantissant de bonnes conditions de travail et un salaire décent à chacun. On conserve les meilleurs artisants et l'on permet à chaque activité de continuer à exister. C'est cela le socialisme.

Prenez un intermittent du spectacle.

Cela ne concerne pas seulement les comédiens ou les acteurs, mais aussi tout le personnel technique indispensable dans un théâtre ou à la réalisation d'un film. Quand ils ont un contrat, ils doivent pouvoir vivre de leur travail, le salaire minimum de 1.600 euros net s'applique, et en période creuse, soit ils trouvent un emploi qui leur permet de percevoir l'équivalent de ce salaire, soit l'Etat les emploie comme fonctionnaires temporaires en garantissant leur salaire. Cela peut-être un emploi ou une formation, avec les mêmes conditions salariales minimums.

Prenez un commerçant de proximité.

Soit il peut vivre décemment de son travail et payer normalement ses salariés s'il en a, soit l'Etat prend en charge la différence. Et s'il bosse 50 ou 60 heures par semaine, l'Etat ouvrier lui propose de ne travailler que 30 heures et d'embaucher un salarié supplémentaire pris en charge sur ses bénéfices s'il en fait suffisamment, sinon c'est l'Etat qui règle son salaire.

Prenez les cadres, techniciens, ingénieurs.

Ils bossent le plus souvent comme des ânes, il est stipulé dans leur contrat de travail qu'ils n'ont pas d'horaires, ils peuvent bosser 50 ou 60 heures par semaines. Là aussi, la nouvelle législation leur offrira le choix de s'arrêter au bout de 30 heures par semaine sans diminution de salaire évidemment. Si la TPE ou la PME ne peut pas supporter le coup de cette mesure, c'est l'Etat ouvrier qui prendra en charge la différence, à moins qu'il soit possible de la financer sur le bénéfice de l'entreprise.

Il ne s'agira pas de mettre un couteau sur la gorge des patrons des 3 millions de TME-PME, un programme national de rationalisation de la production permettra de déterminer de quelle manière on pourra produire les marchandises ou les services nécessaires en économisant temps, énergie, matière première, tout en garantissant les meilleures conditions de travail et la meilleure qualité possibles, en laissant le choix à chacun de s'inscrire dans cette démarche ou non, sachant que la législation du travail sera la même pour tous.

En conclusion, que l'on soit artisan, commerçant, petit-patron, patron de TME ou PME, artiste ou intellectuel, technicien, cadre ou ingénieur, ils ont tout à gagner au socialisme.

Passons aux extraits de dépêches.

J'ai lu dans une interview de Cohn-Bendit du *Monde* du 18 avril que "*près de 70 % des Français disent que les élections européennes ne les intéressent pas*".

Le boycott des élections européennes n'a donc rien de farfelu.

Cohn-Bendit = Sarkozy ? Parole de son fils.

Qui est Cohn-Bendit, il suffit de le demander à son fils, selon Cohn-Bendit dans le même interview, il lui aurait dit : "*Arrête d'attaquer Sarko, il est comme toi !*" : un fieffé réactionnaire !

Conclusion de l'intéressé. Quel est le camp des Verts ?

"*il ne faut pas chercher à faire campagne contre Sarko*", ceci explique cela.

Le combat classe contre classe est incompatible avec le dialogue social.

"*Je voudrais redire l'inquiétude qui est la mienne devant certaines manifestations de violence qui n'ont rien à voir avec le dialogue social*", a déclaré Fillon dans la salle du conseil de l'hôtel de ville de Chaumont (Haute-Marne).

Des millions de travailleurs au chômage, pauvres, en précarité permanente : "*une grande exigence éthique*" selon lui.

"*Une crise grave appelle une capacité à dégager des compromis sociaux. Elle réclame de la part des acteurs économiques une grande exigence éthique et de la part des acteurs syndicaux une haute responsabilité*", a-t-il poursuivi. (Reuters 17.04)

Ils sabotent nos vies, mais c'est parfaitement légal, ce n'est pas une "*faute pénale*".

"*C'est du sabotage. Ce n'est pas la grève. Ce n'est pas de l'action sociale*", a-t-il affirmé, rappelant que si la grève était "*inscrite dans la constitution*", le sabotage constituait "*une faute pénale*".

Il voudrait nous priver de la seule occasion que nous ayons de remettre en cause le capitalisme, il n'est pas le seul !

"*Il ne faut pas laisser la crise devenir un prétexte d'affrontement quand l'ampleur de ses enjeux exige au contraire du civisme et du sang-froid*", a ajouté Fillon.

Les droits des jeunes seraient respectés ?

Selon Jean-Baptiste Prévost, président de l'UNEF : "*Nicolas Sarkozy et Martin Hirsch doivent faire extrêmement attention à ne pas remettre en cause les droits des jeunes quand ils entrent sur le marché du travail*". (AP 18.04)

Deux nouvelles banques font faillite aux Etats-Unis.

Les autorités fédérales américaines ont fermé vendredi l'American Sterling Bank et la Great Basin Bank, basée dans le Nevada, portant à 25 le nombre de banques des Etats-Unis à avoir fait faillite cette année (contre trois seulement en 2007). (Reuters 18.04)

Le règne de l'obscurantisme et de la terreur au secours du capitalisme ou l'alliance de la Bourse et du goupillon contre les peuples. Leur nouvel ordre mondial.

En Afghanistan, Karzaï rétablit partiellement la charia, au Pakistan, Zardari a signé lundi une ordonnance imposant la loi islamique dans la vallée de Swat, en Somalie, le Parlement a adopté à l'unanimité un projet de loi sur l'application de la charia, hier Ahmadinejad a estimé qu'un Iran militairement fort constituait une garantie de stabilité pour le Proche-Orient. (Reuters 18.04)

Le 20 avril 2009

Complément.

Je ne pensais pas actualiser le site aujourd'hui, mais comme je me suis levé très tôt en prévision de la journée difficile qui m'attend après le décès de mon beau-frère Saktivel, je me suis mis au boulot à l'aube.

J'ai pensé à ce pauvre garçon et la nuit aura été très courte. On faisait encore des plans hier matin pour le faire partir en France avec Magueswary qui a besoin d'une personne en permence à ses côtés selon les médecins de la Cotorep et de la Sécu, c'était pratiquement acquis, mais le destin en a décidé autrement malheureusement.

Toute la famille était effondrée la nuit dernière. Cela nous rappelle que la vie ne tient qu'à un fil, raison de plus pour ne pas se laisser emmerder par ceux qui se font un malin plaisir à nous la pourrir.

Tous les jours on risque sa peau en sortant de chez soi ici, la route est hyper dangereuse au point que l'on compte des morts dans pratiquement toutes les familles, cette fois-ci c'était notre tour voilà tout.

Deux infos seront traitées uniquement, plus un courriel reçu la nuit dernière émanant d'une lectrice d'Informations ouvrières.

Les enjeux scélérats de "Durban II".

La conférence des Nations unies sur le racisme qui s'ouvre lundi à Genève, "Durban II", a donné lieu à une cacophonie savemment orchestrée, plusieurs pays annonçant qu'ils la boycotteront, Etats-Unis, Australie, Canada, Italie, tandis que Benoît XVI a dit espérer que les délégués à la conférence travaillent "avec un esprit de dialogue et d'acceptation réciproque, pour mettre fin à toutes les formes de racisme, de discrimination et d'intolérance", on va tout de suite comprendre pourquoi le pape a jugé "important" cette conférence .(AP 19.04 et Reuters 20.04)

Quel est l'enjeu de cette conférence ?

Il est double : tout d'abord apporter son soutien à Israël en faisant disparaître de sa déclaration finale toute référence au comportement de l'Etat sioniste envers les Palestiniens que certains assimilent à juste titre à du racisme, ensuite conforter la place de la religion dans la société en introduisant le délit de blasphème pour des propos qui pourraient être arbitrairement catalogués comme une "*incitation à la haine religieuse*" ou le "*dénigrement de la religion*", ce qui reviendrait de fait à interdire toute critique virulente des religions.

Craindraient-ils une révolution prolétarienne en France ?

Invité dimanche du Grand Rendez-vous Europe 1/Le Parisien-Aujourd'hui en France, Dominique de

Villepin a dit "*Il y a un risque révolutionnaire en France*" en évoquant "*des comportements collectifs que nous ne parviendrions pas à maîtriser*", une "*réaction de la société qui n'est pas prévue*".

"*Si nous ne voulons pas connaître cela demain, il est urgent de passer à la vitesse supérieure, urgent de prendre des mesures (...) exceptionnelles*", a-t-il ajouté. (Reuters 19.04)

Question : Pourquoi les dirigeants du POI et du NPA n'expliquent-ils pas aux travailleurs que c'est la seule voie possible pour en finir avec le gouvernement Sarkozy honni des masses, avec les institutions et le capitalisme pour pouvoir enfin satisfaire l'ensemble de leurs besoins et aspirations ? Craindraient-ils eux aussi une révolution ? On est en droit de leur poser la question, non ?

La causerie de la nuit dernière.

En raison de la mort de mon beau-frère Sarkivel (31 ans) tué en moto sur la route hier soir à un kilomètre de chez moi, je n'actualiserai pas le site demain, il est déjà demain à l'heure où j'écris ces lignes.

Il a dû se faire foutre en l'air par un chauffard. J'ai appris la nouvelle vers 21h30 et nous sommes allés immédiatement à la morgue de l'hôpital général de Pondichéry où se trouvaient déjà ses frères et ses nombreux copains, il était encore célibataire et il avait 90% chance sur 100 de repartir en juin en France avec mon épouse.

Il était carrossier, c'était un garçon très gentil, courageux, honnête et réfléchi, ce qui est rare par les temps qui courent, alors nous sommes très tristes. C'était aussi le seul de mes beaux-frères qui ne m'avait jamais volé, donc je l'estimais particulièrement.

Ces derniers jours depuis que sa soeur était revenue de France, il passait presque tous les jours à la maison. La société est pourrie, la vie est con et le destin imprévisible. Adieu mon frère Sakti !

Le 21 avril 2009

J'ai passé une mauvaise journée hier avec la cérémonie funébre en hommage à mon beau-frère Sakti décédé d'un accident de la route avant-hier. Je suis rentré le soir après la crémation dans un cimetière entouré de rizières avec un magnifice couché de soleil en toile de fond qui remplissait de ses rayons un horizon de désespoir, la mort subite d'un jeune est toujours terrible à vivre. En guise de consolation, j'ai dis à mon épouse qu'il avait vécu la meilleure partie de la vie et qu'il avait échappé au reste qui est souvent une sacrée tranche de merde, et qu'à défaut de pouvoir changer le destin, il fallait l'accepter tel qu'il est.

Saktivel était d'autant plus proche de Magueswary qu'il y avait 19 ans d'écart entre eux, en réalité, c'est elle qui l'avait élevé plus que sa mère, d'ailleurs il l'appelait "maman" quand elle l'appelait de France. Mon épouse est complètement retournée la pauvre femme et je crains pour sa propre santé, car elle ne s'est pas reposée un instant depuis l'annonce de son accident. Cependant, hier soir les yeux en larmes elle m'a dit qu'il fallait "être fort", que cette expérience devait nous servir à "affronter l'existence avec plus de courage encore", ce qui m'a complètement bouleversé, elle avait trouvé les seuls mots que l'on pouvait prononcer en pareille circonstance. Je ne savais pas quoi lui répondre, dans ces moments-là on ne trouve pas forcément les mots qui conviennent, au bout d'un bref instant, je lui ai dit que c'était pourquoi je me battais contre toutes les inégalités et les injustices, contre ce

monde pourri, contre tous ceux qui nous pourrissent la vie ou qui font en sorte que rien ne change dans le monde, car ne pas mener ce combat reviendrait à accepter le monde tel qu'il est, c'est en fait la seule liberté qui nous est encore accordée (pas partout dans le monde), on n'a donc pas le droit de ne pas l'utiliser pour mener ce combat qui est juste et légitime, elle a compris et m'a adressé un sourire toujours aussi rempli de larmes, car quoi qu'on sache et quoi qu'on dise, rien ne pourra jamais nous consoler de la disparition d'un être cher.

On a vécu des moments particulièrement pénibles, par exemple au moment où il fallu le transporter sur le chariot fleuri avant de le conduire au lieu de la crémation. Il y avait au moins une cinquantaine de jeunes qui étaient là, la jeunesse de l'Inde, ses potes, ils se sont laissé aller à un torrent de larmes et de sanglots, ce fut vraiment très éprouvant, l'air était rempli d'une tristesse infinie que rien n'aurait pu atténuer. J'ai pris sa vielle mère dans mes bras, je l'ai embrassée tendrement en caressant ses cheveux blancs pendant un long moment, avant de la laisser là avec sa fille et toutes les femmes, car les femmes n'ont pas le droit d'assister à la crémation dans le rite hindou. En revenant, Magueswary m'a demandé s'il avait bien "brûlé, j'ai répondu oui sans rien ajouter, elle a eu l'air soulagé. Voilà.

Faisons un peu de politique, pas trop pour ne pas se casser un bras !

La nature sociale de deux méthodes inconciliables.

Les bonnes nouvelles ne viennent pas des partis ouvriers faillis, mais de la crise du capitalisme. Heureusement qu'elle est enfin là et qu'elle est appelée à durer !

C'est Marx qui s'en serait roulé la moustache, lui qui voyait dans chaque mauvais coup de Bismarck une aubaine, une nouvelle occasion pour la classe ouvrière de prendre conscience des rapports sociaux existants pour se mobiliser et construire le parti. A l'opposé nos dirigeants passent leur temps à se lamenter sur les conséquences de cette crise.

La différence de méthode saute aux yeux.

Alors que Marx se saisissait des conséquences de la crise pour s'attaquer à son origine, nos dirigeants se contentent de vouloir traiter ses conséquences par un "*plan de relance en faveur des travailleurs*" sans remettre en cause les institutions de la Ve République, pas même le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner pourtant honni des masses.

Au passage cela donne déjà un début de réponse à notre question : dès lors que des millions de travailleurs haissent littéralement Sarkozy, les partis ouvriers qui ne le disent pas ou ne s'appuient pas sur eux pour proposer une issue politique à la classe ouvrière, c'est qu'ils représentent et défendent d'autres intérêts, les intérêts d'une autre classe, la petite-bourgeoisie par exemple.

Selon vous, quelle est la meilleure méthode ?

Ceux qui se lamentent sur les conséquences de cette crise dévoilent au passage la véritable nature de leur politique et de leur parti : petit-bourgeois. Pourquoi ? C'est très simple, ils montent au créneau pour dénoncer les conséquences de cette crise parce qu'elles prennent une tournure massive, vous lirez plus loin que le chômage devrait atteindre ou dépasser officiellement les 10% en 2010 en France, par ailleurs selon un sondage 70% des cadres seraient prêts à accepter un CDD, parce que ces conséquences ne frappent pas uniquement certaines couches de la classe ouvrière, mais également l'aristocratie ouvrière, les classes moyennes et la petite-bourgeoisie, or, à ma connaissance, depuis l'après-guerre, des millions de travailleurs et leurs familles ont subit très violemment et

quotidiennement durant toute leur existence les conséquences de la survie du capitalisme, or, pendant toutes ces très longues années, on ne les a jamais entendu parler de la nécessité d'un "*plan de relance en faveur des travailleurs*", pincez-moi si je me trompe. On a même lu juste avant le début de cette crise si ma mémoire est bonne, des études qui montraient que la pauvreté n'avait pas augmenté en France depuis le début des années 50. Tout le monde s'en fout évidemment !

Une retraitée issue de la petite-bourgeoisie que j'ai rencontrée récemment confirmait à sa manière cette analyse, quand elle me disait que le problème à l'heure actuelle était qu'il n'y avait plus rien à gratter en faveur de la petite-bourgeoisie, alors qu'autrefois quand il y avait du *grain à moudre* pour cette classe, il y avait toujours des retombées (des miettes) pour la classe ouvrière, ce qui permettait d'améliorer substantiellement sa condition, ce qui n'est évidemment plus le cas aujourd'hui, la petite bourgeoisie étant frappée à son tour par les mesures prises ces dernières années par les différents gouvernements.

Réclamer 200 ou 300 euros d'augmentation s'inscrit ouvertement dans cette logique (le mouvement spontané des masses), quand on s'emploie à la situer en dehors de toute issue politique. Elle revient à flatter l'ignorance des masses, à les abuser, à les manipuler, au lieu d'aider leur conscience de classe à progresser. A qui profite le crime ? D'après vous ?

200 balles de plus pour consommer plus, pour continuer à vivre comme avant dans la même ignorance, pour continuer à produire... et la machine capitaliste aura encore de beaux jours devant elle. Voilà l'avenir glorieux auquel vous prépare les dirigeants du mouvement ouvrier, on a envie de dire aux travailleurs.

Pourquoi 200 ou 300 balles, parce que le smic à plus de 1.500 euros net par mois serait incompatible avec la survie du capitalisme, alors que 200 balles, les capitalistes pourront toujours se démerder pour les financer, à la limite avec l'aide de l'Etat, des conseils généraux comme en Guadeloupe ? Quand est-ce qu'ils cesseront de nous prendre pour des mendiants ou des abrutis ?

On pourrait conclure ainsi : un parti ouvrier, oui, par et pour les ouvriers, un parti composé en grande partie d'ouvriers (et d'employés), dirigé par des ouvriers, un parti encore en devenir mille fois hélas !

Les extraits de dépêches.

Depuis 1930, "*on n'a jamais vu ça*".

"*On va vivre une année 2009 cataclysmique en termes d'évolution du chômage*", explique Xavier Timbeau, directeur du département analyses et prévisions à l'OFCE, joint au téléphone par l'Associated Press.

En France, le taux de chômage devrait s'élever à 9,7% de la population active fin 2009 et devrait continuer d'augmenter au cours des douze mois suivants, pour atteindre 10,5% fin 2010. "*C'est énorme, ce sont 800.000 chômeurs de plus entre la fin 2008 et la fin 2010*", souligne Xavier Timbeau. "*Depuis les années 1930, on n'a jamais vu ça. On est dans des ordres de grandeur deux à trois fois plus importants que lors des crises précédentes*". (AP 20.04)

Qui a dit que la situation n'était pas favorable à la construction d'un parti révolutionnaire, un parti communiste et non à un fourre-tout indigeste ?

Retrait sans condition de la loi Bachelot !

Éric Taillandier, porte-parole régional du mouvement Ensemble pour une santé solidaire. «*Roselyne Bachelot est plus préoccupée par la santé des actionnaires que par celle des Français*», affirme ce militant anti-franchises médicales interviewé par *Libération*.

«*L'inquiétude et la colère des professionnels de la santé qui essaient de résister à la politique comptable du gouvernement est légitime*», insiste Éric Taillandier. Au niveau national, le Collectif malades solidaires appelle au «*retrait total de cette loi inique*» (Liberaion.fr 20.04)

Profession : collaborateur de classes.

Hier, Nicolas Benoît, délégué CGT siégeant au comité d'entreprise déclarait sur France-Info : "*Les organisations syndicales et la direction se sont mis d'accord sur un protocole de fin de conflit qui sera soumis au vote des salariés dès la semaine prochaine*". (AP 20.04)

Réponse quelques heures plus tard : 200 à 250 participants à l'assemblée générale se sont déclarés farouchement opposés au protocole de sortie de conflit et très déterminés ils se sont rendus dans l'après-midi à la direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) pour manifester bruyamment à l'occasion d'un nouveau comité d'entreprise consacré au plan de sauvegarde de l'emploi.(AP 20.04) (Lire dans le site la dépêche complète)

Un des enjeux de Durban-II : conforter l'alliance du sabre et du goupillon contre les peuples. La méthode : un amalgame.

Bernard Kouchner a confirmé lundi que la France participera à la conférence Durban-II des Nations unies sur le racisme à Genève. (Ap 20.04)

"*L'Union européenne devait être très fermes sur les lignes rouges*" après que "*la première conférence avait dérapé dans un antisémitisme, des critiques de la religion*", a-t-il rappelé.

Personne ne peut tolérer l'antisémitisme, le racisme ou la xénophobie qui ne sont que des produits politique du capital. Par contre, chacun à le droit de critiquer les religions et les religieux qui servent d'idéologie et de bras armés aux classes dominantes contre le combat du prolétariat pour son émancipation à la fois de l'exploitation et de l'obscurantisme, de la servitude humaine sur terre et dans le ciel.

Sarkozy, qui en connait un rayon en matière de lois liberticides, a cru bon de déclarer dans un communiqué, que le président iranien "bafoue les idéaux et les valeurs inscrites dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme", principes taillés sur mesure par et pour l'impérialisme afin d'assurer sa suprématie à l'échelle mondiale sur tous les peuples. (Reuters 21.04)

La Déclaration universelle des droits de l'Homme, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 placée sous la houlette du "très haut" (dieu)(préambule de cette déclaration) n'ont qu'une seule et unique fonction : justifier l'existence de la sacro-sainte propriété privée des moyens de production, garantir l'existence du capitalisme pour l'éternité... avec la bénédiction de dieu ! S'en réclamer, c'est se placer dans le camps des ennemis de la classe ouvrière. Avis aux libres-penseurs !

Sidérurgie : la purge continue.

Le conglomérat industriel et sidérurgique allemand ThyssenKrupp a l'intention de supprimer 4.000 emplois et de simplifier sa structure d'encadrement, rapporte le journal Welt am Sonntag.

Le plan dévoilé fin mars envisageait le regroupement des cinq segments - acier, acier inoxydable, technologies, ascenseurs et services - dans deux divisions pour réaliser jusqu'à 500 millions d'euros de réductions annuelles de coûts. (Reuters 19.04)

Les Etats-Unis une démocratie ? Laquelle et pour qui ?

Les interrogateurs de la CIA ont eu recours au "waterboarding", une technique consistant à infliger un simulacre de noyade, à 183 reprises sur Khalid Sheik Mohamed, le cerveau des attentats du 11 septembre 2001, rapporte le *New York Times*.

Lors de l'interrogatoire musclé du prisonnier Abou Zubaydah, dans une prison secrète de la CIA en Thaïlande, en août 2002, le détenu aurait subi la torture par simulacre de noyade 83 fois, d'après des documents de l'agence de renseignement. (AP et Reuters 20.04)

Les défenseurs de la démocratie, ceux qui défendent la démocratie sans préciser sa nature de classe, couvrent ces actes, dans quel camp faut-il les cataloguer d'après vous ?

Le 22 avril 2009

Je n'ai rien à vous vendre et aucun appareil à défendre donc je peux d'autant plus parler librement du site. Je me disais que rien qu'en consultant les titres des dépêches qui figurent dans la page d'accueil, on pouvait se faire rapidement une idée assez précise de la situation en France et dans le monde. Et puis je ne sais pas s'il existe beaucoup de sites Internet qui proposent autant de données accessibles à toutes les catégories de travailleurs. En consultant la tribune libre, personne n'osera me reprocher d'être sectaire.

Il semblerait que peu de militants soient en mesure de faire la part des choses, si j'en juge par le nombre important de militants qui connaissent le site et le peu qui s'y connectent. C'est symptomatique à mes yeux du délabrement actuel du mouvement ouvrier et de l'état d'esprit lamentable de nombreux militants. Les extraits de *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine doivent en incommoder plus d'un, certains passages sont d'une actualité brûlante. Selon Lénine ils constituent "*le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste.*". Et à l'adresse des militants il précisait qu'"*il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement*" aux "*déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels*" sur les dirigeants du mouvement ouvrier, il est vrai qu'on les croirait écrite pour notre époque !

Le second extrait pose une question que j'ai abordée à plusieurs reprises : "*(...) et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ?*". Il s'agit de la minorité du prolétariat qui est organisé sur la base de l'idéologie réformiste et dont Marx et Engels conspuaient la fâcheuse tendance à la conciliation avec le capitalisme, ce que je m'applique aussi à dénoncer mais avec modération, sachant très bien que je ne bénéficie pas de leur autorité pour dire ouvertement tout ce que je pense.

Je me suis aperçu hier soir en me relisant avec quelques jours de retard, que j'avais encore manqué de rigueur dans mes dernières causeries certaines propositions étant chaotiques dans la forme ! C'est

parce que je procède par copier/coller de morceaux de phrases que j'oublie parfois de corriger ensuite. J'en suis désolé, j'essaie de réduire au maximum le temps que je passe quotidiennement devant l'écran.

On va commencer notre causerie du jour par tirer à boulets rouges sur Sarkozy. Vous allez voir qu'on a le droit de l'appeler le flic-président, et pour cause il le revendique lui-même !

En déplacement à Nice, la talonnette a choisi l'ironie pour répondre à ceux qui lui reprochent de remettre l'insécurité, un des thèmes phares de sa campagne présidentielle de 2007, sur le devant de la scène à l'approche des élections européennes.

Evoquant ainsi les commentaires sur le "*retour de la sécurité*", il a déclaré : "*Mon Dieu, il faudra bien m'expliquer quand j'en étais parti !*". (Reuters 21.04)

Elections européennes : le boycott c'est mieux que l'abstention.

Il paraîtrait que le comportement de l'UMP et du PS favoriseraient l'abstention lors des prochaines élections européennes, afin que les électeurs ne s'emparent pas de ces élections comme ils l'avaient fait en 2005 pour sanctionner au passage les deux principaux partis politique en France qui gèrent ensemble la crise actuelle du capitalisme.

Si je comprends bien, pour l'UMP et le PS, tout le monde se foutant du taux d'abstention qui n'a cessé de croître aux élections européennes dans les pays de l'UE, passant de 39,2% en 1979 à 43,2% en 1984, 53,2% en 1999 et 54,5% en 2004 (Reuters 21.04), en cas de fort taux d'abstention en juin prochain, tous les autres partis seraient marginalisés et réduits à un rôle de figurants, ce qui arrangerait les affaires de l'UMP et du PS et leur permettrait par un tour de passe-passe de revendiquer une légitimité qu'en réalité ils n'ont pas dans le pays, au moment où la situation économique et sociale continue de se dégrader et présente des signes inquiétants pour la survie du régime.

Maintenant quelle est la différence entre l'abstention et le boycott ?

Dans le premier cas on s'abstient par ignorance ou par indifférence sans donner un contenu politique à son refus de participer à cette mascarade, dans le second, on décide de donner un sens politique au rejet des institutions européennes, en refusant de leur reconnaître la moindre légitimité, ce n'est donc pas du tout la même chose. S'abstenir demeure un acte politique passif et indéterminé, boycotter est un acte politique déterminé et davantage conscient.

Collaboration de classes, la méthode : Diagnostics communs, négociations, consensus.

"*Il est temps d'ouvrir une deuxième grande vague de discussions et d'accords sociaux*", a déclaré Laurence Parisot lors de sa conférence de presse mensuelle.

"*J'ai bon espoir que nous puissions entamer celles-ci très rapidement, peut-être même avant le 1er mai*", a-t-elle ajouté.

Au programme des partenaires sociaux, "*il peut y avoir des groupes des travail pour établir des diagnostics, des groupes un peu plus élaborés pour ouvrir des vraies délibérations sociales, voire, si on considère que c'est possible, engager sur certains sujets des négociations*", a précisé la présidente du Medef.

La priorité "*c'est vraiment l'emploi, l'emploi, l'emploi*", a-t-elle ajouté. "*C'est pour nous la priorité, c'est pour tout le monde la priorité (...) et je suis persuadée qu'il a des lieux de consensus possibles sur ce sujet.*" (Reuters 21.04)

Ce n'est pas nous qui la contrediront au regard des expériences récentes et passées, elle sait très bien de quoi elle cause la présidente du Medef.

J'ai lu quelque part que certains s'interrogeaient sur la nature et le contenu de l'unité réalisée par les dirigeants syndicaux. Cette unité a été réalisée pour cadenasser le mouvement ouvrier, pour faire barrage à une véritable mobilisation des masses contre le gouvernement et les capitalistes, confirmant l'interprétation que j'ai donné dernièrement des journées de mobilisation du 29 janvier et du 19 mars, lorsque j'avais avancé qu'en réalité les masses n'étaient pas encore entrées en action.

Jusqu'à présent on nous expliquait que Sarkozy avait besoin impérativement du soutien des dirigeants syndicaux pour appliquer sa politique antisociale et que lorsqu'il n'en bénéficiait pas les masses s'engouffraient dans cette brèche en imposant l'unité.

Selon cette théorie, les appareils seraient débordés et se retrouveraient dans l'obligation de soutenir les revendications des travailleurs en se plaçant à leur côté. Si l'on s'en tient à cette version littérale des faits sans se poser davantage de questions, elle semble refléter effectivement la réalité, mais dès qu'on réfléchit un peu au-delà des apparences et qu'on se donne la peine de se demander sur quelle base les dirigeants ont réalisé l'unité, on s'aperçoit qu'à aucun moment ils ne se sont placés réellement au côté des travailleurs, ce n'est qu'une illusion trompeuse que personne ne veut dénoncer car cela reviendrait à mettre au grand jour le contenu réel du front unique que finalement les dirigeants syndicaux réalisent et contrôlent pour le compte de Sarkozy. La pire illusion consisterait à croire que parce que le front unique existe les dirigeants syndicaux ne seraient plus maîtres du mouvement ouvrier. L'unité qui existe aujourd'hui a le mérite de montrer clairement aux militants exactement le contraire. Et j'ajouterais, les limites du front unique comme je ne cesse de le marteler, en vain jusqu'à présent.

A l'unité réalisée en réplique à la mobilisation des syndiqués et à la pression croissante des travailleurs sur le patronat, les dirigeants syndiquaux ont estimé plus avantageux de prendre les devants, ce qui leur évitera au passage d'être accusés de diviseurs et leur permettra d'affirmer devant les militants qu'ils font tout pour défendre les revendications et favoriser la mobilisation de la classe ouvrière, alors qu'en réalité ils font exactement l'inverse.

Cette unité est un rempart pour protéger le gouvernement et le régime, c'est sa raison d'être. Que les masses prennent appui sur cette unité pour se mobiliser, c'est une chose, mais de là à penser qu'elles pourraient lui donner un autre contenu, on peut effectivement l'admettre, sauf qu'en dehors de toute issue politique, il semble improbable que les dirigeants syndicaux perdent le contrôle d'une mobilisation qu'ils auraient programmée sous la contrainte.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les couches du prolétariat les plus durement frappées par la crise du capitalisme et qui n'ont rien à perdre se mobilisent par millions pour briser le carcan de l'unité des dirigeants syndicaux avec l'aristocratie ouvrière, le patronat et le gouvernement des banques. Ce sont seulement lorsque ces couches de la classe ouvrière sur lesquelles les bureaucrates syndicaux pourris n'ont aucune emprise et qui formeront les bataillons les plus déterminés de la révolution se seront mises en mouvement, qu'il sera possible d'entrevoir sur le terrain pratique un renversement du rapport de force entre les appareils et les masses. Le problème, c'est justement l'analyse erronée que font les syndicats et les partis ouvriers de ces couches du prolétariat qu'ils

considèrent impossible à organiser et comme arriérées.

Le front unique réalisé par les appareils n'a pas seulement pour objectif de contenir les masses, il a un contenu réactionnaire.

Sur le plan politique, les partis du mouvement ouvrier en avançant unis ou divisés font guère mieux que les bureaucrates syndicaux, ils ont en commun de refuser obstinément d'organiser la classe dans une perspective révolutionnaire, entrainer les travailleurs et les militants dans une impasse politique demeure finalement le meilleur moyen de soutenir (indirectement) le gouvernement.

La séquestration de patrons n'est pas une action minoritaire.

Les deux dirigeants de la société Molex de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) séquestrés depuis lundi ont été libérés dans la soirée de mardi, apprend-on de source syndicale.

La séquestration des deux dirigeants, le co-gérant de l'entreprise, Marcus Kerriou, et sa Directrice des Ressources Humaines, Coline Colboc, avait débuté lundi et avait été décidée par près de 200 des 283 employés de Molex France.

Ils négocient les licenciements au lieu d'appeler à l'expropriation sans indemnité des patrons.

"*Les deux dirigeants sont libres, ils sont avec nous en voiture et nous nous rendons tous à la préfecture à Toulouse pour négocier*", a déclaré Denis Parize, délégué central de la CGT.

C'est en octobre 2008 que le groupe américain avait annoncé la fermeture définitive de son site français en juin 2009. (Reuters 21.04)

Grève à EDF et GDF.

Selon la direction d'ERDF, 11,99% des salariés des réseaux de distribution d'Electricité de France et de Gaz de France étaient à nouveau en grève mardi à l'appel de cinq de leurs fédérations syndicales (CGT, FO, CFDT, CFE-CGC et CFTC). (AP 21.04)

Leur République, leur démocratie, leur liberté, égalité, fraternité.

L'âge moyen de décès des personnes vivant dans la rue est très nettement inférieur à celui de la population générale: 56 ans pour les hommes... et 41 ans pour les femmes, plus vulnérables. La moyenne descend à 37 ans pour les personnes présentant des problèmes de santé mentale. Contre 77 ans pour un homme et 84 pour les femmes chez l'ensemble des Français.

Ces données sont l'un des enseignements d'une étude (à télécharger ici en pdf) réalisée à Marseille conjointement par Médecins du Monde, l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille (AP-HM) et des associations. (Libération.fr 21.04)

C'est ce qu'ils appellent la nouvelle "*gouvernance*" du capitalisme.

Le rapport annuel 2008 de Dexia, rendu public lundi, révèle que l'ancien patron de Dexia a touché 1,678 million d'euros au titre de l'exercice 2008, intégrant une indemnité de départ de 825.000 euros et un salaire de 636.500 euros.

Le "parachute doré", correspondant à un an de salaire fixe, a été approuvé par le conseil d'administration alors que la banque a été sauvée de la faillite en septembre 2008 et recapitalisée en urgence par les Etats français, belge et luxembourgeois à hauteur de 6,4 milliards d'euros. (Reuters 21.04)

Capitalisme, c'est quoi ? Mode d'emploi.

Le groupe Yahoo a annoncé mardi la suppression de 600 à 700 emplois, soit environ 5% de ses effectifs.

Lors de l'annonce de ses résultats, le groupe a déclaré avoir gagné 118 millions de dollars, durant les trois premiers mois de l'année 2009. Cela représente une chute de 78% par rapport au bénéfice net de 537 millions de dollars l'année dernière à la même époque. (AP 21.04)

Durban II ou quand le vernis démocratique de l'impérialisme se fisssure.

Selon les premières données fournies par les médias, la déclaration finale adoptée en catimini a été partiellement vidée de son contenu initial, il n'y figurerait plus la référence à la diffamation des religions. Cela reste à confirmer, j'ai cherché sur Internet la déclaration finale intégrale qu'ils ont adoptée pour la télécharger, en vain.

Kouchner a affirmé qu'"*aucun compromis n'est possible*" face aux déclarations anti-israéliennes du président iranien. Ce dernier a critiqué la création d'Israël après 1945, l'assimilant à un "*gouvernement raciste*", lors de son discours lundi devant les participants à la Conférence de l'ONU sur le racisme à Genève. (Reuters 21.04)

La déclaration finale de la conférence de l'ONU contre le racisme a été adoptée par consensus mardi à Genève. Le texte appelle le monde à combattre l'intolérance. (AP 21.04)

Intolérance savemment orchestrée, entretenue et attisée par les dirigeants du vieux monde qui en portent seule la responsabilité.

Quelle était la teneur des propos tenus par le président iranien ?

"*Après la fin de la Seconde guerre mondiale, ils (les Alliés, ndlr) ont eu recours à l'agression militaire pour priver de terres une nation entière sous le prétexte de la souffrance juive, a déclaré M. Ahmadinejad. Ils ont envoyé des migrants d'Europe, des Etats-Unis et du monde de l'Holocauste pour établir un gouvernement raciste en Palestine occupée*". (id)

Le président iranien a également affirmé que le sionisme était une "*personnification du racisme*", et a profité de la tribune qui lui était offerte pour vilipender l'"*arrogance américaine*", dans laquelle il voit le terreau de l'invasion en Afghanistan.

Le 24 avril 2009

Un nouvel éditorial demain. Mon éloignement ne me permet pas de disposer de toutes les informations nécessaires pour pouvoir traiter correctement certaines questions. Je pourrais bien sûr me contenter de commenter l'actualité comme le font généralement la plupart des partis en donnant

l'impression d'être utile à quelque chose, dans ce cas-là je préfèrerais encore ne rien écrire.

Donc je fais avec le matériel dont je dispose avec toutes les imperfections et les erreurs qui en sont les conséquences involontaires. Je tenais à le préciser car par exemple il m'était pratiquement impossible d'intervenir sur le déroulement de la situation chez Caterpillar étant donné que j'en ignorais les différentes étapes au cours des derniers jours, je ne dispose pas des mêmes moyens d'information que les partis, je pense que les camarades en ont conscience et en tiendront compte.

A ceux qui nous disent que la situation est "*difficile*", nous répondons que ce sont eux qui s'acharnent minutieusement et patiemment à la rendre difficile.

Pourquoi laisser dire au gouvernement que ce ne sont qu'une bande d'agités minoritaires qui décident les séquestrations de dirigeants et les occupations d'usine ? Pour mieux isoler le combat des ouvriers de Continental, de Caterpillar, etc. qui expriment les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et posent encore inconsciemment les véritables questions qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière, les tâches qu'elle a à accomplir pour avancer sur la voie de son émancipation du capital ?

Oui ils sont l'exemple à suivre, oui ils devraient servir de modèle à tous les travailleurs menacés de licenciement, oui l'ensemble des syndicats et des partis ouvriers devraient les soutenir inconditionnellement. Une minorité a toujours été à l'origine d'un mouvement révolutionnaire. Que les représentants des classes dirigeantes déclarent qu'il est illégitime et illégal a toujours été et n'a jamais empêché la classe ouvrière et son avant-garde révolutionnaire d'engager le combat pour renverser l'ordre établi. Tous les discours sur la démocratie volent en éclat à cette occasion, car par le seul fait de se situer dans une perspective révolutionnaire, cette minorité par son courage et sa détermination incarne au plus haut degré les intérêts et les aspirations de l'ensemble de la classe, cela suffit à lui donner une légitimité, un contenu démocratique incomparablement supérieur à celui de la démocratie bourgeoise qui ne profite finalement qu'à une minorité d'exploiteurs. La révolution prolétarienne commence par briser le carcan de la démocratie bourgeoise, c'est l'acte le plus démocratique qui puisse être, nous le revendiquons...

Syndiquez-vous !

J'ai conseillé à un camarade de la CGT qui est secrétaire de section, de prendre contact avec un des regroupements de militants de la CGT de son choix, qui combattent contre la politique impulsée par Thibault. Pourquoi quitter actuellement la CGT, pour aller militer où ? A Sud ? Ce camarade m'a dit qu'il avait reçu leur bulletin ou tract dans le cadre de la préparation du 1er mai en précisant que son contenu était de la même veine que la littérature insipide de la direction de la CGT, alors pourquoi changer de syndicat dans ce cas-là ?

On croit rêver.

Dans le numéro 43 d'*Informations ouvrières*, outre l'éditorial dans lequel Gluckstein s'adresse une nouvelle fois aux dirigeants du PS et du PCF en tentant de nous faire croire qu'ils pourraient jouer un autre rôle que celui de traitre des intérêts de la classe ouvrière, Laurence Fayard à la page suivante remet cela "*Alors, nous posons la question : les dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie vont-ils rester longtemps encore sourds et aveugles à l'exigence qui monte de tout le pays : interdiction des licenciements ?*", comme s'ils n'étaient pas destinés à rester "*sourds et aveugles*" aussi longtemps que le capitalisme existera, avant qu'on apprenne page 4 que le POI a adressé une troisième lettre aux dirigeants du PS et du PCF notamment, afin qu'ils s'engagent dans le combat pour l'interdiction des licenciements, on croit rêver !

On a là la signification réelle de la tactique du front unique mise en oeuvre par le POI à la suite des trotskistes depuis 1945, que je dénonce et combats, car elle ne débouchera jamais sur la remise en cause du régime en l'absence d'un parti communiste suffisamment puissant et implanté dans la classe ouvrière pour en garantir une orientation correcte, au mieux cette tactique permettra d'assurer la survie des partis traitres de la classe ouvrière comme ce fut le cas lors de chaque mouvement révolutionnaire au cours du XXe siècle.

Le front unique avec le PS et le PCF, qui plus est sous leur direction, ne peut prendre comme tournure politique que celle d'un front populaire qui prépare les pires défaites du prolétariat, ce ne sont pas les exemples qui manquent dans notre histoire. Le jour où le POI aura rompu le cordon ombilical avec ces partis, peut-être pourra-t-il prétendre être indépendant.

Le front unique tel que le conçoit le POI est d'autant plus inapproprié qu'il concerne ici un objectif général ou stratégique et non un objectif partiel ou tactique, car interdire les licenciements sous-entend ou suppose (théoriquement) la remise en cause du pouvoir du maître des lieux au sein de l'entreprise, or jamais le PS et le PCF ne consentiront à aller aussi loin, à rompre avec le capitalisme, je ne fais que reprendre ici avec d'autres mots ce que Trotsky a écrit dans le *Programme de transition*.

Comme l'ont expliqué dans l'éditorial du dernier numéro de CPS les camarades du Groupe pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, il est impossible de poser la question de l'interdiction des licenciements sans préciser les conditions politiques nécessaires pour que cette interdiction voit le jour, sans avoir au préalable liquider les institutions de la Ve République... Ce mot d'ordre est un couteau sans lame ni manche, c'est une pure abstraction sortie de la tête d'intellectuels digne des sophistes, qui n'a aucun rapport avec le développement de la situation et les tâches qui en découlent pour la classe ouvrière pour avancer sur la voie de son émancipation.

L'intention qui anime le POI a le mérite d'être généreuse et louable et séduira sans doute de nombreux travailleurs, mais sans être reliée à une perspective politique, elle ne les aidera pas à comprendre la nature du régime, or à cette étape, c'est le seul objectif qu'un parti est en droit d'attendre (pour se construire), sauf bien sûr à se prendre pour ce que l'on n'est pas.

La politique du POI repose sur une analyse erronée de la situation et des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, notamment au sein de la classe ouvrière, donc nous ne pouvons pas nous entendre puisque nous ne parlons pas le même langage et que nous ne partons pas de la même analyse de la situation.

En résumé, on pourrait dire que les dirigeants du POI font tout pour ne pas construire le parti qu'ils prétendent vouloir construire, aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est la même histoire qui dure depuis plus de 60 ans. Au lieu de se battre sur la base du programme de la révolution socialiste pour construire le parti dont la classe ouvrière aura impérativement besoin pour prendre le pouvoir (et le conserver), ils préfèrent se battre sur un programme qui permettrait d'associer ponctuellement (front unique) ou durablement (en les intégrant dans leur parti) des éléments extérieurs au prolétariat dans un tout autre objectif que celui du socialisme.

L'éclectisme, la logique non dialectique de même que l'empirisme mécanique, sont antinomiques avec la méthode du marxisme qui s'appuie non pas sur les appareils ou des relations d'appareil, mais sur le développement des conditions objectives qui doivent conduire un jour ou l'autre la classe ouvrière à prendre conscience de la nécessité de se mobiliser et de s'organiser pour en finir avec le pouvoir politique en place et le capitalisme. C'est en partant de cette situation et en la situant dans

cette perspective que l'on peut contruire un parti révolutionnaire, mais certainement pas en remettant le destin de la classe ouvrière entre les mains de partis pourris, en agissant de la sorte, le POI n'a aucune crédibilité.

Si je sors dans la rue et que je distribue de l'argent ou des vêtements à mes voisins, ils vont penser que je suis un chic type, alors qu'en réalité je les déteste, ce qu'ils ne sont pas sensés savoir, ils l'apprendront à leurs dépens une autre fois. Ce n'est qu'un exemple. En voulant faire jouer un autre rôle que le leur aux PS et au PCF, le POI n'agit-il pas de la même manière, ne se fait-il pas le complice de partis qui ne sont pas vraiment animés des meilleures intentions envers la classe ouvrière ?

A ceux qui pensent que les incantations stériles du POI (du PT en 2003 et 2004 notamment) en direction des dirigeants syndicaux, que les lettres adressées aux dirigeants de partis dont certains sont étrangers à la classe ouvrière (PS, PRC, on est en droit de s'interroger sur la nature sociale du PG), sont l'expression et le produit des difficultés que rencontre le mouvement ouvrier, je leur répondrai que ce sont davantage des manifestations de l'impuissance et de l'incapacité des dirigeants de ce parti à construire un parti ouvrier digne de ce nom.

Une note de lecture très brève.

Dans la préface à la révolution de février 1917 en Russie, Trotsky écrivait : "La dynamique des événements révolutionnaires est directement déterminée par de rapides, intensives et passionnées conversions psychologiques des classes constituées avant la révolution.

(...) Les rapides changements d'opinion et d'humeur des masses, en temps de révolution, proviennent, par conséquent, non de la souplesse et de la mobilité du psychique humain, mais bien de son profond conservatisme. Les idées et les rapports sociaux restant chroniquement en retard sur les nouvelles circonstances objectives, jusqu'au moment où celles-ci s'abattent en cataclysme, il en résulte, en temps de révolution, des soubresauts d'idées et de passions que des cerveaux de policiers se représentent tout simplement comme l'œuvre de " démagogues "."

Il y a encore un an, il est fort peu probable que 45% des personnes interrogées lors d'un sondage auraient approuvé des séquestrations de patrons ou des occupations d'usines, nous assistons donc aujourd'hui à une "*rapide, intensive et passionnée conversion psychologique*" des masses. Pourquoi ? Parce qu'entre temps la crise du capitalisme n'a cessé de s'amplifier, ce qui a eu pour conséquence un changement de leur état d'esprit face au capitalisme. Et les "*cerveaux de policiers*" de Sarkozy, Fillon, Lagarde, Woerth et Alliot-Marie, ne peuvent que chercher à diaboliser les "*soubresauts de passions*" qui animent les ouvriers de Continental, Caterpillar, etc. Sans passions, pas de révolution !

Avec 3h30 d'avance sur vous à cause du décalage horaire, il est déjà 11h du matin ici, je vous souhaite un bon week-end. Mon travail est un peu perturbé car j'ai des démarches administratives à effectuer avec mon épouse après la mort de son frère.

Extraits de dépêches.

Licenciement des travailleurs ou expropriation des capitalistes ?

Après l'annonce par le groupe américain de semi-conducteurs Freescale de la fermeture d'ici fin 2011 de son site français de Toulouse, qui emploie 1.700 personnes, Serge Ramos, délégué central FO a dit jeudi

" *Notre site est viable, quoi qu'en disent nos dirigeants américains*",qui accuse les dirigeants de l'entreprise américaine de "*profiter de la crise économique mondiale dans le secteur automobile pour rapatrier leurs activités chez eux*". (Reuters 23.04)

Si l'usine est viable, il n'y a aucune raison qu'elle ferme et que les 1.700 travailleurs de Freescale soient livrés au chômage : occupation de l'usine avec comité de grève pour décider et organiser l'expropriation sans indemnité des patrons.

Face à la déclaration de guerre de la direction Freescale, les syndicats s'apprêtent à capituler en rase campagne.

Au lieu de proposer la prise de contrôle de l'usine par ses salariés et d'en appeler aux travailleurs de tout le pays pour les imiter, le délégué FO a expliqué : "*Nous ne sommes pas des va-t-en guerre. Il n'y avait donc pas de raison que nous partions en guerre dès jeudi contre notre direction, quelques heures après cette annonce*", prends tout ton temps philistin ! Qui le paie celui-là ?

"*Mais il est vrai que nous sommes sous le choc émotionnel et que notre colère est grande. Il faudra pourtant passer outre et garder son calme pour laisser le temps de la négociation s'installer sereinement. Après, on verra*", a-t-il ajouté.

On verra quoi ? 1.700 travailleurs supplémentaire à la rue, c'est écrit d'avance ! Inutile d'avancer le mot d'ordre pas un licenciement, il n'a jamais empêché dans le passé la moindre fermeture d'usine.

A une semaine du 1er mai, sur France 2, le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly a dit qu'en l'absence de réponse du gouvernement, "*nous pensons qu'il faudrait que l'ensemble des syndicats appellent clairement à une grève de 24 heures sur tout le pays*". (lire la dépêche intégrale dans le site)

Une grève de 24h de plus pour rien ? Grève générale illimitée avec constitution de comités de grève élus dans toutes les grandes villes du pays et centralisés au niveau national pour la satisfaction de toutes nos revendications, en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

On feindra de s'étonner qu'il n'y ait pas (davantage ?) de déclarations des dirigeants syndicaux et des partis ouvriers pour condamner les menaces proférées par différents membres du gouvernement à l'encontre des travailleurs qui ont séquestré des dirigeants d'entreprise ou qui s'en sont pris à l'Etat. Cela doit faire partie de leur tactique, freiner des deux pieds afin d'éviter que ces actions ne se généralisent dans tout le pays, alors que c'est une des voies possibles pour que l'ensemble de la classe se soulève contre le régime pour l'abattre.

Le gouvernement et les capitalistes disent en coeur : Pas touche à la propriété privée des moyens de production. Nous leur répondons : pas touche à la classe ouvrière, gare à vous si vous osez condamner l'un d'entre nous !

"*un bel avenir*" pour les actionnaires... nauséabond !

Chris Viehbacher, directeur général de Sanofi-Aventis depuis trois mois, a promis aux actionnaires du groupe pharmaceutique "*un bel avenir*", pendant que des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles en Afrique notamment n'ont pas accès aux médicaments dont ils ont impérativement besoin pour se soigner (sida, paludisme, etc.). Le capitalisme à visage humain, tel qu'il est véritablement traînant derrière lui depuis deux siècles une odeur pestilentielle insupportable de

souffrances et de morts innocents.

Plus cynique tu meurs !

En 2009 Chris Viehbacher (directeur général) percevra un salaire fixe de 1,2 million d'euros en plus une rémunération variable pouvant atteindre 200%, ainsi que 50.000 euros de stocks-options d'autant qu'il a bénéficié en entrant chez Sanofi d'une indemnité de 200.000 euros en contrepartie des avantages auquel il a renoncés en quittant GlaxoSmithKline.

Le salaire fixe de Jean-François Dehecq a été maintenu à 1,3 million d'euros cette année assortie d'une rémunération variable établie à proportion de 25% en fonction des critères quantitatifs (performance du bénéfice par action) et de 75% en critères qualitatifs (soutien à l'action du directeur général).

Gérard Le Fur, le directeur général sortant après l'échec de l'Acomplia, traitement de l'obésité dont il a été le maître d'oeuvre, a touché l'an dernier 1,9 million d'euros dont 680.000 euros "*en considération de l'atteinte de critères quantitatifs*". (Reuters 17.04)

Ces millions d'euros proviennent des profits réalisés sur le dos des malades qu'ils rackettent dans le monde entier. Le droit à la santé ne se marchande pas, il n'est pas négociable, et parce que ce devrait être un bien collectif à la portée de tous, l'industrie pharmaceuthique doit être expropriée sans indemnité, une priorité universelle.

Obama blanchit l'adminstration Bush.

La Maison Blanche a affirmé jeudi ne pas soutenir la création d'une commission d'enquête indépendante pour enquêter sur les techniques d'interrogatoires des terroristes présumés durant le mandat de George W. Bush. (AP 24.04)

La chute de General Motors continue.

Le constructeur automobile américain General Motors a annoncé jeudi la fermeture temporaire de 13 de ses usines aux Etats-Unis et au Mexique, pour tenter de réduire les stocks de véhicules accumulés en raison de la chute des ventes.

General Motors a précisé dans un communiqué que les fermetures débuteront en mai. Leur durée sera variable selon les usines mais certaines garderont portes closes pendant plus de deux mois, neuf à dix semaines. L'entreprise, qui dispose de 22 usines d'assemblage en Amérique du Nord, va diminuer de 190.000 véhicules sa production. (AP 23.04)

Un Etat policier ?

J'ai lu dans un blog que le flic-président Sarkozy avait "*dégainé treize lois liées à la sécurité depuis 2002*". Pourvu que ce chiffre lui porte malheur !

Le 25 avril 2009

(je n'ai pris le temps de relire cette longue causerie.)

Retenez bien la méthode, c'est la même que mettent en oeuvre les opportunistes de tous horizons.

1- Ils dénoncent la politique du gouvernement. 2- Ils expliquent qu'il faudrait une autre politique.

3- Ils se situent sur le même terrain que le gouvernement et les patrons.

4- Ils ne fixent aucune tâche (ou objectif) politique aux travailleurs qui romprait avec la légalité de l'Etat bourgeois.

5- Ils ne proposent aucune issue politique.

Suivez bien le mécanisme, c'est tordu mais compréhensible.

Par exemple ils dénoncent les milliards d'euros versés aux banquiers, le chômage partiel, les licenciements, etc. Selon eux, ce n'est pas normal.

Or, c'est tout à fait normal que l'Etat bourgeois, qu'un gouvernement bourgeois ne se préoccupe que des intérêts des capitalistes, c'est l'inverse qui serait plutôt curieux et nous compliquerait la tâche. Sarkozy fait son boulot correctement en versant des centaines de milliards aux banques et en matraquant parallèlement les travailleurs ? Vous voudriez qu'il fasse quoi au juste ? Fallait-il attendre autre chose de lui ?

En adoptant ce comportement, ils légitiment le gouvernement et le capitalisme, car les travailleurs pourraient croire que l'Etat bourgeois et le gouvernement des capitalistes pourraient être ou devraient être à leur service, qu'ils sont en droit d'en attendre quelque chose, alors qu'au contraire ils devraient leur expliquer qu'il n'y a rien à en attendre et qu'il faut les chasser. Cela dit, il est parfaitement clair que cela revient à soutenir l'Etat, le gouvernement et les patrons contre la classe ouvrière qui se voit interdire toute issue politique, son destin étant suspendu aux lèvres des représentants de l'Etat et des capitalistes avec lesquels il faut bien faire avec, au lieu de rompre avec eux pour les combattre.

Et quand ils expliquent qu'il faudrait une autre politique, regardons-y de plus près :

1- on les a entendu expliquer que le gouvernement nationalisait les profits et laissait les dettes à la population à propos des milliards d'euros versés aux banquiers et aux patrons, mais à aucun moment on ne les a pas entendu exiger l'annulation de la dette des travailleurs et leurs familles ;

2- on les a entendu dénoncer la généralisation du chômage partiel, mais à aucun moment ils n'ont avancé le mot d'ordre du paiement intégral des salaires ;

3- on les entend aujourd'hui dénoncer les plans de licenciements, mais à aucun moment on les a entendu dire qu'il fallait exproprier sans indemnité les capitalistes et les actionnaires ;

4- quand les travailleurs ont commencé à occuper des usines et séquestrer des dirigeants d'entreprise, on ne les a pas entendu dire qu'il fallait généraliser ce genre d'actions qui pourrait à très court terme constituer le point de départ de la grève générale ;

5- on les a entendu dénoncer la hausse des prix insupportables pour des millions de travailleurs et leurs familles, mais on les a vu les uns après les autres laisser tomber la revendication du smic et de la retraite minimum à 1500 ou 1600 euros net par mois, ils se sont empressés de la remplacer par une augmentation de salaire de 200 ou 300 euros acceptable pour les patrons et l'Etat en prenant exemple

sur la Guadeloupe ;

5- etc., etc.,

Continuons notre analyse.

Ils se placent sur le même terrain que le gouvernement et le patronat dans la mesure où à aucun moment les dirigeants ne disent que le gouvernement est minoritaire et illégitime, haï littéralement par l'immense majorité de la classe ouvrière, ensuite, à aucun moment face au patronat et au gouvernement qui clament en coeur que le capitalisme et les licenciements sont tout ce qu'il y a de plus respectable et de légal, pas un n'ose les contredire, autrement dit au lieu de se placer au côté des travailleurs, ils se placent au côté du gouvernement et des patrons, en y mettant les formes cela va de soi.

Et pour conclure, évidemment ils ne proposent aucune issue politique au combat de la classe ouvrière engagé contre le gouvernement et les capitalistes, ce qui contribue à maintenir isoler les mouvement sociaux engagés dans tout le pays.

Au lieu de lui montrer la voie à prendre, les différents objectifs politiques que la classe ouvrière doit se fixer à chaque étape de sa mobilisation, les tâches qu'elle doit se fixer et accomplir pour avancer sur cette voie, au lieu d'exprimer consciemment le contenu politique de sa mobilisation en cours pour qu'elle en prenne conscience à son tour, afin qu'elle puisse orienter son combat dans la bonne direction pour réaliser un pas décisif en avant pour vaincre le régime, ils se taisent, ils ne lui proposent rien, ce qui signifie une fois encore qu'il existerait aucune issue politique en dehors ou au-delà de le la Ve République et du capitalisme. Or la seule voie politique se situe précisément au-delà du carcan de la Ve République, et cette voie s'appelle le socialisme, un mot qui doit tous leur brûler la langue aujourd'hui puisque pas un n'ose non plus le prononcer.

Bref, dès que la situation se tend, nos dirigeants hésitent, reculent ou étalent au grand jour leur impuissance et leur incapacité à comprendre la situation, pire, ils sont incapables de se placer au côté de l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière qui commence à prendre les choses en mains et à déterminer dans quelle direction devront avoir lieu les combats politiques de demain : contre l'Etat et contre les fondements du régime capitaliste.

Maintenant que vaut l'appel lancé le 23 avril par Besancenot au nom du NPA à "*une marche nationale sur Paris, en mai, de tous les salariés licenciés*" ? Pas davantage que l'appel du POI "*pour une marche uni sur Paris pour interdire les licenciements*", si cet appel ne s'adresse pas à l'ensemble de la classe ouvrière et n'a pas clairement pour objectif la grève générale afin d'en finir avec Sarkozy et les institutions de la Ve République...

Dans une dépêche de l'AFP du 22 avril on a une précision, Besancenot "*Nous avons proposé un rassemblement unitaire des forces syndicales et politiques, au lieu de défiler les uns après les autres*". Quelles "*forces syndicales et politiques*" ? Dans quel objectif ?

Ces appels ont le mérite d'exister et les travailleurs se chargeront en fonction de leur niveau de conscience d'y donner un contenu politique, faudrait-il encore que le NPA, le POI et l'ensemble des militants ouvriers incluant les syndicalistes préparent sérieusement cette marche contre le pouvoir en place.

Questions : le NPA et le POI avec leurs maigres moyens ont-ils les moyens d'impulser cette marche

au niveau national ? Auront-ils réellement la volonté de préparer cette marche en organisant dans des comité de préparation à cette marche des centaines de milliers de travailleurs ? Si cet appel n'était pas relayé au niveau syndical afin que les dirigeants syndicaux soient obligés d'appeler à une grève générale ce jour-là, cette marche mobilisera-t-elle des millions de travailleurs en milieu de semaine ?

Quoi qu'il en soit, on peut regretter que Besancenot ait lancé seul cet appel sans avoir pris la peine de répondre aux trois lettres du POI qui concernaient le même sujet : les licenciements. Il est vrai que l'appel du POI était plus précis et comportait un objectif clair : l'interdiction des licenciements, objectif que l'on partagera ou non compte tenu de l'absence politique dans laquelle il se situait, peu importe ici, alors que l'appel du NPA se situe pour le moment en dehors de tout objectif, il faut donc attendre d'en savoir plus, y compris la réaction du POI et éventuellement de militants d'autres formations politiques.

Je rajoute un mot très bref, je ne sais plus dans quelle usine ce serait des militants de LO qui auraient participé aux séquestrations de dirigeants, mais eux n'ont non plus qui se présentent comme les purs et durs héritiers d'Octobre n'ont avancé le mot d'ordre d'expropriation, simple constat. Sans doute attendent-ils les uns et les autres que ce soit les ouvriers qui prennent eux-mêmes cette initiative, pourquoi pas non plus attendre qu'ils adhèrent spontanément au programme de la révolution socialiste !

J'ai passé une partie de l'après-midi d'hier à relire le déroulement des 5 journées qui ont précédé la chute du tsar le 28 février 1917 extrait de l'*Histoire de la révolution russe* de Trotsky, ainsi que les pages précédentes qui permettaient de situer précisément la situation des différentes classes en présences à la veille de la révolution.

Je sais pertinemment que la situation en France aujourd'hui n'a qu'un rapport fort éloigné avec la situation en Russie en février 17, cependant j'ai voulu voir une nouvelle fois s'il ne serait pas possible d'en tirer des enseignements qui pourraient nous être utiles sachant que la situation d'extrêmes tensions sociales en France et dans bien d'autres pays en Europe peut basculer du jour au lendemain en situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire.

Revenant sur la situation en Russie un an avant la révolution de 1905, Trotsky rappelera que l'année 1904 avait été marqué par une accélération prodigieuse du nombre de grèves, plus 115%, et de poursuivre :

"Ce bond prodigieux suggère déjà que le prolétariat, forcé par la marche des événements d'improviser cette activité révolutionnaire inouïe, devait à tout prix tirer de son propre fonds une organisation qui correspondît à l'ampleur de la lutte et à l'immensité des tâches envisagées : ainsi naquirent les soviets (conseils) de la première révolution, qui devinrent les organes de la grève générale et de la lutte pour la conquête du pouvoir.".

Je retiendrai trois éléments de ce passage : la grève générale, les soviets et la lutte pour le pouvoir politique, les trois étant intimement liés.

Un peu plus loin il écrivait :

"En 1915-1916 "Les industriels se refusaient de plus en plus à faire des concessions aux ouvriers et le gouvernement continuait à répondre à chaque grève par une rigoureuse répression. Tout cela portait la pensée ouvrière du particulier au général, de l'économique à la politique : " Il faut qu'on déclare la grève tous en même temps. " Ainsi renaît l'idée d'une grève générale. "

"*Il faut qu'on déclare la grève tous en même temps.*", cette idée a germé dans la tête des ouvriers plusieurs années avant qu'elle ne soit effective, la propagande bolchevik ayant fait le reste entre temps. On se demandera pourquoi cette idée a tellement tardé à germer dans la tête de nos dirigeants.

En octobre 1916 :

"Dans les usines déferlent les meetings. Sujets traités : les approvisionnements, la vie chère, la guerre, le gouvernement. Les tracts des bolchéviks sont diffusés. Des grèves politiques se déclarent."

Les grèves sont directement politiques car il est impensable que satisfaction soit donnée aux revendications en conservant le régime tel qu'il est, nous sommes exactement dans la même situation, peu importe ici depuis quand, nous polémiquerons plus tard si nécessaire. Les bolcheviks étaient donc partis de la situation telle qu'elle était pour orienter le combat de la classe ouvrière contre le pouvoir en place pour l'abattre. Comme leur avait enseigné Lénine, à aucun moment les bolcheviks n'ont oublié de poser la question politique du pouvoir, avis à ceux qui se prétendent leurs héritiers.

Pour les bolcheviks, ce n'était pas à Nicolas II de répondre positivement aux revendications des masses, mais c'était aux masses de s'emparer du pouvoir pour les satisfaire eux-mêmes. Vous remarquerez au passage que cette méthode conforme au marxisme s'inscrit en totale contradiction avec celle du POI et du NPA notamment.

Nous arrivons au premier jour de la révolution de février 17.

"Le 23 février, c'était la " Journée internationale des Femmes ". On projetait, dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette " Journée des Femmes " pût inaugurer la révolution. Pas une organisation ne préconisa la grève pour ce jour-là. Bien plus, une organisation bolcheviste, et des plus combatives, le Comité du rayon essentiellement ouvrier de Vyborg, déconseillait toute grève. L'état d'esprit des masses d'après le témoignage de Kaïourov, un des chefs ouvriers du rayon, était très tendu et chaque grève menaçait de tourner en collision ouverte."

Plus loin :

"En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments de la base qui surmontèrent l'opposition de leurs propres organisations révolutionnaires et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres – les travailleuses du textile, au nombre desquelles, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats."

Ce sont donc bien les couches les plus exploitées et les plus déterminées du prolétariat qui sont les premières à engager le combat contre le régime. C'est la raison pour laquelle je ne cesse d'expliquer que je ne comprends pas pourquoi tous les partis s'en détournent.

Il continue ainsi :

"Dans divers quartiers apparurent des drapeaux rouges dont les inscriptions attestaient que les travailleurs exigeaient du pain, mais ne voulaient plus de l'autocratie ni de la guerre."

Immédiatement aux revendications économiques se joignent les revendications politique dont celle

d'en finir avec le régime politique. On peut affirmer que les bolcheviks ont parfaitement joué leur rôle en liant en permanence les revendications économiques et politiques, depuis 1895 à aucun moment Lénine ne changera d'attitude sur ce point précis, car il ne visait pas uniquement l'amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière qui étaient autrement plus misérables que celles de la classe ouvrière en France en 2009, mais la chute du régime et la prise du pouvoir.

"Le lendemain, le mouvement, loin de s'apaiser, est doublement en recrudescence : environ la moitié des ouvriers industriels de Pétrograd font grève le 24 février. Les travailleurs se présentent dés le matin dans leurs usines et, au lieu de se mettre au travail, ouvrent des meetings, après quoi ils se dirigent vers le centre de la ville. De nouveaux quartiers, de nouveaux groupes de la population sont entraînés dans le mouvement. Le mot d'ordre " Du pain " est écarté ou couvert par d'autres formules : " A bas l'autocratie ! " et " A bas la guerre ! "

Ce serait trop long de recopier ici tout ce que la lecture de ce passage m'a inspiré hier et que j'ai noté, notamment à propos des relations de la classe ouvrière avec la police et l'armée en France en 2009, sur la place de la police et de l'armée dans la société. Cependant ce qui est intéressant ici, c'est le déroulement de cette journée de grève du 24 février. Les ouvriers se rendent en cortége dans le centre ville à la rencontre des autres travailleurs et de la population, c'est l'ensemble des exploités qui est entraîné dans ce mouvement révolutionnaire. Quelle leçons camarades, quelle leçon pour demain !

Le lendemain la fusion avec les autres couches exploitées et une partie de la petite bourgeoisie se réalise.

"Le 25, la grève prit une nouvelle ampleur. D'après les données officielles, elle englobait 240.000 ouvriers. Des éléments arriérés s'engagent à la suite de l'avant-garde, un bon nombre de petites entreprises arrêtent le travail, les tramways ne marchent plus, les maisons de commerce restent fermées."

Je passe la suite pour arriver à la conclusion :

"Ces foules innombrables ne se sont pas encore suffisamment rendu compte de ce qu'elles veulent, mais elles sont pénétrées de haine ardente pour ce dont elles ne veulent plus. Elles laissent derrière elles un irréparable effondrement historique. Point de retour possible."

Je vais mettre dans le site le récit de ces cinq journées extraordinaires, car il peut nous donner des indications préciseuses sur la manières dont les choses pourraient se passer demain en France ou dans d'autres pays.

On continuera cette causerie dans les jours qui viennent.

Quelques extraits de dépêches.

Il faut exproprier sans indemnité les actionnaires.

Jeudi les salariés de Clairoix sont venus dire aux actionnaires de Continental réunis en assemblée générale à Hanovre. Lorsqu'une personne tirée à quatre épingles sort de ce bâtiment gris et trapu, les noms d'oiseaux fusent : "*Actionnaires voyous !*" (Le Monde 24.04)

Un ouvrier dit : " *ils ne reviendront pas sur leur décision*" et pour cause dit un autre "*La justice leur a donné le droit de tout faire*" et le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner des capitalistes.

Dès lors la seule question qui se pose : doit-on accepter de se faire jeter à la rue par cette bande de voyous ou faut-il prendre le contrôle des usines et exproprier sans indemnité les actionnaires en appelant tous les travailleurs du pays à faire de même ?

Grève à la SNCM.

Toutes les rotations de la SNCM prévues vendredi et samedi entre Marseille, la Corse et l'Afrique du Nord ont été annulées en raison d'une grève des personnels de bord, indique-t-on de source syndicale. (AP 24.04)

Le bâtonnier de Paris dénonce l'insalubrité du dépôt du palais de justice.

Le bâtonnier de Paris, Christian Charrière-Bournazel, appelle les avocats à plaider la nullité des procédures en raison de l'état de l'insalubrité du dépôt du palais de justice. '*Nul ne devrait juger ni condamner une personne qui a passé jusqu'à vingt-trois heures (...) dans une cellule de 3m2, avec deux autres personnes, sur un banc, qui n'a disposé ni d'eau courante, ni de W.C. isolé, qui a été soumise à des fouilles à répétition, le tout dans un local dont la saleté et la puanteur sont repoussantes*', écrit-il dans le bulletin du barreau de l'Ordre du 24 avril. (LeMonde.fr 24.04)

Zapatero et Sarkozy, pourquoi ne s'entendraient-ils pas ?

José Luis Zapatero affirme ne pas être offensé par la polémique liée aux propos peu amènes le concernant prêtés à Nicolas Sarkozy.

Dans un entretien au Monde daté du 25 avril, interrogé sur ses relations avec le nabot, il a répondu "*J'ai une très bonne relation avec Nicolas Sarkozy* ", normal ils font la même politique antisociale. (Lepoint.fr 24.04)

Allemagne.

Une faillite aux conséquences encore "*plus graves*" que celle de Lehmann Brothers.

L'Allemagne s'apprête à renflouer la banque d'investissement Hypo Real Estate par une aide publique pouvant atteindre 5,6 milliards d'euros, annonce le fonds de relance allemand. L'Etat détiendra ainsi 90% de son capital.

Les analystes estiment qu'une faillite de cette banque aurait des conséquences plus graves encore que celle de Lehmann Brothers. (Reuters 24.04)

Canada.

Qui doit payer la faillite du capitalisme ?

Le constructeur automobile américain Chrysler a trouvé un accord vendredi soir avec le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), qui permet des économies d'échelles de 240 millions de dollars (181 millions d'euros) par an.

L'accord table sur une réduction de certaines compensations, une diminution des obligations contractuelles et une augmentation de la productivité et de l'efficacité mais il ne touche pas aux salaires de base ni aux caisses de retraite.

Le ministre canadien de l'Industrie Tony Clement a fait savoir dans la soirée que le gouvernement prenait acte de cette entente de principe : "*C'est une étape importante dans le cadre des efforts visant à restructurer l'entreprise et à la rendre viable mais il reste encore du travail à faire* , a-t-il déclaré dans un communiqué. (AP 25.04)

Pakistan, les talibans à moins de 100kms de la capitale Islamabad.

Le chef d'état-major de l'armée américaine, l'amiral Mike Mullen, s'est dit vendredi "*extrêmement préoccupé*" par la situation au Pakistan et les éléments indiquant que les talibans se rapprochent d'Islamabad.

"*Nous nous rapprochons certainement du point de basculement*", où les extrémistes musulmans pourraient s'emparer du pouvoir, a-t-il estimé lors d'un entretien sur la chaîne américaine NBC depuis l'Afghanistan. L'amiral Mullen a noté que les choses "*continuent d'aller dans la mauvaise direction*" en Afghanistan comme au Pakistan. (AP 24.04)

Comment Durban II légitime l'existence de l'Etat sioniste.

Le texte de 16 pages qui constitue la déclaration finale en 143 points de la deuxième conférence des Nations unies sur le racisme qui s'est achevée vendredi, comprend un passage "affirmant le droit de l'Etat hébreu à la sécurité". (AP 24.04)

Sans masque.

Selon FMI et la Banque mondiale, les dégâts de la récession mondiale qui, selon leurs calculs, feront basculer dans l'extrême pauvreté (1,25 dollar par jour de revenus) entre 55 et 90 millions de personnes. (LeMonde.fr 24.04)

Je rajoute une brève causerie sur le NPA.

Pêle-mêle, j'extraits quelques passages d'articles du NPA figurant dans son site Internet que je commente rapidement.

"*Face aux menaces du patronat et du pouvoir, il est plus que jamais nécessaire que soit apporté un soutien unitaire, le plus large possible, à ces luttes, d'aider à leur convergence et à ce qu'elles puissent déboucher sur une grève générale.*" Sauf que la grève générale pour la grève générale n'a jamais rien réglé !

"*« Entrave à la liberté de travailler », voilà le chef d'accusation sous le coup duquel se retrouvent dix-neuf travailleurs de Caterpillar. Mais qui empêche qui de travailler ? Ceux qui licencient ou ceux qui se battent pour garder leur emploi ? Les saboteurs sont ceux qui ferment les usines, licencient, démantèlent les services publics pour pouvoir sauvegarder les profits des financiers et des patrons.*"

Si l'on s'en tient littéralement à ce qui est écrit ici, le NPA réclame uniquement que les travailleurs puissent continuer à vendre leur force de travail, à être exploités et rien d'autre. Est-ce vraiment l'objectif du combat du mouvement ouvrier défini notamment par K. Marx et F. Engels ? En quoi ce combat permettrait-il de faire un pas en avant sur la voie de l'émancipation de la classe ouvrière ? En aucun cas.

"*le NPA apporte tout son soutien aux salariés de Continental qui vont manifester à Hanovre devant*

l'assemblée générale des actionnaires.", alors que l'on sait très bien que cette manifestation ne servira strictement à rien.

Si lors d'une crise du capitalisme, lorsque les ouvriers commencent à remettre en cause la propriété privée des moyens de production en occupant les usines et en séquestrant leurs dirigeants, certes encore inconsciemment, un parti ouvrier n'avance pas le mot d'ordre d'expropriation sans indemnité des patrons et des actionnaires, quand et dans quelle situation l'avancera-t-il ? Réponse : jamais !

Un mot pour finir.

Je suis à la bourre aujourd'hui parce que je me suis rendu chez ma belle-mère où vivait également mon beau-frère décédé dimanche dernier. Tous les deux jours pendant 13 jours se tient une petite cérémonie en hommage au défun à laquelle mon épouse participe et à laquelle je ne peux évidemment pas échapper. Ensuite on mange un morceau ensemble, pour ma part un thé au lait est suffisant. Après je rentre vers les 10h30 du matin et je me mets au boulot, il est 16h05.

Salut et bonne continuation à tous, l'avenir nous appartient, on les aura !

Le 26 avril 2009

Un camarade dont les parents étaient autrefois militants à l'OCI et qui doivent être aujourd'hui adhérents au POI si j'ai bien compris, m'a envoyé un chèque de 50 euros de soutien, en précisant que ce n'était "*pas cher pour un bon GER*" (groupe d'études révolutionnaires). Les GER étaient une sorte de stage de formation que devait suivre chaque militant nouvellement recruté à l'OCI avant d'être intégré par cooptation dans l'organisation.

Je ne sais pas si mes analyses et mes causeries valent un bon GER, je fais les choses à ma manière en fonction de l'actualité et des questions qui me passent par la tête, un peu comme j'aurais voulu que l'on procède avec moi quand j'étais un jeune militant révolutionnaire.

Une formation académique et rigide n'a d'intérêt qu'à partir du moment où le formateur est capable de faire ressortir l'essentiel de son contenu qui servira ensuite au militant de point de repères, de sujet de réflexion et d'approfondissement pour perfectionner sa formation tout au long de sa vie militante.

L'accent doit être mis en permanence sur la méthode qui permet d'interpréter le déroulement des faits dans tous les domaines et sur l'évolution du rôle et de la place des différents facteurs étudiés, les rapports qu'ils entretiennent, etc.

Le problème posée par une formation théorique, c'est qu'elle sera inévitablement orientée en fonction des convictions politiques du formateur et de la politique du parti dans lequel il milite.

Si l'on peut comparer le parti à un être vivant, il faut admettre qu'il réagisse à la fois avec rigidité et souplesse en fonction des circonstances, de la même manière que la situation et les tâches du parti détermineront qui du centralisme ou de la démocratie dominera dans le parti, le centralisme démocratique n'étant pas un principe figé, pas plus que la théorie. C'est marrant, je viens de me rendre compte en écrivant ces lignes, que je viens de mettre en relief l'une des principales qualités que Trotsky avait reconnue chez Lénine, la fermeté et la souplesse pour construire le parti, ce n'est sans doute pas un hasard car Lénine plus qu'aucun autre dirigeant n'avait réfléchit aux principes qui

devaient permettre la construction de l'outil dont le prolétariat aura besoin pour prendre le pouvoir.

Ceci pour dire qu'il faut aborder la théorie avec un certain recul, ce qui ne veut pas dire avec suspicion, car cela demande du temps et beaucoup d'efforts pour comprendre réellement quels sont les liens et les rapports qui ont permis d'aboutir à une situation plutôt qu'une autre. Comme je l'ai dit souvent dans le site, il nous faut être modeste par dessus tout, c'est impératif pour progresser.

Reconnaître notre ignorance ou faire comme si nous étudiions pour la première fois un chapitre de notre histoire sur lequel tout semblait avoir été dit et compris, permet de découvrir des choses que nous ignorions ou que nous avions oubliées et par conséquent nos propres faiblesses.

Quand avant le stunami j'avais une bonne partie de ma bibliothèque à portée de la main, tous les jours je me replongeais quelques minutes dans un ouvrage que j'avais déjà lu plusieurs fois à des époques différentes de ma vie, c'était très rarement un ouvrage qui traitait de politique, c'était à la fois un besoin et un réel plaisir, très souvent le soir avant de m'endormir, car je savais que ces dernières réflexions de la journée allaient se mêler pendant mon sommeil avec toutes les idées qui m'étaient passées par la tête durant la journée écoulée, mais pas seulement, chaque fois j'en tirais matière à de nouvelles questions ou réflexions qui le lendemain matin m'apparaîtraient plus clairement ou plus riches.

Depuis j'ai remplacé cette activité intellectuelle nocturne par un point sur la journée écoulée et le travail qui m'attend le lendemain, un peu comme cela se fait dans toutes les rédactions de presse ou tous les partis, je me fais ma petite réunion.

Nous nous sommes écarté de notre sujet encore une fois ! Je n'ai pas fait de faute d'orthographe au participe passé *écarté* dans la proposition précédente, en disant nous, je parle de moi, d'une seule personne, donc singulier. Vous remarquerez au passage que je maîtrise quand même la syntaxe un peu plus que j'en ai l'air. Je dis cela car je suis sûr que la plupart des militants sont encore plus mauvais que moi en orthographe et trouvent des fautes là où il n'y en a pas ; si je vous disais que parfois je laisse volontairement des fautes parce que pour la plupart ce n'en est pas, vous n'allez pas me croire, eh bien pourtant c'est la stricte vérité ! Par contre, il est vrai que je laisse passer un nombre considérable de faute, j'écris très vite pour ne pas perdre le fil de mes idées, donc n'importe comment, parfois même en phonétique car il y a moins de lettre à écrire. Et puis il m'arrive de mélanger le français et l'anglais et de ne plus savoir écrire !

Pour conclure ce passage. Les deux reproches que l'on pourrait faire au GER, c'est d'avoir été (et d'être) conçu comme un cursus universitaire où les différentes matières sont étudiées séparément sans que soit mis suffisamment en relief les liens qui existent entre elles, et surtout qu'il soit coupé de la réalité que vive les militants. Là où l'on se rend compte que notre formateur maitrise bien son sujet, c'est lorsqu'il est capable de faire passer la théorie du livre à la réalité, donc d'en vérifier la validité en permanence, ce qui ne peut être donné qu'à une infime minorité de cadres du parti. On commet tous des erreurs et on a tous nos faiblesses, ils nous arrivent tous de ne pas pouvoir répondre de façon satisfaisante à une question ou de sécher carrément, il ne faut pas se formaliser pour si peu. La tolérance entre militants doit aussi être appliquée aux cadres et aux dirigeants, l'essentiel sera comme toujours d'essayer de faire la part des choses, de se corriger et de progresser, de conserver son libre esprit critique et de vérifier si on l'utilise toujours à bon escient.

Pour continuer sur un autre sujet avant d'aborder l'actualité, ce camarade m'a écrit qu'il appréciait que je mêle dans le site "vie privée et vie publique". J'y suis obligé puisque les militants ne peuvent pas me connaître autrement et qu'on ne peut pas se rencontrer. C'est une question élémentaire de respect

et d'honnêteté me semble-t-il, et non pour m'épancher sur ma propre vie qui n'en vaut franchement pas la peine.

Je me mets à la place des militants qui se connectent sur le site et qui doivent se demander : mais qui est ce type-là, d'où sort-il, etc. ? Quand on s'exprime dans un domaine qui finalement englobe toutes les expériences humaines, je conçois qu'il ne soit pas toujours facile pour un auditoire hétérogène de comprendre du premier coup de quoi on lui cause. Je me suis dit qu'en me connaissant mieux il comprendrait plus facilement comment j'en suis arrivé à telle ou telle conclusion, en se souvenant d'où ma réflexion était partie et en suivant son cheminement et sa progression par exemple.

C'est un peu comme pour un parti, pour pouvoir caractériser précisément sa nature politique ou déterminer la nature de sa politique, à qui elle s'adresse véritablement ou sur quelle classe il s'appuie, pour connaître les intentions de ses dirigeants, il est intéressant d'en connaître la composition sociale.

En me connaissant suffisamment, j'évite que les militants se torturent la tête en se posant des questions inutiles auxquelles ils ne pourraient pas répondre si je n'y avais pas répondu moi-même. Je pense donc je suis disait Descartes, mais penser sans douter est pratiquement impensable, or le doute entretenu à l'infini ne mène nulle part. C'est pour éviter cette situation absurde que je ne cache rien (ou presque) aux militants. En dévoilant ma personnalité avec ce qu'elle a d'agréable et de désagréable, je combats également à ma manière le culte de la personnalité.

Passons à la politique, pas trop c'est dimanche, on pourrait se casser l'autre bras. (pour ceux qui ont suivi)

On pourrait se demander pourquoi la Bourse de New York repart à la hausse, on a un début de réponse dans la dépêche Reuters du 25 intitulée *La crise du crédit rend la cotation à New York plus attractive*. Les Bourses remontent aussi en Europe sur fond de brigandage généralisé à l'image du capitalisme. Le vie continue comme dirait l'autre, rien de plus à ajouter pour le moment.

Comment ne pas comprendre désormais que le monde est entre les mains d'une bande voyous et que tous les partis qui inscrivent leur politique dans le carcan des institutions existantes sont les complices de ces gangsters qui maintiennent le prolétariat dans la servitude, leur démocratie étant de plus en plus au service d'Etats policiers.

A ce propos, cela se passe dans la France du flic-président, on vient d'apprendre que Verlaine Pinot, une mère d'une famille aisée du Pecq (Yvelines) et conseillère principale d'éducation, donc une dame tout à fait respectable qui n'a pas vraiment le profil d'une délinquante comme disent les représentants du vieux monde, vient d'être victime de la dictature policière.

Les faits.(Libération.fr 25.04)

Le 31 mars, 19 h 30, plus de pain. Verlaine Pinot saute en voiture avec sa fille de 18 ans pour aller en acheter à Saint-Germain-en Laye et oublie son sac avec permis et assurance. La place Royale : ses pavés, ses embouteillages, sa police… Le contrôle tombe, l'automobiliste propose d'envoyer sa fille chercher les documents. Sans répondre, le policier s'absente une trentaine de minutes.

A son retour, la note est salée : deux contraventions. Pour n'avoir pas présenté les papiers et pour avoir refusé la priorité à un piéton. Verlaine Pinot décide de contester ce dernier point. Dialogue de sourds, elle demande à s'adresser au commissaire. «Outrage», s'écrie alors le jeune policier à un collègue qui, selon Verlaine Pinot, lui répond : «On tient la garde à vue et le casier judiciaire.» Elle

est immobilisée sur la voiture de police par une clé de bras énergique. Elle aurait traité un agent de «connard», ce qu'elle nie :«J'ai eu une démarche d'explication pédagogique qui a peut-être déplu. Mais je n'emploie jamais ce mot.»

Menottée, Verlaine Pinot est embarquée au commissariat. Elle apprend qu'on l'accuse aussi de rébellion. Elle proteste. Selon elle, l'un des agents s'est approché à 10 cm de son visage : «Je suis pas de la municipale, je suis de la police nationale, je fais ce que je veux.» Sa tension chute, elle se réveille aux urgences de Poissy. Le médecin constate les blessures et prescrit dix jours d'incapacité temporaire totale (ITT).

Retour en cellule, fouille. Verlaine Pinot attend une douzaine d'heures avant d'avoir accès aux toilettes. Elle n'a pas dormi. Un officier de police judiciaire (OPJ) prend sa déposition et l'invite à reconnaître les faits. Elle refuse. «Le régime de faveur est terminé», rétorque l'OPJ. Retour à la case geôle. Sa fille est convoquée pour témoigner, l'accusation de rébellion est abandonnée. Vers 17 heures, retour auprès de l'OPJ qui s'excuse de «sa mauvaise humeur» du matin. Verlaine Pinot rentre chez elle avec une convocation au tribunal de Versailles, et un œdème au bras droit. Contacté, le commissariat de Saint-Germain n'a pas souhaité répondre, arguant de la procédure en cours.

Abus. Le lendemain, Verlaine Pinot porte plainte auprès de l'Inspection générale des services (la «police des polices») pour abus de pouvoir et violences volontaires. Ce jour-là, Amnesty International publiait un rapport soulignant l'impunité dont bénéficient certains policiers mis en cause lors de violences.

Ce témoignage à charge est incontestable vue le profil de la victime de la dictature policière. Et ce serait une grosse connerie de dire : on s'en fout c'est une bourge. Au contraire, c'est bien parce que c'est une dame bien comme il faut que son témoignage est instructif et constitue une preuve irréfutable et accablante que la police se croit investit de tous les pouvoirs et qu'elle peut agir à sa guise en toute impunité dans la plupart des cas.

Parmi les notes que j'ai prises avant-hier en relisant le déroulement de la révolution de février 17 en Russie par Trotsky (voir la causerie d'hier), figuraient ces quelques lignes :

Si l'on comparait la place et le rôle assigné à la police et à l'armée en Russie en 1917 et en France en 2009, en lisant la suite passionnante de ce récit on s'apercevrait qu'ils sont inversés.

A cette époque la police en Russie ne remplissait qu'une fonction répressive, alors qu'en France elle remplit d'autres fonctions et se trouvent plus proches de la population. Tandis que les Cosaques servaient de bouche trou au tsar et qu'ils en avaient "marre" note Trotsky, l'armée de métier de Sarkozy est coupée des masses et intervient essentiellement dans d'autres pays. Il faut cependant noter qu'elle ne remplit pas forcément une fonction militaire et qu'il lui arrive souvent d'être proche des masses laborieuses auxquelles elle rend de multiples services. Ceci pour dire qu'en cas de révolution en France, rien ne dit que la police et l'armée se rangeront comme un seul homme derrière le bonaparte qui leur ordonnera de tirer sur la foule.

Cette appréciation sur le rôle de la police en France en 2009 et ses rapports avec la population doit être nuancée ou même rectifiée compte tenu de son comportement dans certaines circonstances. Cela dit il est évident que la partie de la population qui n'est pas directement exposée à l'arbitraire et à la violence verbale ou physique de la police, les personnes physiquement les plus vulnérables, les vieux en particulier qui sont de plus en plus nombreux en France, les bourgeois et les petits bourgeois qui voudraient profiter en toute tranquillité du bien-être que leur procure leur chère république

bonapartiste, ne portera pas le même jugement sur la police et demandera au flic-président toujours plus de flics pour assurer leur protection ainsi que celle de leurs biens.

S'agissant de la population laborieuse et plus particulièrement de la jeunesse du prolétariat, elles sont directement visées, menacées par la répression policière et elles en sont évidemment les premières victimes, les plus nombreuses aussi. Aussi la haine légitime de la police ne peut que grandir au sein de la classe ouvrière au fur et à mesure que la crise du capitalisme fait des ravages, d'autant plus qu'elle apparaît de plus en plus comme le seul rempart pour protéger l'Etat et la propriété privée des moyens de production qui sont et seront de plus en plus souvent remis en cause lors de conflits sociaux...

Jour après jour la France de Sarkozy ressemble à un Etat policier, une dictature bonapartiste, sa police au serviced'un despote disposant du droit de vie ou de mort sur tous ses sujets, d'embastiller qui bon lui semble sans avoir à se justifier devant le peuple. Le temps approche où la classe ouvrière jugera à sa manière ceux qui lui ont pourri la vie si longtemps et ses bourreaux. Faisons table rase du passé, tout est dit ici.

"*On criait " A bas la police ! "*" le 24 février 1917 dans les rues de St-Pétersbourg, le deuxième jour de la révolution russe. Demain on criera dans les rues de France : " A bas la police !" des capitalistes, vive la révolution socialiste !

Extraits de dépêches.

La barbarie un peu moins barbare : l'horizon indépassable du PS.

Lors du lancement de la campagne des élections européennes du Parti socialiste à Toulouse hier, le discours de la première secrétaire du PS a parfois pris des accents altermondialistes. "Une autre Europe est possible", a lancé Mme Aubry, qui a pris soin de se placer d'emblée sous les auspices de Jean Jaurès, citant le dernier article du tribun socialiste réclamant, dès 1914, dans La Dépêche, "une Europe un peu moins sauvage".

Martin Schulz du SPD a fait référence au "discours à la jeunesse" de Jaurès. (Le Monde 25.04)

Pas touche aux ouvriers de Caterpillar ! Le PS : le parti des patrons.

Les quatre cadres de Caterpillar de Grenoble retenus dans leurs bureaux le 31 mars par des salariés ont déposé plainte contre X pour "séquestration", a-t-on appris auprès de la direction.

Ils y ont été encouragés par le gouvernement, mais pas seulement...

Martine Aubrya déploré cette démarche en déclarant sur RMC : "*Je crois qu'aujourd'hui, je n'aurais pas déposé plainte pour une raison extrêmement simple, parce que je pense qu'il faut calmer le jeu*". (Reuters 25.04)

Donc en d'autres circonstances, le PS aurait soutenu cette démarche, ce qui coïncide parfaitement avec la nature de classe bourgeoise de ce parti.

Vous voulez faire l'unité avec ce parti pourri qui n'hésite pas à dire qu'ils enverraient devant un tribunal des ouvriers pour séquestration de dirigeants d'entreprise dans d'autres circonstances ? C'est que vous êtes son complice, désolé, il faut choisir son camp une fois pour toute !

Par cette déclaration Aubry ne tient pas un autre langage que Sarkozy sur le fond. Royal aurait été à la place de Sarkozy, elle n'aurait guère fait autre chose.

C'est sûr !

Dans *Aujourd'hui en France* du 18 Avril, Yvon Gattaz, président de l'association Jeunesse et entreprises et ex-président du Medef :

Question : Vous redoutez une explosion de la jeunesse ? Réponse : Pire, j'en suis persuadé.

Il lance un appel national aux chefs d'entreprise, grandes et moyennes, pour qu'ils embauchent dès maintenant des jeunes sans expérience pendant une période d'au moins six moins, en prévision de la sortie de crise.

Commentaire : ils pourront les jeter après si nécessaire !

Une masse salariale taillable et corvéable à merci à la disposition des patrons.

On a là en filigrame le contenu des dernières mesures de Sarkozy pour l'emploi des jeunes prévoyant notamment l'octroi de 1,3 milliard d'euros pour des formations en alternance dans les entreprises et des emplois aidés.

Contrat de travail précaire, apprentissage, mais pas un vrai travail avec un vrai salaire, et pour finir retour à la case chômage !

Par contre quelle aubaine pour les patrons esclavagistes : ils pourront recruter des apprentis avant le 30 juin 2010 et ne paieront pas de charges sociales, quelles que soient leur taille. Une prime de 1 800 euros sera en outre accordée à celles qui emploient moins de 50 salariés. Quant aux entreprises qui dans le cadre de contrats de professionnalisations embaucheront un jeune de moins de 26 ans, elles bénéficieront d'une aide de 1 000 euros, portée à 2 000 euros si le jeune n'a pas le niveau bac. Pour finir, l'Etat offira une aide exceptionnelle de 3 000 euros aux entreprises qui embaucheront avant la fin septembre 2009 les jeunes en stage avant le 24 avril 2009.(Le Monde 24.04)

Que faudrait-il attendre (de mieux) d'un gouvernement au service des capitalistes, des patrons ? Rien, absolument rien quand on appartient à la classe des exploités !

A bas le gouvernement capitaliste Sarkozy-Fillon-Kouchner : Dehors !

Les réactions du patronat qui jubile à l'annonce de ces mesures.

- Le MEDEF (Mouvement des entreprises de France) approuve "sans réserve le plan, une "excellente nouvelle pour la génération de jeunes Français qui aujourd'hui aspire à découvrir le monde de l'entreprise". En "privilégiant l'alternance, ce plan fait clairement le choix de l'entreprise pour donner les moyens à chacun de participer activement à l'économie de notre pays".

- La GCPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) se "réjouit de voir ériger la professionnalisation en priorité gouvernementale. Avoir un pied dans l'entreprise est le meilleur moyen de se faire embaucher". L'exonération de charges pour l'embauche d'un apprenti "est notamment une mesure simple et efficace. De même, la prime pour les contrats de professionnalisation, dont la Confédération est à l'origine, incitera les PME à souscrire des contrats

de ce type".

- L'UPA (Union professionnelle artisanale) a dit accueillir "avec beaucoup d'intérêt" les mesures qui "contribueront sans aucun doute à favoriser l'accès des jeunes à l'emploi" et apporteront "aussi une réponse aux entreprises artisanales qui ne parviennent pas à trouver la main d'oeuvre qualifiée nécessaire à leur développement". (AP 25.04)

A bas l'exploitation, vive la révolution !

Le 27 avril 2009

On commence très fort ce lundi en faisant de la politique, après les deux bras, essayons de ne pas nous casser une jambe ! Bonne semaine à tous les camarades.

L'Etat de droit au service des capitalistes.

Entretien de Raffarin au Monde le 25.04.

Question : Comment réagissez-vous aux séquestrations de patrons par des salariés en colère ?

Réponse : J'appelle à la fermeté pour que ces séquestrations cessent. Il ne s'agit pas de défendre une partie prenante dans un conflit, mais le droit. La France ne peut pas donner le sentiment de ne pas être un Etat de droit, en matière sociale.

En autorisant les licenciements le gouvernement est "partie prenante", il se place au côté des patrons dont il défend les intérêts, l'Etat étant bien au service d'une classe sociale et non de l'ensemble des classes en présence ou de la société tout entière.

Quant à ce qu'il appelle l'Etat de droit, il s'appuie sur les rapports sociaux d'exploitation capitalistes que le gouvernement n'a évidemment pas l'intention de remettre en cause, puisque sa mission et celle des institutions est justement d'en assurer la survie pour le compte des classes dominantes.

L'Etat de droit, finalement c'est l'Etat bourgeois plus la collaboration de classe avec les organisations et les partis ouvriers.

Les travailleurs auraient-il par hasard un autre droit que celui d'accepter sans broncher d'être jetés à la rue lorsque les patrons le décident ?

Ils ont tous les droits, nous n'en avons aucun, voilà la vérité qu'il faut dire aux travailleurs.

Voilà ce qu'il faut conquérir et que seule la révolution et la conquête du pouvoir politique nous permettra d'acquérir.

Manifester ensemble, mais pas avec un parti qui participe au gouvernement des capitalistes.

On a appris que vendredi le PS défilera aux côtés des syndicats à l'occasion du 1er mai lors d'une manifestation d'une rare unité entre politiques et organisations syndicales. (Reuters 26.04)

En principe les organisations syndicales et les partis ouvriers devraient manifester ensemble lorsque la situation l'impose. Le POI, le NPA, LO, le PCF défileront-ils sous leurs bannières le 1er mai où laisseront-ils le champ libre au PS pour pouvoir ensuite le qualifier de parti ouvrier agrémenté accessoirement du qualificatif bourgeois ?

La place du PS est au côté de l'UMP dans le gouvernement Sarkozy : qu'il y reste !

Ils ne désarmeront pas temps que nous ne les aurons pas chasser du pouvoir.

Le Parlement sera saisi d'une nouvelle proposition de loi sur le travail dominical en juillet, a déclaré dimanche le ministre du Travail, annonçant le dépôt du texte pour "les toutes prochaines semaines". (Reuters 26.04)

Hortefeux a annoncé "je consulterai les partenaires sociaux - j'ai déjà commencé", alors qu'il n'y a rien ici comme ailleurs à négocier en la matière.

Rupture des relations de l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier avec le gouvernement et le patronat, avec l'ensemble des institutions de la Ve République. Voilà du point de vue de la classe ouvrière la seule exigeance correspondant à ses intérêts de classe. Non négociable !

Sarkozy-Fillon soutienne le despote Ben-Ali... comme Chirac hier.

Fillon avait estimé vendredi qu'"on en demande plus à la Tunisie qu'à d'autres pays de la région" s'agissant des problèmes des droits de l'Homme qui "se posent à peu près dans tous les pays du monde". (AP 24.04)

Il avait ajouté que la France était "très attentive à la question du respect des droits de l'Homme". Pas de bol, le lendemain la police a empêché un rassemblement que projetait d'organiser le Parti démocratique progressiste (PDP), une formation de l'opposition légale en Tunisie, pour réclamer le droit à l'accès aux espaces publics. (AP 25.04)

Selon la secrétaire générale du PDP, Maya Jribi, le parti se trouve de ce fait dans l'impossibilité de tenir les assises de son conseil national pour préparer les élections présidentielle et législatives prévues en octobre prochain en Tunisie.

Avocats, journalistes, militants ouvriers, membre de la Ligue des droits de l'homme , opposants en tous genres au régime roués de coups, subissant coupure du téléphone, suppression de la bourse d'études pour les enfants ou du carnet de santé, mutation à l'autre bout du pays, procès monté de toutes pièces, tentatives de meutres et assassinats déguisés en accidents, arrestations arbitraires, assignations à résidence, le tout sans procès ou accès à la défense, etc. (Le Monde 02.12.2005)

Puisque tous ces actes auraient lieu "à peu près dans tous les pays du monde" selon Fillon, la Tunisie de Ben Ali est un modèle de démocratie que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner soutient.

En passant, camarades, l'air de rien, si on prend au mot les propos de Fillon, cela veut dire que le remise en cause des libertés individuelles, de la liberté d'expresion en France demain n'aura absolument rien de particulièrement choquant, puisque c'est déjà "la règle à peu près dans tous les pays du monde". Voilà le contenu de leur démocratie qu'il faut renverser.

Allemagne.

La calotte n'a pas la cote.

Une campagne soutenue par les églises allemandes et la chancelière Angela Merkel pour autoriser les collégiens de Berlin à suivre des classes de religion au lieu des cours d'éthique obligatoires, a échoué.

Le référendum n'a pas rassemblé le quart des voix des électeurs inscrits, ni la moitié des suffrages exprimés. Environ 29,2% des électeurs berlinois se sont déplacés, et 51,3% ont rejeté la proposition des églises. (AP 27.04)

Espagne.

Iveco compte supprimer un millier d'emplois en Espagne (sur 2.800), a annoncé dimanche un porte-parole de la division utilitaires de Fiat.

Les pertes d'emplois toucheront une usine de Madrid, l'une des trois de Fiat en Espagne, a-t-il ajouté.

Le personnel restant sera ponctuellement mis en chômage technique tout au long de l'année pour réduire encore les charges d'exploitation, a dit le directeur de l'usine Piero Bordesan. (Reuters 26.04)

Le chômage en Espagne dépasse déjà 19% de la population active.

Afrique du Sud

L'ANC vainqueur officiel des législatives en Afrique du Sud.

La victoire du parti au pouvoir depuis la fin de l'apartheid est écrasante, avec près de 66% des suffrages aux législatives, mais en deçà de la majorité des deux tiers des sièges au Parlement. L'Alliance démocratique, principale formation d'opposition, prend le contrôle de la province du Cap-Occidental.

Le Congrès national africain (ANC) a largement remporté les élections législatives de mercredi dernier en Afrique du Sud mais échoue dans sa tentative de conserver une majorité des deux tiers au Parlement, selon les résultats définitifs diffusés samedi. (lexpress.fr 25.04)

Equateur.

Les Equatoriens ont confirmé aux commandes Rafael Correa, président de gauche très populaire désormais doté de pouvoirs amplifiés, une victoire apparemment aisée.

Trois sondages sorties des urnes pour la télévision publique et deux stations indépendantes lui attribuent au moins 54% des voix, parmi huit candidats en lice. (AP 27.04)

Le 30 avril 2009

Cette causerie en deux parties. La première avec les dernières dépêches d'hier et d'avant-hier, la seconde a été rédigée hier en fin de journée.

Je vous invite à lire le texte qu'un camarade m'a envoyé sur le NPA *Une nouvelle « déclaration*

unitaire »... La lettre d'un militant NPA à son comité (30.04), car il aborde des questions qui concernent tous les militants au-delà du NPA. Je ne l'avais pas lu avant d'écrire hier ma causerie, j'en partage le contenu et l'orientation.

Décryptage d'un sondage. (LeMonde.fr 29.04)

"*Selon une enquête TNS-Sofres pour Europe 1, rendue publique, mardi 28 avril, moins d'un Français sur cinq se dit favorable à la séquestration d'un responsable comme mode de revendication sociale.*"

Sachant que les travailleurs directement concernées représentent seulement trois actifs sur quatre, que parmi l'ensemble des personnes interrogées les exploités représentent moins des deux tiers de l'ensemble de la population adulte, que parmi les travailleurs interrogés plus de la moitié travaillent dans des TPE ou des PME et seraient donc dans l'incapacité de séquestrer leurs patrons, ce n'est pas un Français sur cinq ou 17 % des sondés qui seraient prêts à procéder à ce type d'action, mais beaucoup plus, la vérité serait plus proche de 2 sur 3 ou 3 sur 5 ce qui est considérable.

Ce sondage a pour seule raison d'être de masquer cette réalité en tentant d'isoler ou marginer les travailleurs qui recourent à cette forme d'action, mais aussi pour décourager ceux qui auraient été tentés d'y recourir dans le futur. A qui profite le crime ? Au patronat et au gouvernement évidemment qui sont les commanditaires de ce sondage.

Cette dépêche se poursuit ainsi :

"*Plusieurs réponses étant possibles, ils sont en revanche 71 % à citer la manifestation, 70 % la grève et 70 % également la négociation sociale. Cette dernière méthode est celle jugée la plus efficace, à 77 %, pour obtenir satisfaction. La grève semble être le meilleur moyen pour 68 % des sondés et la manifestation pour 62 %. Enfin, 62 % des Français estiment qu'il vaut mieux demander l'aide d'un syndicat pour obtenir gain de cause que tenter d'agir seul.*"

Bizarrement "*la négociation sociale*" arrive en tête des méthodes pour obtenir satisfaction. Mais au fait, où ont-ils vu que les négociations permettaient d'obtenir satisfaction ? C'est uniquement grâce à ce tour de passe-passe qu'ils sont arrivés à ce résultat.

Cependant ils n'ont pas pu faire disparaître l'écrasante majorité des travailleurs favorables à la grève et à la manifestation, c'est la seule chose qui nous intéresse puisque notre orientation politique prend appui sur les couches les plus déterminés de la classe ouvrière et non ces couches retardataires.

Il est évident que l'on ne peut pas demander au journal *Le Monde* d'interpréter correctement ce genre de sondage, et en commençant par écrire que "*La grande majorité des Français ne serait pas prête à séquestrer un dirigeant d'entreprise pour obtenir satisfaction*", il ne fait qu'exprimer l'inquiétude qui gagne les sommets de l'Etat et du patronat face à la détermination croissante des travailleurs de refuser d'être plus longtemps victimes de la survie du capitalisme.

Qu'ils en arrivent à ce genre de manoeuvres grossières révèlent l'impuissance à laquelle se trouvent réduits le gouvernement et le patronat face à la crise actuelle du capitalisme et à la montée de la lutte de classe du prolétariat.

Un moins pour un plus.

"*Une grève générale, cela ne résout rien, cela ne crée pas un emploi. Face à la crise, ça ne serait pas*

un plus, ça serait un moins", a répété le ministre du Travail, Brice Hortefeux. (Reuters 29.04)

Hortefeux a raison, une grève générale comme celles que nous avons connues dans le passé ne créerait aucun emploi, à ceci près que s'il s'agissait d'une grève générale insurrectionnelle, ce serait aux patrons qui auraient été expropriés de chercher du boulot, tandis que le gouvernement ouvrier révolutionnaire mettrait un terme au chômage qui touche des millions de travailleurs et jeunes !

Un aveu : le Parlement européen n'a aucun pouvoir.

L'eurodéputé espagnol socialiste Alejandro Cercas a dit mardi suite à l'échec des discussions au sein de l'UE pour trouver un accord sur la durée minimale du temps de travail hebdomadaire : "*j'espère que les travailleurs vont comprendre qu'il faut donner du pouvoir au Parlement*". (La Tribune 28.04) Il n'a pas pu dire *plus* de pouvoir... étant donné qu'il n'en a pas, CQFD.

On ne voit pas comment l'élection de députés européens pourrait modifier le rôle qu'occupe le Parlement européen au sein de l'UE, sachant que celui-ci a été défini et dépend de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe, des chefs d'Etat des 27 pays.

Etats-Unis.

2009-2010 : l'abîme !

La Chambre des Représentants et le Sénat américains ont approuvé mercredi le projet de budget de 3.400 milliards de dollars (2.550 milliards d'euros) pour l'année 2009-2010 présenté par l'administration Obama.

Le déficit budgétaire doit atteindre 1.700 milliards de dollars (1.281,5 milliards d'euros) en 2009 et 1.200 milliards de dollars (904,5 milliards d'euros) en 2010.

Si les prévisions se réalisent, le déficit représentera 12,3% du Produit intérieur brut (PIB) américain et atteindra un niveau jamais vu depuis 1945: le trou dans les caisses de l'Etat, au sortir de la deuxième guerre mondiale, représentait alors 21,5% du PIB. (AP 30.04)

Plus le chômage est en hausse, plus ils sont optimistes !

A l'issue de sa réunion de comité politique monétaire (FOMC) qui s'est étalée sur deux jours, la banque centrale américaine (Fed) a déclaré que "*Les données recueillies depuis la réunion du FOMC du mois de mars montrent que l'économie a continué à se contracter, même si le rythme de la baisse s'est un peu décéléré*", déclare la Fed, et elle a ajouté qu'elle avait décelé une légère amélioration des perspectives économiques.

En guise d'illustration de la situation de l'économie américaine, le département du Commerce a fait état plus tôt dans la journée d'un recul, plus marqué que prévu, de 6,1% du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre en rythme annualisé, un recul qui fait suite à une baisse de 6,3% au quatrième trimestre 2008.

La récession en cours s'est déjà traduite par la perte de 5,1 millions d'emplois, ce qui a fait monter le chômage au plus haut depuis 25 ans, avec un taux à 8,5% en mars. Les économistes anticipent que ce taux devrait continuer à augmenter. (Reuters 29.04)

La seconde partie de la causerie.

J'ai corrigé le lien figurant dans la page *marxime* renvoyant vers l'extrait n°6 des enseignements du marxisme, avec mes excuses.

J'ai remplacé l'extrait de la rubrique *quelques enseignements du marxisme* qui figure dans la page d'accueil.

Réformisme et collaboration de classes. Mode d'emploi.

Dans la *Déclaration unitaire : pour un grand 1er mai de convergence des luttes !* signée par les Alternatifs, le NPA, le PCF, le PS, La Gauche Unitaire, Le PG, Le MRC, Le PCOF, La Fédération, ADS, Alter-Ekolos-Ecologie Solidaire, La CNCU, on peut lire : " *Bien que les choix politiques du gouvernement soient de plus en plus largement mis en cause, celui-ci refuse d'entendre les exigences sociales* ".

Question : à qui s'adressent-il ? Au gouvernement qui selon eux devrait les entendre. Mais s'il devrait les entendre, c'est bien qu'il demande à l'Etat bourgeois de prendre en compte les intérêts des travailleurs, donc si un gouvernement des capitalistes pourrait satisfaire leurs besoins, à quoi bon le combattre pour le renverser, à quoi bon combattre pour un gouvernement ouvrier s'il suffisait de faire pression sur le gouvernement en place pour qu'il applique un programme conforme à nos aspirations ?

Les camarades comprendront que je ne prétends pas qu'il pourrait être possible de renverser le gouvernement demain, quoique, mais que l'orientation de cette déclaration ne s'inscrit pas dans cette perspective, que ce n'est pas cet objectif qui guide ses signataires.

S'il s'agit de faire entendre quelque chose à ce gouvernement, cela signifie qu'il est légitime, or il m'avait semblé comprendre que la majorité du prolétariat n'était pas vraiment de cet avis, je me trompe ? En réalité, c'est de cette coalition de type front populaire que Sarkozy tient uniquement sa légitimité, aidé en cela par les bureaucrates pourris qui contrôlent les syndicats.

Ils ne peuvent pas être sur une ligne politique classe contre classe en présence des partis bourgeois PS, MRC et PG notamment.

Plus loin, ils continuent dans le même registre : "*Il faut mettre un coup d'arrêt à la politique de Nicolas Sarkozy et du Medef et contribuer à faire grandir l'exigence d'autres choix de justice et de solidarité.*", sans qu'il soit question de chasser Sarkozy, à quoi cela servirait-il puisqu'il ne s'agit pas d'en finir avec le capitalisme, c'est écrit en filigrame quand ils parlent "*d'autres choix de justice et de solidarité*", la justice comme la solidarité ne pouvant exister qu'à partir du moment ou deux parties au moins sont en présence sans partager les mêmes intérêts, et s'agissant particulièrement de la solidarité, l'Etat capitaliste devrait faire preuve de plus de générosité envers les travailleurs, les mauvais patrons devraient faire amende honorable et se transformer en exploiteurs modèles, donc pas question de s'en passer, il faut faire avec, on le conserve, c'est ce que j'ai indiqué au paragraphe précédent, j'avais donc bien lu.

Ils sont tous sur la même ligne.

A la page 8 du n°44 d'*Informations ouvrières*, on peut lire que Guy Besse, un des responsables du NPA qui a rejoint le comité de la Vienne mis en place par le POI, propose "*une cotisation spéciale*

acquittée par l'ensemble des actionnaires" pour venir en aide aux entreprises en difficulté, en clair, pas question d'en finir avec la Bourse et l'artistocratie financière, tout un programme. De son côté, Andréa Thimonier, conseillère municipale de Saint-Benoît, apparentée PCF, "*propose un plan ORSEC pour l'économie française*". Qu'est-ce que c'est qu'un plan Orsec ? Il a été créé en 1952 pour faire face à des situations exceptionnelles. Le plan ORSEC est du ressort de l'Etat, du chef de l'Etat et son gouvernement, sa mise en oeuvre en est confiée aux préfets. Comme il n'est nulle part question de chasser Sarkozy, ce serait donc à lui de prendre cette initiative, le sulfureux plan de relance en faveur des travailleurs. Quant à Thierry Mirebeau, coordinateur départemental du Parti de gauche dans la Vienne, il "*propose d'interdire les licenciements des entreprises qui font des profits, et pour tous les travailleurs : sécuriser l'emploi et la formation.*", reprenant le discours de Chérèque, Thibault et Parisot !

Revenons à la déclaration unitaire.

Ils nous déballent ensuite leur salade habituelle sur le thème d'une autre *réorientation des richesses*, mais sans remettre en cause les institutions de la Ve République, donc sans remettre en cause les fondements du capitalisme, leur *réorientation des richesses* pourrait profiter à toutes les classes et particulièrement à la petite bourgoisie et à l'aristocratie ouvrière dont ce collectif représente les intérêts, mais certainement pas à la classe ouvrière qui n'a aucun intérêt à la survie du capitalisme.

J'ai une question à leur poser : remettre en cause les institutions pour pouvoir remettre en cause les fondements du capitalisme afin d'aboutir à une meilleure répartition des richesses et une plus grande justice sociale, ou une meilleure répartition des richesses en conservant intact l'Etat bourgeois et les institutions pour assurer la survie du capitalisme tout en maintenant à sa disposition une armée de réserve à sa disposition ?

Socialisme ou réformisme synonyme de survie du capitalisme, de chômage, précarité et pauvreté, de barbarie ?

Et quel est pour eux le but du 1er mai : "*amplifier la mobilisation populaire afin d'obtenir les changements de cap politiques nécessaires*", Sarkozy peut dormir tranquillement sur ces deux oreilles avec de tels "révolutionnaires" !

Dans son éditorial (IO n°44) paru hier D. Gluckstein titre : "*Des perspectives politiques : lesquelles ?*". Voilà un titre prometteur, accrocheur, voyons de quoi il en retourne.

On s'attend à ce qu'il nous propose enfin une issue politique à la crise du capitalisme, puisque la proposition du POI d'*une marche unie sur Paris pour interdire les licenciements* n'en constituait pas vraiment une, pas plus que la rupture avec l'Union européenne ou la défense de la démocratie qui ont fait long feu. Et bien c'est raté ! Ensuite ? Ensuite quoi, rien !

La "*responsabilité politique prise par tous les partis*" se réduirait selon lui à adopter ce mot d'ordre du POI, car cette perspective que l'on ne peut pas qualifier de politique devrait "*servir de point d'appui à la lutte de classe*". Pour quoi faire au juste, dans quel objectif... politique ?

Vous avez dit politique ? Politique, moi j'ai dit politique, politique, en voilà une drôle d'idée.

Des sornettes en guise d'orientation politique, des illusions : "*Une telle responsabilité politique prise par tous les partis se réclamant de la classe ouvrière serait de nature à donner confiance à chaque délégué qui, dans son usine, combat pied à pied contre les plans de restructuration.*".

Quels délégués ? Les délégués syndicaux qui pour la plupart n'ont qu'une hâte, négocier des accords compensatoires avec les patrons pour accompagner les licenciements comme on ne cesse de le voir jour après jour ? A l'entendre on croirait que les délégués syndicaux montent spontanément en première ligne, alors que c'est l'inverse en réalité, ce sont les ouvriers qui refusent d'être sacrifiés sur l'autel du capitalisme qui les obligent à monter en première ligne et à changer de discours, on n'est pas né de la dernière pluie D. Gluckstein. Pour un peu, par miracle les syndicats ne seraient plus gangrenés par le réformisme.

Il poursuit : "*Elle serait de nature à donner confiance à chaque assemblée générale de salariés qui vote son refus des licenciements, et qui, mesurant qu'elle n'est pas isolée, puiserait dans cet engagement l'encouragement nécessaire à aller jusqu'au bout de la lutte de classe.*".

Mais que signifie donc "*aller jusqu'au bout de la lutte de classe.*" ? Mystère camarades, mystère ! C'est dans ce mystère qu'il faut chercher la perspective politique du POI !

Eclaircissons ce mystère à sa place : *jusqu'au bout de la lutte de classe* ne peut signifier que s'organiser sur la base des revendications pour chasser Sarkozy et son gouvernement honnis des masses, liquider les institutions de la Ve République, prendre le pouvoir pour ensuite exproprier les capitalistes afin de mettre un terme au chômage, à la précarité et à la pauvreté. En avant vers le socialisme !

Reposons cette éternelle question : Pourquoi aucun parti ne veut engager le combat sur cette orientation po-li-ti-que ? Par crainte de se couper des masses ? Parce qu'elle ne correspondrait pas à la situation, à l'état d'esprit des masses ? Parce que l'on serait encore trop éloigné du moment où les masses poseront directement la question du pouvoir (notre rôle ne serait-il pas de les y aider ?), elles ne pourraient pas s'en saisir ?

Cette question s'adresse aussi bien au POI qu'au NPA, mais dites nous donc sur quelles bases vous construisez votre parti et dans quel objectif, quelles sont vos réelles intentions pour rejeter cette orientation politique.

Socialisme ou réformisme bourgeois ? Réforme sociale ou révolution ? L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ou devrait-elle venir d'ailleurs ? Coller au mouvement spontané des masses ou les aider à se hisser au niveau du programme de la révolution socialiste ? L'unité, sur quelles bases ? Avez-vous véritablement confiance dans la capacité de la classe ouvrière à accomplir ses tâches historiques? J'aurais tendance à répondre non à cette question au regard de tous les éléments qui prouvent le contraire, hélas !

Ceci dit, comme je l'ai déjà indiqué à plusieurs reprise, rien n'empêche les militants de participer sur une ligne politique révolutionnaire aux combats engagés par le POI et le NPA, au coté de leurs militants qui réalisent un formidable travail, mon propos n'étant pas de taper sur des militants mais de défendre loyalement une orientation politique que j'estime correcte.

Après tout, la confrontation des idées à l'intérieur de ces comités permettra peut-être aux militants d'y voir plus clair dans les différentes analyses que les partis leur proposent, personne ne détenant la vérité, que la meilleure l'emporte. Comme dirait l'autre, il y a un temps pour la discussion et un temps pour l'action : *Aux masses* !

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Causeries mai 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai

A cause d'un problème d'encombrement et de lenteur du serveur de Tata (qu'il est inutile de présenter), je n'ai pas pu actualiser le site hier, j'étais furieux. Je me suis donc lever deux heures plus tôt ce matin pour faire le boulot.

Pas le temps d'écrire un article à l'occasion du 1er mai. Pour combler cette lacune une dépêche qui confirme le changement d'état d'esprit des masses et qui devrait donner du courage à tous les militants : on vaincra !

Sondage: 72% des Français soutiennent la mobilisation intersyndicale du 1er Mai (AP 30.04)

Plus de sept Français sur dix (72%) soutiennent ou ont de la sympathie pour la journée de mobilisation intersyndicale du 1er Mai, contre 9% qui y sont "opposés" ou "hostiles", selon un sondage CSA publié jeudi dans "L'Humanité". Lire la suite l'article

Le soutien des Français a progressé par rapport aux deux dernières grandes journées de mobilisation du 19 mars (62% de personnes favorables) et 29 janvier (69%). Dans ce dernier sondage, ils sont 48% à soutenir cette journée et 24% ont de la sympathie. Dix-sept pour cent y sont indifférents.

Quant aux revendications des syndicats, 90% approuvent le fait de "n'accorder les aides publiques aux entreprises que si elles s'engagent à maintenir l'emploi" et 89% soutiennent le "développement du logement social".

Parmi les personnes interrogées, 85% sont favorables au fait de diminuer la distribution des dividendes aux actionnaires et augmenter en contrepartie les salaires et les investissements. Elles sont 77% à souhaiter qu'on réglemente la sphère financière internationale (lutte contre les paradis fiscaux, encadrement des mouvements de capitaux).

Par contre, seuls 53% des sondés souhaitent "revenir sur les 30.000 suppressions d'emplois dans la fonction publique en 2009".

Bonne manif à tous avec le regret de ne pas être parmi vous.

Aujourd'hui c'est le 13e jour qui marque la fin du deuil de mon beau-frère, je participerai donc à la réunion familiale qui devrait durer une grande partie de la journée. A plus.

Le 2 mai

Qui a dit :

"*Notre problème, ce n'est pas de manifester contre la crise, c'est de prévoir l'avenir*"

"*Le plan jeunes fait une première partie du chemin (...) mais il faut aller plus loin*". (AP 30.04)

Ils l'ont leur unité des bureaucrates pourris des syndicats...

"*Ce qui est fantastique aujourd'hui, c'est que tout en assumant (nos) différences, on est toujours unis*", s'est-il félicité. "*Je peux vous faire le pari qu'on restera unis dans les mois qui viennent*", pour la bonne cause évidemment !

Réponse : Le jaune Chérèque !

Un flic-président au pouvoir jusqu'en... 2022 !

Jeudi la talonnette s'est donnée dix ans pour construire le "Grand Paris" (Reuters 29.04). Autrement dit, il se voit déjà encore au pouvoir dans dix ans. Dix ans plus deux égal douze, divisé par cinq, cela fait deux quinquennats et deux ans, soit trois quinquennats.

Bref l'épileptique de l'Elysée continuerait son oeuvre de destruction sociale jusqu'en... 2022 !

Dans son discours à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine, le furieux mégalomane qu'il est c'est littéralement laché, jugez plutôt : selon lui, le Grand Paris devrait permettre de créer un million d'emplois supplémentaires dans la région en 20 ans, pas un de moins. Ce projet est tellement délirant que l'architecte Jean Nouvel a déclaré à la presse : "*S'il arrive à initier cela, c'est une chose incroyable. On n'a jamais vu une métropole de cette échelle évoluer dans un tel timing*".

Pour réaliser ce projet, il n'hésite pas à annoncer la fin du "*respect passif d'une règlementation de plus en plus pesante*", le remodelage des régles d'urbanisme existantes en fonction des intérêts des promoteurs immobiliers et de ses amis milliardaires patrons du bâtiment, et de préciser : "*Il faut libérer l'offre, déréglementer, élever les coefficients d'occupation des sols, permettre à chaque propriétaire d'une maison individuelle de s'agrandir, rendre constructibles les zones inondables avec des habitations adaptées*", bref, faire tout et n'importe quoi pourvu que cela rapporte un maximum de fric à court terme à ses amis.

Quant au nouveau métro automatique, il devra être "*la vitrine mondiale de notre savoir-faire en matière de transports qui permettra de faire que se déplacer redevienne un plaisir*", rien que cela,

même d'une autre planète il ne manquera pas d'attirer le regard ! Pour ce qui est du "*plaisir*" de se déplacer, il sera réservé aux nantis qui ont la possibilité de goûter ce genre de"*plaisirs*", cela ne nous concerne pas vraiment.

Plus délirant encore, le Havre deviendrait le port de Paris, ce n'est pas un canular : "*Le Havre c'est le port du Grand Paris, la Seine, l'axe nourricier*", a-t-il dit, au moment où la crise du capitalisme réduit des millions de travailleurs et leurs familles à se serrer de plus en plus la ceinture.

Et pour un peu Paris deviendrait la capitale du monde, il a lancé l'idée d'organiser à Paris et pas ailleurs tous les quatre ans un "*forum mondial des villes*" consacré à l'urbanisme.

Le capitalisme est responsable de la grippe porcine ou virus A/H1N1.

La grippe porcine rebaptisée virus A/H1N1, s'est déclarée dans le plus grand élevage de porcs du monde, à 200 kms de Mexico.

On a pu voir aux infos à la télé des entrepôts dans lesquels pourrissaient à l'air libre des centaines de carcasses de porcs en décomposition dégageant une odeur pestilentielle selon les habitants de la ville voisine de 3.000 habitants dont certains seraient atteints par ce virus.

C'est la recherche du maximum de profit par tous les moyens qui est responsable de cette situation. L'agriculture, l'élevage ou la pêche intensive sont une menace pour l'humanité et non une solution pour résoudre les besoins alimentaires de la population mondiale.

Oui le capitalisme représente dorénavant une menace pour l'humanité.

Le 3 mai

Les travailleurs ne savent toujours pas ce qu'est le capitalisme après plus de deux siècles d'existence.

Comment expliquez-vous cette situation ?

Ecartons d'emblée l'hypothèse selon laquelle ils ne seraient pas capables de comprendre ce qu'on leur explique dès lors qu'on se met à leur portée, qu'ils seraient des abrutis, ce que sous-tend cette hypothèse.

Comment expliquez-vous qu'un délégué syndical ne soit pas capable de poser la question de l'expropriation des patrons et qu'il se cantonne à la négociation pour obtenir de meilleures indemnités de licenciement ?

Comment expliquez-vous qu'il y ait autant de syndicats et de formations politiques parlant au nom de la classe ouvrière et du socialisme et que le prolétariat ignore tout ou presque du capitalisme ?

Comment expliquez-vous qu'il y ait autant de militants de formations politiques qui ne soient pas capables d'expliquer simplement et clairement sur quoi repose le capitalisme ?

Comment expliquez-vous qu'il n'y ait aucune formation politique qui ne soit capable de s'adresser directement à la classe ouvrière dans son propre langage et de lui dire les choses en face ?

Comment expliquez-vous que l'immense majorité des travailleurs pour ne pas dire la quasi totalité ou presque estiment que les formations politiques qui parlent en leur nom n'ont aucune crédibilité (pour gouverner) ?

D'après vous, ces questions ne seraient-elles pas liées ?

On pourrait les compléter par d'autres questions que j'ai évidemment à l'esprit, mais je pense qu'elles ne serviraient qu'à éviter d'y répondre. C'est tellement facile de reporter ses propres responsabilités sur les autres, vous ne trouvez pas ?

Une brève réponse pour alimenter la discussion ou plutôt la réflexion, puisque personne en dehors de quelques militants ne tient à avoir une véritable discussion sur ces questions.

Les travailleurs sont subordonnées au capitalisme avec lequel ils estiment que leurs intérêts se confondent en l'absence de leur prise de conscience de la lutte des classes, pour eux, ils doivent l'amélioration de leurs conditions d'existence au capitalisme, par conséquent, il serait normal qu'ils estiment que le pouvoir en place et les institutions représentant les intérêts du capitalisme défendent aussi les leurs, ce qui est le cas de bon nombre de travailleurs. Inutile d'aller plus loin pour le moment et arrêtons-nous à ce constat.

Qu'est-ce que l'on constate ? Au point de départ, car c'est de là qu'il faut partir, c'est bien leur incompréhension des rapports sociaux dans laquelle ils sont maintenus qui est à l'origine de leur subordination au capitalisme, et non l'existence de tel ou tel gouvernement ou telle ou telle institution qui ont pour seule fonction d'en assurer la pérenité. Passons ici sur leurs valets qui agissent en aval.

Donc au point de départ, le militantisme devrait être orienté pour favoriser cette prise de conscience des rapports sociaux d'exploitation capitalistes, dans les syndicats et au niveau bien sûr des partis ouvriers.

Ensuite, une fois que l'on a déterminé avec précisions les intérêts distincts et inconciliables de chaque classe sociale, il est relativement facile de comprendre pour quelle classe en particulier le gouvernement agit et les institutions fonctionnent, la classe dominante, celle qui détient le pouvoir économique, celle des capitalistes. Dès lors, le gouvernement et les institutions ne peuvent pas être ceux des travailleurs...

Habituellement on explique que les revendications des travailleurs sont légitimes, ce ne sont pas les arguments qui manquent, cependant sans pour autant remonter à leur origine. Ces revendications ne sont pas seulement le produit d'une situation à un moment donné, mais le produit de rapports sociaux ayant une existence permanente, depuis que le capitalisme et la classe ouvrière existent.

On désigne les patrons, le gouvernement et/ou les institutions comme responsables de notre situation, ce qui n'est pas faux, mais demeure insuffisant pour comprendre une fois pour toute l'origine de nos conditions d'existence, or temps qu'on n'est pas remonté à la source ou la cause d'une situation, on ne peut pas agir ou trouver les moyens d'agir pour la transformer radicalement.

Nos revendications sont les conséquences d'une situation qui existe en amont et qu'il faut traiter. Par analogie, en dehors des cas viraux, la médecine allopathique s'attaque seulement aux conséquences de déséquilibres somatiques mais sans traiter leurs causes, le terrain qui a favorisé l'apparition de ces dysfonctionnements, par exemple une carence en vitamines, en minéraux, en acides aminés ou en oligo-éléments, ou au contraire leur accumulation excessive dans certains organes.

Pour les travailleurs, leurs revendications sont les conséquences d'une situation dont il ignore l'origine, par conséquent cette situation ne peut que se reproduire au fil du temps ou perdurer indéfiniment, il leur faudra sans cesse combattre pour les mêmes revendications sans qu'ils aient compris au juste pourquoi, sans que leur niveau de conscience n'ait progressé d'un millimètre.

De la même manière que l'on commence par apprendre l'alphabet pour pouvoir passer ensuite à la lecture et l'écriture avant d'aborder la syntaxe et la structure du langage, si l'on n'apprend pas aux travailleurs quelle est à l'origine la cause de leur situation, nous serons condamnés à vivre sous le régime capitaliste.

Maintenant, il est vrai que les travailleurs pourraient être amenés à rompre avec le capitalisme parce qu'ils ne supporteraient plus les conséquences de la crise du capitalisme, encore faudrait-il que ces conséquences s'abattent violemment sur l'immense majorité de la classe ouvrière et non sur certaines couches seulement, au point de ne plus leur laisser d'autre choix que de se soulever contre le régime. Or tout est fait pour qu'une telle situation ne se développe pas jusqu'à son terme.

Un camarade m'a écrit qu'il suffirait que les masses refusent la remise en cause de leurs conditions d'existence actuelles pour se soulever. J'en doute fortement, l'homme présente à la fois l'avantage et l'inconvénient de pouvoir s'adapter à des conditions d'existence extrêmes. Pire encore, une fois qu'il s'y est adapté, il ne souhaite pas en changer !

C'est en cela que la situation actuelle n'est pas comparable à l'époque de la révolution russe de 1917, car jamais le prolétariat ne sera plongé dans une situation aussi misérable que celle qu'a connu la classe ouvrière russe et qui favorisa sa mobilisation révolutionnaire.

Et je rejoins ici Trotsky qui avait lourdement insisté sur la nécessité impérieuse d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière à un niveau incomparablement plus élevé que toutes les classes qui avaient pris le pouvoir dans le passé, y compris la classe ouvrière russe, compte tenu des formidables moyens dont disposait dorénavant la classe dominante pour conserver le pouvoir. Que dirait-il aujourd'hui au regard de la puissance des médias ?

On pourrait ajouter aujourd'hui, d'autant plus que l'économie capitaliste a continué de se développer à l'échelle mondiale, posant du même coup pratiquement simultanément la tâche gigantesque d'en finir avec le capitalisme sur tous les continents, la révolution et le socialisme dans un seul pays étant encore moins envisageable qu'en 1923.

Ce que j'ai voulu expliquer en gros, c'est que la théorie ne devait pas être réservée qu'aux militants ou à une élite, mais qu'associée à la pratique il fallait impérativement la mettre à la portée de la classe ouvrière, de toutes les exploités.

Je me suis toujours dit que si le pauvre type que j'étais à 21 ans avait réussi à comprendre quelque chose à la société dans laquelle nous vivons, alors que je n'étais pas du tout prédestiné à sortir un jour de la crasse ignorance qui me caractérisait à cette époque là, il n'y a aucune raison pour que des millions de travailleurs n'y parviennent pas.

(A suivre)

La place du PS est au côté de l'UMP et de Sarkozy : qu'il y reste !

Selon un sondage Ifop, pour 76% le PS serait sans réponse à la crise et 69% doutent qu'il fasse mieux

que la droite. (Reuters 02.05) Ils ont parfaitement raison de le penser.

Un retour dont on se serait bien passé.

On peut lire dans cette dépêche que "*les socialistes ont également réussi leur retour dans les manifestations, en soutien au mouvement social*".

Qu'est-ce qui a permis ce "*retour*" sinon l'absence d'issue politique proposée par le POI et le NPA notamment, on peut y ajouter LO et le PCF, l'absence de remise en cause du capitalisme qui ne peut que rassurer le PS.

Le PS : entre mystification et escroquerie permanente.

C'est le directeur d'études de l'Ifop qui vend la mèche (pour les attardés seulement !) à propos du retour éventuel dans la course à l'Elysée de Strauss-Kahn : "*Quand on connaît la culture et les traditions de gauche dans ce pays, quelqu'un qui reviendrait avec pour attribut principal d'avoir dirigé le FMI, je ne suis pas sûr que ce soit le meilleur ticket gagnant pour la gauche*", dit-il.

Il est vrai que pour camoufler la véritable nature sociale du PS, ils peuvent mieux faire, ils ont acquis une solide expérience en la matière !

Le 4 mai

Si cela fait un moment que l'on n'a pas évoqué les bourses, j'ai continué de relever quotidiennement la progression ou la chute des indices des principales places boursières. Elles ont regagné en moyenne pour la plupart entre 1/4 et 1/6e de ce qu'elles ont perdu en 2008.

Si la hausse enregistrée par les bourses des dernières semaines a quelque chose à voir avec la crise, il suffit de constater que le nombre de chômeurs n'a pas cessé d'augmenter dans le monde pendant la même période pour en comprendre à la fois l'origine et la signification.

Un élément rassure les capitalistes, c'est l'incapacité de la classe ouvrière à résister à la remise en cause de ses acquis contrairement à ce que les philistins qui contrôlent les partis ouvriers affirment. A les entendre la classe ouvrière n'aurait pas subit de défaite majeure depuis la fin des années 30, elle n'aurait pas été défaite, un euphémiste qui permet de camoufler les ravages causés par le stalinisme et le réformisme, alors qu'à elle seule la décomposition du mouvement ouvrier qui se poursuit dément cette affirmation.

Si pour eux des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires en France en moins d'un an témoigne de la résistance de la classe ouvrière, on pourrait prendre le cas de l'Espagne qui est encore pire et on arriverait au même constat, c'est vraiment raconter n'importe quoi et se foutre ouvertement des travailleurs et des militants, en réalité, on s'aperçoit qu'aujourd'hui que la classe ouvrière est dans incapable de s'opposer à la politique du gouvernement dictée par les intérêts des capitalistes, enfonçons le clou en disant que tout est fait pour qu'il en soit ainsi, puisque aucun parti ouvrier ne propose d'issue politique à la crise du capitaliste.

Les accords signés récemment entre la direction et le principal syndicat chez Chrysler au Canada, ou encore chez GM aux Etats-Unis, remettent en cause des avantages acquis ou plutôt des droits qui

avaient été concédés à la classe ouvrière. Dans certains pays d'Europe centrale ou du Nord, ils ont été jusqu'à baisser les salaires des fonctionnaires de 15 à 20%.

Parallèlement, on assiste à des fusions-acquisitions au profit de multinationales (pharmaceutique) ou d'institutions financières (Citygroup) qui hier encore prétendaient connaître des difficultés et avaient reçu à ce titre des milliards de dollars des gouvernements, c'est principalement le cas aux Etats-Unis. Le cas de Fiat que l'on disait au bord du gouffre il n'y a pas si longtemps et dont ils envisageaient le rachat possible par un autre constructeur est exemplaire, étrangement la crise étant passée par là, voilà que les principaux actionnaires de Fiat ont trouvé l'argent nécessaire pour se payer Chrysler et ils convoitent désormais Opel et Saab.

On a pu constater que pour éviter la faillite de certains Etats et prévenir temporairement une explosion sociale dans certains pays, les capitalistes ont serré les rangs malgré leurs divergences, leurs intérêts communs l'emportant sur toutes autres considérations, ce qui n'est manifestement pas le cas des dirigeants des partis ouvriers...

Le dernier témoignage en date provient de treize pays d'Asie du Sud et de l'Est qui ont entériné l'avènement d'un fonds d'urgence doté de 120 milliards de dollars, destiné à fournir des liquidités à celui d'entre eux qui en aurait besoin pour surmonter les écueils de la crise économique. (Reuters 03.05)

L'internationale des capitalistes existe et fonctionne, on ne risque pas d'en dire autant puisque l'Internationale ouvrière n'existe pas !

C'est pour facilité la restructuration du capitalisme et l'épurer de ses membres les plus faibles et les moins rentables que les différents gouvernements ont versé des milliards de dollars ou d'euros aux banques et aux entreprises, et pas seulement pour éviter un effondrement du système bancaire et rétablir la fluidité du marché des crédits.

Merkel l'a confirmé en faisant savoir que son gouvernement pourrait aider un éventuel investisseur intéressé par la reprise d'Opel par le biais de prêts garantis. (AP 03.05) Gageons que parallèlement à cette aide publique providentielle (sic!), l'éventuel repreneur se livrera à un chantage auprès des syndicats pour obtenir la révision à la baisse des avantages sociaux ou des niveaux de rémunérations des ouvriers avant de s'engager définitivement dans cette opération. Les mêmes méthodes sont finalement appliquées par les capitalistes et leurs représentants partout dans le monde.

Bref, les capitalistes sont rassurés provisoirement : la colère des masses est contenue, les appareils du mouvement ouvrier sont à leurs côtés et font du bon boulot, ils remplissent pleinement leur rôle de chien de garde du capitalisme, ils se disposent donc en prévision de jours meilleurs en faisant de bonnes affaires un peu partout dans le monde, la reprise économique se fera sur fond d'affaiblissement de la classe ouvrière, franchement ils ne pouvaient rien espérer de mieux.

Mais comme disait Lénine, n'en ayant pas fini pour autant avec les contradictions du capitalisme qui sont à l'origine de cette crise : rira bien qui rira le dernier !

Les capitalistes (et leurs représentants) ont conscience que pour défendre leurs intérêts particuliers, ils doivent défendre leurs intérêts collectifs, puisque leur propre survie en dépend.

Ils sont bien les seuls dans ce cas-là !

Le 5 mai

Explosif ?

Le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker s'est dit lundi très préoccupé par la montée du chômage lors de la réunion des ministres des Finances de la zone euro.

"*Nous sommes au milieu d'une crise économique et financière, nous allons vers une crise sociale*", a-t-il estimé, appelant les employeurs à ne pas procéder à des licenciements massifs.

"*Je suis très inquiet de la montée du chômage (...) Il ne faut pas sous-estimer le caractère explosif que peut revêtir cette recrudescence du chômage*", a-t-il ajouté.

La Commission anticipe une forte hausse du taux de chômage cette année et l'année prochaine, avec des prévisions de 9,9% de la population active dans la zone euro et 9,4% dans l'Union européenne en 2009 puis de 11,5% et 10,9% en 2010. (Reuters 04.05)

Ils ont d'autant plus raison de s'inquiéter que l'aristocratie financière s'en tape complètement, la remontée des Bourses en témoigne. A Wall Street l'indice des bancaires KBW a bondit lundi de 14,7% et affiche une hausse de 88% depuis le début mars.(Reuters 04.05)

Ils doivent se dire que jusqu'à présent les différents gouvernements en Europe ont démontré leur capacité à contenir la colère grandissante des masses, donc il n'y a pas de raison que cela change demain, surtout en l'absence de partis révolutionnaires et d'issue politique.

C'est un mauvais calcul à terme car le développement de la crise sociale favorisera le regroupement de l'avant-garde de la classe ouvrière et la construction du parti révolutionnaire qui lui fait tant défaut aujourd'hui... Avant même d'en arriver là, si des explosions sociales se produisaient dans plusieurs pays, elles auraient forcément des répercussions économiques qui viendraient s'ajouter à la crise actuelle du capitalisme ce qui compliquerait davantage la tâche politique de ceux qui gouvernent, il ne leur resterait qu'à lacher un peu de mou sur le plan social tout en recourant à la répression pour maintenir l'ordre.

Ce qui caractérise la situation dorénavant, c'est le fossé qui est en train de se creuser entre ceux qui sont violemment frappés par la crise et qui sont de plus en plus nombreux à refuser d'en subir les conséquences, et ceux sur lesquels elle n'a aucun effet ou qui en profitent. Ce fossé va se traduire par une radicalisation des positions de chaque classe au profit du combat politique classe contre classe.

D'un côté, les capitalistes et leur gouvernement de plus en plus isolé mais bénéficiant du soutien de tous les partis institutionnels et du front unique des dirigeants syndicaux, de l'autre la classe ouvrière et ses partis défendant une ligne réformiste, donc incapables de lui proposer une issue politique conforme à ses intérêts.

On a appris lundi soir que les dirigeants des huit grandes organisations syndicales avaient appelé à des nouvelles mobilisations interprofessionnelles unitaires les 26 mai et 13 juin sans aucun mot d'ordre de grève interprofessionnelle. (AP 04.05)

Les dirigeants du POI et du NPA s'en remettent ouvertement aux appareils des partis pourris PS,

MRC, PCF ou des syndicats pour mobiliser la classe contre les licenciements, sachant pertinemment qu'ils ne romperont jamais avec le capitalisme, alors que toute la situation conduit le prolétariat à poser directement la question de la liquidation du capitalisme, tâche en premier lieu politique car il s'agit dans un premier temps de mobiliser la classe pour chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République. Ne pas poser clairement la question du pouvoir revient à soutenir le gouvernement en laissant les masses désemparées.

Seule l'irruption des masses sur la scène politique déjouant tous les obstacles dressés par les appareils et les pronostics véreux des partis qui prétendent les représenter en imposant la grève générale, pourrait permettre d'avancer vers une issue politique conforme à leurs intérêts, encore faudrait-il qu'elles prennent la direction de leur mobilisation et qu'elles désignent dans ses partis politiques ses représentants les mieux à même de définir une orientation politique qui lui permette d'avancer vers le renversement du régime et des institutions...

Dans la situation actuelle, une grève générale qui serait le produit du front unique des dirigeants pourris des syndicats et des partis faillis se revendiquant de la classe ouvrière, ne pourrait aboutir qu'à son contrôle par ces bureaucrates et à une cruelle trahison et défaite comme ce fut toujours le cas dans le passé, sans exception.

La question qui se pose au mouvement ouvrier est de savoir si le degré atteint par le développement de la crise du capitalisme est suffisant pour favoriser le mûrissement de la conscience des masses au point de réussir à s'organiser indépendamment des appareils des syndicats et des partis, en s'appuyant sur son expérience de la lutte de classe et les militants les plus résolus à abattre le régime, en brisant le carcan des appareils qui les étouffe au profit du maintien du régime actuelle. C'est l'exploit qu'avait réussi le prolétariat russe en 1905 et en février 1917 en dehors de tout appel à la grève générale.

Pendant plus de deux décennies Lénine et les bolcheviks s'étaient employés inlassablement à lier le combat pour chaque revendication à l'objectif de renverser le régime autocratique du tsar. Ils avaient inculqué inlassablement aux masses les bases du socialisme avant que celle-ci prennent l'initiative de se soulever, quelque part l'objectif de leur combat s'était incrusté profondément et inconsciemment dans leur esprit comme l'expliquera Trotsky dans l'*Histoire de la révolution russe*, et si ce n'est que par bribes qu'elles en prendront réellement conscience au cours du processus révolutionnaire, il leur apparaîtra de plus en plus clairement au fil de leurs expériences au contact des bolcheviks...

Lénine s'employait à expliquer aux militants que le parti sans les masses n'était rien, que les masses étaient le facteur primordial qui décidait du cours de la révolution, que le processus révolutionnaire ne pourrait pas aller de l'avant et qu'il courrait à sa perte si le niveau de la conscience des masses ne continuait pas à s'élever au cours de ce processus, et que par conséquent la tâche la plus importante du parti était de favoriser par tous le moyens cette élévation de sa conscience politique des masses afin qu'elles se fixent de plus en plus clairement les objectifs qu'elles devraient impérativement atteindre pour enfin prendre le pouvoir...

Aujourd'hui quel parti ose relier la lutte contre les licenciements et le chômage à la nécessité de renverser Sarkozy et les institutions ? Quel parti ose relier le combat contre les licenciements à la nécessité de constituer un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul pourra les interdire ? Quel parti ose expliquer aux travailleurs que sans leur mobilisation révolutionnaire aucun changement de politique ne pourra jamais avoir lieu demain ou dans un futur indéterminé ? Bref, quel parti les prépare aux tâches politiques qu'ils devront accomplir afin de pouvoir satisfaire leurs besoins et aspirations ? Réponse : aucun !

Le 6 mai

Comment ils s'en sortent :

Mode d'emploi - 1 : surexploitation, surendettement et paupérisation croissantes.

1- Environ 7,9 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté en France en 2006, soit 13,2% de la population, selon une étude de l'INSEE parue mercredi. (AP 06.05)

2- Le nombre de dossiers de surendettement déposés auprès de la Banque de France a atteint 21.747 en mars, selon le baromètre du surendettement publié ce lundi par l'établissement, ce qui constitue un nouveau record. (La Tribune 04.05)

Mode d'emploi - 2 : soigner particulièrement la petite bourgeoisie, les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière.

La prime à la casse a permis aux immatriculations de voitures neuves en Allemagne de bondir de 19,4% au mois d'avril pour atteindre près de 300.000 unités, selon les chiffres de l'association des importateurs, la VDIK.

Cela porte les ventes de voitures neuves pour la période janvier-avril à son meilleur niveau depuis l'année record de 1999. (Reuters 05.05)

Mode d'emploi - 3 : licenciements massifs.

Fiat prévoit de fermer dix usines et de supprimer 18.000 emplois dans le cadre de son projet de rachat d'Opel, la filiale européenne de General Motors, rapporte mardi le Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), citant des documents internes datant du 3 avril.

Le journal allemand précise que les sites seront fermés entre 2011 et 2016. (Reuters 05.05)

Mode d'emploi - 4 : la collaboration de classes.

1- Mardi sur LCI, le ministre du Travail et des Relations sociales a souligné : "Nous sommes partisans du dialogue, la porte est toujours ouverte. Je souhaite que nous nous engagions dans un dialogue social durable, constant, permanent".

"Nous n'avons aucune posture idéologique, nous n'avons aucun a priori", a dit le ministre.

"On est à l'écoute, on est attentifs, on veut du concret, on veut de la justice", a-t-il insisté, confirmant que les syndicats seraient reçus par le président de la République "à l'été, fin juin". (Reuters 05.05) Encore !

2- Les représentants syndicaux et la direction de l'usine Molex Automotive de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) ont signé mardi matin à Toulouse un accord de fin de crise. (AP 05.05)

Le délégué CGT, Guy Pavant, a déclaré : "Cela nous laisse quatre mois de plus pour trouver un éventuel repreneur, mieux négocier les indemnités et travailler sur des projets de diversification pour le site".

Le contenu de cet accord pourri : les 283 salariés de Molex ne seront pas jetés à la rue le 30 juin mais le 31 octobre !

Mode d'emploi - 5 : le casino de la bourse et la spéculation continuent.

1- Dans un entretien au Monde, un économique explique ainsi la remontée des bourses : "il n'y a pas de marché alternatif".

Il poursuit : "Le marché est encore bas, cela reste les soldes. On peut s'attendre à de nombreuses fusions-acquisitions, donc une forte activité." (LeMonde.fr 05.05)

2- "Le système bancaire peut traiter énormément de pertes et s'en trouver bien", a affirmé le patron de la banque JPMorgan Chase & Co Jamie Dimon lors d'une téléconférence. Il s'est dit d'accord avec le milliardaire Warren Buffett qui estime que de nombreuses banques gagnent suffisamment d'argent pour compenser de futures pertes. (Reuters 05.05)

Des gens infréquentables.

Entretien hier à Paris Kouchner Le Pen, pardon, Kouchner Avigdor Lieberman le dirigeant d'extrême droite et ministre des Affaires étrangères israéliennes, Israel Beitenou. (AP 05.05)

Autre chose.

J'ai préparé un article sur différentes déclarations du NPA et un autre est en préparation en réponse aux courriels de différents camarades. Ils seront en ligne demain si tout va bien, car il y a encore des coupures de courant et il fait 40°C.

Le 7 mai

Les camarades ont peut-être déjà eu connaissance des deux documents de syndicalistes de la CGT que je mets en ligne seulement aujourd'hui pour en avoir pris connaissance qu'hier.

On peut saluer au passage le travail que font tous ces camarades dans la CGT, il faut les encourager. Des camarades me demandent ce qu'ils peuvent faire sur le plan syndical, ils n'ont qu'à rejoindre ces regroupements de militants pour mener le combat ensemble contre l'appareil de la CGT et le capitalisme. Le même combat doit être mené dans tous les syndicats.

Ce qui laisse perplexe jusqu'aux militants les plus déterminés, parmi eux j'en connais qui sont à la CGT depuis plusieurs décennies, c'est l'incapacité de ces regroupements de militants à fusionner pour mener le combat tous ensemble dans le même sens contre la politique liquidatrice de Thibault.

Un dernier mot.

Je n'ai pas eu le temps de finir mes deux articles que j'en ai commencé un autre plus important, où je reformule mon analyse de la situation, ce n'est encore qu'un brouillon qui comporte une nouvelle piste de réflexion plus précise que les précédentes. On croit toujours être arrivé au bout de ses peines, et voilà que le cours des choses vous force à revoir votre copie, c'est un exercice que je ne crains pas, même si cela doit aboutir à réviser ou infirmer certaines de mes conclusions précédentes.

Que les camarades qui partagent en grande partie mes analyses ne se tracassent pas, je ne me suis pas complètement fourvoyé, au contraire, je pense qu'à l'arrivée mes dernières réflexions qui reposent sur le développement de la crise du capitalisme et sur la paupérisation croissante dans le monde confirment mes analyses, il ne me reste plus qu'un détail à vérifier avant de vous livrer cet article rapidement, à moins que de nouvelles questions ne surgissent entre temps.

Quelques dépêches.

Les dirigants syndicaux plus responsables que de Villepin, dixit Fillon.

Fillon et une grande partie de ses ministres ont marqué mercredi soir le deuxième anniversaire de l'élection de Nicolas Sarkozy en vantant "l'audace" et "le sang-froid" du chef de l'Etat et en assurant que "l'élan réformiste " se poursuivrait jusqu'en 2012.

Il a fustigé sous les applaudissements les propos récents de de Villepin : "*Je n'hésite pas à dire que les syndicats sont parfois plus responsables que certains de ces hommes politiques qui parlent de notre pays comme s'il était en situation 'pré-révolutionnaire*". (Reuters 07.05)

Il sait de quoi il cause, n'est-ce pas ?

La conséquence la plus tragique et la plus infâme de la survie du capitalisme.

Le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde risque bientôt d'atteindre le chiffre record d'un milliard, a déclaré mercredi à Paris le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Jacques Diouf.

Le nombre de personnes souffrant de la faim, c'est à dire recevant moins de 1.800 calories par jour, devrait augmenter de 104 millions en 2009, a-t-il expliqué devant la presse. (AP 07.05)

Ils ne tiennent pas compte de la composition de ces 1.800 calories par jour. Il m'est arrivé de comparer mon alimentation à celle de la plupart des Indiens, y compris mon épouse qui au bout de 20 ans de vie commune n'a pour ainsi dire pas changé de comportement alimentaire.

Dans mon assiette, un tiers de riz, un tiers de légumes et un tiers de viande ou poisson ou de lentilles. Dans l'assiette d'un Indien, huit dixième de riz, un dixième de légume ou de viande (ou lentilles), le dernier dixième peut être du yaourt, un fruit ou quelques cacahuètes. Souvent une cuillère à soupe de pickle, une sorte de confiture de citrons ou de mangues par exemple, salée sucrée épicée relevée ou non de piments, fait office de légumes et de viande.

Le riz cale l'estomac et revient moins cher que les légumes et la viande, voilà tout.

Le riz blanc a été raffiné, il a été amputé de sa partie nutritif, le germe qui contient la vitamine B, les minéraux et les oligo-éléments, ce n'est plus qu'un hydrate de carbone mêlé à de l'amidon, en diététique il est classé parmi les aliments pauvres ou morts. L'hydrate de carbone se transforme en sucre ce qui explique qu'un très grand nombre d'Indiens sont atteints de diabète.

Continuons la lecture de cette dépêche.

Selon Jacques Diouf, "il faudra doubler la production alimentaire d'ici 2050 pour faire face à la croissance de la population." Cela paraît impensable à réaliser, surtout qu'il faudra compter avec le

changement climatique en cours qui n'arrangera rien : sécheresse, inondation, cyclone...

"Quant aux prix alimentaires, malgré une baisse globale de 30% depuis juin 2008, ils dépassent en moyenne les niveaux de 2006. Les prix dans les pays en voie de développement n'ont chuté que de 12 à 14% depuis juin 2008. Et ceux des aliments de première nécessité n'ont pratiquement pas baissé dans nombre de pays pauvres, d'après M. Diouf."

Ce constat est valable pour l'Inde, à ceci près que bon nombre de produits de première nécessité n'ont cessé d'augmenter, par exemple le riz, le lait, le pain, la viande, le poisson, les oeufs, l'huile, le thé, le café ... En fait en dehors du prix de l'essence qui a baissé de 20% (de plus de 48 à 38 roupies le litre) et des légumes qui fluctuent en fonction des saisons et des récoltes, tout a continué d'augmenter, hier les cigarettes ont augmenté de 9%.

Quand l'Etat nous rackette pour remplir les caisses des banquiers.

Le rapporteur spécial du budget des Transports à l'Assemblé nationale, Hervé Mariton prévoit que les radars routiers rapporteront 550 millions d'euros en 2009. (La Tribune 06.05)

Quand une multinationale nous rackette à hauteur de 2,1 milliards d'euros... et licencie.

Le groupe pétrolier Total enregistre à fin mars un bénéfice net ajusté en retrait de 35% à 2,1 milliards d'euros, quand même, ajoutés aux dizaines des milliards empochés pendant des décennies. (La Tribune 06.05)

Quand jeunesse rime avec pauvreté.

Les jeunes ménages sont les moins bien lotis dans le nouveau rapport de l'Insee, «Revenus et patrimoine des ménages» publié aujourd'hui. Ils cumulent faible niveau de vie, et taux de pauvreté le plus élevé. À titre d'exemple, 21% des 18-24 ans vivaient avec moins de 880 euros par mois en 2006.

Le niveau de vie évolue cependant avec l'âge. Jusqu'à 59 ans, il est en perpétuelle progression.

Si l'on considère les 13,2% de la population vivant en France métropolitaine, soit près de 7,9 millions de personnes, qui se situe sous le seuil de «pauvreté monétaire», «Parmi elles, la moitié a un niveau de vie inférieur à 720 euros par mois». (Liberation.fr 06.05)

Comment ils comptent s'en sortir, suite.

Coté cour : Le secteur privé américain a supprimé 491.000 emplois en avril. (Reuters 06.05)

Coté jardin :

Les autorités américaines estimeraient les besoins en capitaux supplémentaires de Bank of America à 34 milliards de dollars (après avoir déjà reçu 45 milliards de dollars d'argent public depuis le début de la crise). (La Tribune 06.05)

Keith Horowitz, analyste spécialisé de Citigroup, estime dans une étude publiée mercredi que les 19 banques "testées" pourraient devoir lever au total 75 milliards de dollars de capitaux, dont 22 milliards pour le seul groupe Wells Fargo. (Reuters 06.05)

Le 8 mai

J'ai corrigé le lien vers le document *Synthèse de la Région CGT métallurgie du Nord/Pas-de-Calais*, avec mes excuses.

Un camarade a répondu à ma causerie d'hier : "*Tu as peur que nous soyons tracassés par tes recadrages d'analyse, mais ils sont la preuve que tu nous soumets une pensée non-figée, et le plus important est que tu nous aides à nous poser des questions, même si les réponses que tu proposes ne sont pas inintéressantes.*".

Disons que je sais que beaucoup de camarades sont à cran ou au bord du désespoir, donc je ne voulais pas les inquiéter inutilement.

Maintenant je ne peux pas passer des heures à causer et rédiger le texte annoncé.

J'avais indiqué il y a quelques mois déjà que s'ils parvenaient à passer cette crise, à en atténuer les conséquences pour qu'elle ne se transforme pas en crise révolutionnaire, il faudrait à nouveau s'interroger sur notre stratégie compte tenu qu'elle est le principal facteur objectif avec la guerre susceptible de conduire à une mobilisation révolutionnaire du prolétariat. Force est de constater pour le moment que cette crise pour gigantesque qu'elle soit n'a pas conduit à cette mobilisation, dans aucun pays.

Etant donné que dans mes analyses précédentes et dans la stratégie que javais élaborée j'avais déjà largement anticipé la tournure actuelle de la situation, j'avais pris soin notamment de rappeler aux camarades les conditions objectives qui étaient indispensables au déclenchement d'une crise révolutionnaire sans lesquelles il faudrait verser dans le gauchisme pour prétendre qu'une révolution pourrait avoir lieu et qu'en aucun cas elle ne pourrait vaincre, la principale modification concernera la tactique à adopter.

En réalité j'avais déjà déblayé le terrain en formulant plusieurs hypothèses, dont la plus vraisemblable incluait les modifications que la société avait connues depuis la révolution russe et s'inspirait du Manifeste de Marx-Engels et plus précisément des réflexions de Trotsky dans les années 30.

Si vous avez lu les dernières dépêches, vous avez pu observer que la paupérisation croissante, le pendant de l'accumulation du capital entre quelques mains, concernait davantage les pays dits en voie de développement ou émergents que les pays où le capitalisme était le plus développé, et que même si le chômage frappe effectivement des millions de travailleurs supplémentaires dans les pays les plus industrialisés, il est loin encore d'atteindre le niveau qui pourrait constituer un péril mortel pour le capitalisme, dans la mesure où il se traduirait par l'organisation et la mobilisation de la majorité de la classe ouvrière posant directement la question du pouvoir. Nulle part nous n'avons constaté le développement d'une telle situation.

Jusqu'à présent, les représentants du capitalisme mondial se sont employés à éviter que la crise actuelle prenne cette tournure quelque part dans le monde. Aussi divisés qu'ils soient, les dirigeants du vieux monde ont soutenu les économies les plus vulnérables à la crise en versant des dizaines de milliards de dollars aux gouvernements qui en avaient le plus besoin, via les banques centrales et le FMI. Même les pays les plus touchés tiennent relativement le coup, par exemple l'Islande en quasi-faillite ou l'Espagne avec un taux de chômage dépassant 17%. Plusieurs facteurs permettent

d'expliquer pourquoi la situation n'a pas basculé dans ces pays.

A propos du chômage.

Il arrive parfois qu'il touche les deux membres d'une famille qui travaillaient dans la même entreprise ou par un mauvais coup du sort qui travaillaient dans des entreprises différentes qui ont licencié pratiquement au même moment, mais dans la plupart des cas, un seul des deux membres d'une même famille se retrouve au chômage, donc un revenu demeure pour faire face tant bien que mal à la situation qui n'est pas désespérée à ce stade, sauf en cas de surrendettement évidemment.

Avec deux salaires même modestes, à condition de gérer son budget familial avec discernement et prévoyance par les temps qui courent, il est possible d'économiser, donc de pouvoir voir venir pendant un moment en cas de coup dur. Pour peu qu'on ne paie plus de loyer et qu'on ait fini de payer les traites de son habitation, les charges fixes demeureront supportables.

Il n'y a que dans le cas d'un revenu unique que la situation devient rapidement dramatique.

A propos de la pauvreté.

Elle n'est pas née avec la crise, elle existe de tout temps sans qu'on s'en préoccupe outre mesure bien qu'elle frappe des millions de travailleurs et leurs familles.

Il existe un certain nombre de mécanismes qui permettent de la maintenir à un niveau, comment dire, soutenable mais sans espoir d'en sortir, je pense aux différentes allocations versées par les organismes sociaux ou l'Etat (gouvernement, commune, conseil général), les aides ou les dons divers distribués par des associations. Si tel n'était pas le cas, il n'y aurait pas 100.000 clochards en France, mais plusieurs millions, situation qui serait intenable et incontrolable pour le régime en place.

On peut ajouter comme éléments soulageant la pauvreté, les magasins hyper discount et la baisse des prix, bien que je ne sache pas au juste dans quelle proportion elle a eu lieu ni dans quel domaine précisément.

Quand mon père était seul à travailler pour nous nourrir avec mes deux soeurs, il arrivait souvent que son salaire de menuisier ne suffise pas, c'était alors ma grand-mère qui faisaient les courses, une de mes tantes prêtait quelques dizaines de francs à ma mère pour finir les fins de mois, mais on ne peut pas généraliser la solidarité à l'intérieur des familles qui ne peut être que ponctuelle.

Tout cela pour dire qu'on est loin d'une situation où il y aurait des millions et des millions de travailleurs jetés à la rue, dépourvus de tout revenu et plongés dans une misère noire, de telle sorte qu'ils ne pourraient plus vivre comme avant pour reprendre la formule consacrée.

Temps qu'une telle situation ne verra pas le jour, les travailleurs n'auront pas le réflexe de se dire qu'ils n'ont finalement plus rien à perdre, pour ensuite déferler dans les rues et remettre en cause le régime. C'est un constat, rien de plus.

Partant de ce constat, il faut donc palier l'absence de cette condition objective par une élévation du niveau de conscience politique des masses pour qu'elles parviennent à la compréhension de la nécessité de remettre en cause le capitalisme, qu'elles en ont la capacité, à partir du moment où elles auront clairement conscience qu'il existe bien une alternative au capitalisme, le socialisme. Comme le disait Marx dans le Manifeste, ce "développement intellectuel" ne pourra être à la fois que le produit

de la lutte des classes et des discussions que l'avant-garde aura eu avec les travailleurs pour les gagner au socialisme. Après 70 ans de stalinisme et un siècle de réformisme, le mouvement ouvrier doit se réapproprier le socialisme ni plus ni moins.

Et il n'y aura pas de recettes miracles ou de raccourcis pour y parvenir.

Lorsque le prolétariat aura les moyens de chasser le gouvernement et de remettre en cause les institutions, il sera confronté à la même situation que tous les prolétariats lors de toutes les révolutions prolétariennes précédentes, il devra faire face à l'appareil judiciaire et répressif de l'Etat qui n'a cessé de se perfectionner, il aura contre lui la formidable machine de propagande des médias au service de l'ordre établi, il aura contre lui l'ensemble des partis institutionnels du FN au PCF en passant par l'UMP et le PS, etc., il ne pourra donc compter que sur ses propres forces et son parti révolutionnaire, d'où la justification de la construction d'un parti sur le modèle du parti de Lénine pour ce qui est des principes, du programme et l'objectif à atteindre, reste à définir comment associer des milliers de travailleurs qui ne seraient pas prêts à adopter l'intégralité du programme de la révolution socialiste, soit dans le parti en leur réservant un statut particulier, soit en dehors du parti par le biais d'une structure plus souple.

Les réflexions que je viens de vous livrer ne sont pas finalisées, elles reposent sur une analyse de la situation et des rapports entre les classes. Elles peuvent évidemment encore évoluer en fonction du développement de la situation mondiale.

C'est seulement à ce niveau que l'on peut comprendre la situation et définir les tâches que nous auront à accomplir, que la classe ouvrière aura à accomplir.

Marx et Engels ne s'étaient pas trompés lorsqu'ils expliquaient que le développement du capitalisme et l'accumulation du capital coïncidait avec la paupérisation croissante, précisons, à l'échelle mondiale. De nos jours, le centre de gravité de la paupérisation s'est déplacé en même temps que la production et le développement du capitalisme principalement en Asie et en Amérique du Sud.

Depuis les révolutions de 1848 nous savons qu'une classe ne peut pas en chasser une autre et s'emparer du pouvoir par l'intermédiaire d'un mouvement révolutionnaire qui ne mobiliserait qu'une minorité de cette classe. Nous savons également que jamais le prolétariat ne prendra le pouvoir par les urnes, en Bolivie Morales gouverne pour le compte de la bourgeoisie bolivienne. Nous savons également que sans détruire de fond en comble l'Etat bourgeois, sans liquider la totalité de ses institutions, la classe ouvrière ne deviendra jamais la classe dominante, là encore il suffit d'observer la situation en Bolivie pour en avoir une preuve incontestable. Nous savons aussi qu'aucun gouvernement dirigé par des partis qui n'ont pas rompu avec l'idéologie bourgeoise, ne rompra jamais avec le capitalisme. Nous savons que le capitalisme est incapable de résoudre durablement ses contradictions et qu'une nouvelle crise surgira forcément à nouveau, il vient d'en donner la preuve. Nous savons que la lutte de classe du prolétariat est finalement le seul obstacle qui s'oppose à la survie du capitalisme, et qu'elle est le seul moyen pour lui permettre de s'émanciper de l'exploitation. Nous savons que ce qui détermine le type de parti à construire dépend de l'objectif final qu'il s'est fixé. Nous savons que le socialisme ne peut pas vaincre et se construire dans un seul pays et qu'il doit vaincre à l'échelle mondiale.

Bref, nous ne partons pas de zéro comme certains voudraient nous le faire croire, en nous proposant de revenir plus de deux siècles en arrière sur un air nationaliste vantant les valeurs de la République, de la nation et de la démocratie qui riment avec le pouvoir de la bourgeoisie.

J'arrêterai là pour le moment. Pour ainsi dire, je viens d'écrire à main levée la trame du texte que je me destinais de rédiger. N'hésitez pas à le compléter, à le critiquer ou à me donner votre avis tout simplement.

Je mettrai les dépêches en ligne plus tard. Sachez seulement qu'on vient d'apprendre la fermeture du site de Johnson Controls à Sarreguemines : 300 licenciements.

Le 9 mai

Pour poursuivre brièvement la causerie d'hier, je n'ai évidemment pas voulu dire que la révolution socialiste serait remise en cause contrairement aux épigones du marxisme, elle demeure bien la seule voie pour éliminer le capitalisme. J'ai seulement voulu souligner qu'il fallait ou faudrait prendre en compte l'absence partielle (temporaire ?) de l'une des principales conditions objectives nécessaire à la mobilisation révolutionnaire des masses, sans affirmer pour autant que cette mobilisation ne se produirait pas, pire, qu'il faudrait abandonner notre objectif pour se ranger sous les oripeaux du réformisme.

Le réformisme qui ne se situe pas dans une perspective révolutionnaire ne peut que continuer à pourrir le mouvement ouvrier et il n'aide en rien le prolétariat à comprendre l'origine et le fonctionnement du capitalisme, en cela il est contre-révolutionnaire. Comme disait Rosa Luxemburg, nous sommes tous des réformistes, à ceci près que certains situent le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre du capitalisme et du régime en place, ce qui ne peut que contribuer à subordonner la classe ouvrière au capitalisme et aux institutions, alors que les communistes situent ce combat dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et l'abolition du capitalisme pour l'aider à rompre avec le capitalisme et lui ouvrir une issue politique.

(A suivre)

Bon week-end à tous.

Quelques dépêches.

Comment ils manipulent les travailleurs.

Ouverture hier soir du journal télévisée de TV5 Monde Asie : Très mauvaise nouvelle : Toyota confronté à la pire perte de son histoire. Mon dieu, on n'en croit pas ses oreilles, le constructeur japonais numéro 1 mondial du secteur a perdu 4,4 milliards de dollars sur l'année fiscale close fin mars.

D'un seul coup on sent le monde s'écrouler autour de nous, on se demande ce qu'on va devenir, serait-ce la fin du monde annoncée ?

Il me faudra lire la dépêche AP du 8 mai pour m'en remettre, en effet, elle me rappellera que Toyota avait enregistré l'année précédente un bénéfice record d'un peu plus de 17 milliards de dollars. Ouf, quel soulagement, je me ressents revivre !

Plus sérieusement, c'est ainsi qu'ils s'y prennent pour tromper les travailleurs et faire en sorte qu'ils s'apitoient jusqu'au larmes sur le triste sort du capitalisme : après moi le déluge !

Mais au fait, où sont donc passées les dizaines et dizaines de millards de dollars engrangés lors des décennies précédentes ? Pour leur majeure partie, dans la poche des actionnaires qui ne sont pas des philanthropes. Qu'est-ce que vous croyez, la prise de risque en dormant mérite une valeur ajoutée bien plus grande que votre malheureuse sueur dépensée au cours du procès de production rémunérée à sa juste valeur, vous ne voudriez quand même pas vous enrichir sur notre dos, bande d'esclaves ignares !

Les travailleurs se laisseront embobiner par ce genre discours ou ne seront pas capables de faire la part des choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que le capitalisme repose sur le vol de leur force de travail et celle des générations passées.

Le doute n'est pas permis.

Le principal organisme américain de refinancement hypothécaire Fannie Mae, placé sous tutelle en septembre dernier, a annoncé vendredi qu'il avait demandé 19 milliards de dollars supplémentaires au Trésor à la suite d'une perte trimestrielle de 23,2 milliards, imputable à une augmentation de ses provisions pour créances douteuses.

La perte de 23,2 milliards subie sur la période de janvier à mars est à comparer avec une perte de 2,2 milliards un an plus tôt. Mais la perte atteignait 25,2 milliards au quatrième trimestre 2008.

Fannie Mae n'a pas exclu d'avoir encore besoin de recourir à nouveau à l'avenir à la facilité mise en place par le Trésor américain pour rester à flot. (Reuters 08.05)

Et vogue la galère... vers l'abîme !

Le déficit commercial de la France s'est creusé en mars à 4,884 milliards d'euros, après 4,124 milliards en février, selon les Douanes.

Sur les douze derniers mois, le déficit cumulé s'établit à 56,819 milliards d'euros, précise Bercy sur son site Internet. (07.05 La Tribune)

Patrons voyous récidivistes. Verdict : expropriation sans indemnité !

Carrefour risque 220.000 euros d'amendes après des infractions relevées dans six magasins, affirme vendredi *Le Parisien/Aujourd'hui en France*.

Le journal cite par exemple des problèmes de manque de traçabilité de la viande, de dates limites de consommation dépassées ou de produits surgelés à température ambiante. L'inspection du travail et la répression des fraudes auraient relevé plus de 2.500 entorses à la loi, d'après le journal. (Lepoint.fr 08.05)

La CES en première ligne du combat contre la classe ouvrière.

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel avaient refusé de siéger au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement au sommet européen pour l'emploi organisé jeudi 7 mai à Prague, pour ne pas susciter d'attentes inutiles dans la lutte contre la montée du chômage. (Quelle généreuse et cynique attention ! - Lutte de classe)

La rencontre réunissait les syndicats, le patronat, la Commission européenne, les présidences

tournantes tchèque, suédoise et espagnole.

Elle devait permettre un large accord sur une déclaration finale où sont listées dix 'actions concrètes'. Comme : 'encourager l'esprit d'entreprise et la création d'emplois', 'accroître de manière significative le nombre d'apprentissages et de formations de haute qualité' ou 'aider les chômeurs et les jeunes à créer leur entreprise'. (Tout un programme, dont celui de Sarkozy ! - Lutte de classe)

Le texte suggère aussi 'd'ajuster temporairement le temps de travail' pour faire face à la récession. (la généralisation du chômage partiel - lutte de classe) Mais, au contraire du patronat, la Confédération européenne des syndicats (CES) n'a pas souscrit à la déclaration, en dénonçant un catalogue 'très général' et 'insuffisant'. (LeMonde.fr 08.05) (Les patrons sont servis, merci pour eux, mais la CES en redemande : corporatiste et réactionnaire - Lutte de classe)

Le 10 mai

Un mot personnel.

Deux de mes petites nièces sont en vacances chez nous depuis une semaine, c'est les vacances scolaires ici, le mois le plus chaud de l'année, du coup je ne peux plus travailler normalement, car en raison de l'humidité la télé est placée dans la même pièce que l'ordinateur à deux mètres de ma table de travail, ce qui m'empêche de me concentrer, le reste du temps toutes les cinq minutes elles m'interrompent, pire, à 15h tapante et jusqu'à 17h je dois les accompagner à la baignade (la mer est à moins de 40 mètres) et les surveiller. Mon boulot est haché, c'est le bordel indien !

Je devrais peut-être en profiter pour me reposer un peu mais ce n'est pas dans mes habitudes. Déja que je ne suis pas un intellectuel, quand je suis crevé j'ai encore plus de mal à rassembler mes idées ou à les creuser, et c'est le cas en ce moment. On fait ce qu'on peut et je n'ai jamais prétendu faire autre chose. Les articles annoncés ne seront prêts que dans quelques jours.

J'ai oublié de vous dire que depuis le 29 avril j'étais grand-père d'une charmante petite-fille nommée Cassie, sans doute un prénom réunionnais.

Faisons un peu de politique.

J'ai relevé cette citation dans le dernier numéro de Révolution socialiste du Groupe bolchevik :

"De quel ordre doivent être les transformations dites profondes ? S'agit-il seulement de transformer une partie du capitalisme privé en capitalisme d'État ? Ou bien voulons-nous remplacer le capitalisme tout entier par un autre régime social ? Lequel ? Quel est notre but final ? Voulons-nous remplacer le capitalisme par le socialisme, par le communisme ou par l'anarchie proudhonienne ? Ou bien voulons-nous tout simplement rajeunir le capitalisme en le réformant et en le modernisant ? Quand je veux me déplacer pour une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. Même pour des mesures d'urgence, nous avons besoin d'une orientation générale. (Trotsky, « Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir », 1935, Le Mouvement communiste en France, Minuit, p. 487)"

Dans les années 70-80, l'OCI-PCI et la LCR n'avaient pas de programmes (minimum) réprenant les revendications démocratiques bourgeoises de la classe ouvrière. En 2009, le POI et le NPA interviennent de fait dans la lutte de classes sans "*une orientation générale*", sans qu'apparaisse

l'objectif d'en finir avec le capitalisme, encore moins l'objectif politique qu'il faudra impérativement atteindre au préalable, la liquidation des institutions de la Ve République.

Je me suis demandé pourquoi aucun parti n'avançait la nécessité de renverser Sarkozy et d'abattre les institutions, pourquoi systématiquement ils évacuent tout mot d'ordre politique, toute orientation politique, et qu'ils fuient comme la peste toute référence au marxisme et au socialisme.

Qu'est-ce que s'imaginent leurs dirigeants, que le mouvement ouvrier pourrait accomplir un jour ses tâches politiques sans renouer avec le socialisme et le marxisme ? Un leurre, une illusion, une mystification, au choix.

Qu'ils le veuillent ou non, les quatre Internationales dont s'était dotée la classe ouvrière entre 1864 et 1940 étaient basées sur le socialisme et le marxisme, et si Bakounine a été éjecté par Marx et Engels de l'Association internationale des travailleurs, c'était avant tout parce les anarchistes étaient farouchement opposés à la conception socialiste du combat contre l'Etat bourgeois pour un Etat ouvrier et la nécessité d'organiser la classe ouvrière dans un parti afin qu'elle puisse vaincre la bourgeoisie.

En 1887 Engels pouvait écrire que le mouvement ouvrier avait été conquis par le socialisme et qu'il lui servait de guide pour se contruire. Depuis beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, le réformisme s'est emparé de la direction du mouvement ouvrier pour le conduire à l'abattoir de la Première guerre mondiale, puis le stalinisme a rempli le même rôle cynique en le conduisant à la boucherie de la Seconde guerre mondiale. Ensemble ils ont réussi à pourrir le mouvement ouvrier, y compris son avant-garde, qui sous le poids des défaites à répétition finira par dégénérer au point d'abandonner à son tour le marxisme et le socialisme.

C'est l'ensemble de la conception du combat contre la bourgeoisie qui a ainsi dégénéré au fur et à mesure que s'éloignait l'objectif de la révolution prolétarienne jusqu'au point d'abandonner ce moyen (cette voie) pour s'emparer du pouvoir.

Le combat classe contre classe du début du XXe a cédé la place dans les états-majors des syndicats à la colloration de classes systématique sous couvert de négociations avec le patronat et l'Etat bourgeois, tandis que la participation des syndicats à des organismes tripartites achevait de subordonner la classe ouvrière au capitalisme en se servant de l'aspiration légitime du prolétariat à bénéficier d'une protection sociale à la fois contre les alléas de le vie et contre les méfaits du capitalisme.

Les uns et les autres justifièrent leur soumission au stalinisme (Mandel) ou au réformisme (Lambert) en les camouflant sous des relents de trotskisme coupés de la réalité des masses.

On retrouve le même mécanisme à travers le POI et le NPA, mais inversé : ce n'est plus le trotskisme qui est mis en avant pour camoufler leur capitulation devant le stalinisme ou le réformisme, à la faveur de la décomposition du PCF et du PS, ils avancent ouvertement sur le terrain du réformisme ni l'un ni l'autre ne proposant à la classe ouvrière la moindre issue politique.

En février 1917, la classe ouvrière russe s'était mobilisée sur des mots d'ordre simple : la paix, le pain, à bas l'autocratie, à bas le tsar !

En liant le combat pour la paix au renversement du régime autocratique, il était parfaitement clair que ni les bolcheviks ni la classe ouvrière ni la paysannerie pauvre (sous l'uniforme) ne réclamaient de

Nicolas II qu'il réalise la paix, mais au contraire qu'il fallait le renverser pour que la paix soit enfin signée. Le gouvernement de front populaire de février 17 en étant incapable, les classes exploitées le renverseront à son tour et porteront au pouvoir le parti bolchevik qui signera cette paix.

Pourquoi ne pas lier l'interdiction des licenciements au renversement de Sarkozy et des institutions ? Il est parfaitement clair que Sarkozy n'interdira jamais les licenciements, et que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire prendra cette mesure.

La proposition de marche unie sur Paris ne pourrait avoir une valeur éducative pour la classe ouvrière et un contenu révolutionnaire qu'à partir du moment où elle aurait une orientation politique, où elle serait liée à la nécessité de renverser Sarkozy et les institutions.

Dans le cas contraire, on ne peut pas imaginer qu'une simple manifestation serait suffisante ni pour chasser Sarkozy - encore moins pour porter un coup décisive aux institutions, compte tenu du rapport actuel entre les masses et le POI et le NPA.

Les camarades de la tendance Claire du NPA pensent qu'elle pourrait constituer une étape vers la grève générale. Pourquoi pas, mais lorsqu'on examine le contenu qu'elle devrait avoir selon eux, on s'aperçoit qu'il n'y figure aucune orientation politique, la grève générale devrait servir uniquement à satisfaire des revendications d'ordre alimentaire, ils sont donc alignés sur la direction du NPA.

C'est apparemment en pure perte que l'on dit et répéte que la grève générale ne se décrète pas. Ils veulent généraliser les luttes, c'est déjà plus sérieux, encore faut-il leur donner un contenu correct... et politique ! Généraliser les luttes sur quelle base, dans quelle perspective, quel objectif, par quels moyens ? Quel est l'état d'esprit des masses ? Quel est leur niveau de conscience politique ?

Si les masses sont encore incapables de relier leurs revendications à l'objectif de renverser Sarkozy, il faut commencer par mener le combat en direction de la classe ouvrière pour que son état d'esprit progresse dans cette perspective. Il faut impérativement qu'elle ait conscience qu'elle n'a rien à attendre de Sarkozy et son gouvernement, c'est le niveau élémentaire indispensable pour entrevoir sérieusement une mobilisation de masse de la classe ouvrière, pour qu'une fois acquis ce niveau de conscience politique elle réussisse à se saisir de cet objectif et qu'elle se mobilise pour lui donner une expression concrète. C'est seulement à partir de ce moment-là, lorsque la classe aura effectué elle-même les trois quart du chemin la conduisant à poser la question du pouvoir (plus ou moins consciemment), que le mot d'ordre de grève générale prendra tout son sens, pas avant, car elle serait alors dans l'impossibilité d'en saisir la portée, de se constituer en organismes politiques indépendants et de ce fait d'en prendre le contrôle, d'en faire un des maillons de son combat sur la voie de la prise du pouvoir et de la formation de son propre gouvernement, la grève générale se terminerait par des accords avec le gouvernement comme en 36 ou 68, ce qui n'est pas notre objectif.

Je ne suis pas sur le terrain pour évaluer avec précision la situation et de plus je suis relativement isolé. Je me demande sur les 1824 grandes entreprises qui existent en France, dans combien d'entre elles y a-t-il aujourd'hui des conflits sociaux, des grèves, idem dans les moyennes entreprises ? Quel est le contenu précis des revendications avancées par les travailleurs ? On ne peut pas parler sérieusement de grève générale si on est incapable de répondre à ces questions.

La révolution ou la grève générale ne sont que des voeux pieux en l'absence de la mobilisation des masses et de l'élévation de son niveau de conscience politique, les deux étant inséparables.

(A suivre)

Formation.

Le Groupe bolchevik organise des journées d'études à Paris les 4 & 5 juillet prochain sur deux thèmes : la crise capitaliste et Marx ou Keynes ?. Pour en savoir plus : groupe.bolchevik@free.fr.

Quelques dépêches.

Quatre millions de chômeurs, huit millions de pauvres : la "fierté" de Sarkozy !

La talonnette a déclaré dans un entretien au journal dominical allemand *Bild am Sonntag* : "*pour l'instant, je suis plutôt fier de tout ce que nous avons réussi à accomplir*". (AP 09.05)

Un mammouth de 72 ans en quête de ministère.

Cette fois, c'est officiel: l'ancien ministre socialiste Claude Allègre (il n'es plus au PS depuis janvier 2008) s'est déclaré prêt à devenir ministre de Nicolas Sarkozy mais "*dans un domaine précis*", soulignant son intérêt pour un "*ministère du Commerce international et de l'Industrie*", dans un entretien publié samedi dans *Le Journal du Dimanche*. (Libération.fr et AFP 09.05)

Le 12 mai

La fréquentation du site a fortement diminué depuis le début du mois pour revenir à son niveau de croisière. Les hausses correspondent à l'actualité sociale, aux journées d'action, aux élections, comme si quelque chose de particulier pouvait se passer à ces occasions.

J'ai l'impression que la plupart des militants qui se connectent sur le site sont des déçus du POI, NPA ou LO qui sont impatients d'en découdre, alors qu'il leur faudra encore patienter quelque temps encore, dans son hypothèse la plus pessimiste Trotsky nous invitait à patienter pendant... un siècle ou plus, je ne déconne pas, c'était entre 1938 et 1940 (Défense du marxisme).

Le site Lutte de classe n'a rien à voir avec le gauchisme, cette *maladie du communisme* mal compris. On prône la révolution socialiste pour changer le monde, mais pas dans n'importe quelles conditions. Que tous les partis démontrent quotidiennement qu'ils ont abandonné cette voie, c'est une chose, maintenant que l'on soit à cran et qu'on supporte de plus en plus mal la survie du capitalisme et le retard de la révolution mondiale ne doit pas nous aveugler et nous faire dire ou nous faire faire n'importe quoi.

Je ne veux donner de leçons à personne, ce n'est pas mon genre, je reprends la méthode des marxistes qui s'adressaient à l'intelligence des militants, partant du principe que chacun est capable de comprendre l'évolution des différents facteurs et rapports qui constituent la situation.

De la même manière, je n'ai jamais voulu entretenir chez les militants la moindre illusion dans l'issue de la crise du capitalisme.

Dans *Où va la France ?* en 36, Trotsky écrivait :

"*Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-*

révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.".

Selon l'analyse des facteurs objectifs et subjectifs, nous sommes dans une de ces situations "transitoires" "entre une situation non-révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire". La question est donc de savoir quel facteur fait défaut ou n'est pas encore mûr pour passer de l'une à l'autre. Il ne suffit pas d'écrire dans un journal (IO) que la situation serait pré-révolutionnaire pour que les militants partagent aveuglément cette analyse, surtout quand on ne leur précise pas sur le développement de quels facteurs repose une situation pré-révolutionnaire, il faut le prouver à l'aide de faits concrets et vérifiables. C'est terminé le temps où les dirigeants pouvaient raconter n'importe quoi aux militants, par le biais d'Internet chaque militant peut s'exprimer et contredire les analyses arbitraires et foireuses des dirigeants quand c'est nécessaire.

Dans *La Révolution française a commencé*, Trotsky écrira le 9 juin 1936 :

"*Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français; liée à elle, crise interne du capitalisme français; crise financière de l'Etat; crise politique de la démocratie; désarroi extrême de la bourgeoisie; absence manifeste d'issus dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915 : "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif.*"

En comparant la situation décrite par Trotsky dans la première partie de ce passage avec la situation que nous connaissons, on aurait envie de dire que si nous ne sommes pas encore entrés dans une situation révolutionnaire, on serait au moins dans une situation pré-révolutionnaire, où tous les ingrédients d'une crise révolutionnaire seraient en train de se mettre en place, on pourrait l'admettre hormis la crise politique puisque Sarkozy dispose d'une majorité absolue au Parlement et qu'on ne voit pas très bien actuellement ce qui pourrait le conduire à dissoudre l'Assemblée nationale. Alors que les autres facteurs objectifs cités sont bien présents aujourd'hui. Quant au changement subjectif dont parlait Lénine, on en est encore très éloigné semble-t-il, et si aucun changement n'intervenait sur ce plan, effectivement Sarkozy pourrait être réélu, c'est ce qu'indiquait d'ailleurs un récent sondage. Il manquait dans la démonstration de Trotsky le facteur décisif dans cette période déterminée : le niveau de dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière qui la pousse à passer à l'action, on y viendra plus loin.

Je comprends que les militants se sentent désarmés face à la situation, puisque personne ne veut se donner la peine de l'analyser avec suffisamment de précision pour qu'ils puissent la saisir dans sa totalité. J'ai retardé la publication de mon dernier article car j'essaie de rassembler les éléments les plus importants qui devraient combler cette lacune.

Vous me forcez à en dire encore deux mots. Vous avez lu comme moi qu'il y avait plus de 8 millions de travailleurs pauvres avec leurs familles. Un travailleur est pauvre avec un salaire net de 880 euros, en couple avec 1760 euros, sa situation n'est déjà plus tout à fait la même. Un travailleur seul qui paie 400 euros de loyer et perçoit un salaire de 880 euros, ne va pas s'en sortir, il percevra peut-être des allocations logements. Un couple avec 1760 euros et le même loyer pourra prendre son mal en patience et se faire une raison. Il faut regarder la réalité en face au lieu de lui faire dire ce que l'on voudrait pour justifier nos positions politiques.

Mes parents étaient pauvres, ils se sont privés toute leur vie, et s'ils s'en sont toujours sortis c'était uniquement parce que nous étions logés gratuitement par un de mes oncles. Mon épouse Magueswary perçoit une allocation d'handicapé de 656 euros, c'est misérable n'est-ce pas, mais la mairie lui a mis à disposition un logement social (un petit studio) pour 40 euros par mois seulement, elle est habituée à dépenser peu, la mairie lui a versé 600 euros pour se meubler, une association lui a fourni une télévision, etc., du coup, en moins d'un an, elle a réussi à économiser le prix de son billet d'avion, 720 euros, elle est arrivée à Pondichéry avec 1500 euros qu'elles avaient trouvé le moyen d'économiser, plus sa valise remplie de bouffe et de cadeaux, j'en étais médusé. Demandez-lui ce qu'elle pense de sa vie en France : elle ne vous dira pas qu'elle a une vie de merde, mais "elle n'est pas belle la vie", normal pour quelqu'un qui survit avec deux prothèses cardiaques, cependant quand on pense qu'elle est classée parmi les 8 millions de pauvres en France, cela donne forcément à réfléchir. Si je prenais au premier degré les données qu'on nous fournit sans me donner la peine de réfléchir, mon analyse de la situation serait différente et erronée.

Quand j'étais allé à Toulouse en 2002, mon ex-épouse m'avait expliqué qu'on vivait mieux avec un salaire de 1.000 euros par mois qu'avec 1.500 ou 1.700, pour la bonne raison qu'on recevait des aides de partout. Sur le coup, je me suis dit qu'elle était devenue folle, bien qu'elle était dans ce cas-là, maintenant je comprends mieux ce qu'elle voulait dire par là. On est pauvre, mais temps qu'on peut s'en sortir, on se fout finalement par quel moyen, on ne se pose même plus la question de savoir si on le sera toujours, c'est notre sort, point barre. Combien de travailleurs vivent et pensent de la sorte ?

Un autre facteur objectif doit nous faire réfléchir : on nous dit que la crise du capitalisme est la plus gigantesque depuis 1930, bon, mais contrairement à cette époque, ils se sont serrés les coudes au niveau mondial pour éviter qu'une situation révolutionnaire surgisse quelque part dans le monde, ils ont aligné au total pas loin de 10.000 milliards de dollars pour sauver leur système économique, ils ont doté le FMI d'un fond de 750 milliards de dollars pour venir en aide aux économies les plus fragile (Islande, Mexique, Ukraine, etc.), dernièrement ce sont treize pays d'Asie du Sud et de l'Est qui se sont dotés d'un fonds d'urgence de 120 milliards de dollars avec le même objectif, résultat : aucune explosion sociale ne s'est produite à ce jour depuis un an, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en aura pas, mais ils auront mis le paquet pour éviter qu'une telle situation se produise et ne montre l'exemple à suivre au prolétariat des autres pays. Ils ont réussi à faire en sorte qu'une situation non-révolutionnaire qui pouvait se transformer à tout moment en situation pré-révolutionnaire ne voit le jour. Ils ont certes bénéficier de la complicité des appareils pourris du mouvement ouvrier, mais ils sont parvenus à leur fin, c'est la seule chose que je retiens.

Un autre facteur déterminant mérite notre attention : parmi les régimes déjà fragilisés par la crise rampante du capitalisme, combien ont-ils dû affronter une grave crise politique du fait de la crise actuelle ? Dans combien de pays les partis au pouvoir se sont-ils déchirés au point d'entraîner la chute du gouvernement, combien de présidents ont-ils dû démissionner, combien de parlements ont-ils été dissouts ? A part l'Islande (300.000 habitants) et la Thaïlande, je ne vois pas. Un pays a-t-il claqué la porte de l'Union européenne ? Aucun, au contraire, ils se sont précipités au portillon pour y adhérer ! (Islande, Georgie, Ukraine, Suède, etc.).

Prenons un dernier facteur : A quel moment un mouvement social aurait-il pu inquiéter le pouvoir en place ? Où la mobilisation pour les revendications a-t-elle été associée à la nécessité de renverser le régime et les institutions en place ? Nulle part ! Quel parti propose une issue politique aux masses ? Aucun. Dans quel pays le chômage de masse a-t-il pris une telle proportion qu'il pourrait constituer une réelle menance pour le régime en place ? Aucun. Face au G20, à l'internationale des capitalistes, vous avez entendu parler de l'existence d'une Internationale ouvrière ? A aucun moment. Alors arrêtons de nous raconter des histoires.

On voudrait nous tenir en haleine avec la perspective de la grève générale. Bien, mais en tenant compte de tout ce qui vient d'être dit, s'il vous plaît. Voilà de quelle manière Trotsky posait cette question dans *Où va la France ?* (1936) :

"*La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'Etat. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes: la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation.*"

"*Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire. Des mots d'ordre partiels tels que l'abolition des décrets-lois bonapartistes et du service militaire de deux ans trouveront, assurément, dans ce programme une place marquante. Mais ces deux mots d'ordre épisodiques sont absolument insuffisants. Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque se trouve la question du pouvoir.*"

Vous constaterez qu'à chaque étape de la mobilisation des masses, Trotsky considérait qu'il était impératif de poser la question du pouvoir, ce que ne fait aujourd'hui aucun parti ouvrier.

"*La grève générale est, par son essence même, une opération politique. Elle oppose la classe ouvrière dans son ensemble à l'Etat bourgeois. Elle rassemble les ouvriers syndiqués et non-syndiqués, socialistes, communistes et sans-parti.*"

"*Bien entendu, dans la préparation et la conduite de la grève générale, les syndicats auront un rôle très influent; mais non pas en vertu d'un monopole, mais côte à côte avec les partis ouvriers. Du point de vue révolutionnaire, il est particulièrement important de collaborer étroitement avec les organisations syndicales locales, sans la moindre atteinte, bien entendu, a leur autonomie.*"

Dans *La maladie infantile du communisme (le gauchisme)* (1920), Lénine écrira :

"*La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX° siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que*

"ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. Cette vérité s'exprime autrement en ces termes : la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploiteurs). Ainsi donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut: premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires (l'indice de toute révolution véritable est une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des hommes aptes à la lutte politique, parmi la masse laborieuse et opprimée, jusque-là apathique), qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement."

Je ne crois pas plus aux miracles qu'aux recettes toutes prêtes pour mobiliser les masses ou encore qu'il existerait un raccourci pour contruire le parti, préparer les masses aux tâches qu'elles devront accomplir.

L'idéologie bourgeoise a façonné l'état d'esprit des masses au cours du XIXe et XXe siècle, il faudra donc davantage que des mots d'ordre partiel pour qu'elles rompent avec le capitalisme et les institutions politiques à son service... (A suivre)

Quelques dépêches.

Elections européennes.

Depuis la première élection en 1979 au suffrage universel direct du Parlement européen, l'abstention n'a fait que croître inexorablement : 37 % en 1979, 39 % en 1984, 41,5 % en 1989, 43,2 % en 1994, 50,6 % en 1999 et 54,3 % en 2004.

Explication d'Alain Lamassoure, député européen sortant UMP : il est difficile de se mobiliser pour une élection « qui n'aura que peu d'influence sur le gouvernement de l'Union qu'est la Commission ». Donc l'essentiel, le pouvoir est ailleurs.

Lu dans un blog.libération.fr pro-union européenne qui apporte de l'eau à notre moulin :

"En effet, on sait déjà que Barroso, l'actuel président de la Commission européenne, sera reconduit dans ses fonctions. Car le choix du président de la Commission revient, en réalité, au Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement qui doit simplement tenir « compte du résultat des élections », en clair choisir une personnalité issue du principal groupe politique. Or, les Vingt-sept chefs d'Etat soutiennent Barroso, y compris les Etats gouvernés par des socialistes et, selon toute vraisemblance, le PPE (parti populaire européen, conservateur) devrait rester le premier groupe de l'Assemblée. Et celui-ci soutient aussi la reconduction de Barroso… La messe est donc dite, à tel point que les socialistes européens ont renoncé à lui opposer un candidat. De même, on sait que les vingt-six autres commissaires seront discrétionnairement choisis par chaque gouvernement, sans tenir aucun compte du résultat des élections européennes : chacun enverra à Bruxelles un homme ou une femme de sa couleur politique, point.

On peut dès lors se demander s'il était bien nécessaire de faire élire au suffrage universel direct le Parlement européen : en déséquilibrant une construction qui a été pensée dès l'origine comme une union d'États et dont la légitimité démocratique s'exerçait uniquement au second degré, cette innovation a sans doute concouru à renforcer le sentiment que l'Union souffrait d'un grave déficit

démocratique."

Deux remarques :

1- c'est bien le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement qui détient le pouvoir au sein de l'UE, pouvoir qui leur est accordé de par leur constitution respective ;

2- l'UE fonctionne depuis sa création comme un conseil d'administration mis en place par un cartel de banquiers et de capitalistes pour leurs intérêts propres, elle ne peut donc pas être légitime.

Lang au secours de Sarkozy.

Jack Lang a estimé que le gouvernement "a été un fauteur de troubles par une succession de maladresses, de paroles blessantes, par un comportement permanent qui était le contraire de la concertation et du respect". "La communauté des professeurs, de l'école primaire à l'enseignement supérieur, a le sentiment d'être abandonnée", a-t-il souligné.

Dans ce contexte, "un changement d'équipe ministérielle peut contribuer parfois (...) à calmer, instaurer un climat de sérénité et de dialogue", a poursuivi Jack Lang.

Pour Lang, ce n'est pas la politique réactionnaire de Sarkozy qui est à l'origine de la mobilisation dans l'ensemble de l'Education nationale contre le gouvernement, mais des "maladresses", le manque de "concertation", de "dialogue", de collaboration de classes quoi.

Il a manifesté la même inquiétude que Sarkozy lors de l'émission "Dimanche soir politique" France-Inter/Le Monde/i>Télé : "On n'a jamais vu un conflit aussi long, aussi profond, aussi durable, associant toutes les catégories de professeurs de toutes origines, de droite, de gauche, du centre".

Etre au côté ou contre Sarkozy, c'est "secondaire" ou quand l'argent n'a pas d'odeur.

Par ailleurs, il a réaffirmé son intention de voter mardi pour la loi Création et Internet : "Cette loi n'est pas parfaite", mais elle contient un "engagement de la Nation et de l'Etat de protéger les droits des artistes" qui "ne vivent pas seulement d'amour et d'eau fraîche". Selon lui, "que ce soit présenté par Sarkozy, Du machin ou Du schnock, c'est secondaire". (AP 10.05)

Une façon comme une autre de nier la lutte des classes... au profit de la classe dominante tout de même !

Kouchner en famille.

Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a finalement annoncé qu'il soutiendrait l'UMP aux élections européennes du 7 juin, après avoir expliqué qu'il attendrait de voir les programmes pour se prononcer.

"Je sers la politique étrangère du président de la République, que j'estime nécessaire pour la France. (...) C'est la conception de l'Europe que j'ai toujours défendue et dont j'espère toujours qu'elle dépassera les clivages nationaux et les logiques partisanes", écrit-il.

"C'est la conception du gouvernement auquel j'appartiens, celle dont s'inspire le programme présenté par Michel Barnier aux Français. C'est naturellement celle que je soutiens aujourd'hui et que je

soutiendrai le 7 juin", dit-il. (Reuters 11.05)

Fillon, en déplacement en Slovénie, s'est empressé de manifester sa satisfaction en disant qu'il était "très heureux" du choix de la vermine Kouchner. La tête de liste UMP Barnier a précisé qu'il retrouverait "beaucoup d'idées qui sont les siennes" dans le programme électoral de l'UMP, on n'en a jamais douté. Pour Juppé "il me semble que ça va de soi", une simple histoire de vases communiquants.(Reuters 11.05)

La décadence d'un système économique basé sur le profit.

La ministre de l'Economie Christine Lagarde annonce dans "Le Monde" daté de mardi que "34.000 postes seront supprimés dans la Fonction publique" en 2010, par non-remplacement des fonctionnaires partant à la retraite. (AP 11.05)

Caterpillar : voilà à quoi aboutit la collaboration de classes.

La direction de Caterpillar a décidé de maintenir à 733 le nombre de licenciements de son plan social concernant les sites isérois de Grenoble et Echirolles faute d'accord sur l'aménagement du temps de travail.

La direction de l'entreprise déplore "l'attitude d'obstruction et de blocage" des membres du CE qui ont refusé de se prononcer sur le plan social d'entreprise ainsi que sur la mise au vote de la proposition de la direction de prolonger la période de volontariat et d'en faire profiter les salariés ayant des dossiers recevables en cours".

Les syndicats paraissaient quant à eux désarmés face à cette annonce de leur direction.

"On va voir comment on peut réagir sur le plan juridique", a dit à Reuters Nicolas Benoit, délégué CGT, qui craint que "pour la direction, cette décision soit ferme et définitive".

"La direction sera la seule responsable de ce plan de licenciement de 733 personnes. En trois mois elle n'a pas avancé d'un seul pas , il n'y a eu aucune avancées", a-t-il regretté. (Reuters 11.05)

Les syndicats "désarmés" ? Ne faudrait-il pas convoquer l'ensemble des travailleurs de Caterpillar et leur proposer la grève illimitée avec occupation et constitution d'un comité de grève jusqu'au retrait des 733 licenciements ? Ne faudrait-il pas appeler l'ensemble des travailleurs dans le pays confrontés à la même situation à les imiter ?

PIB en France : peut encore faire pire.

La production industrielle de la France a rechuté en mars avec un repli de 1,4% qui porte sa baisse à 6,9% sur l'ensemble du premier trimestre, selon les données CVS-CJO publiées par l'Insee.

Sur la période janvier-mars, la production industrielle dans son ensemble chute de 15,5% par rapport aux trois mêmes mois de 2008. Pour l'industrie manufacturière, ces chiffres sont de -8,3% et -17,8% respectivement, laissant présager une forte contraction du produit intérieur brut dont les chiffres seront présentés vendredi.

Au quatrième trimestre 2008, la production manufacturière avait chuté de 7,6% par rapport aux trois mois précédents. (Reuters 11.05)

Du noir au rose, une illusion d'optique à court terme ?

"Il ne faut pas se tromper, on a bien une amélioration du climat des affaires comme le montrent toutes les enquêtes mais l'activité continuera de se contracter au deuxième trimestre. Il faut se remettre face à une réalité qui est quand même moins rose que ce que les marchés ont intégré un peu rapidement", dit Olivier Gasnier, de la Société générale, en faisant allusion au rebond des Bourses ces dernières semaines.

Les enquêtes réalisées auprès des industriels par l'Insee, la Banque de France et l'institut privé Markit (indices PMI) ont montré une amélioration des perspectives de production ces prochains mois, ne serait-ce parce que le brutal mouvement de déstockage entrepris à l'automne touche à sa fin.

"Les chiffres de la production ne pourront que s'améliorer dans le temps, même s'ils restent en contraction," veut croire Joost Beaumont, économiste chez Fortis.(Reuters 11.05)

PIB en Italie : peut encore faire pire.

La production industrielle italienne a baissé beaucoup plus que prévu en mars, qui marque le onzième recul consécutif de cet indicateur, selon des données communiquées par Istat

En données corrigées des variations saisonnières, la production industrielle reculé de 4,6% en mars par rapport au mois précédent alors que la baisse du mois de février a été révisée à -4,6%.

En rythme annuel, le glissement de la production industrielle ajusté aux variations saisonnières ressort à -23,8%, soit la baisse la plus marquée depuis le lancement de cette série statistique en 1990. (Reuters 11.05

Déficit budgétaire de l'Allemagne : peut encore faire pire.

Le déficit budgétaire de l'Allemagne atteindra environ 6% du produit intérieur brut (PIB) l'année prochaine, ce qui pourrait conduire la Commission européenne à déclencher une procédure disciplinaire, déclare la Bundesbank.

La banque centrale allemande ajoute que le ratio dette publique/PIB du pays pourrait atteindre 80% d'ici deux ans en raison de la baisse des recettes fiscales et de la hausse des dépenses provoquée par la lutte contre la récession.

Selon les prévisions de la Commission, quatre pays seulement sur les 27 membres de l'Union devraient contenir leur déficit budgétaire sous la barre des 3% en 2010.

La Buba appelle le gouvernement à prendre des mesures pour contenir le déficit dès que le pire de la crise économique sera passé. Elle estime que de nouvelles dépenses n'auraient pour effet que de faire augmenter le taux d'épargne des ménages.

Celui-ci a atteint l'an dernier son plus haut niveau depuis 15 ans à 11,5% du revenu disponible, alors que la moyenne de la zone euro est légèrement inférieure à 9%, selon les statistiques de la Buba. (Reuters 11.05)

Etats-Unis.

Comment la crise va enrichir les banquiers.

Le déficit pourrait atteindre 1.840 milliards de dollars (1.354 milliards d'euros) d'ici à la fin de l'année fiscale en cours, en septembre, en hausse de 89 milliards de dollars (65,5 milliards d'euros). Le gouvernement emprunterait 46% des sommes dont il a besoin pour mener à bien le projet de budget du président.

Pour 2010, le déficit budgétaire est désormais attendu à 1.260 milliards de dollars, soit 87 milliards supplémentaires.

Le déficit cumulé 2010-2014 devrait représenter 3.790 milliards de dollars, soit 4,8% du PIB, a aussi indiqué la Maison blanche. (Reuters 11 et AP 12.05)

Le 13 mai

C'est jour férié aujourd'hui pour cause d'élections législatives au Tamil Nadu (60 millions d'habitants). Depuis trois jours déjà tous les débits d'alcool sont fermés, et les restaurants et les hôtels ont interdiction de vendre de l'alccol, cette mesure s'étendra aux trois jours qui suivront les élections. Pourquoi ? Pour éviter les violences dues à la consommation d'alcool.

Je ne vous ai pas parlé de ces élections car à mon avis elles ne présentent aucun intérêt. Le 1er mai je suis sorti, j'ai pu observer dans les rues des groupes munis de drapeaux, parmi eux notamment, le Parti du Congrès et le BJP, tous les deux des partis bourgeois associés aux syndicats ouvriers... Voilà pour le niveau de la lutte des classes en Inde. J'ai franchement mieux à faire.

Vous trouverez plus loin la suite des causeries des jours derniers sur la situation en France, la question de la grève générale et du pouvoir. Je crois qu'en dehors d'un point ou deux, ces causeries constituent les différentes parties de l'article que j'avais envisagé d'écrire. Il faudrait y ajouter la question des syndicats et du syndicalisme, la question du parti, l'intervention dans la lutte de classe.

Juste un mot sur la crise du capitalisme, un complèment qui m'est venu à l'esprit hier peu de temps après avoir actualiser le site.

Ils ont réparti les conséquences de la crise sur le prolétariat mondial contrairement aux années 30, d'où les effets moindres pour le moment dans les pays où le capitalisme est le plus développé. J'ai lu que dans les pays qui avaient connu des émeutes de la faim il y a un an environ, les prix des aliments de base (principalement les céréales) n'avaient pratiquement pas baissé, alors que les cours mondiaux avaient chuté de 20 à 40%.

Le prix du baril de pétrole est repassé au-dessus des 60 dollars, s'il continuait à monter il pourrait alimenter l'inflation et entraîner une hausse générale des prix qui serait catastrophique pour les millions de travailleurs déjà durement frappés par la crise. L'inflation serait certes une mauvaise nouvelle pour la classe ouvrière, d'un autre côté, elle se traduirait pas une agravation de la situation économique du fait de l'incapacité des travailleurs à débourser plus alors qu'ils se serrent déjà la ceinture, cela pourrait favoriser la radicalisation des masses. On est à l'affût de tout indice qui pourrait nourrir la colère des masses et conduire leur état d'esprit à basculer.

Un jour on nous dit que la récession régresse, un jour on nous explique le contraire, donc difficile d'y

voir clair. La production et la consommation repartent dans certains pays nous dit-on, en même temps on nous dit que bon nombre d'entreprises sont sur le point d'avoir liquider leurs stocks, donc il faut produire à nouveau, rien de neuf sous le soleil. (A suivre)

La propriété, un droit : pour qui ?

L'Assemblée a adopté mardi en nouvelle lecture, par 296 voix contre 233, le projet de loi protection des droits sur internet, qui prévoit de sanctionner le téléchargement illégal par une coupure de l'accès internet en cas de récidive. Le texte doit être définitivement adopté mercredi par le Parlement lors d'une vote ultime au Sénat.

"Quand bien même l'accès à internet serait un droit fondamental, il devra toujours se concilier avec d'autres droits fondamentaux et le respect de la propriété en fait partie", a déclaré l'UMP Philippe Gosselin pour défendre le vote en faveur du texte de la ministre de la Culture Christine Albanel. (Lepoint.fr 12.05)

Qu'en régime capitaliste les artistes ne puissent vivre que de la vente de leur production comme tout travailleur qui ne vit que de la vente de sa force de travail, est un fait. Que les droits d'auteur des artistes soient protégés par le législateur en est la conséquence logique pour leur permettre de vivre de leur travail.

S'agissant de la propriété prise au sens général qui s'assimile ici à la propriété privée des moyens de production, elle est l'antithèse de la propriété collective, et elle n'est un "droit fondamental" que pour la classe des exploiteurs.

A travers ce projet de loi répressif et réactionnaire, le gouvernement s'en prend une nouvelle fois à la jeunesse principalement. Qui plus est ce projet de loi est stupide.

Quand les magnétophones ont été commercialisés, ils ont expliqué que c'était la mort annoncée du disque, puis le disque survécu. Quand les magnétoscopes ont été commercialisés, ils ont expliqué que c'était la mort assurée des salles de cinéma, puis les salles de cinéma survécurent. Ils nous avaient déjà fait le coup quelques décennies plus tôt lors de la commercialisation à grande échelle de la télévision. Quand internet s'est développé à grande échelle, ils ont expliqué que cela en était fini de la presse écrite et la presse écrite survécue.

Bref, cette nouvelle loi scélérate anti-jeune ne va servir qu'à remplir les caisses de l'Etat.

Trois extraits de dépêches dont on peut relier les contenus parce qu'elles montrent la même orientation du gouvernement.

1- Entre 700 manifestants selon la police et un millier selon les organisateurs ont commencé à défiler mardi vers 11H00 dans les rues de Nancy, pour protester contre la réforme hospitalière alors que le président Nicolas Sarkozy tenait une réunion dans la ville. Les manifestants, qui s'étaient rassemblés à lappel de la CGT, devaient rejoindre un autre cortège de personnels soignants venus de l'hôpital. Beaucoup d'entre eux critiquaient l'important quadrillage policier mis en place pour protéger la venue du président, le jugeant honteux, aberrant, inadmissible.

Deux lieux avaient été entièrement bloqués, l'hôpital au centre-ville, entouré d'une zone sécurisée de 300 à 400 mètres, et le gymnase où s'achèvera la visite présidentielle avec une conférence de presse. Tout ça pour un seul homme, je ne sais pas de quoi il a peur, a observé Pascal Debay, responsable

fédéral et départemental CGT Santé en Meurthe-et-Moselle.Dans le cortège étaient hissés de nombreux drapeaux Sud solidaire, Sud PTT, NPA, Unef, ainsi que des drapeaux appelant à la démission de Nicolas Sarkozy... (Libération.fr et AFP 12.05)

2- Seize associations de défense des droits de l'homme ou caritatives dénoncent le "*mode de relation agressif*" du ministre de l'Immigration, Eric Besson, engagé dans de vives controverses sur le "*délit de solidarité.*"

Ces organisations, dont Emmaüs-France, le Secours catholique ou la Ligue des droits de l'homme, ont envoyé une lettre au ministre après ses échanges lundi avec la Cimade au sujet de l'aide aux étrangers placés dans les centres de rétention.

"*Le mode relation agressif que vous semblez vouloir instaurer avec les associations qui interviennent sur les questions de précarité nous paraît préoccupant*", écrivent-elles. (Reuters 12.05)

3- La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris a ordonné mardi le maintien en détention de Julien Coupat, présenté comme le chef de la cellule soupçonnée de sabotages de caténaires SNCF, a-t-on appris de source judiciaire. (AP 12.05)

"*Six mois de détention - je ne comprends pas. C'est disproportionné, pour quelqu'un qui n'a aucun antécédent et pour des faits qui n'ont pas fait de blessés ni mis quiconque en danger...*" selon maître Eolas avocat au barreau de Paris. (lexpress.fr 12.05)

Le régime se crispe de plus en plus, il est de plus en plus isolé, fragilisé par la crise actuelle, il se réfugie dans le mépris ou la répression, sa marge de manoeuvre diminue au fil des mois comme une peau de chagrin, il perd les uns après les autres tous ses soutiens traditionnels, y compris ceux qui vivent à ses crochets, ce qui témoigne de l'ampleur du malaise qui agite les sommets de l'Etat.

Il n'est pas pour autant au bout du rouleau loin s'en faut, il lui reste encore notamment les dirigeants réactionnaires des syndicats comme soutien indéfectible.

L'impasse et la barbarie auxquelles le capitalisme a conduit l'humanité après avoir procédé à son développement, va faire réfléchir des gens qui n'étaient pas portés, encore moins habitués jusqu'à présent, à remettre en cause l'ordre existant. Maintenant, sachant que le socialisme est la seule alternative au capitalisme, il faudrait s'appliquer à expliquer à chacune de ces couches de la population qu'elles n'ont rien à perdre avec le socialisme mais tout à y gagner, afin qu'elles se rallient au combat de la classe ouvrière.

Ce n'est certainement pas en les flattant ou en leur faisant croire qu'elles pourraient s'en sortir individuellement sous le régime capitaliste pourrissant, qu'on les gagnera à notre combat. Ce n'est certainement pas en leur faisant croire que des réformes progressistes profitant à l'ensemble de la population pourraient encore voir le jour, qu'on les aidera à rompre avec le capitalisme.

Ceux, qui pour ne pas effrayer la petite bourgeoisie et les classes moyennes, ont bradé le programme de la révolution socialiste au profit de la défense de la démocratie, de la République, de la nation, ou d'une hypothétique meilleure répartition des richesses, en refusant de lier chaque revendication à la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme, devraient se rendre compte qu'en agissant de la sorte, ils ont rendu un immense service au régime au lieu de le combattre et de l'affaiblir, ce que la simple observation des résultats auxquels ils sont parvenus démontre quotidiennement.

Ils se sont compromis honteusement pour rien, leur conciliation avec des valeurs qui ne sont pas les nôtres, les a empêchés finalement de pouvoir proposer une issue politique aux masses, et il ne pouvait pas en être autrement.

Pour qu'il y ait une révolution, nous ne dirons pas qu'il faut absolument que les masses soient gagnées au socialisme, mais il faut au moins qu'elles aient une petite idée de ce qui pourrait remplacer le capitalisme, c'est semble-t-il la moindre des choses. Il faut donc qu'elles aient commencé à rompre avec le capitalisme, qu'elles n'aient plus la moindre illusion dans le régime, dans le cas contraire il sera impossible de le renverser et de prendre le pouvoir.

Des pans entiers de la petite bourgeoisie et des classes moyennes peuvent être gagnées au socialisme, mais on ne peut pas les gagner au socialisme en défendant les valeurs de l'Etat bourgeois.

C'est ainsi que les épigones du marxisme ont remplacé Marx par Jaurès dans leur programme, envoyant un signe clair à la bourgeoisie qu'ils avaient cessé de combattre pour le socialisme.

"*Il cherchait pour la République une base sociale plus large, il voulait mener la République au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l'Etat républicain l'instrument de l'économie socialiste. Le socialisme pour Jaurès démocrate était le seul moyen sûr de consolider la République et le seul moyen possible de la parachever. Il ne concevait pas la contradiction entre la politique bourgeoise et le socialisme, contradiction qui reflète la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique. Dans son aspiration infatigable à la synthèse idéaliste, Jaurès était, à sa première époque, un démocrate prêt à adopter le socialisme ; à sa dernière époque, un socialiste qui se sentait responsable de toute la démocratie.*

La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec des questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eut-il occupé ? Indubitablement, la position patriotique." (Trotsky sur Jaures - 17 juillet 1915)

On croirait ces lignes écrites pour le POI ! Au lieu de partir de "*la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique*" pour éduquer les masses et contruire le parti, il cherche à concilier les deux, comme Jaurès. Au lieu de conserver Marx et de faire venir la petite-bourgeoisie à Marx, le POI s'est placé sur le terrain de la petite-bourgeoisie en lui empruntant Jaurès, sans doute pour l'aider à s'en séparer !

Il n'y a pas cinquante manières de combattre pour la démocratie : dans la perspective d'un Etat ouvrier ou non. Dans le premier cas, on inscrit ce combat dans une perspective révolutionnaire en rupture avec les institutions en place, dans le second, on fait acte de soumission à ces institutions, à l'Etat bourgeois.

Ils feraient mieux de s'inspirer de Trotsky (Où va la France ?) :

"*Il faut prendre les classes dans leur mouvement, se régler sur leur tête et non sur leur queue. Malheur à qui reste sur place!*"

Tous les partis font exactement l'inverse, la preuve : ils ne leur proposent aucune issue politique, ils sont tétanisés à l'idée de devoir poser la question du pouvoir, excusez-moi de me répéter, il faut le marteler.

"*L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et*

des journalistes: c'est la haine légitime créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère "prudence" qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front unique doit prendre pour devise la formule de Danton : "De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace"

Trotsky faisait référence au front unique des partis ouvriers avec un parti bourgeois, le Parti radical, avec lequel il fallait rompre. En associant au front unique, le PS, le MRC, le PG, le PRG, les Verts qui sont des partis bourgeois, que fait d'autre le POI ? Les dirigeants du POI préfèrent s'encanailler avec des élus de ces partis que de se rallier des groupes de militants trotskistes et des centaines de militants inorganisés se réclamant du trotskisme, c'est parfaitement leur droit.

"*Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.*"

Quel gauchiste ce Trotsky !

L'heure est à la construction d'un parti communiste sur cette orientation politique.

Les uns et les autres passent leur temps à cultiver (ou faire naître) des illusions qu'ils voudraient inculquer aux masses, pire ils prétendent que ce sont les masses qui sont habitées par ces illusions, les masses arriérées politiquement assurément, nous, nous parlons de l'avant-garde de la classe ouvrière qui se dressent contre le régime. Ils entendent limiter leur combat à des revendications économiques ou sociales, par exemple le combat contre les licenciements, pour ne pas diviser la classe ouvrière ou l'effrayer ils se refusent à avancer le mot d'ordre d'expropriation des capitalistes, de la même manière qu'ils se refusent à leur proposer une issue politique, à leur expliquer qu'il faut chasser Sarkozy et liquider les institutions et que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourra interdire les licenciements.

Vous vous dites qu'ils ont raison et que cela a permis d'obtenir des résultats, lesquels ? En vérité, aucun, absolument aucun : 1- ils n'ont pas davantage pu éviter les licenciements : 2- ils n'ont pas permis à la conscience des masses de progresser d'un millimètre , 3- en l'absence d'une issue politique ils n'ont pas pu recruter à leur parti sur une base correcte. Trotsky leur aurait infligé une correction (id) :

"*"Dans la période présente -remarque inopinément la résolution- (du PC - Lutte de classe), la lutte économique nécessite de la part des ouvriers de lourds sacrifices." Il faudrait encore ajouter : et ce n'est que par exception qu'elle promet des résultats positifs. Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits?*

Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits

économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus.

Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses : elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire."

Je propose une réponse à la question posée par Trotsky : "*Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits?*" Pardi Léon, en ne proposant aucune issue politique à la classe ouvrière !

"*L'idée finale de la résolution programmatique du Comité central couronne dignement tout l'édifice. Citons-la littéralement :*

"En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes soulignent que la libération définitive ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat."

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors non sans succès la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait le "programme minimum", en "soulignant" bien que l'affranchissement définitif du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le "but final" du socialisme était alors tracé dans le lointain nébuleux des années. C'est cette conception, qui déjà à la veille de la guerre s'était complètement survécue, que le Comité central du Parti communiste a transportée inopinément dans notre époque, en la répétant mot pour mot, jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens invoquent Marx et Lénine !

Quand ils "soulignent" que l'"affranchissement définitif" ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à l'aide de cette vérité élémentaire à tromper les ouvriers. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans les cadres du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable : les staliniens se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci :

En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice -les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du Comité central citées plus haut. La différence, espérons nous, est claire. D'un côté le stalinisme, de l'autre, le léninisme. Entre eux, un abîme."

Les partisans d'un plan de relance en faveur des travailleurs sans au préalable chasser Sarkozy et liquider la Ve république, comment faudrait-il les caractériser à votre avis ?

Cruelle vérité, il paraît qu'elle est révolutionnaire !

Le 14 mai

Il ne fait pas bon être jeune en 2009 en France.

Une majorité de Français (51 %) a une image négative des jeunes, révèle un sondage réalisé fin avril sur Internet par Audirep, auprès d'un panel représentatif de 1 000 personnes, pour l'Association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV), qui organise, en avril et mai, la Fête des solidarités locales dans 40 villes.

Selon cette étude, sept personnes sur dix estiment que les jeunes sont individualistes, qu'ils ne sont ni solidaires (51 %), ni tolérants (59 %), ni prêts à s'engager pour des causes utiles à la société (52 %). (LeMonde.fr 13.05)

Les individualistes ont dû se reconnaître ! Ne rigolez pas, dans nos rangs, c'est le réformisme qui fait office d'individualisme où chacun défend son bout de gras en s'en foutant des autres, l'antithèse du communisme et d'un état d'esprit collectif.

Un coup de pub pour l'Union européenne... qui protège vos intérêts !

La Commission européenne a infligé une amende record de 1,06 milliard d'euros au fabricant américain de microprocesseurs Intel, reconnu coupable d'abus de position dominante.

Cette amende est de loin la plus importante imposée par Bruxelles pour abus de position dominante, alors que Microsoft s'était vu infliger une amende de 497 millions d'euros en mars 2004.

Le précédent record toutes infractions confondues, était détenu par Saint-Gobain, condamné en 2008 à verser 896 millions d'euros pour entente sur les prix. (Reuters 13.05)

Aux infos sur TV5 Monde Asie hier soir, ils ont dit que Microsoft n'avait pas encore versé un seul euro sur cette amende.

Une chute record.

La production industrielle de la zone euro a chuté de plus de 20% sur un an en mars, montrent les statistiques publiées par Eurostat, une chute record qui préfigure une forte contraction de l'activité économique au premier trimestre.

Le recul de la production industrielle en mars a été le résultat d'une contraction de 27% sur un an de la production de biens intermédiaires et d'une chute de plus de 23% de la production de biens de consommation durable.

Les économistes jugent en outre que, tôt ou tard, les industriels devraient bénéficier de la reconstitution progressive des stocks des entreprises, fortement réduits ces derniers mois.

Le calendrier de cette remontée des stocks reste cependant incertain. Dans la dernière enquête de la CE en la matière, les sociétés interrogées jugeaient encore leurs stocks trop élevés. (Reuters 13.05)

Comme quoi on ne comprend pas toujours tout, j'ai du mal à comprendre comment des entreprises réputées pour fonctionner en flux tendus, avec des stocks minimums, continuent de destocker plus d'un an et demi après le début de la crise, sans doute leurs dirigeants s'étaient-ils montrées trop optimistes sur la durée et l'ampleur de cette crise, je ne vois pas d'autres explications.

Les dernières nouvelles de la crise.

La question du rythme et de la longévité de la croissance à venir reste posée.

"*Nous nous interrogeons sur la vitesse à laquelle l'économie peut progresser alors que les conditions d'accès au crédit restent étroites, que l'évolution des salaires du secteur privé demeure négative et que, malgré le récent rally des marchés d'actions, la richesse nette des ménages a fondu de milliers de milliards de dollars depuis un an*", dit Joseph LaVorgna, chef économiste chez Deutsche Bank. (Reuters 13.05)

Les anciens et les nouveaux négriers : à la mer !

Le parlement français a adopté définitivement le projet de loi pour "le développement économique des outre-mer". Le texte, composé d'une trentaine d'articles, prévoit notamment la création de zones franches d'activité (ZFA), pour une durée de dix ans, dans les quatre départements d'outre-mer (DOM) - Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion - à destination des petites et moyennes entreprises (PME).

Les groupes UMP et du Nouveau Centre (NC) ont voté pour. Les groupes socialiste, radical et citoyen (SRC) et de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts) se sont abstenus sur ce texte présenté par Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, et Yves Jégo, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer.

Seules trois députées radicales de gauche, les deux élues de la Guyane et une élue de la Guadeloupe, ont voté contre. (Reuters 13.05)

Berluscolini sur les traces de Benito.

La Chambre basse du Parlement italien a adopté mercredi une loi très controversée que transforme en crime le fait d'entrer ou de séjourner illégalement en Italie alors que les conservateurs du président du Conseil Silvio Berlusconi continuent de sévir contre les clandestins.

Cette loi doit à présent être votée par le Sénat. Si elle est définitivement adoptée, tout entrée ou séjour illégal en Italie sera jugé comme un crime punissable d'une amende de 5 à 10.000 euros. Toutefois, cette lourde amende ne serait pas nécessairement assortie à une peine d'emprisonnement. Par ailleurs, cette loi prévoit une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois ans à quiconque loue un appartement à des clandestins. (AP 13.05)

Pour être sûr que les clandestins s'acquitteront de cette amende infâme et faramineuse, Berluscolini devrait leur imposer le travail obligatoire dans des camps pour remplir les caisses de l'Etat. En France, Sarkonapoléon rackette les automobilistes, les jeunes pour trois grammes de chit ou une insulte envers un flic, les malades avec les franchises, etc.

Le capitalisme : à la casse !

Longtemps réticent, le gouvernement espagnol s'est résolu à instaurer "une prime à la casse", sur le modèle allemand et français, afin de soutenir un marché de l'automobile qui s'écroule mois après mois. En avril, les immatriculations ont encore diminué de 45,6 % en Espagne.

Le chef de l'exécutif, José Luis Rodriguez Zapatero, en a fait l'annonce, mardi 12 mai, au cours du "débat sur l'état de la nation" organisé au Congrès des députés. Effective à partir du 1er juin, cette "aide directe à l'achat de voitures" sera de 2 000 euros, la moitié à la charge des pouvoirs publics (Etat et communautés autonomes), le reste étant financé par les constructeurs. Une enveloppe de 100 millions d'euros y sera consacrée sur un an.(Le Monde 13.05)

Qui va changer de bagnole d'après vous avec la crise qui sévit ? L'ouvrier ou l'employé ? On est en droit d'en douter.

Allemagne. The capitalism is toxic and bad.

Le gouvernement allemand a adopté un projet de loi permettant de créer une "bad bank" pour soulager les établissements bancaires de leurs actifs toxiques et relancer la confiance dans le système financier, a-t-on indiqué de source gouvernementale.

Les banques allemandes sont grevées par des milliards d'euros d'actifs toxiques, une situation qui les dissuade de prêter de l'argent et aggrave en retour la crise économique.

Peer Steinbrück (le ministre des Finances) a précisé que le projet de "bad bank" coûterait un peu moins de 200 millions d'euros et ne nécessiterait donc pas de fonds supplémentaires. Le plan de sauvetage des banques, de 500 millions d'euros, suffit à couvrir les besoins du nouveau dispositif et sur les 400 millions d'euros disponibles comme garanties, seulement 140 millions ont déjà été utilisés, a-t-il ajouté. (Reuters 13.05)

Cherchez l'erreur.

En comparant le contenu des deux derniers paragraphes, on se demande qui nous raconte des histoires : les banquiers qui parlent de milliards d'euros ou le ministre des Finances qui évoqent la somme de 200 millions d'euros ?

Maroc : près de 150 000 emplois supprimés dans le textile.

Selon les chiffres avancés par les autorités du royaume chérifien, jusqu'à ce jour, 150 000 emplois ont été détruits dans le secteur du textile, les recettes touristiques on baissé de 25%, de même que les transferts de fonds des Marocains résidant à l'étranger. (Afrik.com 14.05)

Le 15 mai

Je ne peux évidemment pas lire les milliers de dépêches qui sont publiées chaque jour, par contre je m'étonne ce matin de ne pas trouver deux infos intéressantes entendues hier soir sur TV5 Monde Asie.

1- 66%, ce serait le taux d'abstention attendu aux élections européennes. Si tel était le cas, ce serait une cinglante défaite pour l'UE et tous les partis qui ont appelé à participer à cette élection.

2- 5%, c'est la réduction de salaire que la direction de la société américaine Hertz voudrait imposer à ses salariés. Il paraîtrait que la majorité des cadres y serait favorable. Ils vont leur faire le même coup qu'à Continent ou Caterpillar : vous faites des sacrifices et vous gardez votre emploi, et quelque temps plus tard ils vous virent comme des chiens !

Chez Caterpillar justement, la CFDT, la CFTC et FO se sont rapprochés des propositions de la direction pour tenter de ramener de 733 à 600 le nombre de licenciés, tandis que la CGT restait opposée au protocole d'accord présenté par le constructeur.

La tension est montée jeudi matin entre les deux groupes de syndicalistes qui en sont venus aux mains.

Alors que la direction avait décidé lundi suspendre les négociations et de procéder au licenciement de 733 salariés en raison du blocage, les trois syndicats majoritaires sont prêts à négocier de nouveau pour limiter les dégâts. (Reuters 14.05)

Quand j'étais délégué syndical (FO), j'avais averti les salariés d'U-Bix (Konica copieur) : j'ai ma propre conception du syndicalisme, je suis là pour défendre vos intérêts pas pour passer des compromis avec la direction, c'est à prendre ou à laisser. On prend ce qu'elle est prête à nous donner, mais on ne lui lache rien, si elle veut nous prendre quelque chose, qu'elle le fasse ce sera sans moi, je ne collaborerai pas à la remise en cause de nos acquis. Si vous voulez vous entendre avec la direction sur ce qu'elle peut ou pas vous donner, c'est votre droit, mais dans ce cas-là vous n'avez pas besoin de moi, ce n'est pas mon rôle, adressez-vous à un autre délégué syndical. Si vous voulez défendre vos acquis ou en obtenir d'autres et affronter la direction pour y parvenir, de mon côté je suis prêt à aller jusqu'au bout.

Chez Caterpillar la situation est simple, il faut défendre : pas un seul licenciement et proposer la grève illimitée avec occupation, assemblée générale et élection d'un comité de grève. Il faut aussi avancer l'expropriation des patrons et des actionnaires.

Les syndicats ne sont pas là pour accompagner les licenciements ou négocier les primes de départ, et peu importe que des travailleurs ne le comprennent pas. On en est arrivé à une situation où ce serait les travailleurs dépourvus de conscience politique qui dicteraient leur conduite aux délégués syndicaux et ceux qui refuseraient de les écouter qui seraient de mauvais délégués, en cela aidés par les syndicalistes jaunes, où l'on va ! Ou plutôt où en sommes-nous arrivé. Merci au passage aux renégats du marxisme qui ont privilégié leurs rapports avec les appareils qui ont troqué la négociation et la politique contractuelle au détriment de la mobilisation de la classe ouvrière pour obtenir une amélioration de la condition ouvrière.

Quand je bossais chez U-Bix, la direction nous proposait une augmentation de salaire de 3%, moi j'estimais qu'elle devait être de 8% (la hausse des prix). Si les salariés acceptaient 3%, c'était leur affaire pas la mienne, d'ailleurs il était hors de question que je signe le moindre accord que ce soit à 3 ou 8%, on prend ce que la direction nous donne, si les salariés estiment que c'est suffisant on s'en tient là, si maintenant ils estiment que c'est insuffisant et qu'ils veulent se battre pour obtenir plus, c'est une autre affaire, c'est à moi de voir si l'on peut organiser une grève ou pas. Mon mandat je le tiens des travailleurs pas de la direction, si je dois négocier, c'est avec les travailleurs pas avec la direction, c'est aux travailleurs que j'ai des comptes à rendre pas à la direction, c'est cela le combat classe contre classe.

Je n'ai peut-être pas construit de section syndicale pendant les trois ans où je suis resté chez U-Bix, ce

qui est un tort, notre grève a été un succès total, et surtout, à aucun moment je n'ai subordonné les travailleurs de cette entreprise au capitalisme, à aucun moment je me suis rabaissé à quémander quoi que ce soit à la direction, c'est aussi une question de dignité, on n'est pas des mendiants, les capitalistes nous doivent tout il ne faut jamais l'oublier.

L'attitude des délégués syndicaux qui négocient la hauteur des primes de licenciements, me fait penser à celles des cadres à qui on demande de signer des licenciements dans leur service et qui se plient à cet exercice car cela ferait partie de leur rôle dans l'entreprise. Plusieurs années plus tard je me suis retrouvé dans cette situation en temps que responsable technique, j'ai refusé, j'ai été viré, mais au moins j'avais les mains propres.

Du fric en échange d'un licenciement, cela me fait penser aussi à la prime à la casse, je vais négocier avec mon bourreau à quel prix il estime ma tête, ensuite il pourra exécuter tranquillement sa sale besogne, je n'aurai même pas un râle de douleur à lui opposer, ne suis-je pas déjà mort ?

L'air de rien ces délégués syndicaux trainent les travailleurs dans la boue, ils les ravalent plus bas que terre.

On pourrait adapter l'affirmation de Lénine dans *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme* qui disait que " *si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère*", en disant que la *lutte contre le capitalisme est une phrase creuse et mensongère* si elle n'est pas *indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme* dans toutes ses plus infimes manifestations.

Cette semaine le POI nous bassine avec "*la responsabilité du mouvement ouvrier*" faisant la leçon à tous les partis et les militants qui ne partagent pas leur mot d'ordre opportuniste d'interdition des licenciements coupé de toute perspective politique. Gluckstein va jusqu'à titrer son éditorial "*Qui est responsable, et de quoi ?*"

Les champions de la lutte des classes qui ont liquidé au milieu des années 80 l'embryon du seul parti révolutionnaire plus ou moins digne de ce nom, le PCI fort alors de 6.000 militants environ, au profit d'un regroupement politique sans principe ayant troqué Marx pour Jaurès, le programme de la révolution socialiste pour une politique de plus en plus droitière d'adaptation au capitalisme et aux institutions de la Ve République.

Si la méthode qui consiste à associer au même combat des militants d'horizons divers est la bonne a priori, s'en tenir à ce constat serait insuffisant, ce qui nous intéressera en premier c'est le contenu de ce combat et la perspective dans laquelle il se situe, et là on ne peut pas être d'accord avec le POI. Une rapide lecture commentée du dernier numéro d'*Informations ouvrières* permettra de comprendre facilement pourquoi.

Page 2

L'impasse.

"*L'Union européenne a conduit au plus fort taux de chômage dans la zone euro depuis 1945.*".

Faux, la crise actuelle et ses conséquences dramatiques pour les travailleurs sont le produit des contradictions du capitalisme mondial, c'est le capitalisme qui est en cause, l'Union européenne ne joue qu'un rôle intermédiaire d'exécutant. C'est à la racine qu'il faut s'attaquer, à la racine

économique, les rapports sociaux d'exploitation, à la racine politique, la constitution et les institutions de la Ve République. Rompre avec l'UE en conservant le capitaliste et la Ve République ne nous intéresse pas. C'est d'ailleurs symptomatique qu'ils écrivent page 16 que le POI "*se prononce pour l'abrogation des institutions de la Ve République*" sans jamais que son combat soit dirigé contre ces institutions, que nulle part le combat du POI pour les revendications ne soit relié à la nécessité de renverser la Ve République.

Le POI au secours de Thibault, Mailly, Chérèque, etc.

"*Mais, aujourd'hui, les syndicats peuvent-ils agir autrement qu'ils ne le font quand, comme le constate fort justement Jacques Julliard, les partis dits de gauche ont eux-mêmes déserté leur rôle de défense des intérêts de la classe ouvrière ?*

N'y a-t-il pas là une explication des hésitations des appareils confédéraux et du sentiment d'abandon qui frappe les salariés et les conduit à des actions isolées et désespérées ?"

Les dirigeants des syndicats voudraient bien défendre les intérêts des travailleurs, s'ils ne le font pas ce n'est pas parce qu'ils sont inféodés au régime, pensez-vous, les pauvres, ce sont des gens bien le POI tente de vous en convaincre.

Quant aux "*actions isolées et désespérées*" des salariés, ils montrent la voie à suivre par l'ensemble de la classe ouvrière pour remettre en cause le capitalisme, ce que ne peut pas dire le POI et pour cause : il y est opposé. La lutte de classe ne devrait se dérouler que dans le cadre légal du capitalisme, les travailleurs et les militants ne devraient pas s'exposer à la répression du régime, bref, le POI prône le changement dans la continuité, une force tranquille quoi !

Entre mystification et trou de mémoire.

Vous vous souvenez sans doute de la campagne du PT avant le référendum du 29 mai 2005, il prétendait qu'en votant non il serait possible de stopper l'oeuvre destructrice de l'UE, en réalité quatre ans plus tard, nous savons tous que le non n'a rien stoppé du tout, sinon qu'il a freiné la construction politique de l'UE. Ils remettent cela page 5 "*Il y a urgence à ce que tous ensemble, dans l'unité, nous oeuvrions à stopper l'offensive destructrice de Sarkozy*", attendez, avec le PS, le MRC, le PG et les Verts qui ne sont pas dans notre camps.

Entre manipulation et trou de mémoire.

Le pire, c'est qu'ils reproduisent des propos mensongers de militants de ces partis sans la moindre réserve, par exemple : "*Une militante du PS : « Ce sont les ouvriers eux-mêmes qu'il faut organiser. On l'avait fait pour la sidérurgie et on avait bloqué la Lorraine. »*", tu parles cela n'a pas empêché les maîtres des forges de mettre à exécution leurs plans de liquidation, et pas seulement dans la sidérurgie, il faut ajouter les mines, le textile, etc. Je mets au défi quiconque de nous prouver qu'une seule entreprise qui était destinée à fermer existe encore aujourd'hui.

S'agissant du Fonds d'investissement social (FISO) cogéré par les syndicats, page 6, ils écrivent : "*L'Etat ne s'est pas embarrassé de principes pour trouver de l'argent. Il l'a pris aux salariés !*" Faux, il lui a été offert par les dirigeants syndicaux ! Voilà comment ils les épargnent, une preuve de plus. Si j'ai cessé de commenter chaque semaine les articles de ce journal, c'est parce qu'il est littéralement truffé de ce genre de détails qui témoignent de la collusion du POI avec les appareils et le régime.

Page 8 et 9, "*non*", mais pas d'appel au boycott des élections européennes de juin prochain, aucune consigne donnée aux travailleurs et militants, étrange, non ?

Un camarade dont le père est au POI m'a écrit que la direction du POI était favorable à la participation du POI à ces élections, alors que la "*base*" y serait opposée, et qu'à travers la lecture des différents articles présents dans IO sur ce sujet, on pouvait se rendre compte que la direction du POI essayait de passer en force et n'était finalement pas opposé à ce que les travailleurs aillent voter ce jour-là, les critiques des positions du PS, du PG et du NPA ne s'accompagnant pas d'un appel à ne pas aller voter. A vous d'en juger. Pour des gens qui invitent les autres à prendre leurs "*responsabilités*", ils feraient bien par commencer par prendre les leurs, un peu de courage est nécessaire.

Page 15, on ignorait qu'il eut existé une "*commission économique*" au POI, comme au PT ou au PCI autrefois. Ils nous invitent à "*lire ou relire Michel Dauberny*".

"*Le domaine de prédilection de Michel Dauberny était les questions économiques, sur lesquelles il avait un immense savoir qu'il n'a eu de cesse de faire partager à tous ses camarades. La compréhension de ces questions, des causes profondes des crises capitalistes, des contradictions fondamentales de ce système n'était pas pour lui une question académique, mais avant tout un guide pour l'action, un point d'appui pour le combat émancipateur de la classe ouvrière.*"

On s'étonnera quand même que les lumières de Michel Dauberny n'aient pas éclairé dans les années 70 et 80 les dirigeants de l'OCI puis du PCI sur l'évolution du capitalisme, qu'ils aient défendu une analyse erronée de la situation économique et de l'évolution du capitalisme mondial en prétendant que cette période se caractérisait par *l'imminence de la révolution*, alors que les conditions objectives n'étaient manifestement pas réunies pour qu'une situation révolutionnaire voit le jour. Si chacun a pu le constater depuis, très peu en ont manifestement tiré les leçons qui s'imposaient, que ces dirigeants avaient plutôt fait preuve d'irresponsabilité en liquidant le PCI pour uniquement couvrir leurs erreurs ou leur incapacité à analyser correctement la situation...

Pierre Cise réitère les mêmes erreurs qu'il revendique apparemment, en prétendant que la survie du capitalisme ne serait due qu'au parasitisme et à la destruction de forces productives associés aux obstacles pour construire le parti, il ne veut pas voir que le capitalisme aussi pourrissant soit-il dispose encore de moyens à travers le monde pour s'en sortir. Franchement, on nous a dit et répété que le marché mondial n'était pas extensible à volonté, qu'il était limité, bref que le capitalisme était au bout du rouleau, puis de nouveaux marchés se sont développés, principalement en Asie, mais pas seulement, on nous a expliqué que les forces productives avaient cessé de croître, alors que dans l'absolu c'est faux, etc. Il y a de cela plus de 30 ans ! Ils en sont restés à l'époque du capitalisme de la IIIe République en politique, d'où la défense de l'Etat-nation, de la république, etc, idem en économie, au lieu de considérer l'évolution des rapports entre les deux termes d'une contradiction, ils se bornent à n'en retenir qu'un seul pour aboutir à une analyse forcément fausse, le PT puis le POI en sont l'illustration.

Pour finir cette lecture dans la bonne humeur, page 16 : "*Retrouver à cette date (le 17 mai - Lutte de classe) un nombre de cartes du POI correspondant à celui de l'année 2008, c'est permettre une nouvelle progression du POI.*" Plus une, ce serait déjà un formidable pas en avant... vers le socialisme !

Les dépêches.

Un marché qui se porte bien.

Le ministre de la Défense Hervé Morin a annoncé jeudi que le montant des exportations françaises d'armement se montait à 6,3 milliards d'euros pour l'année 2008, contre 5,6 milliards en 2007. (AP 14.05)

La bourse ou la vie ? Trop tard !

Les autorités marocaines ferment 267 agences bancaires dans le pays parce qu'elles ne sont pas assez sûres pour empêcher des hold-up, ont annoncé jeudi des journaux marocains. (AP 14.05)

La bagnole n'a plus la cote : tant mieux !

Les ventes de voitures neuves en Europe ont reculé en avril de 12,3% sur un an. Sur les quatre premiers mois de l'année, les ventes ont chuté de 15,9%. (La Tribune 14.05)

Etats-Unis.

Chômage en hausse.

Nouvelle hausse des inscriptions au chômage aux Etats-Unis à 637.000 lors de la semaine au 9 mai.

L'augmentation du chômage a des effets ricochet sur de nombreux compartiments de l'économie car elle grève les revenus, dissuade de consommer et entrave la reprise de l'économie.

Selon le département du Travail, le nombre de personnes percevant régulièrement des indemnités s'est élevé à un nouveau record de 6,560 millions lors de la semaine au 2 mai (dernière semaine pour laquelle ces chiffres sont disponibles).

Le département du Travail a en outre publié les chiffres des prix à la production pour le mois d'avril. Ces derniers ont augmenté de 0,3%, davantage que prévu, au mois d'avril en raison notamment d'une montée des coûts dans l'alimentation.

En rythme annuel le recul des prix à la production atteint cependant 3,7%, un niveau sans précédent depuis janvier 1950. (Reuters 14.05)

Nike a annoncé jeudi qu'il allait supprimer quelque 1.750 emplois dans le monde, soit 5% de ses effectifs.

Quand Obama marche sur les traces de Bush.

Barack Obama va rétablir les tribunaux militaires à Guantanamo, un dispositif qu'il avait critiqué à l'époque de son prédécesseur George W. Bush. (AP 15.05)

Barack Obama invoque la crainte d'une nouvelle flambée d'anti-américanisme dans le monde pour bloquer la publication de photos des sévices commis sur des prisonniers en Irak et en Afghanistan. (AP 14.05)

La Chambre des représentants a approuvé jeudi à Washington le déblocage de 97 milliards de dollars (71 milliards d'euros) pour financer les efforts diplomatiques et les opérations militaires en Irak et en Afghanistan.(AP 15.05)

Inde.

"*Devenir Premier ministre d'un gouvernement dirigé par le Congrès, pour (le Premier ministre sortant) Manmohan Singh ou toute autre personne qui le souhaiterait, sera impossible sans le soutien de la gauche*", a souligné Mahesh Rangarajan, politologue, à la chaîne de télévision Times Now TV.

"*Cela ne se fera pas non plus sans le soutien d'autres partis, qui ont quitté la coalition ou qui n'en ont jamais fait partie*", a-t-il ajouté. (Reuters 14.05)

Le 16 mai

Se situer sur le terrain individuel ou sur le terrain politique ? Bien des camarades ont tendance à confondre les deux. Le meilleur moyen d'y remédier est bien sûr de militer !

La situation se tend, le chômage grimpe inexorablement dans tous les pays, les gouvernement se crispent de plus en plus et menacent de généraliser la répression contre la classe ouvrière et la jeunesse, une partie du prolétariat est à cran et prêt à en découdre, et toujours aucune issue politique en vue du côté des partis se réclamant de la classe ouvrière. N'est-elle justement pas là leur responsabilité ?

Ce n'est pas seulement les licenciements qu'il faut déclarer illégaux, mais le capitalisme lui-même, les institutions à son service, le gouvernement minoritaire et illégitime.

Si l'issue à la crise du capitalisme ne peut se situer que sur le plan politique, c'est aussi uniquement sur le plan politique qu'il sera possible d'unir la classe ouvrière, parce que l'ensemble des revendications convergent contre l'Etat, le gouvernement et les institutions.

Autre chose.

Suite à une agression au couteau d'une enseignante par un élève de 13 ans au Collège de Fenouillet près de Toulouse, j'ai relevé quelques réflexions d'internautes dans l'édition de Libération Toulouse d'hier. Avant d'y venir je vous livre mes propres réflexions à chaud.

Le capitalisme pourrissant, décomposé, décadent, entraîne dans son sillage toute la société vers l'abîme et la barbarie, que dire d'autres face à ce genre de drame qui nous frappe tous ?

Quand donc nos intellectuels comprendront-ils qu'il faut en finir avec le capitalisme, quand donc auront-ils le courage intellectuel de se pencher sérieusement sur l'évolution du capitalisme depuis deux siècles pour finalement arriver à la conclusion que sa survie mène l'humanité au chaos ? On en a la preuve tous les jours à travers le monde, cela ne leur suffit pas, mais qu'ont-ils donc dans la tête ?

Oui, dans l'ordre des responsabilités la leur est supérieure à celle des ouvriers et des employés qui n'ont pas forcément acquis les outils intellectuels pour comprendre dans quel monde pourri nous vivons. Mais les intellectuels sont des travailleurs comme les autres avec leurs faiblesses, les accabler ne ferait pas avancer notre cause commune, là n'est pas mon propos évidemment.

La situation actuelle est le produit de l'incompréhension que les intérêts des travailleurs manuels et

intellectuels des villes et des campagnes sont intimement liés, que la dégradation des conditions de travail ou d'existence d'une ou plusieurs couches de la population se répercutera forcément un moment donné sur l'ensemble des classes exploitées.

Non, le malheur des uns ne fera jamais le bonheur des autres, c'est une illusion de croire que l'on pourrait s'en sortir individuellement dans cette société. La plupart des gens ont tendance à se pencher uniquement sur les problèmes auxquels ils sont confrontés quand ils surviennent, temps qu'ils ne sont pas directement concernés, ils se réfugient dans l'indifférence ou le mépris.

Ceux qui s'en sortent mieux que les autres dans la société ne se rendent pas compte que c'est toujours au détriment d'une autre partie de la population, que le régime a acheté leur neutralité ou passivité pour se maintenir en place.

On pourrait pousser cette réflexion à l'échelle mondiale, laissons le passé de côté, dites-vous bien qu'aujourd'hui si vos conditions de vie ne se détériorent pas davantage en France, c'est uniquement parce qu'elles se dégradent en ce moment ailleurs dans le monde dans des pays où le capitalisme fait encore plus de ravages.

Seul le socialisme permettra de régler collectivement (la classe ouvrière et la petite bourgeoisie) l'ensemble des problèmes auxquels l'immense masse de la population est confronté.

Si chacun a bien une part de responsabilité à assumer dans la société, ce qu'il ne faut pas nier sous peine de tomber dans le travers de l'ouvriérisme qui fait la part belle à l'individualisme et tous ses travers, ni les travailleurs ni les jeunes ne sont responsables de la situation économique et sociale actuelle, seuls les rapports sociaux d'exploitation capitaliste et leurs représentants en sont responsables, en premier lieu l'Etat et les institutions au service du capitalisme qu'il faut liquider et le plus tôt sera le mieux.

C'est aussi la raison pour laquelle il faut mener une guerre sans merci contre toute forme de conciliation avec Sarkozy, son gouvernement, le patronat, les institutions de la Ve République, mais aussi les dirigeants traitres des syndicats.

On ne peut pas combattre le capitalisme et les institutions en ayant un pied dans chaque camp, ainsi c'est seulement sur la base de la rupture avec le gouvernement, les institutions et le patronat que se réalisera l'unité indispensable de tous les exploités pour vaincre notre ennemi commun, afin de bâtir une société plus juste où la satisfaction des besoins individuels sera garantie par la satisfaction des besoins collectifs de l'immense majorité de la population.

Venons-en aux réflexions des internautes que j'ai sélectionnées.

"*Lorsque ces élèves sont élevés de façon respectueuse ils respectent leur professeur. Cette valeur n'est pas transmise par l'école mais par les parents. Tout le problème du système actuel est la défaillance et l'abandon des parents de leur rôle éducatif.*"

Ce devrait être à l'Etat de promouvoir et de respecter cette valeur, or actuellement l'Etat et le gouvernement les foulent aux pieds tous les jours en agravant considérablement les inégalités et les injustices au profit des nantis.

Quand les deux parents travaillent ou qu'il n'y a qu'un seul parent à la maison et qu'il travaille, ils ne peuvent pas s'occuper comme il faudrait de leurs enfants. Les parents ne sont pas davantage

responsable que les profs de cette situation, pas plus que les gosses qui sont livrés à eux-mêmes et qui se font matraquer ensuite sans pouvoir comprendre pourquoi.

"*J'aimerais que l'on me cite les possibilités pour un prof de se faire comme on dit "respecter" ? Hausser la voix ? Gronder ? Cela ne suffit pas, une heure de colle? La fonction est dépourvue de moyens dissuasifs... peut être la dernière possibilité de se faire respecter est de sortir un couteau ? pas très académique mais apparemment tendance.*"

On en arrive en effet à une situation où il n'existe plus d'autre solution que de refonder la société sur de nouvelles bases pour régler un certain nombre de problèmes insupportables.

"*il n'y a plus de respect envers les enseignants !*"

Un constat qui m'amène à me poser une question : comment se fait-il alors qu'il y a toujours foule pour passer le CAPES ? Quelle est la réelle motivation des postulants au métier d'enseignant ? Je préfère vous laisser répondre à cette question dans les circonstances présentes, car ma réponse risquerait d'être incomprise.

"*Il faudra que la collègue porte plainte contre l'Etat.*"

Voilà une excellente idée !

"*Tant que les parents taperont à bras raccourcis sur les enseignants qui ont le culot de vouloir se faire respecter, on devra faire face à ce type de situation. Merci aux laxistes soixant'huitards de tous poils d'avoir par leur courte vue induit ces comportements intolérables.*"

Les soixant'huitards étaient des réformistes petits-bourgeois qui ne voyaient pas plus loin que leurs intérêts immédiats. Il n'y a que le socialisme qui peut nous sauver de la misère sociale dans laquelle s'enfonce un peu plus chaque jour la société.

"*Il faut réagir, cela est inadmissible, les collèges ne sont plus un lieu de sécurité, le laxisme des parents envers l'éducation de leurs enfants fait qu'il n'y a plus de limites, les jeunes sont livrés à eux-mêmes, il n'y a plus de respect envers les enseignants!*"

Ne prenez pas les choses ainsi, sinon il faudra nous pencher sur l'état d'esprit des enseignants et leurs véritables motivations qui ne sont guère plus brillants que l'état de la société. L'ignorance du vieux monde et ses méfaits ne concernent pas uniquement une grande partie de la classe ouvrière et sa jeunesse, mais aussi l'immense majorité des enseignants qui ont moins d'excuses de les ignorer que les ouvriers. Au lieu de dresser les uns contre les autres, vous feriez mieux d'aller à l'école du marxisme pour enfin comprendre comment le vieux monde fonctionne, sur quelles bases ils reposent et quelle en est la finalité. A bas le corporatisme nauséabond !

Je rappelle au passage que j'ai été enseignant (4 ans et demi) et que ma fille est instite.

Les dépêches.

Quand leur ordre commence à être remis en cause.

"Selon les conclusions d'une note de la direction de l'ordre-public (DOPC), en charge du maintien de l'ordre dans la capitale, il y a eu, au cours des quatre premiers mois de 2009, 1.241 "événements de

voie publique" - c'est-à-dire des manifestations en tous genres dans la rue - contre 962 au cours des mêmes mois de 2008."

Les manifestations strictement "revendicatives", toujours sur la même période de comparaison, ont augmenté de plus de 33 % (895 début 2009 contre 672 début 2008) auxquelles ont participé près de 993.000 personnes (près de 550.000 en 2008) soit une augmentation du nombre des manifestants de quelque 80 %. Toujours selon la DOPC, le nombre des manifestations ayant rassemblé plus de 5.000 personnes est lui aussi en "nette augmentation". (Lepoint.fr 15.05) (lire la dépêche en entier dans le site)

Etats-Unis.

Infos économique et sociale. Les prix à la consommation sont demeurés stables le mois dernier, comme attendu, mais ils ont enregistré sur un an leur plus forte baisse depuis 1955, a annoncé vendredi le département américain du travail.

La production industrielle a de son côté reculé de 0,5% en avril aux Etats-Unis, sa sixième baisse mensuelle consécutive, mais à un rythme nettement ralenti par rapport aux mois précédents.

Le taux d'utilisation des capacités de production est lui tombé à 69,1% au mois d'avril, son niveau le plus bas depuis que la série statistique existe, soit 1967.

La faiblesse de la consommation, la montée du chômage et la crise en général érodent le revenu disponible des ménages et limitent la capacité des entreprises à augmenter leurs prix. L'inflation reste ainsi contenue et certains craignent même une dangereuse spirale baissière des prix.

Les chiffres des prix à la consommation ont fourni des éléments de réflexion à la fois à ceux redoutant une baisse des prix et à ceux préoccupés des risques d'inflation, après les injections massives de liquidités dans l'économie.

La Réserve fédérale américaine craint toujours une déflation, mais moins qu'auparavant. Nombre d'économistes s'attendent à ce que l'indice des prix passe en territoire négatif avant la fin de l'année.

Les prix hors énergie et alimentation ont cependant augmenté de 0,3% en avril, plus qu'anticipé. Cela est toutefois dû en grande partie à la hausse des prix du tabac après l'entrée en vigueur d'une taxe gouvernementale sur ce produit. (Reuters 15.05)

Des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires en perspectives.

General Motors annonce son intention de réduire d'environ 1.600 le nombre de ses concessions aux Etats-Unis dans le cadre d'une restructuration qui pourrait le conduire à déposer son bilan à la fin du mois.

En incluant des fusions prévues entre d'autres concessions, GM prévoit de réduire d'environ 2.600 le nombre de ses concessions, ce qui équivaut à 40% de son réseau de distribution aux Etats-Unis. Celui-ci regroupe pour l'instant 6.200 concessions.

Chrysler a expliqué jeudi prévoir la fermeture de 789 concessions aux Etats-Unis sur presque 3.200.

Ces fermetures massives et sans précédent, décidées sous le contrôle de l'administration Obama,

menacent plus de 100.000 emplois dans tout le pays. (Reuters 15.05)

Il y a de la chute dans l'air.

Le nombre de passagers qui ont emprunté les aéroports européens a baissé de 12,4% au premier trimestre 2009 tandis que le trafic de fret chutait de 23,1%, annonce le Conseil international des aéroports (CIA).

Les aéroports de Stockholm et de Berlin Schönefeld font figure d'exceptions avec une augmentation de leur trafic passagers de 19,6 et 1,5% respectivement. (Reuters 15.05)

Le 17 mai

Au militantisme de base qui consiste à aller à la rencontre des travailleurs là où ils sont, c'est-à-dire sur leur lieu de travail, les partis privilégient les stratégies d'appareils ou des appels à la mobilisation sur des objectifs hypothétiques dans la situation actuelle, marche unie sur Paris ou grève générale.

Il faut ajouter qu'aucun parti n'a les moyens d'organiser l'une ou l'autre. On pourrait objecter que ces appels peuvent créer une dynamique et entraîner des travailleurs qui n'ont pas encore engagé le combat contre le gouvernement et le patronat. On pourrait le penser, mais cela ne tient pas la route pour au moins deux raisons : la première c'est que ces appels ne débouchent sur aucune issue politique explicite, la seconde, qu'il faudrait déjà que ces travailleurs soient engagés dans le combat pour qu'ils puissent envisager leur mobilisation à l'échelle supérieure et se posent la question : pourquoi pas tous ensemble.

A mon avis, il faudrait déjà essayer de centraliser la multitude de combats engagés dans des centaines d'entreprises et les doter d'organismes permanents à l'échelon local, régional et national, qui auraient pour principal objectif de s'adresser aux travailleurs isolés des autres entreprises pour les aider à engager le combat à leur tour, afin qu'ils rejoignent ces organismes politiques indépendants ou que s'en créent d'autres. Il ne s'agirait donc pas de parler ou d'agir à leur place, mais de les aider à s'organiser ou à participer activement à la mobilisation de l'ensemble de la classe.

Si tous les militants sans distinction de syndicat ou de parti organisaient des diffusions ensemble à l'entrée des entreprises, il serait possible d'entrer en contact avec des milliers de travailleurs qui ne supportent plus la situation sociale actuelle, d'avoir au moins un délégué dans chacune de ces entreprises qui continue le combat auprès de ses collègues de travail, son entourage, ses voisins, sa famille, ainsi se construirait jour après jours un réseau national de délégués qui préfigurerait la constitution d'un organisme de double pouvoir dirigé par la classe ouvrière.

Ce que je veux dire, c'est que toute perspective de mobilisation pour un peu qu'on soit sérieux, doit reposer impérativement sur la mobilisation de la classe, et que si celle-ci n'existe pas ou qu'elle est trop faible, n'aboutira jamais à une mobilisation de masse de millions et millions de travailleurs.

On nous dit qu'il faut "construire les luttes", mais on se rend compte que les tenants de cette stratégie ne font que tenter de récupérer des conflits déjà en cours, délaissant les millions de travailleurs qui ne font pas la une des médias.

Les Continental, Caterpillar, Sony, etc. ne représentent qu'une infime partie de la classe ouvrière

aujourd'hui mobilisées, tandis que les neuf dixième restant ne l'est manifestement pas. La question est donc de parvenir à mobiliser les 90% restant ou au moins la majorité d'entre eux dans un premier temps.

Il faut procéder par ordre et ne pas mettre la charrue avant les boeufs, ou prendre ses désirs pour la réalité, ou encore ne pas se prendre pour ce que l'on n'est pas.

Compte tenu de l'atomisation de la classe ouvrière et de son hétérogénéité, aux diffusions à l'entrée des entreprises, on doit ajouter la diffusion à des points stratégiques dans chaque commune où se concentrent un maximum de travailleurs, des campagnes de distribution de tracts appelant à des réunions et des meetings...

Pour être crédible et nous permettre de progresser dans notre combat commun contre le capitalisme et les institutions de la Ve République, il faut avant tout que ce combat ait un contenu clair : le capitalisme est synonyme de faillite, de chômage, de précarité, de pauvreté, de guerre, de chaos, de barbarie, de destruction de notre environnement, il doit céder la place au socialisme, les institutions de la Ve République se confondent avec la survie du capitalisme, elles doivent donc disparaître, les travailleurs doivent prendre le pouvoir politique et se doter d'un Etat ouvrier afin de pouvoir réorganiser la société en fonction des besoins et aspirations de l'immense masse de la population...

En clair, il faut gagner les masses au socialisme, il faut les aider à concevoir qu'ils ont les moyens de transformer la société pour vivre mieux, que ce n'est pas un espoir vain, qu'il n'y a pas de fatalité, si on ne prend pas enfin notre destin entre nos mains la situation ne fera qu'empirer.

Comme disait Trotsky, même pour monter dans un train et descendre à la prochainestation, il faut savoir avant dans quelle direction il se dirige, sinon on reste sur le quai.

Je crois qu'on n'a toujours pas saisi ce que Marx avait voulu dire par l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

Personnellement je caractérise comme gauchistes les appels à la grève générale ou le blocage des universités décidé par une infime minorité de militants, même s'ils expriment correctement les intérêts des étudiants, quant à l'appel à une marche unie pour interdire les licenciements, il relève de l'aventurisme.

Les dépêches.

Savent-ils où ils en sont ?

Réponse de Marc Touati, économiste chez Global Equities : "*Je sais qu'il n'est pas facile de faire de la statistique, je ne jette pas la pierre, mais c'est quand même embêtant de se dire que depuis un an on commente des chiffres faux !*" (Reuters 15.05)

Nouvelle concentration de capitaux dans la banque.

"*Je pense qu'à terme, il ne restera qu'une dizaine de grands acteurs dans la banque privée, avec quelques indépendants mais sur des marchés de niche*", a dit Daniel Truchi, directeur de la banque privée de la Société générale.(Reuters 16.05)

Le même scénario que les subprimes.

"*En raison d'encours de crédit supérieurs à la valeur réelle de leur patrimoine, certains clients se retrouvent désormais avec des surfaces nettes de patrimoine négatives. Un cercle vicieux s'est installé*", fait remarquer Daniel Truchi. (Reuters 16.05)

Italie.

Plusieurs milliers de salariés de Fiat redoutant des fermetures d'usine ont manifesté samedi à Turin, dans le nord de l'Italie, où se trouve le siège du constructeur automobile italien. (AP 16.05)

Le 18 mai

Je reproduis ci-dessous la causerie que j'avais écrite le 5 mai et qui devait me servir à l'origine pour un article, bien que j'ai déjà abordé une partie de son contenu dans des causeries plus récentes.

La situation en France pourrait-elle déboucher sur l'ouverture d'une crise révolutionnaire ? Quelles sont les conditions objectives qui pourraient la précipiter ? Les conditions subjectives sont-elles mûres pour qu'une crise révolutionnaire aboutisse au renversement du régime et à la prise du pouvoir par les travailleurs ?

Le principal facteur objectif, la crise du capitalisme, a-t-il atteint le degré nécessaire susceptible d'entraîner la mobilisation révolutionnaire du prolétariat ?

Si la paupérisation de la classe ouvrière est toujours le pendant de l'accumulation du capital entre les mains d'une infime minorité, cette paupérisation se produit-elle principalement en France ou dans les pays où le capitalisme est le plus développé ou bien dans les pays en voie de développement ou sous-développés ?

Bien que la pauvreté frappe officiellement environ 13% de la population en France, elle ne frappe qu'une minorité par rapport à la population totale de ce pays. Si ce taux de pauvreté est le plus élevé des dernières années ou décennies, il n'en demeure pas moins que l'immense majorité de la population peut encore vivre à peu près normalement, et peu importe ici de quelle manière sont constitués les revenus de chacun ou de chaque famille, salaire, allocations diverses, aides ou dons. Cette majorité de la population n'est donc pas prête à remettre en cause l'ordre établi puisqu'il lui a épargné le pire jusqu'à présent. Il y a donc tout lieu de penser qu'elle demeurera subordonnée au capitalisme plutôt que de chercher les moyens de le remettre en cause. Certes sa situation se dégrade année après année, mais pas au point de devenir insupportable, il lui est donc possible d'envisager encore une amélioration de ses conditions d'existence ou de s'en tirer d'une manière ou une autre. Je ne fais pas là une analyse, je me livre à un simple constat en espérant que mes données sont correctes.

Pour que la situation sociale aboutisse à une crise révolutionnaire, il faudrait que ces rapports soient inversés et que l'immense majorité de la population laborieuse se retrouve le dos collé au mur, constatons que nous en sommes encore éloigné. J'ai bien précisé la majorité de la population, car pour certaines couches de la classe ouvrière, elle a dépassé le seuil de l'intolérable depuis longtemps. Essayons de percevoir la classe ouvrière dans sa diversité et non comme une classe homogène bénéficiant des mêmes conditions d'existence.

Par contre, on peut constater que la condition misérable qui caractérisait les conditions d'existence du prolétariat à la fin du XIXe siècle et du début du XXe dans les pays fortement industrialisés, s'est

déplacée vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud, au même rythme que les délocalisations ou le développement industriel de ces parties du monde. Si le maximum de profit ne peut pas être dégagé à la source dans les pays fortement industrialisés, il faut bien que le prolétariat d'autres pays s'y collent dans le cadre du marché mondial, qui s'il n'est pas extensible à souhait, dispose encore d'un potentiel qui n'a pas encore été exploré ou plutôt exploité. J'avais émis l'hypothèse il y a déjà un moment que le capitalisme n'avait pas encore brûlé toutes ses cartouches, mais que ce moment allait arriver forcément un jour, et Marx ne pouvait concevoir le capitalisme dans tous ses développements à partir du moment où la classe ouvrière ne serait pas capable de prendre le pouvoir

Une partie des profits réalisés par les entreprises des pays les plus développés par le biais de la surexploitation du prolétariat et de la paysannnerie dans les continents déjà cités, est reversée à la petite-bourgeoisie, aux classes moyennes et à l'aristocratie ouvrière, ce qui contribue à leur garantir un niveau de vie au-dessus de la moyenne, ce qui permet de maintenir une relative paix sociale et la stabilité des régimes politiques en place.

Quand on pense que Marx et Engels constataient à la fin du XIXe siècle que le prolétariat britannique s'était embourgeoisé, on n'ose imaginer quel diagnostic ils établiraient plus d'un siècle plus tard.

Marx et Engels ne pouvaient pas prévoir que le mouvement ouvrier international à l'exception de la tendance du POSDR qui allait donner naissance au parti bolchevik en Russie et de quelques groupes de militants dans d'autres pays, serait finalement complètement gangrené par le réformisme, puis le stalinisme, avant que le réformisme n'achève de le pourrir jusqu'à nos jours.

En 1887 Engels pouvait affirmer que le socialisme avait gagné le mouvement ouvrier. En 2009 après 70 ans de stalinisme et un siècle de réformisme, il faut à nouveau convaincre le mouvement ouvrier qu'il n'y a pas d'autre alternative au capitalisme que le socialisme.

On peut partir du *Manifeste du parti communiste* qui demeure d'actualité :

Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui.

La première affirmation est toujours exacte, mais il faut la replacer dans le contexte actuel qui n'a plus grand chose à voir avec celui de 1848. Le capitalisme doit réaliser toujours plus de profits, donc maintenir un taux élevé d'exploitation de la main d'oeuvre, ce qui se traduit à la fois par la paupérisation d'une partie croissante du prolétariat et l'existence d'un chômage de masse, tout en trouvant les moyens d'écouler ses marchandises toujours plus nombreuses sur le marché mondial. C'est le développement du capitalisme à l'échelle mondiale qui va lui permettre de résoudre temporairement cette contradiction ou d'en freiner les conséquences.

Dans le prolongement du colonialisme, le capitalisme va se délocaliser ou se développer dans de nouvelles régions du monde, principalement en Asie, là où la main d'oeuvre est la plus nombreuse, donc la moins coûteuse, faiblement organisée et soumise à des pouvoirs dictatoriaux, pendant que ces esclaves désarmés politiquement produiront des marchandises à moindre frais, les marchés des pays où le capitalisme était le plus développé les absorberont en grande partie, le marché américain en tête, les immenses profits ainsi réalisés permettront au capitalisme de garantir la paix sociale et le

maintien des régimes politiques en place en achetant la neutralité des couches supérieurs du prolétariat par le biais de ses syndicats et partis corrompus.

Le capitalisme français étant devenu *incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage*, il ne peut pas le liquider ou le jeter à la mer, il ne va pas non plus *le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui* ou pas tout à fait, ce sont en fait les nouveaux esclaves qui extrairont dorénavant à sa place les profits dont une partie servira à "nourrir" ses propres esclaves.

En résumé, les conditions objectives favorables à une mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière se sont déplacées en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, sans que les conditions subjectives n'aient commencé à mûrir à l'exception de l'Amérique Latine. Or c'est la conjonction des conditions objectives et subjectives qui seule peut permettre la lutte pour le pouvoir et la victoire sur nos ennemis. Qu'il manque l'une ou l'autre de ces conditions pour qu'il soit impossible qu'une situation révolutionnaire se traduise par une mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière, encore moins de vaincre.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que des millions et des millions de travailleurs soient jetés à la rue en France, que la pauvreté frappe la majorité de la population, alors oui on pourrait proclamer que l'un des deux facteurs objectives les plus importants pour qu'une crise révolutionnaire éclate, existe enfin, l'autre facteur objectif déterminant étant la crise politique du régime, le gouvernement réduit à l'impuissance ou au bord de l'éclatement, ce qui n'est pas du tout le cas non plus aujourd'hui.

Il faut ajouter que le gouvernement matraque certes les travailleurs, mais à côté, il fait en sorte qu'ils ne sombrent pas en grand nombre dans l'extrême pauvreté, les ONG servant de soupape de sécurité en dernier recours. Maintenir des millions de travailleurs dans la pauvreté ou maintenir en permanence une armée de réserve n'a jamais été incompatible avec la survie du capitalisme, tout est une question de quantité au-delà de laquelle le régime pourrait être menacé, ils le savent très bien et font en sorte de ne pas atteindre ou dépasser cette limite qui pourrait leur être fatale, reste à savoir si la crise du capitalisme ne fera pas céder cette limite, personne n'est en mesure de le dire aujourd'hui.

En dehors de ces conditions objectives nécessaires pour engager le combat pour le pouvoir qui font défaut aujourd'hui en France, existerait-il d'autres conditions qui pourraient les suppléer ?

Un camarade m'a écrit qu'il pensait que le refus de perdre certains acquis ou droits, de vivre tout simplement plus mal, pourrait déclencher une réaction de la classe ouvrière. Au regard de la dégradation de la situation sociale profondément engagée depuis déjà des années, on est en droit d'en douter fortement. Je lui ai répondu que l'être humain était capable de s'adapter à des conditions d'existence extrême sans chercher forcément à s'en extraire, ce qui laisse à réfléchir. S'il est vrai que la classe ouvrière ne se laissera pas réduire complètement en esclavage, elle est prête à endurer bien des sacrifices du moment qu'elle tire encore des avantages de sa situation, aussi précaire soit-elle. L'homme ignorant se fait une raison face à une situation qu'il ne comprend pas et qui le dépasse, c'est l'une de ses principales faiblesses. De la même manière qu'il trouvera toujours un bon prétexte pour s'enfermer dans l'inaction, il en faut décidément beaucoup pour qu'il passe à l'action. Il y a aussi l'inertie de l'histoire qui joue contre lui et qui le traîne en arrière comme un véritable boulet. C'est davantage l'instinct de survie plus que la volonté qui le conduit à agir, la révolution a besoin des deux. La crainte de l'inconnu et le mimétisme brise souvent sa détermination à agir pour changer sa condition, par crainte qu'elle ne soit pire encore après, sauf bien sûr s'il est au bout du rouleau, on en revient toujours là. Alors qu'est-ce qui peut le pousser à se mobiliser pour changer sa condition ? L'élévation de sa conscience politique, son développement intellectuel lié à son expérience de la lutte des classes ?

Dans une des préfaces au *Manifeste*, Engels écrira :

Pour la victoire définitive des propositions énoncées dans le Manifeste, Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de l'action et de la discussion communes.

On pourrait replacer cette perspective dans le contexte actuel en tenant compte des transformations qu'a connues la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, et affirmer que le développement intellectuel qu'a connu la classe ouvrière au cours des dernières décennies pourrait suppléer les conditions objectives qui font en partie défaut aujourd'hui et lui permettre à la prochaine étape de se hisser à la hauteur du socialisme.

Cette hypothèse est plausible, encore faudrait-il l'aider à avancer consciemment dans cette voie. C'est ce que s'emploient à faire les camarades qui tentent de l'organiser et de la mobiliser pour défendre ses revendications, encore faudrait-il que son engagement se situe dans la perspective du socialisme, qu'on lui donne effectivement les moyens théoriques ou intellectuels de saisir le plus clairement possible le contenu, la portée et l'objectif de ses actions, or c'est justement là que le bas blesse.

Sous prétexte que les choses ne se présenteraient pas exactement comme on le voudrait ou comme on s'y attendait, ils bradent les principes et le programme et cherchent des raccourcis pour construire un parti qui ne sera jamais en mesure de prendre le pouvoir. Si la classe ouvrière peut être amenée à poser la question du pouvoir à l'issue d'un processus au départ différent de ceux du passé, au fil de son développement, l'affrontement direct entre les classes posera dans des termes similaires les mêmes obstacles à abattre, les mêmes tâches à accomplir que lors de la Commune de Paris ou la révolution russe de 1917. Si l'on veut élever le niveau intellectuel du prolétariat pour reprendre la formule de Marx, ce n'est certainement pas en commençant par abandonner le marxisme ou en l'amputant de son objectif final qu'on y parviendra, ni en lui cachant la vérité.

A propos du POI.

Le POI tente de surfer sur la vague de licenciements qui balaie le pays. On pourrait lui reconnaître le mérite d'essayer d'organiser les travailleurs, mais dès qu'on veut aborder l'orientation politique dans laquelle se situe cette initiative, on s'aperçoit immédiatement qu'elle brille par son absence pour ne laisser place qu'à des illusions, les pires illusions qui soient pour le mouvement ouvrier et l'ensemble de la classe ouvrière, puisqu'elles concernent des partis qui n'ont eu de cesse de les trahir.

Le front unique que propose le POI se traduit dans les faits par la subordination de la classe ouvrière aux appareils. Faux, jugez plutôt.

Quelques morceaux choisis de l'*Appel de la conférence pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements* , Puteaux du POI du 15 et 16 mai 2009.

A l'adresse des dirigeants appartenant à des partis (PS, PCF, PG) qui soutiennent le capitalisme et le gouvernement :

"Aux dirigeants des partis : " *vous êtes des partis de gauche, vous avez le pouvoir d'appeler. Appelez ! Allez-y !* "" Vous pouvez attendre longtemps, il y a des militants qui attendent depuis 50 ans ! On avait entendu les mêmes lamentations en 2003 et 2004 à l'adresse des Thibault, Mailly, Chérèque et autres racailles, on connaît le suite.

Ou encore "*Qui pourrait comprendre que des dirigeants refusent d'entendre*", les travailleurs pardi ! Il y a des choses dans la vie que l'on sent plus que l'on comprend, le POI semble encore l'ignorer ou feint de l'ignorer au choix.

A Martine Aubry : "*qu'attendez-vous pour appeler ensemble*", ben voyons, pourquoi ne pas vous adresser à Jacques Delors pendant que vous y êtes ! Dommage que ne ne soit pas Strauss-Kahn (FMI) ou Pascal Lamy (OMC) qui soit premier secrétaire du PS !

"*Appelez en commun, décidez d'en appeler aux travailleurs*", ils ont mieux à faire en appelant aux électeurs, les travailleurs seraient sourds et aveugles et ne s'en rendraient pas compte.

Le culte des illusions se double inévitablement d'une impasse politique : "*Profondément convaincue de l'urgence d'arracher l'interdiction de tous les licenciements*", comme si cela pourrrait être possible sans chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République. Question : pourquoi ne pas le dire, pourquoi ne pas donner cette orientation politique aux travailleurs ?

Sur l'intervention de D. Gluckstein.

Il revendique le droit à l'exploitation.

"*Le droit inaliénable au travail est inscrit dans les constitutions depuis 1792.*", il doit ignorer que depuis cette époque des dizaines et des dizaines de millions de travailleurs n'ont jamais pu vivre décemment de leur travail qui était pour eux synonyme de servitude et de cauchemar. Les intérêts de quelle classe défend véritablement le POI ?

"*Pourquoi un gouvernement ne pourrait-il pas interdire les licenciements ? Notre parti, le POI se prononce pour un gouvernement qui interdirait les licenciements parce qu'il représenterait la classe qui travaille.*". Martine Aubry aussi le 25 avril à Toulouse ! (lu dans l'Appel de la conférence) Comme quoi on peut facilement tout dire et son contraire ou n'importe quoi.

Maintenant si les mots ont encore un sens, se prononcer ne signifie pas forcément combattre pour quelque chose, ainsi vous aurez pu remarquer que nulle part le POI ne reliait le combat pour l'interdiction des licenciements à la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul pourrait prendre cette mesure et constituerait une issue politique pour la classe ouvrière. Qu'il s'engage dans cette voie et je le soutiendrai, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, je le répète ici, j'exprime mon désaccord avec la ligne politique du POI sans être anti-POI.

Un regret ?

"*Est-il étonnant, dans ces conditions, que l'abstention s'annonce massive en juin prochain ?*" On en est tout retourné ! A qui s'adresse ici Gluckstein ? Aux appareils des partis qui participent à la mascarade du 7 juin, comme pour s'excuser de ne pas partager leur passion pour l'UE et de leur casser la baraque au passage ? Cela explique pourquoi le POI n'appelle pas au boycott, pour ne pas faire de tort à leurs petites camarades du PS et du PCF, on comprend, on comprend, le double langage habituel.

Et d'ajouter : "*Il ne sortira rien de ces élections européennes et du Parlement européen.*". Si, le soutien des tous les partis qui y auront participé à la construction de l'Union européenne, à sa politique destructrice de nos droits et acquis sociaux, partis à qui vous demandez justement de combattre cette politique, un contresens évident qu'il vaut mieux passer sous silence.

Le Parlement européen ne sert qu'à légitimer d'un verni démocratique des institutions antidémocratiques créées par et pour le capital.

Nous sommes d'accord qu'"*on ne se sortira pas cette situation sans la mobilisation de millions*", encore faudrait-il que ces "*millions*" aient une idée claire du premier objectif politique de leur combat : renverser Sarkozy et les institutions.

Le 19 mai

L'impérialisme américain a noyé l'Irak sous une pluie de bombes, l'impérialisme russe a perpétré un génocide en Tchétchénie, l'impérialisme chinois a exercé une répression féroce au Tibet, l'impérialisme sioniste a bombardé Gaza, le régime turc n'a pas hésité à violer la frontière avec l'Irak pour bombarder des bastions supposés du PKK, etc., alors pourquoi les autorités sri-lankaise et pakistaise encouragées par ces glorieux faits d'arme n'en feraient pas autant, garanties d'agir en toute impunité.

Le régime de Colombo est armé par la Chine, le LTTE à Sri-Lanka n'avait aucune légitimité, il était armé par l'Inde jusqu'à l'assassinat de Rajiv Gandhi en 1991, puis sans doute par d'autres pays intéressés davantage par la déstabilisation de l'Inde, en vain.

Toutes ces guerres sont à inscrire au tableau noir du capitalisme. Quelles seront les prochaines ?

Ils veulent nous réduire en esclavage.

Le groupe UMP de l'Assemblée a déposé une proposition de loi relative au travail du dimanche pour les commerces situés dans les zones touristiques et les grandes villes, annonce le groupe majoritaire.

La proposition souhaite définir des périmètres d'usage de consommation exceptionnel (PUCE) - lieux "où l'on a l'habitude de consommer le samedi et le dimanche" - uniquement pour les unités urbaines de plus d'un million d'habitants. (Reuters 18.05)

Comment peuvent-il prétendre que la population "a l'habitude de consommer le samedi et le dimanche" dans ces lieux puisque jusqu'à présent les commerces étaient fermés d'où ce projet de loi scélérat ?

C'est le doigt dans l'engrenage : à partir du moment ou les commerces seront ouverts le dimanche, ces commerces utilisent des services, par un exemple un photocopieur, un ordinateur et une imprimante, des banques froides, etc. s'ils tombent en panne ce jour-là, ils exigeront d'être dépannés dans la journée, les techniciens SAV devront donc travailler aussi, etc.

Je ne sais plus quel ministre avait expliqué que cela permettrait de créer 10.000 emplois. Si on l'écoutait, ceux qui actuellement ne peuvent pas faire leurs courses le dimanche pour cause de fermeture des commerces ce jour-là ne les font pas non plus un autre jour, dans ce cas-là c'est qu'ils n'avaient pas vraiment besoin d'en faire ! A moins qu'il ne s'agisse d'encourager l'achat de biens dont finalement on pourrait se passer, bref, consommer toujours plus tout et n'importe quoi... pour entretenir la machine capitalisme.

Le militant qui fera ses courses le dimanche en dehors du marché et du boulanger sera viré ! Idem

pour celui qui changera sa bagnole alors qu'elle peut encore très bien fonctionner pendant des années !

Vous pouvez juger le niveau de conscience politique de vos dirigeants, cadres, responsables et des militants en général à leur mode de vie et de consommation.

Attention, ils sont dangereux, en état de guerre et armés jusqu'aux dents.

Jean-François Herdhuin, directeur départemental de la sécurité publique (DDSP) de Seine-Saint-Denis a annoncé "*des renforts venant de Paris ainsi qu'une compagnie de CRS supplémentaire*" à La Courneuve, pour constituer "*des patrouilles renforcées très dissuasives, avec fusils à pompe et pistolets mitrailleurs*", qui devront "*agir avec discernement*" pour ne pas aggraver la situation. (LePoint.fr 18.05)

La société est à l'image du capitalisme qu'il faut balayer, pourrissant, décomposé, décadent, violent... Ce sont les représentants du vieux monde qui montrent l'exemple en recourant à la guerre contre les peuples afghan, irakien, palestinien, etc.

A l'origine le capitalisme repose sur le vol, ensuite dans l'impossibilité de justifier ce vol il recourt à la violence pour imposer ce type de rapports sociaux, à l'étape suivante, confronté à ceux qui refusent de plier sous le joug de la servitude et qui retournent la violence contre l'Etat (ou la propriété privée des moyens de production), il tend à criminaliser et réprimer toute forme de résistance du prolétariat à l'exploitationn y compris les grèves, manifestations ou occupations d'usines.

Un des aspects des rapports sociaux d'exploitation capitalistes qui me semble important aussi et que de nombreux jeunes rejettent spontanément, c'est le rapport permanent de soumission de dominant à dominé, de maître à esclave, dans lequel on est placé face à un patron, et qui s'exprime par le refus de travailler pour un salaire de misère.

Mon père menuisier en bâtiment a voué jusqu'à son dernier souffle un culte à ses employeurs-exploiteurs qui l'on maintenu toute sa vie dans la pauvreté d'où mes rapports conflictuels permanents avec lui. Combien de travailleurs sont-ils disposés à faire acte d'une telle soumission aveugle ?

En dehors de toute conscience politique et de toute perspective dans cette société de merde, quand l'Etat exige de la jeunesse qu'elle adhère à ses valeurs qui riment avec inégalités et injustices, qu'elle lui obéisse au doigt et à l'oeil par la crainte qu'il lui inspire, puis par l'usage de la force et de la répression, l'Etat exige en fait des jeunes qu'ils reproduisent à leur tour les rapports humiliants que leurs parents ont accepté souvent sans broncher, ce qu'un certains nombre d'entre eux refusent évidemment.

La délinquance dans laquelle sombre une partie de notre jeunesse est à mettre au compte de la résistance de la jeunesse contre le système économique inique qu'il nous faut liquider. On peut condamner son comportement lorsqu'elle frappe aveuglément des membres de notre classe, c'est un des paradoxes auquel malheureusement aboutit la survie du capitalisme, cela dit, rien ne peut justifier que des représentants de la classe ouvrière reprennent à leur compte les discours haineux de la ministre de l'Intérieur, sauf à vouloir soutenir le gouvernement.

Au moins on saura où trouver des armes le moment venu.

Quelques dépêches.

Comment ils comptent s'en sortir, suite.

L'émetteur américain de cartes de crédit American Express a annoncé lundi qu'il allait supprimer environ 4.000 postes supplémentaires, soit 6% de ses effectifs dans le monde, dans le cadre d'un plan de restructuration destiné à réduire les coûts de 800 millions de dollars (590 millions d'euros) supplémentaires pour le restant de l'année.

Ce nouveau programme fait suite à un plan de réduction de coût d'1,8 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros), comprenant 7.000 suppressions de postes, annoncé en octobre dernier. La compagnie a également gelé les salaires au niveau des cadres et ainsi que les embauches. (AP 19.05)

La restructuration de l'industrie financière continue.

Les petites banques américaines ont besoin de 24 milliards de dollars Près de 500 petites banques américaines sont encore menacées de faillite. (La Tribune 18.05)

Le 20 mai

A quoi bon ces causeries ? C'est la question que je me pose régulièrement. On est reparti pour un tour avec le front unique ! Je vais y revenir encore une fois dans un article. Pour l'écrire j'ai commencé à me poser les questions suivantes :

1- En quoi a-t-il permis de construire le parti au cours des dernières décennies ? ;

2- Qu'est-ce qui pouvait le justifier dans les années 20-30 ? (4 premiers congrès de l'IC, un article de Trotsky de 1935, Où va la France ?, le Programme de transition) ;

3- Quel était ses objectifs ? ;

4- Quel était le contexte de l'époque, de quelle manière se présentaient les différents facteurs, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes (à l'échelle mondiale), comment ont-ils évolué, sans quel direction, pourquoi ?

5- Qu'est-ce qui a changé depuis cette époque ? ; 6- En fonction des réponses à toutes ces questions, que faut-il conserver des enseignements du passé de la lutte de classe, quels sont les arguments qui sont toujours valables et ceux qui sont devenus obsolètes ?

6- Cette tactique est-elle ou non adaptée à notre époque (quelle que soit la réponse, la justifier) ?

7- Quelle tactique adopter dans la période ouverte par la dernière crise du capitalisme ?

En principe, ce ne devrait pas être à moi de poser ces questions, ce devrait être aux dirigeants de les poser et d'y répondre en confrontant leurs réponses devant les militants, pour qu'une réelle et sérieuse discussion puisse avoir lieu. Pourquoi ne le font-ils pas, pourquoi n'y tiennent-ils pas, que craignent-ils le plus ?

Vos dirigeants ne sont pas capables de voir plus loin que le bout de leur nez englués qu'ils sont dans leurs contradictions et leurs affaires de boutique. Prenez la crise du capitalisme, qu'ont-ils dit et écrit

depuis le milieu de 2007, rien, ils ont dressé un constat comme tout économiste ou publisciste bourgeois a pu le faire. Se sont-ils seulement aventurés à vous expliquer comment les capitalistes allaient une nouvelle fois s'en sortir ? Oui, quand ils étaient déjà placés devant le fait accompli et d'expliquer la hausse du chômage, les travailleurs qui allaient payer. En réalité, ils ont observé les conséquences de la crise et ils vous ont dit : voilà ce qui se passe. Et demain ? Demain quoi, on verra bien, à chaque jour suffit sa peine. Vous ont-ils expliqué comment se déroulaient habituellement les crises et les sorties de crise du capitalisme ? Comme des perroquets ils vous ont ressorti l'accumulation du capital à un pôle et la paupérisation croissante à l'autre pôle, et après ? Ils n'ont pas pu vous dire que la crise était le produit du dernier développement du capitalisme puisque pour eux il a cessé de se développer depuis un siècle, dogmatisme oblige ! Les pires sont encore ceux (PdG) qui prétendent que le capitalisme aurait encore de beaux jours devant lui, via un développement ininterrompu en oubliant au passage les aspects négatifs de ce développement.

De mon côté, après un moment d'hésitation car je n'avais pas saisi l'ampleur de cette crise par négligence des facteurs économiques, je me suis risqué avec mes faibles moyens à avancer quelques pistes pour comprendre cette crise et l'orientation à venir du capitalisme, j'ai évoqué l'immense spéculation générée autour des produits dérivés, j'ai soulevé le lièvre des créances pourries des banques en parlant de dizaines de milliers de milliards de dollars, tandis que les uns et les autres en étaient restés à la crise des subprimes, j'ai analysé cette crise en remontant au début des années 70 avant que les premières analyses y fassent référence, j'ai émis l'hypothèse que les profits des dernières décennies des banquiers et autres rentiers de la finance étaient déjà le produit de l'hypothèque des profits à venir dans des proportions gigantesques que l'on n'a pas encore pu mesurer avec précision, l'évolution de la crise nous le dira d'ici peu, pour finir j'ai indiqué qu'ils comptaient sur la Chine et les pays émergents pour sortir de cette crise, ce que les faits ont confirmé, l'extrait ci-dessous d'une dépêche Reuters du 19 mai le démontre si nécessaire, j'ai osé avancer qu'ils pourraient s'entendre au niveau mondial pour sauver leur système économique en misant uniquement sur la planche à billets (d'où sont sortis ces milliers de milliards de dollars, d'euros ou de yens), à côté, la nouvelle concentration du capital entre quelques mains, les fusions-acquisitions, étant les mécanismes classiques de sortie de crise, ne présentent ici qu'un intérêt secondaire. J'allais oublié le risque de déflation ou d'hyper inflation avec leurs conséquences, ajoutons que les sorties de crise sont généralement suivies de la hausse de l'inflation qui stimule la lutte de classe du prolétariat, il faut donc s'attendre à une amplification de la mobilisation de la classe ouvrière dans les mois à venir, la classe ne se mobilisant en masse non pas quand elle est sonnée par la crise ou la guerre, mais lorsqu'elle entrevoit la fin de ce calvaire, elle peut le saisir à sa manière comme une opportunité pour trouver une issue politique à la crise, reste à orienter son combat dans la bonne direction et l'aider à poser la question du pouvoir...

Le plus déconcertant dans tout cela, c'est qu'après deux ans de crise le mouvement ouvrier n'a pratiquement pas progressé d'un millimètre, pas davantage que la conscience politique de la classe ouvrière. Il est englué plus que jamais dans le réformisme et continue de tourner le dos au socialisme de Marx et Engels, et de conspuer le léninisme. Si la crise du capitalisme a permis de remettre d'actualité *Le Capital* de Marx et Engels, par contre celle du mouvement ouvrier n'a pas encore permis de remettre d'actualité le léninisme, le parti communiste.

Voici l'extrait de la dépêche en question : "Lula a profité de sa visite en Chine pour renforcer leur position commune selon laquelle la crise financière a été une bonne opportunité pour les pays en développement de faire entendre leur voix dans les forums économiques internationaux, puisque sans eux, surmonter la crise serait beaucoup plus difficile." (Reuters 19.05)

Les autres dépêches.

Comment désarmer politiquement la classe ouvrière. Mode d'emploi.

Le Tribunal de Grande Instance de Toulouse vient de donner tort à la direction de Molex et raison à ses 283 salariés.

Le secrétaire CGT du comité d'entreprise, Denis Parise se félicite de ce que « *la loi existe en France* », malgré les patrons qui voudraient bien la contourner.

L'ordonnance de référé vient en effet d'ordonner à la Sarl Molex Automotive de « *suspendre la mise en oeuvre du projet de restructuration et des licenciements économiques qui en résulteraient* ». Du moins, précise l'ordonnance, «*tant que le comité d'entreprise n'aura pas été régulièrement informé et consulté*». (libération.fr 19.05)

Ils s'en remettent à la justice des exploiteurs qui la prochaine fois ne concluera pas à la "suspension" du projet de restructuration et des licenciements économiques, mais l'entérinera, ayant substitué à la mobilisation des travailleurs contre les licenciements une décision de justice, leur sort ne leur appartenant pas, ils se retrouvent politiquement désarmés et livrés à leurs bourreaux.

La seule chose qui devrait nous intéresser.

Dites-moi dans ces conditions quels enseignements les travailleurs de cette entreprise tireront-ils de cette expérience ? Aucune ! Comme ils n'en tirent aucune en général des combats pour l'amélioration de leur sort puisqu'ils ne s'inscrivent pas dans la perspective révolutionnaire d'en finir avec le capitalisme et les institutions. Si le contraire était vrai, cela se saurait et se verrait depuis longtemps, non ? Les faits sont décidément bien têtus !

Vous vous imaginez peut-être qu'il suffirait d'une explosion sociale, d'une grève générale pour régler la question du pouvoir sans que les travailleurs n'y aient été préparés pendant de longues années, quelle illusion !

Vous trouverez dans le site la dépêche complète.

Outrage à sa majesté dit La talonnette : flics et justice aux ordres.

Le ministère public a réclamé mardi une amende de 100 euros contre l'enseignant marseillais qui avait crié "*Sarkozy je te vois*" à des policiers, lors d'un contrôle en gare Saint-Charles à Marseille. (AP 19.05)

Sarkozy ou la méthode Goebbels.

Sarkozy, lors d'une déplacement à Urmatt, dans le Bas-Rhin, a déclaré souhaiter que la "*majorité silencieuse, qu'on n'entend pas très souvent, dise ce qu'elle souhaite : de bonnes universités, des usines qui ne délocalisent pas, du travail, la récompense du travail, la valorisation du travail, le respect pour le travail*".(Reuters 19.05)

Sarkozy en défenseur du travail, Goebbels pouvait entonner ce refrain après que les sociaux-démocrates eurent remis le pouvoir à Hitler avec la complicité des staliniens ayant orchestré la plus dramatique défaite du mouvement ouvrier international au XXe siècle.

On réfléchira à l'affirmation trompeuse (POI-CCI) selon laquelle le prolétariat n'aurait subit que des

défaites mais ne serait pas défait. Certes, le mouvement ouvrier n'a pas été écrasé dans un bain de sang, pas besoin, il est déjà largement réduit au silence, et pour le reste il est inféodé au capitalisme que représente et défend Sarkozy, alors pourquoi employer les grands moyens lorsqu'on peut parvenir au même résultat à moindre frais, par exemple en corrompant les dirigeants du mouvement ouvrier.

Absolument tous les partis sont engagés à des degrés divers dans des organismes de collaboration de classes ou collaborent avec les dirigeants pourris des syndicats ou du PS, MRC, PCF, etc., Sarkozy le sait très bien, comme il sait qu'il n'existe dans ce pays aucun parti ouvrier *qui ne ressemble pas aux autres* (Marx) et qui propose une politique indépendante du capital et ses institutions...

Les dirigeants syndicaux vont turbiner... même le dimanche !

Le ministre du Travail Brice Hortefeux a assuré mardi que le texte de la nouvelle proposition de loi sur le travail du dimanche était "*équilibré*" mais "qui peut évoluer" après "*une grande concertation avec les syndicats*". (AP 19.05)

Voilà une annonce qui ne doit pas être anodine et qui est à rapprocher du commentaire ci-dessus.

Les assassins au chevet de leurs victimes.

Les Etats-Unis ont annoncé mardi qu'ils débloqueraient une aide de 110 millions de dollars (80 millions d'euros) au Pakistan pour la prise en charge des centaines de milliers de réfugiés qui ont fui les combats dans la vallée de Swat.

La secrétaire américaine d'Etat, Hillary Clinton a déclaré "*nous sommes prêts à en faire davantage si la situation l'exige*", une façon d'encourager les autorités pakistanaises à poursuivre cette guerre dont la population civile est la principale victime. (Reuters 19.05)

Il n'y a pas si lontemps l'administration américaine a versé des milliards de dollars au régime pakistanais pour qu'il intensifie la guerre contre les talibans, autrement dit, pour régler des dépenses militaires qui profitent en premier lieu à l'industrie d'armement américaine. Une fois le sale boulot largement engagé avec son lot de destructions et de terreur pour les populations de la région bombardée (le Swat), l'administration américaine fait acte de charité en venant à son secours en espérant peut-être obtenir la bénédiction du peuple pakistanais.

L'ironie de l'histoire.

Si le référendum sur le traité de Lisbonne avait lieu aujourd'hui en Irlande, le «oui» l'emporterait par 52% contre 29%, 19% n'ayant pas Lire la suite l'article d'opinion. Si on exclut les indécis, le «oui» l'emporterait par 64,5% contre 35,5%! C'est du moins ce qu'indique un sondage publié hier par le Irish Times et réalisé par l'institut TNS mrbi poll.

Rappelons que le «non» l'avait emporté, en juin 2008, juste avant la crise, par 53,4% contre 46,6%. Manifestement, les Irlandais ont pris conscience de la valeur ajoutée de l'Union en période de turbulence.

79% des sondés contre 10% estiment ainsi qu'à l'heure actuelle il vaut mieux faire partie de l'Union...Le nouveau référendum devrait être organisé à l'automne prochain. (libération.fr 19.05)

Mais où sont donc passés les syndicats ?

L'organisation de défense des Droits de l'homme Human Rights Watch a déploré mardi les mauvais traitements subis par les travailleurs étrangers sur le chantier de l'"île des musées" d'Abou Dhabi, aux Emirats arabes unis, où vont voir le jour notamment des succursales du Louvre et du Guggenheim. (AP 19.05)

Grève à la SNCF le 26 mai.

Les quatre syndicats de la SNCF (CGT, CFDT, Sud-Rail, Unsa) ont annoncé mardi, dans un communiqué commun, à l'issue d'une rencontre avec la direction, appeler à faire grève le 26 mai, journée nationale d'action à l'appel des huit centrales syndicales françaises. Le préavis déposé en fin de semaine dernière court du lundi 25 mai à 20 heures au mercredi 27 mai à 8 heures, et porte sur les thèmes de l'emploi, des salaires et du maintien du caractère intégré de la SNCF. (Lepoint.fr 19.05)

Une nouvelle journée d'action et de grève pour rien ou pour démoraliser davantage les travailleurs ?

Comment les banques tirent profit de la crise.

La Société générale surveille les opportunités d'acquisitions dans la banque de détail et veut poursuivre son développement dans les pays d'Europe centrale et de l'est, déclare Frédéric Oudéa, le directeur général et futur P-DG de la banque.

"*La Société générale entend participer, bien sûr, à la consolidation du secteur en Europe*", a déclaré Frédéric Oudéa lors de l'assemblée générale des actionnaires de la banque.

"*La crise c'est aussi une opportunité. Des actifs vont être mis en vente. Nous examinerons les différentes opportunités. Ces acquisitions se feront en banque de détail, en Europe ou dans les pays convergeant vers l'Europe où nous pouvons renforcer notre présence*", a-t-il ajouté.

"*La Société générale va donc continuer à se développer en Europe centrale et orientale, dans le bassin méditerranéen et en Afrique, tant en banque de détail que dans les services financiers*", a souligné le directeur général de la Socgen. (Reuters 19.05)

Des banques en faillite ou un tour de passe-passe ?

Le directeur général de JPMorgan & Chase James Dimon dit s'attendre à ce que plusieurs banques américaines reçoivent l'autorisation de pouvoir rembourser d'ici quelques semaines les milliards de dollars empruntés à l'Etat dans le cadre du plan Tarp de soutien au secteur financier.

Il s'exprimait quelques heures après que des sources ont dit à Reuters que Goldman Sachs, Morgan Stanley et pluieurs autres banques avaient demandé à pouvoir rembourser les fonds Tarp (Troubled Asset Relief Program).

Ces établissements souhaitent rembourser ces capitaux dès que possible afin de prouver leur bonne santé financière et d'échapper aux contraintes réglementaires liées au financement par les fonds publics, notamment en matière de rémunération. (Reuters 19.05)

The show of the capital must go on !

Le 21 mai

Un courriel que j'ai reçu sans la pièce jointe, donc ci-dessous son contenu.

Collectif National pour un Front Syndical de Classe (collectif.syndical.classe@laposte.net)

Solidarité avec Charles Hoareau !

Charles Hoareau, responsable syndical CGT dans les Bouches du Rhône, a été placé en garde à vue mardi 19 au matin. Convoqué au commissariat de Noailles à Marseille, sur plainte de la direction d'ADOMA, Charles Hoareau a été arrêté pour son action syndicale au côté des salariés de cette entreprise en lutte sans salaire ni allocation depuis novembre dernier. C'est une action collective visant à obtenir l'application des décisions de justice en faveur des salariés d'ADOMA, qui est à l'origine de la convocation de Charles.

Te voilà embastillé, Charles, pour le combat de légitime défense que tu mènes en solidarité de ceux qui sont victimes de violence sociale par un patronat qui empoche profit, cadeaux fiscaux, mais multiplie les licenciements et les délocalisations en saccageant un pays tout entier que les travailleurs ont construit de leur main.

En tout état de cause, alors que les luttes continuent de se développer dans de nombreux secteurs face à la crise et à la politique anti-sociale du gouvernement aux ordres du Medef et de l'UE, celui-ci a bien choisi d'accompagner la répression patronale des travailleurs en lutte, qu'il s'agisse des étudiants bloqueurs matraqués, des ouvriers de nombreux sites industriels confrontés aux vigiles du patronat, aux CRS et aux poursuites judiciaires, des syndicalistes d'EDF et GDF ou aujourd'hui de Charles Hoareau.

Contre ce pouvoir décidé à passer en force et à criminaliser toute résistance déterminée, il est nécessaire d'affirmer haut et fort notre solidarité avec l'ensemble des militants arrêtes et traînés en justice dans tout le pays. Et de construire le « tous ensemble en même temps » créant un rapport de force de haut niveau permettant à la fois de gagner sur les revendications et de rendre impossible l'acharnement policier et judiciaire contre les travailleurs en lutte.

Un rassemblement de protestation s'était formé à l'arrivée de Charles devant le commissariat. Il s'est maintenu toute la journée. A 18 heures 30 on apprenait que Charles Hoareau était en garde à vue et passerait la nuit au commissariat.

Ce matin à 7 heures un rasssemblement plus important encore avait lieu devant le commissariat à l'appel de l'Union départementale CGT. Les manifestants, qui ont bloqué le carrefour, dénonçaient les tentatives d'intimidations à l'égard de ceux qui agissent légitimement pour la défense des travailleurs.

"Liberté pour Charles Hoareau", pouvait-on lire sur les tracts, "liberté et justice pour les Caterpilars, pour les Conti, pour les agents EDF et GDF, pour les salariés qui défendent la réparation navale".

On apprenait vers 9 heures que tous les témoins entendus avaient confirmé : Charles n'a commis aucun délit et son intervention n'avait pour but que d'éviter une confrontation entre les salariés d'ADOMA et leurs employeurs. On attend la décision du procureur.

Lutte de classe. Evidemment, tous les militants ouvriers doivent soutenir tous les militants ou

travailleurs arrêtés par la police ou embastillés par la justice de Sarkozy.

Un dernier mot très vite. J'ai déjà préparé une lecture critique du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°47), je la mettrai en ligne demain. En attendant, si vous croisez un ouvrier dans les parages, demandez-lui donc qui était Spinoza auquel fait référence Gluckstein dans son éditorial, je ne vous en dis pas plus.

Les dépêches.

Plus une loi répressive : qui est le plus dérangé dans ce pays ?

Michèle Alliot-Marie a assuré sur Europe 1 que les tirs sur des policiers montraient que l'action du gouvernement était efficace puisque, selon elle, ils mettent en lumière le fait que les trafiquants de drogue étaient "dérangés".

Elle estime aussi qu'une loi sur la sécurité présentée prochainement au Parlement permettra une action plus efficace. Une vingtaine de textes ont été déjà votés sur le sujet depuis 2002. (Reuters 20.05)

Presque autant qu'il existe de contrats de travail précaires, simple coïncidence.

Psychose au palais.

Dans un communiqué le flic-président a fait savoir mercredi à l'issue d'une réunion en marge du conseil des ministres qu'il souhait que soit organisé "un suivi mensuel, département par département, des résultats de la politique de sécurité".

Il a demandé aussi au gouvernement d'accélérer le rapprochement entre la police et la gendarmerie et la mise en place de la police d'agglomération. (id)

418 suppressions d'emplois chez Cauval.

Le groupe Cauval Industries, premier fabricant français d'ameublement (les marques de matelas Dunlopillo, Simmons et Treca), annonce la suppression de 418 emplois dans ses usines en France.

"Il y aura des licenciements secs", a déclaré un porte-parole du groupe, dont le siège social est en Seine-et-Marne et qui emploie un peu plus de 3.000 personnes.

La fin de l'année a été marquée par l'annulation de commandes de grands groupes d'ameublement comme But, Conforama ou les chaînes hôtelières.

"La chute est tellement violente qu'il faut revoir les structures de l'entreprise afin d'être outillés quand le marché rebondira. La pérennité de la production en France n'est absolument pas remise en cause", a dit le porte-parole.

Dans un premier temps, Cauval va fermer son usine de Flaviac, en Ardèche, ce qui conduira à la suppression de 94 postes. Le site de Fougères, en Ille-et-Vilaine, sera réorienté vers la vente sur internet.

Au total, la douzaine d'usines du groupe seront affectées. (Reuters 20.05)

A Monaco la justice blanchit toujours les pillards et affameurs.

Le parquet de Monaco a classé sans suite une enquête sur les comptes bancaires détenus dans la principauté par Edith Bongo, l'épouse décédée du président du Gabon.

Deux comptes, sur lesquels étaient déposés au 27 avril environ 2,4 millions d'euros, ont été découverts après une enquête ouverte sur plainte de l'association Sherpa, qui lutte contre la corruption en Afrique.

Ces deux comptes ont été ouverts en mars 1998 à la Banque populaire de la Côte d'azur et à la banque Pasche en août 1998.

Les investigations n'ont pas permis de caractériser pénalement, au regard de la législation monégasque, les faits à l'origine des dépôts initiaux", dit le procureur général dans ce courrier adressé à Me William Bourdon, avocat de Sherpa. "Je suis conduit à procéder au classement de cette procédure", ajoute-t-il. (Reuters 20.05)

Allemagne.

Les bonnes nouvelles se suivent et se ressemblent.

Les prix à la production ont reculé de 1,4% en Allemagne en avril et affichent une baisse de 2,7% sur un an, montrent les statistiques officielles.

Les prix à la production n'avaient pas enregistré un tel recul en rythme annuel depuis juin 1987, selon l'Office fédéral des statistiques. (Reuters 20.05)

Etats-Unis.

Le lobby de l'armement toujours au pouvoir aux Etats-Unis. Qui en doutait ?

Le Congrès a voté l'autorisation de porter des fusils chargés dans les parcs nationaux américains et les réserves de faune sauvage. C'est une défaite cuisante pour les opposants aux armes à feu aux Etats-Unis. (AP 21.05)

Quel soulagement !

Le parti républicain n'aura pas à se prononcer sur une résolution appelant son rival démocrate, à changer son nom en parti "démocrate socialiste" des Etats-Unis. La direction du GOP a finalement renoncé mercredi à soumettre au vote une motion en ce sens. (AP 21.05)

Imaginez un peu, il s'en serait trouvé ensuite pour demander aux militants ouvriers américains de réaliser un front unique avec le parti d'Obama, ils ne savent pas à quoi ils ont échappés ! Nous en France, on y a le droit !

La démocratie est-elle compatible avec une justice d'exception ?

Le Sénat a infligé mercredi un sérieux revers au président américain en lui refusant le financement nécessaire au projet de fermeture de Guantanamo.

Les sénateurs, par un vote massif de 90 voix contre six, ont ainsi rejeté mercredi la demande de financement de 80 millions de dollars (58,7 millions d'euros) réclamés par les départements de la Justice et de la Défense pour le transfert des 240 détenus de la base américaine à Cuba.

La Chambre des représentants a pris des mesures similaires ces derniers jours, ce qui risque de compromettre le calendrier fixé par Barack Obama, qui a ordonné la fermeture du centre de détention d'ici janvier 2010.

"Le peuple américain ne veut pas que ces hommes marchent dans les rues des quartiers de l'Amérique", a expliqué le sénateur John Thune mercredi. "Le peuple américain ne veut pas non plus que ces détenus soient incarcérés sur une base militaire ou dans une prison fédérale près de chez eux."

Un juge fédéral américain a par ailleurs statué mardi soir que les Etats-Unis pouvaient maintenir indéfiniment certains prisonniers en détention militaires sans qu'ils soient inculpés. (AP 20.05)

Info et intox.

Le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, déclare devant une commission du Sénat, que le projet de rachat par l'Etat d'actifs à risque des banques, destiné à assainir leurs bilans, sera opérationnel au cours des six prochaines semaines.

Il a estimé à 123,7 milliards de dollars les capitaux encore disponibles dans le cadre du plan de soutien au secteur financier Tarp (Troubled Asset Relief Program) approuvé par le Congrès en octobre. (Reuters 20.05)

Pas sûr que cela sera suffisant pour désintoxiquer la bête immonde.

Mexique.

Déclin du PIB de 8,2% au premier trimestre.

Le Mexique a enregistré un déclin de son produit intérieur brut de 8,2% au premier trimestre de cette année, avant même que l'impact de la nouvelle grippe A(H1N1) ne se fasse sentir sur l'économie, selon les chiffres communiqués mercredi par l'agence statistique mexicaine. (AP 21.05)

Un projet qui prend l'eau.

En annonçant leur retrait du projet d'union monétaire dans le Golfe, les Emirats arabes unis (EAU) remettent en question la viabilité et la portée de ce plan dont les prémices ont été initiés il y a près de dix ans.

L'Arabie saoudite, les EAU, le Koweït, le Qatar et Barheïn négociaient la création d'une monnaie commune qui aurait pu, à terme, être librement échangée.

Le retrait des EAU, deuxième économie de la région affaiblit la force de projet et les analystes les plus pessimistes estiment même qu'il est presque mort.

Pour appuyer sa décision, les EAU invoquent leur réticence à admettre qu'une Banque centrale commune soit basée en Arabie saoudite.

La création d'une monnaie commune à ces pays exportateurs de pétrole, conjuguée à l'influence grandissante de l'euro et du yuan chinois, porterait un rude coup à l'hégémonie du dollar. (Reuters 20.05)

Irak.

Toujours plus pauvre. Mais riche en pétrole !

Près d'un Irakien sur quatre vit sous le seuil de pauvreté, selon une étude publiée mercredi par l'Autorité centrale des statistiques (CSA), un organisme public irakien.

Selon l'étude, 23% des 27 millions d'habitants vivent dans la pauvreté et la plupart se trouvent en zones rurales, a précisé le porte-parole de la CSA, Abdul-Zahra Hendawi.

M. Hendawi précise toutefois que le système de rations alimentaires en vigueur dans le pays a aidé à contenir la pauvreté.

"Nous nous attendions à un pourcentage plus élevé, mais le système de rations aide apparemment les pauvres à faire face à la situation", a-t-il déclaré à l'Associated Press. En vertu de ce dispositif, tous les Irakiens se voient remettre des cartes de rations alimentaires leur permettant d'acheter dix articles -sucre, farine, riz, lait en poudre, huile, thé, haricots, lait pour bébé, savon et détergent- pour un prix modique. (AP 20.05)

Quand la crise s'amplifie, même les poids lourds s'effondrent.

Volvo, deuxième fabricant mondial de camions, fait état d'un plongeon de 63% en avril sur un an des ses ventes, alors que la demande baisse encore sur ses principaux marchés.

Le suédois Volvo, qui vend des camions sous les marques Renault, Nissan, Diesel et Mack, et sous sa propre marque, précise dans un communiqué avoir vendu 9.196 poids lourds en avril dernier, contre 24.616 en avril 2008.

Le recul en avril a été encore plus fort que celui de 51% sur un an au premier trimestre 2009. (Reuters 20.05)

Le 22 mai

La lecture critique du dernier IO (n°47) demain.

La réaction sur toute la ligne, c'est quoi ? Mode d'emploi.

Je vous ai mis en ligne un article ultra réactionnaire du journal patronal *Les Echos*, « *Le sous-travail, un fléau qui gangrène la société française* », parce que je pense qu'il est intéressant de savoir ce qui se passe dans la tête des ordures qui conseillent les chefs d'entreprise et le Medef. Cet article est à vomir je vous préviens, son contenu s'inscrit dans la lignée du programme antisocial de Sarkozy en allant encore beaucoup plus loin. Je l'ai placé dans la rubrique "société", car c'était impossible de le caser dans la rubrique "sociale".

Son auteur, chef d'entreprise lui-même et conseiller scientifique de grands groupes, dénonce le "sous-travail", entendez par là que sur une journée de travail de 8h, les ouvriers (ou empoyés) qui ne sont que des tas de fainéants ne travailleraient en réalité que 4h, le reste du temps ils boiraient le café, discuteraient ou se baladeraient quand ils ne seraient pas en arrêt maladie, et il prône "une nuit du 4 août" pour abolir la fonction publique !

Thibault : 1999-2009 : ça suffit ! (il faudrait écrire : trop !)

Un camarade de la CGT m'a expliqué au téléphone que Thibault préparait le prochain congrès dans la continuité du précédent tendant à une Cfdtisation croissante de la CGT, qu'à tous les niveaux des instances du syndicat "les staliniens" resserraient les boulons pour tenter d'écarter les contestataires du 49e congrès, afin de réduire la CGT à un syndicat d'accompagnement du capitalisme.

Les lieutenants de la bourgeoisie Frachon, Séguy, Krazucki, Viannet, Thibault pour la CGT, Jouhaux, Bergeron, Blondel, Mailly pour FO, Maire, Kaspar, Notat, Chérèque pour la CFDT, etc., ont fait du bon boulot, ils ont subordonné jour après jour le syndicalisme au capitalisme au détriment de la mobilisation des travailleurs et du combat classe contre classe pour l'émancipation de la classe ouvrière du joug du capital.

Conciliation, compromission, cogestion, trahison, comment mieux caractériser ces dernières 60 années de syndicalisme qui portent la marque infâme du corporatisme.

Organiser et canaliser le rejet par la classe ouvrière du capitalisme qu'inspirait l'exploitation pour briser son élan afin qu'elle n'en viennent pas à remettre en cause la propriété privée des moyens de production, tel fut le rôle majeur des syndicats durant toute cette période que les améliorations de la condition ouvrière arrachées ou concédées par la bourgeoisie couvraient d'un voile opaque avec la complicité des appareils des partis ouvriers.

Une fois abandonné le combat pour en finir avec le capitalisme, les syndicats sont devenus des rouages du capitalisme et en grande partie des institutions, c'était inévitable.

De deux choses l'une, soit le combat pour des revendications transitoires est relié au combat pour l'émancipation du prolétariat et favorise ainsi sa prise de conscience de la nécessité d'abolir le capitalisme, soit le combat pour des revendications transitoires n'est pas relié au combat pour l'émancipation du prolétariat et il contribue finalement à renforcer la subordination de la classe ouvrière au capitalisme dont elle a tout à attendre. Dans le premier cas, le combat de la classe ouvrière dans ses syndicats est relié à la perspective politique du socialisme, dans le second, son combat se situe dans la perspective de la pérennité du capitalisme.

Briser l'unité du combat syndical et politique au nom de l'indépendance des syndicats par rapport au parti, ne pouvait aboutir qu'à favoriser et assurer la suprématie des idées de la classe dominante dans les syndicats, l'idéologie bourgeoise sous le masque du réformisme.

Pourquoi, c'est facile à comprendre, à partir où cette dichotomie était réalisée, le combat pour l'abolition du capitalisme devenait quasiment impossible du fait qu'il était coupé de toute perspective politique, il ne restait plus au syndicalisme de mener son combat sans le cadre du régime et des institutions en place.

Dit autrement, dès lors que le combat syndical contre le capitalisme ne se situe plus dans la perspective du socialisme, il se situe forcément dans une autre perspective, la collaboration de classes

qui enchaîne l'ouvrier à son patron.

Si le combat syndical doit se situer à la fois dans la perspective de l'abolition du capitalisme et la perspective du socialisme, c'est au combat politique de prendre le relais pour mener le combat pour le socialisme, ainsi les syndicats et les partis conservent leur autonomie tout en oeuvrant ensemble à la même cause.

Dans la mesure où le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, refuser de combattre dans les syndicats dans cette perspective, c'est capituler devant le capitalisme, vous aurez beau retourner la question dans tous les sens, vous arriverez toujours au même constat.

Si l'abolition du capitalisme ne se confond pas avec l'objectif du socialisme, que peut-il signifier, à quoi peut-il aboutir ? C'est uniquement un double langage pour camoufler en réalité son adaptation au capitalisme.

En attendant, je ne pense pas qu'appeler et participer aux prochaines journées d'action dont celle du 26 mai, soit opportun. Y participer, ce serait faire le jeu des appareils qui les ont organisées dans le seul but de briser le moral et la détermination des travailleurs qui cherchent une issue à la crise actuelle du capitalisme. Je pense qu'il faut les boycotter en expliquant pourquoi aux travailleurs.

Je sais que ce n'est pas facile, mais chaque fois que l'occasion se présente, il faut essayer d'isoler les dirigeants syndicaux qui marchent main dans la main avec Sarkozy et le Medef, et détourner les travailleurs des pièges qu'ils leur tendent, par exemple en leur proposant de rejoindre les comités d'unité pour l'interdiction des licenciements.

A ce propos, il faudrait joindre à ce mot d'ordre sous la forme la mieux appropriée la question du pouvoir d'achat, je n'aime pas cette formule mais elle permet d'inclure les travailleurs qui ont un emploi, les chômeurs, les rmistes, les retraités, les jeunes de moins de 25 ans au chômage, les stagiaires, les apprentis, tous les travailleurs qui ont un contrat de travail précaire ou qui ne travaillent pas à temps complet, ainsi on toucherait la plus grande partie des exploités.

L'Etat français : un régime policier ?

Sachez-le : Emettre un commentaire, à plus forte raison une critique, en présence de fonctionnaires assermentés peut conduire en garde à vue avec, à la clé, un procès pour délit d'outrage passible de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amendes.

Le nombre de faits d'outrages à dépositaire de l'autorité publique est passé de 17 700 en 1996, à 28 823 en 2003 et à 31 726 faits en 2008. (Libération.fr 20.05)

Que signifie l'inculpation pour «outrage» ou «rébellion» de victimes ou de témoins de mauvais traitements imputés à des agents de la force publique ? Que la police a tous les droits et pouvoirs et que vous n'en avez aucun ! Exagéré ? Pas si sûr.

Ainsi, le 21 juillet 2008 à Avignon, Patrick Mohr, metteur en scène suisse, eut le tort d'aborder un CRS pour lui demander pourquoi ils contrôlaient des musiciens africains (Libération du 3 octobre). Garde à vue, fouille au corps, et convocation au tribunal pour «outrage, incitation à l'émeute et violence envers des dépositaires de l'autorité publique». (même source)

Voilà un monsieur qui a osé poser une simple question à un CRS et qui pour cette raison se retrouve

poursuivi par la justice du flic-président. Après ils s'étonnent que les jeunes n'osent plus leur adresser la parole mais leur tirent dessus !

En Inde il y a déjà quelques années, au bureau d'immigration de Pondichéry qui délivre les visas, j'ai osé interpeller un fonctionnaire parce qu'il m'avait fait poiroter pendant près d'une heure sans raison apparente, il m'a menacé d'expulsion du territoire indien en m'aboyant dessus rien de moins.

La machine est grippée.

Les commandes en valeur reçues dans l'industrie française ont reculé de 0,5% en mars sur un mois (2,4 en février). Les commandes reçues de l'étranger ont subi une baisse plus importante de 5,3%.

Au cours des trois derniers mois, les commandes reçues dans l'industrie française (hors matériel de transport autres qu'automobile) se sont repliées de 8,1% par rapport aux trois précédents mois.

Sur la même période, la chute est notamment marquée dans le secteur des équipements électriques et électroniques (-12,9%), dans les autres produits manufacturés (-7,1%) et dans l'industrie automobile (-5,6%). (latribune.fr 20.05)

La précarité et la misère à vie comme perspective.

Selon l' OCDE "à terme, il conviendrait d'envisager l'extension du RSA aux moins de 25 ans". (latribune.fr 21.05)

Travail, famille, patrie !

Pour le ministre du travail, Brice Hortefeux, les baisses de salaires proposées par les patrons ne sont pas "choquantes" si elles sont accompagnées de "contreparties". (les travailleurs de Continental en savent quelque chose ! - Lutte de classe) "C'est aux salariés de déterminer si les mesures proposées permettent ou non de préserver l'avenir de l'entreprise (...) dans le cadre d'une négociation interne", a-t-il résumé, estimant qu'"en période de crise, l'effort doit être partagé". (LeMonde.fr 19.05) Plus cynique tu meurs !

D'un côté, des capitalistes qui se mettent des millions d'euros dans le poches, de l'autre, des millions de travailleurs et jeunes au chômage, réduits à la précarité et à la pauvreté, c'est leur conception du "partage" de l'effort : abolition du capitalisme !

Partir en vacances : un luxe !

Plus de la moitié des Français (52%) ne comptent pas partir en vacances cet été, et plus d'un tiers parmi eux y renoncent pour des raisons financières, selon une étude du cabinet Protourisme pour Europe 1 publiée mercredi.

Le taux de départ des Français ne cesse de baisser : ils étaient 51% à prendre des vacances l'été dernier, contre 55% en 2003. L'an dernier, 32% des non partants ont mis en avant le manque d'argent, contre 37% cette année.

Ce sont surtout les employés et les ouvriers qui resteront à la maison. Pour les foyers avec des revenus entre 1.200 et 2.000 euros nets par mois, le taux de non partants atteint 62%.

A l'autre bout de l'échelle sociale, les 20% de Français aux revenus les plus élevés partent de plus en plus. Le taux de départ pour les foyers dont les revenus mensuels sont supérieurs à 5.000 euros atteint 82%, contre 77% en 2008. (AFP 20.05)

Le 23 mai

Ma lecture critique du n°47 d'*Informations ouvrières.*

Dans l'éditorial de D. Gluckstein page 2, munissez-vous d'un mouchoir pour essuyer vos larmes :

"*Ni rire ni pleurer, mais comprendre, disait naguère Spinoza.*"

Et notre ouvrier lecteur d'*Informations ouvrières* de demander :

- Mais c'était qui ce dirigeant ouvrier que vous citez ?

Et notre professeur de lui répondre :

- D'où vous sortez vous, vous ne connaissez donc pas vos classiques, c'était un philosophe hollandais du XVIIe siècle !

- Dites-donc vous la science, vous ne me prendriez pas pour un gland dès fois ? Pourquoi vous faites référence à un type dont personne n'a jamais entendu parler ?

- Je ne m'adressais pas à vous en particulier !

- Excusez-moi, je croyais en lisant le titre de votre journal qu'il s'adressait aux ouvriers en particulier.

"*Qu'en conclure ?*"

Ce que vous voudrez.

A qui le POI s'adresse-t-il et à qui peut-il inspirer confiance ?

L'article signé Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI fournit quelques éléments qui permettent de répondre à cette question. Ou le loup dans la bergerie ?

Des admirateurs de la République française, il y en a à l'UMP, au Nouveau Centre, au MoDem, au PS, au MRC, au PdG, au PCF, chez les Verts, rien de plus normal jusque là. Le POI au chevet de la République française, qu'est-ce que cela signifie, je ne connais l'Etat des capitalistes, la République française, que sous la forme de la Ve République, en aurait-elle une autre qui nous aurait échappée ?

"*Comme chacun sait, je suis venu au POI dans le cadre de mon mandat de maire d'une petite commune rurale ; j'y suis venu parce que je constatais le délabrement de la République française*"

Si la "République française" qui vous est si cher apparemment n'était pas dans un état de "délabrement" avancé, il serait impossible de remettre en cause l'Etat bourgeois et d'entrevoir la possibilité de le renverser. Ne serait-ce pas votre objectif ? Le "délabrement" de la forme de

domination de classe de la bourgeoisie est le produit politique du "délabrement" du capitalisme. On n'a ni à s'en réjouir ni à le regretter, on doit s'en saisir pour aider les masses à comprendre qu'elles n'ont rien à attendre de ce régime...

L'histoire du mouvement ouvrier s'arrête pour lui au XIXe siècle, pratique pour nier la révolution russe qui a donné naissance au parti communiste en 1920.

"*Personnellement, je pense qu'il n'y a eu que trois périodes d'action ouvrière dans l'histoire de France : la grande Révolution de juillet 1789 à juillet 1794 ; la Deuxième République de février à juin 1848 et son gouvernement provisoire, qui abolit l'esclavage et voulut inscrire dans la Constitution le droit au travail pour tous ; enfin, la Commune de Paris de mars à mai 1871*"

Les derniers navires des négriers ont quitté les ports de Nantes et de Bordeaux aux alentours de 1900, quant à la guerre du Tonkin inaugurée en 1883 si je ne me trompe pas (par la coqueluche des ouvrièristes de l'Education nationale : Jules Ferry), les républicains et les socialistes de l'époque avaient dû la lancer au nom des valeurs que vous défendez, celle de la République française.

Que dire de ce "droit au travail", qu'il était autre chose que le droit à l'exploitation donné aux exploiteurs ne rompant pas en cela avec l'esclavagisme ? Aurait-il existé dans ce pays depuis 1789, un autre Etat que l'Etat au service des capitalistes ?

Comme dira Lénine, l'expérience de La Commune nous a servi à comprendre ce que nous devions faire et ce que nous ne devions pas faire, pour le reste La Commune n'est pas un exemple à suivre puisqu'elle s'est soldée par une défaite, sauf à vouloir reproduire indéfiniment les mêmes erreurs. Il y a des dirigeants ouvriers qui tiennent compte des expériences de la lutte de classe et en tirent de précieux enseignements, ce fut le cas de Marx, Engels, Lénine et Trotsky notamment, et il y en a d'autres dont Jeanneney qui en sont incapables.

"*Il faut prendre les classes dans leur mouvement, se régler sur leur tête et non sur leur queue. Malheur à qui reste sur place !*" (*Où va la France ?* - Trotsky)

Il en est de même des révolutions !

La négation du marxisme ou le marxisme ravalé au rang du républicanisme bourgeois ! On frôle ici la calomnie envers les fondateurs du socialisme scientifique, j'explique en quoi plus loin.

"*Je pense également que dans ce domaine tout a été dit par Jean-Paul Marat et Louis Antoine de Saint-Just. Ce qui a été écrit ensuite par les théoriciens du socialisme n'est qu'un développement des idées professées par le courant républicain de 1789, qui sont résumées dans la devise de la République : liberté, égalité, fraternité*"

Le problème de Jeanneney, c'est qu'il ne développera pas les idées "des théoriciens du socialisme" parce qu'ils ne les partagent pas, mais la devise de la République dont se réclame notamment Sarkozy et bien d'autres représentants du capital. Vous me corrigerez si je me trompe, je ne pense pas que Sarkozy puisse se réclamer de la République sociale pour laquelle combattait Marx et Engels. On a les références qu'on peut.

De plus, on ne se réclame pas de la liberté en général comme le fait Jeanneney et peut très bien le faire n'importe quel bourgeois (par exemple, la liberté d'entreprendre, de nous exploiter.), Lénine et les bolcheviks associeront le combat pour la liberté à la nécessité d'abattre le régime autocratique et

semi-féodal de Nicolas II. Jeanneney ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes ou alors il se trompe d'époque et de combat.

Le combat pour l'égalité pouvait se justifier à l'époque du capitalisme ascendant, mais cette époque est révolue, je ne suis pas sûr que Jeanneney en soit vraiment convaincu.

Ajoutons que Marx expliquera que pour bien faire, compte tenu de l'inégalité qui existe natuellement entre tous les individus, aucun ne disposant des mêmes dispositions et des mêmes capacités, le droit devrait être inégal et non égal pour respecter ces différences afin de permettre l'épanouissement de chacun dans une société débarrassée des classes sociales et de l'Etat, donc Jeanneney peut remballer son égalitarisme qui n'est qu'un voile pour masquer la domination de classe de la bourgeoisie et assurer sa pérennité, la classe ouvrière et son parti peuvent très bien combattre pour obtenir des droits sociaux et politiques sur leur propre terrain dans l'objectif de renverser le régime.

La fraternité était prônée par les républicains et les socialistes bourgeois pour mieux enchaîner les masses au capitalisme. Jamais Marx ou Engels n'ont prôné comme valeur de manière générale la fraternité entre les classes contrairement à ce que Jeanneney voudrait nous faire croire insidieusement, à l'exception de situations particulières, passagères et très rares et bien circonscrites, mais toujours en situant ce principe sur le terrain général de la lutte de classe du prolétariat dont on ne voit pas trace ici.

C'est au nom de la "fraternité" qu'aujourd'hui les ONG se substituent aux services publics et viennent au secours à la fois des victimes du capitalisme et des régimes politiques honnis par les masses. En soulageant la population des méfaits du capitalisme, cette "fraternité" ne sert finalement qu'à assurer la survie du capitalisme et de régimes corrompus.

Ceux qui justifient cette "fraternité qui pue à plein nez l'hypocrisie et la bonne conscience du petit-bourgeois par les souffrances qu'elle atténue parmi les couches les plus misérables du prolétariat et de la paysannerie, voudraient sans doute combattre le capitalisme sans laisser de victimes derrière eux, ils rêvent peut-être d'une révolution ou d'une transition au socialisme sans morts, sans verser la moindre goutte de sang ; crasse ignorance ou illusion criminelle, nous ne renverserons jamais le capitalisme et ses institutions politiques sans guerre civile, sans faire le sacrifice de travailleurs et militants.

La seule fraternité que l'on peut concevoir ne peut pas se situer au niveau d'un Etat qui n'est pas le nôtre, mais entre exploités uniquement. Si l'Etat et la République ne sont pas les nôtres, alors comment leurs valeurs pourraient être les nôtres ? Question élémentaire qui apparemment a échappé à Jeanneney. Au passage, on retrouve le même discours à la Libre pensée ou la franc-maçonnerie.

La fin du monde est proche camarades, préparez-vous à vous convertir au bol de riz !

"*au rythme de 3 000 licenciements par jour, il n'y aura bientôt plus dans quelques années un seul emploi en France à part les petits boulots et le travail au noir, avec pour conséquence la mort des services publics et la fin de la République.*"

Encore un qui n'a rien compris, dramatiser la situation n'a jamais abouti à un autre résultat : démoraliser la classe, la diviser et briser sa détermination. Marx et Engels l'avaient bien compris, eux qui au lieu de se lamenter sur le triste sort de la classe ouvrière avec laquelle ils partageaient le destin, se servaient de chaque coup qu'elle prenait comme point d'appui pour les dresser contre le régime en place.

La fin du monde est proche camarades, préparez-vous à vous convertir au bol de riz :

"*au rythme de 3 000 licenciements par jour, il n'y aura bientôt plus dans quelques années un seul emploi en France à part les petits boulots et le travail au noir, avec pour conséquence la mort des services publics et la fin de la République.*"

Encore un qui n'a rien compris, dramatiser la situation n'a jamais abouti à un autre résultat : démoraliser la classe, la diviser et briser sa détermination. Marx et Engels l'avaient très bien compris eux qui au lieu de se lamenter sur le triste sort de la classe ouvrière se servaient de chaque coup qu'elle prenait comme point d'appui pour les dresser contre le régime en place.

La fraternité version Jeanneney : le nationalisme !

"*Pour reprendre une formule révolutionnaire : « La patrie est en danger. » Il y a nécessité de rassembler les forces qui défendent les intérêts du peuple, et c'est l'intérêt du peuple qui est primordial*", ainsi soit-il monsieur le contre-révolutionnaire : le prolétariat n'a pas de patrie ! (Marx)

"*La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec des questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eut-il occupé ? Indubitablement, la position patriotique.*" (Trotsky sur Jaures - 17 juillet 1915)

Une impuissance qui dénote une cruelle incompréhension.

"*pitié pour les victimes du capitalisme sauvage, qui vont bientôt composer la majorité des Français !*"

Un, cela ne risque pas d'arriver avant longtemps, sauf approfondissement de la crise que Jeanneney pas plus que nous n'est en mesure de prévoir ; deux, gardez vos larmes de crocodiles pour les futurs victimes de la répression qui accompagnera le soulèvement des masses, en attendant, ce n'est pas de pitié dont la classe ouvrière a besoin, mais d'armes pour combattre le régime, se mobiliser et le renverser.

Et vous savez pourquoi cette prose aux relents de républicanisme bourgeois ? Parce qu'apparemment le NPA a répondu par une fin de non-recevoir à la proposition du POI d'une marche unie sur Paris pour interdire les licenciements.

"*C'est avec beaucoup de déception que j'ai lu la réponse du comité exécutif du NPA à la proposition de rencontre que lui avaient adressée les quatre secrétaires nationaux du POI. Déception... malaise... gâchis... Voilà mon sentiment. Je me pose vraiment la question : comment étouffer ces remugles de rancoeur que l'on constate dès lors qu'il s'agit de communiquer à défaut de collaborer ?*"

Sauf erreur de ma part, en me connectant sur les sites internet di POI et du NPA je n'ai pas trouvé trace de cette réponse du comité exécutif du NPA.

C'est aux dirigeants du PS, du PCF, du PdG, du NPA, de LO que Jeanneney demandait "*pitié*" plus haut. Je me demandais si un militant qui se livre à ce genre de lamentation avait vraiment sa place à la direction d'un parti ouvrier. J'ai autant le droit que n'importe quel militant à poser cette question.

Ah Jeanneney est tombé dans le panneau de l'illusion qui consistait à faire croire aux travailleurs et

aux militants que les dirigeants de ces partis en viendraient à mettre en péril le régime ! Je comprends mieux.

Finalement, votre conception du front unique a du plomb dans l'aile, réfléchissez donc à la manière dont on pourrait l'utiliser autrement, j'ai fait une proposition dans ce sens-là.

Abordons maintenant les réponses formulées par le PS et le PCF à la délégation de la conférence des délégués.

Pour la délégation PCF :

"*Les dirigeants du PCF font état des initiatives propres au PCF et d'autres, communes : rencontres avec les partis de gauche, comme produit de l'unité syndicale imposée par la rue. On s'efforce de chercher à réaliser la riposte la plus large.*"

Pour la délégation PS :

"*Nous ne voulons pas, par certains mots d'ordre, mettre en cause les relations avec les syndicats, l'unité syndicale est un pas en avant.*"

Quel est leur point commun : l'unité des dirigeants pourris des syndicats... avec Sarkozy contre la classe ouvrière qu'il ne faut surtout pas bousculer ou remettre en cause, autrement dit ils en partagent le contenu et l'objectif, soutenir le régime par tous les moyens, les journées d'action en font partie.

Une intervention dont je partage l'orientation. (page 7)

"*...Denis Langlet,des Yvelines, mandaté par le comité de liaison industrie, qui rassemble des délégués et militants de 15 entreprises de la métallurgie. Pour lui, la solution réside dans « l'appel aux salariés, à leurs organisations, en ouvrant une perspective interentreprises, interprofessionnelle, en organisant par nous-mêmes, en prenant notre bâton de pèlerins, en allant dans les boîtes à l'entour, en discutant ». Il met en garde quant à « l'unité des partis politiques » et insiste : « Il s'agit de mener une campagne dans le pays, dans les usines, pour que nous puissions, sur la base des assemblées générales souveraines, avec des délégués mandatés, construire le front de la classe ouvrière avec ses organisations, à la base, qui imposera aux chefs politiques qu'ils s'unissent avec nous, derrière nous, pas devant nous, pas dirigés par eux, dirigés par nous, sur nos objectifs. ».*"

On n'est pas loin de la proposition que j'ai formulée dans mon article du 21 mai. Il faudrait préciser : pas d'appel en direction des dirigeants des partis, trois lettres cela suffit, c'est déjà trop à mon goût mais passons.

Cette démarche me semble la bonne, le front unique n'est plus conditionné aux appareils qui doivent se soumettre à la volonté des délégués élus, à chaque militant dans son parti de s'adresser ou non à ses dirigeants, de comprendre ou non leurs réelles intentions, au-delà, de rester dans ce parti ou d'aller voir ailleurs.

Page 13, Daniel Gluckstein secrétaire national du POI, en conclusion du meeting :

"*Sans doute, les dirigeants* (PS, PCF, PdG - Lutte de classe) *de ces partis hésitent parce qu'ils hésitent à rompre avec la classe capitaliste et avec l'Union européenne*".

S'il vous plaît ne nous refaites pas ce coup-là, chacun sait qu'ils ne rompront jamais avec le capitalisme, ce n'est pas moi qui l'affirme mais Trotsky dans le *Programme de transition*.

La fin de son intervention me convient parfaitement.

"*Oui, il s'agit de préparer le mouvement d'ensemble qui balaiera la pourriture de ce vieux monde décomposé. Et plus grande sera l'abstention, plus grand sera le rejet, plus grande et plus rapide sera la vague qui balaiera tout ça.*
A bas l'Union européenne, vive la classe ouvrière !"

Dommage qu'il n'ait pas ajouté : A bas Sarkozy et les institutions de la Ve République, mais il y viendra !

Pas de fric ?

L'Elysée relance le chantier du pôle régional de gendarmerie de Lyon estimé à 156 millions d'euros, abandonné à la dernière minute le 15 avril au motif que son fonctionnement serait trop 'onéreux'.

Ce programme immobilier, le plus important de la région Rhône-Alpes, est financé grâce à un groupement d'opérateurs privés : ils se sont engagés à construire et maintenir en état les 36 bâtiments et 440 appartements qui doivent, en 2012, accueillir 1 200 militaires et leurs familles.

En échange, le groupement loue le site à l'Etat pendant trente ans, moyennant un loyer annuel de 12 millions d'euros. 'Vous imaginez l'impact d'une telle installation, se félicite M. Abadie, le maire de Sathonay-Camp. On va bâtir 600 logements, une chaufferie-bois, créer de nouvelles routes, ouvrir dix classes supplémentaires et un restaurant scolaire'. (Lemonde.fr 22.05)

De qui se foutent-ils : les 1 200 militaires et leurs familles qui s'installeront dans la base de Sathonay-Camp ils viendront bien de quelque part, ils laisseront bien derrière eux 600 logements vides, dix classes et un restaurant scolaire vides.

A Guantanamo ? Non, dans la France de Sarkozy.

Deux hommes et une femme, âgés d'une vingtaine d'années et considérés comme des proches de membres du groupe Coupat mis en examen dans l'enquête antiterroriste sur les dégradations commises contre des lignes ferroviaires à grande vitesse en novembre 2008, ont été libérés jeudi après plus de trois jours de garde à vue sans qu'aucune charge ne soit retenue à leur encontre.

Julien Coupat reste le seul en détention provisoire, six mois après sa mise en examen. (lexpress.fr 22.05)

La justice et la ministre de l'Intérieur cherchent en vain comment elles pourraient remplir un dossier désespément vide.

Etats-Unis.

BankUnited, qui avait 12,8 milliards de dollars d'actifs et $8,6 milliards de dépôts dans la banque de détail, est la plus grosse faillite bancaire depuis le début de l'année aux Etats-Unis. (Reuters 22.05)

Bon week-end à tous.

Le 24 mai

Le 24 mai

Pas le temps pour une causerie, on a eu un gros orage et pas de courant depuis hier soir.

J'attends les réactions à ma proposition de participer aux comités d'unité initiés par le POI de la part des camarades qui me demandaient instamment quoi faire. Je leur ai répondu à travers cette proposition qui est conforme à l'orientation politique que je défends, j'y reviendrai demain. Dans le courrier des lecteurs du dernier IO, j'ai lu un courriel que m'avait également adressé un camarade, le contenu était identique en dehors des initiales.

Deux dépêches.

Le temps joue contre eux.

L'administration Obama commence à admettre que la sortie de crise ne se déroulera pas comme annoncé. "*Le processus de reprise sera plus long*" qu'elle ne l'envisageait lors de l'élaboration du budget, il y a deux mois, a expliqué, vendredi 22 mai, le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner.

Ce budget, le plus déficitaire adopté depuis 1946, misait sur un recul limité de la croissance en 2009 (à - 1,2 %) et sur une relance économique forte dès 2010 (+ 3,2 %), pour se stabiliser au-dessus de 4 % à partir de 2011. Las, a noté M. Geithner, l'accès au crédit tarde à se desserrer. Surtout, les ménages, comme les entreprises, dans l'incertitude, pensent plus à épargner qu'à acheter ou investir. (Lemonde.fr 23.05)

Seule la lutte de classe du prolétariat peut contrecarrer leurs projets.

Couac au gouvernement.

Interrogée ur les propositions émises jeudi par M. Darcos de réfléchir à la création d'"*une force mobile d'agents*" intervenant "*sur des missions de prévention et de contrôle*" de la violence et pour fouiller les élèves, Mme Alliot-Marie fait part de son scepticisme. "*On ne va pas installer des commissariats dans les écoles, ni morceler les forces de police pour créer une brigade spéciale pour chaque problème.*" (LePoint.fr 23.05)

A demain.

Le 25 mai

Pour revenir sur la bataille engagée par le POI et les comités d'unité pour une marche unie sur Paris pour interdire les licenciements.

Je ne crois pas et je n'ai jamais cru que cette marche pourrait avoir lieu dans l'état actuel des choses. Les partis que le POI a contactés n'y appelleront jamais parce que leurs intérêts sont liés au maintien

en place du régime capitaliste.

Personnellement, comme je l'ai expliqué, je suis contre tout appel en direction des dirigeants des autres partis, à l'exception du NPA et de LO qui n'ont jamais été au pouvoir.

Il est clair que si les dirigeants du POI persiste dans la même voie, ils vont droit dans le mur ou une impasse compte tenu du refus des dirigeants des autres partis d'appeler à cette marche unie. Alors ils vont être rapidement (immédiatement) confrontés à la question : comment continuer ce combat, quelle forme pourrait-il prendre pour aller de l'avant ? J'ai une proposition à avancer.

Les militants et les comités existants connaissent les entreprises où les travailleurs sont confrontés à des plans de chômage partiel ou de licenciements dans leurs régions, par ailleurs il est facile de se procurer le nom et l'adresse des 1824 grandes entreprises du pays.

Le prochain objectif : une conférence nationale réunissant les 1824 délégués des 1824 grandes entreprises, les délégués des fonctionnaires (un par ministère ou corps de métier) et les délégués des comités d'unité.

S'il n'est pas possible de convaincre au moins un travailleur sur des centaines ou des milliers de chaque entreprise, c'est qu'il est impossible dans la situation actuelle de mobiliser la majorité puis la totalité de la classe ouvrière, dans ce cas-là il faudrait abandonner la perspective de la marche unie sur Paris et recentrer le combat sur la nécessité de construire la force politique au côté du POI qui permettra d'en finir avec le régime, car il sera impossible de se fixer un autre objectif.

Personne n'est en mesure de dire si la crise va encore s'aggraver, combien de temps elle va durer et de quelle manière elle prendra fin, par contre, on sait par expérience que chaque sortie de crise s'est accompagnée d'une mobilisation du prolétariat, la classe ouvrière estimant que la fin de la crise pour les capitalistes sonnait le glas de la fin de la crise pour elle aussi. Dans cette perspective, il sera possible de mettre à l'ordre du jour une issue politique à la crise et de mobiliser la classe ouvrière contre le régime et les institutions, de poser directement la question du pouvoir.

La question va être de savoir dans quelle condition la classe ouvrière abordera cette nouvelle étape de la lutte des classes. Sera-t-elle déjà organisée à un niveau suffisant pour pouvoir submerger les appareils et réaliser son unité ou les appareils réussiront-ils encore une fois à canaliser et pourrir son mouvement ?

Si notre objectif est vraiment de renverser Sarkozy et la Ve République, ce n'est pas une minorité des exploités qui doit se soulever mais la totalité qui doit être entraînée dans le processus révolutionnaire, sinon il sera impossible de vaincre.

La question du parti n'est pas résolue pour autant ce qui n'est pas moins inquiétant.

Le temps joue contre le capitalisme.

On vient d'avoir la preuve que sans attendre la fin de cette crise, la spéculation avait repris de plus belle, ce qui pourrait déclencher à brèves échéances de nouvelles réactions en chaîne et amplifier la crise. Rien ne dit que les licenciements massifs, le recours généralisé au chômage partiel et les baisses ou blocages de salaires seront suffisants pour assurer le redémarrage de l'économie, autrement dit pour garantir aux investisseurs qu'ils réaliseront les profits escomptés. (A suivre)

Lutte Ouvrière : radicale dans son discours, conciliante dans la pratique.

http://europeennes.blog.lemonde.fr/2009/05/23/nathalie-arthaud-lo-les-classes-populaires-n%e2%80%99attendent-rien-des-elections-europeennes/

Nathalie Arthaud, en finir avec les banquiers, les patrons et actionnaires des 1824 grandes entreprises en France, pas vraiment, il faudrait faire avec :

"*Il faut que les populations, que les travailleurs imposent un contrôle sur ces puissances capitalistes, qu'ils imposent un contrôle sur leurs capitaux, sur leurs projets pour les empêcher de nuire.*"

Arthaud veut imposer aux classes dominantes qu'elles organisent elles-mêmes la remise en cause du capitalisme, on est en plein délire.

Il est impossible de contrôler quoi que ce soit sans avoir pris au préalable le pouvoir politique, c'est le b.a ba du marxisme. Prétendre contrôler les capitalistes alors qu'ils détiennent toujours le pouvoir politique, c'est entretenir une cruelle illusion, au-delà cela s'appelle la collaboration de classes. On se demande chez ces gens-là à quoi a bien pu servir deux siècles de lutte de classe, quelles leçons ils ont pu en tirer, apparemment pas grand chose. On se demande parfois si le mouvement ouvrier n'est pas tombé sur la tête.

Question du Monde.fr : Votre priorité si vous êtes élue ?

Réponse d'Arthaud : "*Défendre le principe que l'Europe doit donner à tous ses habitants ce qui existe de meilleur en termes de droits sociaux et démocratiques, notamment en matière des droits du travail et des droits des femmes.*"

L'Europe telle qu'elle existe, c'est-à-dire l'Union européenne qui pourrait se transformer par miracle en un outil au service des intérêts de la population laborieuse, grotesque.

La conséquence de l'absence cruelle d'une Internationale ouvrière.

Si une Internationale ouvrière existait, ce genre de discours serait intenable dans la bouche d'une représentante d'organisation parlant au nom de la classe ouvrière. Idem pour une autre Europe (NPA) ou une union libre (POI) de je ne sais quoi.

Pour un salaire de misère.

Le rapport final du comité d'évaluation des expérimentations du RSA présidé par François Bourguignon de l'Ecole d'économie de Paris a été transmis au Parlement le 22 mai.

Les données y figurant ont été collectées dans les 33 départements qui se sont portés volontaires pour expérimenter le dispositif à partir de l'automne 2007 ou du printemps 2008.

Au total, 15 000 personnes ont été concernées. Selon le document, le taux d'entrée en emploi de ces allocataires du RSA qui était de 4,5 % en mai 2008 (quand le chômage était encore en régression dans le pays) n'a cessé de se dégrader pour tomber à 2,5 % en mars 2009, suivant en cela la détérioration du marché du travail. La chute la plus sensible intervient début 2009, période marquée par une forte remontée du chômage. Mais il serait faux de conclure un peu rapidement que le RSA ne sert à rien. En effet, en dépit de la situation économique dégradée, le rapport d'évaluation remarque

que pendant la période observée (de janvier 2008 à mars 2009) « le taux d'entrée en emploi [...] a été supérieur » dans les zones qui expérimentaient le RSA comparé à des zones témoins où il n'y avait pas ce dispositif.

Au cours de ces quinze mois, le taux moyen d'entrée en activité a été de 3,38 % dans les zones expérimentales contre 3,1 % dans les autres zones. Cette différence de 0,28 point aux allures dérisoires correspond pourtant à « un surcroît de 9 % du taux d'entrée en emploi dans les zones expérimentant le RSA » comparé aux autres, pointe le rapport. « En grossissant légèrement le trait, on pourrait donc dire qu'il y a un peu moins de 9 chances sur 10 que le RSA ait un effet positif sur la reprise d'emploi », souligne le document. Explication : l'« accompagnement » plus personnalisé des allocataires dans les zones d'expérimentation a joué favorablement.

Financièrement, le RSA assure à ceux qui reprennent une activité - même à temps très partiel - un revenu supérieur au RMI actuel (454 euros pour une personne seule). Ainsi, pour un emploi à mi-temps payé sur la base du Smic, le bénéficiaire touchera au total 722 euros : au salaire de 519 euros net, vient s'ajouter une allocation RSA de 203 euros. Le dispositif va évidemment être appliqué à tous les travailleurs pauvres déjà en activité, qu'ils soient passés ou non par la case RMI. Il s'agit en général de salariés à temps partiel non choisi. Lors d'une conférence de presse organisée mi-mai, Martin Hirsch, avait estimé que « l'effet direct immédiat » du versement du RSA en sus du salaire fera franchir le seuil de pauvreté (880 euros par mois) à « 700 000 personnes ». (Libération.fr 23.05)

Commentaire : Sur 722 euros, retirez le loyer et les charges, les factures d'électricité, de gaz, d'eau froide et d'eau chaude, de téléphone, d'accès à Internet, les impôts locaux, l'assurance habitation, l'assurance de la bagnole ou du scooter, les frais de parking, les frais de transport pour aller bosser, combien reste-il pour bouffer, se vêtir, vivre décemment, ne parlons pas des vacances ou des distractions, de la culture ?

Bonne semaine à tous.

Le 26 mai

La révolution prolétarienne et le combat pour le socialisme dévoyés.

"Un bras de fer oppose, dixit Jean-Luc Mélenchon, « la révolution par les luttes» du NPA d'Olivier Besancenot à la «révolution par les urnes » du Front de gauche (FG).

Entre un NPA farouchement protestataire et un PS déboussolé par le Modem, Mélenchon rêve de « mener la marche », confiait-il samedi à Libération dans le TGV de retour d'un meeting au Mans (Sarthe). Pour lui, « le principal enjeu » de ce scrutin est de devancer le NPA. Une condition sine qua non pour convaincre les centaines de milliers de « militants politiques, associatifs et syndicalistes » formant le « premier cercle de la gauche » de transformer le Front de gauche en « Front populaire » après le 7 juin. « On est passé de 2 % à 6 % sans aucune exposition dans les médias. Et pourquoi pas 10 % ! » claironnait un ex-jeune socialiste lors d'un meeting du Mans." (Libération.fr 25.05)

Ni les luttes en soi ni les urnes n'ont jamais produit la moindre révolution, autrement dit, le NPA et le PdG même combat, dont Mélenchon situe l'objectif en cas de crise politique : un nouveau "*front populaire*", un gouvernement à facture ouvrière gérant la société pour le compte du capitalisme.

Mélenchon et le PdG clairement du côté du capitalisme.

Le PdG en faisant « *le principal enjeu* » de ces élections de devancer le NPA n'a qu'une vision électoraliste de la lutte des classes, il n'entend pas se couper du PS en vue des élections régionales de 2010 sans lequel ni lui ni PCF n'auront d'élus ou peu. Mélenchon peut fustiger l'opportunisme du NPA, dans le genre il en connaît un rayon ! Le PdG n'est qu'un appendice du PS.

Hier j'ai proposé une stratégie opposée à celle de Mélenchon, en orientant résolument le combat en direction notamment des travailleurs des 1824 grandes entreprises du pays pour à terme constituer ce qui pourrait être l'embryon d'une assemblée des délégués élus des comités contre la politique du gouvernement et les institutions, un organisme politique indépendant incluant les partis, qui à la prochaine étape posera directement la question du pouvoir politique. Et quand il parle de "*transformer le Front de gauche en « Front populaire »*", il ne nous dit pas comment il compte s'y prendre pour y parvenir, apparemment il s'appuierait sur "*les centaines de milliers de « militants politiques, associatifs et syndicalistes »*", alors que je propose de s'appuyer sur la mobilisation de millions de travailleurs du secteur public et privé, sur l'avant-garde de la classe ouvrière qui veut en découdre avec le régime pour entraîner à terme les masses dans son combat, ce qui n'est pas forcément le cas des « *militants politiques, associatifs et syndicalistes* » gangrenés par le réformisme, formés à l'école de l'anticommunisme ou qui confondent communisme et stalinisme.

L'enfer est souvent pavé des meilleures intentions, ce que peu de militants sont capables de discerner malheureusement, mais la lutte des classes des prochains mois pourrait les aider à y voir un peu plus clair.

J'arrête là ma causerie car il n'y a pas de courant depuis déjà deux heures.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner n'aurait pas gardé le même cap des contre-réformes ? Trois infos qui le confirment si nécessaire.

1- Le porte-parole de l'UMP propose donc de «créer un nouveau droit pour les salariés» : celui de travailler pendant la période où ils se trouvent en arrêt maladie ou en congé maternité. (AP 25.05)

2- Les députés ont engagé lundi soir l'examen d'une proposition de loi UMP, soutenue par le gouvernement, qui prévoit notamment d'assouplir les procédures de prêt de main-d'oeuvre entre entreprises.(Reuters 25.05

3- Le Journal officiel publie ce jeudi les mesures promises par le gouvernement en faveur de l'emploi des seniors. (La Tribune 21.05)

Le droit des femmes, le droit du travail, le droit à la retraite, tout y passe !

Ils ont encore signé un accord avec le gouvernement.

Le gouvernement et les partenaires sociaux du travail temporaire ont signé lundi un accord d'environ 23 millions d'euros sur 2009 et 2010 pour développer l'emploi et les compétences des intérimaires, massivement touchés par la crise, afin de "préparer la sortie de la crise".

Vous ne voyez pas où se trouve le lézard ? La sortie de crise ne rimera pas avec CDI, même pas avec CDD, mais avec intérim. Le patronat fourbie ses armes dans cette perspective. A les entendre, le patronat et le gouvernement seraient plein de bonnes intentions envers les travailleurs.

Il est urgent d'intervenir pour préparer ces salariés à la sortie de crise", a estimé Arnaud La Tour, président de la fédération patronale (Prisme).

"L'intérim a subi un choc énorme et silencieux. Comme ce sera le premier secteur sollicité au moment de la reprise, l'accord vise notamment à donner une qualification aux plus fragilisés par exemple dans l'automobile ou le BTP, un secteur où les compétences vont évoluer avec le développement durable", a déclaré le secrétaire d'État à l'Emploi Laurent Wauquiez devant la presse.

Pour Jacques Solovieff, directeur général du Faf TT (fonds de la formation pour l'intérim), l'accord constitue "un projet ambitieux et réaliste" répondant à un "sentiment d'urgence".

"Cette intervention en faveur des intérimaires via le Fonds d'investissement social (Fiso) était nécessaire, mais ne suffit pas", selon Sébastien Delahaye, chargé de l'intérim à la fédération CFDT des services, craignant que "les intérimaires ne soient exclus du fonds d'urgence pour la formation professionnelle puis du fonds de sécurisation des parcours professionnels".(AFP 25.05) Aucune crainte à avoir de ce côté-là, quelle racaille !

Hirsch ou l'intox avait bien sa place dans le gouvernement antisocial Sarkozy-Fillon.

Constatant que plus de 80 mesures pour les jeunes ont été prises en 30 ans en France, "cela fait 30 ans que ça ne marche pas et je fais partie de ceux qui pensent qu'on peut renverser les tendances", a affirmé M. Hirsch sur RTL.

On "doit pouvoir" inverser la tendance "entre 3 et 5 ans", a-t-il précisé. (AP 25.05)

Bref, vous êtes jeune, vous êtes dans la merde, sans idéal ni avenir, ne vous en faites pas, soyez patient, dans trois ans votre avenir s'éclaircira, vous aurez le droit de voter pour... Sarkozy !

Une nouvelle charrette.

La direction de l'équipementier télécom canadien Nortel va demander la mise en liquidation de son site de Châteaufort (Yvelines), ce qui entraînera la suppression de 500 emplois, rapporte Le Figaro dans son édition de lundi. (Reuters 25.05)

Des médecins qui n'aiment pas les travailleurs pauvres.

"22% des spécialistes de secteur 2 interrogés refusent très clairement de recevoir et de soigner les patients bénéficiaires de la CMU", selon un collectif d'une trentaine d'associations de malades, le Ciss, qui tenait lundi une conférence de presse pour présenter les résultats de cette enquête effectuée auprès de 466 spécialistes de 11 villes différentes pouvant pratiquer des dépassements d'honoraires au-delà des tarifs Sécu (secteur 2).

Toujours selon cette enquête, 73 % des médecins "testés" acceptent le patient, tandis que 5 % "acceptent le patient sous conditions". (Lepoint.fr 25.05)

Un cas d'école pour comprendre comment les multinationales préparent la suite.

Danone lancera dans les prochains jours une augmentation de capital de trois milliards d'euros dont l'objectif principal est de réduire la dette financière du groupe agroalimentaire.

Elle devrait aussi lui permettre de financer des acquisitions de taille petite ou moyenne et d'accroître sa flexibilité en matière de cession d'actifs non stratégiques, a précisé Emmanuel Faber, le directeur général délégué de Danone.

Le groupe continue de tabler sur une progression continue de la marge opérationnelle courante en données comparables et sur une croissance de 10% de son bénéfice net courant dilué par action en données comparables.

Evoquant la politique d'acquisitions de Danone, Emmanuel Faber a indiqué que le groupe entendait "la poursuivre sans l'accélérer" tout en observant qu'il était possible que la crise économique "crée de ce point de vue des opportunités".(Reuters 25.05)

Grève à la BCE.

Les salariés de la Banque centrale européenne (BCE), insatisfaits du projet de modification de leur régime de retraite, ont lancé le premier appel à la grève de l'histoire de l'institution pour le 3 juin, veille de sa prochaine réunion de politique monétaire.

Une manifestation est prévue pendant une heure et demie autour du sigle en néons géant de la BCE, au pied de son siège de Francfort. Les salariés prévoient aussi de bloquer les rues avoisinantes.

Le syndicat Ipso (International and European Public Services Organisation), à l'origine du mouvement, contestent les modifications prévues et déjà décidées du régime de retraite, qui incluent une augmentation obligatoire des cotisations retraite des salariés et une réduction des mesures incitant aux départs en retraite anticipés.

La grève, si elle a lieu, sera la première de la BCE en 10 ans d'existence. L'arrêt de travail est prévu à partir de 14h00 GMT.

L'Ipso compte quelque 450 membres parmi les 1.500 salariés de la BCE. (Reuters 25.05)

Thaïlande.

La baisse du 1,9% (en données CVS) du PIB au cours du premier trimestre 2009 intervient après la chute de 6,1% de l'activité économique au quatrième trimestre 2008.

En glissement annuel, la Thaïlande a subi une contraction de 7,1% de son PIB.

La National Economic and Social Development Board (NESDB) - l'agence de planification économique anticipe désormais une contraction comprise entre 2,5% et 3,5% cette année, ce qui serait la plus mauvaise performance économique du pays depuis la crise économique qui avait sévi en Asie en 1998. (Reuters 25.05)

Canada.

Le déficit fédéral canadien sera cette année "substantiellement plus" élevé que les 33,7 milliards de dollars canadiens (30,1 milliards de dollars US) prévus dans le budget de janvier, a déclaré le ministre des Finances, Jim Flaherty. (Reuters 25.05)

Le 27 mai

Le front unique des dirigeants syndicaux avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. Mode d'emploi.

Echec de la journée d'action du 26 mai, 80.000 manifestants dans toute la France selon le ministère de l'Intérieur.

Face à la crise, "*le gouvernement doit mettre le 'social' au centre de sa politique économique*", et le patronat "*assumer ses responsabilités*" ont déclaré les huit grands syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA, Solidaires) à l'issue de cette journée. (AP 25.05) Il ne fait que cela !

Au lieu de s'appuyer sur l'absence de légitimité du gouvernement et l'illégalité du capitalisme qui conduit la société au chaos, demander au gouvernement antisocial de faire du social et aux patrons de prendre leurs responsabilités, ce qu'ils font d'ailleurs très bien, revient à subordonner le sort de la classe ouvrière au gouvernement et à l'enchaîner au char du capitalisme dans sa course infernal vers l'abîme, c'est finalement lui interdire toute issue politique sur son propre terrain de classe.

Les dirigeants pourris des syndicats tendent la perche aux patrons. Leur mot d'ordre : tous au chômage partiel pour sauver le capitalisme !

Patronat et syndicats vont discuter d'un nouveau calendrier de négociations sociales apprend-on, il faut donc s'attendre au pire, surtout qu'à l'ordre du jour les bureaucrates syndicaux ont proposé un "*accès facilité pour tous au chômage partiel*", au lieu de rompre avec le gouvernement et le patronat et d'engager le combat pour : pas un seul licenciement. Ils encouragent ainsi le patronat à recourir au chômage partiel, sans doute une revendication ouvrière, ils sont même incapables d'avancer la nécessité du maintien intégral de salaire.

Vous voulez faire quelque chose avec ces gens-là ? Vous voulez être complice de leur politique criminelle et de leurs trahisons ?

N'y aurait-il pas mieux à faire en développant à travers tout le pays un réseau de comités d'unité pour constituer à terme un parlement ouvrier indépendant et souverain appelant à renverser Sarkozy et les institutions de la Ve République pour exproprier les capitalistes ?

Organiser la classe dans l'unité et lui proposer une issue politique pour en finir avec le régime, y aurait-il une autre voie pour élever son niveau de conscience politique et construire le parti ?

Election européenne. Cherchez l'erreur.

L'abstention menace d'atteindre un nouveau record le 7 juin après les 57,2% de juin 2004, selon une enquête Ipsos pour SFR, Le Point et 20 Minutes diffusée mardi.

Le taux de participation est estimé entre 35% et 39% d'après cette étude. (Reuters 25.05)

Parallèlement, dans un nouveau sondage Eurobaromètre, commandé par le Parlement européen, désormais, 49% des citoyens européens sont certains d'aller voter contre 34% lors de la précédente enquête d'opinion.

Parmi les raisons invoquées pour ne pas aller voter, le sentiment que le vote ne changera rien (61%).

(Libération.fr 25.05)

Je n'ai jamais vu autant d'efforts pour convaincre les gens d'aller voter mais il est difficile de prédire quels en seront les effets", dit Roland Freudenstein, directeur de l'European Policy Centre à Bruxelles. (Reuters 25.05)

Si une immense majorité de la population laborieuse estime que le vote du 7 juin ne changera rien, cela signifie clairement qu'elle n'a pas confiance dans les partis qui y participent. Ce constat rejoint celui au niveau national qui aboutissait récemment à la même conclusion à propos des partis institutionnels se réclamant de la classe ouvrière. Alors si la majorité des travailleurs n'ont pas confiance dans ces partis pourris, appeler à voter pour eux, c'est dire aux travailleurs, vous vous trompez, ces partis ne sont pas si mauvais que cela, c'est directement les inviter à cultiver de nouvelles illusions dans ces partis. Pourquoi ? Par incurie politique ou pour masquer ses liens avec ces partis, au choix ou les deux à la fois.

Ceux qui appellent à voter pour les listes de "gauche" pour infliger une défaite à Sarkozy ne s'embarrassent pas vraiment de scrupules et balancent les principes par dessus bord. Ainsi on se demandera sur quel critère repose leur position, il faudrait que ces alchimistes nous expliquent comment un vote en faveur de partis favorables à la construction européenne pourrait se transformer en un vote utile pour les travailleurs, sachant que l'UE n'est qu'une machine à broyer tous nos droits ou acquis sociaux à laquelle participent justement ces partis, et s'agissant du NPA et de LO, on sait par expérience qu'ils se posent uniquement en prétendants à cette misérable fonction. Dans mon dernier article sur le NPA, je rappelais que les élus de la LCR et de LO s'étaient abstenus ou avaient voté des textes scélérats lorsqu'ils étaient présents au Parlement européen.

Il y en a qui n'ont pas encore compris que ce n'est pas en apportant de l'eau au moulin de partis se réclamant de la classe ouvrière qui collaborent avec le gouvernement ou les appareils des syndicats, que l'on aidera la classe ouvrière à y voir plus clair dans la situation pour se situer exclusivement sur son propre terrain de classe, ce qui devrait être le cas de ces partis mais ne l'est pas et ne le sera jamais compte tenu de leur nature sociale inféodée au capitalisme.

Le front unique des dirigeants du PS et du PCF (notamment) et des dirigeants syndicaux en l'absence d'un puissant parti révolutionnaire, se réaliserait forcément contre la classe ouvrière et déboucherait inévitablement sur un nouveau front populaire, qui dans la situation actuelle ouvrirait la voie à une dictature, au fascisme.

Si le parti bolchevik avait été incapables de développer sa propre politique indépendante sans se soucier des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires liés à la bourgeoisie, jamais il n'aurait pu renverser le gouvernement de front populaire.

De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, c'est ce qu'il manque le plus aujourd'hui aux dirigeants du mouvement ouvrier.

Ils sont tous très forts pour vomir sur l'UE, et dès qu'il y a les élections au Parlement européen ils appellent à voter ! Ils ont exactement le même comportement vis-à-vis des appareils, des institutions, du régime finalement, quel opportunisme !

Si demain les ambassadeurs des différents pays présents à l'ONU étaient remplacés par des parlementaires élus, il y a fort à parier qu'ils appelleraient à particper à cette farce grotesque.

Le tout répressif.

Selon Le Figaro, Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur envisage la confiscation et la revente des véhicules pour sanctionner les comportements les plus graves (alcool, drogue, excès de vitesse de +50 kms/h).

Les nouvelles charrettes.

France.

La direction de Goodyear-Dunlop a annoncé mardi en comité d'entreprise extraordinaire un nouveau plan social prévoyant la suppression de 817 postes dans l'usine d'Amiens-Nord, a-t-on appris de source syndicale. (AP 25.05)

Japon.

D'ici mars 2010, le groupe compte supprimer 800 postes de non-titulaires, notamment sous contrat à durée limitée ou à temps partiel, sur un effectif de 2.900 salariés au Japon, selon le porte-parole Katsuhiko Kaneko. Deux cents autres postes des services notamment commerciaux seront éliminés au Japon et à l'étranger.

Nikon en escompte une économie annuelle de 8 milliards de yens (60,7 millions d'euros; 84 millions de dollars). Le groupe prévoit une perte nette de 17 milliards de yens pour l'année fiscale s'achevant en mars 2010. L'an dernier, il avait enregistré un bénéfice net de 28,1 milliards de yens et un chiffre d'affaires de 879,7 milliards de yens. (AP 25.05)

Le 28 mai

Vous êtes particulièrement silencieux depuis quelque temps, je m'attendais à davantage de courriels à la suite de ma proposition de participer aux comités d'unité initiés par le POI, qui n'était pas un appel à rejoindre le POI je tiens à le préciser encore une fois pour qu'il n'y ait pas de malentendus entre nous.

Comme je ne suis pas sur le terrain, je me demande comment se passe dans la pratique la concurrence que se livrent les comités initiés par le POI et ceux du NPA, comment les militants ressentent-ils cette concurrence ?

On peut regretter qu'ils ne combattent pas dans les mêmes comités, en même temps je me dis qu'il vaut mieux qu'on entende davantage parler de ces comités plutôt que des ONG ou des associations qui ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes. Et puis, si cela permet même indirectement et publiquement la confrontation des idées, on se dira qu'elle permettra de rendre plus claires aux yeux des travailleurs et jeunes les réelles intentions de chacun pour aboutir à la reconstruction d'une avant-garde du prolétariat digne de ce nom.

Pour revenir sur les élections européennes.

Comment peut-on dire d'un côté qu'il faut rompre avec l'Union européenne, et d'un autre côté y participer ? Cela tient du double langage. C'est tellement élémentaire, non ? On nous dit que l'UE est

une dictature, un organisme supranational au service exclusif des multinationales, etc., et dès qu'elle vous siffle vous répondez présents, curieux non ?

L'UE n'a pas été créée sur les décombres d'une classe sociale au profit d'une autre (progressiste) si on voulait la comparer aux différents Etats nationaux tels qu'ils existent aujourd'hui, elle est le produit d'une alliance des capitalistes pour faire suer eau et sang au prolétariat et garantir la pérennité de sa domination sur les classes exploitées, elle ne peut donc avoir aucun contenu progressiste, d'autant plus qu'elle a été constituée alors que la période ascendante du capitalisme était déjà terminée depuis plus d'un demi siècle.

On pourrait expliquer de la même manière pourquoi les Etats dans leur forme actuelle dans les pays dits en voie de développement ont forcément un caractère ultra réactionnaire lorsqu'ils ne sont pas des dictatures militaires ou civiles s'appuyant sur l'armée. Si le trait marquant de la dernière période dans les pays développés a été la remise en cause de la démocratie, même bridée ou incomplète, on ne voit pas comment un organisme créé par le capital pourrait revendiquer un rôle progressiste du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, le faire croire c'est tromper les masses.

L'UE présente le paradoxe suivant qui est le produit du capitalisme en crise à l'époque de l'impérialisme, qu'elle a été créée pour satisfaire l'appétit jamais assouvi des multinationales, tout en prétendant défendre les intérêts des capitalistes de chaque pays qui la compose, or elle ne peut pas remplir ces deux missions à la fois, donc elle favorise les intérêts des capitalistes les plus puissants au détriment des plus faibles pour les évincer, l'impérialisme américain tirant son épingle du jeu face à des pays divisés...

Décryptage.

Le titre d'une dépêche (Reuters 27.05) qui alimentera les infos télés, radios et papiers : *Le moral des ménages poursuit sa remontée en mai.*

Diable, en voilà une bonne nouvelle... pour Sarkozy !

Un peu étrange non ? Manipulation ? Ils disent que les "ménages" sont optimistes, et immédiatement après ils disent le contraire ! Ils ne savent plus à quel saint se vouer, une façon non avouée d'exprimer une crainte, la crainte d'une explosion sociale ?

Lisons maintenant le premier paragraphe en entier : "*Le moral des consommateurs a enregistré une nouvelle amélioration au mois de mai mais demeure à un niveau très bas, selon l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages publiée par l'Insee.*"

Donc le titre était exagérément optimiste et ne reflète pas la réalité.

Allons voir plus loin : "*L'enquête montre que l'opinion concernant le chômage s'est nettement détériorée...*", pardi, en voilà une surprise avec des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires en prévision !

Un optimisme sur fond de rumeur de sortie de crise et d'inflation qui devrait les inquiéter :

"*Les ménages sont légèrement plus optimistes sur l'évolution future du niveau de vie en France alors que leur opinion sur l'évolution passée du niveau de vie se dégrade légèrement.*"

Est-ce par inconscience ou parce qu'ils pensent que la lutte des classes a de beaux jours devant elle et débouchera forcément sur quelque chose que les ménages sont "*légèrement plus optimistes*" ?

"*La perception des ménages sur leur situation financière passée se dégrade légèrement mais ils sont légèrement plus optimistes sur leur situation financière future.*"

Mais voilà qu'ils nous disent le contraire :

"*Ils sont aussi un peu plus pessimistes sur leur capacité future à épargner.*"

Comment peut-on être à la fois optimiste sur sa "*situation financière futur*" et pessimiste sur sa "*capacité future à épargner*" ? Rien ne les arrête !

Les auteurs de cette enquête qui se place forcément au côté des travailleurs prendraient-ils leurs désirs pour la réalité :

"*Les ménages s'attendent enfin à une diminution de l'inflation dans les mois à venir*", après les milliers de milliards de dollars ou d'euros mis sur le marché par le biais de la planche à billets, ils rêvent éveillés ou ils ignorent de quelle manière se développe une crise du capitalisme.

Les collabos en action.

Une énième réunion réunissait hier après-midi syndicats patronaux et les dirigeants de cinq syndicats - CGT, CFDT, Force ouvrière, CFE-CGC et CFTC.

Selon les syndicats, la délégation patronale composée du Medef, de la CGPME et de l'UPA a proposé l'ouverture de quatre chantiers, sur l'emploi - mais sous l'angle de l'accompagnement des suppressions d'emplois -, sur le dialogue social, la politique industrielle et économique et sur le paritarisme.

"*Ils nous proposent quatre chantiers de discussion dont le contenu est aléatoire et qui excluent totalement la politique salariale, la question de la répartition des richesses et les droits nouveaux pour les représentants du personnel dans les entreprises,*" a déploré Maryse Dumas, à la tête de la délégation de la CGT.

"*Tous les chantiers on peut les regarder, le problème c'est ce qui manque,*" a-t-elle ajouté en qualifiant le débat de "*vif*". (Le Medef en tremble encore - Lutte de classe.)

"*Le patronat n'a pas pris la mesure des enjeux auxquels sont confrontés les salariés*", a renchéri Bernard Devy, de Force ouvrière. "*Le Medef reste sur des généralités, il n'y a rien sur les salaires.*"

"On était optimiste en ouvrant la négociation mais on est pessimiste sur la suite des événements," a-t-il ajouté en demandant au Medef de "revoir sa copie." (Reuters 27.05)

Si comme le dit Maryse Dumas, la totalité des revendications de la classe ouvrière est absente de l'ordre du jour de cette réunion, pourquoi y participez-vous, si ce n'est pour accorder de nouveaux droits aux patrons ? Les bureaucrates syndicaux feignent de s'étonner qu'il en soit ainsi alors que c'est le patronat qui a fixé l'ordre du jour de ces discussions ! C'est une fois de plus prendre les travailleurs et militants pour des demeurés.

La palme revient à Bernard Devy de FO qui feint lui aussi de s'étonner que le Medef n'ait pas pensé à une hausse des salaires des travailleurs ! Et ce lieutenant de la bourgeoisie d'oser dire qu'il était "optimiste en ouvrant la négociation", à croire qu'il ne craint pas d'être désavoué par les instances dirigeantes de son syndicat.

Bref, la collaboration de classes dans tous ces états.

Rompez avec les appareils pourris des syndicats !

Titre d'un article sur le site Internet du NPA : *Le NPA tente d'attirer les abstentionnistes sur un "vote clair" à gauche.*

"*Le climat social ne nous aide pas, car depuis le 1er mai, on sent un ressac des luttes. Les directions syndicales ont tout fait pour les canaliser !*", reconnaît Pierre-François Grond, bras droit du porte-parole. (Le Monde du 27 mai)

Et qui a tout fait pour que les directions syndicales soient dans cette position ? Qui n'a pas arrêté pendant des décennies de les appeler à réaliser l'unité contre la classe ouvrière ?

Commencer par organiser la classe dans l'unité en dehors de la tutelle qu'exercent les appareils sur elle, ensuite il leur sera plus difficile de la contrôler.

Vous êtes dans une situation où vous n'avez pas les moyens de déloger les dirigeants corrompus des syndicats, commencez donc par en prendre acte pour ensuite développer une tactique et une politique indépendante des appareils ce qui ne signifie évidemment pas nier leur existence, encore moins cesser le combat pour les virer, ainsi vous commencerez à briser le carcan de la soumission au capitalisme dans lequel les dirigeants syndicaux entendent maintenir le mouvement ouvrier et la classe ouvrière.

C'est seulement en engageant une politique résolument anticapitaliste axée sur l'expropriation des capitalistes que vous lutterez vraiment contre les appareils inféodés au capitalisme, en favorisant l'élévation de la conscience de classe du prolétariat pour qu'il puisse se saisir d'une issue politique remettant en cause le régime, et non en jouant sur les deux tableaux au nom du front unique dont votre conception a démontré sa faillite au cours des dernières décennies.

Ceci est valable pour tous les partis ouvriers : rompez avec le réformisme, renouer avec le marxisme et le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière et le socialisme.

Socialisme et démocratie (courant du PS) ou l'art de prendre les travailleurs et les militants pour des cons.

48 ou 65, non 35 ou moins !

Dans un article intitulé Votez et votez à gauche le 7 juin ! (http://www.democratie-socialisme.org/spip.php?article1910), Gérard Filoche invite les travailleurs à aller voter le 7 juin pour le PS ou les partis de gauche en avançant le slogan : *Votez pour l'Europe des 48 h contre l'Europe des 65 h !*

C'est ce qu'on appelle revendiquer la régression sociale tout en la présentant comme une avancée. A bas le PS, parti des exploiteurs !

Le PS, un parti de gauche, il fallait oser le dire.

"*Plus le PS aura de voix face à l'UMP mieux l'ensemble de la gauche se portera*", écrit-il plus loin. En vérité plus l'UMP, le MoDem et le PS auront de voix et plus facile sera pour Sarkozy d'appliquer son programme antisocial.

"*Il y a une Europe de droite et une Europe de gauche*" enchaîne-t-il, alors que l'on sait qu'à 69% (97% selon une autre source) le PS et ses alliés européens votent avec l'UMP et ses semblables à Strasbourg !

Il le confirme à sa manière sous forme d'aveu.

"*Votez pour que la gauche au Parlement européen ait le plus de députés possible pour rendre les compromis moins nécessaires et donc plus difficiles !*" martèle-t-il.

Mais qu'est-ce qui vous oblige à passer des compromis pourris avec la réaction ? Certainement pas les travailleurs, alors qui, ceux qui les exploitent et à côté desquels vous vous positionnez. Ce philistin voudrait nous faire avaler qu'il y aurait des "*compromis*" qui seraient "*nécessaires*", qu'il y aurait une fatalité, qui aurait pour seule raison d'être d'assurer la survie du capitalisme.

Un tour de passe-passe, ni vu ni connu je t'embrouille.

"*Est-ce que c'est le PS qui est aux affaires ? Non.*" affirme-t-il.

Faux, plusieurs ministres du gouvernement Sarkozy-Fillon viennent du PS, des députés du PS participent au côté de ceux de l'UMP à toutes les commissions de l'Assemblée nationale, idem au Sénat, selon Rocard, des dirigeants du PS participent à plus de 50 comités au côté de membres de l'UMP, etc., à part cela, le PS ne serait pas aux affaires.

Pas une voix pour les candidats du PS, parti associé à l'UMP dans son combat contre la classe ouvrière et le socialisme !

Chômage de masse organisé, un argument de plus pour en finir avec le capitalisme.

Le chômage pourrait toucher 639.000 personnes supplémentaires cette année par rapport à l'année précédente sur la base d'une contraction de l'activité de 3%, selon des prévisions publiées mardi par l'Unedic.

L'organisme qui gère l'assurance chômage s'attend à 591.000 destructions nettes de postes dans le secteur privé cette année et à une augmentation de 411.000 du nombre de demandeurs d'emploi indemnisés. (Reuters 26.05)

La talonnette et sa justice ridiculisée.

Le parquet a confirmé mercredi soir des informations de presse selon lesquelles il ne s'opposait plus à la libération de Julien Coupat et demandait un placement sous contrôle judiciaire.

Sa libération intervient après un texte publié cette semaine dans *Le Monde* où il décrivait la prolongation de sa détention comme "*une petite vengeance*" mais se réjouissait paradoxalement de son sort, dont il rendait responsable ce qu'il appelle "*la clique sarkozyste*". (Reuters 27.05)

Le mépris ou quand l'esprit colonial persiste et signe.

Les Nations unies ont reprogrammé de début à fin juin un sommet consacré à la crise financière et qui tentera de formuler des propositions pour une nouvelle architecture financière internationale, a déclaré un porte-parole.

Enrique Yeves, porte-parole de Miguel D'Escoto Brockman, président de l'Assemblée générale de l'Onu, a déclaré que le sommet initialement prévu du 1er au 3 juin se tiendrait du 24 au 26 juin afin de donner aux Etats membres davantage de temps pour négocier un projet de proposition.

Le sommet intitulé Conférence des Nations unies sur la crise économique et financière mondiale et son impact sur le développement, a pour but d'identifier des stratégies d'urgence et à long terme pour limiter l'impact de la crise, en particulier sur les populations vulnérables.

Des responsables de l'Onu ont dit à Reuters sous le sceau de l'anonymat qu'aucun chef d'Etat de pays développé ne projetait d'assister au sommet mais que des dirigeants de plusieurs pays en développement avaient manifesté leur intention d'y participer. (Reuters 26.05)

L'avenir avec la survie du capitalisme : le chaos, ils le disent eux-mêmes.

Plus de 90% des économistes américains interrogés par l'association nationale pour l'économie des entreprises (National Association for Business Economics) s'attendent à une fin de la récession cette année, même si la reprise économique s'annonce chaotique.

"*Même si la tonalité générale reste modérée, il y a des signes que l'économie se stabilise*". Mais "*la reprise économique risque d'être beaucoup plus faible que ce que l'on voit typiquement après un fort déclin*", estime le président de ce groupe d'économistes, Chris Varvares. (AP 28.05)

L'inflation pourrait rester à un niveau très bas plus longtemps que prévu, ce qui signifierait que la crise ne sera pas terminée fin 2009 contrairement à ce qu'ils affirment, on s'en doutait déjà un peu.

L'hypothèse selon laquelle le capitalisme ne pourrait pas régler cette crise et qu'il survivrait dorénavant dans un état de crise permanente temps qu'on ne l'aura pas abattu, serait-elle en passe de l'emporter ?

Je tiens à apporter une nouvelle donnée à la discussion sur leur crise.

Vous savez déjà qu'ils comptent sur la surexploitation dans les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, etc.) pour sortir de cette crise. J'ai lu des articles où des économistes font preuve d'optimisme en raison de la bonne tenue du PIB en Chine et dans d'autres pays émergents qui soutient actuellement l'économie mondiale.

Dans un blog économique, un internaute faisait remarquer justement que 10% de croissance en Chine n'a pas la même valeur que 2% de croissance en France, qu'il fallait regarder un peu plus loin que le bout de son nez et se demander comment avait été réalisé ce PIB et quel en était la nature, de quoi se composait-il, avant de faire preuve d'optimisme. (A suivre)

Le 30 mai

Deux rendez-vous que je vous conseille.

Les camarades du groupe CCI-T organisent une réunion publique sur le thème de *La crise économique et ses conséquences*, le 4 juin à 20h30 à l'adresse suivante : Maison des passages, 44, Rue St Georges - 69005 Lyon.

Le CERMTRI organise une conférence/débat sur le thème *L'enseignement de l'histoire – géographie de l'école alimentaire au lycée : vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique*, le samedi 13 juin à 14h15 à l'adresse suivante : 28 rue des Petites-Ecuries - 75010 Paris. Vous pouvez vous inscrire par e mail : cermtri @wanadoo.fr.

Présentation de cette conférence/débat :

« L'Union européenne nous a apporté la paix et la prospérité. »

« L'UE est une référence pour d'autres organisations régionales comme l'ASEAN et le Mercosur. »

« Son principal défi est la poursuite de la construction des institutions européennes, qui se fait très lentement, même si le traité de Lisbonne de 2007 a permis de sortir de l'impasse due au rejet du traité constitutionnel par la France et les Pays-Bas en 2005. »

Ces présentations de l'Union européenne sont-elles des extraits de discours ou de tracts électoraux en vue des élections du 7 juin ? Non, on peut les lire dans des manuels scolaires de terminales 2008 (Hatier, Nathan).

« Qu'est-ce qui, dans la vie de Saint-Louis, justifie que l'Eglise décide d'en faire un saint après sa mort ? » Question posée dans un livre de catéchisme ? Non, dans un livre d'histoire de cinquième (Hachette 2005).

Affirmatif cette fois, le Bordas de seconde 1996 écrit « L'historien ne peut se prononcer sur la résurrection » (de Jésus). La biographie de jésus (avec portrait) figurant entre celles d'Olympes de Gouges et de La Fayette (index du Nathan/Le Quintrec de seconde 2005). Quoi de mieux pour confondre récit religieux et démonstration historique.

La prise de la Bastille ? Des Parisiens « inquiets des rumeurs selon lesquelles le roi rassemblerait des troupes autour de Paris, pour faire face à ce qui semble être une tentative de coup de force. » Voici un fait attesté transformé « en rumeurs », et la tentative (manquée)du roi de reprendre son pouvoir absolu niée grâce à un curieux emploi du conditionnel.

De qui ces falsifications de la connaissance historique la mieux certifiée ? D'un pamphlet royaliste ? Non, vous les trouverez dans le manuel de seconde Bréal 2005.

Sur ces thèmes et sur bien d'autres, le collectif d'auteurs du livre : « L'enseignement de l'histoire géographie de l'école élémentaire au lycée : vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ? » vous invitent à venir débattre avec trois des auteurs du livre qui introduiront la discussion Odile Dauphin, Rémy Janneau et Nicole Perron.

Autre chose.

La survie du capitalisme pourrissant a pour conséquence la décomposition du régime, de la

société, de la civilisation.

Le flic-président et sa bande de nazillons ont sorti le grand jeu en présentant une batterie de mesures coercicives, répressives, liberticides contre la jeunesse sacrifiée et criminalisée dans ce pays.

Après la vingtaine de textes sécuritaires votés depuis 2002, il a justifié ces mesures nouvelles en ces termes : "*c'est que de nouvelles formes de délinquance se sont développées ces derniers temps*", allant jusqu'à prétendre que "*c'est la criminalité qui favorise la misère en aggravant l'exclusion*". (Reuters 28.05)

D'une part, c'est le capitalisme et la misère qu'il engendre qui est à l'origine de la criminalité et de l'exclusion, de la violence en général, d'autre part, la principale délinquance qui a vu le jour dans ce pays ces dernières années, c'est d'avoir à la tête de l'Etat un apprenti dictateur atteint par un complexe d'infériorité incurable, bourré de tics comme le sont tous ses semblables qui l'ont précédé dans l'histoire, maniaco-dépressif, épileptique, parvenu dans une situation d'imposture permanente...

La France, un Etat policier ? Cela y ressemble de plus en plus jour après jour après la répression excercée contre le mouvement ouvrier, contre les étudiants, contre les sans-papiers, etc. Entretenir un climat nauséabond de psychose permanente pour resserrer les rangs autour du pouvoir en place par crainte d'une explosion sociale aux conséquences imprévisibles et incontrôlables, telle est la politique de Sarkozy.

Et ce n'est pas terminé avec l'annonce de la loi "Loppsi2" que certains jugent déjà comme une menace pour les libertés publiques. (lire la dépêche sur ce sujet)

Je vis en Inde depuis bientôt 13 ans, je commence donc à bien connaître le fonctionnement de ce pays. Ici la pauvreté est omniprésente, près de 50% de la population est analphabète et ceux qui ont été à l'école l'ont quitté très tôt et n'ont pas appris grand chose. Les Indiens manquent singulièrement d'esprit collectif ou civique, ce qui se traduit par des relations humaines quasi insupportables et une violence toujours présente à l'état latent.

Tout est un problème au quotidien, un véritable casse-tête, aucun problème n'est jamais réellement résolu, même quand il concerne les choses les plus élémentaires, l'électricité, l'eau, l'hygiène par exemple. Il existe bien des lois, une multitude de lois pour encadrer chaque fait et geste de la population, on pourrait se dire qu'il suffit d'appliquer ces lois pour que tout aille pour le mieux dans le meilleur des monde ou faire respecter ses droits quand c'est nécessaire, mais en réalité, seuls les riches peuvent imposer le respect de ces lois, à leur profit j'entends, la majorité de la population en est incapable car trop pauvre.

En résumé, on se retrouve dans la situation d'un pays où il existe des lois que personne ou presque ne respecte. Par contre, comme ces lois existent, l'Etat par l'intermédiaire de sa police et sa justice peut exiger de n'importe quel citoyen qu'il la respecte, comme il n'en a pas les moyens, il tombe sous le coup de mesures répressives, et pour les éviter il ne lui reste plus qu'à soudoyer flics ou juges pour éviter amendes ou prisons, d'où la prolifération de la corruption à tous les niveaux de l'Etat jusqu'au simple fonctionnaire.

Vous pouvez très bien vivre en ne respectant pas la loi, par ignorance ou à cause de la bureaucratie corrompue du pays qui vous empêche d'être en règle avec la législation en vigueur, c'est mon cas dans bien des domaines, vous êtes en sursis, vous savez que vous pouvez à tout moment avoir des problèmes avec la justice, les plus faibles vivent dans la crainte perpétuelle d'être un jour menacé par

un flic ou l'autorité judiciaire corrompue, voilà comment l'Etat maintient en permanence une épée de Damocles suspendue au-dessus de la tête de chaque citoyen (et étranger).

Tout cela pour dire qu'il ne faut pas se dire que telle ou telle loi répressive ne vous concerne pas, d'autant plus que très souvent nous ignorons le contenu exact de chaque loi. Bien des lois sont votées sans être appliquées, et le jour où ils décident d'y recourir, vous tombez des nus, malheureusement il est trop tard et ils vous tombent dessus. Voilà la situation qu'est en train de créer en France Sarkozy. Je peux affirmer en étant sûr de ne pas me tromper, que je ne connais pas un Indien, riche ou pauvre, qui n'est pas susceptible par son comportement de tomber sous le coup de la loi : le plus pauvre roule avec un vélo sans lumière, le riche roule en Toyota 4x4 avec des pneus usés, par exemple.

Les dépêches.

Confirmation que le temps joue contre eux.

La ministre de l'Economie a dit hier : "*On a les conséquences sociales d'une crise économique, les conséquences sociales durent toujours plus longtemps*" (Reuters 29.05)

Raison de plus pour les chasser tout de suite !

"*On aura une augmentation du chômage dans tous les pays européens qui va se poursuivre tout au long de 2009 et sans doute encore un peu au début de l'année 2010*", a dit le Premier ministre sur Europe 1. (Reuters 29.05)

Tension, crispation au sommet...

Jeudi, lors d'une réunion du groupe pilote chargé de trouver des solutions de financement innovantes pour l'aide au développement, Bernard Kouchner a plaidé avec insistance en faveur d'une sorte de "*taxe Tobin*", du nom du prix Nobel d'économie en 1981.

Interrogée sur ce qu'elle pensait de cette proposition de son collègue, la ministre de l'Economie a répondu : "*Vous savez, quand les ministres des Affaires étrangères se mettent à sortir la boîte à idées finances, on peut tout attendre.*" (Reuters 29.05)

La fonction publique gérer comme une entreprise privée.

Le ministre de la Fonction publique Eric Woerth annonce la mise en oeuvre d'un "*système d'intéressement collectif*" pour les fonctionnaires, dans un entretien publié jeudi par *Le Parisien/Aujourd'hui en France*. (AP 29.05)

Les nouvelles charrette annoncées.

125 licenciements.

La maison de couture Christian Lacroix, en proie depuis plusieurs années à de graves difficultés financières, s'est déclarée en cessation de paiements vendredi dernier.

Fragilisée encore davantage par la crise, Christian Lacroix a accusé une perte de 10 millions d'euros en 2008 pour un chiffre d'affaires de 30 millions. (Reuters 28.05)

199 suppressions d'emplois.

Le Crédit agricole confirme son intention de fusionner ses deux filiales de crédit à la consommation Sofinco et Finaref.

Le Crédit agricole souligne que ces départs se feront "*sur la base du volontariat*". "*Il n'y aura aucun départ contraint de collaborateur, ni de mobilité géographique contrainte*", a redit à Reuters un porte-parole de Sofinco. (Reuters 28.05)

Etats-Unis.

Le géant automobile américain General Motors, qui se dirige vers un probable placement sous la protection de la loi sur les faillites, va fermer 14 usines dans le cadre d'un vaste de plan de restructuration qui prévoit la suppression de 21.000 emplois. (AP 29.05)

L'équipementier automobile américain Visteon annonce avoir déposé son bilan aux Etats-Unis. (Reuters 28.05)

Venezuela.

Le chef de l'Etat vénézuélien a lancé un marathon télévisuel et radiodiffusé de quatre jours à l'écoute de sa parole, pour les dix ans du programme "*Hello Président*" qui a depuis été largement été imité par ses homologues latino-américains.

Chavez veut battre son propre record, huit heures de discours d'affilée un dimanche de 2007.

L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa a noté la dérive à la cubaine du régime chaviste, mettant en garde contre la dictature.

Il a reconnu qu'"*il existe encore un espace pour la critique*", mais prévenu que "*la menace d'un noir total dans le domaine des libertés, de la liberté d'expression et de la presse, avait augmenté significativement*". (AP 29.05)

Le 31 mai

50.000 euros nets, plus ton salaire, plus ton indemnité d'ancienneté et des bricoles : viré mais je signe des deux mains ! C'est le contenu de l'accord passé vendredi lors d'une réunion tripartite (syndicats, direction et Etat) entre les syndicats et la direction du fabricant de pneumatiques Continental à Clairoix (Oise). (AP 31.05)

"*De plus, on a obtenu que Continental nous paye jusqu'à octobre à 100 %, ensuite on démarre un congé de reconversion de 23 mois jusqu'à fin 2011. On peut dire qu'on est sûr d'avoir au moins 75 % du salaire jusqu'à 2014 et une prime entre 50 000 et 100 000 euros nets d'impôts*", a expliqué M. Mathieu (CGT). (Le Monde et AFP 30.05)

Elle n'est pas belle la vie ? Mais quel bonheur d'être licencié ! Vive le capitalisme !

En voilà qui assurément vont avoir envie de se mobiliser demain contre les licenciements ! On a

envie de dire : tant mieux pour les salariés concernés et tant pis pour tous ceux qui ne toucheront rien ou presque, l'immense majorité des travailleurs licenciés en France, quel exemple déplorable. Le patronat achète littéralement la neutralité des travailleurs avec la complicité des délégués syndicaux, ce n'est pas nouveau, cette pratique est courante dans les grandes entreprises, elle est même la règle, elle est le prolongement de la collaboration de classe permanente à laquelle se livrent les syndicats dans ces entreprises en échange d'avantages substantiels et de la paix sociale.

Il existe environ 3 millions d'entreprises en France, c'est seulement dans les 1.824 grandes entreprises que ces pratiques existent. La mission d'un syndicat est de se battre contre les licenciements pour que les travailleurs gardent leurs emplois, pas de marchander avec les patrons combien vaut un licenciement, surtout que les travailleurs de Continental licenciés devront retrouver un emploi, ce qui ne sera pas évident dans la situation actuelle ou demain. On nous rétorquera que c'est mieux que rien. Evidemment, vu sous cet angle on peut tout accepter et n'importe quoi. C'est encore ne pas voir plus loin que le bout de son nez et donner raison à ceux qui n'ont pas de conscience de classe. Mais que reste-t-il du principe énoncé plus haut ? Rien. Quel enseignement ces travailleurs conserveront-ils de cette expérience ? Aucun ou que finalement tout se marchande sous le règne victorieux du capitalisme, même le pire. Après tout, ces patrons ne sont pas si mauvais, il faut comprendre pourquoi ils n'ont pas les mêmes intérêts que nous autres ouvriers.

Autre chose.

L'euro est remonté à 1,40 contre un dollar renchérissant d'autant les exportations des entreprises de la zone euro au profit des entreprises américaines, ce qui va encore amplifier les conséquences de la crise en Europe. Si l'on ajoute le risque immédiat de déflation, la lutte de classe à encore de beaux jours devant elle, heureusement que les contradictions du système capitaliste viennent à notre secours !

Un dernier sujet.

Je n'ai pas suivi les péripétie du NPA et la formation de la Gauche unitaire issue de l'aile droite du NPA. Quelques mots très rapidement.

Titre de leur article du 30 mai : *Une nouvelle voie à gauche : enjeu vital !*

Le noeud coulant de l'unité des dirigeants syndicaux au côté de Sarkozy contre la classe ouvrière.

"*Autour du front syndical uni, c'est la majorité de la population qui refuse de payer une crise dont elle n'est nullement responsable.*"

Le carcan des appareils qui étouffe le mouvement ouvrier et le prolétariat, ils le revendiquent, ils ne sont pas les seuls hélas !

Radical en parole, capitulard en acte. Pour le maintien des institutions de la Ve République.

"*Une gauche déterminée à défendre ses propositions dans les institutions et à aller jusqu'au bout de la confrontation avec les classes dirigeantes pour les concrétiser.*"... dans les urnes, ce n'est pas moi qui le dit mais Mélenchon !

Républicain ou révolutionnaire : il faut choisir !

"*Son pluralisme assumé, sa capacité à respecter les spécificités de chacun, qu'il soit communiste, socialiste, écologiste, républicain ou révolutionnaire, lui ont déjà permis de s'ouvrir, sur le terrain, à de nouvelles composantes.*"

Même chez la grande bourgeoisie on trouve des écologistes, Algore par exemple !

Titre de leur article du 14 mars : *Faire gagner l'unité !*

Faire en sorte que la crise ne débouche pas sur un soulèvement social.

"*Défendre les mesures d'urgence anticapitalistes qui s'imposent pour protéger le monde du travail des retombées de la crise.*" Défendre des "*mesures d'urgence anticapitalistes*" qui n'ont aucune chance d'aboutir sans proposer d'issue politique, revient à ne rien défendre du tout et cultiver des illusions dans le capitalisme et les institutions au lieu de les combattre !

On se demandera au passage si le mouvement ouvrier se recompose ou continue de se décomposer à défaut de revenir au marxisme et au léninisme.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Causeries juin 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin

De la fiction à la réalité dans la France du flic-président.

J'ai vu sortir mon voisin très tôt ce matin contrairement à son habitude, il portait un sac qui avait l'air très lourd, ce qui m'a alarmé, c'est qu'il regardait à droite à gauche comme s'il craignait d'être vu et d'avoir quelque chose à cacher, j'en ai discuté avec mon mari et une heure plus tard on a téléphoné à la police, ils sont venus le chercher à son retour chez lui pour l'interroger, mon mari et moi on a été soulagés.

Selon "Le Parisien Dimanche", un enfant de huit ans a été convoqué et auditionné pendant vingt minutes samedi à la gendarmerie de Courdimanche (Val-d'Oise) parce qu'il s'était battu avec un camarade d'école. (AP 31.05)

Pourquoi le directeur de l'école n'a-t-il pas convoqué les deux enfants et les parents pour régler un problème somme toute courant et banal ?

Le régime policier mis en place par Sarkozy conduit les gens à porter plainte pour un oui ou un non, demain ce sera pour espérer un gain financier. Le monde devrait être à mes pieds ou comme je l'imagine, comme ce n'est pas le cas, j'emploie tous les moyens pour y parvenir sans réfléchir un instant à l'origine de la situation que je dénonce, ce que je me fous éperdument, seul mon vulgaire intérêt individuel compte pour moi.

C'est le capitalisme entré en putréfaction et l'absence d'issue politique qui sont responsables de cette situation nauséabonde.

Besancenot intervievé par *Libération* le 30 mai.

"*il ne faut pas changer l'Europe, mais changer d'Europe*" jusque là on est d'accord. En guise de changement, il propose " *une taxation des profits des multinationales*"... comme vient de le proposer Kouchner !

Au fait, on les exproprie les patrons et actionnaires de 1.824 grandes entreprises ou ils continuent de nous exploiter et de nous pourrir la vie ?

"*Il y a des gens orphelins d'une représentation politique ou qui ne se retrouvaient plus nulle part.*"

Pourquoi employer le passé, sur près de 30 millions de salariés et environ la moitié de retraité dans ce pays, le NPA compte moins de 10.000 adhérents, donc le problème de la "*représentation politique*" de la classe ouvrière est loin d'être réglée, non ?

"*Notre seul concurrent, c'est l'abstention.*"

S'abstenir, c'est peut-être une manière de rejeter la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, de rejeter l'Union européenne, alors en quoi l'abstention serait condamnable ? Qui seront les millions d'abstentionnistes sinon des ouvriers et des employés qui savent ne rien à avoir à attendre des élections du 7 juin.

"*Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet sont ensemble, mais ce n'est pas la première fois. Ils l'étaient dans un gouvernement de gauche plurielle qui a privatisé plus que deux gouvernements de droite réunis.*"

Passons sur les appels unitaires signés par le NPA avec eux lors des récentes journées de mobilisation à l'appel des syndicats.

"*Ceux qui disent : «On va faire des gros scores pour peser de l'intérieur», eh bien qu'ils essaient ! Au début des années 80, le PCF faisait des scores à deux chiffres et était dans des gouvernements socialistes. On ne peut pas dire qu'il a beaucoup pesé sur l'orientation politique. Je ne vois pas comment cette tactique qui n'a pas fonctionné pendant trente ans serait validée...*"

Le PCF a pesé de tout son poids pour permettre à Mitterrand de continuer de gérer la société pour le compte des capitalistes.

Je pense qu'il faut mettre les choses au point : Besancenot sait pertinemment que l'élection d'un ou plusieurs candidats du NPA à Strasbourg ne changera absolument rien à la politique dictée par la Commission européenne, via le Conseil de l'Europe des chefs d'Etat. Partant de là, le NPA peut prétendre ne rien céder sur les principes aux fripouilles du PCF et du PdG puisque c'est un geste sans conséquences, sans doute à destination de ses adhérents les plus à gauche qui confondent facilement posture opportuniste et position correcte sur le terrain de la lutte des classes.

Ce qui nous intéresse, c'est l'attitude quotidienne du NPA dans les syndicats et là cela se gâte, ou encore vis-à-vis du POI et sa proposition de construire des comités d'unité que le NPA traite avec condescendance ou mépris. Le NPA est plus à l'aise pour signer des appels ou des communiqués communs avec le PS, le PCF, le PdG, etc. qu'avec le POI ou LO, simple constat.

Qu'est-ce qui est essentiel selon vous, le contenu d'une déclaration d'un dirigeant ou la ligne politique qu'il met en oeuvre quotidiennement dans les entreprises, les universités ?

"*Maintenant, il faut assumer qu'il y a une gauche qui n'est pas contrôlée et pas contrôlable par la direction du PS. Et que c'est le NPA qui est le plus efficace, à la fois pour donner un débouché politique aux luttes sociales, pour chahuter la gauche et pour s'opposer efficacement à la droite.*"

Le NPA pas contrôlé par le PS ? Pas besoin quand ils trouvent le moyen de se retrouver sur des appels pourris ! L'indépendance par rapport au PS est un mythe, une supercherie, quand on n'a jamais rompu avec l'iéologie réformiste. La plupart des militants passent à côté.

Question : Sur le front social, vous appelez à la grève générale, mais rien ne bouge...

Réponse : "*C'était juste, et cela le reste. Maintenant, on est obligés d'analyser les rapports de force.*"

Les faits et Besancenot me donnent raison, mais nous n'en tirons pas les mêmes conclusions parce que nous ne nous situons pas sur le même terrain et nous ne poursuivons pas le même objectif. Au passage, Besancenot avoue que son analyse de la situation était fausse, mais comme il ne maîtrise pas la méthode pour l'analyser correctement, il s'en remet aux "*rapports de force*" que dénonçait Lénine et qui est commun à tous les opportunistes à la traine du mouvement spontané des masses qui demeure dans la pratique leur horizon indépassable, au lieu de partir de l'état d'esprit de l'avant-garde du prolétariat et des tâches que le parti devrait se fixer pour se construire, cet objectif demeurant notre priorité.

"*La séquence ouverte en janvier, la résistance massive face au gouvernement, enregistrent un ressac. Notamment à cause du manque d'unité de la gauche syndicale et politique.*"

Faux, c'est parce que la majorité du prolétariat n'a pas encore remis en cause ses liens avec le capitalisme. C'est à mon avis l'élément fondamental que personne ne veut prendre en compte. Comment le pourrait-il en l'absence d'issue politique ? L'unité sans principe n'a jamais conduit qu'à des défaites. Le jour où le socialisme aura commencé à reconquérir le coeur et la tête des masses vous pourrez entrevoir sérieusement la remise en cause du régime, pas avant.

"*il aurait été plus utile d'appeler à trois jours consécutifs de grève générale en bloquant les capitales pour faire en sorte que Sarkozy et Parisot nous parlent un peu mieux.*"

Pas pour les chasser ? A quoi bon alors ! Qu'est-ce qu'on en a à foutre de la manière de causer de l'épileptique de l'Elysée ou de Parisot ?

"*Quand j'entends Ségolène Royal dire aux salariés de Molex et d'Arcelor : «L'Europe sociale à besoin de vous», je dirais que ce sont eux qui auraient besoin du PS*".

Là on sort de la dicussion sur les élections pour atterrir sur le terrain pratique de la lutte des classes, Besancenot effectue un virage à 180° en voulant nous faire croire que le PS serait encore un parti ouvrier, qu'il pourrait servir les intérêts de la classe ouvrière. La véritable nature sociale et la véritable fonction du NPA ne seraient-elles pas celles-ci ?

Israël.

Ils n'ont pas osé.

Le gouvernement israélien a rejeté une proposition du ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman visant à exiger des habitants un serment d'allégeance à l'Etat juif, une mesure considérée

par ses détracteurs comme attentatoire aux droits des Arabes israéliens. (Reuters 31.05)

Chine.

Trente mineurs ont été tués et 59 autres blessés par un coup de grisou dans une mine de la municipalité de Chongqing (sud-ouest de la Chine), a annoncé l'agence officielle Chine nouvelle. (AP 31.05)

Bonne semaine à tous.

Le 2 juin

Je n'ai pas eu le temps de compiler dans un article les extraits des courriels que m'ont adressés des camarades depuis plusieurs mois. J'espère pouvoir trouver le temps demain.

Ce matin, après une courte et mauvaise nuit, d'une traite à main levée j'ai rédigé au stylo un article de plusieurs pages, j'espère pouvoir le mettre en ligne demain également.

Un camarade du POI m'a écrit : "As-tu déjà essayer d'envoyer des articles à I.O ? Est-il utopique que tu rejoignes une organisation pour pouvoir t'exprimer et te faire écouter par plus de monde ? Est-il illusoire d'espérer réunir tous les trotz dispersés pas tout de suite dans un même parti mais dans une même structure fédérale dans le genre du POSDR de 1910 (ou 1913) où à son congrès constitutif, était invité même le Bund !!"

S'ils ont refusé que je m'abonne à leur journal, tu ne t'imagines quand même pas qu'ils vont me donner la parole, tu confonds avec le parti et le journal de Lénine !

Vivant à 10.000 kms de la France, compte tenu du climat délétère qui anime toujours le mouvement ouvrier, franchement je ne vois pas qui pourrait s'encombrer d'un polémiste dans mon genre ; la confrontation des idées, tout le monde y adhère théoriquement... chez les autres de préférence, simple constat.

Personnellement, je serais prêt à favoriser le rapprochement entre les différentes tendances qui se réclament du marxisme et du léninisme, je n'ai rien contre militer dans la même structure que les camarades trotskistes des différents partis, groupes ou comités, ce sont eux qui ne veulent pas entendre parler d'une struture commune de combat révolutionnaire, et je suis trop loin pour essayer de les convaincre de changer d'idée. Temps que les trotskistes n'auront pas fait le ménage chez eux et l'inventaire du passé il en sera ainsi, je le crains.

De nos jours avoir tort parfois et le reconnaître publiquement, c'est comme se tordre un pied : c'est une épreuve insupportable, abominable, pire qu'une castration aurait dit Freud ! Qu'y puis-je ? Absolument rien ! Patience, donc, la lutte de classe règlera cette question le moment voulu, en espérant qu'il ne sera pas trop tard, hypothèse déprimante j'en conviens, mais qu'il ne faut pas écarter non plus malheureusement, qui ne doit rien changer à notre engagement et nos convictions, sinon on est foutu...

Remettre au goût du jour le socialisme scientifique, approfondir notre analyse des méfaits causés par le stalinisme jusqu'à nos jours, déterminer avec précision depuis quand le syndicalisme

révolutionnaire a été abandonné au profit du réformisme, quelles en ont été les conséquences, quel lien avec le stalinisme ? pourquoi staliniens et réformistes pouvaient-ils se réclamer de la Charte d'Amiens de 1906, sur cette base commune, quel facteur commun unissait stalinisme et réformisme ? en quoi le combat des trotskistes au côté des réformistes devait aboutir au même misérable résultat que s'ils étaient restés à la CGT ? comment l'abandon du combat pour le socialisme dans les syndicats a finalement abouti à céder le terrain au combat des staliniens, des réformistes et des anarchistes au côté du capitalisme contre la classe ouvrière, à briser tout espoir ? comment de compromis en consensus en est-on arrivé à concilier l'inconciliable dans les mêmes partis ? pourquoi avoir repris à la lettre la tactique du front unique pendant plus de 60 ans, alors que les conditions qui l'avait vu naître n'existaient plus, pourquoi n'avoir pas eu l'intelligence de l'adapter à la nouvelle situation ? pourquoi avoir négligé le facteur économique (à l'échelle mondiale), les conditions objectives, et quelles en furent les conséquences sur le plan politique, comment cela se traduisit dans chacun des partis ? Staline n'ayant cessé de terroriser le prolétariat russe, l'instauration d'une dictature de fer, d'un régime policier aux ramifications tentaculaires étouffant la société tout entière, toute forme d'expression libre, n'avait-il pas franchi la ligne au-delà de laquelle il n'était plus possible de défendre l'Etat ouvrier issu de la révolution russe, tel que l'avait évoqué Trotsky peu de temps avant de disparaître (encore un pas à droite et...) ? a-t-on jamais vu une révolution émergée d'une dictature, qu'elle soit bureaucratique ou militaire ? la survivance du stalinisme pendant près de 70 ans n'a-t-elle pas causé plus de tort à la lutte de classe du prolétariat internationale que la restauration du capitalisme ?

Pourquoi refuser obstinément la confrontation des idées sur toutes ces questions déterminantes pour le mouvement ouvrier, refuser d'analyser à fond les différentes hypothèses en présence ? Désolé, je n'ai pas de réponse à cette question, elle ne peut venir que de vos dirigeants quel que soit le parti où vous militez.

Quand on parle du stalinisme, du castrisme ou du maoïsme, on s'imagine difficilement la vie horrible des peuples qui y sont soumis quotidiennement, avec la peur au ventre d'avoir trop parlé devant un inconnu, l'impossibilité absolue de se rebeller contre les abus du pouvoir en place, cela doit être terrible. Je vous dis cela pour avoir aperçu hier sori sur TV5Monde Asie un film sur la vie en URSS vers la fin des années 40. Etre privé de liberté, ne pas pouvoir quitter le pays et voyager, être obligé de fermer sa gueule en permanence sous peine de perdre son logement, son boulot ou bien pire encore, et de ne jamais en retrouver parce que l'Etat est le seul employeur, le seul propriétaire, c'est l'enfer sur terre si l'on ajoute les pénuries alimentaires, d'électricité, etc.

Si pour rien au monde je n'aurais voulu vivre dans de tels pays, je ne pouvais le souhaiter à personne évidemment, partant de là, je me dis que cela fut forcément criminel d'avoir contribué à la survie de ces régimes politiques que je ne confonds pas avec les rapports sociaux de production, et si pour retrouver sa liberté le prolétariat devait malgré tout en passer par la restauration du capitalisme, donc sans le souhaiter ou le rechercher, plus tôt aurait été le mieux puisqu'il était totalement impossible de mener le combat politique pour espérer renverser la caste parasitaire au pouvoir.

L'histoire est ainsi faite, elle nous joue de mauvais tours parfois, au lieu de le nier, on ferait mieux de le reconnaître, ensuite on pourrait discuter plus sereinement et sérieusement. Si pour en finir avec le stalinisme et retrouver la liberté, il fallait en passer provisoirement par la liquidation des acquis de la révolution russe, si j'avais été citoyen russe, chinois, cubain, etc., j'aurais opté pour cette solution, c'était certes un détour dont je me serais bien passé, mais n'ayant pas le choix, ce détour pourrait s'être avéré moins long et moins insupportable qu'une vie entière foutue à attendre une révolution politique qui n'avait aucune chance de se produire et de vaincre. Je vais encore m'attirer les foudres des puristes, je m'en tape, je me mets dans la peau de l'ouvrier russe qui a subit pour rien toute sa vie le stalinisme, dont la vie est foutue, allez donc lui expliquer qu'il n'a rien compris et qu'il aurait dû

tirer avantage de sa situation, faites quand même attention à sa réaction qui pourrait être violente.

Je vis dans un pays qui paraît-il serait la plus grande démocratie du monde, en réalité au quotidien je fais plutôt l'expérience de l'absence de démocratie, dans les petites choses comme dans le grandes. Regardez-donc des films indiens populaires, vous verrez chaque fois des flics matraquer des personnes arrêtées dans des commissariats, défoncées à coup de pompes, mon épouse me disait que la torture est omniprésente même avec des enfants, par exemple des épines de cactus enfoncés sous les ongles. Les flics agissent ainsi en toute légalité, vous ne pouvez rien contre eux. Chaque fois que j'ai à faire avec eux, je me demande toujours à l'avance comment je vais les aborder, c'est un casse-tête, je ne sais jamais si je dois leur dire ce que je pense ou non, si je dois leur dire la vérité ou une partie seulement, je me demande toujours avant s'ils ne pourront pas retourner mes arguments contre moi, parfois j'ai été trop loin ou on ne s'est pas compris à cause du langage, ils se lèvent, m'entourent et me menacent aussitôt, se mettent à gueuler, du coup c'est moi qui les ramène les pieds sur terre en leur rappelant que je suis le plaignant et non le présumé coupable ou je fais référence à la Constitution, je sens qu'un mot de trop pourrait faire basculer la situation, je recule pour finalement ne rien céder, mais quelle épreuve chaque fois, à ma place un Indien serait déjà embastillé et tabassé salement ! Ce que je vous raconte là, je l'ai vécu à plusieurs reprise, et si j'ai toujours gardé mon sang-froid, c'était uniquement par crainte d'être expulsé, il faut biaiser, les flatter alors que ce sont des gros cons auxquels la moindre réflexion demande un effort considérable, bref, vivre en Inde passe encore jusqu'à maintenant, mais vivre en Chine ou à Cuba, trop peu pour moi.

Une brève lecture critique du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°48).

D. Gluckstein a écrit dans son éditorial :

"*Le 7 juin, nombre de travailleurs et de jeunes s'abstiendront. D'autres, parce qu'ils sont attachés à leur parti, iront voter. Mais c'est un fait : votants ou abstentionnistes, personne n'attend quoi que ce soit du vote du 7 juin, du moins quoi que ce soit de favorable aux intérêts des travailleurs et de la démocratie.*

Le spectre de l'abstention hante les sommets de l'Union européenne, des gouvernements et de tous ceux qui défendent ces institutions.
Ce spectre porte en lui, comme en creux, l'aspiration à la reconquête de la démocratie.
Ce spectre porte en lui, comme en creux, les préparatifs des plus grandes mobilisations sur le terrain de classe pour bloquer les plans destructeurs mis au point et encouragés par l'Union européenne.
C'est d'ores et déjà un fait majeur de la situation politique. Un fait salutaire où la classe ouvrière puisera un encouragement à regrouper ses forces sur le terrain de classe et à se préparer pour les plus grands combats à venir."

1- Voter ou s'abstenir n'est pas la même chose contrairement à ce qu'on pourrait croire en lisant ces lignes. Les illusions de ceux qui vont aller voter passent à la trappe au lieu de les faire ressortir et les combattre. On se demandera comment des illusions dans ces partis pourrait constituer "un fait salutaire" sur lequel la classe ouvrière pourrait s'appuyer, sauf à être inconscient et à vouloir l'envoyer dans le mur et la soumettre finalement à ces partis.

2- A en croire Gluckstein, voter pour un parti signifierait qu'on y serait attaché, alors qu'en réalité de très nombreux travailleurs ne font que profiter d'un droit politique, du droit de vote, ils votent par dépit sans pour autant être attachés à aucun parti. Pourquoi prétend-il autre chose ? Pour faire croire que les travailleurs qui votent PS (ou PCF) seraient attachés au PS pour pouvoir ensuite présenter ce parti comme un parti ouvrier et appeler à réaliser l'unité avec le PS.

C'est un syllogisme déguisé qui repose sur un postulat fabriqué uniquement pour justifier la politique du POI, sa version du front unique qui a fait le malheur de la classe ouvrière pendant plus d'un demi siècle. Le but de l'opération consistait à démontrer que le PS comme le PCF sont des partis ouvriers dont la classe ouvrière ne peut pas se passer. En toile de fond on aura reconnu les liens du POI avec le PS avec lequel il partage le même fond de commerce, la petite bourgeoisie, les intellectuels, l'aristocratie ouvrière.

3- L'abstention est-il un acte politique et quel en est le contenu ? Gluckstein aurait dû commencer par poser cette question et tenter d'y répondre avant de se lancer dans une démonstration qui relève davantage de la méthode Coué que d'une analyse sérieuse de l'état d'esprit des masses. Souvenez-vous du 29 mai 2005, la victoire du non devait alimenter la lutte de classe dans les entreprises selon le PT, en réalité elle ne déboucha sur rien. Bien qu'ils ne soient pas forcément une référence, même les comités unitaires pour le non initié par la LCR, le PCF et d'autres formations disparurent le lendemain du 29 mai.

Si maintenant l'abstention s'appuyait sur la classe déjà organisée dans la perspective d'une issue politique, oui pour le coup elle pourrait constituer un élément susceptible d'alimenter un processus dynamique déjà engagé, or ces conditions n'existent pas aujourd'hui ou elles ne sont pas suffisamment développées.

Que les militants se servent de l'abstention et du rejet de l'UMP dans leur agitation pour expliquer aux travailleurs qu'il faut profiter du fait que le gouvernement est minoritaire et illégitime dans le pays pour s'organiser et combattre sa politique, ce n'est pas tout à fait ce que dit Gluckstein, parce qu'il ne va pas au bout de son analyse sur l'abstention ou parce qu'il ne veut l'interprèter que du point de vue du front unique tel qu'il le conçoit en direction des appareils.

Du fossé au précipice...

Du front unique au front populaire... Jeanneney où la culture des illusions. On savait déjà que le monde n'était pas guidé par des idées, mais nous ignorions qu'il aurait pu être guidé un jour par de "*bonnes intentions*".

Après la rencontre avec des membres de la direction du PS : "*je me suis rendu compte du précipice qui sépare les politiques, même s'ils sont pétris de bonnes intentions*".

Alors si les dirigeants du PS sont animés malgré tout de bonnes intentions, l'espoir est permis ! Voilà comment en une phrase anodine ils remettent en selle le PS ! Quelle honte ! Exagéré ? J'irai plus loin, en affirmant que cette intention sert de guide politique à Jeanneney et qu'elle reflète assez bien la nature sociale du POI et l'orientation politique des dirigeants des partis qui l'ont précédé (PT, PCI, OCI).

Partant du constat erronné que les dirigeants du PS seraient animés "*de bonnes intentions*", il en arrive logiquement à leur prêter celle "*de faire bouger les choses*" un jour, un jour indéterminé précisons, à croire qu'il s'en fout où n'est pas directement concerné, autrement dit, il tire un trait sur l'histoire de la SFIO et du PS au cours de laquelle leurs dirigeants n'ont eu de cesse de se situer au côté de la bourgeoisie et de trahir le prolétariat.

Une employée vie scolaire interviewée par le POI répond (page 3) :

"*Maintenant, je m'interroge pour savoir si c'est possible d'obtenir l'interdiction de tous les*

licenciements".

A cette question posée ainsi, comme d'ailleurs le POI la pose aussi, la réponse est évidemment non. Car pour lui apporter une réponse positive il faudrait que cette question s'inscrive dans une perspective politique, ce qui n'est pas le cas. C'est même le vide politique de l'orientation du POI que cette question pose.

Le POI prétend que l'interdiction des licenciements constitue une issue politique, or cette employée vient justement de démontrer le contraire, ce que je m'échine à expliquer par ailleurs. L'interdiction des licenciements ne peut s'inscrire que dans la perspective de chasser Sarkozy, de liquider les institutions, de la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul sera à même de prendre cette mesure accompagnée de l'expropriation des 1824 capitalistes des grandes entreprises. L'interdiction des licenciements ne peut être que le produit de ces différentes étapes du combat révolutionnaire de la classe ouvrière...

Telle que le POI aborde cette question, il démontre que son analyse de la situation est une fois de plus erronée ou incomplète, cette perspective ne peut apparaître aux yeux de nombreux travailleurs que comme une abstraction coupée de la réalité politique et susciter le doute ou le rejet. Dommage ! A nous de la diffuser auprès de la classe ouvrière et sa jeunesse.

Le 3 juin

Un vieux camarade qui a l'habitude de participer à de nombreuses réunions, meetings ou manifestation, m'a dit récemment, qu'il y a deux ans environ lorsqu'il a découvert le site, il avait toute les peines du monde pour exprimer clairement ses idées, et apparemment il a été agréablement surpris de constater lors de ses dernières interventions qu'en grande partie ce problème avait disparu, qu'il était capable d'argumenter les positions qu'il défendait, mettant au compte de la fréquentation du site cette progression politique.

C'est la preuve que le site sert au moins à quelque chose, mais je ne suis pas pour grand chose dans la progression de ce camarade, c'est uniquement à force de lectures et de réflexions et en participant à de nombreux combats, de nombreuses discussions avec d'autres militants qu'il a progressé sur le plan politique et qu'il se sent plus libre pour exposer ses convictions.

Mon travail ne consiste pas à démolir des partis ou des positions que je ne partage pas, encore moins imposer quoi que ce soit, mais a expliqué sur quelle réalité sociale repose chaque parti ou analyse, chacun ensuite décide librement de rejoindre telle ou telle formation politique ou syndicat et d'adhérer à telle ou telle analyse. Je débrousaille pour qu'on y voit plus clair dans la jungle des partis et des analyses que l'on nous fournit, ma tâche s'arrête là.

Si des camarades veulent que l'on aborde des questions théoriques ou politiques particulières qui leur posent problèmes, ils peuvent m'écrire, je tâcherais de leur répondre dans la mesure du possible comme je l'ai toujours fait.

Comme j'ai une mémoire déplorable et que je n'ai pas la structure intellectuelle d'un universitaire, que je connais mes capacités et mes limites, je n'ai pas de réponses toutes faites à toutes les questions, loin de là, à chaque fois je dois une nouvelle fois me poser un tas de questions avant d'en arriver au sujet posé proprement dit, du coup je suis contraint de vérifier que ce qui était valable à un moment

donné sur le plan théorique l'est encore dans la situation actuelle.

Notre plus gros problème, je parle du mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde, est justement que l'on doit poursuivre l'oeuvre théorique des marxistes et que l'on ne peut pas se contenter d'y adhérer aveuglément sous peine de se transformer en dogmatique sectaire, parce que le monde et la société ont subit de nombreuses transformations depuis leur époque, c'est donc à nous d'écrire la suite du marxisme, tâche colossale qui me dépasse évidemment, mais à laquelle il n'est pas interdit de réfléchir. (A suivre)

Je reporte à demain mon prochain article car je vais être occupé avec un déménagement, pas le mien malheureusement mais celui de ma belle-mère qui va venir habiter chez nous. Elle a près de 70 ans et vivait seule avec mon beau-frère décédé brutalement il y a cinq semaines dans un accident de la route, et comme apparemment personne d'autres ne peut l'accueillir et qu'elle n'y tient pas non plus (mon épouse a encore cinq frères en vie), me voilà avec Mangalashumi sur les bras !

Elle est analphabète, ce qui n'est pas un problème pour moi, on converse en tamoul ou par gestes. Le seul problème concerne le respect des règles élémentaires d'hygiène qui n'est pas vraiment son fort, et je me vois mal à son âge tenter de la convaincre du bien-fondé de nos principes, même s'ils devraient avoir une valeur universelle. Mon plus gros souci va être la cuisine, je ne tiens pas à ce qu'elle cuisine chez moi et l'on a trouvé personne pour le moment pour remplacer la femme de service qu'on employait à mi-temps dont on a dû se séparer récemment du fait qu'elle avait décidé de transformer son mi-temps en quart-temps, bref de ne plus rien foutre, alors qu'on avait doublé son salaire. Je pourrais cuisiner indien, mais si en plus je dois me taper quotidiennement quatre heures de tâches domestiques, autant dire que je n'aurais plus assez de temps à consacrer au site une fois que mon épouse sera repartie en France fin juin, et je serais trop crevé à cause de la chaleur écrasante.

Depuis un mois on a aussi deux petites cousines (9 et 12 ans) à la maison, pendant les vacances scolaires qui sont prolongées d'une semaine jusqu'au 10 juin. Les deux gamines sont rachitiques ou plutôt extrêmement maigres et petites pour leurs âges. Habituellement leurs deux parents travaillent et elles refusent de manger ce que leur mère leur prépare, elles préfèrent bouffer les saloperies que leur père leur rapporte, ce sont elles qui commandent chez eux, les parents n'ont aucune autorité. Avec nous, elles mangent correctement à tous les repas et inutile de vous dire qu'elles ne détiennent pas le pouvoir chez nous ! On va se baigner et elles regardent la télé à condition d'obéir à leur oncle, bordel, ce ne sont pas les gosses qui vont faire la loi ! Elles sont adorables et tout se passe très bien dans la bonne humeur. Je me dis que le bon temps qu'elles passent chez nous sera déjà cela de pris, car elles ne savent pas ce qui les attend plus tard. On les gâte un peu, mais il ne faut pas le dire trop fort, en échange elles écoutent ce que je leur explique.

Elles sont scolarisées dans une école privée et sont déjà parfaitement bilingue, alors qu'au bout de dix ans d'anglais dans une école publique elles ne parleraient pas un mot d'anglais. Les parents se sacrifient pour payer l'école de leurs gosses. Le père est technicien en climatisation, il doit avoir un salaire d'environ 70 ou 80 euros par mois alors qu'il bosse souvent 7j/7, la mère bosse 6j/7 dans une fabrique de savons pour 40 euros par mois. Bref, ils ont une vie de dingue à vous rendre malade rien que d'y penser. Elle, elle a déjà du diabète, comme la plupart des Indiens, lui il a un problème au coeur et de sang. Ils possèdent une minuscule maison sans confort dont le toit est en feuilles de cocotier.

Je vous raconte cela comme un témoignage, pour aussi apporter un cinclant démenti à ceux qui me traitait de "bobo" ou de "petit-bourgeois" à la con, de "nanti" et j'en passe, rassurez-vous je ne suis pas coupé de la réalité que vit quotidiennement la classe ouvrière, je ne suis pas désocialisé ou un marginal vivant d'amour et d'air pur sous les tropiques qui ferait de la politique comme d'autres

pratiques le tennis ou la chasse aux papillons.

Quelques news en bref.

Vous doutiez de l'opportunité du boycott des élections européennes...

Les ostréiculteurs du bassin d'Arcachon frappés depuis jeudi dernier par une interdiction de commercialisation et de consommation de leurs huîtres ont appelé mardi à boycotter le scrutin européen. (Reuters 02.06)

A bas la pauvreté !

La peur de la pauvreté, angoisse majeure des Français selon un rapport remis récemment à Christine Boutin par Julien Damon, professeur associé à Sciences-Po.

86 % des personnes interrogées ont peur de la pauvreté, cela signifie qu'aucune couche du prolétariat ne se sent plus désormais à l'abri de perdre son travail, son logement, la descente aux enfers quoi, au-delà ce sont des couches importantes de la petite bourgeoisie qui craignent de basculer dans le prolétariat.

Plus les conditions objectives sont favorables à une politique résolument tournée contre le pouvoir en place et les institutions, plus les partis sensés représenter la classe ouvrière s'arc-boutent pour retarder le moment d'y venir, et quand ils y viendront, il sera peut-être trop tard car n'ayant pas préparé suffisamment à l'avance l'affrontement direct avec la bourgeoisis, il se soldera par un échec.

L'origine de la pauvreté ne remonte-t-elle pas aux fondements du capitalisme ? La pauvreté ne serait-elle pas le produit de la volonté du gouvernement de servir les intérêts des classes dominantes qu'il faut renverser ?

Intox, méthode Coué, entre crainte et espoir, ils veulent y croire.

L'envolée des promesses de vente (logement) US nourrit l'espoir de reprise... grâce au crédit d'impôt !

Ventes soutenues dans le secteur automobile... grâce à la prime à la casse !

Le NPA aurait "*clairement un problème d'efficacité*", un euphémisme !

Olivier Besancenot a exhorté mardi les jeunes et les travailleurs à se rendre aux urnes le 7 juin.

Le porte-parole du NPA demande aux jeunes et travailleurs "*d'exprimer leur colère sociale*", reconnaissant par ailleurs que le parti a "*clairement un problème d'efficacité*". "*Des tas de personnes trouvent qu'on est utile depuis des mois. On nous le dit. Le problème est de confirmer tout ça*", a-t-il expliqué à l'Associated Press. (AP 02.06)

Besancenot est davantage préoccupé par le score que réalisera le NPA le 7 juin, que par le renforcement de son parti auquel aurait peut-être pu servir la campagne électoral du NPA et ses meetings qui ont attiré des milliers de travailleurs et jeunes.

Renégat, opportuniste, traître, criminel, vous aurez reconnu Cambadélis, ex-dirigeant de l'OCI et de l'Unef.

"*Je suis de ceux qui pensent que sans un nouveau front populaire ouvrant une perspective et une alternative crédibles dans ce pays, désignant un candidat commun de la gauche aux présidentielles, combattant sur un programme commun, nous avons peu de chances de l'emporter. Pas aux régionales, mais aux présidentielles.*" (Lemonde.fr 20.06)

Le front populaire a frayé la voie à Franco en Espagne, a sonné l'heure de la seconde guerre mondiale et indirectement favorisé l'accès au pouvoir d'Hitler en Allemagne, a frayé la voie au coup d'Etat militaire de Pinochet au Chili, cela vous tenterait-il de vivre une de ces glorieuses et criminelles expériences à mettre au compte du réformisme et du stalinisme ? Le pire, c'est que Cambadélis le sait parfaitement, tout comme l'ensemble des dirigeants du PS. Cela en dit long sur la pourriture de ces gens-là, qui décidément n'appartiennent pas au même milieu que nous. A bas le PS, pas une voix le 7 juin !

Le Parlement européen, une institution monolithique au service exclusif du capital.

Ce manque de suspense renforce "*le sentiment, en partie justifié, que le Parlement européen est imperméable à l'expression des clivages*", observe M. Chopin, directeur des études à la Fondation Robert Schuman.

"*L'offre politique proposée est faible, comme si les partis politiques n'avaient pas l'intention d'organiser le débat*", remarque M. Chopin, qui explique cette situation par les divisions des partis de gouvernement sur l'Europe, comme le PS français.

"*Pour le Parlement, c'est un test de crédibilité*", conclut Mme Davis, directrice de la communication du Centre de politique européenne de Bruxelles. (AP 02.06)

Souhaitez-vous renforcer la "*crédibilité*" de l'Union européenne en admettant qu'elle en ait eu un jour en allant voter le 7 juin, ou souhaitez-vous infliger une défaite aux partisans de l'Union européenne en vous abstenant ou en boycottant ce scrutin antidémocratique ? Telle est la question.

Un marché qui attise bien des convoitises...

Des manifestations ont eu lieu mardi à Paris et aux abords d'une dizaine de centres de rétention pour dénoncer la nouvelle politique d'intervention auprès des immigrés en instance d'expulsion. (Reuters 02.06)

Le 4 juin

Suite à nouveau à de graves problèmes et une nouvelle menace de mort proférée par les gens de mon village, je ne peux pas actualiser les dépêches aujourd'hui et mettre la dernière touche à l'article que j'ai tapé hier après-midi, on verra cela demain.

Un "*traître*" qui s'ignorait passé de l'autre côté de la barricade.

Daniel Cohn-Bendit a rejeté l'idée colportée par certains de ses concurrents selon laquelle il "*roulerait pour Nicolas Sarkozy ou pour (Silvio) Berlusconi.*" "*J'ai toujours été un traître. En mai 68, déjà, le Parti communiste me traitait de traître.*" (Reuters 03.06)

Disons qu'en 68 il roulait pour de Gaulle sans le savoir alors qu'aujourd'hui il roule pour Sarkozy en toute conscience. Cohn-Bendit et Kouchner rivalisent d'imagination pour qu'on les considère de gauche alors que ce sont de furieux réactionnaire.

La traite des jeunes et des anciens... pour freiner les conéquences de la crise.

Le taux de chômage, au sens du Bureau international du travail, a atteint 8,7 % au premier trimestre contre 7,6 % (révisé) au quatrième trimestre 2008, a annoncé jeudi la ministre de l'économie, Christine Lagarde.

Si l'on inclut les départements d'outre-mer, le taux de chômage a même bondi à 9,1 % au premier trimestre 2009, selon l'Insee.

"*C'est pour ça qu'on a décidé de s'y attaquer de manière forte avec toute une série de mesures pour maintenir dans l'emploi, inciter à la création d'emplois et encourager au retour ou à l'accès à l'emploi, notamment à l'égard des jeunes et des seniors*", a dit la ministre de l'économie. (LeMonde.fr 04.06)

Etats-Unis.

Le secteur privé américain a supprimé 532.000 emploi en mai selon l'enquête mensuelle du cabinet ADP. (Reuters 03.06)

Allemagne.

Comment pousser les travailleurs qui n'en ont pas forcément les moyens à s'endetter. Mode d'emploi.

Les immatriculations de voitures neuves ont augmenté de 40% en mai en Allemagne, pour atteindre 385.000 unités environ, toujours dopées par la prime à la casse, ce qui n'a pas empêché les titres des constructeurs de chuter, les investisseurs doutant que cette tendance puisse se maintenir.

Berlin a instauré en février une prime à la casse de 2.500 euros pour les véhicules vieux de neuf ans au moins. La prime, versée pour l'achat d'un véhicule neuf, court jusqu'à la fin de l'année. L'enveloppe allouée était de 1,5 milliard d'euros mais elle a été portée à cinq milliards au vu du succès de la mesure.

"*Chacun sait qu'il ne s'agit que de dopage, que ça n'a rien de réel*", souligne Adam Jonas, analyste de Morgan Stanley. "*Cela fait du bien dans l'immédiat mais la douleur se fera sentir l'année prochaine.*"

Selon Jonas, le marché automobile s'effondrera dès que la prime à la casse ne sera plus en vigueur. En mai 2010, le marché pourrait ainsi rechuter de 30% en rythme annuel, prévient-il. (Reuters 03.06)

Il s'agit bien d'une mesure pour soutenir artificiellement l'économie allemande et son secteur automobile. Une fois que les constructeurs auront encaissé leur fric via des banques ou organismes de crédit, le marché s'écroulera à nouveau, le chômage et les défauts de paiement des acheteurs se multiplieront - cela ne doit pas être des travailleurs bien riches qui avaient conservé des bagnoles vieilles de neuf ans au moins. Tout le monde s'en fout, puisque seuls les travailleurs se retrouveront criblés de dettes, s'ils ne sont pas au chômage, ils n'auront qu'à travailler plus pour gagner plus pour les payer !

Le 5 juin

Pour poursuivre la causerie sur mes problèmes avec les voyous qui contrôlent le village où j'habite depuis 9 ans et qui veulent nous piquer notre terrain et notre maison, je vais déposer 7 plaintes dont deux pour meutres, un avéré, l'autre à prouver sur mon beau-frère, plus une plainte pour menace de mort sur moi, compte tenu que la police est pourrie par la corruption, on m'a conseillé de prendre un avocat car ici la police les craigne, en Inde la Cour suprême a plus de pouvoir que le gouvernement, j'aurais dû y penser plus tôt, comme quoi on ne pense pas toujours à tout.

On a refusé toute confrontation avec les ordures de ce village, on a accusé ce matin directement la police d'avoir été payée par ces salopards, compte tenu qu'ils nous ont vendu un terrain qui appartenait à l'Etat, en principe il ne fait aucun doute qu'ils cesseront de nous emmerder une fois qu'ils auront été faire un tour dans la prison de Cuddalore qu'ils connaissent déjà pour certains. En fait ce sont plus des voleurs qu'autre chose, pour le reste ils sont forts en groupe mais séparément ce sont des merdes, je leur ai déjà dit en face sans que l'un d'entre eux n'ose bouger, il valait d'ailleurs mieux s'ils voulaient rester en vie.

Quand on a à faire à la pire racaille qui existe, il n'y a pas d'autres voies, c'est un peu comme en politique où la moindre faille ou faiblesse peut s'avérer fatale. Hier quand ils étaient devant chez nous à nous menacer, mon épouse m'a dit de téléphoner à la police pour qu'ils viennent, le chez du village a répondu qu'ils ne viendront pas parce qu'ils leurs avaient versé du fric, qu'il allait me couper en morceau et me balancer à la mer, qu'ils foutraient mon épouse dehors, ensuite ils s'empareraient de notre maison et voleraient tout ce qu'il y avait à l'intérieur. Vous ne pensiez quand même pas que j'allais rester sans réagir.

Passons à la politique.

Un message reçu.

Collectif pour Front Syndical de Classe

CGT Goodyear Amiens Nord: après la superbe journée du 02 juin, nous serons avec les conti samedi 06 juin 2009

COMME CONVENU LORS DE NOTRE AG DE CE JOUR, NOUS VOUS INFORMONS QUE LE SAMEDI 06 JUIN 2009 SERA UNE NOUVELLE JOURNEE D'ACTION DES GOODYEAR AUX COTES DE NOS CAMARADES DE LUTTE DE CONTI A CLAIROIX!!!!

RENDEZ VOUS LE SAMEDI 06 JUIN 2009 A 8h.30 SUR LE PARKING GOODYEAR

DEPART MAXI A 9.30 HEURES EN COVOITURAGE vers le site de clairoix

DEPOT DE GREVE DE 24.00 H CE SAMEDI 06 JUIN 2009

TOUS PRESENTS, N'OUBLIEZ PAS QUE NOUS AURONS CE QUE NOUS IRONS CHERCHER!!!!!!!!

ENCORE BRAVO A TOUS POUR CETTE JOURNEE EXTRA, MAGNIFIQUE, LE 06 JUIN

NOUS DEVONS AU MOINS ETRE 900 EN FAMILLE MEME, VOTRE PRESENCE EST INDISPENSABLE!!!!!

Source : http://www.cgt-goodyear-nord.fr/

Les dépêches.

L'aveu.

Selon Fillon hier en meeting à Paris : "*S'abstenir, ce n'est pas seulement choisir le statu quo, c'est offrir à la technocratie le pouvoir de dominer la démocratie*". (Reuters 04.06)

Comme c'est l'abstention qui l'a toujours emporté lors des scrutins précédents, cela signifie qu'il n'y a pas plus de démocratie que de beurre en branche au sein de l'Union européenne, on le savait déjà.

Le crétinisme d'Aubry.

Martine Aubry a qualifié Daniel Cohn-Bendit "*d'homme sympathique, mais dont on a du mal à savoir où il est, hier avec François Bayrou, aujourd'hui avec José Bové*".

En fait, il est où il a toujours été, Bové aussi ! (Reuters 04.06)

Des licenciements toujours justifiés de la même manière : la dictature du capital.

La direction de Timken-Europe, filiale du groupe américain de sous-traitance automobile, a confirmé jeudi la suppression de 190 emplois sur 980 dans le département du Haut-Rhin.

Le chiffre d'affaire du groupe américain, qui emploie 25.000 personnes dans le monde, s'est élevé à 5,7 milliards de dollars en 2008, en progression par rapport à l'année 2007. Mais le dernier trimestre 2008 a été marqué par un très net fléchissement du à la crise dans le secteur automobile. (AP 04.06)

Quand à la faveur d'une crise, un secteur d'activité se restructure : licenciements !

L'équipementier automobile Sudrad Roues France (SRF) a été mis en liquidation avec effet immédiat par la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Colmar, apprend-on de source syndicale.

Le fabricant de jantes en aluminium, un fournisseur de PSA, employait 154 personnes dans son usine de Soultzmatt (Haut-Rhin). SRF, acquis en 2004 par le groupe allemand Borbet, avait déposé son bilan fin avril.

L'entreprise avait enregistré 4,2 millions d'euros de pertes en 2008, selon son P-DG, Dominique Bleesz, et un plan d'investissement destiné à restaurer la rentabilité avait été arrêté en octobre en raison du retournement de la conjoncture. (Reuters 04.06)

Le 6 juin

(vendredi 19h local) Je viens de m'apercevoir qu'il était impossible de télécharger certains documents

de la Tribune libre parce que leurs adresses avaient été mal rédigées ; je m'étais contenté de mettre en ligne ces documents avec les adresses originales qui passaient bien à partir de la boîte aux lettres électronique, par contre à partir d'un site Internet, si on laisse un espace entre deux caractères à l'intérieur d'une adresse, on reçoit un message erreur. Pour bien faire il est préférable de lier tous les caractères. Donc avec toutes mes excuses, car cela concernait plusieurs documents. La suite de la causerie demain matin

Suite.

Vous m'excuserez de ne pas avoir pu terminer et publier mon dernier article, mais je dois affronter sur place une situation délicate et complexe, je fais face à un mur de corruption et je cherche le moyen de le briser sans prendre le risque de me faire expulser. C'est un peu le pot de terre contre le pot de fer.

L'Inde n'est pas un Etat de droit. J'ai appris que pour éliminer six candidats rivaux dans six circonscriptions de la région du Tamil Nadu où j'habite, le Congres I de Manmohan Singh (le Permier ministre sortant et reconduit dans ses fonctions après les élections) et de Sonia Gandhi a déboursé 40.000 crores roupies (1 crore = 10 millions de roupies), en versant 200 roupies à chaque électeur. C'est un député du PMK éliminé qui me l'a appris avant-hier. (A suivre)

Bon week-end à tous.

Manipulation des médias et des agences de presse.

Le parti d'extrême droite islamophobe et antieuropéen du député Geert Wilders a remporté 16,4% des voix aux Pays-Bas, premier pays à voter pour les Européennes. (lexpress.fr avec AFP 05.06)

Je vous passe la suite de cette dépêche/article, une chose importante y manquait : le taux d'abstention lors de ce scrutin. Par hasard je l'ai saisi aux infos de TV5 Monde Asie hier soir : 64% !

Donc ce parti d'extrême droite représente en réalité à l'issue de cette élection 16,4% de 36% de participation, soit 5,9%.

Alors pourquoi cette manipulation infâme ? Ils n'ont rien trouvé de mieux pour persuader les électeurs d'aller voter à défaut de pouvoir les faire adhérer à l'UE.

A bas l'Union européenne ! Boycott le 7 juin !

Près des deux tiers des Européens (64%) se disent peu ou pas du tout intéressés par les élections européennes, et 66% estiment qu'on a surtout parlé des enjeux nationaux, selon un sondage Opinionway pour l'observatoire Apco-"La Tribune"-BFM, rendu public vendredi.

73% des Français et 67% des Allemands interrogés ne sont pas intéressés par cette élection. (AP 05.06)

Vous savez ce qui a manqué pendant la campagne électorale : un parti ouvrier qui ait le courage de faire campagne pour le boycott de ces élections. Ils se sont tous déculottés devant les institutions européennes qu'ils disent par ailleurs rejeter.

Dans son dernier édiorial (IO n°49), D. Gluckstein a montré qu'il faisait bien partie du lot : "*On ne*

saurait faire reproche à Le Hyaric (PCF - lutte de classe) de souhaiter pour son parti un résultat.", autrement dit, si on ne peut pas reprocher à un dirigeant du PCF de soutenir son parti qui a pris la décision de présenter des candidats à l'élection européenne, cela signifie que le PCF n'a pas eu tort de participer à cette mascarade, Gluckstein le justifie indirectement, ce qui est en totale contradiction avec la décision du bureau nationale du POI de ne pas y participer. C'est également une façon de soutenir la direction du PCF contre les militants de ce parti qui n'iront pas voter le 7 juin.

Il peut écrire : "*Chacun le sait : le rejet par les travailleurs des plans qui les frappent s'exprimera principalement dans une abstention massive*", le mal est fait, notez bien que lorsqu'il aborde l'abstention légitime il fait référence aux "*travailleurs*" pas aux militants du PCF qui ne suivront pas forcément l'orientation de la direction de leur parti.

Quand j'écrivais récemment que les lettres adressées par le POI aux différents partis pour les inviter à appeler à une marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements étaient en réalité une démarche d'appareil privilégiant les rapports entre appareils, on en a ici une preuve incontestable.

Le 7 juin

Je n'ai pas le temps de causer, j'ai préparé ce matin un autre article, plus un commentaire de quelques extraits de *Réforme sociale ou révolution ?* de Rosa Luxemburg.

Le site sera actualisé demain, par contre mardi je ne le pourrai pas car je dois me rendre à 45 kms d'ici, plus de deux heures en moto, pour porter plainte auprès du Superintendant of police de Villupuram, l'autorité supérieure au commissariat de police de mon district, je dois en principe déposer 8 plaintes, dont deux pour meurtres, une pour menace de mort, deux pour racket, une pour fausse déposition ayant entraîné la mort d'un Allemand, une pour faux et usage de faux et vol, et la dernière pour corruption envers les flics de mon district (avec plus de 30 témoins quand même). Je réfléchis encore à l'opportunité de toutes ces plaintes. Tout dépendra de l'accueil qui me sera faite. J'ai déjà prévu de taper au-dessus si nécessaire et de mêler les médias.

J'aurais dû régler la plupart de ces problèmes plus tôt, mais à cause du site je n'en ai jamais trouvé le temps, cette fois je prendrai le temps qu'il faudra, idem avec ma baraque dont des travaux attendent depuis plusieurs années. Comme je ne cours pas après la grève générale ou la révolution, je n'ai aucune raison de négliger gravement mes propres affaires.

Chypre.

41,1% d'abstention.

Selon les autorités chypriotes, la participation a atteint 58,9%, bien moins que les 72,5% des précédentes élections européennes. (AP 06.06)

Etats-Unis.

La Bank of Lincolnwood s'est déclarée en faillite, vendredi. Elle est la 37e institution bancaire américaine à être mise en faillite depuis le début de cette année, contre trois seulement en 2007 et 25 en 2008. (Reuters 06.06)

Le 9 juin

Un mot personnel.

J'ai enfin terminé de rédiger en anglais la lettre que j'ai porté ce matin au commissariat de police de mon district, dans laquelle figure sept plaintes et une description exhaustive sur quatre pages des agissements des voyous qui dirigent le village où j'habite et terrorisent les autres pécheurs.

Je me suis présenté mon enveloppe à la main face à un espèce d'abruti d'inspecteur somnolent à son bureau qui ne m'a pas salué et a à peine levé la tête pour me regarder, je lui ai dit simplement avant de me retirer que cette enveloppe contenait une lettre de quatre pages, qu'il prenne le temps de la lire attentivement et quand il aura digéré le contenu, il pourra prendre contact avec moi. Ma lettre est une vraie bombe car je mets pas de monde en cause, mais elle peut très bien se transformer en pétard mouillé dans ce pays où la corruption fait loi.

Mon épouse est inquiète car elle doit retourner en France à la fin du mois, aussi on va organiser son départ discrètement pour que personne ne sache qu'elle n'est plus là. On est en train de mettre au point son départ avec ses frères.

Sa mère va rester avec moi et son frère aîné devrait rester aussi quelque temps. Un autre de ses frères avec son épouse et leurs deux filles dont je vous ai déjà parlé, vont peut-être s'installer chez nous aussi. Leur mère qui est toujours en arrêt maladie pourrait remplacer la femme de service du village que nous avons renvoyée puisqu'elle ne voulait plus rien foutre et pouvait renseigner le village sur ce qui se passait chez nous, cela lui assurera un revenu permanent. Mon beau-frère qui travaille comme un esclave sera soulagé et n'aura plus à aller chercher ses filles le soir à l'école, c'est moi qui m'en chargerait, de même que leur faire faire leurs devoirs.

Quel sacré monde de merde, c'est rien de le dire !

Tout cela va nécessiter que je réorganise mon travail politique qui sera forcément allégé. Pour les camarades qui prendraient le train en route, je signale que j'ai pratiquement déjà tout dit ce que j'avais à dire sur le parti, le programme, l'analyse de la situation depuis 1945, le mouvement ouvrier, son avant-garde, le capitalisme, les institutions, l'Etat, le syndicalisme, etc., ils peuvent donc consulter les articles (de qualités inégales) déjà parus et toujours en ligne si mon travail et ma réflexion les intéresse.

Faisons un peu de politique.

Selon le sénateur et député européen Mélenchon "*on est dans le trou*", il parle sans doute pour lui et ses alliés qui partagent sa conception de "*la révolution par les urnes*" ou d'un "*nouveau front populaire*", une utopie qui tourne le dos à tous les enseignement de la lutte de classe du prolétariat international depuis un siècle et demi ou la manifestation politique du petit-bourgeois qui craint plus que tout la guerre civile et qui cherche à tout prix à concilier les intérêts de la bourgeoisie avec ceux du prolétariat. Vous savez tous quel est le dindon de la mauvaise farce du front populaire.

Au fait, Mélenchon cumule les emplois infréquentables, il doit émarger aux alentours de 20.000 euros par mois, une situation confortable incompatible avec celle d'un élu de La Commune qui devait percevoir l'équivalent d'un salaire ouvrier moyen, non ? Je ne veux pas tomber dans la calomnie, mais

comme le PG et les autres partis ont abandonné le Smic à 1.500 ou 1.600 euros net par mois au profit d'une augmentation misérable de 200 ou 300 euros brut (pour ceux qui un salaire net inférieur à 1.000 euros), je me demandais simplement si le PG et le PCF allait fixer le Smic aux environs de 10.000 euros !

Une brève chronique politique sous forme d'extraits de déclarations ou de dépêches commentées.

Le rassemblement de la classe ouvrière s'est réalisé dans l'abstention et le rejet de tous les partis institutionnels, ce que le PS ne peut évidemment pas comprendre.

"«Le PS est affaibli. Il paie des divisions beaucoup trop grandes et l'incapacité à faire le rassemblement. Ce n'est pas satisfaisant», a concédé Vincent Peillon."

La lutte de classe est féroce, cruelle, parfois mortelle ! Ne vous faites pas d'illusions quand même !

""Attention, un parti comme toute entreprise humaine est mortel et le PS, s'il n'est pas capable de comprendre le message des Français", peut être en grand danger", a prévenu Manuel Valls."

"Maintenant, le choix est simple entre changer en profondeur ou dépérir", a dit Pierre Moscovici.

Une question à cent balles qui résume assez bien le dilemne que le PS est dans l'impossibilité de résoudre. Une question qui remonte quand même... à la fondation de la SFIO !

""Le PS accepte-t-il d'abandonner l'électorat et les quartiers populaires pour chasser les centristes et les 'bobos' ou se lance-t-il dans la reconquête de ses électeurs de base ? Martine Aubry doit trancher", juge le politologue Paul Bacot."

Des gens modestes capables de tirer les leçons d'un échec ? Pensez-vous, vous rêvez ?

"Pour Olivier Besancenot, «ce n'est pas un échec mais c'est moins bien que ce qu'on aurait pu penser»."

Quand une minorité prétend être majoritaire.

"Presque partout chez les Vingt-Sept, les partis de droite, au pouvoir ou dans l'opposition, remportent un scrutin marqué par un taux d'abstention record de 56,99 %."

La petite frappe. Quand l'UMP est à 12% environ des inscrits en tenant compte de l'abstention, il se situe nettement en dessous de la ceinture de La Talonnette.

"Les partis qui ont voulu transformer les élections européennes en référendum contre Nicolas Sarkozy ont subi une sévère déculottée."

Quand le socialisme scientifique est absent...

"Ceux qui espéraient un « grand soir » contre l'économie de marché à la faveur de la crise économique actuelle en sont pour leurs frais."

Comment mieux ancrer la petite bourgeoisie et la jeunesse au char du capitalisme en putréfaction ?

"Europe écologie : un vote "apolitique". ", il faudrait dire un vote "manipulé" par le biais d'un film sur l'environnement (Home) diffusé 48h avant le scrutin, les médias qui ont fait un tapage sur le très réactionnaire Daniel Cohn-Bendit présenté comme un progressiste, et les amis du Président et de l'UMP, Yann Arthus-Bertrand et Nicolas Hulot en tête dont les activités sont financées par... des multinationales !

Quelques dépêches.

La direction d'Airbus : responsable et coupable.

Après l'accident du vol AF447 au-dessus de l'Atlantique, le syndicat de pilotes de lignes ALTER a appelé lundi le personnel navigant technique (PNT) d'Air France à "*refuser tout vol*" sur les Airbus A330/A340 dont au moins deux pitots, ces sondes qui mesurent la vitesse d'un avion, n'ont pas été modifiés. (AP 08.06)

J'ai lu dans plusieurs dépêches que la direction d'Airbus était parfaitement au courant depuis longtemps d'incidents du même genre survenus sur ces sondes. Pire encore, elle avait chargé ses ingénieurs de réaliser de nouvelles études sur cet appareil qui mesure notamment la vitesse d'un avion, afin de corriger ses imperfections, cela remonte déjà à pas mal de temps et apparemment une sonde améliorée était sortie de ses bureaux d'études. Mais voilà, la direction d'Airbus pour des raisons purement mercantiles semble-t-il avait jugé bon de ne pas remplacer toutes les sondes en service, on peut donc parler d'accident prémédité dont elle porte l'entière responsabilité.

Les patrons et actionnaires voyous d'Airbus poursuivis pour la mort de 228 passagers et personnels d'équipage ? Vous n'y pensez pas ! (A suivre)

La crise, quelle crise ?

"*Le marché français de l'automobile résiste mieux que ses voisins européens, puisque sur un marché européen qui est environ à -18% sur le cumul des cinq mois (2009), le marché français est à -1,4%*", a déclaré M. Chatel, qui dressait à Bercy un bilan d'étape du plan automobile mis en place en février dernier.

Luc Chatel a souligné l'impact de la prime à la casse de 1.000 euros pour l'achat de voitures propres, mise en place le 4 décembre 2008, dans le soutien au secteur. "*La prime à la casse, ça marche, puisque 170.000 véhicules en ont bénéficié depuis le mois de décembre. Ça représente 20 à 25% des véhicules qui ont été vendus sur le marché depuis le début de la crise*", a-t-il estimé. (AP 08.06)

Deux poids, deux mesures.

Sur le 1,2 million de contrôles réalisés en 2008 sur les arrêts de travail, près de 130.000 ont reçu un avis défavorable des médecins de la Sécurité sociale, selon une enquête de La Tribune, publiée dans l'édition de mardi du quotidien économique. (Reuters 08.06)

Ils ont du fric et les moyens à la Sécu pour contrôler les travailleurs en arrêt maladie, mais lorsqu'il s'agit de mettre la main sur les centaines de millions d'euros provenant de faux actes médicaux déclarés par des cliniques et des praticiens, là la Sécu manque de personnel et de fric. Idem pour l'inspection du travail qui manque cruellement de moyens pour faire respecter la législation du travail aux patrons voyous.

Au fait, les syndicats participent à la gestion de la Sécu ou je me trompe, ils sont donc complices des avis défavorables rendus par les médecins de la Sécu. Dirigeants des partis ouvriers : rompez avec la bourgeoisie, le patronat, l'Etat, les institutions, les appareils... Aussi longtemps que vous n'aurez pas rompu ces liens, il n'existera pas réellement de parti ouvrier indépendant dans ce pays quel que soit la dénomination qu'il prendra.

Quand Kouchner pleure un dictateur.

Décès d'Omar Bongo : "*la France perd aujourd'hui un ami*", selon Bernard Kouchner. (AP 08.06)

L'Union européenne en crise. Chacun pour soi.

"*Dans le cas de la dette, nous ne pouvons pas séparer (...) mais si des autorités nationales veulent le faire, ils le peuvent*", a déclaré Joaquin Almunia lors de la conférence de presse à l'issue de la réunion de l'Eurogroupe.

Il répondait à l'idée avancée la semaine dernière par la ministre française de l'Economie Christine Lagarde de traiter la dette liée aux plans de relance différemment de celle engendrée par les déficits structurels, qui a encore fait des vagues.

"*Je serais très mécontent si la crédibilité du Pacte de stabilité venait à être mise en doute*", a déclaré le ministre allemand des Finances Peer Steinbrück à son arrivée.

Le ministre néerlandais Wouter Bos lui a emboité le pas et a considéré qu'"*il ne fallait pas rendre les choses plus compliquées qu'elles ne le sont*". (Reuters 08.06)

Ils pataugent dans l'incertitude...

Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé lundi que le moment de la reprise économique dans les 16 pays de la zone euro était encore "*incertain*".

... et incitent les gouvernements à amplifier leurs attaques contre la classe ouvrière pour augmenter la productivité.

De son côté, la commission européenne a annoncé lundi qu'elle allait lancer un avertissement officiel à huit pays de la zone euro, contre le dépassement des seuils des déficits publics. (AP 09.06)

Dubaï.

Les ventes de produits de luxe à Dubaï ont plongé d'environ 45% depuis le début de la crise, affectées par une forte baisse de la consommation locale comme étrangère, a déclaré Tony Jashanmal, directeur du groupe de distribution Jashanmal Group of Companies, à l'occasion du sommet du luxe organisé par Reuters. (Reuters 08.06)

Nigéria.

Royal Dutch Shell est parvenue à un accord à hauteur de 15,5 millions de dollars (11,1 millions d'euros) lundi à New York. La compagnie pétrolière était poursuivie depuis 1995 pour complicités avec l'ancien régime militaire nigérian concernant l'exécution de six civils, le poète Ken Saro-Wiwa et cinq autres activistes des Droits de l'homme et de la protection de l'environnement, qui avaient

manifesté dans la région d'Ogoni, dans le sud du Nigéria. (AP 08.06)

Bonne semaine à tous.

Le 10 juin

La direction capitaliste de la CGT à votre service.

A trois jours de nouvelles manifestations interprofessionnelles, les partenaires sociaux entament mercredi des négociations sur la "*gestion sociale de la crise*" et ses conséquences sur l'emploi.

"*Il apparaît au grand jour que (le patronat) cherche tous les échappatoires à l'ouverture de réelles négociations. La seule proposée concerne la gestion sociale de la crise et non les moyens d'en sortir*", dénonce ainsi la CGT dans un communiqué. (AP 09.06)

Ils veulent négocier avec le patronat à propos de la crise "*les moyens d'en sortir*", autrement dit de quelle manière le gouvernement et le patronat vont augmenter la productivité, l'exploitation.

Au fait, "*la gestion sociale de la crise*" ne constituerait-elle pas le préambule des moyens pour en (tenter de) sortir ?

Je partage l'avis de nombreux camarades qu'il faut boycotter la journée d'action (de division) du 13 juin appelée par les partenaires antisociaux de Sarkozy.

Le vrai visage du capitalisme : l'horreur !

On a appris que "*la modification des sondes Pitot, recommandée par Airbus en septembre 2007 n'avait pas de caractère urgent et entrait dans le cycle normal de vie d'un avion. La recommandation du constructeur laissait à l'opérateur toute liberté de l'appliquer totalement, partiellement ou pas du tout. Par contre, lorsque la sécurité peut être en cause, le constructeur, en liaison avec les autorités, émet un bulletin service obligatoire repris par une "consigne de navigabilité". Une note interne de la compagnie datant de novembre 2008 que l'Agence France-Presse a pu consulter lundi fait état d'"un nombre significatif d'incidents" liés aux calculateurs de vitesse qui sont survenus sur des A330-340 d'Air France. (...)*

Le lendemain, Air France a annoncé dans un communiqué avoir observé à partir de mai 2008 des "incidents de pertes d'informations anémométriques en vol en croisière sur A340 et A330". Dans un communiqué diffusé lundi soir, Alter considérait qu'aucune mesure conservatoire satisfaisante n'avait été prise. Il déplorait que, dans l'attente du remplacement de toutes les sondes Pitot défectueuses, la direction n'ait pas pris la décision d'immobiliser les A330 et A340 non encore équipés de nouveaux modèles. Le remplacement complet de ces sondes n'était prévu au départ que dans les prochaines semaines."

Scandaleux, non ? Air France s'est-elle pliée aux exigences du "bulletin service obligatoire" ou les a-t-elle ignorées ? De là dépend l'établissement de la responsabilité d'Air France ou d'Airbus. J'aurais dû faire avocat !

L'abstention a dépassé 60% dans l'UE le 7 juin.

Si on retirait les pays où le vote était obligatoire aux élections européennes, notamment la Belgique, Luxembourg (Malte ?), les votes blancs et nuls, le taux d'abstention dépasserait 60%.

Lu dans un blog proUnion européenne, j'ai relevé la remarque d'un internaute :

"*Comptez le Luxembourg et la Belgique dans vos chiffres est incohérent et malhonnête. Dans ces deux pays le vote est obligatoire, sous peine d'amende, difficile de s'abstenir dans de telles conditions, mais ces deux pays comptabilisent les votes blancs et nuls, ce qui fait que l'UMP ne gagne pas les européennes avec 27%, mais seulement 9.5% des électeurs inscrits, si l'on se base sur leurs calculs, ce qui relativise l'écrasante victoire.*".

Le PS : un parti étranger à la classe ouvrière. Mode d'emploi par lui-même. Extraits commentés d'une dépêche Reuters du 9 juin.

"*Une réunion pour rien? Le Conseil national du Parti socialiste, censé tirer les enseignements de la défaite aux européennes n'a débouché mardi soir sur aucune décision concrète, malgré la pression s'accumulant sur Martine Aubry.*"

Le PS n'est pas un parti ouvrier et ne peut pas le devenir, il peut juste se faire passer pour un parti ouvrier par le biais de multiples complicités.

"*Comme un remake du congrès de Reims, en novembre, les courants se sont consultés tout l'après-midi, se fixant les mêmes priorités qu'il y a six mois : alliances, primaires présidentielles et dialogue renoué avec les classes populaires.*"

Un parti électoraliste, institutionnel, constitué de bourgeois et petits-bourgeois. S'il ne peut pas "renoué (le dialogue) avec les classes populaires", c'est tout simplement parce qu'il leur est étranger et qu'il n'y a plus rien à gratter du côté du régime capitaliste, en tout cas pour la classe ouvrière, pour les classes moyennes et la petite-bourgeoisie c'est une autre affaire.

"*Ensuite, quatre heures de Conseil national dans un grand hôtel parisien ...*"

Un endroit très fréquenté par des ouvriers sans doute, encore une preuve que ce parti est étranger au milieu ouvrier, en quelque sorte il le revendique.

"*Après avoir laissé entendre qu'il démissionnerait en cas d'échec, Benoît Hamon, porte-parole privé de son unique mandat électif, a fait savoir qu'il restait à la direction pour travailler au "rassemblement de la gauche" en vue de la présidentielle de 2012.*"

Ces gens-là inspirent spontanément un profond mépris ou dégoût tant ils sont prompts à se renier. Ils se foutent littéralement ouvertement des gens à qui ils s'adressent, Hamon en fournit ici la preuve. Leurs principes et leur morale sont au ras du caniveau, au même niveau que le capitalisme auquel ils sont liés, cela explique ceci.

Pour adhérer à un tel parti sachant pertinemment tout ce qui vient d'être dit, pour rester adhérent de ce parti pendant des décennies, il ne faut vraiment pas être très regardant sur les principes, il faut accepter hypocrisie, mensonges, magouilles, trahisons et j'en passe. Qui se ressemblent s'assemblent, dit-on, sans doute pas pour rien.

Quelle image épouvantable il donne du mouvement ouvrier, plus vite et plus loin il abandonnera

toute référence au socialisme et au milieu ouvrier, et mieux nous nous porterons.

Le PS représente les intérêts de la petite-bourgeoisie et des classes moyennes qui entendent faire pression sur les capitalistes pour conserver ou accroître leurs avantages particuliers, et ses références à la classe ouvrière relèvent de l'escroquerie pure et simple... comme celles de Sarkozy, ils partagent les mêmes méthodes pour tromper les travailleurs et jeunes.

Le PS incarne à lui tout seul tout ce qui est détestable chez un être humain faible, ignorant, inconscient de la place et du rôle qu'il tient et remplit dans les rapports sociaux, bref, on n'a surtout pas envie de lui ressembler pour ne pas dire qu'il est infréquentable.

Quant à ceux qui y sont restés pendant de très nombreuses années et qui l'ont quitté sur le tard, ils ont été façonnés par ce parti, ces pratiques scandaleuses, ils se sont compromis si longtemps en acceptant l'indéfendable malgré ce qu'ils peuvent prétendre, on se fout de ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, seuls les actes comptent, qu'en dehors d'un engagement clair pour la révolution socialiste et la rupture avec l'idéologie bourgeoise, ils ne méritent pas notre confiance, ils devront faire encore un effort et prouver qu'ils la méritent.

Regardez Mélenchon avec sa "*révolution par les urnes*", il n'a pas rompu avec l'idéologie du PS qui se déclinent sous différents masques. Il voudrait nous faire croire que les capitalistes pourraient accepter de bonne grâce de se voir dépouiller sans broncher de leurs biens par le biais d'un bulletin de vote.

De notre côté, nous ne revendiquons pas seulement le droit à la paresse, mais aussi à un comportement exemplaire, à une honnêteté intellectuelle absolue dès lors que l'on est en possession des éléments nous permettant de dire la vérité et de s'y tenir.

600 + 60 = 660 suppressions d'emplois chez Bénéteau.

Le groupe Bénéteau, premier constructeur mondial de voiliers, a annoncé mardi que le nombre de licenciements prévus dans le cadre de son plan de restructuration serait limité à 60 au lieu des 590 initialement estimés.

"*Le maintien d'un plan de chômage partiel à un coût plus faible (maintien de 625 emplois) et la mise en oeuvre d'un plan de départs volontaires (de l'ordre de 600 personnes), représentent les mesures les plus significatives*", indique le groupe dans un communiqué. (Reuters 09.06)

Grande-Bretagne.

Le trafic du métro londonien sera très fortement perturbé jusqu'à vendredi matin en raison d'une grève des employés du Transport for London (TFL), a annoncé mardi soir la régie des transports de la capitale britannique.

Le conflit porte sur les salaires. Les négociations ont été rompues mardi, selon le syndicat du Rail, de la mer et des transports. (AP 09.06)

Le groupe bancaire britannique Lloyds a annoncé mardi qu'il allait supprimer 1.600 postes supplémentaires en Grande-Bretagne dans le cadre de la restructuration de ses activités de crédit. (AP 09.06)

Le 11 juin

Je rajoute une réflexion à mon analyse à chaud des élections européennes du 7 juin une fois pris connaissance d'un élément qui me faisait défaut, à savoir que l'abstention ouvrière dans les quartiers ouvriers avait été du même ordre que le 29 mai 2005, aux alentours de 70%, même 80%.

Je m'interroge, si 70 à 80% de la classe ourvière rejette l'Union européenne et la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, parmi ces 70 ou 80% qui représentent des millions de travailleurs, il y a forcément quelques pourcents (ou plus ?) qui sont prêts à engager le combat pour en finir une fois pour toute avec le régime, donc qui peuvent former la base ouvrière d'un parti révolutionnaire, non ?

Si tel est bien le cas, force est de constater qu'ils ne se reconnaissent pas dans les partis ou organisations qui tiennent en apparence un langage radical, le NPA et LO, dans aucun parti à première vue. Maintenant il serait intéressant de se demander pourquoi. S'il ne leur manque pas grand chose pour adhérer au socialisme, ce n'est pas en se tournant vers ces formations politiques qu'ils pourraient y adhérer. Quand je dis qu'ils pourraient adhérer au socialisme, je ne prétends évidemment pas qu'ils se tourneraient spontanément vers le socialisme, mais plutôt que leur démarche y conduit pour peu qu'on les aide à aller dans cette voie, le développement de la crise du capitalisme favorise cette démarche pour le moment en grande partie inconsciente ou en gestation. Voilà de quoi garder le cap et demeurer optimiste malgré tout. (A suivre)

En lisant rapidement le dernier numéro d'Informations ouvrières (n°50), je suis tombé sur deux témoignages qui m'ont laissé perplexe. Cherchez l'erreur.

Page 2 : "*Je suis confronté directement à ce problème, puisque ma fille est employée comme EVS dans une école maternelle du chef-lieu de canton. Son contrat a été reconduit pour une seconde année, mais elle se retrouvera « jetée » en décembre prochain. Son salaire actuel ? 592,89 euros net mensuels ! Allez donc vivre, même célibataire, avec ça.*"

Page 8 : "*A Montreuil, en Seine-Saint-Denis, l'assemblée locale du 3 juin rassemble une cinquantaine de participants. Parmi eux, une EVS, qui, comme 32 000 de ses collègues dans toute la France, ne verra pas son contrat renouvelé par l'Education nationale fin juin. Elle vit seule avec un enfant. Comment fera-t-elle pour payer les 900 euros de son loyer ?*"

Comment en vivant seul avec un enfant et un salaire de 592,89 euros net mensuels peut-on payer un loyer de 900 euros, plus l'électricité, le gaz, l'eau chaude et l'eau froide, le téléphone, les assurances, se nourrir, se vêtir, se déplacer, etc ?

Les réacs se sentent pousser des ailes là où on ne les attendaient pas forcément.

"*Le vote sanction n'a pas eu lieu. Je traduis derrière tout ça que l'opinion publique est toujours dans la logique qu'il faut continuer les réformes et aller encore plus vite et encore plus fort*", a déclaré Fadela Amara mercredi à la presse parlementaire.

Et d'ajouter, vous avez le droit de vous marrer : Aussi convient-il, selon Fadela Amara, de "*travailler en direction des personnes les plus fragiles*" et "*de construire un 'bouclier social' auquel (j') aspire depuis longtemps*". (Reuters 10.06)

Version Sarkozy ! On a envie de répondre à l'ex-présidente de l'association Ni pute ni soumise, qu'il s'agira d'un "*bouclier*" anal ! A moins qu'elle ne veuille nous faire prendre des vessies pour des lanternes, cela ne plane pas bien haut dès qu'elle ouvre la bouche, au niveau de La Talonnette !

On aurait envie de dire qu'ils sont plus intelligents que nous.

Le chef de l'Etat a déclaré en conseil des ministres que la majorité présidentielle devait ce succès au fait d'être restée unie, a rapporté Eric Besson. (Reuters 10.06)

Passons sur le "succès" qui tourne aux alentours de... 11% !

Ils se démerdent mieux que nous assurément. Ils ont un parti pour mener leur guerre antisociale contre la classe ouvrière, ils ont leur internationale qui fonctionne dans tous les domaines (ONU et ses filiales dans le domaine de la santé, de la culture, du travail, etc., FMI, Banque Mondiale...), et nous n'avons rien ou presque à leur opposer, rien qui pourrait les inquiéter en tout cas. Cela devrait nous inciter à être modeste, non ?

Pour nous la question n'est pas vraiment d'être unis, mais d'être capable de se doter d'une théorie qui nous permettrait de soutenir une orientation révolutionnaire. En existe-t-il d'autres de crédibles que le socialisme scientifique de Marx et Engels ? On a oublié que c'est elle qui a porté le parti bolchevik, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre au pouvoir en octobre 1917. Même si la révolution russe ne pouvait pas triompher sans la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est le marxisme (et le parti) qui lui a montré le chemin pour vaincre. On a envie de demander à nos dirigeants : vous avez vraiment envie de vaincre ou non ?

Quelle autre alternative existe-t-il au capitalisme à part le socialisme ? Aucune, parce qu'entre la propriété privée et la propriété collective des moyens de production il existe un rapport d'exclusion et non d'inclusion ou de collaboration, c'est pour cela que la collaboration de classes des dirigeants des syndicats est réactionnaire.

Dans ce processus dialectique, il n'y a que la prise du pouvoir politique qui soit la négation du capitalisme, le socialisme, sur les bases de la socialisation des moyens de production déjà développés par le capitalisme va élever la productivité à un niveau supérieur, ce qui ne signifie pas forcément produire davantage, afin d'assurer la satisfaction des besoins de la population. La négation de la négation ne marque pas le déclin de la civilisation mais sa libération à terme du fardeau de la nécessité.

Vous aurez remarqué au passage que l'on n'a pas oublié la prise du pouvoir politique, car on ne peut pas se contenter d'analyser tranquillement la situation en laissant de côté cette épreuve difficile et qui demande à être expliquée et argumentée. On ne peut pas demander aux travailleurs d'adhérer à une idée sur notre bonne bouille ou nos bonnes intentions, il faut être sérieux et recadrer les choses.

Si l'on veut partir de la réalité pour analyser la situation, on ne peut pas faire comme s'il n'existait pas des institutions dans ce pays et comme si la politique comptait pour des prunes.

Mais non, mais non, le PS ne collabore pas au plus haut niveau avec Sarkozy.

"*Les députés Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne) et Marc Laffineur (UMP, Maine-et-Loire) ont présenté, mardi 9 juin, leurs propositions de réforme de la taxe professionnelle à la ministre de l'économie, Christine Lagarde, qui est en train de boucler ses concertations avec les collectivités*

locales et les entreprises. Ils étaient accompagnés à Bercy du président de la commission des finances, le socialiste Didier Migaud, et du rapporteur général du budget, l'UMP Gilles Carrez, qui leur ont demandé, depuis près d'un an, de réfléchir ensemble au réaménagement de la fiscalité locale." (Le Monde 10.06)

Le PS corédige ainsi avec l'UMP des contre-réformes contre la classe ouvrière dans toutes les commissions, dans tous les domaines. No comment, je risquerais de m'emporter !

Le Front de gauche n'est déjà plus qu'un souvenir.

Hier, Roland Muzeau, porte-parole des députés communistes, a appelé à la création d'un Front de gauche élargi « *au NPA et à d'autres. [] Ça suppose que le NPA change sa posture quant à sa prise de responsabilité sur la gestion des régions puisqu'ils ne veulent pas travailler avec le Parti socialiste, ce qui n'est pas notre cas* ». (Libération.fr 10.06)

L'essentiel c'est que le sénateur Mélenchon ait été élu député européen ! Il savait parfaitement à quoi s'en tenir avant les élections européennes, ce type-là fait partie des gens dont les principes coïncident uniquement avec leurs intérêts individuels, à vomir. Entre nous, je l'avais déjà annoncé il y a quelques semaines, j'avais vu juste.

Encore une bonne nouvelle pour Sarkozy.

La production industrielle de la France s'est encore repliée de 1,4% en avril après une baisse de 1,7% en mars, selon les données CVS-CJO publiées par l'Insee. (Reuters 10.06)

Quand d'un côté on vous rackette et de l'autre vous vous serrez la ceinture.

Avec la crise, la consommation des ménages français a marqué le pas en 2008, avec une baisse de 1,6 point par rapport à 2007 tout en se maintenant à +1% (contre 2,7%), avec un recul des dépenses dans les biens et services, en particulier de loisirs, selon une étude de l'INSEE paraissant jeudi. (AP 10.06)

Explication :
- les loyers ralentissent (+4,4%)
- chauffage/éclairage bondit de 4,3%
- les prix des combustibles liquides et le gaz naturel connaissent une forte hausse respectivement +25,% et 9,9%
- consommation de la viande -2,3% en 2008
- achats de véhicules -5,3% et de carburant -3,2%
- biens de loisirs, équipements de sport, camping et plein air -1,9% contre 6,2% en 2007
- services de loisirs, les jeux de hasard accusent une baisse de 5%.
- ventes de DVD et CD reculent également -3,3%

Après le travail le dimanche, le travail pendant les arrêts maladies, les lycées ouverts 365 jours par an !

"*Il faut qu'on accepte cette idée que le lycée doit être ouvert en dehors des strictes heures de cours*", a déclaré M. Sarkozy lors d'un déplacement au lycée Galilée de Gennevilliers . "*C'est un lieu de vie, et ce n'est pas normal que, quatre mois ou cinq mois de l'année en comptant les vacances, ça soit fermé. Ce n'est pas normal que pendant le week-end, ça soit fermé*".

"*Que ce soit des lycéens qui gèrent les équipements sportifs qu'on va faire, ça leur apprendra un peu à devenir des adultes et à respecter les équipements dont ils auront la gestion. Ce n'est pas forcément aux adultes de tout faire dans le lycée*", a-t-il estimé. (AP 10.06)

Parce que les jeunes auraient attendu après La Talonnette pour participer à une activité culturelle ou sportive en dehors du lycée, le reste du temps ils ne penseraient qu'à s'amuser, faire des conneries, picoler ou se défoncer !

Au moment où les 32.000 EVS vont être virés, qui va encadrer les jeunes dans les lycées pendant les week-end et les vacances ?

Ils haïssent la jeunesse et ils ont du mal à le cacher, la preuve.

«*Pour une fois, nous avons de bonnes nouvelles à annoncer, et quelques sujets d'inquiétudes*», se réjouit Etienne Apaire, président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt).

La bonne nouvelle, c'est que l'expérimentation d'alcool, de tabac et de cannabis chez les adolescents âgés de 17 ans est en baisse constante depuis 2003. L'inquiétude vient du constat d'une hausse de l'ivresse alcoolique et de la cocaïne. (Libération.fr 10.06) Une paille quoi !

Allemagne.

On a toujours besoin, non, ce n'est pas d'un plus petit que soi.

L'Allemagne a bien l'intention d'acheter 180 Eurofighter malgré la hausse du coût du programme, annonce un porte-parole du ministère de la Défense.

"*On a toujours un besoin opérationnel de 180 Eurofighter*", a déclaré le porte-parole. (Reuters 10.06)

Comment faire passer un produit avarié pour un produit frais.

On commence par nous dire : "*Les ministres de l'UE s'entendent sur une réforme de la régulation financière*". Tiens donc, ils y seraient enfin parvenus ? Pas si sûr, vous l'aviez deviné.

Plus loin on apprend que "*les pays de l'UE restent divisés sur des points-clés, comme les prérogatives des nouvelles instances de régulation envisagées*", pas de bol !

Et ils ne sont pas au bout de leur peine : "*Il convient désormais d'établir des définitions très précises des types d'interventions qui peuvent avoir lieu et de quelle manière les régulateurs nationaux peuvent être déjugés*", a déclaré de son côté le ministre néerlandais des Finances, Wouter Bos." (AP 09.06)

La suite au sommet européen des 18 et 19 juin "*avant de rentrer davantage dans les détails dans les mois à venir lorsque la Commission européenne fera des propositions sur le fonctionnement du nouveau système de régulation.*".

Etats-Unis.

Le juge des faillites new-yorkais Arthur Gonzalez a validé mardi le retrait de la franchise Chrysler

pour 789 concessionnaires du constructeur automobile américain.

La juge de la Cour suprême américaine Ruth Bader Ginsburg a suspendu lundi "jusqu'à nouvel ordre" la vente du constructeur automobile Chrysler à l'Italien Fiat.

Si aucun accord n'est trouvé d'ici au 15 juin, la restructuration pourrait être abandonnée et le constructeur auto américain mis en liquidation. (AP 09.06)

Dernière minute : un nouvel accord aurait été trouvé entre Chrisler et Fiat, reste à le faire approuver par la juge de la Cour suprême américaine.

Ce serait au profit de GM et Ford, c'est jouable.

La faillite du capitalisme se mesure en records battus.

Le déficit budgétaire des Etats-Unis a atteint un niveau record pour un mois de mai, à 189,65 milliards de dollars, annonce le Trésor américain.

Sur les huit premiers mois de l'exercice 2009, le déficit a plus que triplé par rapport à la même période de l'exercice précédent, à 991,95 milliards de dollars.

Le budget des Etats-Unis couvre une période allant du 1er octobre au 30 septembre. (Reuters 10.06)

Le 13 juin

Bon week-end à tous pour commencer.

Je n'ai trop le temps pour causer. J'ai continué mes démarches auprès des autorités indiennes contre les voyous de notre village qui voudraient nous empêcher de vendre notre maison, mieux de nous la piquer. Le responsable de la police du district est absent pendant deux semaines, il m'a confirmé qu'il y avait des inspecteurs pourris dans son commissariat et qu'on traiterait notre problème à son retour, il nous a demandé d'être patient.

J'ai rassemblé les témoignages et les preuves qui confirme que le panchayat n'est propriétaire d'aucun terrain et qu'il n'a pas le pouvoir de vendre les terres appartenant à l'Etat, donc les voyous qui ont enfreint cette loi en nous vendant ce terrain sont très très mal, ils encourent la prison et au minimum le remboursement de la somme que nous leur avions versée de bonne foi.

J'ai mis tout cela noir sur blanc dans un nouveau document de deux pages après avoir rencontré les responsables du bureau qui enregistrent les ventes de terrains sur le Territoire de Pondichéry et sur le district du Tamil Nadu où nous habitons, j'ai consulté (grauitement) trois avocats qui nous ont tous dit la même chose : le panchayat n'a pas de pouvoir à ce niveau, vous êtes chez vous et personne ne peut vous déloger au bout de 9 ans, pas même l'Etat qui avait enregistré dans les règles en 2004 notre titre de propriété. J'ai transmis toutes ces informations à la police pour que les choses soient bien claires. Il nous reste une question à régler : récupérer ce foutu papier du cadastre que le fonctionnaire de service refuse de nous donner parce qu'il a été corrompu par le panchayat du village. Nous sommes en mesure de le prouver. Le responsable du bureau d'enregistrement des terrains du Tamil Nadu nous a dit de demander à la police de le convoquer et de lui donner l'ordre de nous remettre

immédiatement ce document. Une première fois il m'avait dit que ce document existait avant de se rétracter. Pas de bol, sur le titre de propriété enregistré dans les formes en 2004 figure un numéro qui correspond au cadastre à l'emplacement de notre terrain, ce qui n'est pas le cas lorsqu'un terrain est demeuré vierge ou n'appartient à personne d'autre qu'à l'Etat.

En fait je vais rester seul avec ma belle-mère après le départ de mon épouse en France à la fin du mois, mes cinq beaux-frères encore en vie passeront nous voir régulièrement et l'un d'entre eux passera les week-end à la maison avec ses deux enfants, donc je ne serai pas totalement isolé. Je ne peux pas écrire ici quelle solution mes beaux-frères m'ont proposé pour être tranquille définitivement, à vous de deviner comment se règle ce genre de situation en l'absence d'un Etat de droit. Au fait, avant-hier une femme a été assassinée dans le village voisin.

Ce qui suit a été préparé hier matin et aujourd'hui.

De plus en plus de camarades de la CGT ruent dans les brancarts de Thibault et la direction pourrie du syndicat, il faut diffuser au maximum ces infos, y compris dans les autres syndicats.

Des camarades pensent que s'il existait un parti révolutionnaire (de quelques milliers de militants), un programme correcte, des dirigeants à la hauteur, etc., cela changerait la donne, permettez-moi de ne pas être d'accord, c'est à mon avis se faire des illusions et ne pas avoir compris l'essentiel. Quelle est la situation objective des masses, quel est réellement leur état d'esprit ? Je pense que les réponses à ces questions doivent être intégrées à notre analyse de la situation pour définir une tactique et une stratégie nous permettant d'aller de l'avant, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, sauf à se leurrer.

C'est quand même extraordinaire, voilà qu'explose la plus formidable crise du capitalisme depuis le début des années 30, deux ans ce sont déjà écoulés et le mouvement ouvrier n'a pas avancé d'un millimètre. Au lieu d'être en ordre de combat pour affronter les capitalistes et l'Etat bourgeois, nous ne disposons d'aucun instrument politique fiable pour mobiliser les masses et transformer cette crise économique et sociale en crise politique et révolutionnaire.

Pourquoi ? Qu'est-ce qui s'est passé du côté des partis ouvriers au cours des nombreuses décennies qui se sont écoulées depuis cette époque, disons depuis l'après-guerre ? Vous ne pensez que c'est de ce côté-là qu'il faudrait se pencher pour comprendre le degré de dégénérescence atteint par le mouvement ouvrier, la décomposition du syndicalisme au profit du corporatisme dans les deux sens du terme, la dislocation de l'avant-garde révolutionnaire et le révisionnisme qui l'a gagné ?

La chute du mur de Berlin et la liquidation de l'URSS n'explique pas entièrement la subordination croissante du prolétariat au capitalisme. Je rejette cette thèse qui ne sert qu'à camoufler l'incurie politique et la responsabilité des dirigeants de l'avant-garde. Notez bien que ce n'est pas un hasard si ces dirigeants partagent tous cette thèse.

Au lieu de s'en tenir au marxisme, aux précieux enseignements de la lutte des classes en tenant compte des transformations intervenues dans la société, ils se sont fourvoyés à chercher des chemins de traverse pour construire le parti, ils ont collaboré avec les appareils pourris des syndicats en prétendant y trouver leur compte pour constuire le parti, sans résultat plus de 60 ans plus tard, ils se sont encanaillés avec des gens étrangers au milieu ouvrier y voyant un susbtitut aux masses trop réactionnaires pour être recrutées, après des décennies de sectarisme et dogmatisme, en vain à chaque fois.

A aucun moment ils n'ont réellement été capables de se mettre à la hauteur des travailleurs, à aucun

moment ils n'ont été capable d'éduquer politiquement les masses pour les aider à rompre avec le capitalisme, paradoxalement c'était au PCF qu'était dévolu ce rôle, au contraire, en se transformant en trade-unionistes ils ont favorisé l'emprise du capitalisme sur les masses. Ils se sont gargarisés de l'amélioration de la condition ouvrière à laquelle ils ont participé, sans comprendre qu'elle constituait un noeud coulant passé autour du cou de la classe ouvrière, et que le jour où le capitalisme s'écroulerait ce noeud se ressèrerait autour de son cou au lieu de pouvoir s'en délivrer. Ils ont été incapables de préparer les masses à cette échéance capitale pour leur avenir (de classe). On peut dresser le même constat au niveau international.

J'ai lu il y a quelques jours Lénine ou Trotsky qui disait que c'étaient les opportunistes qui bavardaient sur le bon et le mauvais côté des choses en les opposant, alors que la seule question qu'il fallait se poser était de savoir si telle ou telle tactique nous permettait ou non d'avancer, de faire ne serait-ce qu'un pas vers notre objectif. Ceux qui célèbrent à longueur de temps les bienfaits de la lutte des classes des 60 dernières années ont manifestement perdu de vue cet objectif qui est juste bon à figurer en deux lignes dans leur programme.

Revenir au marxisme, au socialisme, au syndicalisme révolutionnaire est une nécessité pour que le mouvement ouvrier sorte de l'impasse dans laquelle il est. Se tourner vers les masses ne doit pas seulement consister à défendre leurs revendications, il faut leur expliquer patiemment en quoi consiste le capitalisme, il faut les aider impérativement à rompre avec le capitalisme. Si leur niveau de compréhension est très bas, c'est de là qu'il faut partir pour élever leur niveau de conscience politique.

Pour l'élite intellectuelle qui dirigent les partis ouvriers, cette tâche doit sembler ingrate, mais elle est le seul moyen pour contruire un véritable parti ouvrier composé majoritairement d'ouvriers sachant parler aux ouvriers. C'est tout le contraire de l'ouvrièrisme, car si l'on part des faiblesses du milieu ouvrier ce n'est pas pour en flatter les travers, mais au contraire pour les combattre. Un intellectuel qui dira à un ouvrier qu'il tient mal son tournevis se fera envoyer chier, il lui demandera si lui il lui reproche de mal tenir son stylo, autrement dit on n'est pas du même monde, occupe-toi de tes affaires, alors que si c'est un autre ouvrier qui lui dit, il l'écoutera, pas forcément, mais on aura une chance qu'il l'écoute.

Il ne s'agit pas d'opposer ouvriers et intellectuels mais de partir de la réalité telle qu'elle se présente et non telle qu'on imagine qu'elle est ou qu'on voudrait qu'elle soit. Est-ce un hasard si la majorité des travailleurs qui se connectent sur le site sont des ouvriers ? Il y a aussi des intellectuels qui comprennent apparemment très bien de quoi je cause. (A suivre)

Ils paniquent déjà en prévision de la rentrée de septembre.

Selon Chérèque dans le "*Parisien/Aujourd'hui en France* de vendredi, "*il y a deux risques d'embrasement*": une "multiplication des actes de radicalisation dans les entreprises. Et puis des débordements de la jeunesse, tout aussi désespérée. Le gouvernement doit (donc) prendre des mesures avant l'été, s'il veut éviter une rentrée sociale très chaude". (AP 11.06)

Chérèque est à sa place en conseillé de Matignon, et qu'il partage les mêmes préoccupations que le gouvernement est normal puisqu'ils font partie du même camp.

Thibault joue dans le même camp quand il regrette amèrement que les travailleurs rejettent l'Union européenne "*l'Europe devrait être perçue comme un moyen de faire face à la crise. Au contraire, la non-participation montre un écart entre les politiques et les attentes des citoyens*".

La première question qu'il faudrait poser aux syndiqués : quand les dirigeants syndicaux refusent d'appeler à la grève générale, dans quel camp se situent-ils ? Dans le camp de nos ennemis. S'ils sont finalement nos ennemis au même titre que les patrons, il faut les chasser des syndicats.

On ne peut pas avoir un pied dans chaque camp, c'est ce qu'ils doivent bien comprendre, temps qu'ils ne l'auront pas compris, ces lieutenants de la bourgeoisie continueront de pourrir le mouvement ouvrier et de servir les intérêts des capitalistes.

Pour le comprendre, il faudrait que les syndiqués aient un autre horizon en perspective que leurs revendications immédiates, qu'ils aient comme pespective leur émancipation du capital, or elle est absents de la stratégie de tous ceux qui mènent le combat dans les syndicats.

Dès lors il n'y a aucune raison que la conscience de classe des syndiqués progresse et évolue dans la bonne direction. Ce qui se traduit dans la pratique par la recherche permanente de réponses satisfaisantes pour les deux camps en présence, alors qu'ils ont des intérêts fondamentaux antagoniques et inconciliables.

Sans perspective révolutionnaire, ce n'est pas seulement l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui disparaît, c'est la lutte de classe du prolétariat qui est laminée à la base, car sans perspective on ne peut pas s'orienter dans la bonne direction, on ne peut que se fourvoyer.

Qui va payer ?

La Banque mondiale évalue à $350-$635 milliards le déficit global de financement pour les pays en développement en 2009.

"*Les pays à bas revenu, dont la capacité d'emprunt est limitée en raison de réserves basses et de budgets nationaux à bout de course auront tout particulièrement du mal à obtenir des financements suffisants dans les années qui viennent*", dit encore Zoellick.

"*C'est pourquoi les prêts de la Banque mondiale, du FMI et d'autres sources deviendront de plus en plus importants à mesure que la crise se répandra dans les pays à bas revenu.*" (Reuters 11.06)

Le brigandage impérialiste va continuer de plus belle. On garde à l'esprit que lorsqu'un pays dit pauvre emprunte de l'argent à ces institutions, ils remboursent en intérêt parfois jusqu'à huit fois le capital emprunté sans jamais voir le bout de sa dette, ce sont les travailleurs de ces pays qui sont littérallement saignés pour que le capitalisme survive et que la population des pays dits riches concerne un certain niveau de vie, car il faut bien que quelqu'un consomme les marchandises produites pour que le cycle du capital aille à son terme.

La phase d'épuisement des stocks touchant à sa fin, il faut bien continuer à produire pour satisfaire la demande même en baisse, à ne pas confondre avec une sortie de crise ce que font certains économistes.

"*Le pire est passé pour l'économie chinoise*", dit Hao Daming, analyste de Galaxy Securities à Pékin. "Le rythme du déstockage ces trois derniers mois a été très soutenu. A présent, la Chine a presque atteint le terme du processus de déstockage". (Reuters 12.06)

Le pire reste à venir. Wall Street a retrouvé son niveau du 1er janvier 2009 sur fond de spéculation. L'administration Obama s'est refusé à brider les revenus de l'aristocratie financière comme si cette

n'avait pas eu lieu et préparant la suite de la crise actuelle ou la suivante, donc soyons optimiste.

L'économie mondiale risque de se contracter de près de 3% cette année, a déclaré le président de la Banque mondiale Robert Zoellick.

"*Même si on s'attend à ce que la croissance reparte dans le courant 2010, le rythme de la reprise est incertain et les pauvres dans bien des pays en développement continueront de souffrir des retombées*", a dit Zoellick, avant la réunion des ministres des Finances du Groupe des Huit (G8) en Italie. (Reuters 11.06)

Charrettes et prévision de suppressions d'emplois.

Dans un communiqué, TDF déclare envisager de supprimer 550 emplois sur un total de 2.400 en France alors que la diffusion TV analogique représente encore aujourd'hui 40% du chiffre d'affaires du groupe.

Le groupe spécialisé dans la diffusion audiovisuelle est contrôlé principalement par le fonds Texas Pacific Group (42%), la CDC (24%), Axa Private Equity (18%) et Charterhouse Capital Partners (14%). (Reuters 12.06)

Le président de la Fédération Française du Bâtiment, Didier Ridoret a estimé vendredi que le secteur du bâtiment devrait perdre environ 30.000 emplois en 2009. (AP 12.06)

Etats-Unis

Cessna, premier constructeur d'avions d'affaires aux Etats-Unis, a annoncé vendredi le licenciement de 1.300 salariés supplémentaires, de sorte que la moitié de sa main-d'oeuvre aura été mise à pied depuis novembre pour répondre à la chute de la demande due à la récession. (AP 12.06)

Le 14 juin

Le site a été encore indisponible depuis samedi matin, le serveur qui l'abrite est aux Etats-Unis, ce n'est évidemment pas moi qui l'ait décidé ainsi. Ce n'est pas bien important, la révolution n'est pas pour demain matin !

A ce propos un vieux camarade de la CGT m'a téléphoné hier après-midi.

On a causé un bon moment de la situation. Il ne veut plus adhérer à un parti ni même s'engager dans un comité qu'il soit piloté par le POI ou le NPA ou d'autres, il a l'impression que cela ne servira à rien, je ne partage évidemment pas cette appréciation, je pense au contraire que c'est un bon moyen de rencontrer des militants et de discuter politique avec eux et de défendre une position conforme au marxisme et aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

Il m'a dit aussi qu'il était toujours aussi étonné que je puisse fournir des analyses aussi précises sur la situation et l'état d'esprit des travailleurs en vivant à 10.000 kms de la France où je n'ai pas mis les pieds depuis 2002, alors qu'il ne trouve nulle part ailleurs l'équivalent. Je lui laisse ces propos. Pour lui, l'important ce sont les explications ou arguments que je fournis à l'appui de mes positions.

Ma démarche pratique est conforme à l'analyse que j'ai déjà fournie de la situation de la classe ouvrière, ses rapports avec le capitalisme, les appareils et les institutions.

Pour le reste je lui ai dit que ma causerie du 13 répondait aux autres questions qu'il m'avait posées. Après notre discussion j'ai longuement réfléchi à ce qu'il m'avait dit et j'ajoute quelques mots.

L'évolution de la situation politique ne dépend pas de l'existence ou non du parti, elle dépend avant tout du niveau de compréhension des masses des rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme, leur niveau de dépendance ou de subordination au capitalisme, afin de les aider à s'en détacher et les amener à adopter le socialisme, les deux étant intimement liés. La crise du capitalisme peut les aider à avancer dans cette voie, mais elles ne peuvent pas d'elles mêmes (spontanément) parvenir au niveau de conscience nécessaire pour adopter le programme de la révolution socialiste dont la première étape coïncide avec la liquidation des institutions politiques en place, d'où l'importance de notre travail militant en direction de la classe ouvrière, pour construire le parti, le seul objectif politique que l'on puisse se donner raisonnablement aujourd'hui.

Lorsque les masses se lancent à l'assaut du pouvoir, préalablement elles ont commencé à rompre avec le capitalisme, inconsciemment certes, mais elles sont largement engagées dans cette voie, cette condition est indispensable pour qu'elles s'attaquent au pouvoir et aux institutions en place qui incarne le capitalisme. Ce sont donc les conditions objectives, leurs conditions d'existence matérielle qui déterminent le fait qu'elles se mobilisent ou non au départ selon qu'elles peuvent encore ou non les supporter. C'est à partir de cette situation que peut mûrir leur conscience de classe.

Même en dehors de toute perspective révolutionnaire les masses peuvent se soulever comme l'a prouvé la révolution de 1905 en Russie, en dehors de l'existence du parti. Il existe bien d'autres exemples. C'est uniquement pour vaincre définitivement la bourgeoisie qu'elles ont besoin du parti et d'une perspective révolutionnaire, pour les éclairer et les aider à avancer vers la prise du pouvoir. On peut analyser le déroulement de chaque révolution ou mobilisations révolutionnaires ayant échouées au cours du XXe siècle, on s'apercevra chaque fois que tout dépendait de la mobilisation des masses en premier lieu et non de l'existence du parti.

Maintenant la situation n'est plus la même qu'au début du XXe siècle, lorsque le mouvement ouvrier et la classe ouvrière étaient encore *vierges* (Lénine) politiquement.

De nos jours, ils ne doivent pas seulement affronter la propagande de l'appareil d'Etat et des partis bourgeois, de nombreux autres obstacles se dressent sur leur chemin pour empêcher leur conscience de classe de mûrir, les appareils pourris des syndicats et la multitude de partis ou groupes qui se réclament de la classe ouvrière notamment, on peut ajouter les médias dont en général ils ont une mauvaise opinion.

Le stalinisme, le maoïsme, le guévarisme, le castrisme sont autant d'expériences épouvantables réalisées au nom du socialisme, cependant je ne pense pas qu'il faille les placer sur le même plan, car, en dehors des intellectuels qui s'en servent comme prétexte pour soutenir le capitalisme, en réalité et hypocritement pour défendre leurs propres intérêts individuels, neuf travailleurs sur dix ignorent tout ou presque de ces dictatures bureaucratiques, de même qu'ils ignorent tout ou presque du socialisme de Marx et Engels.

Il faut bien comprendre que la classe ouvrière ne pourra pas poser, encore moins résoudre la question du pouvoir, s'attaquer au gouvernement et aux institutions, temps qu'elle n'aura pas commencé à rompre avec le capitalisme.

Quand on dit qu'il faut chasser Sarkozy et liquider les institutions de la République, c'est pour montrer la voie à la classe sur le plan politique, mais en réalité ces mots d'ordre sortent de la tête de militants qui ont déjà rompu avec le capitalisme, ce qui ne signifie évidemment pas que la classe ait rompu également avec le capitalisme, confondre les deux aboutirait à sombrer dans le gauchisme.

Ces mots d'ordre qui sont justes et correspondent aux tâches que la classe a à accomplir sur le plan politique à cette étape, doivent être impérativement reliés au combat contre les fondements du capitalisme dans les syndicats et les partis ouvriers. Et c'est seulement sur ce plan élémentaire que la conscience de classe du prolétariat peut progresser avant de passer au niveau de conscience supérieure où il posera directement la question du pouvoir. Notre tâche prioritaire étant de construire un parti communiste de combattants révolutionnaire capable le moment venu de porter la classe au pouvoir, si tel est véritablement l'objectif que nous nous sommes fixés, il faut impérativement que le combat contre le capitalisme soit relié au combat contre Sarkozy et les institutions, dans le cas contraire nous nous comporterions comme de vulgaires trade-unionismes incapable de dépasser le stade du capitalisme et de proposer une issue politique aux masses.

Comme je l'ai déjà expliqué ailleurs, soit les conditions objectives sont mûres pour que les masses remettent en cause le capitalisme, soit elles ne sont pas mûres et notre travail doit consister en intervenant dans la lutte de classe à aider au mûrissement de leur conscience de classe sur le plan subjectif pour qu'elles rompent avec le capitalisme. Si l'objectif est identique, les voies pour y parvenir ne sont pas les mêmes, ce qui est d'une importance capitale pour la construction du parti et plus généralement pour aller de l'avant. Notez bien que j'ai abordé la question de la remise en cause du capitalisme, pas des institutions, une question qui doit être traitée différemment. Le processus révolutionnaire procède ainsi : les masses rejettent le capitalisme, ensuite elles rejettent tout ce qui incarne le capitalisme dont les institutions et les partis qui en assurent le fonctionnement. Pour arriver au niveau de conscience qu'il faut brûler les champ de pavot, il faut au préalable avoir une idée précise du danger que représente l'opium et ses dérivés.

Combattre les appareils traîtres des syndicats ne nous apprend rien sur les fondements du système économique capitaliste, pas plus que le combat pour nos revendications, pour la défense de nos acquis, pour la grève générale. Quel progrès a réalisé la conscience de classe du prolétariat qui a participé à une multitude de grèves ou de mobilisations au cours des décennies précédentes ? Absolument aucun !

Dès lors on est en droit de se demander pourquoi, non ? Qu'a-t-il manqué pour que les masses en tirent la conclusion qu'il faut rompre avec le capitalisme ? Personnellement je pars du principe qu'elles ont été corrompues par le capitalisme, je ne demande à personne de partager cette appréciation. Corrompues ou non le résultat est le même, la classe est enchaînée au capitalisme plus que jamais, et la question est de l'aider à briser cette chaîne ; ceux qui veulent seulement la "desserer" font le jeu du capitalisme et se font les complices de cette corruption des masses, le tout enrobé de bonnes intentions évidemment, le résultat sera de reproduire indéfiniment la situation que nous avons connue au cours des années et des décennies précédentes.

Je pense qu'il faudrait aborder les masses le plus simplement possible sur la question du capitalisme, avec la crise actuelle ce ne sont pas les faits (et non les arguments) qui manquent. Par exemple, un milliard d'enfants, de femmes et d'hommes qui ne peuvent pas se nourrir normalement dans le monde, sans doute davantage, c'est un chiffre officiel qui émane de l'ONU, c'est insoutenable comme situation au XXIe siècle. Dans un premier temps, sans même avoir besoin de réfléchir ou de chercher des arguments, on ne peut que condamner sans appel le capitalisme qui est responsable de cette situation. Ensuite on peut développer en expliquant en quoi consiste le capitalisme, ses fondements, son objectif, ses conséquences, etc. On peut procéder par analogie ou comparaison avec ce qui se

passe en France, etc. Une fois qu'on est d'accord sur ce constat, on a déjà fait un premier pas, on a avancé, c'est l'essentiel. Il faut continuer ensuite et aller plus loin sans vouloir faire de chaque travailleur un économiste, ce serait ridicule et voué à l'échec. Il faut parvenir à ce que chaque travailleur avec qui on discute arrive à comprendre que rien ne peut justifier l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme, et que c'est là l'origine de tous les maux dont nous souffrons ou dont les peuples souffrent, que le capitalisme particulièrement repose sur le vol, que chaque capitaliste est en fait un vulgaire voleur, un brigand, aussi extraordinaire que cela puisse paraître au premier abord, l'actualité nous fournit tous les jours des arguments pour le prouver facilement, c'est du niveau d'un gosse de CE1. Que les capitalismes agissent ainsi légalement est une autre affaire, on passe là au plan politique, au niveau des institutions qui sont au service du capitalisme, dont le chef de l'Etat et son gouvernement.

On s'arrêtera là pour aujourd'hui.

Tout cela est d'une simplicité enfantine a expliqué donc à comprendre, le plus difficile étant toujours de trouver les mots justes et simples pour expliquer des choses qui paraissent compliquée, une fois qu'on y est parvenu, la suite n'est plus qu'une formalité.

J'ai discuté politique hier soir avec mon épouse Magueswary. Elle n'a eu évidemment aucune expérience de la lutte des classes, bon, elle m'a dit textuellement qu'elle avait fait des "progrès formidables" en politique, ce qui m'a laissé perplexe au premier abord, un peu surpris, je lui ai demandé comment elle avait fait, elle m'a répondu que c'était grâce à moi, aux monologues que j'avais eu avec elle puisqu'elle n'était pas capable de sortir deux mots sur ce sujet, elle a ajouté qu'elle n'avait jamais entendu quelqu'un à Aubagne ou Marseille lui "expliquer" ainsi la politique dans son entourage, dans lequel figurent de nombreux militants politiques, syndicaux ou associatifs. Je lui ai demandé si elle comprenait bien ce que je lui expliquais, elle m'a répondu qu'elle comprenait tout, que c'était facile en fait, un peu surpris elle-même.

J'ai dit à un camarade que s'il parvenait à aider un seul travailleur à commencer à comprendre la nature du capitalisme, il aurait fait son boulot de militant et il pourrait en être fier, car c'est ainsi qu'il faut procéder, ouvrier par ouvrier, jeune par jeune... Cela peut paraître ingrat comme tâche et le résultat insignifiant, ce n'est assurément pas aussi spectaculaire que des mots d'ordre grandioses qui vous envoient directement dans une impasse, au moins vous êtes sûr d'avoir avancé ne serait-ce que d'un millimètre, ce qui n'est pas le cas du mouvement ouvrier et de son avant-garde encroûtés dans des contradictions invraisemblables.

Le 13 juin : une défaite pour les appareils corrompus qui soutiennent le régime.

A peine 15 000 manifestants à Paris, 4 000 à Toulouse, guère plus à Marseille, et 2000 à peine à Bordeaux.

En France, ce samedi, 150.000 personnes étaient présentes selon les syndicats (71 000 pour la police) contre 1,2 million, (465.000 pour la police) le 1er mai. (Lepost et Libération.fr 13.06)

Un aveu pour faire passer la pillule aux syndiqués.

Bernard Thibault avance un chiffre très optimiste de 30 000 manifestants à Paris : «*On n'a mobilisé que nos militants, et encore, difficilement : les adhérents et les sympathisants ne sont pas là !*». (Libération.fr 13.06)

C'est la faute de FO qui veut appeler à la grève générale interprofessionnelle.

«Quand tout le monde ne parle plus d'une même voix, cela ne peut que démobiliser», constate Bernard Thibault.(Libération.fr 13.06)

Il a également taclé FO qui critique l'absence d'appel à la grève nationale interprofessionnelle: "*Une voix syndicale a contribué ces derniers jours à semer le doute sur la pertinence de cette mobilisation. Et ce ne sont pas forcément ceux qui prônent les formes les plus radicales d'action qui, sur le terrain, s'engagent au plus haut niveau aux côtés des salariés*". (AP 13.06)

C'est la faute des médias.

Il a expliqué la faible mobilisation du fait que "*les médias ont peu informé sur cette journée, contrairement aux précédentes, en raison d'une actualité politique chargée*". (AP 13.06)

Annick Coupé au secours de Thibault, la calomnie en prime, la même racaille bureaucratique!

Porte-parole de l'Union syndicale Solidaires, Annick Coupé dédramatise : «*C'est une habitude à FO: en 2003 déjà ils nous ont fait le coup. Au début, ils réclament la grève générale, et à la fin ils ne viennent même plus aux manifs...*».

Le 15 juin

Il est 7h30 du matin et le site est toujours bloqué. Je remercie les quelques camarades qui m'ont envoyé des messages de solidarité.

Un camarade m'a dit au téléphone que c'était bien que je raconte un peu ce que je vis en Inde, car cela permet aux jeunes militants de comparer avec la situation en France et de comprendre ce que signifie la démocratie. On ne s'imagine pas quand on vit en France ce que vive la majorité des peuples, à quel point le monde peut être pourri. J'en fais l'expérience quotidiennement depuis plus de 15 ans et je peux facilement en témoigné. Hier un de mes avocats m'a dit, vous savez la corruption est partout ici, du haut jusqu'en bas, même les juges sont pourris, mais il en existe qui sont correctes. C'est parce que le pays est complètement gangrené par la corruption que la justice est très lente, a-t-il ajouté. Je le savais avant qu'il m'en parle.

Un jour j'avais écrit que le panchayat, le comité qui représente chaque village, était l'expression de la démocratie, mais la réalité est différente en fait, ce sont les familles les plus riches, les plus puissantes et les plus pourries qui dirigent les villages. De plus les femmes ne font pas partie des panchayats, elles comptent pour du beurre, rien n'a changé en Inde sur ce plan là.

Avec le développement galopant de la démographie dans les pays sous-développés ou en voie de développement, associé au transfert de la production industrielle des pays occidentaux vers ces pays-là, le prolétariat occidental se retrouve minoritaire dans le monde, son expérience de la lutte de classe se retrouve marginalisé, du coup la pression du capitalisme sur lui est encore accentuée, cela se traduit par une détérioration rapide des conditions de travail et une amplification de l'exploitation calquées sur des pays comme l'Inde ou la Chine.

En Inde par exemple, on travaille aussi bien un jour de la semaine que le dimanche, on n'a pas de

congés payés, pas de retraite, rien, aucune protection sociale, aucun droit, tout est du domaine du privé. La conséquence en est des rapports plus que pourris entre personnes, tout le monde ne pensant qu'au fric puisque tout se règle uniquement par le fric, je ne connais pas un Indien que je ne pourrais pas traiter de voleur, d'hypocrite, de menteur, cela prend des proportions qu'on n'imagine pas, cela dépasse l'entendement, c'est le règne de la jungle.

La notion de respect n'existe pas puisqu'elle a un prix. Les plus malins vous diront qu'ils n'ont pas les mêmes critères de jugement que nous autres occidentaux, mais c'est uniquement pour qu'on ne les qualifie pas d'abuser de leurs privilèges sur le reste de la population, pour se faire passer meilleurs qu'ils ne sont en réalité, ces gens-là sont généralement les pires, j'ai eu l'occasion et le temps d'examiner en détail comment fonctionne leur mode de pensée, entre la compagnie de ces gens-là et celles des pauvres, vous aurez deviné facilement avec lesquels je suis le plus proche.

Bonne semaine à tous.

Economie.

Dans leur déclaration finale publiée à l'issue de deux jours de réunion à Lecce, dans le sud-est de l'Italie, les ministres des Finances du G-8 concluent que "*La situation reste incertaine et des risques substantiels continuent de peser sur la stabilité économique et financière*", et se disent prêts à continuer de soutenir l'économie autant que nécessaire. (AP 13.06)

Espagne.

Madrid prévoit désormais une contraction de 3,6% du produit intérieur brut (PIB) en 2009, suivie par un nouveau repli de 0,3% en 2010.

La ministre a annoncé la création de nouvelles taxes sur le tabac et les carburants pour contribuer au financement des dépenses massives prévues par le gouvernement pour tenter de relancer l'économie, ce qui devrait faire grimper le déficit public à environ 9,5% du PIB cette année, très largement au-dessus des normes imposées par Bruxelles.

Le gouvernement a prévenu que la dette publique devrait atteindre 60% du PIB d'ici la fin de l'année prochaine.

Le chômage devrait toutefois continuer sa progression et atteindre 18,9% en 2010, a indiqué la ministre. Selon les statistiques officielles, le taux de chômage a atteint 17,4% au premier trimestre, soit le double du point bas touché en 2007. (Reuters 12.06)

Etats-Unis.

L'approche du terrorisme de l'ancien vice-président Dick Cheney suggère "*qu'il voudrait une nouvelle attaque contre le pays, pour avoir raison*" a déclaré le directeur de la CIA Leon Panetta.

Cheney "*sent l'odeur du sang dans l'eau*" a déclaré le chef de l'agence de renseignements américaine dans un entretien à paraître le 22 juin dans le magazine New Yorker. Il estime aussi que la politique que défend l'ex vice-président est dangereuse. (AP 14.06)

Il faut remercier Cheney qui la prochaine fois avouera tout simplement que c'était l'administration Bush qui avait co-organisé le 11 septembre 2001.

Le 16 juin

Voici le mail que j'ai reçu en fin de matinée du patron de la société indienne qui s'est occupé de l'hébergement du site sur un serveur américain, à la suite de mon dernier mail incendiaire :

Hello Tardieu

Sorry about the server downtime, there is a severe data line breakage at the data center and all the servers over there are down.

They have assured me that the server will be up and running before today evening or max tonight.

Sorry !!!!

Nathan.C.S

Patience et longueur de temps dit la fable en substance...

J'en profite pour rajouter les dernières infos.

Un peu de politique pour rester toujours jeune.

La plupart des militants ou tous ceux qui sont capables de penser librement se demandent pourquoi on n'arrive pas à aller de l'avant. Ils devraient se demander si la situation sociale est bien telle que les partis ouvriers la décrivent. J'ai déjà abordé cette question en me disant qu'une fois de plus je me faisais l'avocat du diable comme l'on dit, pas si sûr, on ne se refait pas que voulez-vous.

Par exemple, on nous dit qu'il y a 7 ou 8 millions de travailleurs pauvres dans ce pays. Bien, quelle est la proportion des travailleurs célibataires ou des familles monoparentales parmi ces 7 ou 8 millions ? J'avoue n'avoir pas pris le temps de chercher à le savoir, ce sont les partis ouvriers qui devraient nous donner ces indications capitales, ils ne le font pas et passent outre comme si cela n'avait aucune importance, demandez-vous pourquoi au passage...

Si je vis seul avec un salaire aux alentours du Smic, je suis un travailleur pauvre. Maintenant si je partage ma vie avec une compagne qui est lotie à la même enseigne, je ne suis plus tout à fait un travailleur pauvre, avec plus de 2.000 euros par mois plus les allocs si j'ai des gosses, en payant un loyer ou une traite de 500 euros par mois, idem pour toutes mes factures, il nous reste 1.000 euros pour vivre, on n'est pas riche évidemment et l'on doit faire l'impasse sur certaines choses, mais l'on peut continuer à vivre à peu près normalement.

Quand je vivais en couple avec mon ex-épouse, on bossait tous les deux, on ne roulait pas sur l'or assurément, mais on vivait normalement. A partir du jour où elle m'a quitté, je ne pouvais plus payer le loyer et me nourrir seulement avec mon salaire, du coup j'ai dû déménager rapidement. De couple pas catalogué parmi les pauvres, nous sommes tombés tous les deux dans la catégorie des travailleurs pauvres et c'était tout à fait justifié.

Quelle est la situation réelle de la classe ouvrière aujourd'hui ? L'interprétation des chiffres bruts que l'on nous donne n'est-elle pas fausse ? Pourquoi y a-t-il tant de gens qui s'en foutent de la crise ou qui

ne se sentent pas vraiment concernés ? N'y aurait-il pas par hasard un rapport de cause à effet que l'on nous cache ?

Je suis désolé, quand on est vraiment dans la merde et je sais de quoi je parle pour y avoir été plus d'une fois, et qu'on ne voit pas vraiment comment on pourrait en sortir un jour, spontanément on déteste la société et les institutions que l'on estime responsables de notre situation, on est ouvert à toute proposition politique pour en sortir, je n'irais pas jusqu'à prétendre que ce serait le réflexe de la totalité des gens dans ce cas-là, mais que l'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y aurait pas une minorité prête à écouter un discours révolutionnaire, car dans le cas contraire, cela voudrait dire que le socialisme ne serait qu'une utopie.

Je ne suis pas en France et je ne peux pas tout faire tout seul, je ne vais pas vous supplier, mais si un d'entre vous pouvait nous fournir les données précises sur le répartition des travailleurs par salaire et par condition familiale, nous aurions tout de suite une vision plus juste de la réalité qui nous aiderait à la comprendre.

Pour le moment, je m'appuie uniquement sur des suppositions, des hypothèses qui me semblement plausibles au regard de l'état d'esprit des masses prises dans leur globalité. Je peux très bien me tromper et vous induire en erreur, c'est cela qui me tracasse.

Vous allez peut-être me répondre que mes analyses sont souvent correctes, peut-être, je ne vais pas vous raconter d'histoires, parfois mes analyses arrivent après coup, alors qu'il est plus important de pouvoir indiquer de quelle manière la situation va évoluer avant que les faits ne se produisent ; c'est facile de se faire passer pour quelqu'un d'intelligent en traduisant simplement ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux, c'est ce que font tous nos dirigeants, mais cela ne nous dit rien sur l'évolution probable de la situation, or c'est ce qui nous intéresse en premier lieu, sinon on ne peut pas parler d'avant-garde... En principe, on devrait avoir un temps d'avance sur les évènements pour vraiment être crédible.

Vous avez vu les hésitations des uns et des autres avant les élections européennes, ils ne savaient pas trop sur quel pied danser, que ce soit le POI ou le NPA ou d'autres. Aucun parti ouvrier ne s'est placé résolument au côté de la classe à cette occasion, alors que l'on disposait d'indications suffisamment fiables pour savoir que l'abstention/boycott serait au rendez-vous. Ils ont été en dessous de tout encore une fois. J'ai pris le risque d'appeler au boycott en me basant notamment sur les données dont je disposais et sur la situation sociale qui indiquait clairement quelle serait la tendance marquante de ces élections. Mais pour analyser sérieusement et à fond la situation et l'état d'esprit des masses, c'est une autre paire de manches.

Au lendemain des élections européennes, je me suis dit immédiatement que le même scénario se reproduira lors des prochaines élections régionales, c'est couru d'avance, sauf imprévu évidemment, qu'une partie des voix de la liste Europe écologie se reporte sur le PS ou le Modem ne changerait rien fondamentalement, ces trois partis ayant le même fond de commerce, la petite-bourgeoisie. Le 1er et le 26 mai, ainsi que le 13 juin, il était facile de prévoir l'échec de ces journées d'action, c'est la raison pour laquelle il fallait les boycotter, ce que n'a fait aucun parti, pas étonnant encore une fois. On nous dit que toute le population est frappée de plein fouet par la crise et ses conséquences, par les contre-réformes des dernières années, mais pas de la même manière, pas avec la même gravité. Quand on vit seul et qu'on se retrouve au chômage, qu'on doit payer un loyer de 500 euros, ou que l'on vit en couple et qu'on est propriétaire de sa maison et qu'il reste encore un salaire en plus des allocations chômages, on ne vit pas tout à fait la même situation, donc on ne réagira pas de la même manière.

Je crois que c'est tout cela qu'il faut analyser minutieusement avant de dresser un bilan sérieux de la situation sociale. On ne peut pas se satisfaire de généralités et répéter sans cesse les mêmes platitudes comme le font les dirigeants, pour finalement arriver toujours au même résultat misérable, à la même impasse politique.

Tous les jours on peut lire des dépêches et des articles totalement contradictoires dans tous les domaines, c'est complètement dingue, alors si l'on ne prend pas la peine de discerner attentivement le vrai du faux, on se fourvoie forcément. Toutes les questions que je me pose dans le site, il faut se les poser quotidiennement, je n'exagère pas, et pas qu'une fois, sous tous les angles possibles, c'est épuisant, dans mon cas c'est pire encore puisque je n'ai personne avec qui échanger mes réflexions, d'où parfois ma lassitude, je ne m'en cache pas.

J'avais indiqué un jour que je pensais qu'il était impossible à un seul militant d'analyser à fond correctement la situation, je n'ai pas changé d'idée, je le pense plus que jamais, cela devrait être le produit d'une réflexion collective.

Je vais vous dire un truc, chaque fois qu'un camarade me téléphone ou m'écrit un long courriel, j'ai dans les minutes qui suivent de quoi écrire une dizaine de pages tellement sa réflexion a nourri la mienne, c'est cela qui me permet d'avancer. En serait-il de même si j'étais en France, je n'en sais rien, ce que je constate c'est que chaque expérience, même la plus infime en apparence, est une source d'inspiration inestimable.

Cette causerie s'éternise, je vais conclure, ce que je supporte le moins, ce sont les discussions purement théoriques destinées uniquement aux intellectuels qui n'ont apparemment rien d'autres à faire. Qu'est-ce qu'on en a à foutre de savoir si la situation est pré-révolutionnaire ou non par exemple, si on ne dispose même pas des éléments nécessaires pour analyser correctement la situation ou qu'on en est incapable, non, vous n'êtes pas d'accord avec moi ? Je ne sous-estime pas l'importance de la théorie comme chacun a pu le constater, sinon je ne consacrerais pas des pages aux enseignements du marxisme, j'ai seulement l'impression que bien souvent les références à la théorie ont tendance à camoufler notre incapacité d'analyser correctement la situation que nous vivons, or c'est ce qui nous intéresse en priorité.

Je crois que c'est Lénine qui estimait que sans cela il serait impossible de construire le parti, que cette question était plus importante que le programme ou les statuts du parti, dans la mesure où elle déterminait de quelle façon sur le plan pratique on appliquait le programme au quotidien, on déterminait les tâches à accomplir. Comment voulez-vous construire un parti quand chaque militant à sa propre analyse de la situation ? C'est tout bonnement impossible.

Un mot sur ma situation personnelle pour rassurer les camarades.

J'ai choisi finalement comme avocat un de mes anciens élèves de l'Alliance française, un monsieur d'une quarantaine d'années, monsieur Narayanan. Il me fait penser à l'inspecteur Colombo de la fameuse série américaine. Il a l'air dans les nuages au premier abord et ne paie pas de mine avec ses sandales trop grandes pour lui et sa mobylette qui tombe en ruine, mais en réalité c'est quelqu'un qui passe son temps à réfléchir et qui connait bien son métier.

Il est tellement honnête que je suis obligé de lui donner plus qu'il me demande ; par exemple, pour traduire une page de l'anglais en tamoul, il prend 100 roupies, c'est le tarif normal, mais comme mes pages sont très denses et que le sujet est ardu, pour six pages pour commencer, au lieu de 600 roupies, je vais lui en donner 1.000, sinon j'aurais la fâcheuse impression de profiter de lui, il est loin

d'être riche parce qu'il n'est pas corrompu, et il a deux gosses à élever.

Les gens du village sont au courant de mes démarches, ils se tiennent tranquilles pour le moment. Tout compte fait, je vais rester seul avec ma belle-mère, mes beaux-frères passeront régulièrement nous voir et mes nièces viendront le week-end. Il y a aussi mes deux chiens qui montent la garde, dont un est impressionnant par la taille même si c'est une crême en réalité. On a foutu un tel bordel et je vis ici depuis si longtemps, qu'ils n'oseront pas s'attaquer à moi, de plus je suis assuré de la neutralité bienveillante des trois quarts des pécheurs qui voient d'un bon oeil notre démarche contre cette famille de vauriens. Je vous raconterai plus tard mes relations avec ma belle-mère, on a l'impression d'être projeté plusieurs siècles en arrière quand elle nous raconte ce qu'elle a dans la tête. (A suivre)

Enfin des bonnes nouvelles.

Le pire de la crise économique mondiale est peut-être encore à venir, a déclaré Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), lors d'une visite au Kazakhstan. (Reuters 15.06)

L'euro continue de perdre du terrain face au dollar et au yen, souffrant d'un regain d'aversion au risque alors que la perspective d'une sortie de crise semble contredite par un indice d'activité 'Empire State' peu encourageant.

Mesurant l'évolution de l'activité manufacturière dans la région de New York, l'indice 'Empire State' s'est détérioré en juin. Le baromètre, publié par la Réserve fédérale de New York, est redescendu à -9,4 ce mois-ci, contre -4,6 au mois de mai. Il était ressorti à -14,7 en avril. Beaucoup d'analystes jugeaient que la remontée de l'indice au mois de mai était précaire. (CercleFinance.com 15.06)

Le FMI a prévenu que les perspectives pour l'économie américaine restaient marquées par un degré inhabituel d'incertitude et la reprise pourrait être contrariée par de nouvelles saisies immobilières, la baisse des prix de l'immobilier et la montée du chômage.

Si la reprise tardait à se produire, le FMI préconise des mesures additionnelles de relance ainsi que le maintien des taux d'intérêt de la Réserve fédérale à leurs niveaux actuels.

De 2009 à 2011, les déficits fédéraux devraient atteindre en moyenne 9% du PIB, prédit le FMI, ajoutant que la dette publique devrait pratiquement doubler et atteindre 75% du PIB. (Reuters 15.06)

Toujours plus de chômeurs dans l'Union européenne minoritaire et illégitime.

Environ 1,9 million d'emplois ont disparu dans l'Union européenne au premier trimestre, selon les chiffres communiqués lundi par Eurostat. C'est la plus forte chute jamais enregistrée. (AP 15.06)

Medvedev plaide pour une nouvelle monnaie de réserve au côté du dollar.

En marge du Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghaï, qui se déroule lundi et mardi et à quelques heures seulement du premier vrai sommet du BRIC, un sommet des économies émergentes réunissant les dirigeants du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine, qui doit suivre à Ekaterinbourg, Medvedev a souligné que la création d'une nouvelle unité de réserve au côté du billet vert est nécessaire à la stabilisation des finances mondiales. (AP 16.06)

Toujours plus haut, toujours plus fort... sera la chute !

"*On va dépasser probablement les 6% sur l'année 2009 parce que la croissance a été revue en baisse et à ce moment-là quasiment automatiquement cela a un impact sur le déficit*", a déclaré Eric Woerth sur LCI. "*Ce n'est pas dû à la dépense, la dépense de l'Etat est contenue comme jamais au niveau de l'inflation*", les fonctionnaires en savent quelque chose avec les dizaines de milliers de suppressions de postes programmées.

C'est "*le problème des recettes, l'impôt sur les sociétés rentre beaucoup moins bien*", a expliqué le ministre du Budget. (AP 16.06)

Voilà qui va nous donner le temps de convaincre un maximum de travailleurs d'en finir avec le capitalisme... théoriquement !

654 postes supprimés chez Marionnaud.

Le distributeur de parfums d'origine française Marionnaud, racheté par le milliardaire chinois Li Ka-Shing en 2005, compte supprimer 654 postes en France dans les prochains mois, a affirmé la CGT lundi.

La CGT dans un communiqué dénonce "*le manque d'informations données aux représentants du personnel*", elle "*exige l'arrêt immédiat du projet de plan social et l'ouverture de négociations sur l'avenir de l'enseigne et les conditions de travail et d'emploi des salariés*". (AP 16.06)

Tout est dit ici. Si on nous donnait plus d'informations, on pourrait peut-être accepter ces licenciements, c'est dit implicitement. Est-ce le role d'un syndicat de "négocier" l'avenir d'une entreprise ? Cela s'appelle de la cogestion ou collaboration de classes. Dans ce cas-là, comment combattre efficacement contre un plan de licenciement, comment tirer des enseignements de ce combat ? Impossible, du coup la conscience de classe des travailleurs ne peut pas évoluer.

Vous avez dit que le PS était infréquentable : ce n'est pas une nouveauté ou un scoop.

Dans une séquence diffusée le 8 juin sur Direct 8, Valls, dans les allées d'une brocante, soupire : «*Belle image de la ville d'Evry...*» Et demande à l'homme qui l'accompagne : «*Tu me mets quelques Blancs, quelques white, quelques blancos.*»

Après en avoir chiffonné plus d'un en invitant, début avril, le ministre et transfuge du PS Eric Besson, à Evry pour un débat sur l'immigration, le député-maire pourrait voter la proposition de loi de Christian Estrosi (UMP) sur les bandes violentes, qui sera débattue fin juin à l'Assemblée nationale. (Libération.fr 15.06)

Lang sarkozyste : pas vraiment un scoop non plus.

Lang, qui s'était récemment démarqué de son camp en votant la proposition de loi Hadopi, reproche au PS «*un anti-sarkozysme primaire destructeur*» qui lui «*tient lieu de programme*».

Sauf que voilà, le sarkozysme à la sauce Royale n'a pas mieux pris ! Ou l'art de parler pour ne rien dire ou de prendre les travailleurs pour des cons, bref, cela ne prend plus.

Et de porter le coup de grâce : «*Il y a une sorte de vide sidéral, l'encéphalogramme est plat, pas*

d'idées ou peu d'idées. Une campagne européenne gris souris, sans couleurs», a-t-il dénoncé lundi matin sur France 2. (Libération.fr 15.06)

Il devait parler pour lui. Pour un peu on croirait que le PS serait mort, bonne nouvelle, sauf que la relève est déjà assuré par les réactionnaires d'Europe écologie ! Au fait, là aussi j'avais vu juste, je le dis en passant pour les irréductibles du front unique avec le PS, ils ne sont pas plus crédibles que lui et s'en étonnent, on devrait leur faire passer aussi un encéphalogramme !

Un saut dans le vide.

Dans un entretien au journal *Le Monde* daté de mardi, Bertrand Delanoë estime qu'"*Il faut donc un sursaut. Notre tâche prioritaire est de construire une orientation politique de gauche, réformiste, européenne, écologiste*".

Comment peut-on être de gauche et réformiste quand le capitalisme doit affronter sa plus grave crise de son histoire, être européen, entendez par là adhérer à l'Union européenne du capital que la majorité des électeurs a rejeté massivement, et défendre l'environnement sans remettre en cause la loi du profit ? Impossible.

Les petits-bourgeois illusionnistes sont "*ailleurs*", dans le camp du corporatisme.

Devant le conseil national des Verts, samedi 13 juin, à Paris, Cécile Duflot a dit "notre objectif est simple : faire mieux en construisant une nouvelle force dépassant les clivages traditionnels".

Les mots sont lâchés : il s'agit de s'appuyer sur le succès électoral pour dépasser les Verts, petit parti marginal, rendu incapable par ses divisions et ses postures radicales de "jouer dans la cour des grands". Mais aussi de tourner la page de son histoire commune avec la gauche. Les régionales de 2010 donneront l'occasion de tester la formule. Les Verts entendent se placer au centre pour négocier au mieux, convaincus qu'ils sont désormais "force pivot". "Il n'y a plus d'alliés naturels mais des alliés potentiels qui doivent rejoindre les solutions écolos", a lancé Jean-Paul Besset, député européen du Centre et ancien bras droit de Nicolas Hulot.

La formule va "tout à fait" à M. Placé : "Nous présenterons un maximum de listes de rassemblement des écolos. On va voir qui porte les propositions de la gauche", assure-t-il. "Ni libéral ni productiviste, on se situe à équidistance du Front de gauche, du PS et du MoDem", résume M. Jadot.

La nouvelle posture a séduit les cadres des Verts qui ont voté - fait exceptionnel - à l'unanimité la résolution politique comme celle sur les régionales. Les écolos se veulent désormais "ailleurs". Seul Noël Mamère, député de Gironde, a fait part de son désaccord : "L'objet politique que nous sommes en train de construire n'est pas fini. Mais nos valeurs sont celles de la gauche, notre camp est celui de la gauche." (Le Monde 15.06)

Le PS étant totalement discrédité, il faut bien qu'un parti prenne la place pour continuer d'entretenir l'illusion que les classes sociales n'auraient plus d'intérêts distincts pour fourir une majorité au régime et tenter d'assurer sa stabilité.

Jusqu'à en crever !

Le Premier ministre François Fillon a estimé lundi matin que repousser l'âge légal de la retraite «*n'était pas une question taboue*» et que le sujet «*méritait un débat national*», en marge d'une visite

au salon aéronautique du Bourget.

De son coté dimanche, Hortefeux lors de l'émission *Dimanche soir politique* (France Inter/Le Monde/I-Télé) a expliqué «*Comme on sait que si on ne fait rien on va dans le mur, il n'y pas aujourd'hui à ma connaissance 36 solutions, il y en a trois : diminuer les pensions -est ce que vous sentez aujourd'hui dans le pays les gens prêts à cela ? - augmenter la durée de cotisation, reporter l'âge de départ à la retraite comme l'ont fait les Allemands sur une trentaine d'années jusqu'à 67 ans*». (Libération.fr 15.06)

La question qui ne devrait pas être "*taboue*" devrait être d'abattre le gouvernement, mais aucun parti ouvrier ne le dit, donc Fillon peut dormir tranquille.

Il est vrai que si l'on ne fait rien, le mouvement ouvrier "*va dans le mur*", en fait il y est déjà !

Le capitalisme entraine l'humanité vers l'abîme et la barbarie.

Les dépenses militaires mondiales ont atteint un record l'an passé. Gonflées par la guerre en Irak, le retour de la Russie sur le marché et l'émergence de la Chine, elles ont atteint 1464 milliards de dollars, en hausse de 45% sur dix ans, représentant 2,4% de la richesse mondiale, selon le rapport annuel de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri) publié lundi. (Libération.fr 15.06)

Le 18 juin

Les causeries des 13, 14 et 15 figurent dans la page causeries de juin 2009.

J'invite tous les camarades à s'exprimer librement dans le site, à nous faire connaître toutes les initiatives qui seraient prises autour d'eux, sur leur lieu de travail ou leur localité en réponse à la pousuite de la politique ultra réactionnaire du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Les camarades peuvent se saisir des contributions mises en ligne, en faire des copies et les distribuer dans leur entreprise ou leur quartier, auprès d'autres militants. Chacun à son niveau peut participer au combat contre le gouvernement et le patronat sans attendre que les dirigeants veuillent bien donner le départ.

L'amplification des attaques contre la classe ouvrière en France et dans tous les pays, ainsi que les 80 milliards de dollars supplémentaires que vient de voter la Chambre des représentants aux Etats-Unis pour financer les opérations militaires en Irak et en Afghanistan, ajoutons le nouveau recul des Bourses, signifie qu'ils n'ont pas trouvé d'autres moyens pour tenter d'endiguer la crise actuelle du capitalisme, que le capitalisme serait bien en bout de course. Il faut donc se préparer à un affrontement direct et violent entre les classes comme aucun d'entre nous n'en a connu dans le passé.

Un adhérent de la CGT a signé un texte intitulé *La fin ou le commencement ?*. En sanscrit il existe un seul mot pour désigner la fin et le commencement comme pour signifier qu'il n'y aurait pas de fin ou de commencement... Faisons en sorte que l'agonie du capitalisme coïncide avec la fin de la suprématie de la collaboration de classes sur le mouvement ouvrier et qu'elle sonne l'heure du (re) commencement du combat pour le socialisme sur les bases du marxisme pour qu'il triomphe sur la barbarie, le marxisme étant la seule science sociale et la seule théorie capable de s'opposer

efficacement à l'idéologie bourgeoise et réformiste qui a gangrené le prolétariat, le mouvement ouvrier jusqu'à son avant-garde.

Quand on parle de briser les chaînes de l'exploitation, si les mots ont un sens, cela signifie rompre un certain rapport, rompre avec l'état d'esclavage que l'homme connaît depuis que les classes et l'Etat existent.

Sur le plan syndical et politique, cela signifie rompre résolument et sans délai ni conditions avec l'Etat et ses représentants, rompre avec ses institutions, le chef de l'Etat, le gouvernement, l'ensemble des institutions de la Ve République, rompre avec les appareils pourris des syndicats et des partis qui se prétendent encore ouvriers, alors qu'ils démontrent quotidiennement qu'ils sont inféodés au capitalisme, rompre avec le patronat et ses représentants, les exploiteurs, les négriers ou esclavagistes d'hier et d'aujourd'hui.

Aucun parti aujourd'hui n'est sur cette ligne politique reliée au combat pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°51) dont je fais la critique dans un article (en ligne en fin de journée ou demain), révèle une nouvelle fois l'ampleur de la gangrène qui ravage l'avant-garde du mouvement ouvrier, ne parlons pas ici du NPA ou des autres partis, c'est encore pire !

Non, on n'a pas à regretter que des partis incapables de défendre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière soient en crise ou se placent résolument au côté de la classe des capitalistes, cela n'a rien à voir avec la défense de la démocratie politique du point de vue de la classe ouvrière. C'est uniquement dans le cas où ces partis seraient victimes de la répression de la part de l'appareil policier ou judiciaire que notre devoir de militant ouvrier nous imposerait de les défendre, car c'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui serait visé par le régime. Il ne faut pas confondre le plan politique et le plan policier, qui nous imposent des réponses différentes.

Les dirigeants du POI parlent volontiers de la crise qui frappe tous les partis, qu'ils commencent par balayer devant leur porte. Le POI avec 20% d'adhérents en moins par rapport à juin 2008, 7 965 au lieu de plus de 10.000, si l'on inclut les nouvelles adhésions réalisées pendant un an, ne fait guère mieux malgré tous les efforts déployés par ses militants. Ils vont jusqu'à s'en satisfaire parce que le POI serait "un jeune parti", alors qu'il est la copie conforme à la virgule près du PT, c'est franchement se moquer des travailleurs et des militants. Le POI est un échec comme peut l'être le NPA.

J'ai appelé les militants à participer aux comités d'unité initiés par le POI uniquement pour qu'ils ne restent pas inorganisés ou pour qu'ils puissent bénéficier d'une structure pour militer sur la base de leurs propres positions politiques, ensuite à chacun de faire comme il l'entendait évidemment.

Ma méthode consiste à faire confiance aux militants, à les laisser faire leurs propres expériences sans chercher à les convaincre qu'un engagement serait meilleur qu'un autre, s'ils se dirigent dans ce que j'estime être la bonne direction, je dirais tant mieux dans la mesure où je ne pense pas colporter des illusions, s'ils se plantent maintenant, dans les deux cas ce sont eux qui feront ces expériences et en tireront les leçons, c'est cela l'essentiel, que chaque militant progresse à son rythme en fonction de ses expériences.

J'avais même poussé l'honnêteté intellectuelle jusqu'à préciser que j'étais convaincu que les autres partis ne répondraient pas à la proposition de marche unie du POI et qu'il n'y aurait pas plus de marche unie que de beurre en branche, dans l'état actuel des choses, donc à aucun moment je n'ai poussé les militants vers ces comités en leur racontant des histoires pour les rapprocher du POI, les

choses ont toujours été très claires. Des camarades m'avaient écrit en me demandant avec insistance quoi faire, je leur avais répondu, ensuite chacun était libre de faire comme il l'entendait.

Les dépêches.

Fillon enfonce le clou.

La reprise sera progressive l'année prochaine avec une poursuite de la hausse du chômage, a déclaré mardi François Fillon.

Intervenant au Salon Planète PME à Paris, le Premier ministre a assuré que le gouvernement ne prendrait "aucun retard" dans ses réformes structurelles et a de nouveau exclu des mesures massives de relance de la consommation.

Les réformes, a assuré François Fillon, permettront de sortir plus vite de la crise. (Reuters 16.06)

La reprise pour les uns, le chômage pour les autres, l'équilibre habituel qui permet de garantir la survie du régime et des institutions.

Le Smic serait responsable du chômage !

Le ministre du Travail, Brice Hortefeux, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, a clairement laissé entendre que le gouvernement était opposé à un coup de pouce au salaire minimum, dont le niveau sera réévalué le 1er juillet.

"le gouvernement n'a pas l'intention de prendre une mesure qui en réalité serait très défavorable aux plus défavorisés", a-t-il ajouté.

Le salaire minimum français est un des plus élevés des pays de l'OCDE, ont souligné un groupe d'experts chargés de se prononcer sur l'évolution du smic, et des niveaux élevés ont pour effet d'évincer du marché du travail "les travailleurs les plus fragiles" comme les jeunes et les moins qualifiés. (Reuters 17.06)

Encore un cadeau aux patrons.

Les députés français ont entériné la réduction de la TVA sur la restauration de 19,6% à 5,5% à partir du 1er juillet prochain.

Le coût net est de 2,35 milliards. (Reuters 17.06)

Haro sur les retraites !

D'après la patronne des patrons, il faut "un débat public entre les autorités politiques et les partenaires sociaux" pour qu'"on puisse, d'un commun accord, dire: il faut relever l'âge de la retraite de x années, il faut allonger les durées de cotisation de x années".

Et "il faut peut-être aussi en plus de notre système de répartition aller un peu plus loin dans tous les mécanismes d'épargne retraite qui existent aujourd'hui", a avancé Mme Parisot. (AP 16.06)

A qui la faute ?

Sous l'impulsion du député communiste André Gérin, les parlementaires (trois communistes, sept socialistes, quarante-trois UMP, deux Nouveau Centre et trois non-inscrits) demandent la création d'une commission parlementaire sur le sujet.

Pour André Gérin, 'il y a des personnes qui sont dans de véritables prisons ambulantes'. Et, a-t-il dit sur France Info, 'il y en a de plus en plus, non seulement dans les grandes villes, mais aussi dans le monde rural. Il faut sortir d'une sorte de silence des responsables politiques de ce pays'. (LeMonde.fr 17.06)

Des voeux pieux présentés abusivement comme des engagements pour tromper les travailleurs.

Lundi 15 juin, à Genève, à l'occasion du 90e anniversaire de l'Organisation internationale du travail (OIT), M. Sarkozy a rejeté une mondialisation qui 'a mis le droit du commerce au-dessus de tout'. 'La santé, l'éducation, la culture, la biodiversité, le climat, le travail ne sont pas des marchandises comme les autres', a-t-il souligné à juste titre en plaidant pour des 'règles qui deviennent des normes et qui s'imposent à tous'. S'appuyant sur d'anciennes revendications syndicales, M. Sarkozy a tracé les contours d'un 'ordre mondial plus respectueux de l'homme' sur le plan social et environnemental. (Lemonde.fr 16.06)

Si on prenait à la lettre cette déclaration, on pourrait presque croire que Sarkozy est issu d'un parti ouvrier. Le journaliste vend la mèche ensuite.

La France elle-même n'est pas exempte de contradictions, dès qu'il s'agit d'expérimenter et de développer de nouvelles formes d'emplois plus précaires. Comme Jacques Chirac, M. Sarkozy peut parler à gauche dans les enceintes internationales et mener une politique libérale chez lui. Si le travail 'n'est pas une marchandise comme les autres', n'est-il pas nécessaire, en France aussi, de préserver les règles qui le protègent ?

Enfin, le chef de l'Etat défend une planète régulée, mais y renâcle en Europe, invoquant le primat du politique. A Bruxelles, les 18 et 19 juin, il défendra le rapport De Larosière sur la régulation financière commandé par la Commission européenne, qui ne prône même pas de supervision fédérale des banques, assurances et marchés européens. Et sous sa présidence européenne, il a soutenu avec les eurodéputés UMP la possibilité pour le Royaume-Uni d'échapper à la limitation du temps de travail hebdomadaire en Europe. (Le Monde. 16.06)

Pour un peu ces journalistes pourraient donner des leçons à nos dirigeants !

Au palais, on ne connaît pas la crise.

Les crédits de la présidence de la République ont augmenté de 18,5% l'an dernier pour atteindre 113,182 millions d'euros alors que le budget de l'Etat n'a augmenté que de 2,8%.

Les crédits de fonctionnement ont augmenté de 21,7%, "soit un rythme sept fois supérieur à l'évolution du budget de l'Etat" tandis que les charges de fonctionnement, comme les frais de réception, sont en augmentation de 51,2% par rapport à l'année précédente pour atteindre 26 millions d'euros, selon un député.

De même, les frais de déplacements, avec un montant de 16,3 millions d'euros, ont augmenté de 26,3%, les seules dépenses en réduction étant celles concernant les aides sociales accordées traditionnellement aux personnes en difficulté avec une baisse de 33,6% par rapport à 2007, a

poursuivi René Dosière. (Reuters 16.06)

En famille : qui se rassemblent s'assemblent.

Nicolas Sarkozy, accompagné de son prédécesseur Jacques Chirac, a rendu mardi à Libreville un dernier hommage à Omar Bongo, le doyen des chefs d'Etat africains mort le 8 juin dans un hôpital de Barcelone. (Reuters 16.06)

Attention à la police !

3243 fonctionnaires ont été sanctionnés en 2008, selon le rapport de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN, la police des polices), rendu public mardi au ministère de l'Intérieur. (lexpress.fr 16.06)

La zone euro dans la tourmente.

Les exportations des 16 pays de la zone euro ont chuté de 21% au premier trimestre 2009, conséquence de la baisse de la demande mondiale en machinerie et véhicules européens, a annoncé mercredi l'agence de statistiques Eurostat.

Les exportations se sont établies à 303 milliards d'euros entre janvier et mars, contre 385 milliards pour la même période l'année précédente, selon Eurostat.

Les 16 pays ont également vu leurs importations diminuer de 21%. (AP 17.06)

Pesticides et Parkinson : lien confirmé chez les agriculteurs.

L'exposition aux pesticides double quasiment le risque de la maladie de Parkinson parmi les agriculteurs. C'est ce que vient de prouver une équipe de chercheurs de l'unité Inserm "Neuroépidémiologie" et de l'Université Pierre et Marie Curie. De plus, ce risque augmente avec le nombre d'années d'exposition et, chez les hommes, il est principalement lié à l'usage d'insecticides, notamment de type organochloré.

Cette famille, qui regroupe le lindane et le DDT, a été largement utilisée en France entre les années 1950 et 1990 ; elle persiste dans l'environnement de nombreuses années après l'utilisation. Ces résultats sont publiés en ligne dans Annals of Neurology. (Lepoint.fr 17.06)

Le BRIC divisé.

Le premier sommet formel des dirigeants du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), à Ekaterinbourg, dans l'Oural, s'est achevé sur une brève déclaration du président Dmitri Medvedev et sur un communiqué final dans lequel le groupe a demandé à un rôle plus grand pour les nations en développement dans les institutions financières internationales et aux Nations unies.

Le communiqué final ne contient en revanche pas un mot sur deux initiatives auxquelles Moscou avait semblé tenir beaucoup, la réduction du rôle du dollar et la création d'une monnaie de réserve supranationale. (Reuters 16.06)

Iran.

En Iran la situation est simple : la petite-bourgeoisie et la jeunesse supportent de moins en moins les interdictions, frustrations et autres brimades imposées par le régime théocratique et aspirent à davantage de liberté.

Pour tenir compte de cette réalité, le régime a accepté au départ que plusieurs candidats issus du régime lui-même se présentent contre le président sortant Mahmoud Ahmadinejad. Apparemment, il ne pensait pas que la majorité de la population s'en servirait pour se dresser le régime.

Les réactions intéressées à travers le monde des différents impérialistes parlant de scrutin truqué ne servent qu'à couvrir leur propre régime réactionnaire, j'en veux pour preuve l'intervention d'Obama qui a en quelque sorte vendu la mèche mardi à la chaîne de télévision CNBC, en affirmant que les négociations avec la République islamique seraient difficiles quel qu'en soit le chef d'Etat élu.

"*La différence entre Ahmadinejad et Moussavi en terme de politique pourrait ne pas être aussi grande que ce qui a été dit*", a-t-il déclaré, avant d'ajouter : "*D'un côté comme de l'autre, nous allons traiter avec un régime iranien historiquement hostile aux Etats-Unis*". (Reuters 17.06)

Aucun des candidats en liste à l'élection présidentielle n'avait l'intention de remettre en cause la dictature en place.

Etats-Unis.

La production industrielle a baissé de 1,1% le mois dernier, après une baisse de 0,7% en avril.

Le taux d'utilisation des capacités de production est tombé à 68,3% au mois de mai et s'inscrit à un nouveau plus bas historique.

Ces données relativisent le sentiment d'une stabilisation de la situation économique aux Etats-Unis en illustrant la fragilité de l'amélioration des indicateurs constatée ces derniers temps. (Reuters 16.06) Un euphémisme !

Les nouvelles charrettes annoncées. (La Tribune 17.06)

- New Fabris, à Châtellerault, un spécialiste de l'usinage qui travaillait surtout pour PSA et Renault et employait 366 salariés;

- La fonderie Pamco, dans l'Orne, où 223 personnes vont perdre leur emploi.

- Les 550 salariés de la fonderie SBFM, près de Lorient, attendent le 30 juin la décision du tribunal.

Le fabricant suisse de sous-vêtements Calida (1.300 salariés) a annoncé mardi la suppression de 104 emplois dans sa filiale française Aubade, spécialisée dans la lingerie féminine haut de gamme. Cette restructuration touchera sur le site de Saint-Savin (Vienne). (AP 16.06)

Le groupe suisse de travail temporaire Adecco (Adia) a annoncé mercredi son intention de supprimer environ 350 emplois en France d'ici la fin 2009. (Reuters 17.06)

Le 19 juin

J'ai rectifié l'adresse de l'article sur le POI, avec mes excuses, j'ai eu une journée très chargée notamment avec mon épouse qui a été hospitalisée quelques heures après un malaise ce matin, mais rien de grave, une subite baisse de tension un peu spectaculaire sans plus si je puis dire, la troisième en quelques semaines, il faisait 42°C à l'ombre et nos démarches chez les flics l'ont énervée et épuisée. Dans le bandeau défilant en haut de l'écran, il y a bien deux "M" à accommoder.

Je suis en train de faire l'expérience très pénible qu'il n'y a pas de justice dans ce pays pourri, en Inde. Huit jours après avoir déposé plainte, pas de réponse, un inspecteur hier m'a demandé ce que je voulais, pourquoi je venais le voir ! Un autre inspecteur m'a dit que je pouvais porter plainte contre eux aux autorités supérieures ou à qui je voudrais, qu'ils n'en avaient rien à foutre, l'air de dire qu'ils sont tous aussi corrompus. Mon avocat s'est avéré être complètement abruti en fait, comme les trois autres que j'ai consultés. Alors que faire ? Comment se battre seul contre tout un système rongé de bas en haut par la corruption ? A Pondichéry la situation est un peu différente car la structure judiciaire est calquée sur celle de la France avec un juge d'instruction, etc. , mais au Tamil Nadu entre le simple citoyen et le juge du tribunal qui est corrompu dans neuf cas sur dix, il n'existe aucune autorité judiciaire, si j'ai bien compris. Ce sont les politiciens véreux qui font le plus souvent office d'intermédiaires.

Bref, tout est fait pour que les voyous agissent à leur guise en toute impunité, ce qui pousse les gens à faire justice eux-mêmes... Il reste les médias pour foutre le bordel, mais là aussi ils ne prennent des risques que lorsqu'ils sont couverts par un puissant parti politique, ce n'est pas rare que des journalistes se retrouvent emprisonnés pour avoir seulement critiqué le Chief minister ou mis en doute son honnêteté !

Passons à autre chose de guère plus reluisant.

Ce sont ceux qui sont responsables de la situation sociale et politique en France qui s'insurgent contre le port de la burqa par certaines femmes musulmanes. Ici aussi on en voit de plus en plus, des jeunes uniquement, j'habite à la lisière d'un important quartier musulman à 4kms de Pondichéry.

Un jour j'ai demandé à une employée qui était habituellement habillée en sari, pourquoi du jour au lendemain elle avait décidé de se vêtir d'une djellaba noire et de porter un foulard de la même couleur. Elle m'avait répondu que c'était un choix personnel et que personne ne l'y avait forcée, ajoutant que ma question était pour le moins curieuse pour ne pas dire déplacée, je m'en étais excusé, mon intention n'étant pas de la blesser ou de la juger.

En observant attentivement les jeunes filles qui s'habillent ainsi, en les fixant dans les yeux pour essayer de comprendre ce qu'il y avait derrière, j'ai cru discerner une sorte d'identité, une façon de dire : je ne suis pas comme les autres et moi seule sait comment je suis, comme si autrement elles n'existeraient pas, c'est peut-être primaire comme réaction mais compréhensible dans un monde qui finalement n'offre aucun idéal à la jeunesse, c'est peut-être une façon d'entretenir un mystère qui leur donne l'impression d'exister, j'essaie de comprendre.

Un jour j'avais relaté une expérience que j'avais eu à l'aéroport de Bombay, quand me retrouvant coincé une demie journée à patienter pour changer d'avion, je m'étais retrouvé face à une famille provenant d'un émirat arabe, un vieil homme accompagné de ses quatre épouses, tous en habits traditionnels musulmans, donc les femmes voilées dont on ne voyait à peine que les yeux, je devrais dire un regard. Lorsque l'une d'entre elle me fixant effrontément pendant un long moment, d'un geste rapide avait baissé son voile pour me laisser découvrir son visage, c'était une très belle femme d'une trentaine d'années maximum, le sourire éclatant qu'elle m'avait adressé à la volée avait fini de me

séduire totalement ! Elle renouvela son geste avant de partir les yeux pétillants de malice, j'en étais tout retourné à l'idée de savoir que c'était la seule liberté qu'elle pouvait s'accorder dans sa cage dorée. Quel gâchis me suis-je dit ! Dans son dernier regard, il y avait quelque chose qui tenait de la fatalité qui me bouleversa, quelque chose contre lequel elle ne pouvait pas lutter, je me suis dit qu'elle devait être fort malheureuse, ma fille de 8 ans alors qui m'accompagnait, partagea cette appréciation teintée d'amertume et d'impuissance. Comme quoi toutes les femmes voilées ne le sont pas de leur plein grè, même dans cette région du monde.

Maintenant, s'agissant de la situation spécifique à la France ou d'autres pays similaires, je me demande à quoi cela sert-il d'interdire à ces femmes de se voiler, si parallèlement l'on est incapable d'agir sur leur contexte familial et social qui aboutit à ce genre de situation ?

Si je prends le cas de mon épouse qui est hindou alors que je suis athé et communiste, si elle est incapable d'adhérer pleinement à mes idées, cela signifie que je n'ai rien à lui offrir en échange de ses croyances, si elle délaissait sa religion et qu'elle n'épousait pas le socialisme, je ne peux quand même pas la torturer pour qu'elle devienne marxiste, il lui resterait quoi à se raccrocher pour supporter cette vie de merde, rien, le néant, de quoi devenir dépressif ou se flinguer.

C'est pour cela, quand il y a des militants qui me reprochent de donner des leçons aux autres, je pense qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent, car je vis en permanence avec quelqu'un qui ne me ressemble pas tout en la respectant, c'est pour moi un devoir, une règle que je ne pourrais transgresser sans m'accuser d'un abus de pouvoir.

Vouloir forcer les gens à changer est une grave erreur, cette idée m'est insupportable. Ma belle-mère a été mariée à l'âge de 12 ans, elle a eu son premier enfant un an plus tard, et elle en a fait dix à la suite dont sept seulement ont survécu, sa mentalité n'a pratiquement pas évolué depuis cet âge-là. Vous imaginerez sans peine le monde qui nous sépare, je vous avouerais que j'ai parfois du mal à supporter sa manière de vivre, mais je ne me vois pas lui reprocher quoi que ce soit même si c'est pour son bien. J'ai peut-être l'air rustre parfois ou de ne pas faire dans la dentelle, d'être incapable du moindre compromis ou de manquer de mesure en politique, mais c'est bien mal me connaître ou ne pas comprendre mon objectif, car en réalité, comme tout un chacun je suis bien obligé de composer avec ce que j'ai sous la main pour avancer ou tout simplement pour ne pas rendra la vie insupportable à mon entourage et à moi-même par la même occasion.

Ceux qui aujourd'hui comme hier s'en prennent à ceux qui ne leur ressemblent pas, font preuve d'une crasse ignorance de la nature humaine et son évolution. Ils ne peuvent pas avoir confiance en elle, parce que foncièrement ce sont des réactionnaires incapables de défendre des idées progressistes à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, je parle des parlementaires de l'UMP, du Nouveau Centre, du PS et du PCF qui voudraient faire interdire le port de la burqa en France. Quant aux libres-penseurs, on peut leur opposer le vieil adage que l'habit ne fait pas le moine, qu'il n'y a pas a priori plus de liberté dans le regard d'une femme qui porte une mini-jupe que dans celui d'une femme voilée, sauf à interpréter avantageusement (abusivement) le regard de la première qui peut être aussi vide qu'une cruche ! On pourrait nous rétorquer que la burqa renvoie à un système féodal, comme la mini-jupe renvoie à l'âge de pierre, la barbarie qui domine le monde en témoigne.

Rien décidément ne remplacera l'expérience de la lutte des classes qui seule peut émanciper les femmes (et les hommes) de l'obscurantisme et de l'exploitation.

Les dépêches et news en bref.

L'enfumage et la division.

Le gouvernement a annoncé mardi que la Poste resterait 100% publique tout en devenant une société anonyme. Dès lors qu'est-ce qui pourrait s'opposer à une privatisation ou une entrée en Bourse ? Rien puisqu'il s'agit déjà d'une privatisation déguisée.

Une réunion de l'intersyndicale de la Poste a tourné court jeudi, trois organisations sur cinq ayant claqué la porte à la suite d'un désaccord sur l'attitude à adopter sur le changement de statut de l'entreprise publique.

Sud, Force ouvrière et CFTC ont quitté la réunion de Paris en défendant l'idée d'un rejet total du projet de loi qu'ils considèrent comme un premier pas vers une privatisation déguisée, a rapporté Nadine Capdeboscq, déléguée CFDT.

Selon elle, la CFDT et la CGT ont en revanche plaidé pour la recherche d'un "compromis" avec l'idée "d'une grève très forte à la rentrée".

"Sud, Force ouvrière et la CFTC ont claqué la porte. Ils n'étaient pas d'accord sur les propositions d'action", a-t-elle déclaré lors d'un point de presse.

Elle a estimé que les organisations devraient absolument se revoir fin août "pour dépasser nos clivages". (Reuters 18.06)

Un véritable syndicat ouvrier aurait décidé immédiatement après l'annonce de la privatisation de la Poste, la grève illimité jusqu'au retrait de ce plan sans attendre un jour de plus.

Qui peut le moins peut le plus ou plutôt veut le plus.

Altran Technologies a annoncé jeudi un plan de départ volontaire portant essentiellement sur le secteur d'activité de l'automobile et qui pourrait concerner jusqu'à 500 personnes.

Altran a enregistré en 2008 un bénéfice net de 11,4 millions d'euros, en baisse de 47% par rapport à 2007, pour un chiffre d'affaires en hausse de 3,7% en 2008 à 1.650,1 millions d'euros. (Reuters 18.06)

Les cadres et le chômage.

Le nombre de propositions transmises à l'Association pour l'emploi des cadres (Apec) chute de 33% en mai 2009 par rapport à la même période de 2008. (La Tribune 18.06)

Tel maître, tels valets.

Un accord de principe a été trouvé jeudi soir entre les dirigeants de l'UE sur la réforme de la régulation financière, a-t-on appris, Paris insistant sur le fait que les Etats-Unis s'étaient eux aussi engagés de manière ambitieuse sur la voie de la réforme de leur dispositif de régulation financière. (Reuters 18.06)

Qu'en est-il au juste ?

Coté cour, on nous dit qu'Obama a dévoilé son plan de réforme de la régulation financière.

Coté jardin, l'agence d'évaluation financière Standard & Poor's maintient la note des Etats-Unis à "AAA", malgré la récession du pays et sa dette publique de 1.845 milliards. (La Tribune 18.06)

Pérou.

L'un des principaux chefs indiens a appelé jeudi à la fin de la mobilisation au Pérou, après que le Congrès a finalement révoqué les deux décrets qui, selon les Amérindiens, facilitaient l'exploitation pétrolière, gazière et forestière de l'Amazonie. (AP 18.06)

Le 20 juin

Un mot personnel pour les camarades qui s'inquiètent de ma situation. J'ai eu ce matin une brève réunion avec l'homme politique et potentat local que je connais depuis 9 ans et qui devrait régler le problème de mon terrain, moyennant un pot-de-vin dont j'ignore encore le montant. En fait c'est un de ses fils qui est le chef du district où nous habitons, mais comme c'est un bon à rien, c'est lui qui en réalité dirige le district, il l'avait dirigé auparavant pendant près de 20 ans et c'est un ami personnel du Chief minister du Tamil Nadu qui siège à Chennai (ex-Madras) et un représentant très influent du premier parti de cet Etat de 60 millions d'habitants, le DMK.

Ensuite, j'ai eu une nouvelle réunion avec le chef local de la police qui m'a assuré de son soutien et qui m'a dit avoir d'excellente relation avec Chanmugan, la personne dont je viens de vous parler. Il m'a dit qu'il allait arranger nos affaires avec lui afin que nous puissions quitter tranquillement ce village, il va aussi s'occuper du chef des voyous de mon village pour qu'il nous foute la paix. Comme ce voyou constitue une menace pour le DMK dont il fait partie aussi, j'ai cru comprendre qu'ils allaient se débrouiller pour le marginaliser afin de s'en débarrasser rapidement, car il m'a dit que toute plainte contre ce voyou rejaillirait sur Chanmugan et le DMK, ce qu'il faut éviter à tout prix, il a pris très au sérieux les éléments précis contenus dans ma plainte de cinq pages en me demandant de ne surtout pas la diffuser. Voilà. Il n'y a plus qu'à attendre !

Vous aurez remarqué que l'adversité et les problèmes au lieu de m'abattre ou me réduire à l'impuissance me stimulaient, j'ai la rage pour combattre sur tous les plans. Maintenant, je n'ai jamais eu la prétention de mettre à bas tout seul un système basé sur la corruption, on ne fait pas toujours ce que l'on veut, il n'y a que les petits-bourgeois pour penser le contraire, ce qui n'est pas mon cas, je le prouve ici.

Un petit mot politique avant de se quitter.

J'ai eu la flemme de rédiger un éditorial et comme celui du CCI-T me convenait, je l'ai adopté. Je regrette seulement qu'ils aient évacué le POI, ce qui n'est pas bien grave puique j'en parle ailleurs.

Je souhaite un bon week-end à tous les camarades.

Quelques dépêches en bref.

Une marchandise comme une autre.

"*On va être, dans la phase actuelle, beaucoup concentrés sur la première avance qui est versée pour chaque victime - environ 17.500 euros*", a déclaré le directeur général d'Air France, Pierre-Henri

Gourgeon sur RTL. (Lepoint.fr 19.06)

Allez vous faire voir ailleurs...

Un porte-parole a indiqué vendredi que le groupe britannique de télécommunication BT avait demandé à ses employés de se porter volontaires pour des affectations d'au moins un mois dans d'autres groupes du même secteur.

... ou bossez gratuitement !

En début de semaine, British Airways avait demandé à ses employés d'accepter de travailler gratuitement ou de prendre des congés sans solde. La compagnie aérienne est également en discussions avec ses pilotes pour réduire leurs salaires. (Reuters 19.06)

Au fait, si vous avez la chance de partir en vacances, ne prenez pas l'avion pour une destination exotique dans un pays où la majorité de la population vit dans des conditions épouvantables, partez en camping à la campagne vous ferez des économies...

Ouvriers, travaillez... puis crevez !

'*On ne peut pas gagner chaque année un peu plus en espérance de vie et cesser de travailler de plus en plus tôt. C'est un vrai problème et tant que nous ne l'aurons pas résolu, les Français continueront d'être minés par l'angoisse qui, hélas, nous est si propre*', a affirmé Laurence Parisot dans un entretien au Monde. (LeMonde.fr 19.06)

Sauf que ce sont les ouvriers qui crèvent le plus tôt ! Il est reconnu notamment aux Etats-Unis ou au Japon où il n'est pas rare de rencontrer des ouvriers travaillants au-delà de 60 ans, que dès qu'ils partent en retraite, ils ne leur restent en moyenne que quelques années à vivre, autrement dit, ils ont bossé et cotisé toute leur vie pour toucher une retraite dont ils ne verront jamais la couleur, une façon comme une autre, la plus cynique qui soit, de résoudre le problème des retraites.

Retour au 37,5 annuités, retraite entre 50 et 60 ans maximum, à bas le capitalisme !

La charrette du jour annoncée.

Air France-KLM envisage de l'ordre de 3.000 nouvelles suppressions de postes à travers des "*départs naturels*", déclare Pierre-Henri Gourgeon, directeur général de la première compagnie aérienne européenne. (Reuters 19.06)

On ne connaît pas les petites économies chez eux.

Les sénateurs américains ont adopté, jeudi 18 juin, une ligne de crédit de 100 milliards de dollars qui sera allouée au Fonds monétaire international (FMI). Cette mesure fait partie du dispositif arrêté au cours du G20 de Londres, le 2 avril, et destiné à tripler les réserves du Fonds afin de lui permettre d'aider les Etats en difficulté.

Au cours du même vote, le Sénat a approuvé la vente progressive de 403 tonnes d'or du Fonds. Cette opération permettra un triplement - à 8 milliards de dollars - des prêts accordés aux pays les plus pauvres et contribuera au rééquilibrage du budget du Fonds. (LeMonde.fr 19.06)

Ne cherchez pas qui décide de quoi au FMI, vous avez ici la réponse. Quant au reste, il s'agit bien de prêts, pas de dons, ensuite les pays pauvres incapables de rembourser à temps cette dette, se verront contraints de verser au FMI des intérêts un nombre de fois indéfini qui ne cesseront d'augmenter, jusqu'au jour où gracieusement les pays riches décideront de leur faire royalement cadeau du capital qu'ils auront remboursé en intérêts depuis belle lurette. Une façon de fair payer la crise aux plus pauvres, CQFD.

Ne cherchez pas non plus ce qui aurait changé depuis l'éclatement de la crise actuelle du capitalisme : rien, sinon qu'ils préparent déjà les conditions d'une crise économique et sociale encore plus considérable qui frappera comme toujours les plus pauvres à travers le monde. C'est le prix à payer de la survie du capitalisme, à visage humain bien sûr !

Le même scénario se reproduit dans tous les pays.

Le taux de chômage en Italie a augmenté au premier trimestre pour s'établir à 7,3%. Selon Paolo Mameli, de Intesa Sanpaolo, "*Nous nous attendons à de nouvelles hausses du chômage au cours des prochains trimestres, jusqu'à un pic à un peu plus de 9% début 2010*". (Reuters 19.06)

Le 21 juin

J'actualise le site seulement à 20h30 heure locale pour cause de travaux chez moi en attente depuis des mois, et puis avec 42°C depuis une semaine, plus la situation sociale et politique qui ne pousse pas à jouer les activistes, je ne vois pas pourquoi je me casserai la tête compte tenu que cela ne changera rien !

Je n'ai même pas allumé la télévision depuis deux semaines tellement cela me faisait chier d'entendre toujours la même chose. J'ai changé la parabole qui était complètement rouillée ce matin, je regarde les infos en vous écrivant, je suis pris de nausée au bout de deux minutes ! Vous aurez deviné que je suis de mauvaise humeur, je vous passe la suite de mes emmerdements. Bonne semaine à tous.

Le capitalisme tel qu'il est.

Vendredi l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)a confirmé que 1,02 milliard de personnes, soit un sixième de l'humanité souffrent de la faim dans le monde atteignant ainsi un nouveau record. (AP 19.06)

Ce chiffre représente une hausse de 11% sur un an, apprend-on.

Ici, il n'est plus possible de trouver du riz en dessous de 14 roupies le kilo, alors qu'il avoisinait 10 roupies il y a un an. Pour éviter des émeutes de la faim, au Tamil Nadu, les autorités ont fixé le prix du kilo de riz disponible avec la "ration card", la carte de rationnement, à une roupie le kilo (1 euro = 63 roupies, 1 kilo de riz = 0,01 euro), la quantité mensuelle dépendant du niveau des revenus et de la composition de la famille.

Ma belle-mère par exemple, avec la retraite d'ancien combattant pour l'indépendance de l'Inde de son mari défunt, "freedom fighter" contre le Raj britannique, a le droit à 20 kilos de riz par mois à deux roupies, le prix étant différent à Pondichéry par rapport au Tamil Nadu. C'est ainsi que le Chief minister du Tamil Nadu (DMK) s'est fait réélire lors des dernières élections qui viennent d'avoir lieu,

comme celui de Pondichéry (Congrès I). Ils subventionnent la misère qui permet de la maintenir par la même occasion, c'est ainsi que s'explique la relative stabilité politique en Inde et son arriération permanente qui profite en priorité aux classes possédantes.

Pour la petite histoire, des copains de mes beaux-frères nous en revendent des dizaines de kilos tous les mois qui servent à nourrir nos deux chiens notamment. Ils le touchent à une roupie et nous le revendent six. En fait ce riz est très bon, mon épouse en mange tous les jours et moi aussi quand je mange du riz, deux ou trois fois par mois pas plus, le reste du temps en bon Français qui se respecte, je suis abonné aux pommes de terre ou autres légumes.

En écrivant ces lignes, je demande à Magueswary pourquoi ces gens-là revendent ce riz et qu'est-ce qu'ils mangent sachant qu'ils mangent du riz tous les jours. Elle me répond qu'ils achètent du riz plus cher ! Bref, on profite de la connerie humaine, on aurait tort de se gêner, n'étant pas bien riches nous-mêmes, mais moins cons que la moyenne il faut croire, le mot conscience est inusité ici, vous excuserez ma vulgarité.

Il faut préciser que la "ration card" concerne tous les foyers et qu'un bon nombre ne déclarant pas leurs revenus réels du fait de l'économie informelle, certaines familles ont les moyens de se nourrir mieux et d'acheter du riz apparemment de meilleure qualité. C'est du snobisme, ce qui s'explique très bien dans un pays où seul le fric et le pouvoir compte, paraître est plus important que tout. Où va se fourrer l'état d'esprit petit-bourgeois, on n'est pas au bout de nos découvertes !

Et après cela vous voudriez prétendre maîtriser l'analyse de la situation sociale et politique d'un pays aussi différent de la France, franchement, un peu de modestie, s'il vous plaît, cela s'applique à moi également. Et attendez, il ne s'agit pas de cas isolés, même la femme qui travaillait chez nous, veuve avec trois gamines à charge, ne voulait pas manger ce riz, on aurait pu la croire pauvre !

Vous comprendrez mieux maintenant mes réticences à prendre pour argent comptant l'analyse de la situation sociale en France des différents partis politiques, il faut tout prendre en compte et pas seulement ce qui nous intéresse ou les apparences, sinon on raconte n'importe quoi et on embarque les militants dans une impasse politique comme c'est le cas depuis des lustres.

Toujours plus répressif.

Un décret publié samedi au Journal officiel déclare passible de contravention "le fait pour une personne, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation sur la voie publique, de dissimuler volontairement son visage afin de ne pas être identifiée".

Il est précisé qu'il faudra, pour être puni, avoir agi ainsi "dans des circonstances faisant craindre des atteintes à l'ordre public".

"Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux manifestations conformes aux usages locaux ou lorsque la dissimulation du visage est justifiée par un motif légitime", précise le texte du décret. (Reuters 20.06)

Ceux qui voudront se camoufler n'auront qu'à porter une postiche, une moustache, des lunettes, un casque de motard ou une burqua !

Histoire de vaseq communiquants.

Michel Rollier, gérant du fabricant français de pneumatiques Michelin, confirme samedi que son groupe veut investir en Inde.

Prié de confirmer la somme d'un milliard d'euros d'investissements, il a dit "qu'une grosse usine, ce n'était pas loin de ça" et a évoqué environ 1.500 emplois créés...

Le groupe français a annoncé mercredi un plan de départs volontaires sur trois ans concernant 1.800 salariés en France. Dans les sites de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), Joué-les-Tours (Indre-et-Loire) et Noyelles-lès-Seclin (Nord), 1.093 postes seront supprimés. (Reuters 20.06)

En fait Michelin est déjà implanté en Inde par le biais de la sociéte RMF, je ne suis pas sûr du nom de la société implantée à une dizaine de kimomètres de Pondichéry, un de mes élèves à l'Alliance française y travaillait au début des années 2000, il m'avait dit que sa boîte travaillait en partenariat avec Michelin et qu'il y avait des cadres français dans l'usine, d'où sa formation en français.

Etats-Unis.

Les instances de régulation américaines ont fermé vendredi la First National Bank d'Anthony, au Kansas, ce qui en fait la 40e banque américaine mise en faillite depuis le début de l'année. (Reuters 20.06)

Comme quoi la crise est terminée et l'horizon du capitalisme serein !

Le 23 juin

A propos du site.

Un camarade m'a dit que les dépêches, les infos économiques, sociales, internationales, etc. que je mettaiss en ligne ne l'intéressaient pas parce qu'il les trouvait lui-même sur le web. Du coup je me pose la question de continuer ou non cette rubrique qui me prend encore un temps considérable. J'attends vos réactions sur cette question. J'envisage de supprimer cette rubrique pour ne plus mettre en ligne que les textes que je reçois ainsi que les miens, en plus de la causerie. Je vais profiter de vos deux mois de congés chez vous en France pour réfléchir à la manière d'être plus utile encore aux militants dès le mois de septembre.

Vous comprendrez que je n'ai pas envie de pédaler dans le vide, je ne suis pas encore névrosé ou atteint à ce point. Comme tout le monde avec l'âge je fatigue d'une part, d'autre part, les nouvelles en provenance du vieux monde étant de pire en pire, à cela il faut ajouter mes emmerdes personnelles qui vont dans le même sens, cela commence à faire beaucoup pour les épaules d'un seul homme qui finalement ne peut compter sur aucun soutien en dehors de quelques camarades isolés dont 10.000 kms nous séparent. Sur le plan politique on n'a pas avancé d'un millimètre malgré la crise, mieux le mouvement ouvrier n'a cessé de régresser, il est toujours empétré dans ses divisions et des discussions théoriques coupées de la réalité, bref, c'est plutôt décourageant.

J'observe chaque jour un peu plus s'écrouler le monde autour de nous, je veux dire par là que les relations se dégradent comme jamais auparavant dans tous les domaines sans espoir d'une amélioration dans le futur, cela finit par atteindre un niveau insupportable, et ce n'est pas la lutte des classes qui pourrait nous apporter de bonnes nouvelles, sauf à se leurrer ou se tromper soi-même.

Mon travail politique est marginalisé pour ne pas dire sans intérêt, il ne peut déboucher sur rien et je n'en tire que peu de satisfactions. Insignifiant, superficiel, médiocre, misérable, tel est le monde dans lequel nous vivons. J'en suis à me demander comment on peut encore vivre dans un monde pareil sans réagir pour le changer, car c'est bien ce que l'on observe quotidiennement partout dans le monde.

Ici, la situation est mille fois pire qu'en France, si je vous la décrivais en détail, vous en seriez malades camarades. Deux exemples. L'employé qui est venu pour vérifier le banchement de notre nouvelle machine à laver est passé samedi soir à 20h30, et ceux qui ont monté la nouvelle parabole sont venus bosser dimanche matin sur les coup de 11h, etc. c'est complètement délirant, leur vie se réduit à bosser, bouffer et dormir, ils n'ont pas le choix. Et nous ne sommes pas dans un pays en guerre ! A côté de cela, je croise des Européens heureux d'être là pour lesquels l'anarchie qui règne dans ce pays est une aubaine, ils ne foutent rien, donnent des leçons aux Indiens, ils profitent de la vie comme si de rien n'était, pire, ils en tirent du profit et trouvent cela tout à fait normal.

Demain en France ils vont repousser l'âge du départ à la retraite et seule une minorité se mobilisera, l'affaire est entendue, Sarkozy peut même se permettre d'avancer son programme ultra réactionnaire sans prendre de précautions. Le niveau d'ignorance ou d'inconscience politique de la population est tel qu'il peut se permettre tout ce qu'il veut.

Notre seul espoir : qu'ils soient dans l'impossibilité de surmonter cette crise, qu'ils en sortent sans en sortir vraiment comme le démontrent explicitement les données des derniers jours et des dernières semaines. Encore faudrait-il qu'un parti politique s'emploie à aider les masses à le comprendre pour qu'elles se saisissent de la situation pour poser clairement la question du pouvoir politique, ce qui n'est pas le cas non plus. Dans ces conditions, comment voulez-vous qu'on s'en sorte ?

Ceux qui bouffent à tous les râteliers nous expliquent pour justifier leur politique opportuniste que l'on posera la question du pouvoir le moment venu, que l'on posera la question des moyens pour la résoudre le moment venu, bref qu'il serait urgent d'attendre on ne sait quoi, quelle ignorance ! en vérité, ils se leurrent ou trompent sciemment les travailleurs et militants.

Voici les derniers éléments que j'ai rassemblés qui montrent clairement que la crise est loin d'être terminée, on pourrait en ajouter beaucoup d'autres sur le plan économique.

1- Dans un entretien au journal Le Monde daté du 23 juin, le président socialiste de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Didier Migaud (PS), estime que la France risque de se retrouver en 2012 "dans une situation pire qu'en 1997" sur le plan des finances et du chômage.

La sortie de crise sera lente. En 2010, les comptes publics pourraient empirer", dit-il. "Une purge terrible menacera les Français si la droite gagne les élections. Il sera alors difficile d'échapper à l'augmentation des impôts." (Reuters 22.06)

2- Après trois mois de rebond boursier entamé début mars, les marchés avaient été plutôt hésitants ces dernières semaines, ce qui, pour certains observateurs, ne présageait rien de bon.

3- Lundi, les investisseurs se sont demandés s'ils n'avaient pas anticipé trop rapidement la reprise économique.

4-"La reprise sera sans doute anémique par rapport aux normes d'après-guerre", commente Hugh Johnson, responsable de l'investissement chez Johnson Illington Advisors.

"La reprise de l'économie et des résultats des sociétés ne devrait pas être aussi forte que la hausse des cours depuis début mars l'a laissé entendre", ajoute-t-il. (Reuters 22.06)

5-Paris et les autres Bourses européennes ont chuté lundi alors que les doutes sur la sortie de crise se confirment et douchent la récente euphorie sur les marchés d'actions. (Reuters 22.06)

6- "La récession mondiale s'est aggravée", souligne l'organisation dans un rapport diffusé dimanche et intitulé "Global Development Finance 2009: Charting a Global Recovery" ((Financement du développement à l'échelle internationale 2009: tracer la voie de la reprise mondiale). (AP 22.06)

Bref, si l'on ajoute à cela la hausse continue du chômage et du chômage partiel, la situation économique et sociale devrait empirer dans les mois et années à venir, ce qui permet d'affirmer que la lutte de classe devrait repartir de plus belle.

7- Le chef de l'Etat s'est employé à dépasser le clivage droite-gauche et a invoqué l'héritage du Conseil national de la Résistance et des Trente glorieuses pour appeler la classe politique, les partenaires sociaux et la société civile à inventer la France de demain, tout en avouant son incapacité à déterminer dans le temps la sortie de crise. (Reuters 22.06)

Cet appel à l'unité nationale dans la voie du corporatisme montre à quel point le régime n'est pas aussi solide qu'il voudrait le faire croire, il indique aussi quelle stratégie l'avant-garde devrait adopter pour le combattre efficacement : rupture avec les institutions représentants les intérêts du capital, rupture avec le Medef et le patronat, rupture avec les appareils pourris des syndicats et des partis soit-disant ouvriers, combat classe contre classe sans le moindre compromis pour renverser le régime et le capitalisme, pour avancer sur la voie du socialisme.

Tout appel à l'unité avec ceux qui n'ont de cesse de supporter le régime ne peut être interprété que comme une trahison du combat de la classe ouvrière dont le seul objectif devrait être de liquider la Ve République et de prendre le pouvoir.

On pourrait ajouter un mot sur le parti. Nous sommes dans une période où la classe ouvrière est forcée de passer à l'offensive, elle devrait donc venir grossir les rangs des partis ouvriers, or rien de tel ne se produit mais bien plutôt le contraire.

Le POI et le NPA ont convaincu des milliers de travailleurs de les rejoindre en profitant des élections présidentielles et législatives. Ils devaient penser que ces partis pourraient jouer un rôle dans le cadre institutionnel, ne voyant rien venir, n'ayant pas les moyens d'inverser le cours des choses ni même de peser sur lui, certains d'entre eux ont déjà quitté ces partis.

Ensuite, dans la foulée de la crise qui s'amplifiait, certains ont rejoint ces partis en s'imaginant qu'ils pourraient mobiliser les masses où faire reculer Sarkozy, rien de tout cela ne se produisant, certains déçus de s'être faits des illusions ont quitté ces partis. De ce côté-là, la logique des partis passoires collant au mouvement spontané des masses a été entièrement respectée, rien de nouveau par rapport aux partis qu'ils ont remplacés. Normal compte tenu de l'objectif poursuivi par ces partis qui se refusent à se présenter comme des alternatives aux partis au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle.

Adhérer à un parti qui combat pour prendre le pouvoir, pour organiser et porter la classe ouvrière au pouvoir, pour construire le socialisme, tels ne sont pas les objectifs du POI et du NPA, encore moins les autres formations. Gagner des militants lors d'une bataille pour un objectif à court terme, ne peut pas constituer une base sérieuse pour construire le parti, lorsque parallèlement l'objectif affiché du

parti n'est pas de former des combattants révolutionnaires, lorsque la formation des nouveaux militants au marxisme n'est pas une priorité du parti, ces partis ne peuvent que passer leur temps à gagner et perdre des militants sans jamais les avoir véritablement gagnés au socialisme.

Il est vrai que le parti peut gagner des dizaines ou des centaines de milliers de militants dans une période d'effervescence de la lutte de classe et en perdre autant lorsque le mouvement ouvrier reflue, l'histoire du parti bolchevik en témoigne. A ceci près que le parti de Lénine ne ressemblait à aucun des partis qui existent aujourd'hui et qu'à aucun moment il avait fait disparaître de sa politique la question du combat pour la prise du pouvoir préparant lentement mais surement les masses à ce combat décisif. L'état d'esprit des masses s'était forgé au fil du temps nourri de la propagande révolutionnaire du parti bolchevik qui ne lui sera pas totalement étrangère le jour où l'heure sonna de passer à l'assaut pour abattre le tsarisme. Les masses russes furent imprégnées des enseignements du marxisme pour paraphraser Trotsky dans son Histoire de la révolution russe.

Il est sans doute difficile ou impossible de mesurer avec précision le travail en profondeur qu'avait produit sur l'état d'esprit des masses la propagande socialiste du parti bolchevik, c'est uniquement au cours du développement de la révolution que l'on a pu en comprendre toute l'importance. Le revirement des rapports entre les représentants des différents partis et les masses qui se produisit dans les soviets entre février et octobre 17, témoigne que les masses sans avoir adhéré au bolchevisme, savaient plus ou moins consciemment que ce parti combattrait jusqu'au bout pour vaincre le régime qu'il n'avait jamais été sur une autre ligne politique et que cela valait le coup de lui faire confiance une fois établi que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires n'étaient que de beaux parleurs tout juste bon à capituler au moment décisif.

C'est ce parti qui nous fait cruellement défaut, c'est cette propagande et cette formation de l'état d'esprit des masses qui fait cruellement défaut aux masses pour les aider à avancer dans la bonne direction.

Nous avons encore la possibilité de corriger le tir en nous regroupant tous ensemble dans le même parti, je parle des militants se revendiquant de la révolution socialiste, du marxisme et du léninisme, et qui sont aujourd'hui inorganisés ou éparpillés dans de nombreuses formations politiques. Tout est une question de volonté de la part de nos dirigeants ou responsables de prendre une telle initiative. Telle est leur responsabilité au plus haut degré pour aider la classe ouvrière à franchir une étape décisif dans son organisation et son combat pour vaincre le capitalisme synonyme de régressions sans fin et de barbarie. (A suivre)

Le contenu d'un article du 21 juin de l'agence Reuters rassemble la plupart des éléments de la situation en France.

S'agissant du report de l'âge de la retraite au-delà de 60 ans : ""Les Français sont contre mais, en même temps, ça leur semble inéluctable", souligne le dirigeant de l'institut de sondage Ipsos Jean-François Doridot." Ce qui est plus qu'il ne "semble inéluctable", c'est pour la classe ouvrière de penser son avenir au-delà du capitalisme dans lequel les uns et les autres se sont employés à l'enfermer.

""La question est de savoir comment sera amenée cette réforme, qui ne peut pas être engagée sans des gages ou des contreparties dans d'autres domaines.""

En réalité, d'une part ces "gages" ou ces "contreparties" ne seront donnés qu'à une partie de la population qui assurera ainsi la stabilité du régime, d'autre part, ils pourront prendre en compte la

pénibilité de certains métiers ou postes de travail pour revaloriser leur retraite par exemple et les dirigeants pourris des syndicats pourront dire que c'est une avancée sociale, mais comme ces travailleurs seront à l'article de la mort au moment de prendre leur retraite, ils n'en profiteront pas et auront été bernés jusqu'au bout.

""Il est beaucoup plus difficile de trouver de nouveaux horizons que de savoir avec qui conduire cette politique", admet un des proches de Sarkozy, en faisant allusion au prochain remaniement." Un euphémiqme, au soutien indéfectible du PS et ses alliés, des Verts, il pouvait ajouter celui des dirigeants des syndicats.

""La crise n'est pas finie et une sortie de crise est toujours compliquée et risquée", souligne pour sa part Pierre Giacometti, président de la société de conseil en stratégie et communication Giacometti, Peron et associés."

Dans la mesure où elle se traduit généralement par la reprise de l'inflation, la hausse des prix entraînant des revendications salariales, bref le risque porte un nom : la lutte de classe du prolétariat, celui-ci profitant du discours officiel sur la fin de la crise, entendant en profiter pour desserer la ceinture qui l'étouffe.

"Pour Jean-François Doridot, l'abstention massive des jeunes et des classes populaires aux européennes est un signe dont le chef de l'Etat devra tenir compte - "Ce n'est pas un danger au niveau politique mais c'est un danger au niveau social.""

Il a raison, en dehors de toute issue politique et la classe ouvrière étant entièrement subordonnée au capitalisme, ils n'ont pas grand chose à craindre sur le plan politique, aucun parti ne combattant pour le socialisme par ailleurs.

"Enfin, le front syndical paraît fissuré, après l'échec de la dernière journée de mobilisation contre la politique sociale et économique du gouvernement, le 13 juin."

Qu'il soit "fissuré" ou non ne change rien étant donné que l'unité des syndicats s'était réalisée sur une base pourrie, et Mailly n'est pas plus crédible que Thibault ou Chérèque.

Temps que le syndicalisme ne se recomposera pas sur une base de lutte de classe, ils peuvent dormir tranquille.

La question qui est posée au mouvement ouvrier à travers les prises de position de centaines de militants de la CGT, de FO, de la FSU notamment qui s'expriment régulièrement contre la politique réactionnaire des dirigeants et la collaboration de classes, ne serait-elle pas la constitution d'un syndicat ouvrier unifié renouant avec le syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, pour en finir avec le capitalisme ? Quand je dis un syndicat ouvrier unifié, je pense à un syndicat qui regroupe travailleurs du privé et du public, ouvrier et intellectuel, et non une réunification des syndicats existants actuellement, qui, pour paraphraser ce que l'on dit du PS et du PCF pour justifier la construction du parti, sont passés définitivement de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages. C'est la seule solution que l'on n'a pas essayer...

Mais je ne vois pas comment on pourrait s'y prendre, puisque même sur le plan syndical les camarades n'arrivent pas à s'entendre et créent autant de collectifs ou comités regroupement des militants de plusieurs syndicats qu'il existe de tendances possible dans le mouvement ouvrier, autrement dit, ils reproduisent la division qui existe dans nos rangs, donc cela ne peut finalement pas

servir à grand chose. L'amour propre mal placé n'est pas mieux que de ne pas en avoir. On en arrive à se demander s'il ne manque pas un dirigeant qui aurait le charisme et l'autorité nécessaire pour faire taire ces divisions insupportables pour que tous ces militants travaillent ensemble dans la même direction.

La hausse du SMIC et les réactions des réactionnaires qui dirigent les syndicats.

Troisième année sans "coup de pouce". Le SMIC sera revalorisé de 1,3% à compter du 1er juillet, soit la hausse légale annuelle, passant d'un montant brut horaire de 8,71 euros à 8,82 euros, a annoncé le gouvernement lundi. Le SMIC mensuel brut sera donc porté de 1.321,02 euros à 1.337,70 euros.

Pour la porte-parole de FO Marie-Alice Medeuf-Andrieux "C'est une déception, surtout dans ce contexte de crise économique", avant d'ajouter : "Nous attendons toujours que le président Sarkozy nous donne vraiment la preuve qu'il est le président du pouvoir d'achat".

Elle "attend" toujours quelque chose de Sarkozy !

Pour Laurence Laigo de la CFDT : "Nous considérons que la situation est telle qu'il faut maintenir le pouvoir d'achat pour relancer la consommation. Nous demandions donc un coup de pouce qui aurait dû aller jusqu'à 1%".

Elle réclamat 1% au nabot, 1% brut de 1.0312,02 : 10,31 euros par mois, 65 balles, vous êtes trop bonne ma princesse !

Pour le représentant de la CGC, Alain Lecanu, "dans le contexte actuel, un coup de pouce aurait été important à la condition qu'il y ait une répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires".

Une hausse de "1,3%, ça veut dire que les grands oubliés, ce sont les salariés les plus précaires, soit 3,5 millions de personnes", a expliqué de son côté Gabrielle Simon (CFTC). Et en outre pour elle, "s'il y a de plus en plus de salariés au SMIC, c'est qu'il n'y a pas de négociations salariales dans les branches".

Quant à la CGT, elle a une autre préoccupation en tête : la récession qui risque de transformer la crise économique en crise sociale débouchant sur une remise en cause du capitalisme : "Très concrètement", a renchéri Maryse Dumas (CGT), "onze centimes d'augmentation de l'heure c'est une journée entière de travail pour se payer une baguette de pain. Cette décision compromet la justice sociale et la possibilité pour notre pays de combattre la récession". (AP 22.06)

Sarkozy et le régime tels qu'ils sont : la réaction sur toute la ligne. A abattre !

Le président UMP de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, a confirmé que le coût approximatif du Congrès convoqué ce lundi par Nicolas Sarkozy à Versailles, avoisinerait 400.000 euros.(Reuters 22.06)

"Nous ne laisserons pas un euro d'argent public gaspillé" a dit La Talonnette dans son discours du trône. (Reuters 22.06)

No comment !

Dans son discours, il a repris l'intégralité de son programme ultra réactionnaire de campagne

électorale, tout y est passé. Et qu'en ont dit les dirigeants du PS, un parti fondamentalement ouvrier pour certains dirigeants du POI ?

La dirigeante socialiste Martine Aubry, qui n'étant pas parlementaire n'était pas à Versailles, a dénoncé "une absence de cap économique" de la part d'un président "dépassé par les enjeux". "Cela fait un peu 'pschitt' et "pschitt'", a ironisé Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée. (Reuters 22.06)

"J'estime que nous avons été convoqués pour entendre un catalogue de bonnes intentions (...) Aucune proposition concrère, c'est une mascarade!", dénonce la députée PS Elisabeth Guigou, après le discours de Nicolas Sarkozy au congrès de Versailles. (Lepost 22.06)

Bref, il n'aurait rien dit ce qui évite de ne pas être d'accord avec lui, donc de partager de fait sa politique, ce que les travailleurs savent pertinemment.

Le 25 juin

Unité sans principe : non merci on a déjà donné !

Buffet, Mélenchon ont participé au gouvernement Chirac-Jospin. Ils ont bien réalisé en leur temps l'unité avec le PS et l'UMP démontrant ainsi clairement dans quel camp ils se situaient, non ?

Dans un téléfim sur De Gaulle dont le dernier épisode était diffusé hier soir sur TV5 Monde Asie, j'ai entendu le général-président dire que Michel Debré rêvait de liquider la moitié des Français et de mettre l'autre moitié en prison... Debré est souvent présenté comme le père fondateur de la Constitution de la Ve République, constitution antidémocratique et bonapartiste. Depuis 1958 elle a conservé intégralement ces qualités.

Tous les militants savent très bien ces choses-là ou devraient les connaître. Comment se fait-il qu'on puisse s'en accommoder ? Comment peut-on être amnésique à ce point ? Comment peut-on manquer à ce point-là de discernement ? Comment peut-on s'arranger ainsi avec les faits (l'histoire) pour leur faire dire ce que l'on veut en fonction de l'orientation du vent, on a envie de dire avec sa conscience ? De quels principes dès lors peut-on se revendiquer ? Comment peut-on participer à un gouvernement sous la Ve République sans cautionner au passage sa constitution antidémocratique et bonapartiste ? Impossible évidemment. On n'osera pas poser la question de savoir si cela est compatible avec la référence au socialisme, car cela serait déjà une remise en cause de nos principes, mettre le doigt dans l'engrenage, vous connaissez la suite.

Aujourd'hui, mais ce n'est pas nouveau, on voudrait nous faire croire que tout cela n'aurait pas vraiment d'importance, que rien n'aurait d'importance ou plutôt que tout se situerait au même niveau, l'idéalisme et le matérialisme ferait bon ménage, la notion de classe sociale n'aurait pas disparu mais devrait être pensée autrement, ce qui revient en fait à nier leur opposition fondamentale, bref la dialectique qui régit les rapports de tout ordre seraient supplantés par une sorte d'éclectisme ou tout se diluerait à l'infini, une façon comme une autre de tenter de forcer les limites du système capitalisme sans jamais y parvenir.

L'anarchie du capitalisme aurait engendré un nouveau mode de pensée tout aussi anarchique qui devrait faire office de référence.

Les dépêches en bref.

Le combat politique classe contre classe "jusqu'au bout".

Dans son discours devant le Parlement réuni en congrès à Versailles, Nicolas Sarkozy a énuméré lundi une litanie de réformes déjà engagées ou envisagées, qu'il a dit vouloir mener "jusqu'au bout". (Reuters 24.06)

Comme on aimerait qu'il exista un parti ouvrier qui mena la lutte "jusqu'au bout" pour en finir avec le capitalisme.

Certainement pas le Npa qui a publié le 23 juin un article intitulé Les «Versaillais » sont de retour !, dans lequel on pouvait lire notamment : " Surtout, il ne suffit pas de remettre en cause les fauteurs de crise, « c'est aussi le moment ou jamais de nous remettre en cause nous-mêmes ».", reprenant à son compte l'argument des représentants du capital qui n'ont cessé d'affirmer depuis deux ans que la crise actuelle du capitalisme n'avait rien à voir avec ses fondements mais qu'elle était dûe uniquement à la cupidité excessive de l'aristocratie financière. Une façon comme une autre de ne pas remettre en cause le capitalisme tout en ayant l'air du contraire.

Et de conclure en gueulant dans leur entonnoir électrifié : "Les Versaillais passent à l'attaque, réveillons l'esprit de la Commune !", sans s'attaquer directement aux institutions de la Ve République, à l'Etat bourgeois ?

Ni les uns ni les autres ne veulent y venir, la spontanéité des masses en viendra bien à bout... jamais sans y avoir été préparé.

Trois petits tours et puis s'en vont.

Selon le New York Times, la procédure visant à forcer la banque suisse à dévoiler les identités de 52.000 citoyens américains fortunés soupçonnés d'évasion fiscale pourrait être abandonnée. (Reuters 23.06) Ouf !

Poker menteur.

Une vingtaine de pays de l'OCDE ont estimé mardi à Berlin que beaucoup reste à faire pour garantir le respect de ses normes en matière d'entraide fiscale par les paradis fiscaux et de demander la création d'un nouveau système de contrôle. (AP 23.06)

Il existe déjà un tas d'organismes ou de services consacrés au contrôle des activités financières. Ils en sont à créer des organismes de contrôle qui contrôlent ceux qui sont déjà sensés contrôler et cela ne suffit pas encore...

Vaut mieux ne pas "anticiper".

Le commerce mondial devrait enregistrer une contraction record de 10% en volume cette année, contre une chute de 9% prévue jusqu'à présent par l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), prévient son directeur général, Pascal Lamy.

"C'est la situation et je crains que mes chiffres sur le commerce ne permettent d'anticiper aucune bonne nouvelle", a déclaré Pascal Lamy à Reuters Television. (Reuters 24.06)

Quelle victoire ?

On peut lire dans un article de Libération du 23 au soir sur Internet : "Loin du remaniement a minima, scénario qui avait été le plus fréquemment évoqué ces dernières semaines, Nicolas Sarkozy, pourtant conforté par la victoire de son camp aux européennes du 7 juin, a opté pour une réorganisation de plus grande envergure."

Il a resséré les boulons en prévision des difficultés sociales et politiques qu'il va devoir affronter à court terme. Si l'UMP était sorti "vainqueur" des élections du 7 juin, un tel remaniement n'aurait pas été nécessaire, CQFD.

Apprendre pour comprendre : un luxe pour le capitalisme pourrissant.

Le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux en 2010 provoquera la suppression de 16.000 postes dans l'Education nationale, croit savoir le journal Les Echos.

En 2008 puis 2009, 11.200 et 13.500 postes avaient été supprimés dans l'Education nationale. (Reuters 23.06)

Psychose organisée.

Le nombre de sujets consacrés aux catastrophes, aux faits divers et aux drames, individuels ou collectifs, ne cesse d'augmenter dans les journaux télévisés des grandes chaînes, selon l'étude mensuelle de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) sur les contenus des journaux. (jeanmarcmorandini.com)

Le PS un parti bourgeois ?

Au-delà du projet, le premier secrétaire réaffirme sa volonté de construire une "Maison commune de toute la gauche".

Elle s'adresse aux partis de gauche "socialistes, écologistes, communistes, républicains ou citoyens" mais pas aux partis anticapitalistes. (Reuters 23.06)

Aubry dit que le PS est un parti de gauche capitaliste tout comme les partis auxquels elle fait référence et avec lesquels le PS est prêt à s'allier, merci madame de n'avoir oublié personne. Si elle le dit, on ne va pas la contredire pour une fois.

Le flic-président a annoncé un plan de construction de 5 000 places de prison supplémentaires.

Ces nouveaux investissements s'ajoutent à l'actuel plan de construction de 13 200 places décidé en 2002 et qui devrait aboutir d'ici à 2012. Une fois le plan annoncé achevé, la France aura doublé ses capacités pénitentiaires depuis 1987.

Il y a actuellement 63 000 détenus dans les prisons françaises pour une capacité de 53 000 places. A l'horizon 2017, la France devrait avoir près de 70 000 places.

'Comment peut-on parler de justice quand il y a 82 000 peines non exécutées parce qu'il n'y a pas assez de places dans les prisons ?', s'est interrogé le président, faisant référence à un rapport non public de l'Inspection générale des services judiciaires (IGSJ), qui porte principalement sur la non-

exécution de condamnations à de courtes peines. (Lemonde.fr 23.06)

Le traître-mot.

Le président et le chef du gouvernement recevront le 1er juillet les partenaires sociaux pour discuter des modalités de l'emprunt, qui fera l'objet d'un débat de trois mois avant la fixation de son montant.

"Notre idée, c'est de solliciter les Français, en tout cas pour une part, parce qu'au fond, derrière cet emprunt, il y a l'idée d'associer la Nation à cet effort", a expliqué François Fillon.

"Face à la crise que l'on rencontre, le maître-mot c'est l'unité nationale", a-t-il souligné. (Reuters 24.06)

Le 26 juin

Vous trouverez à la suite la causerie d'hier que je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne.

Egalité, justice, de quel monde parlez-vous ?

Bernard Madoff ne se verra pas intimer l'ordre de rembourser les personnes qu'il a floué lors de sa condamnation la semaine prochaine, a indiqué un juge mercredi, arguant de la complexité du montage financier. (AP 25.06)

Le milliardaire texan R. Allen Stanford pourrait être libéré en échange d'une caution de 500.000 dollars, a indiqué jeudi un juge du Texas. (AP 26.06)

Leur monde tient en un seul mot : fric !

54.100 chômeurs de plus en mai en France.

Le nombre de chômeurs inscrits au Pôle emploi en catégorie A en France métropolitaine a connu une hausse de 1,5% en mai, soit 36.400 demandeurs d'emploi supplémentaires, a annoncé Bercy jeudi dans un communiqué. Sur un an, la hausse est de 26,4%.

En comptant les personnes en activité réduite (plus ou moins 78 heures dans le mois précédent) mais tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi, la hausse atteint 54.100 personnes en mai en France métropolitaine. (AP 25.06)

La République démocratique française, l'Etat : un vulgaire trafiquant d'armes !

L'ancien ministre de la Défense Charles Millon affirme jeudi dans "Paris-Match" avoir bloqué à la demande de Jacques Chirac le versement de commissions liées à des ventes d'armes.

L'arrêt du versement de commissions par la France en marge d'un contrat de vente de trois sous-marins au Pakistan aurait pu pousser les bénéficiaires à se venger en organisant l'attentat qui a coûté la vie à 11 membres de la Direction des constructions navales (DCN) en mai 2002 à Karachi (Pakistan), selon une hypothèse jugée sérieuse par les deux juges d'instruction saisis de ce dossier. (AP 25.06)

Etats-Unis.

Le produit intérieur brut a diminué de 5,5% en rythme annualisé au premier trimestre, après avoir reculé de 6,3% au quatrième trimestre 2008 et de 0,5% au précédent.

Frappés par la chute du commerce mondial, les exportations américaines ont diminué de 30,6% au premier trimestre, soit la baisse la plus marquée en 40 ans. Les importations baissent de 36,4% sur la même période, leur plus fort recul depuis l'été 1947. (Reuters 26.06)

Trop payés, corrompus par le capitalisme !

British Airways a annoncé jeudi que près de 7.000 de ses 40.000 avaient répondu positivement à sa demande de baisses de salaires et de concessions sociales afin de réduire les frais de la compagnie aérienne, en grandes difficultés financières. (AP 25.06)

Voilà qui demanderait de la part des partis ouvriers une analyse un peu plus sérieuse de la situation sociale et politique, vous ne trouvez pas ? Ce qui vient de se passer chez British Airways ne serait-il pas révélateur d'une situation sociale et d'un état d'esprit plus général ?

Ceux qui sont prompts à nous expliquer que le mouvement ouvrier et la classe ouvrière serait revenus un siècle en arrière sur le plan politique, feraient bien de nous fournir les éléments objectifs qui permettraient d'établir pourquoi une telle régression aurait pu se produire , au-delà de la seule explication de la disparition de l'URSS qui ne suffit semble-t-il pas à tout expliquer. Pour ma part, je rejette l'argument qui consiste à tout faire reporter sur cet unique élément, je pense au contraire que c'est la politique de collaboration de classes mises en oeuvre depuis beaucoup plus longtemps, au-delà des deux dernières décennies en remontant à l'après-guerre, qui est responsable de la subordination croissante de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier au capitalisme.

Ce qu'on nous a présenté comme une amélioration du sort de la classe ouvrière, en dehors de toute perspective politique, s'est traduit par la décomposition politique du mouvement ouvrier, qui s'est avéré mûr dès le début des années 90 pour basculer dans le corporatisme et justifier son abandon du combat pour le socialisme et en finir avec le capitalisme.

Pendant des décennies, au lieu de mobiliser la classe pour obtenir des améliorations de sa condition, syndicats et partis se sont entendus pour favoriser les négociations avec les différents gouvernements et le patronat, rompant avec la méthode de lutte de classe indépendante de la classe ouvrière, du coup, les travailleurs se retrouvaient privés des enseignements de leurs propres expériences de combat de classe qui étaient nécessaires pour aller de l'avant et avancer sur le terrain politique...

La grève et l'occupation d'usines portent en germe la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, y substituer la négociation c'était fidéliser pour de longues années les esclaves à leurs maîtres, les enchaîner plus surement au capitalisme. Ils ont en quelque sorte dépolitiser la classe ouvrière pour finalement la livrer à ses bourreaux totalement désarmée théoriquement et politiquement.

Il ne faut donc pas s'étonner de ce qui se passe chez British Airways ou Hertz en France par exemple, les patrons et actionnaires semblent indispensables aux travailleurs, tout a été fait minutieusement pour qu'il en soit ainsi. On comprendra aussi pourquoi les partis ouvriers ne tiennent pas à analyser la place de l'aristocratie ouvrière, les modifications intervenues au sein de la société, dans les différents secteurs d'activité économique, la répartition et le niveau des revenus par couches sociales, et les

conséquences dramatiques de la politique réformiste à laquelle ils ont tous adhéré à des degrés divers sans exception.

Pour finir, ce qui se passe chez British Airways ne vous fait-il pas penser à certaines de mes causeries dans lesquelles je mettais en doute la situation sociale telle qu'on nous la présente habituellement ? Aurais-je eu raison une fois de plus contre mes détracteurs dont les analyses auraient été fausses depuis des lustres ?

Dans mon village de pécheurs qui ressemble davantage à un repère de voyous en tous genres, par des moyens illicites, principalement par le biais de la corruption et du vol, sans que leur état d'esprit n'ait évolué d'un millimètre, ils sont passés d'une situation d'indigence ou de pauvreté relative à une situation d'opulence, au point que plus personne ne pèche plus dans ce village, ils ont même revendu une partie de leurs bateaux.

Du coup, avec cet argent qui leur est tombé du ciel, une rente à vie en fait, c'est à ce niveau que cela se situe leur enrichissement soudain, ils passent leur temps à ne rien foutre, les journées sont longues, ils font chier tout le monde pour s'occuper, le reste du temps ils picolent comme jamais. Ils étaient déjà habitués à se soûler la gueule une bonne partie du temps, mais de manière limitée par manque d'argent et parce qu'ils devaient être en état d'aller pécher le lendemain matin ou dans la nuit, ces obstacles étant levés dorénavant certains sont déjà dans un état pitoyable, le visage boursouflé, le blanc des yeux ayant viré au jaune ou au brun clair, ils vont en crever. On aurait pu croire que leur situation allait s'améliorer, qu'ils allaient progresser, en fait c'est exactement le contraire qui s'est produit.

Voilà un des fabuleux miracles de l'amélioration des conditions ouvrières par une autre voie que la lutte de classe. Ces pécheurs appartiennent au même monde que moi, donc leur situation m'attriste évidemment. Je ne vous ai pas parlé de leurs épouses qui ont pris 20 ou 30 kilos en moins de deux ans et qui sont devenus méconnaissables. Elles ont même du personnel de maison pour balayer ou laver leur linge, il ne leur reste plus qu'à bouffer et engraisser sur place, tomber malade et ne rien comprendre à ce qui leur arrive. Dites-moi, leur dépendance au capitalisme a-t-elle diminué ou augmenté.

Pour moi la conclusion est simple, c'est une gande partie des exploités qui aujourd'hui dans des pays comme la France se retrouvent dans la même situation.

Les dernières charrettes.

Le groupe informatique Hewlett-Packard a annoncé jeudi la suppression de 540 postes supplémentaires en France.

La société de gardiennage Néo Sécurité, anciennement G4S, a engagé un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) prévoyant 798 suppressions de postes via des licenciements économiques.

Arkema annonce jeudi un projet de restructuration de sa filière méthacrylique passant par la cessation de certaines activités de son site de Carling (Moselle) et par la réduction des activités de verre acrylique de son usine de Bernouville (Eure). Cette restructuration entraînera la suppression de 239 postes, précise le groupe chimique dans un communiqué.

Corus, deuxième sidérurgiste européen et filiale de l'indien Tata Steel, a annoncé jeudi prévoir de supprimer 1.922 postes supplémentaires en Grande-Bretagne et 123 autres aux Pays-Bas.

Le 27 juin

Le cadavre puant du stalinisme n'en finit pas de crever.

Les nervis de la CGT cagoulés et armés, secondés par les CRS, procèdent à l'évacuation des travailleurs sans-papiers de l'annexe de la Bourse du travail de Paris (rue Charlot).

Cette action des nervis de la CGT a semé trouble et indignation chez les militants.

A une autre époque, leurs maîtres à penser dénonçaient les sociaux-démocrates aux nazis en Allemagne, les trotskistes en France ou en Italie, quand ils n'avaient pas l'occasion de les éliminer eux-mêmes, comme ce fut le cas de Trotsky notamment. Les staliniens collaborènt ouvertement avec le régime nazy et celui de Vichy, ce sont des choses que l'on ne peut pas oublier.

Les sociaux-démocrates de leur côté ont abattu Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en 1919.

Quand vous réclamez un gouvernement des partis ouvriers comprenant le PS et le PCF notamment, vous demandez que cette pourriture vienne au pouvoir, eh oui, c'est aussi grotesque que cela. Vous imaginez un instant à quelle vermine vous voulez livrer la classe ouvrière et son destin ?

Il en est de même avec les syndicats qui sont controlés par la même saloperie infâme.

C'est avec ces gens-là que voulez discuter et faire l'unité ?

C'est quand même étonnant que personne ne se pose la question de savoir s'il n'y aurait pas mieux à faire que de cavaler après cette pourriture qui est toujours prête à vous planter un couteau dans le dos, non ?

La situation, la crise du capitalisme, les revendications immédiates des travailleurs, le programme de la révolution socialiste, cela ne suffit-il pas pour mener un combat de classe révolutionnaire dans les syndicats ou sur le plan politique ?

Un mot personnel.

Je vous laisse je dois aller à une autre crémation, et j'ai rendez-vous dans 3 heures avec un inspecteur de la brigade criminelle qui semble enfin disposer à régler mon problème avec les voyous de mon village. Et mon épouse repart en France lundi soir pour 6 mois.

Bon week-end à tous.

Le 29 juin

Ils marchent sur Paris !

La Marche des fiertés (ex-Gay Pride) rassemblait samedi après-midi entre 200.000 personnes, selon la police, et 700.000 personnes, selon les organisateurs, entre Montparnasse et la place de la Bastille

à Paris. (AP 27.06)

No comment !

Difficile de mobiliser sans issue politique.

Plus de 1.500 personnes ont manifesté samedi à Pointe-à-Pitre à l'appel du collectif LKP au lendemain de la visite de Nicolas Sarkozy en Guadeloupe qui n'a, selon elles, apporté "aucune réponse". (Reuters 27.06)

48,88% d'abstention au second tour de l'élection municipale à Perpignan.

Jean-Paul Alduy (UMP) a été réélu avec 53,54% des suffrages exprimés, après qu'en mars 2008 le Conseil d'Etat avait invalidé son élection pour fraude électorale.

La liste PS-PC-MRG, a remporté 33,08% des suffrages tandis que le troisième candidat à cette élection triangulaire, Jean Codognès, (Verts-Modem), recueillait 13,38% des voix. (Reuters 28.06)

Jean-Paul Alduy a donc été élu maire avec 25,97% des électeurs inscrits, et l'intéressé de déclarer "je ne peux que m'en féliciter".

Ils préparent le terrain...

"Il s'agit d'évaluer les résultats des réformes successives qui ont été conduites depuis maintenant une quinzaine d'années (...) et de voir ensemble si l'allongement de la durée de cotisation est suffisant pour convaincre nos concitoyens de rester plus longtemps au travail", a déclaré François Fillon lors d'une réunion des cadres de l'UMP, à Paris.

"Car il n'y a pas d'autre solution pour sauver nos régimes de retraite que de travailler plus longtemps, alors même que la vie s'allonge. Si ça n'est pas le cas, alors il faudra débattre ensemble de la question de l'âge légal de la retraite", a-t-il ajouté.

... mais il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

Selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France, 75% des sondés se disent inquiets, dont 30% très inquiets, mais seuls 38% sont pour allonger la durée de cotisation, 36% pour reculer l'âge légal de la retraite, 26% pour augmenter les cotisations et 9% pour diminuer les pensions.

Seuls les plus de 65 ans sont favorables à l'allongement de la durée de cotisation (60%) et au recul de l'âge légal (57%), deux mesures qui ne les toucheraient pas, contrairement à une baisse des pensions, à laquelle 87% d'entre eux sont opposés.

Cette option est rejetée par les Français de tous âges (91%). (Reuters 27.06)

No comment pour rester correct ! On a ici un indice intéressant sur l'état d'esprit des masses, leur niveau d'inconscience faudrait-il dire, comment elles fonctionnement psychologiquement et politiquement.

On profite des avantages sociaux qui existent, on ne se pose surtout pas de questions sur leur origine, et quand ils sont remis en cause, on se dit : quoi, comment, etc. mais il est trop tard la plupart du

temps pour comprendre ce qui se passe réellement qui a été préparé de longue date au sommet de l'Etat et dans les partis politiques. Au mieux on se bat pour une cause qui nous concerne directement, le reste on s'en fout complètement : je suis jeune ou déjà retraité : l'âge du départ à la retraite : ce n'est pas ou plus mon problème ; je suis en bonne santé et je n'ai jamais mis les pied dans un hôpital, donc la politique de santé du gouvernement je m'en tape ; je suis un citoyen modèle qui n'a jamais eu à faire avec la justice, alors la suppression du juge d'instruction et de nombreux tribunaux ne me concernent pas ; ce qui se passe en Iran, en Somalie ou en Colombie, c'est si loin vous savez, excusez-moi, je ne me sens pas concerné, etc., etc. Et c'est pour tout ainsi que réagit l'immense majorité de la population, il ne faut pas se le cacher. On va jusqu'à se foutre de ce qui se passe chez notre voisin au chômage ou dans la merde, tandis qu'on va s'attendrir la larme à l'oeil sur le sort d'un enfant indien qui travaille. Les méfaits du capitalisme sont dégueulasses quand ils se produisent à l'autre bout du monde, mais quand ils ont lieu sous nos yeux on ne les reconnaît pas ou l'on ne réagit pas, ils tomberaient sous le coup de la fatalité.

A cause du vieillissement de la population et du déséquilibre entre actifs et retraités, il faut travailler plus longtemps, argument fatal que l'on trouvera normal en système capitaliste, parce que l'on n'a pas de conscience de classe ou qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme. Là on est resté sur le terrain politique, mais le genre de paradoxes que j'ai évoqué plus haut s'étend à bien d'autres domaines. Participer à un comité de quartier par exemple, cela permet de rencontrer des gens, pourquoi pas de s'entre-aider, de se faire des amis, oui c'est bien mais si c'est pour discuter avec des gens qui sont comme nous, on va toujours parler de la même chose, cela ne nous sortira pas de notre grisaille quotidienne, alors qu'un petit malien ou sri-lankais, c'est plus exotique, c'est mystérieux on ignore tout de lui, et puis on est tellement différent, c'est exitant quelque part, etc. Sauf qu'en réalité, ils ont la même vie de merde que vous... à l'autre bout du monde !

L'être humain est ainsi fait qu'il attend d'être acculé pour commencer à se dire qu'il faudrait peut-être faire un jour quelque chose. Il rechigne à penser par lui-même, on l'a tellement habitué à vivre la démocratie par procuration en allant voter une fois tous les cinq ans par exemple. Son sort est tellement peu lié aux décisions qu'il prend, et ses aspirations sont si rarement prises en compte, qu'il a pris l'habitude de s'asseoir dessus et de se résigner à cette espèce de fatalité. A défaut d'une perspective au-delà du capitalisme qui pourrait le tirer en avant, il baigne dans une cruelle ignorance qui fait son malheur.

On interprète avantageusement chaque expérience que nous faisons, notamment sur le plan politique, alors qu'en réalité, bien peu sont réellement capables d'en tirer un enseignement. Il en va ainsi aussi de la lecture. Ce sont les rapports qui ont déterminé cette expérience qui doivent être soigneusement analysés. Pour définir la nature de ces rapports, il faut déjà avoir appris à les reconnaître. On doit saisir la réalité dans son dynamisme au lieu de constater les choses comme si elles étaient figées ou tombaient du ciel. C'est l'art de maîtriser la dialectique que l'on doit enseigner aux masses à travers leurs propres expériences pour qu'elles puissent également l'appliquer sur le plan politique. C'est ainsi que l'on peut faire le lien entre l'agonie du capitalisme, la situation actuelle des masses, et la nécessité de passer au socialisme.

Les mots d'ordre et l'agitation peuvent favoriser la mobilisation des masses, la propagande peut les aider à saisir la situation, mais je ne suis pas sûr que cela suffise pour faire progresser leur niveau de conscience politique qui requiert un long et dur combat contre l'inertie de l'histoire qui tend à les tirer constamment en arrière ou à leur faire lâcher prise au premier obstacle rencontré. Pour développer une telle détermination, il faut qu'un espoir aussi puissant existe, qu'il est possible et nécessaire de changer le monde, que l'on sente sans le comprendre au début qu'on en a les moyens, que c'est légitime, qu'il n'y a finalement pas d'autre voie pour donner un sens à notre vie, pour en être digne.

C'est le refus de ce qu'on appelle le conformisme (l'ordre en vigueur) que la société nous impose, qui fait de la jeunesse qu'elle soit révolutionnaire. Elle est portée par un idéal d'égalité et de justice que les institutions bafouent quotidiennement. Si on ne lui donne pas les moyens de comprendre le lien qui existe entre les inégalités et les injustices avec la nature sociale des institutions et de l'Etat, elle va droit dans le mur ou sombre dans l'anarchisme ou pire encore. Bien des jeunes sont des révoltés permanents, cela n'en fait pas forcément des révolutionnaires conscients. Au-delà d'expériences pratiques, de conditions objectives favorables, il est indispensable d'élever le niveau de conscience politique général des masses pour espérer qu'un jour elles s'emparent du pouvoir. Le génie de Marx, Engels et Lénine, c'est d'avoir été capable de développer le matérialisme dialectique dans tous les domaines sans s'arrêter à la politique ou l'économie, la simple lecture d'Anti-Dühring et de Matérialisme et empiriocriticisme suffit à le prouver. Ce n'est pas un hasard s'ils ont réussi à rallier au prolétariat et au parti une partie de la petite-bourgeoisie, au marxisme, à la révolution, au socialisme, ce que nous sommes totalement incapables de faire aujourd'hui, alors que démontrer la faillite du capitalisme à un intellectuel n'est pas vraiment sorcier aujourd'hui. (A suivre)

Le 30 juin

Rien à dire ou presque, je suis épuisé. J'ai mis en ligne au mois de juin toutes les contributions que j'ai reçues. La plupart étaient à caractère syndicale, de nombreux camarades tentant comme ils peuvent de contourner l'obstacle des appareils ou de faire pression sur eux, mais à mon avis ils se leurrent.

C'est en commençant par élever le niveau de conscience politique des masses qu'il sera ensuite possible de briser la politique réactionnaire des appareils, quand leur combat sera orienté dans une perspective politique correcte et lorsqu'elles auront commencé à se réapproprier le socialisme, autrement dit, lorsqu'elles auront à nouveau repris l'espoir que vaincre le capitalisme est possible par leur combat révolutionnaire. C'est en menant résolument le combat quotidien contre le capitalisme que nous les aiderons à en comprendre les fondements et sa raison d'être, pour en arriver à la conclusion que c'est nécessaire de le liquider et de passer au socialisme.

Il est clair que les masses ne comprennent pas encore que le capitalisme est synonyme de barbarie ou y conduit infailliblement. Aussi longtemps qu'elles ne l'auront pas compris, les appareils pourront continuer de les manoeuvrer quoique vous fassiez ou leur disiez. Pour la majorité des travailleurs, ce que vous dites est sans doute juste, comme ce que disent les appareils n'est pas totalement faux, les uns et les autres avançant des arguments qui ne s'inscrivent dans aucune perspective politique, il ne peut donc pas en être autrement dans ces conditions.

La priorité est d'aider les masses à rompre avec le capitalisme, alors qu'il dicte leurs faits et gestes quotidiens, toute la difficulté est là et pas ailleurs. Dénoncer les actes de barbarie du capitalisme ne suffit pas, dénoncer les conséquences de la crise du capitalisme qui s'abattent sur la classe ouvrière non plus, elles peuvent en arriver à la conclusion que la société capitaliste est devenue irrespirable, mais si elles n'arrivent pas à se faire une idée assez précise de ce qui pourrait le remplacer, elles ne tirent aucun enseignement de leurs mobilisations et leur mouvement reflue dangereusement à l'étape suivante, quand elles ne sombrent pas dans le désespoir. Si leur mobilisation s'inscrivait dans une perspective révolutionnaire et que chaque combat était relié à l'objectif final du combat du mouvement ouvrier, leur conscience de classe pourrait mûrir rapidement. Aujourd'hui l'on combat pour une revendication, puis une autre, et encore une autre, etc. sans orientation politique précise, sans objectif général, qui ne peut être que l'émancipation de l'exploitation capitaliste.

Oui il faut éduquer politiquement les masses et la jeunesse, à ne pas confondre avec leur dicter un comportement particulier. Sans adhésion au socialisme, aucun progrès sérieux n'est envisageable. Plus que jamais, les masses n'ont pas seulement besoin de savoir ce qu'elles ne veulent plus, elles ont besoin de savoir ce qu'elles veulent, avec plus d'acuité qu'autrefois parce que la société a évolué. (A suivre)

Je mettrai quelques dépêches en ligne demain.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

---

affichage 800 x 600 MSIE 7 ou Mozilla Window XP Webmaster : mil

---

Causeries juillet 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet

Un mot personnel.

Je me retrouve une nouvelle fois tout seul, Magueswary a rejoint Aubagne... en chaise roulante ! En fait, c'est seulement à l'aéroport de Chennai, de Bruxelles et Marseille qu'elle en a eu besoin avant de monter dans un taxi pour rentrer chez elle. Parce qu'elle était trop faible pour parcourir les longs couloirs des aéroports avec son sac sans prendre le risque d'une chute de tension. Elle m'a téléphoné et elle est bien arrivée c'est l'essentiel.

A part cela j'ai rendez-vous demain matin avec l'adjoint du Consul de France à Pondichéry qui m'a dit au téléphone qu'il allait intervenir par courrier auprès des autorités indiennes en relation avec mes problèmes. Il m'a appris qu'un Français avait été assassiné le mois dernier à quelques kilomètres de chez nous, cela ne me refroidit pas.

J'ai bien compris à quoi j'ai à faire, à la corruption organisée au plus haut niveau : le chef du district est du DMK, comme le Chief minister du Tamil Nadu, le chef de mon village qui est un véritable voyou est aussi au DMK, il figurait sur toutes les affiches lors des dernières élections, la police obéit au DMK qui l'a acheté, donc quand je porte plainte à la police contre le chef de mon village, c'est comme si je portais plainte contre le DMK.

L'Inde une démocratie paraît-il ? Il faut vraiment ne pas avoir grand chose dans la cervelle pour soutenir une affirmation pareille.

Sinon, hier j'ai envoyé trois lettres recommandées avec accusé de réception au fonctionnaire qui refuse de me donner le papier que je lui demande, à son chef et à l'équivalent du préfet, en les informant que nous déposerons plainte pour rétention de document administratif et corruption de fonctionnaire si nous n'obtenons pas satisfaction sous huitaine, la lettre a été rédigée par mon avocat.

J'ose à peine vous souhaiter bonnes vacances sachant que plus de 50% d'entre nous en seront privés.

Ce qui change au 1er juillet. (source : La Tribune 01.07)

Le Smic augmente de 1,3% en juillet. Il est porté de 8,71 euros brut de l'heure à 8,82 euros (6,93 euros net). Pour 35 heures mensuelles, le salaire passe ainsi de 1321,02 à 1337,70 euros brut (1051 euros net environ).

Les fonctionnaires verront leur point d'indice revalorisé de 0,5%.

Les allocations chômage augmentent de 1%. En revanche, les cotisations chômage ne baisseront pas comme cela avait été envisagé par les partenaires sociaux.

Les tarifs des trains Intercités, Corail, Téoz et Trains Express Régionaux (TER) vont augmenter à partir du 1er juillet de 3,4% en moyenne.

Les tarifs de transport public en Ile-de-France seront relevés de 2% en moyenne.

Les forfaits Carte Orange-Navigo vont tous être augmentés de 1,50 euro, quel que soit le nombre de zones. Le carnet de 10 tickets 't+"passera de 11,40 euros à 11,60 euros.

Une hausse des tarifs d'EDF est probable, mais en août.

Comparez la hausse du Smic et de la valeur du point des fonctionnaires avec celui celle des prix, du simple au double, au triple ou davantage.

Quelque dépêches.

En plus ils sont lâches !

Les députés ont adopté par 43 voix - sur 43 votants - la proposition de loi de Christian Estrosi (UMP) visant à réprimer les bandes violentes, un texte jugé par la gauche dangereux pour les libertés.

Les groupes socialiste, radical et citoyen (SRC) et de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts) n'ont pas participé au scrutin pour protester contre le refus d'une demande suspension de séance. Ils voulaient initialement voter contre. (Reuters 30.06)

Des chômeurs dont on ne parlent pas beaucoup.

Alors que le chômage progresse de manière continue depuis plus d'un an, l'emploi intérimaire a connu un nouvel effondrement au premier trimestre 2009, avec une baisse du nombre de postes de 15,6%, soit 80.800 emplois en moins, par rapport au trimestre précédent, selon les chiffres diffusés mardi par Bercy.

La DARES avait déjà enregistré "une baisse (...) exceptionnelle au quatrième trimestre 2008", avec la suppression de 79.500 postes d'intérimaires (-13,3%).

Selon Bercy, c'est le secteur industriel qui est le plus touché avec 23% des postes d'intérimaires supprimés dans ce seul secteur. "En un an, ce sont près de la moitié des emplois intérimaires dans l'industrie qui ont été supprimés", souligne la DARES. (AP 30.06)

Travailler le dimanche, pourquoi, la réponse de La Talonnette.

"Est-ce qu'il est normal que le dimanche, quand Mme Obama veut avec ses filles visiter les magasins parisiens, je doive passer un coup de téléphone pour les faire ouvrir?", a demandé le chef de l'Etat lors d'un déplacement dans le quartier d'affaires de La Défense. (AP 30.06)

La "modernité" version UMP.

Le porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre a estimé samedi 27 juin sur LCI que le fait de permettre aux salariés en arrêt maladie ou en congé maternité de travailler de chez eux allait "dans le sens de la modernité" et que l'"on y reviendra". (AFP 27.06)

Les nouvelles charrettes.

Club Méditerranée annonce un projet de fermeture de son centre de conférences et de loisirs parisien, Club Med World Paris, ce qui devrait entraîner la suppression d'une centaine d'emplois.

Le groupe américain Manitowoc Cranes, leader mondial des équipements de levage pour l'industrie du BTP, annonce la suppression de 560 postes en Europe, dont 181 en France, d'ici fin 2009.

Accor (2.300 salariés) a annoncé mardi envisager de supprimer 10% des effectifs de ses sièges en France.

Des lendemains qui chantent.

"Nous ne sommes pas encore tirés d'affaire", a déclaré samedi Mario Draghi, président du Conseil de stabilité financière (CSF) et également membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne et gouverneur de la Banque d'Italie.

Les banques montrent aussi des signes d'un retour à des recrutements offensifs et à de grosses primes, faisant craindre que les leçons de la pire crise des marchés depuis la Grande dépression des années 1930 n'aient pas été apprises. (Reuters 28.06)

Juste ce qu'il faut.

La Commission européenne a autorisé vendredi le gouvernement irlandais à procéder à une recapitalisation d'urgence de la banque Anglo Irish à hauteur de 4 milliards d'euros. (Reuters 26.06)

Pourquoi ne pas en finir une bonne fois pour toute...

Le chef des services audiovisuels du Centre de convention international de Barcelone a fait appel à un Colombien qui a tué le directeur du centre le 9 février, a rapporté la police. Celle-ci a précisé que le directeur avait prévu de licencier son subordonné dans le cadre d'un plan de restructuration.

Craignant de perdre son poste, le suspect a eu recours, par l'intermédiaire de sa soeur, à une équipe de six Colombiens qui ont planifié et exécuté le meurtre, indique El Pais. La soeur et les six Colombiens ont aussi été arrêtés.

Dans le contexte d'une récession qui a fait monter le chômage de façon spectaculaire en Espagne, un ouvrier endetté a récemment enlevé son directeur d'agence bancaire sous la menace d'une arme et un

entrepreneur a menacé de s'immoler par le feu si on ne lui remboursait pas des dettes contractées à son égard. (Reuters 30.06)

...ne le méritent-ils pas ?

Le PDG de British Airways, Willie Walsh, a justifié lundi son appel controversé invitant les employés de la compagnie aérienne britannique à travailler gratuitement pendant un mois, pour contribuer à sauver l'entreprise touchée par la crise économique.

Willie Walsh a déclaré qu'il renonçerait lui-même en juillet à son salaire mensuel, d'un montant de 61.250 livres (72.034 euros). Mais plusieurs syndicats ont accusé la direction d'avoir fait pression sur les salariés, en les incitant à se porter volontaires.

Willie Walsh s'est justifié lundi, lors d'une conférence dans une école de commerce londonienne. "J'ai fait clairement savoir aux gens que je ne leur demandais pas de faire comme moi", a-t-il dit, en reconnaissant qu'il pouvait se priver "sans peine" d'un mois de salaire. "Ce que j'attendais des gens, c'est de se demander ce qu'ils pouvaient faire pour aider à un moment où c'est nécessaire, ce qu'ils peuvent faire pour faire la différence", a-t-il plaidé. (AP 29.06)

Qu'il puisse se priver "sans peine" d'un mois de salaire de 72.034 euros, il n'y a pas de limite à la provocation et au cynisme, le capitalisme tel qu'il est.

Le 2 juillet

Flagrant délit de mensonge.

Le candidat à la présidence de la République dans ses engagements de campagne en 2007 avait promis "*Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer*".

"*Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer, de même que les 35 heures continueront d'être la durée hebdomadaire légale du travail. Que ce soit un minimum, cela me va très bien. Ce que je n'accepte pas*", c'est "*que cela soit aussi un maximum*", soulignait alors le futur président de la République.

Dans un entretien à RTL le 27 mai 2008, un an après son élection, le président de la République avait confirmé cet engagement. Interrogé sur le recul de l'âge légal de départ, et notamment la volonté de la présidente du MEDEF Laurence Parisot de voir cet âge passer à 63,5 ans, Nicolas Sarkozy avait eu la réponse suivante:

"*Elle a le droit de dire ça. Je dis que je ne le ferai pas pour un certain nombre de raisons. Et la première, c'est que je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français, je n'ai donc pas de mandat pour faire cela*". (AP 01.07)

A propos du projet de loi sur le travail le dimanche.

On pouvait lire dans une dépêche : "...les communes touristiques au sens du code du travail ne sont aujourd'hui que de l'ordre de 500, "*soit 1,4 % des 36 000 communes françaises*". Mais elles

regroupent près de la moitié de la population."

Il est donc bien question d'un pas en avant vers la généralisation du travail le dimanche.

En Inde, il n'est pas rare de voir des employés de commerces travailler 7j/7, des ouvriers de petites entreprises également, les jours de congés sont laissés à la discrétion des patrons, accordés essentiellement pour raisons familiales...

L'Union européenne sur les pas de la dictature.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a confirmé, mardi 30 juin, à Strasbourg, la décision de la justice espagnole qui, en 2003, avait déclaré illégal Batasuna, présenté comme vitrine politique de l'organisation séparatiste basque armée ETA.

Non seulement la CEDH n'a pas jugé que le Tribunal suprême espagnol avait violé la Convention européenne des droits de l'homme en prononçant leur dissolution, mais elle dit que cette décision "*répondait à une nécessité sociale impérieuse*". Pour l'instance strasbourgeoise, "*un parti politique dont les responsables incitent à recourir à la violence ou qui propose un projet ne respectant pas les règles de la démocratie ne peut recourir à la protection de la Convention européenne des droits de l'homme*".

Deux partis censés reprendre l'héritage de Batasuna - l'Action nationaliste basque (ANV) et le Parti communiste des terres basques (PCTV) - ont été mis hors la loi à l'automne 2008, et les listes abertzales ont été interdites pour les élections régionales du 1er mars.

Cette mouvance pèse pourtant d'un poids non négligeable. Lors des élections européennes du 7 juin, la liste Initiative internationaliste-Solidarité entre les peuples (II-SEP) portant les couleurs du nationalisme radical, un temps interdite puis finalement autorisée à se présenter, a recueilli 116 000 votes au Pays basque, soit environ 16 % des suffrages exprimés. En Guipuzcoa, la province de Saint-Sébastien, II-SEP a même séduit près d'un électeur sur quatre (23,4 %).

L'absence de représentants de la mouvance Batasuna au nouveau Parlement basque a facilité l'élection d'un socialiste, Patxi Lopez, comme président d'une région gouvernée depuis vingt-neuf ans par le Parti nationaliste basque (PNV). (Le Monde 01.07)

Selon cette institution de l'Union européenne : "*un parti politique dont les responsables (...) propose un projet ne respectant pas les règles de la démocratie ne peut recourir à la protection de la Convention européenne des droits de l'homme*". Autrement dit tous les partis politiques qui proposeraient une issue politique qui ne rentrerait pas dans le cadre du régime capitaliste et des institutions politiques en place qui ont pour seule focntion d'assurer sa pérennité, et donc proneraient le renversement du régime par le soulèvement révolutionnaire du prolétariat, se verraient loti à la même enseigne que Batasuna et n'auraient plus qu'à continuer le combat politique dans la clandestinité.

Cette institution nous demande de respecter "*les règles de la démocratie*" bourgeoise qui octroient tous les pouvoirs aux classes dominantes ultra minoritaires dans la société au détriment des classes exploités qui constituent l'immense majorité de la population. En nous demandant d'adhérer aux "*règles de la démocratie*" telles qu'elles existent sous la domination de la bourgeoisie, l'Union européenne nous demande de ne pas remettre en cause l'Etat que justement nous devons détruire de *fond en comble* (Marx) pour constituer un véritable Etat ouvrier, elle nous demande ni plus ni moins

de renoncer au programme de la révolution socialiste et de nous convertir au capitalisme qui rime avec chômage, précarité, pauvreté, guerre et barbarie.

L'objectif du combat du mouvement ouvrier défini par K. Marx et F. Engels, l'émancipation du prolétariat de l'exploitation capitaliste au moyen de la révolution, est incompatible avec "*les règles de la démocratie*" bourgeoise taillées sur mesure pour défendre les intérêts d'une infime minorité de la population, les capitalistes.

"*les règles de la démocratie*" en vigueur en Espagne et dans tous les pays qui se réclament de la démocratie ne profitent finalement qu'aux privilégiés qui possèdent les moyens de production, alors que la démocratie telle que l'entendent les militants marxistes révolutionnaires sera exercée par le prolétariat et étendue à la totalité de la population, à l'exception de ses adversaires qui s'en exclueront eux-mêmes.

C'est uniquement le prolétariat devenu la classe dominante (dictature du prolétariat) et détenant tous les pouvoirs politiques qui permettra un exercice sans entrave de la démocratie, ce qui est inconcevable temps qu'une minorité d'exploiteurs détient de fait tous les pouvoirs et décident du sort de la majorité en bafouant quotidiennement ses droits et ses aspirations.

La principale règle de la démocratie bourgeoise impose de respecter la propriété privée des moyens de production, nous sommes prévenus : tous ceux qui tenteront de l'enfreindre tomberont sous le coup de la loi des procureurs de l'Union européenne qui ont pour commanditaires les multinationales, l'aristocratie financières, les banquiers. La révolution socialiste passera outre, légitime du point de vue des intérêts fondamentaux des exploités, elle brisera le régime légal de la démocratie bourgeoise pour fonder une société plus juste et harmonieuse basée sur la satisfaction des besoins de l'immense majorité de la population...

Le combat pour en finir avec l'Union européenne passe aussi par le combat contre les décisions iniques de la Cour européenne des droits de l'homme.

Etats-Unis.

Les ventes automobiles ont plongé en juin aux Etats-Unis, dans un contexte économique qui reste défavorable aux constructeurs.

Ford -10% en juin, General Motors -33,6%, Toyota -31,9%, Chrysler -42%, Honda Motor -29,5%, Nissan -23,1%. (Reuters 01.07)

Le 3 juillet

Avec un peu de retard je mets en ligne la déclaration de la section CGT de Wagon automotive en grève illimitée contre les licenciements : "*A l'unanimité, les salariés ont décidé de se mettre en grève générale à compter de ce jour après avoir totalement arrêté la production la semaine dernière du Lundi au Jeudi.*" peut-on lire dans ce texte.

Même si l'on ne partage pas tout le contenu de ce document, la fin est intéressante : "*Les salariés de l'entreprise ont décidé, avec leurs représentants Syndicaux, de mener des opérations d'envergure qui pourraient être porteuses d'une extension de la grève générale dans notre région, et pourquoi pas*

dans notre Pays".

L'article du *Monde* intitulé *Les baisses de salaires se multiplient aux Etats-Unis* mérite d'être lu.

On nous dit que selon une étude d'Adecco USA seuls 17 % des salariés américains sont disposés à réduire leur salaire en cas de chute de la rentabilité de leur entreprise. Et selon une étude de Watson Wyatt, 95 % des 1 500 premières entreprises privées américaines proposent à une fraction de leurs salariés une rémunération "variable".

On serait tenté de dire que les salariés dont ils parlent et qui seraient disposés à subir une réduction de salaire, appartiennent aux 5% restant qui ont une rémunération fixe. Bref, en dehors d'une poignée de militants conscients qui refusent de collaborer à la paupérisation de la classe ouvrière, l'immense majorité des travailleurs américains sont prêts à accepter n'importe quoi pour conserver leur emploi, encore une fois, à défaut d'issue politique.

Que ce soit aux Etats-Unis ou dans n'importe quel pays du monde, c'est l'absence d'alternative au capitalisme, l'absence d'une issue politique et d'un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme qui permet au capitalisme cette offensive internationale contre la classe ouvrière.

Que dans neuf cas sur dix, les syndicats aient accepté de signer des accords avec les patrons pour baisser les salaires en font des rouages du capitalisme et modifie la nature sociale des syndicats.

Qu'on vienne nous expliquer ensuite qu'ils sont indépendants et qu'il faut défendre leur indépendance est un peu fort, car en réalité ils sont bien passés avec armes et bagages dans le camp de nos ennemis, par conséquences la question de la construction d'un nouveau syndicat ouvrier se trouve poser.

A mon avis, tous les regroupements de syndiqués qui combattent actuellement contre la politique de collaboration de classe des dirigants syndicaux en France devraient déboucher à terme sur leur unification et la constitution d'un nouveau syndicat.

On nous expliquera encore qu'il est possible de faire pression sur les dirigeants syndicaux de l'intérieur des syndicats existants, certes, mais en quoi cela a-t-il quelque chose à voir avec la question que nous avons a résoudre, la subordination des masses au capitalisme ?

Dans quelques entreprises ou secteurs de la fonction publique, des sections syndicales parviennent à prendre position contre la politique liquidatrice des dirigeants syndicaux, mais dans l'immense majorité des entreprises ou des secteurs où sont concentrés les syndiqués, les sections syndicales soutiennent la politique de leurs dirigeants syndicaux ou font preuve de neutralité à leur égard, avant de reconduire la direction sortante au prochain congrès, cela fait plus de 64 ans que nous pouvons le constater.

S'il n'a jamais été possible de constituer une tendance révolutionnaire au sein des partis se réclamant de la classe ouvrière après qu'ils sont passés de l'autre côté de la barricade, d'où la constitution de nouveaux partis ouvriers, j'émets l'hypothèse que le même raisonnement devrait peut-être aboutir à la même conclusion s'agissant des syndicats.

De quelle meilleure arme pourrait disposer le mouvement ouvrier pour mener son combat émancipateur et défendre son indépendance de classe face au capitalisme et aux bureaucraties syndicales corrompus, sinon un syndicat véritablement indépendant du gouvernement, des institutions, des patrons et du capitalisme ?

Logique, non ?

Dans son dernier éditorial (IO n°53), D. Gluckstein a écrit : "*Inacceptable cette « logique » d'un gouvernement aux ordres de la classe capitaliste. Inacceptable aussi la logique de la « gouvernance», par laquelle le même gouvernement prétend associer les syndicats à ces contre-réformes*"

Comment comprendre, quelle autre "logique" devrait commander Sarkozy et son gouvernement sinon celle de servir exclusivement les intérêts des capitalistes ? Devrait-il par hasard servir les intérêts d'une autre classe sociale, par exemple ceux de la classe ouvrière pour adoucir ses souffrances et ainsi mieux l'inféoder au régime ? Est-ce ce que Gluckstein suggère ? Si c'était simplement l'existence de ce gouvernement qu'il visait, il n'aurait pas employé l'adjectif inacceptable, il aurait écrit insupportable ou intolérable.

Que Sarkozy gouverne pour la classe des capitalistes n'a rien d'"inacceptable", c'est "logique", normal quoi, il est à sa place et parfaitement dans son rôle, on a envie de lui dire : surtout ne changez rien, plus il apparaîtra comme le président des privilégiés et des rentiers, plus il sera isolé de la majorité de la population et détesté par elle, n'est-ce pas un de nos objectifs pour pouvoir mobiliser la classe ?

Question élémentaire : La nature sociale de l'Etat ne déterminerait-elle pas la nature du gouvernement ? Cela ne nous suffit-il pas pour caractériser le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et le combattre ?

Quant à la deuxième partie de cet extrait, elle est de la même veine : en pratiquant la collaboration de classe depuis l'après-guerre et en abandonnant le combat pour en finir avec l'exploitation capitaliste, les dirigeants syndicaux n'ont-ils pas participé sans interruption à la "gouvernance" de l'Etat capitaliste ?

Pour ceux qui auraient des problèmes de lecture, il faut préciser que les deux propositions sont séparées par un point qui marque une rupture, elles doivent donc être traitées séparément, et que s'il existe une continuité ou un lien entre les deux propositions, c'est uniquement au niveau de la logique qu'il faut le chercher puisque Gluckstein précise, inacceptable "aussi", il s'agit donc bien de deux idées distinctes, complémentaires grâce à "aussi".

Peut-être a-t-il voulu s'en prendre au gouvernement sans le viser directement ou trop violemment, la légitimité de celui-ci, à défaut de reposer sur le soutien de la majorité de la population, tiendrait d'une logique qui prendrait ses racines dans une sorte de fatalité partagée que ne supporterait plus Gluckstein.

Quoi de plus logique que le gouvernement gouverne pour les capitalistes, quoi de plus logique que les bureaucrates pourris des syndicats collaborent avec lui ?

Faudrait-il en attendre autre chose ? En fait de retour à l'Association internationale des travailleurs de Marx et Engels, le POI retourne au temps des alchimistes !

15 ou 30 millions de chômeurs aux Etats-Unis ?

Barack Obama s'est déclaré jeudi "profondément préoccupé" par les nouvelles suppressions d'emplois aux Etats-Unis, à la suite de l'annonce d'une hausse du taux de chômage à 9,5% au mois de juin. (AP 02.07)

Le nombre de destructions d'emploi aux Etats-Unis a atteint en juin 467.000 en juin.

"C'est effroyable. Je regarde toujours les vrais chiffres du chômage, le chiffre U6 (la mesure la plus large du taux de chômage), qui ressort à 16,5% contre 16,4% le mois dernier. C'est la réelle proportion de chômeurs que nous avons ici", souligne Joe Saluzzi de Themis Trading. (Reuters 02.07)

Berlusconi sur les pas de Mussolini.

Le Parlement italien a définitivement adopté jeudi une loi controversée durcissant l'arsenal contre l'immigration clandestine, et autorisant l'organisation de patrouilles de citoyens non-armés pour renforcer la sécurité dans les rues. (AP 02.07)

La charrette du jour.

Oracle prévoit de licencier jusqu'à 1.000 employés en Europe, soit environ 1% de ses effectifs mondiaux, la récession pesant sur les résultats du spécialiste américain des progiciels, selon l'Agence France Presse.

Le 4 juillet

Le 4 juillet

Un mot très vite sur le site.

Il se pourrait qu'il y ait en réalité moins de militants qui se connectent sur le site que ce que j'avais annoncé, ce qui ne serait pas étonnant puisque je n'ai absolument rien fait ou presque pour le faire connaître. Peu importe comte tenu de son contenu qui ne s'adresse qu'à des militants combattants pour le socialisme par la voie révolutionnaire.

Toutefois, sachant qu'au bas mot entre 8 à 10.000 militants connaissent l'adresse du site, le peu d'intérêt qu'il suscite montre : soit qu'il est nul, soit que l'immense majorité des militants n'a pas envie de se casser la tête à réfléchir au-delà de la *salade* que leur servent leurs partis.

Par exemple dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°53), ils n'ont rien trouvé de mieux que de faire une nouvelle fois l'apologie de la révolution bourgeoise de 1789 en nous vantant les mérites de la création des communes... En passant, nous leur ferons remarqué qu'entre temps les communes sont devenues des institutions de la Ve République, le maire a notamment pour fonction de faire respecter la Constitution de la Ve République sur le territoire de sa commune, on devrait préciser que les communes ont toujours été un des relais au niveau local de l'Etat bourgeois auquel elles sont intégrées.

On se demandera comment la classe ouvrière qui aura pour tâche de démolir *de fond en comble* l'Etat bourgeois pour prendre réellement le pouvoir et s'ériger en classe dominante au cours de sa révolution, pourrait-elle utiliser le réseau des communes pour parvenir à ses fins, compte tenu que les communes sont une des composantes institutionnelles de l'Etat qu'il s'agira justement de liquider ? Par contre, si l'on s'inspire de la révolution russe de 1917, on retiendra la création d'organismes politiques indépendants par la classe ouvrière elle-même au cours de sa mobilisation révolutionnaire

pour mettre à bas le régime en place et constituer un Etat ouvrier. Les deux démarches sont antinomiques, elles n'ont pas le même contenu ni ne poursuivent le même objectif

Demeurons optimiste. Au mois de juin, c'est *Réforme sociale ou révolution* de Rosa Luxemburg qui a été le fichier le plus téléchargé, sans doute par de jeunes militants. Depuis avant-hier, c'est l'Appel d'Echirolles qui rencontre un écho auprès des militants.

J'ai appelé les militants à soutenir et participer à l'initiative du POI, sans illusions, à condition d'y ajouter une issue politique qui passe par le renversement du gouvernement et des institutions, le minimum en quelque sorte. D'un autre côté, j'ai constaté que le NPA, le PG et le PCF s'acharnaient à tenter de marginaliser le POI sans rien proposer de sérieux en échange pour organiser les travailleurs et les militants.

Ces partis sont littéralement obnubilés par les élections, après les européennes les voilà déjà partis pour les régionales de... mars 2010 ! Et en avril 2010, ils se rencontreront en vue de la présidentielle de 2012 ! L'agenda institutionnel leur tient lieu de feuille de route il faut croire. Plutôt démoralisant, non ? Ces apprentis sorciers, si le développement de la situation politique leur donnait raison, préparerait le prolétariat à une terrible défaite, la classe ouvrière étant toujours désarmés théoriquement et politiquement.

La "*révolution par les urnes*", le peuple chilien en a fait une amère et dramatique expérience en 1973, à moins qu'il ne s'agisse d'un remake de la "*révolution tranquille*" de Mitterrand ou d'une quelconque révolution de palais en Europe de l'Est.

A l'opposé, il faudrait aider la classe à renouer avec le meilleur de ses traditions révolutionnaires et le socialisme scientifique pour la préparer aux combats de demain.

A l'aide d'analogies ou de métaphores, il est possible d'éduquer les masses au socialisme sans entrer forcément dans des discours théoriques souvent incompréhensibles. On disait autrefois qu'il n'y avait pas de mauvais élèves mais que des mauvais professeurs, c'était sans doute exagéré, il n'en demeure pas moins que les moyens existent pour populariser le socialisme et le rendre accessible aux masses, aux intellectuels...

Défendre aujourd'hui le socialisme va sans doute à contre-courant de la politique des partis ouvriers, mais cet obstacle n'est pas infranchissable dans la mesure où la situation économique et sociale pose la question de la liquidation des fondements du capitalisme et leur remplacement par de nouveaux rapports sociaux. Or, en dehors du socialisme qui pose clairement les bases économiques d'une nouvelle société, quelle autre alternative sérieuse existe-t-il ? Aucune. En réalité, c'est l'alternative socialisme ou barbarie qui est à l'ordre du jour en toile de fond de la crise du capitalisme. (A suivre)

Collaboration de classes : mode d'emploi ou quand l'essentiel c'est de participer.

Quand un parlementaire dépose une proposition de loi sur un champ les concernant, rien ne l'oblige à consulter les partenaires sociaux. A la différence du gouvernement qui, depuis la loi de modernisation du dialogue social de février 2007, est contraint d'organiser une 'concertation (...) en vue de l'ouverture éventuelle d'une négociation'.

Que cela ne tiennent, les dirigeants syndicaux s'étant plaints de cet état de fait auprès de sa majesté La Talonnette, dès la semaine prochaine, une proposition de loi devrait être déposée par le député UMP des Yvelines, Jean-François Poisson, par ailleurs secrétaire national de l'UMP en charge de

l'emploi. 'Je veux faire en sorte qu'il existe aussi une obligation de saisine des partenaires sociaux pour les parlementaires, explique-t-il au 'Monde', mais pas de la même manière que le gouvernement.' Le texte devrait préciser qu'avant de rédiger une proposition de loi portant sur le champ social, le parlementaire sollicite les partenaires concernés, ce qui n'est pas aujourd'hui systématiquement le cas. Mais attention, précise M. Poisson : 'Consulter les syndicats ne signifie pas tomber d'accord avec eux.' (LeMonde.fr 03.07)

Certains verront là un nouveau "piège" tendu à ces malheureux dirigeants syndicaux auxquels en passant il faudrait trouver des circonstances atténuantes ce qu'implique implicitement et sournoisement ce genre de formulation, d'autres comme moi y verront plutôt un moyen pratique d'associer les syndicats à la rédaction de lois scélérates concoctées par les députés UMP (notamment) pour les légitimer auprès de la classe ouvrière et des syndiqués.

France.

Dépôt de bilan : +19,5%.

Les dépôts de bilan en France en novembre, décembre et janvier derniers ont augmenté de 19,5% par rapport à la même période un an auparavant, selon les chiffres publiés vendredi par l'INSEE sur les "défaillances d'entreprises".

L'INSEE précise que "les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures: liquidation ou redressement par continuation ou reprise". (AP 03.07)

Investissement : -63%.

L'investissement a chuté de 63% en volume en France au premier semestre, par rapport à la même période de 2008, selon une étude publiée par le cabinet conseil Cushman & Wakefield.

L'inflexion la plus importante concerne l'immobilier de bureaux (-75%), tandis que le secteur industriel a connu un fort ralentissement (-48%). (Reuters 03.07)

Espagne.

La production industrielle espagnole a chuté de 20,5% au mois de mai en rythme annuel corrigé des variations saisonnières, montrent les statistiques publiées par les autorités.

Il s'agit du treizième mois consécutif de baisse de l'activité des usines et des mines, indique l'Institut national de la statistique.

"C'est un résultat épouvantable, qui annule l'amélioration du mois dernier. Cela remet en question l'idée selon laquelle un plus bas aurait été atteint au premier trimestre dans le secteur industriel", a déclaré José Luis Martinez, stratège chez Citi. (Reuters 03.07)

Etats-Unis.

L'agence fédérale américaine de garantie des dépôts bancaires (FDIC) a annoncé vendredi la faillite de sept nouvelles banques locales, dont une au Texas et six dans l'Etat de l'Illinois, fortement touché

par la crise de l'industrie automobile.

La plus grande, la Founders Bank (962,5 millions de dollars d'actifs et 849 millions de dollars de dépôts, qui seront repris en bonne partie par une autre banque de l'Etat) représente la huitième plus grosse faillite de l'année aux Etats-Unis.

Ces sept faillites portent le total de l'année à 52 dans le secteur bancaire contre 25 pour l'ensemble de l'année 2008. (LaTribune.fr 03.07)

La dernière charrette annoncée.

Le groupe chimique américain Rohm and Haas annonce son intention de supprimer 196 postes en France (1.075 salariés en France sur cinq sites), dont 90 dans son usine de Semoy (Loiret) qui devrait fermer.

L'entreprise a réalisé en 2008 un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars au niveau mondial. (Reuters 03.07)

Le 7 juillet

J'ai préparé un nouvel article consacré au NPA et à la question de la grève générale, il sera en ligne dans deux jours ou avant.

Que l'on prenne La Commune de Paris, les révolutions russes de 1905, de février ou octobre 1917, aucune de ces révolutions n'a commencé par une grève générale appelée par qui que ce soit. Dans quel pays la grève générale a-t-elle permis à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir ou d'avancer dans cette voie tout du moins ?

On est donc en droit de s'interroger sur le bien-fondé des lignes politiques qui se fixent comme objectif stratégique la grève générale pour avancer vers le réglement d'une question politique, la question du pouvoir. A les entendre ce serait le passage obligé pour pouvoir poser directement la question du pouvoir, qu'on me permette d'en douter fortement.

Je crois que l'on est en présence d'une cruelle illusion et j'expliquerai pourquoi pour plusieurs raisons dans cet article.

Dans quel camp se situe le PS ? La réponse.

Le président Nicolas Sarkozy a chargé un duo d'ex-Premiers ministres, l'un de gauche (M. Rocard), l'autre de droite (A. Juppé), de coprésider la commission qui va réfléchir aux investissements qui seront financés par un grand emprunt d'Etat.

"*S'il y a des talents à gauche qui veulent servir leur pays, mon devoir de président de la République c'est de faire appel à leur talent*", a insisté Nicolas Sarkozy.

Le chef de l'Etat avait déjà fait appel à Michel Rocard en le nommant ambassadeur de France chargé des dossiers relatifs à l'Arctique et à l'Antarctique. (Reuters 06.07)

Tiens donc, cela nous avait échappé ! On se souviendra également du "talent" de Rocard qui a créé la CSG !

Le PCF gestionnaire du capitalisme... avec le NPA.

Lors du conseil national du PCF, réuni les 19 et 20 juin, Buffet a dit : « *Nous n'avons pas décider d'en rester au "Grand Soir", mais de dépasser le capitalisme par un combat mêlant l'action quotidienne dans les luttes, le rassemblement et la gestion à tous les niveaux issus du suffrage universel.* »

Et de lire dans la déclaration commune du PCF et du NPA du 6 juillet : le PCF et le NPA "*proposent d'oeuvrer au rassemblement le plus large autour d'un projet en rupture avec le capitalisme, alternatif aux orientations du pouvoir actuel.*"

Le double langage habituel qui devrait suffire à faire comprendre aux militants que ces partis sont inféodés au capitalisme.

Le PCF et le NPA indépendant du PS ? Vous voulez rire ou quoi ?

Toujours lors du conseil national du PCF, pour le rapporteur Pierre Laurent les objectifs sont clairs : « *Lancer la bataille des régionales avec l'ambition de construire des majorités régionales de gauche sur des projets ambitieux de lutte contre la crise. Poursuivre et élargir la démarche engagée avec le Front de gauche.*», et le NPA de commenter dans le même article du 4 juillet : "*Concrètement cela laisse entendre un accord avec le PS dans certaines régions*.

Cette appréciation est confirmé dans la déclaration commune du PCF et du NPA par le NPA lui-même : " *Au second tour, ces listes unitaires auront la volonté de battre la droite et pour cela pourront être amenées à faire des « fusions techniques » des listes de gauches sauf en cas de présence du Modem.*".

Et le PCF de confirmer une troisième fois : "*Pour les élections régionales, dans cet esprit, il appelle à tout faire pour empêcher la droite de reconquérir des régions*", jusqu'à appeler à voter PS au second tour, on a compris merci !

Impayable, ils ne changeront jamais !

A l'horizon... le front populaire.

"*Le PCF, dans la poursuite et l'élargissement de la démarche du Front de Gauche, entend construire à partir d'une réflexion sur les contenus d'une politique alternative, un rassemblement majoritaire permettant de mettre en œuvre de véritables politiques de gauche.*", comme si cela avait existé un jour sous la Ve République, ils nous prennent vraiment pour des demeurés.

Pour mettre "*en œuvre de véritables politiques de gauche*", il faudrait au préalable avoir liquidé les institutions de la Ve République, à moins que cette "*politique de gauche*" ne serve qu'à assurer la pérennité des institutions et du capitalisme.

Le PCF insiste encore "*sur la nécessité de ne poser aucun préalable à la recherche de l'unité*", ils tiennent tous le même discours, s'agissant du PCF on ne peut même pas lui reprocher de brader des principes qui n'ont jamais été les siens.

Ils jouent avec le feu.

Le président de la Banque mondiale a prévenu lundi qu'un nombre croissant de gouvernements pourraient être tentés dans les mois à venir d'imposer des restrictions sur les échanges commerciaux si la récession de l'économie mondiale se poursuivait.

"*Les pays à hauts revenus ont subventionné les secteurs en difficultés tandis que les pays à faibles revenus ont recours à des augmentations sélectives des taxes aux frontières*", a déclaré Robert Zoellick lors d'une conférence à l'Organisation mondiale du Commerce à Genève.

"*Ces tendances pourraient rapidement devenir incontrôlables au cours des mois à venir avec la montée du chômage et parce que des pays se sentent obligés de répondre coup pour coup aux politiques des autres*", a-t-il ajouté, en soulignant qu'une telle attitude revenait à "*jouer avec le feu*". (Reuters 06.07)

Sont-ils sortis d'affaire ?

Lundi lors de la conférence de presser qui a suivi la réunion des ministres des Finances de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker a déclaré : "*La probabilité est grande que la zone euro subisse une perte permanente de croissance potentielle et la perte d'output sera d'autant plus grande que les actions coordonnées des gouvernements seront d'autant plus faibles*".

"*Nous pensons tous que les mesures de soutien doivent être maintenues en place tant que le risque que la situation continue de s'aggraver continue d'être perçu*", a-t-il ajouté.

Il a également indiqué que la mise en oeuvre des réformes structurelles devait s'intensifier. (Reuters 06.07)

Dis-moi, l'union nationale c'est quoi ? Mode d'emploi.

Le divers gauche Daniel Duquenne l'emporte avec 52,4% des voix face au FN lors du deuxième tour de l'élection municipale de Hénin-Beaumont. (Rue89 05.07)

L'abstention a été de 37,61%. Duquenne était soutenu notamment par le PS, le PCF, le MoDem et l'UMP.

Pour Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, « *c'est la victoire du bon sens* ».

Pour Martine Aubry c'est la « *victoire du front républicain* ».

Pour Buffet, « *...pour battre la droite durablement, les forces progressistes doivent se doter d'un projet d'avenir, constituer les fronts les plus larges possibles sur des objectifs politiques clairs à la hauteur des enjeux, et des majorités politiques pour agir.* ».

Pour le NPA, "*Les électeurs et les électrices d'Hénin-Beaumont ont évité le pire*", cependant "*la future équipe municipale, malgré ses tentatives pour se démarquer de l'équipe sortante, ne fait pas oublier que certains de ses membres ont pleinement participé à la gestion de la ville dans un passé pas si lointain, et de ce fait, ont contribué à la situation désastreuse dans laquelle se retrouve la commune aujourd'hui.*" (communiqué du 06.07) Que Duquenne soit entouré de pourris, qu'est-ce que cela peut bien faire, l'unité c'est l'unité, "battre la droite" donne au moins l'illusion d'être de gauche,

après tout ce sont les apparences qui comptent, non ?

Le candidat "divers gauche" Daniel Dequenne a été élu grâce au report de voix des électeurs qui s'étaient portés au premier tour sur la liste PS conduite par Pierre Ferrari et soutenu par le PCF et le MoDem. Cette élection intervenait après que Gérard Dalongeville a été mis en examen et incarcéré en avril pour détournement de fonds publics, un "socialiste" apparemment moins futé que les autres ou trop gourmand.

Quand on a à l'esprit que Sarkozy a mis en pratique le programme du FN, que le PS soutient le gouvernement et que le PCF rêve d'un programme commun de la gauche avec ce parti, on se dit que la seule attitude correcte était le boycott du second tour de ces élections. En fait, la classe ouvrière n'avait pas de candidat au second tour représentant ses intérêts (je n'en sais rien pour le premier).

Cynique "*sans s'en rendre compte*".

Les "*zones d'ombre*" de la proposition de loi sur l'ouverture dominicale vont progressivement conduire à "*une généralisation du travail le dimanche*" qui va "*créer un changement de société et des injustices sociales supplémentaires*", a dénoncé dimanche le secrétaire général de la CFDT François Chérèque.

"*Le gouvernement ne veut pas préciser ce qui est zone touristique*", a-t-il déploré. "*Quand vous aurez ça en région parisienne, en région marseillaise-aixoise, dans la région nordique et dans 500 villes - ou plus- touristiques, on aura une forme de généralisation du travail du dimanche sans s'en rendre compte*". (AP 05.07)

Les choses sont parfaitement claires, il n'y a que pour le jaune Chérèque qu'il y aurait des "*zones d'ombre*" dans ce projet de loi scélérat : quand il y aura suffisamment de commerces et autres services ouverts le dimanche, toutes les entreprises dont les activités ont un rapport avec ces secteurs d'activité ouvriront à leur tour le dimanche.

Ici en Inde on bosse parfois par nécessité et parce qu'on n'a pas le choix 7jours/7, 12 mois/12, 365 jours par an, jusqu'à en crever, et alors, personne ne s'en rend compte ou n'y trouve rien à redire, c'est juste une question d'habitude, l'homme s'habitue bien à vivre dans un désert de sable ou de glace, non ? Mais quand on a connu autre chose, là on n'est pas vraiment enthousiaste à l'idée de revenir en arrière, c'est le problème qui attend le gouvernement et les patrons esclavagistes.

La lutte de classe du prolétariat en France est fondamentale pour le prolétariat mondial.

Pourquoi refuser toute discussion sur le travail le dimanche, ne pas rompre toute relation avec le gouvernement et le patronat ? Ce sont les seules questions qui méritent d'être posées.

Tensions internationales.

Les dirigeants de l'Union africaine ont adopté une résolution suspendant leur coopération avec la Cour pénale internationale (CPI) en conséquence de l'inculpation par celle-ci du président soudanais Omar al Bachir. (Reuters 03.07)

Le Honduras a décidé de ne plus reconnaître la charte de l'Organisation des Etats américains (OEA) pour protester contre les "*résolutions unilatérales et indignes*" que tentait d'imposer au pays l'instance diplomatique, selon les terms employés par le nouveau gouvernement. (AP 04.07)

En attendant nous devons condamner le coup d'Etat militaire. Le président élu Manuel Zelaya a été destitué par la Cour constitutionnelle, l'équivalent du Conseil constitutionnel en France ou encore en Bolivie. On nous présente Zelaya comme un ami du peuple hondurien proche de Chavez et Morales, il envisageait de procéder à des réformes favorables à la classe ouvrière et la paysannerie, etc. Bref, ce serait ce qu'ils appellent un homme de "gauche".

Mais cet homme de "gauche" à l'instar de Morales, n'a pas entrepris de s'en prendre aux vieilles institutions réactionnaires de son pays, il a accepté de gouverner le Honduras sous leur carcan, autrement dit, de ne pas remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation en vigueur, donc de gouverner pour le compte des intérêts de la bourgeoisie hondurienne. Il en paie le prix aujourd'hui, comme Allende autrefois au Chili. Encore un qui doit ignorer les enseignements de La Commune de Paris ou qui n'avait pas du tout l'intention de les appliquer serait-il plus juste de dire.

L'argent n'a pas d'odeur... mais un bruit de bottes.

Le consortium autour du groupe pétrolier français Total fourni une rente annuelle de près d'un milliard de dollars à la junte (710 millions d'euros), un montant considérable qui équivaut au budget militaire (lui-même équivalent à 40 % du PIB), selon l'ONG Earthrights International. «*En 2007, 75 % des revenus du projet sont allés directement à l'armée birmane, soit 972 millions de dollars*», affirme l'ONG. (Libération.fr 04.07)

Que les multinationales s'entendent comme larrons en foire avec des dictatures et les financent directement, rien de nouveau sous le soleil, les Africains en savent quelque chose avec Elf notamment. Mais quand d'un côté Total engrange 14 milliards de bénéfices en 2008 et verse un milliard de dollars à la junte militaire birmane, et que de l'autre la même multinationale licencie, on a là le vrai visage du capitalisme qu'il faut liquider.

Le 8 juillet

Tout fout le camp, le capitalisme est maudit !

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon en Irlande où il entamait une visite de deux jours a déclaré mardi "*Nous vivons une période semblable à aucune autre. Il y a des crises multiples : une crise alimentaire, une crise des carburants, une crise de la grippe et une crise financière*", a-t-il affirmé à Dublin. "*Nous n'avons jamais connu une période où nous avons été frappés par toutes ces multiples crises en même temps.*" (AP 07.07)

Mystification ou le capitalisme "éthique" version Benoît XVI.

Dans la troisième lettre encyclique du pontificat de Benoît XVI, "Caritas in Veritate" (l'amour dans la vérité) publiée mardi, dont on nous dit qu'elle est le fruit de deux années de travail et que sa parution a été retardée à plusieurs reprises pour tenir compte de la crise économique actuelle, il appelle à un nouvel ordre financier mondial guidé par l'éthique, la dignité et la recherche du bien commun : "Le profit est utile si, en tant que moyen, il est orienté vers un but", écrit-il. La recherche exclusive du profit, "s'il est produit de façon mauvaise ou s'il n'a pas le bien commun pour but ultime, risque de détruire la richesse et d'engendrer la pauvreté".

Ne vous marrez pas comme des baudruches, l'affaire est sérieuse : "Pour fonctionner correctement,

l'économie a besoin de l'éthique ; non pas d'une éthique quelconque, mais d'une éthique amie de la personne", souligne la première encyclique de Benoît XVI dans le domaine social.

Benoît XVI appelle à un ordre financier nouveau qui respecte la dignité des travailleurs et recherche le bien commun en faisant passer l'éthique et la responsabilité sociale avant les profits. "Il faut surtout que l'objectif de faire le bien ne soit pas opposé à celui de la capacité effective à produire des biens", explique-t-il. "Les opérateurs financiers doivent redécouvrir le fondement véritablement éthique de leur activité afin de ne pas faire un usage abusif de ces instruments sophistiqués qui peuvent servir à tromper les épargnants."

Commentant la troisième encyclique, le cardinal André Vingt-Trois, archevêque de Paris et président de la Conférence des évêques de France a dit mardi que "l'humanité a la mission et les moyens de maîtriser le monde dans lequel nous vivons". (AP 07.07)

Il aurait pu remplacer humanité par capitalisme, mais il n'a pas osé car tout démontre le contraire quotidiennement dans le monde.

En écrivant que "le profit est utile", il a tout simplement voulu justifier l'existence du capitalisme, mais en ajoutant tous les maux qu'il entraîne pour tous les peuples, sa démonstration tend plutôt à démontrer l'impuissance du capitalisme à régler positivement les problèmes auxquels fait face l'humanité et qui sont justement engendrés par la survie du capitalisme pourrissant.

Il ne manque pas de cynisme en affirmant qu'il y aurait un "fondement éthique" dans la spéculation qui caractérise le fonctionnement des "opérateurs financiers".

UE : A hue et à dia.

Les pays de la zone euro ne sont pas encore disposés à avoir un siège unique au sein du Fonds monétaire international, ont déclaré lundi plusieurs ministres des Finances de la zone euro, dont Christine Lagarde.

"Nous avons un accord pour dire que c'est un objectif de long terme mais pour certains pays, le long terme est toujours assez loin", a dit le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Joaquin Almunia, principal avocat de la proposition, soutenu par le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

La ministre française de l'Economie a elle aussi confirmé que le projet d'une chaise unique pour la zone euro ne lui semblait "ni réaliste ni mûr".

"Il n'y a pas une Europe politique qui puisse être représentée au sein du FMI aujourd'hui", a-t-elle déclaré.

Plus tôt dans la journée, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso avait déclaré que les Etats membres de l'UE n'étaient pas prêts à cette éventualité.

"Sont-ils prêts pour une représentation unique de l'Union européenne ? Honnêtement, je ne le pense pas", a-t-il dit. (Reuters 06.07)

Déjà que la quadrature du cercle semblait impossible à réaliser, alors avec la crise qui est passée par là et les 60% d'abstention le 7 juin, les choses se compliquent encore davantage pour eux.

Il n'est plus possible de le cacher.

Le ministre du Travail Xavier Darcos a estimé mardi que le nombre de chômeurs devrait approcher des "800.000" à la fin de l'année, prédisant des "chiffres importants".

"Nous allons avoir, à l'été, l'arrivée des jeunes diplômés, de ceux qui sortent de formation qui vont venir accentuer le chiffre actuel de 650.000 chômeurs", a noté le ministre du Travail. "Un million c'est certainement beaucoup, nous serons plus près de 800.000 que d'un million, mais les chiffres sont importants". (AP 07.07)

Ils ont de quoi s'inquiéter. Voilà un excellent exercice pratique pour faire comprendre aux travailleurs la nécessité d'en finir avec le capitalisme et que le socialisme est la seule voie de salut de l'humanité.

Qui en doutait ?

Un rapport parlementaire publié mardi, signé par l'UMP Philippe Houillon, juge que l'autorégulation prônée par le patronat français avec son "code de bonne conduite" de 2008 n'a pas fonctionné. Les trois lois votées depuis 2005, qui ont prévu des mesures limitées dans le temps et dans leur impact, sont insuffisantes, dit-il.

Le rapport remarque que le revenu annuel moyen des dirigeants des plus importantes sociétés françaises était en 2007 d'environ cinq millions d'euros, soit 312 fois plus que le revenu médian des Français pour une personne seule (15.780 euros). Neuf des 17 premiers revenus des patrons du CAC 40 ont augmenté en 2008, est-il relevé.

"Si l'on rapporte l'utilité sociale d'un dirigeant mandataire social à celle d'un chirurgien, d'un gardien de la paix ou d'un pompier, on peut légitimement s'interroger sur le fossé financier qui les sépare", lit-on dans le document.

Lors de sa conférence de presse mensuelle, mardi, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a estimé qu'il n'y avait pas eu d'entorse au "code de bonne conduite" du patronat et a rejeté le rapport. (Reuters 07.07)

Cela suffit à montrer que le capitalisme n'est pas réformable, voilà tout.

Il y a le feu !

Le président chinois Hu Jintao a quitté l'Italie prématurément, tôt mercredi matin, où il devait participer au sommet du G-8 qui se tient de mercredi à vendredi, en raison des émeutes meurtrières qui ont éclaté dans la province de Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, ont rapporté les autorités chinoises mercredi.

Il ne se rendra pas non plus au Portugal, comme prévu initialement, les 10 et 11 juillet, a expliqué le ministre chinois des Affaires étrangères, Yang Jiechi, sur son site Internet.

Les violences dans le Xinjiang ont fait au moins 156 morts et 828 blessés depuis dimanche, selon le dernier bilan officiel communiqué mardi par l'agence de presse officielle Chine Nouvelle. (AP 08.07)

Des esclaves, du bétail.

La compagnie aérienne irlandaise à bas coûts Ryanair discute actuellement avec le constructeur américain Boeing de la possible installation à bord de supports permettant à une douzaine de passagers de voyager quasiment debout.

Il pourrait s'agir d'installer d'un côté de l'avion quatre rangs de trois supports, munis de ceinture de sécurité et "de tous les équipements de sécurité" permettant à une douzaine de passagers de voyager "assis verticalement". "Ils ne seraient pas complètement debout, ils auraient quelque chose comme un tabouret sur lequel s'appuyer ou s'asseoir", explique-ton ainsi chez Ryanair.

La compagnie chinoise Spring Airlines serait elle-même en discussion avec Airbus pour une adaptation similaire. (La Tribune 07.07)

Et pendant ce temps-là ils vaquent à leurs affaires...

Le numéro un mondial de l'optique ophtalmique Essilor poursuit sa stratégie de croissance externe avec de nouvelles opérations en Europe, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient.

L'éditeur français de jeux vidéo Ubisoft investit 500 millions de dollars canadien (308 millions d'euros) dans un nouveau studio.

Partner Re s'offre son rival Paris Re pour 2 milliards de dollars, cette acquisition fera du nouvel ensemble la quatrième entreprise mondiale du secteur de la réassurance.

Le groupe Veolia Environnement a signé un accord relatif à la vente de Montenay International, son portefeuille nord américain de contrats d'incinération, à Covanta Holding.

Le constructeur italien Fiat devrait signer une alliance stratégique avec le chinois Guangzhou Automobile Industry Group (GAIG). Cette alliance permettra à l'italien de créer...

Rio Tinto a signé un accord scellant la vente à Bemis de sa division Alcan Emballages alimentaires Amériques pour un total de 1,2 milliard de dollars. (la Tribune 06 et 07.07)

Le 9 juillet

J'ai mis en ligne la page du dernier numéro (54) d'*Informations ouvrières* consacrée au coup d'Etat au Honduras, car elle permet de mieux comprendre la situation dans ce pays par rapport aux informations fournies par les médias ou les agences de presse.

La passoire d'un parti de "masses".

Selon Krivine, mercredi, à propos du nombre d'adhérents au NPA : "*Je ne suis pas capable de dire s'il y en a 8.000 ou 12.000*", modeste quoi, peu importe semble-t-il dire en fixant généreusement une fourchette de 4.000 adhérents de plus ou de moins au NPA, alors qu'il n'y a pas si longtemps la LCR n'avait que 3.000 adhérents. Si rétrospectivement on se livrait au même calcul avec la LCR, on aboutirait à un chiffre négatif !

Krivine s'en fout, il le dit lui-même. Vous lirez dans l'article de l'agence Reuters du 8 juillet que la direction du NPA se penchera sérieusement sur cette question d'une complexité incroyable... dans

quelques mois, au mois d'octobre si tout va bien ! Cela démontre, soit qu'ils ne savent pas eux-mêmes combien il y a au juste d'adhérents à leur parti, soit qu'ils le savent très bien et qu'il vaut mieux parler d'autres choses.

Adhérer à un parti est une décision qui ne se prend pas à la légère. Les premières choses que l'on demande à un parti c'est d'être rigoureux et honnête, si ces conditions ne sont pas remplis il vaut mieux chercher ailleurs. Et si par expérience ou par méfiance on décidait de ne rejoindre aucun parti, on n'aurait qu'une alternative : soit cesser de militer et refaire le monde entre quatre murs ou sombrer dans le désespoir, soit rejoindre les comités d'unité initiés par le POI, ce qui ne signifie pas rejoindre ce parti il faut le préciser, chacun demeure libre de son engagement politique.

Personnellement je préconise la deuxième solution pour continuer le combat, quitte à lui donner un contenu politique révolutionnaire et une orientation légèrement différente de celle du POI, en mettant l'accent lors de discussions avec des travailleurs sur la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, en privilégiant la compréhension du monde dans lequel nous vivons, afin de faciliter leur rupture avec le capitalisme et d'aboutir à la conclusion que le socialisme est la seule alternative historique possible au capitalisme.

On ne peut pas se contenter de batailles sur tels ou tels objectifs qui en soi ne permettent pas une élévation durable de la conscience politique des travailleurs. Elles doivent être relayées par une compréhension du socialisme, non pas pour y adhérer sans trop savoir de quoi il s'agit, mais pour parvenir à la solide conviction que seul le socialisme scientifique offre une réelle perspective économique, sociale et politique aux classes exploitées et à l'humanité toute entière pour mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme...

La question est de savoir si nous avons besoin de construire un parti de militants conscients pour préparer la classe à prendre le pouvoir ou si nous voulons construire un parti qui combatte uniquement pour améliorer la vie quotidienne en régime capitaliste. Assurément le NPA n'appartient pas à la première catégorie.

Ils le martèlent.

Hier Fillon à l'Assemblée nationale : il "*n'y a aura pas de pause*" dans les réformes "*car l'avenir n'attend pas*". (Reuters 08.07)

Ce n'est pas Daniel Cohn-Bendit qui le contredira, lui qui vient d'affirmer que "*Fillon serait mieux que Barroso*" comme président de la Commission européenne. Ceux qui ne savaient pas au juste dans quel camp il se situait sont servis.

Cadeau !

Les entreprises françaises paieront 6,3 milliards d'euros d'impôts en moins en 2010 grâce à la suppression de la taxe professionnelle sur les équipements et les biens mobiliers, selon Les Echos.

Le produit de la taxe professionnelle s'élève aujourd'hui à 22,2 milliards d'euros par an mais le gouvernement devra relever en contrepartie certains impôts existants pour éviter de creuser encore plus le déficit budgétaire.

Selon Les Echos, le gouvernement va notamment imposer les entreprises au titre de la valeur ajoutée à partir de 500.000 euros de chiffre d'affaires annuel. (Reuters 08.07)

Qui doit payer ?

EDF demande au gouvernement une hausse de 20% des tarifs de l'électricité pour ne plus s'endetter, a déclaré son P-DG Pierre Gadonneix lors d'une interview à paraître jeudi dans Paris Match. (Reuters 08.07)

C'est Nicolas Hulot qui expliquait le 10 juin qu'il fallait encore augmenter le prix du gaz et de l'électricité pour en réduire la consommation, qui doit être satisfait.

Comme larrons en foire.

Le Parti populaire européen (PPE) et les socialistes ont signé un "*accord technique*", mardi 7 juillet à Bruxelles, pour se partager la présidence du Parlement européen.

Le candidat du PPE (conservateurs), l'ancien premier ministre polonais Jerzy Buzek, devrait être élu le 14 juillet à la présidence de l'hémicycle pour la première moitié de la législature. L'Allemand Martin Schulz, président du groupe socialiste, est officieusement en lice pour la seconde moitié.

Les principaux groupes négocient pour se répartir les présidences de commission. La socialiste française Pervenche Berès risque de perdre celle de la commission des affaires économiques et monétaires au profit d'un libéral. Elle pourrait présider la commission de l'emploi. (LeMonde.fr 08.07) Ouf, quel soulagement !

Afrique du Sud.

Les ouvriers sud-africains du bâtiment ont entamé mercredi une grève illimitée qui a interrompu les travaux de construction des stades pour la Coupe du Monde de football de 2010.

Le syndicat NUM a déclaré que la grève de quelque 70.000 ouvriers se poursuivrait jusqu'à ce que les employeurs accordent les 13% d'augmentation salariale réclamés. Les entreprises ont refusé jusqu'ici d'aller au-delà de 10%.

La puissante fédération syndicale sud-africaine Cosatu a fait savoir qu'elle soutenait totalement la grève et que, bien qu'elle partage l'enthousiasme général pour la Coupe du Monde, elle ne pouvait tolérer que les stades soient construits par des ouvriers sous-payés ou travaillant dans des conditions peu sûres. (Reuters 08.07)

Le 11 juillet

Le PS : un parti d'élus au service de la Ve République et du capitalisme.

Martine Aubry a écrit aux responsables d'autres partis de gauche, à l'exception notable du NPA, pour leur proposer de réfléchir ensemble à un projet commun lors des élections régionales de 2010.

La lettre de deux pages a été adressée à Marie-George Buffet (Parti communiste), Jean-Michel Baylet (Parti radical de gauche), Jean-Pierre Chevènement (Mouvement des citoyens), Cécile Duflot et Daniel Cohn-Bendit (Verts) et Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche).

"*Pour gagner, nous devons surmonter les divisions de nos mouvements et ou de nos partis. Nous devons changer*", écrit Martine Aubry aux responsables de gauche.

Objectif électoral 2010.

"*Nous devons accorder à ce dialogue tout le sérieux nécessaire en nous donnant le temps qu'il faut, mais sans en perdre : pour nous, notre rassemblement doit s'engager dès les élections régionales*", ajoute-t-elle.

Objectif électoral 2012.

"Nous devons, d'une seule voix, convaincre les Français que nous incarnons, ensemble, une alternative solide et durable pour bâtir un autre modèle de développement, un nouveau modèle de société, un nouveau monde", ajoute la maire de Lille. (Reuters 10.07)

Apparemment elle aurait oublié le POI et cet article de Reuters ne le mentionne pas, comme si ce parti n'existait pas. Elle propose un nouveau front populaire pour gérer le capitalisme. La méthode du PS et ses vassaux est très simple.

Ils proposent une alternative qui n'en est pas une en se servant de bonnes intentions pour couvrir leur escroquerie politique en espérant ainsi tromper les travailleurs. Leurs discours se concentrent autour de leurs bonnes intentions qu'ils ne tiendront jamais, tandis que leur alternative s'inscrit dans la continuité du capitalisme et des institutions.

Cela me fait penser à l'opposition entre idéalisme et matérialisme, où dans le premier cas on débat à l'infini des idées à la manière des philosophes, alors que dans le second on part de la situation concrète, de faits matériels pour interpréter le monde et son évolution.

J'estime qu'un parti ouvrier se compromet gravement aux yeux des travailleurs en s'alliant avec un parti qui participe au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, et qui dirige deux institutions internationales du capital, l'OMC et le FMI.

On peut s'étonner qu'en politique il n'en aille pas de même que dans la vie, ou encore que la dialectique s'arrête aux portes du PS. On comprend qu'Aubry s'adresse à ces partis, car finalement ils ne valent pas mieux que le PS, leurs dirigeants ont tous été un jour au pouvoir, notamment sous le gouvernement Chirac-Jospin.

Chine.

Le 26 juin dans une usine du sud de la Chine, des ouvriers hans en colère ont tué au moins deux ouvriers ouïghours, suite à des rumeurs de viol.

La veille des émeutes, des appels d'étudiants ouïghours à un rassemblement sur la place du Peuple, en plein centre d'Urumqi, ont circulé via QQ, un système de messagerie instantané. Selon les rapports de police et différents témoignages concordants, vers 18 h 20 dimanche, environ 200 personnes étaient réunies sur la place, surtout des jeunes Ouïghours, demandant justice et lumière sur l'affaire de l'usine.

Une heure et demie plus tard, sans qu'il y ait eu de violences jusque-là, l'ordre a été donné à la police armée anti-émeutes de disperser la manifestation. Selon un communiqué officiel, c'est seulement

après qu'ont été rapportées les premières violences de groupes épars d'émeutiers brisant du mobilier urbain. Un témoin oculaire de la manifestation assure que la flambée de violence a été déclenchée par «le tabassage à mort de manifestants refusant de se disperser».

Ensuite durant deux heures, dans plusieurs quartiers aussi bien hans que ouïghours, 700 à 800 personnes se sont attaquées à des passants, s'opposant à la police, brûlant des magasins et des véhicules. Les images des émeutiers montrent des gens bien plus miséreux que les premiers manifestants, accréditant la thèse d'une flambée de violence provenant des «ghettos» ouïghours de la ville. De nombreux tirs d'armes automatiques ont été entendus, les émeutiers étant armés de pierres et d'armes blanches. Vers 22 heures, l'ordre était officiellement rétabli. (Libération.fr 10.07)

Il est difficile de savoir pour le moment ce qui s'est vraiment passé à Urumqi.

Le capitalisme : une poubelle !

Le Bundesrat, la chambre haute du parlement allemand, a approuvé le projet de "bad banks", des structures appelées à décharger les bilans des établissements bancaires de leurs actifs les plus risqués. (Reuters 10.07)

Obama menace.

La communauté internationale "ne va pas attendre indéfiniment" que l'Iran renonce à l'arme nucléaire, a déclaré vendredi le président Barack Obama en clôture du sommet du G-8 à l'Aquila, en Italie. (AP 10.07)

Le 10 juillet

Je n'ai pas eu le temps de finaliser mon article, demain sans doute, mes problèmes personnels me prennent beaucoup de temps et je n'arrive pas à m'en sortir, la situation ne s'améliore pas. J'hésite à porter mon affaire au plus haut niveau et à faire un scandale par crainte d'être expulsé. En même temps, que mon affaire soit connu du plus grand nombre me protègerait peut-être contre un coup tordu manigancé par le parti politique qui détient le pouvoir ici, donc la police. Je n'arrête pas de peser le pour et le contre au point de ne plus en dormir ; la nuit dernière quelqu'un a essayé d'ouvrir la grille principale et avant-hier j'ai trouvé sept pierres dans le jardin, alors que ce genre d'incidents n'avait jamais eu lieu en neuf ans.

Pour arranger le tout, ma belle-mère a disparu le lendemain du départ de mon épouse, elle craignait de s'ennuyer, alors que sa fille lui avait expliqué qu'il valait mieux ne pas me laisser totalement seul et que c'était peut-être une question de vie ou de mort, mais ma belle-mère s'en tape, ses intérêts avant tout ! Quant à mes beaux-frères ils se sont volatilisés aussi ; normal quand Magueswary n'est plus là il n'y a plus rien à gratter, je parle du fric ! Quelle mentalité de merde ! Mais rassurez-vous je m'y attendais, j'ai l'habitude. Si vous vouliez savoir à quoi se résume les rapports humains en Inde, vous en avez un exemple sous les yeux, et vous avez le droit de généraliser, c'est même fortement recommandé.

De son côté, Magueswary, à peine de retour en France, a eu l'idée de souscrire une assurance vie compte tenu de son état de santé toujours précaire. Quand elle m'a appris cela par téléphone, je n'ai pas trop su quoi lui répondre tellement j'étais surpris par cette démarche qui ne me serait pas venue à

l'idée, la vie ne se marchande pas bordel ! Je lui ai dit de faire comme bon lui semblerait, que c'était son affaire et pas la mienne. Son intention est généreuse alors je ne l'ai pas engueulée. Elle craint que je me retrouve seul un jour dans la misère, nous n'y sommes pas encore, on arrive à survivre parce que l'on se prive d'un maximum de choses, du moment que l'on peut subvenir aux choses élémentaires (alimentation, vêtement, payer nos factures), il faut encore s'estimer heureux ou privilégiés.

Cela fera 7 ans le 16 août que je n'aurai pas mis les pieds en France et 13 ans que nous sommes installés ici. Un combat permanent, au quotidien pratiquement, pour essayer de vivre à peu près normalement et régler une multitude de problèmes inexistant en France. Pour être totalement franc avec vous, à part le soleil qui aide à être de bonne humeur dès le lever du jour, je ne tire aucun avantage ou aucun plaisir à vivre en Inde. Et c'est vrai que le site est devenu le meilleur moyen de supporter ce pays à défaut de pouvoir militer sur le terrain, tous mes espoirs reposant sur la lutte de classe.

Je souhaite à tous un excellent week-end et surtout gardez le moral, le capitalisme est dans une merde noire et il ne semble pas près d'en sortir.

La collaboration de classes ne connaît pas de répit.

Syndicats et patronat ont finalisé, mercredi 8 juillet, après deux séances de négociation, un projet d'accord sur "*la gestion sociale des conséquences de la crise économique sur l'emploi*".

La feuille de route avait été rappelée, la veille, par un courrier du chef de l'Etat.

Mercredi soir, outre la délégation patronale, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et, en termes plus pesés, FO, ont indiqué leur volonté de signer ce projet. Seule la CGT a considéré que "l'équilibre du texte n'était pas satisfaisant, avec des mesures qui n'auront aucun impact direct pour les salariés".

Pour Stéphane Lardy (FO) au contraire, "*les solutions proposées, rapides et pragmatiques, sont plutôt équilibrées*".

La chef de file du Medef, Dominique Castéra, a rappelé que le cadre de la négociation était de "ne pas augmenter les charges pour les entreprises et de ne pas demander de nouvelles aides à l'Etat".

Le conseiller social de l'Elysée, Raymond Soubie a jugé que l'accord était "un pas positif dans la bonne direction notamment pour les salariés en chômage partiel". (Le Monde 09.07)

Sarkozy fixe "la feuille de route", le Medef fixe le "cadre de la négociation", et les bureaucrates syndicaux pourris s'exécutent. Un modèle du genre pour comprendre pourquoi et comment le mouvement ouvrier est gangrené jusqu'à l'os.

Je sais d'avance ce que l'on va nous répondre : c'est mieux que rien, il y a des avancées sociales pour les travailleurs dans ces accords, etc., sans doute, et des inconvénients mais si peu qu'on s'en tape, le tout au détriment de l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui est d'en finir avec le capitalisme, mais nos détracteurs ont fait l'impasse depuis longtemps sur cet objectif. Les partisans d'un plan de relance pour soulager les travailleurs des conséquences de la crise du capitalisme peuvent s'estimer heureux, ils sont les seuls !

Un rapport commandé par Matignon.

Selon un rapport réalisé par une équipe de six chercheurs, pour le compte du Centre d'analyse stratégique (CAS), organisme rattaché à Matignon, aujourd'hui, le PIB (produit intérieur brut) est 176 fois plus important qu'il y a 30 ans, les ménages vivent dans de meilleures conditions mais le déclassement social persiste.

De 22 à 25% des trentenaires et des quadragénaires sont aujourd'hui plus bas dans l'échelle sociale que ne l'étaient leurs parents.

Aujourd'hui, 40% des individus ont une meilleure position sociale que leurs parents, là aussi le chiffre est en progression depuis les années 80 (37,7% en 1983). (Le Monde 09.07)

Comment peut-on interpréter ces données ?

L'augmentation du PIB par habitant ne veut rien dire si parallèlement les prix ont augmenté en rapport ou davantage encore. Dans les dépenses des ménages, la part des charges constantes ou incompressibles (loyer, électricité, eau, téléphone, transport, etc.) a nettement augmenté, plus rapidement que les salaires.

Si 25% des trentenaires et des quadragénaires sont aujourd'hui plus mal lotis que leurs parents, 75% s'en sortiraient aussi bien ou mieux. On peut très bien se situer à un niveau plus élevé sur l'échelle sociale et vivre plus mal, par exemple en travaillant comme un forcené quand on est cadre ou par le biais du surendettement qui faussent les calculs. S'en sortir mieux, à quel prix, au prix de quels sacrifices, en vivant de quelle manière ?

Quant à la position sociale qui aurait évolué, là aussi tout dépend de quoi on parle. Par exemple, mon père était menuisier, je suis jeune professeur des écoles, on nous dira que sur l'échelle sociale professeur c'est mieux qu'ouvrier du batiment, sauf que cela n'est pas flagrant au niveau de la rémunération. De nos jours, un bon menuisier qualifié qui devient une perle rare, aura bien souvent un salaire supérieur à celui d'un jeune enseignant.

Dans les années 75-80, être informaticien c'était être assuré d'avoir une position sociale et une rémunération très nettement supérieures à celle d'un ouvrier ou un employé de bureau, alors qu'aujourd'hui, notre informaticien à qualification égale touche tout juste le Smic.

La situation s'est dégradée très rapidement dans bon nombre de secteurs d'activité. Je me souviens que lorsque j'étais technicien en bureautique au milieu des années 80, grâce à mon expérience et ma qualification j'avais un revenu supérieur à 50 ou 70% du Smic, on aurait donc pu penser que j'avais gravi un échelon sur l'échelle sociale. Mais voilà que me retrouvant au chômage à peine quelques années plus tard, je me suis retrouvé en concurrence avec des jeunes payés à peine au-dessus du Smic pour faire le même travail, j'ai dû accepter un salaire misérable pour survivre, et j'ai dû déménager parce que je ne pouvais plus payer mon loyer devenu trop élevé par rapport à mon salaire, donc j'ai rétrogradé sur ce qu'ils appellent l'échelle sociale.

Ce genre de rapport commandé par le gouvernement ne sert qu'à tenter de redorer le blason du capitalisme mis à mal par la crise actuelle, une façon de dire aux travailleurs : de quoi vous plaignez-vous, soyez patients, c'était pire avant !

La charrette du jour.

La direction d'Alcatel Lucent a informé des représentants du personnel qu'elle prévoyait un nouveau

plan social affectant 1.000 personnes en France en 2009 et 2010. (Reuters 09.07)

Combien ça coûte ?

Les opérations extérieures de la France - qui envoie 10 000 à 12 000 militaires chaque année hors des frontières - 'ont un coût élevé, en augmentation continue', soulignent les députés Louis Giscard d'Estaing (UMP) et Françoise Olivier-Coupeau (SRC) dans le rapport de la mission d'évaluation et de contrôle rendu public mercredi 8 juillet.

En 2008, les cinq opérations en cours (Afghanistan, Kosovo, Liban, Tchad et Centrafrique, Côte d'Ivoire) ont coûté 852 millions au ministère de la défense. Les députés évoquent une 'croissance préoccupante'. 'Entre 2006 et 2008, à effectifs déployés quasi constants, les surcoûts ont augmenté de près de 250 millions d'euros, soit une hausse de 40 %', notent-ils. (LeMonde.fr 09.07)

Dites-moi si je me trompe, SRC signifie bien groupe socialiste, radical et citoyen, cela signifie que le PS ne se contente pas de participer au gouvernement, à toutes les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, il collabore aussi à l'élaboration de rapports, d'études, de textes de loi avec l'UMP, bref, dans les grandes comme dans les petites il collabore avec le parti de Sarkozy qu'il serait sensé combattre selon certains que l'on n'ose même pas nommés tellement on a honte pour eux, le PS est ainsi totalement intégré aux institutions de la Ve République au même titre que l'UMP (ce n'est pas une nouveauté évidemment !).

Voilà un constat que personne ne peut nier puisque l'on peut le vérifier quotidiennement. Partant de là quelle signification faut-il donner à une déclaration d'un dirigeant ou un adhérent du PS en faveur des revendications de la classe ouvrière ? Aucune ou pas davantage qu'à celle d'un membre de l'UMP par exemple, sauf à vouloir à tout prix faire croire aux travailleurs et aux militants que ce parti serait ou pourrait être autre chose que ce qu'il est fondamentalement, un des piliers du régime.

Sérieusement, vous les imaginez un instant engager le combat contre la Ve République ? C'est aussi ce que l'on veut nous faire croire lorsque l'on s'adresse à ses dirigeants pour que le PS appelle à une marche unie sur Paris. Les faits, rien que les faits comme ils osent dire encore, la réalité a parfois quelque chose d'insupportable... comme la vérité qui sera toujours révolutionnaire !

A bas tous les partis intégrés aux institutions de la Ve République !

Emeutes en Chine sur fond de rejet des inégalités sociales.

Les 8 millions d'Ouïgours, qui formaient jadis 90 % de la région, en représentent moins de la moitié aujourd'hui et se sentent asphyxiés par une massive politique de colonisation intérieure des Hans, nous dit-on. (Le Figaro 09.07)

Certes, la même situation existe dans la région autonome du Tibet, mais jusqu'à présent les Ouïgours et les Hans vivaient en paix, c'est l'aggravation des inégalités sociales dont le gouvernement porte la responsabilité qui est la cause de ces émeutes.

Le 13 juillet

Hier je m'étais lancé dans une causerie sur le Front de gauche, le PS et le POI, lorsque je me suis

aperçu qu'elle était très longue, en vérifiant ce matin je me suis rendu compte qu'elle faisait cinq pages ! Il faut dire que j'y ai consacré une bonne partie de la journée, donc finalement je mettrais demain cette analyse politique sous forme d'un article.

Un camarade m'a envoyé une dépêche de l'AFP que je n'avais pas lu, je l'en remercie de la part de tous les militants qui se connectent sur le site. Il m'a écrit également : "*Je te félicite de tenir bon dans cette période désespérante, politiquement et personnellement*".

Il n'y a aucune raison de désespérer, sauf bien entendu si l'on s'attend tous les quatre matins à engranger des victoires, la lutte de classe du prolétariat est davantage faite de défaites que de victoires comme le soulignait Marx.

Si l'on s'attelait à construire le parti tel que nous l'a enseigné Lénine, on aurait sans doute de quoi rester optimiste. Si l'on consacrait une grande partie de notre activité militante à recruter et former une armée de combattants révolutionnaires conscients, chaque nouveau militant recruté, chaque progrès politique enregistré par les militants serait une source de satisfaction et d'optimisme inépuisable. Si l'on s'imagine que tous les militants des partis ouvriers ont rompu avec le capitalisme et qu'ils ont été définitivement gagnés au socialisme, on se fait de graves illusions.

Que selon les périodes de la lutte des classes, le parti gagne ou perde des militants n'a pas de quoi nous formaliser, il était arrivé au parti bolchevik de perdre jusqu'à 90% de ses militants, sauf qu'à la différence de nos partis, ces militants avaient été formés à l'école du socialisme de Marx et Engels et non à celle d'un Jaurès ou d'un Guevara.

Cet objectif n'étant partagé par aucun parti puisqu'ils ont tous rejeté le léninisme, il reste les victoires partielles sans lendemain qui ne profitent qu'à certains et la multitude de défaites qui laissent un goût amer, le recrutement lors d'une bataille bourré d'illusions qu'on évitera de dissiper quand on ne les nourrira pas directement, notre objectif est plus quantitatif que qualitatif, cela va de pair avec notre conception du parti et le rôle qu'on lui attribue dans la lutte de classe, on se gargarise du moindre succès sans se poser la question de savoir par quel moyen on y est parvenu et comment il se traduit concrètement en terme de construction du parti, les apparences nous suffisent en quelque sorte comme s'il était devenu impossible d'espérer mieux, du coup en n'en finit pas d'avancer et de reculer pour finalement refaire inlassablement les mêmes gestes dans un parti qui ressemble à une passoire, pire sans que les militants qui nous ont quittés n'aient franchement compris la nécessité de passer au socialisme.

Il est vrai que si l'on s'arrête aux résultats de notre intervention dans la lutte des classes et que l'on mesure la distance qui nous sépare de notre objectif final, il y a de quoi effectivement désespérer. Mais je pense que ce n'est pas la bonne méthode pour analyser correctement la situation politique.

Si vous attendez que la situation se décante à l'initiative des appareils, vous êtes très mal barrés ! On vous a éduqué politiquement en vous enchaînant au front unique comme s'il constituait le chemin obligé et qu'il fallait en attendre des miracles, alors qu'en guise de miracle vous vous retrouvez face à un mirage ! On pourrait dire la même chose à propos de la grève générale, alors que le facteur principal réside dans l'état d'esprit des masses, leur niveau de conscience politique...

Quand on prend en compte au point de départ de la mobilisation des masses leur niveau de conscience politique, on évite de se faire des illusions sur leur capacité à atteindre un objectif qui n'est pas à leur portée ou à poser une question politique dont elles sont incapables de se saisir, par exemple. Je suis certain que la plupart des militants se sont faits de lourdes illusions au cours des

trois premiers mois de l'année, ils pensaient que quelque chose de sérieux allait enfin se passer, que la mobilisation allait encore s'amplifier, qu'on allait enfin pouvoir faire reculer Sarkozy ou lui imposer une cinglante défaite, puis patratas le soufflé est retombé.

Ceux qui se sont faits ces illusions sont partis d'une analyse incorrecte ou incomplète de la situation des masses qui sont loin d'être toutes logées à la même enseigne ou d'avoir atteint le même degré de maturité politique. Dans l'enthousiasme du combat politique, on s'est laissé entraîner à croire que tout devenait soudainement possible sans tenir compte de la réalité. Ce n'est pas bien grave, une fois qu'on l'a admis et qu'on en a tiré les leçons pour ne pas commettre à nouveau la même erreur dans le futur, on peut facilement corriger le tir.

Il faut bien admettre que l'immense majorité de la classe ouvrière n'est pas prête à remettre en cause le système capitaliste, ne parlons pas de l'état d'esprit de la petite-bourgeoisie qui en dehors de toute adhésion du prolétariat à une issue politique, lorgne du côté de ceux qui ont les moyens politiques de satisfaire ses intérêts immédiats.

Le mouvement ouvrier apparaît plus divisé que jamais aux yeux des travailleurs. Au lieu de vouloir réaliser à tout prix l'unité de ces partis, on ferait mieux de reprendre la méthode qu'avait employé Lénine en 1902 (Que faire ?) qui consistait à mener une guerre sans répit contre l'opportunisme et le centrisme, contre les "économistes", on dirait aujourd'hui contre le réformisme à la Bernstein, tout en tentant de rassembler dans le même parti les militants révolutionnaires qui sont éparpillés dans une multitude de formations politiques. Ce n'est pas tout, Lénine s'est employé à polémiquer contre tous les courants dont la politique s'écartait de l'objectif du combat du mouvement ouvrier pour guider la classe ouvrière sur la voie de la prise du pouvoir, objectif qu'elle ne pourrait atteindre qu'à partir du moment où elle disposerait d'un parti construit dans cette perspective politique, encore faudrait-il entre temps qu'elle ait hissé ce parti à sa tête... Le parti bolchevik ne s'est pas construit et n'a pas emporté l'adhésion de la majorité de la classe ouvrière, puis pris le pouvoir, (uniquement) sur la base du combat pour le front unique, mais en défendant son programme, en laminant sur le plan théorique et politique tous ses adversaires, en refusant toute compromission avec le régime.

Un jour un camarade m'a écrit en cachant mal le mépris que ma démarche politique lui inspirait, qu'il ne servait à rien d'avoir raison tout seul, pour autant qu'on puisse admettre que j'ai parfois raison. Cela m'a fait sourire, car j'avais encore à l'esprit les paroles prononcées après coup par Marx, Engels et Lénine, qui se contentaient d'observer non sans une pointe d'humour, qu'ils avaient presque toujours été en minorité dans leurs propres partis, mais que finalement leurs idées avaient fini par l'emporter.

Je peux effectivement me tromper, cela m'arrive évidemment et je le reconnais publiquement, mais je ne peux pas m'empêcher de penser au regard de la décomposition actuelle du mouvement ouvrier qui n'en finit plus - on croit toujours avoir touché le fond et l'on se rend compte plus tard qu'on avait péché par excès d'optimisme, qu'on ne s'en sortira pas en ménageant ceux qui n'ont jamais eu l'intention d'en finir avec le capitalisme et d'éduquer politiquement les masses dans cette perspective.

Que la majorité des travailleurs aient commencé à douter de l'avenir que le capitalisme leur réserve, on peut effectivement le concevoir, mais pour rompe avec lui il en faut plus, beaucoup plus, il faudrait qu'ils aient l'espoir d'un avenir meilleur dans une société reposant sur d'autres bases économiques et sociales, il faudrait qu'on leur propose un programme qui réponde à toutes les questions qu'ils se posent et qui sont parfaitement légitimes.

Aucun parti n'a actuellement les moyens d'organiser la classe et de la mener au combat contre le

régime. Donc laissons cet objectif de côté pour le moment et concentrons-nous sur la construction du parti à partir de notre intervention dans la lutte des classes sur la base d'un programme socialiste. Sans parti les choses se présentent différemment et semblent plus compliquées, notre combat doit consister à gagner un à un des travailleurs au socialisme, si nous atteignons cet objectif, nous aurons fait notre boulot, la suite viendra après, un peu de patience...

Les faits ont montré une multitude de fois que nos dirigeants étaient dans l'erreur depuis des lustres, qu'à courir après deux lièvres à la fois on n'en attrapait aucun, gageons qu'il n'en sera pas toujours ainsi. On a beaucoup de boulot sur la planche, tiens je vais vous donner un exemple qui illustre très bien le genre données qu'il ne faut pas prendre à la lettre.

On nous dit que plus de 50% des Français ne partiront pas en vacances cette année, je vous passe les analyses qui suivent ce constat. En réalité au moins 50% de la population ne part jamais en vacances pour des raisons diverses ; parce qu'ils habitent à la campagne, à la montagne ou au bord de la mer ; parce qu'en dix minutes en voiture ils se retrouvent hors de la ville et peuvent profiter de la nature pour se changer les idées ; des millions d'autres habitent dans des pavillons ou des lotissements agrémentés d'un jardin, comme ils n'ont pas le temps d'en profiter vraiment le reste de l'année, la période des vacances leur permet de se retrouver en famille ; d'autres encore profitent des vacances pour effectuer chez eux les travaux qu'ils n'ont pas trouvé le temps de faire le reste de l'année, etc.

Bref, quand des 50% du départ vous avez retiré tous ceux dont je viens de parler qui ne partent pas en vacances pour une autre raison que financière, combien en reste-t-il au juste qui n'ont pas d'autre choix que de rester chez eux pendant leur période de congés ? J'ai oublié les retraités qui sont quand même entre 12 et 15 millions et qui sont en vacances toute l'année, je ne sais pas s'ils étaient comptabilisés dans le lot.

Qu'on se comprenne bien, je ne tiens pas absolument à minimiser le nombre de travailleurs et leurs familles qui ne partent pas en vacances, je voulais simplement montrer que même sur une question aussi élémentaire qui ne présente pas un intérêt exceptionnel on nous racontait des histoires, il en découle une analyse fausse de la situation et de l'état d'esprit des masses. C'est comme l'histoire du travailleur pauvre qui vit seul avec son salaire misérable et qui parvient à s'en tirer dès qu'il est en couple avec deux salaires, même misérables, pour peu qu'ils ne vivent pas au-dessus de leurs moyens, on continue de les classer dans la catégorie des travailleurs pauvres ce qui fausse notre analyse de leur situation sociale.

Personnellement je n'ai pas les moyens de me payer des vacances depuis des lustres, je préfère vivre modestement et garder mon argent pour assurer le quotidien toute l'année. Ne me dites pas que je suis en vacances toute l'année, car avec le lot d'emmerdes que je me trimballe en permanence, on ne peut pas vraiment appeler cela des vacances ! Et puis si j'étais en vacances, je ne serais pas en train de vous écrire !

Bonnes vacances quand même à ceux qui en prennent et ayons toujours à l'esprit les millions de travailleurs qui n'ont pas cette chance, surtout leurs enfants.

Une dépêche seulement.

Quand Aubry appelle au "*rassemblement des partis de gauche*", de qui cause-t-elle ?

L'UMP Maryse Joissains, maire sortante invalidée, est arrivée en tête lors du premier tour des élections municipales partielles d'Aix-en-Provence avec 43,31% des voix.

Sa liste devance la liste PS-MoDem-PRG créditée de 34,08% des suffrages.

La participation s'élève à 44,05% contre 59,18% au premier tour des municipales de 2008. (Reuters 12.07)

Vaut mieux en rire !

Le 15 juillet

La lèpre et le choléra.

Le Parti socialiste, le MoDem et les radicaux de gauche ont décidé de faire cause commune avec les Verts contre la liste UMP de la maire sortante Maryse Joissains, en vue du deuxième tour de la municipale partielle d'Aix-en-Provence dimanche prochain. (Reuters 13.07)

No comment !

Dès demain nous continuerons dans les luttes et dans les débats à porter ce courant clairement de gauche qui veut rassembler et se mettre au service de la population aixoise.

Il est très lourd !

Le budget de la Défense ne pâtira pas de la crise économique et financière actuelle, assure Nicolas Sarkozy à l'occasion du 14 Juillet.

"*On ne peut pas rogner sur la sécurité de la France. Ce n'est pas possible*", déclare le président français dans un entretien enregistré par France 2 pour une émission sur les armées françaises diffusée mardi soir.

Il promet également de ne ménager aucun effort pour que la France "*sorte le plus vite possible*" de la crise, tout en en affirmant que "*diriger un pays qui est en récession de 3 % (...) c'est très lourd*".

Nicolas Sarkozy rappelle que le gouvernement a décidé de consacrer 377 milliards d'euros sur les 12 prochaines années à la modernisation des équipements des armées.

Le pays mis sous surveillance.

Une priorité "absolue" sera accordée à tout ce qui touche au renseignement, notamment les drones, afin que la France puisse "*disposer des renseignements qui lui sont nécessaires pour prendre des décisions stratégiques*", précise-t-il.

Le président des milliardaires, de la jet-set... de la police et de l'armée !

Le budget de la Défense ne pâtira pas de la crise économique et financière actuelle, assure Nicolas Sarkozy à l'occasion du 14 Juillet.

Et dire qu'il aurait dit le 7 juillet devant les élus de l'UMP : « *Au pire, au mieux, vous vous dites que vous en avez encore pour sept ans et demi maximum avec moi !* ». (Reuters 13 et 14.07)

Faisons-le mentir !

Le système policier se renforce.

"*J'agis selon un principe simple: il n'y aura ni territoire oublié, ni catégorie négligée, ni forme de délinquance tolérée*", prévient Brice Hortefeux dans "Le Figaro". "*Il faut regarder la vérité en face: la délinquance a cessé de baisser au premier semestre 2009*".

"*Le rapprochement des 105.000 gendarmes et des 145.000 policiers, placés sous le commandement unique du ministère de l'Intérieur, renforcera l'efficacité de notre action dans de nombreux quartiers sensibles*".

"*En outre, la vidéoprotection doit être davantage développée car elle a démontré son efficacité chez nos voisins, et par exemple au Royaume-Uni*", plaide le locataire de la place Beauvau. "*En France, nous observons que la délinquance diminue deux fois plus vite dans les communes équipées de vidéoprotection*".

Et "*dès demain, je réunirai les préfets afin d'insister sur la nécessaire et totale mobilisation dans la lutte contre toutes les formes de délinquance*", indique Brice Hortefeux. "*Et, dès septembre, je ferai le point sur les premiers résultats obtenus avec les responsables départementaux de la police et de la gendarmerie*". (AP 14.07)

Le réalisateur de 34 ans, Joachim Gatti, qui a perdu un oeil suite à un tir de flash-ball lors d'une manifestation qui avait suivi l'expulsion d'un squat dans la ville de Seine-Saint-Denis, n'a pas été oublié, comme quatre autres manifestants depuis le début de l'année !

La nature sociale des Verts : la même que celle de l'UMP.

José Manuel Barroso ferait un candidat idéal à la présidence de l'Union européenne, un poste qui sera à pourvoir dès l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, a estimé mardi Daniel Cohn-Bendit. (Reuters 14.07)

Barroso appartient au Parti populaire européen (PPE), la famille politique de l'UMP. A qui profite le vote "écologiste" ? Devinez ?

Chômage et surexploitation ne feront pas le compte.

Les pays développés pourraient perdre près de 30 millions d'emplois de la fin 2007 à la fin 2010, a déclaré le secrétaire général de l'OCDE.

Le marché du travail réagit toujours avec retard à une reprise de la production, dans la mesure où les employeurs tentent de tirer la productivité maximale des effectifs existants avant de réembaucher. (Reuters 14.07)

Une fois les concurrents évincés et l'argent (public) de l'Etat empoché, les affaires reprennent.

La banque américaine Goldman Sachs fait état d'une hausse de 33% de son bénéfice net au deuxième trimestre, un résultat supérieur aux attentes qui reflète notamment le rebond des marchés boursiers.

Le produit du trading a fait un bond de 93% par rapport à l'année précédente.

L'activité de garantie d'émissions et autres augmentations de capital a réalisé un produit record de 736 millions de dollars.

"*Il y a moins de concurrence dans ce domaine*", a expliqué le directeur financier de Goldman Sachs, David Viniar, lors d'un point de presse.

Goldman a reçu au total 10 milliards de dollars du Trésor américain dans le cadre du Tarp (Troubled Asset Relief Program). (Reuters 14.07)

Un commerce infâme.

Le groupe Johnson & Johnson a dégagé un bénéfice net de 3,21 milliards de dollars au deuxième trimestre 2009.

Les ventes de médicaments délivrés sur ordonnance ont baissé de 13,3% pour s'établir à 5,5 milliards de dollars, plombées par la concurrence des génériques. Les ventes ont plongé de 73% pour le Topamax (traitement de l'épilepsie), à 182 millions de dollars, et de 66% pour le Risperdal (traitement de la schizophrénie), à 239 millions.

Les ventes de Remicade (contre l'arthrite) ont progressé de 24% à 1,1 milliard de dollars. (Reuters 14.07)

Etats-Unis.

A bout de souffle.

Le déficit budgétaire américain a encore augmenté de 94 milliards de dollars en juin a indiqué mardi le département du Trésor. Il atteint désormais 1.086 milliards de dollars sur les neufs premiers mois de l'exercice en cours.

Selon les projections du Congrès américain, il devrait dépasser la somme pharaonique de 1.800 milliards de dollars à la fin de l'exercice. L'an passé, il s'était élevé à 285,85 milliards de dollars. (LaTribune.fr 13.07)

Russie.

Le PIB en chute libre.

Les agences russes d'informations Ria Novosti et Interfax ont annoncé que le gouvernement s'attendait à une chute du produit intérieur brut (PIB) de 10,2% au premier semestre 2009 puis de 6,8% au second.

Au second semestre, la production industrielle, point faible de l'économie russe, devrait chuter de 9,8%, indiquent également les agences. Elle s'est contractée de14,9% en glissement annuel au premier semestre 2009, a annoncé le ministère du Développement économique (MER) dans un rapport publié lundi, selon Novosti. (LaTribune.fr 13.07)

Honduras.

Le président destitué du Honduras Manuel Zelaya appelle à l'insurrection.

Manuel Zelaya a affirmé que les citoyens du Honduras avaient le droit de manifester et de faire grève contre le président de facto, Roberto Micheletti, qui a menacé le président déchu de prison s'il tentait de revenir dans son pays.

"*Personne ne doit allégeance à un gouvernement usurpé*", a précisé Manuel Zelaya, renversé le 28 juin par un coup d'Etat militaire et soutenu par quasiment toute la communauté internationale. "*L'insurrection est un processus légitime*". (AP 14.07)

Le 16 juillet

J'ai actualisé la rubrique *Quelques enseignements du marxisme* avec des extraits de *Grève de masses, parti et syndicat* de Rosa Luxemburg.

Je remercie au passage le camarade M. qui m'a envoyé un courriel il y a quelques jours dans lequel il me "*félicitait*" de "*tenir bon dans cette période désespérante, politiquement et personnellement*". Mes emmerdes personnelles sont secondaires, temps qu'ils ne m'empêchent pas de continuer mon activité politique. Mon épouse Magueswary m'appelle tous les deux jours, elle vit mal notre nouvelle séparation. On a passé notre temps à être séparés, heureusement d'une certaine manière. De mon côté, j'ai repris mon train d'enfer, à ceci près que j'essaie de ne plus passer ma journée devant l'écran car cela bouffe les yeux. Ma mère non plus ne part pas en vacances, l'anneé dernière elle était déjà restée chez elle, alors que lorsque mon père était encore en vie, ils partaient tous les ans en camping au soleil.

Mes parents étaient plutôt athés, leur religion bordel, c'était les congés payés, la récompense suprême après une année de dur labeur pour un salaire de misère et des conditions de travail épouvantables, sur les chantiers, on y laisse sa peau. Je ne voulais pas de cette vie quand j'étais jeune, je me disais : bosser pour être pauvre, à quoi bon, mais une fois quittée la demeure familiale, il a bien fallu s'y coller, et jusqu'à mon départ en Inde, même en Inde, je n'ai jamais arrêté de gratter, il n'y a que depuis cinq ans que je suis à la retraite forcée.

Demain on me propose un boulot de prof que je saute dessus. Avec les jeunes, il faut plutôt avoir l'esprit vif si tu ne veux pas être à la traîne et ne plus les comprendre. Quand on prend de la distance par rapport à ce que nous vivons, nous arrivons à voir ce qui se passe vraiment autour de nous et à comprendre la situation, le rôle que chacun joue.

Sur le plan politique, ce n'est pas réjouissant, mais la crise aidant, on peut être optimiste raisonnablement, à défaut de l'être par conviction. La question n'est pas trop de savoir s'ils peuvent ou non sortir de cette crise, mais de quelle manière ils s'y prennent pour la surmonter et les conséquences qui en découlent, qui à eux seules vont alimenter la lutte de classe des prochains mois et des années à venir.

Je continue de penser que la méthode mise en oeuvre par le POI avec les comités d'unité pour l'interdiction des licenciements est la bonne, parce qu'elle est orientée vers la classe ouvrière. Je ne suis pas un ouvrièriste comme vous le savez, mais j'attache une importance particulière au combat politique en direction de la classe ouvrière, car j'estime que c'est à partir du moment où des ouvriers s'engageront en masse dans le combat politique, que le mouvement ouvrier sortira de l'impasse dans laquelle il se trouve depuis si longtemps, qu'un réel parti révolutionnaire se constituera.

Bruits de bottes au palais.

J'ai regardé d'un oeil distrait parce que je faisais autre chose en même temps, hier soir en différé sur TV5 Monde Asie, l'émission de France 2 consacrée à l'armée de terre avec son paillasson de célébrités du show-business, qui se terminait par une interview de La Talonnette.

Ah, vous avez été drôlement gâtés le 14 juillet ! Et l'armée indienne qui défile sur les Champs, quel exotisme pour un Parisien qui vit dans le sud de l'Inde depuis de nombreuses années !

Je n'en croyais pas mes yeux et surtout mes oreilles tant le dictionnaire des superlatifs a été mis à contribution pour saluer cette "glorieuse" armée de terre, si "humaine" ! Il est bien connu que militarisme et humaniste font bon ménage, pour un peu ce serait les militaires français les plus grands humanistes de la terre, je n'exagère rien, Sarkonapoléon n'a-t-il pas été jusqu'à dire que l'armée de terre française était la meilleure armée du monde, pardon, il a rectifié, l'une des meilleures avec la britannique.

Avant d'aller me coucher sur les coups de minuit - j'ai tenu le coup jusqu'à la fin de cette émission à vomir, je me suis rappelé autrefois mes parents qui restaient scotchés devant l'écran de télévision pour regarder la retransmission du défilé du 14 juillet sur les Champs-Elysées à l'époque du générale de Gaulle, ils avaient l'impression d'appartenir à une grande nation et ils en étaient fiers, il faut dire qu'ils n'avaient aucune conscience de classe, mais vous l'aviez deviné.

Quitte ou double.

Contestée par ses alliés de gauche et au sein même du Parti socialiste, Martine Aubry tente d'affirmer son autorité en mettant en demeure Manuel Valls de taire ses critiques contre le parti ou de le quitter.

"*Puisque tu me sommes de donner une réponse claire à ton ultimatum, je t'informe que j'entends bien rester fidèle à mon poste, à ma famille politique et à mes valeurs*", écrit Manuel Valls dans sa réponse. (Reuters 15.07)

Le PS sombre, le POI veut le sauver.

Dans le dernier numéro (55) d'*Informations ouvrières* , Carlos Pieroni s'émeut suite à une proposition de Montebourg de payer un ou deux euros pour participer à des primaires pour la présidentielle : " *Est-ce de cette façon et avec de telles propositions que le PS se réimplantera chez les travailleurs et dans la jeunesse ?*". Pour distiller auprès d'eux sa politique réactionnaire ?

La société de consommation synonyme d'un terrible gâchis et de destruction de forces productives.

L'éco-organisme Eco-systèmes annonce dans son rapport annuel, paru le 15 juillet, avoir collecté 192.808 tonnes de Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) en 2008. L'an dernier, le public a ramené 16 millions d'appareils électriques et électroniques usagés dans les points de collecte. (LePoint.fr 15.07)

Le gouvernement dément... puis s'exécute.

Les tarifs d'EDF "ne seront augmentés qu'à concurrence de l'augmentation des coûts nécessaires pour produire notre électricité en France", a déclaré mercredi la ministre de l'Economie Christine Lagarde.

La ministre de l'Economie a cependant laissé entendre que les tarifs de l'électricité en France "de 15 à 30% moins élevés" que dans les autres pays de l'Union européenne, allaient augmenter. (AP 15.07)

Les effets bénéfiques des "*amortisseurs sociaux*".

Sandri a écrit page 10, IO n°55 paru hier : "*Nous ne sommes plus dans les années 1930-1939, le mode de vie s'étant heureusement amélioré. Grâce à l'action ouvrière et au combat mené sur le terrain de la lutte des classes, les amortisseurs sociaux permettant d'atténuer les conséquences des crises ont produit leurs effets bénéfiques. Nul ne peut pourtant prévoir ce qu'il adviendra au cours des années à venir. La défense des acquis demeure donc la question prioritaire de l'action syndicale...*"

Sans ces "*amortisseurs sociaux*" la crise du capitalisme se serait transformée rapidement en crise politique, puis révolutionnaire, simple constat.

Il ne s'agit pas de remettre en cause le progrès social réalisé grâce à la lutte de classe du prolétariat, mais de mettre le doigt sur la manière dont il a été obtenu, et surtout, dans quel objectif ou quelle perspective politique il s'inscrivait : mieux vivre en régime capitalisme ou le combattre pour l'abattre ?

Le 17 juillet

Je n'ai pas le temps d'actualiser les dépêches, demain. J'ai rédigé une bafouille sur le PS, une de plus direz-vous, pas tout à fait car la situation évolue. Il faudrait faire aussi le point sur la crise du capitalisme, ce n'est pas une question qui doit être traitée à la légère, on ne devrait pas se contenter de commenter son évolution, mais tenter de prévoir de quelle manière elle pourrait évoluer...

Si j'ai appelé à participer aux comités d'unité initiés par le POI, c'est aussi parce que je table sur une aggravation de la situation sociale en France dans les mois à venir, les militants sont plus utiles dans ces comités qu'à refaire le monde entre quatre murs ou critiquer tous les partis sans rien proposer ou participer au combat.

A plus.

Le 18 juillet

Pas le temps de causer, je dois aller acheter un nouveau frigidaire, cela va bien me prendre au moins trois heures, on est en Inde ! Bon week-end à tous.

Une justice d'exception.

Les dix prévenus du premier procès des violences urbaines survenues à Villiers-le-Bel en novembre 2007 ont été condamnés, vendredi 17 juillet, à des peines allant de un à trois ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise).

Dépourvus de preuves matérielles, les dossiers des jeunes condamnés ne reposent que sur des

déclarations, en particulier des dénonciations anonymes et faites contre rémunération, comme le permet une loi récente. Ils sont donc fortement contestés par la défense. (LeMonde.fr 17.07)

Une justice sociale d'exception.

Les recettes de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) vont baisser en France en 2009 en raison de la dépréciation des biens immobiliers et des allègements fiscaux décidés par le gouvernement, qui ont atteint 718 millions d'euros contre 656 l'an dernier.

Il y a moins de contribuables soumis à ISF, puisque le nombre de déclarations s'établissait début juillet à près de 539.000, contre 548.000 à la même date en 2008.

Le montant de l'impôt déclaré s'élève à 3,130 milliards d'euros contre 3,750 l'an passé à la même époque, annonce le ministre du Budget Eric Woerth dans un communiqué.

Le ministre justifie les allégements consentis aux plus favorisés, au nombre de 102.000 (contre 92.000 l'an dernier) pour un montant global de 718 millions d'euros et qui sont fondés sur des investissements dans une PME ou des dons à un organisme d'intérêt général. (Reuters 17.07)

Chine.

La chape de plomb.

Les autorités chinoises ont fermé vendredi un centre de documentation juridique du mouvement de défense des droits de l'Homme Gongmeng à Pékin, et révoqué l'autorisation d'exercer de 53 avocats de la capitale chinoise. (AP 17.07)

PIB.

Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 7,9% sur une base annuelle au cours de ce deuxième trimestre, alors que le premier s'était achevé sur une croissance de 6,1%, selon l'Office national des statistiques. La Chine a ainsi la plus forte croissance au monde.

Sur l'ensemble du premier semestre la croissance a atteint 7,1%, contre +10,4% au premier semestre 2008.(La Tribune 16.07)

Inde.

La dictature du parti politique local au pouvoir.

Une parlementaire indienne du Parti du Congrès (au pouvoir) a été interpellée jeudi et sa maison incendiée par des militants après qu'elle a suggéré que la Première ministre de l'Etat d'Uttar-Pradesh (180 millions d'habitants), Mayawati, devrait se faire violer pour comprendre vraiment le calvaire vécu par les femmes violées. (AP 16.07)

Explication : en lisant uniquement cet article de l'Associated Press et sans connaître en détail ce pays on ne peut pas comprendre grand chose. Par exemple vous pourriez croire que le Parti du Congrès au pouvoir fait la pluie et le beau temps dans un pays où la corruption est omniprésente, et bien pas du tout.

Mayawati dirige le parti Bauhujan Samaj (BSP), mais surtout elle est Première ministre de l'Etat d'Uttar-Pradesh, donc la police est à ses ordres. Dans cet Etat la police obéit aux ordres ou la volonté de n'importe quel membre de ce parti pour peu qu'il ait une certaine influence, même un voyou notoire.

Dans le petit district du Tamil Nadu où nous habitons dans le sud de l'Inde, l'équivalent du maire élu est membre du DMK, donc la police lui obéit et protège du coup tout membre de ce parti, ce qui explique que les voyous de notre village puissent nous pourrir la vie en toute impunité.

Il y a une petite erreur dans l'article de l'Associated Press, en Inde il n'y a qu'un Premier ministre, celui du gouvernement central ou fédéral qui siège à Delhi la capitale, et dans chaque Etat il y a (en anglais) un Chief Minister, le chef des ministres, comme on dit un chef de bande quoi !

Pour bien illustrer le pouvoir quasi absolu que détient le parti au pouvoir dans chaque Etat, je me souviens que M. Karunanidhi du parti DMK était Chief Minister du Tamil Nadu au moment d'une élection législative, et qu'à l'issue de ce scrutin, son parti ayant perdu les élections au profit du AIADMK de Mme. Jayalhalita, le lendemain de sa victoire elle l'a fait coffré, en prison la deuxième ou troisième fortune du Tamil Nadu, avant d'être remis en liberté 24 heures plus tard. En réalité, elle n'avait fait que lui rendre la monnaie de sa pièce, car il avait procédé de même avec elle après les élections précédentes !

Voilà à quoi je dois m'attaquer pour avoir gain de cause dans l'affaire qui m'oppose aux autorités locales, donc ce n'est pas gagné d'avance ! Surtout que je suis absolument seul à me battre contre eux, non, j'oubliais mon avocat à moitié débile. Il y a bien des organismes placés au-dessus, l'équivalent de la police des polices pour ce qui concerne les agissements de la police locale, au-dessus encore un organisme qui contrôle son activité, ajoutons un organisme sensé lutter contre la corruption des fonctionnaires, et au sommet le CBI, central bureau of investigation, mais j'ai cru comprendre que tous ces organismes étaient eux-mêmes plus ou moins corrompus ou utilisaient le bordel bureaucratique qui règne dans ce pays pour finalement enterrer les affaires qui lui sont soumises.

Le 19 juillet

Ils n'ont pas trouvé d'autre solution à la crise que d'envoyer des dizaines de millions de travailleurs au chômage, à défaut de pouvoir les envoyer à la boucherie.

Il n'y a pas besoin de réfléchir longtemps pour comprendre que cette mesure ne peut qu'alimenter cette crise, puisqu'elle a pour origine l'incapacité du marché d'absorber les marchandises produites dominée à cause de l'endettement massif des travailleurs ou leur paupérisation à l'échelle mondiale.

Les capacités de production n'ont pas cessé d'augmenter, tandis que la capacité d'absorber cette production n'a pas suivi, du coup la situation se tend jusqu'à l'explosion de la crise.

Est venu se greffer là-dessus de gigantesques profits que l'aristocratie financière a empochés sans qu'ils aient été forcément réalisés, il suffisait ensuite d'inventer des mécanismes pour camoufler le décalage entre la réalité et l'économie virtuelle, tout en espérant que cela tienne le plus longtemps possible.

Jeter à la rue des millions de travailleurs pour augmenter les profits est une vue à court terme, car

avec des revenus réduits ou inexistants, la capacité de consommer les marchandises produites de ces millions de travailleurs s'en trouvera réduite d'autant. Quant à ceux qui conserveront un emploi, ils seront surexploités dans des conditions de travail qui ne cesseront de se dégrader.

L'aristocratie financière, les actionnaires, ont littéralement pillé les entreprises industrielles qui réalisaient des profits, parfois pour spéculer avec des sommes colossales au casino de la Bourse, parfois pour lancer dans les pays émergents des industries concurrentes (ou par le biais de délocalisations) promises à des profits fabuleux, aggravant l'anarchie qui caractérise le fonctionnement du capitalisme mondial et déstabilisant ainsi l'ensemble du système économique.

Le capitalisme doit toujours faire face à la même contradiction : d'un côté le développement des forces productives qui ne peuvent plus être contenues dans le cadre étroit du mode de production capitaliste, d'un autre côté, le développement de la paupérisation.

Ils comptent sur les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, etc.) pour s'en sortir, est-ce bien raisonnable ? Quand ils envoient 20 millions de travailleurs au chômage dans les pays où le capitalisme est le plus développé, cela représente au bas mot en terme de revenu ou pouvoir d'achat dans les pays émergents l'équivalent de 200 millions de chômeurs supplémentaires, donc pour absorber la même somme de marchandises, il faudrait que 200 millions de travailleurs voient soudainement leur revenu augmenter d'autant, or c'est exactement l'inverse qui se produit dans ces pays-là où le chômage de masse fait des ravages et les prix augmentent annulant les augmentations de salaire.

En France, des millions de travailleurs et leurs familles qui se croyaient à l'abri de la pauvreté y sont jetés du jour au lendemain, tous nos acquis ou droits sociaux sont systématiquement remis en cause, la majorité des travailleurs pensaient que le progrès social était acquis définitivement, tout à fait inconsciemment ils étaient redevables au capitalisme de leur avoir accordé un mode de vie meilleur que par le passé et ils ne voyaient pas pourquoi cela ne durerait pas indéfiniment...

La faute à qui ?

Si le syndicalisme n'avait pas été conçu comme un instrument de régulation sociale au service du capitalisme pour en assurer la survie, un organisme de collaboration de classes au profit des exploiteurs, mais plutôt un outil de la lutte de classe du prolétariat pour l'amélioration de ses conditions d'existence dans la perspective politique de son émancipation de l'exploitation, du socialisme, peut-être que le mouvement ouvrier ne serait pas aussi décomposé et la classe ouvrière aussi subordonnée au capitalisme.

Vous avez peut-être lu dans cette page l'analyse que faisait R. Luxemburg du syndicalisme. Tout militant devrait être capable de se prononcer sur la conception du syndicalisme qu'elle défendait, sur les parties qui demeurent d'actualité bien sûr, soit en manifestant son adhésion avec ou sans réserves, soit en la rejetant, dans les deux cas en justifiant sa position en s'appuyant sur des faits et des arguments.

J'avais téléchargé ce texte depuis quelque temps, mais je n'avais jamais trouvé le temps de le lire avant de m'exprimer sur cette question. J'ai eu le plaisir de constater après l'avoir lu, que nos positions se rejoignaient sur l'essentiel. Les arguments qu'elle développait constituent une condamnation sans appel de la conception du syndicalisme et du combat dans les syndicats tels qu'ils existent depuis l'après-guerre (même avant), à la fois opportuniste et puéril, néfaste au syndicalisme et au mouvement ouvrier dans son ensemble.

Je ne voudrais pas être trop long, on peut dire qu'un syndicat qui ne se bat pas à la fois pour le socialisme est forcément inféodé au capitalisme, car il n'existe pas de syndicats apolitiques. C'est tellement élémentaire que c'en est navrant de devoir le rappeler, c'est pour dire à quel niveau misérable est tombé le mouvement ouvrier. Je sais pertinemment que la majorité des militants seront en désaccord avec ce que je viens d'écrire ou ce qu'a écrit R. Luxemburg, peu importe, nous ne sommes pas ici pour tomber forcément d'accord, mais pour réfléchir ensemble au meilleur moyen d'aller de l'avant...

Elle a bien montré que la "prétendue « égalité de droits » entre le parti et le ou le syndicat - on pourrait employer le pluriel sans que cela change quoi que ce soit, on dirait aujourd'hui l'indépendance de l'un par rapport à l'autre, était en réalité un produit de l'appareil pourri des syndicats qui en s'émancipant du parti allait pouvoir adopter le capitalisme, et que c'est cette revendication que mettent en avant certains pour défendre l'existence des syndicats, ce qui montre au passage d'où ils tirent leur inspiration et leurs réelles intentions.

Elle a expliqué clairement sur quelle base reposait cette soi-disant indépendance des syndicats, sur l'ignorance des masses. Quand elle dit que le soutien des masses aux syndicats reposent sur leur ignorance, on ne la contredira pas, car c'est bien le cas en France en 2009. Tant pis pour ceux qui se gargarisent avec les arguments fournis généreusement par les représentants de la bourgeoisie ou ses valets syndicaux qui se félicitent de l'influence des syndicats malgré leur faiblesse numérique, on comprend mieux pourquoi et pourquoi nous en sommes là.

Alors que faire avec le boulet que l'on traîne derrière nous ? On se retrouve dans une situation où il existe une multitude de partis et de syndicats sans qu'aucun ne combatte véritablement pour le socialisme. Il est apparemment difficile d'imaginer que les militants en rupture avec les appareils se réunissent pour fonder un véritable syndicat de lutte de classe combattant également pour le socialisme. Il est également impensable qu'un parti décide de fonder un tel syndicat, leurs dirigeants sont contre quand leur définition du syndicalisme ne s'accorde pas avec celle des syndicats déjà existants (le NPA et Sud pour ne pas les nommer). Chasser les dirigeants pourris des syndicats, il ne faut pas non plus y compter, même s'ils sont contestés par une partie de leur base, ils disposent de l'appareil pour empêcher que cela se produise, des camarades m'ont écrit que le 49e congrès de la CGT était déjà cadenassé. Il ne reste plus qu'à essayer de construire le parti en l'implantant dans toutes les couches du prolétariat, et une fois cet objectif atteint ou proche d'être atteint, fonder un syndicat digne de ce nom. Si vous avez une autre proposition en tête, n'hésitez pas à nous la communiquer pour que les militants en profitent aussi.

C'est difficile d'admettre qu'on a fait fausse route pendant tant d'années. Il en va de même dans la vie. Regardez, je me demande bien ce que je suis venu foutre un jour en Inde, et cela remonte à 1989, donc cela ne date pas d'hier !

En attendant, il est possible de mener le combat contre la soumission des syndicats au capitalisme, pour le socialisme.

C'est pitoyable d'en arriver à rappeler que lorsque l'on est contre quelque chose, c'est qu'on est forcément pour autre chose, et qu'il serait bien parfois de le dire, de le marteler pour que cela s'incruste dans la tête des travailleurs : le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme.

Si maintenant les militants ne veulent pas combattre pour le socialisme ou que cela leur semble impossible à cause du stalinisme et ses dérivés, qu'ils le disent ouvertement.

Les militants peuvent prendre l'initiative de s'adresser aux travailleurs de leur entreprise ou de leur localité sans attendre après leurs dirigeants pour diffuser les idées du socialisme en s'aidant des oeuvres des marxistes.

Les dirigeants ne cessent de dire qu'il n'y aurait pas de préalable à l'unité, prenez-les au mot !

J'attends avec impatience vos réactions à cette causerie, surtout si vous n'êtes pas d'accord avec les idées que j'ai développées.

Bon dimanche à tous.

C'est tout bénéf !

Le bénéfice net applicable aux détenteurs d'actions ordinaires de Bank of America a diminué de 25% à 2,42 milliards de dollars, et avant prise en compte des dividendes des actions préférentielles sur les deux périodes, le bénéfice recule de 5% à 3,22 milliards de dollars.

Le groupe bancaire Citigroup fait état d'un bénéfice de 4,3 milliards de dollars principalement imputable à une plus-value de cession. Hors ce gain exceptionnel, le groupe a publié une perte inférieure aux attentes.

Citi a précisé que ses effectifs avaient baissé de 30.000 personnes lors du deuxième trimestre par rapport au premier. Ils sont en diminution d'environ 96.000 par rapport à leur niveau le plus haut. (Reuters 17.07)

Le 20 juillet

Difficile de "*battre la droite*"... avec la droite !

L'UMP Maryse Joissains a été réélue dimanche maire d'Aix-en-Provence avec une avance de 187 voix face à une liste d'union entre PS, Modem, radicaux de gauche et Verts.

Le candidat divers droite Stéphane Salord, à l'origine du recours contre l'élection de 2008 et qui avait obtenu 7% des voix, soutenait aussi le candidat d'opposition.

La gauche radicale, qui avait obtenu au premier tour 4,2% avec la liste "Aix à gauche" (PCF, NPA, Parti de gauche) avait appelé à battre la droite.

Quant à l'abstention, elle a été de 50,5%. (Reuters 20.07)

Sans tenir compte de la caractérisation politique du PS, parti bourgeois ou ouvrier-bourgeois, constatons que les dirigeants du Front de gauche en appelant à "*battre la droite*" donc à voter pour le candidat du PS, ont démontré qu'ils étaient incapables de faire coïncider leurs idées avec leurs actes, de respecter leurs engagements, car le PS était associé à des partis bourgeois, le MoDem, le Parti radical de gauche, les Verts, il était même soutenu par un autre larron divers droite.

La candidate de l'UMP a fait le plein de ses voix, elle a même dû profiter largement des voix des 4.400 personnes qui avaient voté par procuration, tandis qu'employés et ouvriers se sont largement

abstenus n'ayant aucun candidat pour qui voter qui représenterait leurs intérêts.

Bien que plusieurs personnalités nationales, Jean-Louis Borloo, Jean-François Copé ou encore Xavier Bertrand étaient venus soutenir la candidate UMP avant le second tour, ce scrore dans une ville de province plutôt bourgeoise est plutôt un échec pour l'UMP et un sérieux avertissement en direction de Sarkozy, dont la réélection en 2012 est très loin d'être assurée contrairement à ce qu'insinue déjà les médias.

Entre la LCR appelant à voter Chirac en 2002, et le NPA appelant à voter pour un candidat PS soutenu par le MoDem, le PRG, les Verts et un autre candidat divers droite, dites-nous où il y aurait une différence ? Ils appellent cela être "indépendant", question : de qui ? Des abstentionnistes !

Ah, elle est belle la "gauche de la gauche", la "gauche anticapitaliste", la "gauche radicale" ! Vous avez envie d'adhérer à de tels partis, de vous retrouvez un jour assis à la même table que Bayrou ou l'autre Cohn ? Même avec un calisson dans la bouche j'aurais envie de gerber ! Un calisson est une spécialité d'Aix à pâte d'amande et glacée, délicieuse à savourer, mais pas avec n'importe qui !

J'ai lu dans un article de *Libération*, qu'au Congo lors des élections présidentielles qui viennent d'avoir lieu, que dans certains quartiers populaires l'abstention avaient été de 90%. A Aix, sachant que cette ville compte un nombre important de petits-bourgeois qui ont dû voter pour la liste d'union du PS, je voudrais bien savoir quelle est la proportion d'ouvriers qui sont allés voter.

Dans le camp des multinationales qui pourrissent la planète... pour la sauver bien sûr !

Les Verts irlandais, membres de la coalition gouvernementale, dont décidé samedi à la majorité requise des deux-tiers de faire campagne pour le "oui" au référendum du 2 octobre sur le traité de Lisbonne. (Reuters 19.07)

Vous n'avez pas remarqué que l'on retrouve la même méthode chez les Verts ou le Front de gauche que chez Sarkozy : s'ils adhèrent à l'UE des multinationales, c'est bien entendu pour mieux les combattre mon enfant ; ils se présentent comme la gauche pure et dure mais le filtre électoral étant percé, il laisse passer toutes les impuretés ; s'il fustige les mauvais banquiers et leur verse des milliards d'euros, c'est pour notre bien évidemment. Bref, que nous disent tous ces gens-là ? Laissez-nous faire ce que l'on veut, faites-nous confiance bordel. Sauf que cela ne prend pas !

Pour finir aujourd'hui, un petit mot de Lénine sur l'anarchisme extrait d'un article rédigé en 1901 intitulé simplement *Anarchisme et Socialisme*.

"L'anarchisme, c'est un individualisme bourgeois à l'envers. L'individualisme, base de toute la philosophie de l'anarchisme."

"L'anarchisme est la conséquence du désespoir. Mentalité de l'intellectuel à la dérive ou du va-nu-pieds, mais non du prolétaire."

On pourrait ajouter la fainéantise de penser ! Avec toutes les questions qu'on se pose ici, on ne risque pas de sombrer dans l'anarchisme !

Bonne semaine à tous les camarades.

Le 21 juillet

Un mot personnel.

Un camarade m'a poussé à ouvrir une page sur Facebook que je ne connais pas du tout. Je verrai plus tard ce que j'y mettrai, je n'ai même pas pensé à mettre l'adresse du site !

Je n'ai pas encore engagé la guerre contre la corruption dans le district où j'habite, je réfléchis tous les jours à la meilleure façon de m'y prendre pour régler en même temps mon problème. J'envisage d'adhérer à la Ligue des droits de l'homme et à l'association Coalition Against Corruption Transparency International, ainsi qu'à un PC, afin de rompre mon isolement et pour me protéger. Ce n'est qu'une idée pour le moment, mais je dois me décider rapidement.

Il n'y a pas une semaine où je ne rencontre pas quelqu'un qui me dise : ah, vous habitez dans le district de Kottakuppam, il est réputé pour être corrompu jusqu'à la moelle ! Le dernier en date, un flic de Ponchichéry rencontré par hasard à la poste. C'est bien notre chance d'être tombés dans ce district !

J'ai pensé écrire au Chief Minister du Tamil Nadu pour lui demander de virer de son parti (DMK) le chef de mon village qui me pourrit la vie, en lui demandant s'il soutenait ses activités criminelles et autres... Je dois faire très attention, j'ai lu hier sur le Net que des manifestants ayant brûlé un portait du Chief Minister s'étaient retrouvés en tôle ! Du côté du consulat de France, le consul adjoint m'a promis d'envoyer une lettre au collecteur (le préfet), mais j'attends toujours !

L'UMP au chevet du PS.

Une nouvelle salve d'attaques contre le Parti socialiste français et sa patronne Martine Aubry a amené dimanche le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, à prendre sa défense.

"*J'espère très franchement que le PS redeviendra une force organisée avec laquelle nous pourrons débattre devant les Français*", a-t-il déclaré sur Europe 1.

On n'a pas fini de se marrer.

Dans un entretien au *Journal du dimanche*, l'écrivain Bernard-Henri Lévy, proche de la gauche, appelle à la disparition pure et simple du PS. "*Bernard-Henri Lévy proche de la gauche*", excellent, au moins cela donne une idée assez précise de ce qu'est "la gauche" à ceux qui ne le savaient pas encore.

Mais l'appui le plus remarqué est encore celui de Claude Guéant qui refuse de faire le même constat que "BHL".

"*Il dit que le PS est mort, moi ce n'est pas ce que j'observe. Je constate que le PS est à la tête de beaucoup d'assemblées locales*", a déclaré l'homme de confiance de Nicolas Sarkozy. (Reuters 19.07)

Et puis pour collaborer il faut être au moins deux, or quel parti en dehors du PS fait le poids face à l'UMP ? Aucun. Et puis franchement, il ne serait pas très raisonnable de mettre tous ses oeufs dans le même panier, surtout par les temps qui courent et la tempête annoncée sur le front de la lutte de classe. L'UMP ne peut quand même pas réaliser l'union nationale tout seul !

Du côté du cloaque "socialiste".

Lundi, deux dirigeants socialistes ont estimé que le PS était un "*parti tombé dans le formol*" et qu'il devait "*changer de nature*", selon l'expression d'Arnaud Montebourg et un "*arbre sec*" pour Jack Lang.

"*je suis convaincu que l'anti-sarkozysme par réflexe n'entame que la crédibilité de la gauche*", estime Manuel Valls.(Reuters 20.07)

Ce n'est pas Lang qui désavouera Valls ! Quelle pourriture tous ces gens-là totalement étranger à la classe ouvrière ! Si Sarkozy veut sauver le PS, c'est qu'il faut l'aider à crever.

Il y a deux façons de boire du lait en Inde, coupé ou non avec de l'eau. Dans le premier cas, ce n'est ni du lait ni de l'eau, mais on appelle cela quand même du lait, alors que cela n'en est pas ou plus vraiment. C'est la même chose en politique. Excusez-moi, c'est mon côté sectaire, et je le revendique !

Quand des syndicalistes "*conseillent*" le flic-président... sur le respect des droits de l'homme en France.

Me Yves Repiquet, le nouveau président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme sera installé officiellement mardi par François Fillon.

Composée d'une cinquantaine de personnalités (militants associatifs, avocats, représentants des syndicats et du patronat) nommées par le gouvernement en avril dernier, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) doit conseiller les autorités.

Nous allons (également) travailler sur la révision des lois bioéthiques qui aura lieu à l'automne, les projets de lois sur la justice des mineurs.

Et à la question : Quels seront les objectifs de la CNCDH ? Repiquet répond : "*Tout faire pour intégrer les droits de l'homme dans la conscience collective au même titre que la protection de la planète.*" (Figaro 20.07)

Vous avez bien lu, des syndicalistes vont participer à l'élaboration de lois sur la justice avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, alors que depuis 2002 le nabot n'a cessé de pondre des lois liberticides. Il faut bien légitimer d'une façon ou d'une autre le régime policier de Sarkozy pour que justement on ne puisse pas dire qu'il s'agit d'un régime policier, mais cela n'y changera rien.

Au Honduras, un porte-parole de la police a parlé à propos des manifestants opposés au coup d'Etat militaire "*des personnes se conduisant comme des terroristes dans notre pays*". (Reuters 21.07)

Du coup, toutes les lois soi-disant contre le terrorisme qui sont en vigueur, pourront être appliquées contre les travailleurs et les militants qui manifesteront. On peut penser qu'il en ira de même dans tous les pays dont la France, lorsque la classe ouvrière se soulèvera pour renverser le régime.

Le socialisme étant la seule théorie s'appuyant sur la reconnaissance de classes sociales aux intérêts antagoniques et définissant comme tâche historique au prolétariat mondial d'émanciper l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme, la classe ouvrière armée du socialisme est bien la seule classe capable de mener ce combat libérateur classe contre classe.

Le gendarme du monde.

Le secrétaire américain à la Défense Robert Gates a annoncé que 22.000 soldats supplémentaires allaient être enrôlés dans l'armée américaine pour répondre aux besoins de déploiement de militaires dans le monde entier.

L'armée américaine compte actuellement 547.000 hommes. (AP 21.07)

Les rats à visage "humain".

Sur le Nasdaq, le titre Human Genome Sciences a flambé de 276,81% à 12,51 après que le laboratoire a annoncé le succès très inattendu des tests réalisés sur un de ses traitements contre le lupus, une maladie chronique inflammatoire qui touche notamment la peau et les articulations. (Reuters 20.07)

Un revers cinglant pour Sarkozy six jours après le 14 juillet.

L'Inde et les Etats-Unis ont annoncé la conclusion d'accords en matière de défense et de nucléaire civil, à l'occasion d'un déplacement à New Delhi de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton.

L'accord de défense est une première étape vers la vente d'armements américains perfectionnés à l'Inde. Celui dans le nucléaire réserve à des entreprises américaines les chantiers de construction de deux centrales.

L'Inde devrait consacrer plus de 30 milliards de dollars en cinq ans à la modernisation de son arsenal militaire. Un tiers environ de la somme sera dédiée à l'achat de 126 avions de chasse, un marché potentiel pour Boeing ou Lockheed Martin. (Reuters 20.07)

Allemagne.

Les prix à la production ont chuté de 4,6% en juin sur un an, tandis que les prix étaient en recul de 3,6%. (La Tribune.fr 20.07)

La prochaine bulle ?

La Chine doit réévaluer le yuan, importer davantage et cesser de déséquilibrer son économie et celle de la planète en poussant la démesure en matière d'exportations, de réserves et de croissance monétaire. On connaît depuis plusieurs années les risques que sa politique actuelle implique. Pourtant, les autorités chinoises les ont ignorés pour stimuler les exportations et assurer la croissance.

Les risques en question sont en train de prendre des proportions très inquiétantes. Alors que l'économie mondiale se débat dans le marasme, est-il bien raisonnable de laisser les marchés chinois s'emballer ? Le jour où la bulle ainsi formée éclaterait, nous serions tous bien avancés. (Le Monde 20.07)

Le 22 juillet

Le PS : "Maintenant ça suffit" !

"*Nous, nous sommes au travail, nous défendons les Français*" a expliqué Jean-Marc Ayrault, le président du groupe PS à l'Assemblée nationale.

Bolloré est un Français comme un autre, c'est normal que le PS défend ses intérêts, il ne faut pas être sectaire !

Selon la gourde Royal : "*Quand on est très très mal, si on travaille, ça va forcément aller mieux. Mais ça demande énormément d'énergie, d'intelligence, de réflexion en commun, des changements de méthode et de pratique*".

Moi j'en connais au contraire qui sont très mal parce qu'ils travaillent, bon, c'est vrai qu'ils n'ont pas vraiment les mêmes conditions de travail et le même revenu que Marie-Ségolène Royal. Maintenant que le mot travail cause un mal de tête insupportable aux dirigeants du PS, on comprend ! Elle suggère que ce sont des fainéants, admettons !

Autre grande nouvelle, les députés du PS ont adopté mardi à l'unanimité des présents (ni Manuel Valls, ni Laurent Fabius, ni Arnaud Montebourg, ni Julien Dray n'étaient présents) un appel au calme intitulé "*Maintenant ça suffit*". (Reuters 21.07)

Il est écrit entre autres dans cet appel pathétique, que chacun est libre de son expression, de son ambition et de l'épanouissement de son talent, mais "*pas sur le dos de ses propres amis*" et des Français "*qui doivent pouvoir adhérer à un véritable changement de politique*".

Pour ce qui est de l'ambition, ils n'en manquent assurément pas, elle les dévore littéralement, question talent, à part celui d'escroc en politique je ne leur en connais pas d'autres. Quant "*à un véritable changement de politique*", là plus personne n'y croit venant du PS !

Razzy Hammadi, proche de Benoît Hamon, a répondu à la question du journaliste de l'agence de presse LePost :

Que proposez-vous alors pour relever le PS ?

"*Même s'il est très difficile de trouver des ressorts internes de changement, il faut avancer, en faisant preuve d'un certain désintéressement et d'une certaine générosité. (...) Le PS, c'est le seul cadre qu'on a pour mener une politique d'opposition et d'alternative.*" (LePost 21.07)

Qu'il n'y ait rien à attendre du PS en "*interne*" confirme ma caractérisation du PS et la mauvaise farce qui consiste à faire croire qu'il y aurait quelque chose à récupérer dans ce parti. Le reste est du baratin !

Vous allez dire que c'est faux à cause du PdG, sans doute aurez-vous raison si vous considérez la "*révolution par les urnes*" et le front populaire comme une alternative politique au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, appréciation que je ne peux évidemment pas partager.

Il y en a qui vont apprécier particulièrement.

A Wall Street hier l'action Caterpillar a bondi de 7,67% à 39,46 dollars après avoir publié un bénéfice trimestriel supérieur au consensus et relevé sa prévision de résultat pour l'ensemble de l'année. (Reuters 21.07)

N'en jetez plus, les prisons sont pleines à craquer !

Plus de 82.000 peines d'emprisonnement ferme sont "en attente d'exécution", selon un rapport de l'Inspection générale des services judiciaires rendu public mardi par le ministère de la Justice.

Sur ces 82.153 condamnations "en stock" recensées en février, plus des deux tiers (69%) portent sur des peines inférieures à six mois et 22% sur des peines allant de 6 mois à un an. Une infime minorité (0,20%) porte sur des peines de plus de 10 ans, ce qui correspond tout de même à 132 condamnations. (AP 21.07)

Donc si l'on comprend bien, cela veut dire que 132 personnes jugées et déclarées coupables par leur justice, qui ont écopé d'une peine de prison de 10 ans, sont en liberté. Sans la source de cette information on ne le croirait pas ! On ne prend pas 10 ans de prison pour une bagatelle, alors on voudrait bien connaître la fonction de ces personnes dans la société.

Il y a fort à parier que s'il s'agissait de vous ou moi, nous ne bénéficierions pas d'un tel traitement de faveur de la part du ministère de l'injustice. Simple constat.

Le 23 juillet

La blague du jour.

Pour Michel Onfray, BHL, qui a confessé avoir plusieurs fois voté PS, n'est pas loin de devenir sarkozyste : "*Je ne suis pas bien sûr qu'il soit très loin de franchir ce pas-là.*" (LePoint.fr 22.07)

Non, qui l'aurait cru ? Toujours aux ordres ces journalistes !

Rocard fait-il partie du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ?

Sur France-Inter, Michel Rocard, qui est à l'origine de la CSG, demande au gouvernement l'application d'une taxe carbone sur les énergies "fossiles" que tous les consommateurs paieraient, pardon, Rocard est directement associé à l'application de ce nouvel impôt lorsqu'il dit : "*On va taxer un certain nombre de comportements*", le "*on*" fait bien du président de la conférence d'experts sur la contribution climat-énergie nommé par... Sarkozy, un acteur du gouvernement au même titre qu'un ministre ou secrétaire d'Etat.

Dites merci au PS de créer avec l'UMP un nouvel impôt.

Si "*c'est un impôt nouveau un peu particulier, il ne faut pas que cette ponction du pouvoir d'achat soit trop terrible*" pour les ménages, a assuré l'ancien Premier ministre.

UFC-Que Choisir dénonce mercredi dans un communiqué un "*hold-up fiscal*" consistant à "*taxer les consommateurs pour baisser les coûts des entreprises*".

"*Cette taxe carbone n'est rien d'autre qu'une mesure de TVA sociale déguisée sous un apparat écologique*", considère l'association en indiquant qu'elle "*combattra ces propositions qui, si elles étaient adoptées par le gouvernement, constitueraient le pire des scénarios pour le pouvoir d'achat des consommateurs*". (AP 22.07)

Vous avez vraiment envie de sauver le parti pourri de Rocard ? Mais au fait, vos réelles intentions, c'est quoi au juste ? N'aurait-on pas en droit de se poser cette question ?

Chien de garde du capital.

Au moment où des travailleurs jetés à la rue et au bord du désespoir menacent de faire sauter leur usine ou séquestrent des patrons ou cadres, ils sont condamnés en coeur par la direction de la CGT (et des autres syndicats) et la ministre de l'Economie C. Lagarde.

Sur France 2 elle a martelé "*Ce qui fonctionne, c'est le dialogue*" et "*condamner tous les actes de violence ou les situations de chantage parce que cela ne fonctionne pas*".

La lutte de classe ne se limite pas à des paroles... en l'air !

Un, le premier acte de violence, c'est de livrer ces travailleurs au chômage avec l'aval de l'Etat. Deux, le chantage consiste à ne pas avoir d'autre choix pour les travailleurs que de se plier aux lois du capital ou de remettre en cause la sacro-sainte propriété privée des moyens de production. Trois, ce n'est pas détruire leurs usines ou séquestrer leurs patrons que ces ouvriers devraient faire mais exproprier sans indemnités les propriétaires et les actionnaires en appelant la classe ouvrière a les imiter et à se soulever dans tous le pays.

Les travailleurs de ces entreprises mènent ces actions pour obtenir seulement des indemnités de licenciement supérieures à la législation. Pour la CGT, ils devraient se satisfaire de l'obole contenu dans la loi en vigueur et laisser agir à leur guise les capitalistes.

"*Ces combats pour les indemnités de départ (...) ne résolvent en rien les problèmes de fond*", écrit le syndicat dans un communiqué.

La direction de la CGT prend donc ouvertement position contre ce combat. Dans la mesure où elle refuse de s'attaquer au problème "de fond" qui devrait consister à mobiliser dans l'unité la classe ouvrière pour interdire les licenciements et que les combats pour de meilleures indemnités de licenciement ne peuvent évidemment pas le résoudre, en situant ces deux actions sur le même plan alors qu'elles s'inscrivent dans une perspective différente, la direction de la CGT en profite pour les condamner toutes les deux.

Le syndicat dit sa préférence pour le maintien des emplois et "*la reconquête industrielle*" par rapport à l'obtention de primes de licenciement supérieures aux obligations légales.

Pour autant, la CGT dit comprendre "*le désespoir qui gagne les salariés*" face au "*manque de dialogue social dans les entreprises*", mais apporte son soutien aux patrons !

Pour la direction de la CGT, il suffirait que les patrons virent leurs ouvriers en y mettant la forme et tout irait pour le mieux, sauf que les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille et ils ont raison. (lire l'intégralité des articles de presse dans les pages Info syndical et social du site)

Qui dirige le monde ? Les banksters !

Aux Etats-Unis, la banque d'affaires Goldman Sachs s'apprête à provisionner sans honte une enveloppe de quelque 20 milliards de dollars à affecter aux bonus à venir, soit la somme que le G8 alloue à la lutte contre la faim dans le monde ! (LeMonde.fr 22.07)

Et sur quoi repose la remontée de la Bourse des 10 derniers jours et les "bons" résultats annoncés par plusieurs banques américaines ?

Certes, leurs résultats du deuxième trimestre - dont l'ampleur a déconcerté l'opinion publique, qui les pensait exsangues - se nourrissent de commissions perçues sur des émissions de dette d'entreprises. Celles-ci sont utiles au fonctionnement de l'économie.

Mais ces bénéfices doivent aussi beaucoup aux activités de marchés. Le redressement de la Bourse a permis aux établissements financiers de se "refaire". De là à penser que ceux-ci se sont servis de l'argent public pour spéculer sur les marchés, il n'y a qu'un pas, vite franchi par les responsables politiques, certains économistes et, de façon plus surprenante, par d'influents décideurs économiques. (Le Monde 22.07)

Entre hypocrisise et impuissance. Christine Lagarde n'a pas mâché ses mots dans le Financial Times du 22 juillet : "*C'est une honte absolue que l'on puisse encore verser des bonus garantis pendant plusieurs années ou que certaines personnes songent à rétablir les vieilles façons de rétribuer avec un lien insuffisant entre rétribution et performance durable ou prise de risques.*"

La ministre de l'économie est au diapason de Barack Obama, qui, le 20 juillet, a porté un jugement sévère : "*On n'a pas l'impression, a-t-il dit, que les gens de Wall Street éprouvent le moindre remords pour tous les risques qu'ils ont pris ; on n'a pas l'impression que ce qui s'est passé ait provoqué un changement de culture ou d'attitude.*" (LeMonde.fr 22.07)

Pour rappel, 18 milliards de dollars de primes ont été versés en 2008 aux dirigeants des firmes de Wall Street. (La Tribune 22.07)

Les différents gouvernements doivent faire face à la crise du capitalisme en tentant à la fois de contenir le mécontentement grandissant de la classe ouvrière qui est la principale victime de cette crise, pour éviter une explosion sociale ou une révolution, et de répondre favorablement aux besoins exprimés par les institutions financières qui détiennent le pouvoir économique et ne supportent pas l'idée de devoir rogner sur leurs profits à venir, alors que cette crise a révélé qu'ils avaient déjà été largement hypothéqués par les gangsters de la finance.

C'est la contradiction irréductible entre les intérêts des deux classes en présence qui apparaît au grand jour.

Si l'on sait par avance de quel côté se placeront tous les gouvernements pour faire face à cette situation intenable à brève échéance, au côté des capitalistes, il n'en demeure pas moins qu'elle va créer des tensions dans leur propre camp sur la manière de s'y prendre pour affronter la mobilisation de la classe ouvrière. Une crise politique peut éclater demain aux Etats-Unis.

Derrière les prétentions des institutions financières de diriger à leur guise l'économie, se cache la concurrence acharnée pour dominer le marché mondial que se livrent les différents capitalistes, en premier lieu l'impérialisme américain dont les besoins sont collossaux pour financer son gigantesque déficit (1.800 milliards de dollars en 2010) et continuer d'assumer son rôle de gendarme à travers le monde.

On ne sait plus au juste à l'échelle mondiale combien de dizaines de milliers de milliards de dollars sont partis en fumée depuis deux ans que cette crise a éclaté, un trop plein de capital inexploitable, en imaginant que cette somme gigantesque aurait été investie dans la production de marchandises, elle

aurait contribué à saturer encore davantage le marché mondial et aurait favorisé la baisse des taux de profit, idée inconcevable pour l'aristocratie financière, valait mieux encore engoutir des centaines de milliards de dollars dans la production de forces destructrices plus rentables, financer la guerre en Irak et en Afghanistan par exemple...

Accélérer le développement du capitalisme ne peut que tendre à l'extrême les contradictions de ce système économique pourrissant et hâter sa chute, et tenter de le freiner par tous les moyens s'est avéré impossible à réaliser à terme, car il est impossible de changer les lois de fonctionnement du capitalisme.

La volonté affichée par l'aristocratie financière de conserver ses privilèges coûte que coûte, met en lumière l'incompatibilité qui existe entre les besoins de cette infime minorité de parasites et l'incapacité du capitalisme de satisfaire les besoins et aspirations grandissants de la population mondiale qui ne cesse d'augmenter aussi.

Tous les gouvernements vont devoir gérer cette contradiction avec des marges de manoeuvres de plus en plus réduites qui va se transformer en affrontements directs entre les classes, on ne voit pas comment ils pourraient retarder indéfiniment cette échéance. Et si le prolétariat sortait vaincu de ce combat, ils auraient les mains libres pour passer à la destruction de forces productives sur une autre échelle, vous voyez à quoi je fais allusion.

Le passage au socialisme est bien une nécessité historique.

Afrique du Sud.

Pour la deuxième journée consécutive, des manifestations ont dégénéré en émeutes mercredi dans le township sud-africain de Thokoza, à Johannesburg, ainsi que dans plusieurs autres quartiers pauvres du pays. (Reuters 22.07)

Le 24 juillet

D. Gluckstein (IO n°56) a encore pondu un éditorial en hommage au PS (et au PCF) dont il défend l'existence, c'est son droit, et c'est le nôtre d'en dire ce que l'on en pense. J'ai commencé à rédiger un article en réponse que je mettrai en ligne demain. Il a bien cité ceux qui voulaient la peau du PS, Valls et BHL notamment, mais il s'est bien gardé de citer ceux qui tenaient absolument à ce qu'il continue d'exister, par exemple Sarkozy par la voix de C. Guéant.

Que le PS soit plus utile à Sarkozy qu'à la classe ouvrière dont il est totalement étranger, chacun le sait, mais apparemment tout le monde n'en tire pas les mêmes conclusions. Le PS n'a jamais servi à autre chose qu'à mieux subordonner la classe ouvrière au capitalisme, à aucun moment il n'a aidé en quoi que ce soit la classe à se dresser contre le régime pour l'abattre.

Alors, dans le meilleure des cas, à quoi peut donc servir le PS sinon à participer à l'amélioration des conditions d'existence de la petite-bourgeoisie et accessoirement du prolétariat en les enchaînant davantage au capitalisme, dans le pire des cas, à interdire aux masses de trouver une issue politique à la crise du capitalisme. Dans tout cela, dites-nous qu'est-ce que la classe ouvrière a à y gagner ? Absolument rien ! Si demain le PC de Russie était menacé de l'intérieur de disparition, Gluckstein oserait-il en appeller aux bolcheviks Lénine et Trotsky pour le sauver en oubliant au passage Staline,

Brejnev, etc. qui en avaient fait un instrument d'asservissement du peuple russe au profit de la caste bureaucratique au pouvoir de 1924 à 1991 et du capitalisme ?

Trois petits tours et puis s'en vont.

Dans un article du 23 juillet intitulé Légitime défense, Yvan Lemaitre (NPA) écrit :

"*Oui, il faut que ça pète, mais tous ensemble, pour faire plier gouvernement et patronat et imposer la garantie de l'emploi et du salaire. C'est bien cet affrontement, cette explosion sociale, qu'il faut préparer.*"

Que la mobilisation parte de revendications économiques ou sociales, c'est une chose. Que cette mobilisation parvienne à faire reculer gouvernement et patronat ou leur infliger une défaite, c'est une chose. Mais quand on dit qu'il "faut que cela pète", qu'une explosion sociale se produise, si c'est dans la perspective de continuer de vivre comme avant, non merci, si maintenant c'est dans la perspective politique d'en finir avec le gouvernement et les institutions, là c'est autre chose et cela devient plus intéressant, on peut reprendre espoir qu'un changement fondamental de société est possible...

Affronter le gouvernement, c'est bien, encore faut-il savoir dans quel état d'esprit se trouveront les masses à ce moment-là, comment elles y auront été préparées (ou non !), dans quelle perspective politique. Nous savons que sans l'auto-organisation des masses dans des organismes politiques indépendants de l'Etat, il leur sera impossible de contrôler leur mobilisation et de lui donner une orientation correcte pour qu'elle progresse, car les appareils s'empresseront d'en prendre la direction et de l'orienter dans une impasse pour la pourrir. Tout gouvernement qui ne s'appuierait pas sur la mobilisation révolutionnaire des masses et n'aurait pas liquidé les vieilles institutions de l'Etat bourgeois, serait amené infailliblement à gérer la société pour le compte des capitalistes comme c'est le cas en Bolivie et d'autres pays d'Amérique latine.

La question est donc de préparer les masses à cette échéance sur le terrain politique, puisque c'est uniquement sur ce terrain que toutes les questions d'ordre économique ou sociale trouveront une solution.

En dehors d'une situation aussi tragique qu'une guerre qui sème quotidiennement son lot de souffrances et de malheurs et rend la vie insupportable à la quasi totalité de la population, au point qu'elle est obligée de se poser la question de savoir si elle aura encore demain un avenir dans la société telle qu'elle existe et s'il ne faudrait pas entreprendre de la changer sans attendre, tenant compte que nous ne sommes pas dans cette situation et que les masses disposent encore de moyens pour affronter les difficultés quotidiennes, qu'elles ne sont pas dans la situation d'autrefois où elles ne possédaient que les guenilles qu'elles avaient sur le dos en guise de biens matériels, que leur niveau d'instruction ou de connaissances est incomparablement plus élevé avec ce qu'il était au cours de la première moitié du XXe siècle, et que par conséquence leurs exigences sur le plan intellectuel se sont également développées, que le développement du capitalisme à l'échelle mondiale pose dorénavant directement la question de sa liquidation et du passage au socialisme à l'échelle de l'humanité, sans une élévation de la conscience politique des masses au niveau de la compréhension des obstacles à abattre pour avancer sur la voie du socialisme, une explosion sociale n'aura pas plus d'effet qu'un pétard mouillé. On pourrait préciser ou rappeler, que ce n'est pas une simple explosion sociale qui changera la société, mais une mobilisation permanente, croissante et révolutionnaire de l'ensemble des exploités qui viendra à bout du régime et donnera naissance à un Etat ouvrier.

Il faut se mettre à la place des masses pour comprendre leur état d'esprit, et ce n'est certainement pas

en leur appliquant nos propres critères qu'on pourra en avoir un aperçu correct.

Quand on dit que les masses ne possèdent rien, on entend par là qu'elles ne sont pas propriétaires des moyens de production, mais dans leur esprit, leur habitation quand elles sont propriétaires, tous les biens matériels qu'elles ont acquis ou accumulés, ont une certaine valeur à leurs yeux, elles peuvent se battre pour les conserver comme elles peuvent refuser de se battre pour ne pas les perdre, or une révolution pour vaincre doit entraîner l'ensemble des exploités dans le combat contre le régime en place et pas simplement une minorité, sinon on se retrouve avec notre pétard à moitié sec et à moitié humide, pas de quoi chasser un régime qui a plus de deux siècles d'existence et qui dispose d'une armada impressionnante de moyens pour résister.

De plus, les masses dans un pays comme la France savent pertinemment qu'elles sont beaucoup mieux lotis que le prolétariat de nombreux pays dans le monde, une partie importante d'entre elles peuvent penser qu'il est préférable de ne pas s'engager dans le combat pour préserver leurs acquis ou droits, ce qui est une erreur, mais il faut bien admettre que cette mentalité existe aussi.

Si ce n'est pas la situation objective telle que les masses la vive et l'interprète qui peut favoriser à elle seule la mobilisation de l'ensemble du prolétariat, il ne reste que leurs aspirations et leur niveau de conscience politique qui peut les conduire à se soulever, à condition qu'elles n'aient pas seulement une idée de ce qu'elles ne veulent plus, mais surtout qu'elles aient commencé à acquérir une idée assez précise de ce qu'elles veulent vraiment sur le plan politique.

A notre époque saturée de moyens d'information en tous genres, abreuvée quotidiennement de données provenant de la planète entière par les médias aux ordres, par la télévision, la radio, la presse écrite et Internet, les partis politiques, etc., la population est conditionnée et n'a pas forcément les moyens d'accéder aux données qui pourraient lui être utiles, elle est manipulée, mais d'un autre côté elle peut profiter des contradictions du système pour démêler le vrai du faux pour peu qu'elle s'en donne la peine, par hasard ou par chance parfois, donc au bout du compte elle se forge lentement et plus ou moins consciemment ses propres convictions. Cela ne lui suffit évidemment pas pour se forger une conviction des tâches politiques à accomplir et de l'objectif à atteindre, qui ne mûriront dans son esprit qu'au cours de l'évolution de la lutte de classe au contact de militants conscients.

D'où l'importance dès à présent de l'organisation de la classe et de participer aux comités d'unité initiés par le POI, afin de favoriser sa prise de conscience de la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme, de prendre la direction des affaires et son destin en mains. La question du combat contre les licenciements pose la question du pouvoir politique pour peu qu'on en a la volonté, et c'est uniquement en liant les deux questions que l'on peut favoriser la progression de la conscience politique des travailleurs.

Une charrette annoncée... qui fait des heureux !

L'équipementier télécoms Alcatel-Lucent a annoncé jeudi un projet de suppression d'environ 850 postes en France dans le cadre d'une restructuration lancée par le directeur général du groupe, Ben Verwaayen.

Il s'agit de la troisième mesure du même type depuis un an après le plan touchant les managers (198) et une vague d'externalisation (292), indique l'intersyndicale CFDT, CGT, CFDT et CFE-CGC dans un communiqué.

A la clôture en Bourse de Paris, le titre Alcatel-Lucent progressait de 2,68% à 1,8000 euro. (Reuters

23.07)

Régression sociale sans fin.

Le Parlement français a adopté définitivement jeudi le projet de loi sur la mobilité dans la fonction publique qui vise à faciliter les passages d'un corps à l'autre.

Il prévoit qu'un agent dont le poste est supprimé sera mis en disponibilité sans salaire, ou à la retraite, s'il refuse trois propositions de mutation.

Le texte autorise également le recours à l'intérim. Les administrations, tant de la fonction publique d'Etat que territoriale, pourront solliciter les entreprises de travail temporaire. (Reuters 23.07)

Ca passe ou ça pète !

Les salariés de l'équipementier automobile New Fabris en liquidation judiciaire ont décidé jeudi d'organiser une grande manifestation le 30 juillet prochain à Châtellerault (Vienne), la veille de l'ultimatum au delà duquel ils menacent de faire sauter leur usine. (AP 23.07)

Le 25 juillet

Un mot personnel pour se détendre un peu, si je puis dire, c'est le week-end et les vacances paraît-il.

Ce sont des militaires et non Madona qui a failli foutre le feu à Marseille. Mon épouse Magueswary m'a téléphoné d'Aubagne. Quand je lui ai expliqué l'origine de cet incident, elle m'a répondu que c'était scandaleux...

Je lui ai dit de faire attention à elle, je ne savais pas qu'il y avait une garnison de légionnaires à Aubagne, c'est bien notre chance qu'elle ait atterri dans cette ville, d'éviter d'être en contact physique avec ces militaires ou tout crâne rasé, de s'écarter d'eux quand elles en croisent dans la rue, mieux, de changer de trottoir pour éviter de prendre un mauvais coup qui pourrait lui être fatal, on ne sait jamais avec ces cinglés et ses deux valves cardiaques. Ce n'est pas de la parano, une simple précaution.

Elle est si faible qu'elle ne peut pas faire 500 mètres pour aller à un endroit et revenir immédiatement, elle doit se reposer avant de repartir. Elle est sujette à des baisses de tension imprévisibles, elle descend fréquemment à 8 et le moindre choc violent au niveau du coeur lui serait fatal. Les médecins lui ont expliqué qu'elle devrait vivre ainsi le restant de ses jours et qu'il n'y avait rien à faire, ce qui a de quoi vous foutre le moral en l'air pour longtemps. Bref, vous imaginez l'angoisse permanente qui m'habite à l'idée de la savoir seule en France.

43 fois le Smic !

Ou «*La tête à gauche*» et la main sur le portefeuille, pardon, sur le coeur, de qui s'agit-il ?

Vous aurez bien sûr reconnu Julien Dray du PS, qui, entre 2005 et 2008, a perçu tous revenus confondus la modique somme de 1 631 417 euros. Et comme cela ne lui suffisait pas pour maintenir son train de vie, de gauche évidemment, sur la même période, il a dépensé 2 087 678 euros. (AFP 24.07)

Si l'on divise 2 087 678 euros par 48 mois, on arrive à une dépense mensuelle correspondant à un revenu net dérisoire de 43 493,29 euros.

Au fait, «*La tête à gauche*», c'est le nom de la lettre de son association dans laquelle il continue de publier son point de vue, sans honte bien entendu.

On jugera à sa juste valeur l'euphémisme commis par D. Gluckstein dans l'éditorial du numéro 56 d'*Informations ouvrières* : "*en démocratie, l'existence des partis politiques est supposée refléter de manière plus ou moins déformée les intérêts de classe contradictoires*", dans le cas du PS c'est plus simple, on ne peut pas vraiment parler de "déformation", et au premier coup d'oeil on comprend quels intérêts il défend et dans quel camp il se bat.

Dites-moi en quoi ce parti aurait-il quelque chose à voir avec la classe ouvrière ?

Ils en appellent au gouvernement pour "*peser*" sur des négociations salariales.

La CFDT et la CGC ont signé vendredi un accord sur une hausse des salaires des employés de la restauration, liée à la récente baisse de la TVA, mais la CGT, FO et la CFTC ont refusé de parapher le texte, a-t-on appris de source syndicale, n'excluant pas d'exercer leur droit d'opposition à l'accord.

Stéphane Fustec, secrétaire fédéral de la CGT-Commerce, s'est dit "*très insatisfait de cet accord qui est une coquille vide*". L'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH, principale organisation patronale) "*dit qu'il y aura 5,6% d'aumentation, ce qui est faux. Les augmentations sont comprises entre 0,6% et 2% selon les catégories de personnel*", a-t-il assuré.

"*C'est beaucoup d'amertume pour nous*", a-t-il dit à l'Associated Press, en annonçant que FO, la CFTC et la CGT se rencontreront mercredi "*pour savoir si on exerce un droit d'opposition à cet accord qui le rendrait nul et non avenu, et nous permettrait de reprendre des négociations*". Il a également souhaité impliquer le secrétaire d'Etat au Commerce Hervé Novelli dans ce processus, le jugeant "*capable de peser*". (AP 24.07)

Pour un peu ils auraient voulu faire passer les patrons de la restauration pour des philanthropes ! Ah le partage des richesses en régime capitalisme, ce n'est plus ce que c'était, quel drame pour les bureaucrates qui apparaissent à visage découvert !

Voilà à quoi on arrive, à défaut d'appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale contre le gouvernement et le patronat, ils les légitiment !

Economie.

Deux titres optimistes relevés parmi les articles d'agences de presse :

"*La faiblesse du crédit n'empêche pas la reprise en Europe*" et "*L'activité se contracte moins que prévu dans la zone euro*", donc tout va pour le mieux, pas si sûr.

Il y a des hauts...

En une semaine, l'indice boursier mondial MSCI a progressé de 9 % pour atteindre son plus-haut de 2009. Youpi ! Attendez de lire la suite.

... il y a des bas....

C'est spectaculaire, mais sans commune mesure avec la grande époque. L'indice est toujours inférieur de 40 % au record absolu qu'il avait atteint en octobre 2007... (Le Monde 24.07)

Une "*ombre*" au tableau, le PIB britannique n'en finit plus de régresser.

Par rapport au deuxième trimestre 2008, en Grande-Bretagne l'activité économique enregistre sa contraction la plus importante depuis 1955, année où ces séries statistiques ont commencé.

Sur les trois mois d'avril à juin, la contraction ressort de 0,8% par rapport aux trois mois précédents. Sur un an, elle est de 5,6%.

"*Ce sont des chiffres vraiment épouvantables*", a commenté Ross Walker, économiste de RBS Financial Markets. "*Ils jettent une ombre sur la possibilité d'avoir une croissance au troisième trimestre.*" (Reuters 24.07)

Le chômage en France plombe leurs estimations...

"*Jamais les ménages français n'ont été aussi inquiets sur les perspectives de chômage que depuis deux mois. Cela pourrait renforcer les comportements de précaution déjà présents, avec un moindre recours au crédit, et ajouter aux menaces sur la consommation*", relève Cyril Blesson, économiste chez Seeds Finance.

"*Le ralentissement des prix et les mesures de soutien gouvernementales (prime à la casse, exonération de l'impôt sur le revenu, prime RSA,) vont continuer d'amortir les effets de l'augmentation du chômage sur le revenu et la consommation des ménages,*" estime Frédérique Cerisier, chez BNP Paribas. (Reuters 24.07)

Une fois épuisées les mesures ponctuelles ou artificielles, ils se mettent sous la dent la misérable prime RSA, c'est pour dire qu'ils sont prêts à râcler très bas pour se rassurer.

...et dans leur Union européenne, la situation est "*tout aussi inquiétante*".

Après trois années de diminution, le chômage des 15-24 ans a grimpé en flèche parmi les Vingt-Sept : 18,3 % d'entre eux sont sans emploi, révèlent des statistiques d'Eurostat.

Tout aussi inquiétant : la confiance des consommateurs est à son niveau plancher et leurs inquiétudes pour l'emploi restent très élevées. De quoi menacer une hypothétique relance. Les experts soulignent un ultime paramètre négatif : au cours des prochains trimestres, le taux de chômage de longue durée devrait croître "de manière significative". (Le Monde 24.07)

Bref, ils sont mal barrés...

Quant à la zone euro, elle est prise de "*contractions*", mais n'accouchera pas d'un monstre, c'est déjà fait avec l'UE !

L'estimation flash de l'indice des services dans la zone euro est montée à 45,6 après 44,7 en juin, ce qui constitue son meilleur niveau depuis octobre dernier, il y a neuf mois.

L'indice est depuis 14 mois d'affilée en deçà de la barre des 50 qui marque une contraction d'activité, mais il ressort nettement au-dessus du niveau de 45,1 attendu en moyenne par les économistes. (Reuters 24.07)

Ces gens-là sont des malades, 44,7, 45,1, 45,6, ouf notre indice se rapproche de 50, on ne va pas mourir, pas tout de suite...

... mais ils ont des raisons d'y croire...

Aux yeux des marchés, ce qui compte, c'est que partout dans le monde, l'effort de sauvetage des Etats a payé. Les banques centrales fournissent des capitaux quasiment gratis, les taux des emprunts d'Etat sont encore faibles, les maisons de courtage croulent sous les bénéfices, et les spreads de taux sont revenus à leur niveau d'avant le naufrage de la Lehman Brothers.

... à moins que tout cela ne repose que sur du vent !

Quand on y repense, il faut reconnaître que l'âge d'or des places boursières ne reposait sur rien de solide. Le présent "*âge d'argent*" non plus. (Le Monde 24.07)

Si on les les laissait faire, on en reviendrait à l'âge de pierre !

Le 27 juillet

Peu de dépêches intéressantes, des élections contestées un peu partout (Congo, Mauritanie), des émeutes ou des massacres ici ou là (Nigéria), des manifestations qui tournent à l'affrontement (Iran, Chine), la grippe A, les feux de forêt et le Tour de France passionnent les journalistes apparemment.

Peu de nouvelles des camarades qui se connectent sur le site, il aurait été intéressant de savoir les questions politiques qu'ils se posent pour alimenter la discussion. Aborder des questions sous des angles différents permet souvent de compléter ou de modifier les conclusions de certaines analyses, cela force à réfléchir à nouveau au rôle que jouent certains facteurs, à leur évolution, à leurs rapports avec le reste des éléments qui constituent une situation. Il ne faut pas craindre de se poser des questions déjà abordées à de multiples reprises.

Un jour un camarade m'a reproché de devoir sans cesse me démarquer des positions exprimées par d'autres, ce qui est faux. La plupart du temps, pour ne pas dire dans 95% des cas, je commence par forger ma propre opinion, et c'est seulement ensuite que je prends connaissance des analyses des uns et des autres, le plus souvent plusieurs jours après. J'ai passé le cap où j'en avais besoin pour comprendre la situation. A partir du moment où nous disposons des mêmes informations, je ne vois pas l'intérêt de réfléchir par procuration, je préfère me fier à mon expérience et ma méthode car je sais qu'aucun intérêt particulier viendra interférer dans mon analyse. La seule raison d'aller voir ce qui se passe chez les autres repose uniquement sur la recherche d'infos complémentaires sur un évènement que je trouverai pas ailleurs. Au moins quand je me plante, je ne peux m'en prendre qu'à moi-même, on doit assumer ses responsabilités et ses erreurs, c'est nécessaire pour progresser.

Je ne cherche pas à me distinguer à tout prix des autres formations politiques ou tendances, cette démarche serait désuète et grotesque. Je ne me demande jamais si d'autres partagent mes positions ou si je suis le seul à penser ainsi, ma petite personne et le modeste site que j'anime ne présentent

franchement pas suffisamment d'intérêt pour que je me pose ce genre de questions. J'agis comme bon me semble et je pense de la même manière, voilà tout. Savoir ce que les autres pensent devient sans intérêt lorsqu'on a cerné depuis déjà un certain temps les réelles intentions qui les animent ou les a priori sur lesquels reposent leurs analyses. Je n'éprouve évidemment du mépris pour personne et je me tiens régulièrement informer de l'évolution des positions des uns et des autres.

Que mes positions soient originales ou non, les camarades qui se connectent régulièrement sur le site s'en foutent autant que moi. Le site est un outil pour réfléchir, pas un catalogue de formules ou de recettes apprises par coeur. Un militant qui leur composerait un menu à leur place et tenterait de leur imposer, cela ne les intéresserait pas et il aurait raison. Je cause beaucoup trop pour être un manipulateur et je ne me vois pas écrire quelque chose pour produire un effet particulier sur quelqu'un, étant donné que je suis à 10.000 kms je ne vois pas vraiment quel intérêt pourrait avoir une telle démarche.

Un parti est lié plus ou moins par un tas de contraintes, son appareil et ses dirigeants, ses militants, ses différentes tendances ou courants, ses rapports avec les autres partis et appareils syndicaux, le gouvernement et les institutions, son équilibre financier, des échéances internes ou électorales, une campagne en cours, etc., ce qui n'est évidemment pas mon cas.

Pour conclure cette brève causerie sans grand intérêt je l'avoue, je suis crevé, quand on écrit un article on ne pense pas forcément à ceux qui vont le lire, par exemple lorsque j'attaque une position du POI je ne me demande jamais comment les militants du POI vont l'interpréter ou le prendre, tout simplement parce que cet article ne leur est pas destiné en priorité. Certains camarades me l'ont reproché. Il est vrai qu'en général on ne s'exprimera pas de la même manière en fonction de la personne à laquelle on s'adresse, il existe des usages qu'il faut respecter si l'on ne veut pas passer pour un rustre. Mais nous ne sommes pas dans ce cas de figure avec le site, j'écris ce qui me passe par la tête et les lecteurs prennent ce qui les intéressent et ignorent ou balancent le reste, c'est la règle du jeu et il faut être bon joueur, je me dis qu'on a rien à y perdre et tout à y gagner, puisque finalement l'objectif est de progresser ensemble.

Un dernier mot. En repensant au taux d'abstention lors des élections européennes et d'autres élections partielles ou locales, je pense que si l'on doit orienter notre combat contre le capitalisme et les institutions, on doit aussi réfléchir aux meilleurs moyens d'affronter l'obstacle que représente le dégoût ou la suspicion des travailleurs et jeunes envers la politique. On devrait peut-être traiter cette question en faisant un parallèle avec leur manque d'idéal, d'espoir dans l'avenir, le manque de confiance en eux aussi.

La fatalité qui semble avoir envahi les esprits, ne serait-elle pas le reflet ou le produit de notre propre inaction (et incompréhension) ? C'est une question que chaque travailleur peut se poser. On peut les aider à se la poser, non pas sur le plan individuel comme le font les médias et les partis inféodés au régime en cherchant à les culpabiliser et à leur faire endosser une part de responsabilité dans la situation, mais sur un plan général qui permet de passer au plan collectif puis politique, afin de parvenir à desserrer ou faire sauter le carcan de la pensée unique qui étouffe toute réflexion indépendante, toute perspective politique, tout espoir aussi.

Encore un mot, voilà que la machine à penser est repartie ! L'action ne sert pas forcément à grand chose si elle ne s'accompagne pas d'une élévation du niveau de conscience politique. On privilégie l'action en négligeant l'aspect intellectuel qui en est inséparable, du coup le profit est nul. On se contente des apparences en fait.

On privilégie la quantité par rapport à la qualité en se disant que mécaniquement et en bonne logique à un moment donné la quantité devrait se transformer en qualité, faut-il encore que cette logique soit dialectique. On peut répéter toute notre vie une multitude de fois les mêmes gestes sans jamais en comprendre la signification, en passant à côté. La plupart des gens ont cessé d'évoluer très tôt sur le plan intellectuel ou de la compréhension de la société. On assiste très vite à une sorte de blocage. On se pose toujours les mêmes questions exactement de la même manière, du coup on a obligatoirement les mêmes réponses, c'est rassurant au premier abord, donc on s'en contente.

On dit que l'être humain se distingue des autres espèces animales par sa capacité à transformer son environnement, à façonner la nature ou le monde à son image, plus précisément en fonction du développement de ses besoins, mais cette transformation est le produit de l'interaction de son action sur la nature et la représentation (déformée) qu'il s'en fait dans son cerveau, on assiste donc à une évolution matérielle et intellectuelle de la civilisation humaine. Et si elle n'est pas concomitante (se produire en même temps), c'est parce qu'elle se réalise en grande partie inconsciemment, il existe un décalage entre nos actes et leur portée, ce dont ils sont porteurs qui appartient à la fois au passé et au présent, et ce dont ils sont porteurs qui appartient davantage au futur, qui existe potentiellement en devenir sans toutefois que l'on puisse dire sur quelle nouvelle évolution concrète elle débouchera.

Cela pour dire que l'on peut très bien avoir participé à des centaines de grèves ou manifestations dans sa vie sans avoir évolué politiquement d'un iota depuis la première. La cent énième n'y changera rien si elle ne s'inscrit pas dans une perspective qui permet de relier à la fois le passé, le présent et l'avenir, si elle n'est pas vécue comme un moment particulier appartenant à un mouvement général orienté dans une direction précise, et c'est seulement en saisissant ce dynamisme que l'on peut prendre pleinement conscience du sens de notre action et comprendre le fonctionnement du processus complexe à la fois intellectuel et pratique qui nous conduit à passer à l'action.

Vouloir mobiliser la classe, c'est bien parce que nécessaire, mais négliger son mûrissement intellectuel parce qu'il ne pourrait se produire qu'en certaines circonstances qui n'existent pas encore, est une grave et tragique erreur. Des militants ont horreur que l'on parle de l'éducation des masses, cela doit leur faire penser au bourrage de crâne du maître d'école, au lavage de cerveaux des sectes, aux camps de rééducation staliniens, mais si l'on ne se donne pas les moyens de leur faire comprendre dans quel monde nous vivons en analysant minutieusement chacune de leurs expériences, on n'atteindra jamais notre objectif qui nécessite un haut niveau de conscience politique. C'était la conviction de Trotsky juste avant de nous quitter, je la partage totalement.

Puisque je cite le nom de Trotsky, très vite, qu'est-ce que le trotskisme ?

Pour moi être trotskiste, c'est adhérer à la théorie de la révolution permanente, ce n'est pas adhérer au trotskisme conciliateur qui a précédé la mort de Lénine et qui définit assez bien la plupart de ceux qui s'en réclament aujourd'hui parce qu'ils partagent le même défaut, mais au trotskisme qui succéda au léninisme en défendant précisément le léninisme, et ce n'est pas un hasard si les premiers ne se retrouvent pas dans le léninisme ou l'on abandonné.

Au passage, Trotsky a reconnu lui-même que c'était Lénine qui avait eu raison presque chaque fois dans leurs nombreuses polémiques, donc nos trotskistes n'en tiennent pas compte, ils préfèrent citer la lettre que Ioffé avait rédigée à l'intention de Trotsky avant de se suicider, dans laquelle il avait écrit que finalement c'était Trotsky qui avait eu raison et non Lénine. Sauf que pour moi, s'agissant de l'appréciation à porter sur les analyses ou positions politiques de Trotsky, je préfère m'en remettre à l'esprit critique de Trotsky lui-même qui était mieux placé que quiconque pour analyser à l'aide du marxisme ses propres erreurs et les rectifier, ce qu'il a fait admirablement bien. C'est à ce trotskisme-là que j'adhère, donc au léninisme !

Bonne semaine à tous les camarades, et que le camarade qui m'a écrit hier ne s'inquiète pas pour mon épouse Magueswary, la France n'est pas encore l'Inde ou la Tchétchénie !

La seule dépêche du jour.

Chine.

Quelque 30.000 ouvriers protestant contre le rachat de leur usine sidérurgique dans le nord-est de la Chine se sont battu avec la police et ont frappé à mort le directeur général de l'entreprise qui doit les reprendre, a affirmé samedi le Centre d'information pour les droits de l'Homme et la démocratie à Hong Kong.

Les salariés auraient reproché au directeur général d'avoir perçu environ 3 millions de yuans (environ 309.135 euros; 438.000 dollars) l'an dernier alors que certains retraités ne touchaient que 200 yuans (21 euros; 29 dollars) par mois. (AP 25.07)

Il faudrait dire aux ouvriers en France qui veulent faire sauter leur usine, qu'ils n'oublient pas avant d'attacher leurs patrons à l'intérieur. C'était juste une plaisanterie !

Le 28 juillet

J'ai en horreur le mensonge et toutes formes d'hypocrisie qui tournent à l'escroquerie permanente en politique. Notre rôle devrait être en principe de les dénoncer et de les combattre sans répit. Mais dès lors que l'on entend sauver un parti dont c'est en quelque sorte la seule raison d'être, le PS pour ne pas le nommer, ne se rend-on pas complice de ce parti qui passe son temps à tromper les travailleurs ?

Il y a quelque chose d'anti-dialectique et de furieusement opportuniste à affirmer que parce que le mouvement ouvrier aurait un jour créé ce parti -ce qui reste à démontrer, quelques décennies plus tard il mériterait qu'on vienne à son secours. Le tour de passe-passe consiste à ignorer l'évolution de son orientation politique en s'en remettant implicitement à un catalogue de bonnes intentions qui dès l'origine avait pour seule fonction de tromper les masses, ce parti n'ayant jamais eu l'intention de se donner les moyens pour pouvoir les appliquer un jour, y compris et surtout lorsqu'il était au pouvoir.

Qu'il ait pu faire illusion pendant un certain temps n'y change rien. On peut le concevoir facilement, faudrait-il encore se poser la question de savoir qui il a trompé ou plus précisément, qui s'est laissé tromper en connaissance de cause. On a pu se rendre compte que sans en avoir les moyens, la tactique qui consistait à se placer sur le terrain des illusions pour les combattre, était illusoire et une dépense d'énergie en pure perte. Et j'en veux pour preuve que même les militants du PS qui ont quitté ce parti ne regrette pas d'y avoir adhéré un jour, ce qui signifie que quel que soit le parti auquel ils ont adhéré ensuite, ils n'ont toujours rien compris à sa nature et ne sont pas acquis au combat émancipateur de la classe ouvrière. Car au mieux, ce sont des réformistes bourgeois à la Bernstein, ce qu'ils étaient au départ, des réformateurs du capitalisme qui n'ont pas du tout l'intention de le liquider, au pire ils ont rejoint l'UMP.

Se placer sur le terrain des illusions quand les idées dominantes sont celles de la classe dominante, conduit à permettre aux idées dominantes d'apparaître sous une autre forme sans que leur contenu n'en soit modifié pour autant, autrement dit, cela ne sert à rien, car les idées dominantes peuvent emprunter autant de formes que l'imagination le permet ou presque ou plutôt que les institutions et la

constitution le permettent.

Un gouvernement de front populaire peut donner l'illusion d'être un gouvernement ouvrier, mais il n'en demeure pas moins un gouvernement bourgeois. Lénine expliquait que ce n'était pas la composition du gouvernement qui déterminait sa nature sociale, mais l'Etat et les institutions en place. On pourrait objecter qu'entre février et octobre 1917, Lénine a combattu le gouvernement de front populaire en se plaçant sur le terrain des illusions des masses, en exigeant qu'il rompe avec les capitalistes. C'est juste sur le plan de l'agitation politique, encore faut-il avoir à l'esprit un autre facteur déterminant de la situation, la mobilisation révolutionnaire des masses et son auto-organisation dans les soviets dans lesquels les bolcheviks combattaient en défendant l'intégralité de leur programme politique, posant ainsi les bases d'une perspective politique au-delà du gouvernement de front populaire, d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire et d'un Etat ouvrier reposant sur les soviets.

Le combat sur le terrain des illusions n'a pas duré longtemps et les bolchevik l'ont abandonné au profit du mot d'ordre : Tout le pouvoir aux soviets !

Tout comme avec la tactique du front unique, celle qui consiste à se situer sur le terrain des illusions des masses pour les aider à s'en débarrasser, doit être employée avec mesure, elles n'ont pas une valeur universelle au point de pouvoir les employer dans n'importe quelle circonstance et pendant une durée indéfinie.

En 1917, les bolcheviks étaient en mesure de proposer immédiatement une alternative au gouvernement de front populaire, alors qu'en France, aujourd'hui comme hier, les conditions subjectives ont toujours fait défaut pour proposer aux masses une telle alternative, sauf à s'en remettre aux miracles qui ont tenu de lampes de chevet à nos révolutionnaires.

C'est un peu comme avec un malade. Il acceptera de prendre le traitement que vous lui proposer s'il sait qu'il a une chance de s'en sortir, mais dès lors qu'il se sait condamné, il envisagera forcément son éventuel rétablissement comme une illusion et refusera tout nouveau traitement.

Les illusions que les travailleurs ont pu avoir dans le PS et le PCF n'ont jamais dépassé le stade de l'amélioration de leur existence quotidienne, ils n'ont jamais cru qu'ils auraient la volonté de changer les bases économiques de la société qui auraient nécessité de liquider la Ve République. On ne peut donc pas dire que leurs illusions se situaient au niveau politique.

Ce n'est sans doute pas pour rien que l'on dit que les illusions ont la vie dure. Mais on ne peut les combattre efficacement que lorsque l'on est en mesure de leur opposer quelque chose sur le terrain pratique. Les bolcheviks étaient en mesure d'opposer au gouvernement Kerenski le pouvoir des soviets. Nous, de quoi disposons-nous face au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ? Rien ! Des beaux discours, des comités qui regroupent une poignée de militants.

Les illusions nous ramènent toujours à une question pratique où seulement elles peuvent être combattues et disparaître. Et c'est bien normal, à du vent on ne peut opposer que quelque chose de concret. Nos détracteurs voudraient lui opposer du vent, des bonnes intentions dont la mise en oeuvre serait fixée à une date indéterminée, cela ne peut pas fonctionner. On nous dira encore, mais que faites-vous de notre engagement présent ? Bravo, mais votre engagement ne se situe pas au même niveau que les illusions que vous prétendez combattre, vous n'avez ainsi aucune chance de les atteindre ou rien ne permet de l'affirmer catégoriquement, donc finalement vous les laissez courir parallèlement à votre engagement et loin de les faire disparaître, vous les retrouverez intactes

quelques années ou décennies plus tard. Encore un exemple frappant.

On peut entendre et lire : rejoignez notre combat nous ne posons aucun préalable, autrement dit, venez avec vos poches pleines d'illusions, pas de problèmes, ce n'est pas cela qui va nous diviser, etc. Une fois cette bataille terminée, qu'est-ce qui n'a pas bougé et demeure en place : les illusions qu'on a volontairement décidé de laisser de côté. Il y a donc les illusions qu'on est incapable de combattre dans certaines circonstances, et les illusions qu'on refuse de combattre, au nom évidemment du front unique qui sert de réceptacle à toutes les illusions.

Il y a un exemple très simple qui l'illustre parfaitement. Les membres du PS qui ont rejoint le PT ou le POI combattent au côté d'autres militants pour la défense des acquis, contre les licenciements ou la liquidation des services publics. Bien, mais dans quelle perspective politique ? Celle qu'ils avaient en tête lorsqu'ils étaient au PS, ils n'ont pas progressé d'un millimètre vers le socialisme, ils le disent eux-mêmes en rejettant la voie révolutionnaire qui seule permettra à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir. Ils étaient et ils sont toujours des réformistes bourgeois, l'illusion qui les habitait quand ils étaient au PS ne les a pas quittés d'une semelle. On veut bien admettre qu'une poignée d'entre eux ont progressé politiquement, mais ce n'est que l'exception qui confirme la règle, à quel prix, c'est peut-être une question qu'on serait en droit de se poser : l'inexistence d'un parti révolutionnaire. On ne détermine pas l'orientation d'un parti, sa tactique et sa stratégie dans l'unique perspective de recruter une poignée d'adhérents du PS ou du PCF.

Regardez, l'illusion que le capitalisme serait éternel en a pris un coup avec la crise, les travailleurs ont pris un gros coup sur la tête qui leur a fait une bosse, la bosse a commencé à faiblir d'intensité ou ils ne la sentent plus parce qu'ils s'y sont habitués, et la vie continue comme avant. Ne leur dites pas que croire à l'existence éternelle du capitalisme est une illusion ou une erreur, dites-leur plutôt qu'il n'existe actuellement aucune alternative concrète au capitalisme, là je suis sûr qu'ils seront d'accord avec vous, ensuite vous pourrez enchaîner...

L'illusion est le produit de l'absence de réponse pratique à une question. On s'accroche à une illusion temps qu'on n'a rien trouvé de mieux dans la réalité. Se placer sur le terrain des illusions pour les combattre quand on n'a rien de concret à leur opposer, ne peut conduire qu'à alimenter ces illusions.

Les travailleurs n'étant pas naturellement portés à se faire des illusions dans le PS ou à s'orienter vers ce parti, alors à quelles couches de la population s'adressent ceux qui veulent le sauver ? A la petite-bourgeoisie, aux intellectuels, aux classes moyennes, à des gens qui sont particulièrement privilégiés par le régime par rapport à la classe ouvrière, et qui n'ont évidemment pas du tout l'intention de le remettre en cause. Il s'agit de leur permettre de soutenir un parti qui leur rendra la monnaie de la pièce quand il sera au pouvoir ou qui défendra, en attendant et dans la mesure du possible, leurs intérêts particuliers en compagnie de l'UMP, autrement dit d'assurer la stabilité du régime... contre la classe ouvrière. (A suivre)

Quelques dépêches.

La religion comme instrument d'Etat pour mener la guerre contre les peuples, les diviser, dans l'intérêt de l'impérialisme.

La direction de la prospective, qui a succédé au Centre d'analyse et de prévision, a été dotée d'un "*pôle religions*" dirigé depuis le mois de juin par Joseph Maïla, qui a dirigé l'Institut catholique de Paris, le Centre de recherche sur la paix et l'Institut de formation à la médiation, et avait siégé au sein de la commission du Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France, précise le

Quai d'Orsay dans un communiqué. Des "compétences extérieures" participeront à la mission du pôle religions, précise-t-on.

Le ministre Bernard Kouchner avait en effet souhaité en août 2008 devant la conférence des ambassadeurs que soit accordée une plus grande place à "*l'étude du rôle des religions dans les relations internationales et dans les analyses qui guident notre politique étrangère*". (AP 27.07)

Rien d'étonnant de retrouver à la base de cette initiative un va-t-en-guerre admirateur de G.W. Bush. Au fait, un "*socialiste*" !

Encore un "*socialiste*" qui veut nous taxer davantage. Le cynisme en prime.

Michel Rocard et François Fillon ont tenté lundi de dissiper les craintes sur l'impact financier d'une future taxe carbone, le premier promettant une compensation pour certains ménages et le second un grand débat.

Alors que dans un premier temps, ils envisageaient de taxer seulement le dioxyde de carbone, Rocard en a rajouté une louche en prônant une extension à d'autres gaz comme le méthane.

"*Ca va augmenter le prix du gaz d'un petit 15%, ce qui est énorme*", a-t-il ajouté, tout en souhaitant que la taxe soit compensée pour une partie de la population. Tu parles, prends-nous pour des cons !

Qui va payer ? Toujours les mêmes.

"*Pour les ménages banlieusards lointain ou ruraux, ou qui vont au boulot la nuit quand il n'y a plus de transports en commun, le prix du carburant ou du chauffage est évidemment une charge plus grosse que dans les autres ménages, et ça il faut le compenser*", a-t-il dit. Cause toujours !

Cette nouvelle taxe pourrait coûter en moyenne par foyer 300 euros par an.

Tous responsables de la faillite du capitalisme qui conduit l'humanité au chaos.

Pour François Fillon, "*il ne s'agit pas de se donner bonne conscience, il s'agit d'affronter une urgence collective et pressante en se donnant des moyens compatibles avec le développement économique et la croissance dans notre pays*".

Les Verts toujours plus réactionnaires.

Daniel Cohn-Bendit, coprésident des Verts au Parlement européen, a appelé Nicolas Sarkozy à "*tenir bon jusqu'au bout*" sur cette taxe, dans un entretien publié lundi dans *Les Echos*. Réactionnaire jusqu'au bout !

Pourquoi ne pas taxer l'ensemble des travailleurs de l'UE ?

Parallèlement aux réflexions françaises, la présidence suédoise de l'Union européenne a annoncé qu'elle soumettrait prochainement aux ministres des Finances des Vingt-Sept l'idée d'une taxe carbone européenne. (Reuters 27.07)

Décidément on les aime ces "*socialistes*" et ces "*écologistes*", plus pourris les uns que les autres. Vous n'êtes pas assez taxés, alors sauvez le PS !

A quoi peuvent servir le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et le comité d'entreprise ?

L'entreprise SPIE Communications spécialisée dans les services informatiques a mis en place un système de géolocalisation. Concrètement, il s'agit d'un boîtier placé sur le véhicule et relié par GPS permettant à l'entreprise de localiser ses salariés en mission afin de les orienter vers un lieu d'intervention.

Reste que l'appréciation de ce nouvel outil technique divise. «*C'est un moyen d'améliorer la sécurité des employés et le service rendu aux clients en optimisant les distances. Ça permet de réduire d'environ 15 % le nombre de kilomètres par agent, sans parler des avantages écologiques*», assure Fariborz Farhoudi, directeur régional de SPIE Communication. «*C'est surtout une façon de fliquer les salariés*», rétorque Philippe Normand, délégué CFDT dans l'entreprise.

Fariborz Farhoudi dit ne pas comprendre la polémique et veut croire qu'il s'agit d'une simple résistance au changement. «*C'est d'autant plus surprenant que nous n'en sommes qu'à un stade d'expérimentation et que c'est le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) qui a porté ce projet, validé par le comité d'entreprise*». Tiens donc !

Pas étonnant que le 7 juillet Philippe Normand était... seul à manifester devant l'entreprise comme le rappelle le directeur régional.

Selon des techniciens ayant expérimenté le dispositif, la géolocalisation n'est pas le fond du problème. Tout en dénonçant certes l'infantilisation ou les risques pesant sur la confidentialité des informations, ils veulent d'abord exprimer leur mécontentement face à des conditions de travail qu'ils jugent de plus en plus difficiles. «*Ce gadget ne change rien, ça ne m'empêche pas de faire quatre départements dans la même journée*», peste cet employé de la région Est. «*Ce qu'il faut c'est plus d'emplois*», dit un autre. Voilà la bonne réaction ! (Libération.fr 27.07)

Comment ils manipulent les chiffres du chômage.

Le chômage a enregistré un recul inattendu au mois de juin en France, pour la première fois depuis un an, mais il continue de progresser si les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite sont pris en compte.

Cette baisse s'explique aussi par la forte hausse des sorties de Pôle Emploi pour "*cessations d'inscription pour défaut d'actualisation*" qui progressent de 19,3% sur le mois et concernent 33.300 personnes de plus qu'en mai.

Si l'on inclut les personnes exerçant une activité réduite, le nombre de demandeurs d'emplois s'inscrit par ailleurs en hausse de 0,3% sur le mois (+9.200 personnes à 3.634.800) et de 18,7% sur un an.

La ministre de l'Economie a souligné que "*même une reprise graduelle de l'activité ne devrait pas se traduire par un repli immédiat du chômage*". (Reuters 27.07)

Traduisons : les profits sont prioritaires sur l'emploi. On s'oriente donc vers une situation qui sera caractérisée par un chômage massif de longue durée. Ils n'ont rien trouvé de mieux pour soulager leur crise qui de fait pourra donner l'impression d'être maîtrisée à la Bourse, tandis qu'elle se développera sur le terrain social, et qui sait sur le terrain politique...

Les charrettes du jour.

Etats-Unis.

Verizon Communications fait état d'une baisse de son bénéfice trimestriel et annonce la suppression de 8.000 postes dans ses activités filaires qui viennent se rajouter aux 8.000 postes supprimés l'année dernière.

Hors éléments exceptionnels, le bénéfice par action s'est établi à 0,63 dollar par action, un niveau conforme aux attentes des analystes financiers. (Reuters 27.07)

Pays-Bas.

La grande poste néerlandaise TNT, spécialiste de l'express va supprimer 11.000 postes. (La Tribune 27.07)

Le 29 juillet

Manuel Valls dans une interview accordée au journal espagnol *El Pais* :

- "*Je regrette particulièrement chez les socialistes français la nostalgie d'une alternative au capitalisme. Une alternative qui n'a pas de sens*".

- "*Nous ne sommes pas capables d'assurer idéologiquement ce que nous faisons en pratique quand nous gouvernons. En plus, la pression de l'extrême gauche complexe certains socialistes français.*"

Il est bien ce Manuel Valls, il dit les choses telles que les dirigeants du PS le pensent à voix basse ou haute entre eux, on devrait l'encourager à persévérer !

Quand il dit avec ses collègues du PS qu'il considère qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme, il dévoile la vraie nature du PS qui n'a jamais été de remettre en cause le capitalisme. C'est parfait, autant que ce soient eux qui le disent plutôt que nous, car on pourrait nous taxer de manquer d'objectivité avec notre affreux esprit critique marxiste.

Il appelle les dirigeants du PS a cessé de faire preuve d'hypocrisie et de se faire passer pour des socialistes qu'ils ne sont pas et n'ont jamais été, il a raison, cela ne pourra que nous rendre service.

Il doit partir du constat que la petite-bourgeoisie, les intellectuels et les classes moyennes, et par extension l'ensemble des travailleurs sont suffisamment subordonnés au capitalisme, qu'ils doivent se dire que le capitalisme a définitivement gagné la partie contre le socialisme, et que par conséquence la perspective du socialisme ne doit plus apparaître chez eux qu'une vague et lointaine utopie, le temps passant, il ne reste plus en lice que le capitalisme que l'on peut aménager au mieux des intérêts des classes intermédiaires, sachant qu'il a toujours été reconnaissant envers eux de cette soumission bien comprise.

Le hic, c'est la crise du capitalisme qui rogne sur les privilèges accordés à certaines catégories de la population. Raison de plus pour se positionner en défenseur de leurs intérêts dans le cadre du capitalisme, puisque cet horizon est devenu indépassable, quitte à faire payer ceux qui sont les plus

nombreux, c'est-à-dire, la classe ouvrière, au nom bien sûr de l'intérêt général.

Mais là aussi il y a un hic, il y a une limite en toute chose, il n'est pas possible de pressuriser les travailleurs à l'infini sans prendre le risque d'une explosion sociale aux conséquences incontrôlables. Pas de problème, nous la materons avec l'arsenal répressif que Sarkozy à mis en place si cela se produisait, sinon on les maintiendra artificiellement à un niveau de pauvreté supportable grâce à la charité publique pour avoir la paix.

Qu'ils assument "*idéologiquement*" leur politique réactionnaire, cela permettra aux travailleurs de se positionner idéologiquement du côté du socialisme et des militants qui le défendent.

Question : comment pourrait-on ne pas se satisfaire qu'ils revendiquent ce qu'ils sont véritablement ? Qui aurait intérêt à ce que le PS continue d'employer un double langage ? Sarkozy bien sûr. Mais aussi ceux qui ont intérêt à camoufler leurs réelles intentions.

On nous dit que sans le PS il n'y aurait plus d'opposition dans ce pays et qu'il ne serait plus possible de lutter contre les dérives du régime. Premièrement, le PS les accompagne quand il n'en a pas pris l'initiative dans le passé. Deuxièmement, si le régime se durcissait et que cette république bananière se transformait en régime policier ou une dictature, cela nous forcerait à le combattre avec plus de détermination encore, depuis quand la crainte de la répression du mouvement ouvrier par le pouvoir en place constituerait-elle un obstacle à notre combat ?

On s'est habitué à vivre et militer dans du coton, sans se poser la question de savoir si ceux qui gouvernaient n'en tiraient pas un avantage. Les droits politiques de la classe ouvrière sont le produit des combats politiques d'autrefois dont les nouvelles générations ignorent absolument tout, elles pensent que puisque ces droits sont inscrits dans la Constitution, ils sont tout simplement le produit du développement du capitalisme, s'ils ne sont pas un jour tombés du ciel !

En février 1917, la classe ouvrière ne disposait d'aucun droit politique ou presque, ses militants étaient pourchassés, emprisonnés, torturés, assassinés, exilés, etc. L'acquisition de droits politiques au cours de la révolution de février 1917 va constituer un formidable élan au développement de sa lutte de classe, à son organisation et son mûrissement politique.

On ne cesse de se leurrer sur l'état d'esprit des masses, de raconter pour ainsi dire n'importe quoi. Par exemple quand on dit que nous défendons nos acquis, c'est vrai et c'est faux, nous nous disons "nos acquis" parce que nous avons conscience que ces acquis font partie intégrante de l'ensemble du combat du mouvement ouvrier depuis le XIXe siècle, parce que nous avons une conscience politique, mais pour l'immense majorité des travailleurs et jeunes qui n'ont pas de conscience de classe, les choses se présentent forcément autrement, ils n'interprètent pas ces acquis de la même manière, ils les interprètent de leur point de vue (déformé) soumis au carcan du capitalisme dont ils n'ont jamais réussi à se défaire.

Les masses sont devenues trop dépendantes du capitalisme, elles lui doivent trop -c'est en tout cas ainsi qu'elles voient les choses, pour le remettre en cause aussi facilement qu'on le voudrait. Pour supporter l'exploitation et l'oppression, la société bourgeoise a développé un tas d'expédients : loisirs, voyages, sports, télévision, vie associative, jeux, Internet, etc. qui leur donnent l'impression d'être libre et de profiter de la vie, pour un peu on aurait aucune raison de se plaindre puisqu'ailleurs dans le monde c'est bien pire. En dehors des 100.000 clochards rebaptisés SDF et des 3 millions de mal-logés, elles vivent relativement confortablement, elles sont entourés de tant de biens d'équipement qu'il ne semble rien leur manquer au point de gaspiller sans s'en rendre compte, le tout dans la plus

parfaite inconscience.

Je pense que ces sujets doivent être abordés dans l'éducation des masses, car si on ne les fait pas réfléchir à leur propre mode de vie et qu'on se contente de discours politiques qui ne retiendra leur attention que le temps d'une discussion, on n'est pas prêt de s'en sortir. On parle du combat pour leur rupture avec le capitalisme, sur le plan politique rien à redire, mais on oublie que rompre avec le capitalisme nécessite de remettre en cause aussi son propre mode de vie ou la perception que l'on a de sa vie, ou tout du moins de se poser des questions sur notre comportement dans la société dans tous les domaines pour éventuellement le modifier, de façon à ce que notre conception de la société et notre mode de vie correspondent le plus possible, bref, que la théorie ou nos idées et la pratique se rejoignent. De ce point de vue-là, la pratique politique et notre comportement dans la vie quotidienne doivent se rejoindre, un peu comme on ne peut pas être croyant le dimanche et athée le reste de la semaine, ou franc-maçon un jour et révolutionnaire le lendemain, il y a fatalement une erreur quelque part.

Si la rupture avec le capitalisme demeure uniquement du domaine de la théorie ou de la pratique politique quelques heures par semaine, autant dire que cela n'a qu'une valeur limitée, parce que dans la vie quotidienne on continue de se comporter comme un petit-bourgeois qui nourrit le capitalisme. D'ailleurs dans ces conditions-là, comment peut-on prétendre avoir rompu avec le capitalisme ? C'est comme les gens qui prétendent qu'ils ne sont pas attachés aux choses matérielles et qui doivent un jour se séparer de quelque chose, et qui déclarent que cela leur fait de la peine ou que cela va leur manquer, ces gens-là se leurrent sur eux-mêmes ou vous racontent des histoires. La rupture avec le capitalisme, c'est avant tout une remise en cause de fond en comble de l'ensemble de nos rapports à la société. Il est plus facile de combattre le capitalisme quand on a rompu tous nos liens avec lui, d'où la nécessité de mener ce combat en direction des masses.

Je ne prone pas une forme d'ascétisme ou de dénuement matériel total, ce que je veux dire, c'est que chacun devrait parvenir à réfléchir à sa manière de vivre et au sens qu'il pourrait donner à sa vie dans cette société dans laquelle on n'a pas choisi de vivre. S'il existe un minimum de liberté dans leur société, il existe peut-être là. Cela me fait penser aux gens qui ne peuvent plus se passer de la télévision et le jour où ils doivent s'en passer, au début ils s'emmerdent et se demandent bien comment ils pourraient passer le temps autrement, et puis les idées viennent, jusqu'au moment où ils s'aperçoivent surpris que la télévision ne leur manque plus. Ce n'est pas se regarder le nombril, c'est simplement prendre le temps de se pencher sur sa propre existence, afin qu'elle ne soit pas uniquement façonnée par la société, c'est commencé à se prendre en main sur un plan élémentaire et préparer le terrain à une remise en cause de l'ensemble des rapports qui régissent la société. La conscience du monde dans lequel on vit ne se développe pas de manière rectiligne ou suivant un schéma préétabli, il faut bien commencer par un bout, et comme nous avons tous vécu des expériences différentes, c'est à chacun de déterminer par quel bout il va entreprendre ce travail. Ah la notion de travail, comme elle est rebutante, encore travailler ! Eh oui, mais cette fois pas pour nous faire exploiter, mais pour arriver à comprendre pourquoi on est exploité, pourquoi la vie est ainsi faite d'inégalités croissantes et d'injustices criantes, etc.

Patron voyou.

25 salariés d'une entreprise de mécanique industrielle de Pontcharra, dans l'Isère, ont eu la mauvaise surprise d'apprendre la liquidation judiciaire de leur société, Constructions mécaniques Bernard (CMB), dans une note de service diffusée le vendredi 24 juillet. Le lundi suivant, ils trouvaient porte close. (LePoint.fr 27.07)

Concurrents et complices.

Le vice-Premier ministre chinois Wang Qishan a mis en garde les Etats-Unis contre des injections trop massives de liquidités sur les marchés alors que le monde cherche à stabiliser l'économie et à renouer avec la croissance.

Pour Pékin, l'accès au marché américain est vital, tandis que les Etats-Unis ont un besoin impérieux que la Chine achète leur dette pour financer un déficit qui pourrait atteindre cette année 1.800 milliards de dollars.

La Chine est le principal créancier des Etats-Unis. Elle détenait au 31 mai 802 milliards de dollars d'obligations émises par le Trésor.

"*Les relations entre les Etats-Unis et la Chine vont charpenter le 21e siècle*", a déclaré lundi le président américain Barack Obama. (Reuters 28.07)

Le 30 juillet

Les illusions ne durent que si on passe son temps à les cultiver.

Pas de bol pour le POI. Le 24 juillet, Sarkozy a refusé de recevoir la délégation du comité de Roquebrun pour le retrait du projet de loi de privatisation de La Poste. Misère, la police ne l'a même pas autorisé à déployer sa banderole sur les trottoirs très chics de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, quel monde ! Pire, et lors de la conférence de presse qu'il a organisé il n'y avait pas la queue d'un journaliste ! A se demander s'ils ne dépensent l'énergie et le temps des militants en pure perte...

Sarkozy serait-il par hasard autre chose que le représentant du capitalisme, des milliardaires, des banquiers et des rentiers ? On pensait qu'il en avait fait suffisamment la démonstration depuis qu'il est installé au Palais pour que la majorité des travailleurs le comprennent, mais non, ils doivent être apparemment trop cons, à moins qu'il y ait une autre explication.

Le POI respecte à la lettre les institutions, pour lui la légitimité du parvenu de l'Elysée ne se discute pas, et puis ils risqueraient de se faire du mal à se poser trop de questions, on ne sait jamais ce qu'on va trouver au bout...

La mémoire courte ou sélective.

Tiens, c'est comme la page qu'ils consacrent cette semaine dans *Informations ouvrières* au 10 mai 81. Tout ce qu'ils ont retenu, c'est "*Giscard battu, l'unité a vaincu*", cela nous fait une belle jambe, on a continué à avoir la même vie de merde pendant deux septennats, avec beaucoup moins de grèves faut-il rappeler, pendant que la Bourse battait des records... comme le chômage ! Un détail insignifiant puisqu'ils sont contents d'eux-mêmes et sont prêts à nous resservir le couvert.

En s'adressant à nouveau aux dirigeants du PS et du PCF pour qu'ils réalisent l'unité contre les licenciements, ils démontrent qu'ils n'ont tiré aucune leçon de cette tactique catastrophique qui pour eux à valeur de stratégie permanente ou d'objectif final.

Puisqu'ils n'aiment pas les militants qui se posent trop de questions, posons-en deux : sur quoi portent au juste les illusions des travailleurs ? Quel est l'ordre de priorité dans lequel ils faudraient les combattre : le capitalisme, les partis soi-disant ouvriers, le gouvernement, les institutions ? Je vous

laisse réfléchir et m'envoyer vos réponses argumentées, ce sera le devoir de vacances. A vos claviers !

Autre chose discutable dans ce numéro d'*Informations ouvrières*, en page 2 le caricaturiste reproche à Rocard d'avoir créé la CSG, le RMI et maintenant la taxe carbone. Plutôt maladroit. Faudrait-il en l'absence d'un travail supprimer le RMI que touchent plus d'un million de travailleurs ? Un vrai travail avec un vrai salaire serait mieux, nous sommes tous d'accord évidemment, mais au quotidien nous ne vivons pas d'hypothèses ou de souhaits jamais réalisés. Pendant qu'on y est, ne faudrait-il pas supprimer la CMU qui coûte les yeux de la tête à la Sécu ?

J'ai relevé page 6 une info inutilisable en l'état : "*Selon une étude, 8 034 millions de personnes vivaient en 2007 en dessous de ce seuil de pauvreté (910 euros par mois).*
Ce chiffre représente 60 % du niveau de vie médian, qui s'est établi en 2007 à 1 510 euros mensuels. ce qui signifie que plus de la moitié de la population vit avec moins de 1 510 euros par mois.".

J'avais abordé récemment ce sujet. On est pauvre quand on vit seul avec un salaire net inférieur à 1 510 euros par mois, on l'est moins quand on vit en couple avec par exemple deux salaires inférieurs à 1 510 euros par mois. Bref, on n'est pas plus avancé !

Deux dépêches.

Les Verts veulent-ils "sauver" la planète ou le capitalisme ?

A deux mois des élections législatives en Allemagne, les Verts se disent ouverts à tout type de coalition pour revenir aux affaires nationales, y compris à une alliance avec les conservateurs (CDU-CSU) de la chancelière Angela Merkel.

"*Nous avons eu plusieurs coalitions CDU-Verts avec succès au niveau municipal et même au niveau du Land de Hambourg cela fonctionne bien.*" rappelle le chef de file du parti, Cem Özdemir. (Reuters 29.07)

No comment ! L'article de Reuters est en entier dans la page *Info internationale* du site.

Pour eux : c'est "*la cerise sur le gâteau*" !

La banque d'affaires Lazard a renoué au deuxième trimestre avec les bénéfices, dégageant un profit supérieur aux attentes et augmentant son dividende de 25%. Le bénéfice net part du groupe est ressorti à 43,1 millions de dollars.

Le vice-président de Lazard Steven Golub a déclaré à Reuters était confiant sur les perspectives de l'activité de restructuration, en précisant que Lazard intervenait sur plus de 100 mandats de restructuration à l'échelle mondiale.

Restructuration rime avec licenciements, augmentation de la productivité donc du profit.

Le résultat opérationnel de l'activité de restructuration au deuxième trimestre a pratiquement triplé par rapport à l'année dernière pour atteindre un niveau record de 93,2 millions de dollars.

Le résultat opérationnel de l'activité fusions-acquisitions a chuté de 40% sur la période à 134,9 millions de dollars mais s'inscrit en progression par rapport au trimestre précédent où il était tombé à

96,4 millions.

Les commissions sur l'activité de gestion pour compte de tiers ont progressé de 15% par rapport au trimestre précédent.

Les actifs sous gestion sont passés de 81 milliards de dollars à 98 milliards grâce à un flux soutenu de souscriptions nettes mais demeurent inférieures au niveau de la fin du deuxième trimestre 2008 où ils atteignaient 134 milliards.

La hausse des commissions sur l'activité de gestion, "*c'est un peu la cerise sur le gâteau*", a estimé David Trone.

Le titre Lazard s'est envolé de près de 10% à la Bourse de New York. (Reuters 29.07)

Pas étonnant !

La spéculation est repartie de plus belle avec en toile de fond un chômage massif, son pendant quoi, donc non seulement la crise n'est pas terminée, mais ils vont devoir continués de vivre avec, avec à la clé l'angoisse permanente qu'elle ne débouche sur une radicalisation des masses.

La crise a éclaté une fois qu'ils avaient brûlé toutes leurs cartouches pour l'éviter. Ensuite, ils en ont rajouté une grosse louche à coup de déficit public exorbitant pour calmer le jeu. Et voilà que se croyant tiré d'affaire provisoirement comme si leur ardoise avait disparu par enchantement, ils reprennent leurs bonnes vieilles habitudes qui consiste à tabler sur des profits hypothétiques à venir. A force d'hypothéquer à l'aveuglette les profits à venir et d'hypothèses foireuses, il ne leur restera plus rien à gratter et à espérer, pour un peu ils vont bien finir par faire tout péter, aller encore un petit effort.

Le 31 juillet

Comme j'ai rédigé ce matin le texte sur le Honduras, je n'ai plus le temps de bavarder. J'aborde largement dans ce texte la question de l'Assemblée constituante, en montrant à partir de différentes expériences, qu'elle ne peut pas constituer un objectif politique pour la classe ouvrière, quel que soit le bout par lequel on aborde cette question.

J'ai mis en ligne *L'opportunisme et la faillite de la II° Internationale de Lénine, 1916* , il ne fait que 5 pages, je vous conseille de le lire attentivement en remplaçant le contexte de la guerre par la crise du capitalisme, c'est très instructif. En voici un bref extrait :

C'est pourquoi les opportunistes avisés sont avant toute soucieux de sauvegarder l'ancienne « unité » des vieux partis qui ont rendu de signalés services à la bourgeoisie en 1914-1915. Un des membres de la social-démocratie allemande a, en avril 1915, sous le pseudonyme de « Monitor », publié dans la revue réactionnaire Preussische Jahrbücher un article dans lequel, avec une franchise digne d'éloges, il exprime le point de vue de opportunistes de tous les pays du monde. Monitor estime qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie que la social-démocratie aille encore plus à droite : « Elle (la social-démocratie) doit conserver son caractère de parti ouvrier avec ses idéals socialistes, car la jour même où elle le perdra, surgira un nouveau parti qui reprendra, sous une forme plus radicale, le programme abandonné. » (Preussische Jahrbücher, 1915, n° 4, p. 51.)

(*signalés* veut dire remarquables - Lutte de classe)

Monitor a touché juste. C'est ce que de tout temps ont désiré libéraux anglais et radicaux français : des phrases à résonance révolutionnaire pour tromper les masses, afin qu'elles fassent confiance aux Lloyd George, aux Sembat, aux Renaudel, aux Legien et aux Kautsky, aux hommes capables de prêcher « la défense de la patrie » dans une guerre de rapine.

(On dirait dans le contexte actuelle toujours dans le même objectif, défendre le capitalisme au nom du socialisme - Lutte de classe)

Mais Monitor ne représente qu'une des variétés – franche, grossière, cynique - de l'opportunisme. D'autres agissent à couvert, subtilement, « honnêtement ». Engels a dit un jour : les opportunistes « honnêtes » sont les plus dangereux pour la classe ouvrière..."

Lénine fustige l'unité à tout prix, ils exhortent les ouvriers à rompre avec les opportunistes...

Alors, dirigeants du PS et du PCF soyez de bons socialistes ou de bons communistes, appelez avec nous à marcher sur Paris !!!

Une seule dépêche.

Les contradictions incontournables du système économique capitaliste.

"*Tant qu'il n'y aura pas de vraie reprise de l'emploi, il n'y aura pas de reprise économique, sachant que la consommation des ménages représente de l'ordre de 70% des économies*", selon Philippe Gijsels, stratégiste chez Fortis.

Pour lui, les plans d'économies jouent un rôle disproportionné dans les résultats des entreprises.

"*Tout vient des réductions de coûts sur une base de chiffre d'affaires affaiblie. Mais les réductions de coûts ne font qu'alimenter les pertes dans l'économie car si vous réduisez les coûts, vous ne faites qu'amputer les revenus de quelqu'un d'autre*", a-t-il souligné. (Reuters 30.07)

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Causeries août 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août

J'ai corrigé la faute contenue dans le dernier article mis en ligne, avec mes excuses. J'ai changé le titre sans modifier l'orthographe du verbe constituer ! (hier dans l'après-midi chez vous en France.)

Suite de la causerie.

J'ai lu hier non sans une certaine rage plusieurs articles provenant d'agences de presse ou de quotidiens nationaux sur ce qui semble bien être la fin pour les travailleurs de New-Fabris. Inutile de revenir sur le déroulement de leur combat que chacun a pu suivre.

J'ai relevé deux réflexions dans l'interview d'une employée parue sur Libération.fr du 30 juillet, qui résument selon moi l'état d'esprit de la majorité des travailleurs :

"*Maryse, comme ses collègues - qui se sentent appartenir à la classe moyenne - était «*heureuse*» : 1 600 euros net à 55 ans, après trente-quatre ans d'ancienneté, «*on n'allait pas au resto tous les jours, mais on vivait bien*». Corinne approuve : «*On se disait qu'il y avait pire que nous, mais maintenant, on ne peut même plus dire ça.*»".

On imagine que Maryse ne vivait pas seule et que son compagnon devait percevoir un salaire équivalent au sien, soit plus de 3 000 euros net par mois. Donc rien d'étonnant à ce qu'elle déclare qu'elle était "heureuse" et qu'elle "vivait bien", sans trop se soucier du reste ou trop se poser de questions, c'est moi qui le rajoute. Elle devait vivre dans l'insouciance que partagent un grand nombre de travailleurs qu'il n'y avait pas de raisons de s'en faire pour l'avenir, ce qui ne l'incitait pas vraiment non plus à se pencher sur le passé de la lutte de classe qui lui avait permis de "vivre bien" jusqu'à présent.

Que le développement de la civilisation jusqu'à nos jours ait été réalisé inconsciemment, nous le

savons. Par rapport aux différents stades de l'évolution de la société qui ont été successivement dépassés pour donner naissance à un nouveau développement de la civilisation humaine, qui correspondait au développement des forces productives et au passage à un nouveau mode de production, la difficulté du passage du capitalisme au socialisme réside dans le fait qu'il nécessite un niveau de conscience considérablement plus élevé qu'autrefois.

Les classes qui autrefois ont accédé au pouvoir étaient généralement issues de la classe qui disposait déjà du pouvoir, par exemple des nobles étaient acquis au capitalisme bien avant 1789, lorsque ce n'était pas le cas, la classe postulant au pouvoir disposait déjà de moyens (financiers) pour mener son combat contre la classe au pouvoir pour la renverser.

Temps qu'il s'agissait de remplacer une classe exploiteuse au pouvoir par une autre, il en ira ainsi, mais dans le cas du prolétariat la situation se présente différemment : la classe ouvrière qui ne peut pas prétendre exploiter une autre classe pour la bonne raison qu'elle n'a donné naissance à aucune nouvelle classe contrairement à la bourgeoisie qui l'a engendrée ou sans laquelle elle n'aurait pas existé, pour mener son combat contre les capitalistes la classe ouvrière ne dispose d'aucun pouvoir en dehors de ses organisations et partis pour mener son combat émancipateur.

Or, elle est très faiblement organisée sur le plan syndical et politique. On peut penser qu'il en sera toujours ainsi, et même si le taux de syndicalisation a pu atteindre 20 ou 25% des ouvriers à une époque, il n'en demeure pas moins que 75% ne l'étaient pas, le même constat est valable sur le plan politique en plus accentué.

Même s'il demeure possible de construire un parti communiste de quelques dizaines de milliers de militants en dehors d'une période révolutionnaire et dont l'effectif pourrait être multiplié par 10 lors de l'ouverture d'une crise révolutionnaire, il n'en demeure pas moins que le parti à lui seul n'est rien et que la mobilisation révolutionnaire de l'ensemble du prolétariat sera nécessaire pour prendre le pouvoir.

Cela implique compte tenu de l'évolution de la société, et particulièrement celle de la classe ouvrière qui recouvre l'ensemble des exploités, un niveau de conscience politique incomparablement plus élevé que celui qui avait été nécessaire à la bourgeoisie pour en finir avec le régime féodal. C'est là justement que le bas blesse.

Conjointement aux combats qui sont proposées aux masses pour défendre leurs droits et en acquérir de nouveaux, il faut impérativement les aider à élever leur niveau de conscience pour qu'elles puissent entrevoir leur avenir au-delà du régime capitaliste, temps qu'elles n'y seront pas parvenues, elles ne pourront pas vaincre les classes dominantes.

Il est faux de prétendre qu'il suffirait de participer à une grève ou une manifestation pour que le niveau de conscience de la classe progresse, sans orientation et sans perspective politique correcte c'est impossible.

Quand on vit depuis sa naissance 24h/24 dans le bain du capitalisme, il est extrêmement difficile de saisir son fonctionnement et ses contradictions, encore plus d'imaginer en sortir un jour, on en est littéralement imbibé jusqu'à la moelle. Alors ce n'est pas notre participation à une action ponctuelle qui suffira à nous faire rompre avec le capitalisme, il en faudra beaucoup plus.

On peut ajouter qu'une infime minorité seulement de la classe ouvrière participe aux grèves, aux manifestations, meetings, etc., tandis que l'immense majorité d'entre elle se contente de se laisser

vivre pour ainsi dire, cela n'est pas un reproche de ma part, une simple constatation, la responsabilité de cette situation incombant entièrement aux dirigeants du mouvement ouvrier.

Donc au moins 90% des travailleurs sont livrés à eux-mêmes sans disposer des moyens pour comprendre dans quel monde nous vivons, je crois que c'est de cette situation qu'il faut partir, au lieu de se voiler la face ou d'éviter d'aborder ce problème sous des prétextes tous plus ou moins malhonnêtes sur le plan intellectuel.

Il ne faut pas confondre le niveau de conscience de la classe avec son niveau d'organisation, si collectivement son niveau de conscience peut évoluer, la majorité de la classe ne sera jamais organisée. Son niveau de conscience doit croître qualitativement, alors que son niveau d'organisation doit croître quantitativement (et qualitativement évidemment!), tout est une question de mesure.

Comment toucher ces millions de travailleurs qui demeurent isolés ? A défaut dans un premier temps de pouvoir les organiser, comment pouvons-nous leur rendre accessible les principes du socialisme ? Vous me direz qu'on pourrait envisager de commencer par faire l'éducation politique des travailleurs qui sont déjà organisés, vous avez raison, c'est le devoir en principe des partis qui se réclament de la classe ouvrière de faire ce travail, si maintenant ils ne savent pas comment s'y prendre pour le mener à bien ou que cela ne les intéresse pas, on en restera toujours au même point. Pour ne prendre qu'un exemple, si on examine le contenu de leurs journaux et de leurs sites Internet, sur ces plans-là ils sont proche du zéro absolu !

Les travailleurs ont autant besoin de s'approprier les enseignements de la lutte des classes depuis le milieu du XIXe siècle, que d'acquérir la méthode du matérialisme dialectique qui seule permet de comprendre comment la société fonctionne et se transforme, à un niveau élémentaire qui a une grande importance, de pouvoir faire le lien entre nos gestes quotidiens, leurs causes et leurs conséquences, bref de commencer à vivre consciemment sa propre existence à défaut de pouvoir la changer dans l'immédiat. Mais cela représente déjà un formidable pas en avant, car cette expérience posera à un moment donné la question des moyens à mettre en oeuvre pour changer cette société qui nous pourrit la vie, la nécessité de s'organiser, d'aider les autres travailleurs à parcourir le même chemin que nous pour commencer à se délivrer du carcan du capitalisme qui tend à étouffer toute réflexion indépendante sur notre propre sort.

On ne peut pas prétendre faire renaître dans la tête et le coeur des travailleurs l'espoir d'un changement possible de société s'ils n'ont pas commencé à l'entrevoir eux-mêmes. Autrefois cet espoir leur était apporté du dehors, ils adhéraient à une idée nouvelle sans vraiment en comprendre le contenu et la portée. Depuis, dans le monde la social-démocratie a fait faillite et le stalinisme a joué le rôle de fossoyeur du socialisme, aborder les travailleurs sous cet angle ne peut donc conduire qu'à un malentendu ou un rejet, alors que vous êtes de bonne foi et n'avez pas l'intention de les tromper. Puisque ce nouvel obstacle ne peut pas être brisé de l'extérieur, c'est aux travailleurs eux-mêmes de se réapproprier le socialisme, de comprendre que c'est la seule alternative au capitalisme, ensuite la compréhension du rôle du réformisme bourgeois et du stalinisme ne sera plus qu'une formalité.

Quand Marx ou Engels rédigeaient pendant de longs mois des ouvrages dans lesquels ils n'abordaient pas que des questions politiques, des livres consacrés en grande partie à la philosophie, à l'anthropologie, au développement de la nature et des civilisations, etc., en abordant tous ces domaines à l'aide du matérialisme dialectique qu'ils prenaient le temps ou la précaution d'expliquer au passage, je ne pense pas qu'ils avaient l'impression de perdre leur temps ou de se livrer à cette activité par simple distraction, mais bien plutôt pour armer sur tous les plans les futurs militants des partis communistes, pour en faire autre chose que des agitateurs ou machines à propagande, pour former de véritables communistes, en plus de faire la peau aux tenants de l'idéologie bourgeoise ou

de l'obscurantisme. S'ils ont passé toutes les connaissances de leur époque au crible du matérialisme dialectique, c'était aussi dans la perspective d'aider les générations futurs de militants à se délivrer des oripeaux de la pensée bourgeoise, de l'idéalisme.

Nous devons faire le même travail, vaste chantier en vérité.

On dit qu'il vaut mieux une tête bien faite qu'une tête bien pleine. De nos jours la population a acquis un niveau d'instruction qui lui permet de comprendre de quoi on lui cause si l'on s'en donne les moyens, encore faut-il qu'on en ait la volonté. (A suivre)

Deux dépêches.

Le dialogue social : une corde passé autour du cou.

Les 366 salariés de New-Fabris sont au chômage, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi déclare : "*c'est le dialogue social qui a a gagné*".

Que vaut aux yeux de Maryse Dumas, n°2 de la CGT, la radicalisation de la classe ouvrière, je vous le donne en mille : "*La plupart du temps, ce sont des modalités d'action que je ne conseillerais pas aux salariés parce qu'elles conduisent à des impasses*", a-t-elle déclaré sur Europe 1. Qui en porte la responsabilité ?

Pour faire bonne figure, elle a ajouté : "*En même temps, lorsqu'ils les décident démocratiquement, la CGT est avec les salariés*", tu parles, la seule façon d'être avec eux serait d'appeler l'ensemble du prolétariat à déferler sur Paris, ce à quoi s'oppose la direction de la CGT. (Reuters 31.07)

Au fait, on a appris que les bouteilles de gaz qu'ils avaient déposé un temps devant l'usine étaient vides ! Ils ont au moins réussi à berner Escrosi sur ce plan-là.

Ils marchent sur des oeufs.

La forte baisse de l'activité économique aux Etats-Unis "*semble prendre fin*" mais la reprise sera vraisemblablement lente et progressive en raison des incertitudes qui continuent de peser sur l'emploi et l'immobilier, estime vendredi le Fonds monétaire international. (Reuters 31.07)

Le 2 août

J'écris le début de cette causerie un peu en avance parce que je n'ai pas de télé ce soir, il est 20h47.

Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais la façon dont les choses se sont pas passées chez New-Fabris me reste en travers de la gorge. Voilà le courriel que je viens d'envoyer à leur comité de lutte (newfabrisenlutte@yahoo.fr) et au camarade qui m'avait envoyé leur appel du 23 juillet.

"Bonjour,

Voici le mail que j'ai adressé à un militant qui m'avait fait parvenir un peu tard par courriel votre dernier appel du 23 juillet.

On ne se connait pas et je ne sais pas qui tu es ce qui ne facilite pas les relations, peu importe.

Je ne sais pas si tu bossais chez New-Fabris, mais vois-tu après réflexion, il y a un truc qui me chiffonne.

Renault et PSA vont racheter le stock de piéces de New-Fabris. Une fois qu'ils auront utilisé ces pièces, pour alimenter les chaînes, il va bien falloir qu'ils s'approvisionnent quelque part. Où ? En Pologne, en Roumanie, en Chine ? A quel prix, dans quelles conditions ? Quel est le statut du sous-traitant qui va leur fabriquer et vendre ces pièces ?

Ces questions pour arriver au constat que c'est bien Renault et PSA qui sont à l'origine de la situation de l'entreprise New-Fabris. C'est la première chose. Donc il y avait quelque chose à creuser de ce côté-là avant de jeter l'éponge, j'y reviendrai plus loin.

Seconde chose, la société New-Fabris existait depuis plus de 30 ans si j'ai bien compris. Le ou les syndicats se sont-ils donnés la peine de ressortir les bilans de toutes ces années-là pour voir combien de profits avait dégagé l'entreprise et où il était passé. Car dire que la société est en difficulté depuis un an ou deux, c'est une chose, mais quand il s'agit d'une entreprise qui existe depuis si longtemps, le minimum c'est d'aller voir un peu plus loin en arrière.

Tout cela pour dire qu'ils n'auraient pas dû accepter la proposition d'Escrosi. Je ne connais pas précisément la législation en vigueur, si elle est similaire à ce qui existe dans le cas de la signature d'un solde de tout compte, ils ont un mois pour dénoncer leurs signatures.

Pour savoir quelle entreprise va prendre le relais de New-Fabris pour alimenter Renault et PSA en pièces, il faudrait contacter au plus vite les syndicats de ces entreprises.

Je n'ai lu nulle part ce que je viens de t'écrire, peut-être que je suis à côté de la plaque parce que je ne suis pas sur place, mais j'ai comme l'impression qu'en fait tout le monde les a lachés ou personne ne les a aidés à poser les bonnes questions, je peux me tromper je le répète.

Il est clair qu'il y a un lien entre les multinationales Renault et PSA d'un côté, et je ne sais plus quel organisme financier qui avait racheté New-Fabris, et qu'il est donc de la responsabilité de Renault et PSA de casquer encore faut-il s'y prendre comme il faut. Peut-être que les gars de New-Fabris ont pensé à tout ce que je viens de t'écrire, dans ce cas-là autant pour moi.

Depuis que j'ai lu hier une dépêche qui annonçait que c'était la fin pour eux, je n'arrête pas d'y penser en me demandant qu'est-ce qui avait bien pu foirer. Ils auraient pu s'en prendre directement aux dirigeants syndicaux qui font le jeu des patrons et du gouvernement en refusant d'appeler l'ensemble de la classe ouvrière à se soulever pour interdire les licenciements puisqu'ils bénéficiaient d'une couverture médiatique, là non plus ils n'ont pas saisi l'occasion, à moins que le délégué syndical CGT soit une ordure, ce qui n'est pas à exclure évidemment.

Voilà ce que je voulais te dire et à transmettre aux ouvriers de New-Fabris s'il n'est pas trop tard.

Fraternellement."

J'ai voulu être bref, car pour étayer mon propos il faudrait que je recherche les dépêches des quatres dernières semaines, plus les articles provenant de sources diverses.

La même question se pose à chaque fois : ils ferment des usines, ils licencient des centaines de milliers d'ouvriers, mais quand la demande va repartir, où vont-ils faire fabriquer les pièces dont ils auront besoin ? En roumanie, en Pologne, en Chine ou dans un autre pays où la main d'oeuvre est meilleur marché, les impôts et les taxes moins importants, les profits mirobolants ? La logique de ce processus est facile à comprendre, les capitalistes ne sont guidés que par le profit qu'ils vont encaisser sans se soucier du malheur qu'ils répandent autour d'eux et dont ils sont les seuls responsables et coupables.

Est-ce qu'on doit accepter de vivre sous le régime du profit, de la concurrence, de la compétition, de la jalousie et de la haine, de la misère qu'il engendre ?

Et même dans les pays où ils réalisent leurs profits, la classe ouvrière est traitée comme une marchandise ordinaire comparable aux autres, qu'on prend et qu'on jette, qu'on surexploite en la laissant dans l'indigence et la pauvreté.

Le capitalisme est synonyme de sinistre social, de destruction sans fin, d'effroyables souffrances qu'il impose à tous les peuples. Il est donc temps de se soulever pour le renverser, c'est à cette conclusion que doit aboutir une discussion politique avec un travailleur ou un jeune.

On doit étudier le capitalisme dans sa forme économique et dans sa forme politique à l'échelle mondiale. La conscience des travailleurs doit évoluer sous ces deux formes, s'ils veulent un jour s'émanciper du capital.

Faire l'économie de cet aspect-là de notre combat, ce serait comme se couper un bras.

Qui craint de se poser des questions, craint d'aller vers le socialisme. Qui pousse la classe ouvrière à la violence, à la révolution ?

"La suppression de la propriété privée est-elle possible par la voie pacifique ?

Il serait souhaitable qu'il pût en être ainsi, et les communistes seraient certainement les derniers à s'en plaindre... Mais ils voient (...) que le développement du prolétariat se heurte dans presque tous les pays (...) à une répression brutale, et qu'ainsi les adversaires des communistes travaillent eux-mêmes de toutes leurs forces pour la révolution. Si tout cela pousse finalement le prolétariat opprimé à la révolution, nous, communistes, nous défendrons alors par l'action, aussi fermement que nous le faisons maintenant par la parole, la cause des prolétaires." Engels - les *Principes du communisme*, projet préliminaire du programme de la Ligue des communistes, octobre-novembre 1847.

J'allais vous quitter et une idée m'a traversé l'esprit à propos de l'Assemblée constituante. Apparemment, incapable d'être souveraine et de constituer, sa forme parfaite qui permettrait de l'être et de le faire ne serait-elle pas tout simplement le soviet ou son équivalent ? Une Assemblée constituante dans laquelle les partis bourgeois sont présents et dont les élus ne sont pas révocables, c'est ni plus ni moins qu'une Assemblée nationale telle qu'elle existe en France, non ? On se demandera alors si les partisans de ce genre d'Assemblée constituante ne se tromperaient pas par hasard de révolution.

Si on ne peut pas utiliser le mot soviet ou comité il faudrait lui trouver un autre nom qui cause à la fois à la classe ouvrière et à la petite-bourgeoisie puisqu'elle devra se rallier à la révolution. Nous voilà face à une question de terminologie qu'il faudra bien résoudre aussi. Assemblée populaire constituante ou souveraine, cela a un relent maoïste sans importance, les maoïstes sont en voie

d'extinction, ou Parlement du peuple souverain, dès lors que la révolution se déroule sous la direction de la classe ouvrière qui constitue la majorité de la population, cela ne pose pas de problèmes, le peuple c'est nous, ses adversaires, c'est la vermine capitaliste...

Bon dimanche camarades.

Les dépêches.

Maroc. Plus royaliste que le roi, pas toujours une bonne idée...

Les autorités marocaines ont saisi l'hebdomadaire francophone indépendant "Telquel" et sa version en arabe "Nichane" pour la publication d'un sondage d'opinion sur le roi Mohamed VI, annoncent des responsables officiels ainsi que le directeur de publication.

Selon Ahmed Benchemsi, directeur de publication des deux revues, "les numéros saisis renferment un sondage d'opinion sur les dix ans de règne du souverain. Cette étude montre, entre autres, que 91% des Marocains sont très satisfaits ou satisfaits de l'action du roi". (Reuters 01.08)

... à moins que le monarque marocain estime qu'il manque 9% à l'appel : intolérable !

Et puis quel mauvais précédent pour ce régime assurément démocratique, imaginez que demain ils doivent s'exprimer sur la politique économique de sa majesté, ce serait une catastrophe !

Honduras. Abattu pour l'exemple.

Un deuxième partisan du président en exil, Manuel Zelaya, est mort samedi matin, selon Sergio Rivera, qui dirige un syndicat de professeurs. L'enseignant de Tegucigalpa a succombé à ses blessures. Jeudi, il avait reçu une balle dans la tête, alors qu'il protestait contre le coup d'Etat du 28 juin.

Roger Vallejo, 38 ans, a été abattu, alors qu'il bloquait une autoroute, avec des milliers d'autres manifestants et que la police avait chargé à coups de gaz lacrymogènes. La police affirme qu'il a été tué par un autre manifestant.

Le 5 juillet, Isis Obed Murillo, 19 ans, a été abattu d'une balle dans la tête, sous les yeux d'un reporter de l'Associated Press, alors qu'il tentait, avec des milliers d'autres manifestants, de s'approcher de l'aéroport international de la capitale, où voulait atterrir Manuel Zelaya. (AP 01.08)

USA. A quoi sert la crise ? Réponse : une nouvelle concentration du capital.

L'agence de régulation du système bancaire américaine, le FDIC, a décrété vendredi la fermeture de cinq banques, ce qui porte à 69 le nombre de faillites bancaires depuis le début de l'année aux Etats-Unis.

En 2008, 25 banques américaines ont été fermées par les autorités, contre seulement trois en 2007. (Reuters 01.08)

Le 3 août

J'ai reçu deux courriels hier à propos de New Fabris, dont voici des extraits avec ma réponse :

"*Bonjour camarade,*

mais il faut faire attention car les salariés qui luttent contre les licenciements sont de plus en plus seul. Il n'y a plus de direction quelques fois sur les sites, les confédérations sont absentes au mieux, et les politiques... Donc les salariés font comme ils le peuvent.

Je ne suis pas un salarié de NEW FABRIS mais ouvrier d'une autre entreprise. J'ai pensé que t'informer de cet appel pouvait t'intéresser, rien de plus. A bientôt !... "

Tu as bien fait et je t'en remercie au nom des camarades qui se connectent sur le site.

Je ne me suis pas trompé en écrivant "*j'ai comme l'impression qu'en fait tout le monde les a lachés ou personne ne les a aidés à poser les bonnes questions, je peux me tromper je le répète.*".

Un vieux camarade de la CGT m'a écrit :

"*Jean Claude, ce matin (02 07 7h30) en buvant mon café avec ma femme et après que nous ayons entendu tous les deux cette information (la fin à New Fabris) je lui ai dit la même chose, plus le fait que maintenant les autres boites auront beau proférer des menaces elles ne seront plus prises au sérieux.*"

C'était le but des appareils qui jouent la carte de l'isolement et condamnent la radicalisation de la classe ouvrière. Mais quand même, le POI et le NPA se sont déplacés pour les rencontrer, ils n'auraient pas pu leur dire ce que j'ai écrit, les aider bordel ? Je ne dis pas qu'ils ne les ont pas aidés, ils ont été inefficaces tout simplement.

Tu auras compris que je ne me serais pas permis de juger les travailleurs de New Fabris, ils se sont battus comme ils ont pu, un bel exemple de dignité en vérité.

Fraternellement.

Cela m'a inspiré la réflexion suivante en fin de journée.

Mon père, menuisier en bâtiment, n'a jamais eu de conscience politique, il est resté réactionnaire jusqu'à son dernier souffle le pauvre homme. Cependant, parfois dans son discours, il y avait une pointe de vérité dont il ne percevait pas la portée évidemment.

Il détestait les "*socialos*" et les "*cocos*" qui pour lui étaient des charlots, il leur préférait "*le grand Charles*" qui lui au moins avait une vision capable de défendre la place de la France dans le monde, etc. C'est ainsi qu'il voyait les choses. Autant vous dire qu'on n'était pas vraiment fait pour s'entendre.

De Gaulle savait de quoi il parlait, qui plus est, il disposait du pouvoir pour faire ce qu'il disait, alors que les pitres de service n'étaient tout juste bons qu'à le critiquer sans jamais proposer quelque chose de sérieux. Il n'en démordera pas et quelque part on ne peut pas lui en vouloir, à mon père j'entends.

Mais nous, que proposons-nous de cohérent, de concret, de sérieux face au capitalisme, aux institutions, aux questions que se posent l'homme de la rue ? Rien en dehors de slogans et d'analyses, qui de chapitre en chapitre constituent un programme d'action qui ne répond pas vraiment à ses

questions.

Il faut aller au fond des choses, sinon on ne s'en sortira pas, j'écris on, car ce n'est pas à moi de faire ce boulot, je n'en ai pas les moyens, mais à nos dirigeants. Aller au fond des choses passe par l'analyse des situations les plus élémentaires de la vie quotidienne.

On a envie de dire à nos dirigeants, au lieu d'écrire des bouquins destinés à une infime minorité d'intellectuels, penchez-vous sur tous les aspects (rapports) de la société, cherchez les réponses correctes à toutes les questions que se pose la classe ouvrière, mettez votre talent et votre énergie au service de cette tâche sans tarder davantage...

Avant d'en arriver à des questions politiques de tactique ou de stratégie, les travailleurs veulent savoir comment serait gérée autrement la société jusque dans les moindres détails. Sans aller jusque là, ils veulent savoir comment nous nous y prendrions pour mettre en oeuvre notre programme économique et social, où nous trouverions l'argent ou les moyens matériels pour l'appliquer, quelles seraient nos relations avec les autres Etats, que deviendraient les vieilles institutions, quel sort on leur réserverait, la même question se poserait pour la constitution, comment fonctionnerait le pays au quotidien sur le plan économique et politique, que deviendrait dans une économie planifiée les petits-patrons, les artisans, les commerçants, les agriculteurs, comment nous résorberions le chômage, que faire des entreprises en faillite, comment nous éradiquerions la pauvreté des travailleurs, des jeunes et des retraités, comment nous nous attaquerions aux problèmes des banlieues, de la délinquance, de la violence, de l'insécurité, comment fonctionnerait la justice, quels rôles seraient attribués à la police, à l'armée, sur quelle base nouvelle elles seraient réorganisées, quel sort serait réservé aux lois en vigueur et par quoi elles seraient remplacées, etc.

Répondre à toutes ces questions par : nationalisation des grandes entreprises, rétablissement des services publics, abolition des lois anti-ouvrières votées depuis 1945, ou encore, c'est le bien commun qui guidera notre action et non plus la recherche du profit, etc., est juste mais beaucoup trop général et par conséquence très insuffisant, c'est fournir une réponse générale à des questions particulières qui nécessitent des réponses particulières et qui finalement ne répondent pas aux questions que les travailleurs se posent ou qui leur donne cette impression, ce qui revient au même.

Bref, ils posent des questions précises qui méritent des réponses précises que nous ne sommes pas en mesure de leur fournir, non pas par incapacité, mais parce que cela n'intéresse pas nos dirigeants qui ne comprennent pas à l'heure actuelle quel intérêt il y aurait à y répondre, alors que c'est la crédibilité de leurs politiques et de leurs partis qui est en jeu.

Du coup l'homme de la rue se dit à juste titre : tiens, encore de beaux parleurs et passe son chemin, ce dont on ne peut pas lui en vouloir, il exige la même rigueur où même davantage que celle qu'il réclame du gouvernement en place, partant du principe : on sait ce qu'on a mais on ne sait pas ce qu'on aurait à gagner à un changement de société compte tenu que dès qu'on pose une question sur son fonctionnement on n'obtient pas de réponses satisfaisantes ou pas de réponses du tout le plus souvent.

Cela me fait penser à ceux qui voudraient arrêter les centrales nucléaires demain matin et qui sont incapables de répondre à la question élémentaire : mais comment allez-vous produire le courant équivalent pour satisfaire la demande de la population et des entreprises ? Là on tombe dans la caricature, le grotesque qui caractérise les écologistes, mais c'est bien en ces termes que la population pose un tas de questions auxquelles elle voudrait bien qu'on apporte des réponses sérieuses avant de s'engager dans un parti ou le soutenir. C'est parfaitement légitime.

Finalement, la précision et la diversité des questions que se pose la population, nous donne une indication précieuse sur le niveau de conscience politique que le prolétariat devra avoir acquis pour envisager sérieusement un changement de société.

Les travailleurs sont prêts à changer de société, mais pas contre du vent ou ce qui leur semble être des chimères. Jusqu'à présent, il estime qu'ils ont plus à perdre qu'à y gagner à un changement de société, certes à tort ou par inconscience, mais c'est un fait d'où il faut partir. Ils savent pertinemment qu'il existe bien pire dans le monde que leur situation, les médias n'arrêtent pas de le marteler de long et en large quotidiennement.

Chat échaudé craint la pluie.

Avant de s'embarquer dans une nouvelle aventure au nom du socialisme, la classe ouvrière exige qu'on lui propose un projet complet de société qui tienne la route et elle a raison. Quelque part cela montre sa maturité d'esprit et qu'elle a intégré une partie de l'histoire du XXe siècle, même si c'est de façon déformée.

Au programme du parti, ses statuts, ses journaux ou revues théoriques, ses lettres ou bulletins, il faut s'atteler à préparer un document ou des fiches qui reprennent l'ensemble des questions que se pose le prolétariat en y apportant des réponses claires, détaillées et précises qui évidemment pourront évoluer dans le temps.

Pour alimenter ma démonstration, deux exemples me viennent à l'esprit.

Un jeune vous demande qu'est-ce qu'il doit faire pour trouver du boulot et vous lui répondez d'aller voir à l'Anpe ou dans les bôites d'intérim. Votre réponse n'est pas mauvaise, mais répond-elle vraiment à la situation de ce jeune ? Mais sait-il au moins rédiger une lettre de motivation, un CV ? Comment se présente-t-il quand il cherche du boulot ? L'air décontracté, les mains dans les poches, mal peigné en jeans et baskets ? Il doit déjà répondre à ces questions avant de se pointer devant un patron sinon il va se faire jeter.

Vous voyez qu'on peut très bien penser avoir la bonne réponse à une question, alors qu'en réalité elle ne sera d'aucune utilité à celui qui nous l'a posée, car on n'aura pas répondu en amont aux questions que la situation imposait. C'est comme si vous indiquiez à quelqu'un qui aurait oublié de se munir d'une récipient où trouver un point d'eau, cela ne lui servira pas à grand chose.

En gros, ce que je voulais dire, c'est qu'on pouvait avoir un programme correcte, mais qu'on était finalement incapable de le défendre, même si on prétend le contraire, et qu'il est vrai que sur ce plan-là, on ne vaut guère mieux que les autres, pas de quoi inspirer confiance, je me comprends dans le lot. Entre militants aguerris on peut se contenter de théorie et de politique, mais avec la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie et les intellectuels en particulier, c'est une autre paire de manches. (A suivre)

Je n'ai pas eu le temps de creuser quelques questions qui me sont venues à l'esprit hier :

- La division du travail à l'origine de la concurrence entre travailleurs.

- Faudrait-il, faudra-t-il, pourrons-nous, devrons-nous fermer la Bourse ?

- Comment faire quand le siège d'une entreprise est à l'étranger ? Si elle est installée en France, c'est qu'elle fournit des entreprises françaises...

Un petit mot perso.

Au fait, si la situation demeure aussi calme les jours prochains, je pourrais actualiser le site qu'une ou deux fois par semaine jusqu'à la fin août, histoire de faire quelques travaux avant la mousson.

Je vous en avais touché un mot il y a déjà plusieurs années et je n'ai encore rien fait, pareil avec ma moto qui n'a pas été en révision depuis 18 mois, mes dents ou mon pied gauche sous lequel a poussé quelque chose depuis plus d'un an déjà. Je ne peux pas être partout à la fois en vivant seul la plupart du temps, maintenir la maison propre et en ordre est ma priorité, m'alimenter correctement aussi, le reste, j'ai tendance à le négliger je l'avoue.

Bon courage à tous les camarades en ce début de semaine.

Quelques dépêches.

Algérie. Quand le gouvernement cède à la "*panique*" face à la crise.

Le gouvernement algérien a interdit aux banques d'accorder des prêts à la consommation aux particuliers pour, selon les analystes, limiter les importations au moment où les recettes issues du pétrole et du gaz sont en chute libre.

Cette mesure risque de provoquer la colère des consommateurs algériens qui ont recours à ces prêts pour acquérir des biens qui leur seraient autrement inaccessibles, explique un analyste.

Pour le quotidien *El Watan*, les autorités, inquiètes de la poursuite des importations malgré la crise, ont pris une mesure précipitée." *Le gouvernement panique*", écrit le journal. (Reuters 02.08)

Etats-Unis. Augmenter les impôts des classes moyennes.

Le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, a déclaré que Washington devait afficher sa volonté de réduire les déficits une fois la reprise engagée, y compris en augmentant les recettes fiscales si nécessaire.

"*Nous devons ramener (les déficits) à un niveau auquel nos emprunts au reste du monde seront stabilisés à un niveau raisonnable*", a dit Geithner lors d'un entretien accordé à la chaîne de télévision ABC.

"*Cela va nécessiter des choix très difficiles. Et nous devrons procéder de manière à ne pas alourdir injustement les fardeaux qui pèsent déjà sur l'Américain moyen.*" (Reuters 02.08)

C'est bien au "*reste du monde*" et à "*l'Américain moyen*" que l'impérialisme américain compte faire payer la crise mondiale du capitalisme.

Ils se suivent à la trace.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton effectue à partir de lundi et jusqu'au 14 août une tournée dans sept pays d'Afrique subsaharienne (le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Liberia, le Kenya, Cap Vert et la République démocratique du Congo) où l'influence de la Chine s'est fortement accrue ces dernières années. (Reuters 02.08)

J'ai faillu titrer sur un ton ironique : *Elle suit la ligne jaune*, mais je me suis ravisé en me disant qu'ils y auraient bien des individus malintentionnés pour me traiter de raciste.

Le 4 août

J'ai remise de l'ordre dans la présentation des pages infos de la page d'accueil.

Je n'ai pas vraiment le temps de bavarder aujourd'hui, cependant je voudrais poser une question : les travailleurs qui sont engagés dans des actions suite à l'annonce de leurs licenciements, tirent-il au moins quelque chose de cette expérience sur le plan de leur conscience politique ? Je n'en ai pas l'impression.

Je pose cette question après avoir lu que le délégué syndical CGT de New Fabris envisageait sérieusement de devenir... patron ! Est-ce la seule perspective qu'il nous reste ? Il veut acheter un camion pour faire des livraisons, et si cela marche bien, il en achètera un deuxième et embochera, etc. Pourquoi pas, mais à part cela ?

On ne va pas faire dans l'activisme qui ne sert qu'à nous épuiser, puis à nous démoraliser, détendons-nous un peu.

Trop gros La Talonnette !

Pour le *Daily Mail*, Carla aurait présenté son coach personnel, Julie, à Nicolas Sarkozy et elle lui aurait demandé de lui faire perdre deux tailles au prix d'un régime strict. (dontmiss.fr avec Yahoo.com) Elle ne dit pas comment ? Elle est comment Julie ?

Déjà qu'il a semble-t-il une jambe plus courte que l'autre qui caractérise son déhanchement lorsqu'il marche, et quand il est en position stationnaire, il fait penser à un tabouret bancal, sachant qu'on se tasse un peu en vieillissant et que les bonapartes de la Ve ont plutôt tendance à l'embonpoint, sauf De Gaulle qui était bien trop mesuré et Giscard aussi pincé qu'un corset, le petit frimeur pourrait prendre la forme d'une boule plutôt qu'une quille ; déjà qu'il est un boulet, souhaitons-lui la quille le plus tôt possible !

On pourrait l'appeler Tic-tac (Fric-frac pour faire la rime !), Traîne-la-patte (dit aussi Peine-la-rate !), s'il avait été boiteux on aurait pu l'appeler Tamerlan, mais on le voit mal concurrencer l'héritier de Gengis Khan monté sur un poney en conquérant de Samarkand, pardon, je voulais dire la colline de Neuilly, j'avais la tête ailleurs !

A l'heure où le petit Thiers fait main-basse sur l'Etat, la voix de la France dans le monde ressemble de plus en plus au piallement d'une bécasse à son crépuscule qui ne porte pas plus loin que l'enceinte du Palais, véritable camps retranché de la vanité et de la cupidité réunies, où la boulimie de pouvoir de ses locataires ne s'est jamais démentie depuis 1958.

Péter plus haut que son cul, avec tous les désagréments que cela peut occasionner à son entourage plus haut perché - les enfants sont épargnés, quelle chance ils ont ! n'a jamais été un gage de réussite ou transformé en fragrance supportable et fraîche comme la rose, les miasmes de la gastronomie française ou autre engloutie par un monarque.

Qu'avec les dents il s'en mette plein la panse comme un rentier, incite à penser qu'à part le ventre et les vents qui le ceinturent pour maintenir à bonne distance les mécréants, il ne restera à la plèbe qu'à le pendre par les tripes le moment venu !

Ils font des bénéfices qui se chiffrent en milliards d'euros...

HSBC Holdings, la première banque d'Europe, publie un bénéfice semestriel ajusté divisé par deux par rapport à l'an dernier à cinq milliards de dollars (3,5 milliards d'euros), conséquence de la montée des créances douteuses aux Etats-Unis, en Europe et en Asie.

Barclays a de son côté fait état d'un bénéfice de trois milliards de livres, 8% de plus qu'au même trimestre l'année dernière.

Pour les six premiers mois de l'année, le groupe HSBC Holdings affiche un bénéfice imposable ajusté de 5,02 milliards de dollars, contre 10,2 milliards sur la même période l'an dernier, un résultat légèrement supérieur au consensus Reuters, qui le donnait à 4,9 milliards.

"*Il est possible que nous ayons passé ou que nous soyons sur le point de passer le point bas du cycle sur les marchés financiers*", a déclaré son président, Stephen Green, dans un communiqué. "*Néanmoins, le calendrier, la forme et l'ampleur d'une éventuelle reprise de l'économie dans son ensemble restent hautement incertains.*"

... alors que ...

HSBC a annoncé que ses créances douteuses avaient bondi de 39% à 13,9 milliards de dollars, tandis que celles de Barclays ont bondi de 86% à 4,6 milliards de livres(7,8 milliards de dollars), et les créances douteuses pourraient dépasser neuf milliards de dollars cette année, contre 5,4 l'année dernière. (Reuters 03.08)

Le 5 août

Je vous conseille le lecture de l'excellent article sur la crise paru dans le numéro 76 de *Prométhée*. Tous les militants vont devenir des économistes incollables pour convaincre les travailleurs de la nécessité de faire la peau au capitalisme, ce sera déjà cela de gagné.

La dernière fois, c'était un article sur la crise du groupe CCI-T que j'avais mis en ligne et qui était du même niveau. Si je peux me permettre : bravo et merci camarades !

Cela étant dit, cela fait mal au coeur qu'on ne se batte pas tous ensemble dans la même structure, c'est incompréhensible à la fin, quel gaspillage de temps et d'énergie, et surtout quel exemple détestable on donne aux militants et aux travailleurs.

Voilà des militants formidables capables de rédiger des articles de fond d'une qualité hors du commun qui répondent à toutes les questions qu'on se pose ou presque, et dès qu'on aborde la question de se rassembler pour mener le combat ensemble dans le même parti, on se déchire comme des vauriens ! Cela n'a pas de sens et franchit les limites du ridicule à la fin. Quel intérêt a-t-on à demeurer plus longtemps dans cette situation, qui y a intérêt ? Parce qu'on serait de générations différentes, qu'on viendrait d'horizons politiques différents ou qu'on n'aurait pas connu les mêmes

expériences, on ne pourrait pas s'entendre ? Assez camarades, assez !

N'y aurait-il pas la place dans le même parti pour que chacune de nos sensibilités puisse s'exprimer librement ? Quoique les uns ou les autres pensent ou fassent, la confrontation des idées à quand même lieu, alors au lieu que cela se fasse indirectement par Internet interposé, pourquoi ne pas accepter que cela se déroule démocratiquement dans un esprit de franche camaraderie dans la même structure ? Cela vaudrait le coup d'essayer, qu'avons-nous à perdre, un peu d'amour-propre mal placé, quoi d'autres, je vous pose la question.

On a tout à y gagner, cela permettrait aussi de corriger nos erreurs, à condition de partir du principe que personne ne détient la vérité et qu'il n'existe aujourd'hui aucun dirigeant, aucune formation politique capable de répondre seule à toutes les questions que nous avons à résoudre, et que cela passera forçément par un travail collectif...

Au point où nous en sommes face à l'hécatombe de mesures antisociales prises par tous les gouvernements à travers le monde, et c'est loin d'être terminé, qu'est-ce que l'on risque à tenter de mettre sur pied une structure de transition vers la construction d'un véritable parti marxiste-révolutionnaire réunissant toutes les tendances se réclamant de la révolution socialiste internationale ? Avec comme perspective l'Internationale.

On a des désaccords, on polémique grave comme disent les plus jeunes, on s'engueule, bref, cela fait partie de la vie bordel, si on n'est pas capable de passer outre nos a priori ou nos ressentiments du passé, c'est qu'on n'est pas à la hauteur du combat qu'on prétend mener et de nos ambitions politiques, j'avais envie d'ajouter un mot mais j'aurais été grossier. Ah, comme je comprends que des militants de base s'impatientent et se replient sur eux-mêmes ! On ne peut franchement rien leur reprocher.

Rien ne dit que la barbarie l'emportera, réunissez d'urgence vos talents, vos capacités, vos expériences, votre énergie, au service de notre cause commune, cela devrait être notre priorité. Si comme l'on dit nous n'avons pas d'intérêts distincts de la classe ouvrière, démontrons-le !

Hausse du prix de l'électricité.

Le gouvernement propose dans un communiqué publié mardi, d'augmenter les tarifs d'électricité de 1,9% pour les particuliers à compter du 15 août et de 2,3% en moyenne, en comprenant les entreprises. (Reuters 04.08)

Leur remède à la crise : endettez-vous pour faire marcher la machine capitaliste et engraisser l'aristocratie financière.

Les immatriculations de voitures neuves ont bondi de 29,5% en Allemagne au mois de juillet, à 340.000 véhicules vendus, annonce l'agence KBA.

Ce sont au total près de 2,4 millions de véhicules qui ont ainsi été écoulés pendant les sept premiers mois de l'année, soit une augmentation des ventes de 26,6% par rapport à la même période de 2008, selon l'agence KBA.

Les petits modèles ont encore une fois été majoritairement plébiscités par les consommateurs au mois de juillet, augmentant la demande pour certaines marques comme Fiat, Peugeot, Renault et Skoda (groupe Volkswagen).

Le gouvernement allemand a mis en place en février une prime à la casse, qui alloue 2.500 euros aux propriétaires de voitures de plus de neuf ans désireux d'acquérir une voiture neuve. Cette mesure sera effective jusqu'à fin 2009. (Reuters 04.08)

Récapitulons le mécanisme :

1- La BCE prête de l'argent aux banques et institutions financières à des taux d'intérêt très faibles,

2- Ces organismes financiers prêtent ensuite une partie de cet argent aux Etats à des taux d'intérêt plus élevés en échange de garanties,

3- A l'étape suivante, les Etats reversent indirectement des centaines de millions ou des milliards d'euros aux industriels du secteur automobile dans le cadre de la "prime à la casse",

4- Donc finalement à l'industrie financière et aux banques puisque ce sont elles qui financent l'achat à crédit de véhicules neufs par des particuliers, les intérêts qu'ils verseront iront grossir leurs profits.

5- Vous ajoutez les intérêts du point n°2 au n°4, et vous vous apercevez que les banquiers s'en mettent plein les poches.

Plus dure sera la chute !

Les prix à la production de la zone euro ont enregistré une baisse record sur un an au mois de juin, accentuant le risque de déflation, annonce Eurostat.

Les prix à la production dans les 16 pays utilisant l'euro ont augmenté de 0,3% par rapport au mois précédent mais ils ont chuté de 6,6% en glissement annuel, la plus forte baisse depuis la création de la statistique en 1996.

Les prix ont par ailleurs reculé de 5,9% sur un an. (Reuters 04.08)

Cela valait bien quelques centaines de licenciements.

Caterpillar confirme ses prévisions de résultats annuels, déclarant qu'il anticipe un bénéfice par action compris entre 1,15 et 2,25 dollars hors coûts liés aux licenciements.

Le directeur général, Jim Owens, a également indiqué qu'il prévoyait une hausse de son bénéfice aux alentours de huit à dix dollars par action d'ici 2012 et des ventes "proches" des soixante milliards de dollars (41,62 milliards d'euros).

Le groupe prévient en outre qu'il entend maintenir ses dividendes en dépit du climat actuel. (Reuters 04.08)

Tout est à nous, non, tout est aux banquiers !

La hausse des bénéfices annoncée par Standard Chartered et BNP Paribas a conforté les investisseurs dans leur sentiment que le pire de la crise financière était passé pour les banques européennes.

UniCredit a pour sa part fait état d'un résultat du deuxième trimestre en net repli par rapport à il y a un an à la faveur d'une amélioration des performances des activités de marché.

Même UBS, malgré une perte trimestrielle plus marquée que prévu, a partiellement rassuré les investisseurs après qu'il est apparu que les comptes de la banque suisse, l'établissement européen le plus touché par la crise financière, ont été plombés par bon nombre de charges exceptionnelles.

Lundi, malgré la persistance de créances douteuses dans leurs comptes, HSBC et Barclays avaient également agréablement surpris les marchés avec des résultats jugés encourageants. (Reuters 04.08)

Le 7 août

Pas le temps de causer, j'étais parti sur une question dès 8 heures ce matin et elle m'a entrainé jusqu'à midi, je mettrai cet article en ligne demain le temps d'y réfléchir encore.

En lisant tous les jours des dizaines de dépêches et des articles, il m'arrive souvent de me dire : merde, j'ai encore mal écrit ce mot, par exemple *sensé* pour *censé*, les journées sont trop courtes pour tout relire et corriger. Il y a aussi plein de fautes dans les dépêches *cou* pour *coup* par exemple, j'en trouve tous les jours, c'est toujours plus facile de repérer les fautes des autres, c'est bien connu !

Plus sérieusement, j'ai relevé deux titres de dépêches intéressantes : *Hervé Novelli presse les restaurateurs de baisser leurs prix* et *Fillon demande aux banques de respecter leurs engagements.*

Quelle misérable manoeuvre de la part du gouvernement honni des masses pour leur faire croire qu'il n'y serait pour rien, alors qu'il est le représentant des intérêts des capitalistes. On avait déjà entendu le même discours hypocrite lors du G20 de Londres, depuis repris lors de chaque conférence des dirigeants du vieux monde.

Nouvelle-Calédonie.

Un protocole d'accord a été signé dans la nuit de mercredi à jeudi entre le syndicat indépendantiste calédonien USTKE et la compagnie aérienne locale Aircal, a-t-on appris auprès du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Cet accord a débouché sur la levée des blocages dès jeudi matin. (AP 06.08)

Venezuela.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé mercredi l'expropriation par le gouvernement des deux plus importants producteurs de café du pays.

Le gouvernement prendra le contrôle permanent des usines de Café Madrid et Fama de America d'ici trois mois, a-t-il précisé. (AP 05.08)

Etats-Unis.

L'activité du secteur des services aux Etats-Unis s'est encore contractée en juillet, et à un rythme plus marqué qu'en juin, montre l'enquête mensuelle de l'institut ISM.

Les services représentent environ 80% de l'activité économique aux Etats-Unis. (Reuters 05.08)

Le 8 août

Si on analysait la situation politique au premier degré ou en ne considérant que les faits bruts tels qu'ils sont portés à notre connaissance, il y aurait de quoi déprimer ou pire, se dire qu'on ne s'en sortira jamais.

Même si cette crise ne débouche pas sur une crise politique et un processus révolutionnaire, elle aura fait au moins un travail de sape en profondeur en faisant chanceler le capitalisme sur ces bases, elle aura contribué à marquer profondément les esprits et mis à mal l'idée que le capitalisme serait invulnérable et voué à une existence éternelle, bien mieux que de longs discours dans la plupart des cas.

C'est effectivement une expérience incomparable qu'est en train de vivre la classe ouvrière, qui devrait en principe l'éclairer sur le fonctionnement du capitalisme ou tout du moins la faire douter sur sa capacité à remplir encore un rôle progressiste. Or, il n'y a rien de pire que le doute pour miner une conviction acquise, ce n'est pas une tautologie, car au-delà du doute il y a la recherche d'une conviction nouvelle qui dans les conditions actuelles prendra forcément encore du temps, en dehors d'évènements rares et exceptionnels qui vous font basculer d'une conviction à une autre pratiquement simultanément, ce qui se produit quand la situation est mûre pour le déclenchement d'une révolution par exemple ou au cours de celle-ci, on ne se forge pas habituellement une nouvelle conviction en 24h.

Cela me fait dire encore une fois qu'il faut aider la classe ouvrière à se forger la conviction que la survie du capitalisme ne peut engendrer que chômage, davantage de précarité et de pauvreté en France et dans le monde, de guerres et de souffrances pour tous les peuples.

Cette crise force en principe chacun à repenser son avenir dans la société, mais rien n'est sûr ou acquis non plus de ce côté-là. Sans alternative crédible au capitalisme, il est clair que personne n'a envie de se lancer à l'aventure dans une nouvelle expérience débouchant sur la remise en cause des fondements économiques de la société actuelle.

Le socialisme ayant été malmené (sic !) au cours du XXe siècle par le réformisme bourgeois et les différentes versions du stalinisme, s'il est bien la seule alternative sérieuse au capitalisme, il n'en demeure pas moins qu'il doit reconquérir la tête et le coeur des masses pour qu'au détour d'une crise du capitalisme on puisse espérer mettre à bas le régime, sans attendre que le développement du capitalisme ait atteint un niveau comparable dans la plupart des pays sur tous les continents, échéance qui ne pourra pas être atteinte avant encore de nombreuses décennies, et qu'ainsi le capitalisme poussé dans ses derniers retranchements, la situation soit plus favorable que jamais à la révolution sociale internationale.

L'article que j'ai écrit hier traitait cette question, je ne sais pas si je vais le mettre en ligne car il aborde la situation mondiale de manière trop générale, je vais y réfléchir.

Que la révolution se produise demain, dans dix ans ou plus, la question qui se pose à nous n'est pas de savoir quand elle se produira, mais si nous serons prêts pour l'organiser et en prendre la direction, ce qui nécessitera forcément que l'état d'esprit des masses y soit préparé si nous voulons vaincre.

C'est à nous de prendre le relais de la crise pour gagner les masses au socialisme. Puisqu'il n'est pas question de leur dire de laisser tomber leurs illusions pour faire la révolution demain, il faut s'y prendre autrement pour qu'elles se saisissent elles-mêmes du socialisme. Par exemple, une fois

rassurées qu'on ne va pas leur proposer de se lancer dans une aventure les yeux fermés, il n'est pas interdit de leur demander de réfléchir ensemble à la question que pose les contradictions du capitalisme, d'étudier ensemble comment une alternative sérieuse au capitalisme pourrait être envisagée.

On passe notre temps à s'attarder sous tous les angles sur les conséquences de la survie du capitalisme, c'est nécessaire et incontournable lors d'une prise de contact, là on se montrera prolixe, mais on néglige de s'attaquer aux causes, aux racines, aux fondements du capitalisme qui demeurent obscurs pour l'immense majorité des travailleurs et des militants.

Vous me dites que fumer est mauvais pour la santé et provoque le cancer. Est-ce suffisant pour arrêter de fumer ? Non dans 90% des cas. Pourquoi ?

Tout d'abord, c'est vrai et c'est faux à la fois, le soi-disant doyen de l'humanité qui s'est éteint il y a quelques jours, un Britannique, peu de temps avant sa mort il avait expliqué goguenard qu'il avait tenu le coup si longtemps grâce aux jolies femmes qu'ils s'étaient envoyés à la pelle, à l'alcool dont il n'avait pas toujours usé sans modération et la cigarette qui lui tenait toujours compagnie.

Alors bien sûr que fumer n'arrange pas la santé et que cela peut provoquer un cancer ou réduire notre espérance de vie, mais vous savez, on meurt bien d'autres choses encore jeunes et parfois plus soudainement et violemment que le tabac, donc vous pouvez garder vos arguments pour vous, je continuerai de fumer si j'en ai envie.

Et puis, par quoi remplacer avantageusement cette foutue cigarette ? Rien, sinon des kilos en trop parce qu'on compense en se gavant de saloperies sucrées ou salés qui vous boucheront les artères ou vous fileront du diabète, tu parles d'une solution, vous me proposez un mal pour un mal, vaut mieux encore continuer de fumer puisque j'y suis. Tout le monde ne prend pas de l'embonpoint en arrêtant de fumer, certes, mais le risque existe. Et vous oubliez le bénéfice que je retire de la cigarette, en moins de cinq secondes mes neurones sont exités, ma capacité intellectuelle est disponible, si j'arrête de fumer, le matin comment je vais faire pour bosser au rythme qu'on m'impose, devrais-je doubler ma ration de caféine ou m'envoyer un cognac en plus ?

Alors il ne vous reste plus que votre propre volonté pour changer vos habitudes. Il faut que je sois convaincu qu'en changer m'apporterait quelque chose de positif. Pourquoi ne pas essayer après tout, cela ne coûte rien.

Le socialisme, essayez-le et vous l'adopterez ! C'est concis, cela fait slogan publicitaire, sans doute, n'oubliez pas que les masses les ont intégrés dans leur mode de vie. Mieux : le socialisme, vous ignorez ce que c'est, alors essayez-le et vous l'adopterez !

Molex. Ils ne font que cela prendre leurs responsabilités.

"Je ne peux pas imaginer que des actionnaires américains ne fassent pas face à leurs responsabilités et ne soient pas en mesure de reprendre un dialogue apaisé et serein avec les pouvoirs publics et avec les salariés", a avancé la ministre de l'Economie. (AP 07.08)

On croit rêver, comme si les actionnaires américains en avaient quelque chose à faire ! Lagarde veut faire passer l'aristocratie financière pour des gens comme les autres, alors qu'ils ne sont capables que de calculs froids et cyniques pour empocher toujours plus de dividendes. Pour un peu ils mériteraient le respect des travailleurs !

Des banquiers forcément compléhensif... envers eux-mêmes !

"On est en train de faire un procès, comme on aime bien en France, sur les banques", a commenté Jean-Marie Gianno, administrateur salarié de BNP Paribas et par ailleurs membre du syndicat CFDT, lors d'un entretien téléphonique avec Reuters.

"Je peux concevoir que des rémunérations élevées puissent choquer. Sauf que si ça doit choquer, il faut que ça choque partout et donc fixer des limites sur les bonus des traders au plan mondial, et pas seulement pour certains en Europe. Sinon il y aura un risque réel de délocalisation de la matière grise", a-t-il ajouté. (Reuters 07.08)

"Les banquiers, collectivement, doivent comprendre qu'on a changé d'époque et qu'on ne joue plus selon les mêmes règles", a souligné Christine Lagarde. (Reuters 07.08)

A ceci près que celui qui détient le cordon de la bourse ou de la Bourse détient le pouvoir, Lagarde n'est qu'une marionnette entre leurs mains. Cependant, c'est son boulot de présenter les milliards engrangés par les banquiers dans un joli paquet cadeau acceptable par la population, ils l'ont placée à ce poste pour cela. Les travailleurs apprécieront forcément.

La compétition internationale fait rage.

Après deux mois d'amélioration, le déficit commercial français s'est dégradé en juin pour atteindre 4,0 milliards d'euros, sous le coup d'une baisse de 1,7% des exportations alors que les importations augmentaient de 1,3%.

L'Allemagne au contraire a affiché un excédent commercial en hausse à 11,0 milliards, avec un bond de 7% des exportations qui est sans précédent depuis septembre 2006.

Les exportations allemandes ont atteint 67,4 milliards d'euros, plus du double des françaises qui sont stabilisées à 27 milliards depuis le mois de février.

Selon des données de l'OCDE, la part des échanges des biens et des services représentait en 2007 43,4% du produit intérieur brut de l'Allemagne, premier exportateur mondial, contre 27,5% pour la France, qui se classe au cinquième rang.

Dans la seule industrie manufacturière, les exportations ont chuté de 21,8% sur un an en juin tandis que les importations ont baissé de 18,5%, relève-t-il. (Reuters 07.08)

Etats-Unis.

Les entreprises américaines ont supprimé 247.000 emplois en juillet, le chiffre le plus faible enregistré depuis le mois d'août de l'an dernier.

Depuis le début de la récession en décembre 2007, l'économie américaine a supprimé 6,7 millions d'emplois, a précisé le département du Travail, ajoutant que les effectifs du chômage de longue durée, eux, continuent d'enfler.

Les suppressions de postes ont encore touché l'ensemble des secteurs de l'économie le mois dernier mais le rythme des licenciements à nettement ralenti par rapport aux mois précédents.

L'emploi manufacturier a ainsi perdu 52.000 emplois, le premier chiffre inférieur à 100.000 depuis septembre, contre 131.000 en juin.

L'horaire hebdomadaire moyen de travail, un baromètre suivi de près par les économistes, a légèrement augmenté, à 33,1 heures en juillet contre 33,0 en juin. Dans l'industrie, il est passé à 39,8 heures contre 38,5. (Reuters 07.08)

On se disait bien qu'il fallait que les ouvriers travaillent plus !

Il fallait bien que la crise serve à quelque chose.

Autre facteur de soutien pour l'ensemble du marché boursier, l'assureur American International Group (AIG) a bondi de plus de 20,46% à 27,14 dollars après l'annonce de son premier bénéfice en sept trimestres.

Le groupe, sauvé de la faillite par l'Etat fédéral l'an dernier, a réalisé au deuxième 1,8 milliard de dollars de profits. (Reuters 07.08)

Nigéria.

Les Nigériens ont voté "oui" à une écrasante majorité de 92,5% au référendum constitutionnel de mardi, selon les résultats provisoires proclamés vendredi.

La participation s'élevait à 68,26%, a ajouté le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Hamidou Moumouni.

Le nouveau texte constitutionnel permet au président actuel de prolonger son mandat de trois ans avant de devoir organiser un nouveau scrutin. Il lève la limite sur le nombre de mandats présidentiels successifs.

En juin, Tandja, qui affirme vouloir ainsi garantir la stabilité, avait dissous la cour constitutionnelle qui avait refusé de lui accorder la possibilité de briguer un troisième mandat. (AP 07.08)

J'ai entendu avant-hier aux infos sur TV5 Monde Asie, un responsable de l'opposition qui parlait de coup d'Etat constitutionnel, expliquer qu'à la mi-journée dans de nombreux bureaux de votes le nombre de votants n'avait pas dépassé 10% des inscrits. A peine le scrutin terminé, toujours selon cet opposant, du côté du président, ses partisans annonçaient le plus sérieusement du monde une participation de 106% (il n'y pas d'erreur de ma part !), puis de 90%, 80%... Cherchez l'erreur. Ils auraient bourré les urnes de bulletins "oui" pour faire monter la participation et arriver aux résultats annoncés qu'il n'y aurait rien d'étonnant.

Je me souviens des dernières élections locales au Tamil Nadu où j'habite en Inde, dans mon village, le taux de participation avait été de 100%. Normal, le chef du village avait dépossé dans l'urne un bulletin unique pour l'ensemble des inscrits après que le parti politique auquel il appartient (DMK) lui avait versé 150.000 roupies.

C'est totalement illégal bien entendu, mais qui va oser aller porter plainte dans un pays complètement pourri par la corruption, lorsque chacun sait que la commission électorale est acquise au parti au pouvoir, le DMK ? Personne puisqu'ils sont tous aussi corrompus, le gagnant c'est celui qui casque le plus ou qui fait preuve de plus d'audace.

La démocratie en général c'est quoi ? 10% de démocratie et 90% d'arbitraire ! Les 10% servent à légitimer les 90% restants qui permettent aux classes dirigeantes de conserver le pouvoir.

Le 9 août

Des news en vrac et très bref.

Ça sent les vacances... et le pétrole en Camargue ! Un million de dromadaires en Australie, à croire qu'ils sautent comme des kangourous ou plutôt des lapins ! Du coup le gouvernement veut en faire abattre des centaines de milliers. Les écologistes vont encore hurler au scandale et louper une occasion de se taire. Je les place sur le même plan que les obscurantistes qui au nom de l'hindouisme nourrissent et défendent de tuer les rats dans le nord de l'Inde. Par contre, le nombre de naissances a baissé de près de 2% l'an dernier aux Etats-Unis. Quel dommage que les dromadaires ne connaissent pas la crise !

Après le Maroc qui interdit la parution de deux magazines et envoie au pilon un numéro du *Monde* qui relatait un sondage réalisé sur le monarque marocain, c'est au tour de la Tunisie d'interdire à un avocat de rendre visite à ses clients en prison. Très démocratiques ces régimes adulés par Sarkozy... le démocrate.

Au fait, de quoi il se mêle La Talonnette, il est intervenu personnellement dans l'affaire de la journaliste soudanaise condamné avec d'autres femmes à la flagellation pour avoir porté un pantalon, un crime contre l'islam selon le dictateur au pouvoir au Soudan.

Il est intervenu sur les affaires marocaine et soudanaise en interpelant les deux régimes, et le nouveau consul-adjoint de Pondichéry m'a expliqué par téléphone qu'il ne pourrait sans doute pas envoyer une lettre au représentant de l'Etat du Tamil Nadu dans l'affaire qui m'oppose aux voyous de mon village parce que soi-disant l'Etat français n'a pas à s'immiscer dans les affaires intérieurs d'un Etat souverain. Tiens donc, deux poids deux mesures ! Il m'a dit de le rappeler dans quinze jours, mais je connais déjà sa réponse. Je vais lui envoyé un courriel dans lequel je lui dirai ce que je pense de ses faux prétextes, je sens que je vais encore me faire un ami !

En parlant d'ami, lisez le document très instructif du *Front Syndical de Classe* que je mets en ligne aujourd'hui, soyez quand même à jeun si vous ne voulez pas vomir, à moins que cela soit sur la tête d'un dirigeant de la CGT ou de la CFDT, dans ce cas-là vous allierez soulagement et plaisir, une occasion si rare de nos jours.

Que les syndicats soient liés au patronat et au gouvernement par une multitude d'organismes depuis parfois des dizaines d'années et dont la plupart des militants ignorent la composition et très souvent l'existence, rend intolérable les discours sur la soi-disant indépendance des syndicats qui ne servent qu'à camoufler l'ampleur de la collaboration de classes.

Tout est fait pour qu'un travailleur qui adhère à un syndicat ne sache rien des liens étroits tissés minutieusement décennies après décennies entre son syndicat et ceux qu'il est censé combattre. Comment appelle-t-on une telle pratique ? Une manoeuvre frauduleuse, une escroquerie, une manipulation volontaire, un procédé malhonnête, une tomperie sciemment orchestrée ? Dans le language cru de l'ouvrier, j'appellerais cela se faire baiser !

Il est vrai que si l'on expliquait à un travailleur qui veut adhérer à quel point les syndicats sont pourris, il changerait d'avis. Peut-être, tout dépend comment on va s'y prendre pour lui présenter la situation et quelle définition du syndicalisme on lui proposera, et s'il se ravisait, on ne pourrait pas lui en vouloir. Je considère qu'un engagement qui n'est pas réalisé sous le signe d'une honnêteté absolue est faussé à la base et détourné de son objectif dès la première minute.

Vous me direz que les travailleurs savent où ils mettent les pieds. Pas si sûr, d'ailleurs, je suis certain qu'aucun d'entre nous n'est capable aujourd'hui de faire le point sur les multiples ramifications qui existent entre les syndicats et le patronat ou même entre tous les partis ouvriers et les partis de nos ennemis. En fait, tout le monde à mis la main à la pâte de la collaboration de classes quand on a fait le tour de tous les partis, au nom toujours de principes louables ou vantés comme tels par les dirigeants. Il n'y a qu'un seul perdant dans cette affaire : la classe ouvrière, le dindon de cette mauvaise farce à qui les mêmes dirigeants donneront des leçons sur la lutte des classes !

On a semble-t-il atteint le degré zéro du discernement. Cela me rappelle leur engouement quasi-hystérique en faveur de Solidarnosc dirigé en sous-main par le clergé polonais. On n'a pas attendu longtemps pour connaître les réelles intentions de ses dirigeants.

Je me demande de plus en plus souvent si les militants qui ont fondé des regroupements de syndicalistes ne feraient pas mieux de se rassembler pour constituer un nouveau syndicat lutte de classe, au lieu de se critiquer mutuellement et de vouloir "peser" sur les directions des syndicats actuels, en pure perte si l'on en juge par les résultats qu'ils ont obtenus jusqu'à présent à la lumière de l'objectif final du combat du mouvement ouvrier pour l'émancipation du prolétariat du capitalisme. C'est un point de vue ou une hypothèse qui mérite discussion, non ?

Est-il encore possible en 2009 de défendre une position qui ne souffre aucune compromission avec l'ennemi, qu'il soit dans nos rangs ou à l'extérieur, sans passer obligatoirement pour un affreux sectaire ou dogmatique, un illuminé ou un utopiste ? C'est la question que je me pose.

Si je me livre à un parallèle avec les rapports que nous avons dans la vie quotidienne ou ce que nous observons autour de nous, parce que neuf personnes sur dix mentent souvent gratuitement au point de ne plus s'en rendre compte, il faudrait obligatoirement leur ressembler, autrement dit, parce qu'on nous trompe, pour faire bonne mesure ou ne pas passer pour un idiot il faudrait absolument les imiter. C'est le conseil que m'ont donné tour à tour mes deux épouses sans que je le suive et il est trop tard pour que je change un jour. Mon entourage m'explique que tout le monde est corrompu en Inde, donc si tu ne l'es pas aussi, compte tenu que tout le monde profite de tout le monde et que cela s'équilibre, si tu ne les imites pas tu seras le seul perdant au bout du compte. Et bien je préfère encore perdre quelque chose et rester honnête, que de me passer une chaîne supplémentaire autour du cou.

Qu'est-ce que cela peut me foutre qu'on me prenne pour un con ? Provenant de gens qui estiment normal de se conduire de la sorte, cela ne m'atteint pas, avec le respect que je leur dois bien sûr. Si je vous parlais de la mentalité ambiante ici en Inde, vous auriez envie de vous flinguer camarades, vous me traiteriez d'extrémiste ou de fabulateur, ce que vous vivez actuellement en France, c'est du gâteau à côté.

Je vais vous donner un autre exemple. Tout le monde se dit brocker, un intermédiaire entre un vendeur et un acheteur, tout le monde connaît quelqu'un qui a quelque chose à vendre et s'il met en relation le vendeur et l'acheteur et que la transaction s'effectue, il touche une commission du vendeur et parfois des deux, par exemple dans le cas d'une maison ou un terrain, la commission se monte à 2% quand il s'agit de grosses sommes, sinon c'est une somme forfaitaire. Comme je me suis toujours

refusé à jouer les intermédiaires pour quoi que ce soit, dans mon entourage je passe pour un excentrique ou un doux dingue ! Mieux, je me fais un plaisir de passer gratuitement des tuyaux quand j'en ai, pour montrer que je vais au bout de ma démarche et que le principe que je défends n'est pas négociable, j'ai horreur des relations d'argent, c'est mon droit, mais c'est un mystère machiavélique pour les Indiens ! On me traite parfois de fou par rapport à cela, je ne vous raconte pas de blagues. Certains pensent que je suis trop riche, car tous les "Blancs" sont riches pour eux ! Je ne peux même pas dire que c'est une pression qui pèse sur mes épaules, par contre, quelle difficulté de vivre au quotidien dans un monde pareil, si vous trouvez un seul motif de satisfaction dans les relations avec ces gens-là, je vous tire mon chapeau ou que vous les connaissez mal.

Finalement, je me dis que lorsqu'il faut résoudre une question de la vie quotidienne on est bien obligé de prendre des décisions dans un sens ou un autre, si je tombe malade je vais choisir un médecin plutôt qu'un autre, alors que dès qu'on aborde le syndicalisme ou la politique, on serait obligé de passer par la case collaboration de classes au lieu d'aller directement au combat classe contre classe.

La collaboration de classes serait tellement ancrée dans les esprits qu'il faudrait s'en accommoder pour ne pas s'isoler des masses... du capital et des institutions surtout ! Toute rupture pourrait entrainer une chute fatale, il faut faire attention nous dit-on. Mais le mouvement ouvrier pourrait-il tomber encore plus bas, n'aurait-il pas déjà pratiqué une autre rupture en cessant de combattre pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République ? Quelle question incongrue !

Pour conclure cette causerie improvisée, comme toujours ou presque, je ne sais pas si vous avez lu les trois articles du *Monde* sur le 4 août 1789. Ils étaient intéressants mais présentaient toutefois quelques pièges pour un lecteur pas très attentif ou qui ne se souvient plus de ce qu'il a lu deux lignes plus haut.

Une partie de la noblesse a collaboré avec la bourgeoisie le 4 août 1789, la perte de la plupart de leurs privilèges a été compensé monnaie sonnante et trébuchante. A défaut de pouvoir conserver son pouvoir, la noblesse, de bonne grâce ou non, a accepté de participer au partage du gâteau sur la tête de la plèbe, c'était plus avantageux que tout perdre chacun l'aura compris.

Maintenant qu'ils aient collaboré ensemble n'avait rien d'extraordinaire puisqu'il s'agissait de deux classes exploiteuses, alors que dans notre cas, la collaboration de classes a lieu entre une classe exploiteuse et une classe exploitée, donc on ne peut pas mettre un signe égal entre ces deux formes de collaboration de classes. La noblesse s'en est bien sortie, plus de deux siècles plus tard, il existe encore plus de châtelains (et de clochers !) que de grands patrons (il y a 1824 grandes entreprise en France, dont un nombre important de sociétés étrangères).

Si la collaboration de classe entre la noblesse et la bourgeoisie partait du principe que l'intérêt collectif n'était pas forcément antinomique avec les intérêts de chacun, le prolétariat n'a absolument rien à attendre d'une collaboration avec les représentants du capitalisme, l'intérêt collectif en régime capitaliste étant seulement synonyme d'aliénation et de servitude pour la classe ouvrière sans qu'elle en voie le bout un jour, sauf à renverser par la force le régime en place. (pour une fois je n'ai pas oublié de mettre le verbe voir au subjonctif, une faute que je fais souvent par inadvertance, mais j'ai dû laisser d'autres fautes, tant pis.)

Bon dimanche camarades.

Fusion, concentration... épuration !

La fusion Merck/Schering-Plough approuvée par les actionnaires ont annoncé les deux laboratoires pharmaceutiques. La valeur de l'opération serait de quelque 41 milliards de dollars.

L'accord prévoit que 15% des effectifs des deux entreprises seront supprimés, notamment hors des Etats-Unis. (Reuters 07.08)

Le 10 août

Hier j'ai encore fait une faute en mettant un s à dimanche, je devais penser un peu distrait aux dimanches avec et sans... travail bien sûr !

Pas de dépêches intéressantes aujourd'hui au point de figurer dans le site.

Le 6 août le NPA a rendu public un communiqué intitulé *Bonus : pour que le voleur rende gorge !*, diable, la bête en tremble d'effroi ! Et comment se termine ce communiqué aux allures de déclaration de guerre contre le capitalisme :

"*Le NPA rappelle qu'une issue à la crise favorable au monde du travail et aux couches populaires passe par la nationalisation sans indemnisation des banques privées et la constitution d'un service public assurant le monopole de la distribution du crédit.*

Mais ces nationalisations, elles seraient réalisées dans le cadre de quel Etat, quelle serait la nature sociale de l'Etat qui les réaliserait, bref, dans quelles conditions politiques ? Les anarchistes, les gauchistes et tous les excités du bocal sont très forts quand il s'agit de définir un objectif à atteindre, mais ils ne nous disent jamais comment ils comptent s'y prendre, or quand on prétend construire un parti, ce qui n'est évidemment pas le cas des gens que je viens de citer, cette question est tout aussi importante que l'objectif qu'on s'est fixé.

Moi ce qui m'intéresse, c'est de savoir ce qui doit se passer avant d'en arriver aux nationalisations, bref, quelle situation précise doit exister pour que ces nationalisations profitent effectivement à l'ensemble de la classe ouvrière, ce qui n'a jamais été le cas dans le passé, puisqu'elles ont toujours été réalisées sous l'égide du capitalisme, donc conformément à ses intérêts et non ceux de la classe ouvrière.

Rien de plus facile d'établir un catalogue de revendications ou un programme minimum, c'est en revanche plus difficile de définir quelles conditions politiques impératives seront nécessaires pour l'appliquer.

Vous allez peut-être penser que je pinaille, vous allez comprendre où je veux en venir. Yvan est au bord de la dépression, son travail est exténuant, pour qu'il se rétablisse on va lui conseiller de prendre un peu de repos. Certes, vous aurez réglé provisoirement le problème lié à son état actuel, son état de grande fatigue qui s'est transformé en angoisse permanente, mais comme vous n'avez pas agit sur ses conditions de travail qui en sont la cause, il y a de forte chance qu'il retombe dans le même état sous peu, en réalité sur le fond vous n'avez rien réglé du tout.

Si j'interprète correctement le contenu du communiqué du NPA, il suffirait de réaliser la nationalisation des banques et du crédit pour que les problèmes que rencontrent la classe ouvrière dans la vie quotidienne soient réglés. Or cette nationalisation ne modifie en rien les rapports sociaux

qui existent, or ce sont justement eux qui déterminent l'ensemble des rapports dans la société et les problèmes qui en découlent que nous avons à régler.

Une issue à la crise favorable à la classe ouvrière passe par les nationalisations écrivent-ils, alors qu'en réalité elles ne changeront absolument rien si elles ne sont pas réalisées par un gouvernement ouvrier révolutionnaire rompant avec le capitalisme et les institutions de la Ve République. On s'aperçoit ici qu'on peut très facilement tenir un discours en apparence radical, qui au bout du compte ne débouche sur aucun changement fondamental.

Cette perspective ainsi tracée par le NPA aboutit à la gestion du capitalisme par un Etat bourgeois et un gouvernement des partis ouvriers. Les nationalisations en général ne peuvent être utile à la classe ouvrière que si elles contrôlent les entreprises nationalisées, à condition qu'elle ait pris au préalable le pouvoir politique qui lui permette d'assumer effectivement ce pouvoir sur les entreprises, dans le cas contraire, elle ne ferait que cogérer le capitalisme pour le compte des capitalistes puisqu'ils détiendraient toujours le pouvoir réel.

Il ne peut y avoir d'issue à la crise du capitalisme favorable à la classe ouvrière aussi longtemps qu'elle ne sera pas emparée du pouvoir politique, puisque ce sont les institutions et la constitution qui dictent les rapports sociaux qui existent.

En faisant l'impasse sur la question du pouvoir politique et de l'Etat, question qu'apparemment le NPA et il n'est pas le seul fuit comme la peste, il en arrive logiquement à vouloir nous faire croire que des recettes employées à une autre époque par les capitalistes eux-mêmes pourraient régler quoi que ce soit. Imparable !

Même dans un communiqué relativement court il était possible de formuler les choses autrement, sans le rallonger mais en changeant quelques mots, par exemple : l'issue à la crise favorable aux classes exploitées passera par la nationalisation des banques et du crédit une fois seulement qu'elles auront pris le pouvoir politique. Ainsi on met au centre de notre combat la question politique du pouvoir sans laquelle aucun changement de société ne se produira, on indique aux masses que toute solution politique est inconcevable sans leur mobilisation révolutionnaire pour abattre le régime et prendre le pouvoir, et que seulement après, elles pourront s'attaquer aux fondements du capitalisme, dont le pouvoir des banques qui concentrent aujourd'hui le pouvoir économique.

Ne pas relier les questions économiques et sociales aux questions politiques que l'on a à résoudre, pour un parti politique cela revient à se cantonner au trade-unionisme.

Donc pour apprécier à sa juste valeur une proposition faite par un parti, il faut commencer par se poser un certain nombre de questions. Qui va le faire ? Qui cela concerne vraiment ? Avec quels moyens ? Quelles conditions seront nécessaires ? S'attaquent-t-ils vraiment aux causes ou uniquement aux conséqences ? Quel rapport avec notre objectif final ? Qu'est-ce qui sous-tend cette proposition, quelle en est l'origine exacte ? Etc.

L'expropriation sans indemnité ou rachat des banquiers et des patrons ou actionnaires des 1824 grandes entreprise du pays est indispensable pour avancer sur la voie du socialisme, mais elle n'aura jamais lieu aussi longtemps que la classe ouvrière ne sera pas devenue la classe dominante. En ne le disant pas ou en laissant croire que le contraire serait possible, Chavez et Morales ne seraient-ils pas en train de contruire le "*socialisme du XIXe siècle*" sans avoir remis en cause l'Etat bourgeois, le NPA colporte à sa façon des illusions dans le capitalisme.

Le NPA vient de proposer la réquisition ou la nationalisation de New Fabris ou Molex par le gouvernement, j'ai oublié peu importe. Cette proposition est pertinente même si elle peut choquer : comment, vous demandez à Sarkozy de nationaliser ces entreprises alors qu'il défend les privatisations et la liquidation des services publics ? Vous vous moquez de nous ? On ne se le permettrait pas, on vous indique seulement la direction à suivre pour aller de l'avant, une poignée de capitalistes ne peuvent pas continuer de décider à notre place notre destin, reste ensuite à déterminer quels obstacles nous empêchent d'avancer dans cette voie et par quels moyens nous y parviendrons, c'est l'objet de notre discussion, etc.

Sur le plan de l'agitation on peut le concevoir, mais pas au-delà, parce qu'on se trouve immédiatement confronté à la nature de l'Etat qui s'y oppose. Aucun gouvernement n'a jamais nationalisé une entreprise pour sauver des emplois, il ne faut pas rêver et si vous le croyez c'est qu'on vous a raconté un jour des blagues.

La question de l'expropriation des patrons pose immédiatement une question : qui peut le faire ? Sarkozy et son gouvernement ? Impossible. Alors qui ? Un gouvernement ouvrier révolutionnaire uniquement. Mais comment faire pour qu'un tel gouvernement voie le jour ? Quelles conditions sont indispensables sur le plan politique ? Ah, c'est dans cette perspective politique que vous construisez votre parti, je comprends mieux, je veux adhérer...

Il faut tout dire en face aux travailleurs, ne rien leur cacher, et surtout pas les difficultés auxquelles nous sommes confrontées. Si maintenant vous sortez un tract qui se limite ou se termine par une incantation en direction de Sarkozy, vous tomberez dans le même panneau que le communiqué précédent du NPA.

La question pour le prolétariat n'est pas de savoir quel programme social à appliquer, tous les travailleurs sont prêts à adhérer à un programme conforme à leurs intérêts ou aspirations. Le problème n'est donc pas là, il est purement politique, il réside dans la solution politique à mettre en oeuvre pour parvenir enfin à appliquer ce programme économique et social. Or à ce jour aucun parti ne répond clairement à cette question considérant une fois de plus qu'elle n'est pas à l'ordre du jour, sans doute parce qu'elle ne se poserait pas directement, il vaudrait mieux s'abstenir de la poser, j'ajouterais, sous le prétexte de rechercher l'unité à tout prix.

En réalité, absolument rien ne devrait nous conduire à nous abstenir de poser la question politique du pouvoir sous des formes diverses selon les circonstances mais en toutes occasions, que les conditions soient mûres ou non, car notre objectif n'est pas de courir après un résultat immédiat comme le font très bien les champions de la lutte pour la lutte, mais d'aider par tous les moyens la conscience politique de la classe à progresser, condition sans laquelle la question du pouvoir ne sera jamais résolue victorieusement, or c'est uniquement dans cette perspective politique que nous nous battons ou que nous devrions mener notre combat.

Vous allez peut-être me répondre qu'il y a une contradiction dans ce que vous venez de lire. Pas vraiment en fait, demandez-vous plutôt combien de luttes ont eu lieu au cours des 60 dernières années sans aucun résultat à l'arrivée, parce qu'elles n'avaient pas été orientées dans la bonne direction et ne permettaient pas ainsi aux travailleurs de rompre avec le capitalisme ou de desserer les chaînes qui les subordonnent au capitalisme, l'inexistence du parti est là pour le prouver si besoin était, il n'existe pas à ce jour de baromètre plus précis pour mesurer le niveau de conscience des exploités, dites-moi si je me trompe.

Si maintenant vous voulez passer votre vie de militant comme beaucoup avant vous à vous contentez

des miettes tombées de la table des capitalistes ou d'acquis partiels et temporaires obtenus à l'issue de mobilisations sans lendemain, libre à vous bien sûr.

Notre combat est fait de défaites principalement et de victoires plus rarement soulignait Marx. Donc, si vous vous laissez entrainer sur cette ligne de la lutte pour la lutte, normal que vous n'ayez pas souvent le moral ou que vous pensiez abandonner le combat un jour. Au passage, le recrutement d'un travailleur lors d'une bataille s'avère bien fragile, tout le travail de formation du militant reste à faire, ce qui explique très bien pourquoi les partis sont des passoires, notamment.

Bien après la révolution d'Octobre, Trotsky reviendra sur le travail inlassable effectué par les bolcheviks pour rendre le socialisme accessible aux masses sans qu'il débouche forcément sur des succès spectaculaires ou non, sans qu'on puisse s'apercevoir au premier coup d'oeil à quel point il avait nourri en profondeur leur réflexion, au point que ses bienfaits se révéleront au grand jour au cours du processus révolutionnaire comme une force invincible sortie de nulle part, au grand étonnement des représentants du vieux monde venu examiner de leurs propres yeux cette force colossale qui avait eu la peau du régime autocratique de Nicolas II qu'ils avaient cru jusqu'alors indéboulonnable.

Vous ne pourrez pas dire que je me la coule douce sous les cocotiers, il est 13h30 et je suis sur cette causerie depuis près de quatre heures.

Au fait avant de nous quitter, qu'on vainque dans un demi-siècle ou dans quelques années si l'occasion se présente n'est pas la question essentielle, elle ne préoccupera que les petits-bourgeois, le plus important est d'être prêt à livrer ce combat et d'y avoir préparée la classe pour l'aborder dans les meilleures conditions possibles. Si les militants d'après-guerre n'avaient pas dévié de cette orientation défendue par Lénine avant de l'abandonner, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Cette question à elle-seule, renferme toutes les questions que le mouvement ouvrier et son avant-garde ont à résoudre pour espérer un jour aller de l'avant. Vive le socialisme ! Bonne semaine à tous.

Le 12 août

Commençons dans la bonne humeur, j'en ai sérieusement besoin et je ne dois pas être le seul...

Si vous envisagiez d'aller au concert d'Aerosmith à Vancouver, c'est raté, le chanteur d'Aerosmith Steven Tyler, 61 ans, a fait une chute brutale de la scène lors d'un concert au Sturgis Motorcycle Rally dans le Dakota la semaine dernière, dans le cadre de la tournée américaine des vétérans du hard-rock. (Reuters 11.08)

J'avais été a un de leurs concerts au Zenith à Paris à la fin des années 70, un concert d'enfer, j'ai bien cru que le chapiteau allait s'écrouler car tout tremblait, mais non. J'ai malheureusement perdu tous leurs disques lors du tsunami, mais la petite musique est toujours dans la tête. Ce sont des musiciens d'exception, je ne connais pas leurs noms, les guitaristes sont du niveau d'Horowitz ou Rostropovich, quel talent !

Ce qui est bien avec eux, c'est que même les sourds peuvent écouter de la musique ! Vous croyez que je déconne, pas du tout, en captant les vibrations produites, vous arrivez à ressentir les sensations qui se dégagent de la musique, et pour peu que vous ayez des notions de solfège vous pouvez suivre une

mélodie. Beethoven qui fut atteint de surdité précoce et qui composa une bonne partie de sa musique en étant pratiquement sourd, employait un cornet relié à une oreille et un morceau de bois relié au piano qui lui permettait de capter les vibrations de chaque note, en fait de chaque corde. Il eut une vie épouvantable en réalité.

Avant le tsunami j'avais quatre ou cinq biographies de Beethoven, plus quelques bouquins retraçant sa vie et son oeuvre, et bien sûr la quasi-totalité de ses sonates pour piano. C'est plus tard que j'appris que le morceau préféré de Lénine était l'Appassionata, la sonate n°23.

Si on n'écoute pas Woodoo child d'Hendrix comme on écoute la Symphonie pastorale de Beethoven ou encore Meditation de Coltrane, rien n'empêche de passer de l'un à l'autre pour se reposer les oreilles et passer un excellent moment en compagnie de génies de la musique.

Je ne sais pas si la musique adoucit les moeurs, en tout cas elle permet de faire abstraction de notre époque marquée du sceau de la médiocrité et de la décadence et de passer un bon moment, un luxe presque, trop rare aussi, qui nous rappelle que l'homme est capable du pire mais aussi du meilleur, c'est rassurant par les temps qui courent quand on croule sous les emmerdes et qu'on n'en voit pas le bout.

C'est vrai que chez les jeunes, la prise de drogues est souvent associée à la musique, on peut le regretter sans jamais les juger, s'ils s'en tiennent à fumer des pétards rien de grave et pas de quoi en faire un plat, pas de quoi non plus les encourager dans cette voie évidemment. Ceux qui les condamnent sont généralement alcoolisés ou sous antidépresseurs ce qui n'est guère mieux, ils sont aigris et en veulent à la terre entière en se trompant de cible avec les jeunes. Ce qu'ils ne supportent pas chez les jeunes, ce n'est pas qu'ils se défoncent mais qu'ils sont insouciants et qu'ils ont encore la vie devant eux même si elle ne leur prépare pas que des réjouissances, alors qu'eux ils sont incapables d'oublier un instant leurs problèmes et ruminent du matin au soir. Ce n'est pas un conflit de générations ou d'intérêts, mais la traduction de l'incompréhension du monde dans lequel nous vivons ou un de ses aspects.

J'ai envie de dire que si l'on ne fait pas preuve d'insouciant au cours de notre enfance et notre adolescence, quand le serons-nous, jamais sans doute, on aura vieilli prématurément, on sera devenu de jeunes vieux avant de devenir de vieux cons. On demandera aux jeunes de faire preuve d'imagination pour s'en sortir dans la vie, mais comme on se sera employé à tuer chez eux cette faculté, il ne leur restera plus qu'à rentrer dans le moule que la société leur a concocté sans espoir d'en sortir un jour.

Les aider à comprendre comment fonctionne le vieux monde pour leur offrir un autre horizon et donner un sens à leur vie, voilà tout ce qu'on peut faire à notre niveau pour la jeunesse, autrement dit, l'aider à développer sa conscience sans tuer son insouciance. Quand l'esprit a été formaté très tôt, trop tôt, pour s'insérer dans la société, il devient rapidement sclérosé, c'est comme si on avait détruit sa capacité à se développer ou l'imagination chez un poète.

Pour se poser un tas de questions qui ne tombent pas sous le coup de l'existentialisme, pour établir la liste exhaustive des hypothèses liées à une situation et son évolution probable, il faut avoir conservé, développé ou laissé libre cours à son imagination au cours de sa jeunesse, même pendant une durée limitée. Un déclic tardif au détours d'une prise de conscience par exemple, ne suffira jamais pour combler le retard pris et ne remplacera jamais tout à fait ce qui a été détruit pendant notre jeunesse.

Comprendre par soi-même comment le monde fonctionne pour pouvoir ensuite l'expliquer aux

autres, passe forcément par des expériences où l'on se fourvoie et dont on tire des enseignements. Le pire dans la vie, ce n'est pas de rencontrer des galères, mais d'être incapable d'en tirer des leçons, le prélude à une vie entière de galères sans la moindre compensation. Un adulte psycho-rigide ou complètement névrosé aura toutes les diffultés du monde à acquérir la liberté de penser indispensable à la compréhension du monde et à la fonction que la société lui a réservée.

Tout est une question de mesure là aussi.

On en arrive forcément à la politique qui nécessite de briser le carcan de la pensée bourgeoise dans lequel on a été élevé. C'est comme si vous poussiez une porte, de l'autre côté on mettra à votre disposition des instruments vous permettant de vous diriger, mais ils ne remplaceront jamais les instruments que vous avez été incapables de forger par votre propre expérience.

Avec de bonnes lunettes ou lentilles de contact vous verrez la même chose qu'une personne qui n'en a pas besoin, à ceci près que sans elles vous ne verrez rien, alors que l'autre personne verra toujours aussi bien en toute circonstance. Nos yeux sont comme les instruments que nous nous sommes forgés nous-mêmes et qui nous permettent une liberté de déplacement ou pour lire, tandis que les lunettes ou les lentilles ont été forgées par quelqu'un d'autre et vous réduisent à dépendre toujours d'autrui ou d'un élément extérieur pour y voir clair. On retrouve la même différence entre celui qui est capable de se forger sa propre opinion et celui qui a toujours besoin d'une lanterne pour éclairer ses pas.

On arrêtera là pour aujourd'hui, j'ai les yeux qui fatiguent !

Et puis non, je n'ai pas fait de politique, cela me manque déjà. Très bref.

Ils veulent faire bosser les salariés de Molex jusqu'au bout ? Question : pourquoi ?

Dans le n° 58 d'*Informations ouvrières* à la page 3 on pouvait trouver un article intitulé *Leur mot d'ordre favori : "Travailler ! Travailler ! Travailler !"*, reprenant le mot d'ordre d'ouvrières d'Aubade venu soutenir leurs camarades de New Fabris le 30 juillet dernier.

Mardi 11 juillet, le juge des référés du tribunal de grande instance de Toulouse a déclaré que la fermeture du site de l'usine Molex Automotive de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) était "*illégale*", ainsi que le blocage des entrées du site par les salariés. (AP 11.08)

L'avocat du comité d'entreprise, Me Jean-Marc Denjean a précisé que "*Les salariés qui ont voté dès jeudi dernier la reprise du travail espèrent maintenant pouvoir mener de réelles négociations avec la direction sur l'avenir du site et que cette décision de justice va éviter un nouvel embrasement de la situation sociale*".

La secrétaire CGT du comité d'entreprise,Denis Parise, a estimé pour sa part que "*la justice française donnait une nouvelle fois raison aux salariés qui se battent depuis des mois pour sauver leurs emplois*", avant d'ajouter qu'il ignorait si les salariés pourraient reprendre mardi le travail dans de bonnes conditions de sécurité.

"*Nous allons nous remettre au travail dès mardi mais j'ignore dans quelles conditions, c'est pourquoi nous resterons très vigilants avec l'ensemble des salariés*", a précisé M. Parise. (même source)

Le 6 juillet, suite au lock-out imposé par la direction de Molex Denis Parise s'interrogeait : "*Est-ce qu'ils veulent dissoudre la société? Est-ce que cela veut dire qu'ils ne sont plus capables de gérer les*

négociations?", s'est-il interrogé. (AP 06.08)

Les salariés de Molex sont en grève illimitée depuis le 7 juillet, bloquant les accès de l'usine aux camions.

Le même jour, la ministre de l'Economie Christine Lagarde lançait sur Europe-1 : "*Il faut peut-être laisser passer un petit peu de temps pour que les tensions s'apaisent et pour que le dialogue puisse se renouer. Mais il est impératif que nous renouions tous ensemble le dialogue et qu'on examine à quelles conditions ce dossier peut se dénouer*". (même source)

Pour rappel, Molex Automotive avait annoncé en octobre dernier vouloir fermer l'usine le 30 juin 2009 pour la délocaliser en Chine et aux Etats-Unis, licenciant près de 300 personnes. (AP 05.08)

Résumons : la direction de l'entreprise américaine Molex a décidé au mois d'octobre 2008 de délocaliser son entreprise de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) en Chine et aux Etats-Unis au mois de juin 2009.

Nous savons très bien comment se termine ce genre d'histoires : l'usine ferme définitivement et la totalité du personnel est licencié, plus rarement elle trouve repreneur et une partie seulement des salariés conservent leurs emplois, ce qui ne semble pas être le cas de Molex.

Que les salariés de Molex veuillent conserver leurs emplois, c'est légitime, maintenant ils sont confrontés à une situation où la direction a déjà pris de longue date la décision de fermer cette usine et il semble qu'elle est irréversible. Dans ces conditions-là, pourquoi vouloir absolument continuer de travailler dans cette entreprise promise à la liquidation, alors qu'on sait pertinemment qu'on va être viré au bout du compte ?

C'est faire preuve d'inconscience, que cela reflète l'état d'esprit des salariés de Molex, c'est une chose, on ne peut pas leur en vouloir évidemment, par contre lorsque c'est un syndicat ou un parti ouvrier qui reprend le même mot d'ordre, là il y a un réel problème.

Le parti est-il l'expression consciente du mouvement inconscient ou doit-il se contenter de se placer au même niveau que ce mouvement inconscient et reprendre les mêmes mots d'ordre qui traduisent les illusions des travailleurs ?

Travailler, travailler, travailler, n'ont-ils pas déjà assez travaillé pour engraisser les dirigeants de Molex qui les virent sans le moindre scrupule évidemment ? Devraient-ils être exploités quelques semaines ou mois supplémentaires pour finalement aboutir à la même conclusion : la porte et le chômage ?

Et qu'on ne nous sorte pas la *marche unie sur Paris pour interdire les licenciements*, elle ne répond pas à la situation à laquelle sont confrontés les salariés de Molex. Par contre, l'occupation de l'usine par les salariés avec constitution d'un comité de grève qui prendrait le relais de la direction afin d'établir une expertise de l'entreprise une fois saisis ses comptes pour voir dans quelles mesures elle pourrait continuer de fonctionner, en réalité l'expropriation de ses propriétaires, pourrait être la première étape avant d'envisager la suite.

Comme l'a avancé timidement le NPA, une fois réalisé le bilan complet de l'entreprise, il faudrait exiger que les banques suivent en demandant au gouvernement de garantir la pérennité de l'entreprise sur le plan financier, mieux encore de la nationaliser.

Chose impensable avec Sarkozy au pouvoir, évidemment grands ballots. Par contre ce serait possible avec un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui n'aurait pas pour objectif le profit d'une poignée d'exploiteurs, mais la satisfaction des besoins de l'immense masse de la population. Le NPA ne va pas aussi loin, bien entendu, leur mégaphone ne porte pas jusque là !

Tout cela pour dire qu'il était parfaitement possible de proposer autre chose aux salariés de Molex que "travailler, travailler, travailler". Avec un tel mot d'ordre, les patrons et le gouvernement peuvent dormir tranquille.

Pour comprendre sur quel registre se situe le POI, travailler, c'est encore du domaine du possible demain ou plus tard puisque l'on ne peut pas vivre sans travailler quand on est des ouvriers, c'est au niveau des masses, alors qu'exproprier des patrons, se serait du domaine du rêve ou de l'utopie, parce que ce serait inaccessible aux masses à un moment donné, il ne servirait à rien de leur montrer la voie à suivre dans d'autres circonstances, bref, tout est fait pour que leur niveau de conscience politique ne progresse pas d'un millimètre. Doit-on contribuer à l'éducation politique des masses à partir de leurs propres expériences oui ou non ? Au socialisme ?

Et qui sait, peut-être que la démarche que j'ai proposée pourrait leur convenir, chacun sait que lorsqu'on n'a plus rien à perdre, on est prêt à tout tenter. Sur 288 travailleurs chez Molex, il n'y en aurait qu'un seul qui aurait compris dans quelle voie il faudrait s'engager pour changer radicalement la donne ou dans quelle perspective il faut se placer pour remettre en cause le capitalisme dans le futur, qu'on aurait déjà remporté une victoire, modeste, mais une victoire quand même, alors que là, ce sera une nouvelle défaite sur toute la ligne pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Si vous voulez savoir ce qui me différencie du POI, c'est que ses dirigeants n'ont pas la même conception que moi de la construction du parti, d'où notre analyse divergente de la situation et des tâches qu'elle impose. A défaut de faire la révolution demain matin et de pouvoir exproprier les patrons, on pourrait au moins construire un parti de militants conscients dans cette perspective.

Qu'on le veuille ou non, la question du parti demeure déterminante, on vient d'en avoir un excellent exemple sous les yeux.

Etats-Unis.

Ils déstockent et doutent.

L'annonce d'une baisse bien plus forte qu'attendu des stocks des grossistes a ravivé les doutes sur la proximité de la reprise économique.

Richard Bove, analyste réputé de Rochdale Securities, a conseillé à ses clients de prendre leur bénéfice sur le secteur bancaire après la hausse des dernières semaines, jugeant que celle-ci ne reposait sur rien de concret.

"Les banques ne sont pas encore tirées d'affaire. Il y des craintes d'éventuels besoins supplémentaires de fonds propres", a résumé Kevin Kruszenski, responsable du trading de KeyBanc Capital Markets. "Sans elles, le marché va avoir du mal à monter nettement plus haut."

Sur le front de la conjoncture, les stocks des grossistes américains ont diminué de 1,7% en juin, leur dixième mois consécutif de baisse. L'ampleur de ce recul est près de deux fois supérieure aux projections des analystes.

Cette mauvaise surprise incite à penser que les entreprises restent prudentes en matière de gestion des stocks face à la faiblesse persistante de la demande.

"On a beaucoup débattu sur le fait que l'on commençait à poser les bases d'une reconstitution des stocks mais (le chiffre d'aujourd'hui) laisse penser qu'on est un peu loin de la reprise que certains anticipaient", a commenté Peter Jankovskis, d'Oakbrook Investments. (Reuters 11.08)

Quand le malheur des uns fait le bonheur des autres.

Les agios devraient rapporter aux banques américaines 38,5 milliards de dollars cette année, selon le Financial Times, citant une étude du cabinet Services Moebs.

Dans une grande majorité, ces revenus sont imputables aux consommateurs qui connaissent le plus de difficultés, précise le quotidien.

L'étude montre que de nombreuses banques ont augmenté les frais appliqués aux agios et aux cartes de crédit, afin d'accroître leur bénéfice.

Le coût moyen d'un découvert s'est élevé à 26 dollars cette année, a indiqué le quotidien, en s'appuyant sur les chiffres de Moebs.

Dans un entretien accordé au Financial Times, Mike Moebs, fondateur du cabinet, déclare que "les banques reviennent à un modèle basé sur les frais" et que "les agios en sont la principale source".

Le agios représentent 75% des frais appliqués aux clients, selon Mike Moebs. (Reuters 10.08)

Leur remède à la crise : la surexploitation pour les uns, le chômage pour les autres.

La productivité aux Etats-Unis a enregistré sa plus forte progression en six ans au deuxième trimestre, les entreprises ayant réduit leurs coûts pour protéger leurs bénéfices, selon les chiffres publiés par le département du Travail.

La productivité a bondi de 6,4% en rythme annuel, tandis que les coûts unitaires du travail, mesure très surveillée par la Réserve fédérale car ils permettent d'affiner les anticipations d'inflation, ont reculé de 5,8% au deuxième trimestre.

"C'est une bonne chose car cela maintient une inflation basse, les coûts de main d'oeuvre sont relativement faibles", souligne Scott Brown, chef économiste à Raymond James & Associates. "D'un autre côté, cela signifie qu'on peut produire plus avec moins de gens". (Reuters 11.08)

Vous avez compris leur recette : licenciements massifs + baisses de salaires = produire autant avec moins de main d'oeuvre à un coût plus bas = plus de profits.

Comment ils préparent l'après crise ? Réponse avec des titres de dépêches.

Facebook rachète le réseau social en ligne FriendFeed ...
Resolution achète Friends Provident et n'est pas ...
Electronic Arts envisage des acquisitions de taille ...
Publicis envisage d'achat Razorfish ...

Et c'est ainsi tous les jours.

Afghanistan. L'enlisement.

Le commandant des forces américaines en Afghanistan, le général Stanley McChrystal, en poste depuis le mois de juin, estime que les talibans ont pris le dessus dans le pays, contraignant les Etats-Unis à revoir leur stratégie sur le terrain.

Pour tenter de reprendre la main, le général McChrystal compte redéployer ses troupes. Il pourra notamment compter sur l'envoi de nouveaux soldats : 36.000 GI sont attendus d'ici la fin de l'année. (lefigaro.fr 10.08)

Russie. La situation s'aggrave.

Les ventes de voitures neuves en Russie ont chuté de 58% en juillet par rapport au même mois de l'an dernier.

D'après les données d'AEB (Association for European Businesses), la chute de la demande pour les véhicules neufs a fait reculer les ventes de 50% sur les sept premiers mois de l'année. (Reuters 10.08)

Le produit intérieur brut (PIB) russe a baissé de 10,9% sur un an au deuxième trimestre, ce qui marque une aggravation de la contraction de l'économie après le recul de 9,8% au premier trimestre, annonce le service de statistiques de l'Etat. (Reuters 11.08)

Le 13 août

Faisons un peu de politique, cela ne nous fera pas de mal en ce mois d'août.

Le courant communiste internationaliste du POI s'est exprimé ainsi page 10 du n°59 d'*Informations ouvrières* à propos de la réunification allemande ou ce que j'appellerais l'art de faire dire au peuple ce qu'il n'a jamais dit :

"*Les images des millions de citoyens et d'ouvriers criant « Wir sind das Volk » (« Nous sommes le peuple »), revendiquant le droit du peuple à la réunification, à la souveraineté, à la démocratie, et donc au droit des travailleurs à assurer le contrôle de la production socialisée, n'ont pas disparu.*".

Pour un peu à cette époque la classe ouvrière allemande serait passé du stade de classe révolutionnaire en soi en classe révolutionnaire pour soi, autrement dit, elle aurait pris conscience de sa force et de son destin, ce qui ne fut évidemment pas le cas comme on peut le constater 20 ans plus tard.

Etes-vous vraiment certains que les travailleurs revendiquaient "*le contrôle de la production socialisée*" ? ou ne se confondait-elle pas plutôt dans leur esprit avec la caste bureaucratique au pouvoir qu'ils auraient fallu éliminer plus tôt, ce que les travailleurs de la RFA ne parviendront jamais à réaliser ?

Qu'une poignée de travailleurs allemands l'aient revendiqué, on n'en doute pas un instant, qu'ils aient ainsi exprimé les intérêts fondamentaux de leur classe, cela va de soi, mais de là à nous faire croire

que "*des millions de citoyens et d'ouvriers*" étaient sur cette ligne, c'est faux, c'est une déformation des faits, c'est une vue de l'esprit ou prendre ses désirs pour la réalité.

Il en va ainsi de prétendues révolutions politiques qui plus qu'hypothétiques n'auraient jamais pu voir le jour aussi longtemps que les régimes despotiques calqués sur celui du Kremlin n'auraient pas desséré leur étaux et permis de gré ou de force le rétablissement des libertés politiques de la classe ouvrière, et donc permis qu'elle s'organise et construise un parti politique pour pouvoir chasser la bureaucratie stalinienne du pouvoir.

Sans ce parti, il ne pouvait pas y avoir de révolutions politiques, tout au plus pouvait-il y avoir des grèves à caractère insurrectionnelle, des soulèvements sans direction ni orientation précise, sans programme politique permettant une issue positive à tous ces mouvements aussi puissants soient-ils. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si dans les années qui suivirent la réunification de l'Allemagne et la liquidation de l'URSS et ses satellites, la classe ouvrière a été incapable de s'organiser et de construire un nouveau parti communiste.

Sa soif de liberté (et de consommer après des décennies de frustration) l'a emporté sur toute autre considération, se laissant dépouillée des droits et avantages sociaux dont elle avait hérités dans le prolongement de la révolution d'Octobre, sauf bien sûr quand le rétablissement de la propriété privée des moyens de production rimait avec fermetures d'usines et licenciements. En France, on ne peut pas dire non plus que la classe ouvrière se soit mobilisée massivement pour empêcher la privatisation des entreprises et des services publics, en dehors de ceux qui étaient directement concernés, les travailleurs de la fonction publique, même la privatisation de Renault est passée comme une lettre à la poste. On pourrait peut-être dire à propos de la France et d'autres pays dans la même situation, que la classe ouvrière s'est laissée dépouiller de ses services publics parce qu'elle continuait de consommer comme avant...

Donc ne nous racontons pas d'histoires, sinon on ne s'en sortira jamais.

Tracer une perspective politique en direction des masses est une chose, l'état d'esprit des masses en est une autre, confondre les deux pour faire dire aux masses ce qu'elles n'ont jamais dit pour justifier une ligne politique, n'a jamais servi notre cause, au contraire, car on perd forcément en crédibilité (et confiance) auprès des militants qui peuvent connaître le déroulement de l'histoire aussi bien que les dirigeants d'un parti.

Cet article faisant référence au combat contre le stalinisme, ce serait une erreur de le croire mort, en France ou ailleurs dans le monde il vit toujours.

Le 29 août, je serai avec vous sur la tombe de Léon Sedov, en pensée seulement puisque je ne peux pas rentrer en France.

Puisque j'ai commencé à écrire cette causerie dans l'après-midi d'hier, j'ai le temps de rajouter un mot, il faut dire qu'en vaquant à mes occupations ménagères quotidiennes, j'ai eu le temps de penser aux implications d'une telle déformation de la réalité pour en trouver d'autres.

Par exemple, on nous a expliqué que les travailleurs avaient adhéré au PC avant, pendant et juste après la Seconde guerre mondiale avec leurs illusions. Bien, lesquelles et envers qui ou quoi au juste ? On nous a répondu que leurs illusions portaient sur le PC et l'on s'est contenté de cette réponse, or elle était fort incomplète.

En réalité, et là je fais le lien avec mon analyse et les positions que j'ai déjà évoquées dans le site, qui rompent radicalement avec celles de feu Lambert et ceux qui partageaient ou partagent encore son point de vue (le CCI-POI), la classe ouvrière était bourrée d'illusions dans le capitalisme et si elle revendiquait un avenir meilleur à l'issue de la terrible épreuve que fut la guerre, elle était loin d'adhérer au socialisme dont elle n'avait pu avoir un aperçu qu'à travers le prisme déformant de la social-démocratie et du stalinisme. Et ce n'est pas l'avant-garde réduite à une poignée de militants qui pouvait l'influencer, encore moins changer le cours des choses.

Les staliniens contrôlaient la CGT pendant que la social-démocratie s'entendait comme larrons en foire avec les gaullistes au sein du Conseil national de la résistance pour concocter la mise en oeuvre d'un programme économique et social qui permetterait au capitalisme de se reconstruire dans les plus brefs délais et à l'Etat de se consolider, ce qui impliquait la paix sociale évidemment. Ces mesures répondront en partie aux revendications exprimées par le prolétariat de façon à ce que la vie reprenne comme avant la guerre, ce qui se produisit effectivement. Si l'on ajoute le plan Marshall approuvé par les réformistes, tandis que les staliniens s'emploieront à neutraliser le mouvement ouvrier, le moment était venu d'ancrer le mouvement ouvrier au réformisme, de le subordonner entièrement au capitalisme et vaille que vaille on verrait où cela nous mènerait, ce qui se traduisit par la scission de la CGT en 1947 et la création de la CGT-FO, au corporatisme. Au POI, ils diraient à l'intégration des syndicats dans les institutions, on est d'accord, à ceci près que cela ne date pas d'hier, et ce qui auraient dû être inacceptables en 1947 ne l'est pas moins davantage aujourd'hui.

Depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui, dans quel contexte précis a été avancé le mot d'ordre du front unique, dans quelle perspective ? Il devait servir à mobiliser les masses sur des revendications immédiates pour finalement mieux les subordonner au capitalisme en l'absence de toute perspective révolutionnaire, puisqu'aucun des deux partis qui se partageaient la direction du mouvement ouvrier n'entendait rompre avec le capitalisme et préparer la mobilisation de la classe pour mettre fin au régime, compte tenu qu'il n'existait aucun parti capable d'aider les masses à tirer les enseignements de cette expérience. En aucun cas le front unique n'a permis à la conscience politique du prolétariat de progresser d'un millimètre au cours des 60 dernières années, on pourrait se demander si tel n'avait pas été l'objectif de ceux qui le prônaient, peu importe ici. On en a malheureusement la preuve évidente sous les yeux quotidiennement, à condition de regarder la réalité en face.

Le front unique a servit uniquement à faire croire à une partie de la classe ouvrière que pas ce moyen elle pourrait améliorer ses conditions d'existence quotidiennes, ce qui fut parfois le cas, mais c'était là son seul objectif. De là à penser que la situation de la classe ouvrière pourrait s'améliorer sans cesse progressivement il n'y a qu'un pas, donc dans ces conditions, il n'était plus nécessaire de combattre pour changer radicalement de société, puiqu'on arriverait au même résultat par une autre voie que la mobilisation révolutionnaire de l'ensemble des exploités, la théorie révisionniste des social-démocrates qu'avait combattue Engels après la disparition de Marx devenait l'idéologie dominante du mouvement ouvrier, au point qu'aujourd'hui plus aucun parti n'est construit sur les bases du marxisme-révolutionnaire.

La division du mouvement ouvrier est-elle le produit de son incompréhension du rôle des appareils ou plutôt de son incompréhension de la situation et des fondements du capitalisme ? Personnellement, j'estime que c'est l'absence de prise de conscience des rapports sociaux qui est à l'origine de cette division qui le conduit inéluctablement dans les bras des appareils. Le front unique repose et reproduit inlassablement cette incompréhension, certains en tirent profits, les secteurs les mieux organisés de la classe ouvrière, ses couches supérieures, les fonctionnaires, etc., comme autrefois, tandis que l'immense majorité des couches exploitées n'en tirent aucun profit, sans que la conscience politique des uns ou des autres ne progressent. Dites-nous au juste si c'est là votre unique objectif.

Si vous n'êtes pas d'accord, ce qui est votre droit, comment expliquer autrement qu'au bout de milliers de grèves et de manifestations au cours des 6 dernières décennies, nous n'avons pas été foutus de construire un parti révolutionnaire ? Ah Varsovie, Berlin, Moscou, Pékin, La Havane, etc., ils ont bon dos ! En quoi auraient-ils pu empêcher des dizaines de milliers de travailleurs de s'approprier le socialisme ? On se demandera comment nous-mêmes, je veux dire vous qui me lisez et moi qui vous écrit, comment avons-nous pu échappé au stalinisme, au maoïsme, au castrisme qui existaient déjà bien avant que nous commençions à militer ? Serions-nous une espèce en voie de disparition ? Est-ce à dire que finalement la classe ouvrière ne devait pas parvenir à se doter d'une nouvelle direction (révolutionnaire) et qu'elle n'y parviendra jamais ?

Tiens, je prends les paris, d'après vous, les travailleurs savent-ils à quoi sert et peut servir un parti ouvrier ? Je prétends qu'ils sont incapables de répondre à cette question ou qu'un sur un million en étant optimiste aura la bonne la réponse. Remplir la gamelle n'est pas la bonne réponse, je vous rassure.

Cela me fait penser aux partis qui se prétendent "de gouvernement", PCF, PG, NPA et LO sans le chanter sur tous les toits pour ces deux derniers en dehors des périodes électorales, tandis qu'on ne sait pas pourquoi il y en a qui construisent le POI sauf peut-être pour permettre un jour aux autres partis de gouverner, de la même manière qu'on avait constuit l'OCI puis le PCI pour faire la courte échelle à Mitterrand et au PS, à un gouvernement de front populaire.

Le seul parti qui pourrait m'intéresser parce que je suis un horrible pragmatique, c'est le parti qui combattrait pour prendre le pouvoir au nom de la classe ouvrière, pas de bol, il n'existe pas ! Ce serait un raccourci plutôt réducteur d'affirmer que tous les autres partis ne servent à rien, disons qu'ils ne nous permettront jamais de nous rapprocher de notre objectif, ce qui mérite quand même qu'on y réfléchisse. (A suivre)

Les dépêches.

Mailly aux travailleurs de Molex : je vous ai compris !

"*Chez Molex comme dans les autres entreprises nous comprenons très bien et nous soutenons les salariés (...), ils sont à bout*", a déclaré le responsable de FO sur France-2, alors que la situation est toujours bloquée à l'usine de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne).

"*Ces salariés sont dans une situation désespérée*", a estimé M. Mailly sur France-2, "*donc ils font pression y compris en utilisant la médiatisation*". "*A chaque fois ça a contribué à améliorer, ou (le) reclassement, ou les indemnités*", a-t-il constaté. (AP 12.08)

Des millions de travailleurs et leurs familles connaissent "*une situation désespérée*" monsieur Mailly, alors qu'attendez-vous pour appeler tous les syndicats et partis ouvriers à s'unir et appeler ensemble la classe ouvrière de tout le pays à marcher sur Paris ? Impossible, la Ve République n'y survivrait pas !

Nouvelle baisse des prix à la consommation.

Les prix à la consommation ont baissé de 0,7% en juillet en France par rapport au même mois de 2008, un recul sans précédent depuis 55 ans.

Il n'a cessé de reculer depuis, passant de -0,3% en mai à -0,5% en juin puis -0,7% en juillet, mais les économistes le voient bientôt toucher le fond, là encore à cause de l'effet de base des prix

énergétiques à la fin 2008. (Reuters 12.08)

Qui se ressemblent s'assemblent.

Le parti Chasse Pêche Nature et Traditions (CNPT) envisage un rapprochement avec l'UMP de Nicolas Sarkozy, annonce son président dans Le Figaro de jeudi.

De son côté, Philippe de Villiers a déjà annoncé son ralliement à l'UMP en vue des prochaines échéances électorales et sa décision d'intégrer le comité de liaison de la majorité présidentielle à la rentrée. (AP 12.08)

Allemagne. La charrette du jour.

T-Systems (45.000 salariés), la division de services aux entreprises et aux collectivités de Deutsche Telekom, a conclu un accord avec les représentants syndicaux prévoyant la suppression de 3.000 emplois d'ici l'an prochain pour réduire ses coûts, annonce mercredi un dirigeant de l'entreprise. (Reuters 12.08)

Zone euro. Nouvelle baisse de la production industrielle.

La production dans les 16 pays de la zone a reculé globalement de 0,6% par rapport à mai et de 17,0% sur un an, selon les chiffres publiés mercredi par Eurostat.

La production industrielle représente environ 17% du produit intérieur brut de la zone euro.

Sur les trois mois d'avril à juin, la production a baissé de 3% par rapport aux trois mois précédents, marquant ainsi un net ralentissement de la contraction après une chute de 7,5% au premier trimestre.

"Cette amélioration montre que la phase la plus agressive de déstockage est passée et que la demande globale remonte", indique Nick Kounis, économiste chez Fortis. (Reuters 12.08)

Etats-Unis. L'année de tous les records.

Le déficit fédéral américain pour l'année fiscale en cours a atteint en juillet le chiffre cumulé de 1.270 milliards de dollars (893,7 milliards d'euros), a annoncé mercredi le département au Trésor. Le déficit du seul mois de juillet atteint 180,7 milliards de dollars (127 milliards d'euros).

Le gouvernement prévoit qu'à la fin de l'année fiscale le 30 septembre, le déficit se monte à un total de 1.840 milliards de dollars (1.294,7 milliards d'euros), soit quatre fois le chiffre de l'an dernier.

Cette situation aggravée par le budget de relance et les guerres en Irak et en Afghanistan a inquiété les porteurs de bons du Trésor américain, notamment en Chine. La dette publique américaine représente 11.600 milliards de dollars (6.161 milliards d'euros) avec un service de la dette qui se montait l'an passé à 452 milliards de dollars (318 milliards d'euros). (AP 13.08)

OMC : tension entre Pékin et Washington.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a soutenu les Etats-Unis contre la Chine mercredi, en jugeant que Pékin devait alléger ses contrôles et ouvrir plus largement son marché aux industriels américains de la musique et du livre.

La décision va clairement à l'encontre de la volonté chinoise d'obliger ses partenaires à commercer en matières de biens culturels par le biais de compagnies d'Etat chinois. Jusqu'ici, c'est la China Film Corp. qui décide quels films peuvent être distribués en Chine.(AP 13.08)

Australie. Pollution : La fuite en avant.

Le Sénat australien contrôlé par l'opposition conservatrice a repoussé jeudi un projet de loi qui visait à réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays. (AP 13.08)

Foutue mémoire !

En vieillissant, il arrive bien souvent que la mémoire "flanche". Des chercheurs français viennent d'en comprendre une des causes: une protéine cérébrale dont la concentration augmente avec l'âge. A terme, ils ont l'espoir de voir ces troubles mieux traités.

"*Lorsqu'elle est trouvée en trop grande quantité*", cette protéine -la préséniline 1- est impliquée dans le survenue "*de troubles de la mémoire chez le sujet âgé*", a déclaré mercredi à l'Associated Press le Dr Jean Mariani, laboratoire de neurobiologie des processus adaptatifs (Université Pierre et Marie Curie/CNRS).(AP 12.08)

Cette découverte est intéressante, il faudrait savoir ce qui entraîne chez certaines personnes cette concentration de préséniline 1 dans le cerveau avec le vieillissement. Que le cerveau ou le corps humain la produise peut-être lui-même, je n'en sais rien. S'il la synthétise, à partir de quoi ? Est-ce que l'alimentation joue un rôle dans la production de cette protéine ?

Je ne sais pas si cela pourrait avoir un rapport avec l'absorption en grandes quantités de protéines dans l'alimentation au cours de la vie, et la difficulté à les supporter par certaines personnes. Faudrait-il encore distinguer les protéines d'origine animale et végétale. Autre piste, par exemple une carence en fer ou en zinc peut être contrecarrée par la prise d'aliments riches en ces minéraux, mais si elle est accompagnée d'une carence en vitamine C, le corps ne pourra pas fixer le fer ou le zinc, donc il faut agir sur les deux carences simultanément. Un déséquilibre alimentaire ou une mauvaise association d'aliments pris au cours des repas de façon répétitive peuvent-il favoriser cette concentration ?

Par exemple, on mangera de la viande avec des pommes de terre, du riz ou des pâtes parce qu'ils nécessitent la même durée de digestion, mais pas avec de la salade ou des légumes verts qui se digèrent plus rapidement, car dans ce cas-là la salade entrera en putréfaction dans l'estomac avant d'être évacuée vers les intestins. Si vous mangez un fruit à la fin d'un repas, au lieu d'être digéré très rapidement, il stagnera dans les instestins pendant 4 ou 6 heures donnant naissance à des gaz, signe d'une putréfaction, c'est la pire erreur alimentaire que l'on puisse faire, c'est la raison pour laquelle on conseille de manger des fruits entre les repas, le prendre en entrée est une erreur également. Quand vous mangez un fruit à 10 heures du matin ou en milieu d'après-midi, vous remarquerez que cela ne donne pas naissance à des gaz, de plus les glucides passent directement dans le sang via les muscles. Il faut associer au cours d'un même repas des aliments qui ont la même durée de digestion si l'on veut que la digestion se passe normalement, qu'elle ne soit pas accompagnée de fatigue, de ballonnements et autres troubles.

Le 14 août

On est le 13, il est proche de minuit.

J'ai mis en ligne deux pages du n°59 d'*Informations ouvrières* qui rendent compte du combat engagé par des militants ouvriers à l'initiative du POI pour construire des comités d'unité sur la revendication de l'interdiction des licenciements. Cela permettra aux camarades qui n'achètent pas ce journal de suivre le développement de ce combat et d'y participer s'ils le souhaitent.

Je ne reçois pas le journal du NPA, donc je ne peux pas faire la même chose avec ce parti. Par contre, je mets en ligne les articles que m'adressent plusieurs courants du NPA.

La parité est respectée, youpi ! Quelle connerie franchement on a envie de dire ! Il est tard il faut m'excuser. A demain matin.

Nous y sommes, il est 11h03 et j'y suis depuis 7h10. Comme il a bien plu la nuit dernière, pas besoin d'arroser le jardin, j'ai un bonus de deux heures, donc je bosse comme un âne. Ce qui est formidable quand même, c'est qu'on a un soleil radieux le lendemain matin. Ne me demandez pas si j'en profite, pas vraiment, je suis sûr que vous êtes plus bronzés que moi. Un dernier mot, que le camarade qui m'a laissé un message sur Facebook me contacte, car je n'ai pas le temps d'y aller voir et je n'y connais rien pour être franc.

Molex suite.

Francis Latarche, directeur du travail et de l'emploi en Haute-Garonne, a été nommé médiateur dans le conflit social chez Molex, a annoncé le ministre de l'Industrie Christian Estrosi.

Il aura pour mission "*de renouer un dialogue social constructif entre la direction et les organisations syndicales, en vue d'élaborer des solutions positives*" chez l'équipementier automobile américain qui projette de fermer son usine de Villemur-sur-Tarn, précise-t-il dans un communiqué. (Reuters 13.08)

Le chômage, une "*solution positive*" ! Normal du point de vue d'un gouvernement représentant les intérêts des capitalistes. Que faudrait-il en attendre ? Rien ou si : qu'il s'en aille !

Qu'ils occupent l'usine et appellent les travailleurs de tout le pays à débrayer et faire la même chose, les syndicats et les partis ouvriers à les soutenir. (lire ma causerie d'avant-hier)

Ceux qui craignent un affrontement, craignent le socialisme !

Oui mais ce n'est pas le bon moment, les conditions ne sont pas réunies, patati patata. Balivernes de pessimistes, ce n'est jamais le bon moment, comme si on choisissait le jour de l'ouverture de la révolution sur un calendrier ! Tout le monde dit "ça va péter", la majorité de la population le souhaite, et lorsqu'il se présente une occasion, la goutte d'eau qui pourrait faire déborder le vase, là on nous répond : pas maintenant !

Aux travailleurs de Molex de faire les choses comme ils le sentent, mais on n'a pas le droit de ne pas leur proposer d'occuper leur usine et d'exproprier leur patron. Vous imaginez qu'ils soient virés avec un chèque en poche avec comme seul enseignement de leur combat qu'ils ne pouvaient finalement rien faire, dans ce cas-là il ne leur aura servi à rien. Et c'est sur la base de cet échec que vous voudriez construire quelque chose, les aider à faire progresser leur conscience de classe, vous voulez rire ou quoi ?

Qu'ils tentent le tout pour le tout de manière organisée vaudra toujours mieux que de s'asseoir à une table tranquillement pour s'entendre dire : viré ! On négocie ou on prend ce qu'on nous donne uniquement quand on a épuisé tous les autres moyens de lutte. Que les travailleurs de Molex n'ait pas ce niveau de conscience politique, c'est une chose, que des militants commencent par négocier ou préconisent de négocier, c'est capituler. Qu'un parti ouvrier garde le silence, c'est honteux et indigne !

Je me souviens d'une fois où j'ai été viré (en 1995) au bout du septième avertissement par lettre recommandée. Ils voulaient me faire caner, me briser : jamais ! J'ai pris mon solde de tout compte et je les ai remerciés de me permettre de prendre quelques semaines de vacances, un peu plus puisque je suis parti en Inde quelques mois plus tard et que j'y suis toujours. Ils voulaient absolument me garder parce qu'il était rare de trouver un bon technicien, ils me l'ont dit en face, je leur ai répondu qu'il faudrait qu'ils commencent par changer d'attitude à mon égard et qu'ils respectent mon travail, ils ont refusé et je n'ai pas cédé. Je suis du genre à préférer être dans une merde noire que d'être humilié par un patron, cela explique un peu pourquoi j'ai ensuite quitter la France pour essayer de m'en sortir autrement...

Economie.

Ecoutons ce qu'ils disent de la crise, on fera un commentaire à la fin. L'Allemagne et la France sont sorties de récession dès le deuxième trimestre apprend-on.

Les deux premières économies de la zone euro ont enregistré une croissance de 0,3% sur la période avril-juin, mettant fin à quatre trimestres consécutifs de contraction - du jamais vu depuis l'après-guerre.

Leur sortie de récession au deuxième trimestre contraste avec l'Italie (-0,5%), l'Autriche (-0,4%), la Belgique (-0,4%) et les Pays-Bas (-0,9%) qui ont vu leur richesse nationale continuer de reculer sur cette période.

La Grèce et le Portugal ont en revanche connu une croissance de 0,3%, comme les deux poids lourds de la zone euro.

L'Espagne attend vendredi pour publier son chiffre mais la banque centrale estime que le PIB s'est contracté de 0,9%.

La Banque d'Angleterre, elle, n'entrevoit pas de sortie de récession avant le début 2010 alors que l'économie britannique a subi une contraction de 0,8% au deuxième trimestre.

La consommation, moteur traditionnel de la croissance en France, a aussi profité de la prime à la casse et du recul de l'inflation qui, en variation annuelle, est négative depuis le mois de mai.

Selon Nicolas Bouzou, économiste au cabinet d'analyse Asterès, "il est possible de citer une vingtaine de risques majeurs qui pèsent sur l'économie mondiale et qui sont susceptibles de faire avorter ce mouvement".

Parmi ces risques il évoque une nouvelle envolée des prix de matières premières, l'augmentation incontrôlée des taux d'intérêt à long terme et une rechute des marchés de l'immobilier, l'état encore convalescent du système bancaire ou la déprime de la consommation dans les pays de l'OCDE avec la montée du chômage.

Alexander Law, du cabinet d'études Xerfi, juge lui aussi prématuré de parler de sortie de crise. "Pour cela, il faudra que le marché du travail se stabilise enfin, que l'investissement reparte, que le crédit redécolle et, surtout, que l'amélioration internationale s'améliore durablement", explique-t-il.

L'inquiétude principale, précise cet économiste, porte sur l'évolution de la consommation à l'automne, quand l'inflation reviendra mécaniquement en territoire positif.

"La tentation de reconstitution d'une épargne de précaution existe toujours d'autant que le chômage, après avoir marqué une brève pause, repartira inéluctablement de l'avant", note-t-il.

Alexander Law perçoit aussi des risques du côté des entreprises. "Les chefs d'entreprise n'ont toujours aucune visibilité conjoncturelle, leurs carnets de commandes restent vides et leurs marges soumises à forte épreuve", souligne-t-il.

A cette liste, Marc Touati, chez Global Equities, ajoute le risque d'une appréciation de l'euro ou d'un resserrement des taux d'intérêt avec la remontée attendue de l'inflation.

"Certes une bérézina type 'années 1930' a été évitée mais il ne faut pas crier victoire trop vite et baisser la garde en matière de soutien à l'activité", estime-t-il en ajoutant que "les résultats des prochains trimestres risquent de surprendre, mais négativement". (Reuters 14.08)

Pour Nick Kounis, économiste chez Fortis Bank : "Il y a fort à penser que l'Europe va bénéficier de plus en plus de la reprise de l'économie mondiale et la phase la plus brutale de l'ajustement des stocks est maintenant derrière nous".

"On peut tabler raisonnablement sur une reprise graduelle de l'économie jusqu'en 2010."

Selon Clemente De Lucia, économiste chez BNP Paribas : "L'économie reste sujette à de fortes difficultés, telles que la hausse du chômage, des capacités de production excédentaires et des conditions de crédit relativement restrictives". (Reuters 13.08)

L'industrie française a progressé de 0,4 % en juin, mais à un niveau inférieur de 16 % par rapport à juin 2008. Ainsi de la Bourse : à 3 500 points, le CAC 40 est en hausse de 40 % par rapport à mars, mais en retrait de 25 % sur juillet 2008. Ainsi des banques dont chacun sait qu'elles sont loin d'avoir achevé le nettoyage de leurs bilans. (Le Monde 13.08)

Tandis que selon l'INSEE, l'investissement des entreprises non financières a baissé de 0,9% au deuxième trimestre, et l'investissement des ménages de 1,8%. (Reuters 13.08)

Et de l'autre côté de l'Atlantique.

Les ventes au détail ont baissé de 0,1% contre toute attente en juillet aux Etats-Unis, ce qui laisse planer un doute quant à une reprise des dépenses de consommation que l'on anticipe au troisième trimestre.

En variation annuelle, les ventes au détail décrochent de 8,3%.

Hors ventes de véhicules, les ventes se sont tassées de 0,6% après un gain de 0,5% en juin (consensus: +0,1%).

Hors essence, les ventes au détail affichent une hausse de 0,1%. (Reuters 13.08)

Si la Fed jugeait il y a deux mois que "le rythme de la contraction économique se ralentit", elle estime maintenant que "l'activité économique se stabilise".

La seule question, désormais, est de savoir "quelle sera la vigueur de l'expansion, car il est essentiel que la relance n'échoue pas".

La reprise économique, note la Fed, reste "entravée par la poursuite des pertes d'emplois, une croissance très lente du revenu, la baisse du patrimoine immobilier et un crédit restreint". Bref, si reprise il y a, c'est une "reprise de statisticiens", comme le dit par dérision l'économiste en chef de la banque Wells Fargo : une reprise qui apparaît certes dans les statistiques mais qui, "pour des millions d'Américains, ne se matérialisera pas en termes d'emplois ou de revenu pendant au moins encore un an".(Le Monde 13.08)

Tout cela pour dire que cet optimisme relève davantage de la méthode Coué.

Enfin, l'avenir immédiat ou à plus long terme est hypothéqué par deux défis considérables. D'une part, la bataille de l'emploi. En France, comme en Europe ou aux Etats-Unis, toutes les analyses admettent qu'en matière de chômage, le pire est devant nous et que la barre des 10 % de chômeurs sera vraisemblablement franchie avant la fin de l'année. Avec toutes les conséquences sociales - mais aussi pour la consommation - que cela comporte. D'autre part, le gouffre des déficits publics. Avec des recettes fiscales en chute libre (- 24 % au premier semestre), le déficit budgétaire dépasse déjà les 80 milliards d'euros et pourrait atteindre les 130 milliards à la fin de l'année. C'est donc peu dire que la sortie de la crise relève encore, pour l'essentiel, de la méthode Coué. (Le Monde 13.08) La fuite en avant, ils n'ont pas d'autres solutions.

La crise étant partie de l'immobilier, la sortie de crise passerait donc par sa reprise. Mais l'efficacité de cette mesure est contestée par nombre d'experts, pour qui les résultats attendus ne se manifestent pas alors que cette mesure contribue massivement à faire tourner la planche à billets.

Un nombre croissant d'économistes jugent que les montants faramineux de liquidités qui ont été injectés sur un court laps de temps dans l'économie américaine risquent de générer une inflation massive dès que la reprise sera réellement au rendez-vous.

La Fed, elle, a reconduit au mot près l'analyse qu'elle faisait il y a deux mois, selon laquelle "l'inflation resta encore faible pour un certain temps". Manière de dire qu'elle continue de craindre prioritairement le risque déflationniste. (Le Monde 13.08)

Récapitulons : le crédit, la consommation, l'endettement sans fin et risqué de la population et des entreprises, le chômage massif qui va encore s'amplifier, pendant que la spéculation reprend de plus belle, ainsi que les salaires mirobolants que s'octroient les dirigeants des banques et des grandes entreprises, les commissions faramineuses empochées par les traders, et les dividendes versées aux actionnaires.

Vous aurez remarqué qu'ils craignent autant la déflation que l'inflation. Je crois en fait qu'ils craignent un dérapage qui entraînerait l'économie mondiale dans le chaos sans qu'ils ne puissent plus rien faire ni rien contrôler du tout.

Quand on lit qu'ils tablent sur la croissance chinoise et indienne, ils se font des illusions car si cette

croissance profite à l'économie interne de ces deux pays, elle ne profite pas forcément au marché mondial ; la Chine et l'Inde qui dépassent chacune le milliard d'habitants, donc de consommateurs, sont incapables du jour au lendemain d'intégrer dans le marché des centaines de millions de pauvres qui en sont exclus aujourd'hui, si l'on ajoute la hausse des prix qui freine la consommation, le chômage de centaines de millions de Chinois et d'Indiens, les investissements réalisés ces derniers temps dans ces pays, principalement dans leurs infrastructures, favorise le développement d'une économie tournée vers la consommation locale ou intérieure, afin justement de soulager la pression sociale qu'exercent ces centaines de millions de pauvres qui inquiètent leurs gourvernements.

La crise actuelle du capitalisme a pour effet de faire douter le monde entier sur sa capacité à constituer un modèle économique fiable et progressiste pour l'avenir. Prenez par exemple l'immobilier. Quel doit être l'état d'esprit d'un acheteur potentiel ? S'il achète au prix du marché aujourd'hui, rien ne dit que les prix ne vont pas continuer de baisser, donc il sera tenté de reporter à plus tard son achat. Il prend aussi le risque qu'ils remontent. Du coup, il ne sait plus quoi penser et faire, c'est la paralysie. Wait and see, tel sera sa device.

On peut aussi se poser une question plus grave en observant le comportement des banquiers ? Veulent-ils tout faire péter parce qu'il n'y aurait pas d'autres solutions au bout du compte ? Pour le capitalisme j'entends. Ce serait suicidaire, la Première puis la Seconde guerre mondiale l'étaient tout autant, il ne faudrait pas l'oublier.

Il faudrait être plus précis : la fuite en avant à laquelle on assiste, ne devrait-elle pas nous inciter à penser qu'ils ont déjà pris la décision de tout faire péter, de mener l'humanité au chaos dans leur folie ? Qu'ils aient conscience ou non des conséquences de leurs actes importent peu, c'est la direction dans laquelle il entraîne l'humanité le plus important pour définir une stratégie pour les combattre.

Les dizaines de milliers de milliards de dollars ou d'euros qu'ils ont reçus ne serviraient qu'à repousser cette échéance qui pour eux serait inéluctable, de combien, de quelques mois ou plutôt de quelques années, car aujourd'hui on ne voit ni comment ni par où une guerre qui finirait par être mondiale pourrait éclater. On nous a expliqué qu'il faudrait au préalable que le prolétariat ait subit une défaite. C'était peut-être valable dans les années 30 lorsque le prolétariat était fortement organisé, cela l'est beaucoup moins aujourd'hui.

Dans tous les pays, l'union nationale derrière la bourgeoisie est de fait déjà réalisée à des degrés divers ; les principaux partis qui se réclament de la classe ouvrière et les syndicats participent activement à la gestion du capitalisme et sa crise, et les partis qui pourraient prendre la relève à la tête du mouvement ouvrier n'en sont qu'au stade embryonnaire lorsqu'ils existent, ce qui est le cas dans un nombre infime de pays. Tous les Etats ont renforcé considérablement leurs appareils répressifs, tant sur le plan judiciaire, policier que militaire. Ils sont en ordre de bataille pour affronter le prolétariat si nécessaire et liquider toute opposition.

Si la crise persistait au-delà des mois à venir ou de 2010, il faudrait en déduire que sur le plan économique ils sont incapables de la résoudre. On pourrait le déduire dès aujourd'hui mais cela ne nous avancerait pas à grand chose, car on a besoin de davantage de temps pour avoir la certitude que le capitalisme a épuisé toutes ces cartouches avant de se lancer dans une nouvelle gigantesque destruction de forces productives à l'échelle mondiale. On ne peut pas faire de pronostics à la légère compte tenu de la gravité de la situation. Pas de quoi s'affoler et affoler la population, c'est ce que je voulais dire.

On sait qu'ils ont réussi à passer le cap du premier semestre 2009 grâce à un exercice comptable frauduleux consistant à hypothéquer les profits à venir, ils ont piqué dans la caisse avant qu'elles ne se remplissent. Mais plus tard, quand, on n'en sait rien, très rapidement semble-t-il, quand ils devront faire face à de nouvelles échéances et qu'ils s'apercevront que les caisses sont vides pour les honorer, ils se retrouveront dans la même situation qu'aujourd'hui, en pire. Il est pertinent de penser jusqu'à un certain point qu'ils ne pourront pas recourir une seconde fois à des remèdes qui n'ont pas fonctionné, sachant surtout qu'ils marchent à la confiance. Peut-être en ont-ils conscience, ce qui expliquerait qu'ils en profitent aujourd'hui pour s'en mettre plein les poches pendant qu'il est encore temps. Cela se tient et est effrayant, mais ne nous hasardons pas trop loin.

J'en suis arrivé à ce point de mon analyse en partant des contradictions du capitalisme, en me disant que s'ils ne s'en sortaient pas en utilisant les moyens classiques que leur offrait le système économique, il ne leur resterait plus qu'à envisager l'ultime solution à leur disposition pour faire redémarrer le capitalisme.

Quand je dis que les moyens classiques de l'économie capitaliste s'avèrent inopérants, par exemple, quand ils jettent à la rue des dizaines de millions de travailleurs et qu'ils espèrent qu'ils vont consommer davantage ou s'endetter, on saisit immédiatement où se situe le problème. Autre exemple, le prix du baril de pétrol qui était descendu à 38 dollars est remonté à plus de 70 dollars, donc cela devait induire mécaniquement une hausse générale des prix, donc l'inflation, et ce n'est pas fini, nous ne sommes pas en hiver et la situation est loin d'être stabilisée au Moyen et Proche Orient, sans parler du Nigéria.

Chômage de masse, précarité généralisée, on pourrait dire institutionalisée, plus hausse des prix, on a là le cocktail idéal pour une explosion sociale de grande envergure qui pourrait se produire dans de nombreux pays, il ne manque plus que le petit rien qui servira de détonateur. Quelles en seront les issues ? Bien malin qui peut répondre à cette question. En l'absence de partis communistes et d'une Internationale, il ne faut pas se faire d'illusions. On a le droit d'être optimiste, mais pas au point de s'aveugler quand même.

On voit bien par ailleurs qu'il existe d'importants foyers de tension dans le monde : la Russie avec l'Ukraine, la Georgie et d'autres ex-républiques de l'URSS, sans parler avec l'Union européenne et les Etats-Unis ; les Etats-Unis avec plusieurs pays d'Amérique latine dont le Venezuela et la Bolivie en tête, avec la Chine, les Etats-Unis viennent d'engager une nouvelle procédure à l'OMC contre la Chine ; chaque déplacement d'un officiel chinois en Afrique est suivi dans la foulée par leurs homologues américains ; sur les dossiers iraniens, nord-coréen, birman, soudanais, palestinien, notamment, les Américains, les Russes et les Chinois n'ont pas la même approche, chacun défend ses propres intérêts, on pourrait ajouter le Japon et quelques pays de l'Union européenne.

S'ils paraissent s'entendre devant les médias, c'est uniquement pour tromper les peuples, ils sont évidemment d'accord lorsqu'il s'agt de prendre des mesures pour leur faire payer la crise comme on l'a vu lors du G20 de Londres, mais une fois mis de côté les apparences trompeuses, restent la concurrence acharnée qu'ils se livrent, demeurent les ressentiments contenus qu'ils éprouvent les uns envers les autres.

Il ne faudrait pas croire que parce que le capitalisme est mondialisé, les représentants des capitalistes fileraient une belle histoire d'amour et ils partageraient une conscience collective universelle qui serait une garantie contre un risque d'affrontement direct entre eux. Leur histoire nous enseigne que les chartes, les accords de paix et les institutions internationales peuvent voler en éclats du jour au lendemain. Donc, s'il ne faut pas sombrer dans le catastrophisme qui nous paralyserait et entamerait notre crédibilité, il ne faut évacuer aucune hypothèse quant à l'avenir.

Attelons-nous à aider la classe à élever par tous les moyens sa conscience politique, tous les appels à la mobilisation doivent être subordonnés à cet objectif et à la construction du parti qui hélas nous fait cruellement défaut. C'est le seul moyen dont nous disposons pour faire réfléchir à deux fois les représentants du capitalisme et de les convainvre de repousser à plus tard la mise en oeuvre de leur plan sordide.

Souvenez-vous que le temps est de notre côté... et que le leur est compté.

Je n'étais pas parti pour écrire tout cela, j'espère qu'il n'y a pas de conneries.

Le 15 août

Quelle chance qu'il ait plu encore ce vendredi après-midi ! Avec un peu d'avance sur la prochaine causerie, j'ai actualisé la rubrique *Quelques enseignements du marxisme*, j'ai aussi mis un peu d'ordre dans la page consacrée au marxisme, c'était la moindre des choses. J'ai respecté l'ordre chronologique des textes ou articles parus.

Comme quoi parfois on manque de précision, c'est le socialisme scientifique qui est *l'expression du processus historique inconscient* dixit Trotsky et non le parti qui en principe doit le mettre en musique si je puis dire. Je vous accorde volontiers que la différence peut paraître minime au premier abord, mais ce n'est pas tout à fait la même chose, une formule légèrement déformée pouvait passer à la rigueur dans un certain contexte, pour devenir totalement inappropriée dans un autre contexte.

Si j'ai commis cette erreur, c'est uniquement parce que j'ai reproduit bêtement ce que j'avais appris autrefois à l'OCI. Ce n'est pas bien grave, à condition que le parti et donc ses militants aient adopté le socialisme scientifique, sauf qu'aujourd'hui aucun parti ne peut le revendiquer, puisqu'ils sont tous faits de bric et de broc.

Que le parti représente "*l'aspiration spontanée et instinctive du prolétariat à reconstruire la société sur des bases communistes*, admettons qu'on puisse ainsi définir le parti, encore faut-il que ses militants adhèrent au communisme et qu'ils en aient une idée suffisamment précise. Je n'irai pas jusqu'à dire à Léon qu'il s'était contredit lorsqu'il avait affirmé ailleurs qu'il n'y avait qu'une poignée de marxistes au parti bolchevik, en étant généreux ajoutait-il en substance. Peut-être faisait-il une distinction qui m'échappe entre la capacité à mettre en oeuvre le socialisme scientifique et être marxiste, il pensait peut-être qu'on peut adhérer à une théorie un jour et s'en détourner le lendemain, alors que c'est impossible quand on a adopté le marxiste, la méthode du matérialisme dialectique pour interpréter le monde et ses transformations, c'est une hypothèse qui n'est pas stupide ma foi.

Il est vrai que le socialisme scientifique sans la méthode du marxisme n'aurait jamais vu le jour, les deux sont donc inséparables. Toutefois, intellectuellement on peut parfaitement comprendre le contenu du socialisme scientifique en utilisant inconsciemment la méthode du marxisme le temps d'une lecture, sans avoir besoin d'être marxiste et sans y adhérer par la suite.

C'est comme le scientifique qui utilise tous les jours le matérialisme dialectique dans ses recherches sans s'en rendre forcément compte, en tout cas sans en tirer la conclusion que cette méthode pour interpréter l'évolution de la matière est parfaitement valable pour analyser de quelle manière la société et le monde se sont transformés. Il faut arriver à généraliser l'emploi de cette méthode pour parvenir à un degré de conscience supérieur, ce qui n'est pas le cas de notre chercheur

malheureusement ou trop rarement.

Engels avaient raison (voir la citation dans cette page), à notre niveau de modestes élèves, on pratique tant bien que mal le matérialisme dialectique, mais de là à se prétendre marxiste, il ne faut pas exagérer, on a encore du boulot sur la planche jusqu'à la fin de notre vie ! On parle parfois comme des marxistes ou on en prend la défense ce qui est normal, c'est même notre devoir, mais ne confondons pas tout. Le camarade Eyschen insistait sur la patience comme vertu essentielle du révolutionnaire, j'ajouterai la modestie qui fait tant défaut à la plupart de nos contemporains sans viser personne.

Vive le socialisme scientifique et vive le marxisme !

Bon week-end à tous et gardez le moral camarades, prenez soin de vous et tenez bon !

Pour le camarade du POI qui m'a écrit l'autre jour qu'il militait de moins en moins, courage camarade, vaincre ou périr, mais jamais se laisser dépérir ! Regarde dans quelle merde incroyable je suis, je vis dans un pays que je déteste, je suis séparé de mon épouse pour encore de longs mois et je viens d'engager un bras de fer avec les autorités corrompus de mon district sans savoir comment cela va se terminer ni quand (je vous en reparlerais dans quelques jours, cela va être très chaud !).

Bordel, je n'ai pas repris le militantisme après 20 ans de vie insouciante pour que tu nous laches en cours de route ! Tu sais pourquoi je me suis foutu dans cette merde ? Parce que j'avais arrêté de militer, je n'ai pas d'autres explications et je peux te dire que quelque part je m'en veux terriblement, j'y pense encore très souvent figure-toi, un vrai cauchemar que je trimbalerai jusqu'au bout.

Complément.

Mon épouse Magueswary a fait l'acquisition d'une veste pour 1,5 euro qui en valait dix fois plus, il lui reste à refaire toutes les coutures, ce qu'elle a commencé à faire. En faisant les poubelles comme elle dit, elle a trouvé un meuble avec des tiroirs qu'elle a ramené chez elle. Elle se gave de fruits parce qu'ils ne sont pas chers, 1 euro le kilo d'abricots ou de pêches, et je ne pense pas qu'elle aura envie de prendre la défense des cultivateurs qui réclament une hausse des prix à la production. C'est comme avec les pécheurs qui voudraient vendre leurs poissons plus chers, pourquoi pas, mais à condition de garantir que l'ensemble de la population aura accès à ce poisson, ce qui est incompatible avec l'existence du capitalisme.

Elle a encore eu une alerte, son sang est trop chaud, du coup elle est clouée seule chez elle toute la journée. J'ai essayé de la rassurer en lui conseillant du repos car il n'y a rien d'autres à faire dans sa situation. Je suis inquiet évidemment car elle pourrait faire à tout moment une hémorragie qui lui serait fatale. Et dire que cette situation est dûe à la corruption qui règne ici, essayons de rester calme !!!

Samedi matin.

Le saviez-vous. (Reuters 14.08)

Le Comité de la majorité présidentielle a créée en vue des élections régionales de 2010, cette instance regroupe des formations intégrées à l'UMP comme le Parti radical de Jean-Louis Borloo et Les Progressistes de l'ex-socialiste Eric Besson, ainsi que le Nouveau Centre dirigé par Hervé Morin et La Gauche moderne de l'ex-PS Jean-Marie Bockel, auxquels il faudra sans doute ajouter le parti

Chasse Pêche Nature et Traditions (CPNT) et le Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers.

Qui manque-t-il à l'appel ? Patrick Gaubert, ancien eurodéputé UMP et actuel président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra)s'est interrogé : "*On va aussi aller récupérer Marine Le Pen ? On va aller jusqu'où à droite ?*".

Pas besoin, l'UMP a déjà en partie intégré et appliqué le programme du FN ! Jusqu'où à droite, mais jusqu'au bout si nécessaire, ce qui n'ira pas sans crispations dans leur camp. Si c'est pour affronter le prolétariat, si c'est pour la bonne cause, que soit l'unité de la réaction, amen !

On pourrait imaginer le dialogue suivant :

- Oui, mais là il ne s'agit que des élections régionales et non de mater une insurrection ouvrière.

- j'entends bien, mais il faut se rassembler dans cette perspective, vous savez par les temps qui courent, tout peut arriver du jour au lendemain, regardez cette foutue crise...

En revanche, je trouve très bien que dans ce panier de crabes y figurent Les progressistes et la Gauche moderne. Comme l'on vit d'une part une période de réaction sur toute la ligne et de régression sociale sans précédent depuis plus d'un demi-siècle, et que l'on assiste d'autre part à une dérive sans frontière de la terminologie politique et des coalitions iconoclates (un dirigeant du PS, Kouchner dans un gouvernement dirigé par l'UMP, par exemple), la disparition du clivage gauche droite qui était surfait forcera ceux qui veulent en savoir plus sur un parti politique et ceux qui ont quelque chose à proposer, à d'un côté préciser leurs questions et de l'autre à se découvrir davantage.

Quand il y a dans un organisme piloté par l'UMP un rassemblement qui se revendique ouvertement de gauche, on doit en tirer la leçon qu'il faut abandonner cette terminologie, ce qui aurait dû être fait depuis très longtemps, pour ne pas dire qu'il n'aurait jamais fallu l'employer pour éviter d'embrouiller davantage les masses.

De la même manière qu'il est insupportable de parler de l'opposition à l'Assemblée nationale, le PS, le PCF et les Verts, même avec des guillemets, ce qui peut toutefois se concevoir pour faire bref dans un article, compte tenu que les deux camps qui sont censés s'affronter et représenter des intérêts de classe distincts au sein de l'Assemblée nationale sont en réalité complémentaires et ne défendent que les intérêts d'une seule classe, la classe dominante.

Il y en a encore qui s'étonnent du degré de décomposition du mouvement ouvrier, les partis ouvriers ne devraient-ils pas revoir leurs rapports avec les institutions ?

Si le mot d'ordre de dissolution de l'Assemblée nationale n'est pas à l'ordre du jour et qu'il faut un évènement particulier pour le rendre crédible aux yeux des masses et qu'elles s'en saisissent, la dissolution de l'Assemblée nationale est une nécessité politique inscrite au programme du prolétariat révolutionnaire depuis 1958, au même titre que la liquidation de l'ensemble des institutions de la Ve République. Mais de là à prétendre que les masses souhaitent leur liquidation...

Un camarade m'a écrit qu'il avait bien apprécié ma causerie d'hier, on va continuer dans la foulée. Profitons que je suis en forme.

A la fin des années 70, on disait que les masses voulaient chasser Giscard, ce qui était vrai puiqu'il a

été chassé. On ajoutait en discutant entre nous qu'elles voulaient en finir avec la Ve République, or c'était faux, encore une vue de l'esprit ou prendre ses désirs pour la réalité, la preuve, elle est toujours là 28 ans plus tard. On n'hésitait pas à en faire un argument auprès des travailleurs qui demeuraient sceptiques ou qui nous demandaient carrément où nous avions vu jouer cela, et ils avaient raison.

Si la conscience politique des masses avaient vraiment atteint ce degré de maturité, elles auraient trouvé la voie et les moyens pour renverser le gouvernement de front populaire dirigé par Mitterrand, cela se serait traduit au moins sur le plan de sa mobilisation, de la construction du parti, or c'est exactement l'inverse qui se produisit, elles entrèrent en léthargie pour de longues années, quant au parti vous savez de quoi il retourne.

Dire que le combat des masses pour chasser Giscard s'incrivait dans la perspective de liquider les institutions aurait été plus juste, nous le disions aussi, mais la confusion existait bien entre les deux formules qui n'avaient pas le même contenu, puisque dans la forme précédente nous partions d'un fait établi qui n'existait que dans notre tête et traduisait nos propres illusions dans l'état d'esprit des masses.

Quand l'analyse de la situation réalisée par un parti repose sur une analyse fausse d'un des facteurs déterminants qui la compose, on aura du mal à nous faire admettre ensuiteque les dirigeants d'un tel parti pouvaient définir une orientation politique correcte, CQFD.

Quand on part des revendications immédiates de la classe ouvrière et qu'on situe son combat dans une perspective révolutionnaire, on ne doit pas confondre ce qui appartient à l'un et à l'autre, au présent et à son développement qui est forcément relié au futur.

En partant de la question du chômage on arrive à la question de la liquidation du régime, en sachant que pour le moment les masses ne posent que la question du chômage, c'est nous qui avançons la question de la liquidation du régime en lui indiquant dans quelle direction son combat politique doit s'orienter, vers quel objectif. Si nous ne le faisions pas, nous manquerions à tous nos devoirs et nous serions de bien piètres révolutionnaires.

La classe n'est pas homogène et dans chaque couche du prolétariat les travailleurs n'ont pas atteint le même degré de maturité politique. Pourquoi doit-on leur fournir une orientation politique ? Parce que d'une part, on s'appuie sur les éléments les plus déterminés qui sont prêts à entendre notre discours politique et éventuellement à nous rejoindre (la construction du parti demeure omniprésente dans notre combat), d'autre part pour indiquer à l'ensemble de la classe la voie à emprunter pour aller de l'avant, peu importe qu'elle y soit prête ou non, c'est pourquoi nous disons que nous ne nous adressons pas à une catégorie particulière de travailleurs mais à l'ensemble de la classe. En principe seulement, car tous les partis font exactement l'inverse, ils s'adressent à tous les travailleurs sans leur proposer d'issue politique, donc en refusant de s'appuyer sur les éléments les plus déterminés, à qui ils proposent des actions qui ne dépassent pas le stade du trade-unionisme, les conduisant ainsi dans une impasse politique, ce n'est pas une contradiction de ma part, mais un paradoxe que nous imposent ces partis. Je vous attendais au tournant, mais je ne suis pas tombé dans le piège !

Les deux méthodes sont incompatibles. Pourquoi proposer une issue politique quand les travailleurs n'en sont pas encore à ce poser cette question ? Pourquoi ne pas la proposer ? Par crainte de s'apercevoir qu'en réalité leur état de conscience politique est au ras des paquerettes, on préfère cultiver l'illusion qu'il en est autrement ? Calcul d'alchimistes ! Parce que cela nécessiterait de réviser de fond en comble nos analyses, de modifier notre orientation ou d'en changer et par la même occasion de revenir sur notre conception du parti ? Et pourquoi pas !

Vous ne m'aidez pas beaucoup, pour ne pas dire pas du tout, à saisir avec précision quel est l'état d'esprit actuel des masses. Donc j'arrête là.

Molex suite.

La nomination d'un médiateur a été accueillie par un "*optimisme prudent*". "*Si cela peut renouer un dialogue constructif, c'est positif. J'espère que M. Latarche, que nous devons rencontrer mardi après-midi à Villemur-sur-Tarn, arrivera rapidement à renouer des négociations constructives sur le maintien de l'emploi et la reprise d'un éventuel repreneur mais la direction ne semble pas être prête à céder son activité*", expliquait Guy Pavant. "*Nous attendons de savoir quelles sont les propositions de la direction*".

Dans un communiqué du 4 août, les dirigeants de Molex avaient stipulé que l'entreprise "*n'envisage pas de céder son activité, le groupe continuant d'être présent sur le marché automobile européen*".

Les salariés attendent beaucoup de la rencontre prévue le 25 août à Bercy entre Christian Estrosi et le président du Groupe Molex, Martin Slark.

"*Soit l'activité se poursuit sur le site avec un certain nombre de salariés si un repreneur se manifeste, soit il y a un véritable plan social où Molex devra proposer de réelles indemnités de licenciements*", a estimé Denis Parise, secrétaire CGT du comité d'entreprise, qui ajoutait que "*l'objectif des salariés depuis dix mois est avant tout de maintenir l'activité à Villemur-sur-Tarn*". (AP 14.08)

Dialogue de sourds. Les dirigeants de Molex expliquent qu'ils ne veulent pas d'un concurrent sur le marché automobile européen, et le secrétaire CGT du comité d'entreprise qui ne semble pas avoir entendu, s'accroche toujours à l'idée que leur usine pourrait être rachetée. Donc, la seule solution c'est l'expropriation sans indemnité ni rachat par les salariés. (voir mes dernières causeries sur le même sujet)

Emploi. Un extrait d'un article de Reuters du 14 août.

En un an, c'est-à-dire depuis le début de la récession, l'économie a détruit 401.400 postes dans les secteurs marchands, soit une baisse de 2,5% de l'emploi.

Sur les six premiers mois de 2009, 242.500 emplois ont été détruits dans les secteurs concurrentiels, selon l'Insee.

L'emploi a continué de se contracter dans l'industrie au deuxième trimestre mais il s'est stabilisé dans les services et a progressé dans la construction.

Dans l'industrie, 55.300 postes ont été perdus par rapport au premier trimestre (-1,6%) et 149.000 sur un an (-4,1%). Avec 3,5 millions de personnes occupées, dont 2,7 millions dans l'industrie manufacturière, l'emploi industriel n'a jamais été aussi bas en France et sa baisse s'est accentuée au deuxième trimestre - elle était de 1,3% en janvier-mars.

Dans le tertiaire, l'emploi a moins baissé qu'au premier trimestre (-0,2% contre -1,0%) grâce à l'intérim. Le secteur tertiaire employait 10,7 millions de personnes à la fin juin, dont 419.600 intérimaires.

Les salariés de l'intérim sont comptés dans le tertiaire même s'ils effectuent une mission dans

l'industrie ou la construction. Leurs effectifs ne se sont contractés que de 3,7% (-16.200 postes) au deuxième trimestre après avoir chuté de 26,9% sur les six mois précédents, les intérimaires étant la première variable d'ajustement des entreprises en période de crise.

Hors intérim, l'emploi a baissé de 0,1% seulement après -0,3% au premier trimestre.

Dans la construction, l'emploi est reparti à la hausse avec 3.600 postes créés (+0,2%) pour un total de 1,48 million, après une baisse de 8.700 ou 0,6% au premier trimestre.

Les économistes estiment cependant qu'il faut un rythme de croissance de 1,5% par an pour que l'économie crée des emplois, ce qui ne devrait pas être le cas avant 2011 au mieux.

Espagne.

Le Produit intérieur brut (PIB) espagnol s'est contracté de 1% au deuxième trimestre 2009, selon les chiffres dévoilés vendredi par l'Institut national de la statistique.

Il s'agit du quatrième trimestre consécutif de croissance négative pour l'Espagne. Sur un an, l'économie espagnole s'est contractée de 4,1%.

Le pays a aujourd'hui le plus fort taux de chômage de l'UE (17,9% de la population active). (AP 14.08)

Zone euro.

Les prix à la consommation des ménages ont baissé de 0,7% en juillet dans les 16 pays de la zone euro, a annoncé vendredi l'institut européen de la statistique. C'est le deuxième mois consécutif de baisse de l'inflation annuelle et ce recul est supérieur aux attentes.

Le recul le plus important de l'inflation annuelle a été enregistrée en Irlande, avec -2,6%, suivie par la Belgique (-1,7%) et le Luxembourg (-1,5%). La France affiche -0,8% et l'Allemagne -0,7%.

Le principal facteur expliquant ce phénomène est la baisse de 5,5% des prix des transports liée à ceux de l'énergie.

Sur l'Union européenne dans son entier, les prix à la consommation ont augmenté de 0,2% en juillet, contre 0,6% en juin. L'inflation annuelle la plus forte se constate en Roumanie (5%) et en Hongrie (4,9%), la plus faible en Estonie (-0,4%) et en République tchèque (-0,1%). (AP 14.08)

Le 16 août

Quel jour, quelle année !

C'est l'anniversaire de mon épouse Magueswary qui a 51 ans, c'est aussi le jour où nous avons quitté la France pour s'installer en Inde. C'est aussi l'anniversaire de ma vieille mère et son anniversaire de mariage, je vais lui téléphoner, cela va lui faire plaisir. J'attends le coup de fil de Manju.

C'est aussi le second jour du festival de Woodstock. J'étais alors trop jeune, je ne l'ai pas vu passé,

par contre je me suis largement rattrapé quelques années plus tard ! J'écoutais déjà du rock depuis quelques années, les Beatles et les Rolling Stones, mais aussi Hendrix avec son groupe Expérience ou encore Joe Cocker.

C'est J. Halliday qui m'avait mis sur la piste du rock, mais je n'ai jamais acheté un de ses disques, je n'ai jamais fait attention aux paroles des chansons, par contre à 10 ans, alors que mes parents écoutaient de la variété ou de l'opérette, j'avais déjà remarqué que les meilleurs musiciens et les meilleurs groupes se trouvaient en Angleterre et aux Etats-Unis.

Je n'ai jamais acheté un seul disque d'un groupe français, car sur un disque c'était rare qu'il y ait deux morceaux convenables, alors que sur un disque de Deep Purple ou de Led Zeppelin par exemple, il n'y avait rien à jeter.

Comme mes parents m'interdisaient de sortir, je gardais le peu d'argent de poche que j'avais pour acheter des 45 tours. Et paradoxe incroyable quand j'y pense aujourd'hui, mes parents (mon père menuisier) qui étaient conservateurs, réactionnaires, très stricts sur la discipline, à cheval sur les principes, etc. m'avaient donné de l'argent pour acheter Hey Joe d'Hendrix pour Noël.

Woodstock fut le pendant de la guerre du Vietnam, plus tard en voyant Bob Dylan drappé dans le drapeau américain, je fus écoeuré, je préfère garder le souvenir de l'hymne américain écorché vif par Hendrix.

Les aigris et les réactionnaires - on n'est pas forcément l'un et l'autre à la fois bien que ce soit souvent le cas, reprocheront à la jeunesse de cette époque sa débauche d'insouciance que Woodstock symbolisera, notamment à cause de l'usage sans modération de différentes drogues, alors que les témoignages que j'ai lus montrent plutôt qu'elle était animée par l'espoir d'un monde meilleur où règnerait enfin la paix, la musique apaisant les peurs et les tensions ou adoucissant les moeurs pouvait servir de support à ce message universel de fraternité entre les hommes.

Woodstock incarnera surtout la soif de liberté de la jeunesse, son refus de reproduire le modèle de société qu'on voulait lui imposer. Que Woodstock se soit déroulé sur fond d'inconscience collective politique, nous le savons bien, il suffit de regarder autour de soi ce que sont devenus les jeunes de cette époque, des individualistes et de fieffés réactionnaires pour la plupart.

Pour moi qui suis issue du milieu ouvrier, je ne serai jamais complètement intégré dans le milieu petit-bourgeois qui prônait peace and love en guise de mot d'ordre ou de mode de vie, c'est d'ailleurs peut-être ce qui m'a permis de m'en sortir, tandis que mes potes de l'époque sont presque tous déjà morts ou dans un sale état.

Il reste la musique qui nous sert à décompresser ou à nous échapper quelques instants du vieux monde qui continue de broyer la jeunesse et de nous pourrir la vie. C'est avec nos idées, la seule chose qu'ils ne pourront jamais nous enlever.

Allez Freddy, the show must go on...

Au boulot.

Plus cynique tu meurs !

Le secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez, a osé dire : "*Le chèque est le piège absolu dans*

cette période. C'est une façon facile d'acheter la paix sociale à court terme. Mais cela ne fait pas vivre comme un emploi".

Et d'ajouter : *"50.000 euros, ça peut partir très vite, en quelques mois, et après ? On se réveille chômeur de longue durée.*" (Reuters 15.08)

Qu'est-ce qui est légitime : le droit d'avoir un travail qui permette de vivre décemment ou le droit de pouvoir licencier des millions de travailleurs ?

Et si vous cherchez d'où ils tiennent ce droit, allez chercher du côté de la Constitution de la Ve République. Pourquoi il faut l'abolir ? La réponse tient ici en quelques mots seulement.

Etats-Unis. L'année de tous les records.

Faillite record pour une banque américaine cette année. La Colonial Bank, basée à Montgomery, dans l'Alabama, quelque 25 milliards de dollars (17,6 milliards d'euros) d'actifs et spécialiste de l'investissement immobilier, a été fermée vendredi par les régulateurs du FDIC et rachetée par la banque régionale BB&T.

La faillite de la Colonial Bank devrait coûter à la FDIC quelque 2,8 milliards de dollars (2 milliards d'euros).

Colonial était l'un des principaux promoteurs immobiliers (hypothèques et prêts) de Floride et du Nevada, qui comptent parmi les Etats les plus touchés par la crise des subprimes. Son titre s'est effondré ces deux dernières années, passant de 25 dollars en 2007 à moins de 50 cents cette année.

Née en 1981, elle aurait bénéficié de 550 millions de dollars (387 millions d'euros) d'aide du fonds de sauvetage des banques américaines. (AP 15.08)

Le 17 août

Comme il pleut et que j'ai la journée devant moi, j'ai rédigé un article sur le Front de gauche que je viens de mettre en ligne. Vous le lirez en ayant en mémoire l'extrait d'Engels qui figure dans le bandeau défilant en haut de l'écran. Faisons avec le capitalisme à défaut de combattre pour le socialisme, voilà à quoi se résume la politique du Front de gauche.

Vous avez été nombreux à télécharger les articles du POI et de Prométhée, ainsi que celui du Front Syndical de Classe, bravo camarades ! A nous tous nous formons un seul parti révolutionnaire, je plaisante hélas !

A propos du POI, depuis déjà plusieurs semaines leur site ne fonctionne pas correctement, l'affichage de la page d'accueil est mauvais.

J'ai copié et lu hier un article d'Isaac Johsua daté du 15 août sur le site du NPA, ne rigolez pas, c'est un "*point de vue de l'économiste marxiste Isaac Johsua*". Personnellement je l'ai trouvé tellement nul que je me suis résigné à ne pas le commenter. Si vous le lisez, comparez-le avec les articles du CCI-T ou de Prométhée sur la crise du capitalisme, vous verrez qu'il n'y a pas photo.

Un petit mot sur ma situation.

Je n'arrive pas à m'en sortir, il faut sortir l'artillerie lourde pour essayer de faire bouger les choses. J'ai rectifié et complété au total six lettres, il y en a sept en fait, en anglais ce qui n'est pas évident, adressées à différentes autorités, je ne les ai pas encore envoyées, car je me demande ce que cela peut déclencher ensuite.

Le problème, c'est que je ne connais pas du tout les gens qui vont les lire, ils peuvent se méprendre sur mes intentions, me prendre pour un ennemi de l'Inde, j'ai pris d'énorme précaution pour ne pas être accusé de diffamation et risquer de me faire expulser ou trainer en justice, tout en disant les choses comme elles sont parce que je n'ai pas le choix. Je peux aussi tomber sur des fonctionnaires ou des politiciens véreux, bornés et racistes. Pire, je ne sais pas très bien quel pouvoir détiennent les uns et les autres, donc ils peuvent me raconter n'importe quoi. Je ne peux absolument compter sur personne ici, même mon avocat s'est défilé. J'ai créé une page sur le Webb qui s'intitule *Kottakuppam, a district under corruption* où figurent toutes mes lettres. J'ai parfois été obligé d'utiliser un langage diplomatique pour montrer mes bonnes intentions à mes lecteurs, un exercice périlleux sans renier mes idées, mais parfois on est obligé de précher le faux pour savoir le vrai, bref de manoeuvrer ce qui n'est pas mon fort, quelle galère !

J'ai eu Magueswary en pleurs au téléphone hier sans que je puisse lui annoncer une bonne nouvelle pour ses 51 ans. En dehors du fait qu'elle est de nationalité française, pour le reste elle rencontre les mêmes problèmes que tous les immigrés qui ne maîtrisent pas le français écrit, pour remplir le moindre formulaire elle a besoin de quelqu'un, ce qui n'est pas facile à vivre, je suis dans la même situation ici.

Si l'on voulait mesurer le regain de nationalisme qui règne en Inde, j'ai trois exemples qui le prouvent très bien. 1- ils ont supprimé l'anglais de la plupart des formulaires à ma banque (d'Etat), on a le choix désormais entre le hindi, la langue officielle de l'Union indienne, et le tamoul la langue officielle du Tamil Nadu ; 2- la chaîne de télé Sun news a remplacé l'anglais par le tamoul dans le bandeau qui défile en bas de l'écran, du coup je ne la regarde plus ; 3- de plus en plus de magasins et de panneaux de signalisation ou d'affichage utilisent uniquement le tamoul.

Bonne semaine à tous les camarades.

Une seule dépêche sur la situation aux Etats-Unis.

Ils comptent sur la force d'inertie du système : la consommation. Pour que le capitaliste empoche son profit, il faut que le cycle du capital aille jusqu'à son terme, que les marchandises produitent soient vendues.

"*Les marchés vont guetter le moindre signe en provenance du secteur de la consommation. Avec un taux de chômage important et une épargne tout aussi importante, les craintes sont grandes que les dépenses des consommateurs restent faibles*", souligne John Praveen de Prudential International Investments Advisers.

"*Il est trop tôt pour dire 'ça y est, nous avons surmonté le désastre'*", commente Joseph Battipaglia de Stifel Nicolaus.

Sont-ils vraiment sortis de la galère ? Réponse.

"*aucune statistique ne permet de parvenir à une telle conclusion*", prévient Fred Dickson de D.A Davidson & Co.

Des données Thomson Reuters montrent que 456 des 500 groupes figurant sur la cote du S&P ont déjà publié leurs trimestriels. Pour 72% d'entre eux ces résultats se sont révélés meilleurs que les attentes du marché. (Reuters 16.08)

Le 19 août

La lecture de quelques réactions d'internautes à la déclaration de Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental à Clairoix, m'a inspiré quelques réflexions.

Un d'entre eux disait qu'il avait fallu en arriver là pour qu'on s'aperçoive enfin que la CGT était gangrené par une bureaucratie qui a depuis longtemps son rond de serviette à la table de l'Elysée, et qui loin de porter atteinte au capitalisme s'en accommode parfaitement et davantage encore. Et il est très loin de se douter jusqu'où va la collaboration de classe des appareils avec les institutions.

Un autre, tout aussi perspicace, se demandait comment les syndicats pouvaient être indépendants tout en étant dépendants financièrement de l'Etat. Excellente question qui n'a jamais effleuré l'esprit de nos dirigeants, pour lesquels il semblerait que l'argent n'a pas d'odeur, sans vouloir calomnier qui que ce soit, désolé, ce sont bien de faits prouvés et chiffrés dont il s'agit et non des hypothèses ou des soupçons.

Pour plusieurs d'entre eux, c'est à la base de réagir sans s'occuper des directions des syndicats. Il y a peut-être de plus en plus de militants qui vont finir par comprendre qu'en mettant sur le même pied d'égalité le front unique à la base et au sommet, pendant 60 ans, on a finalement privilégié le front unique au sommet et permis à la bureaucratie parasitaire de brader pas à pas l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat et au capitalisme.

Chacun aura encore en tête les lamentables incantations du genre "*dirigeants appelez*" qui ne pouvaient que conforter leurs positions, alors qu'il aurait fallu appeler les travailleurs à s'auto-organiser dans l'unité, afin de briser le carcan des appareils dans lequel chaque mobilisation a été soigneusement étouffée. En s'adressant à ces dirigeants, on les légitimait et pas autre chose. De la même manière qu'avec quelques décennies de retard vous avez fini par laisser tomber le mot d'ordre de gouvernement des partis pourris du mouvement ouvrier, et bien laisser tomber son équivalent sur le plan syndical, le mot d'ordre de front unique sous la direction des Thibault, Mailly, Chérèque, etc., et vous verrez que le mouvement ouvrier s'en portera mieux.

Ces incantations étaient misérables, mais toutefois pas totalement inutiles, puisque finalement les confédérations finiront par réaliser l'unité... avec Sarkozy et le Medef contre la classe ouvrière. On se demande si cela leur servira de leçon. On nous répliquera : et le CPE alors ? Quelle bonne blague, il existe plus d'une vingtaine de types de contrats précaires, donc un de plus ou un de moins, où est la différence ? Cessons de nous leurrer, bordel ! 700 000 stagiaires payés des clopinettes, des centaines de milliers d'apprentis payés avec un lance-pierres, cela vous ira ou il faut en rajouter ?

Qu'est-ce que signifie s'adresser aux dirigeants ? Au-delà du fait qu'on les légitime à leur poste, cela signifie qu'on attend tout d'eux, qu'ils détiennent le pouvoir sur le mouvement ouvrier, donc le discours qui consiste à dire qu'il faut renforcer la mobilisation pour les faire céder est à double

tranchant, car à défaut de céder au bout de plusieurs semaines de mobilisation, malgré son amplification, on en arrivera facilement à la conclusion que puisque tout dépend d'eux et qu'ils ne cèdent pas, cela ne sert à rien de continuer à se mobiliser. Certains travailleurs en arriveront même à penser qu'il ne sert à rien de se mobiliser tout court.

Un mouvement social engagé n'étant pas structuré sur le plan national, nous n'avons finalement rien à opposer aux dirigeants traîtres qui eux disposent de puissants appareils pour le fourvoyer, le diviser et finalement le liquider. Nous n'avons rien à lui opposer en terme d'organisation, les travailleurs sont toujours isolés dans leurs entreprises même s'ils se retrouvent un jour ensemble dans une manifestation. Par conséquence, il ne faut pas attendre que la mobilisation des travailleurs soit effective pour réaliser qu'on est de nouveau confronté à l'obstacle des appareils, c'est dès le départ qu'il faut forger l'unité de la classe ouvrière pour que le moment venu elle puisse submerger les appareils et conserver le contrôle de son mouvement. Les comités d'unité devraient avoir une existence permanente, cette idée reste à développer.

C'est la classe ouvrière qui doit être à l'initiative de toute mobilisation, qui doit la contrôler par le biais de ces comités d'unités qui rassemblent des militants de tous les syndicats et de tous les partis ouvriers. Pourquoi n'y arrive-t-elle pas ? C'est à cause de la dispersion et la division de nos forces qui demeurent un obstacle à la coordination des combats engagées, que les Thibault peuvent les contrôler.

Compte tenu de la nature sociale des appareils inféodés au capitalisme, le rôle des dirigeants syndicaux devraient se limiter à être les porte-parole des mouvements socaux engagés et pas davantage, à défaut de pouvoir les chasser des syndicats. S'ils refusent de remplir cette fonction, sans qu'on leur demande quoi que ce soit évidemment, de notre côté on doit continuer dans l'unité à organiser les travailleurs sur la base de leurs revendications.

Plusieurs intervenants ont exprimé l'idée que la rupture entre les dirigeants syndicaux et la base des militants conduisait à la révolution. Elle est certes nécessaire, mais insuffisante et j'explique pourquoi (la rupture).

Si la rupture d'un certain nombre de militants avec les appareils constitue une indication précieuse et un pas important en avant, cependant elle n'est pas suffisante pour chasser les dirigeants des syndicats, ce qui signifie d'une part que la majorité des adhérents des syndicats se reconnaissent toujours dans leurs dirigeants, et d'autre part, rien ne dit forcément qu'ils aient adopté une ligne politique en rupture avec le capitalisme, car si tel était le cas, plus rien ne les empêcherait de se rassembler pour combattre ensemble les directions des syndicats, or on assiste exactement au contraire à travers la création de regroupements de militants syndicaux, ces militants s'appliquant à reproduire les divisions qui existent déjà dans le mouvement ouvrier, donc on ne voit pas très bien en quoi ils oeuvrent à son unité à la fois contre les appareils et le gouvernement.

Je ne dispose pas de suffisamment d'informations sur ce qui se passe précisément dans les syndicats pour pousser plus loin mon analyse. Comment se développe l'opposition à la politique des dirigeants dans les syndicats ? A quel degrè existe-t-elle, qu'est-ce qu'elle représente numériquement ? Dans quels secteurs d'activité ? Etc.

J'ai l'impression que certains militants se rendent compte soudain que tout fout le camp à une cadence effrénée, alors que la majorité de la classe est loin de réagir, et qu'ils ne comprennent pas très bien pourquoi les choses se passent ainsi, les phrases apprises par coeur dans des livres ne suffisant pas à l'expliquer ni à comprendre la situation. J'ai ma petite idée sur la question, je l'ai déjà évoquée à

plusieurs reprises dans le site.

Ne serait-ce pas le degré de subordination au capitalisme des travailleurs qui rend les choses si compliquées en apparence ? Ne s'est-on pas fourvoyé pendant des décennies ? N'est-ce pas le résultat du front unique employé sans discernement qui a certes permis parfois une amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière, mais conduisant à mieux l'amarrer au char du capitalisme puisque ces combats n'étaient pas reliés à l'objectif d'en finir avec le capitalisme ? N'a-t-on pas prévilégié la recherche de résultats immédiats sans se soucier le moins du monde des conséquences qui pourraient en découler ? N'a-t-on pas privilégié le mouvement spontané des masses en abandonnant en cours de route l'objectif final du combat du mouvement ouvrier ? Ne reproduisons-nous pas pour la énieme fois les erreurs du passé ? N'a-t-on pas habitué la classe ouvrière à s'en remettre aux négocations pour recevoir les miettes tombées de la table des capitalistes ? Dites-moi franchement en quoi la multitude des combats engagés par la classe ouvrière au cours des 60 dernières années a-t-elle favorisé sa prise de conscience qu'il fallait liquider le capitalisme ? En rien, absolument rien camarades, voilà ce que certains découvrent, pendant que d'autres s'en étonnent sans comprendre réellement pourquoi.

Continuons comme si de rien n'était et vive la barbarie ! Voilà ce que j'ai à dire à ceux qui refusent de regarder la réalité en face.

Une seule dépêche.

La chasse aux cambrioleurs, un prétexte pour renforcer la surveillance du territoire.

Hortefeux compte «*tripler le nombre de caméras de surveillance sur la voie publique*», vantant leur «*pouvoir de dissuasion*», mais aussi leur intérêt pour identifier les auteurs . Leur nombre passera donc de «*20 000 à 60 000, d'ici à 2011*», précise-t-il.

«*Je ne suis pas de ceux qui vont trouver des circonstances atténuantes aux voyous. Ce n'est pas parce que notre pays est frappé par la crise mondiale que certains comportements peuvent être excusés*».(lefigaro.fr 18.08)

Vous croyez qu'il voulait parler des banquiers et des patrons des grandes entreprises ?

Le 20 août

Pas le temps de causer, j'ai commencé à envoyer mes lettres aux différentes autorités ici et je dois impérativement terminer ce boulot colossale avant demain soir, pas moins de 15 lettres en anglais, parfois 4 pages, plus des photos encore à scanner et imprimer, des mails de présentation et personnalisés à rédiger, aller acheter des enveloppes, rechercher des adresses postales sur le Net ou à droite et à gauche, etc. La page Internet que j'ai créée fonctionne, les photos sont horribles mais je n'ai pas le temps de faire mieux.

J'ai reçu un courriel d'un camarade du POI, je lui répondrai demain. J'ai préparé deux autre articles sur deux articles du dernier IO que j'ai reçu hier, un sur le syndicalisme et l'autre sur le parti bochevik. J'ai aussi écrit la suite de mes réflexions après la déclaration de Xavier Mathieu, la suite d'hier.

Voilà. Bonne journée à tous, lisez les articles économiques, vous allez voir qu'ils sont dans une sacrée merde et qu'ils commencent à dire qu'ils ne savent pas trop comment la suite va se passer ni si un jour ils en verront le bout, ce qui confirmerait l'hypothèse que j'ai émise ici. La déclaration du FMI est teintée d'incertitudes. Populariser le socialisme, expliquer le fonctionnement du capitalisme, rendre l'espoir aux masses qu'un avenir meilleur est possible, voilà notre tâche la plus urgente.

Le 21 août

Le server qui héberge le site était encore en "service" hier, je n'ai pas vérifié avant d'écrire cette causerie, donc inaccessible. Vous trouverez la causerie de la veille plus loin.

Mathieux reproche à B. Thibault de s'accommoder du capitalisme, il n'a pas compris que si Thibault agit de la sorte, c'est parce qu'il sait que c'est l'état d'esprit dominant dans la classe ouvrière y compris dans la CGT et les autres syndicats. Que Thibault soit un lieutenant de la bourgeoisie dans les rangs du mouvement ouvrier, nous le savons, mais c'est une autre question.

Un internaute a reproché à X. Mathieux de ne pas s'en être aperçu plus tôt. Il en a parfaitement le droit, car le délégué syndical X. Mathieux ne s'était pas trop préoccupé de la marche de son syndicat et des discours nauséabonds de ses dirigeants jusqu'à présent, sinon il n'aurait pas eu cette réaction soudaine ou il l'aurait eu bien plutôt pour aider ses camarades à y voir plus clair dans le jeu cynique de la direction de la CGT.

Cela me fait dire que je ne m'étais pas trompé en affirmant que les syndiqués n'étaient pas forcément les couches les plus conscientes de la classe ouvrière, parce qu'ils étaient gangrenées par le réformisme et le corporatisme, il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'ils soutiennent les Thibault, Mailly, Chérèque, etc. Qu'est-ce que vous voulez camarades, pour que ces salopards soient élus à la direction des syndicats, il leur faut bien une base qui les soutienne, aussi difficile et désagréable que ce soit à admettre, il faut regarder la réalité en face.

Je soupçonnais depuis un moment que les éléments de la classe ouvrière les plus déterminés à combattre le capitalisme ou susceptibles de rompre avec lui à force de recevoir des mauvais coups, ne se trouvaient pas (forcément) dans les syndicats tels qu'ils sont aujourd'hui, tels qu'ils sont depuis des lustres. J'ai envie de dire qu'on en a la preuve quotidiennement, mais que personne ne veut se pencher sérieusement sur cette question...

S'il suffisait d'être syndiqué pour avoir véritablement une conscience de classe, cela se saurait et surtout cela se verrait, or, c'est tout autre chose que nous pouvons observer. Cela fait partie des idées reçues ou des idées erronées colportées sans le moindre discernement. Ce n'est pas parce qu'on adhère à un syndicat que l'on a rompu avec le capitalisme ou que l'on serait prêt à rompre avec lui, ceux qui colportent le plus souvent implicitement cette idée sont des faussaires et des manipulateurs, cela ne sert finalement qu'à justifier l'orientation politique de leur parti dont le front unique, on va y revenir. Y compris le type de parti qu'ils construisent.

Je me disais que si demain Thibault était en minorité, il y en aurait qui s'empresseraient de crier victoire sans trop réfléchir plus loin, sans se demander sur quelle base il serait minoritaire. Pauvre pommes, dans la situation actuelle, si j'ai bien saisi l'état d'esprit de la majorité de la classe ouvrière, ce serait forcément sur une base réformiste qui nous conduirait une fois de plus dans une impasse et préparerait le terrain au retour... des Thibault et Cie qui n'auraient pas dit leur dernier mot. A moins

que la situation économique n'empire, ce qui n'est pas à exclure et cela contribuerait à renforcer à l'opposé l'aile la plus anticapitaliste du syndicat, pour l'instant nous n'en sommes pas encore là, chaque chose en son temps.

Même si les choses se produisaient ainsi, cela ne signifierait pas pour autant que la majorité de la classe ouvrière serait enfin prête à rompre avec le capitalisme, or c'est la condition préalable pour que sur le plan politique soit posée la question politique du pouvoir qui conditionne la remise en cause des fondements du capitalisme, car la solution à la crise du capitalisme devra passer par la compréhension par les masses qu'il est indispensable d'en finir avec le capitalisme le plus tôt possible.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que le POI, le NPA et LO ne mettent pratiquement jamais en avant leurs programmes qui sont remplacés par le front unique en direction des élus ou/et des dirigeants des autres partis. C'était déjà vrai du temps du PT, moins à la LCR dont on se demandait si elle avait vraiment un programme.

On ne combat pas pour construire un parti, on combat pour réaliser l'unité des partis dont certains n'ont d'ouvrier que le nom. On ne diffuse plus les idées du socialisme, à quoi bon ! La nécessité de la révolution, de renverser le régime, de prendre le pouvoir y compris par la force, vous n'y pensez pas simple d'esprit que vous êtes ! On ne combat pas pour liquider le capitalisme et les institutions, pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire, ce sont des objectifs tellement lointains ! On n'ose même pas dire que Sarkozy, son gouvernement et l'Assemblée nationales sont minoritaires et illégitimes, à quoi cela servirait-il puisqu'on n'aurait actuellement aucune alternative immédiate à leur opposer.

Parce que d'un coup de baguette magique, le jour où les masses déferleront spontanément, elles se réapproprieront le socialisme, comme d'un simple coup d'oeil elles sauront forcément ce qu'elles ont à faire, évaluer les obstacles, trouver les solutions pour les abattre ou les contourner, définir les différents objectifs politiques à atteindre, bref, c'est tellement évident, n'est-ce pas ? Les choses ne se sont jamais déroulées ainsi, peu importe, qui se pose la question franchement, qui le sait réellement, qui cela intéresse-t-il ce genre de questions ? Personne, sauf des illuminés dans mon genre et quelques gauchistes. Populariser le programme de la révolution socialiste internationale, mais vous êtes fou, vous êtes complètement déconnecté de la réalité mon pauvre ami, vous voulez effrayer les travailleurs qu'on a tant de mal à organiser ou quoi ? Même votre drapeau vous le gardez soigneusement rangé dans un placard, mais attention aux mites quand même !

Parlons-en des travailleurs, si vous les organisez et que cela ne débouche pas sur une élévation de leur niveau de conscience politique, que cela ne se traduit pas par la construction du parti sur des bases politiques correctes, vous vous serez dépensés en pure perte de temps, d'énergie et d'argent. Au fait, votre front unique qui a remplacé le programme de la révolution socialiste, en quoi a-t-il permis à la classe ouvrière de dissiper ses illusions dans le capitalisme, en quoi a-t-il permis de construire le parti en 60 ans ? Absolument rien !

Vous savez ce qui les aider à se défaire de leurs illusions dans les appareils traîtres ? La politique réactionnaire qu'ils ont mis en oeuvre quand ils étaient au pouvoir, et non votre front unique qui n'a jamais été plus loin que des gesticulations sans lendemain, qui finalement n'a joué à côté qu'un rôle secondaire.

Du berceau à la tombe ou à la petite boîte, le front unique serait la seule tactique possible. Vous êtes prévenus. Cela me fait penser à des gens qui voudrait escalader un mur et atteindre le sommet, alors qu'il s'élève toujours plus haut au fur et à mesure de leur ascension. Le symptôme le plus visible de la

décomposition du mouvement ouvrier réside encore dans la multiplication à l'infini des regroupements de militants, d'une poignée à quelques milliers.

Un parti ne fait plus l'affaire, un autre se crée et prend le relais, c'est ainsi que le PG prend la suite du PS par exemple, je simplifie. Des militants s'opposent à la ligne politique de la direction de leur parti, ils sont virés ou conduits à démissionner et à former leur propre groupe, et ainsi de suite. Cela tourne au ridicule, au grotesque, et le front unique s'avère totalement impuissant face à cette situation. A situation nouvelle ou inédite, remèdes nouveaux nous dit-on, chacun y allant de sa petite invention, histoire de diviser encore davantage nos rangs.

Les dirigeants reproduisent inconsciemment les idées qu'ils sont censés combattre. Ils ne savent plus très bien à quels saints se voués, alors ils se rabattent sur n'importe quoi, Jaurès, Bakounine ou Guevara, ils ont les yeux constamment braqués sur le passé, alors qu'il faudrait les fixer davantage sur le futur. Ils me font penser à une pauvre chèvre qui face à un loup baisserait la tête ou reculerait sans cesse en pensant qu'ainsi le loup ne la dévorera pas, elle se trompe lourdement. Je crois me souvenir que face à un chien ou un lion prêt à vous bondir dessus, la meilleure attitude est de le regarder dans les yeux et de lui tenir tête, pour le faire douter de sa force et ainsi le faire renoncer à son projet.

Nous, nous baissons la tête, nous courbons l'échine de compromis en compromis sur les principes, le programme, le parti, nous reculons sans cesse, certes (pour certains) nous conservons peut-être les mêmes idées, mais finalement cela ne sert à rien, nous n'avancons pas d'un millimètre par décennie, nous en sommes toujours au même point. C'est du bout des lèvres qu'ils soutiennent les ouvriers virés qui recourent à la violence, quand ils ne condamnent pas ouvertement celles des jeunes au bord du désespoir et sans avenir dans cette société.

Ils ont appelé Ground zéro l'endroit où se situaient les deux tours du Word Trade Center à New York, si on continue dans la même voie, c'est le surnom qu'on pourra bientôt donner au mouvement ouvrier en France.

Les dépêches.

Heures supplémentaires : sur un an -30% dans l'ensemble de l'industrie.

Le nombre d'heures supplémentaires déclarées par les entreprises dans le cadre de la loi TEPA a baissé de 10% sur un an, selon les données pour le deuxième trimestre 2009 rendues publiques jeudi par l'ACOSS. Ce "net recul", qui touche la plupart des secteurs d'activité et la majeure partie du territoire, est plus sensible dans l'industrie, notamment dans la métallurgie et l'automobile.

Au deuxième trimestre, le montant des exonérations TEPA accordées par les entreprises atteint 666 millions d'euros. Cela représente un total de 165 millions d'heures supplémentaires, soit, en données brut, le même niveau qu'au premier trimestre, précise l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS), l'organisme qui centralise les cotisations sociales. C'est une moyenne de 8,8 heures supplémentaires par salarié contre 9 au trimestre précédent.

Sur un an, la baisse s'accentue: elle atteint -10% au second trimestre après -4,3% au premier trimestre.

Sur un an, la baisse est nette dans la métallurgie (-34,8%), la fabrication de matériel de transport (-31,7%) et la fabrication d'équipements électriques (-31,2%). Dans le secteur tertiaire, elle atteint

7,4%. La diminution est "particulièrement forte" dans les activités de services administratifs qui comprennent l'intérim avec -30,8%. En revanche, les activités informatiques (+20,9%), la santé (+14,4%) et les activités financières et d'assurance (+10%) enregistrent des "hausses significatives" du nombre d'heures supplémentaires. (AP 20.08)

Etats-Unis

Chômage toujours en hausse. Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté aux Etats-Unis lors de la semaine au 15 août, à 576.000 contre 561.000 (révisé) la semaine précédente, annonce le département du Travail. (Reuters 20.08)

Toujours plus de pauvres.

Le nombre de pauvres -et partant d'Américains non-assurés- est en augmentation, avec plus de 38,8 millions de personnes. Rebecca Blank, sous-secrétaire au Commerce chargée des affaires économiques, a livré ce chiffre à l'Associated Press.

Notant que ces chiffres ne sont pas définitifs, elles souligne cependant une augmentation "statistiquement importante" des personnes sous le seuil de pauvreté, à au moins 12,7%. Ce qui représenterait un accroissement de plus de 1,5 million de personnes l'année dernière.

Elle a estimé que le taux de pauvreté pourrait atteindre 14,8% si le chômage atteint les 10%, comme le prédisent certains analystes, ce qui représenterait quasiment un Américain sur sept.

Le niveau officiel de pauvreté est fixé à un revenu annuel de 21.203 dollars (14.912 euros) pour une famille de quatre personnes, et 13.540 dollars (9.521 euros) pour une famille de deux personnes. (AP 20.08)

Toujours plus de saisies de logements.

Le nombre d'Américains qui ont vu leur logement saisi pour défaut de paiement ou sont en retard sur le remboursement de leur crédit a atteint des sommets -plus de 13%- au deuxième trimestre 2009, selon les chiffres publiés jeudi par la fédération des banques spécialisées dans l'immobilier. Et des milliers de personnes continuent de perdre leur emploi chaque jour aux Etats-Unis.

Les chiffres de la Mortgage Bankers Association sont tirés par les emprunts à taux fixe, et non par ceux à taux variable, les "subprimes" à l'origine de la crise du crédit. En juin, plus de 4% de tous les emprunteurs faisaient l'objet d'une saisie, et environ 9% étaient en retard d'au moins une échéance.

Les Etats les plus durement touchés par les saisies restent la Californie, le Nevada, l'Arizona et la Floride, qui représentent 44% des nouvelles saisies aux Etats-Unis. Près de 12% de tous les crédits immobiliers contractés en Floride et 9% de ceux du Nevada font l'objet d'une procédure de saisie.

Le programme fédéral "Making Home Affordable", destiné à empêcher les ménages de perdre leur logement, n'a pas décollé: seuls 10% des emprunteurs répondant aux critères y ont recours, selon les données de juillet. (AP 20.08)

Etat de la crise.

Ils veulent y croire.

Les pays développés sortent peu à peu de la plus grave récession vécue depuis des dizaines d'années, mais les perspectives restent ternes et les taux d'intérêt resteront au plus bas une grande partie de l'année prochaine, montre une enquête réalisée par Reuters auprès de 250 économistes.

Depuis la mi-mars, investisseurs et traders ont largement anticipé la question de la reprise, faisant grimper les indices boursiers mondiaux de près de 50%. Mais beaucoup de prévisionnistes préfèrent jouer la carte de la prudence lorsqu'il s'agit d'évoquer 2010.

"Les avis de décès de l'économie mondiale étaient exagérés, mais nous ne devons pas nous attendre pour autant à un bulletin de santé parfait", commente Marco Annunziata, chef économiste d'UniCredit. "Les dernières statistiques apportent du soulagement, pas d'euphorie."

Ils sont nombreux à prévenir qu'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions péremptoires du rebond surprise de la croissance de 0,3% des PIB allemand et français au deuxième trimestre.

A l'exception des deux premières économies de la zone euro et du Japon, la contraction reste la règle dans les économies développées et, dans l'ensemble, le chômage continue de monter et de menacer la consommation.

Aux Etats-Unis également, les perspectives restent peu réjouissantes. La médiane des estimation sur les risques que la récession actuelle se transforme en récession en W, une contraction suivie d'un rebond et d'une nouvelle contraction, atteint 25%.

Les experts prédisent en outre que le taux de chômage devrait atteindre 10% dans les mois à venir, contre 9,4% actuellement.

Reste que les prévisions sur l'évolution du PIB américain en 2009 sont de moins en moins pessimistes. (Reuters 20.08)

Réduction des coûts par la mise au chômage de millions de travailleurs, pendant que les autres continuent de consommer, c'est basique, mais ils n'ont rien de mieux. Ce n'est pas qu'ils manqueraient d'imagination, mais bien plutôt de solutions pour sortir de cette crise.

Une fois le déstockage touchant à sa fin, la vie continue donc les entreprises se remettent à passer des commandes. Voilà sur quoi repose l'embellie qui pourrait bien être que provisoire, il suffit de si peu pour que l'ensemble de l'économie mondiale bascule dans le chaos. Vous aurez remarqué avec quelle extrême prudence ils analysent la situation. Parce qu'ils sont totalement incapables de prédire la suite.

Fort recul de la production mondiale d'acier.

La production mondiale d'acier a reculé de 11,1%, en juillet par rapport au même mois de l'année dernière, à 103,9 millions de tonnes, révèlent les chiffres de l'Association mondiale de l'acier.

La Chine, premier producteur et plus gros consommateur d'acier du monde, a augmenté sa production de 12,6% en juillet par rapport à l'année précédente, avec 50,7 millions de tonnes, inversant ainsi la tendance observée au cours des mois précédents. (Reuters 20.08)

Le 22 août

J'ai mis en ligne l'article sur le syndicalisme, je n'ai pas eu le temps de faire plus, la suite en fin de journée ou plus vraisemblablement demain.

Bon week-end à tous.

Le 23 août

Un camarade de la CGT m'a communiqué les adresses des portails de plusieurs regroupements de militants de la CGT combattant pour un syndicalisme de classe et de masse, vous les connaissez peut-être déjà : http://www.cgt-luttedeclasse.org ; http://ouvalacgt.over-blog.com ; http://www.cl-cgt.fr ; http://www.frontsyndical-classe.org ; http://lacgtarrive.over-blog.com

N'étant pas sur place, il m'est difficile d'intervenir sur le combat qui se mène dans la CGT et sans doute dans l'ensemble des syndicats contre les directions inféodées au capitalisme.

Etant donné que je n'ai qu'Internet comme seul instrument d'information et de combat, à la longue mes yeux que je mets à rude épreuve finissent par fatiguer, je dois donc faire des choix et me consacrer à ce qui me semble être l'essentiel.

Il est vrai que l'approche du 49e Congrès de la CGT nécessite que tous les militants participent à la discussion sur l'orientation de sa direction et l'avenir de ce syndicat, j'y consacrerai donc plus de temps dans les mois à venir.

L'URCF, dans son journal de mai-juin 2009, rappelait à juste titre dans un article consacré à la CGT que "*La suppression, en 1995, de l'article 1 des statuts qui stipule que «la CGT s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange», a liquidé l'identité anti-capitaliste de l'organisation.*"

Cela remonte déjà à 14 ans. En réalité, la suppression de cet article était l'aboutissement logique de 50 ans de collaboration de classes et témoignait que l'emprise de la bureaucratie stalienne sur la CGT n'avait jamais cessé, malgré son impuissance à empêcher de plus en plus de militants de critiquer et combattre ouvertement son orientation liquidatrice.

Cette décision n'est pas intervenue à n'importe quel moment, elle fut sur le plan du syndicalisme l'écho ou la traduction de la politique de collaboration de classe mise en oeuvre jusqu'au sommet de l'Etat et consacrée par l'existence du gouvernement Chirac-Jospin-Buffet-Mélenchon-Voynet.

Elle s'incrivait dans un contexte marqué par l'accélération de la crise du capitalisme à l'échelle mondiale (1990) et la désagrégation de l'URSS (1991) et ses satellites, le capitalisme se sentant pousser des ailes mais surtout pressé de passer à la vitesse supérieure dans son combat contre la classe ouvrière pour lui reprendre les droits ou acquis sociaux qu'il avait dû lui concéder au lendemain de la Seconde guerre mondiale, avec l'adoption du traité de Maastrich (1992) il avait indiqué clairement quelle orientation politique lui servirait désormait de repère pour mener son offensive tout azimut contre l'ensemble du prolétariat à partir de l'Union européenne, en France et dans l'ensemble des pays de l'UE.

Avec la liquidation des acquis de le révolution d'Octobre, les capitalistes décidèrent que le spectre du communisme qui les hantait jusque là, ne constituerait plus véritablement un danger avant longtemps,

que leur propagande relayée par l'ensemble des médias et leurs valets dans les partis se réclamant de la classe ouvrière et des syndicats ferait le reste, bref qu'ils disposaient dorénavant d'un boulevard devant eux pour liquider un par un les services publics et tous les droits de la classe ouvrière.

Une fois la classe ouvrière privée de toute issue politique, désarmée théoriquement et politiquement, les principaux partis se réclamant de la classe ouvrière participant au plus haut niveau de l'Etat à la gestion de la société pour le compte du capitalisme, il ne leur restait plus pour parfaire ce disposif de guerre contre le prolétariat, qu'à y associer encore davantage les syndicats, ce qui fut fait d'une certaine manière en 1995 pour ce qui concerne la CGT, par la suppression de l'article 1 de ses statuts. Le ralliement officiel de la CGT au capitalisme confirmait ainsi l'orientation politique de sa direction et témoignait de sa volonté d'aller encore plus loin dans la collaboration de classe avec le patronat et le gouvernement, autrement dit le corporatisme et la soumission de la classe ouvrière au capitalisme.

Depuis, l'opposition au cours liquidateur impulsé par la direction de la CGT a commencé à se structurer à travers divers regroupements de militants restés fidèles à un syndicalisme de lutte de classe. En principe, à l'étape suivante ils devraient regrouper leurs forces s'ils veulent vraiment constituer une opposition crédible face aux lieutenants de la bourgeoisie qui continuent de contrôler le syndicat.

Cette nouvelle étape, c'est dès maintenant qu'il faut la franchir, pour ne pas dire qu'elle aurait déjà dû être franchie plus tôt et qu'il est peut-être déjà trop tard pour le 49e Congrès, je ne sais pas si les élections de délégués ont déjà commencé.

La constitution d'un front uni de tous les syndicats et militants qui sont présents dans ces regroupements sur une orientation claire opposée à celle de Thibault, permettrait de créer une dynamique à l'intérieur du syndicat et de fédérer, de regrouper l'ensemble des syndiqués éparpillés dans les entreprises qui partagent leur appréciation sur la politique mise en oeuvre par la direction du syndicat sans qu'ils aient pu s'exprimer jusqu'à présent ou se faire connaître. Une telle structure redonnerait espoir à des dizaines et des dizaines de milliers de syndiqués dégoûtés par les compromis infâmes passés par Thibault avec le Medef et le gouvernement.

Si maintenant ces regroupements de militants s'avèrent incapables de s'entendre entre eux parce qu'ils reproduisent à l'infini les désaccords qui existent entre les différents partis ouvriers qui les influencent, ils passeront à côté de l'opportunité que leur fournit la cris actuelle du capitalisme et seront dans l'impossibilité de faire entendre leur voix lors de ce congrès.

Ceux qui nous bassinent à longueur de temps avec l'unité, avec le front unique ou le front unique ouvrier, sont les premiers à montrer le mauvais exemple à la classe ouvrière en se divisant, à croire qu'il serait justifié au-delà d'un militant de créer un second regroupement, je ne caricature pas, c'est malheureusement la réalité. Je pense que tant qu'ils n'auront pas réussi à régler ce problème, il sera impossible de combattre efficacement la direction de la CGT.

Ils se réclament tous des mêmes principes si j'ai bien compris, mais ils en donnent une interprétation différente, à croire là encore qu'il existerait autant d'interprétations possibles du capitalisme qu'il existe de militants ! Il était apparemment plus facile de se retrouver dans le même syndicat ou le même parti lorsque la théorie marxiste influençait le mouvement ouvrier.

Sans théorie, le mouvement ouvrier est comme une girouette livrée à tous les vents, il s'oriente dans toutes les directions sans forcément trouver la bonne ou sans qu'aucune ne domine les autres. Les uns et les autres s'évertuent à défendre leurs propres vérités parce qu'ils sont sous l'influence des idées

dominantes qui ont cours dans la société, alors qu'en réalité chacun en détient une parcelle, au lieu de les mettre en commun, c'est dommage.

Si notre combat consistait à relier les attaques du patronat et du gouvernement contre nos droits ou nos acquis économiques ou sociaux aux conditions objectives qui en sont à leur origine (les fondements du capitalisme et ses lois internes de fonctionnement), la nécessité de l'abolition du capitalisme coulerait de source, ainsi que celle des institutions politiques au service du capital. N'est-ce pas notre objectif commun de les abolir tous les deux par la voie révolutionnaire ?

Un dernier mot, je n'ai pas eu le temps de faire le reste de mon boulot. Bon dimanche.

Quelques dépêches.

Attention il mord !

Brice Hortefeux, qui promet un "*coup de collier*" contre la délinquance, annonce le recrutement de 900 "*cadets de la République*" d'ici à la fin de l'année, ainsi que de 1.500 membres des forces de l'ordre. (Reuters 20.08)

La naïveté du roquet face aux mollahs.

Bernard Kouchner a déclaré vendredi qu'il faudrait "*peut-être attendre plus longtemps*" qu'espéré le jugement de la jeune Française Clotilde Reiss en raison "*peut-être aussi de la mauvaise volonté politique*".

Quand dictature et business font bon ménage.

La libération jeudi d'Abdelbaset al-Megrahi pour raisons de santé suscite toujours autant de remous. Après les protestations de Londres et Washington, le fils du colonel Kadhafi, Seïf Al-Islam, a affirmé que le dossier al-Megrahi était au coeur des contrats commerciaux conclus avec la Grande-Bretagne.

«*Dans tous les contrats commerciaux, de pétrole et de gaz avec la Grande-Bretagne, (M. al-Megrahi) était toujours sur la table des négociations*», a déclaré Seïf al-Islam dans une interview diffusée vendredi soir sur sa chaîne Al-Motawassit ("La Méditerranée") lancée jeudi. Le gouvernement britannique a aussitôt démenti ces affirmations.(Libération.fr 22.08)

Encore infiniment trop !

Depuis les années 1970, le fossé qui les sépare du reste de la population n'a cessé de s'agrandir, à tel point qu'en 2006, la concentration de richesses chez les 1% les plus riches avait atteint un niveau sans précédent depuis les années 1920.

L'année dernière, le nombre d'américains dont la fortune dépasse les 21 millions de dollars a baissé de 24%, selon une étude. Les très grandes fortunes comme Bill Gates, Warren Buffet ou encore les fondateurs de Google ont tous perdu des milliards l'année dernière, selon le magazine Forbes. L'exemple le plus frappant est celui de John McAfee, le fondateur des logiciels antivirus éponymes, qui ne détient «*plus que*» quatre millions de dollars, après avoir vu sa fortune culminer à plus de 100 millions. (Slate.fr 20.08)

Le capitalisme : la barbarie !

Des parlementaires ont confirmé qu'un rapport interne du gouvernement américain rédigé en 2004 faisait état des méthodes d'interrogatoire de la CIA, citant l'emploi d'une arme à feu et d'une perceuse électrique pour menacer des prisonniers, a appris l'Associated Press. (AP 21.08

Le capitalisme : la faillite et le chaos !

L'administration Obama table sur un déficit fédéral de 9.000 milliards de dollars (6.283 milliards d'euros) au cours des dix prochaines années, soit 2.000 milliards de dollars (1.396 milliards d'euros) de plus que prévu, a-t-on appris vendredi auprès de la Maison Blanche. (AP 22.08)

Le 24 août

Leur regard sur la situation.

La hausse du chômage, couplée au retour prévisible de l'inflation après l'été, menace selon les économistes de faire flancher la consommation des ménages qui a été jusqu'ici le principal soutien de l'économie.

Le rythme de progression du chômage a certes ralenti depuis le début de l'année, mais les pertes d'emplois, touchant au départ les contrats précaires, affectent progressivement les contrats à durée indéterminée, ce qui risque d'avoir un impact plus négatif sur les dépenses de consommation.

"Et si la demande n'est pas au rendez-vous, l'ajustement du marché du travail se poursuivra", explique Bruno Cavalier, économiste chez Oddo.

Dans l'industrie, le restockage en cours après le choc de l'hiver 2009 fait remonter la production mais les carnets de commandes restent déprimés, comme l'a montré l'enquête de juillet de l'Insee dans le secteur.

Les ménages ont certes un taux d'épargne élevé, proche de 16%, mais la détérioration des finances publiques peut les inciter à rester prudents même si le gouvernement proclame qu'il n'augmentera pas les impôts.

"Il est possible de citer une vingtaine de risques majeurs qui pèsent sur l'économie mondiale et qui sont susceptibles de faire avorter l'amélioration du deuxième trimestre", prévient Nicolas Bouzou, du cabinet d'études Asterès. (Reuters 23.08)

On a bien compris que c'était la consommation qui permettait au capitalisme de pouvoir supporter cette crise, au capitalisme mondial avec l'existence d'un gigantesque marché de plus de 6 milliards de consommateurs potentiels, car même pauvre on consomme tout de même, peu ou très peu certes, mais le tout mis bout à bout, cela représente des sommes colossales à l'arrivée.

Touché, plombé...

Natixis reste encore plombée par d'importants actifs toxiques, estiment des analystes financiers.

A fin mars, le montant du portefeuille toxique de Natixis s'élevait à 33,7 milliards d'euros alors qu'à la même date, la banque affichait 13,5 milliards d'euros de fonds propres.

Plusieurs scénarii sont possibles, selon eux, comme la création d'une structure de défaisance avec garantie de l'Etat français ou le transfert des actifs toxiques de Natixis à sa maison mère, la nouvelle banque BPCE.

"En l'état, la revue stratégique, les précédentes recapitalisations et un nouveau plan stratégique ne suffiront pas", souligne Eric Vanpoucke, analyste bancaire chez Sal. Oppenheim. "La vraie question est de savoir ce qu'on fait des actifs toxiques de Natixis pour remettre, de manière permanente, le groupe sur de bons rails." (Reuters 21.08)

...coulé !

Guaranty, filiale de Guaranty Financial Group, est la 81e banque américaine à faire faillite cette année.

Outre Guaranty, trois autres banques régionales, plus petites, ont également été fermées vendredi: ebank (Georgie), Coweta (Georgie) et CapitalSouth Bank (Alabama).(Reuters 23.08)

Le bourbier afghan, suite.

La situation en Afghanistan est "sérieuse et se détériore", a affirmé dimanche l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major de l'armée américaine, trois jours après l'élection présidentielle dans le pays.

"(...) au cours des deux dernières années (...) l'insurrection talibane s'est renforcée et s'est sophistiquée", a-t-il déclaré à la radio américaine. (AP 23.08)

Le 25 août

Pas le temps de causer hélas, juste une chose à propos du site et quelques mots personnels pour soulager mon état d'excitation extrême.

Au total, il comporte aujourd'hui 125 dossiers et plus de 3100 fichiers, il est évident que si un problème existe avec l'un ou l'autre de ces fichiers, je ne peux pas m'en apercevoir puisqu'il faudrait que je me connecte sur le webb et que je les ouvre un par un, impossible pour une question de temps et d'argent car je paie chaque connection, il n'existe pas ici de forfait illimité. Donc ayez l'obligeance de bien vouloir me signaler chaque problème.

Vous aurez remarqué que j'ai continué à actualiser le site pratiquement tous les jours au mois d'août, donc j'ai abandonné l'idée de faire mes travaux. Je suis trop occupé avec mes propres affaires qui me rendent la vie insupportable.

A propos de l'Inde, comment peut-on prétendre qu'un pays qui comporte plus de 60% d'illettrés pourrait être démocratique ? Impensable ! Si l'on ajoute à cela la corruption généralisée et l'achat des voix par les partis politiques à chaque élection, il ne peut pas en être autrement. Vous pouvez vous dire que sur environ 200 pays, les deux tiers sont exactement dans le même cas. Une question à creuser assurément.

J'ai l'impression que je ne suis pas prêt de m'en sortir, alors que je serais décidé à rentrer en France par le premier avion si c'était possible, j'en suis là. J'ai échaffaudé un plan pour me débarrasser de ma

baraque, mais je dois attendre que les personnes intéressées reviennent de France en septembre en principe. Comme ils ne veulent pas me l'acheter parce qu'il me manque ce foutu papier qui ne sert à rien, je vais leur proposer à 2 millions de roupies au lieu de 4,5, je m'en tape du fric, s'ils refusent malgrè tout, je peux aussi leur proposer une location bidon sur 20 ou 30 ans pour faire distraction vis-à-vis des voyoux de mon village assortie d'une vente dont personne n'aura vent, toujours pour la même somme de 2 millions de roupies.

J'ai consulté la loi en vigueur, en principe ce n'est pas au bout de 10 mais de 12 ans qu'on peut obtenir automatiquement le papier qui me manque, un relevé du cadastre où figure les noms des propriétaires successifs. Or, nous avons acquis ce morceau de terrain il y a 10 ans seulement, il nous manque encore 2 ans, mais comme l'état de santé de Magueswary demeure préoccupant et que les acheteurs potentiels ne vont pas attendre deux ans, je n'ai pas vraiment le choix, je brade ! Cela me fait les pieds ! Voilà ce qui arrive lorsqu'il existe une contradiction entre la théorie et la pratique, entre mes idées et ma qualité de propriétaire.

Si j'avais pu louer l'équivalent, je l'aurais fait, on a quand même cherché pendant 4 ans un coin tranquille (sic!), mais cela fut impossible, en dix ans la location nous aurait coûté au moins 3 millions de roupies, le double de ce que nous avons en banque. Au total entre l'achat du terrain et les travaux de la baraque en ruine, on n'a pas dépensé plus d'1 million de roupies, 15 000 euros environ, c'était un bon calcul. Ce que j'ai négligé par contre, ce sont les papiers, j'aurais dû passer par un avocat ou un notaire, j'ai fait une grosse connerie que je paie 10 ans plus tard.

Mon penchant à faire confiance aux gens en général m'a trahi ou la confiance que j'avais en moi, les deux à la fois sans doute. Si j'avais repris le chemin de la lutte de classe un an plus tôt, cela ne serait pas arrivé, j'aurais été moins crédule, et surtout je n'aurais pas eu envie de moisir plus longtemps dans ce pays avec lequel je n'ai plus aucun point commun. On commet tous de terribles erreurs dans la vie quand on essaie de s'en sortir, l'essentiel est de s'employer à les corriger une fois qu'on en a pris conscience.

Je ne vous cache rien, je ne sais pas tricher, et à dire vrai, je n'en ai jamais ressenti vraiment le besoin, cela me répugne même si c'est pour la bonne cause (sauf envers un patron ou un flic évidemment, mais sans expérience il le flaire, car eux ils en ont les bougres !), je préfère encore me dévaloriser aux yeux des autres que de passer pour ce que je ne suis pas, à chacun ses principes et sa morale. Mais gare à celui qui m'abuse car je suis impitoyable ! J'ai beaucoup trop tendance à dire tout haut tout ce que je pense sans me méfier des gens à qui je m'adresse, du coup ils profitent de cette situation pour me tromper, alors que je les crois sincères. J'ai longtemps pensé que c'était une bonne technique pour leur faire dire également ce qu'ils pensaient, cela marche parfois, sauf que ce n'est pas souvent le cas en vérité, je l'ai appris à mes dépens ce qui m'a incité depuis à corriger ce fichu penchant sans tomber dans la paranoïa qui consisterait à se méfier de tout le monde, c'est finalement une question de mesure comme dans bien des choses. Sur le plan psychologique et de notre attitude quotidienne envers les autres, notre principale faiblesse réside dans le fait qu'on ne se voit pas, qu'on se perd de vue...

Vous voyez qu'on a toujours du travail à faire (sur soi-même) pour essayer de s'améliorer sur tous les plans, c'est important car cela rejaillit forcément sur le plan politique et sur notre comportement de militant. Avant d'être abusé par les autres, on se leurre soi-même, il faut le dire franchement, quand on a admis une fois pour toute ce principe, on se sent déjà un peu mieux dans sa peau, on est plus serein et plus équilibré, plus sûr de soi, on envisage l'avenir sous un autre angle et pour peu qu'on ait acquis une conscience de classe et qu'on l'entretienne par la pratique du militantisme, on peut donner un sens et une orientation à sa vie, en dernière analyse, aurait-elle vraiment une autre raison d'être pour être digne d'être vécue, je vous le demande ? Sur ce, cela ira mieux demain.

Quand monarchie, empire et république rimaient avec colonialisme et pillage.

La conquête des Antilles date de l'Ancien Régime. L'Algérie est un héritage de la monarchie de Juillet. Le Sénégal et la Cochinchine ont été annexés par Napoléon III. Mais pour l'essentiel, l'empire français est un acquis de la IIIe République. C'est entre 1880 et 1914 que la France s'est emparée de l'Afrique du Nord, des colonies d'Indochine, de l'Afrique-Equatoriale et -Occidentale.

Les conquêtes africaines et indochinoises de la République ont redonné le moral aux Français, après la défaite de 1870 et l'annexion par la Prusse de l'Alsace et de la Lorraine. (sans oublier celle de la Commune de Paris - lutte de classe)

En 1885, un âpre débat a opposé Georges Clemenceau et Jules Ferry à la Chambre. Le premier y dénonce les méfaits de la conquête coloniale. Il estime que la France doit tirer son renouveau d'elle-même plutôt que de risquer son prestige et ses deniers au-delà des mers. Ferry croit, lui, à la mission civilisatrice de son pays, matrice de la Révolution. Surtout, Ferry est obsédé par les besoins de la France en matières premières - pas seulement en caoutchouc. "*La politique coloniale, dit-il, est fille de la politique industrielle.*"

A la Chambre, le point de vue de Ferry l'a emporté, de peu. Colonisatrice jusque-là, la France est devenue colonialiste. (Le Monde 24.08)

Un rappel et des réflexions tirées d'un article consacré à *L'Exposition coloniale* d'Erik Orsenna, (Ed. du Seuil, collection "Points", 2006).

Le plus misérable et irresponsable de tous les records.

Avec un taux de fécondité qui dépasse deux enfants par femme, la France est restée, en 2008, la championne d'Europe de la natalité : elle est, avec l'Irlande, le pays de l'Union européenne où la fécondité est la plus forte.

Selon le bilan démographique de l'Insee, plus de 800 000 bébés sont nés sur le sol métropolitain en 2008, un chiffre qui n'avait pas été atteint depuis 1981. (Le Monde 24.08)

Comment cela : Mitterrand Sarkozy même méthode démagogique, même combat ? Diable, qui l'eut cru !

Mailly au chevet du système...capitaliste.

Evoquant les rémunérations des traders, M. Mailly déclare, dans un entretien publié mardi dans "Le Figaro", que "*la provision d'un milliard passée par BNP Paribas montre bien que rien n'a changé sur ce dossier*". "*Plusieurs pistes sont possibles pour les bonus : les supprimer, les taxer, les limiter Mais il faut faire quelque chose car aucun système ne peut plus vivre sans réglementation*", juge-t-il.

Sans manquer de rappeler que "*l'État a eu raison de sauver les banques*". (AP 24.08)

Heureusement que l'Etat (bourgeois), le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner était là pour venir au secours des banquiers, quel soulagement ! Honte à tous ceux qui n'osent pas voter contre les résolutions de la direction confédérale de FO et qui soutiennent ainsi Mailly !

Pourquoi ils ne sont pas prêts de s'en sortir, quelques éléments de réponse.

Les banques commerciales américaines et britanniques sont assises sur un baril de poudre. La poussée de la dette sur les cartes de crédit collectionnées jusqu'au vertige par les ménages lors du boom économique inquiète à Wall Street comme à la City.

La monnaie plastique a permis au ménage de vivre au-dessus de ses moyens. Ne pouvant plus supporter les remboursements obligatoires depuis que la banque a baissé le plafond des crédits de moitié, ce foyer de quatre personnes, qui a contracté un emprunt hypothécaire, est insolvable.

La dette moyenne au Royaume-Uni sur carte de crédit est actuellement de 6 956 livres. Les particuliers déclarés en faillite doivent quelque cinq milliards de livres, en particulier à BarclayCard et à MasterCard (Royal Bank of Scotland).

Aux Etats-Unis, la dette des particuliers est de 1 914 milliards de dollars (1 336,7 milliards d'euros) ; la dette moyenne d'un foyer de 8 329 dollars. Les engagements financiers représente 140 % des revenus des ménages. Cette bombe à retardement explique la langueur des titres d'établissements exposés comme Citigroup ou Bank of America, malgré les bons résultats de leur banque d'affaires en 2008-2009. Assureurs et fonds de pension qui, par le truchement de la titrisation, ont racheté de la dette sur carte de crédit, sont concernés. Quant à la hausse du chômage (9 % aux Etats-Unis et 7,8 % au Royaume-Uni), elle pénalise la capacité des ménages à honorer leurs dettes, et explique en grande partie l'explosion de la "dette plastique".

Lors des années de croissance, les consommateurs ont été encouragés à prendre des cartes de crédit sans vérifier s'ils pouvaient supporter les remboursements. Une pratique dangereuse, car aux taux d'intérêt quasi usuraires s'ajoutaient de gros frais forfaitaires.

Aujourd'hui, les banques serrent la vis en relevant le minimum à rembourser mensuellement. Les produits alléchants sont retirés pour éviter que les ménages ne financent leur endettement immobilier avec leurs cartes. L'heure est au refus des demandes de clients représentant des risques dépassant l'acceptable, voire au retrait unilatéral de la carte dans les trente jours. Il y a des dispositifs d'alerte en cas de hausse inattendue des dépenses des débiteurs.(Le Monde 24.08)

Quand le capitalisme rime avec faillite... et concentration du capital.

L'analyste Richard Bove de Rochdale Securities estime que 150 à 200 établissements bancaires américains pourraient encore faire faillite à cause de la crise.

Rappelons que 81 banques ont fait faillite en 2009, contre 25 l'année dernière et 3 en 2007. (Boursier.com 24.08)

La Chine premier exportateur mondial.

Les exportations de l'Allemagne et de la Chine ont été pratiquement équivalentes en dollars au premier semestre 2009, a annoncé lundi l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Allemagne est le premier exportateur mondial de biens depuis 2003.

L'Allemagne a exporté des biens d'un montant total de 521,6 milliards de dollars au cours des six premiers mois de l'année. En Chine, les exportations se sont élevées à 521,7 milliards de dollars. (Reuters 24.08)

Le 26 août

On fera un nouveau point sur la situation dans quelques jours.

Juste un mot : l'usine Molex est toujours fermée alors que la justice a déclaré illégale sa fermeture, mais apparemment cela ne choque personne, c'est normal : patron voyou et Etat voyou font bon ménage, il n'y a personne pour faire exécuter cet ordre de justice. Tandis que lorsque la justice déclare illégale une occupation d'usine par ses salariés, là l'ordre est exécuté manu militari par le préfet et les CRS.

Alors quand on lit dans une dépêche d'Associated Press du 25 :

"Le maire de Villemur-sur-Tarn, Jean-Claude Boudet, et les représentants syndicaux doivent être reçus à leur tour mercredi à Bercy par M. Estrosi. "*Le plus important, c'est l'avenir des Molex. Le gouvernement doit imposer à la direction de Molex le maintien de l'outil de travail*", a déclaré mardi à l'AP Denis Parise, secrétaire CGT du comité d'entreprise.", il ne semble pas encore avoir compris que le gouvernement en avait rien à foutre de l'avenir des salariés de Molex, puisqu'il ne fait même pas respecter un ordre de sa propre justice, faut-il être borné au dernier degré pour ne pas le comprendre. Pauvre syndicalisme !

Un mot personnel. Suite à mes premiers envois de courriels à différentes autorités indiennes pour résoudre mon problème, j'ai reçu une première réponse d'une des instances les plus importantes du pays, le CBI qui a des pouvoirs aussi étendus que la Conseil d'Etat ou le Conseil constitutionnel en France : "Dear sir, Thanks for your mail. pl contact local police/DVAC/DT COLLECTOR, since CBI has no jurisdiction in this issue SP/CBI/CHENNAI.". Le DVAC est le bureau anti-corruption, quant au collector, c'est l'équivalent d'un préfet. Bref, ce n'est pas très encourageant.

Ce matin, j'ai envoyé mon courrier à une quinzaine d'adresses dont le Chief Minister du Tamil Nadu, on verra bien. Je leur ai tous communiqué l'adresse de la page Internet que j'ai créée et que j'ai actualisée hier : www.meltl.com/kottakuppam/kottakuppam.htm.

Les dépêches.

Tout pour les patrons : normal quoi.

Nicolas Sarkozy a annoncé mardi le lancement d'un fonds de 210 millions d'euros pour soutenir les entreprises françaises confrontées à des difficultés de financement en raison de la crise. (Reuters 25.08)

Quand un milliard divisé par trois = 500 millions d'euros ou quand les bons comptes font les bons amis !

Lors d'une intervention télévisée à l'issue d'une réunion à l'Elysée avec les dirigeants des banques, le chef de l'Etat a précisé que le versement des bonus serait désormais différé aux deux tiers pour tenir compte des résultats des banques.

"*Désormais, (...) le trader devra attendre trois ans pour toucher l'intégralité du bonus et si dans les deux années qui suivent son activité perd de l'argent, il ne touchera pas son bonus. Pas de bonus sans malus, ce n'est pas à tous les coups on gagne*", a-t-il lancé.

Le chef de l'Etat a dit que Baudoin Prot, directeur général de BNP Paribas, s'était dit "*prêt à appliquer ces nouveaux standards dès aujourd'hui, ce qui lui permettra de ne verser que la moitié du montant provisionné au titre du premier semestre, le milliard devenant 500 millions*". (Reuters 25.08)

500 millions d'euros sur un milliard, cela n'a jamais fait un tiers !

Et puis, si la prime du trader se monte à un million d'euros, qu'est-ce qu'il en a à foutre de ne toucher que 300 000 euros par an en plus de son salaire fixe.

Japon.

Les exportations du Japon ont reculé de 36,5% en juillet par rapport à l'année précédente, traduisant un essoufflement du rebond de la demande mondiale que le gouvernement avait cru percevoir.

Les exportations du pays sont en déclin depuis octobre 2008. Elles représentaient néanmoins encore 4.840 milliards de yens en juillet (36 milliards d'euros). Le Japon affichait le mois dernier un bénéfice commercial de 380,2 millions de yens (2,78 millions d'euros).(AP 26.08)

Le 27 août

Je mets en ligne des articles ou dépêches sur la question des primaires de ce qu'ils appellent la gauche, pour que les camarades aient un aperçu des différents points de vue qui se sont exprimés sur ce sujet important, sachant qu'ils se rejoignent, ce qui ne manque pas d'intérêt. Il vaut mieux savoir de quoi on cause avant d'ouvrir la bouche en général, voilà de quel principe je suis parti.

L'article de l'agence Reuters sur Sarkozy et son emprunt ne manque pas non plus d'intérêt, car il y est dit textuellement que "*la solution la plus efficace et la moins coûteuse,*" pourrait privilégier l'appel aux marchés financiers qui s'en mettraient plein les poches, avec la garantie de l'Etat s'il vous plaît. De plus, y figure un aperçu sur la composition du comité Juppé-Rocard, ce qui ne manque pas non plus d'intérêt.

Je m'excuse de ne pas avoir terminé les deux articles annoncés dont ma réponse au camarade V. J'ai commencé à préparer un éditorial qui sera à contre-courant de la pensée unique qui ronge le mouvement ouvrier et la classe ouvrière depuis des lustres, dans lequel j'expliquerai pourquoi toutes les tactiques et stratégies que l'on nous a proposées au cours des décennies précédentes et encore aujourd'hui, se sont finalement avérées foireuses.

En deux mots, elles reposaient sur une analyse de la situation et des rapports entre les classes dont les conclusions étaient erronées, car ne partant pas des masses et de leur niveau de conscience politique qui a été en permanence négligé quand il n'était pas surestimé, on devait fatalement finir par s'apercevoir un jour qu'elle n'avait pas évolué ou qu'elle avait même régressé, on y est, parce qu'on a toujours privilégié l'amélioration de la condition ouvrière en perdant de vue l'objectif final du combat de la classe ouvrière, cela s'est traduit par des calculs d'appareil en direction des partis et des institutions qui ont été privilégiés, au détriment de la nécessité d'aider les masses à comprendre le fonctionnement du capitalisme pour s'en détacher et adopter le socialisme qui aujourd'hui lui est en grande partie ou totalement étranger.

Vous voulez faire la révolution, la grève générale, le front unique, faire reculer le gouvernement sur

des questions essentielles, gagner des élections, etc. sans les masses en quelque sorte, allez-y, continuez dans cette voie-là et dans deux siècles on y sera encore, s'il reste encore quelque chose de la civilisation humaine, au rythme où c'est parti, elle aura disparu depuis longtemps.

Point chômage.

Le nombre des demandeurs d'emploi a progressé de 0,4% le mois dernier (+10.700) à 2.535.200 personnes, selon des données publiées par le ministère de l'Economie et Pôle Emploi. Sur un an, la hausse se stabilise à 25,6%.

Le chômage des jeunes progresse de 32,7% sur un an avec 455.400 demandeurs d'emploi de catégorie A de moins de 25 ans.

"Malgré le ralentissement des pertes d'emplois depuis plusieurs mois, la tendance à la dégradation du marché du travail n'est pas terminée", prévient toutefois la ministre.

"*Elle devrait encore se poursuivre pendant quelques trimestres, car même une reprise graduelle de l'activité ne se traduirait pas par un repli immédiat du chômage*", ajoute-t-elle. "*Quelques trimestres*" lance-t-elle d'un air décontracté, au point où nous en sommes, une paille pour eux quoi ! On s'habitue à tout... jusqu'à un certain point seulement !

Pour le Parti socialiste, ces chiffres "*montrent qu'il n'y a en France aucune reprise*" et que la "*rentrée s'annonce difficile*". (Reuters 26.08)

Difficile pour tous ceux qui soutiennent le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et le capitalisme, dont le PS. Ils ont raison de s'inquiéter au PS !

Quand un délégué syndical ne comprend pas grand chose au capitalisme.

L'arrêt avant la fin de l'année de la production de la Renault Vel Satis à l'usine de Sandouville (Seine-Maritime) a été confirmé mercredi en comité d'établissement, a-t-on appris auprès des syndicats.

"*La direction nous a annoncé que ce modèle sera remplacé par une nouvelle voiture haut de gamme, mais que celle-ci sera produite en Corée du Sud*", a expliqué Nicolas Guermonprez, délégué CGT. "*Cela veut bien dire que dans le climat actuel et malgré notre savoir-faire, la direction ne nous fait pas confiance alors que ça fait 40 ans qu'on fait du haut de gamme*". (AP 26.08)

Il faudrait peut-être évoluer, la Corée du Sud vient de lancer un satellite, donc ils sont capables de fabriquer une vulgaire bagnole, même de luxe. Et puis le capitalisme, il ne vise qu'une chose : faire le maximum de profit, il se fout bien du reste. Quand on a une conscience de classe on devrait le savoir, non ? Ce sera l'objet de mon prochain éditorial en préparation.

Quand l'incompréhension des fondements du capitalisme conduit dans les bras du gouvernement.

Les représentants des salariés de Molex ont estimé que leur entretien mercredi midi avec Christian Estrosi avait été "*plutôt positif*", le ministre de l'Industrie confirmant la rencontre vendredi matin des dirigeants de Molex avec un éventuel repreneur.

"*M. Estrosi est toujours sur la même longueur d'onde que les salariés, à savoir le maintien de*

l'activité sur le site de Villemur-sur-Tarn. Le ministre nous a informés que PSA et Renault avaient rencontré les dirigeants de Molex Automotive pour leur demander de laisser l'outil de travail à Villemur afin de maintenir l'emploi", a déclaré à l'Associated Press Denis Parise, secrétaire (CGT) du comité d'entreprise.

Les dirigeants de Molex ont toutefois confirmé qu'ils voulaient fermer fin octobre le site de Villemur-sur-Tarn, qui emploie 280 personnes.(AP et Reuters 26.08)

De Wall Street hier.

Le S&P 500 affiche une progression de 52% par rapport à son plus bas de 12 ans touché le 9 mars, ce qui conduit de plus en plus d'observateurs à s'interroger sur la solidité de ce rebond.

"*Nous sommes à un tournant*", estime ainsi Rob Stein, associé d'Astor Asset Management. "*Les indicateurs économiques se redressent légèrement alors que le marché s'est redressé bien plus que légèrement. Cela signifie que les indicateurs vont devoir rattraper leur retard sur le marché, ou que le marché est allé trop loin et a besoin d'une correction. Je penche pour la deuxième hypothèse.*" (Reuters 26.08)

Les nouvelles charrettes.

En France.

Le tribunal de grande instance de Mulhouse a prononcé la liquidation de deux entreprises de textile alsaciennes, Siat & Lang et S&L Production, qui emploient 175 personnes à Hirsingue (Haut-Rhin), a-t-on appris auprès de la direction.

En Grande-Bretagne.

Le constructeur informatique japonais Fujitsu a annoncé mercredi la suppression de 1.200 emplois sur 12.500 actuels en Grande-Bretagne, en raison de revenus moins importants que prévus selon la firme.

Selon un communiqué, ces suppressions d'emplois effectives à la fin de l'année sont "*nécessaires pour que l'entreprise reste compétitive*" dans l'actuel contexte économique de crise et soit "*en position solide pour une future croissance quand l'économie commencera à repartir*". (AP 26.08)

Le 28 août

Repris... virés ! Pas un seul licenciement !

Le tribunal de commerce d'Evreux (Eure) a décidé jeudi la reprise partielle de l'entreprise de transport Serta, située à La Vaupalière (Seine-Maritime), par la société Service Rapide des Flandres, a-t-on appris de source syndicales.

La majorité des salariés est opposée à cette reprise qui, selon les syndicats, va provoquer 94 licenciements sur les 149 emplois compris sur les quatre sites de l'entreprise, La Vaupalière, Lyon (Rhône), Cavaillon (Vaucluse) et Lille (Nord).

"*Nous allons faire appel de ce jugement inacceptable*", a indiqué Jean-Pierre Villemin de la CFDT Transports. "*Nous ne voulons pas de ce repreneur qui par le passé à déjà coulé la boîte*". (AP 27.08)

Et l'agence Reuters de titrer : *La voie de la négociation s'ouvre aux salariés de Serta*, sans doute pour collaborer à la décision inique de savoir qui sera viré et qui ne le sera pas... pour le moment. Intolérable !

Le même jour un article du *Figaro* titrait : *Education : Luc Chatel prône le dialogue sur les réformes*, en comptant sur les syndicats pour mieux faire passer les 13.000 suppressions de postes.

Partout la même méthode : le dialogue social, la négociation quand il n'y a rien d'autre à négocier que la régression sociale. Un seul mot d'ordre correct : rupture immédiate et inconditionnelle des relations entre les syndicats et les partis se réclamant de la classe ouvrière avec le patronat et le gouvernement, avec les institutions de la Ve République exclusivement à la solde du capital.

Emplois jetables : débranchez la prise !

Le secrétaire d'Etat à l'emploi annonce étudier la prolongation du dispositif "zéro charge" pour les embauches, qui permet aux entreprises de moins de dix salariés de bénéficier d'exonérations de charges sur les nouveaux emplois. "*Nous devons continuer à donner ce signal aux employeurs tant que la sortie de crise n'est pas assurée. Cette mesure a déjà concerné trois cent quatre-vingt mille embauches*", estime-t-il dans un entretien publié jeudi 26 août dans *Les Echos*.

"*Tout est fait pour financer des mesures amortissant le choc de la crise, explique-t-il, à une condition : qu'elles soient 'débranchables' quand la reprise sera là.*"

Quant aux contrats aidés, ils "*seront adaptés en fonction de la conjoncture*", selon le secrétaire d'Etat. Notant que la politique de l'emploi repose sur "*l'activité partielle, la baisse du coût du travail avec le dispositif 'zéro charge' dans les TPE, le soutien à l'apprentissage et le renforcement de l'aide au reclassement des chômeurs*", il souligne que l'objectif "*n'est pas d'imaginer d'autres outils*". (LEMONDE.FR avec AFP 27.08)

On avait compris merci ! Autant de mesures qui font baisser artificiellement les chiffres du chômage. Si aux Etats-Unis ce n'est pas 8,7% mais 16% de chômeurs qu'il y aurait en réalité comme l'a affirmé un des responsables de la FED, le même calcul serait sans doute valable en France.

Espagne.

Le produit intérieur brut (PIB) espagnol s'est replié de 1,1% d'un trimestre sur l'autre, alors qu'au premier trimestre le recul avait été de 1,6%.

La demande intérieure a reculé de 7,3% au deuxième trimestre par rapport à la même période de l'année précédente, après un repli de 6,1% au premier trimestre.

Sur un an, l'économie espagnole s'est contractée de 4,2% au deuxième trimestre, soit son recul le plus fort depuis que la série statistique a été mise en place en 1970.

Avec 18,1% de la population active sans emploi en juin, le taux de chômage espagnol était deux fois plus important que la moyenne européenne, selon les données publiées par Eurostat. (Reuters 27.08)

Etats-Unis.

L'économie américaine s'est contractée de 1% en rythme annuel au deuxième trimestre, après des chutes successives de 2,7%, 5,4% et 6,4% aux trois trimestres précédents.

De l'avis des analystes, si une reprise semble en vue, elle risque fort de ne pas s'accompagner immédiatement d'un rebond dans le domaine de l'emploi.(AP 27.08)

Le 30 août

Le MoDem serait, serait peut-être ou pourrait être de gauche selon le PS.

En ouvrant l'université d'été de La Rochelle, le premier secrétaire du PS s'est fait chaudement applaudir vendredi en tranchant également sur la question des alliances : pas question de tendre la main au MoDem s'il ne prouve pas qu'il est de gauche.

"*M. Bayrou nous dit qu'il n'est plus à droite, nous voulons vérifier*", a lancé la maire de Lille à l'adresse de Vincent Peillon et des "quadras" du PS qui ont jeté les bases la semaine dernière d'un rapprochement avec les centristes.

"*On n'est pas en guerre civile avec François Bayrou mais dans une cohérence politique. A chaque fois qu'on n'a pas été clairs, qu'on a été ambigus, on a perdu*", a précisé Martine Aubry. (Reuters 28.08)

Elle veut "*vérifier*" que le MoDem n'est plus de droite, heureusement que le ridicule ne tue pas ! Pour Peillon et Royal, la chose est entendue, ils s'en tapent complètement que le MoDem soit à droite puisqu'ils le sont aussi, cela tombe bien ! Et puis, les autres dirigeants du PS ne le sont-il pas aussi en considérant le PRG comme un parti de gauche, alors qu'il est un pur produit du capital... comme le MoDem ?

La "*gauche solidaire*"... du capital en crise.

Lors de l'université d'été de son parti à La Rochelle, la maire de Lille a invité samedi à déjeuner la "*gauche solidaire*", nom qu'elle donne à l'ancienne "*gauche plurielle*" au pouvoir sous la direction de Lionel Jospin entre 1997 et 2002.

Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement républicain et citoyen, Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche, Jean-Vincent Placé, membre de la direction des Verts et un représentant de Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti communiste, participaient à ces agapes. (Reuters 28.08)

Au titre de la "*solidarité*", on a appris que Paul Giacobbi du PRG devrait rejoindre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner lors du prochain remaniement ministériel repoussé après les élections régionales. (Reuters 27.08)

Liberté, égalité, fraternité et... solidarité, vive la République et vive la France !

Gouvernement, flic, associations et syndicats même combat au service de l'ordre établi.

L'organisation d'une réunion, lundi 31 août, par le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, sur le thème des relations entre jeunes et policiers, témoigne de la volonté du gouvernement de retisser des liens, notamment dans les quartiers sensibles. La rencontre, à laquelle doivent aussi participer Fadela Amara, chargée des banlieues, et Martin Hirsch, qui s'occupe de la jeunesse, devrait déboucher sur la création de groupes de travail réunissant associations et syndicats. (Le Monde 29.08)

La Bourse ou la vie.

Comment expliquer un rebond aussi rapide des marchés d'actions ? "*Les trois quarts des bénéfices publiés aux Etats-Unis étaient supérieurs aux prévisions des analystes, répond Bernard Aybran, responsable de la multigestion chez Invesco. En taillant dans leurs dépenses, les entreprises sont parvenues à préserver leurs marges. Elles ont été beaucoup plus réactives que prévu pour s'adapter à la crise.*" De quoi rassurer des marchés qui s'étaient préparés au pire, c'est-à-dire à des défaillances en cascade. "*Le climat a changé, confirme Eric Bleines, directeur général délégué chez CCR Actions. On observe un net retour d'appétit pour les actions.*"

La générosité de l'Etat envers les banques et institutions financières n'y serait-elle pas pour quelque chose ?

Qui achète ? Si l'amorce du rebond cet été devait beaucoup aux achats de gérants de sicav, la poursuite de la hausse s'explique davantage par le retour des investisseurs individuels sur les marchés à risque. "*Le rebond des actions est favorisé par la faible rentabilité des placements alternatifs, explique M. Aybran. Les OAT à dix ans ne rapportent que 3,5 % par an et les placements monétaires, notamment le Livret A, sont tombés à 1,5 %.*"

Et après ? Après, une contradiction dont l'issue repose sur la lutte des classes.

Nathalie Pelras, directrice générale déléguée chez KBL Richelieu Gestion, est moins optimiste : "*Pour aller plus haut, il faudrait que les investisseurs institutionnels reviennent sur le marché, mais je n'y crois pas. En cinq mois, la moitié de la baisse de 2008 a été effacée. Les marchés vont avoir besoin de reprendre leur souffle.*" Une prudence partagée par Isabelle Delattre, responsable de la gestion chez Raymond James AM International : "*Il n'y a plus de décote sur les actions, dit-elle. Pour aller plus haut, il faudra que les entreprises augmentent leur chiffre d'affaires, ce qui prendra du temps.*"

Les nuages qui planaient sur les marchés il y a encore quelques mois sont loin d'être tous dissipés. "*L'investissement s'est effondré, et le chômage remonte partout, note M. Aybran. Ce contexte déflationniste est inquiétant, car les entreprises ne sont pas en mesure d'augmenter leurs tarifs, donc leurs bénéfices.*" (Le Monde 29.08)

Si je comprends bien, les mesures que les capitalistes ont prises vont se retourner désormais contre eux, elles ont certes permis d'éviter un effondrement total de leur système économique, mais elles se transforment en obstacles au redémarrage de l'économie qui dépend en grande partie de la consommation de la population plombée par la montée inexorable du chômage et l'incertitude du lendemain.

Il faudrait qu'ils s'attaquent encore davantage aux droits sociaux et aux revenus de la classe ouvrière pour accroître leurs profits, ce qui ne serait évidemment pas sans risques politiques, cela aurait pour conséquence immédiate une baisse de son pouvoir d'achat qui serait encore accentuée par une hausse des tarifs ce qui se traduiraient automatiquement par une nouvelle baisse de la consommation qui ne

ferait pas l'affaire de nos capitalistes embourbés dans leurs contraductions.

Dans un autre article, le même journal précise la situation quand il cite les économistes du Crédit agricole qui expliquent que les Etats-Unis sont " *une économie qui s'extirpe de la récession, grâce aux divers soutiens budgétaires et artifices techniques, mais qui reste vulnérable*".

Et une fois épuisé l'effet insuffisant résultant des "*divers soutiens budgétaires et artifices techniques*", quelle marge de manoeuvre va-t-il leur rester, à l'aide de quels nouveaux "*artifices*" vont-ils pouvoir relancer la machine et assurer la survie du capitalisme ?

Etats-Unis.

Les autorités américaines de régulation bancaire ont fait fermer vendredi la banque Affinity, dont le siège est en Californie.

Affinity est le 84e établissement bancaire du pays à se retrouver en liquidation cette année. (Reuters 29.08)

Japon.

Vendredi, le taux de chômage a atteint un record inégalé depuis 1945 : 5,7 % de la population active, soit 3,59 millions d'individus (un million de plus que par rapport à 2008). Ce taux atteint 9,9 % chez les moins de 24 ans.

A cela s'ajoute une précarisation croissante de l'emploi : plus d'un Japonais sur trois est sous contrat de travail temporaire, intérimaire ou à temps partiel. (Libération.fr 28.08)

Afghanistan.

La Commission des réclamations électorales (ECC) annonce avoir reçu plus de 2.000 plaintes de fraudes ou de violations lors de la présidentielle en Afghanistan, dont 270 sont jugées suffisamment graves pour en affecter le résultat.

La Commission des réclamations électorales (ECC) annonce avoir reçu plus de 2.000 plaintes de fraudes ou de violations lors de la présidentielle en Afghanistan, dont 270 sont jugées suffisamment graves pour en affecter le résultat. (Reuters 28.08)

J'ai entendu aux infos sur TV5 Monde Asie, un journaliste qui a osé commenter ainsi les élections présidentielles en Afghanistan avant le premier tour : "*ce sera les deuxièmes élections présidentielles dans cette jeune démocratie*", j'ai failli m'étouffer !

Ils sont bien dans la merde à ne pas pouvoir empêcher la vérité de filtrer, certains journalistes se distinguant toujours de la pensée unique, sans doute animés par un réflexe de compétitivité, mais on s'en tape, nous, nous ne retiendrons que ce qui nous intéresse tout en montrant que les médias mentent et sont à la solde du capitalisme.

Cela fait partie de notre travail en direction des masses, pour les aider à se détacher du capitalisme et ses agences en tous genres, afin d'être réellement indépendant pour pouvoir le combattre sous tous les angles et le vaincre.

J'allais ajouter en me marrant, on est dimanche, on se décontracte un peu, parce que nous ne sommes pas des loosers comme diraient certains jeunes, non, on se bat pour gagner et rien d'autre, et si notre combat doit être de longue haleine, sa cause est entendue une fois pour toute et ne peut subir le moindre compromis sous peine de se trahir.

Continuons, on doit parvenir à une profondeur d'analyse qui nous laisse entrevoir l'avenir à travers ses interrogations et ses contradictions. Si l'on veut analyser le capitalisme, on est obligé de remonter à la racine, à l'origine, aux fondements du capitalisme si on veut l'extraire ou l'abolir au niveau de l'humanité, car c'est à ce niveau que se situe notre combat, même s'il prend la forme d'un combat national, son contenu est toujours internationaliste. Le combat contre l'impérialisme est une chose, le front unique anti-impérialiste en est une autre, il n'a de valeur que si ses participants combattent effectivement le gouvernement, or ce n'est pas le cas.

Vous avouerez qu'il y a quelque chose de grotesque, pour ne pas dire d'intolérable, dans la situation qui voit un parti dénoncer ou combattre la politique internationale d'un gouvernement, alors qu'il soutient sa politique nationale antisociale et qu'ainsi il lui permet de se maintenir au pouvoir et de mener sa politique de va-t-en-guerre sur tous les continents. Un coup d'épée dans l'eau quoi !

Je ne sais plus qui nous mettait en garde en expliquant qu'il ne fallait pas confondre internationalisme prolétarien et front unique anti-impérialiste finalement calqué sur le modèle du front unique associant des partis bourgeois aux partis ouvriers dont la plupart soutiennent leur propre bourgeoisie et marchands d'armes.

La charrette du jour.

Le président d'Aer Lingus s'est abstenu de tout commentaire sur un article de presse voulant que sa compagnie licencie 500 personnes environ sur 3.879, dans le cadre d'un plan d'économies de 130 millions d'euros.

"*Nous envisagerons une réduction des salaires, c'est certain*", a-t-il ajouté. (Reuters 28.08)

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Lutte de classe
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux même

Causeries septembre 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre

Pas le temps de causer.

Un agriculteur ne meurt jamais de faim, paraît-il. Cela se voit.

Des producteurs de fruits et légumes alsaciens ont déversé 40 tonnes de choux, tomates, courgettes, salades et pommes de terre devant la préfecture du Bas-Rhin pour attirer l'attention sur les difficultés de leur profession, a constaté Reuters.

« Les prix de vente sont largement en-dessous de nos prix de revient. Deux à trois centimes le kilo de pomme de terre, c'est vraiment lamentable », a expliqué à la presse Denis Digel, président de la section légumes au sein de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles (FRSEA).

Les producteurs alsaciens dénoncent, comme leurs collègues des autres régions, les marges jugées abusives des intermédiaires et de la grande distribution mais aussi les distorsions de concurrence par rapport à des pays européens.

« On a détruit plus d'un million de salades depuis le début de la campagne, en avril, parce qu'il y a des camions entiers de salades qui viennent d'Allemagne tous les jours », a dit Denis Digel, réclamant une harmonisation fiscale européenne.

Selon une étude réalisée par la profession, le coût horaire de la main-d'œuvre est de 11,04 euros en France contre 6 euros en Allemagne – grâce à une exonération de charges pour les travaux saisonniers –, 7,8 euros en Espagne et 4,47 euros aux Pays-Bas.

« C'est toute la filière qu'il faut revoir. L'exonération des charges peut être un levier mais ce ne sera pas suffisant », a estimé Fabien Metz, secrétaire général du centre départemental des jeunes

agriculteurs du Bas-Rhin. (Reuters 31.08)

Quand on sait qu'à chaque fin de marché, il y a toujours de plus en plus de nos vieux ou de miséreux qui se précipitent sur les fruits et légumes abimés dont les commerçants se séparent pour se nourrir, jeter des tonnes de fruits et légumes invendus est une véritable honte.

Ils feraient mieux de les mettre gratuitement à la disposition de la population à l'entrée des hypermarchés pour leur casser la baraque ou de les proposer à un prix inférieur à celui pratiqué par les grandes surfaces. Au lieu de s'attaquer aux dirigeants des hypermarchés, par lâcheté ou ignorance ils se livrent à ce qu'on pourrait assimiler à une ignoble provocation envers les pauvres, c'est franchement intolérable, qu'ils ne se plaignent pas ensuite de ne pas inspirer le respect, encore moins la solidarité, il y a des limites à tout.

L'offensive du gouvernement contre l'Éducation nationale va se poursuivre.

Lors de sa conférence de presse de rentrée, lundi matin à Paris, le ministre de l'Éducation nationale a notamment confirmé pour cette année scolaire 2009-2010 la généralisation du baccalauréat professionnel en trois ans, contre quatre années précédemment (deux ans de BEP et deux ans pour la préparation du bac).

Il a également annoncé que les grandes lignes de la réforme du lycée – remise totalement à plat après les manifestations lycéennes de la fin de l'année 2008 – seraient présentées d'ici à la fin du mois de septembre pour une mise en œuvre « à la rentrée 2010 ».

« J'ai pris le temps de l'écoute. L'écoute, l'échange, pour moi ce n'est pas une posture, a déclaré le ministre. Mais soyons clairs, a-t-il ajouté. Écouter ce n'est pas renoncer à ses convictions, ce n'est pas renoncer à l'action. Je ne serai pas le ministre du statu quo. »

« Je l'ai dit dès ma prise de fonction, je maintiendrai le cap des réformes voulues par le président de la République », a-t-il prévenu. vQuant aux suppressions de postes dénoncées par les syndicats – 13 500 en 2009, 16 000 annoncées pour 2010 –, Luc Chatel a rappelé que Nicolas Sarkozy avait annoncé avant son élection qu'il prévoyait de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. (AP 31.08)

Et qu'a répondu le cancrelat Gérard Aschieri : « Le ministre joue la prudence et la technique de l'édredon en minimisant tous les problèmes », a commenté lundi le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU). Le ministre n'a qu'à bien se tenir avec un tel endormeur ! (cancre, cancrelat, vous aviez fait le rapprochement bien sûr.)

Quand le capitalisme se fait crédit pour survivre. Mode d'emploi.

Wendel a annoncé une perte nette de près d'un milliard d'euros au premier semestre et de nouveaux accords sur ses échéances de dette.

La dette totale contractée pour sa participation dans Saint-Gobain totalise 5,5 milliards d'euros, il a également poursuivi le réaménagement de ses échéances de dettes, portant au total à 1.255 millions d'euros le montant dont le remboursement a été reporté.

Sa trésorerie a quant à elle progressé à 2.553 millions d'euros à la fin juin, contre 2.311 millions un an plus tôt.

Après un accord sur la renégociation de la dette de sa filiale Stahl (produits de finition du cuir), Wendel a annoncé lundi la signature d'un accord avec les créanciers de Deutsch (connecteurs haute performance) permettant à la société de bénéficier d'une période de neuf mois pendant laquelle ses "covenants" bancaires sont suspendus.

La capitalisation boursière de Wendel se monte 1,8 milliard d'euros.

Depuis le début de l'année, la valeur en bourse a cèdé 6,6% après une chute de 63% en 2008.

Afghanistan : après le bourbier, le constat d'un échec.

Dans un nouveau rapport sur la situation en Afghanistan, le commandant des forces américaines et de l'OTAN sur le terrain juge nécessaire une nouvelle stratégie, tout en estimant que le succès est possible, malgré la recrudescence de l'insurrection talibane. (AP 31.08)

Le 31 août

Au cours de ces deux mois d'été qui s'achèvent, j'ai écrit un article sur le NPA, un sur le Front de gauche, trois sur le POI, le PS et le PG, deux sur le syndicalisme, cela me semble équilibré, il ne manque que le PCF, ça doit sans doute provenir de mon anti-stalinisme primaire !

Quelques mots à propos du POI suite à un courriel d'un camarade.

Ils dénoncent à juste titre le rôle que jouent les multinationales et des institutions internationales comme l'ONU ou l'UE dans le financement des ONG et autres altermondialistes, alors qu'à travers la Libre Pensée le POI participe à l'Unesco, création de l'ONU, ce qui revient en passant à reconnaître la légitimité de cette institution du capital, comme si elle pouvait être d'une quelconque utilité au combat du prolétariat contre lequel justement les représentants de l'ONU mènent une guerre acharnée sur tous les continents.

Comme dirait l'autre, qu'ils commencent par balayer devant leur porte avant de critiquer les autres partis, et qu'ils acceptent les critiques à mon sens justifiées qu'on leur adresse, au lieu de traiter leurs auteurs par le mépris.

Autre réflexion à propos du POI et la conférence des délégués des comités d'unité du 5 septembre.

Si j'ai bien lu, il y aurait à ce jours 105 inscrits dont parfois plusieurs viendraient de la même entreprise. Question : il y aurait environ 10 000 adhérents au POI, j'imagine que ces 10 000 adhérents ne travaillent pas tous au même endroit, on pouvait donc raisonnablement imaginer que chacun de ces 10 000 adhérents s'engagerait dans la bataille pour construire un comité d'unité sur son lieu de travail. On peut admettre que plusieurs adhérents du POI travaillent au même endroit, dans l'hypothèse ou un sur deux serait dans ce cas-là, ils seraient encore 5 000 disponibles pour créer un comité, sur la base des deux tiers ils ne seraient plus que 3 300 environ, et sur celle des trois quarts ils en resteraient encore 2 500. Alors comment se fait-il qu'ils ne soient qu'une centaine à l'arrivée ?

La majorité des adhérents du POI sont-ils des élus, des retraités, des chômeurs, des femmes au foyer, des travailleurs du privé qui ne peuvent pas militer sur leurs lieux de travail ce qui ne les empêcheraient pas de créer un comité au niveau d'une zone industrielle ou de bureaux en se rendant

auprès de travailleurs d'autres entreprises par exemple, d'un quartier puisqu'ils en existent au niveau des communes. Sont-ils vraiment mobilisés sur cette objectif ou la direction peine-t-elle à réunir ses troupes sur sa ligne politique ? Il y a là quelque chose qui m'échappe je l'avoue.

Quelques sujets complémentaires de réflexion.

Un paradoxe qui nous complique l'existence.

Les masses, en participant à des associations directement financées par l'Etat, via les régions et les communes parfois, participent à la gestion de la société avec les représentants du capitalisme, rôle qu'un Etat ouvrier dévoluerait aux masses, sauf qu'ici cela se passe sous l'égide d'un Etat bourgeois et donc s'assimile au corporatisme qui peut également se camoufler sous le masque trompeur de la démocratie participative.

Quelle en est la conséquence sur l'état d'esprit des masses, sur leur capacité à comprendre le fonctionnement du capitalisme pour le combattre efficacement ? D'une certaine manière, on peut dire que le régime capitaliste réalise (de manière déformée et limitée) un des aspect souvent à caractère social de la gestion de la société qui reviendrait à la population dans un Etat socialiste. Alors de là à tout confondre et ne plus rien comprendre, il n'y a qu'un pas qu'un travailleur dénué de conscience de classe franchira. Il faudrait développer cette question.

A propos de la crise du capitalisme.

L'une des questions déterminantes pour qu'ils s'en sortent provisoirement, demeure le degré d'endettement de la population dans les pays où le capitalisme est le plus développé. Il faudrait savoir avec précision quelle est la nature de cet endettement, la durée sur laquelle porte les crédits qui ont été souscrits, car de ce facteur dépend la capacité de la population à souscrire de nouveaux crédits à court, moyen ou long terme, donc à consommer à nouveau à un niveau soutenu pour faire repartir la machine capitaliste et la faire sortir de l'état de quasi-paralysie dans laquelle elle se trouve.

Bien des facteurs sont susceptibles de fausser nos analyses, par exemple la gigantesque masse de consommateurs potentiels que représentent les 6,5 milliards d'habitants de la planète. Ils n'ont pas la même capacité de consommation, mais ils consomment tout de même, ne serait ce que pour survivre. La consommation quotidienne de base et incontournable de la population porte sur des milliards d'euros à l'échelle du monde. Et puis la vie ne s'arrête pas du jour au lendemain parce qu'il y a cette crise, si par exemple on est obligé de posséder une voiture pour aller travailler, on n'a pas d'autre possibilité que d'en acheter une si on n'en possède pas déjà une. Si la télévision est foutue, on en rachète une immédiatement. Bref, la vie continue malgré tout et contribue à faire marcher la machine capitaliste, même au ralenti.

La machine se grippe si par contre dans les deux exemples que j'ai pris, le travailleur qui a besoin d'acheter une voiture ou un téléviseur est déjà endetté ou ne présente pas des garanties suffisantes à son banquier pour obtenir un crédit supplémentaire.

Le capitalisme peut aussi compter sur l'inconscience de la petite-bourgeoisie qui va continuer de consommer comme si de rien n'était, assurée que la machine va redémarrer au quart de tour une fois que la crise ne sera plus qu'un mauvais souvenir, le petit-bourgeois ne supportant pas habituellement la moindre frustration ou le moindre retard dans la satisfaction de ses besoins.

Les bourgeois sont aussi tentés de profiter de la baisse des prix dans certains secteurs pour réaliser de

bonnes affaires, par exemple dans l'immobilier, d'où sans doute le redémarrage dans ce secteur en plein mois de juillet.

Quand on nous dit que le PIB a progressé de 0,3% sur un trimestre, c'est sans tenir compte de l'important destockage intervenu au cours des mois et des semestres précédents qui nécessite de produire à nouveau des marchandises, c'est l'arbre qui cache la forêt, il ne faut pas être dupe.

Je crois qu'il faut partir du constat que la consommation effrénée d'une partie de la population mondiale au cours des décennies précédentes qui a permis au capitalisme de tenir le coup, appartient au passé, tout du moins provisoirement, car il ne faut pas trop s'avancer non plus.

On doit ajouter l'endettement colossale des Etats et de très nombreuses entreprises qui vivent en état de faillite permanente, tout en dégageant des profits tout aussi faramineux pour leurs actionnaires, je pense à General Motor par exemple dont les dettes dépassaient les 70 milliards de dollars avant la crise et sa restructuration.

Le capitalisme vivait à crédit jusqu'à présent, jusqu'à l'asphyxie, la question est de savoir comment il pourrait survivre encore sans recourir au remède qui l'a précipité au bord du gouffre ?

Ne serait-on pas là en présence de la contradiction à laquelle doit faire face le capitalisme et qu'il est incapable de résoudre (définitivement), entre le niveau atteint par le développement des forces productives et les besoins croissant de la population, avec le mode de production qui les étouffe en concentrant la majorité des richesses produites entre quelques mains seulement ?

Le degré de développement des forces productives permet de satisfaire les besoins de la population mondiale, mais le mode de production capitaliste s'y oppose, par conséquence, la seule solution est de l'abolir, c'est facile à expliquer et à comprendre, non ?

On pourrait ajouter d'autres éléments, mais je n'ai plus le temps d'y réfléchir pour le moment. Bonne semaine à tous.

Des miettes pour les plus pauvres, la galette pour les plus riches.

Dans son discours de clôture de l'université d'été de La Rochelle, Martine Aubry a réclamé au gouvernement deux "*mesures d'urgence*" de soutien à la consommation, le maintien des allocations familiales pour les enfants majeurs de plus de 20 ans. et un remboursement de 200 euros de TVA pour les ménages non imposables.

La seconde mesure qu'elle propose concernerait 16 millions de ménages modestes non imposables. "*Le coût est de 3,2 milliards d'euros, c'est le même montant que la baisse de la TVA dans la restauration qui n'a même pas fait baisser les prix*", a dénoncé Martine Aubry. (Reuters 30.08)

Si ces 200 euros c'est pour empêcher que la classe prenne conscience de la nature du régime et se dresse pour l'abattre, elle peut se la garder, nous ne sommes pas des mendiants qui devraient le rester tout au long de notre vie. A bas le capitalisme !

Qui plus est, comment dans ces conditions-la voulez-vous que la classe comprenne que son sauveur n'est rien d'autre que son bourreau, qu'elle doit rompe avec lui et engager le combat pour prendre son destin en mains ?

Les meilleures intentions du monde dans la bouche de représentants des capitalistes sont forcément inspirées par de mauvaises intentions ou des mobiles qu'il faut cacher aux masses. La preuve ?

Ce n'est pas un hasard si le PS est contre le Smic, la retraite et l'allocation chômage minimum à 1 500 euros nets, contre la confiscation des dizaines de milliards d'euros de profits qui sont allés dans les poches des patrons et actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2008 (notamment), contre le reversement à la Sécu par les entreprises des dizaines de milliards d'exonérations de charges sociales dont elles ont bénéficié, etc.

L'urgence, la seule valable, c'est d'en finir une fois pour toute avec le capitalisme et d'avancer sur la voie du socialisme, le partage du travail et des richesses produites pour satisfaire les besoins de la population laborieuse, sur la base de la propriété collective des moyens de production et de distribution sous la direction et le contrôle de la classe ouvrière une fois qu'elle se sera emparée du pouvoir politique et qu'elle aura renversé le régime et liquidé les institutions de la Ve République.

C'est uniquement dans cette perspective révolutionnaire que doit s'inscrire le combat de la classe ouvrière pour oeuvrer à son émancipation du système capitaliste.

Combattre la pauvreté en avançant des revendications sans expliquer aux masses quelle en est l'origine et qu'est-ce qu'il faudrait faire sur le plan politique pour l'éradiquer, cela revient à entretenir la pauvreté au lieu de la combattre et assurer la survie du capitalisme par la même occasion.

Les capitalistes sont des voleurs !

Les autorités françaises ont dressé une liste de 3.000 contribuables détenteurs de comptes bancaires en Suisse d'un montant de trois milliards d'euros, "*dont une partie correspond très probablement à de l'évasion fiscale*", indique le ministre du Budget Eric Woerth, qui exclut toute amnistie pour les fraudeurs. (AP 29.08)

Ils doivent en trembler !

On se souvient encore du cadeau royal de Dominique Strauss-Kahn alors ministre de l'Economie à Karl Lagarfield, qui avait détourné du fisc quelques millions de revenus.

Quand on a à l'esprit les rapports quasi incestueux qu'entretient Sarkozy avec ses amis milliardaires ou de la Jet-set ou son sens aigu de la justice sociale en faveur des classes dominantes, on est en droit de douter fortement que les "*fraudeurs*" aient grand chose à craindre de la blanchisseuse qu'ils ont installée au Palais.

L'avenir en régime capitaliste : le chômage de masse !

La montée du chômage va se poursuivre dans le monde en 2010 malgré la reprise, et peut-être encore en 2011 dans les pays développés, prévient Dominique Strauss-Kahn.

"*Nous devons continuer à travailler dur pour garantir une reprise durable au premier semestre 2010. Mais, malgré la reprise, le chômage va continuer à augmenter en 2010 et peut-être même en 2011 dans les économies les plus développés*", déclare le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) dans un entretien publié dimanche par le journal grec Kathimerini.

Dominique Strauss-Kahn prévient aussi qu'il serait erroné de considérer la reprise comme acquise.

"*Le risque à court terme est de voir la reprise s'interrompre, c'est quelque chose qui pourrait être causé par une série de développements négatifs*", ajoute-t-il.

Il met notamment en garde contre le risque de considérer une croissance soutenue par des mesures fiscales comme le signe d'une reprise durable.

Le patron du FMI redoute par ailleurs que la reprise soit entravée par des prix élevés du pétrole. (Reuters 30.08)

Autrement dit, la méthode Coué à ses limites !

Quand il dit que "*malgré la reprise, le chômage va continuer à augmenter*", on pourrait croire que la "*reprise*" n'aurait pas de liens directs avec le chômage de masse, alors que la réduction des coûts des entreprises qui passait par des restructuration, devait se traduire fatalement par des dizaines de millions de chômeurs en plus dans le monde.

Il ne peut pas ouvertement expliqué que le capitalisme pour s'en sortir n'avait pas d'autres solutions que de jeter à la rue des millions de travailleurs, cela aurait donné une image trop négative du capitalisme qui reste son horizon indépassable.

Le capitalisme et sa morale.

Israël.

Un an après sa démission en septembre 2008, l'ancien Premier ministre israélien Ehoud Olmert a été inculpé dimanche à Jérusalem de trois chefs de corruption, une première dans l'histoire de l'Etat hébreu. (AP 30.08)

Grande-Bretagne.

Le gouvernement britannique a autorisé la libération d'Abdelbaset Ali al-Megrahi, l'unique personne condamnée pour l'attentat de Lockerbie, car celle-ci était dans "*le plus grand intérêt du Royaume-Uni*" en vue de la signature d'un important contrat pétrolier entre BP et la Libye, rapporte dimanche le "Sunday Times".

Selon le "Sunday Times", Jack Straw avait initialement tenté de ne pas inclure Megrahi dans un accord sur la signature d'un contrat, d'un montant de plusieurs milliards d'euros, en négociations entre British Petroleum et le gouvernement libyen.

Mais, cinq mois plus tard, les négociations semblaient dans l'impasse, et Straw écrit en décembre 2007 à MacAskill. "*Les négociations plus larges avec les Libyens atteignent un stade critique et, avec à l'esprit le plus grand intérêt du Royaume-Uni, j'ai donné mon accord pour que, dans ce cas (l'accord sur le transfert d'Abdelbaset Ali al-Megrahi) se fasse selon la forme standard, sans mentionner qui que ce soit nommément*", dit-il selon ce courrier cité par le "Sunday Times".(AP 30.08)

Le 2 septembre

Un mot sur le site.

On a dépassé les 300 articles ou dépêches consacrés à l'économie. Il y a eu autant de visites au mois d'août qu'en mai dernier.

Tiens pendant que j'y pense, si vous voulez me faire un cadeau pour mes 54 ans le 11 septembre, si l'un d'entre vous avait un exemplaire (en trop ou qui ne lui sert à rien) de la biographie de Marx par F. Mehring, cela me remplirait de bonheur, car je n'ai pas eu le temps de terminer la lecture de l'exemplaire que j'avais quand ma bibliothèque fut emportée par le tsunami. A moins qu'un camarade puisse l'acheter et me l'envoyer, il valait 7,60 euros à la Selio, il n'y a pas si longtemps, je le rembourserai.

Mon épouse est dans un tel état de santé qu'elle ne peut pas monter à Paris, son médecin a même refusé qu'elle se fasse opérérer de la cataracte à l'oeil gauche, alors que c'est une opération bénine. Notre séparation forcée la ronge la pauvre et je n'ai reçu aucune nouvelle des autorités indiennes, mieux, j'ai relancé le consul adjoint, en vain pour le moment, donc il faudra encore faire preuve de patience. Je lui ai simplement demandé d'envoyer un petit mot au collecteur, le préfet du coin, juste pour qu'il s'aperçoive que je ne suis pas seul ; en Inde cela peut suffire à faire bouger les choses, car ils ont le culte des personnalités et des titres, à côté du consul je suis une merde pour le collecteur, je n'existe même pas.

Par exemple, le collecteur se pointe dans notre village que le chef du village lui baise les pieds, il faut le voir pour le croire, oui je parle bien du voyou qui m'a menacé de mort et qui voudrait nous voler notre maison, c'est d'ailleurs pour cela que je le traite (poliment) de merde ou de gonzesse en public chaque fois que j'en ai l'occasion, il me répond alors en m'insultant copieusement, ce qui montre à l'assistance quel ignoble individu il est en réalité. Vous me direz que cela sert à rien, si, cela me soulage un peu, car j'ai horreur de l'injustice et des gens qui se font passer pour ce qu'ils ne sont pas pour tromper les autres.

Sinon, j'ai pris la décision ferme et définitive de rentrer en France dès que j'aurai réussi à me séparer de notre baraque par n'importe quel moyen, car ni l'un ni l'autre n'avons plus rien à voir avec l'Inde. Vous auriez tort de ne pas me croire, car si j'ai fait le chemin dans un sens, une fois libéré de ce titre de propriétaire qui me pourrit la vie, rien ne m'empêchera plus de le faire dans le sens inverse. J'ai même pensé à me renseigner pour rapatrier mes deux chiens, c'est pour dire que ma décision est prise. Quant à la question du fric, on sera pauvre évidemment, au moins on ne se sentira jamais seul ! Et puis, à mon âge et avec ma conception de la vie, je n'ai plus besoin de grand chose pour survivre

Au fait, le taux de change entre la roupie et l'euro est passé de 50, puis 60 et maintenant 70 roupies pour un euro, ce qui ne fait pas mon affaire, mais si je réussi à rentrer en France, nous laisserons notre argent en Inde puisqu'il est encore rémuné à 7,5%, ils appellent cela un "fixe deposit", un dépôt d'argent sur une durée allant de 3 à 36 mois ou plus, sans aucun frais s'il vous plaît, sauf un impôt passé une certaine somme, ce sera toujours mieux que le Livret A ! Cela nous fera toujours 200 ou 300 euros de plus pour vivre par mois sans risque et sans spéculer.

Je vous mets une copie du courriel que j'ai adressé aux camarades du regroupement de militants *Front syndical de classe*.

"Si je peux me permettre une remarque très rapide, ne le prenez pas comme une leçon.

Faites penser aux camarades en premier lieu de relier leurs revendications et leur combat à l'origine

de la situation à laquelle ils font face, on ne mène pas un combat syndical dans le seul but de mettre du beurre dans les épinards, mais aussi (surtout) dans celui d'aider les masses à comprendre la nécessité de rompre avec le capitalisme, sinon chaque combat est vécu comme autant d'abstractions et ne sert pas à grand chose au bout du compte, je pense que vous partagerez ce terrible constat qui caractérise la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière aujourd'hui.

Continuons, il faut indiquer pourquoi le gouvernement ou les patrons prennent telle ou telle mesure antisociale ou refusent-ils de satisfaire nos revendications, en somme, à quelles conditions objectives précises (du capital) les revendications correspondent-elles ou sur quel obstacle butent-elles (la logique ou les contradictions du capitalisme, la question des appareils est autre chose). Le tout ensuite dans une perspective plus générale de remise en cause du capitalisme et la nécessité de l'abattre. Même quand on est fonctionnaire, car l'Etat par sa nature sociale est avant tout au service du capitalisme, il l'a toujours été depuis son avènement il y a plus de deux siècles.

Ce sera ainsi plus facile de relier le combat du secteur public au secteur privé, ce qui ne sera pas un avantage négligeable et devrait être la règle aussi souvent que les conditions le permettent. Et là pour le coup, l'unité de la classe prendra réellement tout son sens, son combat de classe prendra une toute autre dimension, sans compter qu'une telle orientation strictement sur le terrain syndical - je tiens à le préciser pour éviter tout malentendu, déboucherait logiquement sur un autre plan, le plan politique qui est (devrait être) incontournable à l'époque du capitalisme pourrissant, sur la question des moyens à mettre en oeuvre (le parti, l'auto-organisation des masses, etc) pour en finir avec le capitalisme et ses représentants, les institutions de la Ve république, sachant qu'il demeurera impossible de satisfaire la majorité de nos revendications sans remettre en cause les fondements du capitalisme, objectif qui devrait être celui d'un véritable syndicalisme de classe, tout en étant commun au combat mené sur le terrain politique.

Le combat syndical et politique se retrouvant précisément sur cet objectif - ce qui du reste aurait toujours dû être le cas, mais c'est une autre histoire, favoriserait le lien ou l'unité sur les deux plans sur lesquels nous menons notre combat, disons, aussi souvent que possible, car aussi longtemps que la classe ouvrière n'aura pas renversé les institution politiques du capital et pris le pouvoir, l'émancipation du prolétariat demeurera en devenir.

Concevoir le syndicalisme comme un moyen permettant de favoriser la prise de conscience de la classe ouvrière au stade élémentaire de son combat contre la classe des capitalistes et l'Etat capitaliste en l'orientant résolument contre le capitalisme, permettra à l'étape suivante de l'aider à poser la question du pouvoir sur le plan politique et de la résoudre par la même occasion pour peu qu'on lui en donne les moyens.

On pourrait presque dire que chaque revendication à sa propre histoire, il faudrait l'écrire à chaque fois, un peu comme chaque évènement qui est relié certes à un contexte, elle possède un présent, un passé et un futur, l'unité de temps (dialectique) sans laquelle on ne peut pas parvenir à une compréhension satisfaisante de la réalité donc encore moins se diriger dans une direction précise...

Voilà très rapidement ma ligne politique qui je pense respecte l'autonomie (et non l'indépendance) des syndicats par rapport aux partis ouvriers pour reprendre une formule de R. Luxemburg.

Bonne continuité camarades et bon courage.

Fraternellement."

Une courte citation de *Que faire ?* de Lénine pour vous mettre en forme :

"...cette définition de Marx : "*Tout pas réel du mouvement pratique importe plus qu'une douzaine de programmes.*" Répéter ces mots en cette époque de débandade théorique équivaut à clamer à la vue d'un cortège funèbre : "*Je vous souhaite d'en avoir toujours à porter !*" D'ailleurs, ces mots sont empruntés à la lettre sur le programme de Gotha, dans laquelle Marx condamne catégoriquement l'éclectisme dans l'énoncé des principes. Si vraiment il est nécessaire de s'unir, écrivait Marx aux chefs du parti, passez des accords en vue d'atteindre les buts pratiques, du mouvement, mais n'allez pas jusqu'à faire commerce des principes, ne faites pas de "*concessions*" théoriques.

Telle était la pensée de Marx, et voilà qu'il se trouve parmi nous des gens qui, en son nom, essayent de diminuer l'importance de la théorie !"

Non, qui l'aurait cru, qui a osé ?

Les dépêches.

A bas la justice de classe des patrons, annulation des peines prononcées contre six ouvriers de Continental !

Six ouvriers de l'usine Continental de Clairoix (Oise) ont été condamnés à des peines de trois à cinq mois de prison avec sursis pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne lors d'une manifestation en avril dernier. (Reuters 02.09)

Il faut exiger l'annulation de ce verdict inique qui n'aurait peut-être pas été rendu si les dirigeants de la CGT avaient soutenu les ouvriers de Continental pendant leur conflit. Peu importe, le communiqué des bureaucrates syndicaux est insuffisant, car ils ne condamnent pas ce qu'il faut bien appeler la justice de classe rendu par ce tribunal, mieux, ils n'exigent pas l'annulation des peines prononcées et ne proposent aucune action de solidarité avec les salariés de Continental.

Pourquoi peut-on parler de justice de classe ? Un exemple. Les dirigeants de l'entreprise Molex n'ont toujours pas respecté la décision de justice qui leur intimait l'ordre de réouvrir leur usine proche de Toulouse, sans être inquiétés le moins du monde par la même justice.

La Bourse ou la vie.

Wall Street a lourdement chuté mardi, accusant ainsi sa troisième séance de baisse d'affilée, sous le coup de nouvelles inquiétudes au sujet du secteur financier américain et malgré des indicateurs macro-économiques plutôt encourageants.

Les investisseurs commencent également à s'interroger sur la solidité du rebond observé depuis le mois de mars, marqué par une hausse de près de 50% en quelques mois, sentiment qui peut provoquer d'importants mouvements de prises de bénéfices.

"*Les problèmes des groupes financiers sont tout sauf terminés. Ils ont en quelque sorte été masqués pendant un moment par les mesures d'aide fédérales. Mais les investisseurs commencent à se rendre compte qu'il ne faut pas compter sur un soutien supplémentaire des pouvoirs publics*", a déclaré Keith Springer, président de Capital Financial Advisory Services.

L'indice de volatilité CBOE, encore nommé VIX, principal baromètre du sentiment de crainte des

investisseurs, a bondi de 9,7% à 28,54, les intervenants exerçant leurs options visant à les protéger d'un nouveau repli des actions. (Reuters 01.09)

Le 3 septembre

Un mot personnel.

Mon épouse Magueswary sera hospitalisée à partir de cette après-midi proche de Marseille, en principe pour un contrôle de routine de deux ou trois jours, mais je soupçonne les médecins de ne pas lui avoir dit toute la vérité sur son état ; quand un médecin vous dit qu'il ne sait pas ce que vous avez après vous avoir osculté et fait faire des analyses, c'est souvent pour retarder l'annonce d'une mauvaise nouvelle, pourvu que ce ne soit pas le cas, car on ne pourra pas la sauver à tous les coups.

Elle m'a dit au téléphone de ne pas m'inquiéter, qu'elle avait de la fièvre en plus, qu'elle était comme une vieille bagnole qui va souvent au garage, sauf qu'il arrive un moment où on ne peut plus rien faire, le chassis est pourri et la bagnole part à la casse, je ne lui ai pas dit évidemment mais j'y ai pensé. Il faut seulement espérer qu'il n'y a aucun problème avec une de ses valves cardiaques, car je ne la vois pas supporter une nouvelle opération avec dépose du coeur, etc.

Je répondrai dans la journée aux trois derniers courriels que j'ai reçus. (à P. M. et V.). J'ai presque terminé un nouvel article où je taille en pièces la théorie de la décroissance chère à certains écologistes ou des adhérents du NPA.

Attention, embarquement immédiat pour la Lybie.

A propos de la Lybie et de l'affaire de Lockerbie, avant-hier soir aux infos sur TV5 Monde Asie, j'ai entendu un ancien directeur de la DST qui fait maintenant partie d'un organisme luttant contre le terrorisme, j'ai oublié de noter son nom vous m'excuserez, expliqué que la CIA, le Mossad, les services secrets égyptiens, russes et français savaient que la Lybie n'avait absolument rien à voir dans cet attentat et plusieurs autres imputés par le gouvernement américain (de l'époque et encore aujourd'hui par Obama) au régime lybien de Kadhafi.

Il l'a dit avant un bref reportage et il l'a répété après, en précisant qu'ils avaient la preuve depuis le début que c'était l'Iran et des libanais chiites qui avaient organisés ces attentats, et que si Kadhafi avait reconnu la responsabilité de la Lybie et livré Ali al-Megrahi au gouvernement britannique ou encore qu'il avait indemnisé les proches des victimes des attentats qu'on lui attribuait, c'était uniquement parce qu'il ne supportait pas de voir ainsi terni son image auprès des siens plus qu'envers la communauté internationale qu'il déteste, rappelant à plusieurs reprises que Kadhafi était resté un bédouin et qu'il n'avait jamais cessé de penser en bédouin, et que pour un bédouin l'honneur était quelque chose de sacré, que pour préserver son honneur il était prêt à consentir tous les sacrifices, ce qui expliquerait son comportement qui a été interprété à tort comme une volte-face de sa part.

Tout cela est plausible et se tient, même si cela n'explique pas tout. Qu'on se souvienne que les Américains avaient été prévenus à l'avance de l'attaque japonaise sur Pearl Harbour, ou encore de l'avion qui s'était écrasé le 11 septembre 2001 sur un batiment du Pentagone et dont on a jamais retrouvé le plus petit morceau de carlingue, sans parler des prisons secrètes en Europe ou les enlèvements pratiqués par la CIA...

Partons maintenant pour le Sénégal.

Deux réflexions entendues sur TV5 Monde Asie dans un reportage au Sénégal dans la bouche de femmes qui se battaient pour s'en sortir : "si l'on ne s'engage pas en politique, le développement est impossible, politique et développement de nos droits sont liés", "le développement passe par la prise de conscience par les femmes de leurs droits, il faut faire de la politique, sinon le développement ne veut rien dire".

On ferait bien de l'expliquer à la classe ouvrière française dont l'immense majorité profite de droits ou acquis sociaux en totale inconscience et sans se poser la question de savoir d'où ils viennent.

Mais voilà, nos dirigeants intellectuels qui ne se sont jamais totalement libérés de leur complexe lié à leur situation privilégiées par rapport au reste du prolétariat, et qui plus est cultivent un complexe de supériorité, entretiennent par pur dogmatisme ou en contre-partie de ces complexes, un ouvriérisme qui s'oppose à une telle démarche en direction de la classe ouvrière, qui, parce qu'elle serait révolutionnaire par la place qu'elle occupe dans le processus de production face à la classe des capitalistes, ne devrait souffrir aucune espèce de critiques, alors que si elle est correctement orientée et à cette condition seulement, peut contribuer utilement à accélérer sa prise de conscience de sa condition.

Je me souviens encore de mes parents qui n'avaient aucune conscience politique, je rappelle que mon père était menuisier en batiment, quand un jour je demandais à ma mère si elle savait d'où venait la retraite, les congés payés, etc., elle m'a sorti en guise de réponse : "on y a le droit, c'est tout, qu'est-ce que tu veux que je te dise de plus, tu m'énerves avec tes questions et ta politique".

Elle y avait "droit", et qui était le gardien de ce "droit", le pouvoir en place que mes parents soutenaient logiquement pour cette raison notamment. Et mes parents étaient de la génération du début des années 30, ils étaient certes trop jeunes pour avoir connu juin 36, mais ils avaient vécu l'effervescence politique et sociale des années 47 à 58.

Alors que dire des générations qui ont suivi, des travailleurs qui ont aujourd'hui entre 25 et 55 ans, trop jeunes pour avoir connu mai 68 ou mai 81, qui ignorent l'origine des droits sociaux dont ils profitent ou qui n'en ont qu'une idée très vague pour comprendre que sans leur engagement pour les défendre, ils, nous les perdrons tous les uns après les autres, et que s'ils n'ont pas encore disparu, c'est parce qu'il y en a parmi nous qui se battent avec acharnement pour les conserver, pour eux et pour les générations à venir.

Je ne vois en quoi un tel discours porterait atteinte au respect que l'on doit à la classe ouvrière, nos dirigeants devraient revoir leur copie, car les classes dominantes et leurs médias ne se gênent pas pour la matraquer et l'accuser d'être responsable de la situation actuelle. Ils n'ont semble-t-il pas encore compris que pour aider la conscience de la classe à progresser, il fallait partir de la réalité telle qu'elle la perçoie, au lieu de grands discours politiques pour lesquels elle demeure en majorité herméthique. Peut-être que nous n'en serions pas là s'il y avait plus d'ouvriers d'usine dans les partis ouvriers pour reprendre une expression de Trotsky.

Que ce soient des femmes en pleine brousse africaine qui montrent l'exemple ou rappellent à la classe ouvrière de pays comme la France le chemin à emprunter pour défendre ses droits n'est pas le moindre des paradoxes, qui s'explique d'ailleurs facilement, il témoigne d'une part du mûrissement politique qui est en train de s'opérer à l'échelle du prolétariat mondial, et d'autre part que lorsque l'on n'a rien à perdre et que l'on n'a pas l'illusion de posséder quelque chose parce que l'on bénéficie de

conditions d'existence relativement confortables, on se lève et on engage le combat contre le capitalisme et le pouvoir en place.

Un petit tour en Irlande pour dire deux fois NON au traité de Lisbonne.

On a appris que le Premier ministre irlandais, Brian Cowen, avait lancé sa campagne pour le "oui" en faveur du traité de Lisbonne, qui fera l'object d'un second référendum le 2 octobre prochain, après que le non l'a emporté lors du précédent référendum qui avait eu lieu l'année dernière.

Pour convaincre les électeurs d'adopter le traité de Lisbonne, il n'a rien trouvé de mieux que d'insister sur la protection qu'assurait l'Europe en période de récession. Tu parles d'une protection avec l'explosion du chômage dans tous les pays de l'UE, la chute du PIB, l'endettement des Etats dans des proportions colossales, etc, la colère qui gronde dans toutes les couches exploitées de la société, et dont les Irlandais peuvent voir des images quotidiennement à la télévision...

Le journaliste de l'agence Reuters explique ensuite que "la récession fait craindre à certains analystes un vote de protestation contre son gouvernement, ce qui tend à rendre le "oui" moins probable que dans des sondages récents", pas de bol décidément et quelle modestie, il aurait pu écrire que le "oui était moins présentable, moins fréquentable, moins souhaitable quoi ! N'y aurait-il pas eu l'an dernier à Dublin une manifestion qui avait rassemblé plus de 100 000 personnes contre la politique du gouvernement ?

Mensonge, duperie, chantage, psychose, tout y passe.

Le journaliste poursuit : "Pressé de dire s'il jugeait sa survie politique en jeu, il a déclaré : "Ce n'est pas moi qui suis en jeu (...) le traité concerne (...) la survie du pays..."", bref, voter oui ou c'est la fin de l'Irlande, rien de moins, les Irlandais sont prévenus ! Il ne leur reste plus qu'à voter non après de tels arguments.

Terminons par la France.

Dans sa lettre Internet du 2 septembre, Jean-Claude Mailly, visiblement agaçé par les propos d'un journaliste qui avait présenté Thibault et Chérèque "*comme les «patrons» du syndicalisme français*", rappelle dans la foulée que "*dans les statuts de Force Ouvrière, il y a la disparition du patronat et du salariat*", oui, un objectif forcément repoussé à une date indéterminée puisque rien n'a été fait pour s'en rapprocher, on devrait plutôt dire, puisque tout a été entrepris pour que la classe ouvrière ne fasse pas un pas en avant dans cette direction.

Ce qui m'a fait marrer dans sa lettre, c'est la proximité immédiate - puisque les deux phrases se succédaient, entre son coup de gueule contre "*les «patrons» du syndicalisme français*" et la disparition du patronat extrait de la Charte d'Amiens, à croire qu'il en voudrait aux "*patrons*" Thibault et Chérèque au point de souhaiter leur disparition ! On peut se demander s'il s'en est rendu compte. Quelle audace !

Tiens, je vous recopie ici les deux passages en question pour qu'il n'y ait aucun malentendu sur mon interprétation de ce que j'ai lu :

"*Il est ainsi pour le moins amusant de voir ceux qui prônent en permanence l'unité ou le rassemblement syndical s'afficher politiquement à deux (1) pour, comme le souligne un journaliste, apparaître comme les «patrons» du syndicalisme français!*

Rappelons d'abord que dans les statuts de Force Ouvrière, il y a la disparition du patronat et du salariat. " (note à la fin : (1) Les secrétaires généraux de la CGT et de la CFDT.)

Quand "*la disparition du patronat et du salariat*" passe... par le G20 !

Comme il l'avait fait avant le sommet de Londres au printemps, Nicolas Sarkozy a commencé la tournée des leaders syndicaux en recevant hier Bernard Thibault.

Officiellement, il s'agissait de préparer le G 20 qui doit se tenir à Pittsburgh le 24 septembre. Cela n'a pas empêché le chef de l'Etat et le secrétaire général de la CGT de faire, selon l'Elysée le tour «des principaux sujets économiques et sociaux de la rentrée». (Libération.fr 02.09)

No comment, je risquerais d'être grossier !

Les dépêches.

Molex, suite.

La direction de Molex a annoncé mercredi "*la fin des discussions*" avec le repreneur potentiel du site de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne). Cette annonce surprise survient quelques heures après que le ministre de l'Industrie Christian Estrosi eut dénoncé dans un communiqué l'attitude "*peu constructive*" de la direction américaine de l'équipementier automobile, lui demandant de "*négocier de bonne foi*".

Plan social = licenciements.

M. Slark, vice-président et directeur général de Molex Inc., a par ailleurs encouragé les salariés à "*s'engager dans le dialogue par le processus de médiation pour que nous puissions travailler ensemble sur un plan social dans les meilleurs délais*".

Si ma mémoire est bonne, il avait tenu exactement le même discours à la virgule près il y a un mois, mais certains avaient dû interpréter le plan social comme un plan destiné à sauvegarder les emplois, alors qu'il signifiait licenciement et rien d'autres. D'ailleurs, et là j'en suis absolument certain, la direction de Molex n'a cessé d'affirmer que sa décision de fermer cette usine était définitive et non négociable, notamment du fait qu'il emmenait avec lui les matières premières et la clientèle de Molex.

Un sourd ou un crétin.

Thierry Bonhour, délégué syndical FO, s'est en tout cas dit "*surpris*" par cette annonce. "*Le dossier évolue vite. A un moment, il avance et l'espoir revient, puis peu de temps après, c'est la surprise*", a-t-il souligné.

Qu'est-ce que tu veux foutre avec des machines sans matières premières ni clients ? Les clients, c'est Renault et PSA, alors il faut que ces deux entreprises rachètent et intègrent Molex et le tour est joué si je puis dire, elles ont reçu des milliards de l'Etat, non, alors qu'ils servent à sauver ces 288 emplois.

Que foutent sur ce coup les syndicats de Renault et PSA ? La vraie question n'est-elle pas là ? Bon je ne suis pas sur place, mais mon raisonnement se tient, non ?

On a appris que Thibault allait se rendre chez Molex. Pour quoi faire ? Pour accompagner les licenciements ? Son boulot ne devrait-il pas être de mobiliser la CGT chez Renault et PSA en solidarité avec les ouvriers de Molex et organiser le blocages des usines tant qu'ils n'auront pas intégré les 288 ouvriers de Molex ?

Ils s'en remettent au gouvernement.

"*J'attends que le gouvernement, qui dispose de fonds structurels, facilite l'intérêt d'un repreneur éventuel et l'aide à développer son activité à Villemur*", a ajouté le délégué syndical FO, précisant que les organisations syndicales devraient se rencontrer jeudi afin de "*définir une stratégie face à une direction qui garde le cap*". (AP 02.09)

Museler la presse.

La diffamation est définie à l'article 29 de la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 et pour la caractériser, les allégations doivent porter atteinte à l'honneur et à la considération de la personne visée. La sanction pénale est une peine d'amende de 12 000 euros.

Le rédacteur en chef du site l'Express.fr pourrait être mis en examen pour un diaporama mis en ligne le 16 décembre 2009 sur ce site, la justice lui reprochant d'avoir fourni une liste de personnes qui se seraient rendus coupables d'un délit "*d'escroquerie*", alors que la justice ne les avait pas encore jugés ni condamnés pour un tel délit. (LePost 02.09)

Il faut préciser que la liste en question avait été retirée du Net quelques heures après avoir été mise en ligne.

Le locataire du Palais doit avoir un compte à régler avec l'Express, donc tout est bon pour s'attaquer à la liberté d'expression et celle de la presse en particulier.

Museler la jeunesse.

Brice Hortefeux a porté plainte pour diffamation contre des habitants de Bagnolet qui avaient affirmé dans les médias que la police était responsable de la mort d'un jeune le 9 août. Le rapport de l'enquête avait conclu que ce n'était pas le cas.

Il s'agissait des propos rapportés par l'AFP et Libération.fr, de deux jeunes du quartier où habitait Yakou Sanogo qui s'était tué en moto, alors qu'il tentait d'échapper à un contrôle de police, le 9 août à Bagnolet. (Lexpress.fr 02.09)

Ces deux jeunes ont simplement dit ce qu'ils croyaient avoir vu ou ils avaient interprété à la hâte ou à tort ce qu'ils avaient cru voir. Ce qui est intéressant c'est que la plainte du ministre ne s'adresse pas aux journalistes qui auraient pu se donner la peine de vérifier sur place les propos rapportés par ces deux jeunes, les deux ayant affirmé que la voiture des policiers était entrée en contact avec la moto, il était alors facile d'examiner le véhicule de la police pour voir si oui ou non elle comportait une trace de choc à cet endroit précis.

La sécurité du capital en question.

A l'issue d'une réunion organisée par Brice Hortefeux au ministère de l'Interieur à laquelle étaient conviées les directeurs départementaux de la sécurité publique et commandants des régions et

groupements de gendarmerie en présence de Sarkozy qui apparemment s'est invité, Brice Hortefeux a annoncé à l'issue de cette réunion la création de "*cellules anti-cambriolage*".

M. Sarkozy a demandé au ministre de l'Intérieur d'"*exiger de ses collaborateurs le même engagement, commissariat par commissariat, brigade par brigade, département par département*", parce que "*la sécurité, c'est capital pour les Français*". (AP 02.09)

La hausse de 12% des cambriolages sur un an est le résultat de l'apprauvrissement continu de pans entiers du prolétariat, de la décomposition de la société à laquelle conduit infailliblement la survie du capitalisme. Au-delà, elle conduit à l'affrontement des différentes couches du prolétariat entre elles, au pire quoi.

La "*sécurité*" n'existera pas, tant qu'on n'aura pas aboli le capitalisme et liquider les institutions de la Ve République. Ce pays ressemble de plus en plus à une camisole de force, à un Etat policier, à une dictature.

Le 4 septembre

J'ai presque bâclé la fin des trois textes que je mets en ligne aujourd'hui car la mousson a commencé avec un mois d'avance apparemment. De plus, j'ai perdu plus de deux heures au consulat de France, ils m'ont écouté, mais je ne me fais pas d'illusions, cela m'étonnerait qu'ils m'aident... Mon épouse est hospitalisée et j'ai un petit problème de santé, je suis crevé et j'ai un boulot monstre chez moi, bref, ça baigne ! A demain.

Le 5 septembre

Je sais que des camarades s'inquiètent de ma situation personnelle, donc je vous en touche un mot rapidement.

J'ai été reçu pendant une heure hier après-midi par l'assistante sociale du nouveau consul adjoint en poste à Pondichéry, apparemment il n'a pas encore de secrétaire. Je lui ai expliqué ma situation, elle m'a répondu qu'ils allaient voir ce qu'ils pourraient faire pour nous aider. Comme elle avait un autre rendez-vous, je n'ai pu aller au bout de ma démonstration, je lui ai donc précisé les choses par courriel ce matin, en voici la copie :

"Je voudrais revenir sur la fin de notre entretien d'hier et le petit papier que je vous ai remis.

Je pense que je me suis mal exprimé ou que je ne vous ai pas présenté la situation clairement, sans doute parce que je vous savais pressé et que je ne voulais pas abuser de votre temps.

Mon problème n'est pas d'ordre administratif ou uniquement d'ordre administratif, il est le produit de l'intention clairement exprimée par ces voyous de nous voler notre maison et si nécessaire de nous tuer pour y parvenir, d'où les menaces de mort proférées et qui pèsent sur nous en permanence. Elles ont été proférées contre nous parce que nous voulons vendre notre maison que ces voyous veulent nous voler tout simplement. Monsieur V. Mani, le chef de notre village, a été jusqu'à les répéter devant les inspecteurs de police de Kottakuppam sans que ceux-là bronchent et le fassent taire, cet

incident est rapporté dans une des lettres que j'ai adressée entre autres au collecteur.

Autrement dit, l'affaire est beaucoup plus grave. Il serait possible selon moi de présenter ainsi les choses au collecteur, tout en respectant les principes auxquels le consulat est attaché et que je respecte.

Je dois dire au préalable que le collecteur est parfaitement au courant de notre situation dans les moindres détails, puisque je lui ai fait parvenir la plainte que j'avais adressée au superintendant de police à Villupuruam, la police des polices si vous voulez, il est au courant de ces menaces de morts, de la tentative de racket, etc.

Vous pourriez intervenir en lui disant que vous êtes préoccupés du sort d'un ressortissant français qui a reçu des menaces de morts, en mettant en relief que notre départ de ce village permettrait d'y mettre un terme.

A la limite, ce n'est même pas la peine d'évoquer devant lui la question du papier qui nous manque à l'heure actuelle et qu'il a le pouvoir de nous délivrer, je m'en chargerai lorsque j'irai le rencontrer dans 15 jours, il ne reçoit le public que le lundi m'a-t-on dit. En revanche, l'intervention du consulat l'inciterait peut-être à accélérer les choses et à nous le délivrer rapidement pour se débarrasser de cette affaire qui pourrait mal tourner.

En agissant de la sorte, le consulat ne s'immiscerait pas dans les affaires intérieures indiennes, vous seriez dans votre rôle en vous tenant informés de la sécurité d'un de vos concitoyens ayant reçu une menace de mort, ce que ferait n'importe quel diplomate de n'importe quel pays en poste dans un pays étranger.

Une chose que je ne vous ai pas dite, c'est qu'il pourrait être tenté de faire traîner les choses jusqu'à l'expiration de mon visa en 2010 pour qu'ensuite on me refuse son renouvellement et procéder ainsi à mon expulsion. Il faut aussi penser à cet aspect de la situation que je n'ai pas eu le temps d'évoquer avec vous. Après tout, je ne le connais pas et je ne connais pas ses relations avec les autorités de notre district.

Là je peux vous garantir que pour le coup vous auriez une toute autre affaire sur les bras, car compte tenu que cela signifierait la perte du seul bien que nous possédons pour nos vieux jours, c'est enchaîné qu'ils devraient me traîner à l'avion, car je résisterais par tous les moyens, je préfère ne pas vous en dire davantage sur ce que je serais capable de faire dans une telle situation, n'extrapolons pas.

Je tiens à votre disposition les récépissés des lettres recommandées que j'ai adressées au collecteur.

Je vous remercie de votre attention et je compte sur votre compréhension pour nous aider."

Je suis assez satisfait de ce courriel qui cadre bien les choses, il ne me reste plus qu'à attendre lundi.

Sinon, j'ai revu hier par hasard une autre personne qui était intéressée par notre maison, c'est un Allemand je crois, il fait partie d'une communauté d'étrangers plutôt allumés que je ne fréquente pas et qui ne manquent pas de fric, des fils à papa quoi.

C'est le genre de type qui se moque de tout, le parfait petit-bourgeois qui est en Inde pour profiter de la vie, avec un peu de chance il va se ficher aussi qu'il me manque le relevé du cadastre pour lui caser cette foutue baraque, je me demande si je dois lui en parler ou non. Je sais que deux personnes dans

son genre ont déjà acheté un terrain sans ce papier. Ne vendons pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué ! J'ai préparé plusieurs stratégies au cas où, car je dois compter aussi avec la réaction des voyous du village. Je me dis qu'avec le bordel que je suis en train de foutre, cela pourrait les dissuader de m'empêcher de quitter le village. A suivre.

Bon week-end à tous.

Passons aux choses plus sérieuses.

Je n'ai pas le temps d'aborder la situation politique au Japon, au Gabon, etc.

On est en droit de soupçonner derrière les déclarations mesurées mais optimistes de la BCE ou de l'OCDE, leur volonté d'enjoliver la situation après la période d'été propice aux vacances des travailleurs, afin de leur faire espérer un avenir meilleur à court terme auquel plus personne ne croit ou presque.

Un coup ils dramatisent la situation, le coup d'après ils se veulent rassurant, bref, moins la population saura où l'entraîne le capitalisme et mieux cela vaudra.

Deux points sur la crise.

1- S'il n'y avait qu'un argument qui nous permettrait d'affirmer qu'ils n'ont pas compris la leçon ou plutôt qu'ils n'ont pas le choix ou faire tout péter,voici ce que distraitement j'ai relevé sur le Net à propos de la Bourse : Rambus : flambe sur les rumeurs concernant Samsung ; Biogen Idec : Facet Biotech flambe de 75% !

Alors quand on entend les déclarations de Sarkozy, Merkel et Brown sur leur volonté commune d'imposer je ne sais quelle régulation ou contrôle aux marchés financiers dans la perspective du prochain G20, on a largement de quoi les contrer et montrer aux travailleurs qu'ils se foutent d'eux et que finalement le capitalisme n'a pas de solution à la crise qui le mine...

2 - Avec la crise des subprimes aux Etats-Unis il y a deux ans, les représentants du capitalisme ont découvert qu'une grande partie de la population était endettée jusqu'aux dents, pas seulement aux Etats-Unis mais dans tous les pays fortement industrialisés.

Il semble évident qu'elle ne pourra pas éponger sa dette en 24 mois, surtout qu'est venu se greffer sur cette situation des millions de licenciements, des millions de travailleurs soumis au chômage partiel avec perte de salaire, sans oublier des hausses de prix qui compensent les baisses.

Dans ces conditions-là, on voit mal comment la machine capitaliste à consommer pourrait repartir, sauf à tabler sur l'inconscience des classes moyennes qui pourraient profiter de la baisse des prix pour procéder à des achats importants, voiture ou habitation, ou tout simplement renouveler leurs biens d'équipement.

Prenons comme exemple l'Espagne.

1 - PIB : Au second trimestre, le PIB espagnol a reculé de 1,1 % par rapport à un premier trimestre déjà mauvais.

2 - Consommation : On ne peut guère s'étonner que la consommation des ménages ait été inférieure

de 5,6 % à son niveau du second trimestre 2008.

3 - Chômage : le taux de chômage est passé de 11,4 % à 18,5 % de la population active entre juillet 2008 et juillet 2009.

4- Défit de l'Etat : en juillet, il représentait déjà 4,7 % du PIB et il pourrait franchir la barre des 10 % cette année.

5 - Difficile d'augmenter les impôts : Madrid a eu le bon sens de promettre qu'il ne toucherait pas aux impôts liés au revenu. Cela ne ferait que freiner un peu plus la consommation.

6 - Difficile de taxer le capital : La dernière idée en date est de relever les taxes sur les revenus du capital, mais une telle disposition risquerait de décourager l'investissement sans pour autant réduire significativement le déficit.

7 - Difficile de comprimer les dépenses de l'Etat : la moitié de la dépense publique relève de l'autorité des provinces et, d'autre part, 30 % du budget sont consacrés à la sécurité sociale.

8 - Une seule solution : s'attaquer à la classe ouvrière : comme en Irlande par exemple en baissant la rémunération des fonctionnaires. En Espagne, on parle de "contenir" la masse salariale de l'Etat en 2010. Les montants ne sont pas négligeables. Le simple gel du salaire des fonctionnaires en 2009 aurait permis d'économiser 6 milliards d'euros, si l'on projette la progression de 5 % du premier semestre sur l'année entière.

9 - L'aveu : Ce serait là une décision parfaitement accordée au discours de M. Zapatero sur la nécessité de se montrer solidaire en cette époque de crise. Ce qui signifie que du côté du secteur privé si l'on prend comme base de comparaison la France, 25% pour le public et 75% pour le privé, on peut multiplier par trois les 6 milliards d'euros économisés par l'Etat sur le dos des fonctionnaires pour arriver aux 18 milliards d'euros que les patrons ont économisé approximativement de leur côté sur le dos des salariés du privé.

10 - Constat final : Il faut se rendre à l'évidence : la régression de l'inflation, le grand plan public de relance et la faiblesse des taux d'intérêt n'ont pas réussi à favoriser la consommation des ménages. De fait, ils doivent rembourser les dettes qu'ils ont accumulées en période d'abondance.(Le Monde 04.09)

Qu'est-ce que cela veut dire "accumuler" des dettes ? Qu'on n'a pas grand chose dans la tête, que l'on vit au-dessus de ses moyens et qu'on se prend pour ce qu'on n'est pas, cela va ensemble en général. Quand on parle d'élever le niveau de conscience des exploités, cela ne peut avoir un sens dans le comportement de la vie quotidienne qu'à partir du moment où cette démarche s'inscrit dans une perspective politique consciente.

Les Noirs d'Amérique qui se sont lancés au milieu des années 50 dans le combat contre la ségrégation raciale dont ils étaient victimes, n'ont pu remporter une victoire qu'à partir du moment où leur combat se situait dans la perspective plus générale de la lutte contre les inégalités qui ne frappaient pas que les Noirs, pour que les Noirs obtiennent les mêmes droits civiques, donc aussi ou surtout politiques, que les Blancs.

Si l'on veut lutter efficacement contre le capitalisme, il faut aussi favoriser cette prise de conscience de la part de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie, ce qui doit passer impérativement au

préalable par la progression de leur conscience politique, car procéder autrement reviendrait à les rendre responsables des malheurs qui les accablent et de la survie du capitalisme, ce qui serait intolérable et réactionnaire. Ce serait imiter les écologistes et autres anticapitalistes qui sont incapables de proposer aux travailleurs une issue politique en rupture avec le capitalisme, pour finalement leur faire payer leur comportement dont ils ne sont responsables qu'indirectement.

Je ne tombe pas dans ce piège, et je ne tombe pas non plus dans celui des ouvriéristes qui considèrent que parce nous serions responsables qu'indirectement de nos actes, ils seraient forcément irréprochables. Pour ne pas se comporter comme un vulgaire réactionnaire ou un opportuniste, on doit partir de la réalité et l'intégrer dans une perspective politique révolutionnaire. J'espère que je me suis bien fait comprendre.

Agir sur son comportement quotidien ou en changer ne peut se concevoir que sous cet angle-là. Pourquoi devrions-nous revoir notre consommation ou éviter de recourir au crédit, si l'on n'a pas compris au préalable que c'est par ce biais que l'on entretient la machine capitaliste qui nous tient en servitude, si l'on n'a pas l'espoir ou qu'on n'entrevoit pas comment on pourrait mettre un jour un terme à cette situation, au capitalisme ?

C'est donc en priorité l'espoir qu'un changement politique est possible, qu'il faut faire revivre au sein des classes exploitées.

Le record de la honte.

Dix-sept mille sans-papiers ont été expulsés de France entre le 1er janvier et le 31 juillet, a annoncé jeudi matin le ministre de l'Immigration Eric Besson.

"*L'objectif qui m'a été assigné est de 27.000*" pour l'année 2009, a rappelé Eric Besson. "*On respectera à peu près cet objectif*" a-t-il déclaré sur LCI. (AP 03.09)

Qui se ressemblent se rassemblent.

Après s'être imposé le silence pendant l'été, François Bayrou a approuvé la main tendue par la vice-présidente de MoDem, Marielle de Sarnez, aux socialistes.

"*Je dis que si main tendue il y a eu, on a raison de tendre les mains parce qu'on ne peut pas continuer à être, dans la démocratie française, des forces politiques qui s'ignorent et se détruisent ou se combattent tout le temps*", a-t-il déclaré à la presse.

Marielle de Sarnez avait lancé lors des ateliers d'été d'un courant socialiste à Marseille, le 22 août : "*Ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous divise*". (Reuters 04.09)

Ce qui les rassemblent : leur combat pour la survie du capitalisme contre la classe ouvrière.

C'est reparti pour les journées d'action !

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a proposé, jeudi 3 septembre, un calendrier de manifestations. Les secteurs de la métallurgie et de la chimie ont rendez-vous le 17 septembre devant la Bourse et toute la CGT le 22 octobre pour une manifestation nationale à Paris 'pour l'avenir des emplois et de l'industrie'. (LeMonde.fr 04.09)

Il a oublié son appel à une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 7 octobre ? (Reuters 04.09) Non, il ne manque rien, le 7 octobre il ne doit pas avoir prévu de manifestations !

Il ne faut pas participer à ces actions qui n'ont pour objectif que diviser et démoraliser la classe.

Plus ils en causent, plus elle est rejetée.

Les deux tiers des Français sont contre la taxe carbone que le gouvernement compte instaurer l'an prochain pour réduire les émissions de dioxyde de carbone, selon un sondage TNS Sofres-Logica pour Europe 1.

Plus les sondés savent ce qu'est cette taxe, plus ils sont contre, note l'institut de sondage.(Reuters 03.09)

Une des leçons que j'avais tiré du non au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen, avait été que lorsqu'une question avait été largement débattu publiquement et que de ce fait la population avait pu se faire une idée un peu plus claire sur ce qu'on lui proposait malgré le matracage des médias et du pouvoir, elle était majoritairement contre un projet présenté par le gouvernement.

Là c'est plus facile à comprendre, puisque le projet du gouvernement est de nous taxer davantage, ce qui ne peut entraîner que son rejet massif.

Charrettes ou suppressions de postes.

Air France-KLM annonce proposer au personnel au sol de la compagnie Air France un plan de départ volontaires portant sur 1.500 postes. (Reuters 04.09)

La direction de l'usine General Motors de Strasbourg, qui produit des boîtes de vitesse, a annoncé la suppression de 198 emplois sur un total de 1.200, apprend-on de sources syndicales. (Reuters 04.09)

L'économie américaine a perdu 216.000 emplois en août et le taux de chômage s'est inscrit à 9,7%, une proportion inédite depuis juin 1983. (Reuters 04.09)

Afghanistan. Le cauchemar quotidien de la guerre et de l'occupation.

Une frappe de l'OTAN sur des camions-citernes détournés a fait plus de 70 morts vendredi dans le nord de l'Afghanistan, dont plusieurs dizaines de civils, ont annoncé les autorités afghanes.

Un haut responsable de la police afghane ayant requis l'anonymat a, de son côté, affirmé qu'une quarantaine de civils venus siphonner le carburant figurent parmi les victimes. (AP 05.09)

Le 6 septembre

Je ne sais pas si vous avez lu les déclarations des différents bureaucrates syndicaux, ne pas comprendre qu'il n'y a rien à en attendre ne relève plus de l'entêtement mais de la sclérose irréversible.

Je laisse à leurs devoirs les partisans du front unique et de la grève générale qui serait appelée par ces

commis du gouvernement et du patronat, je parle des dirigeants syndicaux.

Comment ne pas comprendre que toutes les tactiques et stratégies qui ont été élaborées jusqu'à présent étaient erronées ? Pourquoi l'étaient-elles, telle est la question à laquelle chacun va devoir répondre devant ses militants, car il y en a plus que marre de ces dirigeants qui prétendent élaborer des lignes politiques toutes finalement plus foireuses les unes que les autres et qui discréditent auprès des travailleurs partis et organisations. Quand on pense que ce sont les mêmes qui s'émeuvent de leur décomposition, on a envie d'hurler à la manipulation et au scandale.

La question n'est pas trop de savoir pourquoi les bureaucrates sont sur cette position, c'est facile à comprendre, ce sont des parasites au service de l'ordre établi, du capitalisme, que de savoir pourquoi la classe ne se mobilise pas. On a l'habitude de nous répondre à cette question depuis 64 ans : parce que les appareils font obstacles et organisent la division. Foutaise ou manipulation, en réalité parce que la majorité de la classe n'est pas prête à se mobiliser et que personne ne veut se poser la question : pourquoi et quoi faire ?

D'après vous sur quoi repose l'assurance, l'audace, les provocations dont font preuve les dirigeants syndicaux ? Sur le manque de maturité politique de la classe et rien d'autre, sur sa subordination au capitalisme, sur son incapacité à se saisir du socialisme oserais-je dire. Alors que la contestation fait entendre sa voix à l'intérieur de la CGT à l'approche de son 49e congrès, Thibault lui propose une série de journées d'action éclatées, comme s'il n'en avait strictement rien à foutre. C'est très clair et personne ne peut le nier, reste à savoir pendant combien de temps encore n'en tirerons-nous pas les conclusions qui s'imposent.

En même temps, Thibault agit en agent de la bourgeoisie en s'appuyant sur les éléments les moins déterminés de la classe ouvrière à remettre en cause le capitalisme qu'il sait les plus nombreux, le calcul était facile à faire.

Camarades, quelque part il est moins con que nous, lui il tient compte de l'existence de cette majorité de la classe ouvrière qui demeure enchaînée au capitalisme, il s'appuie dessus, c'est son fond de commerce, et nous on continue de confondre l'aristocratie ouvrière syndicalisée avec les couches les plus aptes de la classe ouvrière à rompre avec le capitalisme, c'est tragique d'en arriver à répéter la même erreur pendant plus d'un demi siècle.

Il y a quelque part une part de malhonnêteté intellectuelle à ne pas vouloir reconnaître la réalité quand elle saute aux yeux. On peut très bien prétendre être sur une ligne de lutte de classe ou le croire sincèrement, alors qu'en réalité on ne fait que reproduire les schémas éculés du passé qui ont conduit à la subordination du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière au capitalisme.

Certains imaginent qu'il suffirait du jour au lendemain de rajouter le mot anticapitaliste au contenu de leur activité syndicale (ou politique) pour que soudainement elle ait une orientation résolument anticapitaliste sans rien changer à leur tactique et stratégie, sinon de commencer à se regrouper contre les appareils. Je n'ose même pas dire qu'ainsi la conscience de la classe pourrait en tirer un quelconque bénéfice, franchement je ne vois pas par quel miracle cela pourrait se produire.

On s'est usé à combattre les appareils et à courir après chaque revendication sans leur donner un contenu et une orientation résolument anticapitaliste. Résultat : les appareils continuent de faire la pluie et le beau temps, on a l'impression d'avoir sauvé les meubles en ayant sauvé certains droits ou acquis, alors qu'en réalité on a été incapables d'aider la classe à intégrer la nécessité de rompre avec le capitalisme, bref le résultat est misérable et on a plutôt l'impression (ou la conviction en ce qui me

concerne) d'avoir tout faux sur toute la ligne.

Si nous avions été en permanence en contact avec les couches du prolétariat les plus durement frappées par les politiques mises en oeuvre par les différents gouvernements depuis l'après-guerre et qui n'ont jamais eu l'impression d'avoir quelque chose à perdre ou que leurs situations s'étaient améliorées, les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière qui ne bénéficieront jamais ou presque des avantages ou acquis qui profiteront aux autres couches exploitées, peut-être que nous nous serions penchés plus tôt sur le contenu et la portée de notre militantisme sur le plan syndical ou politique.

Sans faire dans l'ouvriérisme que je combats inlassablement, ce n'était pas sur les ouvriers bénéficiant d'avantages sociaux importants par le biais de leurs conventions collectives, payés entre 14 et 16 mois par an en intégrant différentes primes ou sur les travailleurs qui n'avaient plus qu'à attendre la retraite dès le premier jour de leur embauche sur lesquels il fallait forcément se baser pour définir notre orientation et notre intervention dans la lutte de classe, il n'y avait peut-être pas pire guide pour finalement se fourvoyer totalement à force de confondre les apparences avec nos désirs, délaissant l'immense masse des couches les plus exploitées dont la situation ne s'est finalement pas améliorée un demi siècle plus tard, je peux vous en causer en ayant observé quotidiennement l'évolution de la portion que ma mère metttait dans notre assiette en guise de repas ou encore l'impossibilité de nous acheter une autre paire de chaussures que la moins chère en plastique du magasin André.

Bien entendu que tous les combats qui ont été menés pour conserver nos droits ou acquis valaient la peine d'être menés, le problème n'est pas là, quant au contexte, il n'explique pas tout non plus, sauf à vouloir trouver un prétexte facile pour couvrir nos propres faiblesses ou erreurs, il réside selon moi dans l'abandon pur et simple des principes de base et des objectifs du combat du mouvement ouvrier après avoir été dénaturés.

On a été incapables de lier notre combat pour l'amélioration de la condition ouvrière au combat contre le capitalisme dans la perspective de son abolition. On peut le nier, mais on ne peut pas nier que finalement les dizaines ou centaines de milliers de grèves, les dizaines de milliers de manifestations ou de mobilisations entre 1947 et 1981, n'auront finalement pas servi à grand chose puisque qu'elles n'ont pas permis à la conscience politique de la classe ouvrière de progresser d'un millimètre, ni évidemment de se doter d'une nouvelle direction.

Si j'ai pris soin de prendre pour référence la période allant de 1947 à 1981, c'est pour qu'on ne puisse pas nous rétorquer que la disparition de l'URSS y était pour beaucoup. Si je puis dire, le ver était dans le fruit depuis très longtemps. En réalité, depuis 64 ans nos dirigeants n'ont jamais changé de ligne, le constat que l'on peut dresser aujourd'hui est sans appel, il est à mettre à leur actif, il en porte en grande partie la responsabilité, chacun en tirera ensuite les conclusions qu'il voudra. (j'ai écrit "on a été incapables" avec un S, "on" ayant ici le sens de nous inclusif, je me mets dans le lot, après l'auxiliaire être au passé composé, il n'y a donc pas de faute.) (A suivre)

J'allais oublier de vous dire à propos du site, qu'on a atteint hier 176 connections en une seule journée, un record ! Bon dimanche camarades !

Préparation du prochain G20 comme si vous y étiez.

Taxation du marchés financiers : une mauvaise blague.

Réunis depuis vendredi à Londres pour préparer le sommet du G20 qui réunira les dirigeants des

grandes économies de la planète à Pittsburgh, les 24 et 25 septembre, les ministres et les banquiers centraux l'ont échappé bel.

Le journal Berliner Zeitung avait écrit samedi que le ministre allemand des Finances compterait demander au sommet de Pittsburgh de mettre en place une taxe sur les transactions effectuées sur les marchés financiers, et qu'il avait l'intention de présenter une telle proposition lors de ce sommet à Londres.

Le ministère s'est empressé de rectifier en indiquant qu'il voulait seulement évoquer cette idée en termes généraux lors du sommet et savoir ce que ses homologues pensent des instruments permettant de répartir les fardeaux hérités de la crise des marchés financiers.

"*Mais il ne fera pas de proposition concrète concernant une taxe sur les marchés financiers*", a assuré le porte-parole du ministère. Ouf ! (Reuters 05.09)

L'attitude des banquiers et traders : juste un peu trop voyante.

Le directeur général du FMI a aussi jugé "*assez scandaleux que des établissements financiers, notamment qui ont été aidés par l'Etat, par l'argent des contribuables, versent des bonus aussi immenses*".

"*Le fait de dire, je prends n'importe quel risque à titre individuel, peu importe les conséquences collectives, il faut que cette attitude diminue*", a-t-il souligné par ailleurs. (AP 05.09)

Ce n'est qu'une question de mesure ou de proportion à revoir pour ce social-libéral, normal.

Augmenter le capital des banques pour accorder toujours plus de crédits : une solution d'avenir !

"*Les banques auront des contraintes plus grandes concernant leur niveau de capital*", a-t-on ajouté. "*Cela veut dire que les banques devront détenir davantage de capital, et un capital de meilleure qualité, ce qui servira d'amortisseur*". (Reuters 05.09)

Quand on sait que pour 100 euros de capital ou d'actifs, la banque peut en prêter trois à quatre fois plus, que les 100 euros de départ existent ou soient en bois, cela ne change absolument rien et ne permettra jamais de couvrir un défaut de remboursement des 300 ou 400 euros qu'elle aura prêtés.

Ils vont se mettre d'accord pour augmenter le capital ou les actifs des banques afin qu'elles puissent prêter encore davantage d'argent. Ainsi lors de la prochaine crise, il sera impossible aux différents gouvernements et aux différentes banques centrales de recourir aux recettes qu'ils ont mises en oeuvre lors de cette crise, étant donné que les montants que leur réclameront les banques seront encore plus gigantesques qu'aujourd'hui. C'est la fuite en avant, quoi !

On peut rapprocher cette mesure de la faillite de 89 banques aux Etats-Unis depuis le début de l'année, dont les actifs et la clientèle ont été reprises par d'autres banques plus importantes avec la bénédiction de la Fed, pour arriver à une nouvelle concentration du capital et éliminer des milliardaires qui s'étaient pris un temps pour des banquiers et qui encombraient le marché.

Etats-Unis.

Les autorités américaines ont fermé cinq nouvelles banques vendredi, ce qui porte à 89 le nombre d'institutions qui ont cessé leurs activités depuis le début de l'année.

La Vantus Bank de Sioux City, dans l'Iowa, la InBank d'Oak Forest et la Platinum Community Bank de Rolling Meadows, toutes deux dans l'Illinois, la First Bank de Kansas City (Missouri) et la First State Bank de Flagstaff (Arizona) ont été fermées, a annoncé la FDIC, autorité de garantie des dépôts bancaires.

La FDIC dispose en outre d'une liste d'établissements en proie à d'importants problèmes et surveillés de près. A la fin du second semestre, 416 banques se trouvaient sur cette liste.

L'agence fédérale a provisionné 32 milliards de dollars pour l'année prochaine pour couvrir les possibles faillites bancaires.

Sa présidente Sheila Bair a prévenu que les fermetures d'établissements se poursuivraient malgré le rebond économique parce que le secteur bancaire continuait à reconnaître des pertes liées au crédit et à nettoyer ses comptes. (Reuters 05.09)

Quand Eric Woerth lave plus blanc que blanc.

"La taxe carbone n'est pas un nouvel impôt" affirme le ministre du Budget Eric Woerth dans une interview au Parisien/Aujourd'hui en France de ce dimanche.

Il précise que "*l'opération sera blanche pour les contribuables et pour l'Etat*", puisque "*la nouvelle contribution sera reversée intégralement aux Français*". (AP 06.09)

Question : lesquels ? Tout cela pour tenter de camoufler que ceux qui en profiteront ne seront pas ceux qui auront été taxés, et devinez qui sera le dindon de cette mauvaise farce ? Les plus nombreux comme toujours : le prolétariat.

Clearstream : provocation ou coups pourris au sommet de l'Etat.

Intervention d'un internaute nommé Lector sur Slate.fr, 05/09/2009.

La falsification commence au plus tard en ÉTÉ 2003. Or en mars/avril 2004 il aurait eu des scrupules à rajouter des noms ?!

Dans ses fameux cahiers le Général Rondot parle d'un 'compte couplé' Nagy/Boksa à partir de JANVIER 2004. Et ce n'est qu'en mars/avril 2004 qu'il apparaitrait ?!

JLG aurait eu besoin de l'aide de IL pour rajouter 2 noms sur un tableau Excel (!) mettant ainsi IL inutilement au parfum?!

Je note que, même si IL disait vrai, le seul à mettre DDV en cause, serait une fois de plus JLG puisque IL – tout comme le Général Rondot – ne sont informé de la 'connaissance' de DDV qu'à travers les témoignages de JLG.

Je note en outre que IL contredit ici tout ce qu'il avait affirmé dans ses déclarations (elles-mêmes incohérentes) dans le cadre de l'instruction de l'affaire Clearstream; que JLG n'a, lui aussi, cessé de se contredire tout au long de l'information judiciaire et que le seul à avoir tenu le même discours depuis

sa première audition, le 21 décembre 2006, sans jamais se contredire ou se retracter est DDV.

Mais la vrai question n'est pas là. La vrai question reste pour moi celle-ci: Comment peut-on salir quelqu'un dont le nom se trouve sur un listing truqué (ce qui n'est pas le cas du nom 'NS', mais passons) en saisissant la DGSE (comme l'aurait demandé Chirac en janvier 2004), en saisissant le juge d'instruction le plus compétent de France, VR (comme l'aurait demandé DDV en mai 2004) ou encore la DST (comme l'a effectivement fait DDV en juillet 2004), bref en saisissant les instances les plus à même de déjouer le piège?!

C'EST ABSURDE.

La seule instance qui était susceptible de salir un homme (capacité dont elle a fait preuve pendant les 5 dernières années en menant une campagne de diffamation sans relâche contre DDV) c'est la presse. Or c'est précisément cette instance-là que DDV aurait totalement négligé!

La date de l'apparition - quelques jours avant l'ouverture du procès - d'une affirmation que IL a faite il y a bientôt 1 an (!) en dit long sur cette volonté de salir à tout prix DDV. Il est de plus en plus évident que DDV n'est pas l'auteur, mais la seule et unique victime d'une diffamation dans l'affaire Clearstream. (slate.fr 05.09)

La question, me semble-t-il, n'est effectivement plus de savoir à qui devait profiter cette mise en scène, mais à qui elle profite réellement : à Sarkozy !

On pourrait admettre à la limite que Jean-Louis Gergorin aurait commis une énorme erreur en faisant appel à Imad Lahoud pour truquer ce fichier et ajouter le nom de Sarkozy, Imad Lahoud pouvant monnayer ensuite cette information auprès de Sarkozy, mais cela n'explique pas pourquoi Dominique de Villepin se serait d'une certaine manière dénoncé lui-même en saisissant la DGSE, puis le juge d'instruction réputé pour être le plus compétent de France dans ce genre d'affaire ou encore la DST, cela ne tient pas debout effectivement.

Allemagne.

A Duisbourg dans la Ruhr, ville de 500 000 habitants où domine toujours la silhouette des hauts-fourneaux, fin août, cet ancien bastion social-démocrate a réélu pour un second mandat un maire chrétien-démocrate (CDU), Adolph Sauerland.

Seuls 45,7 % des électeurs s'étaient déplacés, une participation historiquement basse. (LeMonde.fr 05.09)

Une question qui me vient après avoir lu des articles incomplets sur les dernières élections en Allemagne, notamment aux parlements régionaux de Saxe, de Thuringe et de Sarre : Comment peut-on analyser les résultats d'une élection sans tenir compte du taux d'abstention ou comment peut-on prétendre traiter objectivement les résultats d'un scrutin sans analyser minutieusement le taux d'abstention ou encore, comment peut-on prétendre mettre à la disposition de ses lecteurs, des données leur permettant de se faire une libre opinion des résultats d'un vote, lorsqu'on oublie de leur communiquer le taux d'abstention ?

Réponse : impossible, forcément l'analyse de ces élections sera faussée à la base. Pratique pour manoeuvrer des militants, pratique pour justifier sa ligne politique, pratique pour camoufler une erreur d'appréciation de la situation avant les élections, pratique pour démontrer qu'on a toujours

raison.

Que valent des formules dans le genre : "*renforcement des abstentions dans la base ouvrière*" ou encore "*abstention massive*" ? Rien ! Un taux d'abstention qui passe de 10 à 20% soit une augmentation de 100% peut être présenté comme un "*renforcement des abstentions*", alors qu'en réalité le taux d'abstention demeure médiocre.

Le 7 septembre

Les choses commencent à bouger ici à propos de mon problème avec les voyous de mon village au consultat de France à Pondichéry mais aussi à Chennai, la capitale du Tamil Nadu, je n'ai pas le temps de vous en causer aujourd'hui, je dois envoyer un tas de documents par télécopie.

Un camarade me demande où j'ai trouvé les 1824 grandes entreprises que j'évoque parfois.

J'ai dû trouver cette donnée dans un article du journal *La Tribune*, il s'agissait bien de 1824 grandes entreprises, reste à savoir ce qu'ils entendaient par là. Il se peut qu'ils aient inclu des entreprises de moins de 1000 salariés que l'on classe habituellement dans la catégorie des entreprises moyennes, je n'en sais rien. Toutes les entreprises dont la majorité des capitaux sont étrangers présentent sur le sol français ne sont pas toutes cotées à la Bourse de Paris si je ne dis pas bêtises. Ils ont pu aussi inclure des entreprises à capitaux mixtes ou à majorité de capitaux publics ou qui appartiennent encore au secteur public, Areva par exemple.

Je suis incapable de retrouver cet article parce que je n'ai jamais trouvé le temps d'archiver les articles que je télécharge chaque jours, il y en a plus de 2500 à classer ! Mais si tu avais envie de faire un tour en Inde pour te coltiner le boulot, tu seras le bienvenu ! Tu peux aussi aller voir du côté du site de l'Insee.

L'ex-militant du PT auquel j'ai répondu a été satisfait de ma réponse qui lui remonte un peu le moral. Il m'a écrit à propos de la causerie d'hier : extra ! On fait ce qu'on peut camarade. Ce qui m'ennuie parfois, c'est de sécher sur certains sujets que je connais mal où sur lesquels je ne dispose pas du matériel nécessaire pour réfléchir et m'exprimer. On ne peut pas tout savoir et tout maîtriser, on laissera cela aux prétentieux qui ont toujours raison et réponse à tout. Quand on fouine ici ou là, on trouve toujours des camarades susceptibles de palier à nos faiblesses et qui proposent des analyses excellentes.

Quelques dépêches.

Droite gauche : "*une feuille de papier à cigarette*" les sépare !

Marielle de Sarnez, qui s'était affichée à Marseille aux côtés du socialiste Vincent Peillon, de l'écologiste Daniel Cohn-Bendit et du communiste Robert Hue, a réaffirmé dimanche sur RTL que l'heure était venue de "*faire bouger les lignes*".

"*Il faut qu'on cesse cette espèce d'hypocrisie française. Il y a comme une espèce de mur artificiel en France entre la droite et la gauche*", a-t-elle estimé. "*Mais quand on regarde les choses, il y a beaucoup de sociaux-démocrates, une très grande partie des socialistes, avec lesquels il n'y a pas une feuille de papier à cigarette. Il en va de même pour les écologistes*".

Comme en écho, le député socialiste Vincent Peillon, sur Canal+, a prôné dimanche le "*rassemblement*" de l'opposition "*parce qu'il faut une majorité alternative à Nicolas Sarkozy*". (Reuters 06.09) Pour faire la même politique, ce sera sans nous !

C'est normal puisqu'une feuille de cigarette est fine, fragile, poreuse et destinée à être réduite en cendre !

Le visage "*humain*" du capitalisme : haro sur les malades ! Scélérats !

Selon le JDD, qui précise s'être procuré une note circulant entre les ministères de l'Economie et de la Santé, le forfait hospitalier serait revalorisé dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (Plfss) qui doit être discuté à l'automne au Parlement.

La facture d'une journée d'hospitalisation pourrait ainsi passer de 16 à 20 euros, soit une hausse de 25%.

"*Parmi les hypothèses sur la table figure également une baisse du niveau de remboursement des médicaments dits 'à prescription médicale facultative'*", comme l'aspirine et le paracétamol, précise *Le Journal du Dimanche*.

Leur barème de remboursement pourrait passer de 35% à 15%.

"*Le gouvernement est en train de travailler avec les partenaires sociaux pour faire en sorte qu'on pérennise ce système de santé*" a dit Luc Chatel dans le cadre du "Grand Jury" RTL-Le Figaro-LCI. (Reuters 06.09)

Ah ces braves partenaires sociaux, ils sont dans les coups les plus ignobles !

Afghanistan. Légitimer la barbarie.

Le ministre allemand de la Défense, Franz Josef Jung défend le raid aérien de Kunduz qui a fait 54 morts dont des civils (TV5 Monde Asie), vendredi : "*Selon les informations que j'ai reçues, seuls des terroristes taliban ont été tués dans le raid.*"

Les intérêts supérieurs de la guerre justifie le massacre de civils : "*Je ne peux comprendre comment certain peuvent être aussi prompts à critiquer l'action des militaires sans connaître la situation ou disposer d'informations sur le contexte*". (Reuters 06.09)

Il y a un relent de fanatisme dans ses propos, il dit en fait que les militaires ont tous les pouvoirs, dont celui d'exécuter des civils si nécessaire.

Grande-Bretagne. Economie.

L'économie britannique devrait se contracter de 4,3% cette année, estime la Chambre de commerce de Grande-Bretagne (BCC) dans la dernière actualisation trimestrielle de ses prévisions.

Le nombre de chômeurs risque de franchir la barre des trois millions à la mi-2010, ce qui équivaudra à un taux de 9,6% de la population active, ajoute la Chambre de commerce. (Reuters 06.09)

Le 8 septembre

Un camarade m'avait demandé pourquoi je parlais de manipulation à propos des 260 milliards d'euros d'exonération de cotisations que les patrons devraient à la Sécu, je lui avais alors fourni un élément qui le démontrait, en voici un autre extrait d'un article de Reuters d'hier :

"*Le syndicat FO rappelle de son côté que l'Etat ne compense pas totalement les exonérations de cotisations, ce qui coûte selon lui deux milliards d'euros à la "Sécu". Il demande l'abandon du projet, comme l'association de handicapés FNATH.*"

Mon dernier article part de cette question : pourquoi un tel mensonge ? Un petit ne peut-il pas en cacher un plus gros ?

Je vais répondre à un camarade qui a réagi à l'article sur la décroissance. Il m'a écrit : "*L'industrialisation du tiers-monde nécessite la mort du capitalisme. Si l'on ne freine pas le capitalisme, et même si on l'accélère, les impérialismes ne laisseront jamais se développer tous les pays du monde.*". La réalité me semble plus compliquée et l'histoire nous a habitué à bien des paradoxes ou des situations que l'on imaginait impensables.

Merci Luc pour ton message, je l'ai lu sur Yahoo, car je n'ai pas de temps à consacrer à Facebook.

Quand la transparence vire à l'opacité.

Jusqu'à 150.000 personnes détiennent à l'étranger des comptes bancaires qui ne sont pas déclarés à l'administration fiscale, estime le ministre du Budget Eric Woerth, en demandant leur régularisation.

Citant diverses études, Eric Woerth a estimé que l'évasion fiscale représentait un montant compris entre 50 et 100 milliards d'euros. "*C'est très difficile de la chiffrer exactement (...), tout ce que je sais c'est qu'il faut le faire, on a besoin d'un monde plus transparent*", a-t-il affirmé. (Reuters 07.09)

Il serait très facile aux gouvernements de chaque pays de demander aux banques et organismes financiers de leur fournir les noms des étrangers détenant un compte chez eux ainsi que leurs montants, et de remonter ces informations aux différents Etats concernés, il nous prend pour des imbéciles.

Comme les travailleurs vont les trouver sympathiques les écologistes.

Nicolas Hulot dans un entretien publié lundi par le journal Libération explique "*Si on considère que le but c'est de changer les comportements et que le signal prix est un bon levier, alors il faut un niveau de départ plus élevé, à 20 euros au moins*",

"*Mais s'il n'y a pas de progressivité, ça ne sert à rien", souligne le militant écologiste. "Il faut s'engager pour 50 à 55 euros en 2020, 100 en 2030. Et on n'échappera pas à réguler aussi l'électricité.*" (Reuters 07.09)

Il y a peut-être 6 mois ou plus, j'avais écrit à sa fondation en tant que citoyen lambda en lui expliquant pourquoi j'étais contre toute taxe supplémentaire que devrait payer la classe ouvrière, et qu'une telle démarche était injuste. J'ai reçu une réponse laconique précisant qu'il me répondrait plus en détail plus tard, puis plus de nouvelles.

Venezuela. Quand Chavez vole au secours de son "ami" Mahmoud Ahmadinejad.

Le Venezuela a accepté d'exporter 20.000 barils/jour d'essence à destination de l'Iran, aidant ainsi Téhéran dans son bras de fer nucléaire avec l'Occident qui menace d'interdire les importations de carburant par l'Iran. (AP 07.09)

Afghanistan. Rectificatif.

Le raid aérien de l'Otan sur Kunduz n'aurait pas fait 54 morts comme l'avaient annoncé les autorités allemandes responsables de cette opération, mais au moins 125. (TV5 Monde Asie 07.08)

Belgique.

L'info est sérieuse et tourne en boucle sur les téléscripeurs du monde entier : depuis le week-end dernier la Belgique possède enfin un titre de champion du monde, cela se passait en Slovénie, il a récompensé une équipe de valeureux laboureurs belges qui ont battu, une fois, tous leurs concurrents, comme quoi rien n'est impossible ! (TV5 Monde Asie 07.09) Le bonjour à nos camarades belges au passage.

Le 9 septembre

Qui arme le bras de l'assassin ?

Bernard Thibault a précisé que les modalités de la mobilisation du 7 octobre - arrêts de travail, manifestations et rassemblements - seraient déterminées localement.

La journée d'action rassemblera donc en l'état la CGT, la CFDT, la CFE-CGC, la FSU, Solidaires et l'Unsa, après le refus de FO et de la CFTC d'y participer.

Devant un millier de militants réunis salle de la Mutualité, Bernard Thibault a répondu mardi à Xavier Mathieu : "*La critique oui, pas l'insulte. Il n'y a pas de racaille à la CGT.*"

Bernard Thibault a mis en garde les salariés en lutte contre l'excès de médiatisation, estimant que "*les projecteurs peuvent se retourner comme des coups de poignard.*" (Reuters 08.09)

Une façon comme une autre de condamner les actes désespérés des travailleurs qui refusent la fatalité du chômage et dont Thibault est responsable en refusant de mobiliser la classe contre le gouvernement.

Des voeux que ne désavoueront pas les dirigeants de Total.

Nicolas Sarkozy a adressé ses "*félicitations*" et ses "*voeux de succès*" à Ali Bongo Ondimba pour son élection à la présidence du Gabon, indiquait-on mardi à Paris dans l'entourage du président français. (AP 08.09)

Le pire reste à venir... pour eux ?

La reprise économique a beau pointer le bout de son nez à la rentrée, il n'en reste pas moins que la

situation des entreprises françaises reste préoccupante.

Selon une étude de l'assureur-crédit Euler Hermes SFAC, il y aura 70 000 défaillances d'entreprises en 2009, un chiffre en augmentation de 20 % par rapport à l'année dernière. '*Il faut s'attendre dès la rentrée à une détérioration de la situation financière de nombreuses entreprises*', ajoute Karine Berger, directrice des études chez l'assureur.

En ce qui concerne les perspectives économiques pour le reste de l'année qui vient, l'assureur est pessimiste, estimant que, malgré un rebond de la croissance lors du dernier trimestre, la France connaîtra sa pire récession depuis 1945, avec une chute de 2 % du PIB. '*Le rebond n'est pas la reprise, car la croissance de la demande n'est pas de retour*', conclut le document. (LeMonde.fr 07.09)

Tous des voyous !

Une quarantaine de personnes ayant placé leur fortune à l'étranger pour frauder le fisc français appellent chaque jour une cellule spéciale de Bercy pour négocier un redressement à l'amiable, affirme le ministre du Budget, Eric Woerth. (Reuters 08.09)

Le gouvernement octroie ainsi aux plus riches de pouvoir bénéficier des mêmes avantages que les voyous qui collaborent avec la justice.

Allemagne. Traité de Lisbonne : un "*rapprochement*" suspect !

Le Bundestag a adopté des changements législatifs exigés par la Cour constitutionnelle fédérale du gouvernement d'Angela Merkel avant la ratification par l'Allemagne du traité européen de Lisbonne.

Le traité de Lisbonne "*rapproche l'Europe du peuple*", a déclaré la chancelière Angela Merkel devant les députés, qui ont adopté les changements de législation nécessaires à une très large majorité de 446 voix contre 46. (Reuters 08.09)

Le 10 septembre

Un mot personnel rapidement.

Je suis resté sans nouvelles de mon épouse pendant quatre jours, elle m'a expliqué pourquoi avant-hier. Hospitalisée vendredi dernier pour un bilan complet de santé, elle devait théoriquement ressortir samedi ou dimanche. Lundi pas de nouvelles, la sachant très faible je m'inquiète un peu. Mardi à 14h elle me téléphone en m'apprenant qu'elle va rentrer à la maison dans la matinée. Bien, puis elle m'explique ce qui lui est arrivée et la raison de son silence pendant ces quatre jours.

Hospitalisée en fait à l'hôpital public d'Aubagne et non à la clinique qui l'avait opéré du coeur comme je le pensais, je crois que c'est dimanche en fin de journée que les infirmières l'ont découverte allongée sur le sol les bras grands ouverts, les yeux exhorbités, elle ne bougeait plus, ils l'ont immédiatement transportée en salle de réanimation, pour s'apercevoir un peu plus tard qu'une infirmière lui avait donné par erreur deux comprimés dont un de morphine très fortement dosé qui était contre-indiqué avec son état cardiaque, bref, si j'ai bien compris elle était en train de faire une overdose !

Son médecin traitant est arrivé peu de temps après sur les lieux et avec Magueswary il a exigé qu'elle sorte le plus tôt possible de cet hôpital. Comme elle n'avait pas encore quitté l'hôpital quand elle m'a téléphoné, je lui ai demandé de ne pas s'en prendre au personnel qui devait être débordé, même s'il a failli la faire mourir. En pleurs elle m'a dit qu'elle n'en pouvait plus et que le mieux serait encore d'en finir, le monde est vraiment pourri, si maintenant la situation en France est pareille ou pire qu'en Inde, à quoi bon continuer à vivre, pour quoi faire ? C'est effectivement une question qu'on peut se poser. Je l'ai ensuite rassurée comme j'ai pu, non pas sur l'état du vieux monde pourri évidemment, mais sur la vie tendre et radieuse qui nous attendait si je réussissais à résoudre nos problèmes en Inde, je déconne naturellement.

Quelle galère mes amis ! Au total cela fait 7 fois qu'elle manque de mourir en comptant le tsunami, de quoi devenir dingue !

Du côté de mes démêlés avec les autorités indiennes, rien de neuf si ce n'est que le chef de la police pour tout le Tamil Nadu a eu une réunion avec l'attaché consulaire en poste à Chennai (ex-Madras) et le consul général de Pondichéry. Je ne sais pas ce qu'il en est ressorti. Ce responsable de la police aurait demandé à la secrétaire si je savais qu'un ressortissant étranger n'avait pas le droit d'acquérir un terrain en Inde, je lui ai répondu que je n'avais pas corrumpu ou torturé les autorités qui m'ont accordé ce titre de propriété apparemment parce que mon épouse était d'origine indienne, je crois qu'au premier coup d'oeil on s'aperçoit que je ne suis pas vraiment Indien (sic!), et que si une erreur avait été commise quelque part, elle n'était pas de mon fait et que c'était à ceux qui en étaient responsables de la réparer, d'autant plus qu'ils sont les seuls à en avoir le pouvoir.

C'est marrant, au départ je porte plainte parce qu'un fonctionnaire corrompu ne veut pas me délivrer un document et je susi menacé de mort, et bizarrement la situation se retourne contre moi, à l'arrivée c'est moi qui suis accusé d'avoir enfreint la loi. Pour un peu, ils vont nous foutre dehors et donner notre maison à ces voyous qui n'attendent que cela. Quand je pense que j'avais aidé l'un d'entre eux à essayer de partir en France, mon ancien élève qui est à l'origine de nos problèmes, quelle chance pour vous que vous n'ayez pas récupéré cette petite ordure.

Je vous laisse, j'attends justement un coup de fil du consulat.

Dix minutes plus tard. Je viens d'apprendre que le consul a rencontré hier le Chief Minister du Tamil Nadu qui lui assuré qu'il se chargeait de ma sécurité, donc ce problème est réglé. Quant à mon affaire relative à notre titre de propriété, c'est l'attaché consulaire de Chennai qui s'en charge personnellement auprès de la direction de l'administration concernée. J'ai téléphoné immédiatement ces bonnes nouvelles à Magueswary qui m'a souhaité longue vie, elle a le mot pour rire la pauvre femme !

Les dépêches.

Les étudiants appelés à se détendre un peu le 7 octobre.

L'UNEF appelle les étudiants à participer à la nouvelle journée de mobilisation syndicale interprofessionnelle prévue le 7 octobre, a déclaré mercredi son président Jean-Baptiste Prévost. "*Nous appelons à participer aux actions qui seront organisées dans toutes les villes*", a-t-il déclaré à l'Associated Press. (AP 09.09)

Plus qu'une médiocre ressemblance, le même complexe.

Il existe une maladie appelée le complexe de Napoléon, analysée par le psychanalyste Alfred Adler. Les hommes atteints de ce complexe compensent leur petite taille par une grande agressivité.(Slate.fr 09.09)

Pas tous et pas seulement chez les hommes, les petits chiens sont souvent hargneux et prompts à vous mordre. Sales bêtes !

La marche au chaos.

Le marché européen de la titrisation peine à se remettre des suites de la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers alors que des milliards d'euros d'actifs demeurent gelés dans le cadre des multiples procédures judiciaires engagées.

Des centaines de milliards d'euros de produits de dette complexes ont été vendus au plus haut du marché avec des garanties allant d'actifs immobiliers commerciaux aux recettes attendues d'événements sportifs.

"*La titrisation reviendra, c'est un trop bon outil pour être abandonné*", estime Conor Downey, spécialiste finance du cabinet d'avocats Paul Hastings.

Avant le déclenchement de la crise du crédit, les banques ont massivement recouru aux instruments de dette complexes pour transférer des risques aux marchés financiers et dégager ainsi de nouvelles capacités de prêts, augmentant ainsi leurs profits tout en réduisant leurs besoins en capitaux imposés par la réglementation. (Reuters 09.09)

On n'est jamais mieux servi que par soi-même, surtout quand on est banquier... ou un "*pas de géant*" pas plus grand que celui d'une souris ! Ou encore : tout le pouvoir aux banquiers !

L'Association des banques néerlandaises - dont font partie notamment ING, Fortis et ABN Amro - a dévoilé mercredi un nouveau code de conduite qui limite les bonus des cadres et édicte des règles visant à décourager les prises de risques superflues.

D'après les règles que les banques se sont elles-mêmes posées, les membres du directoire ne peuvent pas percevoir un bonus supérieur à leur salaire annuel. Les primes de tous les banquiers seront en outre liées à des objectifs et des performances à long terme.

Le ministre néerlandais des Finances Wouter Bos a salué ce "*pas de géant*", en annonçant que ces principes de bonne conduite allaient être inscrits dans la loi. "*C'est bien que les banques l'aient fait elles-mêmes*", a-t-il déclaré sur la radio publique NOS. "*Maintenant, nous devons les prendre au mot. Nous allons inscrire dans la loi que ce sont les nouvelles normes et que les banques qui n'y adhérerons pas devront expliquer publiquement pourquoi*".

Patrick Beijersbergen, porte-parole de l'Association des actionnaires néerlandais, estime que ce code de conduite va dans le bon sens mais n'est pas assez contraignant. Il juge trop molle l'approche "*respecte-le ou explique-toi*". "*C'est le point faible de ce code*", note-t-il. (AP 09.09) Vous croyez ?

Commentaires.

1- Ce sont les banquiers eux-mêmes qui ont concocté cette mauvaise farce ;

2- Pour être sûr de pouvoir bénéficier de bonus important, il leur suffira de déterminer leur salaire fixe en conséquence, puisqu'il leur servira de point de repère, et de le réajuster si nécessaire ;

3- Il est précisé que les banques n'auront aucune obligation à respecter cette loi et qu'elle n'aura aucune valeur coercitive ;

4- Ce sont les banquiers qui auront rédigé eux-mêmes cette loi et qui devront expliquer eux-mêmes pourquoi ils ne la respectent pas.

Au fait, ce sont les banquiers qui nomment le gouvernement au Pays-Bas ?

Le 11 septembre

Pas le temps de causer. J'ai reçu un courriel vantant les mérites du front unique: "*La politique de Front unique est la base même d'une politique trotskyste*". En guise de réponse je recopie ici le commentaire que j'avais ajouté à l'extrait du troisième Congrès mondial de l'Internationale communiste qui s'est tenu en 1921 et qui figure dans cette page :

Dans la tactique du front unique, Lénine faisait une distinction d'une importance cruciale entre les chefs des syndicats (et des partis), et les couches inférieures des syndicats : d'une part, disait-il, il y a les chefs des syndicats et des partis ouvriers dont il n'y a "*rien à espérer*", "on doit organiser la lutte la plus énergique" contre eux, il faut les "*attaquer*" "*de la façon la plus énergique*" répètait-il, ce qui implique évidemment une rupture avec eux, d'autre part, il y a la "*couche inférieure de la bureaucratie syndicale*" avec laquelle on doit entretenir des relations à l'inverse de leurs chefs, pour les mettre aux pieds du mur d'une certaine façon et les contraindre à engager le combat avec les ouvriers contre les obstacles dressés par leurs chefs.

C'est exactement la tactique que j'ai préconisée récemment, une version du front unique dont j'ignorais qu'elle existait déjà ; de toutes manières, avec mes problèmes de mémoire je ne risquais pas de m'en souvenir.

On voit bien ici que la tactique du front unique préconisée par Lénine n'a absolument rien à voir avec les incantations lamentables adressées par les dirigeants du POI aux appareils, aux chefs traîtres des syndicats ou des partis ouvriers. En réalité, la mise en oeuvre du front unique tel que le conçoit le POI, conduit à subordonner les masses et leur mouvement aux appareils, ce qui est inévitable puisque le POI n'a rien à voir avec le parti de masse qu'était le Parti communiste en 1921, il ne peut être que dans l'incapacité d'assurer la direction du front unique...

J'ajoute ici que je comprends que la pillule soit difficile à avaler pour un ex-militant du PCI, qu'il se rassure, parmi ces ex-collègues je suis convaincu qu'il n'y en a pas une poignée qui a compris la différence entre le front unique à la Lambert et celui préconisé par Lénine et Trotsky. Qu'ils commencent par rompre avec les appareils et les institutions, la franc-maçonnerie, etc., ensuite on pourra discuter sérieusement, dans le cas contraire, ce serait perdre son temps.

Un point sur la crise et ses conséquences.

A court terme, la situation vue par un économiste à la Société générale qui permet de comprendre qui paie la crise du capitalisme :

"*Il y a une accélération de la croissance au troisième trimestre mais après c'est un peu l'inconnu*", dit Olivier Gasnier. "*Avec la détérioration du marché du travail qui se poursuit, la remontée de l'inflation préjudiciable pour le pouvoir d'achat et le resserrement annoncé de la politique budgétaire, la consommation des ménages sera plutôt le point faible pour les mois à venir*".

Bref, serons-nous capable d'utiliser cette situation extrêmement favorable à notre combat émancipateur ? Je préfère ne pas répondre à cette question pour ne pas vous casser le moral ; à défaut de grève générale ou de révolution on pourrait construire le parti, un parti révolutionnaire, mais je crois avoir compris que ce n'était plus l'objectif d'aucun dirigeant.

Grève à France Télécom

Le mouvement de grève à France Télécom était suivi jeudi par 13,7% des personnels, selon la direction. Les syndicats avaient appelé à une journée d'action contre la dégradation des conditions de travail, après 22 suicides de salariés depuis février 2008. Des rassemblements ont eu lieu sur la plupart des sites du groupe, a-t-on indiqué de source syndicale. (AP 10.09)

Merci aux écologistes !

Nicolas Sarkozy a retenu un montant initial de 17 euros par tonne de CO2 pour la taxe carbone dont la création, prévue pour 2010, marquera l'instauration d'une véritable fiscalité écologique en France.

Dans un discours prononcé à Artemare, dans l'Ain, le chef de l'Etat a précisé qu'il se voulait ainsi fidèle aux engagements pris lors de sa campagne présidentielle de 2007, quand il a signé le pacte écologique de Nicolas Hulot.

Il en a profité pour s'en prendre violemment à ceux, coupables, par leurs critiques de la taxe carbone, de "renier (leur) parole" et de ne pas "respecter (leur) signature".

"Je ne comprends pas comment on peut avoir signé le pacte de Nicolas Hulot au printemps 2007 et aujourd'hui renier sa parole et ne pas faire ce que l'on a dit qu'on ferait (...) Je l'ai signé, je le fais. C'est une décision d'honnêteté, si on ne le fait pas, on n'est pas honnête", a-t-il dit. (Reuters 10.09)

Economie.

Etats-Unis.

Le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis s'est creusé en juillet pour frôler les 32 milliards de dollars en raison d'une forte hausse des importations, annonce le département du Commerce.

Le déficit du commerce extérieur s'est ainsi creusé de 16,3%.

Le déficit commercial avec la Chine a augmenté de 10,8%.

Les importations ont augmenté pour le deuxième mois consécutif pour atteindre 159,6 milliards de dollars, tandis que les exportations ont crû pour le deuxième mois consécutif en juillet à 127,6 milliards de dollars. (Reuters 10.09)

Dans le monde.

Afghanistan. Une fraude un peu trop voyante.

La Commission des plaintes électorales, une instance soutenue par les Nations unies qui enquête sur la fraude à l'élection présidentielle en Afghanistan, a rejeté jeudi les voix provenant de 83 bureaux de vote, tous situés dans des régions où le président sortant Hamid Karzaï bénéficie d'un large soutien.

Selon Abdullah Abdullah lors d'un entretien à l'Associated Press à Kaboul "quand on mène l'enquête, on s'aperçoit que tout était orchestré par l'Etat et, malheureusement, en collaboration avec la Commission électorale afghane (différente de celle soutenue par l'ONU, NDLR), dans la plupart des cas".

Elle a rejeté les bulletins de 51 bureaux de vote à Kandahar, 27 à Ghazni et cinq à Paktika. Ces trois provinces, dominées par les Pachtouns, l'ethnie de M. Karzaï, sont considérées comme favorables à ce dernier.

Le rejet par la commission d'un nombre suffisant de voix pourrait faire passer M. Karzaï sous la barre des 50% et ainsi entraîner la tenue d'un second tour. (AP 10.09)

C'est un échec pour Obama qui avait tout misé sur ces élections. La fraude a été tellement massive qu'il n'est plus possible aux représentants des différents impérialistes de la nier.

Afrique, la tournée des dictateurs.

Côte d'Ivoire. L'élection présidentielle est prévue le 29 novembre en Côte d'Ivoire mais des inquiétudes persistent quant à la tenue d'un scrutin ajourné à plusieurs reprises depuis 2005. (Reuters 10.09) Que Laurent Gbagbo reporte d'année en année ces élections ne choquent aucun chef d'Etat, aucune institution internationale, qu'il puisse par ce biais rester au pouvoir, après tout que ce soit par ce moyen ou par les armes ou des élections truquées ou à l'issu d'un processus électoral antidémocratiques qu'est-ce que cela change pour les multinationales qui pillent le pays ? Rien !

Gabon.

Le gouvernement gabonais a interdit de quitter le territoire aux candidats malheureux de l'opposition à la récente élection présidentielle contestée du 30 août, a annoncé jeudi le ministre de l'Intérieur. (AP 10.09)

Le 12 septembre

Un camarade m'a envoyé la pétition suivante que vous pouvez trouver à l'adresse suivante : http://www.mesopinions.com/non-au-budget-Sarkozy-Fillon-petition-petitions-afd4051f04927e9027ce2b938dad238c.html

Pour tout vous dire, je ne la signerai pas, car je considère que ce n'est pas à nous de nous adresser aux dirigeants des syndicats ou des partis mais leurs propres adhérents conformément à la résolution du troisième congrès de l'Internationale communiste.

Nous devons développer le front unique en direction des travailleurs et des militants des syndicats et des partis, de leurs cadres intermédiaires, mais c'est à ces derniers qui conservent des illusions dans

leurs dirigeants de s'adresser à eux pour à la fois comprendre pourquoi ils refusent d'engager le combat unitaire contre le capitalisme et/ou les institutions, pour en tirer l'enseignement à l'étape suivante qu'ils doivent rompre avec eux.

Ainsi nous ne colporterons pas d'illusions au sein des masses dans les directions traîtres du mouvement ouvrier, tout en favorisant la réalisation de l'unité du mouvement ouvrier.

Le front unique appliqué sans le moindre discernement depuis au moins 60 ans a fait largement ses preuves, il est donc tant de rompre avec cette pratique suicidaire, comme il est tant de dépasser la rupture intervenue au congrès d'Amiens de la CGT en 1906, et de réunir dans un seul et même combat syndicats et partis pour en finir avec le capitalisme. (A suivre, je n'ai plus le temps de préciser ma pensée.)

Voici le texte de cette pétition qui avait recueilli 33 signatures hier.

Collectif pour le front uni anti-Sarkozy

A l'attention de : MM Thibault, Mailly et Aschieri, secrétaires nationaux de la CGT, de la CGT-FO, et de la FSU

Non au budget Sarkozy Fillon

Le projet de budget qui va être examiné par l'Assemblée nationale à compter du 4 octobre a une importance exceptionnelle.

- Voilà bientôt un an que des dizaines de milliards d'argent public sont déversés au nom de la crise entre les mains des licencieurs et des spéculateurs. Ainsi les 68 milliards prêtés aux banques (dont la BNP qui prévoit d'en redonner 1, comme bonus, à ses traders), les 6,5 milliards aux constructeurs automobile dont les sous-traitants licencient en masse, les 2,5 milliards pour les restaurateurs (TVA), etc..

Ils viennent s'ajouter aux 50 milliards d'exonérations de « charges sociales» dont bénéficie déjà le patronat, aux plus de 40 milliards d'intérêt de la dette servis au groupes bancaires et d'assurance – dette creusée par ces mêmes exonérations !

- Ce projet de budget est entièrement profilé pour faire payer ces cascades d'euros qui baignent les grands groupes capitalistes aux travailleurs et à la jeunesse.

Ainsi la taxe carbone, qui frappera les masses populaires alors que 11 milliards (minimum) sont offerts au Medef avec la suppression de la taxe professionnelle. Sarkozy le disait le 23 juin « plus nous taxerons la pollution, moins nous taxerons le travail ». Et derrière, il y a les nouvelles attaques contre le droit à la santé (hausse du forfait hospitalier, etc.).

- En janvier et mars dernier, nous avons été des millions à manifester en affirmant « nous ne paierons pas pour leur crise ». Or, ce projet de budget entend faire payer aux travailleurs et aux jeunes les dizaines et dizaines de nouveaux milliards d'euros offerts aux licencieurs, aux spéculateurs. C'est inadmissible ! Il faut s'y opposer.

Il n'est pas d'autre voie pour s'opposer aux suppressions de postes dans la fonction publique, 35 000 au minimum, qui découlent des contre-réformes Sarkozy-Fillon (RGPP, etc.), à la marche à la

liquidation des services publics (enseignement public, Poste, ...), aux salaires bloqués, etc...

Aussi dirigeants syndicaux CGT, FSU, FO, etc. , nous nous adressons solennellement à vous.

Vous allez vous réunir le 28 septembre. Votre responsabilité est de tout faire pour que ce budget ne soit pas adopté. Pour cela :

Convoquez une manifestation centrale et nationale, à l'Assemblée nationale pendant la discussion budgétaire, pour exiger:

- Non aux milliards déversés sur les licencieurs les affairistes et les spéculateurs

- Non aux suppressions de postes et aux « contre-réformes » Sarkozy

- A bas le budget Sarkozy-Fillon !

Je me demande ce que vaut la campagne engagée contre Hortefeux par ceux qui sont par ailleurs arc-boutés pour soutenir le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ?

Ne sert-elle pas à détourner la plèbe ignarde de l'essentiel, du combat contre les capitalistes et les institutions et à faire oublier par la même occasion leur trahison permanente des intérêts qu'ils prétendent défendre, ou encore qu'ils porteraient en grande partie la responsabilité de la situation sociale et politique actuelle ?

Qu'a-t-il été dit vraiment et dans quel contexte ?

Voici ce que j'ai relevé dans une dépêche/article de Reuters : Tandis qu'une femme lui dit : "*C'est notre petit Arabe*", le ministre poursuit : "*Il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes*". Il a prononcé ces paroles lors de l'université d'été de l'UMP samedi dernier à Seignosse (Landes). Ils étaient donc entre eux. Pourquoi ne pas reprocher la même chose à Copé qui a fait remarquer non sans arrière-pensées que cet adhérent de l'UMP était auvergnat ?

On dirait qu'il y en a qui découvrent que Sarkozy a été élu avec les voix du Front nationale ou que les représentants des classes dominantes sont majoritairement racistes.

Ces antiracistes ou humanistes de pacotille qui se servent des travailleurs d'origines étrangères à des fins purement politiciennes, me donnent encore plus la nausée qu'un raciste déclaré, ils représentent en réalité un véritable danger pour le mouvement ouvrier et la liberté d'expression, pour ses droit politiques.

En réalité, ils oublient une chose essentielle, c'est que s'il fallait traduire en justice et faire condamner toute personne prononçant des paroles portant soi-disant atteintes à la dignité humaine même sans avoir conscience de leur portée, comme tout acte portant atteinte à la propriété privée des moyens de production l'est déjà, cela aboutirait à museler le mouvement ouvrier et au totalitarisme, du fait simplement que le législateur aurait seul le pouvoir d'en décider et qu'il réprésente les intérêts des classes dominantes.

C'est un peu comme si vous vous étiez réjouis (discrèrement bien sûr) des lois concoctées par Sarkozy soi-disant pour lutter contre le terrorisme parce que vous vous sentiez menacés, et que vous

vous rendiez compte un jour, trop tard évidemment, qu'elles pouvaient facilement être utilisées en cas de révolution contre l'avant-garde de la classe ouvrière pour l'éliminer.

J'ai lu dans une autre dépêche que le Cran exigeait que *Tintin au Congo* soit retiré de la vente parce qu'un journaliste blanc tenait des propos méprisants à l'encontre de la population noire. Cette BD date de 1961, donc lorsque la décolonisation de l'Afrique n'était pas achevée, c'est donc aujourd'hui la théorie raciste qui était le pendant du colonialisme qui va apparaître ridicule aux yeux des lecteurs tellement elle est décalée de la réalité en 2009.

Et puis, je vais vous dire, personnellement, je n'ai jamais rencontré autant de racistes que depuis que je vis en Inde et que j'ai été amené à fréquenter la communauté indienne installée en France. Ils sont Tamouls, noirs comme mon épouse et votent majoritairement UMP ou mieux FN, quand ils sont de retour en Inde, ils n'hésitent pas à vous faire savoir qu'ils ne sont pas comme les autres Tamouls qui sont sales, sentent mauvais, etc.

L'ouvrièrisme, le tiers-mondisme, l'écologisme, le féminisme, le pacifisme, l'anti-impérialisme de façade, l'anti-racisme de circonstance, appartiennent à la même catégorie opportuniste et obscurantiste détachée de la réalité des rapports sociaux contradictoires qui déterminent réellement la place que chacun occupe dans la société, et qui pour cette raison ne permet pas au plus garnd nombre d'en prendre conscience.

Je ne pense pas non plus que ce soit en diabolisant Sarkozy ou ses ministres qu'on aidera les masses à s'en détacher ou à les combattre, bien au contraire. Si je ne me trompe pas, c'est Chirac qui avait sorti un jour lors d'une visite des habitants d'une HLM dans une banlieue ouvrière que cela sentait mauvais, certains y avaient vu un propos raciste. Aujourd'hui, il est la personnalité politique préférée des Français selon un sondage, je serais tenté de dire : voilà à quoi aboutit l'opportunisme.

Et puis je vais vous dire, si vous tombez dans ce piège, vous devez me juger sur le champ pour les propos que j'ai déjà tenus dans ce site et m'envoyer purger ma peine en enfer !

Les dépêches.

L'abolition du capitalisme : une question de survie.

Une salariée de France Télécom est décédée vendredi soir après s'être défenestrée du cinquième étage d'un immeuble de son entreprise dans le XVIIe arrondissement de Paris, a-t-on appris de source syndicale, confirmant une information de RTL.

Une collaboratrice de 32 ans du groupe "*s'est jetée du 5e étage vers 17h15*", a déclaré à l'Associated Press Sébastien Crozier, qui travaille dans le même immeuble et qui est président de la CGC/UNSA France Télécom Orange. (AP 11.09)

La veille une grève pour dénoncer les conditions de travail à France Télécom n'avait pas rassemblé plus de 13% du personnel.

Les dirigeants de la CGT sous pression de la base.

La fédération CGT de la métallurgie appelle les salariés du secteur automobile, marqué ces derniers mois par les annonces de plans sociaux et de mesures de chômage partiel, à manifester le 17 septembre à Paris.

Le rassemblement est prévu jeudi prochain à partir de 11h à Paris place de la Bourse "*devant le symbole de la haute finance*", écrit la fédération dans un communiqué.

"*Une multitude de luttes, d'actions dures, tenaces des salariés de la filière automobile, du caoutchouc à la métallurgie, ont marqué ces six premiers mois de 2009. Par la lutte, les salariés ont imposé des négociations qui ont permis de faire reculer le patronat sur ses objectifs. Par la lutte, ils ont fait bouger, évoluer les droits, les garanties, notamment sur l'indemnisation du chômage partiel imposé*", peut-on également y lire.

Citant les salariés de Goodyear, Faurecia, Michelin ou encore Molex qui "*refusent de voir sacrifier leur avenir*", la fédération appelle à faire "*converger*" les "forces" à l'occasion de ce rassemblement. (AP 11.09)

Pour aller manifester à Paris sans appel à la grève ce jour-là, la CGT seule, les salariés du secteur automobile seulement, avec à peine 5 jours pour organiser dans toute la France une montée sur Parisn et cela dans le cadre d'un chapelet de journées d'action déjà annoncées ?

Taxe carbone.

Limites et contradictions des associations qui nient la lutte des classes.

Le principe de compensation de la taxe carbone, tel qu'il a été annoncé par Nicolas Sarkozy, est accueilli favorablement par les associations de consommateurs, qui mettent toutefois en doute son caractère incitatif.

La nouvelle contribution suscite aussi des interrogations quant à son poids sur certaines catégories de ménages -en particulier les familles modestes vivant en zones rurales ou périurbaines, utilisant leurs voitures et se chauffant au gaz ou au fioul. (AP 11.09)

Ils ne pouvaient pas y penser plus tôt.

Rien n'est parfait dans leur vieux monde ! Un aveu, à qui le dites-vous !

De son côté, vendredi la ministre de l'Economie a reconnu que la taxe carbone, qui frappera dès 2010 les énergies et modes de transport polluants, pourra produire des injustices.

"*Il va y avoir de légères injustices à la marge, il y a des situations où des gens vont devoir dépenser plus qu'ils ne recevront*", a reconnu Christine Lagarde, ministre de l'Economie, ce vendredi matin sur Canal+.

"*La compensation n'est pas parfaite et vous allez trouver plein d'exemples où les gens vont devoir payer un peu plus que ce qu'ils recevront (...) Cela ne va pas être complètement égal pour tout le monde, il y en a certains pour lesquels cela va être un petit peu plus difficile*", a commenté Christine Lagarde.

Cependant, cet impôt est nécessaire, a-t-elle conclu. "*Que l'on décide de payer pour la planète qui est en grand danger, bien sûr qu'il faut l'assumer (...) aucune taxe n'est parfaite.*" (La Tribune 11.09)

Il est vrai que rajouter une injustice supplémentaire aux inégalités et injustices déjà existantes est dans l'air du temps. Le mandat de Sarkozy, non ? Jusqu'à quand ?

La palme de l'infamie revient à la CFDT qui soutient cette taxe ou impôt nouveau injuste.

"*La décision prise par le président de la République de mettre en place une taxe carbone est un premier pas important pour assurer un avenir aux générations futures*", a estimé la CFDT dans un communiqué diffusé vendredi.(AP 11.09)

Que l'avenir des générations futures soit déjà largement hypothéqué par le crise du capitalisme et la manière de la traiter par le gouvernement pour éviter que l'ensemble du système capitaliste ne s'écroule, il est normal que la CFDT le nie puisque ce syndicat est un appendice du capitalisme au sein du mouvement ouvrier. Que la CFDT soutienne une fois de plus ouvertement le gouvernement ne choque plus personne.

Le capitalisme ne fait plus recette. Et pour cause : il rime avec misère et surexploitation.

Selon les chiffres de l'Urssaf de Paris qui recouvre un tiers des cotisations nationales, seulement 4.400 recensés ont déclaré une activité réelle comme auto-entrepreneur au deuxième trimestre.

La moyenne de chiffre d'affaires est de 4.700 euros par trimestre. (La Tribune.fr 11.09)

Il y a quelques semaines j'avais lu un article qui prévoyait que plusieurs centaines de milliers de travailleurs au chômage se lanceraient dans cette aventure, si je me souviens bien, il parlait de plus de 300.000 sur un an.

En divisant 4.700 euros par trois, on arrive à 1.566 euros, une fois déduits les frais généraux (électricité, téléphone, transport) et les frais de fonctionnement (photocopies, fournitures diverses, etc.), plus l'achat éventuel de matières premières, le remboursement de l'investissement préalable ou un crédit, combien reste-t-il en net en tant que salaire pour des journées de travail de 10, 12, 14 heures, y compris les week-ends ?

Etats-Unis. Protectionnisme.

Le président américain Barack Obama a décidé d'imposer des droits de douane en signe de rétorsion contre les importations aux Etats-Unis de voitures et de pneus pour véhicules légers en provenance de Chine, à partir du 26 septembre.

Pékin menace de répondre en pénalisant les exportations américaines de viande de poulet.

Les droits supplémentaires perçus seront de 35% la première année, puis 30 et 25% les deux suivantes, dans la version de la Maison Blanche, moins élevés que ce que réclamait la commission. Les droits de douane actuels sur les pneus importés sont de 4%. (AP 12.09)

Ne coupons-pas la "*pompe publique*" qui alimente la spéculation.

Conseiller économique du président américain, Larry Summers craint une rechute si l'on retire trop vite le soutien de l'Etat fédéral aux banques du pays.

Ce serait une erreur de crier victoire trop vite en coupant la pompe publique qui alimente le crédit, estime le directeur du conseil économique de la Maison Blanche.

Summers s'est référé à l'exemple du Japon, dont l'économie ne s'est toujours pas relevé d'une décision

comparable prise dans les années 1990, et aux Etats-Unis des années 1930, qui avaient interrompu l'aide de l'Etat trop tôt. "*Nous ne devons pas faire une telle erreur aujourd'hui*" juge l'expert en finances publiques.

Couper la respiration artificielle qui alimente les banques pourrait se traduire par un gel des crédits, et une retombée de la reprise naissante, d'après M. Summers. (AP 12.09)

Même discours avec des mots différents.

Dominique Strauss-Kahn (FMI) estime qu'il "*ne faut pas arrêter les politiques publiques de soutien de la croissance. La demande privée étant toujours extrêmement faible, on risquerait une rechute*", dit-il.

Croissance = emplois, hausse des revenues ? Pas vraiment !

Dans cette interview publiée dans Le Monde daté du 12 septembre, il a précisé que "*la poussée du chômage ne cessera pas avant la deuxième moitié de 2010*".

"*Le second semestre risque de ne pas être aussi porteur, car le restockage généralisé et les primes à la casse ne dureront pas toujours. Ne donnons pas à croire que la crise est derrière nous*", ajoute-t-il.

Surtout pas à la classe ouvrière qui pourrait y voir le moment propice pour se mobiliser sur ses revendications. Après tout, chacun à son tour de passer à la caisse, non ?

La question qui tue.

"*La question de nouvelles sources de croissance est posée*", estime en outre le directeur général du FMI, qui considère que la crise "*peut contribuer à résorber les grands déséquilibres, notamment les déficits américains et les excédents chinois*".

"*Qui remplacera le consommateur américain pour tirer la croissance mondiale?*", demande-t-il.

Deux vérités qui méritent bien un mensonge.

"*Ne donnons pas à croire que la crise est derrière nous. (...) Nous sommes encore dans la crise économique, même si l'on aperçoit le bout du tunnel. Surtout, nous sommes toujours dans la crise sociale*", a-t-il souligné.(Reuters 11.09)

Pourquoi tant de questions s'ils entrevoyaient la fin de cette crise ?

Espagne. Surtout ne dites pas que le PSOE est étranger au socialisme.

Le gouvernement espagnol a accepté d'envoyer 220 soldats supplémentaires en Afghanistan, portant à environ un millier le nombre total de ses soldats dans ce pays. (AP 11.09)

Vivement un front unique, un front anti-impérialiste avec le PSOE, la bonne vieille méthode "trotskiste" comme me l'a rappelé un ex-militant du PCI qui en redemande ! Ce sera sans nous !

Le 13 septembre

J'ai actualisé la rubrique *Quelques enseignements du marxisme*. Pas le temps de causer, je n'ai pas évoqué *Hold uPS, arnaques et trahison* qui montre apparemment à quel point le PS est pourri, on le savait déjà.

On s'étonnera cependant que ceux qui y ont adhéré ces dernières décennies, qu'ils l'aient quitté ou non, aient pu faire avec comme si de rien n'était finalement, alors que la plupart d'entre eux avaient des connaissances en histoire ou sur le mouvement ouvrier, on se demandera aussi au passage quels étaient les principes et les intentions qui les animaient en adhérant à un parti aussi malhonnête aux mains tachées de notre sang. Quand on les entend répéter qu'ils ne regrettent pas leur passage au PS, ils signifient par là qu'ils n'ont jamais rompu avec son triste héritage et qu'ils le partagent encore, et au-delà qu'ils ont conserver les mêmes illusions dans le capitalisme, d'où leur rejet de la voie révolutionnaire pour porter la classe ouvrière au pouvoir, tout se tient.

Comme nous ne sommes pas des adeptes de l'autocritique arrachée sous la torture, le seul moyen qu'il leur reste pour démontrer le contraire, consisterait pour commencer par reconnaître qu'ils se sont trompés en adhérent au PS, ensuite, par rompre avec l'idéologie réformiste qui n'est qu'une mouture de l'idéologie bourgeoise concoctée par des bourgeois à la fin du XIXe siècle pour détourner les masses du communisme de Marx et Engels.

Exerce pratique fortement déconseillé : alors que l'ensemble des médias reprennent en boucle de larges extraits de ce livre consacré au PS pour bien en montrer la pourriture, munissez-vous de votre pétition à l'adresse des dirigeants du PS et demandez aux travailleurs de la signer, si vous ne passez pas pour leur complice ou un demeuré, c'est que vous aurez à faire à un crétin qui ne comprend rien à rien ou s'en fout, ce qui revient au même.

Affaire Hortefeux, suite.

Comme il fallait s'y attendre certains sont tombés dans le piège. A qui profite le crime ?

Les chiens aboient et la caravane passe, telle on pourrait intituler l'affaire montée en épingle autour des propos d'Hortefeux. La caravane passe et poursuit son chemin comme si de rien n'était vers l'objectif qu'elle s'est fixée, en l'occurence l'application du programme de contre-réformes de Sarkozy et l'UMP.

En mettant en lumière et en faisant preuve d'outrance à l'égard de propos que ne désoueraient pas des millions de travailleurs, ceux qui prônent un puritanisme verbal digne d'ère Thatcher, Reagan ou Bush, les confortent dans leurs illusions ou leur ignorance au lieu de les combattre.

Je partage l'argument avancé par Henri Guaino, le conseiller spécial de La Talonnette, qui a déploré samedi sur France Info : "*La transparence absolue, c'est le début du totalitarisme. Il n'y a plus d'intimité, il n'y a plus de discrétion*", mais contrairement à lui, nous sommes pour la levée du secret bancaire et le contrôle par la classe ouvrière des banques, l'expropriation des banquiers sans indemnités...

Quand on en arrive à une situation où lorsque tu écris ou parles, tu dois faire attention à tes paroles qui pourraient se retourner contre toi et te mettre en danger, la situation devient insupportable, irrespirable et nauséabonde. Le moindre mot mal interprété intentionnellement peut avoir des conséquences destructrices.

Quand on écrit, si l'on doit préciser la signification lexicale de chaque mot qu'on emploie, expliquer pourquoi on en emploie un plutôt qu'un autre, ce qu'il sous-entend ou son contenu implicite, ajouter des précisions sur le contexte dans lequel on l'utilise, et pour finir indiquer les intentions de son auteur et son objectif, autant dire qu'il n'est plus possible d'écrire ou d'ouvrir la bouche.

Partant du fait que la classe ouvrière ne détient pas le pouvoir, il est facile de comprendre que si cette logique liberticide devait être menée à son terme, elle conduirait le législateur toujours animé de bonnes intentions à notre égard à museler le mouvement ouvrier et à s'attaquer particulièrement à son avant-garde qui devrait demeurer au garde-à-vous devant leurs institutions et la dictature du capital.

C'est aussi une atteinte à la liberté d'expression et d'une certaine presse qui se veut indépendante, peu importe ici les intentions de ces journalistes que l'on n'est évidemment pas obligé de partager. Par contre, la défense du principe de la liberté d'expression qui est un droit politique, ne doit souffrir aucune réserve, car chacun sait ou devrait savoir que la remise en cause de ce principe démocratique par les représentants des classes dominantes visera en premier lieu ce droit politique dont bénéficie également la classe ouvrière et ses organisations.

La dénonciation outrancière ou disproportionnée des propos tenus par Hortefeux pose encore deux questions.

En faisant feu de tout bois pour s'attaquer au gouvernement qu'ils soutiennent par ailleurs, ceux qui agissent de la sorte se ridiculisent eux-mêmes à la face de la population, si ce n'était que cela, on pourrait s'en féliciter, mais le pire c'est qu'ils jettent les travailleurs dans les bras du gouvernement qui va apparaître à la longue comme une victime innocente de gens malintentionnés et stupides, bref, ils font le lit de Sarkozy.

La deuxième chose est encore plus pernicieuse mais s'inscrit dans le même registre, ils reprochent à Hortefeux d'être ce qu'il est, ce qui signifie qu'il devrait, pire encore, qu'il pourrait changer pour devenir un humaniste embrassant la cause de tous les peuples qui souffrent de la misère dans laquelle la colonisation et l'impérialisme les a plongés, bref, entre ce qu'il est vraiment, ce qu'il n'est pas encore et ce qu'il pourrait devenir la frontière est tellement mince que tous les espoirs seraient finalement permis, si cela ne s'appelle pas cultiver des illusions dans les représentants du capital et venir à leur rescousse à un moment où ils en ont le plus besoin en raison de la crise du capitalisme...

Cette attitude est à rapprocher de celle qui consiste à reprocher à Sarkozy d'avoir aider les banquiers et les capitalistes à s'en sortir à coup de milliards d'euro au détriment des travailleurs, alors qu'en réalité il n'a fait que remplir à la lettre son rôle de représentant du capital. Qu'est-ce que la classe ouvrière était en droit d'attendre de lui ? Rien d'autre, il a été parfait, surtout qu'il ne change rien !

Sarkozy joue parfaitement son rôle, par contre ce sont nos dirigeants qui violent leur mandat quand ils jettent les masses dans ses bras en exigeant qu'il interdise les licenciements ou qu'il mette en oeuvre un plan de relance en faveur des travailleurs.

Ce sont encore nos dirigeants qui ne remplissent pas leur mandat lorsqu'ils s'adressent aux dirigeants traîtres qui se réclament de la classe ouvrière, alors qu'ils sont totalement inféodés au capitalisme et aux institutions, au lieu de les démasquer et d'expliquer patiemment aux masses qu'elles n'ont rien à en attendre et qu'elles doivent se doter des moyens politiques pour le moment venu résoudre pratiquement la question du pouvoir.

A chaque pas, quotidiennement, nos dirigeants s'emploient à colporter des illusions dans le régime et

les institutions tout en prétendant les combattre, de cette contradiction qu'est-ce qui ressort au bout du compte ? Rien, sinon que le pouvoir en place n'a pas vraiment de raisons de s'inquiéter.

Quel crédit peut-on accorder à des dirigeants qui arpentent les couloirs du pouvoir, qui partagent régulièrement la table du bonaparte de service ou collaborent ouvertement à l'application de son programme anti-ouvrier tout en prétendant le combattre ?

On a abandonné le combat pour le socialisme pour se situer sur le terrain de ses ennemis en imaginant qu'on pourrait ainsi mieux les combattre, dès lors comment peut-on espérer que les travailleurs s'y retrouvent, que leur conscience de classe progresse, qu'ils finissent par renouer ou adopter le socialisme ?

Que peut valoir le combat contre le régime, contre les appareils lorsqu'on n'a pas rompu soi-même avec eux ?

Que les adeptes hystériques des vieilles formules commencent par se poser ces questions élémentaires et tentent d'y répondre, peut-être qu'ensuite ils comprendront que ce n'est pas en faisant des compromis sur les principes qu'on parviendra à aller de l'avant.

PS ou quand la décomposition d'un *cadavre puant* (R.Luxemburg - V.Lénine) tient lieu de refondation.

Les fraudes lors des élections internes au PS confirmées par Mélenchon samedi sur sur France Inter, ne sont rien à côté des intentions impossible à contrôler qui sont àl'origine des adhésions massives au PS à 20 euros par le biais d'Internet pour choisir leur candidat aux dernière élections présidentielles, ou encore dans la perspective de l'organisation de primaires ouvertes dans les mêmes conditions.

Samedi à la Mutualité, lors du conseil national du PS, Aubry a osé lancer : "*Je voudrais vous dire à l'occasion cette année du 150e anniversaire de Jaurès, je ne laisserai pas abîmer ce parti, je ne laisserai pas abîmer le Parti socialiste de l'intérieur, je ne laisserai pas le Parti socialiste insulté de l'extérieur. Sachez-le, mes chers camarades*". (Reuters 12.09)

Pour le coup chers lecteurs, j'aurais presque envie de vous appeler monsieur ou madame pour ne pas vous insulter !

Ce parti de grands et petits bourgeois donne envie de vomir aux travailleurs et son héritage qui baigne dans un torrent de sang et de larmes, il le partage avec les ennemis officiels de la classe ouvrière avec lesquels il serait normal qu'il partage le destin et la fin.

Au lieu de s'adresser aux dirigeants de ce parti, on ferait mieux de rappeler sans cesse les crimes qu'il a commis contre la classe ouvrière depuis le 4 août 1914, les grandes lignes pourraient tenir pour l'essentiel sur une page A4 recto verso, et à la fin de cette lecture, donc en parfaite connaissance de ses méfaits et de ses multiples trahisons, je ne pense pas qu'un seul travailleur manuel ou intellectuel aurait franchement envie d'adhérer à un tel parti.

Certains trouveront forcément cette méthode délirante, gauchiste ou je ne sais quoi encore. Pourquoi pas, vous avez raison, laissons le soin à Sarkozy et Guéant de s'en charger, vaut mieux que les travailleurs se jettent directement dans les bras de Sarkozy parce qu'ils auront l'impression que lui au moins il leur dit la vérité, alors que vous les adeptes forcenés du front unique (au sommet) vous passerez pour de vulgaires manipulateurs qui occultez ou sous-estimez à la fois la nature sociale et

les intentions réelles des dirigeants du PS.

Qui ne comprend pas que la survie du PS mais aussi du PCF profite uniquement à Sarkozy, aux classes dominantes, qu'ils se servent de l'existence de ces partis corrompus par le capital pour s'attaquer à la classe ouvrière, donc à son avant-garde ?

Il y en a parmi nous qui ne sont assurément pas logés à la même enseigne que la majorité de la classe ouvrière et qui estiment que grâce au front unique et aux partis que j'ai évoqués plus haut, finalement la condition ouvrière s'était améliorée au cours des six dernières décennies. Pour un peu, on ne voit pas pourquoi il n'en serait pas ainsi demain, c'est ce que sous-entend leur démarche, ce qu'ils nieront évidemment. En réalité ils ont tellement régressé sur le plan théorique qu'ils en sont revenus inconsciemment à la théorie du capitalisme assurant le développement sans fin de l'humanité. Ils vont hurler à la calomnie, au scandale en lisant ces lignes, ce qui nous laisse totalement indifférent.

Or que constatons-nous en 2009, que les questions les plus élémentaires que l'homme devaient affronter depuis le néolithique, se nourrir, se protéger des éléments et des aléas de la nature, ne sont toujours pas résolus pour des millions, des milliards d'hommes, femmes et enfants en France ou dans le monde. Que ce sont les plus exploités qui finalement n'ont pas bénéficié de cette aubaine, alors que ce sont ceux qui en ont bénéficié qui nous chantent les louanges du front unique avec Aubry, Buffet, Chevènement, etc. ce serait cocasse si ce n'était pas cynique.

Quand Lénine en 1915 expliquait qu'il fallait dorénavant mener le combat pour "détruire" la social-démocratie, je ne pense pas qu'il avait dans l'idée d'y parvenir par le biais du front unique tel qu'on nous le sert depuis plus de 60 ans, orientation qu'il confirmera lors des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste en appelant à ne plus s'adresser aux dirigeants des partis et des syndicats traîtres au mouvement ouvrier.

Quand il expliquait à longueur de temps aux militants de son parti qu'il fallait expliquer patiemment, inlassablement aux travailleurs les origines de leur situation, tout en sachant qu'il serait impossible d'y remédier sans un changement radical des fondements de la société, il ne faisait pas de l'amélioration temporaire de leur condition d'existence la condition indispensable à leur prise de conscience de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, il en faisait un moment de leur combat orienté dans cette perspective sans leur laisser la moindre illusion dans le régime en place, il n'en faisait pas une abstraction coupée du reste de la situation caractérisée par l'existence des rapports sociaux d'exploitation qui n'avaient pas été remise en cause, une abstraction coupée du combat pour la prise du pouvoir afin de pouvoir changer la société.

Quand le parti bolchevik s'employait minutieusement à tailler en pièces les arguments des opportunistes et des centristes pour forger la conscience politique des masses et les aider à briser l'influence qu'ils avaient sur elles, il les préparait jours après jours à la fois à forger les moyens et les conditions qui leur permettraient de vaincre le régime autocratique du tsar et toutes les combinaisons politiques de la bourgeoisie et leurs alliés socialistes-révolutionnaires et mencheviks.

Que ce travail répugne à certains, on en a compris parfaitement les raisons, c'est leur problème, mais dans la mesure où ils colportent des illusions auprès des militants, c'est notre devoir de les combattre sur le terrain politique.

On ne demandera à aucun militant de nous croire sur parole ou de nous faire confiance aveuglément, chacun est libre de comparer les arguments avancés par les uns et les autres au regard de la situation et son évolution depuis un demi siècle, en s'inspirant ou non des enseignements de la lutte des classes

que les marxistes nous ont légués. Souvent un simple constat ou une simple observation de la réalité, valent mieux que de longs discours. (A suivre)

Quand Darcos remercie les dirigeants syndicaux pour leur collaboration.

Extrait d'une interview de Xavier Darcos parue dans le journal *Le Monde* du 12 septembre.

Question : Vos relations avec les syndicats sont-elles plus faciles que lorsque vous étiez ministre de l'éducation nationale ?

Réponse : Nous ne sommes plus dans un affrontement entre droite antisociale et gauche progressiste : tout le monde est dans la même crise et les syndicats ont beaucoup oeuvré pour une stratégie de démarche contractuelle. Signer des accords, c'est mieux que de se fâcher, de défiler, de tout casser. On le doit notamment à la réforme de la représentativité. Tout cela crée un climat social finalement assez apaisé et propice au dialogue.

Allemagne. Ils dégainent.

Douze policiers ont été blessés et 60 personnes arrêtées lors de violents accrochages qui ont éclaté durant la nuit à Hambourg, dans le nord de l'Allemagne, au cours d'une manifestation de gauche contre l'extrême droite, rapporte la police.

La police a riposté à la matraque et un coup de semonce a été tiré lorsque des émeutiers ont attaqué un véhicule de police. (Reuters 12.09)

Chili. Ils dégainent, tirent et tuent un manifestant.

Des affrontements ont opposé vendredi à Santiago des manifestants à des policiers à l'occasion de l'anniversaire du coup d'Etat militaire qui avait renversé le président élu Salvador Allende en 1973. Selon la télévision publique chilienne, ces incidents ont fait un mort.

D'après la télévision publique, un jeune de 23 ans, Alexis Rojas Garcia, est mort après avoir été atteint d'une balle dans la tête. On ignorait dans l'immédiat qui était l'auteur de ces tirs. (AP 12.09)

Le 14 septembre

En essayant de résorber le bordel gigantesque qui règne dans mon disque dur, j'ai retrouvé une citation intéressante destinée aux esprits bornés qui ne voient que par le sacro-saint front unique.

Où va la France - L. Trotsky, 1936

"L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie.

Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut

briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique."

On en est à plus de 5 millions de chômeurs "complets ou partiels", la population est passé de 40 à 64 millions d'habitants entre temps, certes, mais on a peut-être ici un début d'explication à la stagnation du mouvement ouvrier, non ?

Par hasard, le capitalisme arrivé au stade de putréfaction qu'on lui reconnait aujourd'hui, la réalisation du programme minimum ne coïndiderait-elle pas avec la nécessité de réaliser immédiatement la première phase de la révolution socialiste ? Je n'invente rien, je ne fais qu'actualiser le *Programme de transition*.

Une autre citation comme vous les aimez.

"Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir."

On voit très bien que Trotsky prenait en compte et s'appuyait sur "la misère des masses", ces couches immenses du prolétariat qui sont toujours restées à la traîne du progrès social, et qui il faut bien l'avouer, n'ont jamais intéressé nos dirigeants depuis que Trotsky n'est plus là pour les sermoner. C'est malheureux, mais on en arrive à croire qu'il faudrait que nos dirigeants et leurs disciples vivent au quotidien cette misère pour qu'ils se rendent compte vraiment de ce que cela signifie.

Une petite dernière pour enfoncer le clou, L. Trotsky, OEuvres août 1937 - *Bolchevisme ou stalinisme*.

"Les grandes défaites politiques provoquent inévitablement une révision des valeurs qui s'accomplit, en général, dans deux directions. D'une part, enrichie de l'expérience des défaites, la véritable avant-garde, défendant avec becs et ongles la pensée révolutionnaire, s'efforce d'en éduquer de nouveaux cadres pour les futurs combats de masses. D'autre part, la pensée des routiniers, des centristes, des dilettantes, effrayée par les défaites, tend à renverser l'autorité de la tradition révolutionnaire et, sous l'apparence de la recherche d'une "vérité nouvelle", à revenir loin en arrière."

Très très loin en arrière puisqu'ils en sont retournés à 1789, la prochaine fois ils nous ramèneront à l'époque de Spartacus !

Vous ne pourrez pas dire que je fous rien le dimanche, en faisant le ménage dans mon disque dur, je vous aide à faire le ménage dans le mouvement ouvrier, le mot de la fin à Rosa Luxemburg

"La lutte pour les réformes sociales qui n’est pas orientée vers la prise du pouvoir politique par le prolétariat, perd tout caractère révolutionnaire. Ce n'est rien d'autre que la pratique opportuniste des thèses révisionnistes de Bernstein. L’essentiel n’est plus le but du socialisme : la prise du pouvoir politique par le prolétariat, mais le mouvement par lequel le Parti avance pas à pas dans la voie des conquêtes sociales." D'où "l’alternative du caractère petit-bourgeois ou prolétarien du mouvement

ouvrier.".

Je ne vous ferais pas l'affront de vous demander à quoi ressemble aujourd'hui le mouvement ouvrier, vous le savez aussi bien que moi, admettez-le une bonne fois pour toute au lieu de vous voiler la face, il n'y a rien d'irréversible évidemment, même si on est plutôt mal barrés, disons que ce serait une base saine et sérieuse pour envisager l'avenir avec un peu plus d'optimisme.

Un dernier mot, vous savez que j'ai une profonde aversion pour l'expression "monde du travail", préférez lui le milieu ouvrier, au moins on saura de quoi vous causer avec précision. Au fait, pourquoi ont-ils troqué cette expression qui permettait de cerner au premier coup d'oeil de qui ou de quoi ils parlaient ? Pour céder à une mode sans doute. Et à quoi un tel compromis a-t-il servi ? A strictement rien, comme la plupart du temps en pareil cas.

Le racisme a deux masques.

Celui qui sied à l'individu ignare et stupide qui pour assouvir son mal-être doit trouver un bouc émissaire plus faible que lui pour passer ses nerfs ou exprimer sa haine de la vie, la sienne, peut-être aussi la haine de la société sans qu'il en soit conscient.

Et il y a celui qui revêt un caractère politique qui recouvre des intérêts économiques, comme par exemple l'exploitation de la main d'oeuvre étrangère qui ne connait pas forcément ses droits, et qui lorsqu'elle essaie de les faire valoir se fait matraquer, emprisonner ou interner en camps, puis expulser. Il revêt les deux, ils se nourrissent des inégalités sociales, ce qui le rend encore plus hideux.

En étant moi-même un immigré blanc dans un pays de Noirs, lorsqu'un Indien me dit retourne dans ton pays on ne t'a pas sonné, tu n'as rien à foutre ici, c'est parce qu'il est à court d'arguments, une minute plus tard il n'y pense plus et de mon côté j'ai déjà oublié ses propos.

Par contre, lorsqu'un Tamoul d'origine dravidienne et noir s'en prend aux Indiens du nord de l'Inde qui sont d'origine aryienne et blancs, on sent que ce racisme est profondément incrusté dans leur histoire ; la civilisation dravidienne ayant essaimé jusqu'au bord de la méditerranée, puis chassée vers le sud de l'Inde par des hordes aryennes venues des steppes d'Asie centrale il y aurait environ 3.500 ans, les Tamouls ne l'ont toujours pas digéré et haïssent littéralement les Indiens du nord et vice versa.

Lorsque Rajiv Gandhi, alors Premier ministre à la fin des années 80, a décidé de soutenir le gouvernement cinghalais contre le LTTE, il avait signé son arrêt de mort ; en soutenant militairement le gouvernement cinghalais, il soutenait la majorité de la population de Ceylan qui n'était pas seulement bouddhiste mais aussi originaire du nord de l'Inde, contre la minorité tamoule soutenue par le Tamil Nadu du sud de l'Inde qui soutenait le LTTE. Il faudrait vérifier, mais je crois que c'est à cette occasion que s'est produit (temporairement) un renversement d'alliance entre les partis politiques qui constituaient la coalition au pouvoir dominé par le Parti du Congrès (Congress I) et qui fit perdre peu de temps après les élections générales et le pouvoir au parti de Sonia Gandhi.

Quant aux relations des Indiens du nord avec les occidentaux, généralement ils les méprisent en les rendant responsables de tous les maux qui accablent la population indienne, alors qu'en réalité ce sont les classes dominantes indiennes qui en portent la responsabilité depuis 1947. Etrangement, les Indiens les plus cultivités que j'ai rencontrés connaissaient mieux l'histoire de l'Inde d'avant l'indépendance plutôt qu'après.

Non, je ne commets pas une erreur en généralisant ce sentiment, car dans ce genre de pays la population se livre à un mimétisme pratiquement parfait dans bien des domaines, dont malheureusement celui-ci. Il faut aller à la rencontre de populations isolées des grandes villes et qui n'ont pas d'a priori, pour rencontrer des Indiens qui vous considèreront comme leur semblable. Mais maintenant avec le développement de la télévision par satellite et Internet, il n'est pas sûr qu'elles ne soient pas contaminées aussi par ce virus épouvantable.

Les institutions et les partis qui les soutiennent ne font plus recettes.

L'élection municipale partielle de Carcassonne (Aude), organisée dimanche après l'annulation pour fraude du scrutin remporté par l'UMP en 2008, a été remporté par Jean-Claude Perez (PS) avec 54,03% des votes exprimés.

Quant aux chiffres de l'absention et des votes blancs ou nuls, il a atteint 42,11%.

(http://www.politiquemania.com/forum/elections-f18/election-municipale-partielle-2009-carcassonne-t79.html)

Quand Buffet ment ouvertement. Les preuves.

"*Je l'ai dit très clairement ce matin à Martine Aubry. Quand je vois des titres 'du PCF au Modem', vous pouvez rayer PCF, le PCF n'ira pas avec un parti de droite*", a dit la patronne du parti communiste sur France 3. (Reuters 13.09

Menteuse, à Aubagne par exemple où vit mon épouse, le maire PCF a été élu aux dernières élections municipales sur une liste, PCF-PS-PRG-Verts-MoDem. L'actualité se charge de démontrer que l'axe PS-PCF-PRG-Verts-MoDem fonctionne déjà.

Voici ce qu'on pouvait lire ce matin sur Internet à propos du second tour des municipales de Carcassonne :

"*A la tête d'une liste d'union PS-PC-Radicaux soutenue au second tour par le MoDem (officiellement) et les Verts (implicitement), la liste de Jean-Claude Perez a totalisé 54,03% des voix, contre celle de M. Larrat qui n'a rassemblé que 45,97% des suffrages.* "(http://www.aujourdhui-en-france.fr/politique/le-ps-prend-carcassonne-le-nouveau-centre-saint-cyprien-13-09-2009-637375.php)

Militants du PCF, fuyez ce parti au plus vite !

Ce qui me stupéfie le plus, ce n'est pas l'attitude de Buffet mais plutôt celle de militants qui ne réagissent même plus, qui trouvent que finalement tout cela n'a pas vraiment d'importance, qu'on peut s'accommoder de n'importe quoi au point où en est le mouvement ouvrier. Ils ne comprennent pas apparemment que de compromis en compromis, ils se renient, il ne va rien leur rester de leurs idées ou convictions, qu'ils sont déjà morts politiquement, c'est suicidaire.

On ne peut pas mener notre combat de classe un bras attaché dans le dos ou en ayant un pied dans chaque camp.

Licrasse.

Reçue à sa demande place Beauvau dimanche, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a estimé que la polémique née des propos jugés racistes de Brice Hortefeux était "*close*".

"*Pour la LICRA, l'affaire est close*", a déclaré à l'Associated Press Richard Serero, de la LICRA, à l'issue d'une rencontre d'environ une heure au ministère de l'Intérieur. "*Nous jugeons cette rencontre positive dans la mesure où le ministre a réaffirmé que ce sont des propos qu'il n'a pas tenus, et a réaffirmé son engagement républicain contre toutes les formes de discrimination.*"

M. Serero a ajouté "
Nous n'avons pas, a priori, de raison de mettre en doute la détermination du ministre (...) Nous n'avons pas l'intention de participer de cette polémique."(AP 13.09)

Et d'une, c'est beau tous ces gens qui ont leurs entrées au Palais, et de deux, c'est bien connu qu'Hortefeux aurait une tendresse toute particulière pour la population maghrébine, tout comme Le Pen d'ailleurs à qui il sert la soupe.

Entre ne pas tomber dans une provocation ou un piège qui finalement ne profiterait qu'au gouvernement, et accourir à son chevet pour couvrir sa véritable nature, vous aurez compris que les deux démarches ne sont pas vraiment commandées par les mêmes intentions.

Grâce au capitalisme nous vivons dans un monde merveilleux, en faisant un rapide tour du monde à l'aide des titres des articles des agences de presse on peut le prouver en un éclair :

Asie.

- Un missile tue 4 personnes au Pakistan
- Une cinquantaine de talibans tués en Afghanistan, selon un porte-parole de l'armée afghane
- Attentats en série en Afghanistan, vingt civils tués
- Trois morts dans un attentat au Cachemire indien
- Attaques à la seringue en Chine: trois personnes condamnées

Proche et Moyen-Orient.

- Attentats en Irak: trois morts à Bagdad, quatre dans la province de Diyala
- Tirs de roquettes contre Israël: Nétanyahou met Beyrouth en garde

Asie centrale.

- Incendie dans un centre de désintoxication au Kazakhstan: 37 morts
- Sept morts dans des violences dans le Nord-Caucase

Afrique.

- Ouganda: retour au calme dans la capitale Kampala
- Gabon : la rue désenchantée retrouve le calme
- Mogadiscio: 15 morts dans des tirs de mortier de l'insurrection

Europe.

- Nouvelles violences à Hambourg
- Les forces spéciales britanniques forment les militaires libyens, selon le "Daily Telegraph"

Bonne semaine quand même camarades.

Le 15 septembre

Un mot sur le site.

J'ai supprimé l'éditorial qui est largement remplacé par les causeries qui donnent quotidiennement matière à intervenir sur l'actualité en direction des travailleurs. Je dois trouver le moyen d'écrire des articles et de lire davantage.

Si vous trouvez ici ou là sur le Net l'adresse du site, je n'y suis pour rien, ce sont des camarades qui la diffuse un peu partout, pourquoi pas.

Un peu de politique pour alimenter notre réflexion.

Vous n'avez pas remarqué que ce sont les mêmes qui se sont montrés prompts à monter en épingle les propos à relents racistes d'Hortefeux, qui s'étaient servis des travailleurs immigrés à travers SOS racisme ou la question des sans-papiers, afin de faire mousser le FN ou de faire élire plus largement Sarkozy, consciemment ou non ?

Non, cela ne vous a pas fait tilt, ok, je n'ai rien dit, je la ferme.

Autre chose.

Il y a peu un militant me reprochait de passer trop de temps sur le PG, et voilà-t-y pas que le voilà sur le devant de la scène dans les tractations pour les régionales, entre le PS, le PCF et le NPA. Comme quoi j'ai raison de me fier à mon inspiration, ce qui ne veut pas dire que je ne me plante pas parfois aussi, comme tout le monde.

Je n'ai pas abordé les grandes manoeuvres auxquelles se livrent ces partis, je crois que les choses sont suffisamment claires. Ce qui me fait marrer c'est qu'ils s'emploient systématiquement à zapper le POI comme si c'était un gros mot de prononcer le nom de ce parti, cela en dit long sur l'état d'esprit misérable des dirigeants de ces partis. On y reviendra plus tard, le feuilleton n'est pas terminé.

Il paraît que la fête de l'Humanité a été un succès avec plus de 600.000 visiteurs, je ne suis pas certain que ce soit franchement une bonne nouvelle pour la classe ouvrière.

Coïncidence ou non, à Moscou à peine deux semaines auparavant des stations de métro rénovées datant de 1950 réouvraient au public, on pouvait y lire des hymnes écrits en hommage au bourreau du mouvement ouvrier internationale de 1924 à 1953 :"*Staline (1879-1953) nous a inspiré la foi dans le peuple, le travail et les exploits.*". La statue du "*petit père des peuples*" qui trônait jadis dans le hall n'a pas été réinstallée. "*Nous ne l'avons pas retrouvée dans nos réserves. Nous avons beaucoup de statues, mais pas ce Staline-là*", a expliqué à la presse Dmitri Gaev, le patron du métro moscovite. Quelle chance encore !

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, en 2000, la Russie s'est lancée dans une réhabilitation de son passé communiste (lire stalinien - Lutte de classe). Celle de Staline est sous-jacente. En mai 2000, la Banque centrale a émis 500 pièces de collection en argent à son effigie. Plus que jamais, en ce soixante-dixième anniversaire de la signature du pacte germano-soviétique, ses qualités sont encensées. (Le Monde 27.08)

A part son cynisme et sa médiocrité légendaire on ne lui en connait pas d'autres en ce qui nous concerne.

On a parfois l'impression qu'ils voudraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers pour nous jouer encore un mauvais tour, mais il existe encore des générations de militants qui conservent en mémoire ce que coûta de sacrifices à l'avant-garde du mouvement ouvrier international le combat contre le stalinisme.

Autre chose.

Bien que je ne partage pas l'orientation politique du POI et du NPA, je conseille fortement aux militants de rejoindre l'un ou l'autre de ces partis, le POI pour le sérieux de son engagement, le NPA parce qu'il pose régulièrement la question du renversement du capitalisme, tout du moins en paroles, parce que ces deux partis sont engagés dans un processus de regroupement des militants du mouvement ouvrier et parce qu'ils se tournent vers la classe ouvrière, bien que trop timidement à mon goût.

Vous aurez compris qu'après bien des tergiversations, je ne peux pas me résoudre à orienter les militants davantage vers un parti plutôt qu'un autre chacun présentant des avantages et des inconvénients, je m'excuse pour ces hésitations, mais d'ici j'avoue que c'est difficile de saisir pleinement le terrain sur lequel vous intervenez. A vous de voir comme toujours.

La confrontation des idées dans un parti vaut mieux que l'isolement qui conduit à l'abandon du combat, au sectarisme, à l'opportunisme dans sa forme gauchiste. Rien ni personne n'est parfait, pas mêmes les partis ouvriers ou leurs dirigeants, si on l'admet une fois pour toute, l'engagement dans un de ces partis ne devraient pas poser de problèmes insurmontables.

Si maintenant vous vous imaginez que vos idées seront prises en compte par leurs directions, là vous vous vous fourrez le doigt dans l'oeil, soyez patients et sereins, ne vous faites aucune illusion, défendez loyalement vos idées sans tenter de les imposer aux autres militants, sachez écouter aussi, si elles tiennent la route et que vous avez confiance en vous, la lutte de classe se chargera de les imposer aux directions, et si tel n'était pas le cas, vous auriez fait votre boulot et vous n'auriez rien à vous reprocher. Les choses sont rarement dans la vie comme on voudrait qu'elles soient, il en va ainsi également d'un parti politique.

Parfois, je me dis que nous ne devons pas être très nombreux à partager les idées que je défends, en même temps je me dis que ce n'est pas un hasard si la majeure partie des militants adhèrent à l'idée qu'il faut réduire notre programme à une peau de chagrin pour le rendre acceptable au plus grand nombre, car nous ne nous situons plus sur le même terrain.

Eux ils favorisent le combat pour les revendications immédiates en les situant dans aucune perspective politique (révolutionnaire), tandis que je m'y refuse, estimant (en m'inspirant de la méthode de Lénine) que c'est le meilleur moyen de subordonner encore davantage la classe au capitalisme et qu'une telle stratégie ne peut pas favoriser la progression de la conscience des masses

puisqu'elle est coupée de l'objectif de leur combat.

Imaginer un instant que les luttes à elles seules pourraient aboutir au mûrissement de la conscience des masses est une dramatique illusion, c'est ignorer que sans les situer consciemment dans une perspective révolutionnaire, elle ne dépassera jamais le niveau de conscience du petit-bourgeois incapable d'entrevoir son avenir autrement que sous un régime capitaliste.

La question fondamentale n'est pas les luttes en soi, brasser du vent jusqu'à l'épuisement ou l'écoeurement, mais bien dans quelle orientation politique elles se situent, partant du constat que nous n'en maîtrisons ni l'organisation ni les moyens pour leur permettre de vaincre, quelle qu'en soit l'issue elles ne peuvent constituer un objectif pour nous, alors que si elles se situent dans une perspective politique clairement exprimée, les luttes ne seront plus seulement vécues par ceux qui y participent comme une fin en soi, une abstraction, mais comme un moment (d'un tout, dialectique) d'un combat qui a pour objectif la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Je ne sais plus, je crois que c'était Lénine ou Luxemburg qui expliquait que c'était seulement en inscrivant chaque combat dans une perspective révolutionnaire qu'on pouvait parvenir à l'unité de la classe et lui faire prendre conscience de sa force pour ensuite aller de l'avant, que c'était cette perspective politique qui seule permettait d'assurer la cohésion de son combat et par ce fait d'en prendre conscience. Dans le cas contraire, au lieu de parvenir à briser l'isolement des luttes, on ne fait que l'entretenir, car chaque lutte apparaît comme poursuivant un objectif différent des autres, sachant qu'il y a autant de luttes différentes qu'il y a de situations spécifiques, il est alors impossible de rassembler la classe pour lutter ensemble.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe, le mouvement ouvrier, ses partis et ses organisations se sont développés rapidement sur la base du combat contre le capitalisme et les différents régimes en place pour les renverser, les travailleurs adhéraient à un parti ouvrier ou un syndicat en étant conscients que leur combat quotidien était orienté dans cette direction. Et ce n'est pas un hasard si Lénine a décidé de construire le parti bolchevik sur la même base, en s'inspirant de l'expérience passé du mouvement ouvrier international, dans des conditions qui n'étaient guère meilleures ou pires que celles que nous connaissons aujourd'hui.

Le "tous ensemble" ou poser la question de la grève générale sur la base de revendications économiques ou sociales sans perspective politique révolutionnaire, n'a jamais permis à la classe de faire un pas en avant vers la remise en cause du régime et ne l'a conduit finalement qu'à des échecs dans le passé.

Poser la question de la grève générale sans poser la question de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, donc ne pas l'organiser dans cette perspective, ou soutenir ouvertement le régime comme le font les dirigeants syndicaux ou ceux des vieux partis se réclamant de la classe ouvrière, cela revient finalement au même, puisque dans les deux cas la classe qui n'aura pas été préparée à cette situation demeurera incapable de la saisir lorsqu'elle se présentera, encore moins de déterminer les tâches qu'elle lui imposerait de réaliser.

Je sais parfaitement que c'est plus facile de convaincre des travailleurs ou des militants de la nécessité de la grève générale, que de les convaincre de la nécessité de la situer dans la perspective du renversement du régime, c'est à cette facilité-là que les dirigeants ont recours, ils se gargarisent ensuite des résultats immédiats et souvent médiocres auxquels ils sont parvenus par cette méthode, mais quand on y regarde de plus près au regard des expériences similaires du passé, on s'aperçoit qu'ils n'ont pas permis à la conscience de classe du prolétariat de progresser d'un millimètre.

Le culte de la méthode objectif/résultat appartient au même registre. De la même manière que le mouvement ouvrier devrait enregistrer régulièrement des succès importants, le parti devrait connaître une progression quasi linéaire quelle que soit la situation.

Je ne pense pas que c'était vraiment la préoccupation première de Lénine, car il aurait eu de quoi plus d'une fois s'écarter de son objectif, mettre son programme dans sa poche ou pire, troquer les principes qu'ils avaient adoptés pour la construction du parti contre ceux des mencheviks, ce qui ne fut jamais le cas.

L'histoire de la fraction ou du parti bolchevik entre 1905 et 1910 avait de quoi faire douter plus d'un militant, Lénine en premier :

"*A la fin de 1905, les bolcheviks comptent 8.400 militants (dont 87 % de travailleurs) ; quatre mois plus tard, ce chiffre passe à 13.000 (18.000 pour les mencheviks) ; en octobre 1906 il y a 33.000 bolcheviks et 43.000 mencheviks.*"

"*A Moscou, le parti compte 5.320 militants au milieu de 1906, 500 à la fin de 1908, 150 à la fin de 1909. A la fin de 1910, le parti n'existe même plus sur la ville.*"

En 1917 :"*24 000 en février, 150 000 début septembre, 350 000 militants le 25 octobre*"

J'ai trouvé ces données sur un site dont je n'ai pas relevé les coordonnées, vous m'excuserez.

La fraction bolchevik du P.O.S.D.R. est ainsi passée de 33 000 membres en octobre 1906 à pratiquement zéro en 1910 à Moscou, soit à peine quatre ans plus tard. Et vous croyez que Lénine se serait dit : bon, je bazarde les "vieux" principes et on repart de zéro, pas le moins du monde, vous connaissez la suite. Vous pourrez juger à sa juste valeur l'argument fallacieux selon lequel la construction du parti aurait été plus facile à l'époque de Lénine, vous avez des éléments qui prouvent exactement le contraire.

Qu'ont fait nos dirigeants, ceux du PCI et de la LCR ? Exactement l'inverse de Lénine, comme si c'était les principes du léninisme qui les avaient empêché de construire le parti, alors que ce fut leur incapacité à comprendre et à s'inspirer des enseignements de la lutte des classes que nous avaient légués les marxistes.

Ils en sont rendus à ouvrir leurs partis à tous les vents et à faire le trottoir pour engranger des cartes, simple constat, consternant et que nous n'avons même pas besoin de juger.

Le combat pour la construction d'un parti sur la base du marxisme-léniniste serait autrement plus contraignant que la méthode qui consiste à se réfugier sans cesse derrière le front unique, ce qui ne veut pas dire forcément qu'il serait plus difficile, tout dépendrait de la situation comme l'expérience du parti bolchevik l'a prouvé, ce combat ne se caractériserait pas par des résultats ou des avancées spectaculaires ou visibles à l'oeil nu sur lequels on pourrait discourir à perdre haleine, mais au moins le bilan des combats de la classe ouvrière cesserait de s'inscrire en négatif au registre de la lutte des classes.

Un message reçu.

Le Front Syndical de Classe soutient et appelle à participer à la journée d'action du 17 septembre décidée par de nombreux secteurs et entreprises en lutte à l'initiative de la CGT Goodyear Amiens

Nord.

Les CONTIS, MOLEX, CATERPILLAR, PHILIPS, VALEO, THOMSON, MICHELIN, RENAULT, PEUGEOT, et bien d'autres encore des filières chimie, caoutchouc et métallurgie, d'autres branches se préparent aussi pour cette journée.

Cette journée sera un moment important pour affirmer la solidarité des luttes et des intérêts de classe ouvrière ainsi que la solidarité de classe contre la répression patronale et étatique qui frappe tant de travailleurs, à commencer par les CONTIS scandaleusement condamnés par une justice aux ordres.

Le 17 septembre constitue la véritable rentrée sociale dans notre pays, organisée par la base en lutte, qui peut créer une dynamique et favoriser d'autres mobilisations public/privé sur l'emploi, la réindustrialisation du pays, mais aussi les retraites, la protection sociale, les services publics...

Le 17 SEPTEMBRE, face au Palais des monopoles capitalistes, donnons tous ensemble le coup d'envoi d'une mobilisation globale.

RDV à 11 heures devant la Bourse (Palais Brongniart Rue Vivienne - 75002 Paris)

Les dépêches.

Quand les partenaires du capitalisme préparent le G20 au Palais.

Les dirigeants des principales organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC et CGT), qui ont rencontré lundi à l'Elysée Nicolas Sarkozy dans le cadre de la préparation du prochain sommet du G-20 de Pittsburgh, ont plaidé auprès du chef de l'Etat pour que des mesures concrètes sortent de cette réunion, et notamment "une régulation forte des finances mondiales".

Quelques réactions à l'issue de cette réunion.

Chérèque : il est "*absolument nécessaire qu'il y ait des décisions claires, fermes prises", notamment "pour maitriser l'enrichissement de certains dans le domaine financier par une régulation forte des finances mondiales*".

Mailly : a plaidé pour "*qu'il y ait une taxation sur les marchés financiers*" et "*pour des réformes fiscales réintroduisant la progressivité de l'impôt*".

Thibault :"*On n'a pas apporté de modification fondamentale à la manière dont les banques continuent de fonctionner, au point qu'aujourd'hui, l'accès aux moyens financiers reste difficile pour les entreprises comme pour les ménages*". (AP 14.09)

Question : ce sont des dirigeants de syndicats ouvriers ou de syndicats patronaux ? Comme ils ne rompront jamais avec le capitalisme, la seule solution est de rompre avec ces lieutenants de la bourgeoisie.

Ils partagent bien tous les mêmes préoccupations, le même combat. La preuve.

Dans un communiqué, l'Elysée a souligné que lors de cette rencontre, qui s'est tenue en présence des ministres Christine Lagarde (Economie) et Xavier Darcos (Travail), M. Sarkozy avait "*fait part de sa détermination à obtenir des résultats concrets en particulier pour conforter la reprise qui s'amorce et*

réguler le système financier international (rémunération des traders, renforcement de la régulation des activités spéculatives, paradis fiscaux)".

On n'en est plus depuis des lustres à l'étape qui consistait à "*démasquer*" les chefs traîtres des syndicats, mais bien à celle de les "*attaquer de la façon la plus énergique*". Seule l'aristocratie ouvrière les soutient encore. La majeure partie des 8% de syndiqués en France doit correspondre à ces couches privilégiées qui de congrès en congrès apportent leur soutien à ces traîtres à la classe ouvrière.

Pour rappel, extrait de la résolution sur les syndicats du troisième congrès de l'Internationale communiste (1921), sans doute rédigée par Lénine :

"*Il n'y a rien à espérer d'aucune espèce d'entretiens avec les chefs des syndicats, de même qu'avec ceux des différents partis ouvriers social-démocrates et petits-bourgeois. Contre ceux-là on doit organiser la lutte avec toute son énergie. Mais le seul moyen sûr et victorieux de les combattre consiste à détacher d'eux leurs adeptes et à montrer aux ouvriers l'aveugle service d'esclaves que leurs chefs social-traîtres rendent au capitalisme. On doit donc, autant que possible, mettre d'abord ces chefs dans une situation où ils seront obligés de se démasquer, et les attaquer, après ces préparatifs, de la façon la plus énergique.*"

Molex. Tout cela pour quoi ? Le chômage !

On comprend mieux pourquoi Thibault est allé faire un tour chez Molex il y a une semaine.

Christian Estrosi se dit confiant sur les chances de parvenir à un accord pour la reprise de l'usine Molex de Villemur-sur-Tarn (Tarn-et-Garonne) par le fonds d'investissement HIG Capital, selon l'agence Reuters (14.09)

Qu'en est-il réellement ?

Sur les 283 salariés, selon Estrosi 50 conserveraient leur emploi, 15 seulement selon le délégué syndical CGT, Denis Parize.

Le projet de reprise sera présenté mardi aux salariés, qui devront décider si le comité d'entreprise (CE) émet ou non un avis.

Parize imagine un "conflit plus dur" si les salariés refusent que le CE émette un avis.

On se souviendra que le 3 septembre dernier Sarkozy avait fait miroiter aux salariés de Molex qu'il les soutenait et qu'une solution viable serait finalisée prochainement, c'était du pipeau évidemment. C'est pour leur faire avaler cette couleuvre que dans la foulée Thibault a fait le déplacement à Molex, il était en fait l'envoyé spécial de Sarkozy et de la direction de Molex !

France Télécom : Mieux vaut encore en finir !

Lundi, c'est une cadre du service commercial de Metz qui a fait une tentative de suicide, en milieu de journée, selon France Info.

Elle a été découverte par ses collègues lors de la pause déjeuner, inconsciente dans son bureau. Elle aurait avalé des barbituriques après avoir appris "*que sa mission était terminée et qu'elle allait se*

retrouver en mobilité géographique", a précisé Pierre Dubois (CFDT), sans pouvoir préciser l'état de santé de la salariée, selon Le Figaro.fr.(LePost 14.09)

Manipulation au sommet de l'Etat en faveur de la scientologie.

L'Église de scientologie pourrait échapper à la dissolution en France, et cela, grâce à une modification de la loi intervenue "*en toute discrétion*", dit-on.

Le texte a été adopté deux semaines avant l'ouverture du procès (le 12 mai 2009), mais les parties civiles n'auraient découvert son existence qu'il y a peu. Une mise à jour embarrassante puisqu'il est désormais impossible de dissoudre une personne morale pour des faits d'escroquerie.

Or, dans le procès de la scientologie, dont le verdict doit être rendu pour le mois d'octobre, l'Église de scientologie comparaissait pour "escroquerie en bande organisée", et le parquet avait requis sa dissolution.

Avec le nouveau dispositif législatif, la secte ne risque plus qu'une peine maximale de 5 ans d'interdiction d'exercer. (lepoint.fr.14.09)

On se disait aussi que c'était trop beau pour être vrai !

Les prochaines charrettes.

Le groupe pharmaceutique américain Eli Lilly a annoncé la suppression de 5.500 emplois, soit 13,5% de ses effectifs, dans le cadre d'un plan de restructuration. (Reuters 14.09)

La direction du constructeur automobile russe AvtoVAZ, dont Renault est actionnaire, a signé un plan de 5.000 suppressions d'emplois dont la mise en oeuvre débutera le 14 décembre. (Reuters 14.09)

L'équipementier automobile canadien Magna, qui vient de racheter Opel à l'Américain General Motors, a annoncé lundi son intention de supprimer jusqu'à 10.500 emplois chez le constructeur automobile, dont 4.500 en Allemagne, son principal lieu d'implantation. (AP 14.09)

Etats-Unis. Quand les Américains doutent de tout.

1- Sept Américains sur dix doutent que les mesures prises par le gouvernement puissent éviter une nouvelle crise économique et financière, selon un sondage Associated Press-GfK rendu public lundi.

Quatre vingt pour cent des personnes interrogées, par ailleurs, jugent préoccupant l'état de l'économie américaine, soixante-dix neuf pour cent, d'autre part, critiquent banques et établissements financiers, 68% le manque de régulation des autorités fédérales. (AP 14.09)

2- Mauvaise nouvelle pour les journalistes aux Etats-Unis : le pourcentage de leurs concitoyens qui considèrent leur travail comme partial et manquant de précision continue d'augmenter.

Presque les deux tiers (63%) des personnes interrogées par le Pew Research Center for the People & the Press estiment que les informations que leur fournissent aujourd'hui les médias contiennent souvent des erreurs.

L'enquête de l'institut Pew montre par ailleurs que 74% des sondés croient que les sujets traités sont systématiquement partiaux, les journalistes souhaitant, selon eux, favoriser un camp au détriment d'un autre. (AP 14.09)

Pakistan. La mort au ventre.

Une bousculade lors d'une distribution gratuite de farine à l'occasion du ramadan a fait 20 morts lundi à Karachi dans le sud du Pakistan, selon un bilan de la police et des hôpitaux.

Javed Hanif, un responsable de la municipalité, note que "la pauvreté grandit, les gens sont désespérés. Quand il y a ce genre d'occasions, ils essaient de prendre le maximum". (AP 14.09)

Le 16 septembre

J'ai mis trois nouveaux articles en ligne, pas le temps de faire plus. Bonne journée à tous.

Chômage + blocage des salaires + hausse des prix = cocktail explosif !

Les prix à la consommation ont progressé de 0,5% au mois d'août en France. (La tribune 15.09)

Les produits manufacturés ont augmenté de 1,4% le mois dernier : +8,8% pour l'habillement et les chaussures, +4,2% pour la maroquinerie et les articles de voyage, +2,9% pour l'horlogerie, la bijouterie et la joaillerie, +2,5% pour les meubles, +1,5% pour la parfumerie et les produits de beauté.

Ont aussi augmenté Les hébergements de vacances (+10,0%), les voyages touristiques tout compris (+5,8%) et les transports aériens (+0,4%).

Les produits frais ont diminué de 7,5%, la baisse est de 10,9% sur les fruits et de 8,5% sur les légumes. En revanche, les autres produits alimentaires renchérissent +0,2% , à l'exception du regroupement "lait, fromage et oeufs" -0,2%; et des huiles et margarines -0,5%.

Les prix des services ont augmenté de +2,2% sur un an. Augmentent notamment les hébergements de vacances +10,0%, les voyages touristiques tout compris +5,8% et les transports aériens +0,4%. En revanche, les prix diminuent légèrement dans la restauration -0,2% et dans les cafés -0,1%. Des baisses de tarifs sont enregistrées sur les services de télécommunications -0,2%, les médecins -0,3%) et les dentistes -1,2%. Dans le même temps, les tarifs de l'assurance santé complémentaire augmentent de 0,4%. (AP 15.09)

CNAF : La chasse aux plus pauvres pour remplir les caisses.

La Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) a indiqué avoir procédé en 2008 à plus de 81 millions de contrôles et détecté 9.397 fraudes, lors de sa conférence de presse de rentrée mardi.

Selon les documents de la CNAF, le nombre de fraudes détectées est en hausse sur un an (+ 3.083), hausse à mettre à l'actif d'une augmentation des contrôles de 53% entre 2007 et 2008.

Les documents précisent que "*les trois prestations les plus fraudées sont l'Allocation de logement à*

caractère social (ALS), le Revenu minimum d'insertion (RMI) et l'Allocation de parent isolé (API)".

Selon la Caisse, "*55% des fraudes résultent de déclarations d'activités ou de ressources non à jour, 36% sont des dissimulations de concubinage*" et "*9% des escroqueries, faux et usages de faux documents*". (AP 15.09)

Ils trouvent le personnel pour faire 81 millions de contrôles quand il s'agit de contrôler les travailleurs, mais quand il s'agit de contrôler les praticiens, les laboratoires d'analyse et les cliniques privées qui détournent chaque année des centaines de millions d'euros, et qui sont évidemment moins nombreux que la population, étrangement là ils ne trouvent pas le personnel pour effectuer ces contrôles.

Au fait, les syndicats participent bien à la gestion des organismes sociaux, ils sont donc complices, non ?

Canada.

Le Canada ne veut pas étendre sa mission en Afghanistan, même si le président américain Barack Obama le demande expressément au premier ministre canadien quand ils se rencontrerons cette semaine, a précisé le bureau de Stephen Harper lundi. (AP 15.09)

Grande-Bretagne.

Le Premier ministre britannique Gordon Brown reconnaît qu'il va devoir réduire les dépenses publiques pour combattre un déficit budgétaire grandissant, tout en promettant aux électeurs que les services essentiels n'en seraient pas affectés. (Reuters 15.09) Tu parles !

Les dernières charrettes.

Bosch prévoit de supprimer 10.000 emplois cette année et réduire la durée du travail de 100.000 employés dans un contexte de crise qui pourrait durer des années, a déclaré le président du directoire Franz Fehrenbach.

Après les réductions d'effectifs, le premier équipementier automobile mondial emploiera 270.000 personnes.

"*Globalement, il faudra peut-être attendre 2012 pour renouer avec les niveaux pré-récession de 2007*" a-t-il ajouté. (Reuters 15.09)

Une info confirmée.

"*Le marché ne redémarrera pas réellement avant 2015. Alors seulement nous reviendrons aux niveaux de 2007 en Europe*", a déclaré en marge du salon de l'automobile, à Francfort. , lundi soir à Reuters, le vice-président d'Hyundai Europe Allan Rushforth. (Reuters 15.09)

Le 17 septembre

Pas le temps de causer, je dois faire les courses que je n'ai pas faites hier.

Spéculation boursière et chômage de masse, les deux pendants de la crise.

Les Bourses flambent, ils parlent de la "*reprise*" à tort et à travers, en deux mots : un an de blocage des crédits pour qu'une partie de la population se désendette afin d'y avoir rapidement recours de nouveau ; après un an de destockage, avant que les entrepôts ne soient complètement vides, ils relancent la production pour que la consommation puisse suivre ; dans le monde plus de 50 millions de chômeurs en plus en deux ans ; blocage ou baisse des salaires...

En réalité, la crise est entrée dans sa phase la plus critique pour eux : la crise sociale qui s'accompagne de craquements politiques au Japon, aux Etats-Unis, en Russie et dans d'autres pays dont on parle moins souvent, l'Islande par exemple.

C'est au tour du prolétariat de prendre la main, en sera-t-il capable, en aura-t-il les moyens, sera-t-il en mesure de faire sauter les obstacles à sa mobilisation générale, autant de questions qui pourraient se résumer à une seule : y a-t-il été préparé, si oui comment et sur quelle orientation politique ? (A suivre)

Autre chose.

Je n'ai pas voulu jouer aux opportunistes et compte tenu que je suis loin du terrain, je ne me suis pas exprimé volontairement plus tôt sur le rassemblement prévu aujourd'hui devant la bourse du travail à Paris à l'appel de la CGT.

Cependant, les militants corrigeront si je me trompe, mais j'ai pensé que cela aurait été intéressant que tous les syndicats opposés à la ligne de Thibault s'y retrouvent ou envoient une délégation afin d'échanger leurs expériences et de présenter un front commun contre la politique liquidatrice de la direction de la CGT.

A bas le capitalisme responsable de tous les maux de la société, pour l'expropriation des capitalistes, pour la rupture des syndicats avec le gouvernement et le patronat, pour l'unité des syndicats et des partis ouvriers pour en finir avec le capitalisme et les institutions liées ou au service du capital, contre les licenciements, etc., voilà en gros la ligne sur laquelle je proposerais de mener le combat dans l'unité. Libre ensuite à ceux qui le désirent de s'adresser à leurs propres dirigeants, tout en sachant qu'il n'y a rien à en attendre, notre rôle sur le plan national n'étant pas de colporter des illusions dans leur direction.

Notre combat doit permettre au plus vite au prolétariat de renouer avec l'espoir qu'une société meilleure est possible, cela passera forcément par l'élévation de son niveau de conscience à la compréhension de la nécessité de rompre avec le capitalisme et de liquider la Ve République. Cet espoir ne pourra être porté que par une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme : le socialisme.

Cette orientation une fois acquise ou cet espoir renaissant, en relation avec les partis ouvriers qui sont sur la même ligne, aucun obstacle ne devrait empêcher que des syndicalistes et des partis ouvriers appellent ensemble à une manifestation nationale à Paris contre le gouvernement et le patronat, les syndicalistes se bornant à mettre en avant des mots d'ordre contre le capitalisme, alors que les partis ouvriers s'y associeraient en ajoutant le volet politique indispensable : chasser Sarkozy et liquider les institutions.

Ainsi l'autonomie entre partis et syndicats serait respectée, tout en reconstituant l'unité du mouvement ouvrier détruite lors du congrès d'Amiens de la CGT en 1906, pour mener le combat ensemble et

avancer enfin vers notre objectif commun.

Si vous avez une autre orientation à proposer, n'hésitez pas à nous la communiquer, nous la diffuserons et si nécessaire nous la critiquerons, chacun demeurant libre de ses propres opinions conformément aux principes démocratiques auxquels le mouvement ouvrier demeure attaché.

Il n'y aura jamais d'unité de la classe ouvrière, temps que syndicats et partis ne seront pas réunis pour mener le combat ensemble contre le régime en place. Croire le contraire ou échaffauder des plans pour contourner cette question déterminante pour l'avenir du prolétariat sous prétexte qu'elle présenterait des difficultés en apparence insurmontables, relèverait de l'aventurisme ou de l'opportunisme, et ne pourrait conduire le mouvement ouvrier qu'à de nouveaux et dramatiques échecs.

Les dépêches.

Laissons-les exprimer ouvertement leur mépris de la classe ouvrière qui leur rendra bien un jour.

Le PDG de France Télécom Didier Lombard a présenté mercredi ses excuses pour avoir parlé de "*mode*" du suicide au sein de son entreprise, reconnaissant que "la maison a pris un choc".

"*Hier par erreur, j'ai utilisé le mot 'mode' qui était la traduction du mot 'mood' (humeur NDLR) en anglais*", s'est justifié Didier Lombard sur RTL. (AP 16.09)

Ben voyons, d'ailleurs cela ne change rien, pour lui ce serait un simple état d'âme ou d'"*humeur*" qui conduiraient tant de salariés de France Télécom à se suicider, il aurait dû se féliciter qu'ils n'y en aient pas davantage, puisque personne pas même lui ne peut être accusé d'être responsable de l'"*humeur*" suicidaire de ces salariés.

Finalement pour ce funeste personnage, ceux qui se suicident en portent l'entière responsabilité, pas besoin de chercher plus loin ou de culpabiliser pour si peu, demain plus personne n'en parlera plus.

Chaque dérapage verbal d'un représentant du capitalisme aussi insupportable soit-il est une véritable aubaine pour nous, car il montre à la classe ouvrière le vrai visage des patrons et des représentants politiques à leur service et ne peut que renforcer le dégoût qu'ils leur inspirent, donc les aider à rompre avec le capitalisme.

D'où Sarkozy tient-il son programme antisocial ?

La France devrait connaître une nouvelle dégradation sensible de son marché du travail en 2010, avec un taux de chômage qui risque d'approcher les 11%, estime dans un rapport l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'organisation juge donc important de "*fixer des limites temporelles, claires et crédibles, à l'utilisation du chômage partiel, afin de ne pas subventionner de 'mauvais' emplois (voués à disparaître) et freiner la croissance de l'emploi lorsque la reprise sera bien engagée.*"

La soupape de sécurité du régime pour tenter d'éviter une explosion sociale.

"*De fait, le système français de redistribution (transferts sociaux et impôts) permet de réduire des*

deux tiers le risque de pauvreté au sein de l'ensemble de la population en âge de travailler, et de plus de trois quarts le taux de pauvreté parmi la population sans emploi, contre respectivement 47% et 54% en moyenne dans la zone OCDE", précise le rapport.

Vive le RSA et la précarité généralisée !

Il salue la réforme du service public de l'emploi, destinée à resserrer le lien entre prestations et recherche d'emploi, et l'introduction du revenu de solidarité active (RSA) qui vise à rendre le travail plus rémunérateur pour les personnes les plus défavorisées sur le marché du travail.

Haro sur les fainéants de chômeurs !

"*Il est crucial pour la France de continuer à investir dans la mise en place d'une stratégie d'activation des chômeurs complète et efficace, où les bénéficiaires de prestations sociales sont tenus à une recherche d'emploi active et doivent participer à des programmes de formation et d'aide à l'emploi afin d'assurer leur réinsertion rapide dans le monde du travail*", conclut le chapitre sur la France. (Reuters 16.09) Avec la montée inexorable du chômage, pas de problèmes pour trouver du boulot !

Chômage de masse en prévision au cours des années à venir.

Selon l'OCDE le chômage dans les 30 pays-membres devrait frôler les 10% au second semestre 2010, frappant 57 millions de personnes.

"*Il y a une grande incertitude face à l'avenir, mais les conditions du marché du travail semblent en voie de se détériorer encore plus dans les mois à venir*", observe l'organisation internationale, prédisant "*une reprise plutôt modeste n'intervenant qu'au premier semestre 2010*".

Ce phénomène de chômage élevé, perdurant après un pic de crise, risque de mettre "*de nombreuses années*" à se résorber, estiment les experts parisiens du Château de la Muette.

Depuis la fin 2007, estime l'OCDE, près de 15 millions de personnes sont venues grossir les rangs des sans-emploi dans la zone.

Dans le cadre de ce scénario, le nombre des chômeurs dans les pays membres de l'OCDE aura augmenté de plus de 25 millions de personnes en moins de trois ans, une hausse comparable aux pertes d'emploi enregistrées sur une période de dix ans jusqu'au début des années 1980. (AP 16.09)

Afghanistan. Un pouvoir fantoche ultra minoritaire et illégitime à la botte de l'impérialisme.

Le président sortant Hamid Karzaï a recueilli 54,6% des voix au premier tour de l'élection présidentielle du 20 août en Afghanistan, selon les résultats globaux publiés par la commission électorale.

Le taux de participation a été de seulement 38,17%.

Selon la mission d'observateurs de l'Union européenne, un tiers des suffrages recueillis par le chef de l'Etat sortant - soit 1,1 million de bulletins - sont suspects, de même que 300.000 autres recueillis par Abdullah le principal concurrent de Karzaï, sur un total de 5,6 millions.

Les résultats définitifs ne seront pas annoncés avant la fin de toutes les procédures de vérification en cours, ce qui pourrait encore prendre des semaines. Et plus le temps passe, plus il semble probable qu'un éventuel second tour ne pourrait en tout état de cause pas avoir lieu avant le printemps: l'arrivée de la neige en novembre rendrait bien trop difficile l'organisation du scrutin dans ce pays montagneux.

Et ce alors que les responsables onusiens et américains s'inquiètent d'une éventuelle vacance du pouvoir pendant des mois, alors que les talibans multiplient leurs attaques. (Reuters et AP 16.09) Ils peuvent s'inquiéter !

Belgique.

Des producteurs belges ont déversé mercredi trois millions de litres de lait dans un champ à Ciney, dans le sud de la Belgique, pour protester contre des prix de vente trop bas, qui ne leur permettent plus selon eux de couvrir les prix de revient. (AP 16.09)

C'est le genre d'actions qui force le respect et mérite forcément le soutien du prolétariat !

Venezuela.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé la signature d'un accord d'investissement d'un montant de 16 milliards de dollars avec la Chine.

Hugo Chavez a indiqué qu'avec le projet récemment signé avec la Russie et ce contrat chinois, la production de brut vénézuélien augmenterait de 900.000 bpj.(Reuters 16.09)

Le 18 septembre

Le dernier article mis en ligne aujourd'hui traite du "*dîner de travail*" des ripailleurs de l'UE qui étaient réunis hier à Bruxelles, dans le cadre de la préparation du prochain G20 qui aura lieu dans une semaine.

Je n'ai pas retenu le titre de l'Associated Press : *L'Europe parlera d'une seule voix à Pittsburgh, mais doit avancer sur Copenhague, selon Sarkozy*, car à y regarder de plus près, en guise d'unité les uns et les autres ont fait savoir à Sarkonapoléon qu'ils n'avaient pas forcément les mêmes priorités et les mêmes objectifs que lui.

Pas le temps de causer, les dépêches en fin de journée ou demain matin. En préparation trois sujets d'articles :

1- sur le syndicalisme, j'en suis arrivé à la conclusion que la Charte d'Amiens avait sonné la fin de l'unité du mouvement ouvrier, qu'il était impératif de faire sauter ce carcan si on voulait repartir sur des bases correctes, cela en rapport avec la théorie de l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme qui sont foncièrement contre-révolutionnaires, car en niant la nécessité de combattre pour la construction d'un parti ouvier révolutionnaire et d'un Etat ouvrier, cela revient à interdire au prolétariat de prendre un jour le pouvoir au profit du régime en place, ainsi l'anarchisme constitue un facteur permanent de division et d'éclatement du mouvement ouvrier... Ma position a évolué sur cette question et bien d'autres, je m'expliquerai ;

2- sur la question palestinienne, je remets en cause la théorie d'un seul Etat (soutenu notamment par le POI) qui ne peut conduire dans l'immédiat (je précise) qu'à perpétuer l'enfer que vit au quotidien le peuple palestinien depuis 62 ans, la priorité étant que cet enfer cesse le plus tôt possible ;

3- à propos du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°64) où finalement ils en arrivent à dire eux-mêmes que ce n'est pas vraiment le genre de journal dont a besoin la classe ouvrière, quand on sait que la formule de ce journal n'a pratiquement pas changé, je ne peux même pas dire évolué depuis 50 ans, ce qui revient au passage à me donner raison, mais on s'en fout, les militants du POI et les milliers d'autres militants qui sont passés par l'OCI, le PCI, le MPPT puis le PT, sont en droit de se poser des questions sur le sérieux et les capacités réelles de ces dirigeants, et de se demander si finalement c'est seulement la forme et le contenu du journal qu'il faut remettre en cause ou aussi la politique impulsée par Lambert puis Gluckstein. J'ai comme l'impression qu'il y a de plus en plus de militants du CCI-POI qui se posent ces questions d'après quelques témoignages que j'ai reçus, ce qui ne veut pas forcément dire que nous arrivons aux mêmes conclusion ni aux mêmes remèdes.

Le 19 septembre

Mes remerciements et mes salutations fraternelles à M. du Lot pour son dernier courriel, ainsi qu'à Luc qui semble s'amuser sur Facebook, je ne sais plus où j'ai noté mon mot de passe, bref je ne peux pas te répondre et je ne sais pas ce que tu fabriques en associant mon nom.

Autre chose.

Je tiens à rappeler aux camarades qui se connectent sur le site ou qui le découvrent, que je ne fais partie d'aucune organisation, d'aucun parti ou regroupement principalement du fait que je vis à 10.000 kilomètres de la France, et que je n'ai aucun droit de regard sur les contenus des articles qui figurent dans la tribune libre et que leurs auteurs en portent l'entière responsabilité. Je précise ce point après avoir reçu un courriel d'un cheminot syndiqué à Sud-Rail.

Contrairement à la pratique des partis ouvriers qui publient une tribune libre dans leurs publications à condition que le contenu des articles proposés correspondent à leurs positions ou ligne politique ou tout du moins qu'il ne les contredit pas ou soit absent de toute trace de polémique, comme si c'était devenu une maladie honteuse, la tribune libre qui figure dans le site *Lutte de classe* est une véritable tribune libre ouverte à tous les militants, organisations et partis du mouvement ouvrier qui évidemment expriment des idées que je ne partage pas forcément, loin s'en faut très souvent.

Cette tribune libre reflète engrande partie les différentes positions qui s'expriment dans le mouvement ouvrier, et permet d'entrevoir les accords et désaccords qui existent entre ses différentes composantes sur de nombreuses questions qui intéressent les militants.

Cette tribune libre rassemble des articles de provenance diverse et elle a pour unique objectif d'informer les militants. Il m'arrive rarement de ne pas publier un article qui m'a été adressé, cela arrive parfois quand je le reçois trop tard ou qu'il n'est pas formaté pour figurer sur le Net, autrement, il n'y a pas à proprement parlé de censure comme dans les partis ouvriers ou les syndicats qui organisent des forums sur Internet.

S'agissant maintenant des courriels que je reçois, j'en traite certains auxquels je réponds dans le site, tout dépend de l'intérêt qu'ils présentent, lorsque j'en reçois et dont le contenu n'a apparemment

comme objectif de me faire perdre mon temps, je ne réponds plus, idem lorsque je reçois des courriels dans lesquels les auteurs s'emploient à me contredire systématiquement ou à me poser des questions auxquelles j'ai répondu des dizaines de fois dans des articles ou causeries ou encore lorsque ne figurent aucun argument pour étayer leurs idées, j'ai franchement autre chose à faire que de rechercher pourquoi untel a bien pu écrire ceci ou cela, d'autant plus que neuf fois sur dix j'ignore pratiquement tout sur ces correspondants.

Qui craint la polémique ou la confrontation des idées à forcément quelque chose à cacher, quelque chose que les militants ne doivent pas savoir sur leurs dirigeants ou leurs partis. On pourrait paraphraser Lénine et ajouter qu'ils craignent peut-être d'aller au socialisme.

Ces méthodes révèlent au passage les faiblesses ou les lacunes de ces dirigeants qui sont incapables de trouver les mots pour défendre leurs idées devant les militants face à des idées qu'ils ne partagent pas. De là à la pratique détestable du culte de la personnalité il n'y a pas loin.

Nous vivons à une époque où plus que jamais dans le passé, il est devenu pratiquement impossible d'empêcher un militant d'avoir accès aux informations qui présente pour lui un intérêt, donc toute idée de censure est stupide à la base et malsaine à l'arrivée. Ce n'est pas à nous de juger si cet intérêt est légitime, malsain ou non, pour l'empêcher de trouver les réponses aux questions qu'il se pose, notre rôle devrait être plutôt de l'aider dans ses recherches, ensuite à chacun de décider librement les idées auxquelles il souhaite adhérer ou non, qui répondent le mieux à ses préoccupations et d'écarter celles qui ne lui conviennent pas.

Bon week-end à tous.

Les dépêches.

Effet d'annonce, esbroufe, opération camouflage au G20. Décryptage.

"*C'est une Union européenne unie avec un message assez clair, assez fort, qui se présentera à Pittsburgh et à New York*", a déclaré le président français à l'issue d'un sommet européen organisé à Bruxelles pour préparer une position européenne commune en vue du sommet du G20 des 24 et 25 septembre aux Etats-Unis.

"*L'Europe est unie sur un message fort : nous ne voulons pas que cela recommence, que le scandale des bonus se poursuive*", a-t-il poursuivi. (Reuters 18.09)

"*L'Europe parlera d'une seule voix à Pittsburgh*" a-t-il dit encore.

Tu parles, en réalité, dès hier les médias en faisait leurs choux gras en annonçant qu'ils avaient renoncé à limiter les bonus des banquiers ! (journal télévisée sur TV5 Monde Asie 18.09)

Quand Sarkonapoléon fait profil bas en employant des euphémismes, c'est qu'il est en situation difficile ou d'échec. Le message de l'UE en direction de l'impérialisme américain est "*assez*" clair, "*assez*" fort, sans être fort, il est parfaitement clair : on continue comme avant ! C'était bien joué d'avoir introduit cette contradiction dans la même phrase pour embrouiller les esprits, mais un peu court et pas suffisant pour convaincre apparemment.

Pour masquer cette fuite en avant, il ne pouvait pas faire autrement qu'affirmer ensuite le contraire évidemment, ce qui n'a échappé à aucun commentateur, ce qui montre bien à quel point le malaise et

l'inquiétude qui grandit au sein des institutions et dans le camp de ceux qui les soutiennent (les médias notamment), face à l'incapacité du capitalisme de se réformer pour empêcher qu'une nouvelle crise encore plus monstrueuse ne surviennent à brève échéance, alors même que la crise actuelle est loin d'être terminée, le baromètre du chômage servant d'indicateur pour en mesurer la progression à travers le monde, davantage que les discours alambiqués et intéressés des uns et des autres.

C'est à la classe ouvrière de prendre la main, l'avenir nous appartient camarades !

Le mentor de Sarkozy condamné.

La cour d'appel de Paris a confirmé vendredi la condamnation de l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua à une peine de 18 mois de prison avec sursis dans l'affaire du casino d'Annemasse (Haute-Savoie), a-t-on appris auprès de son avocat. (AP 18.09)

Conditions de travail : écoeuré, harcelé, épuisé, désespéré, suicidé...

La directrice départementale de la Protection judiciaire de la jeunesse de Paris a tenté de se suicider mardi par défenestration, a-t-on appris jeudi de source policière, confirmant une information de RTL. Ses jours ne sont pas en danger.

Selon RTL, cet acte désespéré serait lié à l'annonce d'une restructuration du service. Les syndicats de la PJJ dénoncent eux des fermetures de postes dans les services éducatifs et administratifs et la détérioration des conditions de travail dans cette direction dépendante du ministère de la Justice. (AP 17.09)

Ils font les fonds de tiroir... non sans intérêts ! Ou comment s'alléger pour se remplumer sur le dos des plus pauvres.

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé vendredi la vente d'une quantité limitée de ses réserves d'or (403,3 tonnes) pour pouvoir accorder des prêts aux pays en développement et solidifier ses comptes. (AP 18.09)

Une idée saugrenue.

Distribuer des contraceptifs dans les pays en développement pourrait aider à lutter contre le changement climatique en ralentissant la croissance démographique mondiale, expliquent des experts dans la revue médicale britannique *The Lancet* publiée vendredi. (AP 18.09)

Le problème est avant tout économique, sans droit à la retraite, on fait un maximum d'enfants en espérant qu'il en restera bien un plus tard pour assurer les vieux jours des parents. De plus, si l'on prend un pays comme l'Inde, l'aide fourni par l'Etat et des institutions privées, les partis politiques et des associations, au famille et qui ne se limite pas aux plus pauvres, est fonction du nombre de personnes sous chaque toit, donc plus on est nombreux et plus on touchera...

Dans les pays où il n'existe aucune garantie d'aucun ordre et où le chômage de masse est une réalité quotidienne depuis toujours, la crainte du lendemain, de manquer de ce qui est nécessaire à la survie quotidienne, sont permanents, dans ces conditions, trop préoccupé à résoudre les problèmes du jour, on ne va pas penser aux problèmes futurs que rencontreront les nouvelles générations, c'est un luxe qui n'est pas à la portée de la majorité de ces populations.

Italie. Le cocktail explosif du régime Berlusconi : Sexe et poudre.

L'homme d'affaires italien Giampaolo Tarantini, impliqué dans l'affaire de moeurs de Silvio Berlusconi, a été arrêté vendredi pour une affaire de trafic de drogue, a-t-on appris auprès de son avocat. (AP 18.09)

Iran.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad déclare que son pays n'a pas besoin de la bombe atomique, mais qu'il ne renoncera jamais à son programme nucléaire.

"*Nous n'avons pas besoin de l'arme nucléaire. Nous ne voyons pas l'utilité de telles armes. Et la situation dans le monde évolue en faveur de nos idées*", a-t-il dit dans une interview à la chaîne de télévision américaine NBC.

"*Si vous parlez de l'enrichissement d'uranium à des fins pacifiques, ceci ne sera jamais arrêté ici en Iran*", a-t-il ajouté.(Reuters 18.09)

Hier, à Téhéran, a eu lieu une gigantesque manifestation en soutien au combat du peuple palestinien bravant la répression du régime. Une manifestante a expliqué que le peuple iranien menait le même combat que le peuple palestinien contre une dictature. (journal télévisé sur TV5Monde Asie 18.09)

Le 20 septembre

Je vous ai mis un article du *Monde* du 15 mars 1968 intitulé *Quand la France s'ennuie...*, qui montre la perspicacité de ce journal, il m'a été envoyé par un camarade qui a tenu a préciser : " *Je t'avais envoyé une petite anecdote du Monde ; ma mémoire n'est plus ce qu'elle était. Je tiens à rectifier, l'erreur est sur la forme et non sur le fond de l'article incriminé, mais quelle que soit l'erreur, il faut corriger*", signé : *Le vieux militant du Parti (quelque soit son nom actuel)*.

Bravo camarade pour cette dernière remarque, si je peux me permettre, on se comprend c'est l'essentiel ! Et porte-toi bien !

Pas le temps causer, j'ai préparé une petite suite à l'article sur la Palestine, ce sera pour demain.

Hypocrisie, mensonge d'Etat.

Le président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer a assuré samedi qu'"aucune interférence extérieure" n'était à l'origine de la modification législative rendant impossible la dissolution d'une secte pour escroquerie. Voyez-vous cela, absolument personne ne serait rendu compte des conséquences immédiates de l'article 124 de la loi de simplification du droit du 12 mai 2009 : ces conséquences "*n'ont, hélas, été détectées par aucun des acteurs de la discussion législative ni en première lecture à l'assemblée ni en navette*". (AP 19.09)

Bref, vous aurez compris que parmi les plus de mille députés et sénateurs parmi lesquels il y a des experts en droit, pas un n'a entrevu les conséquences de cette loi, ils seraient tous nuls ou s'en foutraient complètement, à qui veut-il faire croire cela ?

La crise s'invite à l'Unesco.

L'UNESCO se cherche toujours un patron. Aucun des quatre candidats encore en lice n'a réussi samedi, au troisième tour de scrutin, à se faire élire directeur général de l'organisation onusienne basée à Paris. Un quatrième tour est prévu lundi. (AP 19.09)

Un souci de plus pour les dirigeants du POI !

Allemagne. Infidélité.

A une semaine d'élections législatives à l'issue encore incertaine, Angela Merkel a accusé samedi ses partenaires socio-démocrates de la "grande coalition" sortante (CDU-CSU-SPD) d'envisager de s'allier avec la gauche radicale de Die Linke au sein du futur Bundestag.

Le candidat social-démocrate à la chancellerie, le ministre sortant des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, a déclaré pour sa part au quotidien Süddeutsche Zeitung qu'il n'était pas question de travailler avec Die Linke pour le moment.(Reuters 19.09)

Ils ne vont pas griller toutes leurs cartouches, ils doivent en garder une pour faire barrage au cas où la dégradation de la situation sociale débouchait sur une crise politique et une mobilisation massive de la classe ouvrière allemande.

Le 22 septembre

La grève dans les bureaux de poste parisiens, à l'initiative de quatre syndicats, a été suivie lundi par 17,29% des personnels, selon la direction. (AP 21.09)

Molex. Bonne nouvelle.

Le fabricant américain de composants électroniques Molex annonce avoir revu à la hausse ses prévisions de bénéfice et de chiffre d'affaires trimestriels, évoquant une hausse des commandes sur tous ses principaux marchés.

Molex précise dans un communiqué que l'accord conclu récemment sur la fermeture de son usine française de Villemur-sur-Tarn lui permettra de comptabiliser plus rapidement certains coûts de restructuration.

Pour le premier trimestre de son exercice fiscal, Molex prévoit un bénéfice par action de 12 à 16 cents hors éléments exceptionnels, alors qu'il ne tablait jusqu'à présent que sur quatre à dix cents. Son chiffre d'affaires trimestriel devrait se situer entre 650 et 665 millions de dollars, contre 590 à 630 millions prévus auparavant. (Reuters 21.09)

Les syndicats chez Molex ont eu raison de se coucher, la situation était désespérée !

Etats-Unis. Les bons comptes font les bons amis.

Le fisc américain a décidé d'accorder un peu de répit pour les fraudeurs et devrait annoncer lundi un sursis supplémentaire aux contribuables réfugiés économiques dans des paradis fiscaux pour rapatrier

leurs capitaux aux Etats-Unis, en bénéficiant de la clémence de leur contrôleur des impôts. (AP 21.09)

Afghanistan. Le bourbier.

Sans l'envoi de renforts, l'intervention en Afghanistan "se soldera probablement par un échec", prévient le commandant des forces américaines en Afghanistan, dans une note confidentielle citée par le Washington Post.(AP 21.09)

Iran.

L'Iran va passer du dollar à l'euro pour ses réserves en devises, a annoncé la radio d'Etat, lundi.

Selon les derniers chiffres disponibles de la Banque centrale iranienne et portant sur le troisième trimestre 2008, le pays disposait de quelque 54 milliards de dollars de réserves en devises. (AP 21.09)

Le 23 septembre

Un message reçu du Front syndical de classe.

Communiqué des Contis

Pour la défense des libertés publiques.

Pour l'arrêt des poursuites contre les 6 salariés de Continental.

La condamnation de 6 salariés de Continental le 1er septembre par le tribunal de Compiègne est bien sûr une vengeance à froid des responsables de l'Etat par rapport aux concessions importantes que la lutte des 1120 salariés de Clairoix leur ont arraché.

Mais ce jugement dépasse très largement la lutte des seuls salariés de Continental. En effet, la lourde condamnation, les dommages et intérêts astronomiques demandés, a été faite au nom d'une responsabilité collective qui n'existe pas dans la loi. La procureure de la république avait réclamé cette condamnation au nom de l'Etat en déclarant : «peu importe ce que les ouvriers inculpés ont fait réellement chacun, le jour de la manifestation, en y ayant participé ils sont responsables collectivement de ce qui a été fait ».

Ce sont tous les salariés qui se battent contre les licenciements et pour leurs revendications, tous ceux qui participeraient à une manifestation, qui sur cette base pourraient se retrouver condamnés demain au nom de cette « responsabilité collective » réinventée par le jugement du tribunal de Compiègne.

En fait, ce jugement, réintroduit la loi anti casseurs abrogée il y a 28 ans et qui était considérée comme une menace sur les libertés publiques par tous les syndicats, partis et associations, attachés aux libertés ouvrières et démocratiques. Et cette menace est d'autant plus pressante qu'une des hautes personnalités de l'UMP a réclamé que le jugement contre les salariés de Continental fasse jurisprudence et s'applique dans tout le pays dans toutes les situations.

En défendant les 6 salariés de Continental condamnés on défend le droit des travailleurs à se défendre et les libertés publiques menacées.

C'est pourquoi nous appelons les confédérations CGT/CFDT/FO/CFTC/CFE-CGC /Solidaire/FSU/UNSA/FSU/SUD à se joindre à nous au :

Rassemblement pour la défense des libertés publiques et l'arrêt des poursuites contre les 6 salariés de Continental

le samedi 26 septembre à 15H00 devant l'usine de Clairoix.

(Barbecue - Rafraichissements à partir de 12h30 sur place)

Intersyndicale et comité de lutte.

POUR LE SOUTIEN FINANCIER INDISPENSABLE POUR ASSURER LA DEFENSE DE NOS 6 CAMARADES, ADRESSEZ VOS DONS A L'ORDRE DE :

« SOLIDARITE CONTINENTAL » - 35 RUE DU TOUR DE VILLE – 60280 CLAIROIX

Pas le temps de causer j'ai un article sur le feu qui fait déjà 7 pages et je n'ai pas encore commencé celui sur le IO n°64.

Une nouvelle piste de réflexion : N'y aurait-il pas une confusion entre l'état d'esprit des masses et leur niveau de conscience politique ? Ne sous-estimerions-nous pas ou ne surestimerions-nous pas l'un par rapport à l'autre ? comment s'articulent les rapports entre les deux ? comment l'un peut-il nourrir l'autre ?

Evidemment pour tenter de répondre à ces questions ou y réfléchir, il faut commencer par définir précisément ce qu'on entend par l'un et par l'autre.

Quel dommage que nous ne soyons pas plus près les uns des autres, car nous organiserions des réunions qui auraient pour thème ce genre de questions très importantes pour comprendre le déroulement de la lutte des classes. Je vous ferais le coup de vache du prof : tiens au hasard, toi, tu en penses quoi ? On ne serait pas là pour se la jouer ou pour compter les points, ceux qui seraient tentés par ce comportement seraient priés d'en changer immédiatement ou de prendre la porte, mais pour que l'ensemble des militants progressent.

Si j'étais un des organisateurs de telles réunions (de militants uniquement), une fois planté notre sujet en deux minutes, je ne monopoliserais pas la parole, ce serait aux militants de s'exprimer, j'interviendrais ponctuellement à la suite si nécessaire, et c'est seulement à la fin que je vous dirais ce que je pensais en enrichissant mes propos des interventions des camarades. On pourrait enregistrer les prises de parole et reprendre une par une les plus significatives pour les commenter, je peux vous garantir qu'avec une telle méthode le niveau théorique des militants progresserait rapidement. Ce qui est intéressant de voir, c'est comment est construit une pensée, on peut facilement déceler ce que chaque militant a compris ou non de la lutte des classes, et ce n'est pas à nous de lui expliquer ce qu'il a compris ou non, c'est à lui de s'en apercevoirou de le découvrir, de trouver la bonne méthode et de la mettre en application pour y arriver, une fois qu'il a pris l'habitude de cet exercice pratique, il n'a plus besoin de nous pour le renouveler à sa guise et librement.

Quand on est prof dans une école, le plus difficile ce n'est pas d'enseigner, mais de faire en sorte que chaque élève ait envie d'apprendre quelque chose, qu'il soit convaincu qu'il en a la possibilité, il n'y parviendra jamais si on lui mache tout le boulot. Cela devrait être un peu pareil avec la formation des militants. Le parti doit être un outil au service des militants, il faut les aider à apprendre à s'en servir

Dites-moi franchement camarades, on est entre nous et on peut tout se dire, on se tape des curieux, combien parmi vous ont une idée sur une question particulière sans l'avoir testée ou sans en avoir parlé avec d'autres camarades par crainte de sortir une connerie ou d'être ridicule, comme si ignorer la réponse à une question serait une tare indélébile, à vie ? Je suis même sûr qu'il y en a parmi vous qui ne sont pas d'accord avec leurs dirigeants sans trop savoir pourquoi ou qui croient savoir pourquoi sans s'être donnés la peine de creuser plus que cela la question. Je me trompe ?

La direction d'un parti ne se situe pas au-dessus du parti, elle doit être au service du parti, donc des militants. Que chacun mérite le respect des autres est une chose, mais les dirigeants ne méritent pas un statut ou des égards particuliers. Un dirigeant qui n'est pas capable de se mettre au niveau des militants ou qui n'est pas capable de les écouter ne mérite pas d'être dirigeant. Ah cela nécessite de consacrer plus d'attention et de temps aux militants, à leur formation, et alors, où est le problème ? Ce serait peut-être plus efficace que de cavaler partout pour atteindre des objectifs qui finalement ne présentent pas plus d'intérêts que les journées d'action des bureaucrates syndicaux, vous ne croyez pas ?

Je conseillerais aux militants de passer un tiers de leur temps consacré au militantisme aux activités du parti (diffusions, meetings, collages, etc.), un tiers à leur participation aux instances du parti (réunion de section, etc.), et le dernier tiers à leur formation théorique et politique. (A suivre)

Les dépêches.

Le PS au secours des élus corrompus.

Le député Jean-Jacques Urvoas (PS) a glissé dans la loi pénitentiaire, un amendement qui vise à supprimer l'article L.7 du code électoral, qui rend inéligibles pour cinq ans les personnes condamnées pour corruption, prise illégale d'intérêts ou trafic d'influence, en prévoyant leur radiation automatique des listes électorales. (Mediapart 22.09)

Voilà au moins des gens qui ont de la suite dans les idées. Des crapules, quoi !

Pays-Bas. L'union nationale avec les banquiers contre le prolétariat.

Les trois partis au pouvoir aux Pays-Bas (chrétien-démocrate, travailliste et protestant conservateur) veulent réduire de 20 % au total les dépenses publiques. Quarante milliards d'euros devraient être épargnés annuellement, y compris dans les domaines de la Sécurité sociale, du logement ou des allocations familiales. L'âge de la retraite serait porté à 67 ans. La fiscalité devrait être revue, l'augmentation des salaires limitée et le secteur financier "*remis en ordre*". Le gouvernement y a investi, au total, 50 milliards d'euros.(Le Monde 22.09)

La suite de cet article est disponible sur le site.

Eh oui, tous les partis de l'Internationale jaune mettent la main à pâte au plus haut sommet des Etats capitalistes pour soutenir le système économique failli. Ceux qui oeuvrent à la survie de ces partis sont leurs complices.

Bolivie. Morales n'en loupe pas une.

Le président bolivien Evo Morales a appelé mardi à la création d'un tribunal vert international habilité à juger les pays et entreprises multinationales qui nuisent à l'environnement. (AP 22.09)

Un tribunal international qui serait sans doute mis en place par les dirigeants du vieux monde à la solde des multinationales, par l'ONU. Voilà à quelle aberration on arrive quand on gouverne avec des partis bourgeois.

Chine-Etats-Unis : l'amour fou. La Chine a interjeté appel d'une décision de l'OMC qui a donné raison aux Etats-Unis dans le cadre d'un différend commercial lié aux restrictions pesant sur la vente de musiques, films, livres américains dans le pays asiatique. (AP 22.09)

France. Lagarde ou les lumières de La Palice.

Les membres du G20 ont les mêmes priorités mais pas dans le même ordre, a déclaré la ministre française de l'Economie, Christine Lagarde.

"*Chacun voit - et ce n'est pas tout à fait inhabituel - midi à sa porte. Ce qui est heureux, c'est qu'on a tous le même agenda, on ne place pas les priorités nécessairement dans le même ordre*", a déclaré Christine Lagarde devant les membres de l'Association des journalistes économiques et financiers (Ajef). (Reuters 22.09)

Avec les différents fuseaux horaires, il n'est pas midi au même moment aux quatre coins du monde, en voilà une découverte !

"*Je ne sais pas sur quel point particulier on aura une démonstration éclatante de ce que le pouvoir politique peut quelque chose mais je suis convaincue qu'on est en train de changer les choses*", a-t-elle ajouté.

Donc, elle admet qu'en règle générale ce n'est pas "*le pouvoir politique*" qui gouverne les Etats mais le pouvoir économique, les banquiers. Dans ce cas-là, pour le compte de qui "*le pouvoir politique*" Sarkozy-Fillon-Kouchner gouvernent-ils ? Pour celui des banquiers et des capitalistes. Ils le disent eux-mêmes, alors pourquoi aller inventer des arguments ou déformer la réalité pour montrer aux travailleurs la nature du gouvernement ?

Etats-Unis. Comment "*auto-entretenir*" la Bourse, la spéculation et les profits des banquiers.

Le secrétaire au Trésor des Etats-Unis Timothy Geithner a déclaré "*nous en sommes au tout début de cette reprise.... Il faut faire en sorte de ne pas lâcher prise pour que nous ayons une reprise qui s'auto-entretienne, emmenée par la demande privée, et un système financier qui puisse réellement fournir le crédit nécessaire.*" (Reuters 22.09)

Le 25 septembre

Je n'ai pas trop le temps de causer tellement je bosse. Un mot personnel.

Je viens de recevoir un coup de fil du consultat de France, s'il n'y a pas un problème de dernière

minute, je devrais toucher le papier qu'il me manquait pour revendre notre maison d'ici quelques jours ou semaines. Le Consul est intervenu au plus haut niveau et l'attaché consulaire en poste à Chennai a rencontré l'équivalent du préfet qui nous, qui lui a assuré que nous aurions ce papier dans un délai très bref.

Comme les bonnes nouvelles ne viennent jamais seules, il y a quatre jours j'ai encore eu un accrochage sérieux avec des gens de mon village. En ouvrant la grille qui donne sur la plage, le sol était jonché d'une multitude de papiers et de sacs plastiques, une véritable décharge. Je les ai engueulés, il y en a un qui a saisi l'équivalent d'un manche de pioche et s'est approché de moi, je suis rentré chez moi et je suis ressorti avec à la main un pistolet en plastique que m'avais laissé une petite nièce et je l'ai braqué dans leur direction en leur disant de se tirer, ce qu'ils ont fait sans demander leur reste. Depuis, alors qu'il y avait tout le temps un attroupement bruyant devant chez nous pour nous emmerder, plus personne, on n'entend plus que le croassement des corneilles et le bruit des vagues. La paix complète quoi.

La veille j'étais allé au bureau qui fait office de mairie, je leur avais remis une nouvelle lettre leur demandant de bien vouloir faire procéder au nettoyage de la rue devant chez moi qui était une véritable porcherie, ce qu'ils n'avaient jamais fait auparavant car les voyous du village s'y opposait rien que pour m'emmerder. J'y suis retourné le lendemain, je leur ai demandé l'heure d'ouverture de leurs bureaux pour pouvoir venir déposer mes ordures devant le bureau du chef du district. Deux heures plus tard, la rue était nettoyée !

Bref, avec le Chief Minister et la police de mon côté, la rue qui est propre devant chez nous et ce papier qui ne va pas tarder à arriver, c'est une triple victoire sur le voyou et ses complices qui voulaient nous piquer notre maison ou nous forcer à l'abandonner en nous créant depuis 9 neuf ans un tas de problèmes.

Ce que je retire de cette expérience, c'est très simple, pas de compromis, on se borne à la vérité en toute circonstance, ça passe ou ça casse et quoi qu'il arrive je n'aurai rien à me reprocher. Autour de moi je n'ai cessé depuis plus de 30 ans de m'entendre dire que je parlais trop, que je me découvrais trop, que certes j'étais quelqu'un de bien mais invivable à cause de ce principe. A y regarder de plus près, je me rencontre que je suis bien mieux dans ma tête et sans doute plus heureux que les gens qui m'invitent à les tromper. La personne qui doit acheter la maison est parfaitement au courant de tous mes problèmes avec le village, elle a vu les traces du tsunami, je lui ai même indiqué que le toit fuyait de partout, je me devais d'agir ainsi. A quoi bon forcer le destin en étant malhonnête, cela nous retombera un jour sur le coin de la figure. Vaut mieux s'en remettre à la vérité et ensuite advienne que pourra. Cela doit être le seul domaine où je suis borné, j'espère que vous ne m'en tiendrez pas rigueur.

Du côté de mon épouse Magueswary, elle s'est inscrite à des cours de français pour étrangers et elle est contente que les Restos du coeur rouvrent leurs portes prochainement dans le même bâtiment, ce qui lui évitera trop de déplacements, car apparemment elle est toujours aussi faible, elle ne sort que le matin et reste cloîtrée chez elle le reste du temps.

Mes remerciements au camarade M. pour le livre qu'il m'a envoyé, j'ai déjà commencé à le lire.

Je n'ai pas le temps de commenter l'actualité, inutile à ce stade d'en rajouter sur le G20, sur la session de l'ONU ou encore l'affaire Clearstream.

Par contre dans mon article sur le IO n°65, j'ai oublié de faire la critique de l'article de G. Hauffamann sur la question climatique, à l'entendre toute cette histoire ne serait qu'un complot du

capitalisme mondial et des scientifiques à sa solde contre la classe ouvrière, le CO^2 favoriserait le refroidissement de la planète... En substance, le seul responsable du réchauffement climatique serait finalement le soleil ou la faute à pas de chance ! Ne rigolez pas, c'est un scientifique ! Il a écrit notamment : "*toutes les études scientifiques vous démontrent que le climat change sans cesse et à toutes les échelles de temps.*", certes, mais pas forcément en raison des mêmes causes, de plus, tout dépend quelle échelle du temps on prend en compte. Avec ce genre d'articles, je sens que le POI va attirer les jeunes qui sont sensibles à cette question.

Bon week-end à tous.

Les dépêches.

Etats-Unis. Echo de la crise.

"*La Fed a évoqué le retrait de plusieurs programmes destinés à soutenir le marché du crédit immobilier et d'autres instruments sur le marché de la dette, qui ont permis de maintenir le système à flot. Tout le monde s'inquiète de ce qui se passera quand la Fed retirera ses billes*", a déclaré Kurt Brunner, gérant de portefeuille chez Swarthmore Group.

"*Maintenir les taux à un niveau bas, c'est bon pour le consommateur mais, pour les banques, une telle situation ne facilite pas la génération de bénéfices. Le secteur bancaire et financier est une composante importante de l'économie*", a déclaré Dan Faretta, analyste marchés chez Lind-Waldock. (Reuters 23.09)

Russie.

Le constructeur automobile AvtoVAZ va supprimer 27.600 emplois

AvtoVAZ a réduit les salaires ainsi que la durée hebdomadaire du travail à l'usine de Togliatti, une ville située à 900 km au sud-est de Moscou, bâtie dans les années 60 autour de cette usine.

Quelque 2.000 ouvriers avaient manifesté en août à Togliatti à la suite d'une réduction des salaires de moitié.

Les autorités russes redoutent l'émergence de troubles sociaux dans les centres urbains érigés autour d'une usine unique.(Reuters 24.09)

Quand une "*maladresse*" en cache une autre, permanente celle-ci!

Nicolas Sarkozy a estimé mercredi sur TF1 et France 2 depuis New York, que le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux avait commis une "*maladresse*" en prononçant une phrase controversée sur le campus de l'UMP à Seignosse (Landes). (AP 24.09)

Il n'y a que La Talonnette qui ne commet jamais de "*maladresses*" à l'UMP, cela doit en agacer plus d'un. Cela pour dire qu'il a peut-être l'air con et la vue basse, je veux dire par là qu'il ne plane pas bien haut, mais en attendant il concentre bien tous les pouvoirs entre ses mains, ceux que ses amis banquiers lui ont donnés.

Quand on reparle de la Constitution.

Nicolas Sarkozy est critiqué par après son lapsus à propos des suspects du procès de l'affaire Clearstream, qu'il a qualifié mercredi de "coupables". (Reuters 24.09)

Un président juge et partie : c'est un dictateur !

Un président garant de la Constitution et qui la bafoue n'a plus qu'une chose à faire : démissionner ! Sarkozy : DEHORS !

Ni dieu, ni maître : tout le pouvoir aux travailleurs !

"Fillon a déclaré lors d'une réunion publique de l'UMP, au Touquet, où se tiennent jusqu'à vendredi les journées parlementaires de l'UMP : "On a besoin d'avoir un patron qui indique la voie à suivre et derrière, d'une équipe de France qui met en oeuvre une politique, qui la défend".

"La solidité de l'exécutif, la solidarité de la majorité parlementaire et la fidélité des militants de l'UMP et de la majorité présidentielle, ce sont les conditions indispensables de la réussite de la politique que nous conduisons", a affirmé François Fillon.

Evoquant la réforme des collectivités territoriales, il a lancé :"Ça va secouer!", (Reuters 24.09)

Clearstream. Sarkozy complice d'une manipulation ?

Me Metzner a mis au jour un élément troublant de l'affaire, la quinzaine de rencontres intervenues en 2004 et 2005 entre Imad Lahoud et François Pérol, proche conseiller de Nicolas Sarkozy, aujourd'hui à la tête de la banque BPCE. Coïncidence troublante, en 2005 Lahoud a effacé plus de 600.000 fichiers de son ordinateurs, alors que l'enquête était déjà en cours. Il assure que c'était "*Un accident informatique*".

L'existence de ces rencontres est attestée matériellement par les notes de frais d'Imad Lahoud. Pour la défense de Dominique de Villepin, il s'agit de démontrer que Nicolas Sarkozy a été informé très tôt de la manipulation qui se tramait et a pu jouer la "*victime consentante*" afin de piéger son rival. (Reuters 24.09)

Samedi dernier sur le site Internet Médiapart, le beau-frère de Dominique de Villepin, Michel Piloquet, a expliqué avoir eu des relations amicales avec Imad Lahoud, le falsificateur présumé des fichiers Clearstream, et il a livré une anecdote susceptible d'intéresser la justice.

Ce chef d'entreprise affirme ainsi avoir surpris dans son bureau, en mars 2004, soit à la période où le nom de Nicolas Sarkozy a été ajouté dans les listings truqués, Imad Lahoud en train de "pirater" son ordinateur.

Il se trouvait alors en compagnie d'une stagiaire, "*fille de François Casanova, un policier des RG (aujourd'hui décédé) qui était en rapports étroits avec Imad Lahoud entre 2002 et 2004*", explique Mediapart.

François Casanova était un homme de confiance du n°2 des policiers des Renseignements généraux (RG), Bernard Squarcini, lui-même proche de Nicolas Sarkozy.

Prié de dire pourquoi il n'a pas révélé cet épisode plus tôt, Michel Piloquet explique que la lecture d'un article de presse défavorable à Dominique de Villepin et la parution d'un livre l'ont incité à se

manifester. (Reuters 19.09)

L'étaut se resserre autour de Sarkozy apparemment, d'où peut-être sa précipitation à désigner les coupables parmi les personnes soupçonnées d'avoir manipulé les listings Clearstream, histoire de détourner l'attention des médias versde Villepin. Reste à savoir si les listings n'avaient pas été trafiqués avant le début 2004.

Toujours plus scélérat et plus injuste.

Le ministre du Budget, Eric Woerth, a confirmé que le gouvernement envisageait de fiscaliser les indemnités journalières pour accident du travail.

La mesure pourrait rapporter entre 150 et 250 millions d'euros, a précisé Jean-François Copé mercredi devant la presse parlementaire. Copé a osé parler d'injustice après avoir fait cadeau de plus de 8 milliards d'euros aux plus riches, auquel il faut ajouter les largesses consenties par centaines de milliards aux banquiers et qui leur permettent de spéculer et d'engranger encore des milliards de profits, ce ne sont pas des cadeaux, mais des facilités de caisse qui leur permettent de s'enrichir encore et encore, la raison d'être du capitalisme.

Pour le Parti socialiste, "*l'UMP vient d'inventer la triple peine*".

"*Aux traumatismes liés à l'accident, à la diminution des revenus (les accidentés sont indemnisés à 80% du salaire journalier de base), s'ajoute maintenant l'imposition dès 2010*", dénonce le président du groupe PS à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, dans un communiqué intitulé "*La nausée fiscale*".

"*Le triomphalisme de M. Copé se réjouissant de 'rapporter 150 millions d'euros' est totalement indécent. Car le président du groupe UMP n'a rien trouvé à demander pour les niches fiscales, les stock-options et les retraites chapeaux des plus fortunés que le gouvernement a décidé une nouvelle fois d'épargner*", ajoute le député-maire de Nantes.

Le président de la Fédération nationale des accidentés de la vie, Arnaud de Broca, a lui aussi condamné ce projet.

"*Taxer les indemnités journalières des personnes accidentées du travail serait complètement injuste parce qu'elles touchent des indemnités au titre de la réparation d'un préjudice d'un accident souvent lié aux conditions de travail imposées par l'employeur*", a-t-il déclaré sur Europe 1. (Reuters 23.09)

S'il y a une facture à payer, c'est aux patrons de la payer, et s'ils en sont incapables, ils nous cèdent la place, c'est au tour du prolétariat de diriger le pays, à la majorité de la population de décider de son sort.

Le 26 septembre

A nouveau merci au camarade qui s'est proposé d'aller rendre visite à mon épouse, ton intention me touche beaucoup. Par les temps qui courent, chacun est plutôt en proie à une réaction purement individualiste, conformément à la pensée unique qui a submergé le mouvement ouvrier au point de lui faire perdre la tête. Pour le bouquin en question, il s'agit de la biographie de Marx par F. Mehring.

A l'adresse de celui qui me harcèle littéralement de courriel pour me dire que finalement je serais unpauvre type qui n'a absolument rien compris à la lutte des classes, dorénavant ses courriels vont directement à la poubelle sans être ouvert.

Personne n'est obligé de se connecter sur ce site, encore moins de partager mes positions ou analyses. A ceux qui ne supportent pas la polémique ou les critiques envers leur parti, je rappellerais simplement que Lénine s'y emploiera quasi quotidiennement tout au long de son combat politique. Je ne suis pas Lénine, mais à ma connaissance, chaque militant a le droit légitime de s'exprimer du moment qu'il prend la peine d'étayer ses critiques par des faits.

Qu'ensuite on ne soit pas d'accord, cela fait partie de la vie. Dans certains partis, dont l'organisation à laquelle j'ai appartenu autrefois, dès lors que vous exprimez la moindre critique vous êtes taxé immédiatement d'ennemi de la classe ouvrière, j'ai sous le coude si cela vous intéresse, un courriel abominable d'un dirigeant de l'ex-PT qui me l'avait rappelé utilement en 2005.

Personnellement, par chance je n'appartiens pas à cette catégorie d'intellectuels, de militants ou de bureaucrates qui me font horreur. Au contraire, je fustige les militants qui ne critiquent pas suffisamment mes articles, car je sais pertiennement qu'ils sont de valeur inégale, quand ils ne sont pas franchement mauvais, on n'est pas en forme tous les jours voilà tout.

On retrouve ici le même état d'esprit qui voudrait interdire par exemple à Hortefeux de dire ce qu'il pense vraiment, donc de savoir ce qu'il a vraiment dans la tête, nous le savons en tant que militants ouvriers, les travailleurs pas forcément. A vouloir se mettre à la place des autres quand on n'en est pas capable ou quand on n'est pas capable de supporter ce qu'ils sont, voilà à quoi on en arrive.

Je ne fais pas preuve de tolérance par rapport aux idées pourries d'Hortefeux que je condamne évidemment, je fais preuve de tolérance envers la faculté de chacun de pouvoir s'exprimer librement qui nous concerne tous, car il s'agit d'un droit politique.

Le POI n'est pas tombé dans le panneau contrairement au NPA notamment, qui en remettant en cause la liberté d'expression accordée à Hortefeux comme à tout citoyen, a finalement porté indirectement un coup à ce droit politique dont dispose encore aujourd'hui la classe ouvrière et ses partis ou organisations. Aucun militant n'a remis en cause mon interprétation des propos d'Hortefeux, mais je tenais à apporter cette précision pour qu'il n'y ait pas de malentendus entre nous.

Un point rapide.

Que ce soit des industriels ou des économistes, de plus en plus situent un retour de l'économie mondiale à son niveau de juillet 2007 aux alentours de 2015. L'hypothèse que le chômage pourrait encore augmenter au moins jusqu'à la fin de l'année 2010, est plus que vraisemblable.

Parallèlement, des mesures comme le RSA en France ou Hartz IV en Allemagne serviront à masquer le niveau réel du chômage et l'enracinement dans la pauvreté de couches entières du prolétariat.

Comme en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis, en Hongrie par exemple, dans la plupart des pays, les gouvernements qui doivent faire face à un endettement record vont être tentés de tailler à la hache dans les droits et acquis sociaux.

L'ensemble de ces données alimentera la lutte de classe et la recherche d'une issue politique à la crise du capitalisme, mais ne se traduira pas forcément par la recherche d'une alternative au capitalisme,

dans la mesure où dans l'esprit des masse le socialisme est toujours associé au stalinisme ou à une théorie conduisant à un échec ou une impasse.

Entre savoir ce qu'on ne veut plus et savoir ce qu'on veut vraiment, il existe actuellement un gouffre alimenté par le rejet du socialisme, dont les masses ne peuvent avoir qu'une image déformée par les partis qui s'en réclament et soutiennent le régime capitaliste. C'est l'existance de ce gouffre qui donne des ailes aux réactionnaires et leur permet d'avancer ouvertement leurs théories réactionnaires et de découvrir leurs véritables natures, autant que leurs intentions affichées de sauver le capitalisme.

Tous les combats qui ne sont pas orientés résolument vers la rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République dans la perspective du socialisme, ne font que conforter les masses dans l'idée qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme.

Ces combats produisant l'effet inverse de celui recherché, autrefois on les aurait caractérisés de contre-révolutionnaires sans que cela ne choque les militants, aujourd'hui la pensée unique ayant largement pénétré les rangs du mouvement ouvrier jusqu'au sommet des directions de ses partis, les caractériser ainsi vous vaudra d'être traité de réactionnaire. La règle n'est plus de faire preuve d'une intransigeance absolue par rapport au capitalisme, mais de s'en accommoder plus ou moins ouvertement, un peu, beaucoup, passionnément, à la folie ! Toute critique des compromis passés avec le capitalisme ou ses institutions par les partis ouvriers vous exposera à être traité de calomniateur. L'adaptation au capitalisme se mesure aussi ainsi. On est passé en quelques décennies du sectarisme à l'éclectisme qui justifie ou couvre toutes les dérives opportunistes. Pire encore, il y aurait une sorte de fatalité qui à son tour justifierait cette décomposition du mouvement ouvrier dont évidemment la classe ouvrière porterait la responsabilité.

Non seulement il faudrait que tous les combats de la classe ouvrière soient orientés vers le socialisme, il faudrait également expliquer patiemment aux travailleurs et jeunes, aux classes moyennes et à la petite bourgeoisie, ce qu'est véritablement le socialisme et de quelle manière il se traduirait dans leur vie quotidienne, ce qu'ils ignorent forcément totalement.

Maintenant il est vrai que les contradictions du système capitaliste tendues à l'extrême conduisent fatalement à une explosion sociale qui tendra plus ou moins consciemment à remettre en cause le capitalisme, encore faudra-t-il pour qu'elle s'oriente vers le socialisme, que la classe puisse prendre conscience des tâches et des objectifs politiques qu'elle aura à accomplir ou qu'elle devra se fixer d'atteindre. Impossible sans le parti.

Or il est prouvé par deux siècles de lutte de classe que ces tâches et ces objectifs ne lui viendront jamais clairement à l'esprit au moment opportun, que le développement d'un processus révolutionnaire n'y suffira pas à lui seul, que c'est seulement à partir d'un degré de conscience élevé englobant l'ensemble de la situation, que l'on peut avoir conscience de la direction dans laquelle une situation révolutionnaire peut évoluer, afin de définir les moyens à mettre en oeuvre à chaque étape pour qu'effectivement elle s'oriente dans une direction qui la rapproche de son objectif final, la prise du pouvoir. S'il est totalement impensable que la conscience politique de la classe atteigne un jour un tel niveau, pour qu'elle s'oriente correctement, elle aura besoin d'un guide pour l'éclairer tout au long de son combat qui la conduira à la création d'un Etat ouvrier, un parti dans lequel elle se reconnaîtra et qui aura été capable de gagner sa confiance. Un tel parti n'existe pas à l'heure actuelle. Dès lors, y aurait-il une tâche plus urgente à accomplir que sa construction ? Autant dire que si le parti ne devait pas remplir cette fonction, il serait inutile de le construire. Ce n'est pas seulement le léninisme que vous balanceriez, mais le marxisme tout entier.

Les dirigeants du vieux monde réunis à Pittsburgh sont des gens heureux, ils ont réussi provisoirement à sauver le capitalisme, "ça a fonctionné", assurent-ils dans le communiqué final de leur sommet, malgré que le prolétariat en paie le prix fort avec l'explosion du chômage, de la précarité et de la pauvreté dans les pays les plus industrialisés, tous les partis du mouvement ouvrier sans exception qui ont plus ou moins tissé des liens de subordination envers le capitalisme, les institutions et les appareils traitres, en portent la responsabilité, et il serait grotesque de prétendre comme autrefois que ce serait encore la faute à Staline.

Le plus grave, c'est qu'à travers la méfiance légitime qu'inspirent tous les partis à la classe ouvrière, la classe porte un même regard de défiance vis-à-vis de leurs programmes ou actions auxquels elle ne croit pas davantage qu'au socialisme.

Comment pourrait-il en être autrement lorsqu'on constate qu'aucun parti n'ose s'en prendre directement au gouvernement, aucun n'avance le mot d'ordre qu'il faut chasser Sarkozy et liquider la Ve République, laissant un boulevard à Sarkozy aidé d'une ribambelle de laquets pour se présenter comme le sauveur suprême de la nation, il aurait tort de ne pas en profiter. Dès lors, l'issue politique qui peut naître dans l'esprit des masses ne peut se situer que dans le cadre du régime et non dans la perspective de le remettre en cause. Après, ces partis pourront toujours affirmer qu'ils oeuvrent au côté de la classe ouvrière et qu'ils ne soutiennent pas le régime, il serait absurde de s'attendre de leur part à ce qu'ils prétendent le contraire, mais sans avancer la moindre issue politique, en attendant on est bien obligé d'arriver à cette conclusion sans nous laisser impressionner par les apparences qui sont souvent trompeuses. Mille fois hélas !

Les dépêches.

G20. Des gens heureux : "*ça a fonctionné*" : plus 50 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde.

Dans le communiqué final du sommet du G20 publié vendredi, les chefs d'Etat et de gouvernement du Groupe des Vingt soulignent aussi la nécessité d'opérer le retrait des mesures de relance de manière coordonnée et concertée au moment opportun, l'objectif étant d'établir sur des bases solides une croissance qui soit "*forte, durable et équilibrée*".

Un voeux pieux pour masquer qu'en la matière leurs "*mesures de relance*" n'ont été ni "*coordonnée*" ni "*concertée*", mais que chacun a tenté en priorité de sauver ses meubles. Ils voudraient nous faire oublier que la crise se traduit par une lutte à mort entre capitalistes pour conserver leurs parts de marché ou en acquérir de nouvelles en éliminant ou en absorbant leurs concurrents devenus trop fragiles avec la crise, que la crise va déboucher sur une concurrence accrue entre capitalistes à travers le monde et que la classe ouvrière en sera la principale victime.

Lors d'une conférence de presse, Barack Obama a affirmé que "*les marchés financiers sont revenus à la vie et nous avons empêché la crise de se propager un peu plus au monde en développement*".

Pure hypocrisie, la crise s'est bien propagée à travers le monde, et si elle est moins visible de l'extérieur, ses conséquences sont belles et bien visibles de l'intérieur où par dizaine de millions des travailleurs se sont retrouvés au chômage du jour au lendemain, la croissance économique de pays comme l'Inde ou la Chine qui repose en grande partie sur leur immense marché intérieur peut facilement faire illusion lorsqu'on reprend à son compte les discours rassurants de leurs dirigeants qui ne servent qu'à masquer la réalité.

Les pays du G20 ont conclu un accord définitif sur l'encadrement des bonus bancaires qui appelle les autorités nationales de régulation à sanctionner les institutions enfreignant les règles en vigueur, en leur infligeant par exemple des exigences de capitalisation plus strictes, apprend-on de source européenne du Groupe. (Reuters et AP 25.09)

Traduisons, les banquiers pourront continuer de s'octroyer des bonus à coup de millions de dollars ou d'euros, à condition qu'ils veillent à la capitalisation de leurs établissements, ils en tremblent déjà d'effroi !

La Talonnette, qui ne craint pas le ridicule décidément, a déclaré : "*Les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est fini*". Jugez plutôt.

Selon le journaliste de l'Associated Press, il a prédit que ceux-ci feraient l'objet d'une répression accrue dans les jours à venir. Notez bien "*dans les jours à venir*".

Toujours selon la même source, Sarkonapoléon a ajouté que le G-20 s'était mis d'accord pour mettre en place des sanctions au plus tard en mars 2010, contre les paradis fiscaux qui refuseraient de souscrire aux nouvelles règles de transparence adoptées au G-20 d'avril dernier à Londres. Notez bien "*au plus tard en mars 2010*", comme il aurait dit il pleuvra dans trois jours.

Bref, des balivernes ! Laissons le mot de la fin à Obama, le chef de fil de l'impérialisme : "*Toutefois, nous savons qu'il reste beaucoup à faire*". Comptez sur nous pour vous faciliter la tâche : aux masses camarades !

France. La résistance souterraine s'organise.

Selon l'Insee, le taux d'épargne a grimpé à 16,7%, contre 16,0% au premier trimestre et une moyenne de 15,3% sur l'ensemble de 2008. Il faut remonter à 2002, quand il était à 16,9%, pour retrouver de tels niveaux.

"Ce phénomène est une vraie menace pour les mois qui viennent", avertit Alexander Law, économiste au cabinet de recherche Xerfi.

"Avec l'inflation qui va repartir à la hausse et les destructions d'emplois qui vont se poursuivre, il n'y a pas lieu de penser que la consommation puisse résister indéfiniment", prévient-il.

Sur la crise. Ils ne peuvent plus masquer leurs craintes.

"Il est possible que ce soit le premier signal qu'il y a une épargne de précaution qui est en train de se constituer suite au choc de la crise", convient Karine Berger, directrice des études chez l'assureur-crédit Euler Hermes Sfac.

"*Il faut être très prudent parce qu'on a des séries heurtées et à ce stade je suis plus préoccupée par les chiffres de baisse de la consommation en juillet-août, qui sont très nets, que par la montée trimestrielle du taux d'épargne*", nuance-t-elle.

"*Mais s'il devait rester au-delà, cela signifierait une chute de la consommation beaucoup plus forte en 2010*".

Et il y a ceux qui ne doutent de rien.

Pour les économistes d'Exane, les aides aux ménages modestes leur ont permis d'épargner davantage sans couper trop dans leur budget. "*Cela ne se transforme pas tout de suite en dépenses mais ça permet de lisser sur le moyen terme les effets de la hausse du chômage sur la consommation.*"

"*En période de chômage c'est plutôt une bonne chose que les ménages aient un certain matelas d'épargne pour continuer à soutenir la consommation*", expliquent-ils en relativisant en outre la baisse des dépenses en juillet-août.

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

"*Ces évolutions confirment que l'économie française pourra encore compter sur la résistance des dépenses des ménages. Ce sera insuffisant pour retrouver le chemin d'une croissance forte mais cela permettra tout de même d'éviter le retour de la récession*", conclut Marc Touati de chez Global Equities. (Reuters 25.09)

Les ménages en question doivent appartenir à la petite-bourgeoisie et aux couches supérieures du prolétariat qui supportent le capitalisme et le régime pour les avantages qu'il leur octroie.

On peut ajouter les dizaines de millions d'euros d'aides versées à différentes professions qui soutiennent traditionnellement le régime.

L'UMP un parti godillot, l'Assemblée nationale ou le masque du bonapartisme.

"*Notre unité et notre solidité seront l'une des conditions du redressement national*", a souligné Fillon lors d'un discours en clôture des journées parlementaires de l'UMP, au Touquet.

"*Dans notre Ve République, il ne peut y avoir l'exécutif et le législatif qui tirent à hue et à dia*", a dit le Premier ministre.

"*J'ai toujours milité pour un Parlement revalorisé et respecté, et ce n'est pas maintenant que je vous reprocherai d'assumer pleinement vos droits*", a-t-il noté.

Avant d'ajouter : Ces droits "*doivent naturellement s'exercer de façon concertée et cohérente, en synergie avec l'exécutif*". "*Entre nous, il n'y a pas de contre-pouvoirs*". (Reuters 25.09)

Le seul pouvoir : c'est le bonaparte Sarkozy et ses lieutenants qui le détient !

La charrette du jour.

La banque franco-belge Dexia annonce la suppression de 602 postes au sein de la banque sur un effectif global d'environ 35.500 salariés et confirme son objectif de réduction de coûts de 200 millions d'euros pour 2009.

En octobre 2008, le groupe Dexia avait reçu 6,4 milliards d'euros des Etats belge, français et luxembourgeois. (Reuters 25.09)

Iran. La menace d'une intervention militaire se préciserait-elle ?

Le président des Etats-Unis Barack Obama et les dirigeants français et britannique ont réclamé vendredi à l'Iran l'ouverture aux inspections de l'AIEA d'une usine secrète de production de

combustible nucléaire, proche de la ville sainte de Qom, au sud-ouest de Téhéran.

L'Iran "*viole les règles que toutes les nations doivent suivre, mettant en danger le régime de la non-prolifération (...) et la sécurité du monde*", a estimé Barack Obama, lisant une déclaration commune à l'ouverture du sommet du G-20 à Pittsburgh.

"*Nous sommes maintenant face à un défi lancé à la communauté internationale*", a déclaré pour sa part le président français Nicolas Sarkozy après l'intervention de Barack Obama, avant de se faire très précis : "*si d'ici au mois de décembre, il n'y a pas un changement profond de politique de la part des dirigeants iraniens, des sanctions devront être prises*", a-t-il estimé. "*Il en va de la paix et de la stabilité*", a-t-il ajouté, accusant l'Iran d'entraîner "*la communauté internationale sur une voie dangereuse*". "Tout, absolument tout, doit être mis sur la table" a-t-il insisté.

"*Ne laissons pas les dirigeants iraniens gagner du temps pendant que les centrifugeuses tournent*", a martelé Nicolas Sarkozy, évoquant la ville de Qom, au sud-ouest de Téhéran, comme localisation de la seconde usine.

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a quant à lui accusé l'Iran de "*mensonges en série*". Le "*niveau de duplicité du gouvernement iranien va choquer et irriter la communauté internationale et cela renforcera notre détermination. Il est temps de tracer la limite*".

Téhéran avait informé l'AIEA de l'existence de ce site, proche de Qom, dans une lettre envoyée à l'agence onusienne lundi. Ce que, Ali Akbar Salehi, le chef du programme nucléaire iranien, a dit être une information "*dans les temps*".

L'Iran est "*maintenant en train de construire*" une "*usine semi-industrielle pour enrichir le combustible nucléaire*", a-t-il déclaré selon l'agence de presse IRNA. Il a évoqué un "*nouveau pas*" en vue de "*préserver et de profiter de son droit reconnu à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire*". "*Les activités de cette installation, comme d'autres installations nucléaires en Iran, seront dans le cadre des mesures de l'agence*", a-t-il ajouté en référence à l'AIEA.(AP 25.09)

Quelques jours plus tôt, le 21 septembre, le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Gabi Ashkenazi avait déclaré que toutes les options restaient "*sur la table*" concernant le programme nucléaire iranien.

Ces propos font suite à ceux tenus la veille par le président russe Dimitri Medvedev, qui dit avoir reçu l'assurance qu'Israël n'envisageait pas d'attaquer l'Iran.

Dans un entretien accordé à CNN, il a par ailleurs confirmé que le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou a effectué ce mois-ci une visite secrète à Moscou, au cours de laquelle il l'a rencontré.

Interrogé sur la réaction qu'aurait la Russie si Israël attaquait l'Iran, Dimitri Medvedev rappelle qu'aucun accord de défense ne lie Moscou et Téhéran.

"*Cela ne signifie pas qu'un tel événement nous laisserait indifférents*", déclare le président russe. "*Mais mes collègues israéliens m'ont dit qu'ils n'envisageaient pas d'agir de la sorte et je leur fais confiance*", a-t-il dit. (AP 21.09)

Le 18 septembre, Mahmoud Ahmadinejad avait précisé dans une interview à la chaîne de télévision

américaine NBC : "*Nous n'avons pas besoin de l'arme nucléaire. Nous ne voyons pas l'utilité de telles armes. Et la situation dans le monde évolue en faveur de nos idées*".

"*Si vous parlez de l'enrichissement d'uranium à des fins pacifiques, ceci ne sera jamais arrêté ici en Iran*", a-t-il ajouté.

Le président iranien a répété son offre de dialogue avec les grandes puissances. "*Nous avons toujours cru au dialogue, à la négociation. C'est notre logique, rien n'a changé*", a dit Mahmoud Ahmadinejad.

Dans une interview au Washington Post, l'ambassadeur d'Iran auprès de l'AIEA, Ali Asghar Soltanieh, estimait que les entretiens prévus le 1er octobre entre l'Iran et les six puissances engagées dans les négociations sur le nucléaire iranien constitueront une véritable occasion de dialogue.

"*C'est une occasion nouvelle et véritable qui a été proposée par la nation iranienne*", dit-il.

"*Elles (les puissances) devraient immédiatement la saisir*", ajoute-t-il. (Reuters 17.09)

Le 27 septembre

Si je comprends bien, tout le monde explique que la situation est devenue réellement insupportable, que cela ne peut plus durer, tout le monde propose ses petites recettes, aucune ne fonctionne contrairement à nos ennemis de classe qui s'en tirent provisoirement mieux que nous, tout le monde est réduit à l'impuissance, mais bizarrement aucun parti ne se risque à répondre aux travailleurs : tout simplement la révolution !

Idée étrange que la révolution ? Pas tant que cela lorsqu'il s'agit de s'attaquer à un problème de fond qui touche l'ensemble de la société, quand il s'agit d'extraire le mal à la racine, non ? Vaut mieux parfois recourir à une brève intervention chirurgicale qu'à un long traitement douloureux au résultat incertain. Quand la gangrène s'empare d'un membre, il vaut mieux procéder à temps à une amputation, que d'attendre que la totalité du corps soit rongée par la maladie et en périr.

Cette idée serait devenue complètement folle, parce qu'elle ne serait pas dans l'air du temps, il faudrait éviter de la propager pour ne pas passer pour des gauchistes ou des naïfs, bref, ce serait l'idéologie dominante largement répandue dans les masses qui devrait dicter aux militants ouvriers leur conduite et ce qu'ils doivent penser. Craindre d'être parfois à contre-courant des masses, c'est comme craindre d'aller au socialisme, parce que les masses n'y seraient pas préparées. Raison de plus pour les y préparer, non ?

La situation est bloquée, il n'y a pas d'issue politique nous dit-on encore, soit, il reste une solution : la révolution !

Quelle idée saugrenue, mon pauvre, vous vous trompez de siècle ! Ah bon, êtes-vous sûr que ce n'est pas plutôt vous qui vous vous trompez de siècle, l'époque du capitalisme triomphant est belle et bien derrière nous, alors si vous voulez que l'avenir nous appartienne, existe-t-il une autre solution que de recourir à une révolution prolétarienne et socialiste, si vous ne voulez pas que votre avenir ne rime avec régression sociale sans fin, chaos et barbarie à l'échelle planétaire ?

Réfléchissez, de quelle manière a dû s'y prendre la bourgeoisie qu'on appelle aujourd'hui la classe des capitalistes, pour chasser la monarchie et la noblesse du pouvoir, pour mettre fin à leurs privilèges ? Par une révolution où elle s'est emparée du pouvoir politique les armes à la main en réprimant sévèrement ses ennemis. Elle n'a pas eu d'autres alternatives et nous n'en avons pas d'autres.

En dehors de la classe des capitalistes, de l'aristocratie financière, qui a encore intérêt au maintien du système économique actuelle ? Aucune autre classe, pas plus les petits patrons, artisans, commerçants, agriculteurs, membre des professions libérales, la petite-bourgeoisie en générale, que l'ensemble du prolétariat des villes et des campagnes, des fonctionnaires et des travailleurs manuels ou intellectuels.

Certes, nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne, mais comment vivre normalement en pensant à la misère ou la précarité qui nous entoure, à la décomposition des relations sociales à laquelle nous sommes tous confrontés, à l'individualisme forcené qui guide les gestes de chacun, aux actes gratuits de violence qui se développent et frappent n'importe qui ? Impossible, la société est devenu un réel cauchemar pour chacun.

Comment peut-on encore donner un sens à notre vie dans une société pareille ? Comment avoir encore envie de travailler pour une société qui vous donne la nausée ? Quel avenir pour nos enfants et les générations futures dans une société vouée à la régression, à la décomposition, à toujours plus d'inégalités et d'injustices ? Comment envisager notre existence dans les dix ans qui viennent, lorsqu'on ne sait même plus de quoi sera fait le lendemain, quel lot de problèmes ou de souffrances il va encore nous tomber dessus et qu'il faudra encore et encore supporter, jusqu'à quand, comment en sortir une fois pour toute ?

En prenant votre destin entre vos mains, en vous préparant à livrer le combat de votre vie pour vous libérer et libérer la société du carcan dans lequel vous et elle êtes en train d'étouffer, de crever littéralement à petit feu : le capitalisme.

Donner un sens à sa vie dans le cadre du régime capitalisme entré en putréfaction revient à partager avec lui les miasmes (mauvaises odeurs) qui s'en dégagent quotidiennement, quel idéal élevé, quelle perspective alléchante, quel bonheur ! Votre bonheur ne sera que le produit du malheur qui accable votre voisin que vous ne connaissez même pas ou qui loge à l'autre bout du monde, de quoi rabaisser votre sens de la dignité et votre bonnne conscience au ras des caniveaux.

Quand bien même vous vous boucheriez les oreilles, vous fermeriez les yeux, vous ne pourriez éviter que la réalité vous rattrape au galop, c'est inévitable, alors avant qu'il ne soit trop tard pour agir, si vous voulez pouvoir continuer de vous regarder dans un miroir sans être pris de dégoût, engagez-vous dans le combat pour changer la société et le monde, vous verrez que cette démarche vous ouvrira un horizon infini, c'est la meilleure des thérapies, elle vous redonnera confiance en vous-même, cela vous permettra de redonner un sens à votre vie et d'en être fier, de conserver votre dignité en contre-balançant les humiliations quotidiennes que nous fait subir leur société...

Quand on lit la presse des différents partis ouvriers, leurs analyses et les actions qu'ils proposent, pour en comprendre le contenu et l'orientation il faut se poser un certain nombre de questions ou avoir à l'esprit en permanence un certain nombre de facteurs pour voir de quelle manière ils les traitent. J'en ai dressé une petite liste.

Front unique : quels rapports avec les appareils ? Comment s'articule-t-il ? Front unique des partis et des syndicats contre le capitalisme ou indépendance des uns par rapport aux autres qui profite au

capitalisme ?

Rapport de force : est-ce réellement le problème prioritaire ? La majorité des travailleurs ne serait-elle pas contre la politique du gouvernement ? Les travailleurs porteraient-ils la responsabilité de la situation ? Les obstacles (les appareils) à la mobilisation générale de la classe suffisent-ils à expliquer la situation politique ?

La lutte : pour quel résultat, dans quelle perspective ? L'amélioration de la condition ouvrière pour mieux vivre en régime capitaliste ou avancer sur la voie qui mène à son émancipation de l'exploitation ? Les partis relient-ils les revendications transitoires aux contradictions du capitalisme tout en posant la question du pouvoir politique ?

Etat d'esprit des masses : soumises ou révoltées, dans quelle proportion ?

Niveau de conscience politique des masses : témoigne qu'un espoir les habite ou non, dans le cadre du régime ou au-delà du régime ? Les masses ont-elles commencé à rompre avec le capitalisme ? Quelles sont leurs rapports avec les partis, les institutions ? Quel est son degré de maturation ?

Les conditions objectives : la crise du capitalisme, le chômage, la précarité, la pauvreté, les couches les plus nantis, l'endettement, les inégalités croissantes, etc.

Collusion avec l'Etat, le gouvernement, les institutions, les appareils : tenir compte des liens qu'ont tissé les uns et les autres avec eux au fil des ans, avec l'idéologie de la classe dominante.

Issue ou perspective politique : que proposent les différents partis dans leur combat quotidien ? Pourquoi n'en proposent-ils pas ? Pourquoi aucun parti ne propose-t-il pas de chasser Sarkozy, de liquider les institutions ?

Le socialisme ou la barbarie : Qui explique de quelle manière se traduirait pour les différents classes la construction du socialisme ? Est-ce que la politique des différents partis se situe ouvertement dans la perspective du socialisme ? Qui parlent encore de la construction d'un Etat ouvrier ?

Flux et reflux des masses, la réaction sur toute la ligne : à qui s'adressent les partis ouvriers, sur quelles couches de la classe ouvrière s'appuient-ils ?

L'absence d'un parti révolutionnaire : comment se fait-elle sentir, quelles sont les rapports entre les partis ? Comment caractérisent-ils le PS ?

La place du parti : l'activité des partis ouvriers est-elle oui ou non subordonnée à la construction du parti ? Quel rôle comptent-ils lui faire jouer avant, pendant et après la prise du pouvoir par la classe ouvrière ? Quel type de parti construisent-ils ?

La révolution socialiste : quels partis en parlent encore ? Dans quels termes ?

L'absence d'une Internationale : comment se fait-elle sentir ? Quel type d'Internationale ?

Sarkozy et la méthode Goebbels.

A l'issue du G20 à propos de la rémunération des banquiers et des bonus Sarkozy s'est dit "*très satisfait de ce que nous avons décidé*" ou encore la France "*a été entendue sur la question des*

bonus".

Le G20 lance un appel aux banques pour "*mettre en œuvre immédiatement des pratiques de rémunération saines*". Vous pouvez compter sur les banquiers qui ont toujours considéré leurs rémunérations comme normales, donc tout à fait "*saine*". En réalité, les Etats-Unis ont accepté le principe même d'un encadrement et d'une supervision des plus fortes rémunérations sans en limiter le montant, autrement dit, on regarde mais on ne touche pas, rien de changé quoi.

Un seul fait, un seul chiffre suffit à prouver exactement le contraire de ce qu'a affirmé La Talonnette et que les banquiers ont entendu le message du G20 : 100 millions de dollars, c'est la rémunération minimum qu'Andrew Hall, courtier de Citigroup, devrait percevoir cette année. (Reuters 26.09) No comment !

Les dernières mesures annoncées par le gouvernement.

Le projet de budget 2010 précisera que les plus-values mobilières seront soumises à cotisations sociales dès le premier euro, annonce François Fillon dans une interview à paraître au *Journal du Dimanche*.

Cette mesure et l'augmentation de la fiscalité sur les "*retraites chapeaux*" dont peuvent bénéficier des dirigeants de grandes entreprises participent d'un souci d'équité, explique le Premier ministre. (Reuters 26.09)

La prime à la casse automobile sera ramenée de 1.000 à 700 euros le 1er janvier 2010 puis encore réduite à 500 euros le 1er juillet, annonce le Premier ministre François Fillon dans la même interview.

Le capitalisme synonyme de toujours davantage d'inégalités et d'injustices.

Le déficit public de la France atteindra 140 milliards d'euros en 2009, soit 8,2% du produit intérieur brut (PIB), annonce François Fillon dans une interview à paraître dans Le Journal du Dimanche.

Le chef du gouvernement précise que le déficit public sera ainsi réduit "*à environ 115 milliards en 2010*". "*Nous poursuivons la réduction des emplois publics par le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, soit une baisse de 33.000 emplois*", explique-t-il. (Reuters 26.09)

Le gouvernement français a décidé une augmentation du forfait hospitalier de 16 à 18 euros et le déremboursement de médicaments "*non indispensables*" afin de résorber une partie du déficit de la Sécurité sociale, annonce François Fillon dans l' interview déjà citée. (Reuters 26.09)

Un sondage qui n'est peut-être pas anodin.

Plus de neuf Français sur dix (92%) trouvent justifiée la grève du lait que certains producteurs français ont lancée début septembre, selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France. (Reuters 26.09)

Puisque vous êtes si nombreux à soutenir les producteurs de lait, en guise de solidarité on va vous augmenter le prix du lait, vous n'y voyez aucun inconvénient, n'est-ce pas ?

Iran. La menace d'une nouvelle guerre.

L'heure est arrivée, a souligné Benjamin Nétanyahou, qui s'est entretenu avec Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants, ainsi qu'avec d'autres sénateurs, dont l'identité n'a pas été précisée. Il faut agir car, selon lui, l'objectif de la république islamique est de développer l'arme nucléaire.

"*Si ce n'est pas maintenant, alors ce sera quand*", a ajouté la source, qui a parlé sous couvert d'anonymat, sans préciser à quelles actions le Premier ministre israélien faisait référence. (AP 26.09)

Robert Gates intervenant dans l'émission «This Week» (Cette semaine) d'ABC, a affirmé sans ambages que «les Iraniens ont l'intention de se doter de l'arme nucléaire».

Vendredi 25 septembre, le président Obama était exactement sur la même ligne que son secrétaire à la Défense ce qui montre un changement de ton et d'attitude face à Téhéran. Il a refusé d'écarter un recours à la force militaire contre l'Iran et a ensuite appelé Téhéran à «prouver ses intentions pacifiques».

Pour le chef de la diplomatie d'Israël, Avigdor Lieberman, les nouvelles révélations «*prouvent sans le moindre doute que ce pays veut s'équiper de l'arme atomique, et nous espérons qu'une réponse sans équivoque sera donnée le 1er octobre*».

La Russie, disant que les sanctions pourraient finir par devenir une option, a appelé l'Iran à donner une «*preuve convaincante*» de ses intentions pacifiques en matière nucléaire. La Chine a elle aussi demandé à Téhéran de coopérer avec l'AIEA. Le président Ahmadinejad a affirmé depuis New York que le site était «*parfaitement légal*» et Téhéran a dit qu'il était en conformité avec les règles de l'AIEA. (lefigaro.fr, avec AFP)

Le président irakien Jalal Talabani pense que de nouvelles sanctions contre l'Iran ne serviraient à rien. Il a mis en garde samedi à New York sur le fait que son pays n'autoriserait jamais Israël ou tout autre pays à survoler son espace aérien pour accéder aux installations nucléaires iraniennes. (AP 26.09)

L'Iran va autoriser l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à inspecter sa deuxième centrale d'enrichissement d'uranium, a annoncé samedi le chef du programme nucléaire iranien, Ali Akbar Salehi.

"*Une inspection se fera dans le cadre des règlements. Nous n'avons pas de problème avec l'inspection (du site). Nous travaillerons sur cette question avec l'agence et annoncerons la date de l'inspection plus tard, après avoir trouvé un accord avec l'AIEA*", a déclaré Ali Akbar Salehi.

Il a affirmé que l'Iran devrait être félicitée, et non condamnée, pour avoir révélé volontairement l'existence d'un site nucléaire. "*D'après les règlements, nous devons informer l'AIEA de l'existence d'une telle installation 180 jours avant d'introduire des matériaux, mais nous annonçons cela plus d'un an auparavant. Mais nous voyons qu'il y a une controverse. Nous sommes stupéfaits*", a-t-il souligné.

Il a assuré que Téhéran avait "*contrecarré un complot*" des Etats-Unis et de leurs alliés en signalant volontairement à l'AIEA l'existence de ce second site. (AP 26.09)

Afghanistan. La barbarie.

L'année 2009, bien que pas encore achevée, avec 1.500 civils morts de janvier à août, est déjà la plus meurtrière depuis le début de la guerre pour les civils : Les huit premiers mois de 2008 avaient donné un bilan de 1.145 victimes civiles, pour 2.118 sur la totalité de l'année, un record. (AP 26.09)

Le 28 septembre

Vous ne pourrez pas dire que je n'ai rien foutu au mois de septembre. En fait j'ai retranscrit ce qui devaient être au départ des causeries sous forme d'articles, en élaborant un peu les idées qui m'étaient passées par la tête en relation avec l'actualité.

Je sais que certains articles sont discutables sur la forme ou le contenu, je les laisse ainsi pour montrer que je ne me prends pas pour ce que je ne suis pas et que les militants doivent porter un regard critique dessus. Je ne vais pas jusqu'à raconter des conneries exprès, c'est encore une question de mesure. Je pars tout simplement du fait que les meilleures idées l'emporteront d'où qu'elles viennent on s'en tape au premier abord, l'essentiel c'est d'avancer, de faire le ménage parmi la multitude d'idées reçues qui nous encombrent l'esprit et troublent notre interprétation de la réalité dans la mesure où une partie est erronée ou obsolète et mérite d'être corrigées.

Tiens, à ce propos, vous avez remarqué que j'avais mis dans le site au cours des deux dernières semaines, une intervention de Xavier Mathieu de la CGT, proche ou adhérent du NPA, ouvrier de Continental, il s'agissait de son intervention à la fête de L'Humanité qu'il reprendra en grande partie le 17 septembre devant la Bourse de Paris, un article du Front syndical de classe qui faisait le point à l'issue de cette journée d'action syndicale, et un dernier article extrait du dernier numéro (65) d'Informations ouvrières, le journal du POI, dans la page que j'ai mis en ligne figurait un article critique sur cette journée du 17 et un autre article où X. Mathieu était brocardé pour avoir remercié les partis ouvriers qui en réalité supportent le régime, c'est moi qui le précise.

A mon avis, nous avons là une véritable tribune libre.

Une tribune libre ne doit pas consister uniquement à donner la parole à des travailleurs ou des militants qui sous un angle différent disent finalement la même chose ou dont l'orientation est forcément la même. Une tribune libre doit permettre de pouvoir confronter des points de vue différents dont justement l'orientation n'est pas la même, sinon cela ne sert trictement à rien ou à se faire plaisir ou encore à se faire passer pour de grands démocrates. Regardez, tous les intervenants dans la tribune libre partagent le point de vue de notre parti, c'est donc qu'on a raison. Voilà à quoi se résume généralement les tribunes libres, sauf dans ce site.

La tribune libre en proposant des orientations différentes doit permettre aux militants de les confronter librement, pour qu'ensuite chacun puisse se faire sa propre opinion. Elle présente cependant des avantages et des inconvénients pour les partis.

Si vous prenez un parti où règne généralement un bordel orchestré par ses dirigeants, au NPA par exemple, la tribune libre ou la possibilité donné à leurs différents courants de s'exprimer leur ira très bien, elle ne fera qu'amplifier le bordel déjà existant, tandis que la direction conservera les mains libres pour agir à sa guise et manoeuvrer, sans que son orientation n'en soit affectée ou son contrôle sur le parti menacé.

Dans ce cas de figure, la tribune libre sera davantage un avantage pour la direction de ce parti, alors

que les militants auront du mal à s'y retrouver du fait qu'ils sont déjà incapables de définir avec précision l'orientation de leur parti, faudrait-il encore qu'il en est une qui soit suffisamment élaborée pour pouvoir se livrer à une comparaison avec une autre ligne politique figurant dans un article disons indépendant.

Si maintenant vous avez à faire à un parti sérieux qui s'est employé à analyser à fond chaque question que les militants peuvaient être amenés à se poser, ils auront les moyens de comparer la manière dont seront traités différents facteurs dans des articles qui n'ont pas été forcément rédigés par des membres de leur parti, afin de se faire une idée la plus juste possible sur la valeur des idées qu'on leur soumet. Dans ce cas-là, la tribune libre sera un avantage indéniable à la fois pour la direction du parti et les militants à partir du moment où elle aura été capable d'élaborer sa ligne politique dans les moindres détails, elle emportera l'adhésion à ses positions de la majorité des militants du parti qui seront en mesure de comparer les arguments des uns et des autres.

Pour arriver à ce résultat, la direction doit avoir un comportement irréprochable envers ses militants, elle doit les avoir préparés à tenir compte de toutes les hypothèses qui peuvent naître d'une situation et avoir porté à leur connaissance le produit de leurs analyses, les avoir fait participés à l'élaboration de la ligne politique du parti.

Une véritable tribune libre qui ne craint pas la polémique, nécessite que les dirigeants d'un tel parti aient confiance d'abord dans leurs propres capacités à assumer leurs fonctions, ensuite qu'ils aient confiance dans la capacité de leurs militants à y voir clair entre des arguments contradictoires, on pourrait ajouter la confiance dans les structures du parti qui doivent être au service des militants pour leur permettre de palier leurs carences sur le plan théorique ou politique. C'est aux différentes instances du parti que revient la responsabilité d'organiser et d'animer la discussion entre tous les militants, de façon à ce que les idées circulent et qu'aucun militant ne se retrouve isolé ou désarmé face à des arguments auxquels il n'a pas été forcément habitué à réfléchir et qui peuvent être déstabilisants.

Finalement, on se rend compte que l'existence ou non d'un tribune libre, son contenu et ses limites, dépendent entièrement de la direction du parti. Au-delà, de la nature du parti qu'ils construisent qui correspond en principe à l'objectif qu'ils se sont fixés.

Pour bien faire, une tribune libre devrait contenir au moins deux articles contradictoires publiés simultanément afin qu'on puisse comparer immédiatement leurs contenus. Ce n'est pas toujours possible, dans ce cas il faut indiquer au lecteur où il peut se procurer l'article mis en cause et publié récemment, pourquoi pas en rappeler sous forme d'extraits les passages en rapport avec l'article polémique.

Un parti (ou un site) qui prend la responsabilité de publier un article dont il ne partage pas en tout ou partie le contenu, a parfaitement le droit d'exprimer sur le champ un regard critique sur cet article, dans un article séparé évidemment.

A l'heure d'Internet où les sources d'informations foisonnent, les travailleurs ou militants ont davantage besoin d'analyses critiques ou comparatives que de faits bruts, bien que ces derniers les intéressent aussi, ne serait-ce que pour vérifier par eux-mêmes la véracité d'une information ou afin d'obtenir un complément de données pour leur réflexion personnel.

C'est la raison pour laquelle j'ai lié les deux dans le site, les trois en réalité : des infos brutes, des analyses et une tribune libre, de façon à couvrir l'essentiel de l'actualité (c'est toujours arbitraire), de

proposer différentes pistes de réflexion en provenance d'horizons divers, et enfin sous forme d'analyses en proposant des réponses aux questions que les militants se posent ou qu'ils devraient se poser selon moi. En liant information et pédagogie, actualité et enseignements de notre histoire, on dispose d'un outil qui situe la réflexion dans un processus dynamique, dialectique pour les puristes, qui doit permettre de faire progresser notre niveau théorique et politique, et surtout de pouvoir s'orienter correctement dans la lutte de classe.

Elections législatives en Allemagne : Défaite historique de la coalition au pouvoir et des partis CDU-CSU et SPD.

Le taux de participation a été historiquement bas dimanche à ces élections au 17e Bundestag, 72,5% contre 77,7% en 2005, qui marquait déjà un record à la baisse. Dans les années 1980, la participation était comprise entre 84 et 90%.

La CDU/CSU essuie son deuxième plus mauvais score depuis la fondation de la République fédérale allemande, avec autour de 33,5-34% dimanche, contre 31% en 1949.

Le SPD enregistre une véritable débâcle, avec 23% d'après les dernières projections, soit de loin son pire score depuis 1949; jusqu'à dimanche, sa pire défaite remontait à 1953 avec 28,8%.

La CDU/CSU et le SPD, n'ont totalisé dimanche qu'autour de 56-57% des voix. En 2005, ils totalisaient 69,4% et en 2002, 77%. Dans les années 1980, cette proportion dépassait même les 81% en 1987, et les 87% en 1980.

Die Linke a engrangé autour de 12,5% des voix. "Nous sommes désormais le parti qui fera pression pour que l'Etat social soit reconstitué", a déclaré Oskar Lafontaine. (Reuters 27.09)

On remerciera au passage Oskar Lafontaine d'avoir rappelé les réelles intentions de son parti qui sert de "modèle" au Parti de gauche en France, selon Mélenchon à la fête de L'Humanité, qui ne sont évidemment pas de remettre en cause les fondements du capitalisme et les institutions. Or sans remettre en cause le régime et confronté à un déficit record, il sera impossible au gouvernement de "reconstitué" l'"Etat social", le discours de Lafontaine tient donc d'une fable pour tromper les travailleurs.

La priorité en Allemagne est de construire un parti révolutionnaire, afin de préparer la classe ouvrière à faire face à une situation qui pourrait ressembler à celle du début des années 30 à court terme si la crise reprenait de plus belle, au plus tard dans trois ou quatre ans.

Elections législatives au Portugal : 4 électeurs sur 10 n'ont pas été voter.

La participation s'est montée à 60,5%.

Selon des résultats basés sur 99% des bulletins dépouillés, les socialistes récoltent 36,5% des suffrages, contre 29% pour le principal parti d'opposition, le parti social-démocrate (PSD) de centre-droit.

Le Bloc de gauche remporterait 10% des suffrages, la coalition Verts/Communistes près de 8%, et le Parti populaire (conservateur) 10,5%. Onze partis marginaux n'ont pas assez de voix pour figurer au Parlement. (AP 27.09)

L'Etat au chevet du capitalisme. Nouvelle offensive antisociale annoncée.

La ministre de l'Economie et de l'Industrie Christine Lagarde a estimé dimanche au cours du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI : "*On a une croissance archi-fragile (...) il faut surtout la consolider, la soutenir (...) qu'on puisse réactiver la machine : personne aujourd'hui ne peut le faire, sauf les pouvoirs publics*".

Ensuite, "*et il le faut, impérativement, qu'on s'oriente vers un assainissement, une stabilisation des finances publiques*". "*Mais l'Etat sera le premier à le faire*", a-t-elle promis. (AP 27.09) On peut lui faire confiance, la liquidation des services publiques et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux le prouve.

Quand la crise va se transformer en crise politique.

La déclaration de Pittsburgh "*c'est de l'orgueil*", estime Simon Johnson, ancien chef économiste du Fonds monétaire international.

Aujourd'hui chercheur associé au Peterson Institute for International Economics de Washington, Johnson énumère les possibles pièges à venir, à commencer par le chômage obstinément élevé dans la plupart des pays développés et la nécessité de recapitaliser les banques européennes.

Ces ombres portées sur le tableau, ajoute-t-il, sont susceptibles de déclencher un sérieux revers économique, qui pourrait faire regretter amèrement aux dirigeants du G20 leur confiance.

"*Qu'y a-t-il à montrer en termes de réforme véritable de la régulation depuis avril ?*", interroge Johnson en référence aux engagements pris lors du précédent sommet du G20, le printemps dernier à Londres.

Les dirigeants reconnaissent qu'un travail considérable reste à faire pour que l'économie mondiale soit moins exposée aux crises et professent leur volonté d'agir pour "*une croissance sans cycles d'expansion et de ralentissement extrêmes et des marchés qui encouragent la responsabilité et non l'inconscience*".

Mais, de retour dans leurs capitales respectives, les dirigeants du G20 auront fort à faire pour traduire ce credo en actions politiques et législatives.

L'économiste Anil Kashyap, qui enseigne l'économie à l'Université de Chicago, trouve ainsi "*pathétique*" qu'aucun mécanisme novateur n'ait été conçu depuis la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. "*Si une autre institution de cette taille connaissait les mêmes problèmes, les gouvernants n'auraient aucune autre option que celles qui étaient disponibles il y a un an.*"

Mais que se passera-t-il lorsque ces dispositifs de relance, véritables béquilles de l'économie mondiale, cesseront ? Que se passera-t-il lorsque les banques centrales relèveront leurs taux d'intérêt historiquement bas ? La fin de cette politique monétaire hors norme - le principal taux de la Fed est fixé entre zéro et 0,25% - conjuguée à un chômage élevé pourrait ralentir le retour à l'emploi. Et fâcher les électeurs.

"*Les problèmes de sortie de crise sont tous politiques*", souligne Anil Kashyap. (Reuters 27.09)

L'Afrique doit rester une terre d'esclaves ou de main d'oeuvre à bas coût.

Le G20 "*dans la façon dont il est structuré, les priorités des pays à faible revenu demeurent une annexe, une note en bas de page*", estime Donald Kaberuka, président de la Banque africaine de développement, dans une interview accordée samedi à Reuters.

L'Afrique a pourtant été très durement frappée par la crise économique et financière, qui a asséché la demande mondiale en matières premières et sources d'énergie, les moteurs de la croissance africaine de la décennie écoulée.

Selon les estimations, la croissance africaine ne devrait être que de 2,8% cette année, un rythme plus de deux fois inférieur aux projections d'avant la crise. (Reuters 26.09)

Honduras.

Le gouvernement du Honduras a donné samedi dix jours au Brésil pour prendre une décision sur le statut du président hondurien déchu Manuel Zelaya, qui a trouvé refuge dans l'ambassade brésilienne à Tegucigalpa.

Vendredi, le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a déclaré que Zelaya pourrait rester aussi longtemps qu'il le souhaite à l'ambassade.

"*Nous exhortons le gouvernement brésilien à définir le statut de M. Zelaya dans un délai n'excédant pas dix jours*", a déclaré le gouvernement de facto dans un communiqué. "*Si rien n'est fait, nous serons dans l'obligation de prendre des mesures supplémentaires.*"

Depuis son refuge, Manuel Zelaya a affirmé vendredi que les négociations pour mettre un terme à la crise ne pourraient aboutir que si les auteurs du coup d'Etat renoncent au pouvoir.

Il a également appelé ses partisans à continuer à manifester à Tegucigalpa pour faire pression sur le gouvernement et sur le président de fait Roberto Micheletti. (Reuters 26.09)

Iran.

Le secrétaire américain à la Défense Robert Gates a estimé dimanche que de nouvelles sanctions économiques contre l'Iran pourraient être plus efficaces qu'une intervention militaire du fait des profondes divisions sociales et politiques du pays.

Les tensions politiques nées de la réélection controversée de Mahmoud Ahmadinejad sont toujours "*latentes*", et le chômage des jeunes tourne autour de 40%, a-t-il noté.

"*Il est clair qu'à la suite des élections il existe des fissures relativement profondes dans la société et la classe politique iraniennes, et probablement même au sein du pouvoir*", a affirmé Robert Gates. "*Franchement, je pense que c'est une des raisons pour lesquelles des sanctions économiques supplémentaires et spécialement sévères pourraient avoir un véritable impact, car nous savons que les sanctions déjà imposées sur le pays ont eu un impact*". (AP 26.09)

La même démarche n'avait-elle pas précédé l'attaque américaine contre l'Irak ?

Le 29 septembre

J'ai préparé un article contre le désistement en faveur du PS lors d'élections. Je reprends les arguments pour ou contre et je pense montrer clairement à partir de nombreux exemples que cette tactique ne sert et n'a servi finalement que le régime.

J'ai constaté en jetant un oeil aux statistiques du site, que la question palestienne ne vous intéressait pas plus que cela, c'est dommage car dans mon article je m'étais employé à comparer les deux stratégies, un ou deux Etats, je pensais que c'était un bon article car j'avais réussi à analyser la situation à partir de la réalité en tenant compte de l'ensemble des facteurs, disons à la façon d'un marxiste en conservant à l'esprit ou en étant guidé par l'objectif final du combat des prolétariats d'Israël et des territoires palestiniens. La méthode mise en oeuvre dans cet article était au moins aussi, sinon plus importante que son contenu.

Si vous lisez *Un rapport du Groupe Alpha sur Cégélec*, n'oubliez surtout pas le dernier paragraphe, car à lui seul il résume l'orientation de la direction de la CGT : le dialogue sociale ! Où comment lier les mains de sa victime et son destin au bon vouloir de son bourreau.

Bonne continuation à tous.

L'UMP et le PS font bien partie du même camp.

Le Parlement a voté lundi le texte sur le financement des écoles privées.

Le texte propose de préciser un article de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Cet article, introduit par un amendement du sénateur socialiste Michel Charasse, instaure l'obligation pour la commune de résidence de prendre en charge les frais de scolarité d'un enfant étudiant dans une école privée sous contrat d'une autre commune.(Reuters 28.09)

Voilà pourquoi aux régionales de 2010 il faudrait "*battre la droite*", pour que la racaille qui parle et légifère au nom du socialisme puisse continuer son oeuvre de fossoyeur de nos droits et nos valeurs au côté de l'UMP. Ce sera sans nous !

Vive la guerre !

Les ventes d'armes françaises ont fait un bond de 13% en 2008, apprend-on.

Selon le rapport annuel sur le sujet remis au Parlement, "*la France a peiné à maintenir ses positions*", avec davantage de guerres ce serait tellement plus facile, non ? (Reuters 28.09)

Entre eux, ils peuvent tout se permettre et ils se serrent les coudes.

Il tombe sous le coup d'un mandat d'arrêt international délivré en 1978, date à laquelle il avait fui les Etats-Unis craignant une condamnation.

Polanski (43 ans au moment des faits) s'était enfui de Los Angeles à la veille de sa comparution et après avoir plaidé coupable de relation sexuelle avec une adolescente de 13 ans, Samantha Geimer. Le réalisateur qui avait passé 42 jours en prison affirmait que la jeune fille était consentante et avait déjà eu des expériences sexuelles, avant il l'aurait "*abreuvée*" de champagne et de drogues.

"*C'est un peu sinistre cette histoire, franchement un homme d'un tel talent reconnu dans le monde*

entier, reconnu dans le pays qui l'arrête. Tout ça n'est pas sympathique", a dit Bernard Kouchner qui s'est entretenu avec son homologue suisse, Micheline Calmy-Rey.(Reuters 28.09)

Comment ils nourrissent l'extrême droite.

Marine Le Pen, vice-présidente du Front national, a elle fait entendre une voix discordante, dénonçant l'"*ignoble soutien*" et la "*mobilisation abjecte*" pour un homme "*poursuivi par la justice d'un pays démocratique, pour avoir fait boire, drogué et forcé une adolescente de 13 ans à avoir des relations sexuelles avec lui*". "*Le fait d'appartenir à la caste surprotégée du show-biz exonère-t-il ses membres de respecter les lois et les autorise-t-il à se soustraire aux poursuites judiciaires durant 30 ans?*", s'interroge-t-elle.

Si la même histoire était arrivée à un pauvre type comme vous ou moi, nous serions déjà derrière les barreaux pour de nombreuses années, simple constat. Quand aux faits, il avait 43 ans, elle en avait 13, ils avaient donc 30 ans d'écart, ce n'est pas cela qui selon moi peut être condamnable, mais l'âge de cette jeune fille, un homme de 60 ans avec une femme de 30 ans ne choquera personne.

Le mélange alcool et drogue pouvant être un puissant aphrodisiaque et vous faire perdre la tête, je ne suis pas sûr que ce soit une bonne chose qu'un adulte entraîne une fille si jeune dans une telle aventure. Personnellement je ne m'y risquerais pas, mais ce qui est le plus révoltant, c'est encore l'attitude de Kouchner et ses semblables qui passent leur temps à se blanchir mutuellement et à interpréter la loi en fonction de leurs intérêts ou ceux de leurs amis qu'ils protègent.

Allo, France Télécom, non, la morgue !

Un nouveau salarié de France Télécom s'est donné la mort. Cet homme de 51 ans s'est suicidé lundi matin en Haute-Savoie en sautant du haut d'un viaduc surplombant l'autoroute A41. Une lettre d'adieu dénonçant "*l'ambiance au sein de son entreprise*" a été retrouvée dans sa voiture, selon la préfecture du département. (AP 28.09)

A bout de souffle : comment sauver le SPD et le capitalisme en Allemagne grâce à Die Linke.

Après les législatives de dimanche, l'aile gauche semble en position de force parce que le SPD sera invité à s'entendre au niveau national avec Die Linke, dont les dirigeants n'ont pas caché leur volonté de rapprochement.

"*J'espère que le SPD fera sa révolte interne et deviendra à nouveau de lui-même plus social démocrate, ce qui renforcera la gauche du parti*", a dit après le scrutin Gregor Gysi, qui dirige Die Linke avec Lafontaine.

"*Il faudra trouver un équilibre entre la gauche du parti et ceux qui soutiennent les politiques menées sous Schröder*", explique Hans Vorländer. (Reuters 28.09)

Tout un programme... réactionnaire ! Rappelons que pour le Parti de gauche, Die Linke est "*le modèle*".

Honduras. Après le coup d'Etat, la dictature.

Le gouvernement en place au Honduras depuis le putsch a réduit au silence deux médias dissidents clefs quelques heures après avoir suspendu les libertés civiques en vue d'empêcher tout soulèvement

des partisans du président déchu Manuel Zelaya. (AP 28.09)

Japon.

Les prix à la consommation ont connu une baisse de 2,4% par rapport à l'année précédente, la plus forte dégringolade depuis que les données sont relevées, soit depuis 1971.

Pour la préfecture de Tokyo seule, les prix ont continué à baisser en septembre de 2,1%, ce qui laisse penser que la tendance est à la baisse dans tout le pays. (AP 29.09) Le 30 septembre

On va faire un peu de politique pour se changer les idées. J'ai en tête un article qui pourrait s'appeler : *Les différents masques de la social-démocratie* en fonction des différentes situations qui peuvent exister, cela permettrait de cerner au plus près quelle rôle elle joue au côté des partis officiels du capital.

Le SPD vient à peine de prendre une râclée, qu'on nous annonce son "*tournant à gauche*" dans la perspective de la mobilisation annoncée du prolétariat allemand contre le gouvernement CDU-CSU-FDP, pour mieux la dévoyer. C'est marrant, j'ai plutôt l'impression que c'est la défaite du SPD que certains situent toujours à gauche comme le PS en France, qui donne des ailes à la classe ouvrière et non l'inverse, ce qui une fois replacé dans le contexte français démontre une fois de plus l'absurdité du désistement en faveur du PS pour "*battre la droite*".

En réalité, compte tenu que Merkel n'a plus besoin du SPD au gouvernement pour appliquer son programme réactionnaire, les dirigeants du SPD et des syndicats se retrouvent déliés de leurs engagements vis-à-vis de la CDU-CSU, du coup et sans qu'ils l'aient cherché, ils se retrouvent rejetés dans le camp des masses et ne peuvent faire moins que de les soutenir tout du moins en paroles, la vie continue et il faut bien continuer à exister d'une manière ou d'une autre. Cette situation n'est guère plus avantageuse pour les masses que pour le SPD s'il avait remporté ces élections.

On voit mal le SPD dénoncer et combattre la politique antisociale de Schröder que Merkel s'est employée à appliquer minutieusement, par contre les masses peuvent se saisir de ses positions contradictoires pour ne retenir que celles qui les intéressent et engager rapidement le combat contre le gouvernement, reste ensuite à savoir si ce processus ne les conduira pas à alimenter ou faire naître de nouvelles illusions dans ce parti, ce qui serait contre productif.

Je ne connais pas suffisamment bien la situation en Allemagne pour pousser plus loin mon analyse, il faudrait savoir avec précision quelle est vraiment la situation sociale des différentes couches du prolétariat, leur dégré de subordination au capitalisme, leurs rapports exacts aux différents partis.

Autre chose.

La dette colossale des Etats est due aux privilèges toujours plus importants accordés par les différents gouvernements aux banquiers et aux capitalistes qui peuvent disposer à leur guise des centaines de milliards de dollars ou d'euros qu'ils ont engrangés. Sans exagérer on pourrait affirmer que ce sont les banquiers qui détiennent le pouvoir.

Les prélèvements sur leurs profits n'ont cessé de diminuer tout comme les impôts qu'ils versent, du coup les Etats ne sont plus en mesure de couvrir leurs dépenses de fonctionnement.

Ils ne restent que trois solutions aux gouvernements : privatiser tout ce qui peut l'être encore,

augmenter les impôts et les taxes que pait la population et réduire les dépenses de l'Etat, en taillant à la hache dans l'ensemble des budgets à caractère social, éducation, santé, logement, etc., sans oublier le non-remplacement des fonctionnaires partant à la retraite.

L'ensemble de ces mesures a un contenu antisocial qui ne peut qu'alimenter la lutte de classe et conduire à la mobilisation générale de la classe ouvrière et sa jeunesse, mais il ne faudrait pas s'emballer comme au lendemain des 19 janvier et 29 mars derniers.

Si l'urgence est de redonner espoir à la classe ouvrière qu'il serait possible d'infliger une défaite au gouvernement, il faut impérativement que cet espoir soit associé à l'idée qu'il est possible de changer la société et pour cela de mettre fin aux institutions et au capitalisme, que leur mobilisation soit portée plus ou moins consciemment par une issue politique.

Dans le cas contraire, deux situations peuvent se présenter.

La première serait que cette mobilisation oblige le gouvernement à reculer et qu'il soit contraint de satisfaire certaines revendications, ce qui ne ferait qu'aggraver les problèmes économiques auxquels il est déjà incapable de faire face. Il aurait provisoirement sauver les meubles comme en 36, 47 ou 68.

Le problème pour lui, c'est qu'il se trouve dans une situation économique beaucoup plus grave qu'à ces différentes époques, maintenant pour éviter que la mobilisation n'enfle et devienne incontrôlable, il pourrait être tenté de s'en prendre de gré ou de force à l'aristocratie financière afin qu'elle lache un peu de leste pour sauver le régime et le système capitaliste qu'une révolution pourrait à terme menacer.

La seconde serait que le gouvernement refuse de plier et qu'il réprime violemment le mouvement ouvrier, ce qui pourrait avoir comme conséquence de radicaliser et généraliser la mobilisation des masses, pour ensuite déboucher sur une crise politique.

En réalité, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner n'a pas les moyens de faire face à ces deux cas de figure, il ne tient que grâce au manque de maturité politique des masses et au soutien que lui apportent les appareils staliniens et réformistes qui contrôlent le mouvement ouvrier. Il nous faut donc aborder ces deux questions et tenter d'y apporter des réponses.

Pour nous préparer à affronter cette situation, nous devons favoriser l'organisation indépendante de la classe en dehors des structures des partis et des organisations qui contrôlent le mouvement ouvrier, en nous adressant à l'ensemble de la classe ouvrière et ses militants.

Des comités unitaires pourraient très bien faire l'affaire, à condition de leur donner une orientation politique contre le régime. Leur fonction ne serait pas de mener des actions pour obtenir la satisfaction de revendications, mais d'unifier l'ensemble des exploités dans la perspective de la prise du pouvoir, de rassembler la classe et de la préparer aux combats décisifs à venir, de l'amener à prendre conscience qu'elle doit se donner cet objectif si elle veut en finir une fois pour toute avec tous les maux que lui impose une société dans laquelle elle ne peut plus se reconnaître, et qu'une fois créer ces conditions, il sera possible de vaincre.

A la première étape, l'objectif de ces comités seraient de rassembler des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs manuels, intellectuels ou indépendants, issus de la petite bourgeoisie, afin de les aider à élever leur niveau de conscience politique, à mieux comprendre dans quel monde nous vivons. Cela ne signifierait nullement qu'ils ne seraient que des clubs de discussions, car étant donné

que leur objectif serait de changer les bases économiques et politiques de la société, sachant qu'on n'y parviendra qu'à partir du moment où la majorité de la population en aura pris conscience, leur tâche sera d'aller à la rencontre des travailleurs pour les convaincre de les rejoindre, comme le font en principe les militants d'un parti ouvrier, en organisant des porte-à-porte, des diffusions, des réunions, etc.

Ces comités pourraient évidemment participer sur leur propre orientation aux actions décidées par les organisations ou les partis.

On pourrait même imaginer que ces comités pourraient remplir un rôle social limité auprès de leurs membres en difficulté, au titre de la solidarité entre exploités qui s'est perdue au fil du temps.

Notre second objectif serait évidemment de construire le parti, sachant qu'il serait stupide et impossible de demander aux participants à ces comités d'adhérer à la totalité du programme de la révolution socialiste.

Le contenu politique de ces comités serait résolument orienté vers le socialisme, dans la mesure où dès le départ ils se construiraient sur la base de la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme, l'essentiel étant que ce principe soit respecté ou acquis, en admettant que chacun l'aborde avec ses propres expériences et ne se situe pas forcément au même niveau de conscience. Fermeté sur les principes, mais flexibilité dans leur application, la méthode de Lénine.

Admettre qu'il faut rompre avec le capitalisme ne signifie pas pour autant qu'on aurait rompu avec lui, de la même manière qu'adhérer au socialisme ne signifie pas forcément que l'on comprenne vraiment ce que cela veut dire. A partir du moment où un travailleur rejette le capitalisme, il faudrait l'aider à donner un contenu conscient à ce rejet. Cela demande d'y consacrer du temps, il est vrai qu'on a perdu tellement de temps au cours des décennies précédentes qu'on se retrouve dans une situation où le temps presse, où l'on risque fortement de manquer de temps pour être prêt le jour où les combats décisifs seront devenus inéluctables.

La décomposition du capitalisme qui s'est accentuée au cours de la seconde moitié du XXe siècle a entraîné dans son sillage celle du mouvement ouvrier toujours plus subordonné au capital. L'existence d'une multitude de formations politiques en est le produit le plus visible qui ne peut échapper à personne. Il y en a autant qu'il y a d'interprétations possibles du cours de la lutte des classes, alors qu'en réalité il ne peut y en avoir qu'une de correcte.

Partant de ce constat, on peut affirmer que pour peu qu'un militant dispose d'un certain niveau théorique et d'une certaine expérience de la lutte de classe, il pense bien faire en s'érigeant en dirigeant pour défendre ses propres idées en perdant de vue que si chaque militant agissait de la sorte, on aboutirait non pas à l'unité du mouvement ouvrier mais à son atomisation, à sa dislocation. Ce comportement n'est pas guidé par les intérêts collectifs de la classe ouvrière, au contraire il s'y oppose comme nous venons de le voir juste avant.

On pourrait se demander pourquoi on en est arrivé là et trouver plusieurs réponses : le stalinisme sous ses différents masques s'est employé non sans une constance exemplaire, à saper la confiance que les masses pouvaient avoir dans le socialisme ; notre incapacité à analyser l'évolution de la situation depuis la fin de la seconde guerre mondiale qui fut marquée par des périodes bien distinctes ; la restauration du capitalisme en URSS qui sonna le glas de la remise en cause du marxisme ou du socialisme, du léninisme ; l'inexistence de dirigeants de la trempe d'un Lénine ou Trotsky ; l'apparente toute puissance du capitalisme ; une série de défaites dans le monde de la classe ouvrière

et son incapacité jusqu'à nos jours à se doter d'une nouvelle direction, y compris au niveau international ; la liquidation des services et des entreprises publiques, à laquelle il faut ajouter celle de droits et acquis collectifs favorisant la recherche de solutions individuelles à nos problèmes, attitude qui témoignait de l'emprise croissante sur toutes les classes de la société des idées des classes dominantes, etc.

Les uns et les autres s'emploient à privilégier un ou des arguments que je viens de citer aux détriments des autres, en s'accusant mutuellement de ne rien comprendre à la situation où d'en être en partie responsable. Tout ceci est à la fois vrai et faux, admettons que nous nous soyons tous fourvoyés un moment donné, cela ne suffit pas pour nous imputer la responsabilité de la situation actuelle, seules les appareils traîtres des partis traditionnels et des syndicats en portent la responsabilité.

Où je voulais en venir, c'est qu'étant donné qu'aucune formation politique n'a jamais eu les moyens d'inverser le cours des choses, en accuser une plus qu'une autre n'a pas de sens, peut-être n'est-ce pas tout à fait le cas de l'ensemble de leurs dirigeants dont certains savaient pertinemment depuis longtemps qu'ils entraînaient leurs militants dans une impasse politique ou jouaient double jeu, laissons cela de côté ici. Comment comprendre qu'à partir d'une poignée de militants réunis autour d'un ou deux responsables, on en arrive à créer un nouvelle organisation ? Il est pourtant facile de comprendre que ces regroupements de militants ont finalement moins d'influence sur le cours des choses, qu'un puissant parti regroupant l'ensemble des tendances révolutionnaires du mouvement ouvrier.

Que ce soit sur le plan politique ou syndical on assiste à la même déchirure entre militants, on passe dorénavant plus de temps à polémiquer entre nous qu'à combattre notre ennemi commun, voilà à quelle aberration nous sommes arrivés. Il est donc indispensable que cette situation cesse au plus vite et qu'une initiative soit prise pour rassembler tous ces militants qui ne peuvent pas à la fois se conduire de la sorte et prétendre défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière, ces deux comportements sont incompatibles qu'ils le veuillent ou non. Si vous continuez à démontrer quotidiennement devant les militants et les travailleurs que vos désaccords politiques l'emportent sur l'objectif que vous avez fixé à votre combat et qu'en principe vous partagez, autant dire que votre crédibilité et votre légitimité ne dépasseront jamais le seuil de votre chapelle. Ne prenez pas cela comme une leçon, mais plutôt comme un conseil qui mérite réflexion.

Personnellement, je me suis refusé à rejoindre une formation politique, mais j'ai été conséquent avec les idées que je défends, je n'ai créé aucun groupe de militants, conseillant aux camarades qui suivent mon activité politique de rejoindre le POI ou le NPA, sans pour autant mettre leurs idées dans leurs poches évidemment.

Vaut mieux critiquer un parti de l'intérieur pour faire avancer ses idées, que de le critiquer de l'extérieur, car généralement cela ne sert strictement à rien. Les militants des différents groupes ou groupuscules appartiennent à la seconde catégorie. A défaut de parti, ils vous restent les comités pour l'unité dans lesquels vous retrouverez des camarades de différents partis, rien de tel pour confronter vos idées, au lieu de refaire le monde chacun dans votre coin en croyant avoir toujours raison, non ?

Le 30 septembre

On va faire un peu de politique pour se changer les idées. J'ai en tête un article qui pourrait s'appeler :

Les différents masques de la social-démocratie en fonction des différentes situations qui peuvent exister, cela permettrait de cerner au plus près quelle rôle elle joue au côté des partis officiels du capital.

Le SPD vient à peine de prendre une râclée, qu'on nous annonce son "*tournant à gauche*" dans la perspective de la mobilisation annoncée du prolétariat allemand contre le gouvernement CDU-CSU-FDP, pour mieux la dévoyer. C'est marrant, j'ai plutôt l'impression que c'est la défaite du SPD que certains situent toujours à gauche comme le PS en France, qui donne des ailes à la classe ouvrière et non l'inverse, ce qui une fois replacé dans le contexte français démontre une fois de plus l'absurdité du désistement en faveur du PS pour "*battre la droite*".

En réalité, compte tenu que Merkel n'a plus besoin du SPD au gouvernement pour appliquer son programme réactionnaire, les dirigeants du SPD et des syndicats se retrouvent déliés de leurs engagements vis-à-vis de la CDU-CSU, du coup et sans qu'ils l'aient cherché, ils se retrouvent rejetés dans le camp des masses et ne peuvent faire moins que de les soutenir tout du moins en paroles, la vie continue et il faut bien continuer à exister d'une manière ou d'une autre. Cette situation n'est guère plus avantageuse pour les masses que pour le SPD s'il avait remporté ces élections.

On voit mal le SPD dénoncer et combattre la politique antisociale de Schröder que Merkel s'est employée à appliquer minutieusement, par contre les masses peuvent se saisir de ses positions contradictoires pour ne retenir que celles qui les intéressent et engager rapidement le combat contre le gouvernement, reste ensuite à savoir si ce processus ne les conduira pas à alimenter ou faire naître de nouvelles illusions dans ce parti, ce qui serait contre productif.

Je ne connais pas suffisamment bien la situation en Allemagne pour pousser plus loin mon analyse, il faudrait savoir avec précision quelle est vraiment la situation sociale des différentes couches du prolétariat, leur dégré de subordination au capitalisme, leurs rapports exacts aux différents partis.

Autre chose.

La dette colossale des Etats est due aux privilèges toujours plus importants accordés par les différents gouvernements aux banquiers et aux capitalistes qui peuvent disposer à leur guise des centaines de milliards de dollars ou d'euros qu'ils ont engrangés. Sans exagérer on pourrait affirmer que ce sont les banquiers qui détiennent le pouvoir.

Les prélèvements sur leurs profits n'ont cessé de diminuer tout comme les impôts qu'ils versent, du coup les Etats ne sont plus en mesure de couvrir leurs dépenses de fonctionnement.

Ils ne restent que trois solutions aux gouvernements : privatiser tout ce qui peut l'être encore, augmenter les impôts et les taxes que pait la population et réduire les dépenses de l'Etat, en taillant à la hache dans l'ensemble des budgets à caractère social, éducation, santé, logement, etc., sans oublier le non-remplacement des fonctionnaires partant à la retraite.

L'ensemble de ces mesures a un contenu antisocial qui ne peut qu'alimenter la lutte de classe et conduire à la mobilisation générale de la classe ouvrière et sa jeunesse, mais il ne faudrait pas s'emballer comme au lendemain des 19 janvier et 29 mars derniers.

Si l'urgence est de redonner espoir à la classe ouvrière qu'il serait possible d'infliger une défaite au gouvernement, il faut impérativement que cet espoir soit associé à l'idée qu'il est possible de changer la société et pour cela de mettre fin aux institutions et au capitalisme, que leur mobilisation soit

portée plus ou moins consciemment par une issue politique.

Dans le cas contraire, deux situations peuvent se présenter.

La première serait que cette mobilisation oblige le gouvernement à reculer et qu'il soit contraint de satisfaire certaines revendications, ce qui ne ferait qu'aggraver les problèmes économiques auxquels il est déjà incapable de faire face. Il aurait provisoirement sauver les meubles comme en 36, 47 ou 68.

Le problème pour lui, c'est qu'il se trouve dans une situation économique beaucoup plus grave qu'à ces différentes époques, maintenant pour éviter que la mobilisation n'enfle et devienne incontrôlable, il pourrait être tenté de s'en prendre de gré ou de force à l'aristocratie financière afin qu'elle lache un peu de leste pour sauver le régime et le système capitaliste qu'une révolution pourrait à terme menacer.

La seconde serait que le gouvernement refuse de plier et qu'il réprime violemment le mouvement ouvrier, ce qui pourrait avoir comme conséquence de radicaliser et généraliser la mobilisation des masses, pour ensuite déboucher sur une crise politique.

En réalité, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner n'a pas les moyens de faire face à ces deux cas de figure, il ne tient que grâce au manque de maturité politique des masses et au soutien que lui apportent les appareils staliniens et réformistes qui contrôlent le mouvement ouvrier. Il nous faut donc aborder ces deux questions et tenter d'y apporter des réponses.

Pour nous préparer à affronter cette situation, nous devons favoriser l'organisation indépendante de la classe en dehors des structures des partis et des organisations qui contrôlent le mouvement ouvrier, en nous adressant à l'ensemble de la classe ouvrière et ses militants.

Des comités unitaires pourraient très bien faire l'affaire, à condition de leur donner une orientation politique contre le régime. Leur fonction ne serait pas de mener des actions pour obtenir la satisfaction de revendications, mais d'unifier l'ensemble des exploités dans la perspective de la prise du pouvoir, de rassembler la classe et de la préparer aux combats décisifs à venir, de l'amener à prendre conscience qu'elle doit se donner cet objectif si elle veut en finir une fois pour toute avec tous les maux que lui impose une société dans laquelle elle ne peut plus se reconnaître, et qu'une fois créer ces conditions, il sera possible de vaincre.

A la première étape, l'objectif de ces comités seraient de rassembler des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs manuels, intellectuels ou indépendants, issus de la petite bourgeoisie, afin de les aider à élever leur niveau de conscience politique, à mieux comprendre dans quel monde nous vivons. Cela ne signifierait nullement qu'ils ne seraient que des clubs de discussions, car étant donné que leur objectif serait de changer les bases économiques et politiques de la société, sachant qu'on n'y parviendra qu'à partir du moment où la majorité de la population en aura pris conscience, leur tâche sera d'aller à la rencontre des travailleurs pour les convaincre de les rejoindre, comme le font en principe les militants d'un parti ouvrier, en organisant des porte-à-porte, des diffusions, des réunions, etc.

Ces comités pourraient évidemment participer sur leur propre orientation aux actions décidées par les organisations ou les partis.

On pourrait même imaginer que ces comités pourraient remplir un rôle social limité auprès de leurs membres en difficulté, au titre de la solidarité entre exploités qui s'est perdue au fil du temps.

Notre second objectif serait évidemment de construire le parti, sachant qu'il serait stupide et impossible de demander aux participants à ces comités d'adhérer à la totalité du programme de la révolution socialiste.

Le contenu politique de ces comités serait résolument orienté vers le socialisme, dans la mesure où dès le départ ils se construiraient sur la base de la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme, l'essentiel étant que ce principe soit respecté ou acquis, en admettant que chacun l'aborde avec ses propres expériences et ne se situe pas forcément au même niveau de conscience. Fermeté sur les principes, mais flexibilité dans leur application, la méthode de Lénine.

Admettre qu'il faut rompre avec le capitalisme ne signifie pas pour autant qu'on aurait rompu avec lui, de la même manière qu'adhérer au socialisme ne signifie pas forcément que l'on comprenne vraiment ce que cela veut dire. A partir du moment où un travailleur rejette le capitalisme, il faudrait l'aider à donner un contenu conscient à ce rejet. Cela demande d'y consacrer du temps, il est vrai qu'on a perdu tellement de temps au cours des décennies précédentes qu'on se retrouve dans une situation où le temps presse, où l'on risque fortement de manquer de temps pour être prêt le jour où les combats décisifs seront devenus inéluctables.

La décomposition du capitalisme qui s'est accentuée au cours de la seconde moitié du XXe siècle a entraîné dans son sillage celle du mouvement ouvrier toujours plus subordonné au capital. L'existence d'une multitude de formations politiques en est le produit le plus visible qui ne peut échapper à personne. Il y en a autant qu'il y a d'interprétations possibles du cours de la lutte des classes, alors qu'en réalité il ne peut y en avoir qu'une de correcte.

Partant de ce constat, on peut affirmer que pour peu qu'un militant dispose d'un certain niveau théorique et d'une certaine expérience de la lutte de classe, il pense bien faire en s'érigeant en dirigeant pour défendre ses propres idées en perdant de vue que si chaque militant agissait de la sorte, on aboutirait non pas à l'unité du mouvement ouvrier mais à son atomisation, à sa dislocation. Ce comportement n'est pas guidé par les intérêts collectifs de la classe ouvrière, au contraire il s'y oppose comme nous venons de le voir juste avant.

On pourrait se demander pourquoi on en est arrivé là et trouver plusieurs réponses : le stalinisme sous ses différents masques s'est employé non sans une constance exemplaire, à saper la confiance que les masses pouvaient avoir dans le socialisme ; notre incapacité à analyser l'évolution de la situation depuis la fin de la seconde guerre mondiale qui fut marquée par des périodes bien distinctes ; la restauration du capitalisme en URSS qui sonna le glas de la remise en cause du marxisme ou du socialisme, du léninisme ; l'inexistence de dirigeants de la trempe d'un Lénine ou Trotsky ; l'apparente toute puissance du capitalisme ; une série de défaites dans le monde de la classe ouvrière et son incapacité jusqu'à nos jours à se doter d'une nouvelle direction, y compris au niveau international ; la liquidation des services et des entreprises publiques, à laquelle il faut ajouter celle de droits et acquis collectifs favorisant la recherche de solutions individuelles à nos problèmes, attitude qui témoignait de l'emprise croissante sur toutes les classes de la société des idées des classes dominantes, etc.

Les uns et les autres s'emploient à privilégier un ou des arguments que je viens de citer aux détriments des autres, en s'accusant mutuellement de ne rien comprendre à la situation où d'en être en partie responsable. Tout ceci est à la fois vrai et faux, admettons que nous nous soyons tous fourvoyés un moment donné, cela ne suffit pas pour nous imputer la responsabilité de la situation actuelle, seules les appareils traîtres des partis traditionnels et des syndicats en portent la responsabilité.

Où je voulais en venir, c'est qu'étant donné qu'aucune formation politique n'a jamais eu les moyens d'inverser le cours des choses, en accuser une plus qu'une autre n'a pas de sens, peut-être n'est-ce pas tout à fait le cas de l'ensemble de leurs dirigeants dont certains savaient pertinemment depuis longtemps qu'ils entraînaient leurs militants dans une impasse politique ou jouaient double jeu, laissons cela de côté ici. Comment comprendre qu'à partir d'une poignée de militants réunis autour d'un ou deux responsables, on en arrive à créer un nouvelle organisation ? Il est pourtant facile de comprendre que ces regroupements de militants ont finalement moins d'influence sur le cours des choses, qu'un puissant parti regroupant l'ensemble des tendances révolutionnaires du mouvement ouvrier.

Que ce soit sur le plan politique ou syndical on assiste à la même déchirure entre militants, on passe dorénavant plus de temps à polémiquer entre nous qu'à combattre notre ennemi commun, voilà à quelle aberration nous sommes arrivés. Il est donc indispensable que cette situation cesse au plus vite et qu'une initiative soit prise pour rassembler tous ces militants qui ne peuvent pas à la fois se conduire de la sorte et prétendre défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière, ces deux comportements sont incompatibles qu'ils le veuillent ou non. Si vous continuez à démontrer quotidiennement devant les militants et les travailleurs que vos désaccords politiques l'emportent sur l'objectif que vous avez fixé à votre combat et qu'en principe vous partagez, autant dire que votre crédibilité et votre légitimité ne dépasseront jamais le seuil de votre chapelle. Ne prenez pas cela comme une leçon, mais plutôt comme un conseil qui mérite réflexion.

Personnellement, je me suis refusé à rejoindre une formation politique, mais j'ai été conséquent avec les idées que je défends, je n'ai créé aucun groupe de militants, conseillant aux camarades qui suivent mon activité politique de rejoindre le POI ou le NPA, sans pour autant mettre leurs idées dans leurs poches évidemment.

Vaut mieux critiquer un parti de l'intérieur pour faire avancer ses idées, que de le critiquer de l'extérieur, car généralement cela ne sert strictement à rien. Les militants des différents groupes ou groupuscules appartiennent à la seconde catégorie. A défaut de parti, ils vous restent les comités pour l'unité dans lesquels vous retrouverez des camarades de différents partis, rien de tel pour confronter vos idées, au lieu de refaire le monde chacun dans votre coin en croyant avoir toujours raison, non ?

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

---

affichage 800 x 600 MSIE 7 ou Mozilla Window XP Webmaster : mil

Causeries octobre 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre

Deux mondes que tout oppose.

Chouette les Bourses flambent, on parle de gain de 70 à 80% au Brésil et en Inde ! Les banquiers continuent de se verser des rémunérations mirobolantes, mieux encore, ils veulent anticiper le remboursement des milliards de dollars ou d'euros que leur ont versés les différents gouvernements. Etrange ? Il y en a plus d'un qui ne va plus rien y comprendre.

Ils auraient donc tant d'argent, plus qu'il ne leur en faut ? Trop en vérité ! Alors quelle explication donner à ce revirement spectaculaire (apparent seulement) de la situation ?

La confiance camarades, la confiance rien que la confiance, qu'ils vont pouvoir continuer à s'enrichir comme avant que cette crise éclate, la garantie étant venue des Etats et des banques centrales.

Ils ont commencé par enregistrer des pertes colossales par dizaines de milliers de milliards de dollars, cela les a conduit à retirer leurs billes, ensuite les banques centrales ont couvert leurs prises de risques, autrement dit alimenter la spéculation mondiale, parallèlement ils se sont servis du prétexte de cette crise pour envoyer au chômage plus de 50 millions de travailleurs dans le monde, de leurs côtés les différents gouvernements ont engagé des politiques de guerre contre leur classe ouvrière respective sans déclencher d'explosion sociale jusqu'à présent, du coup ça baigne pour eux, les voilà rassurés, ils peuvent ressortir leur fric des coffres et engranger à nouveau des profits records... Ils ont reçu l'assurance que les banques centrales et les gouvernements ne laisseraient pas s'effondrer le système, ils y croient sans chercher plus loin.

Dans notre camp la situation est nettement moins réjouissante, car la classe ouvrière n'a pas repris confiance en ses forces, elle n'a pas encore renoué avec l'espoir qu'il est possible de changer la société, avec le socialisme. Si la confiance est le moteur des investisseurs sur les marchés financiers,

elle est aussi le moteur de la lutte de classe du prolétariat. Confiance dans quel parti, dans quel programme, dans quelle issue politique ?

Les dépêches.

L'Etat des banquiers.

Le projet de loi de finances 2010 prévoit une augmentation du déficit public à 8,5% du produit intérieur brut après 8,2% en 2009.

"*C'est vrai que le déficit*" est important, a déclaré l'UMP Gilles Carrez, mais "*ça veut dire qu'il y a dans ce budget encore un soutien massif de l'Etat à l'économie*". (Reuters 30.09)

Leurs dettes ne sont pas les nôtres.

Pour Fabius : "*Quant à l'irresponsabilité, elle saute aux yeux, avec le niveau sans précédent des déficits et de l'endettement*", considérant que "*le niveau de notre dette publique obère fortement les réformes nécessaires dans le futur*" (AP 30.09)

Il a déjà le nouveau masque que s'apprête à porter le SPD en Allemagne.

La ligne de démarquation entre ceux qui se placent dans le camp du capital et ceux qui se placent dans celui du travail est facile à repérer : d'une côté, tous ceux qui s'inquiètent du niveau de la dette de l'Etat et entendent la réduire, tout comme l'UMP, dans le contexte actuel vouloir réduire la dette de l'Etat se résume à s'attaquer violemment aux droits ou acquis de la classe ouvrière, d'un autre côté, ceux qui se refusent à prendre en compte une dette qui est uniquement le produit de la faillite du capitalisme et qui entendent combattre pour en finir avec le capitalisme et les institutions.

Clearstream.

Selon Jean-Louis Gergorin, de Villepin a été informé dès le 1er janvier 2004 de l'existence des listings où figurait le nom de Sarkozy, une autrefois il parlera de février 2004, tandis que de son côté de Villepin a redit avoir appris l'existence de ces listings lors de la parution d'un article du "Point" début juillet 2004. Quant aux notes du général Rondot, elles font état d'un Villepin "jubilatoire" en mai 2004 à l'idée que Sarkozy apparaisse sur ces listes.(AP 30.09)

Tout tourne autour de la date à laquelle de Villepin a été au courant de l'existence de ces listings truqués. Si le tribunal était dans l'incapacité de l'établir et que de Villepin ne se contredisait pas sur ce point précis, ce procès se terminerait par un non-lieu.

Il se pourrait aussi que pour ne pas être pris, Gergorin et de Villepin qui se connaissent bien, aient choisi comme stratégie de mentir chacun de leur côté comme s'ils n'avaient pas les mêmes intérêts dans cette affaire, de façon à apparaître plutôt comme ennemi pour influencer le tribunal, qui, face à deux mensonges dont les motivations seraient contradictoires, il lui serait impossible de déterminer lequel des deux serait le vrai menteur. Il fallait y penser. Si tel était le cas, seules des déclarations contradictoires de l'un ou l'autre pourraient les perdre, tous les deux cette fois.

Social-démocratie. A chaque contexte son propre masque. Deux exemples.

Espagne.

Devant les délégués travaillistes en Grande-Bretagne, Zapatero a livré, lundi 28 septembre, sa recette pour que les socialistes européens renouent avec leur électorat : "*La meilleure manière d'obtenir le vote des citoyen est d'être fidèles et cohérents avec nos valeurs*".

Et ses "*valeurs*" on les retrouve dans son projet de loi de finances pour 2010 : réduction des dépenses publiques de 3,9 %, relèvement du taux général de TVA de 16 % à 18 %, suppression pour tous les contribuables d'une déduction de 400 euros instaurée en 2008.

Et la mobilisation du mouvement ouvrier contre la politique antisociale du gouvernement et les deux millions de chômeurs supplémentaire en un an ? Le journaliste du Monde précisait : pour les deux principales centrales syndicales, UGT et CCOO, jusque-là modérées vis-à-vis de l'exécutif socialiste malgré les plans sociaux et les fermetures d'entreprises, ce projet "va à l'encontre des déclarations officielles." (Le Monde 30.09) C'est tout !

Vous avez toujours envie de "*battre la droite*" pour mieux désorienter le mouvement ouvrier et servir les intérêts du capital ?

Allemagne.

Selon une correspondante du *Monde* à Berlin, le SPD cherche désespérément les moyens de rebondir après la débâcle subie aux élections législatives.

Björn Böhning, porte-parole de la gauche du parti a exhorté "*On devrait mettre en avant ceux qui sont en mesure de développer des alternatives en termes de programme*". Lui par exemple ! Impayable !

Il sous-entendrait qu'il faudrait en finir avec l'héritage des réformes de l'ère Schröder et solder l'époque des compromis avec les chrétiens-démocrates (CDU), qui ont coûté si cher au SPD.

Allez faire croire à un travailleur allemand que le SPD va combattre contre Hartz IV qu'il a lui-même initié, ce serait franchement le prendre pour un abruti, aucun n'y croit ! Cela tombe bien, ce n'est pas dans les intentions du SPD.

En France plus qu'en Allemagne peut-être, chacun sait que le PS de retour au pouvoir n'a aboli aucune loi scélérate adoptée par de Gaulle, Pompidou, Giscard, nous n'avons donc pas plus intérêt à avoir un gouvernement dirigé par l'UMP que par le PS.

Maintenant qu'il n'est plus au gouvernement, le SPD se retrouve délié de ses engagements envers la CDU-SCU, il va retrouver sa liberté de langage pour mieux tromper les travailleurs avec le soutien à "*gauche*" de Die Linke, changer une nouvelle fois de masque pour faire illusion, rien de plus.

Reprenons la lecture de cet article.

Depuis les élections législatives de 1998, le parti a perdu 10 millions d'électeurs. Avec 23 % des voix, il a enregistré, dimanche, son pire score depuis soixante ans. Selon les enquêtes publiées après le scrutin, une bonne partie de son électorat traditionnel s'est réfugiée dans l'abstention. Beaucoup sont partis chez les Verts, et surtout chez Die Linke, le parti de la gauche radicale.

La classe moyenne et une partie des couches de la petite-bourgeoisie qui soutenaient le SPD sont passés chez les Verts, tandis que des pans entiers de la classe ouvrière se sont réfugiés dans

l'abstention ou sont passés chez Die Linke qui leur promet la lune demain.

Avides de se sortir de la crise idéologique dans laquelle ils sont plongés, nombre de sociaux-démocrates plaident pour un vrai virage à gauche.

Ils sont pieds et mains liés au capital, ils le disent eux-mêmes.

L'ancien chef stratégique des néocommunistes du PDS (fondu aujourd'hui au sein de Die Linke), Thomas Falkner, qui est connu pour entretenir de bonnes relations avec le SPD, estime «*Au-delà de la question des alliances, le SPD, tout comme Die Linke, doit répondre à un certain nombre de questions cruciales, notamment comment réagir face à la globalisation. On a vu aux élections européennes que la gauche allemande n'est pas la seule à ne pas pouvoir répondre à cette question.*». Autrement dit, travailleurs allemands, vous n'avez absolument rien à attendre de ces partis qui sont tout juste bons à poser des questions.

Bref, pas de quoi nous donner le tournis, il n'y a pas plus de "*virage à gauche*" que de beurre en branche c'est parfaitement clair, est-ce que vous avez entendu parler de la remise en cause de la nature de l'Etat par un seul dirigeant du SPD ? Non, donc inutile d'aller plus loin, à quoi bon croire qu'il serait possible à un cadavre en décomposition de former de nouvelles cellules pour redevenir ce qu'il était un siècle plus tôt ?

Etats-Unis.

Les chiffres définitifs du département du Commerce montrent une baisse de 0,7% du PIB américain sur la période avril-juin.

Le PIB américain, qui mesure la production totale de biens et de services sur le sol national, avait chuté de 6,4% sur le trimestre janvier-mars.

Le recul du PIB sur la période avril-juin marque sa quatrième baisse trimestrielle consécutive, ce qui est une première depuis le début du suivi des statistiques en la matière aux Etats-Unis en 1947.

L'enquête du cabine ADP a parallèlement fait état de 254.000 destructions d'emplois dans le secteur privé en septembre.

La consommation des ménages, qui représente plus des deux tiers de l'activité aux Etats-Unis, a finalement reculé de 0,9%. Les dépenses, soutenues par les mesures de relance de l'administration Obama, avaient augmenté de 0,6% par rapport au trimestre précédent.

L'investissement des entreprises a reculé de 9,6%

La faiblesse persistante de la demande intérieure s'est traduite par une nouvelle diminution des stocks d'invendus. Ces derniers ont chuté de 160,2 milliards sur les trois mois à fin juin. Au premier trimestre, la baisse avait été de 113,9 milliards.

Ce recul des stocks a amputé le PIB du deuxième trimestre de 1,42 point de pourcentage. En excluant les stocks, le PIB a augmenté de 0,7% sur la période après une baisse de 4,1% au premier.

La reconstitution des stocks est vue comme l'un des principaux moteurs de la reprise économique. Les économistes sont d'accord pour dire que cette reprise, stimulée par les dépenses de l'Etat fédéral,

est déjà à l'oeuvre.

Il reste cependant des interrogations sur la vigueur et la durée de la reprise en raison de l'atonie persistante de la consommation des ménages, phénomène lui-même lié au fait que l'économie américaine continue de détruire des emplois.

Le département du Commerce a également fait état d'une nette révision à la baisse du bénéfice des entreprises après impôts, qui n'ont finalement augmenté de 0,9% au deuxième trimestre.

Ces bénéfices avaient augmenté de 1,3% au premier trimestre.

Le déclin des investissements immobiliers, un secteur au coeur de la pire récession qu'aient connue les Etats-Unis depuis 70 ans, a ralenti, avec une baisse de 23,3% sur le deuxième trimestre contre -38,2% au premier.

Les exportations n'ont finalement reculé que de 4,1% au deuxième trimestre et un plongeon de 29,9% au premier. (Reuters 30.09)

La Bourse ou la vie.

"*Les fondamentaux se sont améliorés. Cela étant, ces anticipations sont tirées principalement par l'intervention des gouvernements et des banques centrales. Lorsque ceci s'estompera, la fragilité sous-jacente de l'économie mondiale sera à nouveau révélée*", a déclaré Philippe Gijsels de BNP Paribas Fortis. "*Le sentiment général est devenu beaucoup trop optimiste.*"

Les gouvernements et les banques centrales du monde entier ont injecté plusieurs milliers de milliards de dollars dans l'économie et les marchés du crédit, dans le but de relancer l'activité, et ces soutiens seront retirés peu à peu à mesure que la reprise se confirmera.

Ces interventions ont permis aux marchés actions mondiaux de progresser de plus de 17% au troisième trimestre.

"*Les perspectives pour les marchés d'actions demeurent favorables sur les prochains mois -- les prix vont continuer à augmenter, tirés par des multiples et des bénéfices plus élevés*", a déclaré Gerhard Schwarz, directeur de la stratégie actions chez UniCredit.

Les marchés d'actions dans les pays émergents devraient continuer à augmenter cette année, le Brésil et l'Inde semblant en passe d'enregistrer des gains record, de plus de 70 et 80% respectivement. La place boursière russe devrait elle aussi terminer l'année au-dessus de son niveau actuel et enregistrer un bond de plus de 100% en 2009.

D'après les anticipations, le marché d'actions brésilien devrait progresser de 20% d'ici à juin 2010.

L'Asie, qui est depuis longtemps présentée comme la région où la reprise se confirmera en premier, devrait également enregistrer des gains impressionnants. Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête anticipent un gain de plus de 20% sur le principal marché de Hong Kong et de 6% à Taipei. (Reuters 30.09)

République tchèque.

Un nouveau recours contre la ratification du traité de Lisbonne a été déposé devant la Cour constitutionnelle tchèque par un groupe de sénateurs, mardi 29 septembre, à Prague.

Le recours tchèque risque, s'il est jugé recevable par la Cour constitutionnelle, de retarder encore l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. M. Klaus devrait prendre prétexte de cette saisine pour ne pas signer le texte avant la décision des gardiens de la Constitution, d'ici trois à six mois. (LeMonde.fr 30.09)

Le 3 octobre

Après ma réponse au courriel qu'un camarade m'avait adressé, il m'a écrit "*merci pour ton article en réponse à mon message, il correspond à ce que j'espérai : être un sujet de discussion, genre tribune libre que tu a préconisée ces derniers jours.*". Autrefois parmi les belles intentions (bafouées) dans la bouche des dirigeants on pouvait trouver celle-ci : dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit.

Mais camarade, tu n'avais pas à attendre que je reparle de la Tribune libre pour t'exprimer librement, la critique et la polémique tout comme les erreurs que l'on peut commettre, font partie de la vie, elles sont salutaires à plus d'un titre, car au-delà du fait qu'elles permettent de confronter des idées différentes sur des questions précises, elles permettent aussi de cerner la personnalité de chaque intervenant, de vérifier qu'ils sont capables de se remettre en question et d'évoluer, que leurs déclarations sont bien conformes aux principes qu'ils mettent en oeuvre.

Ce qui m'inquiète souvent, c'est justement de ne pas recevoir de courriels ou d'articles critiques, car je suis absolument convaincu qu'il y a parmi les lecteurs des militants qui n'ont pas forcément compris ce qu'ils ont lu, et que par conséquence ils ne peuvent pas être d'accord avec mon point de vue, il se peut aussi qu'ils n'en aient pas. On ne porte pas seulement et éventuellement un regard critique sur un article, une analyse ou une position, on peut aussi remarquer que son rédacteur a oublié d'aborder certains aspects d'une question ou qu'il ne l'a traité que sous un seul angle.

Hier en fin de matinée, juste après avoir mis en ligne l'article sur la question climatique, je me suis demandé encore une fois si je n'avais rien oublié. J'ai donc passé en revue les facteurs présents dans mon analyse, je me suis aperçu qu'il aurait été possible de préciser certains points et d'en aborder certains autres sous un angle différent.

Par exemple, je n'ai pas précisé que les marchandises produites dans le monde et destinées à l'exportation vers les pays les plus riches devaient être conforme aux normes de qualité, de sécurité, etc. que les capitalistes des pays riches avaient élaborées, non pas pour le bien-être de la population dont ils n'ont rien à foutre, mais pour réduire la concurrence sur le marché mondial, car ces normes très strictes ont un coût et nécessitent des moyens pour être appliquées dont ne disposent pas forcément chaque capitaliste dans le monde. Le problème des capitalistes occidentaux, c'est que dorénavant dans de nombreux pays ces normes ne posent plus de problèmes, du coup ils doivent inventer de nouvelles normes toujours plus contraignantes et difficiles à mettre en oeuvre, par exemple la traçabilité dans l'agro-alimentaire.

Autre chose m'a échappé sur le coup, hier (comme aujourd'hui) les impérialistes les plus puissants exhortaient tous les gouvernements du monde à se plier à leur version de la démocratie, ils s'en servaient comme prétexte et moyen de pression politique pour que tous les pays ouvrent grandes leurs portes à leurs marchandises et à leurs multinationales, aujourd'hui c'est le respect de

l'environnement qui remplit le même rôle, seuls les pays les plus riches sont en mesure de respecter les normes strictes en matière de pollution qu'ils ont eux-mêmes édictées et qu'ils voudraient imposer à la planète tout entière, cela ne veut pas dire pour autant qu'ils les respectent eux-mêmes évidemment.

Chez moi le courant électrique provient d'une centrale thermique au charbon, si je voulais m'équiper en panneaux solaires, je devrais vendre ma maison pour me les payer ! Si les écologistes à la con exigeaient l'arrêt de cette centrale thermique, demain uniquement dans cette région ce seraient des millions d'Indiens qui n'auraient plus accès à l'électricité, des dizaines de milliers d'entreprises fermeraient, le chômage serait multiplié par dix, et moi je quitterais l'Inde sur le champ. Si demain ces abrutis fermaient les centrales nucléaires en France, vous vous retrouveriez exactement dans la même situation que les Indiens dans l'exemple que je viens de donner. Je ne suis pas pour autant un fanatique du charbon ou de l'uranium, je précise, mais il faut bien faire avec ce qu'on a en attendant d'en finir avec le capitalisme, pour pouvoir ensuite envisager de régler cette question conformément aux besoins de la population tout en tenant compte des exigences environnementales.

J'ai parfaitement conscience que la plupart du temps mes articles ne fournissent que des pistes de réflexions, je n'ai pas d'autres prétentions. Ce n'est pas un militant isolé qui à lui seul peut analyser à fond une question sous tous les angles, ce travail devrait être le produit d'une réflexion collective riche des expériences de chacun. Je dis "travail", car réfléchir nécessite un effort que tout le monde n'est pas prêt à fournir, travail dans le sens noble du terme, qui apporte quelque chose aux autres, qui satisfait un besoin ou marque un progrès sur l'ignorance...

Autre chose.

La culture des illusions.

Chacun sait que le POI (avant lui le PT et le PCI) soutient le SPD en Allemagne comme il soutient le Labour Party en Grande-Bretagne, il nous en a encore fourni la preuve dans le n°66 d'*Informations ouvrières* à la page 11 dans pas moins de trois articles.

Ils expliquaient hier qu'une fois chassé Schröder tout irait pour le mieux au SPD. Pas de bol, Schröder parti de la direction du SPD, il a été remplacé par la troïka Steinmeier, Steinbrück et Müntefering !

Que cela ne tienne, ils remettent cela : "*pour la masse de la classe ouvrière allemande, la question centrale demeure concentrée, aujourd'hui encore, dans la capacité qu'elle aura ou non à se ressaisir de l'instrument qui lui a été dérobé et qui reste le SPD. En s'abstenant massivement, elle a infligé une défaite à sa direction et a indiqué qu'elle avait l'intention de reconstruire un parti capable d'occuper sa place aux côtés des syndicats sur le terrain de la lutte des classes, un parti qui ne recule pas devant les nationalisations et qui ne se limite pas au strict cadre des combinaisons parlementaires.*"

Engels disait qu'un parti qui avait failli était définitivement fini, voué à la casse ou au musée de l'histoire. Le rédacteur de cet article, un "*trotskiste*", l'a tout simplement oublié ou ne veut pas en tenir compte.

Vous allez voir ce que vous allez voir, 96 ans après être passé avec armes et bagages dans le camp de la réaction, le SPD va redevenir le parti de F. Engels et K. Marx !

Pour tenter de légitimer cette position ils donnent la parole à des militants SPD, anciens SPD et des syndicalistes qui éditent *Soziale Politik & Demokratie* à Düsseldorf, et qui évidemment disent la même chose que le POI, c'est leur conception de la Tribune libre je le signale en passant, ils ont écrit "*Il n'y a qu'une réponse pour organiser la défense des travailleurs et de la jeunesse contre les coups : c'est de travailler à hâter le moment où l'on fera chuter ce gouvernement, et, pour cela, il faut faire partir la troïka qui règne à la tête du SPD.*" Avant ils ont expliqué : "*La chute de la troïka et l'urgente rupture avec Hartz-IV, avec la retraite à 67 ans, etc., sont une seule et même chose. C'est la seule voie pour sauver ce parti qui existe depuis 150 ans.*". C'est bien connu que lorsqu'un parti social-démocrate accède au pouvoir, il s'empresse d'abolir les lois scélérates passées par ses prédécesseurs ! Le troisième article, qui reprenait un extrait d'une déclaration de militants qui s'étaient réunis à Cologne le 12 septembre, était sur le même registre.

N'aurait-on pas mieux à faire que de vouloir sauver à tout prix un "*cadavre puant*" (R.Luxemburg) ? Cela défie les lois de la nature et de l'entendement, mais ils en ont cure.

Pas de bol encore une fois, c'est le ministre de l'environnement sortant, Sigmar Gabriel, qui va prendre la direction du SPD et Franz-Walter Steinmeier qui a été élu mardi chef du groupe parlementaire de ce parti.

Qui est Sigmar Gabriel ? Dans un article de *Rue89* on peut lire qu'il est "*écologiste convaincu, grand pourfendeur du nucléaire, Gabriel a mis très tôt ses pas dans ceux de l'ancien chancelier Gerhard Schröder. C'est à lui qu'il doit sa carrière. Ancien ministre-président du Land de Basse-Saxe, comme Schröder en son temps, il échoua cependant en 2005 au poste qui lui revient désormais.*" Dans un article du *Monde.fr* : "*âgé de 50 ans(...) réputé impatient et colérique, c'est un pragmatique qui n'appartient ni à la gauche ni à la droite du parti. Héritier de Gerhard Schröder (...) les uns critiquent son manque d'ancrage idéologique, les autres vantent sa pugnacité.*". Le Cohn-Bendit du SPD, quoi, vraiment pas de bol !

Citant l'hebdomadaire Die Zeit, *Rue89* : « *Ce n'est pas le moindre des paradoxes que le parti social-démocrate, qui règle ses comptes avec l'ère Schröder et pourchasse ses derniers partisans, cherche son salut en la personne d'un homme qui a appris la politique auprès de Schröder.* ».

Chassez-le par la porte, il reviendra par la fenêtre et ainsi de suite, depuis Bernstein rien de changé, il faut être aveugle ou d'une mauvaise foi incurable pour ne pas s'en être aperçu plus tôt.

Rue89 poursuit : "*La nouvelle secrétaire générale sera Andrea Nahles. Gabriel appartient comme Steinmeier à la ligne « droitiste », Nahles représente l'aile gauche du parti.*

Le « triumvirat » Gabriel-Nahles-Steinmeier, pour surprenant qu'il soit -personne n'aurait parié quelques mois plus tôt sur Gabriel- représente un certain équilibre entre les différentes tendances du parti."

Deux jours après la débâcle du SPD, le porte-parole de la gauche du parti, Björn Böhning, avait exhorté : "*On devrait mettre en avant ceux qui sont en mesure de développer des alternatives en termes de programme*". Sous-entendu : il faut en finir avec l'héritage des réformes de l'ère Schröder et solder l'époque des compromis avec les chrétiens-démocrates (CDU), qui ont coûté si cher au SPD. (Le Monde 30.09) Il n'a manifestement pas été entendu, désolé, pas de bol, la poisse !

Sans théorie et sans perspective politique, on ne peut s'en remettre qu'à des voeux... pieux ou de vieilles recettes foireuses. Les pleurnichards et autres bonnes consciences qui seraient en mal de

repères, n'auront qu'à se rabattre sur la page (10) sacerdotale d'*Informations ouvrières* où figure encore (une fois de plus) un communiqué de la Libre Pensée, à quand un article du Grand orient de France ! La Tribune libre camarades !

Dans son édito (page 2) Gluckstein a écrit que le gouvernement voulait fermer "*des dizaines de milliers de bureaux de poste*", on se demande où il les a trouvés, il n'y en a plus que 11.000 environ !

Laurence Deleuze du bureau national du POI a écrit page 10 : "*est-il plus intéressant de combattre pour des indemnités de licenciement ou pour préserver son emploi ? Est-il plus intéressant de combattre pour l'octroi d'aides alimentaires ou pour la création d'emplois, légitime source de revenus pour la classe ouvrière ?*"

Elle mélange tout. Combattre pour préserver son emploi est un leurre depuis 60 ans au moins, comme tous ceux qui ont été un jour confronté à cette situation le savent pertinemment, sauf exceptions qui confirment la règle. Combattre pour préserver son emploi dans la perspective de l'expropriation des capitalistes présente au moins l'avantage d'indiquer aux travailleurs l'objectifs qu'ils devront se fixer. On peut espérer ainsi élever leur conscience politique au niveau de cet objectif. Ce n'est pas la ligne politique de Deleuze ou du POI.

A défaut d'emploi, en attendant il faut bien faire bouillir la marmite pour nourrir sa famille, et ce n'est pas avec des slogans politiques qu'on va se remplir le ventre, pourrait lui répondre un habitué des soupes populaires. Certes le monde serait tellement plus chouette s'il correspondait à nos désirs, si nous avions tous le même degré de conscience politique, mais tel n'est pas le cas, et devant ce constat, on comprend que des travailleurs pensent bien faire en secourant les plus pauvres. Je suis d'accord sur le fond avec ce qu'elle dit, mais pas sur la forme qui en choquera plus d'un.

L'Union européenne, l'Etat, les capitalistes, entretiennent la misère qu'ils ont contribué à créer volontairement, puis la subventionnent pour que les pauvres ne crèvent pas de faim ou ne se révoltent pas, on est bien d'accord sur ce point. Maintenant il faut se mettre à la place de ceux qui bénéficient de ces "aides" et qui ne comprendraient pas qu'on leur dise : il faut fermer les Restaurants du coeur par exemple. Disons-leur plutôt : prenez ce que ces associations vous donne puisque vous ne pouvez pas faire autrement et profitez de cette occasion pour engager le combat avec nous pour mettre un terme à cette situation digne du Moyen-Age, vous méritez mieux...

Autres choses très vite.

On attendra les résultats définitifs du vote interne au PS pour écrire quelques lignes. Vous savez quand est-ce qu'ils se retrouvent au PS et qu'ils sont heureux ? Quand ils pensent avoir trouvé la meilleure formule pour nous enfler ! A l'italienne qui s'est soldé par une débâcle ! C'est la gourde Royal, que l'on pourrait facilement confondre avec la reine des abeilles, qui doit jubiler.

Au fait, Sarkozy a chargé Jack Lang d'une "*mission d'information*" sur la Corée du Nord avec pour objectif notamment de proposer des initiatives pour contribuer au règlement de la crise provoquée par le programme nucléaire militaire de Pyongyang, annonce l'Elysée. (Reuters 02.10)

Camarades, votez PS au second tour des élections régionales et surtout ne vous demandez pas si vous n'avez pas l'impression de voter UMP !

Dans la déclaration "unitaire" FASE, GU, Alternatifs, NPA, PCF, PCOF, PG du 28 septembre, on pouvait lire :

"*Il s'agit, ensemble, non seulement de contrecarrer l'offensive politique de la droite et du libéralisme pour défendre les exigences du monde du travail, encourager les résistances mais plus fortement inverser le rapport de forces dans les urnes et dans les luttes.*"

Ne cherchez pas une référence auc combat contre les institutions, l'Etat des banquiers, il n'y en a pas. Traduisez : il faudra bien faire avec celles qui sont en place.

Bon week-end à tous.

L'Afrique pour les négriers, pas pour le développement.

L'Afrique devrait être en particulier mieux représentée au sein du G-20, a déclaré M. Strauss-Khan lors d'une conférence en marge des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale organisées à Istanbul.

Actuellement, l'Afrique du Sud est le seul Etat membre africain du G-20. Il est difficile d'organiser l'économie mondiale en laissant un milliard de personnes en Afrique en dehors du processus, a-t-il expliqué. (AP 02.10)

Si vous avez lu mon article sur la question climatique, j'évoquais le sort de l'Afrique.

Pour 4%, faites chauffer la planche à billets.

Les banques européennes sont suffisamment solides et capitalisées pour résister à une très sévère récession, comme envisagé lors des stress tests auxquels 22 d'entre elles ont été soumises, ont estimé jeudi les ministres des Finances et les banquiers centraux de l'UE.

Le ratio Tier one mesure la partie la plus solide des capitaux propres d'une banque. Le minimum requis sur le plan international est 4%, mais il est généralement considéré qu'une banque entre dans une zone dangereuse à partir de 6%. (Reuters 01.10)

UE: la débandade.

Faute d'un accord entre eux à ce stade, les pays de l'Eurogroupe ont décidé de remettre à novembre la fixation d'un calendrier de réduction des déficits publics.

Si les membres de la zone euro, et plus largement les Vingt-Sept, s'entendent sur un programme indicatif, ils sont en revanche divisés sur la nécessité de le mettre en oeuvre à une date simultanée et d'annoncer celle-ci dès maintenant.

A l'issue de la première session de travail de l'Ecofin, le ministre suédois des Finances, Anders Borg, a admis qu'une certaine flexibilité devrait être de mise.

"*Les stratégies de sortie doivent être mises au point selon les spécificités des économies de chaque Etat membre. Si des pays estiment qu'ils peuvent commencer le plus tôt possible, c'est une bonne chose car cela aidera l'économie en général*", a-t-il dit lors d'une conférence de presse, précisant que la Suède se trouvait parmi ce groupe de pays.

Interrogé sur une éventuelle coordination des politiques budgétaire et monétaire pour favoriser une sortie de crise, Jean-Claude Trichet a indiqué que les règles strictes de cloisonnement entre la BCE

d'une part et les gouvernement nationaux et l'Eurogroupe d'autre part n'étaient pas modifiées par les circonstances. (Reuters 01.10)

On prend son pied comme l'on peut.

Un étudiant a lancé une chaussure, sans l'atteindre, sur le directeur du Fonds monétaire international, le Français Dominique Strauss-Kahn, jeudi au cours d'une conférence dans une université d'Istanbul. (AP 01.10)

Encore un qui n'aime pas le socialisme !

Chômage en Europe.

Le taux de chômage dans les 16 pays de la zone euro a atteint en août 9,6%, a rapporté jeudi l'agence européenne de statistiques Eurostat.

Selon les estimations d'Eurostat, 21.872 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en août 2009 dans l'UE27, dont 15,165 millions dans la zone euro.

Les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés aux Pays-Bas (3,5%) et en Autriche (4,7%), et les plus élevés en Espagne (18,9%) et en Lettonie (18,3%). (AP 01.10)

Chômage aux Etats-Unis.

Les entreprises américaines ont supprimé 263.000 postes en septembre.

Le taux de chômage aux Etats-Unis se situe désormais à son plus haut niveau depuis juin 1983 et septembre marque le 21e mois consécutif de solde négatif pour l'emploi non agricole.

Depuis le début de la récession, daté de décembre 2007, le nombre des demandeurs d'emplois aux Etats-Unis a augmenté de 7,6 millions pour atteindre 15,1 millions, a précisé le département du Travail.

La persistance d'un chômage élevé est considérée comme le chaînon manquant de la reprise économique aux Etats-Unis, après la pire récession subie par le pays depuis 70 ans.

En septembre, le secteur manufacturier a réduit ses effectifs de 51.000 postes et les services de 147.000 alors que l'éducation et la santé ne créaient que 3.000 emplois et que la fonction publique en supprimait 53.000.

L'autre indicateur publié vendredi, celui des commandes à l'industrie en août, montre une baisse de 0,8%.

Eric Rosengren, le président de la Réserve fédérale de Boston a déclaré lors d'une conférence "La reprise économique reste fragile et elle pourrait bien décevoir aussi bien les prévisions les plus optimistes que la confiance affichée actuellement par les marchés financiers". (Reuters 02.10)

Le 4 octobre

Mes remerciements à M. et P. pour leurs courriels d'hier. Pour la première fois le site a eu plus de 200 visites en une seule journée, hier, 206 exactement.

Question climatique, suite de la discussion.

Un camarade m'a envoyé un article du 7 juillet 2008 de Le Libre Pensée intitulé *Développement durable ou Capitalisme durable ?* signé M. Le Normand, un militant du CCI-POI sans doute puisqu'il fait référence à se revue théorique *La Vérité* qu'ils sont les seuls à lire. (http://www.fnlp.fr/spip.php?article232)

J'ai noté le passage suivant :

"*L'interdiction du DDT en 1972, a conduit à une hécatombe mondiale qui sévit toujours. La malaria, transmise par des moustiques, extermine chaque année 2,7 millions de personnes, dans les pays pauvres, surtout en Afrique (Brissonnet, 2003 sur le site AFIS). Dès son abandon, de nombreux pays comme l'Inde ou Ceylan où la malaria diminuait sous l'effet du DDT, furent confrontés à des épidémies majeures.*"

Mais l'histoire ne s'arrête en 2003. De plus, l'utilisation du DDT n'a jamais réellement cessé dans certains pays, et dès 2000 une trentaine de pays dans le monde annoncèrent officiellement y recourir à nouveau pour lutter plus efficacement contre le paludisme.

"*Dans un communiqué de février 2004, l'ONU note que « l'usage du DDT pour la lutte contre les épidémies, en conformité avec les recommandations de l'OMS, est jugé acceptable car il reste essentiel dans nombre de pays pour lutter contre la malaria, transmise par les moustiques ».*"

"*La convention de Stockholm, qui liste le DDT comme l'un des douze polluants organiques persistants dont l'usage doit être restreint, l'autorise pour des problèmes de santé publique. L'OMS le fait figurer dans sa liste d'insecticides recommandés dans la lutte contre le paludisme.*"

"*En 1996, l'Afrique du Sud doit changer d'insecticide sous la pression des écologistes. Mais les moustiques résistent au nouveau produit. En quatre ans, le nombre de morts est multiplié par huit. Le DDT est réintroduit dans ce pays comme dans d'autres (Maroc, Ethiopie, Namibie, une trentaine au total dans le monde).*"

(source : http://www.ufctogo.com/Le-DDT-insecticide-utile-a-petite-435.html ;
http://www.novethic.fr/novethic/entreprise/impact_local/sante/le_ddt_nouveau_utilise_contre_paludisn
http://www.actu-environnement.com/ae/news/convention_Stockholm_pop_ddt_geneve_7347.php4)

Personnellement, c'est le genre de débats qui me laisse plutôt songeur, car, que la vaporisation de DDT dans les habitations ne soit que de 2 grammes par mètre carré, les moustiques, ont les trouvent absolument partout et pas seulement dans les habitations.

A Pondichéry (Inde du Sud) où j'habite par exemple, les tout-à-l'égout se déversent dans des canaux à ciel ouvert qui traversent la ville de part en part, cette eau quasi stagnante à laquelle se mêle toutes sortes de détritus dont des centaines de milliers de sacs plastiques, dégage une odeur pestilentielle, ces eaux usées sont censées se déverser ensuite dans la mer. Du coup la ville entière et ses environs sont infestés de moustiques. Si l'on ajoute que l'on ne peut pas faire 100 mètres sans tomber sur un tas de détritus qui attendra des jours avant d'être enlevé par les employés municipaux, les décharges sauvages que l'on ne peut éviter de croiser dans presque tous les quartiers, bref, il faudrait passer la

ville entière et sa banlieue au DDT ! J'allais oublier les gigantesques décharges à ciel ouvert en pleine ville ou à sa périphérie où la municipalité déverse les poubelles des habitants avant de les brûler.

Il s'agit donc d'un problème économique à la base, en relation avec le développement démographique et le manque persistant d'hygiène de la population, pour laquelle cette préoccupation passe après la survie qu'il faut assurer au quotidien. C'est du côté du développement anarchique du capitalisme et de la société qu'il faut chercher le responsable des ravages causés par le paludisme.

Je vous avouerais que c'est pénible de devoir vérifier chaque information contenue dans un article par crainte d'être trompé et d'induire en erreur les lecteurs.

Voilà que maintenant on nous explique que le climat aurait plutôt tendance à se refroidir, alors que jusqu'à présent on a plutôt entendu le contraire avec force arguments à la clé. Il va donc falloir vérifier tout cela sérieusement pour ne pas se fourvoyer, quel boulot !

Le PS, la méthode Coué et les médias.

Martine Aubry a salué samedi "*un nouveau départ*" pour le Parti socialiste à la suite du "oui" massif des militants à la rénovation et a souhaité que tous les responsables du parti prennent désormais leur part au chantier.

"*C'est un nouveau départ pour le Parti socialiste, le visage du Parti socialiste ne sera plus le même après ce 1er octobre*", s'est félicitée sur France Info le premier secrétaire du PS.

Sur les 92.310 militants qui ont voté jeudi lors de la consultation interne, 68% se sont prononcés pour des primaires ouvertes aux sympathisants de gauche en vue de la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle de 2012, et 72% ont approuvé le non-cumul d'un mandat exécutif local avec un mandat de parlementaire.

"*C'est une grande fierté d'être socialiste aujourd'hui parce que nous sommes un peu à l'avant-garde démocratique et je pense qu'on fera des petits dans les autres partis*", a-t-elle souligné.

"*Nous avons renoué des rapports de confiance, je crois, avec toute la gauche.*" a-t-elle affirmé. (Reuters 03.10)

Donc, sur 200.000 adhérents au PS seulement 92.310 ont participé à cette consultation interne, soit 46%. Avec moins de 50% de participation, les dirigeants de ce parti osent prétendre que cette consultation et ses résultats seraient légitimes. C'est un déni de démocratie.

Je ne suis pas sur place, mais j'imagine que l'ensemble des médias sont sur la même ligne que l'agence Reuters qui affirme que le "*oui massif des militants*" l'a emporté, transformant ainsi un nouvel échec de la direction du PS en victoire.

En réalité, seulement 62770 adhérents sur 200.000 se sont prononcés pour les primaires que proposaient la direction du PS, soit 31,38%, qui d'un coup de baguette magique se transforme en majorité.

Appelons les choses par leurs noms, cette véritable escoquerie orchestrée par la direction du PS et couverte gracieusement par les médias est à la hauteur de l'audace dont elle fait preuve en osant affirmer que la mise en oeuvre de "*nouveaux mécanismes (...) garantissant la sincérité et la fiabilité*

des votes" internes avait été approuvée à 87% des votants, alors que la direction du PS en viole ouvertement les principes en se livrant à une interprétation frauduleuse des résultats de cette consultation. On mesurera ici le degré atteint de pourriture de ce parti et de ses dirigeants.

Le pire, c'est encore que cette saloperie se pare du socialisme qu'ils trainent constamment dans la boue. La "grande fierté d'être socialiste" d'Aubry inspirera le plus profond dégoût à tous les militants qui demeurent convaincu que le socialisme de Marx et Engels reste la seule alternative au capitaliste.

On ne s'étonnera pas qu'Aubry ait prétendu avoir "*renoué des rapports de confiance (...) avec toute la gauche*", puisque pour les dirigeants de tous les partis ouvriers ou assimilés le PS doit continuer à exister et à se revendiquer du socialisme même s'il s'emploie quotidiennement à le piétiner et le combattre.

La légitimité du PS, il la tient uniquement de ces partis et des capitalistes qui entendent bien continuer à lui faire jouer un rôle dans la lutte des classes, afin d'assurer la stabilité et la survie du régime.

Un antécédent.

En Haïti, lors de l'élection présidentielle de février 2006, René Préval avait été déclaré élu au premier tour alors qu'il n'avait obtenu que 48% des suffrages exprimés le Conseil électoral en accord avec la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) avait décidé de répartir les votes blancs entre les candidats, faisant passé Préval de 48 à 51,15%.

Dans la foulée, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait qualifié la solution adoptée par le Conseil électoral de "moyen raisonnable pour tenter de résoudre l'impasse qui aurait pu déboucher sur un conflit sérieux et des violences". Le Brésil, qui avait joué un rôle important dans le dénouement de la crise politique, avait invité le président élu. Le Chili, le Canada, les Etats-Unis et la République dominicaine, soucieuse d'améliorer ses relations avec son voisin haïtien, étaient les premiers à avoir félicité Préval. (Le Monde 17.06)

La Poste. La haine viscérale des représentants du capital envers le prolétariat.

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi, a jugé «discutables» les conditions du scrutin, sans valeur juridique : «*il n'y a aucun contrôle sur ces urnes, ça rappellera les grandes heures de l'Union soviétique*», a-t-il déclaré.

Une large majorité de Français (59%) souhaite que le gouvernement organise un référendum sur le changement de statut de La Poste, selon un sondage Ifop à paraître dimanche dans Sud Ouest Dimanche.

Le comité contre la privatisation qui a organisé ce vote est composé de 62 partis de gauche, associations et syndicats opposés au changement de statut de La Poste. (lefigaro.fr avec AFP 03.10)

Balourd fait des siennes.

L'ancien Premier ministre Edouard Balladur estime, dans un entretien publié dans "Le Parisien Dimanche" et "Aujourd'hui en France Dimanche", que le projet d'emprunt national lancé par le président Nicolas Sarkozy "*peut être utile*", mais qu'"*il accroîtra l'endettement*". (AP 03.10)

Diantre, même le plus crétin l'aurait deviné !

Libertés sous surveillance.

L'Etat va doubler le budget qu'il alloue au développement de la vidéosurveillance pour le porter à 20 millions d'euros en 2010, ce qui représente un triplement du nombre de caméras afin de passer à 60.000 en 2011, a annoncé François Fillon. (AP 02.10)

Qu'on se le dise : la carotte des impuissants sera collective ou ne sera pas !

"*Ce n'est pas une carotte individuelle*", a déclaré vendredi le Haut commissaire aux Solidarités actives et à la Jeunesse Martin Hirsch, expliquant que la mise à disposition d'une allocation de plusieurs milliers d'euros à trois lycées de banlieue parisienne pour lutter contre l'absentéisme était "*un projet tout à fait sain*". (AP 02.10)

L'absentéisme qui atteint 17% dans certains lycées de banlieue est le témoignage de l'échec d'une société basée sur l'individualisme et le fric, le capitalisme, une société qui n'offre aucune perspective à la jeunesse.

Airbus ou la menace.

Gérard Arnoux, commandant de bord sur A320 et président du Syndicat des pilotes d'Air France (SPAF) qui s'est porté partie civile dans l'instruction sur le crash du vol AF447 Rio-Paris, estime qu'il n'y a pas "*une cause unique*" à ce drame survenu le 1er juin dernier, mais que "*sans la panne des sondes Pitot, il n'y aurait pas eu d'accident*".

Dans un entretien publié dans "Le Journal du Dimanche", Gérard Arnoux, qui est aussi commandant de bord sur A320, souligne que "ces tubes qui mesurent la vitesse sont conçus sur la base de standards de certification obsolètes qui ne prennent pas en compte le givrage à haute altitude". "*Très logiquement, des incidents précurseurs d'accident sont survenus régulièrement dès le début des années 1990 avec un pic en 2008, notamment chez Air France*", assure-t-il.

"VTous les acteurs ont sous-estimé le problème des sondes. Il s'agit d'un échec collectif et d'une faillite totale du processus de retour d'expérience", affirme Gérard Arnoux. Il estime ainsi que "*la DGAC (Direction générale de l'aviation civile) et l'AESA (Agence européenne de la sécurité aérienne) avaient l'obligation réglementaire de traiter ces incidents graves selon des procédures bien établies, ce qu'ils n'ont pas fait*". "*Ils n'ont pas modifié les standards de certification qu'ils savaient pourtant inadaptés*", poursuit-il.

Gérard Arnoux observe aussi que "*malgré les problèmes constatés dès 2002 par Airbus sur la sonde Thales AA, l'avionneur a demandé aux équipages A330/340 de s'accommoder de cette menace pendant sept ans*". "*Les pilotes n'avaient jamais été entraînés au simulateur aux manoeuvres d'urgence correspondantes à haute altitude*", ajoute-t-il.(AP 03.10)

Irlande. Manipulation et arnaque politique pour forcer le destin.

Le "oui" au traité de Lisbonne a cette fois remporté une large victoire en Irlande, d'après les résultats officiels, annoncés samedi à Dublin, du nouveau référendum organisé la veille: les électeurs irlandais se sont prononcés par 67,1% des voix pour ce texte réformant le fonctionnement institutionnel de l'Union européenne.

Le taux de participation s'est établi à 58%. Lors du précédent référendum, en juin 2008, le "non" l'avait emporté avec 53,4% des suffrages et une participation de 51%. (AP 03.10)

La Talonnette a indiqué dans un communiqué de l'Elysée, que les Irlandais "*ont clairement fait le choix de l'Europe*", alors que le oui l'emporte avec seulement 38,91 des inscrits !

Psychose entretenue autour de la crise du capitalisme, matracage médiatique, interventions en faveur du traité de grandes entreprises comme Ryanair et Intel, soutien du gouvernement et de la quasi-totalité des partis politiques et des syndicats irlandais, toutes les conditions étaient réunies pour que la manoeuvre fonctionne.

Cela ne change rien au fait que chaque Etat de l'UE continueront de disposer d'une constitution et d'institutions contre lesquelles il faut mener le combat pour les abolir, pour ensuite pouvoir s'attaquer aux fondements du capitalisme. Ceux qui avaient refusé de mener le combat contre les institutions nationales dans chaque pays, vont-ils persister dans la même voie ? C'est aussi un échec pour ceux qui avaient subordonné leur politique à la rupture avec l'UE.

Italie. Manifestation pour la liberté de la presse.

Des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux journalistes, se sont rassemblées samedi dans le centre de Rome pour défendre la liberté de la presse en Italie, accusant le président du Conseil Silvio Berlusconi de vouloir museler les médias indépendants et réduire au silence les voix critiques à son égard.

A l'appel des syndicats de journalistes, le rassemblement de samedi après-midi dans une Piazza del Popolo noire de monde a réuni 60.000 manifestants selon la police, 300.000 selon les organisateurs. (AP 03.10)

Etats-Unis. Surendettement, insolvabilité : le cercle infernal.

Les autorités américaines de régulation ont fermé trois nouvelles banques vendredi, ce qui porte à 98 le nombre d'établissements financiers qui ont fait faillite depuis le début de l'année à la suite de la crise.

Les faillites de la Warren Bank, la State Jennings Bank et de la Southern Colorado National Bank, devraient coûter environ 293 millions à la FDIC, qui assure les dépôts bancaires à hauteur de 250.000 dollars par compte, dont 275 pour la seule Warren Bank.

La présidente de la FDIC, Sheila Bair, a prévenu que le nombre de faillites allait demeurer élevé malgré la reprise de l'économie, parce que les banques ont encore des pertes à enregistrer et doivent purger leurs bilans.

Les difficultés imputées durant les premiers mois de la crise aux prêts immobiliers et produits adossés ainsi qu'aux prises de positions complexes sont désormais liées aux prêts de détails et commerciaux, très affectés par la récession. (Reuters 03.10)

Iran. Obama menteur ? Mais non, mais non !

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a estimé samedi que le président américain Barack Obama avait commis un "*grave erreur*" en accusant Téhéran d'avoir caché l'existence d'une

deuxième usine d'enrichissement d'uranium.

"*M. Obama a commis une grave erreur, une erreur historique, alors que, en vertu des règles, nous avions fait l'annonce un an avant la date où nous devions le faire, par respect de la loi et du directeur général de l'AIEA, et naturellement les Etats-Unis devaient le savoir. Je ne sais pas pourquoi M. Obama n'était pas au courant*", a-t-il déclaré. (AP 03.10)

Le 5 octobre

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, peut-être demain, car je dois analyser une question d'une extrême importance avant de continuer, tout en sachant que je risque de ne pas y apporter de réponse satisfaisante immédiatement, ce qui me cause un énorme problème. Je vais essayer ici de déblayer le terrain.

Cette question est relative à la manière dont nous nous forgeons une opinion à partir de différentes sources à l'issue de différents processus faisant appel à différentes méthodes d'analyse.

Si je suis toujours prêt à reconnaître mes erreurs et à les corriger publiquement, en revanche je déteste en commettre ou plutôt avoir été entraîné à en commettre, par manque de vigilance ou pour avoir négligé de vérifier suffisamment que les informations qui nous avaient été transmises, ne véhiculaient pas un parti pris contraire à la cause pour laquelle nous combattions.

Je n'ai pas suffisamment mesuré à quel point l'ensemble des médias publics ou privés étaient pourris et s'employaient à colporter jusque dans les moindres détails la propagande de ceux qu'on pourrait appeler les maîtres du monde.

Je ne suis pourtant pas naïf et disposé à croire n'importe quoi, je pense faire partie des gens qui se posent quand même pas mal de questions, pas suffisamment apparemment, je me demande donc comment j'ai pu me tromper sur telle ou telle question, alors qu'il aurait été possible d'éviter facilement cette situation fort désagréable.

Cette réflexion fait suite à ma découverte de l'existence du site www.mondialisation.ca grâce à un camarade, après la lecture d'un certain nombre d'articles d'une qualité exceptionnelle et dont le contenu fut pour moi une réelle révélation, m'obligeant à revoir complètement mes convictions sur certaines questions.

J'avais déjà eu l'occasion d'amorcer cette réflexion après la découverte du Réseau Voltaire composé de journalistes indépendants, mais emporter par mon activité quotidienne j'étais rapidement passé à autres choses sans en tirer tous les enseignements. J'attribue cette erreur au fait que le Réseau Voltaire se limitait principalement à des questions politiques et que je ne pouvais pas partager les conclusions générales auxquelles aboutissaient ces journalistes.

Je n'ai pas cherché à en savoir davantage dans d'autres domaines que la politique, pour ne prendre que la question climatique, si je pouvais aisément concevoir qu'on nous raconte quelques histoires, je ne pouvais m'imaginer que nous avions à faire à une mystification orchestrée de longue date à l'échelle mondiale à partir de Washington, qui plus est, avec la complicité d'une grande partie de la communauté scientifique internationale.

Sur cette question précise, je ne me suis pas totalement fourvoyé, mais j'étais prêt à accepter la théorie officielle parce qu'elle s'appuyait apparemment sur des tonnes de rapports allant tous dans le même sens. J'ignorais totalement l'existence de contre-rapports infirmant les conclusions du GIEC. On nous a tellement mis en garde contre la théorie du complot, que j'avais fini par croire qu'elle n'existait que dans l'esprit de gens dérangés, or il s'avère qu'elle était totalement fondée à l'échelle mondiale sous l'égide de l'impérialisme américain.

C'est le rejet de cette théorie qui m'a induit en erreur, alors qu'elle est l'expression et le produit de la lutte à mort que livre le capital contre le travail à l'échelle mondiale, contre la révolution socialiste internationale. Elle fait donc bien partie intégrante de la lutte des classes contrairement à ce qu'on m'avait enseigné autrefois.

Le plus grave et le plus irresponsable dans tout cela, c'est qu'en rejetant cette théorie, on s'est coupé des moyens mis à notre disposition pour saisir correctement sur quoi reposait exactement chaque décision prise par l'impérialisme, quel objectif particulier il recherchait et par quels moyens il comptait s'y prendre pour y parvenir, on s'est contenté des informations superficielles qu'on voulait bien mettre à notre disposition, on, notamment les agences de presse à la solde du capital, pour comprendre la réalité qui était beaucoup plus complexe que ce que voulaient bien dire les dirigeants des partis ouvriers.

Camarades, comparez la qualité et la richesse des informations sur le fonctionnement du vieux monde fournies par le POI, le NPA, LO, journaux, revues théoriques, site Internet, avec celles qui sont disponibles dans les sites du Réseau Voltaire et de Mondialisation.ca, et vous arriverez peut-être comme moi à la conclusion consternante que pour être correctement informé, il vaut mieux encore ne pas se tourner vers les partis ouvriers qui savent à peine de quoi ils parlent.

C'est désolant et pourtant cela aurait pu être évité, si les dirigeants de ces partis au lieu de se recroqueviller derrière leurs appareils ou leur silence accusateur, avaient pris conscience de l'importance de diffuser auprès de leurs militants et sympathisants les informations collectées par ces deux organisations indépendantes. Ils préfèrent les censurer, alors qu'elles s'attaquent avec une virulence inouïe au coeur même du système capitaliste.

Personnellement, je trouve remarquable l'état d'esprit qui anime ces journalistes, même si j'admets que leur démarche puisse surprendre des militants qui n'ont pas été formés à l'exercice de la démocratie, et qui ne comprennent pas que pour débusquer les intentions réelles d'un ennemi, il faille parfois le laisser s'exprimer au risque de se voir accuser de collusion avec lui.

On vit dans un monde de psychotiques, de paranoïaques qui s'emploient à ériger des murs pour empêcher la vérité de se propager et de triompher, on ne voit pas en quoi ce comportement serait favorable à notre cause, au contraire il la dessert, et en agissant ainsi les partis ouvriers perdent toute crédibilité.

Cette attitude est d'autant plus condamnable que lorsqu'il s'agit de passer des compromis sur les principes, d'arpenter les allées du pouvoir, de se compromettre avec les institutions, de collaborer avec les appareils, etc., ils trouvent cela tout à fait normal, mais lorsqu'il s'agit simplement de transmettre une information objective en provenance d'organisations de journalistes indépendants d'investigation, ils adoptent la même attitude que les médias à leur encontre, ils pratiquent la censure.

Attention à ne pas confondre ces associations de journalistes indépendants avec des sites Internet comme Médiapart, Rue89, Agoravoice, Bakchiche, etc. qui sont liés au régime.

Je ne prétends pas non plus que ces deux organisations pourraient remplacer les partis ouvriers, au contraire, ils leur sont complémentaires en combattant contre l'impérialisme, le racisme, l'anti-sémitisme, la xénophobie, le sionisme, le capital en général sous toutes ses rapports, formes ou masques. On a autant besoin de leurs informations et analyses que des partis pour organiser la classe. Par ailleurs, si la plupart de leurs journalistes admettent être influencés par le marxisme, ils ne tirent pas forcément des faits qu'ils rapportent et de leurs analyses, toutes les conclusions qui s'imposent du point de vue du combat et des intérêts collectifs de la classe ouvrière.

Depuis que la crise du capitalisme à éclater, j'ai constaté qu'ils étaient de plus en plus nombreux à poser ouvertement la question de la nécessité de remettre en cause de l'existence du capitalisme, vous pouvez le vérifier facilement vous-même. Alors au lieu de leur témoigner du mépris ou de les ignorer, on ferait mieux d'essayer de les gagner à notre combat politique. La crise du capitalisme s'approfondissant, ils peuvent très bien évoluer sur le plan politique et en arriver à la conclusion que le marxisme révolutionnaire (le léninisme) est la seule voie pour que le prolétariat renverse le régime et en finisse avec le capitalisme.

Pour le moment ils entretiennent encore l'illusion que la classe ouvrière pourrait accéder au pouvoir par ce qu'ils appellent la voie démocratique, par les urnes, à nous de les convaincre que les classes dominantes ne se laisseront jamais déposséder de leurs privilèges autrement que par la force organisée de la classe, avec à sa direction un parti pour lui ouvrir la voie vers son émancipation. Si on peut gagner les éléments les plus avancés du prolétariat à la révolution, on peut aussi y gagner les plus brillants intellectuels qui partagent déjà notre cause.

Pour conclure cette causerie, je me demande encore quel intérêt peut présenter le site que j'anime. Je ne doute pas de mes idées, je doute qu'elles soient comprises, comme je doute fortement qu'un parti ouvrier puisse évoluer dans la bonne direction dans l'avenir. Si je continuais, ce serait uniquement parce que je pense qu'on est à la veille d'une nouvelle offensive de la révolution socialiste mondiale et que je veux en être.

Bonne semaine à tous.

Le 6 octobre

J'ai ajouté les adresses des derniers articles sur le vieux monde dans la page correspondante du site. Je n'ai aucun commentaire à ajouter à la causerie d'hier, sauf que ces articles ne sont pas seulement rédigés par des journalistes, ils servent à informer et non à donner une ligne politique. Les militants qui critiqueraient ou pire condamneraient la mise en ligne de ces articles, peuvent se poser de sérieuses questions sur leur propre capacité à faire la part des choses. Personnellement, je suis le chemin que je me suis tracé, personne n'est obligé de le suivre, j'ai autant horreur de la flatterie que de l'hypocrisie, les intéressés se reconnaîtront facilement.

Je pensais faire une lecture critique du dernier numéro d'*Informations ouvrières* et j'y ai renoncé tant il y aurait à dire, par manque de temps. J'ai seulement noté l'intervention d'un militant du POI qui expliquait : "je ne sais pas utiliser le journal quand je n'ai pas affaire à des militants.", normal, il a toujours été destiné uniquement à des militants, à une élite d'intellectuels qui se sont forgés leurs propres convictions, les nourrissent, les défendent et en sont fiers, même si elles s'avèrent erronées. La plupart du temps ils n'en changeront pas car c'est comme si elles faisaient partie d'eux-mêmes, elles sont devenues au fil du temps la base sur laquelle ils ont construit toute leur réflexion politique,

en changer reviendrait à remettre en cause l'intégralité de leurs certitudes, effort qui demeurera au-dessus de leurs moyens. Un minimum de psychologie permet de le comprendre facilement.

Il faut être uniquement guidé par les intérêts collectifs de la classe et par l'objectif final de son combat pour passer outre ce genre de considérations vulgaires. Je ne suis pas sûr que ce soit le cas des syndicalistes ou des militants des différents partis qui ne comprennent pas grand chose à la lutte des classes compte tenu qu'ils refusent de se placer sous la bannière du marxisme.

C'est finalement bien pratique de changer sans cesse le nom d'un parti, les nouveaux militants semblent découvrir un problème qui existe en réalité depuis 50 ans sans qu'ils s'en doutent !

Qu'ils fassent ce qu'ils veulent de leur journal.

Les dépêches.

Touchez pas à La Poste !

Quelque 2,2 millions de personnes ont participé à la consultation contre la privatisation de La Poste, a annoncé lundi le comité à l'origine de cette "*votation citoyenne*". Plus de 90% des votants disent "*non*" au changement de statut. Le gouvernement dénonce un "*vote faussé*". Il adresse une fin de non-recevoir aux demandes de référendum et de retrait de la réforme.

L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin a qualifié cette initiative de "*fausse démocratie*", soulignant selon lui que "*deux millions*" de personnes ne constituent pas "*une majorité de Français*". (AP 05.10)

Mais les 11% obtenu par l'UMP lors des dernières élections européennes constituaient une grande victoire de la démocratie !

Le ministre du Budget, Eric Woerth, a dénoncé lui "*un vote tronqué, une tricherie*". (Reuters 05.10)

Ils ont la haine tenace et la rancune féroce les Versaillais. Et on pourrait imaginer qu'ils nous cèdent le pouvoir au détour d'une élection, quelle illusion criminelle !

Au fait, la "grève illimitée" annoncée à la poste à partir du 21 septembre, c'était une blague du facteur ?

Tout, tout, tout pour les patrons : normal !

Le ministre du Budget Eric Woerth a confirmé lundi que Nicolas Sarkozy allait annoncer deux milliards de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) à travers un plan de renforcement de leurs fonds propres, afin de "*conforter les PME françaises*".

"*il faut lutter contre les charges de fonctionnement : c'est ce qu'on fait tous les jours*", a conclu Eric Woerth. (AP 05.10)

Le taux de chômage le prouve !

Chômage où l'angoisse collective.

Trois Français sur quatre (75%) se disent préoccupés par le chômage et l'emploi, une inquiétude que partagent même 85% des ouvriers et 87% des 18-24 ans, selon le baromètre mensuel TNS-Sofres/La Croix/Covéa Finance.

52% des catégories moyennes et supérieures et 33% des ouvriers citent l'environnement parmi leur préoccupations principales. (AP 04.10)

Travailler : le châtiment fatal.

1- Un homme d'une quarantaine d'années, a tenté de mettre fin à ses jours jeudi dernier aux ex-Assedic de Bonne Source, à Narbonne, selon Midi Libre.

Il s'est pendu avant qu'une collègue, alertée par le bruit, vienne voir ce qu'il se passait.

Cet adjoint au directeur subissait un harcèlement régulier depuis des semaines, selon Midi Libre.

La récente création du Pôle Emploi avait, semble t-il, créé un climat très malsain.

La famille a signalé que la victime avait alerté la direction, dénonçant la pression dues à la politique de quotas et d'objectifs.

Il s'agirait de rencontrer un certain nombre de demandeurs d'emploi et d'en faire sortir un nombre défini du portefeuille en leur trouvant un emploi. Des objectifs qui semblent trop élevés pour être atteints. (Lepost 04.10)

2- Dimanche soir, un technicien de Clermont-Ferrand de le société des ascenseurs Otis, s'est suicidé dans une chambre d'un hôtel d'Ile-de-France. Il était âgé de 38 ans. Il avait été embauche en 2007 et qui revenait d'un arrêt maladie d'une vingtaine de jours en septembre.

Selon le délégué syndical CGT, Laurent Dalby, le technicien « *s'était plaint à plusieurs reprises d'être constamment éloigné de chez lui depuis un an, d'où le lien probable entre son suicide et des conditions de travail dégradées* ».

Marié et père de trois petites filles, le technicien avait demandé à retravailler à Clermont-Ferrand « *où il y avait de l'activité* », précise la CGT.

Selon la CGT, la direction générale d'Otis a annoncé mercredi en comité central d'entreprise un plan d'environ 140 suppressions d'emplois, réparties dans l'ensemble des services à l'exception des techniciens et des centres d'appels.

Des suppressions d'emplois qui, précise la CGT, vont alourdir « *les charges de travail de ceux qui restent* ». (L'Express et Lepost 01.10)

La laïcité en croix.

Le cardinal Jean-Pierre Ricard, vice-président du Conseil des conférences épiscopales européennes (CCEE) affirme, dans un entretien publié lundi dans "*La Croix", que Nicolas Sarkozy avait "développé une approche positive de la laïcité*" lors d'une rencontre vendredi avec une délégation du CCEE à l'Elysée.

"*Nicolas Sarkozy a souhaité partager ses convictions, non pas à titre personnel, mais comme président de la République, à savoir que les religions ont leur place dans le débat public, qu'elles peuvent contribuer à une société plus fraternelle*", explique Jean-Pierre Ricard. "*Il a notamment eu cette expression intéressante: la République n'a pas comme mission de donner un sens à la vie; là, en revanche, réside le rôle des religions.*"

Pour l'archevêque de Bordeaux, si Nicolas Sarkozy "*n'a pas prononcé l'expression de laïcité positive, il a développé une approche positive de la laïcité*". "*C'était important par rapport à nos collègues évêques de l'Europe, qui parfois voient la laïcité à la française comme un combat violent entre deux camps. Après cette visite, ils en auront une vision plus juste*", souligne-t-il. (AP 05.10)

Kouchner aux pieds de son maître !

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a répondu à la lettre que Kouchner, et son homologue polonais lui avait adressée pour plaider la clémence envers le cinéaste, que cela "*regardait la justice*", mais c'est par le Département d'Etat "*que la demande d'extradition va passer*", a-t-il précisé lors du "Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI".

"*J'ai beaucoup d'admiration pour Roman Polanski*", mais la justice est "*la même pour tout le monde*", a déclaré Kouchner. (AP 05.10)

Il avait pris la défense de Polanski une semaine auparavant : "*C'est un peu sinistre cette histoire, franchement un homme d'un tel talent reconnu dans le monde entier, reconnu dans le pays qui l'arrête. Tout ça n'est pas sympathique*", (Reuters 28.09)

Quand la bulle verte éclate.

Au premier tour de la municipale partielle de Corbeil-Essonnes, les Verts n'ont recueilli que 7% des voix contre 16% en juin. (Reuters 04.10)

Roumanie. Mobilisation.

Plus de 800.000 employés du secteur public, selon les syndicats, sont en grève en Roumanie pour dénoncer les mesures d'austérité exigées par le Fonds monétaire international (FMI), accentuant la pression sur le gouvernement minoritaire avant l'élection présidentielle du 22 novembre. (Reuters 05.10)

Brésil. Lula confirme son attachement à l'impérialisme.

Le Brésil a commencé à prêter de l'argent au Fond monétaire international, une évolution majeure pour ce pays qui a longtemps été un gros emprunteur du FMI.

Le ministre des Finances Guido Mantega a précisé que son pays allait acheter pour 10 milliards de dollars (6,8 milliards d'euros) de bons de l'organisation, lundi en Turquie, à la réunion annuelle de l'organisation. (AP 06.10)

Le 7 octobre

Le fichier *Lettres sur la tactique - Lénine - avril 1917* est disponible, j'avais oublié de charger dans le serveur ! Je ne sais pas si vous rencontrez le même problème que moi, il m'arrive de télécharger des fichiers en pdf, une fois l'opération terminée le fichier disparaît et il est impossible de le retrouver sur le disque dur. Signalez-moi les problèmes que vous rencontriez, merci d'avance de la part de vos camarades.

Castration chimique des violeurs, suppositoires explosifs des terroristes, leur société vole décidément de plus en plus bas ! Une société d'eunuques du cerveau ! Les douaniers vont devoir se transformer en proctologues, tandis que les matons seront priés de se mettre à la psychanalyse.

Quel avenir pourrait encore avoir la jeunesse dans ce monde de dangereux dégénérés ? Aucun. Que cela ne tienne, on va lui proposer du fric pour mieux en supporter les miasmes. Chirac avait raison, le vieux monde devient un peu plus chaque jour irrespirable !

Une campagne nauséabonde.

Le gouvernement lancera lundi prochain une campagne publicitaire contre la fraude au fisc et à la Sécurité sociale, qui ferait perdre une quarantaine de milliards d'euros chaque année.

"*On a beaucoup de droits en France, on peut en être fier et être heureux de cela, il faut que ces droits soient respectés*", a déclaré mardi le ministre du Budget, Eric Woerth, lors d'une conférence de presse à Montreuil.

"*C'est vraiment un problème d'égalité et d'équité entre nous tous*", a-t-il ajouté.(Reuters 06.10)

Ils cherchent à monter les différentes classes et couches de la société les unes contre les autres pour éviter qu'elles ne s'unissent contre le régime. Pendant combien de temps encore y parviendront-ils ?

Le droit, l'égalité, tels qu'ils les entendent dans leur république démocratique bourgeoise se résument à ceci : la légitimité accordée à un patron d'empocher des millions d'euros et de licencier, tandis des millions de travailleurs et leurs familles devraient supporter en silence leurs conditions d'existence de plus en plus précaires ou misérables. Les Woert et consorts, ainsi que les bonnes consciences, ne s'étonneront pas du sort que leur réserveront les travailleurs le jour où sonnera l'heure de la revanche.

Thibault : Stalinien for ever !

Face à une situation sociale qui "*va continuer de se dégrader*", "*l'immobilisme des salariés serait suicidaire*", prévient le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France" de ce mercredi.

"*Nous attendons des salariés qu'ils se mettent d'accord dans les entreprises sur les sujets revendicatifs prioritaires afin de prendre des initiatives pour les faire aboutir*" ose-t-il expliquer. (AP 06.10)

Donc, pour cette vermine les salariés seraient responsables de la division qui existerait dans leurs rangs, alors que c'est principalement le refus de la direction de la CGT d'appeler la classe à la mobilisation générale dans l'unité sur ses revendications dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, qui permet au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner d'appliquer jours après jours son programme de guerre aux profits des capitalistes.

Tandis qu'il ose parler "*d'immobilisme*" après les mobilisations massives des 19 janvier et 29 mars, il faudrait encore avoir des rapports, discuter avec cet agent du gouvernement et du patronat... Que ceux qui se prétendent anticapitalistes, indépendants du capital, révolutionnaires ou trotskistes, qu'ils le prouvent, qu'ils commencent par rompre avec les appareils pourris des syndicats.

Alors que l'approfondissement de la crise pose avec une accuité toujours plus pressante la question de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, autrement dit la question du pouvoir politique, de la nature sociale de l'Etat, que ce soit sur le plan syndical ou politique, absolument personne ne se dispose dans cette perspective inscrite pourtant dans la réalité quotidienne.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a présenté le dernier film de Nicolas Hulot en parlant d'un "*réquisitoire contre le capitalisme*", lors d'une brève interview celui-ci appelait, je cite textuellement "*à rompre avec ce système, avec la loi du profit*" qui entraîne l'humanité à la catastrophe, je n'ai pas relevé tous les qualificatifs qu'il a employés pour juger les méfaits du capitalisme, le jugement était sans appel et d'une violence extrême, le système est irrécupérable, impossible à réformer, il faut tout simplement en changer, juste après on a eu le droit à une interview de Y. Arthus Bertrand disant "*vous avez le pouvoir de changer*" le cours des choses, le destin de la terre et de la civilisation est entre vos mains, je cite de mémoire car je n'ai pris aucune note.

Au-delà de ce que peuvent penser Hulot ou Arthus Bertrand et le contenu précis de leur message qui doit être contradictoire, je n'ai pas vu ce film pour en dire davantage, les travailleurs ne retiendront que deux choses : une, il faut liquider ce système économique, il faut rompre avec le capitalisme et la loi du profit, deux, nous avons le pouvoir de changer la société. Certains diront, oui mais cela ne les engagent à rien de le dire, on se fout de leurs intentions réelles ou supposées, de leurs relations avec le régime, la question n'est pas là, l'essentiel est de reprendre à notre compte l'objectif qu'ils ont mis en avant et qu'il est possible de l'atteindre, car le plus urgent c'est de redonner espoir aux travailleurs qu'un changement radical de société est possible.

Les travailleurs ne s'attardent pas sur le contenu d'un article ou d'une déclaration, il ne faut pas les prendre pour des idiots, mais à l'opposé il ne faut pas les prendre non plus pour des intellectuels, ils ne retiennent que le titre, que l'orientation générale d'un article, un mot ou une expression leur suffit amplement pour ensuite alimenter une discussion et faire le lien avec leurs propres préoccupations ou réflexions.

Aujourd'hui, des voix se lèvent dans toutes les classes de la société à travers le monde pour expliquer que le capitalisme conduit l'humanité au chaos et à la barbarie, on aurait tort de ne pas s'appuyer dessus pour aider la classe ouvrière à rompre avec le capitalisme et à s'organiser, à se préparer aux combats décisifs de demain, c'est tout ce que je voulais dire. Il ne s'agit pas d'encenser Hulot ou je ne sais qui, mais de se servir de ce genre d'intervention pour aider la classe à reprendre espoir et à orienter politiquement son combat dans la bonne direction.

Sur ce plan-là justement, le gouvernement a fait savoir par la voix du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, que la "*votation*" de lundi dernier ne déboucherait pas sur un référendum d'initiative populaire dans la mesure où le texte sur le changement de statut de La Poste serait adopté par le Parlement avant celui mettant en place le référendum. Le ministre du Budget Eric Woerth sur Europe-1 a précisé que "*dans le droit constitutionnel aujourd'hui, ce n'est pas possible, ce sera possible lorsque la loi organique sera prise*". (AP et Reuters 05.10)

Qu'est-ce qui est en cause une nouvelle fois : la constitution (modifiée en juillet 2008) et les institutions de la Ve République derrière lesquelles se retranche le gouvernement, le pouvoir

politique, l'obstacle à tout changement de société qu'il faut impérativement abattre pour pouvoir réellement commencer à s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Or, aucun parti ne veut orienter le combat politique dans cette direction laissant finalement le terrain libre à la réaction et à ceux qui la soutiennent, y compris à ceux qui consciemment ou non comme Hulot peuvent se servir de leur popularité pour manipuler les masses, on pourrait même concevoir qu'il serait lui-même manipulé à son insu par le pouvoir, je n'en sais rien.

Comment voudriez-vous que des intellectuels en arrivent à la conclusion qu'ils doivent se ranger sous la bannière du socialisme et rejoindre le camp du prolétariat, quand pas un seul parti ne propose une issue politique ? Par un coup de baguette magique ou un éclat de génie tombé du ciel, ils auraient soudainement la capacité de lever tous les obstacles qui les tiennent à l'écart de notre combat, c'est se leurrer.

Le parti n'a pas seulement pour objectif d'éclairer la classe ouvrière pour l'aider à avancer sur la voie de son émancipation du capital, mais aussi toutes les classes qui n'ont plus aucun avenir sous le régime capitalisme et qui sont en train de prendre conscience que leur sort est intimement lié à la majorité de la population, le prolétariat. En bradant nos principes et notre programme, on ne rend service ni à notre classe ni à la petite-bourgeoisie, on fait davantage office d'obscurantistes au lieu d'apparaître comme leur avant-garde révolutionnaire.

Ils font de la réclame pour le gouvernement.

Deux syndicats, la CGT et la CFDT-Fgaac, vont déposer un préavis de grève à la SNCF pour le 20 octobre afin d'attirer l'attention des Français sur la situation du service fret et réclamer des mesures en faveur de l'emploi et des salaires, a-t-on mardi de source syndicale. (Reuters 06.10)

Etats-Unis.

Les directeurs financiers des entreprises américaines pensent que les Etats-Unis sont toujours en récession, malgré des signes montrant que l'économie a peut-être renoué avec la croissance au troisième trimestre, selon les résultats d'une enquête publiée mardi.

L'enquête a été menée lundi auprès de quelque 1.000 directeurs financiers et directeurs de trésorerie.

Environ 69% des participants estiment que la récession, qui a commencé en décembre 2007, va perdurer jusqu'en 2010. Seuls 11% des personnes sondées sont d'avis que la récession est terminée et un cinquième pense qu'elle le sera d'ici la fin de l'année. (Reuters 06.10)

L'or valeur refuge

L'or a atteint un nouveau plus haut historique mardi, au-dessus de $1.040 l'once, en réaction d'un nouvel accès de faiblesse du dollar.

"*Dans un environnement où les taux d'intérêt sont pratiquement à zéro, le coût incrémental d'une migration vers l'or est nul. L'or est plus intéressant pour les investisseurs*", a déclaré Jack Ablin, directeur des investissements à la banque privée Harris, à Chicago. (Reuters 06.10)

Grande-Bretagne.

La compagnie aérienne British Airways annonce que l'équivalent de 1.700 postes seront supprimés au Royaume-Uni et qu'elle prévoit un gel du salaire de deux ans pour les personnels de cabine.

Le transporteur britannique a précisé que ces mesures seraient mises en oeuvre à partir de la fin novembre après que 1.000 salariés des personnels navigants ont accepté de quitter le groupe et que 3.000 autres ont choisi de passer à des horaires à temps partiel. (Reuters 06.10)=

Charrette.

Le groupe de parfumerie Marionnaud a confirmé mardi son projet de supprimer 582 postes, sans fermer de magasins en France. (Reuters 06.10)

Chili. Une justice bien clémente.

Quatre anciens officiers de l'armée chilienne ont été condamnés lundi à des peines de prison pour le meurtre d'un colonel, tué peu après qu'il ait témoigné de l'existence d'un accord illégal d'exportation d'armes vers la Croatie.

Le trafic avait été révélé pendant les conflits dans les Balkans, alors que les Nations unies avaient interdit la vente d'armes à la Croatie. En décembre 1991, la police hongroise avait intercepté 11 tonnes d'armes dans une cargaison étiquetée "aide humanitaire". La vente avait probablement été autorisée par le général Pinochet, toujours à la tête de l'armée après la fin de sa dictature en 1990.

Le colonel Geraldo Huber, qui supervisait l'achat des armes à la fabrique, avait trouvé la mort peu après avoir révélé le scandale. Il n'avait pas écouté les avertissements. Sa tête avait été éparpillée par un tir de fusil automatique, une mort qualifiée de suicide par les enquêteurs, avant qu'un tribunal civil ne rouvre le dossier treize ans plus tard.

Un général et un colonel, tous deux retraités, ont été condamnés à deux ans de prison pour meurtre et conspiration, mais on ignore toujours le nom du tueur. (AP 06.10)

Deux ans de prison pour meurtre, cela laisse rêveur, si le contrat est bien rémunéré, on trouvera des candidats à chaque coin de rue. Une des vertus de la social-démocratie chilienne au pouvoir. (AP 06.10)

A ce propos, Stentor a écrit page 16 du IO n°66 que "*Salvador Allende (...) choisira la mort plutôt que la soumission*" à l'armée et au général Pinochet.

Rectifions, Allende a choisi délibérément de ne pas armer le peuple une fois arrivé au pouvoir laissant les mains libres à l'armée pour préparer son coup d'Etat avec l'aide de l'impérialisme américain, notamment la CIA. Il n'a pas voulu tenir compte des enseignements de la Commune de Paris en demeurant inféodé au capitalisme et ses institutions politiques, il a voulu éviter la guerre civile, en échange le mouvement ouvrier chilien fut décapité et le Chili dû subir plus de 20 ans de dictature militaire.

Le double langage permanent du POI (PT-PCI) sur le rôle de la social-démocratie au sein du mouvement ouvrier donne une idée assez précise des limites de l'indépendance de ce parti et ses dirigeants vis-à-vis du capitalisme et ses institutions.

Turquie.

La police turque a fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour disperser mardi à Istanbul plusieurs centaines de manifestants hostiles à la tenue de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

La manifestation était organisée à l'appel de plusieurs syndicats turcs. (Reuters 07.10)

Le 8 octobre

Ma diatribe d'hier contre les flatteurs ne s'adressait évidemment pas aux camarades P. et M. qui m'adressent régulièrement leurs critiques. Un salut au passage à Luc le routier, il y a une dépêche pour toi plus loin.

Je suis loin de vous, mais je peux vous assurer que je pense en permanence à la situation que vous vivez sous le régime de Sarkozy, d'ailleurs sans cela je ne pourrais rien écrire. Je dois m'imbiber le plus possible de la situation en France pour essayer de saisir l'évolution de l'état d'esprit des masses, s'agissant de leur niveau de conscience politique c'est plus facile.

Je ne vais pas partir ici dans une nouvelle discussion politique, la situation telle que je la vois se résume à peu près à ceci :

1- combattre chacun dans son coin ne permet d'aboutir à rien la plupart du temps, il en ressort un constat d'échec et d'impuissance qui accable la classe ;

2- le *tous ensemble* sur une revendication précise (licenciements, La Poste, etc.) demeure un objectif inabordable ou lointain qui divise les partis et les syndicats, et qui ne mobilise pas les masses ;

3- les masses continuent de douter qu'il serait possible de changer le cours des choses, elles n'ont pas renoué avec l'espoir qu'on pourrait changer la société parce qu'elles n'ont pas commencé à rompre avec le capitalisme, par contre elles seraient prêtes à rompre avec les institutions et ses partis politiques ;

4- les partis ouvriers sont incapables de se mettre d'accord sur un objectif politique, ils ne proposent aucune issue politique, aucun parti n'a la capacité d'entraîner les masses au combat, aucun parti n'est en mesure de revendiquer la direction du mouvement ouvrier ;

5- aucun parti ne recrute et ne se contruit dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, aucun ne veut engager le combat directement contre le gouvernement et les institutions, aucun ne fait de la propagande en faveur des idées du socialisme.

6- Les uns et les autres veulent faire reculer le gouvernement, ils veulent à tout prix obtenir des résultats immédiats "positifs", les propositions fusent de tous les côtés et se terminent toutes dans une impasse ou par un échec, ils ont tout essayé pour briser les obstacles dressés par les appareils, en vain, ils ont bradé leurs principes, mis de côté leur programme, ils se sont livrés à des marchandages de marchands de tapis, en vain...

Devant ce constat, si l'on est sérieux, on est bien obligé de se demander qu'est-ce qui cloche quelque part, on ne peut pas se satisfaire des explications fournies par les dirigeants de partis dont les intérêts correspondent manifestement avec ceux de leurs appareils, où se situe donc l'obstacle qui nous

empêche d'avancer, compte tenu que la crise économique et sociale continue de s'amplifier et favoriserait en principe l'organisation de la classe et la construction du parti, pourquoi n'arrivons-nous pas à avancer ?

Je n'ai pas de réponse toute faite à cette question, encore moins de recette magique. Une fois qu'on a fait le tour de la situation, en dehors du fait que la classe ouvrière ne perçoit pas une lueur d'espoir à l'horizon, je ne vois pas d'autres explications.

On pourrait peut-être expliquer les choses ainsi : elle est prise dans une spirale infernale faite de régressions sociales successives, entraîner malgré elle dans le sillage de la faillite du capitalisme, elle n'attend plus rien de meilleur dans l'avenir, quelque part elle identifie son destin à celui du capitalisme. C'est normal puisqu'elle y est subordonnée depuis longtemps, l'amélioration progressive de ses conditions d'existence pendant la seconde moitié du XXe siècle l'ayant convaincu que le capitalisme serait toujours plus généreux à son égard et qu'il existait bien pire condition ailleurs dans le monde, elle ne comprend pas ce qui se passe aujourd'hui. Pire, elle ne peut pas se tourner instinctivement vers le socialisme comme commença à le faire le prolétariat à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, puisque depuis on l'a convaincu que cette alternative au capitalisme conduisait à un échec ou une situation pire encore, elle demeure donc désarmée théoriquement et politiquement, elle n'arrive pas à imaginer qu'on a pu la tromper et que le socialisme demeure bien la seule alternative au socialisme. L'immense majorité des militants se trouvent exactement dans la même situation, ils identifient le socialisme au stalinisme, au maoïsme ou au castrisme qui sont l'antithèse du socialisme, puisqu'ils n'ont jamais permis à la classe d'accéder réellement au pouvoir.

La situation se réduirait donc à une seule question : comment faire pour que le mouvement ouvrier et la classe ouvrière renouent avec le socialisme ? Ce n'est pas à moi à répondre en premier à cette question, mais aux militants qui se disent attachés au socialisme dans leur parti respectif. Il faudrait peut-être revoir de fond en comble notre conception du militantisme en tenant compte de l'évolution des différents facteurs qui composent la situation aujourd'hui, toujours dans la même perspective politique : la prise du pouvoir par la classe ouvrière, par la voie révolutionnaire bien entendu, puisque c'est la seule voie possible pour vaincre.

Aussi longtemps que les partis ouvriers sacrifieront l'objectif du combat du mouvement ouvrier au mouvement, qu'ils demeureront subordonnés à la spontanéité des masses, nous n'iront pas de l'avant.

Passons à autre chose.

Bravo au concepteur du site Internet du NPA, je ne plaisante pas, à l'exception de cet affreux bandeau en haut de l'écran et de cet horrible mégaphone qui fait penser à des gueulards.

Je ne sais pas si vous avez lu les trois article du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°67) de la page 2 : insupportables ! Je n'ai pas pu m'empêcher de les traiter dans un article où je les passe au vitriole de la critique, il sera en ligne demain.

Le POI propose "*une manifestation nationale, à Paris, dans l'unité*" pour exiger le retrait du projet de loi sur La Poste, encore un objectif sans lendemain dans les conditions actuelles qui laissera perplexe plus d'un militant, davantage encore les travailleurs qui ne croient pas au miracle sans perpective politique...

L'ex-numéro 2 de FO, R. Sandri : "*les organisations syndicales jettent un cri d'alarme par rapport à une situation sociale qui ne peut que s'aggraver*", alors qu'ils en sont coresponsables avec le

gouvernement et le patronat, leurs partenaires contre la classe ouvrière, vous lirez plus loin de quoi il retourne vraiment. Le POI manie le double langage au profit des appareils.

Dans ma causerie d'hier j'avais écrit : "*Aujourd'hui, des voix se lèvent dans toutes les classes de la société à travers le monde pour expliquer que le capitalisme conduit l'humanité au chaos et à la barbarie, on aurait tort de ne pas s'appuyer dessus pour aider la classe ouvrière à rompre avec le capitalisme et à s'organiser, à se préparer aux combats décisifs de demain, c'est tout ce que je voulais dire. Il ne s'agit pas d'encenser Hulot ou je ne sais qui, mais de se servir de ce genre d'intervention pour aider la classe à reprendre espoir et à orienter politiquement son combat dans la bonne direction.*"

On pourrait donc au premier abord me reprocher de faire un procès d'intention à Sandri, à ceci près qui change complètement la donne, c'est que Hulot n'appartient pas au mouvement ouvrier, ensuite il n'a ni la même place ni le même poids que les dirigeants syndicaux ou les syndicats auprès de la classe ouvrière, ni même dans la société par rapport aux institutions, et pour finir j'avais bien précisé dans quelle perspective politique on pouvait s'appuyer sur les déclarations d'intellectuels, ce qui ne pouvait pas être le cas de Sandri puisque le POI ne propose aucune issue politique.

Le troisième est encore plus nauséabond, le POI vole au secours du SPD en falsifiant l'histoire de la lutte de classe : "*Pendant plus d'un siècle, pour les socialistes du monde entier, le SPD était le modèle à suivre, la référence en termes d'organisation et d'implantation dans la classe ouvrière.*"

Le même SPD (alors le Parti ouvrier social-démocrate allemand) qui a assassiné R. Luxemburg et K. Liebkneck. Quelle monstruosité ! Au passage, il a oublié le congrès de Tours de 1920 et la scission de la SFIO qui marqua la rupture justement des véritables socialistes avec son "*modèle*" infâme. Ces gens-là passent leur vie à réécrire l'histoire pour justifier leur ligne politique de soutien aux social-traîtres, et je pèse mes mots.

Les dépêches.

Le syndicalisme rassemblé pour sauver le capitalisme et les institutions.

Pour Bernard Thibault, cette journée du 7 octobre a confirmé "*un climat revendicatif*" qui s'est traduit par "*un nombre importants d'actions dans les entreprises, sous des formes diverses*". (Reuters 07.10)

De son côté François Chérèque a visiblement fait le deuil des "*grandes manifestations organisées avant l'été*", qui avaient réuni jusqu'à trois millions de personnes, selon les syndicats. Ces grands défilés faisaient partie d'un "*moment d'urgence sociale, d'indignation, avec une nécessité de crier à la face du monde ce sentiment d'injustice*", a-t-il expliqué mercredi sur France Inter.

Il a ajouté : "*on est plus sur des actions dans les entreprises (...), des actions concrètes sur les plans sociaux, sur les conditions de travail, sur les salaires*". (AP 07.10)

Voilà pour ce qui est du "*cri d'alarme*" des braves dirigeants syndicaux version POI !

Vive la lutte pour la lutte... jusqu'à épuisement et démoralisation totale !

Le mouvement de grève lancé par les syndicats de France Télécom était suivi par 10% des personnels mercredi matin, selon la direction. Mardi, la direction avait comptabilisé 15% de grévistes dans la matinée, les syndicats 20% à 30% sur l'ensemble de la journée. (AP 07.10)

Il suffit de réclamer pour être servi par le Palais.

L'Association des chaînes privées (ACP) réclame le report à la fin 2011 de l'application de la taxe destinée à compenser la suppression partielle de la publicité sur France Télévisions, déclare son président Bertrand Meheut.

Le député UMP Christian Kert, qui fut rapporteur du projet de loi audiovisuelle et est administrateur de France Télévisions, s'est déclaré mardi lors du "Buzz Média Orange-Le Figaro" favorable à un moratoire pendant un an ou deux sur cette taxe.

Il a dit soutenir la proposition en ce sens que le député UMP Patrice Martin-Lalande, rapporteur spécial au nom de la commission des finances, compte déposer à l'Assemblée nationale. (Reiters 07.10)

La dernière cagnote de l'Etat.

Le ministre du Budget, qui présente mercredi son projet de loi sur l'ouverture à la concurrence des jeux d'argent et de hasard sur Internet devant le parlement, précise dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France" que "la loi doit suivre le chemin habituel et plus de 1.000 amendements ont été déposés". "*Nous avons pour objectif d'avoir légalisé les paris avant la Coupe du monde de foot en juin 2010*".

"*Il faut que nous soyons prêts à accorder des licences à la fin du premier trimestre*", avance Eric Woerth, qui constate que "*plus de 20.000 sites de jeux existent sur Internet*". "*Plutôt que de laisser cette activité se développer sans aucune règle, nous avons jugé préférable de l'encadrer*".

Mais "*ce ne sera pas une poule aux oeufs d'or pour l'Etat*", prévient Eric Woerth. "*Il ne faut pas croire que des centaines de millions d'euros vont tomber du ciel*". (AP 08.10)

Ca roule ma poule, non ça bloque, tant mieux !

Les routiers sont passés à l'action dans la nuit de mardi à mercredi. Comme annoncé la semaine dernière, des salariés d'entreprises de transport de marchandises ont commencé à bloquer des plates-formes logistiques pour réclamer de meilleures conditions salariales, selon l'intersyndicale CGT-CFDT-CFE/CGC. Elle a mobilisé pour la nuit quelque 3.000 routiers sur une cinquantaine de sites. Les actions débutant au moment du retour des camions sur les plate-formes et se faisant «à pied» afin d'éviter les retraits de permis de conduire. Selon RTL, les dernières opérations se sont achevées vers 5 heures mercredi matin.

Début septembre, les trois fédérations de salariés du transport routier avaient menacé leurs employeurs et le gouvernement d'une grève en octobre, en présentant à la presse une plate-forme commune de revendications établie plusieurs semaines auparavant et portant notamment sur des «*primes d'ancienneté identiques pour tous*» et un salaire de «*1.500 euros pour 152 heures mensuelles treize mois par an*». Les salariés du transport routier de marchandises sont 464.000, soit les trois quarts du total des salariés du transport routier.

De nouveaux blocages sont prévus pour mercredi soir. Les syndicats, qui parlent d'un «*premier avertissement*» qui doit être «*pris au sérieux*», ont aussi averti qu'en «*cas de refus de négocier (...) d'autres actions plus importantes, plus unitaires, moins ciblées et sans date de fin seront mises en place*».(AFP et AP 07.10)

La monarchie héréditaire s'installe.

Jean Sarkozy va succéder à Patrick Devedjian à la tête de l'Etablissement public d'aménagement de La Défense (EPAD), l'organisme qui gère l'aménagement du grand quartier d'affaires de la banlieue ouest de Paris, révèle mercredi soir lepoint.fr.

Selon le site de l'hebdomadaire "Le Point", le deuxième fils du président Nicolas Sarkozy, par ailleurs conseiller général des Hauts-de-Seine, doit être élu à ce poste lors du prochain conseil d'administration de l'EPAD prévu le 4 décembre. (AP 07.10)

La nostalgie de l'empire colonial français ou la France aux petits pieds.

L'armée française se dote d'un nouveau centre de réflexion sur les conflits.

Comment faire pour que la France, cette «*puissance majeure aux moyens limités*», comme le dit Dominique David, le directeur de l'Ifri, retrouve au moins une partie de l'influence qu'elle eut naguère ? En replaçant au premier rang l'intelligence, l'analyse et la réflexion.

Doté d'un budget de 800 000 euros, habité par 35 chercheurs, ce nouvel institut devra aider à redynamiser la réflexion stratégique française, depuis trop longtemps figée dans le passé. «*Notre pensée stratégique n'est pas au niveau de notre rayonnement, qui fait de nous l'une des quatre ou cinq puissances militaires globales du monde*», regrette le ministre de la Défense. (Le Figaro 07.10)

On a envie de répondre à ces exités de la gâchette que la France n'est plus qu'un pays en déclin qui ne peut impressionner que les quelques dictateurs de pays africains de langue française de l'ex-puissance coloniale. Ajoutons une exception avec Lula, le Lech Walesa brésilien. Ou encore un autre dictateur, le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev !

Moins lourd qu'un cartable mais plus encombrant.

Le Sénat interdit l'usage du portable à l'école

«*Dans les écoles maternelles, les écoles élémentaires et les collèges, l'utilisation par un élève d'un téléphone portable est interdite*», stipule l'article sans autre précision.

Le vote du Sénat intervient alors qu'une étude vient de montrer que 29% des collégiens équipés d'un portable (entre la moitié et les deux tiers suivant l'âge) l'utilisent en salle de classe. Ils sont 58% à l'utiliser dans la cour ou les couloirs. (Reuters 07.10)

Si je faisais encore cours, je demanderais à mes élèves de bien vouloir couper leur portable en entrant en classe, et le premier qui sonnerait en cours serait confisqué et les parents convoqués pour le récupérer. Il y a deux ans cela m'est arrivé d'entendre à plusieurs reprises une sonnerie retentir en plein cours, mais à chaque fois les éléves se sont empressés de les couper sans répondre en s'excusant avant que j'intervienne. A Pondichéry c'est plus facile qu'à Saint-Denis, on est d'accord !

Italie.

La Cour constitutionnelle italienne a invalidé mercredi une loi accordant l'immunité pénale au président du Conseil et protégeant ainsi Silvio Berlusconi d'un procès pour corruption à Milan. Cette décision prise par les 15 juges de la cour, à l'issue de deux jours de délibérations, pourrait mettre la

pression sur Silvio Berlusconi pour qu'il démissionne et que se tiennent des élections anticipées.

Berlusconi est soupçonné d'avoir ordonné l'attribution, en 1997, d'au moins 600.000 dollars (408.330 euros) à l'avocat britannique David Mills en échange du faux témoignage de ce dernier lors de deux audiences concernant d'autres affaires de corruption dans les années 1990.

En février dernier, David Mills a été reconnu coupable de corruption et condamné à quatre ans et demi de prison.

Il y a quelques jours, dans une autre affaire, un juge a condamné la holding de Silvio Berlusconi, la Fininvest, à verser 750 millions d'euros de dommages et intérêts à un concurrent, pour sa prise de contrôle controversée de l'éditeur Mondadori dans les années 90. (AP 07.10)

Grande-Bretagne.

Selon un sondage ICM pour la BBC publié mercredi, 56% des Britanniques interrogées sont contre la guerre, 37% y étant favorables.

La Grande-Bretagne, avec 9.000 hommes, est le deuxième contingent étranger en Afghanistan, après les Américains, et Londres n'exclut pas d'envoyer des renforts. Depuis 2001, 220 soldats britanniques sont morts en Afghanistan. (AP 07.10)

Etats-Unis.

Le déficit budgétaire des Etats-Unis a triplé, pour atteindre un record de 1.400 milliards de dollars pour l'année fiscale 2009 qui s'est terminée la semaine dernière, a annoncé mercredi le Bureau du budget du congrès (CBO). (AP 08.10)

Le 9 octobre

Hier nous avons vu ce qu'il en était du "*cri d'alarme*" prêté par le POI aux organisations syndicales, entendez pas là aux dirigeants syndicaux concernant la situation sociale. Nous ajoutons aujourd'hui celui de J-C.Mailly pour FO, qui, dans son éditorial du 7 octobre demande au gouvernement "*une réforme fiscale guidée par l'égalité et l'équité*", un "*cri d'alarme*" comme vous pouvez le constater, qui porte tellement loin qu'on en vient à penser qu'il doit se pisser sur les pieds !

Pour qui roule les dirigeants du POI ? Cela est valable pour la totalité des partis politique en France sur un sujet tel que le 11 septembre 2001.

Un autre exemple, une autre contrevérité qui n'a rien à voir avec la précédente mais qui illustre la volonté délibérée du POI de tromper les militants et travailleurs ou de leur incurie intellectuelle, le résultat est le même.

A la page 16 du IO n°66 on pouvait lire :" *Un reportage diffusé sur France 3 a produit sans aucun commentaire l'attentat du 11 septembre à New York faisant quelque 3 000 victimes. Démonstration est faite que le terrorisme peut frapper à tout moment en utilisant les moyens les plus modernes pour parvenir à ses fins barbares.*"

Bush se serait réjoui de lire ces lignes, car en réalité c'est lui et le complexe militaro-financier qui ont organisé le 11 septembre 2001 à New York.

Le POI reprend à son compte la version officielle du 11 septembre servie sur un plateau par Bush et l'administration américaine, sans se donner la peine d'examiner les éléments d'enquête et les témoignages qui ont été fournis ou recueillis depuis 8 huit ans et qui infirment cette thèse. Encore moins de les porter à l'appréciation de ses militants qui doivent croire sur parole à la fois Bush et les dirigeants de leur parti.

Quatres éléments suffiront parmi plus d'une centaine à prouver que la théorie de l'attentat terroriste a été inventée par Bush et ses compères de l'aristocratie financière.

Le commandant de bord Charles Burlingam était aux commandes du vol 77 du Boeing 757 qui s'être écrasé sur le Pentagone le 11 septembre, il figurait et figure toujours sur la liste des personnes ayant embarqué à bord de cet avion ce jour-là.

Par miracle, il est aujourd'hui pilote de ligne chez American Airlines !

Dans l'avion qui percuta la tour nord du WTC, vol AA11, figuraient cinq pirates de l'air dont leur chef Mohammed Atta. Quelques jours plus tard, alors que le WTC n'était plus qu'un tas de ruines fumantes, un agent de police y découvrit le passeport intact du pirate. Tout avait été détruit sauf la pièce à conviction providentielle.

Parmi la liste officielle des pirates de l'air kamikazes qui faisaient partie de l'équipe de Mohammed Atta figurait un certain Walid al-Asheri, il est donc mort.

Par miracle, Walid al-Asheri est bien en vie et travaille, il est pilote de ligne de Royal Air Maroc. Il vit à Casablanca où il a donné plusieurs conférences de presse jusqu'à ce que le palais royal lui demande de se montrer plus discret.

Cerise sur le gâteau, saviez-vous que tous les grands patrons du World Trade Center étaient absents le 11 septembre 2001 ? Quelle heureuse coïncidence, n'est-ce pas ?

Explication. Le financier le plus riche du monde Warren Buffett avait invité pour la première fois tous les grands patrons du World Trade Center dans son fief du Nebraska à son petit déjeuner annuel de charité. Comme le hasard fait bien les choses parfois, n'est-ce pas ?

Saviez-vous que le 11 septembre 2001 vers 7h du matin, les employés de la société israélienne Odigo spécialisée dans le renseignement militaire ont reçu un SMS les avertissant qu'un attentat aurait lieu ce jour au WTC et qu'ils ne devaient donc pas se rendre à leur bureau situé face au WTC ?

On arrête là. Si vous voulez en savoir plus ou ne pas mourir idiot ou encore colporter des contrevérités, lisez les articles sur le même sujet qui figurent dans la page Dossier vieux monde du site, c'est édifiant et sans appel. J'ai rajouté encore 6 articles ce matin dont celui où j'ai puisé ces informations.

Je ne suis pas du genre à ne croire que ce que je vois. On a là la preuve matérielle incontestable que c'est l'administration Bush qui a organisé de A à Z cette mise en scène d'une complexité telle qu'elle ne pouvait pas être orchestrée par quelqu'un d'autre sur le sol américain, pour uniquement justifier sa guerre contre tous les peuples, et pour commencer contre les peuples afghan et irakien.

Question au POI : pourquoi soutenez-vous toujours la version officielle et frauduleuse de G.W. Bush du 11 septembre ? Même Poutine, Chavez, des généraux, un ex-président (italien) ou des présidents (équatorien, bolivien), etc. ne la défendent plus.

Saviez-vous que la majorité des familles des victimes du 11 septembre n'y croient plus non plus ? Saviez-vous que Warren Buffett a financé la campagne d'Obama et que celui-ci a refusé de répondre favorablement aux associations des victimes qui exigaient que la vérité soit faite sur le 11 septembre, protégeant ainsi Bush, Cheney, etc ?

Comment les dirigeants du POI peuvent-ils ainsi mentir et cacher la vérité à leurs militants et aux travailleurs, et ensuite demander qu'ils aient confiance en eux et leur parti ? Sont-ils paranoïaques et malhonnêtes à ce point là ? C'est la question que je pose aux camarades du POI et que tout militant est en droit de se poser.

Mais l'aventurisme ou l'opportunisme des dirigeants du POI se répercute sur l'ensemble de leurs analyses et activités. Prenons leur version du front unique.

Les dirigeants du POI qui prétendent s'inspirer des enseignements du marxisme et de la lutte des classe ne cessent de s'adresser aux dirigeants du PS et du PCF et poussent les travailleurs à s'adresser à leurs élus. Voici maintenant comment Marx percevait ce genre de dirigeants et d'élus, après vous vous poserez la question de savoir si Marx aurait eu la même attitude que le POI.

Marx écrit à Sorge le 4 août 1874 :

« *En ce qui concerne les ouvriers des villes (en Angleterre), il y a lieu de regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. C'eût été le plus sûr moyen de se débarrasser de cette racaille.* » De la "*racaille*", camarades on ne s'adresse pas à la "*racaille*", on se contente de la combat !

Et Engels dans une lettre à Sorge du 7 décembre 1889 ne peut contenir sa colère :

« *... Ce qu'il y a de plus répugnant ici (en Angleterre), c'est la « respectabilité » (respectability) bourgeoise, qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers ... même Tom Mann, que je considère comme le meilleur de tous, confie très volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire...*»

Engels condamnait cette attitude "*répugnante*", il penserait la même chose de celle du POI qui prend par la main des travailleurs pour rendre visite au député du coin.

Lénine précise dans *L'impérialisme et la scission du socialisme* :

"*Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, (ont) aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse*", il ne s'agissait donc pas d'un coup de gueule auquel Engels se serait laissé aller dans une correspondance, il faut le préciser.

Un réquisitoire en règle contre la politique du POI signé Marx et une leçon de tactique de Lénine :

"*L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX° siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient*

pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX° siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste !"

C'est justement cette "*majorité véritable*" qui n'intéresse aucun parti ni syndicat, bordel, il suffit d'ouvrir les yeux pour le constater, et cela dure depuis l'après-guerre. Ce qui était vrai "*pour l'Angleterre du XIX° siècle*" et qui était "*vraie*" plus tard pour l'Allemagne, l'est encore en 2009 dans tous les pays, on pourrait ajouter davantage encore, car les organisations ne rassemblent plus 1/5 du prolétariat mais moins d'1/10e de nos jours ! C'est mieux ou plus sérieux de dire pourquoi je partage l'avis de Marx et Engels ou encore Lénine, sinon c'est du bavardage sans intérêt.

Vous aurez noté au passage que le *Programme de transition* rédigé par Trotsky s'inscrivait en totale contradiction avec "*le fond de la tactique marxiste*" décrite par Lénine. Personnellement, j'adhère à la tactique préconisée par Lénine après avoir observé que celle de Trotsky s'était soldée par un échec sur toute la ligne. On a peut-être ici un des éléments essentiels qui nous permet de comprendre pourquoi on n'a jamais été foutu de construire le parti. Vous comprenez maintenant pourquoi je suis davantage léniniste que trotskiste. Je vais finir par être convaincu qu'une fois Lénine disparu, Trotsky avait repris ses mauvaises habitudes.

Après que Carlos Pieroni a osé écrire dans le IO n°67 à la page 2 que "*pendant plus d'un siècle, pour les socialistes du monde entier, le SPD était le modèle à suivre, la référence en termes d'organisation et d'implantation dans la classe ouvrière*", je crois bon de citer ce passage de *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine :

"*C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste.*"

Alors que dire quand ces tendances sont présentes dans votre propre parti ? Que le POI est aussi un parti ouvrier bourgeois !

Pieroni est un manipulateur, sa manipulation consistait entres autres à faire disparaître le parti bolchevik ni plus ni moins.

Hier, j'ai oublié de rappeler que Lénine suite à la faillite des partis de la IIe Internationale en 1914, abandonnera définitivement le type de parti composé de tendances révolutionnaires et non

révolutionnaires pour construire le parti bolchevik sur la base du marxisme révolutionnaire, qui conduisit le prolétariat et la paysannerie pauvre au pouvoir en Russie en octobre 1917.

Le POI calqué sur la SFIO et que revendiquent les dirigeants du POI, n'est qu'une pâle reproduction de ce parti qui cessa de servir de modèle à l'avant-garde du mouvement ouvrier internationale se réclamant du socialisme dès le 3 août 1914 (en Allemagne, le lendemain en France).

Le type de parti que Lénine avait adopté après que la preuve avait été faite qu'un parti du type du Parti ouvrier social-démocrate allemand ou SPD ne pourrait pas conduire la classe ouvrière à la victoire, n'a pas cessé d'exister à travers le monde après la destruction du parti bolchevik par Staline, Trotsky l'avait repris à son compte lors de la fondation de la IVe Internationale, c'est un dénommé Pierre Lambert qui lui a porté le coup de grâce en 1985 en liquidant le Parti communiste internationaliste, pour le remplacer par le MPPT, puis le PT en 1991 et le POI en 2008. Ainsi était rompu le fil du marxisme qui reliait la lutte de classe de notre époque au développement du mouvement ouvrier révolutionnaire du milieu du XIXe siècle. Ce fil sera rétabli non pas par des discours sur le marxisme, mais le jour où à nouveau un parti communiste verra le jour.

J'ai envie de m'excuser sincèrement auprès des militants du POI qui se connectent sur le site, mais je ne pouvais vraiment pas faire autrement que d'apporter ces précisions importantes.

Les dépêches plus tard, je dois quand même faire des courses pour manger ! Il est 11h du matin et j'ai mis 5 heures à rédiger cette causerie, cela vous donne une idée du boulot.

Le 10 octobre

Quelques résultats d'élections partielles du mois de septembre ou du début octobre que pas grand monde n'a dû commenter, et pour cause, l'abstention bat tous les records, un mauvais coup pour les institutions de la Ve République et tous leurs partis.

Contraste.

Dans *Informations ouvrières* j'ai lu plusieurs témoignages de militants qui se plaignent que ce journal est triste à mourir, ils ont raison. A l'opposé, je ne cesse de recevoir des courriels de militants qui me disent retrouver le moral en se connectant sur le site. Avec les dirigeants du POI, on ne doit pas avoir la même conception de la lutte des classes, du militantisme ou de la vie tout simplement.

Cette causerie devrait dérider les esprits les plus crispés. Allez, c'est le week-end, on se détend un peu après une dure semaine de boulot ! Commençons par les bonnes nouvelles.

Deuxième tour de l'élection cantonale à Argenteuil-Est (95) en 2008 :

Abstentions : 8 206 (42,18%)
Blancs ou nuls : 262 (2,33%)
Total : 44,51%

Premier tour de l'élection cantonale partielle à Argenteuil-Est (95) le 20 septembre 2009 :

Abstentions : 14 411 (73,56%)

Blancs ou nuls : 55 (1,06%)
Total : 74,62%

Second tour de l'élection cantonale à Moyenneville (Somme) de 2004 :

Abstentions : 1 688 (23,34%)
Blancs ou nuls : 543 (9,80%)
Total : 33,14%

Election cantonale partielle à Moyenneville, 1er tour le 4 octobre 2009 :

Abstentions : 55,4%

Election municipale partielle 2009 à Joigny 1er tour le 20 septembre 2009 :

Abstentions : 2 879 (44,91%)
Blancs ou nuls : 87 (2,46%)
Total : 47,39%

Il manque les résultats du second tour.

Election cantonale à Limours-en-Hurepoix (91) 1er tour de 2008 :

Abstentions : 5 480 (32,28%)
Blancs ou nuls : 425 (3,70%)
Total : 35,98%

Election cantonale partielle 2009 à Limours-en-Hurepoix (91) 1er tour le 20 septembre 2009 :

Abstentions : 11 603 (67,81%)
Blancs ou nuls : 69 (1,25%)
Total : 69,06%

2eme tour le 27 septembre 2009 :

Abstentions : 11 593 (67,75%)
Blancs ou nuls : 354 (6,41%)
Total : 74,16%

Je vous ai mis les résultats (incomplets, désolé) que j'ai trouvés sur le Net (source : http://www.politiquemania.com.)

On dirait que les institutions ont le vent en poupe, non ? Je sens que l'on va se mobiliser pour élections régionales de mars 2010 : boycott ! Il n'y a rien à attendre des institutions et des partis politiques qui les contrôlent ou les soutiennent.

Chaque élection ne peut être dorénavant qu'une étape pour tenter de redorer leurs blasons. Ce sera sans nous puisque l'immense masse des travailleurs les rejettent, on aurait tort de s'en priver et de ne pas être à leur côté, non ? A bas les institutions de la Ve République ! La seule voie, c'est de se préparer à les renverser et à prendre le pouvoir, car il n'existe aucune autre alternative ou issue

politique. Demain, un peu plus tôt, un peu plus tard, là n'est pas le problème...

J'ai reçu plusieurs courriels mais je n'ai plus le temps de vous en parler, on verra cela demain.

Bon week-end à tous, camarades, et gardez le moral !

Fin de régime ou le règne de la tête à la queue.

Frédéric Mitterrand est homosexuel, c'est son droit, il est un abonné du tourisme sexuel c'est autre chose, pire il le revendique dans son livre "*La mauvaise vie*", publiée en 2005. 2005, il y a donc quatre ans seulement.

"*, n'ont fait la moindre remarque à l'intéressé à ce propos (...) Mieux, Frédéric Mitterrand conserve toute la confiance des deux hommes*", assure encore Renaud Revel, journaliste de la rubrique média à *L'Express*. (Leposte 08.10)

Lors d'un entretien accordé cet été au *Nouvel Observateur*, le président de la République avait jugé '*courageux et talentueux*' son livre, dans lequel le ministre de la culture décrit par le menu ses expériences sexuelles tarifées avec des '*garçons*' dans les maisons closes de Thaïlande. '*J'avais trouvé son livre La Mauvaise Vie courageux et talentueux*', estimait-il. (LeMonde.fr 08.10)

Aux infos de TV5Monde Asie, il y a deux jours, ils ont lu un passage de son livre dans lequel il évoquait de "*jeunes garçons*", lors de son explication le lendemain sur TF1 il dira qu'ils avaient "*à peu près le même âge que lui*", soit une quarantaine d'années bien tassées, bien bourrées diraient les gens dans leur genre !

Il s'en tire (provisoirement) à l'aide d'un vulgaire mensonge. Ces gens-là sont plus que répugnants, ils n'ont aucune dignité.

Encore une histoire de noeud, mais dans sa forme réduite, clitoricienne : "*neuneu*" !

Quand on demande à la secrétaire nationale des Verts Cécile Duflot de réagir à vif sur le Nobel d'Obama, elle élabore rapidement un positionnement politique, après avoir réfléchi, « *ce que même une femme jeune peut faire* » : « *Et parfois je n'ai pas de réponse à vos questions, il faut être honnête.* ».

Lorsqu'on l'interroge sur ses déclarations au sujet des 4,5 milliards d'euros de la la région que les Verts gèrent avec le PS depuis dix ans, dont « *on ne sait pas à quoi ils servent* », elle se crispe :« *Regardez ce que j'ai dit : moi je sais parfaitement à quoi sert ce budget, il ne faut pas me prendre pour une neuneu, mais les gens ne savent pas.* »

Les Verts avaient en charge l'environnement, 200 millions d'euros a-t-elle rappelé, et quand on l'interroge sur leur bilan, elle répond « *Ce qui m'intéresse ce n'est pas le bilan mais ce qu'on va faire dans les cinq ans qui viennent* ». (Rue89 09.10)

Vaut mieux ne pas parler de votre bilan, alors qu'elle vient de dire "*les gens ne savent pas*" à quoi avait servi le budget de sa région. Vaut mieux continuer à leur cacher et leur mentir, CQFD.

Faites confiance aux patrons... "*sans tabou*".

Le cabinet de conseil Technologia - qui a déjà travaillé pour Renault il y a deux ans - a été mandaté pour mener un vaste audit sur le climat social chez France Télécom. Premier outil pour mesurer le malaise des employés : le questionnaire. Les 100.000 salariés français du groupe pourront y répondre à partir du lundi 19 octobre.

La confidentialité sera garantie, puisque, pendant quatre semaines, les salariés auront accès au questionnaire sur un site Web externe via un mot de passe. "*Les salariés doivent s'exprimer en toute liberté. Il faut un questionnaire sans tabou !*", souligne Sandrine Le Roy, déléguée syndicale FO. (LePoint.fr 09.10)

Ne pas remettre en cause l'existence du capitalisme, en voilà un "*tabou*" solidement ancré chez FO, et dans tous les syndicats.

Le capitalisme vous stresse, alors il faut extraire le mal à la racine !

A l'issue de la réunion du Conseil d'orientation sur les conditions de travail (COCT), le ministre du travail, Xavier Darcos, a annoncé "un plan d'action d'urgence" pour lutter contre le stress au travail, vendredi 9 octobre.

Les entreprises de plus de 1 000 salariés devront ouvrir des négociations sur ce thème, "*avant le 1er février 2010*". Et les "*entreprises engagées dans un processus de restructuration*" devront prendre en compte les risques psychosociaux qui pourraient en découler. Pour les petites et moyennes entreprises (PME), le ministre a demandé que "*des actions d'information, des outils de diagnostic et des indicateurs d'action*" soient mis en place.

Le Sénat mettra en oeuvre une mission d'information sur le mal-être au travail et le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé, a annoncé la création d'un "*groupe de travail*".(Lemonde.fr 09.10)

A défaut d'issue politique ou d'espoir, ils retournent leurs armes contre eux.

Un salarié du Technocentre Renault de Guyancourt, dans les Yvelines, s'est suicidé mercredi à son domicile, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de l'entreprise.

Le Technocentre de Renault, cerveau du constructeur, avait connu fin 2006 et début 2007 trois suicides de salariés, un quatrième ayant eu lieu en mars 2008.(Reuters 08.10)

Un salarié de France Télécom armé d'un fusil non-chargé, mais portant une cartouche sur lui, a été désarmé par des collègues sur son lieu de travail à Evreux mardi, a confirmé la direction jeudi. (AP 08.10)

Intellectuelle, diplômée, écrivain, encore une tête bien pleine mais bien mal faite.

Françoise Bouchet-Saulnier est docteur en droit, directrice juridique de Médecins Sans Frontières, auteure notamment du *Dictionnaire pratique du droit humanitaire*.

Interviewée par *Libération*, je cite le passage qui me semble le plus significatif :

"*A la fin des années 1990, quand MSF reçoit le Nobel, c'est l'apothéose d'un humanitaire indépendant, glorifié par chacun pendant la guerre froide, renforcé par le soutien de l'ONU à*

l'interventionnisme et aux missions de maintien de la paix. Aujourd'hui, la diplomatie s'exprime de manière beaucoup plus brutale sans toujours prendre les couverts de l'humanitaire. Depuis la guerre contre le terrorisme, la diplomatie internationale a relégitimé des interventions dites de sécurité. L'usage de la force se fait au nom de la sécurité, au nom de la guerre contre le terrorisme et non pas au nom des secours.

Il faut se battre pour affirmer que l'humanitaire est une valeur opérationnelle, essentielle, y compris dans les processus de paix. On ne peut pas toujours écraser son adversaire. Préserver l'humanitaire, c'est une manière de préserver un monde plus sûr. Désormais, nous sommes entrés dans un monde totalitaire où la sécurité est devenue la nouvelle idéologie qui réconcilie parfaitement l'Est, l'Ouest et le Sud, avec une souveraineté des Etats renforcée. On parle beaucoup d'humanitaire mais on fait surtout beaucoup la guerre." (Libération.fr 09.10)

Vous avez noté : jusqu'à la fin des années 90 existait selon elle un "*humanitaire indépendant*" soutenu par l'ONU dont l'objectif était le "*maintien de la paix*", des "*interventions dites de sécurité*" pour venir "*au secours*" des peuples qui évidemment étaient responsables de ces guerres ou en partageaient la responsabilité. Comment un "*humanitaire*" pouvait-il s'estimer "*indépendant*" en étant financé par l'ONU ou des multinationales qui couvraient toutes ces guerres ou les avaient directement fomentées ?

On pourrait penser qu'elle ne se rend même pas compte de la monstrosité de ses contradictions. Mais pour elle il n'y en a pas, puisqu'elle est incapable d'imaginer un monde qui ne serait pas sous la botte de l'impérialisme et ses institutions internationales. Cela ne cause apparemment pas de problème à MSF que ce soit ceux qui organisent ces guerres qui les financent. Sans s'engager sur le plan politique au côté de ceux qui combattent pour abattre le capitalisme, MSF et toutes les ONG ne sont que des appendices de l'impérialisme qu'ils soutiennent à leur manière, qu'ils le veuillent ou non.

Rappel :

Guerre civile d'Irlande du Nord (1969-1998)

Guerre en ex-Yougoslavie (1991-1999)
Guerre de Slovénie
Guerre en Croatie (1991-1995)
Guerre de Bosnie (1992-1995)
Guerre du Kosovo (1998-1999)

Guerre civile de Moldavie (1992)
Première guerre de Tchétchénie (1994-1996)
Deuxième guerre de Tchétchénie (1999-?)

Guerre civile du Mozambique (1975-1992)
Guerre civile de l'Angola (1975-2002)

Guerre du Tchad (1965-1990)
Seconde guerre du Sud-Soudan (1983-2005)
Guerre civile du Libéria (1989-2003)
Guerre civile du Rwanda (1990-1996)
Guerre civile de Sierra Leone (1991-2002)
Guerre civile de Somalie (1991-?)

Guerre civile d'Algérie (1992-2002)
Guerre civile du Burundi (1993-2001)
Première guerre du Congo (1996-1997)
Guerre civile du Congo-Brazzaville (1997-1999)
Deuxième guerre du Congo (1998-2003)
Guerre Ethiopie-Erythrée (1998-2002)

Guerre civile d'Afghanistan (1989-2001)
Guerre civile du Cachemire (1989-?)
Guerre du Golfe (1990-1991)
Guerre du Haut-Karabakh (1991-1995)
Guerre civile de Géorgie (1992-1993)
Guerre civile du Tadjikistan (1992-1997)
Guérilla maoïste du Népal (1996-?)
Guerre de Kargil entre l'Inde et le Pakistan (1999)

(source : Wikipédia.htm)

Il en manque quelques unes dont la guerre civile à Sri Lanka, en Palestine...

Quand le PS est à court d'idées.

Le Parti socialiste a relancé le débat sur la légalisation de la consommation de cannabis, serpent de mer de la politique française depuis des années.

"*Ne faudrait-il pas prendre le pari de légaliser la consommation personnelle de cannabis à travers un contrôle de la production et de l'importation, comme c'est le cas avec l'alcool?*", s'interroge vendredi dans Le Parisien Daniel Vaillant, député-maire socialiste du XVIIIe arrondissement de Paris.

"*Le Mouvement Populaire (UMP) se déclare fermement opposé à toute tentative de légalisation du cannabis ou des drogues dites douces qui conduisent inexorablement à l'usage de drogues de type cocaïne ou ecstasy*", écrit dans un communiqué Eric Ciotti, son secrétaire national à la sécurité.

La France compte 1,2 million d'usagers réguliers de cannabis, dont 550.000 quotidiens, selon la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie.

L'usage de cannabis en France est passible d'un an d'emprisonnement et de 3.750 euros d'amende. Selon l'Office français des drogues et toxicomanies, plus de 90.000 personnes ont été interpellées pour usage de cannabis en 2005. Ce chiffre est trois fois plus élevé qu'en 1995.

En 2003, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, s'était prononcé en faveur d'un durcissement de la loi de 1970 sur les stupéfiants. (Reuters 09.10)

Qu'on s'envoie en l'air pour oublier un moment notre vie de merde en picolant ou en fumant un joint, c'est compréhensif à défaut de mieux, le royaume de la liberté se sera pour plus tard. L'usage du cannabis est dangereux parce qu'il s'accompagne d'un affaiblissement de la volonté, je parle en connaissance de cause. Partant de là, pour les esprits déjà faibles au départ, cela peut conduire à se laisser entraîner vers d'autres drogues aux effets particulièrement destructeurs. Il faut mettre en garde les jeunes contre ce danger bien réel.

Clearstream. Sarkozy n'aura pas gain de cause.

Le parquet retient la date de juillet 2004 pour retenir contre Dominique de Villepin une "*complicité de dénonciation calomnieuse par abstention*" : il aurait commis un délit en s'abstenant de dénoncer alors la manipulation.

Ce raisonnement juridique fragile a été encore affaibli à l'audience puisqu'on y a appris qu'en juillet 2004, la ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, et plusieurs autres autorités savaient aussi, et n'ont rien fait non plus.(Reuters 08.10)

Intox : une hausse qui cache une baisse.

Sur les trois mois à août, la production manufacturière française a progressé de 3,1% par rapport aux trois mois précédents, mais sur un an elle reste en baisse de 12,9%. (Reuters 09.10)

Le noeud coulant. Comment couvrir la poursuite de la politique de G. Bush.

Moins de neuf mois à la Maison Blanche et déjà le Nobel de la paix : en distinguant Barack Obama, le comité norvégien a créé la surprise vendredi et aussi un peu de perplexité, certains se demandant si ce prix n'était pas prématuré.

"*Je ne pense pas mériter d'être en compagnie de tant de figures déterminantes qui ont été honorées par ce prix*",

Barack Obama avait prêté serment depuis 12 jours à peine quand les nominations pour le Nobel de la Paix ont été closes le 1er février dernier.

"*Il a reçu le prix parce qu'il a réussi à changer le climat international*", a justifié le président du Comité Nobel Thorbjoern Jagland. "*Certains diront, et je le comprends, est-ce que ce n'est pas prématuré? Trop tôt? Et bien je répondrais alors que ce pourrait être trop tard de réagir dans trois ans. C'est maintenant que nous avons une occasion de réagir, nous tous*". Cela arrive rarement qu'une personne puisse autant "*capter l'attention du monde et donne à son peuple l'espoir d'un avenir meilleur*", a-t-il insisté. (AP 09.10)

A son actif : la pousuite ou l'aggravation de la politique économique de Bush, plus de 6 millions de chômeurs supplémentaires, il s'était engagé à fermer avant la fin de l'année le centre de détention de Guantanamo, il avait aussi promis de mettre fin à la guerre en Irak, deux promesses non tenues, par contre il a intensifié la guerre contre le peuple afghan en envoyant 10.000 soldats supplémentaires...

Grande-Bretagne. Travail, famille, patrie : A bas les pauvres !

David Cameron a clôturé jeudi la conférence du parti conservateur à Manchester.

Si les tories gagnent les élections prévues d'ici à juin 2010 - ce que tous les sondages laissent présager - "*ce sera dur*", a lancé le leader conservateur, "*il faudra réduire les dépenses publiques et ce sera douloureux. Il faudra s'attaquer à la culture d'irresponsabilité de la Grande-Bretagne et ce sera difficile pour de nombreuses personnes. Il faudra mettre à bas cette bureaucratie que le Labour nous a laissée*".

Indéniablement, son discours portait les valeurs traditionnelles des tories. Le travail doit être

"*récompensé*", la famille "*soutenue*", les entrepreneurs également. Mais surtout, a affirmé l'orateur, il faut revenir à "*une société de responsabilité*", celle que les gouvernements de Tony Blair puis de Gordon Brown ont mise à mal en faisant grossir l'Etat.

"*Il y a en Grande-Bretagne 2 millions d'enfants dont aucun des parents ne travaille*", a-t-il lancé, "*il faut briser ce cercle de la dépendance à l'Etat-providence*". Et revoir le système des allocations pour inciter les gens à travailler.

"*Dans le monde de Gordon Brown,* a-t-il expliqué, *si une mère célibataire avec deux enfants gagne par son travail 150 livres par semaine, entre la perte de ses allocations et les impôts qu'elle devra payer, il ne lui restera sur chaque livre qu'elle reçoit que 4 pence.*" Il y a trente ans, "*nous avons gagné une élection en nous battant contre un taux d'imposition marginal de 98 % pour les plus riches. Aujourd'hui, je nous veux encore plus en colère sur ce taux de 96 % pour les plus pauvres*". (Le Monde 09.10)

Le 11 octobre

Soyez sympa camarades, signalez-moi quand il y a un problème d'affichage dans une page (même ancienne), par exemple lorsque l'ensemble des articles figurent en caractères gras ou en italique, c'est une erreur de frappe de ma part.

J'ai repensé à la remarque des militants du POI qui souhaitaient lire des bonnes nouvelles dans le journal de leur parti. Je ne sais pas si c'est une manière correcte d'aborder cette question, puisque pour une victoire nous devons essuyer des centaines de défaites, c'est le sort de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier expliquait Marx. Si l'inverse était vrai, cela serait trop facile, la lutte des classes seraient une balade tranquille, mais hélas cela n'est pas le cas.

Cette question abordée de la sorte dénote une incompréhension ou une méconnaissance fondamentale de la lutte des classes et plus particulièrement du marxisme. C'est très intéressant que les militants s'expriment, car cela révèle des problèmes de fond.

Quand on est guidé uniquement par l'objectif du combat du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, les victoires ou les échecs qui jalonnent notre combat ne prennent pas des proportions démesurées, ils présentent moins d'importance que celui que leur donnent généralement les militants.

L'activisme forcené, la théorie objectif/résultat, la recherche à tout prix de résultats immédiats, la lutte pour la lutte, se jeter sur n'importe quelle revendication sans le moindre discernement, la place démesurée pour ne pas dire exclusive accordée aux revendications économiques ou sociales par rapport aux questions politiques, témoignent manifestement qu'on s'est écarté ou qu'on a abandonné l'objectif qu'on s'était fixé, à moins qu'on ait toujours poursuivi un autre objectif que la prise du pouvoir par la classe ouvrière. On ne peut évidemment pas en vouloir aux militants, seuls leurs dirigeants sont responsables de cette situation.

Je crois qu'il faut bien prendre conscience, que ce n'est pas parce qu'on ne verra peut-être jamais la révolution triomphée de notre vivant, qu'il faut abandonner cet objectif. Certains -ceux qui se sentent particulièrement visés ici et pour cause, s'empresseront de répondre : on le sait, certes vous le savez, mais ce n'est pas du tout ce qui ressort de votre activité de militant ou de votre comportement, sinon vous cesseriez d'aller à la pêche aux résultats et d'avoir le moral qui oscille sans cesse entre une

excitation fébrile et une grosse déprime.

Ce malaise est compréhensible. On nous a habitué à cavaler, soit après des objectifs à notre portée, mais qui ne présentaient pas un intérêt fondamental, soit après des objectifs hors de notre portée et pour lesquels on s'épuisait en pure perte de temps et d'énergie. Diffusion, porte-à-porte, collage, réunion, meeting, manifestation, font partie des activités normales d'un militant, mais lorsqu'elles ne sont pas axées sur la construction du parti et reliées à notre objectif, on n'en comprend pas forcément l'intérêt, on ne construit rien parce que notre parti est une véritable passoire et on n'avance pas d'un millimètre vers notre objectif, c'est frustrant à la longue, on doute, on se lasse, on se démoralise, on change de parti, on se met à la recherche de raccourcis ou on cesse le combat ...

Cela n'arriverait pas forcément dans un parti qui subordonnerait la totalité de son activité à sa construction, puisque c'est finalement le seul objectif que l'on peut atteindre dans l'immédiat. Vous voulez organiser la classe pour faire reculer le gouvernement ou lui imposer une défaite. Avec les forces dont vous disposez, c'est un leurre, autant dire les choses franchement. Mais si vous partiez du même postulat, donc en partant de la situation objective et des rapports entre les classes et avec les appareils, et qu'au lieu d'axer votre discours sur l'objectif de faire reculer le gouvernement, vous expliquiez qu'il manque dans la situation actuelle un facteur subjectif déterminant pour y parvenir et aller encore plus loin dans notre combat, vous mettriez d'une part en lumière l'absence cruelle du parti, d'autre part vous permettriez à vos interlocuteurs de comprendre la place et le rôle irremplaçables du parti, ce qui pourrait les insiter à vous rejoindre pour le construire...

Le second objectif du parti devrait être de permettre à chaque militant d'élever son niveau théorique et politique, la formation devrait occuper une place centrale dans la construction du parti. Chaque militant devrait réussir à maîtriser le marxisme à des degrés divers. Sinon ce sont les idées dominantes qui vont continuer d'envahir leurs cerveaux, c'est inévitable.

Le troisième objectif du parti devrait être de consacrer son combat à populariser les idées du socialisme, au lieu de lui substituer le front unique avec les appareils traîtres à la classe. Le parti devrait se battre sur son programme, sous le drapeau de la révolution socialiste, sinon comment voulez-vous que les travailleurs et les militants sachent qu'ils existent. Le parti et le socialisme devraient devenir la source d'espoir pour la classe ouvrière, son étendard.

Le parti, le programme, le socialisme, voilà à quoi devrait être subordonné notre combat politique, sans passer le moindre compris avec notre ennemi, les institutions ou les appareils. Nous ne serions pas pour autant sectaires envers les autres partis, bien au contraire (à l'opposé de LO), tout en menant une guerre impitoyable contre l'opportunisme et le centrisme pour reprendre une expression de Lénine.

Il y en a qui vont penser que je suis cinglé, le contraire m'inquièterait, que combattre sur cette ligne serait encore plus difficile, ce n'est pas certain, la situation se radicalisant, ce serait plutôt l'inverse qui se vérifierait. Et puis un tel parti aurait une autre gueule que ceux que nous connaissons aujourd'hui, car c'est dès le premier jour que l'on entreprendrait de former les nouveaux militants ou les futurs militants, ils verraient ainsi que notre parti n'a rien à voir avec les autres, que l'on est résolu et que rien ni personne ne nous fera dévier de notre objectif, j'ai confiance dans la classe ouvrière et j'ai également confiance dans notre capacité à l'amener au socialisme, je n'aime pas le terme gagner qui est trompeur. On n'est pas *gagné* au socialisme, on commence par aborder le socialisme, on l'étudie, on en vérifie la validité à travers nos expériences, on continue de l'étudier, etc. (A suivre)

Nouvelle de la crise.

Certains analystes soulignent que les bonnes performances des entreprises américaine et notamment celles du géant de l'aluminium Alcoa, qui a fait état jeudi de profits inattendus, ne sont pas tant liées à la timide reprise qu'à de radicales réductions de coûts (19 000 emplois ont été supprimés depuis juin 2008) qui leur permettent d'améliorer leur situation financière. (source : Le Monde 10.10)

No comment !

La mystification Obama pour accentuer l'emprise de l'impérialisme américain sur le monde. Trois exemples tirés de l'actualité pour l'illustrer.

1- La Grande-Bretagne est le porte-parole des intérêts de l'impérialisme américain, la City est largement impliquée dans la Fed.

Puisque la lutte contre terrorisme lancée par G. Bush en 2001 après qu'il a orchestré le 11 septembre ne fait plus vraiment recette auprès des peuples qui réclament le retrait des troupes d'occupation en Irak et en Afghanistan, il va leur falloir trouver d'autres prétextes pour justifier les sommes phénoménales engloutis dans l'économie d'armement et de guerre, amplifier la militarisation du monde et leur guerre contre tous les peuples. L'armada déployée dans le Golfe d'Aden pour lutter contre la piraterie en est un qu'il pourrait étendre à d'autres régions du monde, au nom de la lutte contre le trafic d'armes que les marchands de canon alimentent directement ou en sous-main. Dans la dépêche ci-dessous, vous noterez qu'il ne s'agit pas de toucher au juteux commerce des armes qui fait l'objet de commissions occultes.

Sept pays (la Grande-Bretagne, l'Argentine, l'Australie, le Costa-Rica, la Finlande, le Japon et le Kenya) ont lancé samedi aux Nations unies une campagne en faveur de l'ouverture de négociations sur un nouveau traité de contrôle des armes à feu dans le monde afin de lutter contre un trafic qui fait des milliers de morts et de blessés chaque jour.

Selon un rapport publié cette semaine par l'organisation humanitaire britannique Oxfam et onze autres organisations non gouvernementales, quelque 2,1 millions de personnes, des civils pour la très grande majorité, sont morts directement ou indirectement de la violence armée depuis décembre 2006. Soit l'équivalent plus de 2.000 morts par jour, ou plus d'une personne à chaque minute qui passe, souligne le rapport.

Les partisans d'un nouveau traité sur le contrôle du commerce des armes assurent que cela ne changera rien au commerce légal et ne vise que le trafic clandestin.(AP 10.10)

2- C'est auréolé du prix Nobel de la paix qu'Obama va pouvoir justifier l'emploi des troupes supplémentaires en Afghanistan.

On ne savait pas combien de troupes supplémentaires avait réclamé le général Stanley McChrystal, commandant en chef des forces américaines et de l'Otan en Afghanistan, dans une requête adressée au secrétaire à la Défense, Robert Gates, et au président Barack Obama. C'est 45 000 hommes que réclame l'officier américain.

D'après un proche de McChrystal, si l'US Army piétine dans sa grande offensive lancée dans le Helmand (sud) - où 4 000 Américains sont actuellement engagés, appuyés par plusieurs milliers de Britanniques -, c'est précisément parce qu'il n'y a pas assez de troupes. (Libération.fr 10.10)

3- Au diable le génocide arménien commis entre 1915 et 1917 par l'armée turque, la Turquie est un

allié stratégique de l'impérialisme américain et de l'Etat sioniste, la paix entre les deux peuples valait bien cela.

La Turquie et l'Arménie ont signé samedi à Zurich un accord historique ouvrant la voie à la réconciliation après un siècle de conflit.

Juste avant le moment prévu de la signature samedi, à l'issue de six semaines de négociations sous l'égide de la Suisse, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Rodham Clinton a soudain regagné son hôtel. "*Nous aidons les deux parties à trouver un accord sur les déclarations qu'elles feront après la cérémonie*", a expliqué son porte-parole, Ian Kelley.

Après trois heures d'intenses tractations et de navettes diplomatiques américaines et suisses, les ministres turc et arménien des Affaires étrangères ont paraphé l'accord. "*A plusieurs reprises, j'ai dit à toutes les parties impliquées que c'était trop important, qu'il fallait aller jusqu'au bout, que nous étions allés trop loin, qu'on ne pouvait pas tourner le dos à tout le travail réalisé pour arriver aux protocoles (d'accord)*", a déclaré Hillary Clinton.(AP 11.10)

L'UE en ordre de bataille, ça urge !

Le président polonais Lech Kaczynski a ratifié samedi le traité de Lisbonne, approuvé l'année dernière par le Parlement. La République tchèque est désormais le dernier des 27 pays de l'Union européenne à devoir ratifier le texte réformant le fonctionnement institutionnel de l'UE.

Le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, a exhorté leprésident tchèque Vaclav Klaus à ratifier le texte. "*L'Europe attend cela avec impatience*", a-t-il déclaré. "*Nous n'avons pas besoin de nouveaux retards*".

"*Il est temps de régler la question institutionnelle de l'UE*", a-t-il ajouté, jugeant que "*nous avons la responsabilité de le faire arriver avant la fin de l'année*". (AP 10.10)

A quoi servent les Verts ? Deux exemples tirés de l'actualité en Irlande et en France.

1- Les Verts réunis à Dublin ont entériné à une très large majorité samedi l'accord conclu la veille par leurs dirigeants et le parti du Fianna Fail du Premier ministre pour sauver la coalition au pouvoir depuis deux ans.

Sans le petit parti des Verts, Brian Cowen ne disposerait plus de l'étroite majorité au Parlement qui devrait lui permettre de faire deux textes controversés contre le déficit budgétaire et la crise bancaire.

Le gouvernement atteint des sommets d'impopularité dans les sondages et le Premier ministre ne serait probablement pas réélu en cas d'effondrement du gouvernement et d'élections législatives anticipées. Le prochain scrutin est normalement prévu pour 2012 au plus tard.

Les Verts ont soutenu l'accord avec le Fianna Gail par 523 voix contre 99, soit largement plus que la majorité des deux tiers fixée par leur direction pour sauver la coalition. (AP 10.10)

Pas de bol.

Impliqué dans une affaire de notes de frais exorbitantes, le président du parlement irlandais, John O'Donoghue, a annoncé mardi soir son intention de démissionner la semaine prochaine.

Il a été accusé d'avoir dépensé 90.000 euros en frais de déplacement depuis sa nomination en juin 2007. Lorsqu'il était ministre du Tourisme, entre 2002 et 2007, ses voyages avaient coûté en outre au total un million d'euros au contribuable.

On avait trouvé notamment dans ses notes de frais la location d'une limousine pour effectuer le trajet entre les terminaux de l'aéroport londonien de Heathrow, et une nuit à 1.000 euros dans un palace parisien. (Reuters 06.10)

2- Le président du MoDem, François Bayrou, se déclare ouvert à un accord avec les Verts dans certaines régions à l'occasion des élections régionales de mars 2010 en France.

"*Le choix que j'ai fait depuis longtemps, c'est celui du rassemblement. Être soi-même, et en même temps faire tomber les murs, dépasser les frontières*", déclare dans un entretien au Monde daté de dimanche.

"*Mon idée de l'ouverture est exactement le contraire (de celle de Sarkoey - Ldc): la situation de la France est tellement grave qu'il sera impératif de traiter la crise sous forme d'une union nationale*", ajoute le leader centriste. (Reuters 10.10)

Fillon piétine la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Il a été reçu samedi par le Pape au Vatican indique Le Figaro, qui précise : "l'audience accordée à François Fillon est considérée au Saint-Siège comme un signe particulier de bienveillance. Pour l'homme qui ne cache pas sa foi catholique, mais aussi pour la politique de «*laïcité positive*» lancée par Nicolas Sarkozy et fortement appréciée dans les hautes instances de l'Église catholique."

"En fin d'après-midi, François Fillon remettra la Légion d'honneur à Mgr Dominique Mamberti, Français et actuel ministre des Affaires étrangères du Vatican. Les prélats français ont toujours eu une place de choix dans la diplomatie vaticane qui a conservé le français comme langue diplomatique officielle." (LeFigaro.fr 10.10)

Les intérêts des grands producteurs céréaliers et de la FNSEA ont été entendus. Les biocarburants de première génération produits en France répondent aux exigences européennes de réduction des gaz à effet de serre, estime l'Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

La France produit deux types de biocarburants : des biodiesels, fabriqués à partir de cultures oléagineuses (du colza en particulier) et des bioéthanols, dérivés du blé, de la betterave, du maïs ou de la canne à sucre.

"*Les gains en émissions de gaz à effet de serre comparés aux hydrocarbures s'échelonnent entre 60 et 80%, soit au-dessus de l'objectif d'au moins 35% de gains fixé par la nouvelle directive communautaire sur les énergies renouvelables*", précise l'Ademe. (Reuters 09.10)

Rappel : selon Don J. Easterbrookn, professeur émérite de géologie à l'Université Western Washington à Bellingham, WA., le CO2 anthropogène dans l'atmosphère n'a augmenté que de 0.008% depuis 1977. (www.meltl.com/dossier/climatfroid111108.pdf)

Lagarde : hypocrite, menteuse, cynique.

Dans un entretien à paraître dans le Journal du dimanche, elle dit vouloir favoriser un crédit "*responsable*" sans interdire le crédit revolving, ces réserves d'argent accusées de favoriser le surendettement.

"*Le crédit est utile et nécessaire*", dit-elle. "*40% des achats par correspondance à La Redoute ou aux Trois Suisses sont réglés avec des cartes de crédit revolving. Il y a des milliers d'emplois à la clé. Je préfère rendre le crédit responsable plutôt que de le supprimer.*"

Le crédit revolving ou renouvelable est une forme de crédit, souvent assorti d'une carte de crédit, consistant à mettre à disposition d'un consommateur une somme d'argent de façon quasi-permanente. Au fur et à mesure des remboursements de l'emprunteur, l'enveloppe de crédit qui lui est accordée se renouvelle.

En revanche, Mme Lagarde ne souhaite pas "*actuellement*" autoriser les "*actions de groupe*" (sur le modèle des "*class actions*" américaines) qui permettraient aux consommateurs de saisir collectivement la justice. Selon elle, les entreprises "*sont déjà durement frappées par la crise*". "*Quand la reprise se confirmera, il sera temps de réfléchir aux actions de groupe*", promet-elle.

Par ailleurs, le nombre de dossiers de surendettement a augmenté de 17% depuis le début de l'année. (Reuters et AP 10.10)

Endettez-vous pour sauver des emplois, ils ne savent plus quoi inventer, entre hypocrisie, mensonge et culpabilisation larvée, mais surtout n'attaquez pas en justice les pauvres patrons !

Le 12 octobre

J'ai retiré la suite de cette causerie qui était un complément à celles des 8 et 9 octobre, après l'avoir présentée sous la forme d'un article au format pdf. Cela afin d'alléger la page d'accueil du site.

Trois sujets pour notre causerie politique d'aujourd'hui.

Quand Trotsky semblait s'étonner à la fin des années 30 que les ouvriers américains pensaient davantage à la sortie du prochain modèle Ford qu'à leur retraite, je ne sais pas s'il voulait dire par là qu'ils se trompaient de préoccupation ou qu'ils étaient déjà totalement subordonnés au capitalisme, et qu'il imaginait ce que pourrait être l'état d'esprit général des masses après-guerre.

Quelle importance cela peut-il avoir, cela revient finalement au même, pas tout à fait selon moi, du point de vue de l'angle sous lequel il fallait s'adresser à la classe ouvrière à l'issue de la guerre.

Il y a une différence fondamentale entre un besoin que l'on exprime parce qu'on perçoit qu'on aura les moyens de le satisfaire, et un besoin que l'on exprime en sachant très bien qu'on n'aura jamais les moyens de le satisfaire.

Dans le premier cas, les conditions objectives existent pour satisfaire ce besoin, on a un emploi à durée indéterminée et un salaire convenable, on peut même économiser, on peut voir l'avenir venir tranquillement, on peut obtenir un crédit de notre banquier et le tour est joué. Dans le second, on a un salaire misérable et ce besoin demeurera pour longtemps ou toujours insatisfait, il y a des besoins quotidiens encore plus urgents à satisfaire comme par exemple payer son loyer et ses factures, se

nourrir.

Entre la fin du XIXe siècle et la période qui a précédé la guerre, la majorité de la classe ouvrière dans les pays où le capitalisme était le plus développé, la classe ouvrière se trouvait confrontées à la seconde situation évoqué plus haut, à l'exception de l'aristocratie ouvrière britannique qui profitera des retombées de la colonisation et de l'aristocratie ouvrière américaine qui profitera de l'expension du capitalisme dans un pays aux ressources à l'époque pratiquement illimitées et au marché intérieur immense. Cette tendance aura tendance à s'accroître tout au long des années 45 à 75 dans les autres pays industrialisés conduisant l'ensemble de la classe ouvrière à être subordonnée au capitalisme.

Parallèlement ou par voie de conséquence, c'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui adoptera la même orientation, comme si le capitalisme devait conduire à un progrès social continu, sans même se poser la question de savoir si en adoptant cette orientation, la classe ouvrière s'orienterait vers le socialisme ou l'abandonnerait comme perspective politique, pour finalement en arriver à la situation où l'on attend tout du capitalisme et du gouvernement.

Le pendant du capitalisme conduisant la classe ouvrière au désespoir, qu'est-ce que c'est sinon le socialisme la conduisant à renouer avec l'espoir que c'est possible de changer la société et le monde et d'avoir une vie meilleure.

Un autre sujet.

D'après le témoignage d'un camarade les conditions de travail dans certaines usines seraient insupportables. On aimerait bien avoir des détails, que des ouvriers nous racontent ce qu'ils vivent au quotidien sur leurs lieux de travail, usines, chantiers notamment. On passe une grande partie de notre vie au boulot, mais dans la presse ouvrière on n'en parle pas ou pas suffisamment. Il faut donner la parole aux ouvriers.

Ce qui est intéressant, c'est à la fois ce que les ouvriers vivent, mais surtout de quelle manière ils le vivent, pour que l'on puisse saisir leur état d'esprit.

Mon père rencontrait des conditions de travail épouvantables sur les chantiers, je l'ai accompagné parfois, mais il trouvait cela relativement normal, tandis que d'autres ouvriers auraient trouvé ces conditions totalement scandaleuses, comme par exemple décharger un 38 tonnes de portes ou de fenêtres avant de les monter à pied en étage sur l'épaule, certaines portes d'entrée pesait jusqu'à 50 kilos.

Un dernier sujet.

J'ai lu dans une dépêche que le nombre de dossiers d'endettement avait augmenté de 17% depuis le début de l'année. Et la ministre de la faillite économique refuse d'interdire les crédits revolving qui sont en grande partie responsable du surrendettement de nombreuses familles. Il faut bien que l'on continue de consommer pour que les capitalistes empochent leurs profits.

Ce que je trouve cynique ici, c'est qu'en rendant accessible à la population des crédits faciles à obtenir sans tenir compte déjà de leur endettement, ils poussent les familles les plus fragiles à consommer plus et à s'endetter davantage, comme si de rien n'était. Du coup, ces travailleurs qui auront l'impression de consommer comme avant ne se rendront pas forcément compte de la gravité de la crise du capitalisme, c'est toujours cela de gagner sur le plan politique, jusqu'au jour où ils seront rattrappés par leurs créanciers parce qu'ils ne pourront plus rembourser leurs crédits et qu'ils se

révolteront.

Rectificatif.

J'ai répondu trop rapidement à un camarade sur la chute du mur de Berlin et la réunification allemande. Certes, cela correspondait à une revendication de la classe ouvrière de la RFA et de la RDA qui était encouragée à passer à l'action par l'expérience polonaise, et à la fois la neutralité de Moscou et le soutien que lui apportait l'impérialisme, compte tenu qu'il ne s'agissait évidemment pas de réunifier l'Allemagne sur les bases de la propriété collectives des moyens de production, mais bien sur celles de sa liquidation en RDA et dans tous les pays satellites du Kremlin.

A cette époque je ne militais plus et je ne me suis pas vraiment intéressé à cette question dont l'issue était connue d'avance. A plusieurs reprises j'ai indiqué que je ne me serais pas opposé à la liquidation de l'URSS et ses satellites dans la mesure où ces pays étaient sous l'emprise d'une dictature depuis de nombreuses décennies, et que l'Etat ouvrier dégénéré se confondant avec un parti de type stalinien, jamais il ne serait permis à la classe ouvrière de s'organiser pour mener le combat contre la caste au pouvoir pour ensuite la renverser, et que pour cette raison, il valait mieux encore que l'Etat qui n'avait d'ouvrier que le nom disparaisse le plus tôt possible, qu'il avait même existé beaucoup trop longtemps, pour que la classe ouvrière retrouve sa liberté d'expression et se réorganise dans la perspective de reprendre le pouvoir.

C'est toujours ma position et je l'assume, ce qui n'est pas le cas des dirigeants du POI (CCI). Lors du coup d'Etat manqué de 1991 à Moscou orchestré par les nostaliques de la Russie stalinienne, le Parti communiste de l'Union soviétique, le PT tenait un meeting au même moment à Paris. Constatant que cette question importante n'avait pas été abordée lors de ce meeting, un responsable du PT dont je ne peux évidemment pas vous donner le nom, s'en était plaint auprès de Pierre Lambert, sur le champ il le virera de son parti.

Soutenir le coup d'Etat c'était prendre le risque d'apparaître comme un nostalgique du stalinisme, et le dénoncer c'était prendre celui de passer pour un complice de la restauration du capitalisme en Russie, donc Lambert choisit de se taire, alors qu'il aurait été facile d'expliquer que ni l'une ni l'autre de ces issues ne pouvaient correspondre aux intérêts de la classe ouvrière de l'URSS au prise avec une terrible contradiction, entre conserver les avantages même réduits de la révolution russe de 1917 sous un régime totalitaire ou envisager leur liquidation en échange de sa liberté d'expression et d'organisation retrouvée. Ni Lambert ni le prolétariat de l'ex-URSS n'était responsable de cette situation ou de ce mauvais tour de l'histoire. Il est alors étrange que Lambert se sentit si mal à l'aise, comme si quelque part il en portait une part de responsabilité ou bien quelque chose à cacher à ses militants.

Sachant maintenant que Lambert et ses disciples défendirent jusqu'au bout la thèse selon laquelle il fallait continuer de défendre l'Etat ouvrier de l'URSS, c'était un secret de polichinelle que son silence avait valeur de soutien à la tentative de coup d'Etat des staliniens, à moins qu'il ait changé d'avis depuis longtemps et que personne ne devrait jamais le savoir. Après tout, une grande partie du pouvoir de Lambert reposait sur son opposition au stalinisme qui lui avait servi en permanence à couvrir sa subordination au réformisme et à l'appareil de FO, il n'allait pas prendre le risque de foutre en l'air cette légende qu'il s'était forgé, alors que le sort de l'URSS était scellé.

Mon idée était que, moins longtemps ces bureaucraties parasitaires se maintiendraient au pouvoir, moins longtemps le nom du socialisme et du communisme y serait associé, mieux le mouvement ouvrier et son avant-garde se porteraient. Je le pense toujours. En 1940 Trotsky disait qu'il suffirait

que Staline fasse un pas de plus à droite pour qu'on soit obligé de réviser notre appréciation sur l'URSS (Défense du marxisme). Tout de suite après l'assassinat de Trotsky, ce n'est pas un pas mais une gigantesque enjambée que Staline fera à droite, sans que les trotskistes n'en tiennent compte, toujours figés dans leurs formules jusqu'à nos jours. En lisant la causerie du 12 que j'avais commencé hier, on sait maintenant ce qu'elles recouvrent vraiment : eux aussi ils ont fait un bond à droite !

On ne peux pas se marrer tous les jours ! Bonne semaine à tous quand même.

10ème CIRCONSCRIPTION DES YVELINES

ELECTION LEGISLATIVE PARTIELLE DES 20 ET 27 SEPTEMBRE 2009

Abstention, plus votes blancs et nuls: 74,9%

CANTON DU PUY-EN-VELAY-OUEST (HAUTE-LOIRE)

ELECTION CANTONALE PARTIELLE DES 27 SEPTEMBRE ET 4 OCTOBRE 2009

Abstention, plus votes blancs et nuls: 68,7%

COMMUNE DE PECQUENCOURT (NORD)

ELECTION MUNICIPALE PARTIELLE DES 27 SEPTEMBRE ET 4 OCTOBRE 2009

Abstention, plus votes blancs et nuls: 30,6%

COMMUNE DE BROU-SUR-CHANTEREINE (SEINE-ET-MARNE)

ELECTION MUNICIPALE PARTIELLE DU 4 OCTOBRE 2009 (1er tour)

Abstention, plus votes blancs et nuls: 53,7

(source : http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/elections/resultats)

En dehors de la commune de Pecquencourt de 6 040 habitants où ne se présentaient que des candidats "divers gauches", l'abstention et le rejet des partis institutionnels tient le cap.

Dans les Yvelines, c'est Boutin démissionnaire qui avait apparement convaincu les électeurs de ne pas aller voter.

La Talonnette et sa cours.

Dominique Paillé, porte-parole adjoint de l'UMP, à propos du prix Nobel de la paix : " *Il y avait d'autres personnes qui auraient pu être récompensées, comme Nicolas Sarkozy*" (LePost.fr 10.10)

Iran. Nouvelle menace américaine.

Le monde "*n'attendra pas indéfiniment*" que l'Iran se plie à ses obligations internationales vis-à-vis de son programme nucléaire, a déclaré dimanche la secrétaire d'Etat américaine Hillary Rodham Clinton. (AP 10.10)

Le 13 octobre

A méditer, le contenu de ce passage s'applique également pour la période d'après-guerre. Trotsky oeuvres - avril 1939 :

"L'esprit et le coeur des intellectuels de la classe moyenne et des bureaucrates syndicaux furent presque complètement hypnotisés par les réalisations du capitalisme entre l'époque de la mort de Marx et l'explosion de la guerre mondiale. L'idée d'un progrès graduel continu semblait établie pour toujours, cependant que l'idée de révolution était considérée comme un pur vestige de la barbarie. Aux pronostics de Marx, on opposait les pronostics contraires d'une distribution mieux équilibrée du revenu national, de l'atténuation des contradictions de classes et d'une réforme graduelle de la société capitaliste. Jean Jaurès, le plus doué des sociaux-démocrates de l'époque classique, espérait remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social. C'est en cela que consiste l'essence du réformisme. Tels étaient les pronostics opposés à ceux de Marx. Qu'en reste-t-il ?

La vie du capitalisme de monopole de notre époque n'est qu'une succession de crises. Chaque crise est une catastrophe. La nécessité d'échapper à ces catastrophes partielles au moyen de barrières douanières, de l'inflation, de l'accroissement des dépenses gouvernementales et des dettes, etc..., prépare le terrain pour de nouvelles crises, plus profondes et plus étendues. La lutte pour les marchés, pour les matières premières, pour les colonies, rend les catastrophes militaires inévitables. Celles-ci préparent inéluctablement des catastrophes révolutionnaires. Vraiment, il n'est pas facile d'admettre avec Sombart que le capitalisme devient, avec le temps, de plus en plus « calme, posé, raisonnable » ! Il serait plus juste de dire qu'il est en train de perdre ses derniers vestiges de raison. En tout cas, il n'y a pas de doute que la "théorie de l'effondrement" a triomphé de la théorie du développement pacifique."

Le 14 octobre

A cause du décalage horaire je n'ai pas pu mettre ce message en ligne du Collectif pour Front Syndical de Classe :

"*URGENT : besoin de soutien CGT/sans papiers encerclés par la police, Paris 18 mardi 13 octobre 2009 (18h59)*

Il faut du monde DE SUITE au CRE (Comite Régie d'Entreprise RATP) 34, rue Championnet, Paris 18ème pour aider les camarades de la CGT et sans papiers encerclés par la police ! Faites passer le message SVP !"

Rectificatif suite à un courriel reçu d'un adhérent de la Libre Pensée :

"*il faut que je te dise tout de suite : Eyschen n'est plus à l'Unesco, c'est Sam Ayache maintenant (Tk, sûr ; triangulaire, pas sûr). La LP a adhéré à une asso internationale, l'IHEU (International Humanist and Ethical Union), qui, elle, a droit à une place à l'Unesco. La LP fourni le délégué...*"

Un "*trotskiste*"(Tk) ou un autre à l'Unesco, cela ne change rien au fait que le POI entretient des relations avec une institution du capital : l'ONU. Ils doivent compter l'influencer ! En y participant, il

la cautionne, on serait peut-être là plus proche de la vérité, non ? C'est bien l'argument qu'ils développent envers ceux qui sont dans cette situation, non ? Etre indépendant du capital n'est apparement pas donné à n'importe qui. Vous imaginez Lénine ou Trotsky collaborer à la Société des Nations ?

J'observe que le ciel s'obsurcit de jours en jours au-dessus de Sarkozy et son gouvernement, que la crise sociale s'amplifie avec la montée inexorable du chômage, les tensions dans les rangs de l'UMP s'accentuent, tous les sondages sont défavorables au gouvernement, et pendant ce temps-là, au lieu d'engager le combat contre lui, l'ensemble des dirigeants syndicaux commentent les mesures annoncées par Sarkozy pour savoir quelle serait la meilleure manière de les appliquer, par exemple dans l'Education nationale, partant des 16.000 suppressions de postes annoncées pour 2010, la rupture des relations avec le gouvernement s'imposait, inutile de dire qu'aucun dirigeant des organisations et des partis n'est sur cette ligne, tous collaborent avec le régime à différents niveaux.

Ensuite ne vous étonnez pas que le niveau de conscience des masses ne décolle pas.

Après la mauvaise nouvelle, la bonne.

Le Comité national contre la privatisation de La Poste, qui regroupe 62 partis, organisations ou associations, a annoncé qu'il "*met en débat dans les collectifs locaux la perspective d'une montée nationale à Paris en décembre*", en cas de vote de la loi. (AP 13.10). Cette proposition avait été avancée de son côté auparavant par le POI, qui apparemment ne fait pas partie de ce comité.

Ce serait peut-être une occasion pour dresser la classe contre Sarkozy et son gouvernement, afin de l'aider à prendre conscience de sa force, sans pour autant être obligé de partager l'ensemble des arguments des participants à ce comité, chacun conservant sa liberté d'expression et d'action. Vous voyez que je ne suis pas réfractaire au front unique.

Il y a fort à parier que les dirigeants du POI, qui sont par ailleurs réputés pour leur modestie, vont expliquer qu'ils sont à l'origine de cette proposition prise par ce comité, alors que c'est la crise du capitalisme et l'ampleur du rejet du projet de privatisation qui s'est exprimée lors de la "votation" qui en est à l'origine. Quand leur organisation ne comptait qu'une centaine de militants dans tout le pays, ces mégalomanes prétendaient déjà influencer les appareils et le cours des choses, je le rappelle pour les amnésiques.

Point nécessaire de polémiquer. Il faut juste relier le combat contre la privatisation de La Poste à la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement compte tenu qu'il ne respecte pas la volonté populaire majoritaire, la véritable démocratie, dont le respect est incompatible avec l'existence des institutions de la Ve République.

Au cas où une manifestation nationale à Paris serait appelée par ce comité, il faudrait combiner cet appel avec celui pour l'interdiction des licenciements et pourquoi pas l'étendre aux autres revendications des différentes couches du prolétariat, ainsi c'est l'ensemble de la classe et sa jeunesse qui seraient appelées à se mobiliser contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. C'est une opportunité à saisir qui pourrait faire basculer la situation politique et le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière.

Non seulement il faut appuyer cette proposition, comme elle est mise en débat au sein des collectifs locaux contre la privatisation, si on est logique avec nous-mêmes, il faut participer à ces collectifs pour que cette proposition ait un maximum de chance d'aboutir, tout en sachant par avance que la

plupart des participants feront tout pour qu'elle n'aboutisse pas. Cependant, cette proposition n'intervient pas dans n'importe quel contexte comme je l'ai indiqué plus haut.

Les dirigeants des partis et des organisations peuvent très bien s'inspirer des journées de mobilisation des 19 janvier et du 29 mars ou de l'expérience du LKP à la Guadeloupe, en pensant qu'une petite manifestation nationale à Paris servirait d'exutoire à la colère montante des masses, en faisant en sorte qu'elle ne présente aucun danger pour le régime, en en contrôlant l'organisation sans lui donner un contenu politique. Sauf qu'ils ne peuvent pas prévoir à l'avance quelle sera la réaction des masses. La seule chose dont ils peuvent être sûrs, c'est qu'elle sera orientée contre le gouvernement et qu'elles lui donneront inévitablement un contenu politique.

Je ne sais pas comment fonctionnent ces collectifs, mais ne cherchons pas de faux prétextes pour ne pas tenir toute notre place dans ce combat, dont la tournure a déjà surpris ses organisateurs.

Recadrage.

Dans ma causerie du 8 octobre j'avais écrit : "*Le POI propose "une manifestation nationale, à Paris, dans l'unité" pour exiger le retrait du projet de loi sur La Poste, encore un objectif sans lendemain dans les conditions actuelles qui laissera perplexe plus d'un militant, davantage encore les travailleurs qui ne croient pas au miracle sans perpective politique...*".

Je n'avais pas mesuré l'ampleur que prendrait la "votation" qui avait eu lieu quelques jours plus tôt. Je corrige donc mon appréciation. J'en étais resté à l'appel à la grève illimitée à La Poste du 19 septembre qui s'était soldé par un échec.

Maintenant, comme je l'ai précisé plus haut, les participants au collectif national contre la privatisation de La Poste vont tout faire pour que leur proposition de manifestation ne dépasse pas le stade de la bonne intention, reste à savoir de quelle manière les agents de La Poste vont la percevoir et s'en saisir.

Sans illusion à défaut de mieux, on peut soutenir cette proposition commune au POI et à ce collectif, à condition de l'étoffer (voir plus haut), car ce n'est pas la question de La Poste qui va mobiliser les foules.

Les dépêches.

Brisé le préavis de grève !

Le trafic ferroviaire était au ralenti mardi soir dans le Sud-Est en raison d'"*un arrêt de travail immédiat et sans préavis*" décidé par les contrôleurs CGT de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), a-t-on appris auprès de la direction de la SNCF.

Le mouvement de grève a commencé à 16h. Il fait suite à des sanctions prises à l'encontre de deux contrôleurs.

Le 16 juillet dernier, au départ du TGV Miramas-Paris, ils avaient constaté que quatre voitures sur huit n'étaient pas climatisées. Ils avaient alors refusé d'assurer leur service aux clients. (AP 13.10)

Modernisation : un régime policier !

Selon une information de France Info, le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux s'interrogerait sur la nécessité de mieux ficher les militants politiques. En cause, le système actuel des services de renseignements, "*obsolète*" selon la place Beauvau.

Prenant pour preuve que sur les 18 personnes placées en garde à vue à Poitiers, plus de la moitié n'était pas fichée, Brice Hortefeux estime qu'il faut moderniser le système et notamment créer deux nouveaux fichiers, dont une version édulcorée d'Edvige abandonnée après une levée de boucliers. (Lepoint.fr 13.10)

Quand la survie du capitalisme tient du pari... perdu d'avance bien sûr !

Les députés ont adopté mardi, par 302 voix contre 206, le projet de loi sur les jeux et les paris en ligne.

L'objectif est que ce texte, qui prévoit d'ouvrir à la concurrence les paris sportifs, les paris hippiques et le poker en 2010, puisse s'appliquer pour la Coupe du monde de football qu'organise l'Afrique du Sud durant l'été 2010.

Le texte prévoit que l'Etat prélèvera 7,5% des mises des joueurs pour les paris sportifs et hippiques et 2% des mises pour le poker, une partie de ces recettes étant affectée à la lutte contre la dépendance aux jeux.

Le secteur des jeux d'argent et de hasard est florissant. En 2008, précise un rapport de l'Assemblée, les Français ont misé 36 milliards d'euros par l'intermédiaire des deux détenteurs du monopole, la Française des jeux et le Pari mutuel urbain (PMU).

Ce chiffre, est-il souligné, ne tient pas en compte du jeu clandestin qui va des 10.000 à 40.000 machines à sous illégales aux tripots privés en passant par les sites illégaux de jeux et paris sur internet. (Reuters 13.10)

Il ne manquait qu'une chose : le paquet cadeau !

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a émis mardi un avis négatif sur le projet de fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail.

"*L'abandon de ce projet, qui aurait mérité une étude d'impact, serait le bienvenu dans l'immédiat*", écrit le président du CESE, Jacques Dermagne, au président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, dans une lettre transmise à Reuters.

Ce projet "*pourrait, en revanche, trouver sa place dans le cadre d'une remise à plat de l'ensemble de notre système de prélèvements fiscaux et sociaux*", poursuit-il.

Le CESE dit prendre également en compte "*les réactions émotionnelles que l'annonce de cette mesure a suscitées*".

"*Prise isolément, elle est susceptible d'entraîner une détérioration du climat social, disproportionnée au regard de son avantage budgétaire*", ajoute-t-il. (Reuters 13.10)

Du plomb gris, dense et aussi lourd que des illusions ! Vive Marx et Newton !

La reprise de l'économie est menacée par la hausse du chômage et la persistance de problèmes dans le système financier, a déclaré mardi Christian Noyer, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

"*Si le creux de la récession semble derrière nous, le profil de la reprise reste cependant fortement incertain*", a-t-il déclaré.

"*Les risques de rechute ne sont pas négligeables, une fois que les stimuli liés à la reconstitution des stocks auront épuisé leurs effets*", a-t-il ajouté. (Reuters 13.10)

Les prix Nobel d'économie pour ou contre l'économie de marché, devinez ?

M. Williamson s'est attaché à comprendre les raisons pour lesquelles des firmes contrôlent leurs fournisseurs quand d'autres préfèrent des relations régies par la loi du marché. Une de ses conclusions est que fournisseurs et clients s'affranchissent de la logique de marché s'ils dépendent les uns des autres ou s'il n'existe aucune alternative évidente.

Sa pensée n'a rien à voir avec une naïve hostilité au marché. Il utilise la théorie et des exemples concrets pour montrer que le marché est le modèle le plus efficace pour structurer les relations économiques, dès lors que la concurrence y est suffisamment développée.

Pour Mme Ostrom, la gestion traditionnelle "*en commun*" des ressources serait supérieure à la fois à la logique purement privée et à un étatisme absolu. Ses travaux montrent que les autochtones ont parfois un meilleur niveau d'expertise que les bureaucrates éloignés du terrain. (Le Monde 13.10)

Le prix Nobel de la guerre !

Selon le site Internet du quotidien américain «Washington Post», le président a pris la décision, sans l'annoncer officiellement, d'envoyer 13.000 hommes supplémentaires en Afghanistan. Leur déploiement serait déjà en cours.

Ces nouvelles troupes porteraient à 34.000 le total des renforts envoyés en Afghanistan depuis mars.

Selon un décompte établi par le Washington Post pour le début octobre, quelque 65.000 soldats américains se trouvent actuellement en Afghanistan et environ 124.000 en Irak. (Libération.fr 13.10)

Il reste la Fed !

La banqueroute menace Al Qaeda. Selon la BBC, qui cite un responsable du Trésor américain, David Cohen, l'organisation islamiste est dans son pire état financier depuis de nombreuses années. Elle aurait même lancé plusieurs appels pour récolter des fonds cette année, afin de mener à bien ses efforts de recrutement et d'entraînement. (Libération.fr 13.10)

Y aurait-il un vice caché dans le plus grand "*atelier*" du monde ?

La Chine a demandé, lundi 12 octobre, à l'OMC de dire si les mesures antidumping adoptées par l'Union européenne (UE) contre les importations de vis et boulons chinois violaient les règlements de l'organisation.

En janvier, l'UE avait imposé des taxes allant de 26,5 % à 85 % sur certains éléments de fixation en

fer ou en acier, estimant avoir des "*preuves claires*" que "*les producteurs chinois avaient bénéficié de prix artificiellement bas sur les matières premières*". L'augmentation rapide des échanges commerciaux entre la Chine et l'Europe ou les Etats-Unis a donné naissance à une multiplication des conflits commerciaux - des chaussures jusqu'aux pièces détachées automobiles -, les Occidentaux accusant Pékin de concurrence déloyale. (Le Monde 13.10)

Le 15 octobre

Un mot personnel.

Un scoop, il est 17h, je viens de recevoir une lettre de M. A Savari Rajan, Deputy Secretary to Government of Tamil Nadu m'informant que je n'avais plus qu'à me présenter au bureau concerné pour retirer sous huit jours le document qui entérine définitivement mon titre de propriété et va me permettre de vendre la maison. Génial ! La meilleure nouvelle depuis le tsunami et la naissance de ma petite-fille Cassie.

Je me suis battu comme un forcené pour l'obtenir, j'ai foutu un bordel monstre, j'ai rédigé cinq lettres, plus de dix pages, je les ai envoyées jusqu'au gouvernement central de Delhi, j'ai créé une page Internet, j'ai pris énormément de risques, je me suis coltiné les flics pourris du district, ils ont cherchéà m'intimider en me parlant de mon visa, j'ai failli en venir aux mains à plusieurs reprises avec les voyous du village, ils m'ont menacé de mort, je n'ai pas cédé, en dernier recours j'ai tenté le coup auprès du consultat de France, j'ai enfin frappé à la bonne porte, et coup de bol je suis tombé sur le nouveau consul qui a fait un boulot formidable, j'ai suivi jusqu'au bout mon idée, la détermination a fini par payer.

Ce que je dois avouer quand même, c'est que je peux enfin réparer l'énorme connerie que j'avais faite en achetant ce terrain sans passer par un notaire ou un avocat il y a un peu plus de neuf ans, cela m'a donné la hargne suffisante pour mener ce combat. Entre nous, la maison et le terrain, je m'en tape complètement, c'était davantage une question de principe, régler leur compte à ces voyous, je n'en fais même pas une affaire personnelle, je ne sais même pas ce que cela veut dire.

On m'a dit ne fais pas ci ne fais pas ça, on m'a traité de dingue parce que je dénonçais la corruption généralisée, exactement comme en politique ou il faudrait plier et fermer sa gueule, se fondre dans le moule du réformisme, avaler des couleuvres toujours plus grosses avec le temps, j'ai tenu bon malgré la pression, malgré que j'étais tout seul à me battre pour faire respecter mes droits, sans maîtriser suffisamment bien l'anglais et le tamoul ce fut très difficile, décidément, je ne suis jamais aussi fort que lorsque je n'écoute que mes idées, cela me rappelle lorsque j'avais foutu toute une boîte japonaise en grève, alors que j'étais le seul syndiqué, là aussi j'avais mis le paquet : grève illimitée ou rien jusqu'à satisfaction, et on avait tout gagné bordel, comme aujourd'hui !

Pourquoi plier, pourquoi renier nos principes, notre programme, notre drapeau, pourquoi faire des concessions à notre ennemi y compris lorsqu'il ne nous demande rien, un comble, on n'est pas assez faible comme cela ?

Je vous fais partager cette bonne nouvelle qu'on espérait depuis si longtemps. L'espoir fait vivre camarades, alors vive la classe ouvrière, vive le socialisme et vive nos maîtres les marxistes !

La lutte, la lutte, la lutte, oui mais pas n'importe comment et à condition de savoir exactement pour

quoi on combat. Freud et Marx avaient raison chacun de leur côté, la vie n'est qu'un combat et celui qui cesse de combattre est déjà mort !

Passons à la politique.

En décernant à Obama le prix Nobel de la paix au moment où simultanément il décide l'envoie de troupes supplémentaires en Afghanistan, voilà une institution de plus qui perd toute crédibilité ! Ils ne peuvent plus cacher le visage hideux du capitalisme et leurs intentions guerrières.

Un extrait de Libération du 13 : "*Les Verts ont-ils trahi la gauche ? La Sarre était appelée à devenir le premier Land ouest-allemand à réaliser l'union de la gauche, avec un gouvernement SPD soutenu par les néocommunistes de Die Linke et les Verts. Mais les Verts sarrois ont décidé dans la soirée de dimanche de virer à droite. Le CDU Peter Müller formera le prochain gouvernement régional, soutenu par les libéraux du FDP et les Verts.*"

Ils n'ont rien "*trahi*" du tout, ils n'ont jamais changé, c'est différent. Mais comment, je ne comprends pas, ce sont des gens de gauche ? Ah parce que vous aussi vous avez cru à cette fable que le SPD était un parti de gauche ! Tout le monde le disait. Oui, tout le monde vous trompait, maintenant vous en avez la preuve matérielle, une de plus...

Vous n'aviez pas encore compris que les Verts qui n'ont jamais été des révolutionnaires ou de véritables communistes, ne pouvaient s'allier qu'avec des partis qui leur ressemblaient, qui partageaient les mêmes intérêts fondamentaux.

Et vous savez comment on appelle cette nouvelle coalition ? Je vous mets sur la piste, pensez à Bob Marley ? La coalition dite « Jamaïque », le vert pour les Verts, le jaune la couleur fétiche des libéraux et le noir pour la CDU. Et pour le même prix on a la musique qui va avec ? Survival ou une marche funèbre si vous voulez, rasta qu'à bien te tenir au lieu de déconner ou de planer, c'est ton tombeau qu'ils préparent ces enfoirés ! Souviens-toi du poème de Prévert : une cage dorée est toujours une cage, alors que tes chaînes soient fabriquées dans une matière recyclable ou non, tu t'en fous, des chaînes restent des chaînes et l'essentiel est de combattre pour les briser.

C'est chouette, avec la crise chacun découvre un peu plus chaque jour sa véritable nature sociale, cela permet de remettre les pendules à l'heure.

Vous voyez que lorsque l'on veut, on peut toujours trouver de bonnes nouvelles. En politique, c'est souvent une question de volonté dit-on.

J'ai gardé une mauvaise nouvelle pour la *faim*.

Pour la première fois depuis 1970, le seuil historique du milliard d'affamés dans le monde a été de nouveau franchit. (Libération.fr 14.10)

Dégueulasse le capitalisme ? C'est peu dire. Parallèlement les dépenses annuelles d'armement dans le monde ont atteint 1.340 milliards de dollars. Ce n'est donc pas un accident ou dû à une erreur alors ? Pas vraiment, c'est le produit d'un choix délibéré, cynique, tout ce que tu voudras, les mots me manquent et les armes aussi pour en finir avec le capitalisme.

Les mauvaises nouvelles ne tombent jamais seules.

"*Les violences en Irak sur la période 2004-2008 ont fait 85.694 morts, selon le premier rapport officiel publié par le gouvernement de Bagdad sur le nombre de personnes tuées en Irak depuis l'invasion américaine en 2003.*" (AP 14.10)

"*Un employé de France Télécom âgé de 54 ans a tenté de se suicider mardi à son domicile marseillais.*

Xavier Darcos a osé déclaré alors qu'il reste encore deux mois et demi avant la fin de l'année : "*Je pense que nous serons à la fin de cette année en situation que ce qui arrive ne se produise plus*". (Reuters 14.10)

La suite des dépêches demain, je n'ai plus le temps.

Le 16 octobre

Demain ce sera Diwali ou Dipawali, une des plus grandes fêtes nationales en Inde. De la famille doit passer la journée chez moi, donc ce sera un jour de repos après plusieurs mois de travail sans prendre un seul jour de congé.

J'essaie de suivre l'actualité en France comme je peux. Ce qui est frappant, c'est le décalage qui existe entre la situation sociale extrêmement tendue et les discours mièvres ou soporifiques de tous les partis ou organisations qui au lieu de saisir l'occasion qui se présente et d'aider les travailleurs à comprendre l'origine et la nature des rapports sociaux, au lieu de profiter que le capitalisme a un genou à terre pour expliquer qu'il faut l'abattre, aucun n'ose s'engager sur ce terrain en dehors du NPA et de LO qui utilisent un langage plus radical, mais sans toutefois aller jusqu'à remettre en cause le gouvernement et les institutions, sans axer leur combat dans cette direction.

Sur le terrain politique, ils cèdent volontiers la place à Bayrou, M. Le Pen, à des élus de l'UMP ou des Verts par exemple, dont accessoirement ils reprennent les déclarations, bref à des réactionnaires qui n'hésitent pas à s'en prendre violemment à Sarkozy, du coup auprès des masses ils vont passer pour des opposants au régime, dans un proche avenir, il ne leur restera plus qu'à choisir entre des réactionnaires et des réactionnaires sous diverses étiquettes. Bref tout est fait pour que les masses se jettent dans les bras de la réaction.

Pas une voix pour dire Sarkozy dehors, pas une voix pour dire dissolution de l'Assemblée nationale, pas une voie pour dire abolition des institutions de la Ve République, pas une voie enfin pour dire qu'il faut abroger la Constitution, bref, le régime à le champ libre !

Par contre, quand il s'agit de commenter l'actualité, là ils répondent présents, et encore, il y en a même qui arrivent à se défiler quand une question est trop directement en rapport avec le pouvoir, le gouvernement, on en a eu un aperçu lamentable avec l'affaire du perverse sexuel F. Mitterrand. Qu'ils se rassurent au POI et au NPA, l'affaire est quasiment enterrée depuis que Sarkozy a passé des ordres aux médias.

En résumé, s'agissant du combat contre le capitalisme, personne n'ose s'aventurer sur le terrain de la nécessité d'exproprier les patrons et actionnaires des 1824 grandes entreprises, et s'agissant du combat politique, personne n'ose poser la question de l'Etat et du pouvoir politique. En conclusion, aucun n'avance une issue politique et le socialisme passe à la trappe ! Ce qui fait dire à Sarkozy que

le climat social est "*apaisé*", dans un sens il a raison de le dire puisque chacun à sa mesure s'y emploie.

A propos de la bataille lancée par le POI, vous lirez qu'à l'issue de trois conférences départementales qui viennent de se tenir pour une marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements, elles n'ont réunis qu'une poignée de travailleurs, j'ai noté qu'à peine une soixantaine s'étaient inscrits pour le rassemblement du 28 novembre à Paris. On en vient à se demander si les dirigeants du POI ne se sont pas une nouvelle fois fourvoyés en lançant cette bataille compte tenu qu'elle ne s'inscrit pas dans une perspective politique contre le régime.

Partant du constat, le leur, que les masses n'étaient pas prêtes à se mobiliser sur le terrain directement politique, ils ont estimé qu'il ne valait mieux pas ou que ce serait prématuré de leur proposer une issue politique sous le prétexte que cela pourrait les diviser davantages encore, pensant sans doute qu'ainsi il serait plus facile de les rassembler, en vain. Ils ont une nouvelle fois bradé leurs convictions et leurs programmes pour rien.

Il y en a d'autres qui ne vont pas tarder à déchanter. La bulle verte ne va pas tarder à éclater comme en Allemagne, tous ceux qui sont à la remorque du capitalisme vont subir le même sort que le PS et le PCF lors des dernières décennies, et l'on s'en réjouit bien sûr. Hier j'ai laissé passer une dépêche dont seul le titre suffisait à en comprendre le contenu, en substance, la conférence de Copenhague dors et déjà serait condamnée à connaître un échec, on s'y attendait évidemment, même le NPA en attendait des miracles !

On n'est pas au bout de nos peines camarades pour refonder le mouvement ouvrier sur des bases saines épurées de la vermine réformiste qui l'a gangrené, de la collaboration de classe de tous les partis avec les institutions et les appareils, en rupture totale avec toutes les politiques opportunistes qu'on a connues au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Renouer avec le marxisme révolutionnaire et les enseignements de la lutte de classe du début du XXe siècle est impératif, car sans théorie révolutionnaire pas de parti révolutionnaire, et sans parti révolutionnaire, pas de révolution victorieuse.

Un dernier mot à propos du journal d'un parti ouvrier.

Vous voulez faire un journal ouvrier populaire (ce n'est pas péjoratif) : rendez-vous le matin dans un bistro d'une zone industrielle, dans une cantine ou restaurant d'entreprise et écoutez de quoi les travailleurs causent, vous saurez ainsi ce qui les intéresse en premier, ce ne sera peut-être pas l'essentiel de l'actualité sociale ou politique, mais c'est un bout à partir duquel on pourra les aider à progresser pour les amener au socialisme. Si au contraire, vous partez de ce qui ne les intéressent qu'en second lieu ou pas du tout, vous aurez toujours tout faux. C'est là qu'on comprend mieux pourquoi il est indispensable qu'il y ait **aussi** des ouvriers dans un parti ouvrier, y compris à la rédaction du journal !

Bonapartisme.

Nicolas Sarkozy est accusé de népotisme au profit de son fils de 23 ans, conseiller général des Hauts-de-Seine et étudiant en deuxième année de droit, qui serait appelé à gérer le premier quartier d'affaires d'Europe.

Entre indignation et ironie, les attaques contre la *"méthode*" Sarkozy ne tarissent pas.

Jean-Christophe Fromantin, le maire divers droite de Neuilly, fief sarkozyste, a estimé que Jean Sarkozy n'avait pas les compétences requises pour diriger l'Epad.

"*On ne doit pas prendre le risque de ne pas prendre le meilleur*", a-t-il dit sur Europe 1.

François Bayrou a dénoncé "*un abus de pouvoir*". La légitimité de Jean Sarkozy ? "*Une vaste blague*", a dit le président du MoDem sur RMC et BFM TV. (Reuters 14.10)

Sa majesté Sarkonapoléon se croit tout permis, il gouverne comme un monarque ou un empereur, c'est la Constitution de la Ve République qui l'y autorise, personne n'y fait référence en dehors de lui-même et l'UMP, personne n'en parle, personne ne veut la combattre parce que les travailleurs auraient d'autres préoccupations et aucun parti ne le met à l'ordre du jour. Il est vrai qu'en partant de ce principe, dans 50 ans le régime sera toujours en place !

Il se rassure et gouverne comme il peut...

La Talonnette, dans une interview publiée ce vendredi par son journal préféré, *Le Figaro*, juge le front social "*apaisé*", malgré la crise financière et économique. (Reuters 15.10)

... par exemple en fabriquant l'opinion publique.

Deux spécialistes des sondages sont rémunérés respectivement 10.000 et 43.500 euros par mois par l'Elysée, qui a dépensé en 2009 plus d'un million d'euros pour des enquêtes d'opinion commandées à Ipsos et Opinionway.

Ces chiffres ont été fournis aux députés lors d'une audition du directeur de cabinet de l'Elysée, Christian Frémont, mardi dernier par la commission des Finances.

Le contrat de consultant à 10.000 euros par mois bénéficie à Patrick Buisson, ancien responsable du journal d'extrême droite *Minute*, ex-chroniqueur sur LCI, et proche de Nicolas Sarkozy, qui l'a décoré en 2007 de la Légion d'honneur.

La présidence a ainsi payé en 2008 pour un "Politoscope" 392.288 euros alors que cette enquête avait aussi été publiée par LCI et Le Figaro et pouvait donc être connue gratuitement. Au total, 15 enquêtes payées sur fonds publics étaient disponibles dans la presse.

La gauche et le Modem voient le mécanisme comme un instrument de manipulation de l'opinion, OpinionWay étant à leurs yeux subventionné pour fournir aux médias des enquêtes aux méthodes discutées - utilisant internet - et laissant penser que la politique gouvernementale a l'appui de l'opinion. (Reuters 15.10)

France Télécom : Une entreprise criminelle.

Un salarié de France Télécom s'est suicidé jeudi à son domicile à Lannion (Côtes d'Armor), a confirmé la direction du groupe. L'homme âgé de 48 ans, qui travaillait dans le centre de recherche et développement, s'est donné la mort à son domicile, selon la direction qui précise qu'il était en arrêt maladie depuis un mois.

Il avait fait part dans une lettre "*d'une déception à la suite d'un choix professionnel pour un poste sur lequel il était candidat et n'a pas été retenu*".(AP 15.10)

Je l'avais prédit hier. Souvenez-vous qu'avant-hier Darcos avait expliqué que tout cela n'était finalement pas bien grave et que les choses rentreraient dans l'ordre d'ici la fin de l'année, autrement dit que les suicides qui se produiraient entre temps il n'en avait rien à taper. Par conséquence, j'ai un décret à proposer : le tribunal populaire révolutionnaire est autorisé a prononcé autant de peines de mort d'ex-ministres ou élus, patrons ou administrateurs de société qu'il y a eu d'accidents de travail mortel ou de suicides de travailleurs depuis 1945.

Pour liquider le capitalisme, il faudra bien faire table rase du passé, non ?

Ils baladent nos vieux.

Six fédérations syndicales (CGT, CFDT, CGC, UNSA, ainsi que de la FSU et de la Fédération générale des retraités de la Fonction publique (FGR-FP)) appellent les retraités du public et du privé à descendre vendredi dans les rues un peu partout en France pour défendre leur pouvoir d'achat et réclamer une revalorisation de leurs pensions, une initiative organisée chaque année à la même époque par les syndicats. (AP 14.10)

La seule raison d'être dans leur société : économique !

Le trafic était très perturbé jeudi matin à Rouen (Seine-Maritime) en raison d'un mouvement de grève suivi par le syndicat CGT de la TCAR (Transports en commun de l'agglomération rouennaise). (AP 14.10)

Ce mouvement de grève intervient après que la direction de la TCAR a décidé de remettre en cause "pour raison économique" son engagement pris en décembre 2007 qui visait à réduire l'amplitude des horaires de service du personnel.

Sans-papiers. Nouvelle mobilisation.

Quelque 700 travailleurs intérimaires sans-papiers ont entamé une grève depuis le 12 octobre pour obtenir leur régularisation, affirme la CGT dans un communiqué diffusé mercredi.

Le 5 octobre dernier, 11 organisations, dont les principales confédérations syndicales, ont réclamé une circulaire de régularisation nationale pour les travailleurs sans-papiers, dans une lettre adressée au Premier ministre François Fillon. (AP 14.10)

"*Etats généraux de l'industrie*", un "*nouveau pacte social*" : l'association capital-travail.

Le ministre de l'Industrie a indiqué la nécessité de "*replacer les hommes au coeur de la stratégie industrielle*", il a souhaité le développement du système de coopérative pour les entreprises de moins de 100 salariés.

"*Il ne s'agit pas de créer en France des kolkhozes*", mais de mieux motiver les salariés en les associant au capital.

"*Le 'new deal' industriel qui se prépare, la nouvelle donne industrielle que je vous propose de préparer ensemble génèrera bientôt, vous pouvez en être en sûrs, un nouveau pacte social*", a promis Christian Estrosi.

"*Cette révolution, car c'en est une, pénètrera partout, dans les foyers, dans les bureaux, dans les*

usines, jusque et y compris dans les classes de nos enfants." (Reuters 14.10)

Quand l'anarchie du capitalisme règit aussi les déchets nucléaires.

Selon les inventaires, il y aurait du n'y avoir "*que*" huits kilos de plutonium sur le site de Cadarache, ce serait près de 39 kilos qui auraient été découvert, ce qui va valoir à Marie-Claude Dupuis, Directrice de l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) une convocation chez Christian Jacob, Président de la commission du Développement durable.

"Je vais la convoquer pour qu'elle vienne éclaircir les circonstances de cet incident" déclare ce dernier.(LePost 14.10)

Crise. Petite vitesse et grande lenteur.

L'économie est en train de se relever, et il est trop tôt pour arrêter de la soutenir, a déclaré jeudi le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner, craignant sinon de mettre en péril la croissance.

"*Soyons réalistes, cela sera plus lent qu'une reprise type*" a-t-il averti. (AP 15.10)

L'impérialisme américain toujours aux commandes de l'économie mondiale.

Les résultats de l'enquête trimestrielle, menée auprès de plus de 200 économistes, indiquent que les Etats-Unis devraient se placer en tête du G7 en 2010 en termes de croissance, en partie parce que ces derniers sont entrés plus tôt en récession et en sortiront donc également avec un temps d'avance.

Cela étant, d'autres enquêtes Reuters menées cette semaine montrent clairement l'écart entre le G7 et les économies asiatiques hors Japon. L'Inde et la Chine devraient croître à un rythme de 7,5% et de 9%, tandis que les prévisions pour les Etats-Unis et la zone euro sont de 2,4% et de 1%. (Reuters 15.10)

En attendant, les affaires reprennent comme si de rien n'était.

JPMorgan Chase fait état de résultats trimestriels dépassant les attentes de Wall Street, à la faveur d'une forte hausse des revenus des opérations de placement de titres en Bourse et de trading sur le marché obligataire.

JPMorgan Chase a dégagé un bénéfice net de 3,6 milliards de dollars sur le troisième trimestre, soit 0,82 dollar par action, contre 527 millions, soit 0,09 dollar par action il y a un an.

L'activité banque d'investissement a vu son bénéfice net s'établir à 1,9 milliard de dollars contre 882 millions il y a un an.

Cette activité enregistre un bénéfice de 400 millions de dollars sur les prêts à effet de levier et les valeurs mobilières liées à des créances hypothécaires, un poste qui avait supporté 3,6 milliards de dollars de dépréciations un an plus tôt.

Le trading obligataire dégage un revenu de 5 milliards contre 800 millions de dollars un an auparavant, tandis que le revenu tiré du placement d'actions bondit de 31% à 681 millions de dollars.

En revanche, l'activité carte de crédit est déficitaire à hauteur de 700 millions de dollars, alors qu'elle

réalisait un bénéfice de 292 millions de dollars un an plus tôt. (Reuters 14.10)

La Grande-Bretagne a deux monarques : la reine et Gordon Brown !

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a annoncé mercredi l'envoi en Afghanistan de plusieurs centaines de soldats supplémentaires (500), portant à 9.500 hommes les effectifs du contingent britannique sur place. (AP 14.10)

Espagne. Union nationale pour une bonne cause.

Le Parlement espagnol a définitivement approuvé jeudi (par 317 voix pour, cinq contres et trois abstentions) une réduction du mandat du principe de juridiction universelle, qui permet aux magistrats espagnols d'engager des poursuites contre des personnes étrangères pour certains crimes particulièrement graves commis dans d'autres pays.

Cette réforme fait suite à plusieurs critiques de pays étrangers, dont Israël, qui se sont plaints de faire l'objet de procédures initiées par l'Audience nationale, la plus haute instance judiciaire espagnole, sur la base de cette disposition.

Le principe de juridiction universelle a notamment été utilisé par Baltasar Garzon, le plus célèbre juge d'Espagne, pour ouvrir de nombreuses enquêtes ayant trait aux droits de l'Homme, comme celle qui a visé l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet. (AP 15.10)

Les dictateurs en tous genres qui sont généralement richissimes vont à nouveau pouvoir investir et faire du tourisme en Espagne. Quel soulagement pour le PSOE et leurs relations !

Maroc. Un régime plus monarchique que démocratique.

Le tribunal administratif de Casablanca a rejeté mercredi une requête de la société Média 21 qui réclamait la levée de la fermeture du siège du quotidien "Akhbar Al Youm", selon l'agence de presse marocaine MAP.

Le ministère de l'Intérieur avait décidé de fermer le siège du journal, publié par Média 21, le 28 septembre et d'engager une action en justice contre "Akhbar Al Youm" pour avoir publié, dans son édition des 26-27 septembre, une "caricature en relation avec la célébration par la famille royale d'un événement à caractère strictement privé", à savoir le mariage du cousin du roi, le prince Moulay Ismaïl.(AP 14.10)

Honduras. La dictature recule.

Les représentants des parties opposées dans la crise politique au Honduras sont tombées d'accord mercredi sur un projet de retour aux affaires du président Manuel Zelaya, d'après un négociateur, ce qui marquerait la plus importante avancée depuis le putsch de juin dernier. (AP 14.10)

Inde.

Les médecins de l'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, ont appelé jeudi la population à renoncer aux traditionnelles pâtisseries et autres douceurs à base de lait pendant la grande Fête des Lumières (Diwali) qui commencera samedi, après la découverte de lait synthétique.

La police a arrêté 28 personnes et saisi 1.000 litres de lait synthétique mercredi lors d'une intervention dans deux usines clandestines de cet Etat, selon un responsable policier, Brij Lal.

Le lait synthétique est composé d'urée, de soude caustique, d'huile de friture bon marché et de détergents ordinaires, qui donnent à la mixture l'aspect et la texture du vrai lait. (AP 15.10)

Chine. Economie.

Les investisssements directs étrangers en Chine ont repris en septembre, avec une progression de 19% par rapport à l'an dernier d'après le ministère du Commerce.

Ils se montaient à 7,9 milliards de dollars (5,28 milliards d'euros).

Pour les neuf premiers mois de l'année, 63,8 milliards de dollars (42,6 milliards d'euros) ont été investis en Chine par des sociétés étrangères, soit un chiffre en recul de 14% par rapport à 2008.

Le nombre des compagnies ayant reçu l'autorisation de réaliser de tels investissemnts a augmenté de 11% sur le mois, ce qui laisse penser que la reprise de la croissance chinoise attire des investisseurs. (AP 15.10)

Corée du Sud. Une autre forme de dictature (de l'esprit) légale.

De la Corée du Sud à l'Amérique du Sud, le controversé révérend Sun Myung Moon, fondateur de la puissante secte religieuse connue sous le nom d'Eglise de l'Unification, a célébré mercredi les mariages de quelque 40.000 personnes dans des villes du monde entier. (AP 14.10)

Le 17 octobre

J'ai rapidement actualisé le site ce matin.

L'édifice de la Ve République craque de toutes parts, Sarkozy est de plus en plus contesté dans son propre camp, des pans entiers de la petite-bourgeoisie sont en train de passer dans l'opposition en se prolétarisant, on est au bord de l'éclatement d'une crise politique en France et dans de très nombreux pays dans le monde sous les coups de boutoir de la crise du capitalisme.

Dehors Sarkozy, dehors le gouvernement Fillon-Sarkozy à la botte de l'Union européenne et du capital, à bas les institutions de la Ve République synonyme de chômage, précarité, pauvreté ! Que toutes les classes et couches exploitées se rassemblent, s'organisent dans chaque ville et se dotent d'organismes politiques indépendants pour préparer la relève des institutions moribondes et assumer le pouvoir. Il faut chasser du pouvoir le capital et ses représentants et avancer vers le socialisme.

Le socialisme, un Etat ouvrier, un gouvernement ouvrier révolutionnaire déciderait par décret : 1- un salaire minimum de 1.600 euros net par mois garanti à tous les éleveurs, agriculteurs ou marins-pécheurs, à tout artisans, commerçants, petits-patrons, davantage en fonction de la composition de leurs familles ; 2- il déciderait par décret d'annuler la dette de tous les petits producteurs, ainsi que celle de toutes les familles de travailleurs. Etc.

Pourquoi aucun parti ne le dit ? Pourquoi aucun parti n'explique concrètement ce qu'est réellement le

socialisme ? Par crainte de se voir répondre qu'on n'aurait pas d'argent pour financer ces mesures, qu'on serait des rigolos ? Balivernes !

Non seulement on trouverait une partie de cet argent en confisquant les centaines de milliards dont disposent les plus riches qui seraient immédiatement expropriés et tous leurs biens saisis, d'autre part les représentants du capitalisme savent faire fonctionner la planche à billets pour renflouer les banquiers sans que le monde s'écroulent, et bien nous ferions exactement la même chose si nécessaire pour financer la construction du socialisme dans l'attente que les prolétariats des autres pays renversent leur propre bourgeoisie...

Oui c'est possible de rallier à la cause du prolétariat des pans entiers de la petite-bourgeoisie, pour peu qu'on s'en donne la peine, pour peu qu'on ait vraiment la volonté de combattre pour le socialisme. Si nous ne sommes pas capables de mettre en avant ce programme, la petite-bourgeoisie ira voir ailleurs et se rangera au côté de l'extrême droite avec tous les risques que cela comportera pour le mouvement ouvrier, vous connaissez la suite.

Le socialisme, c'est la guerre déclarée au capital et ses institutions politiques pour l'abolir et les renverser, ce n'est pas la guerre déclarée à ceux qui produisent qu'ils soient ouvriers, employés, techniciens, cadres, artisans, commerçants, agriculteurs ou éleveurs, petits-patrons. Voilà sur quel axe politique il faudrait engager le combat.

Oui c'est possible de gagner le prolétariat et la petite-bourgeoisie au socialisme, oui c'est possible de briser la soumission au capital et d'y mettre un terme rapidement, encore faudrait-il qu'on leur explique ce qu'est le socialisme.

Dites-moi franchement, quel agriculteur, quel ouvrier ne comprendrait pas les deux décrets que j'ai rédigés plus haut avec l'explication très simple et très brève qui les accompagne ? Qui pourra ensuite nous accuser de ne pas être sérieux et cohérents ?

Ils ne s'en sortiront pas cette fois-ci camarades, s'ils ne parviennent pas à orchestrer une troisième guerre mondiale, et encore (à développer), le capitalisme est foutu, l'heure de la révolution socialisme mondiale a belle et bien sonné.

Tous les jours on a le droit à des déclarations contradictoires sur la crise qui serait terminée, pas tout à fait, pas du tout, cela pour ne pas avouer qu'ils sont dans l'incapacité de la surmonter, qu'elle va s'installer dans la durée avec tous les risques que cela va comporter de voir les exploités se soulever à l'échelle mondiale.

Ils savent que le temps jouent contre eux, ils savent que chaque jour qui passe les rapproche du chaos et que la situation sociale et politique va devenir totalement incontrolable. Ils s'y sont préparés de longue date, mais ils ne pourront pas arrêter le gigantesque raz-de-marée qui va déferler et tout balayer sur son chemin. On vaincra !

Bon week-end à tous.

Les dépêches.

Grève chez SeaFrance.

Des salariés en grève de la société SeaFrance, filiale de la SNCF, empêchaient vendredi

l'embarquement et le débarquement des ferries qui assurent la traversée entre Calais et Douvres, selon la CFDT et la capitainerie du port.

La direction de SeaFrance annonce un retour à la normale pour samedi matin.

La CFDT dénonce le plan de restructuration présenté par la compagnie et réclame la nomination d'un médiateur.

SeaFrance a annoncé au printemps un plan qui prévoit la suppression de 543 postes et le reclassement de plus de 400 autres à la SNCF, dont SeaFrance est une filiale.(Reuters 16.10)

Trop tard, le lait a commencé à tourner ?

La Commission européenne débloquera lundi environ 300 millions d'euros d'aides supplémentaires pour le secteur laitier en 2010, ont indiqué vendredi des diplomates et fonctionnaires européens. (Reuters 16.10)

Quelques milliers de retraités (1.500 selon la police) ont défilé vendredi après-midi à Paris à l'appel de six organisations syndicales pour une hausse de leurs pensions et contre toutes les mesures qui grèvent leur pouvoir d'achat.

Outre la capitale, des manifestations ont ainsi rassemblé quelques centaines de personnes à Marseille, Limoges, La Rochelle ou encore Bordeaux, selon les syndicats et la police.

Un million de retraités vivent sous le seuil de pauvreté tandis que 6,5 millions disposent de revenus inférieurs au SMIC. (AP 16.10)

Grèce. Le maillon faible ?

Le nouveau Premier ministre grec, George Papandreou, a déclaré vendredi que la situation économique dans son pays, maillon faible de la zone euro, était "explosive" et nécessitait des restrictions budgétaires.

"Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un déraillement fiscal sans précédent", a-t-il dit. "Le déficit doit être réduit et nous devons commencer à contenir la dette publique".

"Nous sommes dans une situation d'urgence, tout le monde doit le comprendre. Il faudra des réductions de dépenses dans chacun des ministères", a-t-il précisé. (Reuters 16.10)

Etats-Unis.

Le déficit budgétaire américain pour l'année fiscale achevée le 30 septembre s'est élevé à 1.420 milliards de dollars (953 milliards d'euros), un record, selon les chiffres annoncés vendredi par l'administration Obama.

Ce déficit est trois fois plus élevé que celui de l'année précédente, et représente 10% du produit intérieur brut (PIB) américain.

Selon les projections de l'administration Obama, le déficit fédéral américain pourrait atteindre 9.100 milliards de dollars (6.110 milliards d'euros) au cours de la prochaine décennie si une politique de

réduction des dépenses de l'Etat n'est pas mise en place.(AP 16.10)

Le 18 octobre

En fait hier j'ai pu bosser. Un de mes beaux-frères est passé le matin avec son épouse et leurs deux filles, ils sont restés, quoi, deux heures maximum, un repas indien en prime et deux chemisettes, me voilà pourvu pour les années à venir. J'ai donné 200 roupies pour les gosses. Cela me rend malade de savoir comment ils vivent. A cette occasion, j'ai appris que Tamayendi avait changé de boîte, finis les produits chimiques, elle est payée 60 roupies par jour (8 heures) un peu moins d'un euro, une misère.

Et un autre de mes beaux-frères est passé en coup de vent en fin de journée. Pour une fois on a discuté un peu, la hausse des prix qui est insupportable. Le fait que j'ai réussi à baiser les salopards de mon village les a enthousiasmé.

Du coup j'ai passé toute l'après-midi à lire Marx et Engels. J'ai bossé, je vais faire la peau aux jauressiens qui se foutent littéralement du monde, en diagonale et en prenant des notes j'ai parcouru des centaines de pages, pour vous dire que je suis motivé.

J'ai lu un autre article de Trotsky sur Jaurès que j'avais téléchargé sans le lire il y a quelque temps (Kievskaya Mysl" ["La Pensée de Kiev"] - N° 9, 9 janvier 1909) . Ce qui en ressort, une appréciation pour le moins ambigue et peu flatteuse sur le plan politique sur le personnage qui est devenu la nouvelle égérie du POI.

Jaurès l'homme "*des compromis équivoques*". Pour entretenir des illusions chez les travailleurs, rien de mieux ! Bravo !

Jaurès "*opportuniste*". Qui l'aurait cru ?

"*Qu'est-ce que Jaurès ? Un opportuniste ? Ou bien un révolutionnaire ? L'un et l'autre – selon l'instant politique*". Aux militants de devinez avec leur niveau théorique médiocre à quel Jaurès ils ont à faire dans leurs lectures, génial !

Une "*faiblesse fatale*". Sans doute encore un exemple à suivre !

"*Il dépense une passion, une énergie et un talent avec une spontanéité si prodigue exactement comme si de chacune des questions politiques dépendait l'issue de la grand lutte entre les deux mondes.*

En cela se trouve la force mais aussi la faiblesse fatale de Jaurès. Sa politique manque de proportions, bien souvent il ne voit que les arbres et non la forêt.". Bref, il ne voit pas plus loin que le bout de son nez ! Même comme chien de chasse il serait indigne de notre confiance !

Il a un grave défaut : l'impatience.

"*De par sa nature, et l'envergure de son caractère Jaurès était né pour l'époque du grand flot. Mais il était destiné à développer son talent dans une période de profonde réaction européenne. Ce n'est pas sa faute, mais son malheur. Ce malheur a engendré à son tour sa faute. Parmi tous ses talents Jaurès n'en possède pas un : la capacité d'attendre. Non pas d'attendre passivement, sur la mer du temps, mais réunir les forces et préparer les cordages avec la certitude de la prévision d'une future*

tempête. Il veut immédiatement échanger la pièce sonnante du succès pratique, aux grandes traditions et aux grandes occasions. De là il tombe souvent dans des contradictions insolubles dans les bas-fonds et les désastres de la Troisième République.

Seul un aveugle compterait Jaurès parmi les doctrinaires du compromis politique. Il a seulement apporté son talent, sa passion et sa capacité d'aller jusqu'au bout, - mais il n'en a pas fait un catéchisme. Mais à l'occasion, Jaurès serait alors le premier à déployer la grand-voile et à naviguer des rivages sablonneux à la haute mer..."

Il est impensable de considérer Jaurès comme un exemple (fiable) à suivre pour tout militant se réclamant du socialisme. Pour ceux qui se réclament du réformisme, ce sera effectivement concevable, même recommandable. Encore faut-il distinguer les deux et ne pas se livrer à un amalgame.

Qu'il ait eu des qualités, c'est indiscutable, la question n'est pas là, la question est que lorsqu'un jeune militant ou un travailleur sans expérience se retrouve avec un écrit de Jaurès entre les mains, il sera incapable de discerner si c'est le Jaurès opportuniste ou révolutionnaire qu'il est en train de lire et de boire les paroles à défaut de posséder les outils nécessaires pour faire cette distinction, donc il prendra le risque d'être trompé, de se tromper et de tromper ensuite les autres.

Ce risque n'existe pas en lisant les marxistes pour ainsi dire. Le seul risque qui existe, c'est de ne pas tenir compte du contexte qui n'est plus le même aujourd'hui, et de faire passer le marxisme pour une vérité révélée, un dogme.

De Sarkozy à Aubry en passant par le POI, tout le monde s'arrache Jaurès, pas Marx, vous ne trouvez pas cela étrange ?

La différence entre Engels et Jaurès ? La capacité d'Engels de se corriger qui demeurera impossible à Jaurès. Lettre d'Engels à Wilhelm Liebknecht, 24 octobre 1894 :

"*J'ai écrit à Bebel, et je lui fais comprendre que, dans les débats politiques, il fallait réfléchir posément à toutes les incidences possibles des questions et ne rien faire dans la hâte, dans le premier élan ; il m'est ainsi arrivé à moi-même de me brûler les doigts à plusieurs reprises.*".

Cela m'arrive également par manque de temps et parce que je dois me démerder vraiment tout seul pour continuer le site, c'est d'ailleurs peut-être cela qui finalement me conduira à le fermer.

Jaurès passait son temps à se consumer littéralement, il était donc impensable qu'il change d'attitude sans cesser d'être Jaurès.

Dommage qu'on n'entende plus de voix pour défendre Jules Ferry, dans Le Socialiste, le 25 mars 1891 Engels lui avait trouvé un surnom flatteur : "le Tonkinois" !

Pour les ouvrièristes qui font souvent dans le nationalisme, j'ai trouvé un morceau choisi : "*l'Allemagne est un pays absolument infâme pour ceux qui n'ont pas une grande force de caractère.*" (Engels à Eduard Bernstein, 25 janvier 1882.)

J'ai mis en ligne la résolution du congrès de l'Association Internationale des travailleurs (AIT) qui se rapporte à l'exclusion de l'AIT de Bakounine et l'ensemble des dirigeants anarchistes à l'initiative de Marx et Engels. Ensuite les dirigeants du POI pourront toujours réhabiliter Bakounine, les militants

disposeront d'un argument en béton (de plus) à leur opposer.

Passons aux dépêches.

Quand les bonnes consciences se réveillent. Fatalitas !

1- Front unique pour un partage équitable de la misère sociale.

A l'appel de 103 associations féministes, syndicats et partis de gauche, plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Paris pour réclamer «*une réelle égalité hommes-femmes*», notamment dans le milieu du travail, et pour défendre le droit à l'avortement. 15.000 personnes ont défilé dans les rues, selon les organisateurs, 2.600 selon la police.

Ils en sont encore à "*réclamer*" quelque chose à Sarkozy !

Plusieurs responsables politiques nationaux étaient présents, de Martine Aubry (PS) à Marie-George Buffet (PCF) en passant par Jean-Luc Mélenchon (parti de gauche) ou Olivier Besancenot (NPA), et des syndicalistes comme Bernard Thibault (CGT) ou Gérard Aschieri (FSU).

"*Ce sont souvent les femmes qui sont les premières licenciées, les premières précarisées*" a déclaré Martine Aubry. (Lefigaro.fr - AFP) 17.10)

Si au moins c'était les hommes cela changerait tout ! Ou comment monter une partie de la classe contre une autre au lieu de la rassembler contre le gouvernement et le capitalisme, un grand merci de la part de Sarkozy. Dans le même temps ils dénoncent l'écart persistant des salaires entre hommes et femmes au détriment de ces dernières, autrement dit les patrons feraient mieux de licencier des hommes, ils feraient davantage d'économie sur les salaires qu'en licenciant des femmes. Le Medef vous remercie de ce généreux conseil madame Aubry !

Quand on ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes, on a toutes les chances de se retrouver sur le même terrain que la réaction.

2- Corporatisme. La misère : un don du ciel.

A l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, l'organisation ATD-Quart monde, initiatrice de l'événement, organisait samedi plusieurs manifestations et rassemblements dans toute la France. Le Haut commissaire aux solidarités actives Martin Hirsch a participé au rassemblement sur le Parvis des droits de l'Homme, place du Trocadéro à Paris.

A l'occasion du vingtième anniversaire de la convention internationale des droits de l'enfant, ATD "*appelle le gouvernement, les élus et les citoyens à des choix politiques et citoyens pour qu'aucun enfant ne soit condamné à vivre dans la misère*".

"*Pour que tous les enfants aient un avenir, il faut s'unir contre la misère*", rappelle ATD-Quart monde dans un communiqué.

Ouvriers et patrons : mêmes responsabilités, même combat !

L'association a annoncé avoir obtenu le principe d'une rencontre avec le président Nicolas Sarkozy. Non, pas possible ?

L'association souligne aussi que "*massivement, les enfants qui échouent à l'école viennent des milieux populaires et de la grande pauvreté*" et qu'ils risquent, par conséquent, "*de vivre à leur tour la précarité*". Non, pas possible, une découverte ? (AP et Reuters 17.10)

3- Des pans entiers de la jeunesse sacrifiée.

En France, selon l'Insee, quelque 8 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté (908 euros) en 2007, dont 2,4 millions de moins de 18 ans. (Reuters 17.10)

4- Le chômage, la précarité, la misère, la faim, les guerres : une fatalité !

On a appris il y a quelques jours que la faim concernait désormais plus d'un milliard de personnes dans le monde.

Soit, comme si de rien n'était, toujours à l'occasion de cette Journée internationale, dans un message le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon estime que "*le moment est venu d'amplifier la voix des plus vulnérables et de veiller à ce que la communauté mondiale tienne ses engagements*". Plus cynique tu meurs !

"*En période de récession, ceux qui sont frappés les premiers, et le plus durement, sont les pauvres. Selon des estimations récentes, la crise économique mondiale a fait disparaître au moins 50 millions d'emplois cette année. Près de 100 millions de personnes pourraient tomber sous le seuil de pauvreté en 2009. Les changements climatiques ne font qu'aggraver les choses*" souligne Ban Ki-moon.

Il a osé dire : "*il y a encore beaucoup de chemin à faire*" pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Il n'y en aura peut-être moins désormais pour abolir le capitalisme ! (AP 17.10)

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas quand on les jugera. Ils ne s'étonneront pas non plus que notre justice soit expéditive, radicale et sans appel.

5- Exercice de lévitation pour ne pas s'attaquer à l'origine de la misère : le capitalisme.

En cette année du vingtième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, le thème retenu dans le cadre de la Journée est "*les enfants et les familles s'élèvent contre la pauvreté*". (AP 17.10)

Hortefeux pousse au crime.

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a annoncé samedi qu'il avait décidé d'interdire, toute l'année et sur tout le territoire, les mortiers de feux d'artifice, parfois détournés pour être utilisés contre les services de secours ou les forces de sécurité dans les quartiers difficiles. (AP 17.10)

Il a raison, rien ne vaut finalement un vrai calibre !

Etats-Unis. Economie.

Le bilan des défaillances bancaires se rapproche de 100 cette année aux Etats-Unis après la fermeture vendredi d'un 99e établissement, la banque californienne San Joaquin.

Les faillites de banques aux Etats-Unis n'ont plus atteint le niveau de 100 depuis 1992, en pleine crise

des caisses d'épargne. Cette année-là, 181 établissements avaient été fermés. En 1989, au plus fort de la crise, 534 banques avaient mis la clé sous la porte. (Reuters 17.10)

Espagne. La réaction se mobilise.

Ils étaient plus d'un million de catholiques soutenus par l'Eglise et la droite, à manifester samedi à Madrid contre le projet de libéralisation de l'avortement du gouvernement socialiste.

L'ancien chef du gouvernement conservateur José Maria Aznar (1996-2004) et plusieurs élus de la droite, dont la présidente de la région de Madrid, Esperanza Aguirre et la secrétaire générale du Parti populaire (PP) Maria Dolores de Cospedal, ont participé à cette marche.

Le projet de loi approuvé le 26 septembre en conseil des ministres et qui sera débattu à partir de novembre au Parlement, réforme une loi de 1985 qui n'avait dépénalisé l'avortement que sous certaines conditions. Il s'inspire de la législation en vigueur dans la plupart des pays de l'Union européenne. (Lefigaro.fr - AFP 17.10)

Le 19 octobre

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui car je me rends chez le préfet (collector) à 45 kms de chez moi, entre le "voyage" et le temps de ce rendez-vous, cela va me prendre la moitié de la journée ; je pars à 14h pour un rendez-vous entre 17h et 18h et je ne compte pas revenir chez moi avant 21h, il faut rouler encore moins vite (en moto) la nuit en raison de l'état déplorable de la chaussée. Cela va me faire une balade, j'en ai franchement besoin, et puis entre nous, il n'y a franchement rien qui urge comte tenu de l'état du mouvement ouvrier !

Ce matin j'ai téléchargé et formaté une dizaine de nouveaux articles du Réseau Voltaire et du Centre de recherche sur la mondialisation, ils seront en ligne demain.

Bonne semaine à tous.

Le 20 octobre

Un mot personnel

Ma démarche hier chez le collector s'est soldée par un échec apparemment. (A suivre)

Sur la situation. Comme si de rien n'était.

Le dollar a perdu 18,6 % de sa valeur face à l'euro depuis mars, et s'approche du seuil de 1,50 dollar pour un euro, pendant que Wall street grimpait de 68% et que le baril de pétrole passait de 38 à 79 dollars pendant la même période.

"JPMorgan Chase a annoncé avoir gagné 3,6 milliards de dollars au troisième trimestre de cette année.

Le London Evening Standard rapporte que « *chacun des 5500 employés londoniens de Goldman Sachs peut s'attendre à déclarer une prime moyenne d'environ 500.000 livres (800.000 dollars). Chaque cadre supérieur obtiendra un bonus de plusieurs millions de livres, avec pas moins de 10 millions de livres (16 millions de dollars) pour le mieux payé.* ».

A New York, les refuges pour sans-abri ont atteint le nombre inouï de 39.000, 16.000 d'entre eux étant des enfants.

L'administration de New York City est si débordée qu'elle loue 90 dollars la nuit les appartements à louer inoccupés pour les sans-abri. Désespérée, l'administration de la ville offre gratuitement un billet d'avion en aller simple aux sans-abri pour qu'ils quittent la ville, et font payer un loyer aux sans-abri des refuges qui ont un emploi. Une mère célibataire gagnant 800 dollars par mois paye 336 dollars de loyer pour sa place dans l'abri.

Le chômage de longue durée est devenu un problème grave dans tout le pays, son taux soi-disant de 10 pour cent étant multiplié par deux à 20 pour cent. " (mondialisation.ca 16.10)

Au fait, entendez-vous encore parler de la "*régulation*" du capitalisme financier, de la "*moralisation*" des marchés, de la "*réforme*" du capitalisme ?

C'était juste du pipeau pour endormir le bon peuple. Non ? Mais si. Occupez-vous de rien, on se charge de tout, de charger la barque pour vous. La partie n'est pas terminée, ils ont facilement remporté la première manche. Grâce à qui ?

On nous dira que les appareils sont les principaux obstacles à la mobilisation des masses, certes, mais cette explication est un peu courte, elle ne peut masquer l'inexistence d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire capable de revendiquer la direction du mouvement ouvrier et d'entraîner ses autres composantes.

La classe ouvrière a été incapable au cours des 60 dernières années de se doter d'une nouvelle direction, alors qu'on n'avait pas arrêté de nous expliquer que sa mobilisation pour ses revendications immédiates devait déboucher sur la construction du parti. Elle s'est mobilisée des milliers de fois, pour finalement rien, ou non, pour se retrouver toujours davantage subordonnée au capitalisme. C'était d'ailleurs exacte qu'il fallait se battre pour l'amélioration des conditions de la classe, alors sur qui faut-il faire reporter la responsabilité de la situation actuelle ? Sur la classe ouvrière qui finalement serait atteinte d'un mal incurable, inconnu, et incapable d'accomplir ses tâches historiques ou sur les dirigeants des partis qui n'ont jamais été capables d'orienter son combat dans la bonne direction pour construire le parti ? Ne parlons même pas de l'Internationale qui a cessé d'exister avec la disparition de Trotsky le 20 août 40.

60 ans ce n'est pas rien. Tous ces partis existent toujours sous une forme ou une autre, était-ce cela l'essentiel ? On est en droit de se poser la question. Si vous avez une autre explication argumentée à nous fournir, n'hésitez pas à nous le faire savoir, on la communiquera aux militants.

Engels écrivait à Bebel le 20 juin 1873 : « *D'après notre conception confirmée par une longue pratique, la juste tactique dans la propagande n'est pas d'arracher ou de détourner çà et là à l'adversaire quelques individus, voire quelques-uns des membres de l'organisation adverse, mais d'agir sur la grande masse de ceux qui n'ont pas encore pris parti. Une seule force nouvelle que l'on tire à soi de son état brut vaut dix fois plus que dix transfuges lassalléens qui apportent toujours avec eux le germe de leur fausse orientation dans le parti.* » Et de conclure : « *Tout au long de notre vie,*

c'est toujours avec ceux qui criaient le plus à l'unité que nous avons eu les plus grands ennuis et reçu les plus mauvais coups. ».

Sur ce, salut !

"*Unanimité*". Front unique UMP-Nouveau centre-Modem-PS-PCF-Verts.

Regardez Hortefeux, il vient de pondre discrètement un décret relatif à la création de deux fichiers de police qui devraient remplacer Edvige.

Pour la députée Delphine Batho (PS) "*la méthode choisie est une fois de plus celle d'un pouvoir qui veut passer en force sur tout, tout le temps, qui refuse le débat démocratique, écrase le Parlement et sa propre majorité*". "*Alors qu'un consensus s'était créé sur la nécessité de légiférer sur les fichiers de police, alors que la commission des Lois de l'Assemblée nationale avait adopté à l'unanimité un rapport parlementaire, puis une proposition de loi sur les fichiers de police, le ministère de l'Intérieur vient de décider, dans le dos du Parlement, de créer les remplaçants d'Edvige par simple décret*", s'insurge l'élue des Deux-Sèvres dans un communiqué. (LePoint.fr 18.10)

Autrement dit, "*consensus*" oblige, si débat "*démocratique*" il y avait eu, ces fichiers n'auraient posé de problèmes à personne !

Edvige bis : tous suspects, tous "*délinquants*" potentiels ! Un fichier politique ?

L'un des nouveaux fichiers de police ne porte pas sur des personnes condamnées mais sur des délinquants potentiels "susceptibles d'être impliqués dans des actions de violences collectives, en particulier en milieu urbain ou à à l'occasion de manifestations sportives".

Le champ est large. Une autre définition précise qu'entrent dans le cadre du fichier toutes les "*personnes dont l'activité individuelle ou collective indique qu'elles peuvent porter atteinte à la sécurité publique*". Et ce, dès l'âge de 13 ans, conformément à ce que prévoyait le fichier Edvige, qui avait provoqué une forte mobilisation en 2008. Seule véritable innovation : la séparation, dans une base de données à part, des personnes employées dans la sécurité (gardiens, pompiers...) et qui font l'objet d'une enquête administrative.

Dans les deux cas, pourront être relevés, après le motif de l'enregistrement, des renseignements sur l'état civil, la nationalité, la profession, l'adresse physique, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la personne placée ainsi sous surveillance ; les signes physiques particuliers "*et objectifs*" et des photographies ; des titres d'identité. Mais là s'arrête le fichier pour les enquêtes administratives.

Dans le premier fichier, sur les personnes potentiellement délinquantes, figurent en plus "*l'immatriculation de véhicules ; des informations patrimoniales ; les activités publiques, comportements et déplacements*" ; les agissements "*susceptibles de recevoir une qualification pénale* " ; et les personnes entretenant des relations "*non fortuites*" avec l'intéressé. A ces neuf critères s'ajoutent l'origine "*géographique*" et les "*activités politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales*". Toutes ces données pourront être conservées dix ans, trois ans pour les mineurs. (Le Monde 19.10)

Servisair : la grève continue.

Les salariés de Servisair (groupe Derichebourg) poursuivent leur grève après avoir été reçus lundi, au sixième jour de grève, par un expert mandaté par le ministère des Transports, a-t-on appris de source syndicale et aéroportuaire. Les grévistes demandent un engagement des repreneurs à employer la totalité des salariés de Servisair (plus de 400 contrats à durée indéterminée). (LePoint.fr 19.10)

Mitterrand n'aime pas les femmes, mais il aime la police.

L'été dernier, Frédéric Mitterrand avait défendu le rappeur Orelsan, alors accusé de faire l'apologie de la violence envers les femmes dans un clip intitulé « Sale pute ».

Il avait estimé que Orelsan avait « *tout à fait le droit* » d'exprimer son dépit amoureux.

Par contre, pour le clip vidéo du rappeur Morsay « *J'ai 40 meufs* », dans un communiqué, il déclare que « *dans son clip, le rappeur Morsay tient des propos intolérables notamment à l'encontre des forces de sécurité de notre pays* ».

Le journaliste continue : Donc si je comprends bien, pour le ministre de la culture, on peut sans problème insulter, vilipender les femmes mais pas les forces de l'ordre.

Bizarre, non, cette conception de la liberté d'expression, non?

Dans le clip incriminé, Morsay chante « *J'ai 40 meufs et j'ai toujours la dalle, c'est Morsay, j'nique la police municipale* ». (Lepost 19.10)

Personnellement je trouve ce genre de rappeur provocateur, débile et dangereux. Que Mitterrand s'en foute du sort des femmes n'a rien d'étonnant, qu'il défende la police non plus, il fallait bien qu'il rende comptant la monnaie de leur pièce à ceux qui l'ont soutenu dernièrement, Sarkozy et son gouvernement.

Crise. Ils se préparent à la prochaine étape : une "*vulnérabilité*" mondiale.

Lors d'une conférence de la Fed de San Francisco sur l'Asie, le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke a souligné lundi que des politiques économiques de promotion de l'exportation en Asie risquaient de faire réapparaître les déséquilibres des échanges commerciaux et financiers.

Il ajoute que les pays asiatiques dont l'économie est la plus ouverte, comme Singapour, Hong Kong et Taïwan, ont été les plus touchés par la crise, alors que la Chine, l'Inde ou l'Indonésie, qui sont parmi les économies "*les moins ouvertes financièrement*" se sont étendues tout au long de la crise.

Tout en admettant qu'une intégration économique mondiale plus grande génère une plus grande vulnérabilité à des chocs économiques d'ampleur internationale, Ben Bernanke n'en pense pas moins qu'une plus grande ouverture permettra une croissance économique plus forte sur le long terme. "*Il faut de ce fait résister absolument à l'érection de barrières aux flux de capitaux*", argue-t-il. (Reuters 19.10)

Les charrettes du jour.

1- "*L'emploi dans le groupe baissera de 15.000 à 20.000 personnes au cours de la nouvelle année fiscale via des cessions et des restructurations*", déclare Ekkehard Schulz, président du directoire du groupe industriel allemand ThyssenKrupp (198.000 personnes) dans un entretien au Frankfurter

Allgemeine Zeitung publié samedi. (Reuters 18.10)

La direction de ThyssenKrupp a annoncé lundi en comité d'entreprise extraordinaire l'intention de fermer son unité française d'usinage de vilebrequins pour le secteur du poids-lourd (373 salariés), située à L'Horme (Loire), dans l'agglomération stéphanoise.

Frans-Joris Espeel, le président de ThyssenKrupp Mavilor, a expliqué lundi que "*les fabricants (ndlr : de poids-lourds) sont contraints de s'approvisionner dans les pays à bas coûts de production, de limiter de manière drastique leurs recours à la sous-traitance et de prendre de plus en plus en charge, eux-mêmes, la fabrication des vilebrequins*. (AP 19.10)

2- Le *New York Times* va supprimer jusqu'à 150 postes, dont 100 de journalistes (sur 1.150), d'ici la fin de l'année, en raison de la baisse des revenus publicitaires dans le secteur de la presse, a annoncé lundi son directeur de la rédaction.

Ses employés ont par ailleurs accepté une baisse de 5% de leurs salaires cette année, décidée par la direction pour éviter de nouvelles suppressions d'emplois. (AP 20.10)

Italie. Un Etat mafieux.

Le ministre italien de la Justice, Angelino Alfano, a promis lundi de faire toute la lumière sur les conditions dans lesquelles l'Etat a secrètement négocié avec la mafia au début des années 1990. (Reuters 19.10)

Iran. Opération déstabilisation du régime.

Washington, Londres et Islamabad se trouvent dans le collimateur de Téhéran. Le chef des Gardiens de la révolution les a accusés lundi d'entretenir des liens avec la guérilla sunnite auteur de l'attentat-suicide qui a fait 42 morts, dont cinq commandants des Gardiens de la révolution, dans le sud-est de l'Iran. (AP 19.10)

Le 21 octobre

Pas le temps de causer.

J'ai ajouté les articles suivants dans la page *Dossier vieux monde* :

- Une récession temporaire… ou la fin de la croissance ?

- Les riches ont confisqué l'économie

- La fin du dollar

- 11 mars 2004 à Madrid : était-ce vraiment un attentat islamiste ?

- La Bosnie au bord de l’effondrement

- Casques bleus : quand on a intérêt à faire durer la guerre...

- Le dessous du prix Nobel de la paix 2009 ?

- Obama et le prix Nobel : Lorsque la guerre devient la paix, lorsque le mensonge devient vérité

- Barack Obama, prix Nobel de la Paix, part en guerre contre l'ALBA

- L'ALBA abandonne le dollar et envisage une alliance militaire face aux USA

- Menace d'un nouveau conflit en Europe : Une Grande Albanie parrainée par l'Occident.

- Les armées secrètes de l'OTAN (I) Quand le juge Felice Casson a dévoilé le Gladio…

- L'avortement de la politique climatique

Interview d'Eric Besson par Libération.

Question :«*Il n'y a pas de politique alternative à la nôtre*», dites-vous. N'y aurait-il pas une politique d'immigration de gauche ?

Réponse :"*Je fais la même politique que celle que faisait Jean-Pierre Chevènement en le revendiquant haut et fort, ou que celle de Daniel Vaillant. Je suis surpris de voir qu'une partie de la gauche fait mine de ne pas comprendre que l'immigration irrégulière sape les fondements du pacte républicain et du pacte social.*" (Libération.fr 20.10)

Mensonge d'Etat, contrevérité, non-sens.

Le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy rejette l'idée que la France soit surendettée et défend l'idée d'un emprunt public massif pour financer des investissements d'avenir.

"*On ne paye les dettes d'hier qu'avec les revenus de demain*", mais non avec ceux d'avant-hier ! Et quand les revenus de demain on déjà été hypothéqués, vous faites quoi ? Vous matraquer la classe ouvrière, normal !

"*Il faut toujours ouvrir un peu l'étau quand on décide d'être plus rigoureux*",autrement dit plus vous êtes opportuniste, plus vous faites preuve de rigidité sur les principes, on s'en était aperçu.

"*Nos enfants ne devront rien aux autres, ils se devront à eux-mêmes*", on en vient à se demander comment les banquiers et les capitalistes s'enrichissent. (Reuters 20.10)

La palme du cynisme.

Alors qu'une réunion sur le stress au travail avait lieu mardi au siège du groupe France Télécom-Orange à Paris, le ministre du Travail Xavier Darcos a précisé : "*Mais je voudrais dire qu'il y a pire que le stress au travail, il y a le stress au chômage, et le gouvernement reste convaincu que la première des valeurs sociales, c'est celle d'avoir droit à un travail*". (AP 20.10)

Les banksters se frottent les mains, crédits à la consommation : les "marges ont beaucoup augmenté".

"*Dans l'ensemble, on s'attend à de bons, voire très bons résultats pour les banques françaises malgré*

l'augmentation du coût du risque. On s'attend à ce que toutes les banques dégagent des résultats positifs, y compris le groupe BPCE et Natixis", indique Eric Dupont dans une interview à Reuters à propos des perspectives de résultats pour le second semestre.

Interrogé sur les sources de revenus pour les banques françaises, Eric Dupont évoque la banque de financement et d'investissement (BFI), la banque de détail en France ainsi que le crédit à la consommation.

"*Il y a encore beaucoup de revenus en BFI. La banque de détail en France fonctionne plutôt bien. Il n'y a pas une demande très forte de produits mais le produit net bancaire se tient plutôt bien. Même dans le crédit à la consommation, les marges ont beaucoup augmenté*", fait-il remarquer. (Reuters 20.10)

Charrette.

Le fabricant de serveurs informatiques Sun Microsystems annonce qu'il supprimera 3.000 postes à l'échelle mondiale au cours des 12 prochains mois. (Reuters 20.10)

Algérie.

Les affrontements entre émeutiers et forces de l'ordre ont repris mardi en début de soirée dans le quartier populaire de Diar Chems, dans l'est d'Alger, a appris l'Associated Press auprès de la protection civile et d'habitants de la cité.

Les émeutes dans ce quartier populaire, situé à trois kilomètres du siège de la présidence de la République, ont éclaté lundi après l'intervention de policiers venus déloger des squatters qui avaient installé des baraques sur un stade de football de la municipalité. (AP 20.10)

Niger.

Les Nigériens se rendaient aux urnes mardi à l'occasion d'élections législatives organisées suite à la promulgation d'une nouvelle constitution au mois d'août, mais boycottées par l'opposition.

L'opposition a protesté contre ce référendum, affirmant qu'il donnait à Tandja des pouvoirs quasi-totalitaires.

Tandja a affirmé qu'il voulait seulement rester au pouvoir parce que son peuple lui avait demandé. Fin mai, il a dissous le Parlement parce qu'il s'était opposé à son projet. (AP 20.10)

Le 22 octobre

Ma réaction à la lecture de la déclaration du bureau national du POI des 17 et 18 octobre.

J'en partage en grande partie le contenu, à quelques détails près si je puis dire.

1- "*Bernard Thibault a déclaré, lorsque 268 sur 283 travailleurs de chez Molex ont été laissés sur le carreau : « Nous avons sauvé l'industrie mais pas l'emploi » ? Pour les travailleurs, sauver l'industrie mais pas l'emploi, ne veut rien dire !*"

Au contraire, cela signifie que les syndicats sont aussi pourris que les autres institutions de ce pays ! Cela signifie clairement que Thibault est un agent des capitalistes infiltré dans la CGT et qu'il est au service des exploiteurs comme ses collègues des autres syndicats.

Ce qu'ils n'arrivent pas à comprendre à la direction du POI, c'est que les travailleurs s'en rendent parfaitement compte, paradoxalement, davantage ceux qui ne sont pas syndiqués, soit plus de 90% des travailleurs de ce pays. Paradoxe qui n'en est un qu'à moitié, car ceci explique peut-être en partie la faiblesse de la syndicalisation en France.

C'est délirant qu'ils ne puissent pas admettre que, lorsque l'ensemble des médias nationaux et régionaux, la presse écrite, toutes les chaînes de télévision, la majorité des sites Internet ou blog politiques reprennent en coeur que Thibault a trahi les cheminots le jour même où ils se lançaient dans une grève pour la défense de leurs régimes de retraite, que les travailleurs soient incapables de comprendre un message aussi limpide qu'ils entendent en boucle ou lisent, et d'en tirer la conclusion qu'il y a bien quelque chose de pourri dans les syndicats. Ce n'est qu'un exemple parmi des centaines d'autres du même genre.

Ils ne parviennent pas à comprendre ou à faire la distinction entre le fait que les travailleurs sentent instinctivement ou par expérience qu'il y a quelque chose de pourri dans les syndicats et le fait qu'ils sont incapables d'en identifier l'origine, et pour cause, pour y parvenir il faudrait que la classe ouvrière aient rompu avec le capitalisme auquel sont liés justement les dirigeants syndicaux.

Par ailleurs, la très grande majorité des syndiqués sont eux-mêmes gangrenés par le réformisme, ils sont donc forcément mal placés pour remettre en cause la direction des syndicats et les dirigeants syndicaux le savent pertinemment, ceci n'expliquerait-il pas cela par hasard ?

Cette erreur d'analyse provient du fait que le POI est à la remorque des appareils et prisonnier de sa conception du front unique, dont les bienfaits nous ont toujours empêcher de construire le parti, tout en redorant le blason des partis et des directions traîtres du mouvement ouvrier.

Finalement, ils n'ont toujours pas compris qu'un véritable parti ouvrier (révolutionnaire) se devait de combattre sur la base de son programme en direction de l'objectif qu'il s'était fixé et ne pas en dévier, ajoutons, quitte à apparaître sectaire à ceux qui soutiennent le régime.

2- "*Si le gouvernement Sarkozy, rejeté de tous, continue à frapper, n'est-ce pas parce que ceux qui sont censés s'opposer à lui accompagnent de fait sa politique ?*"

Certes, mais pas seulement, loin de là, c'est l'arbre qui cache la forêt. On a là la confirmation du diagnostic que je viens de fournir sur le POI.

Sachant que les appareils jouent un double jeu dans la lutte des classes, il me vient une question que ne pose pas le POI : les appareils sont à la fois inféodés au capitalisme et ils se font passés pour des représentants de la classe ouvrière, pourquoi à certains moments se placent-ils momentanément au côté du prolétariat et à d'autres moments au côté des patrons ou du gouvernement ?

Comment ou pourquoi passent-il d'une position à l'autre ? Tout dépend du rapport de forces qui existe entre les classes et du niveau de conscience politique des masses. Leur attitude dépend fondamentalement des besoins exprimés par les capitalistes et de la capacité politique du gouvernement à mettre en oeuvre des mesures pour les satisfaire sans générer une mobilisation générale du prolétariat pour en interdire l'application.

A la base, à l'origine, le comportement des dirigeants syndicaux est déterminé par les besoins du capitalisme, ensuite seulement, en fonction de la situation ils adoptent telle ou telle attitude pour que les plans du gouvernement et des patrons puissent être menés à leur terme.

Ils vont évaluer à quel niveau se situe la contestation ou la pression exercée par la base des militants ou par la classe ouvrière, quel risque ils courent à la laisser se développer, et pour conserver le contrôle de la situation, ils peuvent être amenés à décider une action allant dans le sens de ce que souhaitent leurs militants ou la classe. Laissons de côté ici les journées d'action qui ont pour seul objectif de briser la combativiter du prolétariat.

Le gouvernement et le patronat en fonction du rapport de force existant peuvent résister ou reculer, comme dans les deux cas les fondements du capitalisme ne sont pas remis en cause, le résultat aura finalement peut d'importance pour les tenants du régime qui repartiront à l'attaque à la première occasion. L'essentiel, pour les représentants des institutions et du capital, c'est que le prolétariat demeure enchaîné au capitalisme quelle que soit la situation pour qu'il ne cherche pas une issue politique.

Notre analyse de la situation est forcément faussée si on tient compte uniquement de l'attitude des appareils, sans se poser la question de savoir ce qui conforte leur position opportuniste, quelle est réellement pas seulement l'état d'esprit des masses, mais aussi leur niveau de conscience politique.

Les masses sont durement frappées par les conséquences de la crise du capitalisme, aucun travailleur ne peut les accepter en principe, mais comme ils n'en comprennent pas l'origine, ils peuvent effectivement être tentés de se mobiliser, mais comme ils ne savent pas véritablement pourquoi ou ce que recouvre la situation, ils n'ont pas les moyens de s'en saisir, car il leur manque l'essentiel, la compréhension de l'origine de la situation qui est à la fois la première étape qui leur permettrait d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme, qui ne peut se traduire que par la remise en cause des fondements du capitalisme. Il faudrait qu'ils en arrivent à la conclusion qu'il faut rompre avec le capitalisme pour pouvoir entrevoir par quoi le remplacer, qu'ils aient commencé à rompre avec le capitalisme pour postuler au pouvoir politique, pour faire bref.

On peut être amené individuellement à rompre avec le capitalisme parce qu'on a des conditions d'existence devenues infernales, mais pour que la masse se mette en mouvement il en faut plus, il faut qu'elle sente que l'espoir existe de vaincre, il lui faut autre chose que la perspective de miettes pour se soulever, il faut qu'elle soit portée par l'espoir qu'il est possible d'en finir une fois pour toute avec les conditions de vie indignes que les capitalistes lui imposent. Or, ce n'est pas du tout le niveau de conscience actuel des masses.

Ce que je voulais dire, c'est que tout le monde s'attarde sur les conséquences de la crise du capitalisme tout en négligeant ses origines. De la même manière que tous les partis privilégient les rapports d'appareil au lieu de s'adresser au prolétariat. Or, pour envisager de changer les fondements de l'économie, il faut commencer par comprendre sur quoi repose le système économique capitaliste, on ne rompt pas avec une habitude que l'on traîne depuis notre naissance et qui régit toute notre vie, sans savoir ni pourquoi ni ce qui va lui succéder ou alors on est inconscient. Or, pour se lancer dans le combat pour la prise du pouvoir, le prolétariat a impérieusement besoin auparavant d'élever son niveau de conscience des rapports sociaux qui régissent la société.

En quelque sorte, origine et perspective se rejoignent, elles sont de plus en plus liées au fur et à mesure que se développe la crise du capitalisme, de la même manière qu'on se rend compte que le programme minimum (de transition) contenant les revendications démocratiques bourgeoises, se

confond de plus en plus avec le programme de la révolution socialiste, que l'un est irréalisable sans l'autre, qu'il est dorénavant impensable de prétendre pouvoir satisfaire nos revendications économiques ou sociales sans exproprier immédiatement les capitalistes, ce qui est totalement impensables sans renverser les institutions de la Ve République et que la classe devienne la classe dominante (dictature du prolétariat)... Cette exigence n'est pas théorique mais pratique et corroborée par les faits.

Le capitalisme a préparé le terrain au passage au socialisme, à une économie planifiée en fonction des besoins de la population, au point qu'on ne saisit pas que le passage de l'un à l'autre est à portée de la main, et que par conséquence rien ne peut justifier des concessions envers les tenants du capitalisme.

On comprend pourquoi le POI ne se prononce pas assez souvent contre les institutions : il attend que le PS et le PCF se prononcent contre. L'art de se foutre du monde ou de s'en remettre à des déclarations trompeuses.

3- "*Comment comprendre qu'ils renoncent au mot d'ordre qui fut naguère celui de tous les partis de gauche dans notre pays : l'abrogation des institutions anti-démocratiques de la Ve République ?*"

Au lieu d'expliquer que ces partis sont inféodés au capitalisme et que les travailleurs doivent s'en détourner, le POI voudrait les jeter dans leurs sales pattes, il fait là le jeu de la contre-révolution.

Pourquoi ne pas expliquer aux travailleurs et militants qu'en réalité ces partis n'ont jamais combattu pour l'abrogation des institutions, qu'ils en ont toujours été les complices, puisqu'on en a des exemples sous les yeux tous les jours ?

C'est là que l'on comprend que la politique du POI n'est pas déterminée par les intérêts collectifs du prolétariat mais par les intérêts de son appareil constitué désormais de militants provenant de ces partis, mais qui finalement n'ont pas rompu avec eux ou avec leur idéologie réformiste et réactionnaire. Le POI est passé maître dans l'art du double discours, là aussi on comprend pourquoi.

Ils répètent sans cesse *comment comprendre, comment comprendre*, ce n'est pas bien compliqué finalement, non ?

Et pour finir le socialisme passe à la trappe ! Cette déclaration se termine ainsi :

4- "*Pour la reconquête de la démocratie et la République.*"

Il doit y avoir davantage de républicains et de démocrates au POI que de socialistes, comme autrefois à la SFIO, par exemple.

Alors vive le socialisme !

Les dépêches.

Victime du capitalisme.

Un employé de l'entreprise de fournitures mécaniques, Latty international, a mis fin à ses jours mardi sur son lieu de travail, à Brou, dans l'Eure-et-Loir, a-t-on appris mercredi auprès de salariés et de la direction.

Âgé d'une quarantaine d'années, l'homme s'est tranché la gorge à l'aide d'un couteau alors qu'il se trouvait dans l'usine, précise-t-on de mêmes sources. Pris en charge par les secours, la victime est décédée durant son transfert en hélicoptère vers le CHU d'Orléans. (Lepoint.fr 21.10)

Le visage hideux du régime Sarkozy.

Les "*reconduites forcées*" de trois ressortissants afghans vers Kaboul dans la nuit de mardi à mercredi ont soulevé une vague d'indignation en France.

Je vous fais grâce des déclarations des partis de l'ordre de "gauche".

Dans les rangs de l'UMP, la décision a "*stupéfait*" le député Etienne Pinte. "*Hier matin, Eric Besson a démenti le départ d'un charter dans la journée (...), il nous a donc raconté des histoires*", a-t-il déclaré sur France-Info, "*furieux*".

"*Quand le ministre nous dit qu'il n'y a pas de problème de sécurité, (...) ce sont des balivernes*", a-t-il ajouté. "*Nous allons réagir à ce que j'appellerais un déni de justice*", a promis le député, estimant qu'il y avait "une prise de conscience" des élus de tous bords "*pour dénoncer ce retour contraint et forcé des Afghans dans leur pays*". (AP 21.10)

Un constat : dans aucune déclaration il n'est fait référence au droit d'asile s'appliquant aux personnnes ayant fuit un pays en guerre. Etonnant ? Pas tant que cela, puisque tous les partis institutionnels soutiennent l'engagement militaire de l'Etat français en Afghanistan.

Dorénavant en France, toute référence au droit à l'instruction, à la santé, au logement, au travail, à la retraite, à l'asile, etc., est devenue tabou, place au droit du capitalisme à survivre par tous les moyens, y compris la guerre.

Hortefeux : Ministre de l'indignité, procureur général et dictateur en devenir.

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a déposé plainte mercredi contre un avocat du barreau de Grenoble pour "*injure envers la police*" après des propos par lesquels l'avocat se serait réjoui de la mort d'un gendarme.

Interrogé, Me Ripert s'est déclaré "*outré*" par ces "*accusations honteuses*" concédant avoir tenu hors audience des "*propos privés*" de ce type, "*sous forme de boutades*", dont il ne se souvient pas précisément. Ils "*n'avaient aucun caractère public*" et ont été "*sortis de leur contexte*", a dit l'avocat. (Lepoint.fr 21.10)

Un jour vous discuterez entre militants dans la rue ou un bistro, vous exprimerez votre haine légitime pour le régime et ses représentants, vous n'aurez pas remarqué le type ou la nana qui était à côté de vous et qui aura entendu vos propos : embarqué !

Vous l'aviez lu ? Sarkozy dans le rôle du voyou.

Le *Canard Enchaîné* avait cité la réaction de Nicolas Sarkozy après l'épisode de son voyage privé au Mexique en mars dernier, où le président avait été hébergé par un milliardaire soupçonné de blanchir de l'argent de la drogue : « *Les journalistes, ce sont des nullards, il faut leur cracher à la gueule, il faut leur marcher dessus, les écraser. Ce sont des bandits. Et encore, les bandits eux, ont une morale.* » (Slate.fr 21.10)

Qu'est-ce qu'il est lui pour tenir de pareils propos ? Un "*pauv'con*"

Toujours plus taxé.

La commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, qui examine le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2010, a adopté un amendement prévoyant une hausse de 6% du prix des cigarettes.

L'amendement émane du rapporteur de la commission, Yves Bur (UMP), qui propose d'augmenter les accises (taxes) sur le tabac de 0,6%. (Reuters 21.10)

Taser: l'aveu.

La société Taser International conseille aux forces de police utilisant son pistolet à impulsion électrique de ne pas viser la poitrine des suspects. Dans un bulletin d'information publié le 12 octobre, elle explique que cela pourrait provoquer un "*événement cardiaque négatif*", même si les risques sont très faibles. (AP 21.10)

Tunisie. Un régime infréquentable ou une dictature larvée.

Accusée de "*partis pris systématiquement hostiles*", une journaliste du quotidien français "*Le Monde*", Florence Beaugé, a été refoulée à son arrivée à l'aéroport de Tunis alors qu'elle venait couvrir les élections présidentielle et législatives du 25 octobre en Tunisie.

Interrogée par téléphone par l'Associated Press, Florence Beaugé a déclaré "*Le régime tunisien ne supporte pas une seule voix discordante*". (AP 21.10)

Etats-Unis. Les temps sont durs, pas pour tout le monde !

Morgan Stanley publie un bénéfice trimestriel supérieur aux attentes après trois trimestres consécutifs de pertes.

Elle n'en a pas moins mis de côté environ cinq milliards de dollars pour les primes de fin d'année durant le troisième trimestre, soit un total de $10,9 milliards depuis le début de l'année.

L'établissement new-yorkais a dégagé au troisième trimestre un bénéfice net part du groupe de 498 millions de dollars, soit 38 cents par action. (Reuters 21.10)

Le 23 octobre

Un mot personnel pour commencer.

Suite à ma visite qui s'était avérée apparemment infructueuses chez le "collector", le préfet, j'avais immédiatement repris contact avec le consulat de France à Pondichéry. J'avais téléphoné au collecteur pour lui demander ce qu'il comptait faire, son secrétaire m'avait répondu d'attendre.

Il y a dix minutes, je viens de recevoir une lettre dans laquelle il m'invite à me présenter au bureau où l'on va me préparer le document dont j'ai besoin pour vendre ma maison, donc en principe j'ai franchi

tous les obstacles. J'irai lundi matin, c'est moins loin, à 25 kms seulement. Le site ne sera pas sans doute pas actualisé lundi, car je risque d'y passer encore un bon moment. lundi dernier, j'étais parti de chez moi en moto à 15h30 et je suis rentré claqué à 20h40, le bureau était à 45kms.

Le bureaucrate que je dois rencontrer est un sale type. Il a le statut de sous-préfet si l'on veut, je m'étais salement engueulé avec lui, mais avec la lettre que j'ai entre les mains, je ne me fais pas de bile, je le tiens, c'est le genre de mec qui rampe devant ses supérieurs et qui n'a aucune dignité. Je vais l'aborder avec un grand sourire histoire de me foutre de sa gueule -on se soulage comme l'on peut, il n'y verra que du feu parce qu'il est trop con, je vais savourer ce moment, car lui aussi il avait pris fait et cause pour les voyous de mon village, il me l'avait dit en face. C'est Magueswary qui va être heureuse, la pauvre femme, elle a connu tellement de misères ces dernières années. Enfin, la vie est un combat, c'est ce qui l'a maintenu en vie, c'est ce qui motive plus que jamais. Quant à la suite, nous verrons bien, chaque chose en son temps.

Un grand merci au camarade qui m'a envoyé la biographie de Marx de Franz Mehring, je ne me souvenais pas que c'était un énorme pavé de près de 700 pages, je vais avoir de quoi me défouler, encore faudra-t-il que je trouve le temps de lire. En attendant je le parcourrai en diagonale pour me détendre, j'en ai vraiment besoin.

La carte postale que tu as joint d'un petit village de ton département me réjouit, la France a entre autres particularités d'être un beau pays, à plus d'un titre.

La France c'est loin d'ici, c'est pour ainsi dire un autre monde avec des valeurs et des principes démocratiques qui n'existent pas en Inde et que Sarkozy s'emploie à détruire systématiquement pour asseoir son pouvoir et satisfaire les besoins de ses commanditaires, menant ainsi le pays au chaos et à la barbarie.

En regardant ta carte postale, je me suis dit qu'un habitant de ce village ne devait pas se poser les mêmes questions qu'un habitant d'une grande ville, ils sont certes confrontés aux mêmes problèmes engendrés par la crise et la politique antisociale du gouvernement, à ceci près que les médias nationaux s'emploient quotidiennement à traiter des faits qui surviennent dans les grandes villes, et qui, parce qu'ils sont étrangers aux habitants des campagnes leur demeureront en grande partie incompréhensibles, du coup il sera facile au gouvernement de les manipuler.

Il y a un décalage permanent entre ce que pensent les gens des villes et des campagnes. La concentration humaine facilite le mûrissement de la prise de conscience, mais elle ne constitue pas une garantie.

J'entends encore Joseph, oncle de mon ex-épouse et paysan dans un petit bourg en Bretagne, dire que les Parisiens étaient des priviligiés et que le chômage n'existait pas, les chômeurs étaient uniquement des fainéants. Jusqu'au jour où son fils en âge de travailler s'est retrouvé lui-même au chômage, là il a commencé à comprendre qu'on ne lui racontait pas des blagues, en fait il ne croyait que ce qu'il voyait de ses propres yeux. Par contre, je suis certain qu'aujourd'hui encore il pense que la seule réponse à la violence dans les banlieues ouvrières réside dans la répression.

Un sujet à vous faire froid dans le dos.

Hier soir, j'ai regardé un reportage sur le Pakistan, une émission d'1h30 sur TV5Monde Asie, Un oeil sur la planète diffusée en différé. Terrifiant ! Le Pakistan (176 millions d'habitants en 2009, 300 en 2050) est devenu pire que l'Afghanistan par bien des aspects, grâce à l'alliance de l'armée et des

fondamentalistes islamiques.

Les Talibans ne sont pas les seuls dangereux barbares au Pakistan, il existe une myriade d'organisations islamiques radicales qui prônent l'établissement de la charia et l'extermination de tout les "infidèles", dont certaines comptent plusieurs millions de membres, leur objectif étant d'inflitrer la société jusqu'au sommet de l'Etat pour remplacer à terme les quelques valeurs démocratiques qui existent dans ce pays par la religion.

Ils sont sur la bonne voie d'après les témoignages que j'ai pu entendre, professeurs, médecins, avocats, etc., expliquant par exemple qu'un bon professeur ne peut être qu'un professeur respectant à la lettre le Coran, un professeur musulman, les madrasas ne désemplissent pas et se sont spécialisées dans la formation coranique des classes supérieures de la société qui en acceptent de plus en plus les règles. Le journaliste a lu dans un manuel scolaire destiné à des élèves de 12 ans un appel à haïr les étrangers et à se préparer à la guerre avec l'ennemi irréductible, l'Inde. Et ce ne sont pas des Talibans ! Ces organisations disposent de moyens financiers considérables, ils supplantent l'Etat corrompu dans bien des domaines, gagnant ainsi chaque jour de nouveaux fidèles. Ils prétendent se distinguer des Talibans, mais en réalité leur objectif est exactement le même.

Ce pays surpeuplé en pleine décomposition est dorénavant au bord de l'explosion sociale. Plus rien ne fonctionne normalement, les rues des grandes villes sont dégueulassent au possible, tout fait défaut, l'eau potable, l'électricité, l'inflation est galopante et les prix sont exhorbitants.

Karachi la capitale, 18 millions d'habitants, 40 fois plus qu'en 1947, représente à elle-seule 60% du PIB du pays, et pour fournir en électricté industrie et particuliers, il n'y a que l'unique centrale électrique qui fonctionnait déjà en 1947, pas une seule centrale n'a été construite en 62 ans ! Par contre plus de la moitié du budget de l'Etat est réservée aux dépenses militaires. Un médecin de Karaki a expliqué que pour répondre aux besoins des 3 millions d'habitants de son district, il n'existait qu'un seul hôpital, que la situation était dramatique. L'impérialisme britannique et américain ont donné naissance à un monstre qu'ils ne contrôlent plus. Bien d'autres pays dans le monde en sont pratiquement au même point de dégénérescence profonde, le Bangladesh, le Nigéria, par exemple, le Mexique dans une certaine mesure.

Dans ces conditions-là, on doit soutenir toute forme de résistance de ces peuples, y compris quand elle s'exprime à partir de certains secteurs de la bourgeoisie, sans avoir pour autant à renier nos propres convictions socialistes qui indiquent dans quelle direction le prolétariat devra mener son combat pour avancer vers son émancipation du capital et de l'obscurantisme.

Un dernier sujet.

Apparemment, l'idée d'une manifestation à Paris contre la privatisation de La Poste n'a été reprise par aucun parti à l'exception du POI. S'agissant de la mobilisation engagé contre les licenciements, le NPA continue de refuser d'envisager une manifestation unitaire et nationale à Paris, il préfère en organiser dans certaines régions. Pourquoi ne pas le prendre au mot et le rejoindre dans cette démarche, ainsi on pourrait mesurer ou dévoiler les véritables intentions de leurs dirigeants et les combattre si nécessaire.

Ce n'est qu'une idée, après tout je ne sais pas ce qui se passe exactement sur le terrain. Quand on se connecte sur le site Internet national du NPA, on a l'impression qu'il combat sur tous les fronts, alors que je présume que tel n'est pas vraiment le cas. Le combat politique ne consiste pas à se pointer devant une usine avec un calicot et des tracts et de disparaître une heure plus tard sans laisser de

traces, trois petits tours et puis s'en vont, on connaît que trop bien cette façon d'agir, il consiste à organiser la classe, puis à la former ou l'éduquer au socialisme, à tisser des liens solides avec la classe...

Quand je militais à l'OCI, on se cassait la tête pour gagner des contacts au cours de porte-à-porte ou de diffusions, mais on a toujours été incapables de les conserver, soit ils devaient entrer au parti, soit on les perdait de vue parce qu'ils en avaient marre qu'on les harcèle.

On n'a pas su organiser des réunions publiques sur des thèmes précis entrant dans la formation de la classe au socialisme capables d'attirer des travailleurs, on n'a pas trouvé la bonne formule pour inciter la classe ouvrière à s'intéresser au socialisme, on voulait à tout prix obtenir un résulat immédiat en terme d'adhésion, de vente de journaux, de signatures ou d'argent, c'était une erreur de ne pas leur proposer une sorte d'association souple à notre activité militante, et à ma connaissance les comités qui existent aujourd'hui ne remplissent pas la fonction dont que j'ai évoquée.

Les militants qui ont les oeuvres des marxistes en tête, savent à quel point ils attachaient une importance particulière à ce qu'ils appelaient l'éducation des masses, l'éducation au socialisme.

Quand on pense à l'éducation des masses, on pense immédiatement à des actions pratiques du genre grèves ou manifestations, mais lorsque vous êtes en contact avec des travailleurs, vous ne pouvez pas toujours leur proposer ce genre d'actions, vous pouvez évidemment leur proposer de participer à vos propres activités sur le plan local, mais force est de constater que la plupart refusent d'y participer, ils veulent bien discuter un moment avec vous, à la limite ils vous achètent le journal, mais ensuite ils disparaissent.

Je me souviens également qu'on trainait littéralement des travailleurs à nos réunions publiques, on les harcelait jusqu'à temps qu'ils acceptent d'y participer, mieux encore, le jour de la réunion on allait les chercher chez eux pour être certain qu'ils viennent... pour disparaître aussi vite ensuite ! Aujourd'hui je condamnerais ce genre de méthodes, car les résultats obtenus étaient faussés ou n'avaient aucune valeur du point de vue de l'objectif que nous nous étions fixés. Les travailleurs doivent venir d'eux-mêmes au socialisme, librement, à nous de nous démerder pour trouver la bonne formule pour les amener sur ce terrain-là.

On parle volontiers de la formation des militants, quoique de moins en moins dans les partis apparemment, on doit être animé par le même état d'esprit et le même objectif avec la classe, cela ne sert à rien généralement de vouloir forcer les choses ou le destin, les choses arrivent ou se produisent quand elles sont mûres, à nous de faire en sorte qu'elles arrivent ou mûrissent le plus tôt possible, en tenant compte que chacun arrivera au socialisme à partir de sa propre expérience.

Expliquer patiemment dans quelle société nous vivons à partir de l'actualité ou ce que vivent quotidiennement les travaillleurs, les aidera à avancer plus vite que de longs discours à caractère théorique ou politique auxquels ils ne comprennent pas forcément quelque chose, en tout cas dont ils ne retiennent rien comme l'expérience le prouve abondamment.

Si le socialisme n'est pas un dogme, un éventail de recettes miraculeuses, une vérité révélée, c'est avant tout une méthode pour interpréter le monde et la société sous tous leurs rapports afin de comprendre comment ils fonctionnent et les changer. Alors que l'on aborde par n'importe quel bout la société n'a pas d'importance, on y trouvera son compte, puisque c'est la même méthode que nous mettrons en oeuvre. C'est ainsi que l'on peut amener des milliers de travailleurs au socialisme sans avoir besoin de les harceler ou de les convaincre que nous avons raison, car c'est à eux de forger les

outils qui les amèneront eux-mêmes à reconnaître que le socialisme est bien la seule alternative au capitalisme, notre travail de militant se bornant à les aider à avancer dans cette voie, puis à rejoindre notre combat. vJe ne propose pas de substituer quoi que ce soit aux différentes activités d'un parti qui à mon avis demeurent valables aujourd'hui, mais d'en développer une supplémentaire en direction des masses. Par exemple, pour commencer cela peut prendre la forme d'un appel à une réunion publique sur un thème précis, il faut éveiller l'intérêt de la classe, il ne suffit pas d'avoir trouvé un thème, il y a la façon de le présenter, c'est tout un art.

Si on choisit le chômage, tout a été dit ou presque sur ce sujet, pourtant presque tout le monde ignore comment il se développe et quelle est sa fonction réelle dans le fonctionnement du capitalisme, il faut donc l'aborder sous un angle susceptible d'attirer la curiosité, d'éveiller l'envie d'en savoir davantage, c'est un peu la manière qu'emploie un prof en classe.

Ensuite, il ne faut pas conduire ce genre de réunion à partir d'une longue intervention d'un des organisateurs, car les participants auront l'impression que tout a été dit et qu'il n'y a plus rien à ajouter, comment oser encore parler après quelqu'un qui s'est exprimé aussi bien, c'est le genre de réunion classique en majorité improductives. Au contraire, il faut concevoir une réunion interactive où la majorité du temps est réservée aux différents participants qui veulent s'exprimer, car c'est à partir de leurs expériences telles qu'ils les ont vécus et la conscience qu'ils en ont, que l'on pourra les aider à pousser plus loin cette prise de conscience ou la corriger, notre rôle se bornant à intervenir (le moins possible) pour les aider à utiliser les outils que nous-même maîtrisons, en les mettant à leur disposition, ou quand cela ne fonctionne pas, prendre le relais brièvement pour qu'ils prennent conscience du chaînons manquant dans leur propre analyse.

Pour finir, les organisateurs dressent rapidement un bilan de la réunion, on peut même imaginer qu'on demande avant à quelqu'un dans l'assistance de le dresser. Avant de se quitter, on essaie d'évaluer ensemble l'utilité de ce genre de réunions, on peut remettre à chaque participant un document de 4 pages ou plus sur le thème qu'on a abordé, on se donne rendez-vous pour la prochaine réunion, on communique les différentes batailles dans lesquelles le parti est engagé en appelant chacun à y participer. Bien entendu, chaque réunion doit être précédée d'une distribution massive de tracts dans les boîtes aux lettres, lors des diffusions, et de collages.

On pourrait imaginer toutes sortes de thèmes (sociétaux, sociaux, historiques, culturels, etc.) qui n'auraient pas forcément à permière vue un caractère politique, mais qui y ramènerait infailliblement puisque l'ensemble des rapports qui existent dans la société sont le produit des rapports sociaux d'exploitation.

Un dernier point.

Questionné par des militants qui me demandaient quoi faire dans la situation actuelle, je leur avais conseillé de participer aux comités d'unité mis en place par le POI, et de préparer les conférences départementales. J'ignorais totalement que ces conférences se réduiraient à une poignée de militants autour d'une table, comme vous avez pu le constater dans le n°69 d'*Informations ouvrières*. Je pensais que ce serait davantage des meetings qui rassembleraient des centaines de travailleurs ou plus, tel n'est pas le cas apparemment, vous m'en voyez désolé. Je n'ose pas vous dire d'aller voir du côté du NPA, puisque j'ai en mémoire que la LCR n'a jamais été foutu de rassembler des travailleurs, que cela n'a jamais été son objectif, vous perdriez votre temps. Si maintenant le NPA se présentait sous un autre jour, à vous de voir en fonction des regroupements qui existent localement, je ne peux rien vous dire de plus.

Je pense qu'il ne faut pas se focaliser sur les résultats à attendre de ces comités, l'essentiel est de parvenir à engager la discussion avec des travailleurs, afin de les amener au socialisme, cela peut prendre du temps et nécessiter de multiples discussions, de participer à vos activités militantes, ce sera toujours mieux que d'engranger des signatures qui finiront à la poubelle, de vendre des journaux qui ne seront pas lus ou de collecter du fric qui ne fera qu'alimenter des appareils de bureaucrates. N'hésitez pas à vous regrouper à quelques militants de façon informelle pour mener cette activité (rédaction d'un tract, diffusion, organisation d'une réunion), si vous parvenez chacun à amener un travailleur au socialisme, vous aurez fait davantage pour notre cause que des activistes au bout d'une année.

Pour finir. Il y en a qui tentent de redorer le blason de la IIe Internationale et ses partis pourris, pas de problèmes, on va participer à la discussion qu'ils le veuillent ou non.

Parmi les oeuvres des marxistes qui figurent dans la page d'accueil du site, j'ai rajouté un texte de 20 pages de Lénine datée de 1915 *La faillite de la IIe Internationale* , à ne pas confondre avec *L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale* publié en 1916 et plus court, puisqu'il ne comporte que 5 pages, ainsi que la *Présentation de l'Internationale Communiste*, une présentation des premiers développements de l'Internationale Communiste par Mathias Rakosi, publiée à la veille du IVe Congrès dans l'Annuaire du Travail en 1923. Une bonnne introduction aux quatre premiers congrès de l'IC.

Vous trouverez un passage entier dédié au front unique. Je l'ai lu attentivement, il fut rédigé à une époque ou les partis de la social-démocratie avaient une influence énorme sur le prolétariat et ses organisations de masse, ce qui n'est plus le cas depuis belle lurette en France et dans la plupart des pays, sans oublier que les partis sociaux-démocrates ont été au pouvoir pendant des décennies en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne ou encore en Espagne notamment, et qu'ils ont eu largement le temps de montrer à la classe ouvrière qu'ils étaient bien passés de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages, et qu'il n'était plus nécessaire de passer par le front unique pour démontrer au prolétariat de quoi ils était capables et surtout de quoi ils étaient définitivement incapables : lutter au côté du prolétariat pour renverser le régime capitaliste. Il faut donc recadrer le contenu de ce passage sur le front unique en tenant compte des modifications intervenues à l'intérieur de la classe et entre les classes pour l'adapter à notre époque, sous peine de se vautrer dans le pire opportunisme qui soit

Bonne week-end à tous et bonne lecture/étude.

Les articles d'agences de presse.

Sarkozy la risée du monde ou la France un "*pays africain*" !

Jean Sarkozy a annoncé jeudi qu'il renonçait à briguer la présidence de l'Etablissement public d'aménagement de la Défense (Epad) pour échapper aux soupçons de népotisme qui pèsent sur cette promotion programmée.

"*Est-ce que j'en ai parlé au président ? Non. Est-ce que j'en ai parlé avec mon père ? Oui*", a-t-il dit. Voilà le niveau du rejeton de La Talonnette !

Jean Sarkozy, 23 ans, conseiller général des Hauts-de-Seine et étudiant en deuxième année de droit. (Reuters 22.10)

Dans un article du *Figaro* ils relataient qu'on "*se moque du « népotisme français » jusqu'en Chine et en Inde.*" (Figaro.fr 23.10)

Le modèle politique français fait-il encore rêver les ex-colonies ? «Je n'ose pas imaginer jusqu'où aurait été Nicolas Sarkozy s'il dirigeait un pays africain», ironise l'écrivain Serge Félix N'Piénikoua. Il ajoute « *Mais au fond, la France est peut-être déjà un pays africain. Un pays africain comme un autre* ». (Slate.fr 22.10)

La police se mobilise.

L'Union SGP-Unité police (fusion du SGP-FO et de l'UNSA-police), principal syndicat des gardiens de la paix et gradés, a annoncé jeudi des actions et des manifestations en novembre et décembre pour exiger des négociations sur les effectifs, les salaires, les retraites et les conditions de travail.

Pour le syndicat, "*la trêve est rompue*", et "*la colère de la base policière doit s'exprimer*". Et de prévenir: "*Au cours des mois de novembre et de décembre, l'Union majoritaire va organiser et canaliser par des actions et des manifestations le ressentiment d'un corps de métier qui estime avoir été trahi*". (AP 22.10)

Le mirage de l'auto-entrepreneur.

Selon l'indicateur de la Coface sur les défaillances d'entreprises, septembre a été très lourd (6.600 fermetures) avec une augmentation de 12% par rapport à septembre 2008, après une hausse de 15% en août.

Compte tenu de l'inertie du système, le redémarrage qui n'a pas commencé ne pourra être que progressif. Ce qui explique pourquoi le marché de l'emploi n'a pas encore touché le fond.

Bercy se félicite de la création de 424.200 entreprises depuis le début de l'année, en omettant de préciser que ce total comprend 230.600 auto-entrepreneurs - dont la moitié n'a encore procédé à aucune facturation ! (Slate 22.10)

Ils ont inventé un "*halo*" pour mieux cerner les chômeurs. A quand une auréole pour récompenser la connerie humaine ?

Se basant sur les chiffres de 2007, l'Insee constate que 770.000 inactifs de 16 à 64 ans en France souhaitaient alors travailler, mais n'étaient pas comptés comme chômeurs au sens du Bureau international du travail.

Le BIT ne prend pas en compte les personnes qui ne cherchent pas d'emploi et qui ne sont pas disponibles rapidement pour travailler. Elles constituent selon l'Institut nationale de la statistique et des études économiques un "*halo"* autour du chômage, par opposition aux inactifs qui ne souhaitent pas trouver de travail.

Au trimestre suivant, 14% d'entre elles occupaient un emploi, mais un quart étaient toujours au chômage, et un tiers ne souhaitaient plus travailler, d'après le bulletin Insee première d'octobre.

Les deux chercheuses qui se sont penchées sur le "*halo*" du chômage relèvent que le groupe est hétérogène et mouvant. D'après elles, au printemps 2008, 11% des personnes perdant leur emploi allaient vers le halo, hors statistiques. (AP 23.10)

C'est très sérieux camarades, un groupe (de chômeurs) "*hétérogène*" donc par nature difficile à cerner, "*mouvant*" donc difficile à saisir, serait pris dans une zone diffuse appelée "*halo*" dont les éléments se répandraient dans tous les sens (définition étymologique), tout cela pour finir par nous dire que ce serait davantage le critère de la recherche d'un emploi qui serait important, plutôt que la disponibilité. Bref, nos chercheurs ont semble-t-il découvert, qu'il y aurait plus de chômeurs que ne l'indiquent les chiffres officiels du ministère du chômage, sans être capable de se l'expliquer vraiment.

L'Union européenne : la dictature des multinationales.

La France, l'Autriche et l'Irlande enfreignent le droit communautaire en fixant le prix minimum des cigarettes à la place des fabricants et importateurs, estime l'avocate générale de la Cour européenne de justice (CEJ), saisie par la Commission européenne.

"*Ces réglementations nationales sont contraires à la directive (européenne) 95/59/CE dans la mesure où elles entravent la liberté de détermination des prix du fabricant et compromettent ainsi la libre concurrence*", a déclaré l'avocate générale, Jullianne Kokott, citée dans un communiqué du service de presse de la CEJ. (AP 22.10)

Le 24 octobre

Vous trouverez plus loin un extrait de *La faillite de la IIe Internationale* de Lénine (1915), qui peut servir de base de réflexion sur la situation en France. On remplacera la guerre par la crise pour tenir compte du changement de contexte entre 1915 et 2009.

A la lecture de ce passage, on en déduira que nous ne sommes pas en présence d'une situation révolutionnaire. Gluckstein avait avancé qu'on pouvait la qualifier de pré-révolutionnaire, je l'avais réfuté parce que j'estimais que la plupart des conditions objectives n'étaient pas réunies pour la caractériser ainsi, cela se discute.

Plusieurs mois ont passé depuis. Si l'on constate bien des fissures au sommet de l'Etat, on ne peut pas avancer qu'il y aurait une crise politique des classes dominantes à proprement parlé. Quant à l'aggravation des conditions d'existence des masses, elle ne touche pas la majorité d'entre elles qui disposent encore de réserves pour continuer à "*vivre comme avant*" la crise. Pour terminer, on ne voit pas très bien comment les masses pourraient s'engager aujourd'hui "*vers une action historique indépendante*", à ne pas confondre avec leur résistance qui correspond à leur refus de payer les conséquences de la crise du capitalisme, entre leur refus d'une certaine fatalité et le fait qu'elles seraient portées à agir plus ou moins consciemment dans l'espoir de pouvoir changer la société, ce qui n'est évidemment pas le cas.

J'ai été interpelé par le reportage sur le Pakistan dont je vous ai parlé hier. Quand le Pakistan est devenu champion du monde de cricket, le sport national dans ce pays, la foule en liesse est descendue dans la rue, on a assisté à un délire collectif où la population scandait des slogans nationalistes, pendant un bref moment les Pakistanais semblaient réconciliés avec leur pays que la plupart détestent en temps normal.

Les journalistes ont interviewé plusieurs personnes, dont des jeunes qui ont expliqué que cette coupe du monde leur redonnait espoir, qu'ils étaient prêts à se raccrocher à n'importe quoi pour reprendre

espoir, car sans espoir leur vie était littéralement infernale, certains ont même précisé que ce n'était pas trop la victoire du Pakistan qu'ils célébraient, mais plutôt l'espoir que tout était à nouveau possible au Pakistan puisqu'un pays en proie à tant de problèmes pouvaient dominer les pays les plus riches comme la Grande-Bretagne, etc.

En entendant ces propos, je peux vous dire que ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, j'ai attrapé la balle au bond et je me suis fait cette remarque : c'est bien sûr, c'est ce que je n'arrête pas de me dire, c'est exactement la conclusion à laquelle j'étais arrivé à propos de la situation en France, c'est la clé qui permet de penser ou de se convaincre que tout est possible, qu'il doit bien exister un moyen de s'en sortir, qu'il existe une issue politique, du coup parmi les masses de nombreux travailleurs sont prêts à écouter notre discours révolutionnaire, les masses elles-mêmes peuvent se surpasser et se soulever...

Sur le terrain de la lutte des classes, une fois que cet espoir rejaillit, reste à lui donner un contenu politique pour l'orienter dans la bonne direction, c'est évidemment le plus difficile à réaliser tant le mouvement ouvrier est englué dans le réformisme ou l'opportunisme. D'une certaine manière, cela démontre encore une fois que les masses sont en avance sur les partis qui s'en réclament.

Populariser le socialisme, le rendre accessible aux masses, leur démontrer qu'il est la seule alternative au capitalisme, qu'on leur a menti au sujet du socialisme, c'est possible, chacun peut s'y atteler si les partis ouvriers ne veulent pas avancer dans cette direction. Ils seront forcés d'y venir un jour ou l'autre, je mets le pluriel, alors que je sais pertinemment qu'en réalité un seul parti en sera capable, car il ne peut pas y avoir deux partis sur une ligne politique correcte, auquel cas ils ne formeraient qu'un seul parti ou l'un des deux n'aurait pas une ligne politique correcte, qu'on le veuille ou non.

Réfléchissez bien à cela camarades, c'est très important. Vous me direz que c'est tout réfléchi, puisqu'aucun parti n'entend pour le moment populariser le socialisme. Vous avez raison, disons que cela vaut pour la suite, et puis vous savez, aucun parti ou dirigeant n'est parfait, pas plus que les militants dont je fais partie. Si je prends mon cas personnel, certes je polémique avec différents partis, mais c'est avant tout parce que je suis exigeant et non par intention prédéterminée de nuire à tel ou tel parti, je fais la part des choses ou tout du moins j'essaie.

Pourquoi ne pas rédiger des feuillets de 4 pages ou plus en direction de toutes les classes exploitées et de la petite-bourgeoisie, dans lesquelles on leur montrerait les bienfaits qu'ils peuvent attendre du socialisme ? Pas en des termes politiques, mais comme je l'ai fait à plusieurs reprises dans des causeries. C'est très facile à réaliser, en un mois un parti peut le proposer à toutes les catégories de producteurs, ouvriers, employés, techniciens, cadres ou ingénieurs, lycéens, étudiants, enseignants, agriculteurs, éleveurs, pécheurs, commerçants, artisans, membres des professions libérales (médecins, avocats, etc), petits-patrons, artistes ou comédiens, intellectuels, etc.

On pourrait imaginer à côté une brochure très simple mais cohérente et sérieuse qui traiterait les questions purement économiques sans entrer dans des détails techniques, il y figurerait évidemment la confiscation des centaines de milliards des capitalistes et la planche à billets, cela nécessiterait de bien cadrer notre sujet : on ne partirait plus de la logique du profit mais des besoins de la population pour produire...

On pourrait expliquer quel changement interviendrait dans la vie quotidienne de l'ensemble de la population à l'exception des classes exploiteuses. Par exemple, on mettrait fin à l'anarchie qui règne actuellement, qui fait qu'une secrétaire ou une vendeuse qui habite dans la banlieue nord de Paris va travailler dans une entreprise située dans la banlieue sud, alors que le même genre d'entreprise existe

à deux pas de chez elle.

A part, on ferait figurer l'ensemble des mesures sociales que prendraient un gouvernement socialiste et qui concerneraient la majorité de la population, sur la retraite, la Sécu, l'école, les services publics, le logement, les prix, etc.

Une fois seulement qu'on leur aurait présenté ces différentes facettes du socialisme, on pourrait leur expliquer comment on compte s'y prendre sur le plan politique : la constuction du parti, se préparer à la prise du pouvoir, ne pas leur cacher que ce ne sera pas une partie de plaisir, mais que plus on sera nombreux au départ à se lancer à l'assaut du régime et moins les risques de guerre civile seront grands, qu'il faudra en passer par une période délicate et des sacrifices pour vaincre, mais qu'on n'a pas le choix, que ce sont nos ennemis qui en sont responsables d'où la nécessité de les neutraliser et les désarmer le plus rapidement possible...

Pour le moment de quoi dispose-t-on comme matériel pour populariser le socialisme ? Rien, absolument rien, on ne peut pas prétendre les amener au socialisme à partir d'un programme politique, pourquoi pas à partir du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engel ou le *Programme de transition*, il faut être sérieux.

Nos dirigeants devraient réfléchir à ma proposition, on pourra s'étonner qu'ils n'y aient pas pensé eux-mêmes, peu importe. Au lieu de gaspiller des centaines de milliers d'euros dans des activités qui ne débouchent finalement sur rien, ils feraient bien d'investir dans la réalisation de ces brochures qui seraient distribuées en masse.

Les masses se sont détournées de la politique nous dit-on, elles n'ont confiance dans aucun parti, elles s'imaginent que le socialisme a fait faillite en URSS, elles identifient le communisme aux régimes chinois, vietnamien, cubain ou nord-coréen, le socialisme se résumeraient pour elles à une aventure ou une utopie qui aurait mal tournée : prouvons-lui le contraire et pour cela mettons-y les moyens !

Les classes dominantes conduisent leur propagande à l'aide de puissants médias, faisons la démonstration qu'on peut les battre sur ce terrain avec nos propres moyens, et puis toutes ces brochures seraient évidemment disponibles gratuitement sur Internet, cela pourrait avoir un impacte colossale.

Comment pourrait-on affirmer que cela ne marcherait pas, puisqu'on ne l'a jamais essayé ? Autre avantage, là au moins on serait sûr de s'adresser à la totalité du prolétariat. Ce serait un outil formidable pour élever sa conscience de classe. Pendant qu'on y est, traduites dans différentes langues et adaptées aux différents pays, ces brochures pourraient servir de base à de nombreux partis dans le monde pour construire l'Internationale. Je suis très sérieux en écrivant cela, ce n'est pas un truc que je balance à l'aveuglette.

Vous vous souvenez peut-être de la présentation que j'avais faite l'autre jour du socialisme en direction de plusieurs couches de travailleurs, c'était très bref il est vrai, dites-moi franchement quel travailleur dans ce pays n'aurait pas pu en comprendre le contenu tellement elle avait été écrite simplement, quel travailleur n'aurait pas envie d'y adhérer immédiatement ?

Voici l'extrait de Lénine.

"Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une

façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici :

1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; crise du "sommet", crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore que "le sommet ne le puisse plus".

2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes "pacifiques", mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le "sommet" lui-même, vers une action historique indépendante.

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire.

(...)

Pourquoi ? Parce que la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité, en ce qui concerne la classe révolutionnaire, de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne "tombera" jamais, même à l'époque des crises, si on ne le "fait choir".

Telle est la conception marxiste de la révolution, conception maintes et maintes fois développée et reconnue indiscutable par tous les marxistes et qui, pour nous autres Russes, a été confirmée avec un relief tout particulier par l'expérience de 1905."

(...)

"Cette situation se maintiendra-t-elle encore longtemps et a quel point s'aggravera-t-elle ? Aboutira-t-elle à la révolution ? Nous l'ignorons, et nul ne peut le savoir. Seule l'expérience du progrès de l'état d'esprit révolutionnaire et du passage de la classe avancée, du prolétariat, â l'action révolutionnaire le prouvera. Il ne saurait être question en l'occurrence ni d'"illusions" en général, ni de leur effondrement, car aucun socialiste ne s'est jamais et nulle part porté garant que la révolution serait engendrée précisément par la guerre présente (et non par la prochaine), par la situation révolutionnaire actuelle (et non par celle de demain). Il s'agit ici du devoir le plus incontestable et le plus essentiel de tous les socialistes le devoir de révéler aux masses l'existence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer l'ampleur et la profondeur, d'éveiller la conscience et l'énergie révolutionnaires du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens."

L'info en bref.

Droit d'asile en France : pour les dictateurs et les complices de génocides de préférence.

Recherché par Interpol et soupçonné d'avoir participé au génocide de 1994 au Rwanda, son pays d'origine, Eugène Rwamucyo travaillait sans être inquiété à l'hôpital de Maubeuge depuis mars 2008. Il aurait bénéficié d'appuis en haut lieu pour régulariser sa présence en France.

C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre Thierry Lazaro, député UMP du Nord, qui a admis avoir intercédé en faveur de ce réfugié un peu particulier. La journaliste de Nord-Eclair qui a révélé l'étendue de ses faveurs en haut lieu explique :

« *Lazaro m'a dit avoir été jusqu'au directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur après 2005, pour obtenir des papiers pour Eugène Rwamucyo.* »

Or à cette époque, c'est bien Claude Guéant qui exerçait les fonctions de directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy.

Aujourd'hui âgé de 50 ans, l'homme n'est pourtant pas un inconnu : une instruction judiciaire a été ouverte contre lui en février 2008 concernant son rôle lors du génocide rwandais de 1994 qui fit plus de 800 000 morts, en seulement trois mois, dans ce petit pays de l'Afrique des Grands Lac.

Son nom est également plusieurs fois cité dans des ouvrages de référence peu susceptibles d'être accusés de partialité :

L'historien André Guichaoua, spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs rappelle ainsi dans son livre « *Rwanda 1994, les politiques du génocide à Butare* » (Karthla 2005) que ce médecin installé à Butare, ville au sud du Rwanda, coordonnait le Cercle des républicains universitaires, cercle d'intellectuels « *regroupant les extrémistes hutus les plus actifs* ». Il aurait également fait « *évacuer, c'est-à-dire massacrer pour la plupart* » les Tutsis qui s'étaient réfugiés dans l'enceinte de l'hôpital universitaire de la ville, dans l'espoir d'échapper aux tueries.

Une autre enquête de référence (« Aucun témoin ne doit survivre », Alison Des Forges et Human Rights Watch/ Fidh, Karthala, 1999) l'accuse d'avoir participé à plusieurs réunions « *de planification du génocide* » et d'avoir incité ses compatriotes « *à continuer le travail* », c'est-à-dire les massacres, lors d'une réunion en présence de Jean Kambanda, Premier ministre du gouvernement intérimaire qui orchestra le génocide de 1994.

Après la chute du régime génocidaire, Rwamucyo se retrouve en Côte d'Ivoire où le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) lui refuse une première fois le statut de réfugié en raison des soupçons qui pèsent contre lui.

Même rejet en 2002, après son arrivée en France où il se retrouve débouté de sa demande par l'Ofpra puis la Commission des recours.

Parmi les raisons invoquées par cette instance pour lui refuser l'asile : « sa participation en 1994 à plusieurs réunions de planification du génocide rwandais » est clairement évoquée.

Malgré ces faits accablants, Eugène Rwamucyo a bénéficié d'une totale impunité depuis son arrivée en France. Bien plus il se révèle très actif, participant à différents colloques ou conférences qui dénoncent l'actuel régime de Kigali. Tout en militant pour une relecture du génocide rwandais.

En mai 2006, Eugène Rwamucyo aura même droit à un grand portrait dans la presse régionale où il fait figure d'« *immigré modèle* », dans lequel l'ancien médecin rwandais, interviewé au sujet des

nouvelles lois sur l'immigration choisie (Nord-Eclair du 21/22 mai 2006), s'exclame :

« *Quand j'écoute les grands principes de la loi, je me dis que la carte "talents et compétences", c'est pour moi !* »

Déjà à l'époque Rwamucyo ne cachait pas les soutiens dont il avait bénéficié : « Il demandait l'asile territorial, on lui a promis plus : une carte de séjour libellée à son nom », soulignait l'article du quotidien régional.

Alors pourquoi a t-il fallu attendre qu'une infirmière découvre par hasard en octobre 2009, le passé d'Eugène Rwamucyo pour que le scandale éclate et que le directeur de l'hôpital de Maubeuge procède samedi dernier a une suspension conservatoire en attendant l'issue de l'affaire ?

L'affaire Rwamucyo et les faveurs dont il a bénéficié semblent en tout cas avoir réveillé les curiosités : dans son édition de mercredi, le quotidien Sud-Ouest évoque le cas de Sosthène Munyemana, qui ressemble fortement à celui du médecin de Maubeuge.

D'ailleurs les deux hommes se connaissent : ils sont tous les deux médecins, tous les deux ont vécu à Butare où ils ont fait partie des mêmes cercles extrémistes.

Comme Rwamucyo, Sosthène Munyemana a été débouté du droit d'asile et fait l'objet d'une instruction judiciaire en France. Et lui aussi travaille dans un hôpital, à Villeneuve-sur-Lot. Sans jamais avoir été inquiété par les autorités françaises.

Reste que pour Eugène Rwamucyo, il est peut-être déjà trop tard : mardi, on apprenait que la Belgique (où il est désormais domicilié, non loin de la frontière) venait de lui accorder une carte de séjour au nom du regroupement familial.

« *La France peut encore demander son extradition* », souligne Alain Gauthier. Un vœu pieux ? A moins qu'Eric Besson se charge du dossier de ces immigrés si encombrants… (Rue89 22.10)

Etats-Unis. La course au record continue.

Plus de 100 établissements bancaires ont disparu cette année aux Etats-Unis, après les défaillances de quatre petites banques de Floride et Géorgie, fermées vendredi par les régulateurs fédéraux. (AP 23.10)

Grande-Bretagne. Retard à l'allumage.

L'annonce vendredi d'un sixième trimestre consécutif de contraction du PIB au Royaume-Uni, du jamais vu depuis le début des statistiques en 1955.

Prenant de court tous les économistes, l'Office national de la statistique a annoncé un recul de 0,4% du produit intérieur brut, après une baisse de 0,6% les trois mois précédents.

Sur un an, la baisse de la richesse nationale atteint 5,2%.

La production industrielle a diminué de 0,7% sur la période, portant son recul sur un an à 10,4%, tandis que l'activité dans le secteur des services s'est contractée de 0,2% au troisième trimestre.

En France et en Allemagne, les économistes d'Exane BNP Paribas estiment que la reprise est alimentée à la fois par les mesures de soutien public - prime à la casse automobile, transferts sociaux -, par le cycle de stocks et par le redressement progressif du commerce international, tandis que l'endettement des ménages est contenu.

A l'inverse, le Royaume-Uni pâtit d'un endettement des ménages qui représente 170% du revenu disponible, et la crise immobilière y a été plus forte.

Face à ces chocs, le gouvernement a misé sur la consommation en abaissant la TVA tandis que la Banque d'Angleterre se lançait dans des injections massives de liquidités sur le marché.

"*L'ajustement est plus douloureux au Royaume-Uni puisque les ménages vont avoir à se désendetter et cela pénalise la consommation*", confirme Laurent Bilke, économiste chez Nomura à Londres. "*C'est un facteur qu'on ne retrouve pas dans des proportions comparables en France et en Allemagne*".

L'Allemagne au contraire risque de pâtir de l'arrêt de sa prime à la casse automobile début septembre, tandis qu'en France la consommation sera fragilisée par la montée du chômage et le retour de l'inflation.

Selon Exane BNP Paribas, le contraste actuel des deux côtés de la Manche est finalement conforme aux récessions passées.

Ses économistes ont calculé que, au pire de la récession de 1973-1975, le PIB britannique a baissé de 3,3% par rapport à son niveau d'avant-crise. La baisse du PIB a représenté 4,6% pour la récession de 1980-1981 et 2,5% pour celle de 1990-1991.

L'Allemagne avait connu davantage de récessions avant celle de 2008-2009, mais avec une intensité moindre (au maximum une baisse de 2,4% du PIB en 1974-1975).

En France, la baisse la plus forte du PIB a été de 1,0% lors du choc pétrolier de 1974-1975, et il n'y a eu alors que deux trimestres de contraction contre cinq en Allemagne et huit au Royaume-Uni. (Reuters 23.10)

Uruguay. Quand un dictateur passe par la case prison.

Le dernier dictateur uruguayen Gregorio Alvarez a été condamné à 25 ans de prison jeudi pour 37 homicides commis pendant le régime militaire de 1973 à 1985, dans le cadre d'opération menée sur tout le continent sud-américain baptisée "Opération Condor". (AP 23.10)

Le 25 octobre

Un complément.

Les titres des derniers articles de Mondialisation.ca que j'ai mis en ligne dans le dossier Vieux monde.

L'info que j'ai mise dans le bandeau défilant ne provient pas de n'importe qui, Paul Craig Roberts fut

ministre des Finances adjoint dans l'administration Reagan, on ne peut donc pas vraiment le cataloguer parmi les anti-impérialistes au premier abord. Cependant, force est de constater que même ce genre de personnes finissent par se poser des questions inquiétantes sur l'existence du capitalisme, c'est pour dire à quel point le vieux monde a basculé le 11 septembre 2001 vers le chaos et la barbarie généralisé à l'échelle de l'humanité.

Je vous conseille vivement de lire ces articles, vous apprendrez assurément des choses étonnantes, effrayantes en vérité.

- La reprise économique est une illusion - La BIS annonce les futures crises

- Les États-Unis rejoignent les rangs des États en faillite

- Iran, Pakistan et Baloutchistan

- Abandon du bouclier antimissiles, ou redistribution des tâches et des coûts au sein de l'OTAN ?

- Guerres « *humanitaires* », les nouvelles croisades

- L'Union européenne manifeste un haut degré de machiavélisme

Le PG dans la déclaration de son Conseil National du 24 octobre écrit tout et son contraire pour qui sait lire :

"*Nous proposerons une politique cohérente, applicable dans le champ de compétences légales des régions, changeant réellement la vie des citoyens, l'exercice de la démocratie et modifiant le rapport de force avec les mécanismes de l'économie capitaliste en région.*"

Comment peut-on prétendre "*changer réellement la vie des citoyens*" tout en respectant le "*le champ de compétences légales des régions*", "*modifiant le rapport de force avec les mécanismes de l'économie capitaliste*", alors que le premier relève de la constitution de la Ve République et le second des fondements du capitalisme, sans liquider la Ve République et sans remettre en cause les fondements du capitalisme ? Impossible ! Une farce cynique en vérité !

La seule cohérence qui ressort de ce galimatias : le changement dans la continuité sous la Ve République et le régime capitalisme ! Ils le disent eux-mêmes :

"*Nous voulons gouverner notre pays. Pourquoi ne voudrions-nous pas diriger une région ?*", on ne peut être plus clair. La seule chose qui les intéresse, les places à prendre et les prébendes qui vont avec.

Quant à son "*indépendance*" vis-à-vis du PS, là aussi c'est sans appel :

"*Nos listes s'engageront sans ambigüité sur le principe du rassemblement contre la droite au 2ème tour. C'est ce que nous nommerons des « fusions démocratiques » composées proportionnellement aux résultats du premier tour. Elles s'opéreront autour de la liste arrivée en tête : la nôtre, celle d'Europe écologie ou celle du PS.* ".

Ils doivent bien se marrer à l'UMP, vous ne pensez pas, appeler à voter PS ou Europe écologie pour "*battre la droite*" ?

Si l'essentiel n'était pas de permettre au prolétariat d'identifier facilement ses annemis pour mieux les combattre, on se prendrait à rêver du succès du Front de gauche, car cela foutrait à coup sûr un sacré bordel au sein des institutions, le problème c'est que ce seraient les masses qui en seraient les principales victimes, avant que les réacs professionnels ne reprennent la main et matraquent le mouvement ouvrier, si ce n'est dans un bain de sang.

La causerie de ce matin.

On est le week-end, on essaie de se détendre un peu, c'est presque devenu un luxe !

Mon épouse Magueswary m'a téléphoné hier soir. Parmi les sujets de conversation qu'elle a abordés, j'en ai retenus deux.

Le premier, elle m'a expliqué que pour renouveler sa carte d'identité, on lui demandait un tas de papiers, notamment un acte de naissance, ce qui est complètement dingue puisqu'elle est de nationalité française depuis 1993, soit depuis 16 ans, document que les autorités ne demandent pas à un Français d'origine. Elle a la fâcheuse impression d'être une étrangère en France qui aurait quelque chose à cacher. Je lui ai dit que ce document n'était pas obligatoire et que son passeport suffisait.

Le second, elle m'a dit qu'elle avait été recrutée comme bénévole à mi-temps par les Resto du coeur, qu'elle était affectée à la distribution des vêtements et qu'en échange du temps qu'elle consacrait à cette association, elle avait le droit de se servir en vêtements. Jusque là, rien à dire, elle fait ce qu'elle veut, elle m'a dit qu'il fallait bien qu'elle s'occupe puisqu'avec son statut d'handicapé et sa santé précaire elle ne pouvait pas travailler. Pourquoi pas, elle a ajouté qu'elle faisait cela avec le "*coeur*" et que c'était indispensable pour continuer à vivre, elle ne manque pas d'humour quand on sait qu'elle survit grâce à deux prothèses cardiaques qui peuvent lâcher à tout moment et entraîner sa mort immédiatement. Quelle combattante ! Le plus intéressant c'est la suite.

Elle m'a dit qu'elle était scandalisée en voyant ce que les gens jettent et que l'association récupère, des vêtements et des objets en tous genres en parfait état qui valent chers. Elle m'a dit que les gens étaient encore trop riches pour faire de la politique. Bravo, elle a vu juste ! La situation ne se réduit pas à l'obstacle des appareils, il n'y a que les furieux dogmatiques pour encore nous servir ce genre de balivernes. Sa réflexion m'a interpelé, j'y ai réfléchi, je me suis demandé ce que cela recouvrait et comment cela se traduisait sur le plan politique.

La majorité de la population dispose encore de réserves pour amortir les conséquences des contre-réformes entreprises par les différents gouvernements au cours des dernières années, y compris les mesures antisociales qui ont été prises par Sarkozy depuis qu'il a été élu. Les travailleurs ou plutôt les familles pauvres ne sont encore qu'une minorité dans la société, même si leur nombre ne cesse d'augmenter. Lorsque le gouvernement décide de s'attaquer à un de nos acquis ou droit social, soit les plus pauvres ne sont pas concernés, soit ils sont concernés au même titre que le reste de la population, dans ce cas-là ils deviennent encore plus pauvres, tandis que la majorité peut encore amortir le choc, une minorité seulement va se prolétariser ou rejoindre les rangs des travailleurs pauvres. Le gouvernement et les appareils s'appuient sur la majorité silencieuse qui a encore les moyens de se payer des vacances ou de changer de bagnole tous les trois ans, et le pire ou le plus malheureux, c'est que tous les partis ouvriers leur emboîtent le pas.

Le gouvernement pas ses mesures réactionnaires vise les classes et les couches qui disposent encore de revenus confortables, il le sait pertinemment et ne frappe pas à l'aveuglette, on ne peut pas dire que cela les laisse totalement indifférente, mais on ne peut pas dire non plus qu'elles trouvent là

prétexte à se mobiliser, sinon cela se verrait. Toutes les mesures qui frappent l'ensemble de la population sans distinction, par exemple la hausse des prix, enfoncent davantage les couches les plus pauvres du prolétariat dans la misère et le désespoir, or ce sont justement les couches qui n'intéressent ni les syndicats ni les partis ouvriers, elles sont tout juste bonnes à être livrées aux religieux ou à faire la une des faits divers, ce qui est contraire à l'esprit du mouvement ouvrier et pour tout dire honteux, scandaleux.

Je n'ai adressé aucun reproche à Magueswary d'avoir rejoint cette association, de même que je n'ai rien à redire au fait qu'elle se rend à l'église chaque semaine à défaut de temple, elle prie pour que la révolution nous délivre du cauchemar du capitalisme, je ne déconne pas, ce sont ses termes. De quel droit je devrais me permettre de lui faire la leçon quand on voit de quelle manière infâme se conduisent tous les partis et syndicats, de quel droit ? Elle croit avoir compris en partie pourquoi les gens ne bougeaient pas, ce sont encore ses termes, alors qu'elle a aucune conscience politique, plus tout à fait d'ailleurs, la preuve. Elle prie sincèrement pour le salut des pauvres, c'est mieux que les traiter avec indifférence ou condescendance ou encore de leur cracher à la gueule, non ? Je ne la juge pas, je n'en ai pas le droit, même si je ne partage évidemment pas sa manière de voir les choses, l'essentiel et j'arrêterai là, c'est qu'elle a choisi son camp et qu'elle en a conscience, c'est déjà pas mal quand on sait d'où elle vient. J'aurais préféré qu'elle se rende utile auprès d'un parti ouvrier, elle n'aurait rien trouvé à y redire, elle n'a plus que le mot "*révolution*" à la bouche la malheureuse, mais comme c'est totalement impossible, en attendant elle se rend utile à sa manière, elle s'est même faite une copine de 92 ans à qui elle rend service et qui est dans une situation pire que la sienne.

Cela pour dire que je n'ai aucun mal à suivre le chemin que je me suis tracé, en me fouttant pas mal de ce que peuvent penser les uns et les autres. Il y en a qui sont fiers de leur progéniture, il y en a qui sont fiers d'être nés dans une famille de "gauche", cet amour-propre mal placé m'est étranger, je me contente de partager ma vie avec quelqu'un qui certes ne me ressemble pas sur bien des aspects, mais qui au bout du compte vaut bien autant ou mieux que ceux qui défendent uniquement les intérêts des couches supérieures du prolétariat, de l'aristocratie ouvrière et de la petite-bourgeoisie, le fond de commerce de tous les partis et syndicats qui prétendent défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière, tout en préservant le régime.

Pour finir, elle m'a dit qu'elle était très inquiète, car elle se demandait ce que j'allais bien pouvoir faire en France, que je ne pourrais pas travailler... Les patrons ne me manquent pas, j'en ai eu suffisamment dans le passé ! Je ne suis pas encore rentré en France, cela fera bientôt 8 ans que je n'y ai pas mis les pieds, certains jours cela me manque et d'autres plus nombreux franchement non quand je vois où nous en sommes, je serais peut-être plus utile en restant en Inde ; j'ai peut-être l'inconvénient d'être détaché du terrain, mais j'ai l'avantage de ne pas subir la pression permanente de la situation, c'est plus facile de prendre du recul sur les événements pour les analyser tranquillement. Et puis je ne sais pas si j'aurais la force de supporter tous les bavards qui ont toujours raison ! On verra bien en temps utile quelle décision prendre. Je ne me suis jamais pris pour ce que je n'étais pas donc je ne vais pas commencer aujourd'hui, et je n'ai pas l'intention de me sacrifier pour des prunes, bien que je sacrifie déjà tout mon temps à tenir ce site Internet depuis plus de 5 ans.

J'ai mis en ligne la déclaration du NPA du 22 octobre, je la commenterai peut-être demain, en attendant j'ai relevé ces passages croustillants, le premier n'est pas très français :

"*Si bon nombre « d'affaires » qui se multiplient en cette rentrée ont leur fonction d'écran des problèmes réels, le népotisme, l'arbitraire et l'hyper autoritarisme du pouvoir de la droite, fonctionnent à plein, il est vrai permis par le fonctionnement des institutions de la Ve République.* "

On ne dit pas "*ont leur fonction d'écran*", mais font fonction d'écran ou remplissent une fonction

d'écran, c'est difficile d'écrire deux pages correctement pour des universitaires bardés de diplômes, passons. De plus, ces affaires comme ils disent, ne remplissent pas un rôle d'écran, ce sont les médias qui s'en servent ainsi, en réalité elles sont l'expression inévitable de la décomposition du régime. Chut, c'est un sujet tabou ! Lire la suite ci-dessous.

C'est presque à regret qu'ils évoquent du bout des lèvres les institutions, on les excusera, c'est si rare ! Au fait, on appelle cela le bonapartisme, la dictature du capital à laquelle on opposera la dictature du prolétariat ou la classe élevée au rang de classe dominante et détenant tous les pouvoirs. Ils se font violence en se souvenant qu'il y a encore des institutions dans ce pays, et encore notez bien, à la marge, à la page des faits divers !

Eux aussi au NPA, ils ne doivent pas effrayer leurs partenaires ou les différentes composantes de leur parti pour le moins hétéroclite. On n'a même pas besoin de se demander "*comment comprendre*" ! On en rigolerait presque si la situation n'était pas aussi dramatique pour des millions de travailleurs et leurs familles. Leurs histoires d'élections et leurs manoeuvres d'appareils sont franchement indécentes et nous emmerdent !

Au fait, la manifestation pour la défense de La Poste : à la trappe ! ; La mobilisation unitaire et nationale contre les licenciements : à la trappe. Pourquoi ? Réponse : "*l'absence de stratégie de mobilisation de la part des principales directions syndicales pèse lourd dans la situation*", tiens donc, eux aussi ils ne sont bons qu'à commenter la situation ou dresser un constat (de façon erronée), la preuve, ils ne doutent de rien : "*Si les régionales permettaient d'avancer en ce sens, alors nous aurions fait un grand pas*", avec cela nous voilà bien avancés camarades, on baigne décidément en plein aventurisme !

Les infos en bref.

C'est un ordre !

Les enseignants sont des fonctionnaires qui doivent appliquer les circulaires. Les ministres et autres conseillers du prince sont des intellectuels, à la fois penseurs et idéologues, qui peuvent décider de ce que l'on met dans les programmes scolaires.

Telle est la vision - très hiérarchique - d'Henri Guaino, le conseiller spécial de l'Elysée. Interrogé mardi sur l'hostilité de certains enseignants à faire lire dans les lycées, chaque 22 octobre, la lettre de Guy Môquet, militant communiste fusillé par les Allemands le 22 octobre 1941, il répondit crûment sur France Info : «*Enseignant, ce n'est pas une profession libérale mais une profession de fonctionnaire. Les enseignants ont un devoir : faire leur métier, donc obéir aux directives.*». Et de marteler que la lecture de cette lettre est «*obligatoire*». (Libération 23.10)

On ne touche pas à l'opium du peuple !

Les députés français, poursuivant l'examen du budget 2010, ont finalement décidé samedi de ne pas revenir sur les avantages fiscaux dont bénéficient les sportifs professionnels, notamment les footballeurs.

A la demande du gouvernement, un amendement UMP a été retiré qui supprimait une mesure fiscale permettant aux sportifs d'atténuer la progressivité de l'impôt en "lissant" leurs revenus sur les trois ou cinq dernières années.

"*Le sport business commence à écoeurer les Français*", a défendu Philippe Meunier, l'un des 140 élus UMP signataires de l'amendement, qui avait été adopté par la commission des Finances de l'Assemblée nationale avec le soutien de l'opposition.

"*Alors que nombre de salariés de notre pays subissent de manière directe ou indirecte les effets de la crise, les rémunérations des sportifs professionnels atteignent des niveaux disproportionnés*", peut-on lire dans l'exposé des motifs de l'amendement.

"*Dans cette période de crise économique, ces niveaux de rémunération et, plus encore, ces avantages fiscaux et sociaux qui leur sont octroyés de manière injustifiée, sont choquants*", ajoutent les députés.

Mais le gouvernement s'est opposé à cet amendement et a obtenu son retrait samedi.

"*Il ne faut pas légiférer sous le coup de l'émotion*", a dit en séance Eric Woerth, ministre du Budget, en présence de la secrétaire d'Etat aux Sports, Rama Yade, venue spécialement suivre le débat.

Didier Migaud, président socialiste de la commission des Finances, est venu au secours du gouvernement, avançant un argument constitutionnel.(Reuters 24.10)

Que le PS soit encore plus réactionnaire qu'une partie des députés de l'UMP et monte au créneau pour soutenir le gouvernement n'a rien de surprenant, c'est la même boutique, il n'y a que l'enseigne qui change.

Grande-Bretagne.

Environ 5.000 personnes ont manifesté samedi dans le centre de Londres pour demander le retrait des forces britanniques d'Afghanistan.

Parmi les manifestants figurait le caporal Joe Glenton, qui doit être jugé par une cour martiale pour avoir refusé de retourner sur le front. Glenton, 27 ans, a déclaré devant la foule que la présence britannique en Afghanistan ne se justifiait pas. (AP 24.10)

Arabie saoudite. Monarchie et barbarie.

Une journaliste saoudienne a été condamnée à 60 coups de fouet par un tribunal de Djeddah pour avoir participé à une émission de télévision lors de laquelle un homme a publiquement parlé de sexe, sujet tabou dans ce royaume musulman ultraconservateur.

L'homme qui a parlé de sexe pendant cette émission, Mazen Abdul-Jawad, a, lui, été condamné par le même tribunal il y a quelques jours à cinq ans de prison et 1.000 coups de fouet pour avoir évoqué une vie sexuelle apparemment riche et montré des accessoires, floutés par la chaîne de télévision. (AP 24.10)

Le 26 octobre

Complément à la causerie de ce matin que vous trouverez plus loin.

Il y a huit jours environ dans une causerie, j'avais indiqué qu'on pouvait peut-être se servir des propos

contradictoires de N. Hulot et Y. Arthus-Bertrand, et bien c'était une erreur. Pour tout vous dire, j'ignorais totalement jusqu'à dimanche après-midi quelle proportion avait pris la propagande en faveur du "*capitalisme vert*", cette nouvelle mouture du néo-capitalisme. Je m'en explique.

Vous savez que je vis en Inde à 10.000 kms de la France, je n'ai pas remis les pieds dans ce pays depuis juin 2002, je ne suis abonné à aucun journal ou magazine et je n'ai franchement pas le temps d'aller à la bibliothèque de l'Alliance française de Pondichéry pour en emprunter, d'ailleurs je n'avais pas renouvelé mon abonnement en 2009, de plus, je ne capte aucune radio française, pour tout moyen d'information, je dispose de TV5Monde Asie par l'intérmédiaire d'une parabole, quant à Internet, je vous avoue que je ne m'en suis jamais servi pour me pencher sur la question environnementale, pas le temps.

Aucun camarade ne m'a envoyé de courriel pour m'inviter à corriger mon erreur ou me pencher plus à fond cette question qui pour moi demeurait secondaire, je vais vous dire pourquoi.

Je reçois bien Informations ouvrières chaque semaine depuis 8 ans, et à ma connaissance le PT, puis le POI, n'ont jamais consacré un grand intérêt à la façon dont cette question était traitée en France, aucune page spéciale, aucun dossier particulier, bref, je n'étais pas censé deviner que cette question avait pris une telle proportion en dehors des conférences internationales et des prises de position des uns et des autres relayées par les médias.

J'en étais resté à Ushuaïa, à l'exposition de Y. Arthus-Bertrand aux abords du jardin du Luxembourg à Paris, à ses photos et son dernier Home, sans oublier le Grenelle de l'environnement de Sarkozy, le rôle qu'a joué la liste Europe écologie aux dernières élections européennes et tout dernièrement la taxe carbone.

Cependant je pensais à tort que cette question était restée marginale. Je savais bien que la fondation d'Hulot était directement ou indirectement financée par TF1, j'ignorais qu'il bénéficiait grâcieusement de financement de toute une flopée de multinationales. Je ne pouvais pas deviné qu'ils passaient leur temps dans les allées du pouvoir, qu'on les voyait toutes les semaines à la télé, qu'ils étaient omniprésents dans la presse, c'est seulement cet dimanche 25 octobre que je me suis rendu compte de l'ampleur que cette question avait prise grâce à un camarade qui m'a envoyé l'adresse d'un portail critique sur l'action d'Hulot et son équipe (http://www.pacte-contre-hulot.org). J'ai manqué de curiosité ou je n'ai pas été suffisamment vigilant.

Ils nous refont le coup du néo capitalisme, comme au début des années 90, mais cette fois le capitalisme serait "*vert*", donc plus acceptable au moment ou sévit la plus formidable crise de l'histoire du capitalisme, à croire qu'ils n'étaient pa capables d'inventer mieux pour tromper les masses.

Je ne comprends pas qu'on ne tire pas à boulets rouges dessus, qu'on n'y consacre pas des articles chaque semaine pour informer travailleurs et militants, je me demande comment il faut qualifier ce non-dit. Cette question est importante et la négliger relève de l'irresponsabilité, elle fait partie de la stratégie du capitalisme pour nous asservir davantage, elle s'adresse en priorité aux petits bourgeois qui voudrait bien vivre mieux en s'en foutant d'être sous un régime capitaliste, du moment qu'il peut encore satisfaire la plupart de ses besoins sans être trop exigeant. En même temps, il le ponctionne ou l'amarre plus solidement au capitalisme, c'est le revers de la médaille et le réservoir des voix du régime. Pire, ils n'hésitent pas à utiliser nos enfants pour tenter de nous culpabiliser, alors que le pourrissement de notre environnement est avant tout le produit de l'anarchie de la production capitaliste et la soif insatiable des exploiteurs de réaliser des profits par n'importe quel moyen.

Dorénavant, en plus du combat contre le régime et les institutions, contre l'opportunisme et le centrisme, il faut mener le combat contre cette tentative de redorer le blason du capitalisme en le parant d'une étiquette "écologique".

Ce devrait être le boulot d'un parti, d'un journal, je ne vois pas comment seul à animer ce site je vais m'en sortir sans commettre d'autres erreurs. Je ne me cherche pas d'excuses, je trouve normal que l'on ait un avis sur chaque question économique, sociale, politique, culturel ou de société.

Les marxistes autrefois en étaient capables, aujourd'hui (et hier) nos dirigeants ne le sont pas et préfèrent laisser s'exprimer des "spécialistes", des "professionnels", qui entre nous ne sont pas forcément impartiaux ou ne maîtrisent pas le matérialisme dialectique, du coup on nous raconte là aussi un peu n'importe quoi. Puisqu'on ne peut décidément pas se fier aux mêmes personnes pour se faire une idée correcte sur tous les sujets, on continuera à recueillir des données en provenance de différentes sources, à nous ensuite de les analyser à partir de notre méthode et notre objectif politique.

J'espère que ce rectificatif vous conviendra. N'hésitez pas à me contater.

Bonne semaine à tous.

La causerie du matin.

Très vite ce matin, car j'ai un rendez-vous important.

Dans l'après-midi ou demain matin j'apporterai un rectificatif sur la question environnemental, après que j'ai pris connaissance de l'ampleur de la propagande en faveur du néo-capitalisme ou capitalisme "vert" en France, ce dont j'ignorais en grande partie du fait de mon éloignement.

Je remercie chaleureusement le camarade qui m'a adressé les éléments me permettant de me faire une idée plus précise sur le rôle joué par Hulot et Yann Arthus-Bertrand, dont finalement et contrairement à ce que j'avais pensé précédemment on ne peut utiliser aucun de leurs propos, quand bien même ils se montreraient critiques envers le capitalisme tant ils sont engagés à fond dans le camp de la réaction. D'ici, en Inde, franchement c'était impossible à deviner... même ou surtout en lisant *Informations ouvrières* chaque semaine !

Quand on commet une erreur et qu'on s'en aperçoit, on se doit de la corriger publiquement, c'est la moindre des choses, j'y reviendrai en détail.

Les infos en bref.

Travailler : un suicide !

Thales a annoncé dimanche la mise en place d'une cellule d'écoute et de soutien psychologique sur son site de Châteaubourg (Ille-et-Vilaine) après le suicide vendredi de Michelle Morellec.

Les syndicats expliquent Michelle Morellec était en proie à une dépression en raison d'une rétrogradation. "*Elle était responsable d'une ligne de production et elle a été mise sur la touche*", a expliqué sur France 3 le délégué CFDT Bernard Simon. Elle ne se voyait plus confier depuis que des petites missions. (Reuters 25.10)

La crise ? La folie des grandeurs.

Un rapport de la Cour des comptes remis au Sénat critique sévèrement les 171 millions d'euros dépensés par la France pour sa présidence de l'Union dans le second semestre 2008, l'une des plus coûteuses de l'histoire.

Les 16,6 millions d'euros consacrés au sommet de l'Union pour la Méditerranée ont servi notamment à un réaménagement complet du Grand palais pour trois heures de réunion, avec 91.500 euros de moquette éphémère, 194.900 euros de jardinières et 136.000 euros consacré au fond de scène. (Reuters 25.10)

C'est le bordel à l'UMP ! Vive les banquiers !

Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé, regrette le vote de vendredi à l'Assemblée instaurant une taxe additionnelle de 10% des bénéfices des banques et promet qu'il sera renversé lundi.

"*Nous sommes en période de reprise, nous n'allons pas taxer les banques au moment où elles vont mieux*" a dit Jean-François Copé. (Reuters 25.10)

Ouf !

Uruguay.

L'ancien rebelle socialiste Jose Mujica arrivait dimanche en tête de l'élection présidentielle en Uruguay, devant le candidat du Parti national (droite) Luis Alberto Lacalle, selon des sondages réalisés à la sortie des urnes. (AP 26.10)

Etats-Unis. Un Etat policier.

Une enquête criminelle a été ouverte après la diffusion d'images filmés par un téléphone portable et montrant le passage à tabac d'un étudiant Vietnamien âgé de 20 ans désarmé par des policiers équipés de bâtons et d'un Taser, a annoncé un porte-parole de la police de San José, en Californie.

La police affirme que le jeune homme a résisté, mais ce dernier dément. "Ils ont pensé que j'étais dangereux, donc ils ne m'ont pas traité comme un humain. Ils m'ont traité comme un animal", a-t-il raconté au "San José Mercury News". (AP 25.10)

Russie. Un Etat mafieux.

Makcharip Aouchev, un influent opposant ingouche, a été assassiné dimanche dans cette province du sud de la Russie.

Makcharip Aouchev avait travaillé avec Magomed Ievloïev, un journaliste, avocat et opposant tué par la police en août 2008.

Après son décès, Makcharip Aouchev avait tenu le site de Ievloïev, qui critiquait les autorités régionales et dénonçant abus, enlèvements et meurtres dans la province. (AP 25.10)

Le 27 octobre

Un mot personnel.

Hier en fin d'après-midi, j'ai reçu un coup de fil du consulat de France m'informant que le Consul général de Pondichéry et l'attaché consulaire de Chennai (ex-Madras) avait une nouvelle fois rencontrés samedi le Chief secretary of Tamil Nadu government (l'équivalent d'un ministre) et qu'il avait téléphoné devant eux au Collector (le préfet) en lui initimant l'ordre de me délivrer immédiatement le document que j'attends.

Suite à ma visite chez le Collector lundi dernier et la réponse évasive qu'il m'avait donnée, j'en avais immédiatement rendu compte au consulat qui apparemment a saisi ce membre du gouvernement dans la foulée. La secrétaire du consul m'a affirmé qu'il était absolument certain que j'aurai ce document dans les jours qui viennent que personne ne pourrait désormais s'y opposer puisque l'ordre venait d'en haut. The game is over.

Faisons un peu de politique.

Je suis de loin le combat dans le cadre de la préparation du 49e congrès de la CGT, j'espère que je ne vais pas me fourvoyer.

Présenter un candidat face au bureaucrate Thibault me paraît une bonne initiative, il faudrait que tous les militants qui s'opposent au courant liquidateur du syndicalisme de classe incarné par Thibault face front uni pour soutenir cette candidature.

J'ai lu l'article d'*Où va la CGT ?* qui a annoncé cette candidature, il comporte certes des lacunes, notamment que le combat de la CGT doit être orienté dans la perspective de l'abolition du capitalisme, dans le cas contraire on se retrouverait dans le même cas de figure qu'au cours des décennies qui ont succédé à la seconde guerre mondiale, un syndicalisme uniquement axé sur l'amélioration de la condition ouvrière sans perspective d'en finir avec le capitalisme, donc conduisant à subordonner le prolétariat au capitalisme, qu'on le veuille ou non, c'est ainsi que les choses se sont passées, il serait temps de regarder les choses en face et de profiter de la crise actuelle pour renouer avec un syndicalisme révolutionnaire remettant en cause les fondements du capitalisme et postulant à la gestion de la production au coté des travailleurs une fois expropriés les capitalistes...

Cela me semble une ligne intéressante pour rassembler nos forces et organiser la classe en vue des combats décisifs que la crise annonce compte tenu que les représentants des classes dominantes n'ont aucun autre moyen de la résoudre qu'en jetant de l'huile sur le feu de la lutte des classes, alimentant la combativité et la radicalisation des masses.

Je considère que c'est la question essentielle aujourd'hui et que ne pas la poser reviendrait à s'interdire de pouvoir lutter efficacement contre la direction actuelle de la CGT, et se priver des moyens pour lutter contre le gouvernement et les patrons.

On ne cessera de s'étonner (sic !) qu'il n'y ait jamais eu une seule candidature à opposer au candidat stalinien depuis 1948. On pourrait en dire autant de Force Ouvrière si je ne me trompe pas. C'est là que commence (et continue quotidiennement) la collaboration de classes des opportunistes et des centristes avec les appareils pourris des syndicats sans que personne n'en parle.

La candidature de Jean-Pierre Delannoy est intéressante et à la fois paradoxale puisque c'est une

première à la CGT et qu'il est lui-même permanent depuis 1988. Je ne voudrais pas lui faire ici un procès d'intention, je me demandais seulement si un permanent faisant partie de l'appareil de la CGT était vraiment le mieux placé pour défendre le syndicalisme à la CGT. Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur ce que les uns et les autres appellent le "syndicalisme de classe et de masse" qui masque une conception réformisme du syndicalisme, et il me semble que ce que j'ai écrit quatre paragraphes plus haut ne fasse pas partie de l'orientation et de l'objectif des partisans de ce syndicalisme. Si on analyse les propos de J-P Delannoy, sa conception du syndicalisme ne dépasse pas le niveau alimentaire de la lutte de classe, cela explique peut-être aussi pourquoi il lui sera difficile de rassembler l'ensemble des opposants à Thibault, et s'il le faisait sur la ligne qui est la sienne, on ne pourrait pas vraiment s'en félicité, on ne serait pas plus avancé, notre objectif n'étant pas que la CGT renoue avec un syndicalisme réformisme mais avec un syndicalisme révolutionnaire tourné résolument vers l'abolition du capitalisme.

On mène le combat de quel côté de la barricade ? Toute la question est là.

Thibault n'a pas choisi le bon côté, le nôtre, il n'y a donc aucune raison à ce qu'il continue de diriger et représenter ce syndicat dont il dessert la cause. Un syndicat ne sert pas à accompagner le capitalisme mais à le combattre, c'est simple à comprendre. Et le problème aujourd'hui, c'est que l'abolition du capitalisme, c'est aussi le but du socialisme, donc politique, et que le syndicalisme s'est coupé du politique au nom de l'indépendance de l'un par rapport à l'autre, vidant le syndicalisme de son contenu révolutionnaire au profit du réformisme, d'où l'accompagnement du capitalisme une fois embourgeoisée la majorité des masses. Il faut dire les choses telles qu'elles sont.

Le poste de secrétaire général qu'occupe Thibault devrait être collégial. Il est préférable que dans un collège une tête émerge, qu'une seule tête à la direction d'un syndicat ou d'un parti.

Toute candidature face à Thibault devrait se présenter sur une ligne de rupture avec le capitalisme, avec ses institutions. Il faut aller jusqu'au bout de notre analyse et rompre avec le financement du syndicat par l'Etat, sinon ce n'est que du bavardage sans réel intérêt pour la classe. Vous m'excuserez de me déterminer par rapport à notre objectif final que les uns et les autres ont perdu de vue ou qu'ils n'ont jamais eu en tête. (A suivre)

En réfléchissant au syndicalisme, il m'est revenu à l'esprit que certains expliquent que tout serait possible en 2009 sans renverser le capitalisme et quand bien même il serait en crise, en prenant comme exemple l'instauration de la Sécurité sociale ou les nationalisations après-guerre. Ce qu'ils oublient de dire, c'est que ces mesures qui ont profité à la population en France ont bien été financées d'une manière ou une autre par quelqu'un.

S'agissant de la Sécu, lorsque les profits des capitalistes ont été amputés des cotisations sociales ou salaires différés, il y a bien eu un transfert d'une part des profits au profit du travail, mais en rester à ce constat serait plutôt court, car les capitalistes dans le même temps ont bénéficié de l'aggravation de l'exploitation en France et ailleurs dans le monde pour accroître leurs profits. Du coup, on n'a pas assisté à une meilleure répartition des richesses entre capital et travail en faveur du travail mais entre prolétaires, tandis que les uns profitaient de cette mesure progressiste, les autres trimaient à l'échelle mondiale pour la financer. Rien ne se créer, rien ne se perd, tout se transforme !

Donc prendre aujourd'hui comme exemple ou argument le cas de la Sécu pour dire que ce qui était possible en 1945 -alors que le capitalisme était à genoux, l'est en 2009, relève du plus pur opportunisme, car cela signifie : messieurs les capitalistes démerdez-vous comme vous voulez pour trouver les moyens de financer les mesures qu'on vous réclame, on ne sera pas trop regardant sur

leurs origines. La meilleure, c'est que ce sont des "internationalistes" qui se retranchent derrière ce genre d'arguments finalement réactionnaires. La bonne conscience des défenseurs des sans-papiers appartient pour la plupart au même registre, me semble-t-il.

Au fait, Hulot, qu'est-ce qu'il fait d'autre quand il prétend que le capitalisme pourrait se mettre au vert ? Là c'est plus visible et difficilement supportable, parce que ce sont ceux qui seraient censés en profiter qui sont mis à contribution.

Demandez-vous s'il n'y aurait pas un lien entre le milliard d'affamés dans le monde et la politique de collaboration de classe des organisations et des partis, qui de concert avec les représentants du capitalisme, a permis de maintenir un certain niveau de vie à la majorité de la population en France notamment, tout en la subordonnant au capitalisme. On pourrait appeler cela indirectement, les méfaits de la lutte de classe quand elle n'est pas orientée dans la bonne direction.

Y aurait-il un rapport de cause à effet ?

Thème phare de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, l'identité nationale est revenue lundi sur le devant de la scène à quelques mois d'élections régionales délicates pour la majorité. (Reuters 26.10)

Maintenir la population dans un état de paranoïa ou de psychose aigue pour mieux la manoeuvrer et l'exploiter.

Vive les institutions de la Ve République !

Les principaux syndicats de La Poste (CGT, CFDT, FO, CFTC et Sud) demandent aux sénateurs de rejeter le projet de loi modifiant le statut de l'entreprise publique, dans une lettre commune diffusée lundi. (AP 26.10)

Ou comment faire passer la privatisation de La Poste.

L'emploi jetable.

Caterpillar a annoncé lundi le rappel de 500 salariés licenciés d'ici la fin 2010, mais aussi le licenciement définitif d'environ 2.500 autres. Ces 3.000 personnes font partie des plus de 22.000 licenciées par le groupe américain depuis le début de l'année. (AP 26.10)

La faim justifie bien la fin du capitalisme.

Ces deux dernières années, 200 millions de personnes supplémentaires sont venus rejoindre les cohortes des affamés dans le monde: selon le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU.

Si les prix chutent sur les marchés mondiaux, "*pour 80% des prix des biens de première nécessité dans le monde en développement, les prix sont plus élevés aujourd'hui qu'il y a un an, et les prix il y a un an avaient doublé par rapport à l'année précédente*", a déclaré au cours d'une conférence de presse lundi en Australie, Josette Sheeran, directrice du PAM.

Ce que cela signifie, c'est que "*pour environ 80% du monde en développement, les gens ne peuvent plus se permettre d'acheter qu'un tiers de la nourriture qu'ils pouvaient s'acheter il y a deux ou trois ans*", a ajouté Mme Sheeran. (AP 26.10)

Arabie saoudite. Volte-face.

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a annulé lundi la condamnation à 60 coups de fouet infligée à une journaliste pour avoir participé à une émission de télévision lors de laquelle un homme a publiquement parlé de sexe. (AP 26.10)

Le 28 octobre

J'ai rajouté une petite rubrique dans la page d'accueil du site que j'actualiserai chaque semaine. Pour le reste, je n'ai pas l'intention de changer la présentation du site que j'ai imaginé seul et qui ne s'inspire d'aucun site existant. Il plaît ou non, personne n'est obligé de s'y connecter encore moins de partager mes positions.

J'avoue avoir les nerfs à vif depuis pas mal de temps à cause des problèmes que m'ont causé les gens de mon village. Je suis en permanence crevé, du coup je fume plus, résultat je ne peux plus dormir et je fais des insomnies, le matin quand je me mets au clavier je suis littéralement claqué, difficile de penser dans ces conditions-là.

S'ajoute à cela la séparation forcée avec mon épouse pour raison de santé, je suis seul dans un pays qui n'est franchement pas accueillant. Vous voulez un exemple.

J'avais pris l'habitude de faire une grande partie de mes courses chez un petit commerçant proche de chez moi, cela m'évitait de devoir aller à Pondichéry. Je lui laissais plusieurs milliers de roupies par moi, j'étais assurément son meilleur client. Avant-hier en achetant des cigarettes ailleurs, je me suis rendu compte qu'il me volait de 3,50 roupies sur chaque paquet (10 cigarettes), j'en fume deux par jour, ainsi en un mois il m'a volé 210 roupies.

Ce n'est pas la somme qui compte pour moi, bien que, mais le principe, ce mec-là a pris l'habitude de m'appeler "mama", son oncle, tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, je ne l'écoutais pas évidemment, mais je n'ai pas pensé qu'il serait assez con pour risquer de perdre un aussi bon client pour si peu, et pourtant. En fait le prix des cigarettes avait baissé de 3,50 roupies depuis un bon moment sans que je m'en aperçoive, tout simplement parce que je ne sors pas mes lunettes pour lire les prix chaque fois que je fais des courses chez lui.

Ceci pour dire qu'on ne peut faire confiance à absolument personne dans ce pays de merde, que dès que vous baissez la garde, vous êtes sûr de vous faire rouler. Si j'étais parano cela n'arriverait pas, simple constat. C'est fatiguant de devoir tout vérifier systématiquement, de savoir qu'il y a un menteur ou un voleur dans chaque personne avec qui vous avez à faire, cela vous mine le moral de vivre entouré de gens malhonnêtes, en 20 ans je n'ai pas rencontré une seule exception, inclus la totalité de la famille de Magueswary, je suis très sérieux, c'est la stricte vérité hélas.

J'espère maintenant que je vais pouvoir quitter rapidement ce village, ce district et l'Etat du Tamil Nadu qui m'ont littéralement pourri la vie ces dernières années. Dès que possible, c'est-à-dire dès que j'aurai vendu cette foutue maison, je vais louer une petite maison sur le Territoire de Pondichéry. Je n'ai pas le temps aujourd'hui de vous expliquer en quoi consistent les différences entre le Tamil Nadu et le Territoire de Pondichéry, disons qu'on ne vit plus tout à fait dans le même pays, à ce point et je n'exagère rien. Le gouvernement central de Delhi n'a jamais pu intégrer ce territoire enclavé dans le Tamil Nadu à cet Etat parce que la population de Ponduchéry y est farouchement opposée, ce serait

un motif de guerre civile. Par exemple, la juridiction est similaire à ce qui existe en France (mairie, juge d'instruction, etc.), en cas de problèmes il existe des recours, au Tamil Nadu vous vivez dans un Etat de non-droit livré à la corruption généralisée, vous avez plutôt l'impression de vivre dans un pays comme le Pakistan, la guerre en moins, mais où le recours à la violence est tout aussi généralisée.

Les infos en bref.

Le recours : le gaullisme "*social*".

Dominique de Villepin a présenté mardi soir les grandes lignes de son projet de "*force alternative*" pour une France "*républicaine, solidaire et indépendante*". (AP 27.10)

Moderniser : non, liquider c'est plus rentable !

La ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, défend son projet de suppression des blocs opératoires les plus petits de France, estimant qu'il en va de la sécurité des patients.

La ministre de la Santé a déclaré aux députés que les blocs opératoires menacés n'étaient plus assez modernes. (Reuters 27.10)

Il soigne son électorat privilégié.

Nicolas Sarkozy a dévoilé un plan de 1,65 milliard d'euros pour aider l'agriculture à surmonter sa plus grave crise depuis 30 ans afin de préserver un secteur qu'il juge stratégique pour la France.

"*Chaque agriculteur doit pouvoir vivre du prix de son travail et de sa production,*" a-t-il dit à Poligny, dans le Jura. La visite, en milieu de matinée, d'une exploitation agricole à Rahon, dans la plaine jurassienne, lui avait permis de prendre la mesure des difficultés du secteur.

"*On est au bord du gouffre*", a déclaré Cédric Bongrain, un des trois associés qui gère cette ferme de 205 ha spécialisée dans le lait, les céréales et la viande.

"*Jusqu'ici on piochait dans notre trésorerie, mais elle est à plat. Maintenant on va piocher dans notre capital et c'est inadmissible,*" a-t-il ajouté en précisant que l'exploitation affichait une perte cumulée de 73.000 euros depuis début 2009.

Le "*plan de soutien exceptionnel*" de Sarkozy inclut 650 millions d'aides publiques sous forme d'allègements des charges d'intérêts d'emprunts pour les agriculteurs les plus en difficulté, de cotisations sociales et de taxes (foncier non bâti et carburants).

S'y ajoutera le remboursement de 75% du montant de la taxe carbone en 2010, là où les syndicats agricoles réclamaient sa prise en charge à 100%.

Le plan intègre en outre une enveloppe de prêts bancaires d'un milliard d'euros pour soulager les trésoreries et permettre les investissements nécessaires à la prochaine campagne. Ils feront l'objet d'une bonification par l'Etat et bénéficieront d'un différé de remboursement d'un an.

Nicolas Sarkozy a d'autre part annoncé une exonération des charges patronales pour les travailleurs saisonniers afin de venir en aide à un autre secteur en crise, celui des fruits et légumes, qui souffre

d'une forte concurrence européenne. Il en coûtera 170 millions d'euros à l'Etat. (Reuters 27.10)

La Coordination rurale a salué mardi "*l'état d'esprit*" du plan d'aide agricole dévoilé par Nicolas Sarkozy, précisant toutefois qu'"il convient désormais de traduire en actes politiques clairs les orientations annoncées".

La Coordination rurale appelle à "*aller plus loin*", "*par exemple à travers la TVA sociale*" et en soustrayant "*l'agriculture aux contraintes de l'Organisation mondiale du commerce*". (AP 27.10)

Sarkozy ne serait-il pas par hasard le représentant de l'OMC en France ?

Allô France Télécom, Allô, merde ça ne répond pas, appels vite les urgences !

Un salarié âgé de 32 ans d'un centre d'appels de France Télécom dans le XVIIe arrondissement de Paris a tenté de se suicider sur son lieu de travail mardi matin, a-t-on appris auprès de la CGT et de l'entreprise. Secouru par ses collègues, il est hors de danger.(AP 27.10)

Ce genre d'exemples tragiques traduit mieux que de longs discours la situation sociale et désespérée dans laquelle se trouvent des millions de travailleurs et jeunes, le malaise permanent et grandissant que génère cette société entièrement vouée au profit d'une poignée d'exploiteurs. Il est plus que temps d'en finir avec le capitalisme et les institutions politiques à son service.

Un regard sur les prud'hommes.

Le nombre d'affaires portées aux conseils de prud'hommes en 2008 montre une nette augmentation de 4,8 %, selon les 'chiffres-clés de la justice' (PDF) publiés récemment par le ministère de la justice. Toutes juridictions confondues, c'est la progression la plus importante, la moyenne se situant à 1,4 %. En 2008, 202 000 affaires ont été comptabilisées, dont 43 500 en référé.

Le rapport du ministère de la justice montre que les conflits restent difficiles à gérer : 58,7 % d'entre eux sont portés en appel. En outre, leur délai moyen de traitement est passé de 10,2 à 10,5 mois. Actuellement, plus de 163 000 affaires sont en cours.

Lors des dernières élections prud'homales la participation avait chuté à 25,5 %. (LeMonde.fr 27.10)

Le 29 octobre

J'actualise le site avec un peu de retard à cause de la mousson qui vient réellement de commencer, avec pour

conséquence un problème téléphonique. Il vient de pleuvoir pendant 10 heures pratiquement sans interruption, je pratiquement pas fermé l'oeil de la nuit à cause des bourrasques de vent.

Pour poursuivre la causerie d'hier sur la boutiquier qui m'a volé pendant un mois, je me suis allé le voir hier matin, cousine qui lui sert d'employé m'a affirmé que je faisais erreur, je lui ai alors signifié qu'à partir d'aujourd'hui j'irai faire mes courses ailleurs. Je n'ai pas eu à aller très loin puisqu'à moins de dix mètres de leur échoppe, leur voisin livre exactement à la même activité. En aparté, vous imaginez la haine qu'ils doivent entretenir, en Inde, il suffit vous montiez un commerce ou un

restaurant pour que votre voisin vous imite une fois que vous avez acquis une clientèle. A Pondichéry, vous trouvez pas moins de trois pizzerias dans un rayon de 100 mètres, par exemple, alors qu'il n'en existe pas d'autres dans la ville.

Une heure plus tard le patron de ce petit commerce a débarqué chez moi carrément, il a voulu me convaincre le sérieusement du monde que je ne savais pas faire une multiplication par deux, il fallait oser ! Je l'ai reçu poliment l'ai reconduit à la grille en l'assurant que je retournerai chez lui dès demain comme il me me demandait avec insistance, il peut toujours attendre !

Passons à autre chose

J'ai passé la fin de soirée et une partie de la nuit à lire la biographie de Marx de F. Mehring, je vous en parlerai plus tard, il se peut que je scanne plusieurs passages qui devraient vous intéresser. J'ai rectifié le lien vers *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine, avec mes excuses. J'ai rajouté plusieurs textes : *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme* de Lénine, 1913 ; *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels, 1880 ; Une courte biographie de K. Marx par Lénine, 1914 Une biographie de Lénine par Trotsky, 1924. J'ai également actualisé les pages Environnement et Agriculture et alimentaire. Défendre le marxisme concerne la théorie développée par Marx, Engels, Lénine, Trotsky notamment, mais aussi mémoire de ces "géants" (F. Mehring) qui nous ont légué des enseignements sur la lutte de classe qui demeurent irremplaçables.

Les détracteurs du marxisme, les ennemis du prolétariat ne se sont pas bornés à falsifier le marxisme, ils se sont employés à salir la mémoire de ceux qui ont sacrifié leur vie pour notre cause, il est donc de notre devoir de la défendre comme s'il s'agissait de notre propre vie. Qui mieux que F. Mehring ou V. Lénine pouvait parler de Karl Marx et Friedrich Engels, qui mieux que Léon Trotsky pouvait évoquer la vie et le combat de Vladimir Illich Oulianiov ? Personne.

Il ne s'agit évidemment pas de transformer le marxisme en vérité révélée ni de s'adonner au culte de la personnalité, mais de perpétuer le meilleur qu'a jamais produit le mouvement ouvrier depuis le milieu du XIXe siècle.

On entend dire qu'à notre époque du capitalisme pourrissant, en décomposition ou entré en putréfaction, synonyme décadence et de barbarie, travailleurs et jeunes n'auraient plus de repères, qu'il serait devenu impossible de se donner un idéal, de donner un sens à sa vie en deux mots. La vie et le combat de nos plus grands révolutionnaires ne peut qu'une source d'inspiration, un formidable exemple d'humanisme pour chacun d'entre nous, la preuve que chacun s'élever au-dessus de sa condition médiocre pour peu qu'il s'en donne la peine, au lieu de se morfondre sur les malheurs du monde ou de passer son temps à le refaire entre quatre murs.

Etudier le marxisme et la vie des marxistes est un formidable exercice pour nous aider à forger notre propre conviction et renforcer notre volonté de combattant révolutionnaire, au moment où l'on ne perçoit aucune issue politique à toute puissance du capitalisme... vacillante.

Ne nous détournons pas de notre objectif, la survie du stalinisme au-delà du début des années 50, puis du maoïsme du castrisme n'a déjà fait que trop de dégâts. Ne voyant rien venir à l'horizon, bien des militants se sont mis à douter qu'on pourrait un jour changer le monde sans se l'avouer franchement au point de se livrer à la première théorie Réformisme, anarchisme, stalinisme, maoïsme, castrisme ou guévarisme, autant d'illusions ou de théories contrerévolutionnaires auprès desquelles des générations de militants sincères se sont consumés et qui n'ont cessé de desservir notre cause.

Le capitalisme en pleine décomposition à notre époque ne laisse place à aucune réforme progressiste, tant mieux, prolétariat n'est déjà que trop embourgeoisé ; l'anarchisme qui se caractérise avant tout par son incapacité à comprendre le fonctionnement de la société et à se rallier finalement à la bourgeoisie, a élevé au niveau théorique inconsistance politique qui lui sert d'étendard ; le stalinisme a théorisé la fonction de parasite d'une bureaucratie ignorante et disciplinée sur un Etat ouvrier, au point de soumettre le prolétariat à une dictature féroce tout en le maintenant dans une condition de dépendance vis-à-vis de l'Etat et d'un parti, d'indigence permanente et privé de libertés d'expression et d'organisation, qu'il ait en grande partie disparu ou qu'il soit à l'agonie, on aurait préféré disparaisse il y a 50 ans puisqu'il était voué à céder la place au capitalisme ; on pourrait faire la même démonstration avec le maoïsme qui en est arrivé à se soumettre au capitalisme et à l'exploitation la plus effrénée depuis un siècle idem pour le castrisme qui n'a pas d'autre perspective.

Autrement dit toutes ces théories opposées au marxisme n'ont mené qu'à une impasse le prolétariat ou à la barbarie, sacrifiant au passage des générations de militants à travers le monde, portant un coup terrible à l'idée que les masses pouvaient se faire du socialisme, ce dont profite actuellement allègrement l'impérialisme pour matraquer tous les peuples.

Le temps passant, il devient plus facile de se rendre compte fonamentalement quels intérêts soutient chaque théorie, nous rapproche ou nous éloigne de notre objectif. Ne pas en tirer les enseignements serait faire preuve d'irresponsabilité, d'inconscience politique.

On peut se demander jusqu'où peut aller cette soumission aveugle à la société de consommation où l'on vit ou supporte ce qui nous arrive sans se poser trop de questions, il faut se faire matraquer durement pour réagir, c'est je constate. Il y a manifestement un défaut de prise de conscience, la pensée des travailleurs n'est pas orientée dans bonne direction. Ils sont encore incapables de faire la part des choses entre ce qui est essentiel et secondaire, l'essentiel se résumant pour eux à ce qui est alimentaire, immédiat, à ce qui est obligatoire pour survivre et c'est naturel, ils sont encore qu'au premier degré de la lecture de ce qu'ils vivent, une grande partie leur échappe et les laisse dans état d'inconscience des événements qui se déroulent dans le monde ou leur entourage.

Le premier degré, c'est quand tu prends conscience des conséquences de la survie du capitalisme qu'on t'impose tu ne les acceptes pas, tu entres en résistance sans toutefois passer à l'action, le second quand tu prends conscience origines de ce qui t'arrive dans la vie, à ce stade tu es à la recherche d'une issue politique pour régler tes problèmes, troisième quand tu penses l'avoir trouvée et que tu passes à l'acte, tu prends la décision d'engager le combat pour idées et défendre tes intérêts, de mener la guerre au capitalisme et ses institutions politiques, pour le socialisme.

Pourquoi pour le socialisme ? Pourquoi est-ce si important, déterminant ?

Dans quelle autre direction pourrait-on mener le combat une fois épuisées toutes les théories foireuses énumérées haut qui ont abouti à maintenir le prolétariat dans un état de servitude ? Il faut bien se rassembler sous un drapeau, armé théoriquement pour s'orienter et éviter de se faire manipuler, sinon on ne construit pas le parti dont on aura besoin pour vaincre, si dès qu'on est plus de deux on se divise au lieu de combattre ensemble notre ennemi commun.

Se rassembler ne signifie pas forcément se compromettre, du moment qu'on demeure intransigeant sur le principe n'accepter aucune conciliation avec l'ennemi et de ne jamais nous écarter de notre objectif final.

Ce sont les rapports ou non des uns et les autres vis-à-vis de l'Etat, des institutions et des appareils,

qui permettent faire la distinction entre les marxistes révolutionnaires, les opportunistes et les centristes. Les différentes tactiques qu'ils mettent en oeuvre permettent de le cerner avec précision. Tandis que les marxistes révolutionnaires refusent compromis avec l'Etat et prônent la rupture avec les appareils traitres du mouvement ouvrier, les opportunistes s'en accommodent selon les circonstances sans jamais rompre avec eux, quant aux centristes, leur inconsistance les conduit à osciller sans cesse entre opportunisme et gauchisme. (A suivre)

Un mot sur le dernier éditorial de D. Gluckstein (IO n°70).

Une fois encore on s'endort avant d'arriver à la dernière ligne de cet article pourtant très court. Normal, il ne nous pas destiné, il s'adresse "*En bas (sic !) aux "maires et élus locaux, de toutes tendances politiques*". Passons. "*La démocratie est en crise*" écrit-il. De quelle démocratie parle-t-il ? Vaut mieux ne pas la nommer précisément,s'adressant à des élus de toutes tendances politiques y compris de l'UMP, du Nouveau Centre ou du Modem, on plus aucun doute sur la nature sociale de la démocratie que Gluckstein veut secourir : bourgeoise.

Il écrit plus loin : "*L'essence même de la démocratie, c'est que les intérêts sociaux en présence dans la société peuvent librement se confronter, au plan syndical comme au plan politique. Il y a crise de la démocratie quand le gouvernement et l'opposition décident de cogouverner et que les organisations syndicales sont sommées de s'intégrer dans ladite gouvernance.*"

Aussi longtemps que les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers ou soit-disant tels collaboraient tranquillement avec le gouvernement et les institutions en place, ce qui fut toujours le cas sous la Ve République pour ne pas remonter plus loin, tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes, d'autant plus qu'il y avait du grain à moudre pour camoufler cette collaboration de classes ou la rendre supportable aux yeux de "révolutionnaires", "trotskistes trop regardant sur la manière de remplir leurs assiettes, au détriment de millions de travailleurs dont les intérêts n'étaient finalement jamais pris en compte et n'intéressaient absolument personne, un détail insignifiant.

Mais voilà que le capitalisme est entré dans une nouvelle phase de décomposition et de destruction ne laissant point marges de manoeuvre aux représentants du capital pour nourrir l'illusion que chaque classe y trouverait son compte dans le régime en place, du coup les uns et les autres sont amenés à dévoiler leur vraie nature sociale en montant systématiquement au créneau pour défendre l'ordre établi, intégrer davantage encore les institutions qui entre nous nourrissent depuis des lustres - partis et syndicats sont financés par le capital ne l'oublions pas.

Gluckstein est décidément un piètre pédagogue ou un manipulateur de premier ordre en traitant les rapports qu'entretiennent les syndicats et les partis avec le pouvoir comme une abstraction, tant il est vrai que l'histoire du mouvement ouvrier des 60 dernières années est aussi laide que celle du capitalisme à bien des égards, question qu'il serait préférable de ne pas creuser par crainte de découvrir quelques vérités peu à l'avantage de son courant politique.

Une fois encore il se situe sur le terrain de la démocratie en général que dénonça et combattit inlassablement Lénine au profit de la révolution prolétarienne et d'un Etat ouvrier qui était le seul garant de l'instauration d'une véritable démocratie, c'est-à-dire le pouvoir politique exercé par la majorité de la population pour satisfaire ses besoins sociaux.

En réalité, la "*crise de la démocratie* " (bourgeoise) est le produit du capitalisme en crise incapable de la résoudre autrement qu'en recourant à la destruction de tous nos acquis sociaux et nos droits politiques. Comme il est impossible d'y mettre un terme favorablement sans se situer dans la

perspective de la révolution prolétarienne et que Gluckstein ne veut pas s'aventurer sur ce terrain, il est obligé de nous sortir toujours les mêmes platitudes qui assurément n'effraieront pas les élus "de toutes tendances politiques" avec lesquels sont parti n'hésite plus à s'encanailler.

Au fait, au POI qui est solidement implanté dans FO depuis des décennies, on pourrait poser une question : à quand une candidature lutte de classe contre Mailly ?

Ils ont consacré une page à la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre 14-18. Une occasion de rendre hommage en passant à "*la Ligue des droits de l'homme,(à) la Libre Pensée, de l'ARAC, (au) Grand Orient de France et d'autres associations*", libres-penseurs et franc-maçons que Lénine et Trotsky tenaient en horreur, c'est touchant En fait ces soldats ont refusé d'obéir à des ordres stupides provenant de leur hiérarchie militaire, après être partis guerre le sourire aux lèvres et l'angoisse à l'estomac, prêts à bouffer du "*boche*" en s'imaginant qu'elle ne durerait le temps d'un éclair, une balade et l'impression du devoir national bien accompli. Dites-moi où il y aurait un soupçon de conscience politique là-dedans qui nécessiterait qu'on prenne leur défense ? On est exactement dans la logique selon laquelle il y aurait des bonnes et des mauvaises guerres, mais sur le fond l'essentiel est passé à la trappe.

Rien ne nous dit, compte tenu que ces soldats n'avaient pas manifesté une conscience politique au-dessus de la masse inculte et trahie par la social-démocratie qui s'était ralliée à la guerre, qu'ils n'étaient pas animés par une autre motivation, par exemple la peur de crever comme des chiens dans les tranchées pour rien ou plutôt pour que le système économique capitaliste survive.

Quand j'ai été réformé définitif du service militaire en 1974, je me suis retrouvé aux trois jours en présence de jeunes comme moi qui ne voulaient par faire leur service militaire. Mais en discutant avec eux, nous nous sommes retrouvés (à Blois) à deux seulement sur 400 à refuser de le faire par haine de l'uniforme de soldat, de l'armée et de la guerre, devoir obéir à des ordres dégrandants, d'être sans cesse humiliés, de servir un pays et un drapeau qui n'étaient pas nôtres, je précise qu'à cette époque je n'avais aucune conscience politique et je n'avais pas encore découvert le marxisme, alors que les autres appelés soit-disant opposés au service militaire avaient une autre préoccupation, perdre une année et continuer leur petite vie tranquille, sinon pour le reste ils concevaient le service militaire comme une colonie de vacances pour grands enfants ! Avec mon pote d'infortune, dont je venais tout juste de faire la connaissance, nous avons été tellement écoeurés que nous n'avons rien fait pour tenter d'être réformés, c'est seulement lorsque j'ai été appelé à faire mon service militaire à Vélizy un an plus tard, que je me suis fait réformé au bout jours, 12 jours de trop ! Cela me fait penser à la théorie de Bernstein, le mouvement est tout, l'objectif rien. C'est une perversion de l'esprit et de notre combat qui ne sert pas notre cause.

L'histoire incombe aux hommes des sacrifices pour s'élever au-dessus de leur condition et changer de régime, il ainsi des révolutions et de toute évolution de la société dans les conditions qui nous sont imposées. Vaut mieux précise, sinon on va me taxer de prophète du martyr de la classe, ce qui n'est pas mon propos évidemment. Ceux qui se sont opposés à la hiérarchie militaire étaient sûrs de laisser leur peau sur le champ de bataille, s'ils ont préféré tomber sous les balles de leurs généraux c'était leur problème, d'une manière ou d'une autre ils étaient condamnés à payer de leur vie leur inconscience, c'est tragique j'en conviens, mais qu'on ne nous les présente pas comme des "martyrs".

Pour qu'on se comprenne bien, dans cet article, on peut lire évoquant la correspondance d'une épouse d'un instituteur qui se touvait dans une tranchée : "après une attaque qui avait échoué sur les dix kilomètres de ligne de front, son mari ainsi que trois autres caporaux avaient été accusés de « refus de bondir hors des tranchées »", ce qui leur d'être fusillés, mais si cette "attaque" qui se serait forcément traduite par la mort d'un certain nombre d'ouvriers paysans allemands sous l'uniforme s'était bien

passée pour eux si l'on peut dire, ils n'auraient pas été fusillés et on n'aurait jamais entendu parler d'eux - pour un peu ils auraient reçu une médaille, pas davantage des ouvriers ou paysans allemands sous l'uniforme qu'ils auraient tués et qui seraient morts dans l'anonymat le plus complet de cette boucherie impérialiste.

Voilà à quoi perdent leur temps nos valeureux "révolutionnaires" un siècle plus tard, comme s'il n'existait pas de plus urgente à défendre de nos jours. (A suivre)

Quelques infos en bref.

Dehors Sarkozy et son gouvernement !

Selon la Fondation Abbé Pierre, au cours de l'année 2008, 102.000 jugements d'expulsions ont été prononcés. L'association cite également plusieurs autres chiffres officiels: "58.904 commandements à quitter les lieux, 41.054 décisions de préfets accordant recours à la force publique" et "11.294 interventions effectives de la force publique à déplorer" en 2008. Les expulsions locatives sont suspendues dans toute la France chaque année entre le 1er novembre et le 15 mars l'année suivante. (AP 28.10) L'offensive anti-ouvrière continue. Le député UMP Yves Bur, rapporteur du PLFSS examiné à l'Assemblée, propose dans un amendement de prolonger d'une journée le délai de carence au-delà duquel l'indemnité journalière est versée aux assurés en cas d'arrêt maladie, le faisant passer de trois à quatre jours, et cela "afin d'éviter la multiplication arrêts de travail du vendredi ou du lundi". (AP 28.10)

L'Union européenne... des banquiers ! La Commission européenne a approuvé mercredi le plan de sauvetage gouvernemental et la nationalisation de la banque britannique Northern Rock, le premier établissement de crédit victime de la crise financière en Grande- Bretagne.

"La faillite de Northern Rock aurait eu des conséquences néfastes majeures pour le marché hypothécaire britannique et la stabilité financière globale de l'économie du Royaume-Uni", a souligné la commissaire européenne chargée concurrence, Neelie Kroes. (AP 28.10)

Norvège. Il faut bien que quelqu'un paie la note.

La banque centrale norvégienne, Norges Bank, a relevé d'un quart de point mercredi son principal taux d'intérêt directeur pour le porter à 1,5%.

Ce relèvement de taux va permettre de compenser les relances budgétaires consenties par le pays au plus fort de crise, alors que l'économie norvégienne a déjà commencé à rebondir.

Le gouvernement a ainsi injecté plus de 4% du PIB du pays sous forme de mesures de relance cette année et envisage de faire la même chose encore l'an prochain.

La banque centrale norvégienne ne compte toutefois pas en rester là. Dans son communiqué, elle déclare qu'elle envisage de porter son principal taux directeur entre 1,25 et 2,25% d'ici mars 2010, quand elle rafraîchira ses prévisions économiques et monétaires. (Reuters 28.10)

Etats-Unis. Le prix Nobel de la paix à un coût. Le président américain Barack Obama a signé mercredi une loi de finances pour la défense doté d'un budget de milliards de dollars.

(AP 29.10)

Le 31 octobre

Pas possible d'actualiser le site hier, un enchaînement d'emmerdes, jugez plutôt : pluie diluvienne, pas de courant ; orages, gros coups de vent et quelques petits dégâts que j'ai immédiatement réparés le matin même ; problème avec mon clavier, le seul en français que je possède, on fait avec en attendant ; plus d'affichage, écran noir, circuit d'affichage de la carte mère : HS, écran Samsung qui n'a que deux ans : HS ; l'onduleur du climarisuer a brûlé, il y a eu un orage et j'avais oublié de le débrancher ! ; pour finir je n'ai pas eu le temps de m'occuper de mon affaire, impossible de téléphoner les numéros étaient dans l'ordinateur ! ; pas le temps d'emmener un de mes chiens pour se faire opérer d'une oreille, alors que ça traîne depuis huit jours ; et bien entendu ma baraque et le jardin sont dans un état épouvantable, j'ai juste eu le temps d'en balayer la moitié.

J'allais oublier la meilleure. Après être revenu du magasin où j'avais déposé l'ordinateur, n'ayant pas le courage d'en faire plus du côté ménage, je me suis dit que je pourrais lire quelques pages de la biographie de Marx par F. Mehring. Je me tourne vers le petit meuble en rotin où se trouvait le livre de Mehring à deux mètres de ma table de travail, et là je crois apercevoir quelque chose de long qui avait saisi mon mouvement pour en profiter pour se planquer, aussitôt je me dis, merde un serpent. Bingo, c'était bien un petit serpent. J'ai été cherché ma machette - je suis outillé ! et l'affaire a été réglée en moins de deux, je n'avais pas le temps de faire dans le détail tout en ayant une pensée pour cet animal.

Vous aimez les histoires indiennes, en voilà une de plus.

Je porte mon ordinateur chez Indica sur le coup de 10h30. Je rentre à la maison. Une heure et quart plus tard j'appelle le patron qui me dit qu'il a besoin de plus de temps pour diagnostiquer l'origine de la panne. Bon, une heure plus tard je rappelle, même réponse. Deux heures plus tard je rappelle, il me dit qu'il faut changer la carte mère et le microprocesseur, que rien ne fonctionne. Il me propose de venir venir voir par moi-même.

J'y vais et là je m'aperçois qu'en fait il n'avait pas encore toucher à mon ordinateur. La preuve il teste la carte et elle fonctionne correctement en dehors d'un connecteur dont on peut se passer, en réalité, c'était l'écran qui était en panne. Comme il a testé ma carte avec un autre écran et que cela fonctionne, il en oublie qu'au départ j'étais venu parce que mon écran restait désespérément noir. Je rentre chez moi sur les coups de 16h30, je rebranche mon écran et évidemment cela ne fonctionne toujours pas. Je repars en moto à Pondy avec l'écran. Arrivé dans ce magasin, le patron trouve tout naturel que je revienne avec mon écran, cet abruti n'aurait pas pu me dire que par déduction c'était mon écran qui était foutu, surtout que j'avais emporté largement de quoi en acheter un quand j'étais venu la première fois dans l'après-midi. Il teste mon écran et en déduit qu'il est en panne, bravo le clown ! Bref, j'ai perdu ma journée.

Pour finir comme il faut bien continuer à bosser, j'ai acheté un écran 19" (Dell). Je lui ai donné l'autre à réparer et je dois y retourner lundi pour la carte graphique. La facture totale : 9050 (l'écran) + 2000 (la carte graphique) + 330 (M.O. et une connection) = 11.380 roupies.

Vous comprenez pourquoi je vous demande de participer au financement du site dans la mesure de vos moyens, mais ce n'est pas obligatoire. Si j'arrive à revendre ma maison, j'aurai de quoi le financer seul, je me passerai de cette contribution provisoire. A moins que je prenne la décision de fermer le site le 31 décembre et que je consacre mes analyses aux seuls militants qui se sont manifestés depuis

un an, je ne supporte pas l'anonymat dans lequel se renferme les militants qui se connectent sur le site, cela dénote un état d'esprit malsain, rien que pour cette raison je ne vois pas très bien comment ils pourraient comprendre quelque chose à ce que j'écris, et s'ils se connectent sur le site que pour la tribune libre, ils peuvent trouver tous les articles ailleurs...

Je ne suis pas de mauvaise humeur, je vous dis simplement ce que je pense vraiment, on ne peut pas prétendre développer le mouvement ouvrier avec une telle mentalité, encore moins prétendre éduquer la classe ou lui servir d'exemple, et je pèse mes mots. Les uns et les autres sont plus prompts à faire confiance à des dirigeants qui passent leur temps à les tromper, plutôt que de m'accorder un minimum de confiance - je n'en demande pas davantage, dont acte.

Pendant près de 20 ans j'ai continué à entretenir des relations amicales avec mon ex-épouse et notre fille, des relations unilatérales en majeure partie à mon initiative, sinon j'aurais totalement disparu de leur vie et quelque part mon passé n'aurait eu aucun sens, quelque part je trouvais cela normal. Il y a peu, l'une et l'autre m'ont envoyé chier pour des broutilles, alors que j'avais dû avaler des couleuvres pendant ces longues années et fermer ma gueule (souffrir en silence), j'ai donc décidé de ne plus écrire ou téléphoner à mon ex car j'estimais qu'elle avait dépassé les limites de l'acceptable au bout de 30 ans de relations, depuis plus de nouvelles, et quant à notre fille, service minimum, mais pas rupture totale. J'en suis très triste, même bouleversé, mais je ne vais pas m'abaisser à mendier des relations que je saurais hypocrites ou forcées, je l'ai fait pendant des décennies sans réels profits si vous voulez tout savoir, maintenant je dis basta ! Je suis comme je suis avec mes idées et ma personnalité, on ne les supporte pas et on exige quelque part que j'en change pour un comportement et des idées misérables, eh bien c'est raté, je crèverai avec !

J'avais rédigé en grande partie cette causerie hier soir, ce matin pas de courant, donc je coupe !

Sur ce bon week-end.

Les infos en bref.

Il faudra bien en passer par là.

Un employé d'une société de transport de Toulouse a tué vendredi matin à l'aide d'un fusil de chasse son patron et le fils de ce dernier, a déclaré le procureur de la République de Toulouse, Michel Valet.

Selon plusieurs témoignages, l'employé devait effectuer vendredi son dernier jour de travail dans cette entreprise à laquelle il avait adressé sa démission la veille.

Un différend lié aux conditions financières de cette démission serait à l'origine de ce double meurtre.

Dans la soirée de jeudi, cet employé avait prévenu par téléphone un de ses collègues de sa démission en invoquant des surcharges de travail devenues insupportables. (Reuters 30.10)

Qu'attendent les syndicats et les partis soit-disant ouvriers pour soutenir cet ouvrier ? Qu'attendent-ils ces grands défenseurs de la classe ouvrière ? Travailler, c'est être humilié en permanence par des patrons et leurs hiérarchies le plus souvent constituées de loques humaines. Ce travailleur a indiqué la voie par laquelle nous serons contraints d'en passer pour liquider le capitalisme.

Engels ne cachait pas qu'il attendait l'heure où sonnera la "vengeance" qu'il estimait légitime, après toutes les souffrances que les exploiteurs avaient fait subir à la classe ouvrière. Je suis dans le même

état d'esprit après avoir bossé dans plus de 45 boîtes, quand le patron te fout dehors ou qu'il te conduit à démissionner, tu n'as qu'une envie : le buter sur place et c'est légitime.

Oui face à la dictature implacable du capitalisme, c'est-à-dire la domination d'une classe sur une autre, il faut que le prolétariat prenne le pouvoir, qu'il exerce tout le pouvoir et impose sa dictature aux exploiteurs.

Françafrique = Françafric.

La Cour d'appel de Paris a refusé jeudi qu'un juge d'instruction enquête sur l'affaire dite des "biens mal acquis" présumés par les présidents du Gabon, du Congo et de Guinée équatoriale et leur entourage.

La doyenne des juges du pôle financier de Paris, Françoise Desset, avait donné en mai son feu vert à l'ouverture d'une enquête mais le parquet avait fait appel de la décision, estimant que le plaignant n'avait juridiquement pas d'intérêt à agir.

D'après l'ONG, le patrimoine immobilier des trois chefs d'Etat en France s'élèverait à 160 millions d'euros. Le clan Bongo possèderait à lui seul une trentaine de luxueux appartements ou maisons. (Lexpress.fr. 30.10) Bien mal acquis ne profite jamais paraît-il, encore une connerie, la preuve !

Comment l'Etat rançonne la population...

Le marché du permis à points a pris son essor entre 2002 et 2007, période au cours de laquelle le nombre de points retirés chaque année est passé de 3,1 millions à 9,5 millions, tandis que le nombre de permis invalidé était multiplié par six, passant de 13 601 à 88 698.

Les recours juridictionnels ont quadruplé entre 2004 et 2007, passant de 2 676 à 11 090. 'Les conducteurs à l'origine de ces recours parviennent régulièrement à obtenir gain de cause', indique la note. Le Centre d'analyse stratégique évoque un 'défaut du dispositif' déjà identifié par le Conseil d'Etat en 2007.

... mais les plus riches peuvent toujours s'en sortir.

La page d'accueil d'un site Internet est formelle : 'Pour un forfait annuel de 2 990 euros TTC, vous aurez l'assurance de ne jamais craindre que votre papier rose vous soit retiré.' En échange de ce forfait - 'le meilleur moyen pour rouler serein', est-il indiqué -, cet avocat spécialisé dans le contentieux du permis à points promet d'engager 'des procédures administratives et judiciaires' qui 'rendront alors impossible l'annulation de votre permis de conduire dans 95 % des cas. (LeMonde.fr 30.10)

Prix à la production.

Les prix à la production ont reculé de 0,4% en septembre en France après une progression de 0,4% en août, selon des données publiées par l'Insee. Sur un an, les prix à la production affichent un recul de 7,5%. (Reuters 30.10)

.Etats-Unis. La réalité l'emporte sur l'intox.

Après quatre trimestres de dépression, les Etats-Unis ont indiqué, jeudi 29 octobre, que leur PIB a

augmenté de 3,5 % au dernier trimestre. Mais comme Greg Burns, éditorialiste économique au Chicago Tribune l'explique : "la bonne nouvelle a un goût de 'oui, mais'". Il faut dire que si le PIB des Etats-Unis a progressé, le taux de chômage culmine à 9,8 %, selon le Washington Post.

"Si nous n'avions pas l'aide gouvernementale, l'économie serait, au mieux, plate", commente Gus Faucher, spécialiste en macroéconomie à Moody's Economy.com, société d'analyses économiques. (LeMonde.fr 30.10)

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

---

affichage 800 x 600 MSIE 7 ou Mozilla Window XP Webmaster : mil

---

Causeries novembre 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

P	I	R	A	T	A	G	E	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 9 novembre

J'ai essayé de faire rapidement le tour de l'actualité des derniers jours pour rattraper le travail que je n'ai pas pu faire pendant huit jours. Je vous raconterai comment j'ai vécu cette semaine difficile. Ce matin il continue de pleuvoir. Je n'ai pas l'esprit à causer, j'ai trop de problèmes à régler sur place. Je n'ai pas pu mettre les pages IO sur les conférences départementales, parce que je n'ai pas retrouvé la version 7 d'Adobe Acrobat qui permet de réduire le volume des fichiers pdf., vous ne perdez pas grand chose en vérité.

Un camarade m'a fait part d'une discussion qu'il avait eu avec un membre de Comité Valmy (de gaullistes "historiques"). Leur site Internet avait été attaqué à plusieurs reprises, alors ils avaient décidé d'être plus "modérés" dans leurs propos. De mon côté, pas question de passer le moindre compromis sur la ligne de conduite que je me suis donné.

Vous avez pu remarquer que j'avais reconstuit à l'identique la page d'accueil. J'ai été très vite car au lieu d'utiliser des tableaux imbriqués très compliqués à réaliser et qui dévorent des octets, j'ai privilégié la balise "span" qui permet de la même manière de placer des blocs de textes ou des photos à l'endroit désiré. J'ai téléchargé Mozilla mais je n'arrive pas encore à l'utiliser hors connection pour visualiser la page d'accueil, s'il y avait des problèmes, prevenez-moi rapidement, merci d'avance.

Mes prochains textes. Des extraits de courriels reçus qui seront commentés. Un mot sur le IO 70 et 71. Le tout si j'en trouve le temps !

Je dois télécharger à nouveau les oeuvres des marxistes, des heures en perspective devant l'écran. Dans mon malheur, je m'y retrouve, le nouvel ordinateur est beaucoup plus rapide que le précédent, pour le même prix qu'il y a deux ans, j'ai un écran 19" au lieu de 17", et le modem du téléphone est trois fois plus rapide que le précedent. Entre nous, s'il n'y avait pas le site, je n'en aurais pas racheté, car je n'en ai pratiquement aucune utilité à usage personnel. Si les camarades veulent participer au

financement du site, c'est l'occasion ou jamais, surtout que je dois renouveler l'abonnement au serveur à la fin de l'année, le patron de la boîte qui héberge mon site m'a dit que le site dépassait les 2 GO, donc je dois m'attendre à une augmentation importante de l'abonnement. Mon adresse figure en bas de l'écran.

Bonne semaine à tous.

Les infos en bref.

République des copains et des coquins.

Après Jean, Pierre? Suite au refus par la Société civile des producteurs phonographiques (SCPP) d'octroyer une aide à Pierre Sarkozy, producteur de rap (il a notamment produit Doc Gynéco), pour l'un de ses projets, un conseiller de l'Elysée serait intervenu auprès de cette dernière pour qu'elle revienne sur sa décision et apporte son soutien au fils du président.

Selon le site Electronlibre.info, qui a révélé cette affaire samedi, la SCPP aurait alors promis de tout arranger et que, «*lors de la prochaine commission, l'affaire serait réglée dans le sens qu'il convient*». (Lepost 07.11)

Epileptique, hystérique... et névrosé.

En fait, ce n'est pas deux fois, mais trois fois que le Président a prononcé les mêmes mots à l'occasion de trois discours "*différents*" devant des audiences composées de professionnels de l'agriculture et de l'élevage.

1. Le 11 septembre 2007, à l'occasion de l'inauguration du Salon des Productions Animales (SPACE) à Rennes, Nicolas Sarkozy a tenu les propos suivants :

"*La France a un lien charnel avec son agriculture, avec sa terre. Le mot "terre" a une signification française et j'ai été élu pour défendre l'identité nationale française. Et dans cette identité nationale française, il y a le rapport des Français avec la terre, avec leurs ancêtres, avec leurs grands-parents. Toutes les familles de France ont des grands-parents qui, à un moment ou un autre, ont travaillé la terre. L'agriculture a façonné nos paysages. L'agriculture a donné à notre patrie une partie de son âme. C'est avec ses convictions à l'esprit que nous allons ensemble oeuvrer pour l'avenir*"

2. Lors de son discours du 19 février 2009 à Daumeray, on a pu entendre :

"*Vous le voyez, venir dans le Maine-et-Loire, cela m'a permis de prendre l'air, de changer d'interlocuteurs et surtout de renouveler le lien charnel que la France a avec son agriculture et avec sa terre. Le mot "terre" a une signification française et j'ai été élu pour défendre l'identité nationale française. Et dans cette identité nationale française, il y a le rapport des Français avec la terre. Toutes les familles de France ont des grands-parents, des parents qui, à un moment ou un autre, ont travaillé la terre. L'agriculture a façonné nos paysages. L'agriculture a donné à notre pays une partie de son âme. C'est avec ces convictions à l'esprit que nous allons ensemble oeuvrer à la défense et à la promotion de l'agriculture française.*"

3. Et pour finir, le 27 octobre 2009, l'audience à Poligny s'est vue proposer :

La France a un lien charnel avec son agriculture, j'ose le mot : avec sa terre. Le mot "terre" a une

signification française et j'ai été élu pour défendre l'identité nationale française. Ces mots ne me font pas peur, je les revendique. La France a une identité particulière qui n'est pas au-dessus des autres mais qui est la sienne et je ne comprends pas qu'on puisse hésiter à prononcer ces mots « identité nationale française ». Ils ne sont agressifs envers personne. Ils sont simplement l'expression du devoir que nous devons aux générations qui nous ont précédés et qui ont fait, au prix de leurs vies et de leur sang ce que la France est devenue. Eh bien, la terre fait partie de cette identité nationale française. Et cette identité nationale française est constituée notamment par le rapport singulier des Français avec la terre. Toutes les familles de France ont des grands-parents qui, à un moment ou un autre, ont travaillé la terre. L'agriculture a façonné nos paysages. L'agriculture a donné à la France une partie de son âme. C'est avec ces convictions que nous allons ensemble oeuvrer pour l'avenir de notre agriculture.

Heureusement, les textes ne sont pas faits que de similitudes. Ainsi, le discours du 19 février 2009 nous apprend que "*la seule réponse à cette crise alimentaire mondiale est donc de doubler la production alimentaire d'ici à 2050 tout en préservant la planète*" tandis que celui du 27 octobre 2009 laisse entendre que "*la seule réponse à cette crise alimentaire mondiale consistera d'augmenter de 70% la production d'ici à 2050 tout en préservant la planète*".

Doubler, c'est +100%, pas +70%. Voilà qui est différent... (LePost 01.11)

La Poste vendue aux capitalistes.

Le 4 novembre le Sénat a rejeté une motion proposant un référendum sur le projet de privatisation de La Poste.

Et que propose le Comité national contre le projet de privatisation de La Poste, dans un communiqué du 6 novembre, il "*appelle à une journée nationale de manifestations décentralisées et de mobilisations citoyennes le 28 novembre 2009*", autant dire une journée d'action sur le modèle des appareils, pas question d'organiser une manifestation nationale unitaire à Paris contre le gouvernement sur ce sujet comme sur tous les autres, notamment les salaires et les licenciements.

Sur les partis. L'UMP.

L'UMP compte officiellement 228 740 adhérents à jour de cotisations, loin des prévisions mégalomanes du 24 janvier de son secrétaire général, Xavier Bertrand, il avait dit « *Nous atteindrons et dépasserons les 500 000 adhérents en 2012.* ».

Le Figaro précise qu'il ne s'agit que de « chiffres officiels » et que « *certains, rue de La Boétie [siège du parti, ndlr], assurent que le nombre de militants est en deçà des 200 000* ».

Ce chiffre est sujet à caution. Le 21 mars 2008, Patrick Devedjian, alors secrétaire général, annonçait « *109 239 adhérents UMP à*

jour de cotisations ». Difficile dès lors de croire qu'il avait grimpé à 270 000 à l'automne dernier.

Selon Brigitte Girardin, le Club Villepin comptait plus de 4 000 membres et s'est fixé pour objectif d'atteindre 100 000 adhérents fin 2010. (source: Rue89 03.11)

Quand on compare le nombre d'adhérents des partis de la réaction avec celui des partis se réclamant de la classe ouvrière (hors PS qui appartient à la première catégorie), on comprend que le gouffre qui

existe entre les deux donne des ailes à nos ennemis.

Sur les partis. Le PS.

Selon *le Figaro* de jeudi dernier, le chiffre des adhérents du PS à jour de cotisations qui avait fait le tour des médias fin septembre, lorsque Libération écrivait qu'il était descendu à 64 000, serait depuis remonté au-dessus de 90 000 après la consultation militante du 1er octobre. (source: Rue89 03.11)

Le PS est très loin des 135.000 adhérents supposés il n'y a pas si lontemps. Il ne reste plus que les élus dans ce parti bourgeois, des petits bourgeois... et quelques égarés comme toujours.

Ils ne désarment pas.

La commission des Finances de l'Assemblée nationale a adopté un amendement UMP qui vise à soumettre à l'impôt sur le revenu les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale aux victimes d'accidents du travail et de maladie professionnelle. (Reuters 06.11)

Leurs calculs.

1- La hausse du chômage n'est pas considérée comme une si mauvaise nouvelle par les investisseurs, car même si elle montre de façon spectaculaire que la crise est loin d'être finie outre-Atlantique, elle signifie aussi que les banques centrales ne vont pas relever leurs taux directeurs de sitôt. (Le Monde 07.11)

2- L'emploi temporaire aux Etats-Unis a fortement monté en octobre, avec 34.000 placements, un signe jugé positif pour l'économie. (Reuters 06.11)

3- Les résultats du troisième trimestre, qui sont actuellement publiés de part et d'autre de l'Atlantique, montrent que les sociétés ont profité de la crise pour accélérer les restructurations et abaisser leurs coûts fixes. Dans la plupart des cas, les profits publiés se révèlent supérieurs aux attentes des analystes, avec une résistance des marges nettement plus forte que prévu.

Aujourd'hui, le principal sujet de préoccupation se situe au niveau de l'évolution des chiffres d'affaires. La Bourse a bien intégré le fait que les entreprises ont su faire preuve de réactivité en coupant dans les dépenses, mais elle veut s'assurer qu'elles disposent de réelles perspectives de croissance. L'amélioration des performances opérationnelles des entreprises est telle que ces dernières n'ont pas besoin d'une forte augmentation de leur chiffre d'affaires pour faire progresser leurs bénéfices. (Le Journal des finances 07.11)

4- L'or a atteint un nouveau record absolu vendredi sur le London Bullion Market, à 1.101,42 dollars l'once.

Cette nouvelle poussée s'est faite sur fond d'un nouvel accès de faiblesse du dollar vendredi après midi, un mouvement qui soutient généralement le prix des matières premières libellées dans cette monnaie. (Lefigaro et AFP 06.11)

De quoi engraisser les banquiers.

Le déficit budgétaire de l'Etat s'établissait à 125,8 milliards d'euros au 30 septembre, contre 56,6 milliards à la même date en 2008, annonce vendredi le ministère du Budget.

Au 30 septembre, les dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 263,9 milliards d'euros contre 255,9 milliards d'euros l'an dernier, soit une hausse de huit milliards d'euros en un an. Les recettes du budget général s'établissent à 169,7 milliards d'euros contre 221,6 milliards d'euros à la même date en 2008. (AP 06.11)

La crise.

1- "*Je dirais qu'il n'y a aucune surprise*", a commenté Robert MacIntosh, chef économiste d'Eaton Vance à Boston, à propos du communiqué de la Fed du 4 novembre. (Reuters 04.11)

2- Les ministres des Finances du G-20, réunis à St. Andrews, en Ecosse, se sont engagés samedi à poursuivre leur politique de soutien à l'économie tant qu'une reprise internationale ne sera pas assurée, et ils ont promis d'agir pour s'attaquer à la menace du changement climatique.

Le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner a déclaré "*Si on arrête trop rapidement, nous affaiblirons l'économie et le système financier, le chômage augmentera, davantage d'entreprises échoueront, les déficits budgétaires augmenteront, et le coût final de la crise sera plus élevé*". (AP 08.11)

Une nouvelle bulle dans l'air.

Chaque semaine, c'est un peu la même chose. Des indicateurs de conjoncture fournissent des perspectives plutôt encourageantes sur la sortie de crise. Et, chaque semaine, des grands symboles de l'économie réelle viennent nous rappeler que l'appareil productif a été sérieusement endommagé, au moins dans les pays développés, que le chômage continue de grimper, et que la relance par l'investissement ne suffit pas nécessairement.

Aux Etats-Unis, le taux de chômage a bondi à 10,2 % au mois d'octobre. C'est là une situation qui ne s'était pas vue outre-Atlantique depuis plus d'un quart de siècle. Et rien ne permet aujourd'hui de dire quand cette face la plus sombre de la récession laissera enfin poindre les premiers rayons d'une éventuelle éclaircie.

Or, s'il n'y a pas d'éclaircie et si les économistes qui prévoyaient une reprise en forme de W finissent par avoir raison, la France comptera, elle, pas moins de 3,5 millions de chômeurs en 2011.

On comprend dans ces conditions que, la même semaine, les responsables de la Réserve fédérale américaine et ceux de la Banque centrale européenne aient affirmé très clairement qu'ils ne voyaient pas de raison de relever leurs taux directeurs avant longtemps. Cela signifie sans équivoque que, d'un côté de l'Atlantique comme de l'autre, on est d'accord pour mener une politique monétaire accommodante le plus longtemps possible.

Ce n'est sûrement pas un bon indicateur en termes économiques. Mais cet argent au loyer ridicule va inévitablement venir se placer en Bourse, comme c'est le cas depuis mars. Au risque même de créer une nouvelle bulle. (Lefigaro.fr. 06.11)

Si c'est le *Figaro* qui le dit, pour une fois on va les croire sur parole.

Les charrettes.

1- Johnson & Johnson (117.000 personnes) annonce qu'il supprimera 6 à 7% de ses effectifs, soit

7.000 à 8.000 emplois.

Le groupe de santé diversifié compte dégager des économies avant impôt de 1,4 à 1,7 milliard de dollars en 2011.

"*Nous annonçons une série de décisions et de mesures destinées à faire en sorte que notre société soit bien placée et structurée de manière adéquate pour une croissance durable de l'industrie de la santé*", explique le directeur général William Weldon dans un communiqué.

Le groupe confirme sa prévision d'un bénéfice par action de 4,54 à 4,59 dollars cette année, hors exceptionnels. (Reuters 03.11)

2- Nokia Siemens Networks compte supprimer jusqu'à 5.800 emplois sur 64.000 qu'en compte l'équipementier et économiser plus d'un milliard d'euros afin de pouvoir rester compétitif sur le marché des équipements de télécommunications.

"*Pour égaler la souplesse commerciale dont font preuve les Chinois, NSN (Nokia et Siemens) a dû également réduire sa production, sa recherche-développement et ses frais généraux*", explique Pal Zarandy, associé du cabinet conseil Rewheel.

"*Les changements intervenus dans l'économie mondiale et l'environnement concurrentiel rendent nécessaires de nouvelles réductions des coûts*", explique l'équipementier dans un communiqué. (Reuters 03.11)

Les représentants des salariés au comité central d'entreprise de Siemens craignent que le géant industriel allemand supprime jusqu'à 10.000 emplois dans le monde en 2010, a déclaré l'un d'eux au quotidien Die Welt. (Reuters 04.11)

3- La banque britannique Royal Bank of Scotland a annoncé qu'elle allait devoir céder davantage d'actifs que prévu et supprimer 3.700 emplois dans son activité de banques de détails.

RBS a précisé être en discussions avec le personnel et ses représentants concernant un projet de restructuration de sa banque de détails prévoyant le départ de 14% des effectifs dans ses 2.268 agences britanniques.

La banque a déjà supprimé 16.000 emplois sur un effectif mondial total de 165.000 personnes dont 10.000 en Grande-Bretagne. (Reuters 02.11)

4- Daimler (45.000 personnes en Allemagne) envisage de supprimer 1.000 postes dans sa filiale de voiture de luxe Mercedes-Benz en offrant des plans de départ volontaire à certains employés, a annoncé mercredi le constructeur automobile. (Reuters 04.11)

5- Microsoft (91.000 personnes) a annoncé mercredi 800 suppressions de poste supplémentaires, en plus des 5.000 annoncées en janvier. (AP 04.11)

Mouvements sociaux.

1- Les chemins de fer étaient paralysés par une grève d'une journée jeudi en Belgique, à l'appel des syndicats de cheminots qui dénoncent l'absence d'informations sur le projet de restructuration de la société publique NMBS-SNCB.

Le patron de la NMBS-SNCB a expliqué qu'il demandait "plus de flexibilité" de la part des syndicats, lesquels craignent que le sauvetage du fret ferroviaire ne se traduise par la perte de jusqu'à 3.000 emplois. (AP 05.11)

2- Les voyageurs circulant en train vers l'Italie risquent de subir des retards et des annulations ce week-end, en raison d'un mot d'ordre de grève de 24 h des employés des chemins de fer. (AP 07.11)

Chinafrique.

1- Le Forum Chine-Afrique, auquel participent une cinquantaine de pays, s'est ouvert dimanche pour deux jours à Charm el-Cheikh (Egypte), avec l'ambition de renforcer une coopération économique en plein essor entre le géant asiatique et le continent africain.

Selon les statistiques officielles chinoises, les investissements directs chinois sur le continent africain sont passés de 491 millions de dollars en 2003 à 7,8 milliards fin 2008.

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont quant à eux décuplé depuis le début de la décennie: ils ont atteint 106,8 mds USD en 2008, une hausse de 45,1% sur un an. (Lexpress.fr 08.11)

2- La Chine va débloquer 10 milliards de dollars sous forme de nouveaux prêts aux pays africains au cours des trois prochaines années, a annoncé dimanche le Premier ministre chinois Wen Jiabao.

Il a également promis d'annuler la dette de certains des pays les plus pauvres du continent. (AP 08.11)

Etats-Unis. L'avortement : pas pour les pauvres !

La réforme de la couverture santé contre une restriction du droit à l'avortement. Le texte-phare de Barack Obama n'a pu franchir sa première grande étape qu'au prix d'une concession majeure aux anti-avortements au sein même de son parti.

Il s'agit d'un amendement interdisant tout remboursement de l'intervention si l'assurance-maladie de la patiente a été obtenue grâce à une subvention quelconque de l'Etat. (Libération.fr 08.11)

Afghanistan. Dehors l'ONU et les troupes d'occupation !

L'ONU a annoncé que plusieurs centaines de ses employés, sans en préciser le nombre exact, seront temporairement retirés d'Afghanistan suite à l'attentat du 28 octobre dans lequel cinq de ses employés ont été tués. (AP 07.11)

Soudan. Les victimes oubliés de l'impérialisme.

Le Sud-Soudan pourrait être menacé de famine en conséquence de précipitations trop faibles.

Des responsables de l'Onu avaient jugé possible durant l'année qu'au moins 1,2 million d'habitants de cette région sous-développée disposent de vivres en quantité insuffisante en raison du très timide début de saison des pluies.

Dimanche, des dirigeants du Fonds de l'Onu pour l'enfance ont dit craindre une situation encore plus préoccupante face à la faible pluviosité enregistrée à la fin de la saison des pluies, en octobre et début

novembre.

"*Si nous ne parvenons à pas maîtriser la situation (...) on peut s'attendre à un degré (de pénuries alimentaires) qui peut friser (...) les conditions d'urgence qui tournent à la famine.*" (Reuters 08.11)

Irak. Une parodie de démocratie.

Le parlement irakien a voté dimanche une loi électorale, dont l'adoption avait été plusieurs fois retardée, qui ouvre la voie à l'organisation d'élections nationales, en principe dans le courant de janvier 2010. (AP 08.11)

Le 10 novembre

Je me remets au boulot au même rythme qu'avant. Je n'ai pas eu le temps de remercier le camarade qui m'a envoyé une copie de mes causeries des derniers jours d'octobre, celle du 29 est coupée sur le côté droit, si tu peux me la renvoyer en te remerciant par avance.

Ce matin au réveil, j'ai téléchargé tous les textes des marxistes qui figuraient dans le serveur qui héberge le site. Je suis passé ensuite aux articles des agences de presse, j'ai commencé à bosser vers 7h30, il est 13h04, je n'ai rien fait d'autre sauf commenter l'interview de Thibault car il est intéressant.

Il a plu toute la nuit et toute la matinée, on a un léger rayon de soleil, je me grouille pour aller à 15 bornes à un bureau pour voir où en est mon foutu papier. Mon épouse Magueswary devait être admise dans la clinique qui l'a opérée il y a plus de trois ans, après être passée par les urgences. Elle a de la fièvre depuis plusieurs jours et le moindre microbe ou virus non traité à temps peut littéralement la tuer s'il remonte jusqu'au coeur où se trouvent ses deux prothèses.

Un peu de politique.

Nous avons un mur à abattre : le capitalisme !

Sarkozy le mythomane en est arrivé à inventer sa présence à Berlin le soir du 9 novembre 1989, alors qu'il est prouvé qu'il n'y était pas, pour convaincre la population qu'il a toujours été et qu'il est toujours en phase avec la réalité, bref, qu'il est l'homme de la situation, de toutes les situations.

Il a besoin de ce support pour justifier ses contre-réformes qui viendraient à point nommé pour moderniser la France et garantir sa place dans le monde, selon le discours officiel.

Omniprésent, inévitable, indispensable, providentiel, tel un monarque ou un empereur dont dépend la vie de ses sujets, voilà une partie des attributs qu'il s'est approprié pour rassembler autour de sa médiocre personne le bon peuple de France. Exercice nécessaire pour masquer le contenu réactionnaire de sa politique antisociale.

La Talonnette commence à traîner une sacrée gamellle derrière lui, que son entourage peine de plus en plus à rendre invisible et insonore. Plus il en fait, plus il va se retrouver isoler, même *Le Figaro* se retrouve dans l'obligation de se désolidariser de ses grossiers mensonges dénoncés par des journalistes sur Internet.

On n'en est pas encore à une crise politique ouverte pour autant, seule la mobilisation générale du prolétariat pourrait la provoquer, à moins d'un événement exceptionnel qui précipiterait la chute du régime comme l'histoire en a le secret. (A suivre)

Le NPA se couche devant l'appareil de la CGT, parole de Thibault.

Le Monde du 9 novembre a interviewé B. Thibault, extrait:

Question : Vous aviez critiqué le NPA et Olivier Besancenot pour leur ingérence dans le débat sur la stratégie syndicale. D'autres partis, comme le PCF, se permettent aussi des commentaires. Comment réagissez-vous ?

Réponse : (...) Depuis que l'on a eu une rencontre avec le NPA, il y a moins de déclarations de sa part sur ce sujet. Le PCF respecte l'indépendance syndicale dans le dialogue nécessaire entre syndicats et partis politiques.

L'intégralité de cet article que j'ai largement commenté est dans le site. Je vous conseille de le lire, Thibault confirme à sa manière ma position sur le syndicalisme.

Guerre de classe : l'aristocratie financière contre le prolétariat.

Wall Street a clôturé en forte hausse lundi, et inscrit un pic de 13 mois, les intervenants ressentant à nouveau le goût du risque après que le G20 eut dit que les mesures de soutien demeureraient tant que la reprise ne serait pas assurée. (Reuters 10.11)

Algérie.

Des centaines de milliers d'enseignants du primaire et du secondaire se sont mis en grève lundi en Algérie pour protester contre l'inflation responsable, selon eux, de l'annulation des hausses de salaire.

Selon Meziane Meriane, secrétaire général d'un syndicat indépendant de l'enseignement secondaire, 90% environ des professeurs des collèges et lycées étaient en grève à travers le pays. La proportion de grévistes serait légèrement moindre dans le primaire.

"*Les traitements des professeurs ont été augmentés (l'an dernier) mais le problème est que l'inflation galopante a englouti toutes ces hausses*", a expliqué le syndicaliste. "*Ce que nous voulons, c'est que le niveau de vie de tous les fonctionnaires soit garanti*".

Il a ajouté que le mouvement de grève se poursuivrait jusqu'à la fin de la semaine. Au cas où les revendications ne sont pas satisfaites, les syndicats se réuniront pour décider de la suite à donner.

Pour sa part, le ministère de l'Education a contesté les chiffres des syndicats, évoquant un taux de 33% de grévistes dans le secondaire et un taux encore plus faible dans le primaire. (Reuters 10.11)

Afghanistan.

Deux soldats tchèques de la force de sécurité de l'OTAN en Afghanistan, l'ISAF, ont été suspendus avec leur commandant pour avoir porté des insignes nazis sur leurs casques, a annoncé lundi le ministère de la Défense à Prague. (AP 09.11)

Le 11 novembre

Un mot sur le site. J'ai réussi à sortir les pages des conférences départementales d'IO à partir d'Adobe Acrobat 5 en passant par le format html avant de revenir au format pdf. Une vieille astuce qui m'est revenue à l'esprit. Parfois vous voulez copier des images pour vous en resservir ensuite, mais leur format ne vous convient pas, dans ce cas-là copier-les dans un document word et enregistrez-le au format webb, vous vous retrouverez avec un dossier contenant les images au format jpg, gif ou png. Il a fallu que je me remette à l'informatique, apparemment je m'en suis bien sorti, c'est l'avantage d'être autodidacte (jusqu'en 2001).

Si je vous disais qu'il y a eu un nouveau rebondissement dans mon histoire de papier et que rien n'est réglé, à devenir dingue ! Mon épouse est tellement mal que je n'aurai pas d'autre alternative que rentrer en France sitôt cette affaire réglée, si elle est réglée un jour ! Je viens une nouvelle fois de faire appel au Consul de France, j'attends sa réponse avec impatience.

Tous ensemble.

A l'appel de la CGT, Force ouvrière et Sud les agents du RER étaient en grève à partir de lundi, celle-ci devait se poursuivre jusqu'à jeudi au grand dam du gouvernement qui doit faire face aux limites de la loi sur le service minimum votée en 2007 : "Il y a en effet un problème, c'est que la loi sur le service minimum ne fonctionne pas lorsque toute le monde est en grève", a déclaré sur RTL le secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau.

Il n'a toutefois pas souhaité que soit imposé un principe de réquisition pour assurer le fonctionnement des transports en commun parisiens. (Reuters 10.11)

Le gouvernement craindrait-il une épreuve de force avec les agents de la RATP et de la SNCF ? Plus on sera en mesure d'affaiblir Thibault, plus le gouvernement se trouvera en difficulté. Dans la situation actuelle, le gouvernement peut craindre le pire à la moindre occasion, une explosion sociale incontrôlable.

Autres points.

1- Dans son dernier éditorial Gluckstein écrit : "*“ Y a-t-il une alternative à l’interdiction des licenciements ?*".

Oui, on s'étonne même qu'il n'y ait pas pensé : l'occupation des usines avec comités de grève élus et expropriation des patrons et actionnaires.

2- Le PS compterait beaucoup moins d'adhérents que d'élus, autant dire qu'en dehors d'une infime minorité d'égarés ou de petits bourgeois entendant défendre leurs avantages, ce parti ne compte que des élus, ce que j'affirmais il n'y a pas si longtemps. Dans ces conditions, que vaut tout appel dans sa direction sinon de s'adresser exclusivement à son appareil ? C'est par cette méthode que les "trotskistes" de l'OCI-PCI, du PT puis maintenant du POI, ont conduit lentement mais sûrement leurs militants sur la voie du réformisme et à abandonner le marxisme. On ne s'étonnera pas que des militants de ce courant rejoignent ou ait rejoint le PS à un moment donné, je peux en témoigner par un courriel qu'un militant m'a adressé, et il ne devait pas être le seul dans ce cas-là.

3- Un maire PS qui a participé à une conférence départementale pose une question intéressante, mais ne chercher pas la réponse du POI : "*Mais je m'interroge : les Français ne sont-ils pas résignés ?*". Je vais lui répondre.

Les uns qui constituent la majorité peuvent encore vivre comme avant, les autres ne savent plus à quel parti faire confiance, tandis que d'autres proche des précédents se demandent à quoi bon s'engager sans perspective politique, et pour finir il y a ceux qui s'engagent dans le combat en attendant tout du gouvernement et des patrons. Voilà en gros la situation telle que je la vois.

Il est parfaitement évident qu'un appel unitaire à passer à l'action pourrait se traduire par le déferlement de millions de travailleurs sur le pavé, mais un tel objectif ne pourrait avoir de valeur à nos yeux qu'à partir du moment où une telle mobilisation orientée contre le gouvernement et les institutions serait relayée par un parti, or ce parti n'existe pas, et celui ou ceux qui pourraient avancer dans cette direction ont été incapables jusqu'à présent de s'implanter dans les couches de la classe ouvrière les plus frappées par la crise et qui se trouvent être les plus déterminées à en finir avec le capitalisme puisqu'elles ont conscience de ne rien avoir à perdre.

Faudrait-il encore que ce parti soit capable de ranimer l'espoir chez les masses qu'un monde meilleur est possible, qu'il soit porteur d'un espoir que seul le socialisme peut incarner, mais là aussi, ces partis ne peuvent pas à la fois incarner le socialisme et collaborer avec le capital ou les appareils pourris du mouvement ouvrier, et prétendre gagner la confiance des masses en ayant un pied de chaque côté de la barricade. Les travailleurs ont besoin d'un objectif politique clair.

Tout mouvement des masses comporte au départ une large part d'inconscience, c'est normal et inévitable, si maintenant aucun parti n'est en mesure de lui donner un contenu conscient et d'aider ainsi les masses à se l'approprier, il se soldera finalement par un échec, il ne faut se faire aucune illusion à ce sujet. C'est la raison pour laquelle la question centrale demeure la construction du parti, son implantation dans toutes les couches du prolétariat. Tout autre objectif dans la situation actuelle est par nature opportuniste et condamné à l'échec. Cela fait 69 ans que l'on nous raconte les mêmes balivernes avec toujours le même résultat.

Prenez les articles des journaux du NPA et du POI traitant de questions sociales ou politiques et dites-moi combien vous en trouvez dans lesquels il est écrit qu'il faut mettre dehors Sarkozy et son gouvernement, qu'il faut liquider les institutions de la Ve République, que seul le socialisme constitue une alternative au capitalisme. Vous n'en trouverez pas ou alors si rarement que personne n'y a prêté attention. Ces partis commentent l'actualité politique, ils ne sont pas capables de faire autres choses. Vous en voulez une preuve.

Dans le IO n°72; à la page 6, l'article intitulé *Crise au sommet de la Ve République : le feuilleton* se termine ainsi : " *La suite au prochain numéro !*" après avoir énuméré les "*couacs*" qui ont secoué le sommet de l'Etat ces dernières semaines. C'était l'occasion rêvé d'embrayer sur la nécessité de renverser les institutions, et bien pas un mot plus haut que l'autre pour les évoquer. On a juste le droit à un copier coller d'extraits d'articles ou de déclarations sans la moindre analyse politique, sans la moindre perspective politique. Autant dire un article qu'il est inutile de lire.

Mobilisation chez Alcatel-Lucent.

Ce mardi, plus de 500 salariés d'Alcatel-Lucent ont manifesté devant la place du Parlement à Rennes, environ 500 ont scandé leurs revendications devant le siège de l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et de La Poste) à Paris et une centaine ont exigé le soutien de l'Union

européenne, à Strasbourg, devant le Parlement européen. «*Il y a également eu une grève en Italie et des débrayages en Roumanie, sur le site de Timisoara, et en Allemagne, à Stuttgart*», prévient Hervé Lassalle, représentant CFDT d'Alcatel-Lucent. «*Les États-Unis et la Chine protègent bien leurs économies mais pas l'Europe, ce qui entraîne des délocalisations*», déplore Bruno Fourage, délégué CFE-CGC d'Alcatel-Lucent.

La direction d'Alcatel-Lucent met en place son quatrième plan social depuis la naissance du groupe en 2006, se traduisant par la suppression de 750 postes. (Lefigaro.fr et AFP 10.11)

La pompe à profits des banquiers.

Les ministres des Finances de l'Union européenne se sont mis d'accord mardi pour entamer en 2011 au plus tard l'assainissement de leur situation budgétaire mais ils ont refusé de fixer une date équivalente pour le début du retrait des mesures de soutien au secteur bancaire.

"*Il est pour l'instant prématuré de commencer à parler de la fin de ces mécanismes de garantie, des mécanismes d'injection de capitaux et des mécanismes concernant les actifs douteux*", a déclaré le ministre suédois Anders Borg, lors d'une conférence de presse à l'issue de la réunion qu'il a présidée à Bruxelles.

"*Nous devons être clairs sur la nécessité de conserver ces mécanismes pendant un certain temps.*" (Reuters 10.11)

Charrettes.

1- La banque Lloyds a annoncé qu'elle envisageait de supprimer 5.000 emplois d'ici fin 2010. (lefigaro.fr 10.11)

2- La société Adobe Systems basée à San Jose en Californie, a annoncé mardi qu'elle allait supprimer 680 emplois temps plein, soit environ 9% de sa main d'oeuvre. Lundi déjà, Sprint Nextel avait annoncé entre 2.000 et 2.500 suppressions d'emplois et Electronic Arts 1.500 suppressions d'emplois. (AP 11.11)

Le 12 novembre

Slendeur et décadence du régime. Mensonges misérables, crasse ignorance, basse vengeance...

1- L'ancien député RPR Jean-Jacques de Peretti, présent aux côtés de Nicolas Sarkozy sur la photo diffusée sur Facebook, a fini par torpiller la version présidentielle sur la présence de Sarkozy à Berlin le 9 novembre au soir.

Après avoir confirmé le récit de M. Sarkozy, il est confronté à une dépêche de l'AFP du 17 novembre 1989, qui relate son voyage à Berlin la veille. "*Si l'AFP dit que c'était le 16 novembre, c'est que ça doit être vrai*", lâche-t-il, embarrassé, au Monde.fr. Et de concéder qu'il ne s'est rendu "*qu'une seule fois à Berlin*". La photographie montrant M. Sarkozy s'attaquant au mur de Berlin ne peut donc pas avoir été prise un autre jour.

A Berlin, Frank Louvrier, conseiller du président, défend mordicus la version de M. Sarkozy. On

interroge le président lui-même au sortir d'un entretien avec le président russe, Dmitri Medvedev. Haussement d'épaules dépité, le président a d'autres choses à faire. Et puis, "*le premier ministre l'a confirmé*", confie M. Sarkozy. C'est donc la preuve qu'il était à Berlin. François Fillon a corroboré l'histoire, avec moult détails. Jusqu'à en donner un de trop. La petite troupe a rencontré une équipe de TF1, emmenée par Ulysse Gosset. Interrogé par France 3, le journaliste a expliqué avoir été à Moscou le 9 novembre 1989. (Le Monde 10.11)

2- L'écrivain Marie Ndiaye récompensé le 2 novembre par le plus prestigieux prix littéraire français, le prix Goncourt 2009, vit à Berlin depuis deux ans et a dit que son départ de France tenait "*en grande partie*" à l'élection de Nicolas Sarkozy à l'Elysée.

Le député UMP Eric Raoult a fustigé mardi ces propos et interpellé le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand dans une "*question écrite*", invoquant un devoir de réserve des lauréats du Goncourt.

Bernard Pivot, membre du jury du Goncourt, a qualifié d'"*erreur ou de bourde*" la prise de position d'Eric Raoult, en estimant que le député de Seine-Saint-Denis ne connaissait "*rien au milieu littéraire*".

"*Le devoir de réserve qu'il invoque n'a jamais existé, n'existe pas et n'existera jamais, pas plus pour le lauréat du prix Goncourt que pour le lauréat du prix Nobel de littérature*", a-t-il dit sur France Info. (Reuters 11.11)

3- Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, a affirmé mardi son opposition à l'organisation de retours forcés dans leur pays d'Afghans en situation irrégulière en France, comme décidé récemment par son collègue de l'Immigration, Eric Besson.

"*Je ne suis pas là pour polémiquer avec Bernard Kouchner et mes collègues du gouvernement*", a répondu le ministre de l'Immigration, interrogé à la sortie du Conseil des ministres.

"*J'imagine que s'il avait un désaccord majeur, il a eu l'occasion de s'en expliquer avec le président de la République. La deuxième chose, son directeur a été directement associé à toutes les réunions interministérielles que nous avons eu sur le sujet. Je n'ai pas grand-chose à dire de plus*", a ajouté le ministre de l'Immigration. (AP 11.11)

4- Dans *Un bleu en politique* l'ancien secrétaire d'Etat aux Sports Bernard Laporte (UMP) se lâche sur les politiques. L'ancien entraîneur du XV de France, qui a quitté le gouvernement en juin dernier lors d'un remaniement ministériel, dénonce l'attitude de "*certains*" politiques. Ce sont des "*gens lâches, étroits d'esprits et privilégiés*" affirme-t-il. (AP 11.11)

Echo de la crise.

1- les Bourses américaine et européennes ont grimpé d'environ 5 % en moins de deux semaines.

2- la compression des coûts et des effectifs a permis aux entreprises de préserver leurs bénéfices habituels.

3- les pouvoirs publics continuent d'injecter de la monnaie en quantité dans leur économie.

4- la hausse des prix de toute une série d'actifs s'explique par le faible coût de l'argent.

5- au cours du mois qui vient de s'écouler, le cours de l'or a progressé de 5 % et celui du pétrole de 9 %.

Quand ils prennent leurs rêves pour la réalité.

La Commission européenne prévoit que le déficit budgétaire cumulé de la zone euro représentera 6,4% du produit intérieur brut (PIB) cette année et 6,9% l'an prochain, contre 2,0% en 2008. La dette publique des Seize devrait parallèlement atteindre 78,2% du PIB cette année, 84% en 2010 et 88,2% en 2011.

La Commission a donné jusqu'à 2013 à l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Autriche, les Pays-Bas, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie et le Portugal pour ramener leurs déficits sous le seuil de 3%.

"*Je suis convaincu que les délais proposés aujourd'hui sont appropriés et réalistes*", a déclaré le commissaire aux Affaires économiques et monétaires, Joaquin Almunia. (Reuters 10.11)

Les Verts : un parti du capital.

Après le scrutin régional du 30 août, la Sarre aurait dû devenir le premier Land de l'ouest du pays à réaliser l'union de la gauche : les résultats avaient dégagé une nette majorité pour le bloc formé par le Parti social-démocrate (SPD), les Verts et la gauche radicale Die Linke, d'Oskar Lafontaine. Mais les écologistes sarrois ont tourné casaque.

Le ministre-président sortant, le chrétien-démocrate (CDU) Peter Müller, a été réélu, mardi 10 novembre, à la tête d'un nouveau gouvernement régional rassemblant les conservateurs, les Verts et les libéraux (FDP).

La CDU sarroise, quant à elle, se félicite du ralliement des Verts qui lui permet de rester au pouvoir malgré une perte de 13 points aux régionales.

Ils gouvernent la ville-Etat de Hambourg avec la CDU depuis 2008. (Le Monde 11.11)

Ils avancent pendant qu'on fait du surplace.

L'Union européenne est appelée à désigner son président le 19 novembre prochain. La présidence suédoise de l'UE a convoqué un sommet extraordinaire à Bruxelles au cours duquel les Vingt-Sept nommeront également leur chef de la diplomatie. (AP 11.11)

Le 13 novembre

Les affaires et les couacs de la Ve République

1- Charles Pasqua, condamné à un an d'emprisonnement ferme dans le procès sur l'Angolagate, a annoncé jeudi sa décision de déposer une plainte contre le juge chargé de l'instruction du dossier Philippe Courroye.

Il a notamment déclaré que la présidence de la République et les ministères des Affaires étrangères et

de la Défense étaient au courant en décembre 1995. Il a ensuite cité les noms de Jacques Chirac, Dominique de Villepin, Jacques Foccart, Hervé de Charette et Charles Millon.

Selon le sénateur des Hauts-de-Seine, "*aucun n'a été entendu par le juge d'instruction*". Pour lui, "*il s'agit d'un fait qui dépasse toute logique*".

"*Si la justice dit que cette vente d'armes est illégale, pourquoi n'ont-ils pas été jugés et pourquoi le juge s'est polarisé sur moi*", s'est-il interrogé.

"*L'ancien président n'a jamais assumé ses responsabilités. Je l'accuse de ne pas avoir assumé ses responsabilités*", a-t-il lancé. (AP 12.11)

2- Le président tunisien Zine el Abidine ben Ali soutenu par Sarkozy a dénoncé jeudi les "*ingérences étrangères*" dans son pays, faisant apparemment référence à des critiques de Bernard Kouchner qui s'était déclaré "*déçu*" mardi au micro d'une radio française par l'arrestation du journaliste d'opposition tunisien Taoufik ben Brik.

"*Une tel ingérence va au-delà de la souveraineté de notre pays car elle affecte la souveraineté de l'Union du Maghreb arabe et de l'Union africaine auxquelles nous appartenons*", a déclare Ben Ali devant le parlement.

"*Nous avons soumis cette question aux présidents des deux organisations en vue de prendre la position qui s'impose et de protester contre ces abus*", a-t-il ajouté. (Reuters 12.11)

Le règne de Sarkozy Ier ou travail-famille-patrie.

Jeudi Sarkozy a de nouveau pris la défense du débat sur l'identité nationale lancé par son ministre de l'Immigration Eric Besson.

Ce qui est dangereux, c'est de refuser de parler d'identité nationale et "*de faire comme si tout allait bien*", a-t-il dit.Devant un millier de personnes - élus locaux, habitants du Vercors et militants UMP - dans un gymnase de La Chapelle-en-Vercors (Drôme), il a convoqué la défense de la patrie, de la Guerre de Cent ans aux maquisards du Vercors en passant par les soldats de l'An II ; l'héritage de la chrétienté et celui des Lumières ; les valeurs du travail, du mérite et de la famille ; le TGV, Ariane, l'aéronautique et le nucléaire ...

En invoquant cette trilogie travail-famille-patrie, après avoir défendu l'idée, le 27 octobre dans le Jura, que la terre fait partie de l'identité nationale française, il a pris le risque d'être accusé par ses détracteurs de brandir des thèmes renvoyant à la France du maréchal Pétain et de Vichy. (Reuters 12.11)

Les banquiers se portent bien.

1- Natixis a dégagé un bénéfice net de 268 millions d'euros pour le troisième trimestre.

2- BNP Paribas a dégagé un bénéfice net de 1,3 milliard d'euros sur le trimestre/

3- Société générale a fait état d'un résultat net de 426 millions d'euros.

4- Crédit agricole SA a bouclé son trimestre avec un bénéfice net de 289 millions.

5- Le groupe BPCE a lui-même dégagé un bénéfice net de 447 millions d'euros au troisième trimestre

Ailleurs en Europe

1- Deutsche Bank, première banque allemande, a publié un bénéfice net de 1,4 milliard d'euros au troisième trimestre.

2- L'espagnole Banco Santander, première banque de la zone euro par la capitalisation boursière, a dégagé un bénéfice net de 2,22 milliards d'euros. (Reuters 12.11)

Où passe votre argent.

Le ministre français de la Défense, Hervé Morin, a approuvé jeudi lors du Comité ministériel des investissements et prévue dans la loi de finances 2009 une commande de 60 avions Rafale supplémentaires pour l'armée de l'Air et la Marine a annoncé son ministère, ce qui porte à 180 le nombre d'avions de combats fabriqués par Dassault Aviation commandés par l'armée française. (Reuters 12.11)

Fusion.

Iberia et British Airways (BA) ont approuvé jeudi à Madrid un accord posant les bases d'une fusion, a annoncé la compagnie espagnole jeudi soir à Madrid.

Avec une flotte de 419 avions assurant 205 destinations se sera l'une des plus grandes compagnie du monde. (AP 13.11)

Etats-Unis.

Le déficit budgétaire américain a atteint un niveau record en octobre, à 176,4 milliards de dollars (118 milliards d'euros), a annoncé jeudi le ministère américain des Finances. (AP 13.11)

Des générations entières victimes des conséquences de leurs guerres.

Au cours des dix dernières années, plus de 2,2 millions de mines antipersonnel ont été détruites, a annoncé jeudi la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL).

Par ailleurs, 250.000 mines antivéhicules et 17 millions d'autres explosifs ont été neutralisés depuis 1999.

Dans son rapport annuel, le groupe prévient cependant que plus de 70 pays ne sont pas encore débarrassés des mines antipersonnel. (AP 12.11)

Afghanistan.

Selon un haut responsable du gouvernement américain s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, l'ambassadeur des Etats-Unis à Kaboul, Karl Eikenberry, ancien général qui commanda lui-même des hommes sur le terrain en Afghanistan, s'interroge sur l'opportunité de renforcer la présence militaire américaine sur le terrain alors que la situation politique afghane est si instable et que tant d'incertitudes entourent le président Hamid Karzaï et sa bonne volonté à procéder aux réformes qu'on attend de lui.

Une inquiétude à nouveau exprimée jeudi par la secrétaire d'Etat américaine Hillary Rodham Clinton, qui a évoqué "la corruption, l'absence de transparence, la mauvaise gouvernance et l'absence d'Etat de droit" en Afghanistan. "Nous attendons du président Karzaï qu'il agisse pour démontrer (...) que son second mandat répondra à des besoins si manifestes". (AP 12.11)

Le 14 novembre

Un mot personnel très rapide.

Il s'est remis à pleuvoir alors que les autres années quand on avait eu notre dose de flotte pendant 8 à 12 jours d'affilées, on était tranquille jusqu'à la fin décembre ou la mi-janvier. Cela perturbe mon travail à cause des coupures de courant.

Mon épouse qui habite proche de Marseille m'a dit une chose étonnante au téléphone. Elle m'a expliqué quelle connaissait une personne qui "*préparait la guerre civile*". Interloqué, je lui ai demandé de répéter et elle m'a confirmé avoir bien entendu. Elle fréquente différentes associations caritatives, elle va à l'église, ce serait plutôt de ce côté-là qu'elle aurait rencontré sans le savoir une cinglée d'extrême-droite, cela m'inquiète car la pauvre femme pourrait se faire manipuler.

Bon week-end à tous.

Passons aux choses sérieuses.

Si vous avez lu mon article Quelques réflexions sur Informations ouvrières et le POI du 12 novembre, vous avez pu constater que le POI avait encore attaquer le NPA à propos de sa position sur La Poste, à juste titre pour ce qui est des arguments, mais qu'ils avaient encore été pris en flagrant délit de mensonge sur les actions que proposent le NPA pour justifier de ne pas y participer. J'ai téléchargé un article du site Internet du NPA datée du 12 novembre et intitulé Privatisation de la poste : vers une épreuve de force décisive ?. En voici un extrait.

"*L'envoi de cartes postales au président de la République lui demandant le retrait du projet de loi et la tenue d'un référendum ont certes permis de poursuivre les discussions avec un large public. Mais il est aussi évident qu'à un moment ou un autre, il est indispensable d'augmenter d'un cran la mobilisation, avec l'ensemble de la population et avec les travailleurs de La Poste.*"

En 2005 le PT avait écrit une lettre à de Villepin pour lui expliquer dans quelle situation se trouvaient les travailleurs, c'était guère mieux ! Donc, un partout.

"*Il y a quelques semaines encore, la perspective d'une grève reconductible pouvait encore prêter à sourires chez beaucoup de militants. Elle est aujourd'hui en train de prendre forme. C'est le résultat conjugué à la fois d'une initiative, celles de l'intersyndicale parisienne SUD, FO, CFTC qui a pris position dès la fin octobre, et d'un climat particulier de mobilisation dans le secteur colis. Cela s'est traduit le 5 novembre par une déclaration de l'intersyndicale SUD, FO, CFTC, CGT et CFDT appelant «nationalement les postiers à la grève le 24 novembre et à débattre dès maintenant des poursuites du lendemain, de l'action, de ses formes pour gagner». En même temps, le comité national contre la privatisation de la poste a confirmé sa décision d'organiser une manifestation décentralisée dans toutes les régions ou départements, le samedi 28 novembre. Cette échéance est d'une importance cruciale: elle interviendra au moment où les postiers seront eux-mêmes dans la*

grève si le mouvement démarré le 24 novembre commence à prendre réellement. Ce sera également une étape décisive pour aller vers une montée nationale à Paris en décembre, à quelques jours du vote de la loi à l'Assemblée nationale, afin d'exiger tous ensemble le retrait de la loi et le refus de la privatisation.

Nous devons par conséquent mettre toute nos forces pour que la journée du 28 soit une réussite et un tremplin pour aller plus loin dans la mobilisation."

La montée à Paris figure bien parmi les propositions du NPA, même si elle figure uniquement pour le moment comme une perpective d'action possible.

Sarkozy le phagocyte.

Maurice Barrès, nouvelle arme électorale de Nicolas Sarkozy? S'il se veut à rebours du nationalisme barrésien, le chef de l'Etat n'en utilise pas moins les ressorts pour capter un électorat d'extrême droite tenté de rejoindre son giron originel.

Jeudi, Nicolas Sarkozy, avec l'appui de son conseiller Henri Guaino, a emprunté au nationalisme de Maurice Barrès en multipliant les variations sur "*la leçon de la terre*", la "*conscience nationale*", "*a terre et les morts*" chantés par l'écrivain du XIXe siècle.

Une réminiscence de "*l'Anti-France*" de Charles Maurras, dont on a pu retrouver les accents jeudi dans l'évocation d'une "*désintégration civique et sociale*", avancent certains. Et d'un jour de 2006 quand Nicolas Sarkozy a dit devant des militants UMP: "*Si certains n'aiment pas la France, qu'ils la quittent*". (Reuters 13.11)

Sarkotique la risée.

Au lendemain des célébrations de la chute du Mur, les journaux allemands s'interrogent avec gourmandise sur la présence de Nicolas Sarkozy à Berlin le 9 novembre 1989. «*Chute du Mur : Sarkozy savait*», se moque le quotidien économique *Handelsblatt*.

Le conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) ironise sur les invraisemblances du récit présidentiel : «*Il semble que Sarkozy ait prévu ce qui allait se passer plusieurs heures avant la conférence de presse de Schabowski*», écrit le journal, en référence au fameux point de presse du 9 novembre 1989 au cours duquel le porte-parole de la RDA avait annoncé la libre-circulation.

Jamais en reste quand il s'agit de railler l'arrogance de la «*Grande Nation*», la FAZ n'a pas raté cette occasion. Sarkozy fait le fanfaron : c'est tout ce que ses lecteurs retiendront de la participation française à la commémoration du 20e anniversaire de la chute du Mur. (Libération.fr 13.11)

Les fastes de l'Etat.

Les célébrations du 60e anniversaire de l'OTAN à Strasbourg en avril ont coûté plus de 16 millions d'euros à l'Etat français, soit autant que le sommet de l'Union pour la Méditerranée, dont la Cour des comptes critique le coût élevé dans son rapport d'octobre sur la présidence française de l'Union européenne. (AP 14.11)

Cohn-Bendit, la "*passerelle*" des capitalistes au service de "*l'intérêt commun*".

Question : Le 21 novembre, avec Yves Cochet, vous organisez à l'Assemblée nationale une réunion «transpartis» sur les enjeux du sommet de Copenhague. L'UMP et le MoDem ont répondu présent. Mais au PS, Martine Aubry a décliné l'invitation. Seriez-vous prêts à inviter Ségolène Royal ?

Réponse : Visiblement, les partis de gauche ont d'énormes difficultés à accepter un débat concernant l'intérêt commun, comme celui portant sur les dangers qui menacent la planète. Cela aurait été effectivement plus facile si Martine Aubry avait accepté de venir. Pour la remplacer, nous avons pensé à différentes personnalités, comme Ségolène Royal. Finalement, ce sera Michel Rocard qui viendra.

Maintenant, pour moi, il ne s'agit pas de privilégier une tendance contre une autre au PS, mais simplement de démontrer qu'au-delà des divergences réelles entre la droite et la gauche, il y a aussi un intérêt commun à défendre ensemble à Copenhague une position forte et commune pour enrayer la dégradation climatique. (Le Journal des Finances 14.11)

«Nous sommes en train de contruire des passerelles, entre des personnalités politiques ou des mouvements politiques qui n'ont pas l'habitude de discuter ensemble» a dit Cohn-Bendit.

Il «espère d'autres étapes» pour aboutir, «*peut-être, à un rassemblement*». «*Ni gauche plurielle, ni programme commun*», exclut Cohn-Bendit, qui propose un nouvel espace dans lequel «*formuler un projet commun*» pour «*une autre France que celle de Sarkozy*» (Libération.fr 13.11)

Chômage et précarité : la seule perspective du capitalisme.

5 500 emplois détruits au troisième trimestre 2009.

Une certitude, cette faible destruction de postes de travail est en grande partie due à la reprise de l'emploi intérimaire qui enregistre une hausse de 8,6 %, soit 37 700 emplois créés au troisième trimestre.

Nicolas Bouzou, du cabinet Asterès, explique "*qu'il faut garder le sens des proportions*". La "*stabilisation tient essentiellement au rebond de l'intérim*", analyse-t-il. Mais, dit l'économiste, "*pour qu'il y ait baisse du chômage, il faut qu'il y ait des créations nettes d'emploi, ce qui signifie un bon niveau d'activité et une croissance du PIB relativement pérenne*". Pour M. Bouzou, "*on n'y est pas encore*".

Ce bon chiffre du troisième trimestre indique aussi, selon Eric Heyer que le niveau de productivité des entreprises est relativement faible parce que les entreprises ont conservé leurs effectifs au maximum. L'explosion du chômage partiel en est un signe. De quelque 30 000 salariés en chômage partiel au premier trimestre 2008, on est passé à près de 320 000 au deuxième trimestre 2009.

Pour Eric Heyer, il est probable que les entreprises cherchent à rétablir leur taux de productivité. "*Pour faire face à la concurrence, dans le cadre de la reprise économique, les entreprises vont devoir augmenter à nouveau leur productivité et leurs taux de marge*", dit-il. Cela pourrait signifier que les licenciements continuent ou que, plus probablement, les entreprises n'embauchent pas. "*Cela fera une reprise sans emploi*", pronostique M. Heyer.

Etats-Unis.

Le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis s'est creusé de 18,2% en septembre pour atteindre

36,47 milliards de dollars, une baisse nettement plus forte que prévu d'une ampleur inédite depuis plus de 10 ans, annonce le département du Commerce.

Le rebond soudain de la productivité, qui s'est produit alors que le PIB était toujours en phase de régression, est peut-être un autre signe. Il est probable qu'une partie de la production est déjà en cours de délocalisation, dans la plupart des cas pour être confiée à des travailleurs étrangers moins payés.

Certains calculs estiment qu'il faudrait amputer le salaire réel des ouvriers du secteur manufacturier américain de 20 % pour rétablir les équilibres mondiaux. (Reuters13.11)

Allemagne.

Le Parti social-démocrate (SPD) allemand s'est doté vendredi d'un nouveau leader, en élisant à sa tête Sigmar Gabriel, qui était ministre de l'Environnement dans le précédent gouvernement de grande coalition. (AP 13.11)

Le 15 novembre

En observant ou en entendant ce qui se passe dans le monde quotidiennement, il y aurait de quoi se mettre une balle dans la tête pour ne plus voir ni entendre les cris de souffrances et de désespoir qui proviennent de tous les peuples soumis au talon de fer du capitalisme. Il y a cependant mieux à faire quand on a acquis un minimum de conscience politique.

Il est vrai qu'on peut se retrouver à un moment donné submerger par l'ampleur des crimes commis au nom du profit, d'autant plus qu'on a l'impression d'être totalement impuissant à les stopper. C'est une réaction légitime qui ne doit pas nous faire perdre la tête, cela profiterait uniquement à nos bourreaux.

Il est vrai également qu'il est difficile dans une telle situation de se concentrer sur l'essentiel, de discerner plus précisément en quoi il consiste. Il y a quelque chose de grotesque et de cynique dans les polémiques misérables auxquelles se livrent les partis ouvriers, non pas que la polémique ne serait pas nécessaire, mais lorsqu'elle évite soigneusement de porter sur les questions déterminantes.

Allons plus loin, toute critique du gouvernement ou du régime n'a finalement aucune valeur lorsqu'elle ne s'inscrit pas dans une perspective politique, il est alors impossible au prolétariat d'en tirer le moindre enseignement, de capitaliser ses propres expériences et d'en tirer des leçons pour la suite, encore moins d'entrevoir le moindre espoir de changement à ses conditions d'existence dans le futur, autrement dit, les partis ouvriers accompagnent le capitalisme dans sa descente inexorable aux enfers.

Le trait marquant du mouvement ouvrier dans la situation actuelle, c'est l'absence totale de combat politique proprement dit contre Sarkozy, le gouvernement et les institutions dans la perspective de les renverser. Tous les partis ouvriers ont capitulé. Pour la suite de cette causerie je vous renvoie à la rubrique *Défense du marxisme* que je viens d'actualiser et que vous pouvez lire dans cette page.

Avant de se quitter, ce serait bien que les camarades m'écrivent plus souvent, cela m'aiderait à réfléchir à la situation, n'oubliez jamais que je suis isolé à 10.000 kms du terrain. Suite à la destruction de mon disque dur et parce que je n'avais procédé à aucune sauvegarde, je n'ai plus

aucune adresse électronique des camarades qui m'avaient contacté au cours des 5 dernières années, je suis reparti la semaine dernière avec un disque dur totalement vide.

J'allais oublier le message internationaliste que le groupe CCI-T m'a adressé.

"camarades,

Une vague d'exécutions de prisonniers politiques kurdes a commencé dans la province du Kurdistan d'Iran.

Le 11 novembre, Ehsan Fattahian, 27 ans, a été exécuté à la prison centrale de Sanandaj. Il a été condamné à mort pour "morabeh" (ennemi de Dieu), en fait pour avoir été membre de Komalah, une organisation marxiste kurde. Actuellement, c'est Bahman (Shirko) Moarefi qui a été transféré en cellule d'isolement à la prison de Saghez (une autre ville du Kurdistan) et qui risque d'être exécuté dans les jours qui viennent.

Vous trouverez en pièce jointe un modèle de courrier (que vous pouvez modifier si vous le souhaitez) à envoyez à : Monsieur l'Ambassadeur, Ambassade de la République Islamique d'Iran, 4 avenue d'Inéa, 75116 Paris au nom de votre organisation, syndicat, parti ou association. (cette lettre ne figurait pas dans leur courriel - Lutte de classe)

Vous pouvez également signer une pétition en ligne à l'adresse suivante : http://www.gopetition.com/online/32085.html

Merci d'envoyez une copie de vos courriers adressés à l'ambassade d'Iran à l'adresse suivante :

- http://fr.mc266.mail.yahoo.com/mc/compose?to=azadi79.09@googlemail.com

Salutations internationalistes,

Parti Communiste-Ouvrier d'Iran, Organisation à l'étranger (France),

Pour plus d'informations (en français) :

- Appel d'Amnesty International :http://www.isavelives.be/fr/node/4240

- Bahman (Shirko) Moarefi menacé d'exécution : http://iranenlutte.wordpress.com/2009/11/13/urgent-bahman-shirko-moarefi-risque-detre-execute/

- Ehsa Fattahian a été exécuté : http://iranenlutte.wordpress.com/2009/11/11/eshan-fattahian-a-ete-execute/

- Menaces d'exécutions de prisonniers politiques au Kurdistan : http://iranenlutte.wordpress.com/2009/10/05/menace-dexecution-de-prisonniers-politiques-au-kurdistan/_

Les infos en bref.

La guerre, le seul remède pour sortir le capitalisme de la crise.

Après le spectre de 1929, c'est maintenant celui de 1937 et de la récession Roosevelt qui hante les économistes et si cette récession à l'intérieur de la crise est relativement peu connu, c'est d'abord parce qu'il écorne quelque peu le mythe du New Deal et de son légendaire succès. Il met à mal l'idée selon laquelle la politique de relance décidée par Roosevelt en 1933 aurait suffi, comme par enchantement, à sortir l'économie américaine de la dépression.

La rechute conjoncturelle et boursière de 1937-1938 est d'une extrême violence. Elle voit l'indice Dow Jones de la Bourse de New York perdre 49 % entre mars 1937 et mars 1938, un plongeon qui efface la quasi-totalité des gains enregistrés durant les trois années précédentes. Débâcle de Wall Street, mais surtout déroute économique. En six mois, d'août 1937 à janvier 1938, la production industrielle américaine connaît un recul aussi fort (40 %) que dans les trente mois qui avaient suivi le krach boursier d'octobre 1929. Le taux de chômage bondit de 14 % à 19%, et les revenus des ménages baissent de 15 %. Au total, le PNB reculera de 4,5 % en 1938.

A l'origine de cette rechute - keynésiens et libéraux sont pour une fois à peu près d'accord -, le double tour de vis monétaire et budgétaire opéré par l'administration américaine.

Réduction des dépenses fédérales et hausses d'impôts ramènent le déficit de 5,5 milliards de dollars en 1936 à 2,5 milliards en 1937 et 100 millions en 1938. Côté monétaire, la Réserve fédérale, redoutant l'inflation et la formation de nouvelles bulles spéculatives, double le taux des réserves obligatoires des banques.

Face à la catastrophe provoquée par cette politique de rigueur, l'administration Roosevelt décide, au printemps 1938, de faire machine arrière. Le niveau des réserves bancaires est abaissé, tandis qu'un programme de 5 milliards de dollars de dépenses nouvelles est engagé pour relancer le pouvoir d'achat des ménages et leur consommation. Dès l'automne, l'économie américaine redémarre. En 1939, le PNB s'envolera de 7,9 % sans qu'on sache trop précisément - c'est bien le problème - quelle est la contribution du boom des dépenses militaires à ce rebond.

De cette récession Roosevelt de 1937, plusieurs leçons peuvent être tirées. La première, c'est qu'il est essentiel de ne pas arrêter trop tôt le traitement du malade sous peine de provoquer une terrible rechute. Autrement dit, pas question de relever les taux ni de resserrer les budgets avant d'être sûr à 200 % de la solidité de la reprise. Ce qui pourrait prendre un certain temps.

La seconde, bien plus noire, explique que le New Deal n'a provoqué au fond qu'un redémarrage très artificiel et superficiel. Seule la seconde guerre mondiale a vraiment permis à l'économie américaine de surmonter sa Grande Dépression. Il est donc vain d'imaginer qu'on guérira définitivement de la crise des subprimes sans connaître de bouleversements "géo-économico-politiques" majeurs, peut-être terribles. (Le Monde 14.11)

La décroissance : une préoccupation de nantis, de réactionnaires, qui en doutait ?

Certainement pas le gouvernement des Pays-Bas qui vient d'annoncer l'instauration à partir de 2012 d'une taxe au kilomètre parcouru.

Le prix au kilomètre parcouru pour une voiture moyenne sera de 3 centimes d'euro en 2012. La somme augmentera progressivement jusqu'en 2018 et la taxe sera plus élevée en fonction de la taille du véhicule, de ses émissions de CO2, et des heures de pointe a précisé vendredi le gouvernement.

Chaque véhicule sera équipé d'un GPS surveillant le kilomètrage parcouru, où se trouve le véhicule et

à quelle heure. Ces données seront envoyées à un bureau d'encaissement établissant la facture. En contrepartie, les taxes à l'achat d'un véhicule, représentant 25% du prix d'une voiture neuve, seront supprimées.

Le nouveau dispositif, dont seront exemptés taxis et autobus de transports publics, profitera à six conducteurs sur dix, selon le gouvernement qui table sur une réduction globale de 15% du trafic, de 10% des rejets de CO2 et de 7% du nombre de morts sur les routes. (AP 14.11)

Il faut mesurer la portée de cette nouvelle loi liberticide, donc scélérate, qui pourrait être appliquée par d'autres pays.

Tout d'abord, c'est un nouvel impôt qui frappera avant tout les travailleurs qui sont obligés d'emprunter leur véhicule pour aller travailler ou tout simplement pour se déplacer, lorsque les transports en commun font défaut ou ne sont pas adaptés à la situation. J'ai fait un rapide calcul. Sur la base de 15.000 kms par an à 3 centimes d'euro le kilomètres (0.03 € x 15.000 kms), cela donne un impôt de 450 euros par véhicule, donc c'est loin d'être négligeablen surtout qu'il s'agit d'un début selon leurs auteurs. Le capitalisme, qui est basé sur le vol, emprunte désormais les mêmes méthodes que les voyous : le racket de la population.

Ensuite, seuls y trouveront leur compte ceux qui ont les moyens de racheter une voiture neuve régulièrement, ce qui n'est pas le cas de tous les travailleurs, loin de là.

Pour finir, cette mesure aura pour conséquence de permettre aux renseignements généraux de ce pays de pouvoir suivre en temps réel les déplacements de chaque personne fichée par ses soins.

A quand une puce GPS implantée dès la naissance dans le corps de chaque individu pour en contrôler éventuellement les déplacements et le taxer dès qu'il sortira de chez lui sous prétexte qu'il profitera des infrastructures mises à sa disposition par l'Etat... avec son argent ?

PS. Il était une fois l'histoire d'un misérable "*troupeau*" de philistins.

Vendredi, Vincent Peillon avait estimé que la venue de la présidente de Poitou-Charente, en tant que présidentiable, n'était "*pas désirée*" à la journée de réflexion sur l'éducation organisée samedi à Dijon à son initiative : "*Je n'ai pas invité Ségolène Royal et je m'étonne d'apprendre par voie de presse qu'elle s'auto-invite*" et avait parlé de "*coup médiatique*" sur Europe 1.

Royal lui a répondu : "*Je ne comprends pas que Vincent Peillon auquel j'ai accordé toute ma confiance et une place éminente dans l'organisation de ce mouvement puisse aujourd'hui déraper verbalement comme il l'a fait sur Europe 1*", ajoutant "*que tout le monde revienne dans le troupeau au sens positif du terme car on a besoin d'être chaleureux entre nous. Il a commis une faute politique et un dérapage verbal qui ne doit pas se reproduire*".

"*Je n'ai pas fait 25 ans de vie politique pour me réfréner ou pour être l'otage ou être instrumentalisée, c'est-à-dire qu'on utilise mon nom, ma capacité de mobilisation des militants et ensuite qu'on utilise tout cela pour des rapports de force*".

La journée se poursuit, et l'ambiance ne se décrispe pas. Bien au contraire. Royal multiplie les gestes fracassants pour reprendre la main sur son ancien courant : la voilà qui s'installe au premier rang d'un atelier, auprès de Pierre Bergé, à deux mètres de Vincent Peillon; ou plus tard qui tend son chèque contraception devant les caméras, puis s'en va prononcer une longue déclaration, dans une salle

voisine, entourée de ses soutiens. Avec un objectif: tirer à vue sur Vincent Peillon. Elle égratigne son ex-lieutenant sans ménagement, critiquant ses "*dérapages*", parlant de ses méthodes d'animation du courant, issues du "*passé*", relevant de la "*secte*". (AP, Lepost et Lexpress.fr 14.11)

Verts. Les spécialistes du recyclage.

Augustin Legrand, président de l'association les Enfants de Don Quichotte, rejoint "Europe Ecologie" pour la campagne des élections régionales en Ile-de-France, a-t-on appris auprès du parti. (AP 14.11)

UMP. Tous des " *lèche-culs*" !

François Probst, conseiller politique pendant dix ans de Charles Pasqua, a dénoncé « *la cacophonie de l'orchestre Sarkozy* ». « *voisin de chambrée* » de Nicolas Sarkozy à l'armée qu'il ne porte pas dans son coeur : « *Il a moins de doigté, et pourtant ça paraissait difficile, que Frédéric Lefebvre.* »

Il trouve au président de la République un « *air fatigué* », qui gaffe parce qu'il est « *entouré d'une bande de lèche-culs* » n'osant rien lui reprocher. (Rue89 14.11)

Congrès du SPD à Dresde. Un et indivisible pour servir la même cause : le capitalisme.

Seul candidat en lice, Sigmar Gabriel, ancien ministre de l'Environnement, a été élu avec 94% des voix après avoir invité les différents courants à renoncer aux règlements de compte post-électoraux et multiplié les appels à la cohésion. Pas moins de sept personnes se sont succédé en dix ans à direction du SPD.

M. Gabriel a appelé à conduire une "*analyse impitoyable*" des causes de la débâcle électorale. Très attendu sur la question des relations à établir avec le parti de la gauche radicale Die Linke, il a choisi de botter en touche. La question des alliances "*possibles ou impensables*" n'est pas, selon lui, à l'ordre du jour.(Le Monde 14.11)

Le nouveau tribun a surtout exhorté le parti à faire taire les divisions qui le minent. (Reuters 14.11)

On se croirait au PS, non ? Soyons "*impitoyable* envers ceux qui piétinent le socialisme au nom du socialisme !

La palme de l'ignominie.

Le Programme alimentaire mondial (Pam), qui manque de fonds en raison de la crise financière mondiale, lance un appel sur internet pour recueillir l'argent dont il aurait besoin pour nourrir plus d'un milliard de personnes souffrant de la faim à travers le monde. (Reuters 14.11)

Après que les banques centrales ont versé des milliers de milliards de dollars aux banquiers et aux capitalistes, pendant que l'ensemble des Etats consacrent des centaines de milliards de dollars aux dépenses militaires et à leurs guerres ... A vomir le capitalisme !

A qui a servi le plan de relance de Sarkozy ? A l'industrie de guerre !

Le délégué général pour l'armement, Laurent Collet-Billon, interviewé par *Le Monde.*

Quel est l'impact de la crise sur le marché de l'armement ?

Le marché mondial de l'armement est en croissance continue, à 70 milliards d'euros cette année. (...) La France reste le quatrième exportateur mondial. On retrouve les chiffres d'affaires de la "grande époque". (...)

Les commandes passées par la DGA dans l'industrie et la recherche vont atteindre les 20 milliards en 2009, grâce à l'exécution budgétaire. Le plan de relance a donné 1,4 milliard. La loi de programmation militaire permettra par exemple, dans le domaine spatial, de réaliser le programme d'observation Musis, de même qu'un satellite d'écoute CERES à l'horizon 2015, et un satellite d'alerte en 2018. Nous n'en sommes pas à la perspective d'une contraction des programmes. D'autres pays européens sont plus directement atteints.

Nous avons démontré notre aptitude à transformer les crédits publics en contrats passés à l'industrie. C'est pourquoi nous sommes prêts à participer au grand emprunt, avec des projets de technologie duale, civile et militaire : par exemple, un hélicoptère militaire de 4 à 5 tonnes à l'horizon 2020, pour plusieurs centaines de millions d'euros, à parts égales entre industrie et grand emprunt. (Le Monde 14.11) On comprend que le capitalisme ne puisse pas nourrir un milliard d'être humain en 2009, il faut choisir.

L'impérialisme américain affaibli.

Pour le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, les Etats-Unis ne peuvent pas faire grand-chose pour lutter contre la dépréciation du billet vert, si ce n'est restaurer la croissance de leur économie. "*La valeur du dollar dépendra en partie de la confiance dans les actifs libellés en dollar, cela dépend donc de la perception de la reprise américaine et de la valeur de ces actifs*", a-t-il déclaré vendredi.

Mais les Etats-Unis ont-ils la volonté de renforcer le dollar, se demandent les observateurs. "*Jusqu'où le dollar doit-il baisser pour que l'économie américaine reparte ?*", s'était interrogé Patrick Artus, directeur de la recherche et des études économiques de Natixis, dans une étude publiée au début du mois. Il en avait conclu que "*si les Etats-Unis veulent substituer les exportations à la demande intérieure, compte tenu de la faible capacité à exporter des Etats-Unis et de leur forte propension à importer, il faut qu'ils déprécient massivement et continûment le dollar. Pour obtenir 1 point de croissance par an, il faudrait, d'après nos estimations, une dépréciation du taux de change effectif du dollar de 18 % par an*". Mais, relève M. Artus, cette stratégie va se heurter à plusieurs difficultés, dont "*le lien entre le yuan chinois (ainsi que les monnaies des pays de l'OPEP) et le dollar, qui limite le potentiel de dépréciation du billet vert avec les achats de dollars par les banques centrales*". (Le Monde 14.11)

On ferme.

Les autorités américaines ont annoncé vendredi la fermeture d'Orion Bank et Century Bank FSB basées en Floride, et de la Pacific Coast National Bank basée en Californie, portant à 123 le nombre de faillites d'établissements bancaires cette année aux Etats-Unis. (Reuters 14.11)

Finlande.

Les pilotes de Finnair commenceront lundi une grève qui devrait provoquer l'annulation de la plupart des vols domestiques et internationaux de la compagnie nationale finlandaise, a annoncé samedi la direction. Leurs revendications portent sur les conditions de travail et le recours à des pilotes extérieurs à Finnair. (AP 14.11)

Grande-Bretagne. A bas la guerre !

Selon un sondage pour l'"Independent" publié samedi, 71% de Britanniques souhaitent que leurs soldats quittent l'Afghanistan dans l'année qui vient. (AP 15.11)

Le 16 novembre

Deux courriels reçus.

1- Meeting syndical de classe à Toulouse en présence de Jean-Pierre Delannoy

Responsable régional de la CGT Métallurgie Nord Pas de Calais - Candidat au poste de secrétaire général de la CGT, défenseur d'une CGT lutte de classe face à l'orientation d'accompagnement de la direction confédérale.

Mercredi 18 novembre à 19h - Université de Toulouse II - Le Mirail

Amphi 9 - 5 allées Antonio Machado - 31058 TOULOUSE Cedex 9

2- De Jacques Dominique.

Je suis au bureau de l'UL CGT de l'Uzège dans le Gard. En cessation d'activité donc ni retraité, ni pas retraité. J'ai demandé et obtenu que l'UL mette à l'ordre du jour de sa prochaine réunion, le 49e congrès.

Nous savons qu'au congrès de l'UD du Gard, au printemps prochain, nous allons avoir des propositions pour une organisation transversale (Fédérations, UL/UD) qui évacuerait le confédéralisme, l'indépendance et l'autonomie, de toutes structures de la CGT, pour en faire une pyramide. Il y a accord unanime du bureau pour garder notre indépendance, structure par structure, à commencer par l'UL.

Le syndicalisme français a été mis en coupe par les partis politiques, malgrè la Charte d'Amiens et le congrès de Toulouse. Comme le dit le FSC notre CGT en 1895, à Limoges, anarcho syndicaliste, avait dans son article 2, "notre but est l'abolition du salariat", ce n'est pas rien puisque cela fait tomber le patronat de facto.

C'est beaucoup plus qu'un pan d'histoire qui tomberait avec la ligne actuelle et "moderne", ce sont toutes les contradictions du mouvement ouvrier français, pour une pasteurisation. Vive la CGT ! Pas toujours à son honneur, mais si j'ai pu y militer pendant quarante ans, c'est qu'elle est histoire du peuple et peu ou prou sa fierté face aux patrons, au capitalisme.

Si je peux me permettre un commentaire à chaud.

Je ne sais pas si ce sont les partis politiques qui ont "mis en coupe" le syndicalisme français ou si ce ne serait pas plutôt l'idéologie bourgeoise qui ayant pénétré les partis ouvriers pour les détruire de l'intérieur, n'avait pas par la même occasion détruit l'indépendance de classe du syndicat (au singulier, puisqu'il n'en existait qu'un à l'époque de la Charte d'Amiens) par rapport à l'Etat, donc au capitalisme, en l'émancipant du socialisme, ce qui au passage devait favoriser plus tard l'emprise du

stalinisme sur la CGT.

Une fois la CGT amputée du socialisme, la voie était libre pour le stalinisme, passé ensuite au réformisme, une autre forme de subordination au capital pour être bref, ne devait être qu'une formalité, à ceci près que de tous temps des syndicalistes sont restés fidèles au socialisme et à l'objectif du combat du mouvement ouvrier contre le capital, rendant la vie un peu plus compliquée à la bureaucratie syndicale pourrie en temps de crise.

Lorsque les contradictions du capitalisme s'exacerbent, cela se répercute sur l'ensemble des rapports de la société et les syndicats n'y coupent pas, pas plus que tous les partis qui sont en permanence tiraillés entre la voie réformiste et la voie révolutionnaire, entre la soumission au capital, le plus souvent sans combat, et le combat contre le capital qui doit se radicaliser pour se rapprocher de son objectif, s'il ne veut pas sombrer à son tour...

Traduit en terme pratique, cela signifie engager le combat en posant la question de l'expropriation des capitalistes, de la nécessité de prendre la direction de la production et des échanges, de réorganiser, de planifier la production en fonction des besoins de l'immense masse de la population, afin de pouvoir satisfaire l'ensemble de ses revendications sociales, au détriment des capitalistes ravalés au rang de simple salarié.

Les déclarations des militants qui se proclament anticapitalistes ne nous intéressent pas, je ne dis pas cela pour Jacques Dominique, je parle en général. Ce qui nous intéresse par contre, c'est de savoir si les militants sont prêts oui ou non à saisir l'occasion de la crise actuelle du capitalisme pour engager le combat dans l'objectif de son abolition, ce qui signifie développer la propagande en direction des masses dans cette perspective, de leur expliquer simplement mais en détail en quoi consiste réellement le capitalisme, sur quels rapports sociaux il repose et par quels rapports sociaux on entend le remplacer, etc. L'émancipation du capital, qu'est-ce que cela signifie ? Qu'est-ce que cela implique au niveau des rapports entre les classes ? Etc.

Ce n'est certainement pas en combattant pour empêcher la fermeture d'une classe par exemple et en déclarant à huis clos que ce combat se situe dans la perspective de l'abolition du capitalisme qu'on avancera d'un millimètre. Cela explique en revanche très bien pourquoi on n'a jamais avancé en 64 ans. Au combat quotidien pour les revendications immédiates, il faut simultanément ou parallèlement mener un combat permanent contre le capitalisme, tâche qu'aucun syndicat n'a entrepris depuis 1945. Temps qu'on ne sera pas capable ou qu'on refusera de faire la distinction entre ces deux combats, qu'on ne comprendra pas qu'ils sont complémentaires et aussi indispensables l'un que l'autre pour aider la conscience des masses à progresser et à se détacher du capitalisme, le mouvement ouvrier sera condamné à piétiner.

Si on en reste aux revendications alimentaires, alors nous ne nous en sortirons pas, car Thibault sait faire aussi dans l'alimentaire quand il y est contraint par la pression de la base ou des masses, par contre, rompre avec le capital et engager un combat à mort pour l'abattre, c'est quelque chose qu'il pourra à la limite envisager, mais qu'il ne réalisera jamais, parce qu'il ne pourra jamais se défaire de l'idéologie qui l'a forgé, et sans laquelle il n'existerait pas ou plus tout simplement. Si une opposition décide de se structurer au sein de la CGT, il faut qu'elle se donne un support théorique pour rassembler l'ensemble des militants. Pourquoi est-ce déterminant ? Parce que c'est par l'intermédiaire de la théorie qu'on se fixe un objectif et que l'on peut ensuite se doter d'un plan de bataille pour s'en rapprocher, sans objectif clairement défini, évidemment pas de combat au-delà du quotidien, de l'alimentaire, cela revient à rendre impossible tout combat pour changer les bases économiques de la société, à capituler devant le capitalisme.

Il ne suffit pas de déclarer que l'on est favorable à l'abolition du capitalisme pour mener un combat efficace contre le capital, comme il ne suffit pas de dire que l'on combat dans la perspective du socialisme, alors qu'en réalité notre combat ne dépasse pas le stade du trade-unionisme. Nos ennemis savent très bien s'y prendre pour conditionner les masses, ils disposent de moyens de propagande importants pour entretenir leur idéologie dans la tête des travailleurs, ils passent leur temps à vanter les mérites des capitalistes et des banquiers, et de notre côté, non seulement nous sommes divisés, mais en plus nous ne sommes même pas foutus de nous raccrocher à une théorie, ce qui expliquerait pourquoi nous ne parvenons pas à nous organiser et à avancer comme je le suggérais précédemment.

Regardez, les communistes et les anarchistes poursuivent le même but, mais qu'est-ce qui pèche dans l'anarchisme, la théorie ou plutôt l'absence de théorie qui se traduit par l'emprise de l'idéologie bourgeoise sur leurs dirigeants. Sur le plan syndical ou politique, on s'aperçoit que l'absence de théorie se traduit infailliblement par une adapation au capitalisme, on pourrait dire qu'il en va ainsi dans la vie tout court de chaque travailleur qui n'a pas développé une conscience politique de classe, c'est inévitable.

On peut très bien concevoir de ne pas pouvoir répondre à la question : qu'est-ce que tu penses de ceci ou cela, y compris ou surtout sur le plan politique, mais notre comportement nous trahit en traduisant quotidiennement les rapports que nous entretenons avec le capitalisme : soumission ou adaptation, rejet ou combat, on peut très bien avoir la tête vide, mais il n'en demeure pas moins que nos actes ont un contenu social. En poussant plus loin, on pourrait dire que puisqu'on les reproduit quotidiennement ou régulièrement, il est possible de les théoriser, de définir à quelle interprétation du monde ils correspondent, d'en préciser la nature sociale.

Le combat à la fois pour nos revendications immédiates ou transitoires doit être absolument relayé par notre combat pour abattre le capitalisme, afin de préparer les masses à cette échéance, à les aider à s'en saisir, à l'avoir toujours en tête, ce qui n'est évidemment pas le cas aujourd'hui. Tout syndicaliste qui refuse de mener ce combat est en réalité un réformiste petit bourgeois qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez et qui se complaît dans le régime capitaliste. Vous pouvez retourner ma démonstration dans tous les sens, vous arriverez toujours à la même conclusion si vous êtes honnête sur le plan intellectuel.

Il va de soi et c'est la raison pour laquelle je ne l'ai pas précisé, que seule la voie révolutionnaire, la mobilisation révolutionnaire des masses permettra d'aboutir à l'abolition du capitalisme, cet argument doit donc figurer à l'ordre du jour du combat spécifique que nous livrons dans cette perspective.

Je m'excuse de ne pas avoir été plus clair plus tôt sur cette question, mais j'avance également à mon rythme. (A suivre)

Les infos en bref.

Marie la gourde au placard.

Vincent Peillon a estimé dimanche que Ségolène Royal s'était disqualifiée pour la présidentielle de 2012 en s'invitant la veille aux journées "*arc-en-ciel*" de Dijon.

Manuel Valls déplore dans le Journal du Dimanche que Royal "*continue à gâcher ce qu'elle représentait au détriment des autres*". (Reuters 15.11)

La France un pays en guerre ou lorsqu'une balle vaut un missile.

Environ 800 soldats -700 français et 100 afghans- ont lancé une offensive dimanche matin avant l'aube afin de prendre le contrôle de la vallée de Tagab, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Kaboul.

Les officiers de renseignement estimaient que 60 à 80 insurgés armés étaient postés sur le trajet des troupes alliées, selon le capitaine Vincent.

Les troupes franco-afghanes répliquaient avec des obus d'artillerie et des missiles tirés depuis les hélicoptères. Les combats s'intensifiaient dans l'après-midi. (AP 15.11)

Deux réunions internationales qui tournent au flop... en attendant la prochaine à Copenhague.

1- Dans la déclaration finale des membres du Forum de coopération Asie-Pacifique (Apec) réunis à Singapour, la nécessité de maintenir "*des taux de change orientés sur les marchés*" a été supprimée.

Selon un diplomate ayant requis l'anonymat, cette référence a disparu après de vifs débats entre les Etats-Unis et la Chine

Singapour était par ailleurs le dernier grand rendez-vous international avant le sommet sur le réchauffement climatique de Copenhague, qui se tiendra du 7 au 18 décembre.

Or, l'engagement en faveur d'une réduction de 50% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, évoqué dans un projet intermédiaire, a disparu du communiqué final de l'Apec.

Dimanche, les dirigeants de l'Apec ont jugé "*irréaliste*" la conclusion d'un accord légalement contraignant sur le réchauffement climatique lors du sommet de Copenhague. (Reuters 15.11)

C'est le NPA qui en attendait quelque chose qui va être décu : "*Un des enjeux du sommet de Copenhague est de populariser des alternatives aussi bien aux mécanismes marchands qu'à cette fuite en avant technologique*", article du NPA du 5 novembre intitulé *Réchauffement climatique : ne pas céder à l'illusion technologique*, pour colporter des illusions dans le capitalisme, ils en tiennent une sacrée couche au NPA !

2- Le sommet de la FAO prévu de lundi à mercredi à Rome ne devrait pas déboucher sur de véritables avancées dans la lutte contre la faim dans le monde, qui compte aujourd'hui plus d'un milliard de personnes souffrant de ce fléau.

Sur la base du projet de déclaration finale dont Reuters a obtenu une copie, les participants se contenteront d'une promesse très générale d'injecter plus d'argent dans l'essor de l'agriculture, en passant sous silence une proposition visant à éradiquer la faim d'ici 2025.

"*Nous nous engageons à agir dans le but d'éradiquer de manière durable la faim dans les délais les plus rapides*", lit-on dans ce texte qui, sauf amendements de dernière minute, doit être adopté lors de la première journée du sommet.

Depuis la flambée des prix de 2008, les cours des denrées alimentaires de première nécessité comme le riz, le maïs et le blé ont baissé.

Mais dans les pays en développement, ils demeurent à un niveau élevé et pour plusieurs experts, de nouvelles hausses semblent inévitables.

D'après la FAO, le nombre de personnes souffrant de la faim cette année dans le monde a grimpé à 1,02 milliard, soit 100 millions de plus qu'en 2008, pour s'établir à un niveau jamais atteint.

Un enfant meurt de malnutrition toutes les six secondes alors même que la planète produit plus de nourriture qu'il n'en faut pour nourrir tous ses habitants. Ainsi, les récoltes de céréales devraient être en 2009 les deuxièmes plus importantes jamais enregistrées, et ce après un millésime 2008 record. (Reuters 15.11)

Japon.

L'économie japonaise a connu une croissance de 4,8% au 3e trimestre, le second trimestre consécutif de croissance en rythme annualisé, selon le gouvernement.

Sur la periode de juillet à septembre dernier, le PIB du Japon a augmenté de 1,2% par rapport aux trois mois précedents. (AP 16.11)

Iran.

Le président américain Barack Obama et son homologue russe Dimitri Medvedev ont lancé dimanche un avertissement à l'Iran, l'exhortant à accepter le projet soutenu par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de faire enrichir son uranium à l'étranger. (AP 15.11)

Le 17 novembre

Pendant quelques heures hier, je ne sais pas au juste, le site n'a pas été disponible, sans doute encore un problème du serveur américain qui l'héberge.

Je n'ai évidemment pas eu encore le temps de télécharger dans mon nouveau disque dur les milliers de fichiers du site, d'autant qu'il me reste un problème informatique à résoudre, lorsque je télécharge des fichiers ou que j'ouvre plusieurs pages internet, au bout d'une dizaine un blocage se produit et je dois me déconnecter, puis recommencer et ainsi de suite, cela prend un temps fou parce que je dois carrément éteindre l'ordinateur, le rallumer et me reconnecter au serveur, etc.

Bref, pour récupérer tous les fichiers du site cela va me prendre des dizaines d'heures... et me coûter un maximum puisque je paie la connection à la minute. Il doit y avoir un problème d'espace disque ou de mémoire allouée à ce genre d'opérations, trop compliqué pour moi, surtout que mon système (XP) est en anglais. Si le fils du camarade Philippe a une idée...

Hier je me suis fendu d'un article sur le syndicalisme qui me plaît bien, c'est rare pour le souligner. Je vous dis pourquoi.

En lisant quelques heures plus tard, je précise, la résolution du IIIe Congrès de l'Internationale communiste intitulée *L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge* (la lutte contre l'Internationale Jaune d'Amsterdam), et son programme d'action (1921), j'ai eu l'heureuse surprise de constater que les positions que j'avais défendues dans mon article correspondaient pour ainsi dire avec celle de l'IC, pour autant qu'on se borne à comparer ce qui peut l'être en tenant compte des différents contextes en présence évidemment. J'ai dû lire ce texte une ou deux fois il y a déjà quelque temps et j'aurais bien été infoutu de vous en dire deux mots avant-hier, je ne suis même pas

sûr de l'avoir lu en entier, ensuite vous me croyez ou non, c'est votre problème pas le mien, souvenez-vous que j'ai une mémoire atroce, c'est la pire de mes faiblesses.

Des camarades me demandent parfois où je tire mon énergie pour mener mon combat, vous avez là une partie de la réponse, l'autre partie réside uniquement dans la confiance indéfectible en la classe ouvrière à se hisser à la hauteur des tâches historiques qu'elle a à accomplir. Les deux sont intimement liés ou se confondent dans la mesure où le marxisme repose sur la capacité des masses à prendre conscience en elles-mêmes pour changer le monde...

J'ai extrait ce passage que je vous conseille de lire (et d'étudier), parce qu'il pose toutes les questions auxquelles est confronté le syndicalisme aujourd'hui, et parce que ce document fut rédigé à une époque où le capitalisme traversait également une crise profonde, vous y retrouverez tous les ingrédients de la crise actuelle : licenciements et chômage massifs, précarité extrême, baisse des salaires, surexploitation, aggravation des conditions de travail, pauvreté, etc.

Mieux encore, vous trouverez l'ensemble des arguments avancés en 2009 par le gouvernement et les dirigeants syndicaux pour justifier la collaboration de classes ou le sauvetage des banques : "la concurrence étrangère", "la concurrence entre les profiteurs des différentes nations", etc., et les réponses de l'IC qui refusait de se situer sur ce terrain-là, celui des intérêts des capitalistes.

Pour finir et cela rejoint notre discussion sur le syndicalisme, vous constaterez que les mêmes questions se posaient aux militants en 1921, la similitude est d'autant plus frappante qu'il semblerait que l'ensemble de nos dirigeants et des militants l'ignorent en 2009 : l'éclatement des luttes et la nécessité d'agir ensemble, de généraliser la lutte contre le capital, "toutes les formes de résistance sont nécessaires et conformes au but, depuis la grève partielle, intermittente, jusqu'à la grève générale", le rôle déterminant du combat dans la fonction publique et les entreprises nationalisées parce que la classe ouvrière de ce secteur peut paralyser le pays et l'économie capitaliste, en finir avec la "foi aveugle", le "fétichisme" dans le contrat collectif de la part des dirigeants syndicaux traitres (pas seulement hélas !), sa "valeur relative", et la nécessité de "rompre ces contrats toutes les fois que c'est avantageux à la classe ouvrière", il y est question "d'entraîner tous les ouvriers de l'entreprise à prendre part à l'élection de leur organe représentatif" appelé "comité de fabrique", le versement par le patron de "leur salaire complet" à ses chômeurs, l'organisation des chômeurs, la solidarité ouvrière, le combat au niveau international contre les capitalistes, il y figure le "mot d'ordre du contrôle ouvrier sur la production", le rejet de la "participation des ouvriers aux bénéfices", le refus de participer à "des cours d'arbitrage et des commissions de conciliation obligatoires", autrement dit, aux organismes de collaboration de classes pour "protéger le Capital", etc.

Pour finir : "*Les syndicats révolutionnaires qui luttent pour améliorer les conditions du travail, élever le niveau de subsistance des masses, établir le contrôle ouvrier, doivent constamment se rendre compte que dans le cadre du capitalisme tous ces problèmes ne sauraient être résolus ; aussi doivent-ils, tout en arrachant pas à pas des concessions aux classes dominantes, tout en les obligeant à appliquer la législation sociale, mettre clairement les masses ouvrières en face de ce fait que seul le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat sont capables de résoudre la question sociale.*"

Mettre "*clairement les masses ouvrières en face de ce fait*", ce que j'ai souligné dans mon article en employant d'autres termes, c'est l'une des questions déterminantes qui est posée aux militants, exactement comme en 1921. Soit vous partagez ces positions et vous êtes des révolutionnaires, soit vous les rejetez et vous êtes des réformistes, à vous de choisir, mais dépêchez-vous j'aurais envie d'ajouter, car nous n'avons pas le luxe d'attendre quand plus d'un milliard de nos frères et soeurs n'ont pas à bouffer tous les jours, assez de tergiversations, assez de bavardages, assez de discussions

alimentaires qui nous font honte. Si vous vous contentez demain comme aujourd'hui ou hier de combattre uniquement pour les revendications alimentaires, vous vous comporterez comme des petits bourgeois réformistes subordonnant la classe au capitalisme, mais certainement pas en révolutionnaires.

La plupart des militants sont tellement gangrenés par le réformisme, que je me demande s'ils sont capables d'imaginer aujourd'hui ce que signifie combattre pour abattre le capitalisme, mener un combat spécifiquement sur ce terrain en parallèle au combat pour les revendications ou défendre nos acquis ou droits sociaux. Ils y viendront, j'ai confiance dans les militants, le développement de la crise du capitalisme et la radicalisation des masses finiront pas les obliger à se placer sur ce terrain. S'ils avaient tenu compte du déroulement de la lutte des classes au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ils y seraient déjà. Qu'ils n'y soient pas relève uniquement de la responsabilité des dirigeants des partis ouvriers qui se sont succédés au cours de cette période, Lambert et Krivine en tête.

Pour aller encore plus loin dans la discussion, car une analyse qui ne va pas jusqu'au bout est encore pire que pas d'analyse du tout, il faut réfléchir aussi à une "*idée bourgeoise*" unanimement adoptée par les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats, et pour cause :

"*Les syndicalistes révolutionnaires sont encore imbus dans une certaine mesure de préjugés contre l'action politique et contre l'idée du parti politique prolétarien. Ils professent la neutralité politique telle qu'elle a été exprimée en 1906 dans la Charte d'Amiens.*"

"*Les préjugés de neutralité, d'indépendance, d'apolitisme, d'indifférence aux partis, qui sont le péché de bien des syndicalistes révolutionnaires loyaux de France, d'Espagne, d'Italie et de quelques autres pays, ne sont objectivement rien d'autre qu'un tribut payé aux idées bourgeoises. Les syndicats rouges ne peuvent pas triompher d'Amsterdam, ne peuvent pas par conséquent triompher du capitalisme, sans rompre une fois pour toutes avec cette idée bourgeoise d'indépendance et de neutralité.*"

"*La bourgeoisie comprend parfaitement que le sort du régime capitaliste dépend aujourd'hui de l'attitude de ces syndicats à l'égard de l'influence bourgeoise universelle et de ses valets social-démocrates pour maintenir coûte que coûte les syndicats captifs des idées bourgeoises.*"

"*La devise de la « neutralité » ou de « l'apolitisme » des syndicats a déjà derrière elle un long passé. (...) En réalité, les syndicats n'ont jamais été neutres et n'auraient jamais pu l'être, même s'ils l'avaient voulu. La neutralité des syndicats ne pourrait être que nuisible à la classe ouvrière, mais elle est même irréalisable. Dans le duel entre le travail et le capital, aucune grande organisation ouvrière ne peut demeurer neutre. Par conséquent les syndicats ne peuvent pas être neutres entre les partis bourgeois et le parti du prolétariat. Les partis bourgeois s'en rendent parfaitement compte. Mais de même que la bourgeoisie a besoin que les masses croient à la vie éternelle, elle a besoin qu'on croie également que les syndicats peuvent être apolitiques et peuvent conserver la neutralité à l'égard du parti communiste ouvrier. Pour que la bourgeoisie puisse continuer à dominer et à pressurer les ouvriers pour en tirer sa plus -value, elle n'a pas besoin seulement du prêtre, du policier, du général, il lui faut encore le bureaucrate syndical, le « leader ouvrier » qui prêche aux syndicats ouvriers la neutralité et l'indifférence dans la lutte politique.*"

"*Lorsque commença la boucherie impérialiste, les anciens chefs syndicaux se trouvèrent contraints de jeter le masque de la neutralité et de marcher franchement chacun avec « sa » bourgeoisie.*

L'économique et la politique ont toujours été indissolublement liées l'une et l'autre. Ce lien est

particulièrement indissoluble à des époques comme celle que nous traversons. Il n'est pas une seule question importante de la vie politique qui ne doive intéresser à la fois le parti ouvrier et le syndicat ouvrier. Inversement, il n'est pas une question économique importante qui puisse intéresser le syndicat sans intéresser à la fois le parti ouvrier."

Il n'y a pas un seul mot à retrancher de ces passages, j'y adhère totalement. Ils constituent en soi une condamnation sans appel de la politique menée par tous les partis ou organisations depuis 1945 ou même avant. Pour soi-disant combattre le stalinisme, nos dirigeants révolutionnaires inconscients, ignares ou traitres, ont offert sur un plateau à la bourgeoisie cette formidable concession qui a permis de pourrir le mouvement ouvrier de l'intérieur et de le détourner pour de longues décennies de son objectif, pour être plus précis disons particulièrement depuis que le stalinisme a perdu de sa vigueur. (A suivre)

- La résolution de l'IC au format pdf - 6 pages

Je n'ai plus le temps d'ajouter dans le site des articles d'agences de presse.

Quelques infos en bref.

Un lundi en Ve République.

1- Saviez-vous que préfets et syndicats, notamment, avaient été invités lundi par Fillon a participé à une réunion portant sur la réforme de l'administration territoriale ?

Trois syndicats de fonctionnaires (FSU, CGT, Solidaires) avaient annoncé leur intention de boycotter la réunion de lundi en soulignant leur refus de cautionner "*une réforme destructrice pour les agents et les citoyens où sont en jeu des suppressions d'emplois et de services publics*". (Reuters 16.11)

Question : les syndicats qui clament à qui veut bien les entendre qu'ils sont "*indépendants*", sont-ils devenus des institutions de l'Etat ? Question stupide puisque cela ne date pas d'hier. Que FO et la CFDT participent à ce genre de réunions est dans l'ordre des choses, ils font partie de la maison depuis le début comme dirait l'autre.

Trotsky avait raison d'affirmer que la véritable indépendance des syndicats devait se mesurer à leurs rapports avec l'Etat.

2- Saviez-vous que le président de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon (PS), et le maire de Paris, Bertrand Delanoë (PS), ont déjeuné lundi avec Nicolas Sarkozy avec au menu le projet du Grand Paris. (AP 16.11)

No comment : c'était un déjeuner en famille ! A bas l'UMPS !

3- La palme de l'opportunisme revient à Lang de bois. Selon cette vermine en mission en Corée du Nord pour le compte de N. Sarkozy, S. Royal " *jette sur le parti socialiste une certaine forme de discrédit*". (Lepost 16.11)

Lui non en se mettant au service de Sarkozy, la véritable vocation du PS. Merci monsieur Lang.

La seule confiance qui mérite d'exister : en nous-même et dans le socialisme !

Les Français n'ont pas confiance en l'avenir de la situation économique de leur pays: 44% pensent qu'elle va se détériorer contre seulement 12% d'un avis contraire, selon un sondage international BVA pour "Les Echos" rendu public lundi. (AP 17.11)

Transport aérien : fusion-concentration en perspective... et restructuration, donc licenciements.

L'Union européenne, les Etats-Unis et six autres pays ont signé lundi un accord de libéralisation du transport aérien qui pourrait ouvrir la voie à des fusions et à une consolidation de ce secteur durement éprouvé par la crise. (Reuters 17.11)

Le 18 novembre

Entendu hier soir aux infos sur TVMonde Asie.

1- Les chefs d'Etats des 27 pays qui composent l'Union européenne vont élire dans quelques jours son premier président. Sa légitimité reposera uniquement sur les Constitutions des différents Etats d'où les Chefs d'Etats tirent leur légitimité et non des peuples qui les élisent au cours d'un processus anti-démocratique. Autrement dit, il n'aura pas plus de légitimité que l'ensemble des présidents des 27 pays de l'UE. Abolissez la Constitution de la Ve République et c'est l'ensemble des institutions qui disparaît, y compris le chef de l'Etat. Du même coup vous rompez les liens avec l'UE, ses directives et ses traîtés. Trop simple, n'est-ce pas ?

2- Un laboratoire parisien a mis au point un caoutchouc qui "*cicatrice*". Des pneus ou des chaussures inusables, c'est dorénavant possible, mais pas vraiment rentable pour les capitalistes. Il existe déjà un plastique qui présente les mêmes propriétés. Ce matériau est fabriqué à base d'huile végétale et d'urée.

Camarades, ne pissez plus n'importe où, demain ils organiseront des collectes d'urine moyennant une prime dans les quartiers pauvres pour soulager la misère ! Nous pourrons dire : les bourses, c'est la vie !

Pas le temps de causer, j'emmène en urgence mon chien se faire opérer et ensuite je dois aller à 25 bornes pour le papier de la maison. A force de sacrifier tout mon temps au site, je récolte de sacrés emmerdes ! Au fait, j'attends vos réactions à mes articles sur le syndicalisme ou vos contributions, un petit effort. Salut !

Les vertus du "*dialogue social*" ou de la "*concertation*" au plus haut niveau avec le gouvernement : ils sont tous sur la même longueur d'onde du PS au POI.

1- Le maire PS de Paris, Bertrand Delanoë, a déclaré hier au 92e Congrès des maires de France « *Nous ne sommes pas des élus fainéants. Nous demandons le respect. […] Je pense que ces réformes peuvent être réussies si nous les travaillons ensemble* ». (Reuters 17.11)

2- Autour du parc des expositions de la porte de Versailles à Paris, où se déroule jusqu'à jeudi le 92e congrès des maires de France, l'ambiance est plutôt électrique. Une bonne dizaine d'élus tentent de convaincre leurs pairs de signer une pétition réclamant le retrait du projet de loi de réforme territoriale. "*Pour sauver nos 36.686 communes*", peut-on lire dans cet appel, accompagné des noms des 2.000 premiers signataires du texte.

Flanqué de son adjoint, Didier Fouché, maire de Soulitré (672 habitants), dans la Sarthe, affirme avoir recueilli le soutien de maires de gauche comme de droite. "*Sans doute parce que les projets de réforme - des collectivités territoriales et de la taxe professionnelle - ont été élaborés sans concertation avec les élus, pourtant directement concernés*", estime ce membre du Parti ouvrier indépendant de Gérard Schivardi. "*C'est comme les heures de rattrapage scolaire, quand vous avez une école pour trois villages et un système de ramassage scolaire à faire tourner, c'est parfaitement inapplicable*".

D.Fouché est généreux, il a employé le pluriel, il y a fort à parier que si "*les projets de réforme*" avaient été élaborés par le gouvernement en concertation avec les élus, ces réformes ne seraient pas franchement réactionnaires mais révolutionnaires, pardon ma langue a fourché, républicaines et démocratiques, tout irait alors dans le meilleur des mondes.

Quant à la suppression de la taxe professionnelle, pour Soulitré, c'est une perte de 70.000 euros sur un budget de 240.000... Certes, le Président a promis de compenser en 2010, mais après !, s'exclame l'édile. "*On est tout bonnement en train de supprimer progressivement le premier palier de démocratie qu'est la commune.*". Ah si son "Président" l'a promis... Drôle de parti "ouvrier" le POI, non ? (Lepoint.fr 17.11)

Une société en décomposition.

1- Quelques 577.816 gardes à vue ont été recensées en 2008 par l'Observatoire national de la délinquance, soit une augmentation de 35 % par rapport à 2003. Le phénomène coïncide avec le développement du thème de la lutte contre la délinquance par Nicolas Sarkozy, d'abord à l'Intérieur, puis à l'Elysée.

La police a vu ses pouvoirs augmenter, tandis que le code pénal s'enrichissait de nombreux délits nouveaux. (Reuters 17.11)

2- Le nombre de personnes de 18 à 75 ans se disant victimes de violences physiques et sexuelles est évalué, pour les années 2007 et 2008, à 2 175 000, soit 5,1 % de la population, selon un bilan de l'Observatoire national de la délinquance (OND), rendu public mardi 17 novembre. (LeMonde.fr 17.11)

Quand les banquiers détiennent le pouvoir.

Alors que 2009 s'annonce comme une année record pour le versement des bonus, dans un entretien publié par le quotidien Le Monde, le président de la BCE juge que les "*règles élaborées par le Conseil de stabilité financière et adoptées par le G20 doivent être appliquées rigoureusement partout dans le monde.*"

Cependant "*tout ne peut pas reposer exclusivement sur la législation, la réglementation, la régulation et la surveillance*", "*il faut qu'il y ait une convergence éthique des valeurs*", conclut-il.

A propos de la monnaie "*L'euro n'a pas été créé pour lutter contre le dollar* ", tiens donc, mais pour mieux soumettre les économies européennes aux intérêts de l'impérialisme américain. (LeMonde.fr 17.11)

Point emploi, chômage et précarité.

Les destructions d'emplois sont au nombre de 277.000 depuis le début de l'année.

Entre le troisième trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009, elles se montent à 371.000, soit un recul de 2,1% de l'emploi salarié qui est moindre que lors de la récession de 1993, pourtant moins sévère pour l'économie: l'emploi salarié avait alors baissé de 2,3% avec 320.000 emplois supprimés entre le troisième trimestre 1992 et le troisième trimestre 1993.

L'augmentation du chômage en France a été de 22% de janvier 2008 à septembre 2009, en comparaison + 92% au Royaume-Uni et en + 64% Espagne depuis le début de la crise.

Le chômage partiel concerne ainsi 330.000 salariés, dont 15% bénéficient du dispositif APLD (activité partielle de longue durée).

Le dispositif "*zéro charges*", annoncé le 4 décembre par le président Nicolas Sarkozy, a quant à lui contribué à 650.000 embauches au niveau du smic dans des entreprises de moins de dix salariés. Dans la moitié des cas, estime Bercy, ces embauches ont concerné des jeunes de moins de 26 ans.

Parallèlement, le nombre de contrats aidés a atteint 404.000 depuis le début de l'année. Le gouvernement en vise 480.000 en 2009, dont 380.000 dans les secteurs non marchands.

Outre le dispositif du "*zéro charges*" qui a bénéficié à 325.000 jeunes, les contrats d'apprentissage et contrats de professionnalisation sont repartis à la hausse en septembre, avec des progressions respectives de 4,8% et de 1% par rapport au même mois de 2008.

Le nombre de demandeurs d'emplois de moins de 25 ans en catégorie A a augmenté de 30,2% sur un an. Le nombre total de chômeurs en catégorie A a augmenté de 25% sur un an, selon les derniers chiffres disponibles de Pôle emploi. (Reuters 17.11)

Point entreprise ou point casse.

En hausse de 17% en 2009, le nombre de défaillances d'entreprises en France devrait encore augmenter de 2% l'année prochaine.

Le nombre d'entreprises qui mettent la clé sous la porte devrait être supérieur à 67.000 cette année en France, dépassant le record de 64.500 établi pendant la récession de 1993.

Pour 2010, Euler Hermes Sfac en prévoit encore 68.600 en France mais son indice mondial des défaillances se stabiliserait après un bond sans précédent de 33% en 2009.

"*La reprise de l'économie mondiale prévue en 2010 sera lente et fragile car les demandes intérieures des grands pays industrialisés seront affaiblies par la montée du chômage et les incertitudes sur le pouvoir d'achat des ménages*", a expliqué Karine Berger, directrice des études chez Euler Hermes Sfac, lors d'une présentation à la presse.

Dans les pays d'Europe de l'Ouest, les défaillances d'entreprises augmenteraient encore de 3%, après +43% en 2009 et +30% en 2008, mais elles commenceraient à baisser aux Etats-Unis, au Canada, au Brésil et dans plusieurs pays d'Asie, tout en restant à un niveau élevé.

En 2009, les faillites d'entreprises ont explosé de plus de 75% en Espagne, en Irlande, aux Pays-Bas et dans les pays baltes, et elles ont augmenté de plus de 35% aux Etats-Unis, en Europe du Nord et de

l'Est, selon les données d'Euler Hermes.

L'assureur crédit a également présenté une étude montrant que la crise économique et le manque de profitabilité qu'elle a entraîné ont été le premier facteur de défaillance en France durant la crise, et non la crise financière et l'accès plus restreint aux financements.

La France, par rapport à d'autres pays européens, se distingue en effet par une part importante de la dette non financière dans le financement de ses entreprises, ce qui a compensé le mouvement de restriction bancaire fin 2008.

"*La part des 'autres dettes' non financières, qui couvrent notamment le crédit fournisseurs, peut atteindre 50% du bilan alors qu'elle n'est que de 30 à 40% ailleurs*", a noté Karine Berger.

Au total, selon Euler Hermes Sfac, les défauts de paiement suite à défaillance ont coûté entre 2,5 et 3,5 milliards d'euros supplémentaires aux entreprises depuis un an, soit une hausse de 85%. (Reuters 17.11)

Palestine. Quand l'UE soutient l'Etat sioniste.

L'Union européenne a refusé mardi de soutenir le projet palestinien d'obtenir auprès du Conseil de sécurité de l'ONU la reconnaissance d'un Etat palestinien indépendant sans le consentement de l'Etat israélien, jugeant une telle démarche "prématurée". (AP 17.11)

Allemagne.

Des dizaines de milliers d'étudiants allemands sont descendus dans la rue, mardi 17 novembre, contre la réforme de l'université. Selon les organisateurs, ils étaient près de 85 000 à défiler dans près de 50 villes d'Allemagne. Selon eux, cette réforme, loin d'améliorer le système, va raccourcir la durée des études universitaires. (LeMonde.fr. 17.11)

Iran.

Cinq personnes ont jusqu'ici été condamnées à mort et 81 autres à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison pour leur implication dans les troubles en Iran après l'élection présidentielle contestée de juin, selon la chaîne publique IRIB. (AP 17.11)

Le 19 novembre

Je suis loin du terrain pour apprécier la situation avec précision, surtout pour appréhender ce qui se passe dans les différents partis, je prends toujours un risque en en parlant. Au fait, ce n'est pas vers lafin octobre que l'on devait savoir combien d'adhérents il restait au NPA ? Ok, on s'en fout, on le saura plus tard ! Le PCF a décidé de prolonger l'expérience du Front de gauche jusqu'aux élections régionales en se désolidarisant du PS au premier tour.Ce n'est évidemment pas du goût de tous les élus de ce parti, certains ont annoncé clairement qu'ils ne suivront pas leur direction. Ces élections ne sont pas ma tasse de thé évidemment, si j'aborde ce sujet ici c'est parce qu'il se passe quelque chose dans le cadre de leur préparation.

La direction du PCF a annoncé que les militants s'exprimont par un vote sur la ligne politique qu'elle

a définie pour ces élections les les 19, 20 et 21 novembre. Je me demandais si la stratégie adoptée par la direction du PCF était commandée par un objectif purement électoraliste ou si plutôt elle ne se disposait pas dans la perspective d'une explosion sociale à court terme, quitte à sacrifier près d'une centaine d'élus.

Je lisais dans un article du Monde d'hier que "dans certaines régions, le PCF n'existe que grâce à ses alliances locales avec le PS. C'est ainsi qu'il a obtenu des élus qui font vivre, grâce à leurs indemnités, des fédérations moribondes". La crise du capitalisme aiguise les contradictions qui traversent les différents partis, qui pour ne pas se couper de leurs bases doivent au minimum radicaliser leurs discours, si possible apparaître au coté des travailleurs, même si finalement c'est pour ne rien leur proposer en terme de combat contre Sarkozy et les institutions.

Au-delà des apparences, ils doivent passer à la vitesse supérieure pour donner l'impression qu'ils se situent dans le bon camp, même si ce n'est pas franchement le cas, leurs militants qui ont un niveau théorique misérable n'y voient que du feu, leurs directions en sortent renforcées, c'est l'essentielles pour elles. La stratégie adoptée par la direction du PCF peut vouloir dire qu'elle accorde plus d'importance à la crise du capitalisme qu'à ces élections, parce qu'en bon défenseur de l'ordre établi, elle craint par dessus tout que le PCF soit marginalisé en cas de crise politique, puis révolutionnaire, et de ne pas pouvoir jouer son rôle habituel de casseur de mobilisation au profit des institutions, ce qui pourrait profiter à d'autres partis ouvriers.

Je peux me tromper, mais c'est la réflexion que je me suis faite. Sinon à quoi cette stratégie rimerait-elle ? A quoi bon un parti composé de centaines d'élus (185 sortants au PCF), si au moment où on en a le plus besoin pour briser la mobilisation des masses, il est impossible de compter sur ses militants pour faire le sale boulot, à leur insu le plus souvent ? Contrairement aux dirigeants du POI, je ne base pas mon analyse uniquement sur la double nature du PCF, mais sur sa nature sociale fondamentale qui l'emporte sur tout autre considération : un parti d'origine stalinienne inféodé au capitalisme et qui ne rompra jamais avec le capitalisme (le Programme de transition pour les connaisseurs).

La réflexion sur la stratégie du PCF peut aussi avoir été influencée par un objectif purement électoraliste, si l'on part du principe qu'ils envisageraient la même débâcle du PS qu'aux dernières élections européennes. En réalité, pour la majorité des électeurs ses élections ne présentent pas davantage d'intérêt que les européennes, comparativement aux municipales, aux législatives ou aux présidentielles, qui dans leurs esprits concernent davantage l'excécutif, là où les choses se décident vraiment. C'est évidemment une grossière erreur à l'heure de la contre-réforme sur l'organisation territoriale du pays, et le POI a raison de mettre l'accent sur cette question qui n'intéresse pas les travailleurs. Dans tous les cas de figure, le PCF est certain de perdre environ la moitié de ses élus, donc dans ces conditions, inutile d'en rajouter une louche en perdant en plus la moitié de ses militants, c'est peut-être finalement la réflexion qui a décidé les dirigeants du PCF de reconduire le Front de gauche jusqu'à ces élections. (A suivre)

A part cela, j'ai apprécié le dernier éditorial de Gluckstein (IO n°73), dommage qu'encore une fois il ne s'adresse pas à la classe ouvrière. Je ne critiquerai pas la préparation du rassemblement à Paris du 28 novembre bien qu'à mon avis il lui manque une perspective politique clairement exprimée, j'ai du mal à admettre qu'ils ne concentrent pas tout leur combat contre Sarkozy et les institutions, cependant il faut reconnaître que le POI déploie beaucoup d'efforts pour organiser militants et travailleurs.

En lisant le dernier IO, je me suis fait la réflexion suivante. On y trouve des analyses, des arguments, des critiques, quelques propositions, etc., mais rien qui structure l'ensemble, rien qui pourrait donner l'impression que ce n'est pas seulement un parti de contestation, d'opposition, il n'y a pas l'once d'un programme qui serait appliqué si le POI parvenait au pouvoir, bref, c'est le socialisme qui en est

absent. Aucun lecteur arrivé à la dernière page ne peut refermer ce numéro en se disant : j'ai compris ce que m'apporterait ce parti s'il était au pouvoir, qu'on soit ouvrier, cadre, intellectuel, fonctionnaire, étudiant, chômeur, retraité, commerçant, paysan, artisan ou petit-patron, etc., il est absolument impossible de s'imaginer un seul instant ce qui changerait dans leur vie quotidienne, or, c'est cela qui les intéresse en premier lieu au-delà de la politique mise en oeuvre au quotidien pour défendre droits ou acquis sociaux dans le cadre du régime actuel.

Le POI manque cruellement de perspective politique, de perspective tout court. C'est bien d'expliquer ce qu'il faut faire aujourd'hui face à une situation donnée, ce serait mieux encore en ajoutant ce qu'un gouvernement ouvrier ferait pour qu'une telle situation ne se renouvelle plus. Là pour le coup les lecteurs seraient portés à se dire : voilà le parti qu'il nous fallait, voilà le gouvernement qu'il nous faut, enfin l'espoir d'un changement renaît, on va tout faire pour qu'il se concrétise... Craignent-il d'aller au socialisme ou sont-ils au prise avec des contradictions qui les paralysent ? Un parti qui ne combat pas pour prendre le pouvoir ne présente absolument aucun intérêt pour les travailleurs et les militants révolutionnaires. Ce qui intéresse les travailleurs dans un parti, c'est de quelle manière il défend leurs intérêts immédiats, mais aussi de quelle manière il s'y prendrait demain s'il détenait la pouvoir pour régler l'ensemble de leurs revendications qui sont en souffrance depuis des lustres, les deux sont liés, on le voit bien quand ils reportent leurs votes sur les seuls partis susceptibles de constituer une majorité pour gouverner, le PS et le PCF. Qu'ils votent par dépit pour ces partis, qu'ils ne voient aucun espoir de changement avec ces partis au pouvoir, on le sait.

Au-delà ce qui est intéressant, c'est pourquoi malgré tout ils votent encore pour ces partis, certainement pas parce qu'ils les considèreraient comme des partis ouvriers contrairement à ce qu'ils prétendent au POI, mais bien plutôt parce qu'ils leur semblent être les seuls partis d'opposition à l'UMP, au Nouveau Centre ou au MoDem capables de gouverner, la seule alternative possible, et s'ils se trompent totalement sur le plan politique, sur ce point précis ils ont parfaitement raison. Pas plus le POI que le NPA ne présente la moindre crédibilité sur cette question précise qui déborde largement la question électorale, absolument personne ne pourrait dire aujourd'hui ce que feraient ces partis s'ils étaient au pouvoir, donc inutile de s'embarquer dans une aventure avec eux, d'y adhérer ou de regarder plus loin, puisque c'est le désert. Ces partis ont bien des programmes, mais en réalité, ils sont incapables de les mettre en oeuvre au-delà des questions immédiates à résoudre, leur horizon politique ne va pas plus loin. (A suivre)

Je vous ai donné de quoi cogiter pendant un moment ! Il n'y a pas à "réinventer" le socialisme, il y a juste à le proposer sous ses différents aspects aux masses, c'est tout.

Les articles d'agences de presse plus tard.

Quelques infos en bref

Tension politique à l'UMP, suite.

Le maire UMP de Bordeaux Alain Juppé a estimé mercredi que la réforme de la taxe professionnelle n'était "pas encore totalement acceptable" en l'état actuel, et qu'il fallait que le Sénat améliore encore le texte de loi.

"*Nous voulons des garanties. On ne peut pas nous demander d'investir comme nous le faisons, en faisant des tramways, (...) des stations d'épuration, (...) des logements sociaux, et nous couper les vivres. C'est ça qui n'est pas acceptable*", a relevé le maire de Bordeaux. Selon lui, la communauté urbaine de sa ville aurait en l'état actuel du texte de loi "30%" de ressources en moins, contre "40%"

de moins d'après le texte initial. (AP 18.11)

La crédulité ou l'ignorance de la population fait le bonheur des banquiers.

Le « succès » de la prime à la casse a « *dépassé nos prévisions* », a indiqué,ce mardi, Patrick Devedjian, le ministre de la Relance, lors de la remise de la 500 000e prime de 1 000 euros.

Cette mesure, à laquelle les constructeurs ont ajouté leurs propres promotions, a permis de soutenir le marché automobile français, qui progresse sur les dix premiers mois de l'année de 4,2% par rapport à 2008.

Mais si la prime favorise les constructeurs français, spécialistes des petites voitures, ces modèles sont pour la plupart fabriqués dans des pays à bas coûts. (Lefigaro.fr 18.11)

Donc lorsque Devedjian affirme que 20 000 emplois ont déjà été « *sauvés grâce au dispositif* » dans la filière, il ment tout simplement. Cette mesure n'aura profité en réalité qu'aux actionnaires des constructeurs automobiles et... aux banquiers qui auront octroyé des prêts aux particuliers pour acquérir un nouveau véhicule.

Besson la grisaille.

Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, veut engager la lutte contre les "*mariages gris*", ces unions contractées alors que l'un des conjoints est mu par la seule volonté d'acquérir la nationalité française.

A la différence des mariages "*blancs*", où les deux personnes savent que leur union est factice, l'un ou l'une est dans ce cas abusé sentimentalement.

"*On savait qu'Eric Besson n'aimait pas 'la France solidaire', on sait maintenant qu'il déteste aussi 'la France qui aime'*"", selon le PCF dans un communiqué. (Reuters 18.11)

Le PCF champion de France toutes catégories de l'opportunisme ! Que les intentions de Besson soient détestables, nous sommes tous d'accord, qu'ils désignent indirectement et injustement les immigrés de tous les maux de la société, le chômage, la violence aveugle, etc., dans la continuité du discours infâme de Sarkozy sur l'identité nationale à quelques mois des élections régionales, cela n'a rien de surprenant, ce n'est pas une raison pour brader la lutte des classes au profit de la "*France*".

Dans tous les mariages, l'un ou les deux est "abusé sentimentalement", comment pourrait-il en être autrement lorsque l'inconscience prédomine tous les rapports dans la société ? User et abuser de cette contradiction a toujours été le sport favori de tous les gouvernements pour diviser la classe.

En aparté.

Ils ont inventé l'amour désintéressé, on n'aimerait pas l'autre pour ses qualités humaines ou son talent, son fric ou sa position sociale, son physique ou son cul, non, on aimerait l'autre comme on respire pour ne pas mourir, ce serait une fonction naturelle indéfinissable, impossible à saisir, une telle hypocrisie est à l'image de ceux qui nous gouvernent et leurs critique officiels dont fait partie le PCF.

Je ne sais même pas si on peut aborder sérieusement cette discussion avec les militants, encore moins celle sur les unions entre un Français de sexe masculin ou féminin et son pendant de l'autre sexe

d'origine étrangère, car la plupart son imbibés par un humanisme béat qui suinte l'ignorance ou l'opportunisme à plein nez.

On trouvera des racistes parmi les couches les plus arriérées du prolétariat, ils sont racistes et xénophobes par ignorance, ils ne savent même pas pourquoi. Mes parents ouvriers étaient racistes, alors que mon épouse est noire, le conjoint de ma fille est encore plus noir, le mari de ma soeur cadette est Portugais d'origine, le compagnon de mon autre soeur est d'origine kabyle et le mari de la soeur de mon père était Italien, cependant cela n'a jamais fait l'objet de discussions ou de discriminations de leur part, sauf une fois, lorsqu'en 1992 ils ne pouvaient pas concevoir que je revienne vivre chez eux avec Magueswary qui est noire, ma mère m'ayant dit : qu'est-ce que vont penser les voisins ! Mon père est mort depuis, elle est vieille et vit seule, ce n'est pas facile tous les jours, elle a la place nécessaire pour nous accueillir chez elle, mais voilà, il y a toujours les voisins, je suis sûr que c'est pour cette raison qu'elle ne me l'a jamais proposé, à vrai dire je m'en tape et Magueswary aussi.

Au fait pendant que j'y suis, dans une causerie je vous avais fait part qu'elles avaient rencontré des gens étranges à Aubagne qui lui avaient dit qu'ils préparaient la "guerre civile", je m'étais dit qu'il y avait peut-être quelque chose de pourri là dessous. J'avais deviné juste, je l'ai interrogée au téléphone, elle m'a dit qu'ils n'aimaient pas les "Arabes" et les Africains" qui prennent le travail des Français, qu'il y en avait trop en France, etc. Je lui ai demandé ce qu'elle en pensait pour voir si elle avait compris ce que cela voulait dire, elle m'a répondu qu'ils étaient racistes, que c'était dégueulasse, mais qu'ils étaient vieux et "gentils". Je lui ai dit de ne plus jamais revoir ces gens, même s'ils sont gentils en apparence, car ils peuvent présenter un danger pour elle, elle a oublié qu'elle est noire la pauvre femme, de plus, quand je lui ai demandé s'ils faisaient de la politique, elle m'a répondu oui, donc raison de plus pour les fuir !

Pour revenir à notre sujet, il se trouve que j'ai expérimenté deux formes de couples.

Le premier était basé sur le principe : qui se ressemblent s'assemblent, nous avions privilégié des valeurs plutôt morales telle que la gentilesse, le respect de l'autre, la générosité, l'attention, on y avait ajouté le partage des idées dans bien des domaines, social, politique, culturel, artistique, pour parfaire le tout et pour ne pas rater notre coup, on s'était assurés que l'on partageait bien la même vision de la société, du monde, plus qu'un partage, il existait entre nous un dénominateur commun important dans tous ces domaines, au-delà des idées nous partagions largement les mêmes goûts, les mêmes centres d'intérêt. Cela n'a pas empêché notre séparation au bout de 10 ans.

Le second couple ne pouvait pas être fondé sur les mêmes valeurs et c'est facile à comprendre pourquoi : quand on a rencontré une fois dans sa vie une personne avec laquelle on avait tellement de points communs, qu'on en était arrivé à une fusion presque parfaite, après avoir vécu un tel bonheur, il est pratiquement impossible que ce genre de situation se renouvelle, la probabilité doit être d'un sur des millions, la vie est trop courte.

Ma seconde épouse, Magueswary, n'avait qu'une idée en tête lorsque je l'ai rencontrée la première fois en Inde en 1989 : quitter l'Inde et si possible sa famille avec elle, surtout ne pas faire sa vie avec un Indien dont elle aurait été l'esclave ainsi que sa famille, selon elle, mais elle avait raison de le penser. Pour le reste, elle se foutait pas mal de l'homme qui lui permettrait d'arriver à ses fins. Moi de mon côté, conscient de tout ce que j'avais perdu après le départ de ma compagne, conscient qu'il me serait pratiquement impossible de retrouver des conditions aussi favorables pour vivre heureux en couple, je me suis dit qu'en rencontrant une femme qui considérerait son compagne comme son conjoint à vie, en partant de rien ou presque nous pourrions peut-être essayer de forger avec le temps un couple équilibré et connaître un peu de bonheur ensemble, mon idée n'étant évidemment pas d'en

faire mon esclave mais au contraire de la libérer de cette conception insupportable des rapports entre homme et femme qui existait en Inde (et ailleurs dans le monde).

C'est au premier abord plus facile de vivre avec quelqu'un avec qui vous partagez tout ou presque, que de partager la vie avec quelqu'un que vous ne connaissez pratiquement pas ou très peu et que vous découvrez au fil du temps, surtout qu'elle ne parlait pas un mot de français. Imaginez que vous avez vécu avec quelqu'un avec qui vous avez discuté passionnément des milliers d'heures de politique, de philosophie, d'art, etc. et que du jour au lendemain vous vous retrouviez avec quelqu'un avec qui vous ne pouvez parler d'aucun de ces sujets.

Si les aléas de la vie peuvent malheureusement mettre fin prématurément à la première expérience, la seconde expérience n'est pas sans risque, pire, elle peut se transformer en cauchemar pour peu qu'on n'ait pas la capacité de supporter les différences importantes qui existent entre les deux personnes et qui ne se manifesteront qu'après des années de vie commune, alors sachant que l'immense majorité pour ne pas dire la quasi-totalité de ce genre de couples baignent dans l'inconscience à tous les niveaux, leur bonheur n'est qu'une façade qu'ils affichent en public, le reste du temps ils se détestent ou se foutent sur la gueule. Ceux qui font l'apologie du métissage sont de dangereux apprentis sorciers, des irresponsables.

Avec Magueswary, j'ai essayé qu'on n'en arrive jamais à cette extrémité, mais elle a parfaitement conscience qu'un autre homme l'aurait quittée depuis longtemps ou l'aurait frappée, après qu'il se fut aperçu qu'elle profitait de leurs différences pour lui raconter des histoires et lui faire avaler d'énormes mensonges qui avaient des conséquences importantes sur leur couple. Par exemple, lors de son nouveau séjour en France il y a bientôt deux ans, j'ignorais totalement qu'elle avait décidé de s'installer en France pour ne plus revenir vivre en Inde. Elle me l'a appris par téléphone, et encore il a fallu que je lui pose la question. Des exemples dans ce genre, j'en ai vécus plusieurs. Au lieu de l'accabler, ce qui aurait été stupide donc inutile de ma part, je m'en suis pris à moi-même d'avoir été aussi naïf, ma confiance dans les autres m'a joué bien des tours dans la vie, mais je préfère encore que les choses soient ainsi, cela est en accord avec mes idées politiques. Les gens qui sont incapables d'avoir confiance dans les autres, sont généralement animés par des pensées sordides ou n'ont pas vraiment de scrupules à tromper les autres, et je ne tiens pas à leur rassembler, plutôt crever. J'en suis arrivé à la réflexion que nous faisions partie de la même classe, que nous étions embarqués dans la même galère, que ni l'un ni l'autre n'était supérieur à l'autre et que pour ces raisons, nous devions continuer à vivre ensemble et à se soutenir mutuellement en essayant d'avoir les meilleures relations possibles...

Avec ma première épouse, nous sommes partis d'un solide socle commun fait de ressemblances (trompeuses) et il a suffi de désaccords insignifiants pour se séparer, à l'opposé, avec ma seconde épouse, nous sommes partis de rien ou presque et nous passons notre temps à constituer ce socle commun à partir de nos différences. Si l'une des deux expériences devait être qualifiée d'illusion, ce serait bien la première. La seconde nécessite les mêmes qualités que la première et elle présente l'avantage ou l'inconvénient d'y faire appel en permanence. Dans la première expérience, on repose sur un acquis, donc comme dans bien des domaines (en politique par exemple !), on aura tendance à s'endormir sur ses lauriers, jusqu'au jour où l'on se rend compte que tout fout le camp, mais il est alors trop tard, dans la seconde on est mobilisée pour acquérir une certaine harmonie, pour l'atteindre ou la préserver, l'attention vis-à-vis de l'autre demeure permanente, c'est un défit à relever au quotidien qui évite de se laisser aller, là encore on comprendra que peu d'individus ont les capacités d'affronter une telle épreuve, c'est la raison pour laquelle je la déconseille, maintenant chacun vit sa vie à sa manière.

Personnellement, cela fait longtemps que je considère l'amour tel qu'on nous l'a toujours présenté

comme une supercherie, une histoire romantique ou sentimentale que l'on s'invente dans sa tête pour masquer les véritables intérêts qui ont servi à former un couple. C'est la société telle qu'elle est qui tend à imposer qu'il soit permanent ou immuable, alors que le cours de la vie peut nous conduire à emprunter à un moment donné des voies différentes. Si l'on reste ensemble, c'est avant tout pour se sentir plus fort pour affronter les difficultés sans nombre que nous réserve le vieux monde pourri, par habitude, l'habitude qui fait si bon ménage avec l'inconscience, qui l'entretient, et non par amour, je brise peut-être un rêve ou une illusion qui anime forcément les plus jeunes, j'en suis désolé. L'homme ou la femme parfaite, idéale, libérée, au-dessus des contingences matériels, cela n'existe pas, pas même dans les romans ou la littérature.

L'union européenne des banquiers. Suite.

La Commission européenne a donné son accord mercredi à une recapitalisation publique de la banque britannique Lloyds à hauteur de 17 milliards de livres sterling (environ 19,1 milliards d'euros; 28,6 mds dollars), en échange d'une réduction de ses activités signifiant quelque 4.300 suppressions de postes supplémentaires. (AP 18.11)

Russie.

Militant antifasciste, Ivan Khoutorskoï, 26 ans, après avoir réchappé à trois agressions depuis 2005, a été tué par balles dans la soirée du lundi 16 novembre en bas de son immeuble, à Moscou.

La victime connaissait Stanislav Markelov, un avocat assassiné le 19 janvier en plein centre de Moscou d'une balle dans la tête ainsi que la journaliste Anastasia Babourova qui était à ses côtés. Stanislav Markelov avait défendu la famille d'un militant antifasciste assassiné, selon lui, par des néonazis.

La recrudescence des groupuscules d'extrême droite, les protections dont ils jouissent ne sont pas sans inquiéter la société civile. Début novembre, des milliers de néonazis se sont rassemblés à deux pas du Kremlin pour un concert de leur groupe culte, Kolorat. '*Ils n'ont pu le faire qu'avec l'appui de personnalités très haut placées*', assure Viatcheslav Likhatchev, auteur du livre Le Nazisme en Russie. (LeMonde.fr 18.11)

Etats-Unis.Obama super menteur.

Le président Barack Obama a déclaré mercredi qu'il n'arrêterait pas une nouvelle date pour la fermeture de la prison militaire de Guantanamo, alors qu'il avait promis à ses électeurs de la fermer en janvier 2010.

Environ 220 personnes sont toujours emprisonnées sur cette prison américaine située à Cuba. (AP 18.11)

Le 20 novembre

Pas le temps de causer, ni de mettre les articles de presse dans le site.

Je continue inlassablement mes démarches pour obtenir le papier qu'il me manque pour revendre ma maison. Au fait, le consulat a décidé de me lâcher, il aurait fait le maximum pour m'aider, alors que

je suis exactement dans la même situation qu'il y a 9 mois avant son intervention. Il a bien effectué des démarches auprès des autorités indiennes, mais tout a été fait de travers malheureusement, et ici à la moindre faille la corruption s'engouffre dedans. Bon, soyons patient et optimiste !

J'ai quand même quelques minutes finalement, je viens de passer plusieurs coups de téléphone, soit la personne intéressée ne décroche pas, soit la bonne personne n'est pas là, je me suis déplacé pour rien hier, maintenant on verra cela lundi.

Vous avez constaté que les uns et les autres s'accordaient pour opposer un syndicalisme de lutte de classe à un syndicalisme qu'ils appellent *rassemblé*. Bien, mais qu'est-ce que ce syndicalisme de lutte de classe si ce n'est précisément le syndicalisme des années 50 à 80 qui a conduit à subordonner le mouvement ouvrier et le prolétariat au capitalisme. Je ne peux pas cautionner cette orientation qui a certes permis à certaines couches de conserver ses acquis ou d'en obtenir d'autres, pendant que des millions de travailleurs abandonnés à leur triste sort croupissaient dans la pauvreté, je peux en parler en connaissance de cause puisque j'en faisais partie.

Cette définition du syndicalisme s'adresse en priorité à l'aristocratie ouvrière qui soutient le régime et qui est donc la plus mal placée pour le combattre. Dans ces conditions, on ne voit pas comment on pourrait renouer avec un syndicalisme révolutionnaire qui non seulement consisterait à s'appuyer sur les couches les plus exploitées et les plus durement frappées par le capitalisme, et qui devrait engager toutes ses forces dans le combat pour l'abolition du salariat, du capitalisme.

Des camarades jouent sournoisement sur les mots, ils nous prennent pour des demeurés en parlant de lutter dans la "*perspective* de l'abolition du capitalisme, alors qu'en réalité quand on les observe sur le plan pratique, on se rend compte que c'est cette lutte elle-même qu'il place en perspective, non seulement ils ne l'ont pas engagé mais ils la reportent toujours à une date indéterminée. Aujourd'hui on lutte pour nos revendications immédiates et plus tard, un jour peut-être, nous lutterons pour en finir avec le capitalisme, voilà en substance ce qu'ils entendent par poser la perspective du combat contre le capitalisme. C'est inacceptable en l'état.

Ainsi on comprend mieux pourquoi ils sont incapables d'aborder la question de la rupture du syndicat avec l'Etat et ses institutions. Sur ce plan-là, ils ne valent pas mieux que Thibault, je suis désolé de le dire mais c'est la stricte vérité que chaque militant peut vérifier. Camarades, vous voulez comprendre quelque chose à la situation, alors commencez par poser les questions déterminantes, le refus du financement du syndicat par l'Etat est la question centrale qu'il faut poser en priorité.

Vous admettez que la CGT soit financée par l'Etat ? Mais alors quelle sorte de syndicalistes êtes-vous ? Quels sont les principes qui vous animent ? Certainement pas celui de l'indépendance du syndicat (et de la classe ouvrière) vis-à-vis de l'Etat. Dès lors quelle valeur a votre combat ? Vous reprochez à juste titre à Thibault d'être lié à l'Etat, mais en acceptant le financement de la CGT par l'Etat, faites-vous autre chose que Thibault, n'êtes-vous pas sur la même longueur d'onde que lui ? En agissant de la sorte, ne vous privez-vous pas des moyens pour le combattre efficacement ?

Le syndicalisme *rassemblé* est en réalité le prolongement de votre conception du syndicalisme de lutte de classe à cette étape du développement du capitalisme mondial, ils appartiennent tous les deux à la vieille boutique réformiste qui a conduit à subordonner la classe au char du capitalisme, alors que le syndicalisme révolutionnaire intègre le combat pour les revendications immédiates tout en le situant dans la perspective du renversement du capitalisme et en combattant dans cette perspective.

On a là deux conceptions antinomiques du syndicalisme.

La vôtre qui consiste à combattre pour obtenir des améliorations de la condition ouvrière qui ne profitent pas forcément à l'ensemble de la classe sans mener de combat sur le thème de la remise en cause de l'existence du capitalisme, d'où par exemple l'absence du mot d'ordre d'expropriation des capitalistes quand ils ferment des usines, là encore vous n'avez pas été capables de dépasser le stade du syndicalisme alimentaire (prime de départ), or, si vous ne posez pas cette question à ce moment précis, autant dire que vous ne la posserez jamais, finalement les travailleurs ne pourront tirer aucun enseignement théorique ou pratique de leurs combats, au lieu d'aider leur conscience de classe à mûrir, vous les avez tenus enfermés dans le cadre du respect du régime capitalisme, voilà le service que vous leur avez rendu, on s'en serait franchement passé !

Et celle que je défends qui consiste en temps normal à mener le combat sur deux fronts, à la fois sur celui des revendications et contre le capitalisme dans la perspective de l'abattre, et en temps de crise à les réunir dans le même combat parce que se trouve directement posée la question : qui est le maître dans l'entreprise, le patron ou les producteurs, qui fait quoi, qui produit les richesses, qui doit décider de notre destin, qui doit détenir le pouvoir, organiser la production, etc. Voilà ce qu'il fallait marteler jours après jours à l'entrée des usines, voilà sur quelle orientation il fallait organiser les ouvriers : occupation, comité de grève élu, expropriation sans verser un euro...

Je vais me répéter mais c'est nécessaire, on ne peut pas se contenter d'affirmer que l'on combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, quand les mots ne se traduisent jamais sur le plan pratique, seuls les actes nous intéressent en dernière analyse.

La difficulté que rencontre les militants à comprendre les différences qui existent entre le syndicalisme réformiste et le syndicalisme révolutionnaire, provient du fait qu'aucun militant n'a vécu à l'époque où il existait un syndicalisme révolutionnaire combattant pour le même objectif que les communistes, les bolcheviks, ils n'ont jamais connu autre chose que le syndicalisme frelaté des réformistes et des centristes. L'heure du bilan de l'opportunisme sous toutes ses formes a sonné, qu'il ait été maquillé à la sauce stalinienne, trotskiste ou encore anarchiste. Ce bilan effraie tous les appareils, tous les dirigeants qui se sont vautrés dans la collaboration de classes tout en prétendant combattre pour notre cause, tandis que l'incurie politique légendaire des autres ressurgit au grand jour avec toujours plus d'acuité.

Qui craint ce bilan craint d'aller au socialisme, voilà de quoi se poser de sérieuses questions sur le contenu politique de notre engagement militant, non ?

J'allais oublier le plus important : savez-vous pourquoi le syndicalisme révolutionnaire n'existe pas aujourd'hui ? Parce qu'il n'existe pas de parti révolutionnaire qui pourrait impulser ce combat dans les syndicats, parce que ce combat ne pourrait venir que du parti, parce que le parti est le seul à combattre quotidiennement sur la base d'un programme embrassant la totalité de la situation dans la perpective du socialisme et de définir les tâches concrètes que le prolétariat a à accomplir au cours du développement de la lutte des classes, je reproduis ici en substance le constat dressé autrefois par Lénine et le IIIe congrès de l'Internationale communiste.

Mais alors, si ce syndicalisme révolutionnaire n'a jamais existé au cours des dernières décennies, cela signifierait-il qu'il n'a jamais existé de partis révolutionnaires depuis le début des années 60 ? Devinez ? Mais alors, l'OCI-PCI, la LCR, LO, c'étaient quoi au juste comme organisations ? Devinez ? Vous n'êtes pas au bout de vos découvertes et de vos peines camarades, je pense particulièrement à mes vieux camarades de l'OCI, on a été menés en bâteau sur toute la ligne à notre insu, on était certes des militants honnêtes et sincères, mais il faut bien admettre à un moment donné qu'on s'est servi de nous pour assurer la survie du régime. Pendant que dans mon coin je scandais des mots d'ordre contre la Ve République, Lambert traficotait dans mon dos avec Mitterrand, comme je

l'ai appris plusieurs décennies plus tard, vous ne voudriez quand même pas que j'efface cela de ma mémoire. A ceux qui sont restés plus longtemps que moi dans cette organisation : camarades, vous avez dû avaler bien des couleuvres avec Lambert, puis avec son clone Gluckstein, alors vous devez êtes prêts à accepter la réalité en face, aussi dure soit-elle.

Vous voyez, même lorsqu'on n'y pense pas, on aborde tranquillement la question du syndicalisme et nous en arrivons à poser la question centrale du parti qui nous fait cruellement défaut aujourd'hui. Etrange ? Non, normal ! C'est le contraire qui serait franchement inquiétant. Et je peux vous garantir que cette causerie a été rédigée d'une traite et sans brouillon, je ne savais même pas de quoi j'allais parler avant d'écrire le premier mot. (A suivre)

J'attends toujours vos réactions à mes articles ou causeries sur le syndicalisme notamment, un petit effort camarades. Si vous ne voulez pas que je publie votre courriel ou même un extrait de votre courriel, il vous suffit de le préciser clairement, je respecterai à la lettre vos consignes.

Bon week-end à tous

Quelques infos en bref.

Monsieur 8%.

Le maire de Paris Bertrand Delanoë annonce une hausse des impôts parisiens en 2010, dans un entretien au quotidien "Les Echos" de vendredi. "*Tous les taux augmenteront de 8% en 2010*", explique le maire de Paris en assurant qu'il s'agira de l'ultime hausse de la fiscalité locale de toute la mandature. (AP 19.11)

Ils veulent liquider le système de retraites par répartition. Quand l'Etat brigand spécule sur nos morts.

Le Conseil d'orientation des retraites rendra début 2010 un rapport sur l'éventuelle transformation de tout le système soit en un régime par points, soit en «*comptes notionnels*» . Dans ce dernier cas, les pensions sont calculées selon l'espérance de vie. Chaque retraité étant censé recevoir en moyenne avant son décès autant que ce qu'il a cotisé pendant sa carrière. (LeFigaro.fr 17.11)

Question : Comment peut-on prétendre verser à chaque retraité avant sa mort l'équivalent de ce qu'il aura cotisé, alors qu'il est impossible de prévoir combien d'années vivra chaque travailleur ?

Leur justice invente le blanchiment Total. Plus qu'une "*hypothèse*", une certitude.

La justice française a relaxé jeudi au bénéfice du doute la société Grande Paroisse, filiale du groupe Total, pour l'explosion de l'usine chimique AZF, qui avait fait 31 morts en 2001.

Le tribunal correctionnel a par ailleurs rejeté la citation directe délivrée par certaines victimes contre le groupe Total lui-même et son ancien dirigeant Thierry Desmarest.

Les juges ont estimé qu'il n'est pas possible de retenir un "*lien de causalité certain entre la faute et les dommages provoqués par une série de dérives organisationnelles*". "*Il demeure une inconnue concernant le processus exact d'initiation de l'explosion*", dit la décision du tribunal, qui déclare ne pouvoir "*fonder son jugement sur des hypothèses*".

Les représentants des victimes ont amèrement réagi.

"*C'est la décision judiciaire la plus extravagante, la plus incompréhensible pour des victimes et la plus improbable que j'aie jamais connue au cours de ma carrière*", a commenté Sylvie Topaloff, avocate de plusieurs victimes.

Tous les avocats de la défense avaient plaidé la relaxe.

"*Nous ne nous félicitons évidemment pas de ce jugement. Ce vocabulaire serait arrogant. Nous constatons seulement que, faute d'avoir pu retenir un lien certain et évident de la causalité, le tribunal a choisi de dire le droit*", a jugé Jean-Jacques Guilbaud, secrétaire général du groupe Total.

Cet accident, qui n'aurait jamais dû se produire, a été imputée par les experts au stockage imprudent dans le même hangar de matières chlorées et nitratées, explosives lorsqu'elles sont combinées (Reuters 19.11), donc son origine est connue, il n'y a que les juges qui continuent de le nier.

Vivre pour manger ou manger pour vivre ? Vivre pour travailler ou travailler pour vivre ?

L'obésité et le surpoids, qui touchent plus de 20 millions de Français, doivent être considérés comme des problèmes de société à traiter au même titre que des fléaux comme le cancer, estiment les spécialistes.

Selon une enquête réalisée tous les trois ans par TNS Sofres publiée la semaine dernière, la France compte aujourd'hui 6,5 millions d'adultes obèses, soit trois millions de plus qu'il y a 12 ans, et 14 millions d'habitants en surpoids.

L'aspect psychologique est aussi essentiel dans le trouble alimentairen, cercle vicieux résumé par la psychothérapeute Catherine Dijuste : "*Plus je mange, plus je grossis, plus je me restreins, plus je me trouve nul... et plus je mange*".

La première Journée européenne de lutte contre l'obésité est prévue le 22 mai 2010. (Reuters 19.11)

Et pendant ce temps-là un enfant meurt de faim dans le monde toutes les 6 secondes, cynique, choquant non ? Voilà une des contradiction les plus sordides du capitalisme poussée à l'extrême : il fabrique par le monde des obèses par millions et millions pendant que des centaines de millions crèvent de malnutrition ou de faim.

La menace : c'est l'Etat capitaliste !

Cinquante-six pour cent des Français estiment qu'ils pourraient un jour se retrouver sans-abri, et 75% se disent solidaires des SDF, selon un sondage publié jeudi et réalisé par l'institut CSA pour le compte de l'association Emmaüs.

Quant à savoir qui est responsable du fait que des personnes soient "*contraintes de vivre à la rue*", 64% des Français répondent l'Etat, 31% "*les personnes concernées elles-mêmes*", 20% les collectivités territoriales, 18% les municipalités, 15% "tous les citoyens", et 4% les associations. (AP 19.11)

Tiens donc l'Etat bourgeois serait responsable de l'extrême pauvreté en France selon la majorité de la population, non, qui l'aurait cru ! Certainement pas ceux qui refusent d'engager le combat politique

contre les institutions, l'Etat, parce que soi-disant cela n'intéresserait pas les travailleurs. Messieurs, vous êtes en réalité l'arrière-garde de la classe, vous attendez peut-être que les travailleurs prennent eux-mêmes l'initiative du combat contre l'Etat, et comme ils en sont évidemment incapables, vous en profitez pour dire que les travailleurs ne sont pas prêts pour se saisir de ce combat et la boucle de l'opportunisme est bouclée. Pour rappel, les staliniens ne tenaient pas un autre langage.

Des arguments contre l'Etat comme le scandale des SDF, il en existe des dizaines, des centaines, mais voilà camarades, ce genre de combat n'est pas mobilisateur, et comme il ne permet pas de mettre en oeuvre la seule tactique qu'ils connaissent, le front unique, du coup, ils préfèrent faire l'impasse sur ce combat politique qui aurait une haute valeur éducative auprès des masses, ensuite, étonnés que leur niveau de conscience politique soit toujours aussi misérable, il ne leur reste plus qu'à se rabattre sur des revendications alimentaires, à jouer aux trade-unionistes, à s'adapter au capitalisme, cela présente de nombreux avantages pour eux, c'est tellement plus facile grâce au front unique et cela permet au moins de sauver les apparences et de se sentir moins isolés.

La pensée unique ne sévit pas seulement dans le camp de nos ennemis de classe, elle existe dans nos propres rangs, elle n'est rien d'autre que le prolongement de la première sous un autre déguisement. En écrivant ces lignes, je pensais uniquement à la construction d'un parti révolutionnaire, ce qui devrait être notre priorité, évidemment.

Afghanistan. Kouchner plus illégitime et corrompu que jamais.

Le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner, en Afghanistan jeudi pour l'investiture du président Hamid Karzaï, s'est félicité des déclarations de ce dernier, notamment sur la lutte contre la corruption.

"*Le président a toute la légitimité née des urnes quand même, quelles que soient les péripéties pour en arriver là,*" a déclaré Bernard Kouchner à l'Associated Press sur la base militaire de Tora, situé à 50 kilomètres de Kaboul.

"*Il faut se féliciter de son discours d'aujourd'hui (...) en particulier concernant la lutte contre la corruption*" et les efforts en vue d'une meilleure gouvernance, avec notamment la création d'un secrétariat général, a-t-il ajouté. "*Tout ça paraît quand même très prometteur*". (AP 19.11)

UE. Comment ils claquent notre fric ? Réponse.

Le président permanent du Conseil européen, une nouvelle institution prévue par le traité de Lisbonne, induira un surcoût de 25 millions d'euros par an.

Selon le projet de budget du Conseil, dont *L'Express* a eu connaissance, cette somme devrait se décomposer ainsi en 2010 :

- 1,5 million d'euros au titre du salaire et des émoluments divers, frais de représentation et de voyages inclus;

- 4,5 millions d'euros pour son cabinet et sa sécurité personnelle;

- 12,1 millions d'euros pour l'organisation des sommets européens et des sommets UE - Inde, Russie, Chine, etc., qui étaient jusqu'à présent payés par les Etats occupant la présidence tournante;

- 1,9 million pour les réunions - en nombre croissant - avec le Parlement européen qu'implique l'extension de la codécision;

- 5 millions d'euros de réserve, à tout hasard, parce que l'on ne sait pas très bien comment cette institution nouvelle va fonctionner.

Au total, ces 25 millions viennent s'ajouter aux 615 millions d'euros de coûts de fonctionnement du Conseil. Vous avez dit chère Europe ? (Lexpress.fr 19.11)

Iran.

1- L'Iran est en passe de posséder l'arme nucléaire mais pour autant cette arme "*ne constitue pas une menace sécuritaire*", affirment deux députés français, Jean-Michel Boucheron (PS) et Jacques Myard (UMP), dans un rapport publié jeudi "*sur les enjeux géostratégiques de la prolifération*" élaboré dans le cadre des travaux de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée. (Reuters 19.11)

2- Le président américain Barack Obama a adressé jeudi une mise en garde à l'Iran quant aux conséquences d'une absence de réponse à l'offre de compromis de l'AIEA et à l'adoption de nouvelles mesures internationales. (Reuters 19.11)

Charrettes.

1- Le groupe chimique suisse Clariant va fermer son site français de Huningue (Bas-Rhin) et supprimer 570 emplois dans le monde dans le cadre d'une optimisation du réseau de production, a annoncé jeudi l'entreprise. (AP 19.11)

2- La firme américaine AOL, filiale Internet du groupe Time Warner dont elle doit se séparer le mois prochain, a annoncé jeudi la suppression de 2.500 postes, soit près d'un tiers de ses effectifs actuels de 6.900 personnes. (AP 19.11)

Le 21 novembre

Depuis septembre le site Internet du groupe bolchevik n'a pas été actualisé, j'espère que Philippe se porte bien, je ne peux pas t'écrire ton adresse a disparu avec mon disque dur, mais je ne t'ai pas oublié.

J'ai appris que pour qualifier son équipe à la coupe du monde de football en Afrique du Sud, le capitaine de l'équipe de France, T. Henry, avait fait une main devant la cage du gardien de but irlandais pour marquer un but. Quelle honte ! Mais en même temps je trouve que c'est un geste utile, cela ridiculise un peu plus le sport de haut niveau qui dans le football rime avec la Bourse. Chasse à l'homme, salaire mirobolant, actions, sponsoring, médias et droits de retransmission, multinationales pharmaceutiques, fabricants de matériel sportif, tout ce beau monde touche, c'est une mine d'or. Pas pour nous évidemment, à notre détriment, l'opium du peuple est une pompe à fric.

Le mauvais côté de cette affaire, c'est qu'il légitime la triche, qu'il l'encourage indirectement. Dans mon entourage, on m'a souvent expliqué que tout le monde trichait dans la vie et qu'il fallait être con pour être honnête avec des gens malhonnêtes, que le mieux était de les immiter pour limiter la casse ou s'en sortir. Je n'ai jamais suivi ce mauvais conseil qui conduit à faire de la société une jungle, sans

me poser pour autant en martyr. Cela coûte très cher et l'on paie comptant cette forme de résistance à la barbarie, mais au moins on a la conscience tranquille, cela n'a pas de prix.

Et puis comment prétendre vouloir changer le monde, si c'est pour reproduire ce qu'il a de plus détestable aujourd'hui ? Ne devrait-on pas montrer l'exemple, avoir un comportement exemplaire, quand on prétend vouloir éduquer politiquement les masses ?

Légitimer la malhonnêteté, voilà à quoi ils en arrivent, c'est très intéressant, car cela démontre qu'ils ne sont même plus en mesure de camoufler la décomposition des valeurs qui ont accompagné le développement de la civilisation humaine qu'ils bradent pour gagner un match de football. Misère et décadence d'un régime en bout de course qu'il nous reste à renverser.

J'écrirai plus tard quelques lignes sur l'Union européenne.

J'allais oublier de vous proposer de participer au rassemblement du 28 novembre à Paris organisé par les comités d'unité qui se sont developpés à l'initiative du POI. Des camarades inorganisés me demandent sans cesse quoi faire dans la situation actuelle, je n'ai pas d'autres réponses à leur fournir.

En 1976-77, je n'avais jamais milité, je n'avais adhéré à aucun parti ou syndicat, je venais de découvrir Marx, la lutte des classes et l'OCI, à part lire j'ai pris la décision de participer chaque fois que je le pouvais aux manifestations des étudiants. Il faut dire qu'à cette époque je bossais quand j'en avais envie ou par nécessité seulement, parce qu'il n'y avait pas de chômage, j'alternais les périodes de boulot avec les périodes de repos, ce qui me permettait d'aller aux manifs, en bus, train, puis métro, seul le plus souvent.

Si j'avais quitté le terrain de la philosophie et Hegel pour me placer sur le terrain de la lutte des classes, c'était précisément parce que la philosophie ne répondait pas et ne pouvait pas répondre à mes questions pratiques, donc je n'allais pas continuer à ruminer ma haine du vieux monde en spectateur. La monarchie comme représentation souveraine du peuple et expression politique la plus élevée de l'idée absolue, vous avouerez que c'était difficilement applicable et défendable !

Avant même d'acquérir quelques bases du marxisme, la vie de servitude que m'avait réservé leur société, m'avait enseigné que la théorie ou les plus belles idées du monde ne valaient pas grand chose lorsqu'elle ne se traduisaient pas sur le terrain pratique. C'est à partir de cette réflexion élémentaire qui s'est imposée à moi que j'ai décidé de militer. Je n'avais pas gravi tous les échelons de la philosophie pour finalement en sortir, pour me retrouver plongé en plein idéalisme ou me contenter de discourir à l'infini sur les idées des autres, et si mon développement intellectuel avait été si tardif, j'entendais bien rompre avec les paradis artificielles baudelairiens auxquels j'avais adhéré au cours de la période précédente, que je ne renie pas puisqu'ils m'ont permis d'entrevoir un autre monde, préambule à la remise en cause du vieux monde sur le plan politique. Mes potes de l'époque qui venaient d'un milieu petit-bourgeois contrairement à moi ont tous choisi une autre voie, depuis ils ont tous sombré ou sont déjà morts !

C'est marrant, en écrivant ces lignes je découvre encore des choses que j'ignorais sur moi-même. Par exemple, que ma démarche dès le début de mes études en 1974 s'inscrivait dans une perspective collective, je n'en avais pas conscience à l'époque, j'ignorais alors que mon sort était lié à celui de ma classe, et que quelques années plus tard cette perspective allait prendre forme en militant. Cela explique sans doute aussi pourquoi j'ai renoué aussi facilement avec le militantisme après une rupture de 20 ans, parce que même sans être organisé, j'avais conservé le même état d'esprit et les mêmes convictions qu'au milieu des années 70 ; j'avais dû faire des efforts gigantesques pour me sortir de

l'état d'arriération complète dans laquelle je baignais encore en 1974, vous ne pouvez pas vous imaginer à quel point j'étais un crétin fini, un pauvre type à la tête complètement vide, un abruti indécrotable auriez-vous dit si vous m'aviez connu à cette époque, quand j'en pris conscience j'en fus littéralement terrorisé de honte, ce fut la pire humiliation de ma vie, en tout cas je l'ai vécu ainsi, j'avais alors 19 ans, pour ne plus jamais revenir en arrière.

Aller toujours de l'avant, c'est ce que je souhaite sincèrement à tous les militants, le reste ou nos désaccords est secondaire.

Quelques infos en bref.

Les collabos, suite. Les pauvres : de mauvais parents.

A l'occasion du 20e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, Nicolas Sarkozy a reçu vendredi à l'Elysée une dizaine d'associations et leur a promis l'organisation dans les prochains mois des Etats généraux de l'enfance.

"*Notre objectif, c'est d'améliorer tout ce qui concerne la protection de l'enfance*" a souligné Mme Morano à l'issue de la réunion.

"*Nous voyons très bien que dans notre pays, l'enfant pauvre est confronté à des situations difficiles, que ce soit à l'école, que ce soit en ce qui concerne son alimentation, son logement, sa santé*", a-t-elle rappelé.

La présidence de la République veut également "*accroître la prévention de la maltraitance par un soutien plus actif à la parentalité dans les premiers mois de l'enfant*". (AP 20.11)

Plus que la démagogue, c'est le cynisme et la méthode avec lesquels ils abordent la question des enfants maltraités qui donnent une idée plus précise sur le degré de pourriture du régime.

Témoignage. Mon père ouvrier en bâtiment me tapait dessus pratiquement tous les jours quand j'étais gosse et adolescent. Pourquoi ? Parce qu'il était excédé en rentrant du boulot, il venait de passer une journée de merde comme les autres, il était épuisé et sur les nerfs, il ne tenait que grâce à cela, du coup il fallait qu'il se défoule sur quelqu'un, il fallait que sa rancoeur aveugle contre la société sorte ou s'exprime d'une manière ou d'une autre, alors à la moindre contrariété, à la moindre remarque, au moindre mot qu'il ne supportait pas, je prenais une baffe terrible à vous arracher la tête, c'était un minimum.

Le pauvre homme ne supportait pas que l'on puisse prendre la vie à la légère, alors qu'elle pesait d'un poids insupportable sur ses épaules, or, quand on est gosse, c'est davantage l'insouciance qui nous domine, la joie de vivre plutôt que les responsabilités, tout ce que sa condition d'esclave lui interdisait, il vivait notre liberté apparente comme une véritable provocation, au point que même les week-end ou pendant les vacances, il était incapable de se libérer du joug de l'exploitation et de goûter aux plaisirs de la vie, de penser à autre chose qu'à sa triste et injuste condition.

Leur société en avait fait un homme aigri, au point que ses sauts d'humeur pouvaient être interprétés comme les manifestations d'un homme mauvais, alors qu'il n'en était rien, c'était le désespoir dans lequel sa condition l'avait plongé qui s'exprimait ainsi maladroitement, mais malheureusement quand on est gosse on ne comprend pas ce genre de choses, c'est la raison pour laquelle nous avons toujours eu des relations conflictuelles, jusqu'au dernier jour, la dernière fois que je l'ai vu vivant. Quant à ma

mère, elle en rajoutait en l'excitant contre moi et là c'était imparable, j'en prenais une.

Ils ont passé leur vie à compter jours après jours, années après années, juste pour pouvoir survivre et nourrir leurs enfants et leur donner la meilleure éducation possible pour qu'ils ne vivent pas à leur tour plus tard leur cauchemar, juste pour assumer leurs responsabilités de parents, et voilà qu'un président, une ministre, des redresseurs de tort illégitimes, je pense ici à toutes ces associations qui collaborent avec le pouvoir, voudraient leur faire la leçon, leur apprendre en quoi consistent leurs responsabilités, les culpabiliser, bref, les accuser d'être de mauvais parents : grotesque, abjecte, infâme, insupportable ! C'est votre société pourrie qui porte l'entière responsabilité de tous les maux et tous les malheurs qui nous accablent, on a vraiment envie de leur dire d'aller se faire foutre, de faire la révolution, de prendre le pouvoir pour mettre un terme aux conditions de vie épouvantables que connaissent des millions de travailleurs pauvres et leurs familles.

Vous vous demandiez peut-être pourquoi j'étais devenu révolutionnaire, vous avez ici en grande partie la réponse. On m'a reproché de ne pas faire dans la dentelle, d'être animé en permanence par une haine farouche envers le capitalisme et leur société, ceux-là ont dû oublier d'où ils venaient pour ensuite frayer avec nos ennemis de classe, à moins qu'on n'ait jamais réellement appartenu au même milieu, moi je n'oublierais jamais mes origines. Pour finir j'ai envie de dire à l'épileptique du Palais : occupe-toi uniquement de ta classe décadentes de dégénérés, de ta cour de parasites, tu as largement de quoi faire, oublie la classe ouvrière qui n'attend rien et qui n'a rien à attendre de toi et les tiens !

Collabo, suite. Front unique institutions et syndicats contre le prolétariat.

Nicolas Sarkozy a annoncé, vendredi 20 novembre, la tenue, à une date non précisée, d'une conférence nationale sur les déficits publics, qui réunirait à la fois l'Etat et les responsables de la Sécurité sociale et des collectivités locales, lors d'un échange avec près de sept cents maires à l'Elysée. (LeMonde.fr 20.11)

Les syndicats sont partie prenante dans la gestion de la Sécurité sociale et des organismes sociaux, tous les partis politiques sont partie prenante dans la gestion des communes, et si on y ajoute ce qu'il appelle l'Etat, les institutions de la Ve République dont l'Assemblée nationale et le Sénat, vous avez réuni ici l'ensemble des composantes de la réaction, j'inclus volontairement les syndicats, car lorsqu'ils acceptent de se plier au jeu de la collaboration de classes, ils franchissent une ligne, ils se situent eux-mêmes dans le camp de nos ennemis.

Il y a une question qui me tarode depuis un moment, je me demandais si avec le tournant de la crise du capitalisme il ne faudrait pas tout simplement boycotter l'ensemble des institutions de la Ve République, de la commune au président de la République, parce qu'elles n'ont plus qu'une seule fonction : assurer la survie du capitalisme en taillant à la hache dans tous nos droits ou acquis sociaux, et que le prétexte de participer à ces institutions pour défendre nos droits ne servait en réalité qu'à justifier la collaboration de classes.

La charrette du jour.

Les chantiers navals STX de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) ont dévoilé vendredi matin un plan de départs volontaires concernant 351 des 2.410 salariés, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire. (AP 20.11)

Le 22 novembre

Pour alimenter la discussion sur le syndicalisme, j'ai mis en ligne les résolutions des deuxième, troisième et quatrième congrès de l'Internationale Communiste traitant du syndicalisme et des rapports des communistes avec les syndicats. Certains passages ont vieilli ou ne sont plus forcément adaptés à notre situation, à celle des différents pays, mais l'esprit qui en ressort et les bases qui ont inspiré leurs rédacteurs demeurent largement d'actualité.

Si l'on veut aborder sérieusement la question du syndicalisme, on ne peut pas faire l'économie de la discussion sur l'indispensable indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat et ses institutions. Cette question centrale pour l'ensemble du mouvement ouvrier doit servir de base à toute discussion, et il n'est pas indispensable d'avoir été syndiqué un jour ou bien longtemps pour en comprendre l'enjeu, les tenants et les aboutissants.

Faire l'économie de cette discussion revient à refuser de remettre en cause la collaboration de classe de la CGT et des syndicats en général avec l'Etat et le patronat, qui avait pris forme bien avant la seconde guerre mondiale.

Quelle est la position précise des différents rassemblements de militants sur cette question précise, Collectifs Tous Ensemble Rhône-Alpes, Continuer la CGT, Où va la CGT, Collectif national CGT Lutte de Classe, La CGT n'est-elle pas en danger ?

La question est simple et chaque militant peut y répondre : êtes-vous pour ou contre le financement de la CGT par l'Etat capitaliste ?

Le 23 novembre

L'indépendance syndicale version Force ouvrière.

Vous saviez que Force ouvrière avait reversé à la Ville de Paris les salaires du chauffeur de son dirigeant Marc Blondel qu'elle avait pris en charge lorsque Chirac était maire de Paris ? (Reuters 22.11)

Tout le monde devait le savoir, y compris à la direction du PT (sauf ses militants évidemment !), depuis Blondel dirige la Libre Pensée avec la bénédiction d'une autre paroisse : le POI ! Quel panier de crabes !

C'est beau quand même "*l'indépendance des syndicats par rapport aux partis*" ! Honte à tous ceux qui trompent sciemment les travailleurs avec ces sornettes depuis des lustres !

Que faut-il penser de ces bureaucrates syndicaux qui disposent d'un "chauffeur" ? Pourquoi pas une bonne pour les border, et plus si affinités ? Quelle horreur !

Après on s'étonnera que les travailleurs ne veulent pas se syndiquer ou adhérer à un parti !

Autre chose.

Page 6 du n°73 d'*Informations ouvrières* on pouvait lire : "*Pourquoi est-il offert comme seule*

perspective aux postiers, après l'envoi de cartes postales, celle de « manifestations régionales » le 28 novembre ?". Les semaines précédentes ils avaient tenu exactement les mêmes propos que j'avais dénoncés comme une honteuse manipulation, car le « *Comité national contre la privatisation de La Poste* » (qui regroupe plus de soixante organisations, partis, syndicats et associations) avait proposé autre chose, un article de l'agence de presse Associated Press datée du 22 novembre le confime :

"*Les syndicats -CGT, Sud, CFDT, FO et CFTC- menacent d'organiser une manifestation nationale "dans la semaine du 13 décembre*", "si le gouvernement persistait dans son objectif de faire voter" le projet de loi mettant en oeuvre cette reforme. Ce projet de loi a été adopté le 9 novembre par le Sénat et doit être examiné à l'Assemblée nationale à la mi-décembre.", ces syndicats reprenant les déclarations précédentes du "comité national" dont ils font partie.

La question n'est pas ici de savoir s'il fallait ou non adhérer à ce comité, de savoir si son orientation était correcte ou non, mais simplement de rétablir les faits et rien que les faits que le POI s'emploie à falsifier semaines après semaines.

Vous allez voir à quel point ils sont tordus à la direction du POI.

Cette fois-ci pour fabriquer cette falsification, ils ont repris les propos incorrectes d'une sénatrice PCF, pour ensuite non pas les attribuer directement à ce comité, pire, pour le soupçonner de les partager : "*N'y a-t-il pas un lien direct avec le fait que le Comité national conduise dans une confusion politico-syndicale à l'impasse ?*", cela après que dans un paragraphe précédent ils sont revenus deux mois en arrière, lorsque ce comité n'avait pas encore avancé la proposition d'une manifestation nationale à Paris en décembre. Avec de tels procédés, je ne pense pas que l'on puisse contruire un parti.

Que le POI ne soit pas d'accord avec les positions défendues par ce comité, c'est parfaitement son droit évidemment, je ne les partage pas non plus, qu'il exprime ses désaccords avec ce comité, c'est parfaitement son droit également, qu'il tente par une analyse critique de faire éclater ce comité ou d'influencer ceux qui y participent en relevant ses nombreuses contradictions, c'est légitime, cela fait partie de la règle du jeu à partir du moment où l'on part des faits réels ou des arguments existants, qu'on s'y tient ou qu'on les respecte, ce qui n'est pas le cas ici.

Ce n'est certainement pas en agissant de la sorte, que le POI parviendra à convaincre les militants ou les participants de ce comité de partager ses positions. Ironie de l'histoire, le plus cocasse ou pitoyable, c'est que les positions du POI sont correctes dans l'ensemble et je les partage pour l'essentiel sur la question de la défense de La Poste. Le mot d'ordre de retrait n'est pas négociable, on est bien d'accord sur l'essentiel.

Alors pourquoi ces basses manoeuvres indignes d'un parti ouvrier ? Parce qu'une fois de plus le POI se retrouve totalement isolé ? Parce que ce sont les autres partis qui profitent finalement du travail effectué depuis des mois par les militants du POI notamment en direction des élus ? Les dirigeants du POI se sentiraient-ils frustrés comme autrefois, quand ils soutenaient que les prises de position des autres partis n'auraient jamais existé sans eux, quand ils prétendaient influer sur le cours des choses avec une poignée de militants, comme si l'ensemble des militants du mouvement ouvrier qui n'avaient pas adhéré à leur parti n'existaient pas ou étaient des demeurés passés du côte du capital ? A force de se prendre pour ce qu'on n'est pas, on en arrive à dire ou faire n'importe quoi.

Cela ne proviendrait-il pas de l'incapacité des dirigeants de ce parti à comprendre la situation et les tâches qui en résultent pour un parti révolutionnaire ? Excusez-moi, ce n'est pas le parti qu'ils sont en

train de construire. Le problème ne viendrait-il pas justement de là et pas ailleurs ?

Le POI est empétré dans des contradictions inextricables. Il voudrait être un parti comme les autres tout en prétendant le contraire, tout en voulant être reconnu comme tel par les autres partis qui refusent de lui octroyer ce statut, parce que dans ce parti il existe un courant (communiste internationaliste) qui se réclame toujours de la révolution d'Octobre et que les autres partis vomissent ce que représente ce courant, la révolution socialiste. Pour que le POI deviennent un parti comme les autres, il faudrait que ses dirigeants s'engagent plus en avant dans le reniement du marxisme ou qu'ils abandonnent toutes références au marxisme qui s'expriment de façon limitée à travers la mobilisation des masses pour défendre tous nos acquis ou droits.

Ce que ne supportent pas les autres partis dans le POI, c'est qu'il se situe sur le terrain du réformisme tout en mettant en oeuvre les méthodes (traditionnelles) de la lutte de classe pour parvenir à faire reculer ou infliger des défaites au gouvernement ou au patronat. Pour tous ces partis qui n'ont d'ouvrier ou de gauche que le nom, totalement incapables de rompre avec le capital, ces méthodes ne seraient pas ou plus appropriées à notre époque ou à la situation, ils n'y recourent que contraints et forcés par la base de leurs militants ou pour répondre au mécontentement grandissant de la classe ouvrière.

On pourrait faire la distinction entre les réformistes sincères et ceux qui ne le sont pas, entre les réformistes qui reprennent à leur compte les méthode de la lutte de classe et les réformistes qui privilégient les méthodes d'appareil ou électoralistes ou encore qui vouent littéralement un culte aux institutions en place.

Ces derniers, afin d'éviter d'en arriver à la mobilisation des masses, à la grève générale, s'emploient systématiquement à mêler à des arguments corrects correspondant aux intérêts de la classe ouvrière, des arguments qui sont étrangers à ses intérêts, autrement dit, à prendre en charge au même titre les intérêts du patronat, processus qui conduira généralement à diviser syndicats et partis et qui profitera en dernière analyse aux capitalistes ou au gouvernement. A ce stade, il leur sera alors facile d'affirmer que la division ne permet pas d'aller plus loin, que les masses ne sont pas prêtes à engager le combat, qu'il faut travailler encore et encore à créer un rapport de forces plus favorable au prolétariat, etc., avant de pouvoir proposer grève ou manifestation unitaire et centrale, ainsi ils auront atteint l'objectif réel qu'ils s'étaient fixés : faire croire qu'ils se situaient au côté de la classe ouvrière, alors qu'en réalité ils auront tout tenter pour l'empêcher de se mobiliser contre le gouvernement et le patronat.

Voilà ce qui distingue en gros le POI de tous les autres partis. Il faut être honnête et impartial en toute circonstance camarades. Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi je critique férocement le POI (pas seulement, vous en êtes témoins), principalement ses méthodes, parce que c'est le seul parti qui défend une position correcte sur la plupart des questions auxquelles la classe ouvrière et les militants sont confrontés, et que c'est dommage qu'il se fourvoie aussi bêtement. Nos désaccords sur le parti est un autre sujet, ne mélangeons pas tout.

Un mot justement sur cette question.

Un parti révolutionnaire ne craindrait pas d'aller à contre-courant des masses et des autres partis, de se retrouver parfois totalement isolé. Un tel parti ne manifesterait aucune impatience face à la situation sociale et politique, face aux difficultés auxquelles il serait confronté pour se construire. Un tel parti se donnerait comme tâche prioritaire et objectif, non pas de peser sur l'actualité sociale ou politique, mais sa propre construction. Souvenez-vous que le mouvement doit être subordonné au but

de notre combat et non l'inverse si l'on ne veut pas sombrer dans le réformisme à la Bernstein, Dühring,etc.

Un tel parti s'en tiendrait fermement aux objectifs qu'il se serait fixé, il dépendrait du développement de la lutte des classe pour se construire, sachant qu'elle est ryhtmée par des périodes de flux et de reflux du mouvement ouvrier, qu'il faudra affronter des périodes ou le prolétariat sera majoritairement réactionnaire et d'autres où il tendra à remettre en cause plus ou moins consciemment l'ordre établi.

Qu'est-ce qui exprime le mieux l'évolution de la prise de conscience par le prolétariat de sa propre condition, de ses propres intérêts de classe, sa participation épisodique à un meeting ou une manifestation, le fait de participer à une grève isolée une fois tous les six mois ou tous les dix ans, ou de participer à la construction d'un parti (révolutionnaire) pour changer la société, de se hisser à la hauteur du programme de la révolution socialiste ? Il n'y a pas de contradiction entre les deux à la base, cette contradiction surgit et devient permanente dès lors que l'on ne construit pas un parti révolutionnaire, lorsque l'on inverse l'ordre des priorités ou que l'on privilégie le mouvement spontanée des masses à notre objectif.

Bien des militants doivent penser que la question du parti, quel type de parti nous devons construire, relèverait du fétichisme, d'une nostalgie ou d'une frustration mal assumée, du léninisme transformé en dogme comme d'autres prétendent la même chose à propos du marxisme, etc., dès qu'on prend comme modèle le parti bolchevik. En réalité, on vient de constater qu'elle concentrait à elle seule toute les questions que doit résoudre la classe ouvrière pour s'émanciper du capital, l'ensemble des contradictions qui traversent toutes les classes de la société et particulièrement les partis ouvriers, à partir du moment où ils sont incapables de définir une orientation politique en rupture totale avec l'Etat et les appareils pourris du mouvement ouvrier.

Un parti à la composition hétérogène où se mêlent marxistes révolutionnaires, réformistes et anarchistes sera forcément plus sensible à ces contradictions dans la mesure où il devra composer avec ses différents courants aux origines elles-mêmes contradictoires qui ne poursuivent pas le même objectif et ne le peuvent pas, puisque les uns privilégient la voie révolutionnaire qui seule permettra au prolétariat de prendre le pouvoir, tandis que les autres prônent la voie des réformes successives pour parvenir au socialisme, voie qui ne permettra jamais d'atteindre cet objectif...

Un tel parti sera en proie à des tensions permanentes, à connaître des oscillations du même ordre, un coup à droite, un coup à gauche, par exemple entre ceux qui prôneront une unité sans principe et les autres qui préfèreront maintenir le cap quitte à demeurer isolé. Finalement ce genre de parti détermine davantage sa ligne politique et son intervention dans la lutte de classe par rapport à ses propres contradictions internes, que par rapport aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière que la construction du parti devrait exprimer au plus haut degré. (A suivre)

Les infos en bref et les articles de presse demain, je n'ai plus le temps.

Le 24 novembre

Complément.

A la fin de la *Plate-forme de l'internationale Communiste* adoptée lors de son premier congrès en

1919, on pouvait lire notamment : *A bas la conspiration impérialiste du capital !* contre la classe ouvrière internationale.

La première guerre mondiale venait de s'achever, mais surtout les deux principaux dirigeants du parti ouvrier social-démlocrate allemand qui s'étaient dressés contre cette guerre impérialiste et qui avaient rejoint les rangs de la IIIe Internationale, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, venaient d'être assassinés avec la complicité du gouvernement social-patriote qui avait procédé à leur arrestation.

Lénine avait osé employé le terme *conspiration* à la fois pour indiquer que les différents impérialistes faisaient cause commune contre le prolétariat international, mais aussi qu'il bénéficiait du soutien de la IIe Internationale pour mener à bien leur sordide besogne.

Que constatons-nous depuis cette époque, sinon que cette conspiration ne s'est jamais démenti, pire, elle a été renforcée par le soutien que lui a apporté le stalinisme, puis certains courants se réclamant du trotskisme qui en réalité avaient en réalité rejoint le camp du réformisme.

Conspiration, complot, ce sont des synonymes dont la signification est parfaitement, trop au goût de certains. Dès qu'on les emploie, nos détracteurs prétendent qu'on aurait une vision déformée et policière du monde, qu'on ne situerait pas sur le terrain de la lutte des classes... En réalité, ils ne tiennent pas à ce qu'on mette en évidence la collusion permanente qui existe entre l'UMP et le PS notamment, parce qu'ils considèrent toujours le PS comme un parti ouvrier.

Quand tous les dirigeants syndicaux sans exception acceptent de partager la table de Sarkozy, ne peut-on pas parler de complot organisé contre la classe ouvrière ? Quand tous les partis sans exception participent au bon fonctionnement des institutions de la Ve République ou à des comités réunissant les partis de tous bords politique sous des prétextes divers, la défense de la laïcité par exemple à l'Assemblée nationale, ne peut-on pas parler de complot contre le prolétariat ? Serait-ce exagéré d'appeler les choses par leurs noms ? Quand les uns et les autres emploient les mêmes termes génériques dans leurs discours pour mieux embrouiller les travailleurs, démocratie, république, égalité, etc., devrait-on s'interdire de parler de complot ourdi contre la classe ouvrière ?

Bien sûr, il faut savoir raison garder ou faire la part des choses entre les différents partis bourgeois ou ouvriers, mon propos n'est pas ici de faire un amalgame, mais uniquement de montrer qu'il n'existe pas de tabous, de sujets qu'on ne devrait pas aborder dans le mouvement ouvrier, et que les procureurs généraux dans nos rangs qui soutiennent le contraire, sont en réalité bien mal placés pour nous donner des leçons de démocratie.

Je vous ai indiqué plusieurs fois qu'il fallait faire l'inventaire des idées reçues que l'on avait pu adopter à un moment donné pour en vérifier le contenu et la validité, afin de remettre en ordre de bataille le mouvement ouvrier, cette causerie y contribue modestement. L'idée m'en est venue en relisant cette résolution. Vous pouvez m'aider à faire ce travail en me posant simplement les questions qui vous passent par la tête, plus ces questions vous sembleront incongrues, déplacées, voire stupides, et plus il y a de chance pour que vous ayez mis le doigt sur une question intéressante qui nous a échappé mais qui mérite réflexion. Il ne s'agit évidemment pas d'inventer des problèmes là où il n'y en a pas, on a déjà largement de quoi faire avec ce qu'on a sous la main.

Je n'ai pas le temps ici, mais j'ai un autre sujet sur le feu. En relisant des textes déjà anciens, on se dit que certains passages ont forcément vieilli, certes, cependant si le contexte n'est plus le même, nous serons confrontés un jour ou l'autre aux mêmes questions qu'autrefois, par exemple, à quel type de gouvernement le parti pourrait participer, quel type de gouvernement le parti pourrait soutenir, dans

quelles conditions, quelle forme pourrait prendre un gouvernement ouvrier, etc. Pesonne ne prétendra que ces questions ne nous intéresse pas, et si nos prédécesseurs les ont posées alors qu'elles n'étaient pas forcément à l'ordredu jour, je ne vois pas pourquoi on devrait hésiter à les aborder. De plus, les militants et les travailleurs sont parfaitement en droit de nous les poser, que penseraient-ils si nous sommes incapables d'y apporter des réponses cohérentes et aussi précises que possible, que nous sommes comme les autres qui leur racontent des balivernes ou des gens pas très sérieux.

J'ai lu hier dans un article de presse que le PS conservait une forte capacité à mobiliser derrière lui et à gouverner, notamment pour les élections régionales, et que pour cette raison le prochain scrutin ne se présentera pas sous le même angle que les européennes, personnellement j'avais émis une idée contraire il y a quelques jours, mais j'ai pu me tromper du fait que je suis loin du terrain. Admettons que ces journalistes politiques aient raison.

Le PS a déjà gouverné à tous les niveaux des institutions à plusieurs reprises et pendant de longues années, il a donc démontré qu'il en était capable (en dépit de sa politique réactionnaire), par contre ce n'est pas le cas de plusieurs partis, le NPA, LO ou le POI, par exemple. Les électeurs issus du milieu ouvrier votent majoritairement et traditionnellement pour les partis issus du mouvement ouvrier, tandis que les classes moyennes et la petite bourgeoisie préfèrent voter pour le PS, le PG, le MoDem ou l'UMP qui leur paraissent plus sérieux. Même parmi la classe ouvrière, ils sont une minorité à voter pour le NPA, LO ou POI. On a l'habitude de souligner que la plupart des ouvriers votent par dépit pour le PS ou le PCF, il était nécessaire de préciser pourquoi au-delà de l'absence d'un parti révolutionnaire ancré dans les masses.

Cela pour dire, non pas qu'on devrait adapter notre programme à ces classes ou couches, mais que l'absence de réponses aux questions qu'elles se posent constitue un sérieux handicap, et pas seulement en période électorale. De la même manière qu'on a toujours été incapable de leur montrer en quoi elles auraient tout intérêt à adopter le socialisme au lieu de le craindre, on n'a pas été fichu de préparer un modèle de constitution qui remplacerait la Ve République, ce qui les autorise à dire que nous sommes finalement des aventuriers en qui on ne peut pas avoir confiance, même s'ils adhèrent à certaines de nos idées et reconnaissent que nos propositions sont correctes, en cela elles n'ont pas tort, à leur place je réagirais exactement de la même manière. On n'a jamais été foutu de réagir après coup ou au coup par coup sans que la moindre cohérence ressorte de notre discours. Contrairement à ce qu'affirme le NPA, il ne suffit pas de se positionner indépendamment du PS -ce qui reste à démontrer, mais admettons-le pour notre démonstration, pour ne pas faire finalement le lit du PS, il suffit de rien à avoir à lui opposer comme cela a toujours été le cas et le tour est joué sans que personne ou presque ne s'en aperçoive. Idem pour le POI ou LO.

Vous voyez qu'il n'est pas inutile d'écouter les critiques formulées par le PS ou le PCF envers le NPA, ils ont raison sur la forme mais non sur le fond, le NPA ne combat pas pour prendre le pouvoir et il a raison de prendre ses distances avec ces partis, par contre en n'opposant que des mots d'ordre à la politique du PS qui est très bien structurée, il lui laisse le champ libre.

Je n'irai pas plus loin, car vous devinez bien que ce n'est pas un type comme moi complètement isolé ou presque qui pourrait être en mesure de réaliser ce travail, ces documents, mais qu'il revient logiquement à la direction d'un parti d'accomplir cette tâche.

Un dernier point, je n'ai toujours reçu aucune réaction à mes articles sur le syndicalisme qui tranchent radicalement avec ce qu'on peut lire partout, cela ne m'étonne pas franchement de la part de syndicalistes qui montrent ainsi qu'ils sont complètement sclérosés et jusqu'à preuve du contraire, totalement incapables de réfléchir au syndicalisme en dehors des voies tracées par leurs prédécesseurs qui avaient adopté le réformisme. Je le dis sans animosité, je dresse un constat qui

inaugure mal, très mal la suite, voilà tout.

Quelques infos en bref.

L'Unsa, une CFDT bis portée par Sarkozy et les patrons.

L'Unsa ouvre son congrès aujourd'hui. Ce syndicat réformiste revendique 307 000 adhérents.

Son secrétaire générala été reçu en juin pour la première fois par Nicolas Sarkozy à l'Élysée, avec ses homologues des centrales «historiques» (Bernard Thibault, François Chérèque…), pour discuter du discours que le chef de l'État allait prononcer à l'Organisation internationale du travail, peut-on lire dans un article du Figaro.fr du 23 novembre.

Tiens donc, je ne savais pas que le but de cette réunion avait été d'aider Sarkozy à se présenter en défenseur des droits des travailleurs pour mieux les tromper, après tout il partage cette fonction avec ses partenaires Thibault, Mailly, Chérèques et consorts, normal quoi, ils étaient dans leur rôle.

«*La donne a changé,* explique Alain Olive, l'actuel secrétaire général, qui sera reconduit jeudi pour un cinquième et dernier mandat. *Les entreprises, ainsi que les syndicats déjà installés, ne nous traînent plus en justice pour nous empêcher de nous implanter.*»

Si en plus du soutien de Sarkozy l'Unsa bénéficie de la neutralité bienveillante des patrons à son égard , c'est que ces derniers ont tout à y gagner, non ?

Son confirme secrétaire général adjoint, Jean Grosset, le confirme. «*Nous commençons à nous implanter dans des secteurs où nous étions absents, comme dans l'industrie et la métallurgie*», l'Unsa a pu désigner 480 représentants de section syndicale depuis le début de l'année dans des entreprises privées.

Son objectif, mobiliser les travailleurs contre le régime, vous n'y pensez pas, dépasser 8% des voix globalement et dans quatre grosses branches professionnelles, dont la construction et la métallurgie, pour que l'Unsa puisse négocier et signer des accords interprofessionnels, puis participer à la constitution d'un «*grand pôle réformiste*» après son rapprochement raté au printemps avec la CFE-CGC. «*On garde la porte ouverte*», confirme Alain Olive, qui assure discuter avec d'autres organisations. Comme la CFDT, dont le secrétaire général, François Chérèque, sera l'un des invités du congrès. Prémices d'un rapprochement CFDT-Unsa attendu depuis longtemps ?

Négocier avant même toute mobilisation, cela s'appelle capituler sans combat, c'est pire que trahir, c'est l'antithèse du syndicalisme qui repose sur l'indépendance de classe du prolétariat, quant au rapprochement avec la CFDT : qui se ressemblent s'assemblent !

Des syndicats "*républicains*" plus réactionnaires que Fillon, c'est possible, où ? Pardi, dans la police !

Les principaux syndicats de police sont unanimes lundi pour critiquer les propos de François Fillon tenus samedi dans la Sarthe, où il avait jugé nécessaire de "*repenser*" les conditions d'utilisation et l'utilité de la garde à vue face aux "*abus*" pouvant entourer son usage.

Il avait précisé qu'il était "*apparu nécessaire, évident de repenser*" les "*conditions d'utilisation*" et l'"*utilité*" de la garde à vue, François Fillon avait toutefois estimé qu'il ne fallait "*pas confondre*

l'usage de la garde à vue encadrée et justifiée avec les abus qui peuvent l'entourer".

"*Depuis ma prise de fonctions, à maintes reprises, j'ai demandé que notre législation s'aligne sur celle de nos voisins européens et se conforme à la jurisprudence de la Cour de Strasbourg: l'Espagne revenue du franquisme et les pays de l'Est libérés du stalinisme ont imposé la présence de l'avocat dès la première minute de la garde à vue*", avait-il avancé.

Exprimant le souhait que "*soit mis immédiatement un terme à la dérive de notre justice et aux excès de certains corps de policiers*", le bâtonnier de Paris, Me Charrière-Bournazel, avait renouvelé vendredi son "*exigence démocratique*" de "*rendre effective la présence de l'avocat en garde à vue pour s'assurer notamment (...) des conditions dans lesquelles sont traitées les personnes humaines dans les lieux de rétention*". (AP 23.11)

La présence d'un avocat dès la première minute pour défendre vos droits en cas d'arrestation, voilà ce qui indispose la police qui a procédé à plus de 600.000 gardes à vue depuis le début de l'année.

Leur république n'est décidément pas la nôtre, et pour cause.

"*Je suis scandalisée par la mise en cause de notre travail alors que nous sommes des policiers républicains qui appliquons des textes de lois et des arrêts de la Cour de cassation !*", s'est indignée Sylvie Feucher, secrétaire générale du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN), majoritaire.

C'est bien ce qu'on leur reproche, d'appliquer à la lettre la batterie de lois liberticides votées au cours des dernières années quand le flic-président était ministre de l'Intérieur, avant de trôner au Palais et d'en rajouter une louche. Au moindre de soupçon d'avoir enfreint une de ces lois, ils vous placent en garde à vue, autrement dit, vous êtes arrêté et traité comme un criminel, c'est insupportable. Finalement, les flics seraient plus sarkozistes-lepénistes que Fillon !

Du fric, ils en ont... pour nous surveiller.

Le Conseil de Paris a entamé lundi l'examen d'une délibération permettant au maire de passer une convention avec la préfecture de police pour le déploiement du plan dit "1.000 caméras pour Paris".

Ce projet est soutenu par le maire socialiste de la capitale, Bertrand Delanoë, et les élus PS, ainsi que par les groupes UMP et Nouveau Centre.

Ces 1.000 caméras de surveillance supplémentaires s'ajouteraient aux 9.500 caméras dont disposent la RATP et la SNCF sur le domaine public et aux quelque 20.000 caméras privées.

La Ville de Paris doit participer financièrement à l'installation des caméras de la préfecture de police, dont le coût est estimé à 25 millions d'euros.

"*Bertrand Delanoë a organisé lundi un déjeuner avec tous les groupes et a demandé aux Verts de retirer leurs amendements en échange d'un grand débat*", a expliqué à Reuters l'un des chefs de file des écologistes, Hervé Morel.

Mais les Verts ont refusé cette proposition et réitéré leur demande d'un retrait de l'ordre du jour.

"*On demande une suspension et qu'on en reparle au prochain conseil*", a précisé Hervé Morel,

déplorant que les élus socialistes "*soient à la remorque de l'UMP*" sur ce dossier.

La Fédération de Paris de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) regrette également ce projet, élaboré selon elle sans réelle concertation avec les Parisiens dans le contexte actuel de "*fichage généralisé et de tout sécuritaire.*"

Bertrand Delanoë s'est justifié dimanche en soulignant que c'était un engagement de campagne. "*En général, il faut tenir parole*", a-t-il dit au Grand jury RTL-Le Figaro-LCI. (Reuters 23.11)

Le PS "*tient parole*" quand il se situe sur le même terrain que l'UMP, ça c'est pour la règle, "*en général*", plus rarement quand il se situe sur le terrain des intérêts des travailleurs, ça c'est pour l'exception, merci de cette précision monsieur Delanoë. Quant aux Verts qui viennent de tenir un "*forum*" avec le MoDem sur le sommet de Copenhague, ils sont sur la même ligne que la LDH : ils regrettent de ne pas avoir été associés plus tôt à cette mesure attentatoire à la liberté de déplacement des personnes, et pour cette raison ils craignent de ne pas en retirer les bénéfices escomptés en terme de popularité auprès de la clientèle qu'ils partagent avec le PS... et l'UMP.

Un banal désacccord entre petits et grands bourgeois sur l'art et la manière de se disposer face à la classe ouvrière qu'il faut avoir à l'oeil, on ne sait jamais...

Le PCF, un parti qui ne fait pas de compromis au "*rabais*", on le savait !

Pour Marie-George Buffet qui a appelé "*à un grand rassemblement à gauche au second tour des régionales pour battre la droite*", donc avec le PS et les Verts qui s'affichent avec le MoDem : "*faire l'union, ce n'est pas faire des compromis au rabais*", quel aveu ! c'est pire parfois, trahir ouvertement les intérêts qu'on prétend défendre, après tout, le PCF est loin d'être le seul dans ce cas...

Un couac de plus, au Sénat cette fois.

La commission des finances du Sénat a adopté lundi à l'unanimité un amendement qui rétablit à 19,6 % le taux de TVA dans la restauration, apprend-on auprès de la Haute assemblée.

Les élus estiment que de trop nombreux restaurateurs n'ont pas tenu leurs engagements, qui étaient de répercuter cette baisse sur le prix des repas et de créer de nouveaux emplois dans ce secteur.

Gérard Longuet a relèvé toutefois que la commission des finances, lorsqu'elle a adopté cet amendement, était "*rassemblée à la moitié de ses membres*". (Reuters 23.11)

Selon François Trucy, l'amendement n'a aucune chance de passer le stade de la discussion en séance publique : "*À la fin, le ministre va demander courtoisement à la commission de retirer son amendement. Cela fournira l'occasion au ministre de sortir quelques statistiques...*". (LePoint.fr 23.11)

La causerie du 24 écrite hier soir.

Un scoop avant les agences de presse.

Un camarade vient de m'envoyer un courriel dont voici un extrait, il précise qu'il ne garantit pas "*l'authenticité du document mais il semble vraissemblable (logo du ministère...).*" :

"*Information confidentielle à Messieurs les préfets*

Suite aux dernières délibérations il a été décidé ce qui suit :

Suppression des panneaux de signalisation des radars fixes

A compter du 1 er janvier 2010, les installations des panneaux annonçant la proximité des radars ne seront plus systématiques à la demande des associations contre la délinquance routière.

Cette nouvelle disposition devrait permettre de faire des économies substancielles quand on sait le coût du panneau et de la pose (environ 10000€) et de positionner par ce biais davantage de contrôles fixes. Je ne saurais trop vous conseiller de rester discret sur cette nouvelle disposition au moins jusqu'aux élections régionales.

Par ailleurs, dès 2010 les positionnements seront multipliés, l'objectif étant de mettre en place des points fixes de contrôle tous les 10 kilomètres sur les axes principaux de vos régions pour tendre vers un point tous les deux kilomètres d'ici 2015.

L'envoi à domicile des contraventions

Le passage en société anonyme de La Poste apporte également quelques modifications pour améliorer la rentabilité des services, ainsi l'affranchissement ne sera plus pris en charge par l'administration et les contraventions seront expédiées en port dû dès le 1er janvier 2010 ; Si le contrevenant ne veux pas acquitter la taxe d'affranchissement et qu'il refuse le courrier, l'amende sera doublée et réclamée par le Trésor public.

En cas de non paiement, ce sera alors aux gendarmes et policiers de se présenter au domicile du susnommé pour encaisser les sommes selon la procédure actuelle en vigueur.

Pour application immédiate aux dates désignées,

Le Chef de cabinet du ministre,

G. Ardeneau"

Ce n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend après les régionales.

Quelques infos en bref.

Le PS tel qu'il a toujours été. Front unique UMP-PS-Nouveau Centre une affaire qui marche.

A la question posée par Le Monde en date du 21 novembre : "*Peut-on imaginer des propositions portées par la gauche et la droite réunies ?*", Fabius (PS) a répondu : "*Je le souhaite. Quelques principes de sagesse pourraient rassembler...*".

A une autre question concernant la participation de Pierre Mauroy (PS) à la commission Balladur sur la réforme des collectivités territoriales mise en place par Sarkozy : "*Est-ce inconcevable de demander à un ancien premier ministre de participer à une telle commission ?*", il a répondu : " *C'est parfaitement concevable.*"

Merci monsieur Fabius pour ces précisions, c'est la moindre des choses, non ?

Notre vengeance sera bien pire qu'une "*fessée*".

Partagés sur la fessée, les Français sont toutefois majoritairement (82%) opposés à une proposition de loi de la députée UMP de Paris et pédiatre Edwige Antier, visant à interdire la fessée, selon un sondage TNS Sofres/Logica pour Dimanche Ouest France.

Pour 52% des personnes interrogées, la fessée est dans l'éducation d'un enfant une chose à "*éviter*", car cela "*banalise l'usage de la force et de la violence chez un enfant*". Quarante-cinq pour cinq pour cent considèrent en revanche qu'il s'agit d'un "*moyen d'éducation*" à utiliser, qui "*apprend à l'enfant le respect de l'autorité*". (AP 21.11)

En guise de réponse à la décomposition de la société dont la classe dominante au pouvoir porte l'entière responsabilité, ils n'ont rien trouvé de mieux que de culpabiliser ceux qui ne supportent plus les conséquences de la survie du capitalisme et qui en sont les principales victimes. Que dans un pays capitaliste le culte envers la classe dominante et ses méthodes barbares demeure la règle n'a rien de surprenant.

En employant la violence envers un enfant pour lui imposer le respect de l'autorité, on ne fait que reproduire au sein de la famille les rapports et les méthodes oppressives qu'impose la classe dominante à la classe dominée. Imprimer dans la tête d'un enfant dès le plus jeune âge par la force le respect absolue envers le plus puissant, servira plus tard à justifier sa servilité ou au contraire sa révolte envers leur société et ses injustices.

J'ai été un enfant battu, par contre je n'ai jamais levé le petit doigt sur ma fille ni même la voix, je m'étais promis de ne jamais faire supporter à ma fille ce que j'avais vécu et je m'y suis tenu. Mais j'admets que cela ne soit pas donner à tout le monde, surtout à ceux qui sont dépourvus d'une conscience de classe dans nos rangs.

Naïfs, jusqu'à un certain point seulement.

Les trois quarts des Français redoutent une diminution des investissements dans leur commune et une hausse des impôts locaux après la suppression de la taxe professionnelle, selon un sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche.

Même les sympathisants de l'UMP pensent majoritairement (62%) que la compensation à l'euro près promise par le gouvernement ne sera pas possible. (Reuters 21.11)

Une "*extraordinaire*" mégalo-récupération ou La Talonnette dans ses oeuvres.

Nicolas Sarkozy souhaite transférer les restes d'Albert Camus, décédé il y a cinquante ans, au Panthéon début 2010, mais il se heurte pour l'instant au refus du fils de l'écrivain, Jean Camus. Selon son entourage, Jean Camus estimerait qu'une telle décision serait un '*contresens*' sur la vie de l'auteur de l'Homme révolté. Il craindrait une '*récupération*' de son père par le chef de l'Etat, poursuit cette source.

'*Ce serait un symbole extraordinaire à mes yeux (...) un projet qui me tient extraordinairement à coeur*', avait commenté le chef de l'Etat à Bruxelles. (LeMonde.fr 21.11)

Coïncidence troublante.

Le maire de Paris Bertrand Delanoë laisse entendre qu'il pourrait retirer la constitution de partie civile de la Ville de Paris au procès de Jacques Chirac si l'UMP remboursait les fonds qui auraient été détournés, alors qu'au même moment il est menacé d'une mise en examen pour "*favoritisme*" pour un accord renouvelé en 2004 par la municipalité pour la gestion du stade Jean-Bouin avec une association devenue partenaire du groupe Lagardère, car la ville lui a donné le marché sans mise en concurrence, avec une procédure de gré à gré appelée "*convention d'occupation domaniale*". (Reuters 22.11)

Allemagne.

Le ministre allemand du Travail a décidé de prolonger le programme fédéral de chômage partiel afin d'éviter que davantage de licenciements viennent noircir les chiffres allemands du chômage, déclare un porte-parole du ministère. (Reuters 22.11)

Peut-être un complément demain matin.

Le 26 novembre

Quels dirigeants des syndicats ou des partis se réclamant de la classe ouvrière oseront-ils défendre publiquement l'indispensable rupture avec le financement des syndicats par l'Etat ? Y en aura-t-il au moins un dans le mouvement ouvrier français très largement gangrené par le réformisme, l'hypocrisie et la couardise, vous me direz qu'ils vont très bien ensemble ? Y aura-t-il au moins un cadre, un responsable syndical ou politique, qui aura le courage et la volonté de rompre avec ce qui constitue la base de la collaboration de classe des syndicats avec le capitalisme et l'Etat ?

Ensuite on s'étonne que l'ensemble des dirigeants des partis et des syndicats soient corrompus par l'idéologie dominante, leur attachement au capitalisme et à l'Etat est une question alimentaire pour eux, sonnante et trébuchante. A l'opposé, si vous avez rapidement parcouru ma fiche professionnelle, vous avez pu vous rendre compte ce qu'il en coûtait de défendre ses convictions en toute circonstance, c'est un sacrifice effectivement, c'est aussi une question de dignité, un sacrifice qu'aucun dirigeant n'est prêt à accepter. Alors que valent-ils vraiment ? Que valent leur parti, leur politique ? Les deux questions sont liées.

Un sacrifice n'a de valeur que lorsqu'il vous est imposé, lorsqu'il vous en coûte davantage qu'il ne vous rapporte. Il en va de même de la soi-disant générosité de la nature humaine très à la mode. La véritable générosité ne consiste pas à se dessaisir d'argent ou d'un bien dont on n'a pas réellement besoin ou dont on peut très bien se passer, mais bien l'inverse, sinon c'est un vulgaire calcul d'épicier pour se donner bonne conscience, en toute hypocrisie.

A une autre époque, celle glorieuse du mouvement ouvrier révolutionnaire de la seconde moitié du XIXe siècle et du début du XXe, nos dirigeants n'avaient pas hésiter à monter en première ligne pour défendre leur idéal, le socialisme, à s'exposer aux représailles ou à la répression de la part de la réaction, à connaître misère, prison ou exil ou pire encore, leur caractère était trempé comme de l'acier, on pouvait être fier d'eux, on pouvait les prendre ou les citer en exemple, ils brillaient par leurs qualités intellectuelles ou morales, à l'instar de celles de la seconde moitié du XVIIIe siècle, ils étaient les Lumières qui annonçaient les révolutions à venir qui auraient pour tâche de libérer

l'humanité de l'exploitation et de l'oppression. Quel contraste avec nos dirigeants dont les Lumières ne portent pas plus loin que leurs ombres !

Camarades, sortez de l'ombre ! Libérez-vous de ce carcan qui étouffe la liberté de penser. Les militants ont beaucoup de mérite parce qu'ils doivent affronter à la fois deux épreuves sans y être vraiment préparés. La première consiste à se libérer de l'obscurantisme savamment entretenu par leurs dirigeants, la seconde à combattre inlassablement sur tous les fronts le capitalisme et ses représentants sous leurs différents masques.

Bien sûr que nous ne luttons pas à armes égales avec nos ennemis de classe, raison de plus pour être irréprochables. Les classes dominantes disposent de la puissance de l'Etat, de l'argent, des médias, pour mener leur combat, alors que nous, nous de disposons que de notre capacité à nous organiser à partir du moment où nous avons pris conscience de la nécessité de regouper nos forces pour vaincre notre ennemi.

Je suis optimiste presque par nature, mais je me dis que si nous n'étions pas capables de briser le mur du silence qui obscurcit le débat sur la question de l'indépendance indispensable des organisations et des partis face à l'Etat, ce sont des jours et des années bien sombres qui nous attendent. A l'heure où l'on nous dit d'éteindre les lumières pour faire des économies d'énergie, j'ai plutôt envie de clamer : allumez-les pour éclairer notre chemin vers le socialisme !

Je vous invite vivement à lire les deux articles que j'ai mis en ligne hier, et ce n'est pas parce que j'en suis l'auteur, on s'en tape complètement, c'est le contenu qui est intéressant selon moi. Celui qui relate la position d'un militant du CCI-POI, cheminot, face à un chauffeur routier ex-PT, sur la question de l'indépendance des syndicats, montre bien à quel point le débat sur cette question est sciemment détourné par les dirigeants de ce courant. On peut y lire que l'Internationale Communiste serait aussi responsable du stalinisme pour avoir livrer les syndicats aux PC, donc à Staline et sa clique. Intéressant, non ? Déterminant pour comprendre l'oeuvre liquidatrice du tamdem Lambert-Glusktein et sa justification. Je n'ai pas tout dit dans cet article et je ne le prétends pas évidemment.

Selon notre camarade cheminot, ce sont les résolutions de l'IC qui ont (aussi) favorisé le stalinisme, donc il faut dénoncer leur contenu ou le combattre, s'en écarter ou l'oublier, alors qu'il était question du nécessaire combat commun du parti et du syndicat pour le même but, c'est ce but et cette alliance qui serait responsable de tout nos malheurs en bref.

A l'opposé, avec le camarade routier, nous prétendons que ce n'est pas parce que Staline a utilisé ces résolutions à d'autres fins que celles pour lesquelles elles avaient été rédigées, qu'elles seraient forcément erronées. S'il fallait jeter par dessus bord tous les textes des marxistes qui ont été récupérés par ses adversaires, on se retrouverait tout nu, on n'aurait plus qu'à se raccrocher à la parole divine de nos dirigeants actuels en guise de théorie.

Si vous avez saisi à quoi ce raisonnement aboutissait, vous avez saisi du même coup les intentions sournoises de ceux qui en sont à l'origine.

Dans le programme de la SFIO, le 4 août 1914, quand ses dirigeants se sont vautrés dans la fange en votant les crédits de guerre, figurait le combat pour mettre fin à la propriété privée des moyens de production. Quand on voit à quoi cela leur a servi oul'usage qu'ils en ont fait et en suivant le raisonnement de notre camarade du CCI-POI, je propose en conséquence de supprimer ce passage du programme du parti, puisqu'il a pu induire en erreur travailleurs et militants. Des exemples du même genre il en existe des milliers.

Vous comprenez pourquoi il est impossible d'avoir une discussion sérieuse avec des militants du POI dès que vous avancez vos propres arguments ? Je ne parle même pas de leurs dirigeants. Ceci dit, je mets en ligne chaque semaine deux pages de leur hebdomadaire, la polémique n'exclut pas la fraternité dans nos rangs quand elle est loyale et honnête. Vous pouvez trouver mon ton excessif, c'est la faute à ce polémiste de génie qu'était Vladimir Illitch qui m'a refilé cet abominable virus, on devrait peut-être brûler sa momie dans une vieille machine à vapeur de la SNCF afin d'éviter de nouvelles contagions ; la vie est dure camarades, implacable même, je ne fais que traduire avec des mots la violence de la lutte des classes. Cela ne peut incommoder que des nantis par le système.

J'arrête là, il y a une coupure de courant depuis déjà 4 heures et je dois économiser la batterie de secours, pour m'éclairer bien sûr !

Les articles de presse plus tard dans la journée si le courant revient. Rassurez-vous, il fait plus de 30° C à Pondichéry et le soleil m'éclaire ! Ouf, je vais pouvoir continuer à penser librement ! Bonne journée à tous.

Quelques infos en bref.

Tous des voyous.

La Talonnette avant-hier à propos des voyous : "*Tous ceux qu'on ne prendra pas sur le fait, on les prendra par les éléments de train de vie : les voitures, les montres...*" (AP 24.11)

Il a raison, on devrait commencer par saisir les biens et mettre en tôle tous les patrons d'hier et d'aujourd'hui, toute la racaille de la Jet-set, tous les politiciens véreux, tous ceux qui se sont enrichis sur notre dos à commencer par ses amis banquiers.

Il a visé les "*voyous*" qui se "*lèvent à cinq heures de l'après-midi*" , il a oublié qu'ils faisaient peut-être les 3x8 !

Besancenot ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes.

"*Le gouvernement nous explique que pour faire ce référendum, il y a un problème technique, les décrets institutionnels ne sont pas encore arrivés. Alors (...) gelons le statut de La Poste en attendant ce référendum*" a-t-il déclaré hier. (AP 24.11)

En Sarkoland.

1- En famille. Le président de la République Nicolas Sarkozy doit recevoir, mercredi, les partenaires sociaux "*pour évoquer avec eux les priorités et les modalités de l'emprunt national*", selon l'Elysée. (AP 24.11)

2- Nicolas Sarkozy a affirmé mardi en déplacement dans le Val-de-Marne qu'il ne procéderait jamais à "*une régularisation globale de ceux qui n'ont pas de papiers*" en France. (AP 24.11)

3- Nicolas Sarkozy a déclaré mardi qu'il ne reviendrait "*jamais*" sur la réduction de la TVA à 5,5% dans la restauration. (AP 24.11)

4- Regrettant visiblement la place Beauvau -"*malheureusement je ne suis plus ministre de l'Intérieur*"- le chef de l'Etat a revêtu hier son costume favori de "*premier flic de France*", le temps

d'un bref tour balisé de la banlieue. Flanqué des ministres de l'Intérieur, de la Justice et du Budget, il ne s'est pas rendu sur le terrain, restant dans des lieux placés sous haute sécurité pour l'occasion, devant un public trié sur le volet, un commissariat de la police municipale à Epinay-sur-Seine, à la direction territoriale de la sécurité de proximité à Bobigny (Seine-Saint-Denis)... (AP 24.11)

5- Nicolas Sarkozy s'est prononcé mardi en faveur d'un «*toilettage*» du décret-loi de 1935 réglementant le régime juridique des manifestations sur la voie publique. Dans l'esprit du chef de l'État, il n'est pas question de restreindre le droit à manifester consacré par la loi de 1881. (Lefigaro.fr 24.11)

6- Au tour de Sarkozy de faire son beurre (et sa com') sur le chômage partiel, estampillé "*arme anti-crise*" du gouvernement. Lors d'un discours devant les cadres de Pôle Emploi, lundi 23 novembre : "*au deuxième trimestre 2009, 320 000 salariés ont bénéficié de l'activité partielle. Tenez-vous bien, c'est dix fois plus qu'en rythme de croisière. C'est autant de licenciements qu'on a peut-être ainsi pu éviter*". C'est une grosse intox (à peine tempérée par le "*peut-être*"). (Libération.fr 25.11)

La France, un Etat policier. Confirmation.

Les députés ont adopté mardi le projet de loi sur la récidive défendu par la garde des Sceaux Michèle Alliot-Marie.

Parmi les dispositions les plus controversées du texte.

1- La création d'un "*répertoire des données à caractère personnel collectées dans le cadre des procédures judiciaires", destiné à évaluer la "dangerosité*" des personnes poursuivies ou condamnées. Les informations inscrites dans ce nouveau fichier seront toutefois effacées si les poursuites judiciaires ne débouchent pas sur une condamnation.

2- La majorité a étendu le placement sous surveillance de sûreté (réservé aux détenus considérés comme encore dangereux à la fin de leur peine) aux condamnations à plus de 10 ans de prison. Auparavant, ce seuil était fixé à 15 ans.

3- Quant à la période de placement sous surveillance de sûreté, elle a été portée à deux ans, soit un an de plus.

4- Le texte abaisse de dix à sept ans le seuil de peine à partir duquel une surveillance judiciaire pourra être ordonnée.

5- L'Assemblée a aussi adopté un amendement prévoyant que l'identité et l'adresse des personnes condamnées pour des faits "révélateurs d'une certaine dangerosité" soient communiquées aux services de police et de gendarmerie à leur sortie de prison. (AP 24.11)

Déficit public. La seule solution du gouvernement : tailler à la hache dans les retraites et la Sécu.

Le Premier ministre, François Fillon, a annoncé qu'il présenterait début 2010 une stratégie de finances permettant de ramener le déficit public sous les 3% du produit intérieur brut en 2014 "*au prix d'ajustements très importants*".

François Fillon n'a pas précisé quelles mesures permettront une baisse aussi rapide du déficit (8,5%

en 2010), évoquant seulement la réforme des retraites de 2010 et la poursuite de la maîtrise des dépenses de l'Etat et d'assurance maladie.

Quant à la dette publique de la France, elle a atteint 1.428 milliards d'euros au deuxième trimestre, soit 73,9% du PIB, selon l'Insee. Le gouvernement prévoit qu'elle atteindra 77,1% du PIB fin 2009, 84% en 2010, 88% en 2011, 90% en 2012 et 91% en 2013. (Reuters 25.11)

Une pluie de cartes.

Le Parti socialiste a enregistré 10.535 nouveaux adhérents en 2009, portant le total à 200.299 militants, a fait savoir mardi Pascale Boistard, secrétaire nationale à l'organisation et aux adhésions du parti.

En juin 2009, le Bureau national des adhésions du PS avait annoncé avoir radié 48.000 adhérents qui n'étaient plus à jour de leur cotisation depuis fin 2006. (AP 24.11)

Quelques jours plus tôt on apprenait que le PCF avait enregistré 5.000 nouveaux adhérents (sur 135.000 militants) depuis le 1er janvier. (Lexpress.fr 23.11)

Même au MoDem.

Le président du MoDem François Bayrou a jugé nécessaire mardi à la fois de "*lutter contre les employeurs*" de clandestins et de régulariser les étrangers sans-papiers qui "*travaillent, paient leur impôts*" et leurs "*charges sociales*" depuis longtemps. (AP 24.11)

Etats-Unis. Toujours plus riche... toujours plus pauvre.

Selon un rapport publié à la mi-novembre par le département de l'Agriculture, près de 50 millions d'Américains ont eu des difficultés à se nourrir en quantité suffisante en 2008, un nombre record depuis la première étude fédérale sur l'insécurité alimentaire, il y a 14 ans.

Lors de la Grande Dépression des années 1930, le nombre de millionnaires avait diminué de 22%. L'an dernier, les 10% d'Américains les plus riches ont gagné 11,4 fois plus que les plus pauvres. En 2007, le ratio était de 11,2.

Depuis le début de cette année, les six principaux établissements bancaires américains ont provisionné 112 milliards de dollars pour les augmentations de salaires et de bonus de leurs employés.

Le montant final pour 2009 pourrait être supérieur aux 164 milliards versés en 2007, juste avant que l'éclatement de la bulle financière ne réduise à néant l'épargne et l'emploi de millions d'Américains.

Les banques et autres institutions financières ont reçu au total 700 milliards de dollars d'aide publique venant du contribuable, alors que le niveau moyen des salaires aux Etats-Unis n'a jamais été aussi bas depuis 19 ans. (Reuters 24.11)

Etats-Unis. Obama

L'administration Obama a décidé de ne pas signer le traité international interdisant les mines terrestres, leur vente et leur usage.

Plus de 150 pays ont ratifié la convention interdisant la production, l'usage, le stockage et le commerce de ces engins de destruction. Les pays réticents sont outre les Etats-Unis, la Chine, la Birmanie, l'Inde et le Pakistan, ainsi que la Russie. (AP 24.11)

Aux dernières nouvelles, il hésiterait !

Charrettes.

1- General Motors a annoncé mercredi la suppression de 9.000 emplois en Europe, principalement en Allemagne, et a laissé entendre que son usine d'Anvers, en Belgique, pourrait fermer.

2- Bmi, filiale britannique de Lufthansa, va supprimer au moins 600 emplois.

3- Deutsche Postbank annonce qu'elle réduira ses effectifs de 10% environ, soit 2.130 emplois, pour les ramener à 19.000 d'ici la fin 2012, par comparaison avec la fin 2008.

4- La Caisse d'épargne Nord France Europe (groupe BPCE) a annoncé un projet de suppression de 250 postes sur quatre ans au sein de la banque, sur un effectif de 2.357 salariés.

Eco.

La burqa de l'industrie financière.

Dominique Strauss-Kahn estime qu'il reste "*d'importantes pertes*" bancaires "*non dévoilées*" dans le monde. "*Cinquante pour cent sont peut-être encore cachées dans les bilans*", déclare le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) dans un entretien au "Figaro" de mercredi.

La "*proportion*" des pertes bancaires qui n'ont pas été dévoilées "*est plus forte en Europe qu'aux Etats-Unis*", affirme Dominique Strauss-Kahn. (AP 24.11)

Japon.

Les exportations japonaises ont reculé de 23,2% en octobre par rapport à l'an dernier, a indiqué le ministère des finances.

Les exportations ont chuté à 40 milliards d'euros, selon le ministère, soit le 13e mois de déclin.

Les importations ont pareillement baissé, moins 36,5%, pour un total de 34 milliards d'euros ce qui donne un excédent commercial de 60,9 milliards d'euros. (AP 24.11)

Le 27 novembre

Complément. (2)

C'est le week-end, on se détend un peu camarades, si je puis dire.

Suite au piratage du serveur du site et à la destruction de mon disque dur pratiquement au même moment il y a près d'un mois, sans évidemment qu'il y ait un lien entre les deux, j'ai dû refaire la page

d'accueil du site en catastrophe, il se peut que des liens ne fonctionnent pas comme un camarade vient de me le signaler.

Le site comportant au total plus de 3.500 fichiers, je n'ai pas eu le temps de recopier tous ces fichiers du serveur vers mon nouveau disque dur et je dois vous avouer que je me retrouve face à un beau bordel ! Je ne peux évidemment pas faire le tour de tous les liens. Voilà, vous m'excuserez pour ce petit désagrément, signalez-moi les liens qui posent problèmes. J'avais téléchargé une biographie de Marx par Lénine je crois, et je n'ai pas réussi à la retrouver, j'ai donc retiré ce lien.

Depuis un mois, je n'ai même pas trouvé le temps d'aller rechercher mon ordinateur en panne, c'est pour vous dire à quel point je n'ai vraiment pas une minute à moi. Par contre, j'ai fait une sauvegarde (partielle) du site sur un CD-ROM, je ne vais pas faire deux fois la même connerie !

Mon épouse Magueswary sera en Inde à partir du 3 décembre après une nouvelle période de séparation forcée de 6 mois, je devrai donc lui consacrer un peu de temps sur mon activité politique. Elle a réservé une chaise roulante, car elle ne peut pas se taper les longs couloirs des aéroports avec sa valise et son sac, je me demande dans quel état je vais la retrouver.

Le problème, c'est qu'elle débloque parfois, elle s'emporte violemment et se met à délirer complètement, à deux reprises j'ai réussi à la calmer au téléphone en faisant preuve d'autorité, ce qui n'est pas mon genre, mais si c'est le seul moyen pour qu'elle se calme et qu'elle m'écoute, cela promet ! C'est terrible de se retrouver face à quelqu'un qui perd pieds et devient totalement incontrôlable, c'est impressionnant comme situation, c'est là qu'on peut mesurer sa capacité à garder son sang froid et à prendre une décision immédiate, pas le temps de réfléchir, la théorie ne nous est plus d'aucune utilité, il faut passer à l'action sur le champ et ne pas se planter, prendre le dessus, sinon le pire peut se produire.

Heureusement que je ne me suis pas contenté d'étudier le marxisme, je dois remercier Freud et Reich au passage, mes autres compagnons de galère, de lutte devrais-je dire. Je vais être obligé d'analyser à quel moment elle se met à débloquer, de cerner précisément à quel moment elle bascule et se met à profèrer des paroles incohérentes, pour essayer d'en saisir la cause exacte, on verra ensuite comment elle pourrait s'en débarrasser ou la sublimer comme on dit en psychanalyse. C'est à mon avis possible étant donné l'état d'excitation dans lequel elle se trouve à ce moment-là, elle doit revivre inconsciemment une expérience traumatisante, je dois l'aider à en prendre conscience pour qu'elle s'en libère définitivement... C'est d'autant plus facile en principe que le transfert doit se réaliser avec moi et qu'elle a confiance en moi. J'en parle comme d'un cas clinique grave, mais la dernière fois, elle a failli se retrouver internée en psychiatrie à Pondichéry, ils l'ont assommée avec un puissant tranquillisant et je l'ai récupérée le lendemain.

Quand on a à l'esprit que le moindre stress agit sur sa pression sanguine et que c'est justement son point faible, il y a de quoi vraiment s'inquiéter. Elle doit subir une prise de sang tous les 10 ou 15 jours maximum pour réajuster son anticoagulant depuis la pause de ses deux prothèses cardiaques, sinon elle risque à tout moment une hémorragie fatale, l'angoisse permanente, surtout en entendant le soir le tic-tac des prothèses en guise de petite musique pour s'endormir. Je dois être au top si je veux éviter le pire, elle m'a dit au téléphone qu'elle allait tous les tuer en parlant des salopards de notre village et des autorités, je lui ai répondu que si elle venait pour cela, elle pouvait rester en France, cela fut radical, elle s'est calmée sur le champ. Ce n'est pas évident d'être aussi proche de quelqu'un et de devoir prendre ses distances avec elle pour la raisonner. Si nous avions une vie plus paisible, la plupart de ces inconvénients (sic !) nous seraient épargnés, mais voilà, nous appartenons à la classe qui doit en baver jusqu'au bout, alors oui on a de vraiment de quoi haïr le capitalisme.

Sinon, je n'ai toujours pas obtenu le papier qu'il me manque pour vendre la maison, l'Inde est un pays tellement corrompu que même avec l'intervention du gouvernement je ne suis pas arrivé à obtenir gain de cause. Là aussi, parlez-moi de l'Inde comme une démocratie et comme aurait dit Lénine : *fusillé* !

L'attaché consulaire en poste à Chennai m'a expliqué au téléphone hier que le gouvernement du Tamil Nadu n'avait pas été au bout de sa démarche, parce qu'il est lui-même corrompu, entre corrompus ils se tiennent les coudes. Par contre elle m'a mis en relation avec un ex-Collector (préfet) qui pourrait peut-être débrouiller mon histoire, à condition que je passe à la caisse. J'ai eu ce monsieur au téléphone, il m'a dit ouvertement que la corruption était la règle absolue, que toutes les autorités sont corrompues, et que sans verser du fric il était impossible de s'en sortir.

Je ne vous en parlais plus depuis un moment, mais il n'y a pas un jour ou presque où je ne passe pas des coups de fil, où je n'envoie pas un courriel ou une lettre aux autorités indiennes ou encore que je me déplace, en vain. J'ai reçu la semaine dernière une des personnes, une Française, qui voulait acheter notre maison, elle est d'accord pour patienter encore un peu, mais pas indéfiniment . Elle est prête à acheter la maison sans ce foutu papier totalement inutile si on lui consent une réduction importante (30%), je n'y suis pas opposé, mais je préfèrerais la vendre au prix normal puisque c'est en quelque sorte ma retraite, je n'ai que 55 ans. L'idéal serait quand même qu'avec Magueswary on puisse de nouveau vivre ensemble, en France ou en Inde.

Bon week-end à tous et portez-vous bien camarades. J'ai une pensée particulière pour un vieux camarade dont l'épouse est actuellement entre la vie et la mort, je lui envoie mes tendres amitiés et qu'il l'embrasse de ma part.

Complément. (1)

Au fait, j'ai manqué d'à propos en réponse à ce militant du CCI-POI qui pour se défiler avait dit que la "vraie lutte des classes" se déroulait ailleurs que sur Internet. Si j'ai bonne mémoire Marx et Engels ont passé les trois quarts de leur vie de militants ouvriers loin du terrain, en exil, Marx se plaindra même à plusieurs reprises de son isolement total, tout en reconnaissant que cela lui permettait d'avancer rapidement dans ses travaux. Engels dans les années 90 refusera l'invitation de participer au congrès du parti ouvrier social-démocrate allemand en disant qu'il avait mieux à faire, quelle honte, déserteur va, t'aurait lancé un disciple de feu le grand révolutionnaire Lambert !

Suite au courriel que notre camarade chauffeur routier m'avait envoyé, qui relatait la discussion qu'il avait eu avec son cousin cheminot, et que j'ai mis en ligne avec son autorisation, il m'a fait parvenir les précisions que vous allez lire plus loin. Mais avant cela une précision. Je n'avais pas indiqué que de par les arguments avancés par ce syndicaliste FO et militant du CCI-POI, il ne devait pas s'agir d'un jeune militant ou d'un militant sans expérience, mais comme je n'en avais pas la preuve, je m'étais abstenu de le préciser, or dans ce second courriel, j'ai appris qu'il était permanent FO en 2005 sur la Gare du nord, un bureaucrate comme on les aime tant, ceci explique qu'il défende l'appareil de FO en faisant feu de tout bois.

Voici le second courriel que j'ai reçu :

"*J'ai oublié de te préciser que mon cousin avait subi l'ire des permanents quand en 2005, nous avions ensemble volé des ramettes A3 au local SNCF du syndicat FO de Paris nord et imprimé avec leur machine toner les affiches de campagne du comité contre l'Europe qui a préfiguré le POI...*

On en avait collées partout dans le canton où notre cellule militait. Le maire de notre patelin (UMP), très énervé par la déculotée du 29 mai, avait alors porté plainte pour collage illégal et avait menacé la permanente départementale du CCI qu'il connaissait depuis le lycée puisqu'elle est prof de français au lycée d'Abbeville...

Enquête faite, le permanent régional (Lucien Gauthier dans IO) avait déboulé en UB et leur avait fait voter un blâme pour le cousin, je n'y étais pas... Je n'étais pas encore titulaire (en GER) et j'avais demandé à la cellule de vite me titulariser pour refaire la réunion et contredire le blâme... On a voté tous les 4 contre et je te dis pas la gueule du permanent !!! Il aurait eu 2 kalachnikov à la place des yeux, on en aurait eu un chargeur chacun dans le buffet !

Second épisode, le cousin, alors permanent FO sur la Gare du nord, avait réussi à récupérer pas mal de cartes chez les SUGE (police ferroviaire) suite à une interpellation d'un mec qui avait mal tourné et qui avait été médiatisé en défaveur des SUGE d'autant plus que le gars était maghrébin ...

Du coup, pour un meeting du comité à la Mutualité, il avait demandé au service d'ordre de FO dans lequel pas mal de ces policiers ferroviaires étaient entrés, de venir y faire le SO alors que pas mal d'entre eux n'étaient même pas sympathisants ou de loin. C'était l'occasion, logiquement, de les faire adhérer aux idées, pourquoi pas mais, les permanents l'ayant su, et au nom de leur putain d'indépendance des syndicats, se sont rués sur lui et l'ont convoqué devant l'inquisition, Lambert et toute la clique... Il a été vilipandé bien comme il faut et je me souviens qu'il en avait même été très peiné !!!

Force est de constater qu'il a baissé la garde et que ce serait un miracle qu'il revienne à quelque chose de plus sain...

Voilà comment on broie un militant alors qu'on pense bien faire pour le parti, n'hésitant pas à se mettre soi-même en danger."

Je n'ai pas davantage envie de tirer sur notre malheureux cheminot qui a dû affronter l'appareil policier de Lambert-Gluckstein-Gauthier pour avoir cru un instant que l'indépendance du PT par rapport à FO existait réellement. C'est l'ensemble des militants du courant communiste internationaliste que Lambert et sa clique ont brisé politiquement, ceux qui ont tenté de résister ont été cassés ou se sont casser de ce parti.

Depuis l'après-guerre, ces dirigeants "trotskistes" ont toujours été à la remorque des appareils qui s'appuient sur l'aristocratie ouvrière et la petite bourgeoisie, ils partagent depuis toujours le même fond de commerce. Ils se sont servis de la double nature qu'ils prêtaient et prêtent encore au PS et au PCF, mais aussi aux syndicats, pour mettre au point et développer un double langage qui a servi pendant longtemps à masquer leurs véritables intentions et à tromper leurs militants, dont malheureusement j'ai fait partie pendant une brève période de ma vie. Ils se sont arrangés pour encourager et flatter le penchant revendicatif téinté de corporatisme des fonctionnaires et particulièrement des enseignants, pour développer leur parti et acquérir des places dans les différents appareils, dont celui de FO, faisant passer le combat contre l'Etat et le capitalisme au second plan, autrement dit, à la trappe, car c'est ainsi que cela s'est traduit concrètement, sinon on n'observerait pas aujourd'hui de telle réaction de la part de leurs militants, le cas de ce cheminot n'est d'ailleurs pas isolé, et les courriels que des militants de ce parti m'ont adressés au cours des 5 dernières années ou la politique suivie par ce parti le confirme jours après jours.

Il aura fallu attendre près de 40 ans et l'accession de Mitterrand au pouvoir pour que le voile se

déchire et les langues commencent à se délier. Et lorsque Lambert balancera à P.Broué à l'intention de son fils, je cite de tête : "*il y croit encore à la révolution, il en est encore là*", il indiquait clairement que lui, Lambert, il n'en était plus là depuis belle lurette, ce qui signifiait que la politique qu'il avait impulsée dans son parti n'avait jamais été orientée dans cette direction tout en faisant croire le contraire à ses militants, le trotskisme de Lambert n'avait servi qu'à couvrir sa capitulation politique, qu'il en avait parfaitement conscience, alors que nous, nous croyions exactement le contraire. En tant que militants de base nous ignorions absolument tout ce qui se tramait en coulisses entre les différents appareils, y compris avec l'Elysée. Nous étions jeunes et naïfs, sans expériences et faibles sur le plan théorique, et il faut bien avouer que nous nous posions peu de questions en dehors de celles qu'on nous servait sur un plateau, avec les seules bonnes réponses possible évidemment que l'on gobait comme des mouches, mais dorénavant cette époque est définitivement révolue, les masques tombent les uns après les autres et nous nous sommes armés d'un puissant esprit critique en puisant dans le marxisme, et c'est tant mieux.

Reste à ouvrir les yeux de tous ces militants, notre camarade routier pense qu'il est peut-être trop tard, personnellement je n'en sais rien. Ils peuvent continuer encore longtemps à s'illusionner sur leurs dirigeants, à ne pas comprendre que les lignes politiques successives qu'ils ont mis en avant, la défense de la démocratie, la rupture avec l'UE, puis maintenant l'interdiction des licenciements, ne pouvaient les mener qu'à une impasse politique sans jamais rien construire, pire, sans jamais favoriser l'élévation de la conscience politique de la classe ouvrière comme chacun peut l'observer quotidiennement.

La preuve que je ne délire pas ou que je ne fais pas dans le procès d'intention, je n'ai aucune boutique à défendre. Dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°74), en dehors d'un encadré ridicule en page 12, vous chercherez en vain un article (et une analyse) après la nomination de Herman Van Rompuy comme président du Conseil européen et de la baronne Catherine Margaret Ashton en tant que Haut représentant pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité de l'Union européenne, peut-être parce que cette dernière fait partie du Labour Party que le POI soutient, comme il soutient le SPD en Allemagne. Alors qu'il y avait de quoi faire un papier sulfureux sur ce sujet, après que nombre de dirigeants européens eut contesté ces nominations a minima qui traduisaient les contradictions grandissantes auxquelles les dirigeants de l'UE doivent faire face avec la crise actuelle du capitalisme et la mobilisation croissante du prolétariat dans la plupart des 27 pays de l'UE.

Les champions de la rupture avec l'UE aux abonnés absents quand l'UE se dote pour ainsi dire d'un président et d'une ministre des Affaires étrangères, même si ce ne sont que des pantins ce n'est pas rien, plutôt étrange, non ?

Herman Van Rompuy et la baronne Catherine Margaret Ashton ont été nommés par les chefs d'Etat de l'UE, c'est peut-être cela qui chagrine le POI, car une fois de plus cela mettait en relief que la construction de l'UE ne tombait pas du ciel ou n'était pas un don de Washington, mais qu'elle partait bien (toujours et encore) des chefs d'Etat dont les prérogatives reposent sur la constitution de leur Etat respectif, et que par conséquence, pour ne prendre que la France mais la même démontration est valable pour tous les pays de l'UE, il suffirait de chasser le chef d'Etat et d'abolir la constitution pour rompre tous les liens avec l'UE, ce qui impliquerait de mener un combat politique résolu contre Sarkozy et les institutions de la Ve République, ce à quoi le POI se refuse obstinément.

Ne revenons pas sur la ligne de la défense de la démocratie qui était le summum de la décomposition politique, quant à l'interdiction des licenciements, cette ligne peut faire illusion pendant untemps comme les précédentes, elle répond au mouvement spontané des masses, mais comme elle ne s'inscrit dans aucune perspective politique, elle est vouée à connaître la même mésaventure et à se terminer dans une impasse.

Si vous observez attentivement le comportement de tous les autres partis, vous constaterez qu'il existe un mimétisme presque parfait entre eux, il y aurait même un courant trotskiste au PCF, comme hier il aurait existé un courant marxiste au PS, idem au NPA, demain au PG. Leur point commun n'est pas difficile à discerner : aucun n'avance le mot d'ordre chasser Sarkozy et son gouvernement Fillon-Kouchner, aucun ne pose clairement la question du pouvoir politique, aucun ne fait de la propagande pour le socialisme, aucun n'entend empiéter sur les prérogatives des dirigeants pourris des syndicats et remettre en cause le financement des syndicats par l'Etat et... l'Union européenne, par contre ils sont tous pour la soi-disant indépendance des syndicats par rapport aux partis qui profite en premier lieu au capital, comme dirait l'autre : cherchez l'erreur.

Je pourrais ajouter encore un élément qui montre à quel point le POI est à la remorque des appareils. Le dernier éditorial de Gluckstein ne s'adresse pas à la classe ouvrière, mais cela vous vous en doutiez, il commence ainsi : "*Laurent Fabius*", et plus loin on peut lire : "*Bref : les élus de « l'opposition » doivent obtempérer aux ordres du gouvernement et appliquer les mêmes plans de privatisation et de remise en cause des droits dictés par l'Union européenne…*

Que reste-t-il de la démocratie ?"

La démocratie que défend le POI, ce n'est pas la démocratie ouvrière, la démocratie s'appuyant sur le prolétariat qui constitue la majorité de la population, qui ne pourra être imposée que par une révolution prolétarienne, non, il défend une autre conception de la démocratie, la démocratie bourgeoise, la démocratie telle que Fabius et le PS peuvent uniquement la concevoir, Gluckstein se place sur le même terrain que l'appareil du PS, en posant la question "*Que reste-t-il de la démocratie ?*", il revendique la seule démocratie qui ait existé en France depuis 1789, la démocratie qui a justement permis à la bourgeoisie de rester au pouvoir pendant plus de deux siècles en enchaînant le prolétariat au capitalisme, voilà l'illusion qu'il voudrait revigorer et perpétuer et qui constitue son horizon indépassable. Remarquez bien que le petit-bourgeois en général n'en demande pas davantage. Cela me permet d'affirmer, que l'indépendance politique du POI n'est qu'une escroquerie.

A l'opposé, toute atteinte à la démocratie devrait être utilisée pour mettre en avant la véritable nature du régime, la nécessité de rompre avec les institutions et de renverser le régime pour instituer une véritable démocratie, une démocratie ouvrière, pour éduquer le prolétariat et le préparer à mener le combat dans cette perspective politique inséparable du socialisme. Voilà quelle devrait être la ligne politique pour construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Passons à autre chose pour finir.

Il y a plusieurs questions sur lesquelles il faut encore se pencher, il m'en est venu une autre à l'esprit. Les comités d'entreprise qui brassent des dizaines de millions d'euros et qui sont contrôlés par les syndicats, leur rôle que j'assimile à la collaboration de classes.

Il y en a une autre qui mérite qu'on s'y arrête, elle n'est pas nouvelle, mais on peut l'enrichir en l'élargissant, je me demandais à partir de quel moment on pouvait déterminer que les syndicats étaient intégrés à l'Etat, ce qu'on nous sert habituellement provient de gens qui sont directement intéressés pour nous induire en erreur, qui nous ont déjà menti un nombre de fois incalculable, donc il est recommandé de ne pas prendre pour argent comptant ce qu'ils nous racontent. On peut répondre à cette question en observant ce qui se passe dans d'autres pays comparables.

Il ne faut pas chercher dans les institutions, car vous ne trouverez rien ou presque, c'est à l'extérieur

qu'il faut chercher, et là on découvre un appendice tentaculaire des institutions qui couvre l'ensemble de la société et qui gèrent certains besoins (sociaux, culturels, etc.) de la population pour le compte du capitalisme, les syndicats sont amenés à remplir des "*missions d'intérêts générales*" . J'y reviendrai dans une autre causerie, mais je tiens à en dire deux mots ici car c'est une question importante.

Par exemple en Belgique, les syndicats prennent en charge le paiement des allocations chômage, d'où un taux de syndicalisation de 65%, en Suède ils prennent en charge la gestion de l'assurance chômage, d'où 83% de syndiqués, en Italie ils assurent l'assistance à la constitution des dossiers de demande de prestations sociales, 30% de syndiqués, en Allemagne ils prennent en charge la formation des chômeurs, 30% de syndiqués également, en Grande Bretagne ils sont chargés de la promotion de la formation professionnelle, un peu moins de 29% de syndiqués, bref, si vous êtes salariés ou chômeurs et que vous voulez bénéficier de ces droits, vous avez plutôt intérêt à vous syndiquer. Compte tenu des taux de syndicalisation, la somme des cotisations versées par les adhérents représente un montant de l'ordre d'un milliard d'euros par an et par pays. L'état participe indirectement dans le financement des syndicats, dans le cadre des missions qui viennent d'être énumérées.

Les différents Etats ont fait en sorte qu'un maximum de travailleurs se syndiquent et financent eux-mêmes les syndicats qui sont à la solde du capitalisme, elle n'est pas belle la vie ! La contribution des Etats ne représente que 10% maximum du budget des syndicats. Les victimes financent les complices de leurs bourreaux, génial, non ? Mais ces syndicats sont indépendants de l'Etat !

Je viens de lire ceci qui confirme ce qui précède (source : http://www.tripalium.com) : "*En suède le pouvoir de persuasion vient des syndicats, en effet lors de licenciement économique les syndicats peuvent modifier l'ordre de départ des salariés, de plus c'est très mal vu de ne pas être syndiqué*". Se syndiquer devient donc une obligation pour pouvoir profiter d'un certain nombre de droits sociaux, c'est la mafia ou la dictature ! Voilà sur quoi se sont mis d'accord syndicats et Etats dans le dos et sur le dos des travailleurs. Les syndicats remplissent des missions, souvent des basses besognes (liste des licenciés) pour le compte des capitalistes, n'oublions pas que ce sont tous des régimes capitalistes, alors comment peut-on prétendre qu'ils seraient indépendants de l'Etat ? Une vaste tromperie. (A suivre)

Les infos en bref plus tard ou demain.

La causerie du jour mise en ligne hier après-midi.

Hier après-midi j'ai été fouiller dans le Net pour trouver des éléments concrets sur le financement des syndicats par l'Etat, les collectivités territoriales, les entreprises et... l'Union européenne. Voici entre autres sur quoi je suis tombé :

Le projet de loi de finances 2008 prévoyait de la part de l'Etat 29,9 millions d'euros au titre du « *dialogue social et de la démocratie sociale* » (source : Jean-Luc Touly, ex-délégué et trésorier CGT chez Veolia Eau). On comprend notamment pourquoi les bureaucrates pourris y tiennent tant au « *dialogue social* », cela rapporte gros, très gros ! Vive la paix sociale, merci patron, merci Sarkozy !

Une de ces vermines de la CGT le justifie : « *Nous sommes de plus en plus sollicités, confirme Jean-Christophe Le Duigou, par exemple pour participer au conseil d'orientation des retraites, ou au conseil d'orientation pour l'emploi… sans compter toutes les négociations qui sont en train de s'ouvrir à la demande du chef de l'État.* ». (id)

Aller, on en rajoute une grosse louche pour vous faire vomir, vous verrez c'est salutaire :

"*des subventions (sont) accordées sur le fonds de la Réforme de l'Etat par le ministère de la Fonction Publique à hauteur de 2,5 millions d'euros pour financer les stages ouvrant droit au congé pour formation syndicale. Toutefois, nous dit le rapport, "la DGAFP (Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique) n'exerce aucun contrôle sur l'emploi de ces crédits.*" (source : Ifrap 2006)

Faut-il aller plus loin, n'est-ce pas suffisamment clair ? Comme dirait Marx, ces chiens se paient sur la bête, car c'est avec notre fric que l'Etat les corrompt et qu'ils font leur sale besogne.

Toutes subventions confondues, les syndicats toucheraient environ 1 milliard d'euros par an, sans parler des centaines de millions détournés des comités d'entreprise ou provenant (en espèce) des syndicats patronaux. A ce prix-là, on comprend pourquoi les syndicats sont corrompus jusqu'à la moelle et les partis ouvriers qui en profitent avec. On se demandait comment tout ce beau monde pouvait survivre et mener grande vie, vous avez ici la réponse. Après ils osent parler d'indépendance !

Et vous voudriez en faire des syndicats ou des partis révolutionnaires, vous rêvez, vous délirez complètement, camarades, redescendez sur terre et regardez la réalité en face. Faisons table rase du passé, pourris à ce niveau-là, il faut reconstruire un nouveau syndicat ouvrier révolutionnaire et un nouveau parti communiste. Si vous estimez que c'est impossible, c'est parce que vous ne croyez pas en la capacité du prolétariat à séparer le bon grain de l'ivraie, à réaliser ses tâches historiques.

Et cela ne date pas d'hier :"*en juin 1936, Alfred Lambert-Ribot, délégué général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), rencontra grâce à Léon Blum les représentants des syndicats. De ces rencontres découla un « modèle où l'État, le patronat de la grande entreprise industrielle et le syndicalisme alors ouvrier s'entendirent pour « fluidifier » au mieux le dialogue social tout en jouant, pour la galerie, le spectacle de l'accord arraché »*" (source : Wikipédia).

Et il y en a qui voudraient nous refaire le "coup" de 36 ? Ils ont sans doute oublié que 36 s'était terminé par une trahison des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers SFIO et PCF, ouvrant la voie à la boucherie de 39-45. Non merci !

Décidément, pour garder espoir, pour conserver notre dignité et les mains propres, il n'y a que le marxisme révolutionnaire et le léninisme.

Vous ne pensez pas que ces questions devraient être abordées lors de la discussion préparatoire au 49e congrès de la CGT ? Qui osera ? Qui n'a rien à perdre ? Qui en aura le courage ? On attend. Au fait, vous avez lu dans la presse ouvrière les infos que j'ai fournies plus haut ? Non, et pour cause !

Qui sont les véritables fossoyeurs du syndicalisme et du mouvement ouvrier, du socialisme, ceux qui osent poser ces questions ou ceux qui n'en ont pas le courage ou la volonté, parce qu'ils sont eux-mêmes corrompus par les appareils ou le système ?

J'invite tous les militants qui partagent mon point de vue à s'exprimer dans les différents forums de discussions sur Internet, à communiquer l'adresse du site où les internautes pourront trouver des arguments et des analyses complémentaires pour enrichir leurs réflexions sur le syndicalisme et le combat classe contre classe, ce n'est pas pour faire de la pub au site, je m'en tape complètement, mais parce que cela fait partie intégrante de notre combat d'aider le maximum de militants à rompre avec

le réformisme sous toutes ses formes. Pensez-y à défaut de m'adresser vos contributions. (A suivre)

Le 28 novembre

Les médecins et l'assistante sociale d'Aubagne ont conseillé à Magueswary de quitter la France pendant l'hiver parce que ce serait un nid à virus. Ils l'ont vaccinée, mais elle ne sait pas exactement contre quoi, trois médecins dont son cardiologue lui avaient vivement conseillé. Je n'ai pas voulu la contrarier ou polémiquer, elle a cru bien faire, ce qui est fait est fait. A quelques jours de son voyage en Inde elle n'allait pas très bien, mais elle m'a dit qu'elle allait "encore vivre longtemps", ce qui veut dire qu'elle a dû souvent penser le contraire, c'était facile à deviner, je n'ai fait aucun commentaire, il vaut mieux la laisser dire ce qu'elle veut si cela lui fait du bien.

A Aubagne, les gens qui la connaissent l'aime bien, c'est un exemple de courage cette bravefemme, elle ne parle que de "se battre" y compris sur le plan politique, elle a fait de sacrés progrès, elle est capable dorénavant de défendre ses propres arguments, et si elle m'a envoyé une prière qu'elle a recopiée au verso d'un tract du PCF, qu'est-ce que je pouvais lui dire de mieux, sinon qu'elle avait trouvé le bon support et qu'il fallait encore mieux qu'elle en reste à sa prière où elle puise des forces plutôt que dans un parti qui a déjà un pied dans la tombe ! Ils noyautent au maximum le milieu associatif, ce n'est pas nouveau vous me direz. A elle non plus je n'ai rien à vendre, pas plus qu'aux militants qui se connectent sur le site, chacun demeure libre de penser ce qu'il veut. Et si je ne ménage pas les militants, c'est qu'ils sont en bonne santé je présume, c'est tout ce que je leur souhaite.

Tout à fait par hasard, en allant faire des courses elle est tombée sur un journal local où elle figurait en photo dans le cadre des Restos du coeur. Cela l'a fait marrée, au-delà elle a l'impression d'exister en France, alors qu'en Inde en tant que femme, elle est sans cesse méprisée ou humiliée, y compris dans sa propre famille. Nous détestons la société indienne autant l'un que l'autre. C'est un sujet dont il faut éviter de parler, car elle entre à chaque fois dans un état d'excitation intense qui est néfaste à sa santé, elle le paie à chaque fois comptant.

Aux infos ils ont dit que les Bourses avaient été tirées à la baisse après l'annonce de la quasi-faillite de l'émirat de Dubaï ; j'avais mis l'info dans le site quelques heures auparavant, j'avais hésité à la mettre et puis je me suis dit que 59 milliards de dollars c'était une somme derrière laquelle devait bien s'en cacher une encore plus importante. Du coup, ils parlent d'une rechute possible du système financier avec la crainte qu'il entraîne tout le système capitaliste vers l'abîme. On ne peut pas lui souhaiter mieux !

A la fin de l'année, je viderai le site de tous les articles de presse et de la tribune libre de 2009, car il devient trop volumineux et difficile à gérer seul. La gestion du site, sa mise à jour, les causeries et les articles que j'écris, plus les lectures et les courriels, nécessiterait au moins deux personnes, donc je dois faire des choix et établir des priorités. Et il y a la question du financement qui va se trouver poser d'ici quelques semaines, si ma situation le permet je le financerai pratiquement seul avec le soutien de quelques camarades, si elle ne me le permettait plus, on aviserait. Je ne me vois pas écrire dans un autre site, de toutes manières on n'accepterait pas mes causeries ou mes articles, donc la question ne se pose même pas.

Un tout petit peu de politique pour éviter une embolie cérébrale.

Existe-t-il dans ce pays un parti, une organisation, un groupe, un comité, une association de militants

qui prend position pour la rupture du financement des syndicats par l'Etat ? On va la faire détendue, c'est le week-end. Le fric et bien d'autres avantages en nature sont à la base de la corruption des bureaucrates syndicaux, éviter ou rejeter cette discussion, c'est se trahir ! Dans un Etat ouvrier socialiste, le revenu de ses représentants ne dépasseraient pas le salaire moyen d'un ouvrier, cela leur en coûterait plus que cela ne pourrait leur rapporter. Quand il s'agit de faire des plans sur la comète, là ils répondent tous présents nos opportunistes professionnels, mais dès qu'on aborde la réalité, ils répondent aux abonnés absents. Seraient-ils tous complices, toucheraient-ils tous à des degrés divers ?

On n'a même pas besoin de faire de politique pour s'apercevoir à quel point le mouvement ouvrier est devenu pourri, c'est terrible ! Ils font tous dans leurs frocs ma parole, pas un n'aura la volonté et le courage de reprendre à son compte le flambeau du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle, de défendre ses principes, ses valeurs. Ah pour faire de beaux et longs discours ils se posent là ! Vous me direz que cela ne leur réclame pas beaucoup d'efforts puisqu'ils passent leur temps à se répéter et à copier les uns sur les autres pour aboutir au même résultat.

Qu'est-ce que c'est qu'un "*syndicat de classe*" financé par l'Etat capitaliste et les patrons, sinon la négation du combat classe contre classe ?

Est-ce qu'un syndicat de classe financé par l'Etat capitaliste et les patrons peut avoir une politique indépendante de l'Etat et du patronat ? Pas le moins du monde évidemment, il faut être un crétin pour imaginer le contraire. C'est ce que dit notamment le POI pour les partis politiques, la même chose est donc valable pour les syndicats, sauf que là le POI rejoint les rangs de la majorité silencieuse, et pour cause, il touche par le biais de l'appareil de FO notamment.

Est-ce qu'un "*syndicat de classe*" financé par l'Etat capitaliste et les patrons peut combattre dans la perspective du renversement de l'Etat et du régime ? Ben voyons, il a trop à y perdre ! Pendant que vous y êtes, pourquoi ne pas envisager que les patrons luttent pour leur expropriation si tout était possible dans n'importe quelle condition. Alors dans quelle perspective combat-il ? De deuxchoses l'une, s'il ne combat pas dans la perspective de l'abolition du capitalisme parce qu'il est corrompu par l'Etat, c'est qu'il combat pour son contraire, pour assurer la pérennité du système capitaliste sous couvert de combattre pour l'amélioration des conditions de la classe ouvrière.

Les dirigeants, cadres, responsables de formations politiques sont d'éminents dialecticiens, des intellectuels ou des professeurs habitués à penser en principe, mais étrangement la dialectique ne leur sert à rien ici. Vous comprenez pourquoi parfois je vais très loin en demandant ce qu'ils valent vraiment sur le plan politique, c'est osé mais légitime de poser cette question. Ils sont plus forts quand il s'agit de pondre des syllogismes !

Je formule ma question autrement dés fois qu'elle leur semblerait trop compliquée : A quelle classe un "*syndicat de classe*" financé par l'Etat capitaliste et les patrons profite-t-il en dernière analyse ? A qui profite le crime, quoi ? Ma réponse : à la classe qui détient le pouvoir économique, aux capitalistes.

Alors quelle est la différence entre le syndicalisme dit rassemblé ou d'accompagnement et le syndicalisme dit de lutte de classe ? Autant qu'il y en a entre Sarkozy et Chirac pour combattre le prolétariat. Ces deux formes de syndicalisme telles qu'elles existent aujourd'hui ont pour fonction de subordonner le mouvement ouvrier et le prolétariat au capitalisme, puisque les deux tirent leur existence du financement de l'Etat et des patrons qu'ils sont censés combattre, c'est uniquement le niveau des miettes que le capitalisme doit accorder de façon très inégale aux différentes couches du

prolétariat qui les distingue, quant à la perspective générale elle est identique.

Et la méthode ? Elle est similaire sur bien des plans, le respect jusqu'à l'idolâtrie des négociations collectives, de ce qu'on appelle la politique contractuelle, ils privilégient tous les deux la négociation au détriment de la mobilisation qui arrive au second plan pour le syndicalisme de "*lutte de classe*", alors que le syndicalisme dit rassemblé n'y recourt que contraint et forcé, c'est la seule différence majeure qui nous fera préférer le syndicalisme de "*lutte de classe*", sans oublier de préciser que ce syndicalisme finalement capitule toujours sans aller jusqu'à poser la question de la remise en cause des fondements du capitalisme (36, 45, 68), alors que l'objectif de son combat est en principe de les abattre, le syndicalisme de "*lutte de classe*" a encore en commun avec le syndicalisme dit rassemblé de ne poursuivre officiellement aucun but politique, alors qu'en réalité en n'allant pas jusqu'à remettre en cause l'existence du capitalisme, ils permettent à ses institutions politiques de continuer à exister comme si de rien n'était, cela provient de la théorie sulfureuse de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis qu'ils partagent, et qui permet à tous les partis d'interdire aux syndicats de mener le combat de front avec le parti révolutionnaire, en devenir hélas, ou de mener leur combat dans une perspective révolutionnaire que partagent les militants révolutionnaires ravalés du coup au rôle de simples syndicalistes dans le cadre et la perspective indépassable du capitalisme, qu'ils le veuillent ou non.

Je ne veux pas vous casser le moral camarades, mais lorsque l'on voit que ceux qui mettent en avant le syndicalisme de classe font partie de l'appareil de la CGT depuis des lustres, vous m'excuserez, mais vous ne voudriez tout de même pas qu'ils se lancent tête baissée dans la lutte de classe, qu'ils se tirent une balle dans le pied et qu'ils se privent du financement de l'Etat qui leur a permis de vivre sans bosser jusqu'à présent. Qu'ils nous disent qu'ils sont prêts à rompre sans conditions avec le financement des syndicats par l'Etat et l'Union européenne, et là nous reconsidèreront l'appréciation que nous portons sur eux, cela me semble raisonnable et cohérent, non ?

Ils ont déjà indiqué clairement que leur horizon indépassable c'était 36, 45 ou 68, bon. Pour moi, notre horizon indépassable c'est la révolution russe de 1917. En ne partant pas de la même base, on ne risque pas de parvenir au même objectif, or je ne vois pas pourquoi nous devrions en changer et pas eux. Après tout, ils y tiennent tant que cela à l'émancipation de la classe oui ou non ? Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie. A ma connaissance, iI n'y a pas deux voies possibles pour porter le prolétariat au pouvoir.

Ils pourraient nous donner un autre gage de leurs bonnes intentions : la majorité des syndiqués se trouvent être des employés de l'Etat capitaliste, alors qu'ils nous montrent de quelle manière ils comptent s'y prendre pour les aider à rompre avec leur employeur et quels combats ils entendent mener dans la perspective de le renverser, après on recausera de tout cela tranquillement.

Quelques infos en bref.

Le chômage ou le retour de bâton. Qui allumera la mèche ?

La hausse du chômage s'est brutalement accentuée en octobre avec 52.400 demandeurs d'emplois supplémentaires en catégorie A, soit 2.627.300 en métropole.

Benoît Hamon a affirmé que plusieurs organismes de statistique considéraient qu'il y avait en France "*près de 17% de la population active qui est sans emploi*".

"*Ça, ce sont les vrais chiffres*", a-t-il dit sur RTL.

En comprenant les départements d'outre-mer, le nombre des demandeurs d'emplois en catégories A, B, C dépasse le cap des quatre millions de chômeurs dans le dernier communiqué de Pôle emploi. (Reuters 27.11)

Hausse des cotisations ou impôts en perspective.

L'assainissement des finances publiques de la France passe nécessairement par une hausse des prélèvements à brève échéance, selon Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial de la commission des Finances du Sénat.

"*On peut gagner un point de PIB de déficit sur les niches fiscales*", soit une vingtaine de milliards d'euros, "*ce n'est pas facile mais c'est possible*" sans sacrifier la compétitivité des entreprises qui en ont le plus besoin, a-t-il déclaré.

"*La solution courageuse, c'est celle que le gouvernement n'a pas voulu adopter cette année, c'est l'augmentation de la CRDS*", la contribution au remboursement de la dette sociale, a-t-il déclaré. (Reuters 27.11)

Le train de vie princier du royaume de La Talonnette.

Les effectifs des cabinets ministériels français ont augmenté de plus de 11% en 2009 et les salaires versés ont progressé dans le même temps de près de 57%, les primes de cabinet, qui s'ajoutent aux salaires, ont par ailleurs augmenté de 20,6%. Il y a un chauffeur pour deux collaborateurs de cabinet.

Les effectifs globaux des membres des cabinets gouvernementaux sont passés de 2.949 personnes à 3.277 et la rémunération moyenne des contractuels est passée de 6.343 euros à 7.157 euros. Le budget global des rémunérations (salaires et indemnités) est passé de 50,878 millions d'euros à 70,293 millions.

Jean-Louis Borloo (Ecologie) en tête dispose d'un effectif de 39 conseillers dans son cabinet, devant Roselyne Bachelot (Santé, 34), Christine Lagarde (Economie, 30), Luc Chatel (Education et porte-parole, 29) et Brice Hortefeux (Intérieur, 24).

Si l'on tient compte du personnel de service, c'est Brice Hortefeux qui arrive en tête avec 232 personnes, devant Jean-Louis Borloo (223), le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner (191), la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie (157) et le ministre de la Défense Hervé Morin (108). (Reuters 27.11)

Hypocrisie pour secourir les "*fragiles*" entreprises.

Pour Mme Parisot, ces personnes "*ne sont pas des sans-papiers, mais ce sont des 'avec faux-papiers*", a-t-elle expliqué, rappelant que chaque embauche était déclarée par l'employeur auprès de l'URSSAF.

C'est à l'Etat "*d'assumer la responsabilité de police ou de justice que tout d'un coup, il voudrait confier à certaines entreprises*" a-t-elle dit sur sur Europe-1

"*Attention de ne pas ajouter de nouvelles contraintes* sur les entreprises en ces temps de crise, car elles "*sont fragiles, les chiffres du chômage en sont vraiment le signe*", a averti la présidente du MEDEF. Les chefs d'entreprises attendent du gouvernement et de toutes les parties prenantes "*un ton d'encouragement et non pas un ton qui soit celui des menaces*", a-t-elle conclu. (AP 27.11)

Attention Mme Parisot, les patrons ne sont pas des sans titres de propriété, mais ce sont des avec des faux titres de propriété, puisque pour être patron il faut avoir volé une partie de la force de travail des ouvriers ! Légalement, oui bien sûr, d'où la nécessité de ne pas vouer un culte à la légalité.

Délogeons-les !

Interview de Christophe Robert, directeur d'études à la fondation Abbé Pierre.

Un Français sur six est concerné par la crise. On estime à 3,5 millions les "*très mal-logés*": certains dorment dans la rue, d'autres dans des caravanes, des caves, des hangars ou même des voitures. 6,5 millions de personnes sont en situation dite de fragilité par rapport au logement.

Beaucoup se débrouillent comme ils peuvent, hébergés par des amis ou la famille. D'autres ont un toit mais un loyer beaucoup trop élevé qui plombe leur budget, avec des conséquences directes sur l'alimentation, l'habillement. Ces personnes fragilisées peuvent très vite basculer dans la grande précarité. (Libération.fr 26.11)

Le ver était dans le fruit.

Après la Paca et le Languedoc-Roussillon, la Haute-Normandie est la troisième région où les adhérents de Cap 21, mouvement politique présidé par Corinne Lepage et vice présidente du MoDem, ont annoncé, mercredi 26 novembre, leur ralliement à la liste Europe Ecologie pour les régionales de mars. (Lexpress.fr 28.11)

Le 29 novembre

Vous allez peut-être penser que j'ai de la suite dans les idées, vous ne croyez pas si bien dire, quand j'ai une idée en tête, je ne la lache pas avant de l'avoir épuisée (temporairement), je suis peut-être naïf par certains côtés, mais pas au point de ne pas me rendre compte de certaines choses, par exemple qu'il y a des centaines de militants qui se connectent sur le site, alors qu'une infime minorité seulement ose me contacter.

Ce n'est pas un reproche que j'adresse à ces militants, je cherche à comprendre pourquoi, ce qui me semble être la moindre des choses, à moins de se foutre des militants qui ne sont pas forcément d'accord avec moi, ce n'est pas mon cas, je n'envoie bouler que les esprits sclérosés ou manipulés que je considère irrécupérables provisoirement ou définitivement.

Je m'adresse en priorité ici aux militants organisés. En dînant hier soir, je me suis dit que le contraste était saisissant entre l'attitude des militants qui semblent craindre pour leur sécurité personnelle, on dit aussi leur intégrité physique, s'ils étaient surpris par les dirigeants de leur parti à se connecter sur le site Lutte de classe, pire, à participer à une discussion avec son animateur, alors que Marx, Engels ou Lénine passèrent une grande partie de leur activité militante à polémiquer férocement avec d'autres dirigeants du mouvement ouvrier avec une violence extraordinaire et un acharnement quasi-thérapeutique pour terrasser leurs adversaires, à côté de laquelle mes articles font davantage penser à une cure de désintoxication forcée ou à une promenade par temps orageux.

Marx, Engels ou Lénine n'en sont pas morts pour autant, Bakounine n'a pas plastiqué l'appartement de Marx, Dühring n'a pas mis son poing dans la figure d'Engels et Martov n'a pas dévisagé Lénine,

alors que craignez-vous ? Ah vos dirigeants auraient d'autres méthodes ! Mais dites-moi, vous prétendez là qu'ils se comporteraient comme des voyous, comme nos ennemis envers leurs militants dans certaines circonstances. Ce comportement était totalement étranger aux dirigeants du mouvement ouvrier à l'époque des marxistes que j'ai cités, il a bien dû y avoir des dérapages ici ou là, non pas de la part de Marx, Engels ou Lénine mais de celles d'autres dirigeants ou de militants isolés, si peu qu'on serait incapable d'en citer un, par contre, plus tard, ces méthodes se sont largement répandues avec le stalinisme, terrorisant, puis liquidant physiquement l'opposition de gauche jusqu'à Trotsky lui-même.

On en est arrivé au point 56 ans après la mort de Staline, où les militants se sentent encore obligés de s'exprimer sous le sceau de l'anonymat, du secret, sans doute à juste titre par crainte de représailles, d'excommunication ou pire, ou de préférer garder le silence. Quand on en arrive à employer de telles méthodes pour défendre ses idées, c'est qu'elles sont forcément erronées ou qu'elles comportent une face cachée qu'il ne faut surtout pas dévoiler aux militants ou aux travailleurs, voilà ce que j'en déduis logiquement. La violence en guise d'argument, c'est plutôt léger, condamnable et totalement inacceptable.

Quand on n'est pas capable de se maîtriser, que l'on ne supporte pas la confrontation des idées et qu'elle tourne à la confrontation physique, c'est qu'on est faible, que notre argumentation comporte des failles ou des contradictions sur lesquelles il n'est pas souhaitable que les militants se penchent pour en découvrir l'origine politique.

L'artifice qui consiste à se faire passer pour de grands démocrates ne résiste pas à cette épreuve, simple constatation.

Dans leur propre parti, un bon nombre de militants s'abstiennent de dire tout haut ce qu'ils pensent réellement, d'étaler leurs divergences ou tout simplement leurs doutes avec ou envers la ligne politique impulsée par leurs dirigeants, des militants dans des courriels m'ont expliqué qu'ils devaient même se méfier de leurs camarades de cellule ou section qui pourraient rapporter leurs critiques à leur responsable ou commettre une imprudence aux conséquences incalculables. C'est dans ces partis que l'on fabrique des bénis oui-oui, des zombis, tout sauf des combattants capables de penser librement par eux-mêmes et de se développer politiquement, c'est d'ailleurs l'objectif recherché par leurs dirigeants qui sont la tête, tandis que les militants devraient être les jambes qui passent leur temps à cavaler après des objectifs et qui devraient réfléchir en silence ou le moins possible de préférence.

Force est de constater que ces dirigeants sont parvenus à leurs fins et que leur méthode éprouvée est efficace, puisqu'il n'y a pas une seule tête (visible) qui dépasse les autres dans leur parti. Dans ce genre de parti, quand arrive le moment où on n'en peut plus et qu'on prend le risque d'exprimer ouvertement un désaccord important, en général c'est qu'on a déjà un pied en dehors du parti, on ne cherche pas à comprendre la nature de votre désaccord, à savoir comment vous en êtes arrivé à défendre une autre position que celle de la direction, non, on va vous demander, que dis-je, exiger que vous cherchiez quelle erreur vous avez pu commettre pour vous écarter de la ligne du parti, car l'erreur ne peut provenir que de vous, vous êtes déclaré coupable avant même que soit examiné vos arguments qui seront traités avec le plus grand mépris ou ignorés finalement, en vérité, on a à faire à une parodie de justice ou de démocratie car la direction a forcément raison et vous tort, ce postulat vous est imposé d'office et gare à vous si vous osez le mettre en doute. C'est le procédé détestable de l'auto-critique, l'antithèse d'une discussion franche, loyale et fraternelle.

Vous vous retrouvez face à un inquisiteur qui procède par syllogismes ou par prédermination, ce qui revient au même. Les dirigeants sont les mieux armés théoriquement pour définir la ligne du parti de

par leur expérience, vous à côté vous êtes un nain sur le plan théorique et votre expérience n'arrive à la cheville de celle des dirigeants, donc vous êtes forcément dans l'erreur. C'est bien ainsi que les choses se présentent même si elles ne sont pas dites forcément de cette manière-là, n'est-ce pas ? En 1978 ou en 2009, la méthode est la même.

Si l'on découpe en trois partis ce syllogisme, seule la seconde est juste, mais elle ne signifie pas pour autant que les dirigeants auraient raison et que vous auriez tort, c'est la première partie qui permet de l'affirmer, dès lors vous avez le choix de contester ou non son contenu, la vérité qu'elle est censée exprimer, les dirigeants peuvent déborder de qualités, mais ils peuvent très bien se tromper totalement, c'est cela qu'on vous refuse d'envisager, qu'on ne vous autorise pas à penser, encore moins à dire, à propager, non, vous seriez viré avant. Quant à la troisième partie, il faut admettre que vous puissiez avoir tort puisque vous présentez des lacunes sur le plan théorique, mais pas forcément, prétendre que vous avez forcément tort, c'est vouloir imposer une vérité qui ne correspond pas forcément à la réalité, après tout une expérience très riche de la vie peut parfaitement combler un déficit théorique. On ne se forge pas une solide expérience de la vie en ayant en permanence un livre de Marx sous les yeux ou en battant le pavé tous les quatre matins.

Face à des syllogismes il faut se montrer d'une extrême prudence, dites-vous bien que c'est la meilleure formule pour vous manipuler. Il est facile à des gens qui sont habitués à manier la dialectique de vous pondre des syllogismes à la pêle qui sembleront au premier abord justes ou indolores, alors qu'en réalité ils reposent sur une idée fausse ou fabriquée pour l'occasion et vous entraîner dans une voie bien déterminée.

L'auteur d'un syllogisme ne fait pas qu'énoncer une vérité, il veut vous entraîner dans une direction précise, il est animé par une intention précise au point de départ, il poursuit un objectif qu'il évitera de nommer devant vous si ses intentions sont inavouables ou s'il juge que vous n'êtes pas apte à l'entendre, notez bien que là encore, il est le seul à en juger, à votre insu s'il est animé de mauvaises intentions. Il existe plusieurs formes de syllogismes, mais pour ne prendre que celle qui est la plus répandue, pour que le troisième postulat soit juste, il faut que les deux qui le précèdent le soient également. Tous les hommes sont mortels, je suis un homme, donc je suis mortel. Il est vrai que tous les hommes sont mortels, il est exact que je suis un homme, donc forcément la conclusion sera juste, je suis mortel.

Dans l'exemple que j'avais pris plus haut, les dirigeants étaient considérés comme l'incarnation de dieux infaillibles, or c'est faux, du coup on est en droit de penser que vous pouvez avoir raison et eux torts, rien n'interdit de le penser, ce que rejettera votre procureur qui ne pense qu'à vous convaincre qu'il a raison.

Personnellement, j'apprends plus de choses et je progresse plus rapidement lorsque je discute avec des militants qui ne sont pas d'accord avec moi, plutôt qu'avec des militants qui disent partager mes positions, donc je n'ai absolument aucun intérêt à essayer de tromper les militants ou à rechercher la compagnie de camarades avec lesquels je suis en communion d'idées, je préfère délibérément la difficulté, car c'est elle qui aiguise la curiosité et facilite le questionnement indispensable pour démêler un problème et y trouver une réponse satisfaisante.

Les vérités toutes faites peuvent servir de base à la réflexion quand on est jeune ou qu'on commence à militer parce qu'on a besoin de points de repères, c'est légitime, les oeuvres des marxistes sont là pour remplir cet office notamment, mais il arrive un moment où on en a fait le tour, on finit toujours par piétiner, si alors on n'aborde pas les difficultés ou les questions qui sont demeurées dans l'ombre, on est voué à la sclérose et à régresser sur tous les plans, on se transforme en perroquet, on en viendra à répèter indéfiniment les mêmes phrases apprises par coeur, les mêmes certitudes gravées dans le

marbre ou à adopter servilement le discours qu'on nous rabache quotidiennement.

Quand vous pensez que sur une question aussi simple à aborder que le financement par l'Etat des syndicats, pas un n'a osé jusqu'à présent se manifester, on a envie d'en déduire que ces militants sont morts politiquement pour la révolution, qu'ils en sont réduits à l'état de cadavre. Je sais qu'ils me méprisent ou me haïssent, entre nous cela ne m'empêche pas de dormir, vous avouerez quand même qu'un tel silence est révélateur et inquiétant à plus d'un titre.

Sur cette question précise, il se trouve que je suis absolument certain d'avoir raison, pas un militant ne peut justifier le financement des syndicats contrôlés par les appareils pourri, par l'Etat, les patrons ou l'Union européenne, et prétendre que cette pratique serait conforme aux intérêts fondamentaux du prolétariat, c'est la raison pour laquelle j'enfonce le clou.

On va arrêter là sur ce sujet pour aujourd'hui .

J'ai personnellement de l'estime pour tous les militants sans distinctions, la preuve en est que je réponds de la même manière à leurs courriels sans me préoccuper de savoir s'ils sont organisés ou non ou à quel parti ils ont adhéré, cette question est secondaire. Ma conception du parti n'est pas celle de leurs dirigeants et je ne crains pas de commettre une erreur en l'affirmant.

Ma conception du parti repose essentiellement sur les militants, leur capacité à progresser sur le plan politique et à trouver leur place dans le parti, chaque militant est important, mon idée n'est pas de partir du parti pour faire progresser les militants mais exactement l'inverse, c'est en formant les militants un à un que l'on parviendra à construire le parti, c'est d'autant plus logique que les militants ne progresseront jamais à la même vitesse, qu'ils n'auront jamais le même niveau théorique, qu'il y en aura toujours qui n'auront pas les capacités de s'élever à un niveau satisfaisant, c'est en tirant l'ensemble vers le haut que le parti progressera dans son ensemble. C'est le développement individuel de chacun qui est le garant du développement collectif du parti, de sa cohésion, de sa puissance.

Bon dimanche à tous.

Le 30 novembre

Je réagis parfois à chaud à l'actualité et d'autres fois il m'arrive d'avoir besoin de temps pour mesurer la portée d'un événement ou d'une déclaration. Je dois avouer que la lecture hier après-midi de l'article du Nouvel Observateur m'a achevé. Je prends parfois connaissance de certains faits plusieurs mois après qu'ils aient eu lieu et par hasard, c'est l'inconvénient d'être loin de la France. Ce que j'ai lu hier a achevé de me convaincre qu'il fallait construire un nouveau syndicat ouvrier, que tous les syndicats existants étaient trop pourris pour espérer un jour les redresser de l'intérieur ou d'en faire encore des instruments au service de notre cause (au-delà des revendications alimentaires), quant à pouvoir en prendre le contrôle, cela relève de l'utopie ou de l'illusion, c'est comme la gangrène qui a un stade avancé conduit infailliblement à la mort, c'est ce qui attend le mouvement ouvrier s'il ne se décide pas à prendre une nouvelle voie ou à renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat.

On pourrait me reprocher de ne pas avoir fait ce constat plus tôt et je l'accepterais.

Le mouvement ouvrier est en état de mort clinique sur le plan politique. Ce sont les lieutenants de la bourgeoisie et leurs satellites qui le dirigent depuis l'après-guerre qui sont les seuls responsables de

cette situation dramatique. Pendant ce qu'ils ont appelé les Trente glorieuses, le rôle cynique, la trahison des uns et des autres s'est trouvée (en partie) masquée par les profits qu'engrangeaient les capitalistes grâce à l'augmentation de la productivité et à l'exploitation effrenée des colonies et ex-colonies qui le sont restées sur le plan économique notamment, ainsi, soit par le biais de négociations collectives, soit par le biais de la lutte de classe, les conditions d'existence du prolétariat se sont améliorées donnant l'illusion que nous étions engagés dans un processus continu et irréversible qui aboutirait finalement à un progrès social permanent qui profiterait à l'ensemble des exploités, les revendications élémentaires de larges couches du prolétariat étant ainsi satisfaites et leur niveau de vie étant en constante progression, pour les masses inconscientes le capitalisme se dotait pour un ainsi dire des vertus sociales du socialisme, tandis que pour les militants du mouvement ouvrier, la restauration du capitalisme en Russie signifiait la faillite du marxisme et du léninisme qu'ils abandonnèrent pratiquement tous les uns après les autres au cours des années qui suivirent, lorsqu'ils ne s'empressèrent pas de prendre les devants dès le début ou le milieu des années 80, comme s'il fallait se défaire au plus vite d'une maladie honteuse.

Ce n'est pas la fin de l'URSS qui a conduit à la subordination des masses au capitalisme, elles y étaient enchaînées depuis bien plus longtemps, ce sont les 40 années de collaboration de classe au nom du combat pour le socialisme qui avaient précédé et qui au cours desquelles les uns et les autres s'étaient acharnés à faire en sorte que le socialisme apparaisse comme une sorte de capitalisme réformiste, qui les avaient déjà largement préparés à lier leur sort à celui du capitalisme. Les événements de la fin des années 80 et du début des années 90 n'ont fait que parachever le long travail de sape entamé depuis longtemps par les ennemis du socialisme dans nos propres rangs pour convaincre les masses et les militants qu'en dehors du socialisme réformiste dans le cadre du capitalisme, il n'existait pas d'autre voie pour avancer vers l'émancipation de la classe ouvrière, autrement dit, que celle-ci était renvoyée aux calendes grecques ou devait être définitivement abandonnée, que le capitalisme avait définitivement triomphé du socialisme et qu'il était voué à une vie éternelle, quant au socialisme, il n'aurait été finalement qu'une utopie.

Le financement par l'Etat des syndicats ne date pas d'hier, la collaboration des appareils de tous les partis ou organisations avec les appareils pourris des syndicats (et les institutions) ne date pas d'hier non plus, c'est la raison pour laquelle j'affirme qu'ils sont tous sans exception responsables de la situation sociale et politique actuelle, en un mot ils sont tous corrompus par le capitalisme qu'ils prétendent combattre par ailleurs, continuant de tromper travailleurs et militants quotidiennement.

On peut partager ou non mon analyse, mais absolument personne ne peut nier le déroulement des faits tels que je viens de les énoncer et la situation à laquelle ils devaient aboutir infailliblement. Aucun militant ne peut nier non plus qu'il n'existe pas ou plus dans ce pays un parti ouvrier combattant pour la révolution socialiste qui seule permettra d'abattre le capitalisme, tous à des degrés divers ont rejoint le camp du réformisme bourgeois qui consiste à combattre pour des revendications immédiates sans les situer dans la perspective du renversement du capitalisme et des institutions de la Ve République, en un mot, ils ont tous capitulé sur l'essentiel en ne conservant plus que l'aspect superficiel de la lutte de classe qui malheureusement continue et va continuer de faire illusion auprès des travailleurs et des militants pendant encore pas mal de temps, mais rien n'est moins sûr et j'explique pourquoi.

Du début du XIXe siècle jusqu'environ 1830 on pensait aussi que le capitalisme allait se développer indéfiniment entraînant une amélioration continue des conditions d'existence de la population. Puis on se rendit compte que l'un n'entraînerait pas forcément l'autre, que sans la lutte de classe du prolétariat le développement du capitalisme ne profitait qu'à une minorité d"escalavagistes tandis que la classe ouvrière continuait de croupir dans une misère noire. La classe ouvrière commença à s'organiser et c'est pratiquement à la même époque que naquirent différentes théories sociales qui se

donnaient pour objectif de l'aider à s'émanciper de sa condition misérable. Parmi toutes ces théories une seule passera avec succès l'épreuve des révolutions de juin 1848 et de 1871, tandis que toutes les autres se seront avérés incapables d'armer le prolétariat pour l'aider à mener son combat émancipateur, ou feront faillite lamentablement aux moments des combats décisifs, montrant ainsi leur véritable nature sociale (bourgeoise) étrangère au prolétariat, à ses intérêts fondamentaux...

Ce sont des faits, et vous allez comprendre facilement pourquoi j'ai tenu à faire ce rappel.

Il n'y a pas si longtemps, les masses pensaient pour ainsi dire la même chose qu'au début du XIXe siècle. N'avaient-elles pas profité elle aussi du développement du capitalisme ? Le réfligérateur, la télévision, la voiture, devenait petit à petit accessibles à tous ou presque, si l'on ajoutait la Sécurité sociale, la réduction du temps de travail, le plein emploi, le 13e mois et la 5e semaine de congés payés, etc. pour un peu la vie d'un ouvrier n'avait plus grand chose à envier à celle d'un patron, toutes proportions gardées évidemement, et la sueur en moins... Sachant que l'immense majorité des masses n'a jamais été organisée dans un syndicat ou un parti, n'a jamais participé à une grève ou une manifestation, elles avaient tout lieu de penser que tout ces avantages étaient un don du capitalisme plus que de la lutte de classe, elles n'avaient aucune raison de penser que ce processsus ne continuerait pas à l'infini, donc de se mobiliser pour pérenniser ces acquis ce qui aurait signifié engager le combat politique pour renverser les institutions.

Mais voilà, la crise du capitalisme est venue remettre en cause brutalement tout ce que les capitalistes avaient dû leur concéder de grè ou de force, cette fois ce n'est pas le socialisme qu'il est question de remiser au musée de l'histoire, mais le capitalisme coupable de conduire l'humanité à l'abîme. Les détracteurs du socialisme sont bien embarrassés, car cette fois ils ne peuvent incriminer que le capitalisme comme seul responsable de la situation actuelle. Toutes ces partis font immédiatement penser aux Fourier, Owen, Saint-Simon qui avaient développé des théories utopistes avant que Marx ne découvre que le développement des forces productives et de la lutte des classes étaient les véritables forces motrices du développement de l'humanité, et qu'avec l'avènement du capitalisme, l'heure avait sonné pour l'humanité de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et que seul le prolétariat pourrait mener ce combat à son terme, pour peu qu'il prenne conscience qu'il constitue la classe majoritaire dans la société, qu'il ne peut compter que sur ses propres forces, qu'il s'organise...

Les travaux de Marx et Engels allaient aboutir à la parution du Manifeste du parti communiste en 1848. Pour l'essentiel, les conclusions qu'ils renfermaient allaient se trouver confirmées au fil de la lutte des classes internationale. Ils y rajouteront après l'expérience de La Commune de Paris, la nécessité de détruire de fond en comble l'appareil de l'Etat bourgeois, l'ensemble de ses institutions. Lénine s'en inspirera largement quand il définira les principes de son parti restant fidèle à l'enseignement déterminant des travaux de Marx et Engels : l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, expression largement galvaudée, détournée de son objectif depuis par les renégats du marxisme, qui oublieront ou rejetteront l'objectif qu'elle contenait, l'émancipation des travailleurs pas seulement de la misère dans laquelle les capitalistes voulaient les maintenir, mais de l'exploitation et de l'oppression permanente qu'ils devraient subir jusqu'à leurs derniers souffles s'ils ne parvenaient pas à prendre le pouvoir.

Gageons camarades, que si le mirage du capitalisme tout puissant et éternel fit long feu au milieu du XIXe siècle au prise avec ses contradictions et face au socialisme qui conquit le mouvement ouvrier international et gagna le coeur des ouvriers jusqu'à les porter au pouvoir en 1917 en Russie, le mirage du capitalisme qui fut ranimé au cours de la seconde moitié du XXe siècle et qui vient de nouveau de s'éteindre, va se traduire par le combat du mouvement ouvrier pour se réapproprier le meilleur de son histoire, pour reconquérir le coeur des masses au socialisme de Marx et Engels. L'avant-garde du

prolétariat révolutionnaire doit se regrouper pour affronter sans scrupules le réformisme et l'opportunisme sous leurs différents masques, à l'instar du combat que Marx et Engels menèrent contre les différentes formes de socialismes utopiques ou bourgeois.

J'arrête là, je n'ai plus de courant, le fil du neutre s'est décroché du poteau électrique situé devant chez moi à cause du vent ; je viens de téléphoner à l'électricien (fonctionnaire) qui m'a dit passer en fin de journée, la dernière fois je l'ai attendu deux jours, bien que je lui verse à chaque fois 100 roupies !

Bonne semaine à tous

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

---

affichage 800 x 600 MSIE 7 ou Mozilla Window XP Webmaster : mil

---

Causeries décembre 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre

A propos du site.

J'ai corrigé le lien vers le fichier *Au CLAIR de la lutte n°4. Economie.* de la Tendance CLAIRE du NPA, avec mes excuses.

Hier en voulant ajouter un fichier dans le serveur j'ai eu le droit à un message en anglais : no space disc, autrement dit le site avait atteint la limite de l'espace qui lui était réservé dans le serveur. Du coup j'ai commencé à recopier du serveur vers mon disque dur un tas de fichiers que je n'avais plus après la destruction de mon disque dur, puis je les ai effacés du serveur pour disposer à nouveau d'un espace pour les nouveaux fichiers.

Je suis en train de réfléchir à la configuration du site à partir du 1er janvier 2010, date à laquelle je dois renouveler l'abonnement au serveur. Comme vous ne vous bousculez pas pour soutenir financièrement le site, un camarade m'a suggéré de lancer un appel aux dons qui serait peut-être une formule moins contraignante sur le plan politique, bon, soyons clair, je ne vais pas me mettre à mendier ou à implorer la générosité des militants, ce n'est pas mon genre, chacun est libre de déterminer à sa guise ce qu'il considère le plus important et ce qui l'est moins, je n'ai pas à intervenir dans les choix des camarades ni à les juger, par conséquence j'ai déjà décidé de supprimer plusieurs rubriques et de supprimer une grande partie des articles (fichiers) de 2009 et des années antérieures.

S'agissant des rubriques qui vont disparaître, les infos justice, internationale et société. Pour ce qui concerne les fichiers antérieurs, la totalité des infos sociale, syndicale et politique de 2009 ; concernant les infos économie, je vais supprimer les fichiers antérieurs à 2009, et si cela ne suffisait pas, l'ensemble des articles de 2009, le volume du site doit être ramené à moins d'1 GO, il dépasse aujourd'hui les 2 GO. Toutes les tribunes libres de 2009 seront également supprimées. En fait, il ne restera d'accessible que mes propres articles et mes causeries, plus les oeuvres des marxistes, les autres articles dont j'ai parlé plus haut seront accessibles sur demande seulement, ils seront toujours référencés, pour les obtenir il suffira de m'envoyer un courriel.

Récapitulons, en 2010, voici les rubriques qui seront actualisées : l'édito, la causerie, mes propres articles, la tribune libre, les infos éco, sociale, syndicale, politique, la défense du marxisme, le dossier vieux monde. Les dossiers économie, syndicalisme, POI, NPA, etc. qui servent au classement des articles (fichiers) par catégories, continueront d'exister évidemment.

Ces modifications interviendront très rapidement, au cours des 10 ou 15 qui viennent, car la réduction du volume du site doit être terminée avant que la société indienne ne me propose un nouveau contrat d'abonnement au serveur. (Rectification de dernière minute : j'ai dû ce matin continuer à retirer des fichiers, le dossier économie est vide, les articles

disponibles sur demande uniquement)

J'allais oublier de préciser que les infos qui ne figureront plus sous forme d'articles de presse pourront éventuellement faire l'objet de quelques lignes dans les infos en brefs qui suivent les causeries, car si ces infos ne figurent plus dans le site, je vais continuer de les lire et les télécharger.

Pour conclure, vous faites comme vous le sentez.

Je sais que des camarades se dispersent en se connectant sur un tas de sites, ce n'est pas mon cas, en dehors des infos des agences de presse (Reuters et Associated Press, AFP est inaccessible sans payer), du site du Réseau Voltaire et de Mondialisation.sa, de quelques sites que je visite une fois par mois en moyenne, je décroche d'Internet pour consacrer le reste de mon temps à la lecture, à l'étude et la réflexion, sinon j'aurais l'impression de ne plus penser par moi-même et de me laisser influencer par l'air du temps qui pue à plein nez la pensée unique, je sais quoi en penser et cela me suffit amplement, je préfère me concentrer sur la meilleure façon de faire avancer nos idées, de résoudre des questions théoriques qui intéressent (en principe) tous les militants, en deux mots, je me suis fixé un objectif et une voie et je m'y tiens, je n'ai absolument aucune raison de m'en écarter.

J'ai l'habitude depuis plus de 30 ans de ne jamais suivre les modes, de ne jamais faire la même chose que la majorité des gens au moment où ils le font, c'est aussi cela l'indépendance par rapport à un système qui cultive le mimétisme au point qu'on devrait se sentir obligé d'adopter le même comportement que les autres, de rentrer dans le même moule, je ne cherche pas particulièrement à me distinguer des autres, je réfléchis à chacun de mes actes, même les plus insignifiants, ensuite j'adopte le comportement qui me paraît le plus en phase avec mes convictions et l'idéal que je me suis fixé. Certes comme chacun d'entre nous je subis le système et les rapports qu'il nous impose, mais ce n'est pas une raison pour ne pas agir consciemment sur ma propre vie quand j'en ai la possibilité, c'est, si je puis dire, le peu de liberté qu'ils ne peuvent pas nous supprimer et sur lequel ils n'ont aucune emprise dès lors qu'on le décide, au bout du compte, dites-moi si je me trompe camarades, c'est bien pour la liberté que nous combattons.

Autre chose très vite.

J'ai reçu deux courriels de militants, j'essaierai d'y répondre dans les jours qui viennent. Je pense que pour aborder la question du syndicalisme comme bien d'autres questions, il ne faut pas prendre comme référence ce qui existe aujourd'hui, il faut partir de la compréhension du développement du capitalisme, de la place spécifique qu'y occupe le prolétariat et de ses intérêts distincts qui déterminent à la fois les objectifs de son combat politique et les moyens de les atteindre. Se placer sur le terrain de la lutte des classes n'a jamais signifié que les positions que l'on défendait, étaient forcément conformes aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. En réalité les choses sont plus compliquées.

La lutte des classes a été particulièrement intense au cours de la seconde moitié du XXe siècle, et l'on s'aperçoit aujourd'hui qu'elle n'a pas permis au prolétariat d'avancer d'un millimètre vers son émancipation du capital. On pourrait en déduire que finalement elle n'a servit à rien, sauf à assurer la pérennité du système capitaliste. Voilà un sujet qui mérite réflexion, non ? Là aussi, il existe la ou les versions officielles des différents partis. Comment s'y retrouver, qui dit la vérité et qui se fourvoie. La question n'est pas forcément celle-ci. Dites-vous bien que ceux qui vous expliquent ceci ou cela en décembre 2010, tenaient déjà les mêmes discours, 20, 30 ou 40 ans auparavant, à les entendre, on verrait ce qu'on verrait, là où les autres avaient échoué ou s'étaient fourvoyés, eux ils réussiraient à contruire un parti, etc. Que constatons-nous, 20, 30 ou 40 ans plus tard ? Ils nous reservent les mêmes arguments frelatés d'autrefois et ils n'ont rien construit du tout, ils en sont restés à la case départ et le prolétariat est plus subordonné que jamais au capitalisme. Il serait donc logique et conseillé de ne pas prendre pour argent comptant leurs arguments, de réfléchir à deux fois avant de les reprendre à son compte, cela me semble être la moindre des précautions.

Parmi eux, il y s'en trouve toujours qui paraissent avoir raison plus que les autres, mais à l'arrivée le résultat est exactement le même. Dès lors, il faut explorer d'autres pistes, se poser davantage de questions et chercher des réponses satisfaisantes. Ils ont pu sous-estimer ou surestimer certains facteurs, ils ont pu en négliger, volontairement ou non, mais c'est une autre histoire, ils ont pu accorder plus d'importance à certains événements qu'ils ne le méritaient pas en réalité, ils ont pu comparer des situations qui ne l'étaient pas vraiment, ils ont pu passer à côté de l'essentiel et privilégier ce qui était secondaire, qu'est-ce qui vous certifie qu'ils ont été capables de faire la part des choses, etc. Pourquoi n'y a-t-il qu'une infime minorité d'ouvriers du privé dans les partis dits ouvriers ? Qu'est-ce que c'est au juste des partis ouvriers sans ouvriers ? Les intérêts de quelle classe représentent-ils véritablement ? Pourquoi y a-t-il plus de 8 millions de travailleurs pauvres dans ce pays et qu'une poignée d'entre eux seulement est organisée ? Pourquoi n'intéressent-ils aucun parti ? Rmistes, chômeurs, retraités, ils sont combien, 15, 20 millions, plus encore. Pourquoi n'ont-ils jamais trouvé le moyen de s'adresser à eux ? En ont-ils eu un jour la volonté ?

La conception actuelle du militantisme - qui n'a jamais varié d'un pouce en 60 ans, est-elle valable ? Si l'on comprend bien, les pauvres sont trop pauvres pour être recrutés dans un syndicat ou un parti, ils auraient trop de problèmes immédiats auxquels penser pour envisager leur avenir au-delà et donc s'organiser, qu'ils soient manipulés par les partis bourgeois et sombrent éventuellement dans le lumpenprolétariat ne dérange personne ; les couches supérieures du prolétariat que le

capitalisme et ses valets se sont employés à embourgeoiser ne voient pas vraiment quels intérêts elles auraient à renverser le régime, or depuis toujours, ce sont précisement ces couches vers lesquelles tous les syndicats et partis se tournent, avec le résultat que l'on sait et qu'il faut conserver à l'esprit sinon on perd pied et on ne peut plus rien comprendre, on part dans des extrapolations, dans des interprétations qui nous arrangent et qui rejoignent celles que l'on nous sert volontiers depuis des lustres.

Les couches du prolétariat qui ont le sentiment (à juste titre) d'avoir quelque chose à perdre se battent pour conserver leurs avantages tout en soutenant le régime capitaliste, elles font preuve de gratitude envers ceux qui les nourrissent oubliant au passage qu'ils les exploitent, tandis que les couches les plus pauvres qui se chiffrent par millions et qui n'ont rien à perdre sont abandonnées à leur triste sort, donc sont prêtes à se livrer au premier venu qui leur promettra la lune quand elles ne sombrent pas dans le désespoir. Si maintenant sur le plan théorique et historique ni les unes et ni les autres n'ont intérêt à la survie du capitalisme, force est de constater que les choses ne se présentent pas vraiment de la même manière pour chacune d'entres elles, or tous les syndicats et partis font en sorte d'ignorer cette réalité.

Beaucoup de militants se gargarisent d'idées reçues sans en vérifier systèmatiquement le bien-fondé, comme me l'a dit très justement un camarade du NPA, on n'en a pas forcément les moyens théoriques, c'est certain, d'où la nécessité de confronter les différents points de vue et de voir sur quoi ils reposent. Un autre camarade, du POI cette fois, pense qu'il y aurait non pas une vérité mais des vérités, il paraîtrait même que cette idée fait son chemin au sein du CCI-POI, cela ne date pas d'hier entre nous, c'est l'impression qu'on a lorsqu'on n'a pas été au bout de ses analyses. Je dirais plutôt qu'à partir de notre propre expérience qui est forcément différente d'un militant à un autre, on aborde la réalité sous des angles différents et c'est normal, maintenant il doit arriver un moment où l'on devient capable de discerner avec précision l'essentiel de ce qui ne l'est pas, et chacun doit parvenir aux mêmes conclusions si l'on partage bien au départ le même objectif, on parle aussi de convergence, car il est évident qu'il existe des moyens qui nous permettent d'avancer vers notre objectif et des moyens qui n'y contribuent pas, une fois qu'on est parvenu à établir cette distinction, on partage bien la même interprétation de la réalité, il n'y a plus alors des vérités mais une seule vérité qui s'impose à nous et que nous partageons. S'ils existent autant de théories que de vérités, il n'en existe qu'une seule qui nous permettra de nous armer et de vaincre.

Si je dis que le financement des syndicats par l'Etat a pourri et continue de pourrir les syndicats(et les partis), j'énonce une vérité, admettre qu'il existerait des vérités sur cette question, reviendrait finalement à justifier le financement des syndicats par l'Etat qui n'aboutirait pas forcément à corrompre la bureaucratie syndicale, or pour qu'un syndicaliste honnête au départ se transforme en lieutenant de la bourgeoisie il faut qu'il y trouve son compte, un intérêt particulier qui n'a plus rien à voir avec les intérêts collectifs de la classe, il faut le corrompre, or quelle meilleure arme que l'argent ou des avantages en nature pour corrompre un individu qui n'a pas une conscience politique aiguisée. L'argent est le nerf de la guerre, de la guerre de classe aussi pour pourrir le mouvement ouvrier de l'intérieur. Où y aurait-il place ici pour plusieurs vérités ? Il y a la vérité qui correspond aux intérêts de la classe ouvrière qui a besoin de représentants honnêtes, et il y a la vérité qui correspond aux intérêts des classes dominantes dont l'objectif est d'acheter les meilleurs représentants de la classe ouvrière pour la trahir ou la subordonner au capitalisme.

J'ai testé pour vous une tentative de corrompre un délégué syndical. J'ai été délégué syndical, ils ont essayé de m'acheter, ils m'ont convié à leur table un nombre de fois incalculables en trois ans qu'envierait Thibault, repas gastronomique à la carte et vin à volonté, tous les midis ou presque en guise de cantine avec le directeur du personnel, en guise de réponse, vous savez ce que j'ai fait, après chaque déjeuner je m'appliquais à rendre compte aux salariés que je croisais de la discussion que je venais d'avoir avec monsieur Robert, sans oublier la liste des plats que je m'étais enfilés, cela les faisait bien marrer, car les ouvriers sont peut-être arriérés, mais ils savent reconnaître ceux qui sont de leur côté des capitulards, cette tentative de corruption a échoué lamentablement et je leur ai organisé une grève illimitée, ils ont dû capituler en quatre jours, la bôite était totalement paralysée, plus de 90% de grévistes sur toute la France, puis j'ai dû démissionner un peu plus tard. Allez-y organiser une grève illimitée par correspondance sur 17 lieus de travail, par téléphone et fax uniquement, c'est pour cela quand je lis que ceci ou cela ne serait pas possible, qu'il y aurait des problèmes matériels, je me marre camarades, c'est du baratin.

Un syndiqué et un seul foutre en grève totale et illimitée une boîte de 400 travailleurs répartis dans 17 grandes villes différentes, le tout après avoir écrit quelques tracts et être intervenus pendant à peine un an seulement au comité d'entreprise ou comme délégué du personnel, c'était possible en 1982, qu'on ne vienne pas me dire que c'était un exploit et que ce ne serait plus possible aujourd'hui, je ne vous croirais pas. Ces 400 salariés qui ont fait grève, c'était la première fois de leur vie qu'ils participaient à une grève, aucun n'était syndiqué, alors qu'on ne vienne pas nous raconter des blagues du genre que sous prétexte que la classe ouvrière s'est embourgée elle ne serait pas capable de se mobiliser, quand elle sent qu'elle peut gagner et que celui ou ceux qui dirigent son mouvement sont prêts à aller jusqu'au bout, elle est partante. Notez bien qu'elle était déjà embourgeoisée en 1982, ce n'est pas nouveau. Donc même lorsque la situation n'est pas forcément la plus favorable pour mobiliser les masses, c'est parfaitement possible. Et je peux vous dire que chez Konica peu de travailleurs avaient voté Mitterrand en mai 81, et oui, je discutais politique avec eux, je ne me bornais pas à mon mandat de délégué syndical. Quand j'ai quitté cette boîte, j'étais alors technicien, il n'y a pas eu de pot de départ comme cela se faisait habituellement, la plupart des salariés n'apprirent que plus tard que je ne faisais plus partie du personnel, je suis parti par la petite porte, discrètement et pratiquement dans l'indifférence générale, vous voyez, j'ai tout noté et je n'ai rien oublié. Je venais de perdre un boulot tranquille, bien payé, dans une grosse boîte promise à un bel

avenir, la garantie d'emploi à vie pratiquement, et tenez-vous bien, dans la foulée un divorce !

Ma vérité, c'est d'avoir mis en pratique mes convictions sans me préoccuper des conséquences que j'aurais à subir le restant de mes jours, puisque je n'ai jamais retrouvé une place équivalente, ni la femme que j'aimais éperdument. Vous comprendrez que mes convictions m'ont coûté trop cher pour que je les abandonne pour le plat réchauffé et indigeste que nous servent tous les partis.

Quand on explique que la ligne droite est le moyen le plus court pour relier deux points et le seul, y aurait-il pas hasard une autre vérité ? Et s'il existe bien plusieurs tendances dans le mouvement ouvrier, jusqu'à preuve du contraire, une seule a permis au prolétariat de parvenir au pouvoir : celle du marxisme révolutionnaire, le léninisme.

Quelques infos en bref.

Les contradictions qui étranglent le capitalisme.

L'importance du développement du commerce pour la croissance et l'emploi a été mise en avant lundi à l'ouverture de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, sans qu'une avancée des négociations de Doha soient pour autant espérées. (Reuters 30.11)

Traduction : développer la production à partir de pays où le coût de la main d'oeuvre est le plus bas et garanti le maximum de profit, avec comme pendant des dizaines de millions de chômeurs dans les pays où la main d'oeuvre côute plus cher, le tout sur fond de surproduction et de pauvreté massive ne réglant pas le problème de l'écoulement des marchandises produites dans le monde.

Pour le représentant américain au Commerce Ron Kirk, la réunion de Genève sera "*une occasion importante de réaffirmer le rôle précieux de la libéralisation du commerce mondial dans la promotion de la croissance*".

Traduction : la libéralisation du commerce mondial a pour objectif l'expansion et l'amplification de l'exploitation du prolétariat dans les pays en voie de développement pour le compte des multinationales, afin de maintenir ou accroître leurs profits.

L'impérialisme chinois.

Le Premier ministre chinois a promis de garder le yuan stable, à un niveau équilibré, balayant les perspectives d'un relèvement de la monnaie.

Wen Jiabao a déclaré que "maintenir la stabilité de base du renminbi est favorable a l'économie chinoise et mondiale". Cela favorise effectivement les exportations de la Chine.

Le chef du gouvernement chinois a jugé "injustes" les demandes de relèvement de sa monnaie, venant tant de Bruxelles que de Washington, les qualifiant de "protectionnisme à l'encontre des pays en développement". (AP 29.11)

La charrette du jour.

General Motors a annoncé lundi la suppression de 354 emplois dans l'usine Vauxhall au Royaume-Uni qui emploie 1500 salariés. (AP 30.11)

Le 2 décembre

Complément.

Un mot à propos du site. Ce matin je ne peux même plus actualiser la page d'accueil du site, aux Etats-Unis, ils ont dû s'apercevoir que j'avais dépassé de loin le volume alloué au site, au départ 100 MO, on en était arrivé à 2 GO ! Du coup je supprime aussi les éditos des années antérieures, à ce rythme-là il ne restera bientôt plus grand chose, bref ce site perdra en intérêt, dans ces conditions je ne sais pas si je vais continuer, si c'est pour faire un site merdique, cela ne m'intéresse pas, là aussi il y a des limites à tout. Donc gardez votre argent, ne m'envoyez pas de chèques, je déchirerai ceux qui me parviendront. Après tout personne n'est irremplaçable et vous pourrez vous passer du site sans problèmes.

Je me suis levé un peu plus tôt pour actualiser le site. J'ai comme l'impression à la lecture de l'appel qui a été adopté à l'issue du rassemblement du 28 novembre organisé à l'initiative des comités pour l'unité pour l'interdiction des licenciements, que cette stratégie conduit à une impasse, il n'y figure aucune décision, aucun chiffre sur le nombre de participants, attendons le prochain IO pour en savoir davantage.

Tout cela pour en arriver là, avec un parti combattant dans la perspective de la révolution socialiste, il n'y aurait aucun mal à obtenir des résultats équivalents ou meilleurs encore dans la situation actuelle, de recruter des centaines ou des milliers de travailleurs et de construire ainsi un véritable parti révolutionnaire. Lisez plus loin ce qu'ils ont concocté dans le camp de la réaction, et dites-moi franchement si c'est un parti de républicains, de démocrates ou de syndicalistes, qui ira affronter demain la nouvelle Force d'intervention de la police nationale, ils prendront leurs jambes à leur cou avant même le premier coup de feu abandonnant le prolétariat à la mitraille, ils chieront dans leurs frocs et pourront s'essuyer le cul avec leurs beaux discours sur la démocratie. Quand on a l'esprit comment les choses se sont toujours passées dans le passé, de l'Espagne en 36 au Chili en 73, on pourrait prendre aussi comme exemple les deux guerres mondiales du XXe siècle, on ne peut s'empêcher de penser qu'on est en train de préparer les prochaines défaites de la classe ouvrière. On voudrait bien refaire l'histoire pour se rassurer, mais hélas c'est impossible !

Un camarade du POI m'a écrit que les travailleurs étaient encore loin de vouloir se battre pour le socialisme, il a raison, mais faudrait-il encore qu'ils sachent ce qu'est le socialisme, qui leur explique, dans quel journal, où, quand, comment ? Pas de réponse. Le socialisme ne se résume pas à des mots d'ordre sur des revendications transitoires du genre de l'interdiction des licenciements. Eduquer le prolétariat devrait consister notamment à lui enseigner les bases du socialisme, lui expliquer ce qu'il est en droit d'en attendre, etc. Qui fait ce travail, où, quand, comment ? Pas de réponse.

Autrefois la simple évocation du socialisme suffisait à remuer les foules, à faire naître l'espoir d'un monde meilleur, mais depuis le réformisme et le stalinisme sont passés par là et les masses ont été à l'école, elles lisent les journaux ou regardent la télévision, il faut tenir tenir compte de l'ensemble de ces éléments dans notre argumentation si l'on veut qu'elles se saisissent à nouveau du socialisme, ce n'est pas bien compliqué à faire, c'est seulement une question de volonté et d'orientation politique...

Regardez les millions de travailleurs qui rejoignent des associations, les centaines de milliers qui sont réceptifs aux messages des églises et des sectes, ils veulent se rendre utiles, ils ont besoin de croire en quelque chose, ils ne sont pas pourris ou plus débiles que vous ou moi, ils ne voient tout simplement pas ce que le mouvement ouvrier pourrait leur apporter, de quel message d'espoir il serait porteur, alors ils s'en détournent et quelque part ils ont raison, on ne peut ni les blâmer ni les juger.

Un autre camarade étudiant syndiqué à Sud-étudiant me répond dans un courriel que créer un nouveau syndicat ouvrier ne ferait qu'ajouter à la confusion actuelle, que Sud est finalement un syndicat comme les autres, qu'il faudrait peut-être mieux continuer à se battre dans la CGT. Ce qu'il oublie, c'est qu'il y en a qui se battent dans la CGT depuis 1945 sans le moindre résultat 64 ans plus tard, alors combien de temps faudra-t-il continuer encore dans la même voie manifestement erronée, pour s'apercevoir enfin qu'il faudrait peut-être envisager une autre stratégie pour que le syndicalisme redevienne une arme de guerre au côté du parti pour abattre le capital ?

Lénine et ses camarades de l'Internationale communiste qui préconisaient de rejoindre les grandes centrales syndicales n'en faisaient pas un dogme. Ils ont indiqué clairement dans quelles conditions la création de nouveaux syndicats s'imposerait. C'était des dialecticiens, ils tenaient compte de la loi de la transformation de la quantité en qualité. On peut résister, on peut s'accommoder de beaucoup de choses dans la vie, mais il arrive toujours un moment où les limites sont atteintes et où il faut passer à autre chose, sinon on capitule ou on se fait broyer, on finit sclérosé ou l'on déserte.

Expliquez-moi pourquoi aucun parti ne pose ces questions. Je ne veux pas aborder ici les intentions de leurs dirigeants, je dirais simplement qu'il faut du courage et qu'ils en manquent singulièrement. Affronter les appareils cela demande un sacré courage, rompre avec eux davantage encore, se retrouver marginalisé et à contre-courant des masses tout autant, mais ce qui requiert encore plus de courage, c'est encore de se tenir à l'objectif qu'on s'est fixé et ne jamais en dévier d'un millimètre, quelles que soient les époques et les circonstances.

Quelques infos en bref.

Entre démagogie, hypocrisie, mensonge et méthode Coué, La Talonnette dans ses oeuvres. Cherchez l'erreur.

Morceaux choisies, hier à la Seyne-sur-Mer (Var) (Reuters 01.12) :

- "On a cassé la spirale de la chute, mais c'est fragile", tomber plus bas risquerait de remettre directement en cause le régime ! Au passage : merci Thibault !

- "Quand on voit que la France aura la plus petite récession, on doit quand même honnêtement se dire que la politique

économique conduite y est pour quelque chose!", ce ne sont pas les banquiers qui le contrarieront !

- "Regardez ce qui se passe ailleurs. Le pays qui s'en sort le mieux, c'est la France. Je ne dis pas ça pour me consoler ou pour être béat d'optimisme. ", pour un peu on devrait envier les ouvriers chinois !

- "On n'a pas fait d'erreurs, on n'a laissé tomber personne", il a raison, ils ont oublié personne, ils ont matraqué toutes les couches du prolétariat ! L'erreur : c'est lui ! DEHORS !

La réponse à la "révolution dans les urnes" (Mélenchon).

Le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux a inauguré mardi la nouvelle Force d'intervention de la police nationale (FIPN), censée répondre aux situations de crise majeure.

La FIPN regroupe le RAID, les GIPN (Groupes d'intervention de la police nationale basés en province et dans les DOM), et la brigade anti-commando (BAC, formé autour de la brigade de recherche et d'intervention) de la préfecture de police, à Paris. En tout, 500 policiers d'élite placés sous commandement unique, ce qui, ajouté aux 407 militaires du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale), hisse la France dans les premiers rangs des forces antiterroristes. (LeMonde.fr 01.12)

Vous les combattrez avec quoi le moment venu, avec des discours langoureux sur la démocratie ?

Obama : Le prix Nobel de la guerre : il a plus que doublé le contingent américain en Afghanistan depuis son élection.

Le président américain Barack Obama a donné l'ordre d'envoyer 30.000 soldats supplémentaires en Afghanistan "le plus vite possible", mardi soir dans un discours à l'Académie militaire de West Point.

A son arrivée à la Maison Blanche en janvier dernier, il y avait environ 34.000 hommes de troupe engagés dans le pays. Ils sont maintenant 71.000. (AP 02.12)

Copenhague : la foire d'empoigne.

La Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud ont proposé mardi un texte pour la conférence sur le climat de Copenhague (7-18 décembre) différent du projet de déclaration finale envisagé par le Danemark, pays hôte. (Reuters 01.12)

La causerie d'hier après-midi.

Comme on les aime les patrons : je n'ai pas pu ajouter un seul fichier dans le serveur cet après-midi, du coup j'ai viré tous les fichiers dont je vous ai parlé hier, j'ai mis plus de 4 heures pour les télécharger dans mon disque dur, ils sont désormais disponibles sur demande par courriel. J'ai aussi viré le dossier Kottakuppam, ici les autorités s'en tapent complètement qu'on dénonce la corruption, ils sont tous corrompus jusqu'à la moelle ! J'avais contacté des journaux indiens, des associations, etc., personne ne m'a répondu. Mais c'est vrai que l'Inde est la plus grande "démocratie" du monde ! J'en fais l'amère expérience tous les jours.

Vous comprendrez que je ne vais pas continuer indéfiniment à me sacrifier financièrement pour le site, il y a des limites à tout. Mon épouse Magueswary arrive dans la nuit de mardi à mercredi après 6 mois passés en France, du coup le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, je dois tenter de faire tout le boulot que j'aurais dû faire les derniers jours, là aussi j'ai laissé de côté ma maniaquerie, on s'habitue à tout, n'est-ce pas ?

A plus.

Le 4 décembre

Complément à mi-journée.

J'ai nettoyé le site, j'ai retiré les liens suivants du menu : liens, écrire, Fao, Franc-maçonnerie, Dossier vieux monde. Dans le bandeau latéral gauche ont disparu les liens ou les encadrés suivants : syndiquez-vous, Réseau Voltaire,

Mondialisation.ca., NPA et POI.

Je n'ai plus de problèmes avec le serveur. Au total j'ai retiré du site 1099 articles plus des fichiers qui servaient à la mise en page.

Je voulais en faire un des sites Internet les plus complets pour notre combat, un outil à la disposition des militants... Je pensais que les militants auraient conscience de la valeur de cet outil qui ne demandait qu'à s'enrichir encore, mais voilà, en dehors d'une poignée, tous les autres s'en foutent éperdument, on éprouvera un certain soulagement de ne pas leur ressembler et surtout de ne pas les envier.

Il n'existe pas deux sites Internet dédiés au mouvement ouvrier qui intervient quasi-quotidiennement sur l'actualité économique, sociale ou politique et qui pose des questions sur le déroulement de la lutte des classes en proposant différentes pistes de réflexion et des réponses que chacun peut partager ou non.

Certains camarades, une infime minorité, en ont parfaitement conscience, tandis que les autres se comportent en vulgaires consommateurs anonymes animés par un mépris ou une paranoïa aigue qui n'est que le reflet de la décomposition de la société qu'ils prétendent combattre ou de l'état d'esprit médiocre de leur chapelle respective.

Soit, dans l'état misérable dans lequel se trouve plongé le mouvement ouvrier il ne fallait guère s'attendre à mieux, j'avais eu l'audace d'espérer un sursaut après plusieurs années passées à expliquer qu'il fallait s'employer à faire la part des choses, à faire preuve de mesure, à cultiver la modestie sans craindre de tout remettre en cause aussi souvent que nécessaire, à distinguer l'essentiel du secondaire, à ne pas se contenter de déclarations mais d'aller au bout de nos analyses, etc. force est de constater que cela n'a servi à rien ou presque. Qu'ils continuent de cultiver tranquillement leurs propres vérités, s'ils appartenaient aux couches du prolétariat les plus durement frappées par le capitalisme, peut-être porteraient-ils un autre regard sur la réalité et réfléchiraient davantage, comment ne pas comprendre qu'en réduisant leur activité à celle de syndicalistes, en réalité ils ne défendent que leurs propres intérêts et ceux de leurs semblables, il en a toujours été ainsi depuis l'après-guerre, ce qui explique que finalement tout le monde s'est facilement accommodé de la collaboration de classe et des appareils, que personne ne veuille rompre avec eux.

Entre vouloir à tout prix pérenniser l'existence des vieux partis pourris de la classe ouvrière et refuser d'engager le combat à mort contre les appareils des syndicats, la démarche est similaire, les intentions qui en sont à l'origine sont identiques, l'objectif poursuivit est exactement le même : préserver l'ordre établi, faire en sorte que rien ne change, ménager le régime et les institutions qui somme toute nous permettent encore de vivre confortablement par rapport au reste du prolétariat. Oui, c'est exact qu'aujourd'hui la pauvreté n'a rien d'extraordinaire par rapport aux six décennies précédentes, oui il est vrai qu'elle n'a pas particulièrement progressé, elle s'est maintenue pendant toutes ces longues années dans l'indifférence totale de nos valeureux militants syndicalistes ou révolutionnaires de salon.

On ne blâmera pas les ouvriers qui se détournent du mouvement ouvrier ou en pensent autant de bien que du régime, ils ont raison de s'en méfier comme de la peste, car dans l'état actuel des choses ils ne méritent pas leur confiance, c'est pénible à dire et à admettre, mais vaut mieux encore regarder la réalité en face que de se raconter des histoires. La plupart des militants préfèrent qu'on les mène en bâteau ou qu'on flatte leur ego et leur engagement, et si répéter (collectivement) une énième fois les mêmes erreurs du passé permet de se persuader qu'on a raison, pourquoi devrait-on s'en priver, on se rassure comme l'on peut dans la vie, au diable ceux qui voudraient nous en empêcher. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas l'intention de les emmerder plus longtemps, pour moi ils sont morts politiquement. Qu'ils oublient ce site Internet minable qui ne leur est pas destiné puisqu'il ne leur apportera jamais rien. A ce rythme là, la barbarie a encore de beaux jours devant elle.

Je financerai seul le site en continuant sur la voie que je me suis tracé. Je vais demander au patron du serveur de ne plus me donner de statistiques sur le taux de fréquentation du site à partir du 1er janvier, cela me fera faire des économies pour payer mon avocat et je me fous de savoir qui s'y connectent, sur les 12 derniers mois il y a eu 46.000 visites.

Sur ce, salut !

La causerie de ce matin.

Je me demande si la société américaine qui est propriétaire du serveur qui abrite le site n'aurait pas décidé de me pousser à chercher un serveur ailleurs, car chaque fois que je veux ajouter un fichier je suis contrains d'en retirer, "pas d'espace sur le disque", c'est le message qui s'affiche. Si cela continue, j'ai trois semaines pour trouver un serveur en France, mais d'ici c'est compliqué... En attendant, je vais retirer tous les fichiers du dossier vieux monde. Le patron de la boîte à la Chennai m'avait demandé au téléphone si mon site ne contenait pas des articles "illégaux", je ne déconne pas, la mise en cause de l'administration américaine dans le 11 septembre 2001 et le combat contre sa politique impérialiste en Irak et en Aghanistan doivent être jugés "illégals".

Autre bonne nouvelle, j'ai appris hier que la totalité des documents en ma possession concernant notre maison n'a aucune valeur légale, je suis donc obligé de porter plainte contre le village au hight court de Chennai, à faire appel à un avocat, et au mieux notre affaire sera jugée dans deux ans, nous portons plainte pour escroquerie. Ces éléments m'ont été transmis par un ex-préfet à la retraite qui connaît parfaitement son affaire. Je vous passe les détails. Donc je reste en Inde pour encore au moins deux ans.

Sarkozy persona non grata en Grande-Bretagne pour ne pas froisser les susceptibilités de l'aristocratie financière britannique et surtout américaine, les négociations de l'OMC sont toujours dans l'impasse, Copenhague devrait se terminer de la même manière, la Grèce est en état de faillite, Dubaï est violemment ébranlé par la crise, la plus grosse mise en Bourse depuis 2 ans a été annulée en Allemagne, émeute à Mayotte pour 0,25 centime d'euro, manifestation de policiers en France, l'immigration instrumentalisée pour nourrir le racisme et la xénophobie afin d'opposer les peuples entre eux et les différentes couches du prolétariat, le chômage continue de s'amplifier de même que la pauvreté, bref, comme ils disent sans rire : la crise est derrière nous !

J'arrête là, il y a un orage, un ordinateur brûlé, ça suffit !

La causerie d'hier que je n'ai pas eu envie de mettre en ligne.

J'ai parcouru en diagonale sans le lire encore le dernier numéro d'Informations ouvrières (n°75), ce que j'ai lu pour le moment me suffit à faire une première analyse après leur rassemblement du 28 novembre à Paris. Un échec pour le POI, peut-être plus pour la classe ouvrière, je m'en expliquerais plus loin.

Il s'était donné comme objectif il n'y a pas si longtemps une marche unie sur Paris, il faudra se contenter d'un surplace aux abords de l'Assemblée nationale. Ils n'ont même pas osé chiffrer le nombre de participants, vous me direz que l'essentiel n'était pas forcément le nombre et je suis d'accord avec vous, mais connaissant leur modestie légendaire, on est en droit de penser qu'ils s'attendaient à mieux.

Ils ont réussi à réunir des délégués de 240 entreprises, bravo ! Mais ils représentent quoi au juste ? Il y a plus de 3,2 millions d'entreprises en France, en faisant un rapide calcul, ils ont réuni des délégués de 0,008% d'entreprises, impressionnant ! Si maintenant on ramène au nombre de salariés, environ 23 millions, en admettant que ces 240 entreprises comprennent en moyenne 500 salariés, en réalité beaucoup moins, par exemple, Molex 15 salariés seulement, on arrive à 0,05%, un exploit qui mérite bien l'autosatisfaction de rigueur qu'affichent les dirigeants du POI. En réalité, le POI a réuni l'équivalent de l'électorat de Schivardi ou Lambert des décennies plus tôt ! Quelle aventure camarades ! C'est sûr qu'avec un tel résultat les autres partis vont être impressionnés et vont s'empresser de répondre à l'appel du POI !

Ce rassemblement avait un caractère purement syndical, son horizon indépassable dans le cadre du régime. Pas un mot d'ordre, pas une banderole contre le gouvernement ou les institutions (dans leur journal en tout cas), vous n'y pensez pas, comme dirait Thibault ou Buffet, les travailleurs n'en sont pas encore là ! Le POI se couche devant les appareils sans en avoir l'air. L'éditorial de Gluckstein le confirme. Le POI est tout juste bon à jeter les travailleurs dans les sales pattes des appareils : "

Le 28 novembre, devant l'Assemblée nationale, nous avons dit, avec des militants de toutes tendances, que le rôle et la place des organisations qui se réclament de la classe ouvrière sont de réaliser l'unité pour l'interdiction des licenciements.". Le même discours depuis des lustres. Pour quel résultat ? Nul.

Pour Thibault, rien n'est possible parce qu'il faut créer un "rapport de force" favorable aux travailleurs, et pour le POI rien n'est possible sans les partis faillis du mouvement ouvrier, avec cela vous voilà servit camarades. Ne dites pas qu'ils sont complémentaires la plupart des militants ne comprendraient pas et vous traiteraient de calomniateurs.

Au fait, pourquoi le POI ne s'adresse-t-il qu'aux partis dits ouvriers sur la question des licenciements, cette question n'aurait-elle aucun rapport avec ce qui se passe dans les entreprises, les entreprises ne seraient-elles pas le terrain privilégié du combat syndical ? Qui craint l'unité des partis et des syndicats craint d'aller au socialisme.

J'avais invité les camarades à s'associer au combat du POI en précisant que vous n'étiez pas obligés de vous en tenir au discours de ce parti. Le POI comme d'autres partis tente d'organiser les travailleurs et les militants sans leur donner de perspective politique parce que celle-ci serait une source de division ou de rejet, c'est ce qu'on appelle se mettre au niveau du mouvement spontané des masses. Engels le caractérisait de mouvement ouvrier bourgeois et expliquait qu'il en serait ainsi aussi longtemps que le prolétariat ne se donnerait pas comme objectif politique le renversement du régime, et que pour y parvenir il fallait éduquer les masses et les organiser dans cette perspective.

Quant le POI se prend pour ce qu'il n'est pas, on aurait pu dire la même chose, du PT ou de l'OCI-PCI :

"Pour la manifestation du 5 décembre, le Parti ouvrier indépendant s'est adressé aux différents partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie. Aucun de ces partis n'a jugé utile de répondre à notre proposition demanifester en commun pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan." Ah ben alors, que en voilà une surprise ! Le POI fixe le cadre, le lieu, la date d'une manifestation et il s'étonne que les autres ne suivent pas, mais à part cela, il n'impose rien à personne, tout se discute ou presque.

Cela étant, ils ont raison, il faut manifester contre l'occupation de l'Afghanistan, je me demande s'il n'y a pas un blocage au niveau des personnes aussi, car lorsque le POI s'associe et participe à une manifestation appelée par d'autres partis, il n'y a pas de problèmes, ils doivent être trop rigides là où il ne faudrait pas l'être, tandis qu'ils bradent les principes quand il faudrait s'y tenir.

On se demande parfois sur quoi on peut mobiliser la classe, car il n'y a pas tous les jours des actions importantes ou de portée nationale pour l'entraîner au combat de classe, à acquérir une expérience militante, engagée, le combat contre la guerre impérialiste partout dans le monde est un excellent exercice, c'est la portée internationaliste de notre combat qu'il ne faut pas négliger, prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! C'est le meilleur moyen de lutter contre le racisme sous toutes ses formes.

S'il n'y a pas d'autres manifestations contre la guerre en Afghanistan au moment où Obama envoie 30.000 soldats supplémentaires et en réclame 10.000 de plus des pays de l'Union européenne, dont 1.500 à la France, vous pouvez participer à la manifestation du POI sans avoir honte, honte plutôt à ceux qui restent terrés chez eux par sectarisme ou dogmatisme.

Thibault, une institution du capital.

"Ainsi B. Thibault expliquait-il la semaine dernière devant une assemblée de militants de la région Centre : « si nous n'avions pas fait comme ça, ce serait pire pour les travailleurs ». Aveu d'incompétence ou satisfaction d'aider le capitalisme à reprendre pied ?" (FSC)

Pas seulement, lui et Sarkozy ont tout fait pour que la situation de certaines catégories de travailleurs frappés par la crise soient relativement épargnées, ensemble ils ont amorti les conséquences de la crise qui allaient peser sur le dos des ouvriers pour éviter qu'ils ne s'engagent dans le combat politique. Tous les deux craignaient peut-être que la situation leur échappe avec l'aggravation du chômage, ils ont pris les devants tranquillement en se partageant les rôles.

Ce n'est pas la CGT qui est devenue une institution de l'Etat, mais Thibault, il serait ministre de Sarkozy qu'il n'aurait rien à changer.

Il y a un aspect de la situation que l'on n'aborde jamais ou trop rarement. Sur qui, sur quoi Thibault s'appuie pour pouvoir ainsi cadenasser la CGT ? Sur l'aristocratie ouvrière. On compare les revenus des patrons, on devrait comparer les revenus des différentes couches du prolétariat en y ajoutant tous les avantages sociaux (conventions collectives, CE, etc.), en comparant aussi les temps de travail, on s'apercevrait sans doute que ce ne sont pas ceux qui n'ont rien à perdre ou presque qui forment le gros des troupes qui soutiennent Thibault.

Des camarades pourraient le dire mieux que moi. Ceci explique peut-être cela, les efforts consentis par Sarkozy n'ont pas profité à toutes les catégories de travailleurs et ceux qui ont été licenciés n'ont pas été logés à la même enseigne selon qu'ils travaillaient dans une grande ou une petite entreprise ; entre un solde de tout compte avec seulement les indemnités légales de licenciement et un chèque de plusieurs dizaines de milliers d'euros plus le solde de tout compte, ce n'est pas vraiment la même chose, on ne voit pas la situation tout à fait de la même manière, tout du moins pendant plusieurs mois.

Presque tous réclamaient un plan de relance en faveur des travailleurs, Sarkozy s'est débrouillé autrement avec les dirigeants syndicaux pour parvenir au même résultat recherché : la paix sociale. Si Sarkozy avait initié un plan de relance, il en aurait bénéficié sur le plan politique, ce qu'il fallait éviter à tout prix, c'est la raison pour laquelle j'étais farouchement opposé à cette revendication. Là au contraire, il se retrouve avec une grande partie du prolétariat contre lui, et il doit son salut au fait que le prolétariat n'a pas pris le chemin de la mobilisation et de l'organisation. Avec l'aide des dirigeants syndicaux il a éteint les incendies qui s'étaient déclarés et il a laissé pourrir la situation partout ailleurs, ce qui était relativement facile du fait de l'éparpillement des travailleurs dans une multitude d'entreprises de toutes tailles dispersées sur tout le territoire, les syndicats de leur côté s'employant à maintenir chaque lutte isolée.

On nous dit que la satisfaction des revendications serait interprétée par les masses comme un appel à amplifier le combat pour obtenir davantage, je n'en suis pas certain, je pense même le contraire en l'absence de perspective politique, où sont passés tous ceux qui se sont manifestés bruyamment depuis un an et qui ont obtenu partiellement satisfaction (patronspécheurs, coiffeurs, chauffeurs de taxi, étudiants en médecine, intermittents du spectacle, chercheurs, agriculteurs, etc.) ? Aurions-nous oublié les accords de Grenelles et de Matignon ?

Quelles en furent les conséquences sur le plan politique ? La démobilisation des masses et la vie a continué comme avant. En 1968, l'augmentation générale des salaires de 30% qui a profité à la majorité des travailleurs, a été annulée en quelques années par l'inflation qui dépassait les 10% par an. Entre 1978 et 1981, la hausse de mon salaire de technicien était indexée sur celle des prix, mon salaire a augmenté de plus de 30%, autrement dit, la grève générale de mai 68 nous a rapporté que des miettes aussitôt reprises. Est-ce dans cette perspective qu'il faudrait combattre ? (A suivre)

Quelques infos en bref.

Il aurait pu avoir la délicatesse de se jeter dans la Seine toute proche.

Avant-hier matin, un sans domicile fixe d'une quarantaine d'années a été retrouvé mort à Neuilly-sur-Seine.

Depuis le début de l'année, 277 SDF seraient morts selon le collectif "Mort de la Rue". (LePost 02.12)

Quand Mélenchon et le PG se foutent de la lutte des classes, l'air de rien bien sûr.

Invité des "Questions du mercredi", une émission de France Inter, "Le Monde" et Dailymotion, mercredi 2 décembre, Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, a proposé en direct à Daniel Cohn-Bendit une alliance pour le second tour des régionales. Mais le député Europe Ecologie a refusé d'exclure le MoDem de tout accord préalable comme l'exige Jean- Luc Mélenchon. (LeMonde.fr 02.12)

Les privilèges de la cour.

D'après Le Canard Enchaîné, Henri Guaino aurait un salaire de plus de 290.000 euros annuel (132.856,93 euros en tant que conseiller maître de la Cour des comptes, plus "une indemnité de sujétion particulière" de 157.512euros). (Lepost 02.12)

Il n'y a pas de petites économies.

Le gouvernement appliquera à partir de 2011 la règle du "non remplacement d'un départ à la retraite" parmi les effectifs des opérateurs de l'Etat, annonce le ministre du Budget Eric Woerth dans un entretien publié jeudi dans "Les Echos". (AP 02.12)

Des croyants ou des athées ?

Près d'un Français sur deux (46%) se déclare opposé à la construction de minarets en France, selon un sondage Ifop publié jeudi dans "Le Figaro". (AP 02.12)

Un secteur très lucratif : la mort en sursis.

"Plus de 200" maisons de retraite fonctionnent "en toute irrégularité", a déploré ce mercredi la secrétaire d'Etat aux Aînés, Nora Berra, qui les a menacées de fermeture prochaine si elles ne se mettaient pas en conformité.

On compte environ 10 000 maisons de retraite en France. (Lexpress.fr 02.12)

La Talonnette dit la parano.

49 chefs d'Etat et de gouvernement se sont ainsi fait tirer le portrait pour le magazine US The New Yorker, sauf Sarkozy. Platon, le photographe de The New Yorker, raconte : "Il était si impoli et agressif. C'était un choc pour moi. Quand je lui ai tendu la main, il l'a regardée et a refusé de la serrer. Il a dit: "

Qu'est-ce que c'est?! Non! Je déteste les photos!". Et il est parti en agitant la main en l'air et en criant: "Je déteste les photos." (LePost 03.12)

Il aurait pu lever la main et tendre le bras en vociférant autre chose !

Quand Sarkozy "oublie" que la City c'est la Fed ou les contradictions de l'impérialisme.

Contrairement à ce qu'il aurait souhaité, Nicolas Sarkozy ne se rendra pas à Londres vendredi 4 décembre. Selon le

Financial Times, 'Downing Street a convaincu l'Elysée qu'une telle visite pouvait être contre-productive'.

Dans une tribune mercredi dans le Times, le ministre britannique des finances Alistair Darling a mis en garde Michel Barnier contre les dangers d'une régulation trop lourde des places financières européennes, dont la City de Londres, en estimant qu'il était 'dans l'intérêt de toute l'Europe qu'elle puisse prospérer'.

L'association des banquiers britanniques (BBA) a elle aussi violemment dénoncé les propos du président français, jugeant qu'ils avaient 'ébranlé la confiance du public dans les nouvelles institutions de l'UE et soulevé de nombreuses questions sur l'impartialité' de Michel Barnier.(LeMonde.fr 03.12)

Quand 0,25 centime d'euro suffit à mettre le feu aux poudres.

Des manifestations contre la vie chère ont tourné aux affrontements avec les forces de l'ordre, mercredi matin sur Petite-Terre, île où se trouve l'aéroport de Mayotte. Des manifestants avaient érigé des barricades sur la principale route reliant l'aéroport à Dzaoudzi, où se trouve l'embarcadère de la barge reliant Petite-Terre (15 kilomètres carrés) et, à l'ouest, Grande- Terre (363 km2), l'île principale qui abrite la préfecture de Mamoudzou.

Une manifestation déclenchée très tôt mercredi à l'appel du 'collectif des citoyens perdus de Labattoir et de Pamandzi' (deux localités de Petite-Terre) est à l'origine des incidents. Les troubles ont éclaté à la veille d'une réunion du conseil général qui devait décider jeudi d'une hausse différée une première fois après des manifestations hostiles du prix d'accès aux barges assurant, toutes les demi-heures dans chaque sens, la liaison entre les deux parties de Mayotte. Le ticket devait passer de 0,75 centime à un euro. Ces protestataires, descendus pour la troisième fois dans la rue, ont occupé plusieurs ronds-points stratégiques, afin de montrer leur exaspération face au coût de la vie. Les manifestants ont aussi dénoncé la gestion du conseil général, et demandé la tête de son président, Ahamed Attoumani Douchina (UMP). (LeMonde.fr 03.12)

La pauvreté augmente.

"Depuis dix-huit mois, témoigne Didier Piard, directeur de l'action sociale de la Croix-Rouge française, le nombre de personnes accueillies a augmenté de plus de 20 %. Des populations que nous ne voyions pas autrefois viennent dans nos centres demander des aides alimentaires, des vêtements ou des aides financières directes : ce sont des retraités, des travailleurs pauvres, des smicards en contrat à durée indéterminée (CDI), qui ne parviennent plus à joindre les deux bouts, des jeunes. Ils s'ajoutent aux familles monoparentales et aux précaires qui n'ont jamais cessé de venir." Une étude sur une quarantaine de sites a montré que plus de 40 % des personnes accueillies venaient demander de l'aide pour payer leurs factures d'énergie ou leur loyer. "L'intensité de la pauvreté augmente. Les pauvres sont plus pauvres qu'hier", observe M. Piard.

Les responsables d'association font tous le même constat : celui d'une augmentation de la pauvreté et d'un réel décalage entre la stabilité du taux de pauvreté officiel et la perception qu'ils ont du terrain. "Les choses se sont emballées à partir de la fin de 2008", témoigne Bruno Groues, directeur de l'action sociale à l'Union nationale interfédérale des oeuvres et des organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss). "Le nombre de bénéficiaires des banques alimentaires a augmenté de 16 % en un an. Les Restos du coeur font part d'une hausse de 13 % à 15 % de la demande d'aide, et les associations commencent à rencontrer des difficultés financières", ajoute ce responsable qui réclame, comme la majorité des associations caritatives, une revalorisation des aides au logement et des minima sociaux bien au-delà de l'inflation. (La Monde 03.12)

Les bonnes nouvelles de 2010.

C'est à partir de maintenant que la crise va faire sentir ses effets sur le pouvoir d'achat. L'année 2009, celle de la plus grave crise économique depuis l'entre-deux-guerres, aura été paradoxalement plutôt bonne dans ce domaine. D'après l'Insee, le pouvoir d'achat des ménages retrouvera cette année un rythme de progression conforme à sa tendance annuelle moyenne des dix-huit dernières années (+ 2,1 %) et augmentera plus de trois fois plus vite qu'en 2008. Rien de tel n'est prévu en 2010 : l'année de la sortie de crise pourrait même être marquée par une baisse du niveau de vie des Français.

Moins de relance et plus de hausse des prix en 2010. L'an prochain, la fin du plan de relance et de la baisse des prix aura l'effet inverse. Le prix du baril d'or noir est remonté. Les prix des produits alimentaires pourraient, eux aussi, repartir à la hausse. Les ménages modestes, les premiers touchés par la précarité de l'emploi, ne pourront plus compter sur les dispositifs ponctuels de 2009. La conjonction du redémarrage, même limité, de l'inflation (1,2 %) et de la disparition des mesures de soutien pèsera sur le pouvoir d'achat. La persistance d'un chômage élevé jouera dans le même sens. Ignorant, pour la plupart, de quoi demain sera fait, les entreprises limiteront autant qu'elles le pourront l'augmentation des rémunérations. De plus, une série de hausses est d'ores et déjà programmée, notamment dans le domaine de la santé, et les prestations sociales, indexées sur l'inflation de 2009 (0,4 %), évolueront nettement moins vite en 2010 que cette

année.

Après avoir payé les dépenses contraintes (logement, eau, gaz, etc.) et ces dépenses incontournables que sont les frais d'alimentation, de transport, de santé et d'éducation, il reste moins de 300 euros à une personne qui gagne 1 500 euros par mois pour ses loisirs, pour ses vacances, pour s'habiller ou équiper son foyer. Chez les 10 % les plus pauvres, le revenu arbitrable est de 80 euros par mois. Chez les 10 % les plus riches, de 1 474 euros. (Le Monde 03.12)

Pourquoi les hommes aiment les femmes.

Les femmes assument près de 80% des tâches domestiques en France et le déséquilibre est d'autant plus prononcé qu'il y a d'enfants dans la famille et que le dernier est jeune, montre une étude publiée jeudi par l'Institut national d'études démographiques (Ined). (Reuters 03.12)

La faillite et l'impasse du système capitaliste.

1- La situation d'Athènes reste toujours aussi «préoccupante», selon les ministres des Finances de l'Union européenne, lors de leur Ecofin de mardi. Ils font référence aux trois records de la Grèce : un déficit public qui atteindra 12,7% du PIB en 2009, une dette de l'État qui représente 113% du PIB et un déficit des paiements extérieurs de près de 7% du PIB. Une position apparemment désespérée...

«Si la dégradation de la dette grecque continue, nous allons nous retrouver dans la position terrifiante de ne pouvoir obtenir de liquidités, car la BCE n'acceptera plus nos titres en collatéral», a expliqué cette semaine le gouverneur de la Banque de Grèce, George Provopoulos. Une façon technique, mais convaincante, de décrire le risque systémique pour les banques grecques, qui se retrouveraient toutes au tapis. (Lefigaro.fr 03.12)

2- La 7e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) réunie du 30 novembre au 2 décembre à Genève (Suisse) n'est pas parvenue à relancer la négociation sur la libéralisation des échanges internationaux dans le cadre du 'Cycle de Doha'.

A l'issue de ses travaux, son directeur général, le Français Pascal Lamy, a reconnu que des 'divergences subsistent sur le fond' et qu'il manquait 'd'engagement' sur les questions qui sont en suspens. L'impasse est imputable aux Etats-Unis qui sont revenus sur leurs positions de juillet 2008 en demandant, notamment, aux pays émergents de nouvelles concessions. Ils l'ont fait par la voix de Ron Kirk, le représentant américain au commerce. Les ministres réunis lors de la conférence de l'OMC ont toutefois décidé qu'ils vérifieraient, avant la fin mars 2010, si les progrès des discussions entre les hauts fonctionnaires peuvent permettre de convoquer une négociation en bonne et due forme au cours de l'année prochaine. (LeMonde.fr 03.12)

Le 5 décembre

Un dernier mot sur le site.

J'ai confondu le volume du site avec le volume (traffic) des connections. Le volume du site devait dépasser 250 MO alors que j'avais souscrit un abonnement pour 100 MO seulement, d'où l'impossibilité d'ajouter de nouveaux fichiers, tandis que le volume du traffic dépassait 2 GO. Donc la question qui était posée pour qu'il continue d'exister tel qu'il était encore les derniers jours, était bien une question de financement. Le patron de la boîte qui m'a abonné au serveur a donc pris les devants sans m'en avertir évidemment, en bloquant le site avant de me présenter la facture, sauf que je me refuse à payer le double en 2010.

J'ai provisoirement encore 300 euros par mois pour vivre en Inde, de son côté en France mon épouse n'a que son allocation d'handicapée 700 euros environ, que les camarades qui se connectent sur le site ne veulent pas comprendre dans quelle situation nous sommes et ne veulent pas contribuer même modestement au financement du site m'a mis hors de moi, je n'ai pas à leur adresser d'excuses, car ce que j'ai écrit est parfaitement justifié. Qu'ils fassent ce qu'ils veulent, cela ne m'intéresse pas, attention, ce n'est pas moi qui les méprise mais bien l'inverse.

Puisqu'il faut parler de fric, parlons-en. Nous nous privons déjà sur tout, je ne suis pas allé en France depuis mai 2002, je n'ai pris aucune vacance depuis août 1996, nous aidons aussi modestement la famille de mon épouse qui est pauvre, en raison du climat on doit racheter régulièrement réfrigérateur, ventilateur, etc., les prix ont considérablement augmenté, nous avons sans cesse reporté les travaux de la maison, le toit fuit de partout depuis des années, je reporte toujours le moment où je devrai aller chez le dentiste, à l'hôpital pour mon pied, idem pour une opération de la cataracte chiffrée à

12.000 roupies, une personne à mi-temps travaillait chez nous parce que je passais tout mon temps sur le site, depuis six mois on s'en passe et on s'en passera définitivement dorénavant, bref, on survit, on passe notre temps à faire des comptes.

Une multitude de fois on m'a proposé d'investir dans des entreprises, de devenir patron ou commerçant, j'aurais pu devenir pharmacien ! j'ai toujours refusé. On m'a conseillé de monter une association pour les enfants des rues, pour les veuves, pour les personnes atteintes du sida et j'en passe, j'ai toujours refusé, par principe, parce que mes pincipes ne sont pas négociables. Comme disait Trotsky et le mot est de lui, il vaut mieux encore passer pour une secte... que de vendre son âme au diable aurait ajouté Marx. Je pourrais travailler, mais dans ce cas-là j'arrêterais le site, car ce n'est pas possible de faire les deux en même temps, d'autant plus que le salaire d'un prof expérimenté à l'Alliance française de Pondichéry a été multiplié par trois, je l'ai appris récemment par la responsable des cours qui est prête à m'embaucher demain.

Les militants savent tout cela depuis des années, ils peuvent recouper tout ce que j'ai écrit à ce sujet pour vérifier que je ne leur raconte pas d'histoires. J'ai cru qu'en faisant preuve d'une transparence totale comme l'on dit, en m'adressant au meilleur d'eux-mêmes, à leur intelligence et à leur capacité de discernement, ils ne se comporteraient pas avec le site de la même manière qu'avec les autres, cela n'a pas suffi, désolé, je ne peux pas faire davantage. Cela me fait penser à ce que m'a dit mon ex-épouse quelque temps après m'avoir quitté : les femmes s'accrochent davantage à un homme qui les frappe qu'à un homme qui les respecte, par la crainte elles sont soumises, elles se sentent protégées aussi et elles restent, sinon elles se sentent faibles et elles se barrent à la première occasion. Elle me reprochait aussi de dire tout ce que je pensais, ce serait une faiblesse dont les autres pourraient profiter. Au contraire, cela me permet de voir ce que les autres ont vraiment dans le bide et dans la tête, c'est plutôt un piège qu'une provocation.

En règle générale, les gens ne sont pas tels qu'ils se présentent ou tels qu'on les perçoit au premier abord, ils ne se connaissent pas eux-mêmes ou se présentent sous un angle avantageux, c'est parfois nécessaire sur le plan psychologique, le reste du temps c'est fort malhonnête, alors si l'on s'est donné pour objectif de les aider à évoluer ou à évoluer avec eux, il n'existe pas cinquante moyens pour leur tirer les vers du nez, que de les mettre en confiance et d'attendre le moment où ils vont profiter de cette confiance pour vous tromper ou se révéler tels qu'ils sont vraiment, il arrive toujours un moment où ils franchissent le pas, c'est une question de circonstance, il faut être patient. Ce procédé fonctionne à merveille avec 100% de réussite ! Et notez bien qu'il n'y a rien d'autres à faire que d'être soi-même, de s'en tenir scrupuleusement et méthodiquement au principe d'honnêteté qu'on s'est fixé, il n'est pas nécessaire de pousser les gens dans leurs derniers retranchements, la vie ou la société s'en chargera, il y a juste à observer et attendre. Vous comprenez peut-être pourquoi je ne risque pas un jour de me prendre pour ce que je ne suis pas ou de me leurrer sur moi-même. Je peux me tromper sur le plan politique, c'est la seule chose que je vous accorde. Passons.

Comme j'ai dû retirer en catastrophe plus de 1000 fichiers du serveur pour continuer d'actualiser le site, j'ai retiré par erreur certains fichiers, il me faudra au moins une semaine pour remettre les quelques fichiers manquants. J'ai dû retirer aussi tous les éditos et je crains de devoir retirer la tribune libre de novembre, bref tout ce travail pour en arriver là, cela me dégoûte. Il n'y a plus aucun article économique disponible, sauf sur demande par courriel. Finalement j'ai viré la tribune libre et toutes les infos, elles sont disponibles sur le Net et gratuites, ce serait dommage de ne pas en profiter.

Quelques infos en bref.

Trop facile.

(l'économie américaine n'a détruit en novembre que 11.000 emplois) La nouvelle est excellente, mais les boursiers restent malgré tout sur leurs gardes, car il ne faudrait pas que le chômage baisse trop vite. Si c'était le cas, la Réserve Fédérale des Etats-Unis pourrait décider de remonter ses taux directeurs et s'en serait fini de l'argent quasiment gratuit qui se déverse tous les jours sur le marché et constitue le principal soutien de la Bourse.

Ce que redoutent le plus les boursiers, c'est que la banque centrale américaine remettent en cause sa politique monétaire très accommodante. Dans le logique des marchés, il importe donc de trouver un équilibre très subtil entre des signes de reprise de l'activité et une décrue lente du chômage qui ne force pas les banques des pays occidentaux à trop rapidement remonter leurs taux directeurs. Ce calcul ne manque pas de cynisme, mais c'est ainsi que raisonnent les professionnels sur les marchés. (Lefigaro.fr 04.12)

Les capitalistes ont reçu de l'Etat ou des banques centrales des milliards de dollars sans ou avec un intérêt très faible à verser, ce qui leur permet de faire leur marché et de se remplir les poches en spéculant, ensuite, plus tard, ils remboursent à l'Etat le capital qui leur avait été avancé en conservant les profits qu'ils ont empochés. C'est la différence entre les intérêts modiques versés à l'Etat et les profits qu'ils ont empochés avec le capital qui leur a été avancé qui constitue le véritable cadeau fait par l'Etat à l'aristocratie financière. C'est l'inverse de l'ouvrier qui avance de l'argent à son patron en commençant par travailler et en recevant son salaire à la fin du mois. C'est normal, nous sommes en régime capitaliste.

La charité publique, la bonne conscience du petit-bourgeois et des nantis.

Un Français sur 4 donne "régulièrement", c'est-à-dire au moins une fois par an aux associations. Le reste se répartit entre donateurs plus ou moins réguliers et ceux qui ne donnent jamais.

Les raisons évoquées pour ne pas mettre la main au portefeuille, les doutes sur les usages de la collecte arrivent en tête. Le manque de moyens (76 %) et le fait de préférer garder son argent pour sa famille (70 %) sont les autres arguments avancés. Par contre ils sont 21 % à faire du bénévolat. (Le Monde 04.12)

Selon Le Parisien, qui a révélé l'information, un projet de décret devrait être publié dans les prochains jours portant le montant de l'ASS de 14,96 euros à 15,14 euros par jour, soit 454,19 euros par mois. (Reuters 04.12)

A bas la guerre impérialiste contre le peuple afghan !

1- Une forte majorité de Français (82%) est opposée à un engagement supplémentaire de la France en Afghanistan, selon un sondage Ifop réalisé pour "Sud-Ouest Dimanche", alors que les Etats-Unis ont demandé à leurs alliés des renforts sur le terrain. (AP 04.12)

2- Le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a affirmé vendredi qu'au moins 25 pays allaient envoyer des renforts d'environ 7.000 hommes en Afghanistan l'an prochain, qui s'ajouteront aux 30.000 soldats américains prévus par le président Obama d'ici à l'automne 2010. Hillary Clinton a insisté sur l'importance de ces troupes pour gagner la guerre en Afghanistan.

On compte actuellement environ 70.000 soldats américains et 38.000 autres soldats étrangers de l'OTAN et des pays alliés en Afghanistan. Les renforts annoncés par Barack Obama et Anders Fogh Rasmussen porteraient l'effectif total à quelque 145.000 hommes d'ici la fin 2010. L'armée afghane dispose quant à elle d'environ 97.000 soldats, chiffre qui devrait atteindre les 134.000 d'ici octobre 2010. (AP 04.12)

Venezuela.

Le ministre vénézuélien des Finances a annoncé vendredi la prise de contrôle par le gouvernement de trois nouvelles banques en raison d'opérations frauduleuses.

Ces établissements représentent 5,7% du secteur bancaire vénézuélien. Ils appartenaient à un industriel de l'agro-alimentaire, Ricardo Fernandez, approvisionnant les marchés publics. Ces banques finançaient les sociétés du groupe de Fernandez.

Seize de leurs dirigeants ont reçu l'ordre de ne pas quitter le pays. Les autorités ont demandé à la justice des interrogations de sortie du territoire pour 19 autres dirigeants, et dix nouveaux mandats d'arrêt ont été émis vendredi dans le cadre de l'enquête. (AP 04.12)

Le 6 et 7 décembre

Causerie : rien à vous dire.

Quelques infos en bref.

Tension au sommet, suite.

Jean-Pierre Raffarin, sénateur UMP et ancien premier ministre, s'en est de nouveau pris à la réforme de la taxe professionnelle (TP) samedi 5 décembre.

'Il manque un certain nombre de débats. D'abord, nous aurions voulu un débat économique. Nous allons parler de valeur ajoutée, est-ce que vraiment les investissements et la TP sont les causes des délocalisations, je n'en suis pas sûr du tout', a souligné M. Raffarin. (LeMonde.fr 05.12)

La cible : la classe ouvrière.

Interrogée, samedi 5 décembre, sur 'l'arc central' pour l'alternance suggéré par François Bayrou, Ségolène Royal (PS) a proposé publiquement au MoDem une alliance de premier tour aux régionales de mars, en lui garantissant '5 places éligibles' en Poitou-Charentes.

'Pourquoi attendre les prochaines élections ?', L'ancienne candidate à l'Elysée est 'prête à rencontrer le président [du MoDem] François Bayrou' et elle veut 'faire de sa région un laboratoire du rassemblement, des altermondialistes au MoDem'.

Elle fait valoir les points communs avec le projet de Bayrou, citant 'éducation, valeurs, développement durable, identité'. Interrogée sur de possibles divergences avec la ligne de la direction du PS, elle a répondu : 'Il faut bien qu'il y ait des pionniers.' 'Il faut se rassembler, j'ai fait cette proposition aux partenaires de gauche, aux communistes, à un certain nombre de Verts, à la société civile', a poursuivi l'actuelle présidente de la région Poitou-Charentes et candidate aux prochaines élections régionales, indiquant qu'il y aurait un ouvrier de Fabris, équipementier automobile de Châtellerault 'en place éligible dans la Vienne'. (LeMonde.fr 05.12)

Chacun sort son petit ouvrier de sa pochette surprise, ne dites pas ensuite que Marie la gourde rend ainsi service à ceux qui expliquent à qui veulent bien les entendre d'une oreille intéressée que le PS serait encore un parti ouvrier, ils n'en ont pas vraiment besoin, pour eux le mouvement ouvrier serait figé depuis un siècle.

Finalement Bayrou a rejeté l'offre de Royal, et Hamon d'embrayer : "Le risque est grand qu'on compromette les conditions du rassemblement de la gauche si on fait le choix de s'allier dès le premier tour avec une formation issue de la droite" (Reuters 06.12), ou encore Hollande sur Radio J "la bonne méthode, ça consiste (...) d'abord à rassembler la gauche et ensuite à s'élargir" (AP 06.12), au second, c'est normal. C'est cela la "gauche" de toujours du PS.

Bayrou à Arras : "Le plus grand point commun dénominateur de toutes ces forces, c'est l'humanisme (...) C'est le point de rencontre, c'est le chaînon manquant" (Reuters 06.12), l'humanisme qui permet par exemple de réunir au sein de la franc-maçonnerie des dirigeants ou militants du FN au POI en passant par le PS, l'UMP et tous les autres partis. Normal, quoi !

Quand la bonne conscience prend le frais.

Avant la présentation jeudi par le ministre de l'Education nationale Luc Chatel de la réforme des lycées, une cinquantaine d'universitaires, d'artistes et d'homme politiques signent un appel contre la proposition de rendre optionnelle l'histoire-géographie en terminale S prévue dans le projet de loi. (AP 05.12)

Quand le combat contre le chômage mobilise les foules.

A l'appel de quatre associations et syndicats (APEIS, AC !, CGT Chômeurs et Mouvement national des chômeurs et précaires), quelque 1.400 personnes ont manifesté samedi à Paris pour faire entendre la voix des chômeurs et précaires en quête d'une meilleure protection pour les près de quatre millions de demandeurs d'emploi en France. (Reuters 05.12)

Sur le front social.

1- Cinq syndicats de chauffeurs routiers (CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC) ont appelé à une grève illimitée et à des actions dans toute la France à compter du 13 décembre à 21h30 pour exiger une hausse des salaires ou encore un 13e mois pour tous.

"Les chefs d'entreprise privilégient le maintien de l'emploi au pouvoir d'achat", a fait savoir la fédération de transporteurs routiers, qualifiant d'"irréaliste", le "niveau des revendications salariales".

2- Lundi également, les agents des musées et monuments doivent poursuivre leur grève nationale à l'appel des syndicats. Ils dénoncent les suppressions de postes et les restrictions budgétaires décidées par le gouvernement dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP).

Reçus le 2 décembre, premier jour de cette grève, par le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand, les syndicats (CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Sud, et UNSA) sont sortis de près de trois heures d'entretien sans qu'un terrain d'entente ne soit trouvé. Depuis, la situation est bloquée.

3- Mardi, trois fédérations syndicales de la SNCF (CGT, CFDT et UNSA) appellent les cheminots à une manifestation nationale à Paris.

Ce défilé interviendra alors que ces trois fédérations et Sud-Rail ont déposé des préavis de grève reconductible pour les

contrôleurs et les conducteurs de train, pour un mouvement national commençant le samedi 12 décembre à 20h contre les suppressions de postes, les mauvaises conditions de travail, les réorganisations de service et les modalités de restructuration de divers secteurs de la SNCF.

Des négociations avec la direction de la SNCF sont prévues en début de semaine, indique-t-on de sources syndicales, pour tenter d'éviter une grève nationale a partir de samedi. (AP 06.12)

Quand le syndicalisme "protestataire" ou "réformiste" est synonyme de corporatisme et soutient le régime, une vieille histoire déjà.

Au congrès de l'UNSA qui vient de se tenir, Alain Olive, secrétaire national de l'UNSA : «*Aucune organisation importante ne se réclame plus aujourd'hui du syndicalisme révolutionnaire. Il reste [cependant] dans le mouvement syndical des conceptions et des pratiques marquées par cette histoire. Il y a toujours une ligne de partage qui sépare les organisations à dominante protestataire et les organisations à dominante réformiste* ».

Pour Jean-Pierre Delannoy (CGT) hier dans la *Voix du Nord* : « *avec l'arrivée du syndicalisme rassemblé et d'une nouvelle direction confédérale à la fin des années 1990, on a senti une accélération du recentrage de la CGT. Celle-ci a tourné le dos à son identité, la lutte des classes. Elle a suivi une stratégie d'accompagnement du système, plutôt que d'être dans le combat* ». Il y a 9 ans déjà ou plutôt seulement, ce permanent de la CGT depuis 22 ans a "*senti*" que quelque chose était en train de se passer ! Quelle perspicacité !

Entre 1945 et 1990, la CGT a oscillé entre un syndicalisme dit protestataire ou de lutte de classe quand elle s'alignait sur les besoins de la bureaucratie du Kremlin, et un syndicalisme dit réformiste quand elle s'alignait directement sur ceux de sa propre bourgeoisie en France, mais dans les deux cas, à aucun moment la CGT n'a combattu pour l'émancipation des travailleurs du capital, car ce n'était ni l'intérêt du Kremlin, ni l'intérêt de la bourgeoisie française.

Le débat actuel sert à masquer cette réalité et l'absence en fait de tout syndicalisme révolutionnaire depuis bien avant la seconde guerre mondiale, depuis peut-être la charte d'Amiens qui a brisé l'unité du combat de la classe ouvrière pour le socialisme.

Stalinisme et réformisme ont prédominé à tour de rôle au sein de la CGT depuis le milieu des années 20, la disparition de l'URSS au début des années 90 devait signifier que l'époque pendant laquelle le stalinisme utilisait le syndicalisme de lutte de classe à des fins qui n'avaient rien à voir avec les intérêts collectifs fondamentaux du prolétariat était révolue, donc logiquement ou naturellement il ne devait plus demeurer qu'une ligne réformiste prenant de plus en plus en compte uniquement les besoins du capital.

Si cette orientation liquidatrice ne pouvait pas s'imposer directement parce qu'elle rencontrait une résistance de la part de nombreux militants, avec la crise du capitalisme qui a éclaté il y a deux ans et pour s'aligner sur les besoins pressants du capitalisme, la direction de la CGT a dû continuer de s'engager plus profondément encore dans cette orientation réactionnaire, d'où notamment l'unité réalisée avec la CFDT. Cette tâche lui est grandement facilitée par l'absence de toute perspective politique pour le prolétariat.

Thibault sait parfaitement qu'il peut compter sur la neutralité des partis ouvriers qui sont aussi corrompus que lui. Ainsi, aucun parti n'osera empiéter sur les prérogatives des syndicats au nom de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis. Thibault a donc les mains libres pour continuer sa sale besogne avec l'aval de tous les partis, qui pendant ce temps-là occupent leurs militants comme ils peuvent en leur proposant des actions qui les mènent systématiquement dans des impasses. L'essentiel pour eux, c'est de conserver les apparences. La répartition des rôles est ainsi bien assurée, l'essentiel étant que la plupart des militants n'y voient que du feu et que le cours des choses se déroule sans trop de remous. Pas de syndicat ou de parti révolutionnaire à l'horizon, ouf, les uns et les autres peuvent être satisfaits ! La discussion ne sort pas du cadre opposant syndicalisme rassemblé et syndicalisme réformisme, ouf, quelle aubaine, imaginez un peu qu'elle se serait donnée une autre perspective, révolutionnaire cette-fois, quelle horreur ! De son côté, Sarkozy distribue quelques miettes ici ou là et tout ce beau monde peut continuer à vivre tranquillement comme avant.

Il faut préciser que le syndicalisme de lutte de classe aurait pu avoir une autre portée s'il n'était pas ancré lui-même profondément dans le réformisme, mais tel n'est pas le cas aujourd'hui. Il était possible de s'en saisir en avançant la nécessité de rompre tout lien avec le capital et ses institutions, c'était la seule orientation révolutionnaire possible conforme aux intérêts de la classe ouvrière, mais elle n'a été reprise par aucun regroupement de militants, ce qui témoigne au passage (si nécessaire) que les partis auxquels ses militants appartiennent également sont aussi corrompus par l'idéologie bourgeoise que l'appareil de la CGT.

Les dirigeants du mouvement ouvrier ont adopté la devise : qui peut le plus peut le moins, pour en faire : qui peut le moins peut encore moins, toujours moins, la médiocrité en guise d'idéal. Le NPA s'est couché devant Thibault, c'est ce dernier qui l'affirme très justement, quant au POI, en panne d'inspiration, ils en sont rendus à faire appel à l'antithèse de Marx,

Jean Jaurès, et au libre-penseur Anatole France (Gluckstein dans son dernier éditorial) ! La Bourse en tremble d'effroi !

Les banques au même régime que les oies... sauf la fin.

"Les banques se sont gavées de liquidités", indique René Defossez, responsable de la stratégie taux chez Natixis. Les prêts accordés aux banques à un an, six et trois mois et à un taux fixe de 1 %.

Lors d'une audition de son président, Ben Bernanke, devant le Sénat, les parlementaires ont estimé que la Fed "avait échoué" en faisant un "travail horrible".

Au plus fort de la tempête financière, lorsque le monde a redouté un éclatement du système, l'autorité monétaire a multiplié les politiques non conventionnelles. Allant jusqu'à racheter des titres de créances pourries qui encombraient les bilans de certaines banques. "La Fed est devenue un gros hedge fund (fonds spéculatif)", estime l'économiste Jacques Attali. Est-elle allée trop loin ou a-t-elle eu l'audace nécessaire pour éviter le chaos ?

Pour sa défense, il faut reconnaître que la Fed n'avait peut-être pas le choix et qu'elle n'a pas été la seule à faire un peu n'importe quoi. Au Royaume-Uni, David Blanchflower, ancien membre de la Banque d'Angleterre, a dévoilé fin novembre que Mervyn King, le gouverneur de la BoE, avait fourni quelque 61,6 milliards de livres (68,4 milliards d'euros) à Royal Bank of Scotland (RBS) et HBOS pour les sauver en octobre 2008. Et tout cela en cachette. Sans en informer David Blanchflower. "Ça la fiche mal", résume Nordine Naam, stratégiste chez Natixis. (Le Monde 05.12)

Subprimes, titrisation, c'est reparti !

Pour la première fois depuis de nombreux mois, d'un 'RMBS'('Residential Mortgage-Backed Security') européen : des titres adossés à des crédits hypothécaires résidentiels, passés de mode avec la crise financière.

Les Britanniques les ont ressuscités en juin, les continentaux l'ont fait vendredi 4 décembre. A la manoeuvre : Delta Lloyd. Cet assureur néerlandais n'en est pas à son coup d'essai, il s'agit de sa dixième opération de ce type, la neuvième remontant à 2007. Le véhicule utilisé pour ce qui est une opération de titrisation se nomme Arena, et 900 millions d'euros de prêts hypothécaires néerlandais y ont été logés. (LeMonde.fr 05.12)

Les sables mouvants du capital : qu'ils l'engloutissent !

Au vu des phénomènes très étranges qui pouvaient être observés dans cet émirat sans pétrole, tout financier un peu sensé ou tout superviseur un peu avisé avait pourtant mille raisons de se tenir sur ses gardes. Sans pétrole, mais plein d'idées mégalomaniaques. Un hôtel de glace par 45 degrés à l'ombre, cinq pistes de ski, le plus grand métro et le plus long pont du monde, un Opéra de 2 500 places, une cité reproduisant les quartiers les plus célèbres des villes, dont la Cité interdite, une tour Eiffel grandeur nature, un archipel d'îles artificielles représentant le système solaire et dont la construction mobiliserait plus de sable que celle d'une muraille de Chine faisant le tour de la Terre. Il ne fallait pas être grand clerc pour deviner que la rationalité économique et financière avait déserté les sables de Dubaï. Et qu'avec un sixième des grues de la planète concentrées sur ce territoire de 3 900 km2, il y avait de la bulle spéculative dans l'air.

C'est le 4 janvier qu'y sera inaugurée la Burj Tower, la tour la plus haute au monde (816 mètres). Une naine, toutefois, comparée au projet de la Nakheel Tower, dévoilé en avril 2008. Une vraie tour de Babel des subprimes, 1 000 mètres de hauteur sur 200 étages.

En 1999, un analyste de la Dresdner Bank, Andrew Lawrence, avait mis au point un indice des gratte-ciel, établissant une corrélation entre la construction de tours géantes et l'éclatement des bulles financières ("Tours suspendues", Gilles Antier, L'Histoire, mai 2009).

Lauwrence avait alors remonté le temps et décelé des simultanéités troublantes. A Manhattan, en 1907, les deux plus hautes tours du monde de l'époque, le Singer Building et le Metropolitan Life Building, étaient en passe d'être terminées quand l'indice de Wall Street perdit la moitié de sa valeur lors de la "panique des banquiers". La flèche du Chrysler Building fut posée la veille du Jeudi noir d'octobre 1929. Quant aux tours jumelles du World Trade Center, elles furent inaugurées au moment où éclatait le premier choc pétrolier. Les projets de construction les plus fous furent conçus dans le Japon de la fin des années 1980, juste avant qu'explose la bulle boursière et immobilière. Plus de 2 000 mètres pour l'Aeropolis d'Obayashi Gumi, 4 000 mètres imaginés par le groupe Taisei.

A l'explication un peu café du commerce - l'illusion de richesse alimente la folie de grandeur et de pouvoir - s'en greffe une autre, plus économique et prosaïque, celle des ravages provoqués par des politiques de crédit laxistes. Qui fabriquent de mauvais investissements en perturbant la fixation des prix et en tuant toute notion de rentabilité. La hauteur des gratte-ciel est inversement proportionnelle au coût de l'argent. Une baisse d'un demi-point des taux de la Fed, et les architectes

élèvent leurs édifices de 50 mètres.

L'émirat est loin d'avoir eu, au cours des dernières années, le monopole de la démesure architecturale et immobilière. A Moscou, le chantier de la Russian Tower (609 mètres) a été arrêté en novembre 2008 à cause de la crise. En Espagne, le délire de construction fut moins vertical, mais tout aussi spectaculaire, le pays consommant la moitié de tout le ciment utilisé en Europe pour bétonner avec soin des milliers de kilomètres de côte.

Même la petite Islande - élue à l'unanimité "bulle d'or" de la saison 2008-2009 - avait aussi ses rêves de grandeur immobilière : le chantier de son Palais de la musique et des congrès a été abandonné, les autorités ayant un instant songé à en faire un mémorial de l'effondrement économique et financier du pays. De Dubaï à Reykjavik, tous ces miracles économiques n'étaient en fait que des mirages, construits sur du sable et des empilements de dettes.

A qui le tour, si l'on peut dire ? Le Vietnam, hier modèle de développement économique sage et équilibré, commence à inquiéter - la construction du Hanoi City Complex, un building de 65 étages et 267 mètres, vient d'ailleurs d'y reprendre. Moins que la Chine, avec la Bionic Tower que Shanghaï rêve d'édifier : 1 228 mètres, pouvant accueillir 100 000 personnes, 163 mètres de diamètre de base, 368 ascenseurs. Du dernier étage, le 300e, on y tombera de très haut. (LeMonde.fr 05.12)

Etats-Unis. On ferme !

Les autorités américaines ont annoncé vendredi la fermeture de six nouvelles banques, portant à 130 le nombre de faillites d'établissements bancaires cette année aux Etats-Unis. (Reuters 05.12)

Italie. Berlusconi : dehors !

Par dizaines de milliers, des Italiens ont défilé samedi dans les rues de Rome pour réclamer la démission de Silvio Berlusconi et sa comparution devant les tribunaux pour corruption. (Reuters 05.12)

En réalité, ce sont plusieurs centaines de milliers de personnes qui ont manifesté, 500.000 selon les infos TV5Monde Asie.

Bolivie.

Evo Morales a obtenu 62% des voix, 36% de mieux que son principal adversaire de droite, Manfred Reyes, selon les chiffres de l'institut Equipos-Mori basés sur 88% des votes.

Lors des élections législatives qui se sont déroulées simultanément, le MAS a lui aussi remporté facilement la majorité dans les deux chambres de l'Assemblée législative plurinationale (Parlement bicaméral), le Sénat et la chambre basse.

Si le MAS a bien remporté une majorité des deux tiers au Sénat, il n'a pas atteint l'objectif à la chambre basse, malgré une majorité absolue, selon l'institut Equipos-Mori, majorité des deux tiers dans les deux chambres nécessaire pour modifier la Constitution. (AP 7.12)

Le 8 décembre

Causerie : rien à vous dire.

Quelques infos en bref.

CGT, quelques chiffres.

...le rééquilibage public-privé n'est pas achevé avec une implantation encore majoritaire dans le secteur public, (56,6 %). Et dans le privé, la CGT pèse davantage dans les secteurs en déclin. Comme les autres organisations, elle a du mal à s'implanter dans les petites entreprises, là où le travail est plus précaire, où se retrouvent les femmes à temps partiel et les jeunes.

Au niveau national ou dans les branches professionnelles, elle paraphe 40 % des accords contre 68 % pour FO et 81 % pour la CFDT (chiffres 2008 du ministère du travail). Dans les entreprises, le pourcentage atteint cependant 54,3 %. Il est

plus proche de celui de la CFDT (60,9 %) et supérieur à celui de FO (43,9 %). (Le Monde 07.12)

Le premier paragraphe confirme ce que j'ai déjà souligné ailleurs à plusieurs reprises : retirez les fonctionnaires et l'aristocratie ouvrière des grandes entreprises ou des secteurs technologiques de pointe et le syndicalisme n'existerait pratiquement plus en France. Si l'on adoptait le principe qu'avant toute négociation on devarit commencer par se mobiliser sur le terrain de la lutte de classe contre l'Etat ou le patronat, il y aurait en France dix, cent fois plus de grèves ou de mouvement sociaux qu'aujourd'hui.

La principale vertu des négociations et de la politique dite contractuelle est de réduire en amont de 90% ou plus le nombre de conflits sociaux sous couvert direct de collaboration de classes. Voilà à quel principe criminel adhèrent les dirigeants de tous les partis dits ouvriers depuis plus de 60 ans. Pour le bien de la classe ouvrière évidemment : la négociation est à la lutte de classe ce que la masturbation est à l'orgasme !

Compte tenu que le nombre d'adhérents des syndicats entre en compte pour l'attribution de certaines subventions, je crois avoir lu que c'était le cas de l'Union européenne, il est impossible de savoir exactement combien il y a réellement de syndiqués en France.

En famille.

L'ancien secrétaire national de l'UMP Jean-Luc Romero a annoncé lundi sa candidature sur la liste du socialiste Jean-Paul Huchon (PS) en Ile-de-France pour les élections régionales. Par ailleurs, l'ex-ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac, Hervé de Charette, a décidé de quitter l'UMP jugeant le parti "trop à droite". (AP 07.12)

Le noeud coulant.

Le montant moyen des dossiers de surendettement a augmenté de 16% en un an. Il atteint 41.685 euros par foyer. En deux ans, le montant moyen des dettes par dossier a même bondi de 31%. (LeFigaro.fr 07.12)

Une contraction sans expulsion, encore un miracle de la collaboration de classes !

Le commerce mondial devrait se resserrer de plus de 10% en 2009, a prévenu Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'occasion d'un forum à Séoul. Une contraction «sans précédent». (LeFigaro.fr 07.12)

Islande.

L'Islande affiche la contraction la plus forte jamais enregistrée de son PIB au troisième trimestre (-5,7%), l'effondrement de ses banques et de sa monnaie continuant de ravager l'économie de l'île, montrent les chiffres officiels. (Reuters 07.12)

Grèce.

Pour la seconde journée consécutive, les policiers ont affronté des centaines de jeunes émeutiers lundi dans le centre d'Athènes, à l'occasion du premier anniversaire de la mort d'un étudiant de 15 ans.

Lundi, les heurts ont eu lieu en marge d'une marche de quelque 5.000 étudiants, travailleurs et militants de gauche sur le Parlement. "Tout le monde dans les rues, pas aux balcons" et "Policiers, cochons, meurtriers!" scandait la foule.

A Salonique, dans le nord, la police a également affronté des dizaines d'étudiants qui s'étaient détachés d'un cortège de 2.500 personnes. (Reuters 07.12)

Iran.

Des affrontements ont opposé lundi les forces de l'ordre à des milliers de manifestants de l'opposition scandant "mort au dictateur" près de l'université de Téhéran, qui avait été encerclée par des policiers anti-émeute.

Lundi, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé dans tout le pays, en différents points de la capitale et sur les campus universitaires d'au moins sept autres villes.

Sur le campus de l'université de Téhéran, des batailles rangées ont opposé étudiants extrémistes pro-gouvernementaux et manifestants arborant la couleur verte symbole de l'opposition, ainsi que des masques chirurgicaux pour se protéger des

gaz lacrymogènes.

Des photos du Guide suprême y ont même été brûlées, brisant ainsi un nouveau tabou autour de la personne autrefois révérée du chef spirituel du régime islamique.

Mais la violence s'est surtout déchaînée dans les rues environnantes, où des milliers de personnes criaient leur soutien aux étudiants. Manifestants et bassidji, les miliciens supplétife du régime, déployés en force dès le matin, ont échangé des jets de pierres, alors qu'on entendait des tirs d'armes à feu non loin de là, dans la rue Enghelab. (AP 07.12)

Bolivie.

Lors de son premier mandat, Evo Morales a procédé à la nationalisation de l'industrie gazière, principale source de devises.

Il a ainsi contraint plusieurs entreprises étrangères, comme l'Espagnol Repsol et le Brésilien Petrobras à céder une bonne partie de leurs bénéfices à l'Etat bolivien.

Le gouvernement a aussi pris le contrôle des entreprises minières et de télécommunications; il a créé une compagnie aérienne nationale et lancé un quotidien.

L'Etat contrôle aujourd'hui 28% de l'économie, contre huit pour cent à l'arrivée de Morales à la présidence, et prévoit d'étendre son pouvoir à 40% de l'activité.

Morales négocie ainsi l'acquisition d'une participation majoritaire dans trois centrales électriques, dont deux sont contrôlées par le Britannique Rurelec et le Français GDF Suez.

Il s'est également engagé, pendant les cinq ans de son second mandat, à construire de grands barrages hydroélectriques, à lancer des projets industriels dans les cimenteries, les produits laitiers, le sucre et la pharmacie.

La Bolivie, dont 60% des 10 millions d'habitants vivent sous le seuil de pauvreté, dispose des plus importants gisements de gaz naturel d'Amérique du Sud derrière le Venezuela et de très importantes réserves de lithium. (Reuters 07.12)

Le 9 décembre

Causerie : rien à vous dire.

Quelques infos en bref.

NPAbstention.

Seulement 4 320 militants du NPA se sont exprimés pour choisir la stratégie nationale de leur formation aux régionales de mars.

Le texte (de la direction) défendant des listes autonomes au premier tour n'a recueilli que 36,3% des voix. Celui défendant des "listes unitaires" au sein du Front de Gauche avec le PCF et le Parti de Gauche (PG) a obtenu 31,5%. Quant à celui qui souhaite que le NPA parte tout seul, il a recueilli 28,5 % des voix exprimés. (Lexpress.fr et Libération.fr 08.12)

Ils sont combien au juste au NPA : 4 500, 7, 8, 9 000 ?

Envoyez la monnaie.

Les syndicats (CFDT, FO, CGT, CFTC, CGC et FNCR) de convoyeurs appellent les personnels chargés d'alimenter et d'assurer la maintenance des distributeurs automatiques de billets à la grève à partir du 21 décembre pour une "durée indéterminée", afin de réclamer une hausse de leur prime de risque. (AP 08.12)

L'Internationale jaune.

Les socialistes européens en congrès de Prague prônent le retour des Etats au nom de l'intérêt général. "Nous avons perdu notre vision, note Mme Gebhardt. Nous devons parler d'une seule voix en Europe. Nous recentrer dans la gauche, non pas en refusant l'économie de marché mais en socialisant la globalisation."

Lundi, la première secrétaire du PS Martine Aubry a appelé à placer "l'économie avant la finance, la coopération avant la compétition, le bien-être avant le tout-avoir". (Le Monde 08.12)

No comment !

Etats-Unis.

La pauvreté se développe d'une manière spectaculaire dans les villes américaines avec une augmentation du nombre des familles sans-abri et souffrant de la faim, révèle un rapport publié mardi. (Reuters 08.12)

Un univers carcérale en guise de société. Quel idéal !

La population carcérale aux Etats-Unis a ralenti son rythme de croissance en 2008, à 1,6 millions de détenus. En incluant les personnes en détention préventive, ce chiffre total passe à 2,3 millions de personnes à la fin 2008, selon les chiffres officiels du ministère de la Justice.

Selon ces statistiques, un habitant des Etats-Unis sur 133 est donc privé de liberté. (AP 08.12)

Sur le fond de la spéculation.

Les actifs des fonds spéculatifs (hedge funds) ont repassé la barre de 2.000 milliards de dollars (1.361 milliards d'euros) pour la première fois depuis un an, ce qui suggère que les investisseurs sont prêts à revenir vers des placements alternatifs moins d'un an après les lourdes pertes essuyées par le secteur.

Sous le coup de la crise financière, les hedge funds avaient perdu quelque 19% en 2008, certains fonds subissant même des replis de 50% ou plus.

Le niveau atteint en novembre reste toutefois inférieur de 900 milliards de dollars au pic atteint au deuxième trimestre 2008. (Reuters 09.12)

Honduras.

Le Mercosur, le bloc sud-américain de libre-échange, a annoncé mardi qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats de l'élection présidentielle au Honduras, en raison du refus de laisser le président déchu Manuel Zelaya servir la fin de son mandat. (AP 08 12)

Le 10 décembre

Par erreur j'ai effacé les causeries des 2 et 4 décembre, si vous pouvez me les envoyer, merci d'avance. L'adresse du site "meltl.com" risque de disparaître à la fin de l'année, car il n'est pas certain que je puisse transférer ce nom de domaine dans le nouveau serveur, tout va dépendre de la bonne volonté du patron de la boîte indienne qui est propriétaire du serveur qui abrite actuellement le site. Je lui ai envoyé 3 courriels auxquels il n'a pas encore répondu.

Je remercie au passage Philippe qui m'a fourni les coordonnées d'une société informatique en France, qui gèrera le site à partir de janvier prochain. Il y a encore pas mal de choses à régler d'ici là et d'Inde ce n'est pas facile, je ne suis pas informaticien. Il se peut que pour commencer l'adresse du site soit "luttedeclasse" plus l'extension .com ou .org, je n'en sais rien encore .

Actuellement je ne peux plus ajouter un seul article, je vais devoir retirer provisoirement mes propres articles, les plus anciens. Il faut que vous sachiez que j'ai à faire à une ordure finie de patron qui m'a fait payer 7.000 roupies pour 100MO, alors que la société OVH me propose 25GO pour 2.000 roupies, donc un volume 25 fois supérieur pour un prix divisé par 3 ! La société indienne m'a vraiment donné un service de merde, c'est sa connerie qui a facilité le piratage du site (un mot de passe compliqué : 1234 !), de la non disponibilité du site à de multiples reprises sans jamais m'en informer, et voilà qu'elle m'empêche de l'actualiser pour quelques centaines d'octets supplémentaires, et je ne parle même pas des

statistiques inutilisables. Elle est à l'image des relations détestables que j'ai eu depuis 20 ans avec la quasi totalité de la population indienne. Vous me direz que c'est guère mieux en France, à ce sujet vous me permettrez de ne pas vous répondre.

Comme indiqué dans le bandeau défilant, en principe le site reprendra d'ici quelques semaines la forme qu'il avait encore le mois dernier. Le menu principal, les différentes rubriques et l'ensemble des liens seront rétablis. Il sera sensiblement amélioré et il sera accessible à partir de plusieurs adresses ce qui multipliera logiquement par autant le nombre de connections. L'objectif sera que dix fois plus de militants s'y connectent par le biais d'une multitudes d'adresses (portail) qui renverront à la page d'accueil du site, il me reste à vérifier que j'ai bien compris que c'est possible pour le même tarif. Je remercie au passage les quelques camarades qui participent au financement du site, j'essaierai de ne pas les décevoir.

Les infos en bref demain.

Le 11 décembre

Je remercie le camarade qui m'a renvoyé les causeries des 2 et 4 décembre.

La Grèce et l'Espagne sont au bord de l'asphyxie tout comme la Roumanie, l'Irlande et bien d'autres pays, le chômage continue d'augmenter partout dans le monde, la spéculation est repartie de plus belle sur toutes les places boursières... Bref, le meilleur ou le pire est à venir.

Et pendant ce temps-là, le mouvement ouvrier piétine ou sombre plutôt, parce qu'il a lié son sort à celui du capitalisme. Rien d'autre à ajouter, ce drame se déroule sous nos yeux quotidiennement.

En famille, suite.

Sarkozy mardi 8 décembre, lors de son déplacement en Alsace : "*Strauss-Kahn ? A Washington ! Kouchner ? Avec nous ! Jack Lang ? Avec moi !*"

"*Je n'ai pas besoin de l'ouverture. Je l'ai fait l'ouverture parce que je pense que la France est un pays qui a besoin qu'on lui rappelle la nécessité de la tolérance. C'est un pays qui n'a pas besoin du sectarisme. C'est un pays qui doit s'ouvrir.*" (LePost 09.12)

La "tolérance"... envers le régime capitaliste !

Toute cette mascarade pour cela ?

Le 49e congrès de la CGT réuni à Nantes a approuvé jeudi 10 décembre à 78,5 % des suffrages exprimés le document d'orientation pour les trois prochaines années, présenté par la direction de Bernard Thibault. 21,5 % des militants ont voté contre. Les abstentions, non comptabilisées dans les suffrages exprimés, se sont élevées à 6,7 %. Lors du dernier congrès de la CGT, à Lille en 2006, le document d'orientation avait été approuvé à 80,4 % des suffrages exprimés. (LeMonde.fr avec AFP 10.12.)

Le "*secrétaire général de la CGT a contacté François Chérèque, mercredi soir, (...) pour lui faire part des risques de comportements hostiles de la part d'opposants à la direction confédérale de la CGT au moment de sa visite prévue ce jour au congrès de la CGT à Nantes*", écrit la direction de la CFDT dans un communiqué diffusé jeudi. (Reuters 10.12)

A l'occasion du congrès de la CGT on peut tout lire et n'importe quoi.

654.000 adhérents, cela reste à prouver, sans aucun contrôle, impossible. Entre 116.000 et 150.000 retraités parmi ces 654.000 adhérents.

- 520 221 syndiqués seulement à jour de cotisations, soit 134.000 de moins.

- 80 000 adhérents « isolés »

- 56,6 % des syndiqués appartiennent à la fonction publique

- 1 000 délégués au congrès dont 76 % assistaient à leur premier congrès, l'équivalent de ceux qui ont voté le document d'orientation présenté par la direction sortante, simple coïncidence évidemment ; les partis procèdent de la même manière.

- les 640 000 adhérents se trouvent en majorité dans la fonction publique, chez des salariés en CDI, plutôt âgés.

- seulement 7 % de moins de 30 ans parmi les militants.

Passons sur les sondages fabriqués pour l'occasion. Un exemple suffira à illustrer la manoeuvre médiocre des médias qui supportent les dirigeants pourris des syndicats : « *Plus on est jeune, moins on se syndique, mais plus on fait confiance aux syndicats* », relève Gaël Sliman, le directeur général adjoint de BVA, autrement dit, moins on sait de quoi on cause, plus on est censé en parler en connaissance de cause ! L'ignorance en guise de guide et de salut !

La grève en option.

Les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC de La Poste appellent à une nouvelle journée d'actions, "*y compris par la grève partout où elle sera décidée*", le 15 décembre, jour du début d'examen du projet de loi sur l'ouverture du capital et le changement de statut de l'entreprise publique à l'Assemblée nationale. (AP 10.12)

La propriété privée des moyens de production est un "*droit*" qui "*mérite d'être sauvegardé et protégé*".

La trentaine de salariés occupant l'usine Fruprep de Saint-Yorre (Allier) depuis le 7 octobre ont reçu le renfort de la justice. Dans un arrêt rendu mardi 8 décembre, la cour d'appel de Riom (Puy-de-Dôme) a débouté la direction qui lui demandait d'ordonner, au nom du droit à la propriété privée, leur expulsion.

La cour estime que c'est la direction de cette société de préparation de fruits qui a "*elle-même*" engendré le trouble en ne respectant pas le droit du travail : "*L'employeur avait décidé l'arrêt des activités sans information ni consultation préalable des instances représentatives ni mise en oeuvre d'une procédure de licenciement collectif pour motif économique*".

En première instance, le tribunal de Cusset (Allier) avait déjà, le 23 octobre, débouté la direction et avait estimé que "*si le droit de propriété est un droit qui mérite d'être sauvegardé et protégé, le droit du travail est un droit constitutionnel qui mérite plus d'attention encore*". (Le Monde 09.12)

Hausse brutale du chômage.

La production industrielle a de nouveau diminué en octobre : - 0,8 %, après - 1,2 % en septembre, a annoncé l'Insee, jeudi 10 décembre.

Les destructions d'emplois dans les secteurs principalement marchands ont été au nombre de 93.100 au troisième trimestre en France selon l'Insee, soit sur un an 408.600 emplois détruits.

L'emploi a baissé de 1,4% dans l'industrie, le même rythme qu'au deuxième trimestre, avec 49.400 postes détruits (- 162 000 sur un an). Dans la construction, les pertes d'emplois se sont encore accélérées (-1,1% après -0,8% au deuxième trimestre, soit -16 100 postes) (- 29 800 sur un an).

Dans le tertiaire, l'emploi est toujours en baisse malgré le redémarrage de l'intérim dont les effectifs ont augmenté de 8,5% ou 36.900 postes.

L'Institut de la statistique avait annoncé à la mi-novembre 5 500 emplois détruits au troisième trimestre. La ministre de l'économie et de l'emploi s'était empressé de s'en réjouir estimant que "*l'économie française se stabilisait à l'image des chiffres de l'emploi.*" (Reuters, AP et Le Monde 10.12)

Pas de bol ! Attention, d'une source à l'autre, les chiffres varient au fil des heures !

Une peau de chagrin pour une grande vague médiatique.

Selon *Les Echos*, l'Elysée envisage de taxer les bonus bancaires à hauteur de 50% dès lors que ces derniers dépasseront 27.000 euros.

La Fédération bancaire française (FBF), l'association qui défend en France les intérêts des établissements bancaires, s'abstient à ce stade de tout commentaire sur le projet de taxe.

Sur Europe 1, le directeur général du Crédit agricole Georges Pauget a déclaré dans la soirée qu'à ses yeux la mesure "*n'a pas sa pleine cohérence*".

"*Les banques françaises ont certes bénéficié d'un appui de l'État mais elles ont aussi payé en contrepartie 2,3 milliards d'euros, en intérêts, donc nous ne devons rien*", a-t-il ajouté. (Reuters 10.12)

Chouette, l'Etat s'enrichit grâce aux banquiers, du *grain à moudre* pour l'aristocratie ouvrière, voilà une bonne nouvelle pour tous ceux qui soutiennent le régime !

Reprise. Quand le doute les mine.

"*Parce qu'on est parti de très bas et grâce au mouvement de déstockage qui touche à sa fin, les chiffres des comptes nationaux donnent l'illusion d'une reprise. Mais la demande domestique, que ce soit l'investissement ou la consommation, reste en baisse*", remarque Olivier Bizimana, économiste au Crédit agricole.

"*Faute de demande, le rebond ne sera que technique et les derniers chiffres de la production industrielle font craindre qu'il sera moins fort que ce qu'on anticipait*", ajoute-t-il en tablant sur une hausse de 0,5% du PIB au quatrième trimestre. (Reuters 10 12)

L'intox entre les lignes.

Plus de 1.700 membres de la communauté scientifique en Grande-Bretagne ont publié une déclaration dans laquelle ils réaffirment que l'homme est le principal responsable de l'effet de serre et du réchauffement de la planète.

Ils disent que le réchauffement de la planète est "*dû avant tout aux activités humaines*".

Les signataires déclarent leur soutien aux conclusions du groupe d'experts sur le climat travaillant pour les Nations unies (le GIEC), selon lequel "*le réchauffement du système climatique est sans équivoque*" et "*la plus grande partie de l'élévation des températures dans le monde depuis le milieu du XXe sicèle est très probablement due à l'augmentation observée des concentrations de gaz à effet de serre dus à l'activité humaine*". (AP 10.12)

Probablement ne signifie pas certitude.

Irlande.

Les salaires vont baisser de 5 à 15 %, jusqu'à 20 % pour le premier ministre, soit une économie de 1 milliard d'euros. Les prestations sociales seront amputées de 760 millions. Le gouvernement coupe aussi dans les dépenses courantes et les investissements. Par ailleurs, une taxe carbone est instaurée, à hauteur de 15 euros la tonne.

«*La population n'éprouve pas une grande sympathie pour la fonction publique*», remarque l'ancien ministre des Finances Alan Dukes. En effet, pendant le boom économique, il y a eu pas mal d'embauches et les salaires du public ont beaucoup augmenté, de 68 % entre 2000 et 2008. De plus, le secteur privé a déjà subi depuis le début de la crise des coupes salariales.

«*Les Irlandais sont pragmatiques, ajoute de son côté Alan Barrett, économiste à l'Institut de recherche économique et sociale. Ils savent qu'il n'y a pas d'autre issue pour s'en sortir. Le pays a besoin de restaurer la confiance des investisseurs pour pouvoir refinancer sa dette sur les marchés internationaux.*» (Lefigaro.fr 09.12)

Etats-Unis.

Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté davantage que prévu aux Etats-Unis lors de la semaine au 5 décembre, annonce le département du Travail. (Reuters 10.12)

Le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, annonce la prolongation jusqu'en octobre 2010 du plan "Tarp" de soutien au secteur financier en expliquant que l'économie reste confrontée à d'"*importants défis*". (Reuters 09.12)

Le 12 décembre

J'ai dû retirer provisoirement tous les textes du dossier *Défense du marxisme* pour continuer d'actualiser le site. J'ai trouvé un autre serveur, mais que c'est compliqué ! Je remercie au passage le camarade Philippe qui me l'a indiqué dans un courriel.

Sur la situation économique.

Selon Jacques Attali, si les marchés boursiers en Europe ou aux Etats-Unis ne craquent pas, c'est grâce à la surabondance de liquidités. Les Etats et les banques centrales ont inondé le monde d'argent pour soutenir les économies mais de façon artificielle.

"*Sur les marchés boursiers, les investisseurs achètent, mais savent qu'il se passe quelque chose. Ils se comportent comme des voleurs prêts à dérober ce qu'il y a dans un coffre-fort, sachant que la police va arriver*", estime M. Attali.

En Grèce, la dette publique atteint 295 milliards d'euros, soit 120 % du produit intérieur brut (PIB). Du jamais vu. Au Japon, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les déficits inquiètent aussi.

"*Il y a un moment où il faut que cet endettement s'arrête, que la consommation et la production repartent. Tous ces signes, la Grèce, l'Espagne, ne sont pas positifs pour le long terme*", s'inquiète Gregori Volokhine, gérant chez Meeschaert à New York.

Nicolas Bouzou, économiste chez Astérès, estime que "*depuis cet été, on confond croissance et niveau d'activité. Celui-ci demeure très bas car le restockagge touche à sa fin et les excédents de capacité de production demeurent importants, ce qui explique l'absence d'investissements et la persistance des suppressions d'emplois.*"

Autre raison de l'atonie de la consommation : la situation financière des ménages. "*La baisse des prix à la consommation touche à sa fin et leur situation financière commence à se détériorer sous l'effet de la poussée du chômage*", prédit-il.

Le Fonds monétaire international (FMI) ne cesse d'évoquer une reprise très fragile : "*Nous avons évité la catastrophe, (...) mais ce n'est pas la grande forme ! expliquait Olivier Blanchard chef économiste du Fonds dans Le Monde du 24 novembre. Nous savons que, dans les économies avancées, la demande des investissements résidentiels ou non résidentiels demeureront faibles un certain temps.*"

A plusieurs reprises, le FMI a ainsi mis en garde les Etats contre un arrêt trop rapide des stimuli qui pourrait faire replonger l'économie comme cela s'était produit en 1937 aux Etats-Unis. Les banques centrales en Europe et aux Etats-Unis ont, elles, clairement fait savoir qu'il était encore trop tôt pour mettre en place des politiques monétaires plus orthodoxes et pour remonter leurs taux.

Pour l'heure, l'inflation n'est pas encore une menace, même si les excès de liquidités nourrissent diverses bulles spéculatives notamment dans les matières premières comme l'or et le cuivre, ainsi que sur certaines places boursières asiatiques comme à Taïwan et à Shanghaï. (Le Monde 11.12)

Il ne peut pas y avoir d'opposition à l'intérieur de la CGT.

«*Il ne peut pas y avoir à la CGT d'opposition et de majorité, a-t-il martelé (Thibault), sous les applaudissements de la salle. Il n'y a pas de ligne de la direction, car la direction met en œuvre les orientations validées par le congrès.*» (Figaro.fr 11.12)

La nouvelle commission exécutive, composée de 54 membres, a été élue par plus de 90 % des mandats. "*Un score jamais atteint depuis de nombreux congrès*", a fait valoir la présidence du congrès.

En guise de bilan, devant la presse, M. Thibault a estimé que ce congrès traduisait "*la poursuite, l'approfondissement et même l'accélération de l'évolution de la CGT* ". (Le Monde 11.12)

Autrement dit, c'est l'ensemble des instances de la CGT qui sont pourries jusqu'à la moelle : irrécupérable ! Pas étonnant que le Figaro se félicite de la réélection de Thibault, au Palais ils ont dû sabrer le champagne.

Ce constat est valable pour tous les syndicats depuis plus d'un demi-siècle, qu'il choque les militants est normal puisqu'ils sont eux-mêmes gangrenés par le réformisme. Pour l'immense majorité des militants, le combat pour l'amélioration des conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière est une fin en soi, ils sont incapables de comprendre que c'est justement ce combat conduit dans le cadre du régime et non dans la perspective de le renverser qui a conduit à l'embourgeoisement du prolétariat, à sa subordination au capitalisme au lieu de l'aider à rompre avec lui.

"*Y a pas photo*"

Les 20% des syndiqués de la CGT et les syndiqués des autres syndicats qui n'acceptent pas que le syndicalisme servent à supporter le capitalisme, doivent se rassembler et créer un nouveau syndicat ayant pour objectif le renversement du capitalisme et l'émancipation de l'exploitation le prolétariat, le combat pour les revendications devant être subordonné à cet objectif.

Bernard Thibault a été réélu secrétaire général de la CGT pour un quatrième mandat de trois ans. Il a obtenu 87,48% des 520.221 voix de ce 49e congrès.

Hormis Bernard Thibault, les cinquante-trois autres membres de la Commission exécutive confédérale ont recueilli entre 86,43% et 89,32% des voix.

Bernard Thibault s'est par ailleurs également érigé vendredi contre "*la guerre des chiffres*" qui a fait rage au congrès.

"*Il y a 30% de syndiqués qui ont rejeté le bilan de la direction confédérale, a-t-on entendu dire dès le premier vote du congrès*", a-t-il déclaré à la tribune. "*77% de ceux qui s'expriment approuvent et 22% qui désapprouvent, ça semble clair. Y'a pas photo, comme on dit !*". (Reuters 11.12)

Un nouveau bureau confédéral, resserré à huit membres contre douze jusqu'alors, a été élu en même temps par le Comité confédéral national. Outre Bernard Thibault, Michel Doneddu et Agnès Naton, déjà membres du bureau confédéral, le comité comprend cinq nouveaux: Michèle Chay (fédération du commerce), Philippe Lattaud (union départementale du Val d'Oise), Agnès Le Bot (Nord), Mohammed Oussedik (verre et céramique) et Nadine Prigent (santé). (slate.fr 11.12)

Ce qui sert de point d'appui à Thibault, c'est l'absence d'une tendance rompant avec le réformisme. Les journalistes ne s'y sont pas trompés en écrivant que Thibault faisait face à une contestation de type réformiste, lui il est encore plus à droite, le programme de la direction de la CGT, c'est le programme de Sarkozy ! Vous voulez faire quoi avec un tel syndicat ? Ce 11 décembre 2009, on se serait cru 50 ans en arrière. Ce que les militants ne comprennent pas, c'est que ce n'est pas seulement un problème de direction mais de fonctionnement, de statuts, d'instances inféodées à Thibault et sa clique et qu'il est impossible de les renverser de l'intérieur, donc on doit les renverser de l'extérieur.

Nous sommes aussi des réformistes, révolutionnaires, la négation du corporatisme, de l'adaptation au capitalisme. Nous sommes des démocrates, révolutionnaires, la négation de la démocratie bourgeoise, de l'adaptation aux institutions. Dites-moi pourquoi on ne pourrait pas envisager un regroupement radical combattant le régime pour le renverser ? C'est notre objectif, alors pourquoi ne pas le mettre en avant ?

Les fossoyeurs du syndicalisme à l'oeuvre.

Un accord a été signé vendredi en début de soirée par l'organisation patronale Transport et logistique de France (TLF) et les cinq organisations syndicales qui appelaient à la grève (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC), en présence du secrétaire d'Etat aux Transports Dominique Bussereau, a-t-on constaté sur place au ministère des Transports à Paris.

Cet accord prévoit notamment des hausses de salaires allant de 2,9% pour les plus hauts salaires à 4% pour les plus bas. En contrepartie de cet accord salarial, le patronat va bénéficier d'allégements de charges sociales pour un montant de 100 millions d'euros.

"*C'est l'accord du bon sens, et surtout l'accord du respect des salariés*", s'est félicité le porte-parole de la CFDT Maxime Dumont.

"*On est arrivé à un compromis acceptable*", a pour sa part déclaré Richard Jaubert (CGT). (AP 11.12)

Autrement dit ces 100 millions d'euros de charges sociales seront réglés par l'Etat aux organismes sociaux à la place des patrons, donc par nos impôts et taxes. La charge correspondante à l'augmentation de salaires de quelques milliers de salariés sera répartie sur l'ensemble des travailleurs et ne coûtera absolument rien aux patrons. Ouf, une grève encombrante évitée !

Grandeur et décadence d'un régime, suite.

Un avis sur le clip promotionnel, "lipdub", réalisé par les jeunes militants de l'UMP :

"*C'est dégoulinant de bêtise, ça me fait de la peine que le show-biz le plus bête, le plus médiocre s'introduise dans la politique, c'est à vomir*", a objecté Luc Ferry, ancien ministre de l'éducation, jeudi soir au "Talk Orange-Le Figaro". Parmi les participants, Frédéric Lefebvre, Nadine Morano, Xavier Bertrand, Christine Lagarde, Rachida Dati, David Douillet, Darcos, etc. (LeMonde.fr 11.12)

Cadeau.

Les députés français ont adopté un amendement UMP qui réduit le taux de la taxation des recettes publicitaires pour les chaînes de télévision privées sur la seule année 2009. (Reuters 11.12)

Monsanto, une multinationale qui vous veut du bien.

Une étude publiée dans la revue International Journal of Biological Sciences démontre la toxicité de trois maïs génétiquement modifiés du semencier américain Monsanto, a annoncé vendredi 11 décembre le Comité de recherche et d'information indépendant sur le génie génétique (Criigen, basé à Caen), qui a participé à cette étude.

"*Nous avons prouvé pour la première fois au monde que ces OGM n'étaient pas sains, ni suffisamment corrects pour être commercialisés. […] A chaque fois, pour les trois OGM, les reins et le foie, qui sont les principaux organes réagissant lors d'une intoxication alimentaire chimique, ont des problèmes*", a indiqué Gilles-Eric Séralini, expert membre de la Commission pour la réévaluation des biotechnologies, créée en 2008 par l'UE.

Universitaires de Caen et Rouen et chercheurs du Criigen se sont basés sur les relevés fournis par Monsanto aux autorités sanitaires pour obtenir le feu vert à la commercialisation, mais ils en tirent des conclusions différentes après de nouveaux calculs statistiques. Selon le Pr Séralini, les autorités sanitaires se basent sur la lecture des conclusions présentées par Monsanto et non sur celles de l'ensemble des chiffres. Les chercheurs ont, eux, pu obtenir l'intégralité des documents après décision de justice.

"*Les tests de Monsanto, réalisés sur quatre-vingt-dix jours, ne sont à l'évidence pas assez longs pour pouvoir dire si cela déclenche des maladies chroniques. C'est pourquoi nous demandons des tests d'au moins deux ans*", a expliqué un chercheur. Les scientifiques demandent en conséquence la "*ferme interdiction*" de l'importation et de la culture de ces OGM.

Ces trois OGM (MON810, MON863 et NK603) "sont approuvés pour la consommation animale et humaine dans l'UE et aux Etats-Unis" notamment, précise ke Pr Séralini. "Dans l'UE, seul le MON810 est cultivé dans certains pays (surtout en Espagne), les autres sont importés", ajoute-t-il encore. Une réunion des ministres de l'UE est prévue au sujet des MON810 et NK603 lundi. (Le Monde 11.12)

Une poubelle qui en dit plus que de longs discours...

Une étude, parue dans la revue scientifique PLOS One de novembre, démontre que, chaque année, 40 % de l'alimentation disponible aux Etats-Unis est jetée.

Une étude détaillée du contenu des poubelles en Grande-Bretagne, parue en novembre 2009, estime que 25 % des aliments achetés par les ménages sont jetés. On trouve dans les détritus, par ordre d'importance, des légumes frais et des salades, des boissons, des fruits, des produits de boulangerie, de la viande et du poisson...

Selon WRAP (Waste and resources action programme), l'organisme public qui a mené l'enquête, l'essentiel de ce gaspillage est évitable : soit les aliments n'ont pas été consommés à temps, soit ils ont été préparés en trop grande quantité. Ils représentent l'équivalent de 13 milliards d'euros par an (soit 530 euros par ménage et par an). (Le Monde 11.12)

Irlande.

La chambre basse du parlement irlandais a approuvé vendredi un projet de réduction des prestations sociales, l'une des mesures d'austérité du budget 2010 les plus risquées sur le plan politique. Sont notamment prévues des baisses des allocations chômage et des salaires du secteur public.

"*Ce qui doit être fait ne me plaît pas, mais j'en prendrai la responsabilité en étant prêt à encaisser, à devenir impopulaire et à perdre mon siège*", a déclaré le député Vert Paul Gogarty devant l'assemblée avant le vote.

Mais quand il s'agira la semaine prochaine d'approuver des dispositions budgétaires telles que les baisses de salaire dans

le secteur public, ce sera sous les menaces de grève des syndicats. (Reuters 11.12)

Suède.

Entre 15 000 et 17 000 Suédois en arrêt pour longue maladie vont être exclus du système de l'assurance-maladie à compter du 1er janvier 2010. Sur l'année 2010, ce seront 54 000 Suédois qui perdront ainsi leurs droits à l'assurance-maladie.

Plusieurs médecins ont prévenu que des gens atteints de cancer ou souffrant de maladies chroniques allaient être obligés de chercher un emploi. Un autre médecin de Stockholm, Jenny Fjell, a témoigné être en relation avec de nombreux patients très inquiets, car beaucoup de gens touchant cette assurance-maladie souffrent de dépression ou de maladie psychique dans lesquelles les tendances suicidaires sont importantes.

Désormais, au-delà d'une période d'un an indemnisée à 80 % du salaire (avec un plafond de 2 000 euros par mois), prolongeable de 550 jours indemnisés à 75 %, les gens perdent le droit à l'assurance-maladie et sont versés dans le régime de l'assurance-chômage. (Le Monde 11.12)

Le 15 décembre

Ma causerie du jour pourrait se résumer à un point météo. Mousson exceptionnelle, un mois et demi de pluie et de vent, la mer déchaînée s'est arrêtée à une trentaine de mètres de mon lit, le village voisin est dévasté, pendant ce temps-là des "Blancs" font de la planche à voile comme si de rien n'était, à vomir ! Au cours des quinze dernières années, la mousson se réduisait à dix jours de pluie environ entre la mi-novembre et la mi-janvier. Magueswary me dit qu'autrefois la mousson était semblable à celle de cette année, qu'il pleuvait un peu toute l'année, davantage tous les trois mois, ce qui permettait de faire trois récoltes de riz, car à cette époque il n'y avait pas de moteurs pour pomper l'eau en profondeur et irriguer les champs. Aujourd'hui le climat est imprévisible.

Pas de courant pendant plus de 10 h, le courant revient quelques heures et nouvelle coupure, cela dure depuis trois jours, dans ces conditions je ne peux pas utiliser l'ordinateur, je garde la batterie pour l'éclairage qui me permet encore de lire, la seule activité possible... ou dormir. Je me suis surpris à dormir plus de quinze heures deux jours d'affilés réparties tout au long de la journée et de la nuit, à croire que j'étais exténué de fatigue à force de travailler, plus le paquet d'emmerdements qui se succèdent et s'accumulent. Je savais que je tenais depuis un moment sur les nerfs, c'était une erreur de ne pas se reposer un peu car notre travail devient improductif ou carrément mauvais. On y perd en patience aussi, on devient irascible, on dit et on fait des conneries évidemment. On veut toujours en faire plus, aller plus vite, alors que finalement cela ne sert à rien. Vaut mieux encore parfois se taire et ne rien faire.

Je mets en ligne un article suite au 49e congrès de la CGT qui ne me satisfait pas, mais bon. J'aurais presque envie de dire que les congrès des syndicats ne concernent plus que l'aristocratie ouvrière et les fonctionnaires qui constituent les bataillons des syndicats. Tout le monde est content, Thibault et ses opposants ! Cherchez l'erreur, elle est dans les deux camps. C'est ce que j'explique dans mon article, polémique évidemment.

Ma cure de sommeil de deux jours m'a été profitable, j'en suis sorti avec les idées plus claires sur certaines questions qui nécessitent d'être explorer plus à fond. Mes capacités sont limitées donc je dois économiser mes forces pour arriver à produire des analyses qui méritent réflexion. La lecture de *La vie de K. Marx* de F. Mehring est pleine d'enseignements précieux, non pas qu'ils renfermeraient des recettes toutes prêtes, mais grâce au développement de la pensée de Marx (et Engels), étape par étape on peut suivre comment il a construit sa théorie, pas à pas comment il a affiné sa méthode pour parvenir à l'élaboration du socialisme scientifique. On voit se dérouler sous nos yeux l'évolution de la pensée de Marx, de l'idéalisme au matérialiste dialectique et historique sur fond de lutte des classes au cours des siècles qui ont précédé son époque.

Au cours de la période qui s'étend de la fin des années 30 au début des années 40, il a consacré son temps à étudier sous tous leurs rapports les siècles qui ont précédé la révolution française de 1789. De la lutte des classes il parviendra à la nécessité de la dictature du prolétariat qui devra précéder l'extinction de la société divisée en classes et de l'Etat, à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Son analyse et les enseignements qu'il tira de la révolution de 1789 sont très précieux, Lénine s'en inspirera largement et les mettra en pratique jusqu'à leur ultime conséquence pratique en portant pour la première fois dans l'histoire le prolétariat au pouvoir en 1917, si l'on excepte les 72 jours que dura la Commune de Paris en 1871.

Gérard Bloch, qui traduisit en français et anota cet ouvrage de Mehring paru en 1984, dirigeant du PCI (Parti communiste internationaliste dont le courant communiste internationaliste du POI est censé assurer la continuité politique) depuis

décédé, à la page 607 il revient sur la Convention. Ce qui est intéressant, c'est qu'il en tirait des conclusions conformes aux événements et aux analyses que Marx, Engels, puis Lénine, en avaient faites, mais totalement opposées à celles du tandem Lambert-Gluckstein qui ont servi et servent encore de modèle à l'Assemblée constituante avancée par le POI aujourd'hui :

"*Mais la Convention n'était pas le premier parlement venu. C'était une assemblée souveraine au plein sens du terme, disposant de tous les pouvoirs, législatif, exécutif, judiciaire et constituant. C'était la représentation élue au suffrage universel du peuple souverain, l'expression la plus poussée à ce jour de la révolution démocratique. Sa légitimité n'était pas contestée, et pas davantage contestable. Certes, un second pouvoir s'était esquissé en face d'elle, celui des plébéiens avec la Commune de l'An II, puis les sectionnaires en armes, regroupés dans les clubs. Avec ce double pouvoir, Robespierre et Saint-Just ont manoeuvré pour imposer à maintes reprises la volonté des sans-culottes parisiens à la Convention bourgeoise. Auraient-ils pu aller plus loin, résoudre l'ambiguïté du double pouvoir comme, cent vingt quatre ans plus tard, les bolcheviks le firent à Petrograd, instaurer la dictature révolutionnaires des plébéiens et dissoudre la Convention bourgeoise ? Poser la question c'est y répondre. Le capitalisme était dans toute la force des débuts de son ascension, le prolétariat encore embryonnaire ; pour cette raison, les clubs, les Cordeliers, comme les Jacobins, étaient hétérogènes ; aucun d'eux, ni tous ensemble, ne constituaient un parti révolutionnaire de l'avant-garde. Et cette dictature révolutionnaire, celle-là même dont les babouvistes rêveront, ils ne pourront qu'en rêver.*"

Que ce soit la Convention de 1792 en France ou l'Assemblée constituante de 1917 en Russie, elles étaient le produit institutionnel d'un processus issu de l'ancien régime dans lesquelles les masses ne pouvaient pas se reconnaître ou qu'imparfaitement, elles n'étaient pas en mesure de représenter l'évolution du rapport de forces entre les classes au cours du développement impétueux et largement imprévisible de la révolution, ainsi que le degré le plus élevé atteint par celle-ci, les décisions prises par la Convention ou l'Assemblée constituante étaient toujours en retard ou en décalage par rapport au devéloppement de la situation révolutionnaire, elles constituaient finalement un frein, puis un obstacle à la révolution, ces institutions bourgeoises devaient être éliminées pour céder la place aux propres organismes politiques indépendants créés par les plébéiens ou le prolétariat. C'est l'un des principal enseignement que tirérent Marx et Engels de la révolution bourgeoise de 1789, et que Lénine mis en pratique en abolissant l'Assemblée constituante (en janvier 1918 ?) au profit des soviets créés par le prolétariat russe et qui devaient constituer la base du nouveau pouvoir, l'Etat ouvrier.

La lutte pour le pouvoir et la révolution est un processus vivant, dialectique, ce que nos doctes théoriciens du marxismes ont depuis longtemps passé au compte des pertes et profits, c'est ce qui ressort de ces enseignements et de cette analyse.

G. Bloch poursuit : "*Le processus de révolution permanente commencé le 14 juillet 1789 et qui avait vu successivement chaque parti renversé par un plus révolutionnaire, jusqu'où pouvait-il aller ? Pour se poursuivre jusqu'au bout, jusqu'à "l'émancipation humaine", comme dira Marx, il lui fallait assurer la transcroissance de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne socialiste. Mais cela, justement, exigeait des conditions historiques qui, pour l'essentiel, n'étaient pas réalisées.*"

Les différentes étapes de la révolution russe de 1917 devait reproduire le même processus dialectique : 1- renversement du tsar au début de la révolution russe de février 1917. Le régime était paralysé et devenu quasiment inexistant, il était honni des masses ; 2- le pouvoir revient à la bourgeoisie, trop faible pour assurer elle-même le pouvoir, ce sont les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui se chargeront de défendre ses intérêts contre le prolétariat et le parti bolchevik. A ce stade ils bénéficient du soutien des masses ; 3- le gouvernement Kerensky et les partis qui le composent finiront par perdre la confiance des masses pour avoir continué la guerre et mené le pays au chaos et à la misère, les masses vont s'en détourner et le renverser en portant le parti bolchevik au pouvoir.

Chacun aura compris qu'une Assemblée constituante ou tout ce qui pourrait lui ressembler ne peut constituer un objectif politique ou une étape nécessaire sur le chemin conduisant le prolétariat au pouvoir. Je n'exprime pas ici un parti pris ou une idée personnelle tirée de je ne sais quelle théorie, je me borne simplement à constater les faits, à les rapporter tels qu'ils se sont produits au cours de deux révolutions qui ont respectivement porté au pouvoir la bourgeoisie et le prolétariat.

La question du pouvoir et la réponse qu'on y apporte est déterminante à plus d'un titre, parce qu'elle conditionne à la fois le type de parti qu'il faut construire pour le conquérir et l'armement théorique dont il faut doter le prolétariat pour vaincre nos ennemis de classe, sans oublier évidemment la voie (révolutionnaire) qui permet d'avancer et d'atteindre finalement cet objectif.

Pour avancer sur la voie de son émancipation de l'exploitation, le prolétariat devra s'ériger en classe dominante et exercer tout le pouvoir aussi longtemps que le capitalisme ne sera pas vaincu à l'échelle mondiale, préalable à l'extinction des classes et de l'Etat... C'est la définition de la dictature du prolétariat qui est le pendant de la dictature du capital que nous subissons quotidiennement.

Des âmes sensibles ou des esprits faibles pourraient penser que le terme de dictature est exagéré. Essayez donc demain d'exproprier un patron qui vous menace de licenciement et vous verrez que vous avez bien à faire à une dictature. Le

patron a tous les droits, tout le pouvoir, vous n'en avez aucun. Comment appelez-vous cela ?

Maintenant, on nous rebat les oreilles avec la république et la démocratie, dont on vient justement de voir qu'elles ne pouvaient pas s'épanouir pleinement dans le cadre d'institutions bourgeoises (Convention ou Assemblée constituante souveraines) et donc coïncider avec les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. G. Bloch cite Marx et Engels à la page 608, il s'agit d'un extrait de la *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt* :

"*S'il y a quelque chose de certain, c'est que notre parti [la social-démocratie allemande en l'espèce] et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française*", ajoutons-y la grande Révolution russe de 1917 qui confirmera et achèvera l'expérience initiée par les plébéiens en 1792.

On reviendra sur ces questions passionnantes. Vous me direz que les situations qui viennent d'être évoquées sont bien différentes de celle que nous connaissons aujourd'hui. Tout dépend de quoi vous voulez causer. Si l'on pouvait trouver des analogies entre la Révolution française de 1789 et la révolution prolétarienne de 1917, certes, dans les deux cas le pouvoir devait (en France) ou pouvait (en l'admettant provisoirement en Russie) revenir à la même classe, la bourgeoisie, la comparaison s'arrête là, car entre ces deux révolutions ils s'étaient écoulés 128 ans, le développement du capitalisme et de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui avaient eu lieu au cours de la période qui séparait ces deux révolutions permettaient d'envisager sérieusement la conquête du pouvoir par le prolétariat comme le prouva la révolution russe.

Nous n'en sommes plus là aujourd'hui... tout en y étant toujours, car la question à l'ordre du jour est bien la même qu'en 1917 : le renversement de la classe dominante au pouvoir par la mobilisation révolutionnaire du prolétariat avec l'aide de son parti communiste.

Ce qui a changé ? C'est qu'on ne sait plus très bien où nous en sommes et c'est bien là tout le drame de notre époque. On est plus près de notre objectif que jamais et en même temps on en est plus éloigné qu'autrefois. On baigne en plein paradoxe, mais il nous faut aussi affronter de nouveaux défits qu'on a du mal à discerner, à admettre parfois, par exemple que la situation de la classe ouvrière a beaucoup changé en un siècle.

A l'époque où Marx et Engels rédigèrent le *Manifeste du parti communiste* et durant les décennies suivantes, le développement du syndicalisme correspondait à une question de vie ou de mort littéralement pour la classe ouvrière, il s'agissait de lutter contre la déchéance physique à laquelle elle était promise du fait de l'exploitation effrénée dont elle était victime, hommes, femmes et enfants compris. La lutte de classe du prolétariat permit par la suite d'améliorer considérablement sa condition... De la lutte de jadis pour la survie, on est passé aujourd'hui à la lutte pour conserver des avantages, qui, si nous ne ne les avions plus du jour au lendemain, ne nous empêcheraient pas de vivre pour autant, dans certaines limites évidemment, bien des peuples n'en bénéficient pas à travers le monde, par exemple, sans qu'ils soient voués à disparaître ou à crever comme crevaient nos ancêtres à la fin du XIXe ou au début du XXe siècle. La concentration ouvrière a cédé la place à son atomisation croissante... Une nouvelle division du travail s'est produite à l'échelle mondiale... La paysannerie a quasiment disparu en France, l'industrie a perdu des millions d'emplois, le secteur tertiaire des services s'est développé... Avec deux bas salaires dans un ménage ouvrier, on vit cent fois mieux qu'il y a 50 ans avec un seul salaire...

Nous avons acquis des droits, le niveau intellectuel de la population n'a plus rien à voir avec ce qu'il était en 1917, ne parlons pas de 1789. Les théories qui ont porté le mouvement ouvrier et ont favorisé son développement ont été la proie de faussaires et de renégats qui les ont rendues illisibles, le réformisme et le stalinisme doivent être liquider du mouvement ouvrier, entre la construction du socialisme dans un seul pays ou le développement graduel du capitalisme aboutissant à la réalisation le socialisme, n'y aurait-il pas un lien de parenté ? c'est la même idéologie bourgeoise qui se cache sous des masques différents...

Si je ne me trompe pas, lors de l'oraison funèbre qu'il prononça à l'occasion du décès de P.Lambert, D. Gluckstein dit que les conditions objectives n'étaient pas mûres, sans expliquer évidemment ce qu'il entendait par là. Lénine avait écrit l'inverse dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* et Trotsky de même dans le *Programme de transition*. Personnellement, je m'étais rangé au côté de Lénine et Trotsky il y a 30 ans, je ne voyais pas pourquoi je devais revenir sur cette question. Puis, mon esprit critique se développant au fil de mes lectures/études, justement en analysant les transformations profondes qu'avait subit la société au cours du siècle écoulé, je me suis ravisé, mais pas en allant dans le sens de Gluckstein, en mettant au contraire l'accent sur les conditions subjectives, qui, non seulement n'étaient pas mûres mais qui exigeaient de nos jours un effort encore plus considérable qu'autrefois de la part du prolétariat pour qu'il s'élève à la compréhension des tâches qu'il a à accomplir... Je crois que c'est un document faisant partie du recueil de textes intitulé *Défense du marxisme* de Trotsky qui m'a mis sur cette piste. Il avait peut-être déjà abordé cette question ailleurs, dans les *Leçons d'Octobre* à propos de la place du parti. Peu importe, je vais y revenir plus loin.

A propos des conditions objectives, j'ai émis une idée en 2005 que je n'ai pas explorée. Je me demandais si les capitalistes ne disposeraient pas encore de suffisamment d'esclaves à travers le monde pour accroître leurs profits, aussi longtemps que le capitalisme et le niveau de vie de la population sur tous les continents n'auraient pas atteint celui des

pays dits développés, ils auraient ainsi les moyens de continuer à entretenir une aristocratie ouvrière et une petite-bourgeoisie importantes qui soutiendraient leur régime politique, interdisant ainsi toute issue politique à la classe ouvrière.

Sans attendre cette échéance qui ne sera sans doute jamais réalisée par le capitalisme, dans le cas contraire, en dehors d'une guerre mondiale ou d'une gigantesque catastrophe planétaire qu'on ne peut pas prévoir aujourd'hui et qui précipiterait sa chute, on devrait encore supporter la barbarie capitaliste pendant au moins un siècle encore ou davantage, au-delà du combat quotidien pour défendre nos acquis ou droits, il faut par tous les moyens possibles élever le niveau de conscience politique du prolétariat et de la petite-bourgeoisie. Peu importe que ce travail d'éducation des masses aboutissent ou non à des résultats immédiats en terme d'organisation ou de parti. Si ce travail est fait sérieusement et sans fléchir, avec persévérance, il finira pas donner des résultats pratiques, dans le cas contraire, cela signifie qu'on considére que les ouvriers sont décidément trop cons pour s'affranchir un jour du capital, il faut choisir. Il y a des dizaines de millions de travailleurs et jeunes inorganisés qui ne savent trop quoi penser de la situation et de l'évolution de la société, du monde, c'est vers eux qu'il faut se tourner en priorité. A quoi bon perdre son temps à tenter de dissuader des militants qui ont toujours raison, qui possèdent leur propre vérité, qui sont la voix de leurs maîtres, qui ont réponse à tout, qui répètent sans cesse les mêmes truismes, qui argumentent leurs positions à coup de citations sans être capable de réfléchir, bref, comme disait le vieux Engels, autant perdre son temps. Le futur appartient à la nouvelle génération de militants.

Vaut mieux toujours se dire qu'on ne sait rien plutôt que le contraire qui ne mène à rien, à moins d'être Narcisse. Il ne faut pas craindre de se tromper, si on procède comme Marx qui remettait tout en cause à la moindre hésitation, au moindre doute. Quand je mesure le décalage qui existe entre ma vie misérable dans ce trou en Inde et ce que j'ai dans la tête et ce que je pourrais faire si j'étais en France, il y a de quoi faire des cauchemars toutes les nuits et me traiter de tous les noms chaque minute qui passe. Je n'étais pas partie en Inde en 1996 en pensant que je reviendrais un jour au combat politique, il m'a bien fallu admettre en 2001 que je m'étais totalement fourvoyé pendant près de 20 ans, c'est dur à encaisser quand on a quelque part une certaine estime de soi, comme tout un chacun, mais ce n'est pas insurmontable, la preuve.

Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir... des étapes indispensables, le travail d'une vie.

Pas le temps d'actualiser les infos en bref.

Le 16 décembre

Je suis en relation avec une société informatique française qui devrait héberger le site d'ici la fin du mois j'espère ou plus tôt, cela ne dépend pas uniquement de ma bonne volonté. Je rencontre plein de problèmes nouveaux d'affichage du jour au lendemain sans avoir modifié quoi que ce soit, signalez-moi ceux que vous auriez constatés, merci d'avance.

Quelques infos en bref suivies d'une revue de presse.

Besancenot blessé lors d'une manif devant l'Assemblée.

« *Les manifestants munis de fumigènes, appartenant au syndicat Sud PTT, ont essayé de monter sur les statues qui entourent la grille d'entrée de l'Assemblée*», rapporte l'AFP. L'objectif était d'habiller lesdites statues en postiers. Mais les choses auraient dégénéré à l'arrivée des policers, explique le NPA dans un communiqué :

« *C'est au moment où les policiers ont brutalement délogé Olivier Besancenot de la statue qu'il a été blessé . Le NPA condamne ces violences policières inadmissibles à l'égard des postiers, des militants syndicaux qui veulent défendre le service public et se réserve le droit de donner une suite à cette affaire.* » (Rue89 15.12)

Le président de l'Assemblée, Bernard Accoyer (UMP), a fustigé «*une manifestation de propagande, une gesticulation qui s'en prend à la démocratie représentative*». Pierre Moscovici (PS) a déploré que «*l'on essaie de plus en plus de prendre l'Assemblée en otage*». Maxime Gremetz (PCF), qui avait applaudi l'action de Greenpeace, s'est désolidarisé de celle du NPA. (Lefigaro.fr 15.12)

Que l'on soit d'accord ou non avec ce type d'actions, on est solidaire de Besancenot et de ses camarades postiers. Il est vrai qu'ils auraient manifesté silencieusement devant l'Assemblée, aucun média n'en aurait parlé. Il est vrai également que de nombreux jeunes et une partie des travailleurs réagissent favorablement ou se positionnent par rapport à ce genre d'actions qui selon eux réclament plus de courage que de scander des slogans en l'air, elles ont aussi aidé des associations à se faire connaître de la population.

Personnellement je n'y suis pas défavorable, bien qu'elle puisse passer pour gauchiste par une partie des militants, mais l'essentiel est ailleurs.

Le comité national contre la privatisation de La Poste avait envisagé timidement une manifestation nationale devant l'Assemblée nationale, puis plus rien. Le NPA n'a rien fait pour que cette proposition devienne réalité. De leur côté les syndicats qui avaient appelé à la grève illimitée jusqu'au retrait du projet de privatisation, n'ont rien fait pour l'organiser sérieusement, du coup elle n'a pas dépassé 24h sauf dans certains bureaux de poste où elle est restée isolée, les dirigeants syndicaux jouant le pourrissement.

S'attaquer à l'Assemblée nationale entièrement acquise au régime n'est pas une mauvaise idée, plus que sa dissolution, c'est son abolition ainsi que l'ensemble des institutions de la Ve République qui devrait être avancée, sauf que ce n'est pas la position défendue par le NPA, par aucun parti d'ailleurs.

British Airways a saisi la justice mardi pour tenter d'empêcher une grève des personnels navigants.

Sa demande sera examinée par la Haute cour "*aussi rapidement que possible*", a fait savoir la compagnie, qui va contester la validité du vote de quelque 13.000 membres du syndicat Unite en faveur de la grève. Le mouvement doit commencer le 22 décembre et durer jusqu'au 2 janvier, avait annoncé mardi le syndicat.

Les employés dénoncent des licenciements et des changements des conditions de travail imposés illégalement selon eux par la compagnie britannique. BA a annoncé des modifications drastiques dans le cadre d'un plan de réduction des coûts. La compagnie argue que ce plan, qui prévoit 1.700 suppressions de postes, un gel des salaires pour les salariés actuels et une baisse de la rémunération pour les nouveaux arrivants, est nécessaire pour sa survie. (AP 15.12)

La grève reconductible entamée depuis le 10 décembre sur la ligne A du RER devrait se poursuivre mercredi, les assemblées générales ayant voté la poursuite du mouvement pour 24 heures de plus ce mardi, selon les syndicats.

Par ailleurs, un préavis de grève de 24 heures pour l'ensemble du réseau a été déposé pour jeudi par les syndicats CGT, FO, UNSA et Indépendants. (AP 15.12)

Revue de presse des 14 et 15 décembre.

Le mégalo. Sarkozy : «*Nous voulons les meilleures universités du monde*» Libération.fr -

Le flambeur.

7,5 millions d'euros pour la communication de Sarkozy en 2009 - L'Express -

L'Elysée finance le site web de Carla Bruni: "*Seulement la page 'Première dame*" -Le Post -

Le privatiseur.

Sarkozy appelle de ses voeux un partenariat public-privé pour financer les universités - AP -

L'intox.

Sarkozy appuie Woerth sur la lutte contre la fraude fiscale - Reuters

Le destructeur.

Nicolas Sarkozy veut débattre de l'équilibre des comptes publics - Reuters

L'anti-social.

Nicolas Sarkozy veut réformer l'Etat social dès 2010 - LeMonde.fr

Sarkonapoléon dit aussi La Talonnette, dans le rôle de la rosette à la conquête des pyramides.

Nicolas Sarkozy a remis à Hosni Moubarak un fragment de fresque égyptien - AP

Monseigneur, mais vous voulez notre ruine !

SMIC : quatre centimes de plus par heure (+ 0,5%) à compter du 1er janvier AP

Le comble du mauvais goût.

Balkany, Dati et Fabius nominés pour le Prix de l'humour politique - LeMonde.fr

Le comble de la sottise.

Lors d'un débat public sur l'identité nationale, la secrétaire d'Etat à la Famille a affirmé qu'elle «*voulait d'un jeune musulman qu'il aime son pays, qu'il trouve un travail, qu'il ne parle pas le verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers*». (Le Figaro - 15.12)

Redresseur de torts : aimer/haïr, courageux/fainéant, endroit/envers, il ne manque plus que l'uniforme de bagnard ou la peau d'un mouton qui finit à la boucherie après avoir été tondu ou à la fosse commune.

Nouveaux couacs institutionnels.

Le Sénat rejette le projet de loi sur le redécoupage électoral ; l'Union centriste dit avoir fait une erreur - AP

Taxe professionnelle : les députés revoient la copie des sénateurs - LeMonde.fr

L'humanisme version impérialisme et barbarie.

Claude Guéant confirme l'expulsion "*dans les jours qui viennent*" de sans-papiers afghans - AP

Le temps du règlement de compte approche.

1 million : le nombre de chômeurs arrivant en fin de droits en 2010 - LeMonde.fr

Le temps électoral à l'oeuvre.

Le changement de statut de La Poste est repoussé à mars 2010 - LeMonde.fr

La privatisation qui jette un froid

Le Réseau de transport de l'électricité (RTE) a mis en garde contre le risque imminent de coupures de courant et appelé les habitants de l'ouest et du sud-est à maîtriser leur consommation pendant la vague de froid. - Le Figaro

Le temps des braves.

M. Papandréou appelle à l'union nationale pour redresser l'économie grecque - LeMonde.fr -

Leur conception de la paix.

Huit morts dans un attentat à Kaboul - AP

Trois attentats font quatre morts à Bagdad - Reuters

Vingt-deux morts dans une explosion dans le centre du Pakistan - AP

Sang et à toi !

Silvio Berlusconi après son agression : '*Je suis encore là, et ils ne m'arrêteront pas*' - LeMonde.fr

Le mauvais farceur.

Côte d'Ivoire : la France était derrière la tentative de coup d'Etat de 2002, selon Laurent Gbagbo - AP

Tout le monde le savait en France dès 2002, il se fout du monde ou il cherche à faire diversion.

Un doigt dans la lune, et l'autre...

Copenhague: Ban Ki-Moon appelle les pays à cesser de se "*montrer du doigt*" - AP

Répression.

Turquie - Deux personnes tuées lors d'une manifestation pro-kurde - L'Express

"*Il y a beaucoup de Taoufik Ben Brik en Tunisie*" - L'Express

Arrestations en Iran dans l'affaire des photos déchirées de Khomeini - AP

Le 17 décembre

Plus le temps de causer, j'ai passé trop de temps sur les articles de presse.

Il va falloir écrire quelque chose sur les défections en cours au PS et au PCF dans le cadre de la préparation des listes aux élections régionales. Ca craque de partout dans tous les partis, les opportunistes et les centristes vont s'en donner à coeur joie. Matraquer Sarkozy, son gouvernement et leurs valets est un devoir quotidien pour un parti ouvrier. Mener la guerre sans merci à l'opportunisme en est un autre tout aussi impérieux. Il ne peut effrayer que le petit-bourgeois. A une autre époque où le socialisme était aussi loin qu'aujourd'hui d'avoir conquis les masses, nos dirigeants ne fléchirent pas et l'histoire leur donna raison.

"*Pendant quarante ans, de 1852 à 1892, Marx et Engels ont constamment signalé l'embourgeoisement des couches supérieures de la classe ouvrière d'Angleterre en raison de ses particularités économiques (colonies ; monopole sur le marché mondial, etc.) . Vers 1870, Marx s'est acquis la haine honorifique des vils héros de la tendance internationale « bernoise » de l'époque, des opportunistes et des réformistes, pour avoir stigmatisé nombre de leaders des trade-unions anglaises, vendus à la bourgeoisie ou payés par elle pour services rendus à sa classe à l'intérieur du mouvement ouvrier.*" (Lénine : *Les tâches de la III° Internationale* - juillet 1919)

"*L'unité avec les social-chauvins est une trahison de la révolution, une trahison du prolétariat, une trahison du socialisme, le passage aux côtés de la bourgeoisie, car c'est « l'unité » avec la bourgeoisie nationale de « son » pays contre l'unité du prolétariat révolutionnaire international, c'est l'unité avec la bourgeoisie contre le prolétariat.*" (idem)

"*La bourgeoisie a besoin de larbins qui jouissent de la confiance d'une partie de la classe ouvrière et qui parent, enjolivent la bourgeoisie par des propos sur la possibilité de la voie réformiste, qui bandent ainsi les yeux du peuple, qui le détournent de la révolution en étalant les charmes et les perspectives de là voie réformiste.*" (idem)

On pourrait remplacer aujourd'hui la classe ouvrière par la petite-bourgeoisie et les intellectuels qui n'ont d'yeux que pour le sommet de Copenhague ! Son échec sera à mettre au compte de tous les partis qui ont voulu peser sur ce sommet de près ou de loin, à l'exception du POI il faut le noter.

Je mettrais ce texte (7 pages) en ligne dès que le site sera hébergé par le nouveau serveur. En le replaçant dans son contexte, il était d'une violence extraordinaire mais combien juste !

La lutte de classe du prolétariat international est repartie de plus belle, l'heure du règlement de compte général et de la révolution socialiste approche. Le capitalisme mondial est à l'agonie, préparons-nous à l'achever, pas demain, mais dès maintenant !

A bas la guerre impérialiste en Afghanistan !

1- En France : A la suite du débat à l'Assemblée nationale sur l'intervention française en Afghanistan, le député socialiste et nouveau vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'Otan, Jean-Michel Boucheron, n'est pas hostile à un renfort du dispositif. (Lexpress.fr 17.12)

Commentaire d'un internaute : "*Un comble! On se croirait revenu au temps de la SFIO, de Guy MOLLET et de Robert LACOSTE ! Et vous voulez être socialiste après çà ! Rien à envier à LELLOUCHE, ce BOUCHERON là. Il est vrai qu'il officie en qualité de vice président de l'assemblée parlementaire de l'OTAN.*" Non, monsieur, ces gens-là n'ont jamais été socialiste.

Le PS a ainsi des dirigeants au sein du gouvernement (Kouchner), des dirigeants à son service (Rocard, Mauroy, Lang, etc), à la direction du FMI (DSK), à la tête de l'OMC (P.Lamy)... et au sommet de l'OTAN !

On n'est revenu à rien du tout, le PS ou la SFIO n'a jamais cessé de soutenir l'impérialisme français, tout comme le PCF. Et puis, la guerre d'Indochine, celle d'Algérie, n'auraient pas débuté sous les bons auspices de la IVe République à laquelle participait le PC et la SFIO ? D'un côté la SFIO et le PC votaient la guerre contre ces peuples, de l'autre ces partis manifestataient dans les rues de Paris contre la guerre, plus opportuniste et plus cynique tu meurs ! Comme disait Lénine à juste titre : il faut liquider cette pourriture, ni unité ni compromis ! A bas le PS !

2- En France toujours. Amalgame scélérat. Mardi, le porte parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, affirmait dans un communiqué : «*Alors que de nombreux pays du monde, dont la France, sont engagés en Afghanistan, qui pourrait comprendre que des afghans dans la force de l'âge n'assument pas leur devoir, et échappent à la formation que, notamment les forces françaises, leur proposent pour défendre leur propre liberté dans leur pays?*».

Argument repris presque mot pour mot mercredi par le député UMP Thierry Mariani: «*Des militaires français sont engagés sur le terrain en Afghanistan, la France a pris le parti de soutenir la reconstruction de ce pays et il est, dans ces conditions, difficilement concevable que la jeunesse de ce pays ne prenne pas toute sa part à cet effort*», insiste-t-il dans un communiqué, expliquant avoir plus d'«estime» pour les «*jeunes Afghans qui ont fait le choix de rester dans leur pays pour le reconstruire et lutter contre les talibans aux côtés des soldats français qu'à ceux qui le fuient*».

Comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, en France c'est bien le complexe militaro-financier qui est au pouvoir.

De quelle "*liberté*" parle Lefebvre dans un pays complètement pourri par la corruption depuis des lustres et dirigés par des clans mafieux composés des familles les plus riches du pays qui terrorisent les classes exploitées, ces familles de féodaux réputées pour compter parmi elles des assassins, des truands, des ordures de la pire espèce ? Il n'y a rien à "*défendre*" dans ce pays, sauf son indépendance contre les troupes impérialistes qui l'ont envahi et qui ajoutent quotidiennement de la terreur à la terreur.

Mariani voudrait que le peuple afghan se range au côté de Karzaï qui défend les intérêts de ces chefs de clans qui le soutiennent en retour. L'émergence des Talibans avec le soutien de l'impérialiste américain est l'expression de la décomposition du régime féodal afghan, il en est une des composantes opposée à la constitution d'une société bourgeoise qui mettrait à l'ordre du jour la démocratisation du régime et que seuls les Afghans eux-mêmes pourront réaliser, tout comme l'était hier l'armée russe d'occupation, tout comme l'est aujourd'hui l'armée impérialiste d'occupation.

Contrairement aux différents Etats européens qui emboîteront le pas à la France, à l'Angleterre et à l'Allemagne à partir de 1871 pour achever leur évolution vers la constitution de sociétés bourgeoises, l'impérialisme en entretenant la corruption et sans hésiter à recourir à des coups d'Etat ou à la guerre, entend interdire à de nombreux pays en Asie et en Afrique d'achever cette évolution, d'acquérir un véritable statut d'indépendance, afin de conserver ces pays dans un état de vassalité.

Ces infâmes représentants de l'impérialisme français ont raison, que les Afghans restent dans leur pays pour combattre contre les armées d'occupation au sein de la résistance afghane qui ne se compose pas uniquement de Talibans.

Quant à ceux qui ont fui la guerre n'importe où dans le monde, peu importe qui ils sont et d'où ils viennent, peu importe leurs motivations réelles, ils doivent bénéficier automatiquement du droit d'asile. Faudrait-il condamner tous ceux qui ont fui le régime de Vichy, toutes les dictatures monstrueuses qu'a engendré le capitalisme dans le monde au cours du XXe siècle, de Hitler à Pinochet en passant par Franco, Mussolini, Salazar, Duvalier, Videla, etc ?

On parle souvent des régimes dictatoriaux à l'instar de l'Iran, du Soudan, de la Lybie ou encore des ex-républiques asiatiques de l'URSS, on entend souvent parler des pays où les peuples sont livrés à une épouvantable misère, la Somalie, l'Ethiopie, la Corée du Nord par exemple, mais on oublie tous les pays où règnent des régimes qui s'apparentent à des dictatures, des pays où ils n'existent en réalité aucun contre-pouvoir, aucun recours possible contre l'injustice, l'arbitraire, la corruption, des régimes qui n'ont rien à envier à celui de Karzaï entre les mains de véritables gangsters, l'Inde où je vis par exemple, précisément au Tamil Nadu (60 millions d'habitants), j'en suis moi-même la victime, mais

aussi le Pakistan, l'Indonésie, le Vietnam, le Maroc, le Nigéria, la Colombie, le Mexique, etc. la liste est trop longue pour les passer tous en revue, pour simplifier on pourrait dire la quasi-totalité de l'Afrique et de l'Asie.

La population de ces pays haïssent littéralement les régimes en place, la totalité ou presque des partis politiques, ils détestent leur propre vie synonyme d'humiliations permanentes, pour simplement survivre ils doivent se plier au joug de leurs maîtres, pire ils n'ont pas d'autres alternatives que leur ressembler un peu, souvent beaucoup, j'en suis le témoin quotidiennement, dans ma propre famille, c'est triste et effrayant, et si vous demandez à n'importe lequel de ces milliards d'esclaves s'il avait la possibilité de fuir cette société immonde, il serait partant, qui ne le serait pas à leur place !

J'ai pensé sérieusement abandonner mon terrain et ma maison qui sont nos seuls bien pour fuir l'Etat pourri du Tamil Nadu pour rentrer en France, sans boulot, sans retraite, tellement ma vie est un véritable cauchemar dans ce pays de merde qu'est l'Inde, qui n'est ni une république ni une démocratie pas plus que les Etats-Unis dans lequel il n'existe même pas un parti ouvrier.

3- Aux Etats-Unis : La Chambre des représentants a voté (par 395 voix pour, 34 contre) mercredi un projet de loi de finances pour la Défense, portant sur 636 milliards de dollars (437 milliards d'euros), destinés à payer la poursuite de la guerre en Afghanistan et en Irak. (AP 16.12)

Un triste record de plus à mettre à l'actif de la Ve République et du flic-président.

La France est le pays d'Europe de l'ouest où le phénomène du suicide en prison est le plus important sur la période 2002-2006, selon une étude de l'Institut national d'études démographiques (Ined).

Le taux de suicides dans les prisons françaises a quintuplé en 50 ans alors qu'il a dans le même peu changé dans la population générale, remarque l'institut.

Le taux de suicide en prison en France est cinq à six fois plus élevé que chez les hommes libres. Il y a eu 115 suicidés en prison en 2008. L'association non gouvernementale Ban public en a recensé 120 autres depuis le début de 2009. (Reuters 16.12)

Le règne de Sarkonapoléon est incompatible avec l'indépendance de la justice.

L'ensemble des syndicats et associations de magistrats ont dénoncé mercredi au Palais de justice de Paris les atteintes à l'indépendance de l'autorité judiciaire et la paupérisation de la justice.

"*Tous sur la même longueur d'onde*", l'Union syndicale des magistrats (USM), FO-Magistrats, le Syndicat de la magistrature, ainsi que des associations catégorielles (application des peines, jeunes magistrats, instruction) ont annoncé, lors d'une conférence de presse, des actions en 2010 pour poursuivre la contestation.

Selon l'ensemble des syndicats, le malaise est plus fort que jamais dans les juridictions. "*Le ras-le-bol est général. Ce n'est pas un débat sur la suppression du juge d'instruction, même s'il est révélateur car il passe pour le dernier bastion de résistance*", a dit M. Trévidic.

Pour les syndicats, ce projet de réforme apparaît clairement comme une volonté du pouvoir politique de contrôler les affaires sensibles ou gênantes pour l'exécutif, selon un communiqué de presse commun.

"*Il y a une opération de démantèlement de l'institution judiciaire, consciente, organisée, préparée*", a dit Naïma Rudloff, présidente de FO-Magistrats, lors d'une conférence de presse commune.

Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), est intervenu dans le même sens.

"*Nous sommes en train de crever gentiment et d'être dans l'impossibilité matérielle d'assumer nos missions*", a-t-il dit.

De plus, avec la réforme de la carte judiciaire, qui a commencé à se mettre en place, ce sont 178 tribunaux d'instance qui vont disparaître très prochainement. "*C'est une gestion plus administrative mais la qualité de la justice n'est pas accrue. Supprimer des tribunaux d'instance, c'est pire que des bureaux de Poste*", a conclu M. Trévidic.

Pour les syndicats, le système judiciaire français s'enfonce dans une véritable misère, que le pouvoir tenterait de résoudre en introduisant des procédures expéditives telles que le "*plaider-coupable*" (jugement sans procès).

Cette paupérisation a été mise en lumière dans un rapport publié en 2008 par le Conseil de l'Europe, qui a classé la France au 35e rang européen sur 43 en termes de dépenses pour ce poste.

Avec 0,19% de sa richesse nationale (PIB) consacrée à la justice en 2006, la France était derrière l'Arménie, Andorre, la Moldavie, la Roumanie et la Russie. Elle dépense deux fois moins d'argent par habitant pour la justice que l'Allemagne. (AP et Reuters 16.12)

La Ve République, un Etat corrupteur...

Six familles de victimes de l'attentat de Karachi ont déposé plainte pour "*corruption active et passive*" et "*recel agravé*" contre l'Association pour la réforme, créée par Edouard Balladur en 1995, a-t-on appris mercredi auprès d'Olivier Morice, avocat des familles. (AP 16.12)

Ils prétendent faire la guerre en Aghanistan pour établir la démocratie, alors qu'ils soutiennent des régimes mafieux et corrompus qui sont évidemment opposés à la démocratie.

Infos ou intox ?

1,4 million de fonctionnaires en plus depuis 1980. Les effectifs de l'ensemble de la fonction publique française ont augmenté de 36 % entre 1980 et 2008, alors que l'emploi total en France progressait deux fois moins vite (18 %), selon un rapport de la Cour des comptes.

Début 2008, les trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales et hôpitaux) employaient au total 5,3 millions d'agents, dont près de la moitié (2,5 millions) pour l'Etat. Cela représente un peu plus de 20 % de l'emploi total en France.

La progression de l'emploi public résulte essentiellement des collectivités territoriales (+71 %) et, dans une moindre mesure, des hôpitaux (+ 54 %).

En 1980, la fonction publique d'Etat comptait 2,1 millions d'agents et 400 000 de plus fin 2007.

Le rapport s'inquiète aussi du recours accru aux "opérateurs" pour assurer des missions de service public. En 2007, ces opérateurs ont perçu 21 milliards d'euros de subventions de l'Etat et 6,5 milliards de ressources fiscales.

Quant à la règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite appliquée par l'Etat, c'est une "*récompense aux mauvais élèves*", selon M. Séguin, qui ne constitue pas une solution à long terme. Cette règle forfaitaire, en vertu de laquelle 34 000 postes seront supprimés dans la fonction publique d'Etat en 2010, "*résulte d'une démarche purement quantitative*", qui n'évalue pas la qualité des missions de service public. Cette méthode profite en outre aux "*administrations pléthoriques et sous-productives*".

Les dépenses de personnel (pensions civiles et militaires comprises) ont représenté près de 300 milliards d'euros en 2007. Des dépenses de personnel qui représentent pour l'Etat près de la moitié des dépenses nettes de son budget, a souligné le premier président de la Cour. (Le Monde et AFP 16.12)

Ces chiffres bruts méritent sans doute quelques correctifs, par exemple je ne suis pas sûr que les agents des collectivités territoriales bénéficient des mêmes statuts que ceux de la fonction publique d'Etat, ni que Seguin n'ait pas tout mélangé, par exemple au sein de La Poste les agents de l'Etat proprement dit et les salariés embauchés par La Poste qui ont un statut privé, ils font bien partie du même organisme mais n'ont pas du tout le même traitement puisque les seconds sont licenciables. Cela étant, ils remplissent bien tous la même fonction dite de service publique.

Si des services ont bien été privatisés, par exemple les cantines scolaires, si les chiffres avancés par Seguin sont corrects, c'est que sous l'effet de vases communicants le nombre de fonctionnaires n'a pas diminué dans les proportions qu'on veut bien nous faire croire. On attend les explications des uns et des autres sur cette question.

Personnellement, c'est malheureux à dire, mais je n'ai aucune raison de croire davantage les données fournies par l'Etat que celles provenant des partis ouvriers qui nous ont trop menti pour les croire sur parole, par exemple sur les centaines de milliards d'euros qui n'auraient jamais été versés à la Sécu depuis 1991 ou encore les quelques 400 milliards qui auraient été distribués en guise de cadeaux aux banquiers et aux capitalistes, alors que l'Etat a compensé à plus de 90% les exonérations de cotisations sociales dont ont bénéficié les patrons et les 400 milliards n'étaient que des avances accordées aux banquiers pour continuer à spéculer et se restructurer ou aux patrons des grandes entreprises pour licencier massivement. Certes, cela leur a permis de continuer de s'enrichir sur le dos des travailleurs, mais parler de cadeaux était abusé ou inexact, inutilement, stupidement, car à ce jeu-là vous perdez toute crédibilité et plus personne n'a

plus envie de vous faire confiance.

L'UE l'intox, suite. Barnier porte-parole du G20 et de la Fed... pour contrer l'aristocratie financière !

La nouvelle Commission européenne doit avoir pour objectif de construire un capitalisme d'entrepreneur aux antipodes du capitalisme de spéculation qui a provoqué la crise actuelle, déclare Michel Barnier.

Il répète par ailleurs que sa feuille de route sera basée sur les décisions du G20 et dit compter sur les eurodéputés, qui ont un pouvoir de codécision avec les Etats membres sur les dossiers liés au Marché intérieur, notamment la régulation financière, pour apporter une "*valeur ajoutée*" au processus actuel de refonte de la supervision financière européenne.

"*Les intérêts de la City passent par une Europe forte. Et la force de l'Europe dépend aussi de la santé économique de la City*", insiste-t-il. (Reuters 16.12)

La City qui n'est qu'un appendice de la Fed, la plus grande banque privée du monde au service de l'impérialisme américain !

Comment la Fed gonfle, gonfle, gonfle la prochaine bulle... qui finira bien par éclater un jour !

Dans son communiqué, la Banque centrale déclare que la situation économique devrait autoriser le maintien des taux à ce niveau exceptionnellement bas (entre zéro et 0,25%) pendant "*une période prolongée*", une formulation clé aux yeux des investisseurs.

"*C'est la confirmation que la Fed ne relèvera pas ses taux avant la deuxième partie de l'année prochaine*", commente Melvin Harris, stratège marchés chez Easy Forex à New York. (Reuters 16.12)

Formidable, qu'ils continuent sur cette voie on ne demande pas mieux ! Ont-ils vraiment le choix ?

Le Tartuffe ou la truffe.

Jean-Pierre Jouyet qui préside l'Autorité des marchés financiers (AMF) interviewé par *Le Monde*.

Les marchés ont pris une avance considérable, dangereuse pour la régulation. Les ordres se passent en une microseconde. La moitié des transactions ne sont pas transparentes. C'est le terreau pour fabriquer la prochaine bulle. Sur le marché du pétrole, les transactions financières représentent dix fois les volumes de pétrole effectivement échangés... Un an après Lehman, on vit encore sur la spéculation. C'est pourquoi nous devons et nous allons renforcer nos moyens informatiques et nos équipes de surveillance. Il nous faut attirer à l'AMF des traders et des mathématiciens de la finance. C'est difficile : nos offres de rémunérations ne sont pas aussi attractives, bien sûr, que dans le privé. (Le Monde 16.12)

Au fait, tartuffe et ses dérivés s'écrivent avec un ou deux F au choix.

On croirait que Jouyet découvre avec quelle rapidité s'effectue les transactions sur les marchés internationaux.

En 1976 je crois, il y a donc déjà 33 ans, j'ai travaillé comme coursier à *La compagnie française du sucre, du cacao et des produits du sol*, avenue Matignon à Paris, il m'arrivait de devoir attendre debout un chèque ou un document à porter à une banque ou à un courtier à la Bourse Viarmes du commerce, dans une salle munie d'une dizaine d'écrans et trois fois plus de téléphones où s'effectuait en temps réel la vente et la revente d'un bout à l'autre de la planète de milliers de tonnes de sucre, des cargos entiers, j'écoutais ce qui se disait par téléphone, je m'en souviens encore car j'avais été surpris de voir à quelle vitesse des masses colossales de marchandises (et d'argent) pouvaient passer ainsi d'une main à l'autre sans que personne ne le sache ou presque, je n'étais plus étonné ensuite que le patron roule en Rolls et sa poignée d'employés en Jaguar !

J'étais jeune et sans conscience politique, cependant je me suis fait cette réflexion : c'est dingue que des gens puissent gagner autant de fric sans bouger leur cul, sans rien faire, alors que je me fais chier pour gagner le Smic, il y a bien quelque chose de dégueulasse dans ce monde. Quelques mois plus tard, je prenais le chemin du militantisme, pas tout à fait un hasard.

Allemagne. Le temps des records.

Le projet de budget 2010 du nouveau gouvernement de centre-droit prévoit un déficit budgétaire record de l'Etat fédéral de

86 milliards d'euros.(Lefigaro.fr 16.12)

Grande-Bretagne. Epimédie en cours.

Les appels à la grève s'étendent et se multiplient dans les transports en Grande-Bretagne. Après les navigants de British Airways, ce sont les bagagistes et les personnels d'enregistrement des aéroports de Heathrow et d'Aberdeen qui menacent de débrayer pour la période des fêtes. Sans parler du mouvement social lancé par les conducteurs britanniques d'Eurostar. (AP 16.12)

Le palmarès de la misère sociale à l'honneur.

1- Le président de la Réserve fédérale américaine Ben Bernanke a été désigné "*Personne de l'année*" 2009 par le magazine américain "Time". (AP 16.12)

2- Les membres du gouvernement Fillon ont désigné Christine Lagarde comme la meilleure ministre 2009. (Lexpress.fr 17.12)

Espagne.

La consultation populaire «*pour ou contre l'indépendance de la Catalogne*» organisée par les indépendantistes catalans dans 166 municipalités de la région a recueilli 94% des suffrages.Mais la participation n'a pas dépassé 30%. (Libération.fr 16.12)

Autrement dit, les Catalans favorables à l'indépendance de leur région ne représentent pas plus de 28% de la population.

Le 18 décembre

1- Copenhague : un défouloir pour les opportunistes et les ignorants.

Pour le PCF, le PG et une partie des adhérents du NPA d'un côté, pour le PS et Europe écologie de l'autre, l'engagement politique n'a de sens que s'il se traduit obligatoirement par l'obtention de postes aux vertus sonnantes et trébuchantes pour leurs dirigeants au sein des institutions de la Ve République, ce sont des partis ou des regroupements à vocation électoraliste qui entendent occuper toute leur place dans la gestion de la société capitaliste qu'ils prétendent plus ou moins pouvoir réformer, en réalité préserver, à défaut d'exercer leurs mandats dans la perspective de renverser l'ordre établi.

De ce point de vue-là, il est parfaitement clair que leurs préoccupations sont étrangères aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et que les défections "*soudaines*" de certains de leurs dirigeants en direction d'autres partis, précisément au moment où ces partis établissent les listes de leurs candidats aux prochaines élections, généreusement relayées par les médias, suffirait en soi à le témoigner.

Nous ne sommes pas opposés systématiquement à la participation aux différentes élections, tout dépend dans quel objectif : "*le prolétariat a besoin de l'Etat non pour la « liberté », mais pour écraser son ennemi, l'exploiteur, le capitaliste*" (Lénine : *Les tâches de la IIIe Internationale* - juillet 1919)

"*Ne refuser en aucun cas (hormis des cas de force majeure) de mettre à profit le parlementarisme et toutes les « libertés » de la démocratie bourgeoise, ne pas refuser les réformes, mais les considérer uniquement comme un résultat accessoire de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat.*" (id)

Tous ces partis ou regroupements prétendent utiliser les élections pour "*tous les jours, parler d'emploi, tous les jours, parler de logement, tous les jours, parler de santé*" (M. Aubry à Tours, le 12 décembre, lors d'une convention nationale), les travailleurs n'ont que faire de discours sur les conséquences de la survie du capitalisme qu'ils connaissent parfaitement pour les vivre de plus en plus difficilement quotidiennement.

"*Ce n'est pas une reconnaissance verbale qu'il faut, mais une rupture complète, dans les faits, avec la politique réformiste, avec les préjugés de la liberté bourgeoise et de la démocratie bourgeoise, l'application dans les faits d'une politique de lutte de classe révolutionnaire.*" (id) ce dont ces partis étaient évidemment totalement incapables hier comme aujourd'hui et le demeureront.

Ce sont des socialistes en paroles et des partisans du capitalisme en fait, "des amis de la classe ouvrière en paroles, mais en fait des laquais de « leur » bourgeoisie nationale, qu'ils aident à tromper le peuple" (id)

2- L'opposition Nord/Sud : l'antithèse de l'internationalisme prolétarien, la négation de la lutte des classes.

Dans un article du 16 décembre intitulé *Copenhague : le bras de fer Nord / Sud s'accentue*, le PG pose une question : "*Y aura-t-il un accord contraignant pour les pays développés à la sortie du Sommet de Copenhague ?*".

Pour les militants qui se positionnent sur le terrain de la lutte des classes, la société des différents pays dans le monde, les Etats, sont constitués de classes sociales aux intérêts opposés et inconciliables, et non de citoyens disposant des mêmes droits. Dans chaque pays il existe une classe dominante ou exploiteuse qui détient le pouvoir, tout le pouvoir, et une classe dominée ou exploitée qui n'en détient aucun.

Sans entrer dans les détails, il est clair qu'"*un accord contraignant pour les pays développés*" se traduirait automatiquement par de nouvelles attaques contre le prolétariat des pays capitalistes dits les plus développés dont le produit ne profiterait évidemment pas au prolétariat et à la paysannerie pauvre des pays dits en voie de développement ou des pays pauvres. Ainsi le PG au même titre que tous les partis cités plus haut qui se sont précipités au sommet de Copenhague, se fait le laquais de sa propre bourgeoisie dans la lignée de la IIe Internationale jaune. Et en réclamant un accord plus avantageux pour les pays qu'ils nomment du Sud, ils soutiennent de fait leurs régimes que le prolétariat combat dans l'ensemble de ces pays.

Les dirigeants de ces partis ne peuvent pas prétendre qu'ils ne le savent pas, et je ne suis pas le seul à le dire, il y a le POI mais aussi LO, j'ai relevé cet extrait de la conférence de presse de N. Arthaud du 7 décembre : "*que ce soit dans les pays riches ou dans les pays les plus pauvres, eh bien la crise se traduit par un sauvetage des couches les plus riches et par une aggravation catastrophique des conditions de vie des classes populaires*", et les milliards de dollars que les partis inféodés au capitalisme réclament aux capitalistes des pays dits riches à Copenhague pour soi-disant aider les autres pays à lutter aussi contre le réchauffement de la planète, iront de la même manière directement dans la poche des capitalistes de ces pays-là.

Notez bien que ce n'est pas un argument des opportunistes cités plus haut, on pourrait nous objecter que le prolétariat mondial aurait tout intérêt au développement du prolétariat dans les pays en voie de développement et que le sommet de Copenhague pourrait le favoriser d'une certaine manière... Ma démonstration répond déjà en partie à cette objection. C'est nier que ce n'est pas l'enjeu de ce sommet, il ne se situe pas sur ce terrain-là. C'est oublier que le développement de ces pays est incompatible avec les intérêts des multinationales qui dominent le marché mondial. C'est nier aussi que le pouvoir politique en place dans ces pays complètement gangrenés par la corruption n'y tient pas vraiment non plus. C'est plus facile pour quelques centaines de familles riches de gouverner une masse inculte et pauvre qu'un prolétariat puissant et organisé. C'est oublier un peu vite que les dirigeants des classes dominantes de ces pays en ont strictement rien à foutre des questions sociales ou environnementales, qu'ils sont à la tête de régime mafieux semi féodaux, antidémocratiques. C'est baigner en pleine illusion ou faire preuve d'une crasse ignorance que de leur prêter des intentions ou des motivations qu'ils n'ont pas ou jamais eu.

C'est la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays, la solidarité internationale avec le combat engagé par le prolétariat dans chaque pays contre sa propre bourgeoisie, qui peut seule aboutir à une amélioration des conditions d'existence des classes exploitées à l'échelle de l'humanité et conduire à terme à renverser le capitalisme mondial...

Des pays comme l'Inde, la Chine, le Bangladesh, l'Egypte, le Nigéria, etc., ils se comptent par centaines dans le monde, sont de véritables décharges à ciel ouvert, des poubelles dans lesquelles tout le monde patauge quotidiennement sans que cela ne dérange le moins du monde ceux qui sont au pouvoir et qui sont censés être en charge des questions environnementales. J'en suis témoin tous les jours, je n'ai pas pu obtenir que la municipalité vide la décharge derrière chez moi, et pour cause, devant la somptueuse maison du chez du district c'est le même spectacle affligeant sans que cela le gêne le moins du monde, son propre niveau de développement intellectuel ou de conscience se situe au même niveau que la pourriture qui jonche le sol, il est inversement proportionnel à sa fortune. (A suivre)

Un régime aux abois.

Le ministre de l'Immigration et de l'identité nationale Eric Besson a annoncé jeudi sa décision de porter plainte contre le député PS de Paris Jean-Christophe Cambadélis qui l'a comparé au pétainiste et collaborateur Pierre Laval, chef du gouvernement sous le régime de Vichy.

Il a également décidé de porter plainte contre l'écrivain et réalisateur Gérard Mordillat qui s'était de son côté élevé contre un "*gouvernement qui a mis en place un ministère de la xénophobie et du racisme*", à savoir le ministère "*dirigé*" par Eric Besson, dénonçant un "*gouvernement qui, dans un système (...) facho-libéral, supprime au fur et à mesure un certain nombre de libertés*". (AP 17.12)

***Libération*, le 12 décembre, terminait un article sur le NPA en parlant d'une "*période pauvre en mouvements sociaux, les temps sont durs pour les anticapitalistes*", dont évidemment *Libération* ne peut pas faire partie. Les faits.**

1- Les organisations syndicales de la RATP se sont prononcées pour la poursuite vendredi de la grève sur la ligne A du RER en région parisienne, a-t-on appris jeudi auprès de la CGT.

Mercredi, les organisations syndicales de la RATP ont opposé une fin de non-recevoir aux propositions de la direction pour les équipes du RER A, dont une prime de 80 euros par mois, là où les syndicats réclament un minimum fixe de 120 euros par mois. (LeMonde.fr 17.12)

2- Les syndicats (CFDT, CGT, CGC, CFTC, FO et FNCR) des personnels chargés de l'entretien et de l'alimentation des distributeurs automatiques de billets de banque, plus communément appelés les "dabistes", appellent à une grève illimitée dès vendredi matin pour exiger la revalorisation d'une prime de risque à hauteur de celle que touchent les convoyeurs de fonds, a-t-on appris ce jeudi soir de source syndicale. (AP 17.12)

3- Une centaine d'agriculteurs du syndicat Jeunes Agriculteurs d'Ile-de-France ont déversé jeudi matin, peu avant 7h, de la paille devant l'Elysée, à Paris, avant d'être dispersés à coups de gaz lacrymogène par la police.

Le président des JA d'Ile-de-France Damien Gressin a lu un communiqué devant l'Elysée dans lequel il a dénoncé "*le mépris du président de la République pour ses paysans*" et le plan du gouvernement qui ne satisfait pas "*les paysans d'en bas*".

"*Pourquoi M. le président êtes-vous à l'origine d'une dérégulation des marchés au niveau européen? Croyez-vous que nous sommes assez dupes pour croire à vos promesses?*", a-t-il lancé devant le palais présidentiel. (AP 17.12)

4- Des étudiants en soins infirmiers -1.200 selon la police- ont manifesté jeudi à Paris à l'appel de leur principale association, qui estime que leur réquisition dans les centres de vaccination contre la grippe A/H1N1 se fait "*au péril de leur formation*".

Dans un communiqué, l'Association des étudiants en soins infirmiers (AESI) juge "*nacceptable qu'on déloge un étudiant de son lieu de stage ou de cours (donc d'apprentissage) pour le transformer en vaccinateur à la chaîne pour la simple et bonne raison qu'il est une main-d'oeuvre bon marché, de plus sans matériel adapté et au péril de sa formation*". (AP 17.12)

5- Des perturbations dans la circulation des bus et des tramways sont à prévoir vendredi 18 décembre à Bordeaux, suite à un préavis de grève illimitée. L'intersyndicale (CGT, CFDT, CFE-CGC et FO) des salariés de Keolis, l'entreprise en charge des transports publics de l'agglomération bordelaise, entend protester contre la réorganisation du réseau de transport prévue en février et peser sur les négociations salariales en cours.

Selon Bruno Danet, directeur de Keolis Bordeaux, la direction a notamment proposé 1,65 % d'augmentation des salaires de base, l'attribution d'une prime exceptionnelle de 470 euros et l'amélioration de la prime de vacances, qui sera portée à 1 922 euros. (LeMonde.fr 17.12)

6- Les syndicats CFDT, CGC, FO et UNSA des Autoroutes du Sud de la France (ASF) appellent les personnels à une journée de grève vendredi, veille des vacances de Noël, pour réclamer une hausse des salaires et une amélioration des conditions de travail. (AP 17.12)

7- Etc. etc.

Une nouvelle gamelle de plus en plus bruyante pour le nabot du Palais.

Me Olivier Morice, l'avocat des familles de six salariés français de la Direction des constructions navales (DCN) morts dans l'attentat de Karachi en 2002 a mis en cause le président de la République Nicolas Sarkozy, jeudi, lors d'une conférence de presse à Paris. "M. Sarkozy est au coeur de la corruption. Elle a été validée quand il était ministre du Budget (en 1994) mais aussi lorsque c'est lui qui s'est occupé de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur" en 1995, a accusé l'avocat. Des propos immédiatement démentis par l'Elysée.

Pour Me Morice, "on ne peut pas étouffer, dans un Etat démocratique comme le nôtre, un tel scandale". "Le président est couvert par l'immunité mais ce n'est pas le cas de" l'ancien Premier ministre "Edouard Balladur", de l'ancien ministre de la Défense "Philippe Léotard", "Renaud Donnedieu de Vabres (qui était chargé de mission auprès de Philippe Léotard) et

Nicolas Bazire", ancien directeur de cabinet d'Edouard Balladur, a-t-il dit.

Aux yeux de l'avocat, "Nicolas Sarkozy est au coeur de la corruption parce qu'il a parfaitement conscience, au moment où est validé le système des sociétés écran mises en place, que le montant des commissions exorbitantes est payé très rapidement et n'a d'autre objectif que de financer la campagne présidentielle de M. Balladur".

Me Morice note également que l'attentat a eu lieu en 2002, soit sept ans après la fin de l'arrêt des commissions. Et il a son hypothèse: "Je crois que nous allons découvrir un système de corruption qui va bien au-delà de l'attentat commis et de la vente de sous-marins et de rétrocommissions". (AP 17.12)

Grande-Bretagne.

La direction de British Airways a gagné jeudi une action en justice lui permettant de faire annuler une grève prévue des navigants de douze jours, sur injonction d'un tribunal. (AP 17.12)

Et les syndicats acceptent cette décision, ils se couchent. Ils fallaient passer à l'action illégale.

Encore un triste record à mettre au compte du capitalisme.

Le comité pour la protection des journalistes, un groupe indépendant de défense de la profession, estime qu'au moins 68 journalistes ont péri en 2009, soit 60% de plus qu'en 2008.

"*Ce qui apparaît, c'est que les trois-quarts ont été tués délibérément pour leur travail, et dans 85% des cas, personne n'a été poursuivi par la justice*" a pointé Robert Mahoney, directeur du comité.

Parmi les principaux pays impliqués : les Philippines, le Mexique, la Somalie, le Pakistan, la Russie, le Sri Lanka. l'Afghanistan, la Colombie, le Salvador, l'Indonésie, le Kenya, Madagascar, le Népal, le Nigeria, les territoires occupés palestiniens et le Venezuela. (AP 17.12)

Vous retrouvez ici un des arguments figurant dans ma causerie du jour et celle d'hier.

Le 19 décembre

Les mauvaises odeurs de la Ve République.

Jacques Chirac a été mis en examen vendredi pour "*prise illégale d'intérêts*" dans une affaire d'emplois présumés fictifs à la mairie de Paris dans les années 1990, annonce le service de presse de l'ancien président de la République.

Le dossier concerne la rémunération par la Ville de Paris dans les années 1990 de sept personnes travaillant en réalité comme cadres au RPR.

La justice dispose d'un élément matériel contre Jacques Chirac, une lettre signée de sa main le 16 décembre 1993 dans laquelle il demande une promotion pour une personne salariée par la ville entre 1983 et 1994, Madeleine Farard, qui a reconnu durant l'enquête avoir travaillé exclusivement pour le RPR.

L'instruction retient que la mairie de Paris a servi frauduleusement à financer le fonctionnement du RPR à travers ces emplois, ou à fournir des rémunérations de complaisance à des proches amis politiques ou aux familles de ces derniers. (Reuters 18.12)

Social.

1- Le mouvement de grève illimitée dans le RER A a été reconduit par la plupart des assemblées générales de conducteurs jusqu'à lundi, d'autres ayant voté la poursuite pour 24 heures.

Vendredi, pour le neuvième jour consécutif, le trafic était nul à l'exception des heures de pointe où circulait un train sur deux. (AP 19.12)

2- Une décision de la Cour de cassation va faire jurisprudence. Selon un arrêt rendu le 10 novembre, la chambre sociale de la Cour a décidé de reconnaître comme du harcèlement moral "*des méthodes de gestion mises en oeuvre par un supérieur hiérarchique dès lors qu'elles se manifestent pour un salarié déterminé par des agissements répétés*". (AP 18.12)

3- L'ensemble des organisations syndicales de Kéolis (transports en commun bordelais) qui avaient appelé à un mouvement de grève illimité ont signé vendredi après-midi l'accord relatif à la négociation annuelle obligatoire. Cette signature met un terme au préavis déposé.

La direction "*se félicite de la signature de cet accord qui permet à l'entreprise de sortir du conflit*".

Dominique Dubroca, délégué FO, souligne quelques avancées: "*Nous avons obtenu l'application dès janvier de l'augmentation salariale de 1,2% prévue initialement au mois de juillet. En ce qui concerne la compensation des heures de nuit, la négociation se poursuit. Même chose pour la prise en compte de l'évolution des carrières pour les techniciens de maintenance*". (AP 18.12)

En réalité, pour ceux qui savent lire, ils n'ont rien obtenu du tout ! La direction peut se féliciter.

Economie.

Estimations et approximations, risques et incertitudes, euphémismes à la pelle !

Les besoins estimés de dépréciations des banques de la zone euro ont augmenté ces six derniers mois même si le risque systémique a diminué, déclare la Banque centrale européenne (BCE).

Elle évalue à 553 milliards d'euros les dépréciations totales pour la période 2007-2010, contre 488 milliards en juin. Les dépréciations qui doivent encore être inscrites dans les comptes représentent 187 milliards d'euros selon ses estimations.

"*Au cours des prochains mois, la situation générale de bilan dans le secteur des entreprises non-financières de la zone euro devrait rester délicate*", estime-t-elle.

"*Cela signifie que les banques de la zone euro peuvent s'attendre à des dépréciations supplémentaires importantes sur des prêts aux entreprises au cours de l'année à venir.*" (Reuters 18.12)

Tartufe ou la truffe blanche du régime.

Après trois ans d'enquête, dans l'affaire du délit d'initiés présumé chez EADS la commission des sanctions de l'AMF décide de clore ce dossier par l'équivalent d'un non-lieu général. Rappelons que cette institution est présidé par Jean-Pierre Jouyet, autrement dit Sarkozy.

Sur les vingt personnes mises en cause par l'enquête, dix-sept personnes physiques, dont Noël Forgeard, ex-coprésident du groupe d'aéronautique et de défense, et trois personnes morales - EADS, les groupes Lagardère et Daimler -, aucune n'est sanctionnée.

Forgeard avait revendu des actions peu de temps avant que soit rendu public les retards de livraison de l'A380 et réalisé un profit de 3,7 millions en 2006. M. Forgeard, comme ses coaccusés, est mis hors de cause. La Commission des sanctions juge qu'il n'est pas possible de dire en droit qu'ils ont bénéficié, et utilisé, une information privilégiée.

Aucun des griefs mentionnés, qu'il s'agisse du délit d'initiés ou de la diffusion d'informations trompeuses au marché, n'est retenu. De l'acte d'accusation de l'AMF, il ne reste rien.

Selon un proche de l'AMF : "*Mais regardons la justice, 95 % des affaires financières finissent aussi par un non-lieu !*".

La procédure d'enquête reste, du point de vue de l'AMF, irréprochable. Ce point est d'ailleurs admis par la commission des sanctions. Mais alors ? La force de persuasion des bataillons d'avocats mobilisés pour la défense des puissants industriels a-t-elle été décisive ? (Le Monde 18.12)

Ouf !

Grande-Bretagne. 2010 : l'année des records, suite.

L'endettement net du secteur public britannique a atteint un plus haut record en novembre, la dette nette du pays représentant alors 60,2% de sa production économique totale, montrent les données officielles. (Reuters 18.12)

Le 20 décembre

Le début de la causerie d'hier est disponible en fichier pdf.

Comme apparemment je ne peux plus ajouter un seul fichier dans le serveur, je retire provisoirement mes propres articles de 2005.

Attention, prochainement le site ne sera plus disponible à l'adresse meltl.com parce que le patron indien refuse de me donner la clé nécessaire au transfert du nom de domaine du site vers la nouvelle société informatique qui va héberger le site. Pour trouver le site à partir du 24 janvier ou peut-être avant, il vous faudra taper luttedeclasse.org ou avec une autre extension, par exemple .fr ou .inf. Je vous tiendrai informé.

La décomposition du capitalisme.

1- Trains en panne pour quelques flocons de neige, avions en vol en perdition pour cause de gel, épidémie de retraits du marché de médicaments présentant des dangers pour les malades, retour chez les constructeurs de millions de voitures présentant des défauts graves pour la sécurité, etc.

La course folle aux profits, quoi.

2- Rien que dans la région nantaise, plus de 700 tonnes de pain sont jetés à la poubelle par les boulangers chaque année, ramené au niveau nationale, c'est plus de 20.000 tonnes de pains et viennoiseries frais ou encore consommables qui partent à la décharge. (entendu à l'émission Complément d'enquête diffusée en différé avant-hier sur TV5Monde Asie)

Certains boulangers, une infime minorité, donnent leurs invendus à des associations caritatives, les autres vont jusqu'à déverser de l'eau de javel sur les pains jetés afin que personne ne puissent les consommer, donc en plus ils dépensent de l'argent pour qu'aucun pauvre n'en profitent. Si un jour ils sont victimes d'une attaque au vitriole qu'ils ne s'étonnent pas, avec une telle mentalité, ils sont tout juste bons à brûler !

Dans ce documentaire, on a pu voir une association qui récupérait des tonnes de pain qu'elle livrait ensuite à une entreprise qui les transformaient pour en faire de l'alimentation pour animaux. Le responsable de cette association a expliqué qu'il ne faisait pas de bénéfices et que l'argent que cette entreprise lui reversait servait uniquement à payer les salaires d'une dizaines de personnes. 1- cette association récupère du pain consommable qui pourrait être distribué aux pauvres, ce qu'elle ne fait pas ; 2- cette entreprise, au lieu de recycler ce pain pour en faire un produit à destination de la consommation humaine à bas prix, y préfère le marché des aliments pour animaux où elle réalise sans doute plus de bénéfice.

On pourrait objecter que si cette association n'existait pas ce pain partirait à la poubelle, alors que là il permet à dix chômeurs de percevoir un salaire. A ce compte là, on peut aussi justifier ceux qui dépouillent les cadavres parce qu'ils n'ont rien trouver de mieux pour survivre, on peut absolument tout justifier partant de ce principe, sans limite. Cette association est une entreprise capitaliste comme une autre, voilà la vérité. Pour éviter de réaliser des bénéfices, il lui suffit d'investir dans du matériel et d'augmenter les salaires et le tour est joué. Chacun se trouve de bonnes raisons pour conserver sa bonne conscience, c'est tellement facile. Vous me direz qu'on n'est plus à un paradoxe près dans cette société, d'accord, mais de là à en faire un business, il y a une limite à ne pas franchir.

Le socialisme, c'est quoi ? Tout d'abord nous éradiquerions la pauvreté. Ensuite nous interdirions immédiatement cette pratique scandaleuse, les boulangers contrevenants seraient expropriés sans indemnité sur le champ.

Remarquez bien qu'aujourd'hui on retrouve cette misérable mentalité un peu partout, y compris dans le mouvement ouvrier.

Vous avez peur de la révolution, on ne vous en parlera pas, vous craignez la violence, on ne vous dira pas un mot de la guerre civile qui accompagne une révolution, le mot dictature vous évoque des images horribles, la dictature du prolétariat passe à la trappe, le socialisme évoque pour vous le goulag ou l'enfer stalinien, rassurez-vous il figure en dernière position dans notre catalogue, vous craignez le désordre et la désorganisation qu'entraînerait infailliblement une révolution, nous aussi on préfère la voie de la légalité, vous ne supportez pas l'idée de souffrir pour des idées, nous aussi, c'est la raison

pour laquelle on préfère la voie pacifiste du réformisme à la voie révolutionnaire sanguinaire...

Vous n'êtes pas d'accord avec nous, que cela ne tienne, on va arrondir les angles, raboter tout ce qui dépasse et vous incommode, au diable les théories, les principes et les préalables, après tout nos convictions sont élastiques, aléatoires, de circonstances, on peut très bien les garder au chaud dans un tiroir qu'on ouvrira un jour peut-être, rassurez-vous, nous ne sommes pas d'horribles barbares bolcheviks, des communistes...

Ce n'est pas bien de dire : dehors Sarkozy, que cela ne tienne, on s'abstiendra de le dire le plus longtemps possible, vous craignez le vide qu'entraînerait la chute des institutions de la Ve République, vous nous entendez souvent le dire, non, alors ne vous affolez pas pour rien, elles ont encore de beaux jours devant elles, oui mais vous dites que le régime est à l'agonie, c'est une façon de parler sans conséquence, rassurez-vous, vous nous entendez dire qu'il faut exproprier les patrons, non, alors vous voyez que nous ne sommes pas de furieux irresponsables, ce qu'on vous propose c'est de venir combattre, non, excusez-moi le terme est trop violent, de participer à nos activités tout à fait légales, indolores, presque asceptisées, sans rien vous imposer nous serions des dictateurs, un accord minimum, le minimum du minimum du minimum si vous préférez, vous pouvez conserver vos propres idées, on est des démocrates, on a l'esprit large vous l'avez bien compris, vos idées ne sont pas toujours bien jolies, vous n'avez pas spécialement les mains propres non plus, peu importe, on fermera les yeux, mieux, cela ne nous intéresse pas, pas plus que vos intentions réelles remarquez bien, on se contente des apparences et cela nous suffit amplement pour l'objectif que nous nous sommes fixés, une sorte d'humanisme à cent balles fait parfaitement l'affaire, un simple engagement de votre part et vous rejoignez le club des illusionnistes professionnels, vous savez, chacun détient sa propre vérité, cela mérite le respect, après tout, ne dit-on pas que tout est relatif, qu'il faut de tout pour faire un monde, formidable, c'est exactement ce qu'on pense, ne vous formalisez pas pour quelques mots prononcés inconsidérément, tous les mots ont été tellement galvaudés que plus personne ne sait de quoi on cause de nos jours, vous ne prenez aucun risque, finalement les théories et les idées vieillissent et finissent par disparaître avec le temps, nous nous les recyclons dans une centrifugeuse borgne, à la sortie nous en conservons quelques oripeaux insignifiants pour donner un peu de consistance à notre discours, il faut bien qu'on continue d'exister quand même, et puis le plus important, n'oublions pas que c'est le système qui nous nourrit, il ne faudrait pas être ingrat avec lui : prolétaires de tous les pays, engraissez-nous ! Avec du pain ? Non, parbleu, avec des brioches !

A Copenhague le pain était congelé, pas de bol, il leur reste la brioche pour les régionales, en mars, hum, pourvu que le climat social soit clément !

A propos du fiasco de Copenhague.

Dans un communiqué, M. Aubry écrit : cet "*échec (...) ne peut qu'éroder profondément la confiance des peuples dans leurs représentants*". (AP 19.12)

On comprend qu'elle s'en inquiète. Si tel est le cas, on ne peut que s'en réjouir. D'ailleurs en France, la majorité de la population ne fait pas davantage confiance à l'UMP qu'au PS. Tous les peuples pourront aussi s'interroger sur les réelles intentions de ceux qui les ont poussés à espérer quelque chose de la part des représentants du capitalisme et parmi lesquels figuraient un bon nombre de représentants de l'Internationale jaune.

A Neuilly, ils détestent les pauvres. Ou les bienfaits du RSA.

Cette année, et pour la première fois depuis 1999, les bénéficiaires des minima sociaux ne toucheront pas de prime de Noël dans les Hauts-de-Seine.

Parce que le Conseil Général du département, présidé par Patrick Devedjian, le ministre de la Relance, a estimé vendredi que cette aide n'a plus lieu d'être. Elle "*est rendue caduque par la refonte des aides sociales effectuée par l'État autour du revenu de solidarité active (RSA)*" justifie le Conseil général du 92 sur son site Internet.

L'année dernière, 25 000 personnes en avait bénéficié dans le département, soit un budget de 3,4 millions d'euros. (LePost 19.12)

Un peu plus de liberté, mais les illusions demeurent.

C'est un tournant pour les Balkans. L'Union européenne a ouvert samedi ses frontières à plus de dix millions de Serbes, de Monténégrins et de Macédoniens, qui n'ont désormais plus besoin de visas. (AP 19.12)

Le 21 décembre

Un camarade du POI m'a signalé que l'article mis en ligne hier, http://www.meltl.com/service/copenhague191209.pdf, n'était pas disponible, le problème venait apparemment du serveur. Dans l'article d'aujourd'hui, j'aborde avec les moyens du bord les questions économiques qui sont à l'origine du fiasco de Copenhague, je reviens aussi sur l'opération en cours qui consiste à blanchir Sarkozy de toute responsabilité. J'imagine que l'on en tirera d'autres enseignements.

Je répondrai plus tard au courriel de ce militant, car il pose des questions intéressantes concernant mon positionnement. Je peux dors et déjà lui confirmer que je ne roule pour aucune formation politique en particuliers, que je ne suis adhérent à aucun parti ou groupe. Je ne suis pas "*un parti à moi tout seul*" comme il l'écrit, je n'en ai jamais eu la prétention. Par contre, j'ai la conviction d'appartenir à un courant du mouvement ouvrier qui n'est pas représenté ou dont les idées ne sont pas suffisamment exprimées donc representées, j'en ai eu confirmation à de multiples reprises au cours des 5 dernières années à travers les témoignages que j'ai reçus de militants inorganisés ou organisés dans différents partis ou groupes.

Que maintenant je n'aie pas "*bonne presse chez les militants du POI qui prennent (mes) prises de positions et (mes) critiques comme une action anti POI permanente*" ne m'étonne pas, puisque la plupart d'entre eux ne supportent pas qu'on critique leur politique ou leur parti, c'est viscéral chez eux et je n'y peux rien. Ils ne sont pas tous dans ce cas-là heureusement et ce camarade en est la preuve. S'ils étaient aussi objectifs ou impartiaux envers leur propre parti qu'ils prétendent l'être envers les autres partis qu'ils critiquent parfois à juste raison, parfois à tort et à travers, peut-être qu'une discussion sérieuse avec eux seraient possibles, mais force est de constater jusqu'à présent qu'ils n'ont jamais été capables d'opposer le moindre argument à mes critiques.

Comme je l'ai déjà expliqué ailleurs, on ne se situe pas sur le même plan, on ne partage pas la même analyse de la situation ni du développement de la lutte des classes au cours du XXe siècle, du coup on ne risque pas de s'entendre, c'est aussi simple que cela. J'ai mes propres convictions que je défends loyalement et sincérement, ensuite, personne n'est obligé d'y adhérer ou de les partager. Je ne sais pas ce que veulent dire ceux qui me traitent d'anti-POI. J'ai quand même le droit de penser en m'appuyant sur les enseignements de la lutte de classe du XIXe et du XXe siècle que nous ont légué les marxistes, que le POI ne constitue pas le type de parti dont la classe ouvrière aura besoin pour renverser le régime et prendre le pouvoir. J'ai le droit de le penser et d'expliquer pourquoi ou serait-ce illégitime ? Si c'est cela être anti-POI, je suis effectivement anti-POI. Par contre, lorsque j'appelle les militants qui se connectent sur le site à participer aux activités du POI, à y adhérer s'ils le souhaitent, là que disent-ils nos procureurs généraux ? Lorsque j'écris que le POI est encore le parti le plus sérieux du mouvement ouvrier, que disent-ils ces dictateurs en herbe du CCI-POI ? Lorsque j'écris que dans la situation actuelle, à défaut de mieux je précise, le POI est encore le parti le plus convenable dans lequel on peut s'engager sans craindre d'avoir honte ou de le regretter un jour, en toute connaissance de cause, que disent-ils mes juges ? Quand j'appelle les militants à rejoindre les comités pour l'unité mis en place par le POI, ou encore à participer au rassemblement du 28 novembre, à la manifestation du 5 décembre, que disent-ils ?

Je pourrais encore continuer longtemps cette liste, tout ce que vous venez de lire est disponible dans le site, vous pouvez le vérifier, je vous y invite chaleureusement. J'ai pu constater à plusieurs reprises que les dirigeants du CCI que j'avais présentés comme des intellectuels d'un grand talent en comparaison avec ceux des autres partis, sont aussi assez intelligents pour se présenter comme des gens acceptant la critique, alors que ce n'est pas du tout le cas, et d'embobiner ainsi les militants. Une critique acceptable pour eux doit obligatoirement se situer sur le terrain qu'ils ont choisi, c'est-à-dire le leur évidemment, sorti de là, ils vous méprisent ou vous traitent en ennemi, point barre, c'est à prendre ou à laisser.

Personnellement, j'ai horreur de ce comportement, je préfère la saine et libre confrontation des idées, je considère qu'aucune question ne doit rester dans l'ombre, qu'aucune hypothèse ne doit être rejetée avant d'avoir éte épuisée, qu'aucun argument ne doit être balayé sans avoir été étudié minutieusement auparavant, qu'aucune théorie ne doit être abandonnée avant d'avoir été analysée à fond, et surtout que personne n'est parfait et que l'erreur est humaine, qu'on a le devoir de les reconnaître publiquement et de les corriger, ce que je m'emploie à faire de mon côté lorsque cela est nécessaire sans que cela me cause le moindre problème.

Ce qu'ils ne supportent peut-être pas, c'est que je mets absolument tout sur la table, je ne me contente pas d'avancer une position, j'explique dans les moindres détails comment j'y suis parvenu et pourquoi je n'en ai pas retenu une autre, j'explique ma méthode, ainsi je permets à chaque militant vérifier librement l'ensemble du processus et du matériel, faits et méthode, qui m'ont permis d'aboutir à telle ou telle conclusion et de détecter les erreurs que j'aurais pu commettre et de les rectifier, vous avouerez qu'il est difficile de faire mieux en terme d'honnêteté intellectuelle, cherchez donc l'équivalent ailleurs, je crains que vous ne le trouviez pas, je dis cela sans prétention évidemment, je me tape complètement de savoir qui a raison ou tort, l'histoire en jugera, la seule chose qui m'intéresse c'est d'aller de l'avant et d'éviter d'être le moins possible dans l'erreur.

On pourrait continuer longtemps cette causerie, mais je crains de me répéter, j'ai déjà tout dit en ce qui me concerne dans des causeries précédentes.

Pour terminer, il y a des militants qui ont quitté le PT ou le POI après s'être connectés sur le site que j'anime, tandis que d'autres les ont rejoints, comme il y a des travailleurs qui ont rejoint le POI et d'autres qui l'ont quitté sans s'être connectés au préalable sur le site. Attention à ne pas tomber dans le piège que vous tendent sournoisement ceux qui ont intérêt à ce

que vous fuyiez ce site comme la peste. Personnellement et vous le savez très bien, ce site me coûte plus qu'il ne me rapporte, à la place je pourrais consacrer mon temps à faire de la photo ou écrire un essai par exemple, posez-vous plutôt la question de savoir quels sont les intentions réelles de ceux qui souhaitent vous en écarter, alors que vous n'en voyez pas de raisons de votre côté. Je ne vous demande pas de vous la poser, je ne vous l'impose pas, mais permettez-moi encore une fois de me la poser puisque les arguments que vous avez vous-même mis sur le tapis y conduisait. Les tabous sont faits pour les porteurs de soutanes en tous genres, croyants comme athées, les tenants de l'obscurantisme, désolé, je n'en fais pas partie. Je me définis comme léniniste et j'en suis fier.

J'espère trouver le temps d'aborder plus tard la question posée par la formation du "nouveau" gouvernement afghan par Karzaï qui comprend plusieurs "*chefs de guerre*". Des types à l'allure patibulaire qui ont inspiré confiance à l'adminstration américaine, c'est tout dire.

Quelques infos en bref.

Economie

Les marchés de produits financiers dérivés représentent plus de 600 000 milliards de dollars de transactions annuelles, soit rien moins que dix fois le Pib (Produit intérieur brut) mondial ! Selon certaines estimations, le risque ultime que représentent ces marchés est compris entre 1 000 et 4 000 milliards de dollars. La plupart des «*accidents*» que la planète financière a connu depuis deux ans, à commencer par les «subprimes», ont, en effet, impliqué les marchés dérivés. (Slate.fr 20.12)

La crise, produit des contradictions du capitalisme, et les moyens de l'affronter. Les craquements de la Ve République.

1- Le débat sur l'identité nationale, se poursuivra jusqu'à la fin de l'année 2010, déclare le ministre de l'Immigration Eric Besson dans un entretien publié dans l'édition de lundi du Parisien. (Reuters 20.12)

En réponse, Alain Juppé a déclaré dans un entretien publié dans l'édition de dimanche du quotidien *Le Parisien* "*Tout ce qui peut dresser les communautés les unes contre les autres est détestable*".

Le débat lancé par Eric Besson sur l'identité nationale française est inutile, puisque l'on connaît déjà la réponse à la question "*Qu'est-ce qu'être français ?*", a-t-il dit.

La devise de la République - liberté, égalité, fraternité - est toujours selon lui d'une "*actualité totale*". "*Ajoutons-y la laïcité, et on a l'identité française*", souligne Alain Juppé. (Reuters 20.12)

2- Le comité Balladur pour la réforme territoriale auditionnait hier plusieurs présidents de conseils généraux d'Ile-de-France, dont Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis) ténor de la direction du PS.

Membre du comité, le socialiste Pierre Mauroy a piqué une grosse colère quand les élus ont expliqué, en substance, qu'en fait de réforme, les territoires avaient surtout besoin que l'Etat cesse de se «*désengager*». «*Mauroy était tout rouge, raconte un témoin, il a dit qu'il était effondré, que tout cela était lamentable, que les élus de gauche étaient en train de rater le train de l'Histoire.*».

Bartolone, stupéfait, a demandé à être auditionné à nouveau pour défendre plus calmement sa position. (Libération.fr 20.12)

Le 22 décembre

J'avais prévu d'écrire un article sur la réaction du NPA sur Copenhague, ce sera pour demain, car j'ai perdu plus de 6 heures avec des problèmes de connection qui ne sont toujours pas résolus.

Je peux vous mettre ici le début de cet article.

La méthode du NPA : tout dire et son contraire pour finalement en appeler aux représentants de l'ordre établi. Suivez le guide.

Les illusions ont la peau dure : "*L'arrivée à Copenhague des chefs d'Etat aux dernières heures du sommet de Copenhague n'y aura rien changé*", mais parallèlement le NPA s'en défend "*on savait que le sommet des Nations Unies à Copenhague ne déboucherait pas sur un nouveau traité international mais sur une simple déclaration d'intention.*"

Le NPA n'attendait rien des représentants du capitalisme mondial présent à Copenhague ? Ils disent eux-mêmes le contraire: "*aucun des objectifs qu'on pouvait attendre pour éviter que la hausse de la température ne dépasse 2°C n'a été atteint*" ou encore "*le texte adopté au terme de la rencontre est pire que tout ce qu'on pouvait imaginer*". Accablant, non ? Affligeant assurément pour ses militants.

Le même tiers-mondiste dégoulinant qu'au PG : "*Aucun accord contraignant les puissances industrielles*", et Tata steel en Inde, il ne pollue l'air que je respire tous les jours, ou la centrale au charbon de Nelvelhi située à une cinquantaine de kilomètres de chez moi qui me permet ce soir de vous écrire autrement qu'éclairé par une lampe à huile ou au kérosène ou une simple bougie comme je m'en souviens encore il y a de cela à peine vingt ans. Je ne m'en plains pas.

Dans un numéro de l'émission *Complément d'enquête* diffusée récemment, on a pu voir un maire expliqué qu'il avait décidé de plonger dans l'obscurité totale sa commune (de quelques milliers d'habitants) de minuit à six heures du matin, autrement, dit d'imposer à ses administrés de revenir un siècle en arrière. Vous m'excuserez, mais je ne suis pas nostalgique de cette époque... ni du rouet de Gandhi ! Vive le productivisme (sic!) et à bas la décroissance, concept réactionnaire parmi tant d'autres cher aux altermondialistes !

Le NPA va plus loin que le PG dans la forfaiture, il reconnaît "*des engagements, au demeurant modestes*" à l'issue de ce sommet, rassurant pour le Palais qui les a jugé "*positifs*" !

Pour revenir sur la causerie d'hier.

J'ai parfaitement conscience que certains pensent que les gesticulations des partis qui se sont rendus à Copenhague valent mieux que mes critiques, de la même manière qu'ils trouvent sans doute normal que les uns et les autres disent et fassent en permanence tout et son contraire, bref, vaut mieux encore la médiocrité que rien du tout, la majorité se satisfait de peu, à ceux-là je réponds : je vous la laisse !

On a encensé Marx parce qu'il visait un idéal au-delà de tout ce que l'homme avait pu imaginer, il visait les sommets, on a cherché à le ridiculiser, à le détruire, il fut calomnié, à son époque il fut traité de tous les noms, il fut considéré comme un rêveur, un furieux utopiste, un mythomane, un pauvre type écervelé qui prenait ses désirs pour la réalité et j'en passe, il fut jeté dans la boue pour son audace, son courage, pire encore, ses idées ne lui rapportaient rien d'autres que des désagréments matériels, il devait être fou le malheureux. Imaginez un instant, au milieu du XIXe siècle oser sortir qu'à l'avenir l'humanité devrait se passer des classes et de l'Etat, quelle connerie infinie, quel délire avait-il pu s'emparer de la tête du pauvre Marx, c'est bien cela, il devait être devenu fou, à force de penser sans doute ! C'est ce que débitaient à longueur de temps avec une violence inouïe ceux dont ils critiquaient les théories à cent balles, ceux qui tout simplement ne comprenaient pas ce qu'il disait et que son génie écrasait.

J'admets volontiers être un apprenti en formation à côté de Marx, mais cela ne suffit pas à transformer la médiocrité en vertu, certainement pas à la justifier, encore moins à y adhérer. A l'époque de Marx ses ennemis de classe le respectaient car ils étaient capables de le juger à sa juste valeur, alors que dans son propre camp il était traité comme un chien, il devait davantage se méfier de ses amis supposés que de ses ennemis, rien n'a changé depuis. Mon ex-épouse (de l'OCI) avait fait un jour devant moi une réflexion que je n'ai jamais oublié. Elle m'avait dit qu'elle préférait avoir une discussion avec une personne de droite qui assume ses idées, plutôt de discuter avec quelqu'un qui tient des propos de droite en se faisant passer pour quelqu'un de gauche, que la première était honnête alors que l'autre ne l'était pas, et que pour cette raison, discuter avec elle était un exercice forcément désagréable, voire impossible, inutile surtout puisque la discussion était faussée dès le départ. Cela explique sans doute pourquoi Engels disait que c'était perdre son temps d'essayer de convaincre des travailleurs déjà affiliés à d'autres partis et qu'il y avait à côté largement de quoi faire avec les millions d'ouvriers qui ne savaient pas trop quoi penser et qui n'étaient pas organisés, Lénine dira, qui étaient "vierges" politiquement de toute déformation idéologique.

Au point où nous en sommes, je peux vous dire ce que je pense. Les choses arrivent quand elles doivent arriver, il en va de même de l'évolution des idées des hommes, il est inutile de tenter de les violer ou les brutaliser pour leur faire comprendre quelque chose qu'ils n'ont pas encore compris ou qu'ils ne veulent pas comprendre, cela viendra en temps et en heure un jour ou l'autre au détours d'une expérience ou jamais, ainsi va la vie, on ne va se torturer indéfiniment l'esprit. Qu'ils réagissent bien ou mal aux idées qu'on leur propose n'a finalement pas beaucoup d'importance, et si nous ne sommes qu'une infime minorité à les partager, peu importe, nous ne sommes pas de vulgaires boutiquiers, nous n'avons rien à négocier, rien à retrancher à nos idées, laissons les choses suivre leurs cours et nous verrons bien plus tard quelles idées étaient les meilleures, quelle méthode permettait de progresser ou non. Nos idées ne nous appartiennent pas et nous n'en faisons pas commerce, elles n'appartiennent qu'à la cause que nous défendons.

Nos détracteurs nient que la diffusion de nos idées dans les masses ou auprès des militants serait un acte militant, en cela selon moi, ils prouvent qu'ils n'ont pas compris grand chose au processus qui conduisait à la maturation de leur conscience politique. Ils doivent encore ignorer que le monde organique ou vivant est sorti un jour du monde inorganique ou que la matière qui constitue l'univers est identique à celle qui nous compose ou encore que l'activité intellectuelle est le produit d'un organe bien matériel qui s'appelle le cerveau. Et si vous prenez le corail qui est à la fois minéral et organique, on a peut-être là sous les yeux la transformation inachevée d'un processus qui a commencé il y a plus de 4,5 milliards d'années et qui a donné naissance au fil du temps à l'ensemble des espéces animales ou végétales que la terre a connues en perdant les traces de leurs origines chimiques qui pouvaient être solides, liquides ou gazeuses, la composition de ces corps était forcément instable puisque la terre est passée par différents stades avant de se refroidir et de prendre la forme que lui connaissons aujourd'hui... Je me souviens avoir connu des militants, il y a plus de 30 ans, des dogmatiques, pour lesquels considérer Marx comme un penseur était pratiquement une insulte, une erreur impardonnable de petit-bourgeois, or Engels comme les marxistes de la première moitié du XXe siècle le considérèrent ainsi, pas seulement comme un penseur, un militant ouvrier... Ce sont les mêmes aujourd'hui qui ne supportent pas l'existence de ce site Internet.

Je remarque simplement que la situation actuelle du mouvement ouvrier est particulièrement complexe parce qu'elle comporte à la fois des similarités avec celle de l'époque de Marx et Engels et celle de Lénine et Trotsky qui l'a suivie, et que les uns et les autres s'emploient à rejeter systématiquement tout ce qui à fait le succès et la gloire du mouvement ouvrier de ces époques-là. Il est vrai également qu'elle comporte ses propres particularités, mais là aussi, on s'emploie systématiquement à les surestimer, les choses seraient pareilles qu'hier sans l'être vraiment pour ne retenir qu'elles ne sont plus pareilles, si on suivait leur raisonnement, demain il n'y aurait plus de corail ! Ceci explique sans doute cela, du coup on nage en plein aventurisme, pire, malgré la crise qui constitue une formidable aubaine pour nous, on ne parvient pas à avancer d'un millimètre, on n'a plus qu'à espérer qu'elle s'amplifiera pour obliger les uns et les autres à se découvrir davantage pour apparaître au grand jour tels qu'ils sont véritablement, c'est l'aspect salutaire de chaque crise qui permet au mouvement ouvrier de se recomposer sur des bases plus saines avant de se lancer une nouvelle fois à l'assaut du ciel ! Soyons optimiste, mais pas d'un optimisme béat et stupide.

Ceux qui hier ont détruit par cupidité ou ignorance la barrière de corail qui protégeait leur île, se tordent de douleur en voyant leurs côtes ravagées et grignotées chaque jour par l'assaut des vagues. Et bien j'ai l'impression que le mouvement ouvrier en est au même point, tout du moins ses dirigeants.

Mes propos vous choquent ? Alors que je fais preuve de retenu, c'est vous qui exagérez enfin ! C'est que vous n'avez jamais lu attentivement Marx, Engels ou Lénine. Venez donc vivre un peu ici, vous verrez, cela vous forge un homme en un rien de temps comme disait mon père, lui il pensait au service militaire, que je n'ai pas fait évidemment !

Allez, sans rancune, aimons-nous les uns les autres, c'est bientôt Noël !

Quelques infos en bref.

Le prince et son conseiller. Le bras d'honneur de Thibault à ses opposants.

C'est ce qui s'appelle une fausse sortie. Jean-Christophe Le Duigou a quitté le bureau confédéral et la commission exécutive (CE) de la CGT, à l'occasion du 49e congrès, qui s'est tenu début décembre à Nantes, mais il va continuer de travailler au côté de Bernard Thibault. Et même au plus près du secrétaire général de la CGT, puisqu'il en devient "*conseiller*". Une fonction que personne n'occupe actuellement.

Grand spécialiste du dossier des retraites, ce Breton de 61 ans, économiste de formation, rappelle avec humour qu'il a été régulièrement le "*plus mal élu*" des derniers congrès, pour des positions jugées trop réformatrices, voire réformistes. Il va désormais prodiguer ses conseils au 8e étage de la confédération, où se situe le bureau de M. Thibault. En 2003, au congrès de la CGT de Montpellier, en plein conflit contre la réforme des retraites de François Fillon, beaucoup lui avaient reproché de ne pas avoir défendu bec et ongles la revendication des "*37,5 années*" de cotisation et, surtout, d'avoir cosigné un ouvrage sur la question avec "*l'adversaire*" d'alors, le dirigeant de la CFDT Jean-Marie Toulisse (*L'Avenir des retraites*, éd. de l'Atelier, 1999). Bien que depuis longtemps membre du PCF - il a pris sa carte aux Jeunesses communistes à 14 ans -, M. Le Duigou était alors l'homme à abattre.

En lui rendant hommage dans son discours de clôture à Nantes, M. Thibault a présenté son futur conseiller comme "*voyant loin mais restant toujours proche des siens*". "*Jean-Christophe Le Duigou est l'homme de l'offensive sur la retraite et l'un de nos champions de la politique industrielle*", a-t-il ajouté. Une façon de bien cadrer sa mission. Alors que l'année sera marquée par le grand rendez-vous social des retraites, l'expertise et les relations de M. Le Duigou seront d'une aide précieuse, mais son positionnement ne sera pas facile à trouver. Le dernier congrès de la CGT, où M. Chérèque n'a pas pu mettre les pieds, montre à quel point la réforme des retraites est un sujet sensible. M. Le Duigou aura la délicate mission de naviguer entre une franche opposition à la réforme et la nécessité de ne pas s'isoler dans les négociations. Les Etats généraux de l'industrie, voulus par la CGT et annoncés par Nicolas Sarkozy, lui donneront une occasion plus facile d'exercer ses compétences. (Le Monde 21.12)

La politique, un business financé par l'Etat capitaliste.

Au total, selon le rapport annuel de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) publié au Journal officiel du samedi 19 décembre, les dépenses des partis politiques se sont élevées à 177 706 387 euros en 2008, soit une moyenne de 804 101 euros, contre 259 753 260 euros l'année précédente (1 144 288 euros en moyenne).

Ces dépenses sont très inégalement réparties : cinq formations (PS, UMP, PCF, FN, MoDem) en concentrent à elles seules 80 %, et plus de 90 % ont été réalisées par douze partis, alors que 221 formations ont déposé des comptes certifiés. Pour cette douzaine de partis qui forment l'ossature du paysage politique français, le financement public (71 777 018 euros) représente 41,9 % des recettes. En réalité, au-delà de l'aide publique budgétaire, l'Etat finance indirectement la vie politique par le biais de l'avantage fiscal de 66 % des versements accordé aux donateurs et cotisants. Cette dépense fiscale représente, selon la commission, entre la moitié et les deux tiers de l'aide publique directe.

Paradoxalement, en dépit d'une augmentation de son financement public, qui représente près de 34,5 millions, l'UMP enregistre une baisse de ses recettes (52,1 millions contre 58,6 en 2007). Ainsi, en raison de l'effondrement des effectifs du parti présidentiel d'une année sur l'autre, les ressources provenant des cotisations des adhérents chutent de 7,9 à 5,4 millions d'euros. Les dons des personnes physiques reculent également de 9,1 à 7,4 millions d'euros.

Le principal mouvement entre 2007 et 2008 est la quasi-disparition de l'UDF et l'apparition sur ses décombres du Mouvement démocrate (MoDem) et du Nouveau Centre (NC). Deux formations de natures très différentes. Avec près d'un million d'euros de cotisations des adhérents - le double de celles perçues par l'ex-UDF -, le MoDem de François Bayrou bénéficie également de 4 millions d'euros de financement public. Tandis que les cotisations des adhérents au NC d'Hervé Morin atteignent à peine 75 000 euros. Celui-ci reçoit en revanche 994 060 euros du Fetia Api polynésien, auquel se sont rattachés 23 parlementaires du Nouveau Centre pour bénéficier du financement public. (Le Monde 21.12)

Cette somme est relativement modeste comparée à celle destinée au financement public des syndicats ouvriers et assimilés.

Le visage "humain" du régime.

Douze personnes sans abri ont été retrouvées mortes depuis le 9 décembre, victimes le plus souvent de la vague de froid, annonce le collectif « Les morts de la rue ».

Ce collectif avait recensé 360 décès de SDF en 2008 et souligne que les décès surviennent toute l'année, même lorsqu'il ne fait pas froid. (Reuters 21.12)

Social.

1- Les conducteurs de la ligne A du RER ont décidé, lors d'assemblées générales, de reconduire leur mouvement pour la journée de mardi, a-t-on appris lundi auprès de la CGT-RATP.

"*Il n'y a aucune évolution. Quatre assemblées générales sur quatre ont voté la poursuite du conflit. Pour l'instant, ça continue mardi*", pour la treizième journée consécutive, a déclaré à l'Associated Press Eric Nabet, porte-parole de la CGT-RATP. (AP 21.12)

2- En grève illimitée depuis vendredi, une centaine d'employés chargés d'alimenter les distributeurs automatiques de billets (DAB) de Paris ont manifesté lundi devant l'Arche de La Défense.

Les "dabistes", environ un millier de personnes en France, chargent les distributeurs à partir des coffres des agences bancaires, en moyenne une à deux fois par semaine.

Le mouvement de protestation a été lancé par les six syndicats de convoyeurs de fonds (FGTE-CFDT, FO, CGT, CFTC, CFE-CGC, FNCR) qui souhaitent une harmonisation des primes de risques entre convoyeurs et "dabistes". (Reuters 21.12)

Economie.

Interview par le journal *Le Monde* de Stefano Scarpetta, chef de la division analyse et politique de l'emploi de l'OCDE.

Quel est, de façon plus générale, l'impact de la globalisation sur les salaires et l'emploi ?

Les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) représentent aujourd'hui 45 % de l'offre de main-d'oeuvre mondiale contre moins de 20 % pour les trente pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'intégration rapide dans l'économie mondiale de grands pays à bas salaires comme la Chine, l'Inde et le Brésil, a accru la concurrence sur les activités à bas salaires, et donc la pression en faveur de la modération salariale, ainsi que l'incertitude sur la stabilité des emplois eux-mêmes.

Il y a deux phénomènes cumulés : les délocalisations ont rendu les postes des travailleurs faiblement qualifiés fragiles, et la concurrence internationale a favorisé la modération salariale.

Au total, au nom de la compétitivité des entreprises des pays occidentaux vis-à-vis des pays émergents, l'incitation à la modération salariale a fortement augmenté. Et la part des salaires dans la valeur ajoutée est en diminution dans beaucoup de pays de l'OCDE depuis 1980.

Cela signifie-t-il que la mondialisation tire les salaires vers le bas ?

Non. Elle améliore les échanges mondiaux et soutient la croissance. Il y a une meilleure allocation des facteurs de production dont peuvent bénéficier les travailleurs. Les politiques sociales axées sur l'emploi peuvent soutenir la sécurité des revenus des travailleurs.

En revanche, on constate une disparité croissante des niveaux de salaires à l'intérieur des pays. En effet, la mondialisation s'est accompagnée de changements technologiques importants. Dans les pays développés, les travailleurs faiblement qualifiés ont vu leur salaire augmenter très peu, tandis que les plus qualifiés ont bénéficié de la globalisation et des changements technologiques, à la fois en termes de salaire, de stabilité et de perspective d'emploi. Certains payent donc le "coût" de cette mondialisation à changements technologiques rapides. La globalisation, par le biais des délocalisations, contribue à un déplacement de la demande de main-d'oeuvre, qui joue contre les travailleurs peu qualifiés et accentue les inégalités de revenus.

Dans une récente étude, l'OCDE constate que les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont augmenté en 2009 dans les pays membres de l'organisation. S'agit-il d'une hausse du coût total du travail ?

Non. C'est un phénomène récent lié en partie aux ajustements des entreprises face à la crise : elles n'ont en effet pas entièrement répercuté la baisse de la production sur leurs effectifs. La productivité a donc baissé et le coût unitaire du travail a mécaniquement augmenté. Le coût total du travail suit quant à lui le niveau de salaire, qui a évolué différemment selon les pays depuis le début de la crise.

Quelle est l'évolution du coût du travail attendue à court terme ?

Les Etats et les entreprises ont parié sur la reprise économique. Si la reprise est lente, il y aura probablement à court terme des négociations salariales favorables à une modération, car les entreprises, pour sauvegarder l'emploi pendant la chute de la demande, ont déjà vu leur productivité baisser. (Le Monde 21.12)

Interview par *Le Figaro* du chef économiste de l'OCDE, Pier Carlo Padoan.

Pourquoi les marchés sont-ils si cléments avec les dettes américaine et britannique ?

C'est sans doute lié à la crédibilité passée ! Ce qui fait la différence entre les dettes européennes et américaine, c'est la magnitude de la croissance attendue aux États-Unis. Elle sera nettement supérieure à celle de la zone euro en raison de l'importance du plan de relance et de la politique monétaire très expansionniste de la Fed.

Craignez-vous l'éclatement de la zone euro ?

Non ! La zone euro va, certes, connaître une situation nouvelle, à cause de ses dettes et de sa faible croissance, ce qui la rend plus fragile. Mais les marchés feront régner la discipline, pendant que Bruxelles veillera à la bonne application du pacte de stabilité et de croissance, ce qui devrait renforcer l'Euroland.

La solidarité financière va-t-elle jouer entre les États membres ?

Si un pays a des difficultés, il existe un mécanisme de solidarité et de responsabilité. Mais cela marche dans les deux sens. Les pays qui demandent de l'aide sont censés obéir aux injonctions de ceux qui donneront de l'argent.

Comment les pays de l'OCDE vont-ils sortir de leurs montagnes de dettes ? Par l'inflation ? Par l'impôt ?

La meilleure sortie de la dette et du chômage, c'est la croissance. Mais il faut plus de 1 % de croissance dans la zone euro, ce qui n'est pas notre scénario pour 2010. Pour effacer les dettes, il faudrait une inflation très élevée dans la zone euro, un scénario peu souhaitable, car il impliquerait une explosion des prix des matières premières. Reste la diminution des dépenses publiques ou le relèvement des taxes. À mon avis, une diminution des dépenses ne suffira pas. Une hausse des impôts est inévitable. (Le Figaro 21.12)

Pour quelques dollars de plus.

Un haut dirigeant d'AIG a obtenu une augmentation de ses émoluments de 4,3 millions de dollars (3 millions d'euros), acceptée par l'actionnaire majoritaire, qui est désormais l'Etat.

Le gouvernement américain, représenté par Kenneth Feinberg, dit "le tsar des paies" a accepté la demande de l'assureur d'accorder cette augmentation à ce cadre, sous forme de stock-options, à hauteur de 3,26 millions de dollars (2,26 millions d'euros), plus une prime incitative allant jusqu'à un million de dollars (699.000 euros). Cela vient compléter un salaire de base de 450.000 dollars annuels (314.700 euros).

Feinberg explique que ce relèvement mettra le salaire de ce dirigeant au niveau de celui de 25 autres plus hauts cadres de la firme. Sinon, la personne concernée menaçait de quitter AIG.

Le Trésor a refusé comme la société de révéler le nom de ce dirigeant. AIG a obtenu 182 milliards de dollars (127 milliards d'euros) au titre du plan de sauvetage des établissements financiers.

En accordant cette généreuse enveloppe à un dirigeant, le "tsar des paies" considère qu'il "*s'assure que l'employé contribuera au succès à long terme d'AIG, donc à terme, au remboursement des contribuables*". (AP 21.12)

On n'en doute pas !

Le voile de l'illusion est déchiré.

Le président Barack Obama a promulgué lundi une loi débloquant de nouveaux crédits pour la guerre en Irak et en Afghanistan.

Ce texte comporte une enveloppe de 626 milliards de dollars (environ 437,4 milliards d'euros) pour la défense, dont 128 milliards (89,4 milliards d'euros) pour les opérations militaires en Irak et en Afghanistan, ainsi qu'une augmentation de 3,4% de la solde. (AP 21.12)

Palestine. Après l'encerclement et l'enlisement, l'enterrement.

Des responsables égyptiens ont confirmé lundi la construction par l'Egypte d'une barrière de métal souterraine pour obstruer les tunnels de contrebande à la frontière avec la bande de Gaza.

Ces centaines de tunnels transfrontaliers alimentent toutes sortes de trafics, dont celui des armes, d'après l'Etat hébreu.

Dans une interview publiée samedi par le magazine *al Ahram al Arabi*, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, a dit "*aucun Egyptien ne doit permettre que sa terre soit violée d'une façon ou d'une autre*".

L'Egypte, a-t-il ajouté, est en droit de protéger ses frontières et cette cause est plus importante que toutes les autres, y compris la cause palestinienne. (Reuters 21.12)

Italie. La mafia est toujours au pouvoir.

Un amendement du gouvernement à la loi de finances, dont l'adoption est prévue mardi 22 décembre, prévoit que les biens confisqués aux mafieux qui ne sont pas confiés à une coopérative dans un délai de six mois seront vendus aux enchères.

Dans un territoire sous l'emprise de la mafia comme celui-ci, personne n'osera tenir tête au parrain. Un homme de paille suffira alors pour racheter le bien confisqué. (Le Monde 21.12)

Le 23 décembre

Je n'ai pas eu le temps d'écrire l'article annoncé hier.

Pas besoin de commenter les interviews des experts de l'OCDE mis en ligne hier, ils parlaient d'eux-mêmes. En 2005 j'avais mis l'accent sur la démographie comme l'un des facteurs économiques mondials déterminant, dans la mesure où mécaniquement les pays les plus peuplés comportaient la force productive la plus nombreuse et de ce fait deviendraient les pays dominants, y compris sur le plan politique...

On est en train d'assister depuis déjà quelques années à une nouvelle division internationale du travail ou son amplification à l'échelle mondiale, qui accentue la concurrence entre les différents prolétariats au détriment de celui des pays les plus industrialisés où le coût de la main d'oeuvre est le plus élevé. Si ce sont les emplois les moins qualifiés qui en pâtissent principalement, c'est parce que l'industrie qui emploie une masse importante d'ouvriers a été délocalisée ou qu'elle a tout simplement disparu dans certains pays, parce que d'autres pays s'étaient développés et s'étaient mis à produire les mêmes marchandises à un coût plus bas...

Il n'a pas été abordé un autre aspect de la situation économique, le développement de besoins et de marchandises nouvelles. Je pense aux centaines de millions de téléphones portables, de jeux vidéo, aux nouveaux téléviseurs, aux ordinateurs, etc. à tout ce qui n'existait pas encore hier ou qui du jour au lendemain avait pris un sérieux coup de vieux au point de se précipiter pour les remplacer, alors que cela n'était pas forcément nécessaire. Bref, pour survivre le capitalisme a besoin de créer sans cesse de nouveaux besoins le plus souvent superficiels, et comme l'immense majorité de la population n'y comprend rien ou n'a rien dans la tête, cela fonctionne à merveille, on fait durer le plaisir inconsciemment en quelque sorte, ce qu'on considère comme un progrès va à l'encontre de nos intérêts fondamentaux, mais on ne s'en rend pas compte, ou trop tard. Dans ce domaine-là aussi il y aurait un gros travail à faire en directions des masses dans la perspective du socialisme, mais là encore personne ne veut s'y mettre, c'est impopulaire, on est trop hypocrite ou lâche, vaut mieux que les ONG s'en charge... dans la perspective de la perpétuation du régime capitalisme.

Pour revenir et compléter les causeries des deux derniers jours.

Face à la multitude des formations politiques et des associations en tous genres qui existent aujourd'hui, face aux amalgames auxquels elles se livrent de plus en plus et aux déclarations contradictoires des uns et des autres, je me demandais une nouvelle fois quelle attitude avoir. C'est une question importante à laquelle on ne peut répondre qu'en fonction de la stratégie que nous avons définie et de l'objectif que nous nous sommes fixés.

Si je ne dis pas de bêtise, je pense avoir adopté une position proche de celle de Marx-Engels ou Lénine qui finalement n'acceptaient le dialogue qu'avec les courants du mouvement ouvrier qui ne s'opposaient pas à son développement et qui étaient censés poursuivre les mêmes objectifs qu'eux. Maintenant leur attitude n'était pas figée ou définitive. Lorsqu'un courant ou un dirigeant avec lesquels ils étaient en relation en arrivaient à abandonner cette voie ou à la combattre, évidemment ils rompaient avec eux et les combattaient sans répit.

On peut faire une distinction entre un parti ou un courant avec un dirigeant. Un parti ou un courant qui défend dans la pratique quotidiennement l'ordre établi doit être considéré comme un ennemi à abattre. S'il a été un jour au pouvoir et qu'il a géré la société pour le compte des capitalistes contre le prolétariat, la question ne se pose même pas, sa place est défitivement dans le camp de la contre-révolution, le camp qu'il a sciemment choisi. C'est le cas d'un côté du PCF, de l'autre du PS et des Verts notamment. S'agissant du POI, du NPA et de LO les choses se présentent autrement, ils combattent l'ordre établi tout en entretenant des liens avec lui par le biais d'une multitude de rapports avec les appareils des syndicats ou d'autres organisations ou associations qui ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes, la question de leurs rapports avec le régime n'est donc pas tranchée, elle peut évoluer dans un sens ou l'autre, on peut donc entretenir des relations avec ces partis, à condition de ne jamais perdre de vue qu'elles peuvent défendre des positions correctes ou opportunistes. Il reste les associations ou ONG qui ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes, qui sont financées en grande partie par l'Etat ou des institutions internationales du capital, parfois des multinationales, mais qui ont un positionnement critique par rapport au capitalisme. Du fait de leur financement et de leurs liens étroits avec le capital, il est impossible d'avoir des relations avec elles. Quant aux associations liées aux syndicats, rien n'empêche d'y participer. Est totalement exclue évidemment toute relation avec les partis officiels du capital, UMP, NC, MoDem, PRG.

S'agissant de dirigeants des partis officiels du capital (UMP, NC, MoDem, PRG) ou ceux qui ont décidé de se placer résolument dans le camp de nos ennemis (PCF, PS, MRC, Verts), nous n'avons pas à reprendre leurs déclarations, même si elles s'inscrivent apparemment dans le sens des intérêts que nous défendons, car ils trompent ainsi les travailleurs sur

leur véritable nature de classe et les intérêts fondamentaux qu'ils représentent, alors que notre combat consiste justement à tout faire pour détacher les travailleurs de ces partis et les aider à acquérir une véritable indépendance de classe par rapport à la classe dominanet et à l'Etat. Nous devons dénoncer l'hypocrisie de ces déclarations, expliquer aux travailleurs ce qu'elles recouvrent, mettre en relief les véritables intentions de leurs auteurs.

Quant aux déclarations fracassantes des dirigeants comme Chavez, Castro, Morales, etc. il faut les prendre pour ce qu'elles sont, il faut considérer ces dirigeants pour ce qu'ils sont véritablement et pas autres choses ou tels qu'on voudrait qu'ils soient en ne retenant de leurs propos que ce qui nous intéresse, tandis qu'ils mènent une politique réactionnaire dans leur propre pays. La révolution bolivarienne s'est faite jusqu'à présent en direction de l'armée et de la bourgeois ou de la caste de bureaucrates que Chavez est en train de constituer sur les traces de Castro, après plus de 10 ans au pouvoir, la pauvreté et les inégalité n'ont pas reculé au Venezuela, idem en Bolivie. Quand Chavez cite dans le même discours Jésus et Marx, vous m'excuserez, mais après un tel amalgame, dans le genre manipulateur on aura du mal à trouver mieux ou pire. Vous me direz peut-être que les premiers chrétiens étaient communistes, mais je ne pense pas que leurs disciples s'en souviennent encore et que Chavez en soi un.

Chavez et son socialisme du XXIe siècle, n'est qu'une entreprise obscure qui ne vise qu'à s'assurer le soutien du mouvement ouvrier international pour défendre la caste des officiers dont il représente les intérêts et ainsi briser l'isolement dans lequel il se trouve face à l'impérialisme américain et ses alliés. Les régimes "amis" qui le soutiennent en Amérique latine sont aussi faibles que celui du Honduras. On soutiendrait Chavez contre l'impérialisme américain s'il l'attaquait, mais qu'on ne nous demande pas davantage, car son régime est aussi éloigné du socialisme que la IVe République en France en 1946. Le socialisme de Chavez, c'est le réformisme à l'oeuvre en régime capitaliste et rien de plus, l'antithèse du socialisme en fait, il faut donc le combattre de la même manière qu'en France.

Si l'on commençait par propager les idées du socialisme au sein des masses, par défendre notre propre programme, par avancer nos propres positions, je pense qu'il nous resterait peu de temps à consacrer autres partis. Lénine n'avait pas en permanence à la bouche les mots révolution, grève, manifestation de rue, par contre il répétait sans cesse et sans cesse qu'il fallait EXPLIQUER nos politiques aux travailleurs, EX-PLI-QUER, tout simplement, c'est simple à comprendre, non. C'est ingrat, c'est moins spectaculaire qu'une bonne manif où l'on se retrouve entre nous, c'est plus risqué sans aucun doute, mais c'est aussi le meilleur moyen d'aller de l'avant. On devrait tracter aussi souvent que possible au même endroit, un tract nouveau par semaine, la suite au prochain numéro, des travailleurs les liraient, attendraient la suite, la discussion et des liens s'établiraient naturellement, le reste ne serait plus qu'une question de formalité, j'exagère, mais c'est presque cela. On ne l'a jamais fait, on ne peut pas juger. A quoi sert le fric des partis, à faire des réunions qui appellent à une réunion qui appellent à une réunion, jusqu'à épuisement des motivations des participants ?

Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, quand on saute une étape, on retourne toujours à la case départ, mieux on ne l'a jamais quitté en réalité. C'est le propre de l'activiste qui tient plus du comptable que du matématicien.

Quelques infos en bref.

Fillon en serpillière et courtisan, business oblige. François Fillon a proposé mardi à Pékin de pratiquer le "*respect mutuel*" afin de tourner la page des "*malentendus*" qui ont marqué la relation franco-chinoise autour du Tibet, renonçant à l'ingérence mais appelant en échange la Chine à comprendre la liberté de parole à la française.

La veille il avait signé 12 contrats commerciaux de premier plan avec son homologue chinois Wen Jiabao. (AP 22.12)

Le régime UMP-NC-PS de plus en plus liberticide.

1- Le patron des députés UMP, Jean-François Copé, a annoncé mardi 22 décembre le dépôt par son groupe d'une proposition de loi et d'une résolution visant à interdire d'avoir le visage totalement couvert dans l'espace public : une proscription de fait du port de la burqa. (LeMonde.fr 22.12)

2- Souvenons-nous qu'au XXe siècle la social-démocratie (et le stalinisme) a fait le lit de toutes les dictatures en Europe et en Amérique du Sud.

Une personne portant en France la burqa ou le niqab "*n'a pas à imposer cette tenue*", qui "*est une atteinte à la dignité de la personne humaine*", et "*pas seulement une atteinte à sa propre dignité à elle*", a déclaré la députée socialiste Aurélie Filippetti sur i>télé, estimant qu'il n'était "*pas inenvisageable*" d'instaurer une "*amende*" pour sanctionner ces tenues, qu'on voit "*de plus en plus*".

Il faudrait interdire les mini-jupes qui sont des pousse-au-viole !

Intolérance et puritanisme adjecte.

"La question du consentement, à la limite, ne se pose pas", a-t-elle poursuivi. "*Qu'elle le porte de manière choisie ou pas, cela n'interfère pas, c'est une atteinte à la dignité de tous ceux qu'elle va croiser ensuite dans la rue*", a expliqué Aurélie Filippetti. La burqa, qui n'est pas "*une prescription coranique*", est "*une dérive fondamentaliste*", a-t-elle jugé. (AP 22.12)

En France, le fondamentalisme consiste à penser que le capitalisme est indépassable et éternel !

J'habite dans un district où se mélangent hindous et musulmans, sans problème. Il y bien une centaine de temples hindous et cinq ou six mosquées, plus deux écoles coranniques. Si l'on croise de plus en plus de femmes voilées toute de noir vêtue depuis quelques années, j'ai dû en croiser une ou deux qui portait une burqa. J'ai constaté que 90% des femmes voilées étaient des jeunes filles qui allaient à l'école, ce phénomène n'existait pas avant le 11 septembre 2001.

Il y avait une jeune fille vêtue en sari qui faisait office de vendeuse dans un petit magasin où j'avais l'habitude de l'aller. Un jour elle disparut, puis je l'ai croisée par hasard dans la rue, on s'est salué, elle était voilée toute en noir, je lui ai demandé pourquoi elle avait changé de tenue, elle m'a répondu que c'était un choix personnel, je n'ai pas cru bon d'insister pour en savoir davantage et nous nous sommes quittés amicalement.

Cela dit, je ne suis pas en mesure de savoir pourquoi ces jeunes filles s'habillent ainsi, c'est leur problème, je ne suis pas procureur général pour les juger ou leurs parents.

Depuis deux mois je ne me rase plus, dès que je sors on me demande pourquoi, il n'y a pas un commerçant qui ne m'interroge, un passant qui me connaît qui ne me regarde avec insistance comme si je portais sur moi quelque chose d'étrange, ici, un Tamoul sur 10.000 peut-être porte une barbe, c'est extrêmement rare, par contre 99% porte la moustache.

Bachelet a préparé le retour de la droite au Chili, en France Filippetti et le PS prépare la réélection de Sarkozy en 2012.

Les ONG cogestionnaires du capitalisme... et coresponsables des conséquences de sa survie. Jacques a dit : soutenez-moi, les ONG ont répondu présentes.

Nicolas Sarkozy a répété "*vouloir ne rien lâcher*" sur l'environnement, après le compromis de la conférence de Copenhague, a rapporté mardi Arnaud Gossement, porte-parole de France Nature Environnement, invité à un déjeuner de travail à l'Elysée avec la plupart des ONG écologistes.

"*Il y a une volonté évidente du président de la République de ne pas lâcher*", a renchéri Pascal Husting, directeur de Greenpeace France. "*Copenhague a été une première manche ratée, il faut maintenant aller de l'avant*", a-t-il ajouté, estimant que M. Sarkozy "était déjà dans l'après-Copenhague" et "*avait la volonté d'avancer au niveau européen*". (AP 22.12)

Revers pour Monsanto

La culture du maïs génétiquement modifié Mon810 du semencier américain Monsanto, suspendue en 2008 en France, présente plus d'inconvénients que d'avantages, estime le Haut conseil des biotechnologies (HCB) dans un avis rendu mardi à la demande du gouvernement.

Le HCB et l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) ont été saisis par le gouvernement pour expertiser l'avis rendu le 30 juin par l'Agence européenne de sécurité des aliments (EFSA) en faveur de l'autorisation de cet organisme génétiquement modifié (OGM). L'Afssa et le HCB émettent tous deux dans leurs avis des réserves sur les statistiques sur lesquelles se fonde l'avis de l'Agence européenne de sécurité des aliments.

En février 2009, l'Afssa avait conclu à l'absence de risque pour la santé dans un rapport.

Six pays de l'Union européenne ont fait valoir leur clause de sauvegarde pour interdire la commercialisation du Mon810, conçu pour résister à la pyrale du maïs: la France, le Luxembourg, l'Allemagne, l'Autriche, la Grèce et la Hongrie.

S'appuyant sur les avis de l'Afssa et du HCB, le gouvernement français souhaite dans un communiqué commun des ministères concernés la mise en oeuvre rapide des conclusions du Conseil européen de décembre 2008, et un bilan d'étape d'ici un an. A l'époque, les Vingt-sept avaient notamment demandé le renforcement de l'expertise scientifique de l'EFSA par la création d'un réseau de scientifiques mis à sa disposition par les Etats-membres, et la révision des méthodes d'évaluation.

Monsanto a dénoncé mardi les conclusions du CEES du Haut conseil des biotechnologies. Elles "nous semblent

complètement éloignées de toute réalité agricole", écrit le groupe agro-alimentaire américain dans un communiqué, soulignant qu'il n'a "pas été invité à présenter son dossier". (AP 22.12)

Leur liberté : celle des banquiers et des capitalistes.

Thomson annonce avoir obtenu le feu vert de l'ensemble des comités de créanciers au plan de restructuration de sa dette, qui doit encore être accepté par les actionnaires fin janvier pour pouvoir être mis en oeuvre.

La dette financière nette estimée s'établissait à 2.170 millions d'euros au 30 septembre. La position de trésorerie estimée à la fin du troisième trimestre s'élevait à 551 millions d'euros. Le chiffre d'affaires de Thomson était de 803 millions d'euros accusant une chute de 19,4% du chiffre d'affaires de ses activités poursuivies au troisième trimestre à taux de change constants. (Reuters 22.12)

La Guinée propriété de l'impérialisme français. La junte militaire au pouvoir, son héritage.

Lors de la séance de questions d'actualité à l'Assemblée Bernard Kouchner a dit "*le souhaite que monsieur Dadis Camara reste dans son lit au Maroc et non qu'il revienne car il serait capable, rien que son retour, de déclencher une guerre civile, et on n'en a pas besoin*".

Lors de sa conférence de presse, il a précisé que suite au massacre de plus de 150 opposants par les forces de sécurité guinéennes fin septembre dans un stade de Conakry, un rapport des Nations unies publié la veille "mentionne la création d'une force d'observation" (...) "*qui permettrait, après une période transitoire, de conduire à des élections générales*". "*C'est le schéma que nous avons tous souhaité voir adopté*", a-t-il souligné. (Reuters 22.12)

Roumanie.

La Roumanie supprimera l'an prochain environ 100.000 emplois dans la fonction publique afin de respecter les conditions du plan de sauvetage du FMI, a annoncé le prochain ministre roumain des Finances.

Selon des économistes, il est impératif de réduire le volume de la fonction publique pour ramener le déficit budgétaire de 7,3% du PIB cette année à 5,9% en 2010, comme le demande le FMI.

Le secteur public roumain compte 1,3 million de fonctionnaires, soit un tiers des salariés du pays, et l'ensemble de leurs salaires représente 9% du PIB, soit le double de ce que préconisent les analystes.

"*Le projet de loi budgétaire (pour 2010) prévoit la suppression d'un peu moins de 100.000 emplois. Une grande partie de cette réduction aura lieu de façon naturelle par le non-remplacement des départs*", a déclaré Vladescu lors de son audience par le parlement. (Reuters 22.12)

Haïti.

La pauvreté a conduit au moins 225.000 enfants des villes haïtiennes à travailler comme des serviteurs non rémunérés dans des familles, bien plus que le nombre précédemment estimé, révèle un rapport publié mardi par La Fondation panaméricaine pour le développement.

Les jeunes bonnes ou garçons à tout faire sont qualifiés de "*restavek*" (reste avec en créole haïtien). Leur condition est bien connue et pourtant une honte pour ce pays fondé il y a plus de 200 ans par des esclaves révoltés.

La pratique est si habituelle, selon les chercheurs, que près de la moitié des 257 enfants qu'ils ont pu interviewer dans le bidonville de Cité Soleil ont indiqué être des esclaves domestiques. D'après l'étude, 11% des familles qui accueillent ces enfants ont elles-mêmes envoyés leurs propres enfants à d'autres.

D'après les enquêteurs, aucune action en justice n'a jamais été entreprise contre ce trafic d'esclaves enfants. Le phénomène parait s'être accentué avec la migration vers la capitale, Port-au-Prince, de familles qui ne parviennent pas à vivre de la terre, d'après Glenn Smucker, un anthropologue et un des auteurs du rapport. (AP 23.12)

Inde. Un 29e État va naître le Telangana.

Qu'on ne s'y trompe pas, les revendications de certaines régions à devenir des États à part entière, avec leur propre administration et leur gouvernement, ne signifie pas pour autant que l'Union indienne est en train d'imploser. Mais, comme

le souligne le professeur Haragopal, analyste politique, il est clair que les aspirations au séparatisme des habitants du Telangana sont le fruit d'injustices sociales, économiques et culturelles vieilles de plusieurs siècles. «*Au Telangana même, les dirigeants régionaux ne se sont jamais inquiétés du sort de la population*», relève Haragopal. «*Une fois élus, les députés de la région se soucient comme d'une guigne du bien-être de ceux qui les ont portés au pouvoir. Ils n'ont qu'une ambition, s'enrichir*», renchérit Madabhushi Sridhar. C'était déjà ainsi avant l'Indépendance, dit-il. L'état princier d'Hyderabad, peuplé majoritairement d'hindous, était dirigé par des souverains musulmans, les nizams. «*Les propriétaires terriens hindous des hautes castes ont fait alliance avec les nizams pour participer au pouvoir, mais ni les uns ni les autres n'ont développé la région*», explique l'universitaire.

Il énumère les griefs des habitants du Telangana. «*Ils sont victimes de plusieurs formes de discrimination, dit-il. Ils souffrent de la sécheresse parce que l'eau des rivières est détournée au profit de l'Andhra ; ils n'ont jamais eu accès à une véritable éducation, même avant l'Indépendance ; enfin, ils sont ridiculisés par les autres régions de l'État, y compris pour leur accent…*»

Un État bien à eux résoudra-t-il le problème des habitants du Telangana ? «Tout dépend des dirigeants de ce nouvel État», raisonne le professeur Haragopal. Il est prêt à prendre le pari qu'une plus petite entité engendrera une meilleure gouvernance. (Lefigaro.fr 22.12)

Je ne peux pas commenter cet article, oui je sais, c'est un comble parce que j'habite en Inde. Reste à savoir qui est derrière la création de cet Etat, je n'ai pas pu m'en faire une idée précise en lisant cet article et d'autres d'ailleurs. Nous y reviendons plus tard.

Le 24 décembre

Le site sera accessible à l'adresse suivante dans les jours qui viennent : http://www.luttedeclasse.org. Je dois reformater la page d'accueil telle qu'elle existait il y a un mois, 3.500 fichiers à télécharger et toutes les rubriques disponibles. Par la suite, avec ce nouvel hébergement je vais créer des adresses en direction du POI, NPA, LO, PCF pour qu"il soit accessible à davantage de militants sur le webb, cela dépendra des moteurs de recherche, je dispose d'un volume de chargement considérablement supérieur au précédent (25 GO au lieu de 100 MO), on va disposer d'un puissant instrument au service de la propagande du socialisme et de la révolution prolétarienne. Si on pouvait on aurait une page destinée aux travailleurs encore "vierges", à l'éducation des masses, mais la causerie peut aussi s'adapter à cet objectif.

Il faut remercier au passage le camarade enseignant (ex-OCI) qui m'a aidé hier à enregistrer le nom de domaine et à réaliser l'hébergement du site, je n'aurais pas pu le faire d'Inde, il fallait donner un numéro de portable en France, il va essayer de récupérer l'adresse www.meltl.com pour que les camarades qui ne se sont pas connectés depuis longtemps sur le site ne soient pas perdus.

Je n'ai pas eu le temps d'écrire une causerie, j'ai répondu à un courriel d'un autre camarade du POI qui participent aussi au financement du site. Pensez aussi à contribuer à son fonctionnement, n'hésitez pas à m'envoyer des contributions, anonymat garantie depuis 2004 sans le moindre problème, je suis une tombe !

Je mettraià votre disposition de nouveaux fichiers, par exemple, en téléchargeant un seul fichier pdf vous aurez l'ensemble des causeries 2009, avec des onglets renvoyant à chaque mois de l'année, etc. En 2009, les causeries ont représenté 1.000 pages, et après il y en a qui disent que je ne fous rien ! Je présenterai aussi tous mes articles 2009 en un seul fichier. Je ne suis pas fan de la vidéo, je suis plus lecture, on peut relire, réfléchir, extraire et copier des passages, c'est plus accessible, la vidéo me semble un gadget, la culture des apparences, je dois être un vieux con !

Bon, il est 18h30, il fait déjà nuit, Magueswary (Manju) prépare un chicken byriani au poulet, on a invité un de ses frères avec sa femme et leurs deux petites filles, ils sont hindous, je suis athée et communiste, Manju a décoré la maison et ils se souhaitent happy Chrismas, c'est l'occasion pour eux de participer à une petite fête, tout le monde est de bonne humeur, c'est l'essentiel, au diable les conventions des curés en tous genres que la bonne conscience n'empêche pas de se goinfrer et de se soûler dans notre dos !

Le 27 décembre

A propos du site.

L'ancienne adresse www.meltl.com qui datait de janvier 2004, la date de démarrage du site, continuera d'exister pendant un an, on va transférer le nom de domaine dans le nouveau serveur pour que les camarades qui ne se sont pas connectés sur le site depuis longtemps puisse prendre connaissance de la nouvelle adresse. Les camarades de formations politiques qui avaient mis un lien dans leur site vers meltl.com devront remplacer cette adresse par www.luttedeclasse.org. Comme j'avais appelé le site Lutte de classe, on y gagne en cohérence. Meltl ne voulait finalement rien dire et le .com était incongru puisque le site était tout sauf commercial. Il me reste à changer d'adresse électronique, car j'en ai marre de me trimbaler milarepa13 qui ne veut rien dire non plus, ce n'est pas urgent.

J'ai dû changer les adresses de tous les liens puisque tous les fichiers ont été téléchargés dans le nouveau serveur qui se trouve dans le nord de la France. Lors du chargement des 1822 fichiers (j'ai fait un sérieux ménage!) j'ai rencontré un énorme problème, un code erreur dont j'ignore la cause, qui m'a obligé à télécharger les fichiers par paquet de 20 ou 40, éteindre puis rallumer l'ordinateur à chaque fois, j'y ai passé 28 heures en comptant le temps que j'ai consacré à essayer de résoudre ce problème.

Je n'ai pas cédé à la mode qui consistait à refonder entièrement la page d'accueil du site, j'ai simplement modifié quelques couleurs pour rendre le site plus conviviable. Je me suis résolu à abandonner les rubriques info justice et société car je ne peux pas être partout à la fois, je vais essayer de me concentrer sur l'essentiel. Dans le cerveau cela se passe comme dans l'estomac qui ne doit jamais être rempli pour favoriser la digestion, il faut garder un petit espace libre ou vide pour pouvoir stocker le produit de nouvelles réflexions, en cas de trop plein ou de surmenage on ne peut plus penser normalement ou cela ne débouche sur aucune perspective, on a l'impression que tout est bloqué, on peut très bien maîtriser un certain nombre de facteurs sans pour autant faire preuve de perspicacité ou tirer des conclusions correctes d'analyses justes en cas de fatique extrême ou quand on a trop d'emmerdements dans la vie aussi, bref, il faut respecter la nature ! On pourrait dire aussi que pour pouvoir se poser des questions, il faut une certaine disposition d'esprit et il faut garder des cases vides pour y placer les réponses, à ne pas confondre avec une case en moins !

Je n'ai pas eu une minute pour faire autre chose les derniers jours. Je dois m'occuper de mes papiers, etc.

Un petit mot de politique, on commençait à s'ennuyer. Je ne suis pas trop au fait de l'actualité, rien ne presse en réalité. Il est en train de mûrir dans la tête de la population que le capitalisme est synonyme de faillite sociale, c'est à partir de cette prise de conscience qu'il faut mener notre combat dans la direction de la classe ouvrière, sans faire miroiter aux travailleurs et militants des objectifs que l'on est incapable d'atteindre, puisque les conditions subjectives sont trop loin d'être réunies pour qu'une mobilisation de masse débouche sur un affrontement direct contre le régime, nous sommes optimistes mais ni opportunistes ni gauchistes.

Il est vrai que l'on peut proposer la lune aux travailleurs, mais si on ne les aide pas à avancer sur la voie pour la décrocher, cela ne sert strictement à rien, c'est finalement comme formuler un voeux pieux. Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne faudrait pas les organiser ou intervenir dans la lutte de classe, au contraire, mais en repensant la manière de s'y prendre, il est grotesque d'envisager exactement dans les mêmes termes le militantisme qu'autrefois, sans tenir compte des importantes modifications intervenues dans la société, notamment sur le plan des moyens de communication et d'information. De nos jours chacun peut s'informer sur ce qui se passe dans le monde, mais il est très difficile de savoir quoi penser des données qui nous sont transmises, encore plus de savoir quoi en faire, rien la plupart du temps, de les traduire en terme pratique dans notre propre vie, alors qu'une fois mises en ordre on s'aperçoit que s'en dégage une certaine logique et orientation qui correspondent aux rapports entre les classes...

On dispose de données sur la réalité dans des proportions gigantesques par rapport à jadis, mais on ne comprend toujours pas davantage la situation, il faut donc trouver les moyens les plus appropriés pour résoudre ce problème que la participation à une grève ou une manifestation ne peut pas résoudre à elle toute seule, il n'y a que les furieux activistes pour penser le contraire avec le résultat lamentable que l'on sait. Il faut donc repenser l'éducation politique des masses en fonction de notre époque. Cela nécessite de consacrer plus de temps à informer la classe ouvrière, à discuter avec chaque travailleur, à les familiariser avec les idées du socialisme, sans que cela débouche forcément sur des objectifs spectaculaires. Si on n'a pas confiance dans la capacité des ouvriers (inorganisés) à comprendre ce qu'on leur explique, on s'en détournera, on prendra alors le risque de s'addresser à d'autres couches de la population qui n'ont pas forcément intérêt à un changement de régime, autrement dit, on se détournera aussi de notre objectif qui demeure la prise du pouvoir par le prolétariat, bref, on n'aura pas avancer d'un millimètre dix ou vingt ans plus tard.

C'est donc l'ensemble de notre propagande et de notre presse qui est à revoir, je parle pour un parti ouvrier. Sans rien renier de nos principes, sans rien modifier à l'objectif que nous nous sommes fixés, cela va de soi. Discuter, tisser des liens avec des travailleurs, puis parvenir à les organiser, ensuite consacrer du temps à les former tout en leur proposant de participer à des activités politiques, pour que finalement par eux-mêmes ils parviennent à situer leur propre vie au-delà du régime capitaliste, sans leur raconter d'histoires évidemment, à ce niveau c'est le socialisme qui donnera un sens à leur existence, le combat pour le socialisme, cette perspective qu'ils auront intégrée consciemment, c'est là le point essentiel, il ne faut pas qu'ils aient l'impression d'avoir adhérer à une théorie, il faut au contraire qu'ils aient rompu consciemment avec le capitalisme et ses institutions pour devenir des combattants révolutionnaires capables à leur tour de gagner d'autres travailleurs à notre cause...

Il faut consacrer au moins autant de temps à la formation des militants qu'au militantisme sur le terrain, sinon le parti se transforme en passoire et on n'avance pas. Autrefois un parti pouvait gagner puis perdre des dizaines de milliers de militants et ainsi de suite dans la foulée du flux ou du reflux de la lutte des classes, mais cette époque est révolue, on dispose désormais des moyens pour gagner et former des militants à un niveau de compréhension du socialisme bien plus élevé qu'à l'époque du parti bolchevik. Paradoxalement et contrairement à l'idée répandue, il est plus facile aujourd'hui de se projeter dans l'avenir que jadis, du fait qu'il est possible de se faire facilement une idée de la situation actuelle du monde et de son évolution probable si on ne remet pas en cause les fondements du capitalisme.

Il faut mettre à la disposition de la classe ouvrière des outils adaptés à la situation si l'on veut que sa conscience de classe progresse. Les discours politiques ou théoriques ne sont pas adaptés à cette fonction, pas dans un premier temps. Parallèllement il faut les former au maniement du matérialisme dialectique, car c'est avec cette méthode qu'ils pourront combattre eux-mêmes les idées de la classe dominante qui ont littéralement envahi leur existence sans s'en apercevoir. Il faut commencer par les armer d'une solide méthode pour qu'ils puissent mettre en échec la propagande de la bourgeoisie qui s'infiltre partout. Engels dans Anti-Dühring a traité de la dialectique de la nature, c'est un bon exemple à mon avis. Apprendre à saisir chaque instant comme le produit de rapports en évolution et non comme une abstraction, c'est déjà un premier pas. Lors des séances de formation des militants, on peut apprendre à manier cet outil dans des domaines comme les médias, les arts (cinéma, théatre, chanson, etc) ou la culture, le sport, ou à travers des thémes de société, les relations familiales, entre homme et femme, avec les enfants, les animaux, notre environnement, le racisme, la drogue ou l'alcoolisme, etc.

Le parti n'est pas un club de discussion ou le café du commerce, mais il ne doit pas être non plus une machine à embrigader des travailleurs à formater des cerveaux ou former des militants serviles envers des dirigeants, un lieu où l'on s'ennuie, où l'on écoute les autres parler, chacun doit y avoir sa place et s'y trouver bien et évoluer en fonction de ses capacités sachant que nous partons d'expériences différentes. L'essentiel là aussi, c'est de se fixer un objectif et de s'y tenir, de se donner les moyens de l'atteindre et de vérifier en permanence que les outils disponibles permettent effectivement d'aller de l'avant. Il faut faire preuve d'un peu d'imagination et de beaucoup de détermination, de persévérance, pour y arriver. Il faut être convaincu au départ que c'est une tâche utile pour construire le parti, pour l'ensemble du prolétariat, afin de le hisser à la hauteur de notre programme et à la compréhension de ses propres tâches historiques.

Quand on repense au chemin que nous avons parcouru pour forger notre propre compréhension du monde, d'où nous sommes parti, sans forcément au départ avoir participé à une bataille politique ou avoir été syndiqué, on se dit que n'importe quel travailleur peut atteindre le même degré de compréhension à partir du moment où nous leur en donnons les moyens, ils peuvent même apprendre plus vite que nous et nous dépasser. Si nous avons cela en permanence à l'esprit, nous ne pouvons pas être gagné par le pessimisme ambiant, nous ne pouvons pas abandonner le combat, nous avons le devoir de continuer à progresser tout en mettant notre propre expérience à la disposition des autres travailleurs ou militants. (A suivre)

Mailly titrait sa courte lettre Internet du 23 décembre *2010? Tout est possible*, pour finir ainsi :

"*Dans une telle situation, il est évident que les travailleurs vont devoir se faire entendre pour échapper à l'étau capitaliste qui risque de se mettre en place et que le rôle du syndicalisme libre et indépendant sera essentiel, en France et ailleurs.*

C'est pourquoi en 2010, tout est possible." On sent spontanément le bureaucrate très concerné par la situation qu'il décrit !

Le même jour, D. Gluckstein titrait son éditorial (IO n°78) : "*No future ?"*

Il terminait son article ainsi :

"*Que cela plaise ou non, les jeunes générations n'ont aucune raison de renoncer à bénéficier des mêmes garanties collectives arrachées dans la lutte de classe par les générations précédentes. Aucune fatalité ne saurait y contraindre. L'unité des rangs ouvriers sur les mots d'ordre de défense et de reconquête des droits et garanties sera au centre des combats de classe à venir en 2010.*"

Passons sur cet étrange mimétisme.

Tout serait possible en 2010, mais Mailly le militant syndicaliste n'appelle pas à remettre en cause les fondements du capitalisme, et Gluckstein le militant politique n'appelle pas à remettre en cause les institutions politiques qui sont les piliers du régime capitaliste.

Il faut donc en déduire que tout serait possible en 2010 en régime capitaliste sous les bons auspices des institutions de la Ve République.

Alors que le développement de la crise du capitalisme conduit ses représentants à remettre en cause l'ensemble de nos acquis ou conquêtes sociales depuis des décennies, davantage encore depuis 2007, l'un et l'autre le savent mais refusent d'en tirer les leçons qui s'imposent du point de vue des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ils s'en détournent, Gluckstein passe à côté de l'essentiel en disant :

"*ce serait : no future ! Qui décide cela ? Qui décrète que garantir à chacun un vrai travail, un vrai salaire, un logement décent et une Sécurité sociale couvrant les salariés contre les aléas de la vie serait aujourd'hui impossible ?*"

Il a raison quand il cite ceux qui sont responsables de la liquidation de nos acquis, mais la question n'est pas de savoir si c'est possible ou non aujourd'hui, mais de savoir dans quelle perspective politique on doit mener le combat pour conserver nos acquis, dans celle de la préservation du régime ou dans celle de sa liquidation, comme il laisse cette question en suspens et que l'immense majorité des militants ne se situent pas dans la perspective révolutionnaire du renversement du régime parce qu'ils sont gangrenés par le réformisme, cela revient à les laisser penser que toute serait possible avec Sarkozy au pouvoir, qui plus est, à entretenir les illusions des travailleurs dans le régime puisque pour leur part ils sont à cent lieux d'imaginer qu'on pourrait y mettre un terme.

Le POI prétendrait-il être en mesure d'organiser ou de mobiliser des millions de travailleurs ? Prétendrait-il être en mesure d'imposer aux appareils des autres partis de réaliser l'unité pour dresser des millions de travailleurs contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ? Nous connaissons tous la réponse : non. Alors en dehors de le faire croire et de profiter ainsi de la crédulité des travailleurs et des militants, quel est son véritable objectif ? Pour répondre à cette question, demandez-vous quelle est la nature sociale du POI, quel type de parti ils contruisent.

Par manque de temps, je terminerai par l'extrait remanié d'un courriel que j'ai envoyé à un militant du POI.

Il est clair qu'il est sur la ligne de la construction d'un parti réformiste et que son horizon politique ne va pas au-delà de l'ordre établi. Pour comprendre pourquoi, une question : Les travailleurs et les militants en auraient-ils un autre, non, alors pourquoi le POI devrait-il en avoir un autre ? Pour ne pas se couper des masses, vaut mieux coller au plus près de leur mouvement (inconscient) spontané qui est guidé en grande partie par leurs illusions... au lieu de les combattre pas à pas.

A l'opposé, s'il avait été sur la ligne de la construction d'un parti révolutionnaire et qu'il situait l'action de son parti dans une perspective politique au-delà du régime, il ne ferait pas croire aux militants et travailleurs qu'il serait possible de conserver nos droits ou acquis sociaux dans le cadre du capitalisme, alors que chacun a pu constater ces dernières décennies que rien ne pouvait empêcher leur remise en cause (privatisations), c'est là qu'il découvre ses véritables intentions. Par ailleurs, s'il va de soi que chaque militant ou travailleur est concerné par la défense de nos acquis, il s'emploie à présenter cet objectif comme s'il était compatible avec le maintien en place du régime puisqu'il ne dit pas le contraire, il ne dira pas que pour parvenir à cet objectif il faut s'organiser (l'objectif de la construction du parti) dans la perspective de renverser le régime qui constitue un obstacle à nos revendications sociales (l'objectif du combat de la classe ouvrière), au lieu de combattre les illusions dans le régime, il voudrait absolument éviter que les militants et travailleurs rompent avec leurs illusions dans le capitalisme qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Dans ce sens, on peut affirmer qu'il fait oeuvre contre-révolutionnaire.

Le meilleur moyen de défendre nos acquis ne serait-il pas de préparer les travailleurs à affronter le régime en leur proposant une perspective politique, au lieu de les laisser croire qu'une autre alternative serait possible ? Quand bien même comme en 1995 les fonctionnaires se mobiliseraient et parviendraient à empêcher la remise en cause des retraites, compte tenu que l'immense majorité des travailleurs ne participeraient pas à cette mobilisation, comme chaque fois depuis des lustres, c'est le régime qui en tirerait profit sur le plan politique en l'absence de toute perspective politique pour le liquider, autrement dit, ce ne serait que partie remise, pour quel résultat en terme de construction du parti ? Nul, comme depuis plus de 60 ans !

Et puis, entre nous camarades, il y a beaucoup d'hypocrisie dans le discours de Gluckstein qui passe son temps à entretenir des contrevérités, car à y regarder de plus près, à l'entendre on croirait que le système des retraites aurait été préservé, ajoutons grâce à nos bons dirigeants syndicaux, or des millions de travailleurs perçoivent des retraites inférieures à 800 euros par mois et connaissent la pauvreté, ce qui n'est pas nouveau, la même situation existe depuis de nombreuses décennies, mais là c'est comme pour les salaires ou les conventions collectives, du moment que l'aristocratie ouvrières et les fonctionnaires sont servis, les générations de millions et millions de travailleurs pauvres peuvent passer au compte des pertes et profits de la lutte de classe, l'essentiel est de conserver les apparences, le régime pourvoiera au reste et personne ne se posera de questions.

Le 28 décembre

On continuera demain la causerie politique des jours précédents sur les partis.

Psychos au Palais.

Selon un indiscret de l'hebdomadaire L'Express, Nicolas Sarkozy cherche au sein de son cabinet la personne qui fournit des informations aux médias. (LePost 24.12)

Un parrain au Palais.

Mercredi dernier, un proche de l'épouse de Nicolas Sarkozy a été nommé au ministère de la Culture, dirigé par Frédéric Mitterrand.

Son nom? François Baudot. Son nouveau poste? Inspecteur général de l'administration des affaires culturelles (IGAC). Il a été nommé par l'éxécutif.

Carla Bruni a-t-elle inspiré sa nomination? C'est ce que laisse entendre Le Point.fr.

Âgé de 60 ans, François Baudot est en effet... le parrain du fils de Carla Bruni, Aurélien. C'est aussi un ancien journaliste du magazine *Elle*.

Pourquoi sa nomination est-elle mal perçue? Car le 15 décembre dernier, une commission chargée d'évaluer sa candidature avait donner un avis négatif. Malgré cela, sa nomination a été "*réinscrite à l'ordre du jour du conseil des ministres à la veille des fêtes*", indique Le Point.fr. (LePost 24.12)

Crédit illimité, faites sauter la banque !

1- Les Etats-Unis soutiendront les établissements de crédit immobilier Fannie Mae et Freddie Mac quelles que soient leurs pertes nettes dans les trois années à venir.

Les lignes de crédit sont ainsi ouvertes jusqu'au 31 décembre 2012, sans limite prédéfinie.

Le Trésor a également dit qu'il n'exigeait pas n'y n'attendait des deux établissements qu'ils réduisent la taille de leurs portefeuilles d'investissements liés à des créances hypothécaires l'an prochain, comme cela était exigé auparavant.

En revanche, le principe de réduire ces portefeuilles "à l'avenir" est confirmé.

Le Trésor ne pense pas que les pertes des deux prêteurs dépasseront les $400 milliards qui étaient la limite de la ligne de crédit précédente. (Reuters 24.12)

2- Les deux PDG Michael Williams (Freddie Mac) et Ed Haldeman (Fannie Mae) gagneraient entre 4 et 6 millions de dollars (2,8 à 4,1 millions d'euros) alors que leurs sociétés ont affiché des pertes comblées par le contribuable à hauteur de 111 milliards de dollars (77,4 milliards d'euros). Et comme les actions de ces compagnies n'ont quasiment plus de valeur, les dirigeants seraient rémunérés en liquide.

Haldeman avait officiellement été embauché pour un salaire de 900.000 dollars (627.750 euros), en juillet dernier, mais il a recruté en septembre un directeur financier qui serait payé 5,5 millions de dollars (3,98 millions d'euros).

Les sociétés de refinancement hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac, sauvées de la faillite l'an passé, détiennent ou garantissent à elles deux environ la moitié des emprunts immobiliers aux Etats-Unis. (AP 24.12)

Un malheur n'arrive jamais seul.

Michèle Saint-Marc, conseillère de la politique monétaire de la Banque de France interviewée par Le Figaro le 23 décembre, extrait.

Il est malheureusement certain qu'il y aura d'autres faillites de géants financiers. Le renforcement des règles prudentielles ne garantit pas contre un nouveau Lehman pour au moins trois causes : le contournement des règles s'ajoute au «shadow banking system» qui subsiste ou même se développe dès maintenant dans les endroits plus subtilement protégés, et aux différences entre les normes comptables aux Etats-Unis et celles de l'Europe.

Il ne faut pas pour autant dire comme certains que la montagne du G 20 a accouché d'une souris, car les responsabilités

n'auraient été dévoilées que dans la mesure où elles étaient politiquement correctes (rôle de la Fed et des contrôles aux Etats-Unis), que l'unité est de façade, que les paradis fiscaux (shadow banking system totalement hors contrôle) restent paradisiaques, que les incitations aux excès (bonus et dividendes) restent en place sauf exception.

Corée du Sud.

Un consortium de sociétés sud-coréennes et américaines, conduite par la compagnie publique Korea Electric Power Corp, a remporté dimanche un contrat de 20,4 milliards de dollars pour construire des centrales nucléaires aux Emirats arabes unis (EAU). Ces derniers deviendront ainsi le premier pays arabe du Golfe à générer de l'électricité par l'énergie atomique.

A Séoul, le ministère sud-coréen de l'Economie a affirmé que le consortium conduit par KEPCO avait remporté un contrat de 40 milliards de dollars au total, ajoutant qu'outre les 20 milliards de dollars annoncés dimanche à Abou Dhabi, un deuxième contrat de 20 milliards de dollars suivrait pour l'exploitation de ces quatre centrales, damant le pion au consortium français emmené par EDF, GDF, Areva et Total, et une alliance américano-japonaise formée de General Electric et Hitachi. (Lefigaro.fr 27.12)

Chine.

1- La Chine a réévalué son taux de croissance pour l'année 2008 à 9,6%, contre 9,0% précédemment, après avoir déterminé que l'activité du secteur tertiaire avait été plus soutenue qu'initialement calculé.

Cette annonce vient consolider l'opinion selon laquelle la Chine va ravir au Japon la place de deuxième économie mondiale en 2010.

Le secteur tertiaire chinois a contribué en 2008 à 41,8% du produit intérieur brut, contre 40,1% selon la précédente estimation. A titre de comparaison, le secteur des services représente dans les pays développés aux alentours de 70% de la création de richesses. (Reuters 25.12)

2- La Chine croit en l'industrie automobile. Après le rachat de Hummer à General Motors (vous savez, ces monstres de 4 X 4 dont raffolent certains people) par le groupe Tengzhong, puis la reprise de quelques bouts de Saab par BAIC, c'est au tour du constructeur chinois Geely de mettre la main sur une des marques emblématiques de l'industrie automobile occidentale : Volvo, jusqu'alors propriété de Ford.

Les rumeurs de rachat de Volvo, loin d'affoler les marchés, ont fait exploser le cours de Geely à Hongkong. Depuis un an, la capitalisation boursière du chinois a ainsi été multipliée par presque 7.

Le 29 décembre

Pas le temps de beaucoup causer aujourd'hui.

Magueswary vient de passer au total plus de 15 heures au bureau d'immigration afin d'obtenir le renouvellement de son visa.

C'est la quatrième fois qu'elle renouvelle son visa depuis 1994, elle a donné une copie de sa carte d'identité française, de son passeport, de sa carte d'immatriculation au consulat de France de Pondichéry, et voilà qu'elle doit retourner une énième fois à ce bureau parce qu'ils lui demandent maintenant une copie de son certificat de nationalité française (plus sans doute une traduction en anglais). Ils sont complètement dingues, je vais y aller leur dire deux mots cet après-midi. Même le consulat n'ose rien dire, ce qui est scandaleux. Elle m'a dit que tous les étrangers gueulent dans leur coin, mais personne n'ose vraiment se plaindre face à l'arbitraire de ces fonctionnaires de merde, comme d'habitude, la connerie humaine a ses limites bordel ! Il leur suffit d'ouvrir son dossier pour avoir sous la main l'intégralité des documents qu'il lui demande, c'est franchement incurable à ce niveau-là, ce n'est plus de la parano, mais de la démence ! Comment Magueswary aurait-elle pu disposer de tous ces papiers français si elle n'avait pas la nationalité française ? Elle a fait refaire sa carte d'identité juste avant de revenir en Inde. Cette question les dépasse, ils sont trop cons !

Et ce sont des Indiens qui ont fait un minimum d'études, qui sont au minimum bilingues et sont capables de manier l'outil informatique, on pourrait les croire capables de réfléchir, et bien détrompez-vous messieurs les ouvriéristes. Tiens pendant qu'on y est, je ne vous dis pas toujours tout ce que je pense pour ne pas effarouchez les âmes sensibles : avez-vous remarqué au moins que Thibault avait ouvert le 49e congrès de la CGT sur le thème de la défense des sans-papiers et qu'il l'avait refermé sur le même thème ? Vous êtes-vous seulement posés la question de savoir pourquoi ? Non,

évidemment, et bien profitez-en pour combler cette lacune politique. N'y aurait-il pas par hasard un lien avec le thème de l'identité nationale remis sur le devant de la scène par Sarkozy depuis quelques mois ? Thibault, Sarkozy, même combat ? Les patrons et Le Pen se frottent les mains, l'avez-vous remarqué ? A jouer aux apprentis sorciers, il arrive qu'on se brûle les mains. Je ne vous en dis pas davantage.

Sur le sommet de Copenhague, on est loin d'avoir tout dit aussi.

On a parlé d'échec, à juste titre, mais paradoxalement quelle victoire pour le capitalisme qui est apparu une nouvelle fois tout puissant face à une cohorte d'opposants réels ou supposés au capitalisme, qui n'ont fait en réalité qu'étaler leur impuissance à la face du monde. Bref, on n'est pas plus avancé, pire, sans même avoir participé à cette mascarade, le prolétariat s'est encore pris une grande claque dans la gueule. Je parierais même que cela en a découragé plus d'un, dites-moi si je me trompe.

C'est tout le bienfait que l'on était en droit d'attendre de la participation à ce sommet de certains partis qui se réclament de la classe ouvrière et des ONG financées par les multinationales ou l'ONU, cautionner, légitimer le capitalisme au moment où les masses commencent à s'interroger sérieusement sur sa capacité future à continuer d'assurer le développement de la société, afin d'éviter qu'elles ne cherchent une issue politique et rompent avec le capitalisme...

Je m'excuse, je dois aller au bureau d'immigration, je vais essayer de ne pas me faire expulser d'Inde !

Quelques infos en bref.

Qui peut cautionner un tel régime ?

Au moins trois cent cinquante-trois personnes sans domicile fixe sont mortes en France depuis le début de l'année 2009, selon le collectif des Morts de la rue.

Barthélémy, 50 ans, '*est mort le 23 décembre à Marseille sur la banquette d'une camionnette blanche*'. Le 24 décembre, '*Robert, 40 ans, a été retrouvé par des compagnons à Paris boulevard Jean-Jaurès (19e arrondissement)*', tout comme un 'homme de 45 à 50 ans [retrouvé] dans un abribus face à la gare routière du château de Vincennes'. Le 26 décembre, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), '*un homme de 43 ans est mort dans la voiture où il vivait depuis deux mois après la séparation d'avec sa femme*'. D'autres ont péri à l'hôpital.

'*De plus, d'autres personnes sont mortes directement du mal-logement*' ajoute l'association. '*Nous ne les ajoutons pas au nombre des décès, mais dénonçons également leur mort due à la misère*'. (LeMonde.fr 28.12)

On y croit de moins en moins.

Selon une étude Ifop pour *La Croix* diffusée lundi, 64% des Français se reconnaissent comme catholiques en 2009, alors qu'ils étaient 80% en 1966. Ce repli se fait principalement au profit des "*sans religion*", qui passent de 21% à 28%.

Les protestants passent de 1% à 3% et les autres religions de 3% à 5%.

Seulement 4,5% des Français disaient, en 2006, fréquenter une église tous les dimanches, contre 27% en 1952, précise encore l'institut de sondage.

En 2009, les catholiques pratiquants sont plus âgés, selon l'Ifop : 43% d'entres eux ont 65 ans et plus alors que cette tranche d'âge ne représente que 21% de la population française totale. La peur de la mort, le fond de commerce ignoble des obscurantistes.

Autre singularité, les catholiques pratiquants votent plus à droite (38,9% pour l'UMP) que leurs concitoyens (25,1%). (Reuters 28.12) Tiens donc, qui l'aurait cru ?

En famille, suite.

Selon Bakchich, à l'été 2008, la secrétaire d'Etat à l'Economie numérique a bloqué la publication d'un livre écrit par son mari par peur de représailles politiques.

A l'été 2008, celui qui fut maire PS de Villefontaine (Isère) avant de devenir tête de liste UMP aux municipales à Longpont-sur-Orge (Essonne) s'apprête à sortir un livre de réflexions politiques *Où c kon va com ça?* aux éditions du Panama.

Mais selon Bakchich.info, le contenu de ce livre ne plaît guère à NKM. Peu avant la parution officielle de l'ouvrage, Jean-Pierre Philippe dîne avec son éditeur Marc Grinsztajn et son épouse au ministère de cette dernière, alors secrétaire d'Etat à l'Ecologie. Episode confirmé à Bakchich par Marc Grinsztajn.

Durant le dîner, d'après Bakchich, NKM menace l'éditeur: "*Si ce livre sort, je saute. Pas tout de suite, mais au prochain remaniement.*". Selon elle, le contenu du livre serait trop critique à l'égard du chef de l'Etat arguant que celui-ci "*va entrer dans une colère folle*" en le lisant.

Toujours selon Bakchich, elle aurait même posé un ultimatum à son mari : "*Si le livre sort, je divorce!*"

Des menaces qui ne font pas peur à l'éditeur. "*J'ai expliqué que je ne voyais pas le caractère subversif de ce livre, mais bien la parano qu'inspirait Nicolas Sarkozy à ses ministres*", explique Marc Grinsztajn à Bakchich.

Un sentiment partagé par Bakchich qui note : "*Sur 122 pages, Nicolas Sarkozy est cité... six fois. Les critiques, vagues, sont noyées dans une masse de propos sur la politique au sens large*".

Mais NKM obtiendra finalement gain de cause et le livre, dont la sortie avait déjà été annoncée à la presse, sera jamais publié. (Lexpress.fr 28.12)

Toujours selon Bakchich, NKM aurait déclaré : "*Nicolas Sarkozy va entrer dans une colère folle ! [...] Le Président déteste les intellectuels*". Déjà, "*la couverture du Point sur Sarkozy et les psys [mai 2008] l'avait rendu furieux[...] le chef de l'État n'a « aucun humour*".

Rien de nouveau, en fait... Sarkozy déclarait déjà sur TF1, en juin 2007, lors de sa première grande interview en tant que chef de l'Etat : "*Oh, je ne suis pas un intellectuel ! Je suis quelqu'un de concret* " (LePost 28.12)

Il est vrai qu'en s'exposant avec Jean-Marie Bigard, on savait à quoi s'en tenir sur son développement intellectuel !

Tel père, telle fille.

Dans une interview au *Parisien Dimanche*, Alain Minc, conseiller politique proche de Nicolas Sarkozy, s'est dit ami de Martine Aubry depuis "*plus de 40 ans*"... comme son père ! (LePost 28.12)

Les Verts tels qu'ils sont : un pied dedans, un pied dehors.

1- Le maire PS de Lyon a retiré sa délégation à l'élu Verts Etienne Tête. Le résultat de plusieurs mois de relations houleuses. Il avait très peu goûté son opposition au chantier OL Land.

Le projet de complexe dédié au septuple champion de France serait d'ailleurs la principale raison de cette rétrogradation. Serait, car, officiellement, c'est pour des propos virulents tenus dans la *Tribune de Lyon* à l'encontre du maire qu'il aurait été sanctionné. Etienne Tête s'était défendu, en jurant qu'ils avaient été déformés. Malgré le démenti, l'écologiste a donc été réprimandé.

Spécialiste des recours judiciaires, Etienne Tête n'a jamais hésité à s'opposer à sa propre majorité, particulièrement sur OL Land. Alors quand la cour administrative a décidé d'annuler la procédure engagée par le Grand Lyon pour entamer les travaux, Etienne Tête n'a pas caché sa satisfaction. De quoi agacer Gérard Collomb, premier soutien du projet.

Le 3 novembre, *Le Progrès* relayait une grosse colère du maire et président de l'agglomération pendant une séance du Grand Lyon. Furieux que son adjoint ait écrit une tribune dans *Le Monde*, il avait haussé la voix: "Le programme sur lequel nous avons été élus comprenait le projet de stade. S'il n'était pas d'accord, il ne fallait pas qu'il se présente sur ma liste. On ne peut pas être dedans et dehors." (Lexpress.fr et Reuters 28.12)

2- On ne sait plus à qui adresser la palme de l'opportunisme pas les temps qui courent, mais pour les Verts c'est un peu particulier, c'est leur raison d'être, la seule depuis qu'ils existent.

Pour rappel, Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts : "*Le problème majeur de notre président de la République est l'écart entre son discours et ses actes.*". Un petit dernier pour se faire plaisir : Gérard Onesta, ancien vice-président (Verts) du Parlement européen : "*Strasbourg est une fabuleuse école de démocratie. On y pratique l'art du compromis permanent, mais pas de la compromission.*" (Lexpress.fr 28.12) Ben voyons !

Encore une augmentation.

Les cotisations pour les mutuelles santé devraient augmenter de 5 % en moyenne en 2010, pour tenir compte de la hausse des dépenses de santé et du budget de la Sécu, a indiqué lundi 28 décembre le président de la Mutualité française, Jean-Pierre Davant, dans le Parisien/Aujourd'hui en France. (LeMonde.fr 28.12)

Il y a un bémol.

Les immatriculations ont augmenté de 40% en France en décembre, portant le total des immatriculations de voitures particulières neuves au-dessus des 2,2 millions, selon l'édition de lundi du quotidien *Les Echos*.

Selon le quotidien, dont la première page a été transmise dimanche à Reuters, plus de 2,25 millions de voitures ont été vendues cette année, qui sera ainsi la meilleure depuis 2001.

"*Au final, ce sont les marques françaises qui ont le mieux profité de la tendance, avec une hausse de 12% de leurs ventes, le double de celle de leurs concurrentes étrangères*", écrivent *Les Echos*.

"*Seul bémol: si les usines de Renault et de PSA tournent plus que fin 2008, le marché reste tiré par des modèles fabriqués dans les pays à bas coûts*", notent *Les Echos*. (Reuters 27.12)

Italie.

La production industrielle italienne a chuté de près d'un quart depuis le début de la crise économique mondiale pour revenir au niveau qui était le sien il y a 25 ans, montre une étude publiée par la Banque d'Italie. (Reuters 28.12)

Serrer les boulons, tout fout le camp !

La Chine a riposté à la reconduction dans l'Union européenne de droits de douanes antidumping sur les chaussures importées de son territoire en renforçant des mesures semblables sur les boulons fabriqués en Europe de 16,8% à 24,6%.

Une multitude de contentieux sur les mesures antidumping oppose la Chine et l'Union européenne. L'UE a elle-même imposé en janvier des taxes supplémentaires sur les écrous et boulons chinois, décision contestée par Pékin devant l'Organisation mondiale du Commerce.

Malgré l'opposition de la commission antidumping, l'UE a reconduit mardi pour quinze mois les droits de douanes sur les chaussures importées de Chine et du Viêtnam. (Reuters 23.12)

Le 30 décembre

Akmal Shaikh de nationalité britannique, condamné pour trafic de drogue, a été exécuté en Chine, le premier ministre Wen Jiabao est resté sourd aux protestations des chefs d'Etat occidentaux. Maintenant que les autorités chinoises ont semble-t-il pris la mesure de leur puissance économique et de leur rôle incontournable au sein du capitalisme mondial, ils n'en ont plus rien à foutre des critiques des roquets genre Brown ou Sarkozy. Une confirmation éclatante, quoi !

Mieux encore, les réunions du G20 et le sommet de Copenhague ont confirmé que les pays en voie de développement n'entendaient plus se plier uniquement aux exigences de l'impérialisme américain et ses alliés, mais qu'ils entendaient bien défendre bec et ongle leurs propres intérêts économiques, quitte à s'unir s'il le fallait contre les capitalistes des pays les plus développés. Le contrat de 40 milliards de dollars que vient de remporter la Corée du Sud pour construire des centrales nucléaires aux Emirats arabes unis au détriment d'EDF en est un exemple, celui de 9,7 milliards de dollars remporté par des groupes sud-coréens, chinois et émirati portant sur les réserves de gaz du Turkménistan, confirme cette tendance qui devrait s'amplifier.

La Chine vient d'inaugurer son train à grande vitesse qui n'a rien à envier au TGV, et elle espère mettre en service en 2014, soit dans à peine 4 ans, son premier avion de ligne long courrier concurrençant directement Boeing et Airbus. Autrement dit, d'ici une décennie ou moins, les pays dits en voie de développement et les pays dits sous-développés pourront s'approvisionner en Chine, en Inde ou au Bresil, qui leur proposeront les mêmes marchandises et les mêmes services que les pays capitalistes européens, américains ou japonais à un coût plus bas, ces derniers n'auront plus rien à exporter en Chine qu'elle ne produira déjà en quantité illimitée à un coût défiant toute concurrence.

La concurrence va donc se renforcer et faire rage entre les différents impérialismes, Chine inclue. Même si les coûts de production augmentaient en Chine et que ceux pratiqués dans les pays dits les plus développés tendaient à suivre une courbe inverse, ils ne sont pas près de se retrouver au même niveau.

L'amorce d'un redémarrage de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale dans le sillage de la crise actuelle qui cependant n'a pas encore dit son dernier mot, va donc se réaliser au détriment du prolétariat mondial qui est appelé à la fois à être davantage exploité et à réduire ses besoins, tandis que ceux de la petite-bourgeoisie devraient stagner dans les pays dits riches au profit de celle des pays dits en développement qui devrait au contraire se développer fortement. Des pays comme la Chine ou l'Inde ont désormais tout intérêt à développer leur marché intérieur, soit à partir de leur énorme réserve en trésorerie pour la Chine, soit par le biais de l'endettement pour l'Inde, les autres impérialistes espérant en profiter également pour écouler sur ces marchés gigantesques une partie de leurs capitaux et de leurs marchandises.

L'inconnu dans cette perspective ou le grain de sable qui pourrait enrayer ce processus réside dans la lutte de classe du prolétariat. Nul ne sait jusqu'à quel point il acceptera de se sacrifier davantage pour que le régime capitaliste survive. A ce propos, j'ai lu dans le *Compte rendu et notes politiques du VIIe congrès mondial de la IVe Internationale* qui s'est tenu en octobre 2009, le courant communiste internationaliste (CCI) du POI en est la section française, que la survie du capitalisme était due uniquement (à défaut d'être précisé) au rôle contre-révolutionnaire des appareils qui contrôlent le mouvement ouvrier ainsi qu'aux section de l'autre IVe Internationale dont les ex-militants de la LCR font partie, or c'est faux, c'est une vision purement dogmatique (pour ainsi dire sclérosée) et faussée de la situation mondiale qui ne prend pas en compte la capacité du capitalisme a trouvé de nouvelles parades pour à la fois affronter ses propres contradictions et continuer de se développer à l'échelle mondiale, quitte parallèlement à continuer de détruire de gigantesques masses de forces productives. Ce document mériterait une analyse complète, j'y reviendrai plus tard.

Comment peut-on prétendre proposer une ligne politique ou une stratégie correcte à l'avant-garde du prolétariat mondial et aux travailleurs en général, à partir d'une analyse incomplète, tronquée ou fausse de la situation, qui en réalité demeure figée 71 ans en arrière, qui est incapable d'intégrer les développements et les transformations intervenues dans le monde et la société au cours des 7 dernières décennies, qui les nie littéralement ?

La spéculation sur les places boursières, le marché des produits dérivés, la destruction de richesses estimée à 55.800 milliards de dollars depuis le début de la crise en 2007, sont une chose, mais la croissance du PIB mondial au cours des dernières décennies, l'expansion du marché mondial ou le développement des forces productives qui n'a pratiquement jamais cessé de croître, en sont une autre que l'on ne peut pas ignorer ou feindre d'ignorer dans notre analyse pour comprendre la situation et essayer de prévoir dans quelle direction va se développer le capitalisme mondial et la lutte des classes dans les années à venir, afin de définir la stratégie la plus appropriée pour construire le parti révolutionnaire et l'Internationale qui sont indispensables pour vaincre le capitalisme et assurer la vitoire de la révolution prolétarienne et le socialisme.

Que les questions économiques précises que je viens d'évoquer ne soient pas abordées dans ce document, confirme l'appréciation que je porte sur ce courant du mouvement ouvrier qui n'a pas été capable en 60 ans de produire la moindre analyse de fond sur la situation mondiale, notez bien, il se contente de reprendre à la lettre, à la virgule près, le contenu du *Programme de transition* de Trotsky datant de 1938, comme si en dehors de la disparition de l'URSS et ses satelittes, rien de nouveau ne s'était produit à travers le monde en 71 ans, c'est quand même extarordinaire de trouver encore des militants pour accepter une telle vision étriquée et bornée de la situation, plus sclérosé n'existe pas, sauf à LO peut-être !

Je ne peux même pas dire que je partage leur analyse ou leur stratégie, car ce document n'en comporte aucune en dehors de ce qui appartient au *Programme de transition* proprement dit, ce n'est qu'une suite de faits ou d'expériences triées sur le volet provenant de différents pays et que chacun a pu constater, qui mis bout à bout n'ont jamais constitué une analyse, d'autant plus qu'ils comportent de nombreuses lacunes, que certains facteurs déterminants n'y figurent pas, sont totalement ignorés ou sous-estimées, par exemple, pas un mot sur la place de la Chine ou de ce que les économistes appellent le BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), qui a eux-seuls représentent 45% de la main d'oeuvre mondiale, contre 30% environ pour l'ensemble des pays de l'OCDE (30 pays dont les pays les plus industrialisés), ou encore le formidable développement démographique des 50 dernières années qui a contribué à modifier considérablement le rapport de forces entre impérialismes d'un côté, et pays en voie de développement de l'autre, et dont nous pouvons constater sous nos yeux quotidiennement les effets, etc. Vous avouerez qu'avec de telles lacunes, une analyse sérieuse de la situation mondiale est impossible. Nous y reviendrons en détail dans les jours qui viennent.

Quelques infos en bref.

Poursuite de la grève chez Pimkie.

Le mouvement de grève dans les entrepôts français de la chaîne de vêtements Pimkie (Groupe Mulliez), entamé le 16 décembre, se poursuit : selon les syndicats, quelque 200 salariés sur les 276 des entrepôts ont cessé leur travail. '*L'entreprise laisse pourrir la situation*, estime Valérie Pringuez, déléguée CGT. *On va devenir méchants.*'

Les salariés des entrepôts de Wasquehal et Neuville-en-Ferrain, situés dans le département du Nord, protestent contre les conditions d'un plan de sauvegarde de l'emploi. Ce plan, annoncé en mai dernier, prévoit la suppression de 190 postes dans la société, dont 138 concernent les fonctions logistiques (préparation de commandes...) exercées en entrepôts. Dans le cadre de ce plan, la direction a proposé, les 24 et 25 novembre, en plus des indemnités légales, la somme de 10 000 euros plus 500 euros par année d'ancienneté. Mais les grévistes réclament d'obtenir immédiatement '*au moins autant que ce qu'ont eu les salariés de Xanaka*', une autre chaîne du groupe, explique Mme Pringuez. Soit 20 000 euros et 2 400 euros par année d'ancienneté.

La direction, qui a fait entre-temps des propositions intermédiaires, refuse désormais d'aller au delà. '*Des négociations sont prévues le 12 janvier. Jusque-là, c'est bloqué*', indique un porte-parole du groupe qui assure que ce mouvement n'altère pas les livraisons de magasins, effectuées par des entrepôts alternatifs. (LeMonde.fr 29.12)

Tension et contradiction au sommet de l'Etat... où partage de la sale besogne ?

Le Conseil constitutionnel a annulé mardi la taxe carbone, une mesure phare du projet de budget 2010 qui devait entrer en vigueur le 1er janvier, mais le gouvernement a aussitôt décidé de présenter un nouveau texte.

Les juges constitutionnels ont considéré que l'importance des exemptions de contribution carbone étaient "*contraires à l'objectif de lutte contre le réchauffement climatique*" et créaient une "*rupture d'égalité*" devant l'impôt.

François Fillon a annoncé qu'un nouveau texte tenant "*pleinement compte*" des observations des "*Sages*" serait proposé dans le cadre de la loi de finances rectificative relative aux investissements d'avenir.

Celle-ci sera présentée au Conseil des ministres du 20 janvier, a-t-il précisé dans un communiqué.

François Fillon a souligné que la mise en place d'une contribution carbone était "*une priorité du président de la République et du gouvernement*".

"*Cette contribution est nécessaire pour orienter les comportements des entreprises et des ménages en matière de consommation d'énergie et pour réduire les émissions de gaz à effet de serre*", a-t-il insisté.

Selon les juges constitutionnels, le texte prévoit trop d'exemptions, s'avère contraire à l'objectif affiché de lutte contre le réchauffement climatique et entraîne une inégalité des citoyens face à l'impôt.

"*Moins de la moitié des émissions de gaz à effet de serre aurait été soumise à la contribution carbone*" en raison de multiples exemptions, soulignent les sages du Palais Royal dans leur décision.

Ils notent que cette contribution devait porter essentiellement sur les carburants et les produits de chauffage, "*qui ne sont que l'une des sources d'émission de dioxyde de carbone*".

En étaient totalement exonérées "*les émissions des centrales thermiques produisant de l'électricité, les émissions des 1.018 sites industriels les plus polluants*" et "*les émissions du transport aérien et celles du transport public routier de voyageurs*", souligne le Conseil constitutionnel.

"*Ces exemptions auraient conduit à ce que 93 % des émissions d'origine industrielle, hors carburant, soient exonérées de contribution carbone*", écrit-il. (Reuters 29.12)

Pas de problème, les entreprises se rattraperont en exploitant davantage leurs salariés ou feront payer cette taxe à leurs clients, c'est-à-dire, nous ! Bref, au-delà des contradiction du régime, le Palais et le Conseil constitutionnel se répartissent les rôles... et les critiques pour faire passer leur taxe scélérate.

Tarif en hausse.

Les tarifs des TGV vont augmenter de 1,9 % en moyenne à compter du 5 janvier, a confirmé mardi 29 décembre la SNCF.

En 2009, les tarifs de base des TGV avaient augmenté de 3,5 %, après 2 % en 2008. (LeMonde.fr 29.12)

Quand des impérialistes dame le pion à d'autres.

Des groupes sud-coréens (LG International et Hyundai Engineering), chinois (le groupe gazier public chinois CNPC) et

émirati (Petrofac Emirates) ont remporté des contrats d'une valeur totale de 9,7 milliards de dollars afin de développer et mettre en valeur les immenses réserves de gaz du Turkménistan, apprend-on de sources gouvernementales.

Ces sociétés internationales seront chargées de construire des infrastructures susceptibles d'exploiter les réserves de Iolotan-sud, qui abriterait l'un des cinq plus importants gisements mondiaux de gaz naturel.

L'année dernière, le cabinet britannique Gaffney, Cline and Associates avait évalué ces réserves entre 4.000 et 14.000 milliards de mètres cubes. (Reuters 29.12)

Le 31 décembre

Pas de causerie je ne suis pas bien, fièvre, vertiges...

Faudra-t-il bientôt sortir armé pour faire ses courses ?

Un homme de 25 ans est mort mardi 29 décembre à Lyon '*par asphyxie mécanique* après avoir été interpellé dans un supermarché Carrefour par quatre vigiles, a indiqué mercredi le parquet. Le jeune homme, retenu par les agents de sécurité pour le vol de bouteilles de bière, est '*mort d'une asphyxie mécanique par compression de la cage thoracique*' et portait des hématomes '*au bras et au front*', selon les résultats de l'autopsie communiqués par le parquet de Lyon.

Les quatre agents, dont deux salariés de Carrefour et deux employés d'une société sous-traitante, ont vu leur garde à vue prolongée mercredi pour '*violences volontaires aggravées ayant entraîné la mort sans intention de la donner*' et seront déférés jeudi matin devant un juge d'instruction. (LeMonde.fr 30.12)

Imaginez un instant qu'il s'agisse d'une méprise, que le vigile en poste devant son écran de contrôle ait cru vous voir mettre quelque chose dans votre poche et que ces chiens bondissent sur vous, si vous êtes cardiaque ou que vous êtes sujet à une déficience respiratoire : vous êtes mort !

Nouveau couac au sommet de l'Etat.

Le Conseil d'Etat a annoncé mercredi avoir partiellement invalidé le décret créant la deuxième mouture du fichier ELOI, destiné à lutter contre l'immigration clandestine.

Le fichier ELOI (pour "éloignement") prévoit un fichage automatisé des étrangers en instance d'expulsion, de ceux qui les hébergent et des personnes qui leur rendent visite en centre de rétention. Sont ainsi annulées les deux dispositions prévoyant la conservation de certaines données pendant trois ans, une durée jugée "*excessive*", ainsi que l'enregistrement du numéro d'identification AGDREF obtenu lors d'une demande d'un titre de séjour.

Le 12 mars 2007, le Conseil d'Etat avait annulé l'arrêté du ministre de l'Intérieur - Nicolas Sarkozy à l'époque- du 30 juillet 2006, visant à la création du fichier ELOI. Le 26 décembre 2007, le ministère de l'Immigration proposait un nouveau texte, sous forme de décret, le qualifiant "*d'inattaquable*" juridiquement. (AP 31.12)

Taxe carbone. Les valets du régime en redemandent.

Les Verts, la gauche et les syndicats réclament une fiscalité écologique ambitieuse et juste après l'annulation de la taxe carbone par le Conseil constitutionnel.

PS - "*Il est à craindre que cet amateurisme en matière de fiscalité écologique du gouvernement ne rende plus difficile encore l'instauration pourtant nécessaire d'une taxation des pollutions*", regrette la député socialiste Aurélie Filippetti dans un communiqué.

Pour le maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë, "*les Français attendent maintenant des réponses claires et opérationnelles*" du gouvernement.

Aux yeux de Jean-Marc Ayrault, chef de file des députés socialistes, "*pour avoir une bonne réforme, il faut s'inspirer des autres pays qui ont instauré une fiscalité écologique et pas seulement une taxe carbone*".

Verts - Les Verts réclament que le montant de cette future contribution repasse des 17 euros de la taxe carbone aux 32 euros recommandés par la commission Rocard et que l'électricité soit taxée.

"*Les changements de comportements ne peuvent pas être le seul fait des particuliers. Les entreprises doivent aussi s'y engager*", souligne le député Vert François de Rugy dans un communiqué.

"*Alors que le sommet de Copenhague sur les changements climatiques a été un échec, il n'y aurait rien de pire que d'abandonner le principe d'une contribution climat-énergie comme levier des changements de comportement*", prévient-il.

PG - Le Parti de Gauche, par la voix de la député Martine Billard, demande la fin du "*bricolage politicien*" et réclame une "*planification écologique et démocratique qui permette de sortir de la civilisation du tout pétrole*".

FO - Pour Force ouvrière, le gouvernement doit s'accorder "*le temps de la réflexion au lieu de la précipitation avec laquelle le mauvais feuilleton de la taxe carbone est mis en oeuvre depuis l'été 2009*". En deux mots, FO préconise au gouvernement de revoir sa méthode pour finalement imposer cette nouvelle taxe, il n'est pas contre.

"*Plutôt que de créer des taxes à vocation de communication venant pénaliser les salariés et les ménages*", le syndicat prône "*une réforme globale de la fiscalité, fondée sur le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu pour garantir une politique de redistribution conforme au principe républicain d'égalité*". Revendiquer le principe d'égalité sous un régime capitaliste n'est qu'un leurre qui ne sert qu'à tromper les travailleurs et mieux les asservir au régime, dixit Lénine.

CGT - la CGT se félicite de voir "*reportée une imposition supplémentaire qui aurait pesé sur la consommation des plus modestes*". Pas annulée, surtout pas ! (Reuters 30.12)

Il convient de bien insister sur l'emploi des termes: « *rupture caractérisée du principe d'égalité* ». Lorsque le juge constitutionnel use de tels mots, cela signifie: «*loi ficelée par des nullards ignorant les bases de la première année de droit constitutionnel dispensées en faculté*»

Comment se fait-il que personne ne soit intervenu, à un moment ou un autre du processus législatif, afin de mettre en garde l'actuelle gouvernement, sa majorité, ses cabinets, ses parlementaires contre le risque de censure constitutionnelle qu'un dispositif aussi inégalitaire risquait d'encourir? Trois réponses possibles:

1/ l'incompétence générale des élites administratives promues par l'actuel pouvoir, incompétence résultant elle même de la dégénérescence du recrutement des élites politiques.

2/ Le climat de terreur entretenu par l'actuel régime dans tous les cercles d'élaboration de la loi, de l'Élysée à Matignon, de l'Assemblée au Sénat, des cabinets au Conseil d'État, autant de lieux où l'on craint de déplaire en haut lieu à celui qui exerce aujourd'hui qu'un pouvoir personnel incontrôlé.

3/ Un « mix » des deux premières solutions. Incompétence et terreur.

Tout cela est bien mauvais signe pour l'actuel pouvoir. Lorsque ceux qui le servent cachent la vérité, n'osent plus, perdent tout esprit d'initiative et entretiennent passivement toutes les illusions, foucades, lubies, du maître du moment, bien des murs que l'on pensait inébranlables peuvent s'écrouler. On en revient à ce que je disais en début de démonstration; la faiblesse de ce pouvoir naît de sa trop grande force. (LePost 30.12)

La Bourse ou la vie.

1- La Bourse de Sao Paulo a terminé en hausse mercredi, sa dernière séance de cotations de l'année, et affiche pour 2009 une progression de près de 83%, un rebond spectaculaire après la chute de 41,2% subie en 2008 favorisée par la vigueur de la reprise dans un pays qui figure parmi les destinations favorites des investisseurs internationaux.

La Bourse de Sao Paulo affiche une performance 2009 supérieure à celle d'autres grands marchés émergents comme Hong Kong, où l'indice Hang Seng a gagné un peu plus de 49% sur l'année, la bourse de Shanghaï a gagné 76,4% en un an ou même l'Inde (+80% environ). (Reuters 30.12)

2- Le DAX a terminé 2009 sur une hausse annuelle de 23,9%, sa meilleure performance depuis 2007 après avoir plongé de 40% en 2008.

La dette publique de la France a augmenté de 29,4 milliards d'euros au troisième trimestre 2009 pour atteindre un nouveau pic de 1.457,4 milliards d'euros, soit environ 75,8% du produit intérieur brut, selon des données publiées mercredi par l'Insee.

Dans la loi de finances 2010, le gouvernement prévoit que la dette atteindra 84,0% en 2010, 88% en 2011, 90% en 2012 et 91% en 2013 - estimations qui ne tiennent pas compte du grand emprunt qui sera lancé en 2010 pour financer des investissements de croissance. (Reuters 30.12)

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page
Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

---

affichage 800 x 600 MSIE 7 ou Mozilla Window XP Webmaster : milar

---

La voix de l'opposition de gauche

Les causeries et infos en bref de 2010

JANVIER	**FÉVRIER**	**MARS**	**AVRIL**	**MAI**	**JUIN**
JUILLET	**AOUT**	**SEPTEMBRE**	**OCTOBRE**	**NOVEMBRE**	**DÉCEMBRE**

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries janvier 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier

J'ai une grosse fièvre et je tiens à peine debout, donc pas de causerie.

Il n'est pas ingrat.

Nicolas Sarkozy a tenu à rendre "*un hommage particulier*" aux partenaires sociaux, "*qui ont fait preuve d'un grand sens des responsabilités*". "*Ensemble, nous avons évité le pire*", a-t-il ainsi déclaré. "*Dans ce moment si crucial nous devons rester unis comme nous avons su l'être au plus fort de la crise*", a-t-il dit.

"*Respectons-nous les uns les autres, faisons l'effort de nous comprendre, évitons les mots et les attitudes qui blessent. Soyons capables de débattre sans nous déchirer, sans nous insulter, sans nous désunir*", a insisté Nicolas Sarkozy. (Reuters 31.12)

Gageons qu'il sera entendu.

Economie.

1- Le CAC 40 a terminé l'année à 3.936,33 points, avec un plus haut à 3.975,15 points le 29 décembre en séance. En un an, l'indice s'est donc octroyé 22,32%, et en un peu moins de neuf mois, il a bondi de 56%.

La branche automobile (y compris les équipementiers) enregistre un rebond de plus de 75% en Bourse, dopée par un effet de base très favorable et la prime la casse. Renault et Peugeot ont grimpé de respectivement 95,15% et 94,77% en Bourse en un an.

Les banques ont également tiré leur épingle du jeu, avec une progression sectorielle de près de 70%, dont +84,79% pour BNP Paribas, 54,5% pour Crédit Agricole et 35,97% pour Société Générale. (Lefigaro.fr 31.12)

2- Le S&P 500 a progressé de 68% entre son plancher du 6 mars et la fin de l'année, et 24,24% depuis le début de l'année.

Pour sa part, le Dow Jones enregistre un rebond de près de 60% depuis son plancher, et de 19,6% depuis le 1er janvier à 10.428,05 points.

Le Nasdaq a, quant à lui, bondi de 44,85% sur l'année.

Il y a dix ans, le 31 décembre 1999, le Dow Jones était à presque 11.500 points. Et le pic historique d'octobre 2007, à 14.164,53 points, semble loin. Selon le Wall Street Journal , les années 2000, marquées par deux crises boursières, ont représenté la pire performance des marchés actions en presque 200 ans ! (Lefigaro.fr 31.12)

3- Les marchés de matières premières ont connu en 2009 leur meilleure année depuis 1973, dopés par les gains sans précédent depuis dix ans du pétrole et par le doublement des cours du cuivre et du sucre.

L'indice CRB Reuters/Jefferies affiche sur l'ensemble de 2009 une hausse de 23,46%.

La meilleure performance au sein de l'indice CRB est signée par le cuivre qui termine 2009 sur une hausse de 140%.

Le sucre affiche également l'une des meilleures performances de l'année avec une hausse de 130%, grâce principalement aux importations indiennes après une mauvaise récolte. Les cours pétroliers ont aussi fortement rebondi avec une hausse de 78% en 2009. Le blé a reculé de 11,3% et le maïs a gagné seulement 1,8%. (Reuters 31.12)

Russie.

La police russe a arrêté jeudi des dizaines de militants de l'opposition réunis dans la principale rue commerçante de Moscou pour défendre leur droit à manifester pacifiquement. (Reuters 31.12)

Le 3 janvier

Un mot rapide sur le site. Je suis encore fiévreux et Magueswary aussi.

Je dispose désormais de statistiques provenant de trois sources différentes très fiables, on va pouvoir savoir exactement combien de connections sont réalisées chaque mois. Je vais pouvoir récupérer l'ensemble des fichiers (depuis 6 ans) qui figuraient sur le disque dur qui a brûlé pour une somme assez modique, dont mes notes de lectures des oeuvres des marxistes des dernières années qui m'étaient fort utiles. J'ai contacté la société Disk Technology Ltd. à Chennai et j'attends sa réponse.

Je complèterai la page syndicalisme dans les jours qui viennent avec les articles les plus intéressants de décembre. J'ai remis la page justice et les articles de 2009, disponible à partir du menu principal. J'ai récupéré la page Tribune libre, je l'ai mis à jour, il manque une partie de décembre, mais tous les fichiers de l'année 2009 sont disponibles. J'ai commencé à mettre en ligne des articles de presse dans la rubrique internationale, rien dans les autres rubriques (sociale, syndicat, politique), puisque c'est le désert ! (Rectificatif: les fichiers "justice" et de la "tribune libre" ne seront disponibles que demain ou dans deux jours, car il y a plus plus de 200 fichiers à télécharger et c'est encore la galère, j'en ai pour plusieurs heures bloqué devant l'écran !)

Depuis que j'ai osé critiquer les positions des différents regroupements de militants de la CGT, ils ne m'envoient plus aucun document, je vous laisse en penser ce que vous voulez, personnellement cela ne m'empêchera pas de continuer à vivre. Ils refusent tous de se prononcer contre le financement des syndicats par l'Etat et l'Union européenne, partant de là, on sait à quoi s'en tenir sur leur "anticapitalisme". (je rectifie, le FSC m'a envoyé ses bons voeux, c'est sympathique, dont acte, même si cela ne répond pas à ma question, c'est un retraité de la RNUR qui l'anime, moi je n'y ai passé qu'un an à Billancourt, au centre d'apprentissage.)

Je ne suis pas tout à fait rétabli, mais j'ai rédigé un article que je mettrai en ligne demain. Il y sera question de la situation en 2009, d'une discussion politique entre ex-militants de l'OCI, et du compte-rendu du VIIe congrès mondial de la IVe Internationale version CCI-POI, quelques pages assez longues.

Encore bonne année et bon courage pour la suite camarades.

Le 4 janvier

Je suis toujours malade et je suis incapable de me concentrer sur une question, donc je n'écrirai rien. Je suis obligé de pratiquer l'automédication car je n'ai confiance dans aucun médecin, je n'irai en consulter un qu'en dernier recours dans quelques jours si mon état ne s'améliore pas. Je marche difficilement et c'est une torture de taper au clavier. Magueswary est dans le même état. Je remercie les camarades qui m'ont envoyé leurs bons voeux, je leur souhaite une bonne continuation.

Bonne semaine à tous.

Le 5 janvier

Cela va mieux aujourd'hui, en fait c'est le virus chikungunya que l'on a attrapé. A part un traitement anti-inflammatoire pour les articulations il n'y a rien à faire qu'attendre que cela se passe, sur Internet, ils disent que cela peut durer de quelques jours à... quelques mois ! Les hôpitaux et les cliniques sont pleins et dans les rues où l'on voit des queues se former, se sont des files d'attente chez les médecins car ce virus fait un ravage, normal après deux mois de pluie continue dans un pays où l'hygiène est déplorable. Un des effets de ce virus est indirectement la perte d'appétit, car les papilles de la langue sont atteintes, on ne sent pas ce qu'on mange ou boit et au bout de trois bouchées ou gorgées on est dégoûté. Je vais pouvoir perdre quelques kilos superflus, formidable ! On a la tête qui tourne, on n'a pas toute sa tête en vérité, c'est dans ces conditions que j'ai réalisé cette causerie, c'est très pénible, hier c'était pire, il était impossible de construire correctement une phrase simple. D'ailleurs j'arrête là, je suis crevé. Ce qui suit a été écrit plus tôt dans la matinée.

A quoi bon faire un point sur l'année écoulée, il n'y a pas de rupture entre le 31 décembre et le 1er janvier. L'impérialisme américain a réussi à destabiliser complètement le Pakistan en y important la guerre qu'il mène en Afghanistan. A qui le tour demain, au Yemen après avoir détruit la Somalie voisine ? Vous avez peut-être vu aux infos qu'une grande partie de l'Asie fait face à un hiver particulièrement rude. Même ici dans le sud de l'Inde on se caille littéralement, je n'ai jamais eu aussi froid la nuit. On pourrait appeler cela coup de froid sur Copenhague !

La lune de miel entre Sarkozy et les dirigeants syndicaux se poursuit. En versant près d'un milliard d'euros par an aux syndicats, on peut dire sans exagération que l'Etat (et l'Union européenne) les a achetés. Dans une interview au Figaro hier, Alain Minc expliquait que 90% de la population en France avait traversé la crise sans problème, ce chiffre est exagéré, disons que les classes et les couches favorisées du prolétariat n'ont pas été durement frappées, la preuve, la vente de bagnoles bat des records tout comme l'épargne, 17% selon l'Insee. Cela confirme tout ce que j'ai écrit au fil des mois et qui permettait de comprendre pourquoi il n'y avait pas eu de suite aux journées de mobilisation des 19 janvier et du 29 mars, au-delà du rôle contre-révolutionnaire des appareils qui n'explique pas tout loin s'en faut, contrairement à ce que voudraient nous faire croire les dirigeants du POI, le NPA et LO qui n'ont que des visions d'appareils de la situation.

Bref, rien de bien passionnant en ce début d'année. La grosse bataille de l'année va être sur les retraites. Les partis et des regroupements de syndiqués pourraient s'associer pour lancer une campagne commune en direction des travailleurs, une pétition qui pourrait recueillir des millions de signature : pas touche à notre système de retraite, retour aux 37,5 annuités, retraite à 55 ans, etc. à bas le capitalisme, en prévision d'une manifestation nationale...

J'ai reçu un nouveau courriel d'un militant du POI, mais il ne m'a pas autorisé à vous en donner le contenu, je lui répondrai donc par courriel. Je vais essayer de terminer l'article que j'avais commencé il y a quelques jours.

Quelques infos en bref.

Quand l'anarchie règne en haut.

La France, qui compte environ 63,6 millions d'habitants, a acheté 94 millions de doses de vaccins auprès de quatre laboratoires pharmaceutiques. Les contrats, pour un montant de 869 millions d'euros, ont été signés au début de l'été, à une époque où il était recommandé d'administrer deux doses à chaque personne pour la vacciner, rappelle le ministère de la Santé.

Pour décider du nombre de vaccins à acheter, les services de Roselyne Bachelot se sont basés sur ce schéma vaccinal à deux doses et sur "*un taux d'attrition de 25%*" - autrement dit, ils ont supposé que les trois quarts de la population française (soit 47,7 millions de personnes) se ferait vacciner.

Or, "*dès le début du mois de novembre, les premiers résultats des essais cliniques ont été en faveur d'un schéma vaccinal à une seule dose. Cette orientation a été confirmée le 20 novembre par l'Agence européenne du médicament*" (EMEA), rappelle le ministère de la Santé.

Propriétaire d'un "*excédent de doses*", "*la France a donc décidé de céder des vaccins à des pays étrangers*", explique le communiqué, en précisant que 300.000 doses ont été vendues au Qatar et "*eux millions de doses sont en cours de cession au profit de l'Egypte*".

Selon "*Le Parisien/Aujourd'hui en France*", la France propose les vaccins à leur prix d'achat mais est confrontée à la concurrence des autres grands pays désireux d'écouler leurs propres stocks.

D'après les derniers chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur, seules 4,6 millions de personnes avaient été vaccinées contre la grippe A/H1N1 en France au 28 décembre 2009. (AP 03.01)

94 - 4,6 - 0,3 = 89,1 millions de doses à revendre si plus personne n'était vaccinée en France ! Un gâchis à plus de 800 millions d'euros, quoi

!

Lambert : le naïf, une autre de ses qualités.

Dans *Lionel raconte Jospin*, l'auteur regrette d'avoir attendu mai 2001 pour avouer son passé trotskiste, sous la pression de la presse : '*Pourquoi je ne l'avais pas dit plus tôt ? Honnêtement, pour être tranquille.*' Au sujet du dirigeant trotskiste Pierre Lambert, il dit : '*Il a traversé ma vie et, je crois, nous nous estimions.*' Mais il assure n'avoir jamais eu de 'double casquette' et avoir 'commencé à penser comme un socialiste' à partir de 1973 quand il a pris pour la première fois des responsabilités au PS. (LeMonde.fr 03.01)

Il adhère à l'OCI, puis au PS parallèlement. A cela, rien de choquant: «*ça ne s'oppose pas*.». Une fois grimpés les échelons socialistes et en responsabilité au sein du parti, il raccroche sa casquette trotskiste: «*Tous mes actes sont ceux d'un socialiste*», assure Jospin.

Lambert le "*fin*" stratège, le théoricien de "*l'imminence de la révolution*" pour la galerie, en manoeuvrier aguerri il n'a plus dû se sentir après le recrutement d'un diplômé de l'Ena, haut fonctionnaire. Qu'est-ce qu'il croyait, qu'on pouvait très bien être dévoré d'ambition individuel au point de faire l'Ena, pour s'accomoder de la perspective de finir permanent dans un parti qui était promis à demeurer marginal ? Un avenir aussi médiocre pouvait-il satisfaire un énarque? Quelle crédulité de l'avoir cru un instant, quelle manque de perspicacité ! Lambert n'a pas été le seul dans ce cas-là à la direction de l'OCI. Mitterrand et Jospin ont bien dû se marrer !

Quand Jospin dit que l'OCI (ou le POI) ou le PS «*ça ne s'oppose pas*», il a raison et ce n'est pas Lambert qui l'aurait démenti, puisqu'un jour il avait déclaré que depuis 1972 son objectif avait été de porter Mitterrand au pouvoir. Une fois cette tâche accomplie, il s'empressera de liquider le PCI, la vitrine "*trotskiste*" était devenue inutile, trop encombrante et compromettante, brassons le plus large possible, place au réformisme, la suite ne l'a jamais démenti...

Quand le NPA prend les armes...métaphoriquement contre le capitalisme, il en tremble !

Philippe Corcuff du NPA, dans un article du 3 janvier dédié au film Avatar, sur le site Slate.fr, s'emploie à démontrer que son parti qui a repris à son compte les sornettes de l'écologie au détriment de la division de la société en classes sociales aux intérêts inconciliables, n'a nullement l'intention de remettre en cause les fondements du système capitaliste pourrissant. Personnellement, je n'ai vu que quelques images à coups d'effets spéciaux de ce film qui m'ont donné autant mal à la tête que celle d'un clip dans lequel les images se succèdent en rafale et franchement pas envie d'aller le voir.

Pour le NPA, la formidable machine à rêves de l'impérialisme américain, Hollywood, remplirait un rôle progressiste :

"*La bonne nouvelle ne viendrait-elle pas plutôt, et paradoxalement, d'un vieux routier de l'industrie hollywoodienne, James Cameron, avec son « Avatar » ?* "

Le film de Cameron le serait tout autant :

"*Cameron met en quelque sorte en images et en son une forme extrême de la contradiction capital/nature.*", il s'agirait d'une forme d'"*écologie radicale*", dont on verra plus loin à quoi elle se résume.

Mais pas Marx qui aurait été plutôt un attardé mental ou un vulgaire réactionnaire, rappelons qu'il vécut à la moitié du XIXe siècle :

"*Marx, quelque peu fasciné par le productivisme industriel de son époque, n'était pas exempt d'ambiguïtés quant au rapport capitalisme/nature.* ".

Marx estimait à juste titre après la Commune de Paris que l'homme ne pourrait mettre fin au système économique d'exploitation que lorsque le développement des forces productives permettrait de satisfaire tous ses besoins, par conséquent tout entrave à leur développement devait être écarté ou combattu. Marx et Engels n'ont jamais prétendu pour autant que le capitalisme devrait produire n'importe quoi dans n'importe quelle condition, contrairement à ce que pourrait laisser entendre les propos de Corcuff, qui lui est bien un adepte du capitalisme.

Contrairement également à ce philistin petit-bourgeois, Marx était engagé dans un combat à mort pour en finir avec le capitalisme en prônant le renversement de l'ordre établi par la révolution révolutionnaire, combat et révolution qui ne pouvait prendre qu'une tournure violente face à la résistance de l'ennemi mais qui ne détournèrent pas Marx de son objectif, ce qui n'est pas le cas de notre "anticapitaliste" de salon.

Il écrit "*l'anticapitalisme d'« Avatar » est indissociablement collectif et individuel. Se désintoxiquer de l'imaginaire capitaliste passe aussi par une transformation de soi.*", comme si c'était possible sans avoir conscience des rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme, sans que ces rapports dont dépendent tous les autres dans la société n'aient été liquidés, autrement dit le capitalisme lui-même. C'est là que l'on s'aperçoit que l'anticapitalisme du NPA se résume au mieux à des formules stériles, au pire réactionnaires.

Ce parti qui n'hésite pas à se parer des oripeaux du guévarisme pour se faire passer pour révolutionnaire auprès de la jeunesse petite-

bourgeoise, ne constitue finalement aucun danger pour les capitalistes comme le confirme l'auteur de cet article :

"*Dans certaines circonstances, l'anticapitaliste vert conséquent doit aussi savoir prendre les armes (au sens métaphorique, n'impliquant pas nécessairement le maniement de la kalachnikov).*", ouf ! Le "nécessairement" était inutile, on sait le petit-bourgeois bien trop lâche pour craindre de se casser un ongle, à moins de fondre en horde organisée contre des ouvriers oudes militants désarmés. Aux capitalistes armées jusqu'aux dents, le moment venu NPA opposera des armes en carton pâte !

On aura compris aussi que Corcuff privilégie l'action individuelle à l'action collective, que le gauchisme latent ou déclaré de la LCR a été transposé au NPA, comme toutes ses tares d'ailleurs : "*Elle (l'écologie radicale) appelle des clivages, des conflits, des affrontements. La transformation personnelle et l'action collective contre les forces dominantes apparaissent associées et non pas opposées.*".

Vous aurez remarqué qu'il a mis l'accent sur la "*transformation de soi*", puis la "*transformation personnelle*" en prenant soin de la séparer de l'action collective, alors qu'en réalité la prise de conscience politique n'a réellement de valeur que lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre d'une expérience collective, organisée, dans une direction bien précise contre l'ordre établi, ou encore lorsqu'elle s'inscrit dans une perspective pratique pour être confirmée, rectifiée ou abandonnée, mieux, lorsqu'elle est le produit d'une action collective, le seul terrain sur lequel elle peut se vérifier et se développer, au-delà, si c'est bien la société toute entière qui demeure le champ de bataille où doivent se confronter les idées, compte tenu des rapports contradictoires qui la traversent et qui correspondent aux intérêts des différentes classes qui la composent, finalement, tout développement individuel qui ne serait pas relié consciemment à la place qu'occupe le prolétariat au sien des rapports de production et qui ignorerait son statut de seule classe progressiste dans la société, prendrait le risque de se réaliser contre nos propres intérêts et ceux collectifs de notre classe...

Vous aurez noté également qu'il n'a pas hésité à utiliser à deux reprises l'expression "transformation" lorsqu'il s'agissait d'évoquer le plan individuel, et qu'il s'est limité à celui d'"*action*" dès qu'il a abordé le plan collectif, comme si la transformation de fond en comble de la société qui nécessite une révolution n'était pas vraiment l'objectif du NPA.

D'ailleur, un internaute ne s'y est pas trompé en tirant de cet article la leçon suivant : "*il nous faut créer "un autre monde" peut être à côté de celui-ci à défaut d'être contre ou de pouvoir détruire ce système*" (Slate.fr 03.01)

Industrie automobile.

Les ventes de voitures particulières neuves en France ont progressé de 10,7 % en 2009 par rapport à 2008, a annoncé lundi le Comité des constructeurs français d'automobiles dans un communiqué.

Les immatriculations de voitures neuves, soutenues par la prime à la casse et les bonus écologiques, ont ainsi atteint leur plus haut niveau depuis 1990. (LeMonde.fr)

En Espagne, sur l'ensemble de l'année 2009, les immatriculations de voitures neuves ont chuté de 17,9%. (Reuters 04.01)

Mégalomanie, décomposition, démesure...

Ebranlée par la crise financière, Dubai va tout de même inaugurer lundi, sous très haute sécurité, le symbole incarnant la démesure de la cité-Etat, son Burj Dubai, plus haut gratte-ciel du monde.

La hauteur finale de la vertigineuse tour est pour l'instant top-secrète, jusqu'à l'ouverture officielle. Mais, surplombant le désert à plus de 800 mètres, Burj Dubai a d'ores et déjà dépassé son rival, le taïwanais Taipei 101, et ses modestes 508 mètres... (AP 02.01)

Le 8 janvier

La causerie qui suit le sujet abordé ci-dessous a été rédigée hier, je n'ai pas pu la mettre en ligne car le serveur Tata était encore bloqué.

Je ne suis pas vraiment rétabli mais je me force à bosser un peu, j'ai surtout une grosse fatique qui me gagne rapidement dans la journée, de plus je dors très mal. Comme il n'existe pas de traitement, il n'y a qu'à prendre son mal en patience, il n'y a rien qui urge étant donné la situation politique !

Dans le n°79 d'*Informations ouvrières*, vous trouverez cette semaine une "tribune libre" en page 10 particulièrement réactionnaire.

Souvenez-vous de l'interview de Schivardi à *France Soir* le 24 avril 2008 : "*... Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant...*". On aurait pu penser que Schivardi délirait ou prenait ses désirs pour la

réalité, je n'avais pas attaqué le POI suite à ses propos car je les considérai outranciers ou provocateurs.

Un an et demi plus tard, nous sommes bien obligés de constater que Schivardi n'avait pas dérapé, voici un extrait de l'article de Pierre Beguin, membre du POI, membre de l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre (ARAC), qui le prouve.

Revenant sur l'intérêt que porte la coalition impérialiste à l'Afghanistan et l'Iran, il lui suggère de rajouter un autre pays dans sa ligne de mire "*le Pakistan, lui, véritable base arrière d'Al-Qaida et pourvoyeur des talibans, curieusement, laisse indifférentes, sinon sereines, nos forces d'intervention*", une lacune insupportable, passons sur le faits que ces "*forces d'intervention*" soient aussi les siennes (nos forces), n'est pas social-nationaliste qui veut "*une réelle menace pour la paix dans cette région, mais aussi dans le monde*", voilà un argument qu'apprécierait sans doute le va-t-en-guerre Obama ! Si demain l'impérialisme américain bombardait le Pakistan, ce militant du POI applaudirait !

Il reprend évidemment le même discours que les dirigeants du vieux monde qui justifient cette guerre contre le peuple afghan. Pour lui tous les Afghans qui seraient engagés dans la lutte conte l'armée d'occupation impérialiste seraient des talibans, et les braves soldats français engagés dans cette guerre qui "*doivent également assurer leur propre défense*", ne font finalement que "*répondre par les armes aux attaques des talibans*", bref ils sont en état de légitime défense face à leurs agresseurs, on appelle cela inverser les rôles pour justifier les meutres commis par les militaires français, Morin appréciera sans doute.

Il va plus loin, dans certaines circonstances il aurait été possible de justifier cette guerre : " *... il est temps, au contraire, de rompre avec cet engagement vain, dangereux et coûteux, car l'impasse militaire est évidente*", ce qui signifie que si tel n'avait pas été le cas, il l'aurait soutenu ! Quelle internationaliste ! On a là le contenu du front unique anti-impérialiste.

Il termine son article en adressant des conseils à l'impérialisme, c'est la cerise (vénéneuse) sur le gâteau, il en appelle à l'ONU :

Il faut écrit-il " *instituer une aide internationale véritable pour la reconstruction du pays, pour l'instauration d'une véritable démocratie*", cela tombe bien, c'est justement l'objectif que ce sont donnés les chefs de file de l'impérialisme ! Il continue, il faut "*redonner à l'Onu toute sa place dans la question afghane. Notamment, permettre à l'Onu de jouer un rôle important dans la mise en place d'institutions véritablement démocratiques dans le pays*", inutile de commenter, c'est suffisamment clair : réactionnaire !

L'ONU qui a orchestré, financé ou couvert toutes les guerres impérialistes à travers le monde depuis 60 ans (et les coups d'Etat militaires, les génocides, les massacres de population entière, les terribles famines, les épidémies, etc.), serait le dépositaire de la démocratie ! La démocratie armée contre les peuples ! Cet individu ignore semble-t-il que la principale mission de l'ONU est justement d'apporter une caution démocratique à tous les sales coups perpétrer par l'impérialisme sur tous les continents contre les peuples. Il couvre l'ONU ni plus ni moins, il se place au côté de l'impérialisme.

Bas les pattes, l'autodétermination du peuple afghan ne peut être que l'affaire du peuple afghan lui-même !

Schivardi ne s'était pas trompé, il y a bien des gens de "*droite*", de furieux réactionnaires en vérité qui ont rejoint le POI. Ensuite le POI ose s'en prendre aux autres partis, dont principalement le NPA, mais il est en dessous de tout ! J'en suis désolé pour les militants du POI qui m'écrivent en se demandant ce qu'ils foutent encore dans ce parti, ils vont avoir beaucoup de difficultés à justifier l'existence de cet article dans leur journal ou la présence de ce genre d'individus dans leur parti auprès des autres militants, la tâche s'avère même totalement impossible.

Pour conclure, une tribune libre doit donner la parole à des militants qui ne partagent pas forcément les mêmes positions mais qui se rejoignent sur l'essentiel. Or, en appeler ouvertement et publiquement à l'ONU témoigne de positions politiques incompatibles avec l'appartenance à un parti ouvrier, au mouvement ouvrier.

La causerie d'hier.

L'intérêt tapageur suscité par le sort de la planète a quelque chose d' ignoble au regard de la situation dramatique dans laquelle se trouve plonger quotidiennement des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde du fait de la survie du capitalisme et qui ne suscite que condamnation verbale ou indifférence.

Cet intérêt mesquin est le produit de l'inquiétude du petit-bourgeois qui voit son petit confort personnel se dégrader au fil de la décomposition du capitalisme, le réflexe primaire de l'individualiste qui craint de ne pas pouvoir profiter pleinement des priviléges que lui octroie le système en place, tandis que pour des milliards de travailleurs chaque matin au réveil après une nuit de cauchemar, se pose la terrible question de savoir comment nourrir leurs enfants et survivre une journée de plus. Partant de ce terrible constat, il est normal que sur le terrain politique ceux qui ont adopté de près ou de loin les principes de l'écologie soient de vulgaires réactionnaires qui soutiennent l'ordre établi et le régime de la propriété privée des moyens de production.

Cohn-Bendit le justifiait en ses termes dès 1998 dans « Une envie de politique » : « *Ce que la gauche doit donc faire valoir aujourd'hui, c'est que cette évolution a des aspects destructeurs, car la production menace de détruire la planète. Faire cette démonstration n'est pas facile, mais on peut le faire au nom même de l'économie de marché, car je suis pour le capitalisme et l'économie de marché.* ». Le sort de la

planète, en réalité leur propre bien-être, les intéresse davantage que celui de la plèbe en guenille réduite à l'état d'indigence et de souffrance permanente sans espoir d'en sortir.

La crasse ignorance de l'homme au XXIe siècle, personne n'ose trop se pencher dessus par crainte de se reconnaître, particulièrement les intellectuels qui portent une responsabilité énorme dans la situation actuelle. Il est tellement facile de se contenter d'un discours politique convenu en se servant éventuellement du marxisme pour éviter finalement d'aborder les questions déterminantes auxquelles est lié le sort des couches les plus déshéritées du prolétariat mondial, une telle hypocrisie est si unanimement répandue dans les partis ouvriers qu'elle est devenue leur principal méthode pour interpréter les rapports de la société et définir leurs actions.

L'école nous apprend-elle autre chose qu'à devenir de serviles sujets du capitalisme ? Nos professeurs nous ont-ils enseigné autre chose ? Si c'était le cas, cela se verrait, cela se saurait et le monde ne serait peut-être pas tel qu'il est aujourd'hui. Non, l'école n'a pas contribué à former des hommes et des femmes capables de penser librement leur destin, ce n'est qu'une vue de l'esprit, une formule creuse parmi des milliers d'autres d'ailleurs, dont nous abreuve à longueur de temps les partis ouvriers qui sont plus aptent à soutenir les intérêts des couches qui constituent leur fond de commerce et dont sont issus leurs dirigeants, plutôt que de combattre l'ordre établi dans ses moindres recoins.

La démagogie et le cynisme des dirigeants n'a franchement plus de limites. Par exemple, lorsqu'ils nous expliquent que le contenu des manuels d'histoire dans les collèges passerait aujourd'hui sous silence certains événements qui y figuraient encore il y a quelques années, que veulent-ils nous faire croire, qu'hier les professeur interprétaient l'histoire en tenant compte de la lutte des classes, du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, alors qu'aujourd'hui ce ne serait plus possible et que la faute incomberait uniquement au ministère de l'Education nationale et aux éditeurs, tout cela pour blanchir de toute responsabilité le corps enseignant, corporatisme oblige ? Quand les profs de français ont le choix des manuels scolaires, de construire leurs cours avec les supports de leur choix, s'ils décident de recourir à une page de la Bible, du Coran ou une histoire débile de fées pour un cours de syntaxe, c'est un choix délibéré qui ne leur est imposé par personne, ils en prennent l'entière responsabilité.

Lorsqu'il y a deux ans j'ai été confronté à cette situation, deux élèves de 6e un peu plus évolués que les autres sont venus me trouver, ils m'ont demandé pourquoi je leur soumettais des textes aussi débiles, je leur ai répondu que je n'avais pas eu le temps de préparer les premiers cours et que j'avais dû utiliser les supports de leur professeur que je remplaçais, on s'est tapé trois histoires de fées à dormir debout, ensuite on a travaillé avec des supports que j'avais sélectionné dans d'autres manuels scolaires. Quant aux élèves d'une classe de seconde qui devaient passer un contrôle d'histoire quelques jours plus tard, ils m'avaient demandé de leur faire un bref exposé sur le thème de la "guerre froide". Avant de commencer je les ai questionnés pour voir ce qu'ils avaient retenu du cours de leur prof, à ma grande surprise, il n'avait pas abordé avec eux les conférences de Potsdam et Yalta, ils ignoraient tout du partage du monde décidé par Roosevelt, Churchill et Staline, bref, ils ignoraient l'essentiel, la collusion d'intérêt entre l'impérialisme et le stalinisme, donc ils ne pouvaient avoir qu'une vision déformée de cette période de notre histoire. J'ai comblé cette lacune. Ensuite on s'étonnera que nos enfants, puis les adultes qu'ils vont devenir soient des ignares, que leur interprétation du monde corresponde à celle de la classe dominante et qu'ils soient subordonnés au capitalisme et ses institutions, normal ! La responsabilité de cette situation n'est pas à chercher du côté de la bourgeoisie, du ministère, des éditeurs, mais bien chez les profs eux-mêmes, ces intellectuels à l'esprit borné dont il ne fait dire aucun mal, ouvrièrisme ou solidarité corporatiste oblige. Les dépositaires du savoir depuis plus d'un siècle sont en réalité des ignorants pour l'immense majorité d'entre eux, voilà la vérité qu'il ne faut surtout pas dire. Qu'ils finissent ministres d'un gouvernement bourgeois ou qu'ils dirigent des partis ouvriers réformistes est finalement dans l'ordre des choses. Heureusement qu'il y a des exceptions.

Pour sa part, ma fille institutrice depuis deux ans a décidé de démissionner parce qu'elle ne supporte plus le comportement irrespectueux des gosses de sa classe "*quand on voit ça, on a peur pour le futur ! on est arrivé à un extrême ... pas mieux je pense que celui d'avant 68*" et l'hypocrisie ambiante de son milieu de travail qu'elle qualifie par ailleurs de "*triste*", un euphémisme pour qualifier la bonne conscience de ses collègues, c'est franchement peu dire de sa part sachant qu'elle est une bonne nature par excellence toujours prête à prendre les choses du bon côté, elle préfère "*reprendre des études et tenter autre chose peut être en géographie vers l'urbanisme ou la cartographie*", voilà qui me désole et me révolte un peu plus, pas seulement contre le régime, mais aussi contre l'ouvrièrisme et le corporatisme qui déservent notre cause.

Après cet aparté, revenons à la question environnementale.

Hier encore, tous les partis ouvriers se foutaient bien de la pollution industrielle ou produite par les moyens de transport moderne pour tomber dans le travers inverse aujourd'hui, le taux de CO^2 dans l'atmosphère n'aurait augmenté que de 0,008%, mais il constituerait un péril pour notre planète, quelle intox, quelle connerie ! Hier on vous avait alerté sur le trou dans la couche d'ozone qui était dû également à l'activité humaine et qui à terme devait aboutir à rendre toute vie impossible sur terre, mais voilà que depuis deux ans des photos satellites ont montré que ce trou s'était réduit de moitié, comme par miracle ! On nous manipule et tous les partis avec puisqu'ils reprennent les uns après les autres les mêmes arguments frauduleux, le dernier en date étant le POI (voir un article dans le dernier IO, n°79). Notez bien, on évoque un jour, une fois, rapidement en passant, les variations des éruptions qui se produisent à la surface du soleil et qui influent directement sur le comportement de l'ensemble des planètes du système solaire dont la terre, puis plus rien, on oublie ce facteur, aux oubliettes ! Il en est exactement de même de la déforestation qui continue en Afrique ou en Amérique du Sud, trois petits tours et puis s'en vont, normal il y a trop d'enjeux économiques et politiques dans la balance, au diable la forêt amazonienne qui sert de poumon à notre planète, on n'attaque pas Lula, pensez-vous, le président des travailleurs ! Tiens, il y a toute une série de volcans qui viennent d'entrer en éruption un peu partout dans le monde, drôle de coïncidence, non ? Mais non, mais non, cela doit être dû à la main de l'homme qui à force de trifouiller ses entrailles les a dérangée, c'est bien connu que l'homme est au centre de l'univers et qu'il a tout pouvoir sur la matière, attention, les alchismistes sont de retour !

Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante, tout le monde semble l'avoir oublié, s'y opposer nécessite du courage, c'est prendre le risque de se mettre à dos une partie de la jeunesse qui est facilement manipulable, d'apparaître réactionnaire, alors que la réalité est justement l'inverse.

En attendant de finaliser l'article dont je vous avais parlé il y a quelques jours, j'ai un autre sujet de causerie à vous soumettre encore plus important.

Je ne suis pas rétabli et je suis complètement épuisé, aussi pour aujourd'hui je me contenterai de vous poser une simple question : selon vous, quelles leçons faut-il tirer du fait que le capitalisme a réussi à se sortir (provisoirement ?) de la plus formidable crise de son histoire ? N'hésitez pas à envoyer vos réflexions ou contributions sur cette question. Vous avez eu largement le temps et vous l'aurez sans aucun doute encore au cours des mois qui viennent, de constater qu'aucun parti n'a osé aborder cette question...

Quelques infos en bref.

Rififi au Medef.

Quinze jours après la décision de la fédération de l'agroalimentaire - l'ANIA - de claquer la porte de l'organisation patronale, la présidente du Medef a eu la très désagréable surprise mardi de perdre l'un de ses deux directeurs généraux délégués. Jean-Charles Simon a démissionné dans l'après-midi après une réunion houleuse des directeurs le matin même. (Lefigaro.fr 05.01)

Chômage.

1- Le nombre de demandeurs d'emploi en Espagne a dépassé la barre des 3,9 millions en décembre, annonce le ministère du Travail.

Plus de 54.657 personnes ont perdu leur emploi en décembre. (Reuters 05.01)

2- Le chômage allemand a reculé pour le sixième mois d'affilée en décembre grâce à la fois à des modifications statistiques et aux mesures prises par le gouvernement pour limiter les licenciements. Il s'établit à 3,421 millions.

"*Il est assez incroyable qu'il n'y ait pas eu de hausse massive du chômage consécutive à la crise économique en 2009*", note Peter Meister de BHF Bank.

"*Mais je suis sceptique pour 2010. Il va y avoir beaucoup d'entreprises qui vont devoir s'adapter à une baisse de l'utilisation des capacités*", ajoute-t-il.(Reuters 05.01)

3- En France, le chômage continuera d'augmenter en 2010, malgré l'amélioration de la conjoncture, a déclaré la ministre française de l'Economie, Christine Lagarde. (Reuters 05.01)

- Toutes allocations confondues - chômage, formation et préretraites, le nombre de personnes indemnisées par Pôle Emploi augmente de 14,8% sur un an, à 2.659.700 contre 2.316.100 en novembre 2008. (Reuters 07.01)

Banquiers, comment payer moins d'impôts.

La Société générale va regrouper en France 35 milliards d'euros d'actifs toxiques afin d'optimiser leur gestion et de procéder à une optimisation fiscale, indique jeudi *La Tribune* sur son site internet.

"*En clair, la Société générale pourra ainsi défalquer les pertes liées aux actifs toxiques de son résultat imposable en France*", écrit *La Tribune*. (Reuters 07.01)

Immigration 2009.

En 2009, "*175.000 étrangers sont entrés légalement sur le territoire français au titre de ce qu'on appelle les longs séjours, 29.000 environ ont été reconduits à la frontière et 108.000 étrangers ont eu accès à la nationalité française*", a déclaré sur Europe 1 le ministre de l'Immigration, Eric Besson. (Reuters 07.01)

Islande. Crise politique.

Le président islandais annonce qu'il ne promulguera pas la loi autorisant le remboursement d'environ 3,5 milliards d'euros perdus par des épargnants britanniques et néerlandais en raison de la faillite de la banque en ligne IceSave, en 2008.

Après des semaines de débats houleux, le parlement avait définitivement adopté mercredi dernier un texte de loi reconnaissant que l'Etat islandais avait garanti les avoirs de la banque Icesave, qui était active aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, ce qui implique que Reykjavik rembourse les sommes perdues par les épargnants de ces pays.

La loi est si impopulaire en Islande que près du quart des électeurs, soit environ 60.000 personnes, avaient signé une pétition demandant au chef de l'Etat d'opposer son veto.

Une bonne part des contribuables islandais ne comprennent pas pourquoi ce serait à eux de régler la note des erreurs commises par les banques ayant fait faillite.

La loi, en entraînant le remboursement de 3,5 milliards d'euros, induirait un surcroît de dette équivalant à 40% du PIB, soit 18.000 dollars (12.000 euros) par habitant, en englobant le versement d'intérêts.

Le gouvernement de centre-gauche arrivé au pouvoir l'an dernier a jugé contestable la décision du président et assuré en tout cas que le pays continuerait d'oeuvrer au respect de ses obligations internationales. (Reuters 05.01)

Dernière minute.

Le gouvernement islandais propose de tenir le 20 février un référendum pour que les citoyens de l'île décident s'il y a lieu de rembourser les épargnants britanniques et néerlandais.

La Grande-Bretagne a averti l'Islande qu'elle risquait un isolement économique international si les électeurs rejetaient la loi soumise à référendum.

La Commission européenne a déclaré que, de la gestion de cette affaire, dépendait l'issue de l'examen de la candidature posée l'an dernier par l'Islande à l'Union. (Reuters 06.01)

Suisse.

La Suisse a enregistré un nombre record de faillites d'entreprises l'an dernier. Pas moins de 5.105 ont mis la clé sous la porte, soit 26,7% de plus qu'en 2008, a annoncé mercredi la société de renseignements commerciaux Dun & Bradstreet. (AP 06.01)

Yemen.

Les dirigeants du Yémen ne veulent pas que leur pays soit envahi, comme l'Irak ou l'Afghanistan, par des milliers de soldats américains. (AP 07.01)

Chili. Au Chili, tous les yeux sont tournés vers les travailleurs de Chuquicamata. La deuxième plus grande mine de cuivre à ciel ouvert, représentant 4% de la production mondiale de métal rouge, est paralysée depuis lundi. Les trois principaux syndicats de mineurs de Chuquicamata, représentant 95% du personnel, sont entrés en grève pour une durée illimitée, suite à une impasse des négociations salariales. Tous les trois ans, l'entreprise Codelco et les syndicats renégocient les contrats. Cela faisait treize ans qu'il n'y avait pas eu de grève.

Le numéro 1 mondial du métal rouge a présenté lundi une nouvelle proposition à ses salariés. Les mineurs réclament une prime plus importante, similaire à celle reçue par les mineurs de la mine Escondida - détenue en majorité par le groupe privé BHP-Billiton -, d'un montant de 19 000 euros. Codelco leur a pourtant déjà offert 3,8% de hausse de salaire et une augmentation de toutes leurs primes pour un total de près de 16 000 euros. «*Plusieurs fois ce que gagne la majorité des Chiliens par an*», estime un expert. Les salariés de Codelco sont parmi les mieux payés au Chili. (Libération.fr 07.01)

Argentine.

La présidente argentine Cristina Fernandez a ordonné mercredi à l'armée de déclassifier tous les documents liés à la "*sale guerre*".

Le décret de déclassification doit contribuer à faire la lumière sur les violations des droits de l'homme présumées perpétrées par l'armée lors de la dictature militaire de 1976-1983, a expliqué la présidente argentine. Un quart de siècle après la restauration de la démocratie en Argentine, "*il n'est pas possible de continuer à garder de telles informations inaccessibles sous le prétexte que cela menacerait la sécurité de l'Etat*", souligne le texte. (AP 06.01)

Le 9 janvier

Pas le temps de causer aujourd'hui, des douleurs partout, un gros mal de tête et une fatigue qui me mine...

Quelques infos en bref.

Leur société. La jeunesse sacrifiée, la jeunesse assassinée.

Un lycéen agressé vendredi matin au cours d'une bagarre survenue dans l'enceinte du lycée Darius Milhaud du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) est décédé, selon le ministère de l'Education nationale. (AP 09.01)

Quel drame terrible ! Il serait survenu à la suite d'un différent à propos d'une fille que les deux lycéens convoitaient. Bref, nous sommes tous en deuil aujourd'hui.

L'Etat terroriste surveille les pirates.

Frédéric Mitterrand a officiellement installé la Haute Autorité pour la diffusion des oeuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi) chargée de lutter contre le piratage sur le net.

Le collège de la Haute autorité est composé de Jean Musitelli, conseiller d'Etat, Patrick Bouquet, conseiller-maître à la Cour des Comptes, Christine Maugüé, conseiller d'Etat, Jean Berbinau, ingénieur général des télécommunications, Chantal Jannet, présidente de l'Union féminine civique et sociale (UFCS), Jacques Toubon, ancien ministre et conseiller d'Etat honoraire, Franck Riester, député de Seine-et-Marne et Michel Thiollière, sénateur de la Loire. (Reuters 08.01)

Chômage.

Le taux de chômage a atteint les 10% au mois de novembre 2009 dans la zone euro, contre 9,9% un mois plus tôt, selon les données diffusées mardi par Eurostat, l'Office statistique des communautés européennes. Un niveau jamais atteint depuis août 1998.

D'après ses estimations, 22,899 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en novembre 2009 dans l'UE27, dont 15,712 millions dans la zone euro. Par rapport à octobre, le nombre de chômeurs s'est accru de 185.000 dans l'UE27 et de 102.000 dans les pays utilisant la monnaie unique.

Parmi les Etats membres, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés aux Pays-Bas (3,9%) et en Autriche (5,5%), et les plus élevés en Lettonie (22,3%) et en Espagne (19,4%). (AP 08.01)

Etats-Unis.

Le nombre de suppressions d'emplois a été de 85 000 le mois dernier, alors que le marché tablait sur la fin des destructions d'emplois, avec une prévision à zéro.

En valeur absolue, le nombre des emplois détruits pendant l'année 2009 (4,6 millions) est le plus élevé dans les annales du département du travail, qui remontent à 1939. (LeMonde.fr 08.01)

Venezuela.

Le président du Venezuela Hugo Chavez a annoncé une dévaluation du bolivar pour la première fois depuis 2005.

La monnaie nationale aura désormais deux taux, selon son usage. Elle s'échange 2,60 contre le dollar pour les transactions jugées prioritaires par le gouvernement, et 4,30 pour les autres opérations. Le bolivar était jusqu'ici fixé au taux de 2,15 pour un dollar. (AP 08.01)

Argentine.

Un juge argentin a ordonné que le gouverneur de la banque centrale argentine Martin Redrado, limogé jeudi par décret par la présidente Cristina Fernandez, soit réintégré dans ses fonctions.

La décision prise par le juge Maria Jose Sarmiento suspend le décret qui destituait Martin Redrado. L'exécutif reprochait au gouverneur d'avoir rejeté sa demande de débloquer une partie de ses réserves pour régler des dettes extérieures.

Dans une décision séparée rendue vendredi, le juge a également bloqué la décision de la présidente argentine d'utiliser des réserves de la banque centrale pour régler une partie de la dette nationale.

Le gouvernement a annoncé qu'il interjetterait appel. (AP 08.01)

Le 11 janvier

Vue d'ici à 10.000 kms, on a l'impression qu'il ne se passe rien en France sur le plan politique, le désert !

Le gouvernement relayé par les médias préparent psychologiquement la population à la liquidation programmé du système de retraite par répartition au profit d'un système individualisé par point, et en réponse que proposent partis et syndicats ? Rien ! Il y a pourtant largement matière pour s'opposer à ce projet scélérat et mobiliser la population : le paquet fiscal, les exonérations de cotisations accordées aux patrons, les milliards de profits réalisés par les entreprises du CAC40, les salaires mirobolants que les banquiers se sont attribués, la spéculation boursière, la baisse d'impôt sur les bénéfices des entreprises, la suppression de la taxe professionnelle, les exonérations en tous genres, etc. il faudrait en dresser la liste complète (et correcte surtout, ne pas confondre prêt et cadeau) et l'opposer aux arguments du gouvernement qui parlent de déficit, de trou, de caisse vide, etc.

C'est une bonne occasion pour dresser l'ensemble du prolétariat contre le gouvernement, de montrer qu'il est au service du capital, des patrons qui entendent bien nous exploiter jusqu'à notre dernier souffle et nous faire crever au boulot pendant qu'ils s'enrichissent toujours et encore en vivant comme des seigneurs. Il est facile d'aider la jeunesse à se saisir de cette question qui ne la concerne pas directement dans l'immédiat en posant des questions simples dans sa direction : pour quoi étudier, pour quoi travailler, pour quelle société de plus en plus pourrie, liberticide, répressive, décomposée, décadente, pour qui, pour enrichir une poignée d'exploiteurs, travailler pour vivre ou vivre pour travailler comme des esclaves sans jamais pouvoir choisir son destin, sans idéal, sans autre perspective que le chômage, l'exploitation, pour connaître mille souffrances au cours de notre existence... Ce ne sont pas les arguments qui manquent pour juger le système capitaliste, pour dresser un acte d'accusation sans appel et décréter qu'il doit disparaître.

Le capitalisme a concentré et socialisé les moyens de production entre les mains d'une minorité de propriétaires et individualisé la répartition ou la distribution des richesses au profit de cette minorité d'exploiteurs, l'heure a sonné de procéder à la socialisation de la répartition des richesses qui ne pourra avoir lieu qu'une fois que les moyens de production seront devenus le bien collectif de tous les producteurs ou travailleurs. Il faut docn s'attaquer aux fondement du capitalisme. Le seul moyen d'y parvenir nécessite de se mobiliser pour chasser Sarkozy et son gouvernement, de liquider les institutions de la Ve République qui servent de caution juridique ou légale, qui protège, légitime et assure la pérennité du capitalisme, afin d'instaurer un Etat ouvrier, une République sociale qui aura pour tâche de réorganiser et de planifier la production en fonction des besoins de la population et d'assurer la répartition des richesses produites entre l'ensemble des producteurs ou des travailleurs... Ainsi, sur la base de nouveaux rapports de production, il sera possible de satisfaire tous nos besoins sociaux, culturels, collectifs ou individuels. Il faut impérativement retirer le pouvoir des mains de ceux qui le détiennent et qui conduisent la société (et le monde) au chaos et à la barbarie, tous nos combats doivent s'inscrire dans la perspective du renversement du régime ou être subordonnés à cet objectif. C'est dans cette perspective révolutionnaire, le socialisme, qu'il faut s'organiser et contruire un nouveau parti ouvrier socialiste révolutionnaire.

Nous ne combattons pas pour améliorer la société dans la perspective de la préserver telle qu'elle est, non, nous combattons pour renverser l'ordre établi synonyme de régression sociale sans fin, d'inégalités et d'injustices, de frustrations, d'humiliations, de souffrances et de violences, à commencer par le chômage, la précarité, la pauvreté qui frappent des millions de travailleurs et leurs familles, de guerres contre les peuples, pour une meilleure répartition des richesses dans une société fondée sur la propriété collective des moyens de production et de distribution des richesses produites. Si rien ni personne ne peut justifier de vivre dans une société aussi inhumaine ou barbare, c'est le devoir de chacun d'en prendre conscience, de la combattre et de s'engager pour qu'elle disparaisse. Ne pas le faire relève de l'ignorance ou de l'irresponsabilité, à quoi bon se plaindre alors ou refaire le monde entre quatre murs.

S'agissant de la défense du système de retraite par répartition : Bas les pattes, pas touche à notre système de retraite, retour aux 37,5 annuités, retraite à taux plein à 55 ans, abolition de la CSG, socialisation sans indemnité des grandes entreprises, de la Bourse, des banques, de toutes les institutions financières privées, des compagnies d'assurance et des mutuelles, abolition des exonérations patronales, augmentation des impôts sur les bénéfices des entreprises, confiscation des profits des capitalistes pour financer nos retraites et l'ensemble de nos revendications sociales, etc. !

Que vive notre système de retraite, à bas le capitalisme et le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner qui veulent le liquider.

Autre sujet.

En lisant avant-hier dans un article de presse que 90% des entreprises étaient des PME en France, il m'est revenu à l'esprit l'argument que j'avais avancé il y a quelque temps, que la question de la grève générale ne pouvait plus être abordée de la même manière qu'autrefois, sauf à se comporter comme un vulgaire dogmatique à l'esprit borné ou en gauchiste ou encore à prendre ses désirs pour la réalité. Aux millions de travailleurs isolés et inorganisés qui travaillent dans les PME, il faut ajouter ceux qui travaillent dans le petit commerce, les petits

commerçants, les artisans qui la plupart du temps ont un statut d'ouvrier ou encore ce qu'ils appellent les auto-entrepreneurs, les travailleurs indépendants, les 10 millions de retraités, tous ces travailleurs isolés sont livrés à eux-mêmes, ils ne sont en contact avec aucun syndicat ou parti ouvrier, ils sont des proies facile pour le régime et les négriers, ils rentrent chez eux le soir après le boulot et ils se retrouvent devant leur écran de télévision totalement désarmés face aux discours manipulateurs des médias aux ordres qui se font un malin plaisir de leur dépeindre un monde encore plus horrible que leur réalité quotidienne, au point de s'estimer heureux de leur sort qui pourrait être encore bien pire.

L'ignorance et la médiocrité au lieu d'être combattues et détestées deviennent des planches de salut, pourries, peu importe du moment que cela ne réclame aucun effort. Le fonctionnaire syndicaliste qui ne voit pas plus loin que son statut (le bout de son nez) ne vaut guère mieux, pendant quarante ans il va être exploité et manipulé par des capitalistes, par un Etat capitaliste au service du capitalisme, de la même manière que dans le secteur privé, il prendra sa retraite sans même s'en être rendu compte un jour, sa vie entière se sera déroulée sans qu'il n'y comprenne rien, quel terrible destin ! Cinq millions de fonctionnaires vivent ainsi totalement coupés du reste du prolétariat de la même manière que ces millions de travailleurs isolés (atomisés) n'ont aucune idée des rapports sociaux qui dominent la société, et qu'en réalité ils partagent tous le même sort, qu'ils font partie d'une seule et même classe sociale. Il reste quelques millions de travailleurs dans les entreprises grandes ou moyennes dont certaines produisent encore quelques marchandises, l'industrie proprement dite ne représente plus que 10% du PIB d'après ce que j'ai lu hier, l'agriculture moins de 4% des actifs, du coup la notion d'exploitation est devenue de plus en plus abstraite, de moins en moins palpable, de plus en plus difficile à cerner, pour un peu il n'y aurait plus d'exploiteurs et d'exploités dans la société, mais seulement une répartition des richesses fort inégale en fonction du degré de connaissances acquises (études, diplomes) ou d'habileté des uns et des autres, pas forcément d'utilité, le cantonnier est aussi utile que le médecin ou le boulanger, la nature, notre naissance ou parfois le hasard favorisant les uns, tandis que les autres seront condamnés à végéter lamentablement toute leur vie au bas de ce qu'ils appellent l'échelle sociale, la faute à pas de chance pour les uns, une aubaine inespérée pour les autres, bref ce serait un coup du sort, bon ou mauvais, qui n'aurait rien à voir avec les fondements économiques de la société.

A ceci près, car il y a un mais, que les services ou tous les secteurs improductifs sont des extensions ou des appendices du secteur productif et que sans lui, nous en serions encore au stade de l'homme des cavernes ! Vivre pour travailler, c'est être réduit à l'état d'esclave, travailler pour vivre c'est déjà mieux, mais vivre qu'est-ce que cela veut dire ? Consommer des produits extraits du sol ou des océans, de l'agriculture, de l'élevage, de la pèche, des matières premières transformées en produits finis ou marchandises par les mains et la tête des hommes, des produits finis qui correspondent à des besoins et qu'il faut bien concevoir, imaginer, qui nécessitent à leur tour un traitement, un service après-vente si l'on veut... Mais l'homme au quotidien, tous les hommes sans distinction sociale que font-ils quotidiennement, ils consomment de la nourriture pour survivre physiquement, des vêtements pour se protéger du climat, de l'énergie (pétrole, gaz, uranium) pour se déplacer, se chauffer, cuisiner, le reste, les arts, la culture, le sport ou les distractions, c'est pour son agrément d'hominidé développé et inconscient, bref, tous consomment des marchandises produites par l'homme dans certaines conditions, rapports de production, et si les producteurs ne produisaient que ce qui est nécessaire à leur propre entretien, plus des trois quart de l'humanité n'existerait pas, cela signifie donc qu'ils produisent au-delà de leurs propres besoins et que d'autre s'accaparent ces richesses ainsi produites qu'ils transforment et revendent à leur tour, l'ensemble constituant le commerce qui a son tour développe ses propres besoins, le tout constituant l'ensemble des relations complexes de la société, etc. Une fois créé, un besoin acquière un statut particulier, il devient indispensable, on ne peut plus s'en passer, il devient la norme, mais paradoxalement on en perd l'origine, il entre dans la routine, il passe au domaine de l'inconscience et sa nature ou sa signification nous échappe totalement. On serait bien en peine de donner une signification à tous nos gestes de la vie quotidienne, alors qu'ils en ont forcément une. Au niveau de la société toute entière, c'est pire encore.

Maguesawary m'a demandé si je faisais de la planche à voile, je lui ai répondu que cela n'existait pas quand j'étais jeune et que je n'avais pas envie de m'y mettre à 55 ans, que je m'en suis passé pendant toutes ces années et que je ne vois vraiment pas l'intérêt que j'aurais à m'y mettre aujourd'hui, quelque part je trouve cela aussi débile que le saut à l'élastique ou le parachutisme... Par contre, par exemple, le coiffeur, le réparateur de télévision, le chauffeur de taxi conservent leur utilité, mais sans paire de ciseaux pas de coiffeur, il a bien fallu les fabriquer, sans ouvriers pour monter les postes de télévisions, pas de téléviseurs donc pas de réparateurs, sans voiture pas de chauffeurs de taxi. Sans les progrès réalisés dans le domaine de la chimie, pas de plaque photographique, pas d'appareil photo, pas de caméra, pas de cinéma, pas de télévison, pas d'écran, pas d'Internet. Idem pour la pâte à papier, l'imprimerie, la presse et les livres, la transmission du savoir serait restée largement orale ou inaccessible au plus grand nombre, en Chine il utilisait la caligraphie, l'écriture sur papyrus en Egypte ou la sculture sur roche en Mésopotamie à une époque plus reculée.

Dans notre société, on produit de moins en moins de marchandises mais on en consomme de plus en plus, ce qui rend l'acte de consommer encore plus abstrait. De nombreuses entreprises se contentent de vendre des marchandises qu'elles n'ont pas produites ou des services. Ce sont des entreprises intermédiaires (commerciales) entre les entreprises qui ont produit ces marchandises et les consommateurs. La différence entre leur prix d'achat et leur prix de vente constitue leur bénéfice, pour faire simple. On pourrait donc penser qu'elle exploite uniquement les consommateurs. En réalité, une partie de leur profit n'est rien d'autre qu'une partie de la plus-value extorquée aux ouvriers qui ont produit ces marchandises en amont, plus celle extorquée à leurs propres salariés dont l'activité est complémentaire des producteurs proprement dit, sans eux l'acte de vente serait impossible donc le cycle du capital ne pourrait s'achever, pas de profit. J'ai un exemple concret sous la main.

Mon beau-frère Kandavel habite à dix kilomètres de Pondichéry, à la campagne. L'autre jour il nous a rendu visite et il a acheté du poisson, je rappelle que nous vivons dans un village de pécheurs. Il a payé 100 roupies, je lui ai dit que c'était cher, il m'a répondu qu'il achetait le même poisson 200 roupies à un intermédiaire dans son village. Si maintenant les pécheurs de mon village se rendent dans son village et vendent leurs poissons 200 roupies, ces 200 roupies vont bien aller dans leurs poches, cela montre que les 100 roupies qu'encaissent l'intermédiaire ne sont rien d'autres que les 100 roupies que les pécheurs encaisseraient s'ils pouvaient se rendre dans ce village, l'intermédiaire n'a produit aucune plus-value, il n'a rien changé à la valeur de la marchandise, il a profité du fait que le pécheur ne pouvait pas

être à la fois au four et au moulin, en train de pécher et de vendre son poisson à des kilomètres de chez lui. C'est uniquement les circonstances qui déterminent la différence du prix du poisson entre notre village et celui de mon beau-frère, la concurrence au lieu de pèche fait que le prix du poisson est égal à 100 roupies, alors que la situation de monopole dans le village de mon beau-frère le fait grimper à 200 roupies. Imaginons maintenant que l'intermédiaire embauche un vendeur qu'il paie 50 roupies sur la vente du poisson et qu'il en garde 150 pour lui, en fait 50 seulement puisque les 100 autres serviront à payer le pécheur à qui il a acheté son poisson, les 50 roupies qu'il empoche sans rien faire et les 50 roupies qu'il verse à son vendeur sont bien une partie du revenu du pécheur qu'il n'a pas pu encaisser faute de pouvoir se déplacer pour vendre lui-même son poisson, c'est si vrai que le jour où notre pécheur ne pèche rien l'intermédiaire et son vendeur n'ont rien à vendre donc aucun revenu. Alors qui exploite qui ? L'intermédiaire se nourrit à la fois sur le dos du pécheur, de son vendeur et de son client à qui il fait payer le prix fort d'habiter à 10 kilomètres de la cote. Il exploite son vendeur dans la mesure où c'est lui qui doit fournir un travail et arpenter les villages pour vendre son poisson, tandis que lui il attend tranquillement chez lui la fin de la journée. Il profite du fait qu'il avance le capital de 100 roupies pour acheter le poisson au pécheur pour s'enrichir.

Au niveau de la société, le secteur des services et les sociétés commerciales fonctionnent plus ou moins de la même manière, il faut y ajouter la division du travail à l'échelle mondiale qui renforce la concurrence entre les ouvriers ou employés et permet de tirer les salaires vers le bas, il y a de moins en moins de société qui produisent une marchandise et la commercialisent eux-mêmes tout en assurant le service après-vente, même au niveau de la conception ils en arrivent à la confier à des bureaux d'études, idem pour le marketing et la publicité. Les réseaux de vente exclusifs (de revendeurs) que l'on a connu autrefois n'existe pratiquement plus, en tout cas ici.

Quelques infos en bref.

Domota se prendrait-il à lui tout seul pour le LKP ?

Le secrétaire général de l'UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe) et leader du LKP Elie Domota a démenti samedi sur France Info avoir lancé un appel à une nouvelle grève générale dans l'île à partir du 20 janvier.

ALors que dans un entretien paru vendredi dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France" il avait déclaré : "Nous appelons la population à la grève générale, à partir du 20 janvier, pour une durée indéterminée". (AP 09.01)

L'argent n'a pas d'odeur.

Nicolas Sarkozy souhaite-t-il et va-t-il réussir à apprivoiser les sites de presse, notamment les "indépendants", à coups de subventions publiques ?

Rue89, Mediapart, Slate.fr, Bakchich et les autres seront-ils muselés ou resteront-ils libres, une fois qu'ils auront touché une aide d'Etat ?

Comment cet argent (60 millions d'euros sur trois ans) va-t-il être réparti et à quoi va-t-il vraiment servir ?

Les blogueurs vont-ils être laminés par cette redistribution des cartes ? (LePost 09.01)

L'argent ne fait pas le bonheur... mais il y contribue... au détriment des autres !

En 2009, les Français ont laissé chaque jour la somme record de 59,1 millions d'euros dans les caisses de la Française des Jeux (FDJ), du PMU et des casinos, soit l'équivalent du prix d'un Airbus A320 ou de la construction de deux lycées en Ile-de-France, selon une enquête de l'Agence France-Presse. Cette somme quotidienne était de 47,5 millions il y a sept ans, rapporte Le Figaro.

Les trois opérateurs ont enregistré une recette de 21,6 milliards d'euros: 9,997 pour la Française des Jeux (+ 8,6%), 9,303 pour le PMU (+ 0,4%) et 2,3 milliards de produit brut des jeux (différence entre mises et gains) pour les casinos (- 9 %). Mais le quotidien précise que ces chiffres ne reflètent qu'une partie de la réalité: les recettes des jeux d'argent (paris sportifs et hippiques et poker) sur internet par exemple, auxquels s'adonnent chaque jour en toute illégalité des dizaines de milliers de Français, ne sont pas comptabilisées. (Slate.fr 10.01)

Expression du désespoir des uns, les plus pauvres, de la cupidité des autres, les nantis qui rêvent de devenir plus riches, dans les deux cas de l'ignorance du monde dans lequel nous vivons...

Chine.

La Chine a ravi à l'Allemagne le titre de plus gros pays exportateur du monde grâce à une augmentation de 17,7% en décembre, qui a porté le total des exportations à 130,7 milliards de dollars (90,7 mds euros) pour le mois et à 1.200 milliards de dollars (833 mds euros) pour l'année 2009, selon les chiffres communiqués dimanche par l'Administration générale des douanes.

L'Allemagne a exporté pour 816 milliards d'euros (1.170 milliards de dollars) l'an dernier, selon sa Fédération du commerce extérieur (BGA).

Les résultats de la Chine reflètent la capacité de résistance de son usines qui produisent à bas coût et continuent de vendre à l'étranger malgré le ralentissement de la demande mondiale dans le contexte actuel de crise financière.

La Chine exporte notamment des chaussures, jouets, meubles et autres produits manufacturés à faible contenu technologique, alors que les exportations de l'Allemagne possèdent une forte valeur ajoutée, comme les machines-outils, automobiles ou produits chimiques. (AP 10.01)

Italie.

Mediaset, la compagnie audiovisuelle contrôlée par le Premier ministre italien Silvio Berlusconi, a connu dimanche la première grève de son histoire.

Des centaines d'employés se sont rassemblés devant le centre de production romain du groupe pour protester contre la décision de sous-traiter l'activité des départements maquillage et costumes.

Les programmes des chaînes du premier groupe télévisuel privé du pays pourraient être perturbés par ce mouvement auquel participent plus de 3.000 salariés et qui risque de se poursuivre lundi. (Reuters 10.01)

Pakistan.

Le Pakistan a demandé à nouveau aux Etats-Unis de mettre fin aux attaques menées par des drones contre des talibans et des membres présumés d'al Qaïda à la frontière afghane.

Le Premier ministre "a réaffirmé la déception de son gouvernement face à la poursuite des attaques par drone et à la réticence persistante des Américains à partager la technologie des drones avec le Pakistan pour lui permettre de lutter lui-même contre les centres de terrorisme dans ses régions frontalières", rapporte l'agence pakistanaise APP. (Reuters 09.01)

Le 13 janvier

J'ai retiré à sa demande l'article du camarade routier car il souhaitait corriger certains passages... J'ai corrigé le lien en direction du tract du CCI-T sur l'Iran, avec mes excuses. J'ai préparé un article sur la crise et les perspectives politiques du combat pour le socialisme, il fait déjà 6 pages, je dois encore le compléter et le corriger, il sera en ligne dans quelques jours. En fait il s'agissait d'une causerie au départ, puis voyant sa longueur, j'ai pensé qu'il serait préférable de le proposer sous forme d'article.

En voici le premier paragraphe :

Le 8 janvier je posais une question aux militants qui se connectent sur le site : selon vous, quelles leçons faut-il tirer du fait que le capitalisme a réussi à se sortir (provisoirement ?) de la plus formidable crise de son histoire ? A ce jour pas la moindre réponse ! Je crois que les camarades n'ont pas vraiment pris conscience de l'enjeu de cette question. C'est extraordinaire car selon les conclusions qu'on tire de cette crise, le socialisme demeure une perspective valable ou il ne serait finalement qu'une utopie, ni plus ni moins, et je suis très sérieux, ce n'est pas le genre de sujet avec lequel on plaisante. Si maintenant cette question ne vous intéressait pas, je ferais mieux de faire autre chose que de m'user la santé avec ce site Internet.

Quelques infos en bref.

Même une pute a plus de dignité.

Fadela Amara s'est attirée lundi de nouvelles critiques en reprenant à son compte l'expression controversée de Nicolas Sarkozy sur la nécessité de "*nettoyer au kärcher*" la violence urbaine.

Le Collectif Banlieues Respect exprime des doutes sur la capacité de la secrétaire d'Etat à "*apporter des solutions efficaces sur ces questions complexes, lorsque nous voyons que, dans les faits, il n'y a pas de plan banlieues.*" (Reuters 11.01)

La Talonnette dit aussi le mal-aimé.

Une manifestation anti-Sarkozy a eu lieu ce mardi midi, en marge de la visite du chef de l'Etat à Perpignan.

"*Plusieurs centaines de personnes, 350 selon la police, 500 selon les organisateurs, ont manifesté dans le centre de Perpignan*", rapporte Le Figaro.fr.

Selon le site du quotidien, ces manifestants -qui ont répondu à l'appel de la CGT, de l'UNSA, de la FSU et de Solidaires- ont été maintenus à 800 mètres du palais des congrès de la ville, où Nicolas Sarkozy prononçait son discours.

Cette manif' visait à dénoncer "*la politique économique et sociale du gouvernement*", toujours selon Le Figaro.fr.

Les manifestants se sont aussi élevés contre le fort déploiement policier mis en place pour cette visite. Depuis lundi matin, un important secteur de Perpignan était interdit au stationnement et 70 policiers locaux avaient notamment été détachés de leurs fonctions habituelles, selon le site du Midi Libre.

Le leader départemental de la CGT a manifesté sa colère: "*Non content de bloquer un quart de Perpignan, le président ne veut ni voir ni entendre la moindre critique. Il ne nous laisse que deux choix : venez m'applaudir ou cassez-vous.*" (LePost 12.01)

Reconnaissons qu'il faut une certaine dose d'opportunisme (un euphémisme pour cette racaille !) pour vouloir faire entendre quelque chose à Sarkozy !

C'est passé comme une lettre à La Poste.

Le Parlement français a adopté définitivement mardi soir le projet de loi qui propose de modifier le statut de La Poste.

Les députés ont entériné par un vote à main levée le texte mis au point par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat que les sénateurs avaient adopté le 23 décembre.

Le projet de loi est donc définitivement voté par le Parlement. (Reuters 12.01)

Les mains Total ment libres.

Total envisage une fermeture définitive de sa raffinerie de Dunkerque (Nord) faute d'avoir trouvé un repreneur pour ce site, déclare une source proche du dossier.

Le groupe pétrolier a fermé le 15 septembre cette raffinerie pour une durée indéterminée en raison de la faiblesse de la demande et des marges de raffinage. Le site emploie un peu moins de 400 personnes.

"*Aucun repreneur n'a été identifié. La décision est sur le point d'être prise, le scénario de la fermeture avec transformation du site fait partie des scénarios les plus plausibles*", a déclaré à Reuters cette source proche du dossier.

"*Cependant les choses évoluent très vite*", a-t-elle ajouté, précisant que Total n'excluait pas une "*mise sous cocon*" de la raffinerie ou encore la mise en oeuvre d'un programme de maintenance du site - d'un coût de 60 à 120 millions d'euros - avant son redémarrage.

Mise en service en 1974, la raffinerie des Flandres est une des six raffineries françaises du groupe. (Reuters 12.01)

Comment ils refont l'histoire. L'Egypte des pharaons : un oasis de bonheur pour les ouvriers !

L'Egypte a exposé lundi une série de tombes datant de plus de 4.000 ans et appartenant semble-t-il à des ouvriers engagés pour la construction des pyramides de Gizeh, contrairement au mythe populaire qui veut que ces monuments aient été bâtis par des esclaves.

Passons sur le fait qu'à cette époque, ouvriers et esclaves avaient pratiquement le même statut, ils crevaient très tôt !

L'historien grec Hérodote d'Halicarnasse, qui vivait au Ve siècle av. JC, avait décrit les bâtisseurs des pyramides comme des esclaves.

Au XXIe siècle, pour un Etat qui vit en partie du tourisme, cela la fout mal d'avoir dans ses ancêtres des esclavagistes.

Mais les dernières découvertes étaient encore un peu plus la thèse moderne des pharaons payant des ouvriers pour construire les pyramides, a souligné lundi le chef des Antiquités égyptiennes, Zahi Hawass. Les "*Egyptologues sérieux*" savent depuis longtemps que les pyramides n'ont pas été bâties par des esclaves.

Thèse "*moderne*", égyptologue "*sérieux*", cela veut dire quoi ? Un constat réalisé sur place 25 siècles plus tôt aurait moins de valeur qu'une "*thèse*" sortie de la bouche d'un intellectuel fonctionnaire au service du gouvernement égyptien 4.000 ans plus tard ? Des pharaons payant des ouvriers pour édifier des monuments inutiles sortis tout droit de leur esprit mégalomaniaque ou dérangé, cela fait mieux dans l'histoire de l'Egypte présentée aux touristes. S'il a fallu plus de 10.000 ouvriers pour bâtir pendant 30 ans une seule pyramide, il en fallut forcément des

centaines de milliers pour construire l'ensemble des pyramides dont il ne reste que quelques vestiges aujourd'hui, on passera sous silence les milliers de morts et plus encore de corps amputés qui ont dû accompagner sa construction, les pharaons n'étaient-ils pas des humanistes avant l'heure, comme plus tard les constructeurs de cathédrales !

Selon Zahi Hawass, les ouvriers des pyramides étaient issus de familles pauvres du nord et du sud de l'Egypte et étaient respectés pour leur travail, au point que ceux qui sont morts sur le chantier ont été enterrés près des monuments sacrés de leurs pharaons. "*Ils n'auraient jamais été enterrés avec autant d'honneurs s'ils avaient été des esclaves*", affirme-t-il. Heureusement qu'il ne reste pas trace d'un seul squelette de ces foutus esclaves, car des esclaves il y en avait pour se coltiner les tâches les plus ingrates que les ouvriers n'accomplissaient pas, division du travail et respect du statut oblige !

Ben voyons, quelle touchante intention de la part des pharaons, des démocrates avant l'heure sans doute ! On apprend aussi que "*les tombes ne contenaient ni or ni autres objets de valeur, ce qui les a protégées des pillages, et les corps n'étaient pas momifiées.*" On aurait dû retrouver des milliers de squelettes s'il s'agissait bien d'ouvriers morts lors de la construction des pyramides. A moins qu'il ne s'agisse des ouvriers qui avaient travaillé à la partie la plus secrète des pyramides et qui ont été enterrés vivants.

Les indices recueillis suggèrent que ces hommes consommaient régulièrement de la viande et travaillaient par périodes de trois mois, a précisé M. Hawass. Ils ont mangé au moins 21 boeufs et 23 moutons fournis par des fermes des environs. Et en plus ils se gavaient ! Comme il était généreux le bon pharaon, pour un peu on serait presque nostalgique de cet âge d'or de l'Egypte ancienne

On ne plaisante pas avec ce genre de choses, des anthropologues à partir des restes d'un squelette datant de centaines de milliers d'années retrouvé en Ethiopie, n'avaient-ils pas été capables de reconstituer l'organisation sociale de cette époque dans les moindres détails, au point qu'en lisant leur rapport pour le moins fantasmagorique, j'en étais arrivé à me dire qu'ils en savaient plus long sur cette époque lointaine que la nôtre à partir seulement d'un tas d'os en piteux état. Les miracles existent, la preuve !

Si ces ouvriers n'étaient pas des esclaves, il n'en reste pas moins qu'ils exécutaient des travaux de force, souligne Adel Okasha, qui a supervisé les fouilles. Les squelettes montrent notamment qu'ils souffraient d'arthrite. "*Leurs os nous racontent comme ils travaillaient dur.*"

C'étaient des hommes libres, des citoyens ordinaires, confirme Dieter Wildung, ancien directeur du Musée égyptien de Berlin, "*mais ils avaient une vie courte et l'étude des squelettes nous montre qu'ils étaient en mauvaise santé, très probablement parce qu'ils travaillaient si dur*". (AP 11.01) En voilà une découverte !

Mais non, mais non, le climat, c'était déjà la faute du climat, les tempêtes de sable, la chaleur accablante le jour et le froid glacial la nuit l'hiver, etc ! Au fait, c'était quoi des "*citoyens ordinaires*" à l'époque des pharaons, sinon des esclaves libres de se vendre au plus offrant pour survivre dans des conditions effroyables. Elle n'était pas belle la vie à l'époque des pharaons, mesdames et messieurs les touristes, la vie n'est-elle pas belle en Egypte sous le règne de notre pharaon bien-aimé et éclairé Moubarak ?

Argentine. Coïncidence troublante.

Nouveau coup dur pour une Argentine en pleine crise institutionnelle: un juge américain a gelé les comptes de la banque centrale argentine auprès de la Réserve fédérale américaine, a annoncé mardi le ministre de l'Economie Amado Boudou.

Lundi, la juge fédérale Maria Jose Sarmiento avait expliqué qu'elle pourrait prendre tout son temps pour examiner la légalité des décrets d'urgence pris par la présidente et suspendus. Le Congrès devrait se pencher sur la situation en mars lorsqu'il sera à nouveau en session. Ce délai est une mauvaise nouvelle pour la présidente.

Côté américain, a expliqué Amado Boudou, le juge américain Thomas Griesa a pour l'instant gelé 1,7 millions de dollars. Les montants saisis pourraient augmenter, mais absolument pas dépasser les 15 millions, a-t-il ajouté, cherchant à rassurer les Argentins. Le ministre a estimé que cette décision avait peut-être été prise à la demande de créanciers "*exigeants*" de l'Argentine.

Boudou a demandé à Martín Redrado, président de la Banque centrale, d'avoir "*l'attitude qu'il faut*", et de permettre "*aux institutions de continuer à fonctionner*". (AP 12.01)

Venezuela. Le "socialisme du XXIe" siècle déjà en panne.

A compter de ce mardi, l'approvisionnement en électricité va être interrompu pendant quatre heures un jour sur deux par roulement dans tout le Venezuela, intensification du rationnement alors que le pays, menacé de pénurie, se débat en pleine crise énergétique.

Vendredi dernier, le président Hugo Chávez avait exhorté ses compatriotes à économiser l'énergie et annoncé la réduction des heures de travail dans la fonction publique, qui s'arrêteront désormais à 13h, pour faire baisser la consommation. Une réduction des horaires d'ouverture des magasins a également été imposée dans les centres commerciaux. Plusieurs lignes de production d'aluminium ont aussi été fermées pour économiser l'énergie. (AP 12.01)

Si je comprends bien, le Venezuela et l'Inde c'est du pareil au même ! Ici l'hiver c'est tous les matins entre 8h et 10h que le courant est coupé, et entre 6h et 8h du matin l'été, plus bien entendu les coupures à répétition tout au long de la journée, quand elles durent trop longtemps le moteur électrique qui pompe l'eau n'a pas eu le temps de remplir le réservoir de la ville, du coup on n'a pas d'eau non plus, à part cela gardez votre calme !

Chine.

1- La Chine a relevé mardi la part des dépôts que les banques doivent conserver en réserve, signe le plus clair à ce jour de sa volonté de durcir progressivement sa politique monétaire pour éviter une surchauffe économique.

Le relèvement d'un demi-point du ratio des réserves obligatoires entrera en vigueur le 18 janvier et s'appliquera à l'ensemble des établissements bancaires à l'exception des coopératives rurales de crédit, a précisé la Banque populaire de Chine sur son site internet (www.pbc.gov.cn).

Pour Shi Lei, analyste de Bank of China à Pékin, le ratio des réserves pourrait encore être relevé à deux ou trois reprises d'ici la fin du mois de juin.

"*Le relèvement du ratio de réserves constitue un signal fort du fait que la banque centrale intensifie ses efforts pour absorber l'excédent de liquidités*", affirme Shi Lei.

"*Le relèvement pourrait retirer environ 200 à 300 milliards de yuans (20 à 30 milliards d'euros environ) du marché mais il faut en réalité retirer environ 700 à 800 milliards de yuans.*"

La Chine utilise depuis longtemps le niveau des réserves bancaires pour éponger les liquidités excédentaires dans l'économie engendré par son énorme excédent commercial et des flux d'investissements spéculatifs.

C'est une arme importante dans son arsenal pour réduire l'inflation que les analystes s'attendent à voir monter à plus de 3% cette année après la déflation enregistrée pendant l'essentiel de l'année écoulée.

Le relèvement du ratio de réserves obligatoires intervient après deux mesures plus marginales de resserrement adoptées mardi par la banque centrale.

Elle a relevé le coupon de son adjudication à un an, d'un montant de 20 milliards de yuans, d'environ huit points de base, pour le porter à 1,8434%, alors qu'elle l'avait laissé inchangé lors des 20 précédentes opérations similaires. Le marché anticipait un relèvement de quatre points de base seulement.

La banque centrale a parallèlement retiré un montant record de 200 milliards de yuans de liquidités dans le cadre d'une opération de rachat de titres à 28 jours.

Ces décisions interviennent après la publication d'articles de presse selon lesquels le crédit bancaire a bondi au cours de la première semaine de l'année pour atteindre 600 milliards de yuans.

Ce chiffre s'est ajouté aux inquiétudes déjà vives suscitées par les statistiques du commerce extérieur chinois en décembre, alimentant les craintes d'une surchauffe de la troisième économie mondiale.

Un responsable de la banque centrale chinoise a cherché à minimiser la décision sur les réserves bancaires en disant qu'elle était destinée à gérer la liquidité et à assurer une stabilité des prêts bancaires. (Reuters 12.01)

2- Dopées par les mesures incitatives du gouvernement, les ventes automobiles chinoises ont atteint un niveau record l'an dernier, dépassant celles des Etats-Unis.

Les ventes de l'ensemble des véhicules (bus, camions, et voitures) ont atteint 13,6 millions d'unités en 2009, soit une progression de 46,2% par rapport à 2008, a annoncé lundi l'association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM).

Les ventes de voitures particulières ont bondi de 52,9% en 2009 en Chine, à 10,3 millions d'unités, selon la CAAM. (Reuters 11.01)

Etats-Unis. Obama va-t-en-guerre contre le peuple afghan, suite.

Le président américain Barack Obama va demander au Congrès de lui accorder une rallonge de 33 milliards de dollars à consacrer à l'effort de guerre en Irak et en Afghanistan, a-t-on appris mardi de sources militaires.

Cette rallonge s'ajoute aux 708 milliards de dollars que l'exécutif aurait l'intention de consacrer au budget de la Défense l'an prochain, selon les mêmes sources.

Les 33 milliards de dollars additionnels seront consacrés principalement à l'Afghanistan, où les Etats-Unis ont l'intention de durcir leur effort. (AP 12.01)

Afghanistan. L'Otan sème la terreur.

Les troupes de l'Otan et les forces de sécurité afghanes ont ouvert le feu mardi lors d'une manifestation dans le Sud, faisant monter la température politique dans l'une des régions les plus volatiles du pays en proie à l'insurrection des taliban.

Kamal Khan, n°2 de la police de l'Helmand, a déclaré pour sa part que l'armée gouvernementale avait ouvert le feu pour empêcher des manifestants de s'emparer d'un édifice public. D'après lui, huit protestataires ont été tués et 13 blessés.

Un journaliste de Reuters a aperçu plusieurs civils blessés en cours d'évacuation sur le principal hôpital de Lashkar Gah, chef-lieu de province, sans pouvoir donner de décompte précis. A l'hôpital, un médecin a indiqué que onze hommes avaient été soignés dans son établissement pour des blessures par balles.

Les manifestations faisaient suite à un raid lancé par des soldats occidentaux dans cette localité.

Selon Kamal Khan, les protestataires étaient descendus dans la rue à la suite de rumeurs propagées par les taliban sur des actes contraires à l'islam imputés à ces Occidentaux.

Des villageois ont affirmé que les manifestations avaient eu lieu à la suite d'informations selon lesquelles les forces étrangères auraient profané un Coran pendant leur raid - une rumeur catégoriquement démentie par le lieutenant Nico Melendez, porte-parole de la force de l'Otan. (Reuters 12.01)

Le 14 janvier

Il est déjà midi, j'ai commencé à bosser à 8h30. C'est pendant trois jours la fête la plus importante du Tamil Nadu, Pongal, initialement elle correspondait à la première moisson de l'année et à la coupe de la canne à sucre, elle s'est doublée depuis d'une sorte de fête du travail... et de l'hygiène, je ne sais comment dire autrement, on doit nettoyer tous les outils y compris les vaches, ça c'est pour la fête du travail. Pour ce qui concerne l'hygiène, on doit brûler devant sa porte toutes les saloperies que l'on a accumulées chez soi dans l'année, les vieux vêtements, etc, une occasion pour nettoyer chez soi de fond en comble, une fois par an c'est déjà pas mal. Je ne vous dis pas l'état des rues au bout des trois jours qui sont aussi une orgie de bouffe où l'on s'empiffre à se faire exploser l'estomac, c'est indécent, de mon côté, je ne change rien à mes habitudes.

Le dernier jour est consacré au fric, on se fait des cadeaux, on distribue de l'argent, on est racketté par une ribambelle de profiteurs professionnels que personnellement j'envoie promener plus ou moins aimablement quand ils n'insistent pas lourdement, l'obscurantisme feint ou entretenu vous donne la nausée, je ne donne pas une roupie, surtout pas aux religieux, une question de principe, quand je donne, c'est au hasard d'une rencontre dans la rue à un mendiant dont j'ai conscience de partager le destin, on se ressemble tellement, je n'en cause pas, cela ne regarde personne que lui et moi.

Donc pas de causerie politique aujourd'hui en ligne, ce qui ne veut pas dire que je pense à autre chose.

Quelques infos en bref.

Faire payer les pauvres.

Selon l'étude de Familles rurales, les surgelés premiers prix coûtent 14% de plus qu'il y a un an. Les surgelés et les boissons figurent parmi les produits dont le prix a le plus augmenté en 2009.

Les prix des produits aux marques de distributeurs et low cost ont légèrement baissé (-1,2 et -0,5 %) en un an alors que ceux des grandes marques grimpaient de 3,8 %.

Depuis 2006, date de la création de son Observatoire des prix, Familles rurales a noté que les premiers prix, peut-être du fait de l'engouement qu'ils suscitent, ont connu une hausse de 9,3 % contre seulement 0,8 % pour les marques de distributeurs et 2 % pour les

grandes marques.

Quant au prix de la baguette, sujet sensible s'il en est, on apprend que c'est en grande surface qu'il s'est envolé. A 55 centimes en moyenne, il a bondi de 15 % en 2009 et 28 % sur deux ans. Bien plus chère en boulangerie (83 centimes), elle y a connu une hausse plus raisonnable de 1,2 % l'an passé et 5 % en deux ans. (lefigaro.fr 13.12)

Allemagne.

L'économie allemande s'est contractée de 5% en 2009, de loin sa pire performance depuis la Deuxième Guerre mondiale, selon les chiffres officiels publiés mercredi.

Les exportations, élément clé de l'économie allemande, ont baissé de 14,7% en 2009 par rapport à 2008, tandis que les importations ont reculé de 8,9%, selon l'Office de la statistique.

Il faut remonter à 1932 pour trouver une récession comparable (-4,9%). En 1931, l'Allemagne avait connu une récession à 10,9%. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les plus mauvais chiffres avaient été enregistrés en 1975 (-0,9% pour l'Allemagne de l'Ouest), et en 1993 (-0,8% pour l'Allemagne réunifiée).

Le gouvernement allemand prévoit une croissance de 1,2% en 2010. (AP 13.01)

Haïti.

"*Il va falloir reloger Port-au-Prince, soit deux millions de personnes*", a expliqué mercredi soir l'ambassadeur de France à Haïti, Didier Le Bret, joint au téléphone par France-2. "*Je n'ai quasiment pas croisé une maison qui tenait*", ajoutant avoir vu des rues "*jonchées déjà de cadavres*". (AP 13.01)

Les caisses des capitalistes sont vides, à vos dons, à votre bon coeur, infâme et cynique régime !

Le 15 janvier

Je suis à peu près rétabli à ceci près que je me traîne une vieille fatigue. L'arthrite dans les articulations causé par le virus du chikungunya peut durer plusieurs mois, mais bon, il y a pire sur terre, le peuple haïtien martyr par exemple ou nos frères de Palestine, d'Irak, d'Afghanistan ou d'ailleurs...

J'ai ajouté un article dans la rubrique justice :

- Un haut magistrat critique le projet de réforme devant Fillon

Il semblerait qu'il y ait en moyenne 65 à 70 camarades qui se connectent sur le site quotidiennement, soit environ 2.000 connections par mois. Comme l'ancien nom de domaine (www.meltl.com) se terminait pas .com, les robots avaient tendance à le prendre pour un site à caractère commerciale, ce qui augmentait le nombre de connections (parasites), avec le nouveau nom de domaine qui se termine par .org, ce n'est plus le cas, les statistiques sont donc plus fiables. (A suivre)

Dans le dernier numéro (80) d'*Informations ouvrières* ils ont publié la lettre d'un lecteur à*A propos d'une tribune sur l'ONU et l'Afghanistan* publiée dans le numéro précédent et que j'avais violemment brocardée, un militant du POI en appelait à l'ONU. Cela ne change rien au fait qu'il y a bien des adhérents de "droite" au POI comme l'avait dit Schivardi non sans s'en réjouir d'ailleurs. Plus on est de fous plus on rit ! Dommage, cela ne nous fait pas rire du tout, pas plus que la plupart des militants du CCI-POI !

En parcourant rapidement ce numéro d'IO, j'ai remarqué qu'ils traitaient à peu près 80% des infos que vous trouvez dans le site les jours précédents. La seule différence c'est qu'ils ont accès aux dépêches de l'AFP ce qui n'est pas mon cas, je n'ai pas des milliers d'euros à balancer pour quelques malheureuses dépêches, les infos d'Associated Press et de Reuters qui sont disponibles gratuitement sur le Web couvrent 90 à 95% de l'actualité nationale et internationale, plus les articles de la presse nationale mis en ligne qui couvrent pratiquement le reste. Ce journal propose aussi des analyses ou des comte-rendus de batailles qui peuvent intéresser les militants. Attendons de voir la nouvelle mouture...

En page 6, on peut lire à propos des partis se réclamant de la classe ouvrière lancés dans la campagne pour élections régionales : "*La région serait donc l'échelon de « résistance » ?*". Au POI avec les "élus" de tous bords politiques y compris de "droite" (dixit Schivardi) ils font guère mieux ! Chut, il ne faut pas dire qu'ils font feu de tout bois !

Détendons-nous, toujours en page 6, ils posent une question d'une pertinence renversante : " *Est-il naturel que tout s'arrête quand il neige ? Non...*". Je me souviens que mes parents m'avaient décrit des situations semblables dans les années 50, à la belle époque de la IVe République et des nationalisations, mais bon, qui s'en souvient, qui parmi les jeunes le savent, très peu... Je comprends bien l'argumentation qui accompagne cette situation, elle est plutôt tirée par les cheveux.

J'ai apprécié l'article de Lucien Gauthier en page 16 consacré à Stéphanie Lalisse morte le 28 décembre dernier "*parce que son écharpe a été happée par la machine sur laquelle elle travaillait.*". On apprend dans cet article qu'il fait 13°C le matin dans l'usine à 11h du matin et à peine 5°C à 5h du matin. Insupportable !

Dans cette usine de Trocmé, dans la Somme, il doit bien y avoir des syndicats et des délégués du personnel et du comité d'entreprise, un CHSCT, des visites de l'inspection du travail éventuellement, comment se fait-il que des ouvrières puissent travailler dans de telles conditions dignes du début du XXe siècle sans que la direction soit inquiétée ou mise en demeure de respecter la législation en vigueur en la matière ? Cette question L. Gauthier ne la pose pas, elle est peut-être embarrassante, dommage encore une fois de passer à côté de l'essentiel : comment cela est-il possible au XXIe siècle en France ?

Et l'édito de D. Gluckstein ? S'il n'était pas consacré aux retriates, on dirait : sans intérêt ! Il se termine ainsi "*La classe ouvrière, elle, n'a d'autre choix que de défendre chacune des conquêtes chèrement arrachées par la lutte de classe, en particulier en 1945. « Pas une seule contre-réforme ! Ne touchez pas à nos retraites ! » : tel est l'ordre du jour ouvrier pour 2010.*". Il propose quoi ? Rien ! Il inscrit le combat pour la défense des retraites dans quelle perspective politique ? Aucune ! Mais le POI a les moyens de faire reculer appareils, gouvernement et patronat, comme sur la question des licenciements par exemple ! On se demande qui peut y croire, qui peut suivre une telle orientation, des militants qui ne se posent apparemment pas trop de questions, hélas !

La seule chose sur laquelle on serait presque d'accord, c'est que l'heure est à la construction du parti, pas n'importe quel parti, pas sur n'importe quelle orientation, pas pour faire et faire croire n'importe quoi aux travailleurs et militants. Vous n'avez ni les moyens de changer le cours des choses ni d'influer sur lui, vous venez d'en donner la preuve pour la énième fois, cela fait 60 ans que vous y croyez sans résultat, alors il faudrait peut-être un jour s'en apercevoir et en tirer les leçons, ce serait la moindre des choses, creusez-vous un peu la cervelle pour trouver ce qu'il reste à faire.

Là encore, dommage, car les initiatives prises par le POI pour organiser la classe iraient dans la bonne direction s'il leur donnait un contenu et une perspective politique, c'est cela et uniquement cela dont a besoin la classe ouvrière et les militants. Je conseille toujours aux camarades inorganisés ou qui ne savent pas comment se rendre utiles à la classe de rejoindre les comités mis en place par le POI, cela fait partie de ma conception du front unique. Si maintenant les camarades attendent qu'il existe une structure parfaite pour militer, ils peuvent attendre longtemps, cela n'a jamais existé, ce n'est qu'un prétexte pour rester tranquillement chez soi à refaire le monde, on peut facilement s'en inventer un tous les quatre matins !

Quant à nos camarades qui ont rejoint le NPA, nous leur souhaitons bonne chance, c'est leur choix et il faut le respecter, ce n'est pas forcément le meilleur choix qu'il y avait à faire, ils peuvent aussi s'associer aux combats des militants du POI... Il faut concevoir qu'il y ait différents niveaux de conscience politique parmi les militants et les travailleurs et que selon leur niveau de conscience particulier ils soient davantage attirés par un parti ou une structure qu'une autre, il n'y a pas de honte à cela et aucun mépris à avoir envers les militants qui choisissent un parti plutôt qu'un autre.

L'essentiel est d'aider le niveau de conscience politique des masses à progresser, à avancer vers le socialisme, de définir les moyens qui permettent d'avancer dans cette voie, le reste, la lutte de classe et l'histoire le règleront en temps utile. Au-delà de la question des appareils et des conditions objectives, c'est bien le niveau de conscience politique du prolétariat et de la petite-bourgeoisie qui pose problème, leur compréhension du monde dans lequel nous vivons, des rapports sociaux qui sont à l'origine de cette situation, des contradictions propres au système capitaliste qui conduisent l'humanité au chaos et à la barbarie, et qu'il existe une issue politique pour pouvoir satisfaire l'ensemble de nos revendication et mettre un terme à toutes les souffrances et maux qui nous accablent quotidiennement. Sans espoir qu'il est possible de changer la société, sans théorie pour porter cet espoir, le socialisme, nous en serons toujours au même point.

On dit que c'est une nécessité (historique) d'en finir avec le capitalisme, bien, mais il faut lui donner un contenu précis et l'inscrire dans une perspective politique, sinon, c'est une déclaration vide et sans intérêt, sans lendemain, cela n'a aucune valeur, cela revient à faire un voeux en espérant que les choses changent un jour sans savoir vraiment comment, on n'est guère avancé, on piétine. Si nous ne sommes pas convaincus nous-même que nous vaincrons, comment pourrions-nous convaincre des militants ou des travailleurs de partager nos convictions ? Impossible ! De la même manière, j'expliquais récemment par courriel à des camarades que l'on ne pouvait pas prôner la révolution socialiste sans qu'elle repose sur des faits ou des arguments concrets, solides, il faut être sérieux et ne pas raconter n'importe quoi aux militants... (A suivre)

Quelques infos en bref.

Venezuela. Cherchez l'erreur.

Le président Hugo Chavez a suspendu les coupures d'électricité roulantes dans la capitale Caracas, 24 heures après le début de ce

rationnement. Il a annoncé mercredi soir avoir limogé le ministre de l'Electricité qu'il a rendu responsable des erreurs dans la mise en place du système.

"*J'ai ordonné que les coupures soient suspendues uniquement à Caracas parce que ce gouvernement doit être capable de reconnaître ses erreurs et de les réparer*", a déclaré Hugo Chavez à la télévision.

Depuis le début du système à Caracas mardi à minuit, les autorités ont coupé le courant dans les mauvais quartiers de la capitale. "*Je crois que dans un quartier, ils ont coupé l'électricité à deux reprises*", a déploré Hugo Chavez.

Certains feux de circulation ont même été privés d'électricité. "*Cela suffit*", a lancé le président vénézuélien, qui a demandé à son ministre de l'Electricité Angel Rodriguez de démissionner. (AP 14.01)

Besson inspire quoi ? Interrogation, malaise et rejet : 80% !

48 % des Français ne sont pas intéressés (dont 25 % pas du tout) par le débat sur l'identité nationale, alors que 42 % se disent intéressés (12 % tout à fait intéressés), indique un sondage TNS Sofres/Logica pour le journal Le Monde et l'émission À vous de juger/France2 . 47 % jugent le débat inutile (25 % ne le jugent pas du tout utile), alors que 40 % le jugent utile (11 % tout à fait utile), selon le sondage.

La première réaction que suscite Besson est l'interrogation (36 % de citations), devant le malaise (25 % de citations). Le rejet (19 %) et le respect (12 %) arrivent ensuite, loin devant l'admiration (2 %). (Lepoint.fr 14.01)

Italie. Sicile, quel employeur ? Fiat ou la mafia ?

L'administrateur délégué de Fiat, Sergio Marchionne, annonce qu'il ne reviendra pas sur la décision controversée de fermer l'usine sicilienne de Termini Imerese, en expliquant que les constructeurs européens doivent réduire leurs capacités sans l'intervention des gouvernements.

"*Nous sommes le plus gros groupe industriel d'Italie, mais nous n'avons pas la responsabilité de gouverner le pays*", a-t-il souligné. "*Le débat s'arrête là.*"

Le taux d'utilisation des capacités du secteur automobile européen pourrait chuter à 65% cette année, contre 75% l'an dernier, a estimé celui qui est également à la tête de Chrysler.

"*La raison (de cela), tout simplement, c'est que les constructeurs européens ne ferment pas d'usines. En réalité, ils sont souvent payés pour ne pas le faire*", a-t-il ajouté, en faisant référence aux subventions publiques qui ont selon lui "*faussé*" le marché automobile européen. (Reuters 14.01)

Grèce. Le chaînon le plus faible ? Le gouvernement grec a approuvé jeudi un plan de relance qui doit permettre de réduire de manière drastique son énorme déficit public et le ramener à 2% du PIB en 2013, en réduisant de nouveau les dépenses publiques et en augmentant les recettes publiques, au travers de taxes supplémentaires. Le plan prévoit une réduction progressive de la dette publique jusqu'en 2012 qui, selon les estimations, doit atteindre 120,4% du PIB cette année. En 2009, le déficit publique est estimé à 12,7% du PIB. (AP 14.01)

Des scientifiques dont le cerveau évolue très lentement.

Le chromosome Y, propre à la gent masculine, évolue bien plus vite que le reste du code génétique humain, souligne une étude publiée en ligne par la revue scientifique "Nature".

"*Le chromosome Y apparaît comme le chromosome humain qui évolue le plus rapidement*", souligne le Dr. David Page, co-auteur de l'étude, directeur du prestigieux Institut Whitehead à Cambridge et professeur de biologie au Massachusetts Institute of Technology (MIT). "*C'est comme une maison qui est reconstruite en permanence.*"

Cela ne signifie pas pour autant que les hommes sont plus évolués que les femmes, précise Jennifer Hughes, principale auteure de l'étude, qui a duré deux ans. (pas de bol ! - Lutte de classe)

Certains chercheurs ont émis l'hypothèse il y a quelques années que le Y rétrécissait et finirait par disparaître dans 50.000 ans, entraînant l'extinction de la gent masculine. "*La science prouve*" que cette théorie de la disparition des hommes "*n'est pas du tout vraie*", précise Mme Hughes. (AP 14.01)

Ouf, nous voilà rassurés et surtout sauvés ! Nous les mâles, on aime les femmes, mais il ne faudrait pas qu'elles deviennent envahissantes ! Cet article est d'autant plus débile, que cela n'aboutirait pas seulement à l'extinction de la "*gent masculine*", mais à celle de l'espèce humaine tout court, à moins que les lesbiennes se reproduisent entre elles ! Dommage pour les banques américaines du sperme dont l'action va chuter en Bourse ! Les bourses ou la vie, quoi !

Le 16 janvier

Petit complément avec un peu d'avance dû au décalage horaire.

Je viens de passer plus de 4 heures à améliorer la présentation de la page d'accueil pour les militants qui se connectent au site avec Mozilla (version 3,5) et Internet Explorer pour les dernières versions. La page est presque correcte pour un affichage en 800 X 600 px, maintenant je ne sais pas ce que cela donne avec une autre définition. Je ne sais pas si je dois aussi tenir compte de ce paramètre. Je ne suis pas informaticien je me débrouille avec les moyens du bord, c'est-à-dire seul. N'hésitez pas à m'adresser vos remarques pour essayer d'améliorer encore la présentation du site. Il est 18h09 et la nuit tombe, elle sera tombée dans 10 minutes, cela va vite sous les tropiques.

Mais les tropiques ce n'est pas toujours ce que l'on pense, il suffit de voir ce qui vient d'arriver au peuple haïtien, Magueswary n'a pas supporté les images horribles de centaines de corps balancés dans des bennes à ordure hier soir aux infos à la télé, encore le visage hideux du capitalisme, la barbarie à l'oeuvre. Les banques américaines distribuent 143 milliards de dollars à leurs dirigeants et traders, et Obama à la suite de la Banque mondiale se félicite d'envoyer (chacun) 100 millions de dollars pour "venir en aide" au peuple haïtien, cela représente 0,069 % de cette somme colossale que cette vermine a extorquée aux travailleurs du monde entier, et il faut encore rajouter deux zéros après la virgule si l'on tient compte des 16.000 milliards de dollars environ que les banques centrales ont déversés dans les caisses des banquiers et des institutions financières du monde entier, un tel cynisme est à la hauteur de la pourriture du vieux monde que l'on doit balayer de la surface de la terre.

Après cela quelle légitimité ont les différents gouvernements à travers le monde, l'ensemble des institutions liées au capital, tous les partis qui les soutiennent et vivent à leurs crochets, toutes les ONG corrompus, vendus corps et âme au capitalisme et qui se frottent les mains à l'annonce de la catastrophe qui vient de frapper Haïti ? Aucune !

Je ne sais pas s'il suffit de proclamer que la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction du prolétariat, constatons que nous n'avons pas été capables de la résoudre et qu'en attendant, tous les intellectuels qui sont à la tête d'ONG ou d'organisations dites humanitaires auxquels les médias donnent généreusement la parole, qui refusent de s'engager résolument au coté de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat dans la lutte à mort contre le capitalisme sous des prétextes fallacieux, n'inspirent que le dégoût pour ne pas dire davantage. Ils osent accepter des dons de la population, pire, faire appel à la générosité publique, quelle indécense, honte à eux !

La causerie de ce matin

Provisoirement il est conseillé de se connecter au site avec Microsoft Explorer pour conserver la mise en page correcte, quelques problèmes existent (?) avec Mozilla que je n'ai pas eu le temps de résoudre, ma copie de Mozilla est défectueuse, mais vu le volume de ce fichier, il m'est difficile de le télécharger à nouveau, je dois vérifier au préalable que le serveur Tata ne tourne pas au ralenti, etc., c'est pratique, je vous passe les détails.

Lors de l'hommage rendu à Hakim Maddi, décédé il y a une semaine, à l'âge de 18 ans, après avoir été agressé au couteau dans l'enceinte de son lycée, devant plus de 4.000 personnes (selon la police), la proviseure Ghislaine Hudson a cité Gandhi : « *Oeil pour oeil et le monde entier sera aveugle.*». (Libération.fr 15.01)

Un oecuménisme du plus mauvais effet à l'heure où l'obscurantisme entretenu par l'impérialisme et toutes les forces à son service sert à maintenir les peuples dans la servitude. Appliqué au capitalisme et la lumière jaillira !

Madame, quand on voit comment sont traités les milliers de morts en Haïti après la nouvelle catastrophe prévisible qui s'est abattue sur la population de ce pays, les mots nous manquent, madame, on se dit parfois qu'il vaudrait mieux être aveugle que de voir le spectacle effroyable que nous inflige la survie du capitalisme, car sachant les risques majeurs qu'encourrait cette région du monde, il aurait fallu la vider tout simplement de sa population, impensable direz-vous, trop cher, pas de place pour l'accueillir ailleurs, alors que la population mondiale a doublé au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler, madame, taisez-vous, épargnez-nous votre propre aveuglement, Hakim est mort parce que cette société pourrie véhicule la violence, des valeurs qui s'apparentent à la barbarie, à travers la culture de l'excellence, c'est la culture des inégalités qui est magnifiée et qu'il nous faut balayer de la surface de la terre.

Autre sujet.

La Talonnette en convoquant les dirigeants des syndicats le 15 février pour mettre en place ensemble "*l'agenda social 2010*, entend continuer sur la lancée de 2009 pour porter un nouveau coup à notre système de retraite et de santé. C'est sans problème qu'il a déjà reçu l'accord des bureaucrates pourris des syndicats dans cette perspective, car chacun sait d'avance quel sera le contenu de leurs discussions et ce qui en sortira.

Pour que tout se déroule comme il l'a prévu conformément aux recommandations que lui ont adressé ses partenaires antisociaux, 'la réunion

du 15 février permettra d'arrêter à la fois la liste des dossiers à traiter, une méthode et un calendrier.' (Reuters 16.01)

Il a rappelé 'qu'il s'était engagé en juin, devant le Parlement réuni en congrès à Versailles, à organiser un rendez-vous sur les retraites en 2010' (id), cela signifie qu'ils s'apprêtent à frapper un grand coup, les camarades ont raison de craindre le pire, la liquidation du système par répartition au profit d'un système à points.

Tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière savent cela parfaitement depuis au moins le mois de juin 2009, tous les regroupements de militants syndicaux aussi, alors qu'attendent-ils pour mobiliser la classe sur la question de la défense des retraites, que Sarkozy et Thibault lancent le coup d'envoi ? On est bien obligé de le croire, simple constat.

Bon week-end à tous.

Quelques infos en bref.

France. Déficit budgétaire : 138 milliards d'euros en 2009.

Le déficit budgétaire de l'Etat s'élève pour l'année 2009 à 138 milliards d'euros, contre 56,3 milliards en 2008, annonce vendredi le ministère du Budget.

Selon Bercy, ce déficit, d'après les résultats de l'exécution du budget de l'Etat en 2009, est "en hausse de 81,7 milliards d'euros par rapport à 2008, mais en amélioration de 2,9 milliards par rapport à la prévision retenue dans la loi de finances rectificative votée au mois de décembre", qui était de 140,9 milliards.

Cette amélioration tient principalement à deux facteurs: "*des dépenses inférieures d'un milliard d'euros aux crédits votés*", liées en partie à un "*décalage*" de paiement de certaines dépenses du plan de relance, et "*de meilleures rentrées fiscales constatées en fin d'année*", explique le ministère.

Les dépenses de l'Etat "*s'élèvent à 363,6 milliards d'euros*", dont 15,6 pour le plan de relance, et 348 milliards (en baisse de 0,2% par rapport à 2008) pour le budget général (287,4 milliards) et les prélèvements sur recettes (76,2 milliards).

Les recettes de l'Etat s'établissent en définitive à 233,7 milliards d'euros, dont 214,3 de recettes fiscales, en hausse de 2,5 milliards par rapport aux prévisions (211,8) grâce aux progressions en fin d'année de l'impôt sur les sociétés (IS) et de la TVA. Les recettes fiscales sont cependant "*en baisse de près de 20% par rapport à 2008*", souligne Bercy.

Enfin, le solde des comptes spéciaux (-8,1 milliards d'euros) est en dégradation de 0,5 milliard par rapport aux prévisions. (AP 15.01)

Chine.

La population d'internautes en Chine, qui était déjà la plus importante au monde, s'est accrue de près de 30% en 2009, atteignant les 384 millions, a annoncé un groupe de recherche vendredi.

En 2008, l'augmentation de la population chinoise d'internautes était de 41% sur une population de plus d'1,3 milliards de personnes, selon le Centre d'information chinois sur le réseau Internet, organisme contrôlé par l'Etat.

Le nombre de Chinois surfant sur le Net via téléphone portable a augmenté lui de 106%, à 233 millions de personnes, grâce au lancement des services de téléphonie de troisième génération. Huit pour cent des utilisateurs du Net surfent exclusivement par leur téléphone.

Selon le CCNIC, les transactions via commerce électronique ont atteint 250 milliards de yuan (37 milliards de dollars) en 2009. (AP 15.01)

Le 17 janvier

Les commentaires qui accompagnent certaines photos en passant la souris dessus, sont désormais disponibles avec le navigateur Mozilla ; ce n'est pas facile d'assurer la compatibilité entre IE et Mozilla, pas toujours possible non plus. Quand j'aurai le temps (sic !), je vérifierai les pages d'accueil des différentes rubriques, j'ai constaté quelques petits problèmes avec Mozilla.

En me connectant sur le Web pour chercher à résoudre les problèmes de compatibilité entre les deux navigateurs, j'ai été surpris de constater que de nombreux internautes informaticiens rejettaient Explorer de Microsoft au profit de Mozilla, alors que j'utilise Explorer depuis des années sans problème, je trouve même qu'il est plus performant, plus rapide que Mozilla, je soupçonne ces internautes de partie pris

contre Explorer, parce que ce navigateur est la propriété d'une multinationale alors que Mozilla est gratuit, mais comme dans la société rien n'est vraiment gratuit, ils sont bien naïfs de croire le contraire, une forme d'ouvriérisme qui ne veut pas dire son nom à défaut de se poser des questions. Ils doivent être de furieux "anticapitalistes" ou des altermondialistes comme on les aime tant ! Bref, passons.

Quand dans ma causerie d'hier sur le drame qui frappe le peuple haïtien, j'ai indiqué que la seule solution serait de vider de ses habitants toute cette partie de l'île en proie aux ouragans, tsunamis et tremblements de terre dévastateurs, entre 3 et 9 millions d'habitants, j'ai encore dû passer pour un farfelu ou un gauchiste auprès de certains militants, une République socialiste universelle prendrait cette mesure correspondant à la situation et au bien-être de cette population, on l'appliquerait à toutes les régions à risque de la planète...

Et voilà que le président sénégalais Abdoulaye Wade a proposé samedi d'offrir une terre aux Haïtiens qui souhaiteraient migrer en Afrique, leur "*terre natale*", après le séisme qui a frappé leur pays.

Si des Haïtiens décidaient de "*revenir à leurs origines*", M. Wade est disposé à leur offrir une région du Sénégal pour qu'ils s'y installent, a fait savoir Mamadou Bamba Ndiaye, porte-parole du président sénégalais.

Selon Abdoulaye Wade, cité par son porte-parole, l'Afrique est "*la terre natale*" des habitants de Haïti, pays fondés par d'anciens esclaves noirs dont certains originaires du Sénégal.

L'éventuelle région dont hériteraient les Haïtiens serait fertile, a assuré samedi Mamadou Bamba Ndiaye, soulignant qu'il ne s'agirait pas d'une portion du désert sénégalais. (AP 16.01)

Cette annonce restera sans doute sans lendemain, Wade n'a jamais été capable de régler les problèmes qui assaillent la population sénégalaise, mais elle montre que c'est possible de trouver une solution définitive à la situation du peuple haïtien, notamment.

Plusieurs remarques encore.

Aux infos sur TV5Monde Asie avant-hier, le journaliste expliquait que la première mission des sauveteurs français envoyés en Haïti avait été de sauver les étrangers pris au piège dans un hôtel de luxe surplombant la capitale, ils sont prioritaires par rapport à la population, normal quoi ! Quand aux gendarmes français envoyés sur place, ils avaient pour mission de faire régner l'ordre à l'instar des troupes américaines envoyées par Obama, de sécuriser les quartiers résidentiels et les entreprises, afin d'éviter qu'ils ne soient pillés par la population en colère contre les autorités du pays. Les casques bleus présents sur place depuis des années n'ont eu pour seule mission que de maintenir l'ordre de la misère instaurée par l'impérialisme et de protéger les intérêts de la bourgeoisie locale.

Les titres des articles des agences de presse donnent une idée des préoccupations des dirigeants du vieux monde, à vomir, je vous en soumets quelques-uns

- Obama mobilise George W. Bush et Bill Clinton pour la collecte de fonds pour Haïti - AP
- M. Obama fait de l'aide une 'priorité', et envoie 10 000 soldats en Haïti - LeMonde.fr
- Séisme à Haïti: les pays qui ont signalé des décès et disparus - AP
- Séisme en Haïti: 15 Américains tués, selon un nouveau bilan - AP
- L'Onu confirme la mort du chef de sa mission en Haïti - Reuters
- Incident franco-américain concernant l'aéroport à Port-au-Prince - Reuters
- Un navire américain en route pour reconstruire le port de Port-au-Prince - AP

Il faut ajouter tous les articles qui traitent généreusement de la violence qui règne en Haïti, le monde avait semble-t-il oublié que c'était l'un des pays les plus pauvres de la planète et que sur les 3 millions d'habitants que compte la capitale Port-au prince, la moitié vivent dans des bidonvilles.

La classe ouvrière et la paysannerie pauvre devrait saisir l'occasion qui leur est donnée par la faillite de l'Etat qui s'étale au grand jour pour se regrouper et s'emparer du pouvoir et de toutes les entreprises et tous les biens des classes dominantes en les décrétant bien collectifs de la République socialiste haïtienne...

De leur côté, Sarkozy-Kouchner, Obama et l'ONU n'ont d'yeux que pour le président fantoche Préval, qui rappelons-le a été "élu" avec seulement 48% des voix exprimés, autrement dit, qui n'a aucune légitimité et dont l'impuissance s'étale également au grand jour. Alors que des catastrophes naturelles frappent Haïti depuis des siècles, absolument rien n'a été prévu pour en amoindrir les conséquences pour la population, rien n'a été entrepris pour les prévenir, comme si la majorité de ce peuple était voué à vivre indéfiniment dans la misère, ils voudraient l'exterminer qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

En discutant de la situation en Haïti avec Magueswary, on a fait le constat que c'était toujours les populations les plus pauvres qui étaient les plus durement frappées par la main des exploiteurs ou les aléas de la nature, de mon côté, je lui dis : imagine un tel séisme ou pire encore (de niveau 8 soit 10 fois plus puissant que celui qui vient de se produire et qui était de niveau 7) dans un pays comme le Japon ou les Etats-Unis, de son côté elle me dit qu'il faudrait faire une révolution, elle a raison, à la crise et la guerre comme facteurs objectifs pouvant conduire

à une révolution prolétarienne, on peut ajouter le chaos qui naîtrait d'un séisme ou d'un ouragan.

En passant, je n'ai pas encore terminé mon article consacré aux conditions d'une révolution, en fait je l'ai laissé en plan pour me laisser le temps de la réflexion, pour être tout à fait franc avec vous, je cale sur un passage par manque d'informations, en dehors de toute aide, je compte sur l'actualité pour m'aider à y voir plus clair sur le développement possible du capitalisme et sa crise.

Ce serait tellement facile de se contenter de généralités ou de citations, mais cela ne répond pas à l'objectif que je me suis fixé. Et puis, je me refuse également de partir d'a priori du genre : la révolution et le socialisme sont inéluctables, ils sont inscrits dans le développement du capitalisme, etc., de Marx à Trotsky ne disaient-ils pas exactement le contraire, encore faut-il avoir à l'esprit l'intégralité de leurs analyses et non seulement ce qu'on veut bien en retenir, que l'on soit réformiste ou révolutionnaire, on trouve le même travers chez l'un et l'autre en général. Surtout à l'heure où la majorité de la population doute qu'il y ait encore une alternative au capitalisme, si on ose l'affirmer, on a intérêt à ce que notre démonstration s'appuie sur des arguments solides.

J'arrête là, mes petites nièces viennent d'arriver. Elles savent ce que je fais river devant mon écran, immédiatement elles me demandent si j'ai vu à la télé cette petite haïtienne de 18 mois qui a été sauvée des décombres par une équipe de journaliste australien : *it's very very sad what happened to this people...* Avec leurs parents elles sont pratiquement aussi pauvres, elles sont adorables les pauvres gosses, leur remarque me fait monter le sang à la tête, c'est dur de se contenir (en vivant ici) quand on partage leur malheur quotidiennement, comme je comprends le désespoir et la violence qui s'empare des millions d'Haïtiens pauvres, miséreux...

Bon dimanche à tous les camarades.

Quelques infos en bref.

Il n'y a rien à négocier : à bas le capitalisme et la Ve République, Sarkozy dehors !

Lors de la garden-partie organisée par Sarkozy vendredi en hommage à ses alliés syndicaux, Jean-Claude Mailly a souhaité que l'agenda social ne soit pas "*impossible*", laissant la liberté de négocier aux syndicats et au patronat, rapporte *Le Monde* du 16.

Monsieur Mailly, il n'y a rien à négocier que la remise en cause de nos droits et acquis, vous prenez vraiment les militants et les travailleurs pour des abrutis, assez ! Des camarades estiment qu'il ne faut pas affronter de face les bureaucrates des syndicats, qu'il ne faut pas se couper de cette racaille, qu'il faut faire un front unique avec eux, mais ils le font déjà avec Sarkozy, ce sont eux qui manquent de respect envers les travailleurs et les militants, attention, n'inversez pas les rôles sinon cela signifie que vous êtes leurs complices, ce sont eux qui ne respectent pas leur mandat, quel est le contenu du mandat d'un dirigeant syndical sinon de défendre en toutes circonstances les intérêts, les droits et les acquis socaix des travailleurs et non de les brader comme ils le font.

Dès le départ le ver est dans le fruit. Ils n'ont a pas à négocier avec le gouvernement et le patronat, leur devoir est de mobiliser la classe ouvrière contre l'Etat pour ce qui est des fonctionnaires, l'Etat capitaliste, l'Etat exploiteur qui fonctionne exactement comme une entreprise, ce qu'ignorent totalement 9,9 fonctionnaires sur 10, et contre le patronat pour ce qui est des travailleurs du secteur privé, mais aussi contre l'Etat, par exemple sur la question des retraites.

On négocie la retraite ou l'issue d'une bataille, quand on sent qu'il n'est plus possible d'avancer, ce n'est pas une capitulation, mais un répit qu'on s'octroie pour se donner les moyens de regrouper nos forces dans la perspective de la prochaine bataille, cela ne signifie pas la fin de la guerre de classe qui ne s'achèvera que par la mise à mort de l'un ou l'autre des belligérants en présence.

Négocier sans combattre, de plus quand cette initiative vient de votre ennemi, quand rien ne vous y oblige il faut préciser, revient à reconnaître qu'on se trouve en position de faiblesse, qu'on accepte d'emblée les conditions de notre ennemi, ce qui implique qu'on aborde la discussion avec lui en position d'infériorité, on se place directement sous sa tutelle, c'est lui qui impose son ordre du jour, son contenu, le calendrier des rencontres jusqu'à leur issue, bref, on fait figure de pantins entre ses mains, on apparaît pour ce qu'on est, une loque humaine, son complice ou son valet, un traitre.

Négocier avec Sarkozy et le Medef, c'est collaborer à la gestion de la société capitaliste dans l'intérêt des classes dominantes, point barre, c'est totalement inacceptable, pas un militant ne doit l'accepter !

Renault. Demi-mensonge, demi-vérité, pour masquer la capitulation, non, la complicité du gouvernement.

Le PDG de Renault, Carlos Ghosn, que Nicolas Sarkozy a reçu samedi à l'Elysée pour lui exprimer l'opposition du gouvernement à une délocalisation en Turquie de toute la production de la Clio 4, a assuré au chef de l'Etat que la firme au losange "*maintiendra l'emploi et l'activité du site*" de Flins (Yvelines).

Carlos Ghosn a indiqué que "*Renault maintiendra l'emploi et l'activité du site et y continuera la production de véhicules à combustion tout en développant la production de véhicules électriques*", tels que la berline Zoe, précise l'Elysée dans un communiqué. Le constructeur "*poursuivra donc sur le site de Flins la production des modèles actuels de Renault Clio et y implantera une partie de la production de la Clio*

4".

Invité par l'exécutif à revoir ses plans, Renault coupe la poire en deux, sans renoncer à fabriquer en Turquie une voiture qui, selon ses chiffrages, coûte 10% moins cher à assembler dans ce pays qu'en France.

"*J'ai confirmé au président de la République que nous produirons la Clio 4 à Flins, dans un cadre général de double sourcing avec Bursa en Turquie*", a indiqué dans la soirée Carlos Ghosn dans un communiqué. "*Le site de Flins est pérenne et l'emploi y sera maintenu à terme*".

En tant que premier actionnaire du groupe automobile à hauteur de 15,01% du capital, l'Etat estimait avoir son mot à dire sur ce dossier. Or la Commission européenne ne l'entend pas de cette oreille: en bon garant des règles de concurrence, Bruxelles estime que Paris revient sur les engagements qu'il avait pris en 2009 en octroyant des prêts aux constructeurs automobiles frappés par la crise économique.

Ces engagements prévoyait notamment que le gouvernement français renonçait à exiger de ces constructeurs qu'ils ne ferment aucun site en France pendant la durée de ces prêts.

Soucieux de rassurer l'exécutif européen sur les intentions du gouvernement vis-à-vis de Renault, M. Estrosi a adressé vendredi un courrier à la commissaire à la Concurrence, Neelie Kroes. (AP 16.01

Le gouvernement aux ordres des capitalistes et de Bruxelles qui défend exclusivement leurs intérêts...

Une indépendance davantage subie que choisie.

Les Anglo-Saxons l'ont baptisé «LAT», pour living apart together. Vivre ensemble séparément ? Le phénomène évolue en France où, en plus des jeunes, un nombre croissant de divorcés maintient une résidence séparée lorsqu'ils retrouvent l'amour. Dans son recueil *Portraits de familles*, qui paraît ce vendredi, l'Institut national d'études démographiques (Ined) précise ces nouvelles conjugalités.

Près de 8% des 18 à 79 ans, soit 3,8 millions d'individus, vivent «en couple, mais séparément». Une catégorie évolue sensiblement : les échaudés de la famille traditionnelle. Quelque 13% des hommes et 12% des femmes qui ont déjà vécu une rupture conservent ensuite des domiciles séparés. «*Les divorcés adoptent encore plus souvent ce mode de relation (17%) que les personnes qui n'étaient pas mariées avec le conjoint dont elles se sont séparées*», explique Arnaud Régnier, qui a dirigé l'ouvrage pour l'Ined et l'enquête avec les chercheurs Éva Beaujouan et Catherine Villeneuve-Gokalp. Lorsqu'ils n'ont pas eu d'enfants d'un précédent lit, un tiers des séparés vivent seuls, la moitié embrasse à nouveau la vie de couple traditionnelle et un peu plus d'un sur dix forment un «*couple avec deux résidences*».

Parmi ces couples «LAT», «*on trouve beaucoup de femmes qui ont la garde de leurs enfants. Elles se montrent souvent réticentes à une nouvelle cohabitation*», analyse Arnaud Régnier. «*Mais nous ne savons pas toujours si cette indépendance est désirée ou subie*», reconnaît le démographe.

Globalement, la plupart des adeptes du «*vivre ensemble, séparément*» se disent contraints. Ils sont souvent éloignés pour des motifs professionnels. Mais 20% disent rechercher l'indépendance. Les jeunes sont les plus enthousiastes. Ils profitent souvent de leur période «*hors famille*», ni chez les parents ni en couple cohabitant, pour vivre cet amour sans lit conjugal. Environ 28% de l'ensemble des 18-25 ans ont un partenaire avec lequel ils ne résident pas. Un tiers de ces amoureux non-cohabitants ont 40 ans ou plus. Enfin quelque 4% des 55-79 ans ont choisi une relation avec un compagnon ou une compagne stable «à distance». (Lefigaro.fr 15.01)

Afghanistan.

Nouveau revers pour Hamid Karzaï: le Parlement a partiellement rejeté samedi la liste des ministres retenus par le président afghan pour composer son gouvernement durant son second mandat.

Sur les 17 noms qui étaient soumis samedi à l'approbation des députés, dix ont été rejetés et sept seulement confirmés.

Lors d'un premier vote qui s'était tenu le 2 janvier dernier, 17 candidats à des postes ministériels avaient déjà été écartés.

Au total, sur les 25 membres du gouvernement, seuls 14 ministres -dont une femme- ont pour l'instant été confirmés.

Parmi les 10 candidats rejetés samedi figurent deux autres femmes qui avaient été retenues pour occuper l'une le poste de la Santé publique, l'autre celui des Affaires féminines, mais aussi les candidats du président Karzaï pour les postes des Affaires frontalières et tribales, de l'Enseignement supérieur, du Commerce, des Transports, des Réfugiés, des Télécommunications, du Développement urbain et de la Protection sociale.

Parmi les motifs invoqués pour rejeter les candidats, les députés ont mis en avant pour certains la faiblesse de leurs qualifications, pour d'autres leur affiliation à des chefs de guerre ou encore le fait que certains candidats auraient été choisis par le président Karzaï pour les

récompenser de l'avoir soutenu lors de sa réélection. (AP 16.01)

Le 18 janvier

Trois sujets de réflexion.

1- De l'indépendance de certains sites d'information sur Internet.

- Saviez-vous qu'une manne publique de 20 millions d'euros avaient été distribuées aux entreprises de presse publique pour l'année 2009 ? Rue89, Backchich, Médiapart, Slate.fr, etc, ces sites qui n'ont d'indépendant que le nom...

Avec quel genre d'arguments prétendent-ils demeurer indépendants ? Un exemple.

Edwy Pleynel, fondateur de Mediapart : « *l'Etat, ce n'est pas Sarkozy, c'est la présence publique garante du pluralisme au moment d'une nouvelle révolution industrielle. Il accompagne la mutation dans le secteur et faire que ce ne soit pas que les puissants qui en profitent.* » (Libération 05.01)

Et l'Etat, qu'est-ce que c'est monsieur Pleynel ? Quelle est sa nature sociale de classe ? Ne serait-il pas par hasard au service de la classe dominante, et les intérêts de cette classe dominante ne seraient-ils pas justement incarnés par son représentant à la tête de l'Etat ? Sarkozy n'est pas l'Etat à lui tout seul, bien que sous la constitution bonapartiste de la Ve République, les deux ont tendance à se confondre, Pleynel l'ignorerait-il ? L'Etat assurerait le même traitement à l'ensemble de la presse ? Foutaise, la presse dont parle Pleynel est contrôlée par les banquiers, exemple, Libération et les Rothschild ! La seule presse qu'on pourrait estimer indépendante est celle des partis politiques qui ne perçoivent pas de subventions de l'Etat ou qui refusent l'argent des capitalistes via la publicité. Pour aller plus loin dans cette analyse, lire ce que disait Lénine de la liberté de la presse.

2- Quelle légitimité ont-ils ?

- Ukraine, le président actuel et candidat est crédité de... 4% des voix !

- Le Premier ministre japonais dont le parti a perdu les dernières élections législatives recueillait 10% d'avis favorables de la population pour son action.

- Haïti, René Préval a élu avec 48% des voix seulement, l'ONU a bourré les urnes de votes blancs pour arriver à faire une majorité, mais jamais 50 % !

- Des présidents ou dictateurs de pays africains reportent les élections dans leur pays année après années avec la bénédiction de l'ONU.

- Et que dire des députés du parlement européen après le taux d'abstention record aux dernières élections !

- Au fait, un institut de sondage plutôt optimiste prévoit 50% d'abstentions aux prochaines élections régionales...

3- Haro sur le droit à la retraite, la surenchère, les dernières déclarations. (Reuters 17.01)

- Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée lors du Grand Rendez-vous Europe 1-Le Parisien : la seule possibilité est d'"augmenter la durée de cotisation comme d'autres pays l'ont fait".

Claude Guéant a souligné qu'"*aucun choix n'est fait a priori*" et que "*le choix sera fait en concertation avec les partenaires sociaux*".

- Le premier secrétaire du PS, Martine Aubry, a souhaité dimanche être associée au débat de la réforme des retraites et être entendue par Nicolas Sarkozy.

Lors du Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro, elle a dit qu'elle pouvait accepter que l'âge de départ à la retraite soit porté à 61 ou 62 ans.

- La CFTC propose une hausse de la Contribution sociale généralisée (CSG).

4- L'influence de l'homme sur la tectonique des plaques ? Info ou intox ?

- Le plus fort séisme dont l'origine humaine est établie a eu lieu il y a près de cinquante ans dans le Colorado. En 1962, l'armée américaine a creusé un puits profond d'environ 4.000 mètres pour y jeter les déchets d'une usine d'armes chimiques et conventionnelles située à Commerce City. En quatre ans, on y a déversé plus de 620 millions de litres de liquides toxiques. Jusqu'au jour où on s'est rendu compte que cela avait provoqué une série de secousses sismiques peu importantes. Un an plus tard, un tremblement de terre d'une magnitude de 5,3 a fait près d'un million de dollars de dégâts dans la zone urbanisée de Denver.

Au fur et à mesure que l'eau s'est accumulée derrière le barrage Hoover, à la fin des années 30, des centaines de petites secousses ont été ressenties dans la région. Certains soupçonnent que le tremblement de terre de Koyna, en Inde, dont la magnitude a atteint 7,5 et qui date de 1967, a pour origine un réservoir voisin. Mais la plupart des sismologues rejettent cette théorie. A présent, de nombreux scientifiques craignent que le barrage des Trois gorges, en Chine, ne constitue un risque sismique sérieux. S'il provoque un tremblement de terre qui endommage le mur de soutènement, l'eau qui s'en échapperait pourrait inonder une vallée où vivent des millions de gens.

Il est extrêmement peu probable qu'une explosion nucléaire entraîne un tremblement de terre majeur, contrairement à ce que pourraient faire croire les productions hollywoodiennes. Mais lors d'essais souterrains, on enregistre parfois une faible activité sismique. En 1968, une nouvelle faille s'est ouverte dans le désert du Nevada à cause d'un essai nucléaire dont le nom de code était «sans faille». Le phénomène, détecté par les sismographes, s'expliquait plutôt par l'explosion elle-même que par un mouvement tectonique qui en aurait résulté. (Slate.fr 17.01)

A force de jouer aux apprentis sorciers, à faire n'importe quoi (pour le profit) sans se soucier des conséquences que cela pourraient entraîner dans le futur pour la survie de toutes les espèces, un jour on apprendra que les milliers de bombes atomiques qu'ils ont fait exploser dans les entrailles de la terre, le pétrole qu'ils ont été puiser à de grandes profondeur, les milliards de tonnes de minerai et autres matériaux qu'ils ont extraits des mines, etc., les conséquences de toutes ces activités en se conjugant ont réussi à agir localement ou sur des régions plus vastes sur l'équilibre des forces en présence jusqu'à remettre en cause les conditions qui permettaient à la vie de se développer et de prospérer à la surface de la terre.

C'est vrai qu'on a toujours les yeux rivés en l'air ou à la surface de la terre, mais on ne se pose pas vraiment de questions sur ce qui se passe sous nos pieds. En soi la somme des activités humaines n'a qu'un rapport infinidécimal avec le volume de la terre ou de l'espace qui l'entoure, par contre, on peut concevoir qu'elles soient le déclencheur de réactions en chaîne d'événements d'une ampleur exceptionnelle. Les besoins de l'humanité en matériaux de toutes sortes ne cessant d'augmenter, la démographie mondiale continuant à croître, on est en droit de se poser des questions sur les conséquences de la survie du capitalisme dans absolument tous les domaines.

Qu'est-ce que le capitalisme a à voir dans cette affaire ? Ici en Inde, ils font des gosses pour assurer leurs vieux jours puisqu'ils n'auront pas de retraites, si on liquidait le capitalisme plus personne n'aurait à se soucier de ses vieux jours. Ensuite, on engagerait une politique de réduction de la population mondiale pour la ramener à un niveau soutenable et cohérent avec le bien-être de l'ensemble de la population. Qui a dit que la population devrait croître indéfiniment ? C'est complètement dingue comme perspective, on va tout droit à la catastrophe. Réduire ou maintenir le nombre des naissances à deux enfants maximum par couple pendant que le nombre de décès par an augmente, permettrait mécaniquement de réduire la population mondiale sans recourir à une politique répressive, il en va de la survie de la civilisation humaine à terme, pas seulement d'ailleurs, de toutes les espèces.

Et le capitalisme, c'est le règne de l'anarchie et de l'irresponsabilité, du chaos, c'est la culture du superflu, du paraître, du jetable, de nouveaux besoins en chassent d'autres et ainsi de suite. On doit consommer à tout prix, toujours plus dans l'absolu à l'échelle mondiale (pendant qu'une partie de la population manque de tout !), on est pris dans une spirale infernale qui conduit à l'épuisement ou la raréfaction de certaines ressources naturelles, s'agissant de la population, l'eau est celle qui va rapidement poser un problème majeure...

Le socialisme, c'est exactement l'inverse, c'est la gestion planifiée et collective à la fois du développement de la population et des ressources disponibles, afin que la civilisation humaine puisse se développer harmonieusement et vivre en paix, ce qui inclut le respect de notre environnement. (A suivre)

Chili.

Le candidat conservateur Sebastian Piñera a remporté dimanche la présidentielle chilienne, signant le retour au pouvoir de la droite depuis la fin de la dictature militaire en 1990.

Après comptage de 99% des suffrages exprimés, Sebastian Piñera, candidat de l'Alliance pour le changement, obtenait 52% des suffrages, contre 48% à son adversaire démocrate-chrétien Eduardo Frei.

Il portait les couleurs de l'Alliance pour le changement, dont sont notamment membres la Rénovation nationale de droite et l'Union démocratique indépendante d'extrême droite, qui soutinrent la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

Homme d'affaires milliardaire, Piñera détient 26% de la compagnie aérienne Lan, possède une chaîne de télévision et l'équipe de football la plus populaire du pays. Il a fait campagne en promettant de créer un million d'emplois, de doubler le revenu par habitant, actuellement de 12.000 dollars par an, et d'obtenir 6% de croissance par an. Son élection fait exception dans une Amérique latine aujourd'hui majoritairement gouvernée à gauche.

Dans l'impossibilité de se représenter, la présidente sortante jouissait pourtant d'une popularité exceptionnelle de près de 80% dans l'opinion, grâce à un bilan économique, social et politique jugé positif par une grande majorité des Chiliens. (AP 18.01)

Venezuela.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé dimanche son intention d'exproprier la chaîne d'hypermarchés Exito, dont l'actionnaire majoritaire est le groupe français Casino.

Hugo Chavez a accusé la chaîne d'hypermarchés d'avoir augmenté ses prix pour préserver ses marges à la suite de la récente dévaluation du bolivar, la monnaie vénézuélienne, une pratique que le président assimile à de la spéculation.

Le Parlement doit prochainement approuver une loi permettant l'expropriation des entreprises ayant augmenté leurs prix d'une manière jugée excessive. (AP 18.01)

Le 19 janvier

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui car j'ai dû consacrer tout mon temps (plus de 10 heures !) à vérifier et corriger les pages d'accueil des différentes rubriques. Puisque personne ne me l'avait dit, j'ignorais que selon la résolution d'écan ou le navigateur choisie, il y avait de gros problèmes d'affichage. J'ai remédié à la plupart, par contre je ne sais pas comment faire pour que le site s'affiche en pleine page avec toutes les résolutions, il faut passer en XML ou PHP et je ne connais pas. Le site sera donc comme il sera, je n'ai pas le temps de tout repenser à partir d'un nouveau logiciel ou programme.

Le site fonctionne très bien en pleine page à la résolution 800 x 600, au-delà il y a une large bande blanche sur le côté droit, ce que j'ai découvert hier seulement. Vous pouvez m'envoyer vos remarques.

Le 20 janvier

Pas le temps de causer. Je dois retourner pour la troisième fois au bureau d'électicité pour qu'ils viennent changer le compteur qui a été endommagé lors du dernier orage, je dois retourner pour la troisième fois chez le distributeur de gaz pour qu'il daigne me livrer une nouvelle bouteille, je dois aller passer une radio de la machoire avant de repasser chez le dentiste, j'ai une une rage de dent avant-hier, je me décide donc à faire dévitaliser une dent (tarif : un mois de salaire au Smic indien !) , cela fait plus d'un an qu'elle patientait, elle n'en peut plus et moi non plus.

Quelques infos en bref.

Le consensus UMP-PS sur les retraites : "*pourvu que ça dure*, dixit Chérèque.

François Chérèque mardi, lors de sa conférence de presse de rentrée, à propos des retraites, est au moins d'accord sur un point avec Nicolas Sarkozy : le débat qui va avoir lieu cette année devra être « *sans tabou* ».

Le patron de la CFDT juge toutefois qu'il serait « *intelligent* » de parvenir à un «consensus national» sur cette réforme, comme le réclament depuis une semaine certains socialistes tels les députés Jean-Marie Le Guen ou Manuel Valls. « *La France n'a pas besoin d'un conflit sur ce sujet-là* », considère-t-il, trouvant ainsi « *intéressante*» l'évolution du discours du PS dont la première secrétaire, Martine Aubry, ne s'est pas déclaré hostile dimanche à un passage à 61 ou 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite. « *Pourvu que ca dure* », a-t-il espéré. (Lefigaro.fr 19.01)

Quand Mailly dit n'importe quoi.

Le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a estimé lundi lors d'une conférence de presse que "*2010 sera une année rock'n'roll*", au regard des dossiers sociaux à l'ordre du jour. (AP 18.01)

Olivier Besancenot tête de liste en Ile-de-France aux régionales.

"*Il a été désigné ce soir lors d'une réunion*", a déclaré à Reuters un représentant du NPA.

Dans quatre ou cinq régions sur 22, la formation devrait faire alliance avec le Parti de gauche au scrutin du 14 mars. Il s'agit des régions où le Parti communiste a choisi de faire liste commune avec le Parti socialiste plutôt que le PG de Jean-Luc Mélenchon. (Reuters 19.01)

Nouveau revers pour La Talonnette.

L'ex-premier ministre Alain Juppé décline l'offre de Nicolas Sarkozy de succéder à Philippe Séguin, récemment décédé, à la tête de la Cour des comptes. (Reuters 19.01)

Démographie.

La population de la France (métropolitaine et départements d'outre-mer) était estimée au 1er janvier 2010 à 64,7 millions d'habitants, comptant 346.000 personnes supplémentaires depuis un an, soit une progression de +0,5%, a annoncé l'INSEE mardi.

Cette croissance est due en majorité à l'accroissement naturel, et non au solde migratoire (+ 71.000 personnes). En 2009, la France a vu 821.000 naissances (-0,9% par rapport à 2008, soit 7.500 naissances en moins) contre 546.000 décès. (AP 19.01)

Haïti. Un pays ravagé. Ban et l'ONU pas très "*clairs*" !

1- Le président de la République dominicaine a estimé lundi à l'occasion d'une réunion internationale sur la stratégie à mettre en oeuvre pour Haïti, que le coût de reconstruction s'élèverait à dix milliards de dollars après le séisme dévastateur de mardi dernier. (AP 19.01)

2- Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a souhaité lundi que 3.500 soldats et policiers onusiens supplémentaires soient envoyés en Haïti.

M. Ban a précisé qu'il avait demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de relever le plafond actuel de la Mission des Nations unies en Haïti (MINUSTAH), qui compte 7.000 soldats et 2.100 policiers. Il a estimé que ces renforts -1.500 policiers et 2.000 soldats- seraient nécessaires pendant six mois.

Il a également expliqué que le partage des reponsabilités entre casques bleus et militaires américains était "*clairement*" établi. Les troupes de l'ONU se chargent "*de la sécurité générale dans le pays*", alors que le rôle des militaires américains se borne à escorter les convois humanitaires. (AP 19.01)

Commentaire : Faux, mensonge, depuis hier les troupes américaines sont postées autour du palais présidentiel qui s'est effondré lors du séisme !

Etats-Unis. Un Etat d'exception.

La FBI a collecté plus de deux mille enregistrements téléphoniques en invoquant de manière abusive des cas urgents de lutte contre le terrorisme pour persuader les opérateurs télécoms de les lui fournir, rapporte mardi le Washington Post.

Le journal dit être en possession de courriers électroniques prouvant que des agents n'ont pas respecté les procédures destinées à protéger les libertés civiles entre 2002 et 2006.

Des autorisations étaient délivrées a posteriori aux agents pour justifier les écoutes et enregistrements, précise le Washington Post. Ces pratiques ont été mises au jour par une enquête de l'inspecteur général du département de la justice.

La conseillère juridique du FBI, Valerie Caproni, a reconnu dans un entretien accordé au Post que l'agence avait techniquement violé l'acte de confidentialité sur les communications électroniques. (LeMonde.fr 19.01)

Le 21 janvier

Pas le temps de causer, l'essentiel est dans les articles de presse mis en ligne.

On nous parle déjà de la prochaine crise alors que celle qui a éclaté en 2007 n'est pas encore terminée, mais apparemment personne ne veut ou ne tient à faire le bilan de ces deux ans de crise du capitalisme, étonnant, non ? Pas très sérieux, non ? Ainsi va le vieux monde à la dérive et tout le monde s'en fout ? A quoi bon se casser la tête à essayer de comprendre au-delà des apparences ou des données actuelles dans quelle direction va s'orienter le capitalisme mondial, n'est-ce pas ? On le sait pertinemment disent les gros malins qui n'avaient rien vu venir ou qui négligent les facteurs économiques dans leurs analyses.

Comme j'ai commencé à l'expliquer dans une précédente causerie, notre objectif n'est pas de déterminer avec précision le développement du capitalisme à l'échelle mondiale, puisque c'est en grande partie impossible et que les capitalistes en sont incapables eux-mêmes, l'essentiel est de parvenir à dégager de la situation des éléments concrets et fiables sur lesquels appuyer notre argumentation en faveur de la révolution et du socialisme pour convaincre les travailleurs ou militants de s'y rallier, s'ils existent il faut préciser, on ne va pas les inventer.

D'un côté, dors et déjà on dispose d'un certain nombre de données nous permettant d'affirmer que la crise se poursuit, d'un autre côté nous disposons de très peu d'éléments nous permettant d'affirmer qu'elle pourrait devenir incontrôlable, or tout l'enjeu de la situation tient à ce facteur déterminant.

Etant donné que je n'ai pas encore terminé mon article, je peux vous en copier ici un extrait, les questions que je me suis posé à la suite de cette crise, ce tableau concerne essentiellement la situation dans les pays les plus développés :

1 - La crise s'est-elle soldée par l'effondrement total de la Bourse au point de devoir fermer ses portes ? Non, à aucun moment.

2 - La crise a-t-elle ruiné du jour au lendemain des millions de petits actionnaires qui se sont retrouvés totalement ruinés ? Non, à aucun moment.

3 - La crise a-t-elle entraîné un mouvement de panique conduisant la population à se ruer aux guichets des banques pour retirer ses économies, ce qui a conduit à la fermeture des banques ? Non, à aucun moment.

4 - La crise a-t-elle entraîné la fermeture de milliers d'entreprises jetant simultanément des millions et millions de travailleurs à la rue ? Non, à aucun moment.

5 - La crise a-t-elle eu pour conséquence l'effondrement de la monnaie au point qu'il faille une brouette d'euros ou de dollars pour aller s'acheter une baguette ? Non, à aucun moment.

6 - La crise s'est-elle traduite par un effondrement des prix ou au contraire une hyperinflation incontrôlable ? Non, à aucun moment.

7 - La crise s'est-elle traduite par une grave crise politique quelque part dans le monde ? Non, à aucun moment.

8 - La crise s'est-elle traduite par une grave crise sociale débouchant sur une grève générale, un mouvement de masse, une explosion sociale quelque part dans le monde ? Non, à aucun moment.

9 - La crise a-t-elle donné naissance à une révolution quelque part dans le monde ? Non, à aucun moment.

Maintenant la question à laquelle il nous faudra répondre, est de savoir si oui ou non dans le futur (proche) une réponse positive sera apportée à ces questions dont dépend en grande partie, mais pas uniquement, la révolution et le socialisme.

Depuis que j'avais écrit ces lignes, j'ai relevé un facteur intéressant qui tendrait à prouver que la situation économique pourrait devenir incontrôlable, dans l'hypothèse où les représentants du capitalisme et les banques centrales ne pourront pas à court terme recourir aux mêmes remèdes pour sauver leur système économique.

Il s'agit du nombre de maisons saisies aux Etats-Unis qui n'a pas cessé au cours des derniers mois et qui s'est montée à plus de 3,9 millions en 2009. Si nous partons d'un prix moyens de 350.000 dollars par maison et que nous le multiplions par 4 millions, on arrive à la somme colossale de mille quatre cent milliards de dollars. Cette somme, les banques et les institutions financières n'en disposent pas, c'est l'équivalent d'actifs pourris qui viennent s'ajouter aux autres. Certes parmi ces 4 millions de maisons saisies une partie a trouvé acquéreurs, mais dans le même temps les saisies ont continué à un rythme de 18% par an par rapport à 2008 (Reuters 14.01).

Ce facteur fragilise l'ensemble de l'économie américaine et rend vulnérable les banques qui continuent de spéculer et de se verser des rémunérations mirobolantes comme si de rien n'était, de la même manière qu'à la veille de la crise de 2007. La titrisation qui a repris de plus belle, camoufle et atténue en partie cette situation, pour combien de temps encore le pourra-t-elle ?

On vient de voir qu'il existait bien un facteur déterminant capable de mettre à bas une nouvelle fois le capitalisme, cependant on ne peut s'en tenir à ce seul élément. Il en existe d'autres qui ne sont pas forcément de nature économique mais plutôt sociale ou politique, par exemple le chômage, les travailleurs qui arriveront en fin de droit au cours de l'année 2010, la hausse des prix probables, le prix du baril de pétrole a dépassé les 75 dollars, cela fera peut-être les affaires de Chavez, mais pas des nombreux gouvernements qui doivent affronter le mécontentement grandissant de la population.

Un autre élément nécessite qu'on l'étudie, la possibilité des Etats endettées de faire faillite, ce qui n'était pas le cas autrefois. Les gouvernements ne disposent plus d'aucune marge de manoeuvre, ils doivent tailler à la hache dans tous les secteurs à caractère social au

risque de mobiliser le prolétariat contre leur régime et ainsi de se retrouver avec une crise politique en plus sur les bras.

Il faut ajouter que les peuples sont de plus en plus attentifs à ce qui se passent dans les pays voisins et dans le monde, la moindre explosion sociale peut se transformer rapidement en un gigantesque brasier à l'échelle internationale, les institutions internationales du capital étant de leur côté totalement discréditées ou haïes par la population, elles n'auraient pratiquement aucun soutien parmi les peuples et disposeraient d'aucun pouvoir pour éteindre cet incendie... La propagande mondiale de la réaction est plus efficace en temps de paix sociale qu'en période d'affrontement direct entre les classes.

Oui, la révolution socialiste internationale à l'avenir devant elle, elle est en marche même si cela ne se voit pas forcément au premier coup d'oeil. A force de dénoncer à travers le monde les méfaits quotidiens et l'agonie du capitalisme en décomposition, l'idée qu'il faudra bien en passer par sa liquidation fait son chemin, lentement mais sûrement, il faut simplement être patient camarades. Reste à convaincre travailleurs et militants qu'il n'existera pas de demi-mesures entre capitalisme et socialisme, qu'il faut rassembler nos forces, qu'il n'existe aucune troisième voie, que seule la voie révolutionnaire, la constitution d'un Etat ouvrier et la dictature du prolétariat permettront d'entrevoir un monde meilleur...

La transformation de la quantité en qualité ne se fait pas du jour au lendemain quand il s'agit d'un processus aussi vaste et complexe que celui qui est en cours à l'échelle mondiale. De plus elle n'apparaît pas forcément au grand jour, le capitalisme est miné, chaque coup qu'on lui porte agit aussi souterrainement sur les consciences, le plus souvent silencieusement sans que personne ne puisse le mesurer, chacun sera surpris de constater avec quelle rapidité cette transformation s'opèrera le jour où sonnera l'heure de l'assaut final contre le capitalisme. Saper, attaquer le capitalisme sur tous les fronts, dénoncer et combattre inlassablement ceux qui le soutiennent ne fera que hâter sa chute.

Certes, le prolétariat est subordonné au capitalisme, mais en même temps il ne peut pas ne pas douter, il ne le peut plus, c'est devenu impossible, il apparaît sous un visage plus cynique et plus hideux chaque jour, le procès du capitalisme est pratiquement quotidien dans les médias qui pourtant sont aux ordres, de la rémunération exhorbitantes des PDG des grandes entreprises à l'engagement militaire en Afghanistan, il est remis en cause à chaque instant, son existence devient un problème majeur pour la majorité de la population, demain elle deviendra insupportable pour la majorité des travailleurs et des jeunes, voilà le mouvement de fond qui est en cours et que personne ni aucune force ne pourra arrêter, en attendant la lame de fond révolutionnaire qui balayera le vieux monde pourri.

J'ai été plus long que prévu, c'est parce qu'on vient de décider avec Manju que son frère Kandavel et un de ses potes viendront m'aider samedi à faire les travaux à la maison, ils seront payés évidemment, du coup cela me libère un peu de temps.

Un dernier mot, j'attends une réponse au courriel que j'ai adressé à quelques militants. Merci.

Quelques infos en bref.

Retraite.

1- Consensus UMP-PS un vrai bonheur pour le gouvernement.

- François Fillon s'est "*réjoui*", mercredi, de la position du Parti socialiste sur le dossier des retraites, après que Martine Aubry s'est déclaré prête à chercher un compromis avec le gouvernement.

"*J'entends dire que le PS pourrait participer à la recherche d'une solution consensuelle : franchement je m'en réjouis*", a déclaré le premier ministre dans un discours prononcé à l'occasion des vœux aux parlementaires. "*En Allemagne, en Suède, en Finlande, au Danemark, mais aussi en Espagne, les forces politiques, les partenaires sociaux ont trouvé les moyens d'un consensus sur la question des retraites*", a-t-il insisté. (Le Monde et AFP 20.01)

2- Augmenter toujours en encore la population... et les cotisations sociales, de préférence tous les ans.

- Interview de Liem Hoang Ngoc, député européen (PS) et secrétaire national adjoint à l'économie, proche de Benoît Hamon.

Si l'on s'appuie sur les projections du Conseil d'orientation des retraites pour 2040, avec l'hypothèse d'un taux de fécondité de deux enfants par femme, d'un taux de croissance modéré (légèrement inférieur à 2%), il faudrait, pour équilibrer le système de retraites, augmenter tous les ans de 0,3% le taux des cotisations sociales: à répartir entre cotisations salariales et patronales.

Cela n'est absolument pas insupportable, surtout si l'on élargit, parallèlement, l'assiette des cotisations aux revenus financiers. En répartissant l'effort, on allègerait considérablement le fardeau qui pèse sur les cotisations salariales et patronales.

...il n'est pas dit, notamment, qu'une hausse du taux de fécondité et l'apport de l'immigration ne puissent pas enrayer une évolution trop molle de la population active.

C'est, en fait, un problème classique de parts du gâteau. Celui-ci n'est pas condamné à une croissance aussi faible que celle des 20 dernières années. Et la part «salaires», sur laquelle sont prélevées les cotisations, n'est pas condamnée à demeurer trois points en dessous de celle des années 1960. (Libération.20.01) Ben voyons !

Économie mondiale. Quand ils ne savent plus très bien où ils en sont.

1- Les Nations unies tablent sur un redressement fragile et irrégulier de l'économie mondiale en 2010, avec une croissance moyenne de 2,4. (AP 20.01)

2- L'économie mondiale se redresse plus rapidement que prévu et son taux de croissance en 2010 devrait dépasser la prévision actuelle de 3%, estime Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international (FMI). (Reuters 20.01)

Climat. Après l'intox, l'info... ou nouvelle intox ?

Le GIEC est allé un peu vite en annonçant que les glaciers de l'Himalaya fondaient plus rapidement qu'ailleurs et risquaient d'avoir disparu en 2035: le groupe d'experts climatiques internationaux a reconnu mercredi que cette affirmation n'était pas établie scientifiquement. Un aveu qui pourrait donner du grain à moudre aux "*climatosceptiques*".

Le rapport de 2007 se fonde sur "*des estimations peu corroborées de taux de recul et de date de disparition des glaciers himalayens*", précise le GIEC dans un communiqué. "*Les normes claires et bien établies de preuves exigées par les procédures du GIEC n'ont pas été appliquées correctement*" dans ce paragraphe.

Ce passage, qui figure dans la contribution du Groupe de travail II au rapport de 2007, avait suscité peu de commentaires avant que le "Sunday Times" n'évoque dimanche une projection apparemment basée sur un article de presse.

Mardi, le ministre indien de l'Environnement, Jairam Ramesh, avait réitéré ses critiques sur l'évaluation initiale du GIEC. "*La santé des glaciers (himalayens) est une source de grande préoccupation, mais la position alarmiste du GIEC selon laquelle ils fondraient d'ici 2035 n'était pas fondée sur une once de preuve scientifique*", a-t-il déclaré au "Times of India". (AP 20.01)

Tunisie. Ben Ali *l'ami* du gouvernement français n'aime pas les journalistes.

Le journaliste et opposant tunisien Zouhair Makhlouf a été maintenu mercredi en détention, bien qu'il ait purgé sa peine de trois mois ferme, par la cour d'appel de Nabeul, à 80km de Tunis, a-t-on appris de sources concordantes.

Le prévenu est correspondant de l'hebdomadaire "Al-Mawkif", organe du Parti démocratique progressiste (PDP), une formation de l'opposition légale dont il est membre, et du journal en ligne "Assabilonline" diffusant à partir de l'Allemagne. (AP 20.01)

Russie. La liberté à l'époque des nouveaux tsars.

Un journaliste russe est mort mercredi avoir été battu en détention, rapportent les autorités et les médias, dans un nouveau cas de violences policières.

Le gardien de sa cellule, Alexeï Mitaïev, 26 ans, a été inculpé d'agression et d'abus d'autorité. Selon l'agence officielle RIA, il a reconnu avoir porté les coups et invoqué un état de stress. Il a été licencié.

RIA et d'autres agences de presse russes ont rapporté que la victime était un journaliste. Selon la radio Echo de Moscou, il se nommait Constantin Popov.

D'autre part, des journalistes russes et leurs syndicats ont reproché mercredi à la police et à la justice moscovites d'avoir infligé une amende à un photographe en raison de sa présence à une manifestation non autorisée, alors que son employeur expliquait qu'il était là dans le cadre de son métier.

Ce tollé inhabituel dans le monde des médias russes, que l'opposition juge inféodés au Kremlin, porte sur une amende de 500 roubles (près de 17 dollars) infligé lundi à Andreï Stenine, pour participation à cette manifestation le 12 décembre, précise l'agence de presse Ria Novosti - agence d'Etat - pour laquelle il travaille.

Selon RIA, la police l'a interpellé et la justice l'a inculpé par la suite pour avoir brandi des pancartes clamant "Respectez la Constitution!" lors d'un rassemblement organisé par le parti d'opposition Solidarité (pro-occidental). (Reuters 20.01)

Afghanistan. Un fil à la patte, non un boulet qui se nomme corruption.

Les pots-de-vin coûtent aux Afghans 2,5 milliards de dollars par an, somme qui représente 23% du produit intérieur brut du pays et équivaut presque aux revenus du trafic de l'opium (2,8 milliards), estime l'Office des Nations unies de lutte contre la drogue et le crime (ONUDC).

Le rapport de l'ONUDC est fondé sur des entretiens avec 7.600 Afghans réalisés entre août et octobre 2009 dans 12 capitales provinciales et plus de 1.600 villages.

Il révèle qu'un Afghan sur deux a dû "*graisser la patte*" au moins une fois durant l'année écoulée à un policier, un juge, un procureur ou à un ministre. La moyenne des pots-de-vin s'élève à 160 dollars. Le revenu par tête d'habitant est de 425 dollars. (Reuters 19.01)

La situation est identique dans de très nombreux pays, dont l'Inde, ils ont oublié les fonctionnaires. Muttu est venu raccorder un fil au poteau situé devant chez nous, nous n'avions plus de courant. Avant de partir, je lui ai tendu 100 roupies, il a regardé le billet en me disant "*c'est tout, j'ai remis en ordre les quatres files*", du coup j'ai ajouté 50 roupies. Au total je lui ai versé 150 roupies, ma précédente facture en trafiquant le compteur s'était élevée à 180 roupies pour deux mois. Il est venu une heure après que je l'ai appelé, si je ne lui versais pas ces 150 roupies, la fois prochaine nous pourrions rester deux jours sans électricité... avec plus de 30°C la journée ou plus de 40 l'été difficile à supporter.

Le 22 janvier

Journée d'action du 21 janvier. Un bide annoncé.

La journée d'action d'hier appelée par trois syndicats de la fonction publique et soutenue par tous les partis à l'exception du POI a été un échec. Nous n'avions pas appelé à y participer.

Dans un article du 17 janvier intitulé *Coup d'envoi: 21 janvier !*, le NPA appelait à y participer dans ces termes :

"*Pour le NPA, cette journée de mobilisation devrait permettre la convergence des mobilisations avec toutes celles et tous ceux qui ne veulent pas abandonner les services publics à leur mort programmée.*".

Ceux qui n'ont pas soutenu cette énième journée d'action sont donc accusés par le NPA de vouloir "*abandonner les services publics à leur mort programmée*" et non de refuser les journées d'action qui ne servent à rien sinon à diviser et démoraliser les travailleurs pour permettre au gouvernement d'appliquer sa politique réactionnaire.

On savait depuis longtemps que si la situation sociale était insupportable, c'était la faute des travailleurs qui refusaient de se mobiliser, en fait, de perdre une journée de salaire pour rien, pour rappel, les staliniens n'ont jamais tenu un autre discours. Remettons les choses à leur place, finalement, ce sont ceux qui organisent ces journées d'action et ceux qui les soutiennent, qui sont les véritables fossoyeurs du syndicalisme et du mouvement ouvrier.

Du côté de LO, ils avaient envoyé Nathalie Arthaud à la manif parisienne. Ces "*trotskistes*" sont très forts en parole pour dénoncer les journées d'action et le rôle des appareils au côté du gouvernement, mais dès qu'ils doivent passer l'épreuve de l'exercice pratique, ils sombrent lamentablement dans l'opportunisme, on en a encore ici la preuve. Lutte ouvrière, un parti aussi "*révolutionnaire*" que le NPA peut être "*anticapitaliste*" !

Voici un tableau non exhaustif des actions et journées d'action déjà programmées par un ou plusieurs syndicats, du début janvier au 12 février, parfois sans appeler à la grève ou sans déposer de préavis de grève :

- Grève dans les ports français ce lundi (4 janvier) à l'appel de la CGT.
- Appel à la grève des inspecteurs du permis de conduire mardi 12.
- Vers une grève des contrôleurs aériens les 13 et 14 janvier.
- Le Syndicat de la magistrature appelle à manifester le 21 janvier.
- Quatre syndicats de cheminots appellent à manifester jeudi 21.
- L'UNSA-Education et le SGEN-CFDT appellent à la grève le 21 janvier.
- Appel intersyndicale à la grève des infirmières le 26 janvier.
- Education: la CGT appelle à la manifestation nationale prévue le 30 janvier à Paris.
- Education : la FSU appelle à une manifestation nationale le 30 janvier à Paris
- SNCF: Sud-Rail se joint à l'appel à la grève le 3 février.
- Nouveau préavis de grève dans les ports pour le 12 février

Il est clair que fort de l'expérience des journées de mobilisation des 19 janvier et 29 mars 2009 qui avaient rassemblé plus d'un million de manifestants, les dirigeants syndicaux vont tout faire pour briser la détermination des militants et des travailleurs qui veulent en découdre

avant le 15 février, afin que la situation se présente sous un jour plutôt favorable lors de l'ouverture des discussions qu'ils ont accepté d'avoir avec Sarkozy pour tailler ensemble à la hache dans nos retraites.

Ce n'est pas un hasard non plus si on voit se reformer de près ou de loin l'intersyndicale des bureaucrates syndicaux, à l'exception toutefois de FO, que ce soit pour la journée d'action du 21 janvier ou celle programmée le 30 du même mois.

En bref, suite :

- Les quatre dirigeants du groupe métallurgique suédois Akers retenus par des ouvriers ont été relachés...

- Le PDG d'EDF Henri Proglio a annoncé jeudi soir avoir renoncé à son indemnité annuelle de 450.000 euros en tant que président du conseil d'administration de Veolia. Il conservera son salaire de PDG d'EDF, entre 1,2 et 1,6 million d'euros selon les sources.

Quelques infos en bref.

Quand le masque du dictateur tombe, suite.

1- Deux enseignants ont été interpellés jeudi à Nice lors de la manifestation locale de la fonction publique au motif qu'ils portaient des masques de Nicolas Sarkozy, apprend-on de source syndicale.

Le conseiller régional Pierre Bernasconi (PCF) qui participait à cette manifestation et qui n'a pas été interpellé, a précisé lors d'un point de presse. "*J'ai été traité de trou du cul. J'ai même été tutoyé par un flic qui a dit qu'il allait me casser la figure quand je serai tête à tête avec lui dans son bureau*". (Reuters 21.01)

2- Sarkonapoléon aurait dit devant plusieurs témoins à Marc-Olivier Fogiel, il y a un mois, dans la salle des fêtes de l'Elysée lors de la réception qui a suivi la cérémonie de remise de la Légion d'honneur : "*Si je n'étais par président de la République, je t'aurais démonté la gueule!*", après avoir précisé « *Dis donc, je voulais te dire, quand tu as reçu ma femme et que tu lui as demandé si elle m'aurait épousé si je n'avais pas été président de la République, laisse moi te dire que je n'ai pas trouvé ça très élégant !* ». (LePost 21.01)

Question stupide au demeurant puisque tout le monde connaît la réponse, à l'image de ce animateur radio et télé.

Petit, apparemment bancal, bourré de tics, bref, plutôt peu avantagé par la nature, sans fortune et sans nom, plutôt rustre et inculte bien qu'avocat de formation, déjà vieux et aigri avant l'âge, sans être président de la République, le parvenu qu'il est avait franchement de quoi attirer l'attention et plaire à une ex-mannequin issue d'une riche famille !

Banque mondiale.

La croissance mondiale devrait atteindre 2,7% en 2010 et s'élever à 3,2% en 2011 après avoir enregistré une contraction de 2,2% en 2009, selon les prévisions de la Banque mondiale publiées mercredi.

Le rapport estime que la croissance dans les pays en développement pourrait être ralentie de 0,2 à 0,7% sur une période de cinq à sept ans en raison de l'ajustement de l'économie aux conditions financières plus difficiles.

La croissance dans les pays en développement devrait s'élever à 5,2% en 2010 avant 5,8% en 2011, avec la Chine pour moteur (+9% en 2010 et 2011).

Les pays développés devraient connaître une croissance de 1,8% en 2010 et de 2,3% en 2011 après une contraction de 3,3% en 2009. (Reuters 21.01)

Hier, l'ONU tablait sur 2,4%, le FMI sur 3%.

General Motors-Opel : "*la dure réalité*" ou la logique du capitalisme.

Le constructeur automobile Opel a annoncé jeudi la fermeture de son usine belge d'Anvers, confirmant des informations qui circulaient depuis plusieurs jours.

Dans un communiqué, le patron de la filiale du constructeur américain General Motors Nick Reilly observe que cette fermeture fait partie de "*la dure réalité de l'actuel environnement commercial*". Pour assurer la survie à long terme de l'entreprise, "*Opel doit réduire sa capacité de production de 20%*".

Nick Reilly, qui parle d'une décision qui n'était "*pas facile*" à prendre, a également fait savoir que 8.300 suppressions d'emplois étaient prévus en Europe, dont 4.000 en Allemagne. L'usine d'Anvers concerne quant à elle plus de 2.300 postes. (AP 21.01

Chine.

Le produit intérieur brut (PIB) chinois a augmenté de 10,7% sur les trois derniers mois de l'année écoulée par rapport au trimestre correspondant de 2008.

Sur l'ensemble de 2009, l'économie de la République populaire a crû de 8,7% (contre 9,6% en 2008).

A un plan de relance de 4.000 milliards de yuans (416 milliards d'euros) s'est ajoutée une hausse sans précédent des prêts accordés par les grandes banques publiques, permettant au pays d'être le premier à tirer un trait sur la menace d'assèchement du crédit.

Revers de la médaille, les banques ont tellement prêté que les autorités s'emploient aujourd'hui à freiner leur ardeur pour prévenir une résurgence de l'inflation.

Parallèlement à ceux du PIB, le Bureau national des statistiques a publié jeudi des chiffres sans ambigüité sur les prix à la consommation. En hausse de 1,9% sur un an en décembre, ils marquent une nette accélération par rapport à novembre (+0,6%).

Sur le front des changes, Pékin résiste toujours aux pressions de ses partenaires étrangers en faveur d'une reprise de l'appréciation du yuan après une pause de 18 mois, mais les marchés croient de plus en plus qu'elle finira par y céder au cours des prochains mois.

"*L'appréciation du yuan devrait reprendre en mars ou en avril, même si son rythme reste progressif, disons à environ 3% à 5% par an*", explique Xing Ziqiang.

Les partisans d'une telle appréciation espèrent qu'elle permettra de juguler l'inflation et de favoriser la demande intérieure, donc de rééquilibrer l'économie.

Alors que la progression de la production industrielle a décéléré en décembre à 18,5% sur un an, les ventes au détail ont elles augmenté de 17,5% après 15,8% en novembre.

Les investissements en actifs fixes, dans les infrastructures et l'appareil de production, ont augmenté au total de 30,5% en 2009. (Reuters 21.01)

Le 23 janvier

A deux reprises au moins je me suis trompé de date, je m'en excuse, je dois tout faire rapidement, pour arriver à tout faire sans y parvenir, parfois mal.

Je n'ai pas le temps d'actualiser le site aujourd'hui, je dois bosser chez moi et essayer de régler quelques problèmes : cela va faire trois fois que je vais au bureau d'électricité, quatre fois que je me déplasse depuis le 5 janvier pour la bouteille de gaz, entre temps j'ai quand même téléphoné trois fois, trois fois que je suis allé chez le dentiste sans qu'il me touche une dent, ce soir c'est du sérieux, dévitalisation ou arrachage, je vais ressortir en friche, si je m'en sors !, hier après-midi, je suis retourné pour la énième fois au bureau du sous-préfet pour le papier de notre terrain, je dois y retourner mardi avec Magueswary, j'ai réparé deux fuites d'eau, il y en a une autre, il faudra à nouveau vider le réservoir et aller acheter d'autres joints, je n'ai que cela à faire ! pas de viande, plus de légumes, il faudrait peut-être aller faire quelques courses, et la révision de la moto qui attend depuis, depuis quand déjà, deux ans début février ! mon pied et le reste attendra bien encore quelques semaines, que dis-je quelques mois ou années comme la peinture ou le toit qui fuit toujours... Je dois aussi m'occuper de la décharge derrière chez nous qui devient envahissante, on retrouve des sacs plastiques dans les arbres ou tous les matins dans le jardin, quel pays dégueulasse !

Un petit mot de politique quand même, très bref.

Si vous avez entre les mains la nouvelle mouture d'*Informations ouvrières* (n°81), vous aurez remarqué qu'à part la présentation et les polices de caractères qui ont changé, pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, le contenu, rien de changé ! On ne se refait pas décidément.

Les militants du CCI-POI et les ex-militants de l'OCI (dont je fais partie) ou du PCI auront le plaisir d'apprendre pour ceux qui ne le savaient pas déjà, que Lambert était déjà sur l'orientation politique liquidatrice de 1982... depuis sa rencontre avec A. Hébert au début des années 50. Une question que ces camarades peuvent se poser s'ils ne craignent pas d'attraper une affreuse migraine : A quoi servait alors la vitrine "trotskiste" de l'OCI-PCI ? Quel intérêt ? Ils relatent en page 12 les propos d'Hébert de 1997 :

« *Avec Pierre Lambert, il y a plus d'un demi-siècle, on s'est mis d'accord. On ne manquait pas de culot, compte tenu des forces que l'on représentait à l'époque. On avait envisagé de reconstruire purement et simplement la Ire Internationale.*». C'est ce qu'on appelle avoir de la suite dans les idées ! En réalité, ce que confirmera la suite (MPPT-PT-POI), ils s'étaient mis d'accord dans notre dos, en dehors de la IVe Internationale, jamais entendu parlé de cette perspective quand je militais à l'OCI, celui qui l'aurait avancé aurait été traité d'ennemi et viré, qu'est-ce que cela peut bien faire, la plupart des militants s'en foutent, d'ailleurs on se demande ce qui a encore de l'importance pour eux, les principes, quels principes ? C'est comme leur journal, pendant des mois ils annoncent un changement radical du contenu, qu'ils vont tenir compte des nombreuses critiques et propositions de leurs lecteurs, etc., pour finalement passer outre et ne rien changer... On va loin avec de telles méthodes...

Cela me rappelle une autre sale blague de Lambert, lorsqu'il s'était donné comme objectif de porter le PS au pouvoir dès le lendemain du congrès d'Epinay sans évidemment que les militants en aient eu vent, pendant que nous, les jambes, on marnait sur la ligne de "*l'imminence de la révolution*", non pas pour gêner le PS, mais uniquement pour affaiblir le PCF, le même objectif que celui que s'étaient donnés les participants du congrès d'Epinay et leur programme commun de gouvernement, quelle étrange coïncidence, n'est-ce pas ?

Certains militants du POI diront que la critique est facile... et l'art difficile, sauf que je ne me borne jamais à la critique, un peu d'honnêteté intellectuelle et le respect de certains principes élémentaires n'ont jamais fait de mal à personne, non ? Sans rancune, les camarades le savent très bien.

Bon week-end à tous.

Le 24 janvier

La campagne nauséabonde du gouvernement sur le thème de l'identité nationale doit forcément passionner un grand nombre de militants...

Pour ma part, j'y vois indirectement un des aspects de la guerre économique que se livrent les différents Etats à l'échelle mondiale pour conserver leur suprématie sur les pays où le coût de main d'oeuvre est à bas prix, où la classe ouvrière ne dispose d'aucun droit et est réduite à une masse taillable et corvéable à merci par les négriers des temps modernes.

Rappelons que la période ascendante du capitalisme en Europe a coïncidé avec l'expansion du colonialisme au cours du XIXe siècle, principalement sous la IIIe République. En France, la IVe République, qui est souvent présentée aux militants comme un modèle à suivre, n'aura rien à lui envier. C'est sous la Ve République qu'elle a enfantée, que l'impérialisme français devra céder ses colonies face à l'autodétermination des peuples d'une part, et face à la volonté de l'impérialisme américain et britannique d'assurer leur domination sur ces territoires ou Etats d'autre part, pour connaître la même déconvenue.

L'époque glorieuse du colonialisme s'étant officiellement achevée au cours des décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale, le colonialisme s'est poursuivi sous une forme économique, les Etats capitalistes les plus puissants maintiendront sous leur domination les Etats bourgeois les plus faibles dont ils achèteront pour ainsi dire le personnel politique, quand ils ne le choisiront pas eux-mêmes, en favorisant l'exploitation effrénée de leur main d'oeuvre et en continuant de piller leurs ressources jusqu'à nos jours.

Pour les capitalistes et leurs représentants, un ouvrier indien ou malien par exemple, est plus utile pour eux en Inde ou au Mali qu'en France car il y sera exploité dans des conditions impensables en France, il faut bien que le maximum de profit soit extrait de quelque part.

Le racisme et la xénophobie des classes dominantes expriment leur haine viscérale du prolétariat en général... qui leur rend bien, pas suffisamment d'ailleurs.

Au lieu de perdre mon temps à écrire sur ce sujet, je préfère recopier quelques citations que j'ai trouvées dans le dernier bulletin de la tendance Claire du NPA.

1871- Ernest Renan : « *Une race de travailleurs de la terre, c'est le nègre : soyez pour lui bon et humain, et tout sera dans l'ordre ; une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne. Que chacun fasse ce pour quoi il est fait et tout ira bien* ».

1884 - (27 mars) Jules Ferry : « *Si nous avons le droit d'aller chez les barbares, c'est parce que nous avons le devoir de les civiliser […] ; il faut non pas les traiter en égaux, mais se placer du point de vue d'une race supérieure qui conquiert* ».

1884 - Jaurès : « *Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté […] Là où la France est établie, on l'aime ; là où elle n'a fait que passer, on la regrette ; partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés.* ».

1898 - Jaurès : « *Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre pareille tentative.* ».

1925 - Blum : 1925 : « *Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture.* ».

1944 - Jules Moch, l'un des dirigeants de la SFIO : « *Je refuse que la reine Makoko puisse un jour renverser le gouvernement français.*»

1968 - (8 novembre) Les propos de De Gaulle rapporté par son conseiller Jacques Foccart : « *Vous savez, cela suffit comme cela avec vos nègres […] il y a des nègres tous les jours à l'Elysée, vous me les faites recevoir, vous me les faites inviter à déjeuner. Je suis entouré de nègres ici. […] Foutez-moi la paix avec vos nègres.* »

1991 - (19 juin) Jacques Chirac : « *Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose. C'est peut-être vrai qu'il n'y a pas plus d'étrangers qu'avant la guerre, mais ce n'est pas les mêmes et ça fait une différence. Il est certain que d'avoir des Espagnols, des Polonais et des Portugais travaillant chez nous ça pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans et des Noirs […] Comment voulez-vous que le travailleur français qui travaille avec sa femme et qui, ensemble, gagnent environ quinze mille francs, et qui voit sur le palier à côté de son HLM, entassée avec un père de famille, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses, et qui gagne cinquante mille francs de prestations sociales sans naturellement travailler… Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien le travailleur français sur le palier il devient fou. Et ce n'est pas être raciste que de dire cela* ».

2006 - (juin) Sarkozy « *Les mineurs de 1945 n'ont rien à voir avec les géants noirs des banlieues d'aujourd'hui, qui ont moins de 18 ans et qui font peur à tout le monde.* »

2009 - (décembre) André Valentin, maire UMP de Gussainville (Meuse) : « *Il est temps qu'on réagisse parce qu'on va se faire bouffer », « y en a déjà dix millions* ».

Infos en bref

Haro sur l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris !

Le directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) Benoît Leclercq a confirmé la suppression d'ici à 2012 de 3 000 à 4 000 emplois sur un total de 92 000 et détaillé son plan de réorganisation des hôpitaux parisiens, dans un entretien samedi au Parisien-Aujourd'hui en France.

L'AP-HP compte actuellement 37 hôpitaux et 676 services cliniques. L'AP-HP avait présenté en novembre les grandes lignes de son projet de réorganisation, prévoyant 90 à 100 millions d'euros d'économies par an via des suppressions d'emplois, pour retrouver un équilibre budgétaire en 2012. (LeMonde.fr 23.01)

Consensus ONU-Israël contre le peuple palestinien.

Israël a versé 10,5 millions de dollars de réparations à l'ONU pour les dommages subis lors de l'offensive militaire israélienne à Gaza en décembre 2008 et janvier 2009, a annoncé vendredi le porte-parole de l'ONU, Martin Nesirky. Peu après le conflit, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait indiqué qu'il réclamerait plus de 11 millions de dollars de compensations à Israël pour les dommages subis. (LeMonde.fr 22.01)

Afghanistan. Les laquais de l'impérialisme à l'oeuvre.

Bucarest va déployer 600 soldats supplémentaires en Afghanistan cette année, portant le nombre de ses militaires dans ce pays à plus de 1.600, selon le site Internet du président roumain.

La Roumanie, qui est membre de l'OTAN, a envoyé pour la première fois des troupes en Afghanistan en 2002. Elle dispose actuellement de 1.020 soldats sur place.

La Finlande a annoncé pour sa part qu'elle enverra 50 hommes supplémentaires cette année en Afghanistan et augmentera sa participation à la mission de police de l'Union européenne dans ce pays. Helsinki dispose déjà de 140 hommes servant dans la force de maintien de la paix à Kaboul et dans le nord de l'Afghanistan. (AP 22.01)

Le 25 janvier

Avant les infos en bref, le titre d'un article de l'Associated Press d'hier pour se détendre : *Sondage: 85% des Français jugent la loi anti-tabas "bien appliquée"*.

Pour les nuls en orthographe ou les distraits, tabac et non tabas de tabasser qui n'existe pas. 85% des Français contre le passage à tabac des manifestants et des militants par la police, voilà une bonne nouvelle camarades ! Il y a de plus en plus en plus de coquilles dans les articles sur Internet, on en corrige certaines, vous vous corrigez les miennes !

Après les paillettes, un profond malaise, ensuite le trou noir, pour terminer : la chute.

1- Sondage. Le pouvoir de plus en plus isolé.

Un sondage TNS-SOFRES pour Europe 1 réalisé les 19 et 20 janvier révèle que sur les sujets qu'ils souhaitent que le président de la République aborde en priorité lundi soir sur TF1, 52% des Français citent l'emploi, 49% les retraites et 44% le pouvoir d'achat.

Le débat sur l'identité nationale et les élections régionales des 14 et 21 mars arrivent bien après le système de santé, la crise économique ou les inégalités sociales. Quatorze pour cent des personnes interrogées souhaitent que le premier sujet soit abordé, 5% seulement le second.

L'intervention du chef de l'Etat ne semble susciter ni engouement, ni désintérêt massifs. 32% des Français pensent qu'ils vont "*certainement ou probablement*" regarder l'émission, 42% "*ne sont pas sûrs de la regarder*" et 26% "*ne vont probablement pas la regarder*", précise le sondage. (Reuters 24.01)

2- Extrait d'un article du *Journal du dimanche* du 24 janvier.

Nicolas Sarkozy parle, mais que dit-il ? La parole présidentielle n'est plus assez audible. Le Président risque de se transformer en furet de la politique: tous les Français l'ont vu mais personne n'est capable de dire où il va et ce qu'il fait. Le politologue Pierre Giacometti, spin doctor du Président, a multiplié les notes d'alerte. "*L'un des ressorts du succès de Nicolas Sarkozy, c'est la qualité de sa relation aux Français, sa capacité à les convaincre, à leur parler… Aujourd'hui, ils ne comprennent plus ses messages*", martèle-t-il depuis des semaines à son entourage, et à certains ministres. Certes, les derniers projets de loi, de la taxe carbone à la taxe professionnelle, étaient difficiles à expliquer. Mais le malaise est plus profond.

Franck Louvrier, responsable de la communication à l'Elysée, a expliqué l'objectif de cette émission désormais hors de portée de Sarkozy : "*L'objectif, c'est que les Français se disent à la fin de l'émission : On voit où il veut nous mener dans les mois à venir.*". (Au chômage, davantage de précarité et plus de pauvreté, qui n'a pas en tête le vrai programme de l'UMP ? - Lutte de classe)

Les stratèges de l'Elysée redoutent toutefois "*un scénario à la Chirac*": "*Avant les régionales de 2004, l'ancien Président avait un problème avec la droite. Plus de 50% des électeurs UMP ne le suivaient plus.*" Or depuis le mois de septembre, les affaires Polanski, Mitterrand et Jean (Sarkozy) ont sérieusement ébranlé la famille UMP. Et maintenant Proglio… Lundi soir, Nicolas Sarkozy va donc parler. Le lendemain, il va voyager.

Cause toujours tu m'intéresses, le pouvoir est de plus en plus isolé, voilà le véritable danger pour Sarkozy, car en cas de rupture, même si ses partenaires syndicaux et du PS-PCF-Verts montaient au créneau pour le sauver, ils seront impuissants à inverser le cours des choses...

Un internaute a donné un surnom humoristique à La Talonnette : Sarkonzy !

Vous avez voté non, que cela ne tienne, ce sera le oui qui passera.

Selon les résultats provisoires transmis par la préfecture de Fort-de-France, dimanche soir, les électeurs martiniquais se sont majoritairement prononcés pour la fusion département-région qui leur était proposée par référendum. Les résultats transmis donnent des taux de réponse de 61 à 89,7% en faveur du oui, selon les communes (61,1% aux Trois-Ilets, 89% à Macouba).

Les électeurs guyanais se sont également prononcés pour la fusion, selon les premiers chiffres communiqués par la préfecture de Cayenne dimanche soir (heure locale).

A 57,49%, les électeurs guyanais ont approuvé la création "*d'une collectivité unique exerçant les compétences dévolues au département et à la région tout en demeurant régie par l'article 73 de la Constitution*".

Le taux de participation a atteint 27,42%, soit 18.519 votants sur 67.528 inscrits en Guyane, et allait de 25 à 48,66% des inscrits en Martinique. (25,01% à Sainte-Anne, 48,66% à Bellefontaine).

Ce référendum fait suite à une première consultation organisée le 10 janvier dernier sur le statut d'autonomie. Les électeurs avaient répondu "non" à 79,31% en Martinique et à 70,22% en Guyane. (AP 24.01)

Mailly entend gérer le capitalisme au lieu de s'en tenir à son rôle de syndicaliste.

1,6 million d'euros de rémunération annuelle, ce n'est pas le "plus gênant".

Le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly a estimé dimanche soir que le cumul des fonctions d'Henri Proglio chez Veolia et EDF était "*gênant*", ajoutant que les dernières déclarations de Christine Lagarde sur le sujet allaient "*plutôt dans le bon sens*". Mailly distribue les bons points au gouvernement, de mieux en mieux ! A part cela il n'est pas garant du bon fonctionnement du régime, mais non, mais non, calomnie, une illusion dont se moque bien la direction du POI.

"*Il y a un aspect de la polémique qui doit être clos, c'est l'aspect de la double rémunération (...) mais ce qui est le plus gênant, c'est effectivement les deux fonctions*", a jugé Jean-Claude Mailly sur i>télé. Il y a "*d'un côté une entreprise*" privée, "*même s'il est plus en prise directe sur les événements mais enfin il a encore une responsabilité à Veolia*", de l'autre, Henri Proglio "*est responsable d'une entreprise publique qui est EDF dans un secteur hyper sensible qui est le nucléaire*", a-t-il observé. (AP 24.01)

Pratiquement tous les membres du gouvernement concernés se sont exprimés dans le même "*sens*" que Mailly ou Lagarde sur la question de la gestion par la même personne d'une entreprise publique et privée.

Ce qui gêne Mailly c'est uniquement cette question, quant à celle de la rémunération du PDG d'EDF, pour lui elle est pratiquement close, on n'en parle plus, certes, Proglio ne touchera plus 450.000 euros de Veolia, mais il conserve une rémunération annuelle d'1,6 million d'euros qui est totalement scandaleuse. Mailly ferait mieux de se pencher sur la question des salaires du prolétariat, non ?

En estimant normal que le PDG d'EDF perçoive une telle rémunération, à défaut de la dénoncer et de lancer une campagne pour qu'elle soit divisée par 10 ou davantage, Mailly se fait une fois de plus le fossoyeur du syndicalisme.

Question. Quand est-ce que les syndicats vont lancer une campagne nationale contre les rémunération des patrons du CAC 40 (avec comme perspective l'abolition du capitalisme) ? Une pétition nationale pourrait réunir des millions de signatures, cela ne ferait pas tomber la Bourse, mais cela n'aiderait-il pas à faire prendre conscience au prolétariat de la nature du régime capitaliste ? Réponse : sans doute, c'est pour cette raison que les syndicats s'en passeront. Vous avez déjà vu des responsables syndicaux diffusés des tracts ou faire signer des pétitions sur les marchés le dimanche matin ? Impossible, ils dorment ou ils vont à la messe !

Voilà une proposition que les regroupements de militants syndicaux pourraient reprendre à leur compte, non ? Ils pourraient au moins s'entendre sur cette question élémentaire, non ? Attention camarades, à force de répondre non bien des militants cessent le combat ou lèvent le pied ! De l'audace camarades, de l'audace !

Afghanistan. Laisser le temps au temps... Le bourbier quoi !

La commission électorale indépendante afghane a reporté au 18 septembre prochain les élections législatives initialement fixées en mai, afin de laisser du temps pour réaliser la réforme électorale exigée par les Occidentaux. (Reuters 24.01)

The rock'n roll music for ever, we still love it.

Scorpions sonne l'heure des adieux: après plus de 40 ans de musique, le groupe de rock allemand a annoncé qu'il mettrait fin à sa carrière après un ultime album, attendu en mars prochain, "*Sting In the Tail*", et une dernière tournée mondiale qui démarrera en mai.

Le guitariste Rudolf Schenker a fondé le groupe à Hanovre en 1965. Il a été rejoint quelques années plus tard par le chanteur Klaus Meine. Tous deux sont aujourd'hui âgés de 61 ans. Scorpions est connu entre autres pour des tubes comme "Wind of Change" ou "Still Loving You". (AP 24.01)

Certains morceaux de Scorpions sont plus enlevés que d'autres, il y en a pour tous les instants et tous les goûts, leurs mélodies nous transportent dans un autre monde ou nous poussent à la révolte contre le vieux monde. Certains groupes de rock ont atteint la perfection dans leur art, Scorpion en faisait partie. En plus ce sont des gars sympathiques issus du milieu ouvrier qui sont restés simples. Quant aux paroles de leurs chansons, je ne les comprends pas en dehors des titres et des refrains et je ne cherche pas à les comprendre.

J'ai toujours écouté la musique sans prêter attention aux paroles qui ne m'intéressaient pas, je suis plus mélomane que poète, à moins que je considère que la musique n'est pas le lieu idéal pour y chercher les bonnes idées sachant que les auteurs des textes n'ont pas franchement une conscience politique très aiguisée. Dans toute chose on doit essayer d'en tirer ou d'en garder le meilleur, Scorpions savait à merveille composer et jouer de leurs instruments, le reste, les paroles, est secondaire.

Si je suis aussi fan de Scorpions que de Beethoven ou de Coltrane, de Ravi Shankar, par contre je ne supporte pas le free jazz ou la musique contemporaine que j'assimile à du bruit de casseroles. En sculture ou architecture, il existe aussi de sacrés casseroles (institutionnelles), César ou Buren par exemple.

Il faut rendre hommage au génie des penseurs et des artistes et se donner un idéal le plus élevé possible pour combatter et vaincre la médiocrité à laquelle la société voudrait nous condamner indéfiniment. Un groupe comme Scorpions prouve à sa manière que c'est possible.

Le 26 janvier

Je n'ai plus le temps de causer après avoir actualisé le site.

Très vite. Je pense que la discussion à avoir avec les travailleurs et les militants est très simple, on peut s'inspirer de ce que j'ai écrit plus haut.

Il faut leur poser clairement la question de savoir sur quel terrain de classe on veut (on doit) se positionner : sur celui de la classe ouvrière ou sur celui des capitalistes, il n'y en a pas d'autres, il n'en a jamais exité d'autres depuis que ces (ou les) classes (et l'Etat) existent. Tout autre discussion est inutile ou partira forcément en vrille. La seule discussion valable à avoir avec eux ne peut se situer que sur un terrain de classe bien délimité.

S'ils en viennent à poser la question de savoir si telle ou telle position correspond ou non à l'intérêt général, il faut immédiatement recadrer la discussion sur le terrain de classe, c'est que vous n'avez peut-être pas été suffisamment cohérent dans votre argumentation ou qu'inconsciemment vous avez abandonné le terrain de votre classe pour celui de la classe dominante. Cette question peut surgir à n'importe moment au cours de votre discussion, dans ce cas-là, il faut leur expliquer simplement comment fonctionne la société, c'est que vos interlocuteurs l'ignorent ou qu'ils n'en tiennent pas compte dans leurs arguments.

On peut procéder par analogie, en partant d'exemples concrets qui parlent à chacun. Il faut repartir du fait que la société est divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques et inconciliables et que vouloir concilier ces intérêts, partant du constat qu'une seule classe détient réellement le pouvoir - ce qui se traduit par des décisions contraires aux intérêts de la majorité de la population, par exemple la fermeture de certains hôpitaux ou de certaines écoles, il en résulte que les intérêts de la classe ouvrière seront systématiquement ignorés, bradés ou remis en cause par la classe des capitalistes qui gouverne le pays, et pour laquelle seul le profit n'a réellement d'importance...

L'Etat et les institutions sont au service d'une classe sociale, la classe sociale dominante, la classe qui détient le pouvoir économique, les banques, les moyens de production, l'argent. Ils organisent la société de telle sorte que la classe des capitalistes puissent vaquer tanquillement à ses occupations quotidiennes qui se résument à accumuler toujours davantage de profits. Quant à son contenu social, il n'est pas le produit de la générosité de la classe exploiteuse dont la mentalité n'a guère évolué depuis le milieu du XIXe siècle lorsque les ouvriers devaient travailler jusqu'à 16 heures par jour pour un salaire de misère, il est le produit de la lutte de classe entre la classe ouvrière et celle des capitalistes, d'un rapport de forces entre ces deux classes (voir à l'échelle mondiale), plus rarement le produit du capitalisme lui-même, qui par nécessité a dû procéder à certaines améliorations de la condition ouvrière pour continuer à se développer à l'échelle mondiale... C'est la raison pour laquelle on rejette l'argument (subjectif) selon lequel il existerait de bons et de mauvais patrons. (A suivre)

Quelques rémunérations (2008) à vous couper les bras. Paru hier sur le site Rue89.

Ils gagnent plus de 10 millions d'euros par an :

- Thierry Henry : 17,7 millions d'euros
- Bernard Arnault (LVMH) : 17,3 millions
- Arnaud Lagardère (Lagardère) : 13,2 millions

Ils gagnent plus de 5 millions d'euros par an :

- Tony Parker : 9,6 millions
- Chris Viehbacher (Sanofi-Aventis) : 9,3 millions
- Franck Ribery : 8,3 millions
- Franck Riboud (Danone) : 8,3 millions
- Patrick Vieira : 8 millions
- Sébastien Loeb : 7,5 millions
- Henri de Castries (Axa) : 7,4 millions
- Boris Diaw : 6,7 millions
- Nicolas Anelka : 6,3 millions
- Karim Benzema : 6 millions

- Djibril Cissé : 5,9 millions
- Martin Bouygues (Bouygues) : 5,9 millions
- Claude Makelele : 5,7 millions
- Jean-Bernard Lévy (Vivendi) : 5 millions

Ils gagnent plus d'un million par an :

- Baudouin Prot (BNP Paribas) : 4,9 millions
- Jean-Paul Agon (L'Oréal) : 4,8 millions
- Patrick Kron (Alstom) : 4,8 millions
- Francis Cabrel : 4 millions
- Bénabar : 2,3 millions
- Johnny Hallyday : 2,2 millions
- Christophe Maé : 2,1 millions
- Bernard Lavilliers : 1,8 million
- Thomas Dutronc : 1,45 million
- Mylène Farmer : 1,4 million
- Alain Souchon : 1,3 million
- Renan Luce : 1 million

On abordera demain la prestation de La Talonnette sur TF1 si j'en trouve le temps, après tout vous avez tous écouté attentivement le nabot lundi soir à la télévision, bande de veinards, vous êtes mieux informés que moi.

Quand l'UMP-PCF "*transcendent les clivages*"... de classes !

La mission parlementaire sur la burqa, qui rend ses conclusions mardi, était pilotée par un tandem de choc : Eric Raoult (UMP) et André Gerin (PCF).

Eric Raoult, rapporteur de la mission parlementaire sur la burqa : "*Lorsque André Gerin s'emporte c'est parce qu'il en a gros sur le coeur*". "*Notre complicité ne date pas d'aujourd'hui.* ".

Eric Raoult : "*Pendant les six mois de réflexion sur le voile intégral, nous travaillions dans des bureaux voisins. J'avais à peine 20 mètres à faire pour toquer à sa porte et lui demander son avis ou encore lui faire relire un texte. Et vice et versa. Lors des débats, nous nous consultions en permanence, parfois même à messe basse.*"

Eric Raoult : "*Travailler avec André Gerin a été intéressant car c'est un "coco réglo". Dans le cadre de la mission parlementaire, il savait qu'il fallait travailler ensemble et non se comporter comme un cégétiste, comme il peut le faire dans l'hémicycle.*"

Comment votre duo jongle-t-il entre amitié et divergences politiques?

"*André Gerin transcende les clivages. Son livre, Les Ghettos de la République, dont j'ai fait la préface en 2007, le démontre. "Tu vas avoir des problèmes", lui ai-je dit. "J'en ai rien à foutre", m'a-t-il répondu. Travailler ensemble ce n'est pas se bastonner en permanence.*" (Lexpress.fr 26.01)

Dites, le capitalisme c'est quoi au juste ? Réponse.

1- Pourquoi faudrait-il accepter les licenciements chez Philips à Dreux ?

Le groupe néerlandais d'électronique grand public a ainsi dégagé un Ebita (bénéfice avant intérêt, impôts et amortissements) de 662 millions d'euros contre 26 millions il y a un an. Soutenu par de bonnes performances sur les marchés émergents, le chiffre d'affaires est également ressorti à un niveau supérieur aux attentes sur la période, à 7,26 milliards d'euros.

Philips, numéro un mondial de l'éclairage, l'un des trois premiers fabricants mondiaux d'équipements hospitaliers et premier producteur européen d'électronique grand public, s'est fixé comme objectif moyen terme une marge Ebita d'au moins 10%, sans se donner un calendrier précis.

Le bénéfice net du groupe, qui propose le versement d'un dividende de 0,70 euro par action, est ressorti à 251 millions d'euros, là où les analystes attendaient en moyenne 254 millions. (Reuters 25.01)

2- EDF. Il faut bien trouver de quoi verser à son PDG la rémunération annuelle d'1,6 millions d'euros.

La direction d'Electricité de France (EDF) envisage une hausse des prix de l'ordre de 24% entre 2010 et 2015 pour financer ses investissements, affirme le quotidien Les Echos lundi.

"*Selon des projections internes, le groupe envisage une hausse +tarif bleu+ (payé par les clients résidentiels) de l'ordre de 24% entre 2010 et 2015 pour financer ses investissements*", affirme le quotidien.

Hors inflation, cela correspond à une hausse d'environ 15%, selon ses calculs.

"*Entre 20% et 30%, nous avons tout entendu*", a déclaré aux *Echos* une source gouvernementale.

Interrogée sur ces projections, la porte parole d'EDF s'est refusé à tout commentaire.

En juillet 2009, Pierre Gadonneix, alors PDG d'EDF, avait réclamé une hausse de 20% des tarifs de l'électricité en France sur trois ou quatre ans, afin de financer les investissements du groupe, une déclaration qui avait été vivement critiquée par le gouvernement.

Le mandat de M. Gadonneix n'a pas été renouvelé et c'est Henri Proglio qui dirige actuellement l'entreprise publique. (Libération.fr et AFP 25.01)

Grèce. Il y a loin de la coupe aux lèvres...

La Grèce a présenté devant la Commission européenne un programme de stabilité et de croissance, qui prévoit notamment de ramener le déficit public de 12,7 % du PIB en 2009 à 2,8 % en 2012 grâce à des mesures d'austérité.

"*Je n'attends pas que le programme d'économies du gouvernement grec entraîne de la déflation ou des problèmes sociaux*", assure le ministre des finances grec, Georges Papaconstantinou. (LeMonde.fr 25.01)

Le 27 janvier

Des syndicaliste au-dessus de tout soupçon ou l'aristocratie ouvrière dans ses oeuvres.

Dans un communiqué, l'intersyndical (CFDT, CGC, CFTC, CGT, FO, Unsa) de Veolia Environnement prennent ouvertement la défense de Proglio, elle estime normal que Proglio cumule les fonctions et les rémunérations de PDG d'EDF et de Président non exécutif de Veolia Environnement, puisqu'il a reçu l'absolution de Sarkozy et de son gouvernement de figurants.

Ces laquais du régime sont en plus des lâches lorsqu'ils tentent de justifier leur "*neutralité*" dans la polémique qu'a entraîné le double salaire de Proglio, en expliquant que "*ce principe*" avait été validé et était connu dès le départ par "*les conseils d'administration*". Le dernier mot revient donc au conseil d'administation, aux actionnaires, normal quoi en régime capitaliste, cela ne se discute pas. Le mouvement ouvrier doit se plier à cette règle.

On a bien compris qu'ils se camouflent et s'en remettent au conseil d'administration de cette multinationale qui soutient un des siens.

Leur subordination au capitalisme est sans limite. Notez bien qu'ils soutiennnent ouvertement Proglio sans dénoncer son salaire annuel scandaleux d'1,6 millions d'euros en tant que PDG d'EDF, sa rémunération a été augmentée de 45% par rapport à celle de son prédécesseur, mais pour ces "*représentants du personnel*" il n'y a rien de choquant dans "*ce principe*", c'est tout simplement dans l'ordre des choses, conforme à l'esprit de l'ordre établi, donc il n'y a pas lieu de revenir dessus et d'en faire un fromage !

Ils ont tenté une manoeuvre hasardeuse et lamentable en expliquant que cette polémique aurait des conséquences néfastes sur le sort des deux entreprises. Il faut croire que si Proglio abandonnait sa fonction au sein du conseil d'administration de Véolia Environnement, pire encore, si son salaire était amputé de 30%, le malheureux, il serait incapable d'assumer normalement sa fonction de PDG d'EDF, pour un peu c'est l'avenir des 110.000 salariés de Véolia environnement qui serait menacé, sans parler de celui des agents d'EDF.

Désormais, les militants syndicalistes ou politiques devraient s'abstenir de dénoncer le salaire mirobolant d'un patron ou d'un dirigeant d'une entreprise privée ou publique sous prétexte que cela porterait préjudice à l'image de leur société ou entreprise. Avec de tels larbins du capitalisme, Sarkozy peut dormir tranquille. C'est beau des syndicalistes qui prennent la défense de leur entreprise, de leur patron, de l'Etat, de Sarkozy par la même occasion, puisque c'est lui en personne qui a nommé Proglio à la tête d'EDF !

Le communiqué indigeste de l'intersyndicale de Véolia Environnement est en ligne dans la rubrique Tribune libre (format pdf).

Les sujets qu'on n'a pas eu le temps d'aborder ou qui méritent un complément.

1- TF1 au service du Palais.

J'ai suivi de loin (sur Internet) la prestation de Sarkozy lundi sur TF1. Ainsi, il s'est payé le 20 heures et dans la foulée une émission d'une heure et demie, sans vraiment convaincre malgré l'audience, selon un sondage et un relevé de Médiamétrie parus mardi. J'imagine qu'il a dû s'auto-féliciter sans vraiment répondre aux questions qui lui étaient posées autrement qu'à l'emporte-pièce ou par des réponses apprises par coeur pour ne pas se planter, en dehors de celles déjà programmées lors de la première partie. Le plus intéressant devait être sa mimique plus que son discours qu'on connaît déjà pour le suivre quotidiennement. Un non-évènement, quoi ! Et puis, les paroles s'envolent, seuls les actes comptent... Chacun sait qu'il prend ses ordres à la Bourse et à Bruxelles, alors il peut toujours causer...

Le commentaire avisé d'un internaute : "*Pourquoi parle t'on d'un record d'audience, le journal de 20h de Laurence Ferrari fait en moyenne 8,3 millions de téléspectateur et 35% de part d'audience, ce qui veut dire que ce soir là le JT avec Sarkozy n'a pas fait plus que d'habitude ! quelle déception, même pas sa base électorale la plus fidèle ! Pour finir n'oublions pas qu'environ 45 millions de français majeurs n'ont pas regardé le Président Sarkozy, on ne peut pas dire que ce soit un succès ! Mais ça montre le désintérêt des Français pour les analyses, les idées et les solutions du président, on pourrait même penser que Sarkozy n'incarne pas l'espoir pour des millions de personnes, sinon c'est pas 8M, c'est pas 10M, mais 20M de personnes qui aurait du être devant le JT de TF1 à boire les paroles de leur illustre souverain.* " (Lexpress.fr 26.01)

Dès le lendemain, la Fonderie de Bretagne à Caudan où travaille le métallo de la CGT qui a participé à cette émission de téléréalité, Pierre Le Ménahes, a reçu un chèque de 1 035 000 € du ministère de l'aménagement du territoire. L'Etat ne fait là qu'honorer des engagements pris au moment de la reprise de l'usine par Renault en septembre 2009, mais le "*timing*" surprend, note *Le Monde* toujours très perspicace ! Ce million d'euros "*accompagnera le projet de développement et permettra la création de 16 emplois et la reprise de 398 autres*", rapporte *Ouest-France*. (LeMonde.fr 26.01)

Eh oui, il faut bien montrer à ces "*veaux*" de Français que ce n'est pas toujours inutile de s'en remettre au locataire du Palais, que sans alternative politique plausible, rien de tel que de se soumettre aux institutions de la Ve République, qui est le maître de ce pays bordel, qui oserait l'oublier ne serait-ce qu'un instant, il serait perdu !

Et au fait, que font-ils d'autres les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers quand ils arpentent les allées du pouvoir depuis des décennies, dites franchement ? Une lettre par ci au Premier ministre, une pétition par là adressée à tel ou tel ministre, ou encore une délégation à l'Elysée, à Matignon (à Bruxelles !), auprès des différents groupes parlementaires, etc., pour leur demander de bien vouloir avoir l'obligeance de se pencher sur le triste sort qui accable le bon peuple de France, spectacle affligeant...

2- Obama.

Obama doit faire à la fois avec les banquiers qui ont financé sa campagne électorale et avec les électeurs qui l'ont élu, alors que des élections à mi-mandat auront lieu à la fin de l'année et que la situation sociale continue de se dégrader aux Etats-Unis sur fond de chômage, bref, la quadrature du cercle qui profitera à qui, vous avez deviné, aux banquiers.

Il n'en demeure pas moins que les pratiques des voyous l'aristocratie financière qui ont conduit l'économie américaine au bord de l'explosion et qui déstabilisent l'économie mondiale perdurent et demeurent une grave menace à court ou moyen terme pour le système capitaliste, chacun s'accordant à reconnaître que la spéculation est repartie de plus belle sur fond de titrisation et que rien n'a réellement changé par rapport à 2007. Obama doit affronter les contradictions exacerbées du capitalisme à un niveau jamais égalé dans le passé avec pour seule réponse l'impuissance ou la fuite en avant, cela résume les difficultés qu'il doit affronter et explique qu'un coup il adresse un discours rassurant en direction de ses amis banquiers, pour le coup suivant les menacer s'ils ne coopèrent pas à la restauration d'un semblant d'équilibre de l'économie américaine afin de rassurer l'électorat populaire qui a voté pour lui.

3- Haïti.

La mobilisation pour Haïti de la Jet-set et des médias aux ordres, des millionnaires du sport et du spectacle, des nantis du régime qui s'enrichissent grâce à l'ignorance du prolétariat qu'ils passent leur temps à entretenir, une bonne occasion de se faire de la pub pour toutes ces bonnes consciences sans cervelle, un grand show au Zénith : nauséabond, à vomir.

Désolé, on a déjà donné, pardon, on nous a déjà rançonnés ! D'où vient le fric de l'ONU, de l'UE, des ONG ? De nos impôts, des taxes et prélèvements divers que l'Etat et les capitalistes nous font payer et dont ils distribuent une partie à ces institutions. Alors oui, seule la solidarité ouvrière avec le peuple haïtien est compatible avec la définition que l'on peut avoir de la dignité humaine.

Ils ont mis volontiers l'accent sur le dénument de la population haïtienne causé par le tremblement de terre en jouant sur la fibre émotionnelle des gens, pour mieux faire oublier l'état de délabrement du pays et la pauvreté épouvantable dans lequel se trouvait plongée la majorité de la population avant le séisme, que la responsabilité accablante de cette situation incombait entièrement au gouvernement haïtien, sans oublier les différents impérialistes dont l'impérialisme français qui se sont évertués à maintenir ce pays dans un état de dépendance totale vis-

à-vis d'eux.

4- Retraite.

Un article de l'agence Reuters résume bien la situation : "*Depuis des réformes menées par la droite en 1993 et 2003, il faut cotiser 40 ans dans le public et 41 ans dans le privé pour avoir une pension de retraite à taux plein, ce qui rend souvent virtuel le droit de partir à 60 ans.*".

On comprend pourquoi le PS a fait marche arrière dans une déclaration qui a été diffusée juste avant le passage au journal de 20 heures de TF1 de Martine Aubry. Il ne lui coûtait rien de rappeler sur TF1 que "*(Le départ à 60 ans) doit rester un droit mais la réalité aujourd'hui, c'est que beaucoup de Français partent à 61 ou 62 ans, c'est ce que j'avais dit*", depuis que les 37,5 annuités ont été remises en cause par Chirac avec la bénédiction du PS et des appareils syndicaux.

Le maintien de l'âge de départ à la retraite à taux plein à 60 ans est important pour tous ceux qui ont commencé à travailler très jeunes, c'est-à-dire, principalement des ouvriers sans diplôme qui ont quitté l'école vers 16 ans. En fait, ceux qui ont suffisamment cotisé avant l'âge de 60 ans devraient pouvoir prendre leur retraite (à taux plein). Quant aux 37,5 annuités, c'était un acquis social qui concernait l'ensemble des travailleurs, un droit légitime qui correspondait à un besoin réel et non virtuel exprimé par le mouvement ouvrier, qui estimait à juste titre qu'on devait travaillait pour la société et pour vivre pendant un certain nombre d'années et qu'ensuite on devait être libéré de cette contrainte.

Il faut préciser que la classe ouvrière n'étant pas la classe dominante, elle n'a jamais pu faire autrement que combattre pour un système de retraite commun à l'ensemble des travailleurs, en dehors des régimes spéciaux qui existeront parallèlement, sans tenir compte des situations particulières de chaque travailleur, une lacune que seul un Etat ouvrier sera à même de régler...

Retraite. Le PS en campagne électorale.

"*(Le départ à 60 ans) doit rester un droit mais la réalité aujourd'hui, c'est que beaucoup de Français partent à 61 ou 62 ans, c'est ce que j'avais dit*", a déclaré Aubry mardi soir sur TF1.

Parmi les "*grandes orientations*" pour la réforme, le bureau national du PS retient "*le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans, c'est à dire la possibilité de faire valoir ses droits, quel que soit le montant de sa retraite*".

"C'est le seul droit encore attaché à l'âge légal de départ à la retraite et nous le défendrons", ajoute-t-il.

Il s'agit donc de permettre à toute personne de partir à 60 ans si elle le souhaite, même si elle n'a pas cotisé assez longuement pour avoir une pension à taux plein.

Le 17 janvier, elle avait annoncé que le PS était prêt à participer à la discussion avec l'Elysée, sous réserve que soient pris en compte les préalables demandés.

"*Nous serons là, à notre place, pour faire des propositions*", a dit cette fois le premier secrétaire.

Dans son communiqué, le bureau national du PS explique qu'il souhaite qu'il y ait un débat au Parlement qui ne se fasse pas "*dans l'objectif de passer en force à l'été*".

Il demande aussi que les personnes ayant commencé à travailler dans leur adolescence puissent partir avant 60 ans si elles ont atteint le nombre d'années de cotisations suffisantes.

Il déclare enfin qu'il fera des propositions plus précises ultérieurement, dans une phrase semblant rappeler à ses dirigeants les usages de la rue de Solferino.

"*Le Parti socialiste présentera ses propres propositions, après les avoir fait valider par les militants selon les modalités prévues par ses règles internes*", peut-on lire. (Reuters 26.01)

La pauvreté, l'état d'indigence permanent, la misère : un "*droit*" que Wauquiez n'a malheureusement pas inventé, mais qu'il revendique !

Interrogé sur les chômeurs en fin de droit lors de la séance de Questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale, M. Wauquiez a déclaré: "*dans ce pays, personne n'est en fin de droits*".

"*Il peut y avoir des gens qui sont en fin de droits assurance-chômage, mais il n'y a pas de situation où la solidarité nationale ne s'exerce pas, parce que tout le monde a toujours le droit, et c'est une chance dans notre pays, à pouvoir bénéficier soit du RSA (Revenu de solidarité*

active) soit de l'ASS (Allocation spécifique de solidarité), sous condition évidemment de ne pas bénéficier de revenus qui soient au-delà des seuils", a-t-il expliqué.

"*Cette situation concerne chaque année, et notamment en période de croissance, à peu près 750.000 à 800.000 demandeurs d'emploi qui arrivent à la fin de leurs droits*", a affirmé M. Wauquiez. "*Avec la situation de la crise, nous risquons d'avoir plus de demandeurs d'emploi qui vont arriver au bout de leurs droits à assurance chômage et on estime avec les demandeurs d'emploi et avec les projections qui ont été faites par Pôle Emploi que cela peut concerner à peu près 100 à 200.000 personnes en plus*", a estimé M. Wauquiez, précisant que la question sera abordée lors du "sommet social" prévu entre Nicolas Sarkozy et les partenaires sociaux le 15 février prochain. (AP 26.01)

Côté cour, le RSA ou l'ASS pour les chômeurs en fin de droit, côté jardin, des centaines de milliards pour les banquiers et les industriels, vous êtes trop bon monseigneur. Normal de la part d'un gouvernement représentant les intérêts du capitalisme.

Bâtiment.

Le nombre de permis de construire de logements neufs a chuté de 17,8% en France en 2009 à 397.310 unités.

Le secteur des logements collectifs a marqué un recul plus prononcé (-27,1%) que celui des logements individuels (-12,8%). Sur ce dernier segment, l'individuel pur a reculé de 18,0% tandis que l'individuel groupé est resté à peu près stable (-0,1%).

Le nombre des mises en chantier s'est pour sa part élevé à 333.247 logements en 2009, soit un repli de 16,7% par rapport au chiffre constaté en 2008, a ajouté le ministère.

Fin décembre 2009, plus de 177.000 mises en chantier ont été enregistrées pour le logement individuel en cumul sur les douze derniers mois. Ce chiffre est en baisse de 16,2% par rapport à l'année 2008. Plus de 137.000 logements collectifs ont par ailleurs été mis en chantier en 2009, chiffre en baisse de 19,0% par rapport à l'année précédente.

Au cours du dernier trimestre 2009, ce sont près de 86.000 logements qui ont été mis en chantier, soit une diminution de 10,6% par rapport aux trois derniers mois de 2008. (Reuters 26.01)

Industrie automobile.

Les ventes de véhicules utilitaires ont chuté de 32,4% en Europe en 2009. Sur l'ensemble de 2009, les immatriculations d'utilitaires légers accusent un repli de 30,3% par rapport à l'année précédente, celles de poids lourds une baisse de 47,9%. Le segment des véhicules de plus de 3,5 tonnes, hors bus et cars, a chuté de 43,8% sur l'année. Les immatriculations de bus et de cars, elles, ont reflué de 19,5% en 2009. (Reuters 26.01)

Chômage de masse à l'échelle mondiale.

Vingt-sept millions de personnes ont perdu leur emploi dans le monde en 2009, a annoncé mercredi l'Organisation internationale du travail (OIT), dans un rapport rendu public le jour de l'ouverture du Forum économique mondial de Davos.

Quelque 12 millions de ces nouveaux chômeurs habitent en Amérique du Nord, au Japon et en Europe occidentale, a précisé cette agence de l'ONU. Le nombre de sans-emploi a augmenté de près de quatre millions en Europe de l'est et en Amérique latine, alors que le taux de chômage est resté plus stable l'an dernier en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient.

Par ailleurs, selon l'OIT, le chômage des jeunes a enregistré une hausse de près de dix millions ces deux dernières années. (AP 26.01)

Il faut ajouter les 30 millions environ de chômeurs supplémentaires de 2008 dans le monde, dont les trois quart en Chine.

L'ONU soutient le régime de Ben Ali.

Au terme d'une "*visite officielle*" de cinq jours en Tunisie, le rapporteur spécial des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Martin Scheinin, a déploré mardi "l'écart qui existe entre la loi et la réalité" dans ce pays.

Il s'est dit "*préoccupé*" notamment par les arrestations postdatées qui permettent de contourner les règles relatives à la garde à vue et "le recours fréquent aux aveux comme élément de preuve devant les tribunaux, en l'absence d'enquête appropriée sur les allégations de torture ou d'autres mauvais traitements". (AP 26.01)

Ces méthodes sont-elles compatibles avec un régime démocratique ? Apparemment oui pour Martin Scheinin, et il n'est pas le seul à le

penser.

Le 28 janvier

J'ai rectifié les liens "social", "syndicat" et "politique" de la rubrique "dépêches" contenus dans le menu en haut de l'écran, avec mes excuses. J'ai refait la page d'accueil si rapidement que j'ai commis quelques erreurs, j'ai changé le nom de certains fichiers en oubliant de changer l'adresse de tous les liens, autant pour moi.

Que pensez-vous de l'appel adopté par le congrès national du POI sur les retraites ? :

"*A tous les dirigeants qui se réclament du mouvement ouvrier*"

« Nous, signataires, disons à tous les dirigeants des partis qui se réclament du mouvement ouvrier : aucune participation à la commission chargée d'élaborer la contre-réforme.

Nous sommes convaincus que si les confédérations syndicales refusent le piège du consensus et la prétendue négociation d'une contre-réforme destructrice, ce refus interdirait au gouvernement de faire passer ses projets contre nos retraites.

Nous en appelons au refus du consensus !

Nous en appelons à l'unité pour dire : ne touchez pas à nos retraites ! »

Question : on sait très bien ce que vaut un consensus entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux. Mais que vaut un consensus entre les travailleurs et les militants d'un côté, et les dirigeants pourris des syndicats de l'autre ? Vaut-il franchement mieux fondamentalement, quand on voit à quel degré de subordination au capital est tombé le mouvement ouvrier, après avoir mis en oeuvre sans cesse cette tactique depuis plus de 50 ans ? N'est-ce pas dire explicitement aux militants et aux travailleurs : votre avenir ne vous appartient pas, il dépend entièrement de ces dirigeants qui ont leurs ronds de serviette à la table de Sarkozy ? N'est-ce pas plutôt démobilisateur, démoralisant pour les travailleurs ?

Dans quelle perspective politique se situe cet appel ? Aucune ! Autre question : sur quelle issue politique pourrait déboucher un tel appel s'il était repris par ces dirigeants ? Aucune, ou si, le maintien en place du régime, comme en 36, 47 ou 68 !

Est-il exact que le gouvernement puisse se passer d'un consensus, disons officiel, avec les dirigeants syndicaux, pour faire passer sa contre-réforme sur les retraites, qu'un simple accord tacite de leur part avec Sarkozy, la division et les journées d'action ne suffiraient pas à aboutir au même résultat ?

Dans le passé dans des conditions nettement plus favorable à la classe ouvrière, des milliers de fois les différents gouvernements n'ont pas hésité à mettre en oeuvre leur politique réactionnaire sans avoir recouru au préalable à un "consensus" officiel, un "consensus" officieux, le double langage, les journées d'actions et la division des rangs ouvriers leur ont suffi amplement la plupart du temps.

Un exemple, le chômage. En quelques décennies, les plus vieux s'en souviennent encore et peuvent en témoigner, du début des années 70 au début des années 2000, on est passé du plein emploi au chômage de masse accompagné d'une allocation équivalente à 100% de la dernière rémunération en ajoutant les indemnités journalières, à sa remise en cause pour aboutir à une allocation de plus en plus dégressive au fil du temps, pour finalement en arriver au RSA, et tout cela sans forcément que les dirigeants syndicaux réalisent un "consensus" officiel sur cette question avec le gouvernement et le patronat, un simple accord tacite pour laisser filer le chômage suffisait.

Autre exemple, les contrats de travail précaires. On nous a expliqué que c'était grâce à l'unité syndicale au sommet et à la mobilisation de la jeunesse notamment, que Chirac-Villepin avait dû retirer le CPE, qu'ainsi la preuve était faite que lorsque l'unité syndicale se réalisait, un consensus entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement devenait impossible. C'était oublier un peu vite ou faire l'impasse sur la vingtaine de contrats précaires qui existaient et qui existent toujours avec la bénédiction des dirigeants syndicaux. Un de perdu, 20 de retrouver sans avoir besoin de "consensus" officiel ! C'est oublier que lors de la grève des cheminots en novembre 2007, l'unité syndicale au sommet a permis à Sarkozy de liquider leur régime spécial de retraite plus qu'elle n'a été à l'origine de la mobilisation des cheminots.

On voudrait nous faire croire que les travailleurs se mobilisent au doigt et à l'oeil lorsque les dirigeants syndicaux réalisent l'unité, sans tenir du fait que le prolétariat se mobilise uniquement lorsqu'il est prêt au combat... C'est la détermination des masses, la maturité de leur conscience politique, leur rejet du capitalisme et des institutions, le risque qu'elles recherchent une issue politique à la crise du capitalisme qui obligent dans certains cas les dirigeants syndicaux et/ou des partis à réaliser l'unité, en dernière analyse pour venir en aide ou sauver le régime, si l'un de ces facteurs fait défaut, à quoi rime un tel appel, à quoi peut-il aboutir ?

Personnellement, je ne signerai jamais un appel en direction de dirigeants d'un parti ou d'un syndicat qui soutiennent le régime. Demandez-donc aux travailleurs ce qu'ils attendent de ces dirigeants ? Rien, rien de bon en ce qui les concerne. Pourquoi ne pas partir de ce constat ? Voilà une question que chaque militant devrait se poser : pourquoi aucun parti ne tient à partir de la situation réelle, de l'état d'esprit réel des masses, de leur avant-garde ?

Je conçois que les militants des différents syndicats ou partis s'adressent à leurs dirigeants, par contre, je ne peux concevoir qu'un militant ayant rompu avec le capitalisme et ses institutions en appelle aux dirigeants vendus au capitalisme, y compris dans le syndicat dans lequel il milite. Si l'on doit respecter le niveau de conscience de chaque militant ou travailleur, il va de soi que ce principe doit fonctionner dans les deux sens, nous avons le droit de ne pas partager les illusions des autres militants ou travailleurs qui s'adressent à leurs dirigeants et d'intervenir (de défendre) sur une ligne politique indépendante, la véritable indépendance de classe du militant révolutionnaire est là et nulle part à ailleurs.

On nous rétorquera qu'on se coupe ainsi des masses. Depuis quand devrions-nous partager les illusions des masses, leur donner raison lorsqu'elles se fourvoient ? C'est au contraire en développant une ligne politique indépendante des appareils et du régime qu'on indique la voie à suivre aux masses pour les aider à rompre avec le capitalisme, on démontre ainsi que c'est possible qu'on en est la preuve, un exemple à suivre...

Cette espèce d'uniformité de pensée, de diktat auquel il faudrait absolument se plier pour être un bon petit soldat du mouvement ouvrier (bourgeois dans l'état actuel des choses) est intolérable.

Le POI entend parvenir à la mobilisation des masses sans jamais y parvenir et finalement sans rien construire d'autre qu'un parti réformiste... Tandis que la ligne politique que je propose, indique la voie à suivre à l'ensemble de la classe ouvrière en s'appuyant sur son avant-garde au sein du prolétariat qu'il est possible de recruter pour construire un véritable parti révolutionnaire...

N'hésitez pas à nous communiquer votre point de vue.

Entendu aux infos de TV5Monde Asie hier soir.

1- Les militaires accusés d'avoir fomenté un coup d'Etat au Honduras ont tous été blanchis par la justice aux ordres du nouveau président... avec la bénédiction d'Obama.

2- A Porto Alegre, le Forum social a attiré dix fois moins de participants qu'il y a dix ans, seulement 20.000 environ.

3- Les autorités du Yémen craignent une radicalisation de la jeunesse sur fond de chômage massif et de pauvreté généralisée.

Question : pourquoi dans les pays comme la France, les gouvernements distribuent des allocations en tous genres à la population la plus pauvre ? A la fois pour qu'elle ait le sentiment que sa survie dépend uniquement du gouvernement et pour éviter qu'elle ne se radicalise politiquement, qu'elle s'organise dans des partis ouvriers...

Retraite. CGT : la voix de son maître, Sarkozy !

1- Par la voix d'Éric Aubin, désormais en charge du dossier des retraites, la CGT se dit favorable à «*un élargissement de l'assiette des cotisations à l'intéressement, à la participation sans oublier les stock-options*». Elle ne ferme pas la porte non plus «*à une hausse des cotisations salariales, en parallèle bien entendu à celle des cotisations patronales*».

Par ailleurs, le premier syndicat de France pose la question sur l'avenir de la gestion des retraites entre le gouvernement et le patronat et demande qu'y soient associés des représentants des salariés dans une maison commune des retraites associant tous les régimes, sans pour autant remettre en cause les spécificités de chacun. Avec comme socle commun : celui du droit à la retraite à 60 ans, avec 75 % du salaire net d'activité. Par contre la centrale s'oppose à l'augmentation de la durée de cotisations. (LeFigaro.fr 27.01)

L'intéressement, la participation, les cotisations salariales, les cotisations patronales, (salaire différé) doivent être taxés ou augmentés, bref c'est au travailleurs de payer et non aux capitalistes. La direction de la CGT aux ordres préconise une augmentation tout azimut des cotisations sociales des travailleurs.

2- Le rendez-vous sur les retraites est "*pour l'instant un rendez-vous mystérieux*", a déclaré Bernard Thibault sur France Info.

Rappelant son souhait d'une unité syndicale sur ce dossier, il espère qu'en "*parlant d'une seule voix, nous pourrons déjà clarifier la question de savoir dans quel délai et comment le président de la République entend organiser le rendez-vous des retraites 2010*". (AP 27.01)

Les intentions réactionnaires de Sarkozy ne sont un "*mystère*" que pour ce lieutenant des capitalistes !

Le ver était déjà dans le fruit, suite : Quand Cohn-Bendit se voit bien "*cohabiter*" avec Sarkozy.

"... en 2012, les jeux seraient faits : «*Nicolas Sarkozy a de grandes chances de gagner la présidentielle, mais il va perdre les législatives*» , se hasarde Daniel Cohn-Bendit. La raison pour laquelle, dit-il, «*il faut faire émerger un nouveau partenariat à gauche, dans la perspective d'une cohabitation intelligente*» ."

Ainsi, Europe Écologie pourrait, sous conditions, soutenir le candidat socialiste à la présidentielle, car «*la présidentielle est l'élection la plus défavorable (aux Verts) à moins d'avoir un candidat qui dépasse de loin notre espace politique. Mais pour l'instant, nous ne l'avons pas*».

«*Si, en mars, nous faisons 13 % aux régionales et le PS 26 %, cela créera un nouveau rapport de forces entre nous*» , fait-il valoir. Sur la base d'un tel score, il estime que les écolos pourraient ainsi légitimement revendiquer une cinquantaine de circonscriptions. «*Notre décision de présenter ou pas un candidat ou une candidate Europe Écologie-Les Verts en 2012 sera prise après un tel accord de fond sur des circonscriptions avec le PS*» , a-t-il avancé.

Dans l'hypothèse où un tel accord serait conclu, il s'est encore dit prêt à s'«*impliquer pour aider le ou la candidate socialiste*» en 2012. Pour lui, les Verts, qui ne comptent aujourd'hui que trois députés à l'Assemblée, ont tout à gagner avec un tel accord. Rappelant le score de 1,57 % de Dominique Voynet en 2007, il ajoute : «*Au mieux, si nous présentons un candidat, on fera quoi… 3, 4, 5 % ?*».«*La perspective de la garantie d'un groupe parlementaire autonome est tout de même plus exaltante…*» , tranche-t-il. (Lefigaro.fr 27.01)

Un régime de plus en plus liberticide.

1- L'Assemblée nationale a adopté mercredi en commission des lois un amendement du gouvernement dans le cadre de l'examen du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, dite Loppsi 2, visant à autoriser les préfets à instaurer dans les communes un couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans non accompagnés.

La commission a également adopté un amendement d'Eric Ciotti (UMP) permettant aux présidents des conseils généraux de mettre en place un contrat de responsabilité parentale dont la non-application peut conduire à la suspension du versement des allocations familiales. (LeMonde.fr avec AFP 27.01)

2- Le ministère de l'Intérieur reconnaît ce mercredi qu'il y a eu non pas 600 000 (deux fois plus qu'en 2001) mais 800 000 gardes à vue l'année dernière. N'étaient pas comptabilisées les gardes à vue pour délits routiers.

Le chiffre du ministère de l'Intérieur était largement en deçà de la réalité car il faisait l'impasse sur tout un pan des gardes à vue, celles pour délinquance routière (alcool ou drogue au volant, défaut de permis…) Leur nombre est pourtant très loin d'être négligeable. Combien? Jusqu'à ce mercredi, on ne disposait que de vagues estimations. Au moins 150.000, selon le contrôleur des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, qui en décembre alertait sur ces statistiques en trompe-l'œil. 250.000, a renchéri ce mercredi matin le journaliste de France Info Matthieu Aron, qui a enquêté durant un an sur les gardes à vue et en a fait un livre qui sort ce jeudi, Gardés à vue (éditions Les Arènes).

Le chiffre auquel est parvenu le journaliste a poussé le ministère de l'Intérieur à réagir ce mercredi, par la voix de son porte-parole Gérard Gachet. Qui a confirmé, toujours sur France info: il y aurait «environ 200.000 gardes à vue routières» par an en France. Sans compter les DOM-TOM. (Libération.fr 27.01)

Sur fond de campagne électorale, les grandes manoeuvres, suite.

1- La conférence sur les déficits français s'ouvrira jeudi en l'absence des élus locaux de gauche, qui portent ainsi un coup à l'ambition gouvernementale de parvenir à un consensus sur la réduction des dépenses publiques.

Les maires socialistes, ainsi que l'Association des régions de France (ARF) et l'Association des départements de France (ADF), toutes deux présidées par des élus PS, ont annoncé mercredi qu'ils boycotteraient cette réunion qu'ils considèrent comme une manoeuvre électorale de Nicolas Sarkozy.

"*Vouloir associer les collectivités territoriales à une conférence sur le déficit de la France, et ainsi faire croire qu'elles seraient concernées et en porteraient une part de responsabilité, ceci relève, de la part de M. Sarkozy, d'une volonté (...) de désinformation, de dénigrement (...) et d'une volonté de mise en tutelle financière des collectivités locales*", a déclaré André Laignel dans un communiqué.

Pour lui, cette conférence est "*une médiocre manoeuvre électorale et un rideau de fumée sur une réalité à l'évidence grave: le déficit de l'Etat de plus de 141 milliards pour 2009 et dont M. Sarkozy et son gouvernement portent l'entière responsabilité*", conclut le secrétaire général de l'AMF.

Jacques Pélissard, président UMP de l'Associations des maires de France, n'entend toutefois pas boycotter la réunion.

"*Nous sommes partenaires de l'Etat. Il est normal que nous soyons partie du diagnostic et des éventuelles préconisations mais je redirai que nous ne sommes pas responsables du déficit et que nous ne pouvons pas continuer à subir les décisions nationales en matière de normes*", a-t-il dit à Reuters.

L'Elysée s'est refusé à tout commentaire sur ce boycott. (Reuters 27.01)

2- Le conseil des ministres a entériné un projet de loi sur l'entreprise individuelle destiné à éviter aux artisans et aux commerçants français d'être ruinés en cas de faillite.

Présenté par le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, Hervé Novelli, ce texte prévoit la création en droit français d'un nouveau statut d'entreprise individuelle à responsabilité limitée (EIRL), qui protègera les biens propres des quelque 1,5 million d'entrepreneurs individuels du pays.

Le projet de loi sera présenté en urgence à l'Assemblée nationale le 17 février.

"*Lorsqu'il sera adopté, plus aucun artisan ou commerçant ne sera ruiné - c'est-à-dire saisi sur l'ensemble de ses biens personnels - puisque nous allons protéger leur patrimoine*", a expliqué Hervé Novelli à la sortie du conseil des ministres.

"*Dorénavant, on affectera une partie de leurs biens à leur activité professionnelle et l'ensemble des biens non affectés seront mis à l'abri des créanciers professionnels*", a-t-il ajouté devant la presse. (Reuters 27.01)

Quelle touchante attention, "*urgente*" évidemment, et puis le gouvernement se veut le champion de la lutte contre les injustices, ne vous marrez pas, ils se prennent très au sérieux ces gens-là : ' Ce texte "*va mettre fin à une injustice*", a dit le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, faisant écho à Nicolas Sarkozy, qui début janvier avait qualifié d'"*injustice extraordinaire (...) que les grandes entreprises soient protégées (et que) les artisans et commerçants dont on a tellement besoin dans le tissu économique du pays*" puissent être "*ruinés*" quand ils ont "*un retour de fortune*". ' (idem) On en a les larmes aux yeux !

+ 587.800 chômeurs en 2009 (+18,2%).

Le nombre d'inscrits au chômage, sans aucune activité, a baissé en décembre en France métropolitaine de 18.700 sur un mois, pour s'établir à 2,61 millions fin 2009, mais a augmenté de 8.600 avec ceux en activité réduite, à 3,82 millions, a annoncé mercredi le ministère de l'Emploi.

En un an, il a augmenté de 587.800 (+18,2%) en incluant les personnes ayant exercé une activité réduite (catégories A, B et C), le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a progressé de 0,2% sur un mois, atteignant 3.823.000 en métropole et 4,06 millions avec les Dom. (Libération.fr et AFP 27.01)

Etats-Unis. Quand la Fed détient le pouvoir...

La Réserve fédérale des Etats-Unis a maintenu mercredi son principal taux directeur proche de zéro et s'est engagée à le laisser ainsi pendant un certain temps pour soutenir la reprise économique, fragilisée par un chômage élevé.

A l'issue de sa réunion de deux jours, le comité de politique monétaire de la Fed, le Federal Open Market Committee (FOMC), a voté le maintien des fed funds à un taux compris entre 0% et 0,25%.

Dans son communiqué, le comité de politique monétaire a légèrement relevé sa manière de décrire la façon dont les Etats-Unis se relèvent de leur plus grave récession depuis la Grande Dépression ayant suivi la crise de 1929.

"*Bien qu'il soit probable que le rythme de la reprise économique soit modéré pendant un certain temps, le comité anticipe un retour progressif à des niveaux plus élevés d'utilisation des ressources dans un contexte de stabilité des prix*", soulignent les membres du FOMC.

Après sa réunion de décembre, la Fed avait indiqué que l'activité resterait sans doute "*faible pendant un temps.*"

La croissance économique est repartie au troisième trimestre et la plupart des économistes estiment que l'économie a progressé à un rythme soutenu au cours des trois derniers mois de 2009.

Toutefois, le taux de chômage reste à 10% et la consommation va sans doute rester atone tandis que le marché de l'immobilier résidentiel, qui fut à la racine de la récession qui a commencé en décembre 2007, a aussi montré des signes inquiétant de regain de faiblesse.

Selon les chiffres publiés mercredi, les ventes de logements neufs ont baissé de façon inattendue en décembre. Les ventes de logements

anciens ont elles fortement baissé.

La phrase évoquant "*des signes d'amélioration*" du marché du logement "*ces derniers mois*", qui figurait dans le communiqué de décembre, a été supprimée. (Reuters 27.01)

Le 29 janvier

Très bref.

1- Pour qui gouverne Sarkozy, les banquiers et les capitalistes ou les travailleurs ? Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es.

Sarkozy a chargé Michel Camdessus, ancien directeur général du FMI et ex-gouverneur de la Banque de France, de plancher sur l'introduction d'une règle d'équilibre pour les finances des administrations publiques.

2- Selon le classement Forbes des 500 plus grandes entreprises mondiales : 121 sont américaines, 68 japonaises, 40 françaises, 39 allemandes, et 37 chinoises.

3- L'évolution des investissements chinois à l'étranger en milliards d'euros : 2004 : 2,9 ; 2005 : 5,5 ; 2006 : 12,3 ; 2007 : 21,2 ; 2008 : 52,2

4- Conférences internationales sur l'Irak, l'Afghanistan, le Soudan, le Yémen, Haïti, le tout sous l'égide de l'impérialisme américain qui entend bien rester le maître du monde, contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

5- La CIA avait financé et encouragé le développement du mouvement des Talibans au Pakistan, embourbé en Afghanistan comme autrefois au Vietnam, l'impérialisme après avoir renversé leur régime à Kaboul leur tend la main... pleine de dollars. Quoi de plus naturel ? En Afrique ou en Amérique latine, l'impérialisme n'a-t-il pas soutenu, ne soutient-il pas encore des dictatures pour que les multinationales pillent les richesses des peuples de ces continents, alors une de plus, franchement où serait le problème ?

Quelques infos en bref.

Sarkonzy serait en plus un piètre avocat. A-t-il au moins une qualité ?

L'affaire Clearstream entraîne lapsus sur lapsus chez Nicolas Sarkozy. On se rappelle du mot «coupables», lancé lors de son interview télévisée de septembre dernier, à propos de personnes seulement accusées.

Dans son communiqué publié peu après l'annonce de la relaxe de Dominique de Villepin, le président a annoncé qu'il ne ferait pas appel de cette décision.

Or, en tant que partie civile, Sarkozy ne peut pas faire appel de cette décision de relaxe. L'article 497 du code de procédure pénale précise que, en matière correctionnelle, seul le parquet et les personnes condamnées sont en droit de le faire. La partie civile peut faire appel «quant à ses intérêts civils seulement», dixit la loi. Et comme Villepin n'a pas été condamné à verser quoi que ce soit, cette phrase est sans objet. Une erreur surprenante de la part d'un président, dont la profession première est avocat... (Libération.fr 28.01)

Affaire Frêche.

Je ne connais que par les médias cet autocrate plutôt rustique exclu récemment du PS, pour avoir tenu des propos tendancieux pour les uns ou inacceptables pour les autres. A plusieurs reprises dans le passé en lisant les articles des agences de presse ou des médias nationaux, j'avais cru comprendre que ses détracteurs avaient extrait ce qui les intéressait de ces propos pour ensuite pouvoir l'attaquer, je n'en était pas certain, donc je me suis abstenu d'en parler pour ne pas prendre le risque de commettre une grossière erreur.

Procédons par ordre.

1- On lui reproche aujourd'hui d'avoir dit de Fabius, je cite : «Il a une tronche pas catholique».

2- Fabius étant "*d'origine juive*" selon ce que j'ai lu, il y aurait un relent d'antisémitisme dans le propos de Frêche, le conditionnel ici n'exprimant pas une hypothèse, mais une affirmation.

3- Frêche s'en défend en rétorquant qu'il avait "*répondu (à Fabius) par une expression populaire utilisée par tous les Français depuis des*

siècles". J'ai regardé dans mon Lexis Larousse de 1975, cette expression date en effet de 1863. Cette expression s'applique aux choses ou aux êtres, par exemple : son comportement n'est pas très catholique, signifie que son comportement n'est pas clair, on exprime un doute, cette expression a une valeur négative. Frêche a précisé qu'il avait voulu ainsi exprimer "*le manque de confiance que j'ai à son égard (de Fabius) depuis le Congrès de Rennes de 1990 et pas autre chos.*" Pas de quoi fouetter un chat.

4- Question : Alors pourquoi cette polémique qui ressemble à un lynchage ? Avant d'y venir, revenons sur l'accusation d'antisémitisme avancée par l'ensemble de ses procureurs généraux, de l'UMP au NPA en passant par le PS et le PG, SOS racisme, la Licra et le Crif notamment.

5- Dans le site Rue89, j'ai trouvé des données qui ne collent pas avec cette accusation, apparemment, vaut mieux être prudent. Voici ce qu'on pouvait y lire hier, je cite :

"L'accusation d'antisémitisme est pourtant paradoxale. Il suffit de taper « Frêche + juifs » sur Google pour s'en rendre compte. A part les liens qui renvoient à l'actualité du jour, la quasi totalité des occurrences accusent Georges Freche d'être l'ami des juifs.

Au premier rang desquelles on retrouve cette vidéo, tournée le 24 juin 2007 à Montpellier, à l'occasion de la « *Journée de Jérusalem* », dans le cadre du jumelage entre sa ville et la localité israélienne de Tibériade :

« *Je suis ravi que, pour la première fois, la France ait élu au suffrage universel direct, ce sera mon bonheur dans mon malheur, un juif président de la République. On avait eu Léon Blum et Mendès France premiers ministres, mais on n'avait jamais eu un juif élu au suffrage universel. C'est un beau succès.*

Et en plus avec Kouchner ministre des Affaires étrangères, qu'est-ce que vous voulez de plus ? Alors je vais dire à mon ami Kouchner : quand c'est que tu reconnais Jérusalem capitale d'Israël ? »

Outre le fait que ni Nicolas Sarkozy ni Bernard Kouchner ne soient juifs du point de vue de l'orthodoxie de la religion, la déclaration, loin d'être la seule en ce sens, avait suffit pour voir se multiplier les accusations de sionisme.

Jadis taxé de sioniste et aujourd'hui d'antisémite, Georges Frêche n'a cependant jamais été condamné pour injure raciste, malgré ses propos controversés sur les « *blacks* » en équipe de France de football ou sur un groupe de harkis assimilés à des « *sous-hommes* »."

6- Frêche, hier accusé de sionisme, se retrouve accusé d'antisémitisme, plutôt étrange pour quelqu'un qui réclame à cors et à cri que Jérusalem soit reconnue comme la capitale du seul Etat israélien, non, surtout à peine six semaines avant les élections régionales où il est candidat investi par les membres du PS local, tout juste 15 jours avant la date limite (15 février) pour élaborer une nouvelle liste PS-Verts contre Frêche qui est donné favori, n'y aurait-il pas par hasard un rapport entre les deux événements ?

7- A qui profite cette polémique ?

Le député UMP Eric Raoult n'a pas hésité à déclarer : "*J'ai découvert un Le Pen de gauche*" (Reuters 28.01), alors qu'on ne comptent plus les nazillons à l'UMP ! Passons sur l'amalgame qui relève de la calomnie. D'un côté, on apprend que cette polémique serait une aubaine pour le candidat de l'UMP donné battu jusqu'à présent. De l'autre, 'Pascale Boistard, secrétaire nationale aux adhésions avertit : si les socialistes qui figurent sur la liste Frêche «*ne désertent pas cette liste, ils seront exclus*». Jusqu'à présent Frêche avait rallié les socialistes des cinq fédérations de la Région, dont l'Hérault, puissant bastion PS, qui avaient soutenu le président Frêche.' (AFP 28.01)

8- Dernier élément.

A quand remonte les propos de Frêche, dans quelle circonstance les a-t-il prononcés ? On aurait pu commencer par là, mais toute notre démonstration aurait alors été inutile et on se serait privé de constater (encore une fois) à quel point tous les partis qui crient au loup dans cette affaire sont pourris jusqu'à la moelle.

Selon l'article du 28 janvier paru sur le site Rue89, ses "*propos ont été prononcés le 22 décembre lors du conseil d'agglomération de Montpellier qu'il préside, et repris par L'Express paru ce jeudi.*". Entre le 22 décembre et le jeudi 28 janvier, il s'est écoulé 37 jours et pendant 36 jours ces propos n'ont apparemment fait l'object d'aucune polémique, puis soudain... Etrange, non ?

9- Pour terminer ensuite chacun se fera sa propre opinion. Question : Une liste PS conduite par le maire de Montpellier Mme. Mandroux serait-elle plus fréquentable ou préférable à celle de Frêche pour que le Front de gauche, le NPA, les Verts, etc. puissent tranquillement reporter leurs voix et ainsi "*battre la droite*" en donnant l'impression, l'impression seulement, de ne pas avoir brader les principes qu'ils prétendent défendre face au PS, en toute indépendance bien entendu ? Electoralistes tous ces gens-là, pensez-vous, ils ne pensent qu'aux intérêts du bon peuple de France !

Nauséabond toute cette histoire, non ? Elle donne une image épouvantable de la politique, à qui profite le crime, devinez : Ils voudraient que

les travailleurs se détournent de tous les partis qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, pendant ce temps-là le régime se survie à lui-même, le seul gagnant dans cette affaire, c'est l'essentiel pour eux.

L'abstention à ces élections est bien la seule position correcte.

Allemagne.

Le taux de chômage en Allemagne a atteint 8,6% en janvier 2010 et touche désormais 3,617 millions de personnes, selon les chiffres publiés jeudi par l'Office fédéral du Travail. (AP 28.01)

Grande-Bretagne.

Le système bancaire britannique n'est plus considéré comme l'un des plus stables et les moins risqués du monde, a annoncé jeudi Standard & Poor's.

S&P ajoute qu'elle s'attend à ce que la réduction du niveau élevé d'endettement britannique pèse lourdement sur les perspectives de croissance économique du pays et sur la performance financière de ses banques. (Reuters 28.01)

Etats-Unis. Ford. Le miracle du crédit gratuit, merci la Fed, merci Obama.

Ford Motor publie des profits de 2,7 milliards de dollars (1,9 milliard d'euros) pour 2009, son premier bénéfice net annuel depuis 2005, et ajoute qu'il vise aussi un bénéfice en 2010 en regagnant des parts de marché malgré une reprise lente des ventes automobiles aux Etats-Unis.

Pour le seul quatrième trimestre, Ford dégage un bénéfice supérieur aux attentes, à 868 millions de dollars, soit 25 cents par action, contre une perte de 6 milliards et 2,51 dollars par action un an auparavant.

Le constructeur automobile a réitéré sa prévision d'une année 2011 qui sera "*fortement rentable*".

Le groupe a également fait état d'un flux de trésorerie positif de 3,1 milliards de dollars au quatrième trimestre pour son activité automobile. Une situation qui devrait se poursuivre cette année.

Grâce à des flux de trésorerie positifs au second semestre 2009, Ford a limité à 300 millions de dollars l'ensemble de sa trésorerie brulée sur 2009, contre 19,5 milliards en 2008.

Ford a terminé 2009 avec une dette de 34,3 milliards de dollars dans l'automobile, contre 26,9 milliards à la fin du troisième trimestre en raison principalement de sa contribution au régime de retraite et de soins de santé du syndicat de l'automobile Union Auto Workers.

Pour 2009, le bénéfice net de la branche Ford Motor Credit est de 1,27 milliard de dollars, contre une perte nette de 1,54 milliard en 2008. (Reuters 28.01)

Iran. Pendus pour l'exemple.

Deux personnes ont été exécutées par pendaison jeudi en Iran.

Une chaîne de télévision officielle avait annoncé auparavant que Mohammad Reza Ali Zamani et Arash Rahmanpour avaient tous deux participé aux manifestations qui ont suivi la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad en juin dernier.

Mais le procureur de Téhéran Abbas Jafari Dowlatabadi n'en a pas fait mention lors de son intervention sur la TV publique, affirmant que les deux hommes appartenaient à un groupe d'anarchistes et avaient planifié d'assassiner des fonctionnaires et d'organiser des attentats à la bombe.

L'avocat de l'un des deux hommes a précisé que son client avait été arrêté en avril 2008, soit deux mois avant l'élection et les émeutes meurtrières qui ont suivi. (AP 28.01)

Le 30 janvier

J'ai mis en ligne deux pages du dernier numéro d'*Informations ouvrières* consacrées à la question des retraites, cela peut intéresser les camarades.

Au-delà du fait qu'il est nécessaire de "*défaire la propagande officielle*", il serait bon de rappeler que les besoins et les aspirations de la classe ouvrière sont indépendants de ceux de la classe des capitalistes, qu'ils ne sont pas déterminés, dictés ou n'ont pas à tenir compte de la crise du capitalisme, c'est la base du combat pour le socialisme, non ? Pourquoi 37,5 annuités ou 60 ans, parce qu'on estime que c'est suffisant, peut-être trop de nos jours d'ailleurs, point barre.

Prenons un exemple. Le droit à la santé devrait être un droit universel, il ne devrait faire l'objet d'aucune discussion ou exception, on ne peut pas concevoir que certains enfants, femmes ou hommes (en France ou dans le monde) pourraient se faire soigner, tandis que d'autres en seraient privés parce qu'ils n'en auraient pas les moyens financiers, le contraire constitue une injustice intolérable.

Ce n'est pas une question théorique ou idéologique à proprement parlé, mais morale, morale de classe. De son côté, la classe des capitalistes estime normal que des millions de personnes crèvent dans des conditions de souffrances atroces à travers le monde, de notre côté, nous estimons que cette situation relève de la barbarie. On voit bien là que ce sont deux conceptions du monde inconciliables qui s'affrontent et que leur fondement est fondamentalement antinomique.

La même argumentation peut être développée pour le droit à s'alimenter, à se vêtir, à l'instruction, au travail, aux congés, à la culture, au logement, etc., bref, en dehors du respect que l'on peut témoigner par ignorance envers un régime économique synonyme d'inégalité et d'injustice au nom du profit, de l'argent, du pouvoir, de la crainte qu'il peut nous inspirer au point de vivre en permanence dans un état de soumission sans espoir d'en sortir, on ne voit pas qu'est-ce qui pourrait justifier de vivre dans un monde aussi pourri.

"*Défaire la propagande officielle*" est une chose, c'est le minimum dirons-nous, combattre pour le socialisme en est une autre. Je ne commenterai pas l'édito de Gluckstein, il s'adresse aux dirigeants du PS, je cite : Aubry, Bartolone, Hamon, cela ne nous concerne pas.

Affaire Frêche, quelques éléments supplémentaires.

1- Les dirigeants des cinq fédérations départementales du PS en Languedoc font bloc derrière le président de région sortant.

"*Rien ne va changer, on reste en campagne. Pour nous c'est un épiphénomène*", a assuré vendredi le sénateur Robert Navarro, qui dirige la fédération PS de l'Hérault, l'une des dix plus importantes de France.(Reuters 29.01)

2- Il ne faudrait pas qu'au prétexte de régler son compte politique à Georges Frêche, ce qui est son problème, le Parti socialiste se mette à renforcer, en France, l'inquisition linguistique et le politiquement correct, déjà fort agissants comme ça.

Car il s'agit de cela dans la violente condamnation du dernier «*dérapage*» du président de la région Languedoc-Roussillon par les responsables du PS. D'une exagération, peut-être opportune à leurs yeux, d'une emphase volontaire, et sûrement utilitaire, qui peuvent s'avérer bien plus préjudiciables à l'intérêt général, à notre morale langagière commune, qu'à leur cuisine électorale dans le sud. On ne joue pas avec l'effroi que provoque et doit provoquer la parole et la pensée antisémites. On ne l'invente pas, ne l'invoque pas quand il n'y a pas lieu qu'il soit, au risque d'affaiblir la référence sacrée à la Shoah et de trahir ceux aux noms desquels on prétend s'insurger.

Il n'a pas échappé à ceux qui ont lu ou écouté leurs réactions offusquées que les socialistes ont sauté sur la première occasion linguistique pour lancer, à Montpellier, la liste concurrente qu'ils tenaient au chaud, autour d'Hélène Mandroux, la maire PS de la ville. Mais ils sont allés, pour ce faire, loin, jeudi 28 janvier, dans l'indignation de «*vierges effarouchées*» -pardon aux vierges et aux effarouchées-, trop loin pour que ces plaintes soient perçues comme tout à fait honnêtes et sincères.

Abus de mots. Abus d'appels aux consciences. Jeu dangereux. Que diront-ils, ces socialistes, quand fleuriront, chez Le Pen ou ailleurs, les vraies formules antisémites, les saillies xénophobes et les insultes racistes? Cette révision du dictionnaire, cette correction de ce qui «*se dit*» ou «*ne se dit pas*», «*se fait*» ou «*ne se fait pas*», qu'on pensait appartenir à un camp plus conservateur, laisse comme une ombre inquiétante. (Slate.fr 29.01)

3- En Israël, on s'étonne beaucoup que traiter en France un juif de juif soit une insulte et fasse couler autant d'encre. En revanche, l'utilisation manifeste d'un éventuel «*dérapage*» à des fins politiciennes trouble. (Slate.fr 29.01)

Commentaire.

La social-démocratie a fait le lit de dictatures et du fascisme à une autre époque, pas seulement hélas, elle vient de faire élire au Chili un admirateur de Pinochet ... et de Sarkozy ! Après cela, votez PS au premier ou au second tour pour "*battre la droite*" ! Quand la bonne conscience fait office de conscience de classe ! La lutte des classes évolue, mais la conscience de classe piétine !

Retraite : un acquis social. 60 ans : c'est déjà tard, trop tard pour profiter de la vie !

Diffusés ce vendredi par *Les Echos* et France Info, les résultats du sondage BVA révèlent l'attachement des Français au système des retraites. 63% d'entre eux, soit six Français sur dix, se disent favorables au maintien de l'âge du départ à la retraite à 60 ans, estimant qu'il s'agit d'"*un acquis social sur lequel il ne faut pas revenir.*"

Ils sont 34% à estimer que l'âge de la retraite peut être repoussé en raison de l'allongement de l'espérance de vie, et 3% ne se prononcent pas.

BVA a également relevé le clivage gauche-droite puisque 73% des sympathisants de gauche demandent le maintien de la retraite à 60 ans contre 43% des sympathisants de droite.

Mais dans l'ensemble, 51% des Français seraient prêts à travailler plus longtemps, et 31% à payer plus pour sauver leurs retraites. (Lexpress.fr 29.01)

Les 34 et 31% doivent être les mêmes et appartenir à la classe moyenne des cadres ou salariés qui ont les moyens de payer plus pour leurs retraites.

Etats-Unis.

1- Barack Obama proposera vendredi 33 milliards de dollars de crédits d'impôts pour encourager les PME américaines à recruter et à augmenter les salaires en 2010, a déclaré jeudi une source gouvernementale.

Selon ce plan, il sera accordé 5.000 dollars de crédit d'impôt pour chaque embauche nette dans l'année calendaire 2010.

Les entreprises augmentant les salaires pourront se faire rembourser une partie des cotisations retraite.

Le montant des aides sera plafonné à 500.000 dollars par entreprise pour garantir que l'essentiel de la somme aille aux petites et moyennes sociétés. (Reuters 29.01)

2- Après un début d'année catastrophique, le Produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a atteint 5,7% en rythme annuel au quatrième trimestre 2009 (octobre-décembre), selon les chiffres annoncés vendredi par le Département du Commerce. Le PIB américain a chuté de 2,4% sur l'ensemble de l'année 2009, le plus fort recul depuis 1946. (AP 29.01)

Banques.

1- ING Group a finalisé la vente de sa division de banque privée en Asie à Oversea-Chinese Banking Corp, dans le cadre de la plus grosse transaction dans le secteur de la banque privée depuis l'éclatement de la crise financière. (Reuters 29.01)

2- Mizuho Financial Group, la deuxième banque japonaise par actifs, confirme son retour à la rentabilité dans le cadre de la publication de ses résultats trimestriels, grâce à la baisse des coûts liés aux créances douteuses et à des pertes plus faibles sur son portefeuille de titres.

Mizuho a dégagé un bénéfice net de 38,5 milliards de yens (306 millions d'euros) pour la période octobre-décembre, contre une perte nette de 145,1 milliards un an auparavant. (Reuters 29.01)

Mais où ont-ils donc la tête ? Ou alors des nantis, ils ont trop de fric !

Rien qu'à Roissy-Charles-de-Gaulle, 750 ordinateurs professionnels sont retrouvés chaque semaine. Au total, dans les huit plus grands aéroports européens, ce sont près de 4.000 micros qui s'égarent, selon l'étude réalisée par l'Institut Ponemon pour le compte de Dell. Aux États-Unis, 600.000 portables professionnels se volatilisent ainsi chaque année et près de 70% d'entre eux ne sont jamais réclamés. Bizarrement, ces micros portables sont le plus souvent perdus aux points de contrôle de sécurité, un des endroits les plus surveillés de l'aéroport.

Dans le seul TGV à destination de Bruxelles, au moins un ordinateur est volé chaque jour, reconnaît Régis Poincelet, directeur de la sûreté de GDF Suez et vice-président du Club des directeurs de sécurité des entreprises (CDSE).

Aux ordinateurs oubliés s'ajoutent maintenant des milliers de téléphones portables tombés des poches. Rien qu'à Londres, 10.000 téléphones se perdent chaque mois dans les taxis. 80% sont restitués, selon une étude de Credant Technologies. (LeFigaro.fr 29.01)

Le 31 janvier

On passe directement aux infos en bref, les différentes rubriques seront actualisées plus tard ou demain matin faute de temps. J'ai laissé dans la page d'accueil, dans les différentes rubriques, les titres des articles du mois de janvier, pour les camarades qui ne se connectent pas régulièrement sur le site.

Bon dimanche à tous.

Fillon. Un régime de rigueur appliqué aux collectivités locales. En mars : voter pour la mise en oeuvre de cette politique antisociale ?

François Fillon assure dans un entretien au *Figaro* de ce samedi que les dépenses publiques globales progresseront "*désormais à un rythme inférieur à 1% par an dès 2011*" afin d'enrayer la spirale des déficits, fixant également un calendrier jusqu'en 2013.

"*Concrètement, cela signifie un gel du budget des ministères et des efforts comparables pour les collectivités locales...*" (Libération.fr 30.01)

En annonçant pour ainsi dire le gel des dépenses sociales notamment qui concernera l'ensemble du territoire donc les régions, à dès lors à quoi bon aller voter aux élections régionales si ce n'est voter pour la rigueur ?

Retraite.

François Fillon affirme dans dans le même entretien au *Figaro*, que la question de la hausse des cotisations sera "*posée*" à l'occasion de l'examen de la réforme des retraites, tout en écartant "*une remise à plat complète*" du système. (Libération.fr 30.01)

Quand on a en mémoire les déclarations de Sarkozy et de Fillon, on s'aperçoit qu'ils disent tout et son contraire. Que craignent-ils ? L'étincelle qui déclencherait une explosion sociale ?

Il ne va pas en manquer pour affirmer avec satisfaction qu'en écartant "*une remise à plat complète*" du système de retraite, le gouvernement a reculé par crainte d'un mouvement social pour défendre le régime par répartition. Pourquoi pas, reculé pour mieux sauter, un pas en arrière deux pas en avant...

Raison de plus pour se mobiliser et lui infliger une défaite en mettant en avant la nécessité de revenir à 37,5 annuités (public-privé) de cotisations et de conserver les 55 ou 60 ans pour partir à la retraite à taux plein, l'ensemble des régimes spéciaux, quite à renverser le gouvernement et à en finir avec le capitalisme si nécessaire pour y parvenir, y aurait-il une autre perspective révolutionnaire ou issue politique à la crise du capitalisme qui correspondrait aux intérêts collectifs de la classe ouvrière ?

La méthode Coué de La Talonnette ne fait pas recette.

Nicolas Sarkozy a déclaré lundi que le chômage reculerait "*dans les semaines et les mois qui viennent*".

A la question de savoir si le chômage baissera durablement dans les prochaines semaines et les prochains mois, selon un sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche réalisé les 28 et 29 janvier et diffusé samedi, 77% des sondés répondent par la négative et 23% par l'affirmative. (Reuters 30.01)

La crise rampante au sein de l'UMP s'étale au grand jour.

Le conseil national de l'UMP a approuvé samedi ses listes pour les élections régionales de mars, non sans difficultés, seuls 60% des délégués les ayant approuvées. "*Ca n'a pas toujours été facile*", a dû constater le Premier ministre François Fillon, alors que toutes les listes n'ont pas encore été approuvées totalement.

En dépit des tractations de dernière minute, les négociations sur la composition définitive devront donc se poursuivre au cours du week-end. "*Il se peut que dans les 48 heures qui viennent, nous ayons encore besoin d'ajuster, de rectifier, de modifier quelque chose*", a avoué Jean-Claude Gaudin, président de la commission nationale d'investiture du parti majoritaire.

Quelques instants plus tôt, c'est sous quelques sifflets que le vice-président de l'UMP Jean-Pierre Raffarin avait annoncé à la tribune que les investitures avaient été adoptées par 60% des membres du conseil national contre 40%. (AP 30.01)

Affaire Frêche, suite.

Le journal Le Parisien reproduit samedi un courrier adressé par le président de la région Languedoc-Roussillon, Georges Frêche, à Laurent

Fabius le 28 janvier, jour où a éclaté la polémique, dans lequel il dit vouloir clore ce qu'il qualifie d'"incident" mais ne présente pas d'excuses au député de Seine-Maritime.

"*Si la confiance n'est pas nécessairement de mise entre nous, l'expression que j'ai utilisée n'a pas de connotation religieuse. Tu connais depuis longtemps mon amitié pour Israël*", écrit Georges Frêche à l'ex-Premier ministre socialiste, dont la famille est d'origine juive.

"*C'est une expression populaire du XIXe siècle qui est dans tous les bouquins de citations, cela veut dire quelqu'un en qui on n'a pas confiance", s'est défendu Georges Frêche samedi sur RTL en confirmant l'envoi de son "courrier d'explication*".

"*Je suis opposant à Fabius au sein du PS depuis 25 ans, il n'y a rien de nouveau*", a-t-il ajouté.

"*Je suis victime de l'ambition de Martine Aubry qui utilise le Languedoc-Roussillon pour essayer de prendre de l'avance sur ses concurrents dans l'investiture au sein du PS pour la prochaine course à l'Elysée*", a affirmé le président sortant, qui se présente sous l'étiquette divers-gauche au scrutin de mars. (Reuters 30.01)

Frêche est infréquentable, je n'ai jamais prétendu le contraire évidemment et les camarades l'ont bien compris, je n'ai reçu aucun courriel à ce propos, tout comme Fabius ou l'ensemble des dirigeants du PS.

Etats-Unis.

1- "*Quand tant de gens bataillent encore, quand un Américain sur dix ne peut toujours pas trouver d'emploi et que des millions d'autres travaillent plus dur et plus longtemps pour gagner moins, notre mission n'est pas seulement de faire croître l'économie*", a dit Obama samedi dans son message radiodiffusé hebdomadaire, également publié sur internet. (Reuters 30.01)

"*Travailler plus dur et plus longtemps pour gagner moins*", un aveu terrible, une punition d'autant plus difficile à digérer qu'elle s'applique dans un pays ou la population est habitué à consommer sans modération.

2- Larry Summers, principal conseiller de Barack Obama pour les questions économique, a souligné à Davos le prix fort payé par les chômeurs : "*Ce à quoi nous assistons, aux Etats-Unis, c'est à une reprise sur le plan des statistiques, et à une récession pour les humains*". (Reuters 30.01)

Côté aristocratie financière : la "*reprise*" de Wall Street et de la spéculation, côté classe ouvrière : la "*récession*" sociale sans fin. Si la reprise bénéfie aux voyous de la finance et aux négriers de l'industrie d'une part, et que la récession est réservée aux humains, donc au prolétariat frappé par les conséquences de la crise du capitalisme d'autre part, cela signifie que les banquiers n'appartiennent pas vraiment au genre humain. Il est vrai que le sort que réserve le capitalisme en décomposition à tous les peuples à l'exclusion des classes dominante, n'a rien d'humain et s'apparente davantage à la barbarie.

Je ne suis pas certain que c'est ce qu'a voulu dire monsieur Summers, mais on peut le remercier d'avoir rappelé que toutes les classes ne bénéfiaient pas du même traitement de la part du capitalisme, avec en toile de fond... la lutte des classes.

Epuration. Nouvelles concentrations du capital dans le secteur bancaire aux Etats-Unis.

L'American Marine Bank de Washington, la Marshall Bank dans le Minnesota, la First Regional Bank de Los Angeles, la Florida Community Bank d'Immokalee, la First National Bank of Georgia, à Carrollton, et la Community Bank and Trust de Cornelia, en Géorgie, ont ainsi déposé leur bilan, annonce le fonds de garantie des dépôts bancaire (FDIC), ce qui porte à 15 les faillites enregistrées cette année dans le secteur.

Selon la FDIC, 2010 devrait connaître un pic des faillites bancaires. L'an dernier, 140 établissements ont cessé leurs activités. Vingt-cinq avaient connu le même sort en 2008 et trois en 2007.

L'organisme estime que les faillites bancaires vont lui coûter au total une centaine de milliards de dollars sur la période 2009-2013. (Reuters 30.01)

OMC. Boucler en 2010 le cycle des négociations de Doha : personne n'ose y croire !

Réunis à Davos en marge du Forum économique mondial, les ministres du Commerce d'une vingtaine de pays se sont montrés peu optimistes quant aux chances de conclure cette année les discussions sur la libéralisation du commerce mondial. (Reuters 30.01)

Tunisie. Un régime arbitraire et corrompu.

Une cour d'appel tunisienne a confirmé la peine de six mois de prison infligée en novembre au journaliste et opposant Taoufik ben Brik.

Des militants pour la liberté d'expression ont pris fait et cause pour le journaliste et dénoncé des charges fabriquées de toutes pièces pour le faire taire.

"*Je vais entreprendre une action en justice devant les Nations unies contre le gouvernement tunisien*", a dit à Reuters la femme du journaliste, Azza Zarad.

Le journaliste était poursuivi sur la foi d'une plainte d'une femme, qui lui reproche de l'avoir agressée et d'avoir endommagé sa voiture lors d'une dispute dans la rue.

Il se dit victime d'un piège tendu par la police tunisienne.

Les défenseurs des droits de l'homme accusent la Tunisie de se servir de la police et des tribunaux pour faire taire les opposants au régime, dirigé depuis 23 ans par Ben Ali. (Reuters 30.01)

Chine. Tirer un coup, disons régulièrement... pour maintenir la productivité des travailleurs.

Trente millions de personnes ont quitté leur région pour venir travailler dans cette province du sud de la Chine, qui contribue largement aux exportations nationales.

Cet exode a séparé de nombreux couples, qui souffrent de "*graves privations sexuelles*", selon Zhang Feng, directeur du planning familial du Guangdong.

"*Les migrants auront moins d'intérêt pour leur travail s'ils ne peuvent satisfaire leurs besoins sexuels*", conclut Zhang. (Reuters 30.01)

Pour moi qui vit en Inde où j'ai pu constater directement à de multiples reprises le niveau de conscience et de connaissance misérables des autorités ou des élus ou encore des représentants des classes dominantes, leur manque absolu d'humanisme, cette réflexion ne m'étonne pas. A mon avis, c'est difficile ou impossible de se faire une idée exacte de la pourriture qui habite ces gens-là en y étant pas confronté soi-même. Ils ne sont pas évolués, ils ont conservé la mentalité de féodaux ou d'esclavagistes.

Tu es séparé de ta compagne (ou l'inverse), pas problème, on va te mettre à disposition un bordel bon marché proche de ton lieu de travail, mieux encore dans le périmètre de l'usine pour tu puisses te soulager plus souvent et sans risque sous le contrôle vigilant de notre très bon directeur des ressources humaines de l'usine. Ou alors, on va vous distribuer gratuitement des préservatifs pour que vous puissiez vous taper des putes chaque fois que vous en aurez envie. Avouez-le tas d'obsédés sexuels, elle n'est pas belle la vie au pays des esclavagistes modernes !

Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries février 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 1er février

Ils chauffent, ils sont sur la bonne piste, encore un effort et ils comprendront que c'est l'ensemble du système capitaliste qu'il faut balayer.

Un article paru dans le site Rue89 (au format pdf dans la rubrique Info économique).

Et si la finance avait adopté la fraude pour éviter une crise fatale au système ?

C'est la thèse du juge Jean de Maillard. Entretien.

Est-ce un syndrome de la crise économique ? Sa cause ? Ou sa conséquence ? En tout cas, l'idée que l'économie contemporaine est gangrenée par la criminalité fait son chemin.

Depuis « *Un monde sans loi* » (Stock, 1998), Jean de Maillard, magistrat et blogueur de Rue89, explore les vices cachés de la criminalité financière. Dans son dernier livre, « *L'Arnaque* », le magistrat (qui n'a jamais été juge financier) inverse le paradigme : et si, pour survivre, la finance internationale, avait pris en main les ressorts de la « *fraude* » ?

« *C'est un terme par défaut, précise-t-il, qui remonte aux années 80, au moment où Reagan et Thatcher arrivent au pouvoir. Ils mettent en concurrence, dans l'univers du crédit immobilier, les structures mutualistes avec les entreprises privées. C'est là que la dérive commence.*»

La technique de la chaîne de Ponzi, comme Madoff.

Pour l'auteur, les banques sont au cœur de ce dispositif. Les états prêtent de l'argent aux banques, qui spéculent sur les bourses pour faire monter les cours et refaire de l'argent avec la mise initiale.

Avec une constante dans les techniques utilisées par les intermédiaires financiers : le recours à la chaîne de Ponzi (aussi appelée boule de neige ou pyramide) :

« *Exactement comme dans l'affaire Madoff, vous financez une arnaque en demandant aux nouveaux entrants de financer ceux qui sont déjà*

dans le système. »

Résultat : chaque crise voit surgir sa propre bulle spéculative, immobilière, Internet, liée au crédit… Avec des liquidités qui viennent nourrir les paradis fiscaux, échappant à l'impôt, mais terriblement nécessaires aux mécanismes économiques. D'où l'hypocrisie des grandes déclarations d'intention de ces derniers mois sur les places off-shores.

« *Le plus important, c'est la fonction réglementaire des paradis fiscaux qui permet d'implanter fictivement certaines activités.*»

Y-a-t-il une volonté politique de lutter contre ce phénomène ?

Pour qu'il y ait une volonté politique, encore faudrait-il qu'il y ait une conscience politique… Les dirigeants politiques ne savent même plus ce qui se passe dans la sphère financière. Reprendre en main le système financier aurait pour conséquence de le détruire. »

Dernière mode : l'explosion des « *dark pools* », les bourses noires.

Dernier phénomène inquiétant de la planète finance, l'explosion des dark pools. Ces « *boites noires* » ou « *bourses noires* » ont vu le jour en 2007 en Europe, à partir de la directive des marchés d'instruments financiers (MIF). Elles consistent à proposer aux investisseurs une place de marché sans cotation publique. En clair, vous achetez ou vendez sans connaître la valeur des actions, actions par ailleurs cotées sur les grandes places financières.

Initialement, le principe du « *dark pool* » est d'éviter les écarts de cours lié à certains ordres. En fait, nul ne sait vraiment -y compris les experts de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans un avis d'octobre 2009- comment contrôler ces nouvelles places…

Pour Jean de Maillard, les « *dark pools* » sont le lieu des prochains dérapages de la finance.

Point retraites et chômage : la collaboration de classes à l'oeuvre.

1- Retraites.

Le gouvernement semble avoir abandonné provisoirement l'idée de refondre totalement le système de retraite pour basculer sur un système à points. Le jeu n'en vaudrait pas vraiment la chandelle, il ne présenterait que des inconvénients par rapport au système par répartitition, il serait trop risqué sur le plan social et économique et sa mise en place pourrait prendre du temps et s'avérer coûteuse à un moment où il n'est question que de rigueur, de plus il ne règlerait aucun problème.

Invité de l'émission La Tribune-BFM, Claude Guéant a dit : "*On n'est pas très enthousiaste parce qu'on vient de constater que si le gouvernement suédois n'était pas intervenu, les retraites baissaient en 2009 de plusieurs points*", et d'ajouter : "*Il y a un risque que je ne suis pas sûr que les Français sont prêts à accepter.*", autrement dit la crainte d'une mobilisation de la classe ouvrière...

Darcos a semblé sur la même longueur d'onde au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI, en disant : "*Il faut évidemment sauver le système par répartition, c'est la clef de tout, ça ne se discute pas*".

Les autres "*pistes*" qu'ils ont à l'étude.

1- "équilibrer différemment la part des cotisations qui vont (...) sur le chômage, et la part qui va sur les retraites", Xavier Darcos, reprenant un argument de Fillon et Guéant, au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI. Il a estimé que ce rééquilibrage serait facilité par une amélioration de l'emploi et une réduction du nombre de chômeurs. (Reuters 31.01) Il se fie à la déclaration de Sarkozy de lundi dernier dans laquelle il avait dit que le chômage reculerait "*dans les semaines et les mois qui viennent*"... alors qu'il continue de croître chaque semaine qui passe !

2- Il a écarté une taxation des profits, des bonus et des stock-options : "*Mon avis est que nous taxons déjà beaucoup et que ce n'est pas par là qu'il faut passer.*".

Taxer les capitalistes non, taxer les travailleurs oui, on avait compris le message, merci !

3- Il a réaffirmé qu'il faudrait travailler "*plus longtemps*". Le recul de l'âge de la retraite est sans doute "*une des pistes qu'il faudra aborder*", a-t-il souligné.

"*L'âge de 60 ans c'est une sorte de curseur qui fait que ça encourage à partir et que finalement nous avons un emploi des seniors qui est bien moins bon au total que (dans) les pays comparables*", a expliqué Xavier Darcos, comme l'avait fait avant lui Guéant. "*Eh bien sans aucun doute, oui, il faudra toucher à ce curseur-là.*"

4- Il s'est également prononcé en faveur d'une "*plus grande convergence*" entre le régime de retraites du secteur privé et celui de la fonction publique. "*Aucune idée n'est taboue*", a-t-il assuré à ce propos. Au lieu de prendre comme référence ce qui se fait de mieux en matière de retraite, alignons tous les secteurs sur ce qui se fait de pire, tel est le message que les fonctionnaires apprécieront sans doute.

Le seul tabou que connaissent ces gens-là : c'est le capitalisme qu'il ne faut pas remettre en cause, on ne lui demande pas d'ailleurs, c'est notre affaire et uniquement la nôtre. On ne demandera la taxation du capital, notre tâche est de le renverser !

En conclusion.

Le 27 janvier Thibault avait demandé à Sarkozy de "*clarifier*" ses objectifs sur la réforme des retraites lors du sommet antisocial du 15 février, feignant l'ignorance, il avait ajouté que ce rendez-vous était "*pour l'instant un rendez-vous mystérieux*" (AP 27.01), le ministre du chômage vient de préciser à lui et aux autres bureaucrates syndicaux quels seraient le cadre et l'objectif de leurs discussions : "*Il faudra tout simplement que nous travaillions plus longtemps*", comme s'il s'agissait d'une évidence, pour eux cela ne fait aucun doute évidemment, en mettant les points sur les i : "*C'est ce qu'il faut discuter*", "*Eh bien sans aucun doute, oui, il faudra toucher à ce curseur-là.*". Le doute n'est plus permis.

La messe est dite, ils ne pourront pas dire : nous ne savions pas, nous sommes tombés dans un "*piège*" - l'argument favori du POI pour blanchir les dirigeants syndicaux de toute responsabilité. Le gouvernement et le patronat à Thibault, Mailly, Chérèque, etc. : messieurs nos partenaires, à quel âge êtes-vous prêts à repousser le départ à la retraite à taux plein, 61, 62, 63, 64, 65 ans, plus ?

En fait de "*piège*", c'est leur subordination totale au capital qu'ils ne pourront pas camoufler et qui s'étalera au grand jour.

J'ai comme l'impression que les positions opportunistes des uns et des autres vont alimenter la crise que traversent tous les partis se réclamant de la classe ouvrière. La crise du capitalisme au secours de la lutte de classe du prolétariat pour y voir plus clair dans ses rangs, salutaire s'il en sortait une nouvelle direction, marxiste révolutionnaire bien entendu !

Au fait, en Allemagne ils ont six semaines de congés payés, nous cinq seulement, pourquoi personne ne met en avant la nécessité de passer à six semaines de congés payés ? Pourquoi absolument personne (syndicats et partis) n'avance plus aucune revendication en rapport avec les besoins nouveaux de la classe ouvrière ? Pourquoi se contentent-ils dans le meilleur des cas de défendre ce qui peut l'être selon eux, de ne regarder que vers le passé, de ne jamais se tourner vers le futur ?

Désolé , 60 ans pour prendre sa retriate, c'est déjà trop tard pour un ouvrier d'usine ou en bâtiment, pour une caissière, pour une vendeuse d'un grand magasin qui passe ses journées debout, etc. pourquoi pas 50 ans ? 40 ou 41 annuités, c'est beaucoup trop, 37,5 annuités c'était déjà trop, pourquoi pas 30 ou 28, un ouvrier qui commence à travailler à 16 ans est déjà usé à 45 ans, un ingénieur ou un cadre qui a poursuivit des études et qui commencera à travailler vers 22 ou 24 ans devrait obligatoirement travailler jusqu'à 59,5 ou 61,5 ans si on part de 37,5 annuités, jusqu'à 65 ans si on part de 41 annuités, c'est tard, ils seront bien vieux pour commencer enfin à profiter de la vie, car travailler, ce n'est pas la vie, sauf quand on conçoit que l'on doit vivre uniquement pour travailler.

Je propose de réduire le nombre d'annuités de cotisation entre 28 et 30 ans et le départ à la retraite à taux plein à 50 ans, avec la possibilité bien sûr pour ceux qui le désire de continuer à travailler. Ce n'est pas quand on est déja diminué physiquement que l'on doit pouvoir profiter de la vie, mais avant. I

Il faut rééquilibrer les trois stades de la vie, le premier tiers, l'enfance et l'adolescence, consacré à découvrir tranquillement le monde et à se former, le temps de la douce insouciance pendant lequel on doit aussi se forger une conscience, etc., le second, à participer activement à l'évolution et à l'entretien de la société pour que les générations futures ne se retrouvent pas fort dépourvues comme dit la fable, et enfin le troisième, celui du repos et de la liberté d'occuper la fin de sa vie comme on l'entend pour service rendu ou accompli envers la civisation humaine, et s'il devait y en avoir un quatrième, il serait consacrer à partir tranquillement dans la dignité, ainsi la boucle serait bouclée...

Ce programme pourrait s'appliquer entre le capitalisme et le communisme, pendant la période transitoire que l'on nomme socialiste, en attendant de passer du royaume de la nécessité à celui de la liberté. Non ? Utopiste ? Idéaliste ? Heureusement que nous le sommes avec les marxistes et tous ceux qui combattent pour l'abolition de l'exploitation et de l'oppression, pour la liberté !

Pourquoi pas, parce qu'on a abandonné le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat ? L'accumulation infinie du capital, du pouvoir, entre quelques mains, à quelque chose de délirant, de dingue, non ? N'aurait-elle pas non plus quelque part un côté utopique, idéaliste ? On a abandonné nos idéaux au profit ou au tournant de l'amélioration de notre propre condition de vie, c'est inavouable, c'est difficile de le reconnaître, voilà la vérité. A l'heure où la faillite du capitalisme s'étale sous nos yeux dans le monde entier, on ne devrait pas se tourner vers le futur dans lequel forcément le capitalisme n'aurait pas sa place, mais c'est qu'on est déjà mort politiquement !

Faisons table ras du passé, du vieux monde pourri : Place à la jeunesse, place à la révolution, place au socialisme !

2- Chômage.

Le ministre du Travail Xavier Darcos a estimé dimanche que la situation des chômeurs en fin de droits était une question qui "*appartient aux partenaires sociaux*", en réponse à la proposition de l'UNEDIC de travailler de concert avec l'Etat sur ce dossier.

"*L'allocation chômage, sous toutes ses formes, elle est gérée paritairement. Ce sont aux partenaires sociaux de dire comment ils voient les choses évoluer. Il y a d'ailleurs une négociation qui est ouverte sur les conséquences sociales de la crise et c'est à eux de dire comment les choses doivent évoluer*", a martelé le ministre au "Grand Jury" RTL/Le Figaro/LCI. (AP 31.01)

Est-il besoin de commenter ? Est-ce que vous comprenez pourquoi je suis farouchement contre la participation des syndicats à la gestion des organismes dits sociaux, qui sont en réalité des pompes à finance pour les syndicats ?

Les syndicats gèrent avec l'Etat et le patronat le traitement du chômage, par là il le légitime, vous pouvez penser ce que vous voulez c'est ainsi et pas autrement. Quand un chômeur perçoit 600 euros d'allocations chômages par exemple, il est réduit à la pauvreté, à vivre dans l'angoisse perpétuelle du lendemain, sa vie est infernale, nous sommes bien d'accord, et bien il a le droit de remercier les dirigeants syndicaux pour le traitement infâme qu'ils lui imposent.

Voilà une autre vérité que les petits-bourgeois ne veulent pas voir, tous ceux qui ne vivront sans doute jamais avec la crainte du chômage au ventre, les fonctionnaires en premier lieu. Qui sont les véritables fossoyeurs des syndicats, du mouvement ouvrier, les mêmes qui nous expliquent par ailleurs que "*la crise de l'humanité se réduit à celle de la direction du prolétariat*", histoire de nous faire oublier leur rôle inique auprès des dirigeants pourris des syndicats.

Appel du procureur de Paris dans l'affaire Clearstream... ou de Sarkozy ? Guéant lache le morceau.

"*Le président de la République souhaitait savoir la vérité, aujourd'hui il estime qu'une part de la vérité a été révélée par le procès mais que la vérité n'est quand même pas complètement sortie de ce procès. Il ne personnalise pas, il cherche à savoir la vérité*". (LePost 31.01)

Les choses sont claires : Guéant dit ouvertement que Sarkozy avait estimé que le premier procès n'avait pas permis d'établir la vérité, sa vérité, autrement dit que de Villepin devait être condamné puisqu'il l'avait décidé ainsi, et qu'il en faudrait un second pour le faire taire, ses amis chiraquiens de l'UMP compris. Ah les contradictions du régime ! Ambiance délétère garantie à l'UMP.

La "*gauche*" ne risque pas de perdre son âme : elle n'en a pas plus qu'un banquier qui va à l'église tous les dimanches matins !

"*Le seul risque qu'on prend dans la vie, c'est quand on perd son âme et moi je n'ai pas envie que la gauche la perde*", a fait valoir Martine Aubry. "*Mieux vaut perdre une élection que son âme*", a renchéri le député Claude Bartolone.

L'avis n'est pas partagé par Julien Dray, qui a appelé le PS à tenir compte des "réalités locales".

"*On a une région qui s'est beaucoup développée grâce à une équipe, on peut pas balayer ça d'un revers de main en disant : 'on peut perdre la région, c'est pas grave*", a expliqué le député sur Canal +. (Reuters 31.01)

Dray est plus pratique : faisons feu de tout bois et fermons-la ! Un exemple suivi par l'UMP, lire ci-dessous.

L'UMP en campagne électorale fait dans le macabre. En trois actes.

1- Un couple de septuagénaires a été retrouvé mort vendredi après-midi à son domicile de Pont-Sainte-Maxence (Oise).

2- De l'avis même d'Hortefeux les enquêteurs n'en sont qu'au stade des hypothèses, ils parlent d'un "toxicomane qui aurait été en manque", d'un "*déséquilibré*" ou encore "*une possibilité de mise en scène*". L'enquête a été confiée à la section des recherches d'Amiens (Somme).

3- Sans attendre, dans la foulée Hortefeux s'est emparé de ce qu'il y a lieu d'appeler un tragiquefait divers pour dévoiler samedi soir une série de mesures en matière de sécurité des seniors, dont notamment "*l'aggravation de la sanction pénale*" en cas d'agression d'une personne âgée. Il a été vivement appuyé dimanche par les deux porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre et Dominique Paillé.

Epilogue devenu habituel à l'UMP : La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie s'est distancée dimanche des annonces faites la veille au soir par son collègue de l'Intérieur Brice Hortefeux en précisant que si cette protection des personnes fragiles lui paraissait "*normale*", elle est "*très largement prise en compte dans la loi*". Aussi, MAM a appelé davantage à "*une simplification du droit*" qu'à de nouvelles mesures. (AP 31.01)

1- Utiliser le thème de l'identité nationale pour stigmatiser la haine des étrangers et attirer les voix du FN ;

2- ressortir le thème de la sécurité des personnes âgées, fragiles, donc plus facilement manipulables, elles représentent plus d'un quart des

électeurs. l'UMP ne sort des égoûts que pour aller à la messe ou au Fouquets, l'argent n'a pas d'odeur, comme la bonne conscience !

Etats-Unis. Sombre perspective.

1- La Maison blanche prévoit pour cette année fiscale un déficit budgétaire record de 1.600 milliards de dollars, a-t-on appris de source proche du Capitole.

Dans sa proposition de budget qui doit être dévoilée lundi, la Maison blanche prédit pour 2011 un déficit de 1.300 milliards de dollars. (Reuters 31.01)

2- Le coût des mesures d'incitation en faveur de l'emploi, annoncées par le président Barack Obama dans son discours sur l'état de l'Union, pourrait avoisiner les 100 milliards de dollars (72 milliards d'euros), a estimé dimanche la Maison Blanche. Ce plan comprend notamment des réductions d'impôts et de charges sociales pour les PME qui augmenteraient leurs effectifs. (AP 31.01)

3- Le président Barack Obama proposera de réduire ou de supprimer 120 programmes fédéraux pour diminuer le déficit budgétaire de l'exercice 2011, a dit la Maison blanche samedi.

Washington propose en particulier, comme pour l'an passé, d'éliminer l'"Advanced Earned Income Tax Credit", qui permet à certains ménages ayant des enfants de percevoir directement dans leur bulletin de salaire une partie d'un crédit d'impôt.

La présidence proposerait aussi de regrouper 38 programmes du département de l'Education pour n'en former plus que 11 et l'administration exercerait un suivi plus sérieux des subventions auprès des Etats et des écoles.

Un programme lié aux parcs nationaux figure également sur la liste des suppressions. Selon le New York Times, le programme de la NASA visant à retourner sur la lune subirait le même sort.

En revanche, le budget consacrerait plus de fonds aux programmes de défense, en particulier les forces spéciales, les hélicoptères Black Hawk et Chinook et l'avion de combat F-35 Joint Strike Fighter. (Reuters 31.01)

Russie.

La police russe a interpellé dimanche à Moscou une centaine de manifestants anti-Kremlin, dont le dirigeant d'opposition Boris Nemtsov, bien qu'Amnesty International ait demandé que leur rassemblement soit autorisé.

Au moins 200 policiers ont bouclé la place où était prévu le rassemblement au moyen d'une trentaine de fourgons.Des protestataires ont réagi en scandant "Honte !" et "La Russie sans Poutine !". Au moins 300 personnes ont tenté de se joindre au rassemblement et cent ont été arrêtées, selon un porte-parole des forces de l'ordre cité par l'agence Interfax.

Un reporter de Reuters a vu interpeller une vingtaine de personnes, dont deux journalistes et le militant Oleg Orlov, chef du groupe de défense des droits de l'homme Memorial.

"*Nous sommes venus ici montrer que tout le monde n'est pas inféodé au régime en Russie*", a dit Orlov avant d'être entraîné vers un autobus.

Samedi, de 7.000 à 10.000 opposants avaient manifesté dans l'enclave russe de Kaliningrad, sur la mer Baltique. Le rassemblement, organisé par le groupe local Spravedlivost (Justice) qui se veut apolitique, était autorisé.

Certains manifestants avaient réclamé la démission de Poutine, mais une résolution adoptée à main levée portait sur des enjeux économiques, notamment les retraites, la taxe sur les transports et le prix de l'essence, a indiqué un organisateur. (Reuters 31.01)

Iran. Un nouveau pas des Etats-Unis et d'Israël vers la guerre ?

Les Etats-Unis accélèrent le déploiement de systèmes anti-missiles dans le Golfe afin de parer à une éventuelle attaque iranienne, rapporte samedi le New York Times. Lire la suite l'article

Le quotidien, qui cite des responsables militaires et de l'administration Obama, précise que Washington déploie des navires spécialisés au large des côtes iraniennes ainsi que des intercepteurs de missiles dans quatre pays : le Qatar, les Emirats arabes unis, Bahreïn et le Koweït. Oman a également été approché, mais aucun missile anti-missile n'a encore été installé dans ce pays, indique le journal. Selon le NYT, les pays arabes sont de plus en plus enclins a accueillir des équipements de défense américains par crainte des ambitions et des capacités militaires de l'Iran.

'*Notre premier objectif est de dissuader les Iraniens*' de s'en prendre à leurs voisins, a déclaré un haut fonctionnaire cité par le journal. '*Le deuxième est de rassurer les Etats arabes afin qu'ils ne se sentent pas obligés de se procurer eux-mêmes l'arme nucléaire. Mais il s'agit aussi en partie de calmer les Israéliens*', a-t-il dit.

Ces préparatifs militaires visent à prévenir d'éventuelles représailles iraniennes qui suivraient un renforcement des sanctions internationales contre Téhéran. Ils pourraient aussi dissuader Israël de frapper militairement les installations nucléaires iraniennes. Le Sénat américain a adopté jeudi un projet de loi permettant au président Barack Obama de sanctionner les importations d'essence iraniennes pour obliger Téhéran à se conformer à ses obligations internationales concernant son programme nucléaire. (LeMonde.fr 31.01)

Le 2 février

Le site sera actualisé plus tard dans la journée ou demain, car j'ai une sérieuse rage de dent et je dois aller à l'hôpital pour me faire soigner, me faire arracher une ou deux dents, une bonne journée en perspective !

Le 3 février

FO ne participera ni à la manifestation nationale de la CGT ni à l'intersyndicale envisagée le 8 février a-t-on appris, on a envie de répondre qu'on s'en fout ! Je veux dire par là qu'on se fout de cette manifestation et de cette intersyndicale, qui d'une part ne servira à rien, et qui d'autre part sanctionnera de nouvelles journées d'action qui ont pour seul objectif de donner l'impression aux travailleurs que le pouvoir serait tout puissant et inébranlable.

Le sort de la classe ouvrière dépendrait du bon vouloir des dirigeants syndicaux auxquels tous les partis s'en remettent, autant dire tout de suite que partant de ce principe elle n'a rien à espérer et son cas est déjà réglé : que vive le capitalisme ! La tactique du front unique élevée au rang de stratégie ne sert finalement qu'à justifier cette subordination aux dirigeants syndicaux, au capitalisme et aux institutions. Aucune politique indépendante des appareils ne pourrait être mise en oeuvre pour construire le parti, voilà dans les faits à quoi aboutit ce qu'il faut bien appeler une capitulation.

Cette soumission à l'ordre établi ne saute pas forcément aux yeux, elle est masquée le plus souvent par le jeu du double langage des dirigeants, mais quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'elle se manifeste jusque dans les moindres détails, comment, c'est très sournois ou malicieux, principalement par des non-dits, par un silence assourdissant, par le traitement des questions sociales à l'ordre du jour sous un certain angle, par l'absence de questions et forcément des réponses qui vont avec...

Il en va ainsi des retraites, ils sont tous à la traîne, ne leur demandez pas de faire preuve d'un brin d'audace, d'un peu d'imagination, d'un soupçon de perspicacité en posant des questions qui sortent de l'ordinaire mais qui pourtant sont élémentaires, ils en sont incapables ou ils s'en foutent.

Cela saute aux yeux avec la question des retraites. Pourquoi et pour quoi bosse-t-on ? Pour quelle société, question qu'en priorité tout jeune est en droit de se poser et se posera forcément, que tout travailleur en proie à de terribles difficultés matérielles se posera également. Ces questions ne sont pas existentielles, elles sont bien concrètes. Alors pourquoi nos dirigeants ne les posent pas ? Ils ne seraient pas concernés ? Il ne faudrait aborder le sort de la classe ouvrière que sous l'angle académique du discours politique ou syndical oubliant au passage que plus de 90% des travailleurs rejettent syndicats et partis ? Ensuite les mêmes s'étonnent que les ouvriers demeurent sourds à leurs discours ou refusent de s'engager à leur côté, un réflexe normal, ils n'ont pas l'impression d'appartenir au même milieu.

Ce qui saute aux yeux, c'est qu'il n'existe aucun parti ouvrier pour les ouvriers dans ce pays... en dehors du PCF, paradoxe épouvantable, on aurait dit terrifiant hier !

En attendant des millions de travailleurs qui sont encore loin d'arriver à l'âge légal pour prendre leur retraite se lèvent à l'aube chaque matin en se disant : encore une journée à se faire chier au boulot, encore une journée de perdue, une journée que je n'aurai pas vraiment vécue, qu'est-ce que j'en ai marre de bosser, de cette boîte, de ce patron, je me demande pourquoi je vais bosser, ah, s'il n'y avait pas les gosses !... Vous n'avez jamais surpris ce genre de discours chez vous ? Si non, c'est qu'on n'appartient pas au même milieu. Je le connais par coeur, il est gravé dans ma tête, je ne l'ai pas seulement entendu chez moi, mais aussi au boulot dans les nombreuses boîtes (+ de 45) où j'ai travaillé.

Commencer une putain de journée de boulot complètement crevé et se coltiner un boulot manuel qui va finir de vous achever, on en redemande forcément, à 60 ans il est trop tard pour prendre sa retraite, on est usé jusqu'à la corde, on tient par la force de l'habitude, les nerfs, dès qu'on arrête, tout se relâche et la réalité des dégâts engendrés par une vie de dur labeur nous pète à la gueule, on se sent tout d'un coup vieux, beaucoup plus vieux que la veille. A quoi bon faire le bilan de notre vie, c'est un désastre et c'est démoralisant, elle est

passée et on n'a rien vu, pire, maintenant il est trop tard, on est des vieillards.

Ce qui se passe généralement, c'est qu'on commence par prendre conscience que l'on va enfin pouvoir faire certaines choses qu'on n'avait jamais pu faire tant qu'on travaillait. Mais malheureusement, souvent cela ne dure pas très longtemps et l'âge de nos artères nous ramène à la réalité, les soucis de santé se succèdent jusqu'au gros pépin ou l'alerte. C'est con, on commençait seulement à s'habituer à cette liberté, à y prendre goût, et voilà qu'on sent la fin se rapprocher, dommage. Dommage que cela n'ait pas commencé beaucoup plus tôt en effet.

Vous croyez que ces réflexions viendraient à l'esprit de nos dirigeants ? Il y en a pourtant plus d'un qui a dépassé la cinquantaine, ils ont quoi au juste dans la tête, de quoi sont-ils faits ? Le discours que je viens de tenir, c'est celui d'un ouvrier, il est brut de décoffrage, c'était aussi celui de mon père, n'est-ce pas aussi le genre de discours qu'on envie d'entendre les travailleurs, un discours dans lequel ils se reconnaissent, un discours qui ne leur soit pas étranger, nos dirigeants je le répète en sont incapables. L'ouvrier et la vie de l'ouvrier demeure pour eux un mystère.

Le pire ou le plus terrible dans tout cela, c'est encore les ouvriers qui sont devenus des cadres ou des dirigeants et qui sont devenus incapables de tenir un autre langage que celui élitiste ou théorique des intellectuels et des petits-bourgeois des partis. SI le parti a besoin d'ouvriers, ce n'est pas pour qu'ils singent ses intellectuels, mais qu'au contraire ils soient capables de rester en contact avec leur classe pour développer le parti dans toutes les couches du prolétariat.

Un militant ouvrier peut très bien élever son niveau théorique ou politique tout en demeurant modeste, sans renier ses origines de classe, en aurait-il honte, se sentirait-il mal à l'aise en présence d'intellectuels qui très souvent ont du mal à camoufler le mépris qu'ils éprouvent envers ceux qui ne leur ressemblent pas ou qui développent tout simplement un complexe de supériorité. Savez-vous comment on s'en aperçoit ? C'est très simple, quand ils vous expliquent quelque chose que vous ne comprenez pas au quart de tour, ils témoignent de l'impatience, car ce qui est évident pour eux devrait l'être aussi pour vous, et si tel n'est pas le cas, regardez-les bien dans les yeux, discrètement bien sûr, vous y verrez une marque d'exaspération à votre égard que je prends pour du mépris, et s'ils ajoutent que finalement ce n'est pas bien grave ou cela n'a pas d'importance, notez bien sur quel ton ils vous le disent ou quelle expression ils affectent à ce moment-là, vous comprendrez alors que vous n'appartenez pas vraiment au même monde, vous aurez pris conscience que vous ne vivez pas la même chose et de ce qui vous sépare...

J'ai la chance d'avoir la double casquette, d'être un ouvrier issu du milieu ouvrier et de l'être resté, bien que je me sois un peu développé sur le plan intellectuel. Je ne peux pas le cacher, ce serait pourtant facile puisque j'ai suivi le cursus des sciences du langage jusqu'à la maîtrise inclue, je connais parfaitement les différents niveaux de langue qui existent, je suis rompu aux exercices théoriques et politiques, à leur terminologies, je pourrais vous sortir une prose identique en tous points à celle de vos dirigeants, on serait bien avancé, entre nous, je préfère conserver ma personnalité et ses imperfections au lieu de me fondre dans un moule, un appareil ! Quand j'utilise des mots catalogués comme vulgaires, c'est par économie de langage, parce que je me relâche, ce n'est jamais un accident, c'est spontané, je m'en aperçois mais je les laisse, cela trahit mes origines, disons que j'en suis toujours si proche que je ne peux pas m'empêcher de sortir quelques expressions populaires ou des vulgarités qui n'en sont plus vraiment, c'est aussi mon côté provocateur, à l'opposé de Staline, dont la vulgarité légendaire qui choquera Lénine, était grossière et reflétait en réalité sa véritable nature rustre, violente et haineuse envers les paysans et les ouvriers.

Jusqu'à présent c'était notamment les syndicats qui déterminaient nos revendications, si vous attendez après Thibault, Mailly ou Chérèque pour qu'ils prennent en compte les besoins ou aspirations sociales de la classe ouvrière à notre époque pour définir de nouvelles revendications ou modifier le contenu de revendications plus anciennes, vous pourrez attendre longtemps ! Ils sont trop occupés à sauver le capitalisme, le seul mandat qu'ils sont capables de remplir !

Qu'attendent nos dirigeants pour prendre la relève ? La retraite à 60 ans, c'est trop tard, cotiser 37,5 ou 40 annuités, c'est beaucoup trop, en Allemagne ils ont 6 semaines de congés payés, pourquoi pas en France ? Le patronat et le gouvernement (comme l'OCDE, le FMI, la Banque mondiale, l'UE) s'alignent sur le moins social en Europe, pourquoi nos dirigeants ne proposent-ils pas de s'aligner sur le plus social en Europe ou dans le monde ? Qu'attendent-ils pour donner le signal au prolétariat mondial, ses organisations et partis ?

Retraite.

Dernière déclaration de Darcos le 1er février. A la recherche de la "*clef d'or*" !

- 61 ans, non plus : "*On peut considérer que les décisions que nous prendrons s'appliqueront dès l'année 2011, évidemment avec un lissage. On ne va pas dire subitement 'tout le monde va travailler plusieurs années de plus'*", a-t-il dit. "*Plusieurs années de plus*", voilà du concret monsieur Thibault !

- "*Le seul levier qui crée de la richesse, c'est la durée pendant laquelle on travaille. Donc, il faudra travailler plus longtemps*", explique-t-il. "*Le déplacement du curseur de l'âge légal de départ est clairement une piste que nous étudions.*". Le "*seul levier*", c'est précis monsieur Thibault !

- L'objectif de la réforme est de trouver une "*clef d'or*" qui repose sur un équilibre entre espérance de vie et temps travaillé et permette de déplacer les curseurs au fur et à mesure de l'augmentation de l'espérance de vie, explique-t-il. "*Ça ne doit pas affoler. Aujourd'hui nous*

gagnons à peu près deux mois et demi d'espérance de vie supplémentaire par an mais cette progression va finir par se stabiliser", ajoute-t-il. Mais non, mais non, dans 50 ans nous vivrons tous jusqu'à 100, 110, 120 ans avec les nouveaux progès de la médecine et un jour nous devriendrons immortel, comme le capitalisme quoi !

- Même en Suède où le capitalisme aurait un "*visage humain*", il faudra travailler toujours et toujours plus longtemps : "*Que vous ayez le système actuel, un système par comptes notionnels ou par points, ça ne changera rien au fait que si on ne travaille pas plus longtemps on aura toujours un déficit structurel qui ira en s'accroissant*", explique Xavier Darcos.

- Xavier Darcos juge indispensable une "*convergence*" entre les régimes des secteurs privé et public.

"*Il faut qu'il y ait un socle commun, un lien entre la cotisation versée dans une vie et la retraite obtenue*", dit-il. "*Ça ne veut pas dire assimilation d'un système par l'autre mais une cohérence entre les régimes et un peu plus d'équité.*"

Xavier Darcos estime notamment que la question de la période de référence pour le calcul des pensions - les six derniers mois de salaire dans la fonction publique, les 25 meilleures années dans le secteur privé - se pose. (Reuters 01.02)

Allemagne. Messieurs les banquiers et autres spéculateurs : enrichissez-vous !

L'Allemagne a mis fin à une interdiction partielle des ventes à découvert de valeurs financières, cette interdiction étant arrivée à terme fin janvier et n'étant pas renouvelée, annonce la Bafin, l'autorité de tutelle des marchés financiers, lundi.

"*La situation des marchés financiers s'est tellement améliorée ces derniers mois qu'une nouvelle prolongation de cette mesure d'urgence, que la Bafin a promulguée au plus fort de la crise, ne s'imposait plus*", explique l'organisme dans un communiqué.

La vente à découvert consiste à emprunter des titres et à la revendre dans l'espoir de les racheter à terme moins cher. Cela revient à prendre un pari sur la baisse des dit titres. (Reuters 01.02)

L'UE : la poudrière sociale ou le maillon faible du capitalisme mondial.

1- Zone euro. Le secteur manufacturier de la zone euro a connu en janvier son rythme de croissance le plus soutenu depuis janvier 2008, mais l'écart entre l'Espagne et les trois autres grandes économies de la zone s'est creusé, montrent les résultats de l'enquête Markit publiés lundi.

L'activité manufacturière a progressé en Allemagne, en France et en Italie alors qu'elle s'est contractée pour le 26e mois consécutif en Espagne et qu'elle a accentué son recul en Irlande et en Grèce.

"*La reprise suit deux axes. L'un est celui de l'Espagne et la Grèce qui s'enfoncent dans la récession alors que la croissance s'accélère dans la plupart des autres pays, menés par la France et l'Allemagne*", commente Rob Dobson, de Markit.

Les exportations bénéficient actuellement du retrait amorcé par l'euro face au dollar en raison des craintes qui pèsent sur la dette du Portugal et de la Grèce.

"*Le retrait marqué de l'euro, qui avait touché un plus haut de 15 mois, vient aider les industries européennes*", souligne Howard Archer d'IHS Global Insight.

Les destructions de postes ont continué d'augmenter en janvier, les compressions de personnel restant l'un des instruments privilégiés par les entreprises pour accroître leur rentabilité.

"*Les groupes continuent de vouloir conserver des effectifs aussi peu étoffés que possible, ce qui accrédite l'idée selon laquelle le chômage dans la zone euro devrait continuer de progresser en dépit du retour à la croissance*", poursuit Howard Archer.

La composante des prix s'est quant à elle inscrite en baisse pour le 15e mois consécutif, en raison notamment des nombreuses remises consenties par les entreprises. (Reuters 01.02)

Commentaire. La "*reprise*" inégale du secteur manufacturier en zone euro repose en fait sur une évolution ponctuelle ou aléatoire de certains facteurs insoutenable à long terme : Chômage (et chômage partiel) massif, taux de change favorable à l'euro contre le dollar, baisse continue des coûts de production, remises massives à la vente.

2- En France. La reprise s'est poursuivie en janvier dans l'industrie manufacturière française avec une production qui a atteint son plus fort taux de croissance depuis près de dix ans, selon l'enquête mensuelle publiée lundi par Markit Economics.

"*Plus d'un tiers des entreprises interrogées ont fait état d'une tendance haussière*", signale Markit.

Malgré la reprise de la production, les fabricants français ont continué de réduire leurs effectifs en janvier pour le 21e mois consécutif même si, comme le note Markit, "*le taux de suppression d'emplois reste nettement inférieur aux niveaux élevés enregistrés presque tout au long de l'année 2009*".

Licenciements et départs non remplacés sont à l'origine de ces baisses d'effectifs, que les entreprises expliquent pour la plupart par des politiques de réduction des coûts.

L'enquête montre aussi une accélération de la hausse des prix des achats en janvier, avec un taux d'inflation qui atteint son plus haut niveau depuis 16 mois, du fait du renchérissement de matières premières telles que les métaux, les produits alimentaires et les emballages.

Les pressions concurrentielles ont cependant empêché les fabricants de répercuter la hausse des coûts sur leurs clients et les prix de vente ont au contraire reculé pour le 15e mois consécutif, bien qu'à leur rythme le plus faible depuis novembre 2008.

L'enquête mensuelle de Markit et de la Compagnie des dirigeants et acheteurs de France (Cdaf) est effectuée auprès de quelque 750 entreprises des secteurs de l'industrie et des services. (Reuters 01.02)

Commentaire. Si un tiers des entreprises enregistrent une croissance, cela signifie que ce n'est pas le cas pour les deux tiers restant, mais l'espoir fait vivre au patronat aussi !

Le chômage ne cesse d'augmenter, on parle des plans de licenciements, moins du non-remplacement des travailleurs qui partent à la retraite et qui ne sont pas remplacés.

Comme les entreprises ne peuvent pas répercuter la hausse des coûts sur leurs clients et les prix de vente, pour maintenir ou accroître leurs profits, il ne leur reste plus qu'à réduire leur personnel et augmenter la productivité en exploitant davantage le personnel qu'elles ont conservé.

Etats-Unis.

Le budget militaire américain que Barack Obama a présenté pour l'année fiscale 2011 s'élève à 768 milliards de dollars (552,11 milliards d'euros), soit 17 fois le budget français de 2010, qui s'élève à 45,2 milliards de dollars (32,5 milliards d'euros). Si on utilise le critère de la dépense militaire par habitant, on obtient 514 euros en France (nourrissons et centenaires compris), et 1.862 euros aux États-Unis.

On remarque également que le Pentagone dépensera l'an prochain plus d'un milliard et demi d'euros par jour. On observe, en outre, que sur les 768 milliards de dollars réclamés par le président Obama, 159 milliards concernent les opérations extérieures. Les 30.000 soldats, dont le renfort pour l'Afghanistan a été décidé en décembre dernier, nécessiteront un effort budgétaire de 33 milliards de dollars supplémentaires entre septembre 2010 et septembre 2011, en sus des 768 milliards, ce qui portera le budget à 801 milliards. Certes, il ne s'agit pas des dépenses directes nécessaires pour ces soldats, puisque la somme inclut également les dépenses opérationnelles complémentaires que leur présence nécessitera. On ne peut toutefois pas s'empêcher de rapprocher les chiffres : 33 milliards de dollars pour 30.000 soldats représentent un ratio de 1,1 million de dollars par homme envoyé sur le terrain. Pour un an... (Lepoint.fr 01.02)

Le 4 février

Rare sont les militants qui osent aborder la question de l'aristocratie ouvrière. Tous savent que cela existent, mais c'est un sujet tabou. Au hasard d'un article, en lisant distraitement les réflexions d'internautes qui suivent, il m'est arrivé à plusieurs reprises de tomber sur des renseignements précis sur les conditions de travail et de rémunération de certaines couches de travailleurs. Hier c'était le tour d'un conducteur de TGV.

Vous allez tout de suite comprendre qu'on n'appartient pas vraiment au même monde, pour ma part, je préfère le mot milieu... en apparence seulement et j'explique pourquoi.

Salaire de 2 200 euros net en début de carrière (2 smics) à 3 200 € (4 880 € net conducteur TGV) en fin de carrière.

Plus :
- prime de fin d'année,
- prime de travail
- prime de parcours,

- prime de TGV,
- prime de charbon
- gratification de vacances
- gratification annuelle d'exploitation,
- indemnités pour heures supplémentaires,
- allocation de déplacements (non imposable) etc.
- Horaire de travail : 25 heures par semaine
- Pour un conducteur TGV de 40 ans, le salaire net annuel toutes primes et avantages confondus s'élève a 75 000 €(source : vie du rail 2002)
- Retraite à 50 ans
- Soins : gratuits (sur leur temps de travail) auprès d'un des 15.900 établissements de soins agrées où ils sont couverts à.. 100 %
- Gratuité des transports pour les agents et leur famille.

Je n'ai pas vérifié ces données, elles sont suffisamment précises pour penser que la personne qui les a mises sur le Net était bien renseignée.

Quand on parle des couches supérieures ou privilégiées du prolétariat ou encore de l'aristocratie ouvrière dont la neutralité est littéralement achetée par le capital, on ne sait pas toujours de quoi ou de qui l'on cause. L'immense majorité des travailleurs n'a pas le même mode de vie que ces couches privilégiées, couches, qui par les privilèges que leur accorde le régime, ne seront pas enclines à le renverser, elles forment le socle, le soutien privilégié des appareils réformistes et pourris des syndicats, du régime.

On comprend mieux aussi pourquoi ils se mettent en grève pour défendre les avantages dont ils bénéficient -à l'instar de la bourgeois qui défend ses intérêts, ils ont cette conscience que n'ont pas les simples ouvriers, et pourquoi ils ne participent pas à des actions qui ne les concernent pas directement.

Mon propos n'est pas de leur tirer dessus, bien au contraire, je me suis cantonné à un simple constat pour le moment. Poursuivons.

Parmi ces couches qui ont conscience d'être privilégiées par rapport au reste des travailleurs, il en existe forcément dont la conscience politique évoluera au fil de la lutte des classes pour peu qu'on les aide à progresser, et puis le jour où le prolétariat se mettra en mouvement, ils rejoindront en masse les bataillons ouvriers contre le régime, c'est une certitude, car ils appartiennent malgré tout à la même classe que nous.

Tout cela pour dire qu'on peut regarder les choses en face sans devenir aveugle pour autant, qu'il faut réfléchir au-delà, il faut faire preuve de discernement, sinon on finit par détester la terre entière jusqu'à son voisin ou son collègue de travail, c'est dans ces derniers cas c'est parfois justifiés, mais jamais fondamentalement, il faut donc apprendre à faire la part des choses car ce n'est pas une qualité innée.

Ce que j'ai écrit aux sujets des couches privilégiées du prolétariat vaut pour la petite-bourgeoisie. Si le sort de certaines couches de la petite-bourgeoisie est indéfiniment lié à celui du capitalisme, il n'en va de même d'autres couches plus proche du prolétariat par le mode de vie ou qui peuvent sombrer dans le prolétariat à tout moment.

Notre politique, le socialisme, s'adresse également à toutes ces couches qui n'ont pas d'avenir avec le capitalisme, bien que ce ne soit pas pour nous une priorité de s'adresser à elles. Le terrain de prédilection de notre combat politique demeure ou devrait être pour être plus précis, la classe ouvrière et ses couches les plus durement frappées par la crise du capitalisme, qui feront preuve d'une détermination sans faille au moment des combats décisifs, qui se sacrifieront pour la victoire de la révolution et du socialisme parce qu'elles n'ont rien à perdre, ce sont elles qui nous permettront de vaincre notre ennemi de classe.

Ne nous trompons pas d'ennemi, en gros c'est ce que je voulais dire. Il est nécessaire régulièrement de recadrer les choses, car sous la pression des idées dominantes de nombreux militants ont tendance à tout confondre et à dévier de notre object qui est d'abattre le régime en place. Des camarades me racontent avec amertume leurs expériences, les discussions qu'ils peuvent avoir ou des propos qui leur parviennent et qu'ils qualifient de réactionnaires.

Camarades, soyez logiques, cela ne date pas d'aujourd'hui, il en est ainsi depuis que le capitalisme existe, plus ou moins on est d'accord, il est normal que les gens avec lesquels vous discutiez reprennent à leur compte en grande partie les idées de la classe dominante, ces idées dominent dans la société c'est donc logique que vous les rencontriez à chaque coin de rue ou comptoir de bistrot, il en ira ainsi tant que la classe ouvrière ne sera pas passée à l'offensive, ce qui ne tardera pas, rassurez-vous.

Nous vivons une époque de réaction sur toute la ligne, donc vous n'avez pas fini de croisez des réactionnaires qui a une autre période plus favorable seront des révolutionnaires, n'oubliez jamais cela, cela vous évitera de porter sur eux des jugements à l'emporte-pièces que vous regretterez plus tard, faites bien attention, souvenez-vous qu'il n'y a pas si longtemps ou à une autre époque vous leur ressembliez, on a tous vécu cette expérience dans le passé, on n'est pas né avec une conscience politique toute faite, qui de plus est loin d'être parfaite... Ne condamnez pas le crétin à le rester toute sa vie, ce serait le pire service à lui rendre, à rendre à notre cause, c'est comme si d'un côté vous vouliez évoluer et que d'un autre côté vous vous auto-détruisiez, c'est stupide et contre-productif.

Notre idéal, les idées pour lesquelles nous combattons concernent l'ensemble de notre classe, nous disons encore qu'elles représentent les intérêts collectifs de l'ensemble des exploités, au-delà le sort de l'humanité tout entière, en avoir pleinement conscience doit nous aider à ne pas tomber dans les différents pièges qui nous sont tendus, le sectarisme, le dogmatisme, la démagogie ou le populisme.

Le gars qui conduit le TGV est un type formidable, j'éprouve sincèment de l'admiration pour lui, entre nous camarades, il a une sacrée responsabilité, il a une super machine entre les mains et le sort de centaines de passagers, il doit forcément en avoir conscience, il a le droit d'en être fier, il a peut-être oublié ou il ne sait pas forcément il serait plus juste de dire, qu'il n'est qu'un maillon d'une longue chaîne qui se nomme la classe ouvrière.

On souhaite tous qu'il mène son train à bon port quoiqu'il ait au juste dans la tête, en espérant qu'il prenne conscience un jour que l'Etat n'est pas seulement son employeur, mais aussi un instrument politique au service de la classe des capitalistes et que cet Etat doit être renversé, qu'il n'a rien à craindre du socialisme et d'un Etat ouvrier qui alignera les conditions de travail et de rémunération de l'ensemble du prolétariat sur les siennes, vers le haut, alors que l'Etat actuel des capitalistes tend à aligner les siennes vers le bas et à lui reprendre tous les avantages qu'il lui avait concédés dans le passé.

L'unité dont nous avons le plus besoin aujourd'hui, ce n'est pas l'unité des appareils traitres des syndicats et des partis, mais l'unité de toutes les couches du prolétariat avec celles de la petite-bourgeoisie menacées de prolétarisation avec le ou les partis qui entendent résolument en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Quand la cote de La Talonnette diminue à vue d'oeil.

Selon un sondage TNS Sofres Logica pour Le Figaro, qui a été réalisé après l'émission spéciale de TF1 au cours de laquelle, face à onze Français triés sur le volet, Sarkozy s'était efforcé d'apaiser inquiétudes et polémiques, sa cote de confiance a encore baissé d'un point à 31%, selon ce sondage paru samedi dernier ou à paraître samedi prochain dans le Figaro Magazine. (source : Reuters, date ?)

Encore un "mystère" qui se dillue pour Thibault.

Le gouvernement prépare un véritable plan de rigueur pour plusieurs années et les salariés doivent se mobiliser, a déclaré mercredi Bernard Thibault, devant le congrès de la FSU à Lille. (Reuters 03.02)

Comment s'accommoder de la crise du capitalisme.

Le Parti socialiste a proposé mardi la mise en place d'une "Allocation solidarité crise" (ASC) pour les chômeurs en fin de droits qui leur permettrait de toucher pendant six mois supplémentaires leurs indemnités. (AP 02.02)

Les dirigeants syndicaux ont déjà fait une proposition similaire, Sarkozy leur avait répondu qu'il l'étudierait. Ils sont tous sur la même longueur d'onde : tout faire pour que les conditions objectives ne dégénèrent pas au point d'entraîner une radicalisation politique des masses, pour sauver le capitalisme de la seule menace sérieuse qui pèse sur lui : une révolution !

PS. Décomposition politique. Un exemple de démocratie interne.

1- Les militants socialistes du Languedoc-Roussillon partisans de Georges Frêche ont annoncé mercredi qu'ils allaient porter plainte contre le PS national après l'investiture d'une liste concurrente dans cette région.

"Une procédure en référé sera diligentée dans les prochains jours auprès du tribunal de grande instance de Paris", a précisé Didier Codorniou dans un communiqué diffusé à la presse.

Didier Codorniou avait été élu "premier des socialistes" avec 66% des suffrages des militants du Languedoc-Roussillon le 1er octobre dernier avant de céder la place à Georges Frêche, qui se présente sous l'étiquette divers gauche.

Pour lui, la décision du Parti socialiste d'investir une autre tête de liste socialiste "viole les statuts de notre Parti et son principe fondateur : la démocratie militante".

Il dit s'appuyer sur les statuts du PS qui indiquent que "les candidats à l'élection politique sont désignés par l'ensemble des adhérents du parti inscrits sur les listes électorales dans la circonscription".

"D'un coup de baguette magique, Martine Aubry a cru pouvoir, mardi soir, ramener tout le monde au bercail. Je doute que l'électeur s'y retrouve", a dit à Reuters Jean-Louis Roumégas, tête de liste Europe Ecologie dans cette région. "C'est bien de prendre de la distance avec Monsieur Frêche mais Martine Aubry s'y est prise trop tard. Elle s'est empêtrée." (Reuters 03.02)

2- La maire de Montpellier Hélène Mandroux, investie officiellement par le PS pour mener une nouvelle liste aux élections régionales en

Languedoc-Roussillon, a estimé mercredi que les socialistes qui se présenteraient sur la liste de Georges Frêche seraient "de fait" exclus du parti, selon le règlement interne de celui-ci. (AP 03.03)

Commentaire. Mme. Mandroux en appel au "règlement interne" du PS pour virer les militants qui soutiennent Frêche, mais elle n'hésite pas à violer ce même réglement lorsqu'elle ne tient pas compte que Frêche a été investi officiellement (légalement) lors d'une convention des militants du PS de cinq fédérations. Un panier de crabes ce parti !

La sous-culture... au secours du capitalisme.

Au niveau mondial, "Avatar" de James Cameron a déjà rapporté plus de deux milliards de dollars, (1,4 milliard d'euros) dont avec 601,1 millions de dollars de recettes aux Etats-Unis, pour un coût de 500 millions de dollars. Il est depuis mardi le film le plus lucratif de l'histoire du box-office nord-américain.

Le producteur du film, Jon Laudau, a expliqué qu'il a évoqué avec James Cameron des projets de suite au film. (AP 03.03)

L'argent n'a pas d'odeur.

1- L'assureur américain AIG, renfloué à hauteur de 180 milliards d'euros par le gouvernement américain en 2008, s'apprête à distribuer 100 millions de dollars (environ 72 millions d'euros) de bonus, rapporte la presse américaine de mardi.

Les employés ainsi récompensés travaillent, selon le New York Times et le Washington Post, dans la branche financière qui avait contribué à fragiliser l'ensemble du groupe. (AP 03.02)

2- La justice suisse a estimé mercredi que les 4,6 millions de dollars placés par la famille du dictateur Jean-Claude Duvalier sur des comptes suisses pouvaient être rendus à la famille. (AP 03.02)

Le 5 février

Complément. J'ai rectifié l'adresse du fichier du FSC sur le congrès de la FSU, avec mes excuses. J'ai rajouté une page du dernier numéro d'*Informations ouvrières* sur les retraites.

A lire les commentaires et les critiques adressés au NPA après avoir présenté une candidate voilée, on se marre.

Pour Mélenchon par exemple, "*Quelqu'un qui participe à une élection doit représenter tout le monde et pas seulement ceux dont il partage les convictions religieuses*", dit-il dans un entretien au site marianne2.fr. (AP 04.02), donc parce que cette femme porte un foulard sur la tête elle ne représenterait les intérêts que des électeurs musulmans, plutôt réducteur, simpliste comme raisonnement, non ?

La chasse aux sorcières n'existe pas seulement du côté des curés, mais aussi chez certains libre-penseurs qui se prétendent par ailleurs de grands humanistes, alors qu'en réalité ils témoignent de la même intolérance envers l'ignorance populaire...

En suivant son raisonnement, si je suis candidat à une élection et que je porte un T-short à l'effigie de Karl Marx, je ne vais m'adresser qu'aux électeurs marxistes, autant dire que je ferais mieux d'aller me coucher !

En revanche, compte tenu de la situation, du débat aux relents racistes et xénophobes sur l'identité nationale engagé par l'UMP qui vise principalement la population issue de l'immigration d'Afrique du nord parce qu'elle est la plus nombreuse en France, il aurait été perspicace de la part du NPA de ne pas présenter cette candidate, de faire preuve d'un peu de discernement, ce qui manque apparemment à ce parti fourre-tout-passoire en panne d'inspiration pour recruter de nouveaux adhérents.

Que des jeunes ou des travailleurs cherchent une issue politique et se tourne vers le socialisme alors qu'ils n'ont pas encore abandonné leur croyance en une religion, n'est pas incompatible, en cela je rejoins la position de Lénine, en 1905 ou en 1917, la classe ouvrière et encore plus la paysannerie pauvre russe était très largement sous l'emprise de l'influence de l'église orthodoxe, des popes qui souvent se retrouvaient à la tête des grèves ou des manifestations contre le régime, il n'était pas possible pour construire le parti de ne pas tenir compte des rapports qui existaient entre les différentes couches du prolétariat et l'église.

Cela étant, Lénine n'a jamais fait la moindre concession à la religion, il ne s'est jamais servi des militants croyants comme un étendard laissant à penser que son parti militait également pour le développement de la religion, contrairement au NPA qui instrumentalise la présence d'adhérents musulmans dans ses rangs en les faisant monter en première ligne. En France, le mouvement ouvrier a été aussi gangrené par les prêtres ouvriers, peut-être que le NPA serait nostalgique de cette époque, pas nous !

Quand on explique que les travailleurs ne peuvent pas se saisir d'un coup de l'ensemble du programme de la révolution socialiste et que le parti doit les accepter tels qu'ils sont, cela inclu leurs illusions et leurs convictions religieuses quand ils en ont, et si on est honnête avec eux, ces travailleurs savent pertinemment que le parti combat l'obscurantisme et l'ignorance qui est à l'origine de l'adhésion à une religion, de la même manière qu'il combat pour mettre fin au régime capitaliste, nous allons même plus loin en affirmant que la chute du capitalisme détournera la classe ouvrière du royaume des cieux en démontrant qu'il est possible de satisfaire ses besoins et ses aspirations sur terre par sa mobilisation révolutionnaire. Je ne suis pas certain que le NPA soit vraiment sur cette ligne, en réalité je ne le pense pas du tout.

Mélenchon dit encore à propos de cette étudiante qui porte un simple foulard sur la tête : "*Il y a mille manières d'être féministe, mais cette manière-là est un peu particulière et constitue une régression*", peut-être pas pour elle, qu'est-ce qu'il en sait, comment peut-il se permettre de la juger ? Ils aboient avec les chiens de l'UMP !

Le seul point sur lequel je suis d'acord avec lui, c'est quand il affirme "*Si cette jeune femme pense rassembler, elle se trompe : elle divise*", mais monsieur Mélenchon, quand votre parti et bien d'autres montent en épingle ou instrumentalisent la situation des sans-papiers dans une situation sociale bien particulière, que faites-vous d'autres, dites-nous ?

Hier soir lors des infos sur TV5Monde Asie un journaliste a dit que 80% des Roumains déçus du capitalisme se tournaient vers la religion. Peut-on ignorer cette réalité monsieur Mélenchon ? Dans quel monde vivez-vous monsieur, entre le Sénat et le Parlement européen ? Au fait, quand il sera élu au conseil général, cela lui fera trois casquettes, trois rémunérations, en a-t-il d'autres ? Ah le vieux monde, il est bien comme il est finalement !

Les élections régionales : on s'en fout, on a autres choses à penser !

D'avantage préoccupés par la crise et le chômage ? Les élections régionales de mars 2010 ne semblent pas au coeur des préoccupations des Français. Selon un sondage Ifop pour *Paris Match*, à deux mois du scrutin, seuls 20% d'entre eux en avaient parlé avec leurs proches.

On est loin de l'engouement pour la présidentielle de 2007 (69%) et même en deça des résultats enregistrés lors des régionales de 2004 (24%). Seules les européennes de juin 2009 affichaient un désintérêt encore plus fort (17%). (lexpress.fr 04.02)

Le saviez-vous. La collaboration de classes au quotidien.

Les syndicats et le patronat ont rendez-vous à partir de 14h30 au siège du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) à Paris. Ils se réuniront pour un groupe de travail consacré aux chômeurs en fin de droits, mis en place dans le cadre des négociations ouvertes depuis le 10 juin 2009 sur les conséquences sociales de la crise.

"*Vendredi, on espère qu'on arrivera à déboucher sur des principes communs avec la délégation patronale disant 'on est prêt à faire quelque chose', pour ensuite se tourner vers l'Etat*", a déclaré jeudi à l'Associated Press Stéphane Lardy, du syndicat Force ouvrière (FO). (AP 04.02)

Nous y reviendrons demain en détail.

La Talonnette aux ordres de Washington ou de l'Union européenne, un appendice de la Fed et de Wall Street.

Nicolas Sarkozy minimise le report du sommet Union européenne-Etats-Unis en raison de l'absence de Barack Obama, dans laquelle il refuse de voir un désintérêt du président américain pour l'Europe.

"*Il y a trop de sommets, il y a trop de déplacements, il y a trop de perte de temps. Alors, quand le président des Etats-Unis dit, faisons le sommet de l'Otan en même temps que le sommet Europe-Etats-Unis, je trouve que c'est plutôt une bonne idée*" a déclaré le roquet qui propose des sommets internationaux à tour de bras, sur Haïti par exemple, le dernier en date !

"*Qu'on essaye de rassembler tous ces sommets (...) je ne pense pas que ça traduise un désintérêt du président Obama pour l'Europe ou un éloignement de l'Europe (des) Etats-Unis*", a ajouté Nicolas Sarkozy.

De tous les dirigeants occidentaux, il est pourtant un de ceux qui voyagent le plus. Il a longtemps espéré, jusqu'ici en vain, accueillir à l'Elysée le président Obama, dont il a aussi cherché à être l'interlocuteur privilégié en Europe.

Des diplomates américains ont notamment invoqué un manque de lisibilité du nouvel aréopage issu du traité de Lisbonne, qui a mis en place un président permanent du Conseil européen et un responsable de la diplomatie de l'UE sans pour autant supprimer la présidence tournante, actuellement assumée par l'Espagne.

"*Les institutions issues du traité de Lisbonne ont très exactement un mois et cinq jours d'ancienneté. Peut-être peut-on, avant de porter un jugement définitif absolu, attendre le deuxième mois ?*", a demandé Nicolas Sarkozy, qui s'en est cependant surtout pris aux commentaires

de la presse. C'est sa bête noire !

L'imposteur dans le rôle de l'idiot du Palais, plutôt réussi !

"*Avec les Etats-Unis, je ne comprends même pas la polémique*", a-t-il dit. "*Que le sommet Europe-Etats-Unis ait lieu en novembre plutôt qu'il ait lieu au mois de mai, mais qu'est-ce que ça peut faire ? Où est le drame ?*".

Le président français a assuré qu'il s'attachait pour sa part au "*fond des choses*" plutôt qu'à la forme. Obama appréciera sans doute ! Sarkonzy, dont chaque parole est analysée à Washington, n'en loupe pas une !

Il a raison un peu plus tôt un peu plus tard...

Il a longtemps espéré, jusqu'ici en vain, accueillir à l'Elysée le président Obama, dont il a aussi cherché à être l'interlocuteur privilégié en Europe. (Reuters 04.02)

Pas de bol décidément ! Obama, le pantin de l'aristocratie financière américaine, appartient cependant à un autre monde que le nabot de la rue du faubourg Saint-Honoré qui n'hésite pas à s'afficher avec des personnalités à l'humour putride !

FMI. Le chômage "*va continuer d'augmenter*".

"*La croissance est de retour, plus vite et plus forte que prévu, mais la crise n'est pas terminée.*" C'est le constat du directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn. Le socialiste évoque sur RTL plusieurs raisons. D'abord, "*le chômage*", qui "*est encore là*". "*Dans beaucoup de pays industrialisés, il va continuer à augmenter, pas en Asie, où les choses vont plus vite, mais aux États-Unis et en Europe. (...) Il ne faut donc pas que les États mettent un terme à leurs plans de soutien de l'activité. Les gouvernements doivent désormais recentrer ces stimulus sur l'emploi*", prévient Dominique Strauss-Kahn.

Selon lui, ces mesures de soutien sont des mesures de court terme. Sur le moyen terme et le long terme, il faut mettre en place des programmes de réduction des déficits publics. "*Il faut que les gouvernements annoncent comment, au cours des années qui viennent, ils vont réduire leur dette*", ajoute-t-il. (lepoint.fr 04.02)

Et pour "*battre la droite*" en 2012 il faudrait voter pour ce candidat potentiel de la "*gauche*" ? Une mauvaise farce !

La crise qui ébranle l'Union européenne. La Grèce, le Portugal, l'Espagne, les trois maillons faibles du capitalisme, sont-ils les seuls dans ce cas-là ? Lequel rompra le permier, telle est la question.

Les marchés financiers étaient en forte baisse jeudi en Grèce, au Portugal et en Espagne, dans un contexte d'inquiétudes concernant leurs déficits, alors que les douaniers et les employés des impôts grecs étaient en grève, protestant contre les coupes claires destinées à faire sortir le gouvernement d'une crise budgétaire qui ébranle toute l'Union européenne.

Au Portugal, le gouvernement socialiste, minoritaire, est en lutte contre les partis d'opposition qui veulent augmenter certaines dépenses. Tous les partis d'opposition font pression pour une augmentation du montant donné aux régions pauvres du pays, et ensemble ils peuvent réussir à mettre en minorité le gouvernement lors de la session parlementaire de vendredi.

Le ministre des Affaires parlementaires, Jorge Lacao, a mis en garde contre "*des conséquences politiques graves*" si le Parlement vote la proposition de l'opposition.

"*Bien sûr, cela pose un problème de gouvernance à un moment où il est absolument indispensable pour l'Etat de montrer qu'il est engagé à imposer une discipline sur les finances publiques*", a précisé Jorge Lacao.

Si l'UE a apporté son soutien au programme d'austérité grec, la principale question qui demeure sans réponse aujourd'hui, selon Simon Derrick, analyste spécialiste des devises à la Bank of New York Mellon, est de savoir "*d'où viendra l'argent nécessaire à soutenir les pays comme la Grèce et le Portugal si les marchés de capitaux se montrent réticents*". (AP 04.02)

La recette du chômage des jeunes du gouvernement : le service civique !

Les députés français ont adopté jeudi une proposition de loi prévoyant de remplacer l'actuel service civil volontaire par un service civique, l'objectif étant d'attirer 75.000 jeunes en 2014.

L'idée est de remplacer l'actuel service civil volontaire, qui avait succédé au service militaire obligatoire et qui rencontre peu de succès puisqu'il n'a attiré qu'environ 3.000 jeunes en 2009.

Le nouveau dispositif prévoit que le service civique, qui sera volontaire et non pas obligatoire comme le proposait Nicolas Sarkozy, propose aux jeunes de s'engager pour des missions variées, pour une durée entre six et 24 mois.

Il concernera les jeunes de 16 à 25 ans, l'indemnisation variant de 540 à 640 euros par mois. Chaque trimestre effectué dans le cadre du service civique comptera pour le calcul de la retraite.

"*Le service civique concernera d'ici 5 ans 10% d'une classe d'âge*", a annoncé jeudi Martin Hirsch, Haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté et à la jeunesse.

"*10.000 jeunes cette année, 25.000 jeunes l'année prochaine, 40.000 jeunes en 2012, 55.000 jeunes en 2013, entre 70.000 et 75.000 jeunes en 2014*", a-t-il poursuivi.

Une enveloppe de 500 millions d'euros par an sera dégagée pour y parvenir, a-t-il précisé. (Reuters 04.02)

Ils prennent vraiment leurs désirs pour la réalité ! Cependant des jeunes pourront être amenés à penser qu'au lieu de rester indéfiniment au chômage parce qu'ils n'ont aucune expérience à inscrire sur leur CV, celle-ci pourrait les aider ensuite à trouver un boulot. Il ne fait pas bon être jeune aujourd'hui.

Etats-Unis.

1- Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont, contre toute attente, augmenté aux Etats-Unis lors de la semaine au 30 janvier, à 480.000 contre 472.000 (révisé) la semaine précédente, annonce le département du Travail.

Les économistes attendaient en moyenne 460.000 inscriptions au chômage. (Reuters 04.02)

2- La Chambre américaine des Représentants a voté jeudi en faveur d'une augmentation du plafond de la dette publique, porté à 14.300 milliards de dollars, et elle a soumis ce texte à la signature du président Barack Obama.

Le Congrès a périodiquement relevé le plafond des emprunts gouvernementaux autorisés et le département du Trésor devrait d'ici quelques semaines dépasser la limite de 12.400 milliards de dollars fixée en décembre.

Au cours de l'année fiscale écoulée, les dépenses gouvernementales ont dépassé les recettes fiscales de 1.400 milliard de dollars, un record, et la Maison blanche s'attend à ce que le déficit de cette année soit plus élevé encore.

Conscients des réserves des électeurs face aux dépenses gouvernementales, les démocrates ont inclu une disposition "*pay as you go*", selon laquelle toute nouvelle dépense doit être compensée par une économie équivalente ailleurs dans le budget. (Reuters 04.02)

"*pay as you go*" signifie en clair que les dépenses supplémentaires qui profiteront aux banquiers et à l'industrie d'armement seront compensées par une diminution des dépenses à caractère sociale, Obama s'en défend évidemment, n'avait-il pas promis de fermer Guantanamo lors de la première année de son mandat, super menteur quoi.

Bon week-end à tous.

Le 6 février

J'ai écrit encore deux articles sur les retraites que je n'ai plus le temps de corriger et de voir s'ils méritent d'être mis en ligne ou de figurer seulement dans une causerie. Je temps passe trop vite !

Vous avez remarqué peut-être que j'essaie de publier des infos sur les mêmes sujets étalées sur plusieurs semaines ou mois, car il arrive qu'on aborde un sujet ou un événement et qu'il disparaisse du jour au lendemain, ce qui ne permet pas de cerner correctement une question. Cela n'intéresse pas forcément tous les camarades, j'essaie seulement d'avoir une démarche cohérente et ce n'est pas évident à cause toujours du temps qui file...

Bon week-end camarades.

Lutte de classe, un courant politique qui fait tomber le voile des illusions.

Ils s'acharnent tous sur cette malheureuse étudiante voilée du NPA, Mélenchon et Buffet volent au secours d'Hortefeux et de Besson. Mais la faute à qui ?

Bien sûr que cette étudiante a le droit de s'habiller comme elle l'entend, bien sûr que le NPA a le droit de la présenter à une élection, bien sûr que l'on peut accepter dans un parti ouvrier des travailleurs ou des étudiants qui ont des illusions dans une religion, s'il fallait recruter que des travailleurs sans illusions, aucun parti n'existerait, c'est absurde, à condition d'une part de combattre toutes les illusions qui peuvent naître dans la tête des travailleurs à partir de leur ignorance des rapport sociaux qui sont le produit du capitalisme, d'autre part de tenir compte de la situation sociale et politique, ce que n'a pas fait le NPA en affichant une illusion dans un contexte politique qui demeure défavorable au prolétariat, puisqu'il est encore loin de s'être saisi d'une issue politique qui briserait le régime à l'origine de toutes les illusions, y compris la religion, finalement, la présentation de cette candidate est une erreur politique de la direction du NPA.

Ce que tentent de camoufler Mélenchon et Buffet, et l'erreur d'analyse de la situation du NPA qui a abouti à la présentation de cette étudiante, c'est tout simplement que le PG, le PCF et le NPA n'entendent pas mener ce combat contre toutes les illusions jusqu'au bout, qu'ils en sont irrémédiablement incapables, c'est la véritable nature de leur parti que leurs discours et leurs méthodes font apparaître au grand jour.

Aucun de ces partis n'entend fondamentalement remettre en cause l'existence du capitalisme contrairement à ce qu'ils peuvent affirmer ici ou là, pas la peine de l'ébruiter, Buffet et Mélenchon en veulent au NPA de le mettre en relief au moment où ils sont en campagne électorale et se présentent comme des opposants au capitalisme pour attirer les voix des travailleurs et grapiller ainsi des postes rémunérateurs au régime.

Dit autrement, étant donné que Mélenchon et Buffet sont des manipulateurs professionnels au service du régime dont le fond de commerce quotidien repose sur l'ignorance, les illusions des masses dans le capitalisme et les institutions, c'est normal qu'ils estiment qu'il n'est pas souhaitable que les travailleurs s'interrogent sur les illusions que les partis se réclamant de la classe ouvrière peuvent colporter, et que si le NPA réputé (à tort) pour être révolutionnaire et anticapitaliste en est capable, qu'en est-il alors de leurs partis dont les liens avec le régime et le capitalisme ne sont plus à démontrer.

Pour bien comprendre de quoi il s'agit dans cette polémique, il faut écouter ce que disent les médias aux ordres.

Ils expliquent que ce n'est pas normal qu'il y ait des militants croyants au sein d'un parti comme le NPA, Mélenchon et Buffet n'ont fait que reprendre cet argument quand on y regarde de plus près, autrement dit, ils légimitent le droit de l'UMP de s'immiscer dans les affaires d'un parti ouvrier et d'en définir pour ainsi dire les statuts, ils se sont faits les porte-parole d'Hortefeux et Besson qui stigmatisent en permanence les travailleurs d'origine étrangère, toutes générations confondues j'ajouterais, car pour Hortefeux et Besson, le grand-père d'origine algérienne d'un jeune aujourd'hui demeurera toujours un bicot et ne sera jamais un Français comme les autres. Cela va donc très loin.

Buffet a remporté la palme de la mauvaise foi en affirmant "*Pourquoi en faire un objet de campagne*" (dans un entretien au journal "La Croix" du 4 février - source : AP), alors que le député PCF Gérin n'a pas hésité un instant à s'associer à la campagne nauséabonde de l'UMP sur l'identité nationale qui ne sert qu'à désigner un bouc émissaire tout trouvé aux conséquences de la crise, l'étranger, l'Arabe du coin, le Noir, le Jaune, en allant jusqu'à rédiger avec le député député UMP Raoult une proposition de loi liberticide et scélérate pour interdire la burqa ou l'accés aux lieux publiques les femmes qui le portent.

Il n'est pas nécessaire de gratter en profondeur pour s'apercevoir que sur les questions des licenciements et des retraites pour ne prendre que ces exemples, le PG et le PCF, tout comme d'ailleurs le NPA, n'ont fait au fil des mois que tenir un double langage, s'opposant farouchement à toute initiative unitaire pour mobiliser la classe et infliger une défaite au gouvernement.

Qu'est-ce qui dérange tant que cela Mélenchon et Buffet, que les travailleurs se rendent compte que leur parti respectif cultive des illusions dans le régime, qu'ils n'ont jamais eu l'intention de s'opposer résolument à Sarkozy et son gouvernement, que cette illusion tombe et qu'ils se tournent vers d'autres partis, le POI par exemple qui a été le seul parti à tenir un discours sans ambiguité sur les questions des licenciements et des retraites ?

Continental, suite.

Condamnés à de la prison avec sursis en première instance, six salariés de l'usine Continental de Clairoix (Oise) ont écopé de simples amendes en appel pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne.

"*C'est un gros soulagement parce que la ministre de la Justice avait réclamé des peines lourdes*", a déclaré Xavier Mathieu, délégué CGT de l'usine condamné à 4.000 euros d'amende.

"*Apparemment la justice a un peu plus de coeur que ce gouvernement*", s'est-il réjoui, se félicitant d'un "*désaveu*" pour le pouvoir.

Le syndicaliste a dit espérer qu'il n'y aurait pas de poursuite au civil, pour réclamer des dommages et intérêts.

"*Qu'on nous foute la paix maintenant et que le gouvernement n'insiste pas*", a-t-il lancé après avoir fait un tour d'honneur devant le tribunal où des dizaines de personnes s'étaient massées dans l'attente du jugement.

Le 21 avril 2009, des salariés avaient saccagé les locaux de la sous-préfecture de Compiègne après la décision du tribunal de grande instance de Sarreguemines (Moselle) de ne pas annuler le plan de fermeture de leur usine.

La cour d'appel d'Amiens n'a pas suivi les réquisitions de l'avocat général qui demandait la confirmation des peines de première instance, allant de deux à cinq mois de prison avec sursis.

Les amendes des cinq autres prévenus s'élèvent à 2.000 euros. Leur avocate avait plaidé la relaxe, que l'avocat général refusait au motif que cela aurait été une "*forme d'impunité*". (Reuters 05.02)

Question : est-ce que la CGT va accepter de payer ces 4.000 euros, plus 5 fois 2.000 euros, au total 14.000 euros ? C'est à elle de les payer et personne d'autres, non ? Les camarades qui m'ont dit avoir rencontré ces ex-ouvriers de Continental peuvent leur passer le message. Je suis à leur service pour développer une argumentation en béton contre la direction de la CGT qui pourrait faire l'objet d'une campagne contre Thibault et la "racaille" qui lui sert de cour.

Le panier de crabes. Unité PS-Parti radical, Parti radical allié à l'UMP au gouvernement.

En Haute-Savoie, le président du parti radical - allié à l'UMP - de la fédération, Gérard Périssin-Fabert, également maire du Grand-Bornant, rejoint la liste (PS) de Jean-Jack Queyranne. (Libération.fr 06.02)

On votera PS au second tour pour "*battre la droite*" !

Retraite. *Le Figaro* ou la voix de son maître apporte quelques précisions.

Sur le fond, le chef de l'État veut jouer son va-tout après les régionales. Après avoir subi des polémiques qu'il n'avait pas prévues, il veut assumer un débat frontal dont il connaît par cœur les risques sociaux et politiques. Mais il perçoit aussi les bénéfices qu'il en retirera vis-à-vis de son électorat. Il s'agit, bien sûr, de la réforme des retraites.

Le résultat des élections régionales ne devrait avoir que très peu d'impact sur cette stratégie. L'Élysée souligne à l'envi que «la majorité ne peut pas être davantage sanctionnée qu'en 2004, où elle n'a pu conserver que deux régions». Fort de ce diagnostic, Nicolas Sarkozy a déjà fait savoir qu'il assumerait les résultats des élections, mais qu'il devrait néanmoins maintenir dans ses équilibres actuels l'équipe gouvernementale, François Fillon en tête.

En revanche, il peut remercier Martine Aubry. En se déclarant, dans un premier temps, favorable à un report de l'âge légal de la retraite à 62 ans, la première secrétaire du PS a ouvert le débat beaucoup plus tôt que prévu, et elle a crédibilisé la position gouvernementale. Sondages à l'appui, l'Élysée est désormais convaincu que les Français sont mûrs.

Le moment est venu de passer à l'acte

Nicolas Sarkozy veut avancer vite sur ce dossier. Pas question de laisser les syndicats descendre dans la rue en octobre pour protester contre un projet de réforme encore en pointillé. Chacun se souvient que les grèves de novembre 1995 contre la réforme des retraites restent le pire souvenir de la droite depuis quinze ans. Sarkozy souhaite donc arbitrer sur cette réforme des retraites dès le mois de juin. Et faire voter une loi «dans le courant du mois de juillet» confirment plusieurs sources. Il s'orienterait alors vers une solution mixte, qui combinerait l'allongement de la durée de cotisation et le report de l'âge légal de retraite. Symboliquement, le changement de l'âge légal de la retraite aurait un impact décuplé, et il semblerait qu'à l'Élysée même Raymond Soubie, le grand horloger des relations sociales qui conseille le président, se soit convaincu que le moment est venu de passer à l'acte. De source élyséenne, une session extraordinaire du Parlement en juillet paraît déjà «acquise» compte tenu du plan de charge des deux Assemblées.

Bien sûr, le gouvernement s'attend à une confrontation rude avec les partenaires sociaux. Pour le moment, les eaux syndicales sont à peine ridées par quelques vaguelettes. Mais il faut se méfier «du calme avant la tempête», prévient un ministre inquiet des mobilisations du mois de mai. Selon un proche de Nicolas Sarkozy, ces manifestations présenteront au moins l'avantage de crédibiliser la réforme auprès de son électorat. «Plus il y aura de défilés, plus les Français lui porteront crédit d'avoir eu le courage de trancher sur ce sujet», sourit l'un de ses amis. (Lefigaro.fr 05.02)

La Bourse ou la vie. L'euro fragilisé, l'UE en difficulté.

Les Bourses européennes ont terminé en baisse pour la troisième séance d'affilée, enregistrant leur plus mauvaise performance hebdomadaire en 11 mois, en raison des inquiétudes croissantes liées aux dettes souveraines.

Sur la semaine, le FTSEurofirst 300 a cédé 3,93% et le Cac 40 4,70%.

Le marché parisien a perdu 3,4%, Londres 1,53% et Francfort 1,79%.

Athènes a perdu 3,73% tandis que Lisbonne et Madrid qui avaient déjà plongé de 5% à 6% jeudi, cédaient respectivement 1,36% et 3,73%.

A Tokyo, l'indice Nikkei 225 a perdu 2,6%. En Chine, l'index Composite Shanghai a baissé de 1,8% et à Hong Kong, le Hang Seng a accusé une chute de 2,9%.

Les investisseurs ont retiré leur argent des avoirs les plus risqués, inquiétés par la santé fiscale de certains pays européens en difficultés comme la Grèce très endettée, l'Espagne ou le Portugal.

Aux Etats-Unis, le Dow Jones a baissé de 2,6% jeudi à la clôture de Wall Street, vendredi à la cloture le Dow Jones a pris 0,13%, le Nasdaq 0,74%.

Cette crise est la plus grave qu'ait à affronter la zone euro depuis sa création il y a 11 ans et certains analystes n'excluent plus la possibilité de voir un petit Etat membre, comme la Grèce, contraint d'en sortir pour assurer la survie de l'Union monétaire.

"*Le marché suit de près la capacité de chacun des pays à honorer leurs dettes (...)*", a déclaré Erkki Liikanen, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. "*Si la confiance disparaît, les taux vont nettement augmenter.*"

Sur les marchés, le coût de la protection contre un risque de défaut des dettes souveraines grecque, espagnole et portugaise a inscrit de nouveaux records dans des échanges volatils. Et la prime réclamée par les investisseurs pour détenir des emprunts d'Etats autres que l'Allemagne a fortement augmenté en matinée avant de refluer légèrement.

"*Nous n'observons absolument aucun changement fondamental. C'est purement spéculatif*", assure Patrick Smith, gérant de Santander Asset Management.

Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a lui aussi dénoncé des "*attaques spéculatives*".

"*Si l'Europe apporte la réponse appropriée et clarifie son soutien aux pays attaqués, l'euro ne court aucun risque véritable*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse après une remise de prix à Rome.

Il en faudra sans doute plus pour apaiser les investisseurs, d'autant que le vote du parlement portugais va nourrir les interrogations sur la capacité réelle des gouvernements concernés à remettre de l'ordre dans leurs finances.

Le journal *Le Monde* rapporte pour sa part que, selon les experts du FMI, il faudrait 20 à 25 milliards de dollars (14,6 à 18,3 milliards d'euros) d'aides pour rassurer les marchés au sujet de la Grèce. (Reuters et AP 05.02)

Commentaire. On voit bien ici qui détient le pouvoir et pour qui les institutions politiques fonctionnent, une excellente leçon de chose pour éviter de mettre les boeufs avant la charrue, de ne pas les oublier surtout !

Etats-Unis. La chute est "*faible*"... mais possible !

Le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner estime que le risque d'un double plongeon de l'économie américaine dans la récession est faible. (AP 05.02) Voilà qui est rassurant, non ?

Grande-Bretagne. Travailleurs et conservateurs ; tous pourris !

Le scandale des notes de frais en Grande-Bretagne prend une dimension judiciaire: quatre parlementaires soupçonnés de pratiques comptables douteuses ont été inculpés, a annoncé le parquet vendredi.

Keir Starmer, procureur général du Royaume-Uni, a précisé que trois députés travaillistes de la Chambre des Communes -Elliot Morley, David Chaytor et Jim Devine- et un Lord conservateur -Paul White, alias Lord Hanningfield- avaient été accusés de fausse comptabilité. Un chef passible d'une peine maximale de sept ans d'emprisonnement.

Selon les conclusions d'un audit sur le scandale des notes de frais publiées jeudi, 392 des 752 parlementaires -anciens et actuels- ayant fait l'objet d'investigations ont reçu l'ordre de rembourser un total d'1,12 million de livres (1,28 million d'euros).

Neuf ministres du gouvernement Brown ont démissionné, et environ 150 députés ne participeront pas aux prochaines élections, en raison du

tumulte qui a terni l'image de tous les partis politiques. (AP 05.02)

Le 7 février

Point retraite.

Le jaune Chérèque se dit favorable à la liquidation du régime de retraite pas répartition, au moins les choses sont claires, il est parfaitement à sa place dans son rôle d'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, il représente même les couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie, dont la pointe avancée est l'aristocratie financière qui contrôle le capitalisme.

Quant à Thibault et Mailly, ils déclarent d'une part qu'ils sont pour le maintien du système actuel, le départ à la retraite à 60 ans en refusant d'augmenter le nombre d'annuités pour avoir le droit à une retraite à taux plein, mais d'autre part ils acceptent de se rendre au "sommet" du 15 février convoqué par Sarkozy, qui, par la voix de Darcos et Fillon, en a déjà fixé le contenu et l'objectif : repousser l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans et/ou augmenter le nombre d'annuités pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Ils pratiquent donc un double langage.

Ils se partagent les rôles, il faut ajouter que si Mailly a refusé de participer aux dernières journées d'action et réunions intersyndicales fixées unilatéralement par Thibault tout en expliquant que seule une grève générale pourrait faire reculer le gouvernement, il s'est bien gardé de populariser cette perspective et d'engager toutes les forces de FO dans la bataille pour que cette idée prenne forme, c'est-à-dire qu'elle soit finalement reprise par l'ensemble des syndiqués de tous les syndicats, à l'instar du POI très présent dans ce syndicat, il s'est contenté d'une simple déclaration (sans lendemain) pour satisfaire une partie de sa base, qui comme à l'accoutumé doit s'en trouver satisfaite ; il est facile ensuite d'expliquer que FO seul ne peut rien faire seule... pour sauver les apparences, on n'est pas dupe.

Prenons au mot FO et le POI : pourquoi Force ouvrière et le Parti ouvrier indépendant ne publieraient-il pas une déclaration commune appelant tous les partis et les syndicats à s'unir pour barrer la route au projet réactionnaire du gouvernement, dans le respect des prérogatives des syndicats et des partis évidemment ? Il n'y aurait que des militants malintentionnés ou de misérables crétins pour y voir un problème.

L'ensemble des militants syndicaux et politiques partagent les mêmes aspirations et le même objectif, travailler moins longtemps et bénéficier d'une retraite à taux plein le plus tôt possible, aucun militant ouvrier ne peut accepter la perspective de consacrer toute sa vie à travailler et à crever quelques années seulement après avoir pris sa retraite, sinon il ne mérite pas le statut de militant ouvrier mais celui d'agent ou d'esclave écervelé du patronat.

Pour infliger une défaite au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, on a besoin de la mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière et de ses militants, il faut donc tout tenter pour briser l'accord tacite qui existe entre Sarkozy et les dirigeants syndicaux.

On peut aussi se demander qu'est-ce qui empêche les dirigeants des partis auxquels s'est adressé le POI de s'associer à l'initiative unitaire qu'il a lancé pour contrer le gouvernement. Il faut s'adresser à leurs militants dont les intérêts ne coïncident peut-être pas avec ceux des bureaucrates qui dirigent leurs partis. Ils s'apercevront peut-être à l'occasion qu'ils se sont trompés de parti... Après m'avoir accusé d'être anti-POI, on va m'accuser de rouler pour lui ! Il s'agit de faire la part des choses camarades et non de se comporter en vulgaire sectaire.

A qui profite la division, la dispersion des militants à l'heure où le rassemblement le plus large de la classe ouvrière est nécessaire ? A notre ennemi de classe.

Thibault a réclamé la reconduction de l'intersyndicale qui servait de cadre aux journées d'action qui ont pour fonction de briser la résistance et l'unité de la classe ouvrière dans un premier temps, de la démoraliser ensuite pour justifier la capitulation des dirigeants syndicaux et tenter de légitimer les mesures réactionnaires du gouvernement.

Alors pourquoi à l'opposé, nous ne devrions pas combattre pour la grève générale jusqu'au retour aux conditions antérieures à 1993, qui incluent le retour à 37,5 annuités pour tous et le départ à la retraite entre 55 et 60 ans, à l'appel de l'ensemble des syndicats et des partis qui se réclament de la classe ouvrière ? C'est une proposition qui ressemble à un vieux pieu dans la situation actuelle, se tourner vers ces dirigeants ne peut conduire qu'à une impasse.

Cela ne viendrait-il pas du fait que l'on ne concentre pas tous nos combats contre le capitalisme et les institutions, après tout, l'objectif du syndicalisme et du combat politique est le même, l'abolition du capitalisme, le capitalisme dont les méfaits se font sentir dans toutes les familles, chacun en fait l'amère expérience à ses dépens quotidiennement, alors tournons-nous résolument du côté de la classe ouvrière, car aucune issue politique ne peut aboutir sans sa mobilisation et son adhésion à un objectif politique.

La clé de la situation est d'associer mobilisation sociale et prise de conscience politique, le cocktail est détonant et pourrait être fatal au régime, car l'exaspération de millions de travailleurs a atteint un degré insupportable, explosif. Cela correspond à l'objectif que doivent se

donner les militants révolutionnaires pour construire le parti et recruter les travailleurs les plus déterminés, objectif prioritaire que l'on a tendance à oublier...

On ne manque pas d'arguments pour lier chaque combat à la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

On nous demande de nouveaux sacrifices, de nous serrer la ceinture, de travailler plus longtemps, etc. parce qu'il y aurait une crise, et dans le même temps des patrons, des dirigeants d'entreprises privées ou publiques, des banquiers et leurs traders, des membres de conseils d'administration, se versent des millions d'euros de salaires et/ou de retraite, c'est cynique et intolérable, et la meilleure c'est que ce n'est pas nouveau, c'est le fondement du capitalisme : des millions d'un côté, la pauvreté ou la misère, la régression sociale de l'autre, c'est l'horizon indépassable du capitalisme, donc il faut qu'il disparaisse et le plus tôt sera le mieux, il n'existe pas d'autre voie, d'autre alternative.

Que l'on pose n'importe quelle question, on aboutit au même constat, à la même réponse : l'obstacle à notre bien-être, à la satisfaction de nos revendications, besoins ou aspirations, c'est tout simplement l'existence du capitalisme, c'est donc l'objectif à abattre et vers lequel doivent converger toutes les luttes, toutes les discussions avec les travailleurs.

Mais comment combattre et vaincre le capitalisme ? comment s'y prendre ? Contre qui ou quoi doit-on combattre ? Où se cache-t-il, où se tient réellement son pouvoir ? A différents degrés ou sous des angles différents les travailleurs peuvent aborder cette question, elle va les mener à chercher et trouver une issue politique, à se dire que finalement il n'y a pas d'autre solution que d'envisager d'en finir avec le capitalisme, et en allant plus d'admettre que seul le socialisme peut le remplacer. Qu'est-ce qui légitime le capitalisme ? Les institutions, la constitution, qui sont les garants du respect de la propriété privée des moyens de production, du capitalisme, du pouvoir des banquiers, etc. C'est là que cela se passe, c'est là que les choses sérieuses se décident, qu'ils décident de notre sort, de nous exploiter, de nous jeter à la rue, de nous affamer, conformément à la volonté exprimée par les conseils d'administrations des institutions financières et des grandes entreprises, c'est leur façon de faire de la politique.

La nôtre est de les combattre pour mettre fin à l'exploitation, au chômage et à la pauvreté ; à chaque classe ses objectifs.

Ils osent nous exploiter pendant 40 ans et comme ce n'est pas encore suffisant ils voudraient nous imposer de finir nos jours dans la pauvreté ou l'indigence, c'est intolérable ! Même le droit à la dignité nous serait interdit, alors que la société devrait faire en sorte que chaque citoyen puisse être digne des valeurs qu'il a acquises ou qu'elle devrait mettre à sa disposition pour qu'il tienne sa place dans la société, elle détruit les outils ou les moyens qui sont nécessaires à l'expression de ces valeurs qui finiront par disparaître si on les laissait faire. C'est le chaos et la barbarie qu'ils nous réservent comme seule perspective ainsi qu'aux générations futures.

Socialisme ou barbarie, s'accommoder du capitalisme comme on nous y invite ne peut que retarder le moment de l'affrontement directe entre les classes, accroître davantage nos souffrances, il est tant de procéder à une opération chirurgicale et de liquider le capital qui gangrène l'ensemble de la société et le monde entier.

A bas le capitalisme, à bas les institutions de la Ve République, et vive le socialisme !

Un point sur la "nouvelle mouture" d'*Informations ouvrières*.

Quand on lit Informations ouvrières on a toujours l'impression de lire une feuille syndicale destinée aux fonctionnaires, n'étant ni syndiqué ni fonctionnaire comme plus de 90% des travailleurs, ce journal ne m'est pas destiné j'ai envie de dire, bref, la "nouvelle" mouture ressemble à une arnaque, rien de changé en réalité et cela fait 50 ans que cela dure !

Ils n'ont pas compris que les critiques de la plupart des lecteurs portaient non pas sur la forme mais sur le contenu lui-même. Des articles plus petits ou plus longs, des sujets plus ou moins bien présentés, là n'était pas franchement le problème. Les modifications intervenues conviendront sans doute à des lecteurs avertis, à une certaine élite, à des intellectuels, à des militants aguerris, mais certainement pas à des ouvriers ou des jeunes.

Le choix de la didactique adoptée, le fait d'expliquer simplement les choses coulait de source, donc la question que posait certains lecteurs n'était pas là, ils auraient voulu retrouver la tournure d'esprit qui est la leur pour aborder une question, ils n'abordent pas la réalité en intellectuels, ils ne conceptualisent pas chaque fait ou donnée au quart de tour, ils abordent les choses plus simplement, avant de se demander d'où vient ce qui leur tombe sur la tête ou comment on en est arrivé là par exemple, ils commencent par en mesurer les conséquences sur leur vie pratique, quotidienne, ils ramènent tout à leurs propres expériences et c'est normal, paradoxalement s'ils sont terriblement pragmatiques, ils réagissent en premier sur le plan émotionnel, répétons-le encore et encore, ce ne sont pas des intellectuels, ce qui ne veut pas dire que l'ouvrier ne pense pas ou qu'il en est incapable, pour saisir un discours ou qu'il soit à sa portée pour ensuite le faire réfléchir au-delà des faits bruts ou des apparences, il faut qu'il emprunte le même processus psychologique que le sien, il faut qu'il puisse s'identifier à ce processus pour qu'il reprenne à son compte son contenu et évoluer.

Quand je vois des militants se gausser des conversations de comptoir, je ne dis pas cela en particuliers pour les militants du POI, je me dis qu'ils sont étrangers au milieu ouvrier, car ce sont les mêmes discussions qui ont lieu dans les ateliers ou sur les chantiers, ce qu'ils ignorent apparemment. Cela ne plane pas haut en apparence, ça ne va pas très loin, certes, le raisonnement de l'ouvrier est basique, mais il recèle

toujours une vérité fondamentale sur sa condition, et c'est à nous qu'il revient de la mettre en évidence pour l'aider à progresser. On doit faire avec le matériel humain disponible, on doit partir de là pour ensuite avancer nos arguments le plus simplement possible, sans prétention, comme j'essaie de le faire dans mes causeries.

Souvent je pars d'une réflexion élémentaire qui m'est passée par la tête et qui ne présente pas forcément un intérêt au premier abord, ensuite je la développe en prenant un ton léger, puis, petit à petit mon discours prend une tournure de plus en plus politique, mais sans réelle coupure avec la manière dont j'ai abordé notre sujet, l'ensemble présente une certaine cohérence qui doit permettre à de jeunes militants de pouvoir suivre mon raisonnement tout en étant en présence d'éléments théoriques susceptibles de les faire progresser politiquement. Cette méthode n'est pas le produit d'un calcul, la plupart du temps quand j'aborde un sujet je ne sais pas du tout comment je vais le développer ni jusqu'où il va m'entraîner ; le mécanisme qui est ici à l'oeuvre est celui d'un ouvrier qui a commencé à penser par lui-même et rien d'autre, parce que je suis resté un ouvrier, j'ai cette chance si je puis dire, il ne faut y chercher l'application d'une méthode quelconque, encore moins une manoeuvre pour convaincre les militants de quoi que ce soit.

Quand Trotsky disait que les articles de Lénine étaient accessibles aussi bien aux ouvriers qu'aux étudiants parce qu'il écrivait "*avec son coeur*", il devait vouloir dire que Lénine s'était tellement identifié avec le destin de la classe ouvrière qu'il en était arrivé à sentir son coeur battre, son coeur était devenu celui d'un ouvrier. On ne peut évidemment pas demander à tous les militants intellectuels de réaliser cette prouesse, raison de plus pour laisser la parole à des militants ouvriers conscients qui sont demeurés des ouvriers, or ce n'est pas le cas de la plupart d'entre eux qui ont pris la mauvaise habitude de singer les intellectuels, de penser en intellectuels pour imiter leurs dirigeants dont la plupart sont des intellectuels, un travers peut-être inévitables que les dirigeants n'ont pas été capables de prévenir. Faire des militants ouvriers, des cadres du parti, favoriser leur développement intellectuel ou leur niveau théorique, c'est nécessaire, mais cela ne doit pas se faire au détriment de leur propre personnalité qu'ils finissent par perdre en s'identifiant à des modèles intellectuelles.

J'ai lu quelque part que l'ouvrier Stéphane Just devenu dirigeant et théoricien de l'OCI avait eu de mauvaises relations avec l'intellectuel Pierre Broué et d'autres intellectuels de l'OCI, parce qu'il aurait voulu leur ressembler, il aurait été complexé par son origine ouvrière disaient-ils de lui. Je ne rentrerai pas dans cette polémique, il y a prescription ! La seule chose dont je me souviens pour avoir assisté à des réunions en présence de Just le samedi après-midi au 87, c'est que le discours du camarade Just ne ressemblait plus à celui d'un ouvrier et que les jeunes militants ouvriers dont je faisais partie, avaient toutes les peines du monde à suivre son raisonnement qui était davantage celui d'un intellectuel ou d'un théoricien et j'ai pu vérifié que je n'étais pas le seul dans ce cas.

On est comme on est camarades, il n'y a pas de honte à être ouvrier ou intellectuel, et si le discours d'un ouvrier qui singe les intellectuels devient incompréhensible à de simples ouvriers, il loupe son objectif, quant aux intellectuels qui essaient de se mettre à la place des ouvriers, ils sont grotesques la plupart du temps. Pour bien faire, il faudrait que les ouvriers qui deviennent des militants conscients ne cherchent pas à imiter les intellectuels, qu'ils continuent à penser en ouvriers avec ses qualités et ses faiblesses, et que les militants intellectuels essaient d'acquérir un peu du "coeur" des ouvriers pour s'en rapprocher et les conquérir, et qu'ils comprennent que cela ne rabaissera pas leur statut, mais au contraire l'enrichira d'une qualité supplémentaire, supplémentaire et non pas supérieure, car il ne doit exister dans un parti aucune concurrence entre ouvriers et intellectuels à ce niveau-là.

J'ai écrit cette causerie après avoir lu dans Informations ouvrières qu'un lecteur s'était dit déçu par la nouvelle mouture de ce journal, il ne doit pas être le seul. Ma causerie n'est pas polémique mais plutôt constructive.

On se quitte dans la bonne humeur, c'est dimanche :

Je suis obligé d'arrêter là, hier soir dans une pub sur une télé indienne, j'ai entendu quelques notes de guitare que j'ai reconnues immédiatement, je l'ai dit à mes deux petites-nièces Kilomia et Lombiga (10 et 12 ans) toute étonnées, comment c'est possible "uncle" ? Ce matin je viens de leur mettre le morceau en question *Smoke on the water* de Deep Purple, elles adorent, du coup elles se sont installées derrière le bureau pour faire leurs devoirs et on écoute le CD en entier. En fait de devoirs, elles dansent et me proposent un problème de géométrie !!!

Bon dimanche camarades.

Quelques infos en brefs.

La situation à court terme demeure "*imprévisible*". Le monde suspendu à la volonté de l'aristriocratie financière.

Au total, 450 millions d'euros de bonus, principalement en cash. Les employés de la banque d'affaires américaine Lazard ont reçu des étrennes record, au mépris des recommandations du G20.

En septembre, les 20 pays les plus riches avaient appelé les banques à abandonner leur logique de court-terme, en partie responsable de la crise financière.

La banque d'affaires n'est pas la première à renouer avec les bonus juteux. Mais elle vient de franchir un palier très sensible, pour l'économiste Gilles Leblanc :

« *La nouveauté, c'est l'immédiateté du paiement, le fait qu'il soit directement effectué en cash. Ce que fait Lazard, c'est une sorte de bras d'honneur à la volonté des Etats de réguler les marchés financiers, une façon de montrer que les banques sont autonomes.* »

Lazard ne fait pas partie du « Big Three » (Morgan Stanley, Goldman Sachs, JPMorgan Chase), mais elle arrose. Un message adressé directement aux employés de ses concurrents, selon Alexandre Delaigue, économiste blogueur sur le site Econoclastes.

Pour calmer le jeu, des sénateurs démocrates ont déposé un projet de loi dans la journée de jeudi. Il s'agit d'une taxe sur les bonus supérieurs à 400 000 dollars, qui ne s'appliquerait toutefois qu'aux banques renflouées dans le cadre du plan de relance américain.

Le problème, estime Gilles Leblanc, c'est son délai d'application : même si cette loi était adoptée, elle n'entrerait pas en vigueur avant l'été, voire l'automne prochain. Les banques risquent de profiter de ce délai pour rompre leur engagement moral, bien entamé par ailleurs, et surtout sans valeur légale. On pourrait alors assister à une dernière surenchère, aux effets imprévisibles. (Rue89 06.02)

Commentaire. L'aristocratie financière américaine aurait-elle décidé de mettre le monde à feu et à sang comme le firent à deux reprises au XXe siècle ses prédécesseurs pour conserver sa place prépondérante sur le marché mondiale ?

La Bourse ou la vie, la dégringolade est reparti de plus belle.

Les investisseurs broient du noir à cause des dettes publiques en Europe.

Sur une semaine et depuis le début de l'année :

- Paris : CAC 40 - 4,70% et - 9,46%.
- Londres : Footsie - 2,46% et - 6,50%
- Franckfort : Dax - 3,11% et - 8,78%
- Madrid : Ibex - 7,71% et - 15,38%
- Lisbonne : PSI - 7,42% et -13,26%

Les craintes sont mondiales. «*Le sentiment des investisseurs est plombé par les problèmes de dette de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal*», explique Marcus Droga, directeur associé à Macquarie Private Wealth à Sydney, cité par Dow Jones Newswires. «*Et ce malgré des publications de résultats d'entreprises satisfaisants et des discours de dirigeants européens qui se veulent rassurants. Mais le marché ne veut rien entendre*», ajoute Arnaud de Champvallier, directeur chez Turgot Asset Management.

Depuis plusieurs jours, observateurs et analystes s'inquiètent de l'état des finances publiques de ces pays, agitant l'épouvantail de la Grèce, dont les déficits et la dette publics sont si élevés que la Commission européenne a décidé mercredi de placer le pays sous une quasi-tutelle. (Le Journal des Finances 05.02)

Argentine.

18 milliards de dollars, dont 5 milliards d'intérêt, c'est le montant de la dette que l'Argentine doit rembourser en 2010. Cristina Kirchner veut que la Banque centrale libère 6,5 milliards de dollars. (Libération.fr 06.02)

Afghanistan. Quand sortir chercher du bois peut s'avérer fatal.

Une patrouille de la police afghane aux frontières a ouvert le feu sur des villageois qu'elle avait pris pour des insurgés, tuant sept civils, rapporte un responsable de la police afghane.

Ce groupe de villageois était en train de ramasser du bois dans la région de Shorabak, près de la frontière pakistanaise, lorsque la fusillade a eu lieu vendredi matin avant l'aube, a précisé le général Abdul Raziq, commandant de la police aux frontières du sud de l'Afghanistan. Les six officiers impliqués ont été arrêtés et une enquête a été ouverte.

Ils patrouillaient en voiture cette région, très fréquentée des talibans et des contrebandiers, lorsqu'ils ont aperçu ce groupe de sept hommes à environ 400m. Ils ont cru qu'ils étaient sur le point de tomber dans une embuscade et ont donc tiré, a rapporté le général Raziq.

Lorsque les policiers sont allés récupérer les corps, ils ont constaté qu'aucun de ces hommes n'était armé. Lorsqu'ils ont ensuite consulté les habitants d'un village voisin, ces derniers ont confirmé que les sept hommes ne faisaient pas partie d'un groupe rebelle. (AP 06.02)

Le 8 février

Je reviens sur l'affaire qui se secoue le NPA.

Vous aurez remarqué avec quel acharnement tous les partis que comptent le pays (à l'exception du POI jusqu'à présent) , l'ensemble des médias se sont déchaînés contre le NPA. Cela me donne envie de le défendre, car au-delà de ce qu'on peut penser du NPA et des désaccords que l'on peut avoir avec ce parti, j'ai l'impression que c'est la lutte contre le capitalisme qu'il représente pour de nombreux jeunes et travailleurs contre laquelle tous ces chiens se sont mis à aboyer en coeur.

Ce sont justement ces donneurs de leçons qui pratiquent un double langage quotidiennement et dont le discours est hypocrite, mensonger, plein de promesses trompeuses, populiste à souhait, qui se permettent de critiquer un des seuls partis en France qui dit haut et fort qu'il faut en finir avec le capitalisme, voilà ce qui doit les emmerder ! Aujourd'hui plus qu'hier au moment où Sarkozy a besoin d'un consensus le plus large possible pour faire passer son projet scélérat contre nos retraites, de l'UMP au PCF en passant par le PS et le PG, il faut préciser.

Dans une interview à l'agence Reuters du 7 février, un de ces intellectuels inféodés au régime, l'historien et directeur de recherches au CNRS, Stéphane Courtois, a fourni une des raisons de ces attaques contre le NPA qui a retenu mon attention : "*La LCR a toujours eu une image féministe et là, ça brouille l'image. Je pense que ça va leur poser un problème*", dit-il, pas seulement apparemment, car en attendant cela pose davantage un problème aux partis godillots de la Ve République ! Que le NPA commence à recruter dans les quartiers populaires, voilà ce qui doit les déranger, c'est insupportable ! Que le NPA s'en tiennent aux fonctionnaires et aux classes moyennes et tout ira pour le mieux, le prolétariat doit rester la chasse gardée des autres partis ou abandonné à son triste sort.

Cette vermine d'intellectuel étale son ignorance ou fait preuve de mauvaise foi, mais pas seulement, il exprime aussi une crainte quand il affirme : "*Ils ont voulu faire croire à un parti plus large et tout le monde s'est aperçu qu'ils avaient seulement repeint la LCR*", d'une part, personne n'a jamais cru que le NPA serait fondamentalement différent de la LCR, d'autre part, ce qui les mine, c'est que des groupes de militants ayant une tradition marxiste révolutionnaire aient rejoint le NPA (La Commune, le CRI notamment).

Au-delà, les représentants de la bourgeoisie et ses misérables penseurs appréciaient particulièrement que le NPA soit facilement identifiable et s'en tienne à des critères sociaux aussi flou que le féminisme que tous les partis pouvaient partager et qui minaient par ailleurs son engagement contre le capitalisme, alors si maintenant il y ajoute un élément qu'ils jugent à tort ou à raison contradictoire avec le droit des femmes, le foulard étiqueté islamiste, rien ne va plus, les frontières du NPA sont brouillées, ils ne savent plus au juste à quoi s'en tenir avec ce parti qu'ils entendent contrôler, car c'est cela le véritable objet de leurs critiques, le NPA "*brouille*" l'idée qu'ils se font de ce parti, et qui sait pourrait se transformer en un véritable parti révolutionnaire, ce n'est pas moi qui l'affirme, mais bien eux qui le craignent par dessus-tout, ajoutons, de la même manière qu'ils censurent ou boycottent le POI, alors que les médias ou les plumitifs du régime n'hésite pas pas à entretenir des relations avec le FN. La haine qu'ils expriment ainsi envers le NPA, n'est rien d'autre que la haine que leur inspire le prolétariat révolutionnaire, c'est le fin mot de cette polémique.

A propos de Besancenot, cet "historien" a précisé :"*Jusque-là, personne ne l'attaquait. Mélenchon a compris que Besancenot était son adversaire numéro 1*", et non Sarkozy !

Mélenchon le champion de l'opportunisme, le manoeuvrier professionnel aux doubles ou triples casquettes, sénateur élu par ses paires du PS, député européen PG et demain peut-être élu d'un conseil général grâce au PS-PRG-MRC-Verts, le cumulard des postes à prébendes sonnantes et trébuchantes, qui a pour modèle le Die Linke associé au SPD dans la gestion de la ville de Berlin, n'a aucune légitimité dans le milieu ouvrier qu'il prétend représenter, quand on observe sur quel terrain le PG intervient, on s'aperçoit au premier coup d'oeil qu'en dehors des plates-bandes du NPA qu'il piétine (les sans-papiers par exemple), il n'existe pratiquement pas, le PG n'est qu'un parasite qui vient se greffer sur les autres partis, c'est à la fois sa nature et sa fonction de vampiriser les autres partis pour donner l'impression d'exister. Hier le PS de Mitterrand avec son programme commun avait pour objectif de liquider le PCF, aujourd'hui le PG, cet appendice du PS associé au cadavre puant du stalinisme verrait d'un bon oeil l'élimination du NPA, tout du moins sur le plan électoral, car Mélenchon et le PG ne peuvent exister que sur ce plan-là.

Pour conclure, je rappelle ce que j'ai écrit il y a quelques jours sur cette polémique : le NPA a commis une grave erreur d'appréciation de la situation en présentant une candidate voilée. Ses dirigeants n'ont semble-t-il pas pris conscience de la campagne que cette initiative allait déclencher contre leur parti, inutilement il faut bien préciser.

Si j'avais été membre du NPA je m'y serais opposé, pas pour plaire aux féministes, encore moins pour sanctionner cette militante qui a le droit de porter un foulard ou de croire, mais tout simplement parce qu'elle était stupide, c'est indéniablement une lourde faute politique. La politique ne consiste pas à prendre ses désirs pour la réalité, que cela ait échappé aux dirigeants du NPA en dit plus long que de longs discours sur leur capacité et leur détermination à construire un parti anticapitaliste. Cette erreur de la direction du NPA vient s'ajouter à la crise que traverse ce parti, elle en est un des éléments révélateurs...

Ceci dit, je me range au côté du NPA contre la meute des bonnes consciences qui ont leur part de responsabilité dans la remise en cause depuis des années de la laïcité dans ce pays, car **en principe**, rien n'interdisait au NPA de présenter cette candidate voilée, c'est uniquement la situation politique qui aurait dû les contraindre d'y renoncer.

L'erreur politique du NPA se paie comptant.

1- L'erreur politique du NPA permet au bouledogue Bertrand de donner un cours de laïcité, bravo ! Ce qu'il en pense vraiment par ailleurs nous le savons pertinemment, c'est autre chose.

Je me souviens que ma mère, mes grands-mères, mes tantes portaient souvent un foulard quand elles sortaient, quand elles allaient faire des courses, qu'elles allaient à la poste ou à la mairie, sans que cela pose problème, alors qu'en ville des femmes arboraient des chapeaux, plus modestement à la campagne les paysannes revêtaient un foulard, alors quand Bertrand dit «la religion n'a rien à voir avec une élection», c'est lui qui fait de ce foulard une religion, qui nous invite à orienter nos regards dans la direction de cet objet, que portent aussi des femmes musulmanes ou d'autres origines, les gitanes par exemple, dans les pays d'Europe centrale, etc.

Qu'est-ce que cela peut nous faire qu'une femme porte un foulard ou non, c'est son problème pas le nôtre. Si elle le porte librement, je ne vois pas de quel droit on devrait juger sa tenue vestimentaire, encore moins l'inviter à la corriger.

Le bouledogue Bertrand dans son costard cravate se sent peut-être à l'aise, moi j'aurais plutôt l'impression d'être enfermé dans une camisole de force qui n'a rien à envier à la burqa, qui est le produit de la décomposition de la société, c'est elle qui la produit, je vais le prouver immédiatement.

L'homme qui oblige son épouse à la porter doit craindre quelque part de perdre cette femme, il la traite comme son esclave, c'est par nécessité qu'il agit, la nécessité d'exister qui passe par la domination, la possession, c'est la lutte pour la survie qui se transforme en lutte pour le pouvoir, il se conduit en dictateur chez lui.

Si la lutte pour la survie devient plus difficile et prend une tournure violente, que tout se dégrade dans la société, la fragilité psychologique des hommes peut les entraîner à la folie, ils reportent leurs besoins de domination sur leurs épouses, qui doivent vivre soumises à leur volonté.

Si au contraire la lutte pour la survie devient moins difficile, qu'on se sent plus en sécurité sur le plan social et économique, cette élévation peut satisfaire le besoin de domination des hommes, l'amélioration de leur situation sociale leur donne déjà un certain statut, s'ils peuvent exploiter leurs compétences dans un domaine particulier et mettre au service de la société leurs capacités et en tirer un bénéfice, une satisfaction, ils n'ont plus besoin de harceler leurs compagnes pour avoir l'impression d'exister et d'être respecter. C'est donc un problème social à la base, et non culturel ou religieux.

Le culte de la culture rend fou ! C'est le dernier refuge des ignorants en quête d'identité, de reconnaissance.

La culture qui reflète davantage le passé que le présent ou qui en est son héritière ou encore qui s'en réclame, est réactionnaire le plus souvent, si elle représente plus le passé que le présent, c'est qu'on ne trouve pas son compte ou sa place dans la société actuelle, comment pourrait-il en être autrement dans une société en décomposition, alors on cherche ailleurs, on tourne notre regard dans une autre direction, le futur étant insondable et vain tout espoir d'une vie meilleure sans conscience politique, il ne reste plus que le passé comme repère, le passé avec ses rapports sociaux de nature féodale où s'épanouissaient autrefois la religion qui consacrait la domination des hommes sur les femmes, qui justifiaient les inégalités entre les classes et proclamait divine la soumission du faible au puissant, à l'ordre établi.

Le pendant de la toute puissance de dieu qui écrase l'homme, c'est la toute puissance de l'homme qui écrase à son tour son épouse, ses enfants ou son chien ! C'est dans la nature de l'homme de s'en prendre à plus faible que lui, la religion en a fait un dogme qu'elle entretient. Ici en Inde où je vis entouré quotidiennement de pauvreté ou de misère je peux en mesurer les ravages, chrétiens, musulmans ou hindous méprisent les femmes et le plus pauvre va trouver encore plus pauvre que lui à piétiner, il faut bien qu'il exerce son pouvoir sur quelqu'un à défaut de maîtriser sa propre nature et les rapports sociaux de la société qui demeurent pour lui un mystère.

Elever le statut social des femmes au même niveau que celui des hommes constitue certes un progrès, mais ce n'est pas suffisant pour éliminer cette faiblesse de la nature humaine qui remonte à la nuit des temps, seule l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme permettra de faire disparaître l'exploitation des femmes par les hommes et leur soumission aux hommes. La liberté acquise des femmes en occident est teintée d'hypocrisie ou surfaite, elle ne sert qu'à camoufler que les femmes sont encore plus exploitées que par le passé.

La disparition progressives des sociétés matriarcales a coïncidé avec le développement des forces productives et la naissance des classes sociales distinctes, quand l'homme a commencé à produire au-delà de ses propres besoins et à accumuler des biens, la répartition des rôles étaient partagée jusque là entre hommes et femmes sans que forcément l'un n'ait besoin d'exercer sa domination sur l'autre, ce que la nature leur fournissait suffisait à leur bien-être, c'est seulement à partir du moment où la puissance née de l'accumulation des marchandises s'est manifestée, que les femmes occupées avec leurs enfants ont vu leur statut décroître au profit des hommes dont la plus grande liberté de mouvement permettait de travailler et de produire des richesses...

Maintenant je ne prétends pas que cela explique en totalité la cause du passage du matriarcat au patriarcat et la domination des hommes sur les femmes, le développement des forces productives et la naissance des classes sociales y ont sans doute largement contribué. La maîtrise des moyens de production par le prolétariat, puis l'extinction des classes (et de l'Etat), contribueront d'une manière décisive à

rétablir un équilibre harmonieux entre les hommes et les femmes libérés de toutes leurs chaînes, celles de l'exploitation, mais aussi celles de l'ignorance et de l'obscurantisme, la religion n'aura plus aucune raison d'être et disparaîtra dans l'indifférence générale. (A suivre)

2 - Le NPA donne l'occasion à une député du PS de donner une leçon de marxisme, alors que son parti l'ignore superbement ou ne l'a jamais adopté, et ceux qui l'ont approché un jour le piétinent quotidiennement. Voilà un service rendu à notre cause, merci le NPA !

L'allié objectif de l'UMP par la voix de la députée socialiste de Moselle, Aurélie Filippetti, déplore «une dérive idéologique totale» du NPA et a appelé le parti de Besancenot «*à relire Marx*». Et de citer le philosophe, sur Canal+ : «*la religion c'est l'opium du peuple*.» «*Peut-être qu'il faudrait leur rappeler que les ouvriers en France, ils n'ont pas besoin qu'on leur dise d'aller lire le Coran ou la Bible ou que sais-je*», s'est-elle agacée. (Libération.fr 07.02) La constitution de la Ve République suffit !

C'est marrant, j'avais cru comprendre que le PS remplissait également ce rôle auprès d'une partie de la population, de moins en moins et c'est une bonne chose, le voile des illusions est en train de se dissoudre dans les contradictions de la société qui éclatent. Les masques tombent, alors en dernier recours on fait feu de tout bois, de Gandhi à Marx tout est bon à prendre, pas toujours directement, on ne rend pas hommage directement au régime de Vichy, mais on met en place un ministère qui en est digne, par exemple, pour ce qui est de l'UMP. Quant au PS, si les jeunes sont intoxiqués de la religion, c'est peut-être grâce à J. Lang qui a relancé le financement sur fonds publics des écoles privées sachant que la plupart étaient confessionnelles ou encore Jospin ! La religion, l'opium de Delors et de bien d'autres bigots du PS, c'est l'Union européenne que Marx aurait sans doute appréciée !

Les altermondialistes ou l'impasse-impuissance du gauchisme aboutit à la collaboration de classes. Un exemple.

1er acte -Vendredi 5 février, une cinquantaine de militants altermondialistes venus des cinq continents ont bruyamment manifesté devant le siège de Veolia Environnement, avenue Kléber, à Paris.

2e acte - Ils n'acceptent pas qu'un cadre du privé préside un conseil d'intérêt public et demandaient la démission de Loïc Fauchon, cadre de la multinationale qui préside le Conseil mondial de l'eau.

3e acte - Ils n'ont pas réussi à pénétrer dans les locaux du groupe comme ils l'avaient initialement projeté.

4e acte et fin - Ils ont obtenu qu'une délégation soit reçue pour débattre des enjeux public-privé sur la gestion de l'eau. (Rue89 06.02)

Conclusion : A une cinquantaine de personnes (les masses quoi !) et c'était prévisible (sic !) ils n'ont obtenu ni la démission de L. Fauchon ni de pénétrer dans les locaux de Véolia, ils n'ont rien remis en cause, la privatisation de l'eau, et pour finir ils ont accepté de "débattre" avec des dirigeants de cette multinationale, ce qui revient à légitimer Véolia et la privatisation de l'eau, exactement comme le font les dirigeants syndicaux qui acceptent le dialogue social avec le gouvernement et le patronat.

Un coup dans l'eau inutile, pire, nuisible, car ces gens-là donnent l'impression d'être de furieux anticapitalistes alors qu'en réalité ils y sont totalement subordonnés ; comment pourrait-il en être autrement puisqu'ils rejettent le socialisme et sont incapables de proposer une autre alternative politique au capitalisme. En attendant ils détournent des milliers de jeunes des partis ouvriers, c'est déjà cela de gagner pour le régime... qui finance directement ou indirectement (par le biais des multinationales) le mouvement altermondialiste.

Vous me direz que le régime finance aussi les syndicats et les partis qui ne valent guère mieux par bien des aspects à des degrés divers... Evidemment, c'est tout le problème, c'est peut-être aussi pour cette raison que des jeunes ou des travailleurs atterrissent dans ce genre d'organisations qui instrumentalisent ensuite leur désespoir en les poussant à des actes violents dont ils seront les seuls à payer les frais dans l'indifférence générale.

Le 9 février

Une réponse à un courriel d'un camarade reçu hier. Le ton est léger, je préfère vous prévenir.

Encore une ou deux affaires comme celle du NPA avant le premier tour des régionales et c'est le taux d'abstention qui va l'emporter ! Le climat politique est à vomir en France, comme dans tous les pays quand on y regarde de près. Comment veux-tu que les travailleurs ne soient pas dégoûtés des partis politiques et de la politique après cet étalage de connerie ?

Cela fait un moment que je dis que Besancenot est une marionnette entre les mains de Krivine et cie., il n'est pas à la hauteur, il ne vaut pas plus que Laguiller avec son "travailleurs, travailleuses" repris par Artaud, il est jeune, ce n'est pas un reproche, mais un jeune ne pourra jamais inspirer confiance à des travailleurs, qu'on ne nous raconte pas d'histoires, je me suis fait récemment cette réflexion et elle était pleinement justifiée.

Cela signifie bien que le NPA n'a pas du tout l'intention de construire un parti, en tout cas pas un parti de travailleurs, il sert à attirer des jeunes ou des gauchistes petits-bourgeois déçus du capitalisme, mais qui par leurs positions sociales et les illusions qui les habitent n'ont pas spécialement envie de s'investir à long terme dans la perspective de le renverser, ce qui explique peut-être pourquoi ils sont autant opportunistes, finalement ils ne poursuivent aucun objectif précis au-delà de ceux qui se présentent au petit bonheur la chance, ils sont bien dans la logique de la lutte en soi qui n'est reliée à aucune perspective politique, ceci expliquant cela.

Je pense avoir été clair dans les dernières causeries sur le sujet du foulard de cette étudiante, ils la livrent en pâture aux médias et à la férocité des dirigeants politiques de Bertrand à Mélenchon, elle va en ressortir brisée la pauvre fille, c'est vraiment une bande d'abrutis à la direction du NPA !

Je ne vois pas en quoi porter un foulard sur la tête remettrait en cause le principe de laïcité quand on se présente à une élection et ne le remettrait pas en cause en d'autres circonstances. Parce que les élections ont un caractère politique publique et que dans la sphère publique tout signe distinctif d'appartenance à une religion constituerait une violation de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, quand DSK est en campagne à Sarcelles avec une kipa sur la tête, personne n'y trouve à redire, quand Sarkozy fait allégeance au pape au Vatican, seuls ses propos font l'objet d'une polémique, quand les uns et les autres de l'UMP au PS se rendent à l'église pour rendre un dernier hommage à Seguin, cela ne fait pas un sujet de polémique, quand dans un espace publique par excellence qu'est un tribunal les témoins doivent jurer sur la Bible, qu'est-ce que c'est sinon une atteinte à la laïcité qui se répète des dizaines de milliers de fois par an à travers tout le pays, toute population confondue, et tout le monde trouve cela normal.

Un foulard, ce n'est pas une burqa ou une croix ; la burqa est infâme, quant à la croix, elle pue le martyr des classes dominées depuis l'Antiquité et leur République qui reposait déjà sur l'esclavage, seule la qualité des chaînes à changer depuis, mais les chaînes sont toujours aussi insupportables à porter. Le signe de croix absout tous les péchés dont celui de profiter de la faiblesse des classes qu'on exploite sans vergogne, elle est le signe de reconnaissance de tous ceux qui profitent des inégalités sociales ou qui en sont les victimes ignorantes.

C'est un procès d'intention qu'ils intentent au NPA qui doit bien sagement rester dans ses rails...

En complément à ce que j'ai écrit ce matin, on pourrait dire encore que les uns et les autres ne tiennent peut-être pas non plus à ce que le voile des illusions qui entoure le NPA tombe, dès fois que le POI pourrait récupérer la mise, car en dehors de ce parti, avec certaines réserves bien sûr qui me sont propres et que je n'oblige personne à partager, quel parti peut se targuer de mener une lutte intransigeante contre les conséquences de la crise, aucun. C'est un aspect de cette affaire que je n'avais qu'effleuré ce matin, il faut dire que je rédige mes causeries à main levée, sans brouillon ni sans avoir particulièrement réfléchi à ce que je vais écrire, du coup, un complément s'impose souvent.

Les détracteurs du NPA du Palais au Sénat où siège Mélenchon peuvent craindre aussi que le NPA se radicalise, que la tendance incarnant (avec des lacunes) le marxisme révolutionnaire s'en trouve renforcée et qu'au fil du temps elle influe davantage sur la politique de ce parti, que dans d'autres circonstances cette tendance pourrait mener des batailles au côté du POI sans que la direction du NPA ne puisse l'en empêcher ; un front unique POI-NPA sur des objectifs partiels serait possible et représenterait à leurs yeux un danger réel pour les institutions et le régime. C'est la raison pour laquelle j'avais estimé qu'il ne fallait pas jeter la pierre aux camarades qui avaient rejoint le NPA, car après tout ils sont sincères et combattent davantage sur la base de leurs propres convictions que sur le programme (lequel !) du NPA. A moins qu'ils les virent un jour ou l'autre, c'est en discussion à la direction du NPA j'ai cru comprendre...

Et heureusement que le ridicule ne tue pas : l'Iran fait souvent la Une de l'actualité, même de manière très bref on a tous vu un jour à la télé que dans cette République islamique des femmes qui portent le voile ou un foulard étaient étudiantes à l'université, travaillaient dans des hôpitaux publics, dans des usines ou des laboratoires de recherche, on se demande alors à quoi rime le discours des petits-bourgeois qui se disent féministes et qui prétendent que le voile ou le foulard serait incompatible avec les droits des femmes, autrement dit qu'une femme portant l'un ou l'autre n'aurait aucun droit dans la société, ce que la réalité dément formellement ; que les droits des femmes soient plus évolués en France qu'en Iran par exemple, personne ne le contestera, mais de là à prétendre que les femmes n'existeraient pour ainsi dire pas aux yeux de la société en dehors de leurs époux qui en seraient les propriétaires et les maintiendraient dans un état de soumission totale, c'est faux, ils se décrédibilisent et manquent leur objectif en racontant littéralement n'importe quoi.

La décomposition de la société, le maintien ou le retour à des traditions archaïques héritées de l'époque où sévissaient des régimes féodaux implacables et barbares, l'incapacité de certains peuples de s'en délivrer, coïncide avec le niveau de développement économique et social de la majorité de la société... Je ne sais plus qui disait (Marx ?) que le droit en vigueur dans un pays ne pouvait pas être plus élevé que son niveau économique, qu'il en était le reflet, il en va ainsi en Afghanistan par exemple où le traitement des femmes peut choquer les âmes sensibles, mais qui est parfaitement compréhensible sur le plan politique, compréhensible ne veut pas dire excusable, c'est seulement un constat.

En Afghanistan et dans bien d'autres pays en Asie et en Afrique, des rapports féodaux perdurent, ce sont les classes dominantes qui en sont responsables et qui en profitent largement. Dans ces pays le développement est plus inégal que partout ailleurs dans le monde, la différence entre riches et pauvres ou les classes dominantes et la majorité du peuple atteignent des sommets, elle ne permet pas à ce dernier de se développer, dans aucun domaine, il demeure la proie d'une culture ancestrale basée sur des superstitions, des croyances, il n'a pas les moyens d'accéder à la connaissance, la société telle qu'elle existe le lui interdit. Le cas des femmes et d'une grande partie du peuple en Iran est différent de bien d'autres pays de la région par son histoire au XXe siècle, je n'ai pas le temps ici de traiter davantage ce sujet, ni de l'évolution en cours dans d'autres pays.

On ne trouvera pas une représentante de la bourgeoisie afghane vêtue d'une burqa, les classes dominantes sont évidemment les classes privilégiées sur le plan économiques et sociales, ceux qui veulent interdire la burqa en France ne la porteraient pas ou ne la feraient pas porter non plus à leurs épouses, on est donc en droit de dire qu'ils se placent au côté des classes dominantes qui se permettent de rappeler à la plèbe son devoir républicain ou laïc dévoilant ainsi leur véritable visage, cela vaut pour le PS, le PCF, le PG notamment qui aboient avec les chiens de l'UMP ou du FN, avis aux candidats qui voudraient rejoindre cette meute de réactionnaires.

J'avais commencé à écrire une causerie sur la situation des femmes en Inde, mais je n'ai plus le temps de le compléter, on verra cela une autre fois.

Quelques infos en bref.

S'enrichir sur notre dos ne leur suffit pas, ils nous rançonnent.

Les plaintes auprès de la Médiation bancaire de particuliers, mécontents de la gestion de leur banque, ont atteint en 2008 le niveau record, en hausse de 15,7% par rapport à 2007, selon le bilan annuel publié lundi par la Banque de France.

La gestion des opérations de crédit constitue cependant la principale cause de litige (23% des cas), suivie de près par le fonctionnement du compte de dépôt (22%). Les clients protestent aussi fréquemment contre la tarification des banques (15% des cas), et contre les moyens de paiement (14% des cas), comme les chèques et les cartes de crédit.

En 2008, les médiateurs ont finalement donné raison dans 53% des cas... aux banques, et non pas aux clients mécontents. Seules 30% des requêtes ont abouti à une décision totalement favorable au client, et 17% à une décision partiellement favorable. (lefigaro.fr 08.02)

Des "médiateurs" mis en place par le gouvernement favorables à 83% aux banques, normal ! Les bons comptes font les bons amis : expropriation des banquiers et saisie de tous leurs biens !

Un "bon partenariat"... pour la bonne cause. (lire l'article : *Ventes d'armes : Paris vise le podium mondial en 2010*.)

Le secrétaire américain à la Défense a salué le rôle de la France en Afghanistan, disant qu'il fallait mettre en perspective l'envoi de renforts français plus faibles que ce qu'espérait Washington.

"*Il convient (...) de mettre les choses en perspective. Au cours de l'année écoulée, la France a augmenté ses forces en Afghanistan de 30 à 50% et a pris de nouvelles responsabilités sur le théâtre d'opérations*", a souligné Robert Gates aux côtés d'Hervé Morin.

"*Nous avons un bon partenariat avec la France en Afghanistan et nous nous réjouissons de le poursuivre à l'avenir*", a souligné Robert Gates lundi à Paris.

Hervé Morin a souligné de son côté l'effort consenti par la France en deux ans. Il a rappelé que Paris avait envoyé depuis janvier 2008 1.300 hommes de plus sur place. (Reuters 08.02)

Inde.

La croissance de l'économie indienne devrait atteindre 7,2% au cours de l'exercice budgétaire 2009-2010, qui s'achèvera fin mars, annonce le gouvernement.

La production manufacturière, l'un des principaux moteurs de la croissance indienne, devrait augmenter de 8,9% en 2009-2010, a précisé l'Organisation centrale des statistiques indienne.

La production agricole devrait parallèlement diminuer de 0,2% après la pire mousson en 37 ans, qui a amputé la production.

Le PIB indien a crû de 6,7% au cours du dernier exercice budgétaire.

La banque centrale a porté sa prévision d'inflation des prix de gros à 8,5%. (Reuters 08.02)

Avec une inflation à 8,5%, c'est qui qui paient l'aide du gouvernement indien accordée aux banques, c'est qui qui paient la "croissance" ? Nous évidemment ! Le sac de riz de 25 kilos que j'ai payé il y a un mois à 320 roupies en vaut aujourd'hui 400 ! A ce rythme-là, je me paupérise à vue d'oeil, il faut bien que la classe moyenne se développe pour absorber une part croissante de la production sur le dos de la majorité de la population qui est la plus pauvre, et que les classes dominantes continuent de s'enrichir comme si la crise n'existait pas, creusant ainsi davantage les inégalités.

Le 10 février

L'actualité est trop chargée, pas le temps de causer. J'ai téléchargé une grande partie des articles de presse hier soir (en Inde).

J'ai corrigé le lien *Info politique*, en fait le même qu'*Info sociale*. Au départ je n'ai pas cru bon de séparer les deux rubriques car les infos politiques étaient peu nombreuses. J'ai retiré le lien *Editoriaux*, car je n'ai pas le temps d'en écrire.

Un message au camarade P. (ex-PT) qui m'a envoyé un mail avant-hier. Je n'ai pas le temps de le faire, il dispose de plus de contacts que moi, s'il pouvait adresser l'adresse du site à tous les militants CGT dont il a les adresses électroniques, cela m'avancerait, surtout ceux du nord de la France.

Un autre message, au camarade du POI qui doit m'envoyer des documents, je n'ai pas eu le temps de le remercier par avance, je le contacterai quand je les aurai reçus.

Un régime aux abois toujours plus liberticide.

1- En marge de la visite à Marseille du Premier ministre François Fillon ce vendredi, une trentaine de manifestants ont été interpellés et placés en garde à vue pendant quelques heures. Sans motifs apparents.

« *Six camions de CRS se sont arrêtés à hauteur du petit groupe avant que les policiers ne rabattent les étudiants contre un mur. Ils ont ensuite procédé à des contrôles d'identité et les ont embarqués par paquets de cinq dans des camions.* »

On a appris un peu plus tard dans l'après-midi que les personnes arrêtées étaient des universitaires, étudiants pour la plupart. Cet épisode intervient huit jours après l'interpellation d'un enseignant-chercheur.

Le conseil d'UFR du centre de mathématiques et d'informatique de l'université Aix-Marseille I s'est réuni dans l'après-midi de façon exceptionnelle :

« *Trente universitaires qui se dirigeaient ce matin vers le parc du 26e centenaire de Marseille à l'occasion de la visite de M. Fillon ont été arrêtés sans raison par les forces de l'ordre, et maintenus en détention au poste pendant une heure et demie.* » (Rue89 09.02)

2- Le préfet de police de Paris a ouvert une enquête administrative après le placement en garde à vue à Paris la semaine dernière d'une adolescente de 14 ans, annonce la préfecture.

La jeune fille a dit sur France Info avoir été arrêtée à son domicile, emmenée au poste en pyjama et placée en garde à vue en cellule pendant dix heures, le tout pour son implication présumée dans une bagarre sur la voie publique.

"*Le policier m'a dit 'Maintenant, tu vas arrêter de te foutre de ma gueule, sinon je te prolonge de 24 heures*", a-t-elle raconté. (Reuters 09.02)

3- Les députés examinent à partir de mardi le projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI), qui fixe la feuille de route de la police et de la gendarmerie jusqu'en 2013.

Il prévoit de mobiliser 2,5 milliards d'euros au total, répartis sur cinq ans à compter de 2009.

Le projet de loi a en outre été renforcé par l'ajout de plusieurs mesures -sur proposition de députés ou du gouvernement lui-même- lors de son passage devant la commission des Lois de l'Assemblée. (AP 09.02)

L'indignité nationale en quête d'électeurs ou... les Versaillais en quête d'unité nationale.

François Fillon a tenté, lundi 8 février, de sortir le débat sur l'identité nationale de l'enlisement avec une série de mesures dont la mise en œuvre sera strictement encadrée par une sorte de comité des sages.

"*Si la montagne accouche ainsi d'une souris, c'est parce que le gouvernement a mal posé le débat dès le départ, parlant, à des fins électoralistes, d'identité nationale plutôt que d'unité nationale*", a déclaré Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) dans un communiqué.

Parmi les mesures avancées par Fillon :

- il a indiqué que "*le drapeau tricolore devra être effectivement apposé sur chaque école*" et que "*la déclaration des droits de l'homme et du citoyen (...) devra être présente dans chaque classe*".

- il souhaite également "*renforcer le programme de l'enseignement civique dans les collèges et dans les lycées*".

- il a évoqué la mise en place d'ici la rentrée prochaine d'un "*carnet du jeune citoyen*", dont l'objectif sera "*d'accompagner du primaire au lycée la formation civique des jeunes générations et de mieux les préparer à l'exercice futur de leurs responsabilités*".

- l'accès à la nationalité française, par naturalisation ou par acquisition, sera "*rendu plus solennel par la pratique systématique des cérémonies d'accueil*", au cours desquelles une "*charte des droits et des devoirs*" devra être signée devant une autorité publique.

Lundi lors d'un séminaire gouvernemental à Matignon qui avait pour fonction de clore la première partie du débat sur l'identité nationale, il a estimé "*qu'une étape sur le chemin qui doit nous conduire à renforcer notre pacte national*". (AP 09.02) Il voulait dire le consensus qui existe entre l'UMP et tous les partisans du maintien des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

Commentaire.

1- Le "*carnet du jeune citoyen*" et l'instruction civique aura pour fonction de préparer la jeunesse à se subordonner à l'ordre établi et aux institutions de la Ve République. S'il devait s'accompagner de commentaires sur le comportement de l'élève, il ressemblerait au carnet destiné aux travailleurs par le régime de Vichy.

2- Le drapeau tricolore est celui des assassins de la Commune de Paris, il n'est pas le nôtre et ne le sera jamais.

3- la déclaration des droits de l'homme et du citoyen est un document qui légitime la domination de classe de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, mieux la domination de dieu sur les hommes.

D'une part il est écrit dans son préambule que "*l'Assemblée Nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Etre suprême, les droits suivants de l'Homme et du Citoyen*", d'autre part, l'article 6 stipule que "*La Loi est l'expression de la volonté générale*" niant l'existence des classes sociales dont les intérêts sont antinomiques et inconciliables.

Pire encore, l'article 1 stipule que "*Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune*", alors qu'il y en a qui naissent avec une cuillière en argent dans la bouche et d'autres peuvent crever de faim d'une part, d'autre part cet article reconnaît implicitement "*l'utilité commune*" des patrons, des banquiers, des traders, des actionnaires et des administrateurs des conseils d'administration, des notaires, etc. qui sont des parasites qui vivent sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent.

Toujours pire, l'article 12 fait l'apologie de l'appareil militaro-policier de l'Etat bourgeois : "*La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.*", alors que sa principale fonction est d'interdire toute remise en cause de la propriété privé des moyens de production. A l'article 2, il est précisé que parmi les "*droits naturels et imprescriptibles de l'Homme*" se trouve "*la propriété*", il faut entendre pas là : la propriété de ceux qui possèdent quelque chose : des terres, des entreprises, de l'or, des biens acquis par l'exploitation des générations passées ou par d'autres moyens comme les guerres de rapine.

Bref, la Constitution de la Ve République s'inscrit dans la continuité de *La déclaration des droits de l'homme et du citoyen* à laquelle elle renvoie... Adhérer à la seconde quand on est jeune préparera utilement à adhérer à la première quand on sera en âge de voter... pour un parti institutionnel évidemment.

C'est fou ce que le pouvoir recelle de "sages" !

Contradiction et crise au sommet de l'Etat, suite.

La dette publique s'emballe et pas seulement à cause de la crise, s'inquiète la Cour des comptes dans son rapport 2010 publié mardi. Elle pointe du doigt une hausse des dépenses publiques mais aussi la baisse de la TVA dans la restauration.

Le grand emprunt de 35 milliards d'euros "ne peut qu'aggraver cette perspective", écrit la Cour des comptes dans la synthèse de son rapport.

Le déficit public est passé de 3,4% du PIB en 2008 à environ 8% en 2009. "*Moins de la moitié de ce déficit (...) résulte de la crise économique*", estime la Cour. La récession a certes fait baisser les recettes publiques et augmenter les allocations chômage; elle a en outre

nécessité des mesures de relance.

Dans un communiqué, le ministre du Budget Eric Woerth estime "*que la crise explique la totalité de la dégradation du déficit public entre 2008 et 2009, et non pas seulement quatre points de PIB*". (AP 09.02)

Sarkozy et sa politique antisociale rejetée.

La politique du gouvernement à l'égard de la fonction publique et des fonctionnaires est jugée mauvaise par 57% des Français, à en croire un sondage BVA pour les Echos, BFM TV et la Tribune.

Les Français se disent par ailleurs à 64% pessimistes sur l'avenir de l'économie de leur pays, deux points de plus qu'en janvier, malgré l'intervention télévisée de deux heures de Nicolas Sarkozy sur TF1, fin janvier.

Sur le dossier des chômeurs qui arriveront en fin de droits cette année, 55% des personnes interrogées y voient un signe de la crise, mais 40% l'imputent au gouvernement qui "*mène des réformes conduisant à l'exclusion*". (Reuters 09.02)

France Télécom, une entreprise mortifère.

Un employé de France-Télécom, âgé de 52 ans, s'est donné la mort le 26 janvier dernier, a-t-on appris mardi auprès de la direction. Il s'agit du troisième suicide dans l'entreprise depuis le début de l'année, précise-t-on de source syndicale.

Cet employé qui travaillait comme téléconseiller à Hirson (Aisne) est le 35e suicidés en deux ans de cette entreprise. (AP 09.02)

N'aurait-il pas mérité de prendre sa retraite à 50 ans ?

L'UE toujours a la recherche d'une légitimité.

1- Plus de trois Français sur quatre (77%) estiment que l'Union européenne est "*indispensable pour répondre aux défis mondiaux*", selon une enquête Eurobaromètre publiée mardi qui note également "*la persistance d'une inquiétude économique et sociale*".

Les Français restent, selon l'enquête, plus réservés sur la mondialisation que la plupart des Européens: 70% la jugent comme une menace pour l'emploi et les entreprises en France, et 71% estiment qu'elle rend nécessaire des règles communes au niveau mondial. (AP 09.02)

En période de crise la population se sent plus forte en ayant le sentiment d'appartenir à un espace plus vaste et plus peuplé, elle ne plébiscite pas pour autant une institution qu'elle a rejeté systématiquement au cours des dernières élections. Pour elle, la distinction entre Europe et Union européenne n'est pas claire, c'est cette confusion et son aspiration à vivre en paix qui a permis aux partisans de l'UE de tromper les peuples sur la véritable nature et les objectifs de l'UE.

2- La nouvelle Commission européenne présidée par José Manuel Barroso a été investie mardi par le Parlement européen pour un mandat de cinq ans. (AP 09.02)

Des commissaires européens désignés par les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE et qui représentent les intérêts du capitalisme mondial, donc non élus, dictent leurs lois ou directives à des députés qui les entérinent ensuite. Leur légitimlité repose sur l'ignorance de la population que les chefs d'Etat sont les représentants du capitalisme et non de la société dans son ensemble d'une part, et d'autre part qu'ils détiennnent ce pouvoir uniquement de la constitution de leur Etat respectif qui a été modelé de façon à perpétuer les rapports sociaux d'exploitation, au profit des classes dominantes qui constituent une infime minorité de la population.

Policier et franc-maçon : même combat !

Bruno Beschizza, secrétaire général du syndicat de policiers Synergie, vient de découvrir avec beaucoup de gêne que son entrée tonitruante en politique ne lui permettait plus de conserver son jardin secret maçonnique. Apprenant sa candidature aux élections régionales, des frères de Seine-Saint-Denis se sont amusés peu discrètement de la belle prise de l'UMP Valérie Pécresse pour diriger sa liste du département.

C'est que Beschizza a été initié au Grand orient (GO) en 2000, où il est devenu vénérable maître en 2004 et a fréquenté deux loges franciliennes. Il a ensuite quitté le GO en 2008, pour rejoindre, avec d'autres frères, la Grande loge de France, une obédience plus spiritualiste et moins progressiste que le GO.

Jusqu'à présent, lorsque des journalistes l'interrogeaient sur ce sujet, Beschizza niait toujours son appartenance à la franc-maçonnerie. Questionné par L'Express, il invoque d'abord le droit au respect de sa vie privée –"*Mes parents ne sont même pas au courant*", dit-il- avant de reconnaître que sa candidature politique a changé la donne : "*Il n'est pas question que je mente: je vous confirme donc l'information, un*

peu la mort dans l'âme, même s'il n'y a rien de honteux à évoquer ma fréquentation d'une loge, indique Beschizza. Mais ceux qui vous ont parlé me font une belle saloperie."

"*Je suis certain de ne pas avoir été balancé par Philippe Guglielmi*", ajoute-t-il. Le premier secrétaire de la fédération socialiste du 93 et ancien grand maître du GO se trouve en troisième position sur la liste PS. Une telle information pouvait-elle rester secrète bien longtemps alors que, dans la police, la proportion de "frères trois points" demeure particulièrement forte ? (Lexpress.fr 09.02)

Pas vraiment surréaliste de retrouver autour d'une table pour discuter de notre sort, un "*trotskistes*" (CCI-POI), un flic membre de l'UMP qui pourrait tout aussi bien être au FN, une dirigeante du PS, ajoutons un membre du PCF et quelques patrons et la table est au complet. Ce serait une insulte envers André Breton de dire qu'il y a quelque chose de surréaliste dans ce tableau. Personnellement, j'ai perdu ma meilleure amie le jour où elle a adhéré à une loge, ex-militante de l'OCI, elle est devenue méconnaissable, à part cela la franc-maçonnerie n'aurait rien d'une secte... L'opacité qui entoure la franc-maçonnerie et commune au fonctionnement de tous les partis, un autre point commun.

Quand la collaboration de classes permet de cumuler avantages et retraites.

La Cour des comptes met en cause «*les avantages significatifs* » dont bénéficient les 810 bénéficiaires actuels du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

La caisse de retraite des anciens membres du CESE, créé en 1957 et financé à hauteur de 15 % par les cotisations de ses futurs bénéficiaires, accuse un déficit qui a triplé en trois ans et atteint 4 millions d'euros en 2008, soit 40 % de ses dépenses.

L'équilibre est notamment assuré depuis deux ans par un apport de 3 millions dans le fonds de réserve de la caisse dont la valorisation a fondu de 17 % en 2008. «*Si aucune mesure n'est prise, le fonds de réserve pourrait disparaître à horizon 2013, s'alarme la Cour des comptes. Le paiement des pensions dues ne pouvant plus être assuré, la charge ne manquerait pas alors de peser directement sur le seul budget de l'État*». Et les sages de chiffrer la note à payer pour l'État à 218 millions au titre des droits acquis par 1.086 personnes.

La Cour des comptes met notamment en cause «*les avantages significatifs* » dont bénéficient les 810 bénéficiaires actuels : faible cotisation ; droit à la retraite à 60 ans après 5 ans de mandat et 10 de cotisations mais aussi «*allocation viagère*» proportionnelle au temps de mandat pour les autres; bonification substantielle et majoration de la pension pour les femmes ayant eu des enfants; ou encore taux d'annuité plus favorable que dans la fonction publique d'État… (Lefigaro.fr 09.02)

On comprend pourquoi syndicalistes et membres des partis politiques (de l'UMP au PCF ou encore "*trotskistes*") se bousculent au portillon pour en faire partie.

A propos du nabot et son clone en quête d'identité...

Besson en coulisses RMC ce matin : "*Sarkozy a raison: les médias il faut les passer à la kalachnikov*", a écrit ce matin, Christophe Jakubyszyn, le rédacteur en chef de RMC.

Contactée par Le Post, l'assistante de Jean-Jacques Bourdin présente à ce moment-là, raconte : "*C'était 5 minutes avant l'antenne. Besson a immédiatement rajouté: 'je plaisante", avec un sourire...*".

Le contexte de ce off? "*Je vais l'accueillir avec d'autres journalistes, dont un de l'Express notamment. On regardait BFM. C'était la revue de presse. En voyant la Une des journaux (qui n'étaient pas tendres avec le ministre au lendemain des annonces de Fillon sur l'identité nationale, ndlr), il rit jaune et sort cette phrase*", raconte Christophe Jakubyszyn.

Comment ont réagi les journalistes présents? "*Ça a jeté un froid. Un journaliste lui a demandé pourquoi il faisait référence à Sarkozy, c'est là qu'il a rajouté: je plaisante*", explique la journaliste de RMC.

Pour autant, la référence à Nicolas Sarkozy n'est pas anodine. Comme le chef de l'Etat, Besson joue la proximité et même la provocation avec les journalistes. En octobre, dans un article intitulé "*La Face cachée d'Eric Besson*", L'Express écrivait à propos de Besson : "*Il a fait de Nicolas Sarkozy son modèle. (...) Sa méthode? S'inspirer du président. Le copier. Lui ressembler*". (Lepost.09.02)

Quand leur République fait peur à l'un des siens.

Actuellement inquiété dans une affaire de corruption, le sénateur UMP des Alpes-Maritimes, René Vestri, raconte par le menu sa garde à vue.

C'était en 2007, dans une affaire de détournement d'argent public. Relaxé des chefs d'inculpations à son encontre en novembre dernier, il a raconté sur Public Sénat sa « peur » et son expérience : « *Quand on rentre dans un endroit ou on vous jette une couverture dans laquelle le*

précédent a vomit, lorsque vous entrez dans un cachot maculé d'excréments, avec des gens qui ont fait leur besoin, (…) oui, on peut avoir peur ». (Lepost.09.02)

Quand le gouvernement aide les industriels à se restructurer et licencier ou les bienfaits des Etats généraux de l'industrie.

Fragiles, les sous-traitants et les équipementiers français pourraient encore avoir à supprimer plus de 40.000 emplois si rien n'était fait pour redresser la situation. C'est ce qu'a souligné, le 20 novembre dernier, le rapport d'une Commission de soutien aux sous-traitants, mise sur pied à la demande du ministre de l'Industrie Christian Estrosi, selon une information du journal Les Echos daté de lundi.

Chez les équipementiers automobiles, qui travaillent directement pour les constructeurs, les surcapacités atteindraient 14.000 emplois et même 25.000 chez les sous-traitants. Les filières de la plasturgie, du caoutchouc et du moulage-outillage pourraient avoir à mener les plus grosses restructurations, dans un contexte de crise marqué par la baisse continue de la production automobile en France. En 2009, déjà, environ 35.000 emplois ont été supprimés chez les équipementiers et les sous-traitants, pour tomber à 265.000 en décembre, toujours selon la Commission de soutien aux sous-traitants de l'automobile.

Au ministère de l'Industrie, on se félicite de la capacité d'anticipation du ministre, qui a permis d'établir ce diagnostic et de tenter d'apporter des remèdes. Dès le 24 novembre, Christian Estrosi a en effet arrêté un certain nombre de mesures destinées à soutenir les sous-traitants de la filière, après le pacte automobile de février qui avait ciblé les constructeurs, fait-on valoir.

Christian Estrosi a ainsi rappelé, lundi, sur France Info, qu'un "*fonds d'aide de 50 millions d'euros*" devait favoriser les investissements. Ce fonds est abondé par le gouvernement, les constructeurs et les grands équipementiers, tels Valeo, Faurecia, Plastic Omnium, etc. Outre cette aide financière, des facilités de financement pour les PME de l'automobile sont aussi prévues grâce à la banque Oséo et au Fonds stratégique d'investissement, crée il y a un an par le gouvernement pour aider les entreprises à traverser la crise.

Dominique Chauvin, de la CFE-CGC, estime que ces mesures décidées en concertation avec les forces syndicales vont dans le bon sens, notamment "*la simplification administrative*" pour obtenir des financements. (LePoint.fr .08.02)

On a compris que le "*fonds d'aide*" aux entreprises en difficulté leur servait à licencier des dizaines de milliers d'ouvriers. Qu'un syndicaliste de la CGC s'en félicite ne nous surprend pas.

Recapitalisation contre licenciements.

1- La compagnie aérienne scandinave SAS a annoncé mardi la suppression de 700 emplois sur deux ans et une augmentation de capital de 494 millions d'euros afin de réaliser des économies supplémentaires de 2 milliards de couronnes dans le cadre d'un plan lancé l'an dernier. SAS, détenu à 50% par les gouvernements scandinaves, avait annoncé l'an dernier un plan de restructuration comprenant la réduction de 40% des effectifs et une augmentation de capital de 593 millions d'euros. (AP 09.02)

2- Opel, la filiale européenne de General Motors, prévoit 8.300 suppressions de postes, et pour financer sa restructuration qui doit se monter à 11 milliards d'euros d'investissements et est censée assurer son retour à l'équilibre l'an prochain, a demandé 1,5 milliard d'euros d'aides publiques à l'Allemagne.

Son directeur général d'Opel Nick Reilly a précisé que le constructeur demanderait 1,2 milliard d'euros supplémentaires au Royaume-Uni, à l'Espagne, à la Pologne et à l'Autriche.

GM s'est dit prêt à participer au financement de la restructuration à hauteur de 600 millions d'euros. Un porte-parole a déclaré que ce montant correspondait au remboursement d'un prêt relais accordé par l'Allemagne à Opel pendant la période où le groupe américain s'était placé sous le régime des faillites aux Etats-Unis. (Reuters 09.02)

Ces 600 millions d'euros ont notamment servi à licencier des dizaines de milliers d'ouvriers américains.

Banque et Bourse.

1- La première banque suisse UBS a renoué avec les bénéfices au quatrième trimestre 2009, après quatre trimestres consécutifs de pertes importantes.

UBS explique mardi dans un communiqué avoir enregistré un bénéfice net de 821 millions d'euros, après une perte nette de 6,5 milliards d'euros, il y a tout juste un an, au quatrième trimestre 2008.

La banque finit ainsi l'année 2009 sur une perte nette de 1,9 milliard d'euros. Et les retraits d'argent ont dépassé les 100 milliards d'euros sur l'année, un phénomène dû partiellement à l'amnistie fiscale en Italie et beaucoup au litige qui l'oppose aux Etats-Unis. Fin décembre, UBS gérait un fonds de quelque 1.521 milliards d'euros, (2.089 milliards de dollars).

Que les chiffres soient finalement meilleurs que prévus s'expliquent en partie par le crédit d'impôt dont a bénéficié la banque au quatrième trimestre. Et les analystes de la Banque cantonale de Zurich l'attribuent également à une baisse de ses provisions pour risque.

Ces 12 derniers mois, UBS a réduit ses effectifs de 16%, avec 3.790 personnes en moins, sur un total de plus de 65.000, diminué ses coûts fixes de 13,6 milliards d'euros, et mis en place un plan d'économies.

Parallèlement, la banque a annoncé fin janvier vouloir verser 2 milliards d'euros de bonus à ses employés. (AP 09.02)

2- NYSE Euronext, le groupe boursier transatlantique enregistre un bénéfice (151 millions de dollars) en hausse de 10% au quatrième trimestre. Sur l'année 2009, il est en baisse de 30%.

NYSE Euronext a enregistré en 2009, un bénéfice net en baisse de 30% à 533 millions de dollars (388 millions d'euros) (JDF 09.02)

OGM

1- Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, veut relancer le processus d'autorisation de la culture de deux OGM controversés très vite après la prise de fonctions de sa nouvelle équipe, la semaine prochaine, ont assuré à l'AFP plusieurs sources européennes. "*L'autorisation de la culture du maïs MON810 et de la pomme de terre Amflora est une de ses priorités*", a confié une source au sein de l'exécutif bruxellois, sous couvert de l'anonymat. "*Il veut aller vite pour se débarrasser de ce problème qui lui a pourri son premier mandat*", a confirmé un responsable européen.

La première réunion de la nouvelle Commission est prévue le 17 février, "*mais le programme de travail est encore en cours d'élaboration*", a précisé la porte-parole, Pia Ahrenkilde Hansen. Monsanto attend le renouvellement de l'autorisation pour la culture du MON810, seul OGM cultivé à ce jour dans l'UE, et la société BASF bataille pour sa pomme de terre. D'énormes intérêts financiers sont en jeu. BASF estime entre 30 et 40 millions d'euros par an les revenus dégagés par Amflora, si sa culture est autorisée.

"*Barroso ne raisonne qu'en termes de marchés et de relations commerciales*", a souligné le responsable européen. "*Il se fonde sur les avis scientifiques qui disent que ces OGM ne présentent pas de risques pour la santé, mais ne se préoccupe pas des possibles conséquences à long terme sur l'environnement*", a déploré la source au sein de la Commission. Le départ de Stavros Dimas, commissaire à l'environnement opposé à la culture des OGM, facilite la tâche à M. Barroso. Mais il doit tenir compte des réticences des Etats. Six pays, dont la France et l'Allemagne, ont interdit la culture du MON810, et onze Etats ont demandé à pouvoir interdire toutes les cultures d'OGM. (Lemonde.fr et AFP 08.02)

2- L'Inde a arrêté mardi la production d'aubergines génétiquement modifiées, la première du genre pour ce légume, tant que d'autres études n'auront pas été menées, afin de garantir au consommateur que celles-ci ne mettent pas en danger sa santé, a expliqué le ministre indien de l'Environnement, Jairam Ramesh.

Une commission gouvernementale indienne avait autorisé la commercialisation de ce plant résistant aux insectes en octobre dernier.

"*C'est mon devoir d'être prudent, d'appliquer le principe de précaution et de décréter un moratoire*", a déclaré M. Ramesh. "*Pour la satisfaction du public et des professionnels*". Les détracteurs des OGM disent que ceux-ci menacent la santé des consommateurs, ainsi que la biodiversité des terres cultivées. Ils dénoncent aussi le surplus d'endettement que le développement des OGM entraîne pour les agriculteurs. (AP 09.02)

Costa-Rica.

Candidate du Parti de libération nationale (PLN, centre-droit) au pouvoir, Laura Chinchilla, 50 ans a recueilli 47% des suffrages.

En franchissant le seuil des 40% de voix, Mme Chinchilla l'a emporté dès le premier tour.

Faute de majorité au Congrès, Mme Chinchilla risquerait d'avoir du mal à mener à bien des réformes fiscales controversées et la libéralisation du secteur énergétique, a estimé lundi Heather Berkman du cabinet d'analyse politique Eurasia Group.

Mariée et mère d'un adolescent, la nouvelle présidente est opposée à l'avortement et au mariage homosexuel.

Laura Chinchilla, qui prêtera serment en mai, a promis durant la campagne électorale de poursuivre la politique de libéralisation économique menée par le président Arias, prix Nobel de la paix 1987 et fervent défenseur du libéralisme économique.

La plupart des Costaricains étaient peu disposés à remettre en cause le statu quo dans ce pays considéré comme le plus stable d'Amérique centrale, politiquement et économiquement. Malgré la crise et une délinquance en hausse, les habitants y jouissent de salaires relativement

élevés, d'une espérance de vie élevée, d'une industrie écotouristique florissante et sont quasiment tous alphabétisés.

L'autre particularité du Costa Rica, pays de quelque 4,2 millions d'habitants, est d'avoir supprimé l'armée dans sa Constitution de 1949. C'est une garde civile qui assure le maintien de l'ordre et de la sécurité.(AP 08.02)

René Préval élu Président en Haïti avec 48% des voix, Chinchilla élue au Costa-Rica avec 47%, pendant qu'ils y sont, les grands de ce monde devraient carrément supprimer le second tour et déclarer élu le candidat qui a obtenu le plus de voix sans se soucier de son score ou de l'abstention, ce serait plus simple, aucun d'entre eux ne pourrait revendiquer la moindre légitimité...

Venezuela. Le "*socialisme du XXIe siècle*" déjà en panne ?

Le président Hugo Chavez a signé lundi un décret déclarant l'urgence énergétique au Venezuela afin d'aider le gouvernement à assouplir les réductions d'énergie. "*Nous y travaillons parce que c'est nécessaire. La vérité, c'est que c'est une urgence*", a déclaré lundi Hugo Chavez.

D'après ce décret, les Vénézuéliens qui consomment plus de 500kWh d'électricité par mois doivent réduire leur consommation de 10% ou devront régler une augmentation de 75%. Ceux qui augmenteront leur consommation de 10% devront subir une hausse de 100%. (AP 09.02)

Chavez ne peut pas indémniser à coups de milliards de dollars les capitalistes qu'ils exproprient, acheter des armes à-tout-va et investir dans les infrastructures du pays, éradiquer la pauvreté...

Iran.

Malgré la menace renouvelée d'un nouveau durcissement du régime de sanctions des Nations unies, l'Iran a débuté l'enrichissement de l'uranium destiné à sa centrale de recherche, sous le contrôle de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), a annoncé mardi la télévision officielle iranienne.

Le chef de l'agence iranienne à l'énergie atomique Ali Akbar Salehi a toutefois affirmé que l'Iran ne procéderait pas à cet enrichissement de ses stocks si les puissances occidentales lui fournissaient le combustible -ce que propose l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) soutenue par les Six (USA, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne). "*Dès qu'elles nous fourniront du carburant, nous arrêterons la production de (l'uranium NDRL) 20%*", a-t-il déclaré lundi soir à la télévision d'Etat. (AP 09.02)

Il faut noter que l'uranium doit être enrichit non pas à 20 mais à 80% pour être utilisé dans une bombe ou un missile.

Le 11 février

Demain je mettrai simulaténement en ligne une interview de Lakshmi Mittal et un article portant sur un accord intervenu entre la direction du site ArcelorMittal de Fos-sur-Mer et les syndicats CFTC, CGC et FO.

Nous verrons avec quel cynisme Lakshmi Mittal analyse la situation, c'est un capitaliste heureux, sa société a enfin renoué avec les bénéfices, en revanche les ouvriers de Fos-sur-Mer peuvent être amers, à l'exception de la CGT, les trois syndicats cités ont accepté une hausse des salaires de... 1% et une prime de 200 euros pour 2010 ! Sans eux que deviendrait le capitalisme ?

On passe directement aux infos en bref.

Quand des putes soumises au régime dévoile leur connerie.

L'association Ni putes, ni soumises entend porter plainte contre le NPA, qui a inscrit sur sa liste pour les régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur une candidate voilée . "*Il n'est pas question d'arborer un symbole religieux alors qu'on a, en tant qu'élue, une obligation de neutralité et de réserve*", estime Sihem Habchi, la présidente de cette association, qui s'explique auprès du point.fr. "*D'autant que cette jeune femme a bien insisté sur le fait qu'elle resterait voilée une fois élue.*" (lepoint.fr 10.02)

Réponse d'un internaute : "*Ni putes ni soumises une association qui se dit défendre les femmes qui ont un problème ? Mais la candidate du NPA avec son foulard qui lui va si bien n'est pas en danger. Elle est libre alors chères avocates de l'asso ni P ni S, laissez la en paix et trouvez-vous autre autre chose pour vous faire de la pub gratuite dans les médias et pensez un peu aux libertés des autres. Sauf si vous avez dent contre ce parti, et là il vous un Psi et non un avocat.*"

Magueswary (mon épouse) est hindoue, elle est mariée, elle est de nationalité française d'origine indienne depuis 1993. Elle porte en

permanence (jour et nuit) un point sur le front dans le prolongement du nez un peu au-dessus du niveau des yeux, au Tamil Nadu toutes les femmes mariées hindoues le porte, les musulmanes ne le portent pas, quant aux chrétiennes ou aux athées s'ils en existent, elles en portent un parfois, davantage comme on porte un tatouage, du coup, on reconnaît une femme hindoue à ce signe distinctif.

Question : Est-ce que ces putes voudraient interdire à mon épouse de porter ce point sur son front lorsqu'elle se rend à la mairie, parce qu'il serait un signe distinctif de son appartenance à la religion hindoue ? Voudraient-ils lui interdire l'accès à ce lieu public ? Elle ne fait pas de prosélytisme, elle porte ce point sur son front comme d'autres femmes se maquillent. Et si demain elle s'engageait dans un parti, devrait-elle divorcer, les femmes hindoues divorcées ou veuves ne le porte pas ? C'est grave docteur un tel niveau d'intolérance pour paraphraser notre internaute anonyme !

Dans de très nombreux pays dans le monde, dans les parlements et les gouvernement siègent des femmes athées ou croyantes de toutes confessions sans que cela ne pose de problèmes à quiconque. Ces putes qui jouent les vierges effarouchées et qui doivent être en vérité des femmes frustrées, des femmes "mal baisées" comme l'on dit vulgairement, voudraient-elles intenter un procès à toutes ces femmes ? On les attend au tournant. Qu'elles s'occupent de ce qui leur est le plus cher et qu'elle cesse de nous emmerder ! On en deviendrait vulgaire à la fin, et dire que ces tarées sont en odeur de sainteté au Palais, pas étonnant de la part de La Talonnette, qu'est-ce que croyez, cela réhausse son prestige !

Production industrielle. Une "*chute historique*".

La production manufacturière a baissé de 0,8% au cours du dernier mois de l'année, et celle de novembre, initialement annoncée en hausse de 1,6%, a été révisée à +0,8%, selon les données publiées vendredi par l'Insee.

La production manufacturière du dernier trimestre 2009 a été inférieure de 4,6% à la production des trois derniers mois de 2008 et elle se situe à 12,2% en-deçà des plus hauts atteints au deuxième trimestre 2008, avant la crise, souligne l'Insee dans son communiqué.

Sur l'ensemble de 2009, sa baisse moyenne a été de 11,9% après déjà un recul de 2,4% en 2008, calcule pour sa part Marc Touati, économiste chez Global Equities.

"*C'est une chute historique jamais réalisée depuis que cette statistique existe en France*", note-t-il. Pendant la précédente grande récession, la production avait reculé de 1,9% en 1993 et de 4,1% en 1994, rappelle-t-il.

Les chiffres de décembre ont une nouvelle fois reflété la volatilité du secteur automobile (-2,1%) mais la production a aussi diminué dans les équipements électriques, électroniques et informatiques (-1,4%) et dans les autres industries (-0,8%).

Un recul de 7,9% des "*autres matériels de transport*" (constructions navale, aéronautique et ferroviaire) a entraîné une baisse totale de 4,7% de la catégorie des matériels de transport, où figure l'automobile.

"*A deux ou trois exceptions près, tout a baissé et cela montre que le redressement reste difficile et erratique*", commente Jean-Louis Mourier, économiste chez Aurel BGC.

"*Il n'y a pas de risque de rechute récessionniste ("double dip") mais cela peut remettre en cause les scénarios les plus optimistes d'une accélération continue de l'activité et le discours prudent de la BCE s'en trouve conforté*", ajoute-t-il. (Reuters 09.02)

Etats-Unis. La Réserve fédérale américain face à un dilemme.

La banque centrale a injecté plus de 1.000 milliards de dollars (730 milliards d'euros) dans l'économie après avoir ramené ses taux quasiment à zéro pour combattre la crise financière et la récession.

"*Même si, aujourd'hui, l'économie américaine continue d'avoir besoin du soutien de politiques monétaires très accommodantes, à un moment donné, la Réserve fédérale devra durcir les conditions financières*", a dit Ben Bernanke dans un discours rédigé en vue d'une audition par une commission de la Chambre des représentants.

Wall Street a immédiatement accusé le coup de la publication du discours, passant dans le rouge quelques minutes après pour perdre jusqu'à près de 1% vers 15h15 GMT, tandis que le dollar progressait

Parmi les mesures susceptibles d'entrer dans ce processus figurent la vente d'actifs inscrits au bilan de la Fed et l'élargissement probable de l'écart entre le taux d'escompte (celui que la banque centrale applique aux prêts qu'elle accorde aux banques) et le taux des fonds fédéraux au jour le jour, son principal instrument de politique monétaire.

La crise a conduit la banque centrale a gonfler considérablement son bilan en multipliant les rachats d'actifs adossés à des prêts immobiliers. Le montant global de ces actifs pourrait avoisiner 1.450 milliards de dollars fin mars, au moment où ces rachats devraient s'achever.

Lorsque la reprise sera bien avancée et qu'un resserrement accru sera nécessaire, la Fed pourrait vendre des titres, a-t-il poursuivi. Mais ces cessions seraient graduelles et les marchés seraient avertis largement à l'avance, a-t-il précisé.

La Fed prévoit d'envisager "*avant longtemps*" une hausse "*modeste*" de l'écart entre le taux d'escompte et le taux des "fed funds", écrit-il.

Il a réaffirmé l'engagement pris par la banque centrale de maintenir des taux exceptionnellement bas pendant "*une période prolongée*". (Reuters 10.02)

Afghanistan. Quand l'impérialisme américain cultive son jardin...

La campagne visant à inciter les paysans afghans à se détourner de la culture de l'opium a échoué l'an dernier, et les surfaces occupées par cette culture ne diminueront pas en 2010 par rapport à 2009, prévoit l'Onu dans un rapport publié mercredi.

Depuis plusieurs années, le pays a produit plusieurs milliers de tonnes d'opium de plus que la demande mondiale.

Dans son rapport préliminaire, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) indique ne s'attendre à guère de changement en 2010 dans la superficie des cultures d'opium, qui atteignait 123.000 hectares en 2009.

La majeure partie des cultures se trouvent dans la province du Helmand, où se déroulent les plus violents combats entre les taliban et les forces de l'Otan alliées à l'armée afghane. (Reuters 09.02)

Voilà une guerre surprenante qui épargne à la fois les villages et les champs de pavot, comme si les belligérants s'étaient mis d'accord pour ne pas tuer la poule aux oeufs d'or... qui sème la mort à travers le monde et enrichit les banksters.

Tunisie. Ben Ali et Sarkozy ont au moins un point commun : ils voudraient museler la presse.

La cour d'appel de Tunis a prolongé mercredi d'un mois la peine de prison du journaliste d'opposition Zouhair Makhlouf, reportant sa libération au 19 février, a-t-on appris auprès du Parti démocratique progressiste (PDP) dont il est membre. Il aura passé quatre mois en détention.

Le journaliste avait été interpellé à la suite de la diffusion d'un reportage vidéo sur les problèmes environnementaux de la zone industrielle de Nabeul, une cité potière située à une soixantaine de kilomètres de Tunis. Selon une source judiciaire, un artisan l'a accusé d'avoir sciemment bafoué son droit à l'image en diffusant ses photos sans son consentement.

Zouhair Makhlouf a été incarcéré le 19 octobre, une semaine avant les élections présidentielle et législatives. Condamné début novembre à trois mois de prison et à verser au plaignant 6.000 dinars (près de 3.000 euros), il a été maintenu en détention après la fin de sa peine en attendant la décision de la cour d'appel.

Une manoeuvre "*destinée à justifier cette détention illégale*", a estimé un dirigeant du PDP, Rachid Khéchana, dénonçant un "*procès d'opinion sous couvert de délit de droit commun*".

M. Makhlouf est le deuxième journaliste à être emprisonné, après Taoufik Ben Brik, condamné à six mois pour avoir agressé une femme sur la voie publique, selon l'accusation. Critique virulent du régime tunisien, Taoufik Ben Brik se dit victime d'un "*procès politique*". (AP 10.02)

Ca pue à plein nez la fausse déclaration télécommandée par le régime.

Uruguay.

L'ancien dictateur uruguayen Juan Maria Bordaberry (81 ans) a été condamné mercredi à trente ans de prison pour avoir violé la Constitution lors de son coup d'Etat en 1973.

Elu démocratiquement en 1971, il avait dissous le Congrès et interdit les partis politiques en 1972 sur ordre des militaires, qui l'année suivante avaient pris le pouvoir, avant de chasser Bordaberry en 1976. La dictature militaire avait duré jusqu'en 1985. L'ancien dictateur est aussi poursuivi pour 11 homicides, et pour des disparitions de dissidents.

Il est le deuxième dictateur de la période a être condamné par la justice, après Gregorio Alvarez, dictateur militaire de 1981 à 1985, reconnu coupable de 37 homicides et condamné en octobre à 25 ans de prison. (AP 10.02)

Je ne me réjouis pas de cette décision, pas plus que la chasse aux sorcières engagées en Pologne contre les dirigeants de l'ancien régime

stalinien, car elle pourrait se retourner contre nous.

Ce que je veux dire pas là, c'est qu'en cas de révolution prolétarienne qui serait vaincue à court ou moyen terme, ceux qui auraient repris le pouvoir estimeraient légitime en s'appuyant sur la jurisprudence de juger comme des criminels les dirigeants politiques de la révolution, s'ils ne les avaient pas exécutés plus tôt, la révolution par définition violant la Constitution en vigueur. La révolution a ceci de particuliers qu'elle remet en cause plus que la légitimité du gouvernement en place, la légalité des institutions et de la Constitution qu'elle brise et abolit par une action violente, elle déclare illégal l'ancien régime, ce qui explique que l'usage de la force soit nécessaire pour réprimer et mater la résistance de ses partisans qui refusent évidemment de céder le pouvoir (et leurs biens) à la classe ouvrière...

A l'opposé, le parlementarisme bourgeois respecte à la lettre la Constitution et les institutions qu'il reconnaît et considère légitime, et son action ne sort pas de la légalité dont le contenu est dicté par les intérêts de la classe (dominante) au pouvoir.

Le 12 février

Trois petits sujets de causerie.

1- Athéisme ou laïcité ? Croyant ou religieux ?

Je me suis demandé si au NPA certains militants ne confondaient pas athéisme et laïcité, croyant et religieux. Passons, cette polémique a déjà dû faire pas mal de dégâts dans leur parti, ces adhérents feraient bien de continuer à se poser des questions sur l'orientation politique du NPA, le refus de sa direction de répondre à l'appel lancé contre les licenciements ou sur les retraites par la direction du POI par exemple.

Je ne partage pas la proposition du POI mais elle méritait de l'attention et une discussion au moment il serait souhaitable de resserrer les rangs avant la tempête annoncée par l'approfondissement de la crise du capitalisme qui ressemble à une bête frappée à mort qui ne demande qu'à périr au premier coup de grâce qui lui serait porté.

Y préparer le prolétariat nécessite de rassembler nos forces pour lui montrer et le convaincre qu'une issue politique au capitalisme existe, qu'elle dépend uniquement de sa mobilisation, de son organisation, que des partis ouvriers sont prêts à prendre leur responsabilité à ses côtés tout en l'éclairant sur la voie qui conduit au renversement du régime et à la prise du pouvoir, qu'il n'existe pas de fatalité, que la classe ouvrière est une force invincible si elle prend conscience d'elle-même et qu'elle est la classe majoritaire dans la société, et que par conséquent la véritable démocratie consiste à ce quelle exerce le pouvoir pour elle-même, ses intérêts exprimant les intérêts de l'immense masse de la population, elle n'a pas à prendre en compte ceux d'une poignée d'exploiteurs ou de profiteurs de sa force de travail, on doit tout faire pour l'aider à rompre avec le capitalisme et renouer avec le socialisme.

Il y a matière à discussion, elle doit être sincère et fraternelle entre nous, c'est le seul moyen d'avancer, tout en demeurant intransigeant sur nos principes qui sont le concentré des enseignements que l'on a retenu du marxisme, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient figés, le Capital de Marx et Engels était synonyme de mouvement, nos principes doivent donc évoluer en fonction du développement du capitalisme et de la lutte des classes, il y a la norme et la réalité à laquelle nos principes doivent s'adapter tout en conservant le cap vers notre objectif : la prise du pouvoir par la classe ouvrière...

2- Le bêtisier du NPA ou quand un voile en cache un autre.

Titre : *Parti socialiste : euphorie et flottements....* - 5 février 2010.

Ou quand le NPA sur un ton détaché commente l'actualité sociale et politique.

Retraites. Le NPA compterait-il sur le PS ? Ou le voile des illusions... qui perdure !

"*Les semaines qui viennent permettront d'éclaircir la position du PS, lorsqu'il faudra organiser la mobilisation face aux attaques contre les retraites.*"

Pour Thibault, les intentions de Sarkozy sur les retraites étaient un "*mystère*", pour le NPA, ce sont celle du PS qui mériteraient un "*éclaircicement*", comme si le PS et Sarkozy ne défendaient pas fondamentalement les mêmes intérêts. (lire plus loins les derniers propos de Moscovici et de Hollande)

Mystère, éclaircicement, voile, on nage en plein obscurantisme, laïc bien entendu !

Régionales. Une question qui arrive à point, on attendait que le NPA la pose ! Pour la réponse...

"*...la question plus immédiate que chacun devrait se poser avant le vote : depuis six ans, la gestion des régions par le PS – et, dans la plupart des cas, par le PS, le PCF et les Verts – a-t-elle au moins constitué un véritable bouclier social contre la politique de la droite sarkoziste, à défaut d'être une alternative réelle ? Une question à laquelle la campagne du NPA apportera des réponses.*"

... ce sera plus tard !

Sans doute après le deuxième tour, histoire de ne pas nuire aux conditions nécessaires pour "*battre la droite*". Une fois ces élections et les manoeuvres électorales passées, il sera temps ensuite de reconnaître que la "droite" et la "gauche" c'est du pareil au même sur le plan social. Au fait, le NPA aurait-il encore un doute sur la politique menée dans les régions par le PS et le PCF au côté de Sarkozy ? Il doit bien être le seul !

Mise au point d'Yvan Zimmermann tête de liste du NPA en Alsace à propos de la candidate voilée du Vaucluse - dimanche 7 février 2010.

Ou quand le NPA se coltine un sérieux complexe d'infériorité.

"*Notre parti est en effet aux côtés de toutes les femmes en France et dans le monde qui veulent se libérer de toutes les discriminations qui visent à les rendre inférieures que ce soit au travail, à la maison ou dans les domaines sociaux, religieux ou politiques et dont le voile est un des symboles.*"

Le voile ou un foulard serait un "*symbole*" de "*discrimination*" qui viserait à rendre les femmes inférieures aux hommes, rien que cela ! Ils ont de sérieux complexes les mâles au NPA ! De supériorité ou d'infériorité ? A moins que ce ne soit leur impuissance politique, pour ne pas dire leur incurie légendaire héritée de la LCR ou des groupes décomposés (Alternatifs et autres associations d'homosexuels) qui ont rejoint ses militants au sein du NPA qui finirait par les exaspérer eux-mêmes.

Quelle prétention grotesque que d'affirmer qu'une femme serait non seulement égale à un homme, mais davantage identique en tous points à un homme en dehors des particularités morphologiques (et psychologiques qui en découlent) qui les différencient, car c'est bien de cela qu'il s'agit dans le combat des féministes dont le NPA se fait le porte-parole.

La civilisation humaine aura connu la société matriarcale, puis la société patriarcale, avec le "*socialisme du XXIe siècles*", voilà venu le temps de la société hermaphrodite ! Pour un peu, un bon... en arrière de quelques centaines de millions d'années, lorsqu'il n'existait sur notre planète que des espèces vivantes primitives asexuées... Révolutionnaire, quoi !

Les camarades du NPA devrait respecter davantage la biodiversité des espèces, le mélange des genres est dangereux, ils feraient mieux de s'en tenir aux critères de la lutte de classe.

Par exemple au combat pour l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes qui se situe sur un plan social.

Ce militant du NPA ne se rend apparement pas compte de l'absurdité de ses propos.

Que dit-il des hommes ayant adhéré à une religion et qui portent un symbole propre à cette religion, par exemple une kipa sur la tête ? C'est sans doute pour affirmer leur complexe de supériorité sur les femmes ou leur virilité, à moins que cela fasse d'eux des femmes, des êtres inférieurs, qui sait ?

Heureusement que le NPA existe pour se détendre un peu, car on en a guère l'occasion par les temps qui courent.

3- Communiqué du lundi 8 février 2010 de Force ouvrière.

Inutile de vous le livrer en entier pour ne pas vous faire de temps à le lire, en mettant en relation le titre et la dernière phrase on comprend instantanément où FO veut en venir.

Le titre : *Les Etats à la botte des marchés financiers ?*

La dernière phrase : *Seule la régulation financière internationale peut y mettre fin.*

Non monsieur Mailly, la seule solution c'est la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et un Etat ouvrier !

Quelques infos en bref.

Un régime qui aime les jeunes...

1- Les trois collégiennes placées en garde à vue la semaine dernière dans un commissariat parisien, mesure qui a déclenché une vague de protestations, ont bien été menottées, a-t-on appris de source policière. (Reuters 11.02)

2- Deux adolescents de 13 et 14 ans, qui circulaient lundi dans un bus de l'agglomération de Troyes (Aube), ont été menottés après un contrôle de leur titre de transport, a-t-on appris jeudi de source policière, confirmant une information du quotidien "L'Est-Eclair".

Les deux camarades se sont vu signifier par un contrôleur que leur titre de transport n'était pas valable. L'agent a ensuite appelé la police afin qu'elle procède à une vérification d'identité et d'adresse des deux jeunes.

"*Les policiers les ont menottés dans la rue, car l'endroit était passant et ils pouvaient s'enfuir sans souci*", a-t-on expliqué de source policière, ajoutant que les deux adolescents avaient ensuite été amenés au poste de police où "*ils ont également été menottés à un banc*" afin d'éviter de les surveiller en permanence. "*Leurs parents sont venus les récupérer peu de temps après*", a-t-on ajouté de même source. Une enquête a été ouverte. (AP 11.02)

... et les vieux travailleurs. Emploi des aînés ou comment nous préparer à travailler plus longtemps.

Laurent Wauquiez, qui a dévoilé jeudi le nombre d'accords conclus depuis le mois de septembre pour favoriser le recrutement et le maintien dans l'emploi des salariés de plus de 55 ans. «Quatre-vingts accords de branche et 10 000 d'entreprise ont à ce jour été déposés, s'est félicité le secrétaire d'État à l'Emploi lors d'une rencontre avec l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie. C'est une très bonne nouvelle, car cela veut dire que plus de 11 millions de personnes sont couvertes par un texte favorisant l'emploi des seniors.» Soit les deux tiers des salariés.

Reste maintenant à décortiquer le contenu des accords afin de mesurer leur impact sur le taux d'emploi des 55-64 ans, qui peine à dépasser les 40 %, et surtout à repérer les «bonnes pratiques» pouvant servir d'exemples. Premières indications : les branches ont mis l'accent plus sur la formation des salariés âgés, les entretiens de seconde partie de carrière, le développement du tutorat et la transmission des savoirs que sur l'aménagement du temps et des conditions de travail en fin de carrière ou le recrutement de seniors. (lefigaro.fr 11.02)

L'objectif est clair : faire en sorte que "*le taux d'emploi des 55-64 ans*" augmente sans contrepartie pour ces travailleurs âgés puisque "*l'aménagement du temps et des conditions de travail en fin de carrière ou le recrutement de seniors*" n'a pas été pris en compte dans ces accords. Conclusion : encore des accords défavorables aux travailleurs signés entre le patronat et les syndicats.

Retraites. Les propositions du PS. Blocage des salaires et des retraites ou cotiser plus longtemps.

1- P. Moscovici (PS) Il s'agit de figer à leur niveau actuel le niveau relatif des revenus des retraités et des actifs, jeunes ou moins jeunes. Cela revient à considérer que les niveaux relatifs actuels des pensions, de la durée de cotisation et du niveau des cotisations sociales sont dans l'ensemble justes (même s'il faut prêter attention aux petites retraites) et que cet équilibre entre générations doit être préservé.

Le problème est moins l'âge minimal de départ à la retraite —je reste attaché à l'idée d'un droit à la retraite possible à partir de 60 ans, qui protège ceux qui ont commencé à travailler tôt, issus le plus souvent des couches populaires— que l'âge de départ effectif, qui peut progresser pour certains travailleurs. Dans cet esprit, une refonte du mécanisme de décote et de surcote doit redonner à chacun le droit et le pouvoir réel de décider quand il prend sa retraite, alors que le mécanisme actuel sanctionne durement ceux qui veulent partir plus tôt et n'encourage pas assez ceux qui souhaitent continuer. (Slate.fr 11.02)

2- Invité à débattre avec Xavier Bertrand sur le plateau de l'émission 'A vous de juger', jeudi sur France 2, François Hollande, ex-patron du PS, a admis qu'il faudrait 'cotiser plus longtemps' pour financer les retraites. (Lemonde.rf 11.02)

Le capitalisme sous perfusion.

Année noire pour l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances de salariés, l'AGS. Financé par des cotisations patronales, cet organisme, créé en 1974, avance des crédits aux entreprises qui, en cas de procédures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, n'ont plus suffisamment de trésorerie pour payer les salaires de leurs employés ou même leurs indemnités de licenciement. «*2009 est une année record*», confirme Thierry Méteyé, le directeur de la délégation Unedic-AGS.

Sur l'ensemble de l'année, les avances effectuées par l'AGS ont explosé de 44,5 %, à un peu plus de 2,1 milliards d'euros. Quant au nombre de bénéficiaires, il a progressé de près d'un quart, à un peu moins de 300 000 personnes. Même constat sur le nombre de dossiers de plus de 100 salariés pris en charge par l'AGS qui s'est envolé : 215 en décembre, contre 203 fin 2008 et 120 fin 2007.

La forte augmentation du nombre de liquidations judiciaires en 2009 (+ 24 %) pourrait avoir un impact négatif sur le rétablissement des comptes de l'AGS. (lefigaro.fr 11.02)

PME et TPE en état de survie.

Lors d'une réunion avec la ministre de l'Economie Christine Lagarde les banques françaises se sont engagées à débloquer 38 milliards d'euros en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) et des très petites entreprises (TPE), a annoncé jeudi la Fédération bancaire française (FBF). (AP 11.02)

Tu parles, les banquiers prêteront de l'argent aux entreprises s'ils le veulent seulement, uniquement s'ils estiment que leurs clients seront solvables jusqu'à la dernière échéance.

Refus Total du moindre licenciement à Dunkerque !

Le groupe pétrolier français Total a dégagé en 2009 un bénéfice net 7,8 milliards d'euros.

Le chiffre d'affaires s'est établi à 131,327 milliards d'euros, contre 179,976 milliards d'euros en 2008, soit une baisse de 27%.

Pour 2010, le groupe pétrolier affirme qu'il «*entend poursuivre sa politique de croissance avec un budget d'investissement de 18 milliards de dollars*» au même niveau que celui de 2008. (Libération et AFP 11.02)

De la décomposition à l'agonie, de l'agonie à l'état comateux.

Voici la liste des pays les plus endettés dans le monde développé, selon les estimations pour 2010 réalisées par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) (AP 11.02) :

1. Japon: 197,2% du PIB
2. Islande: 142,5%
3. Italie: 127,0%
4. Grèce: 123,3%
5. Belgique: 105,2%
6. France: 92,5%
7. Etats-Unis: 92,4%
8. Portugal: 90,9%
9. Hongrie: 89,9%
10. Canada: 85,7%
11. Royaume uni: 83,1%
12. Allemagne: 82,0%

Le 13 février

J'ai lu dans un article de Reuters d'hier, que le PIB grec accusait une contraction de 2,6% en 2009, que la situation de la Grèce était plus que préoccupante, au bord du dépôt de bilan, qu'est-ce qu'on n'a pas entendu ces derniers jours sur la faillite qui guette l'Etat grec, mais étrangement le gouvernement français par la voix de sa ministre de l'Economie est satisfait de la situation économique en France, or, on vient d'apprendre que le PIB français avait baissé de 2,2% en 2009, un record jamais égalé depuis 60 ans nous dit-on.

2,2 ou 2,6%, ce sont des chiffres très proches, l'écart n'est que de 0,4%, le déficit budgétaire de la Grèce est estimé à 12,7% du PIB en 2009, celui de la France atteint 8,7%, selon l'OCDE, l'endettement de la Grèce devrait atteindre 123,3% en 2010, 92,5% en France, il atteint pratiquement les 200% au Japon... C'est la qualité du PIB de chaque pays, la place qu'occupe chaque pays sur le marché mondial qui font la différence en faveur de la France. Parallèlement, on a appris que l'économie allemande stagnait, or elle repose en grande partie sur les exportations. Alors si l'Allemagne qui est le premier exportateur du monde stagne, que dire de ce qui attend la France au cours du premiers trimestre 2010 notamment, donc d'une certaine manière la France perd cet avantage qu'elle avait sur la Grèce et se rapproche un peu plus de la situation de cette dernière, ce que le gouvernement nie et continuera de nier aussi longtemps que possible.

Très rapidement. Essayons de comprendre comment évolue la crise du capitalisme, pourquoi ils n'arrivent pas à s'en sortir sans entrer dans les détails (dettes, chômage, etc). Je crois avoir compris que la crise a accentué encore la guerre économique que se livrent les différents capitalistes, qu'elle a eu pour conséquence d'accentuer la concurrence qu'ils se livrent pour conserver leurs parts de marché, et que l'irruption de nouveaux concurrents dans les pays dits émergents constitue une menace pour les multinationales des vieux Etats capitalistes, ce que ne supportent pas ceux qui en détiennent les clés, l'artistocratie financière, principalement américaine, qui ne pouvant pas faire autrement que de constater cet état de fait, exige en contrepartie que les Etats engagent des politiques plus favorables encore au capital pour continuer d'accroître leur profits, compte tenu qu'elle est aussi partie prenante des entreprises des pays émergents, cette exigeance s'adresse en réalité à l'ensemble des Etats.

L'Inde et la Chine peuvent vivre littéralement en autarcie tant leur marché intérieur est gigantesque, ils disposent d'une marge de développement important. Les contradictions de leur propre développement représentent davantage pour eux une menace (sociale et politique) que la crise du capitalisme mondiale. La comparaison entre ces deux pays s'arrête là, puisque la Chine dispose de réserve en trésorerie importante, plus de 1.500 milliards de dollars, alors que l'Inde finance son développement par la dette.

La crise du capitalisme est une crise dûe à l'incapacité des capitalistes de placer l'immense masse de capitaux qu'ils ont amassés au cours des dernières décennies et de continuer de réaliser des profits pour en accumuler davantage encore, dans un environnement mondial incertain et livré à l'anarchie, à une concurrence de plus en plus féroce pour maintenir leurs positions, d'où la réticence de l'aristocratie financière à investir ses capitaux dans des marchés qui ne leur garantissent pas un retour sur investissement à court terme à un niveau qu'elle estime souhaitable, du coup elle continue de s'en remettre à la spéculation qui s'avère beaucoup plus rémunératrice, quite à prendre des risques inconsidérés.

Les capitalistes les plus puissants profitent de cette crise pour évincer leurs concurrents les plus faibles, elle est donc tout bénéfice pour eux, ils n'ont donc pas intérêt pour le moment à ce qu'elle s'arrête, c'est peut-être temporairement le fin mot de cette histoire, il faut être prudent dans nos analyses... Cela provient du fait qu'ils estiment qu'ils sont encore trop nombreux face au marché mondial tel qu'il est et qui s'avère déjà trop étroit pour absorber toutes les marchandises produites, c'est donc aussi une gigantesque crise de surproduction de marchandises qui vient s'ajouter à celle des capitaux ou l'inverse, la plupart des usines ne tournent plus qu'à 70% environ de leur capacité et de nouvelles usines continuent de voir le jour tous les jours accentuant encore cette contradiction. On aura noté au passage qu'il aura fallu un an ou un an et demi à de nombreuses entreprises pour liquider leurs stocks, ce que j'avais sous-évalué au départ, on nous parle toujours du fonctionnement des entreprises en flux tendu, c'est valable au niveau des entreprises purement commerciales, pas à celui de la production ou de la fabrication. De nombreuses entreprises délocalisent leur stock dont l'entreposage et la gestion a un coût, ils le mettent en dépôts gratuitement chez leurs clients, un peu comme les éditeurs avec les libraires.

Du coup, à quoi bon investir dans l'industrie se disent les capitalistes, des centaines de milliers d'entreprises ont fermé de par le monde, cependant ce n'est pas encore suffisant, plus de 55.000 milliards de dollars sont partis en fumée depuis le début de cette crise, elle a ruiné des milliers de capitalistes, mais ils sont encore trop nombreux à s'être enrichis sur leurs cadavres, des destructions de forces productives encore plus gigantesques doivent être détruites, pour bien faire seule une guerre mondiale permettrait d'atteindre cet objectif. Souhaitons qu'ils ne soient pas parvenus à ce raisonnement et qu'ils ne le retiendront pas ; nous nous souvenons que les plus puissants capitalistes se sont enrichis pendant la seconde guerre mondiale sur un nombre de cadavres sans commune mesure avec celles des capitalistes aujourd'hui qui connaissent ce sort et qu'on ne plaindra pas, s'ils devaient envisager la suite de la crise sous cet angle, ce ne sont pas quelques centaines de millions de morts qui les arrêteraient, mais seulement une révolution.

La poursuite de la crise est une aubaine pour les capitalistes à plus d'un titre encore, d'une part, elle justifie de la part des gouvernements de tailler à la hache dans les droits et acquis sociaux du prolétariat qui s'y résigne plus ou moins à défaut de conscience et de perspective politique, d'autre part elle justifie les privatisations de la part des Etats lourdement endettés de trouver de l'argent frais, de plus, elle justifie les plans de licenciements... pour sauver des emplois ! Aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas rompu avec le capitalisme, qu'il ne se mobilisera pas, ils pourront continuer de la sorte...

J'arrête là pour aujourd'hui, lors de la rédaction de cette causerie, j'ai été dérangé trois fois par mon épouse pour des histoires de clés, de cartons et de souris dans le garage ! Passer de la situation économique mondiale à des souris, c'est franchement pénible !

Bon week-end à tous.

Que valent les critiques de Thibault envers le gouvernement ?

Un extrait d'un article de l'agence de presse Reuters daté du 12 consacré à Thibault sur les retraites, permet de répondre à notre question.

""*Pour nous il n'y a pas d'urgence*", explique-t-il.

Le dirigeant de la CGT souhaite un débat à l'échelle du pays, qui "*ne s'improvise pas en juin et juillet*".

Bernard Thibault n'en renvoie pas pour autant une réforme des retraites aux calendes grecques.

"*Je ne dis pas deux ans ou trois ans, je dis plusieurs mois. Si on dit d'ici la fin de l'année il faut qu'on ait les idées plus claires, là c'est autre chose*", explique-t-il.

Pour le dirigeant de la CGT, il est plus urgent de mettre l'accent sur l'emploi et le pouvoir d'achat, faute de quoi tous les discours sur une nouvelle économie resteront vains.

"*Et il y aura de plus en plus un écart et un problème de crédibilité entre la parole publique et les faits. Et on est dans cette phase-là*", souligne-t-il.

Pour Bernard Thibault, la réunion de lundi doit cependant permettre d'abord de discuter du diagnostic du gouvernement et des partenaires sociaux sur la situation économique et sociale.

"*Nous ne partageons pas l'optimisme que s'efforce de diffuser le gouvernement*", notamment en matière d'emploi, explique-t-il. "*Nous ne sommes pas les seuls. Tous les économistes, tous les experts sont beaucoup plus réservés quant à la situation réelle et ce qui est susceptible de se passer dans les prochains mois.*"

Or, "*suivant le diagnostic qu'on fait de la situation, on ne discute pas des mêmes choses ou on ne prend pas telle ou telle mesure*", ajoute Bernard Thibault."

Quatre remarques.

1- il n'est pas contre le principe d'une réforme ou plutôt une contre-réforme des retraites réclamée et orchestrée par Sarkozy et le Medef ; c'est mettre le doigt dans l'engrenage avant s'y passer le corps tout entier, c'est déjà capituler. En participant à ce "sommet" dont on connaît d'avance l'objectif, Thibault et les autres dirigeants syndicaux légimitent par avance la contre-réforme qui en sortira ;

2- s'il demande plus de temps et un "un débat à l'échelle du pays" pour la ficeler, c'est uniquement pour mieux camoufler le consensus qui en sortira entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux, le faire partager par les travailleurs comme s'il devait s'imposer mais aussi pour soigner sa base ou la convaincre que les concessions consenties au gouvernement sont partagées par la majorité de la population, pour diluer en quelque sorte la responsabilité (trahison) des dirigeants syndicaux qui n'auront rien à se reprocher comme toujours, vous savez, le coup du "piège" cher au POI qui les soutient ainsi ;

3- l'objectif de Thibault est le même que celui de Sarkozy bien qu'il s'en défende, le meilleur moyen pour qu'on ne lui reproche pas ensuite : parvenir à un "*diagnostic partagé*" sur la nécessité de tailler à la hache dans nos retraites ;

4- mettre l'accent sur l'emploi et le pouvoir d'achat est une manoeuvre : en reprenant à son compte les revendications prioritaires du moment des travailleurs que le gouvernement est et sera incapable de satisfaire, ce dont se fout éperdument Thibault, il entend ainsi focaliser l'attention des travailleurs sur ce "sommet social" (sic !) dont la priorité est ailleurs, les retraites, ce qui va dans le sens de ce que j'ai indiqué plus haut, faire en sorte qu'un maximum de travailleurs se sentent concernés et adhèrent ou donnent l'impression d'adhérer aux mesures que prendra le gouvernement avec ou sans accord des dirigeants syndicaux.

Vous aurez remarqué que Thibault manoeuvre pour arriver à ses fins sur un plan qui n'a rien à voir avec la politique.

1- Il joue sur la psychologie des travailleurs manipulée par le pouvoir et les médias, sachant qu'au-delà de leurs intérêts dont ils n'ont pas une idée très claire, il en profite pour tenter de les entraîner sur une voie qui leur fera apparaître cette contre-réforme comme le moindre mal à défaut de pouvoir la faire passer pour une mesure progressiste, n'aura-t-il pas finalement sauvé nos retraites ? il compte ou fait en sorte que les travailleurs reprennent à leur compte cette contre-réforme comme si elle émanait d'eux.

2- Une fois cette étape franchie, il pourra affirmer tranquillement (à voir ?) devant ses troupes qu'il ne pouvait pas faire davantage et que la faute en revenait aux travailleurs qui eux-mêmes n'en demandaient pas plus, puisqu'ils n'étaient pas prêts à se mobiliser pour sauver leur système de retraite, et la boucle sera bouclée.

3- Finalement, Thibault ressortira blanchi de cette épreuve (une fois de plus) et la dérive corporatiste du syndicalisme entamée de longue date se poursuivra comme si de rien n'était, tandis que les uns et les autres (ses opposants qui ne sont pas fondamentalement opposés au capitalisme pour la plupart) continueront de clamer haut et fort qu'il serait possible de "*sauver*" la CGT, "*notre*" CGT, que la CGT est "*en danger*", alors qu'en réalité Thibault continuera d'en faire ce qu'il veut ou de la contrôler.

Quelques infos en bref.

France Télécom, une machine à broyer.

Deux employés de France Télécom se sont donné la mort ces derniers jours, ce qui porte à cinq depuis le début de l'année les suicides de salariés de l'entreprise, confrontée depuis deux ans à ce phénomène. (Reuters 12.02)

PIB en France. Non pas + 0,6% mais - 0,3%. Lagarde l'intox, seule contre tous.

Avec une croissance de 0,6% au quatrième trimestre 2009, une performance bien plus mitigée qu'il n'y paraît en première lecture, sauf bien sûr pour la ministre de l'Economie.

"*C'est vraiment un résultat satisfaisant*", "*J'avais dit qu'on terminerait sur les chapeaux de roue*", "*C'est vraiment une bonne fin d'année 2009 et on entre en 2010 avec de l'air*" a-t-elle déclaré sur RMC-Info et BFM-TV.

Regardons-y de plus près.

"*Au-delà du marketing, la magie s'arrête. Hors stocks, il faut malheureusement souligner que le PIB français a reculé de 0,3% au quatrième trimestre*", calcule Marc Touati, économiste chez Global Equities.

La statistique confirme en revanche une décélération des exportations au quatrième trimestre (+0,5% après +1,8% au troisième) et montre que l'investissement des entreprises non financières, essentiel pour la croissance future, a baissé pour le septième trimestre consécutif.

Sur l'ensemble de 2009, les dépenses d'équipement ont ainsi chuté de 7,7%, un chiffre à mettre au regard d'un taux d'utilisation des capacités industrielles tombé à 73%.

"*C'est là que réside le point faible de la reprise*", observe Marc Touati. "*Car tant que l'investissement des entreprises restera aussi déplorable, le cercle vertueux investissement-emploi-consommation ne pourra pas se mettre en place*".

"*Il n'existe aucun moteur autonome de croissance pour l'économie française*", renchérit Nicolas Bouzou, chez Asterès.

"*Relâchez la politique économique - ce qu'il faudra bien faire compte tenu du coût de ces politiques pour les finances publiques - et l'activité s'effondre de nouveau*", ajoute cet économiste pour qui la croissance ne dépassera pas 1% en 2010. (Reuters 12.02)

La zone : c'est l'Union européenne !

Le Produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a baissé de 4% sur l'ensemble de l'année 2009, tandis que le PIB de l'UE 27 a reculé de 4,1%, selon les estimations publiées vendredi à Bruxelles par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. (AP 12.02)

Le Produit intérieur brut (PIB) français a baissé de 2,2% en 2009, "*soit la baisse la plus importante depuis l'après-guerre*", annonce vendredi l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

La chute de 2,2% du PIB en 2009 est imputable à une baisse de la demande intérieure (pour -0,6 point), un recul des stocks (-1,4 point) et un repli du commerce extérieur (-0,2 point).

Sur l'année, les exportations ont chuté de 11,2%. "*La plus forte baisse annuelle précédemment mesurée était celle de 1975 (-3,1%)*", rappelle l'INSEE. Les importations ont reculé de 9,7% en 2009, "*une baisse équivalente à la baisse record de 1975 (-9,8%)*".

Quant à la production, elle a baissé de 3,1% l'année dernière, "*soit le plus fort recul depuis 60 ans*", remarque l'INSEE. (AP 12.02)

Le capitalisme survit à crédit.

Le président Barack Obama a promulgué vendredi la loi relevant le plafond de la dette des Etats-Unis afin de permettre au gouvernement fédéral d'emprunter jusqu'à 14.300 milliards de dollars (environ 10.503 milliards d'euros), contre 12.400 milliards jusque-là. (AP 12.02)

Si un travailleur ou un militant vous rétorque que nous ne pourrons pas financer notre programme transitoire et socialiste, si vous lui répondez d'emblée que pour le financer vous ne vous situez pas sur le même terrain que le capitalisme, la discussion s'enlisera et vous perdrez votre temps. Il vaut mieux commencer pas développer vos arguments avant d'en arriver à cette conclusion ou ce constat, peut-être qu'ainsi vous le ferez douter, mieux, à les partager avec vous ou à vouloir en savoir plus sur votre programme.

Répondez-lui simplement que vous recourrez à tous les moyens existants y compris ceux mis en oeuvre par les capitalistes eux-mêmes, le crédit ou la dette, la planche à billets, etc, mais qu'à l'opposé de l'utilisation qu'en font les représentants du capitalisme au pouvoir, vous vous en servirez pour satisfaire les besoins de l'immense masse de la population, et sachant que c'est la consommation qui sert de volant d'entraînement à l'économie (à hauteur de 70% environ), en satisfaisant les revendications des travailleurs l'économie s'en trouvera stimulée au lieu de se retrouver paralysée ou exangue comme aujourd'hui. Pas besoin d'entrer dans les détails à cette étape, vous pourriez vous y perdre vous-même !

Au lieu d'alimenter la spéculation et d'enrichir les banquiers, une infime minorité de la population qui sont de véritables parasites pour la société, votre programme économique et social permettra d'améliorer le sort de la majorité de la population, ce qui devrait être l'objectif de toute politique prétendument au service du bien commun ou de la collectivité.

Vous pouvez dire aussi que votre programme favorisera l'investissement industriel et non la spéculation ou les secteurs financiers qui est source de création de richesses, donc de bien-être si elles sont distribuées autrement... Une fois franchi l'écueil qui consistait à vous enfermer dans la logique du capitalisme, vous n'aurez plus qu'à développer votre programme, la liquidation des institutions de la Ve

République, l'expropriation des capitalismes sans indémnités, etc. Si votre interlocuteur pousse alors des cris, vous lui rétorquerez qu'il faut savoir ce que l'on veut dans la vie, on ne peut pas vouloir changer de politique en conservant le système économique actuel...

Entre nous, vous ne pensez pas que ce devrait être le devoir d'un journal ouvrier de développer ce genre d'argumentations en direction de ses adhérents, des travailleurs et militants à qui il s'adresse, au lieu de demeurer sur le terrain des arguments de nos ennemis ? Comment expliquer cette impuissance des partis à développer notre programme révolutionnaire ? Ils ne doivent pas le partager !

Tunisie.

Le journaliste et opposant Zouhair Makhlouf a été libéré vendredi, a-t-on appris auprès de son avocat Néjib Chebbi.

Incarcéré le 19 octobre, peu avant les élections législatives auxquelles il était candidat, il a été condamné en première instance à trois mois de réclusion à la suite d'une plainte déposée par un artisan de Nabeul (60 km de Tunis). Le verdict le contraignait en outre à verser au plaignant 6.000 dinars (près de 3.000 euros).

Selon une source judiciaire, ce dernier l'accusait "*d'avoir sciemment porté atteinte à son droit à l'image par la diffusion de ses photos, sans son consentement, dans des conditions attentatoires à sa dignité*".

Maintenu en détention après avoir purgé sa peine, il a écopé en appel mercredi dernier d'un mois supplémentaire d'emprisonnement. Il devait normalement être relaxé le 19 février.

"*On ne peut que se réjouir de la libération de M. Makhlouf, bien que nous considérons qu'il n'aurait pas dû faire l'objet de poursuites car il ne faisait que son boulot*", a déclaré à l'AP, un dirigeant du PDP, Rachid Khéchana.

Il a noté que cette mesure intervient à la veille de la réunion du sous-comité des droits de l'Homme tuniso-européen, prévue le 25 février à Tunis.(AP 12.02)

Note de Lutte de classe: le journaliste de l'AP avait précisé que Zouhair Makhlouf avait été libéré "*avant la fin de sa peine*", j'ai supprimé cette précision qui revenait à légitimer le mois supplémentaire d'emprisonnement qui lui avait été infligé illégalement par la justice de Ben Ali, le président démocrate de la Tunisie et grand ami de Sarkozy et Fillon.

Le 14 février

Dans son éditorial du 10 février D.Gluckstein a écrit : "*le peuple travailleur ne se sauvera de la spirale destructrice du chômage, des licenciements, des privatisations, de la misère qu'à la condition d'une rupture nette avec l'Union européenne et ses institutions.*"

En attendant de rompre avec l'UE, compte-tenu qu'il existe encore des institutions dans ce pays, un gouvernement, c'est bien contre le gouvernement et l'Etat des capitalistes qu'il faut concentrer notre combat, puisque ce sont eux que les travailleurs ont en face d'eux quotidiennement, que ce sont eux qui mettent en oeuvre une politique réactionnaire entièrement tournée contre les intérêts du prolétariat.

Qui se réunira le 15 février avec les dirigeants des syndicats, Barosso ou les représentants du gouvernement français, du patronat français ? Qui va mettre en oeuvre une énième contre-réforme des retraites en France, Barosso ou le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ? Le POI cherche-t-il à rassembler les militants du mouvement ouvrier ou cherche-t-il à les diviser ? Qui détient le pouvoir dans ce pays, l'UE ou Sarkozy avec son parti l'UMP et ses alliés du PS avec lesquels il gouverne ?

Pourquoi le POI avance-t-il l'idée qu'il faudrait commencer par rompre avec l'UE pour satisfaire nos revendications, au moment où tous les regards des travailleurs se braquent sur (contre) Sarkozy et son gouvernement ? Le POI ne cherche-t-il pas une nouvelle fois à épargner le gouvernement en nous baladant à Bruxelles, alors que les choses sérieuses se passent à Paris, comme il cherche à épargner les dirigeants syndicaux en martelant qu'ils seraient les victimes d'un "*piège*" tendu par le gouvernement ?

N'est-ce pas finalement la même méthode pour soulager le régime de la pression qui monte des rangs ouvriers, de la colère qui gronde dans les profondeurs du prolétariat et qui à terme pourrait menacer la stabilité des institutions ?

Il peut terminer son éditorial en appelant à "*l'organisation de la mobilisation*", cela ne lui coûte rien puisqu'il ne s'agit pas de se dresser contre Sarkozy et les institutions de la Ve République, mais contre l'Union européenne, orientation politique qui a toujours abouti à une impasse.

Le prouver est tellement facile que cela en est navrant pour Gluckstein : le non l'a emporté en mai 2005, mais celui qui détient réellement le pouvoir en France a fait en sorte de transformer ce non en oui, jusqu'à preuve du contraire ce n'est pas Barosso qui a pris cette décision mais bien le représentant de l'Etat capitaliste français en la personne de Sarkozy, non ? On aurait pu dire encore que la majorité de la

population avait manifesté sa volonté de rompre avec l'Union européenne en 2005, mais que cela n'avait pas suffi pour rompre avec l'UE, il fallait au préalable rompre avec les institutions de la Ve République, chasser Sarkozy et renverser le pouvoir en place par une révolution... Les faits à eux seuls ont démontré que l'orientation politique du POI était erronnée sans même qu'il soit nécessaire de recourir à des arguments supplémentaires, que cela ne tienne, Gluckstein y tient et n'en changera pas, les camarades du POI apprécieront sans doute. On attend leur réaction.

Le 15 février

Pas le temps de causer. Je vous conseille vivement la lecture des articles du Réseau Voltaire que j'ai mis en ligne hier, je les ai sélectionnés en fonction de l'intérêt qu'ils présentent pour mieux comprendre comment fonctionnent en coulisse le vieux monde et ses dirigeants. On y apprend des choses hallucinantes je vous préviens tout de suite.

Surtout, ne soyez pas impressionnés par la débauche de moyens dont ils disposent pour organiser leur propagande et parvenir à leur fin, n'oubliez jamais que face à tout un peuple dressé contre un régime, ils sont finalement impuissants à inverser le cours des choses, la révolution russe l'a démontré. Il n'est évidemment pas question la plupart du temps d'adhérer aux conclusions que peuvent tirer les auteurs de ces articles, ne confondons pas information et analyse.

L'article sur la Bolivie et Haïti est édifiant et d'actualité. Vous y apprendrez peut-être comment Régis Debray a vendu Che Guevara aux autorités boliviennes et à la CIA, et comment Debray, Chirac et de Villepin ont préparé avec l'administration Bush le coup d'Etat contre Bertrand Aristide en Haïti en 2004, Véronique Galouzeau de Villepin y jouant un rôle prépondérant, la "*nouvelle Pauline Bonaparte*" comme l'écrit l'écrivain Claude Ribbe. On comprend mieux ensuite l'état de délabrement de ce pays après le dernier tremblement de terre qui l'a frappé. Bonne lecture et réflexions.

Bonne semaine et bon courage à tous, tout n'est pas encore à nous, en revanche l'avenir nous appartient, en quelque sorte le capitalisme appartient déjà au passé, c'est cette idée qui doit germer et se développer dans la tête des travailleurs, ce serait dommage de se décourager maintenant que nous touchons au but ou de regarder passer l'histoire de son balcon, on aura besoin de tous les militants révolutionnaires pour vaincre, car nous vaincrons...

Point retraites.

1- Tout est déjà décidé d'avance au Palais :

«*On sait ce qu'il faut faire, avoue-t-on à l'Élysée. La seule question qui intéresse en fait les syndicats est le temps laissé à la concertation.*»

2- Pour faire en sorte que les syndicats ressortent blanchi de cette épreuve, le recours à une commission droite-gauche :

«*Le président sait que les syndicats n'apporteront pas leur caution à une réforme des retraites et qu'ils appelleront à se mobiliser que le sommet social soit un échec ou une réussite, justifie un conseiller. Un comité des sages, à défaut de créer un consensus que personne ne souhaite, donnerait à tous les moyens de s'exprimer.*» Et limiterait le temps du débat. «*Une commission permettrait au président de prendre ses décisions au début de l'été*», critique un syndicaliste qui craint «*une parodie de concertation» mais juge cette piste «intelligente car personne ne perdrait la face*». (lefigaro.fr 14.02)

La question qui est posée est simple : en participant à ce "sommet" antisocial ou en participant à une commission qui aurait la même nature, syndicats et partis se disant de "gauche" estiment légitime que le gouvernement puisse régler le sort des retraites, alors qu'il représente les intérêts des classes dominantes, des banquiers et des industriels, ce que tout le monde sait, dès lors pour le mouvement ouvrier la seule question à l'ordre du jour devrait être celle de la rupture des relations avec Sarkozy et le gouvernement qui ne peuvent pas à la fois défendre les intérêts du capital et du travail. Il en va de l'indépendance de classe du prolétariat, de son combat sur la base de ses besoins distincts et inconciliables avec ceux du capital.

3- Jean-Claude Mailly pour Force ouvrière s'est montré intransigeant. "*Jamais nous ne transigerons sur l'âge légal de départ en retraite et sur l'allongement de la durée de cotisation. Nous n'hésiterons pas à aller à l'affrontement sur ces deux questions*". (lemonde.fr 14.02)

Il aurait été souhaitable qu'il ajoute "et sur le montant des cotisations". Mais en même temps, Mailly est contre le remise en cause des fondements du capitalisme qui sont à l'origine de la crise actuelle. Comment compte-t-il faire pour mener le combat jusqu'au bout contre le gouvernement sans remettre en cause le capitalisme ? Réponse : c'est impossible. Du coup sa déclaration ne lui coûte rien et risque fort de rester sans lendemain. En 2003, Blondel avait attendu près d'un mois pour lancer un appel à la grève général... quand il était trop tard ! (A suivre)

4- Besancenot qui était l'invité, dimanche 14 février, du "Grand Rendez-vous Europe1/Le Parisien" a déclaré : "*Je m'adresse aujourd'hui à*

tous les responsables politiques de gauche : Martine Aubry, Marie George Buffet, Jean-Luc Mélenchon, Cécile Duflot, Arlette Laguiller. Voyons-nous au plus vite pour monter un collectif unitaire pour défendre la retraite à 60 ans". (AFP 14.02)

Ce n'est certainement pas un hasard ou un oubli de sa part s'il ne s'est pas adressé au POI qui s'est déjà adressé à tous les partis sur la question de la défense de nos retraites... en vain, il faut préciser. Ceci explique cela. On n'y peut rien si Besancenot se sent plus proche d'Aubry ou de Duflot que de Daniel Gluckstein ou des trois autres secrétaires nationaux du POI. On ne se refait pas.

A propos de son initiative, chacun aura encore en mémoire de quelle manière le "collectif de défense de La Poste" s'est opposé à toute manifestation nationale unitaire à Paris pour défendre La Poste laissant ainsi la voie libre au gouvernement.

On pourrait faire une analogie entre d'un côté les comités ou commissions mis en place par Sarkozy dans lesquels participent des membres de l'UMP au PCF (allié du PG dans le Front de gauche), et d'un autre côté, l'intersyndicale dirigée par le tandem Thibault-Chérèque et les différents collectifs qui regroupent des partis et des organisations du PS au NPA, l'ensemble de ces comités, commissions, collectifs ne poursuivant finalement qu'un seul objectif : permettre à Sarkozy et son gouvernement d'appliquer sa politique réactionnaire ou pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, méthode qui aboutit à ce résultat.

On pourrait ajouter à propos de ces collectifs, qu'ils ont vocation à se substituer à la mobilisation des masses et que par conséquent, sachant que seule celle-ci pourrait faire reculer le gouvernement ou lui infliger une défaite, cela revient à le soutenir , l'opportunisme en politique ne pouvant aboutir à un autre résultat. On nous objectera que ces collectifs ont largement participé à la victoire du non en mai 2005. Certe, mais en réalité, ils se sont accaparés cette victoire qui étaient également dûe à la mobilisation des nationalistes et des souverainistes de tous poils, inavouable évidemment, il faut remettre les choses à leur place. Mais où était donc ces collectifs lorsque Sarkozy a finalement signé le TCE ? Aux abonnés absents !

On ne peut pas accepter d'une part de dialoguer avec Sarkozy ou avec les appareils pourris des syndicats, le PS, et d'autre part se placer en même temps au côté de la classe ouvrière et l'appeler à se mobiliser, c'est l'un ou l'autre.

On va suivre attentivement les déclarations et les positions des uns et des autres dans les jours et les semaines qui viennent sur la question des retraites, car elle pose directement la question de se soumettre aux exigences du capital ou de combattre pour en finir avec le capitalisme. Ils vont être obligés de se découvrir, cette question va forcément nourrir la crise que traverse tous les partis et syndicats.

Afghanistan.

Selon l'OTAN, deux roquettes lancées depuis un système d'artillerie à haute mobilité devaient atteindre des insurgés qui faisaient feu sur des soldats afghans et des forces alliées, mais ont explosé à environ 300m de la cible visée dans le district de Nad Ali. Les roquettes ont frappé une maison, tuant 12 civils, a rapporté l'Alliance atlantique. (AP 14.02)

Le 16 février

Pas le temps et envie de causer aujourd'hui.

Hier j'ai pris le temps de lire les articles du Réseau Voltaire sur le Gladio que j'imagine la plupart des militants ne liront pas pour une raison ou une autre, peu importe, j'en ai fait une présentation ou un résumé succint en retranscrivant quelques passages de ces articles.

Le Gladio diminutif de gladiateur, une organisation militaire secrète appelée aussi armée secrète stay-behind, organisée par l'Otan et la CIA (plus le MI6) avec le concours des services secrets et des différents chefs d'Etat des pays où elle est intervenue et continue d'intervenir, qui avait pour objectif la lutte contre le communisme à l'échelle mondiale et étendre l'influence des Etats-Unis.

Ce que les capitalistes et leurs représentants ne digérèrent jamais.

Dans ses Origines de la Guerre froide, l'historien Denna Frank Fleming observa que nombre des bouleversements sociaux apportés par la Révolution, notamment l'abolition des cultes et de la noblesse paysanne, « auraient pu être acceptés par les conservateurs, à l'étranger, avec le temps mais la nationalisation de l'industrie, du commerce et de la terre, jamais ».

Largement ignorée à l'Ouest, la guerre secrète contre le terrorisme débuta donc immédiatement après la Révolution russe, quand la Grande-Bretagne et les États-Unis levèrent des armées secrètes contre les nouveaux pays satellites de l'Union soviétique. Entre 1918 et 1920, Londres et Washington s'allièrent à la droite russe et financèrent une dizaine d'interventions militaires sur le sol soviétique, dont toutes échouèrent à renverser les nouveaux dirigeants...

Quels types d'activités clandestines ou meurtrières ont-ils mené en Europe mais pas seulement pour lutter contre le communisme

ou l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement dit de gauche ?

Coups d'Etat (Italie 1964, Grèce 1967), meurtres (Italie, Irlande), crimes en série (Belgique, années 80), escadrons de la mort, constitution d'organisations terroristes (Italie), formation d'unités de guérillas paramilitaires (Turquie), commandos de tueurs formés de membre de l'extrême droite et d'ancien officier de la Waffen SS d'Hitler (Allemagne), commandos de sabotage, ramifications mafieuses (Italie), opérations clandestines contre la population et l'opposition (Portugal, années 50), une sorte de « Ku Klux Klan » international, actes de torture, des attentats et des assassinats (Turquie, Espagne, Italie), réseaux d'action et de manipulation (résolution du Parlement Européen, 22 novembre 1990.), réseau de renseignement et d'action clandestin, enlèvements en Europe et des vols secrets, des disparitions et des prisons secrètes, planification de guerre non conventionnelle, opérations de subversion à l'étranger, propagande, stratégies médiatiques, campagnes dediffamation (Italie), programme d'action politique clandestine, financement secret de partis politiques, fonds destinés aux organisations d'extrême droite, armement de guérilla, manipulation de mouvement de résistance, opérations politiques, paramilitaires et psychologiques....

Quels pays furent impliqués en Europe ?

Les pays impliqués : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Grèce, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Luxembourg, Portugal, l'Espagne, Danemark, Norvège, Suède, Autriche, Suisse, Turquie, ...

Où fut expérimenté la première fois à l'échelle d'un pays la panoplie d'actions criminelles de cette armée secrète au service de l'impérialisme américain ? En Italie.

...ils ont organisé le trucages des élections en Italie (1948 et 1958), deux coups d'Etat invisibles (1964 et 1970), et n'ont pas hésité à faire exécuter le Premier ministre Aldo Moro (1978).

Comment fut révélée l'existence de cette armée secrète pilotée par Washington ?

C'est lors d'un discours devant le Sénat italien prononcé le 3 août 1990 par le Premier ministre italien Giulio Andreotti sur l'existence d'une armée secrète stay-behind créée par l'OTAN dans toute l'Europe de l'Ouest, que le monde appris l'existence de cette organisation.

Est-elle prouvée ?

Alors que l'existence du gouvernement de l'ombre institué par les États-Unis et le Royaume-Uni dans l'ensemble des États alliés est attestée par des enquêtes judiciaires et parlementaires dans les années 80- 90, l'OTAN, la CIA et le MI6 continuent à nier. C'est que Washington et Londres n'y voient pas un épisode historique, mais un dispositif actuel (comme l'a montré l'affaire des enlèvements en Europe et des vols secrets durant l'ère Bush). Les armées secrètes de l'OTAN sont toujours couvertes par le secret-Défense, parce qu'elles sont toujours actives.

Le pendant de son activité ailleurs dans le monde.

Historiens et analystes politiques ont depuis décrit en détail comment la CIA et les Forces Spéciales états-uniennes ont, au moyen de guerre secrètes et non déclarées, influencé l'évolution politique et militaire de nombreux pays d'Amérique latine ; parmi les faits les plus marquants, on peut citer le renversement du président guatémaltèque Jakobo Arbenz en 1954, le débarquement raté de la baie des Cochons en 1961, qui devait amener à la destitution de Fidel Castro, l'assassinat d'Ernesto Che Guevara en Bolivie en 1967, le coup d'État contre le président chilien Salvador Allende et l'installation au pouvoir du dictateur Augusto Pinochet en 1973, ou encore le financement des Contras au Nicaragua, suite à la révolution sandiniste de 1979.

Outre ses agissements sur le continent sud-américain, la CIA est également intervenue à de nombreuses reprises en Asie et en Afrique, notamment pour renverser le gouvernement de Mossadegh en Iran en 1953, pour soutenir la politique d'Apartheid en Afrique du Sud, ce qui conduisit à l'emprisonnement de Nelson Mandela, pour assister ben Laden et al-Qaida en Afghanistan, lors de l'invasion soviétique de 1979 et pour appuyer le leader Khmer Rouge Pol Pot depuis des bases conservées au Cambodge, après la défaite étatsunienne au Vietnam en 1975. D'un point de vue purement technique, le département des opérations secrètes de la CIA correspond à la définition d'une organisation terroriste donnée par le FBI. Le "terrorisme" est, selon le FBI, « l'usage illégal de la force ou de la violence contre des personnes ou des biens dans le but d'intimider ou de contraindre un gouvernement, une population civile, ou un segment de celle-ci, à poursuivre certains objectifs politiques ou sociaux ».

Pourquoi perpétuent-ils ce genre d'organisations secrètes ? Pour demeurer les maîtres du monde, pardi !

La CIA tenta également de mettre sur pied une armée secrète en Chine afin d'enrayer l'avancée du communisme, mais elle échoua quand, en 1949, Mao Zedong prit le pouvoir à la tête du parti communiste Chinois. L'ancien directeur de la CIA William Colby se souvient : « Je me suis toujours demandé si le réseau stay-behind que nous avions bâti aurait pu fonctionner sous un régime soviétique. Nous savons que les tentatives de mettre en place de telles organisations dans l'urgence ont échoué en Chine en 1950 et au Nord Vietnam en 1954. »

Dans les pays que l'on nomme le Tiers Monde, en Afrique, en Amérique Latine et dans certaines régions d'Asie, les populations adoptèrent des variantes du communisme et du socialisme qu'elles croyaient capables de leur apporter une meilleure répartition des richesses et l'indépendance vis-à-vis de l'Occident capitaliste et industrialisé. En Iran, Mossadegh adopta un programme socialiste et tenta de distribuer une partie des revenus du pétrole à la population. Après l'Inde qui se libéra de l'emprise britannique, l'Afrique s'engagea elle aussi dans une lutte anticoloniale de gauche qui culmina en 1960 lorsque le Cameroun, le Togo, Madagascar, la Somalie, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Congo, le Gabon, le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et la République Centrafricaine déclarèrent leur indépendance. En Asie du Sud- Est, suite au retrait des forces d'occupation japonaises, les Philippines et le Vietnam virent l'émergence de puissants mouvements anticoloniaux communistes et de gauche qui provoquèrent au Vietnam la guerre d'Indochine puis la seconde guerre contre les États-uniens, qui ne prit fin qu'en 1975, avec la victoire des communistes.

Dans l'esprit des stratèges de la Maison-Blanche, la guerre ne s'acheva pas en 1945, elle évolua plutôt vers une forme silencieuse et secrète de conflit où les services secrets devinrent les instruments privilégiés dans l'exercice du pouvoir.

Quelques infos en brefs.

La réaction ne désarme pas contre le NPA.

Un recours a été déposé par l'"Association de solidarité avec les femmes arabes" devant le tribunal administratif de Marseille pour faire échec à la présence d'une femme voilée sur la liste du NPA des régionales en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, a-t-on appris lundi auprès du tribunal.

L'association, "*eu égard aux enjeux, est donc décidée à ce que la justice se prononce sur ces points et à exercer tout recours, y compris devant la Cour européenne pour faire valoir ses droits*", ajoute-t-elle. (AP 15.02)

Il doit s'agir d'une de ces nombreuses associations à caractère "humanitaire", en fait réactionnaire, qui a pour vocation finalement de lutter contre le communisme.

Un nouveau besoin réel et superficiel, une aubaine pour le capitalisme en crise.

Quelque 4,6 milliards d'abonnements au téléphone portable ont été contractés dans le monde, a annoncé lundi l'agence des télécommunications des Nations unies, qui prévoit que leur nombre passe la barre des cinq milliards cette année. (AP 15.02)

Le 17 février

Rectificatif.

Le document que j'ai mis en ligne concernant le financement de l'Asurance maladie qui m'a été transmis par le Front syndical de classe pose problème. Je ne m'en suis pas aperçu sur le moment. Il met en avant toutes une batterie de taxes que le gouvernement n'auraient pas versées à la Sécu, mais en réalité cela revient à admettre que la Sécu ne serait pas seulement financée par les travailleurs, cela revient à accepter la financiarisation de la Sécu cher au gouvernement dans la perspective de la privatiser.

Pour cette raison, on ne peut pas utiliser cet argument.

Une fois cette correction effectuée, il ne resterait plus que le retard de paiement à la Sécu pour les contrats aidés, soit 2,1 milliards, ainsi que le retard de paiement par les entreprises :1,9 milliards. On peut ajouter les plus-values des stock-options dont bénéficient cadres et dirigeants de grandes sociétés et qui leur sont versé sans cotisations sociales, soit 3,2 milliards d'euros (base 2005), selon la Cour des comptes en 2007, auxquels on peut ajouter une somme équivalente pour les "parachutes dorés" et autres indémnités exceptionnelles de départ, toujours selon la Cour des comptes. On arrive à un total de plus de 10 milliards d'euros. Dans le cas où deux millions de chômeurs seraient embauchés, sur la base de 100 euros de cotisation par mois, il faudrait ajouter 2,4 milliards. Dans tous les cas de figure, les comptes de la Sécu seraient excédentaires.

Ayant corrigé seul cette erreur, je ne remercie pas les militants qui s'en étaient peut-être aperçus sans m'en avertir, comme dirait l'autre on va aller loin avec ce genre de relations.

Autre sujet très vite.

Si les initiatives proposées aux autres partis par le POI sur les licenciements ou les retraites n'ont suscité aucune réponse de leur part, celle lancée par Besancenot dimanche dernier sur les retraites a essuyé un refus cinglant exposé dans les médias nationaux sans doute pour mieux marginaliser le NPA à quelques semaines des élections régionales. A l'approche de cette échéance si importante pour les partis

présentant des candidats, ils ne pouvaient pas ne pas répondre à l'initiative du NPA et faire comme s'ils n'avaient rien entendu.

Le PCF semble avoir donné son accord pour participer à la réunion de jeudi prochain, tous les autres partis à l'exception de LO se sont retranchés derrière l'argument selon lequel il ne fallait pas faire de l'ombre aux dirigeants syndicaux. Précisons que le POI n'a semble-t-il pas été contacté par le NPA, à moins que la censure vienne des médias et des agences de presse.

Tous socialistes en parole, mais dès qu'il faut passer à l'exercice pratique, ils se placent dans le camp des capitalistes, cela vaut également pour le NPA qui s'est dit disposé à appeler à voter pour les listes du PS au second tour des élections régionale, mais qui en revanche n'a pas daigné répondre à l'appel lancé par le POI... Comme je l'ai déjà écrit, cet appel valait le coup d'être discuté, sans pour autant être d'accord avec son orientation. C'est ce qui me distingue de LO qui a expliqué à juste titre qu'il était inutile de s'adresser à la direction du PS, mais sans donner suite à l'invitation du POI, ce qui est une attitude inqualifiable. Qu'est-ce qui nous empêche de marcher séparément mais de frapper ensemble ? Une question que les militants devraient poser à leurs dirigeants.

On ne peut pas à la fois réaliser l'unité et la révolution dans et par les urnes avec des partis inféodés au capitalisme tels que le PS, le MRC, les Verts, le PCF ou le PG, et réaliser l'unité sur une base strictement de classe conforme aux intérêts du prolétariat. Aux militants des différents partis de passer outre les consignes et la politique opportuniste de leurs dirigeants pour réaliser l'unité et combattre ensemble le gouvernement et les institutions.

J'arrête là, il n'y a pas de courant depuis trois heures. Bonne journée à tous.

Quelques infos en bref.

Vieux et pauvres.

Selon les syndicats sur les 14 millions de retraités, "*quatre millions perçoivent le minimum contributif*", soit près de 580 euros par mois, "*et plus de cinq millions entre 800 et 1.100 euros*" (AP 16.02)

Le temps des regrets.

1- 69% des Français regrettent le franc selon un sondage.

2- Sarkozy franchit un seuil d'impopularité depuis août 2008 avec 39% de satisfaits, selon le baromètre BVA pour Orange-L'Express-France Inter. (Reuters 16.02)

Banquiers, ils sont les seuls à s'en tirer.

La banque britannique Barclays a réalisé l'an dernier un bénéfice avant impôts de 11,6 milliards de livres (13,4 milliards d'euros), dopé par la plus-value de 6,3 milliards engrangée lors de la vente de sa filiale de gestion d'actifs Barclays Global Investors (BGI).

Ce résultat représente un bond de 92% par rapport aux 6,1 milliards de profits de 2008.

Le bénéfice imposable courant de Barclays, hors plus-value liée à la cession de BGI, a été de 5,6 milliards de sterling en 2009, contre 1,6 milliard en 2008.

Le groupe bancaire a indiqué qu'il distribuerait pour 1,5 milliard de sterling de primes en numéraire au titre de 2009, auxquelles s'ajouteront 1,2 milliard de bonus différés exerçables sur trois ans mais susceptibles d'être annulés. (Reuters 16.02)

Commentaires. Ce que ne dit pas cet article et que j'ai entendu hier aux infos sur TV5Monde Asie, c'est que pour 2010 Barclays avait augmenté de 49% sa provision pour créances douteuses, comme quoi ses comptes ne doivent pas être aussi clairs qu'on nous le dit. Quant à son résultat, normal, non sous le régime des banquiers ?

Le 18 février

Participer à la gestion des régions, c'est participer à la gestion de la société capitaliste : boycott ! A-t-on tiré tous les enseignements de la participation de la social-démocratie allemande aux institutions de la fin du XIXe siècle jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir ? C'est une question que je me pose et que je n'ai pas encore creusée. Jusqu'à présent nous défendions la position qu'il fallait participer aux élections et aux institutions quand les conditions le permettaient, sinon nous n'y participions pas et/ou nous les boycottions.

Nous expliquions aussi que cela permettait aux différents partis de se faire connaître des masses. On peut en douter fortement, car si elles ne nous connaissaient pas, c'est que nous avions toujours une existence marginale et ce n'était pas quelques minutes passées à la télévision ou quelques interviews radio qui y changeraient grand chose, il ne faut pas se leurrer. C'est seulement la rencontre et la discussion avec des travailleurs qui permettent de nous faire connaître. Quant à la tribune que représenteraient des élus, nous pouvons en douter fortement aussi dans la mesure où leurs discours seraient couverts par ceux de la réaction ou leurs valets relayés en boucle par les médias, au mieux se serait une perte de temps, d'énergie et d'argent, au pire, nous légitimerions des institutions bonapartistes et antidémocratiques. Il ne faudrait pas compter sur les médias ou les agences de presse aux ordres pour reproduire des extraits significatifs de discours d'élus pronant la fin du capitalisme et des institutions, il ne faut pas se bercer d'illusions.

Par ailleurs, nous avons constaté dans le passé, d'où ma référence au parti ouvrier social-démocrate allemand, que les élus du partis en présence et sous la pression continuelle de la réaction finissaient à de rares exceptions près par adopter des positions réactionnaires, à pencher toujours plus à droite comme l'on dit, à chercher des compromis avec le régime. Le parti n'est pas toujours en mesure de choisir ses candidats parmi ses meilleurs militants, si ce sont les militants qui procèdent à ce choix et non la direction, des militants ayant encore des illusions dans le régime ou faibles sur le plan théorique peuvent être amenés à défendre des positions indéfendables ou à capituler ou encore à rompre avec le parti. Des cadres ou des dirigeants du parti pas aussi fiables qu'on pourrait le penser peuvent se vendre aux plus offrants, le PS ne regorge-t-il pas d'anciens cadres de la LCR ou du PCI par exemple. Pas besoin d'élections pour en avoir confirmation ! L'appel d'offre ne se limite d'ailleurs pas à une place au soleil dans un parti, cela peut très bien aller jusqu'à faire carrière dans un journal ou une chaîne de télévision ou encore dans l'administration ou une grande entreprise au cas où l'on disposerait des qualités requises.

Du coup, je vois mal dans ces conditions l'utilité de participer à des élections ou des institutions, sans pour autant en écarter définitement l'idée, la question est de savoir si le parti et la classe ont réellement quelque chose à y gagner, si la réponse est positive, alors il faut y participer, dans le cas contraire vaut mieux s'en abstenir et dénoncer cette parodie de démocratie qui n'a pour objectif que légitimer le régime et les institutions.

Un autre sujet.

Si vous me demandez pourquoi je n'ai pas mis en ligne depuis deux semaines une page ou deux d'*Informations ouvrières*, c'est parce que j'ai estimé qu'aucune page ne le méritait pour le numéro de cette semaine, quant à celui de la semaine dernière, je ne l'ai pas reçu, le camarade qui me l'envoie habituellement l'avait effacé de son disque dur juste après l'avoir parcouru rapidement, donc quand je lui ai réclamé il était déjà trop tard.

J'ai simplement relevé dans le numéro de cette semaine que le POI continuait de faire croire que la Sécu n'aurait jamais touché de la part de l'Etat l'équivalent des centaines de milliards d'exonérations de cotisations sociales dont ont bénéficié les patrons depuis le début des années 90, alors que c'est totalement faux. C'est un mensonge pur et simple. Question : que cache ce grossier mensonge ? Lisons plutôt ce qu'a écrit Gluckstein :

"*Nul besoin de réforme, donc : on restitue ces exonérations à la Sécurité sociale et la question est réglée !* ", et non, la question n'est pas réglée puisqu'elle a déjà touché cet argent ! Pour la régler ne faudrait-il pas remettre en cause le capitalisme et les institutions ? Question que le POI refuse obstinément d'aborder. N'est-ce pas la question qu'il faut se poser, que les militants et les travailleurs doivent justement se poser ?

Pourquoi le gouvernement veut-il absolument "réformer" les retraites, l'Assurance maladie, la Sécu ? Pour aboutir à les privatiser, cela aussi on le sait depuis longtemps. Mais pourquoi ? Il faut creuser, il faut aller jusqu'au bout de l'analyse de la crise du capitalisme à l'échelle mondiale pour apporter une réponse cohérente et la traduire en terme politique. Et on arrive à quel constat ? Devinez, que le développement du capitalisme à l'échelle mondial s'étant traduit ces dernières décennies par la mise en concurrence de l'ensemble de la force de travail au niveau mondial, les capitalistes les plus puissants pour conserver leurs places dominantes sur le marché mondial doivent absolument remettre en cause tous les droits et acquis sociaux de leurs propres prolétariats, car ces acquis sociaux représentent un coût qu'ils ne maîtrisent pas toujours ou qui leur échappe, en tout état de cause, ils amputent leurs profits et leur compétitivité ce qu'ils estiment inacceptable, face à la réduction du taux de profit dans les pays où la main d'oeuvre est la meilleure marché dans le monde, la hausse des salaires et des coûts de production dans ces pays, l'arrivée de nouveaux concurrents toujours plus féroces, ils doivent absolument s'attaquer à l'ensemble de nos acquis pour demeurer compétitif et continuer d'accumuler du capital, de plus ils doivent faire face à l'aggravation des contradictions de l'impérialisme américain qui entend bien faire payer aux pays de l'Union européenne le plus lourd tribut de sa crise, en fait à leurs travailleurs, bref, ils sont placés dans dans une situation où la liquidation de nos droits est devenu une nécessité impérieuse, l'époque où ils pouvaient saigner à blanc des peuples entiers pour réaliser leurs profits est en passe d'être révolue, dorénavant chaque peuple réclame sa part de bien-être de l'exploitation de ses richesses et accepte de moins en moins que des pays bénéficient des retombés de leur travail alors qu'ils croulent dans la misère et le sous-développement, à l'ère de la communication universelle et d'Internet chacun peut prendre conscience du gouffre social qui le sépare des autres peuples, chacun des peuples résite et combat à sa manière la régression sociale que les capitalistes veulent leur imposer ou les maintenir dans un état d'indigence qu'ils acceptent de moins en moins, le devéloppement du capitalisme, ses contradictions poussées à l'extrême en dehors de toute issue (durable) à la crise du capitalisme, tendent à transformer la quantité en qualité en alimentant quotidiennement la lutte des classes qui conduit inévitablement à un affrontement direct entre les classes pour le pouvoir...

Face à cette nécessité qui s' impose à la classe dominante de passer à l'offensive contre la classe ouvrière, s'oppose celle du prolétariat à faire valoir ses droits ou à les préserver, d'en acquérir de nouveaux, or c'est devenu impossible sans un affrontement direct avec la classe

des capitalistes, sans remettre en cause les fondements du capitalisme et mettre à l'ordre du jour l'abolition des institutions de la Ve République, sans une révolution prolétarienne et socialiste, perspective politique qu'aucun parti n'envisage évidemment, pas même le POI, elle est incompatible avec le type de parti que le POI construit, puisqu'au moins trois de ses tendances sont opposées à la révolution (socialiste et communiste) et à l'établissement d'un Etat ouvrier (anacho-syndicaliste).

J'en veux pour preuve, si c'était nécessaire au-delà de l'absence de tout mot d'ordre contre le gouvernement et les institutions, le fait qu'aucune intervention en faveur des intérêts des fonctionnaires ne soit ponctuée d'une propagande contre l'Etat, leur employeur, qu'à aucun moment il n'est question de le caractériser avec précision, alors que dans leur immense majorité les fonctionnaires considèrent que l'Etat est situé au-dessus des classes et n'aurait pas à proprement parlé une nature de classe précise, à aucun moment dans *Informations ouvrières* il n'est question d'ouvrir les yeux des fonctionnaires sur leurs rapports réels avec l'Etat capitaliste, or c'est l'un des moyens pour leur faire comprendre que leurs intérêts ne sont pas distincts des travailleurs du secteur privé, en fait de combat pour l'unité, d'une part le POI se place sur le plan du réformisme, du trade-unionisme, d'autre part il ne fait rien pour aider la classe à surmonter ses propres divisions. Cela explique en partie pourquoi le POI est finalement incapable de proposer la moindre perspective politique à la classe ouvrière.

On aurait pu se borner à reprendre un des arguments contre-révolutionnaire favori du POI pour montrer à quel point il n'est pas le parti dont le prolétariat aura besoin pour prendre le pouvoir.

Il n'a cessé d'expliquer sous toutes les coutures depuis l'époque du PT, que tout serait possible en régime capitaliste, que ce qu'a pu supporter le capitalisme français à l'issue de la seconde guerre mondiale dans une situation plus difficile qu'aujoud'hui, la Sécurité sociale par exemple, rien n'empêcherait de revenir à la Sécu de 1945, etc. Dans ces conditions, pourquoi lutter pour renverser le capitalisme ou plutôt pourquoi lutter dans cette perspective si tout serait finalement possible en conservant le régime capitalisme, mais bordel comment ne pas comprendre ce qui est si simple à comprendre : vive le capitalisme et au diable le socialisme ! Gluckstein et sa clique aurait mieux fait de rester à la LCR, avec un peu de chance, Marx disait qu'il fallait compter avec, le PCI n'aurait peut-être pas dégénéré avant d'être liquidé, et Lambert n'aurait peut-être pas pu se choisir un dauphin plutôt digne de Jaurès que de Trotsky.

Vous pouvez prendre un autre exemple que la Sécu, par exemple les licenciements. Ils font croire qu'il serait possible d'inverser le cours des choses dès lors que des actionnaires et/ou des banquiers ont décidé de liquider une entreprise, or c'est totalement impossible, les usines ferment les unes après les autres depuis plus d'un demi-siècle, chacun en est témoin. Pire encore, ils vont plus loin, ils le font dire à X. Bertrand (page 5), mais à aucun moment ils n'en tireront l'enseignement qu'il faudrait exproprier les patrons, que dans l'impossibilité de les exproprier dans la situation actuelle, en s'adressant aux travailleurs il faut se demander quelles conditions il faudrait remplir pour que cette perspective devienne réalité (la question du parti), à aucun moment le POI ne se place dans cette perspective qui est la seule issue politique possible, il capitule en fait devant le régime. Si vous avez bien fait attention, vous aurez remarqué qu'ils opposent à cette perspective un hypothétique front unique, qui conduit d'une part dans une impasse, et d'autre part ne permet de construire rien du tout, sauf à se satisfaire de réunion avec des élus du PS et du PCF !

En lisant *Informations ouvrières* chaque semaine, on a vraiment l'impression de se retrouver en présence d'une défaite annoncée, de loosers professionnels comme disent les jeunes, de vivre le même cauchemar chaque semaine depuis des décennies, sans aucune issue politique, c'est d'une tristesse à mourir, j'imagine que c'est plutôt démoralisant pour ses militants. Je les salue au passage, car ils ont été nombreux à télécharger l'interview qu'A. Hébert avait donné à Karim Landais, en 2004 je crois, un interview qui démolisait le mythe du grand révolutionnaire Lambert pour ceux qui savent lire, sans avoir besoin de lire entre les lignes tellement c'était limpide, je précise.

Le Front de gauche et la laïcité. Que Mélenchon commence par balayer devant sa porte avant de donner des leçons aux autres !

Jean-Yves Causer, tête de liste du Front de gauche a déclaré qu'il était favorable à l'enseignement de l'islam dans les écoles en Alsace, alors que la position conforme au principe de la laïcité consiste à combattre pour l'abrogation du Concordat encore en vigueur dans les départements de Moselle, du Haut et du Bas-Rhin.

Interrogé, Jean-Yves Causer, issu du courant Les Alternatifs, tête de liste du Front de gauche en Alsace et maître de conférence à Mulhouse, expliquait ne pas être « *sectaire* » :

« *Je suis non seulement favorable à l'introduction de cours d'islam à l'école mais aussi à la création d'une faculté d'État de religion musulmane. À Strasbourg, il y a une faculté d'État catholique, une faculté d'État protestante…. C'est absolument anormal qu'il n'y ait pas de fac d'État musulmane.* ».

J'ajouterais à cette liste une faculté d'État jaïn, une faculté d'État parsi, une faculté d'État hindou shivaïste, une faculté d'État hindou vishnouiste pour ne pas faire de jaloux, une faculté d'État de religion musulmane chiite, le pendant de la sunnite pour contenter tout le monde, une faculté d'État réservé aux adeptes de Confucius, pour peu que l'on confonde religion et philosophie, une faculté d'État bouddhiste pour chaque branche du bouddhisme, il en existe trois, etc. car cette liste est loin d'être exhaustive.

Le PG s'est désolidarisé de ses propos, sans rompre avec les Alternatifs, mouvement hétéroclyte qui ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes.

En réponse aux critique du PG, Jean-Yves Causer en a rajouté une couche en déclarant :

« *J'irais même plus loin que les cours de religion. Je pense qu'il faudrait des cours de culture religieuse dans toute la France. Nos jeunes sont de plus en plus incultes sur cette question. Après, il ne faut pas s'étonner de la montée de l'intégrisme.* » et d'ajouter pour justifier que tout est justifiable en période électorale : « *Faire de la politique autrement, c'est demander leur avis aux gens et les écouter. Surtout lorsqu'ils sont vulnérables.*», autrement dit, pour ce monsieur, faire de la politique c'est reprendre obligatoirement à son compte les positions des électeurs même si elles sont le produit de leur ignorance ou inconscience politique, il doit ignorer que les masses peuvent être aussi réactionnaires. Quel discernement, quel courage ! L'éclectisme du petit-bourgeois dans toute sa plendeur, quoi. Un point commun à tous ceux qui ne se situent pas sur le terrain du marxisme...

Ce qui distingue le PG et ses alliés, c'est un opportunisme forcené, une hypocrisie permanente, une forme de couardise la plus basse, l'art du double langage, un jour contre l'UE, un jour proposant un "pacte" à un partisan acharné de l'UE, D. Cohn-Bendit, et voilà le PG qui se dit laïc allié à un mouvement réclamant ouvertement la généralisation de cours de religion en France, autrement dit l'extension du Concordat à toute la France au lieu de son abolition. Bravo monsieur Mélenchon, bientôt le Front de gauche sera en odeur de sainteté au Vatican ! Vous pourrez chanter en coeur au Sénat ou dans une église, c'est du pareil au même : we are the champion... l'écho des démons vous répondra en coeur : de quoi diable, du cumul des mandats, de la pêche aux prébendes et aux voix, après tout, qui a donné le mauvais exemple à Jean-Yves Causer en formant ce Front de gauche de bric et de broc, hein monsieur Mélenchon !

(source : Rue89 17.02)

- De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion. (1909) - V. Lénine - Oeuvres

La Ve République, son général-président, son armée...

Bertrand Cousin, ancien député, a été impliqué en 1966 durant son service militaire comme lieutenant de l'infanterie de marine dans des expérimentations de gaz toxiques au Sahara.

Dans un livre récemment publié (un énarque dans la choucroute, édition le cherche midi, novembre 2009) il raconte cet épisode qui n'est pas sans rappeler l'actualité "des cobayes de l'atome".

LePost - L'actualité se focalise sur l'exposition volontaire de militaires français lors des essais nucléaires au Sahara, vous nous apprenez que des gaz toxiques étaient testés au Sahara, qu'en était-il ?

"Dans une base secrète B2 au milieu de nulle part des obus pleins de gaz sarin (le même que celui de la secte aoun dans le métro de Tokyo) étaient tirés du haut d'un échafaudage. Il s'agissait de choisir un explosif qui n'altérait pas la terrible nocivité du gaz sarin (on en meurt par tétanie)."

Qui participaient à ces expérimentations ?

"A tour de rôle, trois sections de quarante militaires imaginaient un balai grotesque en tenue de guerre chimique sous le soleil pour prélever des échantillons imprégnés par le gaz.

Ces échantillons étaient ensuite analysés au laboratoire du centre "Bouchet" (sur place), organisme militaire en charge de la guerre chimique."

Y avait-il un danger pour vos hommes et vous-même, ainsi que pour les tribus nomades alentour ?

Bien sûr. Le gaz est très efficace car il traverse par capillarité les habits, les chaussures et même le caoutchouc. Ainsi après chaque opération, nous avions le droit à une prise de sang pour vérifier s'il y avait eu une contamination. Quant aux nomades, nous partions alternativement en patrouille avec un interprète pour les dissuader d'aller faire paître leurs troupeaux dans des zones contaminées…

Quels pays étaient impliqués dans ces expérimentations ?

"Alors que la France du Général de Gaulle venait de quitter l'Otan, l'armée française continuait de collaborer étroitement avec des spécialistes américains de la guerre chimique installés avec nous." (LePost 17.02)

No comment !

Le capitalisme est entré dans une phase de crise permanente, confirmation.

Les responsables de la Fed jugent qu'il faudra "*un certain temps*", sans se prononcer davantage, avant un retour à la normale pour

l'économie et le marché de l'emploi américains.

Auparavant, ils avaient laissé entendre qu'il faudrait cinq à six ans avant un plein rétablissement des conditions économiques. Mais une minorité non-négligeable pensait toutefois qu'il faudra plus avant un retour à la normale. (AP 17.02)

Couac, couac à l'UMP, les nouveaux épisodes d'une crise devenue permanente à l'image de celle du capitalisme.

1- Le député UMP Patrick Balkany, proche du président Nicolas Sarkozy, a estimé mercredi que la ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, devait être "virée du gouvernement" après ses propos polémiques en faveur de la Guadeloupe.

"*Je pense qu'on devrait la sanctionner. Je pense qu'elle devrait être virée du gouvernement*", a déclaré le député des Hauts-de-Seine aux journalistes dans les couloirs de l'Assemblée nationale. (Libération.fr 17.02)

2- Le Premier ministre François Fillon a fermement défendu mercredi la ministre de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard. "*Cette petite polémique est dérisoire*", a lancé M. Fillon lors de la séance de questions au gouvernement à l'Assemblée,

"*Extraire d'un discours une phrase pour tenter de jeter le discrédit sur la politique du gouvernement outre-mer, c'est contraire à l'esprit que je me fait de la démocratie*", a déclaré M. Fillon. (AP 17.02)

3- Dans un sondage Ifop à paraître jeudi dans Paris Match, à la question « des deux personnalités laquelle préférez-vous ? », 57% des sondés répondent Dominique de Villepin, 38% le chef de l'Etat. (Lepost.fr 17.02)

MoDem. Les élections régionales : la goutte qui fait déborder le vase.

En moins de 3 ans d'existence, le parti fondé par François Bayrou n'est plus que l'ombre de lui-même. Hier, un adhérent pourtant exemplaire déchirait sa carte de membre et partout en France, les démissions s'accumulent.

Ceux qui avaient porté et supporté Bayrou depuis des mois quittent le navire, confrontés à une gestion calamiteuse de la préparation des régionales. Les présidences départementales explosent les unes après les autres (Hauts de Seine, Isère, Hérault, Charente Maritime, Oise, Val d'Oise, Pyrénées Atlantique, Bouches du Rhône,...), les adhérents boycottent la campagne et refusent d'y participer, les réunions publiques sont désespérément vides. (LePost.fr 17.02)

En guise de "*déchet*", Cohn-Bendit en connaît un rayon.

"*Ce qui est fascinant, c'est comment cette force politique qui a représenté quelque chose après la présidentielle, s'est dégonflée (...) Si les déchets nucléaires disparaissaient aussi rapidement que le MoDem arrive à se faire disparaître, le problème du nucléaire trouverait des solutions assez rapides*" (LePost.fr 17.02)

Espagne.

L'économie espagnole est restée en récession à la fin de l'année dernière.

Selon la deuxième et dernière estimation de l'évolution du PIB espagnol, celui-ci s'est contracté pour le septième trimestre consécutif en fin d'année dernière.

La contraction de 3,1% sur un an observée au quatrième trimestre en première estimation a également été confirmée, de même que le recul de 3,6% affiché pour l'ensemble de 2009, le plus important depuis plus d'un demi-siècle.

"*Il y a une forte chance que l'Espagne reste en récession ou que nous observions une croissance contenue sur les prochains trimestres*", indique Luigi Speranza de BNP Paribas. (Reuters 17.02)

Russie.

La Russie et l'Abkhazie ont signé un accord autorisant Moscou à construire une base militaire sur le sol de la province géorgienne sécessionniste.

Les ministres russe et abkhaze de la Défense ont paraphé le document. Des responsables abkhazes avaient annoncé auparavant qu'il permettrait d'accueillir sur la future base au moins 3.000 soldats de l'armée de terre russe déjà stationnés dans le territoire bordant la mer Noire.

"*Cet accord jette les bases du développement de l'Abkhazie en tant qu'Etat indépendant*", a déclaré le président russe Dmitri Medvedev, qui se tenait aux côtés du dirigeant abkhaze Sergueï Bagapch durant la cérémonie de signature au Kremlin. (Reuters 17.02)

Afrique. Des colons aux dictateurs.

1- Deux officiers accusés de crimes graves ont été nommés à des postes ministériels dans le gouvernement de transition en Guinée qui comptait déjà cinq militaires. (AP 17.02)

2- Des manifestants ont mis le feu à un autobus à Abidjan mercredi, dernier épisode en date des violences sporadiques qui se sont emparées de la Côte d'Ivoire depuis la dissolution du gouvernement, la semaine dernière, par le président Laurent Gbagbo. (AP 17.02) Gbagbo a repoussé les élections présidentielles et législatives depuis 2005 avec le soutien de l'ONU.

Le 19 février

Je n'ai pas le temps de causer, juste un mot pour dire que les déclarations et les articles de presse (avant-hier dans *Le Monde* notamment) se succèdent sur l'Iran pour expliquer que le régime serait devenu une dictature militaire, ce qui par conséquent et c'est moi qui l'ajoute, justifierait une intervention militaire de l'impérialisme américain, gardien de la démocratie à l'échelle mondiale comme chacun sait.

N'ayant pas eu de courant pendant toute la journée d'hier, j'en ai profité pour commencer à préparer une causerie sur le papier que je vous soumettrai demain. Je n'ai plus vraiment envie de me casser la tête à écrire des articles ou des éditos, je préfère le cadre plus souple d'une causerie, ce qui ne veut pas dire moins sérieux quant aux principes ou moins rigoureux sur la syntaxe. N'étant pas un intellectuel et ne l'ayant jamais revendiqué, c'est plus facile pour moi de participer à la discussion entre militants de cette manière-là.

Avec l'expérience, mes causeries sont pour ainsi dire du même niveau que mes articles antérieurs, entre médiocres et satisfaisantes, donc personne n'y perd au change. Et puis je n'ai pas le temps de me consacrer à des articles de fond, des camarades d'horizon divers le font très bien, même si je ne partage pas la totalité de leurs analyses, je continue de penser et je n'ai pas changer d'idée, que nous devrions être réunis dans le même parti révolutionnaire, donc ce n'est pas un problème pour moi, cela correspond à ma définition de la démocratie dans nos rangs ; du moment que l'on rame dans la même direction et que l'on poursuit le même objectif, on ne doit pas refuser le droit aux militants des diverses tendances révolutionnaires de s'exprimer.

Je rappelle au passage qu'il existait une dizaine de tendances dans le parti de Lénine et que cela ne l'a pas empêché de se construire et de prendre le pouvoir contrairement à tous les partis ou organisations que nous avons connus depuis 1945, avis à ceux qui ne supportent pas d'autres tendances que celles qu'ils ont créées artificiellement eux-mêmes pour empêcher que de véritables tendances voient le jour dans leur parti, et à ceux qui les tolèrent mais les étouffent.

Pour les masses, le socialisme et le communisme sont encore synonymes de dictature ou d'échec, d'incohérence ou d'impuissance, tandis que pour nombre de militants ignorants, le parti de Lénine, qui fut sans aucun doute le parti le plus démocratique du mouvement ouvrier au XXe siècle, continue d'apparaître à leurs yeux comme une monstruosité ayant engendré le stalinisme ou n'ayant pas pu l'éviter, alors que les causes de sa dégénérescence se trouve ailleurs. Aussi longtemps que nous n'aurons pas trouvé les moyens de mettre un terme à cette incompréhension, que nous n'aurons pas fait sauter cet obstacle, on ne s'en sortira pas, le prolétariat ne s'en sortira pas. Tout le reste est du baratin, vaut mieux le laisser aux bavards que de perdre son temps avec.

Plus le temps passe, plus le doute s'installe dans les esprits à la fois sur le capitalisme et sur le fait qu'il existerait une alternative au capitalisme, c'est une arme à double tranchant, les camarades qui au lieu de s'en tenir à l'essentiel passent leur temps à comptabiliser les désaccords qu'ils ont entre eux, feraient bien d'y réfléchir sérieusement, je ne leur donne pas ici une leçon, un simple conseil entre camarades, nous sommes bien embarqués dans la même galère il me semble, non ?

Pour finir, j'ai lu ce que différents camarades du NPA ont écrit à propos de la candidate "voilée" de leur parti.

Leurs analyses sont intéressantes mais leurs conclusions erronées, à mon avis ils sont passés à côté de l'essentiel qui était à la portée de tout un chacun : dans la situation actuelle, et c'est de là qu'il fallait partir, c'était du pain béni pour la réaction que de présenter une candidate portant un foulard ou un voile, dès lors, sauf à vouloir à tout prix fournir à la réaction un bâton pour se faire battre, on ne voyait pas quel intérêt le NPA pouvait en tirer, d'autant plus qu'y compris à l'intérieur de leur parti les travailleurs n'ont pas une idée très claire de ce qu'est la laïcité ou le combat pour le droit des femmes sur le terrain de la lutte de classe propre au prolétariat. (c'est un euphémisme !)

Il fallait en rester au fait que c'était une grave erreur politique de la direction du NPA au lieu de tomber dans le piège qui consistait à opposer les différentes conceptions de la laïcité ou du combat pour le droit des femmes présentes dans leur parti, discussion qui pouvait très bien avoir lieu ensuite dans les instances du NPA à défaut d'avoir eu lieu avant, ce qui aurait été préférable évidemment afin d'éviter d'en arriver à un affrontement public entre militants du même parti, et là encore, la faute incombe entièrement à la direction du NPA qui est en dessous de tout, c'était prévisible. Le NPA n'est pas un parti plus sérieux que la LCR, il le démontre encore une fois, voilà tout. Il donne l'image d'un parti

bordélique, ce qu'il est effectivement dans la réalité, sans véritable direction politique, pas de quoi rameuter les foules !

Personnellement, je n'ai lu qu'hier l'article de Lénine de 1909 sur le parti et la religion après avoir reçu le bulletin de la tendance Claire du NPA, et j'ai eu le bonheur de constater que nous étions sur la même longueur d'onde sur cette question, avec Lénine j'entends. Je n'ai pas besoin de demander la permission à Lénine avant d'exprimer ma position sur un sujet particulier, et si je me plante, je corrige comme je l'ai fait hier à propos du financement de la Sécu. Mieux, je n'ai pas besoin de citer Lénine pour défendre mes positions, si je ne suis pas capable de développer mes propres arguments et de convaincre mes lecteurs, c'est qu'il y a une faille dans ma démonstration, je dois tout simplement revoir ma copie. Je rejette la méthode qui consiste à faire parler les morts dont les analyses auraient valeur de lois éternelles ou dont l'autorité supérieure devrait s'imposer, je préfère rechercher quelle erreur j'ai pu commettre et par mes propres moyens quel facteur j'ai pu sous ou surestimé.

Or, dans la question qui nous occupe ici, il valait mieux battre en retraite en ordre compte tenu du climat actuel nauséabond envers les travailleurs d'origine d'Afrique du Nord (notamment) largement alimenté par le gouvernement, plutôt que de passer outre au nom d'un principe (de généreuses ou bonnes intentions !) et de prendre le risque d'être incompris, y compris par les travailleurs auxquels on s'adresse, confondant allègrement l'esprit et la lettre d'un enseignement du marxisme, en faisant abstraction de la situation dans laquelle il pouvait ou non s'appliquer.

Un tel aveuglement, qui est bien plus qu'une simple maladresse, traduit assez bien l'état d'esprit des dirigeants du NPA oscillant entre opportunisme et gauchisme. Au fait, un pas en arrière, deux pas en avant, cela ne vous dit rien ? Ou encore reculer pour mieux sauter ? Elémentaire, non ? C'est le propre du petit-bourgeois de faire ce qu'il veut quand il veut, de vouloir soumettre la réalité à ses désirs. Dans cette histoire, sérieusement, le NPA n'a-t-il pas agi de la sorte ?

Le boycott des élections régionales, ça roule... en taxi s'il vous plaît !

Des députés UMP, soutenus par le PS, ont adopté mercredi en commission un amendement abolissant le monopole des taxis parisiens dans les aéroports franciliens, au grand dam du gouvernement qui, soucieux de ne pas déclencher l'ire de la profession avant les régionales, veut revenir sur cette décision.

L'amendement en ce sens, cosigné par les élus UMP franciliens Yanick Paternotte, Yves Albarello et Didier Gonzales, a été adopté par la commission du Développement durable à plusieurs voix de majorité, grâce à l'appui des élus socialistes, lors de l'examen du projet de loi Grenelle 2. Il a été voté dans un climat très tendu, selon les participants à la réunion, et contre l'avis du rapporteur UMP du texte, Serge Grouard, et du secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, présent en commission.

L'amendement stipule qu'en "*vue de faciliter la desserte des aéroports internationaux de la région Ile-de-France par des modes de transports alternatifs*" à la voiture personnelle, "*le monopole des taxis parisiens institué dans leur ressort territorial (...) est aboli*". La mesure vise en fait l'aéroport de Roissy, le monopole des taxis parisiens ayant déjà été supprimé pour celui d'Orly.

Ses auteurs ont fait valoir que le monopole actuel était discriminatoire vis-à-vis des artisans taxis du Val d'Oise ou de Seine-et-Marne par exemple. Christophe Caresche (PS) a approuvé "*une bonne mesure*", qui permettra notamment d'augmenter le nombre de taxis parisiens présents intra-muros.

Les taxis parisiens n'ont pas tardé à réagir en annonçant une opération escargot jeudi 25 février au départ des aéroports de Roissy et Orly pour protester contre l'amendement. (lepoint.fr 18.02)

Les caisses sont "*vides*", pas celles des banquiers évidemment, remplissons-les !

Voici les principales mesures annoncées jeudi lors d'un comité interministériel de la sécurité routière (CISR).

1- 800 nouveaux radars vont faire leur apparition sur le bord des routes "d'ici 2012".

2- De plus, le dispositif actuel pourra être complété par la mise en oeuvre périodique de radars mobiles. Une centaine de radars "vitesse moyenne" seront par ailleurs installés à partir de 2011 pour "*contrôler le respect du temps mis pour effectuer certains parcours particulièrement sensibles*", comme le franchissement d'un tunnel, les abords d'un chantier ou un virage dangereux. (ils vont aller jusqu'à évaluer la vitesse moyenne dans un virage, ils sont décidément plus que tordus, dommage que le ridicule ne tue pas ! - Ldc)

3- Création dans le Code de la route d'une infraction spécifique punie d'une contravention de 135 euros pour sanctionner les utilisateurs de cyclomoteurs au moteur débridé, dont la vitesse peut atteindre 80km/h alors qu'elle est normalement limitée à 45km/h. Avec cette mesure répressive, destinée à "*protéger les jeunes adolescents*", selon M. Fillon, le gouvernement souhaite marquer les esprits... (pas besoin, les jeunes haïssent déjà le gouvernement ! - Ldc)

4- Un contrôle technique obligatoire tous les deux ans est également instauré pour les cyclomoteurs afin de sensibiliser leurs utilisateurs, en majorité des mineurs, au "*respect des règles et du bon entretien de son engin*". (AP 18.02)

Après la méthode Coué, les mensonges grossiers, l'hypocrisie ouverte en guise de gouvernance ! Haro sur les jeunes, haro sur tout ce qui bouge et n'appartient pas à la classe des nantis !

Le fusible de Copenhague.

Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-Cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), démissionnera en juillet pour travailler dans le privé. (Reuters 18.02)

Le 20 février

La manière dont le combat a été mené contre la fermeture de l'usine Philips de Dreux démontre d'une part, que le combat contre les licenciements ne peut se solder que par un échec, c'est la première leçon que l'on peut tirer, d'autre part, que la tactique (front unique en direction des dirigeants et des élus) qui a été mise en oeuvre s'est avérée impuissante à empêcher la fermeture de cette usine, c'est la deuxième leçon.

Il y aurait aussi beaucoup à dire sur la manière dont ce combat a été relaté. Selon ce que m'ont rapporté des camarades qui se sont rendus sur place et qui ont discuté avec des ouvriers et des délégués de Philips, il semblerait qu'on ne vous ait pas dit toute la vérité ou plutôt qu'une contrevérité ait servi à couvrir les agissements de certains délégués syndicaux, je pense notamment à l'accord passé lors du précédent "plan social" (en 2009) qui avait fait l'object d'un accord entre la direction et le syndicat FO et qui s'était soldé par des licenciements, dont trois délégués de la CGT, dont le licenciement fut reconnu illégal par la suite par le tribunal administratif. Pour bien faire, il faudrait vérifier si FO a bien signé cet accord avec la direction en 2009, auquel cas nous serions en présence d'une manipulation et je pourrais vous en dire plus par la suite.

Pour revenir à la manière dont ce combat a été mené et qui aboutit à un échec, ce n'est pas cet échec qui pose en soi un problème, c'est plutôt que les ouvriers de Philips qui se sont battus pour conserver leur emploi n'en tireront aucune leçon pour l'avenir, car à aucun moment les partis ouvriers ou les syndicats n'ont voulu situer ce combat dans une perspective révolutionnaire et n'ont avancé l'idée de la nécessité d'exproprier les actionnaires de Philips, qu'il fallait impérativement rompre avec le capitalisme pour entrevoir une issue positive à la situation...

Souvenez-vous du n°81 d'*Informations ouvrières* qui titrait en page 4 "*Les travailleurs de l'usine Philips, à Dreux, contraignent le préfet à intervenir contre la fermeture du site*", une grande victoire pour le POI, pour qui ? pour le gouvernement dont le préfet est le représentant, le voilà dans la posture du défenseur des intérêts des travailleurs contre les horribles capitalistes sans scrupules, merveilleux non, et le POI de se faire l'écho, le complice des illusions de travailleurs de cette usine, jugez plutôt : "*Résultat : « Un véritable tournant. Cela redistribue toutes les cartes. » Après des semaines de combat, c'est le sentiment partagé par les salariés de Philips.*", c'était criminel de leur avoir laissé entrevoir une autre issue que la fermeture, vous pensez que j'exagère, cet article se terminait par cette phrase sans appel : "*Aujourd'hui, on peut dire que tout est possible si l'unité est maintenue.*", vous avez bien lu "*TOUT EST POSSIBLE*", y compris le maintien des 212 emplois.

Vous avez là sous les yeux la preuve que la campagne du POI pour l'interdiction des licenciements est une très mauvaise farce, qui conduit uniquement dans une impasse et consiste à entretenir l'illusion qu'il serait possible d'interdire les licenciements sans au préalable avoir réglé la question du pouvoir politique et de l'Etat. Entretenir cette illusion et poser la question du pouvoir politique est incompatible.

Dans le premier cas on soutient le régime en prétendant le combattre, dans le second on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs, on leur dit la vérité en face, même si elle est dure à avaler, en subordonnant le combat contre les licenciements dans la perspective politique du renversement du régime, y compris lorsque les conditions ne sont pas remplies pour accomplir cette tâche, on se donne ainsi les moyens de faire un pas en avant vers la réalisation de ces conditions en construisant le parti dans cette perspective. Maintenant que le POI ait décidé de jouer la partition des illusions, c'est son problème.

Pour ma part, j'ai compris depuis déjà un bon moment que la formule selon laquelle il fallait se situer sur le terrain des illusions des travailleurs pour les combattre, se traduisait généralement dans la réalité par l'adoption de ses illusions par ceux qui étaient censés les combattre, on en a ici un exemple frappant. Il ne peut en être qu'ainsi, quand face à ces illusions, pour des raisons diverses, on ne défend pas (ou plus) nos propres idées. Le fil qui relie ces illusions et nos propres idées a la même origine, mais il n'aboutit pas aux mêmes conclusions, dès lors qu'on s'interdit de faire part aux travailleurs des conclusions auxquelles nous sommes parvenus, on voit difficilement comment ils pourraient parvenir à d'autres conclusions que les leurs. Ils y parviendront par eux-mêmes nous dira-t-on, certes, mais notre devoir n'est-il pas de leur facilité la tâche, de les éclairer, de déterminer parmi eux ceux qui sont les plus avancés et qu'il serait possible de gagner au socialisme, de recruter ?

Il y a quand même une question que l'on peut se poser : dans la mesure où l'on sait pertinement que ce combat est perdu d'avance, pourquoi ne pas avancer une issue politique devant les travailleurs, on n'a rien à perdre en leur proposant, mais tout à gagner, alors pourquoi ? Parce qu'il serait préférable ou plus facile d'en recruter sur la base d'illusions plutôt que sur la base d'une perspective révolutionnaire ?

Tout dépend quel type de parti on construit et finalement quel objectif on s'est fixé ; ce n'est certainement pas un parti composé dans son immense majorité d'adhérents bourrés d'illusions dans le capitalisme qui aidera le prolétariat à prendre un jour le pouvoir, c'est une certitude.

Ils ont remis cela dans le IO n°85, cette fois en direction du tribunal de grande instance de Chartres qui certes vient de statuer (jeudi) et d'exiger le redémarrage de l'usine, mais cette fois le POI n'aura pas l'occasion de crier victoire, le tribunal de Chartres a bien ordonné la suspension du plan social pour vice de procédure, mais il ne conteste pas ou ne remet pas encause la fermeture programmée de cette usine au nom du respect de la propriété privée des moyens de production, ce qu'a d'ailleurs confirmé le président de Philips France, Joël Karecki, qui a dit vendredi qu'il n'y aurait plus d'emplois Philips à Dreux prochainement. (Reuters 19.02)

Le POI osera-t-il en rajouter une couche, peut-être cette fois en direction du gouvernement qu'il appellerait au secours de sa politique opportuniste ? Osera-t-il reprendre l'idée qu'il faut passer outre la légalité républicaine à laquelle il tient tellement et qu'il faut occuper cette usine, exproprier ses propriétaires et appeler l'ensemble de la classe ouvrière à les imiter... ? (A suivre)

Bon week-end à tous.

Conjoncture dans l'industrie : une perspective toujours aussi mauvaise.

La conjoncture a marqué le pas en février dans l'industrie manufacturière française, selon l'enquête de conjoncture publiée vendredi par l'Insee.

Les résultats de cette enquête sont corroborés par l'indice PMI manufacturier publié par l'institut privé Markit, qui dénote aussi un ralentissement de la croissance dans l'industrie.

L'enquête de Markit montre que la production manufacturière a enregistré en février sa plus faible expansion depuis six mois et l'indice PMI du secteur, dans sa version provisoire, a atteint un plus bas depuis trois mois.

"*Les données PMI signalent un nouveau ralentissement de la croissance française au milieu du premier trimestre, contrepartie probable des performances particulièrement élevées enregistrées au quatrième trimestre, associée aux intempéries du début d'année*", explique Jack Kennedy, économiste chez Markit.

Un moindre déstockage de la part des entreprises et une consommation des ménages toujours robuste ont permis à l'économie française de dégager une croissance de 0,6% au quatrième trimestre, mais la production manufacturière n'a progressé que de 0,1% sur cette période, après un rebond de plus de 3% au troisième trimestre, et les enquêtes publiées vendredi rendent prudents pour la suite.

La composante qui mesure l'opinion sur les carnets de commandes globaux est restée stable, celle sur les carnets de commandes à l'international s'est détériorée, ce que ne confirme pas l'enquête PMI qui fait état, au contraire, d'une amélioration des commandes à l'export, grâce au renforcement du dollar face à l'euro.

Dans l'automobile, les perspectives de production restent favorables, la prime à la casse ayant des effets à retardement, mais les carnets de commandes se sont fortement dégarnis.

Pour l'ensemble de l'industrie, la composante sur les stocks est restée inchangée à zéro, à comparer à une moyenne de 14 depuis le début de l'enquête en 1976.

"*Un des premiers moteurs du rebond que l'on attendait, le restockage, ne s'est toujours pas matérialisé*", observe Alexander Law, chez Xerfi.

"*Les entreprises jugent qu'il n'y a pas lieu d'accumuler des stocks qui pèseraient sur leur trésorerie, tout simplement parce que la demande est franchement mauvaise. Dans ces conditions, il n'y a pas grand-chose à attendre de bon du côté de la production industrielle au cours des prochaines semaines*". (Reuters 19.02)

France Télécom, une société qui résout à sa façon le problème des retraites.

Un dessinateur-projeteur de 53 ans de France Télécom qui était en congé maladie s'est suicidé le week-end dernier à son domicile, ce qui porte à 6 le nombre de suicides dans l'entreprise depuis le début de l'année, a-t-on appris auprès de la société. (Reuters 19.02)

Cher le sucre.

Le marché du sucre se porte encore moins bien que prévu. Le fossé entre l'offre et la demande devrait s'élever à 9,42 millions de tonnes sur la saison 2009/2010, selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale du sucre (OIS).

Deux mauvaises récoltes consécutives en Inde et au Brésil ont provoqué les déséquilibres sur le marché du sucre. «*Cette saison, la météo a amputé près de 10 millions de tonnes la production de ces deux géants*», selon Emmanuel Jayet, responsable recherche produits agricoles chez Société Générale. Du coup, les Indiens, qui étaient exportateurs de sucre il y a encore deux ans, doivent trouver «*en urgence*» entre 3 et 5 millions de tonnes, a averti ce vendredi dans un rapport les conseillers économiques du gouvernement.

Pour ne rien arranger, les agriculteurs ont favorisé la production de céréales, les prix de ces derniers étant largement plus intéressants que ceux du sucre. Enfin, le retrait forcé des exportations européennes, suite à la réforme du marché européen du sucre, est revenu à retirer près de 5 millions de tonnes du marché ces deux dernières années. (lefigaro.fr 19.02)

Chacun sait que la spéculation sur cette denrée indispensable joue un rôle dans le prix du sucre, mais paradoxalement en le maintenant à un niveau élevé, cela pourrait convaincre les agriculteurs de replanter de la canne. Cependant, si la culture de la canne à sucre ou du riz peut se pratiquer en alternance sur la même terre (argileuse), la récolte de riz intervient au bout de deux mois et demi à trois mois, alors que celle de la canne intervient au bout de 11 à 12 mois. Magueswary me disait que les usines de transformation de la canne livrent gratuitement les plants et les engrais aux agriculteurs, reste à savoir si le prix qu'on leur achète leur récolte est intéressant et tient compte de la hausse réelle des prix qui se sont envolés en Inde ces derniers mois, y compris celui du sucre !

Il y a un facteur autre que le climant qui échappe aux économistes pour comprendre l'évolution de la production du sucre en Inde : celui de la démographie. S'il est possible de cultiver du riz sur de petites parcelles, ce n'est pas le cas de la canne qui au minimum se cultive sur un hectare ou deux acres et demi de terrain, ici on calcule en acre. L'agriculteur qui ne disposait que de quelques acres de terre et qui les partage quand il devient vieux entre ses quatre, cinq, six enfants ou plus, concoure à faire disparaître la culture de la canne car les parcelles qui reviendront à chacun de ses enfants seront trop petites pour continuer cette culture, soit ils cultiveront du riz à la place car ils ne peuvent pas attendre un an pour percevoir un revenu, soit ils vendront leur terre qui ne servira pas forcément à la culture de la canne, elle pourra servir par exemple à la fabrication de briques beaucoup plus rentable, les prix ont été multipliés par trois en 10 ans.

J'allais oublier la question vitale de l'eau, de l'irrigation des terres. Sur un terrain de plusieurs hectares il n'existe qu'un moteur, cela va donc être la guerre pour savoir lequel des enfants va récupérer la parcelle équipée du moteur, qui va payer l'électricité, comment évaluer la consommation de chacun, c'est facile en théorie mais horriblement compliqué dans la tête d'un Indien à peine alphabétisé et pour qui le fonctionnement d'un compteur électrique est un mystère, il pourrait lui jouer un mauvais tour qui sait ! Quant au prix du forage d'un nouveau puit et d'un moteur, il est l'équivalent dans le meilleur des cas d'un acre ou un acre et demi de terre, alors imaginez, pour l'Indien qui hérite seulement de deux ou trois acres de terre c'est hors de sa bourse, il pourrait peut-être obtenir un petit crédit à un taux usuraire et s'endetter ainsi sur de nombreuses années ou à vie... En général ils parviennent à s'entendre entre eux, mais à quel prix, cela implique des rapports de soumission, etc.

Les enfants de l'agriculteur ne peuvent pas se revendre entre eux leurs terres parce que c'est leur seul bien, ils n'ont pas une roupies en poche le plus souvent, quant à continuer la canne en s'associant entre frères et soeurs, c'est impensable, ils sont trop rongés par la jalousie en général, et puis chacun profite de la dispersion du bien familial pour prendre son indépendance par rapport au reste de la famille, tout en y restant lié évidemment - sans relation en Inde tu n'es rien, tu ne peux carrément pas t'en sortir, il est très fréquent qu'un ou plusieurs enfants profitent de cette situation, que dis-je, de cette aubaine pour vendre sa terre et aller s'installer en ville où il loue une échoppe, c'est moins fatiguant d'être boutiquier que paysan c'est bien connu, donc l'attachement à la terre est un mythe ou cela appartient au passé, chacun veut gagner sa vie sans trop se casser la tête, et vaut mieux avoir le statut (social) de commerçant ou de patron d'une petite industrie que celui de paysan, de "bouseux", même si leur nouvelle activité leur rapporte moins que celle de paysan, il faut le préciser pour bien comprendre comment cela fonctionne dans leurs têtes.

C'est un sujet que je connais par coeur, Magueswary (mon épouse) est issue d'une famille de paysans, une famille très très nombreuses que j'ai eu l'occasion de visiter très souvent lors des 20 dernières années et dont je connais bien l'histoire en détail ; plusieurs de ses oncles ou leurs enfants cultivent encore la canne, certains y ont renoncé et ont suivi le parcours que j'ai décrit plus haut. Et dire que j'étais parti en Inde pour devenir agriculteur !

Le 21 février

Je n'ai pas trop le temps de causer, quelques réflexions très rapidement.

La composition du prolétariat a beaucoup changé au cours des trois dernières décennies. Elle avait déjà évolué entre l'après-guerre et la fin des années 70 au détriment des ouvriers d'industrie et des mines qui aujourd'hui ont presque totalement disparues pour ces dernières (Nouvelle Calédonie). Aujourd'hui la majorité du prolétariat ne produit plus rien ou n'est plus directement en contact avec le processus de production, de transformation de la matière pour fabriquer des marchandises. Cela a une incidence importante sur l'état d'esprit du prolétariat et le regard qu'il porte sur le capitalisme et les rapports sociaux qui doivent lui paraître entre plus abstraits qu'autrefois.

Cette dialectique lui échappe dorénavant, et d'une certaine manière à la façon d'un intellectuel, il doit conceptualiser le processus par lequel il est exploité, il lui est difficile de saisir les tenants et les aboutissants de son travail, il intervient le plus souvent en milieu de chaîne. Avec l'amplification de la division du travail à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies -principalement en direction de l'Asie et la

délocalisation croissante de la production industrielle vers ce continent notamment, très souvent il n'est plus qu'un maillon intermédiaire dans le procès de production. Le développement du secteur des services ne le met plus en contact direct avec la production, il n'en est qu'un appendice (en amont ou en aval), la continuité, s'il n'appartient pas au secteur de la conception, il est plus proche de la fin du cycle du capital qui aboutit à la commercialisation des marchandises produites.

Cet inconvénient ou handicap vient s'ajouter à sa tendance à se laisser tenter par les sirènes de la société de consommation qui devient un objectif en soi, on ne travaille pas dans la perspective d'améliorer son sort et celui de la société par la même occasion, mais uniquement pour consommer ou pour acquérir des biens matériels. Du coup il ne mesure plus le progrès en terme de qualité de vie (santé, éducation, etc.) mais en terme de besoins matériels satisfaits ou non qu'il doit sans cesse renouveler ou accumuler, à la façon d'un capitaliste qu'il singe, il perd le sens des besoins prioritaires que son travail devrait permettre de satisfaire, il les met tous dans le même sac, du coup la marchandisation de ses besoins élémentaires lui apparaît comme inévitable ou pour ainsi dire normal, il n'a pas idée des méfaits des privatisations sur sa vie quotidienne, il pense qu'il les règlera comme il règle d'autres besoins ou situations. On en arrive à une situation où tous les besoins se valent, la nécessité de se nourrir quotidiennement rivalise avec la nécessité de porter des chaussures Nike à 100 euros, on économisera même sur la nourriture pour se payer cette paire de chaussures.

Si la crise à tendance à remettre les pendules à l'heure dans ce domaine et entraîner des sacrifices ou des frustrations supplémentaires, elle ne change rien au fait que le prolétaire qui travaille dans le secteur des services ne comprend pas davantage comment fonctionne en fait le capitalisme.

Cette réflexion que je me suis faite hier à la lecture d'un article de presse sur la désindustrialisation de la France, m'a rappelé les propos de Trotsky qui expliquait qu'il allait être beaucoup plus difficile pour le prolétariat dans le futur d'envisager le combat pour la prise du pouvoir, pour diverses raisons que je n'ai pas le temps de développer ici, que confirme le développement du capitalisme mondial au cours des années 80 à 2010 et des transformations intervenues dans la composition du prolétariat dans les pays les plus industrialisés que j'ai évoquées rapidement, on comprend pourquoi il faut éléver le niveau de conscience du prolétariat à un niveau beaucoup plus élevé qu'à l'époque de la révolution russe par exemple.

C'est à nous de trouver les moyens d'expliquer le plus simplement possible aux travailleurs comment fonctionne de nos jours le capitalisme en France (notamment), on pourrait peut-être partir du fait que l'ensemble de l'économie et des entreprises dépend des banquiers et des institutions financières qu'il faut exproprier, de la Bourse qu'il faut commencer par fermer, que ce sont eux à partir de critères purement financier dicter par leur soif insatiable de profits, qui décident de la survie, du déclin ou de la disparition des entreprises, de pans entiers de l'industrie, de l'agriculture, etc., donc qui jettent à la rue des millions de travailleurs et empêchent les jeunes de trouver un emploi correctement rémunéré, qui imposent les privatisations des services publics, qui sont directement responsables de la précarité et de la pauvreté avec toutes les conséquences négatives que cela peut engendrer, délinquance, violence, insécurité, etc.

On ne va pas se lancer dans un grand discours sur le capitalisme mondial en partant de l'ouvrier chinois surexploité qui travaille pour le compte d'une société exportatrice à capitaux chinois et américain par exemple, pour remonter jusqu'au consommateur situé à l'autre bout de la terre ou du simple exécutant que nous sommes dans une entreprise de services destinées à l'exportation, pour établir ensuite le lien entre les deux ou pourquoi pas, calculer le taux de profit moyen du capital qui ne dépend pas uniquement d'une entreprise ou d'un secteur particulier, mais de l'ensemble du capital de la production mondiale, votre interlocuteur n'y comprendra rien et vous risquerez de vous perdre vous-même dans votre démonstration. Le nerf de la guerre c'est l'argent, nous sommes dans une situation de guerre de classes, c'est donc du côté de ceux qui détiennent l'argent et donc le pouvoir qu'il faut se tourner, qu'il faut combattre.

Quel que soit l'emploi que l'on occupe, on demeure un maillon du procés de production ou tout du moins on permet à celui-ci de se réaliser, d'aller à son terme, par exemple la caissière d'un supermarché ou le vendeur dans un magasin remplissent cette fonction. Que tout dépende des banques, c'est une chose, quant à votre patron si vous travaillez dans une entreprise de services, il est un des relais du capitaliste qui se trouve en amont, il doit sa rémunération élevée au fait qu'il remplit une fonction intermédiaire entre le capitaliste et le client final, il accepte les conditions du capitaliste, on dit généralement du marché, il est donc un des rouages du capitalisme qu'il faut exproprier également, particulièrement quand il s'agit de moyennes ou grandes entreprises. Il se peut que vous travailliez dans une entreprise de services totalement indépendant du circuit de la production proprement dit, dans ce cas-là, cette entreprise doit remplir une fonction sans laquelle le capitalisme (productif) ne pourrait pas survivre ou exister. Dans tous les cas de figure et quel que soit l'emploi qu'on occupe, on est un des maillons de la division du travail à l'échelle du pays, d'un continent ou du monde, aucun secteur n'échappe aux lois du capitalisme, c'est ce que je voulait dire.

Effectivement, on ne peut pas se contenter d'expliquer qu'on n'a qu'à partir de nos droits ou besoins, il faut aussi être capable d'expliquer pourquoi leur satisfaction est incompatible avec l'existence du capitalisme, en quoi l'existence du capitalisme s'y oppose, c'est à ce niveau que doit se dérouler la discussion avec les travailleurs et jeunes pour les gagner au socialisme. On peut encore moins se contenter de slogans ou de débiter notre programme. (A suivre)

Ne dites surtout pas qu'il est minoritaire et illégitime, cela vous brûlerait la langue !

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy baisse de deux points en février, à 36% de satisfaits, dans le baromètre mensuel de l'Ifop pour le Journal du Dimanche. (Reuters 20.02)

Nous ne sommes pas fan des sondages, mais ils concordent tous pour dire que Sarkozy est le président de la Ve République le plus impopulaire depuis 1958, disons-le franchement, le plus détesté parmi les travailleurs. On peut se demander à quel jeu jouent les instituts de sondages qui appartiennent tous à des patrons proches du pouvoir à publier les résultats de sondages aussi défavorables à leur camp. Cela ne peut qu'alimenter la haine que les travailleurs vouent au pouvoir en place en la personne de La Talonnette. Des travailleurs qui hésitaient à s'en prendre à Sarkozy vont se dire que si 64% le désignent comme le responsable de la situation sociale détestable, il n'y a plus raison de douter et de ne pas les rejoindre, cela peut les aider indirectement à prendre conscience de leur force...

Deux explications complèmentaires.

1- Veulent-ils démontrer par là que la classe dominante respecteraient les principes élémentaires de la démocratie, tout du moins en apparence, car en réalité, elle les bafoue quotidiennement, une façon peut-être de ne pas s'isoler de la majorité de la population qui en rejetant Sarkozy, rejette l'un des piliers des institutions bonapartistes de la Ve République, un peu comme s'ils disaient : je vous ai compris, sauvant l'essentiel au passage, car les présidents passent mais la Constitution et les institutions antidémocratiques de la Ve République demeurent... les garantes de la survie du capitalisme.

2- Et puis, il ne faudrait pas que la population se détourne davantage des sondages déjà largement discrédités, car ils sont très utiles en période électorale pour manipuler les électeursz et faire élire le ou les candidats à la botte du régime.

En conclusion, puisque la majorité de la population en veut à Sarkozy, publions des sondages qui va dans ce sens, ainsi la population se dira : les sondages sont corrects, ils reflètent bien la réalité, on peut leur faire confiance, pas totalement bien sûr mais quand même, il faut reconnaître qu'ils ne se trompent pas toujours, la preuve, soyons impartials, etc., bref, ce geste n'a rien d'anodin ou de gratuit, finalement l'opération aura permis aux instituts de sondages de redorer leurs images ternies depuis 2002, ils pourront ressortir l'artillerie lourde à la veille d'élections plus importantes pour influencer le maximum d'électeurs et essayer de faire gagner leur candidat.

Grèce.

Les pays de la zone euro fourniront une aide de 20 à 25 milliards d'euros à la Grèce, a calculé le ministère allemand des Finances, selon l'hebdomadaire Der Spiegel.

Selon Der Spiegel, tous les pays de la zone euro apporteraient leur contribution et la part de l'Allemagne s'élèverait à quatre ou cinq milliards d'euros et serait gérée par la banque publique KfW.

Des parlementaires reconnaissent toutefois en coulisses que l'Allemagne a préparé des mesures au cas où un sauvetage deviendrait inévitable.

Der Spiegel fait également état d'un rapport interne de l'autorité allemande des marchés financiers, la BaFin, concluant que les banques allemandes seraient sérieusement menacées si la Grèce ou d'autres pays comme l'Espagne, le Portugal et l'Italie devenaient insolvables. (Reuters 20.02)

Pays-Bas.

La question afghane fait tomber le gouvernement néerlandais. Le Premier ministre Jan Peter Balkenende a annoncé samedi matin à Amsterdam l'éclatement de la coalition au pouvoir depuis 2006, faute de position commune sur la mission du pays en Afghanistan.

L'Alliance chrétienne démocrate de M. Balkenende et le Parti travailliste, les deux principaux partenaires de la coalition, ne sont pas parvenus à s'entendre sur la date de retrait des troupes, malgré 16 heures de négociations.

Quelque 1.600 soldats néerlandais sont déployés depuis 2006 dans la province afghane d'Uruzgan (sud). (AP 20.02)

Tunisie.

Le militant tunisien des droits de l'Homme Khémaïs Chammari a entamé samedi une grève de la faim à son domicile pour protester contre le "*harcèlement*" et "*l'abus de pouvoir*" dont il affirme être victime.

Dans un communiqué, M. Chammari (67 ans), co-fondateur de la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme (FEMDH), s'insurge contre la "*décision arbitraire*" des autorités interdisant l'accès de son domicile à toute personne à l'exception des membres de sa famille.

Il considère cette décision comme une "*atteinte intolérable à une de (ses) libertés fondamentales et à (sa) vie familiale et privée*".

"*Mon domicile continue de faire l'objet d'une surveillance policière ostensible*", a-t-il déclaré au téléphone à l'Associated Press en déplorant le

refoulement du président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, Me Mokhtar Trifi,venu lui rendre visite au premier jour de sa grève de la faim.

"*Jusque là, notre problème était de revendiquer le SMIG démocratique, aujourd'hui nous sommes dans l'infra-SMIG*", a-t-il opiné en demandant que cesse au plus tôt "*cette injustice*". (AP 20.02)

Etats-Unis. Autant en emporte la crise ou vive la crise !

1- Les autorités américaines ont fermé quatre banques ce week-end, de Californie en Floride, portant à 20 le nombre des établissements bancaires en faillite depuis le début de l'année. Il y en avait eu 140 l'an dernier, un record. (AP 20.02)

2- Goldman Sachs, la banque d'affaires et de fonds spéculatifs américains a su placer ses «anciens élèves» dont elle a fait des millionnaires à tous les postes clés de l'économie mondiale : Trésor américain, administration Obama, Banque centrales européennes, Banque mondiale. Des institutions censées réguler les banques…

A la fois pieuvre et vampire, Goldman a renoué brillamment avec les profits et les bonus ces derniers mois. Après avoir empoché les milliards de dollars des contribuables américains qui l'ont sauvée de la crise produite par ses placements spéculatifs. Comme le dit Robert Reich, ancien ministre de Clinton : «*La résurrection de Goldman devrait donner des frissons, parce que son business model n'a pas changé d'un pouce depuis l'implosion de Wall Street ; elle continue à alimenter des paris géants avec de l'argent emprunté.*» (Libération.fr 20.02)

Le 22 février

L'indépendance des syndicats par rapport au parti combattant pour le socialisme est l'expression de la capitulation devant le capital, une théorie réactionnaire.

Dans un communiqué de presse de la coordination des syndicats CGT du groupe Total du 20 février, on peut lire parmi ses exigences, que la CGT demande :

1- "*des dispositions pour permettre le maintien du contrat de travail Total en cas de cession*", ce qui revient à capituler, car envisager la "*cession*" signifie accepter par avance la fermeture de cette raffinerie, même lorsque cette issue est la plus probable, un syndicat n'a pas le droit de l'évoquer aussi longtemps qu'une possibilité existe d'empêcher la fermeture d'une usine ou que tout n'a pas été tenté pour l'empêcher et que les travailleurs n'ont pas tiré toutes les leçons de leur combat à cette étape, ce point est extrêmement important du point de vue du mûrissement de leur conscience de classe, de leur donner les moyens de situer leur combat dans la perspective de l'abolition du capitalisme, afin qu'ils fassent le lien entre leur combat et cet objectif pour qu'ils comprennent ce qu'il leur a manqué pour vaincre , qu'ils considèrent leur lutte comme une étape vers cet objectif et que le combat continue.

Autant dire que pour adhérer à la conception pratique du syndicalisme que je viens d'exposer, il faut avoir développé une conscience de classe politique et situer son combat dans la perspective du socialisme puisque l'abolition du capitalisme sera forcément précédée par le renversement du pouvoir politique en place et la prise du pouvoir par les travailleurs. Si la plupart du temps le combat contre la classe des capitalistes commence par le combat sur le terrain économique, s'il ne se situe pas dans une perspective politique, si son contenu politique est systématiquement nié, il sera vécu comme une abstraction, une exception avant de reprendre le chemin de la routine de l'exploitation quotidienne, de ce fait les travailleurs n'en tireront aucune leçon politique à même de les aider à avancer sur la voie de leur émancipation du capital qui passe par le socialisme... C'est en concevant chaque combat comme un moment du combat pour le socialisme qu'il acquière et conserve son caractère spécifique de classe, autrement dit qu'on se situe sur le terrain de l'indépendance de classe du syndicat et du prolétariat par rapport à l'Etat et au capitalisme.

On s'aperçoit ici que la réelle indépendance du syndicat par rapport au capital et à l'Etat ne peut exister que lorsque notre combat est relié au combat pour le socialisme, et que dans le cas contraire, on en arrive forcément à la position adoptée par le CGT de Total qui consiste à dire qu'il est inutile de se battre pour empêcher la fermeture de ce site et qu'il n'y a plus qu'à négocier les conditions de départ, ce qui est démobilisateur, au-delà, une trahison. La suite le confirme.

2- "*la tenue d'une table ronde nationale sur l'avenir du raffinage et l'indépendance énergétique du pays (industrie pétrolière, gouvernement, organisation syndicale)*", l'équivalent des Etats généraux de l'industrie dont l'objectif était d'associer les syndicats à la politique antisociale du gouvernement et du patronat pour la faire accepter par les travailleurs et leur interdire une autre issue, bref, pour les enchaîner plus sûrement au capitalisme.

On a compris que les bureaucrates syndicaux de la CGT ne peuvent pas faire autrement que d'appeler à la grève, mais dans le même temps, ils s'apprêtent à la briser.

Cohn-Bendit : à droite toute.

1- Interrogé sur Canal+ si l'idée d'un péage urbain relancée par Chantal Jouanno était bonne, le chef de file Europe Ecologie Daniel Cohn-Bendit a en revanche répondu: "*Oui, tout à fait d'accord*". (AP 21.02)

2- Cohn-Bendit a déclaré sur Canal+ dimanche vouloir "*soutenir*" la secrétaire d'Etat aux Sports Rama Yade. (AP 21.02)

Le 23 février

Revendiquer le versement d'une partie de la TVA sur les cigarettes ou l'alcool revient à légitimer la TVA qui est l'impôt le plus injuste qui soit, puisqu'il frappe indistinctement le patron et l'ouvrier, le riche et le pauvre, c'est pourquoi on ne peut pas reprendre à notre compte cet argument pour financer les retraites ou la Sécu. Pourquoi pas se réjouir de la hausse du prix des cigarettes ou de l'alcool pendant qu'ont y est !

S'agissant des 256,3 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales dont les patrons ont bénéficié entre 1992 et 2008, un rappel et une remarque.

Cette somme a été versée à la Sécu par l'Etat à la place des patrons, donc expliquer la supercherie du gouvernement qui évoque un "trou" dans la caisse de la Sécu à partir de cet argument relève de la manipulation des faits, nous rejetons catégoriquement cette méthode contraire à nos principes, qui ne peut que discréditer ceux qui la mettent en oeuvre et finalement conforter la théorie du gouvernement aux yeux des travailleurs et des militants.

Par contre, et je dois avouer que j'ai manqué d'à propos en ne relevant pas qu'en étant exonérés de ces cotisations sociales, les patrons bénéficient d'une baisse du coût du travail, cela correspond à une augmentation de la productivité ou de l'exploitation des travailleurs, de plus cette somme qui a été versée à la Sécu est venue gonfler la dette publique de l'Etat qui avait atteint 1.428 milliards d'euros au deuxième trimestre 2009 et qui coûte plus de 45 milliards d'euros à l'Etat en intérêts versés par an aux banquiers. Donc par l'entremise de l'Etat, le gouvernement, ce sont à la fois les patrons et les banquiers les bénéficiaires de cet arrangement dont la charge est répartie sur l'ensemble de la population, à la manière de la TVA pour faire simple. Je voulais en venir au fait que ce n'était pas seulement après les patrons qui ont bénéficié de ce somptueux cadeau qu'il fallait s'en prendre, mais aussi ou principalement à l'Etat, l'Etat qui gère les comptes publics dans l'intérêt des capitalistes et des banquiers.

L'Etat (les institutions, les commissions des Finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) qui est rarement la cible des attaques des partis ouvriers, alors qu'il est aux commandes de l'économie, l'Etat qui est également l'employeur des 5 millions de fonctionnaires qui l'ignorent ou presque. On a entendu des dirigeants dénoncer la gestion de l'Etat comme une entreprise privée, mais l'Etat capitaliste a-t-il fonctionné un seul jour autrement depuis que le capitalisme existe ? Parce que l'Etat gère les services publics ou des entreprises publics, il serait autre chose qu'une entreprise privée, l'Etat n'exploiterait pas ses salariés, il ne ferait pas de profits, l'Etat gèrerait les recettes publiques pour ainsi dire comme une association à but non lucrative, il y aurait d'un côté les recettes et d'un autre les dépenses, les comptes s'équilibreraient, mais comme ce n'est pas le cas, il s'endetterait auprès des banquiers et des institutions financières sur le marché pour couvrir ses dépenses ou investissements qui excèdent ses recettes...

Si une partie du budget de l'Etat sert à couvrir les frais de personnel afférents au fonctionnement des services publics, les salaires (et retraites) des fonctionnaires, où passe le reste, il est affecté au budget des différents ministères. Bien, en dehors des salaires des agents de l'Etat dont il a déjà été question, du remboursement de la dette évoquée plus haut, le reste des dépenses de l'Etat concerne les commandes auprès des entreprises privées, qui elles n'ont rien d'associations à caractère philanthropique, elles n'existent que pour engranger de la plus-value, du profit, profit qu'elles réalisent en bout de chaîne grâce aux commandes de ses clients dont l'Etat pour certaines d'entre elles, aucun ministère ne pourrait fonctionner sans recourir aux entreprises privées pour se fournir en matériel ou en services.

Il existe donc un rapport de dépendance entre l'Etat et les entreprises privées. Certaines entreprises capitalistes feraient faillite ou seraient amenées à disparaître sans les commandes de l'Etat ou tout du moins leurs chiffres d'affaires seraient dangereusement amputés. Dans chaque ministère, le budget se répartie entre ses frais de personnel et ses dépenses de fonctionnement, si ces dernières sont trop importantes, il ne restera rien pour augmenter les salaires par exemple ou disons que cela servira utilement d'argument au ministre, à l'inverse si la part des salaires est trop importante, certaines dépenses devront être reportées alors qu'elles pouvaient s'avérer urgentes, la mise au norme de sécurité de certains bâtiments par exemple. Que l'on travaille dans une école, une université, un hôpital, une gare, une usine, un bureau de poste, que l'on conduise un bus ou un train, etc. la même règle s'applique partout à des degrés divers, quand l'un des agents de ces ministères correspondant se lave les mains, il rapporte de l'argent à Véolia ou une autre entreprise privée puisque l'eau a été privatisée, etc.

Maintenant la part des salaires peut constituer les trois quart (ou plus) des dépenses d'un service public, je ne l'ai pas vérifié mais cela doit être le cas de La Poste par exemple. L'Etat prétend que La Poste lui coûte cher, que le salaire (son statut) du postier coûte trop cher, mais pourquoi le salaire du postier a-t-il atteint le niveau qu'il a aujourd'hui (qui reste misérable !) et pourquoi les postiers estiment-ils (à juste titre)

qu'il est très insuffisant pour vivre décemment ? Laissons de côté la question de savoir si ce service est rentable ou non, dégage un excédent ou une perte en fin d'année.

Le postier évalue le niveau auquel devrait être son salaire, d'une part en fonction de ses besoins, ce qui en soi n'est pas négociable, ses besoins sont parfaitement légitimes alors que celles du rentiers ne le sont pas, lui seul est en mesure de dire ce dont il a besoin pour vivre décemment, d'autre part en fonction des prix auxquels il peut acquérir ce dont il a besoin (matériel ou service), prix qu'ils ne fixent pas mais qui lui sont imposés, il n'a aucun possibilité de les influencer.

On voit ici que le revenu et le niveau de vie du fonctionnaire dépend à la fois de l'Etat et des entreprises capitalistes qui influent sur les deux facteurs. Résumons, le postier a pour patron l'Etat qui est client des entreprises privées, tandis qu'il est lui-même un client quotidien, assidu, permanent, des entreprises privées, pour se nourrir, se vêtir, se déplacer, communiquer, se divertir, etc.

On voit bien que le fonctionnaire loin d'être coupé de la réalité du capitalisme baigne en plein dedans, que le capitalisme est à l'origine de son mode de vie et qu'il appartient bien à la classe des exploitées, au-delà du fait qu'il ne possède rien en dehors de sa tête, ses bras et ses jambes pour travailler, aucun des rapports auxquels il participe n'échappe aux règles fixées par le capitalisme, qu'il en ait conscience ou non.

Si l'Etat est le garant de la propriété privée des moyens de production, il ne l'est pas de l'existence des services publics qui sont soit le produit des besoins du capitalisme lui-même pour se développer à un moment donné, soit le produit d'un rapport de force entre les classes défavorable au capital mais qu'il a su interpréter en sa faveur, puis revendiquer ouvertement avec la complicité des dirigeants du mouvement ouvrier traîtres, afin de les liquider au détours d'un retournement de ce rapport de force, le prolétariat n'ayant pas un niveau de conscience aussi développé que la classe dominante au pouvoir pour les défendre et les conserver ou n'ayant pas un niveau très développé de ses intérêts de classe, ce qui revient au même.

Le capitalisme d'Etat (les nationalisations d'après-guerre notamment) et le développement des services publics sous le contrôle de la classe dominante n'ont pas servi de modèle au prolétariat pour lui montrer la voie à suivre pour liquider le capitalisme puisqu'ils n'étaient pas orienté dans cette perspective (le socialisme), au contraire, ils ont servi à mieux l'asservir au capitalisme et à le diviser.

On peut expliquer aux fonctionnaires et au prolétariat en général que cette méthode était la bonne et que pour la généraliser, l'améliorer et empêcher tout retour en arrière, il faut exproprier les banquiers et les propriétaires des quelques 2.000 grandes entreprises du pays qui s'enrichissent sur le dos de l'Etat et des consommateurs, des travailleurs que par ailleurs ils exploitent, qu'en changeant les bases de l'économie, les rapports de production qui déterminent les rapports sociaux, c'est le seul moyen de parvenir à ce que l'Etat représente les intérêts et les besoins de la majorité de la population et soit en mesure de les satisfaire, ce qui ne peut être qu'un Etat auquel participe cette majorité de la population, un Etat ouvrier.

Mais pour parvenir à cet objectif, il faut commencer par se débarrasser de l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui, donc liquider son appareil bureaucratique et répressif, l'ensemble de ses institutions politiques qui ont été modelées au fil du temps pour servir exclusivement les intérêts du capitalisme..

En commençant cette article j'avais dans l'idée de mettre en relief le rôle de premier plan que joue l'Etat dans la société, notamment auprès des fonctionnaires qui sont venus renforcer les bataillons de l'aristocratie ouvrière qui soutient le régime au lieu de le combattre. On aura beau nous dire que c'est parmi les fonctionnaires que l'on trouve le plus de syndiqués et qu'ils remplissent un rôle politique non négligeable, on ne pourra pas nous empêcher de constater et de dire que la majorité d'entre eux soutiennent des partis dits ouvriers, le PS, le PCF et peut-être le PG, ajoutons les Verts, autant dire des partis liés depuis toujours au régime capitaliste.

Notre combat en direction des fonctionnaires doit consister à les aider à prendre conscience de la nature sociale de l'Etat pour qu'à l'étape suivante ils prennent leur distance puis rompent avec les institutions et le capitalisme, cela ne servirait à rien de les blâmer, comme il ne nous viendrait pas à l'idée d'accuser un ouvrier du secteur privé d'être subordonné au capitalisme. Ce n'est certainement pas en se contentant de défendre le statut des fonctionnaires qu'on les aidera à avancer dans cette voie et à trouver le chemin du socialisme. Défendre le statut du fonctionnaire sans situer son combat dans la perspective du socialisme, revient à légitimer sa subordination au capitalisme, à conforter sa soumission envers l'Etat et le capitalisme, au-delà, c'est du corporatisme maladoitement et fauduleusement maquillé à l'aide d'arguments tirer de la lutte de classe.

Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, les fonctionnaires qui font l'objet de l'attention du gouvernement et de nombreux partis feraient bien d'y réfléchir. Leur destin est intimement lié à celui des travailleurs du secteur privé, l'unité du public et du privé ne pourra se réaliser pleinement que sur la base du combat pour en finir à la fois avec les institutions et le capitalisme, le sort et l'avenir du prolétariat tout entier en dépend.

Quelques infos en bref.

Vaut mieux s'en tenir aux intérêts collectifs de la classe ouvrière, au socialisme, car rien ne distingue fondamentalement la gauche de la droite.

"*Si on arrive à nous établir entre 12 et 15% par exemple au niveau national, cela veut dire qu'on est la troisième force politique, et la deuxième à gauche, ce qui était impensable il y a encore un an et demi*", a estimé lundi le chef de file d'Europe Ecologie Daniel Cohn-Bendit sur France-2. (AP 22.02)

Le très réactionnaire Cohn-Bendit de "gauche", comme Dominique Strauss-Kahn, Pascal Lamy, Bernard Kouchner, etc.

Quand le gouvernement français à la botte de l'impérialisme américain dans les petites et les grandes choses bafoue la légalité.

Un premier scanner corporel censé améliorer les capacités de contrôle dans les aéroports a été mis en service en France à titre expérimental à Roissy-Charles de Gaulle pour les vols vers les Etats-Unis.

Le passage dans le scanner est facultatif pour l'instant.

Il ne remplace pas les portiques et fouilles habituelles mais s'y ajoute. Cette expérience censée durer plusieurs mois est menée sur initiative du gouvernement.

La Ligue des droits de l'homme a fait remarquer que cette mesure n'était formellement pas légale, puisqu'elle vient d'être votée en première lecture la semaine dernière à l'Assemblée et qu'elle doit encore être examinée au Sénat puis promulguée. (Reuters 22.02)

Le complexe militaro-industriel choyé par Sarkozy.

Conformément à la décision de Sarkozy de mettre les armées françaises aux meilleurs standards mondiaux en les rééquipant massivement, entre 2009 et 2014, dans le cadre de la loi de programmation militaire (LPM), un peu plus de 100 milliards d'euros, soit en moyenne 17 milliards par an, seront consacrés à l'achat de matériels de toute sorte : frégates multimissions, avions de combat Rafale, véhicules blindés de combat et d'infanterie VBCI ou encore l'équipement Felin pour le fantassin du futur.

En contrepartie de cet investissement sans précédent, les militaires se sont engagés dans une vaste restructuration. Fermeture de casernes ou bases aériennes, externalisation de pans entiers d'activité, le tout avec à la clef 47 600 suppressions de postes entre 2009 et 2014.

Au total, la balance reste positive pour la Défense. Selon la LPM, ses dépenses doivent augmenter en volume de 1 % en 2012, de 0,9 % en 2013 et 0,8 % en 2014. Soit une enveloppe supplémentaire de près de 1 milliard d'euros sur la seule année 2012.

Difficile à justifier alors que les autres ministères sont à la diète. Et Bercy est d'autant plus attentif que la Défense, avec ses 37 milliards de budget annuel, retraites comprises, représente le troisième poste de dépense de l'État, derrière l'Éducation nationale (61 milliards) et le service de la dette (44 milliards).

La dépense en armement est «*productive*», explique-t-on dans l'entourage d'Hervé Morin, le ministre de la Défense. Elle est la locomotive de l'innovation, du développement des technologies dites critiques et assure un volant d'activité aux industriels français. La LPM apporte à EADS, Thales, Dassault Aviation, Safran, DCNS et autre Nexter un horizon de travail et de rentrée financière. (lefigaro.fr 22.02)

+ 9%, c'est la prochaine augmentation du prix du gaz programmée pour être appliquée... juste après les élections régionales.

Les prix du gaz pourraient augmenter de 9% en France le 1er avril en application de la formule tarifaire utilisée par GDF Suez, rapporte lundi Le Figaro. C'est l'équivalent d'une hausse de quatre euros par mégawatt heure (MWh).

Un décret publié voici plusieurs semaines a modifié la procédure de révision des prix du gaz. La Commission de régulation de l'énergie (CRE), qui n'avait jusqu'à présent qu'un avis consultatif, émet maintenant une décision contraignante tandis que le ministère de l'Economie, qui avait autrefois la haute main sur la fixation des tarifs, ne donne plus que des éléments de cadrage annuel.

"*Seulement, en plein période électorale, on voit mal comment le gouvernement se désintéresserait du dossier*", observe Le Figaro. "*Sur le plan technique, GDF Suez doit saisir la CRE de sa demande tarifaire 21 jours au plus tard avant le 1er avril. Soit quelques jours seulement avant le premier tour des élections régionales*".

L'Etat, actionnaire de référence de GDF, pourrait lui demander de différer un peu sa demande ou d'opter pour une augmentation moindre, quitte à procéder à un nouveau rattrapage un peu plus tard, écrit le journal en citant un expert du secteur. (Reuters 22.02)

Grande-Bretagne.

Wilshire, Grande-Bretagne - Une femme est retournée au travail à peine sept heures après avoir accouché. Elle donnait naissance à son troisième enfant et est retournée sur son lieu de travail, le bébé dans les bras.

Helen Wright est la directrice d'une école pour filles jouissant d'une grande notoriété. Elle a estimé qu'il était alors de son devoir de reprendre rapidement le travail après son accouchement, cc'est à dire sept heures seulement après avoir mis au monde sa fille Jessica. Elle lui a donné naissance tôt le matin, et était de retour, sa fille dans les bras, à son poste de directrice à l'heure du déjeuner. La directrice explique être heureuse d'avoir pu reprendre le travail aussi rapidement... (Zigonet 22.02)

Mexique.

Le produit intérieur brut (PIB) du Mexique, la deuxième économie la plus puissante d'Amérique latine derrière le Brésil et la plus touchée par la crise financière dans la région, a chuté de 6,5 % en 2009, a annoncé, lundi 22 février, l'institut national mexicain des statistiques (Inegi).

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), organisme économique dépendant de l'ONU, les économies d'Amérique latine ont reculé de 1,8 % en 2009 et devraient connaître une reprise 'plus rapide que prévu' en 2010, avec 4,1 % de croissance en moyenne.

Le Brésil, première puissance économique de la région, devrait prendre la tête de cette reprise à l'échelle de la région, avec une croissance de 5,5 %, selon la Cepal, suivi du Pérou et de l'Uruguay (5 %), de la Bolivie, du Chili et de Panama avec 4,5 %. (Lemonde.fr 22.02)

Aghanistan. Une coalition d'assassins.

Vingt-sept civils ont été tués par un bombardement de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan dimanche, selon le gouvernement afghan. L'Alliance atlantique a présenté des excuses lundi pour cette nouvelle bavure, la troisième en moins d'un mois.

Le 14 février, 12 civils afghans ont été tués par des tirs de roquettes de l'OTAN qui ont manqué leur cible, lors de la vaste offensive lancée par la coalition dans le secteur de Marjah. Ces combats destinés à desserrer l'emprise de l'insurrection sur le sud du pays ont tué 16 civils, selon un bilan de l'OTAN. Le 19 février, dans la province de Kunduz (nord), ce sont sept policiers qui ont été tués par erreur.

Au total 2.412 civils afghans ont été tués en 2009, selon un bilan des Nations unies. (AP 22.02)

Le 24 février

Plus de temps de causer, il est quand même 12h30 et je bosse depuis 7h30. Magueswary ne comprendrait pas que je passe ma journée entière à bosser le jour de notre vingtième anniversaire de mariage, eh oui déjà ! Elle m'a supporté pendant 20 ans, c'est déjà pas mal, un exploit, je déconne bien sûr !

Bonne journée à tous camarades.

Le PS gère la société capitaliste au côté de l'UMP.

Le député socialiste Didier Migaud a été nommé premier président de la Cour des comptes en remplacement de Philippe Séguin, décédé en janvier, une illustration selon le gouvernement de la politique d'"ouverture" voulue par Nicolas Sarkozy.

Sarkozy s'apprête à poursuivre "l'ouverture" au Conseil constitutionnel, en y nommant le sénateur Michel Charasse (exclu du PS), ce qui donne satisfaction au PS qui s'apprêtait à protester si aucun représentant de la gauche n'était nommé au Conseil constitutionnel à la place d'un autre ministre socialiste de François Mitterrand, Pierre Joxe.

Droite et gauche ont salué le choix fait en conseil des ministres de cette personnalité consensuelle (Migaud), président de la commission des Finances de l'Assemblée.

Hier j'ai expliqué que la gauche et la droite marchaient séparément mais frappaient ensemble la classe ouvrière, qu'ils n'étaient pas dans le même camp que nous, une confirmation qui ne s'est pas fait attendre, j'espère que les militants apprécieront que je sois aussi en phase avec l'actualité en France, alors que je n'ai pas mis les pieds dans ce pays depuis bientôt huit ans, je dis cela au passage...

Les places valent chers et Sarkozy n'est pas ingrat avec le PS qui joue parfaitement son rôle d'opposition institutionnelle tel que le conçoit l'UMP, en faisant mine de s'opposer quand cela ne lui coûte rien, et quand les choses sont plus sérieuses, il s'aligne sur les objectifs de l'UMP en procédant à un consensus avec ce parti. On dispose d'une multitude d'exemples pour le prouver au cours des dernières années.

Selon le porte-parole du gouvernement, le président de la République a salué en Didier Migaud un "grand professionnel". Il sait de quoi il parle, Migaud est considéré comme l'un des “pères” de la Lolf, la machine à broyer les services publics !

Sarkonapoléon distribue les métails et les titres aux fidèles serviteurs du régime, temporaires certes, mais des titres quand même, on se croirait sous l'Ancien régime !

"*Pour le président de la République, l'ouverture c'est un état d'esprit à la tête d'un pays qui a besoin de tolérance*", a ajouté Luc Chatel en parlant de "*choix historique*" alors que la Cour des comptes peut désormais contrôler l'Elysée.

Tu parles, le Parlement avec ces groupes de députés et de partis politiques n'a aucun pouvoir sur le Palais, alors on ne voit pas comment un individu isolé pourrait peser sur La Talonnette, il risquerait de se tasser, de rapetisser, non, pas cela ! Contrôler aussi la caisse noire de l'Elysée pendant qu'ils y sont ! Et puis, Sarkozy n'a pas choisi n'importe qui, un comptable qui aurait pu travailler au ministère des Finances en Grèce, lire l'article complet de Rue89 à ce sujet, en ligne dans la page info sociale.

Le député UMP Michel Bouvard, vice-président de la Commission des finances, a salué un "*excellent choix*".

Le député socialiste Jack Lang a pour sa part porté la décision au crédit du président de la République.

"*C'est un geste fort d'ouverture intellectuelle et politique (...) a-t-il souligné dans un communiqué.*"

Politique parce que Sarkozy est de plus en plus rejeté, isolé, or il faut éviter que la population rompe avec les institutions ou n'écoute plus le gouvernement et les médias qui font de la propagande en permanence pour la politique de Sarkozy. Sarkozy et l'UMP ne sont pas isolés dans la tour d'ivoire des institutions, le PS leur tient compagnie ; l'UMP ne peut pas se rendre chez Total à Dunkerque, mais le PS si, en renfort des dirigeants pourris des syndicats pour dévoyer le combat des ouvriers de chez Total qui veulent absolument garder leur emploi et leur salaire chez Total et nulle part ailleurs, les traitres vont proposer le reclassement ou le chômage avec le droit à une formation rémunérée, et quand ta formation sera terminée tu te retrouveras au chômage !

Sarkozy fait d'une pierre deux coups.

Selon une source parlementaire, le député socialiste Jérôme Cahuzac sera proposé mercredi par le groupe PS de l'Assemblée pour lui succéder à la tête de la commission des Finances. Il est le porte-parole du groupe dans les débats budgétaires.

La présidence de la commission des Finances échoit désormais de droit à l'opposition.

C'est toujours cela de gagner pour mieux neutraliser ou contrôler cette commission qui était déjà acquise à la politique de Sarkozy, elle a soutenu le décision d'engager plus de 400 milliards d'euros dans les banques et l'industrie avec l'argent du contribuable dont nous faisons tous partie, et une partie a directement servi à spéculer et rapporte des miliards d'euros aux banques et aux assurances. Cela doit être le côté "*professionnel*" de Didier Migaud selon Sarkozy, il a reconnu la nécessité de verser des centaines de milliards d'euros aux banquiers, il est récompensé !

L'autre aspect"*professionnel*" de Migaud.

Il a été nommé mardi matin à la tête de la Cour des comptes, alors que la chambre régionale des comptes (CRC) de Rhône-Alpes a rendu il y a quelques semaines un rapport pointant la gestion parfois hasardeuse, le recours à des emprunts toxiques et les finances dégradées de la communauté d'agglomération de Grenoble, qu'il préside.

Le président de communauté d'agglomération Didier Migaud a, au mieux, fait preuve de légèreté dans le rendu comptable de sa gestion et, au pire, usé d'artifices. Ce que réprouverait certainement le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud.

...l'Elysée ne pouvait pas ignorer que Didier Migaud n'a pas fait preuve de qualités de comptable exemplaires avant sa nomination au poste (irrévocable) de premier président de la Cour des comptes. (Rue89 23.02)

En nommant un comptable foireux, qui sait, un comptable véreux, Sarkozy savait parfaitement ce qu'il faisait, cela lui permettra de garder la main sur lui, de mieux contrôler cette institution qui lui était déjà acquise.

Le respect de la Constitution de la Ve République avant tout.

S'agissant du Conseil constitutionnel et de la nomination de Charasse, soucieux d'imposer sa marque sans pour autant donner l'impression de reprendre en main une institution qu'il juge par trop frondeuse, Nicolas Sarkozy souhaitait du renouvellement et du rééquilibrage chez les "Sages".

Les neuf membres du Conseil veillent à la conformité des lois à la Constitution et au respect du partage des compétences entre le

gouvernement et les assemblées.

Gageons qu'avec Charasse en remplacement de Pierre Joxe, les institutions bonapartistes et réactionnaires de la Ve République seront bien gardées.

Qui pourra prétendre lors des prochaines élections que pour "*battre la droite*" il faut voter PS ? Qui osera ? Le PCF et le PG, le NPA, LO ?

(source : Reuters 22 et 23.02)

Consensus UMP-PS. Eh oui ce n'est pas fini !

Les députés ont adopté mardi à la quasi unanimité une proposition de résolution socialiste visant à aligner par le haut les droits des femmes sur les pays de l'Union européenne où ils sont les mieux garantis, suivant le principe de la "*clause de l'Européenne la plus favorisée*".

Tous les groupes parlementaires, de droite comme de gauche, ont appelé à voter le texte, qui a été adopté par 462 voix pour, et 7 contre.

Lors de la discussion de cette proposition, les députés UMP ont amendé le texte pour encadrer la clause dite "*de l'Européenne la plus favorisée*". La résolution rappelle ainsi qu'il appartient "*aux Etats membres de prendre l'initiative d'agir dans les domaines relevant de leur compétence propre en matière d'égalité femmes-hommes*".

Il s'agit de la première fois depuis la mise en oeuvre au Parlement de la réforme constitutionnelle de juillet 2008 qu'un texte inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée par un groupe d'opposition est adopté.

Le président de l'Assemblée Bernard Accoyer "*y voit la démonstration que sur un texte déposé par l'opposition, un travail approfondi, auquel ont participé des députés de tous les groupes en commission et en séance, peut aboutir au vote du texte*". (AP 23.02)

Après avoir liquidé certains droits plus favorables aux femmes qu'aux hommes (interdiction du travail de nuit dans les industries chimiques notamment) au nom de l'égalité entre les hommes et les femmes, ce texte n'a pas pour vocation de rétablir ces droits, mais de coordonner au niveau européen les attaques contre l'ensemble des droits encore favorables aux femmes qui travaillent, les députés français incitent donc l'ensemble de leurs homologues européens à se pencher sur cette question et à suivre leur exemple, ce qui pourra être fait au niveau de chaque Etat indépendamment de l'UE comme ont tenu à le mentionner les députés UMP.

Finalement la clause dite "*de l'Européenne la plus favorisée*" servira juste à camoufler la remise en cause des droits des femmes par les différents Etats qui ne s'étaient pas encore engager dans cette voie, une sorte de caution que leur accordera l'UE pour légitimer leurs mauvais coups contre les droits des femmes, c'est sa seule raison d'être. Il fallait y penser !

La décomposition du PS, suite.

"*L'ensemble des camarades du Languedoc-Roussillon*" figurant sur la liste du président du conseil régional de Languedoc-Roussillon Georges Frêche pour les élections régionales "*se sont mis eux-mêmes en dehors du parti*", a annoncé mardi soir la direction du Parti socialiste à l'issue d'une réunion du bureau national.

"*Ils ne sont plus membres du PS pour une période de deux ans. A l'issue de ce délai, ils peuvent demander leur réintégration*", a précisé à l'Associated Press François Lamy, lieutenant de la Première secrétaire Martine Aubry.

La direction du PS n'a toutefois pas prononcé l'exclusion ou la suspension officielle des socialistes dissidents qui figurent sur la liste de Georges Frêche. (AP 23.02)

Comment le gouvernement légitime l'existence des paradis fiscaux.

La France s'apprête à ratifier une série d'accords sur l'échange de renseignements avec des pays présentés jusqu'ici comme des paradis fiscaux.

Le conseil des ministres a examiné mardi les projets de loi autorisant l'approbation de ces accords avec Andorre, les Bahamas, les Bermudes, les Iles Caïmans, Gibraltar, Guernesey, Jersey, le Liechtenstein, l'Ile de Man, Saint-Marin, les Îles Turques et Caïques et les Îles Vierges britanniques.

Il s'est aussi penché sur des projets de loi autorisant l'approbation d'avenants aux conventions fiscales avec Bahreïn, la Belgique, le Luxembourg, la Malaisie, Singapour et la Suisse.

Ces textes sont présentés par les ministres de l'Economie, du Budget et des Affaires étrangères, Christine Lagarde, Eric Woerth et Bernard Kouchner. (Reuters 23.02)

Tiens donc, Kouchner est de la partie, et moi qui avait des scrupules à inscrire son nom à la suite de Sarkozy et Fillon en appelant à combattre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. J'avais raison et je continuerai, pas pour me distinguer des partis, mais parce que cela correspond bien à la réalité, le ministère des Affaires étrangères est un poste clé au gouvernement dont les prérogatives vont bien au-delà de simples relations diplomatiques avec les autres Etats, les ventes d'armes et les paradis fiscaux en font partie.

Hausse des prix = baisse du niveau de vie. Insee entre info et intox.

Les prix à la consommation ont diminué de 0,2% en janvier en France par rapport à décembre mais ils ont augmenté de 1,1% sur un an, le taux d'inflation le plus élevé depuis 14 mois, a annoncé l'Insee mardi.

En données corrigées des variations saisonnières, les prix ont toutefois augmenté de 0,4% d'un mois sur l'autre.

La publication des chiffres de l'inflation a coïncidé avec l'annonce d'un recul de 2,7% de la consommation des ménages en produits manufacturés en janvier.

En janvier, les prix des produits alimentaires frais ont bondi de 7,8% par rapport à décembre.

Les prix de l'énergie ont pour leur part grimpé de 2,6%, avec une hausse de 4,4% pour les produits pétroliers.

Au sein des produits manufacturés, les prix de l'habillement-chaussures ont dégringolé de 9,9% (-1,9% sur un an), à comparer à une baisse de 7,5% en janvier 2009.

Dans les services, les prix ont été stables dans l'ensemble par rapport à décembre mais avec une hausse de 0,6% dans les transports et communications.

Conséquence de la baisse des prix des produits manufacturés et de la stabilité des services, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors éléments volatils comme l'alimentation et l'énergie, a reflué à +1,6% après +1,8% en décembre.

"*Compte tenu du maintien de fortes surcapacités de production et de la faiblesse de la demande interne, le repli de l'inflation sous-jacente va se poursuivre*", prédit Frédérique Cerisier, économiste chez BNP Paribas.

"*La statistique d'aujourd'hui confirme que la surperformance de l'économie française au quatrième trimestre a été largement tirée par le secteur automobile, et maintenant on rentre dans une période qui s'annonce beaucoup plus difficile*", prévient Olivier Gasnier, économiste chez Société générale. "*Cette surperformance, c'est une espèce d'emprunt qu'on a fait sur 2010 et là on rembourse.*" (Reuters 23.02)

Comment ils emballent la misère.

Quelques 342.000 personnes ont bénéficié à ce jour en France du statut d'auto-entrepreneur, qui permet depuis 2008 de créer sa propre activité avec des démarches très simplifiées.

Selon un communiqué gouvernemental, les auto-entreprises créées avant le 1er octobre 2009 ont représenté un chiffre d'affaires de 816 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires moyen par auto-entrepreneur actif s'élève à un peu plus de 3.700 euros par trimestre. (Reuters 23.02)

Le calcul est rapide à faire, un chiffres d'affaires de 3.700 euros par trimestre, donc 1.233 euros par mois, une fois défalqués les achats de matériel, les frais généraux (électricté, téléphone, transport, etc.), combien reste-t-il pour le salaire ? Une misère ! Un sacré succès... sur fond d'intox.

L'enfumage.

Les députés ont adopté mardi une proposition de loi UMP qui impose l'installation d'un détecteur de fumée dans tous les logements privés d'ici cinq ans, à la charge de l'occupant.

Le texte rend obligatoire l'installation d'au moins un détecteur de fumée dans tous les logements d'habitation, neufs ou anciens, dans les parties privatives, dans les cinq ans suivant la publication de la loi. Actuellement, cette obligation ne concerne que les immeubles d'entreprises ou accueillant du public.

La responsabilité de l'installation et de la maintenance du détecteur incombera à l'occupant du logement, qu'il soit ou non propriétaire, sauf pour les locations saisonnières, foyers, logements de fonction et locations meublées. Dans ce cas, l'intallation et l'entretien du détecteur reviendra au propriétaire.

L'occupant du logement sera tenu de fournir une déclaration d'installation à son assureur.

Les compagnies d'assurance ne seront pas autorisées à réduire la prise en charge des sinistres en cas de non respect de l'obligation d'installer un détecteur ou de défaut de déclaration d'installation.

Côté pratique, un détecteur est un appareil à l'alarme stridente fixé au plafond, de préférence à proximité des chambres et pas dans la cuisine. Indépendant du secteur, il fonctionne avec une pile qu'il faut changer tous les ans (un dispositif signale qu'elle est en fin de vie). Son prix oscille entre 10 et 50 euros, pour une durée de vie moyenne allant de cinq à dix ans. (AP 23.02)

J'allais oublier de préciser que cette nouvelle loi était pour votre bien, pour faire baisser le nombre de victimes d'incendies, mais vous aviez deviné.

Grèce. Une "*ambiance quasi insurrectionnelle*".

Forte mobilisation prévue contre le plan d'austérité. Transports, écoles, médias seront paralysés ce mercredi.

«*La ploutocratie doit payer la crise*», ce slogan est devenu un leitmotiv depuis quelques semaines en Grèce. Il flottait encore mardi matin, devant la Bourse d'Athènes, sur les banderoles du syndicat du Parti communiste, le Pame. Quelque trois cents personnes ont bloqué l'accès du bâtiment aux employés des lieux contraignant les échanges à se faire électroniquement pour la journée.

«*Cette spirale n'en finit plus. Le monde entier s'acharne sur nous, et nous, nous serons privés de nos retraites demain avec ces nouvelles mesures*», s'insurge Babis Vortelinos, l'un des membres de ce syndicat. Le Pame manifestera ce mercredi aux côtés des deux grands syndicats grecs, la Confédération générale des travailleurs et la Fédération des fonctionnaires, en marge d'une grève générale de vingt-quatre heures. La mobilisation s'annonce importante, ainsi, les transports aériens et maritimes, écoles, administrations et tribunaux seront paralysés alors que les banques et hôpitaux fonctionneront au service minimum. Les médias seront aussi en grève. «*C'est le moment ou jamais de se mobiliser», reprend Babis Vortelinos «une fois les mesures annoncées ce sera trop tard, il faut dissuader Bruxelles de nous broyer et protéger nos droits acquis*», conclut-il, le verbe belliqueux.

Parmi les mesures déjà adoptées : l'augmentation de la TVA, l'augmentation des taxes sur les carburants, les cigarettes et l'alcool, l'imposition des produits de luxe, et de nouvelle baisse dans les allocations/primes des fonctionnaires. (lefigaro.fr 23.02)

Tremble carcasse !

Belgique

Carrefour, le numéro 2 mondial de la distribution, prévoit de supprimer 1.672 emplois en Belgique et d'y fermer 21 magasins, a déclaré mardi à Reuters Jan De Weghe, représentant du syndicat ABVV.

Selon le syndicat, les fermetures concerneraient 14 de ses 56 hypermarchés et sept supermarchés sur les 378 dont il dispose dans le pays. Carrefour envisagerait en outre de se séparer d'autres points de vente. (Reuters 23.02)

Etats-Unis. La fuite en avant vers l'abîme.

Les entreprises financières de Wall Street ont distribué pour 20 milliards de dollars (14,6 milliards d'euros) de bonus en 2009 après avoir été renflouées l'année précédente avec l'argent du contribuable américain pour cause de crise économique, a annoncé mardi le contrôleur de gestion de l'Etat de New York. Ce chiffre représente une hausse de 17% sur un an.

Pour un grand nombre de grandes sociétés financières, les rémunérations totales ont progressé l'an dernier de 31% alors qu'elles ont grimpé en moyenne de 27% pour l'ensemble du secteur, s'établissant à 340.000 dollars (249.000 euros).

Les bonus aident les finances de l'Etat de New York, confronté à un déficit de 8,2 milliards de dollars (6 milliards d'euros), mais sont difficiles à accepter pour la plupart des contribuables américains. (AP 23.02)

Chine.

Le gouvernement chinois a annoncé mardi un renforcement du contrôle sur la création de nouveaux sites Web, au nom de la lutte contre la pornographie sur Internet.

La Chine, qui restreint et contrôle l'accès de ses citoyens à Internet en prétextant notamment la nécessité de lutter contre la pornographie et la subversion, compte le plus grand nombre d'utilisateurs d'Internet au monde, avec 384 millions d'internautes. (AP 23.02)

Le 25 février

L'actualité est si chargée que j'y consacre tout mon temps.

Compte tenu de l'ampleur que prennent les infos sociale, politique, syndicale et internationale, les fichiers bi-mensuels deviennent trop volumineux à ouvrir pour consulter ces rubriques, aussi pour les rendre plus accessibles aux camarades, ces infos figureront dans des fichiers mensuels et chaque fin de mois je les proposerai sous la forme de fichiers pdf. Cela va me faire un peu de travail supplémentaire au départ, ensuite ce sera la routine.

N'hésitez pas à me faire part de vos commentaires, politiques de préférence ou témoigner votre soutien au site que j'anime, on se sent un peu seul parfois, mais jamais enfermé dans une tour en ivoire.

Non à la fermeture de la raffinerie de Dunkerque !

Le directeur général de Total Christophe de Margerie s'est efforcé mercredi soir de rassurer les salariés de la raffinerie de Dunkerque, assurant qu'il n'y aurait "*pas de licenciement*" et que "*tout le monde*" serait repris.

"*Il est évident que nos employés, nos personnels, nos salariés, ne seront pas touchés par cette crise. Nous nous sommes déjà engagés avant d'attendre le comité à leur dire: 'aucun emploi de supprimé'*", a-t-il déclaré lors du journal de France 2.

"*Les salariés Total n'ont aucun souci à se faire (...): il n'y aura pas de licenciement, tout le monde sera repris, reclassé à son niveau à l'intérieur de l'entreprise Total*", a ajouté M. de Margerie. "*On va vraiment s'occuper d'eux de manière responsable*", a-t-il assuré.

"*Pour pouvoir discuter, il faut que le calme revienne, il faut qu'il y ait une certaine forme de sérénité. La sérénité, c'était que les cinq autres raffineries du groupe (...) comprennent qu'elles ne sont pas concernées*", selon Christophe de Margerie.

Il a reçu le soutient du ministre de l'Industrie et des syndicats qui ont appelé en coeur à l'arrêt de la grève.

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi s'est déclaré mercredi "*satisfait de l'appel de la CGT*" la veille en faveur d'une suspension de la grève chez Total.

"*Je respecterai la décision des salariés*" qui doivent se réunir mercredi en assemblées générales, "*mais je crois que toutes les conditions sont réunies désormais*" pour cet arrêt de la grève, a-t-il ajouté. (AP 24.02)

Si j'ai bien compris, c'est l'intersyndical CGT-FO-Sud qui a voté la poursuite de la grève à Dunkerque, j'imagine que ce sont les ouvriers de cette raffinerie qui ont voté la poursuite de la grève en présence de cette intersyndicale, cela ne veut pas dire qu'ils disposent d'un comité de grève élu, ils demeurent donc les otages des délégués syndicaux toujours prêts à les trahir à la première occasion.

Il faudrait que les ouvriers élisent leur comité de grève indépendamment des délégués syndicaux, ils peuvent les inclure mais à condition qu'ils soient minoritaires dans ce comité, de plus, il faut exiger que ce soit les représentants du comité de grève qui représentent les grévistes et non les délégués syndicaux auxquels il faut impérativement retirer le contrôle de la grève et le droit de négocier quoi que ce soit avec la direction de Total.

Il faut également exiger que toute discussion avec les représentants de la direction de Total se déroule en assemblée générale du personnel et que les ouvriers présents votent à main levée à l'issue de chaque réunion si une proposition a été portée à leur connaissance, rien ne doit être décidé dans leur dos, c'est le seul moyen de contrer les bureaucrates syndicaux et de conserver l'unité de l'ensemble du personnel en grève le plus longtemps possible.

Après avoir appelé à la reprise du travail dans toutes les raffineries à l'exception de celle de Dunkerque et obtenu la promesse du direction général de Total qu'il ne fermerait aucune autre raffinerie dans les cinq ans à venir, les dirigeants syndicaux pourris ont isolé les ouvriers en grève illimitée de la raffinerie de Dunkerque pour les obliger à cesser leur grève et accepter la proposition de la direction de Total.

Ces ouvriers qui travaillent pour certains depuis des dizaines d'années dans cette raffinerie, ils ont toute leur vie sur place, il est totalement inacceptable d'exiger d'eux qu'ils aillent refaire leur vie ailleurs. De plus, avec la fermeture de la raffinerie ce sont des centaines d'emplois qui vont être supprimés chez les sous-traitants, de ceux-là personne ne parle, sacrifiés un point c'est tout.

La solidarité doit s'organiser avec les ouvriers de Dunkerque, il faut les aider à tenir bon et s'attaquer résolument au carcan des appareils traitres, les dénoncer pour ce qu'ils sont et les combattre sans relache.

Il y a la logique des capitalistes et il y a la logique de la classe ouvrière, celle des capitalistes est minoritaire et illégitime, seule celle de la classe ouvrière mérite d'être défendue et de vaincre. Nous sommes la majorité, nous somme les producteurs, c'est donc à nous de décider de notre avenir et à personne d'autre.

A bas la dictature du capital qui nous inflige chômage, précarité et pauvreté, à bas le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions de la Ve République au service du capitalisme ! Il nous faut une Etat ouvrier et un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui exproprient les capitalistes et abolissent les institutions antidémocratiques de la Ve République. Organisons-nous dans cette perspective, le socialisme.

Le PS au secours de Sarkozy et des institutions de la Ve République.

A propos des nomination par Sarkozy de Migaud et Charasse issus du PS à des postes clés des institutions, le directeur de l'institut de sondages Viavoice, François Miquet-Marty estime que "*cela entretient l'idée dans l'opinion que l'opposition entre le PS et le pouvoir est en partie factice, que le PS n'est pas vraiment une force d'alternance et que la vraie gauche est la gauche contestataire*".

Voilà une manoeuvre qui reflète une réflexion à court terme qui fait bien nos affaires, pas celle du petit-bourgeois qui se satisfait du sort privilégié que lui réserve le PS et qui est incapable de penser au-delà de ses intérêts mesquins, car elle ne peut que profiter à long terme à la construction d'un véritable parti révolutionnaire indépendant du PS et des institutions, du capital.

Sur France Info, Pierre Moscovici a tenté de minimiser la portée de ces nominations au sein des institutions bonapartistes de la Ve République "*ce n'est pas exactement l'ouverture dans la mesure où il ne s'agit pas de postes de ministres*", Michel Sapin précisant sur LCI "*on n'est pas en train de faire approuver la politique de Nicolas Sarkozy par des hommes de gauche, on est en train (...) de faire sa place à la gauche dans les institutions*".

Sapin revendique le soutien du PS aux institutions réactionnaires de la Ve République, on ne pouvait être plus clair, merci monsieur Sapin. Voter PS en mars prochain signifiera soutenir les institutions de la Ve République.

Arnaud Montebourg qui a les mêmes préoccupations que Sarkozy et pas d'autre horizon que la Ve République a estimé que le conseil constitutionnel était "*en perdition*" et otage des "*amitiés partisanes*", avec la nomination de Charasse qui avait exclu du PS en 2007 pour vouloir appeler à voter Sarkozy, le voilà rassurer, les institutions sont entre de bonnes mains. Montebourg s'était fait remarqué en 2007 en pronant une VIe République, ce devait être la Ve plus Montebourg au gouvernement !

Quant au porte-parole du PS Benoît Hamon qui est censé représenter la "*gauche*" du PS, il a salué la nomination de Didier Migaud nous apprend l'agence Reuters. (Reuters 24.02)

Epilogue.

Le socialiste Didier Migaud, nommé mardi à la présidence de la Cour des Comptes, a annoncé qu'il se retirait de la politique pour se consacrer à ses nouvelles fonctions avec "*neutralité*" et "*impartialité*".

"*Je crois que le président de la République est sincère quand il veut bousculer un certain nombre de choses dans le fonctionnement de nos institutions*." (Reuters 24.02)

Voilà un philistin arrivé à ses fins semble-t-il, une ambition médiocre que celle de servir un président aussi médiocre, on est comme on est dans la vie ! Pour nous la question n'est pas de "bousculer" mais de renverser les institutions !

L'offensive au pas de charge des contre-réformes va continuer. Attali, banquier et dirigeant du PS, rappeler en renfort par Sarkozy et Fillon.

Le président Nicolas Sarkozy et le Premier ministre François Fillon "*ont demandé à Jacques Attali de reprendre les travaux de la Commission pour la libération de la croissance française*", annoncé mercredi l'Elysée.

La commission devra "*dresser un bilan de la mise en oeuvre de ses recommandations*" et "*proposer des réformes nouvelles*", annonce l'Elysée, "*une première version du rapport sera remise au président de la République et au Premier ministre à la mi-mai et le rapport définitif*

en juin", précise le communiqué.

Tailler à la hache dans les services publics.

"*Ces propositions s'inscriront pleinement dans le cadre du rétablissement de l'équilibre de nos finances publiques*".

"*Le premier rapport de la Commission remis au Président de la République le 23 janvier 2008 a contribué à la préparation d'un grand nombre de réformes menées par le Gouvernement*", précise la présidence de la République dans un communiqué. (AP 24.02)

Le PS «*Sarko compatible*».

L'horizon s'éclaircit un peu pour Malek Boutih. Dépourvu de toute fonction importante à la direction du PS depuis fin 2008, l'ancien président de SOS Racisme pourrait rebondir dans les prochains jours en prenant la présidence de la Halde.

Le 8 mars, Louis Schweitzer quittera en effet son bureau de la rue Saint-Georges, après cinq années de mandature. Et pour lui succéder, l'Elysée lorgnerait singulièrement sur Boutih, un «*pro-Royal*» régulièrement présenté par ses camarades socialistes comme «*Sarko compatible*».

Dans un rapport sur l'immigration commandé par la direction du PS et publié en 2005, il s'était prononcé en faveur de quotas et de flux migratoires régulés, reprenant à son compte la politique de Sarkozy.

Dès décembre 2008 il avait lancé un appel en direction de Sarkozy dans la presse : «*Ça m'intéresse et je l'ai fait savoir. Le président veut des nominations [de personnes issues de la diversité, NDLR] à des postes importants. Je le prends au mot*».

Au Parti socialiste, la probable nomination de l'ancien président de SOS Racisme à la tête de la Halde semble plutôt bien accueillie. «*C'est une bonne chose pour lui. On a beau ne pas être toujours d'accord sur tout, je dois lui accorder une vraie compétence sur les questions de discriminations*», affirme Pouria Amirshahi, secrétaire national du PS aux Droits de l'Homme. «*Je pense que Malek s'emmerde au PS, et qu'il est à une étape où il a envie de s'engager dans un nouveau combat, d'être utile autrement*», poursuit Amirshahi, qui accusait Boutih il y a à peine plus d'un an d'«*applaudir Sarkozy à chacune de ses déclarations*» et de «*marcher sur les pas de ceux qui, comme Bockel et Besson, ont fait le lit de la droite - avant d'y finir carrément*».

Boutih intronisé par Sarkozy avec la bénédiction du PS comme ce fut le cas avec Kouchner, Attali, Lang, et les autres. Ils sont très nombreux au PS à "*applaudir Sarkozy*" ! A part cela le PS ne soutient la gouvernement, il n'y participe pas, ben voyons ! (source : lefigaro.fr 24.02)

Pendant ce temps-là, on cumule chômage, précarité et pauvreté.

Les présidents et vice-présidents des groupements de communes ont vu leurs indemnités exploser de... 43, 8 % entre 2002 et 2007 ! Les revenus des élus communaux et des responsables d'intercommunalités ont augmenté de 14,5 % en cinq ans. En comparaison, sur la même période, les salaires des Français ont augmenté de 0,6 % par an. Quant aux représentants des groupements qui ne sont pas élus, leurs revenus représentent 15, 5 % des indemnités communales en 2007, contre 7,4 % en 2000...

Grâce au cumul de leurs fonctions de conseillers généraux et municipaux, les élus parisiens touchaient, en 2008, 68.808 euros en moyenne, contre 29.909 euros pour les élus des autres départements et 31.555 euros pour les conseillers régionaux.

Tout dépend de la région à laquelle ils appartiennent. Ceux de Guyane, de Martinique et de Corse gagnent moins de 24.000 euros par an (soit moins de 2.000 euros par mois). Viennent ensuite les conseillers régionaux de 10 régions qui gagnent entre 24.000 et 28.000 annuels. Cinq régions traitent généreusement leurs élus en leur octroyant un traitement supérieur à 34.000 euros par an (2.833 euros par mois). Arrive en tête la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (avec 44.918 euros par élu et par an), suivie de la Bretagne, le Nord-Pas-de-Calais, le Pays de la Loire et Rhône-Alpes (avec 34.236 euros par élu).

Mais ces élus sont souvent des "cumulards", qui siègent également comme députés, maires, conseillers municipaux... (lepoint.fr 24.02)

Tous les présidents de la Ve République ont soutenu les présidents-dictateurs africains, Sarkozy compris.

Nicolas Sarkozy a apporté un soutien appuyé au président gabonais Ali Bongo, vainqueur controversé du scrutin organisé l'été dernier après la mort de son père, Omar Bongo.

"*Ce jour-là, grâce au peuple gabonais, le Gabon a confirmé son ancrage à la démocratie et franchi une étape essentielle de sa vie politique* ", a-t-il dit en assurant qu'Ali Bongo n'avait pas été le candidat de la France.

Symboliquement, le président français avait entamé sa visite de 24 heures à Franceville, dans l'est du Gabon, par un dépôt de gerbe au mausolée d'Omar Bongo, mort en juin dernier après 41 ans passés à la tête du pays.

"*Vous et moi ignorons le contenu réel de ce qui est communément et confusément appelé Françafrique mais nous assumons courageusement cet héritage historique riche d'aspects aussi bien positifs que négatifs* ", a dit Ali Bongo à l'adresse de Nicolas Sarkozy.

La France s'y engage notamment à aider le Gabon à rendre son économie moins dépendante de la rente pétrolière qui, si la tendance actuelle se poursuit, devrait avoir disparu à l'horizon 2020.

Un des défis du pays est de parvenir à transformer sur place une partie de ses ressources naturelles, bois et minerais notamment. Le président gabonais a décidé de le relever en interdisant abruptement l'exportation du bois brut, au grand dam de groupes français qui avaient négocié auparavant avec Libreville un étalement de cette mesure dans le temps.

"*Je vous demande d'être attentifs à ce que les périodes de transition ne soient pas trop brutales, pour encourager d'autres investisseurs à venir*", lui a dit Nicolas Sarkozy, tout en reconnaissant comme légitime son combat pour développer l'industrie locale.

Le président français a enfin souligné que, s'il y avait des raisons objectives à vouloir refonder la relation franco-gabonaise, celle-ci ne saurait être exclusive. "*Il n'existe plus de pré-carré et je ne le regrette pas*". (Reuters 24.02)

Omar Bongo, 41 ans au pouvoir, cela méritait bien d'être salué ! J'ai un trou de mémoire, je ne parviens pas à mettre un nom sur le grand patron milliardaire dont j'ai appris récemment qu'il avait fait fortune grâce au commerce du bois, que Sarkozy ait insisté pour défendre les intérêts d'un de ses amis milliardaire pilleurs des ressources de l'Afrique n'a rien d'étonnant, il est leur VRP et rien d'autre !

Chômage. Toujours en hausse.

Le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de 19.500 personnes (+0,7%) le mois dernier, à 2.664.600.

Au final, pour la catégorie A, en 2009 après correction, le taux de variation annuel s'élève à 18,7%.

Le taux de chômage du quatrième trimestre 2009 ne sera pas publié avant le 4 mars mais Eurostat, l'agence statistique de l'Union européenne, l'a chiffré à 10,0% en décembre.

Christine Lagarde estime que "*l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en janvier 2010 est près de deux fois plus faible que la hausse moyenne mensuelle observée en 2009, et trois fois plus faible que celle de janvier 2009*".

Concernant "*le repli du chômage des jeunes pour le 3e mois consécutif*", la ministre juge qu'il "*reflète le retour à une croissance positive et les effets de la relance de l'apprentissage mise en oeuvre par les pouvoirs publics*". (Reuters 24.02)

1- Ces chiffres ne tiennent pas compte des salariés qui ont subi un licenciement économique et qui ont signé un contrat de transition professionnel (CTP) ou accepté une convention de reclassement personnalisée (CRP), ils ne sont pas décomptés comme demandeurs d'emploi mais comme 'stagiaires de la formation professionnelle, ils ont été des centaines de milliers dans ce cas-là en 2009, des jeunes qui ont accepté un stage ou un emploi précaire en désespoir de cause, au total ce n'est pas 3.849.200 chômeurs que compte le pays, mais bien plus de 5 millions.

2- Les chiffres du chômage sont mauvais, mais ils auraient pu être pire, pire que cela encore, alors réjouissons-nous, traduction de la déclaration de Lagarde à l'adresse de la population qui devrait accepter indéfiniment la dégradation de sa situation économique et sociale, pendant que les banques et les entreprises du CAC 40 continuent d'engranger des milliards de profits.

3- L'apprentissage des jeunes sert utilement à camoufler le chômage qui les frappent particulièrement, mais ce qu'oublie madame Lagarde, c'est que cela ne remplit pas un ventre, et là elle peut se faire du souci. Le PS vient de réclamer "*le rétablissement des emplois jeunes*", des emplois précaires avant de rejoindre la case chômage.

Ce que veulent les travailleurs et les jeunes, c'est un vrai travail à durée indéterminée avec un salaire minimum de 1.600 euros net par mois pour pouvoir vivre décemment.

OMC. Reprise durable pas durable, "*difficile à dire*".

Les échanges commerciaux internationaux ont diminué d'environ 12% en 2009 mais ils commencent à relever la tête, déclare Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

Le patron de l'OMC a souligné qu'il s'agissait d'une très forte contraction, sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Interrogé sur les perspectives du commerce mondial pour 2010, il n'a pas donné de chiffres.

"*Il y a certainement une reprise. Est-ce que cette reprise sera de court terme (...) ou sera-t-elle durable (...) c'est difficile à dire mais il y a indéniablement une reprise*", a-t-il dit.

Il a jeté un froid cette semaine à l'OMC en déclarant que les divergences et les incertitudes étaient encore trop fortes dans les négociations pour réunir les ministres fin mars afin de déterminer si les discussions pourraient aboutir d'ici la fin de l'année afin de conclure les négociations dites du cycle de Doha sur la libéralisation des échanges commerciaux. (Reuters 24.02)

Faites sauter la banque !

Pour l'exercice 2009, le bénéfice net de la banque franco-belge Dexia s'élève à 1,01 milliard d'euros contre une perte de 3,3 milliards en 2008.

Sauvée de la faillite à l'automne 2008 par une intervention conjointe des Etats belge, français et luxembourgeois, Dexia est parvenu, début février, à un accord avec la Commission européenne pour compenser les aides publiques perçues au plus fort de la crise. La banque franco-belge s'engage ainsi à sortir du dispositif de garantie des Etats le 30 juin 2010. (lefigaro.fr 24.02)

Voilà à quoi sert l'Union européenne... des banquiers et des multinationales. Par contre, lorsqu'il s'agit de "sauver" des emplois, elle oppose son veto... que les chefs d'Etat respectent à la lettre puisque ce sont eux qui décident en dernier ressort, en France, Constitution de la Ve République oblige.

Allemagne. L'économie en état "*d'hibernation*".

L'activité économique en Allemagne a stagné au quatrième trimestre, la baisse des investissements et de la consommation ayant contrebalancé l'amélioration du commerce extérieur, ce qui rend les perspectives incertaines pour 2010.

"*C'est comme si l'économie allemande était entrée en hibernation : stagnation de la croissance au quatrième trimestre et, hier, dégradation de l'indice Ifo*", commente Carsten Brzeski, économiste à ING Financial Markets.

L'Allemagne, qui est très dépendante des résultats de son commerce extérieur, a été durement frappée par la crise l'an dernier, marqué par une contraction record de 5% de son PIB.

"*Le PIB allemand va probablement se contracter au premier trimestre et ensuite nous devrions voir une reprise. Toutefois, il y aura des creux en cours de route*", commente Jörg Lüschow, analyste à WestLB.

Ajusté du nombre de jours ouvrés, le PIB s'est contracté de 2,4% sur un an au quatrième trimestre. (Reuters 24.02)

Etats-Unis. Sur fond de concurrence féroce et de protectionnisme...

Tandis que le patron de Toyota se livrait au Congrès américain à un exercice de confrontation inhabituel dans son pays, le FBI a investi les bureaux de trois de ses sous-traitants pour une enquête sur les pratiques monopolistiques du constructeur.

"*La division antitrust étudie une possible conduite contraire aux lois anticartel*" a ajouté Gina Talamona, porte-parole du ministère de la Justice. (AP 24.02)

Sur fond de chômage et de surendettement.

Freddie Mac, le numéro deux américain du refinancement de crédits hypothécaires, annonce 7,8 milliards de dollars de pertes au quatrième trimestre 2009 tout en précisant qu'il n'aurait pas besoin d'un nouveau refinancement par l'Etat fédéral. (Reuters 24.02)

Japon.

Les exportations japonaises ont augmenté de 40,9% en janvier par rapport au même mois de l'an dernier, montrent les statistiques officielles.

Les exportations vers l'Asie, qui représentent plus de la moitié du total des ventes à l'étranger du Japon, ont augmenté de 68,1% sur un an.

La balance commerciale nippone affiche pour janvier un excédent de 85,2 milliards de yens (699 millions d'euros). Les importations n'ont augmenté que de 8,6% par rapport à janvier 2009. (Reuters 24.02)

Afghanistan. La guerre perpétuelle contre le peuple afghan.

1- Les taliban résistent plus farouchement que prévu à l'offensive lancée contre eux par les forces de l'Otan et l'armée afghane dans la région de Marjah, a indirectement reconnu le général James Conway, chef du corps des marines américains.

"*Nous pensons que Marjah sera une zone disputée aussi longtemps que nous serons là-bas et qu'il ne feront pas leurs bagages*", a-t-il dit lors d'une audition devant le Congrès. "*C'est une zone où ils sont implantés depuis longtemps. D'une certaine manière, ils y ont leurs familles.*" (Reuters 24.02)

On a appris que 28 civils ont été tués depuis le début de l'offensive de l'armée impérialiste d'occupation sur Marjah. A défaut de pouvoir rompre les relations entre les résistants afghans et leurs familles et de pouvoir massacrer l'ensemble de la population, ils la terrorisent quotidiennement.

2- Par un décret signé la semaine dernière et publié lundi, Karzaï s'octroie le pouvoir de nommer les cinq membres de cette commission qui avait mis au jour les fraudes en sa faveur lors de la présidentielle d'août 2009.

Auparavant, les Nations unies désignaient le président de cette commission et deux autres membres, tandis que la commission des droits de l'Homme et la Cour suprême afghanes en nommaient chacune un.

Désormais, le président afghan pourra nommer lui-même les cinq membres de la commission des plaintes électorales après s'être concerté avec les chefs des groupes parlementaires et le président de la Cour suprême. (Reuters 24.02)

On n'est jamais mieux servi que par soi-même !

Palestine.

1- La balance.

Mosab Hassan Youssef, le fils d'un des fondateurs du Hamas, aurait fourni des informations aux services de renseignements israéliens pendant plus de dix ans, affirme mercredi le quotidien israélien "Haaretz".

Le père de Youssef, cheikh Hassan Youssef, est l'un des principaux dirigeants du Hamas en Cisjordanie. Il est actuellement emprisonné pour six ans dans une prison de l'Etat hébreu.

Si elles étaient confirmées, ces informations porteraient un nouveau coup au mouvement de résistance islamique, qui a vu un de ces cadres assassiné à Dubaï la semaine dernière.

Le jeune Youssef s'est converti au christianisme et vit aux Etats-Unis depuis 2007. (AP 24.02)

2- Un assassinat signé du Mosad et de la CIA

Les autorités de Dubaï annoncent avoir identifié 15 autres suspects porteurs de passeports européens dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat le 19 janvier dans l'émirat d'un responsable du Hamas, Mahmoud al Mabhouh.

Sur les 26 suspects, auxquels s'ajoutent deux Palestiniens extradés de Jordanie et détenus pour complicité dans cette opération, on compte 12 porteurs de passeports britanniques et six détenteurs de passeports irlandais.

Quatre autres possédaient des documents de voyage français, trois des passeports australiens et le dernier un passeport allemand.

"*Les pays amis qui nous assistent dans cette enquête ont assuré à la police de Dubaï que ces passeports ont été délivrés de façon illégale et frauduleuse*", soulignent les autorités émiraties dans un communiqué.

La police locale a diffusé les photos des passeports des nouveaux suspects, des images prises par des caméras de surveillance ainsi que les références de leurs cartes bancaires, dont une quinzaine émanaient de la même banque américaine. (Reuters 24.02)

Le 26 février

J'essaie sans cesse d'améliorer la présentation des pages du site pour en rendre la lecture plus agréable avec le peu de connaissances que j'ai en informatique. La version définitive de la page d'accueil des articles de presse archivés en 2010 est en ligne. Dès le 1er de chaque mois les infos et les causeries du mois précédent seront disponibles sous la forme d'un fichier pdf (Acrobat Reader), ainsi vous pourrez les archiver facilement.

Bon week-end à tous.

En lisant la page 5 du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, je me suis pincé, je n'en croyais pas mes yeux, comment avaient-ils pu titrer un article sur le combat engagé chez Total à Dunkerque : "*On veut des garanties sur l'avenir des raffineries*", l'argument que les dirigeants syndicaux avaient justement avancé et qui a été repris ensuite par le directeur général de Total et le gouvernement pour l'opposer au mot d'ordre de grève illimitée jusqu'au retrait du projet de fermeture de la raffinerie de Dunkerque, à moins que ce soit ces derniers qui l'aient soufflé aux dirigeants syndicaux, puisqu'ils sont tous les jours fourrés dans un ministère (lire plus loin les infos en bref).

Maladresse, méprise, méconnaissance de la situation ou complicité avec les appareils, la direction de Total et le gouvernement, de la part du POI ? Essayons de comprendre.

Ce numéro d'*Informations ouvrières* est paru le 25 février, il a été bouclé la veille, or dès le 20 février soit quatre jours plus tôt, dans un communiqué de presse de la coordination des syndicats CGT du groupe Total on pouvait lire que la CGT réclamait "*la tenue d'une table ronde nationale sur l'avenir du raffinage et l'indépendance énergétique du pays (industrie pétrolière, gouvernement, organisation syndicale)*", je précisais pour ma part que c'était"*l'équivalent des Etats généraux de l'industrie dont l'objectif était d'associer les syndicats à la politique antisociale du gouvernement et du patronat pour la faire accepter par les travailleurs et leur interdire une autre issue, bref, pour les enchaîner plus sûrement au capitalisme.* "

On a compris que les bureaucrates syndicaux de la CGT ne peuvent pas faire autrement que d'appeler à la grève, mais dans le même temps, ils s'apprêtent à la briser, exactement ce qu'ils ont fait en appelant dans un second temps les ouvriers des autres raffineries à débrayer non pas en solidarité avec leurs collègues de Dunkerque, mais afin d'obtenir des garanties de la direction de Total qu'ils ne subiraient pas le même sort, une fois cette garantie obtenue, ils se sont empressés d'appeler à la reprise du travail, isolant les ouvriers de Dunkerque toujours en grève pour sauver leurs emplois, pour les faire céder au diktat de la direction de Total.

Ce que j'avais compris au quart de tour en étant à 10.000 kilomètres de Dunkerque, le POI ne l'aurait pas compris en étant sur place, étrange, non ?

Dès le 21 février Estrosi déclarait que le directeur général de Total M. De Margerie s'était engagé à ce qu'aucune raffinerie "*ne soit touchée par la moindre fermeture*", en dehors de Dunkerque, ce qui signifie qu'à partir de cette date, cet argument n'avait plus aucune raison d'être, sauf à l'opposer à la grève illimitée de toutes les raffineries en solidarité avec celle de Dunkerque pour l'abandonner lorsque les dirigeants le jugeraient bons et abandonner les ouvriers de Dunkerque à leur sort, ce qu'ils firent deux jours plus tard. Le POI l'ignorait-il, ignorait-il aussi que la grève dans les autres raffineries avaient été commandées par les bureaucrates syndicaux et que dans ces conditions ils étaient à la fois maîtres de son déclenchement, de sa poursuite et de sa fin quand ils le décideraient ? N'est-ce pas ce qui s'est passé ?

Laurence Fayard sait de quoi elle parle lorsqu'elle cite la réunion de l'intersyndicale avec la direction du 21 février, puis une réunion qui a eu lieu deux jours plus tard, donc elle est parfaitement informée du contenu de ces réunions, or, lors de ces réunions l'argument qui a été repris pour faire le titre de l'article d'*Informations ouvrières* figurait déjà à l'ordre du jour de ces réunions, il était donc possible d'en comprendre la signification et de le rejeter, or le POI le revendique, c'est comme s'il revendiquait la fermeture de la raffinerie de Dunkerque à la suite des appareils et de la direction de Total !

Les syndicats en avançant cet argument ont tendu la perche à la direction de Total (ou l'inverse dans un scénario monté ensemble en coulisse) qui l'a saisie au bond, ils ont organisé un simulacre de grève de solidarité des autres raffineries, puis l'isolement des ouvriers de Dunkerque qui se retrouvaient sans issue, on en est là le 26 février au matin.

Le POI victime de son social-patriotisme.

Autrefois c'était les staliniens qui avançaient le mot d'ordre *produire français*, depuis ils ont été relayés par le POI (et bien d'autres) qui s'inquiètent de la désertification industrielle de la France, comme s'ils étaient comptables du développement du capitalisme ou son orientation à l'échelle mondiale au lieu de combattre les institutions dans la perspective du socialisme.

On pourrait prendre le cas de Philips pour l'illustrer, où le POI continue de faire croire à qui veut bien l'entendre qu'il serait possible d'empêcher la fermeture d'une usine quand elle a été programmée par ses propriétaires.

Une grève spontanée des salariés ou préparée de longue date avec eux et ayant obtenu au préalable l'accord de la majorité du personnel d'une entreprise n'a rien à voir avec une grève appelée par les appareils. La première sera plus difficile à dévoyer et à briser, tandis que

dans l'autre cas, les appareils en resteront les maîtres quoiqu'il arrive. Chez Total ils ont décrété la grève dans toutes les raffineries du groupe en France, en assemblée générale les ouvriers ont suivi, ce qui était prévisible puisqu'ils en ont autant ras le bol que la majorité des travailleurs du pays, qui plus est, ils en ont profité pour avancer leurs propres revendications, salariales notamment, puis les bureaucrates syndicaux ont appelé à la reprise du travail sans attendre que les assemblées générales se réunissent, cela non plus ce n'est pas écrit dans *Informations ouvrières*, les camarades qui ont lu les articles de presse que j'ai mis en ligne ont pu le constater comme moi, les autres peuvent toujours les consulter et vérifier.

J'essaie de suivre l'actualité sociale en temps réel, d'ici ce n'est pas toujours facile, je crains toujours de faire un contresens, par exemple sur l'expérience de Philips, je me demande quelle leçons pourront tirer les ouvriers de cette usine après avoir eu recours aux institutions pour sauver provisoirement leurs emplois, alors qu'il s'agit de les aider à rompre en premier lieu avec ces institutions pour pouvoir avancer sur la voie menant à la remise en cause des fondements du capitalisme... La "*justice*" a donné raison aux employés de Philips, pour un peu, ils seraient en droit de tout attendre des institutions, alors que leur tâche est de les renverser ou de se préparer à les renverser, ce qui n'est pas du tout la même chose, pas vraiment la même orientation politique.

Que cela ait été un moyen de poursuivre leur combat contre la fermeture de l'usine où ils travaillent, je le conçois parfaitement, mais ce que je ne conçois pas en revanche ou que je ne peux pas accepter d'un parti ouvrier, c'est qu'il ne saisisse pas cette occasion pour expliquer qu'il faudra aller plus loin et liquider les institutions de la Ve République, dont le ministère de la Justice est un des piliers, pour s'attaquer vraiment au capitalisme et garantir notre avenir et celui de nos enfants ou des générations futures, tout est fait pour escamoter systématiquement les institutions du combat politique, dans ces conditions, il y a fort à parier que ces travailleurs ne tireront aucune leçon pour les combats à venir, c'est dommage car on n'avancera jamais en suivant cet exemple. On pourrait me rétorquer qu'une fois passée leur désillusions dans les institutions, ils les combattront, sauf qu'ici ce n'est pas de cela dont il s'agit, la justice est légitimée, elle figure dans le titre d'un article, ce n'est pas le meilleur moyen de la combattre que de lui rendre hommage.

Et puis le tribunal n'a fait que suspendre le "plan social", il n'a pas interdit la fermeture ce cette usine, il y a eu vice de forme, une fois que la direction de Philips se sera conformée à la législation en vigueur, cette usine fermera, comme des dizaines de milliers d'autres depuis 50 ans.

Shapira écrit "*Lundi 22 février, les salariés de l'usine Philips, à Dreux, ont repris le travail à la suite du jugement du tribunal*", mais il s'est bien gardé de préciser sur quoi portait au juste ce jugement. J'ai lu l'autre article qui relatait le meeting de Dreux, mais nulle part cette question n'a été abordée franchement, comme si pas un n'avait eu le courage de dire la vérité aux travailleurs de Philips présents dans cette salle.

Pire, dans l'article intitulé "*Ceux qui nous traitaient d'utopistes se sont trompés*", il est écrit que "*ce meeting montre que, dans l'unité, nous pouvons mettre fin au système capitaliste*", tu parles, d'une part parmi les dirigeants ou élus présents la très grande majorité d'entre eux (PCF, PS, PG, Europe écologie, sans compter la plupart des syndicalistes réformistes) sont farouchement contre la liquidation du capitalisme, alors pourquoi faire croire le contraire, c'est criminel, d'autre part, il en faudrait beaucoup plus pour ébranler le capitalisme dont le pouvoir est concentré au niveau des institutions politiques, et oui encore elles, toujours elles, il faut bien que quelqu'un le dise puisque c'est la vérité, le pays ait ainsi fait. A moins de vouloir nous faire croire qu'on pourrait abolir le capitalisme entreprise par entreprise...

Si maintenant repousser la date de fermeture d'une usine de quelques semaines ou mois ce serait "*mettre fin au système capitaliste*" où l'on va ! Au fait, ce sont les banquiers qui détiennent les cordons de la bourse, donc sans les exproprier en premier, dans la foulée des institutions j'entends, tous les discours sur la fin du capitalisme ressemble à un voeux pieux ou à un constat d'impuissance, idem pour la répartition des richesses chère au NPA.

Je rajoute un épilogue sur Total. Un mot d'ordre dont les appareils sont à l'origine.

«*Nous avons reçu des nouvelles indiquant que le gouvernement va faire dans la journée une annonce acceptant la tenue d'une table ronde sur l'avenir du raffinage en France que nous réclamions*», a expliqué à l'AFP le 23 février Laurent Delaunay, délégué CGT de Port-Jérôme.

Au mot près on retrouve les termes du titre d'*Informations ouvrières*, garantir "*l'avenir du raffinage en France*", comme si les capitalistes français pouvaient garantir quoi que ce soit aux travailleurs, comme s'ils fallaient les croire sur parole, quand c'est uniquement le profit à l'échelle mondiale qui dicte la production et les restructurations des grandes entreprises et la disparition des plus petites ou des moins concurrentielles, personne ne peut prévoir ce qui attend une multinationale ou une importante institution financière qui peut être conduite à la faillite, être démantelée, avec la crise actuelle, même P. Lamy qui dirige l'OMC avoue son impuissance à produire le moindre pronostic, exiger des garanties de la part des capitalistes, c'est nourrir des illusions dans le capitalisme dans la tête des travailleurs, les détourner des tâches politiques qu'ils ont à accomplir, après la liquidation de la sidérurgie, des mines, de la métallurgie, du textile, etc. plusieurs millions d'emplois, tout est possible, même l'inconcevable, cela transcende l'entendement, le profit seul guide la politique du capitalisme mondial en dehors de toutes autres considérations, et peu importe pour eux si pour parvenir à leurs fins ils entraînent l'humanité vers l'abîme, ils n'ont pas le choix, ce sont les lois internes du capitalisme qui dictent leur conduite.

C'est valable des deux côtés, les capitalistes peuvent péter les plombs et ne voir que leurs intérêts, et le peuple aussi, mais pas en tirant dans la même direction, le peuple tirant sur eux pour se défendre et faire respecter ses droits, on appelle aussi cela la dictature du prolétariat, qui implique la démocratie dans les rangs ouvriers, la libre discussion et expression, l'analyse sérieuse de toutes les propositions avancées, agir ensemble vers le même objectif qui ne peut être que le socialisme, il faut bien nommer les choses, non ? Une analyse

tronquée est pire qu'une analyse complète erronée.

Les camarades qui doivent se rendre à Dunkerque pour rencontrer les ouvriers de Total en grève illimitée, feraient bien de recentrer la dicussion sur le plan politique, contre le gouvernement et les institutions qui sont les garantes de la propriété privée, qui ont donné raison aux ouvriers de Philips dans un premier temps, mais qui se rangeront au côté de sa direction lorsqu'elle aura présenté un plan de fermeture conforme à la législation en vigueur.

Ils peuvent avancer l'idée de la nécessité de constituer un organisme permanent au niveau national regroupant les délégués élus de tous les comités de grève, la nécessité de constituer des comités de travailleurs sur la base de leurs revendications dans toutes les entreprises du pays dans la perpective d'exproprier le capital, condition indispensable pour mettre fin au chômage, à la précarité, à la pauvreté, etc., en associant syndicats et partis, qui pour leur part (les partis) combattent pour en finir avec les institutions de la Ve République, préalable politique indispensable pour pouvoir s'attaquer aux fondements du capitalisme, pas dans une entreprise seulement, mais au niveau de l'ensemble des grandes entreprises du pays, en premiers lieu desquelles, les banques et les compagnies d'assurance, d'avancer sur la voie conduisant à la constitution d'un Etat ouvrier et d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, du socialisme...

Ne pas poser ces questions, c'est se priver de toute issue politique et demeurer prisonnier du capitalisme et du régime. Capitalisme ou socialisme, existerait-il une autre alternative ?

Je reviendrai peut-être sur ce numéro d'*Informations ouvrières*, car paradoxalement à ce que je viens d'écrire de peu flatteur sur le POI, j'ai cru percevoir un changement de ton contre le régime, mais peut-être est-ce pour se conformer uniquement à l'air du temps qui est à la contestation sociale.

Ils ont rectifié le tir en page 2, il n'est jamais trop tard : "*30,7 milliards*

C'est le montant des exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons en 2008 (et presque autant en 2009).

C'est l'Etat (avec nos impôts : TVA, impôt sur le revenu, taxe sur l'essence) qui paie à la place des patrons ! 30 milliards, c'est aussi l'équivalent du « déficit» (fantaisiste) des retraites annoncé par Sarkozy le 15 février."

Les camarades qui m'avaient interpellé sur cette question peuvent constater que je ne leur avais pas raconté d'histoires, du coup l'argument des 212 milliards dûs à la Sécu tombe de lui-même, alors que le PT puis le POI n'ont eu de cesse de le marteler, une manipulation intenable qui prend fin et c'est tant mieux. Continuez sur cette voie, si je peux me permettre.

Quelques infos en bref.

Du côté des banksters.

Le Crédit Agricole vient d'annoncer qu'il va verser 49 millions d'euros de bonus à ses traders au titre de l'année 2009 soit à quelque 400 opérateurs de marché de la banque. (libération.fr 25.02)

Le calcul est vide fait, cela donne 122.500 euros en moyenne, soit 5,10 salaires sur la base de 2.000 euros brut par mois, l'équivalent au total de 2041 emplois. (AP 25.02)

Les banquiers en tremblent !

Le Parlement français a adopté définitivement le projet de loi de finances rectificative pour 2010.

Le "*collectif budgétaire*" fixe à 149 milliards d'euros le déficit budgétaire pour 2010, soit une dégradation de 31,7 milliards par rapport à la loi de finances initiale.

Le déficit public atteindrait 8,2% du produit intérieur brut, un record depuis au moins un demi-siècle.

Le texte prévoit la création d'une taxe exceptionnelle payée par les banques sur les bonus des traders, dont le produit, estimé initialement à 360 millions d'euros, sera affecté en totalité à Oseo, la banque publique de financement des PME.

Le texte de la CMP a retenu l'amendement du Sénat qui étend cette taxe aux supérieurs hiérarchiques des traders. Elle portera sur toute la chaîne allant du dirigeant de la banque d'investissement au trader, en passant par le chef d'équipe, le chef de salle et le responsable des activités de marché.

Cette taxe exceptionnelle est égale à 50% du montant versé au-delà de 27.500 euros par salarié.

Le collectif budgétaire met aussi en place le grand emprunt de 35 milliards d'euros voulu par le chef de l'Etat pour financer des investissements stratégiques dans l'enseignement supérieur, la formation, la recherche, les filières industrielles, les PME, le développement durable et l'économie numérique. (Reuters 25.02)

Quand les économistes prennent leurs désirs pour la réalité. Ils ne vivent pas dans le même monde que nous.

Les indicateurs conjoncturels français virent au rouge titre Reuters.

Baisse inattendue du moral des ménages, remontée du chômage et regain de tension sur les prix laissent augurer d'une rechute de la croissance française au premier trimestre après une embellie fin 2009 qui détonnait au sein de la zone euro.

Vingt économistes interrogés par Reuters s'attendaient à une poursuite de l'amélioration du moral des ménages... (Reuters 25.02)

Pas de bol, c'est le contraire qui se produit, conséquence de l'aggravation de la crise et ses conséquences que le gouvernement fait payer à la majorité de la population.

Jusqu'au cou !

Les dépôts de dossiers de surendettement ont augmenté de 15% au cours de l'année 2009, 744.000 ménages étaient officiellement en situation de surendettement, selon le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, (ONPES) remis jeudi au gouvernement.

Par ailleurs, selon l'ONPES, "*l'endettement moyen par dossier a lui aussi augmenté, passant de 38.847 euros en janvier 2009 à 41.700 euros en septembre 2009*". (AP 25.02)

Chômage. A Matignon on se rassure comme l'on peut.

Le chômage va continuer d'augmenter "*au moins jusqu'à la mi-2010*", a estimé jeudi le Premier ministre François Fillon, lors d'un déplacement en Seine-Maritime.

"*On voit que autour de nous, le chômage augmente encore très fortement, aux Etats-Unis, aujourd'hui même, les chiffres sont très mauvais dans la plupart des autres pays européens. Ça veut dire que, au moins jusqu'à la mi-2010, on va voir le chômage augmenter*", a-t-il affirmé

"*Cette augmentation est beaucoup moins forte que pendant la période la plus dure de la crise. Donc on va aller progressivement vers un équilibre et puis, on va recommencer à créer des emplois, si toutefois la situation internationale le permet*", a ajouté le Premier ministre. (AP 25.02)

Oui, c'est aussi à l'échelle mondiale qu'il faut combattre le chômage et en finir avec le capitalisme.

Effet d'annonce à l'approche des élections régionales.

L'Etat et l'assurance chômage (Unedic) vont allouer ensemble «*plusieurs centaines de millions d'euros*» pour des chômeurs en fin de droits, a affirmé jeudi sur RMC/ BFM TV le secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez, évoquant des mesures opérationnelles «*fin mars*».

Après avoir achevé mardi des réunions bilatérales avec les «*huit partenaires sociaux qui travaillent avec nous sur ce sujet*», le secrétaire d'Etat a indiqué que «dès la semaine prochaine, on fera une séance de bilan pour précisément se dire combien il y a de personnes concernées qui auront besoin de nous en 2010».

«*La semaine prochaine on aura notre réunion de diagnostic, la semaine d'après je souhaite que les mesures soient arrêtées et qu'elles soient opérationnelles avant la fin du mois de mars*», a-t-il précisé.

Sur un million de personnes qui devraient arriver en fin de droits à une indemnisation chômage en 2010, «*une partie bénéficie de la solidarité nationale (RSA, ASS, autres aides) et d'autres, qui peuvent avoir des niveaux de revenu au-delà des seuils parce que leur conjoint travaille, sont un peu dans un trou noir de notre système de solidarité nationale*», a observé Laurent Wauquiez.

«On estime -et c'est tout l'objet de notre réunion de la semaine prochaine avec les partenaires sociaux- entre 350.000 et 400.000 les personnes en dehors de nos aides», a-t-il indiqué.

Pour Laurent Wauquiez, «*il y a trois pistes d'actions», à commencer par «réagir avant que la personne se retrouve dans cette espèce de*

nasse du chômage de longue durée parce que ses chances de retrouver un emploi diminuent et parce qu'elle n'a plus d'indemnités à la fin».

Prenant l'exemple d'une femme 45 ans qui cherche un emploi dans le secteur du textile et qui n'en a pas trouvé au bout d'un an, il a considéré qu'«il faut lui proposer, avant qu'elle soit à un an, une formation pour se reconvertir par exemple dans les services à la personne».

Il a aussi prôné de «*miser sur la formation, parce que quelqu'un qui ne trouve pas dans son domaine au bout d'un an, c'est que ce n'est pas le bon domaine, donc il faut l'aider à se reconvertir*» et de recourir à «*tout ce qui permet, y compris à travers des aides, de recommencer à travailler, notamment des contrats aidés*».

Quant aux demandeurs d'emploi «*qui sont déjà en fin de droits, il faut leur proposer des formations rémunérées*», a jugé Laurent Wauquiez, évoquant là encore «*un cofinancement*» entre l'Etat et les partenaires sociaux. (Libération.fr et AFP 25.02)

L'avenir des millions de chômeurs en conservant l'Etat capitaliste et ses institutions :

1- les RSA ou ASS en complément d'un boulot à temps partiel, la misère quoi !

2- Les "*contrats aidés*", en réalité des contrats de travail précaires au Smic !

3- Une formation qui ne débouchera pas sur un emploi pour cause de chômage massif !

4- Mettre en formation des centaines de milliers de chômeurs, ce sera autant de chômeurs comptabilisés en moins dans la perspective de 2012 !

5- Et tout cela se fait avec la collaboration des dirigeants syndicaux qui gèrent le chômage et la crise du capitalisme au côté du gouvernement des banquiers et des capitalistes !

La jeunesse du prolétariat sacrifiée au profit des banquiers.

Les jeunes et les précaires devraient subir le plus durement la crise économique actuelle, selon le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale remis jeudi au gouvernement français.

"*La dégradation du marché du travail, en touchant les personnes qui étaient déjà les plus vulnérables, engendre un risque d'irréversibilité du chômage et de la pauvreté*", a dit Agnès de Fleurieu, présidente de l'Observatoire, en remettant le rapport au secrétaire d'Etat au Logement, Benoist Apparu, et au Haut commissaire aux solidarités actives, Martin Hirsch.

"*Plus particulièrement pour les jeunes, une entrée dans la vie active retardée, dans une phase de basse conjoncture, peut être synonyme de déclassement de longue durée, voire d'exclusion pour les plus précaires*", a-t-elle ajouté.

Selon le rapport, "*l'irréversibilité de la pauvreté constitue un risque certain pour les jeunes sans qualification qui cherchent à s'insérer professionnellement et pour les personnes qui étaient déjà éloignées de l'emploi*". "*Ces personnes risquent de souffrir durablement d'une perte de compétences, mais aussi de se désinsérer socialement.*"

L'Observatoire souligne, en plus, que les jeunes de moins de 25 ans ont difficilement accès à l'assurance chômage, du fait des durées de cotisation requises, et quasiment pas au Revenu de solidarité active (RSA).

Selon le rapport, "*l'extension de la pauvreté aux classes moyennes devrait être relativement limitée et pourrait essentiellement concerner les travailleurs qualifiés des secteurs industriels touchés par la crise*".

"*L'intensification de la pauvreté, c'est-à-dire la dégradation de la situation relative des personnes pauvres, est plus probable*", poursuit le texte. (Reuters 25.02)

Pas comique du tout !

Jean Dujardin, Dany Boon et Sophie Marceau ont été les acteurs les mieux payés du cinéma français en 2009, selon un palmarès à paraître vendredi dans le Figaro.

Selon ce quotidien, Jean Dujardin arrive en tête avec 4,4 millions d'euros, suivi de Dany Boon avec trois millions d'euros, puis Sophie Marceau avec 2,9 millions d'euros. (Reuters 25.02)

Allemagne. Passons aux aveux.

La chancelière allemande Angela Merkel reconnaît jeudi que l'euro se trouvait en position difficile pour la première fois depuis sa création, mais qu'il surmonterait la crise. (AP 25.02)

Etats-Unis. Un Etat d'exception, antidémocratique.

Après le Sénat, la Chambre des représentants a voté jeudi la reconduction pour un an des mesures antiterroristes exceptionnelles du Patriot Act, qui devaient expirer fin février.

Le Patriot Act avait été passé en réaction aux attentats du 11-Septembre 2001, en levant une bonne part des protections des droits des citoyens reconnues dans la Constitution. Parmi les mesures acceptées figurent les écoutes des conversations téléphoniques, la saisie de documents comme la liste des ouvrages consultés dans les bibliothèques, et la surveillance d'un individu isolé potentiellement dangereux sans qu'il appartienne à aucun groupe terroriste. (AP 25.02)

Le 27 février

Second complément : comme annoncé, j'ai mis en ligne au format pdf l'ensemble des infos de février sociale, politique, syndicale et internationale, et par chance l'ensemble des liens renvoyant aux différents articles ont été préservés.

Demain je m'accorderai un jour de repos si vous le voulez bien, sauf situation exceptionnelle bien entendu.

Complément : j'ai corrigé quelques fautes dans la rubrique Actualité rédigée trop rapidement.

Pas le temps de causer. Je rencontre encore un problème avec le modem, donc ne vous étonnez pas si je ne peux pas actualiser le site un de ces jours. Tous les articles qui figurent pendant deux ou trois jours dans la page d'accueil du site sont ensuite recopiés dans les pages des rubriques correspondantes.

Bon week-end à tous. Le printemps sera chaud !

Comme je ne suis pas certain que vous téléchargerez le document de FO mis en ligne aujourd'hui, je reproduis ci-dessous mon commentaire qui déborde largement son contenu.

La position de FO est correcte ici, à ceci près que ce syndicat inscrit les solutions à apporter au chômage, à la précarité, à la pauvreté et à la question des retraites dans le cadre du régime capitaliste comme horizon indépassable, ce à quoi on ne peut évidemment pas souscrire.

A l'opposé et conformément à l'objectif du mouvement ouvrier dont font partie FO et les syndicats ouvriers, nous proposons de situer notre combat sur toutes ces questions dans la perspective de l'abolition du salariat, donc du capitalisme.

Force ouvrière estime qu'il serait possible au capitalisme de procéder à « un changement du modèle » économique, ce qui signifie que ce serait possible, voire souhaitable, c'est méconnaître ou ne pas comprendre, ne pas vouloir comprendre plutôt, que c'est le développement du capitalisme mondial au cours de la deuxième moitié du XXe siècle au stade de l'impérialisme stade suprême du capitalisme qui est à l'origine de la situation économique et sociale actuelle, et que ce développement obéit aux lois internes de fonctionnement du système économique capitaliste qui sont des lois incontournables qui demeurent inchangées depuis l'avènement de ce mode de production et de répartition des richesses basé sur la propriété privée des moyens de production entre les mains d'une poignées d'exploiteurs.

Malgré les trésors d'ingéniosité mis en œuvre par les représentants de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme pour échapper à ces lois depuis le début des années 70, puis au début des années 90, l'impasse dans laquelle se trouve plongé le capitalisme aujourd'hui témoigne à elle seule, que quoiqu'ils puissent tenter pour tenter de contourner ces lois, elles finissent toujours par les rattraper et par s'imposer avec leurs lots de destructions gigantesques de forces productives entraînant des souffrances sans nombre à tous les peuples, en premier lieu à la classe ouvrière.

Le capitalisme conduit à une accumulation toujours plus importante de capitaux entre les mains d'une infime minorité de la population, la classe des exploiteurs, c'est sa seule raison d'être, son seul objectif, tandis que la pauvreté à l'échelle mondiale continue de frapper une masse toujours plus considérable de travailleurs et leurs familles, c'est cette contradiction entre l'existence d'une classe ultra minoritaire dans la société qui possède les moyens de production et les banques et qui ne sait plus quoi inventer pour accumuler toujours plus de richesses dans un monde livré à l'anarchie et à une concurrence féroce entre capitalistes pour conserver leurs privilèges qui sont la source véritable de leur pouvoir, de leur dictature sur tous les peuples, et à l'opposé, l'existence d'une classe qui représente l'immense masse de la population, qui ne possède rien et dans bien des cas manque de tout, y compris de quoi simplement survivre, c'est cette contradiction qui est à l'origine de toutes les crises du capitalisme depuis qu'il existe.

Contrairement à ce que pense J-C Mailly, les représentants du capitalisme ne prennent pas la décision de s'attaquer aux acquis ou aux droits du prolétariat au détriment d'une autre décision moins risquée qui n'empêcherait pas le capitalisme français de survivre, non, ils n'ont pas le choix, sauf à accepter de se saborder eux-mêmes ce que l'on ne peut pas concevoir à leur suite.

Ceux qui expliquent que le capitalisme français pourrait se permettre de lâcher l'équivalent de ce qu'il avait accordé au prolétariat entre 1945 et 1950, n'ont semble-t-il pas suivi le développement du capitalisme au cours de la deuxième moitié du XXe siècle ou ils n'y ont rien compris, car il suffit de comparer à l'échelle mondiale dans quelle situation se trouvait le capitalisme français avec ses colonies en 1945 avec la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui, pour comprendre qu'il ne se trouve pas du tout dans la même situation et qu'elle lui est nettement plus défavorable aujourd'hui, sa position de cinquième ou sixième économie mondiale est à relativiser lorsque l'on sait que plus de la moitié des capitaux des entreprises du CAC 40 sont détenus par des capitalistes d'autres pays et que plus de la moitié des bénéfices réalisés par ces sociétés ont été engrangés en dehors de France.

Le capitalisme français doit s'aligner sur le capitalisme qui bénéficie du coût de la main d'œuvre le meilleur marché dans le monde pour rester compétitif, conserver sa place ou son rang sur le marché mondial, il est prisonnier de cette loi qui s'applique à tous les capitalistes qui exige toujours plus de sacrifices de la part du prolétariat, plus d'exploitation, plus de productivité et à l'arrivée plus de profits, cela n'a rien à voir avec une décision abstraite qui serait prise uniquement pour satisfaire la cupidité aveugle ou la soif insatiable de pouvoir de quelques capitalistes. Ce sont des besoins objectifs qui dictent le comportement ou la volonté des capitalistes, J-C Mailly commet l'erreur d'inverser les termes de cette relation de dépendance.

Les capitalistes sont obligés de penser en terme de concurrence à l'échelle mondiale s'ils ne veulent pas être évincés à leur tour, être absorbés ou disparaître au profit de capitalistes plus puissants, ils sont en guerre les uns contre les autres, même si en dernier ressort ils se liguent contre le prolétariat, c'est dans ces termes qu'il faut analyser le développement du capitalisme pour comprendre son évolution à l'échelle nationale et mondiale.

On pourrait se poser une question qui doit brûler les lèvres de nombreux militants : quel regard, quelle attention portent-ils aux conséquences sociales et politiques de leur comportement agressif et antisocial envers la classe ouvrière ?

Si vous avez pris le temps de lire les articles des journalistes du Réseau Voltaire, vous aurez compris qu'ils sont loin de se désintéresser de ces questions, qu'ils mettent même le paquet pour soumettre tous les Etats à leur volonté et maintenir le prolétariat mondial dans un état de soumission permanent afin de garantir la pérennité de leur pouvoir.

Maintenant, comme je l'ai précisé plus haut, ils sont prisonniers des lois internes de fonctionnement du système capitaliste, ils n'ont aucun moyen d'y échapper, ils peuvent tout au plus ralentir le processus qui conduit à l'exacerbation des contradictions du régime capitaliste mais ils ne peuvent pas les faire disparaître, il arrive toujours un moment où ils doivent y faire face, où il leur faut solder les comptes, comptes truqués, plus longtemps ils ont repoussé cette échéance et moins ils ont les moyens d'y faire face, sauf à se réfugier dans une fuite en avant synonyme demain d'une situation totalement hors de contrôle, à force de brûler la mèche par les deux bouts, il arrive un moment où ils se brûlent les doigts.

Il ne faut pas craindre les mauvais coups, mais rendre coup pour coup, c'est le meilleur moyen d'entraîner le prolétariat au combat de classe et de le préparer à l'affrontement final.

Après avoir pressurisé le prolétariat des pays en voie de développement ou surexploité celui des pays dominés, mis l'Afrique sous tutelle et l'avoir pillé tout en la maintenant dans un état de sous-développement, l'avoir réduit à la mendicité internationale ou un état de dépendance permanent, il ne leur reste plus qu'à se retourner contre leur propre prolétariat pour leur reprendre les acquis ou droits qu'ils ont dus leur concéder, quitte à prendre le risque de se retrouver face à une explosion sociale qui pourrait se répandre comme une traînée de poudre à travers tous les continents et conduire à la recomposition du mouvement ouvrier international sur un axe révolutionnaire, car l'illusion que le capitalisme pourrait être réformé prendra fin un jour au l'autre, la crise actuelle ne peut qu'accélérer ce processus et la radicalisation politique de chaque classe, on peut déjà le constater en France (ou en Italie, en Grande-Bretagne et bien d'autres pays) à travers la campagne électorale nauséabonde d'un côté, et la multiplication des grèves dans tout le pays de l'autre.

Si les capitalistes pouvaient faire autrement que de devoir affronter le prolétariat, ils n'hésiteraient pas un instant, si pour nous combattre pour nos droits est une question de vie ou de mort, c'est la même chose pour eux. Soit ils font en sorte que les actionnaires continuent de s'en mettre plein les poches et de percevoir des dividendes exorbitants, et alors le bal peut continuer, soit ils en sont incapables et ils n'ont plus qu'à mettre la clé sous la porte ou allez voir ailleurs où les conditions sont plus favorables pour engranger de nouveaux profits et satisfaire ainsi les actionnaires, tout dépendra en dernier lieu des exigences de ces derniers.

Toutes les grandes sociétés sont endettées, ce sont les banques et l'industrie financière qui tirent les ficelles et décident de leur avenir, elles ont un droit de vie ou de mort sur l'économie capitaliste, sur la constitution des conseils d'administration qui doivent donner la priorité à la satisfaction des intérêts des actionnaires. Les choses sérieuses sont discutées et se passent ailleurs, entre le gouvernement et les banquiers, les patrons sont convoqués et se font tancer par le gouvernement quand ils n'ont pas été capables de faire face à leurs responsabilité, de faire passer un plan social ou une restructuration en douceur, si possible à moindre frais car les actionnaires veillent, les banquiers et les milliardaires amis du Président.

Qui permet aux banques de manipuler de l'argent qui ne leur appartiennent pas comme s'il s'agissait du leur, bien au-delà de leurs actifs (8 à 10 fois plus) dont chacun sait qu'une bonne partie est toujours pourrie et de spéculer avec ? En voilà une question intéressante. Le gouvernement en premier lieu puisqu'il dispose toujours du privilège de battre monnaie, autrement dit de mettre en œuvre la planche à billets, avec l'aval de la Banque de France et de la BCE, par contre avec le passage à l'euro il ne peut plus dévaluer la monnaie pour se mettre au niveau de celles qui la concurrencent, il n'a pas d'autres alternatives que d'inonder le marché d'argent sans qu'il puisse savoir à l'avance si cet argent aura un effet bénéfique sur la croissance économique, en réalité comme cet argent est en grande partie détournée vers les marchés financiers et la spéculation, ce qui reste en direction de l'industrie ne sert qu'à payer la note des restructurations et éviter que le climat social se détériore et devienne incontrôlable, ou à absorber des concurrents moins chanceux ou plus faibles au moment de la crise, procéder à de nouvelles concentrations du capital pour mieux affronter les concurrents et voir venir l'avenir sans que le capitalisme ne soit remis en cause, les affaires reprennent de plus belles et la vie continue comme avant... en attendant la prochaine crise ou plutôt la prochaine étape de la crise du capitalisme qui est devenue permanente.

C'est bien Sarkozy qui a décidé d'avancer plus de 400 milliards d'euros aux banquiers et aux industriels, Sarkozy est Président de la République, il est une institution à lui tout seul, une des institutions de la Ve République, son sommet, il concentre plus de pouvoir entre ses mains que n'importe quel président en Europe, des dictateurs l'envie c'est pour dire, c'est donc dans sa direction qu'il faut faire converger tous les combats, contre le pouvoir politique en place qui sert de pare-feu ou de couverture au pouvoir des banquiers et des capitalistes, contre l'ensemble des institutions auxquelles en aucun cas nous ne devons rendre hommage, pas de compromis avec l'ennemi.

On peut imaginer les discussions qu'ils peuvent avoir entre eux, le gouvernement en est réduit à jouer le rôle de détecteur d'incendies envers les banquiers, de pompier de service face à des situations de détresses totales qu'il a lui-même engendrées parmi la population en mettant en œuvre une politique exclusivement tournée vers la satisfaction des besoins des capitalistes, il est obligé de prendre le risque d'en arriver à devoir gérer des conditions sociales extrêmes sans en avoir les moyens politiques, il s'appuie sur ses alliés du mouvement ouvrier sur lesquels il sait pouvoir compter, mais ils ne peuvent pas tout contrôler, ils seront impuissants à endiguer la vague de mécontentement qui monte des profondeurs de la classe ouvrière et qui finira bien par se traduire par une gigantesque explosion sociale et politique, ils auront tout tenté pour l'éviter, en vain, car les conditions objectives finissent toujours par l'emporter, par pousser le prolétariat à se soulever, ce qui paraissait encore impossible la veille aux pessimistes et autres diseuses de mauvaises aventures, paraîtra logique et salutaire au plus grand nombre dans les jours ou les semaines qui suivront le début de la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir, notre seul objectif.

Comment pour les capitalistes et leurs représentants conjuguer des attaques sans fin de plus en plus brutales contre le prolétariat et garantir la paix sociale indéfiniment, mission impossible, voilà le fin mot de l'histoire, l'histoire de la lutte des classes qui ne s'achèvera vraiment que lorsque le prolétariat aura terrassé son ennemi de classe à l'échelle mondiale, qu'il aura vaincu le capitalisme, que les différentes classes et les Etats auront disparus, que tous les peuples seront réunis dans une seule République sociale universelle garantissant à tous le bien-être, la paix et l'harmonie entre tous les peuples, le règne de la liberté deviendra enfin réalité.

Avant d'y parvenir, le chemin sera long et tortueux, il faudra franchir bien des obstacles, passer par des étapes intermédiaires que nous n'aurons pas spécialement choisies mais qui s'imposeront à nous pour aller de l'avant, car on ne peut pas atteindre notre objectif final d'un coup, le niveau de conscience de la population est trop hétérogène, il reflète l'hétérogénéité de la population, ne pas en tenir compte se serait sombrer dans le gauchisme ou l'anarchisme par impatience, c'est le temps qu'il faudra pour modifier radicalement les conditions objectives qui déterminera en grande partie le temps qu'il faudra pour élever le niveau de conscience des masses jusqu'à la prochaine étape, et ainsi de suite. La révolution permet de réaliser en un jour ce qui aurait réclamé des années autrement, les consciences mûrissent plus vites au contact de la révolution, tout s'accélère et personne ne peut prévoir les rythmes et les délais que prendront chaque étape conduisant à notre émancipation de l'exploitation et de l'oppression tant le processus sera complexe, à l'échelle mondiale ne l'oublions jamais, nous ne sommes pas internationalistes pour rien.

Ce n'est pas pour rien non plus que l'on explique à la suite de Marx et Engels que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, c'est la condition sans laquelle leur émancipation demeurera toujours impossible ; si l'on ne peut pas faire le bonheur d'autrui contre sa volonté, a fortiori, la classe des exploitées ne pourra jamais se défaire de ses chaînes si elle ne les brisent pas elle-même, personne ne le fera à sa place. Lui fournir les outils pour y parvenir, l'aider à se les forger, tel est la raison d'être du parti révolutionnaire à la première étape, celle que nous vivons actuellement.

Voilà notre programme résumé en quelques lignes, qui je l'espère demeure fidèle à l'esprit du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels sans lequel il n'aurait sans doute jamais existé.

Crise à l'UMP.

Nicolas Sarkozy a convoqué les têtes de liste UMP pour les élections régionales en Ile-de-France afin de recadrer une campagne chaotique, a-t-on appris auprès du principal parti de la majorité.

Le président de la République "*est un peu agacé par des personnes qui ne font pas assez campagne ou qui jouent contre leur camp*", a-t-on expliqué de même source à Reuters.

Sont convoqués mardi à la première heure à l'Elysée la ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Pécresse, chef de file de l'UMP en Ile-de-France, les têtes de liste départementales, ainsi que le secrétaire général du Parti, Xavier Bertrand, et Roger Karoutchi.

"*Il balance saloperie sur saloperie en off aux journalistes*", accuse un cadre de l'UMP, selon qui Nicolas Sarkozy demandera aux uns et aux autres de serrer les rangs. (Reuters 26.02)

Le Palais sert de bureau à l'UMP ! Bonaparte et son armée...

De 1 à 19.000. C'est le rapport qui existe entre le plus bas et le plus haut salaire chez France Telecom.

Le groupe, qui a présenté ses résultats 2009 jeudi, prévoit de distribuer 1,40 euro de dividende par action en 2010. Avec un peu plus de 26 % du capital, l'État, premier actionnaire, devrait empocher près d'un milliard d'euros ! Une manne providentielle, alors que les finances publiques ne cessent de se dégrader, mais qui n'est pas du goût de tout le monde.

Et pour cause ! Si les dividendes restent au même niveau qu'en 2008, les profits de France télécom ont chuté de 26 %... Du coup, s'insurge la CFE-CGC, la part revenant aux actionnaires sera "supérieur[e] aux bénéfices" de 2009 ! Elle devrait en effet atteindre quelque 3,65 milliards pour un résultat net consolidé (incluant les bénéfices revenant aux actionnaires minoritaires des filiales du groupe) de seulement 3,465 milliards. Une "folle politique de distribution des dividendes", selon le syndicat.

Le groupe France télécom compromet-il l'avenir dans le seul intérêt financier de ses actionnaires ? Non, répond Alexandre Iatrides, gérant chez KLB Richelieu finance. Selon lui, la distribution de dividendes s'apprécie aussi à la lumière du cash flow dégagé par l'entreprise en 2009. Or, sur ce plan, France télécom a dépassé ses objectifs en générant 8,35 milliards d'euros (une hausse de 4,2 % par rapport à 2008). Le gérant souligne également qu'une fois retirés les éléments non récurrents, le résultat net part du groupe se monte à 4,85 milliards d'euros, une somme bien supérieure à la distribution prévue de dividendes. Quant à la dette de France télécom, elle reste largement soutenable, argumente-t-il, comme en témoigne la notation qui lui est attribuée, une des meilleures existantes.

Pour Alexandre Iatrides, l'investissement de France télécom reste dans la moyenne des sociétés européennes, l'endettement très soutenable du groupe permettant même d'éviter l'emballement des dépenses les moins rentables. Une nuance toutefois : Alexandre Iatrides gère l'argent des investisseurs, il est donc normal qu'il ne se plaigne pas que les dividendes de France télécom soient généreux ! (lefigaro.fr 26.02)

La Haute Autorité de la santé est d'une redoutable "*efficacité*"... antisociale.

Ils sont jugés «*peu efficaces*» par la Haute Autorité de santé. Résultat, le gouvernement avait décidé, à lautomne, de diminuer le remboursement dune série de médicaments. On en connaît désormais la liste, ils sont 200 médicaments, annonce le site des Echos. De 35% de remboursement par la Sécurité sociale, ils vont passer à 15%.

Selon le quotidien économique, cela devrait permettre une économie de 145 millions deuros cette année.

Concrètement, il va sagir de traitements comme le Tanakan, qui agit sur les troubles de la mémoire des personnes âgées, ou encore Equanil (un anxiolythique), lHexomédine (un antiseptique), et la crème contre lherpès Zovirax.

Les Echos précise que les laboratoires pharmaceutiques sont actuellement informés des médicaments concernés. «*Les décisions, médicament par médicament, paraîtront au "Journal officiel" à partir d'avril*», précise le site. (20minutes.fr 26.02)

Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries mars 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars

Pas le temps de causer et de commenter les articles de presse que j'ai mis en ligne, je dois être à 9h à l'hôpital chez le dentiste. Un complément plus tard dans la journée.

Bonne semaine à tous, le mois de mars s'annonce chaud, très chaud !

Quelques infos en bref.

En famille.

Dans un entretien au Monde du 27 février, Didier Migaud (PS), nommé premier président de la Cour des comptes par Sarkozy a déclaré : "Je n'ai jamais conçu la politique comme un champ de bataille", il est vrai que la lutte des classes, ce n'est pas vraiment le point fort au PS.

Plus loin, il précise que c'est lui qui s'est porté candidat à ce poste et qu'il n'a pas été démarché par le nabot du Palais. Peu importe, ils se connaissent tellement bien qu'ils se tutoient : "J'ai dit au président que si la proposition m'était faite, je l'accepterais. (...) Il m'a dit : 'c'est une fonction totalement indépendante, je ne te demande pas de renoncer à tes convictions'", rapporte-t-il. (Reuters 27.02)

Devant les caméras l'UMP et le PS se chamaillent, et aussitôt après ils vont ripailler ensemble.

Une difficulté de plus pour Sarkozy.

La décision de Sarkozy de ne pas inaugurer le salon samedi, mais de le clôturer en fin de semaine prochaine, a été mal vécue par le monde paysan. Jean-Michel Lemétayer, président de la FNSEA, premier syndicat agricole, classé à droite, a estimé que cette décision était mal venue alors que le secteur est en crise : «Le président Sarkozy a beaucoup de difficultés avec la campagne, avec le monde paysan», a-t-il affirmé vendredi sur Europe 1. Même tonalité du côté de la Confédération paysanne (proche de la gauche), qui y voit une «forme de mépris des paysans».

Lors d'une visite dans le Finistère consacrée à l'agriculture, le 15 février, Dominique de Villepin avait attaqué dans ce registre : «Je regrette

que [l'agriculture] ne soit pas une priorité du chef de l'Etat et du gouvernement, même si mon ami Bruno Le Maire se donne beaucoup de mal.» De fait, le ministre de l'Agriculture s'est surtout donné beaucoup de mal vendredi pour assurer que «le Président est à l'écoute du monde agricole, a une vraie attention pour le secteur» et lui apportera «des signes de soutien fort». En privé, le villepiniste Le Maire assure qu'il fait le point une fois par semaine sur son dossier avec Sarkozy. Mais après tout, pourquoi se décarcasser davantage ? A la présidentielle, près des trois quarts des agriculteurs ont voté pour le Sarkozy des villes. Cinq ans plus tôt, le Chirac des champs ne faisait pas mieux. (libération.fr 27.02)

550 euros. C'est, en euros, le montant de la taxe qui pourrait frapper chaque mètre carré de construction neuve en Ile-de-France pour financer la double boucle de métro automatique de Christian Blanc, le secrétaire d'Etat à la Région capitale, selon un document interne que s'est procuré l'AFP. (libération.fr 27.02)

Allemagne. Un "compromis responsable".

Le gouvernement et les syndicats allemands ont annoncé un accord dimanche sur une augmentation de salaire concernant quelque deux millions de fonctionnaires.

L'accord obtenu samedi soir prévoit un relèvement rétroactif des salaires de 1,2% pour janvier, suivi d'une hausse de 0,6% en janvier 2011 et de 0,5% en août 2011.

"Il n'y a pas de quoi se réjouir", a estimé Frank Bsirske, dirigeant du syndicat des services Ver.di, qui espérait davantage. Le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, a en revanche salué "un compromis responsable" étant donné la conjoncture économique. (AP 27.02)

Il y en a qui perdent la tête, d'autres qui la retrouvent... 3.262 ans plus tard.

Des archéologues ont mis au jour dans la Vallée des Rois, près de Louxor, la tête géante d'une statue du célèbre pharaon Amenhotep III, également appelé Aménophis III, a annoncé dimanche le Conseil suprême des antiquités égyptiennes.

Amenhotep III, qui était le grand-père de Toutankhamon, a régné de 1387 à 1348 avant Jésus-Christ, à l'apogée du Nouvel Empire.

La statue de sa tête a été découverte dans les ruines de son temple, situé sur la rive du Nil en face de Louxor (sud de l'Egypte), qui a été détruit il y a longtemps. Ne subsistent plus que les deux Colosses de Memnon qui en marquaient l'entrée.

La tête fait la taille d'une personne adulte et semble très bien conservée. Elle appartient à une statue immense découverte il y a quelques années. Hourig Sourouzian, chef de l'équipe d'archéologues qui travaillent sur le site depuis 1999, considère que sa barbe cérémonielle se trouve encore enfouie quelque part à proximité.

"D'autres statues ont toujours quelque chose de cassé: l'extrémité du nez, le visage érodé. Mais ici, de l'extrémité de la couronne jusqu'au menton, elle est magnifiquement taillée et polie, rien n'est cassé", a déclaré Hourig Sourouzian.

La mission archéologique a trouvé de nombreuses pièces dans les ruines, dont deux statues de granit noir d'Amenhotep découvertes en mars. (AP 28.02)

Le 2 mars

La sacro-sainte Constitution de la Ve République, les institutions et les partis.

Deux infos pour cadrer notre sujet.

1- Au premier jour d'entrée en vigueur d'une réforme permettant aux justiciables de saisir directement le Conseil constitutionnel, le tribunal correctionnel de Paris a décidé, lundi 1er mars, de transmettre un dossier à la Cour de cassation, afin de déterminer si la garde à vue était conforme à la Constitution. (lemonde.fr 01.03)

2- Nicolas Sarkozy a convoqué mardi à la première heure à l'Elysée les têtes de liste UMP pour les élections régionales en Ile-de-France afin de recadrer une campagne chaotique, a-t-on appris auprès du principal parti de la majorité. (Reuters 26.02)

Le droit, les libertés, la propriété, etc., tout repose sur la Constitution, tous les rapports doivent être conformes à la Constitution, pardon, à l'esprit de la Constitution, la Constitution garante des rapports de soumission du travail au capital, la Constitution à l'origine des institutions dont le ministère de la Justice. Eux ils s'en occupent, ils s'y réfèrent, ils y font appellent, et nous, nous, nous l'ignorons !

Nos ennemis sont franchement moins cons que nous qui nous déchirons entre nous à vouloir respecter à la lettre tel ou tel principe au nom de la bonne cause pour ne pas combattre les institutions, eux en face, ils se contentent de lois, de décrets, de mesures conformes à l'esprit de la Constitution... et ils avancent, ils mettent en oeuvre leur politique réactionnaire entièrement tournée contre le prolétariat.

Dans *Que Faire ?* (1902), Lénine expliquait que dès 1895 en Russie, ceux qui se réfugiaient derrière l'argument selon lequel "*l'absence à cette époque de conditions pour un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications*", entendez par là les revendications (économiques ou sociales) autres que politiques, étaient en réalité des capitulards ou des ignares, car "*toutes les conditions étaient réunies pour permettre un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications, toutes, sauf une préparation suffisante des dirigeants*". Lénine y voyait "*sinon une soumission servile au spontané, l'admiration des "idéologues" pour leurs propres défauts*". Je précise que parmi les "*petites revendications*" on peut ranger le combat pour l'interdiction des licenciements qui n'est pas à proprement parlé une petite revendication, dans la mesure où elle ne s'inscrit pas dans la persepctive d'un Etat ouvrier qui serait le seul à pouvoir appliquer cette mesure. Vous avez sans doute déjà lu quelque part qu'il n'y avait pas pire qu'une analyse qui n'était pas menée à son terme, vous en avez ici un excellent exemple.

Fustigeant alors les social-démocrates, "*la spontanéité (...) valait mieux que tout socialisme et toute politique, qu'ils devaient lutter en sachant qu'ils le faisaient, non pas pour de vagues générations futures, mais pour eux-mêmes et pour leurs enfants'*"".

Une lutte qui n'aurait pas d'effet immédiat ou qui ne déboucherait sur aucun changement immédiat ne servirait à rien en somme, et comme le combat pour le socialisme est un combat de longue haleine qui ne se traduira par un résultat concret que lorsqu'on aura renversé le régime en place et pris le pouvoir, ce qui n'est pas demain la veille, ce combat serait parfaitement inutile ou sans intérêt. C'est l'attitude de tous les partis dits ouvriers en février 2010, sans exception.

Lénine poursuivait "*Les phrases de ce genre ont toujours été l'arme préférée des bourgeois d'Occident qui, haïssant le socialisme, travaillaient eux-mêmes (comme le "social-politique" allemand Hirsch) à transplanter chez eux le trade-unionisme anglais, et disaient aux ouvriers que la lutte uniquement syndicale est une lutte justement pour eux et pour leurs enfants, et non pour de vagues générations futures avec un vague socialisme futur.*"

Il est vrai que tous les partis ouvriers en février 2010 ressemblent davantage à des syndicats qu'à des partis politique et que le socialisme passe systématiquement à la trappe chez eux.

Alors que les capitalistes et leurs représentants pensent et légifèrent en terme d'évolution ou de développement du capitalisme à long terme pour assurer sa survie, le prolétariat ne devrait pas regarder plus loin que le bout de son nez, nos dirigeants doivent estimer que puisqu'il en est incapable, il est préférable de le laisser dans l'état de léthargie ou d'inconscience dans lequel il se trouve, à quoi bon le contrarier ou lui proposer une issue politique si éloignée de ses préoccupations et à laquelle il n'y comprendra rien. Laissons-le faire son propre malheur, laissons-le mariner dans son jus, à ce compte là n'en sortira jamais rien !

Ne dites pas que nos dirigeants ont en réalité une bien piètre idée du prolétariat, ils vous accuseraient de les calomnier, c'est leur conception de la démocratie qui parle.

Lénine : "*Tous ceux qui parlent de "surestimation de l'idéologie*", d'exagération du rôle de l'élément conscient, etc., se figurent que le mouvement purement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer et qu'il élaborera pour soi une idéologie indépendante, à la condition seulement que les ouvriers "*arrachent leur sort des mains de leurs dirigeants". Mais c'est une erreur profonde.*"

Au passage, le front unique en direction des dirigeants reçoit ici un désavoeux cinglant. Et c'est un fait que les militants qui ont quitté leur parti (PS ou PCF) n'ont pas rejoint le POI ou le NPA pour devenir des marxistes ou des révolutionnaires, ils ont conservé la même idéologie réformiste...

Lénine donnait ensuite la parole à Kautsky avant qu'il ne devienne un renégat du marxisme, pour expliquer en quoi consistait cette erreur, en réalité, il s'appuiera sur les enseignements de la lutte de classe du passé.

"*Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la conscience (souligné par K.K.) de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette science. Le projet de programme donne à croire que la commission a élaboré le programme autrichien partage aussi ce point de vue soi-disant marxiste orthodoxe, que réfute l'exemple de l'Angleterre. Le projet porte: "Plus le prolétariat augmente en conséquence du développement capitaliste, plus il est contraint et a la possibilité de lutter contre le capitalisme. Le prolétariat vient à la conscience de la possibilité et de la nécessité du socialisme". Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Et cela est entièrement faux.*

Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat ; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère des masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre ; ils surgissent de prémisses différentes. La

conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne, et malgré tout son désir, le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre ; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois (souligné par K. K.) : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (Von Aussen Hineingetragenes) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (urwüchsig). Aussi le vieux programme de Hainfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement: de remplir le prolétariat) la conscience de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe. Or le nouveau projet a emprunté cette thèse à l'ancien programme et l'a accolée à la thèse citée plus haut. Ce qui a complètement interrompu le cours de la pensée..."

Le socialisme ne germerait donc pas spontanément dans la tête du prolétariat, il serait importé "du dehors", du parti communiste constitué au départ par des intellectuels et/ou des bourgeois ayant rompus avec leur classe, d'où notamment le rôle irremplaçable du parti. Nos dirigeants l'ignoreraient-ils ?

Si maintenant le parti ne popularise pas les idées du socialisme, s'il ne combat pas sur le terrain politique, s'il n'indique pas aux masses les tâches et les objectifs politiques qu'elles doivent et devront se donner pour s'émanciper du capital, puisqu'elles sont incapables de les définir elles-mêmes et que personne d'autre ne le fera à la place de leur parti, autant dire qu'elles risquent de rester enchaînées au capitalisme pendant encore pas mal de temps.

Le socialisme serait importé "*du dehors*" de la classe ouvrière, donc évidemment en dehors de ses syndicats ouvriers, c'est donc au parti de remplir cette fonction, or les partis s'y refusent et se comportent en syndicats.

Ceux qui en sont réduits à refuser de combattre pour chasser Sarkozy et abattre les institutions, devraient réfléchir à la politique que leur proposent leurs dirigeants s'ils ne veulent pas qu'on les traitent de "*grands bourgeois d'Occident*". Je sens que je vais encore me faire des amis, je m'en tape autant que Lénine s'en foutait éperdument.

Ce sont bien les dirigeants des partis ouvriers qui sont responsables du refus de combattre le régime sur le terrain politique et qui se contentent des "*petites revendications*", qui passent de l'une à l'autre comme autant d'abstractions sans les relier entre elles pour axer leur combat contre le gouvernement et les institutions.

Pourquoi ne pas expliquer à la classe ouvrière que seul un Etat ouvrier, un gouvernement ouvrier révolutionnaire permettra de mettre un terme à toutes leurs souffrances et frustrations, que la liquidation des institutions de la Ve République est la condition préalable à la remise en cause des fondements du capitalisme, et que sans cette remise en cause leurs besoins ou aspirations ne seront jamais satisfaits, que c'est la seule issue politique possible, qu'il n'existe aucune autre alternative au capitalisme que le socialisme ?

Depuis la IVe République on a eu le droit à tous les types de gouvernements bourgeois : union nationale, coalition, cohabitation, programme commun axé sur la préservation de la Ve République et du capitalisme, sans que l'Etat ne change de nature sociale, toujours capitaliste. Alors pourquoi ne pas essayer un Etat ouvrier s'appuyant exclusivement sur la classe ouvrière ?

Prendre en mains son destin, refuser de se faire manipuler plus longtemps par le pouvoir et ses valets, ce n'est quand même pas le bout du monde, c'est un discours accessible à des millions de travailleurs, non ? Ne le serait-il pas que nous ne devrions pas en changer, tel était l'enseignement que Lénine avait compris et la lutte de classe lui a donné raison. Le parti se construit pas à pas, militant par militant parmi les ouvriers les plus déterminés, on ne se fait pas d'illusion, si nos idées s'adressent à l'ensemble de la classe et peuvent imbiber petit à petit la classe ouvrière, on n'a pas la prétention de la gagner au socialisme du jour au lendemain ou de recruter des millions d'ouvriers, telle était la méthode de Lénine pour construire le parti.

Quel discours tenir aux travailleurs les plus avancés qui cependant doutent qu'il existerait une issue politique ?

C'est bien beau tout cela direz-vous, mais ce que vous nous proposez là ce n'est pas pour demain, certes, les miracles réclament toujours un certain délai pour ceux qui y croient, ce qui n'est pas notre cas, on ne changera pas le monde demain matin, même avec les plus belles idées du monde, cependant il faut bien partir de quelque part, de la réalité et de la société telles qu'elles sont si nous voulons un jour les changer, à moins que vous n'acceptiez que d'autres continuent de décider à votre place et que vous vous estimiez heureux ainsi, à notre avis la vie vaut mieux que cela, mais si nous n'avançons pas dans cette voie, ce sera pour toujours qu'il faudra se contenter de cette vie médiocre faite d'hypocrisies et de mensonges grands et petits, d'humiliations et de frustrations de plus en plus insupportables sans aucune contrepartie, est-ce ainsi que vous envisagez votre avenir, croyez-vous franchement qu'il n'existe pas une autre explication (origine) à notre condition, vous êtes d'accord pour reconnaître que ce qui se passe n'est pas normal, alors essayons ensemble de comprendre ce qui se passe vraiment, s'il n'y a pas de fatalité, si rien n'est déterminé à l'avance, c'est que l'on peut agir pour changer le cours des choses, peut-être pas dans l'immédiat, il ne faut pas s'attendre à des résultats spectaculaires, par contre par le seul fait que vous vous engagiez à prendre vos affaires en mains, c'est déjà un premier pas vers notre objectif commun qui vous paraissait impensable à atteindre quelques minutes plus tôt, vous donnez aussi un sens à votre vie, vous vous donnez un idéal dont vous n'aurez jamais à rougir, imaginez que finalement des millions avancent ainsi consciemment dans la même direction et nous nous rapprocherons du but que nous nous sommes fixés, d'utopie il

deviendra réalité...

Oui notre combat consiste dans un premier temps à faire prendre conscience au prolétariat qu'il existe bien une issue politique à la crise du capitalisme et que cette issue repose sur sa prise de conscience que le système économique capitaliste et les institutions n'ont pas existé de toute éternité, et au-delà que seuls son organisation et sa mobilisation révolutionnaire permettront d'y mettre fin.

L'issue de notre combat reposera sur le parti ouvrier qui aura été capable d'analyser le développement du capitalisme avec ses contradictions et d'en tirer la conclusion, d'une part qu'il conduit infailliblement l'humanité à la barbarie, d'autre part, que son existence repose uniquement sur l'ignorance des masses laborieuses et leur incapacité jusqu'à présent à se doter d'une direction exprimant consciemment leurs intérêts et l'objectif de leur combat, d'où la nécessité de construire le parti révolutionnaire qui impulsera le combat pour un Etat ouvrier et qui le dirigera au cours d'une période transitoire une fois que nous aurons vaincu notre ennemi...

Le combat pour le socialisme est étroitement lié au combat pour la construction du parti, parce que ce sont des partis politiques qui constituent et dirigent les institutions, l'histoire du pays est ainsi faite que nous devons faire avec ; regardez, ce n'est pas un hasard à deux semaines des élections régionales si Sarkozy, le président de la République, le sommet de l'Etat, une institution à lui tout seul de par les pouvoirs exorbitants que lui octroie la Constitution de la Ve République, convoque les candidats de l'UMP, son parti, pas n'importe où, pas dans un hôtel particulier ou au siège de l'UMP, à l'Elysée !

Les capitalistes sont très organisés, ils disposent de tous les pouvoirs, ils ont de puissants syndicats, des partis politiques comptant des centaines de milliers d'adhérents, ils disposent des médias et de moyens financiers colossaux pour organiser leur propagande et défendre leurs intérêts contre la classe ouvrière, ils peuvent aussi compter sur une ribambelle de partis dits ouvriers ou de gauche qui ont gouverné dans le passé au côté des représentants du capitalisme, mais aussi sur des syndicats jaunes ou des syndicats dirigés par des bureaucrates qui ont choisi le camp des adversaires de la classe ouvrière, on peut ajouter une multitude d'organisations, associations, comités, clubs dont l'existence repose uniquement sur les fonds que leur octroie l'Etat capitaliste, face à cette formidable armada, on trouve trois partis (POI, NPA et LO) et une multitude de groupes de militants qui proclament défendre les intérêts de la classe ouvrière, mais dont aucun ne veut pour le moment combattre contre les institutions ou subordonner leur combat pour les revendications au combat pour en finir avec le régime, ils préfèrent faire l'impasse sur le programme du socialisme en imaginant peut-être que le moment venu celui-ci s'imposera aux masses, or nous avons vu plus haut que c'était une dramatique erreur de le penser.

La classe ouvrière, l'ensemble des exploités représentent l'immense majorité de la population, les capitalistes doivent leur céder le pouvoir de gré ou de force, rien ni personne ne peut justifier les inégalités et les injustices, les guerres, les famines et la barbarie en général, c'est à notre tour de gouverner, de refonder les bases économiques et l'ensemble des rapports sociaux qui en découlent, de la même manière que la bourgeoisie l'a fait pour son propre compte à la fin du XVIIIe siècle, par une révolution prolétarienne, socialisme ou barbarie, l'heure des combats décisifs a sonné, l'heure de l'engagement politique des masses exploitées sonnera le glas du capitalisme, nous en sommes sûrs, nous vaincrons !

Quelques infos en bref

Economie.

Et pendant ce temps-là les affaires continuent.

- Merck va racheter Millipore pour 7,2 milliards de dollars.

- Prudential rachète AIA pour 35,5 milliards de dollars

- Bruxelles avalise l'alliance Orange/T-Mobile au Royaume-Uni

- Le groupe français Alstom prend 25% du capital du russe TMH

Suède.

L'économie suédoise est retombée en récession au quatrième trimestre, selon les chiffres du Bureau des statistiques suédois.

Le produit intérieur brut (PIB) du quatrième trimestre 2009 s'est ainsi contracté de 0,6% de 0,1% au troisième trimestre.

Avec une contraction du PIB de 4,9% sur l'ensemble de l'année, la Suède a connu en 2009 la plus forte chute de son activité économique depuis la Deuxième Guerre mondiale. (Reuters 01.03)

Ils engrangent des milliards de dollars.

HSBC fait état d'un bénéfice annuel avant impôt de 7,1 milliards de dollars (5,2 milliards d'euros). Les comptes de HSBC ont été affectés par des pertes comptables de 6,3 milliards de dollars imputables à sa propre dette.

Avant cette perte, le bénéfice courant ressort à 13,3 milliards de dollars, en hausse de 56%.

La première banque européenne a indiqué que ses provisions pour créances douteuses avaient grimpé de 9% à 26,5 milliards de dollars.

Prié de dire si les créances douteuses avaient atteint un plafond outre-Atlantique, le directeur financier de HSBC Douglas Flint a répondu: "*Ce serait une prévision raisonnable.*" (Reuters 01.03)

Le 3 mars

La Talonnette. Flagrant délit et panique au Palais.

S'engager dans la campagne des régionales "*n'est pas le rôle ni la place du président de la République*", affirmait Sarkozy le 26 janvier sur TF1.

Depuis, pourtant, Nicolas Sarkozy se déplace dans des régions électoralement stratégiques, se multiplie aux côtés des candidats de la majorité et va jusqu'à recevoir mardi matin l'équipe que conduit Valérie Pécresse en Ile-de-France. (AP 01.03)

L'aristocratie financière rassurée... si besoin était. Ouf !

Le commissaire européen chargé des services financiers, Michel Barnier, a cherché mardi à rassurer les gestionnaires de fonds spéculatifs (les fameux hedge funds) et de fonds d'investissement dans les entreprises non-cotées, au deuxième jour d'une visite à Londres.

«*Mon principal objectif, c'est de vous écouter*», a déclaré le Français au cours d'une réunion avec des représentants du secteur. Il a souligné qu'il fallait réformer le secteur financier sans «*réguler pour le plaisir de réguler*». (libération.fr et AFP 02.03)

Il fallait évidemment lire écouter dans le sens d'obéir.

UE. Un charisme qui passe mal.

Le Parlement européen a annoncé mardi avoir infligé une amende de quelque 3.000 euros à l'eurodéputé britannique Nigel Farage, qui a comparé le 24 février le nouveau président de l'Union européenne, le Belge Herman van Rompuy, à une "*serpillière humide*".

La présidence du Parlement européen a condamné mardi le comportement "*incorrect et irrespectueux*" de l'eurodéputé Nigel Farage, chef du parti UK Independence Party qui demande le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, qui va perdre dix jours d'indemnités parlementaires journalières, à 298 euros par jour.

Nigel Farage l'avait d'abord traité d'"*assassin tranquille*" de la démocratie en Europe, avant de hurler: "*Vous avez le charisme d'une serpillière humide et l'allure d'un petit employé de banque*".

"*Personne en Europe n'a entendu parler de vous! (...) Le peuple d'Europe doit vous limoger*", a ajouté le Britannique, que le président de l'Assemblée a tenté en vain d'interrompre. "*Vous semblez mépriser le concept même des Etats-nations. Peut-être parce que vous venez de Belgique, qui, bien sûr, est à peu près un non-pays*", a poursuivi Nigel Farage. (AP 02.03)

Espagne. Taux record de chômage.

Le taux de chômage espagnol a connu une nouvelle hausse de 2% en février, et ne devrait pas diminuer avant 2011, selon les chiffres publiés par le ministère du travail.

Par rapport à février 2009, le chômage espagnol a augmenté de près de 20%. L'Espagne compte donc désormais 4,13 millions de chômeurs.

Le taux de chômage espagnol étaient de 18,3% au dernier trimestre 2009 et devrait atteindre 19% cette année selon les prévisions du gouvernement. (Reuters 02.03)

Grèce. Saigner à blanc le prolétariat grec. Le vrai visage de l'Union européenne.

La Grèce doit prendre de nouvelles mesures d'austérité pour atteindre son objectif de réduction du déficit budgétaire cette année, annonce la Commission européenne mercredi.

L'ambitieux programme d'austérité d'Athènes vise à calmer le marché obligataire où les primes pour prêter à la Grèce n'ont cessé d'augmenter, les intervenants redoutant un défaut sur le service d'une dette qui dépasse 120% du PIB.

Pour calmer la nervosité des marchés, les pays de la zone euro ont publié le 11 février un communiqué dans lequel ils affirment qu'ils agiront pour préserver la stabilité financière de la zone si le besoin s'en fait sentir. (Reuters 02.03)

Chine.

La Chine devrait enregistrer un déficit plus important que prévu cette année, de plus de 1.000 milliards de yuans (108 milliards d'euros) a annoncé lundi Yin Zhongqing, directeur adjoint de la commission de l'Économie et des Finances du Congrès national du peuple.

Selon les chiffres du ministère des finances, les recettes ont diminué d'environ 740 milliards de yuans, soit 2,2% du produit intérieur brut. (Reuters 02.03)

Le 4 mars

Par erreur j'ai effacé de mon disque dur la causerie du 1er mars, si un camarade peut me l'envoyer, merci d'avance.

Hier après-midi j'ai préparé une causerie ou un article comme vous voudrez sur les comités d'action (avec l'aide du camarade Trotsky) mal nommés comités d'unité, mais l'actualité me conduit à ne le publier que demain, je dois y faire une dernière retouche, car j'ai tendance à ne pas expliquer suffisamment sur quoi reposent mes critiques qui se veulent avant tout constructives, mais bon, on ne peut pas être compris par tout le monde non plus, surtout par ceux qui ne veulent pas comprendre ou qui sont fermés à la confrontation des idées.

J'ai lu le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, ils ont réaliser des progrès dans la présentation et le contenu, c'est vrai alors il faut le signaler, de nombreux articles sont comparables par la forme à ceux que l'on trouve dans le site Lutte de classe, simple coïncidence évidemment. Dommage qu'on ne partage pas la même orientation politique. J'y reviendrai demain, car j'ai aussi commencé à rédiger une causerie à chaud hier après-midi.

J'ai mis en ligne pour info l'appel lancé par le *Front syndical de classe* en solidarité avec les ouvriers de Total à Dunkerque dont la raffinerie est plus que sérieusement menacée de fermeture, avec les réserves suivantes.

Ils disent bien ce que "*les actionnaires de Total veulent ; (...) la fermeture de cette raffinerie*", mais dans leur appel ils n'exigent pas clairement son maintien en activité, pire, ils se contentent de constater que la grève des cinq autres raffineries n'a pas permis d'aboutir de la part de la direction de Total à l'engagement de maintenir en activité la raffinerie de Dunkerque en passant sous silence l'appel de la CGT à cesser la grève dans ces raffineries, facteur qui est en garnde partie à l'origine de la position de la direction de Total (et du gouvernement) et qui a conduit à l'isolement des ouvriers de Dunkerque.

Finalement, ils prétendent donc combattre contre l'isolement des ouvriers de Dunkerque sans dénoncer ceux qui sont à l'origine de cette situation. Veulent-ils ainsi protéger les dirigeants nationaux de la CGT qui ont brisé cette grève et trahi les ouvriers de Total, parce qu'ils seraient eux aussi sur la ligne qu'il serait impossible de s'opposer à la fermeture de la raffinerie de Dunkerque ? Cela y ressemble en tout cas.

A l'opposé, parce que je me situe dans une autre perspective politique que ces militants, pour rappel, j'ai expliqué que la fermeture de cette raffinerie serait inévitable, j'aurais dû préciser qu'elle serait probablement inévitable, sauf à engager le combat pour l'expropriation des actionnaires de Total et la prise de contrôle des raffineries par les ouvriers et le personnel de Total, ce qui nécessitait d'engager le combat contre le gouvernement pour le chasser puisqu'il était impensable que Sarkozy procède à l'expropriation des actionnaires de Total, sachant aussi que le gouvernement possédait plus d'un tiers des actions de Total. J'ajoutais, sans aucune illusion sur l'issue de ce combat, après coup je précise en tenant compte du développement de la situation que j'essaie de cerner au plus près de Pondichéry, sauf à ouvrir une crise révolutionnaire en France, perspective politique inscrite dors et déjà dans la situation qui est en train de se développer dans le pays (notamment), de mûrir à un rythme qu'on ne peut pas prévoir mais que l'approfondissement de la crise du capitalisme et des institutions ne fait qu'accélèrer.

Voici le passage en question de leur appel :

"*La grève nationale du groupe TOTAL n'a pas permis d'apporter de réponse à la question posée depuis le 12 janvier : le redémarrage de l'entreprise pour permettre sur le site de Dunkerque la préservation de tous les emplois de la Raffinerie des Flandres mais aussi de toute la sous-traitance.* "

"*Redémarrage de l'entreprise*", on peut l'interpréter comme la volonté de combattre pour le maintien de l'activité de raffinage sur le site de Dunkerque, mais comme l'indiquait le jaune Chérèque, cela peut aussi s'interpréter comme la volonté d'y substituer une autre activité, ce qui signifierait en réalité le licenciement de l'ensemble des ouvriers de Dunkerque, et l'intérêt porté aux ouvriers employés par la sous-traitance ne servirait qu'à camoufler cette capitulation larvée.

Comprenez bien que je ne cherche pas à tout prix à critiquer cette initiative du FSC, j'expose simplement les remarques qui me sont venus à l'esprit en lisant leur appel. Pour ma part je m'en remets à la revendication des ouvriers de Dunkerque qui est très claire dans sa formulation.

Les ouvriers de Total à Dunkerque et des sous-traitants exigent le maintien en activité de la raffinerie telle qu'elle existe, objectif qui seul peut garantir le maintien de la totalité des emplois existant aujourd'hui, ils ne demandent pas une hypothétique "*préservation de tous les emplois*" qui est la porte ouverte à toutes les manoeuvres pour les conduire au chômage.

On ne peut pas tout dire et son contraire, en gros c'est ce que voulais marteler. On ne peut pas écrire dans la présentation de cet appel : "*Pas question de laisser sacrifier les salariés de la raffinerie de Dunkerque au nom de la sacro-sainte rentabilité financière*", et faire l'impasse sur le rôle des dirigeants nationaux de la CGT qui ont brisé la grève des cinq autres raffineries qui conduisait l'économie du pays à la paralysie et à une crise politique.

L'unité au sommet des appareils des syndicats ou des partis n'est pas notre objectif, poser de la sorte, c'est l'arme suprême de la trahison du mouvement ouvrier. Par contre l'unité de l'ensemble des militants syndicaux et politiques du mouvement ouvrier si elle peut conduire à l'unité des dirigeants des syndicats et des partis, elle ne sera efficace que si ces militants avec les travailleurs mobilisés se dotent d'organismes indépendants pour contrôler leur propre mobilisation et définir eux-mêmes les tâches qu'ils doivent accomplir, les objectifs qu'ils doivent se fixer, en refusant de se soumettre à l'autorité de quelque dirigeant que ce soit.

C'est à cette tâche urgente à laquelle le mouvement ouvrier doit s'atteler sans délai s'il veut vaincre.

Ca craque de partout à l'UMP.

Selon, Lepoint.fr, les 40 membres de l'UMP qui sont inscrits sur la liste dissidente du maire de Palavas, Christian Jeanjean, qui a perdu l'investiture du parti, viennent d'être suspendus du parti par le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand. Christian Jeanjean "*conteste la légitimité de Raymond Couderc*". (lepost.fr 03.03)

Nouvelles "*difficultés*" en zone euro.

La croissance de l'activité dans les services de la zone euro a encore ralenti en février mais les contrats en attente des entreprises ont augmenté pour la première fois en deux ans, selon les résultats définitifs de l'enquête Markit.

La contraction dans les services s'est accélérée le mois dernier en Espagne alors que l'activité dans les services a légèrement reculé en Allemagne, en Italie et davantage en France. Il a grimpé en en "*Ces divergences soulèvent des interrogations concernant la soutenabilité de la reprise tout en posant des questions difficiles aux dirigeants politiques*", estime Chris Williamson de Markit.

"*Les services rencontrent clairement des difficultés pour bénéficier des éventuelles répercussions de la croissance plus solide observée dans l'industrie. La croissance du PIB et la poursuite de la reprise sont menacées par ce regain de faiblesse*", ajoute-t-il. (Reuters 03.03)

Grande-Bretagne. Au bord du gouffre et nouveau scandale.

1- Dans son édition de mercredi 3 mars, *La Tribune* spécule sur la prochaine victime, après la Grèce, des fonds spéculatifs, qui pourrait être, selon le quotidien économique, la Grande-Bretagne.

Avec une dette publique 80 % du PIB cette année '*dont l'explosion attendue entre 2008 et 2011 n'a aucun équivalent dans un pays développé*', Irlande exceptée, une monnaie sous pression face au dollar, et à l'approche d'élections générales qui laissent entrevoir une absence de majorité absolue, le Royaume-Uni serait la proie idéale pour une attaque des marchés.

'*Je suis très nerveux au sujet du risque qui pèse sur notre dette souveraine*', a averti mardi Kenneth Clark, conservateur chargé de l'industrie au sein du cabinet '*fantôme*' de David Cameron. (lemonde.fr 03.03)

2- Le vice-président du parti conservateur (par ailleurs ancien trésorier du parti), Lord Michael Ashcrof, a confirmé son statut fiscal de «*non-doms*». Cest-à-dire quil nest imposé que sur ses revenus perçus au Royaume-Uni. Un statut normalement réservé aux personnes qui ne

sont pas Britanniques.

La polémique prend dautant plus d'ampleur que son chef, David Cameron, s'était engagé, il y a quelques mois, à empêcher ces «*non-doms*» de siéger au parlement, une fois arrivé au pouvoir, et que sa campagne s'appuie notamment sur la critique des scandales des notes de frais des travaillistes.

Autre problème : Lord Michael Ashcroft est la trente-septième fortune du pays. Difficile à gober, donc, qu'il aurait du mal à payer ses impôts... (20minutes.fr.)

Chili.

Le séisme a peut-être servi de révélateur à l'immense fossé de richesses dans le pays, mettant en lumière la situation des pauvres, victimes les plus durement touchées du tremblement de terre. (AP 03.03)

Tient donc, il paraissait que depuis 1990 le taux de pauvreté était passé de 45 à 13% grâce à "*une démocratie stable enviées dans toute l'Amérique latine*", sur les 17 millions d'habitants, cela fait près de 2 millions de pauvres abandonnés à leur triste sort, chiffre officiel.

Des régimes gangrenés par la corruption.

1- Algérie. La famille du patron de la police algérienne, Ali Tounsi, tué jeudi dernier dans son bureau par un de ses collaborateurs, le colonel Chaoib Oltache, a contesté mercredi la version des faits avancée la veille par le ministre de l'Intérieur. (AP 03.03)

2- Guatemala. Les autorités guatémaltèques ont interpellé le chef de la police et la responsable de la lutte anti-drogue, pour son implication dans une affaire de vol de cocaïne et de meurtre de policier. (AP 03.03)

Le 5 mars

Complément de la mi-journée (15h, heure locale)

Je vous propose une des trois causeries que j'ai rédigées ces deux derniers jours.

Le site se transforme petit à petit en site d'informations et de combat politique pour la révolution prolétarienne et le socialisme.

Ma méthode. J'entends partager avec tous les militants qui se connectent sur le site l'ensemble des informations et des documents dont je dispose pour développer mes analyses et formuler mes propositions, ensuite à chacun de se forger librement sa propre conviction, loin de moi l'idée d'imposer la moindre idée ou orientation politique à qui que ce soit.

Si je pars du principe que nous devons aider par tous les moyens le prolétariat à élever son niveau de conscience le plus rapidement possible, il va de soi que je suis animé des mêmes intentions envers les militants, et je me fais un devoir de progresser sans cesse de mon côté. Si cela nécessite une confiance, elle soit rester limitée à la capacité de chaque militant d'aller toujours de l'avant et de tendre toujours davantage vers notre objectif commun. De ma part, et c'est le principe que je me suis fixé, cela exige une transparence totale, une honnêteté absolue, ce qui n'exclut pas les erreurs inévitables qu'il faut corriger publiquement aussitôt que j'en ai pris conscience, aucune exception ne pourrait être tolérée.

Il faut se forger une discipline de combattant révolutionnaire qui doit être exemplaire, sans se laisser emporter par les émotions, ce qui ne doit pas empêcher de les exprimer parfois, car un militant, un cadre ou un dirigeant n'est pas une machine et il n'a pas en face de lui des robots. Les masses réagissent aussi émotionnellement, il faut donc être capable d'en tenir compte, de saisir ce que recouvrent ses émotions, de partager leurs joies et leurs peines, mais sans aller jusqu'à partager leurs illusions !

Trotsky ne se faisait guère d'illusion sur les chances du mouvement ouvrier de se relever de sitôt du stalinisme, en lisant différents articles, ouvrages ou comptes-rendus d'entretiens ou de conférences qu'il avait rédigés ou qu'il avait donnés entre 1932 et 1940, j'ai pu le constater à plusieurs reprises, mais à aucun moment il n'a manifesté le moindre doute sur la victoire finale du socialisme, alors que ses analyses étaient parfois d'une lucidité cruelle pour le mouvement ouvrier qu'il s'est employé à mettre en garde plusieurs fois contre le risque d'impréparation au moment où sonneraient les combats décisifs contre le capital.

Je ne sais pas s'il aurait pu imaginer que 70 ans plus tard il n'existerait aucun parti communiste en Europe et dans le monde pour affronter la nouvelle crise générale et mondiale du capitalisme, qui sonnerait bien un jour ou l'autre conformément à l'analyse des marxistes du développement du capitalisme et de ses contradictions, qui conduisent inévitablement à l'affrontement direct entre les classes, je devrais ajouter, pour le pouvoir, mais je ne suis pas certain que la conscience des masses soit mûre aujourd'hui au point de poser son opposition à

la formidable régression sociale que veulent leur imposer les représentants du capitalisme en ces termes.

S'il nous faut tenter de faire preuve de lucidité à chaque étape de la lutte de classe, on ne doit pas perdre de vue non plus que l'ampleur et les répercussions de la crise du capitalisme n'ont pas fini de ravager des pans entiers de l'économie, jusqu'aux Etats eux-mêmes au bord de la banqueroute et endettées lourdement, un fardeau qui prend l'allure d'un cauchemar quotidien et d'un boulet permanent impossible à supporter plus longtemps au point de devoir s'attaquer frontalement au prolétariat déjà en état de survie. L'accélération de la crise et les mesures prises par les différents gouvernements des pays de l'UE ne peuvent que déboucher sur un affrontement entre les classes.

Dans la mesure où les conditions d'existence de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie vont devenir de plus en plus insupportables, les plans d'austérité mis en place par les gouvernements des Etats de l'UE vont se traduire par un mûrissement politique, une radicalisation des masses, ils vont favoriser ce processus jusqu'à provoquer l'explosion sociale dont on entend parler depuis déjà pas mal de temps, mais dont personne ne sait ni quand ni comment elle se produira, encore moins quelle tournure elle prendra, tandis que d'autres la redoute plutôt qu'autre chose sans l'avouer ouvertement.

Paradoxalement, en s'en prenant à tous nos acquis ou droit, les capitalistes sont en train de brûler leurs dernières cartouches, de scier la branche sur laquelle repose en grande partie le régime, de favoriser l'éclosion des conditions objectives nécessaires à l'ouverture d'une crise politique et révolutionnaire, donc au lieu de s'en alarmer, on devrait les en féliciter.

Le mûrissement de la crise va entraîner le mûrissement de la conscience de classe des militants et du prolétariat, car chacun va refuser de nouveaux sacrifices, chacun va chercher à comprendre ce qui se passe vraiment, ainsi des millions de travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes vont chercher des réponses à leurs questions, une issue politique pour sortir de cette crise dont ils sont les principales victimes, on pourrait dire que cela fait partie de l'instinct de survie de l'espèce humaine ou de la civilisation humaine de refuser d'être réduite en esclavage, d'accepter de vivre de plus en plus mal ou de vivre dans un monde livré à la barbarie, tout cela pour permettre à une poignée de nantis de continuer à vivre comme avant.

Le besoin de se regrouper pour unir ses forces, de se rassembler, de s'organiser pour combattre ensemble dans la même direction va surgir comme une nécessité dans la tête des masses, plus enclines habituellement à se laisser dicter leur sort par les représentants du capitalisme ; allergiques aux partis politiques et à la politique en général, elles peuvent être aménées à participer en masse à des regroupements politiques, des comités d'action engagés résolument dans le combat pour défendre ses acquis ou ses droits économiques ou sociaux, à se dresser contre l'ordre établi.

De ce point de vue le travail engagé par le POI notamment pour regrouper militants et travailleurs ne doit pas être négligé, encore moins méprisé par les militants qui ne partagent pas toutes les positions du POI. Je ne fais pas de la propagande pour le POI, j'essaie seulement d'être impartial, d'être lucide en toutes circonstances comme je l'ai dit plus haut. Si je ne parle pas du NPA, c'est parce qu'en me connectant sur son site national, je ne trouve pas trace de ce genre de regroupements politiques, encore moins chez LO. Si maintenant des militants de ces partis ont des informations à nous communiquer qui infirment ce constat, qu'ils nous les adressent, nous les mettrons en ligne sans hésitation afin que l'ensemble des militants puissent en profiter ; la concurrence est parfois une saine émulation, à condition d'avancer dans la même direction, vers le même objectif, ça c'est autre chose, il ne faut pas trop en demander quand même.

A ce propos, évidemment je regrette que le POI n'avance aucun mot d'ordre politique contre Sarkozy et les institutions et qu'il se cantonne à l'unité pour l'unité. Cependant, je ne sais pas si l'appel du meeting de La Garde sera suivi d'effets et repris nationalement, et si son orientation demeure en retrait des objectifs politiques que la classe ouvrière doit se donner, sur la forme il peut constituer un embryon d'organisme politique indépendant au niveau locale et nationale de la classe ouvrière, un des objectifs impératifs qu'il aurait fallu se donner beaucoup plus tôt, peu importe ici, pour briser l'obstacle des appareils à la mobilisation des masses contre l'Etat et pour pouvoir l'abattre, ce que ne va pas jusqu'à dire le POI et c'est un tort.

Peut-être que nous ne portons pas exactement le même regard sur le développement de la situation et les perspectives politiques du mouvement révolutionnaire des masses à venir, ils pensent davantage que la situation pourrait évoluer et se dénouer à travers une expérience du type de le Révolution française, alors que je penche pour un scénario ressemblant à celui de la Révolution russe de 1917, d'un point de vue théorique mais pas seulement, d'un point de vue pratique, du fait surtout que les masses ne s'étaient pas bornées à donner le pouvoir à un parti ou à élire ses représentants, elles s'étaient dotées d'organismes politiques qu'elles contrôlaient et qui étaient appelés à devenir le principal acquis de la révolution, les piliers du nouvel Etat ouvrier, et d'un parti politique sans lequel la révolution aurait échoué et les soviets auraient dégénéré au profit des institutions de l'Etat bourgeois. J'ai bien dit du type de la Révolution française, cela ne veut pas dire identique, d'ailleurs le prolétariat et la paysannerie pauvre n'avaient élu personne à cette époque. Je me suis fait cette réflexion récemment que le POI hésitait entre ces deux scénarios, qu'il oscillait entre les deux, peut-être temporairement, la suite nous le dira.

La principale faiblesse de l'Assemblée constituante, c'est qu'elle ne s'appuie pas sur la mobilisation et l'organisation permanente du prolétariat révolutionnaire, mais qu'elle tend à se substituer à elles et donc à favoriser la démobilisation de la classe ouvrière avant même d'avoir vaincu totalement son ennemi. Toutes les expériences de ce type dans le monde (en Amérique latine) suffisent à le prouver. De plus il est inconcevable que le prolétariat au cours d'un processus révolutionnaire laisse siéger et s'exprimer des représentants des partis bourgeois au sein d'une assemblée qui par nature doit mener la guerre jusqu'au bout contre la classe dominante et lui retirer tous ses pouvoirs, dès lors on devrait comprendre que leur participation à ce genre d'organisme politique est incompatible avec sa mission et qu'ils ne peuvent qu'en être exclus, sauf à vouloir à tout pris leur donner des armes supplémentaires pour nous combattre.

Mieux encore, en présence d'organismes politiques indépendants du prolétariat qui constitueraient de fait des organismes de double pouvoir face à tout autre organisme dont les représentants auraient été élus à un moment donné du processus révolutionnaire, le développement politique des organismes constitués par le prolétariat aurait tendance à refléter le développement de la révolution et le mûrissement de la conscience politique de la classe ouvrière, par conséquent ils entreraient fatalement en contradiction avec le fonctionnement d'une Assemblée constituante dont la composition ne réflèterait plus le niveau atteint par le développement de la révolution et les tâches qui lui resteraient à accomplir pour remporter la victoire, il faudrait alors procéder à son abolition comme le firent les bolcheviks.

Comme l'expérience l'a démontré, la composition d'un soviet peut changer en quelques mois et la majorité passer d'un parti à l'autre, son fonctionnement est plus souple et plus démocratique que tout autre organisme, il est directement en phase avec la révolution, alors que la composition d'une Assemblée constituante demeure figée pendant une période beaucoup plus longue, son fonctionnement est beaucoup lourd et bureaucratique, or si la révolution peut réaliser en un jour ce qui aurait réclamé des années en période normal, il est impensable que l'organe politique sur lequel s'appuie les masses et dont dépend en partie le sort de la révolution demeure à la traîne des événements, car la réaction guette le moindre faux pas, la moindre faille ou occasion pour frapper. J'y viendrai plus loin, en passant, cela justifie les mesure immédiates prises par un gouvernement révolutionnaire et l'existence même de ce gouvernement constitué au départ du ou des partis engagés dans le combat pour la victoire de la révolution socialiste, cela justifie du même coup la nécessité de construire ce parti sans lequel la révolution échouera..

Voilà en quelques lignes ce qui permet de distinguer fondamentalement une Assemblée constituante d'un organisme politique comparable à un soviet constitué uniquement de représentants des partis politiques du prolétariat des villes et des campagnes. Là aussi, comparable ne signifie pas dire identique, on peut s'inspirer de la Révolution russe sans chercher à la copier à la lettre.

On ne doit pas faire simplement une révolution démocratique bourgeoise, on doit faire aussi une révolution socialiste, et plus le temps passe, plus le développement de la crise du capitalisme va nous imposer de mettre à l'ordre du jour immédiatement la réalisation des tâches de la révolution socialiste, car sans la remise en cause des fondements du capitalisme et des institutions, nous ne serons pas en mesure de satisfaire la plupart des revendications ou besoins de la majorité de la population, or pour vaincre, il faudra que la majorité de la population soit engagée dans ce combat et y trouve son compte sous peine qu'elle tourne le dos à la révolution et qu'elle vienne renforcer le camp de la réaction, ce qui pourrait constituer un grave danger pour la suite du processus révolutionnaire.

Pour vaincre, non seulement il faudra que le prolétariat ait acquis un haut niveau de conscience politique, il faudra aussi qu'il soit massivement organisé pour participer activement à la révolution et soutenir le gouvernement ouvrier révolutionnaire.

Comme on a du mal à imaginer qu'il puisse parvenir à cet objectif d'un coup et qu'il faudra bien en attendant que quelqu'un décide des tâches à accomplir à chaque étape du développement du processus révolutionnaire, que quelqu'un l'aide à avancer dans la bonne direction, la question du parti exprimant consciemment le processus en cours et concentrant tout le pouvoir au cours de la révolution en attendant que les organismes politiques indépendants du prolétariat atteignent le degré de maturité (ou de conscience) suffisant pour prendre le pouvoir, prend un caractère incontournable et déterminant, qu'on le veuille ou non, car une révolution sans une direction consciente pour la guider court inévitablement à l'échec et la tragédie.

Imaginez un instant que vous faites partie d'un groupe de personnes victimes d'une catastrophe avec de nombreux blessés et vous êtes totalement isolées du reste du monde, pas de bol, vous faites partie des blessés. Quelle va être votre première réaction, vous allez demander aux survivants s'il n'y en aurait pas un parmi eux qui serait médecin ou infirmier, vous allez chercher la personne la plus apte ou la plus compétente pour vous soigner ou vous sauver la vie, vous n'allez pas remettre votre existence entre les mains de n'importe qui. Et bien c'est la même chose pour la révolution, elle n'a pas les moyens de mettre son sort entre n'importe quelles mains, elle a besoin pour être menée à son terme des éléments les plus conscients sur le plan politique, c'est une question de vie ou de mort.

Les sceptiques expliqueront que l'on court un grand risque en remettant notre sort entre les mains d'un parti, sans doute, le stalinisme leur fait faire encore des cauchemars ou c'est un faux prétexte, l'expérience prouve qu'il peut dégénérer dans certaines circonstances et passer du meilleur au pire, si maintenant quelqu'un peut nous prouver que dans n'importe quel domaine des éléments moins conscients peuvent parvenir à des résultats plus satisfaisants que des éléments plus conscients, je m'incline et je suis prêt à prêcher la médiocrité en guise de moyen pour atteindre notre idéal.

Quand on a en permanence à l'esprit ce facteur (le parti) ou l'expérience de la révolution russe, on est obligé de tirer un trait sur l'Assemblée constituante qui fait également l'impasse sur le rôle et la place irremplaçable du parti au cours de la révolution. Ce n'est pas uniquement un argument théorique issu des enseignements de la lutte de classe que j'expose ici, c'est un simple constat, un brin de logique, certains diraient de bon sens, rien de plus pour ceux qui sont allergiques aussi à la théorie.

J'aurais pu prendre un autre exemple. Vous voulez vous mettre au piano, vous allez faire appel à un élève en train d'apprendre lui-même à en jouer ou vous allez vous adresser à un professeur qui maîtrise cet instrument ? La question du parti et le sort de la révolution est aussi simple que cela, cela en est franchement déconcertant. Vaut mieux s'addresser au maître qu'à son disciple selon un dicton populaire. Libre à ceux qui le souhaitent de ne pas en tenir compte, jusqu'à présent le plus court chemin qui mène d'un point à un autre demeure la ligne droite, s'y tenir reste le meilleur moyen de ne pas s'égarer et d'atteindre son objectif.

Quelques infos en bref.

Elections régionales. Un record attendu. La "*sarkophilie*" introuvable !

Un Français sur deux ne se rendrait pas aux urnes le 14 mars prochain. Un record d'abstention qui devrait inquiéter la majorité présidentielle.

Les raisons de ce manque d'intérêt sont multiples. La première: la méconnaissance de l'institution Région, qui leur paraît loin de leur quotidien. "*L'identité régionale reste faible, sauf dans quelques régions comme l'Alsace ou la Corse*", explique Bruno Jeanbart de l'institut OpinionWay, soulignant que le conseil régional est souvent vu comme un échelon administratif plus que politique.

Pour le politologue de Sciences-Po Paris, Philippe Braud, la politique du président de l'Etat explique également ce fort taux d'abstention. "*Il y a un manque de 'sarkophilie' à droite pour faire contrepoids, alors que dans le passé les présidents de la République ont su garder des électeurs inconditionnels*".

En revanche, toujours selon Phillippe Braud, à gauche, une "'*sarkophobie' ambiante*" pousserait les électeur "*à aller émettre un vote sanction*. Martine Aubry joue d'ailleurs sur ce registre. "*L'abstention, ça sert la politique actuelle de Nicolas Sarkozy*", a affirmé mercredi la patronne du PS. (lexpress.fr 04.03)

Les abstentionnistes montreront une nouvelle fois leur défiance envers tous les partis qui participent à ces élections, leur non-vote additionné aux voix qui se porteront sur les candidats des partis se réclamant à tort ou à raison de la classe ouvrière exprimera le rejet massif et majoritaire de la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Quant au manque de "*sarkophilie*", il exprime aussi bien le rejet de Sarkozy en personne dans son propre camp que son impuissance à faire face à la crise, et témoigne une nouvelle fois de son isolement de plus en plus impossible à camoufler plus longtemps. Si l'on ajoute à ce facteur le développement de la mobilisation du prolétariat sur ses propres revendications, on peut affirmer que tous les éléments d'une crise politique ouverte sont en train de se mettre en place. Quel en sera le détonateur ? Dans une situation de tension extrême, la moindre étincelle suffira à allumer la mèche.

Quel "*modèle économique et social est indispensable*" pour répondre positivement aux besoins et aspirations des masses ?

Dans sa lettre Internet du 3 mars J-C Mailly écrit "*nous défendons non seulement les droits des salariés actuels et futurs, mais nous montrons aussi qu'un changement de modèle économique et social est indispensable*".

Bien, mais que faut-il entendre par un "*changement de modèle économique et social est indispensable*", revenir en arrière ou aller de l'avant, revenir à un capitalisme d'Etat qui serait plus "*raisonnable*" que le libéralisme économique qui favorise les intérêts de l'aristocratie financièrement ou aller de l'avant vers la rupture avec le capitalisme, vers le socialisme ? Existerait-il une autre alternative que la remise en cause des fondements du capitalisme pour préserver notre droit à la retraite, à la santé, etc ?

Chaque travailleur doit parvenir à se poser cette question.

Prétendre qu'après le développement du capitalisme mondial des dernières décennies il serait possible de revenir au capitalisme de l'après-guerre, c'est d'une part nier ce développement au lieu de partir de la situation réelle, d'autre part, c'est vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers au lieu d'aller de l'avant vers le socialisme, c'est finalement refuser d'envisager l'affrontement direct avec la classe des capitalistes qui pourtant est inévitable, c'est adopter une position contre-révolutionnaire.

Des banquiers au-dessus de tout soupçon, en réalité, menteurs, voyous comme en Grèce, où, en France, impossible voyons !

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a indiqué jeudi avoir notifié des griefs à Natixis dans le cadre d'une enquête sur l'information financière de la banque de novembre 2008, confirmant des informations d'un ouvrage paru ce jour en librairie.

"*Natixis n'a pas fait l'objet d'une décision de sanction par l'AMF ni pour son information financière, ni pour (une) autre cause*", explique la banque.

Une porte-parole de l'AMF a déclaré à Reuters que la procédure actuellement en cours d'examen était menée par la commission des sanctions de l'AMF qui statue "*en toute indépendance*" sur son issue.

Le livre intitulé "*Natixis, enquête sur une faillite d'Etat*" indique que l'AMF reproche à la banque d'avoir "*délivré une fausse information financière qui a trompé le marché*".

"*Car l'enquête de l'AMF a cette fois enfin abouti à des conclusions: Natixis et ses dirigeants ont menti*", lit-on encore dans le livre. (Reuters 04.03)

Et bien sûr, comme à Wall street où l'organisme qui contrôlait les activités des marchés financiers n'avait pas vu venir l'escroquerie de Madoff avant qu'il ne puisse plus régler les intérêts à ses clients du fait de la crise et de faire des premières victimes ou encore la même escroquerie étendue à l'ensemble de l'industrie financière (titrisation des actifs pourris) déclenchant la crise actuelle, il aura fallu la publication d'un livre remettant en cause l'honnêteté des dirigeants de Natixis pour que l'affaire devienne publique.

Les autorités américaines publiques ou soi-disant indépendantes ont depuis laissé les mains libres aux banquiers et autres aristocrates de la finance pour continuer à faire leurs juteuses affaires ponctuées de coups tordus, alors on ne voit pas pourquoi l'AMF n'en ferait pas autant, ils se blanchissent entre eux et la vie continue !

La "*libre concurrence*" mise en oeuvre par l'UE... pour augmenter encore le prix du tabac.

Jeudi, la Cour européenne de justice a rendu un arrêt estimant que les réglementations de la France, de l'Autriche et de l'Irlande, qui imposent des prix minimaux sur les cigarettes et certains produits du tabac, étaient contraire au droit de l'Union européenne et à sa directive 95/591, car elles "*portent atteinte à la liberté des fabricants et des importateurs de déterminer les prix maximaux de vente au détail de leurs produits et, partant, à la libre concurrence*".

Cependant, la Cour assure que cette directive n'empêche pas les Etats membres de poursuivre la lutte contre le tabagisme. "*L'objectif d'assurer que les prix de ces produits soient fixés à des niveaux élevés peut adéquatement être poursuivi par une taxation accrue de ces produits*", suggère-t-elle dans son communiqué. (AP 04.03)

L'Union européenne la courroie de transmission des intérêts des multinationales, qui en doute encore ? Plus hypocrite, tu meurs !

Chine.

Les dépenses militaires de la Chine vont augmenter de 7,5% cette année, la plus faible hausse en plus de vingt ans, ont annoncé jeudi les autorités chinoises.

En 2009, la Chine avait augmenté ses dépenses de 14,9%.

Le porte-parole du Congrès national du peuple chinois, Li Zhaoxing, a souligné que le budget militaire, de l'ordre de 77,9 milliards de dollars, était relativement bas, notamment comparé à la taille du pays.

Il a observé que les dépenses militaires avaient représenté environ 1,4% du Produit intérieur brut ces dernières années, contre plus de 4% aux Etats-Unis et plus de 2% en Grande-Bretagne, en France ou en Russie. (AP 04.03)

En début de matinée

La causerie du jour et les infos en bref plus tard dans la journée (il est 10.50 heure locale) et je dois aller au consulat avant midi, ainsi qu'un point dans la rubrique actualité sur les réactions syndicales à la déclaration de Sarkozy à l'issue de la fin des Etats généraux sur l'industrie. En attendant, ils en redemandent tous, les articles de presse figurent en entier dans la rubrique info syndicale.

Merci au camarade qui m'a renvoyé la causerie du 1er mars, je pense bien à lui et à son épouse.

Bonne journée à tous.

Le 6 mars

Sur les comités d'action.

Dans la présentation à l'article de Trotsky paru en 1935 sur le front populaire et les comités d'action que j'ai mis en ligne cette semaine, on pouvait lire : "*Paru dans la Vérité du 26 novembre 1935, cet article développe la façon dont Trotsky concevait l'action révolutionnaire comme l'intervention consciente des révolutionnaires dans le processus spontané. Il soulignera plus tard à plusieurs reprises que ce mot d'ordre des « comités d'action » n'a en fait été compris par aucun des bolcheviks-léninistes français.*".

Trotsky concevait ces comités d'action comme le produit des luttes engagées par les travailleurs contre le patronat et/ou le gouvernement, dans la continuité de ces luttes restées inachevées et isolées.

"*Il ne s'agit pas d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des*

masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte."

Qui peut participer à ces comités ? Un de ses objectifs immédiat.

"*...les ouvriers, mais les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants, les artisans, les petits commerçants et les petits paysans. C'est ainsi que les comités d'action peuvent le mieux remplir leur tâche qui est de lutter pour conquérir une influence décisive sur la petite bourgeoisie.*"

Ils sont ouverts à toutes les couches exploitées qui n'ont aucun intérêt à la survie du capitalisme, de nos jours on dirait qu'ils ont pour fonction de briser l'alliance entre la petite bourgeoisie, les intellectuels, l'aristocratie ouvrière et une bonne partie des fonctionnaires d'une part, et les capitalistes alliés à la paysannerie aisée d'autre part, contre le prolétariat.

Contenu et perspective de ces comités révolutionnaires.

"*Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France, et aussi de leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir.*"

Que ces comités se constituent sur la base de "*la lutte défensive*" des travailleurs, c'est une chose, en rester là en est une autre, cela ne doit pas se traduire par le refus de proposer à ces travailleurs une perspective ou une issue politique

Trotsky ne pouvait pas évoquer "*l'offensive à venir*" sans penser à son contenu et à son objectif politique qui devraient être évoqués ou proposés à ces comités, tâche que devrait remplir l'avant-garde révolutionnaire au sein de ces comités, sinon à quoi servirait-il que les masses prennent confiance en elles et s'organisent en dehors de toute perspective politique, ce serait comme les armer en vue d'un hypothétique combat à venir dont ils n'en connaîtraient finalement pas l'objectif.

On conçoit parfaitement que les travailleurs ne rompront pas avec le capitalisme du jour au lendemain et qu'ils conservent encore des illusions dans le capitalisme le jour où ils rejoignent ces comités, que cette rupture sera le produit de leur mobilisation et du murissement de leur conscience de classe qui l'accompagnera, qu'à l'étape actuelle leur niveau de conscience politique ne permette pas de se saisir de l'intégralité du programme de la révolution socialiste. Mais le regroupement de la classe ouvrière ne suffira pas en soi ou ne remplacera jamais le contenu de ce programme, ce n'est pas parce demain il y aura une grève générale de millions de travailleurs que les masses seront en mesure de déterminer spontanément les tâches politiques qu'elle auront à accomplir dans la perspective d'un objectif précis, si elles n'y sont pas préparées de longue date, dans le cas contraire cela signifierait qu'elles pourraient se hisser elles-mêmes à la hauteur du programme de la révolution, auquel cas la question de la construction du parti ne se poserait pas ou serait secondaire, il suffirait d'attendre que les conditions objectives soient réunies pour que la conscience des masses mûrisse d'elle-même, comme par enchantement, on pourrait attendre indéfiniment et dire adieu au socialisme.

Etant donné que nous savons très bien que c'est absolument impossible que leur niveau de conscience s'élève spontanément à ce niveau, notre tâche politique doit également consister à les aider à avancer dans cette voie et ne pas nous contenter de les organiser, d'où la nécessité immédiate de porter à leur connaissance l'issue politique qui permettra selon nous d'en finir avec la crise du capitalisme, ce qui permettra aux éléments les plus déterminés de la classe ouvrière qui sont prêts à s'en saisir de l'adopter et de rejoindre le parti, car la construction de ces comités doit être subordonnée à la construction du parti et non pas servir de supplétif aux syndicats ou aux partis traitres de la classe ouvrière.

Bien entendu, proposer une issue politique ne signifie pas l'imposer aux membres de ces comités, et si sa simple évocation fait fuir certains membres de ces comités qui considèrent être manipulés ou la rejettent d'emplée, on n'y peut rien et c'est inévitable, ce serait un moindre mal comparé aux centaines ou aux milliers de travailleurs gagnés au parti, le seul objectif que l'on peut se fixer dans la situation actuelle, notre objectif n'étant pas que ce gouvernement bourgeois ou un autre satisfasse nos revendications et que la vie continue sous un régime capitaliste.

Nous sommes face à un dilemne que l'on ne peut résoudre que de la manière que je viens d'indiquer, qui est le produit des différents niveaux de conscience en présence dans ces comités. Partir de "*la lutte défensive*" des travailleurs ne signifie pas en rester à ce niveau-là de conscience ou du combat politique, auquel cas on se transformerait en vulgaires réformistes, et en guise de rupture avec le capitalisme et les institutions, on ne ferait que substituer des illusions à d'autres illusions et ainsi de suite. La question est de partir des luttes défensives dans la perspective de passer à la lutte offensive qui ne pourra avoir qu'un caractère politique et au cours de laquelle la conscience politique des masses mûrira.

Cette conscience, les masses ne peuvent se la forger qu'en tendant vers un objectif politique clairement identifié, et a forciori, elle ne peuvent s'en saisir que dès lors qu'il s'inscrit dans la continuité du combat qu'elles ont engagé contre le patronat et l'Etat, ce qui justifie de construire ces comités à partir des travailleurs déjà entrés en lutte ou qui ont commencé à se poser la question de la nécessité de rompre avec le régime, ce qui signifie que ce sont les éléments les plus déterminés qui sont appelés dans un premier temps à rejoindre ces comités et dans un second temps à en constituer l'armature ou les cadres au côté de l'avant-garde révolutionnaire, pour ensuite rejoindre le parti pour les plus conscients d'entre eux, avant que des dizaines de milliers de travailleurs ne viennent grossir les rangs des comités...

L'obsession du front unique des appareils conduit à l'objectif inverse de celui recherché.

"*Au moment où la question de vie ou de mort pour les masses révolutionnaires est de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent l' « unité » de ces appareils comme un bien absolu, situé au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. Ne peut bâtir des comités d'action que celui qui a compris jusqu'au bout la nécessité de libérer les masses de la direction des traîtres des social-patriotes.*"

Dénoncer la politique des appareils et leur connivence avec le régime ne suffit pas à s'en libérer, expliquer comment ils devraient agir est encore pire quand on se refuse à expliquer pourquoi ils agissent de la sorte, quand on est incapable de mener une lutte révolutionnaire contre l'Etat et ses institutions, quand on s'avère incapable d'avancer la moindre issue politique à la crise du capitalisme, alors que Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires, isolés des masses, haïent par des millions de travailleurs et jeunes, cela revient en réalité à dire aux travailleurs : voyez les appareils ne se comportent pas bien, s'ils se comportaient bien voilà ce qu'ils feraient, faisons pression sur eux pour qu'ils rentrent dans le droit chemin et appellent à une marche unie pour les uns (POI), à la grève générale pour les autres (NPA).

Je dois préciser que le POI a sensiblement évolué sur cette question me semble-t-il, en concentrant son combat en direction des travailleurs et des militants, mais tout en continuant à lancer des appels en direction des appareils, ainsi le POI oscille entre ces deux positions contradictoires de la part d'un parti qui ne doit entretenir aucune illusion dans les appareils dans la tête des travailleurs et des militants. Que les militants des autres partis ou des syndicats entretiennent encore des illusions dans leurs dirigeants, c'est leur problème, c'est leur droit, qu'ils s'adressent à leur dirigeants s'ils le souhaitent, qu'ils en fassent l'expérience, à eux ensuite d'en tirer les enseignements, à nous de les y aider, de notre côté, nous n'avons pas à nous aligner sur leurs illusions, il faut au contraire leur montrer qu'on a dépasser ce cap et leur expliquer pourquoi, au lieu de cela, le POI agit comme s'il partageait lui aussi ces illusions, c'est d'ailleurs peut-être le cas suite à une analyse erronée de l'évolution des rapports que les masses entretiennent avec les appareils et une interprétation incorrecte de la question théorique du front unique.

Nous avons constaté dans le passé que lorsque les appareils finissaient par appeler à contre-coeur à la grève générale, ils la contrôlaient et en fixaient eux-mêmes le contenu et l'objectif sans tenir compte de l'avis des millions de travailleurs mobilisés et sans qu'ils soient possibles à ces derniers de fixer un objectif politique à leur mobilisation et de l'imposer aux dirigeants. Tout au plus, si le rapport de forces leur était défavorable, ces dirigeants se retrouvaient dans l'obligation de s'aligner sur les revendications sociales ou économiques des travailleurs mais sans jamais aller au-delà, sans jamais poser en terme politique l'objectif de leur mobilisation, sans jamais remettre en question l'ordre établi ou poser la question du pouvoir du point de vue de la classe ouvrière, réussissant finalement à faire refluer le mouvement des masses et à briser leur grève et leur mobilisation en se satisfaisant de ce qu'avait bien voulu lâcher le gouvernement en place.

Le recadrage politique du POI

Le meeting de La Garde (Var) le 27 février dernier, dont les militants POI ont été à l'initiative peut permettre d'avancer dans la voie qui permettrait de briser consciemment l'obstacle des appareils, je précise consciemment car c'est très important, dans bien des grèves ou des mouvements sociaux dans le passé les appareils ont été submergés par les masses, mais ce processus a toujours été inconscient, inorganisé, or là il s'agit de construire un organisme à l'échelle locale et nationale réunissant des travailleurs organisés ou non dans un syndicat ou un parti qui prendra lui-même l'initiative d'appeler les travailleurs à descendre dans la rue pour défendre les retraites et d'autres revendications sans attendre que les appareils y appellent, sans s'adresser aux appareils ce qui distingue cet appel des précédents, en avançant la nécessité que "*se construise la riposte unitaire, vers la grève générale jusqu'à satisfaction des revendications*".

Maintenant la grève générale n'est pas une fin en soi et elle n'a jamais résolu à elle-seule les tâches politiques que le prolétariat doit se fixer et accomplir comme je l'ai précisé plus haut. Si la question de la grève générale figure bien dans cet appel, c'est qu'elle a dû être évoquée lors de ce meeting, or il n'y en a pas trace dans les interventions qui ont été reproduites dans le n°87 d'*Informations ouvrières*, peu importe.

Par ailleurs, s'il est bien fait référence à l'appel de l'intersyndicale concernant la journée d'action du 23 mars, la question des retraites qui a été au coeur des discussions lors de ce meeting n'a été traitée que sur un plan strictement syndical, comme si l'action du POI et des comités d'unités devaient se situer exclusivement sur ce terrain et ne surtout pas déborder sur le terrain politique, or toute lutte est politique et l'issue de la crise du capitaliste sera forcément politique.

Ils ont écrit dans leur appel : "*Dans ce sens, il est de notre responsabilité par delà les nuances ou divergences que nous pourrions avoir sur tel ou tel aspect de la situation politique, de dire que le fait de publier un appel intersyndical...*", voilà comment ils ont évacué la question politique qui pouvait être abordée librement par chaque intervenant et que le POI a préféré passer sous silence, alors que cela n'aurait rien coûté de porter à la connaissance des travailleurs et des militants réunis dans ce meeting qu'il existait une issue politique et qu'il fallait chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République pour avancer vers le socialisme, et que son combat se situait dans cette perspective.

De plus la formulation qui figure dans cet appel est fort maladroite, elle sous-entend des désaccords politiques entre différents participants sans qu'ils figurent dans l'extrait reproduit dans Informations ouvrière, du coup des militants ou des travailleurs peuvent penser qu'on les manipule, qu'il y aurait des discussions politiques en coulisse qui ne les concernent pas ou qu'on ne tiendrait pas à porter à leur connaissance. On regrette au contraire que ce meeting n'ait pas été l'occasion de débattre publiquement de ces "*nuances*" ou "*divergences*"

politiques et que chacun puisse exposer librement son analyse de la situation, sans que cela ne remette en cause le contenu de ce meeting qui était consacré à la question des retraites principalement. Mais peut-être que ce meeting n'était composé que de militants de différents partis qui se connaissent plus ou moins et qui ne tenaient pas à confronter leurs idées devant une poignée de travailleurs, je n'en sais rien, il y a eu 50 participants à ce meeting, ce qui est très peu finalement. Seuls les militants présents à ce meeting pourront répondre à cette question.

Je soutiens cet appel et cette initiative puisqu'ils ne sont pas dirigés vers les appareils, j'appelle tous les militants à le soutenir et à participer aux meetings organisés dans toute la France par le POI, à chacun ensuite d'y intervenir s'il le souhaite en exposant sa propre analyse de la situation politique. Marcher séparément, frapper ensemble ne signifie pas renier ses convictions politiques.

Bon week-end à tous.

Quelques infos en bref.

La direction de Total à la manoeuvre.

La création d'un terminal méthanier exploité par Total et EDF à Dunkerque est une "*piste déjà connue*" pour les syndicats du groupe.

"*Un terminal méthanier, c'est une piste déjà connue qui ne réglera pas le problème de la raffinerie des Flandres. Parce que ça ne recasera qu'une cinquantaine de personnes sur 400 salariés. Et puis le temps de la construction, on fait quoi avec les salariés?*", a déclaré vendredi soir à l'Associated Press le coordinateur de la CGT chez Total, Charles Foulard.

Il a précisé n'avoir "*aucune information*" de plus que ce qui avait déjà été communiqué publiquement par la direction du groupe, et attendre d'en "*savoir plus*" lors du comité central d'entreprise prévu lundi sur la raffinerie des Flandres, menacée de fermeture.

Le journal "Le Télégramme" a rapporté vendredi soir sur son site Internet qu'EDF, "*associé à Total, va donner son feu vert à un terminal méthanier à Dunkerque*". Une compensation à la fermeture de la raffinerie. (AP 05.03)

Toujours plus haut. Plus de 10% de chômeurs en France.

Les chiffres de l'Insee publiés hier indiquent qu'après la forte augmentation des demandeurs d'emploi en janvier (+ 19 500), le taux de chômage a désormais franchi la barre des 10 %, en incluant les Dom.

Et les lendemains ne devraient pas chanter avant longtemps. Les économistes et le gouvernement s'accordant désormais pour dire que le chômage continuera à augmenter jusqu'à la mi-2010. (20minutes.fr 05.03)

La société capitaliste est injuste.

Les avantages des dirigeants d'entreprise sont au coeur du sentiment d'injustice des Français, selon un sondage Ifop pour le magazine Challenges diffusé vendredi.

D'après cette enquête, 69% des Français estiment que la société française est injuste, dont 46% "assez" et 23% "très".

Ce sentiment d'injustice est présent chez 89% des ouvriers, 84% des employés et 46% des cadres supérieurs et professions libérales. (Reuters 05.03)

La liberté sous surveillance policière.

Chaque lycée et chaque gare ferroviaire en France devraient être équipés de caméras de surveillance, a déclaré vendredi le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand.

"*Nous proposons très clairement que dans chaque lycée, dans chaque gare de chacune des régions, il y ait de la vidéosurveillance pour mieux protéger les Français*", a dit Xavier Bertrand sur le plateau du 19-20 de France 3. (Reuters 05.03)

Pourquoi pas dans chaque parking, cage d'escalier, ascenceur ? Que craignent-ils le plus au juste ?

Guerre impérialiste en Afghanistan. Les "*bonnes raisons*" d'y participer et le "*devoir moral*" de s'y opposer.

1- Le Premier ministre britannique, Gordon Brown, a déclaré devant la commission d'enquête sur l'invasion en Irak que l'entrée en guerre en 2003 était justifiée et que son financement avait été suffisant.

"*Mon sentiment était, et est toujours aujourd'hui que nous ne pouvons pas avoir une communauté internationale qui fonctionne bien si nous avons des terroristes qui enfreignent ces règles ou (...) des Etats belliqueux qui refusent d'obéir aux lois de la communauté internationale*", a-t-il expliqué.

"*Je pense qu'entrer en guerre est la plus grave des décisions à prendre. Je crois que nous avons pris la bonne décision, pour les bonnes raisons*", a-t-il dit. (Reuters 05.03)

2- Un militaire britannique qui refuse de retourner combattre en Afghanistan et a fait campagne contre la guerre a été condamné vendredi à neuf mois de prison après avoir reconnu avoir quitté son régiment sans autorisation.

Joe Glenton, 27 ans, a disparu de sa caserne du sud de l'Angleterre en juin 2007, peu de temps avant la date prévue pour une seconde affectation en Afghanistan.

Le jeune homme a été rétrogradé de son rang de caporal et il brandissait le poing lorsque la police militaire l'a conduit devant la cour martiale.

Après sa première affectation en Afghanistan, Glenton a expliqué à un psychiatre qu'il rêvait de cercueils de soldats, buvait beaucoup et s'interrogeait sur la moralité et la légalité de la guerre.

Gleton, a participé en octobre à une manifestation contre la guerre et il a prononcé un discours expliquant son "*devoir moral*" de s'opposer à la guerre.(Reuters 05.03)

Libérez Joe Glenton et jetez en prison Blair et Brown à la place !

Le 7 mars

On se détend un peu, c'est dimanche.

Je ne vais pas vous pourrir votre dimanche en vous racontant ce que j'ai entendu aux infos sur TV5Monde Asie il y a deux jours puisque je n'en ai pas eu confirmation : selon un scientifique américain, le tremblement de terre qui a eu lieu au large du Chili ces derniers jours a modifié le centre de gravité de la terre et elle se serait contractée sur elle-même, au point que les jours ont raccourci d'une micro seconde.

Par contre, il est avéré que c'est bien une météorite qui aurait heurté la terre et produit son refroidissement presque instantanément au point d'entraîner la disparition des dinausores.

Après tout, je dois m'endormir tous les soirs avec les premières vagues à une quarantaine de mètres de mon lit, il n'y a pas de raison que je sois le seul à avoir du mal à trouver le sommeil !

Je vous souhaite tout le meilleur camarades, on vaincra !

Parole d'internautes.

(Je n'ai pas corrigé l'orthographe ou la ponctuation)

1- "*on peut tout de même constater la constance que lui (La Talonnette - Lutte de classe) et le gouvernement ont à casser doucement et sûrement les acquis sociaux...*

A coût d'exonérations, de suppression de taxes professionnelles, de diminutions de charges, petit à petit ils désengagent les entreprises du "pot commun" de la protection sociale...Et finalement toute la protection sociale va être financée uniquement par les salariés...et comme des salariés il y en a de moins en moins, on peut craindre que la protection sociale généralisée disparaisse assez vite au profit d'une protection individuelle et totalement privée.

C'est tout le contrat social Etat/ entreprise/ Salariés qui a été signé en 48 qui est laminé depuis deux ans.

Il s'agit là d'une rupture de contrat pour laquelle les citoyens français n'ont pas été consulté, que les partis politiques dénoncent très peu et que les syndicats laissent faire...

Cette "casse", je ne suis absolument pas certaine qu'elle n'a pas été voulue, préméditée et orchestrée, depuis une quinzaine d'année, avec l'accord de certains syndicats et de politiciens qui se prétendent de gauche...."

LdC- Mais non, mais non ! Grattez un peu plus en arrière et plus profondément et vous comprendrez mieux pourquoi nous en sommes rendus là, syndicats et parti ouvriers inféodés au capiatlisme, cela remonte beaucoup, beaucoup plus loin...

2-" *.....les gens ont une fâcheuse tendance à être crédule face aux bonimenteurs, il suffit de leur dire ce qu'ils ont envie d'entendre et hop le tour est joué.*

la question n'est donc pas de faire ce qu'on dit mais de dire ce que les gens veulent entendre, après il est trop tard et c'est ce qui va se reproduire en 2012.

Comment un homme ou une femme politique pourrait être honnête dans son programme puisque la vérité c'est que nous sommes pieds et point liés par les banquiers et autres spéculateurs contre lesquels visiblement personne ne peut rien.

Les écologistes aussi sincères soient-ils ne pourront rien face au rouleau compresseur de la finance et des lobbys.

Aujourd'hui il est trop tard le mal est fait et il n'est plus possible de revenir en arrière, tous ensemble nous iront vers l'Apocalypse. Nous sommes esclaves du monde des cupides et autres requins de la finance avec la complicité d'un grand nombre de politiciens."

LdC- Perspicace ces internautes, le dernier qui a parlé ou celui qui parle le plus fort à toujours raison, c'est bien connu.

Par ailleurs, si rien n'est possible avec les banquiers aux commandes de l'économie et du pays, il faut leur retirer leur jouet, les exproprier et leur retirer ainsi tout pouvoir de nuisance. Une idée qui est en train de germer dans la tête de millions de travailleurs, aidons-là à mûrir le plus rapidement possible et qu'on en finisse avec le capitalisme. En avant vers le socialisme !

3- "*Je reste sidéré par le fait que beaucoup de français notamment ceux des classes populaires et moyennes ont pu croire à des slogans comme "travailler plus pour gagner plus"*

Le renard est dans le poulailler et il faut attendre 2012 pour ne plus voir ce personnage arrogant et imbus de lui même à la tête du pays.

Ce type a exacerbé les antagonismes et créer de la tension partout dans le pays."

LdC -Pourquoi attendre 2012 ? Chassons-le tout de suite et supprimons du même coup la fonction présidentielle, les institutions bonapartistes de la Ve République ! Réservons-lui le sort que réserve le paysan au renard, pauvre bête !

4- "*Quel optimisme ! ce type plait au français moyen parce qu'il lui ressemble : vulgaire, frimeur, magouilleur, inculte, haineux etc.*

Le français moyen n'aime pas le héros, ni même le type compétent, entreprenant, qui le met face à sa nullité.

Il lui suffira de créer un vrai faux fait divers (comme le petit vieux tabassé par des racailles) et il repassera.

Il faudrait nous mobiliser en 2012 pour faire de l'info claire et concise sur le personnage dans nos villes, nos quartiers : des copains l'ont fait en 2007 mais malgré leurs appels personne ne les a imités."

LdC- Cette description du "Français moyen" correspond à un type d'individu sans conscience politique, son comportement est le reflet de la société telle que la classe dominante l'a façonnée, mais elle ne reflète pas ses besoins et ses aspirations qui sont d'une autre nature, chacun aspirant au bien-être et à vivre en harmonie avec les autres, notamment.

Cependant l'épileptique du Palais a commis une grave erreur en s'abaissant -si c'était possible, au niveau des personnes auxquelles ils s'adressent, il est devenu monsieur-tout-le-monde, il a perdu son statut intouchable de chef d'Etat, du coup, la seule chose que voit la population, ce sont ses défauts, ses mensonges que chacun guette désormais dès qu'il ouvre la bouche, il ne se passe pas un jour pratiquement où il ne sort pas une grosse connerie, il l'a confirmé lors de sa prestation au Salon de l'agriculture.

5- *Sarkosy de Nagy Bosca n'a jamais été diplomé de Sciences Po (puisque sous aucun de ses noms il ne figure dans le répertoire des anciens éléves...vous pouvez vérifiez!!). Son CV officiel pourrait le conduire à une mise en examen pour usurpations de titres.....universitaires.*"

LdC- Cela reste à vérifier. Si cette information s'avérait exacte, il existe en Inde un vin qui porte le nom de Bosca, je ne déconne pas, c'est

de la piquette, imbuvable, vous le virez et vous le condamnez aux travaux forcés à perpétuité en Inde, à venir bosser dans cette exploitation viticole indienne pour tester chaque tonneau de ce pinard infâme, histoire de lui faire oublier les grands crûs du Fouquets ! Avec sa culture, ce n'est pas certain qu'il voit la différence, et en guise de punition il pourrait bien encore y trouver du plaisir ! Si vous n'en êtes pas certains, exécutez-le tout simplement !

Manipulation électorale.

Samedi prochain, TF1 diffusera Ushuaïa Nature à 20h45 à la veille du premier tour des élections régionales.

Rappelez-vous, à la veille des élections européennes, France 2 avait diffusé le documentaire Home. Deux jours après, Europe-Ecologie a réalisé une très forte poussée... Certains y avaient vu un lien rappelle le magazine l'Express. (lepost.fr 06.03)

Simple coïncidence !

Portugal.

Le gouvernement portugais s'est réuni pendant plus de cinq heures samedi en conseil des ministres extraordinaire pour mettre au point un plan d'austérité destiné à rassurer les marchés et dont les détails seront rendus publics la semaine prochaine.

Des discussions vont être ouvertes avec les partis politiques et les partenaires sociaux pour en débattre a déclaré le secrétaire général du gouvernement, Joao Silveira.

Le plan d'austérité à long terme, réclamé par les autorités européennes dans le cadre du pacte de stabilité, est censé ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB d'ici 2013 contre 9,3% l'année dernière. (Reuters 07.03)

Etats-Unis.

L'économie américaine a supprimé 36.000 postes en février, tandis que le taux de chômage est resté inchangé à 9,7%, montrent les statistiques officielles.

Le département du Travail a alourdi le nombre de suppressions d'emplois du mois de janvier qui se soldent par 26.000 destructions de postes contre 20.000 initialement annoncées, tandis que ceux de décembre ont été revus à la baisse et montrent 109.000 suppressions de postes, soit 41.000 de moins qu'annoncé auparavant.

Au total, la première économie mondiale a détruit 8,36 millions d'emplois depuis le début de la récession en décembre 2007. (Reuters 07.03)

Au total, officiellement, il y a 15 millions de chômeurs aux Etats-Unis (entendu aux infos TV5Monde Asie hier soir)

Iran.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a qualifié samedi la version officielle des attentats du 11-Septembre de "*grand mensonge*", utilisé par les Etats-Unis comme excuse pour justifier leur guerre contre le terrorisme, prélude à l'invasion de l'Afghanistan, d'après les médias locaux.

Ahmadinejad a estimé que les attaques correspondaient à "*un scénario sophistiqué des services de renseignement mis en acte*". (AP 07.03)

Question aux naïfs qui croient encore la version officielle du 11 septembre : Pourquoi n'a-t-on jamais vu une seule photo des restes du Boeing qui s'était soi-disant écrasé sur le Pentagone ? Pourquoi aucun morceau de cet avion un peu plus grand qu'une boîte à chaussures n'a jamais été retrouvé ? Parce qu'aucun avion ne s'est jamais écrasé sur le Pentagone ! Comment expliqué que le commandant de bord qui pilotait soi-disant cet avion et déclaré mort avec l'ensemble des passagers et des membres d'équipage soit toujours en vie et exerce toujours sa profession... au Maroc, si j'ai bonne mémoire ? (lire les articles sur ce sujet dans le dossier *Vieux monde*)

Palestine.

Environ 2.000 personnes ont défilé samedi dans un quartier de Jérusalem-Est pour protester contre les expulsions de Palestiniens de leurs maisons au profit de colons juifs. C'est l'une des plus grandes manifestations à ce jour contre ces évictions.

Les protestataires, dont de nombreux Israéliens de gauche, sont descendus dans les rues du quartier de Cheikh Jarrah samedi soir.

Ils dénoncent les expulsions de familles palestiniennes de maisons où elles vivent depuis des décennies et où des colons juifs ont ensuite le

droit d'emménager. (AP 07.03)

Togo. Une dynastie... de dictateurs.

Faure Gnassingbé a été réélu à la présidence du Togo avec 60,9% des voix, a annoncé samedi Issifou Tabio, le président de la commission électorale. Lire la suite l'article

D'après lui, le fils de l'ancien dictateur Gnassingbé Eyadéma a recueilli 1,2 million des suffrages exprimés jeudi, contre 692.584 à Jean-Pierre Fabre, le candidat du premier parti d'opposition.

Un peu plus tôt samedi, la police togolaise a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser une manifestation à Lomé de quelque 200 opposants qui contestaient les résultats préliminaires de la présidentielle. (AP 07.03)

Venezuela. Le "*socialisme du XXIe siècle*" en panne sèche.

Les industriels et les commerçants du Venezuela sont priés de fermer une journée par semaine, pour limiter la consommation électrique du pays qui traverse une crise énergétique.

La sécheresse limite les capacités hydroélectriques du barrage de Guri, le troisième plus grand ouvrage du monde dans sa catégorie.

Or Guri produit les trois-quarts des besoins électrique du Venezuela, et son volume d'eau retenu est descendu sous le niveau critique en raison d'une automne peu arrosé. (AP 07.03)

Le 8 mars

Complément de la mi-journée.

Après ma causerie d'avant-hier des militants pourraient m'accuser de rouler pour le POI ou de perdre mon indépendance, rassurez-vous il n'en est rien. Ce ne serait pas vendre son âme au diable comme aurait dit Marx, de rouler pour le POI, mais ce n'est pas le cas. Je ne roule pour personne d'autre que notre cause commune. Vous en voulez une preuve ? En voici deux pour le même prix.

Dans le IO n° 85 à la page 16, Lucien Gauthier écrivait que la campagne contre la candidate voilée du NPA était une "*saloperie*", et à la page 14 du IO n°86, donc dans le numéro suivant, on pouvait lire une attaque en règle contre cette candidate dans le courrier des lecteurs. Quand on sait que la direction du CCI-POI n'a de cesse dans ses publications à l'adresse de ses militants de matraquer ce qu'ils appellent les "*pablistes*", on n'a pas été surpris de trouver ce courrier des lecteurs allant dans le même sens. Notez bien que je rejette au même titre le qualificatif de "lambertiste" adressé aux militants du CCI-POI par des militants extérieurs à cette tendance du mouvement ouvrier. Pablo n'a pas inventé la soumission au stalinisme et Lambert n'a pas été le premier à liquider un parti qui aurait pu devenir l'embryon d'un parti révolutionnaire.

Le choix de ce courrier plutôt qu'un autre n'avait rien de fortuit, il faudrait être naïf pour croire le contraire, une basse manoeuvre ou une hypocrisie à mettre au compte du rédacteur en chef d'*Informations ouvrières* et de son directeur D. Gluckstein, plutôt misérable comme procédé. On attend de dirigeants qu'ils assument leurs responsabilités en toutes circonstances, c'est la moindre des choses. Passons.

A la page 5 du N° 87, Yves Legoff dans un article consacré aux états généraux de l'industrie produisait carrément un faux en écrivant, je cite : "*l'entreprise Heuliez n'a plus de repreneur,* ", alors que dans un article de l'agence Reuters paru 5 jours auparavant on pouvait lire : " *Louis Petiet, président de Bernard Krief Consulting (BKC), a renoncé à investir dans l'équipementier automobile français Heuliez,* déclare le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi,*ce retrait ouvre la voie à l'investisseur industriel turc appuyé par le ministère, BrightWell Holdings BV, qui souhaite apporter 20 millions d'euros au capital du groupe en difficulté.*". Il a dit aux journalistes "*C'est une très bonne nouvelle, je remercie monsieur Petiet d'avoir été raisonnable, d'avoir accédé à la demande que j'ai formulée, ce qui libère ainsi désormais la possibilité pour BrightWell de pouvoir intégrer le capital d'Heuliez*", et de terminer en affirmant "*On peut considérer à 99,99% que la chose est faite*".

Quant à savoir s'il s'agit d'une entreprise industrielle ou d'un hedge fund, c'est une autre question qu'Yves Legoff n'a pas pu aborder ou se poser, puisqu'il ignorait l'existence de BrightWell Holdings BV.

Epilogue suite à la lecture d'un article d'Associated Press daté du dimanche 7 mars en fin de journée, dont voici un large extrait.

"*Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a déclaré dimanche qu'il avait "confiance" en la décision qui sera donnée mardi prochain par l'investisseur turc Alphan Manas, président du fonds Brightwell, pour l'éventuelle reprise du constructeur et équipementier automobile Heuliez.*

Rappelant que M. Manas "donnera sa réponse définitive mardi prochain", après avoir disposé de "dix jours légaux" pour vérifier "s'il y a bien l'inventaire qu'on lui a présenté" chez Heuliez, "les machines à outils" et "les brevets", M. Estrosi a assuré sur France 5: "Personnellement, je sais et je suis confiant dans le fait qu'il a chez Heuliez toutes ces garanties".

"J'ai vérifié que ce ne sont pas des fausses promesses, et simplement des créances, que présente M. Alphan Manas mais bien de l'argent sonnant et trébuchant qu'il est prêt à mettre sur le compte en banque à Niort", a-t-il poursuivi.

"Oui, j'ai confiance pour mardi prochain. Maintenant je ne veux pas donner de faux espoirs à l'ensemble des salariés. Je veux qu'ils sachent que je me bats à chaque instant jour et nuit pour sauver Heuliez", a assuré M. Estrosi."

Rien n'est acquis définitivement à l'heure où j'écris ces lignes, donc je ne m'aventurerai pas à affirmer quoi que ce soit ou à tirer hâtivement telle ou telle conclusion en attendant de voir si oui ou non l'investisseur turc Alphan Manas honore son engagement.

En aparté, il faut toujours se méfier des articles des agences de presse, autant que les médias nationaux. Du coup, dans certains cas, on est obligé de lire plusieurs articles sur le même événement en provenance de différents médias, de recouper leur contenu, pour transmettre les faits tels qu'ils se sont bien passés. Je vais vous donner rapidement deux exemples de fausses informations.

Quand des militants ont envahi le parlement grec, le nombre de militants variait de 50 à 300, certains médias ont parlé d'une "attaque", alors qu'en réalité il n'y avait qu'un seul gardien pour garder une porte dérobé permettant d'accèder à l'intérieur du parlement, et ces militants sont entrés dans les lieux sans commettre la moindre effraction, sans attaquer qui que ce soit et sans violence.

L'autre exemple est tiré d'un article du Réseau Voltaire du 1er mars que je mettrai en ligne demain. En voici un extrait.

"*La presse et les chancelleries occidentales se sont indignées du suicide en prison (le 23 février 2010) d'Orlando Zapata Tamayo, présenté comme une victime la « dictature cubaine ». Or, ce drame humain n'a pas le sens qu'on lui attribue : Zapata n'a jamais eu d'activité politique.* "

"*...il a été condamné en mai 2004 à trois ans de prison pour « outrage à agent de la force publique, trouble à l'ordre public et rébellion à agent de la force publique ».* "

Puis, "*il s'était rendu coupable de plusieurs actes de violence en détention, notamment à l'encontre les gardiens, à tel point que sa peine avait été portée à 25 ans de prison*".

"*... (en) juin 1990, il avait été arrêté et condamné à plusieurs reprises pour « troubles à l'ordre public, dégradations, rébellion à agent de la force publique, escroquerie, exhibitionnisme, voies de fait et détention illégale d'armes de 6° catégorie ». En 2000, il avait fracturé le crâne du citoyen Leonardo Simón d'un coup de machette. Son casier judiciaire ne comporte aucun délit d'ordre politique.*"

"*... Zatapa disposait d'un lourd passé judiciaire (...) le gouvernement de La Havane (...) l'a toujours considéré comme étant un détenu de droit commun.*"

Bon, on ne va pas s'éterniser sur cette histoire, Zatapa était un voyou et ce n'est qu'après sa détention en 2004 que sa mère s'est rapprochée des groupes d'opposants au gouvernement, ce qui n'en faisait pas pour autant un prisonnier politique comme l'a affirmé Amnesty International, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton ou encore en France le porte-parole de la Chancellerie, Bernard Valero. A ne pas confondre avec le révolutionnaire mexicain Zapata, que ni les uns ni les autres n'auraient défendu la cause !

Salim Lamrani, enseignant, chargé de cours aux universités Paris-Descartes et Paris-Est Marne-la-Vallée, a publié notamment : *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais*, (Estrella -2009), c'est lui qui a rédigé cet article pour le Réseau Voltaire qui continuait ainsi :

"*En guise de comparaison, en France, du 1er janvier 2010 au 24 février 2010, on ne compte pas moins de 22 suicides en prison, dont un jeune adolescent de 16 ans. En 2009, il y a eu 122 suicides dans les prisons françaises et 115 en 2008. Le secrétaire d'Etat à la Justice, Jean-Marie Bockel, a fait part de son impuissance à ce sujet : « Lorsque quelqu'un a décidé de mettre fin à ses jours et qu'il est très déterminé à le faire, qu'il soit en liberté ou en prison, […] aucune mesure ne l'empêchera ». A leur grand regret, les familles des victimes françaises n'ont pas eu droit au même traitement médiatique que Zapata, ni à une déclaration officielle publique du gouvernement français.*

Depuis le coup d'Etat au Honduras et l'instauration de la dictature militaire le 27 juin 2009 dirigée dans un premier temps par Roberto Micheletti et ensuite par Porfirio Lobo depuis le 28 janvier 2010, plus d'une centaine d'assassinat, autant de cas de disparition et d'innombrables actes de torture et de violence ont été rapportés. Les exactions sont quotidiennes mais elles sont soigneusement censurées par les médias occidentaux. Ainsi, Claudia Larissa Brizuela, membre du Front national de résistance populaire (FNRP) opposé au coup d'Etat, a été assassinée le 24 février 2010, le lendemain du décès de Zapata. Il n'y a pas eu un mot à ce sujet dans la presse occidentale."

Bref, informations fausses ou déformées, loi du silence ou mensonge par omission, propagande orientée et diligentée par la classe dominante au pouvoir, les pièges ne manquent pas pour tous ceux qui veulent informer honnêtement leurs lecteurs sur l'actualité en France et dans le monde. Le pire, c'est que même lorsque les responsables de sites Internet s'aperçoivent qu'ils ont transmis une information erronée, il ne la corrige pas par la suite ou c'est très rare.

J'ai commis une petite erreur il y a quelques jours sur les pommes de terre OGM introduites en Europe avec la bénédiction de l'UE, une erreur minime et sans conséquence, j'ai confondu Monsanto et Basf, vous pouvez vérifier l'article que j'ai archivé dans les infos internationales, j'ai rectifié cette erreur.

Bon, il ne faut pas se leurrer, je laisse passer des erreurs, je n'ai pas les moyens d'un média, d'une agence de presse internationale, ou d'une rédaction d'un journal d'un parti politique, pour passer à la loupe chaque information et éventuellement corriger des erreurs.

Un autre sujet.

Pour commencer cette semaine, j'ai une question à vous poser sur Lutte ouvrière.

J'avoue ne m'être jamais tellement intéressé à cette organisation, c'est sans doute une erreur. J'ai entendu il y a dèjà quelques semaines de là aux infos sur TV5Monde Asie, que LO comptaient plus de 8.000 militants. Qu'en est-il vraiment, info ou intox ? Si vous possédez un document confirmant ou infirmant ce chiffre, je vous serais reconnaissant de m'en adresser une copie.

Si cette info s'avérait correcte, bien que ne partage pas l'ensemble des positions de LO et encore moins ses méthodes de fonctionnement ou de développement, je ne suis quand même pas complètement inculte à ce sujet, cela confirmerait qu'il était parfaitement possible de continuer à construire et développer le PCI sur la base d'un programme socialiste révolutionnaire, de continuer le combat sans le mettre dans un tiroir et le sortir uniquement les jours de fêtes comme le disait S. Just, loin de moi l'idée d'identifier LO et le PCI évidemment. L'un et l'autre se revendiquaient de la révolution socialiste et se définissait comme trotskiste, la comparaison s'arrête là en ce qui me concerne. J'attends votre réponse non sans une certaine impatience je dois dire.

Bonne semaine à tous, le combat continue, quel joli printemps nous allons avoir...

Quelques infos en bref.

Il a remis cela. Vous allez voir ce que vous allez voir, c'est l'empereur qui vous parle.

Nicolas Sarkozy recevait hier à l'Elysée le Premier ministre grec Georges Papandréou.

"*Les spéculateurs (...) doivent savoir que la solidarité, ça veut dire quelque chose*", a mis en garde le président français. Une "*réponse collective*" est en train d'être préparée, a-t-il assuré. Elle engagera des "*moyens concrets, précis*" dont M. Sarkozy a refusé de détailler la nature. Mais selon lui, ils prouveront que la Grèce est soutenue, et pas seulement politiquement mais aussi "*dans tous les aspects de ses demandes éventuelles*".

"*La Grèce, l'Allemagne et la France, nous prendrons une initiative concertée pour lutter contre la spéculation*", a annoncé le chef de l'Etat. "*Nous sommes décidés à faire ce qu'il faut pour que la Grèce ne soit pas isolée*". (AP 07.03)

Il avait fait le même coup la veille au Salon de l'agriculture en disant qu'il allait "*promouvoir une véritable régulation des marchés de matières premières agricoles, afin de limiter la spéculation croissante et d'encadrer les produits financiers dérivés de ces marchés*", alors qu'il n'a pas été foutu de réguler les marchés financiers, en réalité, il n'en a jamais eu l'intention et on ne lui a jamais prêtée, pas plus qu'à Obama ou Merkel ou un autre dirigeant du vieux monde.

Ils ont opté pour la fuite en avant face à la plus formidable crise de l'histoire du capitalisme, laissant l'aristocratie financière mener l'humanité au bord du chaos et à la guerre, avaient-ils vraiment le choix ? En guise de réponse posons-nous deux autres questions : Quelle autre alternative que remettre en cause les fondements du capitalisme pour résoudre cette crise ? Qui prendra cette mesure ? Seul le prolétariat révolutionnaire en sera capable...

Italie.

L'opposition italienne a manifesté dimanche pour la deuxième journée consécutive contre un décret gouvernemental qui doit permettre à des représentants du parti de Silvio Berlusconi, dont les candidatures ont été rejetées de se présenter, à la fin du mois aux élections régionales.

Quelques heures après l'adoption du décret, un tribunal de Milan décidait que le gouverneur de Lombardie, Roberto Formigoni, un proche de Berlusconi, pouvait finalement figurer sur les listes. Dans la province de Rome, la justice examinera lundi la demande du PDL.

Le Parti démocrate, principale formation de l'opposition, avait déjà organisé samedi des mouvements de protestation à Rome et à Milan et prévoit une grande manifestation, samedi prochain, dans la capitale. (Reuters 07.03)

Etats-Unis.

Le programme budgétaire du président Barack Obama alourdira la dette publique des Etats-Unis de 9.800 milliards de dollars d'ici 2020, soit 1.200 milliards de plus que ce que la Maison blanche prévoit, estime le Congressional Budget Office (CBO).

Le CBO estime que le déficit de l'exercice 2010 atteindra 1.500 milliards de dollars, soit 10,3% du PIB.

"*Mesuré en fonction de la taille de l'économie, le déficit, suivant les propositions du président, tomberait à 4% du PIB environ d'ici 2014 mais augmenterait régulièrement après*", écrit le CBO.

"*Si l'on suit le budget du président, la dette détenue par le public passerait de 7.500 milliards de dollars (53% du PIB) à la fin 2009 à 20.300 milliards de dollars (90% du PIB) à la fin 2020*", ajoute-t-il.

"*Le service de la dette devient l'une des principales catégories de dépenses du budget fédéral et il fera plus que quadrupler dans les 10 années qui viennent, passant de 209 milliards de dollars cette année à 916 milliards de dollars en 2020*", estiment de leur côté les parlementaires républicains de la commission du budget de la Chambre des Représentants. (Reuters 07.03)

Palestine.

L'Autorité palestinienne va adopter une loi interdisant aux travailleurs palestiniens de travailler dans les colonies juives de Cisjordanie, a déclaré dimanche le ministre palestinien de l'Economie Hassan Abou Lidbeh.

La loi, qui devrait être signée par le président de l'Autorité Mahmoud Abbas d'ici à la fin du mois, a été rédigée par M. Libdeh. Ce dernier a estimé qu'il était important que les Palestiniens soient en accord avec leur position contre les colonies. "*Ma population, ma société, contribue à faire vivre les colonies, donc je vise cette contribution*", a-t-il déclaré.

L'Autorité palestinienne va s'employer à trouver des alternatives pour les Palestiniens qui travaillent actuellement dans les colonies, mais ils ne seront pas obligés de quitter leur emploi, a toutefois précisé M. Libdeh. Il a ajouté qu'à l'avenir, les Palestiniens travaillant dans les colonies seront en infraction avec la loi, mais n'a pas voulu s'étendre sur les sanctions.

La législation interdira également la vente de produits issus des colonies dans les magasins palestiniens, a-t-il ajouté, estimant que la somme des ventes annuelles de ces produits dans les commerces palestiniens s'élevait entre 150 et 370 millions d'euros.

Au cours des derniers mois, les forces de sécurité palestiniennes ont commencé à intercepter des cargaisons de produits venant des colonies, a déclaré le ministre, sans préciser le volume de marchandises ayant été confisquées.

Quelque 20.000 à 30.000 Palestiniens travaillent dans les colonies juives, dans la construction et l'industrie notamment. Ils estiment ne pas avoir d'autre choix, du fait du marasme économique en Cisjordanie.

Les quelque 120 colonies israéliennes en Cisjordanie, où habitent 300.000 Israéliens, sont la pierre angulaire des pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens. Les Palestiniens souhaitent leur évacuation en vue de la création d'un futur Etat palestinien. (AP 07.03)

La causerie du matin.

Pas le temps d'actualiser le site ce matin, il est 8h, je dois aller à l'hôpital pour mes dents et ensuite j'ai un rendez-vous à l'Alliance française avec la responsable des cours, après je dois rédiger une requête au consul afin d'obtenir un visa pour un des frères de Magueswary. Je vous parlerai plus tard des relations diplomatiques tendues entre Paris et Delhi.

Le résultat définitif et détaillé du référendum en Islande, 93% pour le non, 2% pour le oui et 5% de bulletins blancs ou nuls. Pas un mot aux infos les deux derniers jours sur TVMonde Asie, je ne sais pas si cela a été la même chose en France.

Au Portugal, le gouvernement a adopté un plan d'austérité, mais on n'en connaît pas encore les détails.

Au Togo, l'opposition conteste le résultat des élections présidentielles. Il ne se passe plus une élection dans le monde sans que ses résultats soient contestés, à croire que la population est en train de prendre conscience que ce genre de consultation ne peut pas avoir un caractère démocratique lorsqu'il est organisé par la classe dominante au pouvoir, j'y vois la manifestation d'une défiance de plus en plus importante vis-à-vis des institutions en place.

Pas le temps d'écrire quelque chose sur le droit des femmes, mais vive les femmes !

On va suivre ce qui va se passer à Dunkerque aujourd'hui.

Le Front syndical de classe nous a transmis le message suivant :

"Le 8 mars, rassemblement en soutien aux travailleurs de la raffinerie des Flandres et de Total. RDV à 12 heures devant l'ancien siège de Total : 24 cours Michelet, Puteaux (92), Métro Esplanade de la Défense (ligne 1)."

A plus tard dans la journée.

Le 9 mars

Pas le temps de causer, trop de problèmes personnels accumulés à régler en urgence.

1 pour 29.000 cela vaut bien un tapage médiatique... en faveur de Sarkozy.

Nicolas Sarkozy s'est dit lundi "*prêt*" à "*accueillir en France, si elle le souhaite*", Najlae Lhimer, une jeune lycéenne marocaine qui a été expulsée le 20 février dernier vers le Maroc. (AP 08.03)

Le capitalisme vert : la seule alternative, non merci !

1- A moins d'une semaine du premier tour des élections régionales, Daniel Cohn-Bendit a affirmé à Strasbourg lors d'un meeting que les listes d'Europe Ecologie constituaient la seule alternative pour les électeurs. (Reuters 08.03)

2- Des régions présidées par Europe Ecologie ne feraient plus appel aux services de banques possédant des filiales dans les paradis fiscaux, comme les quatre banques du CAC 40, a affirmé lundi Cécile Duflot. (Reuters 08.03)

Elles en tremblent déjà et les autres banquiers se frottent déjà les mains !

Main dans la main "*tout est possible*".

1- Le Mouvement des entreprises de France (Medef) et l'association Ni putes ni soumises ont lancé lundi une expérimentation pour développer l'accès des femmes à l'emploi.

"*On dit parfois que les femmes des quartiers sont le dernier rempart contre la violence et l'obscurantisme, eh bien c'est le dernier rempart qu'on doit aider. Et quand on a Laurence Parisot qui nous rend visite, on se dit que tout est possible*", a déclaré Sihem Habchi, qui avait été auparavant reçue à l'Elysée. Reuters 08.03)

2- Pour la première fois, des dirigeants patronaux (CGPME et Ethic) ont écrit avec les syndicats (CGT, CFDT, UNSA, FSU et SUD) un 'texte commun', soumis lundi 8 mars au gouvernement, sur les critères permettant aux salariés sans papiers d'obtenir un titre de séjour. Le texte vise à définir des conditions objectives d'obtention d'autorisations de travail et de séjour pour les salariés sans papiers qui s'aquittent de leurs cotisations et de leurs impôts. (LeMonde.fr avec AFP 08.03)

Psychose. Nice, une ville "*quadrillée*", en état de siège.

A six jours des élections régionales où l'insécurité a été l'un des thèmes-phares de la droite gouvernementale, le maire UMP de Nice, Christian Estrosi, a inauguré lundi son "centre de supervision urbain".

Le nouveau quartier général de la police municipale, un bâtiment flambant neuf installé dans le centre-ville, recevra en temps réel d'ici à la fin de l'année les images des 642 caméras qui surveilleront nuit et jour, sept jours sur sept, l'ensemble de la capitale de la Côte d'Azur.

Actuellement, 250 de ces appareils sont en service.

"*C'est un maillage vidéo qui n'existe nulle part ailleurs en France et qui fait de Nice la ville la mieux équipée de l'Hexagone*", s'est félicité le maire de la ville, qui est aussi ministre de l'Industrie.

"*Là où Paris compte une caméra pour 2.000 habitants, à Nice, à la fin de l'année, ce sera une caméra pour 600 habitants*", a-t-il précisé.

Ce sont pas moins de 80 patrouilles qui sillonnent la ville en permanence.

"*Et bientôt, les plaques d'immatriculation de chaque voiture entrant en ville seront enregistrées et confrontées au fichier national des véhicules signalés volés et les voleurs seront interceptés*", a ajouté le maire de Nice.

"*Il faut que les honnêtes citoyens se sentent protégés, et d'ailleurs une enquête révèle que 91% des habitants de Nice adhèrent complètement à ce dispositif*". (Reuters 08.03)

Philips.

Les syndicats et la direction se réunissent au siège de Philips à Suresnes (Hauts-de-Seine) mardi à partir de 10h, selon FO. Le CCE sera suivi d'un comité d'entreprise à l'usine Philips de Dreux, mercredi à partir de 10h.

Les syndicats comptent demander la nomination d'un expert "*de façon à analyser les arguments de la direction pour motiver cette fermeture*", selon Jean Arrar, délégué syndical central FO chez Philips. Les syndicats espèrent retarder "*d'au moins 15 jours le processus de fermeture*", selon lui. (AP 08.03)

Tiens donc, l'usine fermerait dans 15 jours ? Lire mes causeries précédentes sur le sujet.

Quand la justice lave plus blanc que blanc.

C'est la quatrième fois que Gérard Longuet, ancien ministre de l'Industrie et actuel président du groupe UMP au Sénat, qui avait dû démissionner en 1994 du gouvernement Balladur en raison de ces poursuites, bénéficie d'une relaxe ou d'un non-lieu dans une affaire de présumé financement politique frauduleux du Parti républicain, composante de l'ancienne UDF, apprend-on auprès du parquet de Paris.

En 1998, il a été relaxé dans un dossier visant le financement de sa villa de Saint-Tropez.

En 2004, il a été relaxé d'une poursuite pour "*recel d'abus de biens sociaux*" visant une somme de 173.561 euros versée par le promoteur immobilier Cogedim à sa société Avenir 55, en 1989 et 1990, pour une prestation supposée fictive.

En 2005, il a été relaxé de l'accusation de participation à l'opération de corruption en marge de l'attribution de marchés de construction de lycées en Ile-de-France. (Reuters 08.03)

Le droit à la santé gravement remis en cause.

Cinq associations annoncent avoir déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation de la hausse de 16 à 18 euros en 2010 du forfait hospitalier.

Dans un communiqué, elles estiment lundi que la hausse des dépenses d'hôtellerie à la charge des patients hospitalisés, prévue par un arrêté du 23 décembre 2009, "*aggrave les inégalités*".

Cette augmentation "*compromet le droit à la santé pour tous*", écrivent la Fnath (accidentés du travail), Aides (lutte contre le sida), l'Adep (handicapés), le Ciss (collectif d'associations de patients) et l'Unaf (associations familiales).

Le onzième alinéa du préambule de la Constitution de 1946 garantit le droit aux soins et à la santé, rappellent les associations.

Selon elles, les dépenses de santé non prises en charge par l'Assurance maladie ne cessent d'augmenter "*dans des proportions devenues insupportables pour de plus en plus de ménages qui rencontrent ainsi des difficultés à faire face à leurs frais de santé.*" (Reuters 08.03)

Le masque tombe. Le FME, le pendant dans l'UE de la dictature du FMI.

La Commission européenne a annoncé lundi être en discussions avec les pays de la zone euro sur la création d'un Fonds monétaire européen chargé de mieux coordonner les économies des 16 pays utilisant l'euro et d'empêcher que de nouvelles crises, semblables à celle de la dette grecque, ne mettent en danger l'union monétaire.

Ce fonds serait abondé par les pays qui ne respectent pas les règles fixées par Bruxelles (déficit et dette rapportés au produit intérieur brut - PIB), afin, dans un premier temps, d'encourager les gouvernements à rester dans les limites imparties. Avec ces financements, il pourrait

gérer à sa place la restructuration d'un pays en défaut -une possibilité que n'a pas le FMI- en proposant à ses créanciers d'échanger leur dette contre des bons du FME à un prix avantageux, afin de limiter les répercussions aux autres membres.

Le FME donnerait aux pays de la zone euro la capacité de décider de ne pas renflouer un membre ne respectant pas les critères de Maastricht, sans pour autant mettre en danger l'union monétaire dans sa totalité, a expliqué à l'Associated Press Daniel Gros. "*Il s'agit de protéger la zone euro (...) Les pays de la zone euro ont le choix: ils peuvent continuer comme ça, la Grèce peut continuer à dépenser et eux à payer. Ou alors, ils peuvent faire ça (le FME, NDLR) pour être en mesure de dire 'non' à la Grèce*".

L'idée du FME semble être soutenue par l'Allemagne et la France. La chancelière Angela Merkel l'a ainsi jugée lundi "*bonne et intéressante*", tout en soulignant qu'elle nécessiterait une modification du Traité de Lisbonne -seulement possible à l'unanimité des pays membres. (AP 08.03)

Portugal.

Les premiers détails du plan d'austérité

- la cession de participations de l'Etat dans des sociétés et à des privatisations, à hauteur de 1,2 milliard d'euros pour l'année 2010.

- les traitements des fonctionnaires ne seront pas revalorisés plus que l'inflation jusqu'en 2013 et seul un poste sur deux sera remplacé dans la fonction publique.

- les dépenses sociales et de santé feront également l'objet de mesures d'économies.

Vendredi, le Parlement sera appelé à voter le projet de loi de finances 2010 qui inclut un gel des traitements de la fonction publique. Les sociaux-démocrates, principale formation de l'opposition, ont promis de s'abstenir, ce qui devrait permettre aux socialistes au pouvoir de faire adopter le texte.

Les principaux syndicats ont déjà annoncé qu'ils déclencheraient grèves et manifestations si le gouvernement ne prenait pas position en faveur d'une revalorisation des salaires. (Reuters 08.03)

Tunisie.

Une journaliste tunisienne de l'opposition Zakia Dhifaoui a observé lundi "*une grève de la faim symbolique*", à l'occasion de la journée mondiale de la femme, pour réclamer sa réintégration à son poste d'enseignante.

Elle a déclaré à l'Associated Press avoir été radiée du corps enseignant depuis septembre 2008. Elle avait soutenu et couvert les manifestations de protestations sociales qui ont secoué le bassin minier de Gafsa (sud-ouest tunisien) pour l'hebdomadaire "*Mouatinoun*", l'organe du Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL), une formation de l'opposition légale.

Enseignante en histoire-géographie à Kairouan (centre), elle a été condamnée à quatre mois et demi de prison pour "*perturbation de la circulation sur la voie publique, rassemblement non autorisé et jet de projectiles*", des accusations "*fabriquées*", selon elle.

Outre le FDTL, où elle est membre du conseil national, Mme Dhifaoui, 44 ans, milite aussi au sein de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH) et de l'association tunisienne des femmes démocrates (ATFD).

Elle espère que les autorités lèveront la sanction qui la frappe, faute de quoi elle envisage d'entamer une grève de la faim illimitée. (AP 08.03)

Etats-Unis. Un contrat de 26 milliards de dollars à la barbe d'EADS.

EADS annonce que Northrop Grumman a décidé de ne pas soumettre d'offre pour un contrat d'avions ravitailleurs destinés à l'US Air Force, jugeant que le cahier des charges favorise un dérivé du 767 construit par Boeing. (Reuters 08.03)

Equateur.

Le vice-président équatorien Lenin Moreno a annoncé lundi que l'Iran construira dans son pays trois centrales hydroélectriques qui généreront une production de 100 mégawatts.

Moreno a rappelé que de nombreux accords de coopération sont en vigueur entre les deux pays, notamment dans les secteurs "*portuaires, agricoles et de l'industrie automobile.*" (AP 08.03)

Le 10 mars

Hier j'ai corrigé certains liens qui ne fonctionnaient pas. Pas le temps de causer, Magueswary retourne en France dans une semaine et on a des affaires à régler.

Je vous parlerai plus tard du problème en Inde pour obtenir un visa du consulat de France à Pondichéry, il faut passer par une société privée qui vous fixe un rendez-vous si elle veut, par téléphone, mais il est impossible de la joindre ou par Internet, et voilà le message suivant qui s'affiche en guise de réponse : "*No date(s) available for appointment at Pondicherry-Consulate*", pas de date disponible pour obtenir un rendez-vous, c'est valable pour les Indiens qui veulent aller visiter la France, s'inscrire dans une université ou tout simplement rendre visite à leurs famille : Pas de rendez-vous, donc pas de visa !

Est-ce voulu ? Existe-t-il des quotas par pays, par consulat ou ambassade ? Est-ce une consigne du ministère de l'Immigration et de l'indignité nationale en France ? J'ai contacté par courriel le consulat, j'attends sa réponse.

Au fait, je vous conseille la lecture du dernier numéro de *Prométhée* sur la situation économique, merci à ces camarades pour la qualité de leur article.

Quelques infos en bref.

Comment briser une grève avant même de l'avoir commencée. Mode d'emploi de la direction de la CGT.

Le secrétaire général de la Fédération CGT de la Chimie Jean-Michel Petit a déclaré hier à Associated Press que la reprise de la grève illimitée dans les raffineries du groupe Total en France aurait pour objectif d'"*exiger le redémarrage de la raffinerie*" de Dunkerque, et que "*Total propose un véritable projet et pas ce qui a été présenté*", lundi lors du comité central d'entreprise (CCE). (AP 09.03)

Il propose donc de se battre pour le redémarrage de la raffinerie... dans la perspective de sa fermeture, autrement dit il se situe dans la même perspective que la direction de Total et le gouvernement actionnaire et c'est dans ce contexte que la CGT va demander au personnel des autres raffineries de se prononcer pour ou contre la grève, après que leurs salariés aient reçu l'assurance que leurs raffinerie ne seraient pas fermées au cours des cinq années à venir.

En clair, ceux qui accepteront de débrayer à l'appel de ce lieutenant de la direction de Total, cesseront leur grève au premier coup de sifflet de ce bureaucrate, il serait étonnant qu'ils agissent autrement, ne prenons pas nos désirs pour la réalité.

Quel intérêt y aurai-t-il à investir dans un pays où la productivité ne serait pas au rendez-vous ?

L'investissement étranger créateur d'emploi en France n'a que légèrement diminué en 2009 malgré la crise, annonce le gouvernement. y a eu l'an dernier 639 décisions d'investissement étranger en France qui ont permis de créer ou de maintenir 29.889 emplois, selon les chiffres présentés à Bercy par l'Agence française pour les investissements internationaux (Afii).

C'est moins qu'en 2008, quand 641 décisions d'investissement avaient permis la création ou la sauvegarde de 31.932 emplois, mais davantage que les 624 investissements comptabilisés en 2007.

Près de 23.000 entreprises étrangères sont implantées en France, faisant travailler 2,8 millions de personnes. (Reuters 09.03)

L'UE à la botte de Washington. Le vrai visage de l'UE. Un cas d'école pour le prouver.

La décision du géant de l'aéronautique européen EADS et de son partenaire américain Northrop Grumman de se renoncer à l'appel d'offres pour les avions ravitailleurs de l'armée américaine a suscité des accusations plus ou moins voilées de protectionnisme mardi, l'Américain Boeing restant seul en lice pour ce contrat évalué à 35 milliards de dollars (26 milliards d'euros).

Ce contrat concerne la fourniture de 179 avions-citernes à l'US Army. Il s'agit de la première tranche d'une commande géante de 500 appareils pour 100 milliards de dollars.

Le partenaire américain d'EADS, Northrop Grumman, a déclaré lundi soir qu'il ne se soumettrait pas à l'appel d'offres en raison d'un cahier des charges jugé trop favorable au rival Boeing, qui présente un avion plus petit. Le constructeur européen EADS a annoncé qu'il suivait Northrop Grumman dans sa décision.

En 2008, EADS et Northrop Grumman avaient remporté ce gigantesque appel d'offres qui avait été par la suite annulé après une plainte de Boeing. EADS, qui aspire à pénétrer le marché américain de la défense et moins dépendre de son activité civile, souhaitait présenter un dérivé de l'A330.

Euphémismes, conditionnel, précautions oratoires des valets de l'impérialisme américain...

La Commission européenne a fait savoir qu'elle "*serait extrêmement inquiète s'il devait s'avérer que les termes de l'offre ont été formulés de façon à empêcher une concurrence ouverte pour le contrat" et qu'elle suivrait "de très près les suites de ce dossier*".

"*La meilleure situation, c'est la situation de concurrence, et je regrette un peu qu'Airbus ne se soit peut-être pas trouvé dans les meilleures situations de concurrence dans le cadre d'un appel d'offres renouvelé*", a également commenté la ministre de l'Economie Christine Lagarde.

Le ministre allemand de l'Economie, Rainer Brüderle, a quant à lui déclaré par voie de communiqué qu'il voyait "*des signes de protectionnisme*" dans cette affaire.

... et trahison.

La décision de Northtrop n'a guère surpris dans ce milieu. Pour Loren Thompson, qui dirige le Lexington Institute, "*une fois tout mis sur la table, Northtrop y a vu beaucoup de risque et peu de profit*", alors qu'EADS voulait avant tout mettre un pied sur le marché américain de la défense, et "*au bout du compte, les intérêts des deux équipes étaient divergents*".

Quand les roquets de l'UE aboient dans le vide... l'impérialisme américain tremble.

Le Quai d'Orsay a averti que «*la France, avec la Commission européenne et ses partenaires européens concernés, va procéder à l'examen de ce nouveau développement et de ses possibles implications*».

Une plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) semble exclue car elle n'est pas compétente en matière de défense. Et elle ne peut intervenir suite à une décision souveraine prise par une entreprise privée, en l'occurrence Northrop. (AP et figaro.fr 09.03)

Grande-Bretagne.

Chevron, deuxième groupe pétrolier aux Etats-Unis, va mettre en vente plusieurs activités en aval, dont sa raffinerie de Pembroke en Grande-Bretagne, et supprimer 2.000 emplois cette année.

"*Les conditions de marché en aval vont probablement être difficiles au cours des prochaines années*", a déclaré Mike Wirth, vice-président de Chevron. (Reuters 09.03)

Jimi Hendrix est de retour.

Sony Music Entertainment et Experience Hendrix, la société héritière de la musique et des droits à l'image du célèbre guitariste commercialisent, à partir du lundi 8 mars, Valleys of Neptune, un album d'inédits, plus ou moins connus, du célèbre gaucher. C'est la première salve d'une série de rééditions de ses enregistrements pour marquer le 40e anniversaire de sa mort, le 18 septembre 1970

L'album se compose de douze morceaux entièrement enregistrés en studio et jamais commercialisés, précise un communiqué. "Valleys of Neptune offre une vision de la maîtrise que mon frère avait des techniques d'enregistrement et montre qu'il était un pionnier en matière technique autant qu'un guitariste de génie", indique Janie Hendrix, demi-sœur du musicien et PDG d'Experience Hendrix. "Valleys of Neptune offre 60 minutes de musique inédite, remixée pour l'occasion par Eddie Kramer, ingénieur du son et producteur qui avait travaillé avec Jimi dès 1967", précise le communiqué. Normal, il s'agit de faire vendre.

Le disque est présenté comme la suite d'Electric Ladyland (1968). Il tend surtout à confirmer qu'en 1969, Hendrix est épuisé, carbonisé, musicalement, au point de réenregistrer Fire et Red House sortis sur Are You Experienced (1967). Idem pour la nouvelle version de Hear My Train Comin'. Une partie des morceaux sont des répétitions pour le concert du Royal Albert Hall de Londres de février 1969. Le reste date du printemps 1969, à New York. Crying Blue Rain, Ships Passing Through the Night, Lullaby for the Summer sonnent comme des morceaux à developper. Ah si, quand même : Valleys of Neptune, célèbre inédit, surnage du lot et mérite, lui, le détour. (lemonde.fr 05.03)

J'étais déjà fan d'Hendrix en 67 à 12 ans, l'antithèse de la variété de merde que l'on nous servait en boucle à la radio ou à l'ORTF pour que l'on soit aussi con à la fin de notre vie qu'à ses débuts, à ce que je sache son talent de génie n'a pas pris une ride, pas plus qu'une sonate de Beethoven dont je suis un admirateur sans borne.

C'est en partie grâce à Hendrix que de nombreux groupes de rock ont ensuite développé des mélodies où des solistes de génie développèrent leur virtuosité et élevèrent le rock au panthéon de la musique. Sur ce plan-là, les Beatles et les Rolling Stones ne parvinrent

jamais à rivaliser avec Led Zeppelin ou Deep Purple, Zappa ou Carlos Santana, hier AC/DC, ZZ Top, Iron Maiden, Lynyrd Skynyrd, Wishbone Ash, plus tard, Joe Satriani, Steve Vaï, Guns and Roses, Metallica, Scorpion, Roy Buchanan, J. Mc. Laughlin et j'en passe.

La différence entre le rock et le hard rock, c'est le lead guitare en plus, il n'est pas toujours très fameux, il y en a qui font du bruit et non de la musique, il faut faire la part des choses avant de rejeter le hard rock. En dehors des Tziganes, c'est le seul endroit où se produisent (en grand nombre) des guitaristes de génie, il faut aimer la guitare électrique évidemment. Il n'a jamais existé de groupes de hard rock en France ou même de rock de qualité comparable à ce qui a existé et existe encore en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, il y en a même d'excellents en Inde. Le plus difficile étant de former un groupe où tous les musiciens ont à peu près le même niveau de talent. Trust aurait pu le devenir mais ils ont jeté l'éponge très vite. Un de mes potes qui jouait du piano et du synthétiseur était parti joué avec Zappa, il n'avait trouvé aucun groupe en France où épanouir son talent.

Un morceau sans au moins un solo de guitare, de violon, de piano ou de saxo interprété par un virtuose et l'on a l'impression d'une balade pour faire passer le temps ou pour nous endormir, alors que le jeu endiablé de mucisiens de talent réveille chez le jeune la révolte qui sommeille en lui contre l'ordre établi, c'est en tout cas ainsi que j'ai ressenti cette musique sans attendre Get up, tand up de Bob Marley, étant toujours révolté à 55 ans, mes goûts musicaux se sont enrichis mais sans renier ceux de ma jeunesse contrairement à beaucoup de gens qui ne sont pa plus fidèle sur ce plan-là qu'en amitié. La Fender Stratocaster, ça fait du bruit, pas beaucoup plus qu'une sonate de Beethoven sur un Steinway !

Le 11 mars

Pas le temps de causer, trop de problèmes personnels à régler en urgence.

En liberté surveillée.

Le ministère de l'Intérieur "mobilise" une somme de 13,1 millions d'euros pour l'installation de 3.203 caméras de vidéoprotection dans 231 communes, 19 établissements scolaires et 19 ensembles d'habitation, annonce-t-il mercredi dans un communiqué.

Pour l'année 2010, le ministère de l'Intérieur dispose "*au total de crédits à hauteur de 30 millions d'euros, soit près du double de 2009 (17 millions d'euros) et du triple de 2008 (11,7 millions en 2008)*", précise le communiqué.

D'ores et déjà, plus de 2.000 communes en France - dont "la quasi-totalité" des villes de plus de 100.000 habitants - ont recours à la vidéoprotection. Et d'ici à 2011, la place Beauvau prévoit de tripler le nombre de caméras présentes sur tout le territoire, en le portant de 22.000 à 60.000. (LePoint.fr 10.03)

Rififi dans la franc-maçonnerie, la "cinquième colonne" du capital.

Rien ne va plus à la Grande Loge nationale française (GLNF). Une fois de plus, la gestion du grand maître de la deuxième obédience de France (42.000 membres), François Stifani, est vivement critiquée.

Au terme d'une réunion houleuse, le 4 décembre dernier, rue de Pisan, siège de la GLNF, 24 frères ont été suspendus de la loge pour avoir dénoncé la politique de communication du grand maître, la composition d'un "shadow" cabinet comprenant plusieurs profanes ou encore l'acquisition d'un appartement estimé à 2 millions d'euros, avenue de Wagram. Ces 24 "mutins" se réunissent aujourd'hui au sein d'un collectif baptisé FMR-Myosotis, qui revendique "des milliers" de membres issus de la GLNF.

Dans un mail interne - que lepoint.fr a consulté-, ils déclinent ainsi leurs objectifs : "*Mettre un terme aux dérives constatées*", revenir "*à la régularité et à la tradition*", exiger "une transparence sur les comptes de la GLNF et une explication claire de l'utilisation des cotisations, en exigeant un audit des comptes", rétablir "*la discrétion et l'humilité.*" En outre, le sarkozysme affiché par Stifani agace de plus en plus les partisans d'une obédience apolitique. (lepoint.fr 10.03)

Allemagne.

L'Allemagne a enregistré la baisse la plus forte de ses exportations en un an au mois de janvier, selon les statistiques officielles, illustration des difficultés économiques du pays.

A noter toutefois, qu'en données brutes, les exportations ont progressé, de 0,2% en glissement annuel, tandis que les importations se contractaient de 1,4%. (Reuters 10.03)

Etats-Unis.

Le gouvernement américain a enregistré un déficit budgétaire mensuel record de 220,9 milliards de dollars (162 milliards d'euros) en février, a annoncé le Département du Trésor mercredi, une hausse de 14% par rapport à février 2009.

Sur les cinq premiers mois de l'exercice budgétaire de cette année, le déficit cumulé s'élève ainsi à 651,6 milliards de dollars (477 milliards d'euros), soit 10,5% de plus qu'il y a un an.

L'administration Obama prévoit un déficit budgétaire record pour l'année 2010, à 1.560 milliards de dollars (1.142 milliards d'euros). Il était de 1.400 milliards de dollars (1.025 milliards d'euros) en 2009. Et les prévisions tablent sur un déficit budgétaire qui sera encore de 1.000 milliards de dollars (732 milliards d'euros) en 2011.

L'administration Obama a expliqué que l'énorme déficit était nécessaire pour que le pays puisse se sortir de la récession qui l'a frappé, la plus profonde depuis les années 30. (AP 10.03)

Inde.

La chambre haute du Parlement indien a approuvé à la quasi-unanimité mardi soir un projet de loi qui réserve un tiers des sièges aux femmes.

Le texte prévoit d'attribuer un tiers des sièges aux femmes aux parlements fédéral et régionaux.

Les députés du Parti Bahujan Samaj, qui représentent surtout les basses castes, se sont abstenus au moment du vote pour protester contre le refus du gouvernement fédéral de prévoir des sièges pour les femmes des basses castes dans le projet de quotas. Le projet de loi du Parti du Congrès au pouvoir devrait être soumis à la chambre basse du Parlement fédéral la semaine prochaine et devra être approuvé par 15 des 28 Etats régionaux avant d'entrer en vigueur. Il devrait recevoir tous les feux verts nécessaires, les principaux partis d'opposition ayant annoncé leur soutien. (AP 10.03)

Le 12 mars

Pas le temps de trop causer.

L'heure est à l'organisation. Je ne comprends pas que des militants s'indignent de la situation sociale et politique actuelle ou appellent à s'organiser, et quand un parti leur propose un cadre souple pour mener le combat ensemble, ils refusent et préfèrent s'enfermer dans leur isolement. Si j'étais en France je combattrais au côté des militants du POI sans pour autant être d'accord avec l'orientation politique de leur parti, ceci n'empêchant pas cela.

Bonne manif et bon week-end.

La "*rigueur*" pas pour aujourd'hui mais... pour demain. Demain c'est déjà aujourd'hui ! Le plan de bataille de Sarkozy.

1- Nicolas Sarkozy répète qu'il "*ne croit pas à une politique de rigueur qui n'a jamais fonctionné*", avant d'ajouter "*la reprise économique est encore trop timide pour prendre le risque de tout casser par une rigueur à contretemps*". (AP 11.03) En réalité, la rigueur s'est déjà installée au quotidien : hausse des prix, maintien des loyers prohibitifs et augmentation des salaires misérables ou nulles pour la plupart des travailleurs...

2- Dans une longue interview à paraître vendredi dans *Le Figaro Magazine*, le président de la République réaffirme que ce scrutin n'aura que des conséquences régionales. (AP 11.03) Autrement dit même en cas d'abstention massive et d'échec de l'UMP lors de ces élections, il n'entend pas changer de cap, donc poursuivre son oeuvre de destruction, il l'a annoncé lui-même.

3- "*A l'automne, après la réforme des retraites, nous engagerons la concertation sur la dépendance, au premier trimestre 2011*", assure-t-il. Avant d'en remettre une couche dans la dernière ligne droite pour achever sa sale besogne.

"*Une fois ces dossiers bouclés, je proposerai au Parlement de compléter toutes les réformes réalisées depuis 2007. Université, travail du dimanche, 35 heures, heures supplémentaires...: nous ferons un audit de toutes les réformes pour les améliorer*", poursuit le président. Traduisons : avant de me faire virer du Palais, je laisserai la place propre, j'aurai achevé de liquider des pans entiers des droits sociaux qui coûtaient trop chers à l'Etat et à mes amis qui fréquentent le Fouquets, ou presque... et si tout se passe bien !

4- Bonaparte le petit passera ensuite la main au Parlement à sa botte qui n'aura plus qu'à établir l'inventaire des dégâts de son quinquennat, et s'en féliciter évidemment.

"*Ensuite, au second semestre 2011, le gouvernement marquera une pause pour que le Parlement puisse, s'il le souhaite, délégiférer*", précise-t-il. "*La complexité est souvent telle que personne ne s'y retrouve plus. Il sera grand temps de s'attaquer au chantier de la simplification législative et administrative*".

Après avoir mis sans dessus dessous une grande partie de l'administration pendant quatre ans et demi et compliqué à loisir toutes les démarches administratives de la population, voilà qu'il annonce que le Parlement remédiera à cette situation en quelques mois juste avant les présidentielles, mais comme il n'en fera rien, ce sera une raison de plus pour le chasser et n'apporter aucune voix à tous les partis qui sont présents à l'Assemblée nationale.

Reste à avoir si nous ne le chasserons pas avant 2012 ?

Sarkozy et les autres dirigeants du vieux monde, "*crédibles*" ?

"*Je prendrai, avec d'autres, des initiatives au G-20, que la France présidera en novembre 2010, pour que soit rapidement adoptée une taxe sur les transactions financières*", a annoncé le chef de l'Etat, à l'ouverture à Paris d'une conférence ministérielle internationale sur le rôle des grands bassins forestiers -Amazonie, Congo, Indonésie.

"*C'est une question de crédibilité*", a-t-il martelé devant un parterre de 30 pays des grands bassins forestiers d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie et de 12 délégations des pays bailleurs de fonds.

"*La forêt est en danger*", avait averti mercredi le ministre français de l'Ecologie Jean-Louis Borloo, appelant à passer à "*la vitesse supérieure*" parce que "*la vie n'attend pas*".

Le programme REDD (Réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation forestière dans les pays en développement) qui prévoit de réduire de moitié la destruction des forêts des pays pauvres à l'horizon 2020, et d'y mettre fin entièrement d'ici 2030, se trouvait au coeur des discussions de jeudi. (AP 11.03)

Comme quoi on doit se tenir informé sur chaque sujet, si on s'en tenait aux propos de Sarkozy, on serait presque tenté de le croire sincère, mais voilà, hier soir en regardant sur TV5Monde Asie en différé un numéro de Grand reportage dont une partie était consacrée au commerce du bois, j'ai entendu que 40% du bois exporté en France était d'origine illégale et qu'il était assez facile de le détecter à la source parce que ce bois était d'origine inconnu contrairement au bois d'origine légale dont la tracabilité existe.

De plus il n'existe pas des centaines de pays exportant du bois en grande quantité, il suffit de se rendre sur place comme l'on fait ces journalistes pour constater l'ampleur du massacre et interdire l'importation de bois en provenance de ces pays en proie à la corruption généralisée jusqu'au sommet de l'Etat. Est-ce de cela qu'a parlé Sarkozy ? Pas vraiment.

Le journaliste a rappellé que toutes les deux minutes, c'est l'équivalent d'un terrain de football qui disparaît avec la déforestation massive qui n'a jamais cessé.

La conséquence de la mobilisation du personnel contre le démentèlement de l'AP-HP.

Le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), Benoît Leclercq, aurait été 'viré', selon des informations rapportées, jeudi 11 mars, par le site Internet de Libération.

'*Le ministère de la santé a démenti cette l'information. Mais, de sources élyséennes, c'est confirmé*', précise le quotidien. M. Leclercq, 62 ans, est directeur général de l'AP-HP depuis 2006. (Lemonde.fr 11.03)

Point emploi.

La plus grave crise traversée par l'économie française depuis la Seconde Guerre mondiale a entraîné la destruction de près de 600.000 emplois, depuis le deuxième trimestre 2008.

Au troisième trimestre 2009, 79.800 postes avaient été détruits après 99.100 au deuxième trimestre et 153.800 au premier, le plus mauvais résultat depuis le début du recul de l'emploi salarié marchand au deuxième trimestre 2008.

Sur l'ensemble de l'année 2009, l'emploi salarié marchand a baissé de 2,2% avec 357.600 postes supprimés.

L'emploi salarié a reculé de 0,1% au dernier trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent avec 20.400 emplois détruits dans les secteurs principalement marchands, selon des données révisées annoncées jeudi par l'Insee.

Au quatrième trimestre, les destructions d'emploi se sont infléchies dans l'industrie avec 34.700 suppressions de postes (-1,0% par rapport au trimestre précédent) après 46.400 au trimestre précédent (-1,4%), 48.100 au deuxième trimestre et 43.700 au premier trimestre.

Dans la construction, la baisse des effectifs est comparable à celle observée au cours des trimestre précédents (-0,8% après -1,0% au troisième trimestre, soit -11.900 postes).

L'emploi tertiaire redémarre avec l'intérim qui confirme sa reprise entamée au deuxième trimestre 2009 après plusieurs fortes baisses (-35% entre le deuxième trimestre 2008 et le premier trimestre 2009).

Les effectifs de l'intérim ont progressé de 5% au quatrième trimestre (+23.500 emplois) après une hausse de 5,6% au troisième trimestre (+25.000 emplois) et de 1,6% au deuxième (+6.500 emplois).

La hausse de l'emploi intérimaire s'est poursuivie en janvier avec une progression de 0,4% par rapport à décembre (+2.200 emplois), selon des chiffres publiés jeudi par Pôle emploi.

Les salariés intérimaires sont comptabilisés dans le tertiaire, même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou la construction.

Hors intérim, l'emploi tertiaire est stable (+2.800 postes), après cinq trimestres de baisse. Au total, l'emploi augmente de 0,2% dans le tertiaire. (Reuters 11.03)

Ne pas confondre la destruction d'emploi qui a pour conséquence une plus grande concurrence entre les ouvriers et tire les salaires vers le bas, et la destruction de forces productives déjà réalisées qui consiste à tout détruire comme pendant une guerre pour ensuite tout reconstruire et ainsi de suite.

La crise qui s'est traduite par le premier type de destruction n'a pas suffit selon l'aristocratie financière qui s'est relancée de plus belle dans une spéculation effrénée à l'échelle mondiale.

Quand la "*reprise*" rime avec précarité.

Le nombre d'intérimaires était de 553.600 fin janvier, en valeur corrigée des variations saisonnières, soit une hausse mensuelle de 2.200 emplois.

Sur un an, l'intérim a augmenté de 7,6% avec 39.100 intérimaires de plus qu'en janvier 2009.

L'industrie (+3,1%) et le tertiaire (+2,7%) ont poursuivi leur hausse en janvier alors que le secteur de la construction a connu un recul de 8,4%. (Reuters 11.03)

Hypocrisie des chefs d'Etat et de l'UE pour camoufler leur complicité avec l'aristocratie financière.

Paris, Berlin, Athènes et Luxembourg demandent à la Commission européenne d'ouvrir une enquête sur "*le rôle et l'impact de la spéculation*" sur le risque lié au défaut de paiement de la dette souveraine des pays de l'Union, et de présenter des mesures pour réguler ce marché, montré du doigt dans la crise de la dette grecque.

Si l'enquête de la Commission "*venait à révéler des abus de marchés ou qu'elle mette en évidence que la spéculation a un impact considérable sur les taux d'intérêts, nous devrons examiner rapidement des mesures et le cas échéant, adopter les textes législatifs ou réglementaires nécessaires pour y mettre fin*", estiment les auteurs de la lettre. (AP 11.03)

Si vous avez lu les articles consacrés à G. Soros qui se vante ouvertement de pouvoir faire et défaire des gouvernements ou agir sur la politique économique des Etats, vous aurez compris que les spéculateurs sont facilement identifiables et que la dernière sortie de Merkel et Sarkozy sur ce sujet ne sert qu'à camoufler leur soumission aux exigences des marchés financiers dont finalement ils sont les représentants politiques.

En Grèce, évidemment tous les partis institutionnels ignoraient les magouilles de l'Etat avec la banque Goldman Sachs, ben voyons !

L'UE, le relais de la propagande anticommuniste de l'impérialisme américain. La preuve.

Le parlement européen a adopté jeudi une résolution condamnant Cuba après la mort "*évitable et cruelle*" d'un prisonnier politique en grève de la faim, déclenchant une réponse cinglante de La Havane.

Orlando Zapata Tamayo est mort le 23 février après une grève de la faim de 83 jours. (AP 11.03)

Si vous avez lu l'article du Réseau Voltaire (Le suicide d'Orlando Zapata Tamayo. (01.03.10) , vous savez qu'il s'agissait d'un voyou condamné à plusieurs reprises par les autorités cubaines pour des faits relevant du droit commun et qu'en désespoir de cause il avait pris contact avec des défenseurs des "opposants" au régime en espérant profiter de la campagne engagée en leur faveur pour obenir leur libération. Que le Parlement européen se fasse l'écho d'Hillary Clinton n'a rien d'étonnant.

Le 13 mars

Bon week-end à tous, le combat continue...

La manipulation des résultats des élections régionales a déjà commencé, notamment de l'abstention.

1- Tandis que dans le plus pur style de la propagande obscurantiste, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, dont c'est apparemment la seule fonction qu'il soit capable de remplir au côté de Sarkozy, a exhorté cyniquement les électeurs à aller voter afin d'éviter une "*abstention boomerang*", comme si voter pour les candidats de l'UMP pourrait les protéger des mauvais coups que leur a justement préparés leur bourreau UMP pour les deux ans à venir, comme si le parti de Sarkozy n'était pas responsable de la politique antisociale mise en oeuvre depuis 2007, il fallait oser prendre les électeurs pour des demeurés à ce degré là,

2- Pour Laurent Fabius du PS que l'abstention effraie tout autant, spécialiste également de longue date de l'enfumage des masses pour camoufler le caractère réactionnaire de son parti, il a affirmé "*Ce qui est sûr, c'est que plus le PS sera haut, plus les régions seront fortes et moins M. Sarkozy pourra casser à sa guise*", alors que le PS était à la tête de 22 régions sur 24 sans que cela n'empêche le moins du monde Sarkozy d'accomplir son oeuvre de démolition, pire encore, puisque le PS s'en est fait directement le complice pendant toutes ces années. Pour ce philistin, aujourd'hui c'est déjà hier, et hier est déjà relégué au rang des mystères insondables, le prolétariat n'aurait pas de mémoire, bref ne nous attardons pas sur le bilan du PS à la tête des régions, c'est déjà du passé.

Niant ou escamotant la réalité, il a osé dire "*une victoire de l'opposition contraindra le gouvernement à infléchir sur certains points sa politique et à nous entendre*", vous entendre seulement, pas en changer évidemment, alors que le PS propose la même politique que l'UMP et qu'il n'a aucun moyen de s'opposer à la politique du gouvernement à l'Assemblée nationale puisqu'il y est en minorité, faudrait-il encore pour s'y opposer qu'il en est la volonté au lieu de réaliser un consensus avec l'UMP chaque fois qu'il en a la possibilité, ce serait évidemment trop lui demander de renoncer à soutenir le régime, d'ailleurs ce n'est pas notre propos.

Finalement, comme il l'a affirmé "*quand des millions et des millions de Français s'expriment, cela a un sens*", mais c'est certainement pas dans celui que peut lui donner un représentant du capital qui a déjà fait ses preuves. (source : AP 13.03)

Plusieurs scénari sont possibles lors de ces élections.

Soit le taux d'abstention et le vote en faveur des partis dits de gauche seront très élevés et le gouvernement se retrouvera ultra minoritaire dans le pays, d'une part le PS et ses alliés de "gauche" devront monter davantage au créneau pour aider Sarkozy à appliquer sa politique le reste de son mandat, d'autre part, le rejet massif des institutions et des partis institutionnels pourrait se traduire par une radicalisation politique des masses dans les mois à venir et leur mobilisation grandissante contre le gouvernement, obligeant certains partis à un grand écart qui alimentera leur crise.

Soit le taux d'abstention ne dépasse pas les 40% et le vote en faveur des partis dits de gauche sera plus élevé que prévu, ce qui aura pour conséquence d'alimenter les contradictions de ces partis et les obligera à se placer davantage au côté du prolétariat pour protéger le régime de tout débordement.

Les partis traitres qui se réclament de la classe ouvrière peuvent soutenir le régime de deux manières. Selon les circonstances ils se placent soit au côté des capitalistes, soit au côté du prolétariat. Ils se placent ouvertement au côté des capitalistes en période de reflux du mouvement ouvrier ou lorsqu'ils sont au pouvoir cadenassant ainsi le mouvement ouvrier qu'ils contrôlent par ailleurs, on a pu le constater quand Mitterrand était au pouvoir par exemple. Ils se placent au côté de la classe ouvrière quand le régime est de plus en plus contesté ou en danger de façon à tenter de circonscrire la mobilisation du prolétariat dans des limites acceptables pour assurer la survie du régime ou lorsque le mouvement ouvrier repasse à l'offensive après une période de reflux des masses. Dans les deux cas de figure, en réalité ils se dressent contre le prolétariat pour assurer la défense du régime, c'est la raison pour laquelle un front unique avec ces partis ne peut que préparer les défaites futures du prolétariat.

Soit le taux d'abstention sera important mais le vote en faveur des partis dits de gauche sera tempéré par la résistance de la coalition formée autour de l'UMP, plus les voix du FN, et dans ce cas-là ces élections n'auront été qu'un épiphénomène, Sarkozy pourra poursuivre ses contre-réformes, ce qui ne veut pas dire qu'il ne rencontrera pas quelques difficultés sur son chemin, la crise poursuivant son lent travail d'éducation des masses au prise à des difficultés toujours croissantes.

Dans tous les cas de figure l'UMP sera minoritaire dans le pays, donc illégitime à se maintenir plus longtemps au pouvoir.

Ce serait reproduire une nouvelle fois une erreur commise sans cesse depuis plus de 50 ans que d'interpréter le vote en faveur des partis dits de gauche comme un signe de ralliement du prolétariat ou de la petite bourgeoisie à ces partis, alors qu'ils n'ont fait qu'exprimer leur rejet de la politique du gouvernement et n'ont aucune confiance dans ces partis pour mettre en oeuvre une autre politique que l'UMP.

Les masses auraient-elles des illusions dans ces partis qu'il faudrait les combattre, au lieu d'abonder dans leur sens au nom d'un front unique aux effets ravageurs, et de renforcer ainsi l'attraction que ces partis contre-révolutionnaires pourraient exercer sur les masses, partis dont l'objectif est de conserver le contrôle du mouvement ouvrier ou à défaut de lui interdire de trouver le chemin permettant d'envisager une issue politique à la crise du capitalisme.

Ce serait manipuler les travailleurs et les militants que d'expliquer que les travailleurs auraient donné un mandat à ces partis qui ont été au pouvoir à de nombreuses reprises et pendant de longues années au cours du XXe siècle, et qui ont toujours gouverné pour le compte des ennemis du prolétariat.

Les illusions du prolétariat reposent davantage sur son ignorance qu'il existe une alternative au capitalisme plutôt que sur son ignorance que ces partis au pouvoir n'amélioreront pas leur vie quotidienne. Il est parfaitement clair que la conscience politique du prolétariat n'a pas encore atteint le degré de maturité nécessaire qui l'amènerait à exiger de ces partis qu'ils rompent avec le capitalisme, en admettant qu'il effectue un jour cette démarche en direction de ces partis, sans que cela soit un objectif politique pour les militants engagés dans le combat pour abattre les institutions, donc ce serait également faux de prétendre qu'il leur en prêterait l'intention, faudrait-il avant d'en arriver là que le prolétariat se pose lui-même cette question, ce qui ne semble pas encore le cas aujourd'hui ou de manière isolée pour le moment.

On pourra s'appuyer sur la défaite de l'UMP et de Sarkozy particulièrement, puisqu'il s'est engagé personnellement dans cette campagne électorale, pour favoriser la mobilisation de la classe ouvrière, encore faudra-t-il lui dire la vérité, que sans une rupture avec le capitalisme et les institutions, il sera impossible d'entrevoir une amélioration durable et profonde de sa situation, que pour y parvenir il faut prendre dès maintenant les choses à la base et commencer par se regrouper, s'organiser dans cette perspective, et que c'est seulement en prenant conscience que le système capitaliste n'a plus d'avenir, et que pour cette raison il faut abattre les institutions politiques qui lui servent de couverture légale à toutes ses exactions, que la classe ouvrière pourra sérieusement envisager de satisfaire ses besoins et ses aspirations légitimes.

S'organiser et élever le niveau de conscience de la majorité de la population à la hauteur de la compréhension qu'elle n'a plus d'avenir sous le règne du capitalisme et qu'il existe une issue politique si elle prend le pouvoir et reconstuit la société en partant de ses besoins et non plus en fonction des profits d'une infime minorité d'exploiteurs qui mènent l'humanité au chaos et à la barbarie, telle est la tâche la plus urgente que l'on doit se fixer et qui permettra de constuire le parti sur des bases politiques conformes aux intérêts fondamentaux du prolétariat.

On ne peut pas se contenter de dénonciations, d'expliquer ce qu'il ne faut pas ou plus faire, d'avancer dans une direction en s'interdisant d'en préciser l'objectif politique, car c'est le meilleur moyen de piétiner ou de ne jamais avancer. Pour briser l'illusion qu'il n'existerait aucune alternative au capitalisme, nous devons impérativement expliquer aux travailleurs que notre objectif est la prise du pouvoir et le renversement du régime.

Il ne suffit pas de dresser la liste de tous les méfaits du capitalisme, tout le monde les connaît, tout le monde en connaît plus ou moins l'origine, mais beaucoup trop peu de travailleurs à l'heure actuelle parviennent à aller au-delà de ce constat, nombreux doivent être ceux qui se disent qu'il n'est pas possible de remplacer le capitalisme par le socialisme parce qu'il a échoué partout dans le monde ou qu'il a lui-même abouti au chaos et à la barbarie.

Il faut donc leur expliquer que jamais dans le passé le socialisme n'a été mené à son terme, qu'à partir du milieu des années 20 en Russie, nulle part il n'a existé dans le monde de régimes socialiste, pas plus en URSS qu'en Chine ou à Cuba, car le socialiste est synonyme des travailleurs au pouvoir, or les travailleurs ont toujours été exclus de tous les organismes de pouvoir des régimes qui se réclamaient du socialisme, on en veut pour preuve que les véritables socialistes ont été pourchassés par ces régimes, emprisonnés, torturés, assassinés. Ce n'est pas parce que des partis politiques se réclament du socialisme et ont usurpé son nom que le socialisme aurait échoué ou aurait été vaincu. C'est justement ce que veulent faire croire les ennemis du prolétariat et du socialisme. Cela aussi on peut le prouver facilement quand on voit à quel point les intérêts de l'impérialisme américain sont liés et communs à ceux du régime de Pékin qui se réclame du socialisme, alors que la majorité du peuple chinois croule toujours sous la misère et ne dispose d'aucune liberté d'expression, l'antithèse du socialisme qui pour sa part en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, développe le concept de démocratie à un degré jamais atteint par aucun régime dans le passé, en dehors de la période en Russie allant d'octobre 1917 à 1924 date correspondant à la mort de Lénine et à la prise du pouvoir par l'anti-communiste Staline.

A la lecture de ces lignes je vois déjà des militants manifester leur découragement, je les rassure, ces explications seront nécessaires pendant toute la période antérieure à la mobilisation générale du prolétariat, celle que nous vivons actuellement, car dans un premier temps il faudra vaincre la méfiance des éléments les plus déterminés du prolétariat qui cherchent une issue politique pour les recruter, on ne pourra pas faire l'économie de ces explications, mais une fois que la machine sera lancée, que la confiance sera établie, les choses seront beaucoup plus simples, une fois la dynamique enclenchée il sera plus facile de balayer les obstacles qui empêchaient des milliers de travailleurs de s'organiser. Faudrait-il encore qu'un parti incarne le socialisme, qu'il en est fait son drapeau, pour que les masses finissent par

se reconnaître dans ce parti et se saisissent du socialisme, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui malheureusement.

Manoeuvre politique d'une multinationale.

La hausse des tarifs du gaz en France initialement prévue pour le 1er avril pourrait finalement être "*un peu décalée*", écrit le quotidien *Les Echos* vendredi.

Il précise, en citant plusieurs sources, que "*compte tenu de la proximité des élections régionales*", GDF Suez pourrait "*attendre un peu*" avant d'engager le processus qui aboutira à une hausse des tarifs du gaz. (Reuters 12.03)

Etats-Unis. Tout ou rien.

1- Les régulateurs américains ont fermé la Park Avenue Bank de New York vendredi, soit la 28e faillite d'un établissement garanti par les autorités fédérales cette année.

Les responsables de la caisse de garantie bancaire s'attendent à une accélération des faillites cette année. Il y a maintenant 702 banques inscrites sur la liste des établissements en difficulté de la caisse, alors que le fond de garantie est tombé dans le rouge avec 20,9 milliards de déficit à fin 2009. Cette dernière faillite coûtera une cinquantaine de millions à la FDIC.

L'an dernier, 140 banques ont disparu au Etats-Unis. (AP 12.03)

2- La perspective d'une réforme de grande ampleur du système financier américain s'est éloignée après l'échec de discussions bipartisanes au Sénat sur un texte dont l'administration Obama a pourtant fait l'une de ses priorités.

Pour l'essentiel, le texte du sénateur Christopher Dodd veut en finir avec le renflouement d'établissements financiers réputés "*too big to fail*", soit d'un poids trop lourd pour les laisser faire banqueroute.

Il veut aussi réguler un marché des dérivés de gré à gré évalué à 450.000 milliards de dollars, swaps de défaut de crédit compris. (Reuters 12.03)

Traduction : alors que la crise actuelle n'est pas encore terminée, lorsque la bulle financière qui est en train de se former éclatera, ils laisseront s'effondrer le système au lieu de venir à son secours comme ils l'ont fait depuis 2008, sans avoir besoin de prédire qu'elles en seront les conséquences que l'on connaît déjà. Je ne veux pas me faire alarmiste par plaisir, loin de moi cette idée sordide, cependant on est en droit de se poser une question : Tiendront-ils se raisonnement jusqu'au bout avec une guerre mondiale à la clé ?

450.000 milliards de dollars, c'est 9 fois environ le PIB mondial, le seul fait d'accepter l'existence de ce genre d'opérations hautement spéculatives suffit à comprendre qu'ils n'ont pas du tout l'intention de réguler quoi que ce soit.

Grande-Bretagne.

Le personnel navigant de British Airways se mettra en grève pendant sept jours d'ici la fin du mois de mars après l'échec des discussions entre direction et syndicats visant à éviter un mouvement d'arrêt du travail.

Le syndicat Unite a déclaré vendredi que le personnel navigant de la compagnie aérienne britannique se mettrait en grève pendant trois jours lors de la semaine du 20 mars et pendant quatre jours lors la semaine 27 mars. (Reuters 12.03)

Le 14 mars

J'ai amélioré la présentation de la page d'accueil en refaisant les petits bandeaux de la colonne de gauche. Pas grand chose à ajouter aux dernières causeries et je suis fatigué. Un seule infos pour aujourd'hui.

Italie.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté, samedi 13 mars à Rome, contre le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi, à l'appel des partis de l'opposition. La Piazza del Popolo (Place du Peuple), lieu traditionnel de manifestation pour l'opposition, était occupée par 200 000 personnes selon les organisateurs. (Lemonde.fr 13.03)

Le 15 mars

Complément de la mi-journée. Vous trouverez en ligne les résultats complets par région des élections d'hier. En les consultant rapidement, j'ai constaté que la moyenne des votes nuls et blancs se montait à 2% à ajouter au 53% d'abstention environ et aux 10% de non inscrits, ce sont donc en réalité trois électeurs et demi seulement sur 10 qui ont été voter dimanche.

Dans ces conditions, de quelle légitimité peuvent prétendre les institutions de la Ve République ? Je pose la question aux dirigeants des partis POI, NPA et LO.

La "*majorité présidentielle*" sort littéralement laminée de ce scrutin, le plus mauvais score enregistré depuis l'avènement de la Ve République selon les journalistes hier soir sur le plateau de France 2, je n'ai pas vérifié cette info. J'ai attendu 0h30 pour aller me coucher, je voulais voir les premiers résultats sur TV5Monde Asie, en fait j'ai regardé les "débats" jusqu'à 1h40.

Sarkozy, qui s'était engagé personnellement dans cette campagne électorale jusqu'à donner une interview au Figaro deux jours avant le scrutin, sort plus minoritaire et illégitime que jamais de ces élections. Je n'ose pas dire qu'il serait isolé, car il demeure malgré tout bien entouré avec le PS qui n'a pas l'intention de l'abandonner au moment où le capitalisme connaît la crise générale la plus profonde de son existence, sans oublier les Thibault, Chérèque et consorts qui ont dû l'appeler pour le rassurer comme cela se fait entre "partenaires".

Ne faudrait-il pas en appeler à sa démission, à la démission du gouvernement, à la dissolution des institutions de la Ve République qui manifestement sont rejetées par l'immense majorité de la population et ne représentent que les intérêts des capitalistes honnis par le prolétariat et une grande partie de la petite-bourgeoisie ?

De quel droit devrait-il continuer d'appliquer sa politique réactionnaire pour le compte des banquiers et des multinationales et accroître encore les souffrances et le désespoir du prolétariat et sa jeunesse ?

Les dirigeants du POI ont semble-t-il enfin compris qu'il ne servait à rien de s'adresser aux dirigeants des autres partis qui ont mieux à faire que de défendre les intérêts de la classe ouvrière, cette tactique ne pouvait mener nulle part. On aura quand même perdu un demi-siècle, je le dis en passant. L'heure est donc à l'organisation et à la prise de conscience par le prolétariat que son sort ne peut dépendre de la survie d'un système capitaliste à l'agonie et de ses institutions politiques qui risquent de l'entraîner vers la pire des barbaries, s'il n'y met pas un terme rapidement par ses propres moyens, par sa mobilisation révolutionnaire.

Nous ne pourrons pas faire pire que ceux qui nous gouvernent, c'est ce qu'il faut inculquer aux travailleurs, c'est ce qu'il faut qu'ils arrivent à se dire eux-mêmes. Si on laissait les représentants des banquiers au pouvoir, c'est notre avenir et celui des générations futures qui serait gravement compromis. Nous avons la capacité de vaincre le capitalisme, nous en avons la force, nous sommes le nombre, l'ensemble de nos droits sont parfaitement légitimes et nous n'autorisons personne à décréter qu'ils seraient inférieurs à ceux d'une poignée d'exploiteurs, nous représentons l'avenir de l'humanité, tandis que tous les partis qui ont gouverné au cours du XXe siècle pour le compte du capitalisme incarnent le passé avec lequel il faut impérativement rompre pour aller de l'avant et avancer vers notre émancipation, vers le socialisme.

J'appelle tous les militants à s'unir pour mener ce combat ensemble au-delà de nos divergences, à avancer dans la même direction, vers le même objectif : la prise du pouvoir par le prolétariat. La bête agonise mais elle résiste encore, soyons à la hauteur de nos responsabilité et combattons ensemble notre ennemi commun. Ne cédons pas au découragement, à la division, comment ne pas voir malgré toutes les difficultés qui nous attendent encore que l'avenir nous appartient, que l'avenir de l'humanité se confond avec le combat pour le socialisme de Marx et Engels. Il n'y a pas pire attitude que l'attentisme, ne loupons pas la formidable occasion qui se présente à nous aujourd'hui d'avancer enfin vers notre objectif.

Tous ensemble, d'accord, pas pour renouveler des expériences qui ont échoué dans le passé ou qui n'ont pas été menées à leur terme, je pense à 36, 47 ou 68, ou encore à la Commune de Paris de 1871, finissons le travail laissé inachever par les générations précédentes, armons-nous pour vaincre tous les obstacles qui se dressent sur notre route, privilégions l'essentiel au secondaire, construisons le parti dont nous aurons absolument besoin pour vainvre.

La classe ouvrière ne pourra prendre le pouvoir que si elle est parvenue à un haut degré de conscience politique et si elle a commencé à s'organiser durablement indépendamment des appareils traitres du mouvement ouvrier. Favoriser ces deux facteurs tel doit être notre stratégie, quand à notre tactique, elle doit consister à orienter tous nos combats contre le gouvernement et les institutions pour aider les masses à rompre avec le capitalisme et ses représentants.

Il y a plus d'un siècle, Lénine avait saisi que le prolétariat ne pourrait compter que sur ses propres forces pour vaincre, avec Trotsky il avait compris que de sa capacité à s'organiser dépendrait le cours de la lutte de classe, puis de la révolution, et enfin le sort de l'Etat ouvrier qui reposerait entièrement sur son degré d'organisation, les soviets, qui perfectionnèrent et achevèrent l'oeuvre entamée par les communards. C'est pour atteindre ces objectifs que Lénine avait construit le parti bolchevik. C'est dans cette perspective que nous devons construire le parti et armer théoriquement et politiquement le prolétariat, notamment en popularisant le socialisme.

Le point de ce matin.

Pas le temps de causer ou d'actualiser le site, j'ai consacré toute ma matinée à écrire l'article sur les élections. A plus tard dans la journée ou demain, mon épouse Magueswary retourne en France demain pour 6 mois, je dois donc l'aider à préparer son départ.

N'hésitez pas à réagir à cet article et bonne semaine à tous.

Le 16 mars

Devinette : quel est le parti majoritaire en France ? Le partie de la "*majorité présidentielle*", l'UMP ? Non. Le PS qui a rafflé près de 30% des suffrages exprimés dimanche ? Non. Pour Hervé Novelli (UMP) la réponse est ailleurs : « *Je compte sur le parti majoritaire en France, le parti abstentionniste* ». Le parti majoritaire en France s'appelle le prolétariat !

Le grand marchandage pour la répartition des prébendes liées à la fonction de conseiller régional avait déjà commencé avant même les premiers résultats du premier tour des élections régionales dimanche soir, entre le PS, Europe Ecologie, le FG et accessoirement le NPA.

Ces gens-là auraient-ils des principes, une morale de classe ? Oui, les mêmes que les banquiers !

En Languedoc-Roussillon, Martine Aubry appelle à «*faire barrage à la droite et à l'extrême droite*» au second tour des régionales, sans soutenir explicitement Georges Frêche, honni par le PS mais seul en lice à gauche après la déroute de la socialiste Hélène Mandroux. «*Je leur demande en conscience de faire battre la droite et l'extrême droite, qui est si forte aujourd'hui en Languedoc-Roussillon. Ils choisiront en conscience*», a déclaré la patronne du PS sur France Inter à l'adresse des électeurs de cette région, qui ont massivement voté au premier tour pour le président sortant DVG.

La secrétaire nationale du PCF Marie-George Buffet estime qu'il faut que "*chaque partenaire ait sa juste place*": "*Je crois que le Parti socialiste doit entendre que si on veut gagner dans toutes les régions, il faut qu'il y ait le rassemblement de toute la gauche. Il faut que chaque partenaire ait sa juste place, c'est comme ça qu'on construira de bonnes gestions des régions*" dans les listes de rassemblement entre le Front de gauche et le PS au second tour. "*Nous allons bien sûr demander à être représentés dans les listes de gauche du second tour au niveau de notre score dans chaque région*", annonce Buffet. Interrogée sur l'ambiance des négociations avec le PS, elle dit ressentir "un bon état d'esprit". (libération.fr 15.03)

Vous voulez "*battre la droite*" alors ne votez pas dimanche prochain, organisez-vous avec les militants qui entendent combattre la politique réactionnaire du gouvernement. Il n'y a rien à attendre de partis ou de dirigeants qui ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes. Il n'y a rien à attendre de partis associés au PS qui a soutenu le "plan de relance" de Sarkozy en faveur des banquiers et le Traité de Lisbonne, qui participe au gouvernement. Rappelons que Mélenchon et Buffet ont été des ministres de Chirac. Chacun dans son camp, chacun dans sa classe respective, combat classe contre classe, aucun compromis avec l'ennemi de classe et ses valets de "gauche" !

Sondage à géométrie variable et contre-vérités ou le relai de la propagande de l'UMP.

Une majorité d'électeurs (63%, contre 29% pour des enjeux nationaux) a voté en fonction d'enjeux régionaux et sans vouloir juger l'action de Sarkozy, selon un sondage ce lundi du CSA/Le Parisien/Europe.

Au total, 51% estiment que leur vote "*n'a aucun rapport avec un jugement sur l'action du président de la République et du gouvernement". 32% ont voulu exprimer leur insatisfaction vis-à-vis de l'action de Nicolas Sarkozy (et 10% leur soutien). Les abstentionnistes ne sont pas allés voter considérant que "cela ne changera pas leur vie quotidienne*" (29%) et pour "*exprimer leur mécontentement*" (29%) ou par désintérêt pour la politique (28%, contre 18% pour les abstentionnistes des Européennes de 2009). Par ailleurs, 66% des personnes interrogées se sont peu ou pas du tout intéressées à la campagne. (libération.fr 15.03)

Comment faire pour épargner Sarkozy, faire en sorte que la cinglante défaite de l'UMP dimanche ne retombe pas sur le locataire du Palais ? Voilà l'exercice auquel se livre maladroitement cet institut de sondages, car il ne peut pas totalement camoufler la défaite de Sarkozy.

10% seulement des votants soutiendraient son action, c'est environ ce que représentait dimanche soir sur le plan nationale l'UMP sans ses alliés. Avec un taux d'abstention de 52 ou 53%, si 66% des votants précisent qu'ils ne sont pas du tout intéressé à la campagne électorale, cela signifie que parmi les 47 ou 48% de votants, les deux tiers ont voté par dépit, pour remplir leur "*devoir*" électoral ou par réflex, sans se faire d'illusions sur les partis, listes ou candidats pour lesquels ils avaient voté. On peut en déduire que ceux qui ont voté par conviction ne représentent que 15% environ des votants, à peu près le pourcentage qui soutient encore le capitalisme, et si on tient compte des abstentions, il faut diviser ce chiffre par un peu plus 2, il ne reste plus alors dans le pays que 7% de votants pour soutenir le régime, l'équivalent des nantis qui profitent du système économique et dictent son sort à l'immense majorité de la population qui ne détient en réalité aucun pouvoir.

Partage et répartition des pouvoirs.

Un jounaliste de Rue89 : "*L'expression « cohabitation », qui suppose l'idée d'un partage du pouvoir, me semble, soit dit en passant, assez déplacée. Ni les régions, ni les départements, ni les municipalités n'ont les moyens de jouer un rôle de contrepouvoir face à l'exécutif et au législatif national.*"

1- Si les institutions subalternes de la Ve République ne constituent pas un contrepouvoir face à l'Elysée, Matignon et l'Assemblée nationale, elles en sont des rouages, des supplétifs qui ont pour fonction de mettre en oeuvre sur l'ensemble du territoire la politique dictée ou les lois votées par le président de la République, le gouvernement, les parlementaires. L'ensemble de ces institutions sont des rouages de l'Etat capitaliste et elles sont garantes du respect de la Constitution de la Ve République, c'est la Constitution qui fixe le cadre dans lequel elles peuvent agir.

2- Dans ces conditions, les différentes institutions ne se partagent pas à proprement parler le pouvoir, elles se le répartissent en se soumettant aux règles imposées par le régime semi-bonapartiste, le pouvoir dont disposent les institutions subalternes de la Ve République relève à la fois de la Constitution et des institutions à caractère nationale. J'ai écrit il y a quelques jours que le budget des différentes institutions subalternes dépendaient des institutions nationales, c'était en partie inexact, car si les régions bénéficient bien d'une dotation de l'Etat, c'est une des prérogatives de ces institutions de légiférer au niveau de leur territoire ou de leurs compétences, et concernant ces dernières, c'est l'Etat qui en fixe les limites.

On pourrait conclure en disant que les communes, les départements et les régions n'ont que le pouvoir que veulent bien leur accorder les institutions qui disposent d'un pouvoir sur l'ensemble du territoire, qu'elles sont dans un rapport de dépendance ou de soumission par rapport à ces institutions. Par ailleurs, l'Etat dispose de relais au niveau local sur lesquels les élus locaux n'ont aucun pouvoir, par exemple dans le cas de la fermeture d'une classe ou d'une école, c'est le rectorat qui prend cette décision, rectorat qui dépend directement du ministère de l'Education nationale et non du maire, du député ou du conseil général.

Garder le cap.

Officiellement, le vote des Français ne changera rien à l'action de Sarkozy. "*Elections régionales, conséquences régionales*", martelait, dimanche soir, Franck Louvrier, conseiller en communication de l'Elysée, en renvoyant aux propos tenus par le président de la République… avant le scrutin. "*Il faut lire son entretien au Figaro Magazine*", paru vendredi 12 mars. "*Tout est dedans*", assure M. Louvrier. Aucun changement de cap ni remaniement gouvernemental ne sont à l'ordre du jour.

Des Etats-Unis, la ministre des finances, Christine Lagarde, assure dimanche soir au Monde que la politique économique de la France ne changera pas. "*Je ne vais pas me laisser ébranler par le taux d'abstention ou tel ou tel qui crie victoire. Cela me laisse indifférente, et je vais poursuivre ma politique fondée sur les trois R : relance, réforme, redressement des finances publiques. Avec pour objectifs l'emploi et la croissance*", déclare Mme Lagarde. (Le Monde 15.03)

Lagarde envoie un message très clair aux 23 millions d'électeurs qui se sont abstenus dimanche : Allez vous faire foutre dit ouvertement, vous n'existez pas ! L'indifférence est pire que le mépris, car dans le mépris on reconnaît au moins votre existence. Ils sont bien les héritiers des Versaillais.

Après ils s'étonneront qu'au cours de la révolution plus rien ne puisse contenir la haine féroce et la vengeance du peuple envers ceux qui l'ont exploité, méprisé, humilié, trainé dans la boue et fait subir des souffrances sans nombre durant tant d'années. On s'en souviendra madame Lagarde, le peuple est peut être encore un brin arriéré politiquement, mais il a une meilleure mémoire que celle qu'on lui prête et il peut apprendre très vite quand les circonstances lui sont favorables.

Total va encore licencier.

Dans le cadre de sa politique de rationalisation, le groupe pétrolier va diminuer de près de 10 % son parc (4 800 stations-service) au cours des deux prochaines années. Il s'agit de toutes les stations pour lesquelles les travaux de mise en conformité se révèlent trop coûteux. 500 points de vente sont concernés.

Le périmètre de Total se répartit de la manière suivante : 2 500 stations sous l'enseigne Total (dont 125 sur autoroute), 2 000 sous la marque Elan (qui couvre surtout les zones rurales) et enfin 280 stations Elf Jaune, implantées sur le segment «low-cost». (lefigaro.fr 15.03)

Russie.

Trente-deux des 110 millions de Russes inscrits sur les listes électorales étaient appelés à renouveler huit parlements régionaux sur 83, a élire cinq maires et des dizaines de conseils municipaux. La participation a été de 43%.

Avec 39,79% des suffrages, Russie unie perd environ 25 points dans la région de Sverdlovsk, dans l'Oural, par rapport à 2007. Le score du

parti au pouvoir est en hausse dans une seule région, celle de Voronej, où il gagne 14 points avec 62% des voix. Autre déception pour Russie unie, son candidat n'a pas été élu à la mairie d'Irkoutsk, en Sibérie, où il a été devancé par son rival du Parti communiste.

"*La popularité de Russie unie est clairement en baisse en raison de la crise*" qui a donné un coup d'arrêt à dix ans de croissance économique rapide, explique Nikolaï Petrov, analyste du Centre Carnegie à Moscou. (Reuters 15.03)

Chili.

Dimanche soir, sur une bande de 2.000 km allant de Taltal au nord à Chileo dans le sud, une panne d'électricité a plongé dans le noir des millions de Chiliens, selon le directeur du service des secours au ministère de l'Intérieur. (AP 15.03)

Après le séisme et le tsunami, le chaos de l'Etat !

Le 17 mars

Politique en bref.

Le PG, un parti de gauche ?

Titre : *Total - Déclaration du Parti de Gauche* - Mardi, 09 Mars 2010

(Le PG) "*Ils restent aux côtés des salariés pour poursuivre la lutte pour le maintien de l'emploi adossé à un projet industriel digne de ce nom.*"

Donc le PG ne s'est pas prononcé pour le rédémarrage de la raffinerie de Dunkerque, il a repris le même discours que les dirigeants syndicaux briseurs de grève, de la direction de Total et du gouvernement.

Un vrai parti à la gauche de la droite, mais certainement pas à gauche !

On les appelle modestes. Qui se ressemblent s'assemblent.

Titre : *Les électeurs viennent de parler. La scène politique est bouleversée.* - Dimanche, 14 Mars 2010

Lors de la création du Parti de gauche, le mégalomane Mélenchon expliquait que son objectif était de devancer le PS aux élections européennes, on connaît la suite.

Cette fois-ci, il semblerait que modeste s'était donné un objectif beaucoup plus à sa portée, pour ne pas dire ridicule au regard des multiples sondages qui prévoyaient l'effondrement du Modem : "*Notre objectif de passer devant le Modem est atteint*", s'exclament-ils, à croire que le PG était en compétition avec ce parti et qu'ils figuraient dans le même camp ! Après tout, ce n'est peut-être pas totalement absurde comme hypothèse, le PS et le Modem étant tous deux de farouches partisans de l'Union européenne. En réalité, Mélenchon le cumulard craignait que le Modem devance le Front de gauche et de ce fait, de ne pas pouvoir marchander quelques places sonnantes et trébuchantes sur les listes du PS. Ouf ! Quel soulagement monsieur le sénateur, monsieur le député, monsieur le conseiller général, j'en ai oublié ?

Plus opportuniste tu meurs.

Lors de sa création, le PG se voulait plus ou moins un parti de lutte de classe. Son site Internet se déclinait en blanc, rouge et noir. Puis vint les élections européennes et la percée d'Europe Ecologie, le Grenelle de l'environnement, le sommet de Copenhague, etc.

A ne pas confondre avec les paroles de Méphistophélès dans le Faust de Goethe : « *Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre éternel de la vie* », le PG n'étant qu'un produit de la décomposition du PS et du capitalisme dont l'avenir s'annonce plutôt sombre.

Du coup le PG a changé son fusil d'épaule et adopté le tryptique "*écologie, socialisme, république*" pour être dans l'air du temps. Son site Internet a subi une métamorphose à l'envers, du rouge il a viré au vert, à croire que le ver était déjà dans le fruit pas bien mûr pour affronter le régime au côté du prolétariat et qu'il était destiné à pourrir sur place avant même de pouvoir mûrir un jour.

L'écologie est un concept aussi réactionnaire que le féminisme, la libre-pensée, la démocratie ou la liberté de la presse qui nie la lutte des classes ou qui ne se réalisera pleinement qu'une fois le capitalisme abattu, en attendant tous ces concepts profitent davantage à la classe qui détient le pouvoir... pour s'y maintenir.

On conseillera demain au PG de rajouter une petite touche de rose pour être un peu plus en phase avec les idées qu'il défend, juste une question d'honnêteté élémentaire.

Le PG a en commun avec les partis dits de gauche (à l'exception du POI) ou la direction de la CGT, d'agiter en permanence la menace du FN pour rameuter les électeurs ou par cette manipulation grotesque, faire en sorte que les travailleurs affolés les soutiennent face à un danger imminent qui en réalité n'existe pas, le nombre de voix du FN demeurant stable ou régressant au fil des ans. Pour rappel, j'avais lu quelque part qu'il n'y avait pas plus de 7.000 adhérents au FN, pas de quoi renverser votre chère République.

La véritable menace qui pèse sur la démocratie ou la planète, ce n'est pas le FN ou le comportement quotidien de la population, mais bien la survie du capitalisme avec laquelle le PG et ses alliés électoraux s'accommodent.

On sait comment se terminent les discours outranciers. A force de les entendre, les travailleurs n'y font plus attention constatant que rien de particuliers ne se passe, et le jour où le danger est bien réel plus personne n'y croit, l'incroyable se produit et les philistins petits-bourgeois de claironner en coeur : on vous l'avait bien dit que cela finirait par arriver, ce qu'ils oublient de préciser, c'est qu'en réalité ils n'auront absolument rien fait pour l'éviter. Ne serait-ce pas par hasard le front populaire qui avait ouvert la voie au régime de Vichy en refusant de s'engager dans la voie du socialisme ?

Superlatif, hyperbole, exagération, propos outranciers à usage populiste : à quoi ça sert ? Mode d'emploi.

- "*La scène politique est bouleversée*", bordel, qu'est-ce qui a changé entre le 20 au soir et le 21 au matin en France ? Rien, absolument rien, depuis des semaines ou des mois on savait que l'UMP allait perdre ces élections, c'était pour ainsi dire déjà inscrit dans la réalité, disons que cela est confimé depuis le dimanche 14 mars à 20h, rien de plus.

- "*la droite est écrasée*", mais monseigneur, c'est sans compter sur ses valets qui ne demandent qu'à faire la sale besogne à sa place ! Où s'arrête vraiment la droite, à la porte de la soi-disant gauche ou elle l'englobe ?

- "*le pouvoir semble vaciller*", mais non mais non, il agonise depuis 1958 ! Le jour où l'UMP se déchirera ou éclatera, là on pourra vraiment dire qu'il y a une crise politique en France. En fait, elle sera le produit de la conjonction de plusieurs facteurs économiques et sociaux qui aboutiront à une situation où la classe dominante ne pourra plus gouverner comme avant, or jusqu'à présent on ne peut pas dire qu'elle s'en soit tirer trop mal. La Ve République, entre Ancien Régime et République, a été conçue pour encaisser bien des coups et se survivre à elle-même. Il en faudra plus qu'une élection régionale pour la faille "*vaciller*" ou l'abattre, elle a bien résisté à mai-juin 68, à l'élection de Giscard ou de Mitterrand, à plusieurs cohabitions, etc.

Que Sarkozy soit aujourd'hui face à un dilemme comme l'explique le PG, ce n'est pas une nouveauté.

Sarkozy doit se demander s'il doit passer en force sur les retraites et d'autres aspects de son programme qu'il sait très impopulaire et qu'il veut malgré tout mettre en oeuvre avant la fin de son mandat, comme le précise le PG "*au péril d'un soulèvement général*" ou "*composer au risque d'encourager l'adversaire*", il pouvait se poser cette question dès les 19 janvier et 29 mars 2009 lorsque des millions de travailleurs et jeunes étaient descendus dans la rue, à ceci près que depuis la crise du capitalisme s'est amplifiée et un million de travailleurs sont venus grossir les rangs des chômeurs, c'est cet aspect des rapports entre les classes qui présente un réel danger pour le régime et non le résultat des élections régionales qui n'ont fait que confirmer le rejet massif de la politique antisociale du gouvernement.

Le PG se satisferait bien, tout comme ses alliés électoraux, d'une pause dans les contre-réformes annoncées par Sarkozy, la vie pourrait continuer ainsi tranquillement sans que soit ébranlé l'édifice de la Ve République, les meubles seraient sauvés et tout ce bon monde pourrait pousser un grand ouf de soulagement et continuer de vivre comme avant.

Mais là encore, ce ne serait qu'une illuson, car le capital ne peut pas indéfiniment accepter ou plutôt supporter que ces contre-réformes soient reportées indéfiniment, il est en crise, il est aux abois, pour maintenir sa place sur le marché mondial il lui est impératif de s'attaquer à tous les acquis sociaux qu'il nous reste, il doit passer impérativement à l'offensive contre le prolétariat, telle était la signification politique de l'élection de Sarkozy à la direction de l'UMP et le mandat que lui ont confié ses commanditaires, les Bolloré, Pineau et autres brigands capitalistes.

Que Sarkozy et son équipe de nazillons "*ne savent plus comment s'y prendre*", on voudrait bien y croire, ils ne sont pas totalement isolés, le consensus UMP-PS fonctionne mieux que jamais à l'Assemblée nationale, jamais auparavant autant de dirigeants du PS ne se seront tant investis au côté du parti de l'ordre dans une multitude de comités initiés par Sarkozy lui-même, il bénéficie toujours du soutien des dirigeants syndicaux qui ont approuvé son "*agenda 2010*", aucun parti ne remet en cause l'appartenance de la France à l'Union européenne en dehors du POI et peut-être de LO, il a toujours la main mise sur l'UMP, bref, même en difficulté, il a encore les moyens d'appliquer son programme.

Maintenant ce qui est certain, c'est que quoi qu'il décide ne fera qu'exacerber les contradictions du régime et renforcer la détermination des travailleurs à le combattre, cela n'est pas nouveau non plus. Que le développement et la conjonction de ces deux facteurs conduisent à une explosion sociale et à une crise politique, c'est possible, faut-il encore se pencher sur la nature de cette explosion sociale, son contenu, le

niveau de conscience politique atteint par les masses. Ces deux facteurs réunis seront peut-être suffisants pour entraîner la chute de Sarkozy, mais insuffisants à eux seuls pour abattre le régime, les institutions, notre objectif. Pour y parvenir il faudra que les masses soient organisées indépendamment des appareils et des institutions et qu'elles commencent à se doter d'une nouvelle direction pour mener leur combat dans la bonne direction, jusqu'au bout, pour vaincre, ce qui implique un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas atteint pour le moment. Si cette capacité à s'organiser faisait défaut et que le parti ne puisse pas se construire au cours de ce processus pour l'éclairer, le prolétariat serait finalement vaincu.

On aurait pu ajouter que la crise du capitalisme est une crise mondiale et que la lutte de classe du prolétariat à l'échelle mondiale alimentera le combat de la classe ouvrière dans chaque pays, mais cela nous forcerait à poser la question de l'Internationale et nous entraînerait trop loin ici, alors que nous n'avons même pas encore réussi à régler celle du parti.

C'est l'organisation indépendante du prolétariat qui constitue le plus grand danger pour Sarkozy et le régime, car elle forcerait les partis dit de gauche et les dirigeants syndicaux à prendre (temporairement) leur distance avec le pouvoir en place et à se placer au côté des masses pour tenter de freiner ce processus, le récupérer, le contrôler, pour finalement le pourrir ou l'entraîner dans une impasse criminelle de type front populaire pour sauver le régime, car jamais ces partis ne rompront avec le capitalisme et les institutions auxquelles ils doivent leur survie. La survie de ces partis dépend de la survie du régime, ils en sont une des composantes, quand on a compris cela, on a compris l'essentiel ce qu'il fallait savoir sur ces partis.

Il faut bien comprendre que le PS, le MRC, le PRG, le PCF, le PG et Europe Ecologie qui se prétendent à gauche, se nourrissent et survivent que grâce à l'ignorance des masses sur leur véritable nature sociale et la complicité du parti de l'ordre qui sait parfaitement quel jeu ils jouent et dans quel camp ils se situent. Il n'est évidemment pas question pour nous de tenter d'attirer ces partis réactionnaires dans notre camp, mais de faire en sorte que les travailleurs s'en détachent ou n'entretiennent aucune illusion dans ces partis, partis qui lors de la révolution se placeront naturellement dans le camp de la réaction à l'instar des partis menchevik, socialiste-révolutionnaire ou anarchiste lors de la révolution russe de 1917.

La complicité entre d'une part, le PS, le MRC, le PRG, le PCF, le PG et Europe Ecologie, et d'autre part l'UMP, se traduit par leur participation aux institutions de la Ve République, à tous les niveaux depuis des lustres. Ce sont ces institutions qui les entretiennent généreusement. On a l'habitude de dire à propos de ces partis, que ce sont des partis électoralistes, des partis institutionnels, des partis en grande partie composés d'élus, mais sans en tirer toutes les conséquences. C'est là faire preuve d'un manque de rigueur politique, c'est une erreur qui fausse forcément notre analyse de la situation et les rapports entre les classes et particulièrement à l'intérieur de la classe ouvrière et qui aboutit à lancer des appels en direction de leurs dirigeants.

Si une fois la victoire de la révolution acquise, tous ces partis seront voués à disparaître, il n'est évidemment pas question d'ignorer leur existence ou de les confondre avec l'UMP ou le Nouveau Centre comme je l'ai précisé plus haut, seuls des gauchistes agiraient ainsi.

Dernier point.

LO n'a donné aucune consigne de vote aux électeurs qui ont voté pour ses listes pour le second tour des régionales.

Les listes LO ont recueilli environ 210.000 voix soit à peine plus de 1%.

Quelques infos en bref.

La coquille du jour sur Internet.

"*qu'il y a en ait un peu plus*" (lefigaro.fr 16.03) Mais ce n'est pas français, il va falloir alerter le ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale pour qu'il rappelle à l'ordre la direction du Figaro, son journal et celui de La Talonnette !

Crispation à l'UMP après la "*catastrophe*" du 14 mars.

1- Après le revers de la majorité au premier tour des élections régionales, François Fillon accuse les élus de l'UMP qui ont multiplié ces dernières 24 heures les critiques sur la stratégie du parti et du gouvernement, de perdre leur sang froid.

"*Entre les deux tours, nous sommes engagés ensemble dans un combat et tous ceux qui veulent, par des critiques qui sont des critiques inutiles, affaiblir la majorité, commettent une faute contre cette majorité. Et moi, je ne m'y prêterai pas*", a ajouté le chef du gouvernement.

2- Alain Juppé, notamment, juge ainsi sur son blog qu'"*une réflexion s'impose désormais sur le rythme des réformes (...), la façon dont elles peuvent être mieux comprises et acceptées par une opinion que la crise déboussole*". (Reuters 16.03)

3- Le député UMP de Paris, Bernard Debré, dénonce mardi l'ouverture qui mène à la "*catastrophe*" et fait perdre "*des voix de droite*", appelant la majorité à faire son autocritique avant le second tour des régionales.

"*Si on a dans l'entre-deux-tours une langue de bois totale et qu'on ne fait pas d'autocritique, ce sera pire*", juge le député, interrogé par le site internet de Public Sénat. Il pointe du doigt "*des questions de fond mal abordées et des questions de forme désastreuses*". (AP 16.03)

La vérité sort parfois de la bouche...

Le ministre de l'Ecologie et président du Parti radical, Jean-Louis Borloo, a rappelé que l'écologie «*a totalement dépassé les clivages politiques*». «*Les radicaux rappellent que l'écologie n'est ni de droite, ni de gauche et que des millions de Français soutiennent le Grenelle de l'Environnement*», (libération.fr 16.03)

Sauf les taxes ou les impôts supplémentaires, ce qui signifie qu'ils ne confèrent aucune légitimité à l'UMP et aux participants de ce "*Grenelle*" pour traiter et résoudre les problèmes environnementaux. Rappelon que le terme "*Grenelle*" est associé à une défaite de la classe ouvrière qui n'a pas trouvé les moyens d'aller au terme de son combat...

Statisques faussées.

L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,6% au mois de février, après une légère baisse de 0,2% en janvier, et de 0,4% en données corrigées des variations saisonnières, a annoncé mardi l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Dans son communiqué, l'INSEE précise que sur un an, les prix ont augmenté de 1,3%.

Les "*augmentations sont légèrement atténuées par la baisse des prix des transports aériens et des automobiles neuves*", selon la même source. (AP 16.03)

Il est vrai que les 10 millions de travailleurs pauvres ont de quoi de se payer une voiture neuve ou des voyages en avion !

Vers une nouvelle intifada ?

Une quarantaine de Palestiniens ont été blessés à Jérusalem-Est mardi, décrété "*jour de colère*" par le Hamas à la suite de la réouverture la veille dans la vieille ville occupée depuis 1967 d'une synagogue détruite durant le conflit de 1948.

"*C'est une situation explosive. La politique de Netanyahu revient à jeter de l'huile sur le feu*", estime le négociateur palestinien Saëb Erekat.

Le département d'Etat américain a exprimé sa préoccupation devant ce qu'il considère comme une réaction disproportionnée des Palestiniens à la réouverture d'un lieu de culte datant XVIIIe siècle dans le quartier juif de la vieille ville.

Israël a pris le contrôle de la partie orientale de Jérusalem durant le conflit de 1967 et l'a annexée en décrétant que la ville réunifiée serait à jamais sa capitale indivisible. Les Palestiniens revendiquent Jérusalem-Est comme capitale de leur futur Etat indépendant.

A l'annonce de la construction de nouveaux logements dans le Grand Jérusalem, le président palestinien Mahmoud Abbas est revenu la semaine dernière sur son acceptation de pourparlers indirects avec Israël sous l'égide de Mitchell.

Les pourparlers indirects qu'espérait lancer cette semaine George Mitchell lors d'une nouvelle tournée dans la région ont pris du plomb dans l'aile et l'ancien sénateur démocrate pourrait se rendre directement à Moscou vendredi pour une réunion du "quartet" des médiateurs pour le Proche-Orient. (Reuters 16.03)

Irak.

J'ai relevé ce commentaire de Reuters après les élections législatives irakiennes dont les résultats définitifs n'ont toujours pas été publiés : "*Les observateurs s'attendent à de longs mois de tractations laborieuses entre tous les partis pour arriver à une coalition disposant d'une majorité de travail au parlement...*", comme pour dire que ces élections n'ont rien réglé. (Reuters 16.03)

Le 18 mars

Pas le temps de causer.

Eclectisme et collaboration de classes.

1- Martine Aubry hier à la Cité des congrès de Nantes lors d'un meeting : "*Je n'ai jamais trop aimé la gauche plurielle comme nom, moi je préfère parler de gauche rassemblée, cette gauche ouverte aux idées des autres, dont aucun d'entre nous n'est propriétaire*".

Si je comprends bien, Aubry dit ouvertement qu'aux idées de ce qu'elle appelle la gauche, il faut ajouter les "*idées des autres*" qui viennent forcément de quelque part, et si elles ne viennent pas de la gauche, elles viennent forcément de la droite, il n'y a que deux côtés à une barricade. Un aveu en quelque sorte.

Le PS est le principal pont tendu entre le capital et le travail auquel se raccrochent tous ceux qui appellent à "*battre la droite*" au second tour des régionales ou qui ont marchandé des places sur les listes dirigés par le PS. Ce parti est plus qu'un intermédiaire entre le capital et le travail, il constitue un des facteurs politiques sur lequel le capital peut compter pour assurer sa survie en cas de crise politique ouverte.

2- Un compromis a été trouvé lundi entre les deux camps sur l'épineux dossier du soutien au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), soutenu par les socialistes mais combattu par les écologistes.

Aux termes de l'accord, les écologistes ont été assurés d'obtenir "*au moins quinze élus*" dans la nouvelle majorité, ainsi que quatre des quinze postes de vice-présidents. (Reuters 17.03)

Moralité : 15 élus et 4 postes de vice-présidents valent bien de renier ses idées ! Méprisables !

Règlement de compte au sommet.

1- UMP. Selon *Le Canard Enchaîné* de mercredi, en privé Fillon se serait emporté dès les résultats connus dimanche soir : « *Nicolas est entouré par des autistes ou des béni-oui-oui qui le confortent dans son refus de voir la réalité. On paie plein pot les conneries de Besson. Ce n'est pas faute pourtant d'avoir tiré la sonnette d'alarme.* »

- Le député de l'Essonne Georges Tron refuse de mettre la contre-performance de la droite dimanche uniquement sur le dos de l'abstention, blâmant la stratégie d'union des diverses formations dès le premier tour : « *Nous sommes à court de réserve de voix.* »

Il estime aussi que c'est l'action de l'exécutif durant la « *sortie de crise* » qui l'a plombé : « *Les Français ont le sentiment d'une forme d'inéquité dans la répartition des efforts et dans la répartition des difficultés et des souffrances.* »

- Pour Lionnel Luca « *On ne peut pas se contenter de dire que ce n'est pas un échec gouvernemental* », assène l'élu des Alpes-Maritime, « *Le RSA, c'était le programme de Mme Royal, ce n'était pas celui de Nicolas Sarkozy.* ».

- Pour la parlementaire corrézienne, ancienne secrétaire d'Etat de Jacques Chirac, « *quand le parti majoritaire n'est que le copié-collé de l'action gouvernementale », on limite la capacité d'expression politique* ».

Elle estime aussi que le gouvernement et le Président ont un peu trop tiré sur la corde de l'insécurité. Une pause dans les réformes ? Pourquoi pas, mais pas dans tous les domaines : « *Dans certaines réformes, oui. Je pense qu'on a beaucoup parlé de sécurité, ça va, on a vu, on a compris. Sur la question sociale, il me semble que ce n'est pas le moment.* » (Rue89 17.03)

2- Au Palais. Le président Nicolas Sarkozy a exhorté hier ses ministres à se battre "*jusqu'au bout*" sur le terrain pour mobiliser l'électorat avant le second tour des élections régionales de dimanche prochain. (Reuters 17.03) Les paroles s'envolent, seuls les actes restent et comptent. On comprend son embarras.

3- Modem. A qui le tour ? Après le départ de Corinne Lepage, annoncé ce mercredi dans une interview au *Monde*, c'est au tour de Florent Saint-Martin, président du MoDem de Seine-Maritime, de rendre sa carte. Dans le même temps, le parti centriste suspend Marc Dufour, président du MoDem en Languedoc-Roussillon.

Florent Saint-Martin a précisé que les deux autres conseillers municipaux Modem du Havre démissionnaient également. (lexpress.fr 17.03)

Système D contre le chômage, la normalisation du travail informel ou au noir.

Février 2010 a été un mois record pour la création d'entreprises en France, confirmant le succès du statut de l'auto-entrepreneur, selon des chiffres publiés par l'Insee.

En comprenant les 35.802 auto-entrepreneurs, le nombre de créations d'entreprises ressort à 57.748.

Sur les deux premiers mois de 2010, l'Insee a recensé 67.242 demandes de créations en auto-entrepreneurs, après 320.000 sur l'ensemble de 2009. (Reuters 17.03)

Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'il y a chaque mois des dizaines de milliers d'auto-entrepreneurs qui retournent à la case chômage. Lagarde jubile et on la comprend, l'auto-exploitation que s'infligent ceux qui se lancent dans cette aventure est de bon augure, elle les prépare à accepter demain quand ils seront retournés au chômage des emplois où ils seront surexploités avec à la clé des conditions de travail épouvantables mais meilleures que celles qu'ils s'infligeaient à eux-mêmes en travaillant 7j/7 en tant que patrons en herbe. C'est tout bon pour faire baisser les statistiques du chômage et amplifier demain l'exploitation des travailleurs.

UE. La méthode Coué ne marche pas avec la Commission européenne.

La Commission européenne rappelle à l'ordre l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas. Dans un rapport diffusé mercredi, Bruxelles prévient que ces cinq pays majeurs de la zone euro comptent trop sur la reprise économique pour remplir leur objectif de réduction du déficit budgétaire. (AP 17.03)

La Commission européenne n'a décidément pas de coeur, elle ne permet même pas à Sarkozy, Merkel, Zapatero, Brown, etc. de faire preuve d'un brin d'optimisme pour les années à venir. Ils veulent y croire à "l*a sortie de crise*" qui signifierait que le danger d'une explosion sociale serait écartée ou repoussée à une date indéterminée. La Commission européenne qui ne voit que les intérêts des multinationales et l'aspect financier de la situation, ne comprend pas l'angoisse qui étreint les dirigeants européens de voir la situation évoluer vers une grave crise sociale et politique aux conséquences imprévisibles et incalculables.

UE. Et si on la prenait au mot : l'euro disparaîtrait demain !

La chancelière allemande Angela Merkel a estimé mercredi devant le Parlement allemand, que les pays de la zone euro qui ne respectent pas les règles de discipline budgétaire définies par l'Union européenne devraient pouvoir être exclus. (AP 17.03)

Comme aucun pays de la zone euro n'a respecté le "*pacte de stabilité*" qui limitait les déficits publics des Etats à 3% de leur PIB et leur endettement à hauteur de 60% du même indice, il faudrait tous les exclure ! Il y en a qui réfléchissent avant de parler, Merkel fait partie des dirigeants qui réfléchissent après, elle n'est pas la seule.

Bolivie. Le "socialisme du XXIe siècle" : un cache misère.

Le président de la Bolivie Evo Morales a demandé mercredi aux membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) des Nations-Unies de se rendre en Bolivie et de mastiquer des feuilles de coca pour devenir "*plus intelligents*".

"*La coca est consommée depuis toujours par le peuple bolivien parce que c'est un aliment et un médicament*" a ajouté Morales. C'est aussi le produit de base de la cocaïne.

Ces déclaration surviennent après le rapport annuel de l'OICS publié la semaine dernière qui demande au gouvernement bolivien de lutter contre la consommation de feuilles de coca. (AP 17.03)

Toutes les drogues ont un effet nocif sur la volonté de ceux qui les consomment. C'est peut-être une des raisons pour laquelle Morales est incapable d'appliquer un programme socialiste, on pourrait ironiser.

FMI-UE. Ils n'ont même pas besoin de consommer des feuilles de coca pour manquer de volonté, c'est la lutte des classes qui les mine... ou les effraie !

Devant des parlementaires européens, M. Strauss-Kahn s'est dit préoccupé par l'engagement "*faiblissant*" des gouvernements vis-à-vis d'une réforme de l'économie et du système financier à l'échelle mondiale, et a mis en garde contre les dangers du protectionnisme.

Un an et demi après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, aucun accord mondial n'a été conclu pour renforcer la régulation du secteur financier.

"*Dans la période où nous nous trouvons, le risque dans beaucoup de pays est que les gouvernements, à la faveur de pressions politiques, commencent à mettre en place diverses solutions*", a-t-il ajouté, soulignant que des lois uniquement nationales pourraient être préjudiciables pour d'autres régions du monde. (AP 17.03)

C'est tout l'échaffaudage de la gouvernance mondiale dans la perspective de laquelle le capitalisme mondial s'est engagé qui en serait affecté. La lutte des classes n'a pas dit son dernier mot. Il est toujours plus facile d'envisager la situation dans un bureau à New York ou Washington sous un angle strictement économique du point de vue des intérêts de l'aristocratie fiancière, que d'affronter quotidiennement sur le terrain social et politique la population en colère qui refuse d'être la victime de la crise du capitalisme et à laquelle il faut bien lacher quelque chose en guise de bonne volonté pour la calmer... provisoirement.

Le 19 mars

Mon épouse Magueswary est bien arrivée à Aubagne. Je n'ai pas le temps de causer je dois aller faire des photos d'identité et des photocopies si je veux qu'on vienne me livrre ma bouteille de gaz. C'est nouveau, tous les points de vente de gaz doivent avant de servir leurs clients passer par un organisme qui vérifie si l'identité du client correspond bien au client, attendez au bout parfois de 10 ans, c'est du délire, ensuite on nous remet une dizaine de coupons qui font penser à des coupons de rationnement. Bref, une démarche de plus, un emmerde de plus quoi, car il faut se taper trois queues debout en plein soleil sous 35°C, voilà qui me met de bonne humeur !

Cela fait plus de quatre mois que je demande qu'ils changent le compteur électrique qui tourne au ralenti, en vain à ce jour, du coup je paie un forfait équivalent à ma consommation moyenne des derniers mois, j'y suis gagnant puisque mes factures précédentes ne correspondaient pas à ma consommation étant donné que je trafique le compteur pour diviser ma facture par je ne sais pas combien au juste, entre 4 et 6 disons.

La semaine dernière j'ai brûlé ce qui resssemblait de plus en plus à une décharge devant chez moi, il me reste à brûler celle qui est située derrière et qui est d'une taille beaucoup plus vaste. Ce pays est vraiment dégueulasse au possible, une horreur.

On a entrepris de nouvelles démarches pour obtenir le papier qui nous permettrait de vendre facilement la maison, je dois donc suivre ce dossier également.

Je n'ai toujours pas reçu les données récupérées sur mon dique dur qui avait brûlé et cela depuis le début février. J'ai échangé plusieurs mails et coups de téléphone avec la société qui s'en occupe, elle a bien fini le boulot mais le transporteur qui doit me livrer le CD-ROM n'a pas été foutu de trouver mon adresse, le CD-ROM a déjà fait deux fois l'aller retour Bangalore Pondichéry.

Mon abonnement à TV5Monde est expiré depuis deux semaines alors que je reçois toujours cette chaîne, j'ai voulu le renouveler, le vendeur m'a dit que le fournisseur avait commis une erreur la dernière fois et j'avais dû attendre plusieurs jours avant de recevoir à nouveau TV5Monde, du coup il a prolongé mon abonnement suivant, mais ne sachant pas jusqu'à quand au juste, le vendeur m'a conseillé d'attendre qu'ils me coupent ce service pour ensuite me réabonner, car sinon cela viendrait foutre le bordel dans la gestion de mon compte. Le bordel indien quoi, et cela se passe dans une très grande entreprise Dish TV.

Je vous passe le reste pour ne pas vous donner la migraine !

J'ai préparé une causerie ou un article sur la question du rejet du "consensus" qu'appelle de ces voeux le POI, je la mettrai en ligne demain matin car je dois le terminer. Que le PS et d'autres partis tel le PCF ne souhaitent pas rompre avec le gouvernement n'est pas le problème, c'est orienter l'attention des travailleurs et les militants sur une mauvaise piste. La question n'est pas le gouvernement mais bien l'Etat et les institutions de la Ve République.

Pourquoi ne pas expliquer pourquoi le PS est incapable de rompre, non pas avec le gouvernement dans lequel figure au moins un dirigeant du PS (Kouchner), mais avec l'Etat capitaliste ? Quelle est la véritable nature de classe du PS ? Quand est-ce qu'on en finira avec le double langage qui consiste encore à expliquer que le PS aurait une double nature, alors qu'en réalité il n'a qu'une seule nature sociale, bourgeoise ou capitaliste, et deux fonctions, une naturelle au côté de l'UMP, l'autre au côté des travailleurs pour mieux les trahir ? N'y aurait-il pas eu depuis des lustres une confusion entre sa nature sociale qui est unique, et ses fonctions qui se déclinent au pluriel selon les circonstances ?

Mettre l'accent sur le gouvernement est nécessaire, à condition de ne pas s'en contenter, car cela pourrait conforter l'illusion qu'il suffirait de changer de gouvernement pour trouver une issue à la crise du capitalisme, or ce n'est pas le cas. Qui a intérêt à entretenir plus longtemps cette confusion en dehors du régime lui-même ? Ce sont quelques-une des questions que je me suis posé en rédigeant cet article.

En revenir au source du socialisme, au marxisme, nécessite de remettre chaque parti à sa place en fonction de la réponse qu'il apporte à la question déterminante de l'Etat. C'est la réponse à cette quesion qui détermine sa nature sociale, le camp dans lequel il se situe. Tel fut la méthode de Lénine pour à la fois combattre le régime en place et tous les opportunistes qui avancaient masqué, et bien sûr pour construire le parti sur la base du programme de la révolution socialiste. Comment redonner confiance ou espoir dans le socialisme aux travailleurs sans remettre les choses à leur place, si on ne les aide pas à y voir plus clair ?

Bonne fin de semaine à tous et bon week-end.

Ne pas dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas au PS. Quand le voile des apparences se déchire.

Que reproche M. Aubry à G. Frêche : "*Quand on ne s'exprime pas comme un homme de gauche, quand on bafoue les valeurs de la gauche, on n'est plus un homme de gauche*", et de décréter : "*Aujourd'hui, pour moi, Georges Frêche n'est plus un homme de gauche*". (Reuters 18.03)

Et le PS d'appeler "*à faire barrage à la droite et à l'extrême droite*" dans la région Languedoc-Roussillon, alors que la liste de Frêche est la seule en position de battre celle du candidat de l'UMP !

Ce que reproche Aubry à Frêche, ce n'est pas son action à la tête de la région Languedoc-Roussillon, elle n'en dira pas un mot, mais de ne pas causer comme un "*homme de gauche*". L'essentiel pour Aubry et bien d'autres, c'est qu'on peut être de gauche et agir comme un élu ou un dirigeant de droite, mais il ne faut pas parler comme un homme de droite, car alors vous seriez catalogué à droite, or le PS est à gauche puisqu'on s'acharne à vous le dire, il ne faudrait pas que la rumeur se répande qu'il ne l'est pas vraiment, le voile de l'illusion tomberait et c'est toute la stratégie politique fondée autour de l'alliance du parti de l'ordre avec son homologue (et ses alliés ou satellites) au sein du mouvement ouvrier qui s'effondrerait, ce serait un des obstacles à l'union du prolétariat avec la petite-bourgeoisie sur la base d'un programme véritablement socialiste qui disparaîtrait et favoriserait le regroupement politique des éléments les plus avancés de ces deux classes dans un parti ouvrier révolutionnaire, le pire scénario pour le régime qui tournerait au cauchemar.

Monsieur Frêche devrait en prendre de la graine, voilà comment il faut causer quand on est de gauche :

Hier lors d'un rassemblement auquel participaient Martine Aubry, Marie-George Buffet et Cécile Duflot, M. Aubry a dit "*L'essentiel nous rassemble : les valeurs qui sont les nôtres*" (AP 18.03), notamment l'attachement indéfectible à l'économie de marché, le capitalisme, ce qu'elle ne rappellera pas pour l'occasion, il faut dire juste ce qu'il faut selon les circonstances et savoir tenir sa langue pour le reste.

Heuliez.

L'investisseur turc Alphan Manas a signé mardi un protocole d'accord en vue du rachat de Heuliez, qui devrait être finalisé le 31 mars, a annoncé le ministère de l'Industrie.

Alphan Manas a déjà provisionné 3 millions d'euros et la finalisation du rachat doit intervenir avant le 31 mars, d'après la même source.

«*D'ici à cette échéance, il importe malgré tout, compte tenu de l'historique du dossier, de rester prudent tant que l'opération n'est pas finalisée en totalité sur le plan juridique*», a ajouté le ministre. (libération.fr et AFP)

Si vous avez en mémoire une de mes causeries précédentes sur Heuliez et ma polémique avec *Informations ouvrières*, vous reconnaîtrez j'espère que je ne vous avais pas raconté d'histoires.

On abat bien les poulets, mais attention les consommer n'est pas sans danger !

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a indiqué, mercredi 17 mars, dans un communiqué que 75,8 % des carcasses de poulets sortant des abattoirs européens sont contaminées par des Campylobacters, tandis que 15,7 % le sont aussi par des salmonelles. La salmonellose et la campylobactériose sont '*les deux maladies de sources alimentaires les plus fréquemment répertoriées chez l'homme*', rappelle l'autorité européenne, dont le siège est à Parme, dans le nord de l'Italie.

Ces chiffres sont le résultat d'une série d'analyses menées en 2008 sur des poulets sortis de 561 abattoirs dans 26 pays de l'Union européenne, ainsi que de la Suisse et de la Norvège. En ce qui concerne les salmonelles, le degré de contamination 'varie amplement entre les pays membres, de 0 % a 26,6 %', avec un taux particulièrement élevé de 85,6 % pour la Hongrie, précise l'EFSA.

Les salmonelles représentent respectivement 13,6 % et 4,4 % des viandes contaminées, ajoute l'agence. L'autorité rappelle que les risques de contamination de l'homme par la viande peuvent être réduits par '*une cuisson complète*'. Elle présente cette étude, réalisée à la demande de la Commission européenne, comme une base qui '*peut être utilisée dans le futur pour suivre les tendances et évaluer l'impact des programmes de contrôle*'. (Lemonde.fr et AFP 18.03)

En fait chez vous en France, c'est devenu comme ici en Inde, il faut manger la viande bien cuite, ici on la mange très cuite par précaution, ce n'est pas terrible, mais c'est mieux qu'un rapatriement sanitaire ! Le prix de la viande ayant plus que doublé ces dernières années, j'en suis réduit à en manger de moins en moins, idem pour le poisson.

La charrette.

Siemens a dévoilé un projet de suppression de 4.200 emplois à travers le monde dans sa branche SIS de technologies de l'information d'ici l'automne 2011.

Dans un communiqué, le conglomérat allemand précise que ce chiffre inclut la suppression d'environ 2.000 postes en Allemagne.

Siemens vient d'achever un plan de réduction des coûts étalé sur deux ans, qui a entraîné la destruction de 17.000 emplois. La branche SIS compte actuellement 35.000 employés, dont 10.000 en Allemagne.

Le groupe estime que son bénéfice opérationnel pour l'exercice 2010 devrait être compris entre 6 et 6,5 milliards d'euros, contre 7,46 milliards d'euros l'année précédente. (Reuters 18.03)

Grèce.

Les chauffeurs de taxi grecs et de nombreux propriétaires de stations-service étaient en grève jeudi pour protester contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement grec dans le cadre de la réduction de son déficit budgétaire.

Les chauffeurs de taxi devraient manifester dans la journée dans le centre d'Athènes contre une nouvelle proposition de loi, qui prévoit que les chauffeurs de taxi, les stations-service et les kiosquiers, mais aussi les vendeurs de fruits et légumes donnent un reçu à leurs clients, pour combattre l'évasion fiscale. (AP 18.03)

Le 20 mars

En expliquant qu'il faut briser le "*consensus*" entre d'une part le parti de l'ordre, et d'autre part les partis traîtres du mouvement ouvrier, en réalité le POI n'a infléchi que très peu son orientation politique (sa stratégie) de front unique en direction des dirigeants de ces partis que l'on retrouve ici, de manière moins directe, plus sournoise, une orientation politique qui, si elle était couronnée de succès ne pourrait déboucher que sur un nouveau front populaire, à croire que c'est la perspective politique ou l'objectif que s'est fixé le POI, comme dans les années 70 lorsque l'OCI (Lambert dès 1972) s'était donné pour objectif de porter Mitterrand et une majorité de députés à l'Assemblée nationale pour en réalité continuer la politique de Giscard, tandis que les masses seraient désarmées politiquement et se retrouvaient pour ainsi dire paralysées, quant à la crise révolutionnaire sur laquelle devait déboucher cette situation, on sait ce qu'il advint de cette stratégie foireuse à laquelle Lambert ne croyait pas lui-même, comme il l'avoua plus tard à P. Broué.

Pourquoi organiser les travailleurs dans la perspective que les partis dits de gauche rompent avec le gouvernement, alors qu'ils feraient exactement la même politique s'ils étaient au pouvoir exactement comme ils l'ont déjà fait à de multiples reprises dans le passé ? Pour faire naître dans la tête des travailleurs de nouvelles illusions sur ces partis ? Pour que les dirigeants de ces partis ne perdent pas la main sur le mouvement ouvrier et la classe ouvrière ? N'est-ce pas l'objectif inverse que nous devrions rechercher par tous les moyens ? Pour faire naître dans la tête des travailleurs l'illusion que ces partis pourraient changer et rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République ? Que le POI nous fournissent un seul exemple au cours du XXe siècle qui confirmerait cette hypothèse. Impossible évidemment. Parce qu'un gouvernement de front populaire serait le passage obligé vers la prise du pouvoir par le prolétariat ? Où ont-ils été chercher cela, certainement pas dans le marxisme ou le Programme de transition qui disent exactement l'inverse. Comment pourrait-il en être autrement en l'absence d'un parti révolutionnaire profondément ancré dans toutes les couches du prolétariat que la classe ouvrière réussisse à briser le carcan du front populaire pour avancer vers la constitution d'un Etat ouvrier ? Impossible bien sûr.

Ce qui fut possible entre février et octobre 1917 en Russie reposa uniquement sur l'existence du parti bolchevik et le développement de l'organisation politique indépendante et autonome des masses dans les soviets, sans ces deux facteurs subjectifs déterminant, la révolution démocratique bourgeoise de février 1917 n'aurait jamais évolué d'un front populaire contre les masses à la prise du pouvoir par le parti bolchevik et le prolétariat neuf mois plus tard. Chacun est libre d'ignorer cet enseignement de notre histoire, mais dans ce cas-là infailliblement on s'écarte de notre objectif, on ne combat plus vraiment pour le même objectif.

Dès lors que les dirigeants du POI négligent ou sous-estiment le rôle et la place déterminante du parti dans la lutte de classe du prolétariat pour la prise du pouvoir, il leur est impossible de définir une orientation correcte à leur parti, en admettant qu'il ne s'agisse que d'une erreur d'analyse théorique en relation avec la situation politique ou un oublie passager des leçons de la révolution russe.

Au contraire, il faudrait expliquer aux travailleurs que ce consensus s'inscrit logiquement dans la continuité de la politique qu'ont toujours menée ces partis, ce qui est à leur portée et ne nécessitera pas un effort intellectuel particulier pour être compris par chacun, pour peu qu'on procède à quelques rappels historiques très brefs parmi les événements les plus significatifs qui ont marqués la lutte de classe au cours de la seconde moitié du XXe siècle ou encore quelques exemples récents qui témoignent à eux seuls que ces partis sont en réalité totalement inféodés au capitalisme et aux institutions.

L'attitude de ces partis aujourd'hui marquée par ce que le POI appelle à juste titre un consensus avec l'UMP, que ce soit vis-à-vis des licenciements ou des retraites par exemple, n'est que la continuité de la politique qu'ils ont mis en oeuvre contre la classe ouvrière lorsqu'ils étaient au pouvoir : politique de rigueur avec blocage des salaires, privatisations massives, cadeaux royaux aux banquiers et capitalistes du CAC 40 faisant flamber la Bourse de Paris, multiplication des contrats de travail précaires, etc. . Dès lors qu'on a posé ce constat, on peut tirer la conclusion que finalement il n'y a absolument rien de bon à attendre de ces partis de la part du prolétariat et que penser le contraire serait se faire de graves ou cruelles illusions.

Pour tenir un tel discours devant les travailleurs, cela nécessite d'avoir la volonté politique d'élever le niveau de la discussion au-delà des revendications économiques ou sociales et de poser la question de l'issue de la crise du capitalisme sur le terrain politique, le seul à même de permettre d'entrevoir les moyens à réunir et les tâches à accomplir pour pouvoir satisfaire nos besoins et aspirations. C'est parce que le

POI s'en tient aux revendications économiques ou sociales qu'il est incapable lui-même de rompre avec les appareils, lien qui se matérialise à travers la perspective qu'il propose aux travailleurs, combattre pour briser le consensus qui en réalité ne résoudrait rien du tout et ne permettrait pas d'avancer d'un pouce, la question n'étant pas de chasser un président ou un gouvernement pour le remplacer par un autre qui ferait exactement la même politique pour le compte des capitalistes comme chaque fois dans le passé, non, ce ne peut être notre objectif, avoué ou non peu importe, notre objectif doit être d'organiser les travailleurs afin de les aider à rompre avec le capitalisme, ses institutions et les partis qui les soutiennent, rupture que ne peut pas et ne pourra jamais incarner les partis dont nous avons parlé précédemment.

Quand on lit (page 13) "*Du point de vue ouvrier, l'issue politique à la crise passe par l'unité sur les revendications*", encore faut-il ne pas s'arrêter en cours de route et aller au bout de ses idées ou de son analyse, et préciser en quoi consiste concrètement cette issue politique qui ne peut pas se limiter à réaliser l'unité, à moins je le répète que ce ne soit l'objectif final du combat du POI, sinon cela relève de l'incantation, de la déclaration stérile, du domaine du mystère où chacun peut finalement imaginer ce qu'il veut, avec une telle méthode, les travailleurs sont bien avancés. Limiter le combat (politique) à l'unité pour les revendications, cela revient à se satisfaire d'une perspective semblable à celle de 36, 47 ou 68 et qui n'irait pas plus loin, sans poser la question du pouvoir, donc sans remettre en cause le régime.

On ne voit pas en quoi le combat pour l'unité permettrait d'élever le niveau de conscience politique des masses. Les masses se mobilisent lorsqu'elles n'en peuvent plus de recevoir des coups, si elles ne se mobilisent pas ce n'est pas forcément parce que l'unité n'existerait pas contrairement à ce que martèle le POI, c'est plutôt parce qu'elles disposent encore de réserves pour encaisser les mauvais coups que lui assène le gouvernement et parce qu'elles ne sont pas organisées pour le combattre. Si elles ne sont pas organisées pour le combattre, il faut se demander pourquoi et quoi faire pour résoudre ce problème, problème auquel s'est attaqué le POI mais sous un angle erroné qui ne permet pas d'avancer.

"*L'issue existe : l'unité sur les revendications*", non cela ne peut constituer le début d'une issue pour les travailleurs ou d'une réponse à la question qu'il se pose : comment faire pour qu'une autre politique voit le jour ? D'ailleurs c'est un non-sens, en dehors des travailleurs arriérés politiquement au point de s'opposer aux revendications, l'unité de la classe ouvrière existe sur les revendications, l'unité des militants aussi, donc la question n'est pas là, elle est d'organiser cette unité dans une direction politique bien précise, car ce qui manque le plus aujourd'hui à la classe ouvrière, ce n'est pas la compréhension que ses revendications sont légitimes, mais bien la compréhension des objectifs politiques qu'elle doit se fixer pour permettre un changement radical de politique dans le pays, ce qui passe par le renversement du régime et des institutions. Dit autrement, ce qui manque encore aujourd'hui au prolétariat, c'est la capacité de relier ses revendications à un objectif politique qui permettrait de les satisfaire.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe, à partir de leurs revendications élémentaires, les ouvriers entonnaient "*vive le socialisme*" sans même savoir ce que cela voulait dire exactement, ce qu'ils avaient compris des discours des militants, c'est que le socialisme les libèrerait un jour de l'enfer de l'exploitation, et que plus ils s'organiseraient et lutteraient dans cette perspective, plus vite ils seraient débarrassés du joug insupportable du capitalisme. Ils étaient portés par cet espoir, par un objectif qu'ils pensaient à leur portée, même s'ils savaient que cela n'arriverait pas du jour au lendemain, mais ils n'en demandaient pas davantage pour s'engager dans le combat pour le socialisme.

Il faut donc les aider à renouer avec cet espoir même si les choses se sont compliquées depuis... Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est impossible, la crise du capitalisme et ses conséquences brutales sur les masses vont les pousser à s'interroger sur les méfaits permanents qu'ils subissent et qui sont liés à la survie du capitalisme, cela va finir par contrebalancer favorablement l'opinion négative qu'ils ont envers le socialisme qu'ils identifient encore avec le stalinisme ou le réformisme pour lequel le capitalisme est l'horizon indépassable. Une fois que le prolétariat sera lancé dans la bataille pour le pouvoir, il ne prêtera plus l'oreilles aux discours frauduleux et calomniateurs envers le socialisme et ses dirigeants, il aura plutôt envie de les couper à ceux qui continueront de lui servir les mêmes mensonges pour les détourner de leurs objectifs politiques.

En page 4 dans le compte rendu de la réunion publique du 5 mars, à Valentigney, j'ai relevé l'intervention suivante d'un membre du PCF : "*Il faut reconquérir les services publics, nationaliser les banques et le secteur automobile, ainsi que les entreprises du CAC 40. L'unité, je suis pour, la clarté, je suis pour. Rassemblons-nous, mais il faut se donner des perspectives.*"

Que dit-il ce militant ? Qu'il sera impossible d'exproprier les actionnaires des entreprises du CAC 40, les banquiers, etc., sans passer par la mise en oeuvre d'une solution sur le plan politique, c'est clair et il a raison. Il faut proposer aux travailleurs une issue politique qui rompe à la fois avec les institutions et le capitalisme, sans chercher à l'imposer évidemment, mais si on ne l'avance pas, comment les travailleurs et militants pourraient y adhérer ou se l'approprier consciemment, comment pourraient-ils la formuler eux-mêmes, comment pourraient-ils avancer consciemment dans cette direction ? C'est en principe le devoir de l'avant-garde de leur faire cette proposition, ensuite chacun l'interprétera à sa façon en fonction de son niveau de conscience politique, sachant qu'elle peut évoluer rapidement avec le développement de la lutte de classe.

En guise d'épilogue je voudrais vous relater la discussion que j'ai eu hier par téléphone avec un de mes neveux, il a la quarantaine et il est employé de bureau dans une grosse boîte de pub depuis de longues années.

Il a commencé par me dire qu'il irait voter dimanche, c'est pour lui "*un devoir*", du fait que "*c'est notre seul droit*", il ne se fait aucune illusion, il m'a dit qu'entre "*la peste et le choléra*" il allait voter "*pour le moins pire*", j'ai essayé d'avancer quelques arguments, en vain, sa conscience politique est résumée ici. Bon, puis la discussion a bifurqué sur ses petites occupations, les réparations de sa maison, il est propriétaire d'un joli pavillon entouré d'un jardin que son père (décédé) avait construit, ses distractions, ses copains et les vacances, les seules choses qui

l'intéressent dans la vie, il se fout totalement de la politique qui l'emmerde. Normal, il vit bien, confortablement dans un quartier pavillonnaire calme situé sur les hauteurs de Rueil-Malmaison (92), il a de quoi vivre et satisfaire ses petits besoins, avec son ancienneté, il doit approcher les 14 mois de salaire et les 6 semaines de congés payés, il ne paie pas de loyer, il ne voit pas pourquoi tout cela changerait, il n'en demande pas plus, voilà un ouvrier heureux.

De deux choses l'une ou les deux à la fois, pour que ce genre d'ouvriers qui se comptent par millions en France, ajoutons-y les classes moyennes, pour qu'ils se mobilisent, il va falloir que Sarkozy frappe encore plus fort ou il va falloir que leur niveau de conscience politique progresse considérablement et l'on ne voit pas comment.

Je crains, mais je peux me tromper, que la nature humaine soit ainsi faite (sans conscience de classe), l'homme ne soit capable de progresser que dans l'adversité, que lorsqu'il se trouve confronté à un problème, une difficulté, que c'est placé dans une situation où il est obligé de rechercher une solution à un problème que son niveau de conscience évolue, qu'il réfléchit vraiment à sa situation, et le reste du temps il se laisse vivre ou porté par l'air du temps, comme ivre d'inconscience.

On pourrait poursuivre longtemps cette causerie sur ce thème. Si l'on s'en tient à l'affirmation selon laquelle ce sont les conditions objectives qui conditionnent l'évolution des conditions subjectives, il faut admettre que les droits ou acquis de la classe ouvrière au cours de la seconde moitié du XXe siècle agissent comme des obstacles à la prise de conscience par le prolétariat et la petite bourgeoisie de la société dans laquelle nous vivons actuellement. D'une certaine manière, pour des couches entières du prolétariat et l'aristocratie ouvrière, le capitalisme a réalisé une partie du socialisme, et elles n'en reviennent que lorsqu'elles sont précipitées à leur tour au chômage ou subissent des coups de plus en plus durs. Un fumeur sur mille arrêtera de fumer avant qu'on lui annonce qu'il a un cancer, et bien c'est exactement ce qui se passe dans la tête de chaque travailleur au niveau de sa prise de conscience de la place qu'il occupe dans la société capitaliste. Tabler sur l'évolution intellectuelle des travailleurs n'est pas erroné en principe , mais les faits démontrent qu'en l'absence de conditions objectives propices à cette évolution, elle demeure une exception, or, pour faire une révolution et vaincre, c'est tout un peuple qui doit se soulever...

Quand je vois avec quelle désinvolture des camarades traitent les questions que j'aborde dans le site et le peu de courriels que je reçois, je me dis qu'ils ne cherchent pas véritablement à évoluer politiquement, le militantisme est pour eux une occupation comme une autre, exactement comme les travailleurs dont je viens de parler, ce n'est pas une question de vie ou de mort qui les a conduit à s'engager dans le militantisme comme c'était le cas autrefois, ils ont leurs propres convictions qu'ils n'essaient même pas de défendre, autrement dit chacun se retranche derrière ses propres convictions individuelles et c'est très bien ainsi, alors que si le militantisme a pour but de partager un objectif collectif, il va de soi que nos convictions devraient être de la même nature donc partagées, si elles ne le sont pas, c'est peut-être parce que nous ne partons pas de la même réalité, que nous ne vivons pas exactement la même chose.

Si ce sont seules (ou presque) les conditions objectives qui peuvent pousser le prolétariat à se mobiliser, elles peuvent lui être défavorables et le tirer en arrière ou le conduire à la neutralité politique, à s'en remettre à ceux qui dirigent le pays. Le même constat appliqué à la plupart des militants, aboutira à se ranger sous les oripeaux du réformisme et à s'en remettre aux dirigeants qui dirigent les partis ouvriers. (A suivre)

Ça coince au sommet.

1- Le député Nouveau Centre Hervé de Charette explique dans un entretien au "Monde" daté de samedi : "*D'où vient le mal? Du parti unique (...), ça ne marche pas. Il y a pire : le parti unique monocorde, fondé non pas sur la diversité de ses composantes mais sur l'autorité d'une hiérarchie rigide. Voilà ce qu'est devenue l'UMP*".

Selon lui, l'échec sans "*précédent*" de la majorité au premier tour des régionales vient "*sans aucun doute*" de celui de sa stratégie d'union de la droite. La majorité "s'est contentée d'une campagne sans message et sans force, sans écoute de son électorat", juge-t-il.

Rappelant qu'à l'origine le projet de l'UMP, dont il est "*l'un des fondateurs*", était "*de rassembler dans une même formation la droite et le centre*", Hervé de Charette affirme qu'il est "*juste de reconnaître que ça n'a pas marché*".

"*La droite est orpheline du centre*", assure-t-il, estimant que "*l'enjeu de l'après-régionales*" sera "*la reconstitution*" de cette force politique. Selon lui, si le centre a des "valeurs communes" avec l'UMP, il a aussi ses "convictions propres", son "*originalité et son indépendance*", et "*cette différence doit s'affirmer dans le paysage politique*". (AP 19.03)

Balivernes, la disparition du centre est le produit de la crise du capitalisme et de la radicalisation politique des classes qui en résulte, plus particulièrement chez les représentants politiques de la classe dominante qui ont été choisis en fonction de leur soumission aux diktats de l'aristocratie financière qui occupe une place prépondérante au sein du capitalisme mondial, ce qui ne laisse place à aucune autre considération que la course effrénée aux profits par tous les moyens, et se joue des "valeurs ou "convictions" évoquées par de Charette.

2- Lors de l'émission "*On refait le monde*", animée par Christophe Hondelatte, mercredi 17 mars, sur RTL, le journaliste Alain Duhamel a déclaré : "*Nicolas Sarkozy est très intelligent. Mais comme souvent pour les gens très intelligents, il lui manque une case. Ce n'est pas le premier président français dans ce cas là. La case qui lui manque complètement, c'est la case autocritique. Cela veut dire que quand les choses ne lui plaisent pas, il ne veut pas les voir.*" (Lepost.fr 19.03)

Sarkozy très intelligent ? Cela reste à démontrer, ça c'est le côté brosse à reluire dont Duhamel a fait depuis longtemps sa spécialité. Maintenant qu'il manque une case à La Talonnette : on n'en avait jamais douté !

Sarkozy investi d'une mission par le PS.

1- Hollande dans son blog. "*Tout est fait pour faire du rendez-vous de dimanche une mauvaise soirée qui serait sans lendemain, c'est-à-dire un scrutin qui ne contraindrait le chef de l'Etat ni à revoir sa politique, ni à réviser sa méthode et pas davantage à revoir ses projets...*" (20minutes.fr 19.03)

La chatelain Chirac s'était bien foutu du résultat des régionales de 2004, alors Sarkonapoléon ! Seule la perspective de voir l'UMP perdre les élections en 2012 pourrait freiner sa frénésie destructrice, et encore, une fois la sale besogne accomplie ses commanditaires savent qu'ils peuvent compter sur le PS pour gérer la société pour leur compte, cela vaudrait peut-être mieux de perdre une élection et de laisser le PS affronter le prolétariat et la petite bourgeoisie divisée entre espoir et illusion, avec un peu de chance les choses se passeraient comme sous Mitterrand où la Bourse avait flambé et le mouvement ouvrier avaient reflué du fait qu'il s'était avéré incapable de se positionner indépendamment du PS.

La paix sociale vaut bien quelques sacrifices, Sarkozy pourrait l'apprendre à ses dépens. Finalement il n'est que l'exécutant d'une politique dictée par les capitalistes qui pourraient estimer leurs intérêts mieux représentés ou défendus par le PS, c'est à la fois la lutte de classe et les circonstances qui en décident. Maintenant, avec le rejet massif de tous les partis y compris le PS exprimé par la classe ouvrière lors de ces élections, la crise du capitalisme continuant son oeuvre destructrice, rien ne dit que les choses se passeront comme ils le souhaiteraient, l'histoire ne se répète jamais exactement de la même manière.

2- "*Ce que nous demanderons (...) si les Français confirment et même amplifient le résultat de dimanche dernier, c'est un changement de politique*".

Martine Aubry réclame également une revalorisation des retraites au 1er avril et le lancement d'une "*réforme juste sur ce sujet*". (Reuters 19.03)

Pas de problème, vous pouvez compter sur lui !

Quand le PS appelle à voter UMP.

Tout est bon pour faire barrage à Georges Frêche, même voter contre son camp. Jean-Luc Bonnet, 14e sur la liste PS d'Hélène Mandroux - qui, avec près de 6% des suffrages, a été éliminée dès le premier tour-, appelle à voter pour Raymond Couderc, la tête de liste UMP en Languedoc-Roussillon, selon metrofrance.com. (20minutes.fr 19.03)

Election piège à cons ou le panier de crabes.

Une trentaine de responsables du Modem, dont beaucoup de la région Rhône-Alpes où le score a été particulièrement médiocre, ont décidé d'appeler à voter au second tour pour les listes de la gauche, selon marianne2.fr. (20minutes.fr 19.03)

Le dindon de la farce.

"*On est au second tour, on se regroupe pour battre la droite. Ce n'est pas un chèque en blanc à Martine Aubry ou à Cécile Duflot*" selon Mélenchon. (libération.fr 19.03)

Parce que Mélenchon et son PG avec les 2% environ compte tenu des abstentions qu'il partage avec le PCF serait en position d'imposer quoi que ce soit au PS ou à Europe écologie ? J'écrivais hier que c'était un mégalomane, il semblerait que j'étais en dessous de la réalité, plus opportuniste tu meurs !

Travailler plus : la pire des frustrations.

Pour la sixième année consécutive, les Français sont moins partis en vacances, révèle le Baromètre Opodo 2010 réalisé aux mois de janvier et février auprès de 1 100 personnes par le cabinet Raffour Interactif sur l'année 2009. Seuls 56 % de la population âgée de 15 ans et plus, soit 29 millions de Français, ont quitté leur domicile en 2009, contre 32,2 millions en 2003 (64 %).

Les catégories les plus touchées, ces deux dernières années, sont les commerçants et les artisans, dont 64 % étaient partis en 2008 contre 50 % l'année suivante, et les retraités, qui sont passés de 54 % à 50 % sur la même période. Les employés, ouvriers et professions intermédiaires n'ont pas profondément modifié leurs habitudes de vacances : 55 % contre 56 % en 2008. Seules les catégories socioprofessionnelles supérieures ont échappé à cette récession. Leur taux de départ a même progressé de 78 % à 81 % entre 2008 et 2009. (lemonde.fr 17.03)

Quel avenir avec l'UE ? La faillite ! Ils le disent eux-mêmes.

La Commission européenne a appelé vendredi les banques à contribuer à un fonds susceptible d'être utilisé en cas de faillite d'institutions financières.

Le patron du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a de son côté appelé l'UE à se doter d'une "brigade d'intervention" pour répondre à la faillite des banques opérant dans plusieurs pays. (AP 19.03

Que faut-il faire de la Grèce ? Ils n'en savent rien, la preuve par les titres (hier).

- L'UE planche sur le cas grec, un rôle du FMI à l'étude - Reuters

- La France travaille sur une solution européenne pour la Grèce - Reuters

- Grèce : l'aide du FMI n'est pas exclue, selon l'Allemagne - AP

- Le président de la Commission européenne appelle à l'octroi de prêts à la Grèce - AP

- Grèce : l'Allemagne et les Pays-Bas favorables à l'intervention du FMI - LeMonde.fr

---

Le 21 mars

Juste un petit mot personnel. En ouvrant ma boîte aux lettres sur Yahoo je découvre des camarades qui ne m'ont jamais écrit et sur lesquels j'ignore tout, qui me demandent si je veux devenir leur ami sur Facebook. C'est sympathique, mais un peu léger comme démarche camarades, non ?

Personnellement je n'utilise ni Facebook ni Twitter, pas le temps, je préfère avoir une démarche collective en m'exprimant dans le site. Mon activité politique me prend tout mon temps libre 7j/7 au point déjà de sacrifier mon entourage et mes propres affaires et d'avoir des emmerdements supplémentaires que j'aurais pu éviter, donc je n'ai pas une seconde à consacrer à autres choses, désolé. Ecrivez-moi à mon adresse électronique en prenant un pseudonyme si vous voulez et je vous répondrai, c'est tout ce que je peux vous proposer.

J'avais oublié de charger dans le serveur les derniers articles économiques qui sont disponibles maintenant, avec mes excuses.

Réflexion politique.

Insinueusement, silencieusement mais sûrement la population assimile les évènements et tire (partiellement) les leçons de la lutte des classes qui petit à petit sapent les bases du régime qui ne repose que sur l'ignorance des masses, jusqu'au moment où le pouvoir se retrouvera fragilisé et isolé, moment précédent celui où la majorité rejettera en masse tout appel à la conciliation, deviendra sourde à tout appel à la raison et aura décidé bien que de manière encore inconsciente à défendre ses droits ou ses besoins en tant que classe, à l'étape suivante plus rien ne pourra s'opposer à ces millions de travailleurs et jeunes déferlant dans les rues, pour non pas exiger quoi que ce soit de qui que ce soit, mais décider qu'un autre pouvoir politique est indispensable pour satisfaire ses besoins et ses aspirations légitimes...

La propagande a cette vertu invisible au premier abord qu'elle agit en profondeur sur les consciences et participent activement à leur mûrissement, certains symptômes permettent de déceller ce travail rampant qui s'opére jour après jour. Quand on observe de près la lutte de classe, on n'a aucune raison d'être pessimiste, d'abandonner le combat. Avec les outils de communications dont nous disposons de nos jours, il ne se passe pas un jour sans que des évènements ou des déclarations en France ou à travers le monde témoignent de l'ampleur grandissant du rejet du capitalisme et ses institutions par les travailleurs.

Le mérite en revient aux militants qui se battent quotidiennement sur le terrain pour aider la classe à prendre conscience qu'il serait possible de se débarrasser de toutes les souffrances que nous impose la société capitaliste, pour briser la loi du silence ou pour contre-balancer la propagande et les mensonges de l'Etat et ses valets, pour l'aider à prendre ses distances ou rompre avec le capitalisme et les institutions.

J'ai relevé quelques exemples sur le site libération.fr du 20 mars qui illustrent comment s'opére ce lent travail de sape.

- "*Pourquoi vous ne votez plus ? Quand on voit le résultat quand on vote, on devrait plutôt demander : pourquoi vous votez ?*"

Effectivement la solution est ailleurs, rien à attendre des partis institutionnels.

- "*La démocratie, ce n'est que vote pour moi et ensuite ferme ta gueule. Essayez d'aller crier votre colère contre un élu et vous n'aurez, en guise de liberté d'expression, que les flics pour vous arrêter ainsi qu'une belle amende.*"

Vous voudriez défendre les vertus de la démocratie devant ce travailleur ? Il a raison, une fois que les élections sont passées, tu n'as plus aucun pouvoir sur ton vote, ceux pour qui tu as voté en font ce qu'ils veulent, et si tu leur demandes des comptes tu les déranges, tu n'existes plus, tu dois dégager ou ils te jettent.

Il faut remettre les pendules à l'heure, en réalité, leur démocratie est une forme assouplie de dictature dans la mesure où tu ne peux pas contrôler le mandat des élus, mais c'est quand même une dictature (du capital) appelons un chat un chat.

Ce qu'ils appellent la démocratie repose sur un exercice d'équilibre entre d'une part, une classe dominante qui a conscience de ses intérêts de classe, les défend, s'organise et détient tout le pouvoir, et une classe dominée qui n'a qu'une conscience limitée de ses intérêts de classe, est peu organisée de ce fait et ne détient aucun pouvoir, a fait sienne (inconsciemment) l'idéologie propagée par la classe dominante et par conséquent vit dans la soumission à l'ordre établi. Ainsi la démocratie (bourgeoise) est le produit des rapports entre les classes qui demeurent favorables à la classe qui détient le pouvoir quoiqu'on en dise, car si ce sont bien ces rapports qui en donnent le contenu, c'est toujours dans les limites imposées par les fondements du régime qui déterminent à leur tour la nature sociale de l'Etat.

La démocratie a pour fonction de permettre aux rapports entre les classes antagoniques de s'exprimer, à condition de ne pas remettre en cause l'ordre établi. La démocratie implique donc à la base la reconnaissance et le respect des limites imposées à son exercice par la classe qui détient le pouvoir, afin qu'elle le conserve évidemment. C'est la raison pour laquelle on doit rejeter tout appel à défendre la démocratie qui n'est qu'une forme de soumission ou de dépendance vis-vis du capital. Leur démocratie est l'expression politique de la domination qu'exercent les capitalistes sur le prolétariat, elle ne peut être la nôtre.

Cet internaute rejette cette forme politique de domination de classe qu'est la démocratie bourgeoise, il a raison. Pour changer la nature de classe de la démocratie il faudra que le prolétariat ait pris le pouvoir et l'exerce à son tour contre les capitalistes, qu'il détienne à son tout tout le pouvoir sans rien céder à la classe des capitalistes. Mais au cours du processus révolutionnaire la majorité du prolétariat sera incapable de prendre conscience d'un coup ou du jour au lendemain que c'est l'objectif qu'elle doit atteindre pour vaincre définitivement la classe des capitalistes, d'où la place et le rôle irremplaçable du parti à cette étape de la révolution qui devra à la fois pallier cette carence et décider au nom du prolétariat des mesures à prendre afin de pouvoir avancer vers cet objectif ; il est donc impensable d'imaginer passer d'un coup de la forme de démocratie que nous connaissons aujourd'hui à une démocratie exercée par le peuple.

Avant que le prolétariat parvienne à exercer tout le pouvoir (dictature du prolétariat), il faudra qu'il se soit organisé, qu'il ait construit ses propres organes indépendants de pouvoir politique et qu'au sein de ces organes le combat politique alimente sa conscience de classe jusqu'au moment où leurs majorités seront conquises au socialisme, alors là seulement ces organismes seront devenus les piliers du nouvel Etat ouvrier et le prolétariat sera en état de gouverner. A partir de ce moment-là, on pourra défendre la démocratie exercée par le peuple et pour le peuple dans la mesure où il en contrôlera effectivement le contenu et le fonctionnement. Notre histoire nous a enseigné que prendre partie pour la démocratie contre le fascisme favorisait en réalité l'arrivée au pouvoir d'une dictature, lire les leçons d'Espagne de Trotsky sur ce sujet.

Le destin du prolétariat repose finalement sur sa capacité à se doter d'une nouvelle direction politique, à construire son parti qui l'aidera à conquérir le pouvoir. Toute analyse politique qui n'aboutit pas à cette conclusion s'est écartée de son objectif et mérite d'être revue et corrigée.

- "*Quand on vote non à la Constitution européenne, il paraît que ça veut dire oui. Alors quand on ne va pas voter, ça veut dire qu'on va voter (et inversement).*"

On peut remercier Sarkozy d'avoir porté un coup très rude à l'idée que la population se faisait du régime, sur leur démocratie qui n'était qu'une façade pour camoufler la dictature du capital.

- "*Curieux, tout de même, ces démocrates qui pour défendre la démocratie font preuve d'intolérance ! Les abstentionnistes cracheraient sur ceux qui sont morts pour leurs idées, ce seraient des Munichois, des gens qui feraient le jeu du FN, etc. […] L'abstention est un choix, au même titre que le vote […], La démocratie, c'est la liberté, y compris celle de s'abstenir.*"

Leur démocratie, ce n'est pas tout à fait la liberté, c'est la liberté de supporter plus ou moins bien ses chaînes selon les circonstances, mais sans pour autant s'en délivrer. Quant à l'abstention, elle est le produit d'un constat mais en aucun cas elle ne constitue une réponse susceptible de modifier l'ordre des choses. L'abstention c'est encore une réflexion qui ne demande qu'à mûrir avant de passer à l'action...

- "*Voter ? Quel acte stupide, dans nos postdémocraties, où le pouvoir est détenu par les banquiers et les multinationales. Voter ? Quel acte stupide, lorsque les gouvernants se foutent des décisions du peuple. Et, pour les indécrottables de l'isoloir avec leur «il y en a qui sont morts pour ça», un message : votez pour qui vous voudrez, de toute façon, nous sommes ingouvernables !*"

Ce pourrait être le mot de la fin, en effet le peuple est influençable, manipulable, etc. mais en dernier ressort quand les conditions objectives mûrissent et deviennent insupportables, aucun peuple n'est gouvernable, il n'en fait plus qu'à sa tête et comme il n'a pas que des mauvaises idées, il y a fort à parier que sous la pression de la situation il avancera sur la voie qui le conduira à son émancipation. Camarades, organisons-nous, nous vaincrons !

Bon dimanche à tous.

Gaucheritudes.

Pour Claude Bartolone (PS) : «*Il y a un bouleversement. Nous avions un partenaire historique, les communistes. Nous en avons un nouveau, les écologistes.*»

Laurent Fabius verra une confirmation de l'avènement de cette «*gauche sociale et écologique*» qu'il a théorisée il y a quelques années. D'autres constateront la fin du cycle d'Epinay, qui permit au PS de François Mitterrand de siphonner, en trente ans, le PCF de Georges Marchais, au nom de l'«*union de la gauche*».

«*La gauche se dote d'une nouvelle colonne vertébrale, diagnostique Jean-Christophe Cambadélis, le «mécanicien» de l'ex-gauche plurielle. On passe de l'axe PS-PCF, ouvert aux Verts, à l'axe PS-écologistes, ouvert au PCF.*»

Côté PS, on ménage son ex, ces communistes qui, regroupés avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon dans le Front de gauche, ont réussi à marginaliser le NPA d'Olivier Besancenot.

«*Le Front de gauche et le PCF ont rempli leur rôle par rapport à l'extrême gauche, ils ont gagné la bataille. Cette frange existe, il faut être capable de l'agréger dans un pacte gouvernemental*», rappelle Manuel Valls.

...la nébuleuse écologiste (possède) une force d'attractivité sur l'électorat centriste. Selon une étude OpinionWay auprès d'électeurs d'Europe Ecologie, 3% d'entre eux se situent «*très à gauche*», 56% «*à gauche*», 14% «*au centre*», 15% «ni à droite ni à gauche» et 7% «*à droite*». D'où une certaine euphorie rue de Solférino (le siège du PS -LdC) sur le potentiel électoral de ce partenariat.

Commentaire.

Mélenchon s'était satisfait que le Front de gauche précède le Modem en nombre de voix, navrant : le PS a mieux que le Modem, il a les écologistes qui ne valent guère mieux !

Le Modem étant incapable de proposer un programme alternatif à celui de Sarkozy, et pour cause, ses électeurs se reportent en grande partie sur Europe écologie. De qui ou de quoi est constitué Europe écologie ? De l'altermondialiste José Bové aux centristes de Corinne Lepage (cap 21), de l'ex-PCF Stéphane Gatignon aux proches de Nicolas Hulot, plus le farouche partisan de l'Union européenne et très réactionnaire Cohn-Bendit.

A travers la défaite du NPA dont ils se réjouissent, on voit poindre la haine farouche du prolétariat qu'incarne ce parti, même de façon déformée.

Le Front de gauche a quémandé des places sur les listes du PS, tout ce beau monde rentre au bercail, tout est dans l'ordre des choses.

Nul en calcul ou manipulation.

Pour Claude Bartolone (PS) : "*Au global, le score des uns ne se fait pas au détriment des autres. On a tous progressé. Ce n'est pas un jeu à somme nulle.*"

Commentaire.

Ils ont tous progressé ? En tenant compte de l'abstention qui a finalement atteint 53,67% des inscrits et des votes blancs ou nuls, le PS atteint péniblement 13% et Europe écologie 5,5%, une belle progression !

Frivolité.

Pour Jean-Christophe Cambadélis : "*Le PS était entravé depuis des années parce qu'il n'avait pas de partenaire, maintenant il en a un.*"

Commentaire.

Aux jeunes militants, n'allez pas croire que le PS aurait plus envie qu'hier de gouverner, c'est la crise du capitaliste et pour le coup du régime qui le hisse au devant de la scène politique. Quant à ce qui "entravait" le PS, ce n'était certainement pas le boulet du capitalisme qu'il traînait derrière lui depuis sa fondation et qui ne l'a pas empêché d'accéder au pouvoir en 1981, non, c'est l'absence de crise ouverte qui l'avait renvoyé au rôle de figurant au côte du parti de l'ordre. Demain (en 2012) il sera appelé à prendre la place du parti de l'ordre pour poursuivre sa politique antisociale, reste à savoir s'il constituera comme en 81 une "entrave" au développement de la lutte de classe du prolétariat ou au contraire celui-ci gagnera en assurance et continuera son combat (indépendant) contraint et forcé par les conséquences de la crise.

Le Front de gauche au bord de l'éclatement ? En route pour un «*Front populaire du XXIe siècle*» synonyme de gestion du capitalisme et de défaite pour la classe ouvrière ou pour la rupture avec le capitalisme en route vers le socialisme ?

Chez Mélenchon, on plaide pour l'union de toute «*l'autre gauche*», autonome du PS et d'EE.

Au PCF, on appelle en revanche aux «*fronts les plus larges possibles à partir des contenus*». PS et EE y étant les bienvenus. Pour Buffet, le Front de gauche doit prendre pied dans les «*luttes sociales*» et les «*débats citoyens*» : «Un Front populaire du XXIe siècle.» Les communistes reprennent l'idée de Christian Picquet (Gauche unitaire) d'«assises du Front de gauche» qui prépareraient un projet pour 2012.

Commentaire.

Le Front de gauche est constitué d'un ex-trotskiste passé au PS (Mélenchon), de staliniens, de réformistes, de droitiers de l'ex-LCR, etc. un panier de crabes qui n'a aucun avenir sinon de constituer une force d'appoint plus ancrée dans la classe ouvrière (avec le PCF) pour soutenir un éventuel front populaire.

«*Front populaire du XXIe siècle*», «*socialisme du XXIe siècle*», on s'y perd, pourquoi pas le socialisme tout court ?

On peut affirmer que la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines attendra encore un peu, malheureusement.

(source : libération.fr 20.03)

Problème de communication au sommet.

1- François Fillon a annoncé jeudi soir par erreur la mort d'un policier blessé à Epernay. (Lepost 19.03)

2- Les cinq hommes présentés comme des etarras présumés qui apparaissent sur des images vidéo diffusées par la police française dans le cadre de l'enquête sur la mort d'un policier en Seine-et-Marne sont en réalité des pompiers catalans en vacances en France, a-t-on appris samedi auprès du service des pompiers de Catalogne. (AP 20.03)

Il faut virer Sarkozy pour faute lourde !

Selon L'Est Républicain, les salariés de l'usine Schrader, équipementier automobile à Pontarlier, qui ne souhaitaient pas rencontrer Nicolas Sarkozy avaient pris une RTT, "*sauf l'un d'entre eux semble-t-il, puisqu'il y eut tout de même un incident provoqué par le comportement d'une jeune femme vis-à-vis de l'illustre hôte*" écrit le quotidien régional.

Une salariée aurait refusé de serrer la main de Nicolas Sarkozy, avant d'avoir des mots "*qualifiés d'impolis à l'égard du Président*"; toujours selon *L'Est Républicain*.

Cette salariée aurait été sanctionnée pour s'être montrée impolie "à l'égard d'un visiteur", alors que des rumeurs parlaient même de licenciement, rapporte la même source.

Interrogé par L'Est Républicain, le directeur général de l'entreprise Schrader justifie cette sanction ainsi: "*Qu'il s'agisse de Nicolas Sarkozy ne change rien à l'affaire, sinon à sa médiatisation. Une même impolitesse à l'encontre de n'importe quel autre visiteur de notre entreprise aurait entraîné la même réaction de notre part*".

Le Post a tenté de joindre l'entreprise, sans succès pour le moment.

Contacté par Le Post, le journaliste de L'Est Républicain précise que "*la salariée aurait été mise à pied*", mais n'en sait pas davantage sur les mots que cette salariée aurait prononcés. (lepost.fr 20.03)

On n'en sait pas davantage, en attendant la sanction pour Sarkozy : c'est pour ce soir !

Le capitalisme à visage humain. Ils ont inventé la pauvreté "*équitable*" !

Un rapport de l'ONU rendu public vendredi estime que le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles dans le monde a augmenté de 51 millions lors de ces dix dernières années.

Le rapport, réalisé par ONU-Habitat - agence également connue sous le nom du Programme des Nations-Unies pour les établissements humains (PNUEH)- révèle que 828 millions d'êtres humains vivent dans des taudis ou des bidonvilles en 2010.

Le rapport pointe également le nombre alarmant de "*villes de réfugiés*", créées par les conflits et les guerres.

Ainsi, un quart de la population d'Amman en Jordanie est constitué de réfugiés, principalement des Irakiens et des Palestiniens.

Selon l'agence, ce sont sept millions de réfugiés, personnes déplacés, demandeurs d'asiles qui connaissent la pauvreté, principalement en Afrique.

Un problème préoccupant relevé par ce rapport de 224 pages est la croissance inégalitaire des villes, en particulier dans l'hémisphère sud. (AP 20.03)

Comble du cynisme, Pékin et Shanghai, mais également Caracas, Djakarta, Dakar sont considérés comme les villes les plus "*égalitaires*", même si elles sont considérées comme "*équitablement pauvres*".

Ils nous empoisonnent !

La France utilise quelque 76.000 tonnes de pesticides par an, dont 90% concernent l'agriculture, selon l'Acap. Notre pays est au 1e rang des utilisateurs européens de ces produits chimiques.

Selon un rapport officiel de l'UE portant sur l'année 2006, 44% des fruits et légumes testés en France contiennent des pesticides, et 6% dépassent les limites légales (Limites Maximales en Résidus, LMR).

Quels effets ont-ils sur l'environnement?

En tant que molécules chimiques, les pesticides ont des effets négatifs sur l'environnement. Ils se dispersent dans l'atmosphère, dans l'eau (en surface comme dans les nappes phréatiques), et se propagent dans le sol, qu'ils peuvent polluer durablement et même stériliser.

Certains de ces produits chimiques se retrouvent également dans notre alimentation, pour finir par se concentrer dans notre organisme. Selon l'étude de 2006, 23 pesticides ont été détectés à des niveaux suffisamment élevés pouvant présenter un risque aigu pour la santé publique. Et cinq des pesticides les plus fréquemment retrouvés dans les aliments vendus dans l'Union européenne sont classées comme cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, ou perturbateurs pour le système hormonal.

Et sur notre santé? Les pesticides auraient également des conséquences sanitaires pour l'homme, selon de multiples études. Ce risque peut se manifester sous la forme d'intoxications aiguës, souvent liées aux accidents d'épandage (100 à 200 cas par an imputés aux pesticides selon la Mutualité sociale agricole (MSA) et le laboratoire GRECAN), mais aussi d'intoxications chroniques (cancers, problèmes de reproduction, maladies neurologiques et neurodégénératives, perturbation du système hormonal).

On peut s'en passer?

Oui, selon le Mouvement pour les droits et le respect des générations futures) MDRGF, qui soutient la «*semaine sans pesticides*» en France. L'association met en avant une étude de l'Institut national de la Recherche agronomique (Inra) rendue publique en janvier, qui affirme qu'une réduction d'environ 30% du recours aux pesticides serait possible, sans bouleversement majeur des systèmes de production. Dans ce scénario, les marges pour les grandes cultures seraient «*peu ou pas touchées*» et la baisse de la production serait relativement modeste (-6%). (20minutes.fr 19.03)

L'homme n'a pas encore commencé à faire consciemment sa propre histoire...

Le 22 mars

Rien de plus à ajouter pour le moment à la déclaration que j'ai mise en ligne. Peu d'infos hier. Je signale en passant au camarade du POI qui m'a envoyé des documents que je ne les ai pas encore reçus. N'hésitez pas à m'adresser des documents en provenence de vos partis respectifs, je les mettrai en ligne pour que tous les militants puissent en profiter, dans la mesure où ils présentent un intérêt politique et

permettent d'alimenter la discussion entre les militants.

Pensez aussi si vous le souhaitez ou le pouvez à m'aider à financer le site, pour vous 20, 30 ou 50 euros par an c'est peu, pour moi c'est une somme qui ne me permettra pas de m'enrichir, mais de dépenser un moins pour le site et de consacrer plus d'argent pour des choses aussi élémentaires que la nourriture ou ma santé sur lesquelles je me prive aussi.

Si mon épouse mettait à exécution son projet de faire venir en France deux de ses frères (à nos frais bien sûr) qui prendraient ma place, sans être en mesure de travailler, je risquerais de me retrouver sans aucun recours en Inde en cas de problème ou de maladie et sans qu'elle puisse continuer à m'envoyer une modeste partie de son allocation d'handicapée pour survivre. Cette femme m'a gravement menti à trois reprises pour arriver à ses fins depuis qu'on est ensemble (1990) alors que je lui ai quand même sauvé la mise si ce n'est la vie. Elle réalise ses coups en douce et me met chaque fois devant le fait accompli, je suis tellement occupé par le site que je me rends compte de rien, elle considère que c'est normal, elle se sert des gens puis les jettent quand elle n'en a plus besoin, elle estime ne rien faire de pire que la moyenne des gens, sauf que je ne suis pas la moyenne des gens et que je n'ai jamais agi de la sorte avec elle ni personne jusqu'à présent, à l'inverse je suis éternellement reconnaissant envers les gens qui m'ont aidé un jour ou fidèle en amitié. Qu'elle craigne de demeurer seule en France et de mourir à chaque instant, je veux bien l'admettre, mais elle va trop loin dans son délire et met en péril la suite de mon existence (tout court) en Inde, ce que je ne peux évidemment pas admettre. Je vous passe les détails et les engueulades, je lui ai dit qu'elle me faisait honte pour m'avoir associé à ses multiples mensonges, moi qui ai en horreur le mensonge.

Son dernier mensonge remonte à hier soir par téléphone, un mensonge par omission. Elle avait chargé sa valise et son sac au dessus du poids autorisé de 40 kilos, à l'aéroport de Chennai mardi dernier, ils l'ont obligé à se délester de 5 kilos en trop. C'est mon beau-frère qui me l'a raconté, car je ne l'accompagne jamais à l'aéroport. Quand j'ai de nouveau évoqué son voyage, elle ne m'en a pas parlé, elle s'est contentée de me répondre que tout s'était très bien passé. Me voilà rendu malgré moi à devoir défendre mes intérêts dans ma propre maison contre la personne qui partage ma vie, une situation que j'ai toujours cherché à éviter et qui me répugne, mais bon, c'est une question de survie. Pas facile la vie, même quand on pensait avoir réglé définitivement un certain nombre de problèmes, hein ?

Bon courage et bonne semaine à tous.

Le 23 mars

Pas le temps de causer, je ne sors plus de chez moi qu'un jour sur deux pour faire quelques courses, je gagne ainsi un temps précieux.

Sarkozy plus impopulaire que jamais, autiste au lendemain de sa cinglante défaite.

«*C'est un remaniement a minima comme Nicolas Sarkozy l'avait promis*, décrypte pour 20minutes.fr Gaël Sliman, directeur général adjoint de BVA. *Mais si on reprend les sondages de la semaine dernière qui disaient "on veut un changement fort et une prise en compte de notre vote", on voit que le Président n'a pas entendu le message des Français.*»

«*Nicolas Sarkozy a fait le minimum syndical*», analyse pour 20minutes.fr Stéphane Rozès, président de la société Cap. «*Les signaux envoyés par les électeurs portaient plus sur la façon dont Nicolas Sarkozy porte la fonction de président, sa façon de réformer et la cohérence de son action plutôt que sur la composition de son gouvernement*.»

Le politologue estime qu'on distingue clairement «*l'intention du Président. Il ne renonce pas à l'ouverture pour le moment, bien que Martin Hirsch, qui n'était pas ministre, s'en va. On voit aussi qu'il suit son idée d'un scrutin à caractère régional, en éliminant Xavier Darcos -sévèrement battu en Aquitaine- et en mettant à sa place un homme de confiance*», Eric Woerth, d'autant que «Darcos n'est pas un sarkozyste convaincu».

Autre changement au gouvernement, «*l'arrivée d'un chiraquien -François Baroin- et un villepiniste -Georges Tron- va permettre d'apaiser les tensions à droite, complète Gaël Sliman. Mais ces modifications, très sensibles, ne seront pas vraiment décodées par les Français*.»

Un prochain remaniement à venir

En revanche, «*les Français veulent du changement dans le déroulement des réformes mais avec un remaniement, ils voient qu'il y a du changement,* explique encore Gaël Sliman. *Donc Nicolas Sarkozy a voulu montrer qu'il avait entendu le message des Français sans griller sa cartouche d'un "vrai remaniement"*».

Un remaniement en profondeur qui interviendrait avant la prochaine présidentielle. «*On sait qu'il devra remanier alors que son équipe est usée jusqu'à la corde. Il a vraisemblablement choisi de le faire après la réforme des retraites pour se présenter en 2012 avec une nouvelle équipe. Mais cette stratégie est dangereuse surtout après les résultats de dimanche.*»

En effet, Nicolas Sarkozy n'aurait «*pas pris la mesure de son impopularité et ne se doute pas des difficultés qui l'attendent avec la réforme des retraites, très attendue par les Français. Mais peut être qu'il envisage finalement une réforme incomplète*», conclut Gaël Sliman. (20minutes.fr 22.03)

Grèce.

La Banque de Grèce a prédit lundi une récession à 2% dans le pays en 2010, des prévisions plus sombres que celles du gouvernement de Georges Papandréou.

Dans son rapport annuel diffusé lundi, la banque centrale grecque estime que la récession devrait être aggravée par les coupes budgétaires décidées par le gouvernement pour réduire le déficit public du pays. Elle dit toutefois approuver ces mesures.

Le gouvernement grec prévoit une contraction de 1,2 à 1,7% du PIB national pour 2010. La Commission européenne table, elle, sur une contraction de 2,25% du PIB. (AP 22.03)

Italie.

La démonstration de force voulue et supervisée par Silvio Berlusconi, samedi 20 mars à Rome, a échoué. La manifestation pour 'la liberté et contre la haine', à laquelle étaient attendus 500 000 partisans du président du conseil une semaine avant les élections régionales des 28 et 29 mars, n'a rassemblé, selon la préfecture de police, que 150 000 personnes. Les dirigeants du Peuple de la liberté (PDL, droite), qui revendiquent 'plus d'un million' de participants, ont dénoncé de 'faux chiffres '.

Les journalistes ont pu constater que la place San Giovanni, où M. Berlusconi a tenu un meeting entouré des candidats du PDL, était loin d'être surpeuplée. M. Berlusconi, qui entendait remobiliser son électorat ébranlé par une série de bévues et de scandales, s'est contenté de dire, dimanche, que la vision de ses partisans lui 'avait réchauffé le coeur'. (Lemonde.fr 22.03)

D'après ce que j'ai lu dans un autre article de presse la place San Giovanni ne pourrait contenir plus de 160.000 manifestants et le 20 mars elle n'était pas pleine.

Etats-Unis.

La rémunération du Pdg de Ford Alan Mulally s'est élevée en 2009 à 17,9 millions de dollars (13,2 millions d'euros), alors que le constructeur a connu une de ses pires années en termes de ventes depuis des décennies.

Le constructeur a dégagé un bénéfice de 2,7 milliards de dollars (1,9 milliard d'euros) en 2009, mais sa dette s'élève s'est élevée à 34,3 milliards de dollars (25,3 milliards d'euros) sur l'année. (AP 22.03)

Pendant que les banques octroient des prêts à Ford à coup de milliards de dollars et acceptent que cette entreprise cumule une dette abyssale, une grande partie des bénéfices réalisés atterrissent dans les poches des dirigeants et des actionnaires de Ford ou servent à payer des intérêts bancaires, ainsi va le capitalisme. D'un côté il fonctionne à crédit, avec des crédits qu'il s'accorde à lui-même et dont il fait supporter le coût aux travailleurs (d'autres pays également), d'un autre, il permet à l'aristocratie financière de se remplir tranquillement les poches.

Un système que l'on pourrait qualifier de brigandage à l'échelle internationale, car les travailleurs et les peuples qui en sont les principale victime sont placés devant le fait accompli et ne peuvent exercer aucun contrôle sur cette pratique qui relève de l'extorsion de fonds ou de pillage en règle des richesses produites.

Le capitalisme ne survit que grâce au crédit qu'il s'accorde généreusement sur les générations futures en prévision de profits à venir comme si ceux-ci devaient s'avérer inépuisables, jusqu'au jour où il faudra bien solder la note toujours plus phénoménale, puisque la source de profits n'est pas intarissable et les profits très inégalement répartis, ce qui se traduira par une nouvelle crise encore plus incontrôlable que les précédentes.

Le 24 mars

Gaucheritude.

A entendre les uns et les autres à gôche, au lendemain de sa cuisante défaite Sarkozy se devait de faire un geste en direction de ce bon peuple de France qu'ils adorent tous, Aubry a même été jusqu'à l'exiger. La réponse du berger à la bergère ne s'est pas fait attendre :

- nouvelle réduction des impôts sur les bénéfices en perspective pour les petites et moyennes entreprises annoncée par la ministre de l'Economie,

- retrait de la taxe carbone annoncée par Fillon au grand soulagement du Medef et de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises),

- Fillon, Copé, Bertrand et Woerth martelant que le gouvernement gardait le cap et allait continuer son oeuvre de démolition sociale comme si de rien n'était.

Comme il fallait s'y attendre en pareille circonstance, Sarkozy n'a pas fait un pas à gauche... mais à droite, il resserre les rangs, il se braque, il se radicalise, il se prépare à frapper, il va continuer ou amplifier son offensive contre le prolétariat parce qu'il sait que ce n'est pas les résultats d'une élection régionale qui fera évoluer d'un coup de baguette magique la conscience de classe du prolétariat que la gôche se charge utilement à ses côtés de dilluer pour lui interdire toute issue politique.

Ces élections n'auront aucune conséquence sur la mouvement ouvrier toujours profondément divisé et incapable de trouver sa voie au-delà du capitalisme et totalement embourbé dans le réformisme, j'ai failli commettre une erreur et écrire embourgeoisé au lieu d'embourbé, cela revient au même quelque part.

De nombreux commentateurs se sont attardés dimanche soir et les jours suivants sur la modestie avec laquelle le PS avait accueilli le résultat du second tour des régionales dimanche soir. Essayons de comprendre pourquoi.

Au-delà du fait qu'il reste encore deux ans avant l'élection présidentielle, ils savent qu'ils doivent continuer à gérer (dans les régions) les conséquences économiques et sociales de la crise pour le compte du capitalisme et que cela ne va pas s'avèrer simple, surtout face à une abstention massive qui symbolise le rejet de tous les partis institutionnels.

D'autre part, pour que cette "*victoire*" en annonce d'autres, faudrait-il encore que le PS et ses alliés soient en mesure de proposer une véritable alternative au programme réactionnaire de Sarkozy, or chacun sait qu'ils en sont incapables et qu'ils ne le seront pas davantage en 2012 qu'en 2007, et qu'il leur sera impossible de refaire le coup de 81 compte tenu du développement de la crise actuelle, le FMI dont un de leurs principaux dirigeants est à la direction (Strauss- Kahn), vient d'appeler tous les gouvernements à régler la question des déficits publics dans les meilleurs délais, ce qui ne peut se traduire que par des coupes sombres dans les droits sociaux des travailleurs, ce qui va à l'encontre de tout progrès social dont le PS ne pourra pas se revendiquer pendant la campagne électorale à venir.

De plus le résultat du second tour des régionales tombait deux jours avant la journée de mobilisation appelée par les syndicats, au lieu de se féliciter des résultats de ces élections et de placer cette journée du 23 dans sa continuité, les dirigeants du PS ont préféré s'abstenir de faire le lien entre les deux évènements, histoire sans doute de ne pas compliquer la vie à Sarkozy. Notez que pour faire bonne figure, le PS a participé aux manifestations d'hier qui étaient placées sous le signe d'un consensus avec Sarkozy sur la nécessité de "*réformer*" les retraites, ceci explique cela.

Le PS n'est pas vraiment pressé de gouverner dans de telles circonstances, il préfèrerait que Sarkozy ait déblayé le terrain en appliquant jusqu'au bout son programme, sachant que de son côté le PS ne reviendra pas sur les lois scélérates que Sarkozy aura fait adopter par l'Assemblée nationale ou de s'attaquer aux fondements du capitalisme. Le PS est plus à l'aise en gestionnaire après coup de la crise qu'en artisan des mesures pour y faire face du point de vue des intérêts des capitalistes, sa principale fonction n'est pas de faire avaler des couleuvres au prolétariat mais de l'aider à les digérer, il se partage les tâches avec le parti de l'ordre.

Pour rappel, le PS n'a pas une double nature comme on nous l'a expliqué à tort. Sa nature sociale relève de la définition de l'Etat qu'il défend ou prône, l'Etat capitaliste ou bourgeois. Il a en revanche une double fonction, au côté de l'UMP ou du prolétariat selon les circonstances, ces fonctions étant subordonnées à sa nature sociale, donc dépendant en dernier ressort de la survie du capitalisme et de ses institutions politiques. Ainsi, nous sommes parvenus à préciser la place et le rôle que remplit le PS dans la société.

La tactique étant subordonnée à la stratégie, quelles que soient les prises de position du PS, elles ont pour seul objectif de subordonner les masses au régime ou de protéger celui-ci, dès lors dans l'hypothèse d'un front unique ponctuel et bien circonscrit avec ce parti, il ne pourraitse concevoir qu'à partir du moment où l'on déploierait l'intégralité de notre programme, dans le cas contraire on ferait acte de soumission envers ce parti et on favoriserait sa main mise sur la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie ou les illusions qu'ils pourraient entretenir dans ce parti. Parler d'unité et s'interdire parallèlement de développer toute sa politique ou de proposer une issue politique aux travailleurs, alors que rien ne nous en empêche puisque tous les partis sont opposés à l'unité, revient à capituler en rase campagne devant le PS, donc devant le régime.

Du côté du parti de l'ordre.

Fillon : "*Nous allons amplifier nos efforts pour relever ces défis, nous allons amplifier nos efforts pour protéger les Français*" (Reuters 23.03). La question pour nous n'est pas d'être mieux "*protégés*", on ne veut plus avoir peur, vivre avec l'angoisse au ventre du lendemain, et pour cela il faut éradiquer le mal à sa source : le capitalisme et les institutions de la Ve République.

"*Le vote de dimanche n'a rien changé aux défis que doit relever la France*", a dit François Fillon lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. Il pousse ainsi la population à se dire que puisque le vote, la grève ou la manifestation ne suffise pas à faire reculer le gouvernement, il ne nous reste plus qu'à nous organiser dans la perspective de le renverser.

Voyons maintenant ce que les différents partis proposent pour résister au rouleau compresseur destructeur de nos droits du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner dans la perspective de l'abattre.

- Laissons de côté le PS pour lequel la lutte des classes se résume à attendre 2012, d'ailleurs nous n'attendons rien de ce parti et nous ne lui demandons rien.

- Pour le PG, dans un article du 21 mars : "*Il faut poursuivre dans cette voie afin de constituer au plus vite une alternative politique majoritaire à gauche. Pour ce faire, le Front de Gauche doit asseoir sa crédibilité dans les mobilisations et les urnes, en prenant d'une part toute sa place dans la bataille contre la réforme des retraites qui débute le 23 mars, en présentant d'autre part des candidatures communes dans les prochaines élections (cantonales, présidentielle et législatives), autour de plates-formes partagées proposant une autre voie pour la France.*"

La perspective du PG et du Front de gauche, c'est de dresser un obstacle à la mobilisation révolutionnaire des masses en constituant un nouveau gouvernement de front populaire qui gèrera la société pour le compte des capitalistes. D'un côté, les revendications alimentaires, de l'autre la "*révolution par les urnes*" qui ne changera pas davantage la vie quotidienne des travailleurs qu'en Bolivie par exemple.

Le PG découvre que "*Nicolas Sarkozy et François Fillon n'ont désormais plus aucune légitimité*", à croire qu'ils en avaient une depuis 2007 ! Et d'annoncer que le comportement du gouvernement débouchera sur "*une crise politique majeure*" qui finira bien par éclater un jour où l'autre, quelle perspicacité ! Au fait, la bataille pour la défense de nos retraites, elle n'a pas commencé le 23 mars 2010 !

Mélenchon et ses colistiers du FG ont été pour ainsi dire censurés des plateaux télé lors de la campagne électorale et il s'en est ému. Mais c'est cela le régime bonapartiste de la Ve République contre lequel vous refusez de combattre monsieur Mélenchon. Il a oublié que les chaînes de télévision publiques sont sous la coupe de l'Elysée et que les autres sont directement entre les mains des capitalistes. On vous a quand même vu en duplex sur France 2 dimanche soir, si vous engagiez ce combat vous disparaîtriez totalement des écrans et on n'entendrait plus parler de votre parti qui jusque là a su profiter des faveurs des médias, dites-moi si je me trompe. Vous êtes assis le cul entre deux chaises monsieur Mélenchon et vous avez accepté de vous déculotter en appelant à voter pour le PS au second tour, cette position que l'on ne vous envie pas est très inconfortable et ne peut que vous valoir des coups des deux camps en présence dans l'avenir.

Le 16 mars, dans la *Déclaration commune du Parti socialiste et du Front de gauche*, on pouvait lire que "*les Français*" - sans doute toutes classes sociales confondues, "*ont exprimé leur volonté d'une autre politique*", parce que pour le PG le PS pourrait faire une autre politique que celle de Sarkozy, tout comme Zapatero en Espagne sans doute ou Mitterrand qui autrefois continua la politique de Giscard.

La manipulation ne s'est pas arrêté là : "*le score de la gauche et la victoire dans toute la France sont le meilleur rempart contre le tour de vis social prévu au lendemain du scrutin*", alors qu'en réalité les régions sont des relais de la politique décidée par le gouvernement ou encore par l'Union européenne et ne protègera pas plus les travailleurs de la politique antisociale de Sarkozy que l'Union européenne ne les a protégés de la crise du capitalisme dont ils sont les principales victimes.

Le PG a en commun avec le PS et ses alliés mais aussi avec l'UMP qu'ils prennent tous les travailleurs pour des demeurés, soyons sûr que ces derniers leur feront payer le prix de leur mépris le moment venu, car lorsque la plèbe se déchaîne, loin de manquer de mémoire, elle ne fait pas de quartiers et elle se moque des distinctions oratoires entre droite et gauche.

Mélenchon a cru naïvement au soir du premier tour, que parce que le Modem avait été balayé et ne pouvait plus prétendre à une alliance avec le PS, le PG et le Front de gauche occuperait la place ainsi laissée vacante et pourrait prétendre à davantage de considération de la part de ses alliés de circonstances et obtenir un traitement équivalent de la part des médias.

Il est le dindon de la farce de la "*gauche solidaire*"... avec le capitalisme ! Il n'a pas compris pourquoi au soir du deuxième tour les plateaux télé de France 2 et France 3 étaient réservés exclusivement à l'UMP et au PS, réfléchissez un instant monsieur Mélenchon, il s'agissait de célébrer les vertus anesthésiantes des institutions de la Ve République, aucune note discordante même modérée ne devait troubler ces débats qui n'en étaient pas d'ailleurs, les uns et les autres ramant tous dans le même sens, les dirigeants de ces chaînes publiques ont estimé après vous avoir aidé à sortir de l'ombre, que votre place était mieux au placard ce soir-là. Allez monsieur Mélenchon, dépêchez-vous de rejoindre les salons du Sénat ou du Parlement européen, vous allez prendre froid.

Au fait, pour les camarades qui n'ont pas la patience ou le temps de lire les articles du PG, j'en ai téléchargé quelques-uns qui valent vraiment le détour.

Un article du 24 février intitulé *L'économie sociale et solidaire dessine les contours d'un autre monde*, fournissait des détails intéressants sur leur conception du socialisme, qui autant le dire tout de suite nous ramène à l'époque qui a précédé Marx et Engels où se cotoyaient différentes formes élémentaires de socialisme auxquelles la Commune de Paris portera un coup mortel. C'est en tout cas le constat que

dressa notamment Engels, mais c'était sans compter que le capitalisme survivrait bien au-delà de ce qu'avaient pu entrevoir à l'époque les fondateurs du socialisme scientifique, en période de réaction sur toute la ligne, comme l'on dit les vieilles lunes ressortent des tiroirs et le PG en est un des chefs d'orchestre à défaut d'adhérer au marxisme.

D'emblée il annonce la couleur, leur programme se place sous l'égide "*du commerce équitable et de l'écologie*" (ESS), autrement dit l'exploitation capitaliste serait tolérable du moment qu'elle serait "*équitable*", acceptée et orchestrée par les exploités eux-mêmes, sans remettre en cause les fondements du capitalisme qu'incarne notamment la suprématie des banques sur l'ensemble de l'économie. La vieille lune de l'autogestion transpire tout au long de cet article qui pas une fois ne cite l'Etat et les institutions.

Il s'agirait de créer des emplois "*« non délocalisables » dans des filières de production écologiques*", comme le préconise... Obama aux Etats-Unis, une forme de protectionniste comme une autre.

Il s'agit également de "*développer ici et maintenant des démarches concrètes, qui dessinent les contours d'un autre monde, plus juste et respectueux de l'avenir de la planète et de l'Humanité*", sans remettre en cause le capitalisme, il faut le préciser. Pour le PG il s'agit de réorienter le capitalisme à bout de souffle vers un capitalisme à visage humain, reprenant les balivernes des altermondialistes, un capitaliste plus vert pour reprendre celles des écologistes.

Le PG et le Front de gauche sont véritablement la poubelle du mouvement ouvrier qui passe son temps à recyler et théoriser les idées les plus réactionnaires qui ont été introduites par des agents du capitalisme au sein du mouvement ouvrier au cours des dernières décennies, ne vous marrez pas, pour le compte du socialisme !

"*Au plan régional, les acteurs de l'ESS peuvent ainsi donner les moyens aux citoyens de reprendre la main en créant des entreprises d'insertion et des coopératives, en développant les circuits alimentaires courts et en soutenant la création de filières économiques écologiques. Afin de faire évoluer radicalement nos modes de production et de consommation, en passant de la résistance à la révolution conservatrice à la création pour un mieux vivre ensemble*", le tout dans un monde toujours dominé par le capitalisme.

La ministre de l'Economie ne manque pas une occasion de saluer les nouveaux chefs d'entreprise, dont les auto-entrepreneurs, car ils servent à entretenir l'illusion que tout le monde pourrait un jour devenir capitaliste et que le capitalisme aurait définitivement triomphé du socialisme, que le seul avenir serait de devenir capitaliste à son tour. Que propose d'autre ici le PG ? Rien à part une forme d'exploitation partagée, le mot est à la mode, plus propre, plus acceptable, une illusion ou une utopie qui a déjà rejoint depuis plus de deux siècles le musée de l'histoire du prè-socialisme.

Cette utopie se décline à différents niveaux sans tenir compte du contexte qu'il devrait affronter : "*Nous mettrons donc en œuvre des politiques publiques d'appui à la reprise d'entreprises sous formes coopérative et associative*", nous voilà revenu à l'époque d'Owen ou Fourier, l'Etat s'endettant à la satisfaction des banquiers et la population paiera la note, comme toujours, dont ceux qui travaillent dans ces coopératives. Le PG a troqué la formule *L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*, par celle de l'exploitation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, sans créer pour autant une nouvelle classe sociale, à l'esclavage salarial forcé par les capitalistes devrait succéder l'escalave salarial adopté par les travailleurs eux-mêmes. Passons sur ce panégyrique en faveur du capitalisme d'Etat, à défaut de socialisme.

J'ai gardé la meilleure pour la fin, vous allez vous marrer.

"*Nous sommes favorables à la création d'une monnaie solidaire complémentaire, (...) afin de redonner sa fonction première d'échange et de partage des richesses à la monnaie, à l'inverse de toute démarche spéculative.*"

Là il s'agirait peut-être de revenir à l'époque pré-capitaliste, au Moyen-Age ou à l'Antiquité, qui sait ? Cela ne réglerait pas le problème de la propriété des moyens de production qui détermine ceux qui possèdent les richesses et ceux qui n'en possèdent pas, les richesses n'appartenant pas à ceux qui les créent mais à ceux qui détiennent les moyens de les produire, or sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production, ce sera toujours les mêmes qui détiendront les richesses, sauf bien sûr si l'on prétend qu'en régime capitaliste il serait possible de produire des richesses sans produire de plus-value ou que les producteurs n'en seraient pas spoliés. Le PG nous présente là une société presque idyllique sans nous dire comment il compte s'y prendre pour régler la question du capitalisme et des institutions. Pas très sérieux.

J'allais oublié de vous dire le plus important, c'est le programme que le PG aurait mis immédiatement en oeuvre s'il avait remporté les élections régionales, je ne plaisante pas, voici la dernière phrase de cet article qui le confirme : "*Nous sommes déterminés à mettre en œuvre un programme ambitieux au service du bien commun, grâce au développement de l'économie sociale et solidaire dans notre région.*". Avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner aux commandes ? Sous les bons auspices de la Ve République ? Pourquoi pas, on nage là en plein délire, en plein aventurisme, c'est peut-être avec l'opportunisme ce qui caractérise le mieux le PG et le FG.

- Pour le POI, il s'agit de combattre et de s'organiser pour que se réalise "*l'unité sur les revendications*" et briser le "*consensus*" UMP-PS sans aucune perspective politique. C'est mieux que rien, comme je l'ai expliqué à plusieurs reprises en proposant notamment aux camarades de s'associer au combat des militants du POI.

- Le NPA a écrit dans un communiqué daté du 21 mars : la défaite de Sarkozy "*C'est surtout un encouragement à un troisième tour social, à des mobilisations fortes, déterminées et unitaires pour faire reculer le pouvoir, lui infliger une défaite sociale en particulier, sur le terrain des retraites, de l'emploi et du pouvoir d'achat. C'est en ce sens qu'agira le NPA dans les prochaines semaines.*". Bouger pour bouger, lutter pour lutter, dites-nous à quoi cela sert au juste ? L'issue de la crise du capitalisme est politique, dites-moi si je me trompe, alors commencez par faire un peu de politique pour élever le niveau de conscience des masses, ce sera plus utile que toutes vos gesticulations, munissez-vous d'un drapeau au lieu de gueuler dans un mégaphone !

Bref, comme au POI, on ne sort pas des revendications alimentaires et on cherchera en vain la trace d'une perspective politique. Notre objectif n'est pas d'infliger une défaite sociale à Sarkozy qui ne serait pas suivi d'effets, mais de préparer les conditions de son renversement, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Souvenez-vous ce que disait Marx je crois, on n'est pas des mendiants, un ouvrier n'est en rien inférieur à un bourgeois, nos besoins valent largement ceux de la classe dominante, on ne voit pas pourquoi on devrait viser et se satisfaire de miettes, nous voulons tout leur prendre. Le dire, c'est bien, se disposer dans cette perspective, c'est mieux.

Quelques infos en bref.

Un régime qui engendre précarité, chômage, exclusion, misère et finalement la mort.

Au 11 mars, au moins soixante-quatorze personnes sans domicile fixe (SDF), dont quatre enfants, sont mortes en France depuis le début de l'année. Cette liste non exhaustive a été annoncée, hier, par le collectif des Morts de la rue. (20minutes.fr 23.03)

Quand je prends connaissance de ce genre d'infos, cela arrive malheureusement pratiquement tous les jours, je me dis qu'on devrait l'exploiter pour aboutir à la conclusion qu'on ne peut pas vivre plus longtemps dans une société pareille. Si on ajoute les près de 900 millions qui vivent dans des bidonvilles de par le monde, le milliard qui vit en état de sous-alimentation, qui n'a pas accès à l'eau potable, aux centaines de millions d'enfants qui travaillent, etc. on a là le portrait d'une société et d'un monde intolérable, insupportable un jour de plus.

Relayer ces données en trouvant la bonne formule pour s'adresser aux travailleurs et jeunes, devrait les forcer à se questionner, les pousser à réagir et à s'organiser, sans les accabler évidemment puisqu'ils n'en sont pas responsables, cependant c'est un cas de conscience que chacun devrait se poser à son niveau : qu'est-ce que je pourrais faire pour que cette situation cesse le plus tôt possible ? J'ai la conviction que l'on ne combat pas efficacement l'individualisme ou l'indifférence avec des slogans politiques ou de grands discours, mais en plaçant chacun face à ses propres responsabilités.

Si les masses font leur propre malheur en se confinant dans l'ignorance, ce n'est pas une raison pour ne pas combattre cette ignorance sur le terrain où elle se présente, et pour ainsi dire laisser le champs libre à ceux qui les confortent dans leur comportement inconscient. Le combat pour le socialisme, il faut absolument le mener sur tous les fronts sans exception.

Prenons un exemple. Si je rencontre quelqu'un qui se plaint de sa situation, par exemple un retraité, je lui demande ce qu'il a fait pour défendre le droit à la retraite dont il bénéficie aujourd'hui, il me répond rien, je lui fais alors remarquer qu'il profite d'un droit pour lequel d'autres ce sont battus mais pas lui, et qu'à persister dans la même attitude il ne peut s'attendre raisonnablement qu'à voir ses conditions d'existence régresser sans cesse, il ferait donc bien d'en tirer la leçon qu'il serait peut-être temps qu'il pense à s'occuper personnellement de ses affaires et de son avenir, une préoccupation légitime à laquelle il aurait dû songer depuis longtemps au lieu d'en laisser le soin à d'autres qui lui mentent ou le trompent en permanence, une responsabilité qui lui appartient et à laquelle il doit faire face sous peine d'avoir passé toute sa vie à subir sans finalement n'avoir jamais rien décidé par lui-même...

Voilà le genre de propos en l'étoffant qui pourrait faire l'objet d'une lettre aux travailleurs ou d'un tract, des mots et des phrases simples qui disent les choses telles qu'elles sont et vont droits au but, sans brutalité inutile ni artifices, sans contenu politique précis en dehors de prendre en main son destin et de s'organiser. On pourrait trouver cela aussi dans le journal du parti. Pourquoi aucun parti n'y pense ? Savent-ils vraiment ce qui se passe dans la tête d'un ouvrier ? Je n'en ai pas vraiment l'impression. Voilà aussi un bon moyen de combattre l'ouvrièrisme ou le misérabilisme qui a pour effet d'encourager l'ouvrier à demeurer dans son ignorance.

En tant qu'ouvrier et fils de menuisier en bâtiment, je n'ai jamais oublié le jour où j'ai commencé à percer le voile de l'ignorance qui obscurcissait mon horizon ni comment, je devais avoir 19 ans, j'étais plutôt attardé pour mon âge, arriéré conviendrait mieux. Il m'a fallu un choc, une expérience terrible, être humilié comme je ne l'avais jamais été auparavant pour me demander : mais bordel, qu'est-ce que j'ai fait de ma vie jusqu'à présent pour être atteint par une telle crasse ignorance ? Cette question me taraudera jours et nuits pendant des années, j'en ferai des cauchemars, je venais de subir la honte de ma vie, j'avais été en présence de jeunes à peine plus âgés que moi qui avaient prononcé des mots que je ne comprenais pas, en fait j'avais été incapable de suivre leurs idées, c'était à se demander si l'on parlait la même langue, j'avais dû rester complètement muet pendant tout un après-midi, gêné au possible, au point de prendre la résolution de n'ouvrir la bouche que lorsque j'arriverai à parler comme les frères de mes copains, et je m'y suis tenu. Je me souviens avoir longuement pleuré en rentrant chez mes parents. Déjà que mes potes me moquaient parce que j'étais fils d'ouvrier, mal attifé et sans un rond, il ne manquait plus qu'ils se moquent de moi parce que j'étais très con ! Personne ne m'avait fait la moindre réflexion, personne ne s'était moqué de moi, mais je venais de découvrir l'étendu de mon ignorance ce qui me terrorisa littéralement. L'ayant découverte, elle me hantait, je me disais que je ne devais pas être le seul à m'en être rendu compte, c'était épouvantable à vivre comme expérience. A ma demande, Christian, le frère d'un de

mes potes, m'a prêté un manuel scolaire de philosophie et depuis je n'ai jamais cessé d'étudier ou de réfléchir pour progresser en me disant que j'aurais au moins l'avantage de mourir moins con après avoir vécu moins con aussi. Je ne me suis jamais fait la moindre concession, j'étais voué à connaître le même destin que mes parents ou ma famille en général, si j'y ai échappé, je le dois uniquement à cette expérience et à ma volonté de sortir de l'obscurantisme auquel me vouait la société.

Quand au déblocage psychologique, il est simple à expliquer, pratiquement au même moment mes potes se sont mis à fumer de l'herbe, je les ai imités évidemment, du coup j'ai pu entrevoir des horizons que je n'aurais pas pu imaginer par moi-même étant donné mon arriération, il ne me restait plus ensuite qu'à reporter cette nouvelle expérience au niveau des études que je venais d'entamer pour profiter pleinement des connaissances que l'on venait de mettre à ma portée. Si fumer m'a effectivement aidé à me développer intellectuellement sans pour autant agir négativement sur ma volonté, ce ne fut pas le cas de mes potes, donc cet exemple n'est pas forcément à suivre.

J'étais fils d'ouvrier, mes potes étaient pour la plupart fils ou filles de petits-bourgeois, donc ce n'est pas un hasard si mes potes ont suivi le chemin inverse du mien une fois leurs études terminées ou abandonnées ou la plupart sont déjà morts ou encore sont plongés dans les touments de l'ignorance.

Grande-Bretagne. Tous pourris !

A quelques semaines des législatives, nouveau scandale au Royaume-Uni. Le parti travailliste, actuellement au pouvoir, a décidé lundi soir de suspendre quatre de ses membres, dont trois anciens ministres, accusés d'avoir monnayé leurs services de lobbying.

L'affaire a éclaté après qu'un journaliste a filmé à leur insu des rencontres avec plusieurs parlementaires du Labour, apparemment prêts à utiliser leurs relations avec le gouvernement britannique pour influer sur certaines mesures, en échange d'une rétribution.

Dans un enregistrement en caméra cachée, Stephen Byers affirmait ainsi avoir déjà conclu des accords secrets qu'il se déclarait prêt «*à vendre*», énonçant des tarifs allant jusqu'à 5.000 livres par jour (5.500 euros) pour ses services.

Les images, dont des extraits ont été diffusés dimanche, ont été tournées pendant une enquête commune au *Sunday Times* et à la chaîne de télévision Channel 4. (20minutes.fr 23.03)

Allemagne. Histoire de vases communicants.

Les partis de la coalition au pouvoir en Allemagne se sont entendus sur le principe d'une taxe bancaire a-t-on appris, elle devrait rapporter quelques milliards d'euros à l'Etat (neuf milliards d'euros par an selon une projection du du ministère des Finances) ou plutôt les banquiers et assureurs devraient ainsi reverser une partis des bénéfices qu'ils tirent du brigandade qu'ils exercent sur la population et de la spéculation qui n'a jamais cessé du fait des milliards d'euros qu'ils ont perçus sur le dos des contribuables.

Par exemple, selon les calculs de Konrad Becker, analyste du cabinet Merck Finck, la Deutsche Bank devrait payer 2,2 milliards d'euros, soit l'équivalent d'un tiers de son bénéfice imposable attendu cette année.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a précisé à la radio SWR, qu'il était important que la taxe n'affecte pas la performance des banques, les banquiers sont ainsi soulagés.

Par ailleurs l'Etat étant actionnaire de plusieurs grandes banques et compagnies d'assurance, c'est comme s'il se versait à lui-même une partie du bénéfice qui lui revenait de toutes manières. Cette taxe pourrait alimenter un fonds qui financerait le coût des plans de sauvetage et des restructurations des banques lors d'éventuelles crises à venir, nous dit-on, ce qui semble irréaliste au regard des sommes colossales qu'il faudrait pour faire face à un effondrement total du système, hypothèse qu'ils n'osent évidemment pas envisager alors que la crise actuelle n'est pas terminée.

Le président du directoire de la Deutsche Bank a soutenu l'idée d'un fonds de stabilisation, chargé de restructurer les banques et de recevoir leurs actifs douteux, autant dire qu'il se place à court terme dans la perspective de la poursuite de la crise actuelle, au pire dans un délai indéterminé, dans celle d'une nouvelle crise qui sera encore plus dévastatrice que celle de 2007.

Ce qu'il faut retenir ici, c'est qu'ils disent clairement que rien n'a changé dans les pratiques de l'aristocratie financière et qu'il faut s'attendre, soit à de nouveaux rebondissement de la crise actuelle, soit à une nouvelle crise, que l'un ou l'autre de ces scénarios (ou scénarii) est inévitable, ainsi va le capitalisme.

(source : Reuters 22.03)

Le 25 mars

Pas le temps de causer bien que j'ai commencé à bosser à 7h ce matin et que j'ai commencé à télécharger des articles de presse dès hier soir.

J'ai la trame en tête d'un article consacré à Sarkozy qui va de son élection au 20 mars 2010. Je vais essayer de trouver le temps de l'écrire, mon idée est de démontrer que son élection n'a pas signifié exactement un changement de régime, mais qu'elle a constitué un coup d'Etat à froid, que l'on est passé d'une Ve République reconnaissant la lutte des classes à une Ve République la niant au profit exclusivement de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme, ce qui explique en partie que Sarkozy ne cède rien au prolétariat, sauf contraint et forcé ou par calcul, soulageant momentanément certains secteurs d'activité, mais cela demeure l'exception (étudiant en médecine, médecin, coiffeurs).

Je ne sais pas si tout le monde a bien pris la mesure de ce qu'avait signifié l'élection comme président d'un avocat d'affaires, du premier flic de France, si on a bien compris que c'était l'aspect bonapartiste de la Ve République était sorti renforcé de cette élection, aspect bonapartiste qui est la négation de la reconnaissance de la lutte des classes.

La balade au Fouquets au lendemain de son élection fut bien davantage que le témoignage de sa gratitude envers ses mentors, elle indiquait quelle orientation il allait donner à sa politique : tout pour ses amis banquiers et industriels, rien pour le prolétariat !

Voilà en guise d'introduction. Je développerai en mettant en évidence que l'on est passé d'une démocratie restreinte à une démocratie étouffée, je n'ai pas encore trouvé le terme le mieux approprié pour qualifier le régime actuel, entre népotisme et dictature rampante.

Vous pourriez faire l'effort de m'adresser vos réflexions politiques cela m'aiderait à avancer plus vite et peut-être à être plus précis, n'oubliez pas que je vis à 10.000 kms de la France et que je n'ai pas mis les pieds dans ce pays depuis bientôt 8 ans. C'est sympathique de votre part de reconnaître que je parviens néanmoins à coller à l'actualité, pas toujours ou pas suffisamment parfois, que mes analyses sont souvent plus précises ou perspicaces que celles que vous servent les différents partis, si vous voulez que je continue ce travail et que je l'améliore encore, j'ai besoin de vos lumières, voilà.

Je n'ai plus le temps de commenter le discours de Sarkozy, j'ai déjà dit l'essentiel avant qu'il ne s'exprime puisque je connaissais à l'avance son contenu, un secret de polichinelle qu'on feint d'ignorer les bureaucrates syndicaux et les dirigeants du PS et ses alliés électoraux. Idem pour la journée du 23 mars déjà passée au compte des pertes et profits !

Bonne journée à tous.

Voilà qui va rassurer Sarkozy !

Selon un sondage BVA, 59% des personnes interrogées souhaitent la victoire de la gauche à la présidentielle de 2012. (Reuters 24.03)

Vous pouvez interpréter le titre dans le sens que vous voulez sans prendre le risque de commettre une erreur. 59% des personnes susceptibles d'aller voter, dans ce genre de sondages l'abstention passe à la trappe.

Chômage.

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A en France métropolitaine a augmenté de 0,1% en février, soit 3.300 personnes de plus, selon les chiffres diffusés mercredi soir par Bercy. On note une forte hausse du chômage de longue durée, c'est-à-dire plus d'un an.

En comptant les catégories B et C, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite, la hausse en février est de 0,2% soit 7.800 chômeurs de plus. En tenant compte des ces deux catégories, le nombre de demandeurs d'emploi en France métropolitaine s'établissait fin février à 3.872.900, et en France en comptant les DOM à 4.112.100, selon les chiffres dévoilés par Bercy.

Et si la hausse reste relativement limitée concernant les catégories A, B et C, les catégories D et E, qui recensent les demandeurs d'emploi en formation, congés de reclassement, maladie, ou encore contrats aidés pour la dernière catégorie, augmentent respectivement de 3,1% chacune sur un mois, et de 31,2% et 32,4% sur un an.

Les statistiques diffusées par Bercy font par ailleurs apparaître une forte hausse du chômage de longue durée. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an grimpe ainsi de 2,4% en février, et de 30,4% sur un an.

La hausse atteint même 2,7% sur un mois et 41% sur un an pour les chômeurs dont la durée d'inscription à Pôle emploi est comprise entre un et deux ans. (AP 24.03)

En janvier, La Talonnette avait prédit : «*Les Français verront reculer le chômage dans les semaines et les mois qui viennent*». (20minutes.fr 24.03) C'est raté ! Mais au fait, qui écoute encore ce que dit Sarkozy ?

Pour Christine Lagarde, mercredi matin sur RMC/BFM, c'est «*une moins mauvaise nouvelle*», une «*très légère hausse*» (Reuters 24.03), il est vrai que pire est toujours possible et qu'en partant de ce principe on trouvera toujours un ou une représentante de la classe dominante pour exprimer son auto-satisfaction, le cynisme en prime.

Implicitement, «*une moins mauvaise nouvelle*» se transformera rapidement en bonne nouvelle, et une «*très légère hausse*» est tellement insignifiante qu'il devient indécent de parler de hausse du chômage, ce serait en quelque sorte une exagération, une contrevérité, un odieux mensonge quoi, message que les médias aux ordres s'empresseront de diffuser.

Retraites. Vous êtes trop bon monseigneur !

Les pensions de retraite seront revalorisées de 0,9% à compter du 1er avril, annonce le ministre du Travail.

Les retraites complémentaires Arrco, qui concernent les salariés du privé, et Agirc, pour les cadres, devraient augmenter pour leur part de 0,72%, selon des informations parues dans la presse.

Le minimum vieillesse, réservé aux 400.000 retraités disposant de faibles ressources, passera, lui, de 677,13 euros à 708,96 euros, soit une hausse de 4,7%. (Reuters 24.03)

La hausse du tarif des mutuelles plus celles des prix annulent totalement cette revalorisation des retraites.

Un poisson d'avril de mauvais goût ?

Le prix du gaz pour les particuliers devrait augmenter de 9,5% à compter du 1er avril, indique Le Figaro. (Reuters 23.03)

La charité publique pour palier les carences de l'Etat ou le retour au Moyen-Age.

Les "Restos du Coeur" ont aidé 840.000 personnes depuis le 30 novembre dernier, une augmentation de 5% par rapport à l'hiver précédent, annonce l'association.

"*C'est le signe évident que la crise s'installe, et l'association doit faire face à des situations de plus en plus précaires et alarmantes*", écrit l'association créée il y a 25 ans par Coluche.

Le nombre de repas distribués devrait dépasser 100 millions, selon ses estimations.

Jusqu'à l'hiver prochain, les associations départementales des "Restos du Coeur" continueront à aider les 15% de personnes les plus vulnérables accueillies cette saison. (Reuters 23.03)

Faites sauter la banque, suite.

Le groupe Crédit mutuel fait état d'un bénéfice net multiplié par quatre en 2009, à 1,8 milliard d'euros.

La banque mutualiste française, maison mère du Crédit industriel et commercial, a vu l'an dernier son produit net bancaire grimper de 61% à 13.573 millions d'euros grâce à l'acquisition du réseau de banque de détail de l'américain Citigroup en Allemagne, rebaptisé Targo Bank, et à la prise de contrôle du spécialiste du crédit à la consommation Cofidis.

A périmètre constant, le groupe bancaire précise que ses revenus ont crû de 37,5%.

A l'instar des autres banques, le Crédit mutuel a enregistré dans ses comptes des provisions pour risque de pertes sur le crédit aux entreprises et aux ménages en forte hausse à 2,37 milliards d'euros contre 1,40 milliard un an plus tôt.

Tiens donc, les risques de pertes auraient doublé sur un an, mais alors, le pire - pour eux évidemment, reste à venir, quel soulagement !

Pour rappel, BNP Paribas a fait état d'un bénéfice net de 5,83 milliards d'euros en 2009, celui du groupe Crédit agricole à 2,75 milliards d'euros, ceui de la Société générale est ressorti à 678 millions, la banque mutualiste BPCE, qui contrôle près de 71% de Natixis, a dégagé un bénéfice de 537 millions.

"*Nos prévisions à court terme (...) ne sont pas trop mauvaises mais cela ne nous rassure pas sur ce qui peut se passer dans les mois qui viennent*", a souligné Etienne Pfimlin, le président du Crédit mutuel . "*La crise ne sera finie que lorsque le chômage commencera à baisser*", a-t-il ajouté.

A court terme ils sont rassurés, normal ils continuent de s'en mettre plein les poches, mais après ? Après moi le déluge !

Prié de réagir aux travaux du comité de Bâle sur les nouvelles normes bancaires, Etienne Pfimlin a estimé qu'en l'état, les propositions de nouvelle réglementation pénaliseraient fortement l'activité de crédit des banques et le financement de l'économie réelle, relayant ainsi les mises en garde des dirigeants de BNP.

Jean-Laurent Bonnafé, directeur général délégué de BNP Paribas, a estimé en fin de semaine dernière que les nouvelles règles dites Bâle III, devant entrer en vigueur à compter de la fin 2012, pourrait coûter 6 points de croissance à l'Europe (voir).

Les dirigeants du Crédit mutuel redoutent aussi que les banques américaines, qui n'appliquent déjà pas les normes actuels de Bâle II, ne se soumettent pas à Bâle III, ce qui créerait des distorsions de concurrence de part et d'autre de l'Atlantique. (Reuters 24.03)

Autrement dit, chacun pour soi et que le plus puissant gagne... jusqu'au jour où ils perdront tout !

Enfanter la misère... le plus tard possible.

L'âge moyen à la maternité continue de progresser en France: les femmes qui ont accouché en 2009 avaient 30 ans en moyenne, un des records des cent dernières années, selon une étude publiée jeudi par l'Institut national d'études démographiques (INED).

En 1977, les femmes avaient en moyenne 26,5 ans à l'accouchement, contre 29,9 ans en 2008. Elles avaient leur premier enfant à 24 ans en moyenne; elles sont mères pour la première fois à 28 ans aujourd'hui.

Ce recul de l'âge de la maternité, qui s'observe dans tout le monde développé, s'explique par l'allongement de la durée des études, la progression du nombre de femmes actives, la contraception et la volonté croissante des femmes de n'enfanter qu'une fois bien installées dans la vie, ajoute Gilles Pison, directeur de recherches à l'INED.

Selon le chercheur, "*l'âge moyen de la maternité pourrait continuer à augmenter en France dans les prochaines années*", jusqu'à 31 ans ou plus, "*mais il est peu probable qu'il augmente jusqu'à 35 ou 40 ans*". (AP 24.03)

Qui sait, jusqu'à l'âge de la retraite ! Quel perspicace ce chercheur !

Etats-Unis. Nouvelle histoire de vases communicants

Pressée par le procureur général de l'Etat du Massachusetts Martha Coakley, Bank of America a annoncé mercredi qu'elle allait passer l'éponge sur trois milliards de dollars environ de crédits immobiliers.

Près de 45.000 propriétaires bénéficieront de ce geste consenti par le numéro un américain de la banque en termes d'actifs.

Il concernera le principal des emprunts dû par les créanciers de BofA qui doivent rembourser plus de 120% de la valeur de leur propriété. En seront exclus les souscripteurs d'emprunts à taux fixes sur 30 ans.

Ce plan, qui sera mis en oeuvre en mai, est le premier entrepris par un établissement de crédit. Il devra permettre aux propriétaires d'éviter que leur maison soit saisie lorsque la valeur de cette dernière tombe bien en dessous du montant qu'ils doivent rembourser. (Reuters 25.03)

Explication. Les actifs pourris sont pris en charge par le plan de relance d'Obama en direction des banques qui les fait payer aux contribuables, alors pourquoi se gêner. Bank of America éponge la dette de 45.000 propriétaires qui sera répartie sur l'ensemble des Américains. Rien ne se crée rien ne se perd tout se transforme, y compris dans le système capitaliste !

Etats-Unis. Obama a troqué sa réforme de la santé contre le droit à l'avortement pour les femmes les plus défavorisées.

Le président américain Barack Obama a signé mercredi un décret sur l'avortement dont la teneur lui avait assuré des voix au Congrès pour sa réforme de la santé.

Le décret vise à garantir dans le cadre de la nouvelle loi le moratoire sur le financement de l'avortement par des fonds fédéraux, sauf en cas de viol, d'inceste ou si la vie de la mère est en danger.

La Maison Blanche avait annoncé dimanche qu'Obama signerait le décret en échange du soutien à sa réforme d'un groupe d'opposants démocrates au droit à l'avortement.

Le soutien d'une dizaine de membres de ce groupe dirigé par Bart Stupak était essentiel pour obtenir les 216 voix nécessaires à l'adoption de la loi par la Chambre des représentants. La réforme a été votée par 219 voix contre 212.

Les défenseurs du droit à l'avortement se sont dits furieux de la signature qui donne à leurs yeux plus de poids à une mesure anti-avortement connue sous le nom d'amendement Hyde.

"*Nous restons profondément consternés par le décret. Le président Obama a fait campagne en tant que candidat en faveur de l'avortement. Il a fait campagne en se présentant comme quelqu'un opposé à l'amendement Hyde. Cet accord conclu avec Bart Stupak est tout simplement inacceptable*", a déclaré Terry O'Neill, présidente de la National Organisation for Women.

Celle-ci a estimé que le décret priverait en particulier de droit à l'avortement les femmes à faibles revenus. (Reuters 24.03)

Le 26 mars

L'actualité est trop chargée pour causer.

On fait ce qu'on peut pour montrer notre bonne volonté, pour légitimer les institutions.

Les institutions de la Ve République et ses partis discréditées les 14 et 21 mars 2010, rejetées par l'immense masse des travailleurs ?

Pensez-vous, l'heure n'est pas à leur dissolution ou abolition, le POI et l'AJR se sont rendu en délégation à l'Assemblée nationale pour rencontrer les différents groupes politique à l'occasion de la journée (mondial) du 20 mars contre la guerre en Afghanistan, guerre dont se foutent pas mal tous les élus de cette auguste assemblée. (source : IO n°90 page 10)

Les grandes manoeuvres.

"*Il serait bon qu'il y ait un candidat écologiste au premier tour de gauche parce que l'écologie est un domaine extrêmement important*", a expliqué jeudi L. Fabius sur France Info.

"*Si vous n'avez pas de candidat écologiste de gauche qui puisse ensuite fusionner avec les socialistes (...), vous risquez d'avoir un espace vide qui sera occupé à ce moment-là sur la pression de M. Sarkozy par un écologiste de droite*", a-t-il ajouté.

Mais "*il faut qu'il y ait un accord, avec les écologistes notamment, pour les législatives*" de 2012, a-t-il précisé. (Reuters 25.03)

A moins que Sarkozy réussisse à marginaliser de Villepin et que la tentative de ce dernier de créer un parti politique avorte, dans le cas contraire en 2012 les électeurs n'auront que l'embarras du choix. L'UMP et le PS semblent opter pour la même stratégie ce qui aura pour conséquence non pas de mobiliser les électeurs mais de les dégoûter un peu plus de la politique et des partis, alors que l'urgence demeure que la classe ouvrière prenne son destin en mains.

Environnement. La surexploitation et le pillage de nos richesses naturelles continuent.

1- Près Copenhague, les illusions des écologistes s'envolent à Doha.

La conférence de Doha des parties à la CITES (Convention sur le commerce international des espèces sauvages menacées d'extinction) s'est achevée jeudi sur un échec: selon les écologistes, le lobbying agressif des pays asiatiques, menés par le Japon et poussés par l'intérêt commercial, a fait capoter les efforts en vue de protéger les espèces marines en danger, comme le thon rouge et les requins.

La tentative d'interdiction des exportations du thon rouge de l'Atlantique a été tuée dans l'oeuf, ainsi que la régulation du commerce de corail rouge et rose. Six espèces de requins non plus ne seront pas inscrites sur les listes des espèces protégées, malgré les études soulignant que leur nombre a chuté de près de 85%, en raison de l'explosion du commerce des ailerons de requins en Asie.

En outre, en dernière minute, jeudi, à cause du Japon, les nations asiatiques ont rouvert le dossier du seul requin qui avait plus ou moins tiré son épingle du jeu, le requin-taupe, et on annulé, via un nouveau vote, la seule décision d'inscription sur la liste des espèces protégées prise lors de la conférence.

"*Dès qu'il est question d'argent, tout change*", a soupiré le secrétaire général de la CITES Willem Wijnstekers. "*Des pays qui votent toujours pour la protection se mettent à voter dans l'autre sens. Je suis un peu perdu*.

Le Kenya a accusé Tokyo d'avoir payé des responsables des pêches de pays africains pour prendre position dans son sens à la conférence. (AP 25.03)

Ah l'argent, le capitalisme, le profit !

2- A bas les arbres !

Dans de nombreux pays, l'homme a continué d'abattre des forêts à un rythme "*alarmant*" pour les convertir en terres agricoles, selon une enquête rendue publique jeudi par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

D'après les conclusions de cette "*évaluation des ressources forestières mondiales 2010*" qui porte sur 233 pays et territoires, quelque 13 millions d'hectares de forêts par an ont été convertis à d'autres usages ou ont disparu pour causes naturelles entre 2000 et 2010, contre 16 millions d'hectares par an dans les années 1990.

Cependant grâce au reboisement réalisé dans des pays comme la Chine, l'Inde, le Vietnam et les Etats-Unis, la perte nette de superficies boisées est tombée à 5,2 millions d'hectares par an de 2000 à 2010, contre 8,3 millions d'hectares par an dans les années 90.

Aujourd'hui, la superficie totale des forêts de la planète représente un peu plus de 4 milliards d'hectares, soit 31% de la surface émergée.

Les disparitions les plus importantes ont été enregistrées en Amérique du Sud et en Afrique entre 2000 et 2010 (respectivement 4 millions et 3,4 millions d'hectares de pertes nettes annuelles). L'Océanie a également été touchée par les pertes de surfaces forestières dues en partie aux sécheresses en Australie depuis 2000.

Selon l'enquête, les forêts primaires représentent 36% des superficies boisées totales de la planète, mais ont perdu plus de 40 millions d'hectares depuis 2000. (AP 25.03)

Conjoncture "*dégradée*", croissance "*faible*", économie en "*convalescence*", emploi "déprimé. Achevons le malade !

1- La reprise de l'économie française restera poussive au premier semestre, prévoit l'Insee.

Dans sa note de conjoncture, l'institut de la statistique a réduit de moitié sa prévision de croissance pour le premier trimestre, à 0,2% au lieu de 0,4%.

"*Nous n'avons pas changé notre appréciation de la situation économique, la convalescence se prolonge*", a déclaré Sandrine Duchêne, chef du département de la conjoncture, lors d'une conférence de presse.

La faiblesse de la demande et un taux d'utilisation des capacités industrielles toujours bas à 73%, à 10 points de sa moyenne de longue période, empêcheront tout redressement rapide de l'investissement qui devrait encore reculer de 0,4% au premier trimestre.

Dans ces conditions, l'emploi restera déprimé et l'Insee voit encore 80.500 destructions de postes au premier semestre dans les secteurs principalement marchands, après 257.000 en 2009 et quelque 600.000 depuis le début de la crise. Ces pertes d'emplois contribueraient à pousser le taux de chômage à 9,8% en France métropolitaine à la fin juin contre 9,6% actuellement. (Reuters 25.03)

2- La consommation des ménages français en produits manufacturés a reculé en février pour le deuxième mois consécutif, renforçant le scénario d'une croissance faible en début d'année.

Les achats des ménages en produits manufacturés, qui représentent un quart de leur consommation totale de biens et services, ont baissé de 1,2% en février après une chute de 2,5% (-2,7% en première estimation), selon des données publiées jeudi par l'Insee.

"*La baisse de la consommation française en février en appelle d'autres, tant la conjoncture est dégradée*", selon Alexander Law économiste chez Xerfi qui ne s'attend pas à une croissance de l'économie française supérieure à 0,6% cette année. (Reuters 25.03)

Irlande.

L'économie irlandaise s'est contractée de 2,3% au quatrième trimestre 2009 par rapport au précédent, selon les données publiées jeudi.

En rythme annuel, le produit intérieur brut (PIB) baisse au 4e trimestre de 5,1%. Le PIB a ainsi chuté de 7,1% sur l'ensemble de 2009, ce qui fait de 2009 la pire année jamais enregistrée pour l'économie irlandaise. (Reuters 25.03)

Venezuela. Un crime de lèse-majesté sanctionné par le colonel-président Chavez.

Le propriétaire de la seule chaîne de télévision vénézuélienne anti-Chavez, Globovision, a été arrêté jeudi.

Le mandat d'arrêt a été émis à l'encontre de Guillermo Zuloaga pour des remarques jugées "*offensantes*" à l'égard du président vénézuélien Hugo Chavez, a raconté la procureur générale Luisa Ortega.

L'arrestation intervient trois jours après celle de l'ancien candidat à la présidentielle et opposant politique Oswaldo Alvarez Paz, pour ses remarques qualifiées de désobligeantes par le pouvoir vénézuélien et formulées le 8 mars dernier sur Globovision.

Il est poursuivi pour complot, diffusion de fausses informations et incitation publique à la criminalité, après avoir fait observer que le Vénézuéla était en train de devenir le paradis des trafiquants de drogue. (AP 25.03)

Là c'est un patron de télévision qui est sanctionné, on ne va pas prendre sa défense, mais si demain un militant ouvrier ose critiquer Chavez dans son journal ou dans les médias, il va le faire arrêter, le traduire en justice, l'emprisonner ?

Le 27 mars

Pas le temps de causer, j'ai en chantier au moins trois sujets d'articles ou de causeries dont un qui est bien avancé. On verra cela d'ici quelques jours. J'ai reçu les brochures qu'un camarade m'a envoyées, je l'en remercie en attendant la suite.

Bon week-end à tous.

Au pied du mur ou au bord du désespoir.

Marc Bernier, député UMP de Mayenne, a annoncé ce vendredi son ralliement au mouvement de Dominique de Villepin, rapporte Le Figaro.

"*On va dans le mur*" avec Nicolas Sarkozy et son gouvernement, a estimé Marc Bernier. "*A l'UMP, tout le monde est dans le désarroi*" a-t-il ajouté. (lepost.fr 26.03)

Alors continuons à leur pourrir la vie, avons-nous envie de dire.

Les pieds dans le plat.

Le président du Front national, qui a prononcé le discours inaugural de la séance en tant que doyen d'âge de l'assemblée régionale, n'avait pas pu débattre pendant la campagne avec Michel Vauzelle, ce dernier estimant qu'il n'avait pas à se livre à un face-à-face avec un "*fasciste*".

"*Le Front national n'est pas fasciste, ni Jean-Marie Le Pen, ni non plus M. (Thierry) Mariani (la tête de liste UMP en Paca), à moins qu'il ne cache vraiment bien son jeu*", a-t-il dit.

Il s'est ensuite adressé à Michel Vauzelle.

"*Qu'il me soit permis de lui rappeler que le fondateur du fascisme fut un député socialiste italien, Benito Mussolini, que les deux principaux chefs de la collaboration avec l'Allemagne nazie furent Marcel Déat, ancien secrétaire du parti socialiste SFIO, et Jacques Doriot, ancien secrétaire du parti communiste*", a-t-il ajouté.

"*Et que ce n'est pas Jean-Marie Le Pen qui a été décoré à Vichy de la Francisque, mais le président de la république François Mitterrand, dont Michel Vauzelle a été ministre, et qui plus est ministre de la Justice*", a-t-il ajouté. (Reuters 26.03)

Un, la SFIO avait basculé dans le camp de nos ennemis dès 1914, la suite n'a été qu'une dérive toujours plus droitière, deux, Lénine et Trotsky avaient eu raison d'affirmer que le PC n'avait jamais été réellement un parti communiste, trois, Mitterrand n'a jamais été plus socialiste que Marchais, Kouchner ou Cohn-Bendit. Entre nous, c'est encore Lénine et Trotsky qui nous sauve la mise.

Le plus navrant, c'est que ce soit Le Pen qui fasse ces rappels. On ne peut hélas pas l'empêcher de s'exprimer. Ceux qui expliquent que le PS et le PCF pourraient redevenir des partis ouvriers -le PS ne l'a jamais été contrairement à la SFIO, entendent-ils aussi partager leur héritage sanglant et criminel ? N'aurions-nous pas intérêt à ce que ces partis disparaissent ou ne nuisent plus au mouvement ouvrier ? Même réduit à l'état de cadavres puants il y en aura encore pour espérer leur résurrection, ce n'est pas très athée tout cela, mais bon ils ne

sont plus à une contradiction. Ces dogmatiques ont-ils entendu un jour parler de la transformation de la quantité en qualité ? La suite dans un article en préparation.

Collaboration de classes, suite.

Ministres et syndicats se retrouvaient vendredi pour la première fois depuis le remaniement. (c'est long quatre jours sans se voir - LdC) L'objet de la réunion était de fixer les grandes lignes de «*l'agenda social*» 2010 dans l'administration. (comme dans le privé, c'est le gouvernement qui fixe l'agenda des dirigeants syndicaux, qui tels des valets se plient à cet exercice - LdC)

Les syndicalistes ont été unanimes à saluer le retour d'un poste gouvernemental spécifiquement consacré à la fonction publique. Certains, en aparté, soulignent le caractère «*très libéral*» de son titulaire - pas vraiment un compliment dans leur bouche… -, tout en promettant de «*juger sur les actes*». (comme si on ne les connaissait pas à l'avance ! - LdC)

La loi sur le dialogue social dans la fonction publique sera votée dans les jours qui viennent à l'Assemblée. Il s'agit essentiellement de transposer un accord signé il y a trois ans, qui instaure le principe d'accord majoritaire. Une révolution. Le texte prévoit aussi que les élections professionnelles se tiendront le même jour dans toutes les instances. Éric Woerth a précisé vendredi qu'il visait le premier semestre 2011 pour les organiser pour la première fois, dans les fonctions publiques d'État et hospitalière. Approuvé par la CGT, la CFDT, Solidaires ou la FSU, l'annonce de ce créneau a glacé les «petits» syndicats comme la CFTC et la CFE-CGC, qui risquent tout bonnement de disparaître s'ils ne recueillent pas un nombre minimal de voix. (lefigaro.fr 26.03) (à qui profite le crime ? A ceux qui l'approuvent, CQFD - LdC)

Les institutions de Ve République légalisent et légitiment le vol, pas n'importe lequel : le capitalisme !

Le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) a relaxé Antoine Zacharias, ex-P-DG de Vinci, jugé pour des gains jugés abusifs de plusieurs dizaines de millions d'euros de 2004 à 2006.

Le tribunal juge que l'incrimination d'abus de biens sociaux n'est pas constituée et rappelle qu'il n'est "*juge de la gouvernance des entreprises*". (Reuters 26.03)

Rappelons que le capitalisme est basé sur le vol, l'extortion de la plus-value des travailleurs, une partie de la force de travail dépensée qui ne leur est pas payée et que le patron leur subtilise, légalement.

La justice en régime capitaliste est ainsi fait qu'un P-DG peut empocher plusieurs dizaines de millions d'euros, pendant qu'il y a une dizaine de millions de travailleurs pauvres dans le pays. Rappelons également que selon l'article 64 de la Constitution de la Ve République, "*le Président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire*", celui-ci étant obligatoirement un représentant des intérêts du capitalisme, il est donc impensable que la justice condamne un brigand qui n'a fait que tirer profit du fonctionnement du capitalisme. La justice est aussi indépendante du capitalisme que les partis sont indépendants du capital ou du travail.

Toujours plus de flics pour gérer leur société. Le PS en réclame davantage.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé vendredi le recrutement d'ici à 2011 de 1.500 adjoints de sécurité (ADS), dont 375 pour l'Ile-de-France, lors de sa visite au commissariat de Sevran, en Seine-Saint-Denis.

Le vice-président du Conseil général de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel (PS) a dénoncé dans un communiqué une mesure "*largement insuffisante, car le nombre de recrutements est beaucoup trop limité et la mise en place trop longue*". (AP 26.03)

+ 88%, l'"*ami*" du président est un homme heureux.

Bolloré annonce une progression de 21% de son résultat opérationnel en 2009.

Le bénéfice net part du groupe a crû de 88% à 94 millions l'an dernier. Bolloré propose un dividende en hausse de 18% à 1,30 euro au titre de 2009.

Le portefeuille de titres cotés de Bolloré (Vallourec, Havas, Aegis, Socfinasia, Socfinal) s'élève à 1,6 milliard d'euros au 18 mars 2010. (Reuters 26.03)

Quand le moral fout le camp, tout fout le camp... Et Sarkozy ?

Le moral des consommateurs français a continué de se détériorer en mars, selon l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages publiées vendredi par l'Insee.

Après son recul de trois points en février, il revient ainsi à son plus bas niveau depuis octobre. Ce sont surtout les perspectives d'évolution du niveau de vie en France qui se sont assombries, note l'institut de la statistique. (Reuters 26.03)

Commerce mondial.

La croissance du commerce international devrait être soutenue cette année, au rythme de 9,5%, à la faveur d'un ancrage de la reprise économique, déclare le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'OMC prévoit pour 2010 une croissance totale des échanges commerciaux de 7,5% pour les pays développés et de 11% pour les pays émergents.

L'OMC a précisé vendredi que les échanges commerciaux internationaux ont diminué de 12,2% en volume l'an dernier, leur plus forte contraction depuis plus de 70 ans, et de 23% en valeur, à 12.500 milliards de dollars contre 16.100 milliards de dollars en 2008.

Les échanges de services se sont contractés l'année dernière de 13% à 3.300 milliards de dollars. Aucune prévision n'a été émise pour 2010.

L'OMC ajoute que si la croissance totale des échanges prévue de 9,5% cette année se confirme, il faudra attendre 2011 pour dépasser les niveaux de 2008. (Reuters 26.03)

Etats-Unis. Plombé par le chômage et l'endettement pour longtemps.

Le gouvernement américain a annoncé, vendredi 26 mars, des mesures pour tenter d'améliorer son aide aux propriétaires immobiliers en difficulté, avec pour objectif d'étaler les remboursements de prêt pour trois à quatre millions de ménages. Cette initiative vise à enrayer la montée des saisies de logements, qui se multiplient aux Etats-Unis, alors que les défauts sur les crédits immobiliers ont atteint près de 14 % à la fin 2009 selon des statistiques publiées jeudi.

Ce programme de 14 milliards de dollars (14,5 milliards d'euros), financé à partir d'une enveloppe de 50 milliards consacrée au logement, vise à inciter les prêteurs à effacer une partie de leurs créances et à réduire les remboursements des chômeurs. Il forcerait ainsi les banques à plafonner les remboursements de prêts immobiliers à 31 % des revenus mensuels pour les chômeurs.

Cette nouvelle initiative tranche avec les mesures annoncées l'an passé, qui étaient axées surtout sur une réduction des taux d'intérêt pour des emprunteurs qui avaient pris des prêts risqués. Ce premier plan, l'Home Affordable Modification Program, est aujourd'hui critiqué par les démocrates comme par les républicains du Congrès car, s'il a touché plus d'un million de foyers endettés, ce n'est qu'à titre temporaire, 170 000 d'entre eux seulement ayant bénéficié d'une réduction permanente de leurs taux d'intérêt. (lemonde.fr 26.03)

Le 28 mars

Plusieurs réflexions sur le site.

Les articles de presse que je mets en ligne présentent des objectifs différents selon leurs contenus et leur auteurs, cela va de l'information pure à des analyses réalisées par des représentants de la réaction qui permettent de mieux saisir les intentions de ceux qui nous gouvernent et leurs états d'esprit.

Par exemple l'article de Valls (PS) est à vous donner la nausée, il est direct, et c'est en cela qu'il est intéressant pour casser l'hypocrisie poussée à l'extrême des autres dirigeants du PS, car Valls révèle (aux naïfs) le vrai visage de ce parti inféodé au capital, sa véritable nature sociale. Valls explique clairement que rien fondamentalement ne distingue le programme du PS de celui de Sarkozy, il donne plusieurs exemples qui le confirment amplement. Dès lors, il faut être sourd ou aveugle pour se déclarer de gauche et soutenir un tel parti, pire y adhérer. Le PS se situe ouvertement dans le camp de notre ennemi, cet article le prouve pratiquement à chaque ligne. Commenté, il mériterait d'être largement diffusé, mais personne ne le fera, ce n'est pas dans la tradition des partis ouvriers qui n'ont pas évolué avec l'ensemble de la société depuis plus d'un demi-siècle...

Cet article permet de briser les illusions que les travailleurs ou les intellectuels pourraient avoir dans ce parti, c'est une arme terrible qu'on n'utilisera pas malheureusement.

Je n'écris plus que ce que j'appelle des causeries qui font parfois plusieurs pages, je pourrais très bien en faire des articles mais je n'en ai pas le courage, et puis je me dis que cette présentation moins formelle permet de dire plus de choses ou de les rendre plus accessibles aux militants. Je consacre la plupart de mon temps à l'actualité que je commente, car cela aide à décrypter déclarations et évènements en peu

de mots, sans recourir forcément à une terminologie politique ennuyeuse ou plus proche de la théorie que la pratique quotidienne que vivent les militants.

Tous les jours la classe dominante s'emploie à déverser son idéologie sur la population, mais aussi sur les militants qui n'en sont pas immunisés, elle cause des ravages dans nos rangs sans qu'on s'en aperçoive, la combattre sur tous les fronts et chaque instant fait partie de notre devoir envers surtout les jeunes militants. Si nous avions un journal ouvrier nous consacrerions deux pages dans chaque numéro à analyser minutieusement de quelle manière ils s'y prennent pour intoxiquer les travailleurs, chaque phrase ferait l'objet d'une traduction courte, simple et précise, sans appel quoi, ainsi les lecteurs feraient petit à petit et à leur rythme l'apprentissage de la rupture avec le capitalisme et les institutions, ce serait mille fois plus productif qu'un long discours pour prouver qu'on a raison et que les autres ont tort par exemple.

Si l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, ce travail doit commencer sans attendre que les conditions soient remplies pour se lancer à l'assaut du pouvoir, sinon ces conditions ne seront jamais remplies, c'est aussi simple que cela. Décrypter, traduire correctement une déclaration, une mesure ou une loi ne demande pas un effort surhumain, mais l'on doit constater que peu de travailleurs en sont capables aujourd'hui, ce constat est valable également pour bon nombre de militants.

Le combat pour le socialisme passe par un combat de longue haleine qui nécessite de harceler notre ennemi jusque dans les moindres recoins, de ne lui laisser aucun répit, de répondre à chaque attaque même les plus anodines en apparence, car c'est ainsi qu'il distille quotidiennement son venin auprès des masses. Elever le niveau de conscience politique des travailleurs ne passe pas forcément par des actions spectaculaires, mais en réduisant à néant jour après jour les efforts entrepris par notre ennemi pour conserver son pouvoir. C'est par ce travail de fond régulier et déterminé que nous aiderons la conscience des travailleurs à mûrir, que nous parviendrons à laminer le régime tout en préparant les meilleures conditions possibles à notre victoire.

J'arrêterai là aujourd'hui, je vous signale l'excellent article sur l'écologie du groupe pour un parti ouvrier révolutionnaire, il date de la fin décembre 2009, je n'en ai pris connaissance qu'hier.

Bon dimanche à tous.

Gaucheritudes.

1- Le PS réuni en conseil national à la Mutualité à Paris samedi, Aubry a martelé "*Il avait annoncé un changement de politique, il complète son équipe, les Français lui ont parlé de crise, lui essaie de colmater la crise de l'UMP : en gros c'est comme d'habitude, 'j'écoute mais je ne tiens pas compte', voilà ce qu'il a dit une fois de plus aux Français*". Traduction : on comptait sur toi Sarkozy pour changer de politique... Hypocrisie, du vent, elle sait très bien qu'il ne peut pas en changer et que le PS fera demain la même politique. Valls le dit ouvertement plus loin.

Elle a aussi déclaré : "*Unis, nous pouvons beaucoup, divisés, nous ne pouvons rien. La France a besoin et de l'unité des socialistes et de l'unité de la gauche, ça aussi c'est le message du deuxième tour de la semaine dernière*". Et le consensus avec l'UMP ne s'apparenterait-il pas à l'unité de Sarkozy avec Kouchner, Attali, Lang, Charasse, Migaud, Mauroy, Rocard, et j'en passe ? Au fait l'unité pour quoi faire ? Réponse à ces deux questions.

2- Cela tombe bien, dans un entretien au *Monde* Manuel Valls : "*Au nom de la responsabilité, nous devons proposer un pacte national sur ce sujet (de la réforme des retraites), non seulement avec les partenaires sociaux, mais aussi avec la majorité*", explique-t-il.

L'union nationale pour faire passer la contre-réforme des retraites voulue par Sarkozy. Au moins c'est clair.

Comme on lui demande pour quelles raisons la gauche devrait aider Nicolas Sarkozy, il répond: "*Si certains pensent que l'on remportera la présidentielle sur la seule base de l'anti-sarkozysme, ils se trompent*".

Comment s'y prendre alors ? C'est simple, il suffit de reprendre à notre compte les arguments fabriqués par Sarkozy pour s'attaquer à notre tour aux retraites tout en faisant croire à la plèbe qu'on est à ses côtés.

Pour ce réactionnaire "*le rôle de la gauche n'est pas de nier les changements démographiques, ni cacher l'ampleur des déficits*".

Il préconise la retraite "*à la carte*" : non merci, c'est au-dessus de nos moyens, on se contentera du menu !

"*La gauche peut défendre une retraite à la carte et l'allongement de la durée de cotisation*", ajoute-t-il, mais "*à quatre conditions : augmentation du taux d'activité des seniors, prise en compte de la pénibilité, élargissement de l'assiette des cotisations et relèvement des petites pensions*".

Esclaves, travaillez jusqu'à votre dernier souffle, et si par malheur vous n'étiez pas encore crevés, grâce à votre retraite qui ne vous servira

plus à rien, vous pourrez vous payez des funérailles grandioses !

A bas le collectivisme et vive l'individualisme !

"*Le nouvel espoir que doit porter la gauche*", poursuit Manuel Valls, "*c'est celui de l'autoréalisation individuelle : permettre à chacun de devenir ce qu'il est*". (Le Monde, Libération.fr et AFP 27.03)

Traduction : comme dans leur société je ne suis rien et que je n'ai aucun pouvoir, je suis destiné à devenir rien et à n'en avoir jamais, tel est le destin que nous réserve Valls et le PS. Non merci ! A bas le PS !

Le non à la politique fait un bide et c'est tant mieux.

Plusieurs milliers de personnes - 1.000 selon la police - ont manifesté samedi à Paris à l'occasion du "*No Sarkozy Day*", événement organisé par des blogueurs sur le modèle du "*No Berlusconi Day*" italien.

Les manifestants, parmi lesquels beaucoup de jeunes et de familles, ont défilé derrière une banderole où l'on pouvait lire : "No Sarkozy Day : rassemblement citoyen et populaire pour dire non aux dérives de notre démocratie".

"*Nous sommes des citoyens qui disent 'non à la politique'. Sarkozy il est pire que les autres*", a déclaré à Reuters TV un étudiant infirmier ayant requis l'anonymat. (Reuters 27.03)

Dans le processus dialectique à l'oeuvre dans la nature, l'homme ou la société on trouve le positif (le grain de blé, pour le signe +), sa négation (la plante qui en est issue, pour le signe -) et la négation de la négation (l'épis avec ses dizaines de grains de blé, pour le signe $+^2$ ou davantage). En disant non à la politique nous sommes donc en présence d'une anomalie, le processus dialectique n'est pas achevé, notre grain de blé originel a donné une belle tige avec des feuilles mais pas d'épis, donc pas de nouveaux grains de blé à replanter ou pour se nourrir, c'est la famine qui nous guette !

La société est ainsi faites que les classes sociales sont organisées en partis politiques et que ce sont les partis politiques qui assurent le fonctionnement des institutions. En réalité, c'est surtout la classe dominante qui a conscience de ses intérêts qui est principalement organisée en partis politiques. Or on ne peut combattre leurs partis politiques qu'en étant nous-mêmes organisés dans des partis politiques, idem pour combattre les institutions et en créer d'autres pour les renverser et assumer à notre tour le pouvoir. On aura compris qu'en se détournant des partis politiques, ces petits-bourgeois laissent ainsi le champ libre à la classe la plus consciente et la mieux organisée, celle des capitalistes qu'ils prétendent justement remettre en cause, si on les écoute évidemment.

Les artisans de ce "*No Sarkozy Day*" sont finalement aussi utiles au régime que les anarchistes.

Et Zorro ?

Le Conseil d'Etat aurait écarté l'idée d'une interdiction générale de la burqa en France, incompatible avec la Constitution, écrit *Le Figaro* dans son édition de samedi.

"*Un texte pourrait interdire le port du voile intégral pour des raisons de sécurité, lorsque les personnes doivent pouvoir être identifiées*", écrit le quotidien.

"*Les gares et les aéroports, touchés par des plans Vigipirate, pourraient entrer dans le périmètre de la loi. Tout comme les commerces sensibles, banques, bijouteries. En revanche, son port serait libre dans la rue*", ajoute-t-il. (Reuters 27.03)

Les prédateurs et la morale du capitalisme.

Le tribunal de grande instance de Nancy vient de condamner neuf organismes de crédit à verser 35.000 euros de dommages et intérêts à l'une de leurs clientes pour avoir manqué à leur obligation de mise en garde. Selon l'AFP, les organismes condamnés sont notamment Cofinoga, Cetelem, Cofidis, Finaref et Sofinco.

La victime, aujourd'hui âgée de 75 ans et à la retraite, avait en effet contracté quelque 17 crédits auprès de ces sociétés depuis 1986, pour un montant global de 113.000 euros, alors que ses revenus mensuels n'excèdent pas 1.000 euros. «*Le juge a estimé que l'obligation de mise en garde n'avait pas été respectée et que le consentement de ma cliente n'était pas libre et éclairé: il y a donc un préjudice pour perte de chances de ne pas contracter*», explique Philippe Gossin.

«Les organismes de crédit sont tenus à une obligation de conseil et à une obligation de mise en garde: c'est-à-dire qu'ils doivent alerter leurs clients de leurs situations financières et de leurs capacités de remboursement, ce qu'ils n'ont pas fait en l'espèce», affirme Fabrice Gossin, l'avocat de la plaignante, confirmant une information du quotidien *L'Est Républicain*.

Le tribunal a condamné les organismes de crédit à verser 10 à 90% des sommes restantes dues en dommages et intérêts, selon l'ancienneté des dettes, pour un montant total de 35.000 euros. «*Il ne lui reste désormais quasiment plus rien à payer*», s'est félicité l'avocat, qui dénonce toutefois les méthodes des organismes. «*Alors qu'elle avait cessé de les payer et que nous les avions assignés, elle continuait à recevoir des offres de crédit !*», déplore l'avocat, qui estime que la décision de justice pourrait «ouvrir une voie et créer une jurisprudence». (Lefigaro.fr avec AFP 27.03)

Italie. Rectificatif. Info ou Intox ?

Le directeur-général du constructeur automobile Fiat, Sergio Marchionne, a démenti vendredi l'existence d'un plan de licenciement de 5.000 employés, contrairement à ce qu'avait annoncé la presse italienne plus tôt dans la semaine. (AP 27.03)

Le 29 mars

J'ai longuement commenté la prise de position de Hollande, plus le temps de causer. J'ai traité un des thèmes que je voulais aborder depuis plusieurs jours en revenant sur la question du parti.

Bonne semaine à tous les camarades.

Diviser pour mieux régner... et ça marche !

"*A la rentrée prochaine, les jeunes professeurs des écoles néo-titularisés ou les jeunes professeurs certifiés néo-titularisés verront une augmentation de 157 euros par mois*", a déclaré le ministre de l'Education nationale Luc Chatel lors du "Grand Jury" RTL-"Le Figaro"-LCI.

Les professeurs agrégés néotitulaires "*bénéficieront d'une augmentation de 259 euros (...) dès septembre*", a ajouté le porte-parole du gouvernement. "*C'est plus de 10% d'augmentation par rapport à ce qui se faisait précédemment*", a-t-il assuré, en précisant que "*ça va concerner 20.000 enseignants la première année en début de carrière*".

Luc Chatel a ajouté qu'il allait "*revaloriser les enseignants dans les sept premières années de leur exercice, ce qui leur fera une augmentation de l'ordre de 660 euros par an et par enseignant en moyenne*". (AP 28.03)

Russie.

Environ quatre mille personnes ont bravé le froid pour manifester dimanche à Archangelsk, dans le nord-ouest de la Russie, contre le coût de la vie et pour exiger la démission du gouvernement du Premier ministre Vladimir Poutine.

Des manifestations similaires se sont déroulées récemment à Vladivostok, sur la côte pacifique et à Kaliningrad, dans l'ouest du pays. (Reuters 28.03)

Chine.

Le groupe chinois Zhejiang Geely Holding a signé un accord (1,8 milliard de dollars) avec Ford portant sur l'acquisition des activités automobiles de Volvo, a déclaré un porte-parole de la marque suédoise. (Reuters 28.03)

Le 30 mars

Pas le temps de causer.

Au fait, chez Philips à Dreux on ne parle plus que de fermeture ? "*Les représentants FO se sont battus pour améliorer le volet social de ce plan de fermeture...*" a annoncé la Fédération FO de la Métallurgie, dans un communiqué. (AP - 29.03)

Tiens donc, vous vous souvenez sans doute qu'il y a quelques semaines (dans *Informations ouvrières* notamment) il y en a qui célébraient comme une grande "victoire" la poursuite de l'activité chez Philips. J'avais trouvé indécente, grotesque et insupportage cette odieuse manipulation, alors que le sort de ces travailleurs était scellé.

C'est bien camarades vous avez fait un boulot remarquable, jusqu'au bout vous aurez colporté auprès de ces travailleurs l'illusion qu'il était possible de s'opposer à ces licenciements sans leur proposer aucune autre issue à la fermeture, je n'ose même pas dire politique, ainsi ces travailleurs pourront tirer comme enseignement de leur mobilisation qu'elle n'a servi strictement à rien sur le fond, puisqu'ils vont tous perdre leurs emplois, et qu'au-delà ou dans l'avenir, ils n'ont absolument rien à espérer, leur destin étant lié au capitalisme décidément indépassable.

Finalement, vous avez réfusé d'avancer l'argument de l'expropriation et vous avez refusé de leur proposer la moindre issue politique sous prétexte que ces travailleurs ne seraient pas prêts à entendre ce genre de discours ou pour ne pas les diviser, en pure perte, personne ne tirera profit de cette expérience en dehors de la direction de Philips, vous avez eu faux sur toute la ligne.

Quand j'expliquais que le mot d'ordre d'interdiction des licenciements était opportuniste et ne pouvait mener que dans une impasse, on en a ici la preuve. On ne demandera pas à ses auteurs de le reconnaître, ils en sont totalement incapables, comme chaque fois dans pareil cas, ils trouveront toujours des arguments pour tenter de démontrer qu'ils avaient finalement raison, pas sûr qu'ils parviendront indéfiniment à tromper ainsi leurs militants. Je précise que ce mot d'ordre a été repris par plusieurs partis, dont le POI et le NPA.

Un dernier mot : au fait, on n'entend plus parler des ouvriers de Total à Dunkerque, ils se sont tous jetés à la mer ou quoi ? Non, tout simplement zappés ! C'est la dernière manière à la mode de faire de la politique ou du syndicalisme... comme au JT du 20h, je sens que cela va soulever l'enthousiasme des masses ! Quelle misère, camarades !

Pour finir. Dans quel journal avez-vous lu qu'il existait dans le pays un "*électorat de droite*", "*une couche d'électeurs de droite*", dans le Parisien, le Figaro ? Perdu, dans le numéro 90 d'Informations ouvrières à la page 3.

Ah, la lutte des classes, c'est dur décidément de s'y tenir !

Quelques infos en bref.

La "*reconstruction politique*" sous le signe de la débandade.

1- Après M. Copé et son "*nouveau pacte majoritaire*", Gérard Longuet, le président du groupe UMP du Sénat, avait lui aussi évoqué la nécessité d'un "*pacte de confiance*". L'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin ajoutait que, "*un contrat, ça se scelle*". "*Si on fait la réforme au coup par coup, les votes aussi seront au coup par coup*", prévenait-il, réclamant lui aussi "*un débat de confiance* ".

La riposte du camp présidentiel n'a pas tardé. "*Le nouveau pacte majoritaire, je ne sais pas ce que ça veut dire*", avait laconiquement déclaré le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, mardi 23 mars à l'issue de la réunion des députés du groupe. Le lendemain, Brice Hortefeux s'est fait plus précis. "*J'entends bien l'idée de pacte avancée par les uns et les autres*, a indiqué le ministre de l'intérieur, sur Europe 1. *La réalité, c'est qu'il y a un vrai pacte, c'est celui qui a été scellé entre Nicolas Sarkozy et les Français en 2007, et pour cinq ans.*"

Dans *Le Figaro*, samedi 27 mars, Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale, affirme à son tour qu'"*il n'y a qu'un seul pacte, celui noué entre les Français et Nicolas Sarkozy en 2007*". Eric Besson reprend la même antienne, dimanche, sur Radio J : "*Le pacte qui lie le président de la République au peuple et à la majorité qui le soutient est le pacte sur son programme en 2007*", insiste le ministre de l'immigration.

Cela sonne comme un rappel à l'ordre. M. Copé semble en avoir pris la mesure. Il a tenu à réaffirmer, dimanche, qu'il était engagé "*à fond" aux côtés de M. Sarkozy et lancé un vibrant "tous derrière Nicolas Sarkozy !*". (Monde.fr 29.03)

2- Dénonçant l'"*abandon*" de la taxe carbone en France et le recul des responsables politiques, la fondation Nicolas Hulot annonce la suspension de sa participation au Grenelle de l'environnement. (Reuters 29.03)

Illettrisme : leur bilan.

C'est une réalité alarmante : en France 3,1 millions de personnes sont en situation d'illettrisme, soit 9 % des 18-65 ans.

Le ministre de l'Education, Luc Chatel, a présenté, hier, son plan de prévention de l'illettrisme. Il souhaite renforcer l'apprentissage méthodique du vocabulaire et stimuler la mémoire des enfants dès la maternelle en insistant sur l'apprentissage par coeur de chansons et de textes.

Autre mesure annoncée : chaque recteur d'académie devra missionner dès la rentrée 2010 un responsable chargé de l'illettrisme. Les inspecteurs de l'Education nationale devront aussi davantage veiller à la prévention.

Mais malgré ses bonnes intentions, ce plan risque de susciter de vives critiques, notamment chez les enseignants, car aucun moyen supplémentaire ne leur sera conféré pour mener à bien leur mission de prévention. (20minutes.fr 29.03)

Comment ils compensent du vent et préparent une grosse bulle.

Les banques françaises lancent une plate-forme pour organiser un marché décrié pour son opacité.

La place de Paris accueille un ambitieux projet d'organisation du marché des CDS (credit default swap) pour la zone euro. Ces contrats d'échange contre le risque de défaut d'une tierce partie ont été accusés, notamment à l'occasion de la crise grecque, de faire le jeu de la spéculation et d'amplifier les secousses sur les marchés. Leurs échanges de gré à gré accentuant l'impression d'opacité.

La chambre de compensation sécurise les participants (contreparties), en s'assurant que les fournisseurs de garanties sont bien solvables. Pour l'instant, elle peut compter sur l'appui des quatre grandes banques françaises : BNP Paribas, Société générale, Natixis et Crédit agricole.

Il s'agit aussi pour les régulateurs européens d'avoir accès à l'information sur les transactions opérées sur les dérivés, potentiellement systémiques, et qui sont aujourd'hui essentiellement disponibles auprès d'acteurs londoniens et américains. (lefigaro.fr 29.03)

Les produits dérivés se montent selon les souces de quelques centaines de milliers de milliards de dollars à près d'un million et demi de milliers de milliards de dollars. Sachant que les banques ne disposent pas en actifs de plus de 10% des prêts qu'elles accordent, que dans un pays comme la France l'épargne ou les comptes courants de leurs clients totalisent seulement environ 450 milliards de dollars.

En comparant les sommes gigantesques en jeu et l'argent dont disposent réellement les banques, on comprend tout de suite qu'elles ne pourront jamais compenser les risques pris par les traders.

Italie.

Pendant deux jours, près de 41 millions d'électeurs étaient appelés à se prononcer sur les présidents de 13 des 20 régions du pays, mais aussi dans certains endroits comme Venise sur leur futur maire ou des présidents de province.

Le taux de participation lundi à la clôture des bureaux de vote s'est établi à 65%, soit le plus faible score depuis quinze ans pour ce type de scrutin.

A Bocchigliero, un petit village de Calabre, seulement 2,85% des électeurs ont voté pour protester contre «*un Etat qui les a abandonnés*».

Il y a trois mois, surfant sur un regain de popularité après l'agression de Silvio Berlusconi à Milan par un déséquilibre, la majorité au pouvoir pensait remporter jusqu'à 9 régions sur les 13.

La coalition de droite de Silvio Berlusconi a remporté 6 des 13 régions en jeu dimanche et lundi, dont 4 qui étaient tenues par la gauche, notamment les cruciales de Rome et Turin. (Libération.fr et 20minutes.fr 29.03)

La Grèce livrée aux prédateurs des marchés financiers et le peuple grec sous les coups des "*gros bâtons*" de l'UE et du FMI.

1- La Grèce a emprunté cinq milliards d'euros lundi, après l'accord conclu la semaine dernière à Bruxelles entre les pays de la zone euro sur un plan de soutien à Athènes en cas d'aggravation des problèmes d'endettement de ce pays.

Les autorités grecques ont émis pour cinq milliards d'euros d'obligations à sept ans, avec un taux qui s'élève à 5,9%.

Cette initiative montre qu'Athènes peut toujours accéder aux marchés obligataires. Mais la Grèce emprunte toujours à des taux à peu près deux fois supérieurs à l'Allemagne. (AP 29.03)

2- Cette émission de titres du Trésor grec représente une bonne affaire pour les banques européennes, qui semblaient en milieu d'après-midi honorer l'offre d'Athènes. En début d'après-midi, les ordres d'achat se sont montés à environ 7 milliards d'euros, Athènes s'est contentée de 5 milliards.

Les banques européennes peuvent donc acheter les obligations grecques et les utiliser comme dépôt à la Banque centrale européenne (BCE) contre des prêts à plus courts termes mais à un taux d'intérêt de seulement 1%. Rendement de l'obligation grecque (6%) contre taux de refinancement de la BCE (1%)… Le calcul est vite fait et la marge appréciable. (lefigaro.fr 29.03)

3- Le Fonds monétaire international travaille en "*parfaite harmonie*" avec l'Union européenne sur la crise de la dette grecque, déclare Dominique Strauss-Kahn.

"*J'espère que la stratégie européenne pour la Grèce fonctionnera*", a-t-il dit

"*Nous avons besoin d'avoir des carottes et des gros bâtons. J'ai bien peur que jusqu'à présent nous n'ayons trouvé que les carottes... mais pas les bâtons.*"

L'Union européenne a besoin de créer des mécanismes pour améliorer la surveillance des comptes publics des Etats membres et faire en sorte que les règles budgétaires soient respectées, a-t-il expliqué. (Reuters 29.03)

Le 31 mars

La Talonnette fait le clown à Washington, c'est le seul rôle dans lequel il excelle, il fait sourire son assistance sans se rendre compte qu'elle se fout de lui, car il est tellement imbu de sa petite personne, dans tous les sens du terme.

On a appris que Mélenchon s'en était pris violemment à des étudiants en journalisme qui lui posaient des questions qui ne lui convenaient pas. Franchement quand on connaît son parcours politique et qu'on a en tête de quelle manière son discours a évolué depuis la création du PG, on se demande comment ce type peut encore se regarder dans un miroir.

On devrait axer une partie de notre combat à expliquer aux travailleurs ce qu'est le socialisme, mais en partant de leurs situations et non à partir de définition prêtes à l'emploi ou à caractère théorique qui ressemblent à un moulin à prières tibétains, à brasser du vent en pure perte quoi. On nous dit qu'il existe des partis de gouvernement (PS, PCF, etc.) et les autres (NPA, POI, LO) qui auraient seulement vocation à s'opposer éternellement au pouvoir en place, bref, ce qui signifie implicitement que finalement rien ne changera jamais...

Me situant parmi les autres qui n'aurais aucune intention de gouverner avec le PS et ses satellites, à la différence des autres partis je considère que l'objectif de notre combat demeure bien la prise du pouvoir et qu'il faut le dire, il est regrettable et fort dommageable qu'aucun parti n'ait le courage d'avancer cet objectif, car implicitement cela laisse entendre que ce sont toujours les mêmes partis qui seront amenés à gouverner, autrement dit que rien ne changera jamais, ce qui est pour le moins une source de démoralisation sinon de désespoir. C'est normal, puisque les travailleurs savent pertinemment qu'ils n'ont rien à attendre des PS, PCF, etc. On leur propose, toujours implicitement, de reproduire les modèles du passé qui ont conduit à la situation actuelle, à quoi bon s'engager dans des partis dont c'est le seul objectif, tout du moins c'est ainsi que les travailleurs interprètent leurs discours, ont-ils raison ou tort sur ce point, c'est une autre question.

Même si les conditions sont fort loin d'être réunies pour prendre le pouvoir ou pour gouverner, si on ne se fixe pas clairement cet objectif, cela peut sous-entendre qu'on n'en est pas capable, on introduit un doute dans la tête des travailleurs, on brise ainsi la confiance que les travailleurs pourraient placer en nous, on leur enlève donc tout espoir de changement de politique, on leur bouche l'horizon au lieu de leur ouvrir.

A partir d'une question en apparence décalée par rapport à la réalité, on en arrive au constat que par manque d'audace ou de lucidité politique on se condamne à ramer éternellement dans le vide, ce qui finit à la longue par lasser plus d'un militant et ce qui est normal.

Si maintenant ces partis sont incapables d'avancer cet argument, ne serait-ce pas dû au fait qu'ils sont incapables de produire et défendre un programme socialiste qui ne ressemble pas à une liste de revendications syndicales, un véritable programme de gouvernement ouvrier révolutionnaire qui permettrait à chacun de comprendre ce qui changerait dans sa vie ou à son travail au cas où ce programme serait appliqué ? Comment ne pas comprendre que ces partis ne sont pas pris au sérieux par les travailleurs qui les prennent en fait pour des sortes de syndicats de gauche ou l'aile gauche du PS-PCF ? Comment expliquer que tant de travailleurs se disent d'accord avec nous mais ne nous soutiennent pas, n'adhérent pas à ces partis, ne votent même pas pour eux ? Pour eux on représente davantage le passé et le présent que l'avenir, on est incapable de leur fournir la moindre brochure dans laquelle serait expliquée ce que nous ferions dès la prise du pouvoir et ce que cela changerait dans leur vie, dès lors pourquoi devrait-il nous accorder davantage confiance qu'aux autres partis avec lesquels ils nous comparent forcément. Il y a fort à parier qu'ils nous considérent comme les autres à l'arrivée.

Dès 2005, j'expliquais que l'on combattait le projet de Constitution européenne et qu'on n'était pas foutu de proposer un contre-projet de Constitution à la Ve République. Avons-nous avancé depuis 5 ans ? Pas d'un millimètre sur cette question et celle du programme qui demeure un programme politique destiné à des militants et non un programme économique, social et politique destiné aux travailleurs. Cela démontre une nouvelle fois que ces partis sont incapables de se tourner résolument vers les travailleurs, qu'ils n'ont pas confiance en eux, dès lors pourquoi voudriez-vous qu'ils aient confiance en vous ?

Rompre avec le capitalisme et ses institutions ce n'est pas rien, cela mérite un programme longuement pensé et minutieusement rédigé pour être à la fois cohérent et crédible ou représenter un espoir pour le prolétariat. N'est-ce pas ce don il manque le plus aujourd'hui ? A quoi bon le constater le dire et le redire si on est incapable d'en tirer des leçons ? Le prolétariat continue de penser que c'est impossible d'en finir avec le capitalisme et nous n'avons rien à lui proposer qui pourrait le convaincre du contraire. En quelque sorte on le renforce dans son ignorance ou ses illusions. Nos dirigeants en ont-ils conscience, est-ce un choix de leur part ou sont-ils complètement à côté de la plaque ? Nos intellectuels de talent qui écrivent des ouvrages à longueur de temps sur des sujets divers, feraient bien de s'atteler à cette tâche urgente en

collaboration avec des militants issus de la classe ouvrière, ils rendraient ainsi un service inestimable à notre cause.

Avec la crise du capitalisme, les discussions vont bon train sur le capitalisme, mais il n'en sort rien malheureusement parce que nous ne disposons pas des outils indispensables à la propagande en faveur du socialisme.

Le mois de mars est terminée, demain à 8 heure du matin je dois accompagner mon beau-frère au consulat de France pour sa demande de visa, le site sera donc actualisé un peu plus tard dans la journée. Je mettrai l'ensemble des rubriques du mois sous la forme de fichiers au format pdf. Je mettrai également en ligne au format pdf quelques nouveaux articles du Réseau Voltaire.

Si vous continuiez à faire la grève des courriels et à refuser de soutenir le site, je pourrais finir par vous imiter et me mettre en grève à mon tour ! Illimitée bien sûr ! Après tout, dans la situation où je me trouve, ma responsabilité est limitée à celle que je veux bien m'accorder en dehors de tout engagement à honorer ; j'estime avoir rempli largement celui que je m'étais donné unilatéralement envers les militants, fléchissez-y. Je suis du genre à faire à fond tout ce que je fais et à tout plaquer du jour au lendemain sur le constat que je suis arrivé au bout de ce que je pouvais faire, et que continuer serait une perte de temps et d'énergie, ce dont j'ai horreur. On tirera un autre bilan demain.

Bonne journée à tous.

Quelques infos en bref.

Le laquet de Washington.

Nicolas Sarkozy a assuré mardi Barack Obama de "*tout (son) soutien pour obtenir les sanctions les plus fortes au Conseil de sécurité*" des Nations unies à l'encontre de l'Iran, lors de la conférence de presse conjointe des deux chefs d'Etat à la Maison Blanche.

"*Rarement dans l'histoire de notre pays, la communauté de vue a été aussi identique entre les Etats-Unis d'Amérique et la France*", s'est félicité M. Sarkozy à la suite d'Obama.

Le président américain a souhaité que ces sanctions soient prises dans les "*prochaines semaines*", et non plus d'ici la fin de l'année comme il l'avait précédemment indiqué.

Sur l'Afghanistan, "*nous soutenons la stratégie du président Obama*", a aussi déclaré M. Sarkozy. (AP 30.03)

Le nabot peut parader quand il est à l'extérieur, en France il est conspué et ridiculisé partout où il passe. Un nouveau sondage indiquait avant-hier que 57% des personnes interrogées ne souhaitaient pas qu'il se représente en 2012. Alors pourquoi ne pas le chasser dès maintenant ? Qui osera poser cette question ?

A l'attaque !

La lutte contre le déficit public sera "*la pierre angulaire*" des réformes que souhaite mener le président Nicolas Sarkozy durant les deux dernières années de son mandat, selon le ministre du Budget, François Baroin. (Reuters 30.03)

Tension à l'UMP, entre tentation de reculer et démagogie.

1- L'ancien Premier ministre a suggéré mardi sur France Info, de revenir sur le bouclier fiscal, expliquant que depuis, «les choses ont changé, la crise est venue».

Qu'«*on demande aux très riches de faire un effort de solidarité supplémentaire vis-à-vis de ceux qui souffrent dans la crise*»? Juppé n'en serait pas «*choqué*», estimant qu'«*il faut s'interroger sur ce qu'on appelle le bouclier fiscal*». «*On voit aujourd'hui qu'une petite minorité de très riches ne cesse de s'enrichir* », appuie-t-il. (libération.fr 30.03)

2- Interrogé mardi par la presse à l'issue de la réunion du groupe UMP à l'Assemblée nationale, sur l'avenir du bouclier fiscal, il a pourtant semblé hésiter: «*C'est un peu difficile de répondre directement à cette question. Il y a quelques-uns de nos collègues, y compris d'ailleurs des sénateurs, qui [l']ont évoquée. Je ne peux pas vous en dire beaucoup plus aujourd'hui.*»

Selon lui, «*il faut distinguer ce qui relève d'un certain nombre de demandes d'une étude au fond. Pour l'instant, ça me paraît prématuré d'en parler. Moi, à titre personnel, je n'ai pas une religion totalement définitive sur le sujet.*» Et de vouloir jouer franc jeu: «*Quand je ne suis pas complètement au clair sur une question, je préfère le dire (...) Il y a des arbitrages, il y a des choix politiques à faire. Il y a des voix qui se sont élevées, on va étudier, on va discuter, on verra ça*» notamment «*avec le Président.*». (libération.fr 30.03)

PIB en France. Pire encore que prévu.

Le produit intérieur brut de la France a progressé de 0,6% au quatrième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent, annonce ce mardi l'Insee.

Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB a chuté de 2,2%, soit la pire récession depuis l'après-guerre, a également confirmé l'Institut national de la statistique.

Le gouvernement table désormais sur une croissance de 1,4% cette année.

Mais l'Insee a estimé la semaine dernière que la reprise devrait rester molle au premier trimestre car la consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance française, est plombée par les faibles gains de pouvoir d'achat et la hausse du chômage. (libération.fr et AFP 30.03)

Tous pour un et rien pour tous... en attendant le prochain épisode de la crise.

La volonté des Etats d'imposer de nouvelles régulations dans le sillage de la crise financière mondiale est en train de s'estomper et la coopération internationale dans ce domaine diminue, déclare le directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

"*L'une des leçons de la crise, c'est que face à des défis mondiaux nous avons besoin d'une réponse mondiale*", a déclaré Dominique Strauss-Kahn devant le parlement roumain. "*Cette leçon, nous sommes en train de l'oublier*".

"*Je ne dirai pas que cette crise est oubliée, mais l'élan est en train de retomber doucement et c'est très inquiétant.*"

Le directeur général du FMI a indiqué que de nombreux pays travaillaient individuellement sur de nouvelles règles et sur la création de nouveaux organes de supervision, ajoutant que nombre de ces idées "*avaient du sens*". "*Le seul problème, c'est qu'elles ne vont pas ensemble*".

S'adressant par ailleurs à des étudiants roumains, Dominique Strauss-Kahn a prévenu qu'une nouvelle crise financière frapperait inéluctablement les marchés financiers dans les années à venir.

"*Je suis certain qu'il sera impossible de demander à nouveau aux contribuables de payer (pour sauver les banques)*", a-t-il expliqué, insistant sur le fait que cela rendait plus que nécessaire la coopération entre Etats pour réduire les risques. (Reuters 30.03)

Algérie.

En Algérie, les grèves se succèdent et passent d'un secteur d'activité à un autre. Après les enseignants et les médecins du secteur public, ce sont les employés communaux qui ont débrayé le mardi 30 mars 2010. Ils sont plus de 500 000 à travers les 1541 communes du pays. (RFI 30.03)

Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries avril 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril

Pas de causerie et des infos en bref limitées à l'actualité en France car je ne suis pas sûr d'avoir de l'électricité aujourd'hui, alors qu'il fait 40°C.

Toujours plus bas.

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy baisse de trois points en avril par rapport à mars, selon un sondage TNS-Sofres paraissant vendredi dans *Le Figaro Magazine*.

Les sondés sont ainsi 28% à dire faire confiance au président de la République, contre 31% en mars, et 70% (+5) à ne pas lui faire confiance. Ils sont 37% à faire confiance au Premier ministre (inchangé) contre 59% (+2) d'avis contraires. (AP 31.03)

Histoire de cons.

Le député UMP Thierry Mariani a annoncé qu'il boycotterait la rencontre, ce mercredi 31 mars à l'Elysée, des élus UMP avec le chef de l'Etat en lançant : '*Quand on est pris pour un con, il faut savoir terminer les choses.*' Interrogé par l'AFP sur ses attentes par rapport à la rencontre, l'ancien candidat UMP, longtemps fidèle parmi les fidèles de Nicolas Sarkozy, a répondu : '*Je n'irai pas, tout comme je n'irai pas au dîner jeudi soir à l'Elysée avec l'ensemble des têtes de liste UMP des régionales.*'

Alors qu'on lui demandait si cela voulait dire qu'il rompait définitivement avec M. Sarkozy, dont il a longtemps été l'un des plus proches, le député du Vaucluse a répondu : '*Vous avez ma déclaration officielle.*' (Lemonde.fr 31.03)

Les boucs émissaires de l'UMP et du FN.

Le ministre de l'Immigration Eric Besson, partisan de l'interdiction totale de la burqa en France, a présenté mercredi en Conseil des ministres son projet de loi sur l'immigration et la nationalité, le sixième depuis 2002.

Le texte d'Eric Besson modifie le code de l'entrée et du séjour des étrangers en France en allongeant la durée de rétention administrative,

qui passe de 32 à 45 jours.

Le projet crée également une interdiction de retour sur le territoire français et instaure des zones d'attente "*dématérialisées*" lorsque des étrangers sont interpellés en dehors de tout point de passage frontalier.

Cette disposition vise à accroître la latitude de l'administration pour éloigner les étrangers en situation irrégulière, alors que le gouvernement s'est fixé pour objectif d'expulser environ 30.000 personnes par an.

Le texte inverse en effet le moment où les juges administratifs et judiciaires statuent. Le juge administratif, qui se prononce sur la légalité de la mesure d'éloignement, interviendra désormais avant le juge de la liberté et de la détention, garant des libertés fondamentales, dit le texte.

Après les polémiques sur le "*délit de solidarité*", que le ministre avait longtemps nié, le projet de loi rend plus explicite l'immunité pénale de ceux qui apportent une aide humanitaire d'urgence aux sans-papiers.

Autre mesure phare: le texte écarte de la naturalisation ceux qui ne justifieraient pas de leur assimilation à la communauté française par l'adhésion "*aux principes et aux valeurs essentielles de la République.*"

Pour garantir cette assimilation, une personne souhaitant devenir française devra signer une "*charte des droits et devoirs du citoyen français*" et l'exigence d'une bonne connaissance de la langue française sera renforcée.

Toutes ces dispositions sont susceptibles d'empêcher les femmes portant le voile intégral d'obtenir la naturalisation.

La même logique sera appliquée lors du renouvellement des titres de séjour. "*Le contrat d'accueil et d'intégration est assorti d'un système de sanctions*", dit le texte.

Dans la lutte contre l'immigration irrégulière, le projet vise à renforcer les sanctions "*contre les personnes qui recourent sciemment, directement ou indirectement, à l'emploi d'étrangers sans titre de séjour*".

Il exige que les ressortissants étrangers, avant d'occuper un emploi, disposent d'un titre de séjour valable.

Les contrevenants devront rembourser les aides publiques reçues l'année précédent l'infraction et leur établissement pourra être fermé pour une durée ne pouvant excéder trois mois.

Sur le plan pénal, le fait pour un particulier ou une entreprise de recourir aux services d'un employeur d'un étranger sans titre de séjour sera puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 15.000 euros. (Reuters 31.03)

Chamaillerie autour du "*bouclier fiscal*"

Nicolas Sarkozy a reçu mercredi les députés UMP, dont il a douché les ardeurs sur le bouclier fiscal en leur signifiant qu'il était hors de question de revenir sur ce symbole du quinquennat. «*Nous ne changerons pas de politique économique*» a-t-il précisé. (libération.fr 31.03)

"*Ne touchez pas au bouclier fiscal!*", a ainsi lancé Nicolas Sarkozy, selon l'un des élus. "*Il ne faut pas donner le sentiment qu'on change de cap sur l'essentiel, ce serait une folie*", a-t-il souligné, selon un autre participant.

La suspension du bouclier fiscal relève du "*bon sens*" afin de permettre une meilleure répartition des efforts, a déclaré mercredi Dominique de Villepin. (Reuters 31.03)

Treize députés UMP, dont trois villepinistes, ont annoncé mercredi leur intention de déposer une proposition de loi prévoyant la suspension du bouclier fiscal. (AP 31.03)

Le Nouveau Centre a réaffirmé mercredi "*la nécessité de remettre à plat le bouclier fiscal*", jugeant qu'en cette période de crise, "*il s'agit d'un impératif de solidarité afin de ne laisser personne sur le bord du chemin*". (AP 31.03)

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale va déposer mardi prochain une proposition de loi demandant l'abrogation du bouclier fiscal, a-t-on appris auprès du groupe PS. (Reuters 31.03)

Plutôt étrange ce concert de protestations, non ? Le bouclier fiscal a été institué en 2006 avec un plafond à 60%, Sarkozy l'a descendu à 50%. Leur "bouclier fiscal" comporte plusieurs volets, j'ai lu dans un autre article que son annulation ne concernerait qu'une partie de cette mesure à hauteur de 500 millions d'euros, cela demande confirmation, mais cela expliquerait pourquoi des membres de l'UMP et du Nouveau Centre réclament aussi sa suppression. A suivre donc. Parler de cette mesure évite de parler du reste, du chômage et des retraites

par exemple, mais l'ensemble des partis n'y échapperont pas, y compris le PS.

En liberté surveillée. Il en faut partout !

Environ 25.000 caméras vont être installées dans les trains et les gares français dans le cadre d'un plan de sécurisation, annonce Brice Hortefeux.

Brice Hortefeux a souhaité qu'il y ait trois caméras par voiture dans les zones concernées. "*Dès qu'il y a la moindre alerte, on pourra intervenir encore plus rapidement*". "*Il faut aller plus loin avec davantage de vidéoprotection sur les quais, aux abords des gares et à l'intérieur des voitures et des rames SNCF*" a-t-il dit aux journalistes.

Actuellement, la grande majorité des 389 gares de la région parisienne sont équipées de 12.000 caméras. (Reuters 31.03)

Heuliez, suite.

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a estimé, mercredi, que la proposition de l'investisseur turc Alphan Manas de reprendre 15% du capital de l'équipementier automobile Heuliez était insuffisante. M. Estrosi souhaite "*étudier d'autres dossiers*", pour compléter cette offre.

"*L'Etat, plus que jamais, continue à préserver les dix millions d'euros du fonds stratégique d'investissement aux côtés des cinq millions d'euros de la région Poitou-Charentes pour garantir un avenir à Heuliez*", a-t-il ajouté. (AP 31.03)

Le 2 avril

J'ai trouvé mal à propos ou grotesque l'article de Denise Landron dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières*. Elle ne supporte pas qu'un lecteur de son journal trouve insupportable que le POI serve la soupe à Elisabeth Badinter, donc au PS, sous prétexte que celle-ci défend les droits des femmes. Alors à quand un article dans IO qui vantera les mérites de Simone Veil ? C'est une question que l'on peut poser aux dirigeants du POI, non ?

On comprend que certains lecteurs de ce journal ou militants du POI en aient marre de se taper chaque semaine, qui un article d'un bureaucrate syndical, Marc Blondel, qui d'un libre penseur, Marc Blondel, qui d'un franc-maçon, ou un article faisant l'éloge d'un dirigeant du PS, en prime cette semaine ils ont le droit à Jean Ferrat ! On aurait pu penser qu'une tribune libre dans ce journal donnerait la parole aux militants du POI qui ne partagent pas forcément la ligne politique ou l'ensemble des positions de leurs dirigeants, qu'il y aurait une véritable confrontation des idées, loyale et sincère entre militants, apparemment il faudra encore attendre, 50 ans c'était déjà très long !

J'ai préparé la trame d'un article en réponse. J'ai d'autres articles en préparation mais je manque de temps pour les terminer. Tous les jours ils se remettent à couper le courant pendant des heures, c'est l'angoisse car on ne sait jamais combien de temps cela va durer, donc je cesse de bosser par précaution.

Bon week-end à tous en attendant.

En guise de causerie aujourd'hui, on pourrait s'occuper du cas de Mélenchon.

Mélenchon s'est fait piéger dans un interview par un étudiant de l'école de journalisme de Sciences-Po Paris.

Je ne sais plus qui a dit que Science-Po était le refuge de ceux qui n'avaient pas le niveau pour entrer à l'ENA ou dans d'autres grandes écoles ou tout simplement pour poursuivre des études universitaires, une sorte de poubelle à recycler les rejetons de nantis qui délivre un diplôme qui ouvre ensuite les portes de partis politiques, des ministères, de l'administration ou des conseils d'administration des grandes entreprises.

Mélenchon a raison sur le contenu mais tort sur la forme.

Comme dirigeant d'un parti et élu, il n'aurait pas dû parler de la sorte en public, il aurait dû se contenir ou cesser immédiatement cet interview qui tournait ouvertement à la provocation, ce qu'il n'a manifestement pas vu venir, il a donc commis une lourde erreur. Que les mots aient dépassé ses idées semble évident, notamment quand il a généralisé sur le métier de journaliste qu'il a traité de "*pourri*", il existe quand même des journalistes qui essaient de faire leur métier correctement, en même temps il a montré qu'il ne se prenait pas pour de la merde le Mélenchon, deux citations : "*Vous vous trouvez digne de parler à un homme comme moi ?*" et "*Mais vous me prenez pour qui bonhomme?*", il faudrait demander à monsieur le sénateur-député-etc. qui est digne à ses yeux de lui parler. Pour la petite histoire, je m'étais inscrit à la lettre électronique du PG, je ne l'ai jamais reçue, ils ont dû juger au PG que je n'en étais pas digne, ce qui entre nous ne m'a pas étonné.

Détendons-nous un peu camarades, c'est si rare en ce moment.

Je me souviens, il y a quelques années déjà, quand j'étais prof à l'Alliance française de Pondichéry, le directeur m'avait demandé s'il serait possible qu'un groupe d'une quinzaine d'étudiants de grandes écoles (ESSEC, Science-Po) viennent chez moi un matin pour aller se baigner. Avant ce rendez-vous, la veille au soir en sortant de classe, j'ai rencontré ces étudiants qui étaient enthousiastes (plus que moi !) à l'idée de passer une bonne journée le lendemain au bord de la mer. Ils m'ont dit qu'ils apporteraient les croissants si j'avais la gentillesse de leur préparer un bon café ou du thé, ce que j'acceptai non sans une certaine appréhension, mais en même temps j'étais curieux de voir de plus près des jeunes d'un autre milieu que le mien et de discuter avec eux si c'était possible.

Cette expérience se déroula si bien qu'ils restèrent au-delà de midi. Je les ai observés attentivement pendant plus de trois heures, certains n'ont pas voulu se baigner donc ils ont discuté avec moi. J'ai tout noté, le ton maniéré de s'exprimer de la plupart d'entre eux, il appartenait tous au même milieu mais pas à la même classe sociale, il y avait parmi eux des gosses d'aristocrates, de la grande bourgeoisie comme l'on dit, des rejetons de riches familles provinciales, d'industriels de l'Est de la France pour ce que je me souviens, ils se sont présentés les uns après les autres à leur arrivée, il faut dire que l'on rencontre peu de Charles-Henry ou de Marie-Françoise dans les quartiers ouvriers, leur éloquence témoignait une assurance en eux-mêmes qui m'était étrangère, était-ce le produit de leur conscience d'appartenir aux classes dominantes ou d'un mimétisme inconsciemment calqué sur leurs parents ou leur milieu, je n'en sais rien, ce qui m'a frappé c'est qu'ils avaient l'air -sans aller jusqu'à l'arrogeance, de détenir déjà un certain pouvoir, de se sentir supérieurs aux autres, ils possèdaient également le trait commun à tous les gens stupides qui éprouvent le besoin de manifester du plaisir en s'entendant parler, à éprouver de la satisfaction après chaque parole qu'ils prononçaient, discrètement par un sourire ou un rire retenu entre gens bien du même monde, et non bruyamment comme des rustres, je me suis dit alors qu'ils ne devaient pas être habitués à rencontrer des gens d'un autre milieu que le leur qui les observait attentivement. Quand à leur demande je leur ai expliqué pourquoi j'avais quitté la France, marre d'être toujours licencié, j'ai noté que certains ont baissé ou détourné la tête, avant qu'il y en ai un qui me dise que j'avais trouvé mon "équilibre" en Inde, si l'on veut, c'était une façon diplomatique de bien s'en sortir sans avoir à parler de choses qui fachent, ce que je captai au quart de tour, je n'ai pas insité à l'inverse de Mélenchon, cela n'aurait servi à rien.

Bref, je les ai écoutés plus que je n'ai parlé, ils étaient venus en Inde pour deux semaines dans le cadre d'une Ong - ce qui n'est évidemment pas ma tasse de thé, je me souviens seulement leur avoir dit après qu'ils m'aient expliqué qu'ils avaient été choqués par l'existence des castes, que tous les problèmes que rencontraient la population indienne étaient dû à la pauvreté et aux inégalités frappantes qu'il y avait dans ce pays...

Pour conclure, les croissants étaient délicieux et je n'ai pas perdu une miette de cette rencontre que j'ai analysée minutieusement, ils sont repartis enchantés de leur matinée, plus tard certains m'ont envoyé une carte postale de leur région avec un petit mot amical, et pour tout vous dire je me souviens avoir été fier, non pas d'avoir accueilli pendant quelques heures des rejetons de la bourgeoisie, mais de n'avoir été ridicule à aucun moment et d'avoir su me tenir.

Pour revenir à Mélenchon, je pense que ses mandats lui ont monté à la tête, il n'est pas un dirigeant d'un parti ouvrier digne de ce nom, il est un vulgaire arriviste que l'on peut comparer à Jospin ou Cambadelis, qui a fait de la politique son métier pour son compte personnel en se foutant pas mal des idées qu'il prétend défendre, une contradiction qui n'est pas sans risque comme on vient de le voir. C'est dommage monsieur Mélenchon.

Au bord de la crise politique.

Le chef de file des députés UMP, Jean-François Copé, a affirmé que la gauche était '*en situation d'emporter la prochaine échéance nationale*', l'élection présidentielle, dans une interview au journal *Les Echos* à paraître vendredi. '*Nous sommes dans un moment extrêmement difficile de notre majorité*', dit-il.

'*Dans ce contexte, il nous faut être rassemblés derrière celui qui est notre président, et dont je souhaite qu'il soit notre candidat*', ajoute-t-il. (LeMonde.fr avec AFP 01.04)

Des bordels pour se soulager de la crise, ils n'ont rien trouvé de mieux.

La députée UMP de Seine-et-Marne, Chantal Brunel souhaite déposer une proposition de loi à l'Assemblée, afin d'autoriser la réouverture des maisons closes.

Des maisons closes qui ont été fermées après le vote par le parlement de la loi Marthe Richard, en avril 1946.

Selon l'*Observateur* de Beauvais, la première maison close devrait ouvrir, prochainement à Beauvais, à titre expérimental.

Le ministère de l'Intérieur aurait ainsi donné son autorisation pour ce test.

L'ouverture de la maison est prévue le 13 avril prochain.

C'est un commerçant, âgé d'une cinquantaine d'années, qui aurait ainsi reçu le feu vert du ministère pour ouvrir cette maison close, nouvelle génération, en plein centre de Beauvais. (Lepost. 01.04)

Augmentation des tarifs des assurances : expropriation-les !

Pour l'assurance-auto, les hausses dépassent en général l'inflation : 3 % en moyenne à la Macif (de 1 % à 4 % selon les régions, le profil du conducteur…), 2 % à la Matmut par exemple, 3,5 % chez Allianz ou encore 1,2 % à la GMF (et même 1,5 % pour les conducteurs assurés avec l'ancien contrat Duxio).

Pour l'assurance-habitation, les prix grimpent davantage encore : 5 % à 8 % de hausse chez Axa France, 6,4 % à la Macif, 2,4 % à la GMF ou encore 5,4 % en moyenne à la Matmut. Et, là, ce n'est pas la première fois. Ces dernières années, ces contrats s'étaient déjà régulièrement renchéris.

«*Nous n'avons pas répercuté la totalité du renchérissement des coûts auquel nous faisons face, car la hausse serait trop forte pour les assurés*», affirme Pierre-Olivier Adrey, directeur technique et produits à la Macif. Les Français risquent donc de voir leurs primes d'assurance continuer à augmenter les prochaines années. (lefigaro.fr 01.04)

La Bourse ou la vie.

La Bourse de Paris est repassée au-dessus des 4.000 points.

Au premier trimestre, l'indice phare de la Bourse de Paris a gagné 0,96% en tout. C'est la première fois depuis le déclenchement de la crise financière en 2007 que le CAC 40 affiche quatre trimestres de gain d'affilée. (Reuters 01.04)

Zone Euro.

Le taux d'inflation annuelle de la zone euros s'établit à 1,5% en mars 2010, selon une estimation rapide publiée mercredi par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Quant au chômage, il a atteint les 10% en février contre 9,9% le mois précédent, ce qui constitue le taux le plus haut depuis août 1998.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage a atteint 9,6%. (AP et Reuters 01.04)

Grèce. Ils veulent piller le peuple grec, pour l'exemple et plus. Le produit de l'Union européenne.

L'agence d'évaluation financière Moody's a annoncé mercredi avoir abaissé la note de cinq grandes banques grecques, dont la Banque nationale de Grèce, soulignant les répercussions négatives de la crise financière du pays sur leur situation.

Les banques concernées sont la Banque nationale de Grèce, l'EFG Eurobank Ergasias, l'Alpha Bank, la Banque du Pirée et l'Emporiki Bank. Leurs perspectives sont négatives, et les notes pourraient encore abaissées, selon Moody's. (AP 01.04)

Etats-Unis. La méthode Coué ne résiste pas au fait : la crise continue.

Le secteur privé américain a, contre toute attente, supprimé 23.000 emplois en mars.

"*Ce chiffre est décevant. En même temps l'écart entre la prévision et la donnée réelle est symptomatique de la tendance du marché à croire que la situation est meilleure que ce qu'elle est en réalité*", a commenté Peter Kenny, directeur général de Knight Equity Markets.

Le cabinet de services aux entreprises ADP a en outre révisé les résultats de l'enquête du mois de février, qui montrent désormais 24.000 suppressions de postes contre 20.000 annoncées initialement. (Reuters 01.04)

Russie. Dimitri Medvedev appelle la police à prendre des mesures "*plus cruelles*". Un aveu en passant.

Le président russe a demandé à la police et aux forces de sécurité de prendre des mesures "*plus efficaces, plus dures, plus cruelles*" pour combattre "*la vermine*" responsable des attaques terroristes qui ont fait 39 morts lundi à Moscou. (AP 01.04)

Le 3 avril

Mes articles de fin mars sont à nouveau disponible au téléchargement, j'avais fait une erreur lors d'un copier/coller, c'est pratique et rapide mais pas sans risque lorsqu'on ne prend pas la précaution de vérifier qu'on n'a commis aucune erreur, autant pour moi. Personne ne m'a prévenu, c'est sympathique et donne envie de continuer ! Je remercie au passage le camarade P. qui m'a adressé le communiqué de la CGT.

C'est intéressant ce qui se passe à la Sodimatex dans l'Oise, cette usine qui doit fermer et que les ouvriers veulent faire sauter. Ils s'inspirent de ce qui s'est passé dans d'autres usines du pays, ils en ont entendu parlé par les médias plus que par les partis ouvriers qui se sont empressés d'enterrer ce genre d'expérience en affirmant qu'il s'agissait d'actes isolés de désespoir au lieu de populariser ce genre d'action qui un jour ou l'autre conduira à une véritable explosion sociale, comme s'il la craignait plus qu'il ne la souhaitait. Comment ne pas voir que tous les partis freinent des quatre fers pour empêcher la radicalisation politique des masses. Peut-être voudraient-ils que les travailleurs suivent un schéma préétabli qu'ils ont concocté pour eux, à leur place, sauf que voilà, les choses se passent rarement comme on les avait prévu, encore moins comme on souhaiterait qu'elles se développent. La stratégie du front unique en direction des dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière qu'ils opposent à la radicalisation des masses, est un échec qui ne peut conduire qu'à une impasse politique

Nous savons que le pouvoir en place est dorénavant assis sur une poudrière, qu'est-ce qui servira de détonateur et quand, personne n'en sait rien, alors chacun joue la carte de la prudence, chacun se place en retrait par rapport à la réalité au lieu de la devancer et d'éclairer les masses, se faire traiter de gauchisme est une insulte que nos dirigeants doivent prendre très au sérieux et qu'ils ne supportent pas, surtout quand elle vient de nos ennemis. De notre côté, c'est le signe que nous sommes en phase avec le développement de la lutte de classe et nous n'y voyons aucun inconvénient. Le plus difficile c'est d'avoir toujours une longueur d'avance sur les masse mais pas davantage, ce qui n'est compréhensible que par les militants qui se positionnent par rapport à l'avant-garde du prolétariat.

Nos dirigeants doivent estimer qu'une explosion sociale ne pourra se produire qu'à l'issue ou dans la continuité d'un appel lancé à la mobilisation par le PS et le PCF, or il suffira à un moment donné d'une étincelle pour qu'elle se produise avec ou sans appel de ces partis, ce que nos dirigeants semblent ignorer ou ce dont ils ne veulent pas tenir compte. Dès lors faut-il se positionner dans cette perspective et pour ainsi dire faire en sorte de précipiter les événements ou au contraire faut-il s'en remettre indéfiniment au bon vouloir des dirigeants traitres de ces partis qui ont déjà les yeux rivés vers 2012 ?

Notre priorité étant de construire le parti et de préparer les conditions nécessaires à la prise du pouvoir par le prolétariat, une explosion sociale agirait comme un formidable accélérateur de la lutte de classe et de la radicalisation politique des masses, qui favoriserait à la fois leur organisation indépendante des appareils pourris du mouvement ouvrier et nourrirait la crise politique ouverte pouvant déboucher sur l'ouverture d'une situation révolutionnaire, et se traduirait par la construction du parti.

La question est donc de savoir dans quelle condition comptons-nous affronter directement le régime et dans quelle condition comptons-nous construire le parti, dans quelle perspective politique. Ce devrait être les réponses que l'on entend donner à ces deux questions qui devraient déterminer notre stratégie.

L'explosion sociale que nous avons en ligne de mire ne constitue pas en soi un objectif, une explosion sociale sans lendemain ou totalement désarmée ou sans orientation précise ne nous intéresse pas, son déclenchement dépendra de la maturité des conditions objectives qui pousseront à bout les travailleurs, si nous voulons qu'elle intervienne dans les meilleures conditions possibles, nous devons tout faire pour organiser et entraîner un maximum de travailleurs et militants au combat, sur ce plan-là à l'heure actuelle, seul le POI propose un cadre sérieux pour tenter de regrouper militants et travailleurs, même si nous ne sommes pas d'accord sur son orientation politique, par exemple quand il s'adresse à M. Aubry (à lire dans le dernier IO), notre devoir est de participer aux comités qu'il construit avec des militants d'autres partis, à moins qu'on préfère gueuler dans un mégaphone ou refaire le monde entre militants convaincus, ce qui ne sert strictement à rien.

Des militants de différents partis expliquent qu'il faut se battre pour réaliser l'unité et quand un parti leur propose ils rejettent sa proposition, un peu de cohérence camarades, faites la part des choses, qu'est-ce qui est le plus important, votre ressentiment envers le POI pour des raisons diverses à tort ou à raison, ou de se regrouper pour préparer la classe au combat de demain.

Quelques infos en bref.

Ils veulent nous piller, sceller notre sort à la barbarie capitaliste.

Copé propose plutôt de modifier la Constitution en rendant obligatoire la réduction des dépenses de l'Etat et de la Sécurité sociale, avec «*un objectif contraignant*».

Pour les collectivité locales, l'énarque suggère de se tourner vers le modèle espagnol, reposant sur une «*norme d'évolution des dépenses avec un bonus-malus à la clef en matière de dotation de l'Etat, selon le respect ou non de l'objectif*».

Il faut néanmoins rendre plus cohérent le système fiscal français. Notamment en fusionnant impôts sur le revenu et CSG-CRDS : Pour Jean-François Copé, cette initiative serait simplement logique, car le premier «*n'est payé que par la moitié des contribuables*» alors que la CSG-CRDS «*sont acquittées par tous*».

En outre, il propose de fusionner les Urssaf (Union de Recouvrement pour la Sécurité Sociale et les Allocations Familiales), ces organismes parapublics chargés de la collecte des cotisation sociales, et l'administration fiscale, afin de mettre en place une retenue à la source, c'est-à-dire un prélèvement complet et direct sur les fiches de paie. (JDF 02.04)

Pendant que le chômage continue de grimper.

Le nombre annuel d'heures supplémentaires dans les entreprises de dix salariés ou plus est en hausse de 5,7% en 2009, par rapport à l'année précédente, selon l'enquête trimestrielle "Activité et conditions d'emploi de la main d'oeuvre (ACEMO)", communiquée vendredi par les ministères de l'Economie et du Travail. Lire la suite l'article

Au quatrième trimestre 2009, le nombre moyen d'heures supplémentaires par salarié à temps complet, déclarées par les entreprises, est de 10,5 heures par rapport au quatrième trimestre 2008. Il croît de 16,7% entre le troisième et le quatrième trimestre 2009. (AP 02.04)

Etats-Unis.

L'économie américaine a créé 162.000 emplois le mois dernier avec un taux de chômage stable pour le troisième mois consécutif, à 9,7% de la population active, selon les chiffres publiés vendredi par le département du Travail.

Un mesure plus large du nombre de chômeurs, incluant les salariés en marge de la population active et ceux contraints au temps partiel pour des raisons économiques, donne un taux de chômage de 16,9% en légère hausse par rapport au taux de 16,8% pour février.

Le mois dernier, environ 44% des chômeurs étaient sans emplois depuis 27 semaines ou plus. (Reuters 02.04)

Le 4 avril

Pas le temps ni l'envie de causer. Encore merci au camarade qui m'a adressé la déclaration de Jean Lévy. Dommage que vous ne soyez pas plus nombreux à m'envoyer des courriels.

Bon dimanche et bon lundi.

Parole d'internautes sur le site lepost.fr à propos d'un article *Plus tu gagnes, moins tu payes d'impôts*.

1- "Pour les profits la France est devenue un paradis fiscal!Il y a déjà deux ans que les plus riches payent peu d'impôts,et c'est bien pour ça que celui ci s'alourdit pour les autres les 1% les plus riches représentent 40% du patrimoine national

Les 10% les plus riches 70% du patrimoine

Et les 90% qui restent se partage très inéquitablement le reste.

Les 10% les plus pauvres se répartissent 1% du patrimoine! INSEE.

Et les 10% les plus riches représentent entre 1 et 2% du budget de la nation!

Comme quoi en cherchant un peu on arrive à trouver une partie de la vérité et non pas celle qui est dite par les merdias et les ministres.

Il faut rappeler la déclaration de Woerth pour la taxation des indemnités accidents du travail,alors que ces accidents sont 100 moins indemnisé que les accidents de la route:"la taxation des indemnités accidents du travail est une question d'équité"

Les plus riches arrivent à ne plus payer d'impôts entre le bouclier fiscal et les niches fiscales!

Et l'inégalité continue ailleurs

Le taux réel d'imposition des entreprises est de 30% pour les moins de 9 salariés,13% pour les plus de 2000 salariés et 8% pour le CAC 40!

Sans compter tous ce qui existe en matière de R&D au point que Martha Heitzman vice présidente d'Air liquide"la France est un paradis fiscal pour le R&D",ainsi que le cabinet d'avocat fiscalistes Picosshi :"la France est un paradis fiscal pour les entrepreneurs étrangers"

Poursuivis par le Figaro du 2 février 2009 qui s'interroge:"la France paradis fiscal pour les Suisses?"

Les temps changent!le dispositif pour le R&D est vraiment une arnaque sans contrôle dont les R&D n'ont jamais bénéficié!

Et pas que la ! Merci l'INSEE !

Sachez que 150 millionnaires ne payent aucun impôt! "

2- "On ne peut gagner de l'argent honnêtement sur une politique du court terme. Et pourtant, par certaines niches fiscales tu peus obtenir une rentabilité immédiate de 25% du capital investi juste par réduction d'impôt. Et le pire, c'est que l'investissement en contre partie comme ton exemple de poîle à bois peut se faire hors de France comme mon exemple d'éolienne.

Un exemple chiffré pour ceux qui ne m'ont pas compris.

Je dois payer 1000€d'impôts sur le revenu.

Je place 4000€dans un fond d'investissement pour le développement des éoliennes en Grèce.

Je bénéficie d'une diminution d'impôts de 1000€

Résultat : Je n'ai pas d'impôts sur le revenu à payer, j'ai placé 4000€au bénéfice de l'étranger mais au détriment des finances publiques qui m'ont donné 25% de rendement immédiat pour mon geste citoyen. Mes 4000€vont me rapporté des intérêts hors impôts et à la sorti, je récupère mon capital.

C'est pas beau la vie !"

Extrait du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels plus que jamais d'actualité un siècle et demi après sa parution :

Le capitalisme conduit à l'accumulation de la richesse entre les mains d'une infime minorité d'exploiteurs et à l'accroissement de la pauvreté pour l'immense majorité de la population. Ce qui est moins visible à l'échelle d'un seul pays pour ceux qui ne sont pas directement concernés et peuvent toujours le nier, saute aux yeux à l'échelle mondial et ne peut plus être nier.

"*Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.* (...)

La survie du capitalisme n'est plus *compatible avec celle de la société*, c'est l'idée qui est en train de germer dans la tête de millions de travailleurs et jeunes en France et à travers le monde, faisons en sorte qu'ils en tirent les conséquences qui s'imposent : abolition du capitalisme et de ses institutions politiques, prenons le pouvoir pour construire une société meilleure, prenons en mains notre destin.

Le *Manifeste* établissait les étapes qui conduiront le prolétariat au pouvoir.

"*Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.* "

Organisons-nous, organisons la classe, renversons le régime en place, prenons le pouvoir politique... Quel parti a le courage, l'audace de combattre ouvertement dans cette perspective ? Les inégalités et les injustices qui atteignent des sommets n'ont-elles pas été à l'origine de la dernière révolution en date en France ? N'était-ce pas notamment pour cette raison que la bourgeoisie renversa l'Ancien régime en faisant sa révolution ? C'est à notre tour de renverser le régime en place et de faire notre révolution. C'est à notre tour de prendre tout le pouvoir.

A bas Sarkozy et son gouvernement, à bas le Medef, les banquiers et les capitalistes, à bas les institutions de la Ve République des capitalistes ! Organisons-nous dans la perspective de constituer une société meilleure, en avant vers le socialisme ! L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes !

Pour axer le combat contre Sarkozy et les institutions je pense avoir trouvé la bonne formule en précisant que Sarkozy est le président de la Bourse, du CAC 40, des milliardaires, des capitalistes, et si les travailleurs se mettent à haïr tout ce qui représente le capitalisme, en qualifiant les institutions de capitalistes on leur fixe l'objectif politique vers lequel leur haine doit se focaliser pour finalement les renverser. On

ne peut pas prétendre faire de la politique, militer, se prétendre révolutionnaire, marxiste ou je ne sais quoi encore, sans proposer une issue ou perspective politique au prolétariat, ce ne serait pas sérieux.

Retraites.

1- Le ministre du Travail, Eric Woerth, a annoncé ce vendredi qu'il lancerait la concertation avec les syndicats et le patronat le 12 avril au sujet de la réforme des retraites.

Eric Woerth a écrit aux «*responsables des organisations syndicales et professionnelles représentatives au plan national et interprofessionnel pour les convier à une première série de réunions bilatérales sur les retraites*», indique le communiqué du ministère.

Ces réunions aborderont «*les objectifs*» de la réforme des retraites et «*la méthode de concertation*». (20minutes.fr 03.04)

2- La quasi totalité des Français se déclare défavorable à une diminution du niveau des retraites et ils sont deux sur trois à être opposés au recul de l'âge de départ à la retraite au-delà de 60 ans, selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest-France.

Les personnes interrogées se déclarent également hostiles au recul de l'âge de la retraite au-delà de 60 ans (67%), ainsi qu'à un allongement de la durée de cotisation (62%). Elles sont également largement opposées (74%) à une augmentation des cotisations sociales. (libération.fr et AFP 03.04)

Quelle est la signification de la participation des dirigeants syndicaux à cette "*concertation*" ? Légitimer Sarkozy, donc légitimer ses contre-réformes dont celle sur les retraites. Dès lors : A bas tous les participants à cette funeste mascarade, à bas les dirigeants syndicaux complices de Sarkzoy pour démolir nos retraites, les véritables fossoyeurs du syndicalisme ouvrier à la solde du capital !

Camarades un peu de sérieux, est-ce vous imaginez un seul instant que Marx, Engels, Lénine ou Trotsky aurait pu accepter de discuter avec des représentants du capital du sort du prolétariat ? Alors messieurs dites-nous à quel sauce vous êtes prêts à le manger aujourd'hui ? Impensable, grotesque ! Jamais !

On a oublié après 60 ans de collaboration de classes ininterrompue et de compromis pourris passés avec les staliniens ou les réformistes ou encore des anarcho-syndicalistes, que notre combat devait se dérouler classe contre classe, qu'il était impossible pour nous de nous situer sur le même terrain que les représentants du capitalisme, et que le seul fait en apparence insignifiant de déroger à ce principe en acceptant de discuter avec eux autour d'une table, revenait à franchir la limite qui sépare les deux camps ennemis en présence, constituait déjà une trahison. Transiger sur ce principe et l'on est mort politiquement pour la cause que l'on prétend défendre.

Le programme de l'UMP ? Non, le projet du PS pour 2007, pardon, pour 2012 !

Afin de "*fixer un cap*" pour le projet de la gauche pour 2012, le PS organisera de mai à décembre quatre conventions ("*nouveau modèle de developpement*", la rénovation, l'international et "*l'égalité réelle*"), qui seront autant de "*moments où une ligne politique est définie*". "*Nous ne sommes pas en train de faire le programme du candidat*", a indiqué Martine Aubry dans un entretien diffusé sur le site Mediapart.fr.

"*L'essentiel, pour nous tous, c'est bien de porter un autre modèle de société: un autre modèle de développement, économique, social et durable, mais aussi un autre rapport des individus entre eux et avec le collectif*", a expliqué Mme Aubry, appelant de ses voeux un "*passage du matérialisme et du 'tout-avoir' à une société du bien-être*".

La première secrétaire du PS a ainsi souhaité que ce projet permette de penser "*une autre distribution des richesses*", qui passerait notamment par "*une grande réforme fiscale*" et une "*réflexion globale*" sur les retraites, qui "*n'exclut pas de prendre des décisions fortes*". Elle a également évoqué l'idée "*d'un temps de travail tout au long de la vie*", pour une plus grande flexibilité de l'emploi et des carrières. (AP 03.04)

La dernière phrase (et le reste) ne vous fait-elle pas penser au programme de Sarkozy-Parisot-Chérèque-Thibault ? Quelle "*égalité réelle*" peut-il exister entre un patron qui perçoit des millions d'euros par an et un ouvrier payé à peine le Smic quand il n'est pas au chômage ?

Elle évoque le "*collectif*" pour immédiatement le sabrer au profit des "*individus*" en précisant qu'il fallait effectuer un "*passage du matérialisme et du 'tout-avoir' à une société du bien-être*", bien-être qui ne sera pas partagé puisqu'elle a oublié de le rajouter, on comprendra immédiatement pourquoi.

Elle a fait un clin d'oeil aux écologistes qui réclament des sacrifices de la part de l'ensemble de la population qui serait responsable de l'état déplorable de notre planète, qui consomme trop, beaucoup trop de tout, du travailleur pauvre réduit à vivre dans les bois au patron milliardaire qui se prélasse dans son château, donc sans distinction de classes, tous coupables quoi, bref si la terre est pourrie c'est à force de "*tout avoir*", c'est la faute du matérialisme pour ne pas dire du productivisme que j'interprète comme l'annonce de temps encore plus difficiles, de privations et de frustrations supplémentaires en tous genres pour la classe ouvrière, que le PS et ses alliés sont prêts à mettre

en oeuvre pour assurer la survie du capitalisme.

On a parfaitement compris le message qui consiste à dire que l'on ne peut pas "*tout avoir*" et le "*bien-être*" en même temps, sauf si l'on appartient aux classes dominantes, qui évidemment ne sont prêts à partager ni l'un ni l'autre avec la plèbe qui manque un peu plus chaque jour de tout ! N'appellerait-on pas cela la dictature du capital par hasard ?

Conclusion : Tout un programme... réactionnaire ! Le PS se place résolument dans le camp des capitalistes, alors à bas le PS, aucun compromis avec ce parti bourgeois ! Au fait, le POI espère quoi au juste en adressant une lettre à M. Aubry ? Qu'elle mette en sourdine ses réelles intentions pour mieux tromper les travailleurs et qu'un candidat du PS soit élu en 2012, qu'elle change de programme, de camp ?

Le bout du goupillon. Spermateus sanctus, amen !

La comparaison faite vendredi par le prédicateur attitré du Vatican entre les attaques contre le pape Benoît XVI au sujet des scandales de pédophilie et les pratiques de l'antisémitisme a suscité une levée de boucliers parmi les organisations juives dans le monde.

"*Obscènes*", "*répugnants*" ou "*offensants*" sont les qualificatifs qui reviennent le plus souvent dans les réactions des organisations juives mondiales après les propos du père Cantalamessa, dont le porte-parole du Vatican, le père Federico Lombardi, a été amené à se dissocier.

"*Comment peut-on comparer la culpabilité collective imputée aux Juifs, qui a causé la mort de dizaines de millions de personnes innocentes, aux auteurs qui abusent de leur droit et de leur vocation en se livrant à des abus sur des enfants?*" s'est interrogé le rabbin Marvin Hier, du centre Simon Wiensenthal.

Les victimes des actes de pédophilie commis par des prêtres ont, eux aussi réagi, avec vivacité aux propos de Cantalamessa et "*sa tentative ridicule de camoufler les crimes de sa hiérarchie derrière les souffrances des Juifs*".

"*Cela montre jusqu'où le pape est capable d'aller pour empêcher la vérité de se faire jour*", a déclaré Peter Isely, porte-parole du réseau des survivants des victimes des abus des prêtres (SNAP). (Reuters 03.04)

Le 5 avril

J'informe le camarade qui m'a envoyé un fichier sur la laïcité qu'il est impossible d'ouvrir ce fichier, s'il peut me le renvoyer.

Pas le temps de causer, on croule Magueswary et moi sous les problèmes et il fait une chaleur à crever. Elle a obtenu un nouveau logement à 50 mètres de l'endroit où elle habitait à Aubagne, elle a déménagé puis elle s'est aperçue qu'il n'y avait ni électricité, ni gaz, ni eau ni évidemment de téléphone, du coup de la nuit de vendredi à celle de lundi elle va dormir sur le sol sur des cartons dans son ancien logement, alors qu'elle n'a jamais été aussi faible depuis son opération. Elle pleurait au téléphone, pour finir par me dire "*il faut vivre, il faut continuer à vivre, quel monde de merde*", à qui le dis-tu ma pauvre Manju.

Elle se bat pour survivre avec deux valves mécaniques installées dans le coeur qui n'arrêtent pas leur tic-tac et qui lui rappellent à chaque instant que sa vie ne tient pas à grand chose. Selon son état de fatique on peut l'entendre sans même poser l'oreille sur son coeur, c'est terrible comme impression. Mais le pire encore, c'est quand on ne l'entend pas, on craint toujours qu'il s'arrête subitement. C'est à devenir dingue et je comprends qu'elle pète parfois les plombs, surtout quand les médecins lui répondent qu'ils sont impuissants à réduire les souffrances qu'elles endurent en permanence, il en faut du courage pour affronter l'adversité de la société, elle se demande souvent pourquoi elle continue de vivre, cela n'a pas de sens, finalement c'est leur société pourrie qui fait en sorte que ne notre vie n'ait pas de sens...

Après cela on relativise beaucoup de choses, cela aide aussi à faire la part des choses, nos petites préoccupations quotidiennes nous semblent bien médiocres à côté, on en a presque honte, on s'excuserait presque du peu qu'on a par rapport à ceux qui en ont encore moins, il faut se faire violence pour ne pas s'en prendre indistinctement à tous ceux qui s'en foutent ou trouvent toujours un moyen pour se donner bonne conscience. Se déclarer heureux est d'un mauvais goût, une insulte à la dignité humaine, même si quelques instants il faut bien oublier tous les malheurs du monde pour souffler un peu... La misère humaine est insupportable mais elle ne doit pas nous aveugler non plus. La vie est un combat, une lutte permanente, essayons d'en être digne, ne lachons pas prise, jamais.

Bonne semaine à tous, camarades, je vous souhaite tout le meilleur à l'occasion, nous vaincrons.

L'épileptique du Palais manque singulièrement d'humour. Un dictateur aux abois.

1- Un gendarme qui témoignait de sa solidarité à un collègue radié, au moyen d'un poème montrant de l'ironie contre Nicolas Sarkozy, a été suspendu par sa hiérarchie, apprend-on à la Direction générale de la gendarmerie.

"*Aujourd'hui, Sainte Geneviève saigne et pleure, je sens bien ses larmes chaudes sous mon képi, comme si sur moi Sarkozy faisait son pipi*" pouvait-on lire dans un poème de cet adjudant en poste dans la région Centre, qui entendait ainsi exprimer son soutien à l'officier Jean-Hugues Matelly, radié de la gendarmerie en mars pour "*manquement à l'obligation de réserve*" après avoir publié un article critiquant le rapprochement police-gendarmerie en sa qualité de chercheur au CNRS.

Le poème pourrait constituer une grave entorse aux règles de ce corps d'armée, estime la direction de la gendarmerie. "*Une mesure de suspension a été prise pour une durée non précisée, l'enquête de commandement n'en étant qu'à ses débuts*", a dit le porte-parole.

"*L'enquête porte sur des propos particulièrement offensants pour le président de la République*", a-t-il ajouté. (Reuters 04.03)

Soulageons-nous ! Franchement, qui n'a pas envie de lui pisser dessus et bien pire encore, je parle de Sarkozy ?

2- La justice française a été saisie d'une plainte visant à déterminer l'origine des rumeurs sur de supposés problèmes dans le couple présidentiel, qui ont fait le tour du monde et provoqué la colère de l'Elysée.

C'est le *Journal du dimanche*, lui-même relais via son site internet mi-mars de ces rumeurs, qui a déposé plainte pour "*introduction frauduleuse de données dans un système informatique*", a révélé le Nouvelobs.com ce week-end.

Une enquête préliminaire de police a été ouverte par le parquet de Paris.

"*Maintenant, ça suffit les conneries de la part de tous ceux qui colportent ça. Ça dépasse l'entendement ! Le fait que ça se retrouve sur un site comme celui du JDD, ça dépasse le stade de la rumeur. C'est inadmissible*", a dit dimanche le conseiller du chef de l'Etat, Pierre Charron, sur le site Rue89.

Selon le *Journal du dimanche*, l'Elysée a mandaté les services de renseignement pour identifier l'origine des rumeurs, ce qui aurait abouti à soupçonner l'ancienne ministre de la Justice Rachida Dati.

Cette accusation serait selon le journal à l'origine de la décision de retirer le 14 mars à Rachida Dati l'escorte de quatre policiers et la voiture officielle dont elle bénéficiait, décision confirmée par le ministère de l'Intérieur mais imputée à un programme plus général sur ces avantages.

Le conseiller du président Pierre Charron souhaite que la police fasse la lumière. "*Pour que la peur change de camp, il fallait qu'il y ait une procédure judiciaire. Maintenant, on va voir s'il n'y a pas une espèce de complot organisé, avec des mouvements financiers, pourquoi pas*", dit-il à Rue89.

Le spécialiste Jean-Noël Kapferer soutient que les rumeurs sont, sauf exception, une production sociale spontanée, sans stratégie particulière, similaire à celle des histoires drôles. (Reuters 04.03)

Une nouvelle affaire Clearstream serait la bienvenue au moment où le flic-président est au plus bas dans les sondages, son homme de main le suggère, les RG pourraient arranger cela, ils ont l'habitude. La crainte du complot l'agite, qui a dit qu'il était un exité du bocal, un cas pathologique désespéré ? On aurait pu titrer : quand la psychose s'empare du Palais. Dati n'aurait pas digéré de ne pas avoir été choisie par le nabot pour remplacer son ex, lui avait-il fait des avances, voire plus, il faut dire qu'il aurait fait un couple d'enfer, à peu près de la même taille, mais le parvenu avait apparemment d'autres ambitions en épousant une riche héritière italienne, décidément, même avec les femmes il est médiocre.

Voilà camarades de quoi nous mettre de bonne humeur en ce début de semaine, on en a bien besoin par ces temps difficiles.

L'épileptique du Palais récompense sa cour.

L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a salué ironiquement la promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur du procureur de Paris Jean-Claude Marin, qui avait requis sans succès sa condamnation dans l'affaire Clearstream.

Il a mentionné également Patrick Ouart, ancien conseiller pour la justice de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, lui aussi bénéficiaire d'une décoration, selon l'ex-Premier ministre. (Reuters 04.03)

Quand de Villepin rêve d'un retour au gaullisme.

Le président de la République doit "*être quelqu'un qui fait la synthèse d'un certain nombre de positions qui paraissent à première vue difficilement conciliables*" et "*a pour première tâche de rassembler*" la droite et de la gauche "*sur des sujets essentiels*", a estimé dimanche soir l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, jugeant que ce n'était pas le cas avec Nicolas Sarkozy.

"*Nous avons tous fait des efforts, nous avons constaté les limites de nos politiques respectives. Aujourd'hui, il y a une synthèse possible*", a-t-il martelé, appelant à construire "*des forces politiques capables d'appuyer dans la durée un effort long*".

L'ancien Premier ministre s'est ainsi interrogé sur la possibilité que "*droite et gauche se mettent d'accord*" sur "*des sujets essentiels*" comme "*une politique de sécurité intelligente*", une politique de réduction des déficits et une réforme des retraites notamment.

Selon lui, ce qui lui "*pose problème, c'est le déséquilibre institutionnel qui rend la politique aujourd'hui inefficace. Si on se pose la question 'pourquoi avons-nous tant de réformes et si peu de résultats?', il y a une raison assez simple à cela, c'est que le déséquilibre des institutions, la mise en avant d'un président de la République coupé de son gouvernement et coupé de l'Etat ne lui permet pas de faire appliquer ses réformes comme il le souhaiterait*". (AP 04.03)

De Gaulle, Pompidou et Chirac ont pris certaines mesures sociales ou politiques qui faisaient partie du programme de la gauche institutionnelle coupant ainsi l'herbe sous le pied à cette gauche inféodée au régime qui n'avait rien d'autre à proposer, ce qui leur a permis de se présenter comme les présidents de tous les Français et d'assurer une certaine stabilité sociale et politique, pour être bref.

Sauf qu'on a changé d'époque, la crise du capitalisme à l'échelle mondiale est passée par là et c'est plus de deux milliards d'habitants qui sont aujourd'hui exclus du marché, exclus de la consommation et que le capitalisme doit nourrir à défaut d'être nourri par eux ou de les laisser crever ou encore d'en faire de la chaire à canons, tandis que la majorité de la population restant s'est appauvrie, elle est endettée et consomme moins, le chômage et la crainte du lendemain font des ravages sur l'économie capitaliste. A l'autre pôle, le nombre de milliardaires ou millionnaires n'a cessé d'augmenter tout en demeurant une infime minorité par rapport à la population, ils concentrent à eux seuls toutes les richesses, ce sont eux qui détiennent le pouvoir, la concurrence est plus féroce que jamais entre capitalistes à l'échelle de la planète, face à eux un gouvernement ne pèse pas lourd comme on vient de le voir en Grèce.

Dès lors, constatant que tous les gouvernements mènent la même politique, le discours de de Villepin est un coup de bluff dans la mesure où sa marge de manoeuvre sera limitée par le pouvoir acquis par l'aristocratie financière. Tout au plus il pourrait être tenté de favoriser certains secteurs du prolétariat sur d'autres comme l'avaient fait tous les prédécesseurs de Sarkozy au lieu de s'en prendre simultanément à toutes les couches exploitées, faudrait-il encore que la Bourse lui accorde un certain répit, sauf que dans l'état actuel du pays avec un endettement de 1.500 milliards d'euros, on ne voit pas très bien qui pourraient régler la note de ce rééquilibrage politique en faveur de l'aristocratie ouvrière, des intellectuels et de la petite-bourgeoisie pour asseoir son pouvoir au cas où il se présenterait et serait élu, la lutte de classe continuant son travail de sape du capitalisme.

Le fait qu'il envisage que "*droite et gauche se mettent d'accord*" sur "*des sujets essentiels*" montre qu'il ne pourra pas recourir à la méthode utilisée par les prédécesseurs de Sarkozy pour gouverner, et qu'en échange de concessions accordées à certains, il devra bien continuer de s'en prendre à tous nos acquis ou droits sociaux, ce qui ne fera qu'aggraver encore plus les inégalités. J'interprète le recours à de Villepin comme planche (pourrie) de salut pour le capital, comme une opération politique consistant à se concilier certaines couches de la société pour finalement appliquer le même programme que Sarkozy, couches qui font actuellement défaut à Sarkozy, et qui de ce fait représentent un réel danger politique pour la stabilité du régime, l'alliance du prolétariat et de la majorité de la petite-bourgeoisie demeurant le pire scénario. (A suivre)

Le PS tel qu'il est ou quand le PS rime avec capital.

1- Vous avez voté PS aux dernières élections régionales : 11,5% d'augmentation des impôts locaux en Charente-Maritime !

Le président du conseil général de Charente-Maritime, Dominique Bussereau, va proposer une hausse exceptionnelle de la fiscalité de 6% pour 2010 pour faire face au coût de la tempête Xynthia, a-t-on appris dimanche auprès du premier vice-président, Jean-Louis Frot. Cette proposition a été évoquée lors d'une réunion de la commission permanente du conseil général et doit faire l'objet d'un vote le 16 avril.

Cette augmentation, si elle était adoptée, s'ajouterait à la hausse de 5,5% déjà inscrite dans le budget primitif 2010 voté en décembre. (20minutes.fr 04.03)

On ne peut pas financer la guerre en Afghanistan et permettre chaque jour aux plus riches de s'enrichir encore et encore et financer les conséquences de cette tempête, l'Etat doit procéder à des choix, il a ses priorités, c'est normal quoi. Gageons que les victimes qui ont tout perdu paieront également cet impôt inique, pas de favoritisme...

2- Pour combattre les inégalités, supprimons l'impôt sur la fortune !

Manuel Valls a dit dimanche sur France-5 : "*Il faut aujourd'hui supprimer l'impôt sur la fortune qui n'est pas performant sur le plan des recettes*", "*Il faut être capable de s'adapter, intégrer le fait que nous sommes en temps de crise, que le capital est évidemment beaucoup plus volatile*".

Pour ne pas être en reste, il a ajouté qu'il "*faut évidemment supprimer le bouclier fiscal*", qui est selon lui "*la marque d'une politique*

profondément injuste sur le plan fiscal", mais qu'il faut en contrepartie "*créer une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu*". (AP 04.03)

Une bonne nouvelle.

L'économie mondiale n'est "*pas sortie d'affaire*", déclare le directeur général du Fonds monétaire international Dominique Strauss-Kahn.

"*On observe une reprise de la croissance un peu partout, mais presque partout, les chiffres de la croissance sont liés au soutien public et la demande privée reste plutôt faible et insuffisante*", a-t-il dit. (Reuters 04.03)

Autrement dit, les banquiers et autres spéculateurs de la finance vont continuer à bénéficier d'argent frais à moindre coût pour faire leurs petites affaires et s'en mettre plein les poches, tandis que la crise et le chômage plombent la consommation et ne permettent pas un redécollage de l'économie capitaliste. Spéculer sur le dos de l'Etat rapporte finalement davantage tout en étant couvert, que d'octroyer des crédits à la consommation à une multitude d'emprunteurs dont la solvabilité est aléatoire, quand ils ne sont pas déjà endettés jusqu'au cou. On règlera nos comptes lorsque la bulle qui est en train de se former éclatera.

Etats-Unis. Une démocratie ?

Une écolière new-yorkaise de 12 ans qui a été arrêtée et menottée pour avoir gribouillé sur son pupitre a décidé de poursuivre la police en justice.

Les avocats d'Alexa Gonzalez estiment que la police a fait un emploi excessif de la force et bafoué les droits de la jeune fille lors de cet incident, survenu en février dans un collège du quartier de Queens, selon le *Daily News* de samedi.

La mère de l'élève, Moraima Camacho, a expliqué au quotidien que sa fille avait simplement écrit "*j'aime mes amies Abby et Faith*" à l'encre verte lavable, mais que les enseignants s'étaient précipités sur elle et l'avaient traînée dans le bureau du directeur.

Appelés sur les lieux, des policiers ont alors menotté la jeune fille et l'ont emmenée au poste, où elle a été menottée à une barre métallique pendant plus de deux heures, selon la plainte qui vise la police et les services d'éducation.

"*Tout cela a été un cauchemar*", a raconté au journal Moraima Camacho.

La municipalité n'a pu être jointe pour commenter cette information. (Libération.fr et AFP 04.03)

Iran. Pied de nez.

L'Iran a annoncé dimanche qu'il allait organiser une conférence sur le désarmement nucléaire à partir du 17 avril, dans le cadre des efforts déployés par Téhéran pour montrer que les autorités ne cherchent pas à se doter de l'arme nucléaire.

Selon la télévision d'Etat, le principal négociateur iranien en charge du dossier nucléaire, Saïd Jalili, a observé que cette réunion de deux jours, intitulée "*Energie nucléaire pour tous, armes nucléaires pour personne*", suivrait de peu la tenue d'un sommet sur la sécurité nucléaire aux Etats-Unis.

"*L'Iran, en tant que pays soutenant un désarmement global, invite le monde*" à procéder au désarmement et à empêcher la "*prolifération*", a souligné M. Jalili. (AP 04.03)

Le 6 avril

J'informe le camarade qui m'a renvoyé le fichier sur la laïcité que ce fichier est "corrompu" ou incomplet, je l'ai téléchargé deux fois en vain. Je remercie un autre camarade qui m'a envoyé l'article de *Libération* sur l'Afrique du Sud. J'arrête là, ils viennent encore de couper l'électricité, on a de nouveau des coupures qui durent plusieurs heures par jour. Je n'ai pas abandonné mes articles en cours, j'en rajouterai un sur le PG et son projet "*d'union populaire*" avec le PS, Europe écologie, le PCF, etc., pour ne pas dire front populaire, un gros mot ! Le PG a joué le rôle de rabatteur de voix pour le compte du PS aux élections régionales, c'est sa seule raison d'être avec celle de décrocher quelques postes. La suite sans doute demain, passons à notre acteur préféré, vous avez tous devinez de qui il s'agit : le "*mal aimé*" !

Bonne journée camarades.

Ultra-minoritaire, illégitime, discrédité, rejeté, détesté par l'immense majorité de la population, selon Me Thierry Herzog, son client Sarkozy

serait victime d'une "*machination*", d'un "*complot*" précise un de ses conseillers en communication, Pierre Charon, diable ! en réalité ces qualifications s'appliquent à la rumeur qui court d'infidélité à l'intérieur du couple présidentiel. (source : Reuters 05.04) On en est bouleversé !

Une rumeur qui tombe au bon moment en quelque sorte pour resserrer les liens autour de Sarkozy qui serait victime une nouvelle fois d'une horrible cabale après l'affaire Clearstream. Après tout, quand on a à l'esprit les coups les plus tordus qu'ils sont capables d'inventer pour se remettre en selle après une défaite, on peut s'attendre à tout de leur part, non ?

Et puis c'est une occasion qui permet de s'attaquer une fois de plus aux journalistes, de mettre au pas les médias qui se montrent de plus en plus critiques face à la politique dévastatrice de La Talonnette, les médias aux ordres aussi pourris qu'ils soient ne peuvent pas ignorer totalement ou en permanence l'état d'esprit de leurs lecteurs sous peine de les perdre, ils doivent gérer cette contradiction au jour le jour quitte à déplaire au Nabot (la majuscule c'est pour le respect, le minimum quoi, pas pour le grandir !).

Le flic-président est aux abois, il y a le feu en la demeure, des traitres parmi son entourage, à défaut de pouvoir les déloger, il va falloir les surveiller d'encore plus près, ce sera bientôt chose faite en nommant pour ainsi dire un second ministre de l'Intérieur, car un ne suffisait pas à tout contrôler, les faits et gestes de chacun, on se demandera au passage combien de caméras de vidéo-surveillance et de micro espions sont installés à l'Elysée et dans les ministères, dans les appartements des membres du gouvernement, leurs voitures, chez leurs maitresses et j'en passe, j'avoue manquer d'imagination et ne pas pouvoir rivaliser en paranoïa avec l'épileptique du Palais et sa bande de nazillons qui dirigent le pays, il ne faut rien laisser au hasard, le pire ennemi d'un président qui veut tout régimenter et chacun, le président le plus impopulaire de la Ve République.

S'en débarrasser le plus tôt possible nous soulagerait, reste à savoir dans quelles conditions et dans quelle perspective politique. C'est là que les choses se gâtent dans nos rangs, qu'on se divise à l'infini, pour finalement étaler notre impuissance, notre manque de maturité politique, ce qui finalement permet à Sarkozy d'appliquer sa politique antisociale et au régime de se maintenir.

Au mot d'ordre "touchez pas à nos retraites" qui est fédérateur mais limité, pourquoi ne pas ajouter Sarkozy dehors puisque cela semble faire l'unanimité, histoire d'indiquer clairement aux travailleurs que c'est la question de l'Etat et du pouvoir politique qu'ils ont à régler s'ils aspirent véritablement à une vie meilleure pour eux et les générations futures, ce qui est totalement impensable sans envisager de changer les bases économiques de la société et de liquider les institutions dont Sarkozy incarne le sommet, car ce serait une illusion ou un voeu pieux de penser que demain le capitalisme pourrait être en mesure de satisfaire nos besoins ou aspirations quand il s'emploie jour après jour à démontrer exactement le contraire en détruisant tous nos droits sociaux. Le même constat vaut évidemment pour les institutions politiques en place dont l'existence est incompatible avec la remise en cause du capitalisme et l'espoir d'une vie meilleure...

Ce serait aussi un moyen de poser à chacun la question de la nécessité de s'intéresser de plus près à la politique, à notre destin, de sortir honorablement les partis ouvriers du carcan "économiste" (syndicaliste réformiste ou trade-unioniste) dans lequel ils se sont enfermés eux-mêmes sous le prétexte fallacieux du reflux de la mobilisation des masses au cours des dernières décennies, du coup il leur semblerait peut-être moins grotesque de proposer enfin une issue politique au prolétariat.

Sans aller jusqu'à proposer à tous les partis ou organisation d'en finir avec le capitalisme et les institutions, ce ne serait pas sérieux, parce qu'ils ne l'accepteront jamais, on pourrait se mettre d'accord sur le minimum, pas touche à nos retraites et virer Sarkozy, pour le reste ou la suite, à chacun de défendre librement sa politique avec ses propres arguments, le front unique n'étant pas une stratégie mais uniquement une tactique.

Finalement, les questions quoi faire pour sauver nos retraites ou quoi faire pour se débarrasser de Sarkozy appellent une seule et même réponse : s'organiser, rassembler tous les militants ouvriers dans un même combat, dans une même structure, pour un même objectif, (dans le respect) indépendamment de leurs adhésions à des syndicats, partis ou organisations différentes, un tel rassemblement présenterait aussi l'avantage de pouvoir briser le carcan des appareils inféodés au régime, d'enclencher une dynamique susceptible de mobiliser des centaines de milliers de travailleurs ou davantage encore.

On en est encore au stade ou des militants d'horizons divers se rassemblent dans différents partis ou organisations, il faut passer à l'étape suivante le plus vite possible, qui consisterait à unifier tous ces militants et travailleurs dans un seul combat axer sur le même objectif. Si cela s'avérait impossible, nous échouerions infailliblement, il ne faut pas se raconter d'histoire, la responsabilité de cet échec incomberait à tous ceux qui se seraient opposés à un tel rassemblement. Aurons-nous la capacité et la volonté de passer à cette nouvelle étape de la lutte de classe, toute la question est là, le sort du prolétariat que nous avons tous à l'esprit en dépend. En cas d'échec cela ne remettrait pas en cause un des fondements du socialisme, disons que cela repousserait encore à plus tard la chute du régime et le déclenchement de la révolution qui seule portera la classe ouvrière au pouvoir...

L'esprit du colonisateur toujours présent à l'Elysée, le mépris en prime.

Selon une source proche du ministère français de la Défense, la restitution symbolique, le 4 avril à minuit, des bases de l'armée française où stationnent un millier de militaires français, participe du climat des cérémonies du cinquantième anniversaire de l'indépendance sénégalaise, ce week-end à Dakar.

"*C'est un effet d'annonce*" du président sénégalais, a dit cette source lundi à Reuters. "*Entre vendredi et aujourd'hui, il n'y a eu aucun*

changement en dépit du fait qu'on a passé la date du 4 avril minuit".

"*La France est présente à l'invitation du Sénégal, tout cela est régi juridiquement par les accords de 1974 et il n'y a aucun changement*", a-t-on ajouté.

Lors d'une visite à Dakar du ministre français de la Défense Hervé Morin le 19 février dernier, les deux pays étaient convenus de la fermeture prochaine des bases de Dakar.

"*Nous sommes toujours en train de discuter*", a déclaré Abdoulaye Wade dans un entretien au *Journal du Dimanche*. "*Comme cette discussion traîne un peu, j'ai décidé d'annoncer que je saisis l'offre de M. Sarkozy pour reprendre toutes les bases. A partir de ce 4 avril 00h00, ces bases seront sous souveraineté sénégalaise.*"

La France entend cependant maintenir à Dakar ce qu'elle présente comme une "*plate-forme opérationnelle de coopération à vocation régionale*".

"*On passerait d'un format d'un millier d'hommes à environ 200 sur une base unique*", explique-t-on de source proche du ministère français de la Défense. (Reuters 05.04)

Les "*fondamentaux*" de l'UMP ou du FN : le tout sécuritaire sous la direction du flic-président.

Dans un souci d'en revenir aux fondamentaux après l'échec des régionales, Nicolas Sarkozy envisage d'adjoindre un secrétaire d'Etat à la Sécurité publique au ministre de l'Intérieur, écrit lundi France soir.

Selon le quotidien, le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, se verrait adjoindre le préfet de police de Paris Michel Gaudin, lequel serait remplacé par l'actuel directeur général de la police nationale, Frédéric Péchenard.

Bernard Squarcini, le directeur de la Sécurité intérieure, pourrait dans le même temps devenir à l'Elysée, le "M. Sécurité" de Nicolas Sarkozy.

Pour France soir, la création d'un "tandem" au ministère de l'Intérieur, rappelant celui formé par Charles Pasqua et Robert Pandraud en 1986-88, viserait à montrer que la sécurité reste un thème central.

Elle viserait également à montrer qu'il n'y a qu'un seul "patron" dans ce domaine, Nicolas Sarkozy lui-même. (Reuters 05.04)

Afrique du Sud.

Le leader d'extrême droite sud-africain Eugène Terre'Blanche, qui fut un farouche partisan de l'apartheid, a été tué samedi dans sa ferme du nord-ouest.

Agé de 69 ans, le leader du Mouvement de résistance afrikaner (AWB), incarnation de l'opposition blanche à l'abolition de l'ancien régime raciste sud-africain, a été attaqué et tué, apparemment à la suite d'une querelle avec deux de ses employés, selon une porte-parole de la police, Adele Myburgh.

Ancien policier et exploitant agricole, Eugene Terre'Blanche avait fondé l'AWB dans les années 1970. Défenseur de la suprématie blanche, le mouvement était connu pour ses défilés équestres en tenues paramilitaires, et son insigne à trois branches rappelant beaucoup la croix gammée des nazis.

A plusieurs reprises, y compris sous l'apartheid, des membres de ce mouvement ont été condamnés pour détention d'armes et d'explosifs.

Au début des années 1990, les défilés paramilitaires de l'AWB pouvaient réunir plusieurs milliers de personnes, et le groupe se livra à des actions violentes et attentats sporadiques.

M. Terre'Blanche avait été emprisonné en 2001 pour tentative de meurtre, après avoir battu à coups de barre de fer un vigile noir, lui causant des lésions cérébrales irréversibles. En juin 2005, il avait obtenu une remise en liberté conditionnelle pour bonne conduite. (Libération.fr et AFP 04.04)

Une fin un peu trop tardive. Que dire d'autres, que depuis la fin officielle de l'apartheid en 1994 pas grand chose a changé en Afrique du Sud et que la justice se montre particulièrement laxiste envers ce genre d'ordures comparé au sort qu'elle réserve aux criminelles Noirs. Il n'y a plus qu'à espérer que les deux jeunes, âgés de 15 et 21 ans, qui ont été arrêtés et inculpés de meurtre, bénéficieront à leur tour de la clémence de la justice de ce pays.

Après tout, ces jeunes ont grandi dans un pays ou en principe l'apartheid avait disparu, c'est le discours officiel, donc on comprend qu'ils n'aient pas supporté de continuer à être humiliés comme à la triste époque du régime racial de l'apartheid, c'est moi qui avance cet argument, car officiellement ils ont déclaré l'avoir tué parce qu'ils travaillaient à son service et qu'il ne les avait pas payés, ensuite rien ne dit qu'ils aient eu véritablement envie de le tuer, mais plutôt de lui donner une bonne correction.

Le 7 avril

Pas d'électricité, donc j'écourte cette causerie et je ferme l'ordinateur.

Chômage

Le nombre de chômeurs indemnisés a augmenté en février en France de 12,8% sur un an et de 0,2% par rapport à janvier, selon des chiffres publiés mardi par Pôle Emploi.

Fin février, on comptait 2.572.900 chômeurs indemnisés. (Reuters 06.04)

La Seine-Saint-Denis, un département sous tutelle policière.

Le préfet Christian Lambert, actuel directeur de cabinet du préfet de police de Paris, sera nommé mercredi 7 avril en conseil des ministres préfet du département de Seine-Saint-Denis, apprend-on mardi de sources concordantes.

Christian Lambert est un proche de Nicolas Sarkozy qui a notamment arrêté Yvan Colonna en Corse lorsqu'il était le patron du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion, l'unité d'élite de la police). (Lemonde.fr 06.04)

Après la réouverture des bordels, les jeux en ligne pour distraire la galerie... et remplir les caisses de l'Etat.

Le projet de loi sur l'ouverture à la concurrence des jeux d'argent et de hasard sur Internet a été adopté définitivement mardi par les députés à l'occasion d'un vote solennel.

Ce texte, très attendu des opérateurs en ligne, remet en cause le monopole traditionnel de la Française des jeux, du PMU et des casinos en légalisant le poker, les paris sportifs et les paris hippiques sur Internet.

Cependant, après ce vote, le gouvernement doit encore obtenir le feu vert de l'Union européenne, puis l'accord du Conseil d'Etat sur les décrets d'application, voire celui du Conseil constitutionnel s'il était saisi par l'opposition.

Face à une majorité désireuse de proposer aussi vite que possible (avant la Coupe du monde de football) une offre légale et réglementée, l'opposition a dénoncé avec force au cours du débat un "cadeau" fait à une poignée d'opérateurs, présents pour la plupart lors de la "*nuit du Fouquet's*", qui avait suivi l'élection de Nicolas Sarkozy en mai 2007. (AP 06.04)

Totalement insupportable.

1- Le groupe Total a annoncé mardi s'être pourvu en cassation contre sa condamnation la semaine dernière pour "pollution maritime" par la cour d'appel de Paris suite au naufrage de l'Erika en décembre 1999 au large des côtes françaises, a indiqué un porte-parole du groupe à l'Associated Press. (AP 06.04)

Condamné à 375.000 euros d'amende pour "pollution maritime, la multinationale Total qui a engrangé plus de 20 milliards d'euros de bénéfices en 2008-2009 ne veut pas payer cette amende.

2- Le groupe pétrolier Total a été mis en examen le 22 février pour corruption dans une enquête conduite à Paris et visant le programme de l'Onu "pétrole contre nourriture" mis en place entre 1996 et 2003 dans l'Irak de Saddam Hussein. Lire la suite l'article

Cette décision, tenue secrète jusqu'alors, a été rendue publique par la société française dans son rapport annuel et confirmée à Reuters mardi par le parquet de Paris. (Reuters 06.04)

La Scientologie est une organisation criminelle.

1- La Cour de cassation a validé l'arrêt de non-lieu en faveur de membres de l'Eglise de Scientologie mis en examen pour "escroquerie" et

"exercice illégal de la médecine", a-t-on appris, mardi de source judiciaire. La cour a suivi le 30 mars la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris qui avait déclaré irrecevable en mars 2009 l'appel interjeté par une association de victimes, l'UNADFI, dans ce dossier ouvert en 1989. (AP 06.04)

2- Aux Etats-Unis, Marc Headley et son épouse Claire, membres de Sea Organization, le sommet de la hiérarchie de la Scientologie, échappés en 2005 de Golden Era Productions, une propriété fermée de 200 hectares, à environ 150km de Los Angeles, après plusieurs années d'asservissement, affirment avoir été traités en esclaves, contraints de travailler jusqu'à 100 heures par semaine sans véritable rémunération, et menacés de travaux forcés en cas de contestation. Ils demandent des arriérés de salaire qui pourraient au total atteindre 1 million de dollars chacun (740.000 euros).

L'affaire doit être jugée en novembre à Los Angeles.

"Quand vous rejoignez Sea Org, vous vous engagez dans un ordre religieux", souligne Jessica Feschbach, porte-parole de la Scientologie et membre de Sea Org depuis 16 ans. "Vous êtes bénévole. Vous signez un contrat qui dit 'je ne recevrai pas de salaire minimum et je le sais'." Le contrat signé par Marc Headley stipulait en coutre qu'il était ainsi lié pour un milliard d'années à l'organisation. (AP 06.04)

Espagne.

Selon les chiffres du ministère du Travail publiés mardi, il y a eu près de 36.000 demandeurs d'emplois supplémentaires en mars, ce qui porte le nombre de chômeurs à 4,16 millions.

Le taux de chômage espagnol, publié sur une base trimestrielle par l'Institut national des statistiques, s'est élevé à 18,3% sur les trois derniers mois de 2009 et atteindra 19% cette année, selon les prévisions du gouvernement. (Reuters 06.04)

Le 8 avril

Même situation qu'hier, pas d'électricité donc impossible de continuer à bosser, surtout qu'il menace de pleuvoir et que la coupure risque de durer encore plus longtemps.

Un autre camarade d'origine caucasienne apparemment, d'après son prénom et son nom, me demande si je veux bien faire partie de ses amis sur Facebook, mais je ne le connais pas, je ne peux pas devenir l'ami de quelqu'un sans savoir qui il est, il faut qu'il le comprenne et d'autres camarades aussi.

Autre chose très vite, je n'ai même pas le temps de me relire.

Il y a peut-être des camarades qui se posent des questions sur la "*fronde*" des conseillers généraux PS qui fait en réalité plus de bruit qu'autre chose.

Si ce n'est pas les conseils généraux qui feront payer la crise du capitalisme aux contribuables en augmentant les impôts locaux, ce sera directement l'Etat qui s'en chargera. Comment ? C'est très simple, Sarkozy et son gouvernement expliqueront que le fardeau de la dette étant tel qu'en rajouter une louche conduira inévitablement d'une part, à continuer d'appliquer la même politique de démolition des services publics dont le non-remplacement des fonctionnaires partant à la retraite, d'autre part à justifier notamment la contre-réforme des retraites contre laquelle le PS et ses alliés n'entendent pas mobiliser la classe ouvrière pour s'y opposer et le tour est joué, les deux mesures étant approuvées tacitement par les deux partis qui ont comme objectif commun la réduction de la dette de l'Etat.

Ajoutons que pendant ce temps-là, quotidiennement les conseillers régionaux PS continuent de se faire les relais de l'Etat, privatisations des services communaux, subventions aux entreprises privées, non remplacement des agents territoriaux partant à la retraite, etc.

En fait d'opposition à Sarkozy, l'UMP et le PS se renvoient la balle pour savoir lequel des deux doit s'en prendre aux acquis du prolétariat, les deux en réalité, dans les deux cas ce la classe ouvrière le dindon de la farce ou le coq à plumer, ni l'un ni l'autre n'entendant y laisser des plumes pour arriver à leurs fins.

A propos de l'initiative lancée par la Fondation Copernic sur les retraites.

Leur appel est en ligne dans le site, il a été signé par pratiquement tous les partis à l'exception de LO et du POI semble-t-il, et par la plupart des syndicats à l'exception des jaunes.

Le contenu de cet appel est correct, à ceci près qu'il n'exige pas des dirigeants syndicaux qu'ils refusent la "concertation" avec Sarkozy à partir du 12 avril, de plus il ne débouche sur aucune action concrète pour mobiliser l'ensemble des travailleurs.

Finalement cet appel se réduit à un constat et se termine par un étalage de bonnes intentions... sans lendemain comme ce fut le cas avec la privatisation de La Poste.

Cette conclusion que l'on pourrait trouver hâtive est entièrement contenu dans le passage suivant : "*Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers. C'est ce partage qui constitue le tabou à faire sauter, et non l'âge de départ. Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité*", or il est inconcevable à l'heure où le capitalisme mondial est dominé par l'aristocratie financière et où la concurrence est plus féroce que jamais entre les capitalistes à l'échelle internationale, de concevoir un instant que les représentants du capitalisme français pourraient changer d'orientation politique.

Une autre politique est effectivement possible, une politique favorable aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, mais pour la mettre en oeuvre il faudra au préalable que le prolétariat par sa mobilisation révolutionnaire ait renversé les institutions politiques du capital, pour ensuite s'attaquer aux fondements du capitalisme, exproprier les propriétaires et actionnaires des grandes entreprises à commencer par les banques, les institutions financières et les assurances.

Réclamer un autre partage des richesses sans remettre en cause les fondements du capitalisme, revient à ne rien changer du tout, à soulager la misère des uns pour la reporter sur les autres au mieux, autrement dit à plonger dans la précarité ou la pauvreté les travailleurs qui en ont été relativement épargnés jusqu'à présent.

Quelques infos en brefs.

Quand la concurrence fait rage sur le marché mondial.

La croissance économique a connu un coup d'arrêt dans la zone euro au quatrième trimestre, l'investissement s'étant révélé plus faible que prévu, selon les chiffres révisés publiés par Eurostat mercredi, ce qui atteste de la fragilité de la reprise.

Le produit intérieur brut (PIB) des 16 pays utilisant l'euro est resté stable durant les trois derniers mois de 2009 par rapport aux trois mois précédents, alors qu'une croissance de 0,1% avait été annoncée en première estimation.

En variation annuelle, le PIB s'est contracté de 2,2%, soit un peu plus que les 2,1% initialement annoncés.

Seule la croissance des exportations et des stocks a empêché la zone euro de subir une contraction en rythme trimestriel, la contribution de l'Etat et des ménages ayant été nulles. (Reuters 07.04)

Pourquoi investir dans l'industrie sur le long terme, lorsque les banques centrales continuent de vous accorder des prêts à taux zéro ou presque pour continuer à spéculer sur le marché mondial et engranger des profits à court terme, il faudrait être fou pour ne pas en profiter, tel est l'état d'esprit dominant chez les aristocrates de la finance qui dirigent le monde.

Pourquoi investir dans des pays rongés par leurs dettes, alors que d'autres se développent et nous offrent des parts de marché prometteurs pour l'avenir avec à la clé des profits records ? La fuite en avant, quoi.

Etats-Unis.

Dans une déclaration qu'il devait faire à des représentants d'entreprises à Dallas, le président de la Fed, Ben Bernanke, a souligné qu'il n'observait aucun signe de "*redressement soutenu*" sur le marché du logement, notant que les saisies continuaient de croître.

Les problèmes les plus importants concernent le marché du travail. Si les licenciements ont ralenti, les embauches sont "*très faibles*", a remarqué M. Bernanke, ajoutant que le taux de chômage, qui atteint aujourd'hui 9,7%, était toujours proche de ses niveaux les plus élevés.

Les faibles taux d'intérêt devraient contribuer à favoriser le redressement, a jugé le patron de la Fed. Mais la croissance économique ne sera pas assez robuste, selon lui, pour faire baisser rapidement le taux de chômage. (AP 07.04)

Les travailleurs américains sont encore trop payés, ils ont encore trop de droits sociaux...

Le 9 avril

Les deux articles annoncés seront en ligne dans la journée. Pas vraiment le temps de causer.

Plus de 70 policiers indiens tués dans une ambuscade dressée par des insurgés maoïstes dans le centre de l'Inde... Je n'ai lu aucune dépêche à ce sujet, pas intéressant, cela montre à quel point la corruption peut pourrir les cerveaux, au point de ne plus être capable de réfléchir à une situation. Je l'observe et j'en suis la victime quotidiennement en Inde, car c'est l'ensemble de la société qui est ainsi gangrenée.

Tout le monde raconte vraiment n'importe quoi dans ce pays, cela prend des proportions inimaginables que l'on a peine à décrire sous peine de passer pour des menteurs, du coup on est incapable de faire la part du vrai et du faux. Un exemple pour l'illustrer et je vous assure que je n'exagère rien. Une voiture de couleur bleu passe, dix Indiens étaient présents sur les lieux, je peux vous assurer qu'elle va virer du blanc au noir en passant par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, le plus sérieusement du monde.

J'ai reçu plusieurs lettres très officielles, elles émanent directement du gouvernement du Tamil Nadu en personne, il est stipulée que je n'ai pas le droit de revendre mon terrain, etc., et bien vous ne trouverez pas un Indien qui ne vous certifiera pas le contraire à condition de verser un pot de vin à la bonne personne, ce dont je suis en train de m'employer actuellement, j'ai même trouvé deux personnes différentes pour s'en occuper. Le problème maintenant, c'est l'existence de ces lettres qui pourraient faire obstacle à cette procédure, donc à suivre.

Autre chose.

On peut parler de révolution de palais au Kirghizistan, pour autant c'est une grande partie du prolétariat qui s'est soulevé contre le pouvoir corrompu en place parce qu'il est réduit à la misère. En l'absence d'un parti révolutionnaire, il ne fallait pas espérer autre chose.

Avis à ceux qui se borneraient à raconter comme ils l'ont fait à plusieurs reprises dans le passé, qu'il y avait derrière ce soulèvement la main de Moscou ou de Washington et de le réduire à une simple guerre d'influence dans cette région.

La coquille du jour revient à l'agence de presse Lepost.

"*La justice lui reporchait d'avoir où il était poursuivi pour avoir...*" Incompréhensible ! Eux au moins, on est sûr qu'ils ne se relisent pas !

Ainsi va le capitalisme.

- Vaste mouvement de concentration dans l'aérien - lefigaro.fr

- BA et Iberia signent leur accord de fusion tant attendu - Reuters

- US Airways et United Airlines négocieraient une fusion - Reuters

- Avec Daimler, Renault-Nissan passe la vitesse supérieure - Reuters

- Les marchés américains renouent avec les gains - lefigaro.fr

- "Le Cac entre 4250 et 4300 points reste d'actualité" - lefigaro.fr

- La BCE maintient son principal taux directeur à 1% - AP

- Rumeurs de rachat autour de Palm - lefigaro.fr

- Apple a déjà vendu 450.000 iPad - lefigaro.fr

Le mentor de Sarkozy condamné.

La Cour de cassation a confirmé la condamnation à 18 mois de prison avec sursis de l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua pour financement illégal de campagne électorale, abus de confiance et faux lors des élections européennes de 1999.

La décision de la Cour de cassation intervient à onze jours de l'ouverture du procès de Charles Pasqua à la Cour de justice de la République (CJR), le 19 avril, pour trois dossiers de corruption, dont l'affaire visant l'autorisation du casino d'Annemasse, traitée séparément par cette instance.

Devant cette juridiction spéciale visant les actes ministériels, il encourra jusqu'à dix ans de prison pour corruption. Robert Feliciaggi ne pourra témoigner: il a été tué par balles le 10 mars 2006 à Ajaccio, un crime non élucidé.

Le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, est convoqué comme témoin devant la CJR. Il était l'homme de confiance de Charles Pasqua en 1993-1995, aux postes de directeur de cabinet adjoint puis de directeur général de la police.(Reuters 08.04)

Egypte.

Le chef des Antiquités égyptiennes Zahi Hawass s'est associé jeudi à 25 pays dans une campagne destinée à faire pression pour que soient restituées les antiquités égyptiennes volées, menaçant les musées de "rendre leurs vies misérables" si ils refusaient d'accéder à sa demande. (AP 08.04)

Le 10 avril

Pas grand chose à se mettre sous la dent aujourd'hui côté actualité, alors causons un peu. Ici on cuit sous plus de 40°C à l'ombre, sans électricité une partie de la journée. J'attends toujours qu'ils viennent changer le compteur électrique, depuis plus de cinq mois ! Le prix des cigarettes vient d'augmenter de 15%.

Mon épouse Magueswary a encore dormi sur un carton posé à même le sol hier à Aubagne, les agents d'EDF et de GDF n'ont pas trouvé le temps en une semaine de venir lui brancher l'électricité et le gaz, elle s'est mal débrouillée, elle aurait dû sortir sa carte d'invalidité et exiger qu'ils fassent le nécessaire immédiatement, la France est devenue pire que l'Inde par certains aspects.

Il y a en moyenne 60 connections au site par jour, c'est peu. De mon côté je bosse sur le site, de votre côté vous pourriez le faire connaître autour de vous ou sur le Net. Je n'ai rien pu récupérer de mon ancien disque dur, il va me falloir télécharger à nouveau toutes les oeuvres des marxistes et je n'en ai pas le courage en ce moment. J'ai perdu des centaines de notes de lectures qui me rendaient bien service, bref, avec la perte de la quasi-totalité des données qui figuraient sur ce disque dur, c'est pour moi un nouveau tsunami après la perte de ma bibliothèque.

Je me demandais hier quel intérêt pouvait présenter dorénavant un hebdomadaire relayant en grande partie des informations disponibles sur le web en temps réel. En dehors des infos qui ne sont pas relayées par les agences de presse, un journal devrait s'employer à décrypter l'actualité pour rendre son contenu plus accessible aux travailleurs. Il devrait aussi se faire le relais de ce que pense les ouvriers en leur donnant la parole, ainsi chaque lecteur pourrait avoir confirmation qu'il n'est pas le seul à penser tout le mal du gouvernement, des patrons et de leur société, cela contribuerait à rompre leur isolement et les aiderait à prendre confiance en eux, qu'ils ont le nombre avec eux et qu'ils représentent une force formidable, encore faut-il qu'elle soit organisée, c'est la conclusion à laquelle ils pourraient parvenir à l'étape suivante.

Je lisais ce matin que le PS s'attelait à préparer un programme de gouvernement. Et nous, de notre côté, quel programme de gouvernement proposons-nous aux travailleurs ? Aucun. C'est en fait comme si nous n'avions pas de programme du tout à opposer à ceux de nos ennemis. On se fout de ceux qui sont socialistes en parole seulement, mais franchement on fait à peine guère mieux. Non un programme socialisme ne se borne pas à un catalogue de citations extraits des oeuvres des marxistes ou un catalogue de revendications.

Pour être crédible il ne suffit pas de faire étalage des changements que nous apporterions à la société si nous étions au pouvoir, il faut d'une part insister sur leur légitimité, d'autre part, il faut ajouter quelles en seraient les conséquences concrètes pour toutes les classes, pour que ceux à qui il est destiné s'y reconnaissent... Ces précisions sont nécessaires pour que les masses comprennent que le socialisme n'est pas ce qu'elles croient ou ce qu'on leur a expliqué jusqu'à présent, partant du principe qu'elles n'ont pas forcément eu accès à la véritable définition du socialisme. On doit vivre avec notre temps et tenir compte du passé, notamment des ravages causés par le réformisme et le stalinisme. C'est une façon d'y répondre ou de contourner cet obstacle sans être obligé de passer par un rappel historique qui peut embrouiller les esprits ou faire naître un doute sur nos véritables intentions.

S'agissant du journal, je me disais que les ouvriers lisaient plus volontiers *Le Parisien* et les intellectuels *Le Monde*, donc si on voulait vraiment avoir un journal ouvrier destiné aux ouvriers, il devrait être aussi facile à aborder que *Le Parisien* au lieu de s'inspirer du *Monde*.

Bon week-end à tous.

Info en bref.

A la Une du vieux monde.

La fesse cachée de l'Eglise.

- Le futur pape Benoît XVI s'est opposé à la révocation d'un prêtre accusé d'abus sexuels, selon une lettre - AP
- Pédophilie : Benoît XVI à nouveau mis en cause - Le Figaro
- Allemagne: un diocèse signale un cas de pédophilie à la justice - AP

- Nouveaux cas d'abus sexuels au sein de l'Eglise norvégienne - Reuters

Politique spectacle.

- En Grande-Bretagne, un candidat travailliste renvoyé après avoir insulté ses adversaires sur Twitter - Libération.fr
- Comment flinguer une carrière politique en deux heures sur Twitter - 20minutes.fr
- Un diplomate qatari muté hors des Etats-Unis pour ses plaisanteries dans un avion - LeMonde.fr

Tous pourris.

- Canada: le Premier ministre ordonne une enquête sur une ministre - AP
- Le PP espagnol dans des histoires de gros sous - Slate

Piège à cons.

- L'opposition centrafricaine boycottera la présidentielle - LeMonde.fr
- Tunisie: le principal parti de l'opposition légale décide de boycotter les municipales de mai - AP

La prochaine explosion.

- Nétanyahou boycotte le sommet nucléaire américain - Le Figaro
- L'unique centrale électrique de la bande de Gaza à l'arrêt faute de carburant - AP

Heuliez, suite.

La direction d'Heuliez, la Région Poitou-Charentes, où est basée l'entreprise, l'Etat et les syndicats discutent avec «*un fonds américain et un fonds européen qui fait des affaires en Asie*» pour une éventuelle reprise de l'équipementier, a déclaré Emile Brégeon (CFDT).

Selon lui, ces fonds, qui tiennent pour l'heure à rester anonymes, devraient «*prendre leur décision dans les prochains jours*». (libération.fr et AFP 09.04)

Le 11 avril

Je vais préparer un petit article sur ce qui a changé en Inde au cours des 20 dernières années. Lisez mon commentaire sur les médias indiens corrompus en faisant la part des choses, sinon vous risquerez de me prêter une attitude qui n'est pas la mienne, je préfère vous avertir. J'attends justement un de mes beaux-frères avec sa petite famille.

Je n'ai pas eu le temps de commenter l'article *Un salarié sur trois travaille pour une grande entreprise*. Très rapidement, j'en ai tiré la conclusion que s'il n'y avait pas davantage de syndiqués, c'était davantage par ce que les dirigeants syndicaux ne faisaient rien pour, plutôt que l'atomisation du prolétariat qui en serait en partie responsable.

Maintenant il est vrai aussi que le rapport au capitalisme est peut-être moins évident dans les services que l'industrie où un processus dialectique se déroule sous vos yeux. J'ai écrit "peut-être", parce qu'avec la crise du capitalisme qui met en première ligne les banquiers, chacun est davantage amené à se demander ce que rapporte son travail en comparaison avec ce qu'il perçoit comme salaire. Il n'y pas d'emplois inutiles ou qui ne rapporteraient rien aux patrons, chacun peut se faire cette réflexion...

Bon dimanche.

Discours sur la méthode à l'UMP ou l'art de manier la carotte et le bâton.

1- Le président de l'Assemblée, Bernard Accoyer (UMP), a adressé une nouvelle mise en garde à Jean-François Copé. Il accuse ce dernier de semer «*confusion*» et «*ambiguïté*» comme patron des députés UMP, dans un entretien à paraître dans Le Parisien dimanche/Aujourd'hui en France dimanche. (20minutes.fr 10.04)

2- L'ex-Premier ministre Alain Juppé affirme dans un entretien au *Monde* qu'il n'est pas «anti-Sarkozy», mais qu'il n'a «*jamais cru à la rupture*» chère au chef de l'Etat.

Critique également sur le rythme des réformes, il estime aujourd'hui qu'on ne peut pas bousculer «*trop d'habitude à la fois, en coalisant trop de mécontents*». (figarao.fr 10.04)

Les nantis paient trop d'impôts.

54,7% des contribuables ont payé de l'impôt sur leurs revenus de 2007.

Soit 19,7 millions de foyers sur les 36 millions de foyers fiscaux que compte l'Hexagone.

548 000 ménages dont les revenus fiscaux annuels excédaient 97 500 euros ont acquitté 43% du total de l'IR.

Payé par si peu de foyers, l'IR ne rapporte qu'une cinquantaine de milliards d'euros à l'État. C'est très peu comparé aux 125 milliards de la TVA. (Lefigaro 09.04)

Prenez 50 milliards d'euro et divisez-les par 578 000 foyers de nantis qui perçoivent plus de 97 500 euros par an, cela donnerait 91240,87 euros, soit moins d'un mois de revenu. Considérant que ces foyers de privilégiés n'ont acquitté que 43% du total de l'IR, ils n'ont payé au total que la somme de 21, 50 milliards d'euros, ramené par foyer cela donne 39 233,57. Que cette somme soit encore trop élevée pour *Le Figaro* n'étonnera personne.

Ce que ces nantis déclarent et qui sert de base à ce qu'ils vont payer ensuite comme impôt, est déduction faite de tous les privilèges qui leur sont accordés et dont nous ne connaissons pas exactement le montant, tout ce que l'on sait c'est que cette somme se chiffre en dizaines de milliards d'euros, somme que *Le Figaro* préfère taire ici, on comprend. Là nous avons parlé de ceux qui paient des impôts, mais il y a mieux encore, ceux qui parmi les plus riches réussissent par le biais de déductions diverses d'intérêts à ne rien payer du tout.

Ajoutons en aparté les patrons ou les actionnaires du CAC 40 qui font partie de ces 578 000 foyers privilégiés et qui avec tous les abattements et privilèges dont ils bénéficient, paient beaucoup moins de 20% d'impôt sur les bénéfices, certains ont évoqué le chiffre de 8%.

16,4 millions de foyers ont payé 19,5 milliards d'euros, soit 1189 euros par foyer, ce qui pour des millions de travailleurs ou familles représente une saignée importante dans leurs revenus, sachant qu'ils ne peuvent pas bénéficier des avantages qu'offre l'Etat aux classes dominantes et à la petite-bourgeoisie.

Autrefois on disait qu'on ne prêtait qu'aux riches, maintenant il faut ajouter que l'Etat ne fait des cadeaux qu'aux riches. Cette tendance déjà amorcée sous Chirac a été confirmée et renforcée depuis l'arrivée de Sarkozy à la tête de l'Etat.

Maintenant parmi les 45,3% des contribuables qui n'ont pas payé l'impôt sur le revenu, il faut distinguer ceux qui devaient en payer mais se sont débrouillés pour ne pas en payer, et ceux dont les revenus étaient trop faibles pour être imposables et qui constituent l'immense majorité de ces 45,3%, ce qui indique au passage que la paupérisation et les inégalités se sont accentuées en France.

Il faut également distinguer parmi ceux qui paient l'impôt sur le revenu, ceux qui se le font rembourser, l'Etat se montre généreux envers ceux qui ont les bourses suffisamment pleines pour investir dans des biens ou des services.

Par exemple j'achète à crédit un appartement destiné à la location, mes intérêts se montent à 4 000 euros par an, l'Etat me les rembourse, cela tombe bien car mes impôts s'élevaient justement à 4 000 euros. Les locataires paieront mon crédit et l'Etat mes intérêts, ainsi je peux devenir propriétaire de plusieurs logements sans rien débourser, elle n'est pas belle la vie !

Quant à la TVA, c'est l'impôt le plus injuste puisqu'il est payé de la même manière par toutes les classes sociales, à cela Le Figaro ne trouve évidemment rien à redire, le contraire aurait été étonnant, voire suspect.

Le 12 avril

Enfonçons le clou : mobilisation générale pour en finir avec le régime.

Nicolas Sarkozy poursuit sa chute brutale dans les sondages, perdant sept points pour tomber à 31% de satisfaction dans le baromètre politique Metro-Krief Group réalisé par OpinonWay, diffusé dimanche.

Fait nouveau, le chef de l'Etat entraîne son Premier ministre François Fillon, qui perd neuf points à 39%. (Reuters 11.04)

Le second élément est intéressant, il montre que c'est l'ensemble de la politique menée par le gouvernement qui est massivement rejetée,

que l'impopularité ne frappe plus seulement Sarkozy et que son fusible est en partie grillée.

Savoir que les masses ne soutiennent pas le gouvernement ne présente qu'un intérêt limité, si c'est dans l'espoir de le remplacer par un gouvernement qui fera la même politique, cela ne signifierait pas pour autant que la conscience politique des masses ait progressé, or c'est le facteur déterminant qui permettrait d'avancer vers une véritable issue politique à la crise du capitalisme.

Remplacer un gouvernement par un autre n'a jamais constitué un facteur de changement politique, sauf lorsqu'il s'accompagnait d'une mobilisation massive des travailleurs et que cette mobilisation mettait à l'ordre du jour des revendications à même de porter un coup fatal au régime.

Selon différents sondages, 38 à 55% des personnes interrogées seraient prêtes à se mobiliser pour défendre notre droit à la retraite, ce sont des chiffres importants. Cela dit, si une telle mobilisation se concrétisait, faudrait-il encore qu'elle soit orientée correctement pour aboutir à la chute du régime, or personne ne met en avant cet objectif. Au mieux nous conserverions le régime actuel des retraites, au pire cette mobilisation serait conduite dans une impasse et ne permettrait pas d'infliger un échec à Sarkozy. La subordination au capitalisme est si profondément ancrée dans les masses, qu'on ne voit pas comment il serait possible d'envisager une autre alternative, cette fois plus politique, remettant en cause le régime et ses institutions.

Le risque pour le régime, c'est qu'une telle mobilisation ne se termine pas comme les autres fois, qu'une fois le mouvement lancé, soient associées à la question des retraites toute une liste de revendications qui l'amplifierait au point de la rendre incontrôlable, la grève pourrait alors devenir générale sans même avoir été appelée par les syndicats, en prenant une tournure politique contre le capitalisme et ses institutions.

C'est dans cette perspective politique, qui se réalisera demain ou un peu plus tard, que la question de l'organisation des masses prend une dimension toute particulière, à elle seule, elle constitue un début de réponse à la question du pouvoir, à terme elle peut déboucher sur une situation de double pouvoir, ce processus peut s'accélérer et mûrir très rapidement au cours d'une crise révolutionnaire pendant laquelle il sera possible de construire le parti qui incarnera les intérêts du prolétariat avant de prendre le pouvoir en son nom...

Cette perspective politique n'a rien d'utopique quand on a à l'esprit toutes ces années pendant lesquelles jour après jour les masses ont pris connaissance des limites du capitalisme et des conséquences néfastes de sa survie, années pendant lesquelles aussi elles ont appris à prendre leur distance avec le régime, parfois à s'engager dans des associations à caractère social à défaut de rejoindre syndicats ou partis pour combattre certains aspects du capitalisme, si tous ces éléments dispersés n'ont pas encore réussi à forger une solide conviction chez les travailleurs, ils ont servi à préparer le terrain sur lequel elle s'épanouira, il ne manque plus que l'élément déclencheur pour qu'elle s'affirme, ce que pourrait bien être la mobilisation générale pour la défense des retraites.

Restera à donner une orientation politique à cette mobilisation si l'on ne veut pas qu'elle demeure enfermée dans le cadre du capitalisme, c'est là qu'est tout le problème, car à ce jour aucun ou peu de travailleurs n'imagine qu'il existe véritablement une alternative au capitalisme. Maintenant nous savons que le prolétariat peut avancer inconsciemment sur la voie du socialisme, la question sera alors de l'aider à en prendre conscience le plus rapidement possible pour vaincre, d'où la place déterminante et irremplaçable du parti pour le guider vers cet objectif.

Un certain nombre de facteurs peuvent favoriser le mûrissement de la conscience des masses, dont la réaction du gouvernement qui recourra à une répression plus ou moins féroce, ciblée ou aveugle, l'attitude des forces de répression qui peuvent basculer dans le camp des opposants au gouvernement, celle du patronat qui utilisera ou non l'arme du lock out ou des licenciements des militants ouvriers, celle des partis corrompus ou des médias qui soutiennent le régime et ainsi jettent de l'huile sur le feu et finissent finalement de convaincre le prolétariat qu'il est sur la bonne voie, la même remarque s'applique au comportement des différentes institutions qui condamneront le processus révolutionnaire en cours et finiront par concentrer la haine des travailleurs contre le régime.

Au cas où le prolétariat ne parviendrait pas à s'organiser, alors tous ces facteurs joueraient contre lui et il serait voué à la défaite.

On voit bien ici que tout repose sur la capacité des masses à s'organiser et à se donner une nouvelle direction politique, deux tâches qu'elles ont été incapables d'accomplir au cours du siècle qui s'est écoulé. En auront-elles les moyens demain ? La seule raison d'être du militantisme est de les aider à s'en donner les moyens.

Hongrie.

L'opposition de centre-droit (52,8% des suffrages) a remporté le premier tour des élections législatives dimanche en Hongrie en devançant les socialistes au pouvoir (19,3%), mais ce scrutin est surtout marqué par une percée spectaculaire de l'extrême droite xénophobe (16,7% des voix), comme dans d'autres pays d'Europe. Les écologistes de La Politique peut être différente ont obtenu 7,4% des voix.

Le score du PS était également prévisible, la majorité étant accusée d'être responsable de tous les maux économiques alors qu'elle avait été élue avec 43% des voix en 2006.

La participation a été moins forte dimanche qu'au premier tour des précédentes législatives, avec un taux de 64,3% des électeurs inscrits contre 67,8% en 2006. (AP 11.04)

Le 13 avril

On a le droit de remercier le Front syndical de classe qui a réalisé un dossier fort complet et très intéressant sur les retraites, que l'on partage ou non toutes leurs positions.

La situation de mon épouse Magueswary n'a pas évolué depuis 10 jours, ce qui est scandaleux, elle pleurait hier soir au téléphone, complètement exténuée, au bord du désespoir. Elle m'a expliqué qu'il lui restait dans son studio de quoi faire chauffer de l'eau pour faire cuire du riz qu'elle mélangerait avec une boîte de légumes et mangerait ensuite par terre là où elle dort aussi, en ajoutant que c'était comme si elle était à la rue. Ils ne savent pas quelle chance ils ont à la mairie d'Aubagne que je ne sois pas sur place ! Elle voulait aller à la mairie avec un couteau, la pauvre femme, elle n'en peut plus, de mon côté j'enrage. Apparemment l'autre studio où elle a déménagé toutes ses affaires, lit, frigidaire, cuisinière, etc. est insalubre ou inhabitable en l'état, personne ne lui avait dit évidemment, un agent de l'EDF est passé hier, mais quand il a remis le courant les fusibles ont sauté, il est donc reparti, et il y a une fuite d'eau dans la salle de bain et toujours pas de gaz. Pour couronner le tout, son téléphone va être transféré dans la journée, mais ils ont changé son numéro, du coup si elle n'a pas l'électricité aujourd'hui, elle va se retrouver ce soir dans son ancien studio avec le téléphone en moins, alors qu'elle peut avoir un malaise à tout moment. En précision, elle a acheté une carte pour m'appeler d'une cabine publique. Et nous ne devrions pas haïr leur société de merde ?

Si elle n'avait pas absolument besoin d'une adresse en France pour conserver ses droits d'handicapée, elle serait déjà retournée en Inde. Nous verrons par la suite s'il n'est pas possible de remédier à cette situation avec le consulat de France qui proposait de lui verser une petite somme tous les mois.

Magueswary est partie en France parce qu'elle pensait qu'elle pourrait s'y faire soigner mieux qu'en Inde, ce qui n'était pas faux puisqu'elle est encore en vie. Par contre là où elle a tout faux, c'est quand elle s'imagine qu'on pourrait la sauver une nouvelle fois si un jour elle avait un problème avec l'une de ses deux valves cardiaques, elle se fait des illusions, dans son état les médecins refusent depuis quatre ans qu'elle se fasse opérer de la cataracte qui est pourtant une opération bénine, c'est pour dire les risques qu'elle encourrait avec une nouvelle opération du coeur, ce serait la mort assurée, déjà qu'elle avait une chance sur cent de survivre à son opération, je ne lui ai pas dit, je me demande tous les jours si je dois lui dire ou non, si cela continue je vais finir par lui dire en ajoutant qu'elle profite des jours ou des années supplémentaires qui lui sont donnés de vivre sans penser à un éventuel accident...

Passons aux infos en bref.

Docteur : l'imposture n'est pas réformable !

Le sénateur UMP Alain Lambert a jugé lundi qu'à ce jour, Nicolas Sarkozy n'était "*pas le meilleur*" candidat du parti majoritaire pour la présidentielle de 2012, mais qu'il pouvait "*le redevenir, ça ne dépend que de lui*". "*Aujourd'hui, probablement Alain Juppé serait meilleur*".

Estimant que Nicolas Sarkozy n'avait pas "*réussi*" dans la "*réforme*", notamment pour "*une affaire de comportement*" et "*de respect des institutions*", Alain Lambert a critiqué "*un sentiment d'improvisation*", notamment "*dans le cas de la taxe professionnelle*", que le Parlement a dû "*réécrire*", et de la taxe carbone, qui "*a dû être retirée*". "*Le débat ésotérique sur l'identité nationale*" n'était pas non plus nécessaire.

Alain Lambert a critiqué "*un sentiment d'improvisation*", notamment "*dans le cas de la taxe professionnelle*", que le Parlement a dû "*réécrire*", et de la taxe carbone, qui "*a dû être retirée*". "*Le débat ésotérique sur l'identité nationale*" n'était pas non plus nécessaire.

Alors que les électeurs avaient voté pour "*un président du peuple*", ils ont "*le sentiment d'avoir un 'président people'*", a regretté le sénateur, suggérant que Nicolas Sarkozy "*revienne par la porte de l'humilité, par la porte de la simplicité, par la porte de l'écoute, pour comprendre les gens modestes qui ont parfois des difficultés*". "*Il faut qu'il démontre qu'il a de la densité, qu'il a de la tranquillité*", a-t-il ajouté, tout en soulignant l'énergie "éclatante" du président. (AP 12.04)

Le ver était déjà dans le fruit, suite.

1- Qui a dit : "*...soyons francs : sans les médias, Europe Écologie n'aurait pas pu exister*".

Réponse : Cohn-Bendit interrogé par lepoint.fr le 12 avril.

2- D'où viennent les Verts : "*L'idée d'une 'coopérative écologiste' avancée par Daniel Cohn-Bendit est juste quand elle permet de rappeler notre héritage tiré du mouvement autogestionnaire*", selon Mme Duflot dans une lettre publiée lundi sur le site du "Monde". (AP 12.04)

Mouvement autogestionnaire qui est tout sauf une remise en cause du capitalisme, il faut le préciser à l'adresse des camarades qui l'ont semble-t-il oublié, ceux-ci se reconnaîtront. Tendance socialiste utopique pré-marxienne qui réapparaît régulièrement quand le capitalisme est justement menacé dans son existence.

3- La secrétaire nationale des Verts souhaite "*créer un réseau-mouvement*", organisé en "*comités locaux*", pour ceux qui "*veulent s'engager, mais pas s'encarter*", proposition similaire à celle du PG au sein du Front de gauche.

Les dirigeants de ces partis s'occupent de tout, y compris ou surtout de se faire élire, il faut bien la tête et les jambes dans un parti, non ? Ce n'est évidemment pas notre conception du parti.

Ainsi va le capitalisme mondial, suite.

1-Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, a déclaré sur Canal+, qu'il faudra compter environ 18 mois entre la reprise économique mondiale et la relance du marché de l'emploi.

"*Il est probable que la croissance de demain ne se fera pas avec les mêmes emplois que la croissance d'hier et ces ajustements prennent du temps*", a-t-il souligné.

En matière de relance, Pascal Lamy a dit noter "*des différences importantes selon les continents*".

"*Evidemment ça va plus vite et plus fort en Asie qu'aux Etats-Unis, et ça va probablement plus vite et plus fort aux Etats-Unis qu'en Europe*", a-t-il résumé.

"*L'avenir de l'Europe dans la division internationale du travail, c'est la qualité, c'est la valeur ajoutée, la technologie, ce sont des choses qui impliquent un substrat de compétence de qualification, qui à mon avis est encore un peu problématique*", a-t-il estimé. (Reuters 12.04)

Les emplois d'hier, c'était des emplois comprenant des avantages sociaux, les emplois de substitution à ceux-là ou de demain, ce sera des emplois sans avantages sociaux, à moindre coût pour les capitalistes, les premiers étaient situés principalement en Europe, les seconds en Chine, Inde, etc. CQFD.

Au passage, aux sceptiques ou à mes détracteurs, il y a peut-être un an déjà, j'expliquais qu'ils s'en sortiraient (provisoirement au regard de l'état misérable du mouvement ouvrier) en misant une fois de plus sur la Chine et les pays dits émergents, c'est ce qu'a expliqué P. Lamy. Il est bon parfois de montrer que l'on n'est pas à la remorque de la situation, mais qu'on est aussi parfois capable de prévoir dans quelle direction elle va évoluer. Il faut oser, faire preuve d'audace dans ses analyses et ne pas craindre de se tromper, attitude que nos dirigeants ont semble-t-il abandonnée, préférant se coller à la traîne des évènements... et des masses ! J'en profite pour corriger une erreur, à propos de la tempête Xynthia et un projet d'augmenter les impôts de 6% en Charente-Maritime, j'avais écrit que Dominique Bussereau était au PS, alors qu'il est à l'UMP.

P. Lamy se met le doigt dans l'oeil, si la Chine et les pays dits émergents ne sont pas encore en mesure de concurrencer l'UE, les Etats-Unis ou le Japon dans tous les domaines, ce sera le cas d'ici quelques années, cela aussi je l'ai expliqué, en 2005, à ce moment-là ces pays n'auront plus rien à exporter en Chine, pas même leur technologie.

En aparté, dans nos rangs il y en a qui expliquent que l'amplification de la division internationale du travail des dernières années ou décennies serait la cause de la situation actuelle du prolétariat en France et dans les pays les plus industrialisés, qu'elle accroîtrait la concurrence entre ouvriers à l'échelle mondiale, qu'elle constituerait un moyen de pression sur le prolétariat aboutissant à la remise en cause de ses acquis ou droits sociaux, concurrence sur le marché mondial oblige, ce qui n'est pas faux, et qu'il faut la combattre, etc.

Ce sont les mêmes qui réclament la régularisation de tous les sans-papiers, revendication que je ne partage pas telle qu'elle a été avancée, et je m'en suis expliqué en long en large et en travers, parce qu'il n'est pas nécessaire d'aller chercher si loin cette amplification de la division internationale du travail qui sert de moyen de pression sur le prolétariat, des centaines de milliers de travailleurs prêts à se loger et à travailler sous n'importe quelles conditions font très bien l'affaire sur place, en France, pour le plus grand bonheur du patronat... et des syndicats qui sont d'ailleurs montés au créneau en coeur sur cette question sans que personne ne s'en étonne, tant il est vrai que les dirigeants syndicaux sont connus pour leur internationalisme prolétarien.

Vu de France, mes détracteurs ont certainement raison, leur humanisme les rend aveugle, vu d'ici ils ont tort, car voyez-vous la France n'est pas un pays comme les autres, c'est un pays où la lutte des classes est l'une des principales caractéristiques, la plus importante pour ce qui nous concerne, paradoxalement c'est le seul pays au monde a disposé d'autant de syndicats et de partis, c'est le seul pays au monde où chaque jour la lutte des classes fait quasiment la Une de l'actualité, c'est le pays où le prolétariat revendique le plus, le pays qui dispose des services publics les plus développés, où le prolétariat dispose des acquis ou droits sociaux les plus importants, etc.

Le prolétariat de ce pays est comme un phare pour le prolétariat mondial, je ne suis pas certain que beaucoup de militants aient cet élément

en permanence à l'esprit, et tout coup porté au prolétariat en France est un coup terrible, cent fois plus terrible porté au prolétariat sur tous les continents. C'est en partant de ce constat que j'ai estimé que toute pression supplémentaire sur le prolétariat français pour le diviser et l'affaiblir était criminel pour l'ensemble du prolétariat mondial. Si malgré tout il y en a qui estime que cette position constitue un soutien à la politique scélérate d'immigration du gouvernement, c'est qu'ils ne veulent rien comprendre et sont incapables de faire la part des choses, ils peuvent me calomnier, cela ne les grandira pas et me laisse indifférent.

2- La Banque centrale européenne a estimé lundi qu'elle devait encore jouer un rôle actif auprès des marchés financiers, même si leur situation s'améliore.

"*Les conditions du marché sont progressivement retournées à la normale en 2009 et particulièrement en 2010. Les marchés qui ont souffert le plus de la crise commencent également à retrouver leur niveau d'avant-crise*" explique la BCE dans son rapport sur l'intégration financière en Europe. (Reuters 12.04)

Vive la spéculation, vive la Bourse ! Wall Street au-dessus des 11.000 points, le CAC 40 au-dessus des 4.000 points, les aristocrates de la finance sont des gens heureux. Voilà résumé le message de la BCE, normal quoi.

Nouvelle alliance dans le secteur du transport aérien, suite.

La compagnie aérienne chinoise China Eastern serait sur le point de rejoindre Air France KLM dans l'alliance aérienne Skyteam, selon La Tribune. (Reuters 12.04)

Thaïlande. Sur fond de lutte des classes.

La Commission électorale thaïlandaise a accusé lundi le Parti démocrate du Premier ministre Abhisit Vejjajiva d'usage frauduleux de dons électoraux, et recommandé sa dissolution.

La Commission a précisé que le dossier devrait être examiné par la Cour constitutionnelle. Aucune date n'a été fixée dans l'immédiat.

La situation chaotique commence apparemment à indisposer le chef de l'armée, le général Anupong Paochinda. Si la crise ne "*peut pas se résoudre par des moyens politiques, alors la dissolution du Parlement semble être une mesure raisonnable*", a déclaré le général à la presse.

"*Si le peuple veut un gouvernement d'unité nationale, alors, allons de l'avant. Je veux simplement que la paix prévale. Les circonstances présentes commandent qu'une solution soit trouvée par des moyens politiques*", a-t-il souligné.

La commission électorale avait été saisie d'une plainte des "Chemises rouges" accusant le Parti démocrate d'avoir reçu plus de 258 millions de bahts (5,8 millions d'euros) de dons d'une société privée sans les déclarer, comme l'exige la loi, et d'avoir utilisé cette somme pour une campagne électorale. Le parti était également accusé d'avoir fait un usage frauduleux de 29 millions de bahts (587.000 euros) provenant d'un fonds politique.

Les "Chemises rouges" sont pour la plupart des ouvriers et paysans partisans de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, renversé en 2006 après six ans à la tête du pays. Il a depuis été condamné pour corruption et abus de pouvoir et vit en exil à l'étranger mais encourage régulièrement ses fidèles par des messages. (AP 21.04)

"*La flambée de violence*, analyse, pour sa part, à Bangkok, Jacques Ivanoff, de l'Institut de recherche pour l'Asie du Sud-Est contemporaine, *fait découvrir brutalement à la Thaïlande l'affrontement des classes sociales que le pays tente de masquer depuis vingt-cinq ans. Porteur initialement d'une revendication rurale face à l'élite urbaine, le mouvement des chemises rouges illustre la naissance d'une véritable conscience politique qui dépasse la défense du seul Thaksin*. (Le Monde 12.04)

Le 14 avril

Ni le temps ni vraiment envie de causer.

Je me sens un peu loin pour intervenir sur la question des retraites, je constate seulement que tous les partis capitulent, j'ai même la fâcheuse impression de leur avoir emboîté le pas en disant touchez pas à nos retraites, alors que la situation des retraites telle qu'elle existe aujourd'hui est déjà inacceptable.

60 ans, c'est tard, on est déjà vieux depuis un moment, on a déjà des problèmes de santé depuis des années, on est déjà fatigué pour ne pas usé jusqu'à la corde. Travailler 40 ans ou plus dans les conditions actuelles ou passées, c'est réduire la vie à l'état d'esclavage, car à aucun moment au cours de ces 40 années on aura l'occasion de s'arrêter pour souffler ou faire autre chose, briser cette routine infernale, à

moins de se retrouver au chômage ce qui est pire encore !

60 ans pour un ouvrier, c'est une torture qu'on lui inflige quotidiennement, pour une vendeuse qui a passé des années et des années debout devant un stand ou une caissière contrainte de rester assise des heures, des semaines, des mois et finalement des années, sa vie est littéralement insupportable bien avant avoir atteint cet âge. A la souffrance physique il faut ajouter la douleur morale ou psychologique incessante, la vie est un cauchemar pour des millions et des millions de travailleurs et tout le monde s'en fout, à croire que ceux qui parlent en notre nom ont vécu autre chose, qu'ils n'appartiennent pas vraiment au même milieu que nous, en théorie nous faisons partie de la même classe sociale, mais dans les faits, au regard des discours des uns et des autres on a plutôt l'impression du contraire.

Découvrir l'existence, s'instruire pour essayer de la comprendre, s'adonner à une ou des activités que l'on a choisies, le tout jusqu'à 25 ans, puis participer à la production pour satisfaire les besoins de la population dont nous faisons partie pendant la même durée, sans forcément se cantonner au même travail ou au même secteur d'activité, puis arriver à 50 ans profiter du reste de notre vie pour faire ce qui bon nous semble, ce qui ne veut pas dire ne rien faire ou ne servir à rien, voilà un schéma, qui ne serait pas figé, qui permettrait à chacun d'avoir une vie meilleure en harmonie avec la société.

La retraite à 50 ans, travailler entre 20 et 30 ans à l'entretien et à l'évolution de la société selon nos capacités physiques et intellectuelles, nécessite évidemment de changer les fondements économiques de la société, de passer du capitalisme au socialisme pour atteindre cet objectif. Cela demande de faire preuve d'audace, d'oser prendre comme référence le socialisme et non le capitalisme que les 60 ans incarnent précisément.

Plus personne n'ose partir du socialisme, de nos aspirations, elles devraient être compatibles avec la survie du capitalisme, c'est cela aussi que signifie cette référence aux 60 ans. La négation de nos aspirations, c'est la négation du socialisme, autrement dit, il n'existe plus aucun espoir de changer la société, c'est le message que tous les partis envoient aux travailleurs, à des degrés différents on est bien d'accord, mais dans ces conditions, comment voulez-vous aller de l'avant quand on accepte que nos aspirations soient ainsi piétinées, à force de s'en remettre au mouvement spontané des masses dont le niveau de conscience politique n'a pas progressé, on se cantonne à leur état de subordination au capitalisme sans leur proposer la moindre issue pour en sortir, on s'appuie sur leur arriération politique pour la reproduire à l'infini.

Il y a consensus sur les 60 ans, c'est le point de départ des discussions avec le gouvernement et le patronat, une fatalité, il faut faire avec, on n'a pas le choix, parler d'abaisser l'âge du départ à la retraite, une idée forcément farfelue, incongrue à l'heure où le gouvernement envisage sérieusement de le repousser, avancer une mesure vraiment progressiste, vous n'y pensez pas, nous vivons dans une société en déclin, c'est comme si tout s'était arrêté un jour à ce constat et qu'il faudrait dorénavant faire avec, dès lors comment ne pas se forger la conviction que la situation ne pourra qu'empirer, comment ne pas arriver à se dire qu'il faudra d'une manière ou une autre accepter ou subir de nouveaux sacrifices, n'est-ce pas ainsi que l'on pousse les travailleurs à penser.

On nous dira qu'il y a urgence à sauver les meubles, sauf qu'en se tournant vers le passé au lieu de regarder vers l'avenir, on n'a jamais rien sauver du tout, ou alors au détriment de nos intérêts fondamentaux. C'est comme lorsque la dictature frappe à la porte, on en appelle à la démocratie qui lui a frayé le chemin pour nous sauver au lieu d'en appeler au socialisme, et c'est finalement la dictature qui l'emporte. Parmi ces aspirations fondamentales figure la liberté de mener sa vie comme on l'entend, or, il faut attendre aujourd'hui d'être des vieillards ou des grabataires pour l'envisager. C'est cet aspect là qui est insupportable dans les 60 ans, on accepte que notre vie soit pour ainsi dire terminée ou que le meilleur de nos années soit derrière nous pour déclarer : nous voilà enfin libre, libre de quoi, de panser nos plaies et nos douleurs, de crever !

J'ai 55 ans et je suis déjà diminué physiquement, j'ai vu mon père mesuisier en bâtiment finir sa vie réduit à l'état de loque humaine, autour de moi il y a des retraités Français, ils sont plus ou moins heureux de leur vie en Inde, cependant ils regrettent tous de ne pas avoir vécu cette expérience plus tôt, et il est dorénavant trop tard pour faire des plans sur la comète. Et que dire aux jeunes qui sont confrontés à une société en pleine décomposition, comment les motiver pour étudier puis aller bosser, sachant qu'ils n'auront plus par la suite l'occasion de s'arrêter jusqu'à leur vieillesse, on peut comprendre qu'ils hésitent à endosser les chaînes du travail, ils sont promis à une vie de servitude, quelle perspective, quel idéal ! On peut louer le courage, mais pas la connerie humaine.

Quand les voleurs reçoivent un chèque de l'Etat.

Le procureur de Nice, Eric de Montgolfier, a annoncé mardi soir que les noms de 8.231 Français figuraient sur la liste des fichiers volés à la filiale suisse de la banque HSBC, et que les capitaux détournés du fisc représentaient 6 milliards d'euros.

La meilleure, les fraudeurs paieront 700 millions de pénalités en 2010 qui seront remboursés à ceux dont l'impôt dépasserait 50 % des revenus. (source : JDF 13.04)

S'ils avaient planqué cet argent en Suisse, c'était de toute évidence pour ne pas les déclarer au fisc et ainsi ne pas payer d'impôts sur cette somme, les voilà rassurés, le gouvernement des banquiers va leur adresser un chèque, elle n'est pas belle la vie !

L'état psychotique alarmant des dirigeants du vieux monde. Et qui détient la palme, devinez ?

1- Le président américain Barack Obama a estimé mardi que le "*risque d'une attaque nucléaire*" avait "*augmenté*", dans un discours prononcé au second et dernier jour de la Conférence sur la sécurité nucléaire à Washington.

Sarkozy a proposé qu'un Etat qui "*livre à une organisation terroriste du matériel nucléaire ou de la compétence en matière nucléaire*", puisse "*être poursuivi et condamné par un tribunal international sous l'égide de l'ONU*". Cette question devra être résolue d'ici 2012, a-t-il précisé, soulignant qu'il existe un "*vide juridique en la matière*". (AP 13.04)

2- Nicolas Sarkozy a souhaité mardi que le Conseil de sécurité des Nations unies adopte de nouvelles sanctions contre l'Iran dès "*avril*" ou "*mai*", "*pas plus tard*", pour pousser Téhéran à suspendre ses activités nucléaires potentiellement militaires.

La France et les Etats-Unis sont "*absolument sur la même ligne*", a rappelé M. Sarkozy, estimant que "*la minute de vérité approche*" et d'ajouter "*Il y a vraiment une prise de conscience générale que cela ne peut plus durer longtemps.*" (AP 13.04)

La Conférence sur la sécurité nucléaire à Washington n'était-elle pas un nouveau pas ou un prétexte pour jauger la détermination et la solidarité des chefs d'Etat des pays les plus puissants en prévision de nouvelles mesures contre l'Iran, voir une guerre ?

Allemagne.

Le syndicat des contrôleurs aériens allemands (GdF) a décidé mardi d'appeler à la grève pour la semaine prochaine, à la suite de l'échec de négociations sur les conditions de travail.

GdF dit représenter environ 3.200 employés de la Sécurité de la navigation aérienne allemande (DFS), société publique. (AP 13.04)

Le 15 avril

Message à P. J'ai bien reçu le journal, porte-toi bien et garde le moral ! Magueswary a enfin l'électricité et la fuite d'eau est réparée, par contre elle n'a toujours ni le gaz ni le téléphone, et quel bonheur : elle a des toilettes, lire plus loin l'info en bref sur l'Inde. Le moral est remonté.

En guise de causerie, un article sur les retraites.

Sur la question des retraites.

Quelle est la position des représentants des capitalistes, le gouvernement et le Medef sur la question des retraites ?

Ils disent : nous, nous ne sommes pas d'accord pour payer, cela remettrait en cause la compétitivité des entreprises, cela ferait fuir les capitaux, etc.

Que répondent en coeur tous les partis dits de « gauche » ?

Si, si, vous pouvez payer, mais vous ne voulez pas, les plus virulents en apparence ajoutent qu'il faut se mobiliser pour obliger ces horribles capitalistes à passer à la caisse.

Question : s'ils finissent par payer, cela ne voudrait-il pas dire qu'en régime capitaliste tout est possible, qu'il suffit d'insister et de se mobiliser pour que finalement nos revendications soient satisfaites, dès lors à quoi bon combattre pour renverser le régime, pour le socialisme, s'il suffit de poursuivre dans la même voie pour obtenir tout ce qu'on veut, le capitalisme réalise le socialisme, elle n'est pas belle la vie ?

On peut continuer ainsi longtemps à poser des revendications qui sont compatibles avec le capitalisme et s'asseoir sur le socialisme en fait, car ce qu'ils sont obligés de nous donner d'une main ils nous le reprendront de l'autre ou le récupèreront autrement, en augmentant l'exploitation par le biais d'exonérations de cotisations sociales par exemple que nous finissons par payer sous forme d'impôts.

La question n'est-elle pas : si les capitalistes refusent de payer, il faut les exproprier et se réapproprier le fruit de notre travail, pour qu'il profite à l'ensemble de la société et non pas à une infime minorité de nantis.

En admettant l'hypothèse que le gouvernement accepterait les pistes de financement proposées par les uns ou les autres et que les régimes des retraites demeurent en l'état, tout le monde se déclarerait satisfait ou presque, la restriction portant sur les coups portés aux régimes de retraites depuis 1993, comme si la situation antérieure était satisfaisante, comme si consacrer la totalité de sa vie à engraisser des patrons

était finalement normal, légitime, la seule conception de la société qui serait viable, envisageable, pertinente, autant dire : vive le capitalisme !

Si maintenant on part de l'hypothèse que la vie mériterait d'être vécue autrement et que nous aspirons à davantage de liberté bien avant de se retrouver vieillard ou grabataire, on rejettera ces propositions qui nous enchaînent au capitalisme et légitiment l'esclavage salarial pour l'éternité.

Deux hypothèses inconciliables, la première se situe sur le terrain de la collaboration de classes et s'inscrit dans la perspective de la préservation du système capitaliste, la seconde se situe sur le terrain du combat pour la rupture avec le capitalisme dans la perspective du socialisme.

La question pour les militants est de savoir si notre combat se résume ou doit se réduire au syndicalisme, et encore, un syndicalisme édulcoré qui n'est même pas orienté dans la perspective de l'abolition du capitalisme, à proposer des revendications raisonnables, compatibles avec l'existence du capitalisme, ou au contraire notre combat doit partir des aspirations et besoins du prolétariat et s'inscrire dans la perspective du socialisme.

D'après vous, pourquoi le PS, le Front de gauche, les Verts réclament-ils de nouveaux financements pour équilibrer les comptes des caisses de retraites ? Pour ne pas avoir à poser la question déterminante de la viabilité ou non du système capitaliste, sachant qu'ils sont tous partisans de sa survie. Surtout il ne faut pas qu'on en arrive à se poser cette question, pas touche au système capitaliste ! Question : peut-on être sur la même longueur d'onde qu'eux ? Si l'on répond oui à cette question, il faut alors s'en poser une autre : quel genre de militant sommes-nous en vérité ?

Il existe une solution immédiate pour garantir la pérennité du financement des retraites.

Il y a environ 4,5 millions de chômeurs en France, mettons à la retraite le nombre équivalent de travailleurs qui ont plus de 50 ans.

Conséquences : en prime nous aurons résolu le problème du chômage qui frappe durement les jeunes.

Objection : les 4,5 millions de retraités supplémentaires vont peser sur les caisses de retraites, les cotisations des 4,5 millions de chômeurs qui les ont remplacés ne suffiront pas pour financer leurs retraites.

Réponse. Certes, mais ces 4,5 millions de travailleurs qui étaient au chômage disposaient de revenus réduits, donc ils consommaient moins qu'un travailleur percevant un salaire complet, en travaillant, ils ne vont peut-être pas produire plus de richesses que leurs aînés partis à la retraite, mais ils vont consommer davantage, je veux dire par là qu'ils vont pouvoir satisfaire des besoins qui ne l'étaient pas jusqu'à présent, il ne s'agit évidemment pas de consommer pour le plaisir de consommer ce qui serait absurde, tandis que nos retraités continueront de consommer comme avant s'ils perçoivent une retraite décente, du coup c'est l'ensemble de l'économie qui sera en mesure de financer les retraites. Il ne s'agit là que d'un aspect de la situation, allons plus loin.

Objection : ce scénario est intéressant, mais vous ne pouvez pas l'imposer à l'Etat et aux capitalistes, il est indéfendable dans l'état actuel des choses.

Réponse. Quelle perspicacité, quelle lucidité ! Et alors, vous en déduisez quoi ? Qu'il faudrait y renoncer ? Y renoncer ne serait-ce pas renoncer au socialisme ? Bien entendu qu'un tel scénario est incompatible avec une Etat capitaliste, avec l'existence du capitalisme, c'est cela qui vous effraie, c'est cela qui vous conduit à mettre votre programme dans votre poche, dans ce cas-là on en revient à la question que j'ai posée plus haut : mais vous êtes quel genre de militant au juste, pour quelle cause combattez-vous, sur quoi reposent vos convictions, quel est vraiment votre idéal ?

Il existe une réponse à l'objection précédente : finissons-en avec cet Etat forgé par et pour les classes dominantes, prenons le pouvoir, exproprions les capitalistes ou actionnaires des grandes entreprises et ce scénario pourra être mis en oeuvre, nous mettrons la main mise sur les centaines de milliards de profits générés par ces entreprises, gageons qu'il fera l'unanimité chez nos aînés et nos jeunes, aspireraient-ils à autres choses ?

Page 8 du n°93 d'Informations ouvrières, deux extraits qui méritent réflexion.

1- "*la campagne contre le consensus, « Ne touchez pas à nos retraites ! », pour le mandat* ".

De quel mandat s'agit-il ? Serait-ce le mandat dont seraient porteurs des partis qui soutiennent le régime ? N'est-ce pas tenter de légitimer ces partis, le PS et ses satellites inféodés au capitalisme ?

2- "*Ce qu'il faut, pour défendre les retraites, c'est restituer à la Sécurité sociale les milliards d'exonérations de cotisations patronales, interdire les licenciements, embaucher les jeunes et augmenter les salaires !*"

Nous voilà bien avancés ! Sans chasser Sarkozy, sans en finir avec les institutions de la Ve République, sans prendre le pouvoir, sans exproprier les capitalistes ? Le POI est-il un syndicat ou un parti ? On voit clairement ici que le combat du POI s'inscrit dans le cadre de la première hypothèse qui a été émise plus haut.

Je rajoute quelques mots.

Payer ou ne pas payer, est-ce vraiment la question déterminante ?

Les patrons disent qu'ils ne peuvent pas payer, partis et syndicats répondent qu'ils peuvent payer. Payer ou ne pas payer, si ce combat se réduit à cela, il est perdu d'avance, les travailleurs savent plus ou moins qu'on leur ment, que le gouvernement leur ment, mais ils savent aussi que les syndicats et les partis leur mentent aussi, sinon ils ne se seraient pas abstenus si massivement lors des dernières élections et ils seraient peut-être plus nombreux à adhérer aux syndicats et aux partis ouvriers, non ?

A ce jeu-là, il paraît évident que c'est celui qui parlera le plus fort qui l'emportera, et les opposants plus ou moins acharnés à cette nouvelle contre-réforme des retraites risquent de ne pas être entendus, s'ils ne seront pas quasiment censurés ou boycottés par les médias. Au jeu de parole contre parole, c'est celui qui détient les moyens d'informations et développe en continu sa propagande qui a le plus de chance d'influencer la population, j'espère me tromper.

Les patrons peuvent payer, doivent payer, très bien, s'ils ne veulent pas, qu'est-ce que vous faites, vous proposer quoi au juste, de continuer à leur réclamer et ainsi de suite ?

Il y a quelque chose qu'on ne comprend pas et que nous voudrions que vous nous expliquiez. Cela vous coûterait quoi d'avancer la nécessité de les chasser du pouvoir, nous, vous y perdriez quoi au juste au cas où la contre-réforme de Sarkozy passerait ou non ? Pourquoi voulez-vous absolument régler la question des retraites (qui est déjà très imparfaite dans l'état) dans le cadre du régime ? Parce que les masses ne seraient pas prêtes à le remettre en cause ? Faudrait-il attendre cette échéance pour leur proposer une issue politique au capitalisme ?

Mieux encore, en admettant qu'ils paient, non seulement on pourra dire merci patrons, mais qui paiera finalement l'addition, les capitalistes ne s'arrangeront-ils pas pour récupérer de la main gauche ce qu'ils auront été obligés de céder de la main droite, ne reviendront-ils pas à la charge en s'y prenant autrement pour aboutir cette fois à leurs fins, ne s'y sont-ils pas pris ainsi pour liquider les entreprises publiques, pour réduire en lambeau le Code du travail, la protection sociale, etc. ? Prenons un exemple concret. Le CPE a été retiré, bien, qu'est-ce qu'en a à faire le patronat qui dispose de plus de 20 contrats de travail précaires à sa disposition, plus les stagiaires et les apprentis qu'ils rémunèrent avec un lance-pierres ?

A force de réduire dans les faits votre programme à une peau de chagrin au nom du « front unique », ne prenez-vous pas le risque de vous renier, de vous écarter de votre objectif ou de l'abandonner si ce n'est pas déjà fait ?

- L'article au format pdf

Encore un mot à rajouter.

Dans le IO n° 93, à la page 2, on trouve aussi ce passage : "*Pour Pierre Laurent, dirigeant du PCF, « le débat sur les retraites est un choix de société majeur » (L'Humanité, 12 avril).*"

Ne fallait-il pas saisir la balle au bond et ajouter : effectivement les retraites posent la question du"*choix de société*" dans laquelle nous voulons vivre : en régime capitaliste et voir tous nos droits foutre le camp les uns après les autres ou tourner la page du capitalisme et avancer dans la voie du socialisme pour satisfaire nos aspirations ou besoins légitimes ? On ne peut pas penser à tout !

Quelques infos en bref.

Un de moins.

Lech Kaczynski, féroce anticommuniste, réactionnaire viscéral, opposé à l'avortement par exemple, "qualités" partagées par son frère jumeau, le voilà encensé par les dirigeants du vieux monde.

J'ai lu dans un article qu'il aurait pu influencer le commandant de bord de l'avion dans lequel il se trouvait provoquant ainsi l'accident et la mort des 94 passagers qui se trouvaient à bord de l'appareil. Une version plausible que les médias se sont empressés d'enterrer pour célébrer en coeur la gloire de cet anticommuniste primaire.

Népotisme, suite.

Un proche de la famille de Carla Sarkozy parachuté à la Cité de l'immigration.

Selon Libération.fr, des salariés de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI), à Paris, grognent suite à la nomination de Luc Gruson comme directeur de cet établissement public.

Pourquoi? Car ils ont appris sa nomination par mail jeudi dernier, avant que l'ancienne directrice du musée, soit débarquée dès le lendemain.

Cette "*nomination éclair*" est d'autant plus contestée en raison de la proximité du nouveau directeur avec la famille de Carla Sarkozy, qui est la belle famille du chef de l'Etat.

Luc Gruson ne nie pas cette proximité: "*Mon épouse est proche des Bruni-Tedeschi*", rapporte Libération.fr.

Mais ce dernier ne débarque pas de nulle part puisqu'il a dirigé la mission de préfiguration de la Cité, souligne le site du quotidien.

Selon Le Monde, son arrivée a été imposée par l'Elysée. (Lepost 13.04)

Inde.

Selon une étude publiée mercredi effectuée par le Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé de l'université des Nations unies, on dénombre 545 millions de détenteurs d'un portable en Inde, alors qu'ils n'étaient qu'une poignée il y a encore dix ans.

En revanche, seuls 366 millions d'Indiens, soit 31% de la population, disposent d'un semblant de toilettes, c'est-à-dire d'un lieu d'aisance pourvu au minimum de cloisons et d'une aération limitant les odeurs et les mouches. (Reuters 14.04)

Tu as l'impression de monter dans l'échelle sociale en arborant ton portable, ce n'est pas forcément utile, mais bon, alors que les chiottes, c'est une option, et puis attendez, il faut les entretenir, j'en sais quelque chose, le terrain derrière chez moi sert à la fois de décharge et de toilettes, heureusement que le vent ne souffre pratiquement jamais d'ouest en est vers la maison, quand cela arrive, c'est signe qu'il va pleuvoir, c'est mon côté paysan acquis sur le tard qui se manifeste ainsi, le reste du temps je serais plutôt pécheur à regarder le ciel au-dessus de la mer !

Le 16 avril

Un tel parti a-t-il un avenir ?

"*On s'est auto-intoxiqués en disant qu'on était les seuls à gauche à résister à Sarkozy et on a oublié de faire de la politique*", reconnaît Pierre-François Grond, numéro deux du parti.

"*Le NPA a cru pouvoir se substituer aux syndicats et pensé qu'il allait tout écraser sur son passage. C'était une illusion totale*", remarque Léonce Aguirre, membre de l'exécutif.

La direction nie toute hémorragie mais reconnaît une vingtaine de départs au Conseil politique national et admet que le parti ne comptait plus que 8 000 militants en décembre. "*On sera en dessous au prochain congrès*", concède M. Grond. Quant aux comités locaux, ils se réunissent avec un tiers de militants en moins. "*C'est un peu la redescente. On se demande si ça vaut la peine de continuer avec une organisation où seule une poignée de personnes autour de Besancenot dirige*", lâche Leila Chaibi, démissionnaire de la direction.

Pour M. Grond, le NPA peut rétrécir mais "*passera le cap de 2012*". (Le Monde 15.04)

Parce qu'on aurait pu en douter ?

On a "*oublié de faire de la politique*", rien de moins ! Que veut dire Grond par là, que le NPA est toujours incapable d'organiser des travailleurs, qu'il ne propose aucune issue politique à la crise du capitalisme ? Qui ne s'en était pas aperçu franchement ? Pourquoi refuse-t-il obstinément de mener le combat avec le POI, par crainte de la comparaison des deux partis qui ne serait pas à son avantage ?

Le NPA a été propulsé par les médias et en partie par l'UMP, depuis les médias le pilonnent ou l'abandonnent au profit de partis portés en avant par la crise du capitalisme et promis à sauver le régime avec la complicité des mêmes médias, et le soufflé retombe aussi vite qu'il avait gonflé. Pourtant ce ne se sont pas les travailleurs et jeunes qui sont prêts à en découdre avec le régime qui manquent...

Les fossoyeurs de nos droits et du syndicalisme, plus qu'un "*symbole*", une réalité.

Des arrêts de travail ont été observés dans quatre des six raffineries de Total en France, au moment où se tenait une table ronde à Paris sur l'avenir du raffinage dans le pays.

"*Il s'agit de montrer de façon symbolique que les raffineries sont solidaires et inquiètes de leur devenir*", a dit Franck Manchon, délégué CGT à Grandpuits (Seine-et-Marne). Rien à foutre des ouvriers de Dunkerque, quoi !

La raffinerie de Dunkerque, à l'arrêt depuis mi-septembre était également en grève jeudi. Une demande en référé pour délit d'entrave aux instances représentatives du personnel et pour arrêt illégal de la production dans cette raffinerie a été déposée mi-mars par le comité central d'entreprise (CCE) de Total. Le jugement a été renvoyé au 22 avril. (Reuters 15.04)

Recyclage : c'est pas du luxe !

LVMH, le numéro un mondial du luxe avait surpris les marchés mardi, en annonçant des ventes nettement supérieures aux attentes au premier trimestre, avec une croissance organique de 13%.

"*Mais on n'aura peut-être pas les taux de croissance qu'on a observé, de plus de 20% voire 30% du premier trimestre, pendant toute l'année. On peut l'espérer mais je pense qu'il faut quand même être prudent*" a déclaré Bernard Arnault.

Le titre LVMH a enregistré une hausse de 70% depuis un an et a touché un plus haut depuis septembre 2000 mardi.

Bernard Arnault a également annoncé l'entrer au conseil d'administration de Bernadette Chirac qu'il a salué pour "*sa connaissance, dans ses fonctions passées, de la plupart des pays du monde et ses relations avec ces pays, au plus haut niveau*". (Reuters 15.04)

Etat sioniste, Etat voyou.

Ehud Olmert a été officiellement reconnu jeudi comme le principal suspect d'un énorme scandale immobilier à Jérusalem.

Ehud Olmert est accusé d'avoir reçu un pot-de-vin de 3,5 millions de shekels (700.000 euros) lorsqu'il était maire de la Ville sainte (1993-2003), ont précisé les médias israéliens, selon lesquels il doit être interrogé prochainement par la police.

A 64 ans, Ehud Olmert est déjà en procès, depuis septembre 2009, pour trois autres scandales. Il avait quitté le pouvoir en mars 2009 après avoir démissionné.

Mercredi, Uri Lupolianski, le successeur d'Ehud Olmert à la tête de la municipalité, avait été arrêté par la police pour son implication présumée dans une affaire de pots-de-vin versés pour la construction d'un gigantesque complexe immobilier baptisé «Holyland». Un ex-associé d'Olmert, Uri Messer, ainsi que des officiels de la mairie de Jérusalem et plusieurs hommes d'affaires, soupçonnés d'être mouillés dans le scandale, ont également été arrêtés la semaine dernière. (20minutes.fr)

Le 17 avril

Le site ne sera pas actualisé demain ni les dimanches suivants, à force de négliger mes affaires, je me retrouve face à des problèmes que j'aurais pu éviter.

Vous avez lu l'article sur les conditions de retraites des députés et des sénateurs, avez-vous remarqué qu'aucun parti ne les a dénoncées ? Cela ne vous choque pas, vous trouvez cela normal, alors quitter ce site immédiatement, vous perdez votre temps. Quel parti ou quelle tendance politique a osé en parler ? Quelle différence y a-t-il entre l'omerta ou loi du silence et un consensus dont personne ne parle ? Le silence est d'or, il peut rapporter gros parfois, on a parfaitement compris que tous les élus qui siègent à l'Assemblée nationale ou au Sénat sont corrompus et inféodés à la Ve République.

On a compris aussi pourquoi les Jospin, Cambadelis, Weber, Dray et consorts ont rejoint le PS, c'est plus gratifiant, comment dire, plus rémunérateur.

Dites-moi, tous ces partis institutionnels qui bouffent à la gamelle de la Ve République depuis qu'ils existent, croyez-vous franchement qu'un jour il leur prendra l'envie de la remettre en cause ? Je pose cette question, parce que c'est ce qu'on veut nous faire croire à coup de front unique en direction de ces partis pourris, notez bien que depuis plus de 60 ans on nous sert le même refrain : gouvernement PS-PCF, dirigeants prenez vos responsabilités, ils ne font que cela, ils soutiennent avec acharnement le régime, c'est le seul mandat qui a de la valeur

à leurs yeux, on devrait dire pour alimenter leurs comptes en banque et assurer leurs vieux jours, car la racaille est résistante !

On nous rebat les oreilles avec les régimes spéciaux de certaines catégories de travailleurs qu'il faudrait défendre, pourquoi pas, le régime général devrait être aligné sur le régime de retraite le plus avantageux pour l'ensemble des travailleurs, mais parce qu'à l'opposé le gouvernement voudrait les remettre en cause on ne parle pas des régimes spéciaux de retraite des militaires, des notaires, des élus, etc. qui constituent de véritables privilèges dans la société telle qu'elle existe et hisse ces catégories sociales au rang d'institutions, pourquoi, parce que ceci explique cela, consensus ou esprit corporatiste oblige ?

Un slogan qui en cache un autre.

Pas touche à nos retraites, un mot d'ordre que tous les parlementaires adopteront les yeux fermés. Il signifie aussi : pas touche à nos privilèges, or ce sont les privilèges des classes dominantes qu'il nous faut abolir. D'une certaine manière, cela justifie de passer à un mot d'ordre progressiste du genre : retraite à 50 ou 55 ans, embauche des 5 millions de chômeurs, transformation de tous les contrats de travail précaires en contrats à durée indéterminée, Smic (et retraites minimum) à 1.500 euros nettes, 25 à 30 annuités de cotisations sociales, nous travaillons pour vivre, nous ne vivons pas pour travailler, à moins de justifier l'esclavage.

N'est-ce pas ce à quoi aspire la majorité de la population, pouvoir s'épanouir, davantage de bien-être, vivre en harmonie et en paix ?

Question : pour mettre en oeuvre cette politique révolutionnaire, faut-il oui ou non en finir avec les institutions de la Ve République ?

Autre chose. Réaction au dernier numéro de Débat révolutionnaire (NPA).

Avez-vous pris le temps de réfléchir avant d'écrire ce paragraphe ?

"*Sans surprise, le rendez-vous de « concertation » du 12 avril a été un jeu de dupes, où les directions syndicales, piégées par la politique du dialogue social, ont été roulées dans la farine. Alors qu'elles réclamaient un « vrai débat » au gouvernement depuis le 23 mars, sans appeler à une suite de la lutte avant le 1er mai et sans avancer de revendications claires, Woerth est passé, lui, à l'offensive en déclarant : « On en parle depuis des années, il faut surtout passer à l'action ».*"

1- Comment cela les directions syndicales seraient "*piégées*" ? Ne savaient-elles pas à l'avance de quoi il retournait, ignoraient-elles les intentions du gouvernement ?

2- "*Alors qu'elles réclamaient un « vrai débat »*", vous pouvez prendre la précaution de mettre des guillemets, cela suggère quand même qu'un vrai débat était possible avec le gouvernement.

Et vous resservez le couvert plus loin :

"*Toute la politique du gouvernement pour imposer sa contre-réforme des retraites repose sur ce piège de la concertation et du dialogue social.* "

On tombe dans un piège quand on n'en a pas connaissance, mais à partir du moment où l'on sait à quoi s'en tenir, ce n'est plus un piège, et si l'on tombe dedans, c'est soit qu'on le veut bien, soit qu'on est un crétin !

Et vous en rajoutez une louche :

"*Mais cette « concertation » sert aussi au gouvernement pour plier les syndicats...*"

Vous insinuez ici implicitement que les syndicats ne seraient pas de mèche avec le gouvernement, qu'ils seraient victimes d'une manoeuvre déloyale, donc au bout du compte s'ils trahissent ce ne sera pas vraiment de leur faute, ils auront "*plié*" ou succombé les malheureux à la pression insoutenable que leur aura imposée le gouvernement, qui n'aurait pas la même attitude à leur place...

Pour finir par une banalité affligeante :

"*Voilà en quoi le piège du dialogue social sert aux classes possédantes à faire de la politique, à tenter de soumettre l'opinion.*"

Pardi !

Vous voulez "*contrôler les fonds publics*" :

"*S'en prendre aux racines du mal de la crise des déficits, tout comme à la véritable cause des « trous » des caisses de retraite ou de sécurité*

sociale, impose de mettre fin à la main mise des rentiers et des spéculateurs sur l'ensemble du système financier, sur les fonds publics, sur l'État lui-même.

Cela passe nécessairement par l'expropriation des grands actionnaires des banques et autres institutions financières, leur nationalisation et leur placement, ainsi que les fonds publics, sous le contrôle démocratique de la population."

Qui pensez-vous pouvoir exproprier sans abolir auparavant les institutions de la Ve République, le pouvoir politique en place au service des intérêts des classes dominantes ? Réponse : personne ! L'analyse est correcte, la conclusion erronée. Je ne veux pas être méchant, mais que signifie "le contrôle démocratique de la population" sans poser au préalable la question du pouvoir, en escamotant la Ve République, sans nous dire que ce "*contrôle démocratique*" ne pourra voir le jour qu'une fois abattues les institutions, qu'il faut commencer par là au lieu de mettre la charrue avant les boeufs. Le" *contrôle démocratique de la population*" sans révolution, c'est la démocratie participative de Séglène Royal, c'est l'autogestion des gauchistes... du capitalisme !

Pourquoi ne jamais lier nos revendications sociales à un objectif politique ? Les bolcheviks reliaient dans leur propagande la question de la paix, du pain et de la liberté à celle de la nécessité d'abattre le régime du despote Nicolas II, non ? Chasser le tsar n'était-il pas la priorité pour pouvoir satisfaire ces revendications ? Vous voulez élever le niveau de conscience politique des travailleurs oui ou non ? Sans formuler de mots d'ordre politique ? Sans proposer la moindre issue politique ? Sans leur indiquer l'objectif politique à atteindre ?

Quelques infos en bref.

Pour qui roule le site Rue89 ? Pour celui qui le subventionne : le gouvernement.

Voici ce qu'on pouvait lire hier sur ce site à propos du rapport du COR : "*Comme le dernier rapport sur les retraites, celui de 1995 était critiqué. On s'aperçoit aujourd'hui qu'il était dans le vrai.*"

Sarkozy : dehors !

Sarkozy, ça suffit. Près de deux Français sur trois (65%) ne souhaitent pas que Nicolas Sarkozy soit à nouveau candidat à l'élection présidentielle en 2012. pas d'illusions, cependant, puisqu'ils sont 82% à penser qu'il le sera quand même, selon un sondage BVA pour La Matinale de Canal + de ce vendredi.

Ils pourraient bien voir juste, puisque BVA rappelle que «*tous les présidents de la 5e République se sont présentés pour un second mandat*». (20minutes.fr 16.04)

Les personnes interrogées pensent qu'il se représentera parce qu'ils ont appris à le connaître, très rapidement il faut noter. Ils savent qu'il est imbu de sa personne au point de refuser de reconnaître l'évidence, c'est-à-dire qu'il est détesté par l'immense majorité de la population.

Après les cocus du Grenelle de l'environnement, les cocus des régionales.

Le groupe Front de gauche et alternatifs a protesté vendredi contre l'élection de l'ancien secrétaire d'Etat Roger Karoutchi (UMP) à la présidence de la commission des Finances du conseil régional Ile-de-France que préside le socialiste Jean-Paul Huchon.

Le groupe Front de gauche dans un communiqué signale qu'au sein de la commission des Finances, seuls les deux élus issus de partis membres du Front de gauche ont "*refusé de glisser un bulletin de droite dans l'urne*". (AP 16.04)

Un décret qu'ils n'osent même pas publier !

Le Conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative en France, a annoncé vendredi le rejet de la requête déposée par des associations et syndicats contre le décret portant création du fichier CRISTINA, destiné à la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI).

Le Conseil d'Etat a également rejeté la requête contre "*un second décret dispensant la premier de publication*".

Le Premier ministre François Fillon, explique la haute instance dans un communiqué, a créé par décret "*un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé 'CRISTINA', destiné à faciliter l'exercice de ses missions par la direction centrale du renseignement intérieur. Par un second décret du 27 juin 2008, il a décidé, en application de l'article 26 de la loi dite "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, de dispenser de publication le décret portant création de ce fichier*".

Les associations requérantes soutenaient que les décrets étaient "*entachés de différentes irrégularités de forme et de procédure*", selon le Conseil d'Etat qui "*écarte ces critiques*" et "*valide donc les décrets sur le terrain de leur régularité*".

Sur le fond, le Conseil d'Etat rappelle que "l*a faculté de dispenser de publication ce décret est prévue par la loi*". La haute instance, "*après avoir examiné le décret portant création du fichier 'CRISTINA', juge, d'une part, que ce traitement constitue bien un fichier intéressant la sûreté de l'Etat et que les données qu'il contient sont pertinentes au regard des finalités poursuivies, notamment la lutte contre l'espionnage et le terrorisme*".

Il en déduit que le Premier ministre "*pouvait, sans méconnaître l'article 26 de la loi du 6 janvier 1978, faire usage de la dispense de publication prévue par ces dispositions*". (AP 16.04)

Le racket des mutuelles : expropriation !

La baisse de 35% à 15% du taux de remboursement d'environ 150 médicaments, prévue dans le budget 2010 de la Sécurité sociale, est entrée en vigueur vendredi, avec la publication au Journal officiel de la liste des produits concernés.

Ils ont en commun d'avoir un «service médical rendu» jugé faible ou insuffisant par la Haute Autorité de Santé.

La Mutualité française, qui fédère la quasi-totalité des mutuelles santé, a vivement critiqué le nouveau taux de 15%, estimant qu'il était incohérent de continuer à rembourser, même faiblement, des médicaments jugés inefficaces. Elle a appelé ses membres à ne pas compléter pour leurs adhérents les remboursements de l'assurance maladie pour les médicaments concernés. (AFP et Libération.fr 16.04)

Etats-Unis.

Bank of America a annoncé vendredi avoir gagné 2,83 milliards de dollars au premier trimestre. (AP 16.04)

Russie.

Le nombre de milliardaires est passé de 32 en 2009 à 62 en 2010, indique le journal russe Finans, la version russe du magazine américain Forbes.

Les citoyens les plus riches de Russie ont édifié leurs fortunes lors de l'époque trouble qui a suivi la chute de l'URSS en 1991 en tirant parti des privatisations de fleurons du pays. (Libération.fr 16.04)

Brésil.

Un juge de Brasilia a autorisé vendredi l'ouverture d'un appel d'offres pour la construction d'un barrage géant dans la forêt amazonienne, malgré l'opposition des Indiens.

Les Indiens et les écologistes dénoncent une catastrophe pour l'environnement et les 40.000 habitants dont l'habitat disparaîtrait sous les eaux. Ils affirment aussi qu'une grande partie de l'électricité produite ira aux grandes mines, au lieu de bénéficier à la majorité des Brésiliens.

Le barrage de Belo Monte, d'un coût estimé à 11 milliards de dollars (8,1 milliards d'euros), serait le troisième plus grand ouvrage du genre dans le monde. Construit sur le Xingu, un affluent de l'Amazone, dans le nord, il devrait couvrir 6% des besoins énergétiques du Brésil d'ici 2014. (AP 16.04)

Thaïlande.

Le Premier ministre thaïlandais a chargé vendredi l'armée de rétablir l'ordre dans le pays, en proie depuis plusieurs semaines à d'importantes manifestations de l'opposition. (AP 16.04)

Le 18 avril

Finalement j'ai actualisé partiellement le site ce matin, les différentes rubriques seront actualisées demain matin.

Que les camarades de la tendance Claire du NPA ne s'étonnent pas du format adopté pour mettre en ligne leur dernier bulletin dont le volume 3,8 MO nécessitait une durée de téléchargement plutôt dissuasive, plus de 35 minutes en ce qui me concerne. Je n'ai rien modifié à leur document, j'ai sauvegardé la version word au format html que j'ai ensuite enregistré au format pdf, on est ainsi passé de 3,8 MO à 0,64 MO (646 Ko) divisant par 5 la durée du téléchargement.

Je ne sais pas chez vous, mais ici la ligne est très lente, cela dépend des moments aussi, et je paie chaque minute de connection, je vais

demander aux camarades de Claire de me rembourser, je déconne bien sûr, le téléchargement de leur document m'a coûté l'équivalent d'une plaquette de beurre de 250 gr, cela vous fait marrer, moi pas, car lorsque je dis que j'ai tout juste de quoi survivre, je ne raconte pas de conneries, cela veut dire que je compte tout, je ne suis pas pingre ou avare mais je suis encore assez responsable pour faire attention à chaque dépense, sinon c'est la fuite en avant et la ruine, regardez où en est le capitalisme !

On est dimanche, une chaleur à crever, il est 9h du matin et ils viennent juste de couper le courant, comme tous les jours jusqu'au milieu ou la fin de l'après-midi depuis deux semaines, c'est l'été ici, on reste de bonne humeur et on essaie de se détendre. Je ne mets pas en marche le ventilateur pour économiser la batterie et continuer à bosser.

Je trouve formidable les contributions de tous ces groupes ou tendances de militants, quel boulot et quelle détermination, j'en pense autant des camarades du POI, dommage qu'on n'arrive pas à se mettre d'accord, sur quoi au fait puisque chacun s'ignore superbement... Même la crise du capitalisme n'a pas réussi à nous rapprocher les uns des autres, à croire que nos désaccords valent mieux que ce qui nous réunit, et de nombreux militants finissent par se lasser de cette situation qu'ils trouvent incompréhensible où guider par des intérêts qui n'ont rien à voir avec la cause que nous défendons.

Le capitalisme a tourné le dos aux économies qui leur coûtent plus qu'elles ne leur rapportent, il préfère investir en Chine qu'en France par exemple, mais paradoxalement c'est encore dans ces économies que le procès de production s'achève, qu'il écoule les marchandises produites à bas coût ailleurs, c'est l'une des contradictions à laquelle il ne peut échapper sur fond de concurrence féroce sur le marché mondial. Comme chaque fois que le capitalisme se retrouve en crise, il doit d'affronter ses contradictions pour tenter d'en atténuer les conséquences jusqu'à la prochaine crise.

La spéculation et toutes les opérations financières auxquelles se livrent les capitalistes semblent avoir pour seul objectif d'accumuler toujours davantage de capital, pas seulement, si tout nouvel investissement nécessite de mobiliser toujours plus de capitaux pour un rendement calculé en fonction de l'état du marché et son éventuel déveoppement, il est souvent obsolète avant même que les investisseurs aient récupéré leurs capitaux et empoché les profits escomptés, on pourrait dire qu'avant même l'ouverture d'une nouvelle usine, ils ont déjà programmé sa liquidation et ainsi de suite, sans se soucier des conséquences sociales qui en découlent pour la classe ouvrière.

Nous savons que la dette des Etats des pays capitalistes les plus développés est en partie le produit des privilèges (supplémentaires) que leurs gouvernements ont accordé aux capitalistes au cours des dernières décennies avec une nette accélération depuis deux ans (plan de relance en direction de l'industrie financière), au détriment des conditions de vie et de travail de leur prolétariat, afin de leur permettre de continuer leur combat pour conserver leurs parts de marché sur le marché mondial. L'endettement abyssal des Etats est donc directement le produit de la concurrence mondiale que se livrent les capitalistes, comme celle-ci ne fait que croître avec le développement des pays dits émergents, cette dette n'est pas près de s'éteindre, et elle sert de prétexte à tous les gouvernements pour s'attaquer à l'ensemble des droits sociaux concédés ou acquis par les travailleurs au cours de la lutte des classes.

Nous savions déjà que le capitalisme s'était développé en se faisant crédit à lui-même... Aussi longtemps que la concurrence mondiale demeurait limitée à quelques pays dominants, la guerre que se livraient les capitalistes entre eux était contenue dans des limites supportables sur le plan économique, ils se partageaient le monde, ils l'exploitaient dans des conditions abominables, ils le pillaient littéralement, ce qui leur permettait de retomber sur leurs pattes pendant que chacun conservait sa place sur le marché mondial et son influence sur le plan politique, mais avec l'arrivée sur le marché de nouveaux concurrents disposant d'avantages que les vieux pays capitalistes avaient épuisés (une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci), leur guerre allait changer, non pas de nature car elle a toujours été tournée contre le prolétariat sur tous les continents, mais de direction, elle n'allait plus viser principalement le prolétariat des pays qu'ils exploitaient jusqu'à la moelle, elle allait se diriger (s'intensifier) contre leurs propres prolétariats. Le capitalisme français a désigné Sarkozy pour réaliser cette sale besogne.

Cela s'explique d'autant plus que les prolétariats des pays capitalistes dominants ne sont plus les seuls à consommer la plupart des richesses produites, à terme et à plus ou moins brève échéance maintenant, les capitalistes du CAC 40 par exemple qui réalisent déjà la moitié ou plus de leurs profits hors de France n'ont plus besoin d'écouler leurs marchandises en France, ils disposent à travers le monde d'une classe moyenne suffisamment développée qui dépasse en volume le marché français dont ils se détournent, ce qui explique que les capitalistes n'ont plus aucun intérêt à développer leur activité économique en fonction du marché français, et qu'ils sont indifférents à la décomposition ou à l'appauvrissement de ce pays, dont ils sont les principaux artisans.

Donc deux éléments à retenir qui marquent la situation présente et son développement à venir : d'une part les capitalistes réalisent une grande partie de leurs profits hors de France, d'autre part, ils ont et auront de moins en moins besoin de la population française pour écouler leurs marchandises ou services, ce qui explique qu'ils se foutent pas mal que la population s'appauvrisse.

Cela se traduit concrètement et immédiatement par la généralisation de l'exploitation effrénée sur tous les continents et dans tous les pays sans exception, tandis que les capitalistes sont lancés à la conquête des classes moyennes du monde entier, ce n'est sans doute pas pour rien qu'on entend souvent parler des inégalités croissantes entre les villes et les campagnes en Chine ou en Inde par exemple, mais on pourrait trouver d'autres éléments qui confirment cette tendance. Ce serait intéressant pour valider la démonstration que je viens de vous livrer, d'étudier l'évolution de la part qui revient à la consommation dans l'économie de chaque pays, on parle de 70% en France ou aux Etats-Unis par exemple, par rapport au PIB si je ne me trompe pas. Ce chiffre est faussé du fait qu'il ne tient pas compte de la dette intérieure, à combien tombe en réalité au jour le jour le niveau de la consommation ?

On va arrêter là pour aujourd'hui. On peut ajouter que le capitalisme mondial ne pourra pas s'en tirer pour autant, dans la mesure où dans les pays où se développe une classe moyenne, les revendications du prolétariat se font de plus en plus pressantes, les prix et les salaires augmentent, il arrivera donc un moment où l'économie de ces pays se retrouvera dans la même situation que celle des pays capitalistes dominants. A l'opposé dans les pays dominants, les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres ne cessent de croître, les gouvernements favorisent systématiquement les plus nantis au détriment du prolétariat qui s'appauvrit, ce qui va dans le sens de ma démonstration. Pourquoi la Chine ou le Brésil a décidé d'investir dans les infrastructures du pays et de favoriser la consommation interne ? Pas pour le bonheur de leurs peuples, mais parce que c'est une des recettes pour se développer et développer leur classe moyenne. (A suivre)

Bon dimanche à tous.

Le 19 avril

Ils disent clairement que vivre plus longtemps est incompatible avec la survie du régime capitaliste donc nécessite de remettre en cause notre droit à la retraite. La question qui est donc posée aux travailleurs est de savoir s'ils acceptent de sacrifier leur vie et leur retraite pour qu'une infime minorité de parasites continuent à s'enrichir sur leur dos.

S'ils répondent par la négative, il faut donc envisager d'abolir immédiatement le système économique capitaliste et de refonder la société sur de nouvelles bases économiques et sociales à partir des besoins et aspirations de la majorité de la population, d'avancer vers le socialisme, ce qui nécessite au préalable d'en finir avec le pouvoir politique en place au service du capitalisme, car l'existence des institutions de la Ve République est incompatible avec une politique économique conforme à la satisfaction des besoins des travailleurs. (lire ci-dessous la première info en bref)

La question qui est posée clairement à partir des retraites, mais aussi des salaires, de la précarité, du chômage, est celle de la rupture avec le capitalisme.

Comment peut-on avancer dans la discussion sur cette question ?

De deux choses l'une, soit les capitalistes passent à la caisse, soit il faut les exproprier pour se donner les moyens d'assurer nos retraites sans faire le moindre sacrifice supplémentaire. Traduit sur le plan politique, soit le gouvernement fait casquer les banquiers et les capitalistes, soit il refuse et dans ce cas-là il faut le chasser du pouvoir. Si le gouvernement refuse, c'est parce qu'il est au service des capitalistes, donc à l'opposé, seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait faire payer les capitalistes ou les exproprier et résoudre ainsi favorablement la question des retraites.

Hier je me suis connecté sur les sites Internet de différents partis ou groupes, je voulais voir comment ils s'y prenaient pour présenter la question des retraites aux travailleurs, avec la meilleure volonté du monde je n'ai rien trouvé d'intéressant. Ils ne se creusent pas beaucoup la cervelle ou ils sont sclérosés, une nouvelle fois face à une question qui touche tous les travailleurs ils sont totalement incapables de parler leur langage, de leur expliquer les choses simplement, du coup l'opposition au gouvernement manque de crédibilité malgré les arguments avancés par les uns et les autres.

Ce que j'ai remarqué, c'est qu'ils passaient tous à côté des choses les plus élémentaires avec leurs têtes farcies de théorie. Ce qui me choque, c'est qu'on n'explique pas aux travailleurs que l'argent dont disposent les capitalistes n'est pas tombé du ciel, que sans notre travail ils n'en auraient pas. Dès lors comment peuvent-ils prétendre à notre place l'usage qui doit en être fait ? C'est à nous et à nous seuls les producteurs de décider qu'une partie du fruit de notre travail dont ils disposent (les capitalistes) doit être consacrée à augmenter les salaires et donc financer les retraites, idem pour l'embauche des 5 millions de chômeurs... Ensuite on peut embrayer sur les arguments politiques que j'ai avancés plus haut. C'est ainsi qu'on aide les travailleurs à rompre avec le capitalisme, à desserrer l'étau de leur subordination au capitalisme pour pouvoir commencer à envisager une vie meilleure. Ne faut-il pas commencer par là ? On a là la possibilité de briser le culte du capitalisme présent dans toutes les têtes, si l'on passe à côté de cette occasion, autant dire que l'on rame dans le désert.

Si on ne part pas de cette réalité, on laisse croire aux travailleurs que finalement les capitalistes ont bien le droit de faire ce qu'ils veulent de leur argent, c'est l'argument préféré du gouvernement et du Medef, sauf que ce n'est pas leur argent, cet argent nous appartient, cet argent, c'est l'argent qu'ils nous ont extorqué, volé, légalement, avec la bénédiction des institutions de la Ve République. La question est de savoir si la légitimité est du côté de celui qui travaille et produit les richesses, la plus-value, ou du côté de celui qui se l'approprie pour en faire ce qu'il veut ensuite en la détournant de préférence des besoins sociaux de la population. Comment voulez-vous combattre classe contre classe en ne partant des rapports sociaux d'exploitation qui sont à la base de l'antagonisme entre les classes ? Par des slogans ?

La question des retraites pose donc la question des fondements économiques de la société.

On voit bien dans les différents discours et arguments avancés par les uns et les autres qu'ils s'adressent à des militants et non aux dizaines de millions de travailleurs inorganisés. C'est la caractéristique de politiques d'appareils. On nous rétorquera que les travailleurs ne posent

pas non plus la question des retraites telle que je la pose. Assurément, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il faut partir d'éléments simples et qui leur sont accessibles, pour arriver ensuite à des arguments politique plus complexes ou élaborés. S'ils ne possèdent même pas les éléments de base pour réfléchir et se faire une opinion (je n'ose pas dire librement) sur les arguments avancés par le gouvement et ceux qui s'y opposent, ils sont en position de faiblesse, ils vont se faire rouler encore une fois, même si quelque part ils comprennent qu'on leur demande de nouveaux sacrifices et qu'ils s'y refusent.

Ce que je veux dire, c'est qu'au-delà de leur état d'esprit que l'on connaît bien, c'est leur niveau de conscience politique qui doit progresser, conscience politique veut dire ici qu'ils aient davantage conscience que les rapports sociaux qui existent dans la société reposent sur les rapports de production, sur un antagonisme fondamentale entre les classes, que c'est parce que les différentes classes n'ont pas les mêmes intérêts qu'elles se combattent et qu'il faut s'organiser, se mobiliser pour défendre nos droits sinon nous allons nous faire broyer par la machine infernale des institutions.

L'état d'esprit de l'ouvrier dit : impossible de cotiser ou travailler plus longtemps, impossible d'augmenter les cotisations, impossible de percevoir une retraite plus faible. Leur conscience politique dit : avec la crise c'est pas facile, il va bien falloir que quelqu'un paie et comme d'habitude on sait qui va payer, toujours les mêmes, on n'y échappera pas. Leur état d'esprit s'oppose à la contre-réforme des retraites de Sarkozy, et leur niveau de conscience politique n'est pas suffisamment développé pour s'y opposer efficacement, cette faiblesse les fait douter, on leur a présenté des scénarii catastrophes, du coup ils ne savent plus quoi trop penser. Or il n'y a pas de fatalité, seule l'ignorance nous fait baisser les bras, accepter l'inacceptable, c'est donc contre cette ignorance à la base qu'il faut se battre, c'est aussi un moyen de redonner espoir aux travailleurs, qu'ils finissent par se dire que la société c'est eux qui l'ont faite et non les actionnaires ou membres de conseils d'administration qui se prélassent sur une plage de sable fin de la Caraïbe grâce au fruit de leur travail.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe les ouvriers engageaient des combats très dures contre les capitalistes en n'hésitant pas à remettre en cause leur légitimité (acquise frauduleusement), ils ne s'occupaient pas de savoir si oui ou non leurs revendications étaient compatibles avec la survie de leur entreprise, elles s'inscrivaient ainsi dans la perspective du socialisme. Les discussions entre ouvriers et militants étaient loin de ce qu'on peut lire aujourd'hui dans un tract, elles étaient plus directes, plus crues, plus compréhensibles pour la majorité des travailleurs sans rien renier sur le fond. C'est avec cet état d'esprit révolutionnaire que les militants du mouvement ouvrier doivent renouer et aborder la question des retraites, sinon ils seront réduits à l'impuissance ou au gauchisme ou pire encore, et le prolétariat réduit à l'état d'esclave.

Oui les capitalistes on va les faire cracher au bassinet, ils n'auront pas notre peau, on ne se laissera pas faire, c'est nous qui allons les réduire en esclavage, on va les faire bosser pour leur apprendre ce qu'est la vie, ils ne veulent pas qu'on se serve, on va tout leur prendre, on va les chasser, ils auront eu ce qu'ils méritaient car cela fait trop longtemps qu'ils nous pourrissent la vie...

La question des retraites pose aussi la question : de quel droit les représentants des capitalistes décident-ils à notre place ? Quels droits avons-nous finalement dans cette société ? Aucun, il faut donc remédier à cette situation et prendre notre destin entre notre main...

Organisons-nous, organisons la classe, aidons-la à élever son niveau de conscience politique et nous aurons fait un pas en avant vers notre objectif, nous serons vraiment utile à notre classe. Personnellement, je soutiens les initiatives du POI et j'appelle tous les militants à rejoindre les comités qu'ils ont commencé à constituer dans tout le pays. Je ne peux pas soutenir les collectifs mis en place à l'initiative des signataires de l'appel de la fondation Copernic et Attac parce que leurs participants pratiquent un double langage et ne se proposent pas de mobiliser l'ensemble du prolétariat contre le gouvernement.

Un dernier mot.

Très vite ils viennent encore de couper le courant. Je rédigerai demain ou dans quelques jours la suite de la causerie d'hier sur l'économie. On s'intéressera au volet de la consommation. De quoi se compose-t-elle ? On consomme des marchandises qui viennent d'où ? On produit quoi en France ? En gros, en dehors de l'immobilier et de la voiture qui absorbent une grande partie du budget des ménages, qui font l'objet de crédits, du TGV, d'Airbus et quelques bricoles, ce qui est produit et consommé en France est du domaine de l'alimentaire, et encore, tout le reste est produit ailleurs et une bonne partie de la production est destinée à l'exportation, pratiquement plus aucun bien d'équipement n'est produit en France (TV, réfrigérateur, ordinateur, électroménager, etc)... Ceci pour dire que la consommation peut se maintenir à un niveau élevé sans que cela se répercute sur l'économie du pays, sur le taux de chômage, etc. Par contre l'Etat engrange la TVA !

Bonne semaine et bon courage à tous.

Par la grâce du pouvoir politique.

Depuis 2007, les entreprises ne payent plus d'impôt sur les plus-values lorsqu'elles vendent leurs filiales. Résultat : depuis que les plus-values sont exonérées, le nombre de holdings croit en France (1 112 en 2007, 1 276 en 2009). Dans l'OCDE, 21 pays sur 29 pratiquent l'exonération des plus-values

Cette exonération - aussi appelée «niche Copé» du nom du ministre du Budget de l'époque - a généré un manque à gagner pour l'État de 3,4 milliards en 2007, 12,5 milliards en 2008 et 6,1 milliards en 2009, selon les chiffres de Bercy. Et c'est uniquement la crise qui a fait baisser la note l'an passé, les entreprises ne voulant pas céder à perte des participations.

De fait, comme l'a révélé le magasine Marianne, Danone a pu économiser en 2008 500 millions d'impôt sur les sociétés (IS) sur la cession de Danone Biscuit réalisée en 2007 (l'IS étant payé avec un an de décalage). Pour Suez, à l'époque pas encore marié à GDF, la ristourne a été de 800 millions. Autres grands bénéficiaires : les fonds de LBO (leveraged management buy out), qui achètent des sociétés pour les revendre quelques années après.

Le coût lui-même de la niche est surévalué, car par convention méthodologique, il se calcule en faisant comme si les plus-values avaient été imposées à 33,3 %, taux normal de l'IS. Or, elles ne l'étaient qu'à 19 %. La perte occasionnée par l'exonération tourne plutôt autour de 12 milliards sur trois ans. (Lefigaro.fr 18.04)

Retraites.

1- Du côté du parti officiel du capital.

Interview de X. Bertrand à 20minutes.fr.

"*Puisqu'on vit beaucoup plus longtemps, il faut accepter de travailler un peu plus longtemps...*". "*Oui, les Français ont pris conscience que l'allongement de la durée de vie l'exige.*"

"*Le principal problème est le coût du travail d'un senior, beaucoup plus lourd que celui d'un junior.*"

"*J'aimerais que le parti socialiste parle d'une même voix. François Hollande et Manuel Valls pensent qu'il faut travailler plus longtemps. Mais pas Vincent Peillon. Quant à Martine Aubry, on ne sait plus ce qu'elle pense...*" (20minutes.fr 18.04)

Bertrand est aussi un adepte du syllogisme : 1- "*Puisqu'on vit beaucoup plus longtemps*", 2- et "*que les Français ont pris conscience que l'allongement de la durée*" posait un problème pour assurer la pérennité du système de retraite par répartition, 3- "*il faut accepter de travailler un peu plus longtemps...*" pour résoudre ce problème afin que chacun puisse disposer d'une retraite dans l'avenir. Pas compliqué à formuler, n'est-ce pas ? Plus dur à faire avaler peut-être ?

2- Du côté du parti officieux de l'ordre.

"*Aujourd'hui, on sait qu'il n'y a aucune bonne solution et qu'il va falloir demander des efforts à quelqu'un: les retraités ou les actifs*", explique le président de la fondation Terra Nova, un "think tank" socialiste.

"*La bonne démarche, c'est de ne pas parler avant le gouvernement*", renchérit François Hollande pour qui "*le PS doit être au clair sur les grands principes mais ce n'est pas à lui de présenter un projet de loi chiffré*".

Les "*lignes rouges*" communes sont connues : consolider le système par répartition, ne pas toucher à l'âge légal du départ à la retraite, maintenir le niveau des pensions et taxer les revenus financiers.

Dans une tribune publiée cette semaine par *Le Monde*, le premier secrétaire évoque, entre autres, la piste d'une surtaxe de 10% sur l'impôt sur les sociétés acquitté par les banques.

Mais Martine Aubry, qui a entamé une série de consultations avec les syndicats, a fort à faire pour harmoniser les positions des différents courants.

Des membres de l'aile gauche du parti, pilotée par Benoît Hamon, ont signé, aux côtés de dirigeants du Parti communiste ou du NPA, le texte d'Attac et de la Fondation Copernic visant à "*en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers*".

Comme eux, Vincent Peillon a fait savoir qu'il était opposé à tout allongement de la durée de cotisation mais l'idée séduit un nombre grandissant de cadres socialistes.

"*Le système français a toujours privilégié le niveau de cotisation plutôt que la durée: on est à 25% contre 16% en Suède*", fait valoir Olivier Ferrand, proche de Dominique Strauss-Kahn. A ses yeux, "*ce qui est logique aujourd'hui, c'est de pousser la durée de cotisation*".

"*Si on y réfléchit, c'est un levier plus juste que de toucher l'âge légal de départ à la retraite*", fixé à 60 ans, estime Marisol Touraine, chargée de rédiger une note de synthèse sur les retraites pour la réunion de mardi.

Parce qu'elle ne croit pas à une "*réforme ultime*" et pour renforcer la lisibilité du système, la député suggère d'importer le système suédois des "*enveloppes oranges*": tous les ans, les salariés reçoivent un état de leurs pensions et de l'évolution du système. (Reuters 18.04)

Conformément à sa fonction, le PS pratique le double langage, et conformément à sa nature de classe, il se range au côté des capitalistes, un classique du genre, quoi.

3- Du côté syndical.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, estime le dialogue sur la réforme des retraites "*faussé*" par le ministre du Travail Eric Woerth, qu'il accuse de tenir un "*double langage*", dans un entretien à paraître dans le "*Journal du dimanche*".

"*J'ai constaté, dès la première rencontre, que le dialogue était faussé*", a commenté M. Thibault, qui estime inadmissible "*le double langage*" du ministre face, d'une part, aux syndicats et d'autre part, à la presse.

Selon M. Thibault, "*le gouvernement veut empêcher un vrai débat transparent sur les solutions à apporter aux régimes de retraites*". Il lui reproche ainsi de chercher "*à donner le change avec un semblant de dialogue social alors que ses choix semblent faits*", parlant de choix qui sont "*ceux du Medef*". (AP 17.04)

On espère qu'après cette déclaration plus personne ne nous sortira que Thibault (et les autres dirigeants syndicaux) est tombé dans un "*piège*" tendu par le gouvernement, il vient justement de dire le contraire ou qu'il l'avait évité. Je plains sincèrement ceux qui n'ont cessé de le marteler pendant des mois, que dis-je, des années ! Pourquoi ? Je vous laisse réfléchir à cette question. On n'attendra pas de leur part qu'ils le reconnaissent et corrigent eux-mêmes publiquement cette erreur d'appréciation. Mais que rien n'empêche les militants de ces partis ou groupes de demander des explications à leurs dirigeants, s'ils osent ou en ont le courage. Vous voyez qu'on y voit un peu plus clair avec la crise, quelle aubaine ! Mais on n'est pas au bout de nos peines camarades pour retrouver le chemin de la tradition du combat révolutionnaire du prolétariat. Entre nous et sans prétention, qui avaient raison, vos dirigeants ou votre serviteur qui écrit ces lignes ? Surtout ne vous fatiguez pas à me répondre par courriel vous risqueriez de vous fouler un doigts avec votre clavier !

Que peut être un "*vrai débat*" avec le gouvernement, sinon légitimer le fait qu'il s'apprête à tailler à la hache dans nos retraites ? Il ne peut y avoir de débat que lorsque l'on cause de la même chose, quand on se situe sur le même terrain. Thibault prétend ici qu'il est possible que les dirigeants syndicaux et le gouvernement participent ensemble à un "*vrai débat*", autrement dit qu'ils se situent sur le même terrain, qu'ils partent d'un "*constat partagé*" de la situation pour aborder la question des retraites, sachant que le gouvernement se situe sur le terrain de la préservation des intérêts des capitalistes et qu'il n'en reconnaît aucun autre, cela signifie que Thibault est prêt à lui emboîter le pas. Finalement, le"*vrai débat*" que réclame Thibault avec le gouvernement a pour fonction d'amener le prolétariat à y participer sur les bases dictées par le gouvernement et le tour est joué, pas si sûr...

Economie.

UE.

Les ministres des Finances de l'Union européenne, qui cherchent à donner au secteur financier les outils pour gérer les banques en difficulté, n'ont pas réussi samedi à se mettre d'accord pour adopter une taxe sur les banques à l'issue de deux jours d'entretiens à Madrid.

La présidente de la réunion, Elena Salgado, a expliqué qu'il n'existait pas entre les 27 de "*consensus total*" à l'issue de deux jours de discussions sur le mode de taxation, entre une taxe sur les transactions financières et une taxe directement sur les banques. (AP 18.04)

Taxer leurs donneurs d'ordres, vous n'y pensez pas ! Une taxe ou une mesure qui servirait les intérêts des plus grandes banques ou institutions financière comme aux Etats-Unis, d'accord, mais à 27 il y aura forcément des Etats qui en profiteraient, les autres seront-ils prêts à se soumettre à ce diktat ?

Etats-Unis.

Les autorités américaines de régulation ont saisi vendredi les avoirs de huit banques en faillite, totalisant un montant de plus de six milliards de dollars.

Depuis le début de l'année, 51 banques ont fait faillite aux Etats-Unis, où le redressement du secteur bancaire ne suit pas la reprise économique.

Selon Sheila Bair, présidente de la FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation), les faillites bancaires vont atteindre un pic au troisième trimestre 2010.

Signe de l'ampleur du marasme dans le secteur bancaire des Etats-Unis, le nombre de banques en difficulté a grimpé de 27% au quatrième trimestre 2009, en passant à 702, selon la liste dressée par la FDIC, soit 9% de l'ensemble des établissements bancaires américains. (Reuters 18.04)

En voilà une bonne nouvelle ! Vive la crise ! Vive la révolution prolétarienne ! Vive le socialisme !

Le 20 avril

Deux articles de presse (en ligne dans le site) indiquent quelle stratégie le gouvernement va adopter d'ici 2012 pour tenter de récupérer le terrain perdu sur le plan électoral :

1- "*La priorité, ce ne sont pas seulement les très pauvres mais les classes moyennes*" ;

2- FN-UMP, le retour de la question de l'alliance.

Choyer les classes moyennes et passer une alliance avec le FN, un cocktail qui en rappelle un autre de funeste mémoire et qui avait conduit à la dictature en Allemagne dans les années 30...

On nous explique que l'électorat du FN serait plutôt populaire, autrement dit ouvrier, sauf que la petite-bourgeoisie et les classes moyennes représentent au moins 30 à 40% de la population, et que c'est davantage chez cette population qui ne supporte pas de voir ses privilèges sans cesse rognés que l'on trouve le plus de nazillons potentiels.

Et de notre côté ? Rien de nouveau, on s'atomise à l'infini, on se divise tant qu'on peut, on s'étripe férocement, on affiche nos désaccords, on multiplie les comités ou collectifs, chacun le sien, on réduit notre programme à une peau de chagrin pour ne pas effrayer l'ouvrier ou le bourgeois, on est en droit de se poser cette question, chacun tente de tirer la couverture vers lui et de piquer les élus ou les militants des autres partis, l'essentiel semble être de continuer à exister...

A la fuite en avant du capitalisme qui nous promet une gigantesque explosion sociale, nous répondons par une fuite en avant dans le moins politique possible, sans doute le meilleur moyen de nous rapprocher de notre objectif ! Désespérant et navrant en réalité. 70 ans après la disparition de Trotsky et un peu plus après la rédaction du *Programme de transition*, nous démontrons ainsi que nous ne sommes toujours pas capables de résoudre la question de la direction politique du prolétariat.

Heureusement que la crise n'est pas terminée, mais malheureusement elle n'a permis jusqu'à présent que de mettre un peu plus en lumière le sectarisme de LO, l'incurie politique du NPA, l'opportunisme débridé du PG et du PCF, le positionnement du PS au côté des banquiers, les oscillations et les contradictions du POI, sans déboucher sur une réelle recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines résolument tournées contre le capitalisme et les institutions...

Pas de quoi être pessimiste pour autant, le temps joue contre nos ennemis et les conditions objectives nous sont favorables.

Il y en a qui ont cru que l'on pourrait gagner des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes frappées également par la crise, c'était sans tenir compte qu'elles ont encore des réserves importantes pour affronter la situation et que le petit-bourgeois ne se rallie au prolétariat que lorsqu'il a acquis le sentiment qu'il n'a plus rien à attendre du régime ou lorsque le prolétariat s'est lancé tête baissée dans le combat contre le régime ce qui n'est pas le cas non plus, en attendant il préfère s'en remettre à l'homme ou à la femme providentielle...

Erreur d'analyse de la situation à l'intérieur de chaque classe sociale, erreur d'analyse des rapports qu'ils entretiennent, incapacité de reconnaître ses erreurs donc de les corriger, refus de faire le bilan politique de chaque parti, refus de faire ou refaire l'inventaire des 70 dernières années de lutte de classe, refus de rompre avec les institutions, refus de rompre avec un syndicalisme financé par l'Etat qu'on est censé combattre, bref, on ne change pas une équipe qui perd... (A suivre)

La taxe carbone enterrée par l'U.E. Sarkozy désavoué.

La Commission européenne ne proposera pas de taxe carbone aux frontières de l'Union européenne en juin, comme évoqué par Nicolas Sarkozy, a déclaré Karel De Gucht, commissaire européen au Commerce international.

Lors de son audition au Parlement européen en janvier, il avait exprimé son opposition à toute taxe carbone aux frontières de l'UE, ce qu'il a confirmé lundi.

"*Ma position personnelle était de dire que j'étais contre. Je ne suis toujours pas en faveur (...) D'abord, cela comporte de grands risques de déclencher une guerre commerciale. Ensuite, il est très difficile de l'appliquer. Je ne pense pas que cela soit la solution*", a-t-il dit. (Reuters 19.04)

Il y a juste à demander pour être servi.

La compagnie aérienne britannique British Airways a indiqué lundi que les compagnies aériennes avaient demandé des compensations financières à l'Union européenne (UE) pour la fermeture des espaces aériens à la suite du rejet d'un nuage de cendres par un volcan en éruption en Islande. (AP 19.04)

Les patrons-pécheurs, les patrons-routiers, les patrons-taxis, les patrons-coiffeurs, les ostréiculteurs, les agriculteurs, les banquiers, les industriels du secteur automobile, etc. tous les patrons du plus petit au plus grand demandent et obtiennent des compensations, des subventions, des aides financières de tout ordre de la part des gouvernements et de l'Union européenne, normal, non ?

Il y a ceux qui s'en tirent bien.

Citigroup a dégagé un bénéfice de 4,43 milliards de dollars (3,3 milliards d'euros) au premier trimestre, tirant parti d'une réduction des pertes sur créances.

Tandis que l'indice bancaire KBW a progressé de 28% depuis le début de l'année, Citigroup a elle bondi de 38% dans le même temps, soutenue par de meilleures perspectives en matière de crédit.

Ces perspectives profitent aux banques considérées comme plus risquées, car le marché juge que ces dernières ont encore davantage à gagner que leurs pairs d'une stabilisation de l'économie. (Reuters 19.04)

Le 21 avril

Si vous avez lu la causerie d'hier, j'abordais la stratégie de Sarkozy jusqu'en 2012 axée sur les classes moyennes, en voici la confirmation pas plus tard qu'hier dans un article de l'Express :

1- Comment reconquérir, dans la perspective de 2012, l'électorat perdu par la majorité aux dernières régionales? Pour Nicolas Sarkozy, il faut séduire ceux qui ont reporté leur voix vers le Front national en replaçant la sécurité au premier plan.

2- "On ne peut pas répondre au Front national uniquement à travers l'immigration et la sécurité. Le vote FN a été nourri par la désespérance sur les questions sociales et plus particulièrement dans les classes moyennes", explique Laurent Wauqiez dans une interview au Monde ce 20 avril.

Le conseiller politique de l'UMP assure : "Aujourd'hui, la priorité, ce ne sont pas seulement les très pauvres mais les classes moyennes et surtout les classes moyennes modestes" car, avec la crise, "ceux qui se sont vus s'appauvrir, ce sont les classes moyennes".

Le remaniement ministériel après les régionales donnaient déjà la tendance, on en a confirmation.

Au Modem, François Bayrou, prônait un "arc central", alliant la gauche et le centre à la "droite sociale" lors des dernières élections, à l'UMP, le président du Sénat, Gérard Larcher a organisé à l'automne un colloque sur le "modèle social français", puis Dominique de Villepin est monté au créneau en se réclamant ouvertement héritier du "gaullisme social", c'est au tour maintenant du centriste Marc-Philippe Daubresse qui verrait bien Jean-Louis Borloo candidat en 2012 plutôt qu'Hervé Morin parce que "la cohésion sociale et l'environnement (sont) de vrais sujets pour la deuxième partie du quinquennat". (source : lexpress.fr 20.04)

On ne s'est jamais donné la peine d'analyser avec précision la composition des différentes classes sociales de nos jours, je n'y prétends pas ici, puisque la documentation me fait cruellement défaut pour mener à bien un tel travail. Cependant rien n'empêche de réfléchir à cette question en partant des données dont nous disposons.

Si l'ensemble des ouvriers et employés du public et du privé des villes et des campagnes représentent la majorité de la population, ils sont loin d'être tous lotis à la même enseigne, il y en a parmi eux qui par leurs revenus et leur mode de vie sont plus proches du petit-bourgeois qui fait un boulot qui lui plaît, qui dispose de revenus confortables et qui habite dans un quartier pavillionnaire ou un lotissement coquet, que de l'ouvrier qui bosse en usine ou sur un chantier ou encore la caissière d'un supermarché qui croupit dans une HLM ou loue dans le privé un appartement exigü avec un loyer prohibitif.

Prenons un conducteur de TGV qui perçoit 4.000 euros de salaire et dont la compagne travaille, ils disposent d'un revenu de plus de 5.000 euros par mois, ils sont propriétaires de leur maison, ils partent en vacances l'été en Australie ou au Japon, ils profitent des sports d'hiver chaque printemps et s'ils leur restent encore une semaine de congés ils les passent de préférence au soleil à la Guadeloupe ou au Brésil. J'ai un copain qui est à peu près dans la même situation, il bosse dans l'informatique et sa compagne travaille chez un opérateur en téléphonie, ils ont acheté un appartement dans Paris et ils se paient des vacances de rêve à l'autre bout du monde. Mon discours politique les indiffèrent.

Quant à l'ouvrier qui bosse dans une petite entreprise et perçoit un salaire entre 1.000 et 1.500 euros par mois, sa compagne travaille à mi-temps pour à peine 500 euros par mois, s'ils n'ont pas de bol ils habitent dans une banlieue pourrie dans une HLM, ils partent en vacances en camping deux ou trois semaines, pour eux les sports d'hiver ou la Caraïbes demeurent du domaine de l'éternel devenir.

Les premiers feront face sans problème à toute dépense imprévue, à toute augmentation ou imposition nouvelle, les seconds devront faire des choix toujours plus délicats, voire impossibles et se serrer davantage la ceinture pour survivre. Pour les premiers tout achat important ne pose aucun problème, ils peuvent payer cash, cela leur évite de prendre un crédit et de payer des intérêts, pour les seconds se sera chaque fois un casse-tête ou un drame, les premiers changent de bagnole tous les trois ans en moyenne, les seconds ont conservé leur vieille bagnole parce qu'ils sont déjà endettés jusqu'au cou.

Pour les premiers acheter une bouteille de vin à 15 ou 20 euros tous les week-end, se faire un bon gueuleton ou se payer un restaurant gastronomique avec les enfants ne pose pas de problème, impossible pour les seconds qui se satisferont de la vinasse et d'un Mac Do une fois par mois pour faire plaisir aux gosses. Le forfait hospitalier ou le tarif de la visite médicale augmente, les premiers ne s'en rendent même pas compte, mais pour les seconds c'est une nouvelle ponction qui ne passe pas inaperçue. Les premiers ne sont pas à 100 euros près, les seconds sont à un ou quelques euros près.

Il y a un problème à l'école, les premiers retirent leur gosse du public pour le mettre dans le privé, ils ont les moyens de payer, quant aux seconds ils sont bons pour aller s'expliquer avec le proviseur en espérant que les choses s'arrangeront, l'angoisse au ventre en prime.

Etc. etc.etc.

Maintenant prenez un membre d'une profession libéral, médecin, avocat ou architecte, un artisan à son compte ou un commerçant ou encore un patron d'une PME, selon vous, par leurs revenus et leurs modes de vie, ils ressemblent davantage à la première ou à la deuxième famille ouvrière décrite plus haut ?

Un couple d'ouvriers qui disposent de deux revenus complets et travaillent depuis 10 ans ou plus se rapprochent du conducteur de TGV que j'ai pris comme exemple, passé 2.500 euros nets par mois, on peut toujours s'en sortir, avec la moitié on vit perpétuellement en état de survie, donc on ne voit pas les choses de la même manière, on n'a pas forcément les mêmes préoccupations.

Parmi les 54 ou 60% de travailleurs considérés comme faisant partie de la classe ouvrière, combien sont en couple et disposent de revenus dont la somme dépasse 2.000 ou 2.500 euros par mois ? La majorité d'entre eux, si l'on se réfère aux chiffres donnés par l'Insee qui a répertorié 13% de pauvres en France. Le drame pour eux comme pour les autres catégories d'ouvriers, c'est évidemment le chômage ou l'accident qui prive l'un ou l'autre de son emploi, d'un seul coup ce couple peut basculer dans la catégorie des travailleurs pauvres, pas au début, mais progressivement s'il ne retrouve pas un boulot. La pire situation, c'est celle que rencontrent les travailleurs qui vivent seuls, pire encore, quand ils doivent élever un ou des enfants.

J'écris cela alors que je vis en Inde depuis 1996, je n'ai jamais vécu sous l'euro, j'espère ne pas m'être trop écarté de la réalité. J'ai de la famille en France et Mageswary y passe une partie de l'année, donc je peux quand même observer l'évolution de la situation.

Une de mes soeurs, qui est commerciale dans une boîte d'informatique et son époux qui était chef mécanicien dans un garage, ont pu se payer une super maison en bord de Seine en banlieue parisienne, ils ont deux voitures et vivent exactement comme la première famille plus haut, ils envisageaient d'acheter une maison au Portugal... Leur fille vient d'acheter une maison et d'emménager avec son compagnon et marche sur les pas de ses parents, bref, pour eux la vie est belle, inutile de vous dire qu'ils ne partagent pas non plus mes idées politiques, pas du tout même, normal, non ?

L'UMP a décidé de favoriser la petite-bourgeoisie et les classes (ou couches) moyennes dans laquelle je classe le conducteur de TVG ou ma soeur, parce que tous les membres de cette classe ou de cette couche sociale ne sont pas logés à la même enseigne et des pans entiers se paupérisent et glissent dans le prolétariat, alors qu'elles constituent avec la grande bourgeoisie le socle social du régime sans lequel il serait voué à une instabilité chronique et dangereuse sur le plan politique.

On a expliqué que c'était parce que le PS avait oublié cette classe ou cette couche sociale qu'il avait perdu les élections de 2007. Elles viennent d'infliger une cinglante défaite à l'UMP en guise d'avertissement pour 2012.

Les cadres, artisans ou commerçants qui travaillent beaucoup ont cru que le slogan "travailler plus pour gagner plus" s'adressait également à eux et qu'ils allaient être davantage récompensés pour leurs efforts, or rien de tel ne s'est produit depuis que Sarkozy a été élu ou c'est même plutôt l'inverse qui a eu lieu. Parmi eux certains resteront sur le carreau, par exemple ceux que l'Union européenne a décidé de sacrifier, d'autres passeront aussi à la basserole dans les mois et années à venir, donc la marge de manoeuvre de l'UMP va être très limitée, mais là étrangement, l'endettement de l'Etat ne constitue pas un obstacle à la générosité du gouvernement envers cette classe et couche de travailleurs, la stabilité sociale du régime n'a pas de prix, surtout quand sur le plan politique à défaut de reprendre les vieilles recettes éculées du passé, il n'existe aucun remède miracle pour éviter une crise, cela l'UE l'a bien compris ou à défaut de le comprendre, elle doit l'accepter, car c'est en dernier ressort l'Etat, le gouvernement qui décide la politique qu'il entend mener.

On arrêtera là aujourd'hui. A défaut d'une conscience politique parvenue à maturité et de conditions objectives suffisamment contraignantes pour passer à l'action et remettre en cause le régime, la classe ouvrière, ses couches les plus favorisées, la petite-bourgeoisie ne se mobilisent pas en masse ou demeurent dans l'expectative.

On peut expliquer qu'il en est ainsi à cause de la politique des appareils des partis et syndicats, mais parmi les gens dont je vous ai parlés, l'immense majorité d'entre eux en ont rien à foutre des discours des dirigeants, ils sont hermétiques à la politique et au syndicalisme, et ceux qui s'y intéressent ne voient que leurs intérêts corporatistes, le reste les laisse pour ainsi dire indifférent, il faut qu'ils soient eux-mêmes frappés durement et de façon répétées pour se mobiliser, comme le gouvernement n'y tient pas trop, il prend les devants.

Une nouvelle loi scélérate.

Nicolas Sarkozy a promis mardi une nouvelle loi sur la suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire. Le président veut en fait assouplir le dispositif existant dans la loi "égalité des chances" de 2006 sous la forme d'un "*contrat de responsabilité parentale*" qui, en cas de non respect, peut conduire à la suspension des allocations.

Le secrétaire national de l'UMP en charge des questions de sécurité, Eric Ciotti, propose une procédure plus radicale et mise sur le côté "*dissuasif*". "*La notion d'absentéisme, c'est quatre demi-journées d'absence non justifiées par mois. Le directeur d'établissement doit en informer l'inspecteur d'académie*" qui "*convoque la famille de l'élève absentéiste pour lui adresser un avertissement et pour essayer de comprendre les raisons de cette situation*", a-t-il précisé à l'AP.

"*S'il y a récidive après cet avertissement, l'inspecteur d'académie saisit immédiatement la caisse d'allocations familiales pour suspendre les allocations familiales qui sont liées à cet enfant*", a-t-il ajouté.

Le dispositif actuel nécessite selon lui une "*procédure plus longue, moins systématique*" à cause de la présence du conseil général, qui "restera dans la boucle uniquement dans le cadre des mesures d'accompagnement social". (AP 20.04)

PS. Un programme réactionnaire sur toute la ligne.

Pierre Moscovici a remis son rapport sur le «*nouveau modèle économique, social et écologique*», première étape vers le projet économique et social 2012.

À la gauche du parti, on ne souhaitait pas, mardi, présenter un texte alternatif, comme le redoutait Pierre Moscovici. Les proches de Benoît Hamon veulent d'autant moins alimenter la machine à division que la crise financière a rapproché les points de vue entre les différentes sensibilités du parti.

Tiens donc, mais où est donc passé le courant "*de gauche*" du PS ? Ah c'était une escroquerie ! Mais non, mais non, c'est le PG de Mélenchon ! On se disait aussi...

Nous avons seulement quelques extraits de ce textes :

- il regrette que Sarkozy ait échoué "*à moraliser le capitalisme*". Non, pas possible ! ;

- Il critique la société de consommation en défendant le «*bien-être plutôt que le tout avoir*», explication : le "*bien-être*" d'une minorité de privilégiés vaut bien que l'immense majorité fasse ceinture ou se partage la médiocrité, médiocrité la plèbe doit se contente à défaut de mieux. Leur conception du partage des richesses : le bien-être pour une minorité, les privations pour la majorité, le capitalisme quoi ! ; Ou encore la tête et les jambes, devinez à qui vont leur préférence ?

- le projet contient l'idée maintes fois répétée d'une «*Sécurité sociale professionnelle*» chère à Thibault et... Sarkozy ;

- le texte propose une «*TVA écomodulable*», autrement dit la taxe carbone de... Sarkozy ;

- le PS demeure prudent sur les bas salaires puisque le document n'envisage que des «*coups de pouce réguliers*» au Smic.

Si le candidat du PS était élu en 2012, ce serait avec les voix des petits-bourgeois qui rêvent de devenir grands, alors que vous prolétaires, vous n'êtes tout juste bon qu'à suer et à crever sur les champs de bataille à la gloire du capitalisme, pour la grandeur de la France !

(Source : figaro.fr 20.04)

Etats-Unis. La cruauté des institutions, à l'image du capitalisme.

La Cour suprême des Etats-Unis a estimé, mardi 20 avril, que les vidéos ou photos d'actes de cruauté envers des animaux ne pouvaient être interdites par la loi car ne correspondant pas aux rares cas où la limitation de la liberté d'expression est autorisée. (Lemonde.fr 20.04)

Afghanistan. Une coalition d'assassins.

Les forces de l'Otan ont ouvert le feu mardi sur un véhicule suspect dans une province du sud-est de l'Afghanistan, tuant quatre personnes dont deux initialement présentées comme des "*insurgés notoires*", alors qu'il ne s'agissait que de trois adolescents (14, 15 et 17 ans) et d'un jeune policier dont aucun n'était armé.

Le père de deux des adolescents tués, Rahmatullah Mansoora, a précisé que ceux-ci et deux de ses neveux revenaient d'un match de volley-ball dans le district de Gorbas lorsque leur véhicule a essuyé les tirs des soldats occidentaux.

"*Tout personne est suspecte ou membre des taliban aux yeux de l'Otan. Ils ne sont pas ici pour nous protéger mais pour nous tuer (...) Je veux que les meurtriers soient jugés en cour martiale*", a confié Mansoor. (Reuters 20.04)

Ces salopards ont tué les gosses de Rahmatullah, vous imaginez un instant qu'on tue ainsi vos enfants partis assistés à une rencontre sportive ? Vous penseriez quoi ? Vous n'auriez pas la rage contre l'occupant ? Vous n'auriez pas envie de les flinguer ? C'est terrible !

Le 22 avril

Un mot à propos du site.

En regardant les statistiques de fréquentation du site, je suis tombé sur un fichier qui fournit la liste des adresses que vous avez tapé. Ils se trouvent que vous n'avez pas dû utiliser le menu de la page d'accueil qui est actualisé chaque mois, alors que j'ai oublié d'actualiser celui des autres pages, or il se trouve que j'ai dû parfois changer la localisation de certains documents pour des raisons de commodité ou de logique, ce qui explique que vous ne les trouviez pas.

Autre constat, il y en a qui ont cherché les causeries d'août à décembre 2010, alors que nous ne sommes qu'au mois d'avril !!! Idem, si vous cherchez les articles de presse de novembre 2010, vous êtes un peu en avance ! Il y en a qui ajoute /archives2010/ avant d'écrire causeries, alors que l'adresse correcte est www.luttedeclasse.org/causeries...htm.

Il y a un camarade qui a taper : /marxisme/larevolutionpermanente1.htm au lieu de : /marxisme/larevolutionpermanente.htm ; une erreur de ma part que je viens de rectifier, un camarade avait tapé : /marxisme/socialisme1880.htm alors que le fichier est au format pdf, mais l'erreur était de ma part, taper /marxisme/socialisme1880.pdf ; pour accéder aux contributions des années précédentes, il faut directement taper l'adresse www.luttedeclasse.org/cp05.htm et non : www.luttedeclasse.org/service/cp05.htm, par exemple.

Ce que je ne comprends pas, c'est toutes les erreurs de frappe, alors qu'il suffit de cliquer sur le lien, le fichier ou document s'ouvrira dans une autre fenêtre automatiquement, cela évite les erreurs de frappe justement. Je ne comprends pas non plus pourquoi vous ne m'envoyez pas un petit message pour que je puisse éventuellement corriger une erreur, pensez aux autres aussi, cela vous prendra 10 secondes ! Il arrive parfois qu'un fichier ait été téléchargé correctement dans le serveur qui abrite le site et que plus tard il soit endommagé sans que personne ne le sache. Je vous avoue que je n'ai jamais vérifié que tous les fichiers avaient bien été correctement chargés dans le serveur, j'y passerais des heures et des heures, pas le temps, donc c'est au fur et à mesure que l'on prend connaissance des problèmes, d'où la nécessité de m'avertir en cas de problème.

Que vous ne vouliez pas participer au fonctionnement du site, c'est votre droit, que vous ne vouliez pas participer au financement du site, c'est parfaitement votre droit, que vous utilisiez le site comme bon vous semble, c'est encore votre droit, mais vous pourriez au moins me signaler les problèmes que je viens d'évoquer dans la mesure où le site vous intéresse et que vous recherchiez vraiment un document, d'autres militants peuvent rencontrer le même problème dans le futur, pensez-y. Franchement je m'étonne de ces relations que je trouve pas très sympathiques, mais bon, cela se corrige, je ne vous fais pas la leçon, on est simplement embarqué dans la même galère. Quand j'écris chaque jour, jamais il ne m'arrive de me dire : bon, ça ira très bien comme cela, de toutes manières ils lisent et tournent la page aussitôt ou ils s'en foutent, au contraire, je me demande toujours si j'ai été assez clair, si j'ai été à l'essentiel, etc., j'estime avoir un profond respect pour les camarades qui se connectent sur le site, en principe ce ne devrait pas être à moi de le dire mais j'y suis obligé ici.

Quelques infos en bref.

PS. L'"*alternative*" dans la continuité.

Le PS doit définir un «*nouveau modèle qui soit fidèle à nos valeurs de toujours (la recherche de l'égalité, la démocratie sociale et politique, le progrès, la régulation, l'internationalisme, l'engagement européen), mais en privilégiant fortement le long terme et en tâchant de bâtir une*

société du bien être», confie Pierre Moscovici à *Libération* dans une interview à paraître jeudi. A *Libération*, il ajoute que «*la crise et ses bouleversements appellent à bâtir une alternative*».

Les valeurs de "*toujours*" du PS telles qu'elles sont décrites ici suffisent à démontrer que ce parti n'est ni un parti ouvrier ni un parti socialiste, il faut hélas le répéter puisqu'il y en a qui en doutent encore !

Quand Moscovici, un farouche partisan de l'Union européenne, explique que le projet du PS doit s'inscrire dans le "*long terme*", non seulement il reprend un argument de Sarkozy, c'est aussi une façon de dire que sur le court terme il n'y a rien à attendre de bon de ce parti et qu'il y serait pour rien, à moins que cela serve à justifier les mauvais coups à court terme sur lesquels il est préférable de ne pas s'étendre. Le "*long terme*", c'est si loin par définition et si pratique, que l'on peut raconter n'importe quoi pour enfumer les travailleurs, il sera toujours temps plus tard de rectifier le tir en évitant de rappeler les vagues promesses que l'on n'a jamais tenues.

Pour s'atteler à ce grand chantier du projet, Moscovici propose à ses camarades une «approche multidimensionnelle»: «Elle est économique, avec un socialisme de la production, mettant fortement l'accent sur le volontarisme économique, la modification écologique de nos modes de production et de consommation, détaille-t-il dans notre interview. Elle est sociale, avec le rétablissement de la justice fiscale».

Quelle justice fiscale, quelle égalité est possible en régime capitaliste ? Escroquerie, le capitalisme repose sur le vol de la force de travail et son accumulation entre les mains d'une minorité, donc la première des mesures de justice devrait consister à abolir les rapports sociaux d'exploitation capitaliste, sinon la justice sera toujours du côté des possédants, des classes dominantes, et l'injustice demeurera réservée au prolétariat qui continuera de la subir.

Ils nous rebattent les oreilles avec leur histoire de taxation du capital, mais taxer le capital revient à prendre d'une main aux capitalistes ce que l'Etat leur redonne d'une autre main, car l'Etat n'est pas neutre ou au-dessus des classes, il représente et défend les intérêts de la classe dominante, celle qui possède les moyens de production, c'est donc oublier au passage la nature de classe de l'Etat.

Et puis, quelle serait l'attitude du capitaliste qui serait davantage taxé en régime capitaliste ?

Il s'empressera de récupérer cette ponction qu'il estimera injuste sur ses profits, où, comment, sur qui ? Pardi, ce seront ceux qui produisent la plus-value qui seront mis à contribution par le biais de l'amplification de l'exploitation, l'augmentation de la productivité, il n'hésitera pas à remettre en cause les conditions de travail ou les avantages sociaux précédemment accordés ou concédés au cours de la lutte des classes, compétitivité des entreprises oblige, sans compter que d'une autre main l'Etat lui aura accordé entre temps quelques exonérations ou subventions en compensation, le PS relancera les "emplois-jeunes" par exemple, donc finalement l'effet de l'ensemble de ces mesures n'auront aucun effet à court, moyen ou long terme et la vie continuera comme avant pour notre capitalisme, l'objectif réel du projet du PS sera ainsi atteint.

Le "socialisme de la production" évite de poser la question du socialisme de la répartition des richesses qui est impossible à réaliser sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production, les rapports de production en vigueur entre exploités et exploiteurs que seule une révolution fera voler en éclats.

Cela fait penser à tous ces gouvernements de "gauche" d'Amérique latine qui disposent du pouvoir politique mais qui ne disposent pas du pouvoir économique parce qu'ils ont refusé de remettre en cause le système économique capitaliste.

Ce sont comme au PS des gestionnaires de la société pour le compte des capitalistes, ils ont confisqué le pouvoir politique du peuple pour servir la cause du capitalisme, la classe ouvrière est ainsi devenue l'otage malgré elle de socialistes en parole et capitalistes dans les faits, ils se servent du socialisme pour convaincre les masses que le capitalisme est finalement l'horizon indépassable, d'où la difficulté pour le prolétariat à se mobiliser et à s'organiser, à inscrire son combat dans la perspective du socialisme et à construire de nouveaux partis communistes.

Notre travail doit consister à aider les travailleurs à reconnaître le vrai du faux socialisme, ce qui nécessite de se situer résolument sur un terrain de classe sans craindre d'être traité d'utopiste ou de farfelu. Tous les marxistes de la seconde moitié du XIXe siècle et du début du XXe ont mené ce combat avec acharnement pour détacher le prolétariat des griffes des opportunistes ou de leurs ennemis déguisés en amis de sa cause. Le meilleur moyen de mener ce combat c'est encore de propager les idées du socialisme qui s'inscivent en totale contradiction avec celles de ces socialistes bourgeois, afin que la classe ouvrière reprenne espoir et y adhère.

Marx et Engels ont osé affronter la meute déchaînée des classes dominantes de leur époque, leurs valets historiens ou philosophes, tous les intellectuels réactionnaires que comptaient l'Europe, la Russie ou les Etats-Unis, quand ils prônaient la révolution violente comme seule solution pour renverser l'ordre établi et porter le prolétariat au pouvoir, la constitution d'un Etat ouvrier socialiste et démocratique ayant pour objectif le développement d'un nouvel ordre social basé sur l'abolition de l'exploitation et de l'oppression, l'extinction des classes sociales et de l'Etat, de la politique et de la démocratie coïncidant avec le passage du royaume de la nécessité à celui de la liberté...

Ainsi ils partaient de la situation telle qu'elle existait pour arriver à la satisfaction des aspirations et des besoins de l'humanité entière qui n'avaient rien d'un objectif extravageant ou de délirant, à moins qu'il faille considérer la liberté comme un état impossible à atteindre et que

pour cette raison on ferait mieux de ne plus y penser, l'espèce humaine serait condamnée à vivre éternellement sous le joug de la servitude que lui imposerait une minorité, à défaut de pouvoir légitimer l'esclavage on devrait vivre avec.

Ce qui sépare une idée de sa réalisation, c'est l'action. Les masses réagissent passivement aux coups qu'elles reçoivent, elles encaissent sans réagir, du coup la distance qui sépare l'idée de sa réalisation demeure la même, elles ne progressent pas sur le plan de leur concience politique. Si maintenant elles passent à l'action, mais que leur action n'est pas orientée dans la bonne direction, la plupart du temps elles n'en retirent aucun enseignement et se renferment aussitôt dans la passivité. Une action mal orientée peut avoir des conséquences pires que pas d'action du tout. On en voit les conséquences dramatiques aujourd'hui. Pendant plus d'un demi-siècle le combat du mouvement ouvrier n'a pas été (réellement) orienté dans la perspective du socialisme, mais uniquement dans le but d'améliorer la condition ouvrière pour mieux supporter le capitalisme, ce qui a conduit à enchaîner plus sûrement et plus durablement encore la classe ouvrière au capitalisme.

Fort de cette expérience, il faut impérativement réorienter le combat du prolétariat dans la perspective du socialisme, ce qui ne peut se faire qu'en menant le combat classe contre classe, sans passer le moindre compromis avec notre ennemi, en rompant avec le capitalisme, les institutions et ceux qui vivent à ses crochets, en subordonnant notre combat pour les revendications économiques ou sociale à l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, à la chute du régime. La force du marxisme, c'est qu'il est un fil interrompu qui part du capitalisme pour arriver à sa négation, le socialisme et le communisme, encore faut-il lors de nos combats ne jamais lacher ce fil afin de ne pas nous écarter de notre objectif.

Quand on réfléchit sérieusement à un projet, on ne se borne pas à développer des idées sans trop savoir où elles vont nous mener, car c'est le meilleur moyen d'aboutir nulle part ou n'importe où, encore faut-il pour que ce projet se concrétise que ces idées s'incrivent en vue d'un objectif précis, c'est cet objectif qui seul peut nous guider et nous aider à mettre de l'ordre dans nos idées pour nous rapprocher de l'objectif que l'on s'est fixé.

Si maintenant on n'ose pas avancer cet objectif devant les travailleurs, notre projet ne tient pas la route, il s'arrête en cours de route, il perd en crédibilité, il manquera forcément de cohérence puisque c'est justement cet objectif qui cimente tout notre discours ou nos arguments, autant dire que notre projet sera ressenti comme une vague promesse de changement sans lendemain et rien d'autres. Si on n'ose pas avancer l'objectif du socialisme, c'est parce qu'on est incapable de le défendre ou parce qu'on ne sait pas comment s'y prendre pour le présenter aux travailleurs ou pire, parce qu'on n'y croit pas soi-même, d'ailleurs si on n'ose pas le proposer aux travailleurs n'est-ce pas quelque part parce que l'on a un a priori négatif qui nous paralyse, avons-nous véritablement confiance dans la capacité de la classe ouvrière à accomplir ses tâches historiques ? A titre individuel, n'avons-nous pas nous-même en partant d'une situation identique à la plupart des travailleurs, réussi à nous hisser à la hauteur du socialisme ? Alors pourquoi n'en serait-il pas de même de chaque travailleur en attendant que la classe tout entière se saisisse du socialisme ?

(source : libération.fr 21.04)

Un régime liberticide.

1- Nicolas Sarkozy s'est prononcé pour une loi d'interdiction totale, dans tous les lieux publics en France, du port du voile intégral - la burqa - en dépit de recommandations contraires du Conseil d'Etat.

Selon Luc Chatel, "*aux alentours de 2.000*" femmes seraient concernées en France par le port de la burqa. (Reuters 21.04)

A Pondichéry où l'on voit de plus en plus de burqas, j'ai constaté deux choses : 1- je n'ai jamais vu une femme en burqa dans un bureau ou une entreprise, un commerce, dans le public ou le privé ; 2- l'autre jour, dans une petite papeterie de quartier, je remarque la présence d'une jeune vendeuse, il était déjà plus de midi, elle portait une jolie chemise et un pantalon panjabi jaune citron, adorable quoi, le patron me sert quand je vais pour sortir, je me retrouve nez-à-nez avec une femme en burqa, je me retourne pour en avoir le coeur net, la vendeuse avait disparu, en fait elle avait changé de vêtements pour sortir et rentrer chez elle déjeuner. Tiens, cela me donne une idée, j'irai demandé à son patron si c'est elle qui s'impose la burqa ou sa famille.

Les 2.000 femmes qui portent la burqa en France seront cloîtrées chez elles ou n'auront plus accès aux lieux publics, voilà le résultat de cette loi. Je ne voudrais pas dire de bêtises, mais je suis presque sûr qu'elles se comportent pour la plupart comme la jeune fille que j'ai croisée chez ce papetier.

En réalité, c'est la société tout entière qu'il faut condamner, leur société qui cultive les inégalités et les injustices, et qui est directement responsable de la violence faite aux femmes, du comportement des hommes qui leur manquent de respect. La société qui n'est pas capable d'assumer ses responsabilités en engendrant chômage, précarité et pauvreté est responsable de toutes les dérives comportementales des citoyens qui la composent, elle les sécrète, les entretient, les propage. Ce n'est pas le procès de la burqa qu'il faut faire, mais bien celui du capitalisme en décomposition qui voudrait nous renvoyer plusieurs siècles en arrière, à l'époque où l'on brûlait les sorcières.

2- La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie, après que le parquet de Nice a classé sans suite une affaire présumée d'outrage au drapeau dans le cadre d'un concours de photographie, a fait savoir mercredi qu'elle réfléchissait à la création par décret d'une contravention de 5e classe (allant jusqu'à 3.750 euros, NDLR) sanctionnant de tels agissements.

La loi sur la sécurité intérieure de mars 2003 punit de 7.500 euros d'amende l'outrage au drapeau tricolore "*au cours d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques*". (AP 21.04)

Le drapeau des héritiers des Versaillais qui ont massacré les Communards méritent-ils autre chose que de finir dans une poubelle, un égout ou dans des chiottes ? Michèle Alliot-Marie et Marie-Ségolène Royal même combat, cela leur fait au moins deux points communs.

Vous avez remarqué que sur les sites Internet du POI, du NPA ou du PG, il n'y avait pas de drapeaux. Leurs dirigeants doivent être embarassés, parce que leur adhérents ne portent pas le même drapeau, à croire qu'ils ne poursuivent pas non plus le même objectif... contrairement à nos deux Marie.

Roumanie.

Le gouvernement roumain a annoncé mercredi l'adoption d'un projet de réforme constitutionnelle qui prévoit la suppression de plus d'un tiers des sièges de députés, soit 300 au lieu de 471 actuellement, et la suppression d'une des deux chambres du Parlement.

Lors d'un référendum organisé en novembre 2009, une écrasante majorité de Roumains se sont prononcés en faveur de la suppression d'une chambre. (AP 21.04)

Liquidons le Sénat, en voilà une bonne idée !

Le 23 avril

Une'"*alternative*" au capitalisme : impossible pour le PS.

Le « nouveau modèle économique, social et écologique » du PS présenté par Pierre Moscovici, pour J. Lang "*... n'est pas assez à gauche. Je rêverais surtout pour la gauche d'une vision beaucoup plus neuve et révolutionnaire. Or ce projet est encore trop techno. J'ai cru comprendre qu'il prône une nouvelle civilisation. Je rêverais d'un projet qui propose la vision d'un nouveau projet de civilisation. Mais on ne peut pas dire que ce projet réponde à cette définition.*" (Lepost.fr 22.04)

Ou l'art de causer pour ne rien dire : y a-t-il une différence entre prôner"*une nouvelle civilisation*" et "*un nouveau projet de civilisation*" ? Aucun, le premier est au mieux un veux pieux, le second un projet sans lendemain ou une illusion.

Retraites. Quand l'UMP et le PS se partagent le "*sale boulot*".

"*La moindre des choses, c'est quand même que la droite fasse son travail. Nous n'allons pas faire le sale boulot à sa place tout de même. Nous sommes là pour défendre les salariés et les retraités*". Comme si quotidiennement le PS ne faisait pas un "*sale boulot*" en soutenant le régime et le gouvernement.

Par ailleurs, M. Moscovici a répété qui il ne faut pas toucher "*aux retraites par répartition*" ou "*au droit à la retraite à 60 ans*".

"*Ce que nous attendons, c'est que le gouvernement ne soit pas uniquement silencieux et à l'écoute, mais qu'il dise 'voilà ce que je veux faire'. Et ce qu'on sent, c'est que sa politique en la matière est uniquement une politique de mauvais coups. C'est-à-dire qu'il s'attaque uniquement à une catégorie de salariés, il vise uniquement la diminution des droits: l'augmentation des cotisations ou l'allongement de la durée de cotisation*", a-t-il affirmé. (AP 22.04)

Cherchez l'erreur.

Il y a un tour de passe-passe : il suffit de déclarer que l'on défend un droit pour que l'on pense que vous êtes au côté de ceux qu'ils concernent, là en l'occurence les travailleurs futurs retraités, alors que vous proposez à côté ou vous ne vous opposerez pas à une mesure rendant ce droit inapplicable (sa négation) comme le souhaite le gouvernement et le patronat, c'est ce qui se passe en défendant le droit à la retraite à 60 ans tout en prônant l'augmentation du nombre d'années de cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux complet, et le tour est joué. Vous vous faites passer pour un progressiste, alors que vous êtes en réalité un vulgaire réactionnaire, c'est toute l'histoire du PS, sa nature et sa double fonction, qui sont condensées ici en quelques lignes.

Si vous avez bien lu, Moscovici dit au gouvernement : votre "*politique de mauvais coups*" vise "*uniquement*" les travailleurs (c'est le terme "uniquement" répété trois fois qui donne le sens à cette déclaration), bordel, faites un petit effort, ajoutez une toute petite clause destinée à vous en prendre aux intérêts des capitalistes et tout le monde estimera que votre réforme est juste et équitable, les médias en tête le martèleront pendant des mois si nécessaire... Monsieur le Président, on ne vous demande pas une mesure progressiste - nous-mêmes nous

n'en proposons pas, on vous demande juste de faire preuve d'équité, de sauver les apparences, le régime vaut bien cela, non, de faire partager les efforts à toutes les catégories de Français ou tout du moins d'en donner l'illusion, ainsi vous aurez une chance que votre réforme passe sans trop de difficultés.

Voilà le contenu antisocial du discours du PS, c'est une nouvelle manifestation du consensus qui existe entre l'UMP et le PS.

Ainsi va le capitalisme, suite.

American Express a plus que doublé son bénéfice - Reuters

Microsoft affiche un bénéfice trimestriel en hausse de 35% - Le Figaro

Euler Hermes vise un bénéfice net 2010 multiplié par 5 - Reuters

Bénéfice trimestriel plus que quadruplé pour Hyundai Motor - Reuters

---

Le 24 avril

A propos du site.

J'ai modifié les adresses des fichiers où sont archivés les articles de presse de l'année 2010 : www.luttedeclasse.org/archives_infos_2010.htm. En dehors des rubriques économie et justice qui sont au format html, les autres sont au format pdf. Bien entendu, seuls les fichiers correspondant aux mois déjà écoulés sont disponibles.

Avec quelle rapidité et quelle belle unanimité les dirigeants syndicaux sont montés au créneau pour défendre les retraites des fonctionnaires, on aurait souhaité qu'il en fut de même quand a été évoqué les retraites du secteur privé, inutile d'insister sur les raisons de leur comportement vous les connaissez aussi bien que moi. Craignant qu'elles soient remises en cause, Thibault est même allé juqu'à réclamer que le privé soit aligné sur le public, quelle louable intention, nous ne sommes pas dupes. Cela dit, nous n'avons pas attendu Thibault pour défendre cette revendication, dont acte en attendant de voir la suite.

Ceci étant, dans un article j'avais expliqué que l'unité du combat de la classe ouvrière réunissant le secteur public et privé, ne pouvait se concevoir et se réaliser qu'en étant axé à la fois contre l'Etat et le capitalisme, partant du constat que les fonctionnaires sont des salariés de l'Etat (capitaliste) dont la vocation est de servir les intérêts des capitalistes, tandis que les travailleurs du secteur privé sont directement livrés à l'exploitation capitaliste exercée par les propriétaires des moyens de production..

Les dirigeants syndicaux se sont toujours employés à éviter de dresser les fonctionnaires contre l'Etat, de les éduquer au combat contre l'Etat, se contentant de les mobiliser contre le gouvernement en place, mais jamais contre le régime qu'ils n'ont eu de cesse d'épargner. Les congrès des syndicats passent, des courants contestataires voient le jour ou donnent de la voie, mais jamais dans cette direction-là, à croire que c'est un tabou de vouloir s'attaquer à l'Etat que personne n'ose remettre en question, du coup il ne faut pas s'étonner si le réformisme bourgeois est si bien ancré à la fois dans les syndicats et chez les fonctionnaires qui ne demandent qu'à vivre un peu mieux en régime capitaliste et non de le renverser.

Mailly, pour FO, a proposé aux autres syndicats un "*appel commun à 24 heures de grève interprofessionnelle*", une formule qui ne sera pas forcément comprise par les travailleurs qui ne sont pas familiarisés avec la terminologie syndicale, formule qui aurait pu se résumer à une grève générale de 24 heures, mais là attention camarades, on risquait d'empiéter sur le terrain politique, et puis qui sait une confusion malsaine pouvait s'installer dans les esprits, or il faut absolument maintenir la division entre le combat syndical et politique, dychotomie si bien réussie que les militants qui pensent mener un combat politique se sont transformés en syndicalistes sans même s'en apercevoir, ensuite on comprend mieux pourquoi leurs partis ne proposent aucune issue politique au prolétariat sans que cela ne pose de problèmes à leurs militants.

Ils les ont si bien accoutumés aux sornettes du réformisme qu'ils trouvent normal de ne pas attaquer de front le régime ou l'Etat, de ne pas se projeter dans l'avenir mais d'avoir au contraire toujours un oeil rivé sur le passé, un réflex paranoïac de résistance qu'alimente des discours sur le reflux des masses et du mouvement ouvrier, qui justifie de se cantonner à une propagande défensive, parfois en appelant à la rescousse de Gaulle, la IVe République...

Aujourd'hui avec la remise en cause du droit à la retraite, ils veulent sauver ce qui peut l'être encore en s'arc-boutant sur le passé, alors qu'il faudrait résolument se tourner vers le futur d'où émergera une issue à la crise du capitalisme, ils estiment qu'en se privant des moyens pour aller de l'avant nous pourrons résister au rouleau compresseur destructeur du capitalisme entièrement dominé par l'industrie financière, c'est se leurrer. Pour sauver nos acquis ou droits sociaux qu'il faut évidemment défendre, ce n'est certainement pas en réclamant le respect de la

démocratie politique que le gouvernement foule justement aux pieds tous les jours, mais en subordonnant notre combat à la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui garantirait l'existence de ces droits ou acquis et les améliorerait... Il faut savoir sur quel terrain on se place.

Ils n'osent même plus avancer les 37,5 annuités ou défendre les retraites telles qu'elles existaient encore dans les années 80, alors que les régimes de retraite qui existaient à cette époque étaient déjà loins d'être satisfaisants, de là à défendre des aspirations encore plus avantageuses, vous n'y pensez pas, personne ne vous suivrait prétendent-ils, à entendre les réactions des travailleurs qui ont pris leur retraite complètement usés par une vie de dure labeur, je ne suis pas convaincu par cet argument. Des partis ouvriers composés en majorité d'employées ou d'ouvriers d'usines ou de chantiers auraient certainement une autre conception du droit à la retraite.

Bon week-end à tous.

Pas des nazillons Sarkozy et sa bande ?

Hervé Novelli a remis à Brice Hortefeux un tract diffusé par la Ligue du Nord à l'occasion des récentes élections régionales italiennes. Le document de ce parti xénophobe, membre de la coalition dirigée par Silvio Berlusconi et principal triomphateur de ce scrutin, met en scène un retraité italien abandonné par l'Etat au profit des immigrés et des musulmans.

Le secrétaire d'Etat aux PME estime que le succès de la droite en 2012 dépendra de sa capacité à séduire à nouveau les électeurs qui avaient abandonné le FN en 2007 et ont revoté pour lui à l'occasion de ces régionales. (Lexpress.fr 23.04)

Retraites. La loi du plus fort est toujours la meilleure.

Selon Marisol Touraine, député socialiste chargée du dossier des retraites au PS, lors d'une interview à l'Express : "*Notre analyse peut évoluer en fonction du débat politique*". (Lexpress.fr 23.04)

Comment défendre les intérêts des capitalistes sans que les travailleurs ne s'en rendent compte, cela va être difficile, les dirigeants syndicaux sont en train d'en faire l'amère expérience.

Etats-Unis. Tour de passe-passe.

Le coût du sauvetage du système financier était estimé à 500 milliards de dollars (374 milliards d'euros) en 2009.

Vendredi le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner a estimé dans une lettre transmise vendredi au Congrès américain, qu'il pourrait ne coûter que 87 milliards de dollars (65 milliards d'euros) au final. (AP 23.04)

Grèce.

La police grecque a utilisé vendredi des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants de gauche qui protestaient dans le centre d'Athènes contre des mesures d'austérité, a rapporté la police.

Quelque 2.500 personnes participaient à une manifestation organisée après l'annonce par le Premier ministre George Papandreou de sa décision de demander le déclenchement d'un mécanisme d'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international destiné à sortir le pays de ses problèmes de dette.

"Un petit groupe de manifestants a tenté de franchir un cordon empêchant le cortège d'atteindre les bureaux de l'Union européenne à Athènes et la police les a dispersés à l'aide de gaz lacrymogènes", a déclaré un policier sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 23.04)

Le visage hideux du capitalisme.

Quelque 10 millions de personnes souffrent de la grave crise alimentaire qui touche plusieurs pays de la région du Sahel, a indiqué vendredi 23 avril le responsable des affaires humanitaires de l'ONU, John Holmes. Parmi ces personnes figurent 7,8 millions d'habitants du Niger qui sont en 'état d'insécurité alimentaire'. (Lemonde.fr 23.04)

Le 25 avril

Le fichier *Sur la question des retraites. (POI) (23.04)* est disponible, avec mes excuses.

Bon dimanche à tous.

Ne dites plus : nous vivons dans une société composée d'hommes et de femmes... dites : nous vivons dans un système financier.

"*Nous devons promulguer une série de règlements actualisés, de bon sens, pour assurer la transparence de Wall Street et pour protéger les consommateurs dans notre système financier*", a déclaré jeudi le président américain à New York.

Ainsi, le monde, le pays, la société, s'ils ne se réduisent pas au "*système financier*", ils sont sous sa domination et toute activité humaine doit y être subordonnée.

Il y a quelques années à l'issue de questions et de réflexions sur l'orientation du capitalisme j'en étais arrivé à la conclusion que seul l'argent dominait le monde et que le passage du royaume de la nécessité à celui de la liberté coïnciderait ou s'accompagnerait forcément de la disparition de l'argent, au même titre que l'extinction des classes sociales, de l'Etat et des frontières qui divisent les peuples.

Immédiatement, je me suis dit qu'une telle conclusion si elle était correcte, il était impossible de l'intégrer dans notre propagande tant nous étions éloignés de cet objectif sans passer pour des gauchistes ou des rêveurs d'une part, parce que l'on ne pouvait pas ignorer le facteur politique et le développement antérieur de chaque pays d'autre part, qu'il serait impossible de passer du jour au lendemain du capitalisme au communiste, une évidence qui distingue le marxisme de l'anarchisme.

Dire à bas l'argent, alors qu'on en a un besoin vital pour vivre risquait fort d'être incompris par le plus grand nombre, je le pense toujours, par contre, je me demande comment on pourrait mener également le combat dans cette direction-là, lorsque l'on voit que le monde entier n'est plus géré que comme une vaste entreprise privée, que la marchandisation de la société s'est accélérée au point que chaque geste ou besoin élémentaire est devenu monnayable, il a un coût ou représente une source de profit potentiel, et que le monde déjà fort hypocrite sous l'emprise du capitalisme n'a plus pour objectif le développement (harmonieux) de la civilisation humaine, l'a-t-il eu vraiment un jour est une autre question, il aurait fallu pour le prétendre que l'homme soit conscient de faire sa propre histoire ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent comme nous le savons, mais uniquement l'argent et la nécessité d'en accumuler toujours davantage, qu'il est devenu l'unique repère ou valeur pour donner un sens à sa vie au détriment forcément d'autrui dans une concurrence féroce que doivent se livrer en permanence les individus entre eux, au détriment aussi de toutes les valeurs qui ont forgés au fil des siècle la civilisation humaine.

Le combat contre le capitalisme, pour son éradication du sol de notre planète, doit se mener sur le terrain politique en montrant aux travailleurs la finalité du capitalisme, en leur expliquant qu'ils ne doivent pas se raconter d'histoires ou en les mettant face à la réalité telle qu'elle est, nous ne travaillons pas pour développer la société ou satisfaire des besoins, tout au plus ce n'est qu'un aspect secondaire du produit de notre travail, nous travaillons essentiellement pour permettre à une minorité de parasites qui nous pourrissent la vie de s'enrichir, et que chaque décision politique prise par le gouvernement est subordonnée à cet objectif, puisqu'il reçoit ses ordres directement du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'aristocratie financière, le bien-être de la population passant après s'il reste quelque chose dans les caisses du pouvoir en place.

Le capitalisme c'est le capitalisme, mais au cours de son histoire il a connu différentes phases de développement avant d'aboutir à l'état de décomposition que nous pouvons observer quotidiennement à notre époque. De progressiste il est devenu une source de régression sociale sans fin, sans la lutte de classe du prolétariat nos conditions de travail et d'existence seraient comparables à celles qui existaient il y a un siècle où à celles que connaissent des centaines de millions de travailleurs dans des pays comme la Chine ou l'Inde par exemple, bien qu'il faille nuancer cette appréciation car le capitalisme pour se développer avait besoin d'une main d'oeuvre plus qualifié, plus stable, en bonne santé, etc. d'où certaines concessions qu'il a accordées à la classe ouvrière...

Depuis le milieu des années 70, avec une nette accélération dans les années 90 jusqu'à nos jours, il fait son marché à travers le monde pour trouver de la chaire fraîche à moindre coût et remplacer celle qui est devenue un fardeau pour lui et qu'il abandonne en chemin. Quant à celle qu'il n'a pas contribué à développer, elle connaît une situation encore pire, effroyable, elle est littéralement exterminée, comment appeler autrement le sort qu'il lui a réservé en Somalie, au Soudan, etc. Ce qui n'était encore qu'une tendance aveugle à la barbarie sous couvert d'enrichissement de l'oligarchie mondiale, est devenu une orientation, une oeuvre de destruction consciente des conditions de vie et de travail de populations entières dans des pays relativement épargnés jusqu'à présent, dont la France.

On peut combattre cette tendance et cette idolâtrie envers l'argent en mettant en avant les principes profondément humanistes du marxisme, encore faut-il avoir le courage ou l'audace de développer l'intégralité de notre politique dont l'objectif final demeure l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la servitude humaine, source de tous les malheurs et toutes lessouffrances qui accablent l'ensemble des peuples.

Non, nous ne sommes pas désarmés face à la barbarie capitaliste, il suffit de renouer avec le marxisme ou de partager les principes qu'il défend, pour pouvoir combattre le capitalisme et ses institutions politiques sur tous les fronts. On dit que l'argent n'a pas d'odeur pour expliquer que certains sont prêts à faire n'importe quoi pour en gagner toujours davantage, ajoutons qu'il a toujours l'odeur de la sueur et du sang de ceux qui ont travaillé pour qu'il prenne forme et sans lesquels il n'existerait pas.

Les véritables maîtres du monde ne sont pas ceux qui ont contribué par leur travail à développer la civilisation humaine et nos sociétés, mais les prédateurs qui ont accaparés par la force et la violence le produit de notre travail. C'est par les mêmes moyens que les exploités doivent

les chasser du pouvoir afin de reprendre ce qui leur revient. Lénine expliquait dans l'Etat et la révolution que la nécessité d'une révolution violente pour renverser l'ordre établi était le coeur, la substance du marxisme, et qu'en refuser la perspective revenait à se soumettre au capitalisme, à capituler.

Confronté à un monde de plus en plus en proie à la violence quotidienne sous des formes de plus en plus élaborées ou diverses du fait de la survie du capitalisme, sans même parler des guerres, si nous ne répondons pas à la guerre que nous a déclarée le capitalisme par la guerre, autant dire que nous acceptons d'avance notre défaite et d'être réduit en esclavage, d'où la nécessité aussi de mettre en avant la révolution violente comme seule moyen de mettre fin au cauchemar que nous fait vivre le capitalisme, au risque de passer pour des extrêmistes ou des gauchistes, ce serait presque un compliment si cette caractérisation s'adressait à des militants engagés résolument dans le combat pour la victoire de la révolution socialiste mondiale.

Sarkozy et son clone.

Eric Besson fustige les dissensions à droite. "*Un jour, ce sont les critiques d'anciens Premiers ministres; un autre jour, celles de parlementaires minoritaires; un troisième jour, on glose pour savoir combien il faudra de candidats du centre*", déplore-t-il. "*Ceux qui jouent ce jeu doivent se ressaisir et laisser le gouvernement travailler*".

"*Nicolas Sarkozy reste de très loin le meilleur atout de la majorité pour 2012*", considère le ministre de l'Immigration. "*Son bilan est conséquent*". Il dit ne pas comprendre que "*certains responsables de la majorité manquent de lucidité sur ce point et cherchent à l'abîmer*". (AP 24.04)

Sondage. Info et intox, suite.

Plus de deux Français sur trois (68%) se déclarent en avril mécontents de Nicolas Sarkozy (+3 points en un mois) et 47% de François Fillon (+2 points), selon un sondage Ifop publié dans "Le Journal du Dimanche".

Le président de la République gagne un point de popularité avec 31% de satisfaits, contre 50% pour le Premier ministre (+1 point). (AP 24.04)

Il y aura bientôt autant de sondages que de jours dans l'année. Pourquoi ? On peut se poser la question, bien qu'on en ait déjà causé ailleurs sans forcément avoir épuisé le sujet. On peut dire que cela révèle l'inquiétude qui mine le sommet du régime, son obsession de savoir ce que pense la population que l'on dit au bord de l'explosion depuis si longtemps.

Il pourrait y avoir un autre intérêt à ces sondages à répétition pour le pouvoir : une fois que Sarkozy a touché le fond, mécaniquement il ne peut que remonter au fil des mois en manipulant les questions posées aux personnes sondées, et dans disons une quinzaine de mois il sera miraculeusement revenu au top pour affronter l'élection présidentielle. C'est une hypothèse qui tient la route, si bien sûr il est encore dans la course et que les capitalistes ne misent pas sur un autre candidat pour affronter le prolétariat les années à venir qui seront forcément très diffficiles pour eux.

Autre hypothèse, Sarkozy gouverne en fonction de l'évolution de la situation économique et des ordres qu'il reçoit des chefs de fil du capitalisme, ce qui contribue à créer une situation sociale (et politique) chaotique, au point que pour gérer la crise sociale qui peut dégénérer à tout moment et devenir incontrôlable, il a besoin de savoir le plus précisément possible dans quel secteur de la société ou branche d'activité le feu couve pour le désarmorcer à temps avant qu'il ne se répande, à coup de saupoudrage et de bonnes paroles. Il prend le pouls de la population pour voir jusqu'où il peut aller dans ses contre-réformes sans prendre le risque de déclencher une explosion sociale et une crise politique ouverte.

En fait, il navigue à vue au grès de l'humeur de la Bourse et des marchés financiers, il est à peu près dans la même situation que le Premier ministre grec évoquant hier à propos de son pays "*un bateau qui coule*". Pour le moment ce n'est pas le pays, la France, qui est en train de couler, quoique, mais le parti de Sarkozy et Sarkozy lui-même, d'où l'inquiétude qui les tenaille sachant que la situation économique et sociale ne fait qu'empirer jour après jour sans qu'ils aient l'assurance que cette tendance s'inverse à court terme.

Cela fait penser aussi à un patient entre la vie et la mort qui nécesssiterait une surveillance constante pour tenter de parer à temps à tout incident qui pourrait lui être fatal, ainsi l'intervention répétée des sondages aurait pour fonction d'informer Sarkozy sur l'état du patient et les mesures qu'il peut encore supporter sans prendre le risque, non pas de le tuer, mais de le conduire à se soulever dans une ultime réaction pour défendre ses droits et sa dignité.

Le parvenu Sarkozy a été élu grâce à une formidable escroquerie qu'il est incapable d'assumer, c'est ce qui ressort de son comportement, entre crise de schizophrénie aigue par rapport à la population qu'il sait avoir trompée délibérément et qui le déteste, et crise de paranoïa par rapport à son propre camps divisé sur sa manière de gouverner le pays. Son élection pourrait être qualifiée de coup d'Etat à froid par l'ampleur des destructions dont elle était annonciatrice.

Ce qu'ils ne semblent pas se douter ou prendre en considération dans son camp, c'est qu'à force de pondre des sondages tous les quatre

matins, ils sont en train de tuer la poule aux oeufs d'or, car lorsqu'ils indiqueront que la cote de popularité de Sarkozy remonte, plus personne n'y prêtera attention ou les croira et ils rateront leur objectif.

Vous voyez camarades, nous sommes partie d'un élément secondaire, un sujet que certains jugeront à raison rébarbatif, sans réel intérêt si vous voulez, pour finalement arriver à une conclusion optimiste, sans le vouloir je précise, l'instant d'avant j'ignorais totalement ce que j'allais écrire, comme quoi il ne faut jamais perdre espoir. Engels disait que le socialisme est une science (sociale) et que comme toute science il faut l'étudier pour ensuite savoir de quoi on cause, prétendre la maîtriser serait prétentieux de ma part donc je ne m'y risquerai pas, ne vous ouvrez pas les veines pour vérifier si le socialisme y coule bien, disons qu'à force d'étudier le socialisme il finit bien par s'y mêler, un peu, beaucoup ou passionnément selon les capacités et les expériences de chacun, et qu'à partir d'un constat banal ou d'un fait anodin, avec le temps, sans produire le moindre effort ou le vouloir on parvient à développer notre argumentation. Si je n'étais pas l'auteur de l'analyse que je viens de développer, je dirais que c'est cela être socialiste, presque naturellement. Disons qu'il y a des jours ou des moments où on l'est plus qu'à d'autres et que l'ouvrage demeurera de toutes manières sans fin. (A suivre)

Le racisme ne passera pas ! Instrumentalisation.

Selon un sondage diffusé samedi par Europe 1, seuls 33% des Français sont favorables à une interdiction totale du voile intégral comme le préconise le gouvernement. (Reuters 24.04)

Hier j'ai loupé le coche comme l'on dit à propos d'Hortefeux et de ce Français d'origine algérienne qu'il veut déchoir de sa nationalité française parce qu'il est polygame.

Hortefeux est hypocrite et doit être jaloux, il n'a sans doute pas l'endurance nécessaire pour satisfaire quatre épouses et il le sait le malheureux, certains journalistes prétendent même que ce monsieur en aurait sept (chaîne i-Télé), qui dit mieux ! Dans un pays où l'on trompe son conjoint comme on va chez le boulanger, c'est un peu fort ! On peut avoir autant de maitresses ou d'amants que l'on veut, mais vivre avec, bordel, cela serait invivable, mais, mais ce n'est pas interdit, c'est légal n'en déplaise au ministre !

Dans un article sur le site *Slate.fr*, on a appris que c'était l'Elysée, via un SMS destiné aux journalistes, qui a fait monter la sauce pour transformer une verbalisation injuste en chasse à la fraude aux allocations familiales de la part d'une famille originaire d'Algérie, histoire de jeter un peu plus en pâture aux bons Français les immigrés qui viennent piquer nos emplois, nos logements et maintenant nos femmes car parmi les épouses de ce monsieur il y aurait des Françaises converties à l'islam, là cela dépasse les bornes estime Hortefeux. Il doit connaître la vie décrépie et sénile de la plupart des vieux couples, de quoi vous rendre aigri en vérité !

La meilleure, c'est qu'Hortefeux n'a pas pu connaître précisément en 24h les conditions de vie de ce couple aux formes multiples, les services sociaux et de police connaissaient parfaitement leur situation depuis longtemps (Jean-Marc Ayrault (PS) sur France Info), il manquait au ministre un argument qu'il pourrait instrumentaliser. Comme l'explique *Le Parisien* : «*Voilà une affaire qui tombe à pic pour les partisans de l'interdiction générale du voile intégral*».

Etats-Unis. L'Etat, les institutions, les partis corrompus par l'aristocratie financière.

1- Les républicains et les démocrates ont accepté de l'argent de firmes telle que la banque d'affaires américaine Goldman Sachs pour financer leurs campagnes. Ils ont accueilli de nombreux décideurs liés au secteur financier à la Maison Blanche quand ils étaient au pouvoir. Ils ont contribué à la dérégulation du secteur dans les années 1990, et ont renfloué Wall Street quand le secteur financier était au bord de la faillite.

Dans le cycle électoral actuel, le DNC a collecté 6,2 millions de dollars (4,6 millions d'euros) des services financiers, des secteurs de l'immobilier et des assurances, et 3,7 millions de dollars (2,8 millions d'euros) d'autres entreprises. Le RNC a obtenu 2,5 millions de dollars (1,9 million d'euros) du secteur financier et 2,7 millions de dollars (2,1 millions d'euros) d'autres entreprises.

Pendant la campagne présidentielle de 2008, Barack Obama a collecté 40 millions de dollars (29,9 millions d'euros) auprès du secteur financier et 37 millions de dollars (27,7 millions d'euros) auprès d'autres entreprises, alors que le républicain John McCain a collecté respectivement, auprès de ces deux secteurs, 29 millions de dollars (21,7 millions d'euros) et 16 millions de dollars (11,9 millions d'euros). (AP 24.04)

2- Des courriers électroniques publiés samedi montrent que les dirigeants de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs ont gagné beaucoup d'argent en misant sur l'effondrement du marché de l'immobilier aux Etats-Unis en 2007, élément déclencheur de la crise financière et économique qui allait s'étendre au monde entier.

Dans l'un de ces courriers électroniques, le chef financier de la banque, David Viniar, écrit que l'établissement a gagné plus de 50 millions de dollars (37,4 millions d'euros) en un jour en misant sur la chute de l'immobilier, selon un communiqué du bureau du président de la sous-commission.

"*Bien sûr que nous n'avons pas échappé au pétrin des subprimes. Nous avons perdu de l'argent, puis nous en avons gagné plus que nous*

n'en avions perdu grâce aux positions courtes", écrit pour sa part le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, dans un courriel daté du 18 novembre 2007.

Une position courte consiste à parier sur une baisse du titre. Lorsque la bulle immobilière américaine a explosé, Goldman Sachs et de puissants fonds d'investissement spéculatifs à haut risque (hedge funds) ont pris des positions courtes sur le marché, beaucoup de ces paris reposant sur le fait que d'autres investisseurs misaient sur une hausse. Le marché immobilier s'est effondré et ceux qui avaient pris des positions courtes ont touché un pactole mais se sont fait accuser d'avoir alimenté la crise financière. (AP 24.04)

Le 26 avril

Un petit complément à ce qui suit.

J'ai manqué de perspicacité à propos de cette affaire de polygamie montée en épingle par Hortefeux que j'ai traitée plus loin. Il fallait parler d'amalgame policier.

Quant à être accusé de voleur, venant de la part des représentants des capitalistes dont l'existence repose sur le vol de notre force de travail, elle est bien bonne celle-là. Bien que ce ne soit pas l'objet de cette polémique, rappelons que voler l'Etat, voler les patrons, voler les riches, ce ne devrait pas être seulement un droit mais un devoir ! Chaque jeune devrait apprendre par coeur la définition de la plus-value de Marx.

Voler les organismes sociaux et c'est l'ensemble des assurés sociaux qui paient la note, pourrait-on dire. Mais c'est une broutille à côté des centaines de millions d'euros que des praticiens de la santé, des cliniques ou des laboratoires privés escroquent à la Sécurité sociale chaque année, j'ai entendu cela lors d'un reportage à la télé et ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, à l'opposé des syndicats qui cogèrent les organismes sociaux avec le patronat et l'Etat et qui laissent faire. Qui sont les véritables voyous dans cette société : celui qui se livre à un trafic minable pour survivre ou celui qui s'enrichit en spéculant à la Bourse avec votre argent pour finalement vous réduire à l'état d'indigence et vous pousser au vol ensuite ? Qui donnent l'exemple aux jeunes de l'enrichissement facile à coup de millions d'euros en toute légalité et sans travailler, les trafiquants de drogue ou les patrons du CAC 40 ?

Ce raisonnement est-il légitime ? Qu'en pensent les partis ouvriers ? Rien comme très souvent, ils préfèrent ne pas aborder le sujet et laisser chacun en penser ce qu'il veut, voilà pour l'éducation des masses, leurs dirigeants sont des couards, ils sont incapables d'aborder un sujet de société autrement qu'en appelant au respect de leur foutu République, c'est-à-dire maladroitement, ils n'ont qu'un mot à la bouche, la légalité, autrement dit le respect du sacro-saint ordre établi que l'on doit renverser.

Me voilà parti à parler des jeunes des banlieues qui n'ont aucun avenir dans cette société ou qui ne le pensent pas forcément à tort. Ils ne seraient pas possibles de les éduquer politiquement, pas sûr, ils pourraient répliquer à ceux qui leur disent qu'ils ne respectent rien, que l'Etat ne les respecte pas en ne leur fournissant pas un travail qui leur permette de vivre décemment, c'est l'Etat qui manque à tous ses devoirs envers la jeunesse, c'est l'Etat qui les conduit à devenir des voyous ou à faire n'importe quoi pour satisfaire leurs besoins, c'est donc l'Etat qui porte l'entière responsabilité de la situation actuelle et des conneries qu'ils peuvent faire, etc.

Doit-on combattre l'Etat sur tous les fronts ou doit-on lui laisser le champ libre, dès que l'on aborde les questions élémentaires de la vie quotidienne des travailleurs que traitent les médias et les partis institutionnels ? Il ne s'agit pas d'être complaisant envers des comportements individuels anarchiques, mais de s'attaquer à leurs origines qui sont opaques pour la plupart des travailleurs qui confondent cause et effet ou conséquence et qui se font manipuler par les médias et le pouvoir en place. (A suivre)

La causerie du matin.

J'ai encore rectifié quelques erreurs d'adresses de fichiers, la gestion du site devient compliquée au fil du temps et je m'embrouille parfois. On attaque directement l'actualité, bonne semaine à tous.

Comme un bruit de bottes en France.

1- Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a estimé dimanche lors du Grand Rendez-Vous d'Europe-1/"Le Parisien/Aujourd'hui en France" qu'il "*faut appliquer la loi*", à propos du conjoint de l'automobiliste en niqab verbalisée à Nantes.

"*La polygamie, c'est insupportable*", a-t-il souligné. Mais "*la question que je me pose, c'est pourquoi elle est pas appliquée la loi*"? (AP 25.04)

On verra plus loin qu'il ne la connaît pas !

Dans ce qu'on appelle un Etat de droit, les lois qui sont votées ou les décrets qui sont promulgués sont en principe applicables, elles

correspondent au niveau de développement économique du pays ou ne constituent pas une entrave à son développement, mais lorsqu'elles constituent une contrainte insupportable pour une classe ou certaines couches d'une classe sociale parce qu'elles sont trop pauvres, l'application de ces lois ou décrets tombe sous le coup de l'arbitraire, ils ne sont appliquées qu'à la faveur d'une dénonciation ou de circonstances contingentes.

Par exemple en Inde, vous avez un banal accident de la route sans gravité, les policiers font le tour de votre véhicule et vous verbalisent parce que vous avez un pneu usé sans que cela n'ait un rapport avec cet accident, alors que des centaines de milliers de poids lourds ou de bus roulent quotidiennement avec des pneus usés jusqu'à la corde sans être inquiétés par les forces de police. Vous avez tout juste de quoi survivre et vous n'avez pas assez d'argent pour entretenir normalement votre véhicule qui vous sert pour aller travailler essentiellement, en régle générale vous enfreignez la loi mais vous n'êtes pas inquiété, jusqu'au jour où pour se faire de l'argent de poche la police décide de vous verbaliser, en réalité, la verbalisation se limite à glisser discrètement quelques billets de banque dans la main du policier en question, il n'exigera pas, que dis-je, il ne vous demandera même pas de changer le pneu usé, il s'en fout complètement.

J'aurais pu prendre un exemple plus parlant encore. Il est interdit de monter à trois ou plus sur une mobylette ou une moto, des millions d'Indiens le font tous les jours, ils passent et repassent devant les commissariats de police ou des policiers dans la rue sans être inquiétés. Chaque Indien n'a pas les moyens de s'acheter une moto et de payer l'essence, l'assurance, etc. cela représente une économie de prendre une moto au lieu de deux, alors que la loi en vigueur, calquée sur celle qui existe dans les pays plus développés économiquement, est en principe applicable à une population qui ne dispose pas du même niveau de ressources que les habitants de ces pays-là.

La règle dans un Etat de droit c'est que la loi s'applique, si son application est appelée à devenir une exception, on n'est plus en présence d'un Etat de droit, mais d'un Etat d'exception à la limite de la dictature, la corruption généralisée en prime évidemment. Le législateur peut rédiger des lois inapplicables ou en sachant pertinemment que l'ensemble de la population ne pourra pas les respecter, dès lors, leur application ou respect sera laissé à la discrétion ou à la bonne volonté des représentants de l'Etat, à l'arbitraire.

Sachant que la polygamie demeure très répandue dans de nombreux pays africains, celui ou celle qui la pratiquait dans son pays et qui vient vivre en France n'aura pas forcément l'intention de la troquer pour la monogamie, les autorités françaises qui condamnent la polygamie le savent comme elles savent très bien qu'elles n'y peuvent rien, sauf à surveiller en permanence la composition ou le comportement de chaque foyer, ce qui est impensable.

C'est la société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui est responsable du sort que les hommes réservent aux femmes, qu'ils exploitent ou réduisent en esclavage, il y a donc une forte dose d'hypocrisie derrière les dénonciations de la polygamie par des parasites tels Hortefeux, Le Pen ou encore Chérèque qui sont de farouches partisans du capitalisme.

La polygamie est aussi archaïque que la monogamie, ni l'une ni l'autre ne peuvent constituer un modèle de développement harmonieux des hommes et des femmes dans la société, sauf à couvrir une situation comparable à la traite des femmes ou la prostitution.

Un extrait du *Manifeste du parti communiste* :

"*Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocritement dissimulée une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle.*"

2- Jean-Marie Le Pen a expliqué dimanche, lors du "Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro" : "*Je pense que M. Hortefeux est un homme de bonne volonté (...) parce qu'il voulait priver, ce que je trouve tout à fait normal, cet individu de sa nationalité française, mais encore l'expulser*".

"*Il serait bon qu'il y ait une garantie donnée à la France que les gens qui sont ainsi naturalisés ne se conduisent pas seulement comme des citoyens de papier mais de coeur, qui respectent la loi*", a réclamé Jean-Marie Le Pen. (Reuters 25.04)

L'Etat pourrait donc vous accorder quelque chose et vous le reprendre selon sa volonté. Ce n'est pas nouveau, par exemple lorsqu'il revoit à la baisse le taux de remboursement de certains médicaments qui hier étaient déclarés efficaces, et qui ne le sont plus aujourd'hui par enchantement, ou encore les allocations chômages.

Mais là le cas est encore plus grave, cela peut conduire à remettre en cause votre existence, car à la prochaine étape avec un tel antécédent, c'est votre titre de séjour que l'Etat refusera peut-être de renouveler et alors vous serez expulsable du pays, mais pour aller vivre où après de longues années passées loin de votre pays d'origine ? Qu'est-ce que c'est qu'un Etat qui vous reconnaît un droit un jour et vous le retire un autre ? Une dictature. Quand nous affirmons que nous vivons sous la dictature du capital, nous craignons toujours d'être incompris, mais c'est bien hélas la vérité.

3- En droit français, rappelle France-Info, la polygamie est le fait de contracter un second mariage sans avoir mis fin au premier. Elle est interdite par l'article 147 du Code civil : "*On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier*". Tout contrevenant est punissable d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende (article 433-20 du Code pénal). Mais cette disposition ne concerne que

les mariages civils et non les mariages religieux, qui ne sont pas nécessairement enregistrés sur les états civils. Le fait de vivre avec plusieurs femmes sans être marié avec elles n'est pas répréhensible par la justice. En France, selon France Info, il y aurait environ 20000 familles en situation de polygamie.

Rue89 a listé les motifs possibles de condamnation pouvant entraîner la déchéance de nationalité, selon l'article 25 du code civil. Il faut avoir été condamné pour un acte qualifié de crime ou délit constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation, un acte qualifié de crime ou délit pour atteinte à l'administration publique commis par des personnes exerçant une fonction publique, pour s'être soustrait aux obligations résultant du code du service national, pour s'être livré au profit d'un Etat étranger à des actes incompatibles avec la qualité de Français et préjudiciables aux intérêts de la France, un acte qualifié de crime par la loi française et ayant entraîné une condamnation à une peine d'au moins cinq années d'emprisonnement. (Slate.fr 25.04)

Finalement on s'aperçoit ici que cet homme n'a pas enfreint la loi, puisqu'elle ne reconnaît et ne punit la polygamie qu'à partir du moment où un second mariage aurait été contracté sans que le précédent ait été rompu officiellement, or cet homme n'a épousé qu'une seule des quatre femmes avec lesquelles il vit jusqu'à preuve du contraire. D'autre part, l'article 25 du code civil ne le concerne pas apparemment.

Apparemment, ni Hortefeux ni Le Pen ni Chérèque ni la meutes qui aboient à leur côté ne connaissent la loi ou ne l'ont consultée avant de s'exprimer, cela en dit long sur leurs intentions réelles.

On est donc bien en présence d'une opération infâme orchestrée par le gouvernement pour désigner un bouc émissaire aux conséquences de la crise qu'il peine de plus en plus à faire supporter au prolétariat. L'Arabe, le Noir, le musulman, l'étranger, voilà le coupable tout désigné de tous vos malheurs braves gens, foi d'Hortefeux, Besson, Le Pen, Chérèque et Cie. Tout est bon pour diviser la classe ouvrière, tout est bon pour essayer de redorer l'image de Sarkozy et de l'UMP dans la population...

Banque Mondiale. Quand l'ordre (capitaliste) mondial règne.

La Banque Mondiale a pris acte du poids croissant de la Chine dans l'économie mondiale, en augmentant dimanche la part de Pékin en termes de droits de vote.

La Chine figure désormais derrière les deux principaux autres contributeurs de l'établissement, les Etats-Unis et le Japon, devant 183 autres nations membres.

La Chine a emporté la majeure partie de ce transfert, ses droits de vote devant passer de 2,77 % à 4,42 %. D'autres grands gagnants sont le Brésil (2,06 % à 2,24 %) et l'Inde (2,77 % à 2,91 %), contre 15,85% pour Washington et 6,84% pour Tokyo. (AP et Libération.fr 25.04)

Quel intérêt d'augmenter sa participation à la Banque Mondiale ? Pardi, on obtient un droit de regard plus important sur des milliards versés à des Etats avec à la clé de nouveaux marchés !

C'est un peu comme lors d'un traité de paix quand il faut se répartir la dépouille du vaincu, la part du gâteau qui revient à chacun est proportionnelle à sa puissance, là en l'occurence, à la place qu'il occupe sur le marché mondial.

Grèce. Les prédateurs. Chantage, otage, pillage...

1- La Grèce doit approuver de nouvelles mesures d'austérité avant de bénéficier d'une aide financière de la part de l'Union européenne, estime le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, dimanche.

Si Athènes n'accepte pas des mesures complémentaires pour tenter de sortir de la crise financière dans laquelle se trouve le pays, cela pourrait remettre en cause ce soutien de l'Europe, précise le ministre dans l'édition dominicale du journal Bild.

"*Le fait que ni l'UE, ni le gouvernement allemand n'a pris de décision (sur la fourniture d'aide) signifie que la réponse peut être positive aussi bien que négative*", affirme Schäuble.

Athènes négocie avec les Européens et avec le Fonds monétaire international les modalités d'un soutien de 40 à 45 milliards d'euros afin de gérer une dette publique qui s'élève à 300 milliards d'euros et dont le service lui revient de plus en plus cher sur les marchés. (Reuters 25.04)

2- Dans une interview publiée par le *Journal du Dimanche*, la ministre de l'Economie Christine Lagarde a donné des indications sur le taux auquel la France va prêter 3,9 milliards d'euros à la Grèce, soit 5%.

Ce taux est flanqué sur l'Euribor (un des deux taux en vigueur sur le marché monétaire de la zone euro), auquel la France a rajouté une marge de sécurité de 3%.

Si une partie des sommes prêtées n'était pas remboursée intégralement, on rajouterait encore 1% et un complément de 0,5%.

Selon Christine Lagarde, la France a emprunté ces 3,9 milliards d'europs à 1,5% sur 3 ans hors assurance. Le mécanisme prévu devrait donc mettre la France «*plus qu'à l'abri*». (Libération.fr 25.04)

L'Etat français (et allemand notamment) va gagner de l'argent en saignant le peuple grec, normal non, c'est cela l'Union européenne !

Hongrie.

Le parti de centre-droit Fidesz a remporté au second tour des législatives un peu plus de la majorité des deux tiers des sièges au parlement, seuil décisif pour faire adopter certaines lois ou modifier la Constitution. Il inflige une déroute aux socialistes, au pouvoir depuis huit ans, qui n'auront plus que 59 sièges.

"*Le Fidesz et le parti chrétien-démocrate (qui avaient fait liste commune) ont remporté 68% des sièges*", a déclaré le chef de file du Fidesz, Viktor Orban, qui va redevenir Premier ministre.

"*Une révolution a eu lieu dans les urnes aujourd'hui!*", a-t-il lancé sous les acclamations de 4.000 de ses partisans, dans le centre de Budapest.

"*Aujourd'hui, le peuple hongrois a chassé le régime des oligarques qui ont abusé de leur pouvoir, et le peuple a porté au pouvoir un nouveau régime, le régime de l'unité nationale*", a ajouté celui qui fut déjà Premier ministre de 1998 à 2002. (Reuters 25.04)

Que la "*révolution dans les urnes*" de monsieur Mélenchon débouche sur l'unité nationale ou un front populaire, qui en doutait sérieusement ?

Autriche.

Le président autrichien sortant Heinz Fischer, social-démocrate, a été très largement réélu dimanche à cette fonction essentiellement honorifique, lors d'un scrutin marqué par un tassement du score de l'extrême droite, incapable d'attirer à elle le vote des conservateurs.

Par comparaison, en 2004, lorsque Fischer avait remporté son premier mandat, le taux de participation avait dépassé les 70%, alors qu'il a atteint à peine plus de 50% dimanche. (Reuters 25.04)

Le 27 avril

Incapacité professionnelle = licenciement immédiat : Sarkozy dehors !

Six Français sur dix ne font pas confiance à Nicolas Sarkozy pour améliorer la situation de la France lors des deux dernières années de son quinquennat, selon un sondage l'institut LH2 pour lenouvelobs.com.

Au total, 65% des sondés sont résignés sur la capacité du chef de l'Etat à modifier en bien leur situation et celle du pays, contre 32% qui pensent qu'il y parviendra. (Reuters 26.04)

Manipulation médiatique.

70% des Français se déclarent favorables à l'interdiction du voile intégral sur l'ensemble de l'espace public selon un sondage LH2 – Nouvelobs.com publié ce lundi. (Lepost 26.04)

Dans la causerie du 25 avril on pouvait lire le résultat d'un autre sondage qui contredit totalement celui d'hier :

Selon un sondage diffusé samedi par Europe 1, seuls 33% des Français sont favorables à une interdiction totale du voile intégral comme le préconise le gouvernement. (Reuters 24.04)

Selon le commanditaire du sondage et l'actualité du moment, ils font dire n'importe quoi aux personnes sondées. Vous avez remarqué que dans la dépêche du 24 il était question d'"*une interdiction totale du voile intégral*", alors que dans celle du 26 il est question de "*l'interdiction du voile intégral sur l'ensemble de l'espace public*", une nuance restrictive certes, mais qui n'explique pas l'invertion totale des résultats d'un sondage sur l'autre qui portent sur le même sujet, les personnes sondées n'étant pas forcément attentives à cette nuance, à moins de leur prêter un niveau de conscience ou intellectuel qu'elles n'ont pas.

Amalgame policier, suite.

L'avocat de l'homme accusé par Brice Hortefeux d'être polygame et de frauder les allocations familiales fait savoir qu'il envisage de poursuivre le ministre français de l'Intérieur en diffamation.

Liès Hebbadj a admis avoir des "*maîtresses*". "*Si on est déchu de sa nationalité française parce qu'on a des maîtresses, alors beaucoup de Français peuvent l'être, les maîtresses ne sont pas interdites par l'islam, peut-être par le christianisme, mais pas en France que je sache*", a-t-il déclaré à la presse.

L'homme, âgé d'une trentaine d'années, n'est pas décrit par les pouvoirs locaux comme un extrémiste. Il tient une boucherie halal dans le sud de Nantes et préside une association culturelle musulmane à Rezé, dans la banlieue nantaise.

Il ne serait marié civilement qu'avec une de ses compagnes.

Aucun des deux délits évoqués par Brice Hortefeux ne peut provoquer la déchéance de nationalité.

Lors d'un point de presse, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, a évoqué une "*polygamie à des fins mercantiles*" voire une forme de "*traite des êtres humains*". Ne serait-ce pas plutôt les patrons esclavagistes qui se livrent quotidiennement et le plus légalement du monde à la "*traite des êtres humains*"?

A ses yeux, "*il serait sans doute utile d'élargir les possibilités dans notre droit de renforcer et d'accélérer les procédures de déchéance de nationalité*". (Reuters 26.04)

Ce qui est intéressant ici, c'est la surrenchère que se livrent les nazillons de l'UMP.

A y regarder de plus près : Sarkozy flic-président, Besson à l'immigration et l'identité nationale, Hortefeux au ministère du Travail, Accoyer au perchoir de l'Assemblée nationale, Bertrand président de l'UMP, Copé président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Lefebvre porte-parole de l'UMP, un super flic nommé préfet de Seine-Saint-Denis, ils ont considérablement renforcé l'arsenal législatif répressif utilisable contre le mouvement ouvrier, etc., on a là tous les ingrédients d'une dictature rampante, la structure est prête, les hommes sont en place, ils sont prêts à l'affrontement direct, physique, avec le prolétariat.

Pour ne pas être en reste, comme inspiré par la vermine de l'UMP, Le Pen a profité de l'occasion qui lui était donné pour faire hier une nouvelle fois l'apologie du régime de Vichy et de Pétain ! Il ya des rapprochements ou des coïncidences qui ne trompent pas.

Sarkozy au coeur d'un scandale d'Etat.

L'avocat des familles des victimes françaises de l'attentat de Karachi en 2002, Me Olivier Morice, va demander une audition d'Edouard Balladur, a-t-il indiqué lundi lors d'une conférence de presse. L'ancien Premier ministre a lui-même demandé lundi à être entendu par la mission d'information parlementaire sur cet attentat, a-t-on appris auprès du président UMP de celle-ci, Yves Fromion.

"*Il y a aujourd'hui, contrairement à ce qu'a indiqué M. Edouard Balladur, un certain nombre de preuves et de réalités qui sont incontournables et qui nous conduisent à affirmer que nous sommes en présence d'un scandale d'Etat considérable, et que l'actuel président de la République Nicolas Sarkozy est au coeur d'un système de corruption*", a déclaré lundi Me Morice.

"Libération", qui dit avoir obtenu des documents inédits, liés à l'enquête ouverte sur l'attentat de Karachi en 2002, où 11 salariés français de la Direction des constructions navales (DCN) avaient péri, affirme dans son édition de lundi que "*deux intermédiaires imposés par les balladuriens ont reçu 54 millions de francs le 2 juin 1995*", argent provenant de commissions liées au contrat de vente de sous-marins au Pakistan. Le quotidien ajoute que le 26 avril 1995, le "*compte de campagne de Balladur a enregistré un dépôt en espèces suspect de dix millions de francs*". Le directeur de campagne d'Edouard Balladur en 1995 était Nicolas Sarkozy. (AP 26.04)

Nigéria.

A Lagos, des hommes armés ont attaqué samedi le domicile de Edo Ugbawu, correspondant judiciaire du quotidien "The Nation", puis ils l'on abattu, d'après le porte-parole de la police Franck Mba.

Par ailleurs à Jos, dans le centre du pays, en proie aux violences entre représentants des différentes religions, deux journalistes travaillant pour le journal chrétien "The Light Bearer" ont été tués samedi en chemin vers un reportage . (AP 26.04)

Soudan.

Le président soudanais Omar el-Béchir a été réélu pour un mandat de cinq ans à l'issue d'un scrutin dont s'étaient retirés ses adversaires les plus sérieux en dénonçant des fraudes. Il a recueilli 68% des suffrages sur plus de 10 millions de bulletins validés, a annoncé lundi la Commission électorale.

Le président du Sud-Soudan Silva Kiir a lui aussi conservé son poste en recueillant près de 93% des suffrages dans le sud. (AP 26.04)

Le 28 avril

Pas très en forme pour causer, on va s'y risquer quand même.

A entendre tous les dirigeants syndicaux et ceux de la "gauche" officiel, ils sont tous pour le "*maintien de l'âge légal de la retraite à 60 ans*", ils n'arrêtent pas de le marteler, mais là où ils sont moins prolixes c'est quand il s'agit d'aborder la question de savoir dans quelles conditions on pourrait prendre sa retraite à 60 ans : à taux plein ou avec une décote si on n'a pas suffisamment cotisé, et si le nombre d'années de cotisation nécessaires augmentait encore, la décote qui existe déjà serait amplifiée, autrement dit, rien ne vous empêchera de prendre votre retraite à 60 ans, mais elle sera tellement réduite dans certains cas que cela vous dissuadera d'arrêter de travailler et le tour est joué, Sarkozy aura réussi son coup.

D'où au pire la nécessité de revenir à 37,5 annuités, au mieux plus près de 30 annuités pour partir à la retraite entre 50 et 55 ans, on aura quand même sacrifié plus d'un tiers de notre existence aux capitalistes. On nous expliquera que cet argument ne tient pas la route, que la population n'est pas prête à y adhérer. Etrange, j'avais cru comprendre que tout le monde en avait marre de bosser pour cette société en décomposition, non ?

Bizarrement, dès qu'on avance une revendication qui rompt avec le discours des dirigeants syndicaux qui sont tous alignés sur la perspective de la survie du capitalisme, elle ne correspondrait pas à l'état d'esprit des travailleurs, demain on nous expliquera peut-être qu'ils y croient encore dur comme fer au capitalisme, qu'ils vont travailler la joie au coeur et font pleins de projets pour l'avenir, que la société leur permet encore d'avoir un idéal dans la vie, lequel, dites-nous donc lequel pour qu'on repasse ce message salutaire à tous les travailleurs au bord du désespoir ou qui se demandent pourquoi ils continuent de travailler, quand ils ont la chance de ne pas être au chômage.

Quant à l'argument de la pénibilité du travail, il sert la même cause (en plus de la division) : mettre en place une retraite à la carte qui serait de fait la négation du système de retraites par répartition.

Le travail de l'ouvrier dans une usine ou sur un chantier, le travail d'une vendeuse ou d'une employée assise toute la journée devant une caisse enregistreuse ou un ordinateur, le travail d'un prof dans une classe surchargée et ingérable avec des problèmes quasi quotidiens de discipline, le travail d'un cadre qui doit sacrifier sa vie de famille pour l'entreprise qui l'emploie, le travail est pénible dans tous les cas de figure, usant, stressant au possible, etc., même si l'espérance de vie est plus longue pour un cadre que pour un ouvrier, l'un et l'autre auront sacrifié leur vie au boulot dans des conditions insupportables (cadence, fatigue, surmenage, humiliation, etc.), c'est cela qui constitue le lot quotidien de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes et qui est succeptible de les réunir dans un même combat pour une vie meilleure contre le capitalisme et l'Etat.

Un autre sujet.

Sur la Grèce. On peut constater que toutes les institutions européennes ou internationales du capital se jettent sur la Grèce, sur le prolétariat et la petite-bourgeoisie grecque plus précisément qu'ils veulent saigner à blanc. Les travailleurs grecs ne s'y sont pas trompés en s'en prenant à la Commission européenne, c'est la véritable nature de l'Union européenne qui éclate à la figure de ceux qui ne l'avaient pas encore comprise, cette institution est exclusivement au service du capital, elle est notre ennemi, voilà l'expérience que les Grecs sont en train de vivre et que les travailleurs des autres pays de l'UE peuvent suivre de très près.

Personne n'a encore osé nous sortir que Papandréou serait pris au "*piège*" de l'Union européenne, la ficelle serait un trop grosse à faire avaler aux militants.

S'il est impossible de redresser les comptes de l'Etat sans sacrifier nos conditions de vie et de travail qui se sont déjà gravement dégradées au cours des dernières décennies, sans sacrifier nos revendications économiques et sociales légitimes, il faut rompre avec le système économique capitaliste, il faut balayer l'Etat et ses institutions par une révolution et instaurer à la place un Etat ouvrier qui planifiera la production en fonction des besoins et des aspirations de la population, il faut passer au socialisme.

Quelques infos en bref.

Le "*nouveau projet*" du PS : Le capitalisme rien que le capitalisme.

Le PS voudrait nous refaire le coup de 81 en prétendant proposer un nouveau "modèle de société" qui est étranger au socialisme puisqu'il remet en cause ni les fondements du capitalisme ni les institutions de la Ve République.

Il écrit : "*Si la gauche de gouvernement a apporté des avancées économiques, sociales ou sociétales majeures (...), elle n'a pas suffisamment engagé le changement profond de modèle de société qui était nécessaire.*" La crise économique doit être l'occasion "*de reprendre l'initiative*", assure le texte, qui propose d'ouvrir la perspective d'un "*nouveau projet de transformation de la société.*" (Le Monde 27.04)

Soutenir le PS, c'est soutenir l'UMP, c'est soutenir le capitalisme et les institutions politiques en place, c'est au-delà des mots, des slogans et des programmes, avouer qu'on n'a aucune autre perspective politique à proposer aux travailleurs que l'adaptation au capitalisme.

Ils ne se lâche plus !

Le président Nicolas Sarkozy recevra le lundi 10 mai les représentants des principales organisations syndicales et patronales pour discuter de "*questions économiques, industrielles et d'emploi*", a annoncé mardi le palais de l'Elysée.

Cette réunion aura pour but de "*dresser un bilan partagé des mesures prises face à la crise et des suites qu'il convient de leur réserver*", précise le communiqué.

Elle rassemblera à l'Elysée le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault, celui de la CFDT François Chérèque, celui de FO Jean-Claude Mailly, le président de la CFTC Jacques Voisin, celui de la CGC Bernard Van Craeynest, la présidente du MEDEF Laurence Parisot, le président de la CGPME Jean-François Roubaud et celui de l'UPA Jean Lardin. (AP 27.04)

Le chômage continue d'augmenter contrairement à ce qu'affirme le gouvernement.

Le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A (sans aucun emploi) a très légèrement baissé de 0,2% en mars (- 6.600) pour s'établir à 2.661.300 en France métropolitaine.

Le gouvernement se félicite de cette «*embellie positive*». «*Il faut remonter à février 2008 pour avoir un aussi bon chiffre*», a commenté auprès de l'AFP le secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez, affirmant néanmoins «*rester prudent*» car «*on aura encore de moins bons mois*».

Sérieux bémol: avec les chômeurs inscrits en catégorie B et C (à la recherche d'un emploi mais ayant exercé une activité réduite), le nombre de chômeurs augmente de 18.100 (+0,5%).

Au total, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégories A, B et C s'établit à 3.891.000 en France métropolitaine.

Les chiffres de mars donnent deux autres motifs de préoccupation pour les pouvoirs publics. Chez les seniors (personnes de 50 ans ou plus), la hausse des inscriptions au chômage continue (+1,1% par rapport à février en catégorie A et +21,2% sur un an. +1,2% en A, B, C sur un mois).

Et le chômage de longue durée s'aggrave avec un nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus en hausse de 2,6% par rapport à février et de 31,4% sur un an (1,374 millions de personnes catégories A, B, C), selon le ministère. (Libération.fr 27.04)

Surrendettement.

Depuis 2008, la Banque de France note une augmentation des cas de surendettement de l'ordre de 16% par an.

Les dernières statistiques publiées par l'organisme confirment ce mouvement. 19.380 dossiers ont ainsi été déposés à la Commission au mois de février 2010. Soit 20,5% de plus qu'au mois précédent. (Figaro.fr 27.04)

République bananière ou népotisme.

L'élu UMP de Seine-Saint-Denis Bruno Beschizza a été nommé, ce mardi, sous-préfet "hors cadre" par un décret du président de la République.

Pour ne pas être accusé de cumul de mandats, l'ex- secrétaire général du deuxième syndicat policier Synergie s'était mis en congé de son poste pendant les élections régionales. En tant que commandant de police fonctionnel, il percevait un salaire mensuel d'environ 4000 euros.

Elu conseiller régional, Bruno Beschizza devait renoncer à cette fonction. L'indemnité mensuelle de conseiller général de quelque 2000

euros net ne permettait cependant pas de retrouver un salaire équivalent. Il fallait donc trouver une solution: une nouvelle fonction ou mission. L'Elysée lui aurait donné l'assurance de lui dégoter un poste. (Lepoint.fr 27.04)

La Bourse ou la vie.

A Paris, le CAC 40 a terminé en repli de 3,82%, sa première clôture sous le seuil de 3.900 points depuis la mi-mars, effaçant quelque 40 milliards d'euros de capitalisation.

L'indice pan-européen FTSEurofirst 300 a quant à lui chuté de 2,64%. Et les reculs ont été plus marqués encore pour les marchés directement concernés par la crise: Athènes a fini sur une chute de 6,0%, Lisbonne de 5,36%. Madrid a abandonné de son côté 4,19%. A Wall Street, le Dow Jones a perdu 2% à la clôture et le Nasdaq a cèdé 2,04%. (Reuters 27.04)

Espagne. Chômage record.

Selon le journal ABC, la part des demandeurs d'emplois a atteint 20,05% sur les trois premiers mois de l'année, ce qui représente 4,61 millions de personnes sans emploi.

ABC précise qu'il s'agit des statistiques officielles mises en ligne par erreur par l'Institut national des statistiques pendant quelques minutes lundi sur son site internet.

"*En raison d'un incident qui s'est produit hier lors de la validation de la diffusion des résultats (....) une partie des statistiques de cette enquête ont été temporairement accessibles sur le site internet de l'INE*", déclare l'institution dans un communiqué, précisant que l'intégralité des statistiques sera communiquée vendredi. (Reuters 27.04)

Tunisie.

Le journaliste tunisien dissident Taoufik Ben Brik a été libéré mardi matin après avoir effectué sa peine, a-t-on appris auprès de son épouse Azza Zarrad.

Lors de son jugement, le journaliste avait dénoncé un "*procès politique*" et s'était dit victime d'un traquenard monté par les "*services spéciaux*", alors que les autorités avançaient qu'il s'agissait d'une "*affaire de droit commun*".

Taoufik Ben Brik, 50 ans, avait publié dans la presse française une série d'articles virulents à la veille des élections d'octobre 2009, qui avaient reconduit le président Zine El Abidine Ben Ali à la tête du pays, pour un cinquième mandat consécutif de cinq ans. (AP 27.04)

Le 29 avril

Pas le temps de causer l'actualité est trop chargée. J'ai oublié de vous dire qu'il y avait eu une grève générale de 24h contre la hausse des prix au Tamil Nadu et sur le Territoire de Pondichéry à l'appel des partis "communistes" et du parti AIADMK notamment, un parti bourgeois dirigé par une des plus grandes fortunes du Tamil Nadu. Elle a été particulièrement suivie, même les miniuscules échoppes sur les bords des routes étaient fermées et pas un camion ou un bus ne roulait, absolument tous les commerces et toutes les entreprises étaient fermées. Pour quel résultat ? Aucun évidemment.

Deux mots sur la question de la grève générale et de l'insurrection. Elles se produisent spontanément, quand elles sont commandées elles échouent. C'est seulement lorsque la situation est devenue totalement insupportable que les masses descendent dans la rue et disent stop, on ne marche plus, ce n'est plus possible de vivre ainsi un jour de plus. Cela ne se commande pas ou alors cela signifierait que les masses aient intégré (consciemment) le socialisme ce qui n'est jamais le cas.

Vous pouvez appeler à un "*tous ensemble*" ou à la grève générale, si les conditions d'existence des masses ne sont pas dégradées au point d'être devenues invivables, elles ne bougeront pas. Cela ne sert strictement à rien de s'époumoner ainsi et démontre seulement que vous n'avez pas compris comment fonctionnent les masses. Quand les masses sont prêtes, elles s'emparent de n'importe quelle occasion pour faire la démonstration de leurs forces, cela peut être un 1er mai, pourquoi pas. Il faut que le fruit soit mûr, c'est tout. Attention, il peut aussi pourrir avant d'arriver à maturité, tout dépend du contenu que les masses donnent à leur colère, réactionnaire ou révolutionnaire, il faut le discerner à l'avance, c'est préférable !

Le réflexe du "tous ensemble" vient spontanément aux masses le moment voulu, généralement à l'insu des syndicats et des partis ouvriers qui n'ont rien vu venir, y compris le parti bolchevik de Lénine, c'est pour dire à quel point il est difficile de saisir précisément l'état d'esprit des masses, camarades, ne nous prenons pas pour ce que nous ne sommes pas et cessons de chercher des raccourcis ou de faire des plans sur la comète qui ont pour origine nos propres illusions ou incompréhension de la situation et des rapports entre les classes ou à l'intérieur

de la classe ouvrière.

Si les masses descendent dans la rue par millions à l'insu des syndicats et des partis, cela mérite réflexion, non ? Cet élément et celui-là seulement, ne permet-il pas de mettre à bas toutes les stratégies que l'on nous a concoctées depuis 60 ans avec le résultat que l'on sait, où l'on se retrouve pratiquement complètement désarmés au moment où sonne enfin l'heure du combat final pour en finir avec le capitalisme ? N'est-il pas déjà trop tard pour y réfléchir ? Espérons que non et que le développement de la crise actuelle va durer et s'amplifier pour nous permettre de réorienter résolument notre combat dans la bonne direction, contre l'Etat et les institutions, contre le capitalisme et pour le socialisme.

Lors des précédentes grandes grèves ou manifestations, qui est descendu dans la rue ? Les éléments les plus déterminés à en découdre avec le régime, les couches les plus durement frappées de la classe ouvrière ou au contraire ses couches les plus favorisées et l'aristocratie ouvrière, les couches les moins à même de s'attaquer au régime ? Quelle était le contenu politique exact de ces grèves ou manifestations ? Le mouvement ouvrier est-il toujours bourgeois ou est-il en passe de redevenir révolutionnaire ? N'est-ce pas l'accumulation de frustrations et de sacrifices qui se traduisent par une liste de revendications insatisfaites au nombre incalculable, qui finalement à un moment donné débouche sur une situation révolutionnaire ? Si c'est le désespoir qui pousse les masses à descendre dans la rue, c'est seulement l'espoir d'une vie meilleure portée par un ou des partis ouvriers qui les convaincra d'aller jusqu'au bout de leur combat. Si aucun parti n'incarne cet espoir à leurs yeux, on peut très bien se retrouver en présence d'une situation révolutionnaire sans qu'il n'y ait de révolution. Ce serait intéressant de revoir dans quelles conditions ont eu lieu les révolutions ou les mouvements révolutionnaires de 36 et 68 en France, mais aussi en Espagne en 36, au Portugal en 74, en 1905 et en 1917 en Russie, en Allemagne à la même époque et dans les années 20, on pourrait ajouter en Allemagne de l'Est (RDA) en 53, en Tchécoslovaquie en 68 ou en 56 en Hongrie, en comparant ce qui peut l'être uniquement, pour bien comprendre comment peut évoluer l'état d'esprit et la conscience des masses...

Les masses peuvent se découvrir à l'occasion des illusions dans des partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui n'ont cessé de les trahir, par dépit ou parce qu'à leurs yeux aucun autre parti n'est crédible, sans que pour autant nous soutenions ces partis ou les gouvernements qu'ils pourraient former, la méthode de Lénine a fait ses preuves pour que nous l'adoptions, d'ailleurs les socialistes bourgeois sont déjà au pouvoir en Grèce, au Portugal et en Espagne, donc dans ces pays une insurrection se terminerait rapidement dans une impasse, par la répression, puisqu'il n'existe aucun parti suffisamment ancré dans les masses incarnant l'alternative au capitalisme, le socialisme, on ne voit pas par quel miracle elle pourrait se finir autrement malheureusement, à moins de prêter aux masses la faculté de se saisir spontanément du socialisme sans y avoir été préparées de longue date, laissons cela aux charlatans.

Maintenant nous savons aussi que la conscience des masses peut mûrir très rapidement au cours d'un processus révolutionnaire, le niveau intellectuel des ouvriers n'a plus grand chose à voir avec ce qu'il était autrefois, je ne sais pas jusqu'à quel point il faut intégrer cet élément dans notre analyse, la conscience des masses peut mûrir très rapidement dès lors qu'un parti incarne les objectifs politiques qu'elles doivent se fixer, qu'il est capable d'orienter dans la bonne direction le combat des masses, faudrait-il encore (en France) qu'un parti axe son combat contre l'Etat à abattre, or ce n'est pas le cas aujourd'hui, ils n'osent même pas dans leur agitation scander que le gouvernement est minoritaire et illégitime, alors s'en prendre aux institutions, vous n'y pensez pas, ils y viendront peut-être lorsqu'il sera trop tard pour justifier après coup leurs carences politiques, je ne veux pas être médisant ou critiquer pour critiquer, mais il faut bien être lucide et reconnaître qu'on est très mal barré pour la suite.

On essaiera de poursuivre cette causerie demain, je dois tout fermer, il n'y a plus de courant depuis plus de deux heures déjà et je suis en train de crever de chaleur dans le bureau. J'ai à peine relu ce que j'ai écrit, vous corrigerez les fautes.

Retraites. La quadrature du cercle ou l'art de masquer ses réelles intentions.

Martine Aubry a insisté mercredi auprès d'Eric Woerth sur la nécessité de bâtir une réforme juste et efficace des retraites.

Si on continue sur cette lancée, la réforme Woerth aura "*sans doute*" les mêmes effets que les deux précédentes réformes réalisées par la droite: "*Nous amener dans le mur avec des retraités touchant des retraites plus basses et des salariés seuls à payer*", a déclaré Martine Aubry.

Elle a rappelé que le PS ne transigerait pas sur : "*la possibilité laissée à chaque Français de partir à la retraite à 60 ans s'il le souhaite*". (Reuters 28.04)

Trois remarques.

1- "*des salariés seuls à payer*", sous-entend : cela ne passera pas, faites donc un peu payer les nantis, symboliquement j'entends, pour ne pas faire fuir les capitaux à l'étranger, et cela passera au nom de "*l'équité*", vous avez notre soutien ;

2- Ne touchez pas aux 60 ans, mais faites en sorte qu'il soit impossible que les travailleurs perçoivent une retraite à taux plein à cet âge et ils seront obligés de travailler plus longtemps pour obtenir une retraite qui leur permette de vivre à peu près comme avant et le tour est joué, discrètement ou sournoisement on va peut-être réussir à les rouler de la sorte.

3- Finalement, voilà comment se décompose la manoeuvre, hypocritement au début elle prétend défendre les intérêts des retraités en dénonçant les précédentes contre-réformes des retraites, pour ensuite glisser sur le terrain du gouvernement.

La méthode consiste à lier dans un même discours une vérité et un mensonge sans que l'on puisse discerner au premier abord lequel des deux l'emporte ou l'emportera. Or dans ce genre de situation, c'est toujours le mensonge qui prime. Les deux éléments de cette contradiction ne sont liés par un rapport du type thèse contre antithèse, qu'à partir du moment où l'on prend en considération un ou des éléments contingents, qui de secondaires deviennent prépondérant et influent sur l'orientation de votre discours, alors que votre interlocuteur en ignore le contenu exact ou ne peut pas en vérifier la véracité.

Prenons un exemple.

Vous me demandez de vous aider à déménager dimanche prochain, je vais vous répondre que j'aurais bien voulu vous donnez un coup de main, mais hélas dimanche je dois me rendre à un mariage. C'est faux, mais vous ne pouvez pas me contredire, sauf à me traiter de menteur, vous n'oserez pas ou cela ne vous viendra pas à l'esprit, c'est là qu'est l'astuce ou la ruse.

Au départ nous sommes bien en présence de deux éléments, 1- l'amitié que vous me portez et votre demande ; 2- l'amitié que je vous porte et mon sincère regret de ne pouvoir vous aider, jusque là on ne peut pas parler de thèse et d'antithèse, notre amitié réciproque n'est pas remise en cause par mon refus de vous aider, c'est la nature du troisième élément qui sert à justifier mon comportement qui donne une idée pour le moins singulière de l'amitié que je vous porte, le mariage que j'ai inventé.

Donc, du côté vérité, je vous ai témoigné ma bonne intention, et du côté mensonge, je vous ai raconté n'importe quoi, pour à la fois conserver votre amitié et faire autre chose de mon dimanche à votre insu.

Ainsi je conserve votre amitié, et grâce à ce mensonge que vous avez gobé, je pourrai passer ce dimanche tranquillement avec mes potes à la campagne. L'essentiel n'est-il pas de sauver les apparences, comme l'on dit ?

Dans le cas présent, le mensonge d'Aubry sert uniquement à préserver l'image d'un parti qui serait au côté du prolétariat, alors que dans la réalité il le combat au côté de l'UMP. Et bien évidemment, Sarkozy, l'UMP, le gouvernement, les médias, les alliés ou satellites du PS, tout ce beau monde marche dans la combine, puisque qu'ils considèrent que le PS serait l'ultime recours pour sauver le régime en cas de soulèvement populaire.

J'aurais pu prendre un autre exemple plus parlant encore. Reprenons le grain de blé d'Engels dans *Anti-Dühring*, dans sa démonstration sur la dialectique. En premier on a le grain de blé, sa négation débute avec la germination et la plante qui en est issue, qui donnera ensuite un épis comportant de nombreux grains de blé nouveaux et qui, lorsqu'ils seront mûrs, marquera la fin de l'existence de notre plante. Conservons uniquement les deux premiers prémisses, le grain de blé et la plante, et imaginons maintenant que des pluies diluviennent soient venus pourrir l'épis en formation. Nous sommes bien parti d'un grain de blé et à l'arrivée nous voilà avec du foin. Le grain de blé était sain et promis à un bel avenir, sauf que les aléas du climat en a décidé autrement et nous voilà en plan avec sa négation, de la paille. Quand un processus dialectique n'est pas mené à son terme, on reste avec sa négation sur les bras. Pire, comme notre grain de blé n'a pas donné de nouveaux grains, nous ne disposons d'aucune semence pour reprendre le processus dialectique au départ ou le renouveler, on a tout perdu.

Dans le cas d'Aubry, ce que j'ai écrit dans l'avant-dernier paragraphe porte à son terme le processus dialectique (inachevé) contenu dans son discours, qui consiste précisément à dévoiler les intentions réelles du PS sur les retraites. Tout son discours ne sert qu'à camoufler l'alignement du PS sur l'UMP sur la question des retraites, elle ne peut évidemment pas livrer ouvertement le fond de sa pensée, elle défend en apparence les 60 ans tout en les piétinant, en y mettant la forme si l'on veut ou indirectement, la fatalité et les exigences du capitalisme faisant office de troisième élément pour faire accepter aux travailleurs la remise en cause de ce droit.

Finalement, la retraite à 60 ans, c'est possible, mais uniquement théoriquement, car en pratique c'est impossible du fait de cette foutue crise du capitalisme avec laquelle il faut bien faire avec, les travailleurs paieront, CQFD.

On aurait pu dire aussi qu'Aubry procédait par non-dit, par sous-entendu saisissable ou partagé par son interlocuteur, Eric Woerth, en imaginant que les travailleurs n'y verront que du feu et qu'ils partageront ainsi son analyse de la situation pour finalement accepter de nouveaux sacrifices, inévitables bien entendu.

Il faudrait peut-être compléter la revendication de défense des 60 ans, à défaut d'avancer la retraite à 50 ou 55 ans pour tous, en spécifiant que quel que soit le nombre d'annuités cotisées, tout travailleur ayant atteint les 60 ans devrait bénéficier d'une retraite à taux plein, sans décote, sans pénalité, ou avant en fonction des régimes spéciaux toujours en vigueur.

La Bourse ou la vie.

Paris et les Bourses de la zone euro ont rechuté mercredi en fin de séance après l'annonce de la dégradation de la note de crédit de l'Espagne par l'agence Standard & Poor's.

L'indice CAC 40 a clôturé en baisse de 1,5% à 3.787,00 points au lendemain d'une chute de 3,82%.

Francfort a perdu 1,22% et la Bourse de Madrid a plongé de 3,15%. Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a perdu 1,74% et l'EuroFirst 300 0,97%.

Sur les marchés obligataires, S&P a eu un effet limité sur le rendement de l'emprunt d'Etat espagnol qui s'est tendu de 3 points de base à 4,17% tandis que celui du 10 ans grec s'est détendu de 6,2 points de base mais est resté au-dessus de 10% (10,1%). Le rendement à 10 ans allemand, référence de la zone euro, s'est maintenu sous 3% à 2,98%. (Reuters 28.04)

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont dit que les rendements des obligations grecques à deux ans avait atteint 38%. L'info était correcte, elle a été confirmée par une dépeche de Reuters qui indiquait qu'ils avaient atteint 30% trente minutes avant, ils ont donc grimpé de 8% en à peine 30mn. On se croirait en Inde !

Depuis 13 ans je prête de l'argent à un Indien (un ami de la famille) spécialisé dans l'achat et la revente de terrains une fois viabilisés et découpés en parcelles au taux de 3% par mois, soit 36% par an, bordel, le gouvernement grec fait encore mieux ! C'est ma principale source de revenu, je le rappelle en passant, 500.000 roupies (8.000 euros environ) me rapportent 15.000 roupies par mois, à peu près ce que je dépense pour survivre chaque mois.

Portugal. L'union nationale comme en Grèce contre le prolétariat.

Le gouvernement portugais et l'opposition parlementaire vont coopérer pour favoriser une application accélérée des mesures d'austérité budgétaire, afin d'assurer que les objectifs de réduction du déficit seront atteints, a déclaré le Premier ministre après ce qu'il a qualifiées d'"*attaque spéculative*".

"*Le gouvernement et le principal parti d'opposition ont décidé de coopérer pour répondre à une attaque spéculative sans fondement contre l'euro et la dette souveraine portugaise*", a déclaré à la presse le Premier ministre, José Socrates, après une réunion avec le dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) Pedro Passos Coelho.

José Socrates a expliqué avoir informé le PSD de l'intention du gouvernement d'appliquer dès 2010 certaines mesures initialement prévues pour les années suivantes, notamment en matière de réduction de certains avantages sociaux. (Reuters 28.04)

Niger.

La crise alimentaire que traverse le Niger est d'ores et déjà plus grave que celle de 2005.

Après un déficit de pluies l'an dernier, la production agricole et les troupeaux ont fortement souffert et l'Onu prévoit que dix millions d'habitants, à travers le Sahel, vont être confrontés à des pénuries alimentaires.

Des villageois rencontrés près de Zinder, à un millier de kilomètres à l'est de la capitale Niamey, ont dit à Holmes qu'ils traversaient la pire crise alimentaire depuis 1984. (Reuters 28.04)

Le 30 avril

Pas le temps de causer, pas de courant comme tous les jours, alors qu'il y aurait tant à dire sur la situation.

Bon 1er mai quand même, camarades.

La direction du PCF va dépenser 200.000 euros en publicité et affichage... pour soutenir la contre-réforme des retraites de Sarkozy.

1- La retraite ne serait plus un droit, elle ne serait plus légitime non plus, elle devrait être "*juste*", selon le dernier slogan du PCF, autrement dit équitable, en laissant le soin évidemment au législateur de décider quel contenu il entend donner à cette valeur devenue une formule, sachant que c'est lui qui détient le pouvoir et que le pouvoir en place représente les intérêts d'une classe sociale distincte, celle des capitalistes, on est en droit d'affirmer que son sens aigü de la justice penchera du côté des intérêts de cette classe au détriment de ceux des travailleurs : «*Retraitons juste*».

Pour que l'on puisse recourir à cette valeur, faut-il encore que l'on soit en présence de deux situations comparables ou qui possèdent suffisamment de points communs pour qu'on puisse oser une comparaison, or il s'agit en l'occurence de comparer la situation des

capitalistes avec celle des travailleurs, des exploiteurs avec celle des exploités, de ceux qui possèdent les moyens de production avec ceux qui ne possèdent que leur force de travail pour survivre, autrement dit rien, dès lors qu'ils ne sont pas en mesure de mettre en oeuvre cette force de travail, parce qu'ils sont malades ou réduits de force au chômage, il s'agit donc de comparer la situation des capitalistes qui détiennent le pouvoir avec celle du prolétariat qui n'en détient aucun et qui subit celui des capitalistes, il s'agit donc de comparer la situation de deux classes que tout oppose, aux intérêts antagoniques et irréconciliables, pour finalement déclarer une fois niée ou abandonnée cette opposition fondamentale entre les classes qu'on leur a trouvé des points communs sur lesquels elles pourraient s'entendre, on ne dit plus de nos jours au nom du bon sens, mais de l'équité, de ce qui serait juste pour les deux partis comme si elles étaient logées à la même enseigne, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Soustraire 10 euros à un travailleur ou à un retraité qui a un revenu équivalent au Smic ou soustraire 100.000 euros à un patrons qui a un revenu dix fois plus important, ce n'est pas faire preuve d'équité ou de justice, c'est s'acharner sur le travailleur ou le retraité pour qu'il soit encore plus pauvre et dépendant du régime pour survivre, c'est faire preuve de cynisme et d'injustice.

Vous vous souvenez sans doute du créneau emprunté par Marie-Ségolène Royal lors de la campagne présidentielle de 2007, elle n'avait que le mot "*juste*" à la bouche. Il devait servir à camoufler l'alignement du programme du PS sur celui de l'UMP et à tromper les électeurs. Depuis cette formule a fait des émules au gouvernement et parmi les dirigeants des partis institutionnels inféodés au régime, parce que c'est un mot auquel on peut faire dire n'importe quoi, son interprétation est laissée à l'appréciation de chacun, ce qui donne l'impression avantageuse qu'une certaine liberté est laissée aux deux parties, une sorte de consensus réalisé sur une base qui est faussée dès le départ sans qu'on y pense forcément, les dés sont pipés, c'est l'analyse que fait le pouvoir de la situation en fonction des intérêts qu'il représente qui l'emportent.

En outre, pour qu'une décision ou une mesure soit déclarée juste, il faut qu'elle soit acceptée librement par les deux parties, on aura compris qu'une fois acceptée l'idée qu'une "*réforme*" des retraites était nécessaire et inévitable et prétendu que les travailleurs la souhaitaient, le PCF n'a rien trouvé de mieux pour l'imposer au prolétariat que de la présenter sous un angle "*juste*".

2- Plus loin, le porte-parole du PC, Olivier Dartigolles, affirme que doit s'ouvrir un débat «*populaire*» sur la future "*réforme*" et que «*le peuple doit s'en emparer, se faire sa propre opinion*», alors qu'il ne s'agit pas d'un débat d'idées mais d'un besoin, d'un droit légitime et acquis donc qui ne se discute pas, sauf à vouloir le faire progresser dans un sens positif et favorable aux travailleurs, ce qui n'est évidemment pas dans les intentions du PCF. Tenez-vous bien, il tient ces propos juste après avoir dénoncé «*l'intoxication idéologique*» du gouvernement, ils sont très forts les héritiers du stalinisme !

Là encore, il considère comme un fait acquis qu'il serait nécessaire de revenir sur le système actuel des retraites, à l'unisson du gouvernement, des dirigeants du PS et des dirigeants syndicaux, à l'exception de Mailly pour FO. Cela signifie aussi que le prolétariat doit être son propre bourreau, se situer sur le terrain de son ennemi, ce qui se traduit dans la pratique par lui laisser le champ libre pour agir. Partant de là, il ne faut pas s'attendre à ce que le PCF mobilise la classe ouvrière contre le gouvernement.

Il n'y a pas de "*débat*" à avoir sur nos retraites, on veut tout garder, il n'y a rien à négocier !

Si maintenant le maintien de nos retraites ou le retour aux conditions du début des années 80 est incompatible avec la survie du capitalisme, prenons le pouvoir et abolissons-le, et le problème des retraites sera définitivement réglé.

3- «*Que le ministre du Travail nous fasse l'honneur d'un débat public. Je lui apporterai la preuve que nos propositions de financement sont suffisantes à court, moyen et long terme.*» Des honneurs de cet ordre on s'en passe monsieur le philistin, on vous les laisse !

Au-delà du fait que la financiarisation des retraites conduit à la destruction progressive du système actuel par répartition, s'en tenir à la revendication de faire payer les capitalistes sans la situer dans la perspective d'en finir avec le régime, revient une nouvelle fois à subordonner le prolétariat au capitalisme et à lui interdire toute issue politique indépendante du capital. Le POI est sur la même position, j'y viendrai cet après-midi ou demain. Rappelons par ce qu'on a tendance à l'oublier que nous en sommes en présence d'un parti politique.

Cette position est contre-révolutionnaire et donc inacceptable, non pas en soi parce qu'elle aiderait le prolétariat à mieux supporter l'existence du capitalisme, mais parce qu'au lieu de préparer les masses à rompre avec le capital, elle produira l'effet inverse et renforcera ses rapports de subordination au capital. Voilà où conduit le réformisme, l'adaptation au capitalisme, au lieu de le combattre sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat dans la perspective du socialisme.

Mobilisation du 1er mai.

1- Woerth prudent. M. Woerth, interrogé jeudi sur France Inter pour savoir si une forte mobilisation lors des manifestations du 1er Mai pouvait modifier le climat du chantier des retraites, a répondu "*je ne le pense pas parce que cette réforme est nécessaire*". (Lemonde.fr 29.04)

2- Emploi, pouvoir d'achat et surtout retraites seront les thèmes des 284 défilés et rassemblements prévus dans toute la France à l'occasion du "*grand 1er Mai*" auquel aspirent les syndicats (CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA), samedi.

Cette année, les syndicats partent désunis. La CGC et la CFTC ont décidé de ne pas s'associer à l'appel commun. FO a boycotté les deux dernières réunions de l'intersyndicale et organisera ses propres rassemblements et meetings.

Plusieurs organisations de jeunesse, dont l'UNEF, premier syndicat étudiant, appellent également à se mobiliser sur la question précise des retraites. Dans un communiqué, l'UNEF "*dénonce*", notamment, "*l'hypocrisie du gouvernement qui prétend réformer 'pour les jeunes qui ont aujourd'hui 20 ans', mais veut leur imposer un allongement de la durée de cotisation qui les privera encore un peu plus du droit à la retraite à 60 ans*". (AP 29.04)

Quand Thibault se place au côté des chefs d'Etat et leur donne des conseils pour sortir le capitalisme du marasme.

Bernard Thibault a dénoncé sur France-2 les pressions exercées par les agences de notation sur les pays européens pour diminuer leurs "*dépenses publiques*".

Le patron de la CGT a souhaité que les chefs d'Etat "*décident de mettre bon ordre*" et "*de trouver des moyens d'empêcher ces agences (...) privées d'avoir un peu le droit de vie ou de mort, pas simplement sur les entreprises, mais aussi sur des Etats*". (AP 29.04)

Un nouveau camouflet pour Sarkozy.

Le juge des référés du Conseil d'Etat a suspendu en partie l'exécution du décret radiant des cadres, à titre disciplinaire, l'ancien chef d'escadron Jean-Hugues Matelly, qui avait critiqué le rapprochement avec la police, annonce la juridiction administrative. (AP 29.04)

Belgique. L'occasion d'un consensus ne se loupe pas.

Les députés belges se sont prononcés jeudi à une très large majorité en faveur de l'interdiction de la burqa dans les lieux publics.

La loi prévoit une amende allant de 15 à 25 euros pour toute personne étant dans un lieu public "*le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'elle ne soit pas identifiable*".

Une peine de prison de un à sept jours peut aussi être infligée et, dans certains cas, la sanction pourra être décidée directement par les villes ou les communes.

Après avoir été endossé à l'unanimité par une commission parlementaire fin mars, le texte a sans surprise été adopté à la Chambre par 136 votes en faveur et deux abstentions. (Reuters 29.04)

Etats-Unis.

Selon Neil Barofsky, inspecteur du Troubled Asset Relief Program, cité par l'agence Bloomberg, le nombre de saisies cette année devrait dépasser les 2,8 millions enregistrés en 2009. 932.000 ont déjà été comptabilisées sur les trois premiers mois de l'année. Or ces saisies font mécaniquement baisser les prix des quartiers où elles se trouvent, en venant alourdir les stocks d'invendus. (JDF 30.04)

Afghanistan. La coalition dite la bavure.

L'armée française a admis jeudi avoir tué par erreur en Afghanistan quatre jeunes civils, victimes d'un tir de missile lors d'une opération franco-afghane menée contre des insurgés le 6 avril dernier dans l'est du pays.

Les victimes, âgées de 10 à 15 ans, ont été tuées alors qu'elles étaient dissimulées par des arbres, a expliqué le porte-parole de l'état-major des armées, Christophe Prazuck. (Reuters 29.04)

Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries mai 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai

En raison d'une petite tempête et du nettoyage auquel je vais devoir m'atteler, plus une coupure de courant de 16 heures, je n'actualiserai pas le site aujourd'hui et demain.

Il n'avait pas plu depuis plus de 5 mois, alors c'est bien tombé, avec un vent qui a dévasté une partie de mon terrain et endommagé la clôture en feuilles de cocotier située au-dessus du mur qui entoure le terrain, le courant marin a changé de sens au profit de la pleine, les premières vagues sont à environ 70 mètres de chez moi donc pas de soucis de ce côté-là et le soleil est revenu en milieu de matinée. Je n'ai pratiquement pas fermé l'oeil de la nuit évidemment, donc je suis crevé.

Hier soir j'ai eu le temps de rajouter dans la page d'accueil deux articles économiques qui mériteraient d'être commentés. Il va falloir s'occuper des agences de notation, véritable bras armé des voyous de l'aristocratie financière pour nous plumer. Vous trouverez également les infos d'avril au format pdf ainsi que la causerie du mois écoulé.

J'ai écrit il y a plus d'un an que la crise actuelle du capitalisme présentait les caractéristiques d'une crise finale, j'avais parlé d'une étape finale de la décomposition du capitalisme mondial, puis je m'étais mis à douter de la valeur de cette analyse au regard des efforts déployés par les différents gouvernement pour l'endiguer sans en mesurer toutes les conséquences, il faut dire qu'à ce moment-là je ne disposais pas de suffisamment d'éléments pour étayer cette hypothèse, les derniers développements de la crise avec la faillite de l'Etat grec qui en annonce d'autres (Portugal, Espagne, etc.) permet de confirmer partiellement ce pronostic. Je ne voulais pas endosser le rôle d'annonceur de catastrophes imminentes sans disposer de suffisamment d'éléments concrets. Au lendemain de la seconde guerre mondiale et pendant des décennies, il y en a qui prévoyaient une troisième guerre mondiale qui n'a jamais eu lieu, je ne tenais surtout pas à colporter une théorie aussi foireuse qui vous discrédite définitivement.

On peut se tromper, mais rabâcher la même erreur pendant des décennies sans la corriger n'est plus du domaine de la politique mais de la psychiatrie. Aujourd'hui, on ne voit pas comment les différents Etats pourraient passer cette épreuve qui va forcément déboucher sur un affrontement direct entre les classes... Cela ne signifie évidemment pas que le capitalisme serait condamné à disparaître de lui-même, cela prouve qu'il n'est pas réformable, et seul la révolution socialiste mondiale en viendra à bout. Nous y reviendrons prochainement. L'avenir nous appartient, malgré la situation épouvantable dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier international, les choses vont se décanter petit à petit, il va encore falloir faire preuve de patience et ne pas chercher de raccourcis pour construire le parti ni une recette miracle qui n'existe pas.

C'est bien de dire qu'il faut faire payer les capitalistes, mais si on n'ajoute pas immédiatement que s'ils refusent de payer il faut les chasser du pouvoir, on se comporte comme de vulgaires réformistes et l'on conduit le mouvement ouvrier dans une impasse et à la défaite. Au contraire, partant de ce constat, il faut avancer nos propositions, développer notre programme, cela signifie qu'il n'y a aucune issue politique favorable à la classe ouvrière en se situant sur le terrain du capitalisme et qu'il faut avancer résolument sur le terrain du socialisme. Que l'hypothèse de la phase finale du capitalisme soit confirmée ou non n'invalide en rien cette orientation qui prend appui sur les conséquences de la crise que les travailleurs supportent de plus en plus difficilement, et qui correspond à l'objectif du combat que nous devons mener pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

C'est le 1er mai, alors vive le prolétariat international, vive la révolution prolétarienne et vive le socialisme ! Nous vaincrons !

Bon week-end à tous.

Le 2 mai

Contrairement à ce que j'ai écrit hier, j'ai trouvé le temps d'actualiser le site ce matin. Pas le temps de causer. Un mot seulement, je n'aurais pas parier une roupie sur le succés de la mobilisation du 1er mai, je l'avais gardé pour moi pour ne pas vous démoraliser.

Bon dimanche à tous.

Le NPA en quête d'inspiration se tourne vers le PS.

Le porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste, Olivier Besancenot, propose dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France" ce dimanche de défiler pour les retraites avec le Parti socialiste.

Pour lui, les défilés du 1er mai appellent "*des suites unitaires et radicales dans le courant du mois*". "*L'urgence est d'établir un rapport de forces susceptible d'empêcher la réforme du gouvernement en construisant une mobilisation générale et prolongée des salariés*" estime Olivier Besancenot. (AP 01.05)

Besancenot semble méconnaître l'état d'esprit des travailleurs. Le "*rapport de forces*" est favorable au prolétariat, le contraire signifierait que la majorité des travailleurs sont d'accord avec Sarkozy pour s'attaquer à nos retraites, ce qui n'est évidemment pas le cas. Par ailleurs, ils se méfient de tous les partis et syndicats, ils n'ont plus confiance en personne, chat échaudé craint la pluie.

Le problème que personne ne veut aborder sérieusement ne se résumerait-il pas au fait que le mouvement ouvrier à force de ramer pour le régime serait discrédité aux yeux des travailleurs et qu'on ne leur propose aucune issue politique, aucune alternative sérieuse au capitalisme et aux institutions ? Pourquoi se mobiliser pour une cause perdue d'avance ? Ce message est d'ailleurs inclu dans la plupart des discours des dirigeants syndicaux, sans parler du PS, du PCF ou du PG.

On ne développe pas la conscience politique des travailleurs du jour au lendemain et seules des conditions d'existence devenues insupportables les pousseront à se mobiliser, sans même qu'on ait besoin de les en convaincre.

S'en remettre au PS qui ne cesse d'affirmer à la suite de Sarkozy qu'une "*réforme*" des retraites est "*inévitable*", c'est comme s'en remettre à une planche pourrie pour tenter de sauver ce qui peut l'être encore, c'est faire rentrer le loup dans la bergerie et ne pas voir plus loin que le bout de son nez, c'est la solution du désespoir qui démontre que le NPA est dans une impasse politique. Il ferait mieux de s'associer au POI pour mener ce combat.

Grèce.

1- Des milliers de personnes ont défilé samedi dans les grandes villes grecques à l'appel des deux premiers syndicats du pays pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité que le gouvernement devrait annoncer très prochainement en échange du plan d'aide de l'UE et du FMI.

Dans la capitale, quelque 17.000 personnes ont pris part dans le calme au défilé du 1er Mai, selon les estimations de la police. A Thessalonique, dans le nord de la Grèce, plus de 5.000 personnes ont manifesté.

Le gouvernement grec de centre-gauche s'apprête à annoncer des mesures d'austérité drastiques jusqu'en 2012 pour obtenir les prêts promis par les pays de la zone euro et le FMI et qui devraient s'élever à 45 milliards d'euros rien que pour cette année.

Un plan de soutien sur trois ans (2010-2012), cofinancé par le FMI et les membres de l'Eurogroupe, devrait probablement se situer dans une fourchette allant de 100 à 120 milliards d'euros, a confirmé Mme Lagarde.

"*Ces mesures, c'est la mort*", a commenté Nikos Diamantopoulos, qui manifestait samedi à Athènes. "*Je ne vois pas comment les gens vont faire pour vivre demain, comment ils vont survivre*".

Les syndicats appellent à une grève générale à travers toute la Grèce le 5 mai. (AP 01.05)

2- L'agence Moody's a annoncé vendredi avoir abaissé les notes de solidité financières de neuf banques grecques, dont la Banque nationale de Grèce.(AP 30.04)

Espagne.

Le taux de chômage a atteint un niveau record de 20,05% en Espagne au cours du premier trimestre 2010, selon des données publiées par l'Institut national de statistiques (INE). (Reuters 30.04).

Bolivie.

Le président bolivien Evo Morales a annoncé samedi la nationalisation de quatre entreprises d'électricité.

"*Nous nous conformons à la constitution qui dit que les services de base ne peuvent pas être gérés par le secteur privé*", a déclaré samedi Evo Morales. (AP 01.05)

Rassurez-vous, les multinationales seront indemnisées rubis sur l'ongle.

Le 3 mai

Une causerie à partir de quelques éléments épars receuillis hier.

1- A l'émission Kiosque diffusée sur TV5Monde Asie, j'ai entendu une journaliste grecque expliquée que le gouvernement envisage de supprimer les conventions collectives. Ils veulent atomiser le prolétariat, le priver de tout droit. Elle a dit aussi que la retraite devrait passer de 53 à 67 ans, soit plus 14 ans d'un seul coup, en ajoutant qu'il n'était pas rare que des travailleurs partent à la retraite vers 45 ans, elle a précisé que les Grecs qui avaient la possibilité de partir à la retraite se précipitaient pour échapper à la nouvelle loi qui entrera en vigueur prochainement.

45 ans, on est loin des 60 ans auxquelles s'en tiennent nos dirigeants. J'en déduis que les aspirations réelles des travailleurs ne sont pas réellement pris en compte en France. Il y en a qui vont dire : vous voyez que pendant des décennies la Grèce a pu s'accommoder avec une retraite entre 45 et 53 ans, c'est donc compatible avec le capitalisme. Alors vive le capitalisme et au diable le socialisme !

Pour concurrencer la Chine, il faut revenir aux conditions de travail du début du XXe siècle...

2- La marée noire aux Etats-Unis est l'oeuvre du capitalisme. Le risque d'une défaillance technique était prévisible, le puit de pétrole est situé à 1,5km de profondeur, une erreur humaine était tout aussi envisageable, or BP n'a rien prévu pour faire face à une telle situation.

Qu'est-ce que le socialisme ?

BP est une multinationale dont le seul objectif est de réaliser le maximum de profits, les coûts d'exploitation et d'entretien de ses installations pétrolières doivent être réduits autant que faire ce peut. On a appris que c'était un défaut d'entretien qui était à l'origine de cette catastrophe (lire plus loin dans les infos en bref). A l'opposé, un Etat socialiste qui a pour seul objectif la satisfaction des besoins de la population aurait creusé parallèlement un puit de secours par mesure de sécurité pour palier à tout incident grave toujours possible afin de préserver l'environnement.

Je vous laisse compléter cette argumentation. Question : pourquoi les partis ouvriers sont infoutus de présenter les choses ainsi aux travailleurs, aussi simplement ? Le socialisme pour eux, c'est quoi, un mot, un dogme ? Tous les jours l'actualité nous fournit des éléments qui nous permettent de mettre en valeur le socialisme, pourquoi ne le font-ils pas ?

Je vais vous dire ce que je pense réellement : j'ai lu les tracts du 1er mai, et pour que personne ne se sentent visé particulièrement ajoutons la littérature diffusée par les différents partis ou groupes de militants, leur contenu est insipide et le mot est encore trop faible pour exprimer ce que j'ai ressenti à leur lecture, d'ailleurs la plupart du temps je ne les lis même plus jusqu'au bout, et pour cause, j'ai mal au crâne avant et j'ai franchement l'impression de perdre mon temps, je crois lire sans cesse le même tract ou journal écrit dans les années 60, 70, 80, 90 ou

2000 au choix, inaccessible à l'immense majorité des travailleurs, la réalité ou les faits relatés ne sont pas analysés dans une autre perspective que le capitalisme qui leur sert de base, on a l'impression d'étouffer, on ressent un sérieux malaise, les faits leur servent uniquement à déballer leurs théories dont ils sont les seuls à connaître les mystères, c'est bien simple, quand les faits n'apparaissent pas sous la forme de citations très courtes qui ne permettent pas de saisir précisément de quoi il est question et par conséquence de se faire sa propre opinion, à l'opposé on est en présence de dépêches de presse bruts sans la moindre analyse, alors que les citations servent uniquement de support à une argumentation théorique incompréhensible pour la plupart des travailleurs et même des militants, on a l'impressive négative de se retrouver pris dans un cercle infernal dont on ne voit pas la sortie.

En résumé, j'ai l'impression que ces partis, tendances ou groupes ne sont capables de penser au-delà du capitalisme que sur le plan théorique, je pense au contraire qu'il faut partir du capitalisme et expliquer en détail en quoi consisterait sa négation en partant de nos besoins ou aspirations, c'est à mon avis la meilleure méthode pour relier la théorie à la réalité que vivent quotidennement les travailleurs et qui seule les intéresse, pour qu'ensuite les conclusions pratiques qu'on en tire leur devienne accessibles ou qu'ils y adhèrent.

A quoi cela va servir de gueuler contre BP, de dénoncer le capitalisme avec des grandes phrases ? A rien, absolument rien. Cela revient à dire aux travailleurs : voyez ce qu'il ne faut pas faire. Et après ? Après rien, il faut en finir avec le capitalisme, passer au socialisme, etc. Et après insisteront à juste titre les travailleurs, nous voilà bien avancés, vous êtes des rigolos, vous nous dites ce qu'il ne faut pas faire mais vous ne nous dites pas ce qu'il aurait fallu faire ou ce que vous auriez fait, alors arrêtez votre baratin, et ils auront raison.

Si vous leur expliquez qu'il aurait fallu creuser un second puit par mesure de sécurité et que BP ne l'a pas fait par mesure d'économie pour ne pas grever les dividendes des actionnaires, alors qu'un Etat socialiste l'aurait creusé parce que son action est uniquement déterminée par les besoins de la population, vous mettez à nu en cinq secondes la raison d'être et l'objectif du capitalisme, vous permettez à votre interlocuteur de comprendre par lui-même ce qui permet de distinguer le capitalisme du socialisme. On peut étayer cette démonstration, mais la méthode peut être utilisée avec n'importe quel événement se produisant dans le monde.

La mise en oeuvre du socialisme ne concerne pas uniquement les institutions, ne se limite pas à l'application de mesures, décrets ou lois prises par un gouvernement ou l'équivalent d'un soviet, assemblée constituante ou assemblée populaire souveraine, le tout demeurant pour l'heure abstrait ou plutôt hypothétique, situé dans un avenir indéterminé.

A bas BP, le capitalisme ou Obama ne constitue pas une réponse suffisante à la question qui est posée par cette pollution terrible, par contre la nécessité de forer dès le départ un second puit pour satisfaire notre besoin en pétrole en toute sécurité, au lieu de n'en forer qu'un seul pour des raisons vulgairement économique et aboutir finalement à cette catastrophe constitue une réponse précise et cohérente. (A suivre)

3- A propos de la loi sur la burqa. A l'étranger on va tous passer pour des islamophobes. Certains gouvernements seront tentés de prendre des mesures de rétorsion en réponse. Je vous donne un exemple que tout le monde ignore.

Le gouvernement français a rendu plus difficile les conditions pour l'obtention de visas dans certains pays, dont l'Inde. Mieux encore, dorénavant c'est une société privée indienne, qui pour le compte du consulat de Pondichéry ou de l'ambassade de Delhi qui délivre les rendez-vous au service consulaire, l'accès à ce service est interdit, il est impossible de rencontrer une personne travaillant dans ce service, j'en ai fait l'expérience en accompagnant mon beau-frère, il est entré et on m'a signifé de rester dehors. Par mesure de rétorsion le gouvernement indien a décidé de modifier les conditions de renouvellement des visas de courte durée des étrangers. Il n'y a pas si longtemps, un Français pouvait obtenir un visa de six mois, pour le renouveler il lui suffisait de se rendre quelques jours dans un pays voisin et de demander dans une ambassade indienne un nouveau visa de six mois. Maintenant il ont instauré une période de deux mois pendant lesquels vous ne pouvez pas renouveler votre visa, donc vous êtes obligé de retourner dans votre pays d'origine pendant cette longue période, et surtout de repayer un billet d'avion. Je ne suis pas concerné puisque j'ai un permis de résident de cinq ans étant marié avec une femme d'origine indienne.

Je suis opposé à une loi interdisant la burqa ou tout autre vêtement. Passons à autre chose.

4- Le 1er mai était férié en France et dans d'autres pays, dans l'émisssion Kiosque sur TV5Monde Asie ils ont montré une courte rétrospective sur l'histoire du 1er mai, j'ai appris que c'était le gouvernement russe en 1920 qui avait décidé le premier de faire du 1er mai un jour férié.

5- Empiétons sur le prochain sujet. Selon Eric Woerth, le succès de la réforme selon l'Elysée dépendra de la capacité à faire que les mesures soient perçues par l'opinion comme «nécessaires» et «justes», selon la même source. (20minutes.fr 02.05)

Les parasites qui contrôlent le mouvement ouvrier ont donc pour mission pour faciliter la tâche du gouvernement, de tenter de nous faire passer des vessies pour des lanternes auprès des travailleurs, pas sûr qu'ils y parviennent.

Retraites.

1- Thibault voudrait éviter l'affrontement avec le gouvernement.

Thibault expliqué lors du Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI : "*Je ne vais pas vous dire ce soir qu'on va forcément au conflit*", a-t-il souligné. "*Nous faisons tout pour que le gouvernement nous entende. Maintenant, (...) ça sera pas le seul sujet où nous serons peut-être pas parvenus à nous faire entendre, et à ce moment-là, il sera toujours le temps de réagir*".

"*Je pense qu'il faudra que nous discutions d'autres initiatives, d'autres rendez-vous sans tarder*" avec "*l'objectif de peser avant que des décisions ne soient prises*", a-t-il dit. "*On a besoin de tout le monde sur les retraites*" a-t-il dit. (AP 02.05)

a- S'il n'y a pas "*conflit*", cela signifie que l'un des des interlocuteurs a cédé à l'autre ou s'est aligné sur ses positions, or sachant que le gouvernement n'a pas reculé d'un iota... Un aveu qui n'en est pas un quand on lit attentivement les déclarations de Thibault, une annonce en direction des syndiqués de la CGT ou plutôt un sale coup destiné à les démoraliser.

b- L'emploi du pluriel pour parler des initiatives à venir préfigure de nouvelles journées d'action, la meilleure méthode pour casser la mobilisation et le moral des travailleurs et des militants.

2- Prudence. Un chemin bordé d'épines.

Interrogé sur la mobilisation du 1er mai par le Journal du Dimanche, Raymond Soubie a constaté que «les chiffres sont en net retrait par rapport aux manifestations précédentes», une preuve selon lui qu'«*une large partie des Français considère qu'une réforme est inéluctable*». «*Cela ne signifie pas que la réforme se présente comme un chemin de roses*», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 02.05)

Xavier Bertrand, a remarqué cette baisse de la participation aux manifestations mais, a-t-il ajouté, "*il ne faut pas en tirer la conséquence que ça voudrait dire qu'on ne s'intéresserait pas à cette question, notamment chez les salariés*".

"*Il y a eu moins de mobilisation, il n'y aura pas moins de concertation pour autant*", a-t-il ajouté sur Radio J.

Eric Woerth, a répondu qu'il "*n'en tir(ait) pas des conclusions majeures.*" "*Il y a moins de manifestants que prévu (...). Cela dit, quand il y a une personne qui descend dans la rue pour dire des choses (...) je l'écoute, ça m'intéresse*", a-t-il ajouté sur Canal+.

a- Le gouvernement se situe sur le même terrain que les dirigeants syndicaux qui avaient appelé les travailleurs à faire du 1er mai une journée de mobilisation pour défendre les retraites. Après avoir organisé un simulacre de mobilisation tout en sachant par avance qu'elle ne serait pas massive, ils en tirent ensemble la conclusion attendue que l'heure est à la concertation ponctuée éventuellement de journées d'action pour que chacun y trouve son sompte, les dirigeants syndicaux comme le gouvernement et le tour est joué.

b- Bien que la situation semble cadenassée par les appareils, on sent poindre chez eux une certaine inquiétude, un réflex naturel peut-être : et si les Thibault, Chérèque et consorts ne parvenaient pas à contrôler leurs troupes...

Personnellement je n'y crois pas, ce serait plutôt un événement sans rapport avec la question des retraites qui pourrait faire déborder le vase et conduire les masses à descendre dans la rue par millions, les masses dont plusieurs couches sont plus radicales et déterminées que la base des syndicats. Il ne faut pas se leurrer ou prendre nos désirs pour la réalité, camarades. Les travailleurs perçoivent la remise en cause des retraites de la même manière qu'ils perçoivent les licenciements, comme une fatalité, comment pourrait-il en être autrement dans la situation actuelle, ils sont d'autant plus portée à avoir cet état d'esprit qu'aucun parti (et syndicat) ne relie la question des retraites ou des licenciements à la nécessité d'en finir avec le gouvernement, les institutions et le capitalisme, ils se retrouvent donc pieds et mains liés au capitalisme en décomposition, dès lors on peut comprendre que les travailleurs subordonnent leurs intérêts au rétablissement du capitalisme en crise puisqu'on ne leur propose aucune autre issue politique. Il est clair par ailleurs que la situation est insupportable pour des millions de travailleurs isolés mais qu'elle est encore tolérable pour la majorité d'entre eux et la petite-bourgeoisie, elle n'a pas encore atteint le point de fusion qui correspondrait à une modification effective de la quantité en qualité.

Cela donne une indication utile sur leur degré de subordination au capitalisme à l'heure qu'il est, subordination qui évoluera en sens inverse en fonction de la détérioration de la situation économique et de ses conséquences pour les travailleurs. Dans cette perspective, il faut continuer à expliquer inlassablement aux travailleurs la situation afin de les aider à prendre en mains leur destin et à s'organiser, que la seule alternative au capitalisme demeure le socialisme...

Ce n'est pas le prolétariat qui se retrouve prisonnier dans une tour assiégée, mais bien les capitalistes empêtrés dans les contradictions de leur système économique, à entendre nos dirigeants on aurait l'impression du contraire.

Alors face à une agression qui en annonce d'autres toutes aussi insupportables, nous devons passer d'une position défensive à une position offensive pour délivrer le prolétariat de ses illusions dans le capitalisme qui constituent un obstacle à sa compréhension de la situation et à sa mobilisation. Il faut procéder par ordre si l'on veut aider les travailleurs à comprendre dans un premier temps que leur prison n'est pas le capitalisme mais les illusions qu'ils ont en lui, et qu'une fois ces illusions envolées le capitalisme leur apparaîtra tel qu'il est vraiment, une fois parvenu à ce constat ils jugeront inutiles de vouloir le sauver pour tenter de sauver leur peau avec, ils seront parvenus à la compréhension et la conclusion qu'il faut l'abattre, ensuite il ne restera plus qu'à axer leur combat politique contre les institutions dans la perspective d'atteindre cet objectif...

La position que je viens de développer est autre chose que les misérables lamentations des uns et des autres en direction de la vermine qui contrôle les syndicats et les partis ouvriers ou prétendus tels. Elle est révolutionnaire tout simplement, non ?

Un dernier mot sur l'arrière-garde du prolétariat : faudra-t-il attendre qu'un intellectuel à la solde du régime évoque le risque d'une révolution, que ses propos soient repris en boucle par les médias pour que l'on remette au goût du jour la révolution prolétarienne, le socialisme ?

Les prédateurs sont aussi des maquereaux.

Alors que son procès s'ouvrira le 8 juin prochain, Jérôme Kerviel, l'ancien trader de la Société Générale revient sur le devant de la scène en publiant un livre chez Flammarion, L'engrenage, mémoire d'un trader.

Jérôme Kerviel revient également sur certains aspects de son livre, dont l'un des plus surprenants: selon l'ancien trader, l'activité des salles de marché est comparable à de la prostitution :

"*Pour nos chefs, on est des «gagneuses». A la fin de la journée, on entendait la phrase : «Relevé des compteurs !». «Combien t'as fait ? T'as été une bonne gagneuse aujourd'hui !». Tous les traders ont entendu ça. Dans ce milieu, c'est chacun pour soi. En salle des marchés, on peut être assis à deux mètres d'un collègue et essayer de profiter de l'erreur qu'il vient de commettre pour faire de l'argent. L'individualisme est poussé à son maximum.*" (Slate.fr 02.05)

Sarkozy est dévoré par la luxure.

Le président Nicolas Sarkozy a rendu hommage dimanche soir à Jean-Louis Dumas, ancien gérant du groupe Hermès décédé à l'âge de 72 ans, saluant la mémoire de ce "*grand cavalier d'industrie*" qui avait su faire de la maison de luxe un "*étendard de la marque France*".

"*C'est un deuil pour sa famille, pour tous les salariés du groupe Hermès, et c'est aussi une perte pour la France*", a déclaré le chef de l'Etat dans un communiqué.

"*Jean-Louis Dumas a su faire d'une marque historique liée au cuir et à la sellerie un emblème du luxe et de la modernité, un étendard de la marque France*", a-t-il ajouté. "*Il a exporté la marque Hermès de l'univers du cheval vers de nombreux secteurs d'activité, jusqu'à habiller des hélicoptères et concevoir un yacht écologique, en suivant le cours de ses passions et de ses fantaisies sans jamais transiger avec la très haute qualité*". (AP 02.05)

Et le yacht de Bolloré, il est écolo ou non ? Il a décidément tout pour plaire le parvenu.

Etats-Unis.

1- C'est "*une pièce d'équipement défectueuse*" qui est à l'origine de l'explosion de la plate-forme pétrolière et de la marée noire dans le golfe du Mexique, a affirmé dimanche le président de BP Amérique, Lamar McKay. (AP 02.05)

Aux infos sur TV5Monde Asie avant-hier soir, le journaliste a dit que le pétrole continuerait de se déverser dans la mer pendant des mois, que techniquement il était pratiquement impossible de boucher la base du puit de pétrole, et que pour creuser un second puit à 1,5km de profondeur pour l'atteindre et y déverser du ciment par exemple, cela prendrait des mois.

2- Fusion-concentration. Les dirigeants de Continental et d'United Airlines ont approuvé dimanche un échange de titres qui ferait de leur alliance la plus grosse compagnie mondiale de transport aérien, a appris l'Associated Press. (AP 02.05)

Australie.

Le gouvernement australien a annoncé dimanche son intention d'instaurer, à partir de 2012, une taxe de 40% sur les super-profits des groupes miniers, taxe qui pourrait générer environ 3 milliards de dollars australiens (2,78 milliards de dollars US) de recettes la première année. «*Ce plan à long terme dévoilé aujourd'hui (dimanche) vise à bâtir une économie plus forte en utilisant les super-profits tirés de ressources appartenant à l'ensemble des Australiens*», a déclaré le Premier ministre travailliste Kevin Rudd.

Cette nouvelle taxe devrait permettre d'aider au financement des retraites, de grands travaux d'infrastructures et d'abaisser les impôts pour les petites entreprises. «*Les entreprises ne paieront pas cette taxe additionnelle tant qu'ils ne verseront que des dividendes compatibles avec un retour sur investissement normal pour les actionnaires, et seulement sur les super-profits*», a précisé le ministre du Budget Wayne Swan.

Cette taxe serait compensée par une baisse des impôts pour les activités d'exploration des groupes miniers et par la mise en place d'un fonds destiné au financement de grandes infrastructures comme des routes, des voies ferrées ou des ports, fonds qui bénéficierait en

premier lieu aux régions riches en matières premières. (20minutes.fr 02.05)

Le 4 mai

Hier j'ai écrit *receuillis* au lieu de *recueillis*, avec mes excuses, je n'avais pas relu.

Il est déjà 11h30 du matin, j'ai commencé à bosser à 7h30, je n'ai pas encore pris ma douche, je dois m'habiller et aller à Pondichéry faire des courses, régler le téléphone et l'électricité, prendre quelque chose à manger pour midi, et tout mon après-midi est pris par des tâches ménagères, donc je n'ai pas le temps de me relire, tant pis pour les fautes, je n'ai pas une minute à moi et c'est tous les jours pareils, et le soir je suis si crevé que je fous rien de préférence, je télécharge quelques articles pour le lendemain, je regarde la télé ou je vais directement me coucher.

Etant donné le peu de connections au site et les rares courriels que je reçois, je me demande à quoi cela sert-il de continuer, on va finir par croire que je me fais plaisir, alors que c'est plutôt le contraire qui est vrai. Si ce n'était pas ma contribution à la lutte de classe et la seule possible dans ma situation, je plaquerais volontiers tout immédiatement. Je ne suis pas du genre à accepter des relations à sens unique ou à alimenter l'individualisme ou encore à pédaler dans le vide. Les internautes anonymes qui se connectent sur le site sont-ils favorables au port de la burqa ? Le sens de ma question ne vous aura pas échappé évidemment. C'est mon côté provocateur.

Précision. Les titres des articles de la rubrique *Actualité* et des infos en bref sont de *Lutte de classe*, tandis que les titres des autres articles sont des agences de presse ou des quotidiens nationaux, sauf exceptions très rares.

Dans quelle perspective se situe Thibault ? Le capitalisme est éternel !

Thibault a souligné que le chantier des retraites allait «*engager sur des décennies, donc sur plusieurs générations*», et a demandé une «*méthodologie incontestable*». (AFP 03.05)

Ah ben, si on en a encore pour des décennies, des générations avec le capitalisme, autant dire qu'il est éternel et qu'il ne reste plus qu'à y adhérer... comme Thibault !

Le gouvernement en quête permanente de boucs émissaires. Haro sur les fonctionnaires !

Un contrôle renforcé des arrêts maladie va être expérimenté dans 6 régions de France, (CPAM).

Selon un décret paru ce dimanche au Journal officiel, il concernera les fonctionnaires en arrêt depuis moins de 6 mois. Cette décision est le fruit d'un partenariat entre l'Etat et les Caisses d'assurance maladie.

Le décret créé un "*outil partagé*" par les CPAM concernées par l'expérimentation, basées à Paris, Lyon, Strasbourg, Nice, Rennes et Clermont-Ferrand, ainsi que leurs échelons locaux du service médical (ELSM), chargés des contrôles.

L'objectif de ce partenariat est donc d'analyser l'ensemble des données recueillies dans ces villes sur les arrêts médicaux, les droits des sorties des malades, ou leurs visites par des inspecteurs et l'éventuel contentieux lorsque l'arrêt-maladie est considéré comme abusif par l'administration. L'expérimentation "porte sur le contrôle des arrêts de travail dus à une maladie non-professionnelle d'une durée inférieure à six mois consécutifs", précise le décret.

Les contrôles seront "*réalisés à titre expérimental, par dérogation à l'article 35 de la loi du 11 janvier 1984*", précise le décret, qui prévoit dans son article 2 des contrôles pour les arrêts de travail de plus de 45 jours consécutifs, du type de ceux prévus par le code de la sécurité sociale.

Le texte institue aussi des "*contrôles ponctuels*" qui "*peuvent être réalisés lorsqu'il est constaté plus de trois arrêts de travail de courte durée au cours des douze derniers mois, dès lors que le quatrième arrêt est d'une durée supérieure à quinze jours*". (lefigaro.fr 03.05)

Après les faux chômeurs, les fraudeurs aux prestations sociales, les musulmans polygames et forcément terroristes, les immigrés sans-papiers, les jeunes fainéants et forcément dealers, les malades qui s'enfilent des médicaments inutiles ou qui abusent de soins médicaux, les vieux qui ne veulent plus bosser, c'est au tour des fonctionnaires de se faire matraquer par le gouvernement, et ce n'est qu'un début avec dans sa ligne de mire l'alignement des retraites du public sur le privé.

On aura compris qu'avant de mettre à exécution son plan scélérat contre les fonctionnaires, le gouvernement a besoin de les livrer à la vindicte publique et à un lynchage en règle par les médias, à commencer par *Le Figaro*, ce qui est dans l'ordre des choses.

La grève des chômeurs.

La coordination des intermittents et précaires appelait, ce lundi, à une journée nationale d'actions un peu partout en France.

Cette journée d'action avait pour objectif d'exiger notamment la hausse des minima sociaux et des bourses d'étude, une mobilisation intitulée "*Et si on inventait la grève des chômeurs*"?

'*Des organismes comme la Caisse d'allocations familiales et le Pôle emploi font semblant de croire qu'il y a du travail partout, et que s'il y a des chômeurs c'est seulement parce qu'ils ne veulent pas bosser*', poursuit l'organisateur, qui déplore '*un système où on est obligé d'accepter des boulots de merde, très loin du domicile ou qui n'ont rien à voir avec nos qualifications, tout ça pour jouer le rôle du chômeur motivé et toucher nos allocations*'.

Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite faute de mieux (près de 1,3 million fin mars) est en augmentation constante depuis une quinzaine d'années. En 2010, ce sont près d'un million de chômeurs en fin de droits qui devraient perdre leur assurance chômage, selon les prévisions du Pôle emploi, tandis que le nombre de chômeurs de longue durée (947 000) a augmenté de 24 % entre fin 2008 et fin 2009, selon l'Insee. (AP et Lemonde.fr 03.05)

Best and bad for ever par Robert le républicain.

L'ancien garde des sceaux Robert Badinter (PS) s'est déclaré favorable à un '*accord républicain*' sur la burqa, dimanche 2 mai, lors de l'émission 'Internationales' sur TV5, en partenariat avec RFI et Le Monde.

Le sénateur socialiste souhaite une '*réponse ferme et graduée*' sur la burqa qui est '*un outrage à la dignité des femmes*'. 'Tout à fait d'accord pour qu'il y ait une infraction pénale et des poursuites' à l'encontre de '*ceux qui, par pression, obligent les femmes à porter la burqa*', M. Badinter est plus réservé sur une interdiction totale : '*Rien ne serait pire que des annulations soit au regard de la Convention européenne des droits de l'homme, soit au regard de la jurisprudence du Conseil constitutionnel.*' (Lemonde.fr 03.05)

Autrement dit, si ces institutions étaient favorables à l'interdiction totale de la burqa, le courageux républicain voterait cette loi.

Etre républicain, libre-penseur, franc-maçon, humaniste, c'est nier la lutte des classes pour se situer sur un terrain commun aux différentes classes qui finalement profite principalement à la classe dominante, c'est de la collaboration de classes.

En dehors des adeptes de la burqa ou du tachador, tout le monde est contre évidemment du FN à LO, donc pas besoin d'une loi pour condamner non pas celles qui le portent mais ceux qui les obligent dans certains cas à la porter. Que les hommes qui obligent leur épouse ou leurs filles à porter la burqa soient des rétrogrades habités par une culture moyennageuse, c'est évident.

La question serait plutôt de savoir pourquoi ils en sont encore là, pourquoi leur conception de la femme n'a pas évolué. Peut-être tout simplement parce que la société est rétrogarde et qu'il est de plus en plus difficile de s'y intégrer. La régression enregistrée au cours des dernières décennies sur le plan social et politique n'y serait-elle pas pour quelque chose par hasard ? L'individualisme encouragé par leur société pourrie, la concurrence de plus en plus acharnée qui existe à l'intérieur de toutes les classes pour s'en sortir au détriment de ses semblables n'y serait-elle pas pour quelque chose ?

A défaut de se trouver bien dans la société actuelle et en l'absence de toute perspective pour le futur, il y en a qui se tournent vers le passé, au même titre que les partisans du régionalisme ou de la liquidation de nos acquis sociaux collectifs au profit de la charité publique comme au Moyen-Age qui mènent le même combat réactionnaire.

Etats-Unis.

Le département américain de la Défense a annoncé lundi lors de l'ouverture de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP) aux Nations unies, à New York, que les Etats-Unis possédaient 5.113 têtes nucléaires dans leur arsenal disponible, ainsi que "*plusieurs milliers*" d'autres ogives hors d'usage attendant d'être démantelées.

Le chiffre dévoilé lundi concerne les armes nucléaires américaines en date de septembre 2009 et représente une baisse de 75% par rapport à 1989, selon le Pentagone. Il comprend les ogives à longue portée, dites "*stratégiques*", et celles à courte portée, ainsi que les armes déployées -plus ou moins prêtes à être utilisées- et celles de réserve.

En revanche, les milliers de têtes désactivées ou démantelées à divers degrés ne sont pas prises en compte. Celles-ci pourraient, en théorie, être reconstituées ou leur matériel nucléaire recyclé. Au total, les estimations de l'arsenal complet des Etats-Unis varient de 8.000 à 9.000 unités, mais le Pentagone refuse de donner un chiffre précis.

Selon des experts indépendants, le nombre total d'armes nucléaires dans le monde serait supérieur à 22.000. La Fédération of American Scientists estime que près de 8.000 de ces têtes nucléaires sont opérationnelles, dont 2.000 américaines et russes prêtes à être utilisées en urgence.

Le TNP, en vigueur depuis 1970, est le plus important pacte à l'échelon mondial sur les armes nucléaires. Les délégués des 189 pays signataires se réunissent tous les cinq ans. Seuls l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord et Israël ne participent pas. (AP 03.05)

Etrange mansuétude à l'égard de l'Inde et d'Israël...

Le 5 mai

Les liens entre Roland Dumas et des dirigeants du FN ne se sont jamais démentis apprend-on. J'ai mis en ligne l'article que Rue89 lui a consacré hier en ajoutant le commentaire suivant :

Roland Dumas est un bourgeois, de plus il est normal qu'il ait la morale de la classe dont il représente les intérêts sur le plan politique, celle des bourgeois qu'il partage avec le FN. Quoi de surprenant là-dedans ? Rien. Qu'il ait été ou qu'il soit un dirigeant du PS ? Si ce n'était pas incompatible, c'est parce que le PS et le FN ont en réalité en commun la même nature sociale, une seule nature sociale et non une double nature comme on nous l'a expliqué frauduleusement pendant des décennies.

Dumas n'a pas de conviction, il n'a pas de morale peut-on lire, il est vrai qu'il ne faut pas s'embarrasser de principes ou de scrupules pour franchir les échelons socials dans cette société et devenir ministre sous la Ve République, néanmoins il a celles de ses intérêts personnels qui sont incompatibles avec l'appartenance au mouvement ouvrier, voilà au moins une chose dont on est certain. Honte à tous ceux qui soutiennent le PS d'une manière ou d'une autre, ce sont les fossoyeurs du mouvement ouvrier. Besancenot vient de lui tendre la main, un geste de trop.

Une devinette. Qui a dit récemment :

"*Si nous n'étions pas là, qui lutterait contre les délocalisations, contre la désindustrialisation, la paupérisation généralisée de notre société, la prolétarisation de notre classe moyenne et la disparition programmée de notre agriculture, de notre pêche, et de nos petits commerçants sous les coups de la grande distribution?*"

Ou encore à propos de ce qu'ils appellent l'extrême-gauche :

"*Cette gauche là, qui vit encore, celle de la défense des opprimés, des exploités, des petits patrons, des petits fonctionnaires, des petits paysans, est certainement plus éloignée de la gauche américaine des Strauss Kahn et des Aubry que de nous ! Elle est plus proche de nous que cette droite de l'argent roi, des Rolex et des chanteuses, celle qui finance les banques qui verse des milliards de bonus à ses traders pendant qu'un de nos paysans se suicide chaque jour !*"

Réponse : Jean-Marie Le Pen le 1er mai à Paris ! (Slate.fr 02.05) Assurément, le FN doit avoir lui aussi une "*double nature*", à moins qu'il n'en ait qu'une seule comme le PS, d'après vous ? Sans aller jusqu'à faire un amalgame, je précise.

Le PS et la SFIO avant lui, plus généralement la social-démocratie ou les partis constituant la IIe Internationale, ont ouvert la voie au fascisme ou à une dictature militaire à plusieurs reprises dans différents pays au cours du XXe siècle, indiquant par là qu'ils étaient définitivement incapables de se positionner au côté de la classe ouvrière, parce que soit il avait rompu avec la classe ouvrière (SFIO), soit il y était étranger dès sa création (PS). Inutile pour autant de traiter un adhérent du PS de tous les noms, en menant la discussion sur le plan politique - si vous n'avez rien de mieux à faire, vous pourrez facilement faire ressortir ses contradictions et le pousser dans ses derniers retranchements.

Je profite de l'occasion pour mettre en garde les militants (les plus jeunes) contre des organisations ou des groupes de militants peu connus qui se présentent comme des représentants de la classe ouvrière, ils pullulent, et que certains militants qualifient sur le Net, soit de trotskistes, soit de fascistes, ces organisations ou groupes ne figurent évidemment pas dans les quelques liens fournis par le site *Lutte de classe*. J'ai été contacté par un de ces groupes dont je ne vous donnerai pas le nom, je me suis borné à prendre des renseignements sur ce groupe sur Internet, j'ai consulté leur site et j'ai décidé de pas donner suite à ce contact, car j'estimais ne pas être en mesure de me faire ma propre opinion.

Si j'ai un conseil à donner aux militants qui ne savent pas où s'organiser et sans vouloir les influencer, à défaut de mieux, qu'ils cherchent leur bonheur dans la liste des partis, groupes ou tendances que je fournis dans le site, à l'exception toutefois du PG qui n'est qu'un appendice du PS. Si cette liste ne vous convenait pas parce que vous êtes à la recherche du parti idéal, ne cherchez plus, il n'existe pas, il n'a jamais existé comme disait Lénine et il n'existera jamais, il faudra que vous en preniez votre parti définitivement. C'est parfois aussi un prétexte pour ne pas militer, mais c'est une autre question.

A propos du site, en consultant les statistiques j'ai constaté que vous aviez visionné 571 pages ou téléchargé 571 documents entre le 27 avril et le 4 mai, alors que le nombre de connections est resté très modeste, médiocre même, 55 en moyenne par jour. Je n'en tire aucune conclusion, je n'arrive pas à les interpréter correctement, je me disais seulement que le nombre de militants qui se connectent sur le site chaque mois devait être beaucoup moins important que ce que j'avais annoncé honnêtement, plutôt aux alentours d'une centaine au lieu d'un millier, mais au regard de l'info fournie plus haut, cela ne colle pas, si c'était les mêmes militants qui se connectaient tous les jours au site, ils ne téléchargeraient pas à chaque fois des documents qui figurent dans le site depuis des mois ou des années.

Laissons tomber, peu importe le nombre de militants qui se connecte au site, le plus important c'est que chacun y trouve son bonheur, et je ne suis pas certain qu'il y ait beaucoup de sites du même genre où des internautes téléchargent des milliers de documents par mois. Je m'encourage à continuer comme je peux, mon isolement me pèse.

J'arrête là, il est déjà plus que tard, 14h et j'ai encore tout à me taper chez moi, y compris peut-être déjeuner ! Et il n'y a pas de courant évidemment.

Encore sur la burqa.

Une Tunisienne de 26 ans a été condamnée à payer une amende de 500 euros pour avoir porté la burqa à Novare, ville du nord de l'Italie dirigée par la Ligue du Nord.

Les carabiniers de cette ville du Piémont, bastion de ce parti de la droite ultra, ont contrôlé vendredi dernier la femme alors qu'elle se rendait en compagnie de son mari à la mosquée pour une séance de prières.

L'amende lui a été infligée en vertu d'un arrêté pris en janvier dernier par le maire de la ville, qui interdit dans les lieux publics le port de vêtements empêchant la police d'identifier une personne. (Reuters 04.05)

Heuliez, suite.

L'équipementier automobile Heuliez de Cerizay, dans les Deux-Sèvres, qui est en difficulté financière, va demander jeudi au tribunal de commerce de Niort un nouveau placement en redressement judiciaire, apprend-on de source syndicale.

L'investisseur turc Alphan Manas, candidat privilégié par le ministère de l'Industrie après le retrait du groupe Bernard Krief Consulting, a finalement proposé de reprendre 15% de l'entreprise avec un apport de 10 millions d'euros, une offre jugée insuffisante.

"*Il y a encore un peu de trésorerie mais à force de toujours payer sans retrouver le chiffre d'affaires nécessaire, ça ne peut plus durer. On nous dit qu'il y aurait une proposition sérieuse d'un repreneur cette semaine. Nous attendons*", a indiqué à Reuters Emile Bregeon, délégué CFDT. (Reuters 04.05)

Maintenant que j'y repense, Heuliez n'est pas forcément un nom connu de beaucoup de monde, et ce matin en lisant un nouvel article consacré à cette entreprise je me suis dit qu'il m'était familié, je me suis souvenu soudain que c'était le fabricant des fameux cars de CRS que j'avais croisés tant de fois à proximité des manifs au point que ce nom s'était fixé dans ma mémoire à mon insu, car franchement on n'en a rien à foutre de savoir qui les fabrique, c'est étrange comment fonctionne la mémoire, n'est-ce pas ?

Soyons pragmatique, pour sauver Heuliez une seule solution : brûlez les cars de CRS, je plaisante bien sûr, disons que j'anticipe...

Airbus.

Airbus a relevé ses dernières propositions d'augmentation salariale en France de +2,3% à +2,5% sur 2010, a indiqué la direction mardi soir en marge d'une réunion de négociations avec l'intersyndicale pour éviter la reprise de la grève massive de la semaine passée.

La réponse des organisations syndicales n'était pas encore connue à 21 heures. Elles réclament +3,5%. (20minutes.fr 04.05)

La Bourse ou la vie. Poker menteur.

Les rumeurs selon lesquelles l'Espagne demanderait une aide financière au FMI plombent les marchés financiers. A Paris, le CAC perd 3,6%. Ailleurs, Athènes perd 6%, Madrid 5,4%, Lisbonne 4%, Milan 4,70%. Sur le marché des changes, l'euro touche un nouveau plus bas depuis un an. La Bourse de Londres affiche, quant à elle, une baisse de 2,56%. Le Dax 30 de la Bourse de Francfort recule pour sa part de 2,6 %. A New York, le Dow Jones a perdu 2% à la clôture.

En ligne de mire ce mardi, l'Espagne. Des traders évoquent sur les marchés des rumeurs selon lesquelles certaines agences de notation -

moody's et Fitch - seraient sur le point de dégrader la note de la dette de l'Espagne , ou bien que le pays serait sur le point de demander une aide financière au FMI.

«On m'a informé de cette rumeur (d'une demande d'aide prochaine). Elle est sans aucun fondement, c'est une folie», a déclaré José Luis Zapatero lors d'une conférence de presse. Ces rumeurs «sont intolérables et seront combattues», a-t-il ajouté. De son côté, le FMI a assuré en fin de journée qu'il n'y avait «aucune vérité» dans les rumeurs qui ont fait chuter les Bourses européennes et américaines, selon lesquelles l'Espagne serait acculée à demander une aide internationale pour faire face à une crise de la dette, sur le modèle grec.

Sur le marché des changes, l'euro est tombé mardi à 1,3002 dollar pour un euro, un nouveau plus bas depuis un an. (JDF 04.05)

En voilà des bonnes nouvelles, la lutte des classes a de beaux jours devant elle, camarades ! Le nouveau monde accouchera dans la douleur comme toute naissance, au prix de nombreux sacrifices, nous n'y échapperons pas, alors il ne faut pas les craindre mais s'y préparer...

L'euro peut-il disparaître ?

«*C'est peut-être la fin de l'euro.*» C'est le sombre présage du prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz. Interrogé par la radio BBC 4, il a estimé que le plan d'aide UE-FMI à la Grèce, assorti d'un plan d'austérité dont il a critiqué la sévérité, ne ralentirait pas l'ardeur des spéculateurs à miser sur un affaiblissement de la zone euro.

«*Quand on aura vu à quel point il a été difficile à l'Europe d'adopter une position commune pour aider un des plus petits pays, on réalisera que si un pays un peu plus grand a des difficultés, il est probable que l'Europe aura encore plus de mal*» à se mettre d'accord, a-t-il dit.

«*Donc je pense que l'espoir que (cette aide) nuira aux pressions spéculatives est probablement infondé: ça peut marcher pendant quelque temps, mais à long terme, tant que les problèmes institutionnels fondamentaux seront là, les spéculateurs sauront qu'ils existent, et au fur et à mesure que les faiblesses de l'Europe s'aggraveront je pense qu'ils s'en donneront à coeur joie.*»

Si l'Europe «*ne règle pas ses problèmes institutionnels fondamentaux, l'avenir de l'euro sera peut-être très bref*», a-t-il conclu. (20minutes.fr 04.05)

Tout cela est du domaine de l'extrapolation gratuite pour le moment, tout comme l'éclatement de la Belgique... Et puis ce facteur (l'euro) n'est pas déterminant pour notre combat, au mieux si l'Union européenne éclatait un jour, cela permettrait de remettre les pendules à l'heure et d'axer tout notre combat contre les institutions de la Ve République, axe que l'on n'aurait jamais dû quitter ou passer au second plan.

Bolivie.

Le gouvernement français a prévenu mardi la Bolivie que la nationalisation de quatre entreprises d'électricité, annoncées ce week-end, devrait s'accompagner d'une "*indemnisation adéquate*".

Le président bolivien Evo Morales a annoncé samedi la nationalisation de quatre entreprises d'électricité. Parmi elles se trouvent le plus gros producteur d'électricité en Bolivie, Empresa Electrica Guaracachi, contrôlé par le Britannique Rurelec, ainsi qu'Empresa Corani, une filiale de GDF Suez.

"*Si la France respecte le droit souverain de l'Etat bolivien à assurer le contrôle direct de ses ressources naturelles, elle n'en attend pas moins que la nationalisation soit accompagnée d'une indemnisation prompte et adéquate, calculée sur la valeur réelle de l'investissement à la date de l'expropriation*", a souligné lors d'un point-presse un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Romain Nadal.

L'Etat français détient 35,7% du capital de GDF-Suez, qui était actionnaire à 50% de la centrale hydroélectrique de Corani. (AP 04.05)

L'investissement de GDF Suez a déjà été largement compensé par les profits qu'il a engrangés au cours des dernière années : pas un euro d'indemnisation ! Et même si GDF Suez n'était pas rentré dans son argent, on ne devrait rien lui verser, pas un dollar.

Que l'Etat français se rassure, Morales va casquer rubis sur l'ongle, comme Chavez, Lula et les autres dirigeants de la "*gauche*" latino-américaine au pouvoir.

Au fait, quand la direction de Total en prend à ses aises en décidant de fermer la raffinerie de Dunkerque, là le gouvernement est moins regardant sur l'utilisation des 21 milliards d'euros de profits qu'a engrangé Total au cours des deux dernières années et dont la plupart est allé directement dans les poches des actionnaires, mieux il en est le complice. Avec Morales il se veut menaçant, on comprend, l'Etat est plutôt près de ses sous en ce moment, pardon, nos sous.

A propos de Morales. Ce n'est pas une lumière, on le savait.

Lors d'un discours prononcé le 20 avril lors de la Conférence sur le climat de Cochabamba, en Bolivie, il a dit «*El pollo que comemos esta cargado de hormonas femeninas. Por eso los hombres, cuando comen este pollo, tienen desviaciones en su ser como hombre.*» que l'on peut traduire de la façon suivante : Le poulet que nous mangeons est chargé d'hormones féminines. C'est pour cela que lorsque les hommes mangent de ce poulet, ils ont des déviations dans leur identité en tant qu'homme. (Slate.fr 29.04)

Les propos de Morales ont donné lieu à des attaques d'une violence inouïe de la part des médias, dont bien sûr *Libération* et d'une multitude d'organisations à travers le monde dont le sexe est la principale préoccupation ou encore les éleveurs de poulets, les entreprises commercialisant des OGM. L'occasion était trop belle pour attaquer le régime bolivien.

Le site Slate.fr, en concurrence avec Médiapart, Rue89 et d'autres, qui cherche à se faire passer pour progressiste alors qu'il est franchement réactionnaire jusqu'à l'os, a pris position en faveur de Morales : "*Aucune allusion à l'orientation sexuelle donc, et encore moins à l'homosexualité (en revanche, Evo Morales parle bien de la calvitie: « D'ici 50 ans, nous serons tous chauves. »). Dans son discours de clôture, le premier président indigène de la Bolivie s'en est pris aux méfaits de l'alimentation transgénique sur la santé, qui reste certes sujet à polémique mais n'en demeure pas moins une thèse valable.*"

Parmi les intellectuels et les journalistes qui vivent quotidiennement au crochet du régime, il en existe qui ont ajouté un volet à leur activité, la défense des régimes opprimés par l'impérialisme, dont la Bolivie ou le Venezuela, à l'exception de l'Iran, ce qui ne les empêche pas d'écrire dans la presse nationale nauséabonde, Le Monde, Le Figaro ou Libération pour n'en citer que quelques-uns, l'argent n'a pas d'odeur. Slate.fr en fait partie. Comme en politique ou dans le syndicalisme, ils se partagent les rôles pour finalement servir les mêmes intérêts, le vieux monde.

C'est la bonne conscience du petit-bourgeois qui compatit à la misère du monde pour pouvoir encore se regarder dans un miroir le matin en se rasant sans se faire peur, tout en servant les intérêts de ceux qui sont responsables de cette misère. Il trouve ainsi sans doute son compte ou son équilibre dans cet exercice, pendant que la barbarie continue de se répandre à travers le monde, de son côté, il a le sentiment d'avoir fait son devoir, ce qui lui permet ensuite de critiquer ceux qui ne l'aurait pas fait, une manière de se distinguer ou de lutter contre la concurrence féroce qui règne dans leur milieu.

Car contrairement à ce qu'affirme Slate.fr, si l'on s'en tient textuellement au propos de Morales, il a bien suggéré qu'il y aurait un lien entre la consommation du poulet aux hormones et le développement de l'homosexualité, comme il a ait un lien entre les OGM et la calvitie. Morales a juste oublié une chose que personne n'a cru bon de relever, c'est que la plupart des viandes (surtout le boeuf) et les oeufs en contiennent aussi (des hormones, pas forcément féminines d'ailleurs). En réalité, Morales militait en faveur d'un régime végétarien et personne ne l'a compris ! Si la masturbation peut rendre sourd, attention chez un intellectuel elle peut rendre fou, voilà ce qu'on pourrait signaler aux journalistes de Slate.fr !

Morales nous fait bien marrer, mais en attendant il fait sans doute moins marrer les ouvriers et les pays boliviens dont le sort ne s'est guère amélioré depuis qu'il est au pouvoir. On soutient évidemment ces nationalisations, même si on regrette que Morales indemnise GDF Suez, donc l'Etat français.

Le 6 mai

J'actualise le site avec du retard, il est 16h53 ici, en raison de l'actualité très chargée. Je n'ai même pas le temps d'aborder la situation en Grèce. Une partie de la causerie a été rédigée hier soir.

Hier soir je n'ai pas pu m'empêcher de penser à Evo Morales. J'ai mangé des ailes de poulets avec des spaghetti, le poulet coûte 130 roupies le kilo (environ 2 euros), la carcasse pour les chiens 60 et les ailes 80. En vieillissant on a tout qui tombe y compris la poitrine, pour un peu cela nous donnerait un air efféminé qui s'ignore, de vieille femme, d'où mon inquiétude en me regardant dans le miroir après avoir pris ma douche !

Morales ferait mieux de mobiliser le prolétariat et la paysannerie pauvre bolivienne pour liquider les institutions...

Autre chose, à propos du site.

Hier j'ai écrit échelons socials au lieu de sociaux, j'ai honte, en vérité je ne fais pas attention à ce que j'écris parce que j'écris davantage comme je parle que je ne pense, à moins que les mots devancent ma pensée, donc les mots viennent comme ils viennent et ensuite je les adapte en fonction du contexte en tenant compte de la syntaxe ou la grammaire. Je ne suis pas assez rigoureux dans ce domaine, mais c'est surtout par manque de temps, sans chercher à cacher mes faiblesses, elles sont ailleurs. Je laisse parler les mots un peu comme ça vient, mais ça vient bien toujours de quelque part, c'est lié à notre expérience, je repense toujours aux séances d'écriture automatique des surréalistes... Attention à ne pas confondre ce qui vient d'expériences vécues et ce qui provient de notre imagination, sauf peut-être si on a l'âme d'un poète !

Bon, on a autre chose à faire que d'analyser comment fonctionne le psychisme de l'homme, pardon pour les femmes, je n'ai pas encore changé de sexe, même en mangeant du poulet trois fois par semaine.

A propos du PS

Le PS, en voterant avec l'UMP un prêt de l'Etat français en direction de l'Etat grec participe ainsi directement et ouvertement à la liquidation des acquis sociaux des travailleurs grecs décidée par le gouvernement Papandréou sous injonction de l'UE et du FMI, cela pas un adhérent, militant ou dirigeant du PS ne peut l'ignorer ou le nier. Cela démontre simplement dans quel camp se situe le PS.

Il est clair que la "*solidarité*" du gouvernement français ne s'applique pas en direction du prolétariat grec mais de ses banques et institutions financières qu'il faut sauver pour la troisième fois pour éviter l'effondrement de l'Etat.

Dès lors le prolétariat français est prévenu : il n'a absolument rien à attendre du PS qui se situe dans le camp des capitalistes, aujourd'hui, demain ou en 2012.

Tout parti qui s'aviserait de s'adresser au PS pour lui demander de participer à un combat contre le capitalisme, le gouvernement ou les institutions devrait être immédiatement dénoncé et combattu comme complice de Sarkozy et traite à la cause du prolétariat. Avis aux amateurs qui ont adressé une lettre à Aubry ou qui lui ont "*tendu la main*", inutile de les nommer vous savez tous de quels partis je veux parler..

Et on a aucun état d'âme à avoir envers ceux qui se seraient égarés en adhérant à ce parti de la réaction, qu'ils le quittent et on discutera ensuite, sinon c'est une perte de temps. Car on nous a souvent sorti que les adhérents du PS ne connaissaient pas forcément son histoire, son passé récent, qu'il fallait donc être tolérant à leur égard et j'en passe et des meilleures, mais là cela se passe sous nos yeux, personne ne peut dire qu'il n'est pas au courant et qu'il lui est impossible de prendre position, personne ne peut invoquer un argument valable pour se défiler, l'heure des comptes approchent avec l'accélération de la décomposition du capitalisme.

On a pu caractériser le PS en fonction des épreuves du passé qui l'avaient vu capituler puis rejeter l'objectif du socialisme, je ne peux pas dire abandonner car cela signifierait qu'il y avait adhéré un jour, je récuse cette interprétation sachant qu'il fut un parti bourgeois dès sa création, mais là on peut le caractériser en temps réel, en suivant quotidiennement comment évolue le processus qui conduit le PS à s'aligner sur l'UMP en partant de bases communes, dont la survie du capitalisme et des institutions.

La classe ouvrière grecque en se voyant dépouillée de tous ses acquis sociaux, se trouve piétinée, laminée, déposséder de tous ses droits chèrement conquis contre des régimes despotiques. Voilà à quoi adhère le PS. Cela vous file la nausée forcément, c'est irrespirable, on suffoque à l'idée de perdre le 13e mois et le 14e s'il existait, la 5e semaine de congés payés, de voir amputer son salaire ou sa retraite de 10 à 20%, de se retrouver privé de tout droit collectif, c'est l'individualisme et le capitalisme triomphant qui l'impose. Avez-vous envie de vous associer à cette entreprise réactionnaire, rétrograde et infâme ou de la combattre ? Telle est la question.

A propos du POI.

J'avais rédigé un article sur le n°95 d'*Informations ouvrières*, mais je renonce à le publier. Par contre, il y a des passages que l'on ne peut pas laisser passer :

Ils donnent la parole à une militante du PS : "*Il faut qu'à la base, on se rassemble pour créer une unité, un rapport de force pour faire barrage à sa « réforme » des retraites, et que nos dirigeants nous écoutent.*" Mais mon enfant, vos dirigeants vous écoutent et on a envie de dire qu'ils n'en ont rien à foutre ! Vos dirigeants viennent de voter le report de la retraite de 45 à 67 ans en Grèce, ce n'est pas pour défendre notre retraite à 60 ans ! Vous l'ignoriez évidemment, vous ne voulez pas en tenir compte. Question : pourquoi un parti devrait-il tenir compte de positions défendues par des militants qui nient la réalité des faits ? Où cela peut-il conduire un tel parti ? Ne serait pas par excellence la définition de l'opportunisme ?

Et au POI ils ont remis cela dans le n°96.

Ils donnent la parole à une conseillère municipale PS : "*Actuellement, il n'y a pas de position nette du PS : c'est le plus grand flou !" tiens donc, "le PS ne doit pas entrer en discussion avec Sarkozy*", il a fait mieux déjà et a prouvé qu'il n'était pas dans un "*grand flou*" : 1- il a voté avec le parti de Sarkozy l'étranglement du prolétariat grec, vous êtes sourde ou aveugle ou les deux à la fois. 2- Et le rapport de J. Attali remis à Sarkozy, vous en avez entendu parlé ? 3- Et la commission présidée par M.Rocard avec A. Juppé, ça vous dit quelque chose ? 4- Et celle présidée par P. Mauroy, vous l'ignorez aussi ? Faut-il continuer ?

Comme je l'ai expliqué à plusieurs reprises, dans le cadre du combat pour le front unique, on peut admettre que les militants s'adressent aux dirigeants de leur parti (ou syndicat) respectif pour leur demander des comptes, mais dès lors qu'ils ont clairement choisi de se positionner dans le camp de la réaction, cette interprétation du front unique devient caduc, sauf à s'acharner à refuser de regarder la réalité en face, or on ne mène pas un combat politique en se mettant la tête dans le sable quand cela nous arrange pour finalement continuer d'entretenir des

illusions qui n'ont plus raison d'exister puisque la réalité les a supplantées.

Soit ces militants tiennent compte des faits et quittent leur parti, soit ils y restent pour le pire plutôt que le meilleur et la chose est entendue. On ne peut pas déclarer défendre des positions fondamentamentalement opposées à celles de ses dirigeants et rester indéfiniment dans le même parti, ce qui revient finalement à cautionner la politique mise en oeuvre par ces dirigeants, à un moment donné il faut que la pratique soit en accord avec la théorie et s'exprime sur le plan organisationnel, sinon cela revient à philosopher sur la misère du monde, le propre du petit-bourgeois qui déserte le terrain de la lutte des classes.

Dans le n°95, un militant : "*Partout où nous militons, il y a une même volonté pour que notre dû soit payé...*"

Ils veulent faire payer les patrons, c'est la nouvelle mouture du "*plan de relance*" en direction des travailleurs que le POI avait avancé, et il n'était pas le seul sur cette ligne opportuniste.

Comment faire payer le patronat, autrement dit, s'il ne paie pas ce n'est pas qu'il ne peut pas mais qu'il ne veut pas, quant à la crise du capitalisme qui se traduit par une concurrence plus féroce que jamais entre capitalistes elle passe littéralement à la trappe, finalement on aurait à faire à de vilains capitalistes qui se comporteraient comme des avares, à se demander qui joue le rôle de Tartuffe dans l'histoire.

L'objectif du POI c'est faire payer les patrons et non l'abolition du capitalisme. Payez-nous "*notre dû*" et la paix sociale sera préservée, vous pourrez continuer à vaquer tranquillement à vos affaires, à nous exploiter quoi, voilà ce que dit ce travailleur et le POI ne relève pas derrière, qui ne dit rien consent.

Vous trouvez que j'exagère, soit, vérifions-le. Posons-nous quelques questions qui ne figurent pas dans la propagande du POI.

Et si les patrons ne paient pas, on en reste là, il n'existerait donc aucun moyen de les "*faire payer*", aucune issue politique, aucune alternative au capitalisme ? Ne faudrait-il pas alors mettre à bas le régime pour nous servir nous-mêmes ? Ne faudrait-il pas envisager de renverser la Ve République pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et nous donner ainsi les moyens de satisfaire tous nos besoins ou aspirations ? Pourquoi le POI ne le dit-il pas lors des réunions qu'il organise ou auxquelles il participe ? Comme vous y aller, quelle brutalité, mais vous allez faire fuir les militants et les travailleurs avec un tel discours, vous voulez nous faire passer pour des gauchistes... Tout dépend de quels travailleurs on parle, la classe est loin d'être homogène et d'être logée à la même enseigne, tout dépend quel objectif on s'est fixé, quel parti on entend construire, dans quel but.

Si le POI combattait véritablement pour en finir avec les institutions de la Ve République, il commencerait par partir de la situation et dire qu'il faut chasser Sarkozy, que le gouvernement est minoritaire et illégitime et qu'on lui refuse le droit de décider de notre sort à notre place, or il s'en garde bien. Il faut donc en conclure qu'en attendant des jours meilleurs pour la lutte de classe -on se demandera lesquels depuis que la crise a éclaté, contentons-nous de rester sur le terrain des revendications économiques ou sociales, on verra plus tard pour les mots d'ordre à caractère politique... ou ailleurs.

Après tout, pourquoi pas, peut-être ont-ils raison de procéder ainsi. A ceci près que c'est l'objectif politique dans lequel se situe le combat de la classe ouvrière qui permet de lui donner une orientation politique et par la même occasion de caractériser sa nature sociale, bourgeoise ou prolétarienne. Or en dehors de toute perspective politique, le mouvement ouvrier ou toute mobilisation se situera naturellement sur le terrain de la bourgeoisie.

Est-ce le but recherché ? Quelle valeur éducative une telle méthode peut-elle avoir pour les travailleurs ? Comment dans ces conditions leur niveau de conscience politique pourrait-il progresser si leur combat n'est pas axé dans une direction précise ? Comment le mouvement ouvrier pourrait-il aller de l'avant sans savoir vers quel objectif politique il doit se diriger, quel objectif il doit se fixer ? Je pense que ces éléments méritent qu'on en discute.

Pour terminer avec le POI, ils mettent en avant les 25.000 signatures qu'ils ont recueillies sur une pétition en défense de nos retraites. Partant de ces signatures ils tirent des plans sur la comète, mais que représentent-elles vraiment ?

Il y a environ 8.300 adhérents au POI, on est en droit de penser qu'ils ont tous signé au moins une fois cette pétition. J'écris une fois, car je me souviens lorsque j'étais à l'OCI et que l'on diffusait tous les dimanches matins sur le marché de Clichy, pour amorcer la feuille que l'on présentait aux passants on mettait notre nom et chaque dimanche notre signature était à nouveau comptabilisée, ainsi les signatures des militants étaient comptabilisés autant de fois qu'ils avaient participé à des diffusions. Ne faisons pas cas ici de ce mauvais exemple. On faisait signé aussi nos proches, notre famille, etc., autant dire des signatures sans véritable valeur politique. A ce compte, il suffirait que chaque adhérent du POI signe cette pétition et la fasse signer à deux personnes de son entourage pour arriver facilement à 25.000 signatures, sachant que parmi ces 8.300 adhérents la moitié ou les trois quart ne militent pas vraiment et que lors de certaines diffusions des dizaines de signatures sont collectées, on ne peut pas dire que ces 25.000 signatures représentent grand chose, il ne s'agit pas ici de nier le travail effectué par les militants du POI mais simplement de remettre les choses à leur place, là encore on part et l'on parle de la réalité et pas autre chose.

Je dis cela en pensant aux camarades du POI qui n'auraient pas réfléchi à cet aspect de la question et qui s'étonneraient ensuite que cette

pétition ne débouche sur rien, comme c'est le cas pratiquement à chaque fois, ceci expliquant peut-être cela. Je ne tiens pas à leur casser le morale, il vaut mieux toujours regarder la situation en face si l'on veut l'affronter dans les meilleures conditions possibles, c'est tout ce que je voulais dire, mon intervention se veut positive ou constructive avant tout, même si des militants ne l'interprètent pas de cette manière.

Pour qu'il n'y ait pas de jaloux, j'avais préparé aussi un article sur le NPA.

A partir d'un article du 30 avril intitulé : *Déclaration d'organisations anticapitalistes de toute l'Europe sur la crise.*

Au royaume des aveugles.

"*Des quantités énormes d'argent ont été injectées dans le système financier (...) Mais ces efforts seront ils suffisants pour produire un rétablissement durable, la question reste ouverte.*"

Etrange préoccupation qu'ils ne sont pas les seuls à partager. On dirait qu'ils souhaitent que le capitalisme se rétablisse, non ?

Une crainte ou un espoir ? Faudrait-il encore regarder dans la bonne direction.

"*Il y a des craintes qu'une nouvelle bulle financière, centrée cette fois ci sur la Chine, soit en train de se développer.*"

Le militant révolutionnaire se réjouira de l'éclatement de la crise qui pourrait aboutir au renversement du régime, à l'opposé le petit bourgeois craint la crise qui remet en cause son petit confort ou bouleverse sa petite vie bien tranquille.

La terminologie employée trahit parfois les intentions de ceux qui l'emploient.

Wall Steet est repassé au-dessus de la barre des 11.000 points, la Fed a maintenu ses taux directeurs proches de zéro, ne serait-ce pas de ce côté-là que la nouvelle bulle serait en train de se former ?

Quand le NPA veut aider le capitalisme à s'en sortir. Le NPA veut contrôler le marché, nous, nous voulons le liquider.

"*Nous avons besoin d'un programme de mesures qui puissent sortir l'économie de la crise sur la base de la priorité donnée aux besoins sociaux plutôt qu'aux profits et qui impose un contrôle démocratique sur le marché.*"

Le même discours qu'à l'UMP, au gouvernement, à l'UE, au FMI qui veulent contrôler et réguler l'activité des marchés financiers tout en leur laissant le pouvoir de continuer à spéculer comme si de rien n'était, ce qui revient à énoncer des bonnes intentions sans effet.

Le NPA veut "*sortir l'économie de la crise*" sans que les travailleurs aient pris le pouvoir, cela revient à sauver le capitalisme.

Quant au reste, le baratin habituel, avec en toile en de fond puisque cela n'est spécifié nulle part, la préservation des institutions de la Ve République dans le cadre duquel le programme du NPA devrait être appliqué sans doute. Les institutions de la Ve République ayant été fondées pour répondre aux besoins du capitalisme, dès lors il sera impossible d'appliquer un programme, qui pour être conforme aux besoins du prolétariat, devrait remettre en cause les fondements du capitalisme. Facile à comprendre, non ?

Pourquoi n'y a-t-il pas davantage de travailleurs grecs dans les manifestations ? Quel est leur état d'esprit ?

«*Les Grecs sont très en colère*». Tous les témoins interrogés par 20minutes.fr ne se sont pas rendus ce mercredi aux manifestations contre le plan de rigueur adopté dimanche par leur gouvernement, mais ils prédisent une «*situation incontrôlable*» pour les semaines à venir.

1- S'il est lui aussi en grève ce mercredi, Emilios, 34 ans, qui travaille pour la municipalité de Salonique, n'entend pas descendre dans la rue: «*Ces manifestations sont organisées par les syndicats et ici, les syndicats sont tous affiliés à des partis politiques, ceux-là même qui ont provoqué cette situation.*»

Alors, Emilios ne «*sait pas trop quoi faire, il n'y a ni solution, ni espoir, on est dans l'impasse*». Pour lui, «*c'est bien de manifester, pour faire passer un message, mais pas avec les syndicats qui manipulent les travailleurs*».

2- Dorothy Mouratidou, 40 ans, qui gère un hôtel sur l'île de Spetses (sud-ouest d'Athènes). Ce mercredi, elle s'est rendue à Athènes pour participer à la grève générale: «*Je ne sais pas si le gouvernement sera capable d'arrêter la colère des citoyens grecs et j'espère que ceux-là ne s'arrêteront pas de protester contre cette injustice sociale.*»

Très remontée, la gérante d'hôtel estime que les hommes politiques doivent désormais «rendre tout l'argent qu'ils ont volé aux Grecs depuis 30 ans et être mis en prison». «Ce n'est quand même pas aux salariés et aux retraités de payer la dette et le déficit de la Grèce!», s'insurge-t-

elle encore. (20minutes.fr 05.05)

Quand Emilio dit : on ne «*sait pas trop quoi faire, il n'y a ni solution, ni espoir, on est dans l'impasse*», en ajoutant qu'il est impossible de compter sur les syndicats et les partis inféodés au capitalisme, n'exprime-t-il pas plus ou moins consciemment la situation à laquelle se trouve confronter l'ensemble du prolétariat en Europe et dans le monde ? Il a bien des partis ouvriers, les uns sont pourris et il le sait pertinemment, quant aux autres ils n'inspirent pas confiance ou sont méconnus des travailleurs.

La Talonnette s'y voit déjà !

Nicolas Sarkozy a laissé entendre mercredi qu'il pourrait briguer un nouveau mandat en déclarant qu'après avoir mené à bien les grandes réformes, il entendait "*parler politique*" à compter de la mi-2011.

"*Et puis j'ai cru comprendre qu'en juin-juillet 2011, on reparlerait peut-être un tout petit peu plus de politique, c'est-à-dire qu'on pourra peut-être aborder l'échéance de 2012*", a-t-il dit devant 276 députés de l'UMP. (Reuters 05.05)

Branle-bas de combat contre la jeunesse !

Le président de la République avait réuni mercredi à l'Elysée les préfets, procureurs généraux, recteurs et inspecteurs d'académie pour leur présenter sa vision de la lutte contre les violences à l'école et contre l'absentéisme scolaire.

"*Il est temps de rétablir et de réhabiliter les mots respect et ordre*", leur a-t-il déclaré.

"*De toutes les formes de violence qui ont cours dans la société, celle qui frappe nos établissements scolaires est sans doute l'une des plus scandaleuses*", a-t-il expliqué.

Nicolas Sarkozy a annoncé la création à la rentrée prochaine de nouvelles structures mettant l'accent sur "*l'apprentissage de la règle, le respect de l'autorité et le goût de l'effort*".

Ces "*établissements de réinsertion scolaire*" accueilleront pendant au moins un an 20 à 30 élèves de 13 à 16 ans, déjà au moins exclus une fois le leur établissement d'origine.

Il a d'autre part repris à son compte l'idée, qualifiée de "*petite révolution*", d'une nouvelle gestion des ressources humaines qui sera expérimentée à la rentrée dans une centaine d'établissements particulièrement exposés à la violence.

Le chef d'établissement pourra recruter lui-même des professeurs, sélectionnés selon leur profil et sur la base du volontariat, à qui il sera proposé des incitations financières, en matière de plan de carrière et de logement, pour les encourager à rester durablement.

Si cette expérimentation réussit, elle sera étendue à la rentrée 2011 dans un plus grand nombre d'établissements.

"*Il faut arrêter d'envoyer les enseignements les moins expérimentés, les plus jeunes, dans les établissements les plus difficiles*", a fait valoir Nicolas Sarkozy.

Il a de nouveau promis de lutter contre l'absentéisme, qui touche selon lui 3% des collégiens, 6% des lycéens et 15% des élèves de lycées professionnels, soit quelque 300.000 jeunes.

Il a ainsi réaffirmé qu'un des moyens de lutter contre ce phénomène serait la responsabilisation des parents, qui pourra aller jusqu'à la suspension des allocations familiales en cas de "carence parentale avérée". (Reuters 05.05)

Pas le temps de commenter, disons simplement que la jeunesse doit payer le prix du chaos auquel la société est dorénavant confrontée du fait de la politique réactionnaire menée par tous les gouvernements qui se sont succédés au cours des dernières décennies. C'est le parti de l'ordre qui est responsable du désordre actuelle et non les jeunes ou leurs parents.

La Bourse ou la vie.

En Europe. L'indice CAC 40 a terminé en baisse de 1,44% après une chute de 3,64% la veille.

Le PSI20 de Lisbonne a chuté de 1,34%, et l'Ibex de Madrid de 2,1%. Athènes a perdu 3,9%.

En Asie et Océanie. L'indice Hang Seng a perdu 2% à Hong Kong, celui de la bourse de Shanghai 2,1%, Singapour 1,2% et les marchés australiens 1,9%. (Reuters et AP 05.05)

L'euro, c'est pour les nantis !

Selon un sondage Ifop pour La Lettre de l'opinion diffusé mercredi, les ouvriers sont 59% et les employés 58% à se dire favorables au retour au franc, alors que 86% au sein des professions libérales et chez les cadres supérieurs.

62% des personnes interrogées se prononcent pour le maintien de l'euro, dont 86% au sein des professions libérales et chez les cadres supérieurs. (Reuters 05.05)

Près de sept Français sur dix (69%) jugent le bilan de Nicolas Sarkozy globalement mauvais, trois ans après son élection à la présidence, selon un sondage BVA pour Canal+ publié mercredi. (AP 05.05)

Après le rappel de voitures, le retrait du marché de jouets, de médicaments, etc. c'est au tour de l'alimentation.

Attention à vos boîtes d'haricots verts! Plusieurs lots de ce légume en conserve vendus sous la marque Notre Jardin dans les hypermarchés E.Leclerc et sous la marque U dans les magasins U ne doivent pas être consommés et sont actuellement rappelés par leur fabricant, la société BCI.

De la Datura Stramonium, une plante commune en France mais impropre à la consommation, a été détectée dans au moins deux boîtes de haricots verts, explique BCI.

Tous les lots (des boîtes de 220 ou de 440 g, de haricots verts extra-fins ou très fins) ont une date limite d'utilisation optimale au 31 août 2013, précise le communiqué. Il s'agit des numéros de lot commençant par L9244047, L9245047, L9247047. Les consommateurs sont invités à les rapporter en magasins où ils seront remboursés.

En cas de symptômes de sécheresse buccale ou de vertige après consommation d'une boîte de haricots verts de ces marques, les consommateurs sont invités à consulter un médecin. BCI a mis en place un numéro de téléphone gratuit le 0 800 091 091. (20minutes.fr 05.05)

Etats-Unis. Il faudrait être fou pour ne pas en profiter jusqu'en 2012.

Le géant américain du refinancement hypothécaire Freddie Mac a demandé mercredi une aide fédérale supplémentaire de 10,6 milliards de dollars (8,2 milliards d'euros) après avoir enregistré des pertes de 8 milliards de dollars de dollars (6,2 milliards d'euros) au cours du premier trimestre.

Les deux entreprises jouent un rôle crucial dans le marché du crédit hypothécaire car il détiennent ou garantissent à eux deux près de 31 milliards de prêts immobiliers représentant une valeur de quelque 5.500 milliards de dollars (4.290 mds euros), soit environ la moitié de tous les crédits hypothécaires aux Etats-Unis.

Cette nouvelle demande porte à 61,3 milliards de dollars (47,8 milliards d'euros) le total de l'aide fédérale nécessaire au sauvetage de Freddie Mac, et à 136,5 milliards (106 milliards d'euros) le montant cumulé avec Fannie Mae.

Fin 2009, l'administration Obama s'est engagée à couvrir de manière illimitée les pertes de "Freddie et Fannie" jusqu'en 2012. (AP 05.05)

Le 7 mai

La panique !

Les fripouilles de Wall Street ont connu hier la pire frayeur de leur vie. En quelques minutes le Dow Jones a chuté de plus de 9% entraînant dans sa course folle le Nasdaq et le Standard & Poor's, référence des gérants de fonds, il était un peu plus de 15h à New York.

Le Nasdaq a indiqué qu'il enquêtait sur les transactions potentiellement erronées concernant plusieurs titres et exécutées entre 14h40 et 15h00.

Après correction en fin de séance les trois indices ont perdu plus de 3%. (source : Reuters 06.05)

Une répétition générale avant le prochain crash qui balaiera les Bourses du monde entier ?

Les malheureux dirigeants syndicaux vont encore tomber dans un "*piège*", suite.

On a entendu cela sous toutes les coutures au fil des mois et des années, il y en a même qui en fait leur couverture favorite pour camoufler leur propre opportunisme et complicité avec les appareils.

Fillon a annoncé la couleur avant-hier sur TF1, il a commencé à dévoiler le plan de rigueur que le gouvernement entendait mettre en oeuvre au cours des années à venir. Comme l'on dit, la messe est dite, chacun sait dorénavant à quoi s'en tenir, pas besoin d'attendre de connaître les détails de ce qui va nous tomber dessus, cela vaut également pour les dirigeants syndicaux qui figurent parmi les interlocuteurs privilégiés du gouvernement, leurs partenaires.

Dès lors leur participation au "*sommet social*" prévu le 10 mai ne servira qu'à légitimer (une fois de plus) un gouvernement minoritaire et illégime et par voie de conséquence légitimer sa politique antisociale tout en tenant un discours critique à son égard pour faire bonne mesure, concrètement car c'est ce qui nous intéresse, il s'agira d'interdire au prolétariat de trouver une issue politique à la crise du capitalisme.

Les syndicats CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA réunis hier au siège de la CGT à Montreuil ont rédigé un communiqué dans lequel on peut lire : "*la réduction des déficits ne peut être envisagée sans assurer la cohésion sociale et la réduction des inégalités, en particulier par une fiscalité plus redistributive*", mais en reprenant à leur compte l'argument de la "*réduction des déficits*", il se situe sur le terrain du gouvernement qui entend en faire sa priorité absolue comme l'a annoncé Fillon au détriment justement de la "*réduction des inégalités*".

Chacun aura parfaitement compris qu'il y a incompatibilité ou opposition entre "*la réduction des déficits*" d'un côté, et "*réduction des inégalités*" de l'autre. Le gouvernement ayant exprimé clairement la volonté de poursuivre sa politique en faveur de "*la réduction des déficits*", les inégalités devraient donc continuer de croître dans les mois ou années à venir.

La situation est très claire, où franchement y aurait-il un "piège" ?

Mais peut-être qu'un piège peut en cache un autre, moins avouable celui-ci. Le "*piège*" n'a-t-il pas consisté pour les syndicats à accepter d'être financés par l'Etat qu'ils sont censés combattre ? Le "*piège*" n'a-t-il pas consisté pendant un demi-siècle à soutenir loyalement les appareils pourris des syndicats en échange de postes de permanents notamment, tandis que le combat des syndicats ne se situait plus dans la perspective de l'abolition du capitalisme ? Le "*piège*" n'a-t-il pas consisté à renier les unes après les autres ses convictions, à passer des compromis honteux avec les appareils, à fermer les yeux sur leur politique qui conduisait à subordonner le mouvement ouvrier (et le prolétariat) au réformisme bourgeois ?

C'était soi-disant pour la bonne cause, on n'en doute pas un seul instant, c'est d'ailleurs le discours que tiennent les dirgeants syndicaux pour justifier leur refus de rompre leurs relations avec Sarkozy et son gouvernement. A ce jeu-là, c'est toujours le plus puissant qui l'emporte, les appareils et l'Etat.

On pourrait objecter que le plus puissant n'est pas toujours celui auquel on pense. C'est exact, le prolétariat dispose d'une force invincible, mais pour qu'elle s'exprime il doit justement faire voler en éclat le carcan des appareils avec lequel finalement tout le monde a fini par s'accommoder.

Ce n'est pas le produit du hasard ou d'une coïncidence fortuite si ce sont les mêmes qui parlent de "*piège*" dans les relations entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement, et qui expriment leur "crainte" face à la crise ou qui en parlent comme s'il s'agissait d'une calamité, alors qu'en réalité elle constitue une aubaine pour le mouvement ouvrier, une formidable occasion pour régler son compte au capitalisme que l'on attendait depuis si longtemps. Cela se tient. Que craignent-ils vraiment ? ils craignent que les coups portés à la classe ouvrière la fassent réagir et obligent les uns et les autres à monter au créneau pour défendre le régime, qu'ils se découvrent par la même occasion, que l'ensemble de l'édifice de collaboration de classes qui a été patiemment conçu et perfectionné au fil des ans et auquel ils ont tous participé soit porté sur le devant de la scène ou mis à contribution, qu'ainsi leurs propres contradictions et leur incurie politique ou encore leurs véritables intentions soient exposées au grand jour et que le piège qu'ils ont conçu se referme sur eux.

Tout cela pour dire que s'il devait exister un piège, ce serait uniquement celui que nos dirigeants ont forgé et qui les a protégé jusqu'à présent, mais qui pourrait bien finalement leur servir de tombeau. Reconnaissons-leur quand même un brin de perspicacité lorsqu'ils parlent de "*piège*" envers les dirigeants syndicaux : du gibier de potence en vérité !

Décalage. Infantilisme, intox, manipulation.

"*Les petits malins qui s'amusent à faire courir de la rumeur pour essayer de faire de la spéculation à la hausse ou à la baisse, ceux-là feraient bien de faire attention*", a averti la ministre de l'Economie Christine Lagarde sur Canal+. "*Certains se sont amusés à laisser filer l'idée que (la note de la dette de, NDLR) l'Italie serait dégradée*", alors qu'il s'agissait de "*rumeurs de marchés*", a-t-elle déploré.

On se croirait dans une cour de récréation, elle parle des spéculateurs, les milliardaires qui manipulent les Bourses et les Etats, les hommes les plus puissants de la planète, comme s'il s'agissait de mettre en garde des polissons voulant faire une mauvaise farce à tonton Nicolas et

tata Angela : attention, tata Christine et tonton Jean-Pierre veillent au grain !

Attention, vous allez voir ce que vous allez voir, l'aristocratie financière tout entière en tremble d'effroie !

La ministre a assuré en avoir parlé avec Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), autorité qui a le pouvoir "*d'aller vérifier qui est à l'origine de ces rumeurs*", "*de lancer des enquêtes et de prendre des sanctions*". (AP 06.05) Autorité qui en réalité n'a aucun pouvoir en la matière.

N'aurait-elle pas bien compris ce qui était en train de se passer en l'Italie ?

Le gouvernement italien revoit en baisse ses prévisions de croissance pour 2010 et 2011, tandis que ses projections pour la dette publique sont relevées.

Selon un document publié par le ministère de l'Economie, la hausse du produit intérieur brut est revue en légère baisse pour cette année à 1,0% contre 1,1% précédemment. La révision est plus conséquente pour l'année suivante avec une croissance attendue à 1,5% contre 2,0% auparavant.

Le gouvernement anticipe une hausse de la dette publique à 118,4% du PIB en 2010, alors que sa dernière prévision de janvier tablait sur 116,9%. La prévision pour 2011 a été revue en hausse à 118,7%, contre 116,5% précédemment. (Reuters 06.05)

Donc ce n'est pas la note attribuée par les agences de notation à l'Italie qui a été revue à la baisse, mais la situation économique du pays qui a continué de se dégrader. Ah bon, si ce n'est que cela !

Propagande gouvernementale. Gun's Roses et le coup du rabot.

La ministre de l'Economie Christine Lagarde a assuré jeudi sur Canal+ que les mesures d'austérité annoncées par le Premier ministre ne constituaient pas un "*plan de rigueur*", tout en reconnaissant que ce ne serait pas "*une partie de plaisir, ni un chemin de roses*".

"*Ce n'est pas un coup de bambou, il y a partout des économies qu'on peut réaliser*", a assuré la locataire de Bercy, en évoquant le non-remplacement d'un fonctionnaire en retraite sur deux, une révision générale des politiques publiques (RGPP) "*renforcée*", et le "*gel*" des dépenses de l'Etat "*même s'il y a de l'inflation*". "*Il faut qu'on soit extrêmement attentifs à la gestion des finances publiques*", a-t-elle résumé, et "*très stricts sur un certain nombre de dépenses*".

"*Soit on va trouver les niches fiscales qui vont nous permettre de sortir 5 milliards d'euros, soit, si on n'y arrive pas (...), on prendra toutes les niches et on passera le rabot pour trouver 5 milliards*", a-t-elle expliqué.

"*On doit restaurer les grands équilibres de nos finances publiques, parce que je ne voudrais pas qu'on se trouve dans la situation de la Grèce*", a-t-elle reconnu, et "*qu'on perde notre notation de triple A*", qui permet aujourd'hui à la France d'emprunter à des "*conditions extrêmement confortables*". (AP 06.05)

Vous ne m'en voudrez pas de m'accorder un peu de plaisir après la lecture de cet article, pendant qu'il en est encore temps en écoutant *Civil war* un morceau extrait de l'album de Gun's Roses *Use your illusion* (1991).

J'interprète les dépenses de l'Etat seront gelées "*même s'il y a de l'inflation*", comme l'annonce du blocage des salaires dans le privé ou tout du moins sa justification

Heuliez, suite.

Le constructeur et équipementier automobile Heuliez, en difficulté financière, a renoncé ce jeudi à faire comme attendu une demande de placement en redressement judiciaire auprès du tribunal de commerce de Niort, en raison «d'éléments nouveaux».

«*La direction nous a appelés ce matin pour nous dire qu'elle suspendait la procédure de demande de redressement, en raison d'éléments nouveaux survenus ces dernières heures*», a indiqué Jean-Emmanuel Valades, représentant du personnel CFE CGC.

Selon une source proche du dossier, un des quatre investisseurs potentiels dans le constructeur automobile aurait fait une proposition intéressante et serait prêt à finaliser une reprise de l'entreprise. (AFP et Libération.fr 06.05)

Belgique

La Chambre des députés belges a voté jeudi sa dissolution, ouvrant la voie à des élections anticipées le 13 juin à la suite de la démission du

gouvernement d'Yves Leterme en raison du contentieux linguistique entre Flamands et francophones. (20minutes.fr 06.05)

Grèce.

Le parlement grec a adopté jeudi soir le plan d'austérité du gouvernement, ouvrant la voie à une aide massive de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Les partis social-démocrates sont prêts à se sacrifier pour sauver le capitalisme, jamais pour sauver le prolétariat. Demain le Pasok, le parti du Premier ministre fera tirer sur la foule pour défendre les institutions. Voilà pour leur véritable nature sociale.

Ecoutons hier le ministre des Finances grecs :

"*Nous irons de l'avant, même si nous devons aller seuls, sans le soutien des autres partis*". Il a ajouté : "*Nous savons que le prix politique à payer est très élevé, mais nous ne doutons pas de la voie à suivre, nous l'acceptons en pleine conscience. La solution pour l'économie grecque se trouve dans ce programme, dans ces réformes et dans la réduction de notre dette publique.*" (Reuters 06.05)

Roumanie : la saignée.

Le président roumain Traian Basescu a annoncé jeudi d'importantes réductions de salaires pour la fonction publique, ainsi qu'une baisse des retraites et des indemnités chômage, alors que le pays tente de relancer son économie.

Traian Basescu a précisé que les salaires du secteur public seraient réduits de 25%, tandis que les retraites et les indemnités chômage enregistreront une baisse de 15%. Environ 1,3 million de personnes sont employées par l'Etat roumain.

Le président roumain a officialisé ces baisses, qui prendront effet au 1er juin, lors de la visite en Roumanie d'une équipe du Fond monétaire internationale (FMI), venue évaluer les performances économiques du pays. Le FMI avait accordé l'année dernière un prêt de 20 milliards d'euros à la Roumanie pour aider l'Etat à payer les salaires de la fonction publique. Le FMI a averti que le chômage pourrait passer la barre des un million d'inscrits cette année. (AP 06.05)

Le 8 mai

Quelques mots très brefs avant d'aborder l'actualité.

J'avais terminé d''écrire ce qui suit quand je me suis aperçu que j'avais oublié de traiter la proposition des syndicats CGT, la CFDT, FSU, Unsa et Solidaires, ce sera pour demain, je bosse depuis deux heures sur la batterie. Ils ont écrit *grève* au pluriel, quand FO propose une journée de grève générale interprofessionnelle, ce n'est pas la même chose. A suivre.

Concernant les trois morts en Grèce avant-hier, un militant m'a adressé un courriel dans lequel il relate des propos entendu sur France culture, qui indiquaient que ce n'était pas les anarchistes ou des groupes d'extrême gauche qui auraient incendié une banque alors que des employés étaient encore à l'intérieur, mais la police infiltrée dans leurs rangs, ce qu'on peut effectivement facilement imaginer.

Je l'avais évoqué dans une causerie, voilà qu'en à peine une semaine Sarkozy est remonté de 9 points dans les sondages, ces gens-là font des miracles au sens propre et figuré. Ils ont dégotté un sondage à 28% pour passer à 37% une semaine plus tard à peine, à ce rythme-là, il sera bien à 80% en mai 2012 !

La ficelle est tellement grosse que les travailleurs sont placés devant l'alternative suivante : essayer de l'avaler sans s'étouffer ou lui passer autour du cou et en finir une bonne fois pour toute. Que suggérez-vous ?

Autre chose.

Vous voulez repérer au premier coup d'oeil les opportunistes ou les valets du régime. C'est facile, ils s'emploient à faire passer Sarkozy et les autres chefs d'Etats pour les victimes des voyous de l'industrie financière, et quand pour faire bonne mesure ils lui reprochent de ne pas s'en prendre à cette racaille avec plus de courage, on pourrait en déduire que cela sous-entendrait qu'ils sont complices, sauf que, soit ils ne le disent pas ouvertement, soit ils n'en tirent pas la conséquence qui s'impose qu'il faut chasser Sarkozy du pouvoir, fermer la Bourse et reconstruire la société sur de nouvelles bases économiques...

D'autre part, on peut exiger quelque chose du pouvoir en place comme l'expliquait Lénine, l'opportuniste s'arrêtera là et vous fera signer une pétition ou vous promènera, qui au Palais, qui dans un ministère, qui à Bruxelles, le révolutionnaire enchaînera au contraire en expliquant

pourquoi il n'y a rien à en attendre et qu'il ne faut compter que sur nos propres forces, qu'il faut s'organiser.

La différence : s'en sortir avec Sarkozy ou s'en sortir contre et sans Sarkozy ; situer son combat dans la perspective de la préservation du régime ou le situer dans la perspective de le renverser, du socialisme. Voilà ce qui permet de distinguer le réformiste bourgeois du socialiste révolutionnaire.

Camarades, en passant, j'ai eu le nez fin hier en commentant la panique qui s'était emparée des Bourses avant-hier ? Voilà qui suffit à mon bonheur, c'est peu de chose, on se contente de ce qu'on a à défaut de mieux !

On doit tirer à boulets rouges sur le capitalisme, il est à nouveau à genoux, il est faible, profitons-en. Faire le lien entre le capitalisme et l'Etat ne devrait poser de problèmes à aucun militant, on regorge d'arguments pour le démontrer. Pour qui gouverne Sarkozy ? Contre qui ? Quels rôles jouent les institutions au cours de cette crise ? Elles légitiment la course folle vers l'abîme vers lequel le capitalisme entraîne tous les peuples, à commencer par le prolétariat et la paysannerie pauvre. Pendant que les dépenses d'armement explosent !

Pour que notre discours ait une chance d'être saisi par un maximum de travailleurs et jeunes, il faut impérativement ne pas oublier de préciser que nous ne nous situons pas sur le terrain du capitalisme mais sur celui de la rupture avec le capitalisme.

Tous les articles ou discours des journalistes, commentateurs, intellectuels, économistes, historiens, etc, se situent sur le terrain de la préservation du capitalisme, c'est pour eux l'horizon indépassable auquel l'humanité devrait se soumettre dans le futur, à n'importe quel prix. Il est donc très important de préciser que nous ne nous situons pas sur le même terrain qu'eux et que nos propositions ou notre programme ne peuvent pas être analysés ou critiqués à partir des argument fournis par ces larbins du régime puisque nous ne parlons pas de la même chose ; eux ils ont les yeux rivés sur le vieux monde pourri qu'ils veulent absolument sauver quitte à réduire plus des trois quarts de l'humanité en esclavage, alors que nous avons les yeux rivés vers le futur, vers une société débarassée du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ce n'est pas seulement le socialisme qui est incompatible avec le capitalisme, la satisfaction de l'ensemble de nos besoins ou aspirations qui seraient incompatibles avec l'existence du capitalisme, ce sont tous les arguments économiques que nous développons ou avançons qui sont incompatibles avec la survie du capitalisme, parce qu'ils reposent sur des bases nouvelles qui sont étrangères au capitalisme, parce qu'elles en sont la négation, et c'est parce que les bases économiques du socialisme sont la négation des bases économiques du capitalisme qu'il est absolument impossible de défendre nos positions en se situant sur le terrain de notre ennemi, sans partir de la liquidation des rapports de production en vigueur.

L'expropriation sans indemnisation des capitalistes, à commencer par les banquiers, la planification de la production et de l'économie par l'Etat ouvrier, le monopole du commerce extérieur, etc. constituent les arguments de base de toute démonstration en faveur du socialisme, ils justifient sur le plan politique de liquider auparavant les institutions politiques forgées par le capital, les institutions de la Ve République et la rupture des traités signés dans le passé avec les institutions du capital à l'échelle européenne et internationales.

Ce que je voulais dire ici brièvement, c'est que c'est bien d'attaquer le capitalisme, c'est mieux de lui opposer, chaque fois et non pas une fois en passant ou les jours de fête, le socialisme en partant d'éléments concrets. En gros, une fois brossée rapidement la situation catastrophique à laquelle le capitalisme a mené l'humanité au bout de deux siècles d'existence, il faut passer à la suite et proposer nos propres solutions à la crise du capitalisme qui passe par la mise en oeuvre du socialisme. Si l'on demeure enfermé dans le carcan du capitalisme, on finira tôt ou tard par se ranger derrière les arguments de ses défenseurs. Il ne s'agit donc pas de refuser ce cadre de discussion, mais d'en partir pour ensuite le briser.

Le capitalisme est synonyme de faillites, il mène l'humanité au chaos et à la barbarie, tandis que le socialisme a abouti au stalinisme, au maoïsme, au castrisme, il n'existe donc pas d'alternative possible. Si, car le socialisme n'a jamais été mis en oeuvre, l'histoire ne lui en a jamais laissé le temps, contrairement aux exemples cités, ce n'est pas un parti qui détient le pouvoir, ce n'est pas un parti qui devient propriétaire de l'Etat et des moyens de production, c'est l'ensemble des travailleurs sous la direction du prolétariat organisé qui détient le pouvoir et qui constituent les piliers de l'Etat, dans la Russie de Staline, la Chine de Mao ou Cuba sous Castro, le peuple, la classe ouvrière était exclue du pouvoir. Jusqu'à preuve du contraire, ce ne sont pas ces régimes dictatoriaux qui ont à leur actif deux guerres mondiales et une multitude de guerres à travers le monde sur tous les continents au cours du XXe siècle, mais bien le capitalisme.

Le socialisme ne peut triompher qu'à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent il n'a jamais été mis à l'épreuve à cette échelle, il est donc impossible d'en faire le procès. Il n'a jamais pu démontrer le formidable potentiel qu'il recelle pour résoudre les problèmes auxquels est confrontée l'humanité. Donnons-lui une chance, on n'a plus rien à perdre, il n'y a pas de fatalité, il n'est pas dit que la civilisation humaine sera emportée pour ne pas avoir été capable de prendre son destin en mains, le socialisme est une science sociale qui repose sur le développement de la société et son évolution au cours des millénaires dont les lois générales de fonctionnement ont été théorisées pour nous aider à comprendre dans quelle direction l'humanité pouvait se développer dans le futur... ou périr si elle n'en prenait pas conscience à temps. Nous en sommes là aujourd'hui. (A suivre)

Bon week-end à tous.

La Talonnette s'est encore fait remarqué hier. Vous allez voir ce que vous allez voir...

Il a déclaré à l'issue du sommet de l'Eurogroupe qui s'est tenu hier : «*désormais les spéculateurs doivent savoir qu'ils en seront pour leurs frais*». (20minutes.fr 07.05) La réponse ne s'est pas faite attendre.

La Bourse ou la vie. La panique, suite.

Vendredi 7 mai. Paris : CAC 40 : -4,60%. Sur la semaine l'indice phare de la place parisienne a plongé de 11,12%.

L'indice des principales valeurs européennes a reculé de 8,75%, sa plus forte baisse hebdomadaire depuis novembre 2008.

Francfort, -3,27%, Milan -3,27%, - 4,26% la veille, Londres -2,62%, Madrid -3,28%, Moscou -5,5% , Bruxelles -4,33%, Athènes -2,86% et Lisbonne -2,94%.

Tokyo avait terminé en forte baisse -3,10%, -6% en deux jours. New York, lindice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé vendredi à la Bourse de New York en baisse de 1,3% après une baisse de 3,20% la veille, l'indice Nasdaq des valeurs technologiques a perdu 2,3%. (Reuters, AP 07.05)

Impuissance ou laisser faire les marchés.

La chute des marchés d'actions s'est accentuée dans la journée après une téléconférence du G7 qui s'est achevée sur une déclaration formelle, les ministres faisant simplement part de leur décision de surveiller de près l'instabilité qui règne sur les marchés financiers en réaction à la crise de la dette grecque.

"*L'incertitude sur la Grèce s'accroît. Les investisseurs ne veulent pas maintenir leurs positions durant le week-end, ne sachant pas ce qui va se passer*", explique Philippe Gijsels, chef de la recherche chez BNP Paribas Fortis Global Markets. (Reuters 07.05)

Ce qu'il faut faire ressortir dans notre agitation, c'est la complicité des chefs d'Etats avec l'aristocratie financière américaine et européenne qui tirent les ficelles de cette crise pour renforcer leurs positions à l'échelle mondiale au détriment de leurs concurrents.

Le Palais doit être à l'"*écoute*" de la "gauche" !

Entendu lors de la réunion publique jeudi soir à la Bellevilloise, à laquelle a participé tous les partis dits de gauche à l'exception du POI et de LO. Cette dernière a invoqué le refus de «*cautionner la position du PS sur les retraites*». Razzy Hammadi pour le PS lui a répondu qu' «*il faut faire tomber les barrières des sphères militantes*», autrement dit brader les principes au nom de l'unité, ce qui est évidemment inacceptable.

Fallait-il oui ou non aller à cette réunion ? Si l'on s'en tient à ce qu'elle a accouché, la réponse est non.

Mélenchon (PG) a déclaré qu'il fallait s'unir pour organiser «*une votation citoyenne*» d'ici le débat parlementaire prévu à la rentrée, faute d'un référendum rêvé d'initiative populaire.

Pour Pierre Laurent (PC), il faut «*amplifier la mobilisation, très au-delà de celle du 1er mai, sans se laisser impressionner par l'argumentation officielle*». Dans quelle perspective ?

La réponse est sorti de la bouche de Cécile Duflot (Verts), elle a regretté «le refus de négocier» du gouvernement, alors que ce dossier «*doit faire l'objet d'un consensus et reposer sur un sentiment de justice, celui du partage des richesses*». (figaro.fr 07.05)

Tout est dit ici.

Neutraliser, désarmer le mouvement ouvrier pour éviter une mobilisation générale de la classe contre le gouvernement au profit d'une "*votation citoyenne*" dont l'objectif serait de parvenir à un consensus avec Sarkozy, le "*partage des richesses*" servant d'alibi pour masquer leur capitulation devant le capital ! J'avais indiqué dans une précédente causerie qu'ils allaient nous refaire le même coup que La Poste, ça n'a pas manqué !

D'ailleurs, leur réunion ne s'adressait pas à la classe ouvrière qu'ils sont censés représenter en vue de sa mobilisation, mais à Sarkozy, écoutons Besancenot :

«Quand toute la gauche sociale et politique se rassemble, réagit de manière unitaire et non pas alternée, du côté de l'Élysée, on écoute le message!»

Les fossoyeurs du mouvement ouvrier sont aussi les valets du régime, on le sait pertinemment sans le répéter tous les quatre matins, cette

réunion avait finalement pour objectif, d'une part de rassurer Sarkozy sur les intentions réelles des socialistes bourgeois, d'autre part de donner un os à ronger à leurs militants et aux travailleurs qui refusent la remise en cause des 60 ans histoire de leur faire croire qu'ils sont à leur côté.

On aurait pu titrer le compte-rendu de cette réunion : unité pour un consensus avec Sarkozy !

Grèce.

Lors d'une conférence de presse vendredi à Paris, Daniel Cohn-Bendit a accusé Nicolas Sarkozy et François Fillon d'avoir fait pression sur le premier ministre grec, Georges Papandréou, en lui glissant sous forme de chantage lors d'une rencontre en marge du sommet de l'Otan à la mi-février : « *Nous allons lever des sommes pour vous aider, mais vous devez continuer à payer les contrats d'armements qu'on a avec vous, signés par le gouvernement Caramanlis.* » Il affirme tenir ses propos de Georges Papandréou en personne, qu'il a rencontré la semaine dernière à Athènes.

Matignon a qualifié ces accusations de « *basses polémiques dénuées de tout fondement* », tandis que l'Elysée n'a pas souhaité réagir.

« *Papandréou, il va démentir, le pauvre, qu'est-ce qu'il peut faire ?* » parie Daniel Cohn-Bendit à Rue89. Le leader d'Europe Ecologie qui annonce aussi qu'il va « *demander la semaine prochaine à la Commission européenne de faire rapport sur les contrats d'armement de la Grèce* ». Et de se montrer plus précis dans ses accusations :

« *Il faut que l'on ait les bons de ventes d'armes, nous on a que quelques informations. On sait que la France a obligé la Grèce à maintenir un contrat de 2,5 milliards d'euros sur des frégates françaises, un contrat de 400 millions d'euros sur des hélicoptères et un contrat sur plusieurs avions à 100 millions d'euros pièce. Il y a aussi en jeu des sous-marins allemands.* »

Autre question posée. En Grèce, le budget de la Défense s'élève à 4,9 milliards d'euros (4,3% du PIB contre 1,9% pour la France). Le nombre de militaires est aussi à rapporter à celui de fonctionnaires : 150 000 sur 800 000.

La justification de cette exacerbation des dépenses militaires est attribuée au risque permanent avec la Turquie, et à la partition de Chypre entre zones d'influence grecque et turque.

Mais le paradoxe est que la Grèce et la Turquie appartiennent à la même alliance militaire, et que Chypre appartient également à l'Union européenne. Alors, au lieu de forcer la Grèce à acheter des armes, si on aidait la Grèce et ses voisins à ne plus avoir besoin de dépenser autant dans la défense quand ils doivent imposer des coupes sociales dramatiques pour leur population ? (Rue89 07.05)

Chirac s'était opposé à l'intervention de l'armée française en Irak notamment parce que l'Etat et les grandes entreprises irakiennes devaient quelques milliards d'euros à leur équivalent français, et une fois la guerre terminée, il savait que les Américains raffleraient la mise et que la France pourrait s'asseoir définitivement sur la dette irakienne.

Un internaute ironise : "*Finalement ce qu'on appelle "aide d'urgence à la Grèce" c'est un prêt à 5% pour acheter nos produits. En gros, c'est l'équivalent du crédit revolving de Carrefour à l'usage des Etats surendettés.*"

Cela va beaucoup plus loin, car tous les pays qui ont mis la main à la poche pour sauver l'Etat grec de la faillite sont eux-mêmes endettés jusqu'aux dents, dont le Portugal et l'Espagne qui sont déjà dans une situation proche de celle de la Grèce.

En guise d'épilogue.

Je pense qu'il faut avoir la modestie d'affirmer qu'il nous faut un peu de temps pour réfléchir davantage au développement de la crise du capitalisme, aux réactions en chaîne qu'elle peut entraîner, afin de déterminer comment elle pourrait évoluer dans les semaines et mois à venir.

On dispose dors et déjà d'un certain nombre d'indices nous permettant d'affirmer que la crise va s'amplifier sous l'effet de la reprise américaine en trompe l'oeil, qui en réalité se réalise sur le dos de l'UE, on sait aussi dans quelle direction elle va évoluer et quelles en seront les conséquences (annoncées) pour le prolétariat en Europe (notamment).

Cependant on ne dispose pas d'une analyse complète suffisamment détaillée et sérieuse de la situation économique mondiale qui nous permettrait de saisir précisément jusqu'à quel point ils ont hypothéqué les profits à venir qui nous permettrait d'affirmer que le capitalisme a déjà brûlé ses dernières cartouches et qu'on s'achemine vers l'éclatement du marché mondial du fait de se son incapacité à contenir ses propres contradictions et de la lutte de classe du prolétariat. Car derrière la "*solidarité*" affichée par les dirigeants du vieux monde pour tenter de contenir la crise, c'est finalement le chacun pour soi qui l'emportera, tel est d'ailleurs le message très clair qui ressort de la politique menée par Pékin et Washington d'une part, et la détermination du prolétariat à refuser de nouveaux sacrifices d'autre part, ces deux facteurs accélérant et amplifiant la crise du capitalisme au lieu de lui offrir un répit ou une porte de sortie. (A suivre)

Islande.

Deux anciens dirigeants de la banque islandaise Kaupthing ont été placés en détention ce vendredi par un juge au lendemain de leur arrestation dans le cadre d'une enquête sur l'effondrement des grandes banques islandaises en octobre 2008.

Le procureur chargé de l'affaire enquête, entre autres, sur «*des faits de criminalité économique, d'infraction aux lois sur la sécurité commerciale, y compris des abus sur le marché, et des infractions à la loi sur les sociétés*».

Les propriétaires des trois banques islandaises Kaupthing, Landsbanki et Glitnir, nationalisées d'urgence pour éviter une faillite généralisée du pays, sont accusés dans un rapport parlementaire d'avoir abusé de leurs positions en touchant des prêts "*inappropriés*". (Libération.fr et AFP 07.05)

Népal.

Les anciens rebelles maoïstes népalais ont décidé de mettre fin à leur grève générale au bout de six jours en raison des conséquences du mouvement sur le fonctionnement du pays et la vie des habitants.

Au cours de la journée de vendredi, quelque 20.000 personnes se sont rassemblées dans la capitale, Katmandou, réclamant la fin de la grève. Des heurts ont éclaté à travers le pays. (AP 07.05)

Le 9 mai

Il est déjà tard et je n'aurai pas le temps d'aborder les différents sujets dont je voulais que l'on cause. Deux passent à la trappe ce matin, 1- La crise politique en Grande-Bretagne, 2- on évoque la dictature du capital via les agences de notation, pourquoi ne pas en profiter pour expliquer ce qu'est son contraire, la dictature du prolétariat ? 3- l'anarchisme, l'impatience légitime d'une partie de la jeunesse, 4- Pourquoi ne devrait-on pas aborder tous les sujets de société traités par les médias ? Parce qu'un fait divers serait monté en épingle par le gouvernement ? Quelle confiance peut inspirer un parti qui esquive ces questions ? 5- la journée d'action du 27 mai.

Avant d'en venir au grand guignole plus loin, voilà ce que j'avais commencé à rédiger hier soir.

Mission quasi impossible.

La forme du gouvernement, pour qui gouverne Sarkozy ? Les contradictions du régime. Sarkozy doit à la fois satisfaire les besoins de l'aristocratie financière américaine et ceux du capitalisme français, tout en évitant à la fois l'éclatement de l'Union européenne et de la zone euro, et de se couper de la population afin d'éviter de devoir affronter directement le prolétariat. Quel cauchemar !

Le pemier antagonisme avait donné lieu à un affrontement suivi d'un règlement de compte au sein du Medef si vous vous souvenez (avec la remise en cause des mandats de l'UIMM par Parisot), il s'inscrivait dans le prolongement de l'affrontement entre Chirac et Sarkozy via Balladur en 1995. Pour bien faire, du point de vue des besoins du capitalisme financier, Chirac aurait dû engager les contre-réformes qu'a entrepris Sarkozy dès son élection en 1996, dans le sillage des derniers soubresauts de la crise du capitalisme du début des années 90. Mais échaudé par la grève massive de décembre 95, il a préféré temporiser en attendant des jours meilleurs, qui avec un peu de chance, arriveraient bien assez tôt, si possible après la fin de son second septennat.

Les relations qu'avaient tissées le patronat et les dirigeants syndicaux entraînant l'ensemble de leurs organisations derrière eux, constituaient un gage de stabilité sociale pour le pays et la classe dominante, elles garantissaient la pérennité du régime sur le plan politique, les institutions étaient à l'abri. En sera-t-il de même demain ? De mon côté, j'attends patiemment qu'on en vienne à poser la question des institutions et du pouvoir politique, car il est impossible de poser la question du pouvoir politique sans définir le destin que l'on réserve aux institutions de la Ve République.

On ne pourra pas faire l'économie de cette discussion, camarades, j'en suis absolument convaincu. De quoi entend-on parler à propos du rejet par le peuple grec ? De l'Union européenne, du FMI, du gouvernement "socialiste" qui se fait le valet des agences de notation, en réalité de la poignée de milliardaires qui tiennent le destin du monde entre leurs mains. Comme diraient les jeunes, c'est flippant ! C'est l'ensemble des institutions nationales, européenne et internationales qui sont rejetées par la classe ouvrière grecque...

Bon dimanche.

Quand ils jouent aux gendarmes et aux voleurs.

Quelques extraits commentés de la déclaration du président de l'Autorité des marchés financiers, le gendarme français de la Bourse, Jean-Pierre Jouyet, dans les colonnes du Parisien.

Un aveu : "*La moitié des transactions mondiales se passe sur des marchés opaques qui sont hors de toute surveillance.*"

Questions : Comment cela a-t-il été rendu possible ? Qui a laissé faire ? Comment fonctionnent les Etats ? Conformément à leur Constitution qui définit le rôle et la place de chaque institution, ainsi que les rapports entre les classes en privilégiant les intérêts de la classe dominante, celle qui détient le pouvoir économique.

Une bonne intention : "*Il ne faut plus perdre de temps*".

Le ver était dans le fruit, avec le temps le fruit est devenu pourri, il ne reste plus que les miasmes du festin à récolter.

Trop tard ? Question inopportune car la fuite en avant a été savemment orchestrée par l'aristocratie financière américaine dès le début des années 90. Se situer sur ce registre voudrait dire que finalement les capitalistes ont commis une erreur et qu'il suffirait de la corriger pour que tout rentre dans l'ordre. Or ce n'est pas du tout ce qui s'est passé ou les choses sont un peu plus complexes que cela.

C'est délibérément et en connaissance de cause qu'ils ont d'une part détourné une part toujours croissante des profits réalisés du secteur productif ou industriel au profit du secteur financier en versant des dividendes toujours plus importantes aux actionnaires, mais ces sommes colossales n'ont pas servi qu'à spéculer comme on le dit souvent à tort, elles ont aussi permis de financer la délocalisation d'activités industrielles d'un continent à l'autre, de l'Europe et des Etats-Unis vers l'Asie et l'Amérique latine principalement ou le coût de la main d'oeuvre était meilleur marché, tandis que la part qui revenait au travail et au capital s'érodait en faveur du capital, avec pour conséquence la paupérisation de nouvelles couches du prolétariat qui pour survivre n'avaient plus d'autre possibilité que de recourir massivement au crédit, ce processus allait de pair avec l'amplification de la division du travail à l'échelle mondiale qui allait se réaliser au détriment du prolétariat européen et américain sans pour autant profiter au prolétariat surexploité des pays dits émergents dont les revenus ne représentaient et représentent encore en moyenne que le dizième de ceux du prolétariat des pays capitalistes dominants, cependant il allait permettre l'éclosion d'une nouvelle classe petite-bourgeoise dont le pouvoir d'achat allaient profiter principalement au marché local et non au marché international ou dans une proportion insuffisante pour palier la faiblesse de la consommation dans les pays capitalistes dominants, d'autre part, pour conserver leur position dominante sur le marché mondiale et palier les faiblesses du marché (saturé) dont l'expansion a été moins rapide que le développement démographique, ils ont hypothéqué les profits à venir, ils se sont lancés dans des opérations hasardeuses que l'on pourrait qualifier de crapuleuses, Madoff n'a fait que reproduire à une petite échelle l'escroquerie que l'industrie financière avait mis au point à l'échelle mondiale, il ont spéculé frénétiquement, gagné et perdu des sommes colossales pendant que les Etats s'endettaient et courraient à la faillite, les gains restant soigneusement enfermés dans leurs coffres, tandis que les Etats devaient faire payer leurs pertes à leur population en recourant à des politiques de rigueurs et de coupes sombres dans les dépenses sociales.

Le libéralisme économique mis en oeuvre par l'impérialisme américain à partir du début des années 90 a abouti à une concentration toujours plus grande du capital entre quelques mains, tandis qu'à l'opposé plusieurs milliards de producteurs et leurs familles étaient exclus du marché ou maintenus artificiellement à la lisière du marché car elles consomment quand même. Et paradoxe qui fournit une indication utile sur le niveau de pourrissement atteint par le capitalisme, il en est arrivé à devoir nourrir une masse de plus en plus gigantesque d'hommes et de femmes dont la fonction en régime capitaliste devrait être de nourrir leurs exploiteurs, les dizaines de milliards de dollars consacrés à leur entretien ou leur survie n'est pas le produit de la générosité de quelques philantropes, mais celui du vol de la force de travail de centaines de millions de travailleurs à travers le monde qui eux-mêmes sans cesse ponctionnés se paupérisent.

Un constat d'impuissance ou qui dirige le monde : "*Nous sommes entrés dans une nouvelle forme de guerre, inconnue jusqu'à présent, contre des marchés qui sont dotés de technologies sophistiquées, qui agissent sans contrôle et de façon très rapide.*"

Non, ce n'est pas "*une nouvelle forme de guerre*", ce sont les contradictions grandissantes du système capitalisme qui exigent de la part des représentants politiques du capital qu'ils consacrent une part toujours plus importante de leur budget au capital au détriment du travail, aux banquiers au détriment des travailleurs.

A ce propos, il faudrait aborder la contradiction à laquelle les chefs d'Etat sont confrontés et qu'ils doivent gérer dans l'urgence, disons des deux côtés pour éviter, soit une explosion du système économique capitaliste, soit une explosion sociale, les deux pouvant avoir des conséquences incalculables et surtout incontrôlables sur le plan politique.

D'un côté, ils doivent satisfaire les besoins gargantuesques des marchés pour éviter que les intérêts de leurs dettes atteignent des niveaux insupportables, ce qui plomberait leur croissance économique à venir et donc les affaibliraient sur le marché mondial, d'un autre côté, ils doivent composer avec une situation sociale et politique de plus en plus délicate à gérer et qui risque de dégénérer en affrontement direct et violent à chaque instant. Ce qu'ils donnent aux uns, ils n'ont pas d'autre possibilité que de le prendre aux autres, dans ce domaine les miracles n'existent pas non plus, finalement tout se paie un jour ou l'autre, ainsi les frasques et l'appétit insatiable des banksters font peser un risque social et politique sur tous les régimes. Ceux-ci sont bien obligés d'en tenir compte, une fois acculés et pour éviter un embrasement générale, ils se trouvent dans l'obligation de lacher du lest, ils doivent aller jusqu'à subventionner la misère qu'ils ont participé à créer eux-mêmes, on en revient à ce qui a été dit plus haut, ils doivent faire preuve d'une dextérité sans faille pour manier le bâton et la carotte, tout en sachant qu'un retour de bâton est toujours possible, afin d'éviter qu'une telle situation nese produise, ils s'entourent de

précautions dont la principale consiste à embarquer dans leur aventure les dirigeants du mouvement ouvrier.

Cette contradiction est présente dans tous les discours des chefs d'Etat, on peut la repérer assez facilement, ils l'ont à l'esprit en permanence, jusqu'à en faire des cauchemars, car ce ne sont que des pions entre les mains de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme mondial. De son point de vue, on comprend parfaitement pourquoi c'est dès 1996 que Sarkozy aurait dû gouverner et entreprendre la liquidation à marche forcée des droits sociaux de la classe ouvrière...

L'Etat est complice des marchés au nom de la "*morale*".

"*Les marchés sont par nature spéculatifs. (...) Je n'ai pas de jugement moral à apporter*" (Slate.fr 08.05)

Question : qu'est-ce que spéculer ? Tirer profits d'une situation pouvant évoluer dans un sens ou dans un autre, d'où la part croissante du marché des produits dérivés où l'on parie sur une valeur à la hausse ou à la baisse, on gagne si par chance notre pari coïncide à terme avec l'évolution du marché, peu importe les conséquences qui peuvent en résulter, seul le profit compte. On pourrait dire tout simplement que le malheur des uns fait le bonheur des autres, allons plus loin, c'est un mécanisme de nature purement opportunisme qui à la base ne repose que sur le hasard, et qui est devenu tellement sophistiqué que même ceux qui en sont les acteurs sont incapables de prévoir à l'avance s'ils vont engranger des gains ou des pertes colossales, pour le coup ce mécanisme serait comparable à la roulette russe, à ceci près que la balle ne leur est pas destinée, elle est réservée au prolétariat.

On peut donc en déduire que le monde, la France, sont gouvernés par de dangereux apprentis sorciers guidés par un opportunisme débridé qui conduisent par leur folie l'humanité au chaos et à la barbarie. Que leur morale s'accommode de cette pratique et la justifie n'a rien de surprenant, elle nous fait étrangement penser à l'âge des ténèbres qui a vu naître la civilisation humaine et qui risque de l'engloutir.

Qui ose encore parler de "*moraliser*" le capitalisme à part les altermondialistes ?

Venezuela.

L'inflation au Venezuela a atteint 5,2% en avril, ce qui fait que l'indice des prix a augmenté de 30,4% au cours des 12 derniers mois, d'après les informations publiées vendredi par la banque centrale du Venezuela (BCV) et l'institut national des statistiques (INE). (AP 08.05)

Le 10 mai

Pas le temps de causer, bonne semaine et bon courage à tous.

Profession : philosophe. Registre : matérialiste, idéaliste, panthéiste, épicurien, stoïcien, etc., non : charlatan.

A propos de la prestation du philosophe Michel Onfraysur le plateau de *On n'est pas couché* animé par Laurent Ruquier.

Le petit jeu d'Onfray en rappelle d'autres. Pour discréditer moralement et intellectuellement l'adversaire, on commence par parler de son train de vie, de ses revenus, de son argent, et on présente ensuite celui-ci comme étant le fruit d'une activité louche, pas nette, pas morale, une escroquerie intellectuelle ou une entourloupe culturelle.

Dans la séquence d'hier soir, c'est exactement ce que fait Onfray. "*Freud, dit-il en substance, se fait payer 450 euros la séance, et pour cela, il réclame le droit de faire la sieste en inventant une bidonnerie, « l'attention flottante » sur les inconscients qui communiquent entre eux*". CQFD! Quel escroc ce Freud!

Magie de la télévision où quelques secondes suffisent à un manipulateur hors pair pour délivrer (avec le sourire) un petit message empreint d'un amalgame destiné à susciter dans les esprits rejet et haine du ou des individus qu'il dénonce.

Un exemple? Le détournement des propos de Freud sur la question du prix de la séance (19'00). Onfray prétend que Freud a dit « *On ne peut pas soigner quelqu'un s'il ne paye pas en liquide et cher* » et Onfray de préciser: « *Quid des pauvres?* ». Mais ce qu'Onfray n'ajoute pas, c'est que le « *cher* » en question n'est pas un absolu. Le « *cher* » dépend de la situation matérielle des uns et des autres et que le prix de la séance sera fixée par le psychanalyste dans ce contexte là, en proportionnalité des revenus de chaque patient. Mais ça, Onfray l'ignore, ou feint de l'ignorer, car cela détruirait sa rhétorique visant à sous-entendre que la psychanalyse est une escroquerie qui rapporte du pognon à un max de petits malins qui se réclament de Freud. Un « business » comme il dit.

On ne pourra pas dire qu'Onfray n'a rien compris à la télévision.

Elisabeth Roudinesco écrit notamment ceci au sujet d'Onfray: il "*projette sur l'objet haï ses propres obsessions - les Juifs, le sexe pervers, les complots - au point de faire de Freud un double inverti de lui-même, et de la psychanalyse l'expression d'une autobiographie de son fondateur transformé en criminel affabulateur. Face à cet alter-ego, rejeté en enfer, l'auteur se veut un libérateur venant sauver le peuple français de sa croyance en une idole dont il annonce le crépuscule*". (Lepost.fr 09.05)

Un internaute a posté le message suivant : "*Le plus délirant dans cette histoire c'est que nulle personne effectuant un travail psychanalytique ne soit interrogée pour savoir de quoi il retourne réellement. Marre des argumentaires pseudo-intellectuels visant à anihiler la psychanalyse sans avoir soi-même entrepris un travail ou une démarche visant à aller au fond du sujet.*"

Commentaire.

Les mêmes procédés, amalgame-fabulation-falsification-calomnie, le tout mêlé à quelques vérités pour faire plus vraisemblable, ont été employés contre les marxistes et contre le marxisme. La recette est vieille comme le monde.Onfray nous fait penser à d'autres petits hommes providentiels que la France a produits, sauf que lui, le rédempteur de tous nos péchés, s'est donné pour mission divine de sauver ses semblables de la sclérose dont il est lui-même atteint qui consiste à nier tout ce que ses prédécesseurs ont pu découvrir ou théoriser, pour qu'une fois débarrasser de tout contradicteur autorisé ou reconnu par ses pairs, s'il ne devait en rester qu'un il serait celui-ci.

Ce médiocre personnage ne veut pas avouer qu'il n'a rien découvert contrairement à ses illustres précédesseurs, voilà son drame en réalité. Il y a beaucoup de monde sur le marché de la médiocrité intellectuelle, alors il faut bien trouver un créneau pour se distinguer et enfin avoir l'air d'exister. Entre nous, le niveau de ce type ne dépasse pas celui du jeune qui fait du bruit pour attirer l'attention sur lui afin d'avoir l'impression d'exister, sauf qu'Onfray dispose d'autres moyens pour s'exprimer, il n'a aucune excuse contrairement au jeune dont j'ai pris l'exemple.

C'est finalement un genre de fouille merde à classer dans la catégorie des philosophes réactionnaires du genre Alain Finkielkraut ou Bernard Henri Levy, qui passe leur temps à remuer les poubelles de l'histoire en guise de méthode scientifique. Onfray est à l'image de l'immense majorité des intellectuels pour lesquels le capitalisme est indépassable.

UE. La fuite en avant sur fond de désaccord.

1- Les ministres des Finances de l'Union européenne ont approuvé lundi à Bruxelles la mise en place d'un mécanisme d'aide d'un montant global pouvant aller jusqu'à 720 milliards d'euros pour protéger la monnaie unique des attaques des marchés, d'après la ministre des Finances espagnole.

Les ministres des 27 ont convenu du plan d'aide qui consiste à mettre 60 milliards d'euros à disposition des pays les plus faibles de la zone, cependant que les seize pays de la zone euro promettent des soutiens bilatéraux à hauteur de 440 milliards d'euros. D'après la ministre des Finances espagnole, Elena Salgado, la contribution du FMI pourrait atteindre 220 milliards d'euros.

Selon le commissaires aux affaires monétaires européennes, Olli Rehn, "*l'accord prouve que nous défendrons l'euro quoi qu'il en coûte*". (AP 09.05)

2- La Grande-Bretagne ne soutiendra pas l'euro car c'est à la zone euro de le faire, a déclaré le ministre britannique des Finances Alistair Darling à la BBC. (Reuters 09.05)

Normal, elle est liée à la Fed et à l'impérailisme américain qui enfonce l'Union européenne dans la crise, à défaut de mieux pour tenter de reporter à plus tard les prochains soubresauts de la crise qui se terminera par l'éclatement du marché mondial.

Grande-Bretagne.

Des représentants des conservateurs et des libéraux-démocrates britanniques se sont réunis durant plusieurs heures dimanche à Londres sans parvenir à un accord sur la formation d'une coalition gouvernementale après les élections de jeudi qui ont laissé le Parlement sans majorité nette.

Le scrutin de jeudi en Grande-Bretagne était le premier depuis 1974 à conduire à une situation de "Parlement suspendu" ("hung Parliament"), où aucun parti ne détient de majorité nette. (AP 09.05)

Crise politique, si l'on veut, on ne va pas en faire un plat, vous savez sur quoi porte les désaccords entre conservateurs et libéraux-démocrates : la réforme du mode de scrutin, sur les autres questions ils sont d'accord.

Jeudi, le système en vigueur n'a permis aux libéraux-démocrates de ne récolter que 9% des sièges, avec 23% des voix donc en échange de leur participation au gouvernement conservateur, ils exigent une réforme du système électoral britannique.

Le 11 mai

Les faits parlent parfois d'eux-mêmes mieux que de longs discours. On se perdrait en superlatif pour qualifier le dernier coup de force de l'Union européenne et de Washington contre le prolétariat européen. Les brefs commentaires que j'ai ajoutés à la suite des extraits d'articles de presse suffisent pour se faire une idée assez précise de la situation. On n'ose même pas évoquer le sort du prolétariat qui se débat déjà dans une misère noire sur les autres continents sans être pris d'effroi.

Plan de "*sauvetage de l'euro*" comme ils le martèlent tous ou plutôt sauvetage du dollar conduisant à une subordination accrue des Etats aux marchés financiers dominés par l'impérialisme américain ? Pour le camoufler, ils ont pris un certain nombre de précautions, par exemple ils n'ont pas encore préciser qu'elle serait la répartition entre prêts aux différents Etats en difficulté et la portion de ces 750 ou 800 milliards d'euros qui serviraient de garanties d'Etat à Etat (une caution virtuelle).

Si par exemple vous avez servi de caution à un de vos amis auprès d'une banque pour qu'il puisse obtenir un crédit, et qu'à un moment donné votre ami ne peut plus rembourser son banquier, celui-ci se retournera contre vous et exigera que vous régliez sa dette à sa place, ainsi votre participation au départ indolore à son crédit deviendra soudainement une réalité sonnante et trébuchante qui n'aura rien de virtuel.

Donc si demain des Etats se retrouvaient en situation de cessation de paiement, ce seraient les Etats qui leur auraient servi de caution qui seraient sommés de casquer à leur place, donc le distingo qui figure dans leur plan entre prêt et garantie n'est qu'un tour de passe-passe pour ne pas montrer aux peuples des différents pays juqu'à quel niveau leurs dirigeants se sont engagés à les faire payer à la place des capitalistes de chaque pays respectif. On aura compris que les capitalistes ne peuvent pas se permettre de prendre le risque de laisser un Etat s'effondrer parce qu'il serait en faillite, sans que cela ne se répercute sur l'ensemble des Etats de la zone euro ou de l'UE. Ils ont pris la mesure de ce danger sur le plan politique et ils ont réagi.

Le capital a déclaré la guerre au prolétariat européen ou il a décidé de l'amplifier, notre réponse devrait se situer à la même hauteur, sauf que contrairement à notre ennemi nous sommes incapables de rassembler nos forces et il le sait parfaitement, nous ne sommes pas prêts à l'affronter directement, tout au plus nous disposons d'un arc à la corde usée pendant qu'il dispose d'un lance-missiles longue portée ultramoderne.

J'avais préparé une petite causerie critique sur le POI, mais je n'ose même pas la mettre en ligne aujourd'hui, car j'aurais l'impression de rajouter une couche au sale coup que viennent de nous asséner les représentants des capitalistes, pour une fois je tiendrai compte que bien des militants sont devenus aussi susceptibles que des vieilles filles et ils ne me le pardonneraient pas, surtout mes camarades du POI.

Je la mettrai en ligne quand j'aurai terminé la lettre de protestation que j'ai commencée à rédiger à l'adresse du président du Réseau Voltaire, après qu'un camarade m'ait adressé un nouvel article de T. Meyssan (de 2008 en fait) dans lequel il calomniait une fois de plus ce qu'il appelle les "lambertistes", P. Lambert en particulier et l'organisation à laquelle j'ai appartenu entre 1978 et 1981. Je n'en ai rien à foutre qu'il supporte le régime syrien pourri, car je suis capable de faire la part des choses, mais je ne tolère pas d'être indirectement assimilé à un agent de la CIA au même titre que mes ex-camarades de parti.

J'avais bien lu lorsqu'hier je soulignais que l'Union européenne s'apprêtait à emprunter sur les marchés financiers qui sont responsables du pillage des richesses que nous avons produites par notre travail. Voici ce qu'a écrit Lepost.fr hier dans la journée à propos du fonds de 110 milliards d'euros que la Commissions européenne s'apprête à mettre à disposition des Etats en difficulté :

"*L'accord prévoit d'étendre ce fonds à tous les pays européens et surtout de l'augmenter de 60 milliards d'euros. Milliards empruntés par la Commission sur les marchés avec la garantie des Etats membres.* " Et de préciser :"*Elle disposait déjà d'un fonds existant de 50 milliards mais au départ réservé aux pays n'ayant pas l'Euro pour monnaie.*", ce qui porte en fait la somme mise à la disposition des banksters par l'UE et le FMI à 800 milliards d'euro.

On peut donc parler de complot organisé entre l'aristocratie financière et les Bourses, la BCE et la Fed, l'UE et le FMI, contre le prolétariat européen.

C'est l'internationale du capital au grand complet, quoi. Et nous, de quelle internationale ouvrière disposons-nous pour regrouper nos forces à l'échelle européenne ou mondiale ? Aux lecteurs attentifs d'*Informations ouvrières* et aux camarades du POI, cherchez donc numéro après numéro une page consacrée à cette question, à la IVe Internationale pour ceux qui s'en réclament, à l'Entente Internationale des travailleurs et des peuples (EIT) par exemple, vous n'en trouverez pas, tout au plus vous aurez le droit à un article annonçant la tenue d'une conférence mondiale à Alger, mais s'agissant du combat quotidien des partis ou organisations qui seraient affiliés à l'EIT - ils seraient au nombre de 70 paraît-il, vous comprendrez immédiatement pourquoi j'emploie le conditionnel, vous n'en trouverez pas trace non plus, sauf dans de rares occasions qui confirment la règle.

Hier j'ai minimisé la portée de la crise politique en Grande-Bretagne, je ne sais pas s'il faut faire de même avec l'Allemagne. Elles vont alimenter temporairement la lutte de classe du prolétariat et donc nourrir la crise actuelle du capitalisme, mais sans perspective politique et sans parti pour l'incarner, il ne faudra pas en attendre des miracles, sauf une fois de plus à se leurrer soi-même, ainsi que les travailleurs, ce

qui n'est évidemment pas dans mes attributions.

Que l'on ne compte pas non plus sur moi pour condamner la violence à laquelle les anarchistes ou certains militants d'extrême gauche ont recours dans leur combat contre le capital, notamment en Grèce. De manière désordonnée ils indiquent au prolétariat l'objectif à abattre et dans ce sens leurs actions sont utiles à notre combat, sans toutefois être capables de définir une alternative cohérente et viable au capitalisme et ses institutions, d'où la portée limitée de telles actions. Avant l'heure ce n'est pas l'heure et après l'heure ce n'est plus l'heure, pourrait-on adresser aux anarchistes qui autrefois s'en sont pris aveuglément au gouvernement de la jeune République socialiste de Russie.

Sondage, suite. Manipulation de l'opinion.

Deux titres d'articles de presse d'hier pour l'illustrer, par ordre chronologique :

1- La popularité de Sarkozy en hausse, selon un sondage - AP

2- Nicolas Sarkozy compte sur un nouvel élan - Le Figaro

Si l'on part du sondage qui lui a été le plus défavorable en avril, il a regagné par miracle 10% pas moins pour passer de 28 à 38%.

Heuliez, suite.

Le conseil d'administration de l'équipementier automobile Heuliez, qui est à la recherche d'un investisseur, se donne quelques jours avant de décider d'un éventuel dépôt de bilan, annonce son mandataire.

"*Les actionnaires ont décidé de se donner un dernier répit de quelques jours*", a dit le mandataire Régis Valliot à des journalistes, après la réunion du conseil d'administration à Paris. "*Quelques jours, c'est un délai raisonnable, pour autant que ce soit le dernier.*"

Un éventuel redressement judiciaire permettrait de payer les fournisseurs et les salaires du personnel grâce aux assurances garanties des salaires (AGS) et de trouver un nouveau répit. (Reuters 10.05)

OCDE. Israël, l'Estonie et la Slovénie ont été invités à rejoindre l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), portant le nombre de pays membres à 34. (Reuters 10.05)

Tunisie.

Le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), au pouvoir, a obtenu 90,67% des suffrages aux élections municipales organisées dimanche en Tunisie, selon les résultats officiels annoncés lundi devant la presse par le ministre de l'Intérieur Rafik Belhaj Kacem.

Selon le ministre, le taux de participations était de 83,47%. Quelque 3,1 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes. Trois formations de l'opposition radicale se sont abstenues de participer à cette consultation.

Le parti au pouvoir du président Zine El Abidine Ben Ali a fait cavalier seul dans nombre de circonscriptions pour dépasser les 75% de sièges que lui autorise le code électoral, voire s'y approprier les 100%. (AP 10.05)

Grande-Bretagne.

1- Vingt jours de grève seront observés par le personnel de cabine de la compagnie aérienne British Airways en mai et juin, annonce le syndicat Unite qui représente environ 90% des 12.000 employés de cabine de la compagnie. Ces arrêts de travail ont été fixés du 18 au 22 mai, du 24 au 28 mai, du 30 mai au 3 juin et du 5 au 9 juin. (Reuters 10.05)

2- Royal Bank of Scotland annonce son intention de supprimer 2.600 emplois au sein de ses activités d'assurance d'une part, dans la banque de détail au Royaume-Uni d'autre part, après avoir déjà engagé 20.000 licenciements depuis le début de la crise économique. (Reuters 10.05)

Etats-Unis. La pompe à dollars fonctionnera "*indéfiniment*".

Fannie Mae, le numéro un américain du refinancement de crédits immobiliers résidentiels, a demandé aux autorités fédérales 8,4 milliards de dollars (6,5 milliards d'euros) de capitaux supplémentaires après avoir subi 13,1 milliards de pertes au premier trimestre.

"*Etant données nos prévisions concernant les pertes futures et les recours au Trésor, nous ne prévoyons pas de dégager de bénéfices*

dépassant nos obligations annuelles de dividendes envers le Trésor avant un délai indéfini", explique le groupe. (Reuters 10.05)

Le 12 mai

Plusieurs thémes de causerie ce matin, j'étais réveillé à 5h, je me suis mis au boulot aussitôt. Le taux de fréquentation du site a explosé depuis le 3 mai, plus 20%. Les camarades ne pourront pas dire que je ne me donne pas du mal pour les informer. Il faut bien que quelqu'un le dise !

On tient le bon bout, camarades, on vaincra ! Je ne sais pas chez vous, mais moi l'adversité, les mauvais coups, une fois encaissés, cela me stimulent, et je ne suis pas sado-masochiste, paradoxalement j'ai horreur des problèmes minables qui nous bouffent la vie pour rien. Là on va être gâtés ! ("on" pluriel donc "gâtés" pluriel, je dis cela pour les nuls en orthographe dont j'ai fait partie autrefois et cela se voit encore parfois !)

1- Sarkozy a annoncé la suppression de 2,5 milliards d'euros d'exonérations ou d'allocations exceptionnelles accordées en 2009 à 10 millions de ménages modestes pour soutenir leur pouvoir d'achat (Reuters 11.05), alors que de manière tout à fait illégitime, l'Etat a exonéré les patrons de cotisations sociales à hauteur de 30 milliards d'euros en 2009, je ne connais pas le chiffre exact.

Deux poids deux mesures, tout pour les banquiers, rien pour le prolétariat, à l'exception de la sueur, des larmes et de la souffrance. Il nous prévoit des jours pires encore qu'hier ou aujourd'hui, quel travailleur peut adhérer à cette perspective qui est synonyme de son anéantissement, de la perte de sa dignité ?

C'est plus que la résistance d'un peuple qui est engagée, c'est un combat à mort entre deux classes, dont la légitimité revient sans discussion à la classe la plus nombreuse, le prolétariat, et à partir de là seulement on pourra parler de démocratie, car elle sera assumée par la majorité du peuple, conformément à sa définition originelle dans l'Antiquité.

2- Alors que le gouvernement et le président de la République se gargarisent de l'éventualité de "faire payer les riches", thème jusqu'alors assez peu usité par la droite, ils vont faire payer les pauvres, tout de suite, constatait hier un journaliste de Le Post.

On pourrait tout aussi bien s'interroger sur ce regain d'attention envers les pauvres de la part de gens qui les ignorent habituellement.

Mais voilà, ils sont devenus trop nombreux, on en voit partout, impossible de les éviter, la bonne conscience du petit-bourgeois commence à flancher, d'autant plus que la pauvreté induit des conséquences encore plus insupportables que la vue d'un miséreux fouillant le fond d'une poubelle et qu'on a vite fait d'oublie l'instant suivant.

On n'est plus en sécurité nulle part et on doit se barricader une fois rentré chez soi, sans compter qu'il ne faut pas garer sa bagnole n'importe où sans prendre le risque de la voir cramer ou dépecée, même se balader tranquillement sur un boulevard à 11h du soir devient angoissant, ne parlons pas des transports en commun qui se transforment en cibles vivantes ou peuvent cramer aussi, quant à la sécurité de nos gosses, c'est littéralement la parano de ne pas les retrouver en entier le soir ou dans un triste état, on est en état de guerre...

Si vous voulez en finir avec ce cauchemar que vous impose le capitalisme, c'est simple adhérer au socialisme, franchement que risquez-vous de pire que ce que vous vivez au quotidien ?

3- Lisez bien ce passage :

"Le plan de sauvetage permettra, en cas de besoin, de réunir jusqu'à 750 milliards d'euros :

* La Commission européenne pourra emprunter jusqu'à 60 milliards d'euros sur les marchés financiers, pour les prêter aux Etats-membres en crise.

* Les Etats européens, eux, s'engagent à emprunter puis prêter jusqu'à 440 milliards d'euros (la part de la France s'élevant à 88 milliards d'euros)

* Le Fonds monétaire international (FMI) pourra apporter 250 milliards d'euros supplémentaires." (source Eco89 11.05

Ces institutions recourent aux marchés financiers pour emprunter, qui eux-mêmes empruntent pour présenter quelque chose en surface, des actifs si l'on veut. Mais en dessous ou dedans, c'est vide quand ce n'est pas pourri ou toxique ! C'est une arnaque à 750 milliards d'euros, le casse du siècle, et ça ne fait que commencer !

4- L'ignoble proche conseiller de l'épileptique du Palais, Alain Minc, qui a préconisé de dépouiller les vieux ou leurs ayant-droits pour payer leurs frais d'hospitalisation et de santé selon lui trop coûteux pour la Sécu ou de les laisser crever s'ils n'en avaient pas les moyens, avait cité l'exemple de son père, âgé de 102 ans, qui a été "*hospitalisé quinze jours en service de pointe*" et dont la facture se serait élevée à 100.000 euros.

Il se trouve que *Libération* a démontré que le conseiller du nabot avait exagéré sur les chiffres en multipliant par cinq les dépenses liées à l'hospitalisation de son père. Ce que Alain Minc a reconnu dans les colonnes du quotidien, avouant qu'il a "*délibérément pris un chiffre qui frappe*" pour donner du poids à son argumentaire. (source : Lepost.fr 11.05)

Il est bien entouré l'excité du Palais !

On est en droit d'affirmer que le Conseil d'orientation des retraites (COR) a utilisé le même procédé pour justifier le "*trou*" de centaines de milliards d'euros dans les caisses de retraites en 2050.

5- Pour qui roule le PS ? Le FMI, l'impérialisme américain.

Martine Aubry a assuré mardi se réjouir du travail de Dominique Strauss-Kahn, le directeur du Fonds monétaire international (FMI) qui est aussi son rival potentiel pour la prochaine élection présidentielle de 2012. (Reuters 11.05)

6- Selon un rapport du Bureau international du travail (BIT), 215 millions d'enfant de 5 à 17 ans travaillent dans le monde. On se demande comment ils ont pu arriver à ce chiffre qui est sans doute très éloigné de la réalité.

J'imagine que dans d'autres pays que l'Inde l'immense majorité des travailleurs ne disposent même pas d'un contrat de travail ou de feuilles de paie, ils ne sont enregistrés nulle part, on connaît tout juste leur nom et leur adresse ou leur numéro de téléphone quand ils en ont un, alors leur âge ne présente aucun intérêt pour un patron, il s'agit d'une masse taillable et corvéable à merci sans droit.

On peut repérer facilement les gosses qui travaillent dans les villes, c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles on en voit de moins en moins travailler en ville, mais qu'en est-il vraiment à la campagne loin des regards où vit encore plus de la moitié de la population en Asie et en Afrique, personne n'en sait rien en réalité.

Dans le village de pécheurs où j'habite, les gosses de mes voisins n'ont pas 17 ans et ils bossent tous avec leurs pères, aucun ne va à l'école. Les filles sont davantage scolarisées, mais elles arrêtent l'école avant d'avoir atteint l'âge de 17 ans, les fiancailles étant conclues avant même qu'elles soient majeures, de façon à les marier le plus tôt possible. Les filles qui quittent l'école vers les 15 ans vont souvent travailler chez des commerçants en attendant leur mariage, rares sont celles qui continuent de travailler ensuite pour la bonne (ou plutôt mauvaise) raison qu'elles tombent immédiatement enceintes, une femme qui n'a pas mis au monde son premier enfant au cours de la première année de mariage peut être répudiée.

Ici, une femme qui a dépassé les 20 ans commence à sentir le rance, c'est suspect, elle doit avoir un défaut de fabrication, à moins que ses parents aient accepté qu'elle poursuive des études pour mieux la marier ensuite, ce qui est davantage le cas en ville, cependant dans 99 % des cas le mariage demeure une opération commerciale, ce sont deux familles qui se marient en fait, pour le meilleur et surtout le pire.

Si vous vous demandez si la dote existe toujours, la réponse est affirmative, mais en réalité le mariage revient aussi cher à la famille de la fille qu'à celle du garçon, les deux familles rivalisant d'orgueil dépensent une fortune pour épater la galerie, partant du principe qu'ici on ne respecte que les gens qui ont un titre et surtout de l'argent, il n'existe pas de relations qui ne tournent pas autour de l'argent, dans tous les milieux sociaux sans exception tout passe après, y compris de plus en plus la différence de caste.

Les infos en bref.

Chômage.

Le taux de chômage en France au premier trimestre 2010 a atteint 10,1%, soit une évolution de 1,2 point par rapport au premier trimestre 2009, selon un communiqué publié mardi par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). (AP 11.05)

Le ver était déjà dans le fruit ou les cocus du Grenelle de l'environnement, suite.

Les députés français ont adopté mardi la loi dite Grenelle II.

Le texte Grenelle II a pour objet de mettre en oeuvre concrètement les dispositions du Grenelle I, qui décline les grandes orientations et objectifs arrêtés en octobre 2007 par le "*Grenelle de l'environnement*".

1- "*C'est une mutation d'un pays entier dans toutes ses acceptions*", a dit Jean-Louis Borloo à l'Assemblée nationale.

2- Un aveu : "*Ce n'est plus la grande loi qu'on attendait sur l'environnement*", a dit Noël Mamère à Reuters.

"*Nous on fait de la politique et on estime qu'il y a eu trahison des pouvoirs publics*", a-t-il ajouté en référence aux associations qui ont appelé à voter en faveur du texte.

3- "*Tout ce qui coûte est infinançable*", a dit la semaine dernière Gilles Carrez, rapporteur général de la commission des Finances. "*Ca ne passera pas, on le flinguera lors des décrets d'application. Tout ça, c'est nul et non avenu*", a dit le député UMP. (Reuters 11.05)

Le premier enthousiaste dit : c'est grandiose, le second pleurnichard dit : c'est misérable, le troisième un flingue à la main dit : on va le pulvériser. Conclusion : vide !

Nouveau consensus UMP-PS à l'Assemblée nationale.

Les députés français ont adopté une proposition de résolution UMP sur les pratiques attentatoires aux valeurs de la République, première étape législative en vue de l'interdiction du voile intégral.

Tous les groupes politiques ont participé au vote, à l'exception de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts). Seul André Gérin (PC), qui avait présidé la mission d'information sur le port du voile intégral, a participé au scrutin et a voté pour la résolution.

La résolution parlementaire, nouveauté sans valeur contraignante permise par la révision constitutionnelle de juillet 2008, stipule que "*les pratiques radicales attentatoires à la dignité et à l'égalité entre les hommes et les femmes, parmi lesquelles le port d'un voile intégral, sont contraires aux valeurs de la République*".

Il en connaît un rayon en la matière : Le Parti de gauche, de Jean-Luc Mélenchon, a déploré dans un communiqué que le PS s'associe à la "*mauvaise comédie*" d'une résolution "*sans autre objet que de faire du racolage*". (Reuters 11.05)

Oui à la résolution, non au projet de loi d'interdiction générale, a répété la numéro un du PS, Martine Aubry, pour qui «interdire sur l'ensemble de l'espace public ne sera pas opérant, risque d'être stigmatisant et surtout inefficace car totalement inappliqué». (20minutes.fr 11.05)

Non à la remise en cause des 60 ans pour prendre sa retraite... par pur opportunisme, oui à ce qui dans les faits contribuera à repousser l'âge du départ en retraite... par réalisme, la même méthode, le même double langage pour en réalité se conformer à la politique réactionnaire dictée par le gouvernement. C'est sans doute la faute à cette satanée fatalité si le PS est amené à mêler ses voix à celles de l'UMP.

MoDemoniaque

Le président du Mouvement Démocrate (MoDem) François Bayrou a estimé lundi qu'"il serait raisonnable" de demander aux Français de partir plus tard à la retraite.

"*Il faudra faire bouger l'âge de la retraite*", a-t-il dit sur France-Info. "*On gagne un trimestre d'espérance de vie par an. Il serait raisonnable que l'on fasse un partage dans cette espérance de vie nouvelle entre la part qu'on consacrera au travail et la part qu'on consacrera à la retraite*".

Selon le président du MoDem la réforme des retraites est "*nécessaire et vitale et indispensable*" et ceux qui expliquent qu'il n'y a pas besoin de réforme "*sont des illusionnistes*" qui "*sont en train de (nous) conduire, hélas, au mur.*" (AP 11.05)

Dans le cadre du régime capitalisme, assurément, d'où la nécessité de l'abolir.

Merci au docteur va-t-en-guerre Kouchner.

Une mission d'information du Sénat a conclu que les prisons françaises accueillaient de plus en plus de personnes atteintes de maladies psychiatriques, par l'effet presque mécanique de la baisse des capacités d'hospitalisation de ce secteur, passées entre 1985 et 2005 de 129.500 à 89.800 lits.

Outre ce phénomène, "plusieurs facteurs concourent à la reconnaissance plus fréquente de la responsabilité pénale des personnes atteintes de troubles mentaux", lit-on dans le rapport.

Une réforme de 1993 qui a distingué "*abolition*" du discernement, où la sanction pénale est impossible, et "*altération*", où l'emprisonnement

redevient une option, a abouti à l'incarcération presque habituelle de personnes démentes.

L'absence d'expertise psychiatrique, fréquente en matière correctionnelle, conduit les tribunaux à juger des personnes qui relèvent de la médecine.

Les conséquences de ce phénomène sont graves car les soins dispensés en prison sont presque toujours insuffisants, voire absents et que l'incarcération peut aggraver les troubles mentaux, ce qui amène un risque accru pour la société lors de la libération des détenus malades, dit le rapport. (Reuters 11.05)

Vous étiez au courant ?

Des pannes de courant de plus en plus fréquentes et longues. C'est le constat fait dans un rapport sur la gestion du réseau de distribution d'électricité en France. Ecrit par les deux vice-présidents de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) et dévoilé ce mardi par Le Parisien, ce document pointe la vétusté des matériels et le manque d'entretien, qui rend le réseau particulièrement vulnérable aux phénomènes météorologiques, notamment en zone rurale.

L'année dernière, le temps moyen de coupure de courant à l'échelon communal a été d'une heure et trente minutes, soit 50% plus élevé que ces dix dernières années, indiquent les auteurs de l'étude, cités par Le Parisien.

En cause, selon ce document, les choix stratégiques d'EDF, dont «*l'expansion internationale a été financée aussi (...) par une réduction de la maintenance et de l'investissement sur le territoire national*». (20minutes.fr 11.05)

Ici ils ont changé les heures de coupure quotidienne avec l'été. Il n'y a pas de courant de 7j/7 de 11h du matin à 15h.

Crise grecque. Les pompiers pyromanes.

Selon Eric Heyer, directeur adjoint au Département analyse et Prévision de l'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures économiques), les coupables désignés (hedge funds, fonds de pension, de placement, banques d'investissement,…) ne sont pas forcément ceux que l'on croit : «*Ce sont bien les spéculateurs qui ont mis à mort la Grèce en jetant de l'huile sur le feu, mais ce ne sont pas eux qui ont initié le phénomène*».

Et «*les grands fonds ont une dimension telle que leurs paris sont auto-réalisateurs*», ajoute l'économiste, joint par 20minutes.fr. «*Dans le cas de la crise actuelle, ils ont voulu jouer la baisse de l'euro. Pour que cela se réalise, il fallait mettre la panique dans sa zone, ce qu'ils ont réussi à faire grâce au point faible qu'est la Grèce.*»

Les secours européens sont arrivés trop tard, l'euro a chuté, le pari des spéculateurs a été gagné. Pire, parmi ces derniers, on trouverait des banques européennes dont des établissements français aidés par l'Etat durant la dernière crise économique. «Il les a sauvés, ils se retournent contre lui, c'est le côté amoral de la finance dans toute sa splendeur», indique Eric Heyer.

Et nul ne peut vraiment faire quelque chose à l'encontre du marché. «*Tant que les spéculateurs trouveront des failles, les attaques ne cesseront pas*», explique l'économiste. Après la Grèce, ce sont le Portugal et l'Espagne qui ont été visés. Toutefois, le plan de sauvetage européen devrait «*calmer le jeu*», car il est «bien dimensionné et garantit aux maillons faibles de la zone euro de ne pas faire faillite».

Malgré la «*mobilisation absolument générale*» décrétée vendredi soir par Nicolas Sarkozy, Eric Heyer se veut pessimiste : «C'est l'avantage des crises, on fait de grandes avancées, mais, effectuées dans l'urgence, celles-ci sont précaires et réversibles.» Selon l'économiste, les Etats ont raté l'occasion, lors de la dernière crise économique, de réguler les banques : «*Aujourd'hui, c'est trop tard. Il faudra désormais attendre la prochaine crise.*» (20minutes.fr 11.05)

Contrairement à ce qu'affirme cet économiste, il est possible de "*faire quelque chose à l'encontre du marché*", fermer la Bourse et les déclarer illégaux après avoir saisi tous les biens des gros actionnaires, cette mesure allant de paire avec l'expropriation sans indmenité des capitalistes des grandes entreprises et l'instauration du monopole du commerce extérieur par l'Etat ouvrier.

Il a oublié dans son analyse, et il n'est pas seul, le facteur politique qui a joué un rôle important dans la déstabilisation de la Grèce, l'impérialisme américain doutant de la fiabilité à long terme de ses relations avec la Turquie aurait eu intérêt à placer la Grèce sous la tutelle du FMI et de l'UE, deux institutions qui lui sont acquis.

Roumanie.

Vendredi dernier, en Roumanie, le Président Basescu mettait en place son plan d'austérité face à la crise économique: réduction des salaires de 25% dans la fonction publique et de 15% pour les retraites.

Les 5 principaux syndicats de Roumanie se sont entendus et se sont réunis pour définir les différentes actions pour les jours à venir. Néanmoins, on peut avançer à la lecture des articles des sites roumains, qu'une grève générale risque de poindre très rapidement.

La population a dû faire face à une taxe carbone plongeant certaines familles dans le froid. A partir d'une certaine consommation, elles devaient s'acquitter d'une taxe supplémentaire, que beaucoup n'ont pas été en mesure de payer. Résultat: plus de chauffage et plus d'eau chaude. Dans un pays où les hivers sont rudes (entre 0°C et -30°C selon les régions), cette mesure a été très mal vécue.

Les Roumains sont excédés par l'augmentation de salaire du Président Basescu et le fait qu'il a casé sa fille au Parlement européen.

Les Roumains sont excédés par la possible modification du Code du travail pour y inclure une période d'essai d'un mois... non rémunérée.

Les Roumains sont dégoûtés par les "*faveurs*" fiscales accordées par le gouvernement à certaines grosses entreprises, alors que ces dernières n'ont pas fait d'efforts sociaux (salaires-cotisations-protection).

Environ 40% de la population dépend de la fonction publique. La plupart des secteurs qui sont aujourd'hui privatisés en France ne le sont pas encore en Roumanie. D'où un réel impact en cas de grève générale: pas de transports, pas d'écoles, pas d'hôpitaux, pas de police, pas de ramassage des ordures, des risques de pertubations dans le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau.

La Roumanie a été un pays communiste pendant 70 ans environ. On ne change pas tout radicalement en quelques années. Et se servir de "*excuse européenne*" pour justifier des actions qui risquent de replonger le pays dans un véritable chaos est une insulte. C'est irresponsable. (Lepost.fr 11.05)

Le 13 mai

Il est pour ainsi dire acquis que lors des prochaines élections, les partis au pouvoir les perdront comme cela vient de se passer en Grande-Bretagne et en Allemagne, comme il est quasiment certains que nos dirigeants rédigeront de grands articles (par la taille seulement) pour nous expliquer ce qui s'est passé.

De notre côté nous nous en abtiendrons, car cela ne change absolument rien à la situation politique dans ces pays-là du fait que les partis qui s'opposent lors de ces élections font partie du même camp et défendent le même programme politique réactionnaire.

En France, si le PS avait l'idée de présenter DSK contre Sarkozy en 2012, ce dernier serait réélu, car en dehors du PS et des Verts, aucun autre parti n'oserait soutenir la candidature du dirigeant du FMI qui a saigné le peuple grec et d'autres sans doute entre temps, pas un militant ouvrier ne pourrait cautionner cette candidature. Vous voyez le tableau d'ici, délirant, et pourtant, ce serait un remake de 2002, mais à l'envers, pas tout à fait, le candidat qui aurait les faveurs du FN serait élu. Comme en 2007 alors ? Vous avez raison, c'était déjà le cas en 2007 quand Sarkozy a été élu, son programme policier était calqué sur celui du FN.

Si on ne devait s'en tenir qu'à cela, autant dire qu'on plierait bagage immédiatement, mais la crise est là et s'installe, se creuse, s'amplifie, les conditions objectives qui poussent les masses à se mobiliser se mettent en place ou mûrissent, pendant que tous les partis sont en crise.

On attend en vain pour le moment que le mouvement ouvrier se recompose sur une orientation révolutionnaire. On n'a pas encore trouvé la bonne formule pour s'adresser aux masses, à moins qu'elles n'aient pas pris encore assez de coups ou pris la mesure exacte de l'ampleur des nouveaux sacrifices que le gouvernement va leur imposer, les deux situations doivent exister propablement, la conjonction des deux est explosive pour le régime, sa propagande sert à freiner le moment où cette prise de conscience aura lieu.

Les masses n'arrivent pas au même constat en empruntant forcément le même chemin et en ayant connu les mêmes expériences, cela complique les choses avant la mobilisation des masses, mais après cela en fait sa richesse et une force invincible.

Quand vous arrivez à une conclusion, vous n'avez aucune raison de retourner en arrière, pour vous la solution vous projette dans le futur et non vers le passé.

J'ai écrit ces lignes hier soir et la suite ce matin. Avec quelques heures de recul j'ajoute le passage suivant.

Autrefois quand les travailleurs étaient violemment agressées par le gouvernement et qu'ils cherchaient une issue politique, qu'ils avaient l'espoir de pouvoir tirer quelque chose du régime en place (plus que de le renverser, ne nous racontons pas d'histoires), ils se tournaient spontanément vers les partis traditionnels du mouvement ouvrier et les syndicats, or, ce n'est pas ce qui se passe en Grèce par exemple ou ailleurs.

Aujourd'hui au contraire les travailleurs affichent leur méfiance vis-à-vis de tous les partis et syndicats, ils ne croient plus aux discours qu'on

leur tient ou ils ne sont pas convaincus qu'une issue politique existe à la crise du capitalisme. Ils sont échaudés comme l'on dit après que le PS et le PCF aient gouverné pendant de longues années sans que leur condition ne change fondamentalement, ils sont devenus nihilistes, ils ne croient plus en rien en quelque sorte.

Ne serait-ce pas le résultat d'une politique qui pendant plus de 50 ans a consisté à les présenter comme des partis ouvriers pouvant transformer la société tout en les critiquant, ce qu'ils pouvaient assimiler à un double langage, et dont ils jugèrent le contenu non pas au regard des perspectives qui s'en dégagaient, mais sur pièce, sur les faits uniquement, des faits accablants parsemés d'innombrables trahisons au cours de ces nombreuses années, au point qu'il est courant d'entendre et dorénavant admis au sein de la classe ouvrière, que tous les partis se ressemblent et qu'il n'y a pas lieu de leur accorder la moindre confiance, à tort, car ils se livrent à un amalgame. S'ils estimaient que les partis qui appelaient à voter pour le PS et le PCF étaient leurs complices ou une sorte d'appendices de ces partis, ou quand ces partis s'adressaient à leurs dirigeants pour les faire changer de politique, ce à quoi l'immense majorité des travailleurs ne croyaient plus depuis belle lurette, en quoi faudraient-ils les blâmer ? Finalement, tous ces partis n'ont-ils pas ainsi manifesté leur impuissance, leur incapacité à agir indépendamment du PS et du PCF, est-ce vraiment un hasard ou la faute à pas de chance s'ils partagent aujourd'hui leur sort, ne serait-ce pas le produit d'une incompréhension politique de la situation ?

Je comprends pourquoi les militants et encore plus les dirigeants sont hermétiques aux arguments que je développe ici, c'est parce qu'ils analysent la situation de leur point de vue, de là où ils se trouvent avec leur expérience de la lutte de classe, et ils s'imaginent que les travailleurs vivent la réalité de la même manière qu'eux, ce qui est une grave erreur, alors que l'ouvrier lambda la perçoit totalement différemment, de même qu'il n'entrevoit pas les rapports entre les classes et avec les partis de la même manière. L'ouvrier ou l'employé qui n'a pas d'expérience de la lutte de classe ou qui ne s'est pas encore forgé une conscience politique, n'en ressent pas moins quotidiennement les conséquences de la politique mis en oeuvre par le gouvernement, mais il ne les analyse pas de la même manière qu'un militant, il ne pensera pas la réalité à laquelle il est confronté sur un plan théorique ou politique, il demeurera sur un plan purement pratique, plus que les mots, c'est ce qu'il subit chaque jour qui l'instruit sur les intentions réelles de ceux qui sont au pouvoir, leurs discours il ne les écoute que d'une oreille distraite sans leur porter vraiment d'importance, il est avant tout pragmatique jusqu'au bout des ongles, il ne croit que ce qu'il voit, les grands raisonnements le laisseront sur sa faim.

Les travailleurs n'ont pas besoin qu'on leur explique la différence qui existe entre les paroles et les actes des uns et des autres, ils ont parfaitement compris depuis longtemps qu'ils ne correspondaient pas ou qu'ils étaient en contradiction, ils savent parfaitement que leur double langage ne sert qu'à les tromper. Quand vous allez à la rencontre d'un élu pour voir ce qu'il a dans le ventre, tout le monde le sait sauf vous apparemment, c'est triste à dire mais c'est la réalité, au lieu de tirer les travailleurs en avant vous les tirer en arrière ou au mieux cela ne sert à rien sauf à leur démontrer que finalement vous n'êtes pas plus avancés qu'eux, je parle des travailleurs qui savent à quoi s'en tenir avec les élus de tel ou tel parti. Au lieu de partir d'une situation acquise, de leur niveau de conscience élémentaire qui consiste à dire : ils sont tous pareils ou tous pourris, ce qui est exact, vous vous acharnez à vouloir leur démontrer le contraire, en fait vous les ramener un siècle en arrière quand la classe ouvrière avait confiance dans la SFIO et le PC avant qu'ils ne la trahissent.

Dès lors comment voulez-vous leur inspirer confiance, vous tournez le dos à leurs convictions profondes, dans ces conditions, vous ne vous imaginez quand même pas qu'ils pourraient partager les vôtres, dit autrement et plus simplement, c'est comme si vous me parliez et que je ne vous écoutais pas, et qu'ensuite je vous demande de bien vouloir écouter ce que j'ai à vous dire, vous n'en auriez pas envie et vous auriez raison.

Ce que voulait dire ici, c'est qu'on n'en a rien à foutre de ce qu'il y a dans la tête d'un militant quand il doit aborder une discussion avec un travailleur, il doit le mettre de côté, il doit partir de ce qu'il y a dans la tête de son interlocuteur, il faut le faire parler, le questionner, là déjà il aura l'impression qu'on s'intéresse vraiment à lui et qu'on ne le rencontre pas uniquement pour lui débiter notre science ou lui soutirer une voix, mieux encore, en le faisant parler, il va découvrir lui-même ce qu'il pense et qu'il ignorait, cela peut sembler paradoxale mais c'est ainsi que les choses se passent aussi, c'est la même démarche qu'on utilise en psychothérapie, particulièrement en psychanalyse, c'est important car cela permet à notre travailleur de mieux comprendre où il en est réellement dans sa tête, cela le ramène à sa propre expérience du capitalisme et de la société à laquelle il ne pense pas tous les jours, or c'est à partir de là qu'il s'est forgé une conviction, mal assurée d'accord, mais une conviction quand même, ce n'est pas parce qu'on n'est pas conscient qu'on ne pense pas.

On va arrêter là car il est déjà tard. On était parti du constat que les travailleurs ne croient plus en rien, en admettant que ce constat soit correct, si vous estimez le contraire faites-le moi savoir. Ils ne sont pas pour autant sourds ou aveugles, de plus quand ils prennent un coup, ils ne disent pas qu'ils ne ressentent rien. Si maintenant nous nous acharnons à reproduire indéfiniment la même erreur qui consiste à interpréter à sa place le coup qu'il vient de prendre, on ne saura jamais de quelle manière il l'interprète vraiment et nous lui serons d'aucune utilité, il manifestera son accord avec nous, mais comme nous aurons mâché le boulot et qu'il n'aura pas avancé d'un pouce par lui-même, vos relations en resteront là. Laissez-le parler le plus possible, ensuite pourquoi ne pas lui demander de vous questionner, car si les questions viennent de lui, il prêtera davantage attention à votre discours, sans partir dans des grandes phrases évidemment, sinon tout le bénéfice de votre discussion serait perdu. (A suivre)

Dernière minute, un dernier mot en rapport avec ce qui vient d'être dit.

Lu dans l'éditorial de D. Gluckstein du n°97 d'*Informations ouvrières*

"*Alors, comment comprendre que les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste se joignent au chœur de tous ceux qui se congratulent de la décision prise à Bruxelles (en réalité : à Washington) ?*".

Comment comprendre, les militants sont tellement cons, les travailleurs sont tellement cons qu'ils ne comprennent rien, il est complètement sclérosé le pauvre !

Lu aussi dans le communiqué du POI à propos au plan concocté à Bruxelles et du soutien du PS : " *Incroyable !*", non, désolé, normal, tout est dans l'ordre des choses et le PS est fidèle à sa nature de classe !

Si le POI devait être le seul parti sur lequel la classe ouvrière devrait compter dans l'avenir pour en finir avec le capitalisme, dans un siècle ou plus le capitalisme n'aurait pas été aboli avec de tels dirigeants. Restons calme !

Je mets quand même en ligne 6 page du n°97 d'*Informations ouvrières* au titre de le tribune libre, vous retrouverez les extraits en question à l'exception du communiqué du POI qui reprend le contenu des autres articles.

Rectifications.

1- L'article du *Monde*, *Terra Nova : "Il faut aligner la fiscalité des retraités sur celle des actifs"* n'était pas du 8 avril mais du 8 mai, avec mes excuses.

2- L'article intitulé *La crise après la crise (5/5): Au tour de la France? (08.05)* est disponible, j'avais mis la même adresse à deux fichiers différents par inattention.

3- Dans Actualité, l'article intitulé *Sommet social : la presse raille Sarkozy, «l'austère qui se cache». (12.05)* avait été réalisé à partir d'un article de 20minutes.fr de la veille, j'avais oublié de le préciser.

Retraites. PS, UMP, CFDT, CFTC, CGT, FSU, Unsa et Solidaires : même combat.

1- Mercredi sur France Info, Martine Aubry a annoncé que le PS présenterait, la semaine prochaine, «des propositions claires» pour «un changement complet de système qui permettra à la fois de faire rentrer des recettes et de regarder ce que l'on peut faire sur les paramètres de durée» de cotisation. (libération.fr 12.05)

2- "*Les simulations publiées mardi par le Conseil d'orientation des retraites (COR) montrent qu'il faut se poser la question de l'âge légal et de la durée de cotisation*", sinon "*on va devoir ponctionner de manière importante les actifs*", a déclaré M. Wauquiez mercredi sur BFM-TV et RMC. (Ap 12.05)

3- Dans un communiqué émis mercredi, les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FSU, Unsa et Solidaires, elles estiment que "la concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société". (Reuters 12.05)

Parce que si le "*dialogue social*" avec le gouvernement était "*acceptable*", on pourrait se mettre d'accord, non, nous le sommes déjà, les choses seraient plus simples.

Juste une petite coupe ?

Le styliste d'Avignon qui a fait fortune aux États-Unis, Christian Audigier, a confié à Nice-Matin son souvenir le plus fou de son passage à Saint-Tropez en 2009 : "Certainement le concours de champagne avec un milliardaire pakistanais. Concours que j'ai remporté évidemment. Il faut dire que j'ai dégainé le salmanazar Perrier-Jouët à 100 000 euros aux Caves du Roy! A nous deux, le budget champagne de la soirée a dû tourner autour de 450 000 euros."

C'est un duel, non au couteau mais au champagne, auquel se sont livrés un richissime Malaisien et le non moins richissime Pakistanais Javed Fiyaz. [...] Encore sous le choc, le quotidien Var-Matin, qui en a vu d'autres à Saint-Tropez, raconte même que "le club a basculé dans la quatrième dimension avec le débouchage successif de 300 bouteilles de Cristal Roederer, 24 jéroboams (3,2 litres) et 10 mathusalems (6,4 litres) tombés du ciel". [...] Au terme de cette bataille sans précédent, l'armateur a réglé en effet une note de 900 000 euros, deux fois le montant de celle payée par Audigier. Son rival a modestement réglé la sienne, soit 300 000 euros. Au total, les clients du VIP Room ont donc écoulé la bagatelle de 1,2 million d'euros en une nuit. (Lexpress.fr 12.05)

Vous êtes pris de nausée, camarades, moi aussi !

Justice. En "théorie".

Le ministère de la Justice a rendu public un nouveau calendrier pour l'examen du projet de réforme de la justice, qui ne fixe plus aucune date

pour sa présentation au Parlement.

"*Le nouveau projet sera transmis au Conseil d'Etat avant l'été avant d'être présenté en conseil des ministres*", lit-on dans le communiqué du ministère, diffusé mercredi soir.

La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie a déjà annoncé qu'il n'était pas question en théorie de revenir sur la suppression du juge d'instruction indépendant et son remplacement par le procureur, lié au pouvoir, et qui conduirait donc toutes les enquêtes pénales. (Reuters 12.05)

Economie.

1- France. L'économie française a enregistré une croissance modeste de 0,1% au premier trimestre, moins qu'attendu, sous le coup d'une stagnation de la consommation des ménages, du chômage, et d'une poursuite de la baisse de l'investissement.

L'Insee a en outre révisé à la baisse la croissance du quatrième trimestre, à +0,5%.

Sur l'ensemble de 2009, le PIB s'est donc contracté de 2,5% (au lieu de -2,2%), témoignant de la plus forte récession de l'après-guerre. Le chiffre de 2008 a aussi été revu en baisse à +0,1% au lieu de +0,3%. (Reuters 12.05)

2- Allemagne. L'économie allemande a affiché une croissance inattendue au premier trimestre, enregistrant ainsi son quatrième trimestre consécutif d'expansion, selon les chiffres provisoires publiés mercredi par le Bureau fédéral des statistiques.

Le produit intérieur brut (PIB) de la première puissance économique européenne a ainsi augmenté de 0,2% entre le quatrième trimestre 2009 et les trois premiers mois de cette année.

En rythme annuel, l'économie a progressé de 1,7% au premier trimestre, contre une baisse de 1,5% lors de la période octobre-décembre.

Les exportations allemandes ont enregistré leur plus forte croissance en près de 18 ans en mars, alors que la production industrielle a rebondi de 4% le même mois. (Reuters 12.05)

3- Du côté des banksters on respire. Les banques européennes, et notamment françaises, ont publié des résultats meilleurs que prévu au titre du premier trimestre 2010, les marchés montrant des signes de reprise.

- Le bancassureur néerlandais ING a fait état mercredi d'un résultat supérieur aux prévisions les plus optimistes.

- Deutsche Postbank, la plus grande banque de détail allemande, a pour sa part annoncé avoir renoué avec les bénéfices au premier trimestre

- En Italie, UniCredit a quant à lui facilement battu le consensus.

- Sa concurrente belge KBC a également dégagé un bénéfice meilleur qu'espéré.

- Mardi, la franco-belge Dexia a annoncé des résultats certes en baisse mais supérieurs aux attentes.

- Natixis a aussi fait état mardi de résultats supérieurs aux attentes.

- Les analystes de CMC-CIC ont salué un "*retour durable à la profitabilité après deux précédents trimestres qui ont affiché des résultats positifs*".

- BPCE, la maison mère de Natixis, a affiché un résultat net de 1.010 millions d'euros au premier trimestre, un chiffre "*très satisfaisant*" selon CMC-CIC.

- La semaine dernière, BNP Paribas et Société générale ont toutes deux fait état d'un bénéfice plus élevé que prévu au premier trimestre. (Reuters 12.05)

Ouf, nous voilà rassurés, ne vous en faites pas, la suite arrive, 750 milliards d'euros, cela ne se refuse pas !

Toujours plus cher.

Les prix à la consommation ont poursuivi leur hausse en avril: ils ont augmenté de 0,3% par rapport au mois précédent, a annoncé mercredi l'Insee. En mars, les prix avaient déjà connu une hausse de 0,5% sur un mois.

Les prix de l'énergie ont augmenté de 2,7% sur le mois et de 12,9% sur un an. Les prix du carburant ont ainsi connu une hausse de 2,3 % en avril et ceux du gaz de ville de 9,7%.

Le prix des produits frais a augmenté de 7,3% sur un an. (20minutes.fr 12.05)

Espagne.

Le chef du gouvernement socialiste espagnol José Luis Rodriguez Zapatero a annoncé mercredi une cure d'austérité radicale pour accélérer la réduction des importants déficits publics.

Le gouvernement va notamment réduire de 5% en moyenne les salaires des fonctionnaires à partir de juin 2010 et les geler en 2011. Les hauts salaires de la fonction publique seront plus lourdement affectés. Les membres du gouvernement vont baisser leur salaire de 15%.

Il va aussi geler la revalorisation des retraites en 2011, sauf les plus basses, supprimer en 2011 l'aide à la naissance de 2.500 euros qu'il avait instaurée en 2007 pour soutenir la natalité. L'exécutif socialiste va aussi réduire de 600 millions d'euros l'aide au développement en 2010-2011, un domaine dans lequel il se voulait à la pointe des pays riches.

L'investissement public sera diminué de 6,045 milliards d'euros d'ici 2011 et le gouvernement va demander aux régions et aux municipalités de faire 1,2 milliard d'euros d'économies supplémentaires.

"*Nous allons demander à tout le monde de faire un plus grand effort. Premièrement, à la société espagnole, mais également au gouvernement*", a déclaré M. Zapatero. L'objectif, a-t-il ajouté, "*est de contribuer, par notre stabilité financière, à la stabilité financière de la zone euro*".

La pression s'est accrue sur le gouvernement espagnol durant la semaine après le coup de téléphone de Barack Obama mardi soir exhortant José Luis Rodriguez Zapatero à une attitude "*résolue*" dans ses efforts pour mettre en oeuvre ses réformes économiques.

Ben May de Capital Economics prévient néanmoins que des mesures supplémentaires devraient être nécessaires, d'autant plus que "*la croissance espagnole va être assez faible au cours des deux prochaines années*".

"*Ces mesures confirment que le gouvernement veut mettre en place un plan d'austérité sévère. C'est la fin de la ligne de conduite tenue jusqu'à maintenant par le Premier ministre et qui va entraîner un changement dans ses relations avec les syndicats*", a prévenu Candido Mendez, chef de file de l'UGT, deuxième plus importante confédération syndicale espagnole. (AP, Reuters, Libération.fr et AFP 12.05)

Tous les partis social-démocrates combattent dans le camp de la réaction, sans exception.

Le 14 mai

Quatre sujets de causerie ce matin. Je me suis relu rapidement, il reste donc forcément des erreurs.

1- Le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, a affirmé jeudi qu'il n'était "*absolument pas d'actualité*" de baisser les salaires des fonctionnaires en France, malgré le "plan d'économie des dépenses" décidé par le gouvernement. (AP 13.05)

Ouf on respire ! Vous m'excuserez ce brin d'humour qui n'est pas sans rapport avec tout le bien que je pense des fonctionnaires en général qui malgré parfois des salaires inférieurs au privé et des conditions de travail de plus en plus pénibles font encore office de privilégiés par rapport au 75% des travailleurs du secteur privé livrés à une concurrence féroce et dévastatrice avec en prime l'épée de Damoclès du chômage en permanence suspendue au-dessus de leurs têtes. Quand on vit l'angoisse au ventre, on ne pense pas tout à fait de la même manière, je peux vous le garantir pour en avoir fait l'expérience pendant de nombreuses années. Il faut rester lucide.

Aider les fonctionnaires à comprendre quelle place ils occupent dans le système capitaliste devrait être un devoir pour chaque militant, au lieu d'en faire le fond de commerce des bureaucrates syndicaux et des partis pour assurer leur existence.

2- Je n'ai pas encore digéré le dernier "*comment comprendre*" de Gluckstein à propos du plan de 750 milliards d'euros et du soutien qu'il a reçu du PS. (lire la causerie d'hier)

Incroyable, incroyable, vous avez dit incroyable, incroyable, le POI a trouvé le moyen d'écrire *incroyable* pas moins de 5 fois dans un communiqué qui tient en une page pour caractériser les 750 milliards d'euros que l'UE, la BCE et le FMI vont mettre à la disposition des spéculateurs, ainsi que les plans d'austérité annoncés dans la foulée par les gourvernements français, portugais et espagnol.

Le plus incroyable est ailleurs. Pourquoi serait-il incroyable que l'aristocratie financière qui domine le capitalisme mondial dicte sa loi aux différents Etats ? Ne s'en sont-ils pas tous faits les complices, ne gèrent-il pas déjà la société depuis plus de deux décennies pour leur compte ? Qu'y aurait-il d'incroyable là-dedans ? Rien, tout est dans l'ordre des choses.

Par contre ce qui est incroyable c'est que l'on se contente de dénoncer une situation ou de la commenter pour ainsi dire, sans à aucun moment mettre en avant le programme du socialisme, sans avancer la moindre proposition en rupture avec le capitalisme, comme si finalement que l'on se mobilise ou non il faudrait faire avec, car c'est là le fond du problème auquel est confronté directement le mouvement ouvrier. Je ne parle même pas d'une issue politique ou de la remise en cause des institutions qui sont une fois de plus les garants de la politique (commune) menée par les différents gouvernements dits de droite ou de gauche. Bref on cherchera en vain une réponse politique qui ne se situe pas sur le terrain du capitalisme.

Ce matin j'ai visité les sites Internet du NPA, de LO et du PG, à des degrès près, ils tiennent tous le même discours : pas question d'axer le combat contre le gouvernement ou les institutions. Les uns veulent faire payer les riches, les autres réclament une meilleure répartition des richesses, d'autres évoquent la nationalisation des banques, sans doute à la manière de Mitterrand, pour le compte des capitalistes, puisque temps qu'on n'aura pas liquidé les institutions ils détiendront toujours le pouvoir, y compris par le biais de l'Etat qui n'aura pas changé de nature sociale.

Pour revenir encore une fois sur le PS.

Le PS a pour fonction d'attirer les couches de la petite-bourgeoisie, des classes moyennes et des intellectuels qui se sont détournées du ou des partis officiels du capital (UMP, Nouveau Centre ou Modem) ou qui par le milieu dans lequel elles se sont développées n'étaient pas traditionnellement portées à soutenir le capitalisme, c'est par exemple le cas dans le milieu enseignant, en leur proposant un programme qui leur accorderait un traitement avantageux ou des avantages particuliers, de façon à ce qu'elles ne soient pas tentées de rejoindre un parti ouvrier. Ainsi le PS est véritablement un parti contre-révolutionnaire. Détourner les couches de la petite-bourgeoisie du prolétariat au profit du capitalisme, c'est la raison d'être du PS.

De ce point de vue là, le PS ou son ancêtre dégénéré qu'était devenue la SFIO après le 4 août 1914 (ou déjà avant), ainsi que les autres parties de le IIe Internationale, sont coresponsables de la montée du nazisme et de l'extrêmisme de droite, Allemagne, Espagne, France, Chili, Argentine, Afrique du Sud, Etats-Unis, Amérique latine, etc. Ils sont responsables avec les staliniens des pires défaites (sanglantes) de l'histoire du prolétariat.

Dès lors, en quoi serait-il incroyable que le PS soutienne le plan qui vient d'être cococté à Bruxelles ou plutôt à Washington, pour soulager principalement ou en toile de fond la dette colossale de l'impérialisme américain qui risque à tout moment d'entraîner la dislocation du marché mondial ? Quelle en est la signification politique au regard de ce qui a été dit plus haut à propos des lacunes du communiqué du POI ?

Si j'en trouve le temps, demain je caractériserai plus précisément le PCF, en attendant, si ses satellites syndicaux se réclament des dirigeants qui ont marqué le stalinisme, ce n'est certainement pas pour des prunes ou en tirer la conclusion (un peu rapide) que le PCF aurait rompu avec son "*glorieux*" passé...

En procédant ainsi, le POI (et les partis cités précédemment) entretient les travailleurs et les militants dans l'illusion que le capitalisme pourrait avoir un autre visage, que le PS pourrait être autre chose que ce qu'il est, quant au combat ou la perspective du socialisme, ils passent à la trappe, vous savez pourquoi, parce que les travailleurs ne seraient pas prêts à entendre ce genre de discours ou à engager ce combat, entre nous, c'est le meilleur moyen pour qu'ils n'y soient jamais prêts, j'en veux pour preuve qu'on leur a tenu le même discours pendant plus d'un demi-siècle pour finalement aboutir à une situation où effectivement ils sont incapables dans leur grande majorité à se saisir du socialisme. Non seulement on récolte le fruit amer de nos erreurs mais on persiste à les reproduire indéfiniment à quelques variantes près j'ajouterai pour qu'on ne m'accuse pas de manquer de partialité.

Malgré ces critiques, j'invite toujours les militants à participer aux comités d'unité mis en place par le POI et des militants d'autres partis, avoir un désaccord ne signifie pas forcément avoir la haine contre un parti contrairement à ce que certains militants malintentionnés ou stupides pensent, il faut faire la part des choses, camarades. Vous devez bien admettre, si vous en avez les capacité théoriques ou si vous avez un minimum d'honnêteté intellectuelle, que parmi tous les partis qui se sont exprimés dernièrement sur les développements de la crise du capitalisme, c'est encore le POI qui a défendu des positions intransigeantes envers l'UE et le FMI, cela ne me coûte rien de le dire, mes intérêts ne sont pas distincts de ceux de la classe ouvrière et je m'y tiens.

Autre chose.

Pour ne pas alourdir cette causerie, je mettrai ma critique du IO n°95 sous forme d'article demain.

Un dernier mot puisque cela a un rapport avec le POI (CCI)

Je ne dispose pas de l'adresse électronique du Réseau Voltaire pour lui faire parvenir la lettre que j'ai mis en ligne hier dans le site, sur leur site on tombe sur un formulaire. Si je n'ai pas de réponse de T. Meyssan d'ici lundi, j'adresserai cette lettre à un autre site qui avait reproduit l'article de Meyssan, à charge ensuite à eux de lui en transmettre une copie.

3- A noter au cours des dernières élections en Allemagne.

L'abstention a été de 66% et le parti social-démocrate (SPD) a perdu 2, 6% des voix par rapport à 2005, son plus mauvais résultat depuis 1950. Les Verts ont fait 12% et gagnés 5, 9% depuis 2005. Die Linke a réalisé 5, 6%, gagnant 2, 5%.

On s'aperçoit ici que la situation politique en Allemagne ressemble à celle de la France au lendemain des élections régionales avec une forte abstention de la classe ouvrière.

4- Tout fout le camp.

Les retraités feront-ils payer Nicolas Sarkozy pour le faible niveau des pensions de retraites en 2012? Dans sa dernière enquête, "*La majorité face à l'enjeu des seniors*", l'institut Ifop examine la cote de popularité de Nicolas Sarkozy. Déjà en baisse auprès des Français est au plus bas ces derniers mois, elle est aussi mise à mal chez les seniors, composante déterminante de son électorat.

Selon deux sondages de l'Ifop, en mars et en avril, le niveau des pensions de retraites arrive au premier rang des motifs de mécontentement des personnes âgées.

Jérôme Fourquet Directeur Adjoint du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'institut, décrypte: "*(...) on voit également émerger des griefs spécifiques à cette tranche d'âge: de manière très significative le faible niveau des pensions et les déremboursements de médicaments et de soins.*"

Aux régionales, "*l'UMP a obtenu en moyenne 28,1 % dans les cantons les plus âgés de France contre seulement 22,2 % dans les cantons les plus jeunes. Et plus la population d'un canton est âgée et mieux l'UMP a maintenu ses positions par rapport à la présidentielle*", note Jérôme Fourquet. Il souligne encore que les personnes âgées, promptes à aller voter, seront un "*enjeu électoral crucial pour 2011 et 2012*". Pour illustrer son propos, il cite un extrait de la dernière Lettre de l'Opinion: "*à l'occasion des élections régionales de 2010, 70 % des 18-24 ans ont boudé les urnes contre seulement 28 % des plus de 60 ans*". (Lexpress.fr 13.05)

Dommage que les morts ne puissent pas voter, ils voteraient sans doute UMP !

Il y a 14 millions de retraités en France. 78% sont propriétaires de leur habitation. Plusieurs millions de retraités sont en état de survie avec moins de 800 euros de retraite par mois. Ils sont directement frappés par les mesures prises par le gouvernement contre la Sécurité sociale et la hausse des prix notamment. Leurs enfants et petits-enfants connaissent des difficultés grandissantes pour maintenir leur niveau de vie ou pour simplement s'insérer dans la société, personne n'est épargné par le chômage et la précarité de l'emploi.

De plus les anciens ont vécu les trois quart de leur existence dans une société moins inégalitaire et injuste qu'aujourd'hui, où leur travail et leur expérience était reconnu et synonyme de progression sociale, pas pour tous dans les mêmes proportions évidemment car il y a toujours eu des couches importantes du prolétariat laisser pour contre. S'ils ne sont plus directement concernés par ce qui se passe dans le milieu du travail, ils ne sont pas sourds aux multiples difficultés que rencontrent leurs familles pour simplement survivre également, ils leur viennent en aide même modestement quand ils le peuvent, si le gouvernement peut briser la solidarité entre les générations en remettant en cause le droit (collectif) à la retraite, il ne peut pas casser la solidarité qui s'exprime à l'intérieur des familles, le terrain sur lequel la réaction peut avoir une emprise a ses limites.

Les vieux sont plus disciplinés que les jeunes en général, ils ont appris à faire avec une société à la marche chaotique, ils sont résignés et n'espèrent plus de jours meilleurs de leur vivant après une vie passée allant de désillusions en désillusions. Ils souhaitaient un avenir meilleur à leurs enfants, mais ils doivent constater avec amertume que c'est l'inverse qui est en train de se produire. Au cours de leur vie ils ne se sont pas forcément mobilisés pour défendre les droits et acquis sociaux dont ils profitaient pourtant, ils se sont peut-être imaginés par facilité et surtout par ignorance qu'il en serait toujours ainsi et qu'il était impossible que la société régresse dans les proportions que l'on voit depuis ces dernières années.

Ils ont eu le droit à des gouvernements dits de droite ou de gauche qui leur ont fait beaucoup de promesses et qui à l'arrivée ont mis en oeuvre la même politique en faveur des classes dominantes. La plupart d'entre eux considèrent que voter est un acquis politique qu'ils doivent honorer, même s'ils votent dorénavant sans illusion et davantage par dépit, pour remplir leur devoir civique comme ils disent souvent. Ayant vécu toute leur vie dans la subordination au capitalisme et ses institutions politiques, ils sont les premiers a estimé le pouvoir sorti des urnes comme légitime, de la même manière qu'ils sont attachés à l'ordre qu'incarne les partis institutionnels pour lesquels ils votent en masse.

Ils sont particulièrement réceptifs à la violence qu'engendre l'Etat et qui s'étale à la Une des médias quotidiennement. Ils la condamnent la plupart du temps sans trop réfléchir, on pourrait même dire aveuglément, car en vieillissant on s'affaiblit physiquement, on est plus vulnérable, du coup toute violence leur paraît insupportable et ils s'identifient facilement à ses victimes, ils sont donc tentés de soutenir toutes les mesures liberticides ou répressives prises par le gouvernement au nom du maintien de l'ordre et de la sécurité publique.

Quand on a passé toute sa vie dans un état d'ignorance ou d'inconscience politique sans jamais réussir à comprendre ce qui se passait vraiment dans la société, il est plus difficile encore de rompre avec les dernières illusions qui nous habitent et auxquelles nous nous accrochons pour ne pas couler avant d'avoir rejoint l'autre rive au terme de ce dernier voyage. Il est très difficile de se défaire de convictions reposant sur des bases erronées qui ont nourrit et accompagné toute notre existence, ce n'est pas au terme de ce long périple qu'on va tout remettre en cause, il est trop tard ou on n'en a pas la force, on n'en a plus forcément les moyens intellectuels non plus. Ce qu'on appelle l'amour propre ou la dignité n'est pas toujours placée au bon endroit, s'il n'est pas trop tard pour reconnaître ses erreurs, on préfère considérer qu'il est dorénavant trop tard pour essayer de les corriger, et puis comment reconnaître au terme d'une vie qui touche à sa fin que l'on a toujours vécu dans l'ignorance ou l'erreur, cette idée est insoutenable, du coup il n'est pas rare d'entendre des vieux affirmer que si c'était à refaire ils referaient la même chose, ce qui peut paraître grotesque au premier abord ou le comble de la bêtise humaine, c'est en réalité sa principale faiblesse.

Peu nombreux sont ceux qui croient encore en quelque chose à l'issue de leur vie, encore moins dans la religion qui a accouché d'un monstre entraînant l'humanité dans la barbarie. La société qui a enchaîné les travailleurs au capitalisme et voué leur sort à sa décomposition, leur a fait miroiter que le bonheur consistait principalement à consommer et accumuler des biens matériels sans jamais leur permettre de comprendre qu'ils entretenaient ainsi jour après jour les chaînes qui les maintenaient solidement en esclavage, car leur existence n'a jamais été telle qu'ils auraient souhaité qu'elle soit. Ils ont acquis le sentiment qu'en échange de leur travail ils possèdaient quelque chose, des biens matériels auxquels ils allaient être de plus en plus attachés au point de ne plus pouvoir s'en passer comme s'ils faisaient partie d'eux-mêmes, jusqu'à craindre la mort qui les en séparerait oubliant au passage qu'ils n'étaient pas nés avec.

Le refus d'envisager de mourir s'apparente au refus de se séparer de quelque chose qui n'a plus aucune utilité parce qu'il est usé, c'est un dernier affront à la conscience humaine, c'est aussi la manifestation d'une frustration dont l'origine demeurera éternellement hors de notre portée et que par conséquence nous n'arrivons pas à assumer. Un vieux se tourne volontiers davantage vers le passé par nostalgie que vers le futur qui se déroulera sans lui. Quant au présent, on l'a suffisamment évoqué plus haut.

Bon week-end à tous.

Quelques infos en bref

EAK, suite.

Les salariés de l'entreprise EAK, un équipementier automobile de Valentigney (Doubs), ont libéré jeudi vers 01H30 les trois cadres dirigeants séquestrés depuis une trentaine d'heures, annonce la préfecture du Doubs. Lire la suite l'article

Les négociations sur le montant des primes supralégales de licenciement reprendront vendredi sur le site en présence de l'inspecteur du travail, a-t-on appris de même source. (Reuters 13.05)

Allemagne.

1- Au cours d'un entretien diffusé jeudi soir sur la chaîne de télévision allemande, ZDF, le président du directoire de Deutsche Bank, Josef Ackermann, qui a coordonné les initiatives du secteur privé allemand en vue d'aider la Grèce, a remis en cause la capacité de la Grèce à rembourser sa dette.

«Pour ce qui est de savoir si la Grèce est à l'heure actuelle réellement en mesure de fournir l'effort nécessaire, j'ai des doutes», a-t-il déclaré, ajoutant qu'il s'agissait là «d'efforts incroyables». Il a ajouté que si la Grèce venait à s'effondrer, il y aurait une contagion à d'autres pays. «*Cela pourrait se traduire par une sorte d'effondrement*». (lefigaro.fr 13.05)

2- "*La crise de l'avenir de l'euro n'est pas une crise comme une autre, il s'agit du test le plus difficile passé par l'Europe depuis 1990 si ce n'est depuis 35 ans*", a dit Angela Merkel dans un discours retransmis par la chaîne WDR.

Le chef du gouvernement allemand a en outre jugé qu'à terme, l'ensemble des pays européens adopteraient la monnaie unique. (Reuters 13.05)

Portugal

Les nouvelles mesures de rigueur annoncées par le Premier ministre portugais José Socrates se traduisent par une hausse généralisée des impôts et une baisse de certaines dépenses.

Le gouvernement va ainsi augmenter toutes les catégories de TVA d'un point - à 21% pour le taux normal - et réduire de 5% les salaires des responsables politiques et des gestionnaires d'entreprises publiques.

Une surtaxe extraordinaire, de 1 ou 1,5% selon le niveau de revenu, frappera les salaires, tandis que l'impôt sur les bénéfices des grandes entreprises supérieurs à 2 millions d'euros passera de 25 à 27,5%.

Elles doivent encore être soumises au parlement, où le gouvernement socialiste de José Socrates est minoritaire.

José Socrates s'est entretenu jeudi matin avec le chef de l'opposition (PSD, centre-droit), Pedro Passos Coelho, qui s'était dit prêt à collaborer avec le gouvernement, pour s'accorder sur ces nouvelles mesures. (libération.fr et AFP 13.05)

Etats-Unis. Pas question de renoncer à notre place de première puissance économique mondiale.

Pour l'instant, les investisseurs plébiscitent la dette américaine aux dépens d'autres émetteurs souverains jugés moins sûrs. Mais, si le marché arrive à la conclusion que l'endettement des Etats-Unis n'est plus soutenable, la première puissance mondiale pourrait alors se retrouver prise au piège comme l'Espagne ou la Grèce.

"*Nous savons que nous avons d'importants problèmes budgétaires*", concède Douglas Holtz-Eakin, qui a été économiste dans le gouvernement de George W. Bush. "*Je pense que l'idée est en train de s'imposer que quelque chose doit se produire. Je ne vois pas de volonté réelle pour que cela se fasse cette année*".

La Maison blanche a conscience du danger. Le directeur du budget, Peter Orszag, a déclaré mercredi que les difficultés de l'Europe montraient la nécessité pour les Etats-Unis de remettre de l'ordre dans leurs finances publiques au plus tôt.

"*Nous voulons nous assurer que nous ne serons jamais confrontés aux choix que la Grèce doit faire en ce moment*", a-t-il dit dans une interview à Reuters Insider.

Les Etats-Unis, qui bénéficient de leur statut de première puissance économique mondiale et du rôle de valeur refuge du dollar, ont plus de marges de manoeuvre que la Grèce.

Mais il ne faut pas écarter un scénario cauchemar dans lequel les taux d'emprunts augmenteraient pour les Etats-Unis et où le gouvernement serait contraint de réduire ses dépenses alors que la croissance est encore molle.

Pour l'instant, la fuite des investisseurs vers la dette américaine profite aux Etats-Unis en maintenant leurs taux bas. Mais l'humeur des marchés pourrait changer brutalement, met en garde Douglas Holtz-Eakin, qui conseille les parlementaires sur des dossiers économiques et budgétaires.

Pour Allen Sinai, économiste en chef à Decision Economics, le pays va devoir assumer le lourd héritage des mesures monétaires et budgétaires massives mises en oeuvre par les autorités pour lutter contre la récession.

Même si elles étaient nécessaires, elles n'ont pas réussi à stopper le recul de l'activité et le chômage, qui approche aujourd'hui les 10%, constitue une poudrière, estime l'analyste qui reconnaît toutefois que les options du gouvernement sont limitées.

"*La politique budgétaire sera contrainte par le problème de dette souveraine américain : des déficits budgétaires records et un rapport dette publique-produit intérieur brut qui créent les conditions d'une crise de la dette souveraine*", dit-il.

Plusieurs analystes estiment cependant que les pouvoirs publics devront se concentrer sur le redressement de l'activité avant de penser aux déficits.

"*Mettre en oeuvre d'importantes réductions des dépenses dans les années à venir est déconseillé car cela entravera les efforts pour redresser une économie fragile*", explique James Horney, spécialiste de la politique fiscale au Center on Budget and Policy Priorities. (Reuters 13.05)

Vous n'avez pas l'impression après avoir lu ces lignes, que les 750 milliards d'euros sont plutôt destinés à éviter la faillite de l'empire américain ou à le soulager temporairement, car une bonne partie va atterrir dans les caisses des banquiers américains ? (A suivre)

Etats-Unis. Pas de crise quand il s'agit de soutenir militairement l'Etat sioniste.

L'administration Obama demande au Congrès américain d'approuver une enveloppe de 205 millions de dollars (165 millions d'euros) pour aider Israël à déployer son bouclier anti-roquettes baptisé "*Dôme de fer*", a annoncé jeudi la Maison Blanche. (AP 13.05)

ONU. Laboratoire et suppôt de la barbarie.

La Libye a été élue, jeudi 13 mai, au Conseil des droits de l'homme de l'ONU par 155 voix sur 192. (Lemonde.fr 13.05)

Le 15 mai

Comment raisonne un patron ?

Si je suis lourdement endetté, théoriquement je ne peux plus emprunter, sauf à un taux d'intérêt proche de l'usure que je ne pourrai jamais rembourser, donc je ne peux plus investir, et si j'y parvenais une fois régler mes dettes il ne me resterait plus de profits donc impossible d'investir à nouveau, je devrais une nouvelle fois recourir à un emprunt et ainsi de suite, à condition que mon banquier soit d'accord, et si au contraire je décidais de ne pas régler ma dette mon banquier fermerait les robinets et ce serait la faillite immédiate.

Pour m'en sortir il faudrait que j'augmente mes profits, mais le marché est morose ou déjà saturé, je pourrais bien tenter quand même de produire plus pour m'y retrouver sur la quantité mais les prix ont tendance à baisser, il ne me reste plus qu'une solution, il faudrait que je gagne en compétitivité sur mes concurrents, donc en productivité, je peux compter sur des exonérations de cotisations sociales de la part de l'Etat, mais ce ne sera pas suffisant, il ne me reste plus alors qu'à rogner sur mes dépenses, mais comme je ne suis maître ni du marché des matières premières ni des tarifs des services que je paie pour faire fonctionner mon entreprise, il ne me reste plus comme solution que de faire bosser davantage mes ouvriers sans les augmenter ou de leur supprimer les avantages sociaux que je leur avais accordés précédemment, tout en licenciant une partie d'entre eux.

Quand opportunisme et populisme font bon ménage.

Au fait, ne croyez pas aveuglément ce que vous lisez. Lorsque Wall Street a plongé jeudi dernier de 1.000 points (9%), tout d'abord cela n'a pas pris "quelques heures" mais seulement 30 minutes, ensuite, contrairement à ce qui est écrit page 16 du IO n°97 "*Si les circonstances entourant cette chute vertigineuse restent floues, son origine est parfaitement claire*", en réalité, c'est un trader qui s'est trompé de bouton et qui au lieu d'appuyer sur celui de million a appuyé sur celui de milliard indiquait quelques jours plus tard une dépêche de l'agence Reuters. Tout le monde peut se tromper !

Comme j'étais certain que les supporters du Labour Party s'empresseraient de faire tout un plat de la défaite de ce parti aux dernières élections, j'en avais averti ironiquement les militants il y a quelques jours déjà. Ca n'a pas loupé, le POI s'est empressé de titrer (IO n°97 page 12) : "*La Grande-Bretagne plongée dans une crise politique sans précédent*. Tout militant de base un peu informé de la situation en Grande-Bretagne à la veille de ces élections, je ne parle même pas des dirigeants, savaient d'avance qu'elles annonçaient une cuisante défaite pour le parti de G. Brown et que les partis partis conservateur et libéraux seraient amenés à former le prochain gouvernement.

Dès le lendemain des résultats les tractations entre les deux partis ont commencé. Les médias ont fait leur choux gras de leurs désaccords qui portaient pour l'essentiel sur la répartition des postes ministériels et la réforme du mode de scrutin, les libéraux ayant obtenu 23% des voix pour seulement 9% d'élus s'estimaient lésés. C'est tout ? Oui c'est tout, pas de quoi en faire un plat, si cela vous intéresse je dispose d'une dizaine d'articles qui le prouve. Voilà à quoi s'est réduite cette "*crise politique sans précédent*".

J'allais oublier de vous dire la meilleure. Dans la présentation de l'article que consacre *Informations ouvrières* à cet événement extraordinaire, ils ont écrit :"*Toute la presse parle d'une « crise politique sans précédent »*". Voilà à quel niveau ce journal et ce parti sont tombés, on en a envie de dire avec regrets. Et je n'ai pas épluché chaque article.

Vous voulez une explication à cet opportunisme débridé, je laisse la parole à J.-P. Barrois (CCI-POI) qui a signé cet article, il s'appitoie sur le sort de ce parti pourri, le Labour Party :

"*On comprend que, dans ces conditions, le Labour Party n'ait pu, électoralement, rassembler autour de lui les voix des masses populaires contre les conservateurs. Mais ceux-ci, pour autant, ne sont pas sortis vainqueurs.*" ou l'art de parler pour ne rien dire ! Tout va bien alors, nous voilà rassurés, camarades, l'honneur du Labour Party est sauf, pas forcément celui de ceux qui le soutiennent. Il est vrai que la vie est tellement belle, tellement meilleure pour les petits-bourgeois quand les partis social-démocrates sont au pouvoir. Vous avez là en substance les intentions et la politique des dirigeants du POI, de son courant ("*trotskiste*") communiste internationaliste, si, si, ne vous marrez pas c'est très grave camarades et je ne plaisante pas malheureusement, quel gâchis !

Retraites.

Le ministre du Travail Eric Woerth doit adresser aux partenaires sociaux un premier "*document d'orientation*" sur la réforme des retraites, dimanche dans la soirée, a-t-on appris vendredi auprès de son cabinet. Le texte devrait dévoiler quelques grands "*principes*" arrêtés, sans

toutefois révéler précisément les intentions du gouvernement.

"*Il y aura une vingtaine de points avec les principes sur lesquels le gouvernement veut s'engager dans la réforme des retraites. Ce document fermera des portes et en ouvrira d'autres, avant la poursuite de la concertation*", expliquait-on vendredi au cabinet de M. Woerth. Le ministre recevra à nouveau les syndicats pour des rencontres bilatérales mardi.

Le document ne comportera toutefois aucune décision du gouvernement concernant l'âge légal de départ à la retraite ou la durée de cotisation, précisait-on de même source. (AP 14.05)

Traduction avant même d'avoir connaissance de ce document : la porte sera fermée au maintien de l'âge légal de départ à la retraite et de la durée de cotisation, par contre, elle restera ouverte à son report et son augmentation. Secret de polichinelle !

Vigimark Surveillance, suite.

La patronne de Vigimark Surveillance, société située à Meulan dans les Yvelines qui devrait être prochainement liquidée, a été libérée jeudi en début de soirée par les salariés qui la retenaient depuis la veille.

Une nouvelle réunion est prévue lundi avec l'administrateur judiciaire, le liquidateur, le sous-préfet et un représentant de l'inspection du travail, selon la CFDT.

«*La CFDT a donné comme mot d'ordre de libérer la directrice et de poursuivre la mobilisation lundi*», a dit à l'AFP un délégué. En cas d'échec, «on repartira dans le conflit», a-t-il précisé. «*D'autres actions seront prévues si rien ne ressort de la réunion lundi*», a aussi dit à l'AFP un représentant de FO.

«*Cent quatre-vingts personnes risquent d'être licenciées avec le minimum d'indemnités. Les salariés repris par d'autres prestataires vont avoir des baisses de salaires. Tout ça, la direction n'en a rien à faire*», avait alors déclaré à l'AFP un délégué.

Les syndicats CGT, CFDT, UNSA et FO réclament notamment une indemnité de départ de 1.000 euros par année d'ancienneté.

«*L'entreprise n'a aucun moyen financier étant donné que nous sommes en liquidation*», a fait valoir Valérie Figiel.

Vigimark Surveillance, qui avait perdu en 2009 des marchés de la SNCF, doit être liquidée le 20 mai. (20minutes.fr 14.05)

La Bourse ou la vie.

A Paris, le CAC 40 a perdu 4,59%.

L'indice MSCI monde a perdu 2,6% tandis que le FTSEurofirst 300 perdait 3,4%. La Bourse de Madrid a fini en repli de 6,64%, celle de Milan de 5,26% et celle d'Athènes de 3,4%.

A Wall Street, le Dow Jones perd 1,51%, le Nasdaq cède 1,98%.

L'euro est tombé à 1,2358 dollar en cours de séance.

Crédit agricole, Deutsche Bank et UBS, qui font l'objet d'une ou plusieurs enquêtes aux Etats-Unis, ont perdu respectivement 6,43%, 4,15% et 4,67%.

Aux Etats-Unis, les valeurs financières perdaient en moyenne 2,8% à la mi-journée.

Alors que les marchés broyaient du noir en fin d'après-midi et doutaient de la promesse de la Banque centrale européenne de procéder à des rachats de dette souveraine de pays fragiles pour éviter des attaques spéculatives, une source monétaire italienne a déclaré que les banques centrales européennes continuaient bien d'acheter la dette souveraine de pays de la zone euro.

Dans ce climat de défiance, l'écart de rendement entre les Bunds allemands de référence et les emprunts d'Etat émis par les pays dits "périphériques" de la zone euro s'est creusé, ce qui a fait monter le coût de protection de leur dette souveraine contre un défaut.

"*Clairement, l'action sur l'euro reflète le fait qu'au moins les investisseurs en devises ne pensent pas que le plan de renflouage et les mesures d'austérité soient suffisantes*", a estimé Uri Landesman, président de Platinum Partners à New York. "*L'euro entraîne le marché à la baisse*". (Reuters et AP 14.05)

Car faut-il encore que les différents gouvernements de l'UE soient en mesure d'imposer au prolétariat ces mesures d'austérité sans qu'elles se traduisent par des mobilisations sociales et débouchent sur des crises politiques qui sont toujours négatives sur le climat des affaires et les affaires elles-mêmes, CQFC.

Les agences de notation et les spéculateurs ou banquiers sont les mêmes, voilà comment ils procèdent :

1- ils émettent un doute sur la dette souveraine d'un Etat,

2- automatiquement les taux d'intérêts liés à cette dette augmente,

3- la différence entre les taux précédents et les nouveaux taux à la hausse tombent dans leur poche sans même à avoir à bouger le petit doigt, et les sommes se chiffrent en milliards d'euros ou dollars.

C'est comme si je vous prêtais aujourd'hui 10 euros à 3% à condition que vous me les rendiez dans un mois, et que le lendemain vous veniez m'emprunter à nouveau 10 euros, en prenant n'importe quel prétexte, j'estime que votre situation présente un risque accru que vous ne pourrez pas me rembourser à l'échéance convenue et je décide de vous faire payer 5% d'intérêt au lieu de 3 la veille. Vous êtes pris à la gorge, vous acceptez, vous n'avez pas le choix, personne d'autre que moi acceptera de vous prêter de l'argent dans votre situation et je le sais, donc j'en profite.

La BCE, en rachetant les dettes souveraines des Etats, fournit ainsi une garantie aux spéculateurs qu'ils seront bien payés. Dès lors, pourquoi les banquiers devraient-ils s'inquiéter et ne pas continuer à pressuriser les Etats pour qu'ils s'attaquent directement au prolétariat et continuent de liquider les services publics ?

Ce n'est pas seulement l'euro qui baisse, mais aussi le dollar et la livre, parce qu'au-delà de la zone euro, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont également endettés jusqu'aux dents et aucun de ces pays n'est en mesure de dégager des profits comparables à ceux des pays dits émergents, dont les marchés sont dans l'incapacité d'absorber les marchandises produites en Europe ou dans ces pays-là... Il y a crise de surproduction également, surproduction de marchandises mais aussi de capitaux incapables de trouver des placements leur assurant de nouveaux profits en dehors justement de la spéculation.

Les milliers de milliards de dollars de profits que l'industrie financière a détourné de la production au cours des dernières décennies, du fait qu'ils n'ont pas été réinvestis pour développer le marché mondial ou sur une trop faible échelle, l'écart n'a cessé de se creuser entre les besoins de la population qui n'a cessé de croître dans le monde et les capitaux accumulés par une minorité, au point de réduire à la misère ou à la mendicité des milliards d'hommes, femmes et enfants, ces milliards de travailleurs et leurs familles étant exclus du marché au point que les capitalistes sont placés dans l'obligation de les nourrir sans rien produire en échange, alors que c'est l'inverse qui devrait se produire, ce sont les capitalistes qui devraient vivre de l'exploitation de ces travailleurs. (A suivre)

Le diktat du FMI ou des prédateurs de l'industrie financière

Une tâche herculéenne attend les pays économiquement les plus avancés s'ils veulent ramener leur endettement à leur niveau d'avant la crise, mais leur incapacité à y parvenir se traduirait par une hausse de leurs coûts de financement et pèserait sur leur croissance, avertit le Fonds monétaire international (FMI).

Dominique Strauss-Kahn souligne qu'au sein du G7, le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut (PIB) est en passe de dépasser les niveaux observés après la Seconde Guerre mondiale.

Tout en soulignant l'impact prévisible du vieillissement de la population sur les finances publiques des économies avancées au cours des années à venir, le rapport estime que relever l'âge de départ en retraite contribuerait à assainir les finances publiques sans peser sur la croissance économique.

Il suggère aussi d'améliorer la collecte de la TVA dans les pays qui en sont dotés et d'instaurer une taxe sur la valeur ajoutée là où elle est encore absente, comme aux Etats-Unis.

Parmi les autres possibilités évoquées par le rapport figurent une augmentation de la fiscalité de l'alcool, du tabac et des carburants, l'adoption d'une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et le relèvement des taxes sur l'immobilier. (Reuters 14.05)

Le PS aurait-il un autre programme ?

Russie.

La Russie doit rapidement réorienter ses exportations pour trouver une autre destination que l'Europe dont la croissance est trop faible, a estimé vendredi la ministre de l'Economie, Elvira Nabioullina.

La crise a renforcé le rôle des marchés émergents tels que le Brésil, l'Inde et la Chine comme nouveaux centres mondiaux de la croissance, a déclaré Elvira Nabioullina lors d'une manifestation qui réunissait les ministères des Finances et de l'Economie.

Les pays de l'Union européenne ont représenté 57% des exportations russes en 2008, selon le Service fédéral des statistiques.

Mais, compte tenu de l'importante des ressources naturelles en Russie, les analystes soulignent qu'une réorientation sera difficile.

Les ressources minières, hydrocarbures compris, ont représenté près de 70% des exportations russes en 2008 et les métaux et les biens liés 13%, selon les statistiques officielles.

L'économie russe a connu une croissance de 2,9% au premier trimestre, soit sa première croissance annuelle depuis l'automne 2008. Le ministre des Finances Alexeï Koudrine a estimé que le déficit russe représenterait 5,2% à 5,4% du produit intérieur brut cette année. (Reuters 14.05)

Russie.

La police russe a dispersé violemment samedi une manifestation de mineurs qui exigeaient une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail suite à la catastrophe de la mine de charbon de Raspadskaïa (Sibérie) qui a fait 66 morts, selon une information d'une radio russe. (AP 14.05)

Kirghizistan.

Les tensions se sont accrues vendredi dans le sud du Kirghizistan, où des affrontements ont opposé des centaines de partisans du gouvernement par intérim à ceux du président déchu Kourmanbek Bakiev pour le contrôle de bâtiments officiels. Au moins une personne a été tuée et plus de 60 autres ont été blessées dans ces violences, les plus graves depuis le renversement du régime en avril, selon les autorités.

A Jalal-Abad, centre administratif d'une province du sud-ouest, des manifestants des deux camps ont échangé des coups de feu, jeté des pierres et se sont affrontés à coups de bâtons sur une place devant le bâtiment des autorités régionales.

Plusieurs centaines de manifestants pro-Bakiev, certains armés de fusils automatiques, s'étaient retranchés dans le bâtiment public au cours de la nuit après s'en être emparés jeudi soir. Des partisans du gouvernement intérimaire les en ont délogés vendredi après plusieurs heures de confrontation tendue. (AP 14.05)

Etats-Unis. Psychose.

En alerte depuis la tentative d'attentat de Times Square, la police new-yorkaise a inspecté jeudi soir un véhicule suspect près de Union Square. Elle a retiré deux bonbonnes de gaz, mais n'a trouvé aucun élément suspect.

Les enquêteurs ont retrouvé le propriétaire de la voiture qui leur a expliqué avoir des bonbonnes dans son véhicule car il tond des pelouses pour sa famille. Il s'était garé dans le secteur car il assistait à un concert à proximité, selon la police.

Le porte-parole de la police Paul Browne a confirmé qu'aucun élément suspect n'avait été trouvé et que la zone serait probablement rouverte. (AP 14.05)

Délirant, non ? Ce n'était pas des bonbonnes de gaz mais des jerricans contenant de l'essence (infos hier soir sur TV5Monde Asie). Quand la CIA n'est pas dans le coup, ils s'affolent !

Brésil.

Les ouvriers de Renault au Brésil ont débrayé vendredi, exigeant une participation aux bénéfices plus élevée.

D'après le syndicat des ouvriers automobiles, la grève des quelque 3.500 ouvriers paralyse la production.

La direction a proposé un intéressement aux bénéfices de 7.500 reals (3.400 euros) par employé, rapporte le syndicat, qui réclame 9.000 reals (4.100 euros). (AP 14.05)

Afghanistan.

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté vendredi dans la province de Nangahar, dans l'est de l'Afghanistan, pour dénoncer la mort de civils dans une opération menée selon elles par l'OTAN dans la nuit. L'Alliance atlantique a pour sa part affirmé que huit insurgés avaient été tués dans l'attaque.

Plus de 500 personnes sont descendues dans les rues de Surkh Rod pour protester contre l'offensive, affirmant qu'au moins neuf civils avaient été tués. Un père et ses quatre fils, ainsi que quatre membres d'une autre famille ont péri, a précisé Mohammed Arish, un administrateur gouvernemental de la ville. "*Ce sont des fermiers. Ils sont innocents. Ce ne sont pas des insurgés ou des militants*", a-t-il affirmé par téléphone à l'Associated Press.

Les manifestants ont bloqué des routes et jeté des pierres vers un édifice gouvernemental. Ils voulaient se rendre vers la capitale de la province, Jalalabad, mais en ont été empêchés par la police. Au moins trois personnes ont été blessées lors d'affrontements avec les forces de l'ordre, selon les services du gouverneur de Nangahar. Les corps de plusieurs victimes ont été exposés pendant la manifestation, tandis qu'un drapeau américain était brûlé. (AP 14.05)

Thaïlande. Répression sanglante.

Les affrontements dans le centre de Bangkok entre l'armée thaïlandaise et les "chemises rouges" ont fait sept morts et 101 blessés vendredi, a-t-on appris auprès du centre médical Erawan.

Les affrontements qui ont éclaté en début de journée lorsque des manifestants ont tenté d'empêcher la progression des soldats venus les déloger de leur campement fortifié qu'ils occupent depuis plus de cinq semaines, se poursuivaient dans la nuit.

Au total, huit personnes sont mortes depuis le début des troubles jeudi soir, qui ont fait en outre 112 blessés. (Reuters 14.05)

Avant-hier soir j'étais convaincu que la situation allait se transformer en bain de sang. Est-ce que l'on peut dire pour autant qu'il règne un climat de guerre civile en Thaïlande dans la mesure où apparemment l'immense masse des paysans et des ouvriers n'est pas engagé dans ce combat contre le gouvernement ?

Le 16 mai

J'ai passé un moment sur le serveur du site à explorer les renseignements fournis par le logiciel qui gère les statistiques, principalement la page erreur ou 404.

De nombreux documents ont été définitivement perdus lorsque mon disque dur a brûlé au début de l'année, notamment dans la rubrique économie. Je viens d'avoir une idée pour ceux qui voulaient télécharger un article de cette rubrique et qui ne l'ont pas trouvé : dans le moteur de recherche Google vous tapez le titre de l'article en question et vous devriez le trouver.

Vous vous souvenez peut-être que j'avais commis l'imprudence de ne rien sauvegarder sur un CD-ROM. J'ai modifié des liens dans la rubrique marxisme, tous les fichiers sont désormais disponibles au format pdf, donc si vous tombez sur des liens qui se terminent par .htm, remplassez-les par .pdf, je donne cette précison car certains fichiers étaient accessibles à partir de différentes pages et je ne suis pas sûr d'avoir corriger tous les liens. Je n'ai pas le temps de reformater tous les autres fichiers au format pdf et de modifier chaque adresse dans le site, notamment dans la rubrique tribune libre ou dans le dossier intitulé service.

Je rappelle aux camarades que je ne me connecte jamais sur le site pour vérifier si telle ou telle lien fonctionne correctement ou non, je n'ai franchement pas le temps. Je suis comme vous pris par d'autres tâches quotidiennement et les journées ne comportent que 24h, même en se levant à l'aube.

Je viens d'apprendre en regardant le journal de 20h30 sur TV5Monde Asie que la situation avait dégénéré en bain de sang en Thaïlande avec au moins une vingtaine de morts parmi les manisfestants qui réclament la démission du Premier ministre. De toutes manières en Thaïlande comme pratiquement dans tous les pays, la situation actuelle conduit à une impasse politique en l'absence de partis révolutionnaires. C'est ce qui finalement caractérise la situation, l'absence cruelle d'une direction révolutionnaire des masses laborieuses et d'une Internationale. Elle est en grande partie déterminée par l'incapacité des intellectuels de rompre avec le capitalisme et par l'impuissance de nos dirigeants d'inverser cette tendance. Comme quoi il ne faut pas cracher sur les intellectuels ce qui ne nous interdit pas de critiquer leur attitude complaisante envers le régime.

Il y en a parmi nous qui confondent polémiques, critiques, dénonciations ou combats contre des positions que l'on estime opportunistes, avec la haine ou l'expression d'un rejet, une excommunication ou je ne sais quoi encore. Quand on met face à face deux positions avec les arguments qui vont avec, qu'on les compare et les analyse en fonction des faits et parfois des déclarations, en quoi commettrions-nous un crime ? Faudrait-il se taire et laisser chacun faire sa petite affaire dans son coin ? Elle est où l'unité là-dedans ? Les donneurs de leçons en

la matière sont souvent les plus dogmatiques et les plus éclectiques pour couvrir leur sectarisme. On préfère parler de démocratie que de dictature du prolétariat pendant que la dictature du capital nous écrase. Vous voulez adhérer à ce discours anesthésiant ou rétrograde pour ne pas dire réactionnaire ?

Une importante manifestation a eu lieu hier à Madrid en Espagne en soutien au juge Garzon qui a été démis de ses fonctions par une institution héritée du franquisme et que les social-démocrates n'ont pas abolie. Cela montre encore une fois que lorsqu'on ne commence pas par abolir les institutions, tout continue comme avant. On a aussi l'expérience du Chili d'Allende, encore un social-démocrate qui n'a pas voulu armer le peuple contre le coup d'Etat en préparation du général Pinochet et de la CIA, on connaît la suite. Voyez où en est Evo Morales en Bolivie avec ses histoires de poulets aux hormones qui vous rendrait homosexuel ou d'OGM qui vous condamnerait à devenir chauve prématurément.

Au fait, très important, avant-hier aux infos sur TVMonde Asie, ils ont montré des manifestations monstres à travers la Bolivie contre le gouvernement de Morales qui aurait beaucoup promis et peu tenu, tiens donc, la grève générale durait depuis 4 jours déjà. Je n'ai vu aucune dépêche de presse sur ce sujet, c'est le black out, on coupe, les ouvriers et le corps enseignant sont à la pointe du combat pour des augmentations de salaire notamment a dit le journaliste. Chavez de son côté doit faire face à une inflation de 30% depuis le début de l'année, de quoi mécontenter le peuple qui est toujours plus proche de la misère que de la prospérité tant promise encore une fois par un président qui s'en réclame.

A ce compte là, on finit par ne plus croire personne, en qui pourrait-on avoir encore confiance quand on s'est fait avoir de tous les côtés pour ne pas être vulgaire sont en droit de se demander les travailleurs. Comment reconnaître parmi tous les discours politiques que l'on entend celui qui va nous guider sur le bon chemin ou qui propose quelque chose de concret auquel on peu adhérer ou non ? Il y a un problème de maturité qui n'a pas été réglé. Les intellectuels ne se remettent pas en question, je veux parler des théories qu'ils défendent. Regardez dans le mouvement ouvrier, il est extrêmement difficile d'avoir des relations suivies avec un autre militant ou plusieurs. Pense-t-on vraiment qu'en évitant la confrontation des idées on avancera plus vite, en admettant que l'on puisse avancer en employant un tel procédé ?

Contrairement à eux, comme je porte un regard critique sur tout ce que je fais, il m'arrive rarement d'être vraiment satisfait de moi-même ou de ma production, je suis encore plus sévère envers moi qu'envers les autres, je ne me livre pas encore à des mortifications rassurez-vous. Cela pour dire que s'il fallait être intolérant, ce devrait être envers nous-même, où on ne laisse rien passer, la proximité du fait que je suis le sujet et l'objet se traduit par une sentence immédiate, sauf dans les cas de démence, on sait parfaitement ce que l'on fait, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on le traduit correctement ou plutôt qu'on est capable de discerner les facteurs principaux des principes secondaires qui déterminent la situation, car un fait, un geste ou un acte doit être analysé en prenant compte d'un certain nombre de facteurs, à nous de trouver lesquels, ensuite on a une vue d'ensemble de la situation, on y voit plus clair, on peut enfin accéder à la compréhension de chacun de nos faits, gestes ou actes... Ce qui est valable à titre individuel l'est également pour comprendre l'évolution de la situation, on ne prend pas en compte des faits isolés mais on les considère dans leurs rapports réciproques en essayant de déterminer dans quelle direction ils vont se développer...

Je vais vous avouer un truc, vous savez pourquoi j'ai le temps d'écrire ce soir ? Parce que je ne voulais pas voir Onfray à la télé pour la troisième fois en huit jours, il me donne la nausée ce mec-là. Pour condamner la psychanalyse il épluche la vie de Freud, fouille dans les poubelles, et le voilà propulser sur le devant de la scène par les tenants de la pensée unique et invité par tous les médias. Il fait de la pub pour ses bouquins, c'est un vulgaire boutiquier, il appartient à la même famille qu'Attali, membre du PS et banquier, quand il n'est pas au service personnel de La Talonnette. On est samedi soir alors on se détend. Sans le faire exprès je lui ai collé une particule, de la Talonnette, cela va le réhausser, il prend soudain de la grandeur, le voilà qui s'envol et à court de carburant finit par s'écraser lamentablement... pour le plus grand soulagement de la plèbe qui applaudit à l'exploit. Voilà ce qui arrive à vouloir travailler plus pour gagner plus ! Gagner plus suffit, demandez aux banquiers ce qu'ils en pensent, ils ont une vie vraiment harassante !

Leur cauchemar, je l'ai vu ce soir aux infos, le peuple grec était encore dans la rue hier pour manifester contre le plan d'austérité imposé par son gouvernement, l'UE et le FMI. A ce propos, qui a mis au point (et signé ?) cet accord scélérat contre le prolétariat européen, la Commission européenne ou le FMI ? Raté, les chefs d'Etat directement, chacun a encore en mémoire les réunions entre Sarkozy et Merkel, Sarkozy et Berlusconi ou encore Zapatéro. Trichet a essayé de démentir le fait que la BCE se serait pliée aux injonctions des chefs d'Etat, mais il s'y est pris maladroitement en disant "C'est absurde. Nous prenons nos décisions dans une indépendance totale et nous nous sommes élevés à maintes reprises contre les chefs de gouvernement.", s'il reconnaît qu'il est obligé de rappeler à l'ordre les les chefs de gouvernement, c'est bien qu'ils n'en font qu'à leur tête et prennent des décisions en dehors de son contrôle. Mensonge avoué à moitié pardonné, pas vraiment, car l'autre versant de son mensonge ou ce qu'il ne peut évidemment pas avouer ouvertement, c'est qu'il est aux ordres de l'impérialisme américain qui impose son diktat à l'économie mondiale.

Leur cauchemar, c'est la lutte de classe du prolétariat. Si les banquiers ne croient pas les différents gouvernements capables d'attaquer frontalement leur prolétariat respectif pour imposer ce plan de rigueur drastique, ils peuvent opter pour la fuite en avant qui conduirait à une explosion générale dont il est encore trop tôt pour définir les contours.

Des couches entières de la petite-bourgeoisie vont se prolétariser, on va assister à une radicalisation politique pour le meilleur ou pour le pire, et l'on voit mal comment il serait possible d'éviter le pire dans un premier temps, pour l'éviter il faudrait que le prolétariat grec et les couches de la petites-bourgeoisie en rupture avec le capitalisme et l'Etat s'unissent et s'organisent à tous les niveaux à travers le pays, de façon à constituer à court terme un embryon de double pouvoir, d'Etat ouvrier, je vois plutôt ce développement dans un second temps, à moins que spontanément ils constituent l'équivalent de soviets ou comités, mais comme le mouvement ouvrier est divisé et sans direction

cela compromet à mon avis cette perspective, il n'y a plus qu'à attendre que la situation soit mûre pour que les intellectuels prennent enfin conscience qu'il faut rompre avec le système capitalisme dont les fondements et les lois de fonctionnement ont été découvertes par Marx et Engels.

Tout en écrivant ces lignes une autre idée m'est venue à l'esprit. Je me demandais à partir du constat qu'on n'arrive à rien construire par en bas, si on n'y arriverait pas par en haut, en combinant les deux seraient plus juste pour arriver à quelque chose.

Puisqu'il faut bien vivre avec son temps et tenir compte des transformations de la société, de l'existence des médias, pourquoi ne pas essayer de partir d'un parlement et d'un gouvernement parallèle constituter à partir des partis, organisations, groupes ou formations politiques qui se réclament de la classe ouvrière, qui impulserait la constitution de comités et d'assemblées populaires à travers tout le pays, pendant que l'ensemble de ces formations politiques ainsi que les comités ou collectifs existant se donneraient comme perspective un parlement et un gouvernement ouvrier, qui, parce qu'il serait anticapitaliste et aurait pour tâche l'abolition des institutions de la Ve République, serait révolutionnaire.

Le capitalisme a-t-il trop corrompu les esprits pour que cette idée se réalise, je le pense quelque part, mais je ne peux pas écarter totalement l'hypothèse qu'un jour les conditions soient réunies pour qu'elle se concrétise. Il y a une bonne part de hasard dans le capitalisme disait Marx, il doit donc bien y en avoir aussi du côté du socialisme, sans pour autant en faire une théorie. Nous savons que la révolution doit être armée théoriquement sinon elle court à la catastrophe, parce que le socialisme n'est pas une boule de cristal ou une recette magique.

Autre chose.

Je dois rectifier ce que j'ai écrit hier à propos du plongeon de Wall Street jeudi 6 mai. J'ai été induit en erreur par l'agence Reuters qui avait fourni une fausse information. C'est Reuters qui rectifie.

Je reproduis ci-dessous l'essentiel de leur nouvel article sur ce sujet qui date d'hier.

"Le mystérieux gros vendeur de contrats à terme pendant le plongeon des Bourses américaines le 6 mai n'était pas un "hedge fund" ou un spécialiste du trading à haute fréquence, comme le soupçonnaient de nombreux observateurs, mais la société de gestion Waddell & Reed Financial, selon un document que s'est procuré Reuters.

Waddel a passé le 6 mai un ordre important de contrats "e-mini" pendant les 20 minutes durant lesquelles Wall Street a plongé et effacé jusqu'à près de 1.000 milliards de dollars de capitalisation boursière, explique ce document interne de l'opérateur de marchés à terme CME Group.

Les régulateurs et les responsables des marchés qui cherchent à établir les causes de ce "mini-krach" ont rapidement concentré leurs investigations sur la vente par Waddell de 75.000 contrats "e-mini", l'un des contrats à terme les plus liquides du monde, qui permet aux investisseurs de gérer leur exposition à l'indice Standard & Poor's 500.

Le document du CME ajoute que la vente par Waddell des 75.000 contrats "a semblé à première vue constituer une activité anormale".

Waddell, dont l'action perdait près de 7% à la Bourse de New York vendredi après les informations de Reuters, a réagi en affirmant n'avoir été que "l'une des plus de 250 sociétés qui ont traité le titre 'e-mini' durant la période de temps pendant laquelle le marché a chuté".

Mardi, Gary Gensler, le président de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), l'autorité de surveillance des marchés de produits dérivés aux Etats-Unis, avait déclaré lors d'une audition au Sénat avoir établi qu'une seule transaction avait représenté à elle seule environ 9% du volume total des "e-minis" pendant le plongeon des indices.

Il avait précisé que rien ne permettait de conclure que l'opérateur concerné avait enfreint les règles en passant des ordres de vente.

Il avait ajouté que, selon les données disponibles, les transactions concernées s'inscrivaient dans le cadre d'une stratégie de couverture menée de bonne foi.

Le document de CME montre que, durant le plongeon et la remontée des indices qui l'a suivi, des transactions sur les "e-minis" ont aussi été réalisées, entre autres, par Jump Trading, Goldman Sachs, Interactive Brokers, JPMorgan Chase et Citadel Group.

Pendant les 20 minutes concernées, 842.541 contrats ont été traités sur les "e-minis", selon le document de CME qui ne précise pas la part de Waddell dans ce volume.

Un porte-parole de CME, qui a refusé de commenter le document, a déclaré que l'opérateur n'avait pas pour habitude de discuter de l'activité de ses clients.

"Nous n'avons trouvé aucune preuve d'une activité contraire aux règles ou de transactions erronées émanant de la part de clients de CME Globex", a-t-il dit.

Les contrats de Waddell ont été exécutés chez Barclays Capital et ensuite transmis à Morgan Stanley."

Vous excuserez la longueur de cette citation, mais je devais corriger cette erreur dont je n'étais pas responsable, d'ailleurs en lisant la suite on se demandera si la conjugaison des deux versions ne serait pas plus proche de la vérité. Depuis l'information fournie par Reuters a été reprise par des sites Internet spécialisés dans l'économie et la bourse, comme Boursier.com ou encore l'Agefi le quotidien de l'agence économique et financière à Genève, mais une dépêche de l'AFP datée également d'hier fournit une version plus proche que la première avancée par Reuters et que j'avais repris hier.

Un e-mini est un Instrument de spéculation visant à jouer la variation du support, au même titre que les futures (contrat à terme), warrants ou options. (http://www.edubourse.com)

La meilleur vient du président de la Fed, Ben Bernanke. (Washington, 15 mai 2010 - AFP) On pourrait l'intitulé du lard ou du cochon ou l'art de camoufler maladroitement les activités frauduleuses des banquiers.

"Ce qui s'est produit à la Bourse est seulement un petit exemple de la façon dont les choses peuvent s'enchaîner ou dont la techonologie peut interagir avec la panique du marché", a déclaré M. Bernanke, cité à l'occasion d'un portrait réalisé par le quotidien new-yorkais, à paraître dimanche.

Les autorités de régulation boursière n'ont pas pu établir avec certitude la cause à l'origine de cette baisse, la plus brutale jamais enregistrée par l'indice Dow Jones, et amplifiée par les systèmes informatiques d'échanges préprogrammés.

"M. Bernanke dit qu'il s'est inquiété mais n'a pas été scandalisé par cette chute", a rapporté le New York Times. Selon lui, elle "n'a été qu'une petite indication du point auquel ces systèmes sont devenus complexes et chaotiques".

"Notre système financier est tellement compliqué et fait d'interactions - avec tellement de marchés différents dans des pays différents et tellement d'ensembles de règles...", a-t-il relevé.

"Il n'y a pas de possibilité d'éliminer les crises financières, même les plus graves, mais cela ne signifie pas qu'il n'y a aucune occasion significative de réduire les risques et les effets", a considéré le président de la Fed, en évoquant le rôle de son institution.

Comme je l'ai dit plus haut, la vérité doit être la conjugaison d'un problème informatique lié à un soudain et brutal regain de spéculation suite à une rumeur, trop d'ordres simultanés à la vente ont pu être amplifiés par le biais d'une faille informatique, d'ailleurs les 1.000 milliards de dollars qu'on aurait pu croire envolés en 20 minutes n'ont pas disparu si l'on en croit la dépêche de l'AFP qui précisait :

"Ce jour-là, les indices de la Bourse de New York se sont mis à chuter très brusquement une heure et quart avant la clôture, le cours de certaines actions tombant près de zéro, avant que les cours ne reviennent rapidement vers des niveaux plus normaux."

Donc tout est bien qui finit bien, on ne saura jamais la vérité, en attendant Bernanke couvre Waddell, Jump Trading, Goldman Sachs, Interactive Brokers, Barclays Capital, Morgan Stanley, JPMorgan Chase et Citadel Grou, qui ont dû se faire pas mal de fric au passage.

Si vous n'êtes pas encore pris de nausée après cela, vous allez peut-être être pris de vertiges si vous n'aviez pas encore lu l'info suivante, le site http://www.edubourse.com affiche les salaires 2009 de quelques dirigeants d'entreprises du CAC 40 :

- Bernard Arnault (LVMH) 9.150 K€

- Christopher Viehbacher (Sanofi-Aventis) 6.929 K€

- Lars Olofsson (Carrefour) 6.917 K€

- Franck Riboud (Danone) 5.857 K€

- Christophe de Margerie (Total) 4.546 K€

Cela vaut bien une politique d'austérité ! Quand est-ce qu'on va leur régler leur compte, car cela va se terminer ainsi ?

Bon dimanche à tous.

Deux infos en bref seulement.

Trichet : Haro sur le prolétariat !

"*Il n'y a aucun doute que l'économie se trouve dans la situation la plus difficile depuis la Seconde Guerre mondiale, voire depuis la Première*", a affirmé M. Trichet dans une interview à paraître lundi dans l'hebdomadaire allemand "Der Spiegel".

M. Trichet a réaffirmé la nécessité d'un contrôle renforcé de la politique financière et économique dans les 16 pays de la zone euro. "*Nous avons besoin de structures améliorées, pour éviter et sanctionner les écarts. Nous avons besoin d'une application réelle du contrôle mutuel, nous avons besoin de sanctions réelles pour les accrocs au pacte de stabilité et de croissance*", a-t-il dit, ajoutant que les pays européens devaient accélérer la réduction de leurs déficits. "*Ils savent ce qui est en jeu.*"

Il laisse entendre que c'est aux gouvernements européens, plus qu'aux marchés monétaires, qu'incombe la responsabilité du recul de l'euro, qui est tombé vendredi à un nouveau plus bas de 18 mois face au billet vert.

"*Ce n'est pas une question d'attaque contre l'euro. Cela concerne le secteur public et donc la stabilité financière dans la zone euro, dit-il. Il est clair que les Européens ont pour principale responsabilité de prendre des mesures appropriées pour contrebalancer les tensions actuelles en Europe.*"

Jean-Claude Trichet qualifie par ailleurs d'absurdes les allégations voulant que des gouvernements de la zone euro aient contraint la BCE à prendre des dispositions cette semaine face à la crise de l'euro.

"*C'est absurde, affirme-t-il. Nous prenons nos décisions dans une indépendance totale et nous nous sommes élevés à maintes reprises contre les chefs de gouvernement.*"(AP et Reuters 05.05)

La BCE est au service exclusif de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme et le monde, c'est ce que dit Trichet lorsqu'il explique que l'origine de la crise n'est pas le développement du capitalisme qui a conduit à la prise de contrôle de l'économie par les marchés financiers qui se livrent en permanence à une spéculation effrénée à court terme, mais les gouvernements qui n'ont pas su gérer leurs budgets et qui n'ont pas eu la volonté de liquider les services publiques et les droits sociaux des travailleurs.

Les tenants du capitalisme estiment que pour sortir de cette crise il n'existe qu'une seule solution : geler ou baisser le salaire des fonctionnaires, réduire leur nombre, en finir avec la rigidité des marchés du travail pour relancer la productivité et regagner en compétitivité, il faut réduire le coût de la main d'œuvre, je cite un économiste. Il précise : plutôt que de repousser une nouvelle fois les réformes, les chefs d'Etat doivent profiter de ce sursis pour constituer des coalitions politiques à même d'implémenter les changements nécessaires. (lire la suite dans cette page, Slate.fr 15.05)

Ils veulent la guerre, pas de problème, une seule solution : la révolution prolétarienne !

Niger.

Le gouvernement du Niger a annoncé samedi qu'il allait lancer un programme de distribution de nourriture dans le pays confronté à une grave crise alimentaire.

Mahamane Laouali Dan Dah, porte-parole du gouvernement, a précisé que plus de 21.000 tonnes de nourriture seraient distribuées à 1,5 million de personnes qui en ont besoin. (AP 16.05)

Le 17 mai

Comme tous les lundis, pas grand chose de nouveau à se mettre sous la dent, c'est presque un jour de repos pour moi. Un seul sujet de causerie.

Suivant l'heure à laquelle vous vous connectez vous pouvez prendre connaissance et colporter ensuite une information qui est vraie ou fausse. Un exemple datant d'hier.

Couvre-feu à Bangkok après trois jours d'affrontements, il y a 6 heures 28 min, il était 20h15 en Inde quand je me suis connecté, il était donc 14h15. (Reuters 16.05)

Thaïlande: Les autorités renoncent à imposer un couvre-feu à Bangkok - Créé le 16.05.10 à 10h48 - Mis à jour le 16.05.10 à 15h11.

(20minutes.fr 16.05)

Il s'est passé à peine une heure entre la parution de ces deux dépêches, qui croire ? En réalité le gouvernement avait bien annoncé un couvre-feu avant de faire marche arrière presqu'aussitôt sans que l'on sache pourquoi.

Au départ je me refusais à parler de la situation en Thaïlande, car je savais que les "chemises rouges" roulaient pour l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, milliardaire de son état. Que Thaksin Shinawatra et son parti aient manipulé les paysans ou les habitants pauvres des zones rurales pour se faire élire et se maintenir au pouvoir ne méritait aucune forme de soutien de notre part j'avais estimé. Qu'aujourd'hui ils en appellent au roi et à l'ONU ne peut que renforcer ma position.

Le problème dans ce genre de pays, c'est qu'il n'existe pas vraiment de partis ouvriers ou ils sont tous aussi corrompus que les partis au pouvoir.

Ici en Inde par exemple, dans l'Etat du Tamil Nadu où je vis depuis 14 ans, ce sont deux des plus grandes fortunes de cet Etat qui sont à la tête des deux principaux partis qui se relaient au pouvoir depuis pratiquement l'indépendance, le DMK et l'AIADMK, le Parti du Congrès est pratiquement inexistant ici.

Pour gagner les élections ou se maintenir au pouvoir au-delà d'une législature, le DMK et l'AIADMK rivalisent de générosité envers les plus pauvres qui constituent la majorité des électeurs. Cela va de la distribution de biens courants (aliments, vêtements) à la distribution de biens d'équipement (ventilateur, téléviseur couleur, vélo,) jusqu'à la distribution d'argent. Le tout représente une somme colossale. Il faut y ajouter et ce n'est pas rien, la distribution de terres ou de titres de propriété à ceux qui se sont installés depuis des années sur des terres appartenant à l'Etat, de quoi fidéliser un électorat à vie.

Ces partis au pouvoir maintiennent ainsi le peuple dans un état de pauvreté ou d'indigence permanente, qu'ils rendent supportables par ces distributions qui sont interprétés par une population en grande partie illettrée comme des actes de générosités à mettre au compte de leurs dirigeants qui sont littéralement vénérés comme des dieux. On aura compris que ceux qui se livrent à l'exploitation effrénée des masses laborieuses sont les mêmes qui se font passer pour des philanthropes auprès de la population. Les masses comprennent leur jeu mais elles en sont prisonnières à défaut de toute issue politique, elles parent au plus pressé en acceptant ces dons qui améliorent modestement leur quotidien et votent pour le parti qui se montre le plus généreux envers elles, et je suis presque certain qu'il en va ainsi également en Thaïlande.

Choisir de supporter les "chemises rouges" ou les "chemises jaunes" en Thaïlande , revient à devoir choisir au Tamil Nadu entre deux partis bourgeois, le DMK ou l'AIADMK, la peste ou le choléra.

Pour terminer par un seul exemple qui a lui tout seul permet de comprendre jusqu'où ils sont capables d'aller pour conserver le pouvoir ou se faire élire, mais aussi pour mesurer le degré de pauvreté de certaines couches de la population. Actuellement on ne trouve pratiquement plus de riz en dessous de 16 ou 18 roupies le kilo, un an auparavant les prix tournaient autour de 10 roupies, alors qu'aujourd'hui ils sont proche ou dépassent les 20 roupies le kilo. Et bien le gouvernement DMK continue de distribuer tous les mois à des dizaines de millions de personnes du riz à une roupie le kilo, il n'y a pas d'erreur, une roupie par kilo, un riz de bonne qualité que je rachète 5 roupies le kilo à un de mes beaux-frères parce qu'il ne lui convient pas - voyez-vous cela, les grains seraient trop longs, je ne déconne pas, et que je mange avec mes chiens.

Le cas du riz et de quelques produits alimentaires est particulier, ils font partie de la distribution mensuelle à laquelle a droit chaque famille en fonction du nombre de personnes à nourrir et de son revenu supposé, qu'il est quasiment impossible à contrôler pour la plupart d'entre elles en l'absence de feuilles de paie ou de déclarations d'impôts. C'est l'équivalent des tickets de rationnement qui a existé en France après guerre jusqu'en 1949.

Bonne semaine et bon courage à tous.

Le 18 mai

Je vous ai mis deux articles en ligne du *Figaro* qu'il n'est pas nécessaire de commenter tant leur décryptage est aisé. Heureusement que j'ai commencé à bosser hier soir et ce matin dès 5h30 car mon beau-frère m'a amené ses deux petites filles, c'est les vacances scolaires jusqu'au 2 juin, je fais donc garde d'enfants aujourd'hui. Il m'a aussi apporté un sac de riz de 25 kilos, le riz dont je vous ai parlé hier, je lui ai payé 4 roupies le kilo, il doit m'en apporter encore 75 kilos.

Donc pas le temps de causer, juste un mot.

La remise en cause de nos retraites montrent une fois de plus que rien n'est jamais acquis en régime capitaliste, et contrairement aux opportunistes qui expliquent que c'est pour cette raison qu'il faut continuer le combat pour défendre (uniquement) nos acquis, les militants

passent ainsi leur temps toujours sur le même ouvrage sans jamais que l'on avance vers notre objectif, ils ont peût-être l'impression de se rendre utile, mais ce n'est pas ce genre de considérations qui fait avancer notre cause.

Voilà la raison pour laquelle il faut orienter le combat pour la défense de nos acquis dans la perspective d'en finir une fois pour toute avec le capitalisme, et que c'est dans cette unique perspective qu'il faut construire le parti et non dans celui d'améliorer seulement nos conditions de travail ou d'existence qui sont sans cesse remises en cause, ce point de vue étant celui des classes moyennes ou de la petite-bourgeoisie qui font l'objet de tant d'attention de la part de l'UMP et du PS aujourd'hui, car ils craignent plus que tout l'union du prolétariat avec les couches de la petite-bourgeoisie les plus touchées par la crise, et non celui de militants révolutionnaires combattant pour le socialisme. (A suivre)

J'arrête là, Kilomia et Lunbiga squattent mon bureau et me parlent d'un homme qui se serait transformé en poisson, si j'ai pas écrit des conneries aujourd'hui, cela tiendra sans doute du miracle ! Demain une page sur le PG et le PCF, elle est déjà écrite.

Quelques infos en bref.

Les cires-pompes du régime récompensés.

Sur son blog, le journaliste du Point Emmanuel Beretta indique que le président de la République nomme chevalier dans l'Ordre national du mérite la directrice de la rédaction de TF1, Catherine Nayl.

Suit une liste de personnalités des médias, qui bénéficient de la même faveur présidentielle: "Christine Kelly, membre du CSA, ou encore Jacques Jublin, directeur de la rédaction de i-Télé. Parmi les autres personnalités des médias, on notera la nomination de Sofia Bengana, éditeur du pôle news du groupe Le Figaro.

Parmi les personnalités promues au grade d'officier de l'Ordre national du mérite, on trouve la productrice télé Fabienne Servan-Schreiber et l'ancien ministre de la Culture Jacques Toubon".

Trois remarques:

1/ il fut un temps où les journalistes refusaient toutes les breloques décernées par tous les pouvoirs, au motif que cela risquait de faire peser sur eux un risque légitime de suspicion quant à leur indépendance par rapport à ces mêmes pouvoirs.

Cette tradition s'est perdue, et depuis une quinzaine d'années, c'est la course au ruban rouge ou au ruban bleu. Que de grands noms récompensés! Charles Villeneuve, Rachid Arhab, Jean-Claude Narcy, Jean-Pierre Pernaud... On a même vu Daniela Lumbroso devenir chevalier de la Légion d'honneur, c'est vous dire...

2/ on notera l'absence de tout directeur issu des rangs du service public.

3/ franchement, vu la crise de confiance que traverse le journalisme contemporain, crise qui frappe notamment la télévision et notammment TF1, il le fait exprès Nicolas Sarkozy ? (Lepost.fr 17.05)

Il flatte ces larbins qui font quotidiennement le sale boulot de couvrir sa politique réactionnaire et de formater le cerveau de nos contemporains, normal. Que pour satisfaire la vanité de quelques médiocrités La Talonnette n'hésite pas se déconsidèrer ainsi un peu plus auprès de certaines couches de la population, ce n'est pas nous qui le regretterons. Cela montre au moins qu'il est entouré de fins psychologues à l'UMP, qu'il continue de s'enfoncer, on ne demande pas mieux.

Marchandage, mensonge et affaire d'Etat.

Dans une interview donnée dimanche dernier à Radio J, rapporte Le Monde.fr., Kouchner affirmait : "*Il n'y a eu aucune contrepartie. Cette succession de décisions judiciaires - et en France, on n'influence pas des décisions des juges - n'a rien à avoir avec un marchandage éventuel, un marchandage allégué, rien à voir.*" (Lepost.fr 17.05)

- Et le lendemain, la France accepte d'expulser vers son pays l'Iranien Ali Vakili Rad, condamné à perpétuité pour l'assassinat en 1991 de Chapour Bakhtiar, le dernier Premier ministre du Chah d'Iran jusqu'à sa chute en 1979.

Le décret pris par Brice Hortefeux est la deuxième décision française favorable à l'Iran en deux semaines, après l'arrêt le 5 mai de la cour d'appel de Paris refusant l'extradition vers les Etats-Unis de Majid Kakavand. (Reuters 17.05)

- Sur LCI, Pierre Siramy (un pseudonyme), ex sous-directeur à la DGSE (direction générale de la sécurité extérieure) et auteur controversé du livre "*25 ans dans les services secrets*", a lancé une polémique suite à la libération de Clotilde Reiss.

Il prétendu que Clotilde Reiss "*a travaillé au profit de la France pour collecter des informations qui étaient de nature de politique intérieure et d'autres qui étaient sur la prolifération nucléaire* ". Il a rajouté : "*elle est immatriculée à la DGSE*".

Sur LePoint.fr, la DGSE dément ces informations.

Sur Le Post, Pierre Siramy précise l'origine de ses propos.

De qui tenez-vous vos informations ?

"*Je l'ai su par des gens qui ont travaillé sur le dossier. Des gens issus de la DGSE.*"

Travaillent-ils en Iran, sont-il encore en activité?

"*Ils sont basés à Paris et ils sont encore en activité.*"

Ce sont des hauts-responsables, des "petites mains"?

"*Il n'y a pas de petites mains dans ce métier.*"

Selon vous, quel rôle précis avait-elle à la DGSE?

"*Elle n'était pas une espionne mais un contact occasionnel de la DGSE.*"

Avez-vous vu vous-même ces rapports, des pièces qui prouvent cette collaboration entre Clotilde Reiss et la DGSE?

"*Non, je n'en ai pas vu moi-même. Mais la personne qui m'en a parlé est une personne très fiable.*"

(source : Lepost.fr 17.05)

Ils craignent que la petite-bourgeoisie bascule du côté du prolétariat.

Selon une étude réalisée par TNS Sofres-Logica au lendemain du premier tour (des élections régionales de 2010 -LdC), 41% des professions libérales et des cadres et 46% des professions intermédiaires ont exprimé leur «*désapprobation à l'égard du gouvernement et de Nicolas Sarkozy*». Dans ces mêmes catégories socioprofessionnelles, ils étaient plus de sept sur dix à souhaiter «*une modification de la politique menée*». Et 67% parmi les artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

Au second tour en 2007, selon une étude Ipsos, 49% des professions intermédiaires, 52% des professions libérales et cadres et même 82% des artisans et commerçants s'étaient exprimés en faveur de Nicolas Sarkozy.

« *N'oublions pas que Nicolas Sarkozy a gagné en 2007 grâce au massif soutien des classes populaires* », rappelle X. Bertrand. Et celles-ci, plus que toutes les autres, font aujourd'hui défaut à l'UMP. (lefigaro.fr 17.05)

Heuliez, suite.

Les dirigeants de l'équipementier automobile Heuliez ont annoncé ce lundi à leurs salariés qu'ils allaient déposer le bilan dans l'après-midi au tribunal de commerce de Niort (Deux-Sèvres), apprend-on de sources syndicales.

Les dirigeants ont également indiqué, selon le délégué CFDT Gilles Bineau, que l'offre de reprise de 25 millions d'euros présentée par le groupe financier anglo-malaisien Delamore and Owl (D&O) n'avait pas été écartée comme l'indiquait son directeur Sanjeev Kunar dans le journal Les Echos du 15 mai.

Un fonds d'investissement américain aurait également présenté une offre. (Reuters 17.05)

Guérilla urbaine.

Deux véhicules de police et un autobus ont été caillassés dimanche soir à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) après l'interpellation d'un mineur en scooter qui a percuté un véhicule de patrouille, a-t-on appris lundi de sources policière et judiciaire. Légèrement blessé, le conducteur du deux-roues a été admis à l'hôpital Robert-Ballanger d'Aulnay-sous-Bois sous le régime de la garde à vue. (AP 17.05)

Avant-hier j'ai regradé sur TV5Monde Asie le film *La haine* que je n'avais jamais vu, un film excellent plus proche de la réalité que de la fiction hélas, triste réalité qui est le produit de la décomposition du capitalisme qui conduit à la décomposition de la société tout entière et à des situations inextricables.

Hard rock en deuil.

Ronnie James Dio, chanteur de heavy metal et de hard rock américain, qui avait fait notamment partie des groupes Black Sabbath et Rainbow, est mort dimanche à l'âge de 67 ans. 'Aujourd'hui mon coeur est brisé. Ronnie est mort à 7 h 45 le 16 mai', a déclaré Wendy Dio, sa femme. Dio avait annoncé qu'il souffrait d'un cancer de l'estomac.

Né Ronald James Padavona à Portsmouth, dans le New Hampshire, l'artiste avait joué dans les années 50 avec les premiers groupes de rock. Au milieu des années 70, Ritchie Blackmore, guitariste du groupe britannique Deep Purple, l'avait engagé dans son nouveau groupe, Rainbow. En 1979, Dio avait rejoint Black Sabbath en remplacement d'Ozzy Osborne. Dio était connu pour sa voix puissante et était devenu célèbre pour avoir popularisé le signe des cornes utilisé par les fans de heavy metal. (Lemonde.fr 17.05)

Je suis toujours fan de tous ces groupes qui alliaient imagination et virtuosité, ils incarnaient la révolte de la jeunesse contre un monde injuste et cruel, stupide au possible à l'instar de la variété, de leur société. Une musique qui agit comme un défouloir salutaire ou une soupape de sécurité pour la jeunesse en proie à des tensions extrêmes et aux désillusions que lui impose la société, une musique qui explose littéralement, qui hurle de souffrance tandis que les paroles qui l'accompagne sont souvent tendres et pleines d'espoir, il en faut pour se faire une place et survivre dans ce vieux monde impitoyable.

Economie.

La monnaie unique a chuté à 1,2237 dollar, son niveau le plus bas depuis avril 2006, puis elle est remontée à 1,2334 dollar. Un euro valait 1,51 dollar fin 2009.

Ces sept derniers jours, la monnaie unique a dévissé de 12%, 19% depuis début décembre 2009.

La devise européenne s'est dépréciée de 7% face au billet vert depuis le début du mois et sa baisse atteint 14% depuis le début de l'année, la plus mauvaise performance de toutes les grandes devises de la planète.

Des statistiques de marché publiées vendredi ont montré que les positions spéculatives à la baisse sur l'euro avaient atteint un niveau record au cours de la semaine au 11 mai. (Reuters 17.05)

«*Dans l'ensemble de la zone euro, les échéances de dettes d'ici à 2013 représentent 2 300 milliards d'euros, soit trois fois plus que le plan de stabilisation européen*», rappelle Jean-Christophe Caffet, de Natixis. «*Auparavant, les investisseurs vendaient des titres espagnols ou portugais pour acheter de la dette française ou allemande. Aujourd'hui, ils achètent tout sauf de l'euro*», ajoute l'expert de Natixis. Les marchés se réfugient sur le dollar et l'or. (lefigaro.fr 17.05)

«*Une baisse de 10% de l'euro contre les autres monnaies, c'est 2,5 points de plus pour les exportations, soit 0,5% de plus pour la croissance la première année et 0,5% l'année suivante*», estime Jean-Christophe Caffet, de Natixis, mais la baisse de l'euro renchérit le prix des produits importés ce qui va alimenter les déficits. (lefigaro.fr 17.05)

La Bourse ou la vie.

A Paris le CAC-40 -0,47%, à Francfort le DAX +0,17%, à Londres -0,01%, à Madrid -0,31%, à Lisbonne +0,1%, à Athènes -1,43%, à New York Dow Jones -0,7%, la Bourse de Tokyo a fini en baisse de 2,17%.

La hausse du yen face au dollar et à l'euro pénalise fortement les valeurs exportatrices japonaises.

"*Nous sommes persuadés que l'euro est une monnaie crédible*" a assuré Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, à la sortie d'une réunion des ministres des Finances des pays de la zone euro à Bruxelles. (AP 17.05)

On y reviendra : le problème ne viendrait-il pas tout simplement de la menace qui plane sur la suprématie de l'impérialisme américain sur l'économie mondiale qui à la fois concentre toutes les contradictions du capitalisme ?

Marché mondial, anarchie et concurrence.

L'Union européenne et le Mercosur ont officialisé lundi la reprise des négociations paralysées depuis 2004 en vue de la signature d'un accord de libre-échange entre les deux régions.

Cette décision fait cependant débat au sein des Vingt-Sept et un groupe d'une quinzaine de pays, emmenés par la France, ont fait valoir ces derniers jours que les intérêts stratégiques de l'agriculture européenne pourraient être mis en danger.

Bruno Le Maire a fait valoir qu'un accord de libre-échange entre les deux régions se traduirait par un bond de 70% des importations de boeuf et de 25% des importations de volailles.

Le commissaire européen à l'Agriculture, Dacian Ciolos, a refusé de se prononcer directement sur ces divergences de vues européennes et s'est limité à indiquer que "*le collège de la Commission (avait) considéré qu'il (était) dans l'intérêt économique de l'UE de relancer la négociation*".

"*C'est un sujet sensible pour l'agriculture, mais il est trop tôt pour dire quel sera l'impact (d'un accord) sur les agriculteurs*", a-t-il ajouté. (Reuters 17.05)

Grande-Bretagne.

Le nouveau gouvernement britannique présentera lundi prochain un plan de réduction de six milliards de livres (8,75 milliards d'euros) des dépenses publiques dès cette année, a annoncé le ministre des Finances, George Osborne.

Les six milliards de réduction ne sont qu'une goutte dans l'océan des 163 milliards de livres de déficit prévus pour l'année fiscale 2010-2011 (12% du PIB, l'équivalent de la Grèce), mais le gouvernement de coalition formé des conservateurs et des libéraux-démocrates envisage des coupes claires beaucoup plus drastiques dans les années à venir. (Reuters 17.05)

Grande-Bretagne. Loi anti-grève.

La justice britannique a bloqué lundi 17 mai le mouvement de grève du personnel de cabine de la compagnie aérienne British Airways, quelques heures avant le début de l'arrêt de travail prévu mardi.

British Airways a argué que le syndicat n'avait pas rempli ses obligations en matière d'organisation du vote : '*La loi sur les relations entre les syndicats et les employeurs de 1992 prévoit que tous ceux qui peuvent voter reçoivent les résultats complets du scrutin*' sur la grève, expliquait-elle la semaine dernière. Le juge de la Haute Cour de Londres a justifié sa décision lundi en déclarant : '*Je ne suis pas en mesure de dire s'il est suffisamment clair que le syndicat a effectué tous les actes requis par la loi au moment où ils étaient nécessaires*'.

Il n'a pas donné la possibilité au syndicat de faire appel, mais ce dernier a la possibilité de s'adresser à la cour d'appel pour obtenir une levée de cette interdiction de recours. (Lemonde.fr 17.05)

Allemagne.

Plusieurs milliers de médecins ont débrayé lundi en Allemagne pour exiger un salaire plus élevé et de meilleures conditions de travail.

Selon le syndicat Marburger Bund, les médecins faisaient grève dans quelque 200 établissements publics situés dans plusieurs Länder allemands.

Le mouvement doit durer toute la semaine mais l'organisation syndicale prévient qu'il pourrait se poursuivre sine die si les villes en charge des établissements ne font pas de meilleures propositions. Les employeurs proposent une hausse de salaire de 2,9% ainsi que des primes pour les nuits et les gardes.

Les médecins réclarent une augmentation de salaire de 5% et une meilleure rémunération pour less permanences. (AP 17.05)

Danemark.

La grève de plus de la moitié des employés danois du brasseur Carlsberg entraîne une pénurie de bière dans l'ensemble de la Scandinavie. Lundi 17 mai, ceux-ci ont décidé de la poursuite du mouvement, qui dure maintenant depuis deux semaines.

Les quelque 1 100 grévistes (ouvriers, manutentionnaires, chauffeurs), sur un total de 2 000 personnes employées par le quatrième brasseur mondial sur ses terres natales danoises protestent 'contre le gel des salaires et surtout contre les nouvelles méthodes de travail et les menaces de licenciements' faites par la direction lors de ce conflit, selon leur représentant syndical. Le conflit a éclaté le 4 mai dans l'unique brasserie danoise du groupe à Fredericia (ouest) lorsque environ 500 ouvriers s'étaient mis en grève, avant de s'étendre vendredi aux autres sites de stockage du royaume scandinave. (Lemonde.fr 17.05)

Les employés réclament des hausses de salaire de 1,6 % en 2010 et autant en 2011, mais la direction défend un gel des salaires.

Le 19 mai

Actualisation minimum, car nous n'avons pratiquement pas de courant depuis hier soir, parce que nous avons essuyé un orage et il pleut, il a fait plus de 40°C les derniers jours. Stop, le courant est revenu donc je continue ! Le père de mes deux petites nièces n'est pas venu les chercher hier soir à cause de la pluie, j'ai dû leur préparer un repas indien et elles passent la journée ici, je dois donc m'en occuper jusqu'à ce soir.

Lu dans les propositions du PS sur les retraites : il faudra "*un jour demander aux retraités de contribuer pour notre modèle social, par la CSG par exemple, il vaut mieux le faire pour financer la dépendance (...) sur laquelle nous ferons des propositions*", Aubry a proposé une "*augmentation modérée et étalée dans le temps*" des cotisations patronales et salariales mais uniquement à partir de 2012.

Il ne faut pas se laisser prendre au piège des déclarations sans lendemain.

Le PS n'est pas au pouvoir même s'il participe au gouvernement, il peut donc prétendre s'opposer au report de l'âge légal pour prendre sa retraite au-delà de 60 ans, il peut même aller jusqu'à refuser d'augmenter les annuités nécessaires pour avoir le droit à une retraite à taux plein, finalement cela lui coûte rien, c'est uniquement une opération pour se faire passer pour ce qu'il n'est pas et s'assurer le soutien de la petite-bourgoisie, car sans la mobilisation générale du prolétariat le gouvernement appliquera son projet de contre-réforme des retraites et le PS n'a pas du tout l'intention de se lancer dans cette aventure pour tenter de barrer la route au gouvernement.

Ensuite le PS pourra toujours affirmer : vous voyez l'UMP et le PS ce n'est pas la même chose, il fallait bien qu'il tente de se distinguer de l'UMP ne serait-ce qu'en paroles, si nous avions été au pouvoir vous auriez conservé les 60 ans...

Tu parles, et lorsqu'il sera de nouveau au pouvoir, comme chaque fois il n'abrogera pas les lois anti-ouvrières votées précédemment par l'UMP.

Gageons encore une fois qu'il y en aura pour expliquer que la position du PS constitue un "point d'appui", à quoi, on se le demande, car en dehors de tout engagement pratique, chacun sait que c'est la politique réactionnaire du gouvernement qui s'appliquera.

On ne juge pas un parti aux déclarations de ses dirigeants (déclarations contradictoires s'agissant du PS) ni même à son programme, mais à ses actes. (A suivre)

Une invitation reçue.

Conférence du CERMTRI le samedi 5 juin 2010 de 14 heures 15 à 17 heures 45, au Centre d'Histoire Sociale 9, rue Malher, amphithéâtre Dupuis 1er sous-sol - 75004 Paris (métro Saint-Paul)

L'ANTISEMITISME EN RUSSIE DE CATHERINE II à POUTINE

Réalités et légendes

Les pogromes accomplis aux cris de "mort aux Juifs, sauve la Russie!", les accusations de crimes rituels, les centaines de mesures dirigées contre les Juifs prises entre Catherine II et Nicolas II, le tsar tueur du Dimanche rouge, canonisé par l'Eglise orthodoxe en 2000, la rédaction et la diffusion du Protocole des Sages de Sion, qui inspireront les nazis, l'éxécution ordonnée par Staline des dirigeants du Comité antifasciste juif, dissous par lui l'année même où il apporte un soutien sans faille à la création et à l'armement de l'Etat d'Israél, le complot des Blouses blanches… la liste est interminable des fruits de l'antisémitisme d'Etat, de l'antisémitisme religieux et de l'antisémitisme bureaucratique, mis entre parenthèses pendant près de trente ans par la révolution d'Octobre.

Au lendemain de cette révolution, selon le journaliste russe Arkadi Vaksberg qui lui est hostile, les juifs de Russie passent politiquement de l'"enfer au paradis" …avant de se voir à nouveau confrontés, avec la dégénérescence de la révolution, à la résurgence de l'héritage provisoirement aboli du passé.

De multiples rumeurs et légendes intéressées, qui prennent trop souvent le statut de vérités incontestées voire incontestables, s'ajoutent à la réalité qu'elles déforment ou caricaturent en débouchant sur des amalgames hâtifs.

Le CERMTRI invite tous ceux que ces questions intéressent à participer pour en discuter à la conférence de Jean-Jacques MARIE, auteur du livre « L'ANTISEMITISME EN RUSSIE de Catherine II à Poutine » (Editions Tallandier)

Retraites.

1- Et la collaboration de classes continue.

Le ministre du Travail, Eric Woerth, doit recevoir mardi le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly. La présidente du Medef, Laurence Parisot, et le leader de la CGT, Bernard Thibault, seront reçus mercredi.

2- Les médias au service du gouvernement, normal.

François Chérèque sur RTL : "*Nous sommes toujours ouverts à la discussion, sauf que le gouvernement est en train de faire tomber deux éléments qui sont importants pour nous: les 60 ans et une réforme qui amène plus de choix, qui réduit les inégalités*", a-t-il ajouté.

Manuel Valls a estimé sur France 2 : "*Si nous voulons être crédibles (...) il faut aussi dire la vérité aux Français: nous allons vivre plus longtemps, donc nous allons travailler plus longtemps*", a-t-il dit sur France 2. "*Il faudra allonger la durée de cotisation*".

3- Les instituts de sondages au service du gouvernement, normal.

Selon un sondage Cecop/CSA réalisé les 14 et 15 avril paru mardi dans la *Tribune*, 64% des 1.007 sondés jugent nécessaires le relèvement de l'âge légal de la retraite et la moitié est prête à travailler jusqu'à 62 ans.

4- Les classes moyennes seront mises au même régime que le prolétariat, mais ils n'osent pas le dire.

Eric Woerth a confirmé l'intention de la majorité de mettre les hauts revenus à contribution, créant ainsi une brèche dans le "bouclier fiscal" mis en place en 2007, mais il n'a pas donné de précision sur le mécanisme.

"*Nous préciserons le moment venu ce que nous entendons par hauts revenus, mais sachez que les classes moyennes seront épargnées*", a-t-il dit dans un entretien au Parisien.

5- Le patronat le martèle.

Le Medef estime que le "*relèvement des bornes d'âge et de la durée de cotisation sont absolument nécessaires*", a déclaré Laurence Parisot.

6- Thibault joue la diversion sur l'emploi.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a taxé de «*très mauvais*» le document d'orientation sur la réforme des retraites transmis dimanche à l'ensemble des partenaires sociaux par le gouvernement, critiquant notamment la volonté d'augmenter la durée de cotisations des salariés.

«*Le débat sur les retraites n'a pas de sens si on n'ouvre pas aussi un débat sur l'emploi. Il n'y aura pas de solution au problème des retraites si on laisse fermer des usines comme ici*», a-t-il défendu.

«*Le gouvernement nous explique qu'il faut travailler de plus en plus longtemps et affirme vouloir faire de l'emploi des seniors une priorité et dans le même temps il continue à (laisser) fermer des usines comme celle de Linselles*», a-t-il déclaré, prévenant qu'«il n'y aura pas d'avenir au système par répartition, si on continue à avoir 15% de chômage dans ce pays». (Libération.fr 18.05)

(source : Reuters et AP 18.05)

Journée d'action du 27

La CGT a annoncé mardi avoir déposé un préavis de grève à la RATP pour le 27 mai à l'occasion de la journée interprofessionnelle de mobilisation pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et des retraites. (AP 18.05)

Heuliez, suite.

"*Les dirigeants de l'entreprise ont prévenu ce matin (mardi, ndlr) les délégués du personnel qu'ils avaient déclaré la cessation de paiement au tribunal de commerce de Niort*", a déclaré à Reuters un délégué CFDT d'Heuliez, Gilles Bineau.

L'audience aura lieu mercredi et aucune précision n'a été apportée sur l'avancement des négociations, a-t-il ajouté.

Selon Gilles Bineau, les dirigeants de l'entreprise avaient indiqué lundi que l'offre de reprise de 25 millions d'euros présentée par D&O n'avait pas été écartée comme l'indiquait son directeur Sanjeev Kunar dans le journal *Les Echos* du 15 mai.

Cette offre sera étudiée en même temps que d'autres, toujours possibles après le dépôt de bilan. (Reuters 18.05)

Economie.

Crise du capitalisme. La quadrature du cercle.

1- Les pays de l'Union européenne ont décidé mardi de renforcer l'encadrement des fonds spéculatifs, ou hedge funds.

Certains craignent que de telles mesures ne fassent barrage aux fonds américains en Europe et ne conduise cette lucrative industrie à quitter la City à Londres. Environ 80% des fonds spéculatifs européens sont basés en Grande-Bretagne, qui plaidait pour donner aux fonds étrangers le droit automatique d'opérer dans n'importe quel pays de l'UE une fois qu'il était autorisé dans un Etat-membre.

Le nouveau chancelier de l'Echiquier britannique, George Osborne, n'a pas voulu reconnaître dans la position des Vingt-Sept une défaite totale pour le nouveau gouvernement conservateur, estimant qu'il restait encore de la marge lors des négociations avec le Parlement européen. Il a dit s'inquiéter que les nouvelles règles ne soient pas "*entièrement compatibles avec le marché unique*". Les hedge funds doivent "*avoir accès au marché européen tout entier*", a-t-il plaidé.

Les règles proposées ne donnent pas aux fonds le droit d'opérer dans l'ensemble de l'Union. Le secrétaire américain au Trésor Tim Geithner avait déjà déploré une initiative qualifiée de "*protectionniste*" qui pourrait fermer aux fonds américains les portes de l'UE. (AP 18.05)

On a peut-être là l'explication de la spéculation contre l'euro de la part de l'impérialisme américain soutenu par la City.

2- L'Allemagne va interdire à partir de mercredi jusqu'au 31 mars 2011 les ventes à découvert à nu sur les dix plus importantes institutions financières du pays, déclare un porte-parole du ministère des Finances.

Cette interdiction concerne également les emprunts d'Etat de la zone euro et les CDS adossés à ces obligations, a précisé ce porte-parole.

La vente à découvert consiste à emprunter des titres et à les revendre tout de suite dans l'espoir de les racheter plus tard à un cours plus bas afin d'empocher une plus-value avant de les restituer. La vente à découvert "*à nu*" consiste à vendre des titres qu'on n'a même pas empruntés.

Tim Ghriskey, directeur des investissements chez Solaris Asset Management, s'est montré sceptique au sujet de l'efficacité de cette décision de Berlin.

"*Les investisseurs pourront aller ailleurs pour vendre à découvert. Donc, à moins que l'interdiction soit étendue au monde entier, cette dernière, à nos yeux, n'aura guère d'effet. Ce sera peut-être un peu plus difficile (pour les investisseurs) mais qui veut peut*", a-t-il souligné. (Reuters 18.05)

Inflation.

Selon les chiffres publiés mardi par l'Office national de la statistique (ONS), les prix à la consommation ont augmenté de 3,7% en rythme annuel le mois dernier. (Reuters 18.05)

L'inflation dans la zone euro a bien été de 1,5% en en avril sur un an annonce Eurostat, le bureau européen des statistiques. (Reuters 18.05)

Fusion-acquisition-restructuration-licenciements : la logique du capitalisme.

Le groupe pharmaceutique Pfizer, numéro un mondial du secteur, va supprimer 6.000 postes, 18% de ses effectifs, dans ses 78 usines au cours des cinq ans à venir, alors qu'il consolide ses activités après le rachat l'année dernière de son concurrent Wyeth.

Pfizer a précisé qu'il était en bonne voie pour atteindre quatre à cinq milliards de dollars d'économies de coûts d'ici 2012 grâce au rachat de Wyeth. (Reuters 18.05)

Le 20 mai

Quatres sujets de causerie ce matin.

1- Thaïlande.

Le mouvement dit des "*chemises rouges*" étant composé essentiellement d'ouvriers pauvres des zones rurales et de paysans, il était de notre devoir d'exiger l'arrêt immédiat de la répression mise en oeuvre par le gouvernement thaïlandais.

Hier soir le présentateur des infos sur TV5Monde Asie a rappelé que la "communauté internationale" avait condamnés les précédents coups d'Etat ou les répressions sanglantes qui avaient marqué les années 70 et 90 en Thaïllande, alors que depuis les événements des dernières semaines qui secouent Bankok, elle s'est murée dans le silence. Ajoutons : Qui ne dit rien consent !

2- A qui profite la baisse de l'euro ?

Partons de l'hypothèse que le baril de pétrole est à 70 dollars, et voyons combien il en coûtera aux pays importateurs de la zone euro quand la parité entre le dollar et l'euro passe de 1,50 à 1,25. La même démonstration vaut avec une autre monnaie que l'euro.

Quand l'euro s'échange à 1,50 pour un dollar, le baril va coûter en euro : 70 : 1,50 = 46,66

Quand l'euro s'échange à 1,25 pour un dollar, le baril va coûter en euro : 70 : 1,25 = 56

Donc quand l'euro baisse, la facture augmente pour les pays importateurs de pétrole, sachant que ce sont les compagnies américaines qui dominent le marché mondial du pétrole, ce sont elles qui engrangent davantage de profits. Le même raisonnement vaut pour le marché des matières premières.

Quand l'euro baisse cela favorise les exportations, mais la facture des importations augmentent, sachant que la plupart des pays de l'UE ont une balance commerciale déficitaire, qu'ils exportent moins qu'ils importent, leurs dettes devraient continuer de croître.

3- Sur la dette de l'Etat.

Un extrait d'un courriel reçu (do@kalachnikov.org) sur la dette de l'Etat et que j'ai reformaté.

Georges Pompidou s'installa à l'Élysée le 15 juin 1969. Son mandat fut écourté par son décès le 2 avril 1974 à Paris.

3 janvier 1973, réforme de la Banque de France, sous le gouvernement de Georges Pompidou, avant il avait été nommé chef de cabinet du général de Gaulle d'avril 1948 à 1953, date à laquelle il entra à la banque Rothschild, où il occupa rapidement les fonctions de directeur général et d'administrateur de nombreuses sociétés.

Dans la loi portant sur la réforme des statuts de la banque de France, nous trouvons en particulier cet article 25 très court, qui bloque toute possibilité d'avance au trésor :

« *Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la banque de France.* »

Ce qui signifie que l'article 25 de la loi 73-7 du 3 janvier 1973 interdit à la Banque de France de faire crédit à l'État, condamnant la France à se tourner vers des banques privées et à payer des intérêts ; alors qu'avant cette loi, quand l'État empruntait de l'argent, il le faisait auprès de la banque de France qui, lui appartenant, lui prêtait sans intérêt.

Autrement dit : auparavant, l'État français avait le droit de battre monnaie, et avec cette nouvelle loi, il perd ce droit qui est du même coup légué aux banques privées, qui en profitent pour s'enrichir aux dépends de l'État en lui prêtant avec intérêt l'argent dont il a besoin. Cette décision correspond à une privatisation de l'argent et ramène la nation au même rang que n'importe lequel de ses citoyens.

La dette à fin 1979 était de 239 milliards d'euros, déjà injustifiables ; la dette à fin 2008 s'établit à 1327 milliards d'euros ! Ainsi, entre 1980 et 2008, la dette a augmenté de 1088 milliards d'euros et nous avons payé 1306 milliards d'euros d'intérêts.

1327 - 1306 = 21 Milliards d'Euros ! : Si nous avions pu créer notre monnaie — faire exactement ce qu'ont le droit de faire les banques privées —, la dette publique serait quasiment inexistante aujourd'hui.

3- Décryptage de l'édito de D. Gluckstein dans le N°98 d'*Informations ouvrières* paru hier.

Il commence ainsi : "*Sommes-nous encore en démocratie ?*"

Quelle démocratie ? La démocratie existerait-elle au-dessus des classes, ne serait-elle pas au service d'une classe, la classe dominante ? S'agirait-il ici de la démocratie en général que Lénine étrilla dans L'Etat et la révolution ?

Tout le monde se réclame de la démocratie, c'est la tarte à la crème des populistes de droite comme de gauche... Passons.

Il pose ensuite une question : "*Qui décide ?*". Un mystère qui vaut bien un tour de passe-passe.

"*L'Union européenne décrète*" écrit-il, puis plus loin, "*le Fonds monétaire international dicte*" la politique que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner devrait appliquer, mais en réalité, c'est bien le gouvernement qui décide en dernière instance d'appliquer ou non la politique que les institutions internationales du capital lui soumettent, sans oublier l'OCDE et la Banque Mondiale ou encore l'OMC.

Il faudrait peut-être rappeler au professeur d'histoire D. Gluckstein que les deux guerres mondiales qui ont eu lieu au XXe siècle ont commencé en brisant des accords de paix ou des traités signés entre les différents belligérants, et que finalement nul n'était tenu de les respecter aveuglément et qu'aucun pays n'avait renoncé pour autant à sa souveraineté.

Le gouvernement capitule-t-il ou est-il le complice de ces institutions du capital ?

Il écrit "*Sommes-nous encore en démocratie quand les « marchés », le FMI, l'Union européenne sont invoqués par tout gouvernement — à commencer par le gouvernement Sarkozy-Fillon — pour justifier leurs capitulations successives ?*"

Dans quelle démocratie sommes-nous quand les intérêts de la majorité sont foulés aux pieds par une minorité ? Question embarrassante qu'on aurait pu poser dès... 1789 ou 1792 si vous voulez, non ?

Capituler ou se faire le complice d'une politique, ce n'est pas tout à fait la même chose. On peut capituler sans partager au départ la politique que l'on nous propose d'appliquer, on peut très bien défendre une autre politique et céder ensuite à la pression pour en appliquer une autre. Alors que le complice n'a jamais eu l'intention de faire une autre politique que celle qu'il applique, il en a décidé ainsi en toute connaissance de cause, ajoutons, en espérant y trouver son compte. Gluckstein aurait peut-être souhaité que Sarkozy mène une politique conforme aux intérêts du prolétariat, il aurait pu en être capable s'il ne s'était pas livré à des "*capitulations successives*" devant l'UE ou le FMI, c'est ce qu'il prétend ou laisse entendre. Car, si Sarkozy a capitulé en suivant le raisonnement de Gluckstein, cela sous-entend qu'il était sur une autre ligne politique précédemment, non ? Etrange, à ma connaissance il n'en a toujours eu qu'une, celle qu'il mène aujourdhui.

Ce qui arrangerait bien Gluckstein, ce serait que sous la pression des masses Sarkozy soit obligé de satisfaire certaines de nos revendications. En passant, celui-ci pourrait s'en prévaloir lors du bilan de son mandat en 2012. Mais voilà, même avec 3 millions de manifestants dans la rue le 29 mars 2009 il n'a cédé sur rien, pas de bol, sinon la vie aurait pu continuer comme avant, on aurait été si heureux sous les cieux de la Ve République. Il objectera que cela aurait été un premier pas qui en aurait appelé d'autres. Tu parles, le XXe siècle n'a été marqué que de petits pas qui ont conduit à la subordination totale du prolétariat au capitalisme. C'est la voie du petit-bourgeois réformiste pour qui tout va bien du moment qu'il peut continuer de vivre comme avant sans se soucier du reste, des millions de travailleurs et leurs familles qui se débattent quotidiennement pour tenter de survivre.

En prétendant que le gouvernement capitulerait, Gluckstein laisse ainsi entendre que Sarkozy aurait pu mener une autre politique que celle dictée par les marchés financiers ou qu'il aurait pu en avoir l'intention, alors qu'en réalité il est le représentant de l'aristocratie financière aux commandes de l'Etat. Ainsi Gluckstein s'emploie à minimiser ou camoufler le rôle du gouvernement et laisse planer le doute sur ses réelles intentions, qui en réalité n'ont jamais changé depuis l'élection de Sarkozy, quand bien même la situation serait lourde de graves et dangereuses contradictions pour le régime, il est l'homme de la Bourse, on peut ajouter qu'il a été choisi au sein de l'UMP pour justement conduire au pas de charge cette politique de destruction systématique de tous nos droits ou avantages acquis. Le POI entretient donc une ambiguïté sur les rapports existant entre le gouvernement et les institutions internationales du capital d'une part, et d'autre part avec le prolétariat.

Le POI joue sur le registre suivant : il sait que le gouvernement est au prise avec une contradiction entre la situation sociale et politique qu'il doit gérer au plus près d'un côté, et les besoins exprimés par les capitalistes qu'il doit satisfaire, besoins qui sont contradictoires entre ceux du capitalisme français et ceux du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain. Il estime qu'il serait possible de profiter de cette contradiction pour obtenir des miettes de la part du gouvernement, d'où son refus de proposer une issue politique à la crise du capitalisme qui serait forcément minoritaire au sein du mouvement ouvrier gangrené par le réformisme, car elle serait un facteur de division qui ne permettrait pas de mobiliser les masses contre le gouvernement, mobilisation qui de fait n'interviendra jamais à l'initiative du POI ou en réponse à ses appels en direction des dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière, sauf à continuer de se leurrer indéfiniment, car la question centrale demeure le niveau de conscience politique médiocre du prolétariat qui n'a pas encore renoué avec l'espoir qu'il existait une alternative au capitalisme et à l'Etat du même nom, qui se caractérise par l'absence cruelle du parti révolutionnaire.

Il continue en confirmant le constat précédent : "*Ce sont les mêmes qui, au nom des « marchés », de la concurrence libre et non faussée, refusent de prendre la moindre mesure d'interdiction des licenciements. Et ce sont les mêmes qui s'en prennent aujourd'hui aux retraites.*". On est bien d'accord qu'il parle toujours du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. Parce qu'il aurait fallu s'attendre à autre chose de la part

du gouvernement ? C'est en tout cas le doute qu'il laisse planer ouvertement encore une fois. C'est lui qui le martèle, personne ne pourra dès lors m'accuser de déformer ses propos ou de le calomnier, vous en êtes témoins ici, j'aurais pu ajouter plus haut qu'on pourrait aussi s'interroger sur les rapports entre le POI et le pouvoir, mais je m'en suis abstenu volontairement. S'attaquer à notre retraite ne faisait-il pas partie du programme du candidat Sarkozy à l'élection présidentielle ? Sarkozy assume parfaitement ses responsabilités et l'on devrait s'en réjouir au lieu de feindre de s'en étonner ou pire de le regretter, pourrait-il ou devrait-il être autre chose que le représentant du CAC 40 ?

Sarkozy et son gouvernement réactionnaire ne sont pas les seuls dans ce cas-là, le PS et le PCF, qui ont toujours soutenu le régime, seraient eux aussi animés par de louables intentions envers le prolétariat : "*Les dirigeants du PS et du PCF, supposés représenter les intérêts des travailleurs*", le temps des suppositions ne serait-il pas révolue une fois pour toute depuis belle lurette, ne saurait-on pas en mesure de savoir quoi penser de ces partis pourris ? Le POI se cale toujours sur les éléments qui entretiennent des illusions dans ces partis, et comme il en existera aussi longtemps qu'on n'aura pas renverser le régime, ces dirigeants ne font que répéter sans cesse les mêmes balivernes depuis des lustres, sans même tenir compte des modifications intervenues dans les rapports entre le prolétariat et les appareils.

Mais voilà que ces partis prennent la défense de l'euro, quelle horreur ! Fallait-il s'attendre à autre chose de leur part ? C'est ce que laisse supposer encore une fois D. Gluckstein, qui après avoir tenté d'alimenter les illusions dans le gouvernement en rajoute une couche avec le PS et le PCF.

Où voulait-il en venir au juste ? Devinez ? La suite et fin de son éditorial consiste à nous expliquer qu'aucune autre politique ne pourra voir le jour sans rompre avec l'UE et le FMI, point, il n'est pas le seul à le penser, mais il s'arrête là, où ? Aux portes des institutions de la Ve République qu'il n'est pas question de faire sauter, or c'est la clé de la situation politique.

Donc si nous reprenons depuis le début sa démonstration, on s'aperçoit que dans un premier temps il épargne le gouvernement en faisant croire qu'il aurait pu mettre en oeuvre une autre politique, mais qu'il ne serait plus maître de ses décisions, pour ensuite épargner à leur tour les partis PS et PCF qui le soutiennent, normal ou logique, pour finalement en arriver à un scénario qui verrait le gouvernement actuel ou un autre sans doute dirigé par le PS et le PCF rompre avec l'UE sous la pression des masses, mais sans forcément rompre avec les institutions de la Ve République dont il est nulle part question dans son édito, on se demandera par quel miracle les masses pourraient y parvenir : "*l'action de masse, unie et efficace, pour l'emporter, devra imposer la rupture de tout consensus, de toute « Union sacrée » forgée sur l'autel de l'Union européenne et du FMI*", le consensus brisé, d'après vous qu'est-ce qui demeureraient en selle ? Je vous le donne en mille : les partis qui auraient rompus ce consensus, le PS et le PCF dont Gluckstein ne peut décidément pas se passer. Et bien sûr les institutions de la Ve République.

En panne d'inspiration, le POI retourne ainsi près de 30 ans en arrière (à moins que ces dirigeants aient 30 ans de retard ou plus !) quand avant même la liquidation du PCI ces dirigeants n'avaient pas d'autre perspective politique que la défense de la démocratie (bourgeoise) agrémentée ensuite par la ligne de la rupture avec l'UE qui a abouti à une impasse politique. Pourquoi ? Parce que le POI cherche à composer avec le PS et le PCF sans remettre en cause les institutions de la Ve République, parce qu'il ne situe pas son combat dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat et le socialisme, et qu'il ne construit pas un parti dans cette perspective, l'un n'allant pas sans l'autre.

A partir du moment où un parti était arrivé au pouvoir et pouvait abolir les lois anti-ouvrières qui avaient été votées au cours des années ou des décennies précédentes et qu'il ne l'a pas fait, ce parti doit être caractérisé comme un parti bourgeois ou capitaliste, sur ce point il n'y a aucun doute, mais le POI continue de refuser cette caractérisation, il n'est pas le seul dans ce cas.

Les Etats demeurent les maîtres de leur politique. Deux exemples récents parmi d'autres.

1- La Grèce. Le POI dans un article a été obligé de reconnaître que c'était le gouvernement Papandréou qui avait promulgué la politique d'austérité qui frappe le prolétariat grec, pour ensuite ne conserver que les slogans contre l'UE et le FMI entendus dans les manifestations, point d'analyse ou d'orientation politique, un simple constat relayant les illusions des masses, comme si le POI n'était bon qu'à cela.

"*Les manifestants protestaient contre le plan gouvernemental, contre les mesures de ce plan. Il y avait des mots d'ordre syndicaux concernant les salaires, les conventions collectives, les retraites. Mais l'exigence générale qui surgissait de toute la manifestation, c'est à bas la dictature de l'Union européenne et du FMI !*" (page 10). Sans oublier le titre de cet article "*A bas la dictature de l'Union européenne et du FMI !*".

A bas le gouvernement Papandréou à la solde des banquiers ! A bas les institutions (grecques) à la solde des capitalismes qui nous rançonnent ! Organisons-nous pour constituer nos propres organismes politiques de pouvoir, finissons-en avec ce régime... Non, voyez-vous, ces mots d'ordres sont incorrects pour le POI.

Dans la même page juste en dessous on trouve un article intitulé : "*Il est grand temps que les syndicats reconquièrent le Labour Party pour la classe ouvrière*". Ceci explique peut-être cela. Il faudrait sans doute que le prolétariat grec "*reconquière*" le PASOK, un parti bourgeois aussi pourri que le PS ou le SPD.

2- L'Allemagne. Angela Merkel a décidé unilatéralement l'interdiction des ventes à découvert à nu sur certains titres financiers sans demander l'autorisation de la Commission européenne ou d'autres Etats. Il est facile de le prouver :

- La Commission européenne a dit comprendre la décision du gouvernement allemand tout en estimant qu'une coordination européenne sur l'interdiction des ventes à découvert aurait été plus efficace.

- "*Il me semble qu'il faudrait quand même solliciter l'avis des Etats considérés et concernés par la mesure*", a déclaré la ministre de l'Economie Christine Lagarde. Elle a regretté une décision "*unilatérale*" des autorités allemandes.

- L'AMF indique également que les autorités allemandes ne l'ont pas consultée avant de prendre leur décision.

- Le gouvernement espagnol soutient quant à lui la décision d'Angela Merkel. (Reuters 19.05)

Cela suffira-t-il comme preuves au POI pour démontrer que l'Allemagne, la Grèce ou la France sont bien toujours des Etats souverains ?

Comme ils disent : la discussion continue...

Cette semaine je ne mettrai pas en ligne des pages d'*Informations ouvrières* pour les raisons suivantes :

1 - les infos contenues dans les deux pages sur les retraites figurent déjà pratiquement en totalité dans le site ;

2- la soit-disant "tribune libre" consacrée à des syndicalistes (page 4 et 5) n'apporte aucun élément nouveau, ceux qui se présentent comme des syndiqués sont sans doute des adhérents du POI, ils expriment uniquement les positions du POI que nous connaissons déjà. Quand ils interviewent un syndicaliste, il faudrait au moins qu'ils aient l'honnêteté de préciser s'il est ou non adhérent du POI. Idem pour le courrier des lecteurs. On déteste les manipulations, même les plus insignifiantes.

Passons aux infos en bref.

La politique du FMI ou le socialisme, c'est du pareil au même.

Martine Aubry était l'invitée de France Inter mercredi matin.

Le chroniqueur politique d'Inter, Thomas Legrand, lui a posé la question suivante : "*Est-ce qu'avec Dominique Strauss-Kahn vous représentez exactement la même tendance du socialisme français?*".

La réponse de Martine Aubry fut sans aucun détour :

"*Je pense que nous sommes sur la même ligne politique. Et cela est extrêmement important. Nous défendons la même ligne politique. Nous sommes différents, nous avons des parcours différents mais nous sommes d'accord sur l'essentiel.*"

Martine Aubry qui venait de rassurer une auditrice sur la tenue de primaires ouvertes à tous les citoyens de gauche a ajouté :

"*J'ai dit qu'aujourd'hui, je n'étais pas candidate simplement je sais qu'avec Dominique, les choses se passeront bien, parce que nous partageons aujourd'hui la même vision du socialisme*".

Et Nicolas Demorand, qui anime la matinale de France Inter, aura eu raison de souligner, qu'en quelques minutes, Martine Aubry aura réussit le tour de force de dire du bien de DSK et d'Angela Merkel, la chancelière allemande, 2 responsables des plans de rigueur qui s'abattent sur le continent européen... (Lepost.fr 19.05)

Comment ne pas comprendre que le mouvement ouvrier aurait tout intérêt à ce que ce parti bourgeois ne se réclame plus du socialisme, qu'il le banisse de son discours et qu'il cesse d'y faire référence ?

Questions : quand Aubry identifie le politique du FMI au socialisme, à qui rend-elle service : à notre cause ou à celle de nos ennemis pour détourner le prolétariat et la petite-bourgeoisie du socialisme ? Pour qui roulent véritablement ceux qui continuent de faire croire que le PS pourrait se situer dans notre camp ?

Retraite. PS : une "*posture d'opposant*" pour laisser le gouvernement faire le "*sale boulot*" et faire passer sa contre-réforme.

Dans son projet sur les retraites le PS veut taxer l'intéressement qui concerne "*un tiers des salariés français*" et la participation "44%" selon Fillon. C'est donc s'en prendre pas forcément aux dirigeants des grandes entreprises mais à l'aristocratie ouvrière et aux couches supérieures du prolétariat, voire l'ensemble des travailleurs concernés par l'intéressement, qui n'auront plus qu'à se tourner... vers Sarkozy !

Un journaliste de Reuters fait remarquer que "*le PS tient son rang de parti de gouvernement, notamment en actant l'allongement de la durée de cotisation à l'horizon 2020 prévu par les réformes Balladur et Fillon.*" (Reuters 19.05)

Le journal *Le Monde* note qu'avec ce dispositif, "le PS tourne une page. Il entérine les précédentes réformes de la retraite, et notamment la loi Fillon de 2003, qui avait harmonisé à 40 ans les durées de cotisations pour le public et le privé, que jusqu'à l'élection présidentielle de 2007 il envisageait purement et simplement d'abroger. "

Le texte prévoit que "si un allongement de la durée de cotisation devait être envisagé, celui-ci ne devrait pas excéder la moitié des gains d'espérance de vie."

Vis-à-vis de ses alliés potentiels – les Verts (et non Europe Ecologie), le Parti communiste et le Parti de gauche – elle donne le signal que la culture de gouvernement ne l'empêche pas d'adopter, comme eux, une posture d'opposante. Enfin, elle se rapproche des syndicats, tous opposés à la réforme du gouvernement.

Elle va sur leur terrain en mettant l'accent sur des ressources nouvelles, même si elle affiche une plus grande proximité avec la CGT et surtout FO, dont la direction est proche de l'aile gauche du PS, qu'avec la CFDT qui, avant son congrès, du 7 au 11 juin à Tours, aurait sans doute préféré une position plus ouverte. Dans le non-dit de la position du PS, il y a aussi le souhait subliminal de laisser la droite faire le "sale boulot" et de ne pas avoir à rouvrir le dossier de la réforme des retraites si d'aventure il revenait au pouvoir en 2012. 3(Le Monde 19.05)

Pour les dirigeants du PS, le courage politique ne se trouve pas dans le camp du gouvernement. "*Ils proposent du sang, de la sueur et des larmes mais pour quel résultat*", s'interroge Marisol Touraine, qui a piloté les travaux internes sur la réforme des retraites. (Reuters 19.05)

Faudrait-il accepter de se saigner, de suer ou de pleurer pour obtenir le respect de nos droits sociaux légitimes, n'y aurait-il pas là une contradiction, qu'est-ce qui pourrait justifier de subir un tel traitement pendant que les patrons du CAC 40 engrangent des milliards d'euros de profits ?

Retraites. CGT, Eric Aubin : "*nous sommes sur la même ligne que le PS*"

Interview de l'Express.fr du 19.05.

Eric Aubin, membre de la direction confédérale de la CGT réagit aux propositions dévoilées mardi par Martine Aubry.

Le contre-projet socialiste colle-t-il aux revendications de la CGT ?

Sur les 60 ans, c'est clair, nous sommes sur la même ligne que le PS : pas question de toucher à l'âge légal du départ à la retraite. Dans le projet socialiste, l'hypothèse d'un allongement de la durée des côtisations est reportée à 2025, on se donne tout le temps de regarder cela plus tard. Pour nous, c'est plutôt positif. Augmenter la durée de cotisation revient à baisser le niveau des pensions : ça signifie appliquer une décote qui pénalisera le salarié.

Vos préconisez, comme le PS, de mettre à contribution les revenus du capital...

Le gouvernement nous dit : "on a un problème démographique et on va le résoudre par la démographie", c'est à dire en allongeant la durée du travail. A la différence d'Eric Woerth, le ministre du Travail, nous estimons à la CGT - comme au PS - que c'est un problème de financement. En lisant le document d'orientation remis par le gouvernement, qui entretient savamment le flou, nous sommes persuadés qu'il n'y aura que quelques financements à la marge, cela ne comblera pas les besoins de notre système par répartition. Il faut trouver ailleurs de nouvelles ressources pour nos régimes.

Par exemple ?

Nous proposons que les revenus financiers des entreprises soient mis à contribution : cela représente 20 milliards d'euros. Il faut aussi élargir l'assiette de côtisation, dont le manque à gagner, selon la Cour des Comptes, est estimé à 3 milliards d'euros pour nos régimes de retraite. Troisième proposition : moduler les cotisations sociales en fonction du rapport masse salariale/valeur ajoutée : il n'est pas normal qu'un artisan paie des cotisations sur la même base qu'un grand groupe comme Total ! Quatrième proposition : stopper les exonérations sociales qui n'ont eu aucun effet sur le niveau de l'emploi. Enfin, nous préconisons d'augmenter les cotisations des employeurs. Pour qu'elle soit cohérente, il faut surtout remettre l'emploi au centre de la réforme, on ne peut pas rester avec un taux de chômage de 10%, sinon on court à la catastrophe.

Question. Je n'ai plus de feuilles de paie devant les yeux parce qu'elles sont toutes parties dans la mer lors du tsunami, mais je me souviens quand même comment c'est foutu. En haut il y a le salaire brut, en dessous il y a deux colonnes, l'une pour les cotisations sociales patronales, l'autre pour les cotisations sociales du salarié, et en bas on trouve le salaire net. L'ensemble du salaire du travailleur est constitué par le salaire net qui sera versé sur son compte en banque, auquel il faut ajouter la somme des deux colonnes.

On est bien d'accord que les cotisations sociales du salarié constituent une partie du salaire qui sert à financer les organismes de protection sociale (chômage, santé, retraite). Mais les cotisations sociales que paient l'employeur, que sont-elles sinon une partie de notre salaire versée à l'Ursaf qui les redistribuent ensuite aux différents organismes sociaux.

Aujourd'hui tout le monde s'accorde à dire du PS au POI (y compris les syndicats) qu'il faudrait augmenter ces cotisations sociales dites patronales, autrement dit pendant que le patronat et l'Etat continuent tranquillement de piller les organismes sociaux, indirectement il faudrait que les travailleurs les renflouent, qu'une partie supplémentaire de la plus-value des entreprises alimentent les comptes des organismes sociaux pendant que les salaires seraient bloqués ou augmenteraient moins rapidement que la hausse des prix ou l'ensemble des prélèvement sous forme de taxes, impôts locaux, etc, tandis que ces organismes sociaux se montrent de moins en moins généreuses envers les travailleurs, non remboursement de médicaments, baisse des allocations chômage, etc.

Qu'on le veuille ou non, cela revient à réclamer que les travailleurs paient l'addition à la place des patrons, donc cette revendication est inacceptable.

La Bourse ou la vie.

A Paris le CAC 40 a clôturé en baisse de 2,92%, Londres a abandonné 2,81% et Francfort 2,72%. Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a perdu 2,92% et l'Eurofirst 300 2,91%.

La Bourse de Tokyo a fini en repli de 0,54%.

Japon.

Le gouvernement japonais s'est réjoui de la croissance économique enregistrée au premier trimestre, plus 4,9% d'après les premières estimations. C'est la quatrième trimestre de suite que le produit intérieur brut progresse. (AP 19.05)

Allemagne. Chacun pour soi !

Commençons par une question pour essayer de comprendre les intentions réelles de Merkel.

Comprenant qu'il sera impossible dans un avenir proche d'imposer que l'ensemble des Etats de la zone euro puis de l'ensemble de l'UE confient leurs budgets à l'UE avant qu'il ne soit ratifié par leur parlement respectif, ne serait-ce pas un moyen de pression supplémentaire pour forcer la main aux gouvernements qui rechignent à s'en prendre à leur dette publique et qui trouvent trop contraignantes les clauses du pacte de stabilité de l'UE ?

Ayons à l'esprit que l'Allemagne est le premier pays exportateur et que ses entreprises profitent pleinement de la baisse de l'euro.

Les causes avancées de la réaction de Berlin.

L'Allemagne a motivé sa décision par la nécessité de réduire la volatilité sur les marchés de la dette européens et de faire cesser ce qu'elle considère comme des attaques spéculatives contre l'euro.

Comment les médias la présentent.

L'Allemagne a déclaré la guerre aux spéculateurs et pris à contre-pied ses partenaires européens qui ont certifié mercredi ne pas avoir été consultés sur la décision de Berlin d'interdiction les ventes à découvert à nu sur certains titres financiers.

Les explications de Merkel. Où veut-elle en venir ?

"*L'euro est en danger. Si nous n'écartons pas ce danger, alors les conséquences pour l'Europe seront incalculables puis les conséquences au-delà de l'Europe seront incalculables*" aussi, a prévenu la chancelière allemande.

La cheffe du gouvernement allemand a prévenu que la cause de la crise était les pays insuffisamment compétitifs vivant au-dessus de leurs moyens. "*L'Europe a besoin d'une nouvelle culture de stabilité*", a-t-elle souligné, notamment par des sanctions plus rapides et plus sévères contre les pays membres qui creusent leurs déficits publics.

Une analyse contradictoire sur la situation de l'euro, qui dit la vérité et qui ment, pourquoi ?

"*L'euro est une devise incontournable, elle n'est pas en danger. Elle n'est en danger qu'à partir du moment où il n'y a pas de gouvernance*

ordonnée", insiste Jean-Pierre Jouyet, le président de l'AMF. "*Donc tout ce qui est désordre contribue plus à affaiblir qu'à renforcer l'euro*", ajoute-t-il, alors que la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré mercredi que la devise des Seize était "*en danger*".

L'AMF rappelle que la France a maintenu l'interdiction des ventes à découvert sur les valeurs financières cotées sur le marché français, une mesure mise en place depuis l'automne 2008 à la suite de la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers.

Cette mesure n'a pas fait fuir les investisseurs de la Bourse de Paris, simple constat, alors pourquoi la décision de Merkel devrait-elle insiter les capitaux à fuir la zone euro ?

Les Allemands défendent leurs propres intérêts, comme le font les Américains ou les Chinois, au détriment du reste du monde, y compris la zone euro ou l'UE. L'impérialisme américain a-t-il intérêt à affaiblir l'UE ou l'Allemagne se défend-elle contre ses partenaires européens ?

Quelques analyses ou hypothèses.

Les marchés pas concernés.

"*Cela montre une fois de plus que les Allemands n'ont toujours pas compris que les marchés n'étaient pas le problème. Les marchés ont raison de s'interroger sur la viabilité de la zone euro dans sa forme actuelle*", commente Simon Tilford, économiste en chef au Centre for European Reform, un groupe de réflexion situé à Londres.

Une mesure aux conséquences limitées.

Des professionnels du secteur financier estiment par ailleurs que la mesure sera relativement facile à contourner. Aux yeux des experts, une telle interdiction ne pourrait être réellement efficace que si elle était appliquée en même temps par tous les pays de l'UE, ce qui paraît aujourd'hui peu probable.

"*Ce qui est particulier à l'Allemagne, c'est cette propension à faire des annonces unilatérales sur des mesures qui seraient applicables seulement si elles étaient mises en oeuvre collectivement*", estime Simon Tilford.

"*C'est une mesure qui non seulement ne s'applique pas aux principaux teneurs de marché mais qui en outre ne vise que les transactions réalisées en Allemagne*", remarque le président de l'AMF, ajoutant qu'elle s'adresse plutôt à l'opinion publique allemande.

Une mesure contre les spéculateurs européens.

Pour certains analystes, la mesure allemande pourrait être néfaste en entraînant une fuite des capitaux de la zone euro et un accroissement de l'aversion au risque. Certains comparent la décision de Berlin à un acte désespéré.

La mesure allemande, selon Stephen Jen du hedge fund BlueGold, est d'autant plus difficile à comprendre que "*les plus gros vendeurs d'emprunts européens sont les fonds de pension européens, pas les hedge funds américains*".

Des considérations d'ordre politique au lendemain de la défaite électorale de son parti, notamment.

"*C'est plutôt populiste*", selon Simon Tilford.

"*C'est une décision prise en Allemagne en fonction de considérations domestiques et politiques qui sont propres à l'Allemagne. Ce que je comprends, c'est qu'ils en ont besoin vis-à-vis de l'opinion publique allemande*", dit le président de l'AMF.

(source : AP et Reuters 19.05)

Iran.

Malgré l'accord survenu lundi entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur l'enrichissement de l'uranium iranien, les grandes puissances se sont accordées pour adopter de nouvelles sanctions contre Téhéran.

Mercredi, le Brésil et la Turquie ont écrit au Conseil de sécurité de l'ONU pour demander aux 15 pays membres de ne pas adopter de nouvelles sanctions contre l'Iran en raison de son programme nucléaire, selon le ministère brésilien des Affaires étrangères. «Le Brésil et la Turquie sont convaincus qu'il est temps de donner une chance aux négociations et d'éviter des mesures nuisibles à la résolution pacifique de ce problème», ont déclaré dans ce courrier les chefs de la diplomatie brésilienne et turque.

La résolution en question, d'inspiration américaine, a été soumise au Conseil de sécurité mardi. Elle prévoit que l'Iran ne pourra investir à l'étranger dans certaines activités sensibles comme les mines d'uranium et que ses navires pourront être inspectés en haute mer. Le projet interdit aussi la vente à Téhéran de huit nouveaux types d'armements lourds, notamment des chars. (20minutes.fr 19.05)

Le 21 mai

Pas vraiment le temps de causer, je dois jongler avec les coupures de courant, le soleil est déjà revenu après une absence interminable qui a duré...deux jours, alors elle n'est pas belle la vie ? On se décontracte un peu, j'en ai besoin autant que vous. J'ai eu à peine le temps de taper ces deux phrases qu'ils ont recoupé le courant ! Si on vous raconte que l'Inde menacerait les pays dominants, surtout ne les croyez pas !

Précision rédigée hier soir.

Les camarades doivent bien comprendre que je ne peux pas intervenir en temps réel sur tous les sujets d'actualité, alors quand je me livre malgré tout à cet exercice périlleux, il peut arriver qu'il faille rectifier certaines informations par la suite. Il est plus facile d'intervenir après coup une fois qu'on a pu recouper ou vérifier les informations délivrées par les agences de presse et les différents médias ou encore par les partis politiques. On manque souvent d'éléments probants pour se faire une idée exacte de la situation dans un pays.

Ce n'est évidemment pas un inconvénient que rencontreraient les partis politiques qui disposent de sympatisants ou de correspondants à travers le monde ou qui disposent de moyens financiers, matériels ou humains dont je ne dispose évidemment pas, comparons uniquement ce qui peut être comparable.

Je suis tributaire du temps tout simplement, du temps dont je dispose pour faire mon boulot, en étant seul et obligé de me coltiner la totalité des tâches ménagères quotidiennes auxquelles je ne peux pas échapper pour essayer de vivre à peu près normalement. Même si je ne travaille pas, je ne suis pas un permanent. Pour vous donner une idée du boulot que représente l'actualisation quotidienne du site, ce matin j'y ai passé 6h30 et je dois encore mettre de l'ordre dans le disque dur.

Escrocs de hauts vols.

Cinq tableaux de Pablo Picasso, Fernand Léger, Henri Matisse, Georges Braque et Amedeo Modigliani ont été dérobés dans la nuit de mercredi à jeudi au Musée d'art moderne de la ville de Paris.

De précédentes enquêtes de police sur des faits similaires ont montré que des collectionneurs sollicitaient le vol d'oeuvres spécifiques à leur profit exclusif. (Reuters 20.05)

Quand Lang le larbin de Sarkozy se fait remettre en place.

Ce mardi 18 mai, Jack Lang et la France se sont fait remettre à leur place par un avocat et conseiller national suisse Christian Lüscher (parti libéral-radical) alors qu'ils étaient tous deux invités par la Télévision Suisse Romande à un débat intitulé : "*La Suisse doit-elle donner Polanski aux Américains ?*"

Verbatim :

"Je suis extrêmement choqué par l'attitude de certaines personnes françaises (qui défendent Roman Polanski), d'autant plus venant d'un ancien ministre d'un pays qui n'a aucune leçon à donner à la Suisse. Un pays dans lequel une partie de l'appareil judiciaire est totalement inféodée au pouvoir gouvernemental", a ainsi lancé l'avocat et élu de Genève.

"*Un pays dans lequel on a refusé des extraditions vers la Suisse*", a-t-il, par ailleurs, souligné. Avant de poursuivre :"*Un ministre français devrait faire preuve de retenue. (...) Dans notre pays, on applique la loi, et lorsqu'elle ne n'est pas à appliquer, on ne déplace pas les procureurs d'une région à une autre pour satisfaire le pouvoir*".

La réaction outrée de Jack Lang montre que visiblement il n'a plus l'habitude d'avoir de vrais contradicteurs face à lui.

Comme le fait remarquer le *NouvelObs*, c'est bien la France et Jack Lang qui se sont retrouvés sur le banc des accusés en lieu et place de Roman Polanski. Ce qui illustre la difficulté croissante de la France à s'ériger en exemple de démocratie et de défense des Droits de l'Homme après 8 ans de gouvernement de la droite. (Lepost.fr 20.05)

La Bourse ou la vie.

New York. L'indice Dow Jones a perdu 3,6%, le Nasdaq Composite a chuté de 4,11%, le Standard & Poor's 500 a cédé 3,9%.

L'indice CAC 40 a perdu 2,25%, Londres a lâché 1,65% et Francfort 2,02%. Les indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 et l'EuroFirst 300, ont plongé respectivement de 1,99% et de 2,24%.

Illustrant la fébrilité qui saisit les investisseurs, l'indice Vix du Chicago Board Exchange qui mesure la volatilité sur les marchés d'actions américains, également surnommé "*indice de la peur*", a bondi en séance de 28% à 45,21 points, un plus haut de séance sans précédent depuis avril 2009.

Le manque d'unité politique dans la zone euro, conjugué aux rumeurs les plus folles circulant sur les marchés, a incité les investisseurs à se réfugier vers les emprunts d'Etat allemands, signe de leur défiance à l'égard du risque.

Les statistiques américaines du jour n'ont rien fait pour améliorer la confiance des marchés. Les inscriptions hebdomadaires au chômage sont ressorties en hausse, l'indice des indicateurs avancé a reculé en avril pour la première fois depuis mars 2009.

L'euro s'échangeait en fin d'après-midi autour de 1,2377 dollar et, contrairement aux jours précédents, il a été relativement stable, évoluant entre 1,23 et 1,2437 dollar.

Le rendement de l'emprunt de référence à 10 ans de la zone euro, le Bund allemand, s'est détendu d'un demi-point de base à 2,69%, le 10 ans français aussi qui passe sous 3% à 2,95%.

Le grand gagnant de la journée a été le yen qui s'est apprécié contre dollar et euro. L'euro a ainsi touché un plus bas depuis novembre 2001 contre la devise japonaise, à 109,49.

Le baril de pétrole brut léger américain abandonne 1,96 dollar à 67,91 dollars. (Reuters 20.05)

La crise de la dette européenne vue de la Fed.

La crise de la dette européenne constitue un risque "*potentiellement important*" pour la reprise économique américaine car elle menace les marchés de crédit et le commerce mondial, a estimé jeudi Daniel Tarullo, un des gouverneurs de la Réserve fédérale.

"*Les investisseurs sont conscients que ce plan ne peut pas supprimer en fin de compte la nécessité de véritables, et probablement douloureuses, réformes budgétaires dans la zone euro*", estime Daniel Tarullo en référence au plan de stabilisation de 750 milliards d'euros mis en place par l'Union européenne avec l'aide du Fonds monétaire international (FMI).

"*Si les problèmes des Etats périphériques européens s'étendent jusqu'à créer de nouvelles difficultés au sein de l'Europe, les banques américaines seront confrontées à des pertes accrues sur leur exposition d'ensemble au crédit qui est très importante*", a-t-il prévenu.

"*En plus d'occasionner des pertes directes aux institutions américaines, un accroissement des tensions financières en Europe pourrait se transmettre aux marchés financiers à travers le monde.*" (Reuters 20.05)

La crainte de la dislocation du marché mondial les tenaille sur fond de lutte de classes, faisons en sorte qu'ils en fassent des cauchemars !

Economie. Qu'est-ce que c'est la vente à découvert ?

Dans les ventes à découvert à nu, l'opérateur de marché vend un titre qu'il ne détient pas, pariant sur la chute de son prix, sans avoir préalablement emprunté ce titre ou sans s'être assuré de sa capacité à l'emprunter, comme cela est nécessaire dans une vente à découvert conventionnelle.

Un contrat à nu sur un CDS consiste à acheter un instrument de couverture contre le défaut d'un émetteur sans avoir en portefeuille d'obligations de cet émetteur.

Le but de l'interdiction des ventes à nu sur les dettes d'Etats et les CDS afférents est d'empêcher que des fonds spéculatifs réalisent certains types d'opérations qui pourraient contribuer à faire grimper les taux obligataires, empêchant certains Etats fragiles d'emprunter sur les marchés. (Reuters 20.05)

Leur morale et la nôtre. Tout leur est bon pour s'enrichir.

Les prix des médicaments non remboursables présentent en France «*une très grande disparité*», pouvant être jusqu'à trois fois plus élevés d'une pharmacie à l'autre. C'est ce que souligne une étude publiée ce jeudi par l'association de consommateurs Familles rurales.

Les tarifs de 13 médicaments dans 76 magasins de 36 départements ont été passés au crible en janvier par les «*veilleurs*» de l'association.

Un traitement contre l'herpès (Activir) dont le prix varie de 2,99 à 9,60 euros. Un lait infantile Gallia qui coûte entre 11,78 et 25,65 euros... Parmi les plus forts écarts constatés figurent également le Biafineact (émulsion contre les brûlures), le Dacryum (antiseptique pour lavage optique), ou encore la solution pour bain de bouche Hextril, avec des différences de plus de 3,50 euros entre les prix minimum et maximum observés.

Les médicaments concernés «ne sont pas majoritairement en accès libre et restent derrière le comptoir» sous contrôle du pharmacien, empêchant souvent les clients d'examiner les prix, dénonce l'association. En revanche, pour ceux des médicaments qui sont proposés en accès libre, le consommateur «*a une parfaite lisibilité sur le prix*», et les tarifs sont en général «moins chers». (20minutes.fr 20.05)

Socialisme. De la recherche jusqu'à la commercialisation en passant par la prodution, le secteur pharmaceutique devrait être un monopole ou un bien collectif entre les mains de l'Etat, afin de pouvoir satisfaire les besoins légitimes en matière de santé de l'ensemble de la population. Les soins préventifs, les traitements, les opérations et les médicaments devraient être accessibles à tous, donc être gratuits. Telle serait la conception du droit à la santé en régime socialiste.

Le gouvernement soutient la répression en Thaïlande.

Paris a demandé jeudi à l'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra de "*s'abstenir de toute manifestation ou déclaration publiques pendant son séjour*" actuel sur le territoire français, étant donné les affrontements meurtriers de ces derniers jours à Bangkok.

"*Compte tenu du contexte de violences en Thaïlande (...), nous avons fait savoir à M. Thaksin, en séjour strictement privé en France, qu'il devait s'abstenir de toute manifestation ou déclaration publiques pendant son séjour sur notre territoire*", a déclaré le ministère des Affaires étrangères, interrogé lors du point de presse électronique. (AP 20.05)

Corée du Nord.

Une commission d'enquête internationale rendue publique jeudi confirme que la Corée du Nord est bien responsable du torpillage d'une corvette sud-coréenne en mars dernier.

Dans leur rapport, les enquêteurs affirment que «*les preuves amènent de manière accablante à la conclusion que la torpille a été tirée par un sous-marin nord-coréen*».

Pyongyang a démenti et menacé d'une «*guerre généralisée*» en cas de sanctions internationales alors que le président sud-coréen Lee Myung-Bak, a promis «*des mesures énergiques*» contre la Corée du Nord. (20minutes.fr 20.05)

Info ou intox ?

Quoi de plus facile que d'exhiber les restes d'une torpille fabriquée en Corée du Nord et d'attribuer le tir au gouvernement nord-coréen, non ? Quel intérêt la Corée du Nord aurait-elle à une guerre ? Qui aurait intérêt à une guerre entre les deux Corées qui mettraient en scène la Chine et les Etats-Unis ? Qui est en proie à une crise du capitalisme sans précédent et qui aurait intérêt à faire pression sur Pékin pour qu'il infléchisse sa politique économique ou monétaire ? Devinez ?

Le 22 mai

Quelques sujets de causeries et de réflexions rédigés hier soir.

1- Aux abonnés absents.

Au fait, y a -t-il des partis politiques qui appellent à une journée de grève et de manifestation le 27 mai ou le 15 juin ? Je vais vérifier ce qu'il en est sur leurs sites Internet et nous en reparlerons demain ou dans quelques jours, il ne reste plus que 6 ou 25 jours.

2- Comment les syndiqués interprètent-ils les appels des dirigeants ?

La plupart y trouveront ce qu'ils avaient envie d'y trouver, cela permet aussi de mesurer la maturité politique des masses, de faire un point, une sorte de vérification pratique de la situation et des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes. Cela me permet de faire l'enchaînement avec le sujet suivant.

3- Sur la situation politique en Grèce.

Les masses ne parviennent pas à se doter d'organismes politiques qui seraient indépendants du régime et des institutions, même sans les violer.

En 1905 en Russie la classe ouvrière s'est dotée spontanément de soviets, les comités d'usine se sont transformés en comités de pouvoir politique défiant le régime en place...

Si à cette époque elle ne savait pas encore comment s'y prendre pour renverser le régime (manque de maturité politique), elle en viendra à bout 12 ans plus tard grâce au parti bolchevik et au léninisme, son combat était orienté vers cet objectif et vers le socialisme dès la fin du XIXe siècle par les dirigeants révolutionnaires du mouvement ouvrier russe, à la différence du prolétariat grec qui est incapable de situer son combat dans cette perspective. L'absence d'un parti comparable au parti bolchevik lui fait cruellement défaut.

4- Pour DSK supprimer les 13e et 14 e mois aux fonctionnaires grecs, ce n'est pas s'en prendre aux bas salaires.

Imaginez un instant ce qui nous attendrait s'il était un jour au pouvoir en France !

5- Le PS à la manoeuvre.

Le PS a constaté que des couches entières de la petite-bourgeoisie et des classes moyennes étaient sur le point de rompre ou pourraient se poser la question assez rapidement de la rupture avec le capitalisme et les institutions, ce qui s'est traduit par un timide recadrage de sa position sur les retraites, en sachant que cela ne lui coûtait rien puisque le PS n'est pas au pouvoir, sans oublier qu'on a eu le droit à un déferlement de déclarations contredisant ce qui était écrit dans le document du PS du 18 mai, le rendant caduc. (ce document est en ligne intégralement dans la page d'accueil du site).

Le PS veillent sur ses ouailles pour le compte du régime, quand il sent le vent tourner, il tourne aussi, pas sur le fond évidemment : un coup il soutient ouvertement les institutions, un coup il penche du côté des couches de la petite-bourgeoisie qui partent en vrille et risqueraient de devenir incontrôlables, de s'orienter dans une direction qui signerait la mort du capitalisme en s'alliant avec le prolétariat pour abattre le régime. (A suivre)

Quelques infos en bref.

Le candidat du PS-FMI

420 930 dollars par an, sans compter les frais, c'était le salaire déclaré en 2007 par le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn. (Lepost.fr 21.05)

Y aurait-il une contradiction entre la position du PS en faveur du maintien de la retraite à 60 ans dans son document du 18 mai et la position exprimée par Dominique Strauss-Kahn jeudi soir sur France 2 ?

Les médias reproduisent généreusement les déclarations divergentes des dirigeants du PS qui se sont exprimés sur cette question depuis l'intervention de Strauss-Kahn, alors au lieu de compter les points pour arriver à la conclusion qu'ils existent des désaccords sur cette question au sein de la direction du PS ce que tout le monde sait, les uns exprimant tout haut ce que tout le monde pense tout bas en s'alignant sur la position de l'UMP, les autres déjà gagnés par la fièvre de l'emporter en 2012 préfèrent ménager hypocritement l'électorat ouvrier sans lequel le candidat sera une nouvelle fois battu, laissons la parole à Marisol Touraine en charge du dossier des retraites au PS et à Manuel Valls qui vont nous éclairer sur les réelles intentions du PS.

Hier dans le Figaro.fr : "**La strauss-kahnienne Marisol Touraine** cherche aussi à relativiser la prise de distance de l'ancien ministre socialiste en expliquant que «*pour le PS non plus, la référence aux 60 ans n'est pas un dogme*». Mais la députée d'Indre-et-Loire ajoute que les 60 ans permettent de «*garantir un droit protecteur pour les plus modestes, ceux qui ont des métiers pénibles ou qui ont commencé à travailler à 14 ou 15 ans*». Marisol Touraine affirme, au nom de la «modernité», que les Français doivent «*avoir la liberté de choix*» de leur âge de départ à la retraite."

Manuel Valls se félicite de la "*vision claire et adaptée*" de DSK, il est "convaincu que les socialistes, s'ils reprennent le pouvoir dans deux ans, «*ne reviendront pas*» sur la réforme des retraites, «*car la réalité s'imposera à tous*». Manuel Valls pense que la retraite à la carte, ou la retraite choisie, permettra de «*dépasser le clivage public-privé, ainsi que la problématique de l'âge légal*»."

Ajoutons quelques réactions supplémentaires pour avoir le point de vue des différents courants du PS.

Le fabiusien Philippe Martin est satisfait : "*Sur la forme, DSK est plus souple que nos propositions, mais sur le fond, il n'y a pas de hiatus*

entre nous".

Proche de François Hollande, Bruno Le Roux trouve qu'il y a "*beaucoup de bon sens dans les propos de Dominique*".

Jean Glavany : «*DSK cultive son image traditionnelle d'homme de centre gauche, bon gestionnaire.*» «*Mais en se distanciant des positions du PS, il ne prend pas le bon chemin pour être désigné par le parti en 2012. Ce n'est pas la bonne façon d'attirer les militants*»

Pierre Moscovici, invité vendredi matin de RTL : "*je dis la retraite à 60 ans comme droit, mais l'age effectif de la retraite, oui il doit pouvoir être reculé.*". (Lepost.fr 21.05)

Si on comprend bien, Marisol Touraine dit que les 60 ans seraient réservés uniquement à ceux qui ont commencé "*à travailler à 14 ou 15 ans*", au passage, le PS n'envisage pas de remettre la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, cela va concerner une infime minorité de travailleurs, pendant que l'immense majorité sera placée dans l'obligation de travailler au-delà de 60 ans pour obtenir une retraite à taux plein.

On a là la trame de la retraite à la carte proposée par le PS qui convient très bien au courant le plus droitier du PS représenté par M. Valls, qui se traduira par un report général de l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans à partir du moment où on aura commencé à travailler après l'âge de 18 ans compte tenu que le PS ne compte pas non plus revenir sur l'allongement de la durée de cotisation qui devrait passer à 42 annuités en 2020 (18 + 42 = 60) comme Valls l'a annoncé ou plutôt confirmé, c'est d'ailleurs écrit noir sur blanc dans le document du PS : "*Jusqu'à 2020, des dispositions sont prévues concernant la durée de cotisation* ", car le PS au pouvoir n'abolit pas les lois anti-ouvrières précédemment votées, et pour cause dans ses propositions le PS envisage même la possibilité d'un nouvel allongement de la durée de cotisation à partir de 2025, je cite "*Si un allongement de la durée de cotisation devait être envisagé, celui-ci...*". (source : lefigaro.fr 21.05)

Un spécialiste des grandes manoeuvres est appelé à la rescousse, **Pierre Laurent bras (PCF)** droit de Marie-George Buffet, dans une interview donnée au *Figaro*.

"*Je constate surtout que les socialistes, officiellement, disent autre chose que Dominique Strauss-Kahn*", pas vraiment comme on vient de le démontrer preuves à l'appui.

Un exemple qui illustre bien l'hypocrisie ambiante qui habitent le PS plus que ses contradictions : "*Le PS est traversé par ce débat comme il l'était en 2005 sur le traité constitutionnel européen. Or, la vie a montré que ceux qui s'étaient prononcés contre ont vu juste.*", ah oui tu parles, ils sont tous rentrés dans le rang, même Mélenchon avec son PG réclame plus d'UE pour ceux qui savent écouter et lire ! (source : lefigaro.fr 21.05)

La palme de l'enfumage pourrait revenir à **Jean-Christophe Cambadélis** présenté comme l'un des principaux lieutenants de Dominique Strauss-Kahn au PS :

"*Dominique Strauss-Kahn est dans son rôle: il est au FMI, il parle du FMI et de l'allongement de la vie et de la vieillesse. Le Parti socialiste est dans le moment présent*", a-t-il dit sur LCI. (Reuters 21.05)

Donc jeudi en affirmant sur France2 qu'il fallait repousser l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans, Strauss-Kahn parlait uniquement du personnel du FMI, nous voilà rassurés !

On a trouvé mieux encore : l'art de concilier les contraires, un aveu. DSK un "*homme de gauche*"... comme un certain François Mitterrand sans doute.

"Interrogé par LEXPRESS.fr, **un autre socialiste** a été plus mordant envers l'ex-ministre des Finances du gouvernement Jospin. "*DSK aurait pu mieux concilier sa fonction de directeur général du FMI et son statut d'homme de gauche, estime cet ancien ministre*" "(Lexpress.fr 21.05)

Contactée par Libération.fr, Marisol Touraine n'y voit «*pas une contradiction*»: «*ce que dit Dominique Strauss-Kahn est compatible avec nos propositions.*» (Libération.fr 21.05)

PS. Etrange conception de la démocratie.

"*Après plusieurs semaines de débats dans 3 916 sections, les adhérents ont conclu de la plus belle manière ce travail de réflexion qui est la première pierre de notre projet, en se prononçant très massivement à 90% pour le texte, 3,4 % contre et le reste en abstentions*", a expliqué ce 21 mai Christophe Borgel, secrétaire national du PS aux élections et à la vie des fédérations.

La participation est à "*l'aune de ce qu'on a habituellement dans nos conventions*", et se situe entre "50 et 60 000 sur 180 000" inscrits, soit "entre 30 et 33%".

Le texte pour un "*nouveau modèle de développement économique, social, écologique*" porté par Pierre Moscovici, avait été approuvé à l'unanimité en Conseil national (Parlement) du PS le 27 avril. Il sera définitivement ratifié en convention nationale le 29 mai. (Lexpress.fr 21.05)

90% de 30% cela donne 27%, donc personne ne sait ce que pense de ce texte 73% des adhérents de ce parti qui n'ont pas participé à ce scrutin interne. A quoi bon, l'essentiel est ailleurs.

50 ou 60 000 ce n'est pas pareil, la variation est de 20%. Comment peuvent-ils affirmer que 90% auraient approuvé ce texte avec une variation possible de 20% des votants ?

Union nationale.

Quarante-quatre maires français de tous bords appellent le gouvernement à se mobiliser réellement en faveur des banlieues les plus difficiles confrontées au chômage, au mal-logement et à un sentiment d'abandon.

Parmi les maires signataires, figurent notamment Catherine Arenou, maire UMP de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), François Asensi, maire PCF de Tremblay-en-France, Stephane Gatignon, maire Europe Ecologie de Sevran (Seine-saint-Denis), Alain Cabazonne, maire MoDem de Talence (Gironde) et Henri Bertholet, maire PS de Romans (Drôme). (Reuters 21.05)

La Bourse ou la vie.

A Paris le CAC 40 - 0,05%, le Footsie-100 à Londres - 0,20%, la Bourse de Francfort a reculé de 0,66%. Madrid finissait la journée en hausse de 1,48%.

La Bourse de Tokyo a clôturé sur une chute de 2,45%, Sydney a perdu 0,26%, Shanghai 0,64% et Taipei 2,51% vers 8h30 (heure français).

La BCE fer de lance du combat du capital contre le travail en Europe.

"*Soyons clairs, ce n'est pas l'euro qui est en danger mais ce sont les politiques budgétaires de certains pays qui doivent être examinées, comme c'est le cas en ce moment*", a dit Jean-Claude Trichet dans un entretien au journal allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung réalisé mercredi. (Reuters 21.05)

Grande-Bretagne.

Le nouveau premier ministre britannique, David Cameron, a réaffirmé vendredi lors de sa première visite officielle à Berlin, qu'il s'opposerait à toute modification des traités européens qui donnerait davantage de compétences à Bruxelles. "*Nous ne voulons pas voir de transfert de pouvoir de Westminster à Bruxelles*" a-t-il ainsi martelé.

Or Berlin propose, pour réformer le pacte de stabilité qui régit la monnaie unique, certaines dispositions qui exigent des modifications. "*La Grande-Bretagne n'est pas dans la zone euro et ne va pas la rejoindre, et en conséquence la Grande-Bretagne n'approuverait pas un quelconque arrangement qui nous amènerait à soutenir la zone euro*", a précisé M. Cameron. (Lemonde.fr 21.05)

Etats-Unis. Réforme de Wall Street, qu'en est-il vraiment ?

Le Sénat américain a approuvé jeudi soir l'ambitieuse réforme de Wall Street, présentée comme l'une des principales priorités législatives du président Barack Obama après la crise financière de 2007, qui a précipité l'économie des Etats-Unis dans l'une de ses pires récessions depuis la Grande Dépression.

Le projet adopté par le Sénat doit maintenant faire l'objet d'une synthèse avec celui adopté au mois de décembre par la Chambre des représentants. Le texte définitif sera adressé au président américain qui pourrait être en mesure de le ratifier le mois prochain, selon des spécialistes.

Les réformes proposées dans ces deux projets sont susceptibles de restreindre les activités du secteur bancaire, avec notamment de très controversées restrictions sur les swaps, et de ce fait réduire ses bénéfices sur les années à venir.

"*Il nous reste du travail à accomplir. La Chambre et le Sénat doivent harmoniser les divergences entre les deux textes.*" a précisé Obama.

Sous la direction de la Fed, banque semi privée alimentée par les banques qu'elle est censée contrôler.

Parmi les points clef, le projet de loi prévoit la création d'un organisme de protection du consommateur au sein de la Réserve fédérale

américaine et stipule que les institutions financières en difficulté ne pourront plus être sauvées aux frais des contribuables.

Les négociations de dernière minutes ont fait disparaître deux amendements controversés : l'un resserrant encore davantage les restrictions sur les activités risquées des banques et qui rencontrait une forte opposition auprès des grands groupes financiers et le second exemptant les concessionnaires automobiles d'une surveillance accrue de l'organisme de protection des consommateurs.

Ils lâchent le morceau.

Le sénateur démocrate Carl Levin, à l'origine du premier amendement retiré, s'attendait à une telle décision, et s'est inquiété devant la presse, avant son retrait, du "*pouvoir de Wall Street*" au sein du Congrès.

Le projet de loi, tel qu'approuvé jeudi soir, contient une disposition qui pourrait contraindre les banques à déléguer leurs très lucratives activités de swaps à des partenaires. Les analystes, qui anticipent le retrait d'une telle mesure, estiment qu'elle pourrait durement affecter certains établissements financiers comme JPMorgan Chase, Bank of America et Goldman Sachs. (Reuters 21.05)

Le 23 mai

Bon dimanche à tous.

Retraites. PS. Fin de l'illusion.

Le PS est sur la même position que le gouvernement qui consiste à obliger les travailleurs à partir plus tard à la retraite.

La référence à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans était purement formelle dans les propositions du PS du 18 mai. Dans la pratique où déjà en moyenne les travailleurs qui perçoivent une retraite complète partent à la retraite à 61,5 ans, il s'agit pour les tenants du capitalisme UMP-PS de faire en sorte que les travailleurs travaillent toujours plus longtemps pour prétendre à une retraite complète, donc au-delà de 61,5 ans.

En disant "*personne au Parti socialiste ne souhaite que l'âge réel soit le même que l'âge légal*", Jean-Marie Le Guen met fin à l'illusion qui aurait consisté à penser que le PS défendait le droit pour l'ensemble des travailleurs (hors régimes spéciaux plus avantageux) de partir à la retraite à 60 ans avec une pension complète.

Jean-Marie Le Guen, proche de Dominique Strauss-Khan :

« *Dominique Strauss-Kahn est tout à fait dans le sens de ce que dit le Parti socialiste.* »

« *Il y a l'âge réel et l'âge légal. Ceux qui font croire que la position du Parti socialiste est de mettre l'âge réel de départ à la retraite à 60 ans mentent. Le Parti socialiste est pour un âge légal de départ à la retraite à 60 ans. C'est un droit individuel, pas une obligation collective.*

On ne doit pas toucher à l'âge légal, mais l'âge réel a vocation à reculer en raison de l'évolution démographique. Le Parti socialiste prend aussi en compte dans son texte l'évolution démographique et compte d'ailleurs dessus pour financer son plan. Personne au Parti socialiste ne souhaite que l'âge réel soit le même que l'âge légal. »

Aubry le 26 janvier, cette fois sur le plateau de TF1 :

« *Il faut distinguer l'âge légal du départ à la retraite : nous pensons que chaque Français doit continuer à avoir le droit de partir à 60 ans, c'est le cas aujourd'hui, ça doit rester un droit. […] La réalité aujourd'hui, c'est que beaucoup de Français partent à 61 ou 62 ans, c'est ce que j'avais dit.* » (Rue89 22.05)

Le PS, le parti du capital.

Le PS est ce qu'il est, ce qu'il a toujours été. Si vous avez lu les derniers articles de presse parus hier qui reviennent sur les déclarations de Strauss-Kahn sur France 2 jeudi, vous aurez remarqué que l'ensemble des médias continuent d'affirmer que le PS serait pour conserver la retraite à 60 ans, tout en sachant que c'est absolument faux, ainsi ils couvrent l'opération d'enfumage du PS, ce que le gouvernement a parfaitement compris également, tout en étant dans son rôle en critiquant les propositions du PS.

Il s'agit dans les faits, aussi bien pour les médias que pour le gouvernement, de préserver l'image du PS comme parti d'opposition à l'UMP, comme recours à l'UMP en cas de crise ouverte du régime, pour le sauver, un parti qui se veut et que les uns et les autres s'emploient à

présenter comme étant proche des malheureux travailleurs qui souffrent, et dont finalement le PS n'a rien à foutre comme on le sait.

Il apparaît clairement que le PS mène un combat politique au côté de l'UMP contre le prolétariat pour le compte du capitalisme. Il n'y a donc rien à attendre de ce parti bourgeois. Ce qui est vrai aujourd'hui l'était déjà autrefois, mais pendant près d'un siècle on a fait mine de l'ignorer.

On a, nos dirigeants qui se réclament ou se réclamaient du trotskisme ont fait passer volontairement au second plan sa véritable nature de classe sous prétexte que des couches progressistes de la petite-bourgeoisie se reconnaissaient dans ce parti, alors qu'il se servait uniquement du prolétariat comme moyens pour faire pression sur les différents gouvernements qui se sont succédés au cours du XXe siècle pour préserver leurs privilèges ou en conquérir de nouveaux, sans se soucier de la situation dramatique que vivaient pendant ce temps-là des millions de travailleurs et leurs familles.

Il ne serait pas faux d'affirmer que nos dirigeants qui définissaient le PS comme un parti ouvrier-bourgeois, appartenant eux-mêmes pour la plupart à ces couches de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes privilégiés, ont ainsi fait passer leurs propres intérêts individuels avant ceux collectifs de la classe ouvrière. Pour camoufler leurs véritables intentions ils ont eu recours aux mêmes expédients que ceux utilisés par le PS en limitant leur combat à l'amélioration des conditions d'existence du prolétariat qui profiterait en premier lieu à la petite-bourgeoisie qui assurerait la stabilité et la pérennité politique du régime.

Les organisations trotskistes (OCI - LCR) n'étaient en réalité que des formations politiques petites-bourgeoises opportunistes finalement plus promptes à servir les intérêts du régime en subordonnant le prolétariat au capitalisme et sans jamais rompre réellement avec le PS et le PCF ou les appareils pourris des syndicats.

C'est aujourd'hui la plus gigantesque crise que le capitalisme ait connu depuis 80 ans qui conduit le PS à monter au créneau pour tenter d'assurer la survie du capitalisme, ce qui implique de s'en prendre également aux privilèges de la petite-bourgeoisie, mais il ne peut pas aller trop loin ou ouvertement dans cette voie sans prendre le risque de se coucher des couches de cette classe qui entendent continuer de vivre comme avant, voilà à quelle contradiction le PS est confronté.

Méfions-nous des apparences. En soutenant le plan du gouvernement envers les banquiers, le PS n'a pas violé ce pacte passé avec les couches progressistes de la petite-bourgeoisie, dans la mesure où ces couches étaient totalement inféodées au capitalisme, pour elles, sauver les banquiers c'était à la fois sauver leurs propres intérêts.

On est évidemment loin ici de toutes préoccupations de sa part touchant au sort de la classe ouvrière, classe sociale qui lui apparaît totalement étrangère.

Pendant plus d'un demi-siècle on s'est employé minutieusement à fait croire à la classe ouvrière que son sort était forcément lié à celui du PS (et avant lui la SFIO) et du PCF (par le biais du front unique mis à toutes les sauces), lui interdisant ainsi tout autre perspective politique que la situation que l'on a sous les yeux aujourd'hui. Ironie de l'histoire, ceux qui ont sans cesse roulé pour les appareils du PS ou du PCF sont ceux-là mêmes qui aujourd'hui montent au créneau pour tenter de les sauver de la décomposition finale en tentant de les associer à leur combat politique, tandis que ces partis mènent une politique de plus en plus ouvertement réactionnaire au côté du gouvernement.

Les avancées sociales qui ont eu lieu entre 1945 et 1980 et dont a bénéficié la classe ouvrière dans le cadre du régime capitaliste et des institutions politiques du capital, ont surtout permis de masquer que le front unique ouvrier avait profité aux appareils du PS et du PCF. Le discours de l'époque consistait à porter nos regards et nos jugements uniquement sur les résultats obtenus sur le plan alimentaire, sans se soucier le moins du monde des conditions dans lesquels ils avaient été obtenus, conformément au comportement du petit-bourgeois pour lequel seule la satisfaction de ses besoins immédiats comptent, ce qui a interdit au mouvement ouvrier de se positionner dans une autre perspective que le capitalisme ou d'entamer sa rupture avec le capitalisme, le socialisme passant à la trappe. On en veut pour preuve qu'aujourd'hui aucun parti n'est capable de dire à la classe ouvrière ou à la petite-bourgeoisie : voilà de quelles manières nous règlerions telle ou telle question si nous étions au pouvoir, voilà comment vous vivriez quotidiennement dans une société socialiste... Normal, puisque leurs politiques ne se situent pas dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat. Tout se tient.

Tenter d'associer ces partis à leur combat politique ne peut apparaître aux yeux des travailleurs les plus avancés politiquement, que comme une tentative d'associer le prolétariat et ses militants aux projets anti-ouvriers du gouvernement. Ainsi le POI et le NPA ne peuvent que passer pour des complices du PS et du PCF qui soutiennent la politique du gouvernement. C'est en tout cas l'interprétation que ne manqueront pas de faire également les travailleurs les plus arriérés politiquement qui constituent l'immense majorité du prolétariat, la chaire à canon que le régime utilise pour détruire nos droits sociaux.

Maintenant, le POI a infléchi sa politique en privilégiant le combat en direction des militants des autres partis (notamment) et non plus leurs dirigeants, bien qu'ici ou là il continue localement à s'adresser à eux (lettre à M. Aubry par exemple). Il est lui-même traversé par de cruelles contradictions après avoir recruté des républicains, des démocrates, des syndicalistes réformistes, des militants issus du PS et du PCF qui n'ont pas complètement rompu avec l'idéologie bourgeoise de leur ancien parti, sans parler du boulet que constituent son passé et dont ses dirigeants n'ont pu se débarrasser en changeant uniquement le nom et la structure de leur parti.

Quant au NPA, c'est pire qu'un panier de crabes, il faudrait consacrer un livre entier à ses contradictions pour en faire le tour. Indépendant

du PS, Besancenot lui "tend la main" à la première occasion, le reste du temps il lorgne du côté du PG et du PCF qui demandent à l'Union européenne de mieux faire son boulot ! Passons.

Sarkozy a remis à l'ordre du jour la Constitution.

Il souhaite la modifier afin que le budget de l'Etat soit dorénavant conforme au développement économique de la construction de l'Union européenne qui représente les intérêts du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain. Ce serait les aléas du marché mondial entre les mains des banquiers et des spéculateurs qui dicteraient la politique économique et sociale de l'Etat et non plus la situation telle qu'elle existe dans le pays, on n'ose pas dire les besoins de la population bien que cela soit cela aussi, de façon très déséquilibrée en fonction des classes.

Ainsi l'Etat, c'est à dire, le Président, le gouvernement et les différentes institutions de la Ve République, ne serait plus que l'équivalent d'un conseil d'administration aux ordres de l'industrie financière internationale qui lui dicterait son budget annuel, à charge ensuite pour lui de faire en sorte que l'ordre règne, afin que les affaires puissent continuer tranquillement.

On pourrait estimer que cela ne changerait pas grands choses à la situation actuelle. Certes, sauf que ce n'est pas anodin sur le plan politique, car en inscrivant dans la Constitution que le fonctionnement de l'Etat serait soumis aux conditions dictées par le marché, tout en sachant que le PS n'abrogera pas cette clause, d'une part il ancre ouvertement le sort du pays à celui du capitalisme comme s'il devait être éternel, d'autre part, il modifie les rapports existant entre les classes au profit de la classe dominante, de telle sorte que tous les partis qui participeront aux institutions devront au préalable avoir accepté ce cadre fixé par la classe des capitalistes pour exercer leur mandat, ils devront se soumettre à la loi du marché qui dictera le fonctionnement des institutions, ce qui rendra impossible théoriquement et pratiquement toute participation à ces institutions de la part de véritables partis ouvriers.

C'est intéressant, car cela met en lumière le fait que la participation aux institutions aujourd'hui s'assimile déjà à de la collaboration de classes.

Par exemple, ce qu'un élu obtient d'un côté, prenons le blocage de la hausse du prix de la cantine dans les établissements scolaires, se traduira d'un autre côté par la hausse des impôts locaux ou la suppression d'un service communal, c'est l'histoire des vases communicants, il n'y a pas de mystère, il faut bien trouver l'argent quelque part et que quelqu'un paie. Participer aujourd'hui aux institutions revient à assumer le même rôle que les ONG, ce que l'Etat ne veut pas faire nous le faisons à sa place, mais finalement ce sont toujours les mêmes qui paient qu'on le veuille ou non.

Alors faut-il engager le combat pour la défense de nos acquis dans la perspective de l'abolition de la Constitution et des institutions de la Ve République, oui ou non ? Si ce n'est pas à l'ordre du jour demain (à défaut d'hier déjà), ce ne le sera jamais !

Afghanistan. La situation est sous contrôle !

Des insurgés ont attaqué samedi la principale base de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan, à Kandahar, a annoncé l'Alliance atlantique.

Mercredi, des kamikazes avaient attaqué une très grande base aérienne de l'OTAN sous commandement américain, à Bagram, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Kaboul.

La veille, un attentat-suicide contre un convoi américain avait fait 18 morts dans la capitale. (AP 22.05)

Le 24 mai

Comme chaque lundi pas grand chose à se mettre sous la dent, je devrais en faire mon jour de repos.

Je n'ai pas reçu de réponse de Thierry Meyssan du Réseau Voltaire, j'ai donc envoyé ma lettre à un autre site qui avait publié son article où il qualifiait Lambert et les "*lambertistes*", donc les militants de l'OCI dont j'ai fait partie, d'agents de la CIA. Voici la réponse qu'ils m'ont adressé : "*On va renvoyer votre lettre d'utiles précisions à Thierry Meyssan, en espérant qu'il y réponde, cette fois....*

Si Lambert et sa cours n'ont pas été foutus de défendre l'intégrité de leur parti et surtout de ses militants ou estimé utile de le faire face à la calomnie dont ils étaient l'objet, Meyssan aurait pu être attaqué en justice pour diffamation, ne serait-ce que pour l'obliger à nous fournir les arguments sur lesquels reposaient ses accusations et l'obliger à corriger les articles en question. On dit bien : cause toujours il en restera quelque chose, non ? Qu'on se comprenne bien camarades, je n'ai pas voulu prendre la défense de Lambert ou de ce que Meyssan appelle les "*lambertistes*", mais ce qu'ils représentaient à tort ou à raison, le trotskisme qui incarnait la continuité du combat pour la révolution socialiste internationale, courant politique auquel j'appartiens évidemment.

On pourrait très bien se dire qu'on n'en a rien à foutre du Réseau Voltaire et des divagations (parfois) de Meyssan, à ceci près - chose que vous ignorez sans doute, que leur site reçoit plus de deux millions de connections par mois, donc vous pouvez imaginer le nombre de personnes qui ont dû lire les conneries qu'il a racontées sur nous, donc il ne s'agit pas d'un site à caractère strictement confidentiel que quelques paumés à travers le monde en mal d'histoires d'espionnage ou je ne sais quoi visiteraient. (A suivre)

J'ai eu un entretien téléphonique hier avec un camarade à propos de l'appel au 27. J'ai ainsi pu mesurer un peu mieux l'effet produit par le manque de détermination des dirigeants syndicaux à s'opposer au projet du gouvernement et l'organisation de ces journées d'action isolées qui ne servent finalement qu'à décourager et démobiliser travailleurs et militants.

Si on devait chaque fois s'en tenir uniquement au contenu des appels des dirigeants des syndicats ou des partis, on ne participerait pratiquement à aucune grève et aucune manifestation. C'est l'ensemble des facteurs et leurs rapports qui constituent la situation sociale et politique qui déterminent notre décision de participer ou non à une action, en fonction de l'objectif que l'on s'est fixé.

Pas besoin d'attendre le matin du 27 mai pour savoir comment les choses vont se dérouler puisque seulement deux hypohèses sont possibles, elles se résument à savoir si la mobilisation aura été massive ou non. Partons de l'objectif recherché par les parasites qui contrôlent les syndicats, une mobilisation médiocre ou en demi-teinte.

1- Pour ouvrir le bal, les médias martèleront que les syndicats n'ont pas réussi à mobiliser la classe parce que celle-ci s'est déjà rangée aux conclusions du COR et du gouvernement, on ne peut rien contre la fatalité...

2- Une fois le terrain déblayé, le gouvernement se contentera de faire le même constat en ajoutant que c'est la situation qui impose ces mesures et qu'il en est vraiment désolé, que si cela ne tenait qu'à lui, pour un peu il maintiendrait en l'état le système de retraite et l'améliorerait encore, il en profitera pour marteler encore une fois qu'il en va de la survie du système de retraite que personne ne souhaite voir disparaître, fatalité là aussi, selon un discours bien huilé...

3- Pour fermer la marche, les appareils syndicaux feront mine d'être déçus, pour ensuite expliquer que de leurs côtés ils ont fait leur boulot et qu'ils n'y peuvent rien si les masses ne suivent pas le mouvement, pour finir ils déclareront que le temps leur a manqué pour construire un réel rapport de forces contre le projet du gouvernement ou qu'il va falloir s'atteler à le construire, que rien n'est foutu au-delà du 27 mai après avoir laissé entendre le contraire les semaines précédentes, c'est la formule et la méthode qu'ils reprennent à chaque fois pour siffler la fin de la partie, tandis que certains affirmeront ouvertement que les carottes sont cuites et que les travailleurs n'ont peut-être pas totalement tort de penser qu'il faudra travailler plus longtemps pour avoir le droit à une retraite, c'est en tout cas ce qui ressortira de leurs déclarations et que le gouvernement pourra utiliser par la suite.

Fatalitas, camarades ! Fatalité si les travailleurs ne se sont pas mobilisés, ce sont des veaux qui ont une mentalité d'esclave, ils sont irrécupérables. Fatalité si la situation nous impose de travailler toujours plus et plus longtemps, que pouvons-nous contre les aléas du marché mondial qui contrôle tout, n'est-ce pas ? Avec des veaux et une situation qui vous dépasse, franchement vous espériez quoi de mieux au juste ? Restons bons amis lanceront-ils à leur base, après tout, elle n'était pas belle cette journée du 27, on a eu raison de l'appeler, hein ? Les uns repartiront satisfaits du discours de leurs dirigeants, tandis que les autres les traitrons de traîtres, comme d'habitude quoi, nous ne serons guère plus avancés.

Un parti révolutionnaire appellerait à y participer sur ses propres mots d'ordre, et si la question de la défense des retraites constituerait l'axe central de son tract conformément à l'ordre du jour de cette journée de mobilisation qui lui a été imposée, il ne manquerait pas de préciser qu'aucun droit n'est jamais acquis pour le prolétariat en régime capitaliste, et que ce combat s'inscrit dans la perspective et la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République et qu'il ne constitue qu'une étape vers cet objectif, l'objet de cette journée n'étant évidemment pas de renverser le gouvernement...

Voilà ce qui me semble être une position correcte pour que les travailleurs puissent tirer un enseignement de cette expérience, s'en saisissent pour au-delà s'organiser et continuer le combat sur le terrain politique, vous m'excuserez, c'est une obsession chez mois que je souhaiterais partager avec le plus grand nombre, c'est d'ailleurs la raison d'être du site *Lutte de classe*. Par la même occasion on se donne les moyens de construire le parti sur une ligne révolutionnaire et non sur une position réformiste qui consiste à oublier (sic !) de situer notre combat dans une perspective politique.

Rien aujourd'hui n'interdit à FO et aux différents partis ouvriers d'appeler et de participer à cette journée de mobilisation sur leurs propres mots d'ordre. Maintenant on nous dit que la plupart des syndiqués des autres syndicats partagent les mots d'ordre de FO, alors qu'est-ce qui vous empêche de manifester ensemble ? Au-delà des désaccords sur le contenu de l'appel au 27, on nous explique encore que cette journée de mobilisation ne servira à rien, parce que la journée de grève interprofessionnelle appelée uniquement par FO servira à quelque chose ?

Il faudrait arrêter de raconter n'importe quoi et de nous prendre pour des cons, et s'agissant des intentions réelles de la direction confédérale de FO, elles ne valent guère mieux que celles de Thibault ou Chérèque. Je rappellerai seulement le refus de FO de voter contre une déclaration du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse qui rejettait une «*baisse non maîtrisée des pensions, le rendez-vous 2010 devra aborder sous quelles conditions il est possible (?) d'augmenter l'âge effectif de liquidation*», et *Le Figaro* du 17 mai de préciser "*entre les lignes, le conseil penche même pour un relèvement de l'âge légal.*" (Dans le site, rubrique info syndicale de mai,

Réactions syndicales et politiques au document du gouvernement sur les retraites (18.05) .)

Bon, stop, on ne va pas faire un procès à FO pour autant, sinon on ne s'en sortira jamais, on a dit ce qu'on avait à dire ça suffit ! Et on ne pourra pas nous accuser de couvrir la direction de FO et de ne pas avoir diffusé cette information contrairement au POI.

J'ai relevé deux positions exprimées par des syndicalistes dans *Informations ouvrières* n°98.

1- Patrick Rue, secrétaire régional FO des services publics de la région PACA et Corse, et secrétaire adjoint du syndicat des territoriaux FO de Marseille et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

"*Sur cette base, le 15 juin, appelé par Jean-Claude Mailly, résonne comme une position d'indépendance, forte et lisible pour tous les salariés*"

En voilà encore un qui se prend pour "*tous les salariés*", il vous faudra trouver un autre argument pour justifier le refus de FO de participer à la mobilisation du 27.

Si les travailleurs étaient capables de faire la distinction entre une position indépendante du gouvernement d'une position qui ne l'est pas, il y a belle lurette qu'on aurait pris le pouvoir !

Au lieu de penser à la place des travailleurs, vous feriez mieux d'essayer de comprendre comment ils pensent et pourquoi ils pensent ainsi. Avant de pouvoir lire, il faut commencer par apprendre à lire, et là je ne suis pas du tout certain que l'immense majorité des travailleurs aurait terminé cet apprentissage, sinon cela se saurait, cela se traduirait pratiquement, or ce n'est pas le cas comme chacun peut le constater quotidiennement.

2- Hugues Miller, secrétaire du syndicat CGT des communaux d'Hayange (Moselle)

"*On va se réunir et discuter de la situation, des propositions de la CFDT, de FO. Si l'on manifeste le 27 mai, ce n'est pas sur la déclaration commune CGT-CFDT et des autres organisations syndicales, mais sur des revendications précises*"

Voilà une position plus sérieuse. Il a raison de ne pas ignorer la CFDT, car il ne faut pas confondre les jaunes qui contrôlent ce syndicat et la plupart de ses adhérents qui ont toute leur place dans le mouvement ouvrier.

Pour conclure.

Rien n'interdit à FO de participer à la journée du 27 et de maintenir son appel du 15 juin. Si le 27 se traduisait par une mobilisation massive, FO pourrait s'en saisir pour s'adresser aux autres syndicats en les appelant à se joindre à son appel du 15 juin, qui de fait s'inscrirait dans la continuité de celui du 27, mais sur une base disons, plus claire (sic!) et plus déterminée, FO aurait accepté finalement de se joindre à l'appel du 27 et les autres syndicats accepteraient de se joindre à son appel du 15 juin, en cas de refus de ces syndicats, l'entière responsabilité de l'échec du 15 juin reposerait sur eux, donc on voit mal où cela coincerait en dehors d'intérêts d'appareil.

Sur Internet j'ai constaté que le NPA et le PCF appelaient à participer au 27, rien sur le site de LO qui passe apparemment son temps à préparer des "*fêtes*" dans toute la France !

Un dernier mot.

Il y en a qui en sont encore à la ligne de la "*rupture des dirigeants syndicaux avec les « négociations » de l'Élysée, le front unique des organisations du mouvement ouvrier et la grève générale*", je n'ose même pas les désigner tellement j'ai honte pour eux. Je parle de militants politiques et non de syndicalistes, gardez cela en mémoire en lisant la suite sinon vous ne comprendrez rien. Vous pouvez vous livrer à une rapide comparaison avec la position que j'ai exprimée plus haut pour comprendre où se situe notre désaccord.

Ma position tient compte de la situation réelle, mais elle est déterminée uniquement par l'objectif que je me suis fixé, si vous la comparez avec celle exprimée ci-dessus, vous vous apercevrez immédiatement que la mienne subordonne mon action à mon objectif et qu'elle n'est pas dictée par le rôle des appareils dont je suis totalement indépendant, ce qui n'est évidemment pas le cas de cette tendance politique, puisqu'aussi bien leur tactique que leur stratégie reposent finalement sur le bon vouloir des appareils, ce n'est pas moi qui l'affirme ce sont eux qui le déclarent.

Leur horizon politique est cadenassé par les appareils et ils s'en tiennent là, un constat d'impuissance... Bien, si les appareils ne veulent pas rompre avec l'Elysée, si les appareils refusent de réaliser le front unique sur une base correcte, s'ils refusent d'appeler à la grève générale comme c'est le cas (dans les trois cas), vous faites quoi, vous proposez quoi ? On cesse le combat ? On se flingue ? On passe son temps à refaire le monde entre quatre mois, exercice qu'adorent les intellectuels ? On lance une bouteille à la mer en espérant qu'elle parvienne un jour sur le bureau de Thibault par exemple ?

Si on me propose cette seule perspective de combat, autant dire que je préfèrerais faire une bonne sieste sous un cocotier, je me reposerais et cela me serait profitable au moins !

La question est-elle de faire sauter le carcan des appareils qui pèse sur le mouvement ouvrier et le prolétariat sachant très bien quelque part que ce sera impossible aussi longtemps que la classe ouvrière n'aura pas repris confiance en elle-même et qu'elle n'aura pas repris espoir qu'il pourrait exister un monde meilleur, processus qui se matérialiserait à une échelle de masse par son auto-organisation en dehors des appareils..., ou d'axer notre combat sur les droits légitimes des travailleurs dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat, du socialisme, afin de construire le parti sur la base d'une politique révolutionnaire en rupture avec le capitalisme et le réformisme qui n'est qu'une mouture de l'idéologie bourgeoise adaptée au mouvement ouvrier.

On ne peut pas combattre efficacement les appareils en les appelant sans cesse à prendre les choses en main, en leur donnant sans cesse le premier rôle, en les faisant passer pour des interlocuteurs valables et indispensables, ce discours est incompréhensible pour les travailleurs, inconsciemment vous vous faites les complices de leurs trahisons.

Deux attitudes totalement antinomiques. En agissant de la sorte, vous donnez un mandat aux dirigeants syndicaux, à l'opposé, je leur refuse tout mandat, y compris de la part des syndiqués dont le niveau de conscience politique pour l'immense majorité d'entre eux frôle la médiocrité absolue. Je ne nie pas leur existence, mais sachant à quoi m'en tenir à leur sujet, je leur refuse de prendre la direction du mouvement ouvrier, même si je sais pertinemment qu'ils sont aux commandes. Ce n'est pas moi qui crée ici un paradoxe, c'est la situation qui est ainsi. En tant que militant politique, je le rappelle, si je dois prendre en compte l'ensemble des facteurs qui composent la situation, en dernier ressort je conserve à l'esprit en permanence que c'est l'objectif politique que je me suis fixé qui déterminera mes positions et qui guidera mon action...

Les bureaucrates syndicaux, il y a bien quelqu'un qui les a mis là où ils sont, qui les ont élus lors de congrès. Partant du constat que ces dirigeants sont pourris jusqu'à l'os, pour les élire il ne fallait pas avoir grand chose dans la tête, non ? Il ne fallait pas avoir un niveau théorique et politique de la lutte de classes bien développé, non ? Donc vous prétendez qu'on pourrait aller de l'avant tout en sachant comment sont les uns et les autres aujourd'hui. Et vous voudriez qu'on vous suive dans cette voie ? Certes on doit faire avec ce qu'on a, mais ce n'est peut-être pas une raison pour faire n'importe quoi aussi. Le manque de maturité politique des syndiqués ne seraient-ils pas plutôt l'obstacle auquel il faudrait s'attaquer pour réduire ensuite les bureaucrates syndicaux à l'impuissance ou au silence, pour inverser les rapports qui existent aujourd'hui (à l'intérieur de la classe) et les contraindre malgré eux à avancer dans une voie qui leur répugne ? Mais pour que la conscience de classe des syndiqués et des travailleurs en général progresse, ne pensez-vous pas qu'il faudrait commencer par leur proposer une issue politique à laquelle ils pourraient se raccrocher pour reprendre espoir et ainsi se donner les moyens d'imposer leur conception de la lutte de classe aux bureaucrates syndicaux ? N'est-ce pas justement le rôle et le devoir des militants révolutionnaires ? La mobilisation pour la mobilisation, la grève générale pour la grève générale n'a aucun sens, cela conduit inéluctablement à une impasse politique.

Les travailleurs et les syndiqués ne disposent pas actuellement d'un axe politique qui fournirait une orientation politique à leur combat et sur lesquels ils pourraient s'unir, le problème politique que nous avons à résoudre ne serait-il pas celui-ci plutôt que l'attitude des dirigeants syndicaux vis-à-vis du pouvoir en place dont la crédibilité auprès des travailleurs ne dépasse pas le niveau de leur légitimité ?

Ce qui est curieux dans la démarche de ces militants, c'est qu'ils ne partent pas des enseignements acquis par les travailleurs sur le rôle infâme joué par les partis traditionnels dits ouvriers ou les dirigeants syndicaux, ils veulent absolument partir des illusions qui les habitent encore, qu'elles concernent les appareils, le capitalisme ou les institutions. Au lieu de prendre appui sur ce qui est positif pour essayer d'aller de l'avant, ils s'appliquent à partir systématiquement de l'aspect négatif de la situation... ou de chimères comme l'autogestion, par exemple.

Il n'existerait qu'une faible lueur de conscience politique dans la tête des travailleurs, qu'on devrait l'alimenter en permanence pour veiller à ce qu'elle ne s'éteigne jamais, d'ailleurs c'est impossible.

Entre ce qui serait souhaitable et ne pourra se réaliser que sous certaines conditions qui ne sont pas remplies aujourd'hui et ce qui paraît inévitable malgré nous, devinez de quel côté leur coeur balance ? Du mauvais côté là encore. Puisque c'est inévitable, allons-y, appelons les dirigeants à rompre avec Sarkzoy, appelons-les à prendre la direction d'un front unique, prions-les de bien vouloir appeler à la grève générale, et puis tant pis si finalement l'histoire se répète indéfiniment et qu'on en sera toujours au même point dans quelques décennies ou siècles, c'est que les choses devaient se passer ainsi, nous n'y sommes pour rien, ce sera la faute à pas de chance ou à cette foutue fatalité qui nous colle à la peau et qui aura ruiné tous nos espoirs, on pourra lire plus tard dans les livres d'histoire que le socialisme n'était qu'une mystification ou une utopie, et puis d'ici là nous serons tous morts, alors qu'est-ce que tout cela peut bien nous faire, en attendant continuons à égrainer (ou égrener) notre chapelets...

Retraites.

Le ministre chargé de l'Industrie, Christian Estrosi, a déclaré dimanche que le gouvernement s'orientait "*vers une augmentation de l'âge de la retraite qui devrait dépasser les 60 ans*", tout en assurant que cette option n'était pas encore définitivement "arrêtée". (Lepoint.fr 23.05)

Martine Aubry affirme, dans une interview au *Parisien Dimanche*, que si le gouvernement repoussait l'âge légal de départ à la retraite la

gauche le rétablirait à 60 ans en cas de victoire à la présidentielle de 2012. (20minutes.fr 23.05)

Mais comme par le biais de différents mécanismes déjà existant la majorité des travailleurs partent déjà à la retraite à 61,5 ans, autant dire qu'à lui seul ce critère ne suffit pas pour garantir la possibilité de partir à la retraite à 60 ans.

Le 25 mai

Le site est actualisé, plus le temps de causer, juste un petit mot personnel.

Ma compagne Magueswary n'a toujours pas le gaz et le téléphone après avoir déménagé depuis plus d'un mois à Aubagne. De plus elle a eu la mauvaise surprise après son retour en France le 17 mars dernier d'apprendre qu'une partie de ses médicaments ne lui seraient plus remboursés, du coup son médecin lui a donné gratuitement, un chic type d'origine égyptienne. Comme quoi nous sommes tous durement frappés par les mesures réactionnaires du gouvernement.

Elle doit se faire à nouveau hospitaliser cette semaine car sa santé décline rapidement. Elle devrait aller ensuite en maison de repos pendant au moins un mois. Je me suis demandé si la pose de ces deux valves cardiaques qui l'handicape à vie et la fait souffrir en permanence, n'a pas rapporté davantage à la clinique qui l'a opérée qu'à elle-même. Elle parle sans cesse de se suicider pour mettre fin à ses souffrances, il aurait peut-être été préférable pour elle qu'elle ne se réveille pas après son opération, c'est la réflexion douloureuse que je me suis faite. Elle s'accroche à la vie ce qui est compréhensible, excusez-moi mais quelle vie de merde, je ne peux même pas être à ses côtés.

Bonne semaine et bon courage, camarades, portez-vous bien et gardez le moral surtout.

PG - PCF : Querelle de boutiquiers entre "*autocrates*".

...les responsables PG réitèrent leur ambition d'un «parti commun de la gauche d'alternative au capitalisme», dont les communistes ne veulent pas.

Le PG reste sur ses fondamentaux dont ne veut pas le PCF (adhésions directes, parti commun, refus de discuter avec le PS et EE...) et les communistes, qui doivent remplacer Marie-George Buffet par Pierre Laurent au poste de numéro 1 lors du congrès du parti mi-juin, sont toujours crispés à l'idée d'une candidature Mélenchon qui se profile. Sur ce point, le PG menace même d'aller au clash si le rejet de l'ex-PS est répété publiquement par des responsables PCF: «*Aucune discussion sérieuse n'est possible sans le respect de chacun. Nous déplorons donc vos attaques récentes contre le Parti de Gauche en la personne de Jean-Luc Mélenchon et la campagne qui s'en est suivie.*»

En cause, une réponse de Patrice Bessac, porte-parole du PCF, précisant dans *Libération* que «*le Front de gauche n'est pas une autocratie*». Les lieutenants de l'ex-socialiste annoncent que «*si de tels débordements devaient se reproduire sans être désavoués, en dépit de cette solennelle mise en garde cette fois-ci formulée par écrit, nous en conclurons qu'il s'agit d'une ligne d'action délibérée, d'un double langage, et non d'initiatives personnelles comme cela nous a été expliqué.* » (Libération.fr 24.05)

Après avoir tenté de vampiriser partiellement le PS, imité en partie le POI, puis engagé un virage en direction du pré-carré des Vert, le PG rêve d'absorber ce qui reste du PCF !

Mélenchon n'a semble-t-il pas compris que le mouvement ouvrier était si divisé, si éclaté, si subordonné au capitalisme et dans certains cas si sclérosé par réaction, que les dirigeants du PCF estimaient ne voir (pour le moment) aucun danger poindre à l'horizon pour le régime au point de devoir constituer même hypocritement une "*alternative au capitalisme*" (qui n'en serait pas une), encore moins de se fondre dans un "*parti commun*" sur cette base avec les autres composantes du Front de gauche.

Mélenchon est un grand démocrate comme chacun sait, un furieux opportuniste ou un mégalomane qui passe son temps à échaffauder des théories foireuses ou des scénarios qui le sont tout autant, il en fait ici encore la démonstration, car il sait que la majorité des militants du PCF se sont déjà prononcés contre le scénario qu'il propose aux dirigeants PCF, il s'en tape complètement de l'avis des militants de ce parti que chacun d'entre nous devrait respecter évidemment, seuls ses dirigeants comptent à ses yeux, sauf que ceux-ci sont obligés de tenir compte à un moment donné de l'avis de leurs militants, situation qu'apparemment Mélenchon ignore, en passant, cela donne une petite idée de la conception de la démocratie qui doit régner au sein de son parti... que l'on ne recommandera à personne. Bien entendu, la direction du PCF peut passer outre l'avis de ses militants, mais dans la situation où se trouve aujourd'hui le PCF, il y a fort à parier qu'elle y aurait plus à perdre qu'à y gagner en agissant de la sorte, élément qui a semble-t-il aussi échappé à Mélenchon qui prend décidément ses rêves pour la réalité.

LO fait la fête !

La formation trotskiste tient jusqu'à ce lundi soir sa fête annuelle à Presles, dans le Val-d'Oise.

Une candidate de plus pour 2012. En marge de la quarantième fête de Lutte ouvrière qui se tient jusqu'à ce lundi soir à Presles, dans le Val-d'Oise, Nathalie Arthaud l'a reconnu : «Un consensus se dégage» autour d'elle pour prendre la suite d'Arlette Laguiller.

Pour autant, Arthaud tient tout de suite à préciser que «le sort des travailleurs n'est pas suspendu à 2012» . Et rarement comme ce week-end, depuis 1971, les militants n'auront eu le sentiment qu'il leur était légitime de pointer du doigt «la perversion du capitalisme», «Le système capitaliste est vraiment, vraiment au bout du rouleau» , insiste Nathalie Arthaud.

Son objectif : marteler publiquement que «*la dette, ce n'est pas notre dette, c'est la dette de ceux qui ont vidé les caisses et nous n'en sommes pas redevables…*» . Pour les retraites, la porte-parole de LO veut revenir aux 37,5 annuités. La seule limite d'âge à 60 ans «*n'est qu'un symbole*». «*Elle ne veut rien dire si vous n'avez pas votre compte d'années.*» Sur ce point, elle se sent proche des positions du NPA d'Olivier Besancenot même si ce parti, selon elle, «n'est plus communiste» . «*Et leur côté révolutionnaire, ils ne le mettent pas vraiment en avant…*» «*Ce qu'ils cherchent au NPA, dit-elle, c'est à regrouper ceux qui critiquent la société sans pour autant se sentir communistes.*»

Si Nathalie Arthaud ne croit pas aux vases communicants entre le NPA et LO, «*ça n'existe pas*», elle indique que son parti «*attire des jeunes qui rejettent la société et se tournent vers notre idéal. La situation fait d'ailleurs plus évoluer les idées qu'aucun de nos discours*».

Question affluence, LO - qui selon les organisateurs compte près de 8000 adhérents - fera son compte ce soir. Ils espéraient bien accueillir, comme les années précédentes, environ 30.000 personnes. (lefigaro.fr 24.05)

Je ne suis pas très bien placé pour parler de LO, ce serait bien si des militants de cette organisation pouvaient intervenir dans le site.

Ce que je reprocherais à LO, c'est son isolement, pour ne pas dire son sectarisme, et son discours en direction des travailleurs à forts relents dogmatiques ou à l'opposé, frôlant l'infantilisme quand il se veut populaire, c'est ce dernier qui ferait son succès paraît-il. A l'opposé, le POI et dans une moindre mesure le NPA, essaie d'organiser des travailleurs et des militants provenant de différentes formations politiques.

Je rappelle principalement aux camarades qui ont découvert le site Lutte de classe depuis peu, que je peux me permettre de critiquer le discours dogmatique de LO en direction des travailleurs, dans la mesure où le site que j'anime ne s'adresse pas aux travailleurs en général contrairement à LO, mais uniquement à des militants déjà engagés dans la lutte de classe qui sont susceptibles en principe de saisir le discours que je tiens, sachant qu'il contient des références théoriques piochées dans le marxisme. Je l'ai précisé à plusieurs reprises, mais il est bon de le rappeler.

Il ne me viendrait jamais à l'idée de m'exprimer publiquement de la sorte en direction des travailleurs ou dans un tract, en utilisant des formules théoriques ou lapidaires qui apparaissent déconnectées de la réalité, à la limite on pourrait concevoir dans le journal une rubrique politique à caractère plus théorique qui serait réservée en priorité aux militants...

S'agissant des 8000 adhérents annoncés par LO.

Un camarade, qui a participé l'année dernière à plusieurs réunions appelées par LO sur sa commune, m'a expliqué hier au téléphone qu'il y avait croisé des "*prolos*", des "*mères de famille*", et que le niveau politique de ces réunions étaient particulièrement médiocres au point que les questions essentielles n'y étaient pas abordées. Comptabiliser des adhérents ne signifie pas forcément organiser des travailleurs, surtout quand ils ne participent à aucune activité politique.

LO qui prétend ne faire aucune concession sur le plan théorique et justifie ainsi son isolement (sauf quand il s'agit de s'encanailler avec le PS lors d'élections !), compterait donc parmi ses 8000 membres un grand nombre d'adhérents qui ne militent pas vraiment si j'ai bien compris, et pour lesquels forcément les questions théoriques si chères à la direction de LO passeraient à la trappe, ce qui expliquerait d'une part qu'on les voit rarement diffuser, et d'autre part que LO puisse revendiquer ce nombre d'adhérents. (A suivre)

S'agissant de tous ces partis, je ne retiendrais qu'une seule chose : ils causent bien, mais dès lors qu'il s'agit de passer à l'épreuve pratique il n'y a plus personne, aucun n'a répondu favorablement aux différentes propositions du POI ou n'a voulu s'associer à son combat qui consistait en premier lieu à organiser la classe. La craignent-ils à ce point pourrait-on leur demander ?

Pour ma part, je continue de soutenir le combat engagé par le POI, car malgré les réserves que l'on peut formuler, il est orienté dans la bonne direction. J'estime que ceux qui refusent de s'y associer craignent avant tout de confronter leurs idées avec celles des militants du POI, à moins qu'ils n'en aient pas les moyens théoriques ou politiques. Cela dit, aucun prétexte ou désaccord entre nous ne devrait constituer un obstacle au rassemblement des militants entendant combattre le gouvernement dans les comités formés à l'initiative du POI, ce qui ne signifie pas forcément adhérer au POI, mais ce qui ne l'interdit pas non plus, chaque militant ou travailleur décidant librement quelle formation politique est la plus proche de ses convictions pour y militer.

Franchement, il y en a marre des camarades qui critiquent tout le monde et qui ne militent pas ou plus, ils ont perdu le sens de la mesure ou ils ne l'ont jamais eu, à moins qu'ils aient tout simplement perdu confiance dans le prolétariat et donc en eux-mêmes, qu'ils sachent qu'on a besoin de chaque militant, pas un n'est inutile, et puis merde, qu'ils se disent une fois pour toute que leurs convictions si elles sont

demeurées intactes, valent mieux que les divisions du mouvement ouvrier, et qu'en continuant le combat sur des bases loyales et honnêtes ils oeuvreront à son unité, pour la victoire du socialisme. Je ne vise personne en particulier évidemment, je mets seulement en adéquation mes actes avec mes paroles, ce que devrait faire ou apprendre à faire chaque militant.

Je ne suis pas un donneur de leçons, organisez-vous, c'est le seul conseil que je peux leur donner pour donner (ou redonner) un sens pratique à leurs convictions et à leur vie par la même occasion. Vous ne pouvez pas savoir à quel point le terrain me manque.

Grèce. PASOK = FMI = UE.

La Commission a envoyé une lettre jeudi dernier demandant que la réforme soit appliquée dans son ensemble '*à partir de 2015, et non 2018*' comme le prévoit le projet, a déclaré M. Loverdos sur une chaîne de télévision privée. La Commission réclame aussi que la retraite complète soit accordée après quarante ans de cotisations, contre trente-cinq ans actuellement, ainsi que des mesures excluant toute retraite pour les femmes avant 50 ans.

Les autorités européennes demandent par ailleurs la réforme immédiate des pensions versées à vie aux jeunes filles dont la mère est décédée avant leurs 26 ans, le regroupement des caisses de retraite avec la mise en place rapide de trois caisses pour l'ensemble des professions. (Lemonde.fr 24.05)

Italie.

Le Parlement italien devrait approuver mardi de nouvelles mesures d'austérité à la demande du gouvernement qui souhaite équilibrer ses comptes, grevés par le niveau élevé de la dette publique, afin de protéger cette dernière des assauts des spéculateurs.

Ces restrictions budgétaires fortement contestées pourraient inclure un gel des salaires dans la Fonction publique pendant trois ans, une baisse des plus hauts salaires de fonctionnaires et une réduction des budgets sociaux, selon de hauts responsables italiens. (AP 24.05)

Grande-Bretagne.

Le personnel navigant de British Airways a entamé lundi une grève de cinq jours après l'échec de discussions avec la direction durant le week-end au sujet des salaires, des suppressions de postes et des conditions de travail.

La compagnie aérienne a dit prévoir tout de même le maintien de plus de 60% de ses vols long-courriers et de plus de la moitié de ses vols court-courriers au départ de l'aéroport londonien d'Heathrow, ce qui devrait permettre à près de 70% de ses passagers d'atteindre leur destination.

Les vols au départ de deux autres aéroports londoniens, Gatwick et City, ne sont pas affectés par cette grève. (Reuters 24.05)

Pologne. Ils sont comme chez eux.

Des dizaines de soldats américains et une batterie de missiles Patriot se trouvent désormais en Pologne, où ils resteront stationnés pendant deux ans pour former l'armée polonaise à ce système sophistiqué de missiles téléguidés sur une base située à quelques kilomètres de la frontière russe.

Ce déploiement implique pour Washington un engagement de plus longue durée que tous les projets précédents entre les armées américaine et polonaise et marque "*la première présence continue*" de soldats et d'équipements américains en Pologne, a précisé Andrew Paul, porte-parole de l'ambassade américaine à Varsovie. (AP 24.05)

Chine.

Au premier jour du deuxième Dialogue stratégique et économique entre la Chine et les Etats-Unis qui se tient à Pékin, Hu Jintao a affirmé que le gouvernement chinois souhaitait développer la demande intérieure afin d'équilibrer davantage la croissance, évolution appelée de ses voeux par Washington, qui espère réduire son vaste déficit commercial avec Pékin.

En 2009, celui-ci s'est établi à 226,8 milliards de dollars, contre un record de 268 milliards de dollars en 2008. Washington espère développer ses exportations vers la Chine.

Tentant de démontrer aux Chinois qu'une appréciation de leur devise serait également de leur intérêt, le secrétaire au Trésor a indiqué qu'un taux de change plus souple permettrait de supprimer l'inflation et d'inciter le secteur privé chinois à investir dans des activités plus productives et à plus forte valeur ajoutée. (Reuters 24.05)

Le 26 mai

J'ai corrigé au passage quelques fautes : *soi-disant* au lieu de *soit-disant* ou *connaie* au lieu de *connait*, dans le premier cas j'utilise plus souvent le subjonctif présent de l'auxiliaire être, et dans le second c'était une faute d'inattention. Je n'ai pas eu le temps de tout relire, c'était juste en survolant la page d'accueil que je me suis aperçu de ces fautes, avec mes excuses, mais c'est inévitable.

Quelques réflexions très brèves.

1- Le modèle de "*flexisécurité*" danois qui était soi-disant la panacée en terme de condition de travail et de protection sociale a du plomb dans l'aile, les bobards et les clichés tombent... Tant mieux : vive la crise et le socialisme !

2- Grèce, Portugal, Espagne, Allemagne, Italie, Danemark, France, etc. maintenant plus personne ne pourra dire qu'il ne sait pas à qui les dirigeants du vieux monde entendent faire payer la crise de leur système économique, crise qui a démontré que les limites dans lesquelles étaient contenues ses contradictions poussées à l'extrême étaient atteintes ou dépassées (si besoin était) et qu'il était indispensable de passer à une société basée sur la propriété et la gestion collective des moyens de production et financier, à la fois pour s'opposer à la terrible régression sociale qui accompagnerait la survie du capitalisme, et pour enfin pouvoir satisfaire les besoins et les aspirations de l'ensemble des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes.

3- Scènes de guerre civile au Mexique, en Jamaïque, fusillades à répétition à Marseille ou en Ile-de France, la décomposition de la société qui est le produit de celle du capitalisme a atteint des sommets, elle a déjà franchi le degré de pourriture au-delà duquel la barbarie est la seule perspective que le capitalisme réserve à tous les peuples. Dans de nombreux pays dans le monde, la vie quotidienne est devenue depuis longtemps synonyme de cauchemar, du fait que tous les rapports sociaux ont été détruits ou subordonnés à la survie du capitalisme lui-même en état de décomposition profonde. La faillite du capitalisme menace donc désormais la survie de la civilisation humaine à l'échelle de la planète.

4- Ce serait s'engager dans la "*bonne voie*" que d'avancer dans la voie de la "*personnalisation des cours*" au collège selon l'OCDE et le ministre de l'Education, ce qui se traduirait par des cours le matin et des activités sportives l'après-midi, selon le projet en cours d'expérimentation lancé dans une centaines d'établissements scolaires. (source : Lemonde.fr 25.05)

Cela se traduirait si cette expérience se généralisait, d'une part, par moins de cours et donc la suppression de centaines de milliers de postes de professeur conformément à la politique du gouvernement de ne plus remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, d'autre part, par un appauvrissement des moyens mis à la disposition des élèves pour acquérir les connaissances qui leur sont nécessaires pour continuer leurs études et obtenir des diplômes, ce qui aurait pour conséquence à la fois de renforcer les inégalités déjà existantes entre les élèves provenant de milieux sociaux différents, et de rejeter plus rapidement encore de l'école tous les enfants des milieux ouvriers les plus défavorisés, à défaut de pouvoir les faire disparaître de la société ou de les supprimer physiquement, ce sera un "bon" moyen de s'en débarrasser à moindre frais.

Que ferions-nous si nous étions au pouvoir ? C'est quoi le socialisme appliqué à l'école ? On attend que nos dirigeants qui sont pour la plupart des enseignants veuillent bien nous éclairer sur cette question. L'école serait-elle toujours vécue comme une obligation, voire une punition ?

Nous expliquerions à nos enfants et à nos élèves, que l'on va à l'école pour découvrir le monde dans lequel nous vivons, en partant du constat qu'à notre naissance on ne sait rien, on ne comprend rien, qu'on naît esclave de notre environnement, mais qu'on n'est pas destiné à le demeurer toute notre vie, et que par conséquence le but du jeu est d'acquérir les outils nécessaires pour maîtriser notre destin ou s'en forger un, tout en participant à la transformation du monde de façon à ce que chacun (et la communauté humaine) puisse satisfaire ses besoins ou ses aspirations...

5- Au cours du XXe siècle, les pays dominants ont assuré la survie du capitalisme et imposé leur suprématie au reste du monde en continuant de piller les ressources des pays dominés et la surexploitation leur main d'oeuvre, jusque dans les années 70-80 où ces derniers ont accéléré leur développement industriel pour finir par concurrencer les pays dominants.

La crise, on pourrait peut-être la résumer ainsi : le gâteau a grossi, mais comme le nombre de convives a considérablement augmenté avec la forte augmentation de la démographie mondiale (la population mondiale a pratiquement doublé entre 1945 et 2010, elle a été multipliée par 6 depuis le début du XXe siècle), et que dans le même temps, la minorité qui tient le couteau pour répartir les parts qui doivent revenir à chacun, après s'être servie généreusement en premier, s'est montrée de plus en plus gourmande tout en étant toujours plus nombreuse (voyez l'augmentation du nombre de millionnaires ou milliardaires à travers le monde), il arrive forcément un moment où le gâteau s'avère trop petit pour servir tout le monde, où des limites sont atteintes, surtout que notre gâteau ressemblait davantage à un soufflé toujours prêt à retomber, gonflé artificiellement à coup de dettes et de déficits (notamment depuis le début des années 90) ou de bulles qui éclatent, où tout le monde ne peut plus être servi à sa faim (tout le monde ne l'a jamais été d'ailleurs), où il faut réduire la part de chacun aussi modeste fut-elle au départ, où au sein de cette minorité la part qui revenait à chacun doit être remise en question pour faire de la place aux nouveaux arrivants (ce qui va alimenter les tensions politiques)...

On en est arrivé au moment où le gâteau va leur exploser à la figure, où l'ensemble de ces contradictions conduisent à la paralysie du système économique (on en est à cette étape), à la dislocation du marché mondial, à une gigantesque explosion sociale qui se terminera par une révolution prolétarienne et l'abolition du capitalisme, si le prolétariat parvient à se donner une direction politique et à prendre le pouvoir, alors seulement chacun pourra enfin manger à sa faim dans tous les pays et sur tous les continents, dans le cas contraire, c'est la misère, la famine, la guerre, le chaos et la pire des barbarie qui nous attend.

Organisons-nous et engageons le combat sous le drapeau du socialisme sans attendre d'en arriver-là.

6- Au fait, aux camarades qui hurlent grève générale dans un mégaphone, je leur signale que les Grecs en sont déjà à leur quatrième grève générale depuis le début de l'année... avec le résultat que l'on sait.

Nos révolutionnaires sont sympathiques évidemment, on les aime bien, mais ils sont toujours incapables d'inclure le niveau de conscience politique des travailleurs dans leur analyse de la situation, on leur souhaite d'y parvenir rapidement.

A l'adresse de ceux qui estiment que 36, 47 ou 68 devrait nous servir de référence ou de modèle, qu'ils n'oublient pas d'ajouter à leur panoplie la seconde-guerre mondiale et la Ve République pour que le compte y soit. Eh oui ! l'histoire de la lutte des classes est incompréhensible ou donnera lieu à une interprétation erronée lorsque l'on procède par abstraction, il faut considérer l'ensemble des événements ou des facteurs dans leurs rapports en les situant dans leur évolution ou développement pour avoir une vision globale de la situation et pouvoir ensuite l'analyser et en tirer des enseignements théoriques et pratiques.

Retraites.

1- Travailler plus longtemps serait "*logique*".

"*Si on veut résoudre les difficultés de nos régimes d'ici à (2020) et augmenter la durée d'activité dans les prochaines années, il faut donc agir également sur l'âge légal de départ à la retraite. C'est une option logique pour le gouvernement*", affirme le ministre du Travail dans un entretien au site internet de "Paris Match", tout en précisant qu'"*aucune décision n'a encore été prise sur le niveau auquel il faudrait porter l'âge légal*". (AP 25.05)

Chargé du dossier des retraites à l'UMP, le député de la Marne Arnaud Robinet a évoqué dans des interviews un "minimum" de 62 ans pour l'âge légal, voire même 65 ans "*si on se place à l'horizon 2030*". (Reuters 25.05)

Quel dommage que l'homme ne soit pas immortel !

2- Entre la peste et le choléra...

Une majorité des Français (57%) estime que les propositions du Parti socialiste sur les retraites sont meilleures que le projet de réforme gouvernemental, qui ne récolte que 33% d'opinions favorables, selon le baromètre BVA-Absoluce sur la politique économique paraissant mercredi dans "Les Echos" et diffusé sur France-Info. (AP 25.05)

Le PS a été meilleur en communication que l'UMP sur ce coup-là, à moins que les "Français" ne se soient pas donnés la peine de lire attentivement le document du PS, ce qui est plus que probable, ils en sont restés aux déclarations d'Aubry, du coup ils l'ont l'interprété à leur avantage en y trouvant ce qu'ils y cherchaient... qui n'y figurait pas forcément.

Quand les instituts de sondage servent d'agences de communication au gouvernement.

Plus de neuf Français sur dix (91%) pensent que la crise financière aura un impact sur tout le monde et pas uniquement sur ceux qui ont investi en Bourse, selon un sondage Infraforces pour France Info et 20 Minutes diffusé mardi.

L'opinion publique est convaincue dans sa grande majorité (77,9%) que le gouvernement va mener une politique de rigueur - les plus de 55 ans étant les plus pessimistes (83%).

Les sondés sont plutôt favorables à des mesures fiscales qui toucheraient les plus riches ou les banques mais sont majoritairement (88,2%) contre une augmentation de la TVA. (Reuters 25.05)

Manipulation. Balancer ce genre d'infos présente au moins trois avantages :

1- Tout d'abord, elle n'est pas à l'initiative du gouvernement.

2- Ensuite, ils préparent ce qu'ils appellent l'opinion publique au pire, de telle sorte que lorsque le gouvernement dévoilera son plan d'austérité, certains s'estimeront heureux d'avoir échappé à un traitement encore plus brutal.

3- Pour finir, elle légitime par avance les mesures scélérates que le gouvernement prendra, il pourra dire qu'il n'a pas pris les "Français" en traitre puiqu'ils s'y attendaient, et il pourra ajouter que dans une certaine mesure elles leur semblaient inévitables, pour un peu ils les auraient souhaitées et la boucle est bouclée !

Le mal aimé.

Ce mardi matin, vers 10h 30, alors que Nicolas Sarkozy, se trouvait à Beauvais, dans le collège Fauqueux, un jeune élève a jeté une bouteille d'eau en plastique sur le chef de l'Etat.

La veille, les jeunes agriculteurs de l'Oise ont déversé des ballots de paille devant la préfecture du département à Beauvais, et à proximité de la salle où le chef de l'Etat doit s'exprimer. (Lepost.fr, sources : TF1 et France2 25.05)

Le bien aimé de la famille UMP-PS

1- Dominique Strauss-Kahn est en forte hausse de popularité auprès de l'électorat de l'UMP après son passage sur France 2.

Dans le baromètre Ipsos de l'action politique, paru mardi, le directeur général du Fonds monétaire international, les sympathisants de l'UMP en font leur troisième leader politique préféré à 76% juste derrière la ministre de l'Economie qui reste en tête auprès de l'électorat UMP avec 77%.

2- Les sympathisants du PS le placent également en troisième place à 66%. (Reuters 25.05)

Le gouvernement et les députés UMP ont renoncé à supprimer les triangulaires pour l'élection des futurs conseillers territoriaux, préférant finalement porter le seuil de maintien au second tour de 10 à 12,5 % des inscrits. (Lemonde.fr 25.05)

Chantage et mensonge.

1- La crise de la dette européenne est le principal risque qui pèse sur la reprise mondiale, déclare le directeur général du Fonds monétaire international Dominique Strauss-Kahn. (Reuters 25.05)

2- La Commission européenne proposera mercredi la mise en place d'une taxe sur les banques européennes qui servirait à financer d'éventuels futurs sauvetages d'établissements financiers, déclare José Manuel Barroso, président de l'exécutif européen.

"*La Commission adoptera demain une communication sur un fonds de sauvetage des banques (...) qui sera financé par les banques elles-mêmes afin de minimiser pour les contribuables le coût de sauvetage d'un établissement en faillite*", a déclaré Jose Manuel Barroso, lors d'une conférence.

D'après *Le Figaro* à paraître mercredi, le prélèvement devra s'appliquer aux banques, et non pas aux institutions financières en général. (Reuters 25.05)

La Bourse ou la vie.

L'indice boursier paneuropéen FTSEurofirst 300 a clôturé en baisse de 2,26%. À Paris, le CAC 40 a perdu 2,9% et les Bourses de Madrid et de Lisbonne ont lâché respectivement 3,05% et 2,75%.

New York, l'indice Dow Jones a cédé 0,23% et le Nasdaq Composite a reculé de 0,12%.

Tokyo, l'indice Nikkeia fini en baisse de 3,06%.

Le 27 mai

Pas très en forme, depuis trois jours la température frôle les 45°C à l'ombre, sans un brin de vent on crève littéralement. Il fait si chaud qu'ils ont renoncé provisoirement aux coupures de courant par crainte des réactions violentes de la population, ici ça démarre au quart de tour !

Apparemment l'état de santé de mon épouse ne serait pas aussi grave et elle devrait rester chez elle. Elle m'a confirmé qu'elle n'avait toujours pas le gaz après avoir déménagé depuis près de deux mois, ni le téléphone (free box), et il y a toujours des problèmes avec l'électricité, l'office HLM lui a dit qu'elle devrait encore déménager car le logement qu'ils lui ont attribué présenterait de graves problèmes de sécurité. Si un camarade pouvait me donner les coordonnées d'une association sérieuse pour handicapés qui pourrait l'aider, je suis preneur.

Faisons un peu de politique, pas trop quand même par crainte de se retrouver confronter rapidement avec ses propres contradictions j'ai envie d'ajouter. En voici un exemple tiré de l'actualité.

J'ai lu qu'il y en avait qui réclamaient l'annulation de la dette des Etats des pays dits développés, dont la Grèce. Ils veulent soulager qui ? Le prolétariat ou l'Etat des capitalistes ? Le gouvernement qui n'a pas d'autre choix possible que de s'attaquer frontalement au prolétariat avec les risques politiques que cela comporte ? Vous préféreriez sans doute que Sarkozy (ou Papandréou en Grèce) conduise une politique conforme à vos attentes, est-ce ce qu'il faut déduire de cette proposition ? Leur bonne conscience ne serait-elle pas celle de serviteurs zélés de l'Etat dont aucun fonctionnaire ne souhaite la disparition parce qu'il est leur employeur ?

C'est la panique tout fout le camp, au moins cela permettrait de sauver ce qui peut l'être encore... afin de permettre à certains de pouvoir continuer de vivre comme avant, car l'ensemble du prolétariat n'est pas logé à la même enseigne à ma connaissance.

Ignoreriez-vous par hasard que des millions de travailleurs et leurs familles en France et dans tous les pays de l'UE en avaient déjà plus que marre de la vie que leur réservait quotidiennement l'Etat et les patrons car pour moi et pour eux ils sont indissociables ? De toutes évidences ce n'était pas vraiment votre préoccupation prioritaire, une simple analyse de votre orientation politique suffirait à le prouver sans conteste. On comptera sur votre impartialité proverbiale pour ne pas vous y soumettre.

Ignoreriez-vous, vous qui êtes des révolutionnaires, que ce sont principalement pour ne pas dire uniquement les conditions objectives qui poussent les masses à se soulever contre l'ordre établi et que si leurs conditions d'existence ne deviennent pas un jour ou l'autre insupportables, point de révolution, point de socialisme, point de liberté ? Ah vous avez lu cela quelque part, mais vous avez oublié d'en tenir compte dans la pratique, comme c'est dommage... pour le prolétariat !

Et cela au moment même où le gouvernement ménage une partie des fonctionnaires sur la question des retraites et que ceux-ci travailleront le 27 mai, comme ils bosseront le 15 juin s'ils n'ont que la question des retraites en tête. C'est là qu'on s'aperçoit qu'il y en a qui refusent toujours de prendre en compte la réalité, qui pensent avoir toujours raison, qui détiennent leur vérité, des dogmatiques incurables, des intellectuels sclérosés qui ont oublié jusqu'aux principes fondamentaux sur lesquels reposent le socialisme et le marxisme, un simple constat, je ne veux pas les acculer plus qu'ils ne le sont, après tout une erreur cela se corrige, disons que cela devient urgent, s'il n'est pas déjà trop tard.

On doit combattre contre la remise en cause de nos droits sociaux, mais nous ne sommes pas comptables de pouvoir les sauver ou non, adopter une autre attitude reviendrait à se placer sur le même terrain que les appareils, pour lesquels le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière ne devait pas se situer dans la perspective de l'abolition du capitalisme qui a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui. Ce combat a été menée comme si les acquis sociaux arrachés ou les droits conquis au détour d'un rapport de force favorable au prolétariat l'étaient pour l'éternité.

Grave erreur dont on paie aujourd'hui le prix fort, sans disposer des moyens pour inverser la tendance une fois le prolétariat totalement subordonné au capitalisme, après avoir abandonné dans les faits le combat pour le socialisme au profit des seules revendications à caractère alimentaire. Paraît-il que c'était le meilleur moyen pour avancer vers notre objectif, la prise du pouvoir, en réalité, pour peu qu'on veuille bien faire preuve d'un minimum d'honnêteté intellectuelle, on s'aperçoit aujoud'hui que les stratégies politiques élaborées et mise en oeuvres pendant plus d'un demi-siècle étaient erronées, qu'elles ont conduit le mouvement ouvrier dans une terrible impasse.

Autrement dit, on a privilégié l'amélioration des conditions d'existence des exploités au détriment du combat pour le socialisme, et voilà qu'un beau matin on se réveille en se demandant qu'est-ce qui se passe, les travailleurs auraient un niveau de conscience politique au ras du caniveau. Tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, tout ce qu'ils ont obtenu, ils l'ont obtenu sous un régime capitalisme, ils ne sont pas ingrats eux au moins, ils ne demandent qu'une chose aujourd'hui : que cela continue !

Si au contraire nous avions mené notre combat politique sur la base du programme de la révolution socialiste au lieu de se cantonner au trade-unionisme ou au réformisme, sans doute que certains droits n'auraient pas pu être acquis, peut-être que certains acquis n'auraient pas pu être conservés, peu importe j'aurais envie de dire, car en échange et c'est là la question déterminante, nous aurions pu commencer à construire un solide parti révolutionnaire sur des bases politiques saines, nous aurions eu la possibilité de consacrer du temps à le consolider sachant que la révolution n'était pas pour le lendemain matin (encore aurait-il fallu ne pas faire croire le contraire aux militants) compte tenu de l'immaturité des conditions objectives, facteur que l'on a négligé ou sous-estimé, à former un par un chaque militant, à constituer et organiser un réseau de comités composés de travailleurs et de militants d'horizons divers du mouvement ouvrier qui ne réunissaient pas forcément les conditions requises pour rejoindre le parti, mais qui auraient pu constituer avec le temps un vivier pour sa construction dans toutes les couches du prolétariat, certes nous n'aurions pas recruter des centaines de milliers de travailleurs ou davantage, mais au moins nous aurions pu recruter les travailleurs les plus déterminés à rompre avec le régime ou qui auraient eu la capacité de comprendre la nécessité de rompre avec le capitalisme, et de les conserver par la suite, à défaut de conditions objectives plus favorables, c'est en nous

adressant aux meilleurs de chaque travailleur que nous aurions forgé les cadres du parti appelés à se transformer en parti de masse au moment de l'ouverture de la crise révolutionnaire...

J'écris nous ou on car je me sens concerné évidemment, bien que je n'aie jamais été un dirigeant, on partage le combat pour la même cause, c'est ce que je voulais dire par là. On a eu faux sur toute la ligne, ayons la modestie de le reconnaître, voilà la conclusion à laquelle je suis parvenue, et qu'à ma connaissance nous devons être bien peu à partager.

En voulant épargner au prolétariat de vivre plus mal demain qu'aujourd'hui, en se bornant à cet unique objectif, on a fait en sorte que le jour où effectivement la crise du capitalisme sonnerait le glas de la remise en cause de ses droits, il se retrouverait complètement désarmé théoriquement et politiquement, et que là pour le coup il en prendrait plein la figure pour pas un rond, car il ne comprend rien à la situation, il n'a même pas été foutu de tirer les leçons du constat que les candidats de l'UMP et du PS avaient en réalité le même programme en 2007, par exemple. Les dirigeants du PT et de la LCR, qui croyaient sans doute aux miracles à défaut d'analyse sérieuse de la situation, ont voulu donner un nouvel élan à leur parti en pensant qu'ils pourraient profiter de la situation, résultat : le POI et le NPA comptent guère plus de véritables militants que le PT ou la LCR. On a eu largement le temps de construire le parti (60 ans !), on a laissé passer une multitude d'occasions qui auraient permis d'accélérer sa construction, et chaque fois qu'on a cru qu'une occasion était la bonne, cela s'est révélé être une catastrophe, cela aussi devrait faire réfléchir un peu plus les militants

C'est comme si on préconisait à une personne de changer d'alimentation alors qu'elle a fini par s'habituer à celle qu'on lui imposait, même si elle reconnaîtra volontiers des mérites à celle que vous lui proposez, elle n'aura pas envie d'en changer pour autant sous peine justement de changer une habitude avec laquelle elle a fini par s'identifier, comme si elle venait d'elle-même, on pourrait dire aussi qu'elle préfèrera s'en remettre à la fatalité plutôt que d'expérimenter quelque chose qu'elle ne connaît pas. Il faut qu'elle n'ait plus rien à se mettre sous la dent ou pas suffisamment pour prêter une oreille attentive au régime alimentaire que vous lui proposez. (A suivre)

L'actualité en titres.

1- Retraites : ils nous attendent au tournant.

- Retraites: le test - AP

- Retraites : une journée-test pour les syndicats et le gouvernement - LeMonde.fr

2- Afrique. Un continent sacrifié.

- Les tensions risquent de dégénérer au Cameroun - Reuters

- Afflux de réfugiés ghanéens au Togo - AP

3- Tensions internationales.

- Le Liban ouvre le feu sur deux avions israéliens - LeMonde.fr

- Raids aériens israéliens dans la bande de Gaza - LeMonde.fr

- La Russie fustige la «démagogie politique» d'Ahmadinejad - Libération.fr

- La guerre de communiqués se poursuit entre les deux Corées - AP

4- Ca pue la coke :

- Le Mexique, roi du deal - Libération.fr

- L'Afrique, la plaque tournante - Libération.fr

- De la chimie plein le nez - Libération.fr

L'esclavagisme des temps modernes qui sert de modèle à Strauss-Kahn (quand il fait l'éloge de la croissance chinoise).

Extrait d'un article de Libération.fr et AFP d'hier.

Au total, douze employés chinois de Hon Hai Precision Industry, connu sous le nom commercial de Foxconn, se sont jetés dans le vide depuis le début de l'année.

Mercredi, le président et fondateur du groupe, Terry Gou, venu de Taïwan en jet privé, a présenté des excuses pour les suicides. «*Je présente mes excuses pour l'impact que cela a eu sur la société*», a-t-il déclaré.

Selon la chaîne de télévision taiwanaise CTI et le journal cantonais *Southern Metropolis Daily*, la direction du groupe a demandé aux employés de s'engager par écrit à ne pas attenter à leurs jours et à accepter un traitement psychiatrique «*si leur état physique ou mental est anormal*».

Haïssable leur monde, non ? Je connais des patrons en Inde, ils ont exactement la même mentalité, on a du mal à les considérer comme faisant partie de la communauté humaine.

Ne vous fiez pas aux titres des articles de presse, on pourrait penser que la grève générale va embraser l'Europe, alors qu'en réalité...

1- Espagne. Lundi le secrétaire général des Commissions ouvrières (CCOO), Ignacio Fernandez Toxo, a déclaré sur la chaîne de télévision TVE : "*Une grève générale serait la pire des choses qui puisse arriver à l'Espagne.*" (Lemonde.fr 24.05)

2- Italie. La CGIL, qui revendique plus de cinq millions d'adhérents, va proposer une grève générale de quatre heures fin juin.

"*Les fonctionnaires sont prêts à faire des sacrifices, mais ils refusent d'être les seuls*", a déclaré Guglielmo Epifani, secrétaire générale de la CGIL, lors d'une conférence de presse. (Reuters 26.05)

3- France. Trois petits tours et puis s'en vont, telle sera la journée de grève du 15 juin appelée par FO. Attendez, dans le IO (n°99) de cette semaine, une furieux de FO prédit qu'à partir du 16 juin la situation sociale aura changé, je ne plaisante pas hélas ! A moins que la journée d'action du 27 mai ne se transforme en grève générale, mais là aussi je crois qu'il ne faut rêver non plus.

Retraites.

1- Les dirigeants syndicaux ont laissé filer volontairement 42 jours pour laisser le temps à la propagande du gouvernement de faire son oeuvre.

Dès le 14 avril, soit deux jours après le début de la concertation avec les partenaires sociaux, Eric Woerth avait notamment déclaré sur RTL que le critère, "*c'est l'allongement du temps, à un moment donné, de travail*". "*On verra quelle forme ça peut prendre, mais quand vous vivez plus longtemps, à un moment donné vous devez passer plus de temps au travail, et puis vous passez plus de temps à la retraite*", avait-il expliqué.(AP 25.05)

2- Que recouvre le discours vindicatif du jaune Chérèque ? La contre-réforme est déjà acquise, c'est déjà demain !

A propos des décisions du gouvernement annoncées par Woerth et Bertrand : "*C'est un choix que je ne peux pas accepter et je me battrai contre ce choix et j'irai jusqu'au bout pour trouver des mesures qui atténuent, pour ces salariés là, cette mauvaise décision du gouvernement*", a-t-il assuré. Pour lui, "*la réforme, non seulement sera injuste*", mais en plus, il "*restera le problème du financement à long terme*". (AP 25.05)

Il parle au futur de "*mesures*" qui "*atténueraient*" cette "*mauvaise décision du gouvernement*" comme si elle était déjà entrée en vigueur. Et puis le congrès de la CFDT approche...

Retraites. Rappel, ils ont dit.

1- La Talonnette. Dans un entretien à RTL en mai 2008, interrogé sur la proposition de Laurence Parisot (Medef) de relever l'âge légal à 63 ans et demi, le président de la République avait en effet répondu: «*Elle a le droit de dire ça, j'ai dit que je ne le ferai pas. Je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français. Je n'ai donc pas de mandat pour cela.*» (libération.fr 26.05)

2- M. Rocard, qui le 19 janvier témoignait sur la radio BFM de ses sentiments à l'égard de la décision de François Mitterrand en 1982 : "*Tous les ministres compétents en économie, Jacques Delors, moi et quelques-uns, nous étions catastrophés, nous savions très bien que cette mesure n'était pas compatible avec l'évolution de la démographie française.*"

3- L. Fabius. A l'Assemblée nationale hier, Fillon conseillant au PS de "*participer activement, concrètement, à la consolidation des régimes*

de retraite" : "*En le faisant, vous ne vous trahiriez pas, vous ne trahiriez pas Laurent Fabius, ministre de l'Economie, qui déclarait le 20 mars 2002: 'Puisque l'espérance de vie augmente de trois mois, cela veut dire que les actifs doivent financer chaque année des retraités qui vivront trois de plus. Comment voulez-vous qu'il n'y ait pas un ajustement? Bien sûr qu'il y aura un ajustement'*".

4- D. Strauss-Kahn. Encore Fillon hier à l'Assemblée nationale en direction du PS : "*En faisant cela, vous seriez fidèles à Dominique Strauss-Kahn qui déclarait il y a quelques jours fort opportunément que lorsqu'on vivra jusqu'à cent ans, il n'y a pas de raison de maintenir la retraite à 60 ans*".

5- M. Aubry. Suite de l'intervention de Fillon : "*Mais surtout en faisant cela, vous seriez fidèles à Mme Aubry, qui déclarait le 17 janvier dernier: 'On va aller, on doit aller à 61 ou à 62 ans'*". (Reuters 26.05)

La reconnaissance du ventre en guise de conscience de classe ?

1- La réforme des retraites en France qui va reporter l'âge légal de la retraite, fixé actuellement à 60 ans, ne concernera pas dans l'immédiat les salariés des régimes spéciaux, notamment de la SNCF, a déclaré mercredi le ministre du Travail Eric Woerth.

Ces régimes concernent environ 500.000 actifs et 1,1 million de retraités à EDF, GDF, la RATP, la SNCF notamment. Une première réforme, adoptée laborieusement en 2007 après une vague de grèves, a porté la durée de cotisation pour une retraite à taux plein de 37,5 années à 40 ans d'ici 2012.

Leurs salariés conserveront pour l'instant la possibilité de partir à 60 ans, comme le prévoyait la réforme de 2007, a dit Eric Woerth sur LCI.

Son cabinet a précisé ensuite à Reuters que la réforme s'appliquerait bien aux personnels de la SNCF et des autres régimes spéciaux, mais de manière différée par rapport aux autres salariés.

L'échéance de 2018, qui figure dans la réforme de 2007, ne sera pas forcément retenue pour l'alignement des régimes spéciaux sur le sort général, qui pourra être plus précoce ou plus tardive. "*Il n'y a pas de date pour l'instant*", a-t-on dit à Reuters.

Le ministre s'est montré plus évasif sur un éventuel alignement des règles régissant le secteur public, où le montant de la pension est calculé sur les six derniers mois, et le privé, où il dépend des 25 meilleures années. (Reuters 26.05)

2- Selon *Les Echos* à paraître mercredi, la grève sera faiblement observée à la SNCF car le report de l'âge légal à la retraite que semble prévoir le gouvernement ne concernera pas les régimes spéciaux. (Reuters 26.05)

La SNCF prévoit des perturbations limitées. La RATP prévoit un trafic normal ou quasi normal sur les réseaux métro, bus, tramway et sur sa partie du RER A, mais seul un RER B sur deux circulera. Seule la CGT a déposé un préavis de grève. (Libération.fr 26.05)

Simple coïncidence ? Pas vraiment puisqu'en dehors de la CGT, les autres syndicats de l'intersyndicale (excepté FO) n'ont même pas appelé à la grève le 27. Attendons de voir la réaction des cheminots le 27 pour en dire davantage.

Attendons-nous à de nouveaux déremboursements de médicaments.

Le vieillissement de la population devrait entraîner d'ici à 2029 une hausse des dépenses de médicaments remboursables vendus en pharmacie comprise entre 7,5 et 12,5 milliards d'euros par rapport à 2004, selon une étude publiée mercredi 26 mai pour le compte des industriels du secteur.

Dans un premier scénario, qui prend en compte uniquement les évolutions démographiques, le vieillissement de la population se traduit par un surcroît de dépenses de médicaments de près de 9,8 milliards d'euros en 2029 par rapport à 2004, soit une croissance moyenne annuelle de 1,44 %. Dans un scénario de '*vieillissement en bonne santé*' (même âge de décès, mais maladie plus tardive), ce surcroît de dépenses atteint 7,5 milliards d'euros, soit une croissance de 1,14 %. Enfin, dans un scénario de '*vieillissement en bonne santé et de progrès médical*' (la maladie et le décès surviennent plus tard), le surcroît de dépenses atteint 12,5 milliards d'euros, soit une croissance moyenne annuelle de 1,77 %. (Lemonde.fr et AFP 26.05)

Calcul d'épicier et quel cynisme !

Pendant 18 ans les prix des logements n'ont cessé d'augmenter.

"De la fin des années 1990 jusqu'au début 2008, les prix des logements anciens", à savoir construits depuis plus de cinq ans, ont progressé "*de façon ininterrompue, avec une "croissance très supérieure depuis 2000 à celle des prix à la consommation, des loyers et du revenu disponible par ménage*", selon une étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) rendue publique jeudi.

Cette nette hausse a eu pour conséquences, "*pour les accédants à la propriété, des taux d'effort plus élevés et des durées d'emprunt plus longues, malgré un contexte de diminution des taux d'intérêt*". (AP 26.05)

Endettés jusqu'aux dents, ils seront peut-être moins portés à faire grève pour ne pas perdre une journée précieuse de salaire et ils seront portés à travailler plus pour s'en sortir ou tenter de maintenir leur niveau de vie... Le revers de la médaille : endettés sur 25 ou 30 ans, ils ne pourront plus compter sur eux avant longtemps avant qu'ils ne s'endettent à nouveau.

France. 2009 : Un déficit record.

Le déficit budgétaire de la France s'est élevé en 2009 à 138 milliards d'euros, en hausse de 81,7 milliards par rapport à 2008, selon le projet de loi de règlement présenté mercredi en conseil des ministres.

L'année 2009 a été marquée par une baisse sans précédent des recettes fiscales, de l'ordre de 19,1% par rapport à 2008, concentrée sur l'impôt sur les sociétés (-57,5%) et la TVA.

Le déficit budgétaire a fait un bond de 81,7 milliards imputable à la crise économique internationale et à la mise en oeuvre des mesures du plan de relance.

Côté effectifs de l'Etat, la réduction est évaluée à 24.592 "*équivalent temps plein*". Le décalage avec les prévisions initiales s'explique aussi par une baisse des départs en retraite. "*La crise économique a pu conduire certains agents de l'Etat à décaler leur départ*", note-t-on au ministère. (Reuters 26.05)

Extrait d'une interview de Jean Ziegler. (lu hier dans un blog de Libération.fr)

Dans ses livres qui ont marqué l'opinion, Jean Ziegler n'a cessé de dénoncer le caractère absurde et criminel des politiques du capitalisme envers les peuples du tiers monde. Il a été le rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation du Conseil des droits de l'homme aux Nations unies de 2000 à 2008. Michel Collon l'a interrogé à Genève sur la crise, la Bourse, la faim, Obama, Israël.

La crise t'a surpris ?

Dans sa violence, oui. Je ne pensais pas que les truands de la finance allaient ruiner l'économie mondiale à une telle vitesse : 1.800 milliards de valeurs patrimoniales ont été détruites. Pour les pays du tiers-monde, c'est une catastrophe totale. Mais aussi pour les pays industrialisés.

Ce sont encore les pauvres qui paient ?

Oui. Le 22 octobre 2008, les quinze pays de l'euro se sont réunis à Paris. Sur le perron de l'Elysée, Merkel et Sarkozy ont dit : « Nous avons libéré 1.500 milliards d'euro pour le crédit et pour augmenter le plafond d'autofinancement de 3 à 5% ». La même année, les mêmes pays européens ont réduit leurs subventions pour le programme alimentaire mondial (qui ne vit que de ces subventions) de 40 %. De six milliards de dollars à moins de quatre milliards. Ce qui fait qu'au Bangladesh, on a supprimé les repas scolaires. Un million d'enfants sont gravement et en permanence sous-alimentés. Ces enfants meurent donc à cause des gangsters de la Bourse. Il y a là des morts véridiques. Les spéculateurs, aujourd'hui, devraient être jugés au tribunal de Nuremberg.

Quelle leçon les puissants ont-ils tiré de la crise ?

Aucune. Prenons l'exemple de la Suisse. Le contribuable suisse y a payé 61 milliards de dollars pour le sauvetage de la plus grande banque : UBS. L'an dernier, en 2009, les dirigeants d'UBS, toujours proche de la faillite, se sont distribués entre eux des bonus pour quatre milliards de francs suisses ! Le pillage est total et l'impuissance des gouvernements qui se comportent comme des mercenaires est totale aussi. En tous les cas, en Suisse, en France, en Allemagne où j'ai quelques renseignements. C'est un scandale permanent. Le masque néolibéral est tombé évidemment, avec sa prétendue légitimité. Mais le cynisme et l'arrogance des banquiers triomphent totalement.

Tu as été, de 2000 à 2008, le rapporteur des Nations-Unies sur le problème de la faim dans le monde. Quel bilan tires-tu ? As-tu servi à quelque chose ?

Non, si tu regardes les chiffres, ils sont catastrophiques. Toutes les cinq secondes, un enfant meurt de faim. 47.000 personnes meurent de faim tous les jours. Un milliards de personnes (c'est-à-dire un homme sur six) sont gravement et en permanence sous-alimentés. Alors que l'agriculture mondiale dans l'état actuel de son développement pourrait nourrir sans problème douze milliards d'êtres humains avec 2.700 calories par individu par jour ! Rien à ajouter.

Pékin allié de circonstance de Washington... contre l'euro.

Selon le *Financial Times*, la Chine serait en train de revoir le montant de ses réserves en obligations souveraines de la zone euro.

La Safe (Administration d'Etat des changes), qui détiendrait environ 630 milliards de dollars d'obligations européennes aurait ainsi exprimé des inquiétudes quant à son exposition aux-dits pays périphériques de la zone euro, que sont la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne.

Si la Safe réduisait le montant de ses réserves de changes en euro, il s'agirait d'un énorme changement d'attitude de la part de la Chine, qui réduisait depuis un an son exposition au dollar.

Pour autant, impossible de savoir exactement dans quelle proportion, puisque la composition des 2.400 milliards de dollars de réserves est gardée secrète. Mais les analystes estiment qu'elles sont constituées pour les deux-tiers d'actifs libellés en dollars et pour le reste d'actifs en euro, en yens et livres sterling. (JDF 26.05)

Le 28 mai

J'ai passé trop de temps à préparer l'article sur la mobilisation d'hier et les infos en bref pour causer. J'avais commencé hier soir la suite de la causerie d'hier sur le parti, mais je n'ai pas trouvé le temps de m'y remettre, on verra cela demain.

Mon idée, c'est qu'on aurait très bien pu conserver nos principes, et les mettre en pratique tout en tenant compte des transformations qui ont eu lieu en France et dans le monde à partir de la moitié du XXe siècle, sans bouger d'un millimètre de l'objectif qui demeure le nôtre : la prise du pouvoir par le prolétariat et le socialisme. Nous nous sommes tellement fourvoyés et nous avons accepté tellement de compromis, perdu tellement de temps et laisser passer tellement d'occasion de construire le parti, que nous nous retrouvons dans une situation quasiment inextricable qui inspire le désespoir à bon nombre de militants, bien que leurs convictions soient demeurées intactes... Voilà la trame de ma réflexion.

Très vite et à chaud sur la journée d'hier.

J'ai noté que Chérèque et Thibault qui s'est empressé de lui emboîter le pas, avaient affirmé qu'il y avait un million de manifestants en France à la mi-journée, alors qu'il leur était totalement impossible de savoir combien il y avaient de manifestants dans les 176 défilés programmés.

Comme toujours il y en aura pour ne retenir que les chiffres avancés par ces lieutenants du capital, pour ma part je préfère relativiser les chiffres avancés et procéder à une moyenne haute entre les chiffres fournis par les syndicats et ceux de la police. Entre un million et 395.000 cela laisse de la marge, on se satisfera à défaut de mieux d'un chiffre situé entre 500 et 700.000.

Bref, comme très souvent tout le monde est content, mais le gouvernement reste sur ses gardes, la preuve, il manie le bâton et la carotte envers les fonctionnaires...

D'ici je ne peux pas mesurer précisément l'état d'esprit des masses et la journée d'hier ne peut en donner qu'un vague aperçu compte tenu que la plupart des travailleurs ne pouvaient pas y participer. Si maintenant on la compare avec les mobilisations du printemps 2009, on pourrait en déduire que les travailleurs ne savent pas trop quoi penser des arguments contradictoires qu'ils ont entendus ou qu'ils sont pour ainsi dire tétanisés dans l'éventualité de connaître une situation pire encore, surtout sans aucune perspective politique à l'horizon. Si on oublie ce dernier élément dans notre analyse, on ne peut pas comprendre la situation.

Un message personnel.

Un message personnel adressé au camarade qui m'a informé hier qu'il s'était engagé syndicalement et politiquement depuis déjà plusieurs mois dans des formations auxquelles personnellement je n'aurais pas adhéré.

Je ne t'en veux absolument pas, tu es parfaitement libre de tes choix, je préfère encore cela que de te voir ruminer et malheureux de rester sur la touche. Si sur le plan syndical tu n'as pas forcément fait un mauvais choix selon moi, par contre je me garderais bien de te dire la même chose sur le plan politique, mais cela ne regarde que toi, et puis il existe franchement pire ! Je suis même satisfait que tu m'en aies informé et que tu ne m'aies pas pris pour un militant borné ou dogmatique, je t'en remercie sincèrement. Bon, tu as hésité à me dire la vérité, tu y as mis le temps, un vieux réflexe que je comprends parfaitement, toi qui as toujours été confronté à des bureaucrates dans différents partis ou dans ton syndicat. Tu as su faire la part des choses, ta franchise et ton honnêteté t'honorent, je n'en avais jamais douté.

Ta décision ne change absolument rien à nos rapports, et puis je sais que tu te connectes tous les jours sur le site et que tu partages la plupart de mes analyses ou positions. Je vais te taquiner un peu, sans le dire cachottier tu fais de l'entrisme, je déconne... à moitié seulement. Dommage qu'il n'y ait pas davantage de militants dans ton cas.

Porte-toi bien camarade et garde le moral, le combat continue c'est l'essentiel.

Quelques infos en bref.

Existe-t-il une différence entre la gestion de la société par la "gauche" ou la "droite" ? Il n'y en a pas !

A partir du 1er juillet 2010, les prix des transports en commun en Île-de-France vont augmenter.

Concrètement, la hausse devrait atteindre 3 à 3,5% en moyenne sur les billets et les tickets.

Le ticket t+ passera de 1,60 euro à 1,70 euro à l'unité. Le carnet de dix billets, lui, coûtera désormais 12 euros au lieu des 11,60 euros actuels.

L'abonnement mensuel du pass Navigo zones 1 et 2 va passer de 56,60 euros à 60,40 euros (+ 6,7%). L'abonnement mensuel zones 1 à 3 va passer de 74,40 euros à 78,20 euros (+ 5,1%). L'abonnement mensuel zones 1 à 4 va passer de 91,70 euros à 95,50 euros (+ 4,1%). Les tarifs pour les zones 1 à 5 et 1 à 6 resteront inchangés. Les prix pour la carte ImaginR, en revanche, n'augmenteront seulement de 1%.

C'est ce qu'a annoncé mercredi 26 mai le président (PS) de la région Jean-Paul Huchon, également président du syndicat des transport d'IdF (STIF).

Selon le Vert Jean-Vincent Placé, vice-président chargé des transports et membre du conseil d'administration du STIF, cette augmentation des tarifs était inévitable. (Reuters 27.05)

Réactions d'internautes :

- Il faut faire confiance à la gauche pour augmenter taxes et impots. M.Huchon peut parler du maintien du pouvoir d'achat ! Il a été réelu et il assomme l'électeur. Parlez toujours Mme Aubry de vos belles promesses !

- ils (les Verts) veulent contraindre les gens à voyager avec les transports en commun et hop, ils sont d'accord pour augmenter le ticket

- Les électeurs, les usagers des transports en commun d'ile de France, ainsi que moi même et tous les gens concernés par ce foutage de gueule, souhaitent remercier le conseil régional d'ile de France de nous avoir roulé dans la farine deux mois seulement après son élection ! (Lexpress.fr 27.05)

République des copains et des coquins et lobbying.

Pierre Bachelot, le fils de la ministre de la Santé Roselyne Bachelot, a été nommé à un poste de chargé de mission directement rattaché à la direction générale de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes).

Cet organisme public, créé en 2002, est chargé de mettre en œuvre les politiques de prévention et d'éducation pour la santé fixées par le gouvernement.

C'est le site d'informations pour les professionnels de la pharmacie WK-Pharma qui a publié l'information hier. «*Pierre Bachelot sera chargé de développer une stratégie d'influence ou de lobbying, notamment auprès du Parlement, et de veiller à ce que la santé soit intégrée dans toutes les politiques*», rapportait le site. (libération.fr 27.05)

Quand monseigneur récompe ses laquets.

Le prestigieux prix espagnol Prince des Asturies "*communication et humanités*" a été attribué jeudi au sociologue français Alain Touraine et à son homologue d'origine polonaise Zygmunt Bauman pour leur contribution à la pensée contemporaine.

La Fondation a été constituée en septembre 1980 à Oviedo dans le cadre d'une cérémonie solennelle présidée par le Prince des Asturies, héritier de la Couronne d'Espagne. (AP 27.05)

Que ne ferait-on pas pour survivre !

Corsairfly (ex-Corsair) se redimensionne pour faire face à la crise. La compagnie charter du groupe Nouvelles Frontières a annoncé jeudi à ses salariés la suppression de 380 postes sur 1 500 dans le cadre d'un plan de départ volontaire étalé sur vingt-quatre mois.

Ce plan ne concerne pas les pilotes de la compagnie. Seuls stewards, hôtesses et personnels au sol sont touchés, dans des proportions comparables. (lefigaro.fr 27.05)

Toujours plus vite.

Un avion expérimental construit par Boeing et Pratt & Whitney Rocketdyne, dans le cadre d'un programme de recherches de l'armée de l'air américaine et de la NASA, sans pilote équipé d'un statoréacteur à combustion supersonique, le X-51A, a volé pendant plus de trois minutes à Mach 6, six fois la vitesse du son, soit quelque 6.400km/h.

C'est une avancée majeure en matière de technologie des moteurs, "*comparable au passage des moteurs à hélice aux réacteurs après la deuxième guerre mondiale*", a commenté Charlie Brink, un des responsables du programme au Laboratoire de recherches de l'US Air Force.

D'après Joe Vogel, de Boeing, les 200 secondes atteintes mercredi constituent "*un nouveau record du monde*", qui "*ouvre la voie à plusieurs applications*", comme des missiles ultra-rapides, des avions ou drones de reconnaissance, des lanceurs d'engins spatiaux voire des avions de transport commercial. (AP 27.05)

Hausse du tarif du gaz.

GDF Suez augmentera à nouveau ses tarifs le 1er juillet prochain, dans une fourchette de 4% à 5%, écrit jeudi Le Figaro dans son édition internet. (Reuters 27.05)

Ils avancent pendant qu'on piétine.

L'Union européenne va supprimer les visas pour la Bosnie et l'Albanie, deux pays des Balkans où les citoyens devaient attendre des semaines avant d'être autorisés à entrer dans les Vingt-Sept. (AP 27.05)

Le 29 mai

Pas le temps de causer ce matin. Bon week-end à tous.

Retraites.

1- Hier, le ministre du Travail, Eric Woerth, a confirmé son souhait de relever l'âge légal de 60 à 61, 62 ou 63 ans.

Sur RTL, il a ajouté que l'âge auquel il est actuellement possible de bénéficier automatiquement d'une pension à taux plein (65 ans) serait lui aussi relevé. (Reuters 28.05)

On a là, si besoin était, la preuve que l'objectif du gouvernement est bien de réduire le niveau des retraites ou de nous faire crever au boulot, et de réduire à une peau de chagrin le système par répartition.

A - Soit vous arrêterez de travailler avant l'âge auquel vous aurez le droit de bénéficier automatiquement d'une retraite à taux plein et votre retraite sera réduite, ainsi vous serez condamnés à la misère.

B- Soit vous trouverez encore la force de bosser jusqu'à 67, 68 ans ou plus si vous ne crevez pas au boulot entre temps, vous serez tellement usés qu'il vous restera peu d'années à vivre, donc vous aurez cotisé toute votre vie pour finalement ne pas profiter de votre retraite, ce procédé s'apparente à une cynique et vaste escroquerie.

C- D'autant plus que cette machination mise au point par les croque-morts de la finance vous aura fortement incité à cotiser à un fonds de pension, qui n'aura rien à débourser ou presque en échange, puisque vous crèverez plus rapidement que prévu, pendant que les gouvernements qui se seront succédés auront continué de dépouiller le système par répartition.

2- La fondation Terra Nova, un cercle de réflexion proche des socialistes, dans ses propositions rendues publiques vendredi 28 mai, propose d'"*amplifier le mouvement*" et de porter la durée de cotisation à 42,5 annuités en 2050, portant l'âge moyen effectif de départ à la retraite "autour de 65 ans" contre 61,5 aujourd'hui.

En cela, Terra Nova se rapproche de la position de Dominique Strauss-Kahn, reprenant même l'expression utilisée par le patron du FMI en déclarant : "*Si l'on vit en bonne santé jusqu'à 100 ans, on voit bien qu'il ne serait pas raisonnable de continuer à partir à la retraite à 60 ans.*" (Lemonde.fr avec Reuters 28.05)

3- Luc Chatel a tenu à confirmer que "*les régimes spéciaux seront concernés par la réforme qui sera présentée au moins de juin*". "*Simplement, ils le seront à un calendrier et à un rythme qui seront différents*", a-t-il expliqué, en rappelant que suivant le calendrier de la réforme de 2007, la durée de cotisation de ces régimes devait passer à 40 ans en 2012, et à 41 ans en 2016. (AP 28.05)

4- Plaidant une nouvelle fois pour les orientations du gouvernement, Xavier Bertrand a assuré que "*Les Français sont plein de bon sens, ils savent bien que dans tous les pays européens, on a été amené à travailler plus longtemps et à remonter l'âge légal*".

La prochaine fois ils braqueront les projecteurs sur un pays comme l'Inde ou en dehors de la fonction publique et certaines grandes entreprises la retraite n'existe pas, histoire de ramener le "*bons sens des Français*" au plus près du cercueil !

Il a déclaré ne croire "*absolument pas*" à la promesse de Martine Aubry de revenir sur la réforme en cas de victoire à la présidentielle. Rappelant que les socialistes "*au pouvoir entre 1997 et 2002*" n'étaient "*jamais revenus*" sur la réforme Balladur qu'ils avaient dénoncée en 1993, et qu'aujourd'hui "*ils ne parlent plus*" de revenir sur celles de 2003 et 2007, il les a jugés "*peu crédibles*".

"*Le Parti socialiste compte sur nous pour faire des réformes courageuses, pour demander des efforts, mais jamais ils n'ont l'intention de revenir dessus parce qu'ils n'en pensent pas moins*", a-t-il jugé. (AP 28.05)

Il a raison de le dire puisque c'est la vérité, il n'y a que les crétins genre Besancenot pour prendre pour argent comptant les déclarations des dirigeants du PS... afin de leur tendre la main !

Chômage en hausse.

Le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A, autrement dit sans activité et en recherche active d'emploi, a augmenté de 15.700 personnes (+0,6%) le mois dernier, à 2.677.000, après une diminution de 6.600 ou 0,2% en mars, selon les chiffres publiés vendredi par le ministère de l'Economie et Pôle emploi.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre augmente de 0,9% en variation mensuelle en avril (+35.200 personnes), pour une hausse de 10,5% d'une année sur l'autre.

"Le nombre de demandeurs d'emploi envoyés en formation ou bénéficiant de contrats aidés continue de progresser. Cette évolution encourageante permet de maintenir les compétences acquises et favorise le retour vers l'emploi", souligne la ministre de l'Economie dans un communiqué.

Le nombre de chômeurs de moins de 25 ans en catégorie A a augmenté de 1,4% en avril par rapport à mars mais il a reculé de 0,4% sur un an.

Chez les plus de 50 ans, le chômage s'est accru de 0,8% par rapport à mars et sa hausse représente encore 19,4% sur un an.

"*Fin avril 2010, en France métropolitaine, 3.926.200 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (4.165.300 y compris Dom), dont 2.677.000 étaient sans emploi (catégorie A) et 1.249.200 exerçaient une activité réduite, courte ou longue (catégories B et C)*", indiquent le ministère et Pôle Emploi dans leur communiqué commun.

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a progressé de 0,4% pour les hommes (+8,6% sur un an) et de 0,8% pour les femmes (+6,9% sur un an).

Pour les catégories A, B, C, la hausse est de 1,1% pour les hommes (+12,1% sur un an) et de 0,7% pour les femmes (+8,9% sur un an).

Le nombre de chômeurs de longue durée - inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus - a augmenté de 1,9% en avril pour les catégories A, B, C (+31,3% sur un an).

Les sorties pour défaut d'actualisation des dossiers ont baissé de 4,9% par rapport à mars, tout en continuant de représenter 41,3% du total des sorties de Pôle emploi.

Les reprises d'emploi déclarées n'ont motivé que 22,5% des sorties du service public de l'emploi en mars. (Reuters 28.05)

PCF.

Le PCF choisira son nouveau secrétaire national lors de son Congrès du 18 au 20 juin a annoncé le parti dans un communiqué. (Lepost.fr 28.05)

Quand un opiomane guide le peuple.

1- Le capital et le goupillon. La religion au secours du capitalisme.

- Jeudi, à l'institut protestant, Sarkozy a dit lors de son discours selon le Figaro :

"*Alors que l'économie et la société redécouvrent dans la crise sans précédent qui secoue le monde un profond besoin d'éthique, alors que le progrès des sciences et des techniques met nos valeurs chaque jour à l'épreuve et que le capitalisme est en quête de morale, le silence des grandes religions serait incompréhensible tant elles sont dépositaires ensemble d'une partie essentielle de la sagesse humaine*" (Lepost.fr 28.05)

La crasse ignorance ou l'obscurantisme, la culpabilisation et la superstition, la justification de droit divin de l'existence du riche et du pauvre, des différentes classes sociales et de l'Etat, la justification des guerres impérialistes, notamment, voilà sur quoi repose la morale de toutes les religions sans exception.

- Le pasteur Claude Baty, président de la Fédération protestante de France, a rappelé en l'accueillant que la non-reconnaissance des diplômes de ces deux facultés privait notamment leurs étudiants de la possibilité de participer au programme d'échange européen Erasmus.

Que cela ne tienne : "*Je trouve légitime votre demande de voir reconnaître les diplômes délivrés par l'enseignement supérieur protestant et fixer la liste de leurs équivalences comme cela a été fait pour l'enseignement supérieur catholique*", a répondu Nicolas Sarkozy. (Reuters 27.05)

2- L'infantilisme et le nationalisme comme remède pour mieux supporter la crise.

- "*Nous, nous pensons en France que le sport c'est une réponse à la crise. C'est justement parce qu'il y a une crise, qu'il y a des problèmes, qu'il faut mobiliser tout un pays vers l'organisation de grands événements*". "*Et qu'est-ce qu'il y a de plus fort que le sport et, à l'intérieur du sport, qu'est-ce qu'il y a de plus fort que le football ?*" a dit Nicolas Sarkozy dans une brève intervention, devant le comité de sélection de l'UEFA réuni à Genève, après l'annonce que la candidature française a été retenue pour l'organisation de l'Euro 2016 de football.

Et fidèle à sa détestable habitude, il a tenu à légitimer cette mascarade en nous y associant : "*Ce n'est pas un engagement de la Fédération, ce n'est pas un engagement de la Ligue, c'est un engagement de tout un peuple.*" (Lepoint.fr 28.05) On a envie de lui répondre qu'il aille se faire foutre avec son nationalisme de pacotille !

Les dès étaient pipés. La décision d'attribuer à la France l'organisation de l'Euro 2016 de football avait été prise avant le vote du jury, c'est Michel Platini, président de l'UEFA, qui a lâché le morceau : "*Si Nicolas (Sarkozy) n'avait pas été là, la Turquie aurait certainement gagné*", et s'il avait fait le délacement ce n'était pas pour des prunes ou pour se prendre une veste, ils nous prennent vraiment pour des abrutis. Gageons que la plupart des matchs seront truqués, cela, on l'apprendra dans quelques décennies, comme le reste.

Pour revenir au sport, il est vrai que pour taper dans une balle qui ne vous a rien fait, courrir sans être poursuivi, sauter des obstacles que l'on a dressés soi-même, se prendre pour un poisson, s'inventer une cible, rouler sans aller nulle part, suer pour suer peut-être parce qu'on se fait suer, etc., il y a forcément quelque chose qui ne tourne pas rond dans votre tête ou il faut avoir besoin d'oublier ou de se délester de quelque chose, pas un trop plein d'intelligence en tout cas ! Cela témoigne que l'humanité est encore loin d'avoir atteint le stade de la maturité à partir duquel elle commencerait à façonner consciemment sa propre histoire. Le royaume de la liberté, ce sera pour plus tard.

Pratiquer un sport peut à la rigueur se concevoir pour se maintenir en forme pour les citadins ou pour ceux qui passent leur vie au bureau, mais pour en être le spectateur il faut avoir du temps à perdre, un luxe qui s'apparente à de l'inconscience dans une société qui nous laisse peu de temps libre et où tant de questions sont laissées sans réponse.

Au moment même où Sarkozy annoncait le déblocage d'un milliard d'euros pour construire de nouveaux stades et en rénover d'anciens, on apprenait que le gouvernement allait tailler à la hache dans les dépenses d'assurance-maladie à hauteur de 600 millions d'euros supplémentaires.

Nouvelle attaque du gouvernement contre le droit à la santé.

Le gouvernement a annoncé vendredi une série de mesures visant à économiser 600 millions d'euros supplémentaires sur les dépenses d'assurance-maladie pour combler le dépassement de d'objectif de dépenses pour 2010.

Parmi ces mesures figure une baisse supplémentaire de prix des médicaments, pour 100 millions d'euros (il doit s'agir de la réduction du taux de remboursement de certains médicaments - Lutte de classe), un gel des crédits du fonds pour la modernisation des hôpitaux (105 millions d'euros), ou un changement du mode de calcul des indemnités journalières de compensation des arrêts de travail (70 millions

d'euros). (AP 28.05)

Quelle crise ?

1- La crise ce n'est pas pour tout le monde. Selon le blog "Secret Défense" de *Libération*, le ministre de la Défense Hervé Morin a décidé d'aménager une piscine dans les futurs locaux du ministère de la Défense situés dans le 15ème arrondissement de Paris au métro Balard, pour un coût estimé à 30 millions d'euros. (Lepost.fr 28.05)

2- Budget du Palais. Le poste budgétaire concernant les déplacements présidentiels est passé de 14 millions d'euros en 2008 à 22 millions en 2009, soit une augmentation de 51%. (AP 28.05)

Espagne. Agence de notation. La ficelle est un peu grosse.

L'agence Fitch Ratings a abaissé vendredi la note souveraine de l'Espagne à AA+, contre AAA auparavant, en expliquant que la reprise de l'économie espagnole devrait être "*plus timide*" que prévu par le gouvernement en raison des mesures d'austérité adoptées ces derniers jours.

Elle a ajouté ensuite qu'elle ne procéderait à aucun autre abaissement dans l'année à venir. (Reuters 28.05)

Traduction :

1- Ce sont ces agences de notation, dont les principaux actionnaires sont des milliardaires de la finance, qui sont à l'origine de ces mesures d'austérités.

2- Une fois passé un noeud coulant au cou des Etats (du prolétariat en fait) ils se plaignent qu'ils étouffent, et en guise de remède, ils procèdent à un tour de vis qui place les Etats dans une situation si critique, qu'ils s'empressent d'accepter sans broncher cette fois toutes les exigences des marchés financiers. Et la boucle est bouclée.

3- En annonçant précipitemment qu'elle ne révisera pas la note souveraine de l'Espagne "*dans l'année à venir*" sans même attendre de voir si les finances de l'Etat espagnol ne vont pas continuer de se dégrader, on a là la preuve que les prises de position des agences de notation ne partent pas forcément de considérations économiques, mais sont également une tentative politique de déstabiliser les gouvernements en place. Et ce n'est certainement pas un hasard si hier Zapatero a rejeté l'idée d'organiser des élections anticipées en Espagne, question qui apparemment a du venir sur le tapis puisqu'il a dû y répondre.

Italie. Berlusconi tire son inspiration de Mussolini.

Jeudi, à Paris, en plein sommet de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le chef du gouvernement italien a provoqué la stupeur en concluant son intervention devant la presse par une phrase de l'ancien dictateur Benito Mussolini.

"*J'ose vous citer une phrase de celui qui était considéré comme un dictateur, un grand, un puissant dictateur, Benito Mussolini*", a déclaré le président du Conseil italien, poursuivant : "*Dans son journal, j'ai lu récemment cette phrase : 'Ils disent que j'ai le pouvoir. Ce n'est pas vrai. Peut-être est-ce le cas des responsables de mon parti. Mais ce n'est pas vrai pour moi. Tout ce que je peux faire, c'est dire à mon cheval d'avancer vers la droite ou vers la gauche. Et de cela, je dois me contenter.'*"

Il s'est désolé d'avoir peu de champ de manoeuvre :"*En qualité de président du Conseil, je n'ai jamais eu l'impression d'être au pouvoir*", a-t-il estimé, ajoutant : "*Comme homme d'affaires, avec 56.000 employés, j'ai parfois eu l'impression d'être en mesure de décider et de contrôler les choses. Mais aujourd'hui, dans une démocratie, je suis au service de tout le monde et tout un chacun peut me critiquer, voire m'insulter.*"

En 2003, il avait déjà déclaré dans une interview au magazine britannique The Spectator que Mussolini n'avait "*jamais tué personne*". "*Il envoyait les gens prendre des vacances en exil*", avait-il lancé le plus sérieusement du monde, faisant bondir des adversaires qui l'avaient alors accusé "*d'apologie du fascisme*". Silvio Berlusconi avait alors tenté de corriger le tir, assurant qu'il n'avait "*jamais voulu réhabiliter Mussolini*", et qu'il avait seulement réagi "*en patriote, en vrai Italien*".

Réaction perspicace d'un internaute que je fais mienne : La question qu'il faut se poser, c'est pourquoi il y a un Berlusconi et qu'il se sent assez fort pour parler de Mussolini !

Afghanistan.

Le Sénat américain a approuvé jeudi une enveloppe supplémentaire de 33 milliards de dollars pour financer l'effort de guerre américain en Afghanistan.

La somme, qui couvrira essentiellement l'envoi de 30.000 soldats supplémentaires annoncé par le président Barack Obama, s'ajoute aux 130 milliards de dollars déjà débloqués cette année par le Congrès pour les interventions militaires en Afghanistan et en Irak.

Le conflit en Afghanistan, engagé à la fin 2001 après les attentats du 11-Septembre, a déjà coûté plus de 300 milliards de dollars à Washington. (Reuters 28.05)

Le 30 mai

Les infos et la causerie du mois seront disponibles demain au format pdf. Bon dimanche à tous.

1- Quand l'UE se porte garant pour le compte des spéculateurs.

Lu la réflexion d'un économiste à propos de la création dans chaque pays de l'UE d'un fonds d'assurance auquel toutes les banques cotiseraient pour y puiser en cas de faillite :

"loin d'imposer des changements de comportements, ce système d'assurance encourage les banques à des prises de risque excessives en les garantissant contre la faillite." (Reuters 27.05)

L'Etat nationalise les profits et privatise les dettes qu'il fait payer au prolétariat. Normal puisque le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est le gouvernement de la Bourse et des banquiers !

2- Je posais une quesion : Dans quelle perspective doit se situer notre combat ?

Ma réponse plus précise :

Notre combat pour défendre chaque revendication doit-il être une étape du combat pour en finir avec le régime dans la perspective du socialisme, ou au contraire doit-il seulement être une étape du combat pour mieux vivre en régime capitaliste sous la Ve République ? Telle est la question qui est posée à l'ensemble du mouvement ouvrier et dont la réponse déterminera le sort qui attend le prolétariat.

Jusqu'à présent tous les partis ou organisations ont situé leur combat uniquement sur le terrain des revendications économiques ou sociales des exploités. Ainsi ils se sont placés aux-mêmes sur le même terrain que les appareils, simple constat.

3- Ouvrièrisme.

J'ai lu récemment que des camarades réclamaient la réouverture des mines de charbon comme cela s'est fait dans plusieurs pays parce qu'avec la crise énergétique elles seraient de nouveau rentables.

J'invite fortement ces militants à se présenter au bureau d'embauche de la première mine qui sera remise en exploitation afin de postuler au métier de mineur de fond, histoire de leur apprendre un peu ce qu'est véritablement la vie d'un mineur, pour ne pas dire dans notre jargon de leur apprendre à vivre tout court.

C'est dingue, je ne pense pas que le camarade Pierre dont la famille fut mineur de père en fils sur plusieurs génération me contredira, cela m'étonnerait que son père dise - s'il est encore en vie : si c'était à refaire je recommencerais, car il n'y a rien de pire que la vie du mineur au fond du trou avec les conséquences que l'on connaît sur sa santé.

4- Cela fait un long moment qu'on n'a pas reparlé de méthode pour comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Prenons un sujet d'actualité ou récurrent : les droits ou acquis sociaux.

Tous les militants en parlent quotidiennement et c'est bien normal, mais combien sommes-nous exactement à nous être posés les bonnes questions ? Très peu assurément, ne parlons pas de nos dirigeants qui font systématiquement l'impasse sur toutes les questions concomittantes à ce sujet, à croire qu'elles les embarrasseraient.

- D'où viennent-ils au juste ces acquis ou droits ?

- S'agit-il de droits acquis ou de concessions de la part de la classe dominante.

- S'il s'agissait de concessions, pourquoi, dans quel contexte, avec quelles arrière-pensées en perspective ?

- Quel avantage comptait en tirer la classe dominante ?

- Dans quelles conditions ont-ils vu le jour ces droits ?

- Dans quel contexte économique et politique ?

- Qui en a vraiment tiré profit?

- Est-ce que toutes les couches du prolétariat en ont profité ?

- Quelles couches en ont profité précisément ?

- Les travailleurs ont-ils été les seuls à en profiter ?

- Y a-t-il eu contrepartie en échange ? Si oui, lesquelles ? Au cours de quelle période ?

- S'agissait-il de contreparties à l'insu des intéressés ou de contreparties ouvertement affichées ?

- Les appareils en ont-ils tiré profit ? Si oui, lesquels ?

- Quelle fut leur attitude à cette époque ? Dans quel contexte politique national et international ?

- Mêmes questions en direction des partis politiques.

- Quel fut le prix à payer pour ces droits ou acquis ? Qui régla l'addition ?

- Etc. etc. etc.

Dites-vous bien que l'on devrait se poser autant de question sur chaque question que l'on aborde. C'est peut-être couper les cheveux en quatre, mais c'est le seul moyen d'en venir à bout. Je comprends que cela répugne à la plupart des militants de se livrer à cet exercice périlleux, car au détour d'une réponse inattendue on pourrait s'apercevoir qu'on s'est totalement fourvoyé ou qu'on s'est fait rouler à croire ce qu'on nous racontait pendant des années. Mais qu'est-ce que vous croyez, c'est bien pour cette raison que je les pose, sans savoir à l'avance où elles vont me conduire ou ce que je vais découvrir, y compris mes propres erreurs.

Et puis cela permet de faire des militants capables de penser par eux-mêmes au lieu de répéter comme des perroquets le discours de leurs dirigeants, de se forger leurs propres idées, cela maintient en éveil l'esprit critique qui a tendance à s'émousser avec le temps et l'âge, à force de dire qu'on en a tellement vu dans la vie, on finit par tout relativiser ou tout mettre sur le même plan, au point de s'accorder de penser ou faire n'importe quoi sans être capable de pouvoir le justifier honnêtement, parvenu à ce stade, on se trouve toujours hypocritement une bonne raison.

Avant-hier, j'ai entendu aux infos sur TV5Monde Asie, un historien d'art contemporain suisse expliqué que l'important n'était pas d'inventer mais de découvrir ce qui compose la substance d'une situation pour mieux la faire ressortir, cela peut être un regard, un éclairage particulier, cela me fait penser spontanément à Rembrandt qui n'a rien de contemporain, c'est mon côté admiratif de la peinture des siècles précédents le XXe siècle, un jour au Louvre j'étais resté scotché pendant 20 minutes devant une petite toile de Rembrandt et je n'avais ni picolé ni fumé.

Il avait raison, c'est la méthode qu'ont utilisé Marx et Engels pour élaborer la théorie du socialisme, une chose qu'un pauvre type comme Onfray ne peut pas supporter sans devoir convenir qu'avant lui des êtres de génie ont découvert des choses qu'il n'aurait même pas le pouvoir d'imaginer en rêve tant il est borné et il a le cerveau desséché. Mettre ses capacités au service de ce qui est, au lieu de les mettre à celui qui devrait être selon notre bon vouloir, permet de garder les pieds sur terre en toute circonstance et en tout lieu, un exercice qui répugnera à ce masturbateur du vide d'où il tire semble-t-il sa jouissance.

Manque de précision

Une petite remarque à propos d'un passage du dernier numéro de *Débat révolutionnaire* (n°29) que je pourrais intitulée : Coupables mais pas responsables ?

Ils écrivent : "*tous les gouvernements sont les otages consentants des banquiers*", désolé ces termes s'exclus réciproquement, soit on est maître de ses décisions, soit on ne l'est pas. Un otage consentant cela porte un nom, cela s'appelle un complice.

Après les malheureux dirigeants syndicaux qui seraient pris dans un "piège" tendu par le gouvernement et le Medef, il ne faudrait pas nous faire le même coup avec le gouvernement vis-à-vis des banquiers. Au contraire, on devrait s'employer à faire ressortir clairement que le gouvernement est au prise avec une contradiction entre son rôle de garant de la paix sociale et celui de représentant des intérêts des capitalistes, pour faire ressortir qu'en dernier ressort il gouverne pour le compte de ces derniers. Il ne s'agit pas de nier cette contradiction mais de l'utiliser à bon escient pour combattre plus efficacement le gouvernement.

A ma connaissance les gouvernements ne peuvent être que les représentants des capitalistes ou banquiers ou les représentants du prolétariat, ils ne peuvent pas être les deux à fois, à ne pas confondre avec le fait qu'ils doivent parfois ménager la chèvre et le choux... Cela nous ramène à la définition de l'Etat qui est au service de la classe dominante et incarne fondamentalement ses intérêts, tout en devant tenir compte de l'existence des autres classes auxquelles il doit imposer le respect de l'ordre établi.

Le double langage de la direction du POI envers les appareils. (IO n°99 page 2)

"*Le gouvernement ne peut compter parvenir à ses fins qu'en imposant un consensus contre-nature aux organisations qui se réclament du mouvement ouvrier.*"

Faux, le gouvernement n'impose absolument rien aux dirigeants syndicaux aujourd'hui comme hier ou demain, ce sont eux qui ont accepté librement de participer aux discussion avec le gouvernement dans le cadre qu'il avait fixé. Rien ne les obligeait de l'accepter. J'en déduis que le POI entend ainsi justifier ou camoufler maladroitement sa propre capitulation devant les appareils.

Il faudrait réaliser "*le rassemblement des forces sur le terrain de classe pour bloquer le cours destructeur du gouvernement Sarkozy, lui refuser tout consensus...*"

Mais alors ce "*consensus*" ne serait plus imposé par Sarkozy aux dirigeants syndicaux, il serait le produit de leur volonté à parvenir à un accord avec lui que seul un "*rassemblement des forces sur le terrain de classe*" pourrait leur interdire ?

Et après, en admettant qu'un "*rassemblement des forces sur le terrain de classe*" parvienne à se réaliser, il serait suffisant pour agir sur la volonté des appareils qui du même coup apparaîtraient blancs comme neige. Et cela nous mènerait où au juste, car c'est cela qui nous intéresse, on ne traite pas chaque étape de la lutte de classe comme autant d'abstractions sans rapport les unes avec les autres. Cela changerait quoi à la situation politique, en quoi cela ferait-il progresser la conscience politique des travailleurs une fois qu'on les aurait remis entre les sales pattes des bureaucrates syndicaux, en quoi cela constituerait-il un pas en avant vers notre objectif (la prise du pouvoir) ?

Eclairez-nous, pendant près d'un demi-siècle n'avons-nous assisté une multitude de fois à un "*rassemblement des forces sur le terrain de classe*" à l'initiative des dirigeants syndicaux ou des partis PS et PCF, on est bien d'accord, et cela nous a mené où, en quoi cela nous a-t-il permis de faire ne serait-ce qu'un pas en avant vers notre objectif ? On attend avec impatience leur réponse en sachant qu'elle ne viendra jamais, car de pas en avant il n'y en a jamais eu, voilà la vérité qu'il faut absolument tenir cachée à tous les militants. Je ne nie pas le rôle (contradictoire) des appareils, je dis seulement que s'il ont facilité à une certaine époque le"rassemblement des forces sur le terrain de classe", ce ne fut jamais avec l'intention d'avancer vers notre objectif et cela ne s'est jamais traduit par une quelconque avancée sur cette voie, au contraire cela a aboutit à subordonner davantage le prolétariat au capitalisme comme on peut le constater quotidiennement.

Pour que le prolétariat réalise un pas vers son objectif, faudrait-il encore que son combat politique soit orienté dans la bonne direction, que le mouvement ouvrier ait commencé à se détourner ou à rompre avec les appareils pourris et le réformisme qui l'a complètement gangrené au point que bon nombre de militants qui se prennent pour des révolutionnaires sont en réalité sur des positions conformes aux intérêts du capital. On ne voit pas comment son combat politique pourrait avoir été orienté dans la bonne direction ou pourrait l'être aujourd'hui ou dans un futur proche, puisque le mouvement ouvrier a toujours été contrôlé par les lieutenants de la bourgeoisie qui en assure la direction pour le compte du régime en place. Si consensus il y a, il ne date pas d'aujourd'hui, il a toujours existé en réalité entre les dirigeants (officiels) du mouvement ouvrier et le capital. Ne serait-ce pas pour l'avoir ignoré pendant 60 ans qu'on en est là ? Pourquoi ne pas le dire ?

Pour faire bref, la question à résoudre ne résiderait-elle pas dans le fait que le prolétariat et le mouvement ouvrier se seraient détournés très tôt du socialisme ou l'auraient abandonné en cours de route pour ne jamais plus y revenir ?

On comprendra parfaitement que la situation politique dans laquelle se trouvent le prolétariat et le mouvement ouvrier aujourd'hui (ou hier) ne peut pas être imputée uniquement aux dirigeants du POI (ou du NPA ou de LO), car ce n'est pas un parti (ou une organisation hier) de quelques milliers de militants qui pouvait à lui seul peser de manière décisive sur le mouvement ouvrier pour qu'il s'oriente dans la bonne direction.

Par contre, ils portent l'entière responsabilité de l'inexistence d'un parti révolutionnaire profondément ancré dans toutes les couches du prolétariat et au sein de la petite-bourgeoisie, et qui, s'il avait existé face à la décomposition de tous les partis se réclamant de la classe ouvrière, aurait pu constituer un pôle de regroupement déterminant pour des centaines de milliers de travailleurs et militants au moment où la crise du capitalisme a éclaté, de telle sorte qu'il aurait été un élément incontournable de la situation sociale et politique en France en 2010 et à l'échelle internationale. (A suivre)

Quelques infos en bref.

PS. L'enfumage, vous allez voir ce que vous allez voir

Le PS réuni samedi en convention nationale a ratifié son projet pour 2012 intitulé "*nouveau modèle de développement économique, social et écologique*".

Pour la Première secrétaire, qui a conclu les travaux de cette convention, il ne "*suffira pas de quelques rustines, de quelques cataplasmes pour changer le système*", ce "*modèle libéral*" qui "*nous mène au mur*".

Les intentions affichées sont en contradiction avec les faits, elles ne doivent tromper aucun militant.

Le *"nouveau modèle*" du PS se situe dans le cadre du capitalisme, partant de là, on comprend qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à "*quelques rustines*" ou "*quelques cataplasmes pour changer le système*", parce qu'il n'y aura pas de changement du tout de "*système*", car c'est l'un ou l'autre : soit on change de système et l'on exproprie les capitalistes tout en abolisant les institutions de la Ve République, soit on continue de faire avec les uns et les autres, comme le PS l'a toujours fait qu'il soit au pouvoir ou non.

Au nombre des propositions contenu dans ce projet figure celles d'un "*grand pôle public d'investissement*" pour accompagner l'industrie, d'un projet de sécurité sociale professionnelle "*pour aider chacun à progresser*", et d'un "*nouveau modèle énergétique*" avec une TVA "*éco-modulable*".

Traduction : 1- l'argent de l'Etat, donc du contribuable, les travailleurs, pour faciliter et accompagner les restructurations dans l'industrie, autrement dit un coup de main aux patrons pour les aider à licencier en toute tranquillité ; 2- le projet de Sarkozy-Chérèque-Thibault qui se traduira par l'obligation d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quel salaire dans n'importe quelles conditions en cas de chômage, cela s'assimile aux travaux forcés ; 3- une taxe équivalente à la taxe carbone de Sarkozy.

Un socle dont le concept de "*bien-être*" est la finalité et le principe de justice le "*fil rouge*", notamment sur la question des retraites.

On aura compris que le "*bien-être*" sera réservé aux privilégiés et que les inégalités et les injustices criantes dont est victime le prolétariat se perpétueront temps que le "*fil rouge*" ne sera pas atteint, autrement dit, temps que la limite de l'insupportable fixée par le PS n'aura pas été atteinte ou franchie, limite qui appliquée à lui-même ne veut strictement rien dire puisque les dirigeants du PS appartiennent aux classes priviligiées auxquelles ils réservent leur "*bien-être*".

"*Nous, nous prenons en compte le fait que l'espérance de vie s'accroît et qu'il faudra travailler plus longtemps, mais nous voulons d'abord faire en sorte que des ressources complémentaires rentrent effectivement dans les caisses des retraites*", a-t-elle fait valoir.

Voilà pour notre droit légitime à la retraite dès 50 ans quelles que soient le nombre d'années cotisées foulé aux pieds, cela a le mérite d'être clair, le PS est sur la même ligne que l'UMP.

Répondant par ailleurs au "*nouveau mensonge du Premier ministre*, elle a assuré qu'"*aucune de nos propositions ne touche les classes populaires et moyennes, (...) aucune de nos propositions ne touche les petites et moyennes entreprises*".

Un énorme mensonge qu'il nous faut dénoncer et combattre, non pas pour que le PS adopte un véritable projet socialiste, mais pour montrer aux travailleurs dans quel camp se situe le PS et qu'ils n'ont rien à en attendre.

Mme Aubry a estimé qu'il n'y avait "*qu'une seule politique à mener en France: réduire les dépenses fiscales inutiles (...) et puis relancer le pouvoir d'achat*" pour augmenter la croissance.

Le tout sur fond de chômage massif et de précarité généralisée histoire s'assurer la stabilité politique du régime, la paix sociale à laquelle adhère tous les syndicats, pendant que des pans entiers du prolétariat livrés à la pauvreté continueront de se débattre pour simplement survivre.

Chargé de piloter les travaux qui ont débouché sur l'élaboration de ce "*nouveau modèle de développement*", le député Pierre Moscovici s'est réjoui que le texte final n'ait "*pas honte à d'être à gauche*". (AP 29.05)

Un verni de gauche qui a pour seul objectif de camoufler le fait que le PS s'apprête à prendre le relais de l'UMP pour faire la même politique, afin que les capitalistes puissent continuer à vaquer tranquillement à leurs affaires.

Pour terminer, le double langage du PS sur les retraites.

Les 60 ans : "*Nous ne considérons pas qu'il s'agit d'un dogme, nous considérons simplement que c'est une affaire de justice*", a affirmé Martine Aubry, et de préciser : "*Il faut ouvrir toutes les pistes de manière équilibrée*", y compris donc celle de l'âge du départ à la retraite, l'allongement des années de cotisation et le report de l'âge auquel on peut percevoir une retraite à taux plein sans avoir cotisé le nombre d'annuités requises. (Reuters 29.05)

Leur "*équilibre*", c'est l'équité, faire payer à la fois les riches et les travailleurs, sauf qu'un riche peut se délester de quelques millions d'euros sans que cela ne change quoi que ce soit à son existence, alors que travailler plus longtemps pour un ouvrier a un impact direct sur les années qui lui reste à vivre, il est donc indécent, insupportable de parler d'"*équilibre*" en la matière.

On a appris que Benoît Hamon aurait tenu les propos suivants lors de la manifestation parisienne du 27, c'était à propos de Strauss-Kahn qui s'est prononcé pour la liquidation des 60 ans : " *Strauss-Kahn fait chier de faire de telles déclarations, en plus d'être à Washington à la tête du FMI.* "(Lepost.fr 29.05)

On a les "*camarades*" qu'on peut ! Strauss-Kahn a vendu la mèche et torpillé le projet du PS avant même qu'il ne voit le jour, on comprend la colère d'Hamon.

Il y a des camarades qui seront tentés malgré tout de s'appuyer sur les déclarations du PS sans tenir compte des contradictions qu'elles contiennent, au motif qu'elles pourraient favoriser la mobilisation pour la défense des retraites, car c'est leur seul objectif. Dans l'hypothèse ou ce scénario permettrait d'atteindre cet objectif, qui en tirerait profit sur le plan politique ? Pas vous ou votre parti qui demeure marginal ou inexistant pour la plupart des travailleurs, mais le PS, un parti dont le programme est similaire à celui de l'UMP. Ce serait une bonne occasion pour redorer le blason du PS, de gauche évidemment !

Dites-moi en quoi cela permettrait de faire progresser la conscience de classe du prolétariat compte tenu que ce qui aurait été obtenu ne l'aurait pas été dans une perspective politique précise, disons différente de la survie du régime ? Faut-il être comptable du maintien ou non du régime actuel des retraites sachant que nous n'avons pas les moyens d'influer sur le cours des choses ou tout simplement que notre discours ne parviendra même pas jusqu'à la majorité des travailleurs ? Ou à l'opposé, ne sommes-nous pas comptable uniquement de la construction du parti à partir du moment où nous avons été capable d'inscrire ce combat dans une perspective politique rompant avec le capitalisme et les institutions ? N'était-ce pas le seul moyen de faire progresser la conscience des masses que de lutter à la fois contre les illusions qu'elles peuvent avoir dans les appareils, le capitalisme et les institutions pour qu'elles rompent avec elles ? Recruter des travailleurs sur la base que nous aurions favorisé la mobilisation dont le PS aurait pris la tête, vous avouerez qu'on ne peut pas imaginer pire. Vous aurez joué le rôle d'aiguillon, de flanc gauche des appareils et rien de plus.

Les militants qui se disent déçus par le cours de la lutte de classe, qui sont parfois complètement las ou désespérés au regard des coups que l'on prend à longueur de temps depuis des décennies, ne prennent-ils pas sur eux les conséquences de la politique des appareils qui conduisent le mouvement ouvrier et le prolétariat à essuyer échec après échec ? S'ils n'avaient en tête que la construction du parti qui demeure notre tâche prioritaire et situaient leur combat dans l'unique perspective du socialisme, ils verraient dans la situation actuelle les ferments des combats décisifs qui approchent, ils verraient que des couches entières du prolétariat sont prêtes à rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques, et ils ne se détourneraient pas de notre objectif au profit d'objectifs impossibles à atteindre, dont ils ne détiennent pas la clé et qui ne peuvent que les décourager.

On devrait se battre pour la défense des retraites sur la base de notre programme révolutionnaire et recruter ainsi les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière prêts à en découdre avec le régime. Les retraites on les conserve ou on les perd, voilà c'est ainsi. On se demande quelle langue il faut parler pour se faire comprendre. Ce n'est évidemment pas la position défendue par l'immense majorité des militants pour lesquels le combat politique se réduit aux revendications immédiates.

Au passage je leur signale que c'est leur position qui a dominé pratiquement exclusivement le mouvement ouvrier depuis 60 ans avec le résultat que l'on sait. Pendant encore combien de temps cela va-t-il durer ? Il y a fort à parier que parmi eux il y en a un bon nombre qui n'ont pas si mal vécu ces décennies-là, ceci expliquera sans doute en partie cela. Commençons par vivre mieux aujourd'hui, pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, on verra plus tard un jour indéterminé, c'est ainsi que pense et agisse la majorité des militants.

On y reviendra, j'ai presque terminé un article où je reviens sur la lutte de classe depuis 1810, j'espère le mettre en ligne dans un ou deux jours.

Retraites.

1- Six Français sur dix sont opposés au recul de l'âge légal du départ à la retraite au-delà de 60 ans et 55 % sont contre l'allongement de la durée de cotisation, selon un sondage Ifop à paraître dans Dimanche Ouest-France. (lepoint.fr 29.05)

2- Joël de Rosnay, scientifique et prospectiviste invité de Parlons Net ! sur France Info : "*On vivra bientôt jusqu'à 140 ans. La réforme des retraites doit en tenir compte*" (Lepoint.fr 29.05)

Commentaire avisé d'un internaute : Passer directement de l'Etat de salarié usé au cimetière, voilà la "politique de civilisation" du cynique

bonimenteur de foire à la tête de l'Etat.

Les puéricultrices dans la rue

Plus de 5.000 personnes, selon le collectif "Pas de bébés à la consigne", un millier selon la police, ont à nouveau défilé samedi après-midi à Paris, contre le décret assouplissant les conditions d'accueil en crèches.

Depuis trois mois, le collectif exige -sans succès- le retrait du projet de décret gouvernemental assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches, dont la parution au "Journal officiel" est annoncée pour juin par le cabinet de la secrétaire d'Etat à la Famille Nadine Morano.

Ce projet prévoit de limiter les 10% d'accueil en surnombre autorisé depuis 2007 "*certains jours de la semaine*", aux seuls "*établissements ou services d'une capacité égale ou inférieure à vingt places*". Il l'augmente à 15% pour les crèches comportant jusqu'à 40 places et à 20% pour celles supérieures à 40 places, sans pour autant augmenter le nombre d'adultes présents.

Le projet prévoit également de baisser de 10 points (passant de 50% à 40% au moins de l'effectif total d'encadrement) le nombre de "*puéricultrices diplômées d'Etat, des éducateurs de jeunes enfants diplômés d'Etat, des auxiliaires de puériculture diplômés, des infirmiers diplômés d'Etat ou des psychomotriciens diplômés d'Etat*", présents dans les établissements. (AP 29.05)

UE. Marché de dupes.

Il y a deux semaines, la Banque centrale européenne annonçait le rachat d'obligations souveraines et privées, et notamment des dettes grecques, et ce, pour accompagner le plan d'aide de 750 milliards d'euros, crée par les Etats membres de la zone euro. Une mesure que n'a pas du tout apprécié la Bundesbank, la banque centrale allemande d'émission qui n'hésite pas à parler de «complot français» qui porte atteinte aux intérêts de l'Allemagne.

Pourquoi la France aurait-elle intérêt à ce que la BCE rachète des obligations grecques ? Deux raisons pourraient être avancées : tout d'abord, parce que les banques françaises sont les plus exposées à la Grèce, avec des créances qui s'élèvent à 53 milliards d'euros; ensuite, la France sait que si la situation grècque venait à s'aggraver, elle serait donc le prochain pays en ligne de mire des agences de notation.

Le journal allemand Der Spiegel rapporte dans son édition de lundi que la BCE a déjà racheté 40.000 millions d'obligations dont 25.000 millions de dettes grecques, causant «*une irritation importante*» de la Bundesbank. L'Allemagne, par la voix de sa chancelière Angela Merkel ou du patron de la Deutsche Bank, n'a jamais caché ses doutes quant à la capacité de la Grèce de rembourser ses dettes. En février dernier, plusieurs grandes banques allemandes avaient décidé de ne plus souscrire de nouvelles obligations de l'Etat grec, inquiètes de la situation financière du pays.

Les banques françaises ont pour 51 milliards d'obligations grecques et les banques allemandes en ont pour 31 milliards d'euros. La France va payer 5,5 milliards et l'Allemagne va payer 8,4 milliards d'euros de prêts garantis par l'Etat. On se souvient qu'après cette mesure l'indépendance de la BCE avait sérieusement été remise en cause... par l'Allemagne, puisqu'elle avait toujours clamé qu'en dépit de la situation financière plus que compliquée de la Grèce, elle ne rachèterait pas d'obligations grecques. Autrement dit, des produits qu'aucun investisseur ne voulait. (lefigaro.fr 29.05)

Espagne.

La date butoir pour parvenir à une réforme du code du travail négociée entre les syndicats et les représentants du patronat a été repoussée d'une semaine en Espagne, annonce le ministère du Travail.

Les syndicats menacent quant à eux d'appeler à la grève générale en cas de mesure unilatérale du gouvernement.

Ces négociations sur une réforme du travail sont menées en parallèle au plan d'austérité que le gouvernement de José Luis Zapatero a fait adopter jeudi de justesse par le Parlement.

Cette réforme, qui vise à réduire les coûts de l'embauche et du licenciement, est un des axes de la réponse des autorités espagnoles au risque d'une contagion de la crise grecque. (Reuters 29.05)

Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries juin 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin

Vous m'excuserez, mais je ne me suis pas réveillé ce matin, je dors très mal, j'ai deux heures de retard et je dois faire des courses ce matin pour manger ainsi que mes chiens, et il vaut mieux aller chez le boucher le matin avec la chaleur qu'il fait, la viande est exposée à l'air libre sous 40°C ! Je terminerai l'actualisation du site cet après-midi.

Quelques réactions après l'agression sanglante de l'Etat sioniste contre un convoi humanitaire en direction de Gaza

Lire aussi l'article en ligne qui relate heures par heures le déroulement des faits et les déclarations internationales, les manifs à Paris et dans le monde, etc.

On n'ose même plus dire que l'Etat israélien apparaît au grand jour tel qu'il est vraiment, qui ne le sait pas déjà ? L'hypocrisie est totale, jugez plutôt.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, a condamné "*avec la plus grande fermeté*" un usage de la force jugé "*inacceptable et disproportionné*".

Dans un communiqué, elle demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'Onu et une enquête sur les circonstances de l'assaut. (Pourquoi ne pas demander au gouvernement israélien de mener lui-même cette enquête pendant qu'elle y est. - Lutte de classe)

"*Après le massacre, la France et les Européens doivent contraindre Israël à lever immédiatement le blocus*", a estimé pour sa part Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti communiste. (Stalinien for ever ! - Lutte de classe)

La CGT "*condamne fermement*" l'intervention israélienne.

Elle exige dans un communiqué la création d'une "*commission d'enquête internationale sous l'égide de l'Onu*" ainsi que "*l'intervention de la France et de l'Union européenne pour obtenir la levée du blocus de la bande de Gaza*". (Stalinien for ever ! - Lutte de classe)

La CFDT dénonce "*un acte inqualifiable qui met à mal les efforts de paix*". (Quelle paix ? - Lutte de classe)

Pour le collectif Banlieues Respect, fédération d'associations actives dans les quartiers difficiles, cet épisode sanglant "*risque d'avoir des conséquences graves dans les banlieues*".

Son responsable, Hassan Ben M'Barek, met en garde dans un communiqué contre les "*graves tensions*" susceptibles d'être ravivées "*entre juifs et musulmans dans nos banlieues*".

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) "*déplore les conséquences humaines tragiques*" de cet acte tout en évoquant une possible "*provocation du Hamas*".

"*Sans porter de jugement prématuré, le Crif constate que sur un seul des bateaux les soldats ont été accueillis avec des armes, ce qui semble démontrer la possibilité d'une véritable embuscade organisée par le Hamas, ce qui serait incompatible avec le caractère humanitaire du convoi*", ajoute l'organisation juive dans un communiqué publié sur son site internet. (Ordures de sionistes ! - Lutte de classe)

(source : Reuters 31.05)

La liberté de la presse vue du Palais.

A l'occasion du sommet France-Afrique qui s'est ouvert ce lundi à Nice, la présidence de la République aurait fourni un entretien pré-rédigé au magazine Les Afriques.

Une accusation lancée par Pierre Soudan, directeur de la rédaction de Jeune Afrique, concurrent du magazine. Il accuse également l'Elysée de lui avoir fait la même proposition. En vain.

"*[...] Une longue interview que, en prélude au sommet de Nice, Nicolas Sarkozy a donnée à nos confrères de l'hebdo Les Afriques. Ces derniers ne m'en voudront pas de révéler qu'il s'agit là d'un entretien prérédigé, en réponse à des questions écrites?: il suffit de le lire pour s'en rendre compte.*

Il y a deux semaines, l'Élysée et le Quai d'Orsay avaient d'ailleurs approché Jeune Afrique avec la même proposition 'prête à publier'. Offre que nous avons poliment déclinée.", écrit-il sur le site web de son journal. (Lepost.fr 31.05)

Leur société sécrète la violence.

Les agressions de voyageurs dans les transports urbains ont augmenté de 7,9 % en 2009 par rapport à 2008 (2 557 en 2008 à 2 760 en 2009), le nombre d'agressions d'employés des transports restant stable, selon l'Union des transports publics.

Concernant les agressions sur le personnel suivies d'un arrêt de travail, elles se sont élevées à 737 en 2009, contre 743 en 2008.

Autre indicateur de l'UTP, le coût du vandalisme sur le matériel (roulant et fixe) des sociétés de transport urbain : il s'est établi à 14,6 millions d'euros en 2009, soit '*le plus haut niveau atteint depuis treize ans*'. En un an, ce coût a progressé de 6,2 %. L'UTP souligne que les entreprises mettent en oeuvre '*des moyens humains et matériels considérables*' pour lutter contre l'insécurité, avec '*plus de 131 millions d'euros*' qui y ont été consacrés en 2009.

L'UTP regroupe quelque 160 entreprises de transport urbain adhérentes (bus, métro, tramway), employant au total environ 43 000 salariés. (Lemonde.fr 31.05)

Le démantèlement de l'Education nationale continue sur fond de suppression de dizaine de milliers profs programmée.

Un document confidentiel propose dix pistes pour diminuer le nombre de profs

Ce document '*ne devrait pas se trouver entre les mains d'un journaliste'*, soupire-t-on dans l'entourage de Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale. Le document que Le Monde s'est procuré était en effet à usage interne au ministère.

Comment continuer à dégraisser le '*mammouth*' ? Tel est l'objet de cette présentation PowerPoint accompagnée de fiches qui a été discutée lors d'une réunion, début mai, avec les recteurs d'académie. Ceux-ci sont invités à réfléchir à la manière dont chaque académie peut '*mobiliser les gisements d'efficience*' pour tenir l'objectif du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux pour 2011-2013, et ce, '*sans dégrader les performances globales*'. Ce '*dialogue*' doit aboutir à l'élaboration, d'ici au 15 juin, d'un 'schéma d'emplois 2011-2013'. Dès 2011, de 15 000 à 17 000 postes sont à supprimer.

Le document propose une méthode de travail et, surtout, des pistes d'économies. Dix '*leviers*' ont été identifiés : cinq dans le primaire et cinq dans le secondaire. A chaque académie de voir, en fonction de ses caractéristiques propres, quels leviers elle peut actionner pour

économiser des postes. (lemonde.fr 31.05)

La Bourse ou la vie.

En mai, Athènes a plongé de 17%, Madrid de près de 11% (-21,6% depuis le début de l'année), Paris 8,11%. La Bourse de Francfort s'en sort bien, avec une baisse mensuelle de l'ordre de 3%. L'euro a enregistré un recul de 7,5%. (JFD 31.05)

BCE. La crise, un bon prétexte pour réaliser un pas décisif vers un Etat fédéral.

«*Nous sommes une fédération monétaire. Nous avons maintenant besoin d'avoir l'équivalent d'une fédération budgétaire*», a défendu Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE) dans une interview au *Monde* daté de mardi.

Il appelle à un renforcement sans précédent de l'intégration européenne, afin de renforcer le «*contrôle et [la] surveillance de l'application des politiques en matière de finance publique*». A plus court terme, il exhorte les Européens à adopter des «plans de retour progressif à la sagesse budgétaire, ce que vous appelez plans d'austérité». (JFD 31.05)

Il y a encore loin de la coupe aux lèvres !

Commerce mondial.

Les échanges commerciaux mondiaux ont augmenté de 5,3% en volume au premier trimestre de cette année par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier, une légère décélération qui confirme néanmoins un rebond solide après la crise, montrent les statistiques de l'institut néerlandais d'études CPB.

L'institut, dont les chiffres servent de référence à la Commission européenne et à la Banque mondiale, précise dans son rapport mensuel sur le commerce mondial que celui-ci a augmenté de 5,8% sur la période décembre-février par rapport aux trois mois précédents.

La croissance des échanges a été plus soutenue en Asie et en Amérique latine mais relativement faible dans la zone euro, précise le CPB.

Il ajoute que le commerce mondial se situait en mars 4% en dessous de son pic d'avril 2008 mais 21% au-dessus du point bas de mai 2009. (Reuters 31.05)

Allemagne.

Horst Köhler a inopinément annoncé sa démission de la présidence allemande à la suite de remous provoqués par ses propos sur l'utilité de l'action militaire de son pays à l'étranger pour ses intérêts économiques.

L'Allemagne a déployé en Afghanistan le troisième contingent militaire étranger en effectifs, avec 4.300 militaires, et, bien qu'elle y ait perdu 43 hommes depuis 2002, elle a accepté sous la pression de Washington d'en porter le nombre à 5.350 soldats d'ici cet été.

Cet accroissement a été décidé par le gouvernement de Berlin à contre-courant de son opinion publique, mais, il y a une semaine, Köhler avait souligné, lors d'une interview à la radio qu'un pays comme l'Allemagne, dépendant fortement de son commerce extérieur, devait être consciente de l'importance de son action militaire à l'étranger

Elle est "*nécessaire pour maintenir nos intérêts, comme par exemple libérer les routes commerciales ou prévenir des instabilités régionales qui pourraient avoir un impact négatif sur nos perspectives en termes de commerce, d'emplois et de revenus*".

Köhler s'est dit surpris par les critiques suscitées par ses propos, qui sous-entendraient qu'il appuie des interventions militaires non autorisées par la constitution. "*Ces critiques sont complètement injustifiées*", a-t-il assuré, en ajoutant qu'elles portaient atteinte à sa fonction. (Reuters 31.05)

Inde.

Alors que l'Inde avait vu sa croissance ralentir à 6,7 % en 2008-2009, la troisième puissance économique d'Asie, après le Japon et la Chine, a rebondi de 7,4 % en 2009-2010, année fiscale terminée le 31 mars dernier. Elle devrait passer à 8,5 % l'an prochain, assure le ministre indien des Finances, Pranab Mukherjee.

Fin mars, la production industrielle du pays enregistrait un bond en avant de 13,5 % par rapport au même mois de l'an dernier.

Revers de la médaille, en avril dernier, les prix à la consommation se sont envolés de 16,8 % par rapport à avril 2009. Les céréales, le riz,

les lentilles, le sucre, toutes ces denrées de base deviennent inabordables. La banque centrale a relevé deux fois en un mois ses principaux taux d'intérêt pour l'endiguer, mais en vain. (lefigaro.fr 31.05)

Le 2 juin

J'ai encore rectifié l'adresse erronée de quelques fichiers, dont celle sur la causerie de mai. Toutes les infos des rubriques social, syndical, politique et international de mai ont été archivées et elles ne sont plus disponibles qu'au format pdf.

Je vous recommande l'article du groupe Bolchevik sur la situation en Grèce, car il fournit des indications intéressantes sur le mouvement ouvrier grec. Chacun ensuite est libre d'adhérer ou non à la ligne politique défendue par ce groupe. C'est aussi cela une véritable tribune libre que de permettre la libre confrontation des idées des uns et des autres.

Les dirigeants syndicaux ont donc appelé (à l'exception de FO et de la CGC) à une semaine d'actions entre le 21 et le 25 juin ponctuées par une nouvelle journée d'action le 24. Il fallait s'y attendre.

Dans la foulée du dernier congrès de la CGT, au risque d'être incompris, j'affirmais que l'opposition qui s'était manifestée envers la direction de la CGT n'était finalement qu'une posture pour ne pas dire une imposture, car aucun de ses participants n'avait osé remettre en cause le financement des syndicats par l'Etat et la participation des syndicats au coté du gouvernement et du patronat dans une multitude d'organismes dans le cadre de la collaboration de classes institutionalisée à partir de 1945 et qui n'a cessé de se développer jusquà nos jours.

Tous les regroupements de syndiqués CGT font aujourdhui la démonstration de leur impuissance à s'opposer efficacement au fossoyeur du syndicalisme qu'incarne Thibault, parce que finalement ils n'ont pas rompu avec le stalinisme dans ses différentes déclinaisons ou le réformisme. Ceci explique sans doute cela. Je voudrais que l'on m'explique comment on peut mener un combat contre le capital et la direction confédérale de la CGT (ou un autre syndicat) dans un syndicat corrompu par le capital, sans orienter clairement son combat dans la perspective de l'abolition du capital, en ne mettant pas à l'ordre du jour l'expropriation des capitalistes dès lors qu'ils jettent des millions de travailleurs à la rue, notamment.

Le front unique de cette racaille (les dirigeants syndicaux ainsi que ceux du PS et du PCF) inféodée au capital est la pire illusion que l'on peut colporter auprès des travailleurs, il ne peut conduire en l'absence d'un parti révolutionnaire qu'à un nouveau front populaire qui préparera les prochaines défaites de la classe ouvrière, comme chaque fois depuis 1936.

C'est bien l'absence du parti qui donne cet aspect inextricable à la situation et la caractérise. C'est finalement le résultat du refus de rompre avec les appareils et le capital pendant 60 ans que l'on paie le prix fort auourd'hui, et on est loin d'être au bout de nos peines comme c'est parti !

Les fatalistes ou pessimistes n'imaginent pas cette rupture possible aujourd'hui, ils estiment qu'elle nous marginaliserait, qu'elle nous coûterait trop cher, qu'on se placerait nous-mêmes en marge du mouvement ouvrier, qu'on apparaîtrait aux yeux des travailleurs comme des excentriques ou des gauchistes, ce ne serait pas la première fois que l'avant-garde se retrouverait dans cette situation depuis la moitié du XIXe siècle et on n'en est pas mort pour autant !

Faut-il combattre sur la base de nos convictions et notre programme de la révolution socialiste ou faut-il les troquer pour les illusions entretenues par le mouvement ouvrier (spontané) devenu bourgeois, subordonné au capital, dont la collaboration de classes et le financement par l'Etat constituent à la fois les principaux points d'appui et l'expression ? Doit-on mener notre combat en direction des masses dans la perspective de les hisser à la hauteur du socialisme ou doit-on se fondre dans le mouvement ouvrier tel qu'il existe, en espérant qu'un jour indéterminé et par lui-même, il en viendra par on ne sait quel miracle à franchir tous les obstacles pour finalement adopter le socialisme ? On a essayé la seconde formule pendant 60 ans, voyez où nous en sommes. Faut-il continuer dans la même voie ?

C'est malheureux à dire, mais on n'a plus qu'à espérer que la crise du capitalisme s'approfondisse encore jusqu'à la dislocation du marché mondial qui entraînera l'effondrement du système avec son lot de souffrances supplémentaires, les travailleurs n'étant apparemment pas capables de faire la part des choses ou de passer à l'action aussi longtemps qu'ils ne sont pas confrontés à une situation devenue totalement insupportable. Ils offrent hélas une résistance à la douleur dont on se serait bien passé !

Ils s'en remettent aux bourreaux du peuple palestinien...

Le PS dans un communiqué a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'Onu.

Le PCF par le voix de Marie-George Buffet s'en est remis à " *la France et les Européens (qui) doivent contraindre Israël à lever immédiatement le blocus*".

Le PG dans un communiqué du 31 mai "*demande au gouvernement français d'exiger avec les autres pays européens*".

Le NPA dans un communiqué du 31 mai "*Il est temps que la communauté internationale condamne enfin l'État d'Israël, qui bafoue les droits fondamentaux des Palestiniens et les règles internationales depuis des décennies.*", "*La plupart des pays de l'Union européenne (UE) convoquent les ambassadeurs d'Israël. Dont acte. Mais pourquoi ne l'ont-ils pas fait plus tôt ?*", "*Nous appelons, en outre, les autorités françaises et européennes à rompre tout lien avec l'Etat d'Israël*". Ben voyons !

La CGT a réclamé dans un communiqué la création d'une "*commission d'enquête internationale sous l'égide de l'Onu*".

Sur le site du POI et de LO, rien, un silence assourdissant !

Quelle que soit l'appréciation que l'on peut porter sur cette tentative de forcer le blocus de Gaza et sur les intentions réelles des organisateurs de cette opération humanitaire, elle met en lumière le sort tragique que vivent quotidiennement les Palestiniens de Gaza et des territoires occupés, qui nécessite de notre part un soutien inconditionnel. Elle aura eu au moins le mérite de montrer une nouvelle fois à tous les peuples de quoi est capable l'Etat Israélien envers ceux qui s'opposent à sa politique, avec le soutien de Washington et de l'ONU.

... et pendant ce temps-là.

Une réunion en urgence du Conseil de Sécurité de l'ONU a eu lieu lundi soir suite à l'assaut de l'armée israélienne contre la flotille de bateaux transportant du matériel humanitaire pour la bande de Gaza.

Résultat des courses : une déclaration non contraignante pour Israël

C'est simplement ce à quoi sont parvenus les Etats présents autour de cette table: une demande d'enquête une demande de libération des civils arrêtés lors de cette opération. Contrairement à ce que voulait la Turquie, Israël n'est pas condamné pour cette attaque.

À noter: cette déclaration est non contraignante pour l'Etat d'Israël grâce aux Etats-Unis qui ont tout fait pour en édulcorer la rédaction (l'acte contraignant, une résolution, aurait nécessité un vote unanime des membres permanents du Conseil de Sécurité qui comprend les Etats-Unis).

Si commission d'enquête il y a, reste à ce qu'Israël accepte. (Lepost.fr 01.06)

Le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Otan et l'Union européenne ont réclamé de concert une enquête impartiale. (20minutes.fr 01.06)

Le président égyptien, Hosni Moubarak, "*a donné des instructions pour ouvrir le terminal de Rafah afin de faire entrer les aides humanitaires et médicales nécessaires pour la bande de Gaza et accueillir les cas humanitaires, les blessés et les malades qui doivent passer par l'Egypte*", a indiqué l'agence égyptienne MENA.

Cette décision, qui "*fait partie des efforts de l'Egypte pour alléger les souffrances du peuple palestinien*", selon la MENA, a été appliquée en début d'après-midi. (lemonde.fr 01.06)

Depuis 1947-48 que les sionistes occupent la Palestine, l'Etat israélien n'a jamais respecté les résolutions votées à l'ONU, et en retour à aucun moment l'ONU ou un quelconque Etat n'a prévu de sanctions contre l'Etat sioniste, par contre toutes les résolutions que cette auguste assemblée a voté contre les Palestiniens ont été scrupuleusement appliquées.

L'Etat israélien est né du redécoupage du monde à Yalta et Potsdam entre Churchill et Roosevelt d'une part et Staline d'autre part après la seconde guerre mondiale. Pour les impérialistes britannique et américain il s'agissait d'implanter une agence au coeur de la plus grande réserve mondiale en pétrole afin de la contrôler et d'en tirer de gigantesques profits, sachant qu'avec le développement prévisible de l'automobile et des transports en général, il deviendrait l'or noir que l'ensemble des Etats s'arracheraient pour satisfaire leurs besoins et pour assurer leur développement.

Véritable gendarme surarmé au Proche-Orient, les impérialistes britannique et américain allaient profiter de la division existant au sein des différents régimes monarchiques arabes de la région déjà sous protectorat impérialiste, pour chasser militairement les Palestiniens arabes de leurs terres en les spoliant de tous leurs biens et droits, sous couvert de guerre sainte après la Shoah.

Ainsi, cet Etat à caractère théocratique créé artificiellement n'a aucune légitimité, il n'est que le bras armé de l'impérialisme britannique et américain dont la fonction n'est pas d'assurer la stabilité ou la paix dans la région, mais de maintenir en permanence la division des pays arabes et leur soumission à l'impérialisme, tandis que les multinationales Exon Mobil, BP, etc. continuent d'engranger des centaines de milliards de profits.

La collusion d'intérêts entre les pays capitalistes dominants et Israël a franchi récemment une nouvelle étape avec l'adhésion d'Israël à l'OCDE.

C'est dans ces conditions que les uns et les autres s'adressent au gouvernement ou aux institutions politiques internationales du capital, l'UE ou l'ONU pour qu'ils contraignent Israël à lever le blocus de Gaza, alors qu'ils soutiennent tous l'Etat sioniste depuis sa création. Vous parlez d'anticapitalistes, d'internationalistes, ils s'en remettent aux bourreaux du peuple palestinien pour réclamer justice, les autorités israéliennent en tremblent déjà !

On lira avec intérêt l'article du Réseau Voltaire intitulé *Basculement stratégique au Proche-Orient*, qui fournit un certain nombre de précisions sur les relations entre les différents acteurs de la région avec la Russie et les Etats-Unis.

Consensus UMP-PS, suite.

L'Assemblée a approuvé mardi le projet de loi de finances rectificative sollicitant l'engagement de la France à hauteur de 111 milliards d'euros dans le cadre du Fonds européen de stabilité financière (FESF), mis sur pied par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

La participation française au plan de sauvetage de l'euro a été votée par 462 voix contre 33. Le texte sera soumis au Sénat jeudi, en vue de son adoption définitive. (AP 01.06)

Autre caractérisque des sondages.

La cote de Nicolas Sarkozy est en baisse de quatre points à 36% de bonnes opinions, son plus bas niveau depuis le mois de juillet 2008, dans un sondage BVA-Orange-L'Expres-France Inter paru mardi. (Reuters 01.06)

Ainsi, sans même qu'on ait eu le temps de s'en apercevoir il était déjà remonté à 40% ! Tandis qu'un institut de sondage (Ifop) le fait remonter, un autre (BVA) le fait descendre. On cherche à comprendre. L'opération doit consister à dire qu'il se maintient en équilibre, toujours prêt à rebondir conformément aux voeux des patrons des instituts de sondage et de Sarkozy lui-même. L'image de l'homme providentiel d'hier doit être entretenue malgré les aléas de la situation économique et sociale qui lui sont défavorables, jusqu'au moment où il s'appuiera sur son bilan pour se présenter comme l'homme providentiel de demain, mais là il va avoir du boulot pour convaincre des électeurs d'autres classes que la sienne de voter pour lui.

Produit jetable, mais trop cher.

«Il faut arrêter de se voiler la face, les entreprises n'embauchent pas des seniors parce qu'ils coûtent trop cher», explique Laurent Wauquiez, le secrétaire d'Etat à l'Emploi, dans une interview au Parisien daté de ce mardi.

Le dispositif "*zéro charges*" testé dans les petites entreprises durant la crise économique pourrait être transposé aux seniors, dit-il. «*Nous réfléchissons à un mécanisme permettant d'utiliser plus largement l'argent de la formation professionnelle afin de compléter le salaire du senior chargé de former les jeunes*», a-t-il ajouté.

Actuellement, le taux d'emploi des 60-64 ans est de 17% et celui des 55-59 est de 58,5%, selon les chiffres apportés par le secrétaire d'Etat. (20minutes.fr 01.06)

Bourage de classes.

"*Quand on est dans un collège d'une zone difficile, il faut être moins d'élèves par classe. Quand on est au lycée Henri IV à Paris (...) on peut être 33 ou 32 élèves par classe*", a affirmé Luc Chatel mardi sur RTL. (AP 01.06)

Il n'est pas possible de faire normalement son travail de prof avec autant d'élèves en classe, même s'il s'agit d'élèves issues des classes privilégiées pour la plupart. Au-delà de 20 les choses se compliquent, à 25 cela devient délicat, et à 30 ou au-dessus, c'est infernal, il n'y a plus qu'à faire son cours sans s'occuper des élèves qui ont des difficultés à suivre.

Plus ils sont nombreux en classe, et plus on doit faire de la discipline, passer son temps à dire à l'un ou à l'autre d'arrêter de parler, de faire du bruit, de s'asseoir, il y a toujours un groupe qui se forme dans un coin de la classe et qui ne participe pas au cours, j'en ai fait l'expérience au lycée français de Pondichéry avec des élèves relativement calmes, alors j'imagine ce que cela peut donner dans un lycée de banlieue, le prof doit s'arracher les cheveux !

Chômage.

Le taux de chômage a ainsi atteint 10,1% de la population active dans la zone euro en avril pour atteindre son plus haut niveau depuis près

de 12 ans, montrent les statistiques publiées mardi par Eurostat.

Le nombre des demandeurs d'emploi dans les 16 pays utilisant l'euro est monté à 15,860 millions. (Reuters 01.06)

Retraites.

La présidente du Medef Laurence Parisot propose d'allonger d'un semestre par an la durée de cotisation pour garantir la pérennité du régime des retraites.

Dans un entretien publié mercredi dans "Le Figaro", Mme Parisot estime que la réforme pourra se faire "*de toute évidence en relevant l'âge de départ à la retraite et en allongeant la durée des cotisations*". (AP 01.06)

Les banksters nous rançonnent.

Illisibilité et inflation des tarifs, libellés incompréhensibles, facturation d'opérations autrefois gratuites... L'UFC-Que Choisir a publié mardi une étude sur les frais bancaires qui dresse un "*constat accablant*" sur l'évolution des activités de détail de 12 établissements entre 2004 et 2009.

Selon l'étude, 40% des revenus de la banque de détail sont aujourd'hui issus des frais perçus sur les clients, lesquels "*ont augmenté 1,7 fois plus vite que le PIB". Dans le même temps, l'UFC-Que Choisir dénonce une baisse du service aux usagers: "alors que le nombre de conseillers particuliers a diminué de 10% en cinq ans, celui des traders a bondi de 58%, celui des chargés de communication de 109%*", dénonce-t-elle. (AP 01.06)

La charrette.

Le numéro un mondial des ordinateurs, Hewlett-Packard (HP), a annoncé ce mardi qu'il investissait 1 milliard de dollars dans des «centres de données entièrement automatisés et standardisés» et qu'en conséquence il allait supprimer 9.000 emplois sur plusieurs années. (libération.de et AFP 01.06)

Rien de tel que le paradis terrestre !

La justice italienne soupçonne l'Institut des Oeuvres Religieuses (IOR), la banque du Vatican, d'être impliqué dans des opérations de blanchiment d'argent et le parquet de Rome a ouvert une enquête, écrit mardi le quotidien La Repubblica.

L'Institut des Oeuvres Religieuses, qui gère les comptes des ordres religieux et des associations catholiques, est une structure bénéficiant de l'extraterritorialité accordée à l'Etat pontifical, donc non tenue de respecter les normes financières en vigueur pour les établissements italiens.

Selon La Repubblica, dix banques italiennes, dont les plus grandes comme Intesa San Paolo et Unicredit, sont également dans le collimateur des magistrats.

La justice a découvert que la banque vaticane gérait des comptes auprès des établissements italiens sans nom de titulaire, identifiés uniquement avec le sigle IOR. Sur un de ces comptes, découvert en 2004, «*environ 180 millions d'euros ont transité en deux ans*», écrit la *Repubblica*.

«*L'hypothèse des enquêteurs est que des sujets ayant leur résidence fiscale en Italie utilisent l'IOR comme "paravent" pour cacher différents délits, comme la fraude ou l'évasion fiscale*», précise le quotidien.

L'institut a fait la une de la presse avec la faillite, en 1981, de la banque italienne privée Banco Ambrosiano, dont l'IOR était le principal actionnaire.

La Banco Ambrosiano avait laissé un trou de 1,4 milliard de dollars dans ses caisses et de 250 millions de dollars dans les caisses de l'IOR. (20minutes.fr 01.06)

Le 3 juin Complément au tour d'horizon des prises de position sur l'agression israélienne sur un convoi humanitaire en route pour Gaza.

Le POI a sorti un communiqué le 31 mai qui n'était pas disponible sur son site Internet national hier matin 2 juin, je l'ai lu dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°100 page 12) que j'ai reçu hier, contrairement à tous les autres partis qui s'en remettaient au gouvernement français ou à l'UE ou encore à l'ONU, le POI "*condamne l'assaut de l'armée israélienne et exige la levée immédiate du blocus.*

Il réaffirme l'exigence seule à même de ramener la paix pour tous les peuples de la région : la reconnaissance du droit du peuple palestinien à la paix, à la terre et à la liberté."

Flottille vers Gaza, suite.

1- Israël a finalement décidé mercredi d'expulser la totalité des quelque 700 militants pro-palestiniens interpellés par son armée lundi sur six navires au large de la Bande de Gaza. Les autorités israéliennes ont visiblement préféré ne pas dégrader davantage les relations avec la Turquie, dont au moins quatre ressortissants ont été tués lors du raid, vivement condamné par la communauté internationale. (AP 02.06)

2- Le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a condamné mercredi "l'attaque scandaleuse" d'Israël contre la flottille à destination de Gaza lundi. (AP 02.06)

Cela ne coûte rien.

La fédération CFTC des cheminots a appelé mercredi à se joindre à la nouvelle journée d'action interprofessionnelle prévue le 24 juin contre la réforme des retraites -laissant entendre qu'elle pourrait déposer un préavis de grève à la SNCF- avant même que la confédération CFTC ne se prononce sur sa participation.

"*Les régimes spéciaux seront bien impactés par la réforme, malgré le flou peu artistique entretenu sur le sujet par le gouvernement. Tout juste la mise en oeuvre de ce nouveau recul social est-elle décalée dans le temps, pour semer la division chez les salariés et éviter un embrasement général*", estime la CFTC-Cheminots dans un communiqué. (AP 02.06)

L'analyse est correcte, mais le moyen pour infliger une défaite à Sarkozy, les journées d'action, ne l'est pas.

Salaires dans la Fonction publique.

Alors que plusieurs pays européens ont annoncé des restrictions budgétaires visant notamment leurs fonctionnaires, le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, Georges Tron, a assuré ce mercredi sur France Info qu'il n'était «*pas question*» d'une baisse ou d'un gel des rémunérations des fonctionnaires français. (20minutes.fr 02.06)

Quel soulagement !

L'Etat nous rançonne.

Le gouvernement "*étudie*" la possibilité de faire passer de 11 à 20 euros l'amende prévue en cas de non paiement du stationnement, mais il "*ne s'est pas encore prononcé*", a expliqué le porte-parole du gouvernement Luc Chatel mercredi, à l'issue du conseil des ministres. (AP 02.06)

Agences de notation : Terreur, soumission et illusion.

1- Dans des témoignages écrits rendus publics mercredi par la commission d'enquête du Congrès sur la crise financière (FCIC), d'anciens cadres de Moody's ont décrit une atmosphère d'intimidation et de crainte.

La commission d'enquête a entendu le directeur général du groupe, Raymond McDaniel, puis l'investisseur milliardaire Warren Buffett, dont la holding Berkshire Hathaway est l'un des principaux actionnaires de Moody's.

"*Fondamentalement, ils ont eu recours à l'intimidation pour créer une population docile d'analystes effrayés à l'idée de contrarier des banquiers d'investissement et prêts à coopérer le plus possible*", a déclaré Mark Froeba, ancien vice-président de Moody's chargé des produits dérivés.(Reuters 02.06)

2- La Commission européenne a proposé mercredi d'instaurer un système plus centralisé de surveillance des agences de notation de crédit (ANC) à l'échelle de l'Union, avec des amendes à la clef pour celles qui n'expliqueraient pas la dégradation des notes d'entreprises ou de dettes souveraines.

L'exécutif européen souhaite que la nouvelle Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) soit investie de pouvoirs de surveillance exclusifs sur les ANC enregistrées dans l'UE ainsi que sur les filiales européennes d'agences bien connues telles que Fitch, Moody's et Standard & Poor's. "*L'AEMF aurait le pouvoir de demander des informations, d'ouvrir des enquêtes et de procéder à des inspections sur place.*"

La Commission européenne souhaite aussi une réforme du gouvernement d'entreprise dans les établissements financiers, afin de renforcer la surveillance exercée par le conseil d'administration et les actionnaires sur les dirigeants, et d'éviter que ces derniers ne prennent des risques excessifs en cédant au "*court-termisme*". (AP 02.06)

Japon. Crise politique.

Après seulement huit mois au pouvoir, le Premier ministre japonais de centre-gauche Yukio Hatoyama a annoncé mercredi sa démission, conséquence d'un record d'impopularité et de l'échec à tenir une de ses principales promesses de campagne: déménager la base militaire américaine de Futenma sur l'île d'Okinawa (sud).

M. Hatoyama, 63 ans, est le quatrième chef de gouvernement au Japon en quatre ans à démissionner avant la fin de son mandat.

Le chef du gouvernement a également invité le puissant secrétaire général du PDJ Ichiro Ozawa, poursuivi dans une autre affaire de financement politique illicite, à démissionner. "*Nous devons rompre avec l'argent*" et devenir irréprochables "*afin de revitaliser le parti*", a-t-il souligné. (AP 02.06)

Le 4 juin

Je suis crevé et de mauvaise humeur, il vaut mieux que je m'abstienne de trop causer aujourd'hui. Juste un mot rapide.

J'ai laissé tomber provisoirement l'article que j'avais commencé à rédiger sur le mouvement ouvrier en France, hier j'en ai commencé un autre sur le POI, en voici le début, les trois premier paragraphe, la suite a été écrite ce matin :

On peut lire dans les extraits de la résolution du bureau national du Parti ouvrier indépendant s'est tenu le 29 mai (IO n°100) : " *Bien évidemment, nous comprenons que, dans une situation aussi complexe, où la classe ouvrière cherche à se regrouper sur son terrain de classe, mais où elle se heurte à des obstacles, où son mouvement est entravé, inévitablement, les travailleurs et militants avec qui nous discutons de nos propositions politiques nous confrontent à des interrogations et une certaine perplexité.*".

Quelle clarté ! Cela s'appelle tourner autour du pot sans jamais aborder les vrais problèmes auxquels sont confrontés le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Pour le POI n'existerait-il qu'un seul obstacle : les appareils, rien que les appareils ?

Pour ces dirigeants, quand la situation n'est pas "*difficile*", elle serait "*complexe*", pour justifier qu'ils n'y comprennent rien ou que les travailleurs n'y comprennent rien, on se pose la question.

On se posera également la question de savoir si les travailleurs sont "*perplexes*" par rapport à la situation ou par rapport à la politique du POI ou les deux à la fois.

A force de vouloir faire croire aux travailleurs et militants que tout serait possible, alors qu'ils constatent exactement l'inverse par eux-mêmes quotidiennement depuis des années, il arrivera bien un moment ou ces dirigeants aussi devront rendre des comptes. Finalement, que la politique du POI suscite la perplexité parmi les travailleurs et les militants, c'est un euphémisme pour ne pas avouer qu'elle est franchement opportuniste.

Maintenant que ces dirigeants soient incapables de définir précisément l'origine de cette "*perplexité*" ou plutôt qu'ils n'y tiennent pas vraiment, car cela nécessiterait de leur part de revoir de fond en comble leur analyse de la situation au risque d'arriver à des conclusions remettant en cause pas seulement leur stratégie, mais aussi l'existence même de leur parti, ne nous étonne plus depuis longtemps.

On est en présence de gens bornés pour lesquels en dehors des appareils et accessoirement du mouvement ouvrier qui ne regroupe qu'une infime partie de la classe ouvrière, le prolétariat et ses différentes couches n'existe pas. C'est à partir de ce rapport faussé entre les classes et à l'intérieur des classes qu'ils définissent leur ligne politique, leur stratégie et le type de parti qu'ils entendent construire.

On reconnaîtra au POI le mérite d'essayer d'organiser la classe, mais comme c'est sur une ligne politique et dans une perspective qui ne tiennent pas compte de la réalité, on comprend parfaitement la "*perplexité*" qu'elles suscitent chez les travailleurs et les militants, qui quelque part pour certains d'entre eux doivent penser encore confusément que sans un changement radical des fondements de la société, rien n'est possible et ils ont en grande partie raison de le penser.

C'est justement cet aspect de la situation que ces dirigeants ne veulent pas voir et prendre en compte, du coup ils demeurent prisonniers de leurs propres contradictions, qui sont totalement incompréhensibles aux travailleurs jusqu'à leurs propres militants. C'est P. Lambert qui a

défini la stratégie suivie aujourd'hui par le POI et avant lui par le PT, le PCI, l'OCI et les formations politiques qui les ont précédés à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, qui consista à se détourner de la classe ouvrière pour se tourner uniquement du côté des appareils et des militants de leurs organisations ou partis, avec le succès que l'on sait... (A suivre)

Amalgame et manipulation. Comment les médias soutiennent l'Etat sioniste.

1- Les médias découvrent soudainement que les personnes à bord des bateaux faisant route pour Gaza avec 10.000 tonnes d'aide humanitaire seraient pro-Palestiniens, mieux que la plupart d'entre eux seraient des militants d'organisations soutenant le combat du peuple Palestinien, pour ensuite les présenter comme des partisans du Hamas, justifiant ainsi l'agression meurtrière de Tsahal.

2- Le gouvernement israélien a produit des photos du soi-disant armement des personnes à bord de la flotille ayant tenté de forcer le blocus de Gaza, sauf que voilà, ces photos dateraient en réalité de 2003 !

3- Les aurorités israéliennes ont donc tenté de faire croire qu'il y avait des armes à bord de ces navires et qu'ils en transportaient peut-être dans leurs cales à destination du Hamas, oubliant de préciser qu'ils avaient été minutieusement contrôlés par les douanes et l'armée turque avant d'appareiller.

4- En résumé, une fois réalisé cet amalgame et avancé cette fausse preuve, les médias n'ont plus qu'à affirmer que les quelques personnalités qui se sont embarquées dans cette aventure avaient été manipulées par des organisations à la solde du Hamas caractérisé de terroriste par Washington et Bruxelles, pour ne pas dire qu'elles en étaient complices, et que le gouvernement israélien n'avait fait que se défendre contre un danger potentiel pour assurer sa sécurité comme l'aurait fait n'importe quel Etat placé dans une situation comparable.

Quand le Palais mène la grande vie.

La "*garden party*" du 14 juillet à l'Elysée s'était élevé, en 2009, à 732 826 euros. (Lexpress.fr 03.06)

Sondage, suite.

La cote de Nicolas Sarkozy est en baisse de deux points à 28% de bonnes opinions, après une petite embellie au mois de mai, dans un sondage TNS Sofres Logica pour Le Figaro Magazine. (Reuters 03.06)

On se croirait à la Bourse ! A 20% Yukio Hatoyama vient de jeter l'éponge au Japon, tandis que son prédécesseur était descendu à 10%, donc les tripatouilleurs des instituts de sondage ont encore de la marge !

Question : Faudra-t-il attendre d'en arriver là pour scander : Sarkozy est minoritaire et illégiime : dehors ? C'est la question que nous posons une nouvelle fois aux dirigeants des différents partis ouvriers.

On tire et on discute après.

Nicolas Sarkozy, en visite jeudi à la brigade de gendarmerie de Lamotte-Beuvron dans le Loir-et-Cher, a fait la promotion du Taser, notamment de son efficacité, parce qu'«*avec ça, on n'a pas besoin d'être dix pour arrêter quelqu'un*». Conclusion: le Taser, «*c'est mieux que les effectifs*». (20minutes.fr 03.06)

Espagne.

Quatre caisses d'épargne espagnoles ont annoncé mercredi s'être mises d'accord sur un projet de fusion, dernier épisode en date de la consolidation du secteur que la Banque d'Espagne a appelé de ses voeux.

Les quatre banques ont souligné que la nouvelle société réaliserait un produit net bancaire de quelque 103 milliards d'euros, ce qui en ferait la sixième caisse d'épargne espagnole.

Le nouveau SIP va solliciter l'aide du fonds de sauvetage du secteur bancaire (FROB), ont poursuivi les quatre caisses, sans préciser à quelle hauteur.

Selon la presse espagnole, l'aide demandée pourrait se situer entre 800 millions et un milliard d'euros.

Vendredi, les deux principales caisses d'épargne espagnoles, La Caixa et Caja Madrid, ont toutes les deux annoncé des fusions avec des établissements de taille plus modeste, entrant ainsi dans un processus dont elles s'étaient longtemps tenues à l'écart.

Des sources proches de Caja Madrid ont dit mardi que le groupe avait demandé trois milliards d'euros au FROB. (Reuters 03.06)

Ukraine.

Le Parlement ukrainien a adopté, jeudi 3 juin en première lecture, un projet de loi permettant d'empêcher une adhésion de cette ex-république soviétique à l'OTAN et confirmant son statut de pays 'non aligné'. Ce document a été préparé à l'initiative du nouveau président, Viktor Ianoukovitch, qui depuis son élection en février mène une politique de rapprochement accéléré avec la Russie.

Le projet de loi établit les '*principes de base*' de la politique nationale, notamment '*le maintien par l'Ukraine d'une politique de non-alignement, ce qui signifie sa non-participation à des unions militaro-politiques*', dont l'OTAN, selon son texte publié sur le site du Parlement. '*Le président propose de supprimer de l'ordre du jour la question (sur l'adhésion à l'OTAN) qui divise la société*' ukrainienne, majoritairement opposée à une intégration dans l'organisation euro-atlantique, a déclaré devant les députés le premier ministre, Mykola Azarov, en leur présentant le projet de loi. '*Il n'y a aucun doute que ce choix sera perçu avec soulagement et compréhension par le monde*', a-t-il poursuivi. (Lemonde.fr 03.06)

Le 5 juin

On en a presque perdu l'habitude, on est vendredi soir, on se détend un peu, demain c'est le week-end.

Pas vraiment génial pour se détendre, hier Magueswary m'a appelé d'Aubagne pour me dire que ces problèmes d'appartement n'étaient toujours pas réglés depuis près de deux mois (gaz et téléphone, merci Free au passage !) et qu'elle allait être à nouveau hospitalisée à partir de ce vendredi à 14h30 pour une durée indéterminée. Elle s'inquiétait pour moi car elle n'avait pas pu me joindre à pluisieurs reprises, je n'ai toujours pas de téléphone portable et je n'en veux pas, elle m'a dit qu'elle ne vivait que pour moi, car si cela ne tenait qu'à elle, elle aurait déjà mis fin à ses jours. Bon, elle avait apparemment le moral, donc ne dramatisons pas inutilement.

J'ai acheté 120 kilos de riz des pauvres à un de ses cousins qui est passé hier, vous savez le riz que le gouvernement distribue à chaque famille au prix imbattable de 1 roupie au Tamil Nadu, 2 roupies dans le Territoire de Pondichéry, et que je rachète entre 4 et 6 roupies pour mes chiens et pour moi accessoirement, au lieu de 15 roupies le kilo minimum dans le commerce. Je me demande d'où ils sortent ce riz...

C'est tellement le bordel dans ce pays que n'importe qui doit figurer sur les Livrets de famille qui servent à l'établissement des carnets de rationnement, y compris les morts, comme en Corse ! Ils ont raison quand on voit les énormes inégalités qui existent en Inde : voler l'Etat, voler les riches, c'est légitime partout dans le monde, chacun se démerde comme il peut pour survivre et merde à la légalité !

En France, les braquages, les casses de bijouteries, les attaques de fourgons blindés, les fusillades en pleine ville en plein milieu de la journée se succèdent ces derniers temps, nous n'en avons jamais parlé. Le système se décompose à une vitesse accélérée. Il est trop tard pour se recycler !

En Ukraine le salaire minimum serait l'un des plus bas d'Europe, environ 700 hryvnias, soit 55€le double du minimum dans la plupart des provinces chinoises. Le gouvernement chinois n'augmente pas le Smic pour tous les travailleurs chinois d'après ce que j'ai lu, cette mesure ne concernerait que les régions fortements industrialisés ou les grandes villes.

En France notre niveau de vie n'est plus financé par la surexploitation des colonies (et encore !), au moins on n'a pas les esclaves sous le nez, chacun peut s'arranger avec sa conscience ou interpréter l'histoire à sa façon (celle de la lutte des classe depuis 60 ans surtout), en Chine c'est plus difficile, les colonies sont à l'intérieur du pays et les esclaves aussi.

Au Cambdoge, le salaire minimum est actuellement de 40 USD par mois.

En Chine, les ouvriers revendiquent et obtiennent des augmentations de salaire de 20 à 40%, en comparaison en France les bureaucrates syndicaux revendiquent 2% ou 3% tout au plus et le gouvernement et le patronat estiment que c'est encore trop, et comme personne n'osera revendiquer davantage, ils auraient tort de se gêner ! Finalement, c'est le gouvernement, le Medef et les dirigeants syndicaux qui déterminent les revendications salariales derrière lesquelles tous les partis s'alignent, et quand on dénonce cette collusion ou consensus, on passe pour des calomniateurs ou des gauchistes. 20% d'une misère cela fait toujours une misère, surtout au regard des conditions de travail digne de la fin du XIXe siècle en France ou en Europe.

Renversons le régime, prenons le pouvoir pour nous octroyer des augmentations de salaire qui nous permettront de vivre enfin décemment, pas question de revendiquer dans une autre perspective politique, ce serait subordonner davantage encore les travailleurs au capitalisme...

La part du travail dans le PIB est passé de 56,5% en 1983 à 36,7% en 2005, comparativement en France elle a perdu 10% depuis le milieu des années 70, mais elle est encore supérieure à ce qu'elle était en Chine en 1983, donc si l'on suit le raisonnement de Strauss-Kahn pour lequel la Chine doit servir de modèle au développement à venir du capitalisme mondial, il faudrait en France (et dans l'Union européenne)

réduire les salaires (et les cotisations dites patronales) de 20 à 40% pour que les milliardaires de la planète, qui sont de plus en plus nombreux, continuent de vivre normalement. Mais ce ne serait pas encore suffisant car ces 20% de réduction de salaire seraient supérieure au salaire de l'ouvrier chinois une fois augmenté de 20%, la part de salaire qui nous resterait représenterait encore 6,8, 10 fois le salaire d'un ouvrier chinois.

Ici en Inde à Pondichéry, le Smic est aux alentours de 50 euros par mois pour 48h minimum de travail par semaine, et quand un ouvrier à la chance d'avoir un meilleur salaire, tout ce qu'il perçoit en plus, il le passe dans le crédit de sa petite moto (et l'essence très cher), les frais scolaires et les événements familiaux qui le ruinent littéralement, il dispose de plus de biens d'équipement à la longue, alors qu'hier encore il survivait de peu en travaillant peu très souvent, ses besoins demeuraient élémentaires, il n'était pas spécialement heureux mais il n'était pas particulièrement malheureux, disons qu'il trouvait des compensations agréables à son existence à moitié végétative, il profitait de la vie qui passait dans un état de semi-insouciance à défaut de pouvoir en changer.

J'ai pu constater par moi-même qu'on pouvait très bien survivre de peu car il existait toujours un moyen d'améliorer le quotidien, je ne parle pas des cas d'extrême pauvreté évidemment où la vie est un cauchemar permanent, dorénavant l'ouvrier indien doit impérativement travailler pour satisfaire ses nouveaux besoins, il y consacre tout son temps en l'absence de législation du travail et de droits sociaux, s'il avait encore l'impression que sa vie lui appartenait il y a peu, même s'il n'en faisait pas grand chose, cette époque est définitivement révolue, il n'est plus qu'une machine infernale à produire et à consommer, il a perdu beaucoup de son insouciance, de sa nonchalance et de sa joie de vivre, sa vie n'est plus qu'un enfer.

C'est la triste vie de mes beaux-frères que je viens de décrire ici. J'ai pu constater les importants changement intervenus dans leur mode de vie et dans la perception qu'ils avaient de l'existence au cours des 20 dernières années. Ils sont certes matériellement plus heureux qu'autrefois, mais pour ce qui est de la qualité de la vie, ils sont mille fois plus malheureux, au point qu'ils ne se parlent plus pour ainsi dire et qu'ils ont tous évoqué dernièrement la possibilité de se suicider...

Pour info seulement.

Le Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF) appelle à manifester samedi à Paris pour dénoncer l'attaque israélienne contre la flottille pro-palestinienne Free Gaza, à l'instar de plusieurs associations et organisations non gouvernementales. Le rassemblement est prévu à 15 heures sur la place de la Bastille, à l'initiative du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestinien et Israéliens. Le cortège doit ensuite rejoindre la place de la Concorde.

Les Verts, le Parti de gauche et le Nouveau Parti anticapitaliste, les syndicats FSU et Solidaires ainsi que le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples font partie des signataires de l'appel à manifester. Des rassemblements sont également annoncés samedi après-midi à Toulouse, Lyon ou encore Marseille. (lemonde.fr 04.06)

G20. Ils veulent nous "*purger*", nous faire rendre eau et sang jusqu'à la dernière goutte !

Purger l'économie européenne sans briser la reprise mondiale. C'est la délicate équation que tente de résoudre ce week-end le G20, à Busan, le grand port sud-coréen.

Pour les ministres des Finances des vingt plus grandes économies du monde, l'assainissement des finances publiques dans la zone euro passe avant la stimulation de la croissance. «*Il y a un courant majoritaire qui veut faire de la consolidation budgétaire la priorité numéro un* », reconnaissait vendredi Christine Lagarde, ministre de l'Économie, à l'issue du dîner à huis clos des grands argentiers de la planète.

Un appel à la rigueur qui a mis sous pression les Européens, priés d'intensifier leurs efforts pour remettre leurs comptes en ordre.

En route pour la Corée du Sud, le ministre allemand, Wolf-gang Schäuble, n'a pas manqué de renouveler la pression sur ses partenaires européens en rappelant que «les marchés avaient toujours des doutes quant à savoir si les accords négociés seraient réellement appliqués». Berlin a reçu l'appui du nouveau chancelier de l'Échiquier britannique, George Osborne, qui a appelé les membres de l'eurozone à faire le ménage dans leurs comptes.

Mais, pour sa première sortie internationale, le nouveau chancelier a également rappelé l'importance de soutenir la fragile croissance mondiale pour éviter une rechute. Un appel qui a fait écho au secrétaire d'État américain, Timothy Geithner, qui a plaidé pour des mesures de consolidation budgétaire «*compatibles*» avec la croissance, prenant ses distances avec le refrain de la -rigueur. Une perche saisie par Christine Lagarde, qui a souligné la nécessité de «ne pas étrangler la croissance», alors que Paris cherche à Washington un allié pour contenir la pression de Berlin.

«*Nous devons favoriser la reprise économique, mais, dans le même temps, nous ne pouvons renoncer à la prudence en matière budgétaire*», a prévenu le ministre indien, Pranab Mukherjee. (lefigaro.fr 04.06)

Voilà qu'un ministre d'un des pays les plus corrompus au monde et endetté jusqu'aux dents donne des conseils aux ministres de l'Economie de l'Union européenne ou des Etats-Unis ! C'est pour dire à quel niveau ils en sont tous rendus, et qu'ils ne savent pas comment se sortir de

cette crise sans prendre le risque de devoir affronter directement le prolétariat.

La Bourse ou la vie.

Hier le CAC 40 a plongé de 2,86%. Sur l'ensemble de la semaine l'indice parisien affiche un recul de 1,7% ce qui porte ses pertes depuis le début de l'année à plus de 12%.

Londres a perdu 1,63 % et Francfort 1,91 %, Milan 3,79 % et Madrid 3,80 %. L'Euro Stoxx 50 a lâché 3,20 %.

Et l'euro a chuté sous le seuil de 1,20 dollar. (JDF 04.06)

Hongrie.

Le site internet d'informations napi.hu a cité jeudi le vice-président du parti au pouvoir Fidesz, Lajos Kosa, indiquant que le nouveau gouvernement avait trouvé des finances publiques dans un état pire que prévu et qu'il n'y avait ainsi qu'une très faible chance pour le pays d'échapper à un scénario grec en la matière.

Vendredi, Peter Szijjarto, porte-parole de Viktor Orban, a déclaré à propos de ces commentaires: "*C'est le Premier ministre (socialiste) Ferenc Gyurcsany qui a parlé d'un défaut.*"

Selon Peter Szijjart, le nouveau gouvernement hongrois envisage d'ailleurs de prendre des mesures d'ici 72 heures afin d'améliorer l'état des finances publiques du pays, et souhaite également lancer des réformes importantes et réduire la fiscalité pour accroître la compétitivité hongroise.

La banque centrale hongroise a estimé que le déficit budgétaire de la Hongrie pourrait être de 4,5% du produit intérieur brut (PIB) ou 4,3% si le gouvernement gèle les réserves budgétaires restantes. Les analystes anticipent plutôt un déficit de 5%, tandis que des représentants du gouvernement ont évoqué un chiffe supérieur à 7%. (Reuters 04.06)

Le 6 juin

Très vite. J'ai reçu un courriel d'un étudiant, ex-militants de l'AJR et du POI, j'y répondrai demain. Vous trouverez trois contributions qu'un autre camarade m'a adressées. Merci à eux en attendant que d'autres militants les imitent.

Compte-rendu succint de quelques manifestations en soutien au peuple palestinien.

1- Des milliers d'Israéliens, juifs et arabes ont manifesté samedi soir à **Tel Aviv** à l'appel d'organisations de gauche contre la poursuite de l'occcupation des territoires palestiniens, à l'occasion du 43e anniversaire de leur conquête en 1967, selon un journaliste de l'AFP.

Plus de 5.000 manifestants ont défilé dans le calme au centre de Tel Aviv, dénonçant un «gouvernement qui coule Israël, au lieu de naviguer vers la paix», en allusion à l'assaut meurtrier de la marine israélienne contre la flottille d'aide venue briser le blocus israélien de Gaza qui a fait neuf morts civils lundi.

Les orateurs ont appelé à cette occasion à lever le blocus de Gaza et à autoriser les bateaux d'aide internationaux à accoster dans l'enclave palestinienne.

Arborant des drapeaux israéliens et palestiniens, les manifestants ont scandé: «Israël, Palestine, deux Etats pour deux peuples» et «Nous aimons notre pays mais avons honte de son gouvernement». (libération.fr et AFP 05.06)

2- Des milliers de personnes ont défilé samedi à **Istanbul** pour manifester leur colère après la mort de neuf militants pro-palestiniens turcs abattus par des commandos israéliens lors de l'abordage, lundi dans les eaux internationales, d'une flottille transportant de l'aide humanitaire et du matériel destinés à la bande de Gaza.

"Maudit soit Israël !", "Israël, assassin !", scandait la foule, qui exigeait la rupture des relations économiques entre la Turquie et l'Etat juif.

A Istanbul, les manifestants, qui brandissaient des drapeaux palestiniens et turcs, ont demandé que la Turquie boycotte les produits israéliens et invité le gouvernement du Premier ministre, Tayyip Erdogan, à décréter des sanctions contre l'Etat juif. (Reuters 05.06)

3- Des manifestations pro-palestiniennes pour dénoncer l'assaut meurtrier lundi de l'armée israélienne sur une flottille en route pour Gaza a

rassemblé samedi des milliers de personnes dans plusieurs villes de France.

A Paris, quelque 5.000 personnes selon la police, avaient ainsi répondu à l'appel de dizaines d'organisations politiques, syndicales et religieuses.

2.000 personnes à Nice, Mulhouse ou Marseille, Toulouse (300 personnes) et à Montpellier, où les manifestants étaient au nombre de 500 selon la police. Entre un demi-millier et un millier de personnes ont par ailleurs manifesté à Bordeaux. (lefigaro.fr 05.06)

4-D'autres manifestations ont eu lieu en Europe, notamment en Espagne et en Grande-Bretagne et à travers le monde. Obama a annulé sa visite prévue en Indonésie.

G20.

Les gouvernements doivent remettre de l'ordre dans leurs finances publiques pour ramener le calme sur les marchés financiers ébranlés par la crise budgétaire en Europe, ont déclaré les ministres des Finances du G20, les vingt premières puissances économiques mondiales.

Les ministres des Finances du G20 ont par ailleurs enterré les propositions de création d'une taxe bancaire mondiale.

Dans une lettre à ses homologues rendue publique samedi, le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, a mis en garde : pour préserver le potentiel de croissance, les autres économies de la planète devront compenser le recul de la consommation des ménages américains, qui consacrent une part croissante de leurs revenus à l'épargne.

"*Dans ce contexte, nous sommes préoccupés par la faiblesse attendue de la demande intérieure en Europe et au Japon*", écrit-il. (Reuters 05.06)

Ils tables sur deux facteurs:

1- Ils basent la croissance sur la consommation, mais avec le chômage de masse et les plans de rigueur mis en place par les différents gouvernement ou les restrictions sur les salaires signées entre le patronat et les syndicats (Allemagne) ou encore l'endettement des ménages, la consommation ne peut que stagner ou décroître entraînant de nouveaux licenciements, et ainsi de suite...

2- Ils appellent les pays comme la Chine ou l'Inde dont la croissance avoisine les 10% ou dépasse 6%, à faciliter le crédit à la consommation, l'endettement de la population comme c'est le cas dans les pays dominants.

Ce qu'ils semblent ignorer, c'est qu'en Inde, dès qu'on a un peu d'argent on le dépose soigneusement à la banque, on achète de l'or, on ne le dépense pas dans des futilités, voilà que je me prends pour un Indien, je le suis à moitié à force, à ceci près que je n'ai pas les moyens d'économiser une roupie ! Mêmes les Indiens qui ont plus d'argent qu'hier continuent de vivre chichement, par habitude, la crainte de manquer du lendemain qui ne s'évapore pas du jour au lendemain ou pour avoir toujours plus d'argent disposible. Certes, ils consomment davantage, mais pas dans les mêmes proportions qu'en France par exemple.

Bref, ils n'ont pas de solution à la crise que de s'attaquer toujours plus au prolétariat qui bénéficie encore d'avantages sociaux, pour le reste, c'est la fuite en avant qui prime, aucun des acteurs ne souhaitant voir remis en cause la place qu'il occupe sur le marché mondial.

La condamnation par la justice de Brice Hortefeux pour injures raciales posent plusieurs questions.

Tout d'abord, ce n'est pas n'importe quelle justice qui l'a condamné mais la sienne. Mais les contradictions du régime qui atteignent les sommets de l'Etat et le parti qui détient le pouvoir, concernent également les juges, Hortefeux peut très bien en faire les frais sans que pour autant cela ne remette en cause l'ordre établi et l'empêche de dormir tranquille.

Que leur justice ait voulu ainsi faire un exemple et montrer qu'elle demeurait indépendante du pouvoir qu'elle ne s'y serait pas pris autrement, histoire dans un premier temps de faire croire que tous les citoyens seraient égaux devant la justice et bénéficieraient du même traitement, nous verrons plus loin, loin de cette idée reçue, quelle idée le juge avait peut-être derrière la tête en agissant de la sorte ou les implications qui sont liées à sa décision.

Ensuite, on pourrait penser que c'est un sale coup pour Sarkozy qui a toujours témoigné sa confiance à Hortefeux, un de ses plus fidèles et zélés collaborateurs, au point que certains réclament sa démission.

Après, à l'UMP, ils savent parfaitement qu'ils sont minoritaires dans le pays, que la majorité de la population ne peut plus les voir en peinture et qu'ils sont de plus en plus isolés dans leur tour d'ivoire, on pourrait en conclure que le gouvernement étant désespérément en quête de légitimité, l'UMP serait prêt à tous les sacrifices pour y parvenir avant 2012, sans pour autant aller jusqu'à désavouer sa politique liberticide ou lâcher l'un des siens, bien que cela se soit déjà vu dans le passé.

Maintenant, on peut légitimement s'interroger sur les raisons politiques qui ont conduit le juge à condamner Hortefeux, qui s'est empressé de faire appel par la voix de son avocat.

Hortefeux n'est pas n'importe qui, au cours des différentes fonctions ministérielles qu'il a occupées, à de multiples reprises ses décisions ou propos ont fait l'objet de violentes critiques d'une partie de la population et du mouvement ouvrier, cela ne l'a pas empêché de passer d'un ministère à l'autre comme si de rien n'était, mieux, il a même bénéficié de promotions de la part de Sarkozy, ce qui l'a amené à occuper aujourd'hui l'un des ministères clés du gouvernement, celui de l'Intérieur. On pourrait résumer, en disant que jusqu'à présent les vives critiques qui lui étaient adressées, glissaient sur lui sans laisser de traces, elles se sont même traduites par l'effet contraire de celui auquel on pouvait s'attendre.

Le juge a pu estimer, que dans un contexte où le gouvernement doit à la fois gérer la crise du capitalisme et de vives tensions sociales, il n'était pas inutile de rappeler à la population qu'un membre du gouvernement n'était pas au-dessus des lois, qu'il était un justiciable comme un autre, histoire de justifier, sans l'avouer, la dérive liberticide du régime des dernières années qui frappe indistinctement tous ceux qui ont le malheur de tomber sous le coup de la loi devenue arbitraire dans bien des cas, et cela sans recours possible comme dans une dictature, Hortefeux ayant les reins assez solides pour encaisser un coup qui en réalité ne lui était pas forcément destiné, l'ensemble de la population qui conteste la politique du gouvernement étant visée en premier lieu.

Je n'ai pas suivi précisément cette affaire, disons, le juge qui a décidé de condamner Hortefeux sur la base de propos prononcés lors d'une réunion de l'UMP, en présence de militants de son parti, il faut le préciser pour comprendre la portée de la décision du juge, donc des propos qui assurément sont familiers dans la bouche de membres de l'UMP ou qui ne sont pas susceptibles de les choquer en tout cas, qu'un juge s'immisce de fait à l'intérieur de cette réunion, et c'est là que se situe précisément le danger de son intervention, car ce cas faisant jurisprudence, il pourra dans l'avenir agir de même lors d'une réunion de n'importe quel parti politique ou même de groupes d'individus dans lequel une oreille indiscrète se sera glissée, qu'un juge s'octroie ensuite sur la base de ce témoignage le droit de sanctionner l'auteur de propos rapportés susceptibles d'être condamnés par la loi, signifie que dans n'importe quel lieu public ou privé, toute personne pourra être poursuivie par exemple pour atteinte à la sécurité de l'Etat pour avoir fait l'apologie de la terreur, du terrorisme, de la violence envers l'Etat et pourquoi pas, du renversement du régime par une révolution qui sera forcément violente en réponse à la violence déclenchée par la classe dominante pour se maintenir au pouvoir.

On s'aperçoit ici que la décision de ce juge repose sur une loi liberticide et qu'elle ne vise pas forcément celui qui l'aurait enfreinte, et que son intention pouvait très bien être d'une autre nature, politique évidemment, notamment.

Son objectif serait également de créer un climat de psychose et de suspicion généralisée dans la société qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Personnellement, et pour les raisons qui viennent d'être invoquées, je ne m'associerai pas aux braillards qui réclament la démission d'Hortefeux.

Comme je l'ai déjà expliqué ailleurs, je ne suis pas pour baillonner les nazillons, comment voulez-vous que les travailleurs les reconnaissent pour ce qu'ils sont si vous les empêchez de s'exprimer avec leurs mots aussi insupportables soient-ils.

J'ai connu une époque, sous de Gaulle précisément, (pour l'histoire, dès son appel du 18 juin, à Londres, il sera entouré de cagoulards que l'on retrouvera ensuite dans ses différents cabinets ou gouvernements, pas forcément au rang de ministres, préfets par exemple) où l'on ne pouvait pas sortir dans la rue ou prêter l'oreille à une conversation sans entendre des propos racistes, antisémites ou xénophobes d'une violence inouïe, même chez moi ou lors de réunions familiales on avait le droit à une avalanche de saloperies immondes sur les Arabes ou les Juifs que les jeunes ont peut-être du mal à imaginer aujourd'hui, pour le millième de ce qu'on entendait à cette époque, ce juge aurait condamné des millions de travailleurs, et pourtant, de Gaulle qui n'avait pas vraiment pris le pouvoir pour donner l'indépendance aux Algériens a dû s'y résigner, parce que malgré tout une large frange de la population était favorable à l'indépendance de l'Algérie, et personne n'avait contraint la population à adopter cette position, tandis que pendant les années et mêmes les décennies qui allaient suivre le racisme allait continuer d'avoir pignon sur rue et de s'exprimer le plus librement possible, l'un n'empêchant pas l'autre.

Toute atteinte à la liberté d'expression prononcée par ce régime ne peut que se retourner contre le mouvement ouvrier ou le visera un jour ou l'autre, s'il n'est pas directement visé dès le départ, c'est tout ce que je voulais préciser ici.

Ne sortez pas une blague à deux balles sur les Belges, demain vous pourrez être condamné pour xénophobie, cela peut faire sourire. N'oubliez pas non plus que l'histoire du XXe siècles a été marquée par une multitude de chasses aux sorcières, pas seulement contre les communistes, les franc-maçons ou les libres-penseurs, des intellectuels ou des artistes engagés politiquement, les homosexuels, les tziganes et les gens du voyage en général considérés comme des dépravés sexuels, des voleurs de poules ou des pestiférés.

Ce n'est pas en se plaçant sur le même terrain que notre ennemi que nous le vaincrons, qui plus est en réclamant une juste application de la Constitution que nous devons abolir, mais en se plaçant résolument sur notre propre terrain de classe indépendant que nous le vaincrons politiquement.

Que la justice fasse ce qu'elle veut d'Hortefeux, ce n'est pas notre affaire, par contre c'est notre devoir de dénoncer toute atteinte à la liberté d'expression et comment elle s'y prend pour tenter de nous intimider, de nous museler, pour finalement nous condamner à défaut de pouvoir

nous supprimer physiquement, pour le moment...

Nous revendiquons haut et fort les têtes de Louis XVI et de Nicolas II, on ne nous fera pas taire !

Le 7 juin

J'ai rédigé cette causerie à main levée ce matin à partir du premier paragraphe écrit hier, j'ai réécrit entièrement la suite. Je répondrai plus tard au militant qui m'a adressé un courriel hier.

La majorité du prolétariat, les générations qui ont suivi la seconde guerre mondiale et qui approchent de la retraite, c'est comme un enfant gâté depuis sa naissance à qui un jour on enlèverait soudainement ses jouets. Tout d'abord il refuserait de le croire, il n'en compendrait pas immédiatement ni les raisons ni les conséquences, ensuite, habitué à la passivité ou à se laisser vivre en pensant que les choses ont été ou seront toujours ainsi ou encore que d'autres défendront toujours ses intérêts à sa place sans vouloir le reconnaître ou inconsciemment, il serait incapable de réagir ou de trouver la réaction qui convient à la situation, il ne lui resterait plus qu'à se résigner et subir en silence.

Vous me direz qu'il en a été ainsi de tout temps et que le prolétariat organisé n'a jamais rassemblé qu'une minorité, une minorité qui n'a cessé de fondre au fur et à mesure que les conditions de vie s'amélioraient et qu'elle avait acquis la conviction qu'il n'y avait plus rien à gratter au système, processus qui paradoxalement s'est accéléré depuis que le pouvoir en place s'attaque à remettre en cause tout ce qu'il avait dû concéder précédemment de gré ou de force sur le plan social, sur fond de pessimisme et de désarmement théorique ou politique des masses, le capitalisme s'imposant sur la scène de la lutte des classes internationale.

Cela non plus ce n'est pas nouveau, si au début du XXe siècle on pouvait prédire un bel avenir au socialisme sur le plan théorique, donc en se fondant sur l'analyse du développement du capitalisme et de la lutte des classes qu'en avaient faite Marx et Engels, rien sur le plan pratique avant la révolution russe de 1917 ne permettait de soutenir sérieusement cette hypothèse tant le mouvement ouvrier était déjà gangrené par le réformisme (électoralisme, parlementarisme, passage progressif au socialisme, etc.) ; certes le mouvement ouvrier était en expansion partout dans le monde, mais pas forcément orienté dans la bonne direction sur le plan politique, c'est même dans le pays où le capitalisme et la classe ouvrière étaient les plus développés que le mouvement ouvrier sera le plus bourgeois et corrompu, en Grande-Bretagne, quant aux espoirs d'Engels avait fondés dans le développement de la social-démocratie en Allemagne, ils vont rapidement tombés à l'eau, sa direction ayant rallié les thèses révionnistes du marxisme de Bernstein et Dühring notamment, processus qui sera imité dans pratiquement tous les pays jusqu'à transformer la IIe Internationale en un instrument de collaboration de classes au service du capitalisme mondial et dont les capitulations des 3 et 4 août 1914 signeront l'apothéose, si elles signeront son arrêt de mort en tant qu'instrument du combat de la classe ouvrière pour son émancipation, ses partis survivront jusqu'à nos jours comme instruments politiques au service du capitalisme.

Donc, si la révolution russe de 1917 signifiait que les conditions objectives et subjectives étaient enfin réunies pour que la théorie du socialisme se vérifie sur la plan pratique et historique, c'était loin d'être le cas dans les autres pays où le prolétariat n'avait pas été capable de se doter d'une direction révolutionnaire, or le socialisme ne pouvait se développer qu'à l'échelle mondiale, tout comme le capitalisme avant lui. Ensuite, la dégénérescence de la révolution russe et du parti bolchevik ne seront que le produit de l'impréparation du prolétariat et la faiblesse de son avant-garde dans les pays où le capitalisme était le plus développé, terrain qui favorisera le développement du stalinisme, qui en épousant la théorie du socialisme dans un seul pays adoptera de fait une thèse défendue avant lui par les réformistes, constituera l'antithèse du développement de la révolution (permanente) socialiste internationale.

Une fois ce rappel effectué, je voudrais qu'on m'explique à quel moment la théorie du socialisme élaborée par Marx et Engels, puis mise en pratique par Lénine et Trotsky, aurait été prise en défaut, une fois mis de côté les pronostics qu'ils ont formulés et qui ne se sont pas réalisés du fait qu'il leur était impossible de prévoir les rythmes ou les délais dans lesquels le capitalisme et la lutte de classes allaient se développer au-delà de leur époque, tandis que les analyses qu'ils allaient fournir sur le développement futur et l'orientation du capitalisme allaient s'avérer exactes, chacun a pu le vérifier ces derniers temps avec les derniers soubresauts de la crise du capitalisme.

Le prolétariat et le mouvement ouvrier en France (et dans de nombreux pays) en 2010 sont à peu près dans la même situation qu'ils étaient à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe, l'espoir dans le socialisme en moins. Cependant ce serait un peu léger de s'arrêter à ce constat qui pourrait décourager plus d'un militant, car à l'opposé l'espoir dans le capitalisme éternel et progressiste a sérieusement du plomb dans l'aile si je puis dire, ce qui ne peut qu'inviter chaque militant et travailleur à réfléchir à nouveau sur le cours de la lutte des classes au XXe siècle, et particulièrement sur le socialisme que les uns et les autres ont abandonné en cours de route ou dont ils se sont détournés en lui imputant à tort d'avoir produit la situation actuelle pour n'avoir jamais maîtrisé l'essence du marxisme.

Si la critique est aisée, l'art est difficile, disait je ne sais plus qui. Nous devons avoir conscience que nous sommes face à un énorme défi et que nous avons échoué jusqu'à présent à le mener à bien en toute modestie. Inutile de chercher les coupables dans nos rangs, cette question sera tranchée par la lutte de classe.

Il faut trouver là où nous avons péché par excès d'optimisme ou au contraire nous avons sous-estimé certains facteurs, au-delà des

arguments habituels qui ne nous font pas avancer d'un millimètre, je pense évidemment au stalinisme, avant lui le mouvement ouvrier était déjà gangrené par le réformisme, il faut parvenir à déterminer avec précision pourquoi nous avons été incapables de construire le parti au cours des sept décennies précédentes, quelles erreurs nous avons commises dans la lecture des enseignements du marxisme, quelles corrections il faut apporter à notre analyse de la situation et à notre stratégie pour enfin avancer dans la bonne direction. Comment doit se combiner le combat pour la défense de nos droits ou acquis sociaux avec le combat pour abattre le capitalisme et les institutions auquel il doit être subordonné, au lieu que l'un se réalise au détriment de l'autre comme ce fut toujours le cas dans le passé jusqu'à nos jours ? Comment interpréter et adapter au plus juste les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917, du léninisme, en tenant compte des transformations qu'a connu la société au cours des 60 dernières années ? Aussi longtemps qu'on se refusera à faire honnêtement ce travail, on n'avancera pas, c'est mon intime conviction.

A ceux qui prétendraient avoir déjà accompli ce travail, nous les invitons à le reprendre de fond en comble pour vérifier encore une fois que les conclusions auxquelles ils étaient parvenues sont toujours valables, car apparemment il y a un problème quelque part. En dernière analyse, nos dirigeants nous disent ceci : nous sommes face à une situation difficile, compliquée, à des problèmes complexes, à des obstacles à l'heure actuelle insurmontables, comme si le cours des choses donnait raison finalement à une conception fataliste de l'existence derrière laquelle il faudrait se retrancher sans l'avouer ouvertement, et qu'il faille de défaites en retraites battre toujours en arrière au lieu de maintenir le cap vers l'objectif que l'on s'était fixé, en estimant que la défensive nous permettrait d'échapper au péril qui nous attend, comme le renard tapit dans sa tannière qui attendrait tranquillement sa dernière heure en espérant encore secrètement sauver sa peau, face à une meute prête à l'égorger qui ne lui laissera aucune chance, quel leurre !

Si le sursaut salutaire qui nous remettra dans la bonne direction n'a pas encore eu lieu, c'est que le prolétariat (et la petite-bourgeoisie) et le mouvement ouvrier ne sont pas encore acculés le dos au mur, ils disposent encore de réserves qui leur permettent d'accepter la situation telle qu'elle est, ce n'est pas le cas de toutes couches du prolétariat évidemment.

Les grands discours qui ne partent pas de la situation telle qu'elle est parce qu'on se refuse à la regarder en face ne peuvent que laisser indifférents ou perplexes travailleurs et militants. On ne peut pas analyser et comprendre la situation en se bornant à prendre en considération uniquement les facteurs propres à la lutte des classes sur un plan strictement politique, non seulement parce que les travailleurs ne pensent pas forcément en ces termes, mais parce que c'est la totalité des facteurs qui constituent les rapports entre les classes au sein de la société qui déterminent la manière de chacun d'appréhender à la fois sa propre situation ou position à l'intérieur de ces rapports, et le société en tant que telle dans son ensemble, donc son évolution qui nous inspire confiance ou défiance, voire crainte ou désespoir, qui détermine en dernier lieu qu'on supporte passivement le sort qu'elle nous a réservé ou que l'on s'engage pour la changer.

En conclusion, c'est en partant des besoins et des apirations légitimes du prolétariat qu'il ne pourra jamais satisfaire temps qu'il n'aura pas avancé sur le chemin de son émancipation que l'on renouera également avec le socialisme, qu'il soit conscient ou non de ces besoins ou aspirations, qu'ils lui viennent spontanément ou non à l'esprit, ne changeant rien au fait que chacun aspire naturellement à davantage de liberté et de bien-être, il faut simplement -si je puis dire, l'aider à les exprimer au lieu de s'en interdire. Il faut avoir conscience également qu'un grand nombre de travailleurs et de militants pensent à tort qu'ils doivent au capitalisme l'amélioration de leurs conditions d'existence, alors qu'elle n'est que le produit de la lutte de classe des générations précédentes, qui hélas n'a pas été menée à son terme ou a été détournée de son objectif final qui était d'abattre le capitalisme.

L'illusion ou la théorie qui a germé dans leurs têtes, qu'il serait possible de passer progressivement et tranquillement du capitalisme au socialisme ou que le capitalisme, sous lequel tant de réformes ont vu le jour en un siècle, serait par nature progressiste et assurerait leur bien-être et celles des générations à venir indéfiniment, est en train de s'évaporer sous les coups de la crise actuelle. On peut donc en déduire que des milliers de travailleurs ou militants cherchent la voie de leur salut (ou celui de leur classe, c'est mieux pour des militants) ailleurs que dans le capitalisme ou les théories qui se réclament frauduleusement du socialisme, qu'ils sont aptes à saisir un discours révolutionnaire pour peu qu'on soit capable de se mettre à leur portée, de ne pas agir en vulgaire dogmatique, qu'on ait la patience de les écouter, qu'on ne les aborde pas avec nos oeillières de militant bourré d'idées préconçues ou de recettes prêtes à l'emploi.

La politique est un art assurément, alors soyons des artistes qui façonneront le monde de demain ! Mais en attendant ayons l'intelligence, la modestie et la délicatesse de prendre les choses et le monde telles qu'ils se présentent à nous au lieu de prendre (inconsciemment) nos désirs pour la réalité, faisant preuve d'impatience, pour finalement adhérer à des théories éculées toutes plus foireuses les unes que les autres et qui ont été maintes fois réfutées par les faits ou à des formations politiques qui sont le plus souvent les caricatures grotesques de celles dont nous nous sommes détournés en croyant trouver notre bonheur ; répétons-le encore une fois, ceux qui s'imagineraient qu'il pourrait exister un parti parfait avec des dirigeants parfaits se mettent le doigt dans l'oeil, peut-être trouveront-ils ainsi provisoirement satisfaction à entretenir cette chimère, jusqu'au jour où la réalité les rattrapera à force de vouloir la fuir, car personne n'y échappe, ainsi va la vie, non ? (A suivre)

Quelques infos en bref.

Sondages, suite.

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy enregistre un recul dans le baromètre mensuel réalisé par l'institut CSA et publié ce dimanche par Le Parisien/Aujourd'hui en France, avec 34% des personnes interrogées déclarant lui faire confiance, le président français perd trois points. (Reuters 06.06)

A défaut de mieux comme bonne nouvelle et pour être de bonne humeur en ce début de semaine, on suivra comment ils vont s'y prendre pour le faire grimper à 50% et si possible plus haut.

Aux Pays-Bas aussi les "*caisses sont vides* !

Le prochain gouvernement néerlandais, quelle que soit sa couleur politique, engagera un programme d'austérité budgétaire susceptible de dégager au moins 10 milliards d'euros d'économies annuelles.

Les dépenses de santé, les aides au logement, les allocations chômage et le système de retraite seront tous concernés, selon les programmes des partis politiques en vue des élections législatives de mercredi prochain.

Le déficit budgétaire du pays et son endettement sont inférieurs aux statistiques moyennes de la zone euro, et la Commission européenne prévoit pour 2011 un déficit budgétaire à 5,1% du PIB et un endettement représentant 69,6% du PIB.

La percée des libéraux tient à une forme de consensus social sur la nécessité de réduire les dépenses publiques.

"*L'électeur voit bien qu'après la crise financière, nous sommes passés à une 'crise pays' et que, dans la plupart des pays, y compris aux Pays-Bas, les caisses sont vides. Il voit bien qu'on dépense plus que ce que l'on gagne et il réalise que ce n'est pas possible, pas plus dans un ménage qu'à l'échelle d'un pays*", explique Frans Weekers, spécialiste des questions financières au Parti libéral, dans une interview accordée la semaine passée à l'agence Reuters.

Dans leurs programmes, les partis politiques proposent des réductions de la dépense publique allant de 10 milliards d'euros par an (Parti travailliste) à 20 milliards d'euros (Libéraux) d'ici 2015, terme de la prochaine législature.

La plupart des formations politiques proposent aussi une réduction des prestations sociales. Le relèvement de l'âge légal de la retraite (de 65 à 66 ou 67 ans) figure également sur la plupart des programmes.

Tous les partis proposent enfin de réduire les aides directes ou indirectes au logement (via une hausse des loyers dans le logement social ou une limitation des déductions fiscales sur le paiement d'intérêts liés à des crédits immobiliers).

"*Nous sommes très attachés à l'euro. Il représente nos retraites, toutes les richesses que nous détenons aux Pays-Bas. Il est donc de la plus haute importance d'avoir un euro fort*", a dit cette semaine le chef de file travailliste, Job Cohen. (Reuters 06.06)

Ah ben si tous les partis proposent la même politique antisociale, c'est qu'ils figurent bien tous dans le même camp : celui de la réaction ! Le mouvement ouvrier néerlandais est aussi arriéré ou gangrené que dans le reste de l'Union européenne.

Le 8 juin

Je n'ai plus le temps de causer, ma réponse au camarade demain, je l'ai rédigé, j'y ai passé plus de 4 heures, je finaliserai ce soir si je trouve enfin le temps. Merci aux camarades qui m'ont envoyé des mails et des documents, continuez, soyez plus nombreux à intervenir, bonne journée à tous. Au camarade étudiant, le nom et l'adresse qui figurent dans le site sont bien les miens, pour tout envoie de chèque, collez bien l'enveloppe et insérez votre chèque dans une feuille de papier pour qu'il ne soit pas visible par transparence.

Parmi les derniers courriels et documents reçus, un communiqué instructif de l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires daté du 7 juin.

On peut y lira à propos du projet de contre-réforme des retraites du gouvernement que celui-ci "*répond en grande partie aux revendications du grand patronat*", alors qu'il reprend à la lettre les besoins exprimés par le Medef, sans toutefois pour le moment aller aussi loin que le souhaitait Parisot. En quoi le projet du gouvernement répondrait "*en partie*" aux intérêts des travailleurs, c'est ce que ce communiqué suggère, on se le demande.

Ensuite, à propos de l'Union européenne : "*Après avoir favorisé fiscalement pendant des années les multinationales*", depuis le traité de Rome en réalité, passons. Puis : "*après avoir avancé des milliards d'euros et de dollars pour sauver les banques*", vous voilà bien modestes, en fait plus de 400 milliards d'euros, dont rien ne dit que les banquiers les rendront un jour à l'Etat c'est la première remarque, ensuite cet argent leur a servi à spéculer, ce qui est bien précisé dans ce communiqué, par contre ils ont oublié de mentionner qu'une partie de cette somme colossale a servi aux patrons pour régler des plans massifs de licenciements.

S'agissant des déficits publics des Etats, voilà qu'ils reprochent pour ainsi dire à l'UE de ne pas avoir pris des mesures plus tôt lorsqu'ils

écrivent : "*En Europe, les gouvernements (...), il y a peu, étaient laxistes sur cette question*", Solidaires le regretterait-il, regretterait-il qu'ils s'attaquent maintenant à cette question, à moins qu'ils estiment regrettable que les Etats ne continuent pas à s'endetter indéfiniment pour que certaines couches de la population puissent continuer à vivre tranquillement comme avant, ils précisent lesquels, "*les fonctionnaires et les agents publics, les retraités*" ? C'est vrai qu'on était encore tellement heureux il y a quelques années...

Il termine ainsi "*Les coups d'arrêts qui pourront être portés dans chaque pays aux opérations destructrices de ces solidarités seront autant d'actes de résistance et de reconquête*", et l'on cherchera en vain une condamnation de l'Union européenne.

Il y un an ou plus un militant du NPA voulait me convaincre que la priorité n'était pas ou plus de construire un parti mais de construire je ne sais pas quoi au niveau européen... Je lui avais répondu que c'était une façon de ne pas s'attaquer à la question de la construction du parti, de la contourner pour se lancer dans une aventure sans lendemain. Aujourd'hui, ce sont les dirigeants syndicaux qui expliquent qu'il serait impossible dorénavant de lutter efficacement contre les capitalistes dans un seul pays et qu'il faudrait axer notre combat sur le plan européen... pour finalement ne pas les combattre du tout ! Diluer à l'infini la lutte de classe jusqu'à temps qu'elle s'assèche ou la mener dans une impasse, merci on connaît avec ceux qui voulaient nous balader à Bruxelles ou Washington depuis des décennies... en oubliant de passer par Paris !

La ligne politique du NPA conforme à celle de la LCR.

1- *Retraite : le NPA en campagne* du 28 mai :

"*Il s'agit maintenant de passer des débats à la mobilisation*", il serait temps !

Vous allez voir ce que vous allez voir : "*Nous préparons activement les manifestations du 27 mai et les prochaines initiatives de juin*", autrement dit le NPA s'aligne sur le calendrier établi par les appareils, mais il n'a jamais répondu à la proposition du POI d'appeler à une marche unitaire sur Paris pour exiger le retrait du projet du gouvernement.

2- *L'arnaque* du 2 juin :

Le gouvernement bavarde sur l'emploi des seniors, mais n'évoque aucune mesure concrète.

3- Dans un article du 7 juin :

"*Partout en Europe, aux capitalistes de payer leurs dettes !*", on comprend bien qu'il s'agit de leur payer leurs dettes, mais qui va les y forcer ou plutôt les inviter poliment à bien vouloir ouvrir leurs coffres-forts, les gouvernements qui sont à leur solde ?

L'impuissance ou une impasse politique voilà où conduit cette orientation politique.

Ne faudrait-il pas déclarer plutôt : on se bat pour prendre le pouvoir afin de les exproprier pour récupérer jusqu'au dernier centime ce qu'ils nous ont extorqué ? Quel parti est sur cette ligne aujourd'hui ? Aucun ! Messieurs les banquiers ne craignez rien, nos révolutionnaires et autres anticapitalistes petits-bourgeois ne vous veulent aucun mal, dormez tranquilles !

J'ai relevé dans l'interview que Schivardi a donné au journal *La Dépêche* le 3 juin 2010 :

"*Claire Chazal a tenté de me faire passer pour un homme d'extrême gauche, un trotskiste, alors que je suis un vrai républicain. Même après ma mort je continuerai à avoir du ressentiment contre elle.*". Le trotskisme lui donne la nausée ou pire encore, au point que même une fois mort il veillera à ce qu'on ne lui balance pas cette caractérisation qui apparemment a valeur d'insulte à ses yeux, les militants du courant communiste internationaliste du POI apprécieront sans doute.

Et ne rigolez pas, Schivardi a affirmé à propos de l'effectif du POI « *nous serons 15 000 d'ici 2 012* »... figurants ou militants, en oubliant de décompter les morts ou les démissionnaires ? Passons, c'est franchement pitoyable. Je mets en ligne le commentaire du camarade qui m'a adressé cet article de *La Dépêche*.

Pour 2012, sauf événement exceptionnel, j'appelerai au boycott des élections compte tenu qu'il est dorénavant impossible d'utiliser les institutions à d'autres fins que soutenir le régime, par ailleurs, le déroulement de la campagne officielle et la propagande médiatique au service des partis institutionnels rendent quasiment inaudible ou impossible l'expression d'un parti politique indépendant des institutions, quand ses interventions ne sont pas carrément censurées.

On se demandera en quoi la participation aux institutions constitueraient encore pour un parti une tribune pour faire connaître son programme ou dénoncer la politique réactionnaire du gouvernement, cette époque est révolue, il existe d'autres moyens plus efficaces, Internet par exemple ou la diffusion à l'entrée des boîtes ou sur les marchés.

Au sein de la population parmi les différentes couches sociales quelles sont celles qui soutiennent encore Sarkozy ?

Selon un sondage réalisé par l'institut CSA pour l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS) dévoilé vendredi 4 juin lors de leurs nouvelles "Rencontres du social", près des deux tiers des Français jugent négative l'action du président de la République depuis trois ans. Il n'y a que pour les 65-74 ans que la satisfaction l'emporte sur la déception. Et pour les militants UMP, cela va sans dire. (lefigaro.fr 07.06)

J'avais pris l'habitude de dire autrefois en me basant sur un simple constat dans mon entourage qui est peut-être contestable, mais que ce sondage confirme à sa façon, que les vieux étaient en majorité des réactionnaires, les uns ayant profité des améliorations de leurs conditions d'existence par rapport aux générations précédentes sans se poser de question ou avoir cessé rapidement de s'en poser ou encore sans avoir jamais participé à une grève ou une manifestation, les autres traumatisés par la guerre vouant un culte sans borne et demeurés fidèles à leur "sauveur suprême" installé tranquillement à Londres... Mais les générations passent, il ne faut donc pas généraliser.

Heuliez, suite.

Un investisseur, Charles Mircher, déclare avoir officiellement remis lundi un plan de sauvetage de l'équipementier automobile Heuliez, qui a été replacé en mai en redressement judiciaire, rapporte le quotidien *La Tribune* dans son édition de mardi.

L'investisseur, qui intervient à travers sa holding d'investissement Xul, assure être "*devenu le premier actionnaire*" d'Heuliez, en reprenant les parts du groupe Bernard Krief Consulting (BKC), ajoute La Tribune. (Reuters 07.06)

Les Etats de la zone euro auraient-ils perdu leur souveraineté ?

Réponse en trois temps:

1- Quelques heures après avoir finalisé le fonds de sauvetage de l'euro, le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy a annoncé ce lundi soir que les ministres européens des Finances ont accepté que la Commission européenne examine leurs budgets nationaux.

2- Le journaliste poursuit : Quoi qu'il en soit, cet accord va permettre à l'Europe de s'inventer une nouvelle discipline budgétaire.

3- Et plus loin il précise que : les ministres européens des Finances se sont également mis d'accord lundi soir pour créer de nouvelles sanctions contre les pays trop endettés, afin de renforcer le Pacte de stabilité. (...) Ces sanctions, qui restent à définir, pourraient être décidées si un pays n'a pas tenu compte de mises en garde de ses partenaires sur la dérive de ses comptes publics, ou si le niveau global de sa dette gonfle trop vite. (Journal des Finances (07.06)

Autrement dit, si on lit la dernière phrase en tenant compte de ce qui précède : la Commission européenne examinera les budgets nationaux **a postériori** puisqu'elle ne pourra pas empêcher que "*le niveau global de (la) dette (d'un Etat) gonfle trop vite*", sachant qu'elle était parfaitement au courant du niveau de la dette grecque, rien de changé sur le fond.

C'est uniquement un moyen d'accroître la pression sur les différents gouvernements pour qu'ils se plient à la volonté des marchés.

Quand les maîtres du monde se réunissent.

La réunion 2010 du Groupe de Bilderberg aura lieu du 3 au 6 juin à Sitges, une petite station balnéaire à 30 km au sud de Barcelone, dans un palace 5 étoiles avec golf, isolé de la zone touristique, l'hôtel Dolce Sitges.

Comme d'habitude, l'hôtel a été intégralement réservé par les Bilderbergers et sera vidé de ses autres clients avant la réunion, protégée par 2000 policiers, militaires et agents des services secrets. (Pour l'anecdote, Sitges est une station balnéaire gay, très fréquentée par les homos de Barcelone).

En 2009, la réunion avait lieu en Grèce, un pays qui a plongé financièrement dans les mois qui ont suivi. La réunion du Bilderberg sera-t-elle aussi un "baiser de la mort" pour l'Espagne, après la récente dégradation de la note de sa dette?...

D'après les sources internes de Jim Tucker (qui enquête depuis près de 30 ans sur le Bilderberg), les objectifs qui seront débattus par les Bilderbergers sont : 1- Faire chuter le niveau de vie des Européens et des Américains au niveau des pays du tiers-monde ; 2-Prolonger la récession au moins jusqu'en 2011 ; 3- Augmenter les impôts sur le revenu aux Etats-Unis et en Europe, à la fois pour faire baisser les niveaux de vie et pour que les citoyens payent au final la facture de la "crise financière" ; 4- Finir de privatiser les services.

La précédente réunion du Bilderberg en Espagne avait eu lieu en 1989, sur l'île de la Toja, une presqu'île proche de St Jacques de Compostelle.

Liste des invités.

Une liste des invités a commencé à se dupliquer sur le web mais il s'agit de la liste du Bilderberg 2009 en Grèce. Cette liste est immédiatement reconnaissable par le grand nombre de banquiers grecs parmi les invités. Mais des dizaines de sites ont dupliqué la fausse liste sans rien remarquer et sans rien vérifier, comme d'habitude.

La liste 2010 n'est pas encore connue, à l'exception d'une dizaine de personnalités: Marcus Agius, président de la banque Barclays, membre du conseil d'administration de la BBC (marié avec la fille d'Edmund Leopold de Rothschild), Joseph Ackermann, président de la Deutsche Bank, General Jack Keane, ex vice chef d'état major de l'armée américaine, administrateur du conglomérat d'armement General Dynamics, Juan Luis Cebrián, président et co-fondateur du quotidien espagnol El Pais, membre du conseil d'administration du journal Le Monde, Richard Holbrooke: envoyé spécial de Barack Obama en Afghanistan et au Pakistan, Gustavo A Cisneros Rendiles, magnat des médias au Venezuella, l'un des hommes les plus riches du monde, Victor Halberstadt, professeur d'économie à l'université de Leiden (Allemagne), conseiller international de Goldman Sachs, président de l'International Institute of Public Finance, Roger Altman, président et fondateur d'Evercore Partners, l'un des fonds d'investissement les plus actifs dans le monde, Joaquín Almunia, vice-président de la Commission europenne, commissaire européen à la concurrence (précédemment commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires), ex ministre socialiste du travail en Espagne dans le gouvernement de Felipe González, W. Edmund Clark, président de TD Bank Financial Group, Jan H.M. Hommen, président de la banque ING Group, Jyrki Katainen, ministre des finances de Finlande. (source : un internaute sur le site du Figaro.fr le 7 juin, suite à l'article *Regain de tension entre les banques*) Lire aussi les articles du Réseau Voltaire sur le même sujet.

Allemagne.

Le gouvernement allemand a finalisé un programme visant à économiser 80 milliards d'euros d'ici 2014, a annoncé lundi la chancelière Angela Merkel.

Et les prestations sociales seront les premières touchées : l'allocation parentale, qui a pour but de permettre aux parents qui travaillent de rester à la maison, va être réduite pour les hauts salaires et supprimée pour les RMI-stes allemands. Cela devra permettre 500 millions d'économies annuelles. Les fonctionnaires seront 15.000 de moins, et les allocations chômage vont être revues à la baisse, dans le but de pousser les sans-emploi à retrouver du travail.

Le ministre de la Défense doit étudier d'ici l'automne un plan de réduction des effectifs de 40 000 soldats, qui ferait passer l'armée allemande à 210 000 hommes. Le service militaire pourrait lui aussi, par mesure d'économie, disparaître. Mais dans un pays en crise démographique, une autre réforme douloureuse est désormais inévitable : la réforme drastique, très décriée, de l'assurance sociale. «*C'est un travail d'Hercule*», a prévenu Guido Westerwelle, alors que manquent encore 2 milliards par an dans les caisses. (lefigaro.fr 07.06)

Roumanie.

Environ 500 personnes ont manifesté devant le Parlement en Roumanie pour protester contre la cure d'austérité préparée par le gouvernement qui réduiraient les salaires des fonctionnaires d'un quart et les retraites de 15%.

Le gouvernement estime que 125.000 emplois dans le secteur public doivent être supprimés en 2011 pour soulager le budget de l'Etat alors que le pays connaît une récession. La Roumanie compte 1,3 million de fonctionnaires.

Le Premier ministre Emil Boc a précisé que ces mesures, qu'il doit présenter aux députés, sont nécessaires pour permettre au pays de recevoir la prochaine tranche d'un prêt du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne. (AP 07.06)

Inde.

Sept anciens cadres de l'usine de pesticides Union Carbide à Bhopal ont été condamnés à deux ans de prison et à une amende de 100.000 roupies chacun (1.771 euros) lundi, plus de 25 ans après la fuite toxique qui a fait environ 15.000 morts dans cette ville du centre de l'Inde. Ils ont été reconnus coupables de "négligence fatale" dans ce qui reste la pire catastrophe de l'histoire industrielle.

Le 3 décembre 1984, l'usine de pesticides de Union Carbide avait lâché environ 40 tonnes de gaz meurtrier dans l'atmosphère, tuant 4.000 personnes dans les premières heures. Mais le bilan a doublé au bout de quelques jours et encore presque doublé après quelques années, pour s'élever finalement à environ 15.000 morts, selon le gouvernement, presque le double, selon des militants locaux. Ces derniers affirment que le site, fermé après l'accident, n'a pas été nettoyé et reste dangereux pour les bidonvilles installés tout près. (AP 07.06)

Le 9 juin

Pas le temps de causer et il n'y a pas de courant, je reporte à demain ma réponse au camarade étudiant, il m'en excusera.

La véritable nature de classe du Parti de Gauche : derrière Strauss-Kahn !

Lors d'une rencontre hier entre Jean-Luc Mélenchon et Cécile Duflot, Mélenchon a dit que la candidature de Dominique Strauss-Kahn pour le PS, à la présidentielle rendrait «*extrêmement compliqué le rassemblement de la gauche*» au deuxième tour. Duflot juge pour sa part que la candidature de DSK lui «*chiffonnerait le nez*» car il «*assume une politique libérale et préconise une rigueur insupportable*».

Or, mardi, de son côté, Daniel Cohn-Bendit a indiqué sur LCI qu'il n'était «*pas du tout d'accord avec Cécile Duflot*». «*Moi, je crois qu'il y a deux possibilités pour le Parti socialiste : ou Dominique Strauss-Kahn ou Martine Aubry, les deux ont leur légitimité*», a-t-il dit. (lefigaro.fr 08.06)

"*extrêmement compliqué*" ou "*insupportable*" ne veut pas dire impossible, ils ne l'ont pas dit. Mélenchon a donc laissé la porte ouverte à un accord avec le PS, même en présence du candidature du FMI. Bravo monsieur Mélenchon, vous nous facilitez la tâche, on ne peut tomber plus bas.

Retraites.

1- Le gouvernement dévoilera le 15 juin prochain ses propositions sur la réforme des retraites, a annoncé mardi Jean-François Copé, le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale. (Reuters 08.06)

2- Relèvement du taux de cotisation des fonctionnaires, FO ne dirait pas non.

«*C'est un sujet sur lequel le gouvernement avait très envie de bouger*», précise Force Ouvrière (FO). Le troisième syndicat de la fonction publique n'était «*pas complètement fermé*» mais «*ce qui ne va pas c'est que le gouvernement nous a dit qu'il ne compenserait pas la perte des rémunérations*», souligne Anne Baltazar. Au final c'est «*une baisse du salaire des fonctionnaires qui s'annonce*», poursuit-elle. (lefigaro.fr 08.06)

Nous ne doutons pas un seul instant que la prochaine résolution de la direction confédérale de FO sera encore votée à l'unanimité avec les voix des bureaucrates du POI.

3- Précision d'un internaute.

Ce gouvernement ment par omission ! Un fonctionnaire cotise effectivement à 7,85% et le privé à 10,55% (dont 0,10% de sur-cotisation temporaire). Mais ces deux chiffres ne recouvrent pas la même réalité.

Un salarié du privé en maladie ou au chomage ne cotise pas pour la retraite mais ces périodes "*indemnisées*" lui donnent quand même des trimestres. Un fonctionnaire sans emploi n'est pas payé mais n'est pas considéré comme étant en chomage : il est en disponibilité et ces périodes ne lui donnent aucun trimestres. En maladie, il continue de percevoir un salaire plus ou moins diminué selon la durée de la maladie. Comme c'est un salaire, il continue à cotiser 7,85% pour la retraite.

Conclusion : pendant ses 41 ans de carrière, quelque soit sa situation le fonctionnaire cotise 7,85%, alors que dans le salarié du privé cotise 10,55% seulement sur les périodes où il perçoit un salaire, toutes les autres périodes génèrent des trimestres gratuits. La différence entre les deux taux de cotisation s'explique par cette "*assurance*" que se paient les salariés du privé pour financer les accidents au cours de la carrière (chomage/maladie). Vouloir aligner les taux du public et du privé au titre de "*l'équité*" relèvent clairement de la duperie.

Stigmatisation, acharnement, haine farouche contre ceux qui ont l'audace de se rebeller contre l'Etat.

Le président du groupe Union Centriste du Sénat, Nicolas About, a déposé mardi une proposition de loi visant à créer «*un délit de polygamie, d'incitation à la polygamie, avec circonstances aggravantes pour fraude aux aides sociales*».

Du sur-mesure pour le cas Lies Hebbadj, l'homme soupçonné de polygamie par le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux après que sa compagne a été verbalisée pour conduite avec un niqab, et en garde à vue depuis hier lundi à Nantes.

Si le droit français n'a jamais autorisé le mariage avec plusieurs femmes, avant 1993 un arrêt du Conseil d'Etat permettait le regroupement familial pour les ménages polygames. Les lois Pasqua de 1993 ont mis fin à cette jurisprudence en instituant la «décohabitation»: pour être en règle, les épouses secondaires doivent donc divorcer et quitter le foyer.

Une étude de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) parue en 2006 estime en effet qu'il y aurait entre 16 000 et 20 000 familles polygames résidant en France, en situation régulière ou non, soit environ 180 000 personnes (0,28% de la population française) . (libération.fr 08.06)

Mon épouse handicapée, qui est de nationalité française et qui est très souvent absente pendant de longs mois pour raison de santé, m'a proposé à de multiples reprises de prendre une seconde femme (en Inde cela n'a rien de choquant) ou au mimum une maîtresse (c'est plus rare), elle m'a incité à la polygamie, sera-t-elle poursuivie demain par leur justice infâme ? Si en plus je devais m'occuper d'une seconde épouse, je ne saurais plus où j'ai la tête, de toutes manières je n'aurais pas les moyens de l'entretenir et ce serait une souce d'emmerdement en plus, mais bon, je pourrais toujours la faire trimer, je plaisante sur ce dernier point, ce qui précède est vrai par contre.

Quand l'âge d'or du capitalisme coïncide avec sa chute.

Nouveau record pour l'or. L'inquiétude persistante sur les marchés financiers fait monter le cours du précieux métal doré qui s'est établi à 1251,97 dollars l'once dans la matinée. Un niveau jamais atteint jusqu'à présent.

En tout, depuis la faillite de Lehman Brothers en octobre 2008 et l'inquiétude qui a suivi, le cours de l'or s'est envolé de 73%. (Lefigaro.fr 08.06)

Heuliez, suite.

Trois offres de reprise de l'équipementier automobile Heuliez, qui lutte pour sa survie, ont été déposées lundi au tribunal de commerce de Niort, a annoncé mardi le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi. (Reuters 08.06)

La banalisation des travailleurs pauvres.

Le nombre de foyers allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) s'établissait fin mars à plus de 1,7 million, dont plus de 1,3 million qui touchent le "RSA socle" c'est-à-dire l'équivalent de l'ancien RMI ou de l'Allocation de parent isolé (API) sans revenu d'activité complémentaire, selon la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). (AP 08.06)

Hongrie.

Le Premier ministre hongrois a présenté un plan de rigueur qui prévoit d'importantes réductions des dépenses publiques, une révision du système fiscal et une interdiction des prêts immobiliers en devises étrangères.

Parmi les mesures phares décidées par le gouvernement, un prélèvement fixe sur le revenu des ménages de 16% sera mis en place sur les deux prochaines années.

Le gouvernement va tailler dans les dépenses de l'Etat, notamment grâce à un gel des salaires des fonctionnaires qui devrait permettre 15% d'économies sur ce poste. (Reuters 08.06)

Bolivie.

Le président bolivien Evo Morales a été réélu à la tête du principal syndicat des cultivateurs de coca du pays, un mandat qu'il détient depuis plus de 20 ans.

Il a été investi lundi soir comme président des Six fédérations du Tropique de Cochabamba, syndicat qui représente plus de 40.000 cultivateurs. La feuille de coca est utilisée pour fabriquer la cocaïne mais également de manière plus traditionnelle dans les Andes, où elle est mâchée, infusée dans du thé ou employée dans des cérémonies religieuses. (AP 08.06)

Il devait être complètement défoncé quand il avait fait un amalgame entre les mangeurs de poulet aux hormones féminines et l'homosexualité ! Le "*socialisme du XXIe siècle*" à la Morales : les paradis artificiels (de Baudelaire) !

Le 10 juin

Je reporte à nouveau ma réponse au camarade étudiant, on a eu un bon coup de vent hier après-midi plus de la pluie, j'en ai pour plus de trois heures à tout nettoyer et faire quelques réparations de fortune, la galère ! Il est déjà 12h30, j'ai commencé à bosser à 7h pile, je ne suis pas lavé, je n'ai rien de prêt pour déjeuner, je dois aller faire des courses, etc.

Depuis plusieurs jours je ne relis plus ce que j'écris, pas le temps. Plus loin vous lirez un extrait d'un article de L'Express où il est écrit "*Le NPA, quelque soit les conditions*", il fallait écrire quelles que soient les conditions, quel... que s'écrit en deux mots devant un pronom ou un verbe. Cela pour dire qu'à force de tomber sur ce genre de fautes on finit par ne plus savoir écrire, surtout qu'on n'imagine pas que la presse nationale soit tombée si bas, par souci d'économies sans doute.

J'ai regardé hier soir sur TV5Monde Asie un numéro de l'émission *Un oeil sur la planète* consacré à la Chine. J'ai appris que Lafarge livrait aux entreprises chinoises plus de ciment que n'en consomme la France entière. Aujourd'hui les besoins de la Chine représentent déjà 50% de la consommation mondiale de ciment.

Lors de cette émission ils ont égréné la liste pratiquement sans fin des marchandises produites en Chine où elle est déjà le leader mondial, impressionnant ! On a pu voir le train à grande vitesse, l'avion long courrier ou la première centrale nucléaire made in China.

Des patrons affichant un sourire radieux ont expliqué qu'ils avaient utilisé la technologie qui leur avait été livrée clé en main par des entreprises comme Alstom ou Boeing et qu'ils avaient adapté le produit à leurs propres besoins dans la perspective à court terme de rivaliser avec les entreprises internationales du secteur et d'inonder le marché mondial, qu'ils maîtrisaient parfaitement ces technologies.

Ils ont également évoqué la délocalisation des activités les moins rentables vers les régions chinoises où la main d'oeuvre est moins cher qu'aux abords de grandes villes comme Shenzhen ou Shanghaï ou dans d'autres pays de la région comme le Cambodge, le Laos ou le Vietnam. Quant aux entreprises les plus modernes mais non rentables et qui peuvent être restructurées, elles seront reconverties pour produire des marchandises à haute valeur ajoutée. Et l'un de ces patrons de claironner : vous voyez, d'ici les toutes prochaines années la Chine n'aura plus besoin d'importer quoi que ce soit.

Autrement dit, la tendance de la dernière décennie qui a conduit à la crise actuelle du capitalisme, loin de s'atténuer dans les années à venir, va s'amplifier.

Enfin, la crise aura eu raison d'elle !

Pour une majorité de Français, la voiture ne fait plus rêver et n'est plus qu'un moyen de se déplacer, selon une étude organisée par AramisAuto.com, distributeur automobile multimarque et multicanal

Elle montre que pour 71% des personnes interrogées, il s'agit d'un objet qui se banalise, tandis que dans 29% des réponses, la voiture fait encore rêver.

49% des Français interrogés sont attachés à une marque française, contre 51% qui s'y disent peu ou pas du tout attachés. Parmi les premiers, on trouve majoritairement la tranche d'âge de 50 à 64 ans. (Reuters 09.06)

Mon père comme mon ex-beau-père n'ont jamais acheté d'autres bagnoles que des françaises fabriquées on ne sait où, peu importe ils s'en foutent, ils ne sont plus parmi nous aujourd'hui. Un réflexe nationaliste peut-être dans la lignée du "*produisons français*" ou sa conséquence. Si c'était le seul, chaque génération créée ses propres réflexes, modes, conditionnement, parfois en pensant se distinguer ou se démarquer des autres, alors qu'elles reproduisent indéfiniment les mêmes gestes inconscients...

Pourvu qu'il en soit de même un jour de la télévision, et que chacun s'efforce de se forger ses propres convictions sans être complètement conditionné, il y a encore du boulot à faire ! On n'atteindra pas le royaume de la liberté avec des hommes et des femmes enchaînés à leurs illusions contrairement à ce qu'on s'efforce de nous faire croire. En attendant, il nous faut faire avec une population inconsciente, ce n'est pas facile tous les jours évidemment, et là au risque de me faire étriller par les curés de la libre-pensée - Blondel a encore une pleine page (15) dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* , comme dirait Marx, camarades ayez la foi, la foi dans le prolétariat, dans sa capacité à accomplir ses tâches historiques.

Interview de Christian Picquet (ex-tendance droitière du NPA) à L'Express, fondateur de la Gauche Unitaire, membre du Front de gauche.

Ou quand le populisme déclinent ses "*différences*", en trois actes.

1- "*Je suis favorable à un nouveau Front populaire qui tourne le dos aux promesses non tenues par la gauche depuis 1981*", parce que c'est bien connu que le Front populaire ou les partis qui y ont participé ont toujours tenu leurs "promesses", envers qui ? Pardi, envers leur maître, le régime capitaliste qu'ils ont su préserver !

Le Front populaire a frayé la voie à Franco, Hitler, Pétain ou Pinochet notamment, ils en étaient directement le produit, peu importe pour ce philistin, c'est du passé tout cela, les nouvelles générations ignorent comment de tels drames ont pu se produire, trompons-les ouvertement, si cela nous permet de vivre au crochet de la Ve République on n'aura pas tout perdu.

2- "*Pour permettre au Front de gauche de s'installer durablement dans le paysage politique français, nous devons affirmer nos différences vis-à-vis du PS*", pourquoi, parce qu'elles ne seraient pas perceptibles à l'oeil nu, tiens donc, ils ont du boulot sur la planche et il y a de la concurrence sur le banc des opportunistes en tous genres.

3- "*Le NPA, quelque soit les conditions, ne veut pas discuter avec le PS et Europe Ecologie. Il est sorti lui-même du cadre unitaire. Je suis déçu de leur attitude*", il avoue ici que le Front de gauche est à la remorque du PS, qu'ils sont totalement incapables de se positionner indépendamment de ce parti et son acolyte Europe Ecologie. (source : Lexpress.fr 09.06)

Quand Thibault fait une découverte.

A propos du projet du gouvernement sur les retraites : "*Les principales lignes qui inspirent la réflexion du gouvernement qui est en train de rédiger sa loi sont tout à fait à l'opposé de nos attentes, c'est aujourd'hui clair.*" (Reuters 09.06)

Non, qui l'aurait cru, mais au fait, est-ce si vrai que cela ? Quand on examine comment les dirigeants syndicaux s'y sont pris pour faire en sorte qu'il n'y ait aucune mobilisation massive du prolétariat pour s'opposer au projet scélérat du gouvernement au cours des derniers mois et des semaines passées, on est bien obligé d'en conclure qu'ils étaient ses complices depuis le premier jour. Cela aussi est clair comme de l'eau de roche. Quelle est la nature de classe de ces dirigeants syndicaux corrompus, vendus ?

Sondage, suite.

65% des Français se disent mécontents de l'action du chef de l'Etat (+3 points), soit la plus forte proportion enregistrée depuis l'élection présidentielle de 2007, selon un sondage OpinionWay pour Metro-Krief diffusé mercredi. (Reuters 09.06)

Il ne cesse d'être au plus bas... mais il est toujours visible, c'est à peine croyable !

Retraites.

1- Pierre Méhaignerie, le président UMP de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, propose trois "*mesures de justice*", dont le rapprochement des cotisations entre le public et le privé, afin que la réforme des retraites soit bien acceptée en France.

"*J'ai toujours dit que cette réforme, pour qu'elle soit bien acceptée, il fallait qu'elle soit juste*", a déclaré Pierre Méhaignerie dans un entretien à Reuters. (Reuters 09.06)

2- "*Ce que demandent notamment nos militants, c'est qu'il y ait un vrai signal en termes de convergence public-privé*", a déclaré mercredi à Reuters le député UMP Yves Bur, rapporteur du budget de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale.

"*Ce signal sera donné sur la cotisation des fonctionnaires. Il faut aller vers l'égalité (avec les taux du secteur privé) mais il faut le faire progressivement*" et sans compensation salariales, a-t-il ajouté.

"*Personne ne nous oblige à fixer un âge*", glisse Yves Bur. "*Ouvrons la voie : l'espérance de vie augmente d'un trimestre par an, reculons d'un trimestre par an l'âge légal. En 2022, on sera à 63 ans. 2022 est une année d'élection présidentielle. On verra alors si on continue ou pas*" (Reuters 09.06)

3- «*L'impopularité de l'exécutif l'oblige à avoir une stratégie en pointillés pour éviter une explosions sociale ou un désaveu dans l'opinion alors que le président de la République est déjà au plus bas dans les sondages*», résume ainsi François Miquet-Marty, directeur associé de Vivavoice. (20minutes.fr 09.06)

4- En venant déposer sous la pluie ses 214.188 pétitions au ministère du Travail, Bernard Thibault faisait grise mine.

"*Il y a une écoute, ça ne veut pas dire qu'il y ait prise en compte. Au contraire*", a dit le secrétaire général de la CGT.

"*Tout arrive par petits bouts*", constate pour sa part Eric Aubin, chargé des retraites à la CGT. "*La méthode constatée depuis quelques semaines c'est d'alimenter chaque jour un peu plus ce que sera le projet de loi.*"

Pour lui, la consultation des partenaires sociaux n'est pour le gouvernement qu'une astuce de communication.

"*Nous ne sommes pas dans (une) posture de négociation de contreparties à une réforme que nous combattons*", a dit le secrétaire général de la CFDT François Chérèque lors du congrès de son organisation à Tours. (Reuters 09.06)

Y a pas de fric !

1- L'Etat, qui a besoin de remplir ses caisses, va vendre 1 700 biens immobiliers d'ici 2013. C'est le blog Contes publics du Monde.fr qui nous le signale.

Le blog rappelle par ailleurs que : « *Depuis 2005, les ventes immobilières par l'Etat ont représenté "plus de 3 milliards d'euros" dont la contribution au désendettement a représenté 427 millions d'euros.* » (Eco89 09.06)

2- Christine Boutin, présidente du Parti Chrétien-Démocrate (PCD, allié à l'UMP), perçoit 9.500 euros mensuels depuis avril pour une mission sur la mondialisation confiée par l'Elysée, révèle Le Canard enchaîné à paraître mercredi. Chiffre l'ex ministre a confirmé à l'AFP.

Elle dispose également d'une «voiture avec chauffeur», des «bureaux dans le XVe arrondissement de Paris» et un «secrétariat particulier», d'après le Canard enchaîné.

Deux indemnités mensuelles en plus

Christine Boutin est en effet une ancienne députée (1986-2007) et elle est toujours conseillère générale UMP des Yvelines, ce qui représente deux indemnités de plus par mois: jusqu'à 6.000 euros pour la retraite parlementaire et 2.605 euros brut du Conseil général des Yvelines, a calculé lemonde.fr. Au total, la présidente du parti chrétien-démocrate (PCD) devrait donc toucher un salaire proche de 18.000 euros mensuels.(libération.fr et 20minutes.fr 09.06)

3- Il n'y a pas que les schémas de jeu qui alimentent les discussions entre les joueurs présents au Mondial et leur encadrement. La fixation des primes aussi cristallise les débats.

Les Espagnols ont fait fort avec quelque 600.000 euros promis à chacun en cas de victoire finale, si l'Espagne triomphe le 11 juillet, une enveloppe de 14 millions d'euros sera allouée à l'ensemble des joueurs et au staff technique.

Les Bleus de Raymond Domenech ne sont pas mal lotis non plus: 300.000 euros pour grimper sur le toit du monde, 150.000 pour une place en demi-finale et 100.000 pour accéder aux quarts.

Parmi les équipes candidates déclarées au titre, le Brésil, l'Argentine, l'Angleterre et l'Italie se situent différemment sur l'échelle des primes. Les joueurs emmenés par Diego Maradona pointent en tête (500.000 euros promis en cas de victoire), devant les Britanniques (470.000), les Transalpins (240.000) et les Brésiliens (180.000 environ). (lefigaro.fr 09.06)

Je vous souhaite, chers camarades, que les "*Bleus*" soient rapidement éliminés, sinon vous n'avez pas fini d'en entendre parler...

Le bras d'honneur des dirigeants de Caterpillar aux ouvriers qu'ils ont licenciés.

Caterpillar annonce une hausse de 5% par action de son dividende trimestriel.

"*Au cours de la crise économique mondiale de 2009, Caterpillar a maintenu son taux de dividende, tout en renforçant le bilan de l'entreprise et en améliorant les flux de trésorerie. Maintenant, nous sommes heureux de récompenser les actionnaires avec une croissance du dividende, ce qui souligne la portée mondiale de Caterpillar et la force de notre modèle d'affaires*", déclare dans un communiqué le patron de Caterpillar, Jim Owens.

Caterpillar a payé un dividende en espèces chaque année depuis que la société a été créée en 1925, et le montant du dividende en espèces a presque triplé depuis 1998. (boursier.com 09.06)

Après le FMI, l'OCDE et l'UE, c'est au tour de la Banque mondiale d'enfoncer le clou...

La Banque mondiale déclare qu'une rechute en récession n'est pas exclue pour certains pays si les investisseurs se mettent à douter des mesures en Europe et ailleurs pour remettre de l'ordre dans les finances publiques.

Dans ses Perspectives économiques mondiales pour 2010, la Banque mondiale note qu'un ralentissement de la croissance dans les pays développés va limiter le nombre de débouchés pour les produits fabriqués dans les pays en voie de développement et, partant, se traduire par une baisse des investissements.

A ce stade, les craintes de voir les difficultés grecques se propager à d'autres pays très endettés, tels le Portugal et l'Espagne, n'a pas pesé sur l'activité économique dans les pays en voie de développement, poursuit la Banque mondiale.

"*Si les marchés commencent à remettre en cause la crédibilité des efforts pour résorber les dettes, alors la croissance mondiale pourrait être mise en danger et une rechute en récession n'est pas exclure*", poursuit l'établissement dans son rapport.

La Banque mondiale plaide pour une consolidation budgétaire de grande ampleur dans les pays développés, en notant que si l'endettement des Etats continuait à augmenter, le coût de crédit serait de plus en plus élevé. (Usinenouvelle.com et Reuters 09.06)

Iran.

Pour la quatrième fois depuis 2006, le Conseil de sécurité de l'Onu a infligé mercredi une série de sanctions à l'Iran en raison de son programme nucléaire jugé suspect par les Occidentaux.

La résolution a été approuvée par 12 voix pour, deux contre et une abstention, soit le plus faible soutien enregistré à une mesure du Conseil de sécurité visant Téhéran.

Le Brésil et la Turquie, membres temporaires du Conseil qui ont oeuvré à une médiation dans ce contentieux, se sont opposés aux sanctions, tandis que le Liban s'est abstenu.

"*Nous allons nous assurer que ces sanctions soient appliquées avec vigueur*", a dit le président Obama, souhaitant adresser un message sans ambigüité aux autorités iraniennes.

Les autorités iraniennes qui ont réagi très vivement à ces nouvelles sanctions, estimant qu'elles étaient une "*erreur*" et ne faisaient que compliquer la situation.

Le président Mahmoud Ahmadinejad a jugé la nouvelle résolution de l'Onu "*sans valeur*", ajoutant qu'elle pouvait être mise à la poubelle "*comme un mouchoir usagé*". (Reuters 09.06)

Le 11 juin

J'ai rectifié l'erreur de mise en page d'hier. On reviendra demain sur les grèves et manifestations en Europe, la situation en Chine, et ma réponse au camarade sans doute dans l'après-midi. On a eu un gros orage hier soir et une partie de la nuit, plus de courant évidemment, plus de télé et plus de téléphone pour tout arranger, donc plus Internet, ce matin tout est rentré dans l'ordre mais je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit.

Il est déjà 13h45 et je vais casser la croûte, je vous reparlerai du site plus tard que je souhaiterais plus populaire, tout du moins dans le niveau de langue employé, plus proche des jeunes militants et des militants ouvriers ou employés, les bataillons de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Bon week-end à tous en attendant, profitez-en pour m'envoyer un petit mot, après tout je vous écris tous les jours !

Tiens pendant que j'y pense, si l'un d'entre vous pouvait m'envoyer une copie d'un dictionnaire (un CD-Rom avec les numéros d'identification), si possible encyclopédique, que je pourrais télécharger dans le disque dur, ainsi je pourrais corriger plus rapidement mes articles, actuellement j'utilise un petit dictionnaire électronique Larousse, mais l'écran est si petit que je n'y vois rien, je dois changer de lunettes à chaque fois et il est fort incomplet, voilà qui explique je ne corrige plus ou très peu. Je m'engage à ne pas l'actualiser par Internet, j'ai l'habitude, je n'ai acheté aucun logiciel sauf XP, merci d'avance.

La décomposition du syndicalisme et du mouvement ouvrier se poursuit.

1- Le gouvernement peut être en partie rassuré, comme prévu le congrès de la CFDT a donné son "*feu vert à un éventuel allongement de la durée de cotisation pour la retraite*" (Le Monde). Les médias aux ordres cachent mal leur satisfaction : "*Au sein de la direction, on se disait "soulagé*" (Le Monde), "*Soulagement pour le patron de la CFDT*" (L'Express)... et au Palais sans aucun doute !

Il y en a qui ne manqueront pas de mettre l'accent sur les 58, 9% seulement des délégués qui se sont prononcés pour l'allongement de la durée de cotisation, certes, mais en attendant Chérèque a été réélu par 95,32% des voix exprimées au bureau national, à la direction de la CFDT, et le rapport d'activité de la direction a été approuvé par 86,8% des délégués, ce qui atténuera leur enthousiame qui n'a franchement pas lieu d'être, on ne va pas se raconter d'histoires.

Finalement sans l'avouer, le mouvement ouvrier et le prolétariat aujourd'hui sont à l'image de la CFDT : totalement subordonnés au capitalisme, un peu moins envers ses institutions de la part du prolétariat, après avoir été complètement gangrenés par le réformisme. Voilà la réalité que tout le monde connaît mais que personne ne tient à regarder en face, encore moins en tenir compte ou seulement pour mieux rendre compatible leur combat dans les limites du capitalisme, les besoins ou aspirations des travailleurs étant bradés ou rabaissés quand ils osent encore les exprimer, à ce qui peut être acceptable pour le régime.

Vous aurez remarqué qu'au cours des discussions sur les retraites qui concluent une vie de dure labeur, pas un n'a relevé qu'au temps de travail il fallait ajouter le temps de transport qui n'a fait que croître au fil des décennies et qui ne rentre pas en compte dans la fatique

quotidienne de chaque travailleur, sans parler du coût, qui de fait annule dans bien des cas les effets positifs de la réduction du temps de travail.

Que peut-on espérer de mieux avec des syndicats financés par l'Etat, des syndicats complètement corrompus, achetés, des syndicats qui participent à une multitudes d'organismes au côté du gouvernement et du patronat depuis plus de 60 ans ? N'avez-vous pas remarqué qu'à chaque fois qu'une mobilisation s'est terminée par des acquis nouveaux pour la classe ouvrière (36, 47, 68 notamment, 81-82 en prime, lois Auroux), les syndicats avaient négocié leur part avec les gouvernements ? Combien de soi-disant avancées sociales dans les entreprises, intitulées modestement les nouveaux droits des salariés, se sont soldées en réalité par une emprise encore plus importante des appareils sur le mouvement ouvrier, par une subordination croissante du prolétariat au capitalisme ?

La situation actuelle du mouvement ouvrier et du prolétariat n'est que le produit de la collaboration de classes à tous les niveaux, du délégué du personnel au dirigeant syndical en passant par le délégué du comité d'entreprise et le délégué syndical incapable d'éduquer les masses dans la tradition du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle. Ceux-ci militant pour une bonne partie d'entre eux dans les partis dits ouvriers, ils reproduisent sur le plan politique la collaboration de classes qu'ils appliquent sur leur lieu de travail quotidiennement et le tableau est complet.

2- Interview de Patrick Braouezec, chef de file des refondateurs du PCF.

Pour les staliniens, les néo staliniens ou post-staliniens social-libéraux, l'urgence c'est de survivre (en tant qu'élus) à tout prix, il n'est même pas nécessaire d'en faire la démonstration, ils la font eux-mêmes.

Leur parti ayant perdu toute crédibilité auprès des travailleurs à cause de sa politique de division et de soutien au régime (pour être bref), ne pouvant et ne souhaitant pas le reconnaître, ils accusent cette forme de regroupement des travailleurs, le parti, d'être finalement dépassée et responsable de leurs déboires. En vérité ils en sont les fossoyeurs.

Extraits d'un article de Libération.fr d'hier.

"*Pour les 200 responsables du PCF démissionnaires pas question de resigner pour un parti dont tous considèrent la «forme dépassée». Nombre de démissionnaires vont rejoindre la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), association dont les rénovateurs sont déjà membres aux côtés de Clémentine Autain et les Alternatifs, et comptent lancer des «Etats généraux de la transformation sociale et écologique».*"

Il s'agit de dilluer les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière pour les faire disparaître, de faire en sorte que son sort dépende toujours plus des besoins des capitalistes. L'opération consiste donc à nier l'indépendance de classe du prolétariat, à lui interdire toute expression propre pour défendre ses intérêts légitimes, elle s'inscrit dans l'objectif que ce sont donnés tous les gouvernements sous la Ve République depuis 1958.

Il s'agit pour eux de "*jouer à égalité avec d'autres forces politiques, y compris avec des mouvements sociaux*", de fondre toutes les classes dans le même moule en quelque sorte, avec en toile de fond la société civile, l'intérêt général, etc., partant du fait ou du constat que les "*mouvements sociaux*" (associations, Ong) n'ont pas été conçus à la base sur une conscience de classe indépendante de la bourgeoisie, par conséquence ils ne peuvent que s'aligner sur les intérêts de la classe dominante.

Pour continuer d'exister, ils sont prêts à tout comme je l'indiquais plus haut.

Extraits d'un article du Monde.fr d'hier.

Par exemple, cela ne les gênerait pas trop de s'embarquer dans une aventure avec Cohn-Bendit et Strauss-Kahn.

"*Il y a dans certains propos de Daniel Cohn-Bendit, pour n'en citer qu'un, des contenus qui sont très proches des contenus d'un libéral de droite*", "*très proche*", alors qu'ils sont ouvertement réactionnaires !

Il répond plus loin à une autre question :

Q- "*Quels sont les objectifs et le contenu du programme d'Europe Écologie qui ne vous plaisent pas ?*

R- *Pour être très clair et très direct, ce sont ses appels du pied au MoDem, au centre, à tout ce qui aujourd'hui n'est pas dans une démarche de rupture avec le libéralisme*", pas avec le capitalisme évidemment.

Leur méthode consiste à faire croire que le libéralisme ne serait pas le produit ou la conséquence naturelle du capitalisme à un certain stade de son développement à l'échelle mondiale, à l'isoler du capitalisme en le traitant comme une abstraction, une verrue qui serait venue un jour se greffer sur le capitalisme et qu'il suffirait d'extraire pour vivre dans un monde meilleur... toujours en régime capitaliste notez bien, qu'il y

aurait un bon et un mauvais capitalisme et que leur coeur balance pour le premier, au nom du communisme assurément. On a bien compris qu'ils doivent se démarquer du libéralisme qu'incarnent les mauvais capitalistes, mais pour quoi au fait ? Pardi, pour sauver les apparences pendant qu'ils continuent de soutenir le régime et la boucle est bouclée !

Q- "*Si DSK était le candidat de la gauche, le soutiendriez vous ?*

R- *(...) Il n'est pas question pour moi aujourd'hui (...) de me prononcer pour telle ou telle candidature*", il ne dit pas non, il se dérobe, car en plus ce sont des couards !

Il poursuit sa réponse : "*Travaillons sur un projet de gauche de gauche, dans un premier temps, travaillons avec le Parti socialiste pour qu'au deuxième tour nous puissions partager un programme qui pourrait faire échec à Sarkozy. Et voyons, ensuite, qui peut incarner le projet de gauche de gauche et le projet socialiste qui pourra être à même de faire converger au deuxième tour ces deux projets.*"

Traduisons, nous voulons travailler à un "*projet de gauche de gauche*" qui sera compatible avec le programme du PS calqué sur celui de l'UMP. Il s'agit donc pour eux d'aller plus loin encore dans le reniement de la direction actuelle du PCF à toute référence aux intérêts distincts de la classe ouvrière, en fait, ils lui reprochent de ne pas être suffisamment droitière, de ne pas suffisamment soutenir le régime, ce à quoi s'applique sans faille le PS depuis sa fondation et de plus en plus ouvertement, crise du capitalisme oblige.

Le PCF remplit un rôle spécifique dans les rapports entre les classes, il continue d'entretenir l'illusion qu'il serait un parti communiste pour détourner les travailleurs qui aspireraient au socialisme des autres partis comme le POI, le NPA ou LO. C'est un parti contre-révolutionnaire qui a pour principal objectif de faire barrage à la construction d'un véritable parti communiste, tout en continuant à se réclamer du communisme en le piétinant pour en dégoûter les ouvriers. Tous les partis ou regroupements politiques issus du PCF remplissent le même rôle, rôle que le PCF a de plus en plus de mal à tenir.

Une autre question relative au même sujet avec une réponse plus argumentée.

Q- "*Les gens qui ont quitté le PCF ont mis en avant que le parti était une forme d'organisation politique archaïque. Je trouve cet argument un peu court. En quoi la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) que vous pourriez rejoindre peut-elle être une meilleure organisation politique que le parti ?*

R- *Vous avez raison, il faudra en faire la démonstration. Je ne suis pas certain que ce soit aujourd'hui une organisation plus performante. Je pense réellement que nous sommes en période de décomposition des organisations politiques traditionnelles, qui touche toutes les familles politiques, et que la question de la recomposition se pose à tout le monde.*

Il est moins simple d'inventer de nouvelles formes d'organisation que de continuer dans des formes dépassées. Mais c'est pourtant le défi que je souhaite relever. Le fossé est tel entre les institutions politiques et les couches populaires et bien au-delà, que ne pas se poser cette question de l'adéquation des organisations politiques n'a, à mes yeux, aucun sens.

Il est bon de rappeler que, lors des deux derniers scrutins, dans les quartiers les plus populaires d'Ile-de-France ou de la région Rhône-Alpes, pas un électeur sur cinq ne s'est déplacé. Sans compter ceux qui ont voté blanc ou nul ou ceux qui ont définitivement décidé de ne pas s'inscrire sur les listes électorales.

C'est la démocratie représentative qui est en jeu. "

Vous aurez noté au passage qu'il avoue ne pas savoir si cette "*organisation*" sera finalement "*plus performante*" qu'un parti, à la limite il s'en fout complètement, comme tous ces bureaucrates pourris que les institutions recyclent ensuite généreusement pour service rendu à la nation, entendez par là à la classe dominante au pouvoir.

Il dit clairement en évoquant le taux d'abstention de la classe ouvrière aux dernières élections, que leur objet véritable objectif est de faire en sorte que le prolétariat ne rompe pas avec les "*les institutions politiques*", la Ve République, c'est leur hantise, ce sont des serviteurs zélés du régime et rien de plus. Qu'ils ne s'inquiètent pas inutilement, tous les partis et leurs satellites refusent en coeur de se pencher sur les institutions de la Ve République...

Pour finir, comme au PS, au PG et dans tous les partis institutionnels inféodés au capitalisme et aux institutions, on a à faire à de vulgaires chasseurs de postes et de prébendes.

Q- "*Si vous aviez été désigné tête de liste aux élections régionales en Ile-de-France, auriez-vous quitté le PCF? Sincèrement...*

R- *Sincèrement, je ne sais pas.*" Tout est dit.

Inspecteur la bavure.

L'Inspection générale des services a été saisie après une plainte pour des violences policières qui auraient été commises entre Montreuil et Bobigny à l'encontre d'un mineur de 16 ans, confirmant une information de RTL. Les faits se seraient déroulés entre 1 h 20 et 2 h 15 le 30 mai. Trois policiers pourraient être impliqués.

Une incapacité totale de travail de sept jours a été prescrite au jeune. L'enquête en cours devra déterminer la réalité des faits et le rôle de chacun des policiers dans cette affaire. Selon RTL, les trois policiers avaient arrêté à Montreuil un jeune de 16 ans soupçonné de leur avoir fait un doigt d'honneur. Au lieu de le conduire au commissariat, ils l'ont conduit sur un terrain vague, avant de le passer à tabac et de l'abandonner sur place. (lemonde.fr 10.06)

L'Assemblée nationale aux mains des banquiers.

1- L'Assemblée nationale a rejeté l'amendement anti-spéculation, qui avait l'avis favorable de la commission des Finances, mais l'avis défavorable du gouvernement craignant un «*cavalier seul*» de la France, jeudi, lors de l'examen du texte «*régulation bancaire et financière*».

Christine Lagarde a émis un avis défavorable, craignant que la France ne fasse «*cavalier seul*»: «*Il faut que nous restions sur cette logique européeenne, dans un contexte franco-allemand, et avec le souci des volatilités considérables qui risquent de se produire si l'on s'amuse à faire du cavalier seul fût-ce après les annonces qui ont été faites par l'Allemagne en mai*».

Une source gouvernementale française, citée par l'Agence France-Presse (AFP), relativise le contenu de la lettre commune franco-allemande réclamant l'accélération des travaux de la Commission européenne sur ces instruments financiers. : "*Notre orientation n'est toujours pas de promouvoir l'interdiction dans tous les cas de figure. D'ailleurs il n'y aurait probablement pas d'unanimité européenne pour l'approuver*", "*mais nous sommes ouverts à des mesures intermédiaires et conditionnelles coordonnées au niveau européen*".

Beaucoup d'économistes émettent des doutes sur l'efficacité potentielle d'une interdiction pure et simple. "*L'observation de ce qui se passe sur les marchés n'indique pas du tout que les ventes à découvert augmentent la volatilité. Au contraire, ce qui l'augmente, c'est le manque de liquidité, l'incertitude sur les prix et le sentiment que le marché ne fonctionne pas bien*", souligne Nicolas Véron, économiste au laboratoire d'idées européen Bruegel.

Gunther Capelle-Blancard, professeur à la Sorbonne, partage le même point de vue : "*On n'a pas de preuve formelle concernant l'impact des ventes à découvert sur la volatilité des marchés.*" "*Une interdiction*" serait "*avant tout symbolique*", car "*il y a beaucoup d'autres possibilités pour spéculer à la baisse*". Pour que la mesure soit efficace, une interdiction des ventes à découvert doit être "*adoptée au niveau du G20*", considère pour sa part Jean-François Robin, stratégiste obligataire chez Natixis, pour qui "*c'est plutôt ce qui se passe à Londres et à New York, voire en Asie*" qui peut "*jouer sur la volatilité des marchés*". (20minutes.fr et Lepoint.fr 10.06)

2- Les députés français ont renoncé à plafonner le montant des commissions payées par les commerçants lors des paiements par carte bancaire, une idée qui avait suscité beaucoup d'émoi dans le secteur des banques.

"*Cette commission soumet les commerçants et les consommateurs à une double facturation puisqu'ils payent tous deux l'utilisation du système de carte bancaire à plusieurs reprises*", expliquait Richard Mallié (UMP) dans l'exposé des motifs de son amendement.

Cette commission varie entre 0,4 à 1,8% de la transaction et rapporte aux banques de 2 à 3 milliards d'euros par an, pour 58,2 millions de cartes bancaires en circulation en France représentant près de 42% des paiements de détail, selon la commission des Finances. (Reuters 10.06)

Vers une hausse de la CSG et de nouvelles coupes sombres dans les dépenses de santé.

Le député UMP, rapporteur du projet de loi de Finances de la sécurité sociale, répond aux questions de 20minutes.fr.

Pourquoi sommes-nous incapable de réduire le déficit de la Sécurité sociale depuis vingt ans?

Nous avions réussi à contrôler l'accélération du déficit de l'assurance-maladie. Mais la crise a profondément déstabilisé les finances sociales. Le déficit du régime général de la Sécu est passé de 10,2 milliards d'euros en 2008 à 26,8 milliards d'euros, selon les dernières estimations pour 2010. Les recettes ont fait une chute vertigineuse tandis que les dépenses ont continué à augmenter.

Mais le déficit ne continuait-il pas déjà de se creuser avant 2008?

La crise a accéléré le déficit mais elle n'est évidemment pas la seule responsable. Le trou de la Sécu est avant tout structurel: depuis des années, nos recettes ne sont pas adaptées à nos besoins et nos dépenses augmentent trop vite. Le retour de la croissance ne résoudra donc qu'une partie du problème.

Que faut-il faire alors pour enrayer cette spirale des déficits?

Il faut avoir des objectifs pluriannuels pour arrêter de financer la dépense sociale par la dette. Nous devons d'abord aller au bout de la réforme des retraites. Et nous ne pourrons pas échapper à une hausse des cotisations et des recettes. Il faudra passer par une augmentation de la CSG, un élargissement de l'assiette de prélèvements et aussi une remise en cause des niches sociales. La France doit ensuite réduire ses dépenses. Les professionnels de santé doivent faire la juste prescription de ce qui est nécessaire pour soigner les malades. Mais nous ne pouvons plus financer tout et n'importe quoi en matière de santé. Nous devons donc tout revisiter et y aller de manière brutale car nous n'avons plus le choix. (20minutes.fr 10.06)

Etats-Unis.

Le déficit commercial américain s'est creusé en avril à 40,29 milliards de dollars, au plus haut depuis décembre 2008, montrent les statistiques du département du Commerce. (Reuters 10.06)

Le 13 juin

Le lundi succédant au dimanche les agence de presse sont avares d'infos le lundi, du coup le lundi pourrait bien devenir mon jour de repos ou plutôt pour vaquer à mes propres affaires. Entre nous, ce n'est pas trois courriels et deux contributions qui m'encourageront à continuer le site au-delà du mois de juin, à vous de voir... Ma réponse au camarade étudiant arrive, elle fait déjà neuf pages. Pas le temps de parler de la situation. Bon dimanche à tous.

Difficile d'analyser la situation au Kirghizstan.

Il se peut que Kourmanbek Bakiev, le président déchu et soutenu apparemment par Moscou, se serve de la détresse dans laquelle se trouve plongée une grande partie de la population pour orchestrer la chasse aux ouzbèkes, afin de mettre en difficulté le nouveau pouvoir à la solde de Washington à deux semaines du référendum qui doit se tenir sur la nouvelle Constitution.

Ils en ont forcément une bonne opinion...

84% des Français estiment qu'une baisse du salaire des ministres serait "*plutôt une bonne chose*" en cette période de crise économique, indique un sondage de l'Ifop à paraître dans Sud-Ouest Dimanche. (Reuters 12.06)

Retraites.

"*Ce qui va nous guider, ce qui nous guide depuis plusieurs mois que nous préparons cette réforme, c'est la vérité, c'est l'équité, c'est la justice et c'est la progressivité*", a souligné François Fillon lors d'un discours à Paris, salle Gaveau, devant de nouveaux adhérents de l'UMP.

Selon lui "*la vérité, elle est implacablement liée aux défis démographiques que nous devons relever...*".

"*Il serait lâche de notre part de dire aux Français que leur retraite pourrait être assurée sans prolonger la durée d'activité et sans toucher à l'âge légal et au symbole des 60 ans*", a-t-il ajouté.

Le gouvernement champion en matière de vérité, équité et justice, voilà un discours qui fera hausser les épaules de la majorité des travailleurs qui ont bien compris que Sarkozy et son gouvernement dirigeait le pays pour le compte de la Bourse, des banquiers et de leurs amis milliardaires. A ne pas confondre avec le fait qu'ils ne savent pas quel gouvernement pourrait appliquer une politique conforme à leurs intérêts ni comment.

Tiens cela tombe à pic pour savoir ce que valent les arguments du gouvernement, on vient d'apprendre qu'en Allemagne, selon un nouveau sondage Infratest dimap, 79% des personnes contactées estiment que le plan d'économies n'est pas équitable socialement (Reuters 12.06)

Bien sûr que pas un ouvrier n'a envie de travailler plus longtemps, de cotiser davantage pour percevoir une retraite au rabais, cela dit, de nombreux travailleurs semblent résignés à accepter la régression sociale comme une épreuve inévitable. Qu'ils soient gagnés par le fatalisme provient du fait qu'ils estiment qu'il est impossible dans la situation actuelle de faire entendre leur voix ou qu'aucun parti à leur yeux ne mérite leur confiance ou encore qu'il n'existe aucune issue politique cohérente et crédible à la crise du capitalisme. Pourquoi en sommes-nous arrivés à cette situation ?

On a là sous les yeux, pas seulement la conséquence du refus du PS et du PCF d'engager le combat contre le gouvernement, ce facteur étant somme toute secondaire pour les travailleurs qui n'ont aucune confiance dans ces partis, contrairement au POI qui s'acharne à vouloir démontrer le contraire, les sauver et les présenter (potentiellement) comme de véritables partis ouvriers, mais bien l'expression de l'absence

tragique d'un véritable parti communiste ancré dans toutes les couches du prolétariat capable d'incarner leurs besoins et dans lequel il se reconnaîtrait, sans qu'il soit nécessaire de préciser que cela ne signifie pas pour autant que les travailleurs en auraient conscience.Le facteur principal qui permet de caractériser la situation à laquelle sont confrontés les travailleurs, ce n'est pas la défection des partis traditionnels dits ouvriers dont ils n'ont rien à attendre, mais bien plutôt l'absence cruelle du parti.

On ne peut faire cette analyse qu'à partir du moment où l'on subordonne sa politique à cet objectif (la construction du parti) dans la perspective du combat pour renverser le régime.

Dans le cas contraire, on se contentera du refrain qu'on entend depuis un demi-siècle, qui consiste à s'en remettre au bon vouloir des appareils du PS et du PCF à travers des appels au front unique. Pire encore, à vouloir leur faire jouer un rôle en contradiction avec les intentions réelles de leurs dirigeants, dans l'hypothèse où ces partis répondaient favorablement à ces appels, on s'efforcera de faire en sorte qu'ils sortent renforcés de cette épreuve de façon à pouvoir continuer de plus belle à collaborer avec le gouvernement contre le prolétariat, ils seront finalement les seuls à tirer profit de la situation, ce qui explique que ce jeu sordide dure depuis si longtemps et que ces partis existent toujours et puissent tenir toujours le même discours trompeur en direction des travailleurs ; on ne peut pas remettre en selle en permanence ces partis avec les illusions qui les accompagnent et en construire un autre à côté, cela fait un demi-siècle qu'on en fait la démonstration sans que nos dirigeants n'aient été capables d'en tirer la moindre leçon.

Dit autrement en allant plus loin.

En s'en remettant au PS et au PCF notamment, car c'est ainsi et pas autrement que les travailleurs interprètent ces appels en leur direction, que fait-on ? On dit ceci aux masses : voilà, votre sort est suspendu à ces partis, c'est ainsi, point. Mais comme dans leur fort intérieur les travailleurs savent depuis longtemps qu'ils sont totalement incapables de leur proposer une politique qui correspondrait à leurs besoins, en admettant qu'ils pourraient encore se saisir de ces partis pour se mobiliser à défaut de mieux, la question n'étant pas de le nier, c'est un fait avéré dans le passé, en admettant également qu'à l'issue d'une mobilisation massive le gouvernement recule, non seulement cette victoire profiterait à ces partis qui s'empresseraient de la revendiquer, pire, les travailleurs ne pourraient même pas s'en saisir comme point d'appui pour poursuivre le combat contre le gouvernement dans le but de l'abattre puisque leur combat n'aura été mené que dans le but de satisfaire une revendication immédiate sans contenu politique et surtout sans être relié à une perspective politique, à moins de croire que le prolétariat pourrait spontanément et par ses propres moyens emprunter le chemin du socialisme, laissons cela aux rêveurs ou aux charlatans.

En quelques lignes j'ai résumé la politique opportuniste menée par les dirigeants se réclamant du trotskisme depuis 1945 qui a conduit à l'impasse actuelle dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier et le prolétariat.

La décomposition du capitalisme entraîne celle de toutes les classes de la société ainsi que leurs partis.

Les partis traditionnels dits ouvriers sont évidemment confrontés à cette décomposition qui les poussent à monter au créneau pour sauver le régime. Ces partis ancrés au char du capitalisme et voués à connaître le même destin à terme, que fait-on en voulant les sauver de cette décomposition inévitable, sinon s'acharner à sauver le capitalisme lui-même, ce qui se traduit concrètement par assurer sa survie. Les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas ne sert qu'à masquer cette capitulation et entraîner le prolétariat à connaître le même sort. Dès lors on comprend également que le régime n'ait pas intérêt à voir disparaître ces partis qu'il soutient à bout de bras.

Le rôle de ces partis dans la collaboration de classes.

Pour que collaboration de classes il y ait, comme dans toute confrontation il faut être au moins deux, il faut donc qu'au moins deux parties aux intérêts théoriquement contradictoires existent et puissent s'affronter, etc. Si maintenant l'une des parties en présence venait à faire défaut ou disparaîtrait, la collaboration de classes ne pourrait pas se poursuivre, elle cesserait aussitôt et le pouvoir serait contraint à l'isolement. C'est pour éviter cette situation qu'il est essentiel pour le pouvoir de continuer à présenter ces partis comme des représentants des travailleurs pour qu'il continue d'exister. Finalement, favoriser la survie de ces partis revient à soutenir le régime.

Maintenant, on pourrait nous rétorquer que le front unique se justifie dans la mesure où il aurait pour objet d'isoler le gouvernement.

Cet argument ne tient pas la route car on ne procède pas par abstraction, cet isolement n'est qu'un élément de la situation, il faut l'analyser en tenant compte de la nature du PS et du PCF, nous ne sommes pas en présence de partis qui seraient capables ou auraient un jour la volonté de rompre avec le capitalisme et les institutions, c'est la raison pour laquelle j'ai précisé volontairement dans le paragraphe précédent que pour que la collaboration de classes puisse avoir lieu, il fallait qu'on soit en présence d'au moins deux parties aux intérêts théoriquement contradictoires, théoriquement suffit à cet exercice, tandis que dans la pratique les deux parties en présence défendent fondamentalement les mêmes intérêts, seul les fais nous importe, du coup le gouvernement n'aurait rien à craindre de la situation issue de son isolement puisque le PS et le PCF s'emploieraient à palier par tous les moyens cet inconvénient passager, en organisant la division dans leurs rangs par exemple ou en faisant en sorte que la mobilisation ne prenne pas un caractère politique tourné contre le gouvernement ou les institutions.

On peut se fier aux apparences ou s'en tenir à des déclarations et interpréter autrement la situation née de la rupture de la collaboration de classes, alors qu'en réalité cette collaboration n'a jamais vraiment cessé. D'où par exemple les désillusions de nombreux militants au lendemain de mobilisations massives (printemps 2009), qui s'étaient laissés aller à imaginer que les dirigeants syndicaux passeraient à la

vitesse supérieure, au contraire, ils ont repris aussitôt le train-train de la collaboration de classe avec le gouvernement qu'ils n'avaient jamais abandonnée. Ces militants n'avaient tout simplement pas compris que les dirigeants syndicaux pouvaient parfaitement s'accommoder du front unique, du moment qu'il ne remettait pas en cause l'existence du régime, du fait qu'une fois le front unique réalisé ce sont eux qui en assumeraient le contrôle et décideraient dans quelle direction il serait orienté, ainsi qu'à quel moment ils y mettraient fin. Cela leur était d'autant plus facile que le prolétariat n'avait pas été capable de créer ses propres organismes politiques indépendant, l'équivalent des soviets si vous voulez, rappelons que le mot soviet qui peut répulser certains militants, veut tout simplement dire comité, comité d'usine, comité ouvrier, etc.

Est-ce à dire que les appareils sont tout puissants ? Je ne l'ai jamais affirmé. Pas forcément, vous connaissez le couplet, les conditions objectives l'emporteront sur les appareils, c'est sans doute un des passages du Programme de transition demeuré le plus obscur à bien des dirigeants. Certes, les masses confrontées à des conditions de vie insupportables peuvent à un moment donné se soulever et submerger les appareils, mais les appareils ne disparaissent pas pour autant, et nous voilà retournés à la case départ si on peut dire les choses ainsi. Pour vaincre les appareils, quatre conditions doivent être remplies impérativement : Une, que les conditions objectives conduisent les masses se soulever ; deux, que leur combat se situe dans la perspective d'abattre le régime, même si elles n'en ont pas forcément clairement conscience au départ de leur mobilisation ; trois, qu'elles commencent à constituer leurs propres organismes de pouvoir ; quatre, qu'elles soient guidées sur la bonne voie par un parti révolutionnaire. Car c'est seulement au cours du combat pour la prise du pouvoir qu'il sera possible de liquider les appareils ou tout du moins de les neutraliser ou les réduire à l'impuissance, l'un n'étant pas possible sans l'autre, ce que chacun comprendra aisément.

En dehors de cette situation qui demeure exceptionnelle, dites-vous bien que vous ne pourrez jamais déboulonner les dirigeants pourris des syndicats ou mettre à bas l'emprise des partis dits ouvriers corrompus sur le mouvement ouvrier et le prolétariat. Vous pouvez vous pencher sur l'histoire du mouvement ouvrier international depuis le début du XIXe siècle, vous ne trouverez pas un seul exemple qui contredira ma démonstration.

Par contre, à l'opposé, ce n'est pas tout à fait notre sujet mais cela a un lien avec lui. Une fois qu'un parti ouvrier a trahi ou qu'il a été gangrené par le réformisme ou encore que des dirigeants inféodés au capitalisme en ont pris le contrôle, jamais plus ce parti ne redeviendra un véritable parti ouvrier, jamais plus ce parti ne servira la cause du prolétariat ou lui permettra de prendre le pouvoir, idem pour les syndicats. Je vous invite vivement à le vérifier par vous-même. Engels l'avait affirmé à une époque où il n'existait encore que très peu de partis ouvriers... (A suivre)

L'austérité, la rigueur, tout de suite les grands mots...

Dans un discours devant de nouveaux militants UMP réunis salle Gaveau à Paris, le chef du gouvernement a évoqué le chiffre de 100 milliards "*que nous allons trouver pour la moitié dans des réductions de dépenses, et pour la moitié dans des augmentations de recettes*".

Dans la première moitié, M. Fillon cite 45 milliards de réduction de la dépense publique et 5 milliards de réduction des niches fiscales. Côté recettes, il évoque "*35 milliards de rattrapage après la crise, des pertes de recettes conjoncturelles*" et 15 milliards "*qui correspondront à la fin des mesures que nous avons prises pour relancer l'économie, mais qui naturellement n'ont pas vocation à durer au-delà de cette période de relance*". (AP 12.06)

Pays-Bas. Crise politique. Les bijoux de la couronne valent bien un compromis avec l'extrême droite.

La reine Beatrix des Pays-Bas a demandé samedi d'examiner la possibilité de former un gouvernement de coalition auquel participeraient les libéraux du VVD et le parti d'extrême droite PVV, ont annoncé des sources concordantes.

'*Aucun parti n'a la majorité au parlement, ce qui veut dire qu'une coalition est nécessaire pour obtenir la majorité et gouverner le pays*', a expliqué à l'AFP Aernout Nieuwenhuis, professeur de droit constitutionnel à l'université d'Amsterdam. '*Idéalement, l'informateur remet à la reine un rapport dans lequel il indique quelle coalition lui semble la meilleure*', a précisé M. Nieuwenhuis.

Sur la base de ce rapport, la reine désignera un '*formateur*', chargé de mener à bien la négociation d'un accord de gouvernement de coalition, selon la même source. Les discussions de coalition peuvent durer des semaines, voire des mois. (Lemonde.fr 12.06)

Le 14 juin

J'ai reçu un second courriel du camarade étudiant ex-AJR et POI et il m'annonce qu'il va m'en envoyer un autre plus long, donc j'attendrai avant de finaliser ma réponse qui s'adressera à tous les militants.

En attendant, je comprends parfaitement que chacun tire profit à sa manière du contenu du site, je comprends également que mes causeries et analyses puissent donner lieu à des interprétations fort éloignées de leurs contenus, par contre je comprends moins que les militants m'en informent une fois seulement après avoir pris la décision de quitter un parti ou avoir adhéré à un autre, peut-être qu'ils auraient été amenés à

réfléchir davantage à certaines questions avant de prendre cette décision importante si nous avions pu en discuter librement, entendons-nous bien, je ne prétends pas par là qu'ils auraient pris une mauvaise décision, je n'ai pas à formuler de jugement de cet ordre bien que j'ai le droit d'en penser ce que je veux, mais dans la mesure où j'ai pu influencer leur décision d'une manière ou d'une autre, il aurait été préférable ou normal selon moi qu'on en discute avant et non après, ensuite chacun demeure libre de faire et de penser ce qu'il veut.

Déjà que nos rapports sont à sens unique et se déroulent sous le sceau de l'anonymat ce qui n'est pas très agréable croyez-moi, si en plus je m'escrime à définir une ligne politique et que des militants prétendant être en accord avec moi sur l'essentiel dans la pratique démontrent exactement l'inverse, je me dis que mon discours est peut-être totalement incompréhensible et je ferais mieux d'arrêter immédiatement, j'ai franchement l'impression désagréable de perdre mon temps pour vous parler franchement. Excusez-moi, je ne comprends pas que l'on puisse se complaire dans ce genre de relations. En quelque sorte et je ne pense pas que vous vous en rendiez compte, vous donnez raison aux dirigeants dont vous vous plaignez et qui estiment que moins on en dit aux militants et mieux on se porte, c'est un comble ! Je pensais depuis le temps vous avoir démontré que j'avais un profond respect pour tous les militants que l'on soit d'accord ou non, et qu'un minimum de confiance pouvait exister entre nous. Je ne suis pas en colère, je me dis simplement que ces militants manquent encore de maturité.

De mon côté je vais essayer de voir là où j'ai péché pour corriger le tir, je suis hanté à l'idée que je pourrais me scléroser, d'être un vieux con borné et dogmatique, alors que je n'ai de cesse de tout remettre en cause, d'y passer un temps fou. J'ai sans doute eu tort de ne pas terminer et publier mon article sur le mouvement ouvrier depuis le début du XIXe siècle où j'abordais en détail ma conception de la lutte de classe en relation avec la construction du parti en essayant de tirer partie du développement de la situation mondiale et des enseignements du marxisme. J'ai pu donner l'impression de m'accrocher désespérément au léninisme comme à la branche morte d'un arbre à défaut de vouloir regarder la réalité en face, le léninisme pour de nombreux militants n'étant plus qu'un souvenir rance ou une curiosité d'un autre temps à ranger au musée des antiquités, ainsi ils ont pu se méprendre et ne pas voir ce qui me distinguait fondamentalement de LO que l'on pourrait prendre au premier abord (seulement) pour une organisation fidèle au trotskisme ou encore du CCI-POI sur le plan théorique... J'essaierai de reprendre cet article quand j'en trouverai le temps.

Bonne semaine à tous et bonne continuation pour la suite.

Plusieurs sujets de causerie aujourd'hui, en fait j'ai bossé ce matin, de 7h à 13h55 pour être précis. Je n'ai pas corrigé les fautes contenues dans cette causerie, plus le temps, il me reste tout à faire chez moi.

1- Vous avez forçément remarqué que le gouvernement n'a même pas attendu 24h après la fin du congrès de la CFDT pour annoncer son plan de rigueur de 50 milliards d'euros. Comme quoi il l'a apprécié à sa juste valeur ! Peut-être a-t-il fait preuve là d'un excès d'optimisme, car à trop charger la barque il arrive un moment où elle chavire !

Maintenant, il est parfaitement capable de juger la situation et il ne manque pas d'alliés dans le mouvement ouvrier.

Tous les partis qui ont répondu à l'appel de la Fondation Copernic sont sur une ligne de capitulation sans combat, pas question pour eux de lancer un appel à la mobilisation générale contre le gouvernement, un hypothétique référendum fera l'affaire, comme avec La Poste pour le même résultat.

De son côté le POI est totalement isolé et il n'a pas les moyens d'inverser le cours des choses.

L'intersyndicale n'a rien trouvé de mieux que de programmer de nouvelles journées d'action sans lendemain et totalement inoffensives. Quant à FO, elle appelle seule à une grève et organise une manifestation à Paris qui rassemblera des milliers de militants et travailleurs ; si les précédentes manifestations qui avaient rassemblé des centaines de milliers de travailleurs n'ont pas suffi à faire reculer le gouvernement, on voit mal pourquoi il devrait agir autrement au soir du 15 juin.

Seule une grève générale de fait dans le pays ou appelée par les syndicats et les partis pourraient le forcer à reculer, une grève générale qui deviendrait illimitée jusqu'au retrait sans condition de son projet. Les travailleurs y sont-ils prêts, y ont-ils été préparés, leurs conditions de travail et de vie sont-elles devenues insupportables au point d'envisager sérieusement de recourir à cette forme d'action ? Vous êtes mieux placés que moi pour répondre à ces questions.

Je constate simplement que dans tous les pays où le prolétariat est durement frappé par les mêmes mesures réactionnaires, la majorité d'entre eux ne sont pas prêts à se mobiliser, bien qu'apparemment ce ne soit pas l'envie qui leur manque. Alors qu'est-ce qui leur fait défaut aujourd'hui ? Pourquoi demeurent-ils dans l'expectative ? Penseraient-ils que ces mesures sont inévitables même si ils les rejettent ou les trouvent injustes ? Pourquoi devraient-ils le penser, comment est-ce possible qu'ils en arrivent à cette extrémité ? J'ai ma petite idée sur ces questions qui se réduisent à une seule : ne se diraient-ils pas qu'il n'existe aucune alternative politique crédible et cohérente au capitalisme et au sort qu'il leur réserve, et que finalement il existe bien pire dans le monde, que pour la plupart d'entre eux ils peuvent encore malgré tout continuer de vivre comme avant ? La barque ne serait-elle pas encore assez lourde pour qu'elle coule et qu'il soit temps d'essayer de se sauver par n'importe quel moyen, une révolution par exemple ?

Si les conditions ne sont pas encore remplies pour une révolution, ne serait-elle pas pour autant à l'ordre du jour ? Quel autre gouvernement qu'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait mettre fin au chômage, à la précarité, à la précarité, au rouleau compresseur du capitalisme qui liquide un par un tous nos droits sociaux ? N'est-ce pas cette question qu'il faudrait poser aux travailleurs ? Ne répond-elle

pas à toutes les questions qu'ils peuvent se poser sur la situation, ne renferme-t-elle pas les réponses à toutes leurs questions, la situation ne sous-entend-elle pas qu'il n'existe pas d'autre solution à moins d'accepter de vivre de plus en plus mal ? Pourquoi aucun parti n'est sur cette ligne ? Pourquoi aucun parti ne leur tient-il pas ce discours ? Par crainte d'être à contre-courant ? De qui, de quoi au juste ?

2- Que vaut la violente diatribe de Martine Aubry, dimanche sur France 5, contre le gouvernement à propos de la remise en cause des 60 ans ? A coup sûr, il y a encore des crétins qui vont lui sortir : chiche, on n'y coupera pas.

A mon avis, cette opération s'adresse en priorité aux médias qui sont les alliés les plus sûrs du régime, mais pas seulement. Elle consiste à attirer ou concentrer l'attention vers le PS pour qu'il devienne un acteur incontournable de la mobilisation de ce qu'ils appellent la gauche, pour mieux détourner l'attention des travailleurs et des militants des éléments déterminants du projet du gouvernement que le PS partage notamment, l'allongement de la durée de cotisation et l'alignement du public sur le privé, tandis que le PS n'a finalement pas du tout l'intention d'appeler la classe ouvrière à la mobilisation, son véritable objectif étant de facilité la tâche au gouvernement. Notez bien qu'à aucun moment le PS ne réclame le retrait pur et simple du projet du gourvernement.

A y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'elle reprend exactement la même méthode que Chérèque à la veille, pendant et après le congrès de la CFDT : ils vitupèrent contre un élément du projet du gouvernement qui prit isolément n'a qu'une importance secondaire ou ne concernera qu'une infime minorité de travailleurs qui partiront à la retraite dans les années à venir, pour mieux endosser ou faire passer ceux qui ont un caractère essentiel et détermine le contenu antisocial de ce projet qui concernera dans l'avenir l'ensemble des générations nées à partir des années 60.

3- A propos de la situation en Belgique.

A l'heure où j'écris les agences de presse n'ont pas encore diffusé les résultats définitifs des élections législatives d'hier. On entend dire beaucoup de choses sur la Belgique, ce pays serait en proie à un mouvement séparatiste et pourrait éclater, disparaître, il serait paralysé politiquement, etc. Je vous avoue ne pas m'y être intéressé, aussi pour essayer de comprendre de quoi il retourne vraiment, nous pourrions partir de cet extrait d'un article d'Associated Press paru hier soir.

"*Pendant toute la campagne électorale, le discours séparatiste a constitué le principal argument de Bart de Wever, partisan du "confédéralisme". Il consisterait à confier diverses compétences (santé, justice, fiscalité, sécurité sociale, etc.) à des entités régionales, l'Etat fédéral ne conservant pour sa part que certaines prérogatives régaliennes comme la défense ou la politique étrangère. A terme, les séparatistes ne cachent pas leur intention de se dissocier totalement de la partie wallonne.*"

La Belgique deviendrait la Suisse du nord de l'Europe, le chocolat en moins et les frites en plus !

Plus sérieusement, qu'est-ce que des "*entités régionales*" de la santé ou de la sécurité sociale par exemple, sinon la politique actuelle du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner en France qui vise à terme la privatisation du système de santé et de protection sociale. Le patronat belge s'est servi de la diversité linguistique qui existe en Belgique comme un moyen de pression sur les partis politiques qui participent au pouvoir et sur le gouvernement, pour qu'ils prennent en compte les besoins qu'il a exprimés dans tous les secteurs de la vie économique et sociale du pays et dont l'objectif correspond au démantèlement des services publics et à leur privatisation. Ce que le pouvoir fédéral ne parvient pas à réaliser du fait de la résistance du prolétariat, le patronat comptait bien y parvenir par d'autres moyens quite à faire planer la menace de l'éclatement de la Belgique.

4- A propos de la situation au Kirghizistan.

J'ai lu un article du Monde d'hier qui confirmait la brève analyse que j'avais donnée dans ma causerie du 13.

"*Ce qui se passe actuellement dans le Sud n'est pas un conflit ethnique*", estime M. Massoulov, un politologue interrogé par l'AFP, "*mais une provocation classique de forces destructrices et groupes criminels qui cherchent à destabiliser le pays et interrompre le processus politique engagé par le nouveau pouvoir*". Dans cette région par ailleurs confrontée à une forte criminalité organisée - spécialisée dans le traffic de drogue - les habitants sont nombreux à voir dans les émeutes la main de l'ancien président déchu, Kourmanbek Bakiev, chassé du pouvoir par des manifestations en avril.

Dans cet article, *Le Monde* rectifie le tir discrètement et fait dire à ces "habitants" ce qui semble être une interprétation de la situation plus proche de la réalité, après qu'avec l'ensemble des médias il ait présenté les émeutes des derniers jours comme le produit d'un conflit ethnique, sans nier pour autant qu'il n'existerait pas de tensions dans le pays entre Kirghize et Ouzbeks.

Les médias se font un malin plaisir à présenter tous les conflits qui se produisent dans le monde comme le produit de différents entre des personnes aux origines diverses qu'ils classent volontiers et malicieusement en communautés, alors qu'en réalité il sont les conséquences de problèmes économiques et politiques auxquels les gouvernements sont incapables de faire face autrement qu'en montant une partie de leur population contre une autre pendant qu'ils tirent les ficelles.

L'origine de chaque conflit mettant en scène des communautés distinctes repose avant tout sur des inégalités économiques et sociales que

le pouvoir s'est employé à créer ou à exploiter à des fins qui n'ont rien à voir avec les besoins de la population, ce que les médias s'emploient soigneusement à camoufler aussi longtemps que possible ou évoquent rapidement sans s'y arrêter, préférant donner une interprétation des faits conforme aux intérêts des régimes en place, quite à passer ensuite auprès de leurs lecteurs ou auditeurs pour de vulgaires manipulateurs, du fait que les moyens de communication modernes permettent à chacun de s'informer parallèlement en temps réel par le canal d'Internet et de faire la part des choses entre info et intox. Ce n'est pas pour rien que l'on parle de médias aux ordres, à l'ordre établi à l'échelle mondiale.

5- A propos de la situation en Chine.

La mobilisation sociale est en train de gagner du terrain. De Canton, elle a gagné la région de Shanghai et maintenant le centre de la Chine, peut-on lire dans un article de RFI publié samedi.

Le journaliste précise : "*Mais il y a plus grave pour le gouvernement : les grévistes, pour la première fois, ont refusé de s'en remettre au syndicat officiel chinois, un syndicat unique, sous contrôle du Parti communiste (PCC). Un syndicat accusé d'être au service de la direction de l'entreprise.*

C'est un acte très politique de la part des grévistes qui revendiquent le droit de désigner leurs propres représentants. Un vrai défi qui explique sans doute la réaction du gouvernement."

Le développement de la situation en Chine est intéressant, pour autant il ne faut pas s'emballer, ces grèves ne concernent pour le moment qu'une minorité du prolétariat chinois et le gouvernement conserve le contrôle de la situation. Cela dit, pour la première fois la classe ouvrière parvient à revendiquer son indépendance de classe face au régime sans qu'il puisse la museler ou la réprimer, qui plus est, à obtenir satisfaction sur ses revendications.

Ces mouvements sociaux se déroulent dans des régions industrielles où sont concentrés des millions d'ouvriers travaillant dans des entreprises privées à capitaux étrangers et dont les marchandises sont destinées à l'exportation. Au début du XXe siècle en Europe, aux Etats-Unis et en Russie, c'est dans les grands centres industriels où se trouvaient rassemblés des centaines de milliers d'ouvriers que les syndicats se sont développés et où la classe ouvrière à revendiquer son indépendance de classe, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le développement de la lutte de classe en Chine emprunte la même voie.

Il est plus facile à la classe ouvrière de prendre conscience de sa force et de la place qu'elle occupe dans les rapports de production, du rapport de forces qui par le nombre lui est favorable par rapport aux patrons dans ces conditions, que lorsque le prolétariat est atomisé ou isolé dans des millions de petites ou moyennes entreprises comme on peut le constater aujourd'hui en France par exemple.

Maintenant la question est de savoir dans quelle situation ces mouvement sociaux interviennent et pourquoi le régime a été incapable de les réprimer avant qu'ils ne se répandent dans d'autres régions de la Chine. Je manque de données précises pour répondre à cette question et je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir jusqu'à présent.

D'une part, le prolétariat entend profiter du redémarrage l'économie chinoise pour revendiquer des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail, d'autre part, travaillant dans des entreprises dont les marchandises sont destinés à l'exportation vers des pays où il existe des syndicats libres, il revendique le même statut et son indépendance de classe face à des capitalistes qui les surexploitent et engrangent des profits énormes. Cela n'explique pourquoi le régime et les patrons de ces entreprises se sont sentis obligés de céder à ses revendications.

On peut évidemment évoquer la crise du capitalisme et le fait que les capitalistes des pays dominants comptent sur la Chine pour relancer l'économie mondiale, qu'ils considèrent l'instabilité sociale préjudiable aux affaires, on peut aussi évoquer le développement de la Chine au cours des deux dernières décennies à partir de ses activités tournées vers l'exportation, développement qui est loin d'être achevé et qui s'est réalisé jusqu'à présent au détriment du prolétariat rural au point de renforcer les inégalités entre les grandes villes et le reste du pays, sachant qu'un grand nombre des ouvriers de ces entreprises viennent de provinces défavorisées et versent une partie de leur salaire à leur famille, les immigrés de l'intérieur comme on les appelle aussi, augmenter leurs salaires c'est peut-être aussi une manière de faire patienter ces millions de prolétaires et de paysans pauvres abandonnés par le régime avec lesquels la rupture pourrait déboucher sur une situation totalement incontrôlable et rendre le pays ingouvernable. On peut ajouter que les augmentations de salaire vont stimuler la consommation intérieure et contrebalancer les effets de la crise qui se sont traduits par une baisse des exportations notamment, cet argument est à relativiser dans l'immédiat compte tenu que les réserves en devises de l'Etat se monte à 2 400 milliards de dollars, inconvénients, ces augmentations de salaire rendent le coût de la main d'oeuvre chinoise moins attractif pour les capitalistes et ils vont alimenter l'inflation...

J'ai envie d'ajouter encore un élément car ceux évoqués ci-dessus ne suffisent pas à mon avis à expliquer le comportement "*compréhensif*" des autorités chinoises envers ces mouvements sociaux, je ne fais que reprendre ici l'expression qu'elles ont employée, pourquoi se montreraient-elles subitement si "*compréhensives*" aujourd'hui par rapport à seulement hier ?

Cela n'aurait-il pas un rapport avec le développement effréné du capitalisme en Chine, avec l'orientation politique du régime favorisant ce développement et son incapacité à gérer les contradictions nées de la mise en concurrence de l'économie planifiée avec l'économie capitaliste dans leur pays, au point de reconnaître que ce développement lui échappe en partie ainsi que ses conséquences pour la

population, notamment les inégalités croissantes entre les masses laborieuse et ces milliardaires qui étalent au grand jour avec insolence leur richesse, au point de devoir intervenir en faveur des ouvriers en grève...

Pour aller plus loin, il faudrait tenir compte de la culture du peuple chinois sous la coupe du maoïsme depuis 1949 et des différentes étapes qui ont marqué l'ouverture du pays au capitalisme depuis les années qui ont suivi la mort de Mao. Ils sont passés de l'époque de l'égalitarisme à celle de l'enrichissez-vous anarchique dont les conséquences aboutissent à une remise en cause de tous les rapports sociaux qui régissaient la société. Il faudrait approfondir cette question. A terme, c'est le régime lui-même, le pouvoir du parti communiste chinois qui est menacé par la dislocation des rapports sociaux existant depuis le milieu du XXe siècle... (A suivre)

Le 15 juin

Il y a eu 1901 connections au site au mois de mai et 6 700 pages ou documents ont été vues ou téléchargés. Si vous ne voulez pas participé au fonctionnement du site, essayez au moins de le faire connaître auprès d'autres militants, par contre il est inutile de donner son adresse à des travailleurs qui n'ont aucune expérience du mouvement ouvrier.

Belgique, suite.

Hier j'affirmais que la situation au lendemain des élections législatives n'allait pas aboutir à l'éclatement de la Belgique, tant pis pour les furieux opportunistes qui voient disparaître des Etats tous les quatre matins, ils seraient bien en mal d'en citer un seul en dehors de la Yougoslavie tandis que l'Allemagne et le Vietnam ont été réunifié.

Passons à l'extrait d'un article de Reuters daté d'hier et dont j'ai pris connaissance quelques heures seulement après avoir rédigé ma causerie. Son contenu confirme et conforte mon analyse.

Le principal dirigeant du N-VA, Bart de Wever, a revendiqué la victoire en fin d'après-midi devant ses sympathisants réunis à Bruxelles.

"*La N-VA a gagné les élections aujourd'hui. Nous avons obtenu 30% des voix (en Flandre). Nous sommes le plus grand parti de Flandre (...) Les Flamands ont opté pour le changement, nous n'allons pas les décevoir. Il faut réformer l'Etat et il faut assainir les finances publiques*", a-t-il déclaré.

Le chef du Parti socialiste wallon, Elio di Rupo, pourrait ainsi devenir le premier chef de gouvernement francophone depuis 1974.

"*Nous sommes ouverts à une réforme de l'Etat. Ensemble, Flamands, Bruxellois et Wallons, nous devons avoir le courage de conclure un accord équilibré*", a-t-il dit dimanche soir. (Reuters 14.06)

Chine, suite.

Les mouvements sociaux qui se développent depuis quelques semaines se déroulent dans des entreprises privées à capitaux étranger (Honda, Brother) tournées vers l'exportation où les travailleurs sont soumis à l'exploitation capitaliste, pas dans des entreprises d'Etat, tout du moins à notre connaissance.

Ces mouvements sociaux interviennent dans le cadre de la restauration à marche forcée du capitalisme, ils auraient été impossibles autrement si l'on en juge par l'expérience de l'URSS et ses satellites. Ce qui est fort compréhensible du fait que sous une dictature de type stalienne toute puissante il est impossible au prolétariat de s'organiser et de donner naissance à des syndicats ou des partis indépendant du pouvoir. J'ai lu quelque part, mais je n'arrive pas à remettre la main sur l'article en question, que ces grèves intervenaient dans le cadre de l'économie planifiée faisant croire que tout serait possible sous la dictature chinoise, or c'est faux comme je viens de le démontrer, la restauration du capitalisme en Chine est tellement avancée et a pris une place tellement importante dans le développement du capitalisme mondial et sa tentative de surmonter ses contradictions, que l'on ne peut pas ou plus définir (seulement) l'économie chinoise comme une économie planifiée, même si elle demeure largement majoritaire au sein de la production globale du pays, elle est orientée de telle sorte qu'à terme l'économie planifiée devrait disparaître ou être réduite à une portion congrue, histoire peut-être de tirer profit de la dictature en place, car sur le plan politique elle présente bien des avantages pour les capitalistes.

La caste de bureaucrates en Chine ne pouvait se maintenir à la tête de l'Etat ouvrier dégénéré qu'en réprimant toute tentative du prolétariat de s'exprimer ou de s'organiser indépendamment du parti maoïste au pouvoir depuis 1949. Avec le développement du capitalisme et la concentration de millions d'ouvriers dans des zones industrielles livrés aux lois du marché, donc à d'autres lois que celles en vigueur en Chine, il lui est devenu impossible de museler plus longtemps le prolétariat.

On a là la confirmation que cette caste parasitaire n'était pas et n'est pas une nouvelle classe sociale, même si la plupart de ses attributs sont similaires à ceux d'une classe, même si une partie des capitalistes chinois sont issus de ses rangs. Ce sont les rapports de production

qui déterminent les rapports sociaux entre les classes ou entre la classe et la caste qui gère les moyens de production collectivisés pour son propre compte.

Le capitalisme engendre des rapports de classe qui conduisent chaque classe à revendiquer des droits spécifiques correspondant à des besoins distincts des autres classes, il est l'instigateur de la lutte des classes que le prolétariat se charge de propager pour défendre ses propres intérêts.

Il y a quelque temps déjà, j'avais écrit sur la base de l'expérience de l'URSS et ses satellites avant et après la liquidation de la propriété collective des moyens de production, qu'il était impossible au prolétariat de s'organiser temps qu'une dictature bureaucratique concentrant tous les pouvoirs demeuraient en place. Ce qui se passe en Chine le confirme, bien que le scénario qui est en train de se dérouler ne soit pas exactement le même que dans l'ex-URSS.

Dans un pays capitaliste, le patron ou le chef d'entreprise ne concentre pas tous les pouvoirs, son pouvoir s'arrête à la porte de son entreprise, tandis que dans un pays contrôlé par une caste bureaucratique son pouvoir (tentaculaire) s'étend jusqu'à l'atelier, le bureau ou le champ. Un patron ne détient pas un pouvoir absolu sur ses salariés, son pouvoir se limite à ce qui se passe dans l'enceinte de son entreprise, tandis qu'une caste bureaucratique détient un droit de vie ou de mort sur chaque citoyen sur la totalité du territoire nationale, c'est le côté absolument terrifiant du stalinisme ou sa version maoïste ou cubaine.

Dans un pays capitaliste il y a une répartition des pouvoirs entre ceux qui détiennent les moyens de production , le pouvoir économique, les patrons, et ceux qui détiennent le pouvoir politique, les institutions dont les élus ou les membres sont issus de partis politiques. Tandis que dans un pays capitaliste l'usine est un lieu privé, dans un pays de type stalinien l'usine est un lieu public si l'on peut dire où le pouvoir politique peut intervenir et s'exerce en réalité quotidiennement, c'est lui qui nomme ou destitue les directeurs d'usines par exemple. C'est cette distinction ou cette répartition des rôles et des responsabilités qui existe de fait, qui explique à la fois l'audace des ouvriers chinois et l'impossibilité du gouvernement de recourir à la vieille méthode de la répression violente. (A suivre)

Quelques infos en bref.

Une lamentable mise en scène sur mesure pour La Talonnette.

L'Elysée a donné des "*ordres précis*" pour sélectionner les employés d'une usine, qui figureront auprès du président lors d'une prochaine visite.

C'est ce qu'affirme au Post un salarié de l'entreprise Turbomeca, de Bordes (Pyrénées-Atlantiques), où Nicolas Sarkozy doit se rendre le 22 juin, confirmant une information de *La République des Pyrénées*.

Le quotidien régional affirme que "*deux émissaires de l'Elysée sont venus à Bordes, il y a plus d'une semaine, pour sélectionner les salariés de l'usine" avec des critères bien précis. "Impératif : ne pas mesurer plus d'1 mètre 70 pour ne pas souligner la 'petite' taille du chef de l'Etat*", assure *La République des Pyrénées*.

Le journal cite le cas d'une ingénieure, qui dirige la ligne de fabrication que visitera Nicolas Sarkozy. Selon le quotidien, cette dernière "*aurait été écartée à cause de sa taille – 1,85 mètre –, pour être remplacée par quelqu'un de moins grand*". "*Certains penseront qu'il vaut mieux se plier aux caprices du prince plutôt que risquer une délocalisation chez les Pygmées*", conclut, ironique, le quotidien régional.

Contacté par Le Post, un salarié de l'entreprise Turbomeca -qui souhaite rester anonyme- affirme que "*des dispositions*" ont bien été "prises" pour sélectionner les employés qui figureront auprès du président.

"*Il y a une quinzaine de jours, deux émissaires de l'Elysée sont venus dans l'entreprise. Après leur passage, le DRH de Turbomeca a convoqué les délégués syndicaux pour les informer que des dispositions avaient été prises pour la visite du président*", explique-t-il au Post.

"*Dans l'entreprise, nous avons remarqué que la direction n'a pas choisi les plus grands. Même si nous n'avons aucune preuve formelle que l'Elysée a ordonné un 'casting' -car les consignes ont été données à l'oral- nous en avons tous déduit que l'Elysée a donné des ordres précis à la direction quand nous avons vu les personnes sélectionnées. La direction de l'usine s'est donc exécutée en choisissant des personnes ne mesurant pas plus de 1,70 m*", assure ce salarié de l'usine au Post.

Avant d'expliquer en détail ce qu'il s'est passé avec l'ingénieure, qui dirige la ligne de fabrication que visitera Nicolas Sarkozy. "*Dans un premier temps, elle a été écartée. En interne, plusieurs personnes ont râlé, estimant qu'elle était la plus qualifiée pour présenter la ligne de fabrication...*", explique-t-il.

Avant de raconter la suite: "*Du coup, même si elle mesure 1,85 m, elle va quand même pouvoir figurer aux côtés de Nicolas Sarkozy, lors de sa visite. Mais il est d'ores et déjà prévu que le président montera sur une estrade pour être surélevé par rapport à elle, qui aura les pieds à terre. Sur les images, Nicolas Sarkozy sera donc sur cette espèce de marche-pied, placé devant chaque machine.*" (Lepost.fr 14.06)

Cela confirme l'idée qu'on se faisait de l'état mental du nabot de Palais, pas seulement, de la cour qui l'entoure aussi. Tout le monde le prend pour un minable et se fout de sa gueule. Il est tellement complexé qu'on comprend pourquoi il est si hargneux. Le plus lamentable encore ce sont ceux qui se pressent pour être sur la photo de famille. Bref, l'argent et le pouvoir ne font pas forcément le bonheur !

Fébrilité au Palais.

L'Elysée s'active pour isoler Dominique de Villepin, qui lance son mouvement politique samedi prochain. Un mouvement, qui se présente comme "*une alternative*" deux ans avant la présidentielle de 2012. Comment? En continuant à dépouiller son rival de ses partisans.

L'ex-Premier ministre se retrouve en effet "*coupé*" de plusieurs de ses proches.

Après l'entrée au gouvernement de l'ex-directeur de cabinet de Dominique de Villepin, Bruno Le Maire, fin 2008, Georges Tron, a été nommé, en mars dernier, secrétaire d'Etat à la fonction publique.

Un autre villepiniste, le député de la Drôme Hervé Mariton, a annoncé vendredi dernier qu'il n'adhèrera pas au mouvement politique de Dominique de Villepin. "*Un retrait négocié en direct par le président. Hervé Mariton ayant été reçu à l'Elysée il y a quelques jours*", affirme le chef du service politique d'Europe 1, Fabien Namias.

La radio précise que deux autres proches de Dominique de Villepin ont aussi eu droit à un tête-à-tête avec Nicolas Sarkozy ces derniers temps: le député UMP du Morbihan, François Goulard, et le député de Seine-et-Marne Guy Geoffroy. (Sources: Le Post, Europe1.fr, Le Journal du Dimanche, Les Echos.fr)

Rencontre Merkel Sarkozy : Le minimum syndical.

La rencontre à Berlin hier entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy a mis en évidence leurs désaccords et s'est soldée par un catalogue de bonnes intentions. Pour décrypter le contenu de cette rencontre : "*il faut" et "il faut que*" à lire au conditionnel, "*on pourrait prévoir que*" dans un avenir indéterminé...

Angela Merkel a dit lors d'une conférence de presse commune avec le chef de l'Etat français : "*Il faut renforcer le pacte de stabilité et de croissance*" européen.

"*On pourrait prévoir que les pays particulièrement laxistes seraient sanctionnés par un retrait de leur droit de vote européen*", a précisé Angela Merkel.

"*Il faut que les 27 chefs d'Etat et de gouvernement s'entendent comme un gouvernement économique de l'Europe*", a-t-elle dit, précisant que les 16 pays de la zone euro devaient pouvoir se rencontrer en cas de besoin.

"*Il ne s'agit pas de créer de nouvelles institutions, il s'agit de pouvoir agir de façon pragmatique et efficace*", a-t-elle dit, ce qui signifie que l'institutionnalisation de ces réunions, voulue par Nicolas Sarkozy, était abandonnée. (Reuters 14.06)

Nouveau camouflet pour Sarkonapoléon.

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, s'est opposé ce lundi à la proposition française de doter la zone euro d'un gouvernement institutionnalisé au plus haut niveau de chefs d'Etat et de gouvernement, à trois jour d'un sommet de l'UE ou le sujet sera discuté.

Il estime que le forum des ministres des Finances de la zone euro qu'il dirige devait rester responsable de la coordination des politiques économiques, sans avoir besoin de mettre sur pied une nouvelle institution au-dessus.

«*Nous avons un Eurogroupe qui fonctionne au niveau des ministres des Finances. Une fois par mois nous échangeons des points de vue*», a-t-il déclaré à l'issue d'une rencontre avec José Manuel Barroso, à Luxembourg. (Libération.fr et AFP 14.06)

Les travailleurs ne se poseraient pas de questions ?

75% des Français se disent préoccupés par le chômage et l'emploi, 56% par le financement des retraites et 52% par les questions de santé et la qualité des soins, constate un sondage mensuel TNS Sofres pour La Croix et Covéa Finance et publié lundi.

86% des jeunes de 18 à 24 ans, et 77% des plus âgés de 50 à 64 ans se déclarent les plus préoccupés par la situation du chômage et de l'emploi.

Sur le financement de la retraite, les jeunes de 25 à 34 ans se disent préoccupés à 55% et les plus âgés, de 50 à 64 ans, à 68%.

Quant à la santé et la qualité des soins, les plus préoccupés se situent dans la tranche d'âge des 35 à 49 ans (53%), des 50 à 64 ans (54%), et plus particulièrement dans celle des 65 ans et plus (58%). (AFP 14.06)

Trompe l'oeil.

La production industrielle européenne n'a jamais connu une croissance aussi forte sur un an, selon les derniers chiffres d'Eurostat. L'indicateur a progressé de 9,5% d'avril 2009 à avril 2010, rapporte ce lundi l'Institut européen de la statistique. Les chiffres ont également été revus à la hausse en mars, donnant 1,5% mensuel et 7,7% annuel.

«*Les données annuelles traduisent surtout un effondrement colossal de l'activité industrielle en avril 2009*», tempère Bruno Cavalier, chef économiste chez Oddo. «*Le niveau de la production actuelle se trouve encore 8% en dessous de celle d'août 2008, avant la crise.*»

Les chiffres, pris dans le détail, trahissent toutefois un creusement entre pays du Nord et du Sud. Ces derniers s'enfoncent à nouveau en avril par rapport à mars. La production industrielle a chuté de 3,4% en Grèce, de 4,4% au Portugal, de 2,6% en Slovénie. Et de 10,9% en Irlande. «*L'austérité budgétaire fait déjà sentir ses effets dans ces pays-là*», note-t-on chez Exane BNP Paribas. En France, l'activité industrielle a baissé de 0,4% par rapport à mars.

Dans sa composition, la reprise de la production trahit la faiblesse de la demande en Europe. Les biens de consommation durables ont baissé de 0,1 en zone euro, et les biens non durables de 1,2%. La croissance est donc tirée par les entreprises qui reconstituent leurs stocks et par les exportations.

«*Si la tendance ne change pas, il existe un risque évident que la croissance ralentira significativement alors que le rebond des stocks faiblira*», note Société Générale. «*Les livraisons récentes de l'indice PMI des directeurs d'achat traduit d'ailleurs une chute de l'activité dans les prochains mois. C'est l'effet de la crise de la dette en Europe sur la confiance et les nouvelles commandes.*» (JDF 14.06)

Grèce.

L'agence de notation Moody's annonce avoir abaissé la note de la dette souveraine de la Grèce en catégorie spéculative de "A3" à "Ba1", en arguant des risques liés au mécanisme de soutien apporté à Athènes par la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI). (Reuters 14.06)

Le 16 juin

Pas le temps de causer, on a eu un nouvel orage et une coupure de courant durant 14 heures dont toute la nuit, donc je n'ai pas pu vraiment dormir il faisait environ 35°C dans la maison, à étouffer !

Retraites.

"*L'objectif, c'est de réussir septembre, c'est là que ça va être le plus chaud. C'est la rentrée et le contexte sera différent*", a dit le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, au départ du cortège parisien.

Pour Bernard Thibault, le projet en préparation est "*une loi qui va être un véritable recul social d'ampleur pour les futures générations*".

La mobilisation "*commence maintenant et tout va dépendre maintenant du degré de réaction des salariés*", a jugé le secrétaire général de la CGT sur France Info. "*Maintenant, les choses sérieuses vont commencer*". (Reuters 15.06)

Jurer cracher, en septembre vous aller voir ce que vous aller voir... Soit, s'ils organisent de nouvelles journées d'action sans lendemain, ils pourront afficher leur unité sur le mot d'ordre du retrait du projet du gouvernement, il ne reculera pas. Seule une grève générale illimitée pourrait le forcer à reculer, dans la mesure où à la question des retraites d'autres revendications pourraient venir se greffer, de telle sorte que la grève et la mobilisation pourraient gagner tous le pays et prendre une tournure politique contre le régime.

Reste à savoir ensuite si les masses parviendront à s'organiser indépendamment des appareils des syndicats et des partis, en intégrant les militants des syndicats et des partis qui se placent à leur côté...

Privatisation de l'électricité, suite.

Les députés ont adopté mardi le projet de loi relatif à la nouvelle organisation du marché français de l'électricité (Nome) qui prévoit qu'EDF cèdera jusqu'à 25% de sa production nucléaire à ses concurrents comme GDF Suez, Poweo ou Direct Energie, afin de renforcer la concurrence sur le marché interne comme le demandent les instances européennes. (Reuters 15.06)

Heuliez, suite.

Le comité d'entreprise du constructeur et équipementier automobile Heuliez examine ce mardi deux offres de reprise, dont une a été remaniée, a indiqué l'administrateur judiciaire Me Régis Valliot. (Libération.fr et AFP 15.06)

Le 18 juin

Je me suis demandé hier si j'allais continuer le site ce matin... Je réfléchis à n'actualiser le site qu'une ou deux fois par semaine. Je pense aussi revoir la formule actuelle qui me prend trop de temps, tout mon temps en fait. Si j'étais certain que mes articles seraient diffusés sur le Net par un autre canal, je fermerais le site immédiatement. Le site ne sera pas actualisé d'ici lundi ou mardi.

A la longue, le fait d'être à 10.000 kms de la France se transforme en inconvénient majeur pour aller au-delà de l'activité politique que j'ai commencée en 2004. Rien ne remplacera jamais la présence physique et les discussions entre militants, par téléphone ou pas courriel cela demeure insatisfaisant. D'ici je ne peux même pas créer un comité de soutien ou réunir les militants qui partagent une grande partie de mes positions, je ne peux faire participer personne au site, bref, c'est nul sur le plan pratique. Et je ne tiens pas à me transformer en commentateur de l'actualité comme le font les dirigeants, cela ne m'intéresse pas. Chez eux le plan pratique ne sert qu'à faire vivre leur boutique ou leur caste, au contraire je considère qu'il doit nous permettre d'avancer vers notre objectif.

Vous vous demandez peut-être ce qui me tracasse en ce moment, je vais vous le dire : l'absence du parti et le fait qu'on soit très mal barré pour résoudre ce problème.

Il y a deux semaines environ dans le site des militants d'*Où va la CGT ?* j'ai lu une intervention d'un cheminot de la CGT qui disait qu'il avait eu une discussion avec un militant du POI qui lui aurait répondu, je cite en substance : les travailleurs ne sont pas prêts pour la révolution, donc il ne faut surtout pas en parler ou leur proposer une issue politique, dire qu'il faut virer Sarkozy, les institutions, etc.

Peu de temps après, je reçois un courriel d'un ex-militant du POI qui m'écrit que les militants du CCI-POI expliquent que les conditions objectives et subjectives ne sont pas réunies pour une révolution, donc il était urgent de parler d'autre chose, même discours qu'avec notre cheminot.

Hier je reçois une copie du Plénum des 12 et 13 juin 2010 du CCI-POI dans lequel il est écrit, vous avez le droit de sourire après ce qui vient d'être dit : "*Dans cette phase qui transite d'une période pré-révolutionnaire vers l'ouverture d'une crise révolutionnaire, la question centrale est et sera celle de la construction du parti révolutionnaire.*". On nage en plein délire ou en pleine crise de mégalomanie incontrôlée ! Cette caractérisation de la situation s'apparente à un fantasme de furieux dogmatiques qui confondent la théorie et la réalité ou qui voudraient que la réalité se plie aux quelques éléments théoriques qu'ils ont plus ou moins assimilés, mais laissons cela de côté pour le moment. Si la situation est "pré-révolutionnaire", alors pourquoi le tenir soigneusement caché aux travailleurs et aux autres militants ?

Que s'imaginent-ils, que les masses prendront le chemin de la révolution et du socialisme du jour au lendemain sans y avoir été préparées de longue date ou jamais ? Ce sont des charlatans au regard de l'expérience passée du mouvement ouvrier international. Ces gens-là évoquent la révolution comme on évoque un rendez-vous de dernière minute qui ne demanderait aucune préparation, qu'il ne serait pas bien grave de louper si par malheur cela se produisait, un peu comme un train succède à un autre, peu importe si on rate le premier, on prendra le suivant, comme si finalement les conditions pour qu'une révolution voie le jour et soit victorieuse se présentaient finalement tous les quatre matins, car à l'opposé ce qui nous importe, ce n'est pas la révolution en soi mais qu'elle ait une chance de triompher, et si on ne peut pas prévoir à l'avance son issue, au moins on essaie de faire en sorte qu'elle ait la possibilité de bien se terminer, or tout est fait pour qu'elle soit vaincue avant même d'avoir vu le jour, dès lors on comprend le discours de ces militants du CCI-POI en contradiction avec le discours lénifiant de leurs dirigeants et la politique opportuniste qu'ils mettent en oeuvre quotidiennement, leur stratégie de front unique qui conduit tout droit à la catastrophe.

En résumé, la révolution, c'est tout juste bon pour la théorie, on est des révolutionnaires sur ce plan-là, c'est ce qu'ils s'imaginent. Et sur le plan pratique on fait en sorte de préserver les appareils et le régime en ne proposant aucune perspective politique aux travailleurs.

Depuis le début des années 90, on pourrait prendre comme référence le traité de Maastricht de 1992 si l'on veut, tous les gouvernements qui se sont succédés se sont attaqués à nos droits sociaux, ont privatisé, etc. pendant les deux dernières décennies ils se sont employés minutieusement à nous reprendre de la main droite ce que le capital avait été obligé de nous céder ou qu'il nous avait concédé au cours des décennies précédentes de l'autre main, ces remises en cause remontaient même parfois au début du XXe siècle, face à ce constat que chacun a pu faire, ces faits qui se déroulaient chaque jour sous nos yeux étaient l'occasion où jamais d'expliquer aux travailleurs et aux militants du mouvement ouvrier que s'il en était ainsi, c'était parce que notre combat n'avait pas été mené jusqu'au bout, parce que nous

n'avions pas liquidé le capitalisme et ses institutions politiques et que le prolétariat n'avait pas pris le pouvoir et constituer son propre Etat (ouvrier), et que la question à l'ordre du jour si on ne voulait pas tout perdre était de terminer le boulot... Ces révolutionnaires de salon quelle politique ont-ils mise en oeuvre à la place ? Ils ont appelé à défendre la démocratie qui selon Engels n'était plus notre combat à partir du moment où la bourgeoisie avait pris le pouvoir, ils se sont comportés en vulgaires défenseurs de l'ordre en place, en guise de théorie révolutionnaire on ne pouvait imaginer pire reniement.

A quoi cela leur sert-il donc à ce sdirigeants de proclamer devant leurs militants que la situation serait pré-révolutionnaire et évoluerait vers une situation révolutionnaire, tandis qu'ils n'y préparent pas le prolétariat sinon préparer sa défaite ?

Je reviendrai plus tard sur ce document que je n'ai lu qu'en diagonale. J'ai relevé rapidement quelques passages accablant pour ces renégats du marxisme :

1-"*S'il s'agit d'un cadre politico-syndical, nous le dénonçons et, en aucun cas, nous ne signerons communiqué, tract ou autre, mélangeant partis et syndicats.*" Même s'il s'agit d'un communiqué ou un tract appelant au retrait du projet du gouvernement sur les retraites, par exemple ? Ce sont de fieffés manipulateurs à l'encontre de leurs militants, camarades du POI réagissez !

2- Il faut que "*soit posée la question des partis nationalement*", il s'agit pour le POI de s'adresser "*aux dirigeants nationaux*, y compris ceux du PS ou des Verts ! Le passage suivant le précise et les précautions d'usage qu'ils mettent à cet appel minable n'y change rien : "*Soyons clairs, il ne peut s'agir d'une « supplique » adressée aux directions. On ne les prie pas de réaliser l'unité. On adresse une ferme interpellation aux directions. Elle doit répondre à l'état d'esprit du moment des masses et des militants, y compris à l'état d'esprit de ceux du PS, du PCF et du PG. C'est, au moment actuel, l'expression la plus élevée du combat pour le front unique.*", des balivernes qu'on entend depuis plus de 50 ans avec le résultat que l'on a sous les yeux quotidiennement, car messieurs vous êtes comptables de la situation actuelle du mouvement ouvrier pour avoir servi ainsi la soupe aux appareils au cours de ces très longue années. Au fait pourquoi tant de précautions de langage envers vos militants ? Seraient-ils eux aussi "*perplexes*" par hasard ?

3- Et de se prendre une énième fois pour ce qu'ils ne sont pas, d'imaginer que si "*l'une des directions visées faisait le plus petit quart de pas en avant, sous la pression des masses. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, mais que la vigoureuse action politique du POI, à l'échelle de ses forces, a pour objectif de contribuer à modifier.*", ben voyons à quelques milliers ils vont changer le cours de l'histoire ! Est-il convenable ou non de prétendre que l'on nage ici en plein délire ? (A suivre)

En complément pour bien montrer qu'on est face à des manipulateurs. "*Le 15 juin s'inscrit d'ores et déjà dans la conscience des masses et constitue un point d'appui dans la maturation en cours.*", peut-on lire dans le dernier numéro (102) d'*Informations ouvrières*, ils consacrent pas moins de trois pages à Force ouvrière (en comprenant la couverture) et reprennent à leur compte le nombre de participants à la manifestation parisienne avancé par la direction de FO (70 000) sans la moindre réserve. Ils font feu de tout bois et racontent des histoires, alors que cette journée de grève est passée totalement inaperçue pour l'immense majorité des travailleurs comme chacun sait.

C'est franchement pitoyable d'en arriver-là. Ils peuvent supporter une initiative syndicale, s'y associer s'ils le souhaitent, c'est leur droit évidemment, mais on se doit d'interpréter les faits tels qu'ils se sont déroulés au lieu de bricoler la réalité pour lui faire dire autre chose... et démontrer qu'on a forcément raison ! Allez Martine, Marie-Georges, Jean-Luc, faites un geste bordel, appelez au retrait du projet du gouvernement, c'est Gluckstein et sa cour qui vous le demande, avec des gants s'il vous plaît !

Ne faut-il pas se mobiliser et s'organiser pour chasser Sarkozy et son gouvernement, en finir avec les institutions de la Ve République, pour satisfaire notre droit à la retraite, pour en finir avec le chômage, la précarité, la pauvreté ?

Quelques sujets de causerie.

1- Mondial: battus par le Mexique, les Bleus ont un pied dans la tombe - LePoint.fr. Il ne manque pas d'humour au Point quand on pense à la situation au Mexique où ça cartonne grave ! Enfin, une bonne nouvelle.

2- Les fonctionnaires, pour leur part, "*se voient imposer une augmentation drastique de leur cotisation conduisant à une baisse de leur pouvoir d'achat*", dénonce l'intersyndicale. (AP 17.06)

Réaction de Chérèque au Figaro le 16 : "*Une augmentation de 0.27 % par an sur 10 ans, c'est quand même raide. C'est une sorte de double peine en matière de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires. Non seulement leurs salaires n'augmentent plus mais on va leur prélever des cotisations supplémentaires qui vont peser sur leur pouvoir d'achat.*"

0,27% d'augmentation de leur cotisation sociale chaque année pendant 10 ans, je suis contre évidemment parce que je suis contre toute hausse de cotisation sociale payée par les travailleurs, mais de là à parler d'augmentation "*drastique*", on est là au coeur du problème du mouvement ouvrier contrôlé par des appareils vendus au capital et qui ont fait des fonctionnaires leur fond de commerce, le régime aussi pour assurer sa stabilité.

Bon, cela date de l'après-guerre, il fallait bien qu'à cette époque les représentants du capital, les staliniens, les réformistes et tous ceux qui

les ont soutenus jusqu'à nos jours s'accordent pour que chacun s'y retrouve sur le dos du prolétariat et que la machine capitaliste (et l'Etat se relève) reparte de plus belle dans de bonnes conditions.... Le gouvernement a décidé de poursuivre la même politique en s'attaquant de préférence au gros du bataillon de la classe ouvrière du secteur privé où les syndicats ne sont pas representés et dont ils n'ont vraiment rien à foutre pour cette raison, idem pour l'ensemble des partis malnommés ouvriers, il faut dire les choses telles qu'elles sont à un moment donné, même au risque de choquer les âmes sensibles, les bonnes consciences, les hypocrites de première qui ne défendent que l'existence de leurs appareils et les intérêts de leurs castes de privilégiés, les intellectuels en tête évidemment.

3- Lu dans des blogs

- Quand les capitalistes peuvent tout se permettre...

"Ma fille va tous les mois en Chine acheter 10 millions de $ de marchandises. Les marchandises sont envoyées directement de Shangaï à Roissy. Les cicuits financiers sont totalement différents : les chinois envoient leurs factures dans un paradis fiscal des caraïbes où le groupe français a ouvert une filiale. Quand les chinois facturent et reçoivent 10 m de $, la filiale caraïbe refacture à la société française 25 m de $. On a donc escamoté au passage 15 m de $ sur lequels il n'y aura pas d'impôts ni charges sociales ! et la société française ne paiera pas d'impôts puisqu'elle ne fait pas de bénéfices grace à cette manoeuvre. Bercy est bien au courant et laisse faire ! tous les produits chinois vendu en france sont concernés par cette manipulation. Ceci incite évidemment les sociétés à acheter en Chine pour bénéficier du système. "

Maintenant, comparez cette pratique de gangsters qui doit être étendue à toutes les grandes et moyennes entreprises qui se fournissent à l'étranger avec les discours de nos dirigeants sur le capitalisme et le respect de la légalité "républicaine" qui leur est cher, n'y aurait-il pas là comme un décalage... insupportable, ne s'emploieraient-ils pas à faire en sorte qu'on n'attaque pas frontalement le capitalisme ? La révolution brise la légalité, ne serait-ce pas pour cette raison qu'ils ne veulent pas en entendre parler ?

- Avec des si...

"Si nous avions 5% de croissance annuelle comme dans les "trente glorieuses", le problème des retraites ne se poserait pas. Si nous avions un marché du travail aussi performant que les pays européens les plus dynamiques, le problème se poserait aussi dans des termes très différents. Si la valeur ajoutée dans notre pays n'avait pas été captée depuis une vingtaine d'années par le capital au détriment du travail, là aussi, les choses seraient différentes."

Vous avouerez que ces arguments n'ont aucun poids ou sont très loin du compte au regard des pratiques frauduleuses des capitalistes dont il a été question plus haut.

Le système capitaliste pour survivre est prêt à tout, mais le combat pour le socialisme ne doit pas dépasser le stade des revendications économiques compatibles avec le régime capitaliste, il ne doit surtout pas se situer dans une perspective politique le remettant en cause ainsi que les institutions. D'après vous, qui défend réellement les intérêts de sa classe, qui se couchent devant qui, qui capitulent ?

Question : on en reste à faire des plans sur la comète avec des hypothèses qui n'ont rien à voir avec la réalité ou sérieusement on admet que seul une révolution et le renversement du régime permettrait de poser les bases politiques pour résoudre les problèmes auxquels est confronté le prolétariat ?

Quelques infos en bref.

Vous avez dit République bananière ?

Qui a déclaré le 25 mars 2009 : "*Je me fais taper dessus mais j'ai la banane*" ? Réponse : L'hystérique complexé du Palais.

Christian Blanc (Grand Paris) et ses 12.000 euros de cigares qui auraient été payés par l'Etat et dont il n'aurait remboursé qu'un quart et la mise en doute par le fisc de l'exactitude de ses dernières déclarations d'impôts.

Rama Yade (Sports) et son supposé séjour à 45.000 euros en Afrique du Sud, avec une suite à 667 euros la nuit, après avoir dénoncé le «clinquant» de l'hôtel des Bleus.

Alain Joyandet (Coopération) et son déplacement ministériel en jet privé à 116.500 en mars et en juin, l'histoire de son permis de construire illégal pour une villa près de Saint-Tropez.

Christine Boutin et ses 9.500 euros mensuels pour une mission confiée par l'Elysée sur les «conséquences sociales de la mondialisation» (auxquels elle a renoncé après la polémique), somme qu'elle cumule avec une indemnité de conseillère générale des Yvelines et sa retraite de députée (17.500 euros par mois à l'arrivée).

Fadela Amara (Ville) qui héberge un de ses frères dans son logement de fonction de 120 m2 (avec vue sur la tour Eiffel, cuisinier et maître d'hôtel), logement qu'elle n'a jamais occupé.

Christian Estrosi (Industrie) et son déplacement à 138.000 euros en jet privé en janvier 2008 et qui posséderait deux logements de fonction à Paris, dont un occupé par sa fille dans le VIIe arrondissement.

Liste non exhaustive et susceptible d'être rallongée.

Guy Birenbaum sur son blog se demande (persuadé je suis, qu'il en a une petite idée) qui, cette avalanche de révélations arrange ? Médiapart, dans un article intitulé, « *Casseroles des ministres, pourquoi l'UMP reste muette?* » a interrogé mardi, certains députés UMP dans les couloirs de l'Assemblée. Les réponses sont pour le moins... surprenantes. En voici un florilège :

«*Il ne faut pas tomber dans le populisme.*» «*Ce sont plus des broutilles qu'autre chose*», «*C'est peanuts! C'est secondaire, regardez-vous les journalistes avec vos hôtels!*», «*De la maladresse» plutôt que «de la malhonnêteté*», «*C'est un manque de métier*», «*une course à l'antiparlementarisme qui fleure le populisme*»...

Mais le plus intéressant, reste tout de même la conclusion de l'article de Médiapart et la question qui reste en suspend, je cite :

Si ni l'Elysée ni l'UMP ne réagissent, c'est aussi parce que certains pensent connaître l'auteur des «*fuites*» sur ces affaires: Matignon. C'est en tout cas le bruit que font courir certains dans l'hémicycle. Un député UMP explique: «*Ce type d'affaires sort généralement de l'intérieur, lorsqu'il y a des conflits. Là, on a une concentration d'affaires. Les ministres mis en cause ont de très mauvaises relations avec le premier ministre: Yade, Boutin, Blanc, etc. D'où ça sort à votre avis... de Matignon!*»

Matignon a-t-il voulu viser les ministres gênants... ou l'Elysée a-t-il distillé quelques rumeurs? (Lepost.fr 17.06)

Karachigate et l'affaire Woerth - Pécresse - Sarkozy / Bettencourt...

TF1, c'est ma télé...

C'est l'un des Secrets de fabrication que l'ancien haut-commissaire Martin Hirsch raconte dans son livre (Grasset).

A la fin de 2009, il est reçu par un président de la République intarissable: "*Il ne faut jamais écouter les autres, les conservateurs, même mon entourage, et tous ces communicants. C'est moi qui ai fait inviter Guillaume Pepy au 20 Heures hier. Tout le monde me conseillait le contraire. Alors qu'avec ce qui se passait à la SNCF, bien sûr qu'il fallait y aller.*" (Lexpress.fr 17.06)

Cohn-Bendit "*pote avec la N-VA*"

Le correspondant de l'Union européenne au sein du journal *Libération*, relève que Daniel Cohn-Bendit se réjouit de la victoire des nationalistes flamands.

Quatremer a interrogé à ce sujet Dany suite à un communiqué révélateur de François Alfonsi, nationaliste corse recyclé en député vert européen (plus précisément en député de l'ALE, associée aux verts).

On lit dans le communiqué de M. Alfonsi, sur le site des Verts, ces lignes enthousiastes sur les nationalistes flamands : "*le parti de Bart de Wever, le très charismatique dirigeant de N-VA, a des objectifs clairs et nets, et il entend arriver à ses fins : faire reconnaître la Flandre comme une nation d'Europe à part entière. Et ouvrir ainsi la voie aux autres nations que l'ALE représente à Bruxelles, à commencer par l'Ecosse, la Catalogne et Euskadi.*"

Alfonsi se réjouit à l'avance des perspectives de guerres pichrocolines ainsi ouvertes :

"*N-VA et Bart de Wever apportent chaque jour la preuve de leur sens politique, déjouant leurs détracteurs, et inscrivant leur détermination fondamentale dans une démarche souple et pleine d'intelligence politique. N-VA a pris désormais un poids considérable, en Flandre certes, mais aussi pour l'ensemble de la Belgique car il sera incontournable dans les futurs équilibres gouvernementaux. Or, la Belgique va présider pendant les six mois à venir l'Union Européenne, à la suite de l'Espagne. Pour l'ALE, s'ouvre donc une période politique pleine de potentialités nouvelles.*"

Premier point d'information : l'Europe sera donc prochainement pilotée par la N-VA, à noter, cela risque en effet d'être plein de potentialités nouvelles. Ce sera le moment pour les bretonnants, occitanisants et autres bidulants de demander des subventions.

Deuxième élément d'information, Dany Cohn-Bendit, interrogé par Quatremer trouve que le Bart de Wever est "*d'abord européen*" (européen

uber alles, c'est bon comme traduction ?). Europe écologie est donc parfaitement à l'aise avec les flamands qui refusent de payer pour les wallons etc. Les verts ou l'idéologie not in my backyard and furthermore not with my money. Rappelons tout de même que Dany Cohn-Bendit est censé représenter ce qui se fait de mieux en matière européenne : ouvert, intelligent, démocrate ; il faudra maintenant ajouter "*et pote avec la N-VA*". (http://www.lalettrevolee.net 15.06)

Flicage et psychose en entreprise.

Ce n'est pas nouveau: les entreprises surveillent les salariés. Et c'est légal à partir du moment où les employés sont mis au courant par les employeurs. 50 % le font illégalement

Mais, selon BFM TV, la moitié des entreprises contrôlées par la Cnil (Commission nationale informatique et liberté) n'est pas règle avec la législation.

C'est le genre de surprises auxquelles peuvent s'attendre certains employés. Mais ce n'est pas tout: caméra braquée sur un local syndical, voiture localisée par le GPS à l'insu des salariés, des lignes téléphoniques sur écoute...

Des demandes en augmentation

7.000 demandes supplémentaires d'autorisation on été présentées à la Cnil en 2009, une augmentation "*phénoménale*" indique BFM TV.

Selon le *Nouvel Obs*, 4.265 plaintes ont été enregistrées par la Cnil en 2009, conduisant à 270 contrôles et 91 "*mises en demeure*".

5 sanctions ont été prononcées... (Lepost.fr 17.06)

5 sanctions pour 4.265 plaintes, autant dire que les patrons agissent en toute impunité. Et nous devrions rester au garde-à-vous devant l'arbitraire, nous devrions être les seuls à respecter la légalité ? La révolution renverse la légalité...

Retraites.

1- Selon un sondage CSA - Le Parisien, publié ce jeudi, 60 % des Français désapprouvent le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans en 2018.

Le PS n'est pas épargné par le mécontentement du panel CSA, puisque 52% estiment que le Parti socialiste ne tiendrait pas sa promesse de revenir à un âge légal de départ à la retraite à 60 ans, si il gagnait les prochaines élections! (Lepost.fr 17.06)

2- 51% des Français voient d'un bon oeil le projet de réforme des retraites du gouvernement mais 57% pensent qu'il faut se mobiliser contre ce texte qui repousse l'âge légal de départ à la retraite de 60 ans à 62 ans, selon un sondage Harris mis en ligne par RTL jeudi.

Les deux-tiers des personnes interrogées s'opposent à un report de 65 ans à 67 ans l'âge de la retraite à taux plein.

L'enquête fait aussi apparaître un clivage gauche-droite sans précédent. (lepoint.fr 17.06)

51% favorable au projet du gouvernement et 57% prêts à descendre dans la rue contre ce projet !

3- Après l'annonce, mercredi, du projet de réforme des retraites, la CGT et FO ont boycotté ce jeudi la «concertation express» proposée par Eric Woerth.

«*La négociation nous est refusée. Le ministre a dit clairement qu'il ne reviendrait pas sur la philosophie du texte. Or nous, c'est tout le texte qu'on veut changer*», explique Eric Aubin (CGT).

La CFDT, elle, «*refuse la politique de la chaise vide*». Mais elle ne se fait «aucune illusion» pour autant. «*Avec ce gouvernement, il n'est jamais question de négociation. Simplement de discussion*», souligne Jean-Louis Malys, chargé des retraites à la CFDT. «*C'est un gouvernement schizophrène. Avec nous, il promet que la réforme est juste, équitable, sociale. Et avec les marchés, avec l'Europe, il se vante de faire une réforme dure, encore plus sévère qu'en Allemagne.*» (20minutes.fr 17.06)

4- "*L'évaluation de ce genre de réforme par les agences de notation ne peut être que positive*", déclarait-on mercredi au ministère français de l'Economie.

Les économistes interrogés par Reuters se montrent plus sceptiques, même s'ils accueillent plutôt bien la réforme.

"*Manifestement, le gouvernement a pour objectif de combler le plus rapidement possible les déficits*", notamment ceux liés à la crise économique, a dit à Reuters Gérard Cornilleau (OFCE).

"*Ça ne résout pas le petit déficit supplémentaire qui devrait apparaître vers 2020-2030*", a-t-il ajouté.

Un avis partagé par Gilles Moec (Deutsche Bank) ou Marc Touati (Global Equities), lequel juge trop optimistes les hypothèses macroéconomiques du gouvernement, en particulier pour le chômage (6,7% en moyenne en 2014-2020, 4,5% en 2024).

"*Il ne faudra pas s'étonner si, dans quelques années, une nouvelle réforme des retraites vient empoisonner la vie des futurs dirigeants du pays*", estime Marc Touati.

L'alignement des taux de cotisations des fonctionnaires : "*C'est une manière d'étaler les choses qui permet d'éviter (...) les affrontements sociaux*", souligne Gérard Cornilleau, pour qui la réforme est cependant "*relativement injuste*". (Reuters 16.06)

5- Cadeau.

Le gouvernement propose en outre d'intégrer le 13e mois et les primes dans le calcul des allègements de charges des entreprises sur les bas salaires. (Reuters 16.06)

La liberté de circuler bientôt payante.

Députés et sénateurs, réunis mercredi en commission mixte paritaire (CMP) pour trouver un compromis sur le projet de loi Grenelle 2, ont donné leur feu vert à l'expérimentation du péage urbain pour les villes --volontaires-- de plus de 300.000 habitants.

Les conclusions de la CMP doivent encore faire l'objet d'un ultime vote de chaque chambre, fin juin (le 28 juin au Sénat et le 29 à l'Assemblée).

Cette expérience, souligne le sénateur UMP des Alpes-Maritimes Louis Nègre dans un communiqué, est assortie de trois conditions: elle ne concernera que les grandes agglomérations (plus de 300.000 habitants) qui se porteront volontaires, le péage urbain "*ne pourra être instauré qu'après enquête publique à charge et à décharge*" et qu'à la condition qu'existe déjà "*un minimum d'infrastructures de transports en commun*". (lepoint.fr 16.06)

Grèce.

Le taux de chômage en Grèce est ressorti à 11,7% au premier trimestre 2010, son niveau le plus élevé depuis 10 ans annonce le service des statistiques du pays. (Reuters 17.06)

Espagne.

Le Trésor espagnol a vendu pour trois milliards d'euros d'obligations sur 10 ans au taux d'intérêt de 4,86%, contre 4,04% lors de la dernière émission le mois dernier. Il a aussi vendu pour 479 millions d'euros en obligations sur 30 ans au taux moyen de 5,9%, contre 4,8% en mars. (AP 17.06)

Etats-Unis

En 2009, 46,3 millions de personnes -- dont plus de six millions d'enfants de moins de 18 ans -- n'étaient pas couvertes par une telle assurance (soit 15,4% de la population), contre 43,8 millions de personnes en 2008 (14,7%).

Selon les CDC, la proportion d'adultes âgés de 18 à 64 ans dépourvus d'assurance santé s'élève à 21%, cependant que chez les seniors, dont la plupart sont couverts grâce au programme Medicare, ce pourcentage s'établit à 17,5%. (Reuters 16.06)

Economie.

1- Selon 250 économistes interrogés entre le 10 et le 16 juin, le rythme de la croissance des Etats-Unis s'éloigne de plus en plus de celui de la zone euro et de la Grande-Bretagne. Il surpasse également celui du Japon. (Reuters 16.06)

2- La panique sur les marchés financiers pourrait bien hypothéquer la reprise, s'alarme le Fonds monétaire international (FMI). «La volatilité des marchés financiers a considérablement augmenté ces dernières semaines, les coûts de financement se sont accrus, et des actifs risqués ont été vendus dans toutes les régions», s'inquiète l'institution dans un document préparé pour le G20 des 4 et 5 juin derniers, mais publié ce mercredi. (lefigaro.fr 16.06)

Le 19 juin

Bon week-end à tous.

Affaire d'Etat.

Le juge d'instruction chargé de l'enquête sur un attentat anti-français au Pakistan en 2002 a confirmé la piste d'une affaire de corruption en France, a-t-on appris de source judiciaire.

Le procureur Jean-Claude Marin a dit dans un communiqué cette semaine qu'il jugeait les faits prescrits.

L'avocat des familles qui assistait à la rencontre, Me Olivier Morice, a rapporté les propos du juge et souligné que le magistrat manquait de latitude. (Reuters 18.06)

Riche et escroc, cela ne va-t-il pas ensemble ?

La milliardaire Liliane Bettencourt aurait disposé de comptes bancaires non déclarés en Suisse pour un montant de près de 80 millions d'euros, selon des enregistrements clandestins de conversations révélés par le site Mediapart, qui en a publié des extraits. Dans l'un de ces extraits, daté du 27 octobre 2009 par Mediapart, le gestionnaire de fortune de Mme Bettencourt, Patrice de Maistre, lui déclare : "*Il faut qu'on arrange les choses avec vos comptes en Suisse. Il ne faut pas que l'on se fasse prendre avant Noël.*"

M. de Maistre assure à l'héritière de L'Oréal : "*Je suis en train de m'en occuper et de mettre un compte à Singapour. Parce qu'à Singapour, ils ne peuvent rien demander.*"

Selon cette conversation enregistrée par le maître d'hôtel de Mme Bettencourt, ce compte bancaire en Suisse "*est de 12 ou 13 millions*". "*Et vous en avez un autre, paraît-il, beaucoup plus important*", ajoute M. de Maistre. "*Je suis allé voir ce compte à Vevey (canton de Vaud), où vous avez quand même 65 millions d'euros*", annonce le gestionnaire à la milliardaire lors d'un rendez-vous trois semaines plus tard, le 19 novembre, toujours selon Mediapart.

D'après Mediapart, l'hebdomadaire Le Point et le quotidien *Libération*, Liliane Bettencourt serait également la propriétaire d'une île des Seychelles, Arros, qu'elle n'aurait toutefois pas déclarée au fisc français. (Lemonde.fr et AFP 18.06)

Charrette.

Le distributeur allemand Metro a annoncé vendredi qu'il prévoyait de supprimer 900 emplois et de vendre ou de fermer quatre points de vente en Allemagne dans le cadre d'un plan destiné à améliorer la rentabilité de ses activités Cash and Carry. (Reuters 18.06)

Le 20 juin

On causera demain, je répondrai au courriel puant que j'ai reçu hier.

Bon dimanche. **Visite en sarkolangue.**

Lors des commémorations à Londres du 70e anniversaire de l'appel du Général de Gaulle, le chef de l'Etat a rendu un vibrant hommage aux résistants : «*Quelles qu'avaient pu être avant la guerre leurs opinions, ils se batturent tous au fond pour la même idée de la liberté, la même idée de la civilisation*».

Et les antécédents :

- «*On commence par les infirmières parce qu'ils sont les plus nombreux*» - Rambouillet le 13 mars 2009, plan de réforme des hôpitaux.

- «*Je sors de ma douche parce que j'étais faire sport*» - Rencontre avec des lectrices de Femme Actuelle en mai 2009.

- «*Qu'est-ce que j'm'aperçois?*» et «*Si y en a que ça les démange d'augmenter les impôts...*» - Le 17 mars 2009, devant les ouvriers d'Alstom

à Ornans.

- «*C'est quand même agréable de voir des hauts fonctionnaires à qui vous comprenez quand y parlent*» - Provins, 20 janvier 2009. (Slate.fr 19.06)

En quoi un ouvrier devrait-il être complexé ou se sentir inférieur face à ce minable ? En quoi ne serions-nous pas capables de prendre la direction de la société et de faire mieux qu'eux quand on voit qu'il mène l'humanité au chaos et à la barbarie ?

Les médias ne sont pas à une approximation près.

- L'ex-Premier ministre Dominique de Villepin a officialisé samedi à Paris, devant plus de 3.000 sympathisants... (lepoint.fr 19.06)

- L'ex-Premier ministre a officialisé samedi, devant 6000 sympathisants... (libération.fr 19.06)

On reviendra plus tard sur le mouvement créé par de Villepin, candidat potentiel en 2012. Ils vont se bousculer dans le camp de la réaction, le Nouveau Centre veut absolument présenter un candidat, Bayrou pour le Modem ne renonce pas non plus, J. Cheminade sera également candidat...

Le 21 juin

Je n'ai pas le temps d'évoquer le mini congrès du PCF, d'ailleurs c'est sans intérêt. En Colombie le parti d'Uribe a remporté les élections présidentielles, une grande victoire selon les médias, alors qu'il y avait eu 49% d'abstention au premier tour et plus de 44% au second tour hier. Au premier tour le parti social d'union nationale d'Uribe avait obtenu 30% des voix, soit 15% en tenant compte de l'abstention, une grande victoire de la démocratie, la leur.

Je n'ai pas terminé ma réponse au militant du POI, demain sans doute. J'ai oublié de mentionner avant-hier après avoir reproduit un passage de son courriel, que le POI était suspendu aux basques des appareils, mais chacun l'aura compris à la lecture de ce passage, il aurait voulu nous le démontrer qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Passons aux infos en bref.

Retraites.

La journée de mobilisation du 24 juin à l'appel de six syndicats, "*je ne la redoute pas. J'imagine qu'elle sera suivie* " a déclaré le secrétaire d'Etat à la Fonction publique Georges Tron dimanche sur BFM.

"*Une manifestation est l'expression d'une angoisse. On en tirera les enseignements. Le président de la République nous a demandé avec Eric Woerth de faire en sorte d'avancer sur certains dossiers, comme la pénibilité, on va le faire. Reste que, sur le fond des choses, l'architecture est bien positionnée après des semaines et des semaines d'entretiens avec les syndicats*", selon lui.

A propos des fonctionnaires : "*Je suis profondément convaincu qu'ils comprennent ce que nous faisons. Ils ont sans doute des souhaits de modification mais ils comprennent la philosophie. C'est la raison pour laquelle je ne redoute pas cette mobilisation*", a-t-il ajouté. (lepoint.fr 20.06)

Qui ne comprend pas que les dirigeants syndicaux tiennent un double langage et jouent un double jeu, tout comme le gouvernement avec sa "*réforme équilibrée et juste*" qui ne peut pas l'être. Les militants qui ne sont pas des lumières pour la plupart s'en rendraient comptent... mais pas les travailleurs !

Chacun a pu se rendre compte depuis que Sarkozy a été élu qu'il était le Président des banquiers et des nantis, comme chacun sait que le gouvernement représente et défend les intérêts du patronat et qu'il n'y avait rien de bon à attendre de ce côté-là pour les travailleurs, mais en participant pendant "des semaines et des semaines" à des "entretiens" avec lui, les dirigeants syndicaux se sont évertués en réalité à démontrer le contraire, à cautionner l'idée qu'il pourrait sortir quelque chose de positif de ces "entretiens" pour les travailleurs. Ils n'ont eu de cesse de tenir des discours contradictoires.

Leur seule présence à ces "entretiens" suffisait à légitimer le processus engagé par le gouvernement qui devait conduire à la remise en cause de notre droit à la retraite, qui par ailleurs était déjà très imparfaitement pris en compte ou carrément insatisfaisant auparavant. Les dirigeants syndicaux, en participant à cette mascarade, ont signifié aux yeux des travailleurs que c'était Sarkozy le maître de cérémonie, le véritable maître de la situation, ils lui ont donné la main, mieux, en passant outre le fait qu'il était minoritaire et illégitime dans le pays, qu'il était le président le plus impopulaire de la Ve République dont le parti fut défait lors des deux dernières élections, il lui ont redonné un pouvoir qui lui échappait de plus en plus dans la réalité, afin de mieux l'aider à faire passer son projet scélérat.

Une fois manifestée aux yeux de tous leur soumission devant leur maître, après avoir été jusqu'à accepter l'agenda qu'il leur avait imposé unilatéralement, ces lieutenants du capital sont ressortis naturellement bredouilles de ces "entretiens" dont le contenu et l'objectif étaient connus d'avance, seul le patronat s'estimant satisfait de cette nouvelle régression sociale annoncée, conformément à ce qu'on pouvait attendre de ces "entretiens".

Après s'être employé minutieusement pendant "des semaines et des semaines" à faire croire aux travailleurs qu'il pourrait sortir autre chose de ses "entretiens", afin de laisser le temps à la propagande gouvernementale d'agir sur les esprits et d'arriver sans encombre à la fin juin, les médias se chargeant de leur côté de relayer en boucle la bonne parole du COR, tandis que les dirigeants des partis dits ouvriers s'emploieraient également à tout dire et son contraire pour mieux embrouiller les esprits, une fois réalisé ce travail de sape en direction des travailleurs, voilà que ces dirigeants syndicaux expliquent que finalement ils rejettent le projet du gouvernement et qu'ils sont prêts à se lancer dans la bataille pour obtenir son retrait (FO) ou son amélioration (l'intersyndicale), et cela après avoir organisé plusieurs journées d'action qui avaient pour unique fonction de démoraliser les militants et d'interdire à la classe de se dresser contre le gouvernement, en admettant qu'elle y serait prête. Ils pousseront même le cynisme jusqu'à expliquer que tout dépendrait maintenant de leur mobilisation.

Soyons lucide, qui franchement peut encore leur faire confiance après nous avoir offert un spectable aussi misérable ? C'est si vrai que même lorsque le PS affirme qu'il rétablira les 60 ans s'il arrivait au pouvoir en 2012, la majorité des travailleurs n'y croit pas, ils n'ont aucune confiance dans les dirigeants du mouvement ouvrier ou ceux qui se prétendent tels.

La même situation prévaut dans tous les pays de l'Union européenne, tous les droits sociaux des travailleurs sont liquidés ou gravement amputés les uns après les autres qu'il y ait eu mobilisation ou non, la Grande-Bretagne et l'Allemagne dirigés par des partis social-libéraux pendant des années ayant pris les devants et montré l'exemple à suivre à tous les gouvernements.

Ce constat est valable pour l'Italie, le Portugal, l'Espagne et la Grèce notamment où d'importantes manifestations ou plusieurs grèves générales (en Grèce) ont eu lieu sans qu'aucun gouvernement n'ait reculé.

Le point commun à tous ces pays, c'est qu'aucun parti révolutionnaire n'existe, qu'aucun parti ouvrier parmi ceux qui existent ne situe son combat dans la perspective de renverser le régime en place et d'en finir avec le capitalisme, ils sont totalement incapables de proposer la moindre issue politique au prolétariat et à la petite-bourgeoisie, du coup, partant de ce constat, il est parfaitement normal que les masses situent leurs aspirations (illusions) ou leurs combats dans le cadre de l'ordre établi, et compte-tenu qu'elles savent qu'elles n'ont rien à espérer dans le cadre du capitalisme en crise et que c'est le seul horizon qu'on leur propose, elles n'ont plus qu'à se résigner à de nouveaux sacrifices. Tel est le message que l'ensemble des syndicats et des partis dits ouvriers ont adressé aux travailleurs dans chaque pays.

Si on ne prend pas en considération cet aspect de la situation, on ne peut pas comprendre en quoi consiste la politique opportuniste mise en oeuvre par chaque parti ou les manoeuvres des dirigeants syndicaux. Sarkozy et le gouvernement peuvent marteler quotidiennement qu'ils ne reviendront pas sur leur projet, les dirigeants du mouvement ouvrier feignent de ne pas l'entendre, aucun n'ose avancer que dans ces conditions il faut les chasser et prendre le pouvoir, à des degrés divers et plus ou moins ouvertement ils sont tous sur une ligne de capitulation devant le capital, les uns réclamant du gouvernement qu'il améliore son projet, les autres réclamant son retrait tout en étant impuissant à proposer la moindre issue politique en cas de refus du gouvernement, ce qui revient finalement à faire croire que tout serait encore possible sous ce régime et conduit fatalement dans une impasse politique sans que le prolétariat ne puisse tirer le moindre enseignement de sa mobilisation.

Obnubilé par la recherche à tout prix de résultats immédiats, dans le moins pire des cas - juste pour montrer à quel niveau est tombé le mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde, on se trouve en présence d'une politique de type réformiste ou trade-unioniste qui dans la situation actuelle consiste à colporter de nouvelles illusions dans le régime, duquel il faudrait tout attendre ou avec lequel la satisfaction de nos droits serait encore compatible, niant au passage la crise du capitalisme mondial.

On aura parfaitement compris que ceux qui appellent au retrait du projet du gouvernement se satisferaient bien d'un recul du gouvernement, la vie continuant comme avant ensuite, cela fait plus de 60 ans que l'on nous sert cette politique réactionnaire qui a conduit à la situation actuelle, à la subordination du prolétariat au capitalisme et à son désarmement théorique et politique.

Ceux qui se réfèrent à 36, 47 ou 68 oublient soigneusement de préciser que les améliorations de la condition ouvrière obtenues à ces différents moment de la lutte des classes l'ont été au détriment du combat pour la prise du pouvoir par le prolétariat et le socialisme, qu'ils ont été le produit d'une capitulation, d'une trahison qui annonçaient les pires défaites ou des décennies de paix sociale favorable aux affaires.

Dans les années 70-80 on nous servit sur un plateau une théorie selon laquelle la bourgeoisie avait cédé chaque fois par crainte de tout perdre, entendez par là le pouvoir et ses privilèges. Or, en y regardant de plus près, on s'est aperçu qu'en l'absence d'un parti révolutionnaire, en 36, 47 ou 68, à aucun moment elle ne s'était retrouvée dans une telle situation. Cette théorie qui s'apparentait à une falsification de l'histoire ne devait servir qu'à couvrir la trahison des appareils ou masquer l'incurie politique de ceux qui la professaient ou les deux à la fois.

Marx et Engels avaient défini le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière comme un moment ou une étape du combat pour l'émancipation du prolétariat du capital, le premier étant subordonné au second. Au début du XXe siècle, c'était encore l'orientation et l'objectif du combat d'une fraction importante du mouvement ouvrier. Depuis plus d'un demi-siècle, l'un et l'autre ont été abandonnés par le

mouvement ouvrier au profit du seul combat pour des revendications alimentaires compatibles avec l'existence du capitalisme, le combat pour le socialisme sur le terrain de classe du prolétariat étant passé à la trappe.

Les opposants à une ligne politique révolutionnaire conforme au marxisme, en abandonnant l'objectif du combat du prolétariat en quoi ont-ils fait progresser notre cause, en quoi ont-ils permis de faire progresser la conscience politique des travailleurs, en quoi leur stratégie minimaliste a-t-elle permis de construire un parti véritablement révolutionnaire ? La réponse à toutes ces questions est négative, chacun peut facilement le vérifier par lui-même. A quoi cela a-t-il abouti de brader les principes, le léninisme, le programme de la révolution socialiste ? A strictement rien, sauf à se retrouver au moment où la plus formidable crise du capitalisme éclate complètement désarmés pour l'affronter et les masses désorganisées et désemparées. Voilà le fardeau, le boulet que nous ont cédé les Lambert, Franck et autre Barca et que l'on n'a pas fini de traîner derrière nous...

Leurs disciples oseront-ils prétendre que leurs combats ont permis au prolétariat d'acquérir des droits nouveaux ou de préserver ceux qu'il avait acquis précédemment et que c'était déjà pas si mal ? On leur répondra : au détriment de qui, de quoi, de l'essentiel ? Pourquoi ont-ils ignoré que la classe dominante nous reprendrait un jour où l'autre ce qu'elle avait dû nous concéder en d'autres circonstances ? Pourquoi n'ont-ils pas tenu compte de cet enseignement de notre histoire ? Pourquoi n'ont-il pas instruit le prolétariat de ce qui l'attendait ? Que cela leur plaise ou non, ils doivent répondre aujourd'hui à toutes ces questions et rendre des comptes à la classe ouvrière et à ses militants. Le jeu en valait-il la chandelle ? Manifestement non. Ils imaginaient sans doute qu'en supportant de mieux en mieux le capitalisme, les masses auraient soudainement un jour envie de s'en séparer, qu'une fois enchaînées solidement au char du capitalisme elles trouveraient spontanément et par leurs propres moyens le chemin de leur émancipation, du socialisme ? Sachant que ce serait impossible, une fois rangés sous l'aile protectrice du capitalisme et ses institutions auxquelles ils collaborent tous, il leur sera facile de répondre qu'ils n'y ont pas cru un seul instant, avouant ainsi que telles n'étaient pas leurs intentions de mener ce combat jusqu'au bout, ce que de notre côté nous avions parfaitement compris.

Soit Sarkozy retire son projet, soit on le chasse et on prend le pouvoir, ainsi on fera d'une pierre deux coups et le retrait de ce projet sera définitif. Pourquoi ne serait-il pas possible de défendre cette position qui est la seule conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs et qui rencontrerait un écho auprès des ouvriers les plus déterminés à refuser de nouveaux sacrifices ? Parce que vous êtes incapables de défendre cette ligne politique. Pourquoi ? Parce qu'elle ne correspond pas à l'objectif de votre combat, parce que vous l'avez abandonné, ce que vous avouez du reste en expliquant que les travailleurs ne sont pas prêts à entendre un tel discours, à vous entendre ils n'y seront jamais, tout le problème est là.

Ils peuvent nous répondre que chasser Sarkozy n'est pas la question ou que ce n'est pas à l'ordre du jour ou encore que c'est impossible, parce que les travailleurs n'y seraient pas prêts, donc il faudrait abandonner cette stratégie. En appliquant ce principe à leur stratégie, si on ne parvenait pas à faire reculer Sarkozy après avoir évacué toute perspective politique pour ne pas diviser la classe, c'est l'un de leur argument favori, il faudrait en déduire que finalement plus rien n'est possible, que tout est foutu, voilà à quelle absurdité on arrive, notez bien que c'est ce que suggère ou sous-entend leur stratégie. On ferait peut-être mieux d'arrêter tout combat maintenant.

Et quand le CCI-POI affirme que la situation serait pré-révolutionnaire et pourrait évoluer vers une crise révolutionnaire, on a envie de leur poser une seule question : et vous faites quoi pour que les travailleurs prennent conscience de la situation, vous faites quoi pour les préparer aux combats décisifs de demain ? La réponse : rien, on ne leur en parle pas de crainte de les effaroucher, à moins qu'il ne s'agisse de vos amis républicains et démocrates qui ont horreur de la violence d'où qu'elle vienne, une révolution étant forcément violente. Vous avez raison, c'est lorsqu'il y aura un char au coin de la rue que les travailleurs auront le temps de se demander quoi faire et qu'ils trouveront forcément la bonne réponse, ce ne sera plus seulement de sueur ou de larmes que vous aurez à répondre, mais de leur sang, le nôtre !

En attendant, continuez de tout attendre des appareils pourris des partis et des syndicats à coups de front unique stériles, allez-y continuez de creuser notre tombe...

Quand on mène un combat sur une revendication, il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle soit satisfaite, or tous les combats sont menés systématiquement dans cet optique. Résultat, comme dans plus de 95% des cas le résultat est négatif et que leur combat ne s'inscrivait pas dans une autre perspective (plus générale), travailleurs comme militants n'en tirent aucune leçon ou aucun profit. On comprend qu'il y en ait qui finissent par être écoueurés et se découragent. Et quand bien même serait-elle satisfaite, comme elle ne constituait pas une étape dans le combat plus général contre le régime, on aboutit au même résultat et on n'avance pas d'un pas vers notre objectif.

Les loosers et le nul (Le Point). Ils vont très bien ensemble.

"*Lui, comme moi, prenons la mesure de l'indignation des Français, et c'est vrai que nous en appelons à la dignité et à la responsabilité*", a déclaré ce dimanche Roselyne Bachelot sur TF1, après s'être entrenue avec Nicolas Sarkozy.

La ministre de la Santé et des Sports a indiqué qu'elle réunirait demain Patrice Evra, Raymond Domenech et Jean-Pierre Escalettes "*parce qu'effectivement il faut que nos joueurs se resaisissent*". (Lepost.fr 20.06)

Un bien mauvais présage pour La Talonnette.

Colombie.

Selon des résultats portant sur 99,3% des bulletins dépouillés, Juan-Manuel Santos, ex-ministre de la Défense et candidat du parti social d'union nationale (Partido de la U), le parti d'Alvaro Uribe, a obtenu 69% des suffrages.

Son rival, l'ex-maire de Bogota Antanas Mockus a pour sa part obtenu 27,5% des voix.

Quelque 13,2 millions d'électeurs ont participé au scrutin, où le taux de participation tournerait autour de 44%. (Lepoint.fr 20.06)

Le 22 juin

Nous avons essuyé un gros orage la nuit dernière, ils ont rétabli le courant à 8h ce matin pour le recouper à 11h, il est 15h et il n'y a toujours pas d'électricité. Je n'ai pas dormi plus de trois heures sans la climatisation. Donc je serai très bref.

Pas le temps de terminer mes différents textes car j'ai consacré ma matinée à la question des retraites. J'ai reçu le chèque de 25 euros du camarade étudiant ex-AJR et POI, je l'en remercie chaleureusement. Bonne continuation à tous.

Confidence.

Claude Guéant, secrétaire général de Nicolas Sarkozy, confie ce lundi au *Financial Times* que de nouvelles mesures d'économies sont en préparation. Elles devraient être annoncées à l'automne.

A en croire «Les Echos», le gouvernement s'apprête à confirmer son objectif de 100.000 nouvelles suppressions de postes de fonctionnaires entre 2011 et 2013, après les 100.000 déjà obtenues ces dernières années.

Les économistes estiment que l'Etat pourrait procéder à un gel des salaires des fonctionnaires, leurs rémunérations représentent près d'un tiers des dépenses publiques. (lefigaro.fr 21.06)

Camarades travailleurs de la fonction publique, l'Etat (capitaliste) n'est pas votre sauveur suprême, il est votre maître ou employeur et vous en êtes l'esclave, débarrassez-vous de lui, seul un Etat ouvrier garantira votre avenir et rémunèrera votre travail à sa juste valeur...

Comment figer au sein de l'Union européenne le rapport de forces entre les différents pays en fonction de leur puissance économique ou comment privilégier les pays dominants, l'Allemagne et la France principalement.

1- Une agence européenne indépendante de surveillance budgétaire devrait être créée et intégrée à la Commission européenne pour appliquer le pacte de stabilité et de croissance, a estimé lundi Jean-Claude Trichet.

"*Nous pensons qu'il y a dans certains domaines, au sein même de la Commission, des entités qui peuvent être indépendantes*", a-t-il déclaré, précisant que cette agence pourrait être chargée des diagnostics et d'un "*monitoring*" permanent des situations budgétaires des Etats membres. (Reuters 21.06)

2- Un Luxembourgeois a un pouvoir d'achat sept fois plus élevé qu'un Bulgare. Les écarts de richesse au sein de l'Union européenne restent toujours aussi importants, selon des chiffres de l'office européen des statistiques, Eurostat, publiés ce lundi.

L'enquête a évalué le PIB par habitant des 27 Etats membres, exprimé en standard pouvoir d'achat (SPA). Cette mesure permet d'éliminer les différences de niveau de prix entre les pays et donc de pouvoir les comparer. (20minutes.fr 21.06)

Etats-Unis. Quand démocratie rime avec dictature des multinationales.

La Cour suprême des Etats-Unis a donné raison lundi 21 juin au groupe agrochimique Monsanto en annulant la suspension de la vente de semence de luzerne génétiquement modifiée, décidée parce que des agriculteurs bio craignaient la contamination de leurs cultures.

Un juge fédéral de Californie avait, en mai 2007, émis une injonction, confirmée en appel en 2009, interdisant la vente par Monsanto de ces semences pour résister aux herbicides. Le jugement demandait aussi au ministère de l'agriculture (USDA) de mener une vaste étude d'impact environnemental, ce qu'il avait omis de faire en dérégulant en 2004 la commercialisation de ces semences. Il s'agissait du premier dossier traitant des OGM devant la plus haute juridiction américaine.

Les juges ont estimé par sept voix contre une (un juge s'est récusé) que les tribunaux inférieurs avaient agi de façon "*prématurée*", alors que

le ministère américain de l'agriculture n'avait pas encore mené d'étude d'impact environnemental sur la luzerne Monsanto. Le tribunal fédéral "*n'avait aucun besoin d'empêcher l'administration de mettre en œuvre une dérégulation partielle conforme à la loi*", a estimé la Cour. (lemonde.fr et AFP 21.06)

Le 23 juin

Pour les militants révolutionnaires, les articles qui figurent aujourd'hui dans la page d'accueil ont de quoi alimenter la discussion avec les travailleurs qui se posent le plus de questions ou qui cherchent une issue politique. Et le gouvernement ose parler d'équité, de justice sociale, il y a de quoi là le pilonner et le démolir !

Ne tombez pas dans le panneau qui consisterait à vouloir "*faire payer les riches*" ou à réclamer une "*meilleure répartition des richesses*" pour satisfaire nos besoins, parce que cette perspective est incompatible avec le maintien en place du système de la propriété privée des moyens de production, puisqu'avec ce système la production n'est pas organisée dans cette perspective mais dans celui d'accumuler toujours davantage de profits. Ce sont donc les bases économiques et sociales sur lesquelles repose la production qu'il faut changer, pour qu'enfin les richesses produites correspondent à nos besoins et qu'ils soient possible de les satisfaire. Il faut donc changer les rapports de production, c'est-à-dire exproprier les capitalistes sans les indemniser, confisquer tous leurs biens et avoirs et les déclarer propriété collective (de l'Etat ouvrier), à commencer par les banquiers et les patrons des grandes entreprises, afin de planifier la production en fonction des besoins de la population sous la direction des producteurs eux-mêmes.

Ensuite, si la propriété privée des moyens de prodution est compatible avec les institutions de la Ve République, la propriété collective des moyens de production ne peut être qu'incompatible avec l'existence de ces institutions, c'est la raison pour laquelle il faut au préalable liquider les institutions politiques en place qui ont été conçues dans le seul but de permettre au système d'exploitation actuelle de fonctionner pour le compte de la classe dominante, celle des capitalistes.

Seul un Etat ouvrier révolutionnaire, une République socialiste, seul un gouvernement révolutionnaire et un parti communiste s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation révolutionnaire du prolétariat seront à même de mettre en oeuvre cette politique économique et sociale progressiste conforme aux besoins et aspirations de l'immense majorité de la population. Rompre avec le capitalisme et toutes ses institutions internationales, rompre avec les institutions de la Ve République et tous les partis qui les soutiennent, s'organiser dans la perspective de la prise du pouvoir et du socialisme, telle est la seule voie de salut pour la classe ouvrière.

Je n'ai pas eu le temps de terminer mes autres articles ou réponses, cela peut attendre, il est déjà 12h10.

Au fait, je n'ai pas mis en ligne un article de presse sur la situation en Bolivie où apparemment la réaction soutient (financièrement au moins) une marche de paysans mécontents de l'action du gouvernement. Par contre, j'ai admiré la réponse du Mouvement vers le Socialisme (MAS) à ces "*indiens d'Amazonie bolivienne*" qui réclament plus d'autonomie, il reproche aux peuples indigènes de "*ne pas comprendre qu'une Constitution se respecte*", constitution qui n'a pas remis en cause le pouvoir des grands propriétaires terriens notamment, encore moins ceux des capitalistes ni même les institutions qui existaient avant que Morales n'arrive au pouvoir, laissant ainsi les mains libres à la réaction pour combattre le gouvernement. Allende avait commis la même "erreur"... (source : Lepoint.fr et AFP 21.06)

Quelques infos en bref.

Chiffres.

200.000, c'est le nombre d'emplois qui ont été supprimés dans l'industrie en France en 2009.

50.000, c'est le nombre d'emplois qui ont été supprimés dans le bâtiment en France en 2009.

Le lobbying du patronat ne connaît pas de limite.

Le patron des députés UMP, Jean-François Copé, a déclaré mardi avoir informé François Fillon qu'il voterait contre l'un des articles importants (article 6) du projet de loi sur le dialogue social dans les TPE (très petites entreprises).

L'article 6 du texte prévoit la création de commissions paritaires territoriales chargées d'assurer un suivi de l'application des conventions et accords collectifs et d'apporter une aide en matière de dialogue social aux salariés et employeurs des TPE. En réalité, ces commissions seront facultatives et ne pourront pas conclure des accords, ni pénétrer dans une entreprise sans l'accord du patron.

"*J'estime que les TPE sont des structures à part, dont la taille ne permet pas d'ajouter des lourdeurs qui viendraient porter atteinte à leur équilibre économique et donc à l'emploi. Je suis donc tout à fait défavorable à cette disposition*", a fait valoir Jean-François Copé. (Lepoint.fr 22.06)

Imaginez un seul instant que le pouvoir arbitraire, pour ne pas dire dictatorial dont disposent les patrons de droit divin des TPE (entreprises de moins de 10 salariés) puisse simplement être écorné, est totalement impensable pour les plus farouches défenseurs de la propriété privée des moyens de production.

Quand l'Etat rend hommage à l'un des siens, un barbouze.

La présidence de la République a fait déposer une gerbe au pied de la dépouille du général Marcel Bigeard lors de ses obsèques religieuses qui se sont déroulées lundi à Toul. (Lepoint.fr 22.06)

Héro des guerres coloniales dont celle du Vietnam, il n'hésitera pas à vanter les mérites de la torture.

Etats-Unis. Quand démocratie rime avec dictature des multinationales, suite.

Un tribunal de La Nouvelle-Orléans a annulé le moratoire de six mois décrété par l'administration Obama sur les forages en eau profonde à la suite de la marée noire dans le golfe du Mexique.

La Maison blanche a annoncé qu'elle allait sans attendre faire appel de cette décision, prononcée après le recours d'une douzaine de compagnies pétrolières hostiles au moratoire. (Reuters 22.06)

Etats-Unis. Guerre en Afghanistan : un cauchemar !

Le général Stanley McChrystal, commandant des forces internationales en Afghanistan, s'est lâché dans une interview au magazine Rolling Stone, provoquant une polémique aux Etats-Unis. A tel point que selon le porte-parole de la Maison blanche, Barack Obama «*n'exclut pas de*» limoger le général. (20minutes.fr 22.06)

Brésil. De la décomposition du capitalisme à la dégénérescence de l'espèce humaine.

Les Brésiliens sont de plus en plus gros, selon une étude du ministère de la Santé.

Le document, rendu public lundi, montre que 46,6% des 190 millions de Brésiliens étaient en surpoids l'an dernier, contre 42,7% en 2006. Le taux d'obésité a également progressé, passant de 11,4% en 2006 à 13,9% en 2009. 51% des hommes et 42,3% des femmes sont en surpoids.

Les Brésiliens restent toutefois moins gros que les Américains: une étude récente a montré que 68% de la population des Etats-Unis est en surpoids. (AP 22.06)

De nos origines.

Le squelette partiel de cet Australopithecus afarensis, découvert dans la région de l'Afar, a été daté à environ 3,6 millions d'années. Il est ainsi 400.000 ans plus vieux que Lucy, l'un des plus célèbres fossiles du monde, mis au jour en 1974, et longtemps considéré comme le plus vieil hominidé connu.

Les ossements indiquent qu'il marchait debout, comme Lucy, mais était beaucoup plus grand qu'elle. En raison de sa taille -il mesurait plus de 1,50m-, le nouveau spécimen a été baptisé "*Kadanuumuu*", "*grand homme*" en afar.

"*Cet individu était complètement bipède et pouvait marcher presque comme les humains modernes*", explique le principal auteur de l'étude Yohannes Haile-Selassie, du Muséum d'histoire naturelle de Cleveland.

"*En conséquence de cette découverte, nous pouvons maintenant dire avec confiance que Lucy et sa lignée étaient presque aussi adaptés que nous le sommes à la marche sur deux jambes, et que l'allongement de nos jambes s'est produit plus tôt dans notre évolution qu'on ne le pensait auparavant*", ajoute-t-il dans un communiqué. (AP 22.06)

Le 24 juin

Actualité très chargée, ma réponse au militant du POI demain ou dans la soirée.

Retraites.

Les syndicats français espèrent une forte mobilisation ce jeudi dans la rue contre la réforme des retraites, dans l'espoir d'une montée en puissance à la rentrée pour faire reculer le gouvernement.

Le numéro un de la CGT, Bernard Thibault, a appelé les Français, dans une déclaration, à être "*beaucoup plus d'un million*" dans la rue pour que "*le chef de l'Etat perçoive qu'ils ne sont pas d'accord*" avec la réforme des retraites.

Le leader de la CFDT, François Chérèque (CFDT), a parié sur Europe 1 sur "*une très grosse manifestation*" contre la réforme des retraites "*la plus violente en Europe*".

Pour la quasi-totalité des syndicats, qui feront le bilan de la journée de jeudi le 29 juin, le projet du gouvernement est "*inacceptable*" et "*injuste*".

Nicolas Sarkozy a affirmé mardi qu'il serait "*très attentif au fait qu'on maintienne le dialogue*" avec les syndicats. (Reuters 23.06)

Une atmosphère de fin de régime.

1- L'humoriste Stéphane Guillon, auteur d'attaques à répétition à l'antenne contre ses dirigeants et Nicolas Sarkozy, a prononcé mercredi sa dernière chronique sur France Inter, annonce le PDG de Radio France Jean-Luc Hees. Didier Porte quittera également la radio publique, ajoute-t-il.

Cette annonce a suscité une vague de réactions, la gauche dénonçant la tentative de "*remise au pas*" d'une station appréciée pour son indépendance.

Le PDG de Radio France a été nommé en 2009 en conseil des ministres, en vertu de la réforme de l'audiovisuel public.

"*Emissions emblématiques à la trappe, journalistes sur la touche, rédacteurs en chefs remplacés, mais surtout, mesdames et messieurs, liquidation totale des humoristes*", a-t-il dit pour décrire la grille de rentrée 2010 de France Inter.

Les journalistes de la radio ont voté la semaine dernière une motion contre Philippe Val, directeur de France Inter, concernant la grille annoncée.

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) de Radio France dénonce une "politique de la terre brûlée" et une "entreprise d'autodestruction" de la part de la direction.

"Nous ne sommes pas l'équipe de France. Nous n'attendrons pas d'avoir touché le fond pour réagir", écrit-il dans un communiqué.

Martine Aubry, première secrétaire du PS: "*Cest la force et l'honneur d'une démocratie de laisser libre la parole des humoristes et leur droit à la moquerie et même à l'outrance (...) Le Parti socialiste exprime sa pleine solidarité aux deux chroniqueurs ainsi congédiés et, au-delà, à tous les journalistes qui font vivre le débat démocratique*", estime-t-elle dans un communiqué.

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de Gauche (PG): "*Le licenciement des humoristes Didier Porte et Stéphane Guillon de France Inter coupe le souffle. Qui peut croire que l''humour soit soluble dans la peur du licenciement ? Cela dépasse tout ce que l'on pouvait craindre en matière de normalisation intellectuelle. La conception selon laquelle l'humour n'aurait pas sa place sur le service public d'information radio relève d'un autre âge. Sa mise en oeuvre à France Inter traduirait une régression majeure de la liberté de conscience et du pluralisme sur cette antenne. L'éviction des humoristes de l'antenne de France Inter nous prive d'un veille et d'une alerte humoristique indispensables à l'hygiène mentale du citoyen !*", écrit-il dans un communiqué.

Jean-Louis Roumégas et Djamila Sonzogni, porte-parole des Verts : "*Le grand ménage pré-électoral a commencé. Cette annonce illustre une nouvelle fois que le pouvoir en place est plus sévère avec les libres penseurs qu'avec les fraudeurs fiscaux (...) Cette énième affaire intervient dans le cadre d'un recul généralisé de l'indépendance de la presse en France: mise en examen d'un journaliste de Rue89 (...) intervention élyséenne dans la reprise du Monde, éviction annoncée du président de France Télévision au profit d'un favori de la cour présidentielle, plainte contre Médiapart (...) Le rythme des abus de pouvoir s'accélère à mesure que la date butoir de 2012 se rapproche. La berlusconisation du paysage médiatique français n'est hélas plus une lointaine menace mais bel et bien une réalité*", écrivent-ils dans un communiqué. (Reuters et Lepost.fr 23.06)

Sans soutenir le PDG de Radio France et sans écouter France Inter ici en Inde, on a le droit d'avoir un avis sur ces "*humoristes*" qui n'ont aucun talent à côté d'un Pierre Dac, Francis Blanche, Desproges, Devos ou encore Bedos et bien d'autres.

Après avoir entendu Stéphane Guillon à plusieurs reprises dans différentes émissions à la télé, je me suis dit qu'on était en présence d'un comique de bas étage, minable ou raté, que sa vulgarité faisait le plus souvent office d'imagination ou d'inspiration, et qu'à défaut d'humour

ses blagues foireuses ou son discours provocateur était d'un grotesque consternant.

Bref, c'est le genre de pauvre type qui reflète assez bien la médiocrité intellectuelle de notre époque et la décomposition du régime, on se demandera comment il a pu être propulsé à l'antenne d'une radio en traînant un tel boulet de connerie derrière lui. Cela vaut pour d'autres soi-disant humoristes, par exemple Michaël Young ou Bigard (le grand pote du complexé du Palais) qui feraient bien de consulter un proctologue, le spécialiste des pathologies du rectum et de l'anus ! Mélenchon a encore perdu une occasion de se taire, à croire qu'il ne vaut guère mieux.

Finalement, ce n'est pas notre problème, à moins que vous vouliez soutenir la direction d'une radio publique dont le PDG est sous la coupe de Sarkozy ou pour défendre un abruti fini, qui ne concoure pas vraiment à réhausser le niveau intellectuel de la population ou à divertir qui que ce soit à part peut-être des écervelés pour qu'ils le demeurent.

2- La garden-party organisée traditionnellement au Palais de l'Elysée pour la Fête nationale du 14 juillet est supprimée cette année pour cause d'austérité, apprend-on de source parlementaire UMP.

L'Elysée confirme l'annulation, également pour des raisons économiques et budgétaires, du concert gratuit en plein air organisé le soir du 14 juillet au pied de la Tour Eiffel, qui rassemble chaque année des centaines de milliers de personnes sur le Champ de Mars, au coeur de Paris. La présidence de la République en assurait le financement depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Elysée. (Reuters 23.06)

Une décision qui n'est pas sans rapport avec la situation sociale et politique de plus en plus tendue, histoire de dramatiser un peu plus la situation pour faire passer son plan d'autérité. Et si c'est pour redorer son image, c'est trop tard, c'est foutu !

3- Le ministère public a demandé mercredi la relaxe de l'ancien pdg de Vivendi Universal Jean-Marie Messier et ses six coprévenus estimant qu'ils ne sont rendus coupables d'aucune malversation à la tête du groupe de médias et communication au début des années 2000. (Lepoint.fr 23.06)

Et le délit d'initié qui a permis à Messier notamment de s'en mettre plein les poches ? Enterré, c'est bien joué !

4- L'eurodéputée Eva Joly (Europe Ecologie) a estimé, mercredi 23 juin, que '*la position*' du ministre du travail Eric Woerth, mis en cause pour '*conflit d'intérêts*' dans l'affaire Bettencourt, était '*intenable*' et que le premier ministre devrait procéder à 'un remaniement'. '*Je reproche à M. Woerth de s'être mis dans une situation impossible*', a expliqué l'ancienne juge financière lors d'un point presse.

'*Lorsqu'on passe trois minutes à regarder les chiffres et c'est un calcul que tout le monde peut faire, 16 milliards [d'euros] de fortune [celle de de Liliane Bettencourtn - NDLR] et 40 millions d'impôts en moyenne par an, on voit bien que cela ne colle pas*', a-t-elle expliqué en reprenant des chiffres fournis par la milliardaire.

'*Même un élève de troisième se serait rendu compte qu'il y avait un mystère dans la gestion de la fortune de Liliane Bettencourt, alors a fortiori lorsqu'on est Florence Woerth, femme de ministre qui a fait HEC et a vingt ans d'expérience de gestion du patrimoine*', a-t-elle ajouté, en appelant au lancement d'une enquête 'pour élucider ce mystère'.

Le ministre du travail, Eric Woerth, avait annoncé mardi que son épouse allait porter plainte contre Eva Joly, mais l'avocat de la députée européenne a indiqué qu'à sa connaissance, aucune procédure n'était encore engagée par Florence Woerth. '*On peut dire que chercher à me faire un procès en diffamation est une menace, mais si on pense que cela va me faire taire...*', a lancé Eva Joly en dénonçant '*un assez pauvre contre-feu à un énorme scandale*'. (Lemonde.fr 23.06)

C'est ce qu'on appelle se faire prendre la main dans le sac ! Morale de l'histoire : Qui n'est pas corrompu au gouvernement n'y a pas sa place !

5- Nicolas Sarkozy a demandé l'organisation d'états généraux du football français en octobre pour tirer les leçons de la piteuse élimination des Bleus dès la première phase du Mondial sud-africain.

"*Le chef de l'Etat a demandé aux ministres de faire en sorte que les responsables tirent rapidement les conséquences de ce désastre*", précise le communiqué de l'Elysée.

Roselyne Bachelot, la ministre de la Santé et des Sports, a déclaré mercredi 23 juin qu'elle allait mener «*un audit très approfondi de ce qui s'est passé avant et pendant la compétition*»: «*Je souhaiterais que chaque joueur de l'équipe de France soit entendu. Il y a certains joueurs qui ont souffert de ne pas avoir complètement la parole. Il faut mettre tout le monde dans une confrontation loyale.*».

Les députés UMP Marc Le Fur et Philippe Meunier ont pour leur part demandé la création d'une commission d'enquête sur l'organisation par la Fédération française de football de la participation de l'équipe de France à la coupe du monde.

Cette commission "*devra évaluer les moyens financiers mis en oeuvre, les conditions dans lesquelles se sont déroulées la préparation des épreuves, la mise en oeuvre des sanctions pour les joueurs ayant dérogé à leurs obligations professionnelles et fédérales, et la gouvernance de la fédération lors de cette compétition*", affirment-ils.(Reuters, Lepoint.fr et Slate.fr 23.06)

Il veut tout régimenter le flic-président. Personne ne lui a dit qu'il était trop petit pour jouer au ballon et qu'il ferait mieux d'en rester à la Bourse entre amis ? Tiens son pote Bolloré pourrait avoir des ennuis avec la Commission européenne, j'ai lu cela ce matin...

6- La Cour des comptes sonne l'alarme sur la situation financière de la France, qui risque selon elle d'hypothéquer la souveraineté du pays.

Didier Migaud, qui présentait le rapport de la Cour sur la situation et les perspectives des finances publiques devant les commissions des Finances et des Affaires sociales de l'Assemblée, recommande de "*réexaminer l'ensemble des dépenses publiques*", en particulier les plus coûteuses: les prestations sociales, les rémunérations des fonctionnaires et les dépenses d'assurance maladie, dont le déséquilibre est aussi important que celui des retraites, a-t-il précisé.

"*Le gouvernement me parait avoir entendu et être tout à fait conscient de la situation, qui est sérieuse mais pas irréversible*", a-t-il ajouté. (Reuters 23.06)

On se doutait bien que Sarkozy n'avait pas nommé Migaud (PS) à la Cour des comptes pour des prunes ! Alors on la fait ou non cette unité avec le PS ?

Les banquiers et les multinationales nous saignent. Il faut les exproprier sans leur verser un centime.

1- GDF Suez a demandé à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) de l'autoriser à augmenter les tarifs du gaz de 5% au 1er juillet, rapporte Le Parisien Aujourd'hui en France.

Si la CRE donne un avis favorable, la facture des 10,8 millions d'usagers du gaz dans l'Hexagone aura augmenté en tout de 15% l'hiver prochain en comptant la hausse de 10% déjà intervenue en avril, ajoute le quotidien. (Reuters 23.06)

J'ai fait un rapide calcul, le tarif du gaz a augmenté de 25% de 2006 au 1er juillet 2010. Normal que 300.000 familles ne puissent plus payer leurs factures. Merci à J-C Le Duigou de la CGT qui siège dans cette commission. Vive le syndicalisme indépendant !

2- L'objectif gouvernemental de réduction rapide des déficits publics appelle de nouveaux efforts dans tous les ministères, déclare Christine Lagarde dans un entretien que publie jeudi le quotidien Les Echos.

"*D'une manière générale et absolument certaine, il va falloir en faire plus que ce que pensent tous les ministres ! Je peux vous le confirmer*", déclare-t-elle à propos de la réduction des déficits publics.

A l'approche du G20 de ce week-end à Toronto, Christine Lagarde dit avoir "*bon espoir*" que cette réunion "*définisse un cadre et les principes généraux*" d'une taxe bancaire.

Sa mise en place en France pourrait rapporter "*entre 300 millions, qui correspond au produit de la taxation sur les bonus cette année, et un milliard d'euros*", estime-t-elle.

"*J'aimerais bien un milliard. Les banques ont les moyens de supporter cette charge. L'année 2009 a été excellente au regard des bonus et des dividendes distribués*", ajoute-t-elle.

Quel cynisme ! (Reuters 23.06)

D'un côté ils vont tailler à la hache dans les dépenses sociales à coût de dizaines de milliards d'euros, et d'un autre ils ont des scrupules à faire payer un tout petit milliard aux banquiers. Rien de plus normal. De quoi devenir révolutionnaire et socialiste, non ?

Qu'est-ce que le capitalisme ? Suite.

1-Plus pauvre que pauvre, l'extrême pauvreté

Selon les dernières estimations de la Banque mondiale citée par un rapport l'ONU publié mercredi, il y aura 64 millions de personnes supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté en 2010. Il s'agit de leur plus forte baisse jamais enregistrée en pourcentage depuis que le lancement de cette série statistique en 1963.

Mais l'objectif de réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour peut toujours être atteint.

Cette proportion devrait baisser à 15% d'ici 2015, soit environ 920 millions de personnes, moitié moins qu'en 1990. (AP 23.06)

La pauvreté devait être éradiquée en 2000 avaient-ils affirmé quelques années plus tôt. Au contraire, c'est l'extrême pauvreté qui s'est développée dans le monde, tandis que la pauvreté s'est développé dans les pays capitalistes dominants. D'un rapport à l'autre, ils procèdent comme les instituts de sondage, ils changent les critères pris en compte pour pouvoir ensuite présenter un meilleur résultat, non sans peine. Ces calculs sont sordides, à l'image du capitalisme.

2- Plus riche que riche.

Le pdg du constructeur automobile Nissan, Carlos Ghosn, a touché 8 millions d'euros pour l'année budgétaire d'avril 2009 à mars 2010, ce qui fait de lui l'un des patrons les mieux payés du Japon. Il a fait cette annonce lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires du groupe japonais, tenue mercredi à Yokohama (région de Tokyo).

La paie de Carlos Ghosn n'inclut pas la rémunération de 1,24 million d'euros qu'il a touchée en 2009 en tant que pdg du constructeur automobile Renault, premier actionnaire de Nissan avec 45,7 % des titres.

Parmi les dirigeants des sociétés cotées dont la rémunération est connue, le Français est le mieux payé du Japon, devant son homologue de Sony, l'Américain Howard Stringer, qui a perçu au total l'équivalent de 7,4 millions d'euros sur la même période, selon des chiffres publiés vendredi par le fabricant d'électronique. (Lepoint.fr 23.06)

Messieurs les délégués syndicaux, pourquoi n'osez-vous pas revendiquer des augmentations de salaire de 20, 30 ou 70% comme en Chine ? Auriez-vous par hasard des scrupules, mal placés assurément ? Ah vous ne voulez pas mettre en difficulté les capitalistes, vous cédez à leur chantage, comme on vous comprend !

Economie.

1- Zone euro.

- Le secteur des services et l'activité manufacturière de la zone euro subissent une décélération en juin, selon les premiers résultats de l'enquête Markit publiée ce mercredi, mettant un terme à une période de progression des indices PMI.

Ces indices décevants jettent le doute sur la solidité de la demande au sein de la zone euro, notamment en Allemagne, première économie de la zone.

"*La croissance est menée par le secteur manufacturier et plus particulièrement par ses exportations. Cependant, la baisse de plusieurs indicateurs (croissances de l'activité, des nouvelles commandes et des exportations) en fin de trimestre donne à penser que la croissance économique va fléchir à mesure que nous progresserons dans le second semestre*", selon le chef économiste de Markit Chris Williamson.

"*Cela peut également signifier que le retour, plus précoce que prévu, à la croissance de l'emploi pourrait s'essouffler au cours des prochains mois, mettant en évidence la dépendance actuelle de la région aux exportations plutôt qu'à la demande intérieure pour soutenir la reprise.*" (Reuters 23.06)

Je propose un titre pour ce passage : A bout de souffle !

Ils comptent sur les exportations, mais le niveau de vie de la population des pays dits en voie de développement est au bas mot 10 fois inférieur à celui des pays dits développés et leurs classes moyennes sont déjà endettées... Et puis il y a une sacrée concurrence sur le marché mondial. Une fois les stocks refaits pour approvisionner le marché ou satisfaire les besoins courants, l'activité économique va ralentir à nouveau. Quant à la faiblesse de la consommation intérieure, elle devrait être amplifiée après l'annonce des plans d'austérité par les différents gouvernement, le tout sur fond de chômage de masse.

- De nombreux analystes européens conviennent que la priorité la plus urgente est la lutte contre les déficits.

Les politiques d'austérité en Europe "*seront un frein majeur sur l'économie pendant quelques années*", estime M. Loynes, mais "*le climat politique et du marché aujourd'hui est tel*" que les Européens "*n'avaient pas le choix*". (AP 23.06)

Cette formulation n'est pas correcte. Rectifions ainsi : les différents gouvernement de la zone euro et plus largement de l'Union européenne ont saisi la perche que leur tendait le marché pour mettre en place des plans d'austérité, sans que le climat politique ne s'en trouve trop affecté jusqu'à présent, compte tenu à la fois de la collaboration de classes et de l'absence de perspective politique pour le prolétariat.

2- France.

Après s'être repliée de 2,5% en 2009, l'économie française devrait croître de 1,4% en 2010, selon la note de conjoncture publiée mercredi soir par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Le PIB a légèrement augmenté au premier trimestre (+0,1%) et devrait enregistrer une croissance plus prononcée les trois trimestres suivants: +0,5% puis +0,4% et enfin +0,4%. D'après l'INSEE, les services devraient constituer le "*principal moteur de l'activité*" sur les trois derniers trimestres 2010.

La production manufacturière redémarre "*à pas comptés*" mais son niveau devrait rester encore bien inférieur à celui d'avant la crise. La construction devrait demeurer en net recul (-4,7% en 2010 après -5,1% en 2009). Après avoir réduit leur investissement de 7,9% l'an passé, les entreprises devraient le diminuer encore de 2% cette année.

Après s'être fortement dégradé en 2009 (337.000 destructions), l'emploi pourrait connaître un "*léger rebond*" en 2010 (+63.000 postes). Cela ne suffirait pas à rabaisser le taux de chômage. Il devrait rester stable en 2010 à 9,5% en France métropolitaine, 9,9% avec les départements d'outre-mer.

Les ménages devraient voir leur pouvoir d'achat progresser de 1,1% cette année, après +1,6% l'an dernier. En effet, la reprise devrait contribuer à un "*redressement des revenus d'activité*" mais les prélèvements fiscaux devraient également repartir à la hausse, écrit l'INSEE. En outre, les prix à la consommation devraient augmenter de 1,6% en 2010, ce qui devrait peser sur le pouvoir d'achat. (AP 23.06)

L'INSEE a perdu toute crédibilité en fournissant précédemment des chiffres et des analyses sur mesure au gouvernement. Malgré tout il ressort des données fournies ici que l'activité économique est en panne.

3- Grèce.

Le rendement de l'obligation grecque à 10 ans est repassé mercredi au-dessus de 10 %, un niveau plus vu depuis mi-mai au plus fort de la crise grecque. À 15 h 10, le taux à 10 ans était à 10,373 % contre 9,774 % mardi soir et celui à deux ans était à 9,798 %, signe de l'inquiétude, à court terme, des investisseurs sur la solvabilité de la Grèce.

Les CDS grecs ont également bondi pour renouer avec leurs niveaux de début mai, en raison de problèmes de liquidité, selon l'agence DowJones Newswires. (Lepoint.fr 23.06)

L'Etat grec va bientôt être déclaré en faillite, ce n'est pas possible autrement avec de tels taux d'intérêt ou alors il nous manque un facteur déterminant pour analyser correctement sa position.

4- Etats-Unis.

- Nike a publié mercredi un bénéfice trimestriel en hausse de 53%.

Le fabricant d'articles de sport a fait état d'un bénéfice net de 521,9 millions de dollars au quatrième trimestre clos le 31 mai, contre 341,4 millions un an auparavant.

Le CA a augmenté de près de 8% à 5,08 milliards de dollars. Hors effets de change, sa hausse est de 4%. La marge brute a été de 47,4% contre 43,4% un an auparavant. (Reuters 23.06)

- Les ventes de logements neufs aux Etats-Unis ont chuté de 32,7% à 300.000 en mai en rythme annualisé.

Il s'agit de leur plus forte baisse jamais enregistrée en pourcentage depuis que le lancement de cette série statistique en 1963. (Reuters 23.06)

- La Réserve fédérale a pris acte mercredi d'une reprise économique hésitante aux Etats-Unis en renouvelant son engagement à maintenir des taux exceptionnellement bas pendant une période prolongée (de 0% à 0,25%)

Dans son communiqué publié à l'issue d'une réunion de deux jours, la banque centrale revoit à la baisse son évaluation du rythme de la reprise, décelant des poches de faiblesse.

"*Les conditions financières soutiennent moins la croissance économique dans l'ensemble, ce qui reflète pour l'essentiel ce qui se passe à l'étranger*", explique la Fed dans son communiqué.

Spéculation oblige !

Le président de la Fed Ben Bernanke a également estimé qu'il faudrait "*un bon bout de temps*" pour restaurer les près de 8,5 millions d'emplois perdus de 2008 à 2009. (Reuters 23.06)

Ceci explique cela !

- Le fossé transatlantique sur les remèdes à apporter à la crise financière européenne se creuse à l'heure où les dirigeants de la planète se préparent au sommet du G-20 de ce week-end à Toronto: alors que la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont opté pour l'austérité budgétaire, Washington appelle à ne pas sacrifier la reprise mondiale sur l'autel de la rigueur.

"*Nous devons démontrer un engagement à réduire les déficits sur le long terme, mais pas au prix de la croissance à court terme*", affirment le secrétaire au Trésor américain Timothy Geithner et le chef du Conseil national économique de la Maison Blanche, Lawrence Summers dans une tribune publiée mercredi dans le "Wall Street Journal". "*Sans une croissance maintenant, les déficits augmenteront davantage et saperont la croissance future.*"

La quadrature du cercle, quoi ! Et la fuite en avant aux Etats-Unis... Le futur nous appartient camarades !

- Le général David Petraeus, choisi mercredi par le président Barack Obama pour remplacer le général Stanley McChrystal à la tête des forces américaines en Afghanistan, est l'ancien patron du contingent US en Irak.

Choisi par George Bush pour succéder au général George Casey, ce "*soldat-intellectuel*" ("warrior-scholar") était considéré dans les rangs tant démocrates que républicains comme le mieux à même pour tenter d'inverser le cours des choses en Irak. (Reuters 23.06)

Les Américains sont-ils certains d'avoir changé de président ? Obama ne doit pas être au courant que tous les jours il y a des attentats en Irak et que la guerre contre l'occupant se poursuit, que ce général n'a pas réussi à "inverser le cours des choses en Irak".

Chine.

Honda Motor a annoncé qu'il avait stoppé la production dans une des deux usines de Guangqi Honda, l'une de ses coentreprises en Chine, en raison de perturbations dans son approvisionnement en pièces détachées. (Reuters 23.06)

Le 25 juin

Pas vraiment le temps de causer.

Entre 800.000 et 2 millions de manifestants selon les sources hier dans toute la France pour défendre notre droit à la retraite. 20% en grève dans la fonction publique selon le ministère, un peu plus selon les syndicats, s'ils ont participé aux manifestations cela fait 1 million, auxquels il faut ajouter quelques centaines de milliers de travailleurs du secteur privé, des retraités, ils sont 14 millions dans le pays.

Une mobilisation meilleure que prévue à la veille des vacances scolaires ou d'été sans pour autant qu'il faille en faire un plat, désolé. A suivre demain... ou le 7 septembre !

Chômage.

"*Fin mai 2010, en France métropolitaine, 3.942.900 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (4.182.800 y compris Dom), dont 2.699.600 étaient sans emploi (catégorie A) et 1.243.300 exerçaient une activité réduite, courte ou longue (catégories B et C)*", indiquent le ministère et Pôle Emploi dans un communiqué commun.

En mai, 22 600 personnes supplémentaires se sont inscrites sur les listes du chômage en France métropolitaine, a annoncé jeudi 24 juin le ministère du travail.

Le nombre de chômeurs de longue durée a augmenté de 30,4% sur un an, soit 1.399.400 personnes.

Le nombre d'inscrits au chômage en France métropolitaine a augmenté en mai de 0,8 %, à 2,699 millions et de 0,4 % en incluant les personnes ayant une activité réduite, a annoncé jeudi le ministère de l'Emploi.

Chez les plus de 50 ans, le chômage s'est accru de 18,9% sur un an, à 470.600.

Une partie n'est pas comptée comme demandeurs d'emploi car inscrits en stage, formation, reclassement (+ 24 % sur un an en catégorie D, qui inclut aussi les malades) ou bénéficiaire d'un contrat aidé (+ 42 %). Les radiations administratives, plutôt en baisse depuis 2008, ont augmenté en mai.(Lemonde.fr, AFP et Reuters 24.06)

Total Dunkerque. L'entourloupe.

EDF reporte sa décision d'investir dans un terminal méthanier à Dunkerque (Nord), a déclaré une porte-parole du groupe public. (Reuters 24.06)

Un peu plus tôt un peu plus tard.

L'australien Frank Fenner est un scientifique reconnu: membre de l'Académie des sciences australienne et de la Royal Society. Son travail a été récompensé par de nombreux prix et il est l'auteur de centaines de textes scientifiques. Pour lui, le destin de l'Homme est scellé. Cette éminence en ce qui concerne l'extinction des espèces est plus que sceptique quant à l'avenir de l'espèce humaine: "*L'espèce humaine va s'éteindre. Peu importe ce que nous faisons maintenant, c'est trop tard.*".

A 95 ans, le scientifique accorde très peu d'interviews. En matière d'évolution, il s'y connaît. Il a étudié le phénomène sous toutes les coutures: au niveau moléculaire, au plan de l'écosystème jusque dans l'espace.

Selon Fenner, nous allons disparaître parce que nous sommes trop nombreux. C'est donc la croissance de la population mondiale qui est en cause. Si l'on en croit l'ONU, la population mondiale atteindra les 6,9 milliards cette année. Une tendance démographique qui, couplée à ce que Fenner appelle notre «*consommation débridée*», mènera à terme à la disparition de l'espèce humaine.

L'Homo sapiens va disparaître, peut-être en l'espace d'un siècle. Et beaucoup d'animaux aussi. C'est une situation irréversible. Je pense qu'il est trop tard. J'essaie de ne pas trop le dire car il y a des gens qui essaient de faire changer les choses.

Impossible d'échapper à notre destin pour Fenner: on ne fait que repousser l'incontournable.

Si beaucoup de scientifiques partagent ce constat, tous ne sont pas aussi catégoriques sur l'impossibilité de changer les choses. Ainsi, son collègue Boyden, immunologue reconverti dans l'écologie humaine, est plus optimiste:

Frank a peut-être raison, mais certains d'entre nous caressent l'espoir que l'on prenne conscience de la situation. Et qu'on en arrive aux changements nécessaires pour en arriver au développement durable. (Slate.fr 24.06)

C'est l'évidence même que l'humanité court à la catastrophe si le capitalisme n'est pas rapidement aboli, c'est dialectique ! C'est peut-être la seule conviction solide qu'il nous reste, ce qui légitime encore plus si besoin était notre combat pour le socialisme.

Etats-Unis. Quand démocratie rime avec dictature des multinationales, suite.

La Cour suprême des Etats-Unis a décidé, jeudi 24 juin, d'annuler les condamnations de Jeffrey Skilling, ancien PDG d'Enron, et de l'ancien magnat de la presse Conrad Black pour manquement à leurs 'obligations morales'. (LeMonde.fr avec AFP 24.06)

Le 26 juin

J'ai passé trop de temps sur le second sujet de causerie pour terminer la mise à jour du site aujourd'hui, il est déjà 15h25 et j'y suis depuis 8h ce matin, le reste attendra aussi, rien ne presse ! J'ai mangé un paquet de gâteaux en buvant un coup devant l'écran pour gagner du temps !

Quand je lis les articles ou tracts des uns et des autres, je me demande où l'on va, c'est franchement désespérant. Ne me demandez pas de vous soutenir, adressez-vous à vos dirigeants syndicaux ! Allez Martine, Pierre, Jean-Luc, faites un petit effort, c'est pour la bonne cause ! Réponse attendue et implacable : Laquelle ?

Par contre, ceux qui soutiennent la ligne politique que je défends ont le droit de soutenir financièrement le site que je m'acharne à actualiser quotidiennement. J'ai envie de dire aux militants : choisissez ! Soyez socialistes et... matérialistes ! Un petit soutien vaut mieux qu'un grand chagrin, pensez-y ! Eh oui, c'est cela la dialectique ! Vous voyez à quoi cela sert le marxisme ! On se détend un instant camarades, on l'a bien mérité bordel !

J'ai oublié un truc, il y avait grève et manifestation en Roumanie hier, j'ai aperçu cela aux infos sur TV5Monde Asie hier soir, ce fut assez mouvementé apparemment, par contre rien dans les articles des agences de presse ce matin.

Bon week-end.

1- Réaction d'un internaute au double langage du gouvernement :

"Nous y sommes dans la rigueur. Les impôts ont déjà augmentés puisque les tranches ont changé, et ceux qui payaient peu d impôts, payent maintenant quasiment un mois de salaire. Quand ils vont annoncer la rigueur, on va nous dépouiller. Mais dans un sens, ce sera peut être un mal pour un bien. Les gens qui critiquent les grévistes, les syndicats, les fonctionnaires et plus encore, vont peut être se réveiller ?" (Lepoint.fr 25.06, suite à l'article : Budget : Le double discours du gouvernement)

2- C'est grave d'être aussi aveugle. Comment peut-on comparer le CPE (en 2006) avec les retraites ? Comment peut-on comparer l'attitude des dirigeants syndicaux face à deux questions dont la portée est sans commune mesure et imaginer un seul instant que le gouvernement pourrait être contraint d'adopter la même attitude, c'est-à-dire retirer son projet sur les retraites comme il l'avait fait avec le CPE ?

Vous prenez vos désirs pour la réalité, vous confondez tout, du coup vous n'êtes même pas en mesure de discerner ce qui saute pourtant aux yeux. Cela vient du fait que vous tenez un raisonnement d'appareil à l'adresse des appareils, par mimétisme et inconsciemment peut-être, vous vous identifiez à ceux auxquels vous dites ne pas vouloir ressembler. On doit étudier cela en première année de psychologie.

Vous en êtes restés à la version qui veut que l'unité des dirigeants syndicaux sur le mot d'ordre du retrait du CPE soit à l'origine de la mobilisation contre le CPE, puis son retrait par le gouvernement Chirac-de Villepin, idem pour la mobilisation contre la remise en cause des régimes spéciaux en 1995. Avant en 2003, puis après en 2009, on a connu des mobilisations aussi importantes en vain. Et pour ce qui était du CPE, le patronat pouvait s'en passer du fait déjà de l'existence d'une vingtaine de contrats de travail précaires. Il ne vous aura pas échappé non plus que depuis le nombre d'apprentis et de stagiaires a augmenté, le patronat compensant ainsi à moindre frais encore le CPE, sans parler de la possibilité de négocier "à l'amiable" la rupture du contrat de travail avec l'employeur ou les nouvelles dispositions qui sont intervenues entre temps et qui permettent au patron de licencier encore plus facilement que par le passé, bref de remplacer les CDI par des CDD ou de se débarrasser des travailleurs ayant de l'ancienneté et qui coûtent le plus cher au profit de jeunes en contrats précaires, etc. Bref, en deux mots le patronat n'en avait rien à cirer du CPE, il a tenté un coup, il a échoué, il s'est rabattu sur d'autres dispositions en vigueur qui lui permettent d'atteindre les mêmes objectifs, une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci à moindre frais quand elle n'est pas carrément gratuite, par exemple la semaine d'essai non payé...

La question des retraites a une toute autre portée, car l'objectif à terme du patronat c'est d'aboutir à leur privatisation, le remplacement du système par répartition par un système par capitalisation géré par des entreprises cotées en Bourse, exactement comme pour la Sécurité sociale, et dans ce domaine il n'existe pas d'équivalent, il ne peut se rabattre sur rien.

L'enjeu se monte à des centaines de milliards d'euros.

Les salaires et retraites des fonctionnaires étant intégrés dans le budget de l'Etat à la case dépense, une fois le gouvernement passé sous la coupe des marchés et la satisfaction des besoins des capitalistes devenue sa seule préoccupation et raison d'être, une fois diminuées ou pas augmentées les recettes tandis que les dépenses tendent à toujours augmenter, donc endetté dans des proportions colossales, pour l'Etat les fonctionnaires deviennent un boulet insupportable dont il faut se séparer au plus vite. Et il y parvient partiellement en ne procédant pas au remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, mais cela n'a aucune incidence sur les comptes des caisses de retraite du secteur privé. L'Etat n'entend pas revenir sur les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les patrons qu'il compense en grande partie auprès des organismes sociaux, car c'est un moyen de rendre plus compétitive les entreprises françaises et d'éviter davantage de délocalisations, donc sur le plan social de voir encore plus augmenter le chômage.

Le gouvernement français n'a pas d'autre possibilité que de gérer le pays et le budget de l'Etat en s'alignant sur le modèle du capitalisme dominant, l'impérialisme américain et chinois, pour assurer à la fois la survie du capitalisme français, garantir tant bien que mal ses parts de marché dans le monde, s'assurer le soutien des marchés et des agences de notation, et ne pas voir l'influence politique du pays déclinée au point de devenir insignifiante. Il ne faut pas oublier non plus que dans les sommets internationaux qui réunissent les chefs d'Etat, l'influence de chaque Etat et pour ainsi dire sa part du gâteau du marché mondial est proportionnelle à sa puissance économique.

La concurrence mondiale faisant rage a un degré jamais atteint dans le passé, le gouvernement doit s'aligner autant que possible sur le moins social de ses concurrents, c'est la tendance qu'il doit favoriser absolument, la seule orientation compatible avec la survie des entreprises françaises. Ne pouvant pas agir directement sur les salaires, il peut les bloquer ou permettre qu'ils n'augmentent que très faiblement, il lui est impossible de les ramener au niveau de ce qui existe en Chine par exemple, il lui faut donc se rabattre sur un des aspects du salaire, les retraites. Il lui est difficile d'augmenter les cotisations sociales des travailleurs, encore moins de baisser directement les retraites, il s'y prend là aussi autrement pour arriver à ses fins, mais dans des proportions qui demeurent limitées, insuffisantes à son goût lorsqu'on garde à l'esprit qu'il vise un hold up sur les centaines de milliards d'euros que représentent l'ensemble des retraites du secteur privé.

L'allongement du nombre d'années de cotisation nécessaires pour prendre sa retraite, le report de 60 à 62 ans, celui de 65 à 67 ans, l'ensemble de ces mesures correspond à un seul objectif, diminuer le niveau des retraites pour ceux qui en profiteront par chance après avoir cessé de travailler et faire en sorte que les travailleurs crèvent littéralement au boulot ou peu de temps après avoir pris leur retraite de façon

à leur verser une retraite sur une durée moins longue. Le système qu'ils sont en train d'instituer s'apparente à une véritable escroquerie, qui consiste à nous faire travailler toute notre vie, à cotiser durant toute notre vie pour au bout du compte ne rien avoir à nous verser à l'arrivée.

Une véritable guerre de rapine est engagée par le gouvernement contre le prolétariat et l'ensemble des exploités.

Si vous regardez bien, c'est exactement ainsi que fonctionnent les banques et les compagnies d'assurance : vous déposez votre salaire à la banque, la banque dispose de votre argent sans vous verser le moindre intérêt, par contre elle va s'en servir pour spéculer et empocher de juteux profits, mieux encore, comme cela ne suffit pas, elle vous taxe pour la gestion de votre compte qui ne vous rapporte rien mais lui rapporte à elle, génial non ! Il paraîtrait même que c'est sa principale source d'enrichissement ! Tandis que vous versez de l'argent à une compagnie d'assurance pour assurer votre habitation et/ou votre moyen de transport, vous n'avez pas le choix, c'est obligatoire, la plupart du temps elle ne vous reversera rien tout au long de votre vie, elle accumulera ainsi les milliards que l'ensemble des assurés lui auront versés et qui seront toujours supérieurs à l'argent qu'elle aura déboursé au titre de l'indémnisation des sinistres, la balance est toujours positive et ses profits s'accumulent chaque année, elle spéculera sur les marchés avec ces supers profits et ses actionnaires se rempliront indéfiniment les poches pratiquement en dormant.

L'air de rien, ils sont en train de procéder de la même manière avec la Sécurité sociale et leur objectif est de parvenir au même résultat avec les retraites. Vous payez des cotisations sociales, mais vos soins médicaux ou vos traitements sont de moins en moins remboursés. Cela revient à verser des cotisations sociales qui ne vous servent à rien tant que vous êtes en bonne santé, et le jour où vous tombez malades, c'est encore à vous de passer à la caisse, vos cotisations ne suffisant pas à couvrir l'ensemble de vos dépenses de santé, c'est donc à vous de payer le complément ou de crever comme un chien. Sans parler des mutuelles auxquelles on vous invitent à souscrire, quand ce n'est pas obligatoire dans les entreprises, mais qui ne vous remboursent pas non plus 100% vos dépenses de santé.

Banques, assurances, mutuelles, caisses de retraite, assurance maladie sont en passe de correspondre au même modèle que l'on peut qualifier de mafieux, puisqu'on vous prend votre argent et qu'on ne vous donne rien en échange ou de moins en moins. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la question des retraites. On est loin d'une simple abstraction qui serait soustraite aux lois de fonctionnement du régime capitaliste.

Et quand on va encore plus loin, on se rend compte que leur intention est tout bonnement d'appliquer à la protection sociale la même loi qui est à l'origine et qui régit le capitalisme et qui repose sur le vol, le vol et rien d'autre. Stupéfiant quand on y pense et c'est pourtant la stricte réalité.

L'existence du système de retraite par répartition est à l'origine aussi incomptable avec la loi générale qui régit le capitalisme, que l'existence de deux modes de production antinomiques dans la société sans que finalement l'un n'élimine l'autre, la propriété privée des moyens de production ou capitalisme et la propriété collective des moyens de production ou socialisme. Le système de retraite par répartition est une anomalie dans le fonctionnement du capitalisme, ils tentent donc d'y remédier, et à défaut de pouvoir le réformer pour lui appliquer les mêmes lois que celle du capitalisme ou de l'intégrer tel quel dans le système capitaliste, ils doivent le vider de son contenu, le détourner de sa mission d'origine, bref, le liquider. Ne pouvant pas y parvenir d'un coup du fait de la lutte de classe du prolétariat, ils s'y attaquent petit bout par petit bout. Et ils progressent dans cette voie.

Hier en URSS, aujourd'hui en Chine, on ne peut que constater que c'est la même loi qui est à l'oeuvre et qu'elle aboutit toujours à la disparition ou à la survie d'un mode de production au détriment d'un autre...

Alors en ne plaçant pas le combat pour la défense de nos retraites dans la perspective du renversement du régime, on se condamne à l'impuissance et à voir disparaître le système de répartition des retraites ou à le voir complètement vidé de son contenu pour des millions de travailleurs, qui dans l'avenir ne profiteront jamais d'une retraite, j'ai envie d'ajouter que cela concerne en premier lieu toujours les mêmes couches du prolétariat qui n'intéressent ni les syndicats ni les partis ouvriers qui sont inféodés au capitalisme. A un degré différent mais dans des proportions identiques au niveau d'un pays, la liquidation du système par répartion est pour les capitalistes aussi déterminant que le retour dans l'économie de marché des pays où le capitalisme avait été exproprié. A côté le CPE, c'est du pipi de chat !

Abrogation des lois de 1993 et 2003, retrait du projet de loi du gouvernement qui doit être soumis au Parlement à partir du 7 septembre, en cas de refus du gouvernement il faut le chasser du pouvoir !

A bas le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner au service des banquiers, à bas le capitalisme et les institutions de la Ve République des nantis, tout le pouvoir aux travailleurs !

Retraites.

1- Au lendemain de la manifestation de l'intersyndicale contre l'actuel projet de réforme des retraites, les leaders syndicaux de la CGT et de la CDFT ont mis en garde le gouvernement et le chef de l'État contre de nouvelles manifestations en septembre. Ainsi, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a-t-il assuré que "*si le gouvernement, le chef de l'État font comme s'il ne s'était rien passé, s'ils jouent les apprentis sorciers compte tenu du mécontentement qui existe sur ce projet de loi (...), il ne faudra pas s'étonner que le conflit prenne une autre intensité à la rentrée*". "*On sera plus nombreux à la rentrée*", a affirmé de son côté François Chérèque. (Lepoint.fr 25.06)

Thibault : "*On ne peut pas prendre les Français pour des ignares ou des illettrés*" (Lepost.fr 25.06)

2- Jeudi dans une interview accordée à France Soir, Michel Rocard avait affirmé que le PS "*se tromp(ait) de combat*" en défendant le droit à la retraite à 60 ans.

"*Je crois que le PS se bloque sur une carte perdante. Quant à faire reposer les retraites sur la fiscalité, c'est absurde et 'dangerosissime'. Je parlerai même d'imbécillité*", déclarait-il au journal.

Ce vendredi, la reponsable socialiste lui a répondu au micro d'Europe1 en mettant les points sur les "i"

"*Peut-être Michel Rocard s'est-il laissé intoxiquer par le gouvernement qui pense que nous demandons que tout le monde parte à 60 ans ?*", a ironisé Martine Aubry.

Elle a ajouté : "*Ce n'est pas ça que nous demandons. Nous disons qu'il faut laisser la possibilité à ceux qui ont commencé tôt, qui ont leur durée de cotisation, de partir à 60 ans*" (Lepost.fr 25.06)

3- Selon M. Fillon, on ne peut financer les retraites "*que par l'allongement de la durée du travail*". "*On peut tourner le sujet dans tous sens, faire miroiter*" d'autres solutions "*dont l'augmentation des impôts*", la "*seule*" mesure "*véritablement efficace est le relèvement de l'âge de départ à la retraite*", a-t-il insisté. (Lemonde.fr 25.06)

François Fillon, jusqu'alors en retrait dans ce dossier, a dit lors d'un "*point d'étape*" comprendre "*les inquiétudes*" et écouter "*l'avis des Français qui ont manifesté*" comme celui de ceux "*qui n'ont pas manifesté*". (Lepoint.fr 25.06)

"*L'intérêt général nous commande de ne pas transiger sur les principaux paramètres de la réforme*", a-t-il précisé vendredi. (Reuters 25.06)

L'indépendance de la justice à géométrie variable.

L'ex-Premier ministre, Dominique de Villepin s'est demandé, ce vendredi matin sur RMC-BFM TV, si la justice était "*aujourd'hui indépendante*" au sujet de l'affaire Bettencourt.

"*Ce qui me parait grave, c'est d'abord l'absence de réaction de la justice, le doute qui pèse sur elle. (...) Est-ce qu'elle est capable d'aller jusqu'au bout d'un dossier comme celui-ci?*", s'est demandé Villepin. (Lexpress.fr 25.06)

Tarif en hausse.

Les tarifs de la SNCF pour les trains Corail, Intercités et TER augmenteront en moyenne de +2,5% au 1er juillet prochain, a annoncé vendredi la SNCF. (Lepoint.fr 25.06)

Etats-Unis.

L'économie américaine a crû de 2,7% en rythme annualisé au premier trimestre, d'après l'estimation définitive publiée vendredi, une progression inférieure aux attentes des économistes et à la projection précédemment annoncée. (Reuters 25.06)

Canada.

L'organisation du G8 à Huntsville, ce vendredi, et du G20 à -Toronto, ce week-end, devrait coûter la bagatelle de 1,2 milliard de dollars (960 millions d'euros) aux contribuables canadiens.

La sécurité, à elle seule, devrait coûter quelque 930 millions de dollars (758 millions d'euros). 20.000 policiers ont été mobilisés et les mesures sont telles que Toronto va ressembler à une ville fantôme ces prochains jours.

En comparaison, le sommet du G20 de Londres en avril 2009 n'aurait coûté que 30 millions de dollars (24 millions d'euros). (20minutes.fr 25.06)

Le 27 juin

Ci-dessous voilà à quoi j'ai passé les trois quarts de la matinée, pas le temps de faire autre chose, il est 13h59 et j'ai commencé à bosser à

7h45h. Je compte évidemment sur votre soutien...

Je suis un peu loin pour estimer la situation en France, apparemment tout le monde semble satisfait de la journée de mobilisation du 24, dont acte. Comme dira Engels en 1892 (?) en refusant de participer au congrès du parti ouvrier social-démocrate allemand parce qu'il avait mieux à faire (terminer le troisième volume du *Capital*), j'ai mieux à faire que d'extrapoler sur la suite du 24 qui n'a rien changé. Pour le NPA c'est un "*tournant*", chez eux aussi tous les quatre matins ils feront le monde à défaut de faire un pas en avant pour le changer !

On ferait mieux de se concentrer sur notre analyse de la situation afin qu'elle soit la plus précise possible, sinon il est impossible de défendre sérieusement une ligne politique et d'être crédible aux yeux des militants. A tort peut-être, mais c'est inévitable, par facilité ou économie, pour gagner du temps, il nous arrive de reprendre des formulations émises par les uns ou les autres qui sont très approximatives ou dont on n'a pas forcément vérifié auparavant la justesse, il faut donc y revenir ou prendre le temps de s'y arrêter.

Il y en a qui parlent d'un "*régime capitaliste en faillite*". Est-ce vrai ? Que faut-il entendre par là ? D'un autre côté, les mêmes nous expliquent que tout serait possible en régime capitaliste comme s'il n'était pas en crise. Est-ce vrai ? Qu'est-ce que cela signifie ? Il faudrait s'entendre, le régime capitaliste ne peut pas être à la fois en faillite et capable de satisfaire tous nos besoins, ce discours est inaudible pour les travailleurs.

Et puis si le capitalisme n'est plus qu'un champ de ruines, que faut-il espérer à sa suite sinon toujours et encore des larmes et de la sueur, cela donne vraiment envie de combattre pour le socialisme ! Ils feraient tout pour détourner les travailleurs du socialisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Sans issue politique à l'horizon, on aura envie de venir en aide au capitalisme pour éviter qu'il ne s'effondre totalement, non ? Quel espoir pour le futur peut-il jaillir de ce catastrophisme ? Aucun, tout est foutu ! Merci le POI, vous rendez un fier service aux travailleurs. Dites-nous, c'est dans cette perspective que vous organisez les travailleurs ? Ah ils sont *perplexes* face à votre discours, et nous donc !

Dans faillite il y a à l'origine le mot faille synonyme de faiblesse ou d'imperfection dans le cas présent. Une faillite est donc le produit d'une faille poussée à l'extrême et avec laquelle la réalité se confond, elle a pris une telle importance qu'elle met en danger l'existence du système dont elle est issue. Un système en faillite, c'est un système où le passif a fini par engloutir l'actif réduit à néant

Une faiblesse ou une imperfection, cela peut se résorber mais pas forcément, elle peut être inhérente à un système ou à une cause originelle, dans ce cas-là elle aura une existence permanente, mais selon son degré d'acuité elle apparaîtra plus ou moins à la surface de la réalité, de telle sorte qu'on en percevra plus ou moins nettement les contours ou les conséquences.

Le régime capitaliste est un système économique qui comme tout système comporte ses propres contradictions et limites, mieux il repose sur ces contradictions. Or ces contradictions ne sont pas figées pour l'éternité, les rapports par lesquels elles s'expriment évoluent sans cesse de même que chacun des éléments qui composent ces rapports. C'est la loi du mouvement qui s'applique ici comme dans toute chose et être, à ceci près qu'en s'appliquant dans le cadre d'un système, ces rapports tendent à créer en permanence les conditions de la négation de ce système lui-même.

C'est un peu comme avec une cocotte-minute. Elle est conçue pour supporter une certaine pression créée sous l'effet de l'élévation de la température qui transforme l'eau en vapeur de 0 à 100°C, cette limite ayant été atteinte si on obstruait le petit trou permettant d'évacuer la vapeur en trop et de limiter ainsi la pression à l'intérieur de notre récipient, elle finirait par exploser sous la pression devenue incompatible avec sa structure.

Cette analogie n'est pas parfaite non plus, à défaut de mieux on peut dire que le système capitaliste présente la particularité d'avoir à l'origine un trou trop petit pour permettre à la pression qui s'est accumulée (forces productives) de s'évacuer normalement, du coup à intervalle régulier il risque d'exploser et donne lieu à une crise qui finalement lui sert de soupape de sécurité. Au fil du temps, la pression tend à augmenter plus rapidement car le petit trou se rétrécit encore du fait qu'il est obstrué par un dépôt de calcaire (accumulation du capital à un pôle de notre contradiction). Deux éléments et les rapports qu'ils entretiennent ont donc subit une transformation, qui à terme condamne l'existence de notre système ou conduit notre cocotte-minute à exploser, la pression qui augmente davantage qu'auparavant du fait que la soupape de sécurité ne remplit plus sa fonction d'origine, dans l'hypothèse où le rapport de cause à effet qu'entretiennent ces deux facteurs évoluerait constamment dans la même direction, il arriverait un moment où l'inéluctable se produirait.

On aurait pu faire l'économie de cette démonstration et se contenter de proclamer qu'un jour où l'autre on finira bien par nous séparer de notre cocotte-minute pour une raison ou une autre ou qu'on finira bien par avoir la peau du régime capitaliste, mais on se priverait d'un exercice sur la dialectique qui permet de cerner, qu'avant de passer d'une situation à une autre qui en constitue la négation, il nous faut considérer avec attention les différents stades par lesquels chaque facteur et chaque rapport évoluent dans certaines conditions sans perdre de vue que leur destin ainsi que celui de l'ensemble de notre système était inscrit dès l'origine de leur formation.

Cette démonstration semblera peut-être académique ou inutile à certains militants. Si maintenant on la transpose sur le terrain pratique, ils en comprendront sans doute tout l'intérêt.

Si dès l'origine le système capitaliste porte en lui sa négation, le communisme, c'est qu'il est voué à disparaître un jour ou l'autre, certes, mais il peut disparaître aussi d'une autre manière, par exemple en emportant dans sa folie l'humanité toute entière et dans ce cas-là, pas de

communisme, c'est la première chose.

Ensuite, s'il porte en lui sa négation dès sa naissance, cela signifie que tous les ingrédients conduisant à sa disparition existent, il suffirait donc de profiter de la première occasion qui se présente à nous pour précipiter sa fin et passer à autre chose, au socialisme, puis au communisme, du royaume de la nécessité à celui de la liberté, c'est la deuxième chose.

Si l'on tient compte qu'il porte en germe les éléments de sa propre destruction - qui ne coïncide pas forcément avec la destruction de la société, c'est en s'appuyant sur les facteurs susceptibles de faire monter la pression le plus vite possible (l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat que l'on recrute pour construire le parti) que l'on parviendra à rendre l'existence de ce système insupportable et à le faire exploser (révolution). Autrement dit, on a tout intérêt à lier notre combat politique quotidien à l'objectif final que l'on s'est fixé (prise du pouvoir) pour avoir une chance de l'atteindre, à maintenir en permanence la pression à un niveau élevée (la question de l'Etat et du pouvoir en relation avec chaque revendication) jusqu'au moment où les conditions (objectives et subjectives) seront enfin réunies pour que le long travail de sape du régime capitaliste porte ses fruits, c'est la troisième chose.

Si à l'opposé on se contente d'entretenir une faible pression dans notre cocotte-minute ou que l'on fait en sorte de la contenir dans des limites acceptables (les revendications alimentaires ou démocratiques bourgeoises) quand elle monte malgré tout (période de crise) , elle ne risquera pas d'exploser un jour.

Vous aurez compris que ne pas poser clairement et en toute (n'importe lesquelles) circonstance la question du pouvoir et de l'Etat, ne proposer aucune issue politique, refuser de mettre en avant la nécessité de renverser le gouvernement et les institutions, revenait en fait à soulager la pression dans notre cocotte-minute, à soulager le gouvernement ou à le soutenir indirectement, à s'interdire finalement de faire exploser notre récipient ou de faire sauter le régime en place. On le comprendra d'autant mieux qu'en agissant de la sorte, on a réussi à faire en sorte que les conditions subjectives (le parti et l'organisation des masses) ne soient jamais réunies pour parvenir à cet objectif.

Etait-ce voulu de la part de nos dirigeants ? C'est absolument certain et établi pour ceux du PS (admettons ici qu'ils en fassent partie, ce n'est pas mon point de vue), du PC et du PG, le destin de ces partis est lié à celui du capitalisme et ils n'ont pas leur place au côté des partis ouvriers combattant pour le socialisme, les travailleurs n'ont rien à en attendre. Ils sont le produit de l'incapacité du prolétariat jusqu'à présent à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, d'un véritable parti communiste, autant que de la décomposition du capitalisme dont ils sont l'expression au sein du mouvement ouvrier.

Etait-ce le produit d'une incompréhension de la part des dirigeants se réclamant du marxisme du POI, du NPA ou encore de LO, ne sont-ils pas à la hauteur de leurs responsabilités, tout simplement parce qu'ils n'auraient pas les qualités requises ? Ils sont le produit déformé des enseignements que les marxistes du milieu du XIXe siècle au XXe siècle ont tiré de l'histoire et du développement du capitalisme et de la lutte des classes, ce qui ne les place pas dans le même camp que le PS, le PCF ou le PG dont la place est auprès de l'UMP, du Nouveau Centre et du MoDem au sein des institutions bonapartistes de la Ve république.

Tandis que le POI, le NPA et LO tiennent leur légitimité du combat qu'ils mènent au côté du prolétariat, le PS, le PCF et le PG tirent leur légitimité des institutions qui les nourrissent et sans lesquelles ils n'existeraient pas ou plus, ce qui devrait suffire à les caractériser sans ambiguïté comme des partis contre-révolutionnaires, fondamentalement réactionnaires. Mais hélas il y en a toujours dans nos rangs pour les présenter sous un jour plus favorable et entretenir l'illusion qu'ils pourraient un jour servir notre cause ; c'est aussi une manière au moment où sonnera l'heure de régler son compte au capitalisme de faire baisser la pression pour préserver l'ordre établi.

Cela dit, je vous laisse répondre librement à ces questions et réfléchir au meilleur moyen de faire sauter le plus tôt possible notre cocotte-minute.

Je ne sais pas pourquoi j'ai pris cet exemple puisque je n'ai jamais voulu posséder de cocotte-minute, la température y est trop élevée pour conserver les quelques vitamines présentes dans nos légumes et puis cela dénature leur goût.

On n'a plus le temps aujourd'hui d'aborder d'autres formulations plus ou moins bidons, le capitalisme porte en lui sa faillite depuis le premier jour, tout comme la Ve République est le produit depuis 1958 d'un régime déjà en crise...

Une autre causerie sur la dialectique pourrait porter sur les rapports de cause à effet qui sont omniprésents, et montrer comment tous les partis se concentrent uniquement sur les effets ou les conséquences (par exemple de la crise), pendant qu'ils font minutieusement passer à la trappe dans leur propagande les causes qui en sont à l'origine, pour bien montrer qu'en ne reliant pas en permanence cause à effet, il est impossible de saisir comment une même cause pourrait aboutir dans certaines conditions à d'autres effets, ce qui explique pourquoi ils font passer à leur tour ces effets à la trappe, par exemple comment se traduirait dans la vie pratique de chaque travailleur la mise en oeuvre d'un programme économique et social socialiste, ce qu'aucun travailleur dans ce pays ou ailleurs n'est en mesure de définir aujourd'hui, ce qui explique en grande partie l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons.

Dès lors que le fil est rompu entre notre point de départ (les fondements du capitalisme) et notre point d'arrivée (la question de l'Etat, du pouvoir, le socialisme), pas besoin d'être un intellectuel pour comprendre qu'on ne l'atteindra jamais. C'est comme si vous montiez dans votre voiture, que vous mettiez le contact, que vous commenciez à rouler sans savoir au juste où vous allez, vous avez décidé de vous passer d'une carte, vous avez une boussole à la place du cerveau paraît-il, c'est le meilleur moyen de ne jamais arriver nulle part, en tout cas

certainement pas à l'endroit que vous vous destiniez de rejoindre si vous ne connaissez pas la route.

Les militants et les travailleurs sont vaccinés à force d'être trompés ou trahis ou encore menés en bateau. Ils veulent tout savoir, trop parfois, parce qu'il y a des choses qu'ils ne sont pas forcément en état de comprendre mais ils l'ignorent. Qui, quoi, comment, ils sont exigeants et ils ont raison, ils sont méfiants et ils ont raison de l'être plutôt deux fois qu'une, à leurs yeux seul un discours cohérent susceptible de répondre à toutes les questions qu'ils se posent à grâce à leurs yeux, les généralités les laissent perplexes, ils voient dans les grandes théories un moyen de les enfumer et ils n'ont pas tout à fait tort, dans les programmes un catalogue de bonnes intentions sans lendemain, au regard de l'activité pratique des partis on est bien obligé de leur donner raison là aussi, etc. ce qu'ils veulent en premier lieu c'est parvenir à comprendre par eux-mêmes comment fonctionne la société et cela personne ne leur en donne les moyens, du coup ils restent sur leur faim ou ne franchissent pas le pas de l'organisation.

Nos dirigeants sont des aventuriers, des combinards, des manoeuvriers qui tentent des coups, qui cherchent en vain des raccourcis, qui égrainent à longueur de temps les mêmes généralités ou dogmes - c'est le seul moyen qu'ils leur restent pour continuer de se réclamer du marxisme, ils semblent ignorer que les militants et les travailleurs finissent toujours par s'en apercevoir, à moins qu'ils s'en foutent en se disant qu'un militant en remplacera un autre et ainsi de suite ; c'est ce que pense le boutiquier au coin de ma rue qui est honnête avec moi pendant un certain temps, et qui s'imagine qu'une fois mis en confiance il pourra me voler sans que je m'en aperçoive, il fait certes un mauvais calcul, mais en même temps il sait que d'autres clients s'approvisionnant chez ses concurrents sont victimes des mêmes pratiques et qu'il en récupèrera forcément quelques-uns, alors un client de perdu dix de retrouvés, pas de quoi se formaliser et changer d'habitudes...

Un dernier mot quand même, car il y a des choses insupportables qu'on ne peut pas laisser passer. Ils creusent notre tombe.

Quand le POI affirme que *"les travailleurs sont en droit de s'adresser aux dirigeants du PS, du PCF, du PG*", que leur dit-il au juste : placez votre destin entre les mains de vos bourreaux d'hier qui vous trahissent aujourd'hui à travers leur double langage et qui seront vos bourreaux demain, c'est la seule issue que nous POI pouvons vous proposer. Après ils s'étonnent que les travailleurs ou militants soient "*perplexes*" en entendant ce genre de discours. On le serait à moins ! Vraiment sans façon, ce sera non merci en ce qui nous concerne !

Trois infos en bref.

Le sommet de l'Etat se fissure

Le président Nicolas Sarkozy a exprimé samedi son soutien total à son ministre du Travail Eric Woerth, en pleine affaire Bettencourt.

Nicolas Sarkozy a renouvelé sa confiance à son ministre du Travail alors que le directeur général des finances publiques Philippe Parini a affirmé n'avoir "*reçu aucune instruction de la part d'Eric Woerth, alors ministre du Budget, concernant le dossier fiscal de Mme Liliane Bettencourt*".

Patrice de Maistre, qui gère une partie de la fortune de Liliane Bettencourt, a par ailleurs confirmé que la milliardaire française possédait 78 millions d'euros sur deux comptes à l'étranger. "*S'il y a eu des négligences, ce n'était pas volontaire de sa part*", a-t-il assuré dans un entretien publié samedi dans "Le Figaro".

M. Woerth fait l'objet d'accusations de conflit d'intérêts depuis la divulgation par le site Mediapart d'enregistrements audio pirates suggérant de possibles fraudes dans la gestion de la fortune de Liliane Bettencourt. On y entend Patrice de Maistre, le patron de Clymène, la société qui gère certains actifs de L'Oréal et pour laquelle travaillait l'épouse du ministre, Florence Woerth. M. de Maistre y évoque notamment des manoeuvres pour échapper au fisc, tout en faisant allusion à Florence Woerth.

Patrice de Maistre affirme n'avoir "découvert qu'en novembre dernier l'existence d'un compte (de Liliane Bettencourt) en Suisse. (AP 26.06)

Si on comprend bien, ni la propriétaire de ces 78 millions d'euros ni celui qui gérait sa fortune ne savaient qu'en planquant ce fric dans des paradis fiscaux, donc en le détournant du fisc, ils commettaient un délit au regard de la loi ! Autrement dit, on ne peut raisonnablement rien leur reprocher puisqu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, pour un peu ils ignoraient même l'existence de cet argent ! Et il y a un juge qui va croire cette fable ? Pourquoi pas. Faute avouée à moitié pardonnée, mieux, amnistiée, pourquoi la charité chrétienne ne s'appliquerait-elle pas à soi-même, enfin ?

Derrière son masque propret d'homme comme-il-faut Woerth serait en réalité une crapule, tout comme l'était Strauss-Kahn lorsqu'il régularisa a minima la situation du très fortuné Karl Lagarfield, ou encore l'avocat Roland Dumas, une autre tempe grise qui inspire confiance au premier abord, mais qui est véreux à l'intérieur (affaire Elf, Giacometti, etc.).

Une gamelle de plus à trimballer pour l'épileptique du Palais, à force de les accumuler, selon la dialectique de la transformation de la quantité en qualité elles devraient déboucher sur une crise politique...

L'arlésienne.

Les principaux pays industrialisés réunis au sein du G8 ont renoncé à s'engager pour un accord sur la libéralisation du commerce mondial dans le cadre du cycle de Doha cette année, tout en estimant que des négociations bilatérales ou régionales pouvaient en attendant contribuer à lever les obstacles au libre échange.

Lors du sommet du G8 de l'Aquila, en juillet 2009, tout comme lors du dernier sommet du G20 de Pittsburgh, en septembre dernier, l'échéance de 2010 pour un accord à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait été confirmée.

Entamées en 2001, les négociations du cycle de Doha se sont enlisées faute d'accord sur des questions comme la suppression des subventions agricoles dans les pays riches et l'ouverture des marchés dans les pays émergents. (Reuters 26.06)

Roumanie.

Le gouvernement roumain a décidé de faire passer la TVA de 19 à 24% à compter du 1er juillet afin de réduire le déficit budgétaire et de garantir l'octroi de l'aide internationale (20 milliards d'euros), a déclaré samedi le Premier ministre Emil Boc. (Reuters 26.06)

Et étrangement aucun article de presse sur les manifestations qui ont eu lieu avant-hier, elles ne sont même pas évoquées.

Le 28 juin

Pas le temps de causer, alors quelques réflexions en vrac que je me suis faites hier?

1-Une fois le "coup" plutôt foireux ou pour ainsi dire inutile du 15 juin de FO-POI, il ne restait plus à Mailly qu'à annoncer sa participation à l'intersyndicale du 29. Je dis coup, parce qu'ils ne pensent qu'en termes d'appareils ou d'institutions.

2-Le 24 juin la direction de FO est apparue aux yeux des travailleurs comme responsable de la division, ceci explique sans doute cela.

3-Pour revenir sur la déclaration de Thibault les "*Français ne sont pas des ignares*". Sachant que tout flatteur vit aux crochets de ceux qui l'écoutent, c'est à croire qu'il est à la recherche de légitimité, mais on peut penser aussi exactement le contraire, qu'il s'emploie à le faire croire alors qu'il s'en fout, son objectif n'étant pas de mobiliser des millions de travailleur pour faire barrage au plan du gouvernement.

Si maintenant les travailleurs sont prêts à se mobiliser pour défendre leur droit à la retraite, tandis que les dirigeants syndicaux sont disposés à laisser appliquer le projet du gouvernement, en concentrant l'attention sur eux, ne feraient-ils pas en sorte d'entraîner les travailleurs à leur suite, ne serait-ce pas le meilleur moyen d'en garder le contrôle pour les emmener dans une impasse ? Qu'est-ce qui est déterminant à ce moment précis de la situation, que le gouvernement fasse passer son projet sur les retraites ou que les dirigeants syndicaux n'apparaissent pas une fois de plus comme des traitres ? Je penche pour la première option car la question des retraites est capitale autant pour le gouvernement que pour le capitalisme, donc Thibault est prêt à sacrifier l'idée (favorable) que les travailleurs peuvent avoir des syndicats. Les syndicalistes de la CGT apprécieront sans doute.

4-Après Strauss-Kahn, c'est au tour de Rocard d'obliger Aubry à préciser que le PS est favorable à l'allongement de la durée de cotisation, autrement dit reporter l'âge effectif du départ à la retraite ou réduire la retraite de ceux qui décideront de la prendre avant de crever au boulot.

5-Je regrette les quelques lignes que j'ai écrites sur les deux "humoristes" virés par la direction de France Inter, elles étaient déplacées à ce moment-là, c'était une erreur. J'en ai commises d'autres du même genre et pas des moindres, en réagissant trop rapidement peut-être.

Tiens par exemple, il y a quelques années lorsque j'avais apprécié la biographie de Lénine de Jean-Jacques Marie, je ne l'ai pas relu depuis, je me suis dit plus tard qu'elle devait servir à justifier l'abandon du léninisme, le parti de type bolchevik au profit du PT à l'époque, bref, à force de faire dire à Lénine *fusillé, fusillé, fusillé*, il aurait voulu le faire passer pour un horrible dictateur auprès des lecteurs qu'il ne s'y serait pas pris autrement, et ce ne sont certainement pas les précisions qu'il apporta qui devaient retenir l'attention des lecteurs, chose qu'il ne pouvait pas ne pas ignorer avec son expérience. D'ailleurs *fusillé* est le seul mot que j'ai retenu de cette lecture ou que je pourrais encore citer quelques années après et je suis sincère.

Par contre, je n'ai pas commis l'erreur de certains qui ont critiqué FO ou le POI sur la question des retraites sans faire la part des choses, car les positions défendues par FO et le POI étaient globalement correctes, même si l'on a à l'esprit des déclarations contradictoires ou des manoeuvres en coulisses, l'essentiel était qu'ils rejettaient en bloc le projet du gouvernement, y compris l'allongement de la durée de cotisation ou l'alignement du public sur le privé.

Qu'est-ce qui est le plus important ma poule, que la volaille ait une patte déformée et un plumage défraîchi ou qu'elle continue de pondre des

oeufs ? Le prochain coup ont prendra des cubes pour leur expliquer et essayer de leur faire comprendre, qui sait ?

Bonne semaine ou bonnes vacances à tous.

Quelques infos en bref.

Quand sélection naturelle et marchandage font bon ménage ou les deux mamelles du social-libéralisme.

1- "*On n'est pas obligé de se disputer pour se sélectionner. Si vous avez deux personnalités, Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn, qui sont globalement sur la même orientation, pourquoi voulez-vous que l'on offre le spectacle, à un an des élections présidentielles, d'une division majeure? Non*".

Pour lui, les critères de sélection du candidat sont "*évidemment les sondages*" mais aussi "*l'adéquation politique, l'adéquation à la demande française, l'adéquation à l'alliance des forces de gauche*".

M. Cambadélis pense qu'aux primaires prévues à l'automne 2011, "*les militants de l'extrême gauche, de l'UMP, voire du FN, sont assez connus et que le déplacement de ces foules pour peser dans le débat des socialistes sera marginal*".

Il espère "*entre huit cent mille et un million de personnes qui voteront, ça donnera à notre candidat ou à notre candidate une force qu'il n'a pas nécessairement en étant désigné par les seuls militants du Parti Socialiste*". (lepoint.fr 27.06)

Le PS en quête de légitimité. Plus opportuniste tu meurs ! Darwin a manqué quelque chose, la sélection naturelle... par les sondages !

2- Le Mouvement républicain et citoyen (MRC), regrettant la tournure qu'ont prise les primaires, a décidé de soutenir un "*candidat républicain*" pour la présidentielle de 2012 qui pourrait bien être Jean-Pierre Chevènement, désormais président d'honneur du parti.

Lors du 5e congrès du MRC ce week-end à Paris, à l'Auditorium George V (VIIIe arr.), les quelque 200 délégués ont voté à la quasi-unanimité pour "*se préparer à présenter un candidat républicain*" à cette "*élection primordiale, la mère des batailles*", selon les mots de l'ancien ministre de la Défense et de l'Intérieur.

"*Nous avions répondu oui aux primaires de toute la gauche dès lors qu'un contenu politique précédait les primaires proprement dites*", a expliqué à la tribune Jean-Luc Laurent élu, à 53 ans, nouveau président du MRC à 91,7%.

Mais il n'est pas question de "*participer aux primaires dans les conditions définies par le PS, entraînant inéluctablement notre ralliement automatique au candidat socialiste sans connaissance ni discussion du projet*", a ajouté M. Laurent, maire du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne).

Dénonçant un PS qui "*nous écrase*" et "*reste prisonnier d'une vision libérale et européiste dépassée*", M. Chevènement a estimé, devant le secrétaire national PS aux élections Christophe Borgel, que ces primaires risquaient de "se résumer à une campagne médiatique arbitrée par les sondages" après le "*pacte*" Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Ségolène Royal.

Dans un parti qui reproche au PS d'avoir renié les accords électoraux aux régionales (19 élus obtenus au lieu de 26 prévus), la candidature de M. Chevènement qui doit rencontrer Martine Aubry en juillet, semble donc se profiler.

Mais une autre ambition pourrait changer la donne. Selon un proche du sénateur de Belfort, "*M. Chevènement pourrait être un bon candidat à la présidence du Sénat*" en cas de basculement à gauche aux sénatoriales de 2011, car il est "respecté à droite et apparaîtrait comme une candidature d'équilibre". (Lepoint.fr 27.06)

Que serait la République sans l'Auditorium George V, franchement ? Ils sont bourrés de fric ces gens-là dites-donc ? Normal, ce sont des bourgeois et ils ne s'en cachent même pas ! Après on devrait s'interdire de dire que le PS et ses satellites sont des partis bourgeois, de dire la vérité aux travailleurs quoi.

Au fait, vous allez sceller votre front unique avec ces gens-là au Georges V ou au Ritz ?

Doha enterré.

Obama a noté qu'en l'état, les propositions de Doha feraient perdre aux Etats-Unis leur avantage comparatif sur les pays aux marchés émergents dans le domaine des services, a rapporté le responsable sous le sceau de l'anonymat.

Il ne s'agit pas de "*légères modifications et les dispositions du projet d'accord doivent être modifiées*", a-t-il ajouté en citant Obama.

L'ambassadeur de Chine à l'OMC à Genève a accusé dimanche les Etats-Unis de demander de fait à ce que le cycle de Doha soit repris avec leurs revendications.

Signe du peu de chances d'une issue rapide, les dirigeants du G20 ont abandonné leur référence à 2010 comme objectif pour la conclusion des discussions et ils n'ont fixé aucune nouvelle date, d'après le projet de communiqué final. (Reuters 27.06)

L'impérialisme américain veut demeurer le maître du marché mondial, alors que les Chinois n'acceptent pas qu'en échange de leur souten à l'économie américaine de nouvelles concessions ne leur soient pas accordées.

La position américaine ne changera rien à la tendance actuelle qui conduira la Chine à devenir rapidement la première économie mondiale, et les restrictions sur les échanges dans le secteur des services sont un leurre car elles sont compensées par des accords bi-latéraux entre les Etats dans ce secteur ou plutôt.

Si Obama peut empêcher qu'une entreprise privée chinoise délocalise ses services aux Etats-Unis, mais on n'en voit pas l'intérêt pour les Chinois, en revanche il ne peut empêcher qu'une entreprise privée américaine délocalise ses services en Chine, par conséquent sa sortie hier s'apparente davantage à un aveu d'impuissance à contrer l'inexorable domination de la Chine dans tous les secteurs de l'économie mondiale, pas seulement, ce n'est pas parce que des sociétés américaines délocalisent déjà leurs services dans les pays dits émergents ou même moins développés, qu'il faudrait encourager les autres pays à les imiter.

Le 29 juin

Pas le temps de causer.

Que la population consomme davantage et que la machine capitaliste tourne à plein régime, amen !

Avec 5 millions de fonctionnaires, les dépenses de personnel représentent à elles-seules 36,7% des dépenses de l'Etat en 2010, selon la loi de Finances.

La hausse de 1% du point d'indice coûte ainsi près de 1,8 milliard d'euros pour les trois fonctions publiques (Etat, territoriale, hospitalière), d'après les derniers chiffres de la Cour des comptes.

«*Entre l'augmentation des cotisations retraites et le gel de l'indice jusqu'en 2013, nous estimons que les fonctionnaires vont perdre 7% de pouvoir d'achat*», explique Anne Baltazar, secrétaire générale de FO-fonctionnaires. «*Ce n'est pas qu'une question pour la fonction publique. La reprise économique sera mise à mal si ces ménages ne peuvent plus consommer, faute de pouvoir d'achat*», analyse-t-elle. (20minutes.fr 28.06)

Quel malheur !

D'après vous, quelle autre motivation peut-on avoir pour se faire embaucher dans la fonction publique que d'attendre tranquillement la retraite et de se foutre au passage du sort réservé aux trois quarts des travailleurs du secteur privé dans ce pays ? On comprend pourquoi la fonction publique est le fond de commerce des bureaucrates syndicaux et pourquoi le mouvement ouvrier est si gangrené par le réformisme.

En devenant fonctionnaire on épouse pour ainsi dire définitivement l'idéologie dominante, sauf de rares exceptions qui confirment la règle. On souhaitera naturellement longue vie à l'Etat qui nous garantit le couvert et la retraite, on ne le combattra pas pour l'abattre, on se syndique ou combat uniquement pour améliorer notre propre sort. De la même manière, on devient prof pas spécialement par vocation comme me l'ont expliqué des enseignants, mais de préférence pour profiter de vacances toutes les huit semaines, plus les deux mois d'été...

Les uns et les autres ont raison quelque part même si personnellement je ne suis pas d'accord avec eux, il ne s'agit pas de les juger, il n'y a que des arriérés pour taper sur les fonctionnaires, mais de les aider à comprendre qu'il faudrait peut-être un jour penser un tout petit peu plus loin que le bout de leur nez et que finalement le sort des travailleurs de l'ensemble du pays est lié... et leur avenir, car si la crise finissait pas prendre une vilaine tournure dans le style de celle des années 30 à 45, personne ne serait épargné. Mais de cela aussi on peut se foutre en affirmant que c'est impossible que cela se (re)produise, il y a donc un véritable travail de fond à faire avec les fonctionnaires pour les ramener sur la voie du socialisme. C'est un défi passionnant à relever, non ? Vous désertez ?

Qu'ils ne craignent rien, au contraire, le socialisme leur donnerait quasiment le pouvoir, mais cela les fonctionnaires l'ignorent comme ils ignorent tout du socialisme, c'est bien là qu'est le drame. Imaginez maintenant l'énorme responsabilité de nos dirigeants qui se refusent à mener campagne en direction des fonctionnaires pour les aider à se détacher du capitalisme et de l'Etat du même nom. S'il fallait trouver un responsable ou un coupable il est là et pas ailleurs, ce n'est pas le fonctionnaire qui spontanément va adhérer au socialisme, ce n'est pas

l'Etat qui va lui montrer le chemin, c'est uniquement le boulot des syndicats et des partis dont malheureusement ils ne veulent pas du tout entendre parler. A qui profite ce refus ? Poser la question c'est y répondre : à l'Etat des capitalistes. A les entendre ces messieurs combattent le capitalisme, l'Etat, les institutions, ce sont des socialistes, des communistes, des trotskistes, tu parles !

Un camarade m'a adressé un nouveau courriel à propos d'un groupe qui s'intitule Les communistes. Très critique et virulent en apparence, mais en y regardant de plus près on s'aperçoit rapidement qu'ils font la retape pour... l'union nationale entre toutes les forces de progrès du PCF aux gaullistes socials ou de gauche, tout un programme qui se termine comme il se doit par une référence au Conseil National de la Résistance. J'ai été visité (rapidement) leur site Internet par curiosité et j'ai lu quelques articles, nulle part je n'y ai trouvé trace des institutions de la Ve République. A chacun les références qu'il peut !

Retraites.

Les plus grands syndicats ont refusé d'émettre un avis sur le projet de loi en expliquant que la Commission nationale de la négociation collective (CNNC) qu'Eric Woerth réunissait ce lundi n'était pas le cadre approprié.

La CGT a critiqué une "*instrumentalisation*" de cette commission, tandis que la CFDT a fait part de sa surprise de voir le sujet à l'ordre du jour de la réunion.

"*Il n'y a pas de négociation, c'est simplement un effet d'affichage de la part du gouvernement pour montrer qu'il consulte les organisations syndicales*", a dit à Reuters Mohammed Oussedik, représentant CGT, à la sortie du ministère.

"*Il n'y a pas eu de discussion, on n'a pas donné d'avis parce qu'on considérait que ce n'était pas le lieu*", a ajouté Mijo Isabey, responsable retraites de la CGT.

Pour la CFDT, "*j'ai dit que ce n'était pas la peine de rappeler la position de mon organisation*", qui est elle aussi hostile au projet de réforme, a dit Laurence Laigo à Reuters.

Le ministre du Travail a exclu de revenir sur le relèvement de l'âge légal de départ de 60 à 62 ans mais a laissé ouvertes les discussions sur trois points : la pénibilité, les carrières longues et les polypensionnés. (Reuters 28.06)

Vous avez bien lu, ils ont "*refusé d'émettre un avis sur le projet de loi*" du gouvernement, ils ont donc décidé de ne pas le rejeter ou d'en exiger le retrait, le gouvernement peut être provisoirement rassuré.

Après avoir pris connaissance des propositions de différentes formations politiques, on pourrait peut-être proposer à l'appel des syndicats et des partis l'organisation d'une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale le samedi 4 septembre pour exiger le retrait du projet du gouvernement, assorti d'un appel à la grève générale illimitée dès le lundi 6 septembre (premier jour de l'examen du texte du gouvernement à l'Assemblée nationale) en cas de refus du gouvernement de céder, ainsi cela laisserait une journée pour commencer à organiser la grève générale avec comités de grève élus ou assemblée populaire dans chaque commune, les militants rassemblant, organisant la population, puis se répartissant les tâches... L'important étant de dresser l'ensemble du prolétariat contre le gouvernement et le régime dans la perspective de le renverser, ce qui implique dès le départ un minimum d'organisation pour que cette proposition soit cohérente et crédible.

L'appel à la grève pourrait être lancé dès le 4, mais le débrayages des agents de la SNCF pourrait perturber la montée en masse à Paris par le train. Pourquoi un samedi, parce que la plupart des ouvriers ne travaillent pas ce jour-là et comme nombreux sont ceux qui terminent plus tôt le vendredi, ils auraient le temps d'organiser leur départ pour Paris...

Bienvenue dans le monde des "*zombis*.

Pour le directeur général de la BRI, Jaime Caruana, il n'y a pas de temps à perdre.

"*Nous ne pouvons attendre le retour à une forte croissance pour amorcer la réorientation des politiques*", a-t-il dit devant l'assemblée générale de la BRI.

"*Retarder l'assainissement des finances publiques, en particulier, risquerait simplement de raviver la volatilité financière, les dysfonctionnements des marchés et les tensions sur les financements.*"

La BRI, qui joue le rôle de banque des banques centrales et celui de forum de discussions pour les autorités monétaires, estime que la réforme des systèmes financiers reste capitale pour prévenir de nouvelles crises.

Les banquiers centraux réunis à Bâle, en Suisse, où se trouve le siège de l'institution, ont souligné l'importance des effets collatéraux des mesures de soutien et ajouté que les risques créés commençaient à apparaître.

Elle estime qu'un maintien exagérément long des mesures extraordinaires de soutien risquerait de créer des banques ou des entreprises "*zombies*", dépendantes des aides publiques.

Mais elle reconnaît que les décideurs se trouvent dans une situation délicate et, en particulier, les banques centrales.

Le système bancaire est loin d'être assaini, les bénéfices générés ces derniers mois par les activités obligataires et de changes dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas n'étant sans doute pas pérennes, alors que les pertes liées à la crise ne sont pas encore totalement comptabilisées.

"*Plus les taux directeurs resteront bas dans les grandes économies avancées, plus les distorsions qu'ils créeront au niveau national ou international seront fortes*", ajoute la BRI.

Des taux réels extrêmement bas altèrent les décisions d'investissement, retardent la comptabilisation des pertes, accentuent la prise de risque et encouragent l'endettement, explique-t-elle.

De plus, les banques centrales pourraient sous-estimer les risques inflationnistes, la crise ayant réduit le potentiel de croissance. (Reuters 28.06)

Le 30 juin

Etant donné la longueur de la causerie d'aujourd'hui, le site ne sera actualisé que partiellement.

Dans tous les pays de l'Union européenne les différents gouvernements composés de partis représentant officiellement les intérêts du capital ou totalement inféodés au capitalisme, ce qui revient exactement au même, appliquent les mêmes mesures réactionnaires contre les fonctionnaires, contre notre droit à la retraite ou au travail, s'attaquant au niveau de vie du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, accentuant encore la précarité.

De plus en plus souvent comme hier en Espagne et en Grèce, les manifestations contre ces mesures se terminent par des affrontements entre une partie de la jeunesse attirée par le discours radical des anarchistes et les forces de l'ordre qui défendent le régime en place. Ce sont les dirigeants du mouvement ouvrier (tous partis confondus sans exception) incapables de proposer la moindre issue politique au prolétariat et sa jeunesse révolutionnaire qui portent seuls la responsabilité de cette situation et de la répression qui s'abat sur la jeunesse.

En France, alors que les affaires d'Etat qui secouent le sommet du pouvoir font chaque jour la Une des médias et alimentent les discussions partout dans le pays, vous ne trouverez pas un seul parti politique pour poser directement la question de l'Etat et du pouvoir politique, à croire qu'ils ont déjà tous démissionné.

Une fois ce triste constat dressé, que tous les militants ont quotidiennement sous les yeux et que par conséquent personne ne peut nier, serait-il exagéré de prétendre qu'ils préparent tous le prolétariat à connaître de nouvelles défaites si ce n'est pire encore ?

Nous savons pertinemment que la plupart des militants refusent encore de regarder la réalité en face, encore moins de la dire aux travailleurs. Cette fuite en avant devant la vérité des faits sera-t-elle le prélude d'un nouveau cauchemar pour le mouvement ouvrier ou marquera-t-elle la fin d'une époque dominée par l'incurie politique de ses dirigeants incapables d'analyser le développement de la situation à l'échelle mondiale, d'organiser le prolétariat et de donner une orientation révolutionnaire à son combat politique ? Au regard de la situation, c'est-à-dire en prenant en compte les principaux facteurs qui la constituent, en tenant compte de leur évolution au cours des dernières décennies et plus particulièrement des trois dernières années, on est en droit d'être profondément pessismiste pour la suite de notre combat, et l'on ne voit pas comment le socialisme pourrait l'emporter.

Chacun préfère se raconter des histoires et les colporter aux premiers naïfs venus qui en y adhérant vous donne l'impression d'avoir raison et renforce ainsi vos propres illusions. Le trait le plus frappant et le plus déterminant de la situation au cours du demi-siècle écoulé à l'échelle internationale, demeure l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction (révolutionnaire). Quand on évoque cette question, les militants se disent spontanément qu'elle s'adresse au prolétariat, pour un peu elle ne les concernerait pas directement, c'est une très grave erreur, car en réalité elle s'adresse en premier lieu à leurs propres dirigeants, c'est d'eux dont il est principalement question ici et non des dirigeants qui n'existent pas. C'est une façon comme une autre de ne pas aborder cette question. Quel militant peut croire sincèrement un instant que c'est ainsi qu'on règlera cette question ? La question n'est pas de tirer à boulets rouges sur ces dirigeants, bien que rien ne doit nous interditre de dire ce que l'on en pense, mais de reconnaître honnêtement les faits tels qu'ils se présentent à nous aujourd'hui.

La crise du capitalisme qui a surgit de nouveau il y a trois ans déjà devait être une aubaine, une occasion exceptionnelle pour le mouvement ouvrier et son avant-garde pour repasser à l'offensive contre l'Etat et le régime, pour les remettre en cause, or elle se transforme en un champ de lamentations stériles et de larmes avant de céder la place à un torrent de sang.

Qui en a pleinement conscience ? Apparemment aucun dirigeant du mouvement ouvrier. Ils sont tous tombés dans un état cataleptique proche de la mort clinique, ils sont totalement incapables de saisir les événements qui se présentent à eux et qui sont si riches d'enseignements sur le système capitaliste et l'avenir épouvantable qu'il réserve à tous les peuples, pour en faire autant d'éléments susceptiques d'organiser les masses et d'élever leur niveau de conscience politique à la hauteur du programme de la révolution socialiste. Ils ont déserté ce combat, préférant se réfugier dans un réformisme nauséabond teinté de social-patriotisme qui ne fait qu'alimenter les illusions des travailleurs dans le capitalisme et les institutions, au lieu de les aider à s'en détacher dans la perspective du socialisme.

Aujourd'hui en France (et ailleurs), je vous mets au défi de trouver un seul travailleur qui serait capable de vous expliquer en quelques mots en quoi le socialisme changerait sa condition, autrement dit cela signifie que le prolétariat ne peut concevoir son existence et son devenir que dans le cadre étroit et décomposé du capitalisme et de la Ve République. Voilà à quoi a abouti concrètement la politique de la totalité des partis ouvriers en France.

Dès lors, certes la situation est grave, mais le plus grave demeure encore l'état de décomposition avancée dans lequel se trouve plongé le mouvement ouvrier et plus particulièrement son avant-garde et l'impossibilité dans laquelle il se trouve d'en sortir.

Mon propos n'est pas de faire dans le catastrophisme pour marquer les esprits, ce n'est pas ma méthode, ce qui ne m'empêche pas de me demander si les militants et surtout les cadres et les dirigeants sont encore capables d'une réaction salutaire face à la politique profondément réactionnaire du gouvernement, j'en doute fortement et je vous dirai plus loin pourquoi je suis fondé à le penser, la catastrophe on l'a déjà sous les yeux tous les jours quand on a à l'esprit en permanence les deux milliards d'hommes et de femmes avec leurs enfants qui par le monde survivent dans la misère et connaissent au quotidien les pires souffrances sans espoir d'en voir un jour la fin.

L'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction, c'est aussi l'incapacité dans laquelle se trouvent les militants et les cadres du mouvement ouvrier de progresser sur les plans théorique et politique, de s'attaquer à la sclérose ou au dogmatisme qui a frappé leurs dirigeants, de parvenir à faire la part des choses dans les enseignements du marxisme pour n'en retenir que l'essentiel qui correspond à la société et au monde tels qu'ils ont évolué au cours du XXe siècle, et de se rassembler sur cette base pour construire un nouveau parti communiste.

Je ne prétends pas avoir inventé le fil à couper le beurre, je ne suis ni un intellectuel ni un théoricien, je ne fais pas partie de ces dirigeants qui se prennent pour ce qu'ils ne sont pas, par contre, au cours des dernières années je me suis employé minutieusement à essayer de renouer avec le fil conducteur du marxisme en passant au crible de la critique l'essentiel des leçons qu'il nous a légués et c'est armé de cette enseignement et de cette méthode que je me suis livré à l'examen de la lutte des classes au cours des 65 dernières années afin de tenter de comprendre pourquoi nous en étions là aujourd'hui, comment les choses s'étaient passées et quelles erreurs avaient été commises pour les corriger et éviter de les reproduire dans l'avenir. Je me suis livré à cette étude sans aucun a priori, sans savoir ce que j'allais découvrir.

Je suis revenu cent fois sur les mêmes questions en les reprenant sous des angles différents, parfois je suis parvenu aux mêmes conclusions, d'autre fois j'ai dû corrigé l'appréciation que j'avais porté auparavant sur certaines questions, d'autre fois encore j'ai dû laisser de côté certaines questions par manque de données suffisamment précises. J'ai été amené à aborder des sujets extrêmement divers que Marx, Engels, Lénine ou Trotsky avaient étudié à leur époque, et à cette occasion je me suis aperçu qu'un grand nombre d'entre eux n'avaient jamais été abordés par les différents partis aussi bien dans leurs journaux que dans leurs revues théoriques, comme s'ils étaient tabous ou que leurs dirigeants les fuyaient comme la peste. Evidemment, il n'en fallait pas davantage pour aiguiser encore plus ma curiosité et approndir l'étude de chaque sujet ainsi banni de nos discussions entre militants. J'ai repris à la lettre la méthode de Marx que Trotsky appelait couper les cheveux en quatre, afin de trouver des réponses satisfaisantes à toutes les questions qui me venaient à l'esprit chaque fois que je poussais plus à fond l'analyse d'un sujet particulier. Je ne vais pas dresser ici la liste des sujets que j'ai abordés dans mes articles ou mes causeries, vous les connaissez aussi bien que moi, et si je n'ai pas abordé certaines questions qui vous viennent à l'esprit, rien ne vous empêche de me les soumettre, je tenterai d'y répondre dans la mesure du possible, immédiatement ou un peu plus tard, une fois réuni suffisamment d'éléments pour vous soumettre une réponse cohérente reposant sur des faits connus ou vérifiables.

Je ne vais pas m'éterniser sur cette causerie. Elle avait deux objectifs, le premier de vous dire ce que je pense de la situation sans se leurrer ou chercher à tromper quiconque, le second pour vous confirmer que je ne pensais pas continuer le site tel qu'il existe aujourdhui parce que cela me prend vraiment trop de temps et qu'il n'est pas normal que je n'ai pas une minute pour lire ou étudier sérieusement. Je vous avouerais que je n'ai pas encore trouver la bonne formule, ce qui explique que j'ai continué malgré tout jusqu'à aujourd'hui. Je me pose des questions sur l'intérêt de ma contribution politique.

Pour en revenir à ce que je disais plus haut, ce qui caractérise la situation du mouvement ouvrier et de son avant-garde, c'est une sorte de pensée unique qui l'a envahi et dans laquelle elle est engluée. Certes, tous les dirigeants ou responsables politiques ne sont pas tous exactement sur la même longueur d'onde, mais en y regardant de plus près on s'aperçoit qu'ils présentent tous les mêmes défauts ou faiblesses.

Par exemple, vous n'en trouverez pas un dans ce pays pour remettre en cause le financement des syndicats par l'Etat, or c'est l'un des aspects fondamentaux de la corruption qui a gagné le syndicalisme, c'est l'un des principaux piliers sur lequel repose la collaboration de classe entre les dirigeants syndicaux et l'Etat, l'autre est essentiellement idéologique et s'identifie à leur adhésion au capitalisme. Cette question est d'une importance cruciale pour le prolétariat, pour le syndicalisme, pour l'ensemble du mouvement ouvrier et son avant-garde,

et personne ne tient à l'aborder. Faut-il en déduire qu'ils sont tous pourris pour faire court ?

Ce n'est pas tout, j'ai aussi abordé des questions apparemment embarrassantes (un euphémisme !) qui nous concernent directement, telles que la place et le rôle de l'aristocratie ouvrière, ceux des fonctionnaires dans l'appareil d'Etat et comment ils ont assuré la stabilité du régime pendant plus d'un demi-siècle, la place des intellectuels dans la société, la disparition des emplois dans l'industrie au profit des services, un ouvrier ne porte pas tout à fait le même regard qu'un employé sur le capitalisme, la généralisation du travail des femmes, etc., bref, j'ai aussi tordu le cou à bien des généralités dont nos dirigeants s'accommodent sans que l'on sache au départ pourquoi, par facilité mais pas seulement, j'ai persévéré et j'ai poussé des portes pour en savoir davantage et ce que j'ai découvert allait à l'encontre de tout ce qu'on nous avait servi sur un plateau jusqu'à présent...

A l'arrivée, sachant que les dirigeants et cadres des différents partis connaissent parfaitement l'existence du site Lutte de classe, constatant qu'aucun d'entre eux ne s'était signalé par courriel ou en m'adressant une contribution critique, qu'aucun d'entre eux n'avait essayé d'engager la discussion avcec moi sur un des thèmes abordés dans mes causeries, à la limite je conçois très bien qu'ils me méprisent profondément, constatant qu'aucun d'entre eux n'a depuis abordé dans son parti une des questions que j'avais traitées dans mes longues causeries, auquel cas je m'en serais rendu compte ou des militants me l'auraient signalé, j'en suis arrivé à la conclusion que vous trouverez sans doute péremptoire qu'aucun de ces partis, aucun de ces dirigeants n'est capable de mener le prolétariat au combat et qui plus est à la victoire contre l'Etat et son gouvernement ultra réactionnaire, et que dans ces conditions-là la défaite est assurée d'avance. Vous comprendrez j'espère, qu'il est inutile que je poursuive le travail que j'ai engagé sous la même forme et au même rythme, non pas que je déserterais ou que j'aurais finalement opté pour la sieste sous les cocotiers, mais je m'épuise en pure perte de temps et d'énergie au profit de quelques militants seulement, qui de plus semblent comprendre tout de travers ou presque d'après les derniers témoignages qui m'ont été adressés, ce n'est pas un reproche mais un constat.

Trouver une autre formule pour continuer ce travail va me demander un nouvel effort, une formule plus efficace si possible. Je me demande ce que les uns et les autres ont dans la tête, dans quelle langue il faut parler pour se faire comprendre, et je le répète l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction concerne avant tout ce qui se passe dans les partis qui existent aujourd'hui et pas ailleurs, partis dans lesquels il n'existe apparemment de près comme de loin aucun dirigeant ou cadre disposant des qualités d'un Marx ou d'un Lénine, auquel cas là aussi cela se saurait, je pense que l'on est au moins d'accord sur ce point. Le camp de la réaction n'a pas ce problème, il regorge de champions pour mener à bien sa barque, de Napoléon à Sarkozy, ils détiennent tout le pouvoir et ils sont la classe dominante, donc pour eux c'est facile, mais pour nous quelle galère !

Je ne veux pas croire pour autant qu'on n'y arrivera pas, mais on n'est pas au bout de nos peines camarades. Vous voyez, on peut taper sur les dirigeants, cela aussi c'est facile, puérile la plupart du temps, mais on doit convenir qu'on a besoin d'eux autant qu'on a besoin du parti pour s'en sortir, il nous faut donc être patient par dessus tout, plus que jamais sans doute.

La morale de cette histoire s'il devait y en avoir une : le pire ce serait encore se bercer d'illusions pour se rassurer, de croire que les choses pourraient se passer autrement, que par miracle même sans un Marx ou un Lénine pour nous guider ou nous montrer la voie on s'en sortir... Pour avoir étudié un peu la nature humaine et ses horribles faiblesses, en réalité je n'ai jamais cessé de m'y intéressé quotidiennement depuis 30 ans, je crains que cela soit impossible, je voudrais bien me tromper, quel soulagement ce serait franchement, mais honnêtement je ne peux pas vous tenir un tel discours.

Retraites.

1- Les principaux syndicats français (CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA, FSU et Solidaires) ont confirmé leur intention d'organiser une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 7 septembre contre la réforme des retraites au moment où s'ouvrira le débat parlementaire. (Reuters 29.06)

2- Le PS, VRP de l'UMP.

Le Parti socialiste ne défend pas le retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans pour tout le monde, a fait valoir Martine Aubry mardi soir lors d'un meeting à Roubaix. "*Nous allons vivre de plus en plus longtemps et donc il va falloir travailler plus longtemps: nous en sommes tous d'accord*", a dit la maire de Lille aux journalistes, avant de le répéter à plusieurs reprises sur la scène du théâtre Pierre de Roubaix.

Elle a insisté "*Nous ne demandons pas le retour à 60 ans pour tout le monde: nous ne l'avons jamais demandé*". (Reuters 29.06)

Continuez à faire le sale boulot au PS, au moins on sait dans quel camp vous êtes... sauf les dirigeants du POI !

Les allocations chômage sous le coup du rabot.

Les allocations chômage seront revalorisées de 1,2% le 1er juillet, annonce l'Unedic, le gestionnaire de l'assurance chômage. Alors que l'inflation a atteint 1,6%. Fin avril, 2.572.500 chômeurs étaient indemnisés par l'assurance chômage, selon Pôle Emploi. (Reuters 29.06)

La France : un régime policier et liberticide.

1- Enseignants et proviseurs dans le rôle de délateurs et d'affameurs.

Les députés ont adopté mardi en première lecture la proposition de loi UMP sur le nouveau dispositif de suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire.

Le texte porté par le député UMP des Alpes-Maritimes Eric Ciotti prévoit de placer l'inspecteur d'académie dans le rôle de "*pivot*", à la place du conseil général, qui était chargé de demander la suspension des allocations dans l'ancien système mis en place par la loi de 2006.

Après quatre demi-journées d'absence non justifiées en un mois, le chef d'établissement devra signaler l'élève à l'inspecteur d'académie, lequel se chargera de convoquer la famille pour lui adresser un "*avertissement*". Les parents seront alors rappelés à leurs obligations légales et informés des différents outils d'accompagnement à leur disposition.

Si l'élève réitère ses absences au cours de l'année scolaire, l'inspecteur d'académie aura l'obligation de saisir la Caisse d'allocations familiales (CAF) pour "*suspendre immédiatement*" les versements liés à l'enfant, selon le texte.

Les allocations ne seront à nouveau débloquées que si l'élève est assidu pendant au moins un mois. Leur versement sera alors rétroactif, sauf si de nouvelles absences ont été constatées depuis la date de leur suspension. (AP 29.06)

Quand j'étais prof chaque matin je devais remplir le cahier de présence et le responsable de classe le portait au secrétariat à la fin du cours. Si demain j'étais prof et qu'un élève manquait dans ma classe, je ne le signalerais pas.

2- Qui est le plus raciste?

Le 31 juillet 2009, M. Girot de Langlade, alors préfet chargé des Etats généraux de l'Outre-Mer pour la Réunion, se présente à un portique de sécurité d'Orly alors qu'il est en transit avec son épouse.

Le couple est fatigué par le voyage et pressé. Mais au moment du contrôle, l'alarme retentit et le ton monte avec les agents de sécurité.

Une certaine confusion s'ensuit et, en quittant le portique, M. Girot de Langlade s'emporte: "*On se croirait en Afrique ici!*", dit-il. Trois agents de Securitas, dont deux femmes noires, portent plainte.

A l'audience, l'ancien haut fonctionnaire de 63 ans, carrure imposante et voix de stentor, le reconnaît sans mal : il a bien tenu ces propos mais, jure-t-il, "*il n'y avait rien de raciste*".

"*J'ai simplement voulu dire que c'était le bordel (...) Si le contrôle avait été rigoureux, j'aurais pu dire: +on se croirait à Singapour ou aux Etats-Unis*", déclare l'ancien haut fonctionnaire, qui nie avoir évoqué la couleur de peau des agents.

Résultat : 5.000 euros d'amende ont été requis devant le tribunal correctionnel de Créteil contre l'ex-préfet Paul Girot de Langlade, jugé pour injures racistes pour avoir lâché cette phrase lors d'un contrôle à l'aéroport d'Orly. (Lepoint.fr 29.06)

Combien de fois quand je suis retourné en France en voyant le bordel qu'était devenu ce pays, je me suis exclamé : on se croirait en Inde ! Je n'ai même pas besoin d'aller aussi loin, il suffit de se rendre à 4kms de chez nous au consulat de France de Pondichéry pour constater que tout se délite en France. Magueswary d'origine indienne, qui passe 9 mois par an en France à Aubagne, ne cesse de le répéter et moi de lui répondre de quitter ce pays pourri, pas l'Inde mais bien la France. Et me voilà raciste envers les Français ! On doit être forcément racistes puisqu'on dit les choses telles qu'elles sont. A quel niveau de connerie on en est arrivé en France ! Moi je dis en France, on se croirait en Inde, parce que j'y ai passé près de 20 ans de ma vie, je sais de quoi je parle, tout comme j'imagine M. Girot de Langlade qui revenait de La Réunion et qui a dû passer quelque temps en Afrique.

La meilleure encore, c'est que l'avocat de M. Girot de Langlade, Me Collard, courbe l'échine devant ces salopards de la Licra, du Mrap et de SOS Racisme qui se sont portés parties civiles pour faire parler d'eux et récupérer du fric, en déclarant que l'ex-préfet "*a dit une connerie mais ce n'était pas raciste*". Quelle connerie ? Il n'a pas dit une "*connerie*" il a dit la vérité, la France est devenu un vrai bordel digne de ce qui se passe en Afrique, je dirai même mieux, c'est devenu pire en France par certains aspects. Mais M. Girot de Langlade a eu le malheur de prononcer ces mots anodins devant des personnes originaires d'Afrique qui ont saisi immédiatement l'occasion qui se présentait à eux pour porter plainte, faire parler d'elles et se faire un peu de fric. En réalité, ce sont elles que l'intelligence n'a pas encore eu le temps d'atteindre qui sont racistes ; en haut on est raciste par idéologie, en bas on est raciste par ignorance ou pure connerie.

Tous ces "*anti-racistes*" ne sont que des mouches à merde, en réalité ils sont plus racistes que ceux qu'ils accusent de l'être. Bien le bonjour à la ribambelle de crétins du mouvement ouvrier qui les soutiennent, ils partagent avec l'UMP et le FN la responsabilité de l'atmosphère délétère qui règne dorénavant dans ce pays. A vomir. A tout prendre, je préfèrerais encore la compagnie de cet ex-préfet à celle de ces misérables "*anti-racistes*" qui font le lit des dictatures en Afrique et au Proche-Orient... et en France !

3- A droite toute !

La "*droite décomplexée doit peser davantage au sein de l'UMP.*" Pétris par cette conviction, treize députés de la majorité ont lancé leur "*laboratoire politique*", baptisé Collectif de la droite populaire, lors d'un petit-déjeuner à l'Assemblée nationale, le 23 juin.

"*Notre leitmotiv est clair. C'est : Touche pas à mon pays et Touche pas à mon drapeau. Nous avons notre pays à fleur de peau*", résume Lionnel Luca

Le député de Seine-Saint-Denis Patrice Calméjane - qui a rallié le collectif à la première heure - abonde en ce sens. "*Les citoyens en ont assez de l'insécurité. Et puis aujourd'hui, il est urgent de mieux respecter la Marseillaise et notre drapeau français*", note-t-il. Autre préoccupation du collectif : renouer avec "*l'électorat populaire*" formé par "*les classes moyennes, le monde rural, les artisans et les commerçants*". "*En échangeant entre députés sur ces sujets, des idées nouvelles pourront naître pour notre pays*", se réjouit Thierry Mariani, qui a fait des questions de sécurité ou d'immigration sa spécialité.

Après le revers des régionales, une partie de l'UMP a conscience que le FN est une "*menace réelle*" pour 2012.

La "*droite populaire*" entend donc bien damer le pion au parti frontiste d'ici à la présidentielle. "*Il n'est pas question de laisser au FN le terrain de l'immigration ou de la sécurité, ni le monopole des valeurs de la nation*", répètent à l'envi les députés du collectif. (Lepoint.fr 29.06)

Les nazillons de l'UMP montent au créneau, normal en période de crise... Et ce n'est qu'un début !

4- Que l'ordre règne en Sarkoland.

Raymond Domenech et Jean-Pierres Escalettes seront entendus mercredi par les députés. N'en font-ils pas un tout petit peu trop, quand même, sur ce sujet ? Certes, le football passionne, mais de là à mobiliser jusqu'au plus haut sommet de l'Etat. (Lepost.fr 29.06)

Les grandes manoeuvres avant la saigner.

1- La lettre adressée lundi par le chef de l'Etat au Premier ministre François Fillon répondait à une double nécessité : montrer que l'Etat est exemplaire quand un effort est demandé à tous les Français et allumer un contre-feu après les révélations à répétition des dernières semaines sur les abus de ministres.

Il a annoncé que les budgets des différents ministère vont être réduits de 10%, mais en 2009 les dépenses de personnel avaient augmenté de 21%. Par ailleurs ni l'Elysée ni Matignon ne sont concernés, alors la vie de château continue. De l'aveu même de sénateurs de l'UMP les économies attendues sera de quelques dizaines de millions d'euros.

"*C'est l'épaisseur du trait. Ce n'est pas ça qui va faire chuter les déficits publics*", souligne le sénateur centriste Jean Arthuis. Ce que l'on ne nie pas à l'Elysée. Evidemment cet effet d'annonce est destiné à la plèbe qu'ils s'apprêtent à saigner. (Reuters 29.06)

2- La France n'échappera pas à une politique de rigueur, estime Alain Juppé dans un entretien à l'express.fr, qui juge par ailleurs inéluctable une hausse de la TVA pour favoriser la réduction des déficits publics.

"*Je dis parfois que mon rêve est de faire aimer la TVA aux Français ! C'est un bon impôt. Ils sont absolument convaincus du contraire, parce qu'il apparaît sur toutes les notes qu'ils paient. Pourtant, il ne frappe ni l'investissement ni les exportations. En 1995, en baissant les charges sociales (la ristourne Juppé) et en augmentant parallèlement la TVA, j'avais fait une forme de TVA sociale*", dit-il.

"*La contrainte est telle qu'on n'aura pas le choix, on ne pourra pas attendre 2012. On parle d'une taxe carbone européenne, pourquoi le relèvement de la TVA dans les pays européens, une forme de TVA verte, ne pourrait-il pas en faire office?*", suggère-t-il. (Reuters 29.06)

L'impôt le plus injuste qualifié de "*bon impôt*, il fallait oser le dire, c'est fait !

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, déclare que le gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur la baisse de la TVA de 19,6 à 5,5% dans la restauration. "*Je pense que, si les restaurateurs faisaient un effort sur les prix, ça arrangerait tout le monde*", a-t-elle fait valoir.

Dimanche, le ministre du Budget, François Baroin, a prôné, à titre personnel, un "*coup de rabot*" sur la TVA à 5,5%. (Reuters 29.06)

3- Il faudra cinq à dix ans de rigueur budgétaire pour sortir totalement de la crise actuelle, a estimé mardi sur Europe 1 le gouverneur de la Banque de France. Il a ajouté que les banques françaises se portaient bien et qu'elles n'auraient aucun problème à rembourser leurs échéances auprès de la BCE.

4- Jean-Pierre Raffarin a lancé mardi soir l'idée d'une "*commission éthique*" pour réguler la fonction ministérielle, en suggérant le nom de "Lionel Jospin" pour la co-présider avec un ancien Premier ministre de droite.

"*Pourquoi pas une commission qui serait co-présidée par (le socialiste) Lionel Jospin et un autre ancien Premier ministre de droite?*", a-t-il encore suggéré. L'ex-locataire de Matignon, aujourd'hui vice-président de l'UMP, n'a avancé aucun nom pour le co-président de droite.

Il entend ainsi apporter sa contribution à "*l'apaisement*" des récentes polémiques liées au train de vie des ministères, et veut éviter leur répétition à l'avenir, a-t-il expliqué. (Lepoint.fr 29.06)

Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries juillet 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet

Les infos et les causeries du mois de juin sont en ligne au format pdf. Je remercie le camarade P. qui m'a fait savoir hier par courriel qu'il m'envoyait un chèque de soutien.

J'aurais voulu poursuivre la causerie d'hier mais je n'ai pas le temps.

J'ai reçu le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (104), il m'a laissé plus que "*perplexe*" à plus d'un titre.

La campagne du POI en direction des appareil du PS, du PCF et du PG est vraiment lamentable, pire encore. Le POI semble ignorer que l'immense majorité des travailleurs n'ont aucune confiance dans ces partis à la solde du capital. Le POI leur sert la soupe et colporte ainsi des illusions dans ces partis, dès lors qu'il le veuille ou non il en est le complice, le double langage habituel des dirigeants du POI. Le POI semble aussi ignorer les dernières prises de positions des dirigeants de ces partis, dont celle de M. Aubry qui a martelé encore avant-hier à Roubaix "*Nous allons vivre de plus en plus longtemps et donc il va falloir travailler plus longtemps: nous en sommes tous d'accord*", d'accord avec Sarkozy, position que le PS défend depuis le début et maintes fois répétée. Alors, dés lors que le PS tient publiquement ce discours, y compris dans des meetings rassemblant des travailleurs, cela signifie que ce parti a décidé que ce serait sa position officielle et qu'il n'y avait pas lieu de revenir dessus.

C'est formidable, le PS apparaît tel qu'il est vraiment, on devrait s'en réjouir, cela devrait faciliter la rupture avec ce parti de la part de tous ceux qui parmi les intellectuels et les couches moyennes le soutenaient, et bien non au POI ils pensent le contraire, il faudrait continuer de le faire passer pour un parti ouvrier - Gluckstein l'écrit textuellement dans son éditorial. Qu'est-ce que cela signifie ? Que le POI n'a pas d'autre horizon politique à proposer aux travailleurs que l'amélioration de la condition ouvrière sans cesse remise en cause et finalement leur soumission au régime capitaliste que le PS et sa politique expriment directement et suffisamment clairement, qu'en réalité le POI n'a pas du tout l'intention de combattre pour renverser l'ordre établi.

Vous connaissez sans doute la formule : se placer sur le terrain des illusions des masses pour les combattre, elle appartient au même registre que le front unique en direction de ces partis, elle sert en même temps à le justifier, à condition que les masses aient vraiment des illusions dans ces partis. Or ce n'est pas cas, peu importe martèlent-ils au POI, on va faire en sorte qu'il n'en soit rien par un tour de passe-passe, on va commencer par prétendre que le PS serait un parti ouvrier, ensuite comme il ne se comporte pas vraiment comme un parti ouvrier, on va proclamer que ce sont les travailleurs qui le pensent et non pas nous, ce qui permettra de justifier sournoisement nos adresses en sa direction et le front unique qui va avec pour qu'il se comporte enfin comme un vrai parti ouvrier, au passage on lui fait la leçon pour être

plus crédible et le tour est joué, on aura prouvé une fois de plus qu'on a raison et que notre stratégie est la meilleure, à qui ? c'est une autre paire de manches apparemment. Ce tour de prestidigitation est basé encore une fois sur un syllogisme partant d'un postulat erronné, volontairement fabriqué et faux notez bien.

Y. Legoff écrit : "*Alors, les dirigeants du PS, du PCF et du Parti de gauche doivent cesser de tergiverser. Qu'attendent-ils pour se prononcer ?* ". Mais c'est déjà fait, vous ne savez pas lire, vous êtes sourds ou quoi ? Vous imaginez un instant les conséquences de la même politique opportuniste au cas où le PS accèderait au pouvoir en 2012 ? Voyez ce qui s'est passé entre 1981 et 1995 sous Mitterrand et vous aurez compris. C'était le seul objectif des dirigeants de l'OCI qui dirigent le POI aujourd'hui comme l'affirmera P. Lambert dès... 1972. Sauf qu'avec la crise actuelle, le front populaire pourrait se terminer plus rapidement qu'à cette époque et dans des conditions beaucoup plus dramatiques pour le mouvement ouvrier.

Dans son éditorial Gluckstein fait preuve d'un cynisme incroyable : "*Signant la lettre ouverte dont le Parti ouvrier indépendant a pris l'initiative, ils sont nombreux à dire, et parmi eux des militants du PS et du PCF : «Quelque chose ne tourne pas rond : pourquoi les dirigeants des partis s'obstinent-ils à noyer le poisson ? Que veulent-ils en réalité ? »*". Ces militants complètement arriérés, il a été les chercher où Gluckstein ? Ils sont combien dans ce pays dans ce cas ?

Et la réponse ? Mais quelle réponse, il n'y a pas de réponse camarades, chacun pense ce qu'il veut du PS, chacun a le droit d'avoir des illusions dans ce parti bourgeois, alors que l'on sait très bien ce qu'il veut, ses dirigeants le disent suffisamment clairement tous les jours, il veut que le projet du gouvernement soit adopté avec quelques améliorations ici ou là, voilà qui ne prête pas à confusion, pourquoi, parce que c'est le frère jumeau de l'UMP, seule la sémantique (le langage ou la terminologie) empruntée au mouvement ouvrier change quelque peu pour mieux tromper les naïfs. Dès lors, pourquoi ne pas dire la vérité aux travailleurs ? A ne pas la dire, quelle crédibilité à le POI ? Aucune. En quoi devrait-il inspirer confiance ? En rien.

Il faut bien comprendre que pour les dirigeants du POI, la retraite est tout et le combat pour en finir avec les institutions et le capitalisme n'est rien, au lieu que la tactique soit subordonnée à la stratégie, ils inversent les rôles, ce qui rend caduc ou impossible le combat contre le régime, ce que confirme la politique du POI et explique qu'il ne propose aucune issue politique aux travailleurs, c'est un parti petit-bourgeois opportuniste et rien d'autre, pour lequel vivre sous un régime capitaliste n'est pas vraiment un problème du moment qu'on arrive à en sous-tirer encore des miettes, miettes destinées en priorité à son fond de commerce qui est le même que celui des syndicats pour continuer à exister politiquement.

Répétons-le, qui est contre la défense de nos retraites ? Personne en dehors de quelques attardés, dès lors s'en tenir à ce créneau suffit à légitimer notre combat, on n'en demande pas plus, telle est la politique du POI à l'heure où la crise de l'Etat prend une tournure politique avec l'affaire Woerth, le POI le sait et le dit mais ne veut pas le traduire concrètement dans sa politique, c'est donc délibérément que les dirigeants du POI ont adopté une position révisionniste par rapport au marxisme. Comment ne pas voir qu'ils conçoivent chaque combat de la classe ouvrière comme une abstration détachée de l'objectif de son combat, cela saute aux yeux, de plus en plus au fur et à mesure que la crise du capitalisme et du régime s'amplifient. C'est le meilleur moyen d'empêcher le prolétariat de chercher et de trouver une issue à la crise du capitalisme.

Lorsque le combat pour les retraites sera terminé et quelle qu'en soit l'issue, ils procèderont comme depuis 60 ans, ils passeront à autre chose et ainsi de suite sans jamais poser la question de l'Etat et du pouvoir politique, protégeant ainsi le pouvoir en place sans que la conscience de classe du prolétariat ne progresse, l'air de rien, sans que leurs militants ne s'en aperçoivent, soit parce qu'ils sont déjà complètement gangrenés par le réformisme, soit parce qu'ils ont cessé de combattre pour le socialisme. Comme disaient les socialistes en 1902 aux ouvriers de Carmaux : on a remporté une bataille mais pas la guerre, on est en guerre contre les capitalistes, le combat continue car ce qu'on veut c'est notre émancipation totale du capital... Quel parti aujourd'hui a le courage de tenir un tel discours ? Aucun.

Bref, Gluckstein s'adresse aux appareils dans son éditorial, donc il ne nous concerne pas.

Cependant, il semblerait qu'il soit difficile de faire avaler cette nouvelle couleuvre à tous leurs militants, les dirigeants du POI sont obligés d'y mettre les formes (page 11) : "*La déclaration du bureau national et la lettre aux dirigeants des partis doivent être correctement comprises ce n'est pas une supplique aux dirigeants ; elles doivent être la base de discussions organisées avec les travailleurs autour de nous...*", sur la base d'illusions distillées en direction du PS, PCF et PG, une supplique qui ne veut pas dire son nom et qu'ils sont incapables d'assumer en plus.

Cela a peut-être un rapport avec la perte de près de 3.000 adhérents depuis la fondation du POI, en effet dans le même article on apprend qu'il n'y a plus que 7.100 adhérents au POI. Souvenez vous l'interview de Schivardi à la *Dépêche* du 3 juin 2010, donc il y a moins d'un mois : "*Le Parti ouvrier indépendant (POI) compte 10 000 adhérents. « Nous serons 15 000 d'ici 2 012 », prédit Gérard Schivardi*", passons.

Je n'ai pas encore eu le temps de lire entièrement le IO n°104, j'ai remarqué que pour la troisième fois en quatre numéros ils servaient aussi la soupe à ce qu'il faut bien appeler désormais un appendice du POI, la Libre Pensée ou la bonne conscience appliquée commence par soi-même pour faire oublier leur incurie politique ou leur couardise.

IO n°101 page 14, une pleine page, *Le serment laïque de Vincennes* - Un entretien avec Marc Blondel, président de la Fédération nationale de la Libre Pensée.

IO n°102 page 14, une moitié de page, Communiqué de la Libre Pensée - *La logique concordataire à l'œuvre dans le Code de l'éducation.*

IO n°104 page 14, un trois quart de page, Célébration du 50e anniversaire du serment de Vincennes (19 juin 1960), *Discours prononcé le 19 juin 2010 à Vincennes au rassemblement pour la laïcité (extraits)*, par Marc Blondel, président de la Fédération nationalede la Libre Pensée (FNLP).

L'opportunisme du POI ne s'arrête pas là, en page 8 on peut lire un article insignifiant de Jeanneney (ex-PS), vous savez celui qui avait déclaré dans un interview du 4 avril 2007 : "*Je ne suis pas pour le Grand soir.* Je n'y avais pas pensé avant, cela m'est venu en écrivant ces lignes : Les Schivardi, Jeanneney et consorts ne voulaient pas rejoindre un parti (le PT) issu d'un parti se réclamant du trotskisme, le PCI, du coup Lambert et Gluckstein ont eu l'idée de changer une nouvelle fois le nom de leur parti, ainsi, après pour ainsi dire avoir fait disparaître toute trace du PCI, plus rien ne s'opposait à ce qu'ils rejoignent un parti ayant rompu avec le trotskisme qu'ils doivent proprement détester, comme tous les républicains d'ailleurs. Quant aux militants du CCI-PT, ils ont été les otages et les spectateurs impuissants de ce marchandage qui s'est conclu dans leur dos et à leur insu, leur parti appartenant à ses dirigeants à la façon d'un vulgaire boutiquier propriétaire de son fond de commerce et des salariés qu'ils emploient.

Cet historien amateur écrit : "*A l'époque (en 1910 -LdC), le patronat recherchait de toutes ses forces l'association capital-travail, avec l'image du patron « bon papa » avec ses ouvriers...*" et plus loin, "*Il y a bien longtemps que le patronat a abandonné ce genre d'idées : aujourd'hui, c'est l'époque du « tout pour les mêmes », du « bosse et tais-toi »...*", parce qu'en 1910 les ouvriers auraient eu une existence meilleure qu'aujourd'hui pour un peu, alors qu'ils grattaient de 12 à 14 heures par jour dans des conditions effroyables, y compris les enfants, curieux non ?

Au début du XXe siècle quand les ouvriers ou les mineurs se mettaient en grève le gouvernement envoyait l'armée qui leur tirait dessus, les syndicalistes étaient emprisonnés puis licenciés, les patrons ne leur appliquaient pas la formule « *bosse et tais-toi* » mais bien bosse et crève ! Et dire que cette année, lors de la commémoration de la Commune au Père Lachaise, le POI avait confié à Schivardi et Jeanneney de rédiger et lire un article en hommage aux Communards, on en a honte pour les dirigeants du courant communiste internationaliste du POI !

Il termine son article ainsi : "*...c'est Guesde qui avait raison (contre Jaurès - LdC) en affirmant que la lutte des classes ne s'arrête jamais et qu'elle est toujours une question de rapport de force* ", c'est vrai qu'en passant d'une revendication à une autre et ainsi de suite sans qu'elle s'inscrive dans la perspective politique du socialisme, quand chaque droit ou avantage acquis est remis en cause lorsque le rapport de force est au désavantage de la classe ouvrière, vient ensuite l'heure de les reconquérir et ainsi de suite pour l'éternité amen, sans que finalement on se donne un autre objectif, les capitalistes peuvent dormir tranquille avec des gens comme ce Jeanneney.

En fait, la lutte des classes, tout comme la politique ou la démocratie, ne prendra fin qu'avec l'extinction des classes et de l'Etat, perspective dans laquelle ne se situe manifestement pas le combat du POI. Ceux qui par ignorance affirment que le POI est un parti trotskiste se trompent, le courant CCI dit encore trotskiste du POI dirige ce parti, mais la politique qu'il met en oeuvre n'a rien à voir avec le trotskisme avec lequel ses dirigeants ont rompu, d'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement avec dans ce parti des républicains, des démocrates ou d'ex-membres du PCF qui rêvent encore de l'*époque glorieuse* du parti stalinien (J-C Marquiset), en réalité la politique du POI est faite sur mesure pour ces contre-révolutionnaires et ce parti n'en a pas d'autres. Est-ce que tous les militants du CCI-POI y ont déjà réfléchi ?

Revalorisation des salaires des fonctionnaires.

Les salaires des cinq millions de fonctionnaires français de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux seront augmentés de 0,5% au 1er juillet mais gelés en 2011, annonce le gouvernement.

Les huit organisations CGC, CGT, CFTC, FO, FSU, Solidaires et Unsa ont annoncé avoir quitté la réunion avec Eric Woerth en forme de protestation.

"*Les organisations ont exprimé leur colère et celle des agents publics dans un contexte: de perte de pouvoir d'achat, d'aggravation des conditions de travail, de suppressions massives d'emplois et de réforme des retraites*", disent-elles dans un communiqué.

"*Elles ont refusé que les salariés du public comme du privé paient le prix fort d'une crise dont ils ne sont pas responsables*", ajoutent-ils, appelant à la "*mobilisation*". (Reuters 30.06)

Reprise en main au sommet.

Nicolas Sarkozy a confirmé mercredi aux députés UMP qu'il envisageait un remaniement gouvernemental et une réorganisation du parti cet automne, une fois la réforme des retraites votée, rapportent des parlementaires. (Reuters 30.06)

Dette publique.

Le gouvernement français a relevé à la hausse ses prévisions de dette publique à 83,7% du PIB en 2010, 86,5% en 2011, 87,5% en 2012 et

87% en 2013, dans le rapport préparatoire au débat d'orientation budgétaire.

Selon les données publiées mercredi par l'Insee, la dette publique a augmenté de 46,5 milliards d'euros au premier trimestre 2010 pour atteindre 1.535,5 milliards, soit environ 80,3% du PIB.

Ce pourcentage représente une hausse de 2,2 points par rapport à la fin 2009 quand la dette au sens de Maastricht s'élevait à 1.489,0 milliards d'euros ou 78,1% du PIB.

Sous l'effet de la hausse de l'endettement, la dette de l'Etat a augmenté de 43,4 milliards d'euros au premier trimestre pour s'élever à 1.206,0 milliards.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens du traité de Maastricht prend en compte celle des administrations de sécurité sociale (63,0 milliards), des administrations publiques locales (159,3 milliards) et des organismes divers d'administrations centrales (Odac, 112,6 milliards).

La dette des administrations de sécurité sociale a augmenté de 8,6 milliards d'euros alors que celle des administrations publiques locales et des organismes divers d'administration centrale a diminué de 2,8 milliards dans un cas comme dans l'autre. (Reuters 30.06)

En admettant que la dette des organismes sociaux serait de 63 milliards d'euros, sur 1.535,5 milliards cela représenterait à peine 4% environ de la dette publique, et cela nécessiterait de tailler à la hache dans nos retraites ou les dépenses de santé ? Non bien sûr, le gouvernement poursuit un autre objectif : la privatisation des retraites et de la santé.

Tout, tout, tout pour les banquiers !

La Banque centrale européenne (BCE) a cherché à rassurer des marchés financiers très tendus mardi, assurant que le système bancaire ne serait pas perturbé par l'arrivée à échéance cette semaine de près de 500 milliards d'euros de prêts d'urgence.

Les établissements financiers de la zone euro vont ainsi devoir rembourser jeudi à la BCE 442 milliards d'euros. Il s'agit de la première tranche de trois opérations à un an offertes aux banques commerciales au plus fort de la crise.

Les banques de la zone euro, "*pourront toutes rembourser*" même s'"*il y a quelques banques qui sont en moins bonne situation qui peuvent éventuellement souffrir*", a déclaré mardi Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France et membre du Conseil des gouverneurs de la BCE.

Interrogé sur Europe 1, il a ajouté: "*Nous ferons en sorte qu'il n'y ait aucun problème et que tout cela se passe bien*".

Les deux tranches suivantes à un an viennent à échéance en septembre et en décembre.

Pour alléger la charge de remboursement des banques, la BCE a présenté des facilités d'emprunts supplémentaires. Ainsi, mercredi, à la veille de l'échéance, l'institution présidée par Jean-Claude Trichet va offrir aux banques des fonds illimités à trois mois.

L'offre totale de liquidité dans le système bancaire de la zone euro devrait dépasser 900 milliards d'euros - une première - avant le remboursement de jeudi, ce qui suggère que le marché monétaire n'aura pas de problème à traiter les sorties de fonds.

"*Il y a beaucoup de liquidités disponibles pour combler le fossé, et il y a beaucoup d'argent dans les dépôts*" de la BCE, estime Simon Maughan, analyste bancaire chez MF Global au Royaume-Uni.

Menace peut-être plus importante pour les marchés, estime Andrew Lim, analyste chez Matrix Securities à Londres : le risque que la demande de fonds à trois mois soit beaucoup plus forte que prévu. Les analystes interrogés par Reuters s'attendent à ce que les banques empruntent 210 milliards à trois mois, ce qui serait un plus haut record.

Dans la mesure où le taux Euribor à trois mois est nettement inférieur à celui de 1% auquel la BCE prêtera son argent, une demande très élevée lors de cette opération constituera un signal d'inquiétude.

Cela donnera à penser que les banques ayant perdu accès au financement interbancaire sont plus nombreuses que prévu.

Signe que les banques sont en train de stocker des fonds, la BCE a reçu un accueil mitigé pour ses dépôts à une semaine, une opération destinée à absorber la liquidité créée par les achats d'urgence d'emprunt d'Etat par la BCE.

Les banques n'ont déposé que 31,9 milliards d'euros malgré le taux pratiquement sans risque de 0,54% offert par la BCE. Celle-ci avait

espéré que 55 milliards lui seraient présentés. (Reuters 29.06)

Heuliez, fin du dernier épisode.

Le binôme composé de la société française BGI (Baelen de Gaillard Industries) et de la société allemande ConEnergy a été choisi pour reprendre l'entreprise Heuliez.

Le projet présenté par le tandem franco-allemand prévoit que BGI reprenne les activités traditionnelles d'emboutissage et de carrossage de la société Heuliez New World, placée en redressement judiciaire avec la holding Heuliez Concord.

ConEnergy et le groupe Kohl reprendraient les activités autour de la voiture électrique regroupées au sein de Heuliez Véhicules Electriques (HVE), confiée en attendant à Trans Consult International (TCI), société spécialisée dans la gestion de crises, qui assure un management de transition.

Les deux sociétés se sont engagées à reprendre 481 salariés (70 en portage, c'est-à-dire en chômage technique et formation) dont 333 pour BGI (20 en portage). (Reuters 30.06)

La charrette.

Grande-Bretagne. Lloyds Banking Group va supprimer 650 emplois et cesser d'utiliser un réseau d'agences indépendantes, précipitant la fermeture de 265 d'entre elles et donc la possible suppression de centaines d'emplois en plus. (Reuters 30.06)

Le 2 juin

J'avais oublié de télécharger les documents de la Tribune libre de juillet, avec mes excuses.

Etonnant de voir monter au créneau au quart de tour tous ce que ce pays comporte de bonnes consciences, à commencer par le PS et le PCF ou encore des dirigeants de la CGT, des gens qui se mobilisent pour défendre deux "humoristes" licenciés dans des conditions qui demandent à être éclaircies pour ma part, alors que ces partis et ce syndicat refusent obstinément d'appeler au retrait du projet scélérat du gouvernement sur les retraites.

On assiste au même spectacle pitoyable de récupération avec les sans-papiers, les sans-abris et j'en passe qui sert utilement à faire oublier qu'ils soutiennent le régime... et qui ils sont véritablement. Ces spécialistes des causes perdues parce qu'impossibles à résoudre sans renverser au préalable le régime en place ou de causes prêtant à réserves ou confusion et pour ainsi dire à la limite du défendable ou carrément indéfendables, cela existe, n'hésitent pas à recourir à la démagogie ou à des amalgames pour faire parler d'eux ou se faire remarquer par les médias qui reprennent en boucle leurs déclarations ; les médias aux ordres ayant compris depuis longtemps quel intérêt il y avait pour le régime à présenter parfois ces gens-là sous un angle avantageux de manière à sauver les apparences, cela faisant partie du jeu institutionnel auquel se livrent sans réserves cette fois les uns et les autres.

Voyez braves gens comment le PS, le PCF et la direction de la CGT défendent la liberté d'expression ou la démocratie, alors qu'en réalité ils la piétinent quotidiennement en se présentant comme des représentants de la classe ouvrière tout en refusant de prendre en compte son rejet massif et majoritaire de la contre-réforme du gouvernement sur les retraites par exemple, son droit légimite à la retraite (à taux plein sans condition) dès 50 ans.

L'amalgame ici consiste à prétendre qu'en licenciant deux "humoristes" intervenant sur une radio du service public, la direction de France Inter aurait forcément outrepassé ses droits. Si tel est le cas, cela ne devrait pas être difficile de le prouver en se penchant sur les faits qui leur sont reprochés au regard de la législation du travail en vigueur, or personne n'y fait référence, étonnant, non ?

L'amalgame consiste aussi à prétendre qu'un humoriste pourrait absolument tout se permettre, y compris tenir des propos qui relèvent de la diffamation ou pire encore, qu'il serait au-dessus des lois. Les fous du roi pourraient agir pour ainsi dire indéfiniment en toute impunité... jusqu'au moment où ils tombent en disgrâce et sont remerciés, ce que ces bonnes consciences semblent avoir oublié ou se moquer. Pourquoi et c'est là qu'on en vient au vif du sujet, parce qu'en tant que salarié d'un service public il serait pratiquement impossible d'être licencié, sauf en cas exceptionnel de faute professionnelle grave ou lourde. Tout ce qui touche au service public est considéré comme sacré, tabou. Pas touche au capitalisme d'Etat, c'est sacré, c'est un sanctuaire qui doit demeurer inviolable, inattaquable, inamovible, etc. A tel point que même le POI s'en est mêlé ! (voir le n°104 d'*Informations ouvrières*)

L'humour qui tourne sans cesse à la vulgarité gratuite ou à la diffamation n'est pas particulièrement une perversité de l'esprit, mais plutôt le produit d'un manque d'imagination ou d'inspiration de leur auteur, de leur incapacité à renouveler leur registre terminologique et de leur médiocrité sémantique, pour ne pas dire franchement culturel ou intellectuel ou les deux à la fois. On pourrait faire une analogie avec les

militants ou les gens qui à court d'arguments vous insultent ou vous calomnient.

Ce travers ou cette débauche de vulgarités ou de propos diffamatoires tient lieu à lui tout seul de révélateur des limites ou des faiblesses intellectuelles de ceux qui s'y livrent. Il indique qu'une limite a été franchie en s'exposant parfois à des conséquences désagréables ou imprévues. Il est également le témoin de la décadence et de la décomposition de la société, de l'impuissance dans laquelle nous nous trouvons à la changer radicalement, des miasmes (odeurs pestilentielles) qui se dégagent de son état de putréfaction avancée.

Je me souviens avoir fait ce constat avec Coluche quelque temps avant qu'il ne disparaisse.

Au début, son humour était agrémenté à la marge de quelques vulgarités comme on en trouve dans le langage populaire, c'était osé mais banal. Il continua sa carrière sans encombre pendant quelques années, jusqu'au moment où il sembla que la source de son inspiration s'était tarie, et à partir de ce moment-là il ne pouvait plus prononcer trois mots sans glisser systématiquement une vulgarité. Le clown était devenu franchement pathétique, alors que le bonhomme m'était plutôt sympathique. Il était déjà fini comme comique. Il était sur la pente descendante, incapable de se renouveler, il ne lui restait plus que des "cons", "merde" ou des "enculés" à la bouche, bref, il est parti au bon moment.

On est en train d'analyser un fait et on n'en a rien à faire des états d'âme des uns et des autres, j'espère que l'on se comprend.

Oui j'ai apprécié Coluche à ses débuts, il faisait partie de notre milieu et il nous faisait marrer, mais ce serait malhonnête de ma part de ne pas avouer qu'à la fin je le trouvais franchement pitoyable, j'en avais même de la peine pour lui c'est pour dire, car je prédisais que les médias finiraient par le lâcher, parce que son vocabulaire ordurier était devenu insupportable à entendre à la longue.

Ce qui est intéressant aussi dans cette histoire, c'est de voir l'ex-patron d'un journal satirique, Charlie Hebdo, Philippe Val, à la manoeuvre à la direction de France Inter. Cela devrait donner à réfléchir sur la place et le rôle de ce genre de journal dans le pays, sur tous ces gens qui sont soi-disant de gauche ou anarchisants et dont la bonne conscience ou les traits d'humour ne servent qu'à faire oublier à la fois leur manque de volonté ou de courage et leur propre incapacité intellectuelle à concevoir la société au-delà du capitalisme, à affronter le régime en place. Ces gens-là supportent très bien la présence de la misère humaine ou l'existence des contradictions que la survie du capitalisme engendre, c'est même principalement leur fond de commerce, et gageons que ce n'est pas cela qui les empêche de dormir.

Cela nous fait penser également à tous ces contestataires, tous ces révolutionnaires ou anticapitalistes qui trouvent toujours un bon prétexte pour ne pas s'organiser, pour ne pas participer au combat du prolétariat en refusant de s'associer librement au combat que mène le POI ou le NPA, qui sont les deux seuls partis dans ce pays, qui chacun à leur façon essaient d'organiser les travailleurs, sans se sentir forcément obligé d'adhérer à ces partis, entre les différents engagements qui leur sont proposés, ils sont incapables de se décider et préfèrent s'abstenir, comme si seule la critique serait constructive ou servirait à quelque chose...

Mes voisins, des Français d'une trentaine d'années maximum, comme pratiquement tous les matins dès que le soleil commence à taper, ont pris leur planche et sont partis se baigner, ils n'ont que quelques dizaines de mètres de plage à parcourir pour être en contact avec les premières vagues. Ensuite ils prendront une bonne douche et le thé sous les cocotiers. Après ils feront un petit brin de lecture ou de causette assis sur les marches de l'escalier de la maison qu'ils ont louée, et sur les coups de midi ils partiront déjeuner dans une gargotte indienne à Pondichéry. De retour chez eux, l'heure de la sieste aura sonné. Puis, profitant du coucher de soleil, ils iront faire trempette à nouveau, c'est tellement agréable avec une eau proche de 30°C. En fin de journée, ils iront faire quelques courses avant de passer la soirée entre potes tranquillement installés sous les cocotiers à discuter de ce qui leur passe par la tête, gageons qu'eux aussi refont le monde à l'occasion. Dure la vie, dur le capitalisme, dur de supporter la misère environnante, n'est-ce pas ?

Absolument rien ne m'empêcherait de vivre comme eux dès demain matin, c'est tellement facile. Et puis pendant 20 ans je n'ai pas milité et je me suis détouné de toute activité politique sans que mes convictions n'en aient souffertes, rien ne serait plus facile que d'avoir bonne conscience en me disant qu'au bout du compte mon activité politique ne sert à rien ou presque, qu'on n'a qu'une vie après tout et que je la gâche en la passant devant cet écran d'ordinateur qui me bouffe quotidiennement les yeux, pour en retour ne retirer aucune satisfaction de ce travail ingrat, lassant et épuisant.

Vous comprendrez j'espère qu'étant placé dans cette situation, j'ai franchement du mal à avaler certaines critiques ou à supporter certains comportements, non pas spécialement de la part de militants, mais quand je vois les manifestations d'hypocrisie et de bonne conscience que l'affaire de ces deux "humoristes" a déclenchées, je ne peux me retenir de dire ce que je pense, et vous noterez que je n'ai employé aucune vulgarité, je me suis retenu ou plutôt j'ai passé une meilleure nuit que la veille, donc mon petit cerveau fonctionnait mieux ce matin.

Bon week-end à tous.

Quelques infos en bref.

Affaire Woerth-Bettencourt, la suite du feulleton de l'été. Le trésorier de l'UMP et ministre du Travail mis en cause.

1- Avec l'annonce mardi par François Baroin d'une enquête confiée à l'Inspection générale des finances sur l'affaire Bettencourt, l'UMP

espère que la polémique autour d'Eric Woerth va s'éteindre. Les résultats de l'investigation devraient être rendus sous les 10 jours, a expliqué jeudi matin sur France inter Frédéric Lefebvre. «Ainsi, ceux qui se posent des questions honnêtement vont avoir des réponses: l'administration fiscale a-t-elle reçu des pressions ou non, a-t-elle fait son travail ou non? Et ensuite (...) tout le monde devra se taire et certains devront s'excuser publiquement auprès de M. Woerth», a expliqué le porte-parole de l'UMP.

Un vœu pieux pour l'instant, puisque les critiques ont continué de s'abattre sur la double casquette – ministre et trésorier de l'UMP – d'Eric Woerth. Le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer (UMP), a lui-même estimé qu'Eric Woerth serait «probablement» le dernier à pouvoir cumuler un portefeuille ministériel avec la fonction de trésorier de parti.

Bernard Accoyer a jugé légitime leur demande (des députés de l'opposion -LdC) de création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Bettencourt-Woerth. D'après lui, elle «ne pose pas de problème de recevabilité sur le fond». Autre victoire, sur le plan médiatique cette fois-ci: Le tribunal de grande instance (TGI) de Paris a rejeté ce jeudi les demandes de Liliane Bettencourt et de son gestionnaire de fortune, Patrice de Maistre, d'un retrait des sites Médiapart et Le Point des enregistrements pirates réalisés au domicile de l'héritière de L'Oréal.

Pas un jour ne passe sans une nouvelle information sur le sujet, plus ou moins importante. Lemonde.fr a révélé que le ministre du Travail, à l'époque au Budget, a dîné chez Liliane Bettencourt le 30 janvier 2008. Par ailleurs, l'avocat de Florence Woerth a fait savoir que sa cliente avait porté plainte le 24 juin pour diffamation contre Eva Joly et Arnaud Montebourg pour «manifester son souci de vérité et de transparence». Son mari, le ministre du Travail Eric Woerth, avait annoncé le 20 juin l'intention de son épouse de porter plainte contre le député socialiste et, le 22, contre l'eurodéputée. (20minutes.fr 01.07)

2-Le fisc a remboursé 30 millions d'euros à la milliardaire Liliane Bettencourt en mars 2008 au titre du bouclier fiscal, une opération qui a dû recevoir l'aval de l'ancien ministre du Budget, Eric Woerth, affirme jeudi le site internet Mediapart.

Le versement a été opéré par le trésor public via un virement bancaire sur un compte détenu par Liliane Bettencourt à la BNP, selon une source fiscale proche du dossier citée par Mediapart.

Ce remboursement a eu lieu après une demande en ce sens faite par les conseils de Mme Bettencourt, héritière de L'Oréal, adressée entre la fin du mois de janvier 2008 et le début du mois de février 2008, selon Mediapart.

D'après ce site, qui rapporte les propos d'un fonctionnaire des impôts ayant requis l'anonymat, "*les remboursements opérés par l'administration fiscale, lorsqu'ils sont supérieurs à plusieurs millions d'euros, nécessitent l'aval du ministre de tutelle*".

"*Eric Woerth, ministre du budget au mois de mars 2008, a donc dû donner son accord pour le versement de cette somme colossale*", ajoute Mediapart.

Selon les chiffres officiels, les 47% de bénéficiaires redevables de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) captent plus de 99% des sommes remboursées, soit en moyenne 75.674 euros par personne. (Lepoint.fr 01.07)

Conjoncture industrielle.

La croissance de la production manufacturière s'est ralentie en juin en Europe, celle de la zone euro tombant même à un plus bas de quatre mois, indication supplémentaire du manque de souffle de la reprise économique dans la région.

"*Dans beaucoup de pays occidentaux, on va voir le rythme de croissance économique ralentir au second semestre de l'année. C'est le chemin que l'on emprunte*", commente Mark Miller, économiste chez Lloyds TSB Corporate Markets, à Londres.

"*Pour l'Europe continentale, les exportations restent toujours un moteur de la croissance économique mais je ne sais pas combien de temps cela peut continuer.*"

En France, la croissance de l'activité manufacturière a ralenti pour le deuxième mois consécutif et le secteur a continué de détruire des emplois.

Le ralentissement de l'activité manufacturière n'est pas propre à l'Europe et touche aussi les pays émergents, puisque l'Inde et surtout la Chine sont également concernés.

La croissance de l'activité manufacturière a ralenti aux Etats-Unis en juin, pour tomber à son plus bas niveau depuis décembre 2009, le secteur affichant toutefois son onzième mois de croissance d'affilée. (Reuters 01.07)

Ils y pensent tout haut et le font savoir. Augmenter la TVA pour financer la baisse des impôts sur les bénéfices des entreprises.

Interview de Frédéric Bedin qui a été réélu pour un an à la tête de Croissance Plus, association patronale des sociétés à fort potentiel.

Le Figaro.fr/JDF.com - Quel bilan tirez-vous pour l'année 2009 ? Frédéric Bedin - Nous avons d'abord obtenu le renouvellement du crédit impôt-recherche. Nous avons également décroché, aux côtés d'autres organisations, la nomination d'un médiateur de la sous-traitance.

Et notre campus de printemps à Avoriaz a été un succès: nous avons réuni trois ministres, la présidente du Medef Laurence Parisot, et les représentants de tous les syndicats.

Comment les entreprises de croissance ont-elles vécu la crise ?

Elles continuent à grandir! Par divers moyens: fusions, ouverture du capital, recherche de nouveaux marchés à l'étranger, etc. Les 350 membres de Croissance Plus ont créé 50.000 emplois sur les cinq dernières années. Les entreprises de service adhérentes de Croissance Plus ont vu leur chiffre d'affaires croître de 50% en 2009.

Nous encourageons d'ailleurs les Français à utiliser leur énergie pour soutenir les entreprises de croissance plutôt qu'à tenter de sauver celles qui périclitent. Nous sommes un foyer de croissance potentiel, et un nid d'optimisme!

Quels chantiers vous attendent en 2010?

Notre principal cheval de bataille sera la fiscalité. On ne peut pas durablement avoir un impôt sur les sociétés «en cloche», avec des petites et grandes sociétés payant peu d'impôts et les moyennes, en croissance, soumises à plus de charges!

De façon plus générale, le taux moyen de l'impôt sur les sociétés en Europe est de 25-26%, alors qu'en France nous culminons à 33%. Nous demandons une baisse de l'impôt sur les sociétés et une hausse de la TVA. C'est possible, le nouveau gouvernement britannique l'a même fait en 15 jours. (Lefigaro.fr 01.07)

Même dans ce genre de réunions patronales on trouve les syndicats !

Vive les vacances !

Les syndicats d'avitailleurs -personnels qui ravitaillent les avions en carburant- ont décidé jeudi de lever leur appel à une grève nationale à partir de vendredi, après avoir obtenu l'ouverture de négociations sur les conditions de travail, a-t-on appris auprès de la CGT.

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC et FO avait appelé à ce mouvement de grève reconductible à compter du 2 juillet pour dénoncer la dégradation des conditions de travail et de sécurité. Le mouvement aurait pu sérieusement perturber les premiers départs des grandes vacances. (AP 01.07)

Le 3 juillet

J'ai rectifié la date de la causerie d'hier, un copier/coller inachevé quoi.

Un parvenu, paranoïaque, psychotique, corrompu, flambeur, frimeur, etc., dirige le pays.

De Dominique de Villepin à propos du remaniement ministériel annoncé par Sarkozy et qui aura lieu... dans trois mois : "*C'est une grande première, un remaniement annoncé par anticipation avec un effet différé de plusieurs mois. Dans quelle situation sont aujourd'hui les ministres montrés du doigt, qui sont supposés devoir partir? Dans quelle situation sont-ils vis-à-vis des Français, vis-à-vis d'eux mêmes, mais surtout vis-à-vis de leur administration? Un ministre, c'est le chef d'une administration, or un ministre en sursis, qui est désigné comme partant, c'est un ministre qui perd immédiatement tout son crédit auprès de son administration*"

On imagine la joie qui est la sienne à exhiber à la face du monde sa toute puissance sur le destin des uns et des autres. Sans parler du déni de responsabilité que cela révèle. « *Ca n'est pas moi qui échoue, mais les nuls qui sont tout autour de moi et m'ont trompé. Donc, je vais les punir et les faire souffrir* ».

Durant trois mois, le souverain va pouvoir amuser la galerie des journalistes politiques avec son remaniement. Qui sera disgracié ? Qui sera épargné ? Qui sera élevé ? Étonnant spectacle que ce narcissime pathologique érigé en modèle politique, terrible alliance de la corruption des mœurs et de la perversité d'un caractère.(Lepost.fr 02.07)

Retraites. UMP et PS : même combat.

Ajustement de communication ou stratégie électorale, le premier secrétaire du PS insiste désormais sur le fait qu'il sera inévitable de "*travailler plus longtemps*" et que sa formation ne prône pas le retour à l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans pour tout le monde si elle arrive au pouvoir.

La contre-réforme des retraites, approuvée par tous les courants internes en mai au terme de longues négociations, acte l'allongement de la durée de cotisation mais "*la droite nous matraquait sur le mode: ils sont barjots, ils veulent obliger tout le monde à partir à 60 ans*", explique un membre de la direction du PS. "Cela n'a jamais été le cas".

"*(Nicolas Sarkozy) voudrait une opposition qui dit n'importe quoi, qui soit irréaliste, mais les Français savent que nous savons gérer*", a fait valoir l'ancienne ministre des Affaires sociales mardi à Roubaix lors d'un meeting sur les retraites.

"*Il va falloir travailler plus longtemps, nous en sommes bien d'accord*", répète-t-elle dorénavant, défendant une réforme "*équilibrée*": un tiers de mesures d'âge, un tiers de mesures fiscales et un tiers de réforme de société - un argumentaire qu'elle n'avait jamais utilisé jusqu'alors.

Pas question non plus de nier l'état désastreux des finances publiques de la France: les mots rigueur et austérité font de plus en plus partie de son vocabulaire - un changement sémantique qui hérisse la gauche du PS.

On assiste à la "*première étape du recentrage de la première secrétaire candidate*", analyse un proche du porte-parole du parti, Benoît Hamon. "*On savait que ça allait arriver mais la rapidité avec laquelle elle enclenche la deuxième est un peu déconcertante*", déplore-t-il.

Le nouveau discours de Martine Aubry a en revanche les faveurs des partisans de Dominique Strauss-Kahn, qui saluent un retour au réalisme.

"*On sait tous qu'on ne peut pas sauver le système de retraites sans mesures d'âge*", explique François Kalfon, secrétaire national aux études d'opinion. "*Penser qu'on gagne une présidentielle par la gauche, ça n'a plus cours.*" (Reuters 03.07)

No comment, c'est assez clair !

Etats-Unis

Quelque 125.000 emplois ont été détruits en juin aux Etats-Unis, chiffre le plus important depuis octobre dernier, selon les statistiques diffusées vendredi par le ministère du Travail. (AP 02.07)

Chine

La Chine a annoncé vendredi la révision de la croissance de son produit intérieur brut 2009 à 9,1% contre une estimation antérieure à 8,7%.

Sur son site internet, le Bureau national de la statistique explique cette modification par une réévaluation à la hausse de la production industrielle et une meilleure contribution du secteur des services. (Reuters 02.07)

Le 4 juillet

Un petit problème informatique, j'actualiserai les rubriques demain.

On est dimanche, c'est l'été, c'est les vacances paraît-il, on en profite pour se détendre.

Il est 9h du matin, 5h30 en France, Magueswary m'appelle pour me rassurer dès fois que j'aurais lu tôt ce matin un article sur ce qui s'est passé cette nuit à Aubagne, elle vient juste de rentrer chez elle.

Sur les coup de 3h30 des individus ont mis le feu à des poubelles situées en bas de chez elle à quelques mètres d'importantes canalisations de gaz. Police et pompiers arrive rapidement sur les lieux, tout le quartier est évacué car une odeur de gaz aurait été détectée. Heureusement qu'elle n'a pas pris son somnifère car il est si puissant qu'elle ne se serait pas réveillée. Elle me dit que son coeur bat un peu vit, mais que tout va bien, elle ajoute "c'est tout le pays qui est comme ça, tout le monde en a marre, il y a vraiment trop de violences et de problèmes...".

On a discuté encore un moment au téléphone, elle attend que la Cotorep lui confirme (définitivement) son statut d'handicapée depuis plus de trois mois, pour la seconde fois en un an ils ont perdu son dossier ! Je lui ai répété que lorsqu'elle en aurait terminé avec ses papiers, le

mieux serait de quitter définitivement ce pays puisque son coeur est réparé et fonctionne correctement, que dans notre situation on a tout intérêt à vivre en Inde plutôt qu'en France, elle craint un nouveau tsunami, puis elle me parle de son mal de tête persistant depuis son opération du coeur, qu'elle le vive en France ou en Inde c'est du pareil au même, oui mais en France en cas de problème elle sera mieux soignée, sans doute, peut-être, elle n'a pas encore admis qu'elle devra continuer de vivre le restant de ses jours avec des douleurs quotidiennes et je n'ai pas réussi davantage que ses médecins à lui faire comprendre que sa survie était à ce prix-là et qu'on n'y pouvait rien...

En quittant la France en août 96, c'était une façon de dire merde au capitalisme, merde à la vie à laquelle il nous destinait et qui allait forcément empirer au fil du temps, quand on n'a pas le choix et qu'on ne peut pas s'en sortir quelque part, on tente sa chance ailleurs, c'est un réflex de survie plus qu'autre chose dans mon cas, surtout quand on n'entend pas transiger sur nos principes ou convictions, il arrive un moment où on se retrouve dans une situation intenable, au chômage, en location dans le privé et sans revenu, sans aucun soutien familial ou autres que faire d'autres que de partir quand on en a encore la possibilité, on prend certes un énorme risque mais on n'a pas le choix.

Il y a des gens qui peuvent compter sur leur famille ou des amis, ce n'est pas mon cas, il faut dire que je n'ai rien fait pour non plus, j'ai horreur de l'hypocrisie. Il y a des gens qui économisent et qui sont propriétaires de leur habitation, j'ai choisi avant tout de vivre et de ne pas m'embarrasser la vie avec un titre de propriété, d'être tenu au système par un crédit, je considérais que c'était déjà hypothéquer le peu de liberté que leur société nous accorde, je ne pouvais m'y résoudre compte tenu des incertitudes qui planaient sur notre avenir. Je ne regrette pas ce choix, ai-je eu vraiment le choix, oui entre la lèpre et le choléra comme toujours pour tous ceux de notre classe.

On n'est pas partis en Inde pour faire fortune ou exploiter la misère humaine, mais pour travailler et essayer de vivre de notre travail sans avoir en permanence à rendre des comptes à une saloperie de patron et angoisser à l'idée de se retrouver une énième fois au chômage pour délit d'opinion ou refus de servir comme esclave. Maintenant les choses ne se sont pas déroulées exactement comme on l'espérait, je voulais monter une cocoteraie pour assurer nos vieux jours et personne ne nous a aidé du coup ce projet a avorté, j'ai bossé comme prof de français, je me suis cassé la tête pour passer mon premier diplôme universitaire à 45 ans, mais là encore il aurait fallu que je me batte et courbe l'échine pour conserver mon emploi ou en trouver un autre, j'ai refusé de me plier à cette exigence, l'être humain en général est superficiel et médiocre, j'étais parti de France justement parce que je ne le supportais plus.

Pour peut-être obtenir un poste de prof de français à plein de temps au lycée français en contrat local, on m'a expliqué que je devais faire du lobbying, je ne déconne pas, la secrétaire du proviseur m'a dit que je ne passais pas assez souvent, que je ne savais pas m'y prendre, qu'on ne me voyait jamais, il faut vous montrer monsieur Tardieu, etc. La dernière prof que j'ai remplacée et qui prendra sa retraite cette année est une catholique fanatique, dans le hall d'entrée de sa maison qui donne sur la rue elle a accroché des panneaux vantant les mérites de Jésus, et une fois qu'on a pénétré chez elle on s'aperçoit tout de suite qu'il y en a sur tous les murs, plus des statues de la Vierge, des Saints, des crucifix, la Bible entourée de guirlandes en papier, de fleurs et de petites lumières, bref, il aurait fallu que je me lie d'amitié avec cette femme pour qu'elle me recommande au proviseur et qu'ainsi j'ai une bonne chance de la remplacer, non franchement je ne pouvais pas me résoudre à faire preuve d'une telle hypocrisie. Elle m'avait invité à venir avec Magueswary le dernier jour de mon remplacement, on pourrait déjeuner ensemble m'avait-elle dit, je n'ai jamais donné suite.

Je ne suis pas un homme de compromis, dans la vie comme en politique, et je ne suis pas du genre à dire aux autres faites ce que je vous dis mais ne faites pas ce que je fais. Je commence par m'appliquer à moi-même les principes que j'ai adoptés, c'est la raison pour laquelle je ne laisse jamais passer la moindre accusation de faiblesse, surtout pas de la part de militants qui se comportent en procureurs et dont nous serions bien curieux de connaître le comportement dans la vie de tous les jours, car cela ne doit pas être plus brillant que chez nos contemporains en général.

Vous pouvez comparer sur le plan politique (et dans la vie) le comportement de Lénine et Trotsky. Le recours au compromis se justifie en dernier lieu, lorsqu'il n'existe aucune autre possibilité de parvenir à ses fins ou d'avancer vers l'objectif qu'on s'est fixé.

Lénine a toujours eu une profonde aversion pour le compromis, contrairement à Trotsky qui présentera en permanence cette faiblesse. Que ce penchant de Trotsky se retrouve dans ses écrits et certaines de ses analyses ou positions, cela n'a apparemment jamais effleuré le moins du monde l'esprit de ses "héritiers". Je serais même tenté d'affirmer qu'ils ont fait pire en les généralisant jusqu'à la caricature, je pense bien sûr au front unique que l'on ne devrait utiliser qu'en dernier recours tant il présente d'inconvénients, à défaut de mieux il peut arriver que l'on soit obligé d'en passer par une sorte de compromis avec des partis que l'on considère comme nos ennemis et ceux du prolétariat, au point, si l'on s'acharne à y recourir tous les quatre matins, de favoriser le développement d'une confusion dans la tête des travailleurs entre ce que ces partis sont réellement et ce qu'ils ne sont pas et ne seront jamais, alors que la classe ouvrière les a vus à l'oeuvre pendant des décennies ou davantage et sait déjà quoi en penser, mais ses certitudes sont fragiles et mal étayées en l'absence d'une conscience politique développée, cette opération quand elle prend une tournure répétée et quasi névrotique s'apparente à un lavage de cerveau où l'on oublie toutes nos certitudes pour les remplacer par d'autres du jour au lendemain sans autre forme de procès. Je ne suis pas sûr que Trotsky et Lénine aient conçu le front unique à cette fin, un euphémisme. Le POI est passé de la caricature au grotesque en appelant le PS a réaliser l'unité pour le retrait du projet du gouvernement sur les retraites, alors que ses dirigeants s'emploient quotidiennement à expliquer qu'ils soutiennent ce projet et donc Sarkozy. Il est passé maître dans l'art de colporter des illusions dans le PS et le PCF chez les travailleurs.

On peut très bien définir une orientation politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière et que ses représentants devraient en principe adopter, reprendre ou défendre si leurs actes étaient conformes à leurs intentions, sans qu'il soit nécessaire de les appeler à le faire, une fois constaté qu'ils en ont adopté une qui constitue l'antithèse de la nôtre. Dès lors, on aurait davantage intérêt à démontrer aux travailleurs le côté foncièrement réactionnaire de ces partis et de leurs politiques pour qu'ils s'en détachent ou ne leur accorde aucune confiance, ces partis

constituant des obstacles à la résolution des problèmes auxquels est confronté le prolétariat.

Une autre voie, une autre stratégie existe.

D'un côté, on expose notre propre politique, de l'autre, on expose honnêtement et loyalement en quoi la politique des autres partis est réactionnaire, sans recourir à des insultes ou des procédés foireux pour en détouner les travailleurs, partant du principe que l'on construit un parti pour prendre le pouvoir. Or, comme ce n'est pas l'objectif du POI ou du NPA, dont l'existence et la raison d'être consistent à enchaîner des batailles les unes après les autres qui n'ont aucun lien entre elles, et oui fatalement puisqu'ils font abstraction volontairement du seul lien susceptible de fournir une orientation à leur combat, la question de l'Etat et du pouvoir politique, le combat pour renverser le régime. Même dans leur propagande il n'en est nulle part question.

Les dirigeants de ces partis se sont détournés de cette stratégie parce qu'ils n'y croient pas ou plus, pour eux il est impossible d'envisager que dans l'avenir un parti ouvrier pourrait prendre un jour le pouvoir, ils considèrent concrètement qu'il n'y a aucun enseignement à tirer de la révolution russe et du parti bolchevique, la révolution d'Octobre fut une exception, un anachronisme, et en remontant plus loin ou en se demandant pourquoi, on arrive au constat qu'ils ne croient plus non plus le prolétariat capable un jour de prendre le pouvoir. Pour eux la solution ne peut être qu'institutionnelle, alors que la révolution brise la légalité des institutions, ce qui expliquent qu'ils lorgent sur les élus jusqu'à s'encanailler avec des membres de partis bourgeois sous des prétextes divers, par exemple la défense de la laïcité, des départements, etc.

En réalité, c'est dans le socialisme qu'ils ne croient pas ou plus, d'où l'adhésion possible à leurs partis de personnes rejetant le socialisme, dès lors le marxisme ne leur sert plus à rien, ils peuvent construire des partis qui n'y font pas référence. Ainsi ils peuvent donner l'impression d'oeuvrer à notre cause, alors qu'en réalité ils s'éloignent et nous éloignent de plus en plus de notre objectif qu'ils ne partagent pas. (A suivre)

Une autre histoire qui remonte au début de l'année.

Magueswary mon épouse était retournée en Inde début décembre et elle n'est repartie en France que le 18 mars. Elle s'imaginait que le gouvernement lui avait versé la prime de Noël qu'il avait alloué aux Rmistes en 2008, elle était d'environ 120 euros, plus de 7.000 roupies, de quoi faire une super java en Inde ! Manque de bol, en consutant son relevé bancaire à son retour, pas trace de l'aumône de La Talonnette. Manju qui ne peut pas piffré le locataire du Palais questionne des gens, qui lui apprennent qu'elle avait été supprimée sous prétexte que le RSA avait rempacé le RMI, le gouvernement subventionne la misère, il ne faut pas lui en demander trop sous peine de ruiner l'Etat déjà fortement endetté. Donc on s'en passera.

Elle a gardé l'habitude de rincé le sac plastique contenant un demi-litre de lait avec de l'eau et de la mélanger avec le lait lors de la préparation du thé au lait, un truc de pauvre qui ne perd pas une goûte de lait et qui connaît la valeur de l'argent. Alors le mauvais coup de l'ami des clients du Fouquet's passe mal, normal.

La dernière sortie de Stéphane Guillon confirme ce que j'ai écrit avant-hier dans ma causerie : "*Jean Cule Hees*", le PDG de Radio France. (Le Monde 02.07)

Excusez-moi camarades fonctionnaires, pour le centième de cela dans le privé vous êtes viré sur le champ sans aucune indemnité pour faute lourde indéfendable devant les prud'hommes. Je me souviens de violentes altercations avec des patrons pour avoir seulement osé leur tenir tête, du genre : "vous me prenez pour un menteur ? ", et moi de répondre, "si vous le dites", pourquoi devrais-je être le menteur", "vous insistez, cela va mal se terminer", et ma réponse "on verra", et le patron d'enchaîner "c'est tout vu, vous êtes virés", avec quelques variantes j'ai bien connu cela une bonne dizaine de fois. J'ai bossé dans plus de 45 boîtes donc je connais la musique, si tu oses répondre à un patron dans le privé ou un de ses petits chefs de merde, tu peux commencer à chercher du boulot ailleurs.

Pour le centième chez mes parents quand j'étais môme jusqu'à l'âge de 16 ans, j'en prenais une dans la figure, c'était automatique. Le champ lexical de ce monsieur ne fait pas partie de mon éducation et je n'ai pas envie de l'y ajouter. On vise un idéal dans la vie, pas la médiocrité. Moi aussi je suis vulgaire parfois, par économie de langage ou pour me défouler, mais Guillon dépasse les bornes, vous avez déjà traité votre patron ou votre chef d'enculé ? Ne vous marrez pas, il y en a qui ne doutent de rien et qui entre nous ne valent guère davantage, qui vont réclamer sa réintégration !

Pour revenir sur l'ex-préfet condamné hier à 1.500 euros d'amende pour avoir soi-disant tenu des propos racistes envers des employées de la douane, les agences de presse et les médias nationaux ont fourni deux versions. Avant que le juge ne se prononce, donc avant-hier, ils ont repris textuellement ce qu'il avait dit "on se croirait en Afrique ici" en précisant que deux employées d'origine antillaise l'auraient entendu ajouter "il n'y a que des Noirs". Dès que le verdict est tombé, donc hier, les médias se sont empressés de relier les deux propositions qui ne forment plus qu'une seule phrase : "on se croirait en Afrique ici, il n'y a que des Noirs".

Pas de quoi en faire un plat, même si ce genre de réflexions ne nous viendrait pas à l'esprit. Ce qui n'est pas le cas de beaucoup de gens qui n'ont pas vraiment conscience de l'interprétation que l'on pourrait donner de leurs propos ni de leur portée, alors qu'ils ne sont pas spécialement racistes. Un ouvrier qui sort une blague sur les Belges est-il pour autant xénophobe ? Ce monsieur qui a vécu en Afrique sait sans doute de quoi il cause et son allusion malheureurse n'était pas fortuite, elle reposait sur une expérience. S'il généralise c'est qu'il a ses

raisons.

Au cours des trois derniers mois, je suis allé sept fois au bureau d'électricité pour qu'ils viennent changer le collier complètement rouillée et brisée en deux qui tient au poteau électrique la barre en fer à laquelle les fils électriques de ma maison sont raccordés. Au total, je me suis adressé à une, deux, trois, quatre, cinq personnes travaillant dans ce service, plus leur chef qui m'a reçu deux fois. J'ai déposé une lettre parce qu'ici c'est la procédure, chaque fois on m'a répondu : demain matin, j'attends toujours que la réparation de fortune qui a été effectuée il y a trois mois soit suivie du remplacement de ce collier ; ce sont aussi les cables électriques situés le long de la rue qui pourraient atterrir par terre et électrocuter quelqu'un ou foutre le feu à une cabane, ils s'en foutent complètement, alors que cela m'inquiète, les gens du village se retourneraient contre moi en cas de problème, bref, ils sont complètement irresponsables, il n'y en a pas un pour relever l'autre, on est donc en droit de généraliser, puisque cela correspond à la stricte réalité malheureusement. Et tout est ainsi en Inde.

Est-ce être raciste de le dire, faut-il fermer sa gueule et dire que c'est un pays merveilleux avec des gens agréables à vivre ou à cotoyer ou développés ? Pourquoi les choses sont ainsi est une chose que l'on peut aborder avec un certain détachement lorsqu'on n'y est pas confronté soi-même quotidiennement, on peut se permettre de juger une situation et des gens sur lesquels en fait on ignore tout ou presque, c'est facile, mais lorsque chaque jour on est confronté à cette réalité, aux mêmes problèmes qui reviennent sans cesse parce que des gens n'ont pas été capables de faire preuve d'un minimum de responsabilité ou tout simplement de faire leur boulot correctement, affecter un air détaché devient un luxe qu'on ne peut vraiment pas se payer, surtout avec la chaleur écrasante qu'il fait ici.

Faudrait-il jouer les hypocrites ou les flatteurs que cela ne servirait à rien, car ces fonctionnaires savent qu'ils ont tous les pouvoirs et que vous n'en avez aucun, que vous êtes à leur merci, rien que pour vous emmerder ils peuvent décider que vous n'aurez pas d'électricité pendant plusieurs jours, cela va très loin, je parle du simple employé en bas de l'échelle, donc vous avez intérêt à leur parler tranquillement, à ne pas vous énerver surtout, sinon vous pouvez attendre indéfiniment le règlement de votre problème, ils sont tous corrompus et en plus nous en sommes les otages, de quoi forcément les prendre en sympathie naturellement. Comme dirait l'autre, il y a des limites à ce que l'on peut supporter. Ils sont tellement inconscients ou irresponsables que tout se passe avec le sourire, ils vous offrent le thé et s'enquière de votre famille, etc., c'est complètement délirant... et rageant ! Il faut prendre la vie avec philosophie, cela ira mieux après, allez donc faire une prière au temple pour vous calmer, cela pourrait être pire, et ici il existe partout pire que pire que pire jusqu'aux malheureux qui bouffent directement dans les poubelles que les chiens ont déjà faites...

Magueswary qui est d'origine indienne, tamoule et noire a déménagé fin mars, c'est l'OPAC qui lui a attribué un nouveau T1 (HLM) à Aubagne près de Marseille. Nous sommes le 4 juillet, il s'est donc écoulé plus de trois mois, elle n'a toujours pas le gaz et lorsqu'elle branche un appareil électrique les fusibles sautent, de plus, elle est handicapée à 80%, elle a son problème cardiaque et elle est asthmatique, cet appartement est situé en plein centre ville à quelques dizaines de mètres d'un terminal de bus si j'ai bien compris, bonjour la pollution. Elle est en droit de dire "on se croirait en Inde, c'est même pire encore" et si elle n'a que des Blancs en face d'elle et qu'ils la traitent de raciste, elle pourra toujours leur répondre que la connerie humaine ne connait pas de distinctions entre Noirs et Blancs !

Des militants expliquent qu'il faut réactiver le réseau des collectifs qui avaient contribué à la victoire du non le 29 mai 2005. Pourquoi pas, pourquoi pas avant, passons, et que s'est-il passé depuis le 29 mai 2005 ? Sarkonapoléon a signé le Traité de Lisbonne qui reprenait à la lettre le TCE à l'exception de la troisième partie qu'il veut maintenir inscrire dans la Constitution française.

Il bafoue la démocratie, il piétine nos droits, tout fout le camp quoi, et on nous propose comme au POI d'engager bataille après bataille sans se fixer pour objectif de renverser le régime, à ce compte-là dans un siècle on y sera encore après sans doute avoir été transformés en esclaves...

Des manifestants grecs scandaient il y a quelques jours : "*il faut brûler le parlement*". Se préparer à l'assaut contre les institutions, les désigner comme responsables de la situation sociale, c'est la bonne voie, dit peut-être avec d'autres mots pour le moment. Le POI s'était fait le relais des manifestants grecs qui scandaient notamment à bas l'Union européenne et le FMI il y a quelques semaines déjà, question : reprendra-t-il ce dernier mot d'ordre : il faut en finir avec les institutions de la Ve République ?

Le 5 juillet

Vive la République, Vive la démocratie et Vive la France :

- Raffarin en appelle au «*consensus républicain*» - Lefigaro.fr
- Aubry s'oppose à «*une République abîmée*» par «trois ans de sarkozysme» - Libération.fr
- Aubry : "*Le pouvoir en place abîme notre démocratie*" - LePoint.fr

Restaurons la démocratie, restaurons la République, restaurons ces piliers qui permet à Etat de remplir sa fonction, peu importe leur nature sociale, on s'en tape, l'essentiel n'est-il pas de paraître face à ce peuple de demeurés, et puis qui nous contredira, personne ou presque, quelle aubaine, c'était quasiment inespéré par les temps (difficiles) qui courent !

Voilà des mots d'ordre mobilisateurs qui permettent de comprendre clairement le rôle des différents acteurs politiques, des mots d'ordre partagés par le plus grand nombre, la "vraie" démocratie en marche, c'est beau quand même, cela inspire le respect, non ? Des mots d'ordre qui ne sentent pas la démagogie, le populisme, l'hypocrisie, l'opportunisme, mais non, mais non, camarades, c'est l'avenir ! Toutes classes et partis confondues chantons en coeur : Allons enfants de la patrie, le jour de gloire est arrivée... Dommage quand même que personne ne trouve à ajouter : Et vive le socialisme !

La crise politique est ouverte, on devrait s'en réjouir comme on devrait le faire pour la crise du capitalisme, mais devant le spectacle minable que le POI et le NPA nous offrent, on a plutôt envie d'hurler de douleur. Quand est-ce que ces partis vont se décider enfin à faire de la politique, quand est-ce qu'ils vont se décider à poser la question de l'Etat et du pouvoir politique ?

Le PRG demande la dissolution de l'Assemblée nationale, il y a quelques jours c'était Marie-Ségolène Royal et Noël Mamère qui affirmaient chacun de leur côté que le gouvernement était corrompu, pourri quoi, alors qu'est-ce qu'on attend pour dire : Sarkozy et les banquiers DEHORS ! Parce que cela ne suffit pas évidemment, il faut avoir quelque chose de consistant à proposer ensuite. Ne serait-il pas là leur problème ? : la répartition des richesses sans en finir au préalable avec la Ve République, c'est tout juste bon pour amuser la galerie entre naïfs ou ignorants, l'Assemblée constituante sans désarmer sur le plan économique et politique la réaction, au pire c'est frayer la voie au fascisme, au mieux au Front populaire donc à aucun changement radical de société, dans les deux cas voir la situation en Bolivie...

Non la situation n'est pas "difficile", "grave", "complexe", pourquoi pas désespérée pendant qu'on y est. Ceux qui le prétendent insidieusement ne tenteraient-ils pas ainsi de démoraliser les militants qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, de les décourager, de les démobiliser, de leur faire croire qu'il n'existerait aucune issue politique ? Les militants ou les travailleurs qui sont prêts à en découdre avec le régime et qui constatent quotidiennement qu'on ne leur propose aucune issue politique peuvent sombrer dans la violence individuelle ou le désespoir de ce fait.

Devrait-on combattre uniquement pour des objectifs réalisables immédiatement ? Bien sûr que non, mais ce n'est pas parce qu'on ne peut pas les atteindre aujourd'hui qu'il faudrait les abandonner, au contraire il faut maintenir notre orientation, car le jour où les conditions seront réunies pour se les fixer concrètement et les atteindre, vous ne serez pas surpris, vous serez ainsi en mesure d'analyser la situation à sa juste valeur, vous serez parmi les premiers à comprendre quelles tâches le prolétariat doit se fixer à cette étape de la lutte des classes, condition essentielle pour aller de l'avant, toujours aller de l'avant car à partir du moment où le processus révolutionnaire sera ouvert il ne sera plus question de piétiner ou de reculer, toute hésitation pourra être fatale, il s'agira de toujours avancer pour finalement terrasser notre ennemi et prendre le pouvoir.

Tout cela peut vous sembler bien loin ou utopique, souvenez-vous des révolutions du passé, en quelques jours la conscience de classe du prolétariat peut faire un bond de dix ans en avant, donc ne nous fions pas aux apparences qui peuvent être trompeuses, travaillons à saper les bases du régime comme l'avait fait Lénine, alimentons en permanence la haine de la classe ouvrière dans les institutions et le capitalisme, gravons dans l'esprit des travailleurs que seule une révolution viendra à bout du vieux monde et qu'ils en seront les acteurs principaux, ayons le courage et la volonté de les éduquer au socialisme, à défaut de grandes avancées pour le moment, satisfaisons-nous de gagner travailleur après travailleur à notre combat émancipateur, c'est le seul objectif dont nous sommes comptables aujourd'hui, car nous n'avons pas les moyens à nous tout seul d'entraîner la classe au combat et de vaincre Sarkozy, ne vous tracassez pas, la classe se mettra en route quand son heure aura sonné, soyez patient par dessus tout, pas plus la grève que la révolution ne se décrètent et pourtant elles sont toutes deux légitimes, si les choses ne se passent pas comme on les aurait souhaitées ou comme on les avait prédites, c'est que nous n'avons pas résolu un problème, le problème ce n'est pas la classe, le pouvoir en place ou les appareils, mais notre interprétation de la situation qui n'est pas correcte et donc notre incapacité à intervenir dans la lutte de classes de telle sorte que nous construisions le parti pas à pas mais surement.

Il y a un siècle, on pouvait gagner puis perdre autant de militants très rapidement, c'était normal étant donné le niveau intellectuel de la population à cette époque, depuis bien des choses ont changé, il est possible d'élever le niveau de conscience des militants au-delà des phrases apprises par coeur sur le socialisme, il est possible d'en saisir la substance et de la faire couler dans nos veines pour qu'il n'en sorte plus jamais, profitons du temps qui nous est accordé pour s'atteler à cette tâche car lorsque les choses sérieuses seront à l'ordre du jour et le combat engagé, nous n'en aurons plus le temps et nous serons plus en mesure de corriger nos faiblesses, pire on n'en comprendra pas la nature. Nous mêmes, militants, lisons, étudions, discutons, formons-nous au marxisme, avant de faire table rase du passé dans les faits, commençons par examiner attentivement sur quoi reposent nos convictions, nos positions, nos arguments, soyons sans concession avec nous-même, refusons la facilité, c'est refuser la fatalité, essayons d'agir consciemment, livrons-nous à l'examen de chacun de nos gestes, chacune de nos paroles avant de critiquer les autres, donnons-nous pour objectif de toujours progresser, c'est seulement au prix de cet effort que nous vaincrons. (A suivre)

Je répondrai cette semaine aux deux courriels du camarade étudiant, sans faute ! J'ajouterai un article sur l'Inde. J'allais oublier de vous dire qu'il y a une nouvelle grève générale de 24h contre la hausse des prix, je m'en suis aperçu tout à l'heure en voulant aller faire des courses. En fait tout est fermé et tous les commerces ouvriront à 18h ce soir.

Je n'ai pas le temps de commenter chaque article de presse que je mets en ligne, vous aurez constaté si vous suivez le site depuis 2005, que tous les facteurs dont j'avais prédits qu'ils prendraient rapidement une place essentielle dans la situation mondiale, occupent aujourd'hui le devant de la scène, la démographie, la hausse des prix et des salaires en Chine, etc. et lorsque j'ai été convaincu que la crise actuelle durerait, vers la fin 2007, j'avais expliqué que pour s'en sortir ils compteraient sur la Chine et les pays dits émergents, j'ai aussi été l'un des premiers à évoquer les dizaines milliers de milliards de dollars qui étaient en jeu dans cette crise, j'ai même osé avancer que c'était la crise

finale du capitalisme sans pronostiquer de quelle manière elle prendrait fin puisque tout dépendra du développement de la lutte des classes à l'échelle internationale, j'étais donc bien en phase avec la situation. Pour un "mégalomane" ou un "gauchiste", ce n'est pas mal, non ? N'hésitez surtout pas à comparer avec ce que les uns et les autres ont pu nous raconter, comparez la profondeur des analyses, les facteurs et arguments de chacun... Si je peux vous donner mon avis, ils se sont contentés de débiter ce qu'on savait déjà sans s'aventurer plus loin, craignant sans doute que la moindre erreur leur soit fatale ! On va terminer par un trait d'humour.

En fait chacun détient un petit bout de la vérité ou chacun privilégie un facteur au détriment des autres, il y a des militants extraordinaires dans toutes les formations politiques, il faut le rappeler parfois, mais personne jusqu'à présent n'est capable de les relier entre eux, quand on y parviendra on aura résolu notre problème de la direction du prolétariat. Mon boulot est de faire en sorte qu'on y parvienne le plus tôt possible, et je n'ai évidemment pas la prétention d'y parvenir seul ou d'être le militant qui résoudra ce problème. Disons les choses telles qu'on les pense sans tourner autour du pot, mais soyons modeste et patient.

Bonne semaine à tous.

Quelques infos en bref.

Le ministère de l'Injustice et de l'Insécurité.

1- Affaire Bettencourt : il court il court le furet...

Le gouvernement français ne fera pas obstacle à une enquête pour blanchiment de fraude fiscale visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt, a déclaré la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie.

Le procureur de Nanterre, Philippe Courroye, prépare cette enquête sur la base notamment des enregistrements clandestins des propos du gestionnaire de fortune de la femme la plus riche de France, qui est au coeur d'un vif débat qui éclabousse le gouvernement en période de crise.

"*Le parquet le peut*", a dit Michèle Alliot-Marie sur Europe 1. "*Il est évident que je n'y mets pas d'obstacle.*"

"*Ce qui s'est passé, semble-t-il, c'est que parmi les gens qui étaient autour d'elle, certains avaient organisé une fraude visiblement bien organisée puisqu'elle a échappé au contrôle normal qui est effectué par les services fiscaux*", a-t-elle dit.

Cette affaire a provoqué une tourmente politico-médiatique, le ministre du Travail Eric Woerth, qui était ministre du Budget et donc à la tête des services de contrôle fiscaux jusqu'en mars 2009, étant soupçonné de conflit d'intérêt dans ce dossier.

Son épouse Florence Woerth, qui travaillait chez Clymène, gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, a récemment démissionné après la publication des enregistrements.

Dans son édition de vendredi, *La Tribune de Genève* cite un banquier suisse anonyme qui affirme qu'elle avait ses habitudes à Genève, où elle gérait les comptes de l'héritière de L'Oréal.

Michèle Alliot-Marie a également démenti que Liliane Bettencourt n'ait plus fait l'objet d'un contrôle fiscal depuis 15 ans, comme l'affirme le site internet Mediapart.

"*Mme Bettencourt (était), comme tous les très gros contribuables français, soumise régulièrement à des contrôles*", a-t-elle expliqué. "*En ce qui concerne les très gros contribuables, vous avez systématiquement des contrôles tous les trois ans.*" (Reuters 04.07)

A croire que ces "*contrôles*" sont superficiels ou complaisants, normal, non ?

2- Police, la haine !

Le policier nantais qui, en avril dernier, avait verbalisé une conductrice parce qu'elle était vêtue d'un niqab vient d'être promu.

Il y a trois mois, l'affaire avait fait grand bruit. Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, était même monté au créneau pour que le mari de la contrevenante soupçonné de polygamie et de fraude aux aides sociales soit déchu de sa nationalité française. Trois mois plus tard, le brigadier a reçu en récompense le grade de brigadier-chef.

Cette promotion, qui n'était absolument pas à l'ordre du jour avant l'affaire, a été accordée, le 30 juin, lors de la commission paritaire nationale, où se décident les avancements. C'est le secrétaire général du syndicat Unité Police SGP-FO, majoritaire chez les gardiens, qui a directement demandé la promotion. Habituellement, c'est au niveau de la commission paritaire régionale que se décident les avancements.

Mais quand il s'agit d'un "*ponctu*", un piston dans le jargon policier, c'est à l'étage national que les syndicats distribuent les récompenses, main dans la main, avec le ministère de l'Intérieur. En l'occurrence, pour pouvoir récompenser le policier, il a fallu carrément ouvrir un poste sur place qui n'était pas prévu... (Lepoint.fr 03.07)

3- Wanted morts ou vifs : Eric Besson et Brice Hortefeux.

A Eric Besson et Brice Hortefeux , qui osent parler de chasse à l'homme au sujet d'Eric Woerth, je conseille de lire ce qui suit:

L'homme qui s'est noyé jeudi matin dans la Seine à Draveil, dans l'Essonne après y avoir sauté pour échapper à la police, était un Guinéen de 28 ans, arrivé en France en 2006. Selon une source proche de l'enquête, il se trouvait en situation irrégulière et habitait Grigny .

Un témoin l'a vu, vers 10h00 du matin, courir, poursuivit par des policiers, puis se jeter dans la Seine.

D'après *Le Figaro* les policiers l'ont sorti de l'eau et tenté de le réanimer car l'homme était toujours en vie.

Malheureusement, ce jeune homme, dont la seule faute était de n'être pas muni du bon morceau de papier, est décédé peu de temps après.

Voilà une chasse bien réelle qui malheureusement s'est terminé, comme pour un animal, par la mort du "*chassé*".

Je crois que vos outrances langagières, votre façon de parler de chasse à l'homme, juste au moment où le résultat de votre politique de l'immigration nauséabonde aboutit, encore une fois, à la mort d'un être humain, est totalement déplacée et indécente .

- Vous poussez des hommes à en traquer d'autres, alors que le cœur de leur métier est de protéger et de garantir le sécurité des personnes, sans distinction de nationalité.

- Vous poussez des êtres humains à choisir la mort parce qu'ils n'ont pas le petit morceau de plastique qui vous convient…

Alors, messieurs Besson et Hortefeux, fiers de vous, des résultats concrets de votre action au gouvernement qui encourage la chasse à l'homme... sans papiers?

Croyez moi, votre responsabilité morale est bien plus grande en matière de "*chasse à l'homme*" que celle de ceux que vous tentez piteusement de stigmatiser. (Lepost.fr 03.07)

Bien dit, le pauvre monsieur est mort parce qu'il ne savait pas nager ou avait des problèmes respiratoires et non parce que les flics le pourchassaient... Quel acharnement ! Personne ne s'étonnera lorsque l'heure de l'insurrection aura sonné qu'on les tire comme des pigeons, chacun saura se souvenir de ce qu'ils nous ont fait subir, on te vengera.

Nouvelle du ministère de la Guerre.

Le nombre de militaires français engagés en Afghanistan va "*bientôt*" passer de 3.750 à 4.000 avec l'envoi d'instructeurs supplémentaires, selon l'état-major des armées (EMA).

"*L'Afghanistan pour nous, militaires, c'est une guerre compliquée, une guerre, meurtrière, une guerre inscrite dans la durée*", a souligné l'amiral Guillaud. (AP 04.07)

Grande-Bretagne.

Le Premier ministre britannique a demandé à la plupart des ministères de se préparer à des coupes budgétaires pouvant aller jusqu'à 40%. (20minutes.fr 04.07)

Société. Quelle fatique !

Le taux d'humidité est la clé pour comprendre pourquoi il est beaucoup plus difficile de supporter 25 °C dans un environnement humide que 35 °C dans un environnement sec. Pour garder le corps à une température constante de 37 °C, l'organisme évacue de la sueur par les pores de la peau. En s'évaporant, elle refroidit le corps : c'est le mécanisme naturel de la transpiration, qui régule la température du corps.

Cette mécanique s'enraye quand l'atmosphère est chargée en humidité. L'évaporation de la sueur devient plus difficile, jusqu'à devenir quasiment impossible passé 90 % d'humidité. La sueur colle à la peau, et l'organisme ne peut plus se refroidir normalement. La chaleur ressentie est alors plus importante que la chaleur réelle, et peut devenir insupportable, jusqu'à provoquer des évanouissements et des coups de chaleur. Ce phénomène explique également les sensations de chaleur accablante dans des lieux confinés, peu ventilés et où la présence

humaine est importante, comme le métro.

Au Canada, la différence entre température réelle et chaleur ressentie a été théorisée par les météorologues J. M. Masterton et F. A. Richardson en 1979, avec la création de l'index Humidex. Ce dernier établit grâce à une formule mathématique une relation entre la température et le taux d'humidité dans l'air pour donner une estimation de la chaleur ressentie par le corps humain. Le résultat n'est pas exprimé en degrés, car "*l'Humidex est un indice et non une quantité physique. En d'autres termes, ces quantités sont calculées et non pas mesurées*", explique la météo canadienne.

La météo canadienne précise cependant : "*Ce n'est qu'une simple indication des réactions physiologiques, non une mesure absolue.*" La perception de la température diffère en effet selon les personnes. (Le Monde 02.07)

Selon ces météorologues canadiens quand il fait 35°C à l'ombre, la personne est en danger à partir d'un taux d'humidité de 50%, or dans les pays tropicaux le taux d'humidité est très nettement supérieur à 50% tout au long de l'année et la température ne descend en dessous de 30°C que la nuit pendant quelques mois par an seulement.

Ici le taux d'humidité est plutôt voisin de 80 ou 90% voire plus, vous comprenez pourquoi une fois que j'ai fait tout ce que j'avais à faire la journée sans prendre le temps de m'arrêter une minute, le soir je suis tellement claqué que je ne fais rien, je ne peux pas me concentrer sur une lecture ou étudier, c'est impossible, surtout après avoir dîné et bu une vodka et un verre de bière, sans parler des cigarettes, du commerce je précise...

Au fait j'ai une petite annonce à passer.

Je n'ai pas le temps et pas très envie de faire mes travaux, alors si cela intéresse un camarade qui a envie de voir du pays, en échange d'un peu de peinture, de maçonnerie et divers bricolages en menuiserie ou électricité, je propose le gîte, nourri, logé, blanchi gratuitement pendant quelques mois, ces travaux représentent peut-être deux semaines de boulot. Seules restrictions, alcoolique s'abstenir et drogues dures prohibées. Il faut supporter les fortes chaleurs et l'humidité, la présence des fourmis, des rats et des corneilles, des souris et des écureuils, des chauves-souris et des araignées, des cafards, des lézards et autres familles de petits caméléons (je ne connais leur nom qu'en tamoule, "onane") et insectes en tous genres, et bien sûr les chiens, j'en ai deux, j'espère que je n'ai oublié personne ! Ah si les oiseaux et les crabes puisque je vis sur une plage, et occasionnellement les serpents, il ne manque que les scorpions !

Soleil et baignade garantis pendant toute la durée du séjour, savoir conduire une petite moto pour être plus libre, être en bonne santé de préférence, y compris mentalement, dragueur s'abstenir également car passé l'âge de 20 ans toutes les femmes sont mariées, camarade de sexe féminin ou couple accepté.

Cette offre est valable à partir du mois de septembre, car en juillet août le prix du billet d'avion double, mon épouse Magueswary sera présente, cuisine française ou indienne au choix. Le prix du billet aller/retour est de 600 euros de Marseille en septembre, un peu moins au départ de Paris et le visa est valable 6 mois. L'ambassade de l'Inde à Paris est située au 15, rue Dehodenq (?) dans le 16e arrondissement.

Le 6 juillet

Pas le temps de causer.

Retraites.

Pas un seul article d'agences de presse sur les retraites ces derniers jours... mais la Commission européenne veille.

'*Faire en sorte que le temps passé à la retraite ne continue pas à augmenter par rapport au temps passé à travailler aiderait à la viabilité*' des caisses de retraite des pays européens, fondées sur un système de répartition où les retraités voient leurs allocations payées par les cotisations des actifs, souligne l'exécutif européen dans son rapport qui sera présenté mercredi.

'*Cela signifie augmenter l'âge auquel on cesse de travailler et l'on commence à bénéficier de sa retraite*', ajoute le document. '*Prolonger la période de travail au cours de la vie pour tenir compte de la hausse de l'espérance de vie permettrait d'enregistrer deux bénéfices : de meilleures conditions de vie et des systèmes de retraites plus viables*', argumente la Commission. (Lemonde.fr 05.07)

Air France va supprimer 4.109 emplois sur la période 2010-2012.

Air France, qui a accusé une perte record l'an dernier, prévoit de supprimer 4.109 emplois sur la période 2010-2012 afin de répondre à la crise du transport aérien.

Lors d'un Comité central d'entreprise, qui se tenait lundi, la direction générale du groupe a précisé que ce plan, qui ne concerne que le personnel au sol, en particulier administratif, ne prévoyait aucun licenciement sec, ni de clause de mobilité géographique obligatoire.

Air France-KLM emploie au total 103.000 salariés, dont 63.000 chez Air France. (Reuters 05.07)

Quand ils vendent des immeubles appartenant à l'Etat pour engraisser des fonds de pension.

Le ministère de l'Intérieur s'acquitte d'un loyer d'un million d'euros par an, depuis près de deux ans, pour un immeuble vide et inoccupé situé à Lognes, en Seine-et-Marne, destiné au logement et à la formation des policiers, a-t-on appris lundi 5 juillet. Lire la suite l'article

Selon des sources proches de ce dossier, cet immeuble aurait dû être acheté par l'intérieur il y a deux ans afin d'y loger des structures de la direction nationale de la formation de la police nationale (DNFP), située à proximité. L'opération n'a pu se faire et, selon les mêmes sources, il a été décidé de louer cet immeuble acquis depuis par un fonds de pension un million d'euros par an, mais il n'y a '*toujours personne dedans à ce jour*'.

Le syndicat majoritaire des personnels administratifs de la police, le Snipat-FO, a dénoncé récemment à cet égard le '*fiasco*' de cette '*opération immobilière*'. Il estime en outre que l'intérieur n'a pas tenu ses engagements de reloger dans cet immeuble des employés de l'institut de formation des personnels administratifs et ceux du centre de formation et d'études de Gif-sur-Yvette (Essonne), qui est vétuste.

Le ministère de l'intérieur, par la voix de son porte-parole Gérard Gachet, a confirmé que cet immeuble a été loué en 2008 afin d'y installer des personnels de la DNFP. Mais, selon lui, les bureaux n'étaient 'pas aux normes' et donc '*pas opérationnels*'. '*Il a donc fallu y faire des travaux*', a-t-il dit, qui '*vont commencer*' et cela permettra d'y installer les personnels qui devraient emménager '*d'ici la fin de l'année*'. (Lemonde.fr 05.07)

Des Etats en perdition

Au classement des pays les plus risqués sur le plan de la dette souveraine, la Grèce vient de réussir la performance de passer de la neuvième à la seconde place en un trimestre, selon une étude de CMA DataVision publiée lundi consacrée.

Le coût de l'assurance contre un défaut de paiement de la Grèce a ainsi bondi de 190% au deuxième trimestre 2010: les investisseurs estiment qu'il y a aujourd'hui une probabilité de 55,6% que le pays ne puisse pas rembourser ce qu'il doit d'ici à 2015.

Elle est suivie de près par la Belgique et l'Espagne. Le Portugal et la France occupent les quatrièmes et cinquièmes places avec une augmentation de 129,2% et 112,3% du coût de la protection sur leur dette. Le Venezuela garde cependant son rang de pays le plus risqué au monde en matière de défaillance sur les dettes.

La Norvège et la Finlande sont les deux pays les plus sûrs au monde en la matière. Les Etats-Unis passent de la dixième à la troisième place du classement vertueux grâce à une amélioration de la situation du crédit dans le pays.L'Allemagne a en revanche reculé de la troisième à la sixième place. (20minutes.fr 05.07)

Le 7 juillet

Coïncidence.

1- Le Post.fr du 06.07 itrait : "*Accusés de* "faire le jeu de l'extrême droite"*, les députés PS quittent l'Assemblée.*", parce que le PS tient un discours semblable au FN à propos de l'affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt ou parce que les mésaventures de l'UMP pourraient profiter au FN, dès lors pas une tête ne devrait dépasser, tous derrière l'UMP...

2- Et ce matin j'ai reçu un courriel de Daniel Coquema (ex-militant du PCI) dont voici un extrait, je le mettrai intégralement en ligne plus tard : "*Quand on ne comprend rien au Front unique ouvrier, on évite d'en parler !*", "*Ceux qui sont les pires ennemis du Front unique, ce sont justement les dirigeants PS et PCF (il n'y a pas de différence de nature entre les deux) et les dirigeants syndicaux (ajoutons leur, pour polémiquer un peu, leur opposant en peau de lapin Tardieu!)*" et de terminer ainsi sa diatribe d'intellectuel complètement sclérosé " *A bas le Front unique...tiens c'est aussi le mot d'ordre des Buffet, Aubry, Thibault et consorts! Mais pour qui peut bien rouler Tardieu, tout en se protégeant bien sûr en demandant à ses lecteurs d'adhérer malgré tout au POI et à ses initiatives! Comprenne qui pourra!*".

Mais pour la Kaïser bien sûr !

En guise de réponse pour le moment, un extrait de l'article dont j'ai écrit le brouillon hier après-midi, vous noterez qu'il ne fait que reprendre

ce que j'ai déjà publié à de multiples reprises mais que cet intellectuel malhonnête s'emploie à faire passer à la trappe, à moins qu'il ne l'est pas lu :

"*...il faudrait réorienter résolument le combat à la fois contre Sarkozy dans la perspective de le chasser, et contre les institutions pour les abattre puisqu'elles sont au service des capitalistes, redéfinir le front unique en direction des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier et des partis ouvriers POI, NPA, PCF et LO uniquement, en acceptant que s'y joignent tous les groupes de militants politiques ou syndicalistes qui acceptent cette orientation révolutionnaire, avec pour objectif la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire...*"

"*Que dit l'Internationale communiste*", "*que dit Trotsky*", que dit, que dit, que dit, etc. voilà en guise d'analyse pour ce cerveau ramoli ou plutôt mal rempli ! Un copier/coller littéral de positions ou de théories qui datent de près d'un siècle sans la moindre réflexion ou le moindre recul... Plus dogmatique tu meurs ! Et ne rigolez pas, il m'accuse d'avoir les yeux rivés sur les appareils comme... Besancenot et Laguiller ! A ma connaissance je n'ai jamais "*tendu la main*" (Besancenot) à Martine Aubry ou je n'ai jamais appelé à voter pour des candidats du PS (Laguiller), peu importe ce monsieur fait feu de tout bois, c'est minable.

Passons sur la calomnie "*pour qui peut bien rouler Tardieu*", elle est l'apanage des gens qui sont à court d'arguments et qui recourent à ce genre de méthodes détestables. Ce qu'il avoue à moitié en écrivant "*comprenne qui pourra*".

Il a pris deux exemple, un qui date de 1921, un qui remonte à 1934. C'est intéressant car durant les années qui séparent ces deux dates des événements capitaux se sont déroulés au sein du mouvement ouvrier internationale, ce dont évidemment il ne faudrait pas tenir compte une fois de plus.

En 1921, l'Internationale Communiste était dirigé par Lénine et Trotsky pour faire bref, le front unique pouvait se justifier du fait de l'existence de partis communistes, de véritables partis communistes ou ce qui y ressemblaient en ce qui concerne le PCF? Ces partis communistes étaient donc en mesure de donner un contenu correct au front unique, de l'orienter dans la bonne direction et d'en prendre la direction, ce qui ne sera plus le cas plus tard, mais pour notre dogmatique de service, ce n'est qu'un détail insignifiant qu'il s'empresse d'oublier. Donc en 1921, le front unique était parfaitement justifié dans la perspective de la révolution socialiste dans un certain nombre de pays où existait un parti de l'Internationale Communiste.

Par contre en 1934, la situation était radicalement différente, Staline avait pris la direction du parti bolchevik et de l'Internationale Communiste, il avait réussi à liquider l'Opposition de gauche organisée autour de Trotsky. Jusqu'à quel point les staliniens avaient réussi à gangrener les différents partis communistes qui existaient dans le monde, je n'en sais rien précisément, par contre une chose dont on peut être sûr, c'est qu'un grand nombre de militants de ces partis avaient été formés à l'école de la révolution russe et entendaient continuer de combattre dans la perspective de la révolution socialiste dans leur pays respectif, les staliniens avaient commencé leur travail de sape dès la mort de Lénine 10 ans plus tôt, je ne suis pas en mesure d'affirmer jusqu'à quel degré ils étaient parvenus à leur fin, il n'en demeure pas moins que raisonnablement on pouvait estimer qu'un grand nombre de militants des différents PC continuaient malgré tout le combat dans la perspective de la prise du pouvoir, à l'instar de Trotsky qui semble-t-il le pensaient.

Donc le mot d'ordre de Trotsky du front unique en 1934 pouvait peut-être se justifier, personnellement je n'en suis pas absolument certain, cela aussi je l'ai expliqué dans un article, Trotsky estimait peut-être que cette orientation politique permettrait aux militants du PC et de la SFIO d'y voir plus clair dans le jeu de leurs dirigeants qui prônaient le Front populaire avec le Parti Radical et de renforcer par la suite la Ligue communiste où s'était regroupé les militants restés fidèles au marxisme.

Il écrira dans le *Programme d'action français de 1934* destiné à la section française de la IVe Internationale :

" *Il s'agit avant tout d'assurer l'unité d'action de la classe ouvrière elle-même dans les usines et les quartiers ouvriers des centres industriels. L'entente entre les importantes organisations ouvrières (P.C., P.S., C.G.T., C.G.T.U., L.C.), n'aurait de valeur révolutionnaire que si elle est orientée vers la création :*

a) De comités de lutte représentant la masse elle-même (embryons de Soviets) ;

b) de la milice ouvrière, toujours unie dans l'action, même si elle est organisée par des partis et organisations différents.

Pour renforcer la lutte des uns et des autres, des comités ouvriers établiraient une étroite liaison avec les comités paysans.

Constitués comme organes de défense commune contre le fascisme, ces Comités d'Alliance ouvrière et ces Comités paysans se transformeraient dans le cours de la lutte en organismes directement élus par la masse, en organes du pouvoir des ouvriers et des paysans."

On voit ici que Trotsky envisageait le front unique d'une part au niveau de la classe ouvrière elle-même, ce que fait également le POI et c'est en cela que je le soutiens, ensuite, il prit soin de préciser qu'il "*n'aurait de valeur révolutionnaire*" qu'en étant orienté à destination des " *importantes organisations ouvrières* dans une perspective politique précise que l'on ne retrouve nulle part dans le front unique tel que le propose le POI aujourd'hui, en adaptant son contenu à notre époque évidemment, mais en en conservant l'esprit, la substance, il fallait donc poser la question de la nécessité de chasser Sarkozy et de liquider les institutions, etc., ce que ne fait pas le POI, d'où mon rejet de sa

version pervertie ou au rabais du front unique, il n'y a donc aucun "mystère" Tardieu ; le POI se borne à appeler au retrait d'un projet de loi, bien, et on vient de voir les jours derniers que n'importe qui pouvait s'en saisir pour l'orienter dans une direction opposée aux intérêts de la classe ouvrière, le PS, le PCF et le NPA notamment demandent le retrait du projet du gouvernement sur les retraites tout en s'empressant de demander à Sarkzoy d'en rédiger un autre, c'est leur problème. Maintenant en quoi cela peut-il justifier qu'il ne faille pas proposer une issue politique à la classe ouvrière simultanément, en quoi cela aurait-il changé quelque chose à l'attitude des appareils qu'une telle issue politique leur soit proposer, puisque l'on constate qu'elle existe ou non cela revient exactement au même, ils se prononcent pour le rejet de ce projet pour immédiatement demander à Sarkozy d'en rédiger un autre qui serait cette fois plus acceptable, qu'est-ce que les travailleurs y gagnent au change, quel avantage en tire le POI, j'irai même plus loin que personne ne s'imagine que les appareils ont appelé au retrait du fait de l'existence du POI, il demeure un parti inconnu ou complètement marginalisé au sein de la population? Aucun, il faut bien l'admettre.

Je peux me tromper, mais je pense que Trotsky avait parfaitement conscience de la faiblesse et l'impuissance dans laquelle l'Opposition de gauche se trouvait en 1934 face à la social-démocratie et au stalinisme d'influer le cours des choses et que les prochains combats étaient perdus d'avance, ce qu'il ne pouvait peut-être pas expliqué aussi crûment à des militants déjà fortement démoralisés par la tournure dramatique de la situation à la veille de la seconde guerre mondiale. Maintenant, il est vrai que je me méfie de son penchant au compromis et d'une certaine manière le front unique en constitue un. En 1921, il était possible et facile de tenir cette position, elle était devenue quasiment intenable en 1934, la situation était désespérée, il faut aussi avoir cela à l'esprit. Alors en 2010, quand le mouvement ouvrier n'est plus l'ombre squelettique de ce qu'il était à l'époque que nous venons d'évoquer, retranscrire à la lettre le front unique relève de la démence ou de la psychiatrie.

Mon contradicteur ne peut pas admettre ou concevoir qu'une théorie conçue au départ comme une tactique et non comme une stratégie (orientation officielle défendue par le POI), à utiliser dans certaines circonstances précises et délimiteé dans le temps, ce qui n'est pas le cas des dirigeants du POI qui nous la servent sans interruption depuis 1945, excusez du peu, à travers les différentes formations politiques qui ont précédé ce parti, doit, si on décide d'y recourir, tenir compte des modifications intervenues dans les rapports entre la classe ouvrière et les appareils ou ses partis ou encore au sein de la société au cours des 65 dernières années, qu'il est totalement délirant de prétendre la mettre en oeuvre dans les termes qui prévalaient un siècle auparavant comme si finalement rien n'avait changé dans la société. Je suis déjà intervenu plusieurs fois en détail sur cette question dans le site pour ne pas y revenir ici.

Il ne peut pas admettre non plus, qui plus est, que Trotsky ou d'autres dirigeants marxistes aurait pu commettre des erreurs, contrairement à ces mêmes marxistes qui le reconnaissaient eux-mêmes bien volontiers, Trotsky dira un jour qu'avec Lénine ils en avaient fait au moins "*mille*", mais pour ce fétichisme c'est totalement inconcevable, comment nos maîtres auraient-ils pu se tromper, c'est insensé voyons. Quand on en est encore là, c'est normal qu'on ne comprenne pas grand chose et qu'on recourt à la calomnie.

Tout compte fait terminons-en maintenant avec ce courriel ou se mêle ignorance et confusion.

Il écrit encore : "*Rappelons que la révolution russe ne l'a pas emporté sur des mots d'ordre radicaux, révolutionnaires! mais sur les mots d'ordre de la démocratie bourgeoise "le pain, la terre, la paix", tout en réalisant le Front unique par les Soviets.*"

Vous êtes sûr que Lénine n'avait pas ajouter le beurre, le miel et la confiture pour mettre sur le pain ! Il oublie de préciser que le mot d'ordre "*le pain, la terre, la paix*" s'accompagnait du mot d'ordre politique A bas le tsar, finissons-en avec ce régime et cela depuis la fin du XIXe siècle ! Faussaire va ! En fait, il ne retient de l'histoire que ce qui l'arrange et il fait abstraction de ce qui ne colle pas avec sa vision étriquée et petite-bourgeoise de la situation. Passons sur le fait que c'est le prolétariat russe qui a imposé le front unique ou qui s'est doté de soviets en 1905 en dehors de l'intervention des bolcheviks qui n'en comprirent pas immédiatement la signification, y compris Lénine, quel crime je commets là de le rappeler !...

Il poursuit : "*Mais c'est bien connu, les ouvriers sont repus par le capitalisme, chaque revendication obtenue ne fait que les intégrer davantage au système!!*". Exactement comme vous ! Il n'est pas sans ignorer les caractérisations d'Engels qui parlait de "*prolétariat embourgeoisé*", de "*mouvement ouvrier bourgeois*", inutile pour lui d'analyser ce que cela peut signifier, quelles en sont les conséquences ou comment en tenir compte dans notre intervention pratique, non, le prolétariat est révolutionnaire une fois pour toute en toutes circonstances, c'est gravé dans le marbre, on doit s'en tenir à cette définition, mais dans ce cas-là, on ne comprend rien à l'état d'esprit des travailleurs et on leur proposera une politique qui les laissera forcément "*perplexe*. Si le prolétariat était si révolutionnaire, on s'étonne qu'on en soit encore là deux siècle plus tard !

Effectivement, à partir du moment où le combat du mouvement ouvrier a cessé de s'inscrire dans la perspective du socialisme, c'est-à-dire dès le début du XXe siècle, il ne pouvait s'inscrire que dans la perspective du maintien en place du régime capitaliste puisqu'il n'existe pas d'autre alternative en terme de système économique. Partant de ce constat, oui, le combat du mouvement ouvrier une fois mal orienté ne pouvait que contribuer à subordonner davantage et durablement la classe ouvrière au capitalisme. Ce monsieur refuse de regarder la réalité en face et ensuite il veut nous donner des leçons, c'est un peu fort !

Enfin, la meilleure "*A bas les "privilèges" de ces salauds de nantis de fonctionnaires...tiens c'est aussi le mot d'ordre de Sarkozy et du Medef!!*", il n'a pas dû lire les différents articles que j'ai publiés dans lesquels je dressais un état de la situation du fonctionnaire en général où j'abordais des questions comme l'aristocratie ouvrière, et ces derniers jours j'ai évoqué brièvement la situation des cadres. Coquema est carrément ordurier, cela ne m'étonne pas, tel maître, tel disciple ! Pour tout vous dire, le vrai bonheur, c'est de ne pas lui ressembler. Au fait, il y a des fonctionnaires dans ma famille dont ma fille et je ne lui pisse pas dessus, pauvre crétin !

On va lui ressortir quelques bonnes vieilles citations pour flâtter son culte de la personnalité.

Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 :

« *En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point, logique.* »

Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parlait des « *pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient* ».

Engels dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882),

« *Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux ; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial.* »

Lénine dans L'impérialisme stade suprême du capitalisme :

« *Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres.* »

Ce sont des extraits d'un article que j'ai publié le 6 février 2009 intitulé *Travailleurs du secteur public et privé : tous contre le gouvernement et le capitalisme, pour le socialisme.*. Pour le télécharger et vérifier par vous-mêmes ce que je pense réellement des fonctionnaires : www.luttedeclasse.org/service/fonctionnaire060209.pdf, ce sera mieux que d'écouter les fabulations de cet intellectuel.

Puisqu'il se demande "*pour qui je roule*", bien le bonjour au RG qui nous lisent ! Au fait le portrait de Gluckstein entouré de Strauss-Kahn et Attali vous dérange tant cela ? Vous êtes le seul à vous être manifesté, les centaines de militants qui se connectent chaque semaine sur le site trouvent cela correcte. Etonnant, non ? Allez sans rancune, je recrute pour l'UMP, chutt !

Je terminerai cette causerie en remerciant le camarade P. pour son chèque de 80 euros que je viens de recevoir, un metallo à la retraite, de la CGT et du PCF, ex-PT, on a le soutien qu'on peut monsieur Coquema, au moins je suis en famille, entre ouvriers on se comprend toujours mieux.

L'air de rien cela m'a emmené jusqu'à 16h40, depuis 8h ce matin, et j'ai encore cassé la croute devant l'écran en écrivant cette causerie dont je me serais bien passé.

Quelques infos en bref.

Le vieux monde en décomposition en titres :

1- La barbarie sous divers aspects.

- Bavure en Irak: un soldat américain inculpé après la divulgation d'une vidéo - LePoint.fr
- Grande-Bretagne: enquête sur les accusations de torture contre le MI5 et MI6 - LePoint.fr
- Opération Plomb durci: plusieurs militaires israéliens vont être poursuivis, selon l'armée - AP
- Japon: la NHK renonce à diffuser en direct un tournoi de sumo sur fond de scandale - AP
- Pédophilie: l'ancien chef du clergé belge longuement entendu par la police - LePoint.fr

2- Affaire d'Etat. Quand ils respirent et attirent la haine sur eux.

- Soutenu par les députés UMP, Woerth «*essaie de garder son calme*» - Libération.fr
- Woerth: "*Je ne craque pas du tout!*"- Le Post
- Eric Woerth à ses détracteurs : «*J'ai envie de les étrangler*» - Le Figaro
- Éric Woerth : "*Je ne savais pas qu'il y avait autant de haine dans ce pays*" - LePoint.fr
- Eric Woerth sur l'affaire Bettencourt: «*Je n'ai rien à me reprocher!*» - 20minutes.fr
- Woerth "*scandalisé par la calomnie*" - L'Express

Une déclaration très médiatique qui va enfoncer un peu plus Sarkozy.

Brigitte Bardot a décidé mardi de pousser "*un coup de gueule*" contre la politique du président de la République en affirmant dans un communiqué que "*la trace du passage au pouvoir de Nicolas Sarkozy est d'une négativité et d'une médiocrité inquiétantes*".

"*Vous, et vos ministres aussi inutiles que lâches, à la limite de la malhonnêteté et du ridicule, n'arrivez pas et n'arriverez plus à satisfaire la population française qui vous a élu en 2007 croyant dur comme fer à vos promesses non tenues !*" écrit Brigitte Bardot dans un communiqué. (Lepoint.fr 07.07)

Nous ne devrions pas relayer ce genre de déclarations penseront les esprits simplets accrochés désespérément à leurs dogmes, à ceci près qu'une déclaration fracassante contre Sarkozy provenant d'une personnalité appréciée par la majorité des travailleurs ne passera pas inaperçue et elle aura plus de poids qu'un discours lénifiant d'un de nos dirigeants inconnu ou que personne n'écoute pour cette raison.

Nous sommes en présence d'un paradoxe, mais la période actuelle en regorge au point que nombreux sont ceux qui ont du mal à s'y retrouver. Bref, la réalité est telle qu'elle est et il faut faire avec, c'est toujours mieux que de prendre ses désirs pour la réalité.

Affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt.

Coïncidence, hier soir je me suis posé les deux questions suivantes qui devaient me servir à une réflexion ultérieure : Les travailleurs se situent-ils sur le terrain de leurs droits ou sur celui du capitalisme ? Jusqu'à quel degré sont-ils subordonnés au capitalisme ou jusqu'à quel point sont-ils prêts à rompre avec le capitalisme pour défendre leurs droits sociaux, etc. ? Questions récurrentes certes, mais qu'il faut reposer sans cesse au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

1- Réaction d'un internaute à l'affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt (Rue89 06.07).

Elle reflète assez bien me semble-t-il l'état d'esprit de la majorité de la population ou je me trompe. Elle est très intéressante car elle fournit des indications précieuses sur la façon dont un travailleur lambda ou sans conscience politique développée perçoit l'Etat et le capitalisme. Tout y est ou presque, cela mériterait vérification et une analyse approfondie.

"Plein de belles réactions et de jolies formules ici. Je n'ai pas ce talent. Avec mes mots sans fioritures, j'ai juste envie de dire que je suis vexé.

Ce type (Woerth - LdC), ces types et ces femmes, me prennent pour un crétin. Ils se foutent de moi, sans aucune gêne.

On peut dire tout ce qu'on veut, mais fondamentalement, on ne peut pas trouver normal qu'une vieille dame ait autant d'argent sans jamais avoir rien fait de ses dix doigts. C'est fondamentalement dégoutant et injuste. Et on ne peut pas raisonnablement penser qu'une fortune pareille se soit bâtie uniquement par l'honnêteté.

(mon cher monsieur, comme disait Marx en substance : pour être devenu riche, il faut être voleur, et le capitalisme repose sur le vol, c'est un système économique voyou si vous voulez, dont l'existence ne peut être justifiée par aucun argument, sauf à légitimer les inégalités et l'injustice, un régime basé sur l'exploitation et l'oppression, la violence de l'Etat. - LdC)

Ca fait démagogue, mais on ne peut pas croire M. Woerth. Ce type ment comme il respire. Pas besoin d'argumenter, de hurler au complot ou je ne sais quoi : il ment effrontément, ça se voit. Pour le paraphraser, j'ai envie de dire qu'il a une tête de menteur. Bettencourt ment. Sarkozy aussi. Comme Chirac l'a fait avant lui. Comme Mitterrand. Ces gens ont parfois fait le bien. Mais ils sont aussi des menteurs.

(Ils sont surtout des menteurs ! - LdC)

Je ne sais pas si le pouvoir et l'argent corrompent, j'en sais foutre rien, ça m'intéresse même pas. Aujourd'hui, des gens, une minorité, prennent le pouvoir et l'argent, le confisque et se foutent de la gueule de ceux qui ne l'ont pas. Oh, c'est subtil, ils y mettent les formes. Mais ils se foutent bien de nous.

(Bien vu, comme dit une chanson du groupe Scorpion : "no pain no gain", autrement dit pas de travail pas d'argent, sauf que l'argent dont disposent les capitalistes ne provient pas de leur travail mais de la force de travail qu'ils ont extorquée à ceux qui travaillent, c'est bien un vol. - LdC)

Je paie mes impôts, je me plains même pas, parce que je trouve ça normal, bien et sain. J'ai un travail, un salaire modeste mais suffisant pour sortir et me faire plaisir de temps en temps. Je suis aussi honnête que possible. Franchement, j'en demande pas plus. D'autres par contre aimeraient un peu mieux qu'un carton pour dormir, au hasard.

(voilà un citoyen "modèle", votre confort relatif est le pendant de la misère que vous cotoyez quotidiennement et de la stabilité politique du

régime que vous n'êtes pas encore parvenue à remettre en cause. Il est là le problème, l'incapacité des couches moyennes de comprendre qu'aux périodes de relatives prospérités succèdent inexorablement des périodes de régressions sociales plus ou moins longues et profondes en régime capitaliste, ajoutons que celle que nous traversons est la pire depuis plus d'un demi-siècle et que tous les économistes prévoient qu'elle pourrait encore s'amplifier et durer entre cinq et dix ans voir davantage encore, pour ne pas dire que le régime capitalisme est entré dans une phase de décomposition accélérée qui conduit inévitablement des millions de travailleurs et de membres de la petite-bourgeoisie en situation de prolétarisation à venir grossir les rangs des millions de pauvres qui existent déjà dans ce pays. - LdC)

On nous dit qu'il n'y a pas d'argent, plus d'argent, que le monde coure à sa perte si on ne réduit pas la dette. On me fait presque culpabiliser : « allons allons, c'est mal de s'endetter autant monsieur ! » On croirait entendre mon banquier.Ca doit être de ma faute si on s'endette alors. Et puisqu'il faut réduire la dette, supprimons, réduisons ce qu'il y a de mieux ou du moins ce qui fonctionne relativement bien : aides, fonction publique, hôpitaux, etc. C'est pour notre bien on nous dit. Et toutes façons, c'est à cause de tout ça si on est tant endetté. Pas à cause des chèques que l'Etat signe à Mme Bettencourt, ni à cause des comptes que cette même Mme Bettencourt cache à l'Etat. Non non. C'est à cause de moi qui vais trop à l'hôpital et qui touche des allocations. On ne nous laisse même pas miroiter un possible meilleur avenir après cette « rigueur » bien méritée. On ne nous laisse même pas croire qu'on sera plus heureux, que le bonheur est pour bientôt. Non, même pas l'espoir d'un avenir si ce n'est radieux, du moins un peu moins triste. Non, un simple coup de règle sur les doigts. J'ai été trop gourmand, il est temps pour moi de payer. Mais Mme Bettencourt, elle n'aura jamais un coup de règle sur les doigts.

(Effectivement, et ce n'est pas un changement de gouvernement qui y changera quelque chose, il ne faut pas se leurrer, aucun "espoir" n'est permis, mais dans quoi, dans ce gouvernement uniquement ou dans le système économique actuel ? Ce monsieur n'a semble-t-il pas encore tranché cette question, pourtant plus haut il a relevé que Chirac ou Mitterrand ou un autre, ils étaient tous "menteurs", donc le problème n'est la personne qui se trouve à la tête de l'Etat ou le parti qui est majoritaire au sein des institutions, mais autre chose, quoi alors, sinon le système lui-même. Il en faut peu pourqu'il aille au bout de son analyse et interprète correctement la situation, pour qu'il reprenne "espoir" ou entrevoit un avenir meilleur, faudrait-il encore que quelque chose de sérieux l'incarne, or aujourd'hui on ne lui propose aucune issue politique en dehors ou au-delà du régime actuelle. C'est cette absence de perspective politique qui est désespérante et le contraint à continuer de penser son avenir dans les limites de l'ordre établi qu'il n'envisage évidemment pas de remettre en cause. S'il avait une idée précise de l'avenir qui l'attendrait une fois aboli le régime en place, peut-être que cela l'intéresserait d'en savoir davantage sur le socialisme et les moyens pour mettre fin à la situation que nous connaissons aujourd'hui. - LdC)

On nous dit qu'on doit souffrir, qu'on doit lutter, pendant que d'autres se foutent de nous. Est-ce qu'ils s'en rendent compte ? Si ça se trouve, M. Woerth, il est même convaincu d'avoir fait le bien. Je ne sais même pas ce que je lui dirais à M. Woerth si je l'avais devant moi. En fait, je ne sais pas trop quoi penser. Peut être qu'on s'habitue à voir tous ces mensonges d'Etat asséné avec aplomb, sans que jamais – ou si rarement – la justice ose condamner…

Je demande pas forcément des hommes politiques irréprochables. Je demande juste qu'ils soient respectueux des autres. En l'occurrence, ils ne sont pas respectueux des autres. Ils se foutent de notre gueule. Et c'est très vexant."

(les couches moyennes et la petite-bourgeoisie sont directement frappées aussi par les mesures prises ou annoncées par le gouvernement, elles le digèrent mal, pour le moment leur réflexion ne va pas plus loin, ce monsieur a dit au début qu'il avait encore de quoi vivre confortablement, donc il n'est pas encore prêt à se soulever contre le régime ni même peut-être à chercher une issue politique pour mettre un terme au capitalisme et aux institutions. - LdC)

2- Pas l'affaire des syndicats !

Surtout garder ses distances et ne pas en rajouter : malgré la succession d'accusations à l'encontre d'Eric Woerth, les syndicats restent fidèles à la ligne qu'ils se sont fixée dès le début de l'affaire. La question n'est « *pas de leur ressort* », martèlent-ils, et faute de preuve ou de démission, Eric Woerth reste leur interlocuteur sur la réforme des retraites. Ils font donc « *avec* ».

« *Pas question de mettre le doigt là-dedans ; ce n'est pas notre rôle* », explique l'Unsa. « *C'est un terrain compliqué. Nous n'avons aucune raison ni envie de s'y aventurer* », abonde la CFDT. Mais tous sentent le vent tourner et commencent à s'irriter des conséquences. « *Eric Woerth a forcément la tête à autre chose que les retraites et cela va devenir de plus en plus dur de discuter* », note la CGT, tandis que la CFDT regrette que « *la question des retraites passe à présent au second plan* ». (LesEchos.fr 07.07)

L'Etat les finance grâcement, vous ne voudriez pas qu'ils s'emmèlent quand éclate une affaire d'Etat ! Chiasseux, hypocrites, vendus, misérables !

Ce sont les mêmes qui se plaignent aujourd'hui que « *la question des retraites passe à présent au second plan* » et qui pendant des mois ont refusé de mobiliser la classe contre le projet scélérat du gouvernement sous prétexte qu'ils ne connaissaient pas ses intentions, et dès qu'elles ont été connues ils ont organisé une journée d'action à la veille des vacances d'été en espérant très fortement qu'elle sera un échec.

Espagne. La crise fait reculer la barbarie.

Le nombre de corridas en Espagne devrait chuter à 800 ou moins cette année, contre un millier en 2008, alors que les municipalités qui subventionnent ces manifestations réduisent leurs dépenses sur fond de crise économique et de rigueur budgétaire.

Dans des petites villes à travers le pays, des corridas sont purement et simplement annulées faute de subventions.

La station balnéaire d'Estepona, sur la Méditerranée, n'a pas pu trouver de promoteur pour organiser une corrida lors de son festival d'été qui a débuté mardi. (AP 07.07)

Chine.

Agricultural Bank of China (AgBank), troisième banque chinoise, a fixé le prix de sa double introduction en Bourse à Hong Kong et à Shanghai, ce qui devrait lui permettre de lever plus de 22 milliards de dollars (17,5 milliards d'euros) en hypothèse haute, plus grosse mise sur le marché jamais réalisée. Auparavant, la plus grosse introduction en Bourse jamais réalisée avait été celle d'Industrial & Commercial Bank of China avec 21,9 milliards de dollars en 2006.

AgBank, fondée par Mao Zedong en 1951, exploite un réseau important de succursales dans les campagnes chinoises ainsi que dans les grandes villes.

Il y a trois ans, AgBank était techniquement en faillite. Son redressement, à l'issue d'un sauvetage de 30 milliards de dollars, a été favorisé par la forte croissance que connaît le pays et le contrôle de l'Etat sur le secteur bancaire.

China International Capital Corp (CICC), Deutsche Bank, Goldman Sachs, JPMorgan, Macquarie et Morgan Stanley sont les banques organisatrices de l'opération à Hong Kong, avec la société de Bourse d'AgBank.

Pour la mise sur le marché à Shanghai, les banques sont CICC, Citic Securities, Galaxy et Guotai Junan Securities.

AgBank se fait coter en Bourse pour permettre au gouvernement d'atteindre son objectif, à savoir avoir les quatre plus grosses banques du pays cotées en Bourse.

Après avoir pour plusieurs d'entre elles connu des périodes d'insolvabilité, elle figurent maintenant parmi les plus importantes banques - et sociétés - en termes de capitalisation boursière.

De source au fait du dossier, on indique que l'offre d'AgBank à Shanghai a été environ 20 fois sursouscrite par les investisseurs institutionnels.

A Hong Kong, la demande institutionnelle provenait à 4% d'Asie, 30% des Etats-Unis et 25% d'Europe, selon une des sources concernées.

Les particuliers se sont en revanche montrés peu enthousiastes, à Shanghai, comme à Hong Kong.

L'introduction en Bourse, option de surallocation comprise, valorise AgBank à environ 150 milliards de dollars (près de 120 milliards d'euros), ce qui en fait la quatrième banque mondiale en terme de capitalisation boursière derrière ICBC, China Construction Bank et HSBC.

Présidée par Xiang Junbo, scénariste titré et héros de guerre, AgBank exploite 24.000 agences, emploie 441.000 personnes et revendique 320 millions de clients. (Reuters 07.07)

Le 8 juillet

En raison de la réponse que j'ai apporté à un courriel que j'ai reçu ce matin, je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site, j'ai seulement télécharger les principales infos d'hier dans mon disque dur. Je vous conseille vivement de lire ce courriel et ma réponse, 7 pages au total. Je ne me livrerai pas au même exercice tous les jours. J'attends vos réactions.

Le 9 juillet

Je n'ai pas le temps de causer ce matin, juste une réflexion à creuser.

Nous sommes dans une situation inextricable où il n'existe en réalité aucune issue politique. Pourquoi ? Parce que nous avons eu plus de 60 ans pour construire un parti ancré profondément dans toutes les couches du prolétariat et de la petite-bourgeoisie qui aurait pu devenir un

pôle de regroupement pour l'ensemble des exploités au moment où la crise du capitalisme allait éclater, et que nous en avons été incapables.

Bien des militants vont se dire que je suis complètement obnubilé par la question du parti et que cela me rend aveugle. Je pense au contraire regarder la réalité en face et ne pas m'en détourner. Prenez n'importe quelle question sociale ou politique et dites-nous comment on pourrait envisager de la résoudre. C'est tout simplement impossible en dehors des miettes dont il faudrait se contenter et dont l'ensemble du prolétariat est loin de profiter, ce qui ne veut donc pas dire qu'il n'y aurait rien à faire et que tout serait foutu. Les esprits malintentionnés à mon égard ne retiendront que l'introduction de la phrase précédente, qu'ils aillent voir ailleurs personne ne leur a demandé de se connecter sur ce site qui s'adresse à des militants et des travailleurs qui entendent réfléchir librement et qui sont encore capable de progresser politiquement.

Prenez le cas des retraites.

1- Sarkozy maintient son projet et le fait passer,

2- Sarkzoy retire son projet et le réécrit sans rien changer sur le fond,

3- Sarkozy est débarqué et Aubry en écrit une version quasi identique sur le fond en 2012.

Vous voyez une autre issue ?

A quoi cela aura-t-il servi de **se contenter** du mot d'ordre du retrait, quel bénéfice en retirer, notamment en terme de construction du parti ? Absolument aucun, car la question déterminante n'est pas le problème des retraites mais l'Etat et le gouvernement qui seraient à même de représenter nos droits et nos besoins et qui ne peut pas être l'Etat actuel des capitalistes ou un gouvernement dirigé par l'UMP ou le PS, mais un gouvernement dirigé par un véritable parti communiste auquel participerait différentes tendances révolutionnaires du mouvement ouvrier.

Or cet Etat ouvrier et ce gouvernement révolutionnaire ne sont pas prêts de voir le jour, et ce parti n'existe pas ou il n'a pas encore été construit, dès lors il n'y a pas de solution immédiate au problème que nous devons affronter en dehors de lier (subordonner) chaque combat pour nos revendications à la construction de ce parti pour que la perspective de cet Etat ouvrier et du socialisme deviennent plausibles ou représentent un nouvel espoir pour les millions de travailleurs et jeunes qui sont prêts à en découdre avec le régime. Est-ce à dire que nous allons encore perdre des droits ? On combat pour les préserver évidemment, mais il faut admettre que dans certaines conditions se soit impossible. Admettre la réalité, ce n'est quand même pas bien compliqué, non ? C'est dur à avaler, mais si on se positionne dans une perspective politique au-delà d'une bataille isolée ou considérée comme une abstraction détachée de notre objectif final, on digère déjà mieux nos défaites inévitables.

Ne cherchez pas ailleurs que dans l'absence du parti les raisons pour lesquelles nous nous retrouvons dans cette situation impossible, la même constatation vaut pour tous les pays (avec l'absence de l'Internationale). Si vous refusez ce constat, que pouvez-vous lui opposer ? Vous allez accuser le monde entier, vous en prendre au premier venu que vous allez traiter de con, cela vous avancera à quoi, à rien, allez-y cherchez, cherchez, creusez cette question, retournez-la dans tous les sens, vous ne parviendez jamais à trouver une autre réponse cohérente qui ne sera pas réfutée immédiatement, par les faits tout simplement et non par une quelconque théorie, on n'a même pas besoin de recourir à une théorie pour prouver que sans le parti nous n'atteindrons jamais notre objectif...

Voilà la réalité de la situation dont les militants doivent prendre conscience. Et c'est parce qu'on ne veut pas l'admettre qu'on cherche des raccourcis qui mènent infailliblement dans des impasses ou que l'on pense qu'en reniant les uns après les autres nos principes ou en abaissant notre programme au niveau du trade-unionisme on parviendra à avancer vers notre objectif, nous avons la preuve du contraire sous le nez chaque matin en ouvrant les yeux.

Je n'ai pas le temps d'argumenter ce matin, cependant sur la question du parti, son rôle et sa place dans le combat que nous menons, de nombreux militants rejettent la version que j'en donne et qui correspond aux enseignements de la révolution russe, pas seulement d'ailleurs, on pourrait remonter au *Manifeste* de Marx et Engels, à leur analyse de La Commune de Paris notamment, d'autres influencés par l'anarchisme estiment mêmes qu'il serait purement inutile. Qu'ils réfléchissent à ces deux articles de la Constitution de la Ve République où l'on comprend à la première lecture que l'Etat et les institutions sont organisées à partir des partis politiques, nous y reviendrons plus tard :

ARTICLE 3. La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret. Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

("ses représentants" qui sont issus des partis politiques - Lutte de classe)

ARTICLE 4. Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.

Ils contribuent à la mise en œuvre du principe énoncé au second alinéa de l'article 1er dans les conditions déterminées par la loi.

La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation.

On combat des partis par un ou des partis, vous n'allez pas affronter un soldat armé d'un fusil avec un bâton, on remplace un Etat par un autre Etat, on ne remplace pas une casserole percée par une assiette, etc.

Un dernier mot, je m'excuse auprès du camarade étudiant à qui je n'ai pas encore répondu, il comprendra. Bon week-end à tous.

Quelques infos en bref.

Affaire d'Etat Woerth-Sarkozy-Bettencourt, suite.

La télé de Sarkozy 1er en première ligne.

Le gouvernement a reçu un soutien implicite du directeur adjoint de l'information de TF1 et présentateur du JT de 13 heures, Jean-Pierre Pernaut, qui a parlé « *de nouvelles rumeurs une nouvelle fois lancées par un site Internet* ».

UMP se déchaîne contre la liberté d'expression.

Le ministre du Budget François Baroin a dénoncé mardi à l'Assemblée une « *cyber-cabale* »

Le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, a accusé Mediapart d'utiliser des « *méthodes fascistes* », ce qui lui vaut une plainte en diffamation de la part d'Edwy Plenel.

Mercredi le Premier ministre a reçu quelque 180 parlementaires de la majorité pour un discours digne d'un chef de guerre, devant Eric Woerth, il a fustigé les "*imprécateurs*" et assuré qu'il ne céderait pas "*à l'agitation*".

François Fillon a aussi pris la défense de Nicolas Sarkozy, "*cible des faiseurs de scandale*".

Le chef de l'Etat a déclaré, devant les députés du Nouveau Centre reçus à l'Elysée, au sujet du directeur de la rédaction de Mediapart : "*Au niveau déontologie, c'est inimaginable. Mais ça va lui retomber sur la tête*", selon un témoin de cette réception.

Nadine Morano, en sortant de Matignon mercredi après-midi :

« *Aujourd'hui, ce sont des méthodes des années 30 avec des sites Internet qui utilisent des méthodes fascistes. J'en appelle à votre vigilance. Un jour, cela peut vous arriver d'avoir votre honneur jeté aux chiens.* »

"*Un jour, cela peut vous arriver d'avoir votre honneur jeté aux chiens*", a-t-elle dit à la presse, dénonçant "*une espèce de collusion médiatico-politico-trotskyste qui essaie de jeter l'honneur d'Eric Woerth*" en pâture.

Elle faisait allusion à la jeunesse militante trotskyste d'Edwy Plenel, fondateur de Mediapart et ancien directeur de la rédaction du Monde.

Rectifions "*médiatico-politico-hitlero-trotskyste* !

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi s'est fait plus précis, sur France Info :

« *Lorsque je vois ce fameux site-là qui me rappelle, dans son comportement, une certaine presse des années 30, j'ai en mémoire Clemenceau, Salengro, plus proche de nous Bérégovoy.* »

Eric Raoult, député UMP de Seine-Saint-Denis et maire du Raincy, pense lui que le site Mediapart "*pourrait être implanté à Cuba*".

Pression sur les témoins et rapport bidouillé.

Claire Thibout se rétracte, même partiellement ? Pour Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée, "*la vérité est rétablie*".

Dans un chat sur Le Monde.fr, le journaliste du *Monde* Gérard Davet estime que "*personne n'a forcé [Claire Thibout] à s'exprimer dans Mediapart*", et que son revirement est dû à la pression médiatique et politique. (J'ai entendu hier soir aux infos sur TV5Monde Asie un journaliste de Mediapartqui s'était exprimé sur France 2, il a dit qu'il avait interviewé Claire Thibout à deux reprises devant un témoin afin que personne ne puisse crier à la manipulation. - Lutte de classe)

L'Inspection générale des finances "*aura finalisé son rapport*" sur la gestion du dossier fiscal de Liliane Bettencourt lundi "*au plus tard*" au lieu de vendredi annoncé précédemment a-t-on appris jeudi soir dans un communiqué laconique, précisant sans plus de détails que ce rapport faisait suite à une lettre de mission du 1er juillet du ministre du Budget François Baroin.

"*Je compte beaucoup*" sur le "*rapport de l'Inspection générale des finances*", avait déclaré mardi le ministre du Travail Eric Woerth, après de nouveaux rebondissements dans l'affaire.

Au Palais ils comptent sur les trois prochains jours pour voir comment évolue la situation de façon à définir le contenu qu'ils vont donner à ce rapport, on n'est pas dupe !

Sarkozy contesté, Fillon se contredit.

"*Je ne vois pas comment ça peut durer longtemps*", estime cependant le sénateur centriste Jean Arthuis, pour qui "*les conditions de la sérénité*" ne sont pas remplies.

"*Il faudrait des actes pour sortir de cette crise de régime*", a de son côté estimé le député Jérôme Cahuzac (PS), jugeant que pour cela le chef de l'Etat a "*deux solutions*": "*soit il dissout, soit il remanie le gouvernement*".

Cette seconde possibilité a les faveurs de l'ex-Premier ministre, Alain Juppé, qui a ébréché l'union de son camp en plaidant pour un "*profond remaniement*" et un "*changement de méthode*" afin de "remettre le gouvernement en situation de gouverner". Certains deputés UMP demandent aussi une intervention publique de Nicolas Sarkozy.

Fillon a repoussé l'idée d'un remaniement ministériel à très court terme n'y voyant pas une "priorité politique". Deux jours plus tôt, il défendait le contraire, selon des sources UMP. (Rue89, Lepost.fr, Lepoint.fr, AP et Reuters 07.07)

Le PS aussi pourri que l'UMP

La députée PS des Bouches-du-Rhône Sylvie Andrieux a été mise en examen jeudi soir par le juge Franck Landou pour "*complicité de détournement de fonds publics et complicité de tentative d'escroquerie*", a-t-on appris de source judiciaire.

Sylvie Andrieux se voit reprocher son rôle dans l'attribution de plus de 700.000 euros de subventions par le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur à des associations fictives. (AP 08.07)

La concurrence mondiale entre capitalistes fait rage.

1- France

Le déficit commercial de la France a fortement augmenté à 5,5 milliards d'euros en mai après 4,258 (révisé) le mois précédent en raison d'un recul des exportations, selon des données CVS/CJO publiées mercredi par les Douanes.

Les exportations FAB en données CVS/CJO ont reculé à 29,886 milliards d'euros contre 31,532 milliards en avril tandis que les importations se sont élevées à 35,386 milliards d'euros contre 35,790 milliards le mois précédent.

Le déficit commercial cumulé depuis le début de l'année se monte à 21,239 milliards d'euros en données CVS contre 19,013 milliards sur les cinq premiers mois de 2009. (Reuters 07.07)

2- Etats-Unis

Les Etats-Unis sont en bonne voie pour doubler leurs exportations en cinq ans, a déclaré mercredi Barack Obama à l'occasion de la nomination des derniers membres de son Conseil à l'Export.

En réponse aux craintes au sein de son propre parti, le parti démocrate, et des syndicats sur le libre-échange et ses effets sur l'emploi, Barack Obama a pris soin de souligner qu'il se battrait pour assurer aux exportations américaines un accord équitable. Il a cité la Chine

comme un marché clé pour les entreprises américaines.

En réponse aux craintes au sein de son propre parti, le parti démocrate, et des syndicats sur le libre-échange et ses effets sur l'emploi, Barack Obama a pris soin de souligner qu'il se battrait pour assurer aux exportations américaines un accord équitable. Il a cité la Chine comme un marché clé pour les entreprises américaines.

En conséquence de ces politiques, et d'une reprise économique mondiale, les exportations ont crû lors des quatre premiers mois de 2010 de près de 17% par rapport à la même période de l'an dernier, note la Maison Blanche dans son rapport sur les exportations.

Cela place les Etats-Unis en bonne voie pour atteindre l'objectif du président (annoncé en janvier lors de son discours sur l'état de l'Union) de doubler les exportations et de soutenir plusieurs millions de nouveaux emplois sur cinq ans.

Selon la Maison blanche, l'accord commercial avec la Corée du Sud annoncé lors du sommet du G20 à Toronto en juin, devrait accroître les exportations de 10 à 11 milliards de dollars (8 à 8,7 milliards d'euros) et soutenir 70.000 emplois, selon ses estimations. (Reuters 07.07)

Le 10 juillet

Depuis la parution du dernier courriel et ma réponse ainsi que la causerie d'hier qui en était pour ainsi un complément, j'ai reçu trois courriels, le premier provient d'un metallo à la retraite de la CGT (ex-PCF puis PT), le second de l'auteur (CCI-POI) du précédent courriel auquel j'avais répondu dans une causerie, le troisième de l'auteur (sympathisant du POI, ex-PCI) du dernier courriel

1- "*Pas un seul mot à retirer*", notamment "*à la causerie du 19*",

2- "*C'est vrai : sept grosses pages bien tassées pour répondre à un courriel inconsistant ! Y en a qui ont vraiment du temps à perdre…*"

3- "*Que d'acharnement, de lignes, de pseudo-arguments pour un courriel inconsistant!!! Quant à la citation de Trotsky " dans l'absolu....", on voit qui est le falsificateur, adepte des forces productives qui n'en finissent plus de croître, alors que depuis des décennies la barbarie déferle sur l'ensemble de la planète.*"

Ce n'est pas parce qu'un courriel serait inconsistant, c'est ainsi que l'on appelle les arguments produits à l'emporte-pièces, qu'il faudrait forcément immiter son auteur ou qu'il serait impossible de développer un argumentaire à partir d'un sujet ou fait évoqué, un mot suffit parfois, par exemple le mot Etat que bon nombre de dirigeants ont beaucoup de peine à prononcer sans se brûler la langue apparemment, Lénine en avait fait un sujet de causerie en 1919.

L'auteur du troisième courriel ne se rend même pas compte de la confusion dans laquelle il est tombé, on le remercie de l'exposer ici clairement. C'est ce qui arrive quand on reproduit aveuglément une idée ou une position, à travers son témoignage il s'emploie à nous le prouver, il n'y a donc rien à ajouter, cependant pour ceux qui ne seraient pas familiarisés avec la question évoquée ici, je vais leur traduire.

Les "*forces productives qui n'en finissent plus de croître*", c'est parfaitement exact à l'échelle mondiale avec l'augmentation de la démographie et de la main d'oeuvre, on pourrait ajouter les moyens de production, les usines, les machines, la production elle-même, l'ensemble étant incomparablement plus développé qu'en 1938, même un gosse de 10 ans le comprendrait, ensuite, "*depuis des décennies la barbarie déferle sur l'ensemble de la planète*", c'est exact aussi mais pas contradictoire avec l'augmentation des forces productives, c'est là que se situe la confusion évoquée plus haut, la barbarie s'exprime par la transformation d'une partie des forces productives en forces destructives, une partie seulement mais pas la totalité, on peut évoquer les milliers de milliards de dollars ou d'euros consacrés à l'économie de guerre ou d'armement dans le monde qui engloutissent une masse colossale de forces productives ou encore les dizaines de milliers de milliards de dollars envolés lors de crises, il n'en demeure pas moins que globalement ou dans l'absolue les forces productives continuent de croître à l'échelle mondiale de même que le PIB mondial qui en est la traduction la plus visible ou parlante. Pour Marx et Engels notamment dans l'"*Adresse à l'autorité centrale de la ligue des communistes*", les forces productives étaient synonymes de moyens de production, dans le *Capital* également dans différents chapitre, je n'ai pas le temps ici de faire des recherches. Parfois ils intégreront aux forces productives la force de travail elle-même, les travailleurs en chaire et en os ou ils les aborderont uniquement sous cet aspect, selon les besoins de leurs démonstrations. Vaut mieux préciser !

Lénine dans *Impérialisme stade suprême du capitalisme* ou Trotsky lorsqu'il a rédigé le *Programme de transition* devaient être des sots pour ne pas avoir compris que les forces productives continuaient de croître bien qu'une partie soient voués à la destruction ou la "*barbarie*", selon l'auteur de ce courriel. Que certains dirigeants n'aient pas cru bon de retenir l'analyse de Lénine et Trotsky, qu'ils ne l'aient pas compris ou qu'ils aient trouvé utile de la falsifier, ce n'est pas une raison pour leur emboîter le pas et les croire sur parole ou répéter indéfiniment leur erreur.

On ne va pas s'éterniser sur cette question, citons deux autres "crétins" qui n'avaient rien compris au développement du capitalisme

1- "*Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce.*

Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein.

Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir." (Le Manifeste du parti communiste - Marx et Engels - 1847-48)

Ce qui explique que sans guerre mondiale depuis 65 ans "*en conquérant de nouveaux marchés* (Les "tigres" et les "dragons" asiatiques dans les années 70, puis la Chine et d'autres pays dits émergents depuis le début des années 90) *et en exploitant plus à fond les anciens*", la bourgeoisie a réussi à surmonter plusieurs crises du capitalisme, notamment je précise, sinon on va m'accuser de faire l'impasse sur le stalinisme (et la lutte des classes) qui n'est pas le sujet ici, bien qu'il ait été déterminant sur le plan politique pour permettre au capitalisme d'assurer sa survie.

"*Cependant la plus-value étant le but de la production capitaliste, la baisse du taux du profit ralentit la formation de capitaux nouveaux et favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la surabondance de capital et la surpopulation. Aussi les économistes comme Ricardo, qui considèrent la production capitaliste comme une forme définitive, constatent-ils qu'elle se crée elle-même ses limites et attribuent-ils cette conséquence, non pas à la production, mais à la Nature (dans la théorie de la rente). Ce qui les épouvante surtout dans la baisse du taux du profit, c'est le sentiment que le régime capitaliste rencontre dans le développement des forces productives, des bornes qui n'ont rien à voir avec la production de la richesse en elle-même, des limites qui établissent le caractère historique, passager, du mode capitaliste et montrent qu'à un moment donné il doit forcément se trouver en conflit avec les conditions mêmes de son développement.*" (Extrait du Capital de K. Marx – Livre III - Chapitre XIII - Loi de la baisse tendancielle du taux de profit – Nature de la loi).

La distinction que Marx a pris soin de préciser entre forces productives et la production de la richesse, n'invalide pas le fait qu'elles continuent de croître, d'ailleurs si ce n'était pas le cas, il n'y aurait tout simplement pas ou plus de crises du capitalisme !

On voit ici à quelle absurdité ou non-sens aboutit la théorie qui consiste à prétendre que les forces productives auraient cessé de croître, elles entrent au contraire en permanence en conflit avec le mode de production devenu trop étroit pour les contenir avec les conséquences que Marx a décrites. falsificateur" ?

On peut ajouter que par bien des aspects le *Programme de transition* manquait de précision ou que certaines questions économiques y ont été traitées très sommairement, pour ne prendre qu'un exemple :

"*Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'État et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre.*"

Quand on compare le mode de vie des années 30 avec celui de notre époque, force est de constater que la première proposition ne peut pas être retenue. La seconde n'évoque que les périodes de crise, or aux périodes de crises et de destruction massive de forces productives succèdent des périodes de relatives croissances économiques ou nouveaux développements économiques, ce constat n'est donc pas à prendre non plus dans l'absolu. Les deux dernières traduisent certains développements qui accompagnent chaque crise à des degrés divers et demeurent valables.

Quand on évoque les différents aspects du capitalisme pour en comprendre le développement ou l'orientation, pour en avoir une vision la plus proche possible de la réalité, il faut les considérer à l'échelle mondiale. Si l'on s'en tient à ce qui se passe dans un pays pour en tirer des conclusions générales ou à l'échelle mondiale, on prend le risque de se méprendre sur la situation. En France par exemple tout fout le camp, la protection sociale et les conditions de travail, les emplois, le niveau de vie, etc. et si on se tourne vers la Chine, on constate que le mouvement inverse est en train de s'amorcer, timidement, partiellement, certes, tandis qu'en France des pans entiers de la petite-bourgeoisie sont en train de se prolétariser, en Chine se développe une importante petite-bourgeoisie, etc. (il y a ce matin un article de presse qui traite justement de l'implantation soutenue des marques de luxe en Chine car le marché chinois est devenu juteux pour elle, Arnault (LVMH) va encore accroître sa richesse !).C'est pour ainsi dire en schématisant l'histoire des vases communicants, il nous faut donc prendre en compte à la fois ce qui se passe en France et en Chine pour comprendre la situation qui se développe en ce moment même sous nos yeux à la fois dans chaque pays et dans le monde, sinon on ne comprend plus rien ou on interprète tout de travers.

J'actualiserai les différentes rubriques plus tard dans la journée ou demain, je dois absolument aller à Pondichéry pour régler ma facture de

téléphone, c'est le dernier jour avant la coupure, donc plus d'Internet !

Le complément de la mi-journée

Lu la réaction suivante d'hier d'un internaute à propos de l'affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt sur un blog Lepost.fr : "*Vous trouvez ça normal que le Figaro dispose du compte-rendu de l'audition de la comptable à peine cette audition terminée ? Vous trouvez normal qu'aucun journal ne parle du nombre de partis politique en France : 28 en 1995, 283 aujourd'hui (dix fois plus) ?*"

Je ne les ai pas comptés, il doit s'agir des partis et formations politiques assimilées (organisations, groupes, comités, etc)... Cette explosion de formations politiques regroupant de un à quelques centaines de milliers d'adhérents traduit les réserves ou les a priori de la population envers les partis traditionnels, mais pas seulement, vis-à-vis aussi des solutions ou programmes politiques qu'ils proposent, des idéologies ou des théories qu'ils véhiculent après le constat qu'aucune n'avait permis d'éviter la situation que nous connaissons aujourd'hui, à tort ou à raison...

La question du parti n'est pas remise en cause en soi, c'est la crédibilité des principaux partis qui l'est et là pour le coup à raison.

Le morveux du Palais mouché.

Invité sur BFM TV pour réagir aux attaques du gouvernement contre Mediapart, Jean-François Kahn a donné sa définition de ce qu'on appelle un lynchage médiatique.

"*Je peux vous dire une chose, c'est qu'on a assisté à un lynchage médiatique, qui est le lynchage de Chirac la dernière année. Mais qui nous donnait les infos pour lyncher Chirac? Qui distillait les informations? C'était Nicolas Sarkozy*". (Lepost.fr 09.07)

Haineux et revenchard.

Secrétaire d'Etat "*démissionnaire*" du gouvernement, Alain Joyandet est redevenu maire de Vesoul et député. Il va par ailleurs abandonner son siège au conseil régional de Franche-Comté, pas assez intéressant pour le monsieur sans doute.

A peine rentré, le revoilà aux affaires. Et quand le maire de Vesoul a un souci à régler, il peut compter sur la bienveillance des journalistes de son hebdo pour le défendre.

Mais cette fois, c'est carrément Alain Joyandet en personne qui a décidé de prendre la parole dans son journal, La Presse de Vesoul.

Dans une tribune intitulée "*Je suis au travail malgré la désinformation de France 3 Franche-Comté*", il s'en prend directement au travail des journalistes de la chaine de télévision régionale.

Plus grave, l'ex-membre du gouvernement met directement en cause l'indépendance et le traitement des journalistes de France 3 : "*cette tribune est destinée (...) à mes concitoyens de Haute-Saône et de Franche-Comté pour illustrer la fiabilité de l'information qu'ils reçoivent en provenance de France 3 Franche-Comté (...)*"

"*Jusqu'où peut dériver un ex-secrétaire d'Etat ?*" se demande en toute logique le syndicat national des journalistes (SNJ) à la suite de cette campagne de dénigrement d'Alain Joyandet à l'encontre de France 3.

Dans un communiqué, le seul syndicat représentatif de journalistes à France Télévisions, affirme son total soutien aux journalistes en poste à Vesoul visés en partie par cette basse attaque. "*Après vérification, nous pouvons affirmer que contrairement à l'ex-secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, nos confrères n'utilisent pas de jet privé à 116 500 euros le déplacement, ce qui préserive les contribuables qui financent France Télévisions par la redevance, et que le permis de construire de leur bureau de France 3 à Vesoul ne suscite aucune interrogation*".

L'Express du 25 septembre 2008 consacrait un dossier complet au "*système Joyandet*". Dans ces pages, l'un de ses proches s'exprimait : "*c'est vrai, nous n'attaquerons jamais Alain Joyandet dans les journaux du groupe.*"

Avant de reconnaitre quelques lignes plus loin que "*en 1995, (...) une partie du programme électoral (d'Alain Joyandet qui se présentait aux municipales, ndlr)*" a été écrit dans les locaux de La Presse (de Vesoul, ndlr).(Lepost.fr 09.07)

Le record de la honte à battre.

Quelque 14 670 immigrés en situation irrégulière ont été expulsés de la France métropolitaine et 115 filières d'immigration clandestine ont été démantelées au premier semestre de l'année en cours, selon un bilan du ministère de l'Immigration.

Eric Besson a fixé un objectif de 28 000 reconduites à la frontière et de 200 filières démantelées à la fin de l'année. En 2009, plus de 29 000 sans-papiers ont été expulsés pour un objectif de 27 000.

Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, 115 filières ont été démantelées contre 77 au premier semestre 2009, soit une progression de 50%.

Dans le même temps, 2421 trafiquants de migrants (organisateurs, passeurs, logeurs, fournisseurs) et 880 employeurs d'étranger sans titre de travail ont été interpellés .

En revanche, la France a délivré 90 838 titres de long séjour, dont 13 077 pour motif professionnel (-2,7%), 41 238 dans le cadre du regroupement familial (+3,1%), 31 744 pour les étudiants (+28,6%) et 4779 pour les demandes d'asile.

Par ailleurs, le nombre d'étrangers ayant accédé à la nationalité française par mariage ou par décret a augmenté de 11,7%, passant de de 56 251 au premier semestre 2009 à 62 824 au premier semestre 2010. (Lexpress.fr 09.07)

Le journal du parti de l'ordre au cynisme sans borne s'inquiète et titre : *Canicule : la chaleur diminue la productivité des salariés.*

En cas de canicule, les personnes travaillant à l'extérieur, plus vulnérables que les autres, 15 personnes sont mortes au travail à cause de la chaleur en 2003, essentiellement des employés du BTP -, pourront par exemple s'abstenir de travailler.

Surtout, les entreprises non équipées de climatiseurs devraient mettre en place des ventilateurs, des brumisateurs, des stores extérieurs ou encore des volets. Ou encore aménager les horaires de travail de façon à travailler aux heures les moins chaudes de la journée et éviter le travail physique, comme le préconise l'Inrs.

Et ce n'est pas seulement le bien être du salarié qui est en jeu. C'est aussi la productivité de l'entreprise.

Car si l'on a trop chaud, «*on est plus fatigué, moins concentré*», explique Jean-Pierre Meyer, chercheur à l'Inrs. La qualité du travail des salariés, forcément, s'en ressent. De nombreuses études mettent en évidence une augmentation du taux d'erreur en atmosphère chaude. Les temps de réponse sont plus longs, le degré de précision plus faible. «*C'est pourquoi il faut être particulièrement vigilant aux professions qui requièrent une forte attention, comme les contrôleurs aériens ou les agents de surveillance, et veiller à ce qu'ils travaillent dans une ambiance tempérée*», précise Jean-Pierre Meyer. Et pour lutter contre la baisse de la vigilance, la perte de concentration, se reposer ou faire une pause ne servent à rien. Une seule solution : se rafraîchir. (Lefigaro.fr 09.07)

Chine.

Le luxe profite pleinement de l'émergence d'une classe moyenne avide de consommation.

Hausse des salaires, émergence d'une classe moyenne avide de consommation... la nouvelle phase de développement dans laquelle entre la Chine profite pleinement aux entreprises de luxe françaises. Implantée depuis treize ans dans l'empire du Milieu, le géant français des cosmétiques L'Oréal y trouve son salut. L'an dernier, en pleine crise, l'enseigne voyait ses ventes progresser de 25%, profitant pleinement de l'émergence d'une classe moyenne avide de consommation. Le luxe en profite aussi.

La nouvelle phase de développement chinoise pourrait sourire aux Français. Président de la Hutong School, et membre fondateur de la Jeune Chambre économique des Français de Pékin, Jérémie Rossignol constate qu'il y a eu «*trois vagues*» d'arrivée pour les entreprises étrangères.

La première, il y a une vingtaine d'années, concernait surtout les grands groupes venus chercher les coûts bas, pas le consommateur. Puis, une deuxième vague, il y a une dizaine d'années, avec les débuts d'un marché intérieur offrant notamment des opportunités pour la grande distribution.

Aujourd'hui, la troisième vague voit l'élargissement de la classe moyenne d'une part, et d'une classe très aisée d'autre part. «Et ce n'est qu'un début, estime Jérémie Rossignol, avec une forte demande pour les marques et les secteurs à forte valeur ajoutée, la partie change de terrain.

Directrice d'Ubifrance en Chine, Isabelle Fernandez incite ainsi à regarder vers ces villes dites «s*econdaires* », qui, ici, sont nombreuses à aligner des millions d'habitants. «*La politique de rééquilibrage du gouvernement chinois au profit de l'ouest du pays crée de belles opportunités* », assure-t-elle, donnant pour exemple la ville de Chengdu, dans la province du Sichuan. Une mission est ainsi organisée en septembre à Chongqing, cette gigantesque métropole aux 32 millions d'habitants. En 2009, le taux de croissance y était de 14,9 %, contre 8,7 % pour le reste de la Chine. (Lefigaro.fr 09.07)

Le 11 juillet

Pas le temps de causer. J'ai mis en ligne des articles intéressants dans la rubrique *Info social et politique*. Je remercie le camarade Philippe pour son courriel d'hier. Il s'agit d'un enseignant (ex-PCI) qui soutient financièrement le site, il est en chimiothérapie depuis des mois, on lui souhaite un prompt rétablissement.

Ton soutien m'est précieux, car tu as bien compris en tant que fonctionnaire, que dans mon discours sur les fonctionnaires je faisais la part des choses et que mon objectif n'était pas de leur taper dessus, mais d'exposer simplement la place et le rôle qu'ils remplissent dans les rapports entre l'Etat et le prolétariat dont ils sont une composante, ajoutons, et dont ils sont très peu à avoir conscience, comme le reste du prolétariat d'ailleurs.

Les partis et nos dirigeants s'emploient à vouloir expliquer à des travailleurs qui n'ont pas le permis de conduire comment on pilote un bolide sur un circuit de Formule 1, donc ils sont inaudibles et ils l'ont toujours été, car c'est une constante chez eux. C'est comme si un prof voulait expliquer l'emploi du conditionnel passé à un élève qui sait à peine lire, c'est hallucinant, délirant, mais nos dirigeants ne s'en rendent même pas compte, et le pire c'est que la plupart sont eux-mêmes des profs ! Quels profs ils doivent être entre nous ! Il y a de quoi se frotter les yeux et se demander si on ne rêve pas, hélas non, c'est la stricte réalité.

Je pensais répondre plus longuement à ce courriel, mais comme je crains de ne pas en trouver le temps, on se contentera de la brève réponse que j'ai rédigée hier soir. Les passages en italique sont de Philippe, ma réponse entre parenthèses.

"*Je suis toutefois toujours régulièrement tes causeries. Certes, tout cela n'est pas très productif, j'en conviens ! Seul devant son ordinateur on ne sert pas à grand chose. Mais c'est faute de mieux pour l'instant. Je peux difficilement te donner un point de vue politique étayé, puisque comme je viens de te l'expliquer, je suis plutôt "hors de la réalité sociale et politique".*

- Je ne serai donc pas en mesure de te proposer des argumentaires étayés pour t'aider dans tes réflexions. Je peux cependant (et je vais essayer de le faire dans la mesure où mon état de forme me le permet, comme aujourd'hui), d'intervenir de façon courte mais plus fréquente, sur quelques aspects ponctuels que je peux percevoir.

- J'ai particulièrement apprécié tes réponses aux courriels des dogmatiques qui se prétendent marxistes et qui n'ont pas d'autres arguments à proposer que l'invective. Tu as raison de prendre le temps de développer tes réponses, car si leurs couriels sont effectivement inconsistants, n'oublie pas finalement que ce n'est pas à eux que tu réponds (je pense que leur dogme relève de la catéchèse et qu'ils sont irrécupérables), mais à tous ceux qui se connectent sur le site et auxquels tu apportes des réponses face à ces olibrius qu'is rencontrent dans leur activité militante. Je t'invite toutefois à rester le plus poli possible, et ne ne pas user de l'invective toi-même. Tu seras d'autant plus crédible aux yeux des autres militants, et donc d'autant plus efficace. Rien de tel qu'une réponse froide, posée et argumentée face à des agités du bocal qui ne sont capables que de crier, comme des roquets, des dogmes stupides. Ils se discréditent d'eux-mêmes face à tout militant qui tente de réfléchir un tant soit peu. Quant aux autres (ceux qui ne réfléchissent pas !), ils ne nous intéressent pas.

(J'hésite parfois entre être naturel comme si je laissais de côté ma conscience politique, alors que c'est elle qui me guide. Quand on observe les réactions des gens, on se rend compte que parfois ils sont davantage guidés par leurs émotions et d'autres fois ils sont guidés par une réflexion, pour qu'elle se développe cela nécessite du temps, on a perdu beaucoup de temps ces dernières décennies, le "on" est inclusif. Tu as raison, on a tous des faiblesses, il faut savoir garder son calme, je vais me replonger dans le stoïcisme ! On peut avoir développé un certain niveau de conscience et avoir un caractère pas toujours facile ou être confronté à des problèmes dans la vie que l'on supporte plus ou moins bien, l'un n'empêche pas l'autre, donc parfois certaines réactions le rappellent, j'ai presqu'envie d'ajouter, utilement, car on a tendance à exiger des autres qu'ils soient parfaits, alors qu'on ne l'est pas non plus, à la différence de beaucoup de gens, je ne m'en cache pas, on est comme on est comme disait Prévert. Marx avait un caractère de cochon parfois, c'est F. Mehring qui raconte cela dans la biographie qu'il lui a consacré, il n'était même pas capable de respecter un engagement avec ses éditeurs, et quand ils s'avisaient de lui rappeler, le père Marx s'emportait violemment... Vous m'excuserez d'évoquer Marx ici, on a les références qu'on peut ou qu'on veut.)

- je suis effaré de voir le décalage incommensurable que je perçois en France entre, d'un côté, une situation politique et sociale qui permet d'éclairer plus que jamais les gens sur la réalité du capitalisme et la nécessité d'en finir avec lui, et l'absence criminelle d'orientation politique claire et résolue des partis ouvriers contre le capitalisme et ses représentant en France, le gouvernement Sarkozy-Kouchner etc, soutenu par le PS et consorts.

(J'ai fait le même constat, c'est criminel et dramatique !)

- Il n'y a pas si longtemps encore, mes enfants se moquaient gentiment de moi et de mon anticapitalisme, me prenant pour un phénomène d'un autre temps n'ayant rien compris au monde moderne. Aujourd'hui, ils sont beaucoup plus attentifs à mon discours, et ne me considèrent plus comme un doux dingue. Ma fille est même venue me raconter l'autre jour comment l'une de ses copines, d'une famille petite bourgeoise sarkozyste qui défendait jusque là la politique de ce gouvernement, était elle et sa famille devenus virulents et prêts à faire grève parce qu'eux aussi en prenaient plein la figure avec l'offensive du capitalisme contre les peuples à l'échelle de l'Europe. Revenant d'un voyage en Angleterre où elle a logé dans des auberges de jeunesse, ma fille m'a également raconté que les nombreuses rencontres avec des jeunes

d'autres pays européens qu'elle y a faites ont mis en évidence que partout c'est la même politique avec les mêmes arguments qui s'applique: chaque gouvernement explique à son peuple qu'il faut "réformer" le système de retraite parce que c'est indispensable à la préservation des retraites, et qu'il faut s'aligner sur les autres pays européens qui l'ont déjà fait !!!!

(Un parti qui se construirait véritablement dans la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs consacrerait au moins une ou deux pages de son journal à expliquer aux travailleurs ce qu'est le socialisme, ce qu'ils seraient en droit d'en attendre, cette rubrique n'existe pas dans IO et j'image dans les journaux des autres partis. Le capitalisme a le champ libre. En quoi la critique du capitalisme suffirait-elle en soi à constituer une issue politique aux travailleurs ? En rien. En quoi le combat pour nos revendications permettrait-il de susciter l'espoir dans une société meilleure au-delà du capitalisme ? En rien. Nos dirigeants nous proposent un mur, une impasse, ils participent directement à créer une situation où il est impossible de percevoir la moindre issue politique. Le font-ils consciemment ou est-ce leur incompétence politique qui s'exprime ainsi ? On laissera chacun libre d'en penser ce qu'il veut, mais disons qu'un tel acharnement à refuser obstinément de s'attaquer à l'Etat et ses représentants, à ses institutions, au moment même où une crise politique s'est ouverte en France sur fond de crise profonde du capitalisme ne peut que faire douter les militants sur leurs réelles intentions.)

- Bon courage à toi. Je sais que tu t'interroges souvent sur l'utilité ou non de poursuivre le site. C'est vrai que s'il ne sert qu'à quelques "spectateurs" comme moi, c'est bien de l'énergie dépensée inutilement. J'ose espérer que nombre de militants actifs s'y connectent régulièrement. C'est pour eux qu'il faut poursuivre. Toi seul est en mesure de savoir s'il y en a. Peut-être la mise en place d'un forum simplifié sur le site permettant à ces militants d'amorcer un dialogue, et ainsi d'entrer concrètement en contact entre eux sur le terrain en France pourrait être une piste.

(Je ne sais pas si cela vaut le coup ou serait faisable, on pourrait imaginer que les militants qui se connectent sur le site et qui partagent une grande partie des positions que je défends se rencontrent, malheureusement je n'ai pas pu récupérer leurs adresses électroniques après que mon disque dur ait été détérioré, je dois avoir moins de dix adresses sous la main. On en reparlera plus tard. La plupart des forums sont inintéressants, tu as une poignée de militants qui interviennent et ce sont toujours les mêmes, et quand on voit le niveau des discussions on zappe rapidement, personnellement je n'ai pas visité un forum depuis au moins un an, sans intérêt. En plus il faut le gérer, éliminer les parasites, c'est ce qu'il y a de plus, dès qu'un tel forum existerait, les parasites que tu as évoqués dans ton courriel se jetteraient dessus, tiens un d'entre eux m'a renvoyé un nouveau courriel, je ne lui répondrai pas et plus.)

Quelques infos en bref.

Opération blanchiement en cours.

Le dossier professionnel de Florence Woerth a été saisi par la police, vendredi, dans les bureaux du gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, écrit samedi le Journal du Dimanche.

La police a saisi les bulletins de salaire de l'épouse du ministre du Travail Eric Woerth, qui gagnait 180.000 euros par an, ainsi que des échanges de courriers entre la salariée et son patron, qui était mécontent de la voir aussi siéger au conseil d'administration d'Hermès.

"*Je m'en réjouis. Ça permettra d'éclairer, de tordre le cou à des fantasmes ou à des opérations de déstabilisation*", a dit l'avocat de Florence Woerth à Reuters, sans pouvoir confirmer la saisie de ces documents.

Florence Woerth a demandé à être entendue par le procureur de Nanterre, Philippe Courroye, qui a accepté, a ajouté Antoine Beauquier.

"*J'ai rencontré le procureur de la République qui m'a dit: 'Je vais l'entendre'*", a déclaré l'avocat. "*Je lui ai remis une lettre de Mme Woerth dans laquelle elle précise toute une série de choses sur sa carrière professionnelle et ses activités au sein de la société Clymène, et qui démontre qu'elle n'avait en rien la charge des aspects fiscaux.*" (Reuters 10.07)

Faire saisir serait-il plus juste de dire, des documents et des lettres et faire ensuite disparaître tout ce qui pourrait être compromettant... Le juge Courroye ami de Sarkozy va s'en charger.

Espagne. Décomposition du régime et décomposition politique.

Plus d'un million de personnes se sont rassemblées samedi à Barcelone pour réclamer une plus grande autonomie de la Catalogne et pour protester contre une récente décision de justice interdisant à cette région espagnole de se qualifier de "Nation". Les manifestants étaient 1,1 million selon la police, 1,5 million selon Omnium Cultural, qui organisait le rassemblement. La Gran Via et le Paseo de Gracia étaient noirs de monde.

Au dessus de la foule étaient brandis des drapeaux catalans et des banderoles proclamant "Nous sommes une Nation".

Environ 1.400 organisations -partis politiques, syndicats, associations culturelles et commerciales- avaient appelé leurs membres à manifester, selon Daniel Jove, porte-parole des organisateurs. (AP 10.07)

Le 12 juillet

Plusieurs sujets de causerie aujourd'hui. Je me suis relu rapidement, il est déjà midi et je dois sortir. Bonne semaine à tous.

1- Je vous conseille de télécharger, lire, étudier et discuter le document élaboré par le département des Affaires économiques et sociales de l'ONU intitulé *Plan de réforme du système financier international*, tout y est ou presque (je n'ai pas eu le temps de l'étudier en détail) sur l'évolution du capitalisme, la crise actuelle, les moyens qu'ils ont mise en oeuvre pour la contenir, comment ils comptent s'en sortir, la lutte des classes est omniprésente en filigrame ainsi que les contradictions fondamentales du système économique capitaliste plus explicitement. Il intéressera tous les responsables politiques.

2- Lu dans les publications de deux tendances ou courants du NPA.

Vous voulez savoir ce que c'est une falsification, en voici un exemple, je ne fournis pas la source volontairement car j'ai honte pour les militants qui ont écrit ces lignes :

2.1- La première tendance ou le premier courant.

-" *le POI s'aligne totalement sur la politique de la direction de FO, en refusant de critiquer clairement la tactique des journées d'action dispersées et de se battre pour l'auto-organisation des travailleurs afin d'imposer les conditions de la grève générale.*"

Faux, dans chaque numéro d'Informations ouvrières le POI dénonce clairement les journées d'action, prenez n'importe quel numéro pour le vérifier immédiatement. De plus en prenant l'initiative de constituer des comités d'unité, le POI s'emploie en permanence et pas seulement occasionnellement (collectif contre le TCE ou le CPE et puis plus rien) à organiser travailleurs et militants d'horizons divers. Les militants qui emploient ce genre de méthodes ont un sérieux problème à résoudre qui porte atteinte à leur crédibilité.

Vous noterez que je suis intransigeant quand il s'agit de dénoncer ces méthodes détestables, on doit être impartial en toute circonstance (au singulier, signifiant dans n'importe quelle circonstance). Je ne défends pas particulièrement le POI, je rétablis la vérité des faits, c'est tout et c'est très clair.

- Et plus loin, ces camarades proposent : "*Il faut tout faire pour que les travailleurs s'auto-organisent et prennent eux-mêmes en main la discussion sur les revendications comme sur les moyens d'action.*"

Comprendre qui pourra, c'est ce que fait le POI sans relâche (licenciements, retraites, etc.). Un témoignage d'impuissance et d'incompréhension de la situation et des tâches à accomplir...

Au lieu de tout attendre des travailleurs comme cela est indiqué ici, ce qui ne semble pas être la bonne méthode, commencer par leur proposer une issue politique, ces camarades ont en commun avec ceux qu'ils critiquent d'oublier systèmatiquement l'Etat et les institutions dans leurs argumentations.

- "*Partout, il faut inciter les militants NPA à se battre dans les syndicats pour interpeller les directions confédérales pour qu'elles appellent à la grève générale jusqu'au retrait en septembre, pour refuser de façon explicite qu'il y ait une succession de journées d'action et de « temps forts » en septembre.*"

Le NPA l'aiguillon de "gauche" des appareils... comme le POI ou LO. Et puis il faut bien assurer une légitimité qu'ils n'ont pas ailleurs. Bref, pour finalement se retrouver à lancer des suppliques en direction des appareils... et critiquer ailleurs ceux qui emploient cette méthode ! Pas crédible pour un rond !

2.2- La seconde tendance ou le second courant.

- "*Oui, il faut une « perspective politique » aux luttes, toute la question est de savoir laquelle.*"

- "*Il faut une perspective au mécontentement, c'est-à-dire un programme pour les luttes, pour les penser en termes politiques et de rapport de force.*"

- "*C'est en pensant politiquement le rôle des luttes...*"

Voilà des gens qui doivent passer leur temps à penser, on en a mal à la tête pour eux ! Ils posent une question, et quelle réponse ils proposent ? Aucune, rien, le néant, le grand vide. Quel aveu ! Pour eux aussi l'Etat et les institutions passent à la trappe. Comment peut

s'articuler le combat pour nos revendications avec la question du pouvoir politique demeure un mystère. Un jour un responsable d'un groupe m'avait indiqué que la question des institutions ou de la Constitution n'était pas à l'ordre du jour parce que les travailleurs ne la posaient pas, donc il ne fallait pas la poser directement. En réalité elle se trouve posée dès que l'on avance une revendication de nature sociale qui concerne l'ensemble du prolétariat, donc en permanence, de plus il se trouve que le catalogue de revendications de ce genre ne cesse de s'allonger au fil des ans.

Faudrait-il attendre que les travailleurs aient conscience du lien qui existe entre la non satisfaction de leurs revendications avec la question des institutions qui gèrent la société pour le compte du capitalisme pour la poser ? Ne serait-ce pas plutôt le devoir des militants combattant pour le socialisme de la poser directement puisqu'ils sont sensés en avoir conscience afin de les amener à y réfléchir, puis de les organiser, de les recruter et d'en faire ensuite des combattants révolutionnaires ou de les gagner au socialisme ?

Cette manière de poser les problèmes à l'envers n'est pas propre à ce que certains appellent malintentionnellement les "pablistes", elle est commune à ce que certains appellent tout aussi malintentionnellement les "lambertistes", ce qui me fait dire que finalement "pablistes" et "lambertistes" appartiennent bien à la même crêmerie révisionniste, leur différence tient au fait que leur méthode diverge pour faire tourner le lait et nous le faire avaler !

Ces camarades ont raison toute lutte est politique, tout dépend maintenant quelle orientation et quel contenu on lui donne, dans quelle perspective elle s'inscrit.

Prenons la question des retraites.

1- Retrait du projet de Sarkozy, retour aux conditions qui prévalaient avant la contre-réforme de 1993, très bien.

2- Et si Sarkozy maintient son projet, cela signifie que l'existence de ce gouvernement est incompatible avec notre droit à la retraite.

3- Ensuite, le PS a pris position pour l'allongement de la durée de cotisation notamment, donc un simple changement de gouvernement avec le PS aux commandes ne résoudrait pas notre problème. Le PS n'envisage évidemment pas de liquider l'Etat bourgeois et la Ve République.

4- Dès lors se trouve posée la question de la rupture avec ces partis et l'Etat.

5- Dès lors se trouve posée la question de la nature de l'Etat et du gouvernement qu'il faudrait pour que notre droit à la retraite soit satisfait, des conditions politiques à remplir pour que cet Etat et ce gouvernement voient le jour, ce qui nécessite que la classe ouvrière s'organise et se dote d'un parti combattant dans cette perspective puisque ce sont les partis qui assurent le fonctionnement des institutions.

Ce n'est quand même pas sorcier à comprendre et à expliquer aux travailleurs. Qu'est-ce qui vous empêche de réunir ces quatre paragraphes dans le même tract, dans une seule démonstration ? Tout y est, vérifions-le immédiatement :

1 - On part concrètement de notre revendication,

2- On prend en compte la position de l'UMP et du PS, des appareils,

3- On fournit une perspective politique conforme aux intérêts fondamentaux des masses laborieuses qui ne se limitent pas à une revendication particulière (la dialectique : du particulier au général, etc.),

4- On se donne les moyens de construire le parti, pas n'importe quel type de parti :

4.1- Dans la perspective du socialisme,

4.2- Tout en tenant compte des enseignements de la révolution russe.

Rien à voir avec la politique trade-unioniste que propose le POI ou le NPA qui est en fait une politique de capitulation devant le régime.

Je vais être désagréable volontairement ici, on en a franchement rien à faire de votre combat dans les syndicats, des millions de travailleurs et jeunes qui ne sont pas syndiqués sont dix fois plus révolutionnaires que la majorité des syndiqués, mais ils ne vous intéressent pas, cela doit être passionnant apparemment de refaire le monde entre militants qui finalement sont tous incapables de se hisser à la hauteur des intérêts collectifs de la classe, les dirigeants syndicaux et les syndicats plus généralement ne défendent que leur fond de commerce, ce que Sarkozy sait pertinemment pour ne pas avoir trop chargé la barque des fonctionnaires, c'est même uniquement dans ce domaine qu'il a amorcé un recul, il faut bien laisser un peu de *grain à moudre* au Thibault, Mailly, Chérèque et consort pour qu'ils conservent le contrôle de leurs troupes et terminent leur sale besogne.

Je vais vous raconter une petite histoire personnelle.

Mon père a été menuisier en bâtiment jusqu'à l'âge de 55 ans environ, sous le coup d'un avis négatif du médecin du travail son état physique étant tellement délabré, il dut se reconvertir et devint chauffeur de taxi, comme salarié puis comme artisan, comment il a trouvé le pognon pour acheter sa plaque de taxi, c'est un mystère pour moi, peu importe.

Il ne cessera de raconter à tout le monde qu'il avait finalement pris sa retraite après avoir cotisé plus de 42 ans, alors qu'à l'époque la loi était à 37,5 annuités, il sera atteint d'une terrible maladie nerveuse dégénératrice qui le rendra grabataire en trois ans, et il en mourra il y a 6 ans sans avoir réellement profité de sa retraite.

Je vais vous dire camarades, quand on a vécu dans un milieu ouvrier aussi arriéré, on ne porte pas le même regard sur le prolétariat que lorsqu'on est issu d'un milieu plus favorisé, je ne dis pas nanti. On a à l'esprit que toutes les couches de la classe ouvrière ne réagissent pas de la même manière confrontées à un problème, le plus souvent parce qu'elles ne sont pas logées à la même enseigne ; je ne sais plus au juste combien de travailleurs travaillent dans le bâtiment, des centaines de milliers, plus d'un million peut-être, vous entendez souvent parler de grèves ou de mouvements sociaux dans ce secteur d'activité ? Jamais ou presque, c'est extrêmement rare. Il n'est pas le seul dans ce cas-là, et pourtant leurs conditions de travail sont parmi les pires qui existent avec l'usine ou la mine.

Parmi ces différentes couches du prolétariat, il existe une proportion plus ou moins importante de travailleurs arriérés politiquement, mais l'inverse est vrai également, dans certains secteurs d'activité il existe une proportion plus importante de travailleurs se posant des questions politiques, dans les usines, les bureaux, partout où les travailleurs ne se retrouvent pas isolés sur leur lieu de travail, car c'est leur atomisation qui les empêche en partie de progresser, c'est l'incapacité d'échanger ou de confronter leurs points de vue avec des collègues de travail là où ils subissent l'exploitation qui les confine dans leur ignorance ou contribue à subir sans broncher le sort que leur patron leur réserve... Imaginez un instant quel peut être le niveau de concsience politique d'un travailleur qui durant toute sa vie n'a eu finalement comme seul interlocuteur, son patron et son écran de télévision. Ajoutez l'état de soumission à laquelle il a été livré toute sa vie et vous aurez les conditions qui produisent un parfait réactionnaire, état qui n'est pas forcément définitif... Ils sont des millions de travailleurs à être isolés (cela n'en fait forcément des réactionnaires, je précise), 4 millions rien que dans les TPE, ajouter tous les travailleurs qui occupent des postes où ils sont relativement isolés les uns par rapport aux autres, tous ceux qui sont en situation de précarité, et vous pouvez multiplier ce chiffre par 2 ou 3.

Il faut donc porter un regard objectif sur le prolétariat et comprendre qu'il existe différents degrés entre ceux qui sont totalement arriérés et la minorité qui serait prête à en découvre avec le régime, qu'entre les deux il existe des millions de travailleurs qui peuvent être attentifs à un discours révolutionnaire à partir du moment où nous sommes capables de les aborder autrement qu'en leur servant des arguments théoriques qui ne leur inspirent pas confiance ou qu'ils soupçonnent de servir avant tout les intérêts d'un parti plutôt que les leurs ou qui leur paraissent étrangers parce qu'incompréhensifs. Vous n'avez pas idée, semble-t-il, lorsqu'on lit vos documents à quel point on a l'impression que vous récitez une leçon apprise par coeur, cela ne peut produire qu'un effet négatif.

3- La Chine nouveau terrain de manoeuvre du capitalisme mondial pour sortir de la crise.

On pourrait comparer l'essor économique que pourrait prendre la Chine avec celui des Etats-Unis à l'issue de la seconde guerre mondiale, à ceci près qu'aujourd'hui les Etats-Unis aussi sont en crise ainsi que tous les pays les plus développés. A développer : le développement à deux vitesses de la Chine, hier le capitalisme s'est développé grâce à ses colonies, aujourd'hui le prolétariat des campagnes ou éloigné des grandes villes l'a remplacé, pas qu'un peu puisqu'il se compte en dizaine et dizaine de millions d'ouvriers rémunérés moins de 25 dollars par mois ; l'essor de la classe moyenne chinoise pour consommer les marchandises produites en Chine mais aussi aux Etats-Unis et en Europe, au Japon, son endettement colossale à ne pas oublier aussi qui a déjà formé une bulle... (A suivre)

Quelques infos en bref.

La guerre de guerre est déclarée ! La Talonnette : toujours plus bas !

Selon un sondage Opinionway pour Metro-Krief-Group diffusé dimanche, 74% des Français estiment que la France va connaître un mouvement social de grande ampleur à la rentrée.

Nicolas Sarkozy tombe à son niveau le plus bas depuis son élection en 2007 avec 30% de bonnes opinions. (Reuters 11.07)

Pour rappel, un sondage antérieur réalisé par un autre institut le donnait à 26%.

Des pans entiers de la petite-bourgeoisie se détournent de l'UMP.

La candidate Europe Ecologie, Anny Poursinoff, a été élue dimanche au second tour de l'élection législative partielle dans la 10e circonscription des Yvelines, battant le candidat UMP Jean-Frédéric Poisson.

La candidate écologiste a obtenu 51,72% des suffrages exprimés (15.198 voix) contre 48,28% % pour le candidat de l'UMP (14.104 voix).

Le taux de participation, qui avait été de 26,75% au premier tour le 4 juillet, a été de 29,42%%. (Reuters 11.07)

Même avec un très fort taux d'abstention le candidat de l'UMP a été battu, on peut donc en déduire que Sarkozy et son parti serait battu s'il y avait des élections générales demain. Sauf coup de théatre de dernière minute, Sarkozy un petit tour et puis s'en va ! Ce qui ne résoud pas notre problème, c'est un constat.

Le PS au pouvoir dans la situation actuelle, comme en 1981, aboutira à amplifier l'idée qu'il n'y a pas de solution à la crise du capitalisme, ce qui permettra au régime de se maintenir en place. Gageons que, comme en 1981, tous les partis de "gauche"s'empresseront de lui proposer leur service en échange de quelques miettes pour satisfaire leur électorat, que j'appelle leur fond de commerce, et pendant ce temps-là des millions de travailleurs et leurs familles continueront de connaître, chômage, précarité et pauvreté.

Derrière le masque populiste du PS le capitalisme, masque qu'aucun parti de "gauche" ne tient à arracher, demandez-vous pourquoi et vous aurez compris la nature réelle de ces partis et leurs dirigeants. Par dépit on se raccroche à n'importe quoi, on est prêt à se contredire et faire renaître des illusions que l'on croyait envolées pour toujours dans l'espoir d'un avenir meilleur. A défaut de certitude et par manque de volonté souvent, on préfère se mentir à soi-même en se disant que cette faiblesse ne concerne que nous-même et que par conséquent personne ne pourra nous critiquer.

Et cela fonctionne à merveille, puisque lorsque l'on combat pour faire tomber le voile trompeur qui camoufle les véritables intentions du PS et ainsi mettre fin à cette funeste mascarade, il s'en trouve toujours pour nous traiter de gauchistes, notez bien que ceux qui nous adressent cette critique acerbe ne sont jamais les plus mal lotis par cette société dans laquelle ils se retrouvent finalement, ceci expliquant cela. Socialistes en parole... seulement !

Un Etat synonyme de "*déclin*".

Une large majorité des Français (71%) juge que la France est "en déclin" bien qu'elle dispose pour 79% d'entre eux de "*beaucoup d'atouts*", selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche.

Par rapport à une précédente enquête menée il y a cinq ans, l'idée de déclin progresse de cinq points, puisque les sondés étaient 66% à exprimer cet avis en 2005, après le rejet par référendum de la Constitution européenne. (Reuters 11.07)

Inutile de demander à des politiciens ce qu'ils pensent de l'état d'esprit de la population puisqu'ils sont tous corrompus ou qu'ils répondront en fonction de ce qui les arrange, il ne reste plus que les sondages, le bouche à oreille, ainsi que le taux de participation aux grèves ou aux manifestation ou les résultats d'élections pour s'en faire une idée aussi précise que possible avec une marge d'erreur pas toujours facile à évaluer.

Il reste le sentiment d'injustice qui naît toujours face à une politique résolument antisociale et que la majorité de la population partage, ce qui est cependant insuffisant pour forger une conviction. Les 79% de ce sondage fournit une indication intéressante, ils signifient que l'immense majorité de la population n'est pas résignée, qu'elle ne croit pas à la fable de la fatalité dans laquelle tous essaient de l'enfermer en ne lui proposant aucune issue politique au-delà du capitalisme et de la Ve République.

N'étant pas résignée, la classe ouvrière et des pans entiers de la petite-bourgeoisie ne se considèrent pas vaincues, elles sont prêtes à se mobiliser pour influer ou inverser le cours des choses, elles ne sont pas forcément révolutionnaire pour autant, mais parmi elle il est évident qu'il existe des centaines de milliers de travailleurs et jeunes qui cherchent une issue politique qui rompt avec le carcan dans lequel les uns et les autres veulent absolument les cantonner.

C'est en priorité à ces travailleurs et jeunes à qui il faut s'adresser, ils sont l'avant-garde du prolétariat, ce sont eux qui pourront par la suite entraîner le gros des masses derrière eux, ils sont prêts à entendre et saisir un discours révolutionnaire, pour peu qu'il soit dynamique et corresponde effectivement aux besoins fondamentaux et collectifs des exploités, au lieu d'exprimer uniquement les besoins des couches de la société dont sont issus les dirigeants des différents partis ouvriers ou auxquelles leur politique est habituellement destinée, à tort en toute circonstance d'ailleurs.

J'ajoute qu'il ne faut pas chercher ailleurs l'origine de la décomposition théorique et politique des partis ouvriers qui s'exprime à travers leur refus de définir leur orientation politique en fonction ou à partir des intérêts collectifs de la population laborieuse, et dont l'absence d'issue politique dans leur politique constitue un témoignage sans appel, se bornant à défendre les intérêts particuliers de certaines couches comme autant de batailles sans lien entre elles, au lieu de s'en servir comme un point d'appui pour poser directement la question de l'Etat et du pouvoir politique...

L'indépendance de la presse vue par un Internaute intervenant hier sur le site... Rue89.

"*Une réunion s'est ainsi tenue le 21 décembre, au cours de laquelle les fameux sites Rue89, Mediapart et Slate ont pu obtenir une somme proche de 200 000 euros chacun. Rue89 a pour sa part demandé (et obtenu) 249 000 euros afin de développer un projet qui coûtera au total*

plus de 400 000 euros."

Cela confirme et précise l'info que j'avais déjà donnée dans le site.

La limite de l'indépendance de ces sites si vous voulez savoir où elle se situe, lisez attentivement leurs articles sur les questions sociales et vous aurez rapidement trouver la réponse à cette question. Ils sont tous à la solde du régime évidemment, ne comptez pas sur eux pour promouvoir le socialisme ! Cela étant quand ils sont attaqués, on est bien obligé de les défendre, sauf s'ils font dans la calomnie ou l'insulte.

Le 13 juillet

Je n'ai pas le temps de réagir à l'intervention de Sarkozy, une tentative de manipuler les esprits une fois "blanchi" de tout soupçon de corruption qui ne convaincra pas grand monde, sauf les esprits faibles ou qui aspirent à la paix sociale... et il y en a dans le pays ! Reste à savoir s'il réussira à désamorcer la bombe à retardement des retraites avant le début septembre, l'opération de communication d'hier devait y contribuer. A suivre.

Je répondrai demain à l'un des courriels que j'ai reçus hier. Je le reproduis ici en attendant, les militants peuvent m'adresser les réflexions qu'il leur inspire.

"*Une autre réflexion m'est venue quant à l'une des explications des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans la construction du parti révolutionnaire dont nous avons besoin. Les courriels d'invectives que tu as reçus montrent qu'il y a en fait peu de progression dans la réflexion individuelle des militants.*

L'invective, la pseudo caractérisation politique s'appuyant sur des "vérités" inaliénables que l'on ne de doit surtout pas remettre en question sous peine d'excommunication sont la base de formation politique de la plupart des militants. J'en sais quelque chose, puisque c'est à cette "école" que j'ai été formé à la fin des années 70 à l'OCI.

Et je me rends compte que c'est seulement maintenant, après de nombreuses années de coupure politique, que je commence à me dégager de cette emprise pour accepter de ne plus voir les autres militants comme des "ennemis" du mouvement ouvrier qui "roulent" forcément pour une structure organisée étrangère à la classe ouvrirère. La situation actuelle d'éclatement en multiples partis, organisations, chacun persuadé de déternir sa "vérité en est l'expression.

Certes nous avons été formés à une époque où sévissait le stalinisme, véritable gangrène, mais on a finalement combattu le dogmatisme par un autre dogmatisme. Il faut aujourd'hui apprendre ou réapprendre à voir les autres militants comme des personnes qui cherchent sincèrement une voie pour en finir avec le capitalisme, et avec lesquels il convient d'approfondir la progression de la réflexion politique en n'hésitant pas à rééxaminer toutes les questions, sans tabou.

Avec le recul on perçoit combien ces dogmes ont inhibé toute réflexion. Le fameux "les forces productives ont cessé de croître" , typique de l'OCI (aujourd'hui CCI) que tu as encore reçu en sont un exemple. Je me souviens, avant la chute du mur de Berlin, du fameux "la réunification de l'Allemagne ne pourra se faire que sur la base du socialisme". On voit ce qu'il en a été. L'un de mes anciens camarades de l'OCI s'est aujourd'hui détourné du marxisme parce que, de formation scientifique, et formé à l'esprit critique, il a assimilé ces dogmes, dont il voyait bien l'inanité, au marxisme. Et il n'est certainement pas le seul.

La reconstruction devrait se faire autour de bases simples, et ne pourra pas être l'oeuvre d'un seul des partis ou organisations actuelles. Elle devra se faire sur la base du regroupement de militants oeuvrant chacun dans son parti ou organisation autour de lignes politiques directrices telles que:

- l'objectif de tout parti ou organisation ouvrière est d'en finir résolument avec le capitalisme.

- Pour cela il utilise chaque revendication particulière comme l'occasion d'expliquer en quoi elle relève de la politique économique générale du capitalisme, et que si elle doit être défendue ponctuellement, elle ne pourra l'être définitivement qu'avec l'abolition du capitalisme.

- il dénonce en le démontrant à chaque fois que l'occasion s'en présente le rôle contre-révolutionnaire joué par la sociale-démocratie à travers les partis et organisations syndicales qu'elle dirige. Il démontre la nécessité pour les travailleurs de s'organiser indépendamment de ces partis, et de combattre au sein de leur organisation syndicale pour qu'elle se réoriente sur ce qui a fondé le mouvement syndical, la perspective d'abolition du salariat.

- il revendique clairement la prise du pouvoir, seul moyen d'en finir avec les gouvernements et institutions nationales et internationales qui sont tous aujourd'hui des armes entre les mains du capitalisme pour asseoir sa domination économique et politique.

Cette plate-forme n'est sans doute pas complète, mais évite les dogmes et permet ensuite toute discussion tactique ou stratégique sur les meilleurs moyens d'y parvenir. C'est peut-être un simple retour à un ouvrage de référence, "Le manifeste du parti communiste" de Marx et Engels qu'il faudrait que je relise."

Retraites, rappel quelques chiffres par un Internaute.

Quelques chiffres clés. (Sources : doc Cnav l'Assurance Retraite et rapport C.O.R.)

- Prévision déficit 2010 tous régimes confondus : 32 milliards d'euros (info C.O.R.)
- Total des cotisants tous régimes confondus : 24 998 818 (info Cnav)
- Total des retraites servies: 21 906 578 (info Cnav) Cnav
- Régime général: 17,2 millions d'actifs cotisants (info Cnav) 12,1 millions de retraités (info Cnav)
- Déficit prévisionnel 2010 : 10 milliards d'euros (info Cnav)

AUTRES RÉGIMES.

- Secteur publics et assimilés + les régimes spéciaux + les non salariés (commerçants, artisans, exploitants agricoles, etc) 7,8 millions d'actifs cotisants (par soustraction) 9,8 millions de retraités (par soustraction)
- Déficit prévisionnel 2010 : 19,9 milliards d'euros (par soustraction)

COMPARAISON DES DÉFICITS GÉNÉRÉS SUIVANT LES RÉGIMES

- Cnav Régime général : 10 milliards / 12,1 millions de retraités = 826,4 euros par an et par retraité
- Les autres régimes : 19,9 milliards / 9,8 millions retraités = 2030,6 euros par an et par retraité

Russie.

1- Deux artistes russes, Iouri Samodourov et Andreï Ierofeïev, ont été reconnus coupables d'extrémisme et condamnés à de fortes amendes par un tribunal de Moscou pour une exposition qui a choqué les sensibilités orthodoxes en mêlant images profanes et religieuses.

"*Cela montre que l'Etat soutient les factions orthodoxes ultranationalistes qui attaquent la culture russe*", a déclaré à Reuters Ierofeïev, qui fut conservateur de la galerie nationale Tretiakov de Moscou.

Parmi les oeuvres jugées litigieuses à l'exposition de 2007 figuraient une icône orthodoxe sur laquelle figurait un Mickey Mouse, une peinture représentant un général russe violant un soldat et une médaille de l'Ordre de Lénine servant d'auréole à un Christ.

Les commissaires de l'exposition avaient pris soin de dissimuler ces oeuvres derrière une tenture et seules les personnes qui le souhaitaient pouvaient les apercevoir par un trou percé dans le tissu.

Les photographies étaient interdites pour empêcher la diffusion de ces images.

Mikhaïl Nalimov, chef du mouvement de la Jeunesse orthodoxe unie, a déclaré à des journalistes au tribunal que les commissaires de l'exposition devraient être envoyés en exil.

"*Le gouvernement doit décider aujourd'hui s'il est du côté de Dieu ou du côté de Satan*", a-t-il dit à Reuters.

Alors que le tribunal se préparait à rendre son verdict, l'artiste Piotr Verzilov a fait irruption dans la salle d'audience et a ouvert un sac dont se sont échappés des dizaines de cafards.

Tandis que la police l'évacuait vers un fourgon, Verzilov a lancé des appels en faveur de la libération de Ierofeïev et de Samodourov et a dénoncé un "*tribunal de cafards*". (Reuters 12.07)

2- L'Iran est proche d'avoir les moyens de mettre au point des armes nucléaires, a estimé lundi le président russe Dimitri Medvedev, soulignant que les nouvelles sanctions votées en juin par le Conseil de sécurité de l'ONU pourraient "*stimuler le processus de négociations*".

"*L'Iran se rapproche*" du moment où il disposera "*du potentiel qui, en principe, peut être utilisé pour produire des armes nucléaires*", a expliqué M. Medvedev lors d'une réunion avec les ambassadeurs de Russie au ministère des Affaires étrangères à Moscou. (AP 12.07)

Le 14 juillet

Pas le temps de causer ce matin : pas de courant depuis 3h déjà, une facture de téléphone à récupérer à Pondichéry, une autre d'électricité à payer, dernier jour avant coupure... Je complèterai plus tard à la date de demain, ma priorité est de répondre aux courriels que j'ai reçus.

Vous avez lu ce qui figure dans le bandeau déroulant : dès 1895 Lénine posait directement la question du pouvoir et du renversement du régime, en réalité il ne cessera de la poser jusqu'en octobre 1917, elle ne disparaîtra jamais de son discours. Et 115 ans plus tard on devrait s'en priver ? Sa conclusion vaut pour nos dirigeants. Il faudrait peut-être écrire une nouvelle biographie de Lénine qui rétablisse la vérité sur le léninisme, non ? Ce qu'en a dit Trotsky qui avait finalement admis que c'était Lénine qui avait eu raison sur les principes et la question du parti, fera l'affaire en attendant. On ne peut se déclarer honnêtement trotskiste et nier les enseignements du léninisme ou de la révolution russe. Prochainement je tordrai le cou à deux autres contrevérités colportées par les dirigeants du CCI-POI, l'une concernant l'interprétation du témoignage de Ioffé, l'autre à propos du testament de Lénine.

Pour vous occuper l'esprit un moment en ce jour férié, un bref extrait de *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels :

"*Révolution prolétarienne. Résolution des contradictions : le prolétariat s'empare du pouvoir public et, en vertu de ce pouvoir, transforme les moyens de production sociaux qui échappent des mains de la bourgeoisie en propriété publique. Par cet acte, il libère les moyens de production de leur qualité antérieure de capital et donne à leur caractère social pleine liberté de s'imposer. Une production sociale suivant un plan arrêté à l'avance est désormais possible.* "

1- On s'empare du pouvoir politique, ce qui signifie que l'on fixe au combat du prolétariat cet objectif ;

2- Ensuite on nationalise ou on s'approprie socialement les principaux moyens de production ;

3- Après on planifie la production en fonction des besoins de la population pour les satisfaire.

Voilà la marche à suivre et il n'en existe pas d'autres pour en finir avec les institutions et le capitalisme, avancer vers le socialisme.

Quelques infos en bref.

Les approximations ou les mensonges de Sarkozy lors de son "interview" du 12 relevés par deux médias.

- Monsieur Courroye est un "*juge*" : Faux, il est procureur. Un procureur n'est pas un juge. Le premier est un défenseur de l'ordre public alors que le second applique la loi et dit le droit. (Lepost.fr 13.07)

- "*Liliane Bettencourt paie plusieurs millions d'euros d'impôts par mois*" : Approximation (http://blogs.lexpress.fr/les-couloirs-de-bercy/2010/06/liliane-bettencourt-championne.php) (Lepoint.fr 13.07)

- "*Il existait avant mon élection des contribuables qui payaient 100% d'impôt, c'est-à-dire il gagnait 1000, ils payaient 1000*" : Faux (http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/le-bouclier-fiscal-aura-coute-pres-de-700-millions-d-euros-en-2009_229937.html)

- La France est "*avec la Suède, le pays d'Europe où les impôts sont les plus élevés*" : Approximation, au classement des pays d'Europe où les impôts sont les plus élevés, la France arrive... quatrième. (Lepost.fr 13.07)

- "*Mme Merkel et moi (...). Nous nous faisons confiance*" : Faux (http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/pourquoi-la-france-et-l-allemagne-ne-se-comprennent-pas_232693.html) (Lepoint.fr 13.07)

- L'Allemagne a un bouclier fiscal : Faux, *Le Monde* avait expliqué en 2009 que le dispositif était inexistant outre-Rhin. "Cette référence n'existe plus depuis un spectaculaire revirement de jurisprudence", indiquait Le Monde. (Lepost.fr 13.07)

- "*Le G20 est une invention française*" : Faux (http://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_des_20V) (Lepoint.fr 13.07)

UE. OGM : "marché de dupe".

La Commission européenne a recommandé mardi de laisser aux Etats membres de l'Union européenne la responsabilité d'autoriser ou non la culture sur leur sol d'organismes génétiquement modifiés (OGM) dont l'innocuité pour la santé et l'environnement a été scientifiquement validée par l'UE.

Les gouvernements des 27 ont besoin "*d'une plus grande marge de manoeuvre pour organiser la coexistence entre les cultures*

génétiquement modifiées et d'autres types de cultures, conventionnelles ou biologiques par exemple", a estimé le commissaire européen à la Santé et à la Politique des consommateurs, John Dalli.

L'UE, a-t-il ajouté, ne devrait intervenir que si les OGM représentent un danger pour la santé ou l'environnement. A ce jour, l'UE n'a autorisé la culture que d'un type de maïs et d'une pomme de terre OGM.

Sa proposition de compromis "*est en fait une tentative de marché de dupe*", estime Arnaud Apoteker, chargé de campagne OGM pour Greenpeace France, car elle "*ne permettra pas que les Etats membres interdisent la culture d'OGM pour des motifs pourtant sérieux liés à l'environnement et à la santé (déjà pris en compte dans les textes européens) alors même qu'ils ont été unanimes à constater l'insuffisance de l'évaluation environnementale et sanitaire des OGM*".

On compte environ 134 millions d'hectares de cultures OGM dans le monde, dont près de la moitié aux Etats-Unis, où elles occupent 62 millions d'hectares. L'Allemagne est quant à elle le plus gros producteur européen de plantes OGM, avec 35 millions d'hectares. (AP 13.07)

Portugal. Charger la barque... jusqu'où !

L'agence de notation financière Moody's a annoncé mardi avoir abaissé de deux crans la note souveraine du Portugal, à A1 contre AA2. Moody's a également dit s'attendre à une détérioration "*pour au moins deux ans encore*" des paramètres de la dette, dont le poids par rapport au Produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre 90% avant de se stabiliser. (Lepoint.fr 13.07)

Estonie.

Les ministres des Finances de l'Union européenne ont donné mardi leur accord définitif à l'entrée de l'Estonie dans la zone euro.

Le petit Etat balte, membre de l'UE depuis 2004, pourra devenir le 17e pays à adopter la devise européenne le 1er janvier 2011.

Les Estoniens considèrent qu'échanger leur couronne contre l'euro encouragera l'investissement étranger dans le pays qui a connu l'an passé une croissance en baisse de 14,1%.

L'euro sera "*très important pour ramener notre économie sur les rails*", a estimé le ministre estonien des Finances Jurgen Ligi. Il a salué la décision de l'Union européenne en remettant à ses homologues des pièces d'euro de l'Estonie en chocolat. (AP 13.07)

C'est tout ce que vaut l'euro face au dollar !

Le 15 juillet

J'ai presque terminé ma réponse au second courriel du camarade Philippe et ensuite je vais m'attaquer à refaire entièrement la réponse que j'avais rédigée au courriel du camarade étudiant. Ce délai est dû aussi au fait que dans mes réponses je ne me contente pas de phrases apprises par coeur, d'arguments à l'emporte-pièce ou de reproduire des citations.

1- La page d'accueil du site en elle-même est représentative de la situation actuelle et de notre combat. Notre ennemi n'est pas un parti en particulier en dehors de l'UMP et de tous les partis de la réaction, notre ennemi c'est l'Etat qui nous opprime et nous exploite pour le compte des capitalistes, sous cet angle travailleurs du public et du privé sont logés à la même enseigne et doivent combattre ensemble. L'unité doit se forger contre le gouvernement, l'Etat et ses institutions qui mettent en oeuvre une politique réactionnaire impulsée en grande partie par le FMI et l'Union européenne pour le compte des intérêts des impérialistes les plus puissants, dont les Etats-Unis et l'Allemagne. Nous sommes face à un ennemi qui veut nous confiner dans la servitude et qui ne nous fera aucun cadeau, dès lors doit-on collaborer avec lui ? Sarkozy s'attaque à nos vieux avec sa contre-réforme des retraites, ensuite il veut enchaîner avec nos grands malades pour les faire crever plus tôt, si possible dans l'anonymat le plus total. Cette question doit être posée et toute hésitation qui accompagnerait la réponse qu'on y apporterait trahirait un penchant pour une capitulation, il faut donc bien réfléchir avant d'y répondre.

2- Voilà ce qui a attiré l'attention du POI dans l'interview de Sarkozy du 12 juillet (IO n°106) : "Où est la justice, quand on ponctionne à l'agent de service, à l'aide-soignante, à l'instituteur 3 % de leur salaire net, par l'augmentation de leur retenue pour pension ?", tandis que 20 millions de travailleurs du secteur privé sont livrés à la terrible loi du Talon de fer du capital... et passe au second plan pour ce qui se prétend un parti ouvrier...

3- Force ouvrière réclame aussi une "*réforme*" conduite par... Sarkozy.

Extrait de l'*Éditorial* de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 7 juillet 2010.

"*Dans une telle situation, il faut zapper ce projet de loi avant d'exiger une réforme conforme aux droits et besoins des salariés. C'est pourquoi Force Ouvrière revendique en priorité un retrait de ce projet.*"

Serait-il possible d'envisager le respect de notre droit à la retraite, au minimum le retour à la situation d'avant 1993, avec Sarkozy (ou Aubry-DSK) aux commandes ? Parce que Sarkozy pourrait rédiger "*une réforme conforme aux droits et besoins des salariés*" ? Mais dites-moi c'est génial, vous avez votre de l'UMP en poche monsieur Mailly ou du PS ce qui revient au même ? Et les dirigeants du POI qui dirigent FO à vos côtés et que vous engraissez au passage grâce à la générosité de l'Etat, avec notre argent en somme, ils en pensent quoi au juste ? Ils voteront comme un seul homme la prochaine résolution du bureau confédéral comme s'ils n'avaient rien lu rien entendu ?

Allez-y, continuez votre double langage en colportant des illusions dans le gouvernement et le régime capitaliste au lieu de les combattre, vous êtes parfaitement dans votre rôle. Au moins on n'a pas besoin de vous demander pour qui vous roulez, vous le revendiquez, au moins vous assumez ouvertement vos convictions politiques réformistes, vos petits camarades du POI feraient bien d'en prendre de la graine en terme d'honnêteté.

Sur le plan syndical : il faut se battre pour obtenir le retour aux conditions qui prévalaient jusqu'en 1993 et si elles sont devenues incompatibles avec l'existence du capitalisme comme le suggère Sarkozy et le Medef, il faut immédiatement engager le combat pour préparer les conditions qui nous permettront d'exproprier (sans indemnité) les capitalistes, à commencer par les banquiers et les patrons ou actionnaires des grandes entreprises. Cela peut se traduire concrètement par la création de comités combattant dans la perspective de la prise de contrôle de l'ensemble de l'économie par les travailleurs eux-mêmes avec pour objectif la transformation sociale des rapports de production...

Sur le plan politique : nous n'exigeons rien du gouvernement ou du patronat, nous disons simplement, si le retour aux conditions qui prévalaient jusqu'en 1993 est incompatible avec l'existence du capitalisme comme le suggère Sarkozy, il faut préparer les conditions politiques nécessaires à l'abolition des institutions de la Ve République qui ont été conçues pour servir les intérêts du capital et qui consitutent un obstacle à la remise en cause des fondements du régime capitalisme, à l'expropriation des capitalismes et à la prise de contrôle de l'économie par les travailleurs pour satisfaire ensuite leurs revendications légitimes.

Seul un Etat ouvrier dirigé par un gouvernement révolutionnaire constitué des partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant résolument pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, pour le socialisme, s'appuyant sur l'organisation politique indépendante des masses laborieuses, pourra mener à bien cette tâche, liquider les privilèges de la classe des capitalistes, s'attaquer aux inégalités et aux injustices léguées par la classe des exploiteurs, et reconstruire la société sur la base des besoins fondamentaux de l'ensemble des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes. Sans un puissant parti ouvrier révolutionnaire combattant dans cette perspective et impulsant cette politique au sein d'un gouvernement ouvrier, cet Etat ouvrier ne verra jamais le jour et aucun changement politique radical ne pourra se produire. Notre tâche prioritaire est donc de combattre et de nous rassembler pour le construire.

J'ai évité ici toute forme de polémique ou d'invective, pour montrer que c'est possible selon le contexte dans lequel on se trouve et le but recherché. La politique que je mets en avant s'inscrit en rupture totale avec toutes celles qui ont été menées au cours de la seconde moitié du XXe siècle et que je qualifierai d'opportunistes à des degrés divers.

J'estime qu'elle est conforme aux enseignements du marxisme, de la révolution russe qui constitua l'apogée du combat révolutionnaire du prolétariat au XXe siècle, au cours duquel le parti bolchevik et le prolétariat russe mirent en pratique les leçons que Marx et Engels tirèrent ou théorisèrent de l'expérience de la Commune de Paris, en replaçant au centre de notre combat la question du pouvoir politique et du parti à laquelle toutes les autres questions et tous nos combats doivent être impérativement subordonnés, sous peine de sombrer inévitablement dans l'opportunisme ou l'aventurisme comme nous pouvons le constater quotidiennement, où d'accrocs insignifiants à nos principes en compromissions honteuses on en arrive à s'adapter au capitalisme et à abandonner le combat pour le socialisme.

Demain ou les jours suivants, je vous livrerai les brouillons de causeries inachevées et que je n'ai pas mises en ligne et qui pourront servir à développement futur de la part des militants, car je ne peux pas être partout à la fois, je n'ai pas la capacité de travail d'un Marx, je fatigue assez rapidement malheureusement et je ne dispose pas de la totalité de mes facultés intellectuelles 24h/24. De plus je dois me coltiner la totalité des tâches ménagères, l'entretien quotidien de mon petit terrain, etc. ; ici on vit avec les fenêtres ouvertes en permanence, au bord de la mer il y a plus ou moins du vent en permanence également, cela aide à supporter la chaleur écrasante, mais l'intérieur de la maison est très rapidement poussiéreux pour ne pas dire crasseux (et dire qu' avant j'étais un maniaque de la propreté... et de l'ordre !) , le terrain à peine nettoyer se recouvre de petits morceaux de feuilles sèches de cocotiers ou d'autres arbres, sans compter que les dizaines de corneilles qui établissent domicile dedans recueillent toutes sortent de brindilles pour faire leurs nids, dont des branches de bougainvilliers qui jonchent le sol et qu'il faut ramasser avant qu'elles soient recouvertes par le sable avec les chiens et que l'on marche dessus !

Ces petits détails peuvent vous paraître insignifiants, mais quand on met le pied sur une épine de plus d'un centimètre de long aussi grosse qu'un crayon, je vous assure qu'on pense rapidement le contraire, bien sûr que cela m'est arrivé ainsi qu'à mes chiens. Je passe donc des heures et des heures à assurer un minimum d'entretien de l'endroit où je vis. J'essaie de rationaliser tout ce qui peut l'être afin d'avoir le plus de temps possible pour assurer mon activité politique, mais il y a un moment où la limite est atteinte, je peux faire des courses en gros par exemple, en moto c'est limité, mais je ne peux pas stocker le pain. On fait ce qu'on peut et au mieux, voilà.

Quelques infos en bref.

La République des copains et des coquins, suite. Actualisé : des ripoux et des voyoux

Martin Bouygues, PDG du groupe de construction, de médias et de télécommunications, ainsi que plusieurs autres proches de Nicolas Sarkozy, des intellectuels et des artistes se voient attribuer la Légion d'honneur dans la traditionnelle promotion du 14 juillet, lit-on dans le Journal officiel.

Elevé au grade d'officier au titre du ministre de l'Industrie, Martin Bouygues a été le témoin du deuxième mariage de Nicolas Sarkozy et il est le parrain de son plus jeune fils Louis.

François Pérol, ancien conseiller du chef de l'Etat porté en 2009 à la tête du groupe Banque populaire-Caisse d'épargne (BPCE,), est quant à lui élevé au grade de chevalier, tout comme le directeur général du Crédit Agricole, Jean-Paul Chifflet. François Pérol est en ce moment visé par une enquête pour "prise illégale d'intérêt". Il avait joué un rôle essentiel dans la fusion de la Banque Populaire et de la Caisse d'épargne du temps où il était conseiller de l'Elysée, avant de prendre la tête du nouveau groupe, fin février 2009, rappelle Le Nouvel Obs.

Jean-François Dehecq, président d'honneur du groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis, est promu grand officier tandis qu'Alain Juillet, ancien responsable de l'intelligence économique, est élevé au grade de commandeur à l'instar de Bertrand Collomb, l'ancien patron de Lafarge, leader mondial des matériaux de construction. Le président de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD) Jérôme Bédier est promu officier.

La journaliste au Figaro et présidente de l'association des journalistes parlementaires Sophie Huet devient officier tandis que l'ancienne directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, Emmanuelle Mignon, ancienne directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, est nommée chevalier.

La magistrate Maryvonne Caillibotte, directrice des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, est élevée au grade de chevalier. Les "affaires" les plus sensibles sont suivies de ce poste au ministère, via les procureurs, qui peuvent aussi recevoir des instructions par son intermédiaire.

Sans oublier l'historien Jean Favier, spécialiste de Napoléon, élevé à la dignité de grand'croix. (Reuters et 20minutes.fr 14.07)

On aurait pu titrer aussi : Le pouvoir de l'argent et des médias à l'honneur, des intellectuels et des artistes valets du pouvoir récompensés. Vous imaginez le spectacle pitoyable de ce ramassis de minables en train d'attendre leur tour pour recevoir leur petite médaille de la main d'un Président décrié, conspué, honni par l'immense majorité de la population. Leur morale et la nôtre, quoi.

Des présidents en uniforme comme Sarkozy les aime.

Des putschistes

Les militaires nigériens, qui ont renversé le gouvernement en mars dernier, et n'ont toujours pas organisé d'élections (mais ils disent que ça va venir). En Mauritanie, les militaires au pouvoir ont laissé le pouvoir après avoir subi les foudres de Paris.

Des "démocratures"

Paul Biya dirige le Cameroun d'une main ferme depuis 1982. Dans ce pays, 2 assemblées exercent le contrôle du pouvoir, mais on attend toujours la mise en place du Sénat.

La Côte d'Ivoire, en froid avec la France, a envoyé son ministre de la défense la représenter, et zéro soldat pour défiler. Il faut dire qu'on attend les élections présidentielles depuis plus d'un an, et que le président Gbagbo ne se presse pas plus que ça pour les organiser.

Le président du Burkina Faso est au pouvoir depuis 1987 suite à un coup d'Etat. La constitution, adoptée en 1991, précise que le président peut être élu pour 2 mandats de 5 ans maximum. Cherchez l'erreur. En fait, il y a eu 2 modifications de la constitution depuis qui lui permettent de rester en place.

Au Tchad, le président Déby a fait modifier la constitution par référendum pour pouvoir se présenter autant de fois qu'il le veut aux élections présidentielles. Ca tombe bien, ça fait 20 ans qu'il est là.

Au Congo, Denis Sassou N'Guesso dirige le pays depuis 1979 (avec une interruption de 5 ans dans les années 90).

Au Togo, le président s'appelle Gnassingbé. Celui d'avant Gnassingbé. Ca dure depuis 1967. Au Gabon, Ali a succédé à Omar Bongo, sans changer grand chose aux pratiques.

Réaction de trois Internautes. 1- Une "petite" erreur concernant le Burkina Faso:

A son adoption le 2 juin 1991, la formulation était la suivante ; "Le Président du Faso est élu pour sept ans au suffrage universel direct, égal et secret. Il est rééligible une fois".

La première modification, celle opérée par la loi constitutionnelle du 27 janvier 1997, tout en maintenant le septennat, a supprimé la limitation du nombre de mandats par la suppression du groupe de mots "une fois".

La seconde modification, celle opérée par la loi constitutionnelle du 11 avril 2000 a introduit le quinquennat et réintroduit la limitation du nombre de mandats, sans effet rétroactif. Ainsi, si le président Compaoré est réélu cette année, ce sera son dernier mandat. Sauf nouvelle modification de la constitution....

2- La France-Afrique illustre assez bien le mariage heureux entre le capitalisme amoral et antisocial avec la dictature ou du moins l'absence de démocratie. Il y a là une parfaite compatibilité,une véritable adéquation. Le 14 juillet devenu le jour de la fête des princes selon MM. Kouchner, Sarkozy, Fillon et Guaino risque fort de devenir le jour de la honte nationale. Les dictateurs paradent, la République française confisquée leur rend un hommage appuyé. Le 14 juillet,la fête populaire par excellence, la fête de la liberté a été dévoyée et sert aujourd'hui à célébrer le système ABJECT de la "France-Afrique" qui n'est que le masque hideux du soutien massif à des régimes non démocratiques voire dictatoriaux. La "France-Afrique" est aussi un tremplin politique pour certains politicards français et le moyen de gagner beaucoup d'argent. Où sont passés les peuples?

3- Retenons juste, le seul coté positif l'annonce officiel que les pensions des anciens combattants Africains seraient d'un montant égales a leurs homologues Français !

Il est juste regrettable que beaucoup ont depuis disparu avant de bénéficier de la réparation d'une injustice ! Point négatif, ns va faire pareil avec les retraites .....des Français, malgré la propagande, avec une retraite prise..... sur le tard peu de retraité auront le privilège d'en profiter longtemps !

Pas tous auront une bonne santé a 62,65,70 ans, après des périodes de chômages qui comme beaucoup vous savez, qu'elles contribuent a une fragilisation psychique et favorise la déclaration de maladies et de cancers engageant le processus vital ! (Lepost.fr 14.07)

Retraites. Quand chacun se saisit du mot d'ordre du retrait...

Dominique de Villepin a déclaré mercredi sur Europe 1 que les députés appartenant à son mouvement ne voteront pas «en l'état» la réforme des retraites qui est «ni équilibrée dans son financement, ni juste».

«*En matière de retraite, le devoir du président de la République c'est de faire une réforme juste*», a-t-il critiqué, appelant à ce que «*la négociation s'engage*». «*Un geste fort doit être fait en matière de justice sociale, dès lors que l'on sollicite tous les Français, il faut que les riches apportent leur contribution*» a-t-il encore dit.

Il a précisé qu'il aurait «*souhaité une perspective, c'est-à-dire un régime unique de retraite et la possibilité de retraite à la carte*». (20minutes.fr 14.07)

Chacun situe ce mot d'ordre dans une perspective différente. Mon propos n'est pas de me livrer à un amalgame, il est juste de préciser que le mot d'ordre de retrait en soi est insuffisant et peut prêter à confusion, car chacun peut l'interpréter à sa manière. Or il s'agit de lui donner un contenu politique précis ou de le situer dans une perspective politique conforme aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, dans le cas contraire cela sous-entend qu'on entend apporter une réponse à la question des retraites dans le cadre du régime, pour le coup il serait justifier d'affirmer qu'a des degrés divers tous les appels en faveur du retrait se situent finalement dans la même perspective politique. Vous saisissez la nuance ?

Italie. Contagion.

Un sous-secrétaire d'Etat italien à l'Economie, soupçonné d'avoir cherché à faire pression sur la justice et d'avoir porté atteinte à la réputation d'opposants, a quitté ses fonctions mercredi.

Cosentino avait déjà présenté sa démission en février après avoir été soupçonné d'entretenir des liens avec la mafia napolitaine, mais Berlusconi l'avait refusée.

Il s'agit de la troisième démission au sein du gouvernement en deux mois.

Le ministre de l'Industrie Claudio Scajola, touché par une affaire de contrat immobilier douteux, a quitté ses fonctions en mai. Début juillet, le responsable du Fédéralisme au gouvernement, Aldo Brancher, qui fait l'objet d'un procès pour détournements de fonds, l'a imité. (Reuters

14.07)

Le 16 juillet

Pas le temps de causer.

Inde.

L'Inde a dévoilé jeudi le signe graphique qui représentera désormais la roupie, la monnaie nationale. L'objectif, pour la troisième puissance économique d'Asie, est de placer la devise sur un pied d'égalité avec l'euro, le dollar, le yen, le yuan ou la livre sterling.

Le gouvernement s'est réuni lors d'un conseil des ministres pour choisir entre cinq symboles différents imaginés autour de la lettre «R» et dessinés à partir de l'alphabet latin et de la calligraphie Devanagari, utilisée en hindi.

Jusqu'à présent, la roupie était simplement évoquée avec les abréviations «Rs», «Rps» ou «INR» (Indian rupee).

Le symbole sera en outre imprimé ou frappé sur des billets de banque et les pièces de monnaie, a déclaré Ambika Soni. (Libération.fr et AFP 15.07)

Le 17 juillet

J'ai consacré ma matinée à finaliser ma réponse aux deux courriels que le camarade étudiant m'avait adressés les 5 et 14 juin dernier, pour cette raison je n'ai pas pu actualiser les rubriques du site, on verra cela demain.

Bon week-end à tous, ici le temps est à l'orage avec plus de 40°C, à l'ombre bien sûr !

Le 18 juillet

Complément de la mi-journée.

Suite de causerie de ce matin. J'en ai profité pour me réconcilier avec les gens de mon village, comme quoi circonstantiellement et pour la bonne cause je suis capable de passer des compromis. 10 minutes après avoir actualiser le site ce matin je suis sorti et j'ai constaté qu'il y avait quatre voitures de polices à 20 mètres de chez moi avec tous les gens de mon village. En discutant avec mon ex-élève de l'Alliance française, j'ai appris que les pécheurs du village voisin avaient attaqué trois jeunes de mon village et que le village n'en était pas à sa première plainte contre les gens du village voisin.

J'ai retrouvé les policiers qui me connaissent bien, trop bien (sic !), ils savent que je suis le genre d'emmerdeur par lequel le scandale arrive, je leur ai demandé de prendre une décision radicale et définitive en interdisant aux pécheurs du village voisin de mettre les pieds dans notre village, surtout devant chez moi où je vis un cauchemar depuis environ un an. Ils ne semblaient pas très convaincus, mais constatant que j'étais blessé, ils ont pris la mesure de la gravité de la situation, pour les convaincre j'ai pris une poignée de clous que j'ai jetée sur la chaussée à l'endroit où ces voyoux garaient habituellement leurs motos, les policiers m'ont demandé d'aller les ramasser, j'ai refusé et ils y sont toujours, je leur ai dit que s'ils faisaient leur boulot ce genre de problèmes auraient été évité, et que s'ils ne voulaient pas le faire, on allait le faire à leur place.

Une heure plus tard je suis allé enregistrer ma plainte au commissariat, on m'a délivré un reçu, il y avait là la moitié de mon village, j'ai répété que je soutenais les gens de mon village pour qu'on soit débarrassés de cette racaille - les gens de mon village ne valent pas mieux, mais pour l'occasion il fallait bien se résoudre à un front unique ! Ce mois-ci, cela fera 10 ans que je vis dans ce village, 10 ans d'emmerdement à n'en plus finir, 10 ans de tensions perpétuelles, mais je tiens bon ! J'en ai profité pour passer mes nerfs sur un de mes voisins français qui a cru bon de l'ouvrir en me demandant ce que je foutais encore dans ce village, je l'ai broyé littéralement !

Au fait, j'ai vu avant-hier soir que vous alliez passer une bonne soirée samedi soir en compagnie de M. Drucker *La nuit avec les gendarmes*, et dire que j'ai raté cela, comme cela me fait regretter la France ! Vous me raconterez ! Vous savez où est située l'Inspection générale des finances, en France bien sûr pas en Inde, cela ne doit pas exister ? Devinez : rue des châteaux des Rentiers ! Cela ne s'invente pas, je l'ai entendu aux infos sur TV5Monde Asie. A demain.

La causerie du matin.

Ce matin j'ai été attaqué par les gens du village voisin qui passent leur temps à foutre le bordel devant chez moi. Ils étaient en train de se battre avec les pécheurs de mon village quand je suis sorti pour voir ce qui se passait, j'entendais hurler, cela aurait pu être un tsunami. Je leur ai simplement dit de retourner dans leur village, ils se sont mis à me caillasser puis ils ont tenté de franchir la grille d'entrée me blessant légèrement à la main droite, et à ce moment-là bien entendu mes chiens étaient à l'intérieur de la maison et je n'avais pris aucune arme avec moi.

Je vais porter plainte immédiatement. A plus, suit la chronique rédigée hier soir et inachevée.

Hier je n'ai pas pu accéder au serveur avant 18h heure locale parce la société Tata m'avait coupé le téléphone, j'y étais allé régler ma facture le dernier jour, je l'avais reçue la veille (sic !) et quand je me suis présenté à l'agence où j'ai souscrit mon contrat ,ce jour-là ils étaient en travaux et ils avaient débranché tous les ordinateurs, du coup mon paiement n'a pas été enregistré immédiatement, donc coupure ! Cela ne badine pas ici, c'est la même chose si vous ne réglez pas votre facture d'électricité en temps et en heure, et quand vous leur parlez du service merdique que l'on a en échange, ils rigolent !

Allez on se fait la chronique du jour.

Pas un jour ou une semaine sans que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ne soit secoué dorénavant par une nouvelle affaire (Wauquiez) ou le rebondissement d'une affaire en cours (Woerth). Pas un jour ou une semaine sans que des membres du gouvernement démentent ce qu'ils avaient affirmé encore la veille (Fillon à propos de la "rigueur"). Bref, ils sont cuits et malheureusement nous ne sommes pas prêts, aucune issue politique n'apparaît à l'horizon.

Dans les nombreux articles de presse que je lis chaque jour, je note en lisant les commentaires qui les accompagnent parfois, que de plus en plus d'électeurs qui ont voté Sarkozy affirment qu'on ne les y reprendra pas deux fois dans des termes d'une violence à faire palir nos dirigeants timorés qui n'osent pas dire : Dehors Sarkozy ! Ils expriment même le souhait qu'il n'aille pas au bout de son mandat en espérant que l'automne sonnera le glas de son quinquennat. Ils disent : tout sauf Sarkozy jusqu'en 2012, on a touché le fond et on risque de couler avec lui s'il demeure au pouvoir plus longtemps.

Même le Figaro d'hier titrait *L'audition de Maistre met Woerth en difficulté*. L'hystérique du Palais aurait-il trop tiré sur la corde au point d'être sur le point d'être lâché par les siens ? Pas avant qu'il en ait terminé avec la contre-réforme des retarites. Ce serait le signal de la fin de la partie pour le Nabot précipitée par ses pairs. Car à force de le soutenir dans des conditions de plus en plus inconfortables, ses mentors n'ont pas envie de se griller pour ce minable qui n'est qu'un pion à leur service, vous verrez qu'une fois débarqué ils seront parmi les premiers à admettre que s'ils se sont foutus dans un tel merdier c'est avant tout de sa faute. Ces gens-là ne connaissent que la gratitude du portefeuille ou du compte en banque, ils ne sont pas aux ordres de Sarkozy mais des banquiers et des patrons des multinationales.

Paradoxalement le mot d'ordre de Sarkozy "travailler plus pour gagner plus" semble faire son petit bonhomme de chemin, les attaques de casinos et les braquages en tous genres sont en constante augmentation, il y en a qui appliquent son mot d'ordre à la lettre ce qui nous les rend particulièrement sympathiques ! On ne confondra pas les voyoux qui sont des déchets de leur société et qui sont à son image sans foi ni loi en s'en prenant aux plus faibles, et les gangsters qui s'attaquent au point sensible de leur système. (J'arrête là parce que je dois sortir.)

Réactions avisées d'Internautes à l'annonce de la réforme impossible de Wall Street.

- croire qu'Obama qui a été mis en place par Bilderberg où l'on retrouve le cartel bancaire, fasse une loi contraignant les banques est une vue de l'esprit. Ce qu'il en ressortira au final? Les consommateurs pourront moins faire de crédits. Moins de salaires, moins de travail, moins de crédits, moins de consommation, moins de dépenses sociales= appauvrissement généralisée du peuple américain.

- La réforme d'Obama est de la poudre aux yeux concoctée en accord avec Goldman Sachs qui détient quasi de droit le secrétariat au trésor.

Aucun gouvernement occidental et surtout pas Obama ou Sarkozy ne sont en posture de réformer un marché financier totalement incontrôlable.

- 533 règles, 4 ans pour valider chacune d'elles, le tout freiné par les lobbys... Rendez vous à l'année 4142 pour voir les résultats

- la seule réforme de wall street qui vaille (et pour les autres pays c'est pareil) c'est une reforme de type Glass Steagall qui sépare complètement les activités bancaires de dépôt et celles d'investissement ... comme ca si les investisseurs se cassent la gueule , ils le feront avec leur fric , et si ils perdent tout , ils iront se faire foutre un point c tout ...

si on ne va pas dans cette direction en europe (c'est pourtant du bon sens) , on va droit a la catastrophe .... de tte façon , on y va droit quand meme ...

- Oui, séparer ces activités bancaires, c'est ce que préconise le prix Nobel d'économie Maurice Allais. Il pourrait l'expliquer à la télévision ou à la radio, s'il y était invité.

Et selon Lyndon LaRouche, "Obama ment". Un sénateur aurait été "instrumentalisé pour introduire la Règle Volcker, dans le but de remplacer l'amendement qui demandait la réintroduction de la loi Glass-Steagall."

- Le problème essentiel des pays développés est que depuis 20 ans, le salariat a été sacrifié sur l'autel de la Finance. En gros les salaires stagnent alors que les dividendes explosent. Mais pour continuer à consommer et donc nourrir l'économie, les salariés ont été poussés à s'endetter. Les États Unis et le Royaume Uni sont dans une situation catastrophique, l'État et les ménages sont sur endettés. La France est un peu mieux lotie car l'épargne des ménages est très conséquente (le meilleur du monde après le Japon si je ne m'abuse).

Il n'y aura pas de reprise durable sans un profond changement dans le rapport Travail/capital et utilisation judicieuse de ce capital. Faire de l'argent avec de l'argent est une démarche vaine mais surtout dangereuse. Je rappelle enfin que la Bourse a été inventée pour financer la production, pas pour jouer au Loto.

Affaire Bettencourt: guerre entre le procureur et la juge.

L'animosité entre le procureur de Nanterre Philippe Courroye et la juge de Nanterre Isabelle Prévost-Desprez, tous deux en charge de l'affaire Bettencourt, n'est un secret pour personne.

Selon le Mediapart, le parquet de Nanterre a refusé vendredi de transmettre à la juge Isabelle Prévost-Desprez la retranscription des enregistrements pirates réalisés par le majordome de l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Suite au report du procès de François-Marie Banier, la juge a pourtant obtenu mardi l'autorisation de la cour d'appel de Versailles de poursuivre son enquête.

Alors comment faut-il interpréter cette décision du parquet?

Nouvelles interrogations

En refusant de se soumettre à la décision de la cour d'appel, le procureur déclare donc la guerre à la juge et pose une nouvelle fois la question de son indépendance.

Soumis hiérarchiquement à la Chancellerie de part son statut de procureur, il n'a en outre jamais caché son amitié pour Nicolas Sarkozy. (Lepost.fr 17.07)

Le 19 juillet

Dire que la situation sociale et politique est explosive en France est en passe de devenir un euphémisme. Les différents gouvernements de l'UE savent que l'automne va être très chaud, ils n'ont plus aucune légitimité mais ils tiennent encore en l'absence d'issue politique, les masses hésitent encore à se mobiliser, pendant combien de temps, on n'en sait rien au juste.

En février 1917 lors du déclenchement de la révolution (démocratique bourgeoise) et lors des manifestations de juillet de la même année en Russie, le parti bolchevik ne s'était pas particulièrement mobilisé, il s'était montré hésitant, il n'était pas non plus sur une ligne de front unique, pourtant les masses sont descendus dans la rue, les conditions objectives et subjectives étaient mûres.

On ne peut pas mobiliser les masses artificiellement, encore moins les faire participer à une insurrection. On peut difficilement évaluer l'impact de la propagande et de l'agitation contre le régime ou disons jusqu'à quelle profondeur elles opèrent, on sait seulement qu'elle agit en profondeur dans les consciences et que lorsque les conditions sont réunies elles se manifestent au grand jour et surprennent tout le monde par leur spontanéité et leur radicalité ou violence.

Notre devoir est donc de montrer la voie à suivre au prolétariat dans une perspective politique claire et cohérente, de le préparer à passer à l'action, alors qu'il ne s'imagine pas un instant comment cela pourrait se produire ou qu'il prendrait un jour cette voie. La question suivante est d'une extrême importance aussi, la suite dépendra de son degré de maturité politique au début de sa mobilisation, il déterminera en grande partie sa capacité à progresser rapidement pour s'élever au niveau des tâches qu'il a à accomplir.

Le succès d'une révolution prolétarienne repose sur la capacité des masses à s'organiser au niveau politique indépendamment des institutions existantes, c'est l'une des conditions pour pouvoir les renverser, mais elle ne suffit pas, faut-il encore pour y parvenir qu'il existe

un parti luttant pour briser ces institutions qui peuvent se trouver neutralisées ou paralysées temporairement et qui peuvent reprendre le dessus à tout moment, d'où le rôle irremplaçable du parti pour gagner la majorité au sein des organismes que le prolétariat a créés pour que leur combat au cours du processus révolutionnaire reflète le mûrissement politique de la classe ouvrière et qu'il soit orienté dans la bonne direction.

L'incapacité du prolétariat de s'organiser ou de se doter d'une nouvelle direction conduirait infailliblement à un échec qui se matérialiserait par la mise en place d'un gouvernement de front populaire ou d'union nationale avant que la bourgeoisie ne reprenne les choses en mains. Il n'existe pas d'autre solution pour briser le carcan des appareils et parvenir dans un premier temps à une situation de double pouvoir que l'auto-organisation des masses. Pour autant les appareils n'aurait pas disparu, ils tenteraient de dévoyer ces organismes politiques indépendants, l'existence, le développement et le rôle de ces institutions ouvrières amenées à constituer les piliers de l'Etat ouvrier dépendraient ensuite de l'existence ou non du parti. Il peut très bien être faible numériquement au début de la crise révolutionnaire et multiplier par dix ou davantage ses effectifs en à peine quelques mois. Les appareils peuvent donner naissance à un gouvernement de front populaire pour faire obstacle à la chute du régime et tenter d'y asservir ces organismes. Dénoncer et combattre leur double langage devient alors une priorité, ce qui se traduisit par exemple en Russie par le mot d'ordre *Tout le pouvoir aux soviets* pour démasquer leur compromission avec les capitalistes (ou les féodaux), sachant que les partis bourgeois ou petits-bourgeois opportunistes qui formaient le gouvernement ne rompraient jamais avec le capitalisme. Cette stratégie a pour objectif de détouner les travailleurs de ces partis pour les gagner au parti révolutionnaire. Une fois cette étape sur le point d'être franchie, quand les masses ont compris qu'elles n'avaient rien à attendre de ces partis, le combat sur le mot d'ordre de *Tout le pouvoir aux soviets* est dépassé et doit être abandonné, il doit céder la place au combat pour renverser le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, l'heure a alors sonné pour le parti révolutionnaire ayant acquis la majorité dans les organismes constitués par le prolétariat de préparer l'insurrection pour prendre le pouvoir.

Jusqu'à quel point peut-on s'inspirer de cette expérience, telle est la question. Si on s'en écarte ou qu'on la rejette, par quoi la remplacer ? Il y a des situations de double pouvoir qui peuvent durer un long moment, mais une chose est sûr, un jour ou l'autre un des deux camps remportera cette bataille et l'un des deux pouvoirs existant devra disparaître. Voyez ce qui se passe en Bolivie où Morales à force de tergiverser et de passer des compromis avec l'ennemi prépare le terrain au retour de la bourgeoisie au pouvoir, en réalité elle ne l'a jamais totalement quitté, ceci explique cela. Donc la question du double pouvoir est importante parce qu'incontournable, à moins d'envisager une révolution directement socialiste qui liquiderait immédiatement les institutions en place, mais cela ne s'est jamais vu. On peut difficilement imaginer que le prolétariat pourrait se hisser d'un seul coup à la hauteur du programme de la révolution socialiste. L'exemple de la révolution russe peut nous servir de trame, sans pour autant chercher à la copier à la lettre. Une révolution ne peut être menée à son terme que si l'ensemble du prolétariat -on ajouterait aujourd'hui et des couches entières de la petite-bourgeoisie, est entraînée dans la révolution, la théorie (blanquiste) du coup de force d'une minorité qui prend le pouvoir est obsolète depuis 1848 affirmait Engels, et la suite de la lutte de classes lui a donné raison. (A suivre)

Pour répondre à Philippe, je ferais mieux de me concentrer sur le combat contre le gouvernement et les institutions plutôt que perdre du temps à analyser l'attitude des différents partis. Si l'on se met dans la peau d'un parti qui combat pour prendre le pouvoir, il faudrait populariser le socialisme, que chaque couche de travailleurs ou jeunes dans le pays s'imaginent un instant puis sachent ce que lui apporterait un véritable Etat ouvrier, comment cela se traduirait dans sa vie de tous les jours. On devrait s'atteler à cette tâche urgente au lieu de polémiquer sans fin ou de commenter l'actualité afin que le prolétariat dispose d'un point de repère auquel il pourrait se référer au fur et à mesure du développement de la situation au cas où une crise révolutionnaire éclaterait.

A deux ou trois reprises j'ai abordé brièvement cette question, il faudrait l'aborder sérieusement et mener ce travail jusqu'au bout, seul je ne le peux pas. Chacun a besoin de se représenter même succintement ce que serait sa vie dans une autre société que celle que nous connaissons aujourd'hui. Je ne comprends pas pourquoi nos dirigeants n'y pense pas. Un document de trois ou quatre pages par couche ou milieu sociale ou encore secteur d'activité dans lequel chacun pourrait se reconnaître, redonnerait espoir aux travailleurs, briserait la fatalité dans laquelle on veut les enfermer, leur indiquerait qu'il existe bien une alternative au capitalisme, ce serait autre chose que des mots ou des promesses qui s'envolent, ils pourraient prendre conscience que leurs aspirations ou besoins sont parfaitement légitimes et qu'il est possible de les satisfaire, pour un peu ils s'y verraient déjà et c'est bien l'objectif, car cela les aiderait à prendre confiance en eux-mêmes, à prendre conscience qu'ils peuvent et doivent devenir les acteurs de leur propre destin et en laisser le soin à personne d'autres.

En résumé, il ne faut pas que les travailleurs se représentent le socialisme uniquement sur le plan politique, ce qui peut porter à confusion ou à contestation après l'épouvantable expérience du stalinisme et du réformisme, mais qu'ils se le représentent dans la vie de tous les jours. Pour le coup Trotsky avait raison, c'est un art de réaliser ce matériel, avant de s'y attaquer il faudrait s'assurer que l'on maîtrise bien notre sujet car il nécessite de bien connaître toutes les couches de la société sous tous ces aspects, de la vie pratique à sa psychologie, aux rapports que chacune d'entre elles entretient avec le reste de la société, de quelle manière elle interprète la situation, leurs aspirations et besoins spécifiques, etc. Mais là aussi, une fois qu'on a listé pour chacune d'entre elles les facteurs à prendre en compte et leur ordre de priorité, on dispose de la trame pour réaliser ce travail. Un tel document n'aurait rien à voir avec le contenu des tracts ou le matériel de propagande que l'on utilise aujourd'hui. (A suivre)

Quelques infos en bref.

Règnerait-il un climat de guerre civile en France ?

1- Violences urbaines à Grenoble: nouveaux tirs à balles réelles sur la police - LePoint.fr 18.07

2- Attaque de la gendarmerie: une centaine de militaires déployés à Saint-Aignan - LePoint.fr 18.07

Et dans le Monde ?

1- Double attentat-suicide en Irak: 48 morts - AP

2- Week-end sanglant au Mexique : près de 60 morts, 17 jeunes tués dans une fête - LePoint.fr

L'équivalent de quatre emplois au Smic (cotisations incluses) pendant 6 ans.

Ingrid Betantcourt a refusé une offre d'indemnisation proposée par la France pour ses six années de détention par les FARC, comme l'indique Le JDD.fr.

On apprend que la France lui aurait fait une offre d'indemnisation pour ses six années de détention. Une offre du Fonds de garantie des Victimes à hauteur de 450.000 euros, explique Le Monde.fr.

En effet, le JDD s'apprêtait à publier des informations à ce propos, relatant notamment que notre ex-otage aurait considéré que les 450.000 euros proposés en première intention "*constituaient une indemnisation insuffisante au regard de son préjudice*" précise le journal, "*son cas devait être à nouveau débattu au mois de septembre*". (Lepost.fr 17.07)

450.000 euros, c'est de l'argent de poche pour cette grande bourgeoise ! Pas un centime !

L'UE et le FMI, le bras armé de l'aristocratie financière contre les peuples.

Le Fonds monétaire international et l'Union européenne ont suspendu samedi l'évaluation du programme d'aide accordé en 2008 à la Hongrie pour lui permettre de surmonter la crise financière, soulignant que des mesures difficiles doivent être prises pour réduire les déficits.

La suspension des consultations signifie que, tant que l'évaluation n'aura pas été achevée, la Hongrie ne pourra avoir accès aux fonds qui n'ont pas encore été utilisés dans le cadre du prêt de 25,1 milliards d'euros débloqué par l'UE et le FMI .

Le prêt de l'UE et du FMI sert aujourd'hui de filet de sécurité à la Hongrie qui se finance sur les marchés depuis la fin d'année dernière.

"*Dans un contexte de surveillance accrue par les marchés des déficits des gouvernements et des niveaux de dette, les objectifs de déficit budgétaire précédemment annoncés - 3,8% du PIB en 2010 et moins de 3,0% du PIB en 2011 - restent une base appropriée pour le processus nécessaire de consolidation et la soutenabilité de la dette (...) mais des mesures supplémentaires devront être prises pour atteindre ces objectifs*", a estimé le FMI.

Dans un communiqué distinct, l'UE a fait savoir que la conclusion de l'évaluation avait dû être reportée et que de nouvelles consultations seraient organisées.

"*La Hongrie est revenue sur la voie d'une croissance économique positive et enregistre aujourd'hui l'un des plus faibles déficits de l'UE. Je salue l'engagement des autorités envers l'objectif 2010 de réduction du déficit*", a déclaré Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires.

"*Toutefois, la correction du déficit excessif à partir de l'an prochain nécessitera des décisions difficiles, notamment en matière de dépenses*", a-t-il ajouté.

La Hongrie a besoin de conserver le filet de sécurité que constitue le prêt de l'UE et du FMI afin de garder la confiance des marchés auprès desquels elle emprunte. Le pays reste vulnérable à sa dette publique élevée, qui représente 80% du PIB, et à sa dépendance aux financements étrangers. (Reuters 18.07)

Donc si on comprend bien, la Hongrie avec un déficit budgétaire annoncé de 3,8% du PIB en 2010 fait partie des meilleures de l'école des cancres de l'Union européenne, donc les mêmes punitions devraient être appliquées à tous les peuples qui la composent, y compris la France bien entendu.

Le 20 juillet

Pas le temps de causer.

La jaunisse.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, estime que "l'automne sera chaud" dans un entretien au Télégramme à paraître mardi.

"Il est important que la mobilisation du 7 septembre soit forte, car la loi ne doit pas être votée en l'état", souligne M. Chérèque.

"Nous arracherons tout ce que nous pourrons pendant le débat parlementaire qui se tiendra du 7 septembre à la mi-octobre", prévient-il. (Lepoint.fr 19.07)

Le gouvernement en a des sueurs froides !

1- il faut que la loi soit votée, c'est ce qu'exige Sarkozy ;

2- mi-octobre fin de la partie, c'est ce qu'a décidé Sarkozy ;

3- la loi est passée, Sarkozy est soulagé.

4- il peut s'attaquer aux dossiers de la dépendance des plus vieux.

5- à moins que...

Total Dunkerque.

"*Total confirme son intention (...) d'arrêter le raffinage et de reconvertir le site*", a déclaré un porte-parole.

Qu'il arrête le raffinage ou redémarre l'usine, le groupe doit de toute façon extraire les résidus de gaz dans la raffinerie pour des raisons de sécurité. Un redémarrage brutal présente des risques d'explosion.

Suite à ce dégazage Total vérifiera le bon fonctionnement de toutes les composantes de la raffinerie, a ajouté le groupe.

"*Il faut tout ouvrir, tout inspecter, ça doit aussi prendre plusieurs semaines*", a dit un porte-parole du groupe.

Selon un responsable CGT, "*Total ne satisfait pas ses obligations. Nous voulons un calendrier de redémarrage*".

"*Nous avons le sentiment que Total s'arrange pour arriver au mois d'octobre sans redémarrer la raffinerie,*" a-t-il dit.

Du fait d'un problème de procédure, la cour d'appel de Douai a ordonné en juin le redémarrage de la raffinerie avant le 16 juillet sous peine d'une sanction financière de 100.000 euros par jour.

Total a assigné les syndicats et le comité d'entreprise devant le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) le 17 septembre, mais cette démarche n'est pas suspensive, pas plus que le pourvoi en cassation qu'il devrait déposer contre l'arrêt de Douai. (Reuters 19.07)

Etats-Unis.

Selon une vaste enquête publiée lundi par le *Washington Post*, 1.271 agences gouvernementales et 1.931 compagnies privées, réparties sur 10.000 sites à travers les Etats-Unis, travaillent sur des programmes liés à la lutte contre le terrorisme ou au renseignement.

Intitulée "L'Amérique top secrète", l'enquête est le fruit de deux ans de travail à laquelle ont participé une vingtaine de journalistes du prestigieux quotidien américain, à l'origine du scoop du Watergate qui avait entraîné la démission du président américain Richard Nixon en 1974.

Le quotidien note que 1.271 agences gouvernementales et 1.931 compagnies privées, réparties sur 10.000 sites à travers les Etats-Unis, travaillent sur des programmes liés à la lutte contre le terrorisme ou au renseignement.

Le dispositif emploie près de 854.000 personnes, qui disposent d'accès à des informations secrètes, et 33 bâtiments ont été construits ou sont en cours de construction rien que dans l'agglomération de la capitale fédérale Washington.

Le journal observe par exemple que 51 organisations fédérales situées dans 15 villes différentes sont chargées de surveiller la circulation des fonds des réseaux terroristes.

L'énorme machine de renseignement américaine produit des rapports en si grand nombre -quelque 50.000 rapports par an- que "*beaucoup d'entre eux sont tout simplement ignorés*". (Lepoint.fr 19.07)

Irlande.

L'agence de notation Moody's a annoncé lundi l'abaissement de la note souveraine de l'Irlande, en soulignant la lente sortie de crise du pays et le coût croissant du sauvetage de son secteur bancaire.

La note a été abaissée d'un cran, à Aa2 avec une perspective stable, ce qui la met au même niveau que la notation AA de Standard & Poor's, mais elle reste en revanche un cran supérieure à celle de Fitch.

Moody's a fait cette annonce à la veille de la mise sur le marché d'obligations irlandaises à six et dix ans pour un montant compris entre un et 1,5 milliard d'euros dans le cadre des adjudications mensuelles habituelles.

"*Le calendrier n'est pas bon, compte tenu de l'adjudication de demain et cela va certainement s'ajouter à la prime qui devra être payée pour lever de l'argent*", souligne Alan McQuaid, chef économiste à Bloxham.

L'initiative de l'agence de notation, qui était attendue selon le ministre des Finances irlandais, a fait reculer l'euro face au dollar et a pesé sur les Bourses européennes.

L'écart de rendement entre les obligations irlandaises et allemandes à dix ans s'est accru pour atteindre 300 points de base, au plus haut depuis le 2 juillet. (Reuters 19.07)

Grèce.

Trois inconnus ont abattu à bout portant un journaliste grec lundi 19 juillet devant son domicile à Athènes, le premier crime du genre depuis plus de vingt ans en Grèce, rapporte la police.

Sokratis Giolias, 37 ans, était directeur de l'information à la radio Thema 98.9 et écrivait sur le blog d'information politique et sociale Troktiko, très populaire, qui a révélé de nombreux scandales. Il est mort devant chez lui, abattu de dix ou quinze balles, selon les sources.

"*Quelqu'un voulait faire taire un très bon journaliste d'investigation qui a dérangé beaucoup de gens avec ses papiers*", a dit à son égard le président du syndicat des journalistes d'Athènes, Panos Sabolos. (Lemonde.fr 19.07)

Italie.

Quelque 40.000 interventions chirurgicales ont été repoussées en Italie, en raison d'une journée de grève lundi contre les mesures d'austérité du gouvernement, selon le syndicat de médecins Simet.

Une manifestation a été organisée devant le Parlement à Rome pour protester contre les pénuries de personnels médicaux prévues en raison des projets du gouvernement de ne pas renouveler de nombreux contrats d'intérim. (AP 19.07)

Le 21 juillet

Une causerie rédigée rapidement.

Tout privatiser, réduire le budget social de l'Etat, réduire les salaires, c'est réduire le niveau de vie, l'ouvrier coûte trop cher, il vend sa force de travail qui corrrespond ce qu'il a besoin pour vivre, ses besoins, il a donc trop de besoins, il faut les réduire, lui faire tout payer un maximum et qu'il se passe de ce qu'il ne peut plus se payer, se soigner ou s'instruire par exemple, les vacances ou vivre dans une habitation décente. Il doit travailler autant ou davantage pour satisfaire moins de besoins qu'auparavant, donc il vit plus mal qu'avant, l'humanité régresse. Régresserait-elle sur certains continents ou pays tandis qu'elle progresserait ailleurs, pas vraiment, ils empruntent exactement la même voie que ceux qui sont condamnés à la régression aujourd'hui.

Le prolétaire en a-t-il conscience, pas le moins du monde il continue de procréer comme un lapin, c'est grotesque, la France est championne

d'Europe de la reproduction. Jadis on donnait naissance à de nombreux enfants parce que la moitié mourraient en bas âge et la durée de vie était très courte, de plus il n'existait aucun moyen de contraception...

Nous sommes officiellement 6,7 milliards sur terre, cela fait froid dans le dos quand on pense au niveau de conscience ou plutôt d'inconscience de cette masse manipulable à souhait.

Par hasard hier après-midi, en rangeant un peu le bordel qui règne dans mon disque dur, je suis tombé sur un texte que j'avais téléchargé mais que je n'avais jamais lu, il est du 15 juillet 1947 et signé par André Ferrat (?), il portait sur la révolution russe de 1917. En fait, il faisait le procès du bolchevisme, mieux de la révolution russe tout court qui n'aurait jamais dû se produire. Mais comme dans tout texte polémique étayé par des arguments, il y avait à boire et à manger.

La partie incomestible se composait d'amalgames ou de confusions grossières pour démontrer que Lénine et les bolcheviks avaient manipulé le prolétariat et la paysannerie pauvre et qu'il était responsable de la dégénération de l'Etat ouvrier donc des soviets... sous Staline. La partie digeste faisait ressortir l'une des faiblesses (subjectives) de la situation en Russie au moment où la révolution se produisit : le niveau de conscience politique de la classe ouvrière. Cela tombe bien, c'est l'un de mes axes de bataille.

Peu de temps avant toujours hier après-midi, j'avais lu quelques pages de la biographie de Marx rédigé par F Mehring et j'étais tombé sur le passage consacré au séjour de Marx en Belgique au moment où se constitua la Ligue des communistes. Je venais de lire qu'ils commencèrent par organiser des soirées de discussions auxquelles étaient invités à participer des ouvriers pour les aider à mieux comprendre le monde dans lequel ils vivaient... Cela ne débouchait sur aucune action précise dans l'immédiat, il s'agissait simplement d'instruire les ouvriers, les masses laborieuses plus largement, car cela ne concernait pas exclusivement les ouvriers. Bien entendu j'imagine que le rassemblement de tous ces éléments conscients avait pour objectif de s'organiser et de constituer un parti, et les initiateurs de ce genre de réunions montraient l'exemple en se regroupant sur une initiative commune, car l'action était quand même au bout. A la suite de ces réunions des divertissements étaient prévus ou le lendemain ils se retrouvaient pour passer du bon temps ensemble.

On était loin de l'individualisme ambiant ou du dogmatisme teinté de sectarisme que nous connaissons aujourd'hui. Comme très souvent aucun parti ne propose l'ensemble de ces activités. La tactique du POI avec les comités d'unité et les fêtes de LO, et il ne manque plus que le matériel politique approprié (journal, brochures, fiches, etc.) en direction de la classe ouvrière et des couches moyennes, de la petite-bourgeoisie. J'extrapole évidemment.

Il faudrait peut-être sortir des sentiers battus comme je le préconisais en 2005. Pourquoi ne pas organiser périodiquement au plan local des conférences -c'est un grand mot mais cela fait sérieux, sur des thèmes d'actualité ou sur des questions de fond qui intéressent la population ? Pourquoi ne pas essayer surtout, qu'est-ce que cela coûterait ? Si ça foire, on essaie de comprendre pourquoi et de rectifier le tir, si ça foire toujours après plusieurs essais infructueux, on laisse tomber, c'est que ce n'était pas une bonne idée dans la situation actuelle ou qu'on ne sait pas comment s'y prendre ou les deux à la fois.

Le problème d'un petit parti qui n'a jamais été au pouvoir et qui demeure peu connu, c'est qu'il se présente à la population de telle sorte qu'on a l'impression qu'en dehors de l'agitation et la propagande il ne saurait rien faire d'autre, surtout pas gouverner, d'où l'intérêt qu'il peut susciter sur l'instant (ou lors d'élections) et qui s'évapore l'instant suivant, ce dont témoigne les militants lorsqu'ils expliquent qu'ils rencontrent des centaines de travailleurs qui se disent en accord avec leurs discours, sans toutefois que cela se concrétise au niveau de l'organisation des travailleurs ou des liens qu'ils peuvent établir par la suite avec eux.

On a deux défis à relever, faire en sorte que les travailleurs ne se détournent plus de la politique, ensuite, tout faire pour leur permettre d'élever leur niveau de conscience du monde dans lequel nous vivons, et si nous utilisons la bonne méthode pour les aborder et que nous parvenons à un résultat positif, il ne suffit plus alors qu'ils adoptent ou se saisissent de cette méthode librement, consciemment, pour aborder le socialisme sereinement et les recruter au parti sur des bases solides et correctes sachant qu'ils pourront encore progresser.

Pour réussir ce genre de réunions-conférences il faudraient qu'elles soient minutieusement organisées, avec affichage massif sur la localité, tracts dans les boîtes aux lettres, diffusion d'un appel à y participer, etc. C'est quelque chose qui doit être pensé à l'avance dans les moindres détails pour mettre le maximum de chance du côté de sa réussite. De quelle manière on présente cette conférence, plutôt générale pour ne pas décourager d'y participer ceux qui ont un complexe d'infériorité ou qui savent ne pas savoir grand chose du thème proposé pour ne pas les choquer, son objectif, plus précis mais laisser à l'appréciation de chacun des participants potentiels pour qu'il n'ait pas l'impression qu'on cherche à le manipuler, satisfaire le besoin de comprendre la société des uns, la curiosité des autres qui sont disposés à entendre un autre discours que ceux qu'on leur sert habituellement...

Ces réunions-conférences pourraient être suivies d'un verre de la fraternité pour commencer, quelque chose qui favorise l'établissement de liens durables, que ce ne soit pas un "coup"... pour rien, cette mentalité et cette méthode sont à proscrire. Des dizaines de millions de travailleurs sont plus sensibles à certaines questions plutôt que d'autres ou abordent la situation par des angles différents, chacun est conscient d'une partie de la réalité que nous vivons, mais ils ne parviennent pas à se faire une idée générale de la situation, notre méthode doit donc permettre de leur rendre accessible cette compréhension, ils doivent y parvenir par eux-mêmes au lieu qu'on leur mâche le travail, ce qui ne sert à rien neuf fois sur dix. Chacun affirme détenir la vérité, alors qu'en réalité chacun n'en détient qu'un petit bout, il s'agit donc de rassembler ces petits bouts pour en faire un ensemble cohérent au lieu d'opposer les unes aux autres. Une fois qu'on y est parvenu, on explique comment on a procédé pour que chacun s'approprie cette méthode, pas de mystère là-dedans.

Ces conférences pourraient avoir comme trame les moyens de décrypter l'actualité, la situation dans le monde, etc., donner des outils à chacun afin de mieux comprendre le fonctionnement du vieux monde. Face à une multitudes de nouvelles provenant du monde entier, face à une multitude de discours provenant de sources diverses, face à la multiplication des moyens d'information, comment s'y retrouver, qui croire, comment ne pas se faire berner, etc.

Ces réunions-conférences seraient organisées par un seul parti, sinon ce serait le foutoir ou une tribune où chacun vanterait les mérites de son propre parti. Tout le bénéfice d'une telle expérience devrait revenir au parti qui l'organiserait puisque son but serait aussi (surtout) de se construire. Entre un club de discussion et un parti de militants professionnels ou d'activistes, il doit être possible de trouver un compromis qui respecte tous nos principes. L'idée qui doit germer dans tête de chacun ensuite est de rejoindre un parti qui sera amené à se développer rapidement pour prendre le pouvoir, on rejoint ici l'idée de départ exposée plus haut en lui donnant une orientation et un objectif pratique précis.

Autre chose. J'ai déjà indiqué que je n'ouvrirai plus les courriels de militants qui se sont livrés à des procès d'intention à mon égard, alors ils perdent leur temps en m'écrivant car leurs courriels partent dorénavant directement dans la poubelle sans être lus, avec tout le respect que je leur dois, il y a des limites à tout.

Cela me fait penser au commissaire de police avec lequel j'ai eu un entretien hier matin (le troisième en quatre jours !). Il m'a reprocher mon agressivité envers les gens qui m'ont agressé il y a quatres jours en me ressortant que j'étais étranger, etc. Mais pas une seconde il n'a pensé à les convoquer ou les arrêter pour les interroger, pensez-vous, ils tentent de forcer la grille de chez moi en me blessant dans l'intention de me massacrer et c'est encore à moi de fournir des explications, le monde à l'envers quoi, pour un peu ce serait à moi de m'excuser, franchement je ne supporte plus ce comportement, je vais porter plainte contre ce flic, je n'en ai rien à foutre de ces considérations de flics corrompus.

Quelques infos en bref.

Pas d'avenir pour les dictateurs.

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux soutient "*sans réserve*" les policiers et gendarmes qui "*n'ont fait que riposter à des agressions qui auraient pu être mortelles*". "*Dans notre pays, il n'y a pas d'avenir pour les délinquants*", déclare-t-il dans un entretien au "Figaro" daté de mercredi.

Interrogé sur l'inflation des lois sécuritaires, le ministre de l'Intérieur dit n'avoir "*aucun complexe sur ces textes et souhaite même qu'il y en ait d'autres*", "*car les formes de délinquance évoluent sans cesse. Il faut anticiper*".

Brice Hortefeux précise qu'il entend "*systématiser la saisie des véhicules de luxe acquis avec de l'argent sale*". "*Quand on recense 350 Ferrari en Seine-Saint-Denis, on est en droit de se poser quelques questions*", lance-t-il. (AP 20.07)

Il couvre la police en cas de "*bavures*", alors elle a la gâchette facile, normal. Cette déclaration les encourage, peut importe le PS réclame un "Grenelle de la sécurité", l'union nationale autour du flic-président, toutes les occasions sont bonnes.

Comment se fait-il monsieur Hortefeux que vous sachiez qu'il y a 350 propriétaires de Ferrari domiciliés en Seine-Saint-Denis et que vous ne vous soyez jamais intéressé avant à cette situation pour le peu surprenante ? Laissez faire pour qu'un climat de paranoïa général se développe parmi la population ainsi que la violence, afin ensuite de justifier le quadrillage policier de banlieues ouvrières entières et de nouvelles lois liberticides qui pourront toujours être utilisées dans d'autres occasions, contre le mouvement ouvrier de préférence.

Ne touchez pas aux riches !

L'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt s'est fait rembourser 100 millions d'euros en quatre ans au titre du "bouclier fiscal", écrit le *Canard enchaîné* dans son édition de mercredi.

L'hebdomadaire satirique cite Pascal Wilhelm, l'avocat du gestionnaire de fortune de la milliardaire, Patrice de Maistre.

Selon le *Canard enchaîné*, les premiers remboursements sont intervenus en 2007 avec la création du "bouclier fiscal" par le Premier ministre d'alors, Dominique de Villepin. Le remboursement s'est élevé à 30 millions d'euros pour la seule année 2008. (Reuters 20.07)

Ça baigne pour l'industrie du luxe !

Hermès International a relevé mardi son objectif de croissance de ses ventes pour l'ensemble de l'année au vu d'un deuxième trimestre vigoureux venu confirmer le rebond amorcé dans le secteur du luxe.

Hermès a réalisé au deuxième trimestre un chiffre d'affaires de 567 millions d'euros, soit une hausse de 19,8% à taux de change constants.

Sur l'ensemble du premier semestre, les ventes ressortent à 1.074,7 millions d'euros, soit une hausse de 20% à taux de change constants et de 22,8% après prise en compte de l'impact favorable des parités monétaires.

"*Nous pensons que le marché (du luxe) se porte bien (...) Oui, il y a un rebond*", a déclaré la directrice financière d'Hermès, Mireille Maury, dans une interview téléphonique à Reuters. "*Il y a une clientèle internationale qui est toujours là, notamment une clientèle chinoise.*" (Reuters 20.07)

Surexploitation et chantage au chômage.

(Après le vote par plus de 70% du personnel de GM en faveur de la baisse des salaires en échange de la reprise d'activité et de garanties bidons sur l'avenir de l'usine. - LdC)

Le pire exemple est celui du groupe volailler Doux qui, en 2004, a appliqué la même équation. Quatre ans plus tard, en juillet 2008, l'entreprise a fermé trois sites en Bretagne et dans le Cher, entraînant la suppression de plus de 600 emplois. Un plan social tous les trois ans chez Hewlett-Packard

Toujours en 2004, Bosch menaçait de fermer son site de Vénissieux (Rhône) où 300 emplois étaient en jeu. Les salariés ont alors accepté de passer de 35 à 36h et de renoncer à six jours de RTT sur vingt. Sauf que six ans plus tard, l'activité s'est considérablement réduite à Vénissieux et l'avenir du site est à nouveau compromis. «*Si fin 2011 nous n'avons pas de nouveaux contrats, nous n'avons plus de travail*», avait indiqué à 20minutes.fr un employé de l'usine en mai dernier.

En 2005, Hewlett-Packard est bénéficiaire, mais annonce des licenciements partout dans le monde, dont plus d'un millier pour la filiale française. Il a fallu un an pour que le plan social s'opère avec au bout du compte 250 emplois sauvés contre une renonciation à douze jours de RTT. Trois ans plus tard, des centaines de suppressions de postes sont annoncées. «*Chez Hewlett-Packard, il y a un plan tous les trois ans*», déplore Laurent Viallard, délégué syndical CGT, joint par 20minutes.fr. Réduire les RTT dégrade les conditions de travail

«*La réduction des RTT n'a rien changé, au contraire, cela a dégradé les conditions de travail et cela a poussé les gens à partir. De ce côté-là, c'est une vraie réussite*», ironise cet employé du site de Grenoble. Aujourd'hui encore, l'avenir est sombre pour les salariés français du groupe américain: «*Il y a des signes avant-coureurs: des salariés sans activité, des postes supprimés dans le reste du monde, on nous demande de prendre des congés sans solde…*»

Enfin, chez Continental, seule la durée de travail avait augmenté fin 2007 pour pérenniser le site de Clairoix (Oise) mais, peine perdue, le groupe allemand a annoncé la fermeture du site deux ans plus tard et le licenciement de ses 1.120 salariés. Pas vraiment de bonne augure pour leurs homologues de General Motors. (20minutes.fr 20.07)

Complément d'un internaute.

En 2007 sabena technics fait signer à deux syndicats (CGC et FO) un accord faisant travailler les salariés 39 heures payées 35 heures. Vous savez, la société ou le monsieur du "travailler plus pour gagner plus" fait préparer son bel avion. Même M.Xavier Bertrand à l'époque (19/10/2008) avait jugé cet accord "inacceptable et chantage à l'emploi". Aprés trois années de substantiels bénéfices l'actionnaire annonce même qu'il pourrait revendre l'entreprise.

Production mondiale d'acier.

La production mondiale d'acier brut a augmenté de près de 28% sur les six premiers mois de l'année, mais le rythme de croissance a continué de ralentir en juin à mesure que les aciéries à travers le monde ont revu à la baisse leurs programmes de production.

Les analystes pensent que cette décélération va aller en s'accentuant au cours des mois à venir avec la pause estivale et des indicateurs suggérant une fragilisation de la reprise économique.

La production d'acier brut sur la période janvier-juin a atteint 705,8 millions de tonnes contre 551,9 millions il y a un an, selon des chiffres de l'Association sidérurgique mondiale publiés mardi.

La production du premier semestre 2010 est même supérieure de 7,2% à celle de la même période 2007, année où la production totale d'acier avait atteint un record historique annuel de 1,346 milliard de tonnes sur fond de forte croissance chinoise. (Reuters 20.07)

Brésil. Bonnes vacances !

Près de 25.000 personnes sont mortes victimes d'actes de violence en trois ans dans l'Etat de Rio de Janeiro qui compte 17 millions

d'habitants, selon les chiffres collectés par l'ONG Rio de Paz.

L'Etat de Rio est l'un des plus violents du Brésil, pays qui enregistre chaque année plus de 40.000 assassinats, soit un taux annuel de 23,8 homicides pour 100.000 habitants, selon des chiffres publiés en 2009 par le ministère de la Justice. (Lepoint.fr 20.07)

Le 22 juillet

Une courte causerie rédigée hier soir, je n'ai pas trouvé le temps de la terminer.

Si vous avez suivi l'activité sociale des derniers jours, l'appel des dirigeants de la CGC de participer à la journée d'action du 7 septembre ne vous aura pas échappé. Il témoigne du refus des adhérents de ce syndicat représentant les couches moyennes de se sacrifier davantage pour assurer la survie du capitalisme.

Peut-on en déduire pour autant que les couches moyennes et la petite-bourgeoisie seraient prêtes à se ranger au côté du prolétariat contre le capital, il ne faut pas aller trop vite en besogne. On a là une indication sur les doutes exprimés par une frange croissante de cette couche des exploités envers l'avenir que lui réserve le capitalisme et plus précisément son représentant, Sarkozy et son parti l'UMP.

Toujours est-il que lorsque l'on lit quotidiennement des dizaines de commentaires d'Internautes sur les blogs du Monde, de l'Express, du Figaro ou du Point ou encore de Libération qui ne sont pas particulièrement classés à "gauche", on s'aperçoit qu'une multitudes d'entres eux qui n'hésitent pas à rappeler qu'ils ont voté pour Sarkozy et déclarent maintenant qu'ils sont littéralement en guerre contre lui en souhaitant qu'il ne finisse pas son mandat, dans des termes d'une violence à côté desquels mes critiques envers les dirigeants du mouvement ouvrier sont de la guimauve ou presque. Je suis évidemment cela quotidiennement avec la plus grande attention, car on on a là véritablement la température d'une classe, qui bien que non déterminante, n'en joue pas moins un rôle charnière dans la stabilité du régime...

Ma causerie d'hier était médiocre, je n'étais pas en forme, j'étais trop préoccupé par la situation dans mon village, depuis je me suis refait une santé, ce matin les pécheurs du village voisin sont venus prendre leurs filets, moteurs et bateaux et ils ont dégagé discrètement dans leur village pourri, du coup j'ai l'esprit plus tranquille, je dis pourri pour l'avoir visité quelques fois et avoir constaté qu'il n'était pas possible de faire un mètre sur la plage sans marcher sur une dizaine de sacs plastiques ou d'autres détritus, je n'ai jamais vu cela ailleurs, c'est bien triste mais ce n'est certainement pas moi qui y changerait quelque chose. Du coup, j'ai rompu le "front unique" avec les gens de mon village une fois notre objectif commun atteint, car ce serait une grave erreur de ma part de croire qu'ils auraient changé d'attitude pour autant à mon égard, j'ai bien l'intention de ne jamais leur céder mon terrain et ma maison sur lesquels ils n'ont aucun droit de regard. Le calme est revenu, c'est le principal.

J'ai lu attentivement à plusieurs reprises l'éditorial (IO n°107) de D. Gluckstein de cette semaine. Autant je le suis sur la première partie de ce qu'il écrit, il dresse le constat qu'Hollande au nom du PS estime que Sarkozy doit aller au bout de son mandat, tout comme les députés et le projet de loi sur les retraites, sans en tirer les conclusions qui s'imposent. Au lieu de cela dans la deuxième partie, je ne comprends pas pourquoi les travailleurs devraient être "*fondés à considérer comme intolérable que les dirigeants du PS, du PCF, s'obstinent à refuser de dire clairement et nettement « retrait »*", puisqu'ils ont exprimé à une multitude de reprises à demi-mot ou très ouvertement leur soutien à la contre-réforme que veut imposer Sarkozy, donc les travailleurs savent à quoi s'en tenir en ce qui concerne ces partis qui sont vertement brocardés et à juste titre ailleurs dans ce numéro d'*Informations ouvrières*, pour finalement terminer avec une citation des *Echos* :« *Si péril il y a, il vient moins de l'hémicycle que de la rue, de cette manifestation syndicale unitaire du 7 septembre, dont les responsables de la majorité craignent qu'elle n'agrège les ressentiments.*», et si effectivement un mouvement mûrit ne faudrait-il pas lui donner un contenu et une orientation politique ? Il est l'heure d'écrire une nouvelle page de la lutte de classe des exploités qui ne peut se donner comme objectif que l'émancipation du capital et de la servitude, ce que ressentent toutes les classes, y compris certaines couches au sein de la bourgeoisie qui comprennent bien qu'à ce rythme-là l'économie mondiale court à la catastrophe, ce qui n'en fait pas des socialistes je vous rassure ou je vous le confirme.

Pourquoi ne pas indiquer si Sarkozy maintient son projet de loi au soir du 7 septembre, que seul un gouvernement ouvrier pourrait garantir nos retraites dans l'avenir ? Pourquoi ne pas donner clairement cette perspective à notre combat contre le régime dont les militants et le prolétariat pourrait se saisir ?

Les cadres se rebiffent, mais ils ont une vie de chiens, je ne souhaite à personne de le devenir, car c'est bourré de contraintes qui finissent par vous épuiser et vous user moralement. J'ai été cadre pendant 8 mois, un exploit ! Si le patron avait envie de se faire un gueuleton dans une auberge ou un manoir faisant office de restaurant à 19h, je devais téléphoner à Magueswary qu'elle ne m'attende pas pour manger car je devais l'accompagner, lui tenir compagnie et lui faire la conversation... J'ai conservé un très mauvais souvenir de cette expérience. On parle de la pénibilité du travail, elle est différente selon les postes de travail, pour certains c'est physique, pour d'autres c'est moral ou mental, les cadres ne sont pas plus épargnés que les ouvriers, certes ils ont de meilleurs salaires, mais au prix de quels sacrifices, la vie de l'entreprise passe avant la vie privée ou de famille, on a franchement l'impression d'être des esclaves, on vous le fait tellement sentir...

En tant que délégué du personnel chez U-Bix (Konica) j'ai assisté de nombreux cadres à des entretiens avant licenciement (art. L 122-12, le seul que je connaisse par coeur, et pour cause !), qui s'y attendaient depuis un moment, ils avaient été mis en condition psychologique,

officieusement, sournoisement par une rumeur que la direction avait balancée et qui était arrivée à l'oreille de l'intéressé. Il suffisait que la direction invoque n'importe quel prétexte pour les virer, c'est un peu comme pour les heures de travail, il n'y a pas de limite pour un cadre, il est censé être disponible 24h/24 et 365 jours par an pour "son" entreprise. Un matin vous arrivez dans votre bureau et il est vide, plus de dossiers, plus rien à faire, les jours ou les semaines s'écoulent ainsi jusqu'au jour où vous craquez et acceptez n'importe quelle condition pour partir, vous pouvez aussi vous retrouvez dans le même bureau que votre futur remplaçant qui vient d'être embauché, vous pouvez aussi vous retrouvez sans bureau du tout, on vous case dans un coin sans vous donner de travail, le plus efficace c'est encore de vous fournir des objectifs que vous ne pourrez jamais atteindre, c'est alors un motif de licenciement, on peut aussi doubler votre charge de travail sans vous donner les moyens pour l'assumer, du coup vous enchaîner les erreurs et les retards, la direction n'a plus qu'à les comptabiliser et quand elle estime que le compte est bon, elle vous vire pour faute professionnelle, dans ce cas-là vaut mieux négocier son départ avant c'est plus avantageux... On pense à tort que les ouvriers ou les employés sont les seuls maltraités par les patrons, en réalité c'est l'ensemble des salariés qui doivent être corvéables à merci selon eux. Je n'ai jamais bossé autant de ma vie que lorsque j'étais cadre, quelle punition ! Je me suis rattrapé en quittant la France quelques mois plus tard, fin décembre 90 ! (A suivre)

Grâce à la pluie qui est tombée les derniers jours et à l'absence de vent hier encore, j'ai gagné trois heures par jour pour bosser en plus pour le site. Hier après-midi j'en ai profité pour télécharger quelques textes des marxistes que j'ai perdus quand mon disque dur avait brûlé, j'en ai découvert d'autres dont un sur le front unique de Trotsky qui date de juillet 1922. J'ai passé la matinée depuis 7h ce matin à le lire et à le commenter. Je mettrai ce document et mon article en ligne demain si possible. Dans une des réponses aux courrriels que j'ai reçus, j'ai commis une erreur à propos de la manifestation en Russie en juillet 1917, je voulais parler d'une autre manifestation dont j'ai oublié la date, j'ai une mémoire horrible, avec mes excuses !

Merci au camarade qui m'a adressé plusieurs courriels ce matin ou hier soir. Je te souhaite bonne continuation camarade, et le bonjour à ton épouse qui je l'espère se porte mieux.

Quelques infos en bref.

L'hystérique flic-président en état de "*guerre*" permanent.

Albert Dupuy, préfet de l'Isère remercié mardi par Nicolas Sarkozy après les violences dans le quartier de la Villeneuve était en poste depuis décembre 2008. Interrogé par 20minutes.fr, il revient sur cette décision.

Comment avez-vous appris la décision de Nicolas Sarkozy de vous remplacer au poste de préfet de l'Isère? Je l'ai appris mardi soir de la bouche de Brice Hortefeux, une façon rarissime. En général, c'est le secrétaire général du ministère qui appelle. Je l'ai remercié d'avoir pris le temps de m'appeler. De son côté, il m'a rapporté la déclaration du président, qui estime que dans un état de guerre il fallait que le préfet soit un policier.

Que pensez-vous de cette décision? Je n'ai pas à la commenter, je la reçois, je l'accepte et je l'applique. Je reste préfet jusqu'au 29 juillet, mon successeur sera installé le 30. Je n'ai pas d'autre affectation pour le moment, je fais mes valises et je vais aller rejoindre ma famille à côté de Montpellier.

Considérez-vous que Grenoble soit en «*état de guerre*»? Grenoble, non. Mais la situation est extrêmement préoccupante, difficile. Il y a un malfaiteur qui est mort, même si c'est dans un contexte de légitime défense, il y a eu des tirs et des menaces de morts envers des policiers, des insultes sur les murs...

Mais pourtant, la situation semble se calmer? Oui, ça se calme. Je pense que c'est lié au fait que les obsèques du malfaiteur ont lieu jeudi. Les proches sont dans le recueillement. Ça peut repartir. Certains le disent, je n'en sais pas plus. (20minutes.fr 21.07)

Pour le PS la solution est la suivante : "*Nos concitoyens ont droit à une véritable politique de sécurité, plus efficace que l'envoi ponctuel de quelques unités supplémentaires qui sont reparties dès que les ministres ont tourné le dos.*"

Martine Aubry réclame dans un communiqué publié hier soir la tenue d'une rencontre nationale sur la sécurité. Et de conclure : "*Le moment est venu de réagir fortement*". (Lepost.fr 21.07)

Au lieu d'avoir le GIGN, la brigade anti-terroriste et une armada de CRS ponctuellement dans vos cités aux allures de ghettos, vous les aurez en permanence... Vivez heureux braves gens, le PS va transformer vos ghettos en casernes ! Ce parti n'a rien d'autre horizon à vous proposer aujourd'hui comme hier ou demain.

J'ai lu dans un autre article que les flics viraient les jeunes de cages d'escaliers jusqu'à 6 fois en une seule journée, à ce niveau-là c'est de l'acharnement ! Un gouvernement ouvrier leur proposerait de choisir entre une formation à leur convenance ou un emploi correspondant à leur qualification dans les deux cas rémunéré 1600 euros nets par mois, il mettrait fin également à ces ghettos, les familles seraient relogées immédiatement dans des habitations proche de leur lieu de travail après accord de leur part, etc.

Une compagnie aérienne infréquentable.

La compagnie low-cost irlandaise Ryanair a exigé mercredi que l'armée prenne en charge le contrôle aérien en France en cas de grève, "*pour que les passagers aériens innocents ne soient pas pris en otages*", a justifié la compagnie dans un communiqué. "*Le gouvernement doit tenir les aéroports vitaux de France et les services de contrôle du trafic aérien ouverts même pendant les périodes de troubles sociaux*", ce qui se fait "*dans de nombreux autres pays européens*", soulignait le porte-parole de la compagnie, qui dessert de nombreux aéroports régionaux en France et à Beauvais, en région parisienne.

En prenant l'exemple européen, Ryanair fait sans doute référence à l'Espagne, où le gouvernement a déclaré qu'il enverrait, si nécessaire, des militaires pour remplacer les contrôleurs aériens du pays en arrêt-maladie, un mouvement qu'il soupçonne d'être une grève déguisée et qui a provoqué des retards dans la région de Barcelone. (Lepoint.fr 21.07)

A plusieurs reprises cette compagnie s'est illustrée en refusant d'embarquer des personnes se déplaçant en chaises roulantes.

Et les affaires continuent...

Battre le consensus signifie que ces sociétés ont atteint les objectifs de croissances qu'elles s'étaient fixées.

- Les sociétés du CAC 40 devraient encore battre le consensus - Reuters
- Airbus compte dépasser son objectif de commandes sur l'exercice - Reuters
- Fiat multiplie son bénéfice trimestriel par deux - Reuters
- Faurecia relève ses objectifs 2010 - Reuters
- Plastic Omnium voit un 2e semestre "dynamique" - Reuters
- Morgan Stanley bat le consensus au 2e trimestre, le titre monte - Reuters
- United Technologies bat le consensus au 2e trimestre - Reuters
- Coca-Cola fait mieux qu'attendu au deuxième trimestre - Reuters
- Le fonds PAI est ouvert à des propositions de rachat de Yoplait - Reuters
- Berli Jucker convoite les actifs thaïlandais de Carrefour - Reuters

Etats-Unis.

La banque centrale américaine est prête à prendre si nécessaire des mesures supplémentaires pour soutenir la croissance compte tenu du niveau élevé d'incertitude, a annoncé mercredi son président.

"*La Réserve fédérale continue certes à organiser de façon prudente le retrait définitif des mesures d'accommodation de la politique monétaire, mais nous reconnaissons aussi que les perspectives économiques restent extraordinairement incertaines*", a déclaré Ben Bernanke devant la Commission bancaire du Sénat.(Reuters 21.07)

Le 23 juillet

Je n'ai pas le temps de faire plus aujourd'hui.

La violence de l'Etat.

C'est au tour des gens du voyage et des Roms d'être stigmatisés par le flic-président. On peut préciser la distinction entre gens du voyage et Roms, les premiers sont de nationalité française contrairement aux seconds qui sont les plus pauvres parmi les gens du voyage et qui sont originaires de Roumanie ou de Hongrie ou encore des pays limitrophes à ces derniers, au-delà jadis ils viendraient du sous-continent indien.

Hier en Conseil des ministres il a dit : «*Je tiendrai une réunion à ce sujet le 28 juillet. Cette réunion fera le point de la situation de tous les départements et décidera les expulsions de tous les campements en situation irrégulière*», il a donc parlé d'explusion avant même d'avoir examiné la situation. Comme l'écrit un journaliste du Post : "*l'amalgame délinquance-Roms ainsi formulé au plus haut niveau de l'État donne le vertige. (...) quand le Chef de l'Etat se trouve un os à ronger, il ne le laisse pas tomber comme ça. Nous voilà partis pour la chasse aux Roms de l'été 2010.*"

J'ai relevé ce passage d'un Internaute : "*En prenant prétexte des situations de violences pour jeter à la vindicte publique, non des personnes éventuellement responsables mais des catégories de population à priori coupables, il attise les brasiers et libère le pire démon qu'une société peut connaître: le racisme . Et ceci est d'autant plus détestable qu'il lui confère une justification politique et institutionnelle. Si le Président désigne les Roms, les Arabes ou les Africains comme groupes dangereux, pourquoi se gêner et s'interdire des propos si ce n'est des actes de racisme?*"

Retraites.

Le gouvernement a confirmé jeudi qu'il voulait repousser à la rentrée l'examen des mesures principales sur la pénibilité au dernier jour de l'examen du dossier des retraites en commission à l'Assemblée.

"*Comme cette question (de la pénibilité) doit être revue avec les partenaires sociaux, l'idée est d'examiner les amendements juste avant la séance publique en septembre pour tenir compte des arbitrages entre le gouvernement et les partenaires sociaux*", a expliqué la députée UMP Valérie Rosso-Debord. (Lepoint.fr 22.07)

Le Figaro précise la tactique du gouvernement : " *Les sarkozystes ont bien conscience que cette première étape parlementaire n'était qu'une formalité. Sans surprise, les débats ont été bouclés sans problème*". En attendant ils ont l'esprit ailleurs, et pour cause : "*Paradoxalement, la majorité semble plus inquiète par l'évolution de l'affaire Bettencourt et son volet Woerth que par la tournure du débat sur les retraites.*". Il s'inquiète " *«La gauche va matraquer Woerth à la rentrée. Tiendra-t-il le coup ?», se demande déjà un ministre*", s'il pose cette question c'est qu'elle serait dans l'air. *Le Figaro* poursuit : "*L'Élysée espère que la pause estivale fera baisser la pression*", les grandes chaleurs rendent nerveux ! " *Nicolas Sarkozy et François Fillon ont répété qu'Éric Woerth défendrait bel et bien le texte le 7 septembre. Autrement dit, qu'il ne sera pas conduit à démissionner d'ici là.*", après peut-être... "*«On est tranquille car on sait qu'il n'y a rien dans le dossier» , confie le premier ministre*", c'est le procureur Courroye à la solde de Sarkozy qui l'affirme, mais entre ce qu'il veut faire croire à la population et ce qu'elle serait prête à gober après les affaires des derniers mois le fossé n'a cessé de croître.

L'ampleur de la mobilisation du 7 septembre témoignera du degré de rupture de la la population laborieuse avec Sarkozy et son gouvernement...

Chérèque briseur de grève professionnel.

A propos de la grève des contrôleurs aériens : "*Je suis en désaccord avec cette grève, c'est une grève qui à mon avis n'a pas lieu d'être pour deux raisons : la première chose c'est que le gouvernement a retiré sont texte de fusion, donc je crois qu'il est temps de négocier. Et de temps en temps mieux vaut faire de bonnes négociations que de grèves qui gênent les usagers*" déclare-t-il.

"*Et puis je crois que beaucoup de personnes partent en vacances, ils sont fatigués, ils ont vécus une année difficile c'est la crise, et je crois que ben leur vacances, ils les ont méritées et ils méritent de partir. C'est pas le moment de les embêter !*" (Lepost.fr 21.07, sources: I>Télé, RTL)

Hier soir aux infos de 20h30, le journaliste sur TV5Monde Asie a affirmé le contraire de ce qu'a dit Chérèque.

A la jaunisse des syndicats, répond "*l'appétit*" de GM...

1- Trois des quatre syndicats (CFDT-CFTC-FO) de l'usine General Motors de Strasbourg, dont la CFDT, majoritaire, ont donné leur accord jeudi au projet de reprise présenté par le constructeur automobile américain, a-t-on appris de source syndicale. Les syndicats doivent signer formellement l'accord vendredi, date butoir fixée par le groupe américain. L'attitude de la CGT, qui a jusqu'ici refusé le projet d'accord, pourrait toutefois être déterminante, la firme de Detroit ayant demandé à ce que le texte soit paraphé par les quatre organisations syndicales.

"*On a toujours fait valoir qu'on était sur un recul social, mais que nous étions d'accord, CFDT, CFTC et FO, avec les conditions de reprise pour préserver l'emploi et la pérennité du site*", a précisé Jean-Marc Ruhland, secrétaire du comité d'entreprise et de la CFDT. (Lepoint.fr 22.07)

C'est la Fed qui est propriétaire, l'actionnaire majoritaire de GM à hauteur de 60%, mais ces syndicalistes inféodés au capital font comme s'ils l'ignoraient. Mailly : Retirez son mandant au délégué syndical FO de chez GM !

2- GM débourse 3,5 milliards pour la société de crédit AmeriCredit, un établissement de Fort Worth (Texas). L'appétit de GM est tel que le constructeur offre aux actionnaires de la firme texane une prime de 24 % par rapport au cours de clôture de mercredi soir. (Lefigaro.fr 22.07)

La direction de GM aurait tort de se gêner...

Il faut bien remplir les caisses de l'Etat !

Les frais d'inscription universitaire pour la rentrée 2010 vont augmenter. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a fixé par arrêté une augmentation moyenne de 2,1%.

Le montant des droits d'inscription pour les diplômes conduisant au grade de licence vont augmenter de 1,7% et ceux pour les masters de 2,5%. Le tarif de la sécurité sociale étudiante va elle aussi passer de 117 à 200 euros et le prix du ticket de restaurant universitaire de 2,90 à 3 euros. (Lepost.fr 22.07)

Dure la crise !

American Express fait état d'un triplement de son bénéfice au deuxième trimestre à 1,02 milliard de dollars, favorisé par la reprise des dépenses de ses clients et une baisse des défauts sur cartes de crédit. (Reuters 22.07)

Etats-Unis.

Les nouvelles inscriptions au chômage aux Etats-Unis ont bondi fortement et plus que prévu après deux semaines de baisse notable, selon des chiffres publiés jeudi 22 juillet par le département du travail à Washington.

Le ministère a recensé le dépôt de 464 000 nouvelles demandes d'allocations dans le pays du 11 au 17 juillet, soit 8,7 % de plus que la semaine précédente.

Depuis le début de l'année, les nouvelles inscriptions au chômage n'ont pas baissé plus de deux semaines de suite.

Le président de la banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a déclaré mercredi que les créations d'emplois du secteur privé observées depuis le début de l'année étaient "*insuffisantes*" pour faire baisser réellement le chômage, qui atteignait 9,5 % fin juin.

La persistance d'un chômage élevé couplée à une croissance molle a fait ressurgir récemment les craintes d'une rechute de l'activité, qui torpillerait la reprise de l'économie américaine engagée pendant l'été 2009.

En outre, le niveau très bas de l'inflation ravive l'hypothèse d'une éventuelle déflation aux effets dévastateurs. (Lemonde.fr 22.07)

Le 24 juillet

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site ce matin, car j'ai dû faire de la plomberie ! Hier soir je me suis retrouvé sans eau ! A force de négliger la baraque, voilà ce qui arrive ! Deux vannes hors d'usage depuis plus de 5 ans se sont retrouvées complètement obstruées par un agglomérat...de terre rouge ! Il faut savoir que les canalisations sont en plastique, y compris celles de la ville, comme il arrive fréquemment qu'elles pètent, je ne vous fais pas un dessin vous avez compris où se situe le problème. Tout est délirant dans ce pays. Bon, il est 13h20 et par chance ce matin ils n'ont pas coupé le courant, du coup j'ai pu remplir entièrement le réservoir grâce au moteur.

Je mets en ligne le document sur les retraites que m'a signalé Olivier (Combattre pour le socialisme), cela me fait toujours plaisir d'avoir de tes nouvelles. (http://www.luttedeclasse.org/tribune/cps030610.pdf)

A propos du congrès de la CGT Finances Publique, deux extraits pour vous mettre en bouche :

"*Appliquant la méthode initiée au congrès confédéral consistant à ne plus décompter les abstentions (13% des voix), ce qui permet de majorer considérablement la proportion des « pour » et de minorer toute critique même partielle, les directions avaient ouvert le congrès en se prévalant d'une approbation sans précédent (pour ce qui est du syndicat des impôts) du bilan propre à chaque syndicat et de leur projet commun de document d'orientation.*

Il faut dire que ce vote d'approbation sans précédent dans le syndicat des impôts trouve pour partie son origine dans le fait que le Parti Ouvrier Indépendant, qui y détient des positions importantes n'a pas voté contre le bilan d'activité de la direction nationale. Et ceci alors que son « bilan », c'est la prise en charge d'une des applications les plus abouties de la RGPP en ne revendiquant jamais le retrait du projet de fusion. Fusion dont la conséquence immédiate est de permettre à l'administration fusionnée de battre des records en nombre de suppressions de postes (2 départs à la retraite sur trois non remplacés en 2010) et d'être à l'avant garde de la mise en coupe réglée du statut de la fonction publique en supprimant les statuts particuliers nationaux des agents des impôts et du trésor.

Le POI dans le compte rendu du congrès qu'il fait dans Informations Ouvrières a le toupet d'affirmer " les délégués ont réaffirmé leur hostilité à la fusion".... a ceci près que les prises de position contre la fusion au moment où les personnels y sont confrontés c'est une chose, une fois que c'est fait c'en est une toute autre dans laquelle les appareils excellent pour mieux dissimuler le soutien qui a été le leur. NE pas s'opposer au rapport d'activité, c'est, sur cette question décisive pour les agents, capituler. Concernant le document d'orientation, le POI a certes fait voter des amendements, mais cela lui a surtout servi à exécuter un tour de passe-passe, car au bout du compte les délégués membre de ce parti ont fini par voter, dans les A.G. puis dans le congrès, « pour » le texte « amendé ». Or l'orientation de ce texte est celle du syndicalisme de concertation avec le gouvernement."

Plus loin : "*Les militants du POI, sont eux intervenus sur l'axe d'une journée de grève interprofessionnelle sur les revendications… toute ressemblance avec l'appel de la direction Force Ouvrière au 15 juin ne serait pas fortuite.*

Sur les « revendications » ? Oui mais pas une, pas celle du retrait du projet du gouvernement !
Et la « concertation » ? Les militants du POI ont expliqué que la rupture de la concertation ne pouvait faire l'unité et qu'il fallait en rester aux revendications…. dans lesquelles encore une fois il n'y avait pas celle du retrait du projet Sarkozy !

Il se trouve que le POI a aussi une influence certaine dans le syndicat FO des Finances, et par exemple à Paris.
Or dans un centre des Finances, une adresse aux directions syndicales ayant recueilli plusieurs dizaines de signatures fin mai a été soumise par un militant FO à la section départementale… Les dirigeants de cette section, membres du POI, ont appelé à voter contre ce texte qui a été rejeté. Que dit ce texte ?
« Le 17 mai, le gouvernement a rendu aux directions syndicales son « document d'orientation sur les retraites », avec les déclarations du ministre Woerth aucun doute ne subsiste sur le projet de contre- « réforme » de Sarkozy :
C'est la fin de la retraite à 60 ans ;
C'est l'allongement de la durée de cotisation ;
Et c'est la hausse des cotisations pour les retraites pour les fonctionnaires. Alors que nous n'avons pas de caisse de retraite, cela signifie la baisse des salaires des fonctionnaires.
C'est une attaque sans précédent, qui demande donc des dirigeants syndicaux une réaction d'urgence. Ce projet n'est ni négociable ni amendable, alors : prononcez vous, retrait PUR ET SIMPLE du projet DE "REFORME" DU GOUVERNEMENT,
Et en conséquence, rompez toutes discussions qui ne servent qu'à finaliser cette contre « réforme ».
Adressez vous à la direction du syndicat CGT Finances et à la Fédération de Fonctionnaires CGT pour qu'ils en fassent de même.
Alors, les conditions du combat pour la défense de nos retraites seraient réunies. »

Voilà qui est clair : ni « retrait du projet Sarkozy », ni rupture des concertations, c'est la ligne qu'applique dans les syndicats le Parti Ouvrier Indépendant."

Plus loin sur la question spécifique des retraites.

"*« Aucun recul n'est négociable » ? En rester là signifiait que le congrès adoptait une généralité, un couteau sans lame. C'est pourquoi un amendement a été formulé qui ajoutait à la suite de « aucun recul n'est négociable »: « C'est pourquoi notre syndicat se prononce pour la rupture des discussions, actuellement en cours, organisées par le gouvernement pour préparer son projet de loi. Il demande à l'UGFF et à la Confédération de quitter ces discussions. »*
Cet amendement a recueilli 25 à 30 voix sur un total de délégués approchant les 400, ce qui est certes non négligeable, mais indique aussi le degré de verrouillage politique de ce congrès.
Et les militants du POI ont refusé de voter pour l'amendement des militants combattant pour la rupture du dialogue social.
Ils ont par contre voté sans hésiter la motion de la direction…. qui ne demande ni le retrait du projet de réforme gouvernemental, ni la rupture des discussions ! On peut le dire, le POI a donc joué un rôle très important dans ce congrès…au service de l'appareil.
C'est ce qui explique sans doute que deux de ses militants les plus connus aient même été appelés à présider deux séances du Congrès, dont la séance de clôture, ce qui en constitue un symbole particulièrement éloquent."

Les dirigeants du POI tels qu'ils sont pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris. Dommage !

J'ai quand même trouvé le temps en fin de matinée d'analyser rapidement un passage du derniers numéro de *Débat révolutionnaire* (NPA) avant de le mettre en ligne.

Les militants du NPA qui diffusent Débat révolutionnaire prennent position contre la rupture avec l'Union européenne. Extrait du n°33 du 23 juillet 2010 :

"*...le combat pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale posera comme une question cruciale l'attitude du mouvement ouvrier par rapport à l'Europe. Une rupture avec l'Europe de la finance et de la BCE sous la seule forme d'une sortie de l'euro et de l'Union européenne serait une impasse, sans avenir.*

La rupture avec l'Europe de la finance c'est la perspective d'une Europe débarrassée de la dictature de l'oligarchie financière et du carcan des frontières nationales, une Europe des travailleurs et de la libre coopération entre les peuples. Seul le mouvement ouvrier, reconstruit sur des bases politiques d'indépendance de classe, est capable de construire cet avenir progressiste."

Comment serait-il possible au prolétariat européen de "*mettre un coup d'arrêt à la régression sociale*" orchestrée par l'UE sans rompre avec cette institution fondée pour servir les intérêts des multinationales ? En se débarrassant de la "*dictature de l'oligarchie financière*" affirment-ils. Peuvent-ils nous citer un seul exemple qui démontrerait que l'UE n'est pas une institution tournée exclusivement contre les intérêts du prolétariat **depuis le Traité de Rome** ?

La Communauté du charbon et de l'acier qui marqua les débuts de l'UE se solda par la fermeture des mines et des hauts-fourneaux, la liquidation presque totale de la sidérurgie en France. Donc le caractère ultra réactionnaire de l'UE ne date pas d'hier où de la domination écrasante de l'aristocratie financière sur l'industrie que nous connaissons depuis plusieurs décennies, parce que l'industrie financière était déjà aux commandes en 1950, l'impérialisme stade suprême du capitalisme ne date pas des crises du capitalisme des dernières décennies, mais du début du XXe siècle.

Dès l'origine de l'UE on trouvait cette orientation du capitalisme qui tendait à privilégier la recherche du profit sous le contrôle des banquiers, disons que depuis le début des années 90 cette tendance s'est confirmée et s'est amplifiée au point de devenir la seule orientation possible pour les capitalistes les plus puissants qui dominent le capitalisme mondial, face à de nouveaux concurrents auxquels ils n'entendent pas céder du terrain, encore moins leurs places.

Parole, parole, parole...

Pourquoi employer le futur quand il s'agit d'aborder la question de "*l'attitude du mouvement ouvrier par rapport à l'Europe*", parce qu'il ne faudrait pas avoir déjà engagé depuis longtemps "*le combat pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale*" orchestrée par l'UE ?

Par ailleurs, la rupture avec l'UE capitaliste ne doit pas se réduire à une rupture avec l'oligarchie financière que l'on pourrait traduire pas l'appropriation sociale sans rachat des banques, des assurances et des institutions financières, un Etat capitaliste peut très bien nationaliser banques et compagnies d'assurance sans que les rapports de production ne changent pour autant dans le pays pour les 99% de travailleurs restants, donc sans remettre en cause le régime capitaliste et sans toucher non plus aux institutions politiques en place.

Que l'appropriation sociale des banques s'accompagnent de leur contrôle par le prolétariat, c'est une nécessité, mais comment pourrait-on parvenir à une "*Europe des travailleurs*" sans que cette condition soit remplie, ce qu'admettent ces militants, mais sans nous dire comment ils comptent s'y prendre sur le plan politique pour aboutir à cet objectif, car c'est bien beau d'avancer la perspective d'"*une Europe des travailleurs*", faudrait-il encore pour y parvenir que le prolétariat de tous les pays de l'UE aient liquidé au préalable les institutions politiques et la Constitution qui gèrent de fait les rapports sociaux au sein du régime capitalisme et se portent garants du respect et de la survie de ce système économique dans leur pays respectif, dans le cas contraire, ce serait se fixer pour objectif de vivre mieux en régime capitaliste une fois mis au pas l'aristocratie financière, qui peut croire une telle fable sachant à quel point les intérêts de l'aristocratie financière et des dirigeants des multinationales sont liés, imbriqués, pour ne pas dire qu'ils sont identiques.

Pourquoi la bourgeoisie au XVIIIe siècle a-t-elle été amenée à liquider le pouvoir politique de l'Ancien régime ? Pourquoi une révolution ? Parce qu'aussi longtemps que les représentants de l'Ancien régime conserveraient le pouvoir politique, il serait impossible à la classe aspirant à devenir la classe dominante de mettre en oeuvre une politique économique correspondant à ses propres intérêts, car elle entrerait forcément en contradiction ou conflit avec celle de la classe qui détient réellement le pouvoir.

Il me semble que ces camarades n'aient pas compris que la classe qui détient le pouvoir en dernière analyse est celle qui est maître des moyens de production, et que le pouvoir politique ne peut être que le reflet ou l'expression de ce pouvoir. Le pouvoir politique ne fait que traduire les rapports sociaux (de production) existant qui reposent sur la place qu'occupe chaque classe au sein de ces rapports (ou de la production), et il est impossible de briser ces rapports sans s'emparer du pouvoir politique qui est entre les mains de la classe qui tire profit de sa position dominante au sein de ces rapports.

Au-delà, ces militants n'ont pas compris les rapports qui existent entre le combat sur le terrain économique et sur le plan politique, le premier devant être subordonné au second, d'où leur incapacité à poser clairement la question de l'Etat et du pouvoir politique, ce qui se traduit par leur incapacité à proposer une issue politique à la crise du capitalisme.

Cette position des militants de *Débat révolutionnaire* qui se refusent à rompre avec l'Union européenne aurait-elle un rapport avec l'adhésion récente du Parti de gauche au Parti de la gauche européenne (PGE) qui légimite à la suite du PS et du PCF l'UE qu'il prétendait combattre ? Il faut dire qu'en échange le PG va être financé par l'UE, inutile de commenter ! Rappelons que ces partis s'engagent selon le règlement du Parlement européen et du Conseil de l'Europe à « *respecter, notamment dans son programme et par son action, les principes sur lesquels l'Union européenne est fondée* ».

Question : la position défendue par les militants de *Débat révolutionnaire* serait-elle l'annonce d'un tournant encore plus droitier de la direction du NPA dans la perspective d'un "*rassemblement de toute la gauche*" en vue des présidentielles de 2012 dans lequel le NPA compterait jouer un rôle, tous les partis composant ce *rassemblement de toute la gauche*" devant partager la même position (fondamentale) sur l'UE, c'est-à-dire se soumettre à son joug dévastateur pour la classe ouvrière ?

Bon week-end à tous et à demain.

Le 25 juillet

Pas le temps de causer, il est déjà 14h50 et je bosse depuis 8h30 ce matin. Les infos en bref me prennent vraiment trop de temps. Bon dimanche.

Une histoire de volaille...

"*Un bon poulet est un poulet libre.*" La dernière campagne du groupe avicole Loué fait grincer des dents les syndicats de police.

Les Gardiens de la paix (SGP-FO) ne trouvent pas normal "*qu'un groupe avicole aussi important ait besoin d'une publicité aussi simpliste*". Dans une lettre à Loué, Nicolas Comte, secrétaire général du SGP, relaye le "*mécontentement de [ses] collègues qui sont dénigrés d'une manière les plus vulgaires*".

Selon le directeur général des Fermiers de Loué, l'objet de la campagne est d'interpeller les consommateurs sur la différence entre un poulet élevé en plein air et un poulet élevé en batterie. (Lexpress.fr et Lepoint.fr 23.07)

Sympôme de la décomposition de la société et des tensions qu'elle engendre.

Le nombre des gardes à vue en France a augmenté de 22,89% entre 2004 et 2009, près de deux fois plus vite que celui des personnes mises en cause, selon un rapport de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESI) rendu public vendredi.

Par grandes catégories d'infractions, l'augmentation la plus élevée du nombre des gardes à vue a concerné des atteintes à l'intégrité physique (hors vol), soit + 55,19%, tandis que la plus faible a concerné les infractions économiques et financières: + 10,03%. (Lepoint.fr 23.07)

Parole de gitan contre parole de gendarme.

Il s'était rendu pour donner sa version des faits. Miguel Duquenet, le conducteur qui accompagnait Luigi, le jeune gitan tué par balle par un gendarme dans le Loir-et-Cher il y a une semaine, a été écroué vendredi soir et mis en examen pour «tentative d'homicide volontaire», selon le parquet de Blois.

Avant de se rendre, il avait expliqué qu'il contestait la thèse de la légitime défense des gendarmes, qu'il n'avait pas forcé de contrôle routier, ni participé à une quelconque course poursuite.

Les gendarmes, qui ont été entendus au lendemain du drame survenu dans la nuit de vendredi à samedi, assurent de leur côté que le véhicule a refusé de s'arrêter et leur a foncé dessus par deux fois, ce qui a poussé l'un deux à ouvrir le feu.

La mort du jeune homme avait entraîné dimanche matin des violences de la part de la communauté de gens du voyages, qui avaient alors pris pour cible la gendarmerie de Saint-Aignan.

Le tribunal de Blois a condamné jeudi deux hommes pour ces dégradations, l'un à 10 mois de prison ferme, l'autre à 4 mois avec sursis. Un mineur de 17 ans a été mis en examen et laissé en liberté sous contrôle judiciaire pour les mêmes faits tandis qu'un autre prévenu a été relaxé. (20minutes.fr 24.07)

Sortez les drapeaux rouges.

L'outrage au drapeau français est désormais passible d'une amende de 1.500 euros sur l'ensemble du territoire, selon un décret du ministère de la Justice paru vendredi au Journal officiel.

Le décret sanctionnera le fait "*lorsqu'il est commis dans des conditions de nature à troubler l'ordre public et dans l'intention d'outrager le drapeau tricolore*", de "détruire, détériorer ou utiliser de manière dégradante" le drapeau "*dans un lieu public ou ouvert au public*". Le texte précise qu'est également puni, "*pour l'auteur de tels faits, même commis dans un lieu privé, de diffuser ou faire diffuser l'enregistrement d'images relatives*" à ces faits.

Jusqu'à présent, les seuls outrages au drapeau susceptibles d'être poursuivis étaient ceux intervenant "*au cours d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques*", c'est-à-dire principalement les manifestations culturelles ou sportives. (Lepoint.fr 23.07)

Affaire Woerth-Bettencourt, suite.

La banque Dexia, où l'ex-comptable de Liliane Bettencourt a retiré à sa demande 100.000 euros en espèces quatre mois avant la présidentielle de 2007, a refusé au préalable un retrait de 500.000 euros à la milliardaire, affirme l'hebdomadaire Marianne à paraître samedi.

Selon *Marianne*, qui cite des documents internes de la banque découverts lundi par les enquêteurs de la brigade financière, "*Liliane Bettencourt avait demandé à tirer non pas 100.000, mais 500.000 euros*" à la banque Dexia, en décembre 2006.

Dans un entretien accordé début juillet à Mediapart, l'ex-comptable a évoqué un financement politique illégal par le couple Bettencourt,

assurant notamment que le ministre du Travail, Eric Woerth, trésorier de l'UMP, avait reçu 150.000 euros en espèces au printemps 2007 pour financer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy.

Le gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt, Patrice de Maistre, aurait rencontré Eric Woerth en qualité de trésorier de l'UMP le 19 janvier 2007, selon l'agenda de l'ex-comptable Claire Thibout, a révélé samedi le site Internet de l'hebdomadaire *Marianne*.

Dans l'agenda de Claire Thibout, dont l'hebdomadaire reproduit un fac-similé, la rencontre, à la ligne du 19 juillet à 8h30, est mentionée ainsi: «*Patrice et trésorier*».

Selon l'édition papier de Marianne datée de samedi, l'agenda du gestionnaire de fortune faisait également mention d'un rendez-vous «au café» à la même heure avec Eric Woerth.

L'agenda de Claire Thibout révèle qu'un autre rendez-vous était programmé la veille à 13h30 entre Patrice de Maistre et Liliane Bettencourt «pour donner enveloppe qui donnera à Patrice». *Marianne* affirme que «*ce jour-là, Claire Thibout se souvient avoir remis 50.000 euros en liquide dans une enveloppe à Mme Bettencourt, qui l'a ensuite confiée à Patrice de Maistre*». (Lepoint.fr et 20minutes.fr 23.07)

"*Dans notre pays, on ne croit plus aux mots. On croit aux décisions*", Sarkozy vendredi devant les ouvriers de STX.

1- M. Sarkozy s'est estimé en mesure d'annoncer que deux autres Mistral seraient construits. "*Avec nos amis russes, vous allez fabriquer les deux BPC. Le contrat, on est en train de le négocier, mais la décision de le faire, elle, est certaine…*"

Le président de la République a demandé l'embauche de jeunes et expliqué devant l'actionnaire coréen de STX qu'il refuserait toute délocalisation et transfert de technologie. (Le Monde 23.07)

2- La Russie maintient son exigence d'un transfert de technologie avant d'acquérir des navires français de type Mistral, a prévenu, samedi, le commandant en chef de la marine russe, l'amiral Vladimir Vissotski, faute de quoi le marché n'aboutira pas."*Ce qui est important ici, c'est que nous obtenions la possibilité d'un transfert de technologies-clés, fondamentales (...) pas seulement en matière de construction navale, mais dans d'autres domaines*", a déclaré l'amiral Vissotski à la radio *Écho de Moscou*. "*Cela est sans aucun doute la principale condition pour cette transaction. Si cela ne se produit pas, alors il n'y a aucune raison d'aller de l'avant*", a-t-il dit.

Ses propos interviennent au lendemain de l'annonce par le président Nicolas Sarkozy que la France allait construire deux puissants porte-hélicoptères de type Mistral pour la Russie. Il n'a pas cependant évoqué la question du transfert de technologie réclamé par Moscou. Ce marché portant sur la vente de quatre bâtiments de projection et de commandement (BPC) à la Russie, pour lequel les deux pays sont entrés en mars en "négociations exclusives", suscite les inquiétudes des pays voisins de la Russie, États baltes et Géorgie en tête. Une telle vente de matériel de défense à la Russie constituerait aussi une première pour un pays de l'Otan. (Lepoint.fr 24.07)

Le journal *Le Monde* relevait que les cinq navires mis en chantier ou sur le point de l'être par STX avaient été commandés par l'Etat ou avaient été subventionnés par l'Etat, l'armateur du navire italien s'est vu avancer des fonds d'une banque française avec la caution de l'Etat, la commande du navire de croisière lybien avait dû faire l'objet d'un marchandage avec Kadafi dans le cadre d'un contrat d'armement, c'est moi qui rajoute cette précision.

Etats-Unis.

Six banque américaines ont été déclarées vendredi en faillite par les autorités de régulation, portant à 102 le nombre d'établissements dans cette situation aux Etats-Unis depuis le début de l'année. En 2009, la barre des cent banques en faillite n'avait été atteinte qu'en octobre. (Reuters 24.07)

Inde.

L'Inde vient de dévoiler le prototype d'une tablette à écran tactile destinée aux étudiants dont elle espère lancer la production en 2011. Son coût: seulement 35 dollars (27 euros).

La tablette fonctionne sous Linux et n'a pas de disque dur, utilisant à la place une carte mémoire, un peu comme un téléphone portable. Elle peut être utilisée pour diverses applications comme le traitement de texte, la navigation sur Internet et les conférences vidéo. Elle propose une option énergie solaire, importante pour les régions du pays où l'accès à l'électricité pose problème, même si ce "plus" renchérit le coût de l'appareil.

L'Inde prévoit de subventionner la tablette pour ses étudiants, ce qui abaisserait son prix d'achat autour de 20 dollars (15,50 euros).

Le projet s'inscrit dans initiative éducative ambitieuse qui vise également à doter les universités du pays de connexions à haut débit et à mettre en ligne du matériel pédagogique. (AP 2407

Pendant que des centaines de millions d'Indiens doivent se contenter quotidiennement de riz entre 1 et 4 roupies le kilo que les gouvernements de chaque Etat leur vendent généreusement pour qu'ils ne crèvent pas de faim dans le cadre du Ration card, le carnet de rationnement qui fait office de Livret de famille. Dans le commerce le prix du riz est de 15 à 40 roupies le kilo selon la qualité, plus de 100 roupies pour le riz basmati. Ajoutons que les études universitaires sont payantes et hors de prix pour les familles d'ouvriers ou de paysans, un peu comme si vous deviez débourser chaque année des milliers d'euros pour simplement inscrire votre enfant à l'université en France.

Le 26 juillet

Je n'ai pas trouvé le temps de finir mon article sur le front unique, dans la semaine. En revanche je vous ai mis en ligne quelques textes de Trotsky assassiné le 20 août 1940 sur ordre de Staline, pour ne pas laisser aux franc-maçons qui se prétendent ses "héritiers" (CCI-POI) le monopole d'y rendre hommage.

J'ai appris dans le blog du responsable du Post.fr que Jean-François Kahn avait décidé de fermer son blog car il ne supportait plus la connerie humaine qui s'y déversait quotidiennement. On peut se demander pourquoi il n'a pas utilisé le filtrage des messages avant qu'ils se retrouvent en ligne ou de les mettre en ligne, je ne sais pas trop comment cela fonctionne, j'imagine que lorsqu'il y a un filtrage les messages ne peuvent pas être mis en ligne en temps réel et le blog ne peut pas être actualisé 24h/24 non plus, dans le cas contraire cela signifierait qu'une ou plusieurs personnes se relaieraient devant un écran et ne feraient que cela.

Dans une chanson des Beatles on entendait ces paroles : "*you say yes, I say no, you say no, I say yes, you say goodbye, I say hello...*" qui résument bien le fait qu'aucun homme n'étant identique à un autre, ils seront portés à interpréter différemment le même fait ou la même expérience, c'est naturel et inévitable, c'est ce qui fait le charme et la richesse de la nature humaine, jusqu'à un certain point. Par contre ce qui l'est moins, c'est qu'on ne l'admette pas ou qu'on n'en ait pas conscience. A partir de là toutes les dérives comportementales sont possibles. L'imperfection du langage ou de la langue, ce qui n'est pas la même chose, ne présente pas un obstacle à la communication ou à la compréhension d'un message, il est même en grande partie à l'origine de son développement.

Si maintenant on a à l'esprit sur quoi repose l'existence de l'homme, de la société et de l'univers, à savoir que celle-ci repose sur un processus dialectique que l'on nomme le mouvement, le mouvement sans lequel rien n'existerait, le mouvement étant en soi le produit d'une contradiction entre deux éléments au moins ou le reflet des rapports complexes et instables qu'ils entretiennent, en constante évolution, on pourra peut-être parvenir à comprendre que les rapports qu'entretiennent les hommes entre eux reposent avant tout sur l'ignorance de leurs conditions d'existence, sur l'inconscience de leur place et de leur rôle au sein des rapports sociaux (de production) qui déterminent l'ensemble de tous les rapports qui se manifestent dans la société, de leurs faits, gestes et pensées, de l'ensemble de leur production comme aurait dit Engels dans sa jeunesse hégélienne.

Le problème de gens comme J-F Kahn, c'est qu'ils n'ont pas cette compréhension-là en tête, ils voudraient que la réalité corresponde à l'idée qu'ils s'en font. Au lieu de fonder leur réflexion sur les rapports de classe et la conscience qu'on en a qui déterminent le comportement des hommes en général, elle repose sur un a priori qui ne correspond pas à la réalité et qui leur saute à la figure, et elle se traduit dans leur discours par une confusion permanente entre ce qui correspond à une connaissance déterminée objectivement et une forme de pensée privilégiant un intérêt subjectif plus ou moins conscient ou avoué.

Leur incapacité à assumer les contradictions qui existent entre leurs paroles et leurs actes et qui donnent lieu à de violentes critiques qu'ils supportent mal, traduit sur le plan politique leur incapacité à assumer la contradiction qui existe entre leur condamnation stérile (populiste ou intéressé) des dérives du capitalisme et leur incapacité à analyser à fond le fonctionnement du système capitaliste pour aboutir à la conclusion qu'il faut le liquider, du coup ils se retrouvent attaqués de tous les côtés à la fois, par les partisans de l'ordre établi qui ne supportent pas leurs critiques, par ceux qui considèrent que leur critique de l'ordre établi ne va pas assez loin parce qu'ils y sont attachés malgré tout.

C'est le drame de tous ces républicains, démocrates, intellectuels brillants mais inconséquents, dès qu'il s'agit pour eux d'analyser à fond les rapports sociaux qui régissent la société ou les lois fondamentales qui déterminent le développement de l'humanité depuis la nuit des temps, ce qui les amèneraient à se placer sur le terrain du marxisme ou le même terrain que le marxisme, perspective impensable puisqu'ils le honissent par ignorance.

Les intellectuels ont remplacé le combat pour parvenir à une meilleure interprétation du monde et son évolution qui devrait reposer sur les bases matérielles à l'origine de toutes les idéologies, par un combat idéologique qui consiste à opposer des idées entre elles tels des philosophes ou des métaphysiciens, ce qui ne peut les conduire qu'à se débattre indéfiniment avec des contradictions inextricables et incompréhensibles pour leur auditoire.

Des camarades avaient émis l'idée que je pourrais créer un blog dans lequel des militants pourraient intervenir directement. Je leur avais répondu que je n'aurais pas le temps de m'en occuper et que je ne savais pas comment cela fonctionnait, j'avais ajouté qu'ayant constaté que tous les blogs politiques donnaient lieu à des dérives inacceptables, je n'en voyais franchement pas l'utilité. J'ai noté ce matin l'expérience d'un Internaute qui confirme mon appréciation :

"*J'ai moi-même, habitant en pleine campagne, voulu ouvrir un petit forum pour trouver à discuter, à échanger. Peine perdue, j'ai été obligée de le fermer rapidement devant tant de violence et de bêtise humaine. C'est tellement facile sous l'anonymat et derrière un écran de déverser tous ses sentiments plus ou moins vils. L'homme est un drôle d'animal pas toujours très courageux !*"

Pour finir avec une réflexion sur les intellectuels dont certains sont assimilables à des bourgeois, je pense à Jean Ziegler. Ce bourgeois, membre du Parti socialiste helvétique et rapporteur spécial des Nations Unis, proche du milieu altermondialiste, est connu pour sa dénonciation féroce des dérives du capitalisme, j'ai lu un de ces livres Les nouveaux maîtres du monde dans lequel il dresse un tabelau et un verdict sans appel contre le capitalisme, je le répète avec une violence inouïe à faire pâlir nos dirigeants. Mais incapable d'aller au bout de son analyse il finit par s'en remettre... à l'ONU comme seul recours pour sauver l'humanité du chaos et de la barbarie dans lesquels le capitalisme entraîne tous les peuples. Il manque vraiment peu de choses pour qu'il ne bascule sur le terrain du marxisme.

Ce qui vaut dans son cas vaut dans le cas de bien des démocrates ou républicains dont il a été question plus haut, il est symptômatique que sa réflexion s'arrête aux portes de l'ONU dont il est membre et dont il n'a pas dû analyser sérieusement le fonctionnement depuis sa création après guerre, auquel cas s'il était fidèle à son analyse du capitalisme, il condamnerait également cette institution du capital. Il ne le peut pas parce que c'est elle qui le nourrit ! Qui nourrit J-F Kahn, de qui dépend l'existence de son journal Marianne ? Son banquier. Son banquier accepterait-il de financer un journal ou une entreprise qui prônerait le renversement du régime, on est en droit d'en douter.

Ces gens-là ne sont pas prêts à sacrifier leur confort matériel pour ce qu'ils considèrent être que des idées, alors que c'est le sort de l'humanité qui est en jeu. Il n'est pas dit que l'un d'entre eux ne franchira pas le pas un jour, cependant on ne peut pas se baser sur cette hypothèse plausible pour définir une stratégie politique, c'est vers le prolétariat qu'il faut se tourner résolument, quand on observe quelle dure réalité il doit affronter quotidiennement pour survivre, on ne risque pas de s'enfermer dans un débat d'idées qui ne peut mener que dans une impasse.

Bonne semaine à tous.

UMPS

Le député PS et président du Conseil général de l'Isère André Vallini a estimé dans une interview au *Journal du Dimanche* que "*La gauche et la droite doivent +déposer les armes+. Chacun devrait faire un pas vers l'autre : la gauche doit accepter sous condition la vidéosurveillance et la droite doit relancer la police de proximité*". (Lepoint.fr 25.07)

Irak. La survie du capitalisme : exterminator !

Selon *The Independent*, une étude récente réalisée par le Britannique Chris Busby (expert en radiation et auteur d'une étude sur le syndrome de la guerre du Golfe) fait ressortir que d'autres substances plus toxiques que le phosphore blanc ont été utilisées part l'armée américaine lors des combats de Falloujah en 2004, il y aurait bien quelque chose d'inhabituel qui serait arrivé dans la ville depuis cette époque. Les recherches — qui ont porté sur près de 5.000 personnes en janvier et février 2010 — montre désormais que le taux de cancer a été multiplié par quatre, tandis que les cancers parmi les enfants de moins de 14 ans ont été multipliés par 12. Dont les leucémies, multipliés par 38 : c'est le double de ce qui a été constaté parmi les survivants d'Hiroshima.

Autre donnée dramatique : la baisse des naissances d'enfants de sexe masculin, en chute de 18%, ce qui, selon *The Independent*, est l'indication d'un dommage génétique. Ce n'est d'ailleurs pas tant les nombres qui frappent les chercheurs, mais la vitesse à laquelle les maladies se développent.

Personne ne connaît réellement la raison de ces chiffres, mais un des responsables de l'étude estime que ce changement ne peut arriver qu'en cas d'exposition majeure à un élément mutagène. De quoi suspecter les Marines américains d'avoir utilisé des munitions qui contiennent de l'uranium, affirme le responsable de l'étude. (Slate.fr 25.07)

Le 27 juillet

Je n'ai pas le temps de causer, l'actualisation du site me prend trop de temps. Je pense sérieusement à supprimer toutes les rubriques infos et les infos en bref dès le mois d'août pour me consacrer à des articles de fond ce qui nécessite d'avoir du temps pour lire. J'aurais voulu commenter des écrits des marxistes aussi. J'aurai montré depuis août 2008 ce qu'un parti pourrait faire sur Internet, notamment, seul je ne peux pas tout faire. Ma décision est prise pour ainsi dire.

Seule la causerie sera conservée sous forme de chroniques deux ou trois fois par semaine ou de discussions sur des questions diverses. Je dois encore y réfléchir. Le mois d'août peut servir de ballon d'essai. De toutes façons, je suis lucide, le site a une audience limitée, on est dans une sacrée merde sans parti, donc quoi qu'il puisse se passer, il n'y a pas urgence en la demeure, et ce n'est pas ce que vous allez lire ci-dessous qui me fera changer d'avis.

Prémonition, hypothèse envisagable sérieusement ou crainte du pire exprimée à haute voix ?

Le journal patronal *La Tribune* a mis en ligne ce qu'il appelle Un récit de politique-fiction en sept dates sur le thème : Et si le président de la République s'apprêtait à se relancer par un coup d'éclat politique dont lui seul a le secret ? Cet article-fiction est d'une longueur inhabituelle. Rapidement voilà de quoi il s'agit.

La contre-réforme des retraites ne passerait décidément pas, Woerth aurait été débarqué et les manifestations monstres dans le prolongement du 7 septembre auraient dégénérées en affrontement violent avec la police, le pays serait paralysé et la situation quasi insurrectionnelle au point que La Talonnette a décidé de démissionner...

Voilà ce qu'ils lui font dire : "*Moi, le boulot je le voulais, et je l'ai eu ! J'avais cette boule, vous savez, au creux de l'estomac. Le jour où j'ai été élu, elle est partie. Le reste, c'est du superflu. Je ne suis pas là pour être aimé, je suis là pour faire mon travail. La 'big picture', comme ils disent les Américains. Je suis là pour moderniser la France. Elle en a besoin, la France. Et, honnêtement, j'ai pas mal réussi déjà non ? Alors voilà, il faut parfois savoir tout remettre en jeu. Il faut savoir repartir de zéro. Demain, je démissionne.*".

Et d'imaginer son discours à la télévision le 6 octobre : "*Mes chers compatriotes, en mai 2007, vous m'avez élu pour que j'assure la rupture avec les méthodes du passé, avec les comportements qui, si souvent, ont conduit la France dans l'abîme. Aujourd'hui, les forces de l'immobilisme et du conservatisme se liguent pour ruiner vos efforts, pour entraver la marche en avant de ce pays qui nous tient tant à cœur. J'ai fait le choix du courage et de la responsabilité. Je démissionne ce jour de mes fonctions de président de la République. Une élection présidentielle anticipée sera organisée dans les délais prévus par la Constitution. Il vous reviendra de dire si vous voulez que la France s'engage résolument dans la modernisation. J'aurais pu, comme le demandaient des esprits irresponsables dans l'opposition, vous interroger par référendum sur la réforme des retraites qu'Éric Woerth, tombé au champ d'honneur de la politique, avait lancée avec noblesse. Je préfère vous saisir de l'ensemble des questions qui se poseront dans les années qui viennent à ceux qui auront la charge de diriger la France. Parce que mon vœu le plus cher est de continuer de la servir. Pour garantir à chacun d'entre vous l'avenir auquel il a droit. Je vous remercie. Vive la République, vive la France...*" (source : La Tribune.fr 26.07)

On serait guère plus avancé, sauf si au-dessus des combinaisons des partis pour sauver le régime, les masses laborieuses parvenaient à s'organiser...

Riches, voleurs, fraudeurs, et quoi encore ? Légitimes ?

Le contrôle fiscal a rapporté à l'Etat français près de 15 milliards d'euros en 2009, moins qu'en 2008 et en 2007, écrivent lundi *Les Echos.*

Selon les chiffres du quotidien économique, qui cite le rapport d'activités de la Direction générale des finances publiques, les contrôles fiscaux ont permis d'engranger 14,7 milliards d'euros l'an dernier, contre 15,7 milliards en 2008 et 16,4 milliards en 2007. (Reuters 26.07)

Ils n'ont pas trouvé ces milliards d'euros dans la poche des pauvres.

Derrière la concurrence se cache un monopole.

Depuis le 1er janvier 2007 et l'ouverture du marché à la concurrence, EDF côtoie de nouveaux opérateurs. Mais 95% des Français ont choisi de garder les tarifs réglementés proposés par le fournisseur historique. Dans ses recommandations adressées à la France, l'AIE pousse cependant le pays à envisager leur suppression.

Dans un rapport publié lundi, elle estime que ces tarifs freinent la libéralisation du marché de l'énergie. «*Parmi les obstacles au développement d'un marché effectivement concurrentiel, le plus important est le maintien de tarifs régulés qui coexistent avec des tarifs de marché*», critique le rapport. (20minutes.fr 26.07)

Réaction d'un Internaute : "*la concurence a pour but de faire baisser les tarifs. Or plus on avance dans la concurrence, plus les tarifs augmentent, c'est quand même pas logique*". Si, quand le service en question est privatisé, c'est le côté monopolistique du capitalisme qui prime, en réalité il n'y a pas véritablement de concurrence, donc les opérateurs appliquent les tarifs qu'ils veulent. Tandis que le monopole de l'Etat favorise la notion de service, le monopole privé favorise le profit, ce qui ne veut pas dire qu'EDF entreprise nationalisée ne rapportait pas d'argent aux entreprises capitalistes qui lui fournissaient le matériel, au marché ou aux banquiers sollicités par l'Etat pour collecter les capitaux nécessaires à son développement.

Comment virer une employée encombrante, mode d'emploi.

Marie Pezé est victime de ce qu'elle a combattu pendant 13 ans. Spécialiste des souffrances au travail, psychanalyste et docteur en psychologie, elle a été licenciée, mardi 20 juillet, du Centre d'accueil et de soins hospitaliers (Cash) de Nanterre. La raison? "*Inaptitude définitive*".

Handicapée physique depuis la fin des années 90, Marie Pezé n'avait pas le droit de porter de lourdes charges et devait éviter au maximum les "*va-et-vient*". Une condition fixée par la médecine du travail pour que la spécialiste puisse continuer d'exercer son activité. Accumulant les pépins de santé, Marie Pezé, avec l'appui de son médecin du travail, a réclamé des aménagements, comme la mise à disposition d'un secrétariat.

Si certains de ces agencements ont été pris en compte, la charge de travail de la spécialiste est allée crescendo: le nombre de ses consultations pour "*souffrance au travail*" ne cessait d'augmenter. Un climat délétère a fini par s'installer entre elle et sa hiérarchie. La psychanalyste accumulait les arrêts maladie jusqu'à ce que la médecine du travail la déclare "définitivement inapte à son poste", à la mi-juin. Faute de lui trouver un autre emploi, plus adapté, la direction de l'établissement l'a renvoyée. (Lexpress.fr 26.07)

Au lieu de prendre en compte son handicap et réduire sa charge de travail, la direction en a rajouté pour lui pourrir la vie et la faire craquer, résultat : ambiance délétère, donc arrêts de travail plus nombreux, condition qui devait déterminer la décision du médecin du travail : inapte, donc virée !

Je vous ai parlé de la situation des cadres dans un précédent courriel, j'ajoute un mot. Pour virer un cadre, saviez-vous qu'un patron peut invoquer ses mauvaises relations avec lui ? C'est suffisant. Autre cas qui m'est revenu à l'esprit, il suffit que vous émettiez un avis négatif ou des réserves sur la politique de l'entreprise pour qu'on décide que vous ne serez peut-être pas le meilleur cadre pour la mener à bien : viré ! J'ai été témoin de ces deux cas une bonne dizaine de fois, les cadres en question ont été amenés à négocier leur départ discrètement, le lendemain matin ils ne faisaient déjà plus partie du personnel.

Régime policier.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé lundi avoir déposé plainte contre deux sites internet hostiles à la police.

Selon une source proche du ministère de l'Intérieur, il s'agit de juralibertaire.over-blog.com et grenoble.indymedia.org.

Le ministre a dit avoir déposé plainte pour «*injure et diffamation publiques contre la police». «Il y a des campagnes qui me choquent et que je ne laisserai pas passer*», a-t-il expliqué. Selon lui, le contenu de ces sites «*porte atteinte à l'honneur de la police*». «*Les policiers sont traités de "troupes d'assassins" et la BAC est traitée de "bande armée de criminels*», a-t-il précisé. Sur le portail du premier de ces deux sites, apparemment proche du mouvement anarcho-autonome, on peut notamment lire: «*la police travaille... à l'apartheid social*». (Libération.fr 26.07)

Interdit de siffler La Marseillaise, interdit de piétiner le drapeau des Versaillais, interdit de critiquer la police, interdit de retourner au flic-président ses propres insultes, par contre les sites Internet faisant l'apologie de perversités sexuelles, du racisme ou de la xénophobie, du fascisme, etc. sont autorisés car ils servent les intérêts de leur République.

Le flic de service fait son métier avec plus ou moins de zèle, il n'est pas responsable des lois qu'on lui demande de faire respecter, donc il ne faut pas le confondre avec le flic-président qui pond tous les quatre matins une loi liberticide qu'ensuite les policiers doivent appliquer en se mettant évidemment une grande partie de la population à dos. Il faut noter que ce ne sont pas des policiers qui portent plainte ici mais le ministre de l'Intérieur.

On plaisante souvent sur les policiers, on n'aime pas la police en général parce que lorsqu'on a à faire à eux, c'est le plus souvent pour se faire verbaliser ou taper dessus, donc ce n'est pas agréable. Ce n'est pas le policier en soi après lequel on doit en avoir, il y en a qui adhèrent à l'Unsa ou à FO, d'autres à Alliance ou l'Honneur de la police qui est encore plus à droite, mais après les missions à caractère répressive ou liberticide que leur confie l'Etat, ne tombons pas dans le gauchisme, là aussi il faut faire la part des choses.

Etats-Unis.

Les ventes d'habitations ont bondi de 23,6% pour s'élever à 330.000 unités en rythme annualisé par rapport au chiffre de 267.000 finalement publié pour le mois de mai.

Malgré le rebond, le rythme de juin n'en reste pas moins le deuxième plus faible niveau enregistré depuis le début du suivi de cette statistique en 1963.

En pourcentage, ce rebond est le plus fort observé depuis mai 1980. Il se compare à une chute sans précédent de 36,7% du mois de mai.

Le nombre de logements neufs en vente est tombé à 210.000, le plus bas depuis septembre 1968. Le prix médian d'un logement neuf a reculé de 1,4% à 213.400 dollars. (Reuters 26.07)

Etats-Unis. Eliminator.

1- Le président afghan a accusé lundi les forces internationales d'avoir attaqué à la roquette et tué 52 «civils innocents» dans le sud de l'Afghanistan.

Samedi, deux habitants interrogés par un journaliste de l'AFP à l'hôpital de Kandahar, dans la province voisine, avaient affirmé qu'une quarantaine de civils pourraient avoir été tués et blessés la veille et que les roquettes avaient été tirées par des hélicoptères des forces internationales.

Selon les deux témoins, des habitants avaient quitté leur village sous la pression de talibans assurant qu'une attaque de l'Otan était imminente. Les habitants avaient alors trouvé refuge dans un village voisin, qui a été bombardé par l'Otan, selon eux. Abdul Ghafar, 45 ans, a déclaré avoir perdu «deux filles, un fils et deux soeurs» dans l'attaque.

Avec six autres familles, ils avaient fui leur village et s'étaient réfugiés à 500 m, dans le village de Regey. Vers 16h30, «*les hélicoptères ont commencé à tirer sur une maison et tué quasiment tout le monde à l'intérieur*», a-t-il affirmé. (20minutes.fr 26.07)

2- Dimanche, le site WikiLeaks a mis en ligne quelque 91.000 documents militaires américains confidentiels sur six années de guerre en Afghanistan, faisant notamment état d'opérations secrètes contre des talibans et d'incidents sur la mort de civils n'ayant pas été rapportés.

Le fondateur du site web WikiLeaks Julian Assange a déclaré lundi que des documents militaires américains confidentiels diffusés sur Internet semblaient contenir des preuves de crimes de guerre commis en Afghanistan. "*Il revient à un tribunal de décider*" s'il s'agit de crimes, a-t-il expliqué à des journalistes. (AP 26.07)

Le 28 juillet

Pas de causerie.

Hystérie sécuritaire à la tête de l'Etat et c'est reparti de plus belle pour créer un climat de psychose généralisé et tenter de rassembler le bon peuple de France autour de "son" monarque déjà usé.

1- L'Etat français, Sarkozy responsable de la mort de Michel Germaneau... s'il est mort !

- Mort de l'otage français Michel Germaneau: Sarkozy dénonce un "*assassinat programmé*" - AP

- François Fillon: «*Nous pouvions penser que Michel Germaneau était déjà mort*» - 20minutes.fr

- Sarkozy promet des représailles après la mort de l'otage français au Sahel - LePoint.fr

- Michel Germaneau assassiné? "*On ne le sait pas*" - Le Post.

Alors que Sarkozy avait justifié l'escapade militaire au Mali par la mort certaine qui attendait Michel Germaneau selon un ultimatum de ses ravisseurs, le lendemain Fillon déclarait qu'avec Sarkozy il pensait qu'il était déjà mort, dans ce cas-là le prétexte à l'opération militaire avancé par Sarkozy pour tenter de le libérer ne tenait plus, pour ensuite, une fois cette grave erreur d'appréciation de la situation sur place ayant peut-être précipité la décision de ses ravisseurs de l'exécuter, se rabattre sur des représailles histoire de faire oublier la responsabilité de Sarkozy et son gouvernement dans sa mort sur laquelle personne ne sait rien au juste, car après tout il est peut-être encore vivant !

A en croire le va-t-en-guerre Sarkozy, ils n'avaient jamais eu de contacts avec les ravisseurs, ils ne savaient pas ce qu'ils réclamaient, ils ne savaient pas ou était détenu Michel Germaneau, bref, ils ne savaient rien mais ils ont organisé ce raid qui a tourné au fiasco une fois de plus.

En attendant, cela permet de justifier le maintien de Vigipirate au niveau maximum sur une grande partie du territoire, et après le Karcher, la "racaille" des banlieues, les sans-papiers, les femmes voilées, les Roms et les gens du voyage, la menace d'Al-Qaïda Maghreb est à votre porte ma brave dame, le FN vous le dit, nous à l'UMP nous sommes au pouvoir, faites-nous confiance, on est en guerre...

2- A cas "*extrême*", mesure "*extrême*".

Des mesures ont été prises pour protéger les familles des policiers de Grenoble menacés de mort après la fusillade dans le quartier de La Villeneuve, ainsi que pour retrouver les auteurs de ces menaces, déclare François Fillon.

"*On est en face de gens extrêmement dangereux, extrêmement violents, et donc nous allons donc devoir répondre avec une extrême*

détermination", a-t-il dit.

Selon *Lepoint.fr*, plusieurs policiers feraient l'objet d'un "*contrat*" et la plupart des 45 hommes de la BAC de Grenoble ont obtenu d'être mis "au repos" et certains d'être mutés.

"*Pour les remplacer, on a fait appel à d'autres BAC, notamment celles de Lyon et de Marseille*", écrit le site de l'hebdomadaire, selon lequel les policiers auraient appris qu'un lance-roquettes circulerait dans la cité.

Des syndicats de police ont souligné récemment que ce type de menaces était courant dans les banlieues sensibles, raison pour laquelle les organisations recommandent aux fonctionnaires de ne pas vivre à proximité de leur lieu de travail. (Reuters 27.07)

3- L'Etat dit la menace intimide la pègre.

Un local municipal dans le quartier sensible de la Villeneuve à Grenoble (Isère) a été incendié dans la nuit de lundi à mardi, a-t-on appris de source policière et auprès de la mairie. Ce geste criminel qui n'a pas fait de blessé. (AP 27.07)

S'ils avaient pu lui tirer dans le dos...

Les avocats de la famille de Luigi Duquenet, le gitan tué par balle par un gendarme à un contrôle routier dans le Loir-et-Cher dans la nuit du 16 au 17 juillet, ont déposé plainte auprès du doyen des juges d'instruction de Blois, a-t-on appris, mardi, auprès d'eux.

Ils ont demandé au juge d'instruction Xavier Girieu une reconstitution des faits. Selon eux, la victime aurait été atteinte au cou et de profil. "*Nous voulons connaître les circonstances du tir*", ont-ils dit. (Lepoint.fr 27.07)

Chômage.

Le nombre des demandeurs d'emploi dans la catégorie A, qui regroupe les personnes sans activité et en recherche active d'emploi, a diminué de 8.600 (-0,3%) le mois dernier en métropole, à 2.691.000, après une augmentation de 0,8% en mai.

Par rapport à juin 2009, il croît de 6,9%.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre augmente de 0,4% en variation mensuelle en juin (+15.600 personnes), comme en mai, pour une hausse de 9,3% d'une année sur l'autre.

"*Fin juin 2010, en France métropolitaine, 3.958.500 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (4.201.100 y compris Dom), dont 2.691.000 étaient sans emploi (catégorie A) et 1.267.500 exerçaient une activité réduite, courte ou longue (catégories B et C)*", indiquent le ministère et Pôle Emploi dans un communiqué commun.

Pour les catégories A, B et C, le chômage des jeunes augmente encore de 2,6% sur un an.

Chez les plus de 50 ans, le chômage s'est accru en catégorie A de 19,1% sur un an et de 17,9% pour les trois principales catégories.

Le nombre de chômeurs de longue durée - inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus pour les catégories A, B, C - a augmenté de 29,1% sur un an. (Reuters 27.07)

Une particule en remplace une autre sous l'uniforme, comme au bon vieux temps de l'Ancien Régime.

Xavier Bout de Marnhac remplacera un autre Français, Yves de Kermabon, comme chef de la Mission européenne de police et de justice au Kosovo (Eulex), a annoncé mardi une responsable de l'Union européenne. (AP 27.07)

Prisonniers de la concertation.

Le ministère de la Justice a annoncé lundi soir que 23 petites maisons d'arrêt vétustes, représentant environ 9.000 places, seront fermées "*pour la plupart entre 2015 et 2017*", tandis que 14.000 places seraient ouvertes dans une vingtaine d'établissements.

Les 191 prisons françaises sont régulièrement critiquées en raison de leur surpopulation (62.113 détenus au 1er juillet pour 56.400 places), leur vétusté fréquente, voire leur saleté, et un fonctionnement inadéquat vu comme à l'origine d'un nombre de suicides record en Europe - 115 en 2009 et 76 depuis début 2010 selon l'association Ban public.

Les syndicats disent ne pas être opposés au principe d'une refonte de la carte pénitentiaire mais déplorent ne pas avoir été consultés sur le choix des établissements à fermer et voient derrière le projet des motivations purement économiques.

"*Nous n'avons été associés à aucune réflexion. Cette annonce est faite un lundi soir à la fin du mois de juillet. Il y a de la part du gouvernement une volonté de faire ça dans son coin, sans concertation*", a dit à Reuters Céline Verzeletti, secrétaire général de la CGT Pénitentiaire.

"*Nous sommes d'accord pour la fermeture de prisons vétustes, mais nous demandons qu'elles soient remplacées à proximité par de petites structures de 200 places et non pas des grandes institutions de 700 ou 800 places*", explique-t-elle.

Pour les organisations syndicales, dont l'UFAP (Union fédérale autonome pénitentiaire), c'est la taille des futures prisons qui va constituer le principal problème.

Les grandes structures pénitentiaires sont moins favorables au travail de réinsertion et "*d'humanisation*" car elles génèrent plus de tensions, plus de violences entre les détenus et plus de suicides.

"*On va créer des places mais pas dans des conditions idéales pour la population pénale", a dit Stéphane Barraut, secrétaire général adjoint de l'UFAP sur i-Télé. "Nous sommes favorables à des établissements à taille humaine et pour l'instant ce n'est pas ce vers quoi on se dirige*", a-t-il ajouté.

"*Il est clair que construire une prison de 800 places coûte moins cher que d'en construire quatre de deux cents places*", note Céline Verzeletti.

Pour FO Pénitentiaire, l'annonce de Michèle Alliot-Marie est perçue comme un déclenchement des hostilités car elle porte "*un grave coup aux personnels et à leurs familles*" en les obligeant à des déplacements plus longs pour se rendre sur leur lieu de travail.

Le syndicat appelle "*dès à présent tous les personnels à se préparer au vent de fronde qui va se lever pour renverser (...) les fossoyeurs du système pénitentiaire*".

La CGT annonce qu'elle va tenter d'explorer différentes voies de négociation mais n'exclut pas devoir recourir à une "*mobilisation forte*" si cela est nécessaire.

Sur son site, l'UFAP/UNS dit prendre acte de l'annonce du ministère de la Justice et réitère son opposition à une politique "*quantitative, économique et antisociale*". (Reuters 27.07)

S'il ne s'agit que d'associer les syndicats aux décisions du gouvernement, que cela ne tienne, monsieur Sarkozy s'il vous plaît, faites le nécessaire, si possible en concluant votre réunion par un bon repas bien arrosé, et n'oubliez pas les cigares, tous les participants en graderont un excellent souvenir ! Décidément tout est bon pour collaborer avec le régime, pourquoi pas sur la couleur du papier à chiottes ? Et après il nous parle de "*mobilisation forte*", c'est l'orientation générale du syndicalisme qui est insupportable.

Privatisation du nucléaire.

Un rapport sur l'industrie nucléaire française remis en mai à Nicolas Sarkozy juge celle-ci menacée si des mesures d'urgence ne sont pas prises pour la redresser, selon une synthèse publiée mardi par l'Elysée.

Il conforte le modèle "intégré" d'Areva mais souligne que cela ne dispense pas le groupe "*d'achever (sa) rationalisation*" et d'aller vers une "*meilleure maîtrise des coûts*".

Il plaide pour l'ouverture de la filière nucléaire aux investisseurs privés, la condition étant de créer des conditions de rentabilité attractives.

"*Vouloir créer les conditions économiques d'un financement privé du nucléaire n'est pas un choix idéologique mais un principe de réalité*", écrivent ses auteurs, pour qui le développement de cette industrie "*ne se fera plus par un vaste programme national piloté par l'Etat*". (Reuters 27.07)

14,2 millions d'euros pour service rendu... et même pas viré !

Pour remercier le futur-ex DG de ses bons et loyaux services, le directeur général de BP, Tony Hayward, ce dernier touchera quelque 1,045 million de livre d'indemnités (1,2 million d'euros), soit un an de salaire, conformément aux pratiques du groupe.

Il recevra également ses droits à la retraite accumulés en cours de carrière. Ces derniers s'élèvent à 10,8 millions de livres (13 millions

d'euros), soit 584.000 livres (697.000 euros) versés annuellement à partir de ses 65 ans.

Au total, Tony Hayward va donc toucher 11,8 millions de livres, soit 14,2 millions d'euros, de la part de BP, sans compter ses actions dans le groupe. Il en détiendrait 576.000, plus une série d'options d'achat d'actions accumulées au cours de sa carrière. D'après un calcul de l'AFP, ces actions valaient ce mardi environ 2,4 millions de livres, soit près de 2,9 millions d'euros.

Tony Hayward prendra la direction non exécutive de TNK-BP en Russie. (20minutes.fr 27.07)

Le 29 juillet

La causerie dans l'article sur GM.

Affaire Woerth-Sarkozy- Bettencourt. Même pas un soupçon d'ingratitude chez La Talonnette...

Le dossier d'attribution de la Légion d'honneur à Patrice de Maistre, ancien employeur de l'épouse du ministre du Travail Eric Woerth, a été saisi par le parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine), apprend-on auprès du cabinet du procureur.

Patrice de Maistre a reçu la décoration des mains d'Eric Woerth fin janvier 2008, deux mois après l'embauche pour 200.000 euros par an de Florence Woerth dans sa société Clymène, qui gère la fortune de Liliane Bettencourt, l'héritière de L'Oréal.

La décoration a été attribuée sur le contingent du ministère de l'Economie.

Florence Woerth a nié tout arrangement mais confirmé que c'était bien Patrice de Maistre qui lui avait proposé cet emploi à l'été 2007, soit quelques semaines après l'arrivée de son mari au Budget.

Patrice de Maistre a expliqué qu'Eric Woerth lui avait préalablement demandé de voir son épouse pour parler de l'évolution de sa carrière.

L'enquête a montré qu'à l'époque et depuis au moins 2006, Patrice de Maistre remettait des chèques de Liliane Bettencourt à Eric Woerth au titre du financement légal de l'UMP dont il était trésorier. (Reuters 28.07)

Après le tête de Turc, la tête de Rom de Sarkozy.

La réunion sur « *les gens du voyage et les Roms* », convoquée par Nicolas Sarkozy après les heurts dans le Loir-et-Cher, a eu lieu ce mercredi après-midi 28 juillet.

Première décision prise: le démantèlement d'ici trois mois de la moitié des quelque 600 «*camps ou squats*» illégaux recensés en France, a annoncé Brice Hortefeux . Dans un communiqué, l'Elysée parle de 200 camps pour les seuls Roms, originaires de l'est de l'Europe.

Deuxième mesure, le gouvernement va procéder «à la reconduite quasi-immédiate des Roms qui auraient commis des atteintes à l'ordre public ou à des fraudes en direction de la Bulgarie ou de la Roumanie».

Troisième mesure, l'exécutif promet en outre d'«*affecter dix inspecteurs du fisc afin de contrôler la situation des occupants de ces camps illicites et illégaux*». Car, a dit Brice Hortefeux , «*beaucoup de nos compatriotes sont à juste titre surpris en observant la cylindrée de certains véhicules qui traînent les caravanes*». (20minutes.fr 28.07)

Autrement dit les gens du voyage sont soupçonnés d'être des voleurs potentiels, des trafiquants, des délinquants, etc., l'hystérique du Palais va donc les faire contrôler... y compris par le fisc qui avait "oublié" de contrôler les affaires de Liliane Bettencourt au cours des trois dernières années, c'est étrange, cela correspond justement avec la durée que vient de passer Sarkozy à l'Elysée !

Compromission un peu trop tapageuse pour les Verts.

Rama Yade aux Journées d'été des Verts ?! À première vue, ça a tout l'air d'un canular. Eh bien non ! L'idée vient de Daniel Cohn-Bendit.

L'initiative n'a pas fait rire tout le monde. Hier, la nouvelle a créé un vent de panique chez les écolos. Sur des e-mails internes à Europe Écologie, que *Le Point.fr* a pu consulter, les critiques allaient bon train. Certains n'osant pas y croire : "*Vous êtes sûrs ? N'est-ce pas une blague de mauvais goût ?*" ; "*J'avoue que les bras m'en tombent*". D'autres s'indignant de la venue d'"*une ministre de Sarkozy*" : "*Cette invitation à droite est du n'importe quoi, alors pourquoi ne pas inviter Sarko, Fillon, etc. ?*" ; "Franchement, c'est très déprimant. Où allons-nous ?"...

Alors qu'une pétition était en cours de rédaction, la réponse de Dany n'a pas tardé. Il vient d'annoncer en fin de matinée qu'il annulait la tenue du fameux atelier "*foot*" auquel devait participer l'euro-député Yannick Jadot, Dany Cohn-Bendit et Rama Yade. (Lepoint.fr 28.07)

OGM : coup de force de La Commission européenne.

La Commission européenne a autorisé mercredi 28 juillet la commercialisation dans l'Union européenne de six maïs génétiquement modifiés utilisés pour l'alimentation humaine et animale, faute d'accord entre les Etats membres sur une position commune.

"*La Commission fait une proposition pour autoriser la commercialisation. Les Etats doivent (ensuite) se prononcer à la majorité qualifiée et s'ils ne parviennent pas à s'entendre pour ou contre, la Commission est obligée de les autoriser*", a expliqué un de ses porte-parole, rappelant les règles en vigueur au sein de l'Union européenne.

Lors d'une réunion des ministres de l'agriculture, le 29 juin, aucune majorité ne s'était dessinée pour ou contre l'autorisation de trois maïs hybrides développés par le groupe américain Pioneer, de deux maïs de Monsanto et du Bt11xGA21, de Syngenta. De même, aucune majorité n'a pu être dégagée sur une demande de renouvellement d'une autorisation du maïs Bt11. La Commission a donc tranché, mercredi, un mois après ce constat d'échec, "*pour sortir de l'impasse*", a souligné le porte-parole. Les autorisation sont valables dix ans.

Les maïs concernés sont destinés surtout à l'alimentation animale et ont obtenu un avis scientifique favorable. Cette autorisation va surtout permettre d'éviter le blocage des cargaisons de maïs naturels qui auraient été contaminés par des OGM, a précisé la Commission. La règle de la tolérance zéro prévoit en effet l'interdiction de débarquer dans l'UE toute marchandise dans laquelle des traces de produits OGM non autorisés ont été décelées. Bruxelles reconnaît que ce mécanisme d'autorisation est loin de donner satisfaction, car il la désigne comme "*bouc émissaire*" à la vindicte des opposants aux OGM.

L'exécutif a soumis aux gouvernements et au Parlement de l'UE une proposition pour tenter de débloquer les processus d'autorisations pour les cultures et pour la commercialisation en laissant le choix aux Etats d'appliquer ou non les autorisations de culture décidées au niveau européen. (Lemonde.fr 28.07)

Grèce.

Le gouvernement grec a ordonné mercredi la réquisition des chauffeurs de camions-citernes, dont la grève entamée dimanche était en train d'assécher les pompes à essence du pays

La plupart des stations-service du territoire, dont 70% de celles d'Athènes, sont à cours de carburant, selon la fédération des pompistes, des pénuries commençaient à toucher l'approvisionnement alimentaire et les voyagistes et entreprises s'inquiétaient.

Le dirigeant syndicaliste Georges Tzortzatos avait annoncé un peu plus tôt l'échec des négociations, expliquant que le gouvernement de centre-gauche avait rejeté les principales exigences des chauffeurs. Dans ces conditions, "*la grève continue*", avait-il conclu.

Les chauffeurs protestent contre le changement des règles d'attribution des licences. Ces mesures font partie du programme d'économies budgétaires imposé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international à la Grèce. (AP 28.07)

Russie.

Conséquence de la canicule et de la sécheresse, la Russie annonce le plafonnement des prix des denrées alimentaires de base, en prévision d'un retour en force de l'inflation à l'automne.

Plus un jour ne passe sans qu'un nouveau record de température ne soit franchi: la Russie n'avait pas eu si chaud depuis 130 ans! Vingt-trois régions ont été placées en état d'urgence par le ministère de l'Agriculture, et 20% des récoltes ont été détruites par la sécheresse soit plus de 9 millions d'hectares, l'équivalent de la superficie du Portugal. Le prix du blé pourrait doubler, selon l'Union nationale des producteurs de blé.

Craignant un effet ricochet, la Douma a donc rédigé «en urgence» une liste de 24 produits alimentaires de base dont la farine de blé, la viande, le poulet, le poisson, le lait, les œufs, le beurre, le sel et le sucre. Si leur prix de vente au détail augmente de plus de 30% en un mois, un plafond entrera en vigueur pour les trois mois suivants.

Le gouvernement a également décidé d'intervenir sur le marché en vendant 3 millions de tonnes de grain aux producteurs de viande et de lait «pour contenir les prix», explique le ministère de l'Agriculture.

Pour la première fois de son histoire, la production de blé russe s'apprêtait cette année à dépasser les États-Unis, avec plus de 61 millions de tonnes. (Lefigaro.fr 28.07)

Etats-Unis.

La loi devait entrer en vigueur jeudi dans l'Arizona. Ce sera finalement dans une version dépouillée de ses mesures phares. Mercredi, une juge fédérale de Phoenix a en effet suspendu les points les plus controversés de la réforme de l'immigration voté dans par Etat du grand ouest américain, en attendant qu'elle analyse le texte dans son ensemble. (20minutes.fr 28.07)

Le 30 juillet

Comme annoncé l'ensemble des infos économiques, sociales, politiques, justices et internationales sont supprimées. Disparaissent également du site les articles du Réseau Voltaire et les documents ou rapports divers qui sont disponibles sur Internet, seuls les archives seront conservés. Les causeries ne comporteront plus d'infos en bref. Cela ne signifie pas pour autant que je cesserai de suivre l'actualité quotidiennement et de lire un certain nombre de documents, rapports ou articles, au contraire j'aurai plus de temps à y consacrer. Les annonces ou infos qui figureront dans la rubrique INFO ne seront pas archivées. J'archiverai demain ou dimanche les infos et la causerie de juillet au format pdf, en attendant vous pouvez y accéder au format html dans le menu en haut de l'écran.

Pendant ces dernières années j'ai fourni un exemple de ce que pourrait être un site d'informations aussi complet que possible au service des militants, ce qui n'existe nulle part ailleurs sur Internet s'agissant de l'actualité quotidienne en France et dans le monde, avec évidemment les limites qu'imposait le fait d'avoir été seul à faire ce travail harrassant, il était possible de faire beaucoup plus et beaucoup mieux avec une équipe de militants. Qu'aucun parti ne fasse ce travail est révélateur du peu d'enthousiasme que manifestent leurs dirigeants à informer leurs militants.

Bien sûr que chacun peut se connecter sur des sites d'informations comme Google ou Yahoo news, faut-il encore avoir le temps de parcourir les centaines de titres d'articles d'agences de presse ou de médias, de télécharger les articles qui nous semblent intéressants, puis les lire en prenant le temps de réfléchir à leur contenu, puis les archiver, ce qui prend un temps considérable quand on veut le faire sérieusement. Pour les militants qui travaillent et j'imagine que c'est le cas de la plupart d'entre vous, il est impossible de se livrer à cet exercice quotidiennement. Il ne reste plus qu'à s'abonner à un quotidien papier genre *Le Monde* pour se tenir informer, mais ce n'est pas sans risque, car la presse nationale ne retient des dépêches de presse que ce qui l'intéresse ou que ce qui est conforme au besoin de sa ligne éditorialiste, c'est ainsi que des faits peuvent être tronqués et les éléments fournis inexploitables, pire ils peuvent carrément vous induire en erreur. Pour être à peu près sûr d'être informé correctement, pour bien faire il faut comparer les faits à la source, c'est-à-dire auprès des différentes agences de presse, ce qui veut dire que l'on va télécharger la même info donnée par Reuters, Associated Press, etc, c'est ce que je faisais en fonction de l'importance du sujet traité. On doit donc admettre qu'un minimum d'erreurs se glissent dans les infos que l'on collecte et que l'on répercute ensuite sans que l'on en soit responsable. Vous voyez que j'avais étudié sérieusement mon sujet avant de tenir ces rubriques ces dernières années. Si j'ai horreur qu'on me raconte des blagues, j'ai encore plus en horreur d'en raconter aux autres, tel est le principe qui m'animait.

Changer de cap n'est jamais facile. Je vous avouerais que je ne sais pas encore comment je vais organiser mon travail à présent. Une chose est sûre, c'est que je pouvais pas continuer ainsi. Je suis un peu face à une page blanche si vous voulez. J'ai bien quelques idées, mais je dois les trier et les classer par ordre d'importance. Je ne dois pas décrocher de l'actualité non plus, sinon on raconte facilement n'importe quoi ou l'on finit par se taire définitivement par crainte de passer pour un dilettante, ce dont j'ai horreur également. Il y aurait tellement de choses à faire. Je me dis à quoi bon s'attaquer ici à Sarkozy et au gouvernement puisqu'en principe tous les militants qui se connectent sur le site les combattent déjà. Et si je passe une partie de mon temps à dénoncer et combattre l'opportunisme des partis ouvriers, je risque de passer pour un démolisseur du mouvement ouvrier, alors que ce sont eux qui s'emploient à le dévoyer et à le conduire dans une impasse, c'est un paradoxe difficile à comprendre pour les militants et à gérer de mon côté en vérité. Ce travail est indispensable, donc je ne le laisserai pas tomber. Je peux aussi affiner mes positions politiques et continuer d'étudier l'ensemble des questions que je vous ai soumises au cours des dernières années, notamment sur l'orientation du capitalisme mondial, pour ce faire je pensais relire tout ce que j'ai écrit pour rassembler les passages les plus intéressants. J'envisage également de commenter des articles ou textes des marxistes, mettre en relief les leçons que l'on peut encore en tirer en précisant dans quelles contextes précis, donc en tenant compte des transformations de la société ou du monde depuis leur parution. Voilà à quoi je vais m'atteler dorénavant.

L'actualisation quotidienne du site était une contrainte telle qu'elle a désorganisé mon existence au point de rencontrer de graves problèmes que je n'aurais jamais eu autrement. Ces problèmes se sont tellement accumulés que parfois il était devenu impossible d'y apporter une solution, je vous passe les détails, entre un chat et un chien que j'ai pour ainsi dire laissé crever, un autre atteint maintenant d'une maladie de peau au point qu'il n'a plus de poils et dégage une odeur pestilentielle, il aurait fallu que j'y consacre du temps et je n'en avais pas, ma baraque qui se délabre de partout, j'ai repoussé depuis des années des travaux aussi essentiels que la toiture ou la façade qui s'effrite, alors que la rémunération d'une journée de travail d'un ouvrier était de 200 roupies par jour, elle est passé à 450 roupies, idem pour le matériel, le transport des matériaux, d'avoir tardé va me coûter plus du double alors que je n'ai pas de fric, et puis il faut savoir que lorsque des ouvriers travaillent chez vous, vous devez les surveiller en permanence, c'est obligatoire sinon ils ne font que des conneries, de grosses conneries (monter une fenêtre à l'envers !) ou ils ne foutent rien de la journée, c'est indescriptible et je ne sais pas si vous pouvez le comprendre sans le voir de vos propres yeux, donc il faut tout arrêter ou aller voir ce qu'ils sont en train de faire 50 fois en une journée, autant dire que l'on ne peut plus rien faire d'autres sérieusement, or pour actualiser le site qui n'est pas un blog, la moindre erreur d'écriture peut nécessité de

longues heures de recherche pour la trouver, la corriger ne prend pas plus de temps qu'un clique de souris, je ne suis pas informaticien.

Actualiser le site quotidiennement cela voulait dire aussi être sous tension perpétuellement, se plier à un emploi du temps très stricte dans un pays où tout est bordélique et où l'on perd forcément un temps fou, au point d'être sur les nerfs en permanence, de ne plus avoir de temps à consacrer à réfléchir au meilleur moyen de résoudre les problèmes que je rencontrai, notamment dans le village où j'habite. Je suis devenu agressif, alors que je ne l'étais pas particulièrement auparavant, ce qui s'est ressenti aussi dans mon travail politique. Et je n'évoque même pas le fait que ma compagne est handicapée, ce qui est une autre contrainte pas toujours facile à gérer, surtout quand on manque de temps. Je l'ai sacrifiée pour continuer le site, donc vous comprendrez pourquoi cela ne pouvait pas durer indéfiniment de la sorte. Je passe aussi le fait que je n'ai plus trouvé le temps de lire, de me distraire l'esprit aussi, on en a tous besoin pour décompresser et nourrir notre inspiration par de nouvelles expériences, cela pourra sembler banal de dire qu'après une balade d'une heure en moto dans la campagne on arrive à résoudre une question sur laquelle on butait depuis des jours, mais c'est pourtant ainsi que cela se passe, idem après une lecture de Balzac par exemple.

La nouvelle formule du site démarrera donc lentement, car je dois éponger le passif de ces années passées, pendant lesquelles j'ai négligé mes propres affaires, elle sera au point d'ici le début septembre, avant le début de la mousson !

Je vous souhaite un bon week-end ou de bonnes vacances.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août

Deux sujets de causerie, demain plus d'infos à partir de l'actualité. Je n'ai reçu aucun courriel depuis que le site a changé de formule, à croire que tout le monde s'en fout, dont acte. Entre nous, j'espère que rien ne vous surprendra dans le cours des choses ? Et ce n'est qu'un début !

1- Après le congrès de la CGT finances publiques.

Je voudrais bien que le responsable du groupe qui publie CPS nous explique comment il analyse le refus des militants du POI de voter une motion qui appelle au retrait de la contre-réforme des retraites, pour finalement voter la motion de la direction de la CGT Finances publiques qui n'appelle pas au retrait, tandis que le POI appelle au retrait par ailleurs. Quelle explication donner au comportement des militants du POI de la CGT finances, telle est ma question.

Ce n'est pas à moi d'échafauder des hypothèses, ce sont les camarades de ce groupe qui étaient en première ligne sur cette question, c'est donc à eux de nous fournir une réponse, sinon à quoi bon nous fournir cette information ? Quand on met le doigt dans un engrenage, il faut aller jusqu'au bout, sinon cela ne sert strictement à rien, j'ajouterais qu'à défaut de répondre à cette question, ils fournissent un prétexte à leurs contradicteurs qui auront le bon rôle d'affirmer qu'ils n'ont pas suivi le déroulement des événements et qu'ils n'ont rien compris, pour un peu ils leur permettent de prétendre qu'ils se livrent à un procès d'intention à l'égard du POI en tentant de retourner la situation en leur faveur, d'où la nécessité de répondre à cette question.

J'ai évidemment une idée sur les intentions réelles du POI, mais je préfèrerais que CPS nous fournisse sa propre interprétation avant de vous livrer la mienne.

2- Sur la situation politique, très rapidement.

Combien de fois des militants n'appartenant pas aux milieux les plus défavorisés de la société, intellectuels ayant passés leur existence à se gargariser de grandes phrases auxquelles ils n'avaient jamais rien compris et s'érigeant à la première occasion en procureurs à l'instar de leurs maîtres à penser tout aussi médiocres, m'ont traité de gauchiste pour m'en prendre violemment au pouvoir en place quand je traitais Sarkozy de dictateur notamment, j'exagérais forcément et je n'étais pas le seul dans ce cas-là, tous les militants de l'avant-garde ouvrière qui avaient reconnu au premier coup d'oeil dans ce personnage minable et dangereux un représentant du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, de l'aristocratie financière, comment les dirigeants de leur cher parti (le PT à l'époque) pouvaient-ils s'abaisser à demander audience à un

dictateur, impensable voyons, le ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire était tout à fait fréquentable selon eux.

J'avais avec d'autres militants une longueur d'avance sur ceux qui aujourd'hui se rendent compte que Sarkozy était bien la copie conforme de Le Pen. Et lorsque j'ai qualifié les dirigeants de l'UMP de nazillons, ce n'était pas pour me distinguer ou pour me livrer à une surenchère langagière ou démagogique, mais seulement pour indiquer quelle orientation politique l'UMP serait forcément amenée à prendre dans les années à venir dans un contexte social dominé par la crise du capitalisme, et que dans ces conditions la rupture des relations avec le gouvernement et les institutions s'imposait immédiatement aux organisation syndicales et aux partis ouvriers, rupture qu'aucun n'envisage encore à l'heure actuelle notez-le bien, le POI organisent en ce moment même des délégations en direction des préfets qui ont pour tâche principale de relayer sur le terrain la parole venimeuse du flic-président.

Le devoir de l'avant-garde du mouvement ouvrier n'est pas de suivre (impuissant) le cours des évènements ou de commenter l'actualité après coup, mais d'indiquer aux travailleurs quelle orientation va prendre le régime en fonction du développement probable de la situation sur le plan économique, social et politique en France et à l'échelle mondiale, pour les armer théoriquement et politiquement, les organiser en vue des prochains affrontements entre les classes dans la perspective du combat pour la prise du pouvoir, la question de l'Etat et du pouvoir politique transpirant quotidiennement à travers toutes les initiatives prises par le chef de l'Etat depuis son élection (et avant), ce dont les dirigeants des partis ouvriers se sont efforcés volontairement de minimiser, d'occulter ou de nier conformément au petit-bourgeois qui sommeille en eux, qui effarouché par la tournure des évènements préfère attendre de se retrouver le dos au mur pour réagir, quand il est alors trop tard la plupart du temps, envoyant le prolétariat et son avant-garde se faire massacrer inutilement...

Quand on est incapable de caractériser avec précision la nature sociale du régime politique en place et qu'on s'en tient à des généralisations du type nous sommes sous un régime bonapartiste ou qu'en guise de clarification politique on se contente d'affirmer que le capitalisme et les institutions sont en crise depuis plus d'un demi-siècle, il paraît normal que l'on soit aussi incapable de définir une stratégie pour les combattre ou proposer une issue politique aux travailleurs à la crise du capitalisme, l'inexistence d'un puissant parti révolutionnaire ancré dans les masses traduisant à elle seul l'ampleur de l'incurie politique de nos dirigeants depuis plus de 60 ans.

Pour avoir analysé la nature sociale de la candidature de Sarkozy à l'élection présidentielle dès qu'elle fut annoncée, avant même que la dernière crise du capitalisme éclate, j'avais prévu qu'il serait amené à mettre en oeuvre une politique ultra droitière, les militants peuvent le vérifier en consultant les articles que j'avais écrits à cette époque et qui figurent toujours dans le site. L'orientation politique développée aujourd'hui par Sarkozy ne tient pas particulièrement à sa personnalité, il a été choisi par ses pairs pour conduire cette politique antisociale et répressive parce qu'il semblait être le plus qualifié pour la mener jusqu'au bout (contrairement à Chirac et au courant qu'il incarnait au sein de l'UMP), ce qu'il ne cesse de répéter comme vous l'aurez remarqué, ils l'ont choisi parce que c'était lui qui incarnait le mieux l'alliance de l'Etat et de la Bourse ou des marchés, la subordination totale de l'Etat aux besoins du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain et chinois, à l'Union européenne, ainsi ils ont estimé qu'il serait le meilleur président pour défendre les intérêts de l'aristocratie financières ce qui impliquait d'engager une guerre sans fin contre la classe ouvrière et l'ensemble de ses droits dans tous les domaines.

Qu'il en arrive à empiéter (sur) ou liquider les principes universels de la démocratie n'a rien d'étonnant, cette étape s'inscrit logiquement dans le prolongement des rapports qu'il a voulu imposer au mouvement ouvrier et que les dirigeants syndicaux ou des principaux partis se réclamant de la classe ouvrière se sont empressés d'accepter, poussant toujours plus loin la collaboration de classes au point de perdre leur indépendance de classe par rapport à l'Etat (capitaliste), mais ne parvenant pas malgré tout à museler totalement le mouvement ouvrier et le prolétariat pour faire passer sa contre-réforme des retraites et les conséquence de la crise du capitalisme, il en vient à tenter de dresser les différentes couches du prolétariat les unes contre les autres pour affaiblir la résistance de la classe ouvrière, pour la diviser et créer un climat délétère dans le pays dont il espère encore tirer profit pour terminer son oeuvre de démolition, le tout dans la perspective des élections présidentielles de 2012, bien que cette question soit finalement secondaire.

Nous savions pertinemment que rien n'était acquis définitivement sous un régime capitaliste et qu'il fallait sans cesse combattre pour conserver nos droits sociaux et politiques, mais pour avoir cessé consciemment de mener ce combat dans la perspective du renversement de ce régime et du socialisme, nos dirigeants portent une énorme responsabilité dans la situation actuelle. Si quelque part je me suis réjouis de l'élection de Sarkozy après avoir appelé au boycott de l'élection présidentielle, je pensais que la situation politique se dégraderait rapidement avec un tel hystérique à la tête de l'Etat, par contre je n'imaginais pas que les différents courants ou tendances qui constituaient l'avant-garde du mouvement ouvrier continueraient de se déchirer entre eux ou de s'ignorer comme s'il ne s'était finalement rien passé avec l'élection de Sarkozy, un président en remplaçant un autre, pas de quoi en faire un plat en quelque sorte, le train-train habituel, la routine dans laquelle la plupart des militants sont englués depuis des décennies quand ils ne sont pas totalement sclérosés.

Demain, vont-ils appeler à constituer un front unique avec les partis pourris tels le PS, le PCF ou le PG, les démocrates et les républicains, pour sauver la démocratie comme ce fut le cas en Espagne en 1936 avec le résultat que l'on sait, au lieu de se rassembler pour engager la bataille pour en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire constitués des partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant pour renverser les institutions et avancer sur la voie de l'expropriation du capital ?

Camarades nous allons payer très cher le prix fort de toutes ces décennies d'opportunisme, de révisionnisme du marxisme, ce refus de se situer sur le terrain des intérêts collectifs et fondamentaux du prolétariat. On nous dit que Sarkozy est revenu aux "fondamentaux" de sa campagne électorale, serons-nous capables de revenir aux principes fondamentaux du marxisme, du socialisme ? Telle est la question à laquelle chacun doit répondre immédiatement, sans délais, on ne peut accepter aucun prétexte ou argument pour s'y soustraire ou se défiler.

Nos dirigeants seront-ils capables d'avoir une réaction salutaire qui permettrait de rassembler l'ensemble de l'avant-garde révolutionnaire aujourd'hui éclatée dans une multitude de partis, tendances, courants, groupes ou comités ? Voyez-vous, l'histoire finit toujours par nous rattraper un jour ou l'autre, il arrive toujours un moment où l'heure de vérité finit par sonner, faisons en sorte qu'elle sonne le glas des institutions et du capitalisme.

On a bien entendu dans un passé récent certains dirigeants affirmer que le capital nous avait déclaré la guerre, mais force est de constater que jusqu'à présent pour répondre à cette déclaration de guerre qui depuis s'est largement transposée dans le faits, ils n'y ont pas répondu par une déclaration de guerre à un degré équivalent, ils s'en sont tenus à des déclarations qui ne sont jamais traduites sur le plan organisationnel dans les faits. On attend donc qu'ils prennent l'initiative d'un appel au rassemblement de tous les militants révolutionnaires qui se réclament du socialisme, de l'ensemble des travailleurs qui veulent en finir une fois pour toute avec Sarkozy et son gouvernement, avec les institutions de la Ve République et le capitalisme. Nous soutiendrions sans condition un tel appel à partir du moment où son orientation constituerait une rupture nette et sans appel avec l'ordre établi et s'inscrirait dans la perspective de la constitution d'un Etat ouvrier.

Le 2 août

Caractérisation précise du régime actuel.

"*Par bonapartisme, nous entendons un régime où la classe économiquement dominante, apte aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier, d'un "sauveur" couronné. Une semblable situation se crée dans les périodes où les contradictions de classes sont devenues particulièrement aiguës : le bonapartisme a pour but d'empêcher l'explosion. La société bourgeoise a traversé plus d'une fois de telles périodes, mais cela n'a été pour ainsi dire que des répétitions. Le déclin actuel du capitalisme a non seulement définitivement sapé la démocratie, mais a aussi dévoilé toute l'insuffisance du bonapartisme de l'ancien type: à sa place est venu le Fascisme. Cependant, comme un pont entre la démocratie et le fascisme (en Russie, en 1917, comme un "pont" entre la démocratie et le bolchevisme) apparaît un "régime personnel", qui s'élève au-dessus de la démocratie, louvoie entre les deux camps et sauvegarde en même temps les intérêts de la classe dominante: il suffit de donner cette définition pour que le terme de bonapartisme soit pleinement fondé.*" (Bolchevisme contre stalinisme - Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique - Léon Trotsky)

En période de déclin ou de crise du capitalisme, de politiques ouvertement antisociales, de crise politique et de réaction sur toute la ligne, "*les contradictions de classes (deviennent) particulièrement aiguës*", et le bonapartisme est parvenu jusqu'à présent par "*empêcher l'explosion*", la question est de savoir comment il s'y prend. Diviser, opposer les différentes couches sociales du prolétariat entre elles, matraquer les unes, soulager les autres, l'ensemble pour le compte de la classe dominante.

Si l'Etat s'est en partie délesté de sa fonction de régulateur social collectif en limitant ou réduisant la part revenant aux budgets des ministères à vocation sociale, dans le même temps, il a veillé à faire en sorte que la majorité des couches les plus pauvres de la population ne soient pas plongées dans la misère extrême par l'intermédiaire du financement public d'une multitude d'organisations caritatives, qui prennent en charge une partie des besoins élémentaires que ces couches ne peuvent pas ou plus satisfaire par leurs trop faibles revenus, en quelque sorte, il subventionne la pauvreté dont il est responsable, pour qu'elle demeure à un niveau supportable sur le plan social pour ces couches du prolétariat et sur le plan politique pour assurer la stabilité du régime.

L'Etat tient à la fois le rôle d'incendiaire et de pompier face à ces couches les plus pauvres : d'un côté, alors qu'il porte l'entière responsabilité de la pauvreté il prétend le contraire, mieux il affirme la combattre, de l'autre, à défaut de mieux il fait en sorte que ces couches soient en mesure de satisfaire leurs besoins élémentaires à coups d'allocations, exonérations d'impôts, d'aides en tous genres par le biais d'associations qu'il finance. Le capitalisme joue de son côté le même double rôle en proposant aux plus pauvres des marchandises à bas prix et de moindre qualité (développement des magasins alimentaires hard discount) pour qu'ils aient l'impression de continuer de vivre comme avant.

Dans les deux cas, l'Etat, dans son discours pour ce qui est de sa responsabilité dans la pauvreté, dans la pratique pour ce qui est de la gestion des conséquences de sa politique antisociale, se place au côté des plus pauvres les mettant ainsi dans une situation de dépendance permanente vis-à-vis de l'Etat qui par ses bienfaits les soustrait à une situation bien pire et qu'il ne leur souhaite pas évidemment, pas plus que leur situation actuelle qu'il regrette volontiers la main sur le coeur. Retirez les allocations, les exonérations d'impôts et supprimer les aides fournies par les organisations caritatives et vous avez des millions de prolétaires réduits à la misère et à vivre dans la rue. L'Etat ne peut pas se le permettre sous peine de déclencher une guerre civile ou une révolution.

Cette largesse si l'on peut dire de l'Etat envers les plus pauvres a un prix, et comme l'Etat n'entend pas taxer davantage les plus riches, il faut bien qu'il trouve l'argent quelque part pour financer la stabilité politique du régime, il ne lui reste plus qu'à s'en prendre aux autres couches du prolétariat et à la petite-bourgeoisie.

Il y a quelques semaines environ je ne sais plus quel ministre a sorti qu'il fallait cesser de taxer les ménages des classes moyennes dont les revenus se situaient dans une tranche allant de 1.400 à 4.500 euros nets par mois. J'ignorais que cette tranche de revenus des ménages

correspondait aux couches (plutôt que classes) moyennes. Cela signifie qu'un couple au Smic et percevant des allocations logements, familiales ou autres appartient à cette couche de la population.

Je ne prétends pas qu'il faille prendre pour argent comptant ce qu'a dit ce ministre, ce n'est pas non plus parce qu'il a dit une chose qu'elle serait forcément erronée ou qu'il faudrait forcément en prendre le contre-pied, il a mis la barre un peu basse à mon avis, peu importe pour ma démonstration, on aura compris qu'il voulait parler des ménages qui disposent de revenus leur permettant de faire face à des besoins qui sortent du cadre des dépenses ou charges incompressibles, en attendant cela confirmerait qu'une grande partie du prolétariat dispose de revenus lui permettant encore de vivre normalement malgré la crise, dans des conditions plus difficiles qu'hier certes, ce qui expliquerait que cette couche intermédiaire du prolétariat qui est la plus nombreuse ne se mobilise pas massivement pour défendre ses droits sociaux, aussi longtemps qu'elle est en mesure de payer pour compenser la disparition des services publics ou la hausse des prix.

Ce ministre mentait effrontément quand il affirmait qu'il fallait cesser de taxer ces couches du prolétariat, car ce sont les seules que l'Etat peut mettre à contribution à défaut de s'en prendre au capital pour augmenter ses recettes et financer la pauvreté. Là où il rencontre un sérieux problème, c'est avec la jeunesse qui refuse d'être sacrifiée et de devoir vivre dans un état de frustration ou de pauvreté permanent, elle refuse cette injustice quand d'autres font étalage quotidiennement de leur richesse et qui plus est entendent lui donner des leçons de morale, ce qui d'une certaine manière constitue une provocation de trop envers la jeunesse et peut se traduire ainsi : si les privilégiés sont en plus des escrocs et qu'ils se soustraient à la loi, pourquoi ne leur ressemblerions-nous pas, le risque de se faire prendre en plus, mais au point où nous en sommes...

Là où les adultes acceptent de vivre dans un état d'indigence et d'assistés permanent tout en respectant l'ordre établi, les jeunes recourent facilement à des moyens individuels, discrets, plus rapides et en dehors de toutes institutions, violents et illégaux, pour assurer la satisfaction de leurs besoins qui sont parfaitement légitimes.

Pour tirer une conclusion provisoire de ce chapitre, on peut affirmer que nous sommes en présence d'une société en décomposition sans rien avoir apporté de plus à l'analyse superficielle que l'on faisait de cette société il y a déjà quelques décennies ou plus loin encore dans le passé, car la situation que nous venons de décrire existait déjà il y a un demi-siècle ou même dans les années 70, le chômage en moins, mais pour ce qui est de la pauvreté, elle était aussi étendue qu'en 2010 ou pire encore.

Quand on nous explique qu'hier encore on pouvait vivre même pauvre de son travail, tout dépend de ce qu'on entend par là, ce sont des gens qui n'ont jamais côtoyé de près la pauvreté qui tiennent ce discours ou parce qu'ils n'y ont jamais été confrontés eux-mêmes, en réalité il a toujours existé des millions de travailleurs pauvres dans ce pays, on en parlait autant qu'aujourd'hui si ce n'est plus, mais voilà nos dirigeants ont la mémoire courte ou sélective semble-t-il. Il en est de même de la xénophobie, du racisme, des discriminations envers les minorités, les jeunes, les femmes, etc.

Il y en a ainsi qui passent leur temps à refaire le monde tous les quatre matins en comptant sur l'amnésie générale qui frapperait les générations les plus âgées, tandis que les plus récentes baigneraient dans une profonde ignorance du passé, comme si les unes et les autres avaient toujours vécu on ne sait où quelque part en dehors de la société, n'en auraient jamais rien su ou n'auraient jamais eu les moyens de s'informer sur ce qui se passait réellement dans la société, bref, en dehors des dirigeants de ce pays et ceux des partis ouvriers qui savent forcément de quoi ils causent, nous serions un peuple inculte et ignorant à qui on peut raconter n'importe quelles balivernes ou servir des discours politiques éculés et cent fois réchauffés en imaginant que nous allons y adhérer.

En réalité les mêmes causes continuent de produire les mêmes effets, à ceci près que ceux-ci sont amplifiés parce que les besoins de la population n'ont cessé de croître au fil du développement du capitalisme, ce qui se traduit quand on ne peut pas les satisfaire par une accentuation du degré de frustration qui ne porte plus uniquement sur des produits de bases nécessaire à la survie quotidienne, avoir un toit, de quoi s'alimenter et se vêtir pour ce qui est de l'essentiel, mais sur des biens d'équipement ou de consommation courante qui sont devenus indispensables pour la population, comme la voiture, le réfrigérateur, la télévision, les vacances ou les loisirs, et demain l'ordinateur, le téléphone portable, etc.

Ces besoins nouveaux, on les retrouve dans le coût de la force de travail qui a augmenté au fil des ans. Le salaire que perçoit le travailleur correspond à ce qui est nécessaire au renouvellement de sa force de travail qui est incarné à son tour par l'ensemble de ses besoins et leur coût. Réduire le coût du travail engendre donc une réduction équivalente des besoins du travailleurs, on dit que son niveau de vie stagne ou diminue, qu'il dispose de moins de moyens pour consommer, que son pouvoir d'achat baisse. Là encore très souvent il peut palier cet inconvénient, par exemple en se passant de dépenses superflues, en reportant à plus tard le remplacement de certains biens, voiture ou téléviseur, il peut également recourir au marché de l'occasion ou aux soldes qui se sont développés dans tous les domaines, bref, il peut facilement se donner l'impression d'avoir conservé le même niveau de vie avant de se poser des questions politiques et de remettre en cause l'ordre établi qui en vaut bien d'autres encore pires à travers le monde.

On s'aperçoit ici que notre prolétaire en dehors des situations extrêmes s'en tire encore bien sur le plan matériel. C'est ce que pense tous les ménages qui disposent de deux revenus quel que soit leur niveau, ce que pense celui ou celle qui vit seul avec environ 1 500 euros net par mois tous revenus confondus. Quant aux plus pauvres, ils ne sont pas tous logés à la même enseigne non plus, certains se retrouvent à payer des loyers qui les étranglent littéralement, tandis que d'autres sont pour ainsi dire logés gratuitement ou presque. Oui, cela peut surprendre, j'ai deux exemples à vous donner pour l'illustrer.

Mon épouse Magueswary qui est handicapée et qui vit à Aubagne proche de Marseille, vient de se voir proposer un T2 pour 50 euros par mois, elle paie actuellement 40 euros pour un T1. Une de ces copines d'origines indiennes comme elle et qui a 5 enfants vit dans une HLM T5 et son loyer lui revient à 90 euros par mois, il n'y a pas d'erreur vous avez bien lu. Magueswary vit uniquement de son allocation handicapée, soit 700 euros par mois. En 2010, elle aura envoyé en Inde 2 000 euros auxquels il faut ajouter 1 400 euros pour deux voyages Marseille/Chennai (ex-Madras). Elle est partiellement nourrie par les Restos du coeur et le Secours populaire, et pour ce qui est des vêtements, des meubles, de la TV, etc. elle a tout obtenu en très bon état pour une poignée d'euros auprès des mêmes associations. Et comme elle est pauvre, c'est le médecin qui lui fournit gratuitement les médicaments qui ne sont plus pris en charge par la CMU. Voilà une femme heureuse de vivre en France ! Elle ne travaille pas et ne le peut pas, mais j'ose un parallèle, vous comprenez maintenant quel intérêt les patrons ont à avoir une telle main d'oeuvre à la portée de la main dont les besoins se réduisent à peu de choses ? Je n'insisterai pas sur ce sujet, c'est une question qui vous dépasse apparemment, on est dogmatique ou on ne l'est pas.

Je ne me suis pas attardé sur les couches moyennes ou la petite-bourgeoisie, en l'absence de conscience politique elles réagissent de la même manière que les autres couches du prolétariat qui parviennent encore à s'en sortir : temps qu'il s'agit de payer et qu'on le peut pour satisfaire nos besoins, pas de quoi fouetter un chat ou se mobiliser, si avec l'argent on peut tout acheter et qu'on en a encore suffisamment pour vivre confortablement tout va bien ou presque, étant donné que la consommation ou l'accumulation de biens matériels est devenue leur seule raison de vivre, certes la société est de plus en plus pourrie, violente, nauséabonde, injuste, mais quand on est enfermé dans son bureau, dans sa bagnole ou dans sa baraque, on ne pense plus à ce qui existe au dehors, ce qu'on voit à la télévision ou sur l'écran de l'ordinateur, c'est comme un mauvais film qui ne nous concerne qu'indirectement ou pas du tout...

Il faut que les gens soient frappés où cela fait mal pour qu'ils réagissent, dit-on, c'est-à-dire au porte-monnaie. Sur le plan de la conscience politique on est encore au ras du caniveau. C'est aussi le refus de revenir à une situation antérieure où l'on vivait plus mal qu'aujourd'hui qui peut favoriser la mobilisation de certaines couches d'exploités. En Inde, il y a encore 20 ans, très souvent on s'éclairait avec une lampe à pétrole, dans 9 maisons ou cabanes sur 10 il n'y avait aucun appareil fonctionnant à l'électricité, pas de téléviseur, pas de réfrigérateur, pas même de ventilateur, j'ai connu la feuille de palme que l'on agitait pour se rafraîchir un peu, aujourd'hui quand les coupures de courant s'enchaînent on assiste à des scènes d'émeutes parce qu'on ne peut plus suivre notre feuilleton préférée à la télé ou que le ventilateur ne fonctionne pas !

Pour finir, le seul gros problème du régime pour le moment c'est la jeunesse, insouciante, impatiente, indomptable et imprévisible, provocatrice ou audacieuse... Elle défit l'autorité de l'Etat, elle ne se reconnaît pas dans les institutions, elle a horreur des injustices et des inégalités, elle rejette les discours moralisateurs du parvenu qui gouverne le pays, des va-t-en-guerre qui assassinent le peuple afghan ou qui soutiennent les bourreaux du peuple palestinien.

Elle refuse d'être surexploitée par des négriers des temps modernes assoiffés de profits, elle veut tout tout de suite et elle a parfaitement raison, ce droit est légitime. En réalité la jeunesse montre la voie à suivre aux partis ouvriers dans son rejet, sa rupture avec le régime en place, mais ces derniers préfèrent s'en accommoder pour tenter de sauver ce qui est déjà perdu d'avance, leur dignité et la confiance qu'ils pourraient inspirer en prime.

Pour comprendre à quoi correspond l'arrivée au pouvoir du "*régime personnel*" qu'incarne Sarkozy, s'en tenir au rôle des appareils qui soutiennent le régime est pour le moins réducteur, c'est confondre le mouvement ouvrier avec l'ensemble de la classe qu'il est très loin de représenter et d'organiser de nos jours. On peut aussi se gargariser de formules pour finalement confondre la théorie et la réalité. En réalité, c'est l'inexistence d'un parti capable de gagner la confiance de larges masses et d'entraîner (d'unifier) le mouvement ouvrier dans le combat contre le pouvoir en place, c'est dans l'absence de ce parti que se cristallise l'ensemble des contradictions de la situation actuelle, dans la mesure où face à un gouvernement le plus antisocial des 50 dernières années et son rejet par la majorité des masses laborieuses, aucun parti n'est capable de proposer une perspective politique au-delà ou en dehors des institutions de la Ve République et du système capitaliste, autrement dit, bien que la situation porte en elle la négation du régime actuel, il n'existe aucun parti pour l'incarner ou en tout cas aucun parti n'est reconnu comme tel par le prolétariat. On pourrait ajouter d'où la crise qui secoue tous les partis.

On poursuivra cette analyse plus tard. Aujourd'hui on a vu qu'il ne fallait pas confondre les conditions objectives du capitalisme qui sont plus que mûres pour passer au socialisme, c'est la théorie retenue jusqu'à présent, avec celles auxquelles les masses sont confrontées et qui ne le sont pas pour la majorité d'entre elles, ainsi que les conditions subjectives où la manière dont elles interprétent les conditions objectives auxquelles elles sont confrontées qui ne sont pas mûres non plus.

Demain peut-être nous aborderons l'orientation du capitalisme mondial. Vous ne l'avez peut-être pas remarqué mais on entend dire de plus en plus souvent que la crise est passée, les Bourses sont dans le vert, les multinationales et les banques engrangent les profits, c'est la vérité, dans quel contexte on le sait aussi, un chômage de masse dans de très nombreux pays, mais sur quoi repose au juste cet optimisme des marchés ?

Le 4 août

J'ai reçu une réponse du principal responsable du groupe qui publie CPS à propos de l'intervention des militants du POI au congrès de la CGT finances publiques. Il m'a également transmis une lettre d'un militant démissionnaire du CCI-POI qui a rejoint leur groupe. Avant de la

mettre éventuellement en ligne et évoquer le contenu de son courriel, je dois le contacter, donc à suivre.

Je terminerai mon article sur le front unique dans quelques jours. Entre temps vous aurez eu le temps de lire (et étudier) les brefs articles de Trotsky que j'ai mis en ligne récemment et qui traitent directement ou indirectement du front unique et du gouvernement ouvrier, ainsi vous pourrez juger le contenu de mon article en connaissance de cause ou dans de meilleures conditions, mon objectif n'étant pas d'avoir absolument raison ou de manipuler qui que ce soit, ce dont chacun pourra juger librement sur pièce.

Nous poursuivons maintenant la causerie du 2 août.

- Hitler fut nommé chancelier du Reich en 1933 par Hindenburg. S'il fustigera les capitalistes comme on lance un os à ronger à un peuple désemparé et affamé, ce sera pour le compte des industriels Krupp, Siemens et Cie. qu'il gouvernera en contrepartie de leur soutien à la dictature fasciste, tandis qu'ils alimenteront la machine de guerre nazi qui broiera les peuples en Europe et en Afrique du Nord...

- Sarkozy sera en 2007 le candidat désigné des Bolloré, Bouygue, Bettencourt, Pinault et Cie., de la Bourse et de l'aristocratie financière, pour amplifier la guerre contre les droits sociaux et politiques de la classe ouvrière, il profitera des droits exceptionnels et antidémocratiques que lui confère la Constitution bonapartiste de la Ve République pour renforcer son pouvoir personnel, si nécessaire en modifiant la Constitution, pour finalement agir comme un dictateur une fois placés aux postes clés de l'Etat et de la magistrature des partisans de sa politique liberticide et répressive tournée contre le prolétariat, particulièrement contre ses couches les plus faibles, en les désignant à la vindicte publique comme les responsables de la dégradation de la situation devenue délétère du fait de sa politique antisociale...

Le PS, PCF, PG, les Verts, la LDH, le MRAP, etc, demandent plus de moyens à Sarkozy pour lutter contre "l'insécurité" et la délinquance, plus de flics et encore plus de lois liberticides au bout du compte, ils font le jeu de Sarkozy, mais aucun de ces philistins n'entend s'attaquer à l'origine sociale du problème qui conduit à la situation nauséabonde que nous connaissons aujourd'hui, car cela nécessite de liquider les institutions de la Ve République et de s'attaquer aux fondements du capitalisme, ce que ni les uns ni les autres ne tiennent vraiment.

Dans un contexte économique mondial défavorable aux économies de pays comme la France, cette situation devrait empirer dans les mois et années à venir. Pour qu'il en soit autrement dans le cadre du régime capitaliste, il faudrait que le développement économique des pays émergents et le niveau de vie de leurs population aient rejoint celui de la France ou que l'orientation du capitalisme mondial actuellement favorable aux pays en développement prenne fin pour parvenir à une sorte d'équilibre entre l'ensemble de ces pays. Mais cet équilibre précaire ou impossible à se réaliser totalement en réalité ne sera qu'une façade fragile ou temporaire dans un monde dominé par l'anarchie et la concurrence entre capitalistes.

Cela ne ferait pas disparaître pour autant les contradictions du capitalisme, au contraire, au bout du compte cela ne ferait que les renforcer à partir du moment où la source de la main d'oeuvre bon marché dans le monde se tarira et que l'ensemble de la population mondiale revendiquera l'accès pour tous aux mêmes besoins que les classes dominantes, chaque Etat capitaliste devra se retourner contre son propre prolétariat pour s'assurer le meilleur niveau de compétitivité sur le marché mondial qui sera en proie à une concurrence plus féroce que jamais.

Rien de changer en quelque sorte serions-nous tenté de dire, à ceci près que cette guerre qu'ils devront livrer contre le prolétariat sera généralisée à l'échelle de la planète, permanente et atteindra un niveau inconnu à ce jour. Les prolétaires de tous les pays seront logés à la même enseigne, ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui lorsqu'un ouvrier du textile au Bangladesh perçoit un salaire de 33 euros par mois, un ouvrier en France reçoit un salaire minimum net de 900 euros environ.

Sur le plan politique, les capitalistes de tous les continents tenteront de s'entendre et d'ériger un gouvernement mondial pour neutraliser politiquement le prolétariat et prévenir toute révolution, une fois dissoutes les institutions politiques de chaque Etat ou réduit leur pouvoir au profit d'une institutions aux prérogatives tentaculaires à l'échelle mondiale, il sera devenu difficile, voire impossible de renverser l'ordre établi ou d'avoir prise à partir d'un seul pays sur le pouvoir en place qui sera omniprésent et nulle part à la fois, insaisissable pourrait-on dire...

Il nous reste encore du temps, deux ou trois décennies avant que les pays émergents d'aujourd'hui aient rattrapé les pays comme la France, beaucoup plus, un siècle, peut-être plus, avant que l'ensemble des pays du monde aient atteint le même niveau de développement et un niveau de vie équivalent. Il est évident que dans un premier temps l'ensemble des pays les plus développés continueront de profiter de la position de faiblesse des autres pays afin de retarder le moment où ils devront s'en prendre violemment à leur propre prolétariat en dernier recours. Si des guerres seront toujours envisageables, elles n'auront plus le même caractère (d'annexion) qu'autrefois et s'avèreront de plus en plus ruineuses pour ceux qui les entreprendront.

On peut donc concevoir deux nouvelles étapes dans le développement du capitalisme qui correspondent à son orientation actuelle. Une première étape que l'on peut diviser en deux, la première partie correspondant au développement de la Chine à brève échéance maintenant, la seconde à celui des nouveaux pays dits émergents une ou deux décennies plus tard, quant à la seconde étape qui s'étendrait forcément sur une période plus longue et qui procèderait par palier, verrait l'ensemble des pays aboutir à un niveau de développement comparable à l'échelle de l'humanité.

J'ai employé le futur dans la première partie de ma démonstration et le conditionnel dans la seconde pour bien marquer qu'à l'heure actuelle on ne voit pas comment le prolétariat sans parti communiste et sans Internationale pourrait s'opposer au cours suivi par le capitalisme

mondial, encore moins prendre le pouvoir, il faut bien être lucide, ce qui ne signifie pas pour autant que notre combat soit perdu d'avance car chaque nouvelle étape du développement du capitalisme s'accompagnera de tensions extrêmes entre les classes et de nouvelles crises et sera donc lourde de menaces pour son existence, le prolétariat sera-t-il alors capable de se doter d'une nouvelle direction au cours de la lutte des classes des décennies à venir, le destin de l'humanité toute entière en dépend, si maintenant on n'a pas confiance dans sa capacité à s'élever au niveau de cette tâche historique, autant dire que le socialisme n'était qu'une magnifique utopie.

Pendant près d'un siècle les pays capitalistes dominants ont conservé leur statut tout en freinant le développement d'autres pays à travers le monde, mais finalement ils n'ont pu assurer leur survie qu'en se résignant à participer à leur développement afin d'étendre toujours plus le marché mondial, c'est une des contradictions du capitalisme à laquelle ils ont dû se plier et c'est loin d'être la seule.

Les capitalistes se font la guerre entre eux, mais ils sont condamnés à s'entendre pour assurer la survie du système capitaliste. On insiste souvent sur la concurrence à laquelle ils se livrent, on insiste moins sur la notion de monopole qui a marqué l'orientation du capitalisme mondial depuis le début du XXe siècle et qui devrait encore se renforcer à terme, même si provisoirement avec l'arrivée de nouveaux capitalistes sur le marché la concurrence a encore de beaux jours devant elle.

Sur le plan politique. Le développement du capitalisme sur tous les continents nécessite un minimum de démocratie dans tous les pays pour assurer la stabilité politique et la paix sociale afin que la classe dominant puisse vaquer tranquillement et durablement à ses affaires, alors que l'orientation actuel du capitalisme mondiale, qui conduit à une guerre sans fin contre le prolétariat, est incompatible avec l'existence de la démocratie qu'incarne la reconnaissance des droits politiques du prolétariat qui s'exprime à travers son droit à s'organiser en syndicats et partis indépendants des institutions en place. En Amérique Latine, les pays comme le Brésil ou la Bolivie notamment ont commencé vraiment à se développer une fois qu'il fut mis fin aux dictatures militaires. Objection : et au Chili ? Au Chili, une fois liquidée l'avant-garde du prolétariat, sous la dictature de Pinochet l'économie s'est développée de façon très inégale comme l'a révélé le séisme qui a frappé récemment ce pays, par ailleurs, le régime militaire profitera discrètement de la neutralité ou de la collaboration de classe de la social-démocratie et des staliniens qui permettra aux capitalistes d'exploiter tranquillement le prolétariat.

La démocratie, une nécessité et un obstacle politique à la fois qui se traduit par l'encombrante reconnaissance de la lutte des classes. C'est une autre contradiction du capitalisme cette fois sur le plan politique qu'il réussit à contenir en corrompant et achetant littéralement les dirigeants du mouvement ouvrier, qui ont cessé depuis longtemps de subordonner le combat du prolétariat à son émancipation du capital, au combat pour le socialisme.

En guise d'épilogue sur le plan politique.

En 2010, plus aucun parti ne combat pour le socialisme, aucun parti n'est capable de proposer un projet de constitution dans la perspective de la liquidation de la Ve République, aucun parti ne défend les valeurs du socialisme et n'inscrit son combat dans la perspective d'une société sans classe et sans Etat, aucun parti ne relie les revendications transitoires dites aussi démocratiques bourgeoises au programme de la révolution socialiste, le terme même de révolution est banni de la bouche de leurs dirigeants, aucun parti ne pose directement la question du pouvoir politique ou de l'Etat, plus aucun parti n'est capable de traduire concrètement auprès des travailleurs en quoi l'existence d'un Etat ouvrier changerait leur existence, l'expression même d'Etat ouvrier a totalement disparu de leurs discours ou de leurs programmes, ce qui revient finalement à interdire toute issue politique au prolétariat, à le livrer pieds et mains liés au capital, et à soutenir ce dernier ainsi que le régime politique qui incarne ses intérêts.

Ajoutons que toute référence à la marge ou les jours de fête au marxisme par nos dirigeants n'a plus qu'une valeur purement symbolique, quand elle ne sert pas de puissant repoussoire à la jeune avant-garde révolutionnaire du prolétariat qui cherche à s'organiser dans un véritable parti communiste, du fait de la politique opportuniste ou contre-révolutionnaire qu'ils mettent en pratique quotidiennement. Tous les repères théoriques essentielles ont été abandonnés au profit d'un aventurisme sans lendemain, l'éclectisme est devenu la règle et se traduit par la réhabilitation frauduleuse de théories que l'on croyait disparues depuis la Commune de Paris ou la révolution d'Octobre ou par un amalgame de différentes théories que tout oppose, tous les courants du mouvement ouvrier étant mis sur le même pied d'égalité, l'opération consiste à produire une politique aux contours mal définis, sans objectif ou orientation précise, de telle sorte que la critique ne puisse pas avoir d'emprise sur elle, et que ceux qui malgré tout y adhèrent par ignorance ne se rendent pas compte de cette mystification infâme, cynique et criminelle...

Etait-ce une fatalité ? On se refuse à l'envisager, mais il faut bien admettre que jusqu'à présent le prolétariat a été incapable de se doter d'une nouvelle direction politique, il se retrouve donc dans les pires conditions envisagées par Trotsky pour affronter directement son ennemi de classe, et l'on ne voit pas par quel miracle il pourrait sortir vainqueur des prochains combats qui s'annoncent décisifs. Comme disait Marx à défaut d'éléments auxquels se raccrocher pour demeurer optimiste, à défaut d'une compréhension aigue du développement historique du capitalisme qui conduit infailliblement au socialisme, Trotsky dira plus brièvement qu'on a le droit de douter (mais pas d'abandonner le combat), il nous reste la foi -le terme est de Marx, dans la capacité de la classe ouvrière à surmonter les multiples obstacles qui se dressent sur le chemin de son émancipation et du socialisme.

En désespoir de cause dans un registre plus à la portée de tous les militants, on peut toujours se dire que notre expérience des rapports sociaux en vigueur n'est pas différente que celle qu'en font quotidiennement les masses laborieuses, qu'il n'existe aucun motif valable qui permettrait d'affirmer que des millions de travailleurs n'emprunteront pas un jour le chemin qui nous a conduit au socialisme, rien ni personne n'auraient pu affirmer au cours de notre enfance ou de notre adolescence qu'un jour nous acquièrerions le niveau de conscience politique qui est le nôtre aujourd'hui, dans ce sens, oui tout est possible, oui tout demeure possible, je ne sais pas si c'est ce que voulait dire Marx en

parlant de foi, je pense sans le trahir lui avoir donné un contenu matérialiste et dialectique qu'il n'aurait sans doute pas renié.

L'homme a créé Dieu parce qu'il n'existait pas, par contre les hommes ou les femmes que nous sommes existent bel et bien en dehors de l'existence de Dieu ou sans avoir besoin de sa bénédiction pour exister, alors camarades, ayons donc foi en nous-même et le reste suivra ! L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, n'est-ce pas, gravons-nous cette formule dans le cerveau et commençons par l'appliquer à nous-même, mais ne nous leurrons pas, ce n'est pas gagné d'avance, travaillons-y inlassablement avec persévérance dans tous les domaines quotidiennement, quoi de plus fabuleux dans la vie que de briser jour après jour les chaînes de l'ignorance qui nous emprisonnent depuis notre naissance, il n'existe rien d'équivalent au monde, c'est le meilleur exemple que nous puissions fournir aux travailleurs que nous rencontrons pour qu'ils avancent lentement mais sûrement sur la voie qui mène à la libération de la servitude humaine qu'incarne l'exploitation de l'homme par l'homme. Renoncer à ce combat, c'est déjà périr ou se dire que notre sort nous condamne à vivre éternellement dans l'obscurité ou la médiocrité, qui peut s'y résoudre, aucun d'entre nous.

Oui notre idéal (humaniste) se situe au-delà de ce que le commun des mortels peut s'imaginer aujourd'hui, et alors, serait-ce une raison valable pour l'abandonner ? Certainement pas, au contraire, plus l'humanité semble s'en éloigner, plus il n'en a jamais été aussi proche. Il lui reste à le réaliser, c'est tout, c'est une entreprise titanesque, certes, souvenez-vous ce que nous avons dit précédemment, tout est possible, alors oui nous vaincrons tous les obstacles qui nous en séparent encore aujourd'hui ! En attendant, ne nous gargarisons pas trop de formules, ce ne sont finalement que des pense-bêtes destinés à l'espèce animale que nous sommes et qui ne demande qu'à évoluer au-dessus de sa condition d'esclave, et oui, il faut bien garder les pieds sur terre et commencer par regarder la réalité en face, c'est le prix à payer pour gagner un jour le royaume de la liberté et non des cieux !

Ne vous posez pas la question de savoir si vous en profiterez un jour personnellement, elle doit en agiter plus d'un parmi vous inconsciemment, si, si, dites-vous bien qu'en menant ce combat vous en profitez déjà et que pour le coup c'est une réelle bénédiction, non pas des Dieux mais du génie humain. Vous voyez, vous voilà avec une nouvelle étiquette, et pas n'importe laquelle s'il vous plaît, je ne plaisante pas en plus. Osez abandonner un tel statut et c'est l'enfer assuré, là aussi je suis sérieux. En veillissant on voit ses parents ou ses proches disparaître les uns après les autres, j'aurais pu prendre l'exemple du peintre Bernard Buffet ou de l'intellectuel Claude Lévy Strauss que j'ai encore à l'esprit, qui à l'approche de la mort ont souffert un martyr intérieur qu'ils ont parfois extériosé en poussant d'abominables soupirs car la force leur manquait déjà pour hurler d'effroi, non pas par crainte d'affronter la mort ou de quitter à regret ce monde ou des êtres chers, mais tout simplement pour avoir entrevu un bref instant qu'ils n'avaient rien compris ou presque à l'existence, alors qu'ils avaient passé leur temps à se convaincre justement du contraire. Quel destin cruel ! Je vous garantis que cela fait réfléchir. Bon, en ce qui me concerne je vous avouerais en toute simplicité que je n'en avais pas vraiment besoin, mais tout de même, chaque fois que l'on assiste à cette épreuve ou qu'on vous en rapporte un témoignage, il y a comme un frisson qui vous parcourt le corps de la tête au pieds comme si on avait besoin de s'assurer qu'on est encore bien vivant et qu'il nous reste un peu de temps pour se remettre une dernière fois en question, dès fois que...

Demain ou les jours suivants, nous continuerons cet article et nous aborderons la question des conditions objectives sous l'angle du développement du capitalisme mondial en entrant davantage dans les détails. J'ai listé quelques facteurs qui en feront partie :

- la machine capitaliste ne doit pas s'arrêter de produire, la population ne doit pas cesser de consommer pour que les capitalistes empochent leurs profits ;
- la production toujours à l'origine de la plus-value, du profit et de l'exploitation ;
- dans les pays où le capitalisme est le plus développé, l'économie repose à plus de 70% sur la consommation ;
- créer en permanence des besoins nouveaux auxquels correspondent des marchandises nouvelles ;
- l'endettement à tous les niveaux de la société par le biais de l'accès au crédit, toujours pour consommer ;
- investir dans la recherche et l'inovation pour demeurer dans le peleton de tête des pays dominants ;
- l'écologie ou l'économie verte, le contraire de l'économie des matières premières, un gigantesque gaspillage de forces productives ;
- la population mondiale va continuer de croître amplifiant les contradictions du capitalisme ;

Nous reviendrons également sur la question du pouvoir personnel qu'incarne aujourd'hui Sarkozy, qui ne date pas d'hier, mais depuis que la société est divisée en classes sociales et que l'Etat existe.

Je tiens à préciser que pour produire ces causeries en un temps extrêmement limité, elles sont rédigées chaque jour en quelques heures, vous aurez compris que je n'ai pas le temps de consulter des ouvrages traitant des sujets abordés, d'où certaines imprécisions qui à mon avis n'en altère pas la portée. Je prends un risque que j'assume, si je m'apercevais que j'avais commis une erreur grossière, je vous en informerais immédiatement comme je l'ai toujours fait dans le passé.

J'ai eu le temps de préparer quelques infos en bref. J'ai laissé de côté les infos internationales.

Soldats d'exception, flics assassins.

1- Sahel.

Contrairement à ce qu'ils ont affirmé, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner était bien en train de négocier les conditions de la libération de Michel Germaneau avec le groupe se revendiquant d'Al-Quaïda au Sahel lorsqu'il a décidé de lancer son raid sur une de ses bases, ce

qui a précipité les événements et entraîné la mort de monsieur Germaneau, dont la responsabilité est à porter au compte de Sarkozy et son gouvernement.

2- Grenoble

Mort du jeune braqueur Karim Boudida tué par un policier de la BAC. Selon les témoignages recueillis sur place auprès de plusieurs habitants du quartier présents sur les lieux au moment des faits, "*le jeune homme était à terre à côté du véhicule ayant servi au braquage, une balle dans le pied, incapable de fuir, tandis que son complice s'était enfui. Aucune sommation n'aurait été faite avant le deuxième coup de feu, mortel celui-ci.*

Il semblerait que la BAC ait refusé l'accès au Samu. Le corps aurait été laissé au sol plusieurs heures sans même qu'on n'ait pris la peine de le recouvrir d'un drap ou d'une couverture."

On peut donc en déduire qu'il a été froidement assassiné par la police du flic-président.

Décryptage. Manipulation. Il en faut pour tout le monde.

1- A bas la jeunesse !

Voici le titre d'un article de *Libération* du 2 août : *Un quart des jeunes conducteurs prêt à rouler sans permis.*

Et cet article de commencer ainsi :

"*Plus d'un quart des jeunes conducteurs sont prêts à rouler sans permis. C'est ce qu'il ressort d'un sondage de l'institut CSA pour Volvo, concernant les 15-24 ans et détenteurs d'un permis B ou AL (conduite des deux roues de moins de 125cm3) publié mardi matin.*"

Spontanément un raccourci : Incroyable mais vrai, 25% des jeunes ne respectent décidément plus rien, pas même la loi, et sont donc assimilables à des délinquants en puissance. Bref, il y a bien quelque chose de pourri dans cette jeunesse, quand on vous le dit ma brave dame qu'il faut les avoir à l'oeil, mieux les encadrer, les matraquer, les enfermer si nécessaire pour garantir le maintien de l'ordre public... Gageons que cette information aura été reprise en boucle ce mardi par tous les médias.

Et voilà ce qu'on pouvait lire à la fin du paragraphe suivant dans une formule laconique :

"*Un chiffre à nuancer. Selon la Prévention Routière, seul 2 à 3% de personnes en France conduisent sans permis.*" (libération.fr 02.08)

"*2 à 3% de personnes*", donc adultes compris. Cela signifie qu'en réalité le nombre de jeunes conduisant sans permis seraient 10 fois inférieur au chiffre indiqué précédemment et qui portait seulement sur une intention et non un fait avéré, chiffre qui malgré tout avait été retenu pour faire le titre de cet article.

Gageons là encore que la plupart des commentateurs aux ordres n'auront retenu que le premier chiffre fourni par ce rapport fabriqué de toutes pièces, histoire de monter encore une fois les différentes générations les unes contre les autres, une partie de la population contre une autre, les adultes contre les jeunes, de la même manière que le gouvernement s'emploie à livrer à la vindicte publique à tour de rôle différentes minorités qui seraient finalement responsables de tous les maux de la société et non la survie du capitalisme.

2- A bas les vieux !

Voici le titre d'un article du *Figaro* du 3 août : *Le boom annoncé de la délinquance des seniors.*

Ce n'est pas un canular.

Et de présenter ainsi cet article : "*Un rapport officiel conclut à une augmentation «mécanique» liée au vieillissement de la population.*

«Aussi choquant que cela puisse paraître, le vieillissement de la population a vocation à entraîner une augmentation quasi automatique de la délinquance des seniors»". Ce constat est issu d'un rapport du Centre d'analyse stratégique placé directement auprès du premier ministre.

Diable, mais alors si c'est "*mécanique*", c'est qu'il s'agit d'un engrenage, d'une machine infernale que personne ne pourra plus arrêtée, un nouveau fléau qui va s'abattre sur la société, c'est grave, la paix civile est menacée, il faut prendre des mesures d'urgence...

Plus loin on pouvait lire :

"*(...) cet organisme affirme que «si les personnes âgées de plus de 60 ans ne représentent pour l'instant que 2,13 % des mis en cause par les services de police, ce pourcentage devrait augmenter de manière mécanique dans les prochaines années»*". Et attention "*«Et ce ne sont pas de fébriles vieillards qui cachent chez eux la marchandise sous la contrainte d'un gang de jeune qui les menace. Ils trafiquent délibérément, souvent pour améliorer substantiellement leur retraite», précise un fin connaisseur des dossiers*", selon le journal du parti de l'ordre.

2,13%, voilà un chiffre significatif, impressionnant, inquiétant même, surtout qu' «*un habitant sur cinq est âgé de 60 ans ou plus*», mais «*cette proportion passera à un sur trois en 2050*», rendez-vous compte de la menace que représente potentiellement pour la société cette couche de la population laborieuse.

Tous suspects où quand l'Etat policier fait appel à la dialectique.

A l'aube une graine de délinquant va voir le jour et s'épanouir, en partie à l'ombre, le reste du temps au soleil, et quand viendra le crépuscule les nuages s'amoncelleront de nouveau au dessus de sa tête avant de tirer sa révérence à l'astre bienveillant, qui telle la société, lui aura réservé un fabuleux destin qu'il n'aura malheureusement pas été capable d'apprécier à sa juste valeur, et ce cycle se reproduira sans cesse, s'amplifiera sous la protection d'un ange gardien...

Les jeunes habités par une insouciance à caractère pathologique pouvant dégénérer en tendance criminogène veulent tout tout de suite et sont prêts à faire n'importe quoi pour l'obtenir, tandis que les vieux seraient prêts à passer à l'action pour obtenir ce que la société leur a refusé toute leur vie. Normal en quelque sorte, non ? On ne vient pas au monde pour vivre éternellement dans la frustration et l'on n'a pas envie de quitter leur vieux monde comme on y est entré. Une réaction désordonnée certes, compréhensible, salutaire tout de même.

En fait, ces gens-là, la classe dominante et ses représentants, détestent tout ceux qui ne leur ressemblent pas, exceptés toutefois les individus totalement soumis à l'ordre établi. La cupidité ou la soif du profit porte en elle la haine de toutes les couches du prolétariat du jeune au vieillard qui se fait voleur ou trafiquant pour tout simplement satisfaire un besoin ou survivre.

Un régime corrompu ? Woerth de nouveau sur la sellette.

Eric Woerth est intervenu en 2008 alors qu'il était ministre du Budget pour obtenir un dégrèvement fiscal de 27 millions d'euros sur la succession du sculpteur César, affirme le quotidien Libération à paraître mercredi.

Libération reproduit des extraits d'une lettre datée du 24 avril 2008 et signée d'Eric Woerth qui, selon le journal, "*démontre sans ambiguïté qu'Eric Woerth a fait peser tout le poids de sa fonction pour obtenir un dégrèvement fiscal*" sur cette succession.

Cette intervention aurait eu lieu après des "*pourparlers avec l'exécuteur testamentaire du sculpteur*", Alain-Dominique Perrin, président de la Fondation Cartier pour l'art contemporain, "*comptant par ailleurs parmi les grands donateurs de l'UMP*", affirme *Libération*. (Lepoint.fr 03.08)

Endettez-vous !

Le gouvernement veut créer un "*prêt à taux zéro renforcé*" sans condition de ressource, déclare Christine Lagarde. (Reuters 03.08)

Que font les syndicats dans la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ? Réponse.

Les tarifs réglementés de l'électricité en France augmenteront au 15 août de 3% en moyenne pour les ménages et de 4% à 5,5% pour les entreprises, annoncent les ministères de l'Ecologie et de l'Economie.

La facture d'électricité avait augmenté de 2,3% en moyenne en août 2009 (+1,9% pour les ménages et +4 à 5% pour les entreprises), de 2% en 2008 et de 1,1% en 2007.

Les tarifs sont révisés chaque année au 15 août et fixés conjointement par les ministères de l'Ecologie et de l'Economie après avis consultatif de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Mais après la forte hausse du prix du gaz (5%) début juillet, cette augmentation des tarifs d'électricité risque de ne pas passer auprès des consommateurs. (Reuters 03.08)

Le 8 août

J'ajouterai un complèment au document que j'ai mis en ligne hier dans un ou deux jours.

La capitulation du POI devant les appareils de la CGT, de FO et de la FSU en moins de trois mois vaut bien cela ! Pour un parti qui ose se dire "*indépendant*"... Pour un parti qui ose marteler qu'il défend farouchement l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, force est de constater qu'on est bien face à une entreprise de mystification (entre nous, qui date l'air de rien du milieu des années 40 !), dont sont évidemment victimes en premier lieu les militants du POI qui ne sont pas encore complètement embrigadés par leurs dirigeants.

Comment comprendre que le POI vote contre une résolution présentée par des militants appelant au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites pour voter une résolution de l'appareil lors du congrès de la CGT finance qui n'appelle pas au retrait ?

Comment comprendre que le POI vote contre une résolution présentée par des militants appelant au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites pour voter une résolution de l'appareil lors du congrès de la FSU qui n'appelle pas au retrait ?

Comment comprendre que le POI vote une résolution de la direction confédérale de FO, tandis que Mailly se prononce ouvertement pour une augmenter de la CSG comme si c'était aux travailleurs de payer, au nom sans doute de "*l'équité* chère à Woerth et Parisot ?

Comment comprendre que pendant ce temps-là les militants de base du POI se démènent pour rassembler l'ensemble des syndiqués sur la position du retrait ?

C'est à ces questions que le texte mis en ligne tente de répondre et que celui des jours prochains complètera.

Le 10 août

J'essaierai autant que possible de continuer les infos en bref une ou deux fois par semaine en fonction du temps que je pourrai y consacrer.

Tous républicains : de l'UMP au POI !

Dans l'éditorial du numéro 109 d'*Informations ouvrières* D. Gluckstein s'en prenait à tous les partis siégeant au Parlement de l'UMP au PCF, qui horreur et damnation avaient osé prétendre qu'"*un vrai débat parlementaire*" avait eu lieu sur les retraites, sans avoir rappelé auparavant que sous la Ve République le Parlement était aux ordres du Bonaparte (et son gouvernement) qui trône au Palais situé rue du Faubourg Saint-Honoré, pour finalement terminer ainsi : "*Des institutions de la Ve République, anti-ouvrières et antidémocratiques, il n'y a rien à attendre pour qui veut défendre et préserver les droits de la classe ouvrière*". D. Gluckstein entamerait-il un tournant à "gauche" ? Vérifions-le immédiatement.

Et alors, que fallait-il en déduire ? Mystère camarades ! Rien, absolument rien, vous restez sur votre faim, son analyse s'arrête à mi-chemin, le pire procédé qui soit comme le soulignait Trotsky je crois, qui précisait qu'à partir de là chacun pouvait en donner l'interprétation qu'il voulait et écrire la suite à sa convenance, ce qui revenait à frayer la voie à toutes les versions opportunistes possibles.

Provenant du POI embourbé dans des contradictions sans fin ne nous étonne pas, car il est impossible pour un parti dit ouvrier de définir une politique qui satisfasse à la fois des militants se réclamant du trotskisme et de la révolution socialiste et des adhérents petits-bourgeois républicains ou démocrates opposés au renversement du régime et toujours inféodés à l'idéologie bourgeoise.

Nous allons donc suppléer à cette carence et écrire la suite pour nos camarades du CCI-POI particulièrement et l'ensemble des militants :

Effectivement, il n'y a rien à attendre du Parlement sous la Ve République, plus généralement le prolétariat n'a absolument rien à attendre de l'Etat capitaliste quel que soit sa Constitution ou la forme de ses institutions, son gouvernement, seul un gouvernement ouvrier constitué des partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant sans relache au côté du prolétariat pour le socialisme et s'appuyant sur les organismes politiques indépendant (Comité ou Assemblée populaire ou constituante, par exemple) que les travailleurs devront constituer au cours de leur mobilisation révolutionnaire pour renverser les institutions bonapartistes et anti-démocratiques de la Ve République et s'attaquer aux fondements du capitalisme, organismes politiques qui constitueront au début les embryons et à terme les piliers d'un Etat ouvrier, un Etat réellement démocratique parce que représentant les intérêts de la majorité de la population et directement contrôlé par elle, seul un tel gouvernement sera à même de défendre et satisfaire l'ensemble des besoins et aspirations des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes de ce pays, et qu'il n'existe pas d'autres alternatives au régime politique actuel aussi loin qu'on se penche vers le passé, toutes les Constitutions, toutes les formes de gouvernement qui ont été expérimentées sous les cinq républiques qui se sont succédées depuis 1789 ont toute abouti au maintien au pouvoir de la classe des capitalistes dont Sarkozy est le représentant...

Plus simplement, j'ai repris dans une causerie dernièrement comment Trotsky avançait cette perspective, précisons, perspective qui n'était pas destinée à finir au fond d'un tiroir ou à figurer sur un programme qu'on arbore seulement les jours de fête, rappelons-en le contenu une énième fois : chaque fois que les travailleurs sont confrontés à une situation, une mesure ou une loi inique s'attaquant à leurs intérêts, donc en réalité quotidiennement, il faut les interpeller et leur demander si une telle situation serait possible avec un véritable gouvernement ouvrier au pouvoir, bien sûr que non, constatant qu'un tel gouvernement n'existe pas, c'est donc dans cette perspective qu'il faut situer notre combat,

constatant également qu'un tel gouvernement ne pourra reposer sur des partis totalement corrompus par le capitalisme, partis qui ont déjà été au pouvoir ou leurs principaux dirigeants, tels que le PS, le PCF ou le PG, pour que cette perspective s'ancre concrètement et profondément dans la réalité dès à présent, il faut sans perdre une minute construire le parti qui constituera l'ossature de ce gouvernement ouvrier et ouvrira la voie à la classe ouvrière à la construction de son propre Etat sur les décombres de l'Etat (capitaliste) actuel...

On part donc d'une revendication élémentaire ou un besoin immédiat, on les relie à la question de l'Etat, du pouvoir politique et du parti, tout y est, il ne manque rien. Formidable non, vous avez là la réponse à toutes vos questions.

Que demandez-vous de plus camarades ? Où avez-vous la tête ? C'est si simple à saisir, c'est enfantin même, et de plus cela n'est pas sorti de la tête d'un farfelu ou d'un mégalomane, c'est le produit de l'expérience de La Commune de Paris et de la révolution d'Octobre, chacun peut le vérifier. Vous cherchez quoi au juste, la recette miracle, un raccourci qui n'existe pas, comme feu Bensaïd (NPA) vous voulez "*inventer*" une autre voie ? Vous ne voulez pas vous appuyer sur l'expérience de la lutte de classe du prolétariat des siècles passés, vous voulez réécrire l'histoire à votre façon à défaut de vouloir l'étudier, si c'est de cela dont il s'agit dites-le ?

Voilà une formule simple mais un peu longue que chaque militant peut adapter en fonction des particularités de son interlocuteur ou de son auditoire. Allez, cela doit bien prendre 20 secondes pour l'énoncer, elle peut s'appliquer à la totalité de nos revendications, besoins, aspirations. Combien de fois camarades l'avez-vous utilisée ces derniers jours, ces derniers mois, ces dernières années ?

Aucun parti ne la reprend, est-ce vraiment un hasard ? Ils soutiennent tous les institutions.

Qu'a fait en réalité Gluckstein dans son éditorial en citant par deux fois la Ve République sans proposer la moindre issue politique, sinon laisser mariner travailleurs et militants dans le cadre de la Ve République, contrairement aux apparences, à aucun moment son discours ne se situe au-delà du régime actuel, il le dénonce et l'on devrait s'en contenter, c'est l'attitude du parfait opportuniste qui n'entend pas dévoiler ses réelles intentions, mais que l'attitude du POI à l'égard des appareils de la CGT, de la FSU et de FO permet de cerner avec suffisamment de précision pour ne plus avoir aucun doute sur la nature de ce parti opportuniste petit-bourgeois qui n'a d'ouvrier et d'indépendant que le nom finalement.

Il y en a qui ne comprennent pas ou qui n'admettent pas que je puissse critiquer violemment le mouvement ouvrier ou dresser le constat qu'il est complètement gangrené par l'idéologie bourgeoise, par contre ils admettent que les différents partis se comportent comme le POI, car il en est exactement de même du NPA ou de LO. Pourquoi ? C'est facile à comprendre, parce qu'ils font partie eux-mêmes des militants qui ont abandonné le combat exclusivement sur le terrain de la classe ouvrière et qu'ils n'en ont pas conscience, ils s'imaginent bien faire, ils s'imaginent qu'il suffirait de combattre pour une revendication pour que leur combat se situe automatiquement dans la bonne direction, ben voyons, quel esprit simpliste ou quelle ignorance ! dès lors il serait indécent de les critiquer, leurs dirigeants ou leur parti.

Enfonçons le clou.

Pour ceux qui ne s'en était pas aperçus, le titre de l'éditorial de Gluckstein était éloquent et pouvait se passer de tout commentaire : "*Confrontation républicaine ?*", parce que pour lui la "*confrontation*" entre de véritables républicains pourrait constituer les bases d'une issue politique, au profit de quelle classe ? c'est ce que sous-entend sournoisement ce titre, oubliant ou niant que la caractérisation élastique de républicain renfermait en soi la négation de la lutte des classes dans la mesure où les membres de toutes les classes (tout Etat) peuvent se réclamer à des degrés divers des valeurs universelles sur lesquelles en principe repose toute République sans en préciser la nature de classe, il ne faut pas manquer de le préciser sinon on ne comprend rien.

Une " *Confrontation républicaine* " serait impossible sous la Ve République mais elle serait envisageable en dehors de la Ve République entre républicains qui se respectent, parce qu'il existerait une base sur laquelle une telle "*confrontation*" pourrait avoir lieu entre les représentants des capitalistes et les représentants de la classe ouvrière, une base qu'ils auraient en commun et qui s'appuierait sur des principes ou des valeurs qui primeraient finalement sur les intérêts antinomiques et irréconciliables entre les classes, alors que depuis Marx et Engels il semblait admis que c'était cette contradiction entre les classes qui constituait à la fois le moteur du développement du capitalisme et de la lutte des classes, en poursuivant sa démonstration jusqu'au bout, en perspective cette " *confrontation républicaine* " si elle avait lieu, signifierait la fin de la lutte des classes, laissant supposer au passage que celle-ci se déroulerait de manière forcément loyale, sincère et à armes égales, comme si les deux protagonistes en présence avaient autant à perdre, la classe dominante étant prête à s'avouer vaincue et à se défaire de ses privilèges au détour d'une joute oratoire... Qui peut croire un instant ce genre de balivernes digne d'un vulgaire aventuriste ?

Gluckstein, c'est Lambert, Hébert et Pablo réunis dans le même cynique personnage. Après avoir abandonné le terrain du marxisme, avoir élevé les élus (de tous bords pour reprendre une expression chère à Schivardi) au rang ou statut de classe sociale, voilà qu'il abandonne le terrain de la lutte des classes pour lui substituer la "*confrontation républicaine*", la nouvelle mouture de la défense de la République entonnée pendant des années par le PT et qui avait conduit ce parti à demander audience à... Sarkozy en 2005, puis à la Commission européenne à Bruxelles ! Il a oublié ou il n'a jamais saisi que le meilleur moyen de défendre les valeurs universelles de la République que foulent aux pieds tous les partis présents à l'Assemblée nationale, ne consistait pas à vouloir la sauver des griffes de ceux qui entendent continuer de la vider de son contenu au profit de la classe dominante pour laquelle elle a été forgée, mais de combattre pour une République socialiste qui ne pourra voir le jour qu'à l'issue d'un combat violent et féroce pour le pouvoir entre les deux seules classes indépendantes en présence, la classe des capitalistes et le prolétariat auquel se joindra des pans entiers de la petite-bourgeoisie.

A sa façon Gluckstein vient de nous prouver que l'orientation politique du POI n'avait pas pour objectif de renverser à terme cette République démocratique bourgeoise, mais bien de la sauver du triste sort auquel elle est vouée ou de s'en accommoder pour peu que la classe dominante accepte d'en améliorer le fonctionnement, de la même manière que le combat de sa tendance politique depuis 65 ans n'a jamais eu d'autre objectif que de concourir à l'amélioration des conditions de vie des masses laborieuses qui a conduit à mieux les enchaîner au char du capitalisme et à les subordonner à l'ordre établi, abandonnant de fait le combat pour le socialisme, au nom du trotskisme dont il ose encore se réclamer, bien entendu.

Pour rappel. En Espagne en 36, lorsque la démocratie et la République furent menacées, républicains, démocrates, réformistes, staliniens, anarchistes et le POUM appelèrent à leur défense n'écoutant pas l'avis de Trotsky, mais comme elles ne représentaient pas vraiment les intérêts du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, ce mot d'ordre contribua à diviser leurs forces au lieu de les rassembler, résultat : c'est Franco qui les liquidera dans un bain de sang établissant une dictature de fer pendant près de 40 ans. Encore un enseignement de notre histoire que les intellectuels du POI ont oublié ou auquel ils tournent le dos sciemment, ne parlons pas des autres partis...

Dans les déclarations qui suivent, vous constaterez qu'ils sont nombreux dans ce pays à défendre la République (en générale), la démocratie (en générale)... et la Constitution pour ne rien oublier... et que la boucle soit bouclée.

Vive la République... qui a assuré la stabilité du régime pour le compte des capitalistes !

Pour Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national du Parti socialiste, chargé des questions de sécurité, Nicolas Sarkozy fait ainsi "*ce que personne dans l'arc républicain n'a jamais osé faire*". (Reuters 31.07)

"*Les dernières déclarations du ministre de l'Intérieur et de sa majorité (...) marquent (...) une dérive antirépublicaine qui abîme la France et ses valeurs (...)*", affirme la numéro un du PS, Martine Aubry, dans un communiqué. (Reuters 01.08)

"*Le principe que nous devons conserver en mémoire, c'est que tous les Français, tous les Français, sont égaux devant la République, devant loi quelle que soit leur origine*", a martelé l'ancien garde des Sceaux Robert Badinter lundi sur France-Inter. (AP 02.08)

"*Seul le régime du maréchal Pétain a eu recours à la remise en cause de la nationalité comme politique d'ensemble. La déchéance de la nationalité française est une mesure inefficace, stupide et anti-républicaine*", a écrit Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, samedi sur son blog. (Reuters 31.07)

"*Ce qui est en cause, ce n'est pas le débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sécurité républicaine, c'est l'expression d'une xénophobie avérée*", a dit la Ligue des droits de l'homme (LDH) dans un communiqué. "Nicolas Sarkozy est en train de menacer les fondements mêmes de la République", ajoute-t-elle. (Reuters 31.07)

Vive la démocratie... qui permet de maintenir des millions de travailleurs et jeunes dans la pauvreté !

Selon Noël Mamère : "*Ils sont en train de corrompre les fondements de notre démocratie et, en ce sens, ce sont des gens dangereux*", a-t-il dit sur i>Télé.(Reuters 01.08)

Vendredi un éditorial du *New York Times* borcardait Sarkozy dont l'attitude «*attise dangereusement les passions anti-immigrés pour des calculs politiques à court terme*». Et d'ajouter «*Et ce, dans un pays qui a longtemps défendu avec orgueil le principe d'égalité devant la loi de tous les citoyens français*». (20minutes.fr 06.08)

Pour Corinne Lepage, présidente de Cap21 et députée européenne, "*le chef de l'Etat ne respecte pas la Constitution en parlant de deux types de Français*". (Reuters 31.07)

Arnaud Montebourg invite à Sarkozy et Hortefeux à "*faire attention au respect de la Constitution*". (Reuters 07.08)

Et la bonne conscience de véritables républicains.

A droite, le député UMP Marc Bernier dénonce dans le Journal du dimanche des propositions "inapplicables et choquantes". "Ce n'est pas le rôle du président de la République d'opposer des catégories de population les unes aux autres", estime-t-il.

Le sénateur UMP Philippe Dallier se déclare "*inquiet que l'UMP se focalise uniquement sur la sécurité*". Pour ce proche de l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, "*la déchéance de la nationalité ne peut pas régler tous les problèmes*".

Les propositions présidentielles "*me mettent très mal à l'aise car elles heurtent ma sensibilité humaniste et centriste*", dit un autre élu de la majorité, Yannick Favennec.

"*Je crains qu'on ne perde une partie de notre électorat, alors que nous ne sommes même pas sûrs de récupérer les électeurs courtisés par ces propositions, à savoir ceux du FN*", estime-t-il. (Reuters 08.08)

Pour une République propre sur elle, qui inspire le respect... pendant que la classe dominante vaque tranquillement à ses affaires...

Sur RMC, Jean-François Kahn, co-fondateur de Marianne, a justifié le choix de l'expression "*Voyou de la République*" en reprochant au chef de l'Etat de se comporter comme un "*caïd des cités*" de banlieue.

"*Il y a eu des réactions sur Sarkozy : pétainiste, vichyste, facho, raciste, xénophobe ! Dans cet article, je dis: ce n'est pas vrai*", explique-t-il.

"*Mais en revanche, dans le fond Sarkozy c'est un type qui, pour conquérir le pouvoir, ou pour garder le pouvoir avec talent, est capable de tout ! Rien ne l'arrête (...) C'est ça, l'idée, c'est ça un voyou.*"

Jean-François Kahn ajoute que "*pour conserver le pouvoir*", Nicolas Sarkozy "*est capable de tout, exactement comme les caïds des cités de banlieue.*" (Reuters 09.08)

Manipulation organisée par la réaction en quête de légitimité. Médias aux ordres.

Quelques titres qui datent de quelques jours :

- Sécurité : soutien massif pour les mesures du gouvernement - LeMonde.fr
- Adhésion aux mesures sécuritaires de Sarkozy: un défi pour la gauche - LePoint.fr
- Sécurité : les annonces de la majorité plébiscitées - Le Figaro
- Les annonces de Nicolas Sarkozy sur la sécurité plébiscitées - Reuters

Et que pouvait-on lire en introduction de l'article du Point.fr : Un sondage IFOP pour '*Le Figaro*' rapporte que des mesures comme le retrait de la nationalité française pour les étrangers polygames ou les délinquants étrangers '*en cas d'atteinte à la vie d'un policier ou d'un gendarme*' recueillent un large soutien.

Les manipulateurs :

- Le Figaro, le journal de la classe dominante, de l'UMP, du gouvernement, de Sarkozy.
- L'IFOP, l'institut de sondage de L. Parisot qui est à la tête du Medef, le principal syndicat patronal.

Le commanditaire de cette manipulation :

Au micro d'Europe 1, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, a affirmé jeudi que "*chacun sait qu'il y a des liens*" entre immigration et délinquance, voyant dans "*la question des étrangers*", un "*problème majeur dans notre pays*". "*Il faut faire très attention parce qu'il y a une différence entre immigration, liens avec l'immigration, issus de l'immigration et étrangers*". (Lepoint.fr 05.08)

L'info qu'il s'agissait de relayer au second plan :

256. 100 emplois détruits en 2009, la pire baisse de l'emploi salarié depuis 1945: les chiffres définitifs publiés par Pôle emploi ce jeudi sont sans appel. Avec ce recul de l'emploi de 1,5% en 2009, le marché du travail en France atteint «un niveau jamais observé depuis l'après guerre», souligne l'organisme.

Le secteur industriel, dans lequel travaillent 19% des salariés français, a été le plus touché (-5,2), suivi par le secteur de la construction , qui a perdu 2,9% d'emplois, après onze années de hausse consécutive.

Le secteur tertiaire tient mieux. Ultra majoritaire, avec 72% des salariés français, il ne baisse que de 0,4%. (20minutes.fr 05.08)

Il est d'autant plus important d'expliquer en détail très précisément aux travailleurs comment est fabriquée et fonctionne la propagande gouvernementale qu'en période de crise à défaut de déterminer clairement

Parti de l'ordre. L'union fait la force au-delà des tensions et des désaccords.

Il y a bien eu un accord entre Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac en ce qui concerne l'indemnisation de la ville de Paris. Le *Canard Enchaîné* confirme ainsi ses informations publiées la semaine passée, indiquant que Nicolas Sarkozy avait pris cet engagement lors d'un déjeuner dans le restaurant parisien Tong Yen avec l'ancien chef de l'Etat le 15 juin dernier.

Dans les faits, l'UMP indemniserait la ville de Paris pour le coût des emplois présumés fictifs de la Ville de Paris - une facture allant de 3,5 à 5 millions d'euros - et la ville ne se porte pas partie civile dans le procès de Jacques Chirac. L'ancien président doit en effet être jugé, soit en novembre, soit en février prochain, devant le tribunal correctionnel de Paris, pour «*détournement de fonds publics*», pour 21 emplois présumés fictifs de chargés de mission à son cabinet de maire de la capitale, entre 1992 et 1995.

Le procès Chirac aurait donc bien lieu, mais le tribunal statuerait alors sans plaignant ni accusation, puisque le parquet a requis un non-lieu à la fin de l'instruction et ne demandera donc pas, en principe, de condamnation de Jacques Chirac. (20minutes.fr 05.08)

Straus-Kahn (PS) et le FMI, fer de lance du capitalisme mondial.

Le Fonds Monétaire International, dans son bulletin en ligne du 30 juillet n'est pas avare de compliments pour la politique menée actuellement par le gouvernement.

Des économies toutes trouvées pour réduire le déficit :

"*Pour préserver la viabilité budgétaire sans compromettre la reprise, les efforts d'ajustement doivent être concentrés sur les mesures qui nuiront le moins à l'activité économique, à savoir la réforme des prestations des systèmes de retraite et de santé*".

Une réforme des retraites for-mi-da-ble :

"*Dans cette optique, la grande et difficile réforme des retraites annoncée récemment vise à réduire à terme le déficit du système des retraites; elle met à juste titre l'accent sur le relèvement de l'âge du départ effectif à la retraite, en faisant passer progressivement de 60 à 62 ans l'âge légal du départ en retraite et de 65 à 67 ans l'âge légal minium ouvrant droit à une pension complète.*"

Un jugement flatteur pour le gouvernement :

"*Il est essentiel que les autorités mettent pleinement en oeuvre leur ambitieux programme de réformes structurelles pour combler les pertes de production essuyées pendant la récession et insuffler une nouvelle vigueur à la reprise.* "

Le salaire voilà l'ennemi :

"*Pour accroître la compétitivité de l'économie française et mettre à profit l'expansion du commerce international, il faut de nouveau privilégier les mesures propres à modérer la croissance des coûts salariaux, intensifier la concurrence et promouvoir l'innovation.*"

Un SMIC vraiment minimum :

"*Outre les politiques d'activation engagées sur le marché du travail et les mesures de formation, la modération du salaire minimum devrait être poursuivie afin d'établir progressivement une échelle des salaires incitative pour les jeunes et les travailleurs peu qualifiés.*"

Obliger les plus âgés à travailler :

"*Pour soutenir l'emploi des travailleurs plus âgés, il convient d'améliorer les incitations à continuer de travailler, notamment par la mise en oeuvre effective d'exigences en matière de recherche d'emploi, parallèlement à la réforme du système de retraite.*"

Et tout ça, c'est pour notre bien :

"*Une déréglementation plus poussée des marchés des produits serait de nature à accroître l'efficience économique et le bien-être. La directive services de l'UE doit être suivie pour assurer une plus grande libéralisation, y compris dans les services professionnels.*" (Lepost.fr 04.08)

Confirmation.

Dans un enregistrement diffusé sur des sites internet islamistes, le chef d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Abdelmalek Droudkal, assure que la France a négocié avec le mouvement djihadiste en vue d'obtenir la libération de Michel Germaneau.

"*Le président français a lancé une lâche opération alors que des négociations étaient en cours pour libérer Michel Germaneau*", déclare une voix qui ressemble à celle de Droudkal - également connu sous le nom de guerre d'Abou Mouassab Abdoul-Wadoud - sur cet enregistrement qui n'a pu être authentifié de source indépendante. (Reuters 01.08)

Et c'est reparti de plus belle... jusqu'à quand ?

1- La Société Générale a publié mercredi un bénéfice net muliplié par 3,5 au deuxième trimestre 2010. La banque s'est fixé un objectif d'un profit annuel de 3 milliards d'euros, a déjà engrangé un bénéfice net de 2,1 milliards sur le seul premier semestre. (Lefigaro.fr 04.08)

2- Assicurazioni Generali annonce une hausse de 73% de son bénéfice net au premier semestre, dopé par l'assurance-vie, et il anticipe une croissance de son résultat annuel. Le troisième assureur européen, numéro un en Italie, a fait état d'un bénéfice net de 873 millions d'euros. (Reuters 05.08)

3- Le bénéfice courant du géant minier Rio Tinto, le deuxième producteur mondial de minerai de fer, sur les six premiers mois de l'exercice s'est établi à 5,8 milliards de dollars, contre 2,6 milliards un an plus tôt. Rio Tinto a ainsi dégagé son bénéfice semestriel le plus élevé depuis au moins 10 ans.

Le groupe a réaffirmé sa volonté de verser 1,75 milliard de dollars en dividendes cette année, comme en 2008. (Reuters 05.08)

... un début de réponse.

1- Le département du Travail a annoncé vendredi que 131.000 emplois non agricoles avaient été détruits le mois dernier, tandis que 143.000 emplois liés au recensement ont été détruits. Le chiffre de destructions de postes du mois de juin a en outre été fortement révisé à la hausse, à 221.000 contre 125.000 annoncé initialement. (Reuters 06.08)

2- Freddie Mac, numéro deux américain du refinancement de crédits hypothécaires, a annoncé avoir perdu six milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) au deuxième trimestre et devra solliciter 1,8 milliard de dollars de fonds publics supplémentaires. (Reuters 09.08)

3- Il y a une probabilité "significative" que l'économie américaine plonge à nouveau dans la récession d'ici les deux prochaines années, jugent des chercheurs de la Réserve fédérale de San Francisco.

Les inquiétudes relatives à une récession en "W" sont de plus en plus vives aux Etats-Unis à mesure que s'égrènent les mauvais indicateurs économiques qui tendent à montrer que la reprise marque le pas. (Reuters 09.08)

GM. Voilà qui méritait bien une baisse des salaires !

C'est la première fois que le constructeur automobile américain confirme préparer son retour sur le marché boursier, qui permettrait à l'Etat de réduire sa participation de 61% un peu plus d'un an après la sortie du groupe du dépôt de bilan et l'injection dans ses caisses de 50 milliards de dollars (38 milliards d'euros) d'argent public.

Ed Whitacre a déclaré que GM présenterait la semaine prochaine des résultats trimestriels qui montreront, a-t-il assuré, que le groupe dégage des bénéfices malgré la lenteur de la reprise de l'économie américaine.

Il a ajouté que les résultats trimestriels de GM devraient être accueillis favorablement par les investisseurs et les créanciers bancaires du groupe. (Reuters 05.08)

De vrais faux "*cadeaux*" aux patrons...

- Renault a annoncé vendredi son intention de rembourser, par anticipation «*au cours du deuxième semestre*», une partie du prêt de 3 milliards d'euros accordé l'an dernier par l'Etat aux constructeurs automobiles pour faire face à la crise. (Libération.fr 01.08)

... qui en cachent d'autres bien réels dont on n'avait pas entendu parler !

- Selon Mediapart, en 2004, Nicolas Sarkozy, alors ministre des Finances, serait donc intervenu dans le dossier fiscal de la succession de Jean-Luc Lagardère.

Le fils de ce dernier, Arnaud Lagardère, un ami proche du président, n'aurait eu à régler qu'environ 10 millions d'euros de droits de succession. "*Une misère par rapport aux 320 millions d'euros transmis*", écrit Mediapart. (Lepost.fr 06.08)

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Toutes les apparitions publiques du pape Benoît XVI au cours de son voyage en Grande-Bretagne du 16 au 19 septembre seront payantes: les pèlerins devront débourser entre 12 et 30 euros pour assister aux messes et concerts, ont rapporté ce mercredi les médias italiens.

La messe la plus coûteuse sera celle organisée le dimanche 19 septembre à Birmingham, dans le centre de l'Angleterre, au cours de

laquelle sera béatifié le cardinal John Henry Newman, un protestant converti au catholicisme et décédé en 1890. Au total, 70.000 billets seront proposés aux pèlerins au tarif de 25 livres (30 euros) afin notamment de couvrir les frais de voyage et de location du site, selon l'agence italienne Ansa.

Les pèlerins moins fortunés pourront se consoler avec la messe célébrée le 16 septembre à Glasgow, en Ecosse, qui est proposée à 20 livres (24 euros).

Autre possibilité: la veillée organisée à Hyde Park à Londres le 17 septembre à «seulement» 10 livres (12 euros), pendant laquelle le trio de curés The Priests se produira en concert devant 130.000 personnes.

Le budget de la visite papale, qui selon la presse britannique devrait s'élever à environ 23 millions de livres (27,4 millions d'euros), fait polémique en Grande-Bretagne, qui compte 4,2 millions de catholiques sur 61 millions d'habitants. Le gouvernement va en effet payer la moitié du séjour du pape (10 à 12 millions de livres soit 12 à 14,5 millions d'euros) en plus des frais de police et de sécurité. (20minutes.fr 05.08)

Après l'exploitation forcenée et le pillage organisé des colonies pendant un siècle pour assurer le développement du capitalisme, d'une classe moyenne et d'une aristocratie ouvrière et financer l'amélioration des conditions de vie et de travail du prolétariat pour garantir la survie du capitalisme et la stabilité politique des Etats capitalistes.

1- Chine. Pays poubelle pour vous permettre de continuer de consommer normalement.

Le barrage chinois des Trois Gorges, le plus grand du monde, situé sur le Yangtsé, risque d'être obstrué par les tonnes d'ordures qui se sont amoncelées, a rapporté lundi la presse officielle.

Les détritus sont si compacts par endroits qu'il est possible de marcher à la surface, affirme le *China Daily*.

Près de trois tonnes de déchets sont ramassées quotidiennement autour du barrage, mais la pénurie de personnel et d'équipement a entraîné une dangereuse accumulation des immondices. Les inondations provoquées par les pluies torrentielles ont en outre accéléré le phénomène.

Plus de 150 millions de personnes vivent en amont du barrage et, dans certaines localités voisines, les ordures ménagères sont directement jetées dans le Yangtsé, faute de système adéquat, selon le journal.

Environ 10 millions de yuans (1,5 million de dollars) sont dépensés chaque année dans les opérations de nettoyage.

Le pharaonique barrage des Trois Gorges (22 milliards de dollars) achevé en 2008 est un ouvrage de 185 m de haut avec une retenue d'eau d'une capacité de plus de 39 milliards de mètres cubes. (Libération.fr 02.08)

2- Bangladesh. Un pays d'esclaves pour vous permettre de continuer de vous vêtir comme avant.

Le Bangladesh a décidé d'augmenter de 80% le salaire mininum de ses quelque deux millions d'ouvriers dans l'industrie textile, a annoncé jeudi le ministre du Travail. La mesure intervient après des mois de manifestations contre les bas salaires et les conditions de travail dans ce secteur.

Pour sa première revalorisation depuis 2006, le salaire minimum des ouvriers du textile passera à 3.000 takas (33 euros) par mois contre 1.662 takas (18 euros) actuellement, a précisé le ministre du Travail Khandaker Mosharaff Hossain.

Les ouvriers et les organisations défendant leurs droits demandaient que le salaire mensuel minimum soit porté à 5.000 takas (55 euros). Selon la Confédération syndicale internationale, basée à Vienne, les ouvriers du textile au Bangladesh sont les moins bien payés au monde et n'ont pas les moyens d'acheter de la nourriture et de s'assurer un toit avec leurs maigres salaires.

Les exportations de vêtements, principalement vers les Etats-Unis et l'Europe, rapportent plus de 12 milliards de dollars (9 milliards d'euros) par an au Bangladesh, soit près de 80% de ses revenus d'exportation. Le secteur de la confection dans le pays compte 4.000 usines qui emploient plus de deux millions d'ouvriers, essentiellement des femmes.

Les groupes Wal-Mart, Tesco, H&M, Zara, Carrefour, Gap, Metro, JCPenney, Marks & Spencer, Kohl's, Levi Strauss et Tommy Hilfiger importent l'essentiel de leurs produits textiles du Bangladesh. (AP 03.08)

Mystification. Nouvelles offensives sur les services publics en perspective à travers le monde ou quand l''opération Giving Pledge vient en aide au FMI.

Près de 40 milliardaires américains se sont engagés à reverser plus de 50% de leur fortune à des œuvres caritatives. L'initiative, baptisée «*Giving Pledge*» («Promesse de don»), a été lancée à la mi-juin par Bill Gates (53 milliards de dollars), le fondateur de Microsoft, et Warren Buffett (47 milliards de dollars), le célèbre financier à la tête de la holding Berkshire Hathaway et l'homme le plus riche d'Amérique.

Mais au-delà de cet aspect purement lié à l'image, leurs dons pourraient se traduire par des rentrées de fonds colossales pour les organismes caritatifs. Gates et Buffett escomptent en effet obtenir des promesses de dons auprès de l'ensemble des 400 milliardaires américains répertoriés. (Libération.fr et Lefigaro.fr 04.08)

Les milliardaires américains qui sont à la tête des multinationales, des hedge funds, des banques et qui sont les principaux responsables des génocides, des guerres, des guerres civiles, des coup d'Etat militaires, des famines, des déplacements de millions d'hommes, femmes et enfants, des souffrances sans nombre qui accablent quotidiennement des milliards de travailleurs et leurs familles, qui ont fondé leur immense fortune sur le pillage, l'exploitation à outrance de tous les peuples, les voilà prêts la main sur le coeur à soulager la misère humaine qu'ils ont engendrée, propagée et maintenue à travers le monde, qui peut croire un instant cette fable cynique ?

Pratiquement au même moment une nouvelle avait de quoi nous rassurer sur les moyens dont disposait encore Warren Buffet pour assurer ses vieux jours, il a 79 ans.

Berkshire Hathaway a fait état vendredi d'une baisse de 40% de son bénéfice net au deuxième trimestre, la baisse des marchés d'actions ayant déprécié la valeur de certains contrats dérivés qu'il détient. Le fonds dirigé par Warren Buffett a toutefois fait état d'un bénéfice d'exploitation en hausse de 73% porté par l'acquisition de l'opérateur ferroviaire Burlington Northern Santa Fe.

Le bénéfice net est tombé à 1,97 milliard de dollars contre 3,3 milliards un an auparavant. Le bénéfice d'exploitation hors investissements est quant à lui ressorti à 3,07 milliards de dollars contre 1,78 milliard. (Reuters 07.08) Ouf !

Bolivie.

Un conflit social paralysait mercredi la ville minière de Potosi, dans le sud de la Bolivie, coupant le principal axe routier avec l'Argentine voisine et bloquant en ville plusieurs dizaines de touristes étrangers, dont des Français, des Américains, des Allemands et des Espagnols.

Les protestations, qui se sont tendues depuis 48 heures, ont commencé la semaine dernière. Un comité civil local, regroupant des entreprises et des organisations sociales, réclame que l'Etat s'engage sur des investissements locaux pour la construction d'un aéroport, d'une route (Tarija-Potosi), d'usine de ciment et d'une mine de zinc.

Les axes routiers menant à Potosi sont bloqués depuis plusieurs jours par des grévistes qui ont élevé des barrages, retenant de fait des dizaines de touristes, dont 40 Français environ, dans ou aux abords de la cité historique de 150.000 habitants située à 4.000 m d'altitude, et 550 km environ de La Paz.

Selon une source policière, plus de cent autobus ou autocars sont immobilisés par les barrages.

Dans la nuit de mardi à mercredi la grève générale régionale a pris une tournure violente : des heurts ont ponctué une manifestation de près de 100.000 personnes hostiles au pouvoir central, tandis que le gouverneur de la province a été pris à partie par une foule.

Le domicile d'un vice-ministre du gouvernement à Potosi a également été attaqué avec une charge explosive qui a provoqué des dégâts matériels.

Le gouvernement socialiste bolivien d'Evo Morales a dénoncé une grève "*politique*", qui s'est accompagnée mardi de revendications fédéralistes, et a accusé le maire de Potosi, Rene Joaquino, opposant au pouvoir central, d'en être l'instigateur.

Le gouvernement a exclu à ce jour une intervention par la force, et le ministre à la Présidence, Oscar Coca, a annoncé qu'une délégation ministérielle était prête à se rendre à Potosi pour négocier dès que la grève sera levée.

La province où se trouve Potosi est l'une des six (sur neuf dans le pays) contrôlées par le Mouvement vers le socialisme (MAS) de M. Morales. Mais la ville en elle-même est dirigée par un de ses opposants. (AFP 04.08)

Le 13 août

Quelques infos très vite.

La suite du dernier document mis en ligne sur le soutien du POI aux appareils devrait être terminée dans quelques jours. L'article sur la question du front unique est pratiquement achevé. La rédaction de ces deux documents prennent pas mal de temps parce que je préfère y réfléchir à deux fois avant de les publier et parce qu'ils sont assez longs, ils doivent être en quelque sorte exemplaires étant donné l'importance des questions traitées.

Les articles de presse que je mets en ligne pendant quelques jours avant de renouveler cette rubrique figureront dans un fichier unique en fin de mois au format pdf. Il se peut que je continue d'alimenter directement le dossier économie par des articles de presse au format pdf sans que l'info figure dans la page d'accueil du site, car ce sujet est particulièrement importante. J'ai mis en ligne les pages d'*Informations ouvrières* consacrées aux retraites, celles du n°109 ne comportent pas les images parce que j'ai eu un problème informatique.

Il est difficile de maintenir constamment au même rythme de front les deux activités qui prennent énormément de temps.

Un mot très bref sur la crise du capitalisme et ses derniers développements auxquels on s'attendait pour les raisons évoquées ci-dessous :

1- Disons qu'au cours des trois années qui se sont écoulées depuis son déclenchement, pas suffisamment de forces productives ont été détruites à l'échelle mondiale en comparaison avec les destructions qu'aurait engendré une guerre mondiale mondiale et qui étaient nécessaires (pas la guerre, mais la destruction massive de forces productive !) pour assurer un redémarrage de l'économie capitaliste sur le moyen ou long terme ;

2- en engendrant un chômage de masse dans les pays où le niveau de rémunération ou de vie est le plus élevé, les capitalistes se sont privés de dizaines de millions de consommateurs pour écouler leurs marchandises ; en trois ans le désendettement des travailleurs a forcément été très faible ;

3- le soi-disant rédemarrage de l'économie et la montée du chômage s'est accompagné du recours de plus en plus fréquent de la part des patrons à des contrats précaires (intérim, CDD ou apprentissage des jeunes) et des niveaux de rémunérations très faibles, qui n'encourage pas vraiment à consommer davantage ;

4- en s'attaquant aux salaires et aux acquis sociaux ou en réduisant le niveau de vie de centaines de millions de travailleurs dans le monde (blocage ou baisse des salaires), ils ont réussi à réduire leur capacité à consommer ;

5- ils ont produit le même effet ou aggravé cette situation en augmentant les tarifs des charges incompressibles des travailleurs ou des ménages (assurance, eau, électricité, gaz, timbre, etc.) ;

6- les quatre derniers facteurs cités, dans un contexte de crise, n'ont pas permis ou ont dissuadé des millions de travailleurs de s'endetter à nouveau ;

7- il leur a été impossible en trois ans de développer le marché mondial, même en développant à marche forcée la classe moyenne dans les pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil...), son pouvoir d'achat demeure forcément extrêmement faible et insuffisant par rapport à ce qu'il est aux Etats-Unis ou en Europe notamment pour pouvoir s'endetter dans des proportions comparables ;

8- la reconstitution des stocks des entreprises pour satisfaire la demande à court terme est achevée ;

9- les politiques d'incitation à consommer davantage ou à renouveler certains biens pour soutenir certains secteurs industriels (prime à la casse dans le secteur automobile par exemple) qui ont profité à ceux qui en avait encore les moyens, ont pris fin ou sont sur le point de prendre fin ;

10- l'ensemble de ces données coïncide ou concoure à amplifier la crise de surproduction déjà existante à l'échelle mondiale, tandis que dans le même temps la spéculation a repris de plus belle sur toutes les places boursières...

Les infos en bref seront actualisées dans la journée ou demain.

Le 14 août

J'avais donné le nom de *Lutte de classe* au site lors de sa création fin 2004, il m'avait été inspiré à l'époque par la politique du PT, avant de rompre rapidement avec ce parti.

La reconnaissance de la lutte des classes ne suffisant pas à éclairer les travailleurs ou militants sur la nature du site que j'anime, j'ai décidé de lui donner un nom davantage en rapport avec son orientation politique et la tradition révolutionnaire dont il se réclame. J'y pensais déjà

depuis un moment, c'est le vote des militants du POI lors du congrès de la FSU qui m'a finalement décidé.

Au moment où l'UMP vire à droite toute, où tous les partis sans exception entendent défendre les valeurs de la République qui ont fait les beaux jours du capitalisme depuis 229 ans sans situer leur combat dans la perspective d'un gouvernement ouvrier (révolutionnaire) et d'une République basée sur l'appropriation sociale des moyens de production, les discours et positions des uns et des autres se situant dans le cadre de la préservation du régime en place, ce qui distingue finalement la droite de la gauche n'est plus qu'une question de nuance à la marge, l'opposition au gouvernement et à l'Etat, l'opposition aux appareils des syndicats, l'opposition aux partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui ont déjà gouverné le pays pour le compte des capitaliste, n'est plus qu'un exercice oratoire ou un moyen pour assurer la survie de leurs appareils, dans ces conditions il m'a semblé nécessaire de se démarquer résolument de cette opposition qui n'a dans bien des cas de gauche que le nom.

Le clin d'oeil à Trotsky et aux bolcheviks qui s'étaient rassemblés pour mener le combat contre Staline dès la mort de Lénine n'est pas fortuit. En même temps je ne me suis pas cassé la tête à chercher un autre nom, il m'est venu comme cela à l'esprit, il correspond à l'esprit du site, à mes convictions politiques, au combat politique que je mène, pour le reste on peut toujours critiquer ce choix, cela ne change rien au moyen et au but modestes du site. Vous avez le droit de penser que je me fais plaisir si vous voulez, et si je me disais trotskyste, je me revendiquerais du Trotsky léniniste et non du Trotsky conciliateur, le premier est encore vivant alors que le second appartient à un passé révolu, un peu comme les jeunes hégéliens de gauche Marx et Engels qui étaient devenus communistes.

J'ai changé le bandeau dans la plupart des pages d'accueil des différentes rubriques du site, hormis les pages déjà archivées.

J'ai mis en ligne deux articles sur l'économie : *GDF Suez, n°2 mondial de l'électricité avec Intl Power.* et *Les pays émergents en ligne de mire.*

Bon week-end à tous.

Retraites.

Sud RATP a déposé un préavis de grève illimité concernant tous les salariés de l'entreprise publique à partir du 7 septembre au matin dans le cadre de la journée d'action nationale contre la réforme des retraites organisée par toutes les centrales, a annoncé le syndicat mercredi.

Réaffirmant son "*opposition à toute idée de recul concernant les droits à la retraite des salariés, en particulier ceux spécifiques des agents de la RATP*", Sud RATP explique qu'elle appelle ainsi les agents à "*se mobiliser massivement et dans la durée aux côtés de tous les salariés*", dans un courrier au PDG Pierre Mongin, transmis à l'AFP.

Le délégué central de Sud RATP, Philippe Touzet, rappelle dans cette lettre que son syndicat avait déjà refusé en 2007 "*toute négociation/régression de notre régime spécial de retraite dans le cadrage contraint imposé par le gouvernement*".

"*C'est pourquoi, et dans le même état d'esprit, nous avons à nouveau décliné votre invitation du 25 juin dernier relative au nouveau projet de réforme du gouvernement, dont nous savons tous qu'il n'est pas favorable aux salariés, qu'ils soient du privé, du public ou de la RATP*", ajoute-t-il.

Sud RATP réclame une retraite à taux plein calculée sur les six derniers mois de traitement dès 37,5 annuités de cotisation, la restauration des bonifications liées à la prise en compte des pénibilités (tableaux S.A.B) pour tous les nouveaux embauchés, agents statutaires ou CDI, le retrait du projet de loi réformant les retraites. (Lepoint.fr 10.08)

Intox, manipulations et propagande gouvernementale.

1- Emploi.

L'amélioration du marché du travail en France s'est confirmée au deuxième trimestre avec la création de 35.000 postes dans les secteurs principalement marchands, selon l'estimation flash publiée vendredi par l'Insee.

Ce chiffre fait suite aux 23.900 créations d'emplois du premier trimestre, qui mettaient fin à deux ans de destructions de postes.

L'emploi dans les services a augmenté de 0,5% au deuxième trimestre, soit 53.500 postes créés, avec une hausse de 4,9% (25.700 postes) pour l'intérim.

Dans la construction, l'emploi salarié s'est en revanche tassé de 0,1% avec 1.500 postes perdus et l'hémorragie s'est poursuivie dans l'industrie avec un solde net de 17.000 postes détruits, soit une baisse de 0,5%. (Reuters 13.08)

La précarité s'amplifie, voilà la vérité !

2- Prix.

Après avoir été stable en juin, l'indice des prix à la consommation a baissé de 0,3% en juillet, affichant une hausse de 1,7% sur un an, selon les chiffres publiés vendredi par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

- habillement -8,9%, produits frais -4,4%, meubles -2,6%, équipement audiovisuel -2%.

- services postaux +2,6%, les transports combinés +2,7% et ferroviaires +0,8%, gaz +4,8%. (AP 13.08)

En dehors des produits frais pour cause saisonnière et donc passagère, les prix des marchandises ou des services à usage quotidien augmentent.

3- Personnalités

Tous les six mois le Journal du Dimanche publie le top 50 des personnalités préférées des Français. En vingt-deux ans, seules cinq personnalités se sont succédées en tête du classement. Ce classement incarne le plus faible dénominateur commun des Français, le consensus le plus mou reflété par les médias, mais certainement pas la «*vérité*» culturelle, artistique et intellectuelle de l'époque.

En fait, le conservatisme du classement est contenu dans sa méthodologie. Le Journal du Dimanche le dit peu, mais la liste des 50 qui apparaît dans ses colonnes n'est pas dressée par les Français mais par le JDD lui-même. Histoire que rien ne puisse jamais vraiment bouger, tous les six mois, seules 5 à 8 personnalités sont ejectées du top sur un critère objectif: ce sont les derniers du baromètre précédent. (Slate.fr 10.08)

Woerth le ripou , suite.

Le ministre du Travail Eric Woerth a attribué il y a deux ans la Légion d'honneur au comptable qui avait certifié ses comptes de campagne aux dernières élections municipales, indique vendredi le site d'information Mediapart.

Le 13 juillet 2008, Bernard Godet, un expert-comptable qui avait certifié deux mois plus tôt les comptes de campagne municipale d'Eric Woerth à Chantilly (Oise) a été nommé officier de la Légion d'honneur sur le contingent du ministre du Budget de l'époque, selon Mediapart.

Deux mois plus tard, le même comptable aurait certifié les comptes du micro-parti du ministre, baptisé "*association de soutien à l'action d'Eric Woerth*".

"*Dans ces conditions, Bernard Godet a-t-il pu, en 2009, quelques mois après avoir reçu la Légion d'honneur, se plonger dans les comptes 2008 du parti de poche du ministre et les certifier (c'est-à-dire évaluer leur sincérité et leur régularité) en toute indépendance ?*", s'interroge le site d'information. (Reuters 13.08)

A droite toute ! Régime policier et couacs au sein du parti de l'ordre.

1- Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la Famille, a déclaré, mercredi sur RTL, vouloir "*dire stop*" aux parents qui "*font preuve de défaillance*", dénonçant une "*caricature*" autour de la proposition de l'UMP en faveur de peines de prison pour les parents de mineurs délinquants.

"*Nous mettons les moyens de dire +stop ça suffit+. Quand les parents, même accompagnés, font preuve de défaillance, et bien à un moment il faut les mettre face à leurs responsabilités et c'est la politique que nous menons*", a-t-elle estimé. (Lepoint.fr 10.08)

2- La députée UMP du Tarn-et-Garonne, Brigitte Barèges, s'est déclarée mercredi opposée à la mesure proposée par son parti de condamner à de la prison ferme les parents de mineurs délinquants, une proposition "*ni judicieuse, ni réaliste*".

Pour l'élue, "*il est illusoire de penser qu'en mettant en prison des parents, leur autorité parentale jusqu'alors inexistante s'en trouvera miraculeusement renforcée!*".

Mme Barèges, membre de la Droite populaire, un collectif de 35 députés UMP créé en juillet et qui défend une "*droite de conviction*", estime néanmoins que "*l'héritage de mai 68 a mis en lambeaux toute forme d'autorité*". (Lepoint.fr 11.08)

3- Dans une interview au *Journal du Dimanche* à paraître samedi, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi en appelle à "*l'union sacrée*" contre l'insécurité : "*En tant que maire de la cinquième ville de France, je lance un appel républicain à l'union sacrée en matière de lutte contre l'insécurité*", déclare Christian Estrosi qui "*en appelle à tous les élus de gauche comme de droite afin qu'ils participent à une lutte acharnée, coordonnée et non partisane contre la délinquance*".

"*Il est temps de former une équipe de France de la sécurité où enfin tous les maires assument pleinement leur responsabilité aux côtés de la police et de la justice*", poursuit le maire de Nice. Faisant valoir les "*disparités énormes*" entre les villes de France dans l'application de la loi de prévention de la délinquance de 2007, il "*propose que les municipalités qui ne se conforment pas à leur obligation de sécurité (...) soient condamnées à une très forte amende en conséquence*".

Ces obligations, précise Christian Estrosi, seraient aussi celles de "*prévention de la délinquance, de lutte contre l'absentéisme scolaire et de réformes des règles d'urbanisme*". Selon lui, les municipalités en infraction devraient avoir aussi l'obligation de "*publier tous les mois un observatoire de la tranquillité publique*" et, "*sous peine de sanction, de mettre à jour régulièrement leur CLSPD*", le contrat local de la sécurité et de la prévention de la délinquance. "*Ceux qui ne s'y conformeront pas seront hors la loi*", insiste-t-il. (Lepoint.fr 13.08)

A quand la photo et le nom des "mauvais parents" placardés sur les murs des communes ? Ils pourraient aussi les affubler d'un signe distinctif pour qu'on puisse les reconnaître plus facilement dans la rue...

4- Alain Juppé (UMP) recommande sur son blog d'éviter les lois de "*pure circonstance*" et les "*exagérations peu compatibles avec nos valeurs fondamentales*", dans le débat sur la sécurité.

Selon M. Juppé, "*durcir la loi*" (...) "*peut être nécessaire*", "*à condition que la loi nouvelle ne soit pas de pure circonstance et surtout qu'elle soit applicable et appliquée dans la durée*".

"*L'argument selon lequel une mesure recueille la faveur des +sondés+ est à manier avec modération. Il est probable que, si au lendemain d'un crime odieux, on demandait, par sondage, aux Français leur opinion sur le rétablissement de la peine de mort, leur réponse serait sans ambiguïté*", poursuit Alain Juppé.

"*Faudrait-il pour autant suivre la tendance majoritaire? Ou croyons-nous toujours qu'il existe des principes eux aussi +fondamentaux+*", demande-t-il. (Lepoint.fr 13.08)

5- "En faisant de la sécurité un étendard, nous risquons de perdre une partie de notre socle électoral", met en garde le député UMP Yannick Favennec.

"*Heurté*" par la proposition de son collègue Eric Ciotti, qui entend punir sévèrement les parents d'enfants délinquants, l'élu de la Mayenne regrette que "*la voix humaniste-centriste de l'UMP ne soit pas davantage entendue*".

"*La sécurité ok! Mais il ne faudrait pas que celle-ci masque d'autres sujets essentiels comme l'emploi ou l'agriculture*", fait remarquer Yannick Favennec. (Lexpress.fr 12.08)

6- Marie-Anne Montchamp, députée villepiniste, note : "*Beaucoup de collègues sont perplexes, voire consternés, par le climat actuel*".

"*L'UMP se met en ordre de bataille pour 2012, avec à la clé un renforcement de sa ligne sécuritaire et droitière. Raccourcir le discours conduit à rouvrir le clivage politique à droite*", explique-t-elle. (Lexpress.fr 12.08)

7- Ils ont écrit au préfet des Pyrénées-Atlantiques pour se plaindre de sa politique d'expulsion, assimilée à celle du gouvernement de Vichy. Résultat: le tribunal correctionnel de Pau a infligé jeudi des amendes de 1.000 euros avec sursis aux cinq militants du Réseau éducation sans frontières (RESF). Les cinq prévenus avaient dénoncés en juillet 2008 par mail la situation d'une famille albanaise placée en centre de rétention avec deux enfants de 5 et 7 ans.

Les cinq militants, tous des hommes âgés de 45 à 68 ans, ont également été condamnés à verser solidairement un euro symbolique à «*la personne*» de Philippe Rey, préfet des Pyrénées-Atlantiques - c'est-à-dire pas au titre de ses fonctions. (20minutes.fr 12.08)

8- Deux syndicats de policiers, Alliance Police et Synergie Officiers, ont interpellé jeudi Brice Hortefeux pour qu'il engage des poursuites contre le rappeur Abdul X, auteur d'un clip intitulé «*Tirer sur les keufs*».

Dans la soirée, c'est le ministère de la Justice qui a «*demandé au parquet de Paris d'ouvrir une enquête préliminaire à la suite de certains propos - relevant de l'apologie de crime - tenus par le rappeur Abdul X dans un clip diffusé sur internet*», selon un communiqué de la Chancellerie.(20minutes.fr 12.08)

La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie a annoncé jeudi soir avoir demandé l'ouverture d'une enquête préliminaire. (AP 12.08)

La police dicte... les minitres s'exécutent ! Ne serait-ce pas la définition d'un régime policier en gestation ?

9- Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la Famille, a estimé mercredi sur RTL que le magazine Marianne devait changer de nom ou présenter

"*des excuses publiques*", après sa Une présentant Nicolas Sarkozy comme "*le voyou de la République*".

"*C'est antirépublicain et on ne peut pas véhiculer des valeurs antirépublicaines en utilisant le nom de Marianne. Les journalistes de Marianne sont en train de salir un des symboles de la République*", a ajouté Mme Morano. (Lepoint.fr 12.08)

Pourquoi ne pas interdire ce journal ou mettre J-F Kahn en prison ? J'en ai profité pour changer le "nom" du site !

10- Une partie de l'UMP a obtenu gain de cause contre Roselyne Bachelot, la ministre de la Santé, qui s'est dite favorable aux salles de shoot. Ce n'est «*ni utile, ni souhaitable*», a rétorqué Matignon, ce mercredi en fin de journée. «*La priorité de Matignon est de réduire la consommation de drogue, non de l'accompagner, voire de l'organiser*», a-t-on affirmé au bureau du Premier ministre. (20minutes.fr 11.08)

Conclusion : Vous aurez noté que leurs désaccords ne portent pas sur le fond mais sur la forme.

Le Tchad, une colonie française.

La France est "*prête à examiner*" la demande formulée par le président tchadien Idriss Deby Itno, qui a réclamé une contrepartie financière pour le maintien de l'opération militaire Epervier, a annoncé mercredi le porte-parole du ministère de la Défense, Laurent Teisseire à l'AFP.

Le président tchadien Idriss Deby Itno a remis en cause l'opération Epervier mercredi, à l'occasion du 50ème anniversaire de l'indépendance, demandant une contrepartie financière à la présence militaire française au Tchad. (Lepoint.fr 11.08)

Grande-Bretagne.

Plongés dans un conflit avec l'opérateur aéroportuaire BAA, les employés des principaux aéroports du pays, dont celui d'Heathrow, ont majoritairement voté en faveur d'une grève dont la date sera fixée lundi. Les syndicats n'excluent pas une fermeture des sites.

Le personnel au sol de l'opérateur aéroportuaire britannique BAA s'est prononcé jeudi à 74% en faveur de la grève selon le syndicat majoritaire Unite. Les syndicats fixeront la date lundi 16 août mais selon les médias, la grève pourrait être décrétée pour le dernier week-end de ce mois, traditionnellement très chargé.

Pour sa part, BAA a fait valoir que ce vote n'était pas crédible. «*Moins de la moitié des personnes appelées à voter la grève l'ont fait*». En effet, sur les 6185 syndiqués appelés à voter, seuls 3055 se sont déplacés. «*Nous n'estimons pas que ce résultat apporte un mandat clair en vue d'une grève*», a-t-il ajouté. Avant même de connaître l'issue du vote, le premier ministre conservateur David Cameron avait estimé que «*ce genre de grèves n'aboutit jamais à rien si ce n'est de faire du mal aux entreprises, à l'emploi, aux touristes...*». (Lefigaro.fr 12.08)

Cela pue la tentation de déclarer cette grève illégale, non ?

Grèce.

Les rues commerçantes d'Athènes et des grandes villes de Grèce sont bien calmes depuis plusieurs semaines. Entre les vitrines qui affichent osten-siblement des soldes allant de -50 à -70 % se succèdent des boutiques abandonnées et des portes condamnées par d'énormes verrous. Des affiches «*à louer*» sur fond jaune en lettres rouges ornent les vitrines.

Dans la rue Stadiou, en plein cœur de la capitale grecque, un commerce sur quatre a déposé le bilan.

Les chiffres sont alarmants. Selon une étude de la Confédération nationale du commerce grec (ESEE) près de 15 % des boutiques et magasins de la région d'Athènes ont mis la clé sous la porte depuis le début de l'année. Et sur un total de 3 421 magasins situés dans les rues commerçantes de la capitale, 17,2 % ont fermé.

«*La plupart des propriétaires ont gelé ou baissé de 30 % les loyers. Le meilleur loca-taire n'est donc plus celui qui paye le plus cher mais celui qui peut payer*», déplore Vassilis Korkidis, le président de l'ESEE.

Au-delà de la crise économique qui frappe le pays, il reconnaît la complexité du problème : «*98 % des PME en Grèce sont des entreprises familiales. Elles sont trop nombreuses, mais il faut tout de même les sauver pour ne pas faire exploser le taux de chômage.*» Selon lui, le secteur du petit commerce pourrait perdre plus de 150 000 emplois dans les prochains mois, si les fermetures continuent à ce rythme.

Dans une précédente étude, l'ESEE avait estimé à 100 000 le nombre d'emplois détruits à l'échelle nationale dans les commerces depuis le déclenchement de la crise. «*Cette situation et les fermetures de magasins à venir créent des transformations violentes et changent les équilibres dans le commerce de détail*», souligne Vassilis Korkidis. (Lefigaro.fr 10.08)

Etats-Unis.

General Motors a publié jeudi un bénéfice trimestriel net de 1,3 milliard de dollars (un milliard d'euros) le plus élevé en six ans, contre 865 millions de dollars au trimestre précédent. (Reuters 13.08)

Les travailleurs de GM Strasbourg apprécieront sans doute...

Amérique latine.

La première compagnie aérienne brésilienne TAM Linhas Aereas veut fusionner avec son concurrent chilien LAN, ce qui donnerait naissance au plus grand transporteur d'Amérique latine, le groupe Latam Airlines. (Reuters 13.08)

Le 15 août

J'ai rectifié le lien vers le document de la Tribune libre :*Extraits de Au CLAIR de la Lutte n°7 (Tendance Claire du NPA) (12.07)*, avec mes excuses.

J'ai reçu un courriel d'un camarade auquel je réponds, son courriel et ensuite ma réponse :

"*Surpris, un peu consterné sur le coup, mais après relecture de tes explications, si je les ai bien comprises, cela va regrouper tous ceux qui sont effectivement dans cette opposition et pas seulement trotskyste. Ce n'est pas mal.*"

Ma réponse.

C'est un de nos objectifs. Les commentateurs parlent volontiers ces derniers temps de la lutte des classes qui a jailli en Asie, c'est devenue un sujet d'actualité planétaire, il sera bientôt à nouveau banalisé et détourné, il fallait donc passer à la vitesse supérieure ou rester à la traîne ! Comme la reconnaissance de la faim dans le monde dont on s'accommode finalement très bien, et qui se traduit sur le plan pratique par une indifférence ou un laxisme envers les inégalités et les injustices qu'entraîne la survie du capitalisme.

Et puis je ne le savais pas, c'était aussi le titre d'une publication de LO, cela évitera une confusion ou un amalgame toujours possible et fâcheux. Il y a la gauche qui accompagne le capitalisme, caviar, corrompue ou ouvriériste, et il y a l'opposition de gauche qui le combat sans répit sur tous les fronts, il était aussi nécessaire de mettre en relief cette distinction, l'essentiel étant la politique que nous défendons et l'objectif pour lequel nous nous battons.

Pour finir, le nom du site n'a pas tellement d'importance, ce n'est pas celui de la tendance dont je me réclame, léniniste, marxisme-révolutionnaire ou communiste et révolutionnaire peut importe, sa fréquentation est tellement faible que je ne vais pas commencer à me prendre au sérieux comme l'on dit, même si notre sujet l'est et qu'on essaie de le traiter sérieusement et honnêtement.

Je crois que c'est Juppé qui a sorti que le clivage gauche droite était de retour après les dernières dérives autocratiques et policières du régime qu'il soutient.

Coller à la situation ou à la spontanéité des masses sans s'y soumettre, sans qu'elle vous ordonne, vous absorbe ou vous dévore entièrement, tout en étant l'expression ou le produit de nombreuses illusions. On s'y brûle facilement les ailes, dit-on.

Coller à la réalité en combattant l'Etat, ses institutions, ses partis et ses valets et leurs politiques jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat qui demeure notre objectif, donc en ayant toujours à l'esprit la nécessité d'élever le niveau de la conscience politique des travailleurs, la question du pouvoir politique et de l'Etat, sans oublier le gouvernement ouvrier qui sera forcément révolutionnaire, c'est cela l'idée que je me fais de l'opposition de gauche.

La voix de l'opposition de gauche, cela me fait penser à un journal, à une feuille qui circule et qu'on se repasse, à une émission radiophonique... La voix se rapporte davantage au verbe et la voie à l'action, j'ai bien conscience que le site fait plus appel à la réflexion qui ne conduit à l'action qui si on la mène jusqu'au bout. La voie de l'opposition de gauche peut indiquer son orientation politique que sa voix transmet oralement ou par écrit. A l'heure ou une partie de la droite et la gauche se réclame des mêmes valeurs lorsqu'aucun parti ne se réclame des enseignements du marxisme, un recadrage s'imposait.

On n'est pas très avancé en affirmant que toute lutte est politique, pas plus qu'en reconnaissant la lutte des classes, d'une part cela ne signifie nullement que toute lutte se situerait sur le plan politique, ce n'est d'ailleurs pas le cas, d'autre part il faut que certaines conditions soient réunies pour qu'une lutte prenne un caractère politique conscient ou s'inscrive dans une perspective politique, or tout est fait aujourd'hui pour empêcher le prolétariat de se saisir de la situation pour situer ou orienter son combat contre le gouvernement sur le terrain

politique, alors même que l'ampleur prise par le chômage de masse, par la précarité, par l'indigence à laquelle sont confrontés des millions de travailleurs et leurs familles et par les attaques incessantes de la réaction contre toutes les couches du prolétariat mettent à l'ordre du jour les conditions à réunir pour enfin pouvoir en finir avec le régime et instaurer un Etat ouvrier sur la base de l'appropriation sociale des moyens de production, tous les partis retiennent ou tirent le prolétariat en arrière, aucun n'entend se construire sur cette base politique.

On pourrait prendre un exemple pour l'illustrer.

Effectivement les travailleurs menacés de rejoindre l'armée de réserve du capital, les millions de chômeurs que comptent déjà le pays, avaient raison de se battre pour obtenir la meilleure prime de licenciement possible de la part des patrons avant d'être jetés à la rue, ils avaient raison d'occuper les usines, de s'organiser et d'élire leur comité de grève, de s'adresser aux syndicats et aux partis ouvriers pour qu'ils soutiennent leur combat, dans la situation actuelle ils ne pouvaient espérer guère mieux...

Certes, mais il était du devoir des militants révolutionnaires d'avancer la nécessité d'exproprier les patrons ou actionnaires, de les aider à comprendre que la situation dans laquelle ils se trouvaient était finalement partagée par l'ensemble de la classe à laquelle ils appartenaient, et que le sort que leur réservait le capital pour défendre ses intérêts ou ses profits sous la forme d'une délocalisation ou d'un plan de licenciement aurait été inconcevable si un véritable gouvernement ouvrier avait été au pouvoir, et que par conséquence leur combat ne devait pas s'arrêter là sous peine de n'avoir finalement servi à rien, d'autant plus que la perte de leur travail n'est qu'un des aspects de la situation de plus en plus difficile qu'ils vont devoir affronter dans un avenir immédiat avec la remise en cause de tous leurs droits par le gouvernement (retraite, santé, instruction, etc), ils ne sont pas au bout de leurs peines, sinon le jour où ils se retrouveront confrontés à une situation similaire dans des conditions plus favorables sur le plan politique, ils seront incapables d'en tirer partie pour n'avoir pas pu ou su tirer les enseignements de cette expérience, dès lors la seule manière de capitaliser cette expérience, de lui donner une suite, c'était de participer à la construction du parti ouvrier qui s'est donné pour objectif l'instauration d'un Etat et d'un gouvernement ouvrier qui aura pour tâche de reconstruire la société sur la base des besoins et des aspirations de l'ensemble des exploités...

La voix de l'opposition de gauche est un mot d'ordre politique, c'est l'engagement de combattre sur le terrain politique contre l'Etat des capitalistes et le capitalisme lui-même sur tous les fronts.

Comme l'expliquait Lénine, on doit se saisir de la moindre mesure prise par le gouvernement (et relayée par les médias aux ordres) contre une couche particulière du prolétariat, pour montrer qu'en réalité elle est tournée contre l'ensemble de notre classe qu'il entend ainsi mater, réduire au silence ou maintenir dans un état de servitude qui dure déjà depuis plus de deux siècles.

C'est ainsi que lorsque le gouvernement se sert du moindre fait divers pour s'attaquer aux couches les plus faibles de la classe ouvrière, il est inconcevable de ne pas y répondre ou d'y répondre par le mépris sous divers prétextes ou de ne pas démontrer publiquement comment le gouvernement s'y prend pour s'attaquer à tous nos droits et réduire encore le peu de liberté dont nous disposons, car un jour ou l'autre il retournera ces nouvelles lois à caractère antisociale, répressive ou liberticide contre l'ensemble du prolétariat. C'est de plus en plus souvent par ce biais que le gouvernement diffuse sa propagande et entend nous soumettre à ce qui ressemble de plus en plus à un Etat policier dans la perspective d'un affrontement général et violent entre les classes.

La voix de l'opposition de gauche, ce n'est pas la voix d'un seul militant, c'est la voix de tous les courants, tendances ou regroupements politiques qui combattent pour la révolution prolétarienne et le socialisme qui figurent dans la Tribune libre du site, je n'ai pas retenu ce nom avec la prétention ou l'intention de représenter à moi tout seul le combat pour la révolution socialiste mondiale.

J'espère que ces explications rassureront définitivement ce camarade. Ce n'est que le nom du site et rien de plus. A quelques jours du 70e anniversaire de l'assassinat de Trotsky par un agent de Staline, les camarades auront en mémoire que le courant politique que dirigeait Trotsky et qui s'était regroupé autour de lui pour mener le combat contre le stalinisme après la mort de Lénine avait pris pour nom L'opposition de gauche.

C'est donc aussi en hommage à Trotsky que j'ai adopté ce nom pour le site. Et comme je vous l'ai déjà dit, il m'est passé par l'esprit un soir et je me suis dit : pourquoi pas après tout, sans davantage réfléchir ou sans faire le moindre calcul, sur un coup de tête si vous voulez, histoire aussi de tourner la page d'un site commencé en 2004 quand je soutenais encore le PT et d'en ouvrir une autre tournée résolument vers l'avenir, mais sans rien renier du passé.

Le 16 août

J'ai corrigé les nombreuses fautes qui figuraient dans ma réponse au camarade, hier. (y compris le fichier pdf)

J'ai écrit en grande partie ce texte hier après-midi alors que 14 personnes avaient débarqué chez moi sans que j'en aie été prévenu à l'avance, dont 8 enfants, et j'ai dû m'occuper d'eux seul puisque Manju est en France. Ils étaient venus pour un repas de famille pour célébrer l'Independance day, l'indépendance de l'Inde le 15 août 1947, et aujourd'hui 16 août c'est au tour de Pondichéry, ancien comptoir de l'impérialisme français. Donc j'ai été très perturbé dans mon travail faisant 50 allers et retours entre le jardin, la cuisine et le bureau.

La page *Présentation du site* sera actualisée dans quelques jours.

Sauf événement imprévu, la journée de mobilisation du 7 septembre devrait être une des plus importantes des dernières décennies, si j'en crois l'ampleur du rejet que suscitent à la fois le projet de loi du gouvernement sur les retraites et sa politique en générale, qui s'exprime sur Internet. J'ai relevé deux propos significatifs à cet égard :

1- "*Même si je ne suis pas syndiqué ni de gauche, ni fonctionnaire ni aux 35h, mais à mon compte à 11h de travail par jour et sur 305 jours, je serai dans la rue le 7 septembre pour manifester...*"

2- "*J'y serai, par colère. Jamais été dans la rue mais là je ne supporte pas le mépris, le manque de moralité...*"

Le combat contre le projet du gouvernement aurait dû mettre davantage en évidence sa principale contradiction : alors que les jeunes sont livrés au chômage ou à la surexploitation sur fond de précarité généralisée, le gouvernement veut repousser l'âge du départ à la retraite des vieux travailleurs repoussant d'autant la date d'embauche de jeunes. Le combat contre le projet du gouvernement aurait dû être tourné vers la jeunesse qui n'a rien à attendre de leur société...

FO. Constat, regret et satisfaction.

"*Mais le 7 septembre ne suffira pas. Si on veut obtenir satisfaction en matière de retraite comme sur d'autres dossiers il faudra un rapport de force plus fort*", a jugé M. Mailly dans une vidéo réalisée vendredi. "*Il n'y a qu'une seule chose qui peut faire reculer le gouvernement, c'est à la fois une mobilisation forte et une mobilisation avec des suites*", à ses yeux.

C'est quoi monsieur Mailly "*une mobilisation avec des suites*" ? Une grève générale illimitée jusqu'au retrait inconditionnel du projet du gouvernement ? Une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale pour exiger le retrait du projet du gouvernement ? Les deux ? Qu'est-ce qu'un "*rapport de force plus fort*" ? N'existe-t-il pas déjà sur la question précise des retraites ? S'il ne peut s'exprimer, cela ne viendrait-il pas du fait que les dirigeants syndicaux refusent d'avancer ces deux mots d'ordre ? Pourquoi ne le peuvent-ils pas ? Cela ne viendrait-il pas par hasard du fait qu'ils devraient rompre leurs relations avec le gouvernement et le patronat et qu'ils n'y tiennent pas ?

FO, favorable au retrait du projet de réforme des retraites "*qui ne convient pas et qui n'est pas amendable*", à l'exception de l'augmentation des cotisations sociales pour laquelle FO s'est prononcé à plusieurs reprises.

"*la crise est loin d'être finie, malheureusement, parce que les incertitudes sont encore très nombreuses notamment au niveau international*" ajoute-t-il.

Quel malheur ! Au moins si la crise du capitalisme était terminée, la menace qui plane sur son avenir serait levée.

Les travailleurs peuvent se mobiliser en période de crise parce qu'ils refusent d'en supporter leurs conséquences, leur combat dans ce contexte ne peut que les amener à s'attaquer au capitalisme et ses institutions politiques, c'est la situation la plus dangereuse pour le capitalisme.

Les travailleurs peuvent se mobiliser dans la période qui suit la crise car ils veulent profiter à leur tour de la reprise économique, leur combat dans ce contexte ne peut que les amener à revendiquer une part infime des profits engrangés par les capitalistes, c'est la situation la moins dangereuse pour le capitalisme.

"*Il vaut mieux avoir de bons chiffres que de mauvais chiffres...*" (Lepoint.fr 14.08)

Quel soulagement ! Mailly partage ainsi le bonheur de Christine Lagarde qui se réjouit de la hausse du PIB de 0,6% au deuxième trimestre, à croire qu'ils partagent les mêmes intérêts.

Crise au sommet de l'Etat, suite.

1- L'évacuation d'un camp de Roms, samedi 14 août à Montreuil, a été vivement dénoncée par le député villepiniste Jean-Pierre Grand (UMP), qui estime que la "*politique de démembrement des camps illégaux*" menée par le gouvernement "*tournait à l'ignoble*".

"*Peut-on être un député de la République et laisser faire cela sans réagir quand on découvre que les forces de l'ordre, intervenant très tôt le matin, trient les familles, les hommes d'un côté, les femmes et enfants de l'autre, avec menace de séparer les mères et les enfants?*", s'est insurgé M. Grand, qui avait déjà appelé Nicolas Sarkozy "*à revoir sa politique*" en matière d'accueil des gens du voyage dans une lettre adressée au président au début du mois d'août.

"*Tous les Républicains ne pourront que condamner ces méthodes qui rappellent les rafles pendant la guerre*", a ajouté le député de l'Hérault,

qui appelle à la démission du préfet de Seine-Saint-Denis, Christian Lambert. L'ancien patron du RAID a été nommé en avril à ce poste par Nicolas Sarkozy. (Lemonde.fr et AFP 14.08)

2- L'ex-ministre Christine Boutin, présidente du Parti Chrétien Démocrate (PCD, allié à l'UMP), critique certaines propositions sécuritaires avancées par son camp, appelant à cesser de "*cultiver la peur*" et "*monter les gens les uns contre les autres*".

"*La stigmatisation de telle ou telle communauté exacerbe la violence*", commente Mme Boutin dans le Parisien-Dimanche/Aujourd'hui en France.

"*Et de qui parle-t-on, quand on évoque les Français d'origine étrangère ? Beaucoup de Français sont d'origine étrangère, nous le sommes tous peu ou prou, à commencer par le président de la République lui-même ! Comment peut-il oublier ça ?*", dit-elle à propos de l'ascendance hongroise du chef de l'Etat. (Lepoint.fr 14.08)

Nouvelles de la "gauche".

À gauche, certains semblent apprécier la décision du chef de l'État. À l'instar du maire PRG de Carrières-sous-Poissy (Yvelines), Eddie Aït, qui a écrit cette semaine à Nicolas Sarkozy pour lui demander d'évacuer les camps de Roms installés dans son département. «*En tant qu'élu de gauche, et dans un souci de salubrité et de sécurité publique, je demande leur évacuation et leur expulsion dans les meilleurs délais*», explique Eddie Aït. (Lefigaro 13.08)

Niger

Le Niger risque de connaître la pire crise alimentaire de son histoire, près la moitié de la population vit dans la pénurie et un enfant sur six est atteint de malnutrition aigüe, estiment des responsables humanitaires.

Les villageois décrivent une situation plus grave qu'en 2005, quand des dizaines de milliers d'enfants dénutris avaient été traités par les organismes d'aide, pire même que la famine de 1973 qui avait fait des milliers de morts, selon Malek Triki, porte-parole régional pour le PAM (Programme alimentaire mondial) de l'ONU. "*Ils disent que c'est la pire crise de mémoire d'homme*", ajoute-ti-l.

Selon des études menées en mai et juin, 16,7% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë. Soit un chiffre supérieur à celui de 15%, repère au-dessus duquel l'ONU considère qu'il s'agit d'une situation d'urgence.

Pour le PAM, 7,3 millions de personnes, soit près de la moitié de la population totale de ce pays désertique ont désespérément besoin de vivres. Dans des zones rurales comme Diffa, précise M. Triki, la plupart des habitants ne se nourrit qu'une fois par jour, au mieux.

Cette année, la sécheresse a détruit les récoltes et le bétail est mort de faim, faute de fourrage, selon Christy Collins, directrice de l'ONG américaine Mercy Corps. Dans le nord et le centre, des carcasses d'animaux parsèment le paysage. (AP 14.08)

Thaïlande.

Ce site internet a été bloqué en vertu du décret d'urgence, «page inaccessible» ou simplement trois lettres rouges sur fond noir : «BAN» («interdit»). Ces messages sont désormais familiers pour les internautes thaïlandais.

Cette censure silencieuse, qui s'apparente à une chasse aux sorcières dans les médias et sur Internet, s'appuie notamment sur les pouvoirs exceptionnels d'un décret d'urgence appliqué depuis le 7 avril. Selon l'ONG Freedom Against Censorship Thailand (Fact), 210 000 sites ont été bloqués par le «big brother» du Web, le ministère des Technologies de l'Information et de la Communication (MICT). Qui préfère évoquer 50 000 pages, suspendues car «pornographiques» ou «contraires à la morale», selon lui. Pourtant, la censure frappe aussi l'ensemble des sites proches de l'opposition. Au rang des indésirables, on trouve entre autres, le site d'analyse Asia Sentinel, de nombreux blogs, certaines pages sur Facebook, Youtube, ou encore Pantip, l'un des forums de discussion les plus fréquentés. Des journaux en ligne indépendants sont aussi touchés. Le respecté Prachatai, qui revendique 40 000 visiteurs quotidiens, a dû changer plusieurs fois d'adresse URL pour échapper à la censure.

«Propagande». Même acharnement à l'encontre des médias traditionnels. Plusieurs dizaines de radios communautaires jugées proches des «Chemises rouges» ont aussi cessé d'émettre à la suite d'opérations musclées des forces de l'ordre. Même punition pour la chaîne People's TV et l'hebdomadaire Thai Red News. «Ces médias ont été fermés car ils incitaient à la violence. Même une démocratie ne peut laisser des médias véhiculer des messages de haine», se justifie Panitan Wattanayagorn, le porte-parole du gouvernement.

De nombreux observateurs confirment pourtant qu'un climat de peur s'est installé dans le monde des médias. Plusieurs ministres ont accusé les journalistes locaux et les correspondants étrangers d'avoir pris parti lors du conflit politique et d'avoir accentué les divisions sociales. Dans ce contexte, l'autocensure, déjà très présente dans la presse et l'audiovisuel thaïlandais, a tendance à se généraliser. Une journaliste de la télévision Channel 3 avoue avoir été fermement encouragée à «*coopérer avec la politique gouvernementale*». «*Nous devenons des*

instruments de propagande, mais il n'y a pas d'autre manière de survivre sous ce décret d'urgence», surenchérit un animateur radio du nord du royaume. Ce décret, mis en place le 7 avril (au pire des manifestations antigouvernementales) et récemment reconduit «*sans raison apparente*» d'après le vice-président du Sénat, a renforcé l'arsenal répressif. Au nom de la «*sécurité nationale*», il permet de bâillonner n'importe quel média, sans jugement. «*Ce décret viole la liberté d'expression, un droit pourtant garanti par la Constitution. On dirait une loi martiale déguisée*», réagit l'universitaire Ubonrat Siriyuvasak.

La loi sur la cybercriminalité de 2007 et le crime de lèse-majesté avaient déjà réduit la liberté d'expression. Dans un pays où le roi est quasi sacré, tout propos critique est passible de quinze ans de prison selon le code pénal. «*Comme tout le monde, nous faisons maintenant très attention à ce que nous écrivons, confie Sawatree, une blogueuse de 24 ans. Au-delà de la censure, on a surtout peur des arrestations.*» Pour avoir publié des images déformées de la famille royale, l'internaute Suwicha Thakor a passé dix-huit mois derrière les barreaux. La directrice du journal en ligne Prachatai est, elle, jugée pour avoir tardé à effacer de son site des commentaires déposés par des internautes, jugés insultants pour la monarchie. Acculé, le journal alternatif vient de supprimer son forum de discussion. «*Nous ne pouvons plus assurer notre sécurité ni celles de nos usagers*», lâche l'équipe dans un communiqué. Même les profils Facebook sont décortiqués par les autorités à la recherche de contenus subversifs. «*Le gouvernement a gagné la bataille de la rue, mais Internet constitue un nouveau front, commente Supinya Klongnarong, qui milite pour la liberté d'expression au sein du Thai Netizen Network. Près de 23% des Thaïlandais y ont accès. On peut y évoquer des sujets tabous, comme la monarchie, alors que les médias traditionnels s'autocensurent.*» (Libération.fr 14.08)

Haut de page

Le 18 août

Retraites.

1- FO RATP a annoncé lundi le dépôt d'un préavis de grève illimitée à partir du 6 septembre au soir. Il concernera tous les salariés de l'entreprise publique. (20minutes.fr 16.08)

Pourquoi ne pas appeler tout simplement l'ensemble des travailleurs du pays à la grève générale illimitée à partir du 6 septembre au soir jusqu'au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites et le retour aux conditions d'avant 1993 ? Ne serait-ce pas cette motion qui devrait être proposée et votée par les assemblées générales de syndiquées de façon à entraîner l'ensemble de la classe ouvrière avec ses revendications dans la grève générale contre le gouvernement et le patronat ?

2- Les quatre syndicats représentatifs de la SNCF ont appelé jeudi 19 août les cheminots à se "*préparer*" à la journée d'action du 7 septembre, lancée par la totalité des confédérations contre la réforme gouvernementale des retraites.

Dans un communiqué commun, les fédérations syndicales de cheminots CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT invitent, dans un communiqué commun, les agents de l'entreprise publique à se "*préparer à intervenir massivement par la grève et les manifestations le 7 septembre prochain*".

"*Des millions de salariés se positionnent à l'heure actuelle contre un projet de réforme injuste, refusant notamment le report brutal de l'âge de départ en retraite*", affirme le communiqué. (LeMonde.fr 19.08)

Tant de bruit nuit à l'"*union sacrée des maires avec l'Etat*".

1- Jacques Pélissard, président UMP de l'Association des maires de France, juge dans une interview au *Parisien*, à paraître mardi, " *ni réaliste, ni applicable*" l'idée de Christian Estrosi de sanctionner les maires laxistes en matière de sécurité.

Si Jacques Pélissard approuve l'idée du ministre de l'Industrie d'une union sacrée des maires avec l'Etat pour faire face au problème de l'insécurité, il exprime son désaccord avec sa proposition. (Reuters 16.08)

2- Le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, a pris ses distances mardi sur Europe 1 avec la proposition de Christian Estrosi de sanctionner les maires laxistes en matière de lutte contre l'insécurité. (Reuters 17.08)

3- En déplacement à Toulon (Var), le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a été le second responsable du gouvernement à rejeter la proposition de Christian Estrosi. (Reuters 17.08)

Après tout, des milliers de maires ne respectent toujours pas la loi imposant un quota de 20% de logements sociaux dans leur commune, idem pour la mise à disposition d'ères de stationnements pour les gens du voyage...

Chasse aux Roms : L'aveu.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé ce mardi matin à Toulon (Var) que «*ce sont quelque 700 Roms qui seront raccompagnés dans leurs pays d'ici la fin du mois*». Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a pour sa part affirmé ce mardi sur RTL que la France ne mettrait pas en place des «*vols spéciaux*» pour reconduire les Roms dans leur pays d'origine, reconnaissant en même temps que les personnes expulsées pourront revenir «*puisque c'est la loi*». (20minutes.fr 17.08)

On tient là l'argument le plus évident pour démontrer aux travailleurs que la chasse aux Roms était un coup monté par Sarkozy pour faire diversion et éviter de parler des retraites ou du chômage notamment, diviser les travailleurs, sinon pourquoi chasser les Roms en sachant très bien qu'il sera impossible d'éviter qu'ils reviennent puisqu'ils sont citoyens d'un des pays de l'Union européenne et qu'ils ont le droit de circuler librement dans les 27 pays de l'UE.

Qui le mieux défendra la Constitution et manipulera l'opinion publique ?

Dominique Paillé, porte-parole adjoint de l'UMP, a accusé mardi Edwy Plenel d'"*être un vrai délinquant du journalisme*" après que le fondateur de Mediapart a qualifié, dans la matinée, le président Nicolas Sarkozy de "*délinquant constitutionnel*".

Le fondateur de Mediapart avait accusé, mardi matin sur France Inter, le président de la République d'avoir "*violé la Constitution*", dans son discours de Grenoble, en proposant la déchéance de la nationalité pour certains criminels d'origine étrangère.

"*La possession d'une carte de presse n'autorise pas toutes les outrances et ne justifie en rien de proférer des insultes pour salir les institutions du pays ou ses représentants élus*", affirme Dominique Paillé.

"*La recherche permanente de la publicité pour soi, la volonté d'être au centre de toutes les manipulations pour tenter de façonner l'opinion publique (...) sont des comportements dévoyés qui ne mériteraient que mépris s'ils ne sapaient les fondements mêmes de notre pacte social et de nos valeurs institutionnelles*", ajoute-t-il. (Lepoint.fr 17.08)

Paillé doit parler de Sarkozy ! Il a raison, Sarkozy et l'UMP ne mérite que mépris pour avoir manipulé les électeurs lors de la campagne des élections présidentielles de 2007... et n'avoir depuis jamais cessé de recourir à cette méthode pour appliquer sa politique réactionnaire.

Dans leur camp ils parlent volontiers de la Constitution, dans le nôtre c'est un sujet tabou !

Quand les patrons font la loi.

Serge Dassault, sénateur UMP de l'Essonne, souhaite déposer une proposition de loi au Sénat afin de modifier l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. Le sénateur a annoncé ce mardi vouloir appliquer la majorité pénale "*dès 16 ans et non plus 18 ans*". (Libération.fr 17.08)

Je rajouterais le travail forcé pour ces gosses emprisonnés... pour le compte de patrons comme Dassault.

Italie.

Alors qu'il participait à un débat sur le thème « *Rome est-elle vraiment une voleuse ?* », le maire de la ville a évoqué les difficultés financières de la mairie devant l'augmentation du nombre de manifestations. Ces six derniers mois, on a en effet dénombré plus de 525 manifestations à caractère national, deux fois plus qu'en 2009. Et l'année n'est pas terminée.

Un cortège de 10 000 manifestants coûterait 18 000 euros à la commune (dont 7 000 euros de frais de police municipale et 5 000 euros de frais d'entretien et de nettoyage). Un chiffre proportionnel au nombre de participants : une manif de 100 000 contestataires coûterait ainsi près de 215 000 euros à la commune.

Sans compter les conséquences pour les habitants qui doivent supporter les désagréments d'une ville totalement désorganisée (trafic paralysé, transports en communs interrompus).

Une facture bien trop lourde pour le maire Pdl (« Popolo della Libertà », parti de Silvio Berlusconi) qui projette d'instaurer une taxe : pour manifester dans la Rome éternelle, « *vitrine médiatique* » de l'Italie, il faudra que les organisateurs mettent la main au portefeuille en contribuant substantiellement aux dépenses.

Douche froide pour les syndicalistes qui dénoncent une « *provocation antidémocratique* », une « *boutade ferragostienne* », tandis que l'opposition se déchaîne contre « *une initiative qui cherche à limiter le droit de manifester des forces politiques et sociales* » garanti par la Constitution. (Rue89 17.08)

Menaces sur le droit de grève, menace sur le droit de manifester, présence de milices patrouillant dans les quartiers des grandes villes, etc.

l'ombre des chemises noirs plane sur l'Italie...

Chine.

Plus de trente ans après le début de son ouverture économique, la Chine, grâce à une croissance à plein régime, a - successivement - dépassé la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et, tout dernièrement, le Japon, pour devenir la deuxième puissance économique mondiale.

Toutefois, reconnaît un responsable du ministère du Commerce chinois, si l'on s'en tient au revenu par habitant et non pas seulement au PIB, la Chine arrive loin derrière ses rivaux et a encore beaucoup à faire: «*Nous ne devrions pas nous soucier seulement du PIB, mais nous devrions être attentifs au revenu par habitant.*»

Le revenu par habitant en Chine est de 3.800 dollars. Ce qui classe le pays au 105e rang mondial. Tandis que 150 millions d'habitants, sur une population de 1,3 milliard de Chinois, vivent sous le seuil de pauvreté.

Et si son PIB dépasse désormais celui du Japon, la Chine est dix fois plus peuplée que son voisin et est aussi dix fois moins riche par habitant.

«*La qualité de la croissance économique chinoise doit encore être améliorée, que ce soit en termes de qualité de vie, de protection de l'environnement, de science ou de technologie*», a souligné le représentant du Commerce chinois. «*Au niveau d'une nation en développement*»

Pour autant, écrit le Quotidien du peuple, «*l'économie chinoise est encore au niveau d'une nation en développement. La deuxième économie mondiale n'est donc pas l'équivalent de la deuxième puissance économique mondiale*».

Pour le journal de langue anglaise China Daily, la communauté internationale «*ne doit pas attendre trop d'une économie en développement au revenu par habitant encore faible*». (Libération.fr 17.08)

Haut de page

Le 20 août

Les agriculteurs du Lot-et-Garonne ont vendu hier 10 tonnes de fruits et légumes place de la Bastille à Paris. Une bonne affaire, des prix imbattables ? Ils ont pris les consommateurs pour des cons en vérité, ils les ont vendus environ le double que les prix pratiqués sur un marché de Marseille. Déjà à Aubagne qui est situé à 35 minutes en bus de Marseille, sur le marché les mêmes fruits et légumes sont souvent vendus aussi chers qu'à Paris, en pleine saison, c'est mon épouse Magueswary qui me l'a signalé, elle me téléphone tous les deux jours grâce à un abonnement forfaitaire (40 euros par mois). Ensuite ils se plaignent, qu'ils ne comptent pas sur nous pour les soutenir car ils se comportent exactement comme les grandes surfaces qu'ils dénoncent.

Pas le temps de causer ni l'envie.

Peut-on en douter un seul instant ?

De quoi diantre ? Un peu de patience, on aborde une question sérieuse. Bon, c'est vite dit, jugez plutôt.

Extrait de l'éditorial d'*Informations ouvrières* n°111 de cette semaine :

"*Des personnalités (1) appellent à manifester le 4 septembre contre la « démarche » du gouvernement. Elles se prononcent pour « le nécessaire respect de l'ordre public », invitent le gouvernement à cesser de « fouler aux pieds la Constitution » et de «mettre en péril la paix civile ». Est-ce vraiment de cette manière que l'on va s'opposer à la dérive en cours ? La Constitution de la Ve République ? Insérée dans l'Union européenne, elle est le cadre qui organise la destruction massive des emplois, des services publics et des droits ouvriers et démocratiques. Défendre la Constitution permettrait de bloquer l'offensive contre la démocratie ? On est en droit d'en douter.*"

En douter, en douter seulement ? C'est tout ? En réalité Gluckstein refuse de trancher.

Vous vous souvenez sans doute qu'il nous avait fait le même coup deux semaines auparavant lorsqu'il avait écrit : " *Des institutions de la Ve République, anti-ouvrières et antidémocratiques, il n'y a rien à attendre pour qui veut défendre et préserver les droits de la classe ouvrière.*".

Affirmer qu'on pourrait très bien se passer de la Constitution et des institutions de la Ve République n'engage à rien, quand on demeure incapable de dire par quoi il faudrait les remplacer, vous ne trouvez pas ? Une proposition.

Ne serait-ce pas une excellente occasion pour engager une campagne politique pour l'abrogation de la Constitution de la Ve République sur laquelle repose les institutions, l'Etat des capitalistes ? Qui osera encore affirmer qu'il est impossible de poser la question de l'Etat, du pouvoir politique ? Qui osera encore affirmer que le développement de la situation ou de la lutte des classes ne permet pas de la poser en toutes circonstances ? Lénine osait l'affirmer, mais c'était un affreux gauchiste.

Cela forcerait tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière à prendre position clairement pour ou contre son abolition et ainsi cela permettrait aux militants et aux travailleurs de savoir quels partis se situent à leurs côtés et quels partis se trouvent dans le camp de leurs ennemis ? Ne serait-ce pas un bon moyen pour aider à clarifier la situation au sein du mouvement ouvrier et forcer les uns et les autres à préciser leurs réelles intentions ? Si le POI n'y tient pas vraiment, c'est peut-être parce qu'il a autant intérêt que les autres partis à ce que cette campagne n'ait jamais lieu. Cette stratégie serait bien entendue incompatible avec la tactique du front unique.

Une telle campagne permettrait donc de vérifier une fois pour toute les réelles intentions de ceux qui se prononcent régulièrement contre la Ve République sans avoir à le démontrer dans la pratique, au-delà des déclarations orales ou écrites ou des programmes des différents partis dans lesquels cette question figure et qui n'engage finalement à rien aussi longtemps qu'un processus révolutionnaire ne la mettra pas directement à l'ordre du jour. Mais qui y tient vraiment ? Pas le POI apparemment, à deux reprises Gluckstein en a eu la possibilité et il s'est bien gardé d'avancer sur ce terrain.

Les responsables de la situation délétère que nous connaissons aujourd'hui sont bien connus comme le rappelle Gluckstein "*ce sont ceux qui, aux sommets du gouvernement et des multinationales*", certes, mais qu'est-ce qui leur en donne le pouvoir sinon la Constitution ? Abolissez la Constitution et vous abolissez la totalité des institutions de la Ve République, l'Etat des capitalistes n'a plus de bases légales ou juridiques pour continuer à exister, ainsi se trouve poser la question de l'Etat ouvrier qui doit le remplacer sur la base de la mobilisation révolutionnaire et l'organisation de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels du pays. C'est cette organisation qui constituera la base de cet Etat ouvrier.

Maintenant ce n'est pas parce que vous abolissez la Constitution que vous abolissez du même coup les rapports de production basés sur la propriété privée des moyens de production. Il faut donc que le prolétariat révolutionnaire se dote d'une Constitution dans laquelle sera inscrite l'abolition de la propriété privée des moyens de production, et que dans un premier temps, les grands ou les principaux moyens de production soient désormais le bien commun de la collectivité de telle sorte qu'il soit impossible dans l'avenir à quiconque d'en devenir le propriétaire tout ou en partie, et pour que leur fonctionnement repose réellement sur les besoins de la population, que les richesses qu'ils produisent profitent vraiment à l'ensemble des producteurs, leur contrôle devra être assuré par les travailleurs eux-mêmes. Il serait urgent de rédiger un projet de Constitution qui remplacerait celle de la Ve République.

Sarkozy, qu'une grande partie de ceux qui ont voté pour lui en 2007 traitent dorénavant d'*imposteur*, amuse la galerie avec ses déclarations fracassantes, et cela marche. J-L. Mélenchon le traite de "*Zorro de service* ", P. Laurent de "*xénophobe*" ou de "*raciste*", etc. Après plus républicain que moi tu meurs, meilleur défenseur de la Constitution que moi tu meurs, vaut mieux encore parler d'autres choses, des retraites par exemple. Pourquoi pas, pourquoi ne pas relier la question des retraites, du chômage, etc. à celle de la Constitution, des institutions ? Mais ce serait forcément orienter résolument notre combat dans une perspective politique, contre l'Etat ? En voilà une histoire ! Justement, ne serait-ce pas ce qui manque le plus aujourd'hui aux travailleurs pour reprendre espoir que vivre dans une société meilleure c'est possible ?

Si au cours des 52 dernières années il a été impossible d'en finir avec le chômage, la précarité et la pauvreté notamment, cela n'aurait-il rien à voir avec l'existence de la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que les directives réactionnaires de l'Union européenne ont été adoptées ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que la Bourse, les banquiers et les actionnaires des multinationales ont pris le pouvoir ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que des milliers de militaires ont été envoyés aux quatre coins du monde pour faire la guerre à des peuples qui ne leur avaient rien demandé ou pour soutenir des régimes antidémocratiques ou des dictatures ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que tous nos acquis ou droits sociaux sont systématiquement remis en cause puis liquidés ? Ne serait-ce pas dans ce cadre précis que s'est développée l'exclusion, toutes les formes de discrimination et de violence que nous connaissons aujourd'hui, le racisme, la xénophobie, tant d'injustices et d'inégalités qui frappent des couches entières de la population, principalement la classe ouvrière ? Ne serait-ce pas dans ce cadre précis que s'est développée une forme de décadence intellectuelle, culturelle ou artistique dont la médiocrité est récompensée par une légion d'honneur ? Ne serait-ce pas dans ce cadre précis que tous les rapports sociaux ou familiaux sont en train de se déliter pour céder la place à un individualisme suicidaire ? Etc. Ce ne sont pas les arguments qui manquent pour tailler en pièces les instititutions ou le régime en place.

Cette proposition n'intéressera évidemment pas les dirigeant du POI (CCI) qui en plus de devoir gérer les contradictions au sein de leur propre parti ont apparemment beaucoup de mal à suivre le développement de la situation, ce qui explique peut-être qu'ils aient besoin tous les quatre matins de recourir à des déclarations fracassantes du genre : "*Passer sur les retraites, c'est ouvrir la voie à des mesures qui auraient pour résultat un véritable basculement de société*" (L. Gauthier page 2), car voyez-vous désormais la transformation de la quantité en qualité se produirait à la vitesse de la lumière, ce qui n'est pas totalement faux, sauf qu'à cette vitesse-là elle passera inaperçue même à l'oeil nu d'un initié, lumière sans doute nécessaire pour se projeter dans le futur et qui demande en plus de faire preuve d'un peu d'audace quand on dirige un parti. Bon il ne faut pas trop leur en demander et nous ne nous faisons aucune illusion de ce côté-là.

Remettre en cause la Constitution et les institutions de la Ve République, c'est une chose, indiquer la voie à suivre pour l'abolir ou les renverser en s'inspirant des enseignements de la lutte de classe du XXe siècle, principalement de la révolution russe, c'est une autre paire de manches, surtout qu'il faudrait préciser par quels organismes politiques elles pourraient être remplacées... Inutile d'aller plus loin pour le moment, bien qu'on puisse proposer une ou des réponses à cette question, puisque sans une révolution aucun changement politique n'aura jamais lieu. Et oui, même le mot *révolution* est devenu imprononçable, tabou, tant ils divisent à l'intérieur des partis dits ouvriers, n'est-ce pas ?

En guise d'épilogue.

La pauvreté, le racisme, la xénophobie, la violence, etc. qui alimentent les conversations et font l'objet de grandes déclarations ne datent pas d'hier. Hier, pour tous ces gens-là ils étaient tolérables, quand ils prennent une forme plus aigue du fait de la crise du capitalisme et constituent une menace pour leur petit confort personnel et l'ordre établi, ils se souviennent soudain de leur existence... avant de passer à autres choses les jours suivants.

Le chômage de masse existe depuis plus de 30 ans, on vit avec, la pauvreté n'a jamais cessé, on ne la voit même plus en temps ordinaire, le racisme a toujours été présent, il fait partie des meubles lui aussi, la violence n'a jamais disparu, on y prête attention que lorsqu'elle nous concerne directement ou qu'elle sert de propagande au gouvernement, lorsqu'elle ne concerne plus que les quartiers défavorisés et tend à se généraliser.

Par bien des côtés le racisme et la xénophobie étaient bien pire dans les années 60 qu'aujourd'hui, un résidu nauséabond de la guerre et de la décolonisation inachevée... Le chômage de masse s'est développé à la suite de la crise du capitalisme du début et du milieu des années 70. La violence à l'école ou dans les banlieues existait déjà dans les années 60-70, j'en ai été suffisamment victime pour en témoigner si nécessaire.

Ecologie capitaliste.

Génération Ecologie (GE) a affirmé jeudi qu'elle ne soutenait pas un appel à une candidature de Nicolas Hulot à la présidentielle de 2012, "*déplorant*" un tel appel lancé, sans son aval, par l'Alliance écologiste indépendante dont GE est membre. Lire la suite l'article

"*C'est avec surprise que Génération Ecologie découvre*" que "*l'Alliance écologiste indépendante en appelle à Nicolas Hulot pour être le candidat des écologistes à la prochaine élection présidentielle*", affirme dans un communiqué Michel Verna, porte-parole national de GE.

"*Cette décision*" de l'AEI a été prise de "*façon unilatérale, sans avis des instances de Génération Ecologie et du bureau politique de l'AEI et nous le déplorons*", ajoute-t-il.

"*Génération Ecologie ne soutient pas l'appel à la candidature de Nicolas Hulot et souhaite un candidat écologiste indépendant issu de l'Alliance Ecologiste Indépendante*", ajoute le communiqué. (Lepoint.fr 19.08)

Des policiers d'extrême droite dictent, le ministère de l'Injustice applique.

Le parquet d'Evry a interjeté appel jeudi de la condamnation à sept et trois mois de prison ferme à l'encontre de deux hommes de 18 et 20 ans pour des violences commises sur des policiers dans le quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonnes (Essonne), a indiqué le parquet. Mercredi, le tribunal correctionnel d'Evry a condamné ces deux hommes à respectivement un an de prison, dont cinq mois avec sursis mise à l'épreuve, et trois mois ferme, pour des violences volontaires et des outrages sur des policiers. Les deux condamnés n'ont toutefois pas passé la nuit en prison, aucun mandat de dépôt n'ayant été prononcé à l'audience.

Jeudi, le syndicat Alliance, second syndicat de gardiens de la paix, a déclaré que "*les policiers ne comprennent pas la légèreté des peines*", s'interrogeant "*sur ce verdict d'une clémence sans commune mesure avec les faits graves reprochés aux prévenus*". (Lepoint.fr 19.08)

Le gouvernement mondial des banques.

1- Le président de BNP Paribas, Michel Pébereau, et son directeur général Baudouin Prot ont dégagé un total d'1,2 million d'euros de plus-value en actions, après avoir exercé puis revendu des stock-options en août, selon des informations de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Michel Pébereau a exercé (acheté) le 9 août des stock-options pour un total de 1.894.800 euros à un prix préférentiel de 47,37 euros l'action, selon des déclarations publiées mercredi par l'AMF. Il a ensuite revendu les actions au prix du marché (56,922 euros), pour un total de 2.276.880 euros, réalisant une plus-value de 382.080 euros.

Dans une opération similaire de stock-options, il avait acquis le 3 août 40.000 actions au prix préférentiel de 47,37 euros pour un montant de 1.894.800 euros, avant de les revendre le même jour au prix de 56,06 euros, pour un montant total de 2.242.400 euros, d'où une plus-value

de 347.600 euros.

Baudouin Prot a pour sa part cédé le 9 août pour 2.846.100 euros d'actions au prix unitaire de 56,922 euros, après avoir exercé des stock-options le 3 août pour un montant de 2.368.500 euros, selon des documents de l'AMF. La plus-value atteint 477.600 euros. (libération.fr 18.08)

2- Un juge américain a validé mercredi un accord à l'amiable conclu entre Barclays et le ministère de la Justice mettant un terme aux poursuites engagées à l'encontre de la banque pour avoir enfreint des sanctions commerciales.

Ce juge fédéral, Emmet Sullivan, avait pourtant estimé la veille que cet accord, qui prévoit le versement par l'établissement britannique de 298 millions de dollars (232 millions d'euros), constituait un traitement de faveur.

Il a finalement donné son feu vert mercredi au terme d'une audience d'une heure pendant laquelle il s'est dit préoccupé par le fait que Barclays avait choisi de ne pas plaider coupable, qu'aucune personne n'était poursuivie à titre individuel et que l'amende serait réglée par les actionnaires et non les dirigeants de la banque.

Barclays est accusée d'avoir commercé avec des banques à Cuba, en Iran, en Libye, au Soudan et en Birmanie de 1995 jusqu'à septembre 2006, montrent des documents de justice.

Les Etats-Unis ont imposé des sanctions et des embargos commerciaux contre Cuba, l'Iran, la Libye, le Soudan et la Birmanie. Barclays est accusée d'avoir masqué des transactions pour le compte de banques dans ces pays.

L'accord à l'amiable porte sur une durée de deux ans et si Barclays remplit ses engagements, les charges seront levées au terme de ce délai. (Reuters 18.08)

Grande-Bretagne. Recyclage.

L'ancien Premier ministre britannique Gordon Brown demande 100.000 dollars (78.000 euros) par discours, maigre pitance par rapport à son prédécesseur Tony Blair, le mieux payé au monde avec des cachets qui peuvent aller jusqu'à plus de 400.000 euros (487.000 euros), selon la presse britannique, notamment pour deux discours donnés aux Philippines.

Gordon Brown a demandé à une agence londonienne spécialisée de sonder des clients potentiels au Moyen-Orient et en Asie pour des interventions à propos du livre qu'il est en train de finaliser et qui portera sur la crise économique, indique le magazine The Spectator (droite).

Gordon Brown demande que lui soit également accordé une chambre dans un hôtel cinq étoiles, un billet d'avion en première classe et trois business class pour sa suite. Son épouse Sarah peut être «louée» pour 20.000 dollars (16.000 euros) afin de décerner un prix lors de cérémonies officielles, précise le Spectator. (Libération.fr 19.08)

Suisse.

Swiss Life Holding a fait état mercredi un bénéfice net en hausse de 94% au premier semestre, à la faveur d'une amélioration des performances de sa filiale allemande AWD et de réductions de coûts. (Reuters 18.08)

Irak. Un pays livré à des mercenaires pour le compte de l'impérialisme américain.

Le nombre de personnes employées par des entreprises de sécurité privées et travaillant pour le compte de l'administration américaine en Irak va doubler pour atteindre 7.000 après le départ des troupes de combat, a indiqué jeudi le département d'Etat.

Confirmant un article du New York Times, M. Crowley a indiqué à la presse que la plus grande partie des entreprises de sécurité allaient continuer à assurer des missions variées. (Lepoint.fr 19.08)

Haut de page

Le 21 août

Causerie en grève pour cause de manque de participants.

Le ver du capitalisme était dans le fruit.

1- Vendredi, Daniel Cohn-Bendit lors des Journées d'été d'Europe Ecologie.

"*La réalité est complexe, et les slogans sont bêtes. Dire que nous sommes anticapitalistes, par exemple, c'est bête.*" (Reuters 20.08)

2- Gabriel Cohn-Bendit, président des Amis d'Europe Ecologie.

Lefigaro.fr : Selon vous, quelle forme le futur rassemblement doit-il adopter ?

Pour moi, il devra d'abord s'appeler Europe Ecologie. Les Verts doivent comprendre qu'il faut ouvrir une nouvelle page. Parmi eux, certains répètent sans cesse qu'il ne faut pas mélanger la gauche et la droite, qu'il faut se déclarer anti-capitaliste… Nous, nous leur disons : «*Qu'est-ce que la gauche aujourd'hui ? Qu'est-ce que cela signifie de se dire anti-capitaliste ?*» Aujourd'hui, ces clivages et ces slogans sont dépassés. Nous devons en finir avec ces petites phrases qui ne veulent plus rien dire. En Île-de-France, un militant Vert sur deux n'a pas renouvelé sa carte afin de rejoindre Europe Ecologie. Cela montre une évolution.

Lefigaro.fr : Jusqu'où le rassemblement peut-il s'étendre ?

Au moment des européennes, j'avais dit qu'on pouvait très bien aller de José Bové à quelqu'un comme Nathalie Kosciusko-Morizet, en passant par le MoDem. Mais la question n'est pas de savoir si Europe Ecologie doit s'ouvrir aux gens de gauche ou aux gens de droite. Si NKM aurait à mon sens sa place à Europe Ecologie, d'autres à l'UMP ou chez les villepinistes ne l'auraient évidemment pas. (Lefigaro.fr 20.08)

3- Corinne Lepage, présidente de Cap 21.

Le Point.fr : Les Verts-Europe Écologie sont-ils toujours capables d'ouverture ?

Corinne Lepage : C'est la question que je leur pose : "*Est-ce que vous êtes prêts à un grand arc républicain ?*" Mais j'ai le sentiment que les Verts ont gagné la bataille. Ils vont prendre l'appareil. C'est pour ça que Dany Cohn-Bendit râle. Le problème, c'est qu'Europe Écologie n'est pas une force organisée face à l'appareil des Verts, très organisé, lui, et extrêmement dur. Si les Verts ont accepté la fusion, c'est pour mettre leur structure à disposition d'EE. Ça n'a plus grand-chose à voir avec le rassemblement que voulait Dany.

Le Point.fr : Que pensez-vous d'une ligne "*anticapitaliste*", prônée par certains Verts ?

Je ne suis clairement pas anticapitaliste. Le capital, ce n'est pas un gros mot. Il faut arrêter ! On a besoin d'un capitalisme entreprenarial. De même qu'il faut se pencher sur les questions de sécurité. (Lepoint.fr 20.08)

Attac : soyons solidaire du régime capitaliste.

Après une grave crise interne au milieu de la décennie écoulée, l'organisation altermondialiste Attac réunit ses militants à Arles, dans les Bouches-du-Rhône.

Les ateliers d'Arles privilégieront donc "*la construction d'alternatives qui soient à la fois en rupture radicale avec la finance et porteuses d'émancipation des citoyens vis-à-vis de toutes les formes de domination*", indique un communiqué.

Les participants s'interrogeront donc notamment sur "*comment bâtir un système bancaire et monétaire au service de tous, comment redistribuer les richesses, au plan national et international*" ou encore "*comment entamer la transition vers une société solidaire et économe en ressources*". (Lexpress.fr 20.08)

Inde.

Le milliardaire américain George Soros a racheté 4 % de la Bourse de Bombay pour près de 35 millions de dollars. Un investissement effectué via son fonds spéculatif Quantum.

Les investisseurs étrangers possèdent près de 30 % de la Bourse de Bombay (BSE).

La Deutsche Börse et la Bourse de Singapour en détiennent notamment 5 %. (Lefigaro.fr 20.08)

Haut de page

Le 22 août

Les agences de notation sont au capitalisme, ce que les instituts de sondage sont à la politique.

A ceux qui observent la lutte des classes par le petit bout de la lorgnette.

Tiens donc, le PS plébiscité par la majorité des "*Français*" selon un sondage. "*Retour en grâce*" titre certains médias, d'autres plus sarcastiques sans toutefois trop en dire pour ne pas vendre la mèche parlent de "*miracle*".

La nouvelle tactique du gouvernement des banquiers pour faire passer la contre-réforme des retraites, s'appuyer sur son fidèle allié quand l'enjeu en vaut la chandelle? Vous n'avez pas remarqué que dans le passé chaque fois que les courants de ce parti mettaient en veilleuse leurs désaccords c'était que le gouvernement préparait un mauvais coup contre la classe ouvrière ou qu'il était en difficulté pour l'appliquer ?

L'unité, ce parti ne la réalise que dans ces circonstances ou sur des questions ne présentant aucun intérêt fondamental du point de vue des institutions. Même les élections passent au second plan, car après tout, en étant dans "l'opposition" la situation est confortable, les postes et les prébendes qui vont avec demeurent alléchants, surtout qu'on n'a pas vraiment de compte à rendre ne gouvernant pas, élus sur un mandat reposant sur des illusions qui finalement ne trompent plus personne permet de dire et faire n'importe quoi, et quant à ceux qui leur demanderaient des comptes, ils pourront toujours leur rétorquer qu'ils savaient à quoi s'en tenir en votant pour eux, vous êtes nos complices que vous le vouliez ou non...

A moins que ce sondage reflète l'état d'esprit de la majorité de la population qui en a plus qu'assez de Sarkozy et de sa bande de furieux réactionnaires illégitimes et minoritaires dans le pays. Les deux hypothèses se rejoignent plus qu'elles ne s'excluent. La majorité des travailleurs est contre le projet de loi du gouvernement sur les retraites, cela tombe bien puisque même le PS prétend s'y opposer, alors qu'en réalité chacun sait qu'il va tout faire pour aider Sarkozy à le faire passer. Ainsi le PS n'apparaît pas coupé des masses... pour finalement mieux servir les intérêts du capital, toujours la même histoire en quelque sorte depuis un siècle.

Et puis avant-hier lors de la plénière des Journées d'été d'Europe Ecologie, Pierre Moscovici, secrétaire national du PS chargé de la "convention nationale sur le nouveau modèle de développement" était entouré de Cécile Duflot et Daniel Cohn-Bendit (Europe Ecologie), mais aussi de Corinne Lepage (Cap21, ex-MoDem), Patrice Bessac (PCF) et Corinne Morel d'Arleux (Parti de Gauche) (Reuters 20.08).

Si tout ce beau monde, qui a rappelé ces derniers jours qu'il n'était pas anticapitaliste, se dit maintenant prêt à se ranger derrière le PS sachant que parvenu au pouvoir il poursuivra consciencieusement la politique antisociale de l'UMP, cela valait bien un geste de reconnaissance de la part des médias et des instituts de sondage.

Pour que la boucle soit bouclée, l'Ifop a fait monter Sarkozy et Fillon de deux points, vaut mieux avoir deux fers au feu prêts à servir, on ne sait jamais par les temps qui courent...

Question aux opportunistes de service : Vous avez vraiment envie de faire l'unité avec ce panier de crabes réactionnaires ?

Bien entendu, le capital préfèrerait que son parti officiel, l'UMP, conserve le pouvoir en 2012. Pourquoi ? Parce qu'il pourrait ainsi se prévaloir d'être légitime pour appliquer sa politique réactionnaire, de plus il serait en droit d'estimer que le rapport de force lui étant favorable, il serait en mesure d'appliquer sa politique jusqu'au bout, alors que si le PS parvenait au pouvoir ce serait sur la base d'un rapport de force inverse donc défavorable à l'application de la même politique jusqu'au bout. On sait maintenant qu'une fois le PS arrivé au pouvoir, le mouvement ouvrier se retrouve pour ainsi dire cadenassé, neutralisé, désarmé politiquement de l'intérieur, du coup le rapport de force qui était favorable au prolétariat avant les élections se retourne en son contraire, et une fois le sale boulot accompli pour le compte du capital, le parti de l'ordre retournera au pouvoir et ainsi de suite.

C'est juste le petit bout qui fait la différence, petit bout qui sur le plan de la dialectique peut retarder ou repousser à plus tard la transformation de la quantité en qualité, la liquidation pure et simple de la Sécu par exemple, d'où le soutien dont a toujours bénéficié le PS de la part des autres partis dits ouvriers depuis des lustres, y compris ou surtout dans les syndicats, c'est moins visible mais tout aussi efficace, ce qui n'a pas empêché le capital de parvenir à ses fins et d'appliquer sa politique jusqu'au bout, disons pas directement, moins brutalement, mais sûrement et lentement, par petits bouts, par des moyens détournés pour finalement conserver le pouvoir, l'essentiel quoi.

Mais ce jeu sordide qui passionne nos dirigeants n'en finira-t-il pas un jour direz-vous ? A force de tirer sur la corde elle finit bien par casser un jour effectivement, mais en attendant à ce jeu-là on peut facilement s'épuiser, des vies, des générations entières peuvent être sacrifiées, qui s'en soucie réellement aussi longtemps qu'on ne sent pas concerné personnellement, n'est-ce pas ? Toute la question est là.

Jusqu'où et jusqu'à quand peut-on accepter de se sacrifier ? Facile à prévoir théoriquement, difficile à pronostiquer dans la pratique. A défaut d'imaginer une société fondée sur d'autres rapports sociaux et en l'absence d'un véritable parti communiste, le capitalisme aurait encore de beaux jours devant lui, mais rongé jusqu'à la corde par ses contradictions, elle peut céder plus rapidement qu'on ne le pense...

Consensus pour empêcher que les couches moyennes et la petite-bourgeoisie ne basculent dans le camp de la classe ouvrière.

1- Ils sont prêts à faire la police et gérer les conséquences de la survie du capitalisme contre le prolétariat.

"*Il y a certes une insécurité sociale ou écologique, mais il y a aussi une insécurité tout court ! Si on n'a pas peur d'innover, de dire des choses qui ont toujours été incorrectes dans nos têtes, alors on pourra conquérir un électorat qui se dit ni de droite, ni de gauche*", avait plaidé Daniel Cohn-Bendit lors des Journées d'été du rassemblement d'Europe Ecologie et des Verts. (Reuters 20.08)

2- Quand un discours de "*gauche*" sert à couvrir une politique de collaboration de classes.

La fusion entre Europe Ecologie et les Verts devrait être officiellement entérinée mi-novembre, lors des assises de l'écologie. Quant à la direction du futur parti unifié, à qui sera-t-elle confiée ? Si rien n'est officiellement tranché pour le moment, un schéma bicéphale semble privilégié. Cécile Duflot pourrait ainsi rester secrétaire nationale, mais se verrait accompagnée d'un président (les noms de Yannick Jadot, eurodéputé cohn-bendiste, et de Jean-Paul Besset, eurodéputé hulotiste, sont les plus cités en coulisses). (Lefigaro.fr 21.08)

Réaction d'un Internaute : "*La fusion hold up ! tout bénèfice pour les neo-liberaux, pro europe inféodée à l'OTAN d'Europe Ecologie sur le dos de l'aile gauche républicaine des verts. Cela rappel le hold up des neo-liberaux du PS sur les socialistes républicains (82) et celle des neo-liberaux de l'UMP sur les gaullistes (2002)... trop fort ces neo-libéraux, encore une victoire pour la concurrence libre et non faussée et le marché dérégulée. On peut se demander à quel moment les salariés du pays vont ils comprendre l'ampleur de ce qui est en train de se passer.*"

3- Placez-vous dans les starting-blocks dans la perspective de 2012, il y aura des places à prendre, foi de Placé !

Jean-Vincent Placé : "*Je reste sur l'unité. L'unité et le rassemblement des écologistes se concrétise par une ligne politique claire, une stratégie claire avec un candidat à la présidentielle qui sera désigné après des primaires en 2011. C'est la fin de la séquence de bisbilles qui ont pollué le mouvement au printemps dernier.*" Et de poursuivre : "*il y a un consensus de fait*"... avec la verrue Cohn-Bendit.

Répondant à Moscovici (PS) : "*Le débat n'est pas sur le groupe parlementaire. Il faut qu'on trouve un accord sur le fond pour réussir à battre Nicolas Sarkozy en 2012.*", ce ne devrait pas être bien difficile d'y parvenir, quant à enfumer leurs militants et leurs futurs électeurs, la réponse à la question que lui pose le journaliste *Comment comptez-vous y parvenir?* se passe de commentaire : "*Il faudra être subtil*". (20minutes.fr 21.08)

Intimidation. CIA, Pentagone ?

Le fondateur du site internet WikiLeaks spécialisé dans la publication de documents confidentiels, Julian Assange, a été durant quelques heures samedi accusé de viol par la justice suédoise, qui a finalement annulé son avis de recherche. Julian Assange avait immédiatement nié les faits reprochés et, avec son entourage, il avait dénoncé une manoeuvre malveillante contre WikiLeaks. Le parquet, qui avait annoncé dans la matinée que M. Assange était recherché pour viol et agression, a publié un bref communiqué en fin d'après-midi expliquant succinctement que finalement, "la procureur en chef Eva Finné avait décidé que Julian Assange n'était pas suspect de viol" et que, de ce fait, il n'était plus "*recherché*".

Au cours de la journée, Julian Assange, un Australien de 39 ans, s'est interrogé lui-même sur le timing de l'affaire : "Pourquoi ces accusations tombent-elles maintenant ? Ça, c'est une question intéressante", soulignait-il sans plus de détails sur le site internet du quotidien suédois de référence Dagens Nyheter. En début d'après-midi, Twitter a publié un message de WikiLeaks attribué à Julian Assange : "*Les accusations sont sans fondement et leur objectif à un tel moment est profondément dérangeant.*" Ce message ne se retrouvait pas sur le site officiel de WikiLeaks qui a publié, en revanche, un autre commentaire Twitter affirmant : "*On nous avait dit de nous attendre à des coups bas. Nous venons de recevoir le premier.*" L'auteur de ce commentaire est identifié comme "*rxdazn*".

WikiLeaks, qui a apporté son soutien à son fondateur dans un communiqué publié sur son blog officiel, s'est attiré les foudres de l'administration américaine en publiant sur l'internet quelque 77.000 documents confidentiels sur la guerre en Afghanistan. Et Julian Assange a annoncé la semaine dernière à Stockholm sa volonté de publier, malgré leur confidentialité, les 15.000 autres documents militaires sur cette guerre qu'il possède. Une tentative du site pour obtenir l'aide de l'armée américaine afin d'expurger de ces documents certains éléments trop sensibles pour la sécurité de "*parties innocentes*" a rapidement avorté, chacun rejetant la responsabilité de l'échec sur l'autre. (Lepoint.fr 21.08)

Commentaire d'un Internaute. C'est de la dictature : Julian Assange gêne le Pentagone, subitement il est recherché pour viol, d'où vient la combine ? Viktor Bout vend des armes, comme beaucoup d'autres pays, mais il concurrence les Etats - Unis, curieusement alors qu'il est citoyen russe il est extradé vers les USA. [...] Et vous voulez parler de démocraties ?

Italie. La xénophobie est au pouvoir.

Le gouvernement italien va demander à l'Union européenne l'autorisation d'expulser des ressortissant d'Etats membres tels que les Roms lorsque leurs conditions de vies sont jugées inadéquates, annonce le ministre de l'Intérieur, Roberto Maroni.

"*Oui, des expulsions comme pour les immigrés clandestins, pas des retours volontaires ou assistés. Naturellement, juste pour ceux qui enfreignent les règles de la vie dans un autre Etat membre: avoir un revenu minimum, un logement adéquat et ne pas être un fardeau pour le système social du pays d'accueil*", dit le ministre, membre de la Ligue du Nord, le parti xénophobe d'Umberto Bossi.

"*Les expulsions doivent concerner tous les citoyens de l'UE qui ne répondent pas à certains critères, pas seulement les Roms*", poursuit-il

Le gouvernement de centre-droit de Silvio Berlusconi a souvent été taxé de racisme lors de précédentes campagnes contre l'immigration clandestine et l'insécurité.

"*En tout état de cause, le problème est ailleurs: à la différence de la France, beaucoup de Roms (...) possèdent la nationalité italienne. Ils ont le droit de rester ici. On ne peut rien faire*", conclut Maroni, dont les propos ont aussitôt suscité de vives réactions dans l'opposition. (Reuters 21.08)

Le problème est "*ailleurs*" ? Ou peut-il bien être alors, à quoi pense cette chemise noire, à leur retirer la nationalité italienne s'ils ne disposent pas d'un "*revenu minimum*" et sont au chômage ?

Haut de page

Le 25 août

En raison des fortes pluies des derniers jours le relais Tata Indicom a été endommagé, résultat plus de téléphone ni Internet jusqu'à hier soir. Plus de télévision non plus et le courant qui va qui vient. Quant à la mer, elle est restée calme et n'a pas avancé, elle doit être à 80 mètres de l'endroit où je vous écris.

J'ai pratiquement terminé mon article sur le front unique, j'ajouterai dans les jours qui viennent des extraits d'un texte de Trotsky que j'ai eu le temps d'annoter hier (La "troisième période" d'erreurs de l'Internationale Communiste -L.Trotsky- 8 janvier 1930), ils se rapportent au même sujet, ils traitent aussi de l'attitude du prolétariat avant, pendant et après une crise du capitalisme.

Mon épouse Magueswary sera de retour en Inde pour trois mois à partir du 12 septembre.

Question qui mérite réflexion.

La crise est-elle terminée oui ou non ? Qui a intérêt à prétendre qu'elle continue ? Quel intérêt y aurait-il à affirmer le contraire ? Si elle est terminée, tout le monde va réclamer une part des nouveaux profits, y compris la classe ouvrière, on sait que chaque sortie de crise donne lieu généralement à un regain de la lutte des classes... Les représentants du capitalisme n'ont donc pas du tout intérêt à chanter sur tous les toits que la crise serait terminée, ils n'en ont pas besoin pour rassurer les marchés qui connaissent par coeur la musique. La crise (en soi) ne suffit pas à entraîner le prolétariat au combat...

Alors dans quelle situation sommes-nous précisément pour ajuster notre tactique ? En 1930 Trotsky analysait aussi bien les cours de la Bourse, les bilans comptables des entreprises, que le nombre de grèves au cours des années et des mois passés, le taux de fréquentation des ouvriers aux réunions des partis ouvriers, notamment, pour s'en faire une idée précise, et vos chers dirigeants, ils font comment au juste, on se pose la question puisqu'on n'a pas encore vu de leur part le début d'une réflexion nous permettant de nous en faire une idée. Trotsky précisait à propos de l'état d'esprit des masses : "*la radicalisation, il faut la démontrer, non par des déductions, mais par des faits*". (La "troisième période" d'erreurs de l'Internationale Communiste -L.Trotsy- 8 janvier 1930). Pour mesurer l'état de la situation, il précisait encore qu'il fallait prendre en compte l'ensemble des secteurs économiques, des grandes aux petites entreprises, l'ensemble de la classe ouvrière et ne pas se focaliser sur certaines couches, que ce qu'il appelait la "conjoncture" jouait un grand rôle, il entendait par là l'état d'esprit dans lequel les masses abordaient cette crise, si elles venaient de remporter des victoires ou de subir des défaites sur le plan économique ou politique, etc.

Vous avez le temps apparemment de vous amuser avec Facebook mais pas de m'écrire un courriel en cinq minutes, vous trouverez bien le temps de plancher sur cette question, à moins qu'elle ne vous intéresse pas ou que vous attendiez qu'on vous mâche le boulot. Quelle corvée le militantisme !

J'arrête là, j'ai au moins 5 heures de nettoyage à me taper, plus mon repas et celui du chien à préparer, et tout ce que je n'aurai pas le temps de faire aujourd'hui, je ne trouverai décidément jamais le temps d'aller sur Facebook !

Retraites.

Le ministre du Travail, Eric Woerth, s'est dit prêt à recevoir les syndicats, s'ils le souhaitent, pour d'ultimes réunions sur la réforme des retraites avant le début du débat parlementaire le 7 septembre prochain. (20minutes.fr 24.08)

Est-ce que le 2 septembre sur les coups de 11h vous ira ? Comme cela on pourra aller manger ensuite un morceau ensemble au frais de notre chère République, chez un de vos amis restaurateurs de préférence, histoire de ne pas perdre les bonnes habitudes, qu'en pensez-vous monsieur le ministre ?

Un courtisan au bord d'une crise de nerf, non, d'une crise cardiaque !

Le ministre du Budget, François Baroin, s'est dit frappé par "*la curieuse inversion des valeurs*", après les réactions de l'Église contre l'expulsion des Roms par le gouvernement, lors d'un déplacement, lundi, à Grenoble. "*Une victime devient douteuse, et quand un prêtre, dans une sortie dominicale, souhaite en quelque sorte la mort du président de la République, oui, il y a une curieuse inversion des valeurs*", a-t-il déclaré. (Lepoint.fr 23.08)

Le tri sélectif de l'Union européenne.

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (Ecri), un organe du Conseil de l'Europe, a mis en garde mardi la France contre une stigmatisation des Roms.

L'Ecri rappelle avoir demandé en juin aux autorités françaises de combattre les attitudes racistes vis-à-vis des Roms et de "*respecter les droits sociaux*" de cette population et exprime "*sa déception face à cette évolution particulièrement négative*".

"*Une politique fondée sur des expulsions forcées et des mesures 'incitant' à quitter la France ne peut fournir une réponse durable*", ajoutent les experts européens.

"*L'antitsiganisme, qui constitue une forme particulière du racisme, devrait être combattu de manière efficace dans tous les pays européens*", concluent-ils. (Reuters 24.08)

Renvoyer par charters des immigrés illégaux, y compris dans des pays en guerre (Afghanistan), l'Union européenne n'y voit aucun inconvénient par contre.

Ils jouent sur tous les tableaux, car d'un autre côté ils savent très bien que nulle part en Europe les Roms sont correctement traités sans qu'ils s'en inquiètent, au contraire cela fait partie de la règle du jeu : il faut dans chaque Etat un quota de personnes particulièrement mal traitées dont ils se désintéressent la plupart du temps, pour pousser certaines d'entre elles excédées à enfreindre les lois en vigueur qui seront ensuite jugées insuffisamment dissuasives pour ensuite justifier qu'ils faillent les renforcer, quite par la suite à s'en servir contre d'autres couches de la population, la méthode est bien rodée et ne date pas d'hier.

Ils créent une situation dont ils dénoncent ensuite les aspects insupportables quand cela les arrange, situation sociale ou calendrier électoral oblige par exemple. Ils créent pour ainsi dire malgré eux cette situation, comme le chômage qui sert à augmenter la concurrence entre ouvriers et à faire baisser les salaires notamment, ensuite ils sont surpris que la consommation baisse, pour un peu ce serait la faute des chômeurs ! Et si un chômeur se met à voler pour survivre, ce qui est légitime, leur justice s'en prend à lui et non aux capitalistes qui l'ont exploité avant de le jeter à la rue, encore moins à l'Etat qui est complice des patrons.

En résumé, ils créent une situation intenable à terme, et lorsque ceux qui en sont victimes se rebellent, ils s'en prennent à eux. Avec la panoplie impressionnante de directives antisociales que l'Union européenne a adoptées et fait adopter à chacun des Etats de l'UE au cours des dernière décennies, cette agence du capital est directement responsable de la situation des Roms en France et en Europe. Bizarrement ils savent très bien comment s'y prendre pour faire plier un gouvernement et lui faire adopter un tas de mesures réactionnaires en échange d'un prêt (idem pour le FMI), mais lorsqu'il s'agit de l'obliger à respecter les droits légitimes des Roms, là il n'y a plus personne, deux poids deux mesures que leur bonne conscience relayée par le Pape sert utilement à camoufler ou faire oublier.

Républicains de tous bords, unissez-vous !

L'ex-premier secrétaire du PS François Hollande a appelé mardi "*tous les républicains*" à se rassembler pour défendre les principes de la République violés, selon lui, par le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy sur les Roms et la déchéance de la nationalité.

Selon lui, "*à travers le discours de Grenoble, deux violations de principes fondamentaux ont été exprimées*" par le président Sarkozy : "*la stigmatisation d'une communauté*", les Roms, et "*la distinction entre les citoyens français, selon qu'ils sont d'origine étrangère ou qu'ils sont français de souche*".

"*Tous ceux qui considèrent qu'il n'y a pas besoin d'affaiblir les principes de la République pour renforcer la protection de nos concitoyens sont les bienvenus*", a-t-il lancé en soulignant que dans l'UMP aussi "*des hommes et des femmes*" se sont exprimés. (Lepoint.fr 24.08)

Les barbouzes du régime Sarkozy à l'image de leur maître : ridiculisés par plus médiocres qu'eux !

Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) a affirmé lundi soir que la libération des deux otages espagnols constituait une "*leçon pour les services secrets français*", après l'échec d'un raid franco-mauritanien et la mort de l'otage français Michel Germaneau, dans un message diffusé par El Pais.

"*Grâce à Dieu, les moudjahidines ont résolu de manière positive l'affaire des Espagnols retenus, Albert Vilalta et Roque Pascual, qui a fini avec la libération le douzième jour de ramadan. Et c'est une leçon pour les services secrets français, qui devront en tenir compte à l'avenir. Les Français auraient pu penser et agir de manière responsable avec les moudjahidines. Ils auraient ainsi évité la folie et la colère qui provoquèrent la mort de leurs concitoyens*" (notamment celle de Michel Germaneau, NDLR), écrit l'Aqmi, dans son communiqué traduit en français par le quotidien espagnol. (Lepoint.fr 24.08)

Le goût amer du profit.

1- L'association de consommateurs Familles Rurales qui publie son Observatoire des prix relève une augmentation conséquente sur un an atteignant 11,1% pour les fruits et de 5,5% pour les légumes. Selon l'étude publiée ce matin dans *La Croix*, les plus fortes hausses concernent le melon - dont le prix a flambé de près de 60% - les nectarines et les haricots. Cette forte augmentation s'explique notamment par les caprices météorologiques. Pluie et froid ont pesé sur les récoltes et réduit l'offre de marchandises, poussant les prix à la hausse.

Cette hausse est d'autant plus regrettable que, parallèlement, la qualité des produits s'est réduite, note une autre association de consommateurs, la CLCV vient aussi de publier une enquête sur le «goût des fruits». Elle révèle un taux de satisfaction assez moyen des consommateurs : si les melons s'en sortent plutôt bien avec 80% d'avis favorables, les autres fruits ont nettement moins la côte. La moitié des Français interrogés dédaigne pêches et nectarines, jugées peu sucrées. La faute cette fois-ci aux grandes surfaces qui proposent des produits pas assez mûrs et surtout stockés dans de mauvaises conditions, notamment à des températures trop froides, pour permettre une conservation plus longue et réduire les pertes. Au détriment des saveurs. (Lefigaro.fr 24.08)

2- Les cours de l'arabica se rapprochent des 2 dollars la livre à New York, du jamais vu depuis 1997. Les industriels n'excluent pas de répercuter la hausse sur leurs produits.

La hausse des cours s'est faite très brusquement au mois de juin. A cette date, les principaux pays producteurs d'Amérique latine, et notamment la Colombie, le Brésil et le Mexique, subissaient des aléas climatiques laissant envisager une baisse des récoltes. Même chose pour le Vietnam.

D'après le département américain de l'Agriculture (USDA), une hausse de 10 cents sur le prix des graines de café entraîne une hausse de 2 cents du prix de détail. Mais une augmentation persistante des cours de la matières première sur une longue période entraîne une hausse équivalente à terme sur les prix de détail.

Bill Patterson, analyste chez Mintel International Group, prédit dans les colonnes de MarketWatch, une hausse des prix du café en supermarché de l'ordre de 9 à 10% d'ici à la fin de l'année. (JDF 24.08)

Dans les deux cas, c'est la faute aux mauvaises conditions climatiques, pas à la spéculation !

Allemagne.

L'Allemagne a connu au deuxième trimestre une croissance de 2,2%, du jamais vu depuis la Réunification pour un trimestre, mais, le déficit public de l'Allemagne a plus que doublé en un an passant de 18,7 milliards au premier semestre 2009 à 42,7 milliards d'euros au premier semestre 2010. Il équivaut à 3,5% du PIB. (Libération.fr 23.08)

Etats-Unis. La quadrature du cercle.

Les ventes de logements anciens aux Etats-Unis ont dévissé de 27,2% en juillet par rapport à juin, selon les chiffres publiés mardi par l'Association nationale des agents immobiliers (NAR).

Ces chiffres catastrophiques sont certes pire qu'attendus mais ne sont pas une surprise totale. Ils correspondent en effet à l'arrêt du crédit d'impôts mis en place par l'Etat fédéral afin de soutenir les ventes.

L'aggravation de la situation sur l'immobilier survient alors même que les taux d'intérêt sont au plus bas. Habituellement, cela devrait relancer le marché. Ce paradoxe «*peut s'expliquer par le fait que les perspectives d'emploi sont mauvaises*», avance Aneta Markowska,

économiste Etats-Unis chez Société générale CIB. «*Les entreprises ne partagent pas vraiment leurs profits avec les salariés, fragilisant ainsi la reprise.*»

Or, «*pour avoir une reprise solide dans l'immobilier, il faut que l'emploi reparte*», analyse Scott Brown, économiste en chef chez Raymond James, cité par Bloomberg. Il faut aussi que les ménages finissent de se désendetter, ajoutent d'autres analystes. Ainsi, pour Thomas Julien, de Natixis, «*le secteur immobilier ne se redressera que lentement, tiré par des facteurs structurel (hausse de la population par exemple) mais freiné par le désendettement en cours des ménages*». (JDF 24.08)

Chine. L'envers du décor d'un développement à marche forcée ou l'enfer au quotidien des Chinois.

Un immense embouteillage de 100 kilomètres de long bloque une autoroute du nord de la Chine depuis désormais dix jours. Des travaux sur l'axe Pékin-Zhangijiakou de la Voie Rapide Nationale 100 sont la cause principale de l'engorgement, qui ne devrait pas se résorber avant un mois et demi, selon les autorités.

Certains conducteurs sont coincés depuis cinq jours sur l'autoroute selon la télévision. Au pire de la congestion, les voitures ne peuvent avancer que d'un kilomètre par jour. L'embouteillage a débuté le 14 août dans une portion d'autoroute de plus en plus fréquentée. Le trafic routier sur cet axe augmenterait de 40 % chaque année. (Lemonde.fr 24.08)

Haut de page

Le 26 août

Deux courriels reçus.

1- Extrait de celui d'un camarade du NPA : "*cette histoire de crise commencée/terminée/renforcée/durable/illusoire commence à m'enerver serieusement. Si crise = misère et exploitation, alors le capitalisme est en crise depuis le début. Si ça veut dire "moins de thunes pour nos amis les riches", qu'on se rassure : ils vont trés bien ! J'ai l'impression que "crise" est devenu le nouveau vocable à la mode pour justifier les attaques contre notre classe (on voudrait bien faire du social, mais les caisses sont vides!) comme les plus honteuses trahisons (en periode de crise, les travailleurs ne s'engageront que sur des luttes défensives, donc ne surtout pas lancer de nouvelles revendications, les masses ne sont pas prêtes, etc.). Et puis finalement, ça change quoi? Crise ou pas, on a toujours les mêmes "journées d'action" tous les 2 mois, les mêmes "négociations" avec le patronat et le gouvernement, les mêmes dirigeants incapables, et la même gauche reformiste qui nous crache à la gueule. Vivement que ça pète!*"

2- Extrait de celui d'un camarade du PRCF : "*pour moi la crise c'est du pipo, cela voudrait dire que c'est un accident!! (pour eux oui) pour nous c'est la normalité de leur système pourri.*"

Je n'ai pas le temps de répondre maintenant à ces deux courriels, pour faire court, si la crise n'éclate pas toujours de la même manière ou dans le même secteur de l'économie capitaliste, fondamentalement elle a toujours la même origine.

Les forces productives et le marché mondial s'étant développés au-delà de ce que pouvaient imaginer les marxistes de la fin du XIXe siècle au milieu du XXe siècle, paradoxalement c'est la force d'inertie du système qui permet aujourd'hui d'éviter qu'il ne s'écroule totalement. Entendez par là, d'une part la division du travail qui s'est encore accrue depuis le développement du capitalisme en Asie et principalement en Chine ces dernières années permettant de maintenir des taux de profit élevés grâce à la surexploitation de cette main d'oeuvre, d'autre part, pour survivre au quotidien la population continue malgré tout de consommer les marchandises produites ce qui permet à l'arrivée aux capitalistes d'empocher leurs profits.

D'un côté, les gigantesques masses de capitaux que les exploiteurs ont accumulés, l'état permanent de surproduction de marchandises auquel le monde est confronté, de l'autre, le développement de la population mondiale qui est passé d'un milliard d'habitants en 1900 à 3 milliards au milieu du siècle pour atteindre aujourd'hui près de 6,8 milliards dont les trois quarts ne disposent pas de plus de 2 dollars pour vivre par jour, c'est cette contradiction qui est à l'origine de la crise.

Il n'y a pas crise dans le sens où les capitalistes n'ont jamais été aussi riches, il y a crise dans le sens où proportionnellement la population mondiale exclue du marché n'a jamais été si nombreuse et le reste de la population n'a jamais été aussi endettée, ce qui lui interdit de consommer davantage pour continuer de faire marcher la machine capitaliste.

Il y a crise dans le sens où les pays capitalistes dominants entendent conserver leur place sur le marché mondial, alors qu'ils n'en ont plus les moyens face à de nouveaux concurrents, il n'y a pas crise dans la mesure où les multinationales des pays dominants engrengent toujours des profits records grâce à leur implantation dans les pays dits émergents qui ont développé une nouvelle classe moyenne qui peut consommer davantage. Par exemple, le marché automobile chinois est devenu le premier marché mondial, la Chine consomme la moitié de la production mondiale de ciment.

Il y a crise dans le sens où dans les pays capitalistes dominants, les représentants de l'Etat entendent dorénavant faire payer exclusivement aux travailleurs la différence de productivité qui existe avec des pays comme la Chine, d'où la nécessité pour eux de liquider nos droits sociaux, afin de satisfaire l'avidité des marchés, de se conformer aux exigences des agences de notation entre les mains des banquiers, ces besoins exhorbitants avancés par les capitalistes résultant de l'amplification de la concurrence entre capitalistes à l'échelle mondiale pour conserver leurs parts de marchés ou en conquérir de nouveaux.

Il y a crise dans le sens où l'aristocratie financière a pris le pouvoir ou accentuer son pouvoir à partir du début des années 90 et n'entend plus procéder au partage des richesses produites avec la classe des exploités dans le cadre des rapports établis entre les classes lors de la lutte des classes des décennies antérieures, ce qui se doit se traduire par l'abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière à ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de sa force de travail.

Plus vous avez de besoins, plus il vous faudra un salaire important pour les satisfaire. Pour continuer de satisfaire vos besoins comme par le passé, étant donné que les prix augmentent, il faut que votre salaire augmente, mais comme les salaires sont pour ainsi dire bloqués ou n'augmentent que très faiblement ou moins vite que les prix, il vous faut travailler plus ou plus longtemps, vous devez être encore plus exploité. Dans le cas contraire, s'il vous est impossible de travailler plus où que vous le refusiez, petit à petit vous ne pourrez plus satisfaire certains besoins et votre salaire finira par correspondre à ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de votre force de travail, à votre survie dans un état d'esclavage. Parvenu à ce stade, vos besoins et le salaire correspondant se rapprocheront de ceux d'un ouvrier chinois par exemple.

De la même manière que les capitalistes ont davantage intérêt à délocaliser leur production dans les pays où la main d'oeuvre est bon marché, ils ont intérêt à favoriser le développement d'une nouvelle couche moyenne tout aussi exploitée. En Inde où je vis par exemple, j'ai constaté que les couches moyennes étaient logées à la même enseigne que le prolétariat, elles bossent six jours sur sept et n'ont pas plus d'avantages que les ouvriers, elles se retrouvent même dans une situation encore plus périlleuse car fortement endettée, elles sont dans une telle situation de dépendance vis-à-vis de leurs employeurs qu'elles ne peuvent rien leur refuser. On pourrait dire que les couches moyennes des pays en développement paient le prix fort des avantages (le salaire) qui leur sont concédés par les capitalistes, prix que les couches moyennes des pays développées se refusent à payer, d'où l'acharnement contre les couches moyennes et la petite-bourgeoisie en France qui se sentent littéralement rackettées par l'Etat.

Il y a crise dans la mesure où la classe ouvrière, les couches moyennes et la petite-bourgeoisie des pays capitalistes dominants, particulièrement en Europe, refusent de travailler plus ou plus longtemps pour conserver leur niveau de vie, d'où la nécessité de se battre jusqu'au bout contre le projet de loi du gouvernement sur les retraites notamment. C'est donc la lutte de classe et la résistance des masses laborieuses qui donne tout son sens à cette crise et non les aléas de la Bourse.

Il y a crise dans la mesure où les capitalistes en Europe ne peuvent pas s'attaquer frontalement à la classe ouvrière, de plus, l'Etat confronté à une armée de plusieurs millions de travailleurs pauvres et de chômeurs se retrouve obligé de subvenir à leurs besoins afin d'éviter une révolution. Les capitalistes à l'échelle mondiale, qui devraient s'engraisser sur le dos du prolétariat, se retrouvent forcés d'en nourrir des centaines de millions, si ce n'est plusieurs milliards avec leurs familles, sans qu'ils ne produisent rien. Si ce n'est pas là la manifestation d'une gigantesque crise qui frappe le capitalisme alors qu'est-ce que c'est ?

Pour bien comprendre la nature de la crise du capitalisme, il faut analyser la situation en prenant en compte toutes les contradictions qu'engendre le système capitalisme, leur développement et leur orientation, leur degré de maturité, jusqu'à quel degré les rapports qu'elles expriment peuvent se développer avant de se transformer qualitativement (en leur contraire), faisant voler en éclat (temporairement ou définitivement) le cadre dans lequel ils évoluaient précédemment...

Maintenant, les représentants du capitalisme ont tout intérêt à mettre l'accent sur la crise du capitalisme pour contenir les ardeurs revendicatives de la classe ouvrière. C'est la crise, donc tout le monde doit se serrer la ceinture, tel est leur message en direction des exploités. D'où la nécessité d'informer quotidiennement la classe ouvrière sur les profits que réalisent les capitalistes, les salaires mirobolants des dirigeants des grandes entreprises ou des actionnaires, leur train de vie, etc. Cela devrait faire partie de la propagande quotidienne, permanente d'un parti, pour que les travailleurs comprennent ce que signifient la crise du capitalisme, crise qui n'a rien d'extraordinaire ou de mystérieux, qui n'est pas un accident imprévisible, mais qui est inséparable des lois du fonctionnement interne du système économique capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production, le capitalisme engendrant ces crises depuis qu'il existe comme il conduit à la concentration des richesses entre quelques mains à un pôle, et infaillement à la paupérisation une masse toujours plus importante de la population mondiale à l'autre pôle.

Une autre fois on pourrait aborder ce qu'on entend par richesse. Il y a l'argent, notre revenu, les biens que l'on possède. Est-on plus riche qu'autrefois parce qu'on peut se payer un téléphone portable, une télévison et un réfrigérateur, alors que l'on est cent fois plus exploité que jadis, alors que notre mode de vie s'est dégradé, que l'on travaille 6j/7, que l'on n'a toujours pas accès à la santé, aux études supérieures, aux loisirs ou à la culture, lorsqu'on ne bénéficie d'aucune protection sociale, qu'on n'a même pas le droit aux congés payés, à la retraite, lorsque la législation du travail n'existe pour ainsi dire pas, bref, quelques biens matériels en plus et une véritable vie d'esclave jusqu'à la mort, est-ce cela être plus riche par rapport au passé ? Est-ce véritablement un développement ou une régression sociale ?

Quand tous les rapports dans la société deviennent vraiment pourris et insupportables (en France) ou le demeurent (en Inde), manque de

respect, violence gratuite, etc, est-ce qu'on doit parler de développement ou de décomposition de la civilisation humaine ? Quel est le pendant du développement en régime capitaliste ? Qui en fait les frais ? Hier les esclaves des colonies, aujourd'hui les esclaves chinois ou bangladeshi. A ne regarder que sa propre situation ou la situation qui existe dans le pays où nous vivons on ne comprend pas grand chose à la société et au monde tels qu'ils sont. La paix succède à la guerre, est-ce que cela a permis un jour de justifier la guerre ? Non, alors c'est exactement la même chose concernant le développement de la société. Si cela vous coupe l'appétit de devoir penser que votre assiette est pleine parce que quelque part dans le monde une assiette est vide au même moment, dites-vous bien que vous n'y êtes pour rien et que seul le système capitaliste en est responsable, et si vous dénoncez cette situation ou qu'elle vous est insupportable, il ne vous reste qu'une chose à faire, vous organiser pour le combattre jusqu'à ce qu'on est sa peau. Voilà ce qu'il faut expliquer en long, en large et en travers aux travailleurs et aux jeunes.

Que n'ont-ils pas dit sur la situation économique de la Grèce et de l'Espagne par exemple, voici les titres de deux dépêches de presse qui l'illustrent très bien : Le PIB grec se contractera de moins de 4% en 2010. (Reuters 25.08) et La contraction du PIB espagnol en 2009 révisée à 3,7%. (idem) (A suivre)

Chômage.

Le nombre de chômeurs sans activité a baissé de 14.400 en juillet en France métropolitaine. C'est le contraire pour les personnes ayant une activité puisque leur nombre a augmenté de 5.300. En prenant en compte les Dom, le nombre de demandeurs d'emploi est donc passé à 4,2 millions de personnes pour le mois de juillet, soit une hausse sur un an.

Si on ajoute les demandeurs d'emploi en stage, en formation (dont les licenciés économiques en CTP ou CRP) ou en maladie (catégorie D) et ceux en contrats aidés (catégorie E), plus de 4,57 millions de personnes étaient inscrites à Pôle emploi fin juillet en métropole.

Le secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez, s'est félicité de cette baisse des inscrits sans activité, la qualifiant de «succès encourageant». (libération.fr 25.08)

Retraites.

La CFTC s'est dite prête mercredi à poursuivre les discussions avec le gouvernement sur la réforme des retraites avant la journée de mobilisation intersyndicale du 7 septembre, en réponse au courrier adressé la veille par le ministre du Travail Eric Woerth aux syndicats.

"*Nous restons disposés à poursuivre les discussions dans le souci d'une évolution favorable du texte*", a écrit au ministre le président de la CFTC, Jacques Voisin, dans un courrier transmis à l'AFP. (Lepoint.fr 25.08)

Discuter avant ou après le 7 septembre ou rompre les relations avec le gouvernement et le patronat, telle est la véritable question. Dans le premier cas, les intérêts des travailleurs font l'objet d'un marchandage et sont donc subordonnés à ceux du patronat, dans le second, on privilégie l'indépendance de classe du prolétariat qui seule permet de défendre les droits ou intérêts spécifiques des travailleurs.

Sarkonapoléon va-t-en-guerre.

Nicolas Sarkozy, lors de son discours devant la Conférence annuelle des ambassadeurs réunie à Paris, a répété mercredi que le contingent français resterait en Afghanistan "*aussi longtemps que nécessaire*", au moment où plusieurs pays retirent leurs soldats du pays ou envisagent de le faire.

Pour Jean-Pierre Raffarin, "*une forme d'impasse se dessine*" en Afghanistan où la guerre est "*terriblement meurtrière*". La France devrait se retirer "*à l'horizon 2012*", a plaidé l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac mardi sur RMC. (Reuters 25.08)

Réprimons avant tout.

Le député-maire PS d'Evry Manuel Valls a estimé mercredi qu'en matière de "lutte contre l'insécurité", la gauche devra s'"attaquer aux causes du fléau tout en assumant une politique répressive sans complexe".

Parmi les moyens à mettre en oeuvre, l'élu de l'Essonne cite "le soutien à la parentalité", l'éducation "qui doit redevenir la priorité des priorités" ainsi que "rétablir la confiance entre police et population".

Il juge que "*le concept de police de proximité imaginé il y a 10 ans n'est sans doute plus opératoire aujourd'hui dans des quartiers où la loi s'applique difficilement*".

Comme le député PS de l'Essonne Julien Dray, M. Valls pense qu'"*il faut des unités spécialisées liées géographiquement et durablement à ces territoires*" et propose de recruter des policiers issus des "*quartiers*" "*à condition qu'ils soient formés, bien payés, bien encadrés*". (Lepoint.fr 25.08)

La violence individuelle ou en petits groupes, aveugle ou débridée, anarchique, mal ciblée, est le produit de la décomposition du régime qui est la conséquence de l'orientation du capitalisme mondial favorisant les pays où le coût de la main d'oeuvre est le plus bas, au détriment des vieux pays capitalistes dont le développement ne retrouvera jamais le niveau des dernières décennies et la population est endettée et livrée au chômage de masse.

Sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, donc aux institutions de la Ve République, c'est manipuler la population que de faire croire qu'on pourrait s'attaquer aux causes de la violence individuelle qui est un cri de désespoir face aux inégalités et aux injustices dont la jeunesse est la principale victime.

Dans l'impossibilité de s'engager dans cette voie de rupture avec le capitalisme, le PS appelle la population à collaborer avec la police pour assurer la survie de l'ordre établi qui est devenu insupportable à des millions de travailleurs et jeunes. Ainsi ce serait des travailleurs des quartiers ouvriers transformés pour l'occasion en flics, en balances, en délateurs, qui devraient imposer à d'autres travailleurs de leur quartier de subir tranquillement les conséquences dramatiques de la survie du capitalisme sans entrevoir à l'horizon un autre avenir.

Qui ne dit rien consent. Le monarque et ses courtisans.

Le député UMP des Yvelines Etienne Pinte a appelé mercredi les membres de la majorité et les ministres à rompre leur silence "*quelquefois assourdissant*" pour protester contre l'expulsion des Roms et "*la politique ultra sécuritaire*" du gouvernement.(Lepoint.fr 26.08)

Etats-Unis. L'impérialisme, stade suprême de la barbarie capitaliste.

Selon le site de la chaîne NBC, les gardiens de la prison du comté de Los Angeles (près de Castaic) vont prochainement tester une arme laser anti-émeute. Son principe: grâce à un joystick, les gardiens dirigeront un laser brûlant et invisible sur les détenus afin d'interrompre leur rebellion.

Fabriquée par Raytheon, cette arme est capable d'émettre son faisceau brûlant –d'une largeur comparable à celle d'un disque laser– sur une trentaine de mètres. L'appareil sera testé pendant six mois dans toutes les prisons du pays.

Cité par le Dailymail, le vice-président de Raytheon, Mike Booen, est sûr de l'efficacité du produit:

«*Si vous passez dans son faisceau, vous allez vite le comprendre. Vous sentez l'effet en moins d'une seconde. Personne ne peut y rester plus que trois secondes, car cela fait vraiment mal.*»

Raytheon évoque même une «*intolérable sensation de chaleur, mais qui s'arrêterait dès que les cibles sortent du faisceau.*»

Sur son blog, The Stir, l'ex-journaliste du *New York Times* Sasha Brown Worsham regrette l'utilisation de cette arme, symbolique selon elle de la déshumanisation des prisons:

«*Quand les surveillants pénitentiaires ont testé l'arme dans des conditions réelles, ils ont dirigé le faisceau sur eux-mêmes, puis ils ont ri, comme si c'était drôle... Cela m'a rendu nerveuse. Les histoires racontant la cruauté des gardiens sur des prisonniers sont aussi courantes que les affaires de violences entre détenus. Les deux doivent prendre fin. Mais je ne pense pas que donner un jouet de torture géant aux gardiens soit la meilleure méthode.*» (Slate.fr 25.08)

Le 27 août

Je continue temporairement ces causeries, car je trouve démoralisant qu'en ouvrant Internet chaque jour on ait accès à aucun site destiné aux militants faisant le point sur la situation ou qui ne porte un regard critique sur l'actualité. Je me mets à la place des militants qui m'en ont déjà fait la remarque, car du côté moral, je tiens le coup, on n'a pas le choix !

Demain on fera un point sur les différentes stratégies des uns et des autres en vue de 2012. On peut déjà s'en faire une idée assez précise.

Je voudrais aussi intervenir sur la crise au sein du NPA mais je manque de matériels pour cela. J'ai constaté que le POI n'adressait plus ses lettres au NPA, mais seulement au PS, au PCF et au PG. J'ai aussi relevé que le PS et la CGT avaient décliné l'invitation qu'ils avaient reçue de participer à l'université d'été du NPA. Dans les deux cas, la tactique de l'isolement ? Ce serait bien que des militants du NPA m'adressent des documents ou leur point de vue. (A suivre)

Pour compléter la causerie d'hier, à savoir : crise ou plus crise.

On aurait pu se contenter de voir comment avaient évolué les symptômes les plus visibles de cette crise entre 2007 et 2010 : le gel des crédits de banque à banque, la raréfaction de liquidités sur le marché, ces deux facteurs conduisant à une quasi-paralysie de l'économie, la chute des cours en Bourse, la mise en faillite de nombreuses entreprises, le ralentissement de la production industrielle, ces deux facteurs se traduisant par une hausse brutale du chômage.

Alors sommes-nous encore dans cette situation ? Apparemment non et nous savons pourquoi en ce qui concerne les deux premiers facteurs évoqués plus haut, les Etats et les banques centrales ayant versé plus de 14 000 milliards de dollars (dans le monde) aux banquiers et autres institutions financières ainsi qu'à des industriels pour débloquer la situation. Les cours de la Bourse et les profits des entreprises sont repartis à la hausse, tandis que la hausse du chômage s'est stabilisée. Quant aux seules conséquences encore visibles de la crise, elles concernent le niveau du chômage, autrement dit ce sont les travailleurs qui ont fait les frais de cette crise, pas vraiment une découverte, et le niveau d'endettement de l'Etat qui permet de justifier la politique de rigueur et les attaques contre tous nos droits ou encore contre la fonction publique.

Pour conclure, à proprement parlé, ils ont réussi à passer le cap de cette crise, cependant contrairement aux crises des dernières décennies, ils vont trainer derrière eux pendant des années comme un boulet les conséquences des moyens qu'ils ont dû employer pour y parvenir, le chômage de masse et l'endettement des Etats, l'affaiblissement de la capacité de la population à consommer de nouveau et à s'endetter du fait de la stagnation des salaires ou leur baisse due à l'augmentation des prix et des divers taxes ou impôts (locaux).

Habituellement chaque sortie de crise se signalait par un redémarrage de la production et une augmentation des profits des entreprises suivie par une baisse importante du chômage, une augmentation de l'inflation suivie d'une augmentation des salaires du fait de l'amplification de la lutte des classes, sauf cette époque est révolue, aujourd'hui c'est l'aristocratie financière qui gouverne le monde sans partage et dicte sa loi aux Etats et rien n'a changé dans ce domaine depuis 2007, la spéculation a repris de plus belle et les profits réalisés ne sont pas réinvestis dans la production dans les pays où la main d'oeuvre est plus chère qu'ailleurs, en Asie particulièrement, d'où la persistance des conséquences de la crise en France à un niveau insupportable à terme pour le gouvernement...

Avec son cynisme habituel, le gouvernement s'appuie sur cette partie visible de la crise qui n'en est que la conséquence, pour claironner sur tous les toits que la crise est loin d'être terminée quand cela l'arrange, et le contraire à l'adresse des marchés et autres agences de notation, ainsi il peut tromper facilement les travailleurs qui n'y entendent pas grand chose en économie, mais qui au regard de leur situation peuvent estimer que la crise continue puisqu'ils continuent d'en faire les frais, les frais en réalité de la sortie de crise qui ne concerne que les capitalistes.

En résumé. L'argent pour les banques, pas pour les travailleurs ; les profits pour les capitalistes, les dettes pour les travailleurs ; la grande vie pour les privilégiés et la crise pour la plèbe qui trime comme un esclave. Facile à comprendre et expliquer, non ?

Proposition. Pourquoi ne pas imprimer ce passage sur une feuille A4, le photocopier à quelques centaines d'exemplaires et le distribuer dans les boîtes aux lettres de votre quartiers ou à vos collègues de travail... Vous avez besoin qu'un parti vous tienne la main pour le faire ou vous en donne l'autorisation ? Pour bien faire il faudrait appeler à une réunion pour organiser les travailleurs, etc. Pas besoin du front unique des partis pour aller de l'avant, le front unique n'est pas la seule tactique à la portée des militants pour construire le parti, pas même besoin d'un parti implanté nationalement pour mener ce genre d'actions, c'est un faux prétexte.

En complément les infos suivantes qui confirment ce qui vient d'être dit.

Profits.

- Accor vise un résultat d'exploitation 2010 en hausse - Reuters
- Malgré l'affaire Bettencourt, L'Oréal se porte bien - 20minutes.fr
- Bureau Veritas renoue avec la croissance - Le Figaro
- Le DG de Fiat satisfait du déroulement du 3e trimestre - Reuters
- Le Crédit agricole réalise un deuxième trimestre meilleur que prévu - LePoint.fr
- La Poste annonce de meilleurs résultats que prévu - Libération.fr
- Lagardère relève ses objectifs annuels - Le Figaro
- Stallergenes livre des semestriels en hausse - Reuters

Fusion-acquisition.

- Nestlé finalise la cession d'Alcon à Novartis - Reuters
- Une série de bonnes nouvelles pour BioAlliance Pharma - Le Figaro
- Berkshire Hathaway lance une offre sur le solde de Wesco - Reuters
- Les magazines féminins Be et Envy seraient en passe de fusionner - Reuters
- Berkshire Hathaway lance une offre sur le solde de Wesco - Reuters

Banque, crédit.

- Ralentissement en vue dans le secteur bancaire chinois - Reuters
- Les prêts au secteur privé progressent en juillet en zone euro - Reuters
- Timide croissance trimestrielle de 0,2% confirmée en Espagne - Reuters
- Les prêts au secteur privé progressent en juillet en zone euro - Reuters

Nouveaux marchés.

- LVMH confiant pour ses activités montres-joaillerie en Chine - Reuters
- Renault lancera 5 modèles en Inde entre la mi-2011 et la mi-2013 - Reuters
- Atos rachète un spécialiste des moyens de paiements en Inde - Reuters

Ca baigne quoi... pour eux seulement !

Retraites.

1- Nicolas Sarkozy a réuni jeudi à l'Elysée les ministres chargés de la réforme des retraites et souhaité que les éventuelles évolutions sur la pénibilité puissent faire l'objet d'amendements au projet de loi.

A ce sujet, François Fillon a indiqué à l'issue de la réunion que le gouvernement devait être "*ouvert aux propositions, aussi bien des organisations syndicales, lorsqu'elles en font, qu'éventuellement des formations politiques, (et de) tout l'échiquier qui peut faire des propositions constructives*".

Le gouvernement et l'intersyndicale à l'exception de FO sont calés sur la même longueur d'onde, puisque les dirigeants syndicaux ne réclament pas l'annulation ou le retrait du projet du gouvernement contrairement à FO, ils réclament seulement que le gouvernement revoit sa copie afin de tomber d'accord sur la "*meilleure*" réforme possible, dans l'intérêt "*équitable*" des deux partis évidemment, les travailleurs et les patrons, comme si cela pouvait être possible. Le seul fait d'admettre une "*réforme*" qui ne peut être que régressive, subordonne les intérêts du prolétariat à ceux des capitalistes.

Le mot d'ordre de "*retrait*" seul ne suffit pas. Il fallait ajouter ou insister sur la nécessité de revenir à la situation antérieure à 1993 pour lui donner un contenu qui soit crédible, lier impérativement et en permanence les deux mots d'ordre, ce qui aurait abouti à la rupture des relations des syndicats avec le gouvernement, ce qu'aucun dirigeant syndical ne souhaitait, d'où le constat qu'aucun syndicat n'a osé s'aventurer dans cette voie, tous sans exception et chacun à leur façon soutiennent ainsi le gouvernement.

2- Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a adressé au ministre du travail une fin de non-recevoir sur une éventuelle et ultime rencontre au sujet de la réforme des retraites, lui reprochant de "*manquer de transparence et de franchise*". Il "*ne se prêtera donc pas à des échanges qui seraient de pure forme pour accréditer la thèse d'un dialogue social toujours vivant alors qu'aucune véritable négociation n'est encore à l'ordre du jour*", ajoute le numéro un de la CGT. M. Thibault critique le "*refus*" du ministre "*de mettre dès aujourd'hui sur la table [les] éléments*" figurant dans les futurs amendements. (Lemonde.fr 26.08)

Thibault s'aligne donc sur Sarkozy à qui il reproche de ne pas "*négocier*" maintenant les futurs amendements, ce qui permettrait aux différents syndicats de s'en emparer pour mieux afficher leur division et porter ainsi un coup à la mobilisation en préparation du 7 septembre. C'est une façon maladroite de camoufler son soutien à cette contre-réforme et ses réelles intentions.

Thibault hésite, il avance un moyen de désamorcer la mobilisation du 7 septembre qui s'annonce massive, mais il n'ose pas aller plus loin pour ne pas se mettre à dos maintenant la base de son syndicat qui dans sa majorité exige le retrait pur et simple du projet de loi du gouvernement et non un aménagement de celui-ci. Il aurait bien voulu éviter à Sarkozy de devoir subir l'épreuve de cette journée de mobilisation, mais face au rejet qu'inspire le projet du gouvernement à la majorité des travailleurs, il ne peut faire autrement que la subir lui-même, sachant qu'il lui reste plus d'un tour dans son sac pour faire passer cette loi et laisser pourrir le mouvement de contestation qu'elle a déclenché.

L'aveu.

Interview du député UMP de Paris Bernard Debré par le journal *Le Point* .

Question : Pensez-vous que la politique du gouvernement concernant les Roms ramènera l'électorat populaire à Nicolas Sarkozy ?

Réponse : Je ne suis pas sûr que cela fasse revenir l'électorat du FN qui préférera toujours l'original à la copie. (Lepoint.fr 28.08)

No comment !

Charité bien ordonnée...

Les catholiques français sont majoritairement favorables à la reconduite dans leur pays des Roms dont les camps ont été démantelés, selon un sondage CSA pour La Croix rendu public jeudi. (Reuters 26.08)

Sur la situation des Roms.

Malgré le principe de libre circulation, les Roms rencontrent de nombreux obstacles pour accéder à l'emploi. Le rapport annuel publié ce jeudi par le collectif Romeurope insiste sur la taxe imposée aux employeurs souhaitant embaucher une personne Rom (avoisinant parfois les 806 euros) et la nécessité d'attendre une autorisation administrative avant de commencer à travailler, soit une attente «de un à trois mois dans le meilleur des cas».

Or, si les Roms peuvent entrer en France en présentant passeport ou carte d'identité comme tout citoyen européen, au bout de trois mois, ils doivent notamment justifier d'une activité ou de ressources suffisantes s'ils ne veulent pas risquer l'expulsion. (20minutes.fr 26.08)

Alors que plus de 8000 d'entre eux ont encore été reconduits depuis le 1er janvier selon le décompte livré cette semaine par le ministre, «*le nombre de Roms en France est stable depuis des années, de l'ordre de 10 à 15.000. C'est les mêmes qu'on expulse chaque année*», conclut Malik Salemkour, vice-président de la Ligue des droits de l'homme et membre du collectif.

Citant une étude de la Commission européenne de novembre 2008 sur les répercussions de la libre circulation des travailleurs dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne, le collectif souligne que «si l'on considère l'ensemble de la population roumaine et bulgare immigrée dans les autres pays de l'UE, seuls 36.000 d'entre eux vivaient en France en 2007, contre 843.000 en Espagne ou 659.000 en Italie». Autrement dit, «*on est loin du mythe de l'invasion*».

S'élevant contre l'idée de «*problèmes spécifiques "roms"*», le collectif réclame que leur soient reconnus, en tant que citoyens roumains et bulgares donc ressortissants européens, «*les droits et libertés inaliénables à respecter comme pour tout autre individu résidant en France*». En particulier en matière de droit au séjour, de droit d'asile, de droit au travail (l'accès en est restreint aux Roms en vertu des mesures transitoires d'intégration à l'Union européenne) et de protection sociale. (Libération.fr 26.08)

Dehors l'auteur de Casse toi pauv'con et son ministre de l'Éducation nationale qui le soutient !

Les "*violences verbales*" feront l'objet d'une procédure disciplinaire, mais les exclusions de plus de huit jours vont être supprimées, dans le cadre de la refonte des sanctions à l'école, a annoncé le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, dans Le Figaro de jeudi. Toute violence verbale à l'égard des personnels entraînera une procédure disciplinaire, et toute violence physique donnera lieu à un conseil de discipline. (Lepoint.fr 26.08)

La violence de l'Etat qui s'exprime à travers le chômage de masse, la généralisation de la précarité de la jeunesse, la paupérisation qui frappe les couches les plus faibles de la classe ouvrière, est à l'origine de toutes les formes de violences individuelles. Cette violence de l'Etat à l'égard des masses laborieuses conduit inévitablement à une situation inextricable dont les conséquences devraient être supportées par ceux qui en sont les victimes, dans ces conditions, pour maintenir l'ordre établi menacé par la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société, l'Etat n'a plus qu'une seule solution : recourir à la répression.

Les violences verbales ou les insultes sont le produit des inégalités et des injustices que sécrètent en permanence leur société divisée en classes sociales qui se traduisent par un nombre croissant de privations ou de frustrations, la jalousie ou la haine aveugle de l'autre notamment, leur société a élevé au rang d'idéal la concurrence et la compétition que les individus se livrent entre eux pour survivre sans avoir été capable d'en mesurer les conséquences et d'en fixer les limites, une mission impossible dès lors que l'individualisme à outrance nommé méritocratie a été favorisé par l'Etat au détriment des valeurs collectives... pour mieux continuer de régner.

Sur l'idée de mettre en place des sanctions alternatives, comme des travaux d'utilité collective. «*Est-ce qu'on va avoir les moyens de mettre en œuvre?*», s'interroge le secrétaire général SE-Unsa, Christian Chevalier. (20minutes.fr 26.08)

Christian Chevalier n'est pas contre cette "*une procédure disciplinaire*", il s'interroge simplement sur les moyens de l'appliquer.

C'est dur pour un intellectuel qui n'en a pas l'habitude de se retrouver confronté aux difficultés que vivent au quotidien les prolétaires, aux conséquences de la survie du capitalisme. L'intellectuel syndicaliste ou non qui depuis des lustres s'accommode de l'existence du capitalisme parce qu'il en retire des avantages individuels au lieu de combattre pour son abolition, découvre un jour effaré que sa bonne conscience ou son humanisme à cent balles ne suffisent pas à l'aider à supporter cette dure réalité qui est le quotidien de millions de familles ouvrières, qu'il se creuse un peu les méninges s'il en est encore capable et peut-être trouvera-t-il le chemin du combat pour le socialisme, ce qui ne résoudra pas son problème immédiat mais lui offrira une compensation en échange, au moins il n'aura pas ou plus l'impression de perdre son temps.

Cela me rappelle ma triste scolarité passée dans des établissements privés confessionnels, hélas ! Dans ma classe j'étais très souvent le

seul élève issu du milieu ouvrier. J'étais la tête de Turc des professeurs. Pas plus indiscipliné que la moyenne des élèves, j'étais régulièrement puni ou collé. J'étais même plus poli que la plupart des élèves, car il suffisait que je lâche un "gros mot" à la maison, merde par exemple, pour me faire bastonner par mon père qui avait des bras et des mains de boxeur.

Un jour, je ne sais plus pourquoi, j'avais dû chahuter sans plus, le professeur m'a envoyé au bureau du directeur. Celui-ci m'a immédiatement demandé de rester debout les mains sur la tête dans un coin de la pièce en attendant la sortie de l'école, soit pendant plus d'une heure, après m'avoir tiré violemment les oreilles et infligé un coup sur les doigts de chaque main avec une règle en bois très dur. Il m'infligera comme punition de nettoyer avec un seau d'eau et une éponge le bas du mur de l'escalier menant à son bureau le jour de la fête de l'école, on ne pouvait imaginer pire humiliation. A la fin de l'année (en 5e) j'ai été viré ! L'école se situait à Neuilly-sur Seine juste en face de la mairie qui deviendra plus tard le quartier général d'un certain Nicolas Sarkozy. Le directeur s'appelait Pichoit (?), je m'en souviens encore, le genre Pasqua, même sale gueule, même costard !

Recyclage des courtisans du régime.

L'ancien ministre français Jack Lang a été nommé conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour les questions juridiques liées à la piraterie au large de la Somalie, a annoncé jeudi le porte-parole de l'ONU, Martin Nesirky.

Jack Lang sera chargé «*d'identifier de nouvelles mesures pouvant être prises pour aider les Etats, notamment ceux de la région, à poursuivre en justice et incarcérer les personnes qui se livrent à la piraterie*», a indiqué Martin Nesirky.

L'ambassadrice américaine Susan Rice a «*salué*» cette nomination et dit «*se réjouir de collaborer étroitement avec lui et de pouvoir coordonner nos efforts*».

Membre du Parti socialiste français, Jack Lang, qui aura 71 ans le 2 septembre, est actuellement député. Il a été ministre de la Culture de 1988 à 1992, puis ministre de l'Education à deux reprises, de 1992 à 1993 et de 2000 à 2002. En 2009, il a été émissaire spécial du président Nicolas Sarkozy successivement à Cuba, puis en Corée du Nord. (20minutes.fr 26.08)

Russie. Ils en avaient oubliée !

Un tribunal russe a ordonné jeudi au parquet de rouvrir l'enquête sur le meurtre du tsar Nicolas II et de sa famille, bien que les bolchéviques auteurs présumés de ce crime commis en 1918 soient morts depuis longtemps.

"*C'est un pas important dans notre quête pour la vérité*", a déclaré German Loukianov, avocat de la grande duchesse Maria Vladimirovna Romanova, héritière de la dynastie impériale.

La dynastie Romanov a régné sur la Russie durant trois siècles, jusqu'à l'abdication de Nicolas II en 1917. (Reuters 26.08)

Ce n'était pas un "*crime"*, mais juste la monnaie de la pièce rendue à la dynastie Romanov qui avait maintenu tout un peuple en esclavage en recourant à la violence pendant trois siècles avant de le précipiter dans une guerre impérialiste. On n'imagine pas combien de millions de morts la famille Romanov a à son actif. Elle pourrait contacter Robert Hossein qui s'était spécialisé dans la réhabilitation des têtes raccourcies !

Ils n'ont jamais digéré la révolution russe de 1917, rassurez-vous, en dehors des jours de fête ou des commémorations où l'on fleuri les cimetières, plus aucun parti ne s'en inspire vraiment... mais on ne sait jamais, le communisme continue de hanter bien des esprits, le nôtre par exemple et nous ne sommes pas les seuls. Au fait, votre excellence la grande duchesse Maria Vladimirovna Romanova, n'oubliez pas de nous fournir votre adresse exacte, la prochaine fois on fera en sorte que personne ne manque à l'appel !

Chine.

En Chine, l'énorme embouteillage (plus de 100kms) qui s'était formé aux portes de Pékin depuis la mi-août, a fini par se résorber, apparemment d'un seul coup. (Slate.fr 26.08)

Avant-hier Slate.fr annonçait que cet embouteillage allait durer un mois ! Sérieux ces journalistes ? Ils ont rectifié immédiatement, dont acte.

Le 28 août

On continue sur le sujet de la crise abordé lors des deux dernières causeries.

La crise latente qui ronge le capitalisme et qui s'exprime à travers l'exacerbation croissante de ses contradictions a des conséquences sur la totalité des rapports sociaux de la société dans tous les pays. Il y a deux manières de les aborder :

- soit on analyse ces conséquences comme le produit de la survie du capitalisme qu'il faut abolir à l'échelle de l'humanité ;

- soit on analyse ces contradictions comme le produit de la dérive d'un secteur du capitalisme qu'il suffirait de réformer pour que tout rentre dans l'ordre.

Le prolétariat et le mouvement ouvrier dans son immense majorité ont adopté la seconde analyse, c'est un constat. Elle entre en contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière et son indépendance de classe, elle l'affaiblit et la divise.

Elle aboutit au niveau des partis dits ouvriers, le PS et ses satellites, à gérer la société pour le compte du capitalisme, à accepter la liquidation de nos droits sociaux, retraite, Sécu, à concurrencer le parti de l'ordre, l'UMP, sur son propre terrain.

Les associations ou organisations à caractère social ou humanitaire sont sur la même ligne : aménager le capitalisme, soulager les plus durement frappés par les conséquences de la survie du capitalisme sans combattre véritablement les causes de cette situation, ce qui revient à laisser les mains libres aux représentants du capitalisme pour continuer à s'attaquer au prolétariat dans son ensemble.

Le choix est donc facile à faire :

- soit on se place sur le terrain du capitalisme qui demeure l'horizon indépassable en assumant ou partageant la responsabilité des conséquences les plus violentes de sa survie,

- soit on se place sur le terrain du combat pour en finir avec le capitalisme, sachant que le socialisme est la seule alternative possible.

D'où vient l'impossibilité de se placer sur le terrain du socialisme ?

De l'incompréhension des fondements du capitalisme, du refus de la remise en cause de la propriété privée des moyens de production. On pourrait ajouter, de la confusion ou de l'amalgame entre socialisme et stalinisme dans ses différentes versions (maoïste, castriste), donc de l'incompréhension de la lutte des classes au XXe siècle.

Pourquoi est-ce si difficile de se placer sur le terrain du socialisme ?

Parce que cela nécessite d'interpréter l'évolution de la société et du monde selon d'autres critères que ceux distillés par la classe dominante, qui estime que l'exploitation capitaliste n'a pas besoin d'être justifiée et que la division de la société en classes sociales aux intérêts antagoniques existe depuis toujours et qu'elle sera éternelle, ce qui ne correspond évidemment pas à la réalité car les classes sociales et l'Etat sont apparus seulement à un moment donné du développement des forces productives.

Il est plus facile d'adopter l'interprétation du monde que délivre les représentants du capitalisme, parce qu'elle ne repose pas réellement sur une connaissance des forces motrices qui sont à l'origine de la transformation de la société au cours des siècles et des millénaires précédents, le développement des forces productives et la lutte des classes, mais sur l'idée déformée qu'on en a en fonction de sa propre expérience ou position sociale dans la société, ce qui revient à interpréter le monde d'une multitude de façons différentes sans être capable de saisir ce qui est à l'origine de son évolution, ce qui interdit au bout du compte d'envisager de le changer.

On pourrait ajouter la multitude de formations politiques qui se réclament du socialisme, bien que cet obstacle n'en soit pas un dès lors qu'on observe de quelle manière elles mettent en pratique au quotidien leur soi-disant combat pour le socialisme

Rompre avec cette interprétation erronée du développement de la civisation humaine est difficile, parce que cela nécessite un haut degré de compréhension ou de conscience du fonctionnement du capitalisme (sur le plan économique et politique) qui conduit infaillement le monde au chaos et à la barbarie.

Une interprétation du monde basée sur les forces motrices à l'origine du développement de la société aboutit au constat que la classe des capitalistes doit céder le pouvoir à la classe des producteurs, que l'avenir de l'humanité ne peut se concevoir que collectivement, la tâche historique que le prolétariat a à accomplir ne consistant pas à prendre le pouvoir pour exploiter une autre classe comme ce fut toujours le cas dans le passé, elle ne l'a pas engendrée, elle n'existe pas, mais à libérer l'humanité de toute forme d'exploitation et d'oppression, ce qui nécessite d'envisager sa propre existence et ses intérêts individuels subordonnés aux intérêts de sa classe (travailleurs manuels et intellectuels confondus), à abandonner une conception individualiste de l'existence basée sur la concurrence que se livrent les travailleurs entre eux pour survivre, sans se sentir pour autant frustrer ou flouer compte tenu qu'il faudra un certain temps pour venir à bout du capitalisme à l'échelle de l'humanité.

Les intellectuels qui refusent de se situer sur le terrain de la révolution socialiste internationale, n'ont pas compris comment fonctionne le

capitalisme, comment s'est développé la société à travers les siècles ou millénaires, ou ils refusent de le comprendre parce qu'ils tirent profits de la situation actuelle et que la situation telle qu'elle est leur va très bien sur le plan individuel.

Maintenant, ils subissent de plus en plus souvent de plein fouet les conséquences de l'exacerbation des contradictions du capitalisme qui à leur tour leur deviennent insupportables, ce qui va les obliger à remettre en question leur interprétation du monde. Ce contexte va donc devenir de plus en plus favorable à la construction d'un véritable parti révolutionnaire, car l'alternative devant laquelle ils vont se retrouver une fois le dos collé au mur est simple : soit continuer avec le capitalisme, c'est être assuré de connaître une vie de plus en plus infernale, soit le liquider et passer au socialisme avec l'espoir de pouvoir aller jusqu'au bout cette fois, le prolétariat n'a pas engendré une nouvelle classe sociale, il n'existe pas davantage de troisième voie. Facile à expliquer et à comprendre, non ?

Pourquoi est-ce si difficile pour un parti ouvrier de se situer sur le terrain du socialisme ?

Parce qu'il faut assimiler les enseignements de la lutte des classes du XIXe et du XXe siècle, principalement la révolution d'Octobre, ce qui nécessité de les dégager de la fange du révisonnisme, du stalinisme et du réformisme qui les empestent, tout en tenant compte des transformations intervenues dans la société depuis un siècle. Chaque révolution s'est inscrite dans le prolongement de la précédente, et si à chaque fois elle a permis de faire un pas en avant vers notre objectif, c'est uniquement parce qu'elle s'était appuyée sur les enseignements de la révolution précédente. Se détourner des enseignements de la révolution russe de 1917 ou refuser de les prendre en considération ne peut conduire qu'à une impasse et à un échec. Là aussi le choix est simple à faire, il tient de la logique la plus élémentaire ou du bon sens comme l'on voudra, pas besoin d'être normalien pour le comprendre, c'est dans le cas des intellectuels une question de volonté politique et pas autre chose.

Imaginer un jeune chercheur ou scientifique, il a le choix entre poursuivre les travaux de ses prédécesseurs pour aller plus loin dans ses découvertes quite à revisiter certaines hypothèses autrefois abandonnées le cas échéant pour vérifier à nouveau leurs conclusions, etc., soit il se lance dans ses travaux au petit bonheur la chance uniquement sur la base de sa propre expérience qui demeure forcément limitée, on devine sans effort lequel des deux parviendra propablement à faire avancer la science.

Ce qui est difficile à concevoir et donc à accepter, c'est que cette question ne comporte pas cinquantes réponses possibles, elle fonctionne en binaire dans ses conclusions, alors qu'en réalité elle sera le produit d'une analyse dialectique ou d'une analyse empirique, mécanique et éclectique du développement de l'humanité jusqu'à nos jours.

Le capitalisme est synonyme de destruction massive de forces productives, de régression sociale, de paupérisation, de guerres sans fins, de destruction de l'environnement, etc., elle n'est donc pas une classe progressiste. La seule classe progressiste dans la société, c'est celle qui par son travail produit les richesses nécessaires à la satisfaction de la population.

On a le choix entre une interprétation du monde qui prétend que le capitalisme est toujours une classe progressiste, argument impossible à soutenir au regard de la misère humaine qui s'étend sur tous les continents et du saccage en règle de notre planète dont rendent compte chaque jour les médias, ou une interprétation du monde qui prétend au contraire que c'est la classe ouvrière qui produisant les richesses tout en en étant privée est la seule classe progressiste, et que pour cette raison, c'est elle qui doit assumer le pouvoir, planifier et contrôler la production sur la base des besoins de la population afin de les satisfaire.

A vous de compléter cette argumentation qui ne laisse la place à aucun "*doute*" ; j'ai lu dans une dépêche que Besancenot doutait, vue la voie ou l'absence d'orientation politique du NPA, il a effectivement le droit de douter... de lui et son parti. Quand on affirme que les intellectuels vont se retrouver dans une situation intenable où ils seront bien obligés de se poser les questions que nous venons d'évoquer, on a aucun doute à avoir partant de la radicalisation des conditions objectives (le stress de la vie quotidienne, l'ambiance délétère qui règne dans la société) qui se traduira par la radicalisation des conditions subjectives, pratiquement, ils auront le choix entre continuer de se morfondre dans leur coin et épouser le sort du capitalisme qui mène au chaos ce qui les conduira à soutenir l'UMP ou l'extrême droite, ou ils chercheront une issue politique au capitalisme en décomposition et ils se rangeront résolument au côté de la classe ouvrière, il en ira ainsi pour l'ensemble des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie : socialisme ou barbarie.

Le sort de la classe ouvrière et de l'humanité est en grande partie suspendu à leur choix, même si en dernière analyse, la classe ouvrière de part sa position au sein des rapports sociaux de production demeure bien la seule classe capable de diriger la société pour le compte de l'ensemble de la population.

Juste une remarque à propos de l'article du Front syndical de classe mis en ligne aujourdhui, à propos de mai-juin 68 et Renault Billancourt. Ils vantent la combativité de la CGT à l'usine Renault Billancourt et écrivent "*même si la direction CGT n'a malheureusement plus rien à voir avec ce qu'elle était à l'époque...*, ils oublient de dire que les ouvriers de Billancourt avaient rejeté le projet d'accord conclu entre les dirigeants de la CGT et le gouvernement qu'ils considéraient comme une trahison, et qu'ils avaient dû prendre la fuite où se mettre sous la protection du service d'ordre musclé du PCF pour ne pas se faire luncher, si j'ai bonne mémoire.

La direction de la CGT est aussi pourrie aujourd'hui qu'hier ou avant-hier, il ne faut pas nous raconter d'histoires, disons que c'est plus visible aujourd'hui qu'hier au quotidien parce que les contradictions du capitalisme se sont accentuées.

En complément des deux dernières causeries sur la crise.

La crise est terminée...

- Les banques françaises tournent la page de la crise financière - LePoint.fr

... mais le redémarrage est lent et laborieux....
- La croissance américaine revue fortement à la baisse - Le Figaro
- Bernanke s'inquiète pour la croissance américaine - LePoint.fr
- Etats-Unis: l'immobilier toujours aussi déprimé - Le Figaro
- «Plutôt une croissance faible qu'une rechute de l'activité» - Le Figaro
- Les industriels voient l'investissement repartir en 2010 - Le Figaro -
- Airbus aurait revu en baisse les objectifs de production d'A350 - Reuters
- Où sont passés les emplois ? - Slate.fr

...et inégal selon les pays.

- La croissance britannique à son rythme le plus soutenu en 9 ans - Reuters
- Timide croissance trimestrielle de 0,2% confirmée en Espagne - Reuters

Le "*recul*" de Sarkozy : il concerne quelle couche de la population ? La petite-bourgeoisie et les couches moyennes.

"*Attentif aux préoccupations exprimées par les représentants de partenaires sociaux et par les représentants des organisations d'étudiants, le président de la République a décidé de ne pas modifier, pour les jeunes rattachés au foyer fiscal de leurs parents, les règles d'attribution des aides personnalisées au logement dont bénéficient actuellement plus de 650.000 étudiants*", a annoncé jeudi l'Elysée.

L'hypothèse d'un aménagement de celui-ci en le liant à des conditions de ressources avait été évoqué ces derniers jours dans la presse.

Alors que le logement représente plus de 50% du budget des étudiants, les aides leur sont accordées sans condition de ressources des parents. Sur les plus de 650.000 étudiants qui touchent l'APL ou l'APS, pour un montant moyen d'environ 200 euros par mois, 80% sont aussi rattachés au foyer fiscal de leurs parents, ce qui permet à ces derniers de déduire une demi-part fiscale supplémentaire. (Reuters 26.08)

Bernard Thibault a cité vendredi sur RTL les gestes annoncés la veille en direction des étudiants, qui n'auront finalement pas à choisir entre aides au logement et bonus fiscal pour leurs parents. (Reuters 27.08)

Quels "*gestes*" monsieur Thibault ?

Dans le n°112 d'*Informations ouvrières* on trouvrait un encadré intitulé *Le côut de la rentrée étudiante* avec quelques postes chiffrés : Loyer à Paris 824 €, en province 455 €, inscription en licence 174 €, en master 237 €, en doctorat 359 €, ticket RU (restaurant universitaire) 3 €

Considérons la situation d'un étudiant faisant ses études à Paris ou la région parisienne, il lui en coûtera mensuellement hors inscription, 824 € + 3 € x 2 x 30 jours = 1004 €, et c'est un minimum. (+ téléphone, transport, petits déjeuners), 635 € minimum en province.

Question : quel prolo avec un salaire tournant autour de 1 000 € par mois peut se permettre de débourser cette somme ? Même dans l'hypothèse d'un ménage avec deux salaires autour de 1 000 € par mois c'est impossible de supporter une telle dépense, surtout qu'à cet âge-là un jeune ne peut se contenter d'une petite pièce comme argent de poche, et puis ses études entraînent d'autres frais. A l'arrivée une famille quand elle fait ses calculs, elle doit prendre en compte la totalité de ce que lui coûte un ou plusieurs enfants, sans parler qu'elle est généralement endettée.

Le prolo, c'est toujours la dernière roue du carrosse des syndicats et des partis ouvriers... sauf en périodes électorales ou pour redorer leurs blasons. Sarkozy soigne les couches moyennes et la petite-bourgeoisie, on comprend, on comprend.

Retraites.

"*Le gouvernement compte sur un calendrier très serré pour passer très rapidement en force, nous allons relever le défi*", a dit Bernard Thibault vendredi sur RTL. (Reuters 27.08)

Autrement dit, c'est le gouvernement qui fixe le calendrier aux syndicats et ils s'y tiennent, les actions proposées par les syndicats doivent y être subordonnées. Le gouvernement a donc fixé le cadre facilitant les grandes manoeuvres des uns et des autres pour parvenir à ses fins, CQFD.

Virez-moi ces pauvres de ma vue !

1- «*Jamais le président de la République n'a stigmatisé une minorité en fonction de son origine. Jamais nous n'accepterons qu'une minorité soit sanctionnée pour ce qu'elle est*», a déclaré Bernard Kouchner vendredi.

Le ministère des Affaires étrangères précise que le maintien du séjour est conditionné par «*le respect de l'ordre public*» et «des ressources suffisantes» et que «*l'appréciation de ces éléments résulte d'un examen particulier de chaque situation individuelle*». (Libération.fr 27.08)

2- Le quotidien *Libération* publie les deux amendements que le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, veut voir adopter.

Le premier crée un "*délit de 'polygamie de fait, escroquerie, abus de faiblesse'*" passible de cinq ans d'emprisonnement et de 75.000 euros d'amende.

Si l'infraction est commise en profitant de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse du partenaire, les peines seraient portées à sept ans de prison et 100.000 euros d'amende. A cela s'ajoute la déchéance de la nationalité.

L'autre amendement prévoit que les personnes naturalisées depuis moins de dix ans perdraient la nationalité française en cas de condamnation à cinq ans de prison ou plus pour un crime ou délit visant un représentant des forces de l'ordre mais aussi un pompier, gardien assermenté d'immeuble, juré ou avocat, voire un conjoint, descendant, ascendant ou toute personne vivant habituellement au domicile de ces personnes, écrit Libération. (Reuters 27.08)

Ma p'tit entreprise (Bashung) a du plomb dans l'aile.

Plus d'un auto-entrepreneur sur deux n'a pas déclaré de chiffre d'affaires en 2010, selon les derniers chiffres rendus publics par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss) cette semaine. Si certaines de ces nouvelles entreprises sont restées inactives pour mieux être lancées plus tard, la plupart ont été clairement abandonnées.

Reste que ces auto-entrepreneurs inactifs embarrassent le gouvernement. Hervé Novelli envisagerait d'ailleurs de les radier au bout de deux ans, au lieu de trois actuellement. Histoire de prouver l'utilité du dispositif. (20minutes.fr 27.08)

Société.

Le pacte civil de solidarité (pacs) est de plus en plus prisé par les Français. Créé en 1999, il a été réformé en 2005 pour rapprocher son statut de celui du mariage, notamment au niveau fiscal. 175 000 couples ont choisi le pacs en 2009.

Les couples font de plus en plus souvent ce choix pour officialiser leur union : en 2008, deux pacs avaient été conclus pour quatre mariages ; en 2009, ce sont deux pacs pour trois mariages. Cette année-là, on a célébré en France 256 000 mariages, soit 3,5 % de moins qu'en 2008. Et l'on se marie plus tard : en quatre ans, l'âge moyen du mariage a augmenté d'un an : 29,7 ans pour les femmes et 31,6 ans pour les hommes. (Lemonde.fr 27.08)

Australie. Crise politique.

Près d'une semaine après le vote, l'Australie semble encore loin de se doter d'un gouvernement, aucun des deux grands partis n'étant pour l'heure en mesure de trouver un accord avec les cinq députés n'appartenant à aucun d'entre eux. (Reuters 28.08)

Le 29 août

A propos de la stratégie en vue de 2012.

Ce n'est pas un sujet qui nous passionne, mais le positionnement des uns et des autres sur certaines questions se situant déjà dans cette perspective nous oblige en quelque sorte à nous pencher sur cette question pour comprendre certaines de leurs positions.

Deux cas de figure en ce qui concerne le PS, soit DSK sera son candidat, soit il ne le sera pas.

Dans le premier cas, le PS ne pourra pas compter sur les voix de LO, du NPA, du POI ou du PCF. Il pourra compter au second tour sur une partie des voix du PG, d'Europe écologie et du Modem, ainsi que les voix d'une partie des gens pour lesquels peu importe le parti et ayant voté Sarkozy en 2007.

Les voix se portant sur LO, le NPA, le POI ou du PCF étant sans commune mesure avec leur nombre de militants mais demeurant extrêmement faibles, leurs électeurs ne suivront pas forcément les consignes de vote de ces partis au second tour, on peut imaginer qu'ils ne donneront aucune consigne de vote si DSK est le candidat du PS. Un mauvais report des voix du PG et d'Europe écologie suffirait dans ces conditions à favoriser l'élection de Sarkozy, dans l'hypothèse fort probable qu'il sera le candidat officiel de l'UMP, mais d'ici là bien des choses peuvent encore bouleverser de fond en comble la situation politique.

La candidature de DSK pourrait briser le Front de gauche et ouvrir une crise dans le PG, tandis que le PCF se retrouverait totalement isolé, donc cette candidature n'est pas sans risque pour le PS car il aura besoin de la majorité des voix populaires pour l'emporter. Un autre facteur peut venir perturber tous les pronostics : le taux d'abstention qui profiterait davantage au candidat de l'UMP. Pourquoi ? Parce qu'il est possible qu'une partie des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie se disent qu'elles n'ont finalement pas grand chose de bon à attendre de l'ex-directeur du FMI pas plus que du candidat de l'UMP qui les a floués la dernière fois.

L'avantage de la candidature de DSK pour le PS, c'est qu'elle serait plus en adéquation avec la poursuite de la politique de l'UMP, elle serait moins porteuse d'illusions et permettrait de faire patienter les masses plus longtemps.

Dans le second cas, le PS pourra compter sur le report des voix provenant de LO, du NPA, du POI, du PCF, du PG, d'Europe écologie et une partie des voix du Modem, ce qui favoriserait l'élection de son candidat qui serait pratiquement sûr de l'emporter.

Inconvénient, l'élection de ce candidat soutenu par la quasi-totalité des partis dits de gauche à l'exception peut-être du POI, de LO et du NPA serait porteuse d'illusions trompeuses ou tout du moins d'espoir de la part des masses que leur situation va s'améliorer ou tout du moins cesser de se dégrader, or elles se rendront compte rapidement que tel n'est pas le cas. La même situation qu'entre 1981 et 1995 se reproduira-t-elle lorsque les appareils des syndicats s'étaient employés à neutraliser le mouvement ouvrier pour ne pas gêner l'action du gouvernement sur fond de désenchantement ou d'incompréhension totale de la situation de la part du prolétariat et des militants ?

Sauf que la situation n'est plus tout à fait la même, la situation économique et sociale s'est agravée, les masses attendent des réponses immédiates à leurs questions, le PS et le PCF n'ont plus la même audience au sein des syndicats, rien ne dit qu'ils auront la capacité de contenir longtemps l'impatience et la colère grandissante des masses

A tout prendre, la candidature de DSK serait moins périlleuse ou présenterait moins d'inconvénients pour le PS qu'on pourrait le penser au premier coup d'oeil, on a envie de dire pour le capital, car elle alimenterait la crise au sein de tous les partis se disant de gauche, pendant que les capitalistes vaqueraient tranquillement à leurs occupations. La candidature de DSK s'inscrirait dans le prolongement du consensus établi entre l'UMP et le PS, pour un peu on pourrait assister au renversement des rôles où ce serait l'UMP qui soutiendrait ouvertement la politique qu'il mettrait en oeuvre et favorable aux capitalistes.

Maintenant la multiplication des candidatures peut conduire à modifier légèrement cette estimation. Le Nouveau Centre aura sans doute un candidat au premier tour, il se peut que de Villepin se présente mais c'est peu probable, il faudrait que Sarkozy ait perdu sur les retraites pour que cette candidature s'avère plausible dans leur camp. Les petits partis de Devilliers, Boutin ou Bockel peuvent être tentés par l'aventure, mais elle risque de s'avérer dévastatrice pour l'UMP si les voix du parti de l'ordre sont trop dispercées au premier tour pour se reporter intégralement sur le candidat de l'UMP au second tour.

Le parti radical n'a pas manifesté son intention de présenter un candidat jusqu'à présent, il demeure lié au sort de l'UMP. Le Parti radical de gauche et le MRC de Chevènement ne semble pas en situation de pouvoir présenter un candidat et on ne voit guère quels avantages ils pourraient en tirer. Les écologistes qui ne sont pas intégrés à Europe écologie parce qu'étiqueté trop à "gauche", présenteront sans doute un candidat.

En fonction de l'évolution de la situation sociale et politique d'ici les élections, l'extrême droite présentera deux candidats, encore faudra-t-il que les deux obtiennent les signatures d'élus nécessaires pour se présenter. Si Sarkozy était le candidat de l'UMP, il pourrait être amené à le soutenir compte tenu du virage droitier de l'UMP, tout dépendrait également du choix du candidat du PS, s'il était plus ou moins bien placé pour l'emporter, dans le cas où il serait donner gagnant d'avance, il ne servirait alors à rien au FN de soutenir le candidat de l'UMP, car cela ne porterait pas à conséquence sur les tractations qui auraient lieu entre les deux partis en vue des élections législatives, lors desquels le sort des deux partis pourrait être liés et leur imposer de passer des accords. Si le candidat de l'UMP n'était pas Sarkozy mais un candidat se réclamant du gaulliste, le FN n'aurait aucun intérêt ou presque à le soutenir. Tout dépendrait en dernier lieu du nombre de voix que récolteraient les deux partis. Si le FN dépassait les 10% et talonnait l'UMP, on voit mal comment un rapprochement entre les deux partis ne pourrait pas avoir lieu. Dans tous les cas de figure, il semble acquis que sans les voix du FN le candidat de l'UMP ne sera pas en position d'être élu, et il semble improbable que le FN s'écroule d'ici 2012 ou que l'UMP puisse siphonner la majorité de ses électeurs potentiels.

Les élections sous un régime capitaliste ne rendent compte que très imparfaitement du rapport de force entre les classes. Même si l'immense majorité des travailleurs estiment à raison qu'ils n'ont pas grand chose à attendre du PS au pouvoir, ils sont prêts à voter pour son candidat juste pour chasser l'actuel locataire du Palais.

Notre devoir est de les aider à faire progresser leur niveau de conscience politique et non d'alimenter ou faire naître dans leurs têtes de nouvelles illusions dans le PS et ses satellites. Si sur ce plan (objectif) nous en sommes encore à la même situation qu'il y a des décennies,

c'est que rien n'a été fait pour qu'il en soit autrement, les partis qui se disent ouvriers ont failli à leur mission, il n'y a aucune raison de refuser de dresser ce constat que chaque militant a quotidiennement sous les yeux, et s'y refuser ou ne pas l'admettre, c'est se refuser d'en tirer les leçons pour l'avenir.

En vouloir aux travailleurs serait une grave erreur, la pire entre toutes. Ce n'est pas parce qu'ils vont voter en masse pour le candidat du PS que nous devons forcément les immiter, ce serait le plus mauvais service que nous aurions à leur rendre. Ces derniers jours, les candidats potentiels aux primaires du PS ont rivalisé de zèle pour démontrer qu'ils étaient aussi capables que l'UMP de prendre en charge les question de sécurité, de faire respecter l'ordre établi, de gérer la société pour le compte des capitalistes, dans ces conditions on ne voit pas comment ni pourquoi on pourrait appeler à participer à la mascarade des élections présidentielles de 2012 qui ne changeront rien au sort de la classe ouvrière. (A suivre)

PS. Parlons de tout... surtout de rien ou l'art de brasser du vent, les promesses électorales suivront.

1- Ségolène Royal a conseillé samedi à ses alter ego socialistes d'éviter les "*sujets qui peuvent nous diviser*" dans la perspective de la présidentielle de 2012.

"*Si on veut construire une France unie où les gens ont envie de reconstruire un avenir commun, il faut commencer par donner l'exemple*", a-t-elle dit.

"*Tous les sujets qui peuvent nous diviser ne sont pas souhaitables*", a-t-elle insisté.

A propos des primaires au sein du PS en vue de 2012 : "*Je ne veux pas rentrer dans les querelles de calendrier*", a dit Ségolène Royal. "*Si le problème de la date (devient) une occasion de se diviser, il ne faut pas aborder ce problème*". Elle a plaidé pour le plus de "*loyauté*" possible lors du scrutin des primaires et ensuite. (Reuters 28.08)

Comme dès qu'on discute politique il y a tellement de sujets sur lesquels des désaccords peuvent intervenir, les éviter revient à ne parler pour rien dire. Mais alors comment départager les différents protagonistes ? En donnant raison au plus fort, à celui qui a le plus de pouvoir ou d'influence, qui vous comptera parmi ses lieutenants ou vous obtiendra un poste quelconque en compensation de votre soutien. Et les idées dans tout cela ? Quelles idées, on vient de vous dire qu'il était "souhaitable" de s'abstenir d'en avoir, il y en a qui en ont pour les autres et c'est bien assez, non ?

Je sens que je vais adhérer au programme de Marie-Ségolène Royal, "*une France unie où les gens ont envie de reconstruire un avenir commun*", patrons et ouvriers bras dessus bras dessous, "*reconstruire un avenir commun*", non merci !

2- Porté par des sondages flatteurs, Dominique Strauss-Kahn occupe les esprits des socialistes réunis à La Rochelle.

"*Personne n'est habilité à parler en son nom*", a prévenu François Pupponi, qui a succédé à Dominique Strauss-Kahn à la mairie de Sarcelles (Val d'Oise).

"*La demande de Dominique, c'est que nous le laissions travailler. Il dira le moment venu s'il est candidat. Pendant ce temps là, nous devons travailler pour l'intérêt du parti*", a-t-il ajouté.

"*Tout le monde parle de sa candidature et nous on ne devrait pas? Entre fébrilité et effacement, il y a un juste milieu à trouver*", plaide le président de la région Bourgogne, François Patriat.

Reste que la gauche du PS et les autres partis de l'opposition ne goûtent pas vraiment une candidature de Dominique Strauss-Kahn, qui pilote depuis trois ans une institution réputée pour ses cures de rigueur.

"*Quand il est parti à Washington, il nous a dit : 'Si je suis candidat, je dois montrer que je fais autre chose que du libéralisme'*", raconte la députée Marisol Touraine.

Pour elle, qui met en avant ses déplacements en Afrique ou son "*inflexion sociale*" de l'institution, la mission est accomplie: "*Il est resté Keynésien. DSK, ce n'est pas Trichet !*" (Reuters 28.08)

Elle a raison, ce n'est ni Trichet ni Bernanke (Fed), c'est les deux réunis ! C'est parce qu'il est "*resté Keynésien*" que le FMI a appelé tous les gouvernements en Europe à tailler à la hache dans les droits sociaux des travailleurs !

La hausse spectaculaire du prix des céréales due à la spéculation risque de se traduire à nouveau par des émeutes de la faim, pouvait-on lire avant-hier dans une dépêche de presse. Et sur quel continent avaient-elles eu lieu ces émeutes du ventre ? En Afrique !

Soutien au sionisme à Paris et Jérusalem.

1- Quelque 200 personnes ont participé samedi à Paris à une manifestion organisée par l'association de défense des droits des femmes Ni putes ni soumises, la Ligue du droit international des femmes, et le Mouvement pour la paix et contre le terrorisme, contre la condamnation à mort par lapidation de l'Iranienne Sakineh Mohammadi Ashtiani, ont constaté des journalistes de Reuters.

"*Le féminisme n'a jamais tué personne, le machisme tue tous les jours*", "*sauvons Sakineh*", "*ni lapidées ni soumises*", pouvait-on lire sur les banderoles des manifestants.

"*Notre mobilisation paye puisque déjà l'Iran a fait savoir que la sentence a été suspendue*", a dit aux journalistes la présidente de l'association Ni putes ni soumises, Sihem Habchi.

"*Mais ce n'est pas suffisant, il faut que, comme l'a dit le président de la République, la France soit responsable de Sakineh et du sort de Sakineh*", a-t-elle ajouté. (Reuters 28.08)

La connerie humaine tue plus sûrement, et dans ce domaine, force est d'admettre que l'association Ni putes ni soumises en connaît un rayon en citant Sarkozy en pleine chasse aux Roms ! Il fallait oser en France ce 28 août 2010 prétendre défendre une cause humaniste en mêlant sa voix à celle de Sarkozy et de Kouchner qui a demandé vendredi aux pays de l'Union européenne d'envisager une menace de sanctions contre l'Iran pour le pousser à épargner Sakineh Mohammadi Ashtiani, selon le journal Le Point.

L'obscurantisme entretenu par les religieux et l'ignorance des forces motrices qui sont à l'origine du développement de la société entretenue par les représentants de l'idéologie dominante concourent à maintenir l'homme dans la servitude qui a pris la forme de l'exploitation de l'homme par l'homme au détour du passage au néolithique et qui aujourd'hui porte un nom : le capitalisme.

2- Des milliers d'Israéliens ont manifesté samedi pour la libération du soldat Gilad Shalit détenu depuis 2006 à Gaza, lors d'un rassemblement à Jérusalem à l'occasion de ses 24 ans, au cours duquel a été lu un message de soutien du président français Nicolas Sarkozy.

Dans un message à cette occasion, lu par le Premier conseiller auprès de l'ambassade de France à Tel-Aviv, Alexis Dutertre, M. Sarkozy souligne sa "*détermination à oeuvrer en vue de la libération de Gilad Shalit pour qu'il revienne enfin, au plus vite, auprès de vous*".

"*Gilad n'est pas un prisonnier de guerre, car les prisonniers de guerre ont des droits. Celui de recevoir la visite d'organisations humanitaires, celui d'échanger du courrier avec leurs proches. Gilad n'a pas ces droits car Gilad -disons les choses- est un otage*", y affirme-t-il.

Il dénonce "*cette manière révoltante de traiter un être humain qui suscite notre indignation collective, en Israël, en France et partout dans le monde*".

Les manifestants ont brandi des pancartes avec l'inscription "*Nos soldats n'ont pas de prix*". (Lepoint.fr 28.08)

La vie des Palestiniens non plus : elle ne vaut rien aux yeux des autorités israéliennes !

Erreur, le peuple Palestinien est en guerre permanente depuis 1947 contre l'occupant sioniste qui lui a volé ses terres et ses biens, et en temps de guerre la prise d'otages fait partie des multiples stratégies utilisées pour faire plier l'ennemi ou obtenir quelque chose de sa part en échange de leur libération.

Sarkozy n'aura pas manifesté la même attention envers les prisonniers de Guantanamo et il n'a pas déployé la même énergie pour dénoncer les mauvais tratements infligés par l'Etat d'Israël à ses prisonniers palestiniens, normal puisqu'il soutenait Bush et maintenant Obama, ainsi que les autorités israéliennes.

L'extrême droite donne de la voix aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

1- Plusieurs dizaines de milliers d'ultra-conservateurs américains se sont rassemblés samedi devant le Lincoln Memorial à Washington pour "*rendre son honneur à l'Amérique*" à deux mois des élections de mi-mandat.

Cette manifestation organisée par le commentateur de Fox TV Glenn Beck s'est tenue le jour même du 47e anniversaire du discours prononcé par le pasteur Martin Luther King, au même endroit, et son fameux "*I have a dream*" ("Je fais un rêve").

Beaucoup de manifestants revendiquaient leur appartenance au "*Tea Party*", dont Sarah Palin, ancien gouverneur de l'Alaska et candidate républicaine à la vice-présidence en novembre 2008, mouvance de l'ultra-droite qui se plaint du poids de la fiscalité, fustige le "*socialisme*" et milite pour "*moins d'Etat*".

"*Quelque chose qui dépasse l'imagination est en train de se produire. Aujourd'hui, l'Amérique commence à revenir vers Dieu*", a affirmé Beck.

"*Vous avez le même courage moral (...) que Washington, Lincoln et Martin Luther King*", a dit Palin à la foule. "*Fiers du (drapeau) rouge-blanc-bleu, pleins de reconnaissance pour les hommes et les femmes de chez nous qui portent l'uniforme, rassemblons nous, dans l'honneur, et relevons l'Amérique.*"

Une nièce de Martin Luther King, Alveda, a également pris la parole devant cette assistance très majoritairement blanche. Elle a affirmé que "*l'Oncle Martin*" aurait été certainement heureux de voir cette manifestation en l'honneur des soldats et des gens qui font du bien autour d'eux.

A quelques centaines de mètres, des dirigeants noirs, parmi lesquels le pasteur Al Sharpton, avaient organisé une contre-manifestation pour dénoncer le "*détournement*" du message de Martin Luther King par Beck et ses partisans. (Reuters 28.08)

2- Des affrontements ont opposé environ 700 manifestants anti-musulmans d'extrême droite et des centaines de policiers en tenue anti-émeute samedi à Bradford, dans le nord de l'Angleterre. Aucun blessé n'a été signalé mais la police a fait état de cinq arrestations.

Des sympathisants de la Ligue de défense anglaise ((EDL) ont jeté des bouteilles, des pierres et une bombe fumigène sur les policiers qui les tenaient à l'écart d'une contre-manifestation organisée par le groupe de gauche Unis contre le fascisme (UAF).

L'EDL dit vouloir faire barrage à une présumée progression de l'islam, de la loi coranique (charia) et de l'extrémisme islamique en Angleterre.

Bradford accueille l'une des plus grosses communautés pakistanaise de Grande-Bretagne et a été le théâtre d'émeutes entre Blancs et immigrés d'Asie du Sud en 2001. (AP 28.08)

Etats-Unis.

Les autorités antitrust américaines ont donné vendredi leur accord à l'acquisition de Continental Airlines par la maison-mère d'United Airlines, UAL. Cet accord donnera naissance à la première compagnie aérienne mondiale. (Reuters 28.08)

Le 30 août

Plus le temps de mettre les infos en bref en ligne, demain. J'ai peut-être vendu ma maison, c'est sûr à 90%, pas le prix que j'escomptais en tirer mais ce n'est pas important, je vous en reparlerai dans quelques jours.

Voici la causerie du jour. J'espère qu'elle est fidèle au marxisme dont je me suis inspiré, je l'ai écrite d'un trait sans consulter aucun ouvrage, il faut bien que je vérifie où j'en suis de temps en temps, c'est le condensé d'années d'études. J'ai fait bref parfois pour ne pas qu'elle soit trop indigeste à lire et relire peut-être. On démarre par un article de presse.

Le député UMP du Vaucluse Thierry Mariani déclare dans le JDD de dimanche souhaiter durcir les conditions d'accès à l'Aide médicale d'Etat (AME), destinée aux étrangers les plus démunis, et que la déchéance de nationalité puisse toucher tous les criminels.

L'AME, gratuite, est destinée aux personnes de nationalité étrangère résidant en France depuis plus de 3 mois, sans titre de séjour. "*Les dépenses de l'AME ont augmenté quatre fois plus vite que les dépenses du régime général ou de la CMU (Couverture maladie universelle, ndlr), ce n'est pas normal*", estime le député, cité par le JDD dans un article titré "*La surenchère continue*".

L'élu envisage donc une participation financière des bénéficiaires, soulignant que "*les Français ou les étrangers en situation régulière se voient appliquer un forfait hospitalier, pas les clandestins!*" Il justifie aussi sa démarche par les fraudes, "*nombreuses car il n'y a pas de contrôles*". "*Je pense qu'il faut que le Parlement se saisisse de cette question rapidement*", ajoute-t-il. Un fonctionnaire anonyme du ministère de la Santé, cité par le JDD, parle de "*fraudes marginales*".

Une mesure déjà mise sur la table par Bachelot

Le 16 juin, la ministre de la Santé Roselyne Bachelot avait déjà dit, devant la commission des Finances du Sénat, qu'une "participation financière des bénéficiaires" s'imposait et qu'elle comptait "*la proposer dans le prochain projet de loi de Finances*" pour 2011. Les conditions d'accès à l'AME avaient déjà été durcies par la droite en 2005. Le 11 janvier 2007, le candidat à la présidentielle Nicolas Sarkozy avait promis de maintenir la gratuité de l'AME pour "*les plus nécessiteux*".

Toujours dans le JDD, Thierry Mariani estime également qu'il "*ne voit pas pourquoi on limiterait la déchéance de nationalité aux agresseurs de policiers*", comme l'a proposé le gouvernement cet été. "*On ne peut hiérarchiser les victimes. Je pense que cette mesure doit s'appliquer quelle que soit la nature du crime*", juge-t-il. (Lepoint.fr 29.08)

Réaction de deux internautes :

- L'AME donne, aux immigrés irréguliers, plus de possibilité de se faire soigner qu'aux français, ou immigrés réguliers. Les smicards ne sont pas à la CMU et qui souvent ne peuvent se payer une mutuelle. Ceci n'est ni normal ni juste, certains ont l'impression d'être des laissés pour compte dans leur propre pays. Pourtant, il faut faire preuve de charité envers les autres.

- Il est anormal que des personnes n'ayant jamais cotisé à sécu puissent ainsi en profiter alors que tous les français qui ont toujours cotisé sont de moins en moins remboursés.

Voilà le produit de la propagande réactionnaire du gouvernement !

Notez bien que ces deux personnes ne sont certainement pas personnellement dans un des cas cités, ni smicard ni immigré illégal, dont entre nous ils n'ont strictement rien à foutre, ce qui les chagrine c'est d'être trop ponctionnés à leur goût par l'Etat, que leur petit confort matériel ou leur petite vie paisible soit menacé, et comme ils sont incapables de se retourner contre l'Etat, de le combattre sur le plan politique, il faut bien qu'ils se retournent contre quelqu'un, ici les étrangers en situation irrégulière, ailleurs les Arabes, les Roms, les Juifs, les jeunes, les vieux qui coûtent trop cher à soigner, etc.

C'est la réaction de gens, qui, parce qu'ils n'ont pas développé leur conscience politique, épousent celle que leur sert les représentants du parti de la classe dominante, rien de plus normal à ce stade puisque les idées dominantes dans la société sont les idées de la classe dominante.

C'est la réaction normale de gens qui se situent sur le terrain du capitalisme ou qui sont subordonnés au capitalisme.

A l'opposé, quand on a commencé à développer sa conscience de classe et qu'on se situe sur le terrain de classe indépendant du prolétariat, on cherchera à comprendre la situation en observant le comportement de la classe dominante, puis on impliquera la responsabilité de la situation à l'Etat capitaliste, aux capitalistes eux-mêmes et à leurs représentants, ce qui est normal puisque ce sont eux qui détiennent le pouvoir et que la situation est le produit des rapports sociaux existant, qui eux-mêmes reposent et traduisent une inégalité et une injustice fondamentale qui a pour origine la division de la société en classes sociales.

C'est là que l'on comprend à quel point il est important, déterminant même, de faire figurer dans le programme du parti que l'objectif de notre combat est la liquidation (extinction) de la société divisée en classes sociales et de l'Etat.

Ce qu'avait parfaitement intégré Marx, Engels, Lénine et Trotsky, mais pas nos dirigeants.

La reconnaissance de la lutte des classes n'est pas suffisante ou est impuissante pour nous aider à comprendre les réactions contradictoires qui se manifestent dans la société face à une situation. Reconnaître la lutte des classes est insuffisant pour interpréter correctement la société et son évolution, elle est insuffisante pour se situer sur le terrain du marxisme, pas besoin d'être marxiste pour la reconnaître, en passant Gluckstein et Cie. devraient réviser leurs leçons.

Pourquoi, c'est très simple à comprendre : parce que la lutte des classes n'est que la conséquence et non l'origine d'une situation, des rapports sociaux existants. Son origine, c'est la division de la société en classes sociales dont les pouvoirs ne sont pas et ne peuvent pas être déclarés identiques puisque l'une possède tout et l'autre rien... Si les pouvoirs dont dispose chaque classe ne sont pas identiques, les responsabilités non plus de fait, sauf à ajouter une injustice à une injustice déjà existante. Dès lors, c'est seulement la classe qui détient le pouvoir qui est la seule responsable de la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société. Un gosse de 10 ans peut parfaitement le comprendre dès lors qu'on lui explique simplement et clairement, c'est logique et tellement simple à comprendre que cela en est déconcertant.

Cette incapacité ou refus à remonter à l'origine d'une situation, on la retrouve au quotidien dans le comportement de la totalité des partis ouvriers.

Ils s'attardent volontiers sur les conséquences de la survie du capitalisme ou ils combattent pour la défense de nos droits sociaux, mais ils se refusent ou ils se révèlent incapables de proposer une issue politique conforme aux intérêts collectifs du prolétariat, parce que nécessairement elle reposerait et intégrerait les contradictions sur lesquelles reposent l'existence du capitalisme qui conduisent le prolétariat à revendiquer le pouvoir politique et à administrer la société.

Ce que manifeste au grand jour leur incapacité de poser la question du pouvoir politique ou de l'Etat, c'est qu'ils n'ont pas saisi suffisamment les conclusions qu'il fallait tirer du développement du capitalisme, et s'ils sont incapables de les intégrer dans leurs stratégies ou de les traduire sur le plan stratégique, c'est finalement parce qu'en amont ils n'ont pas réellement saisi ou ils font abstraction ou encore parce ils

n'ont pas sans cesse à l'esprit les origines de la lutte des classes, la division de la société en classes qui a donné naissance à l'Etat.

Il faut être plus précis et aller au bout de notre analyse.

La division de la société en classes et l'Etat sont le produit du développement des forces productives parvenues un certain stade. Le développement des forces productives est donc à l'origine du processus inconscient qui a mené à la division de la société en classes et de l'Etat à une étape ultérieure. Les forces productives se développent dans le cadre d'un mode de production particulier qui lui-même permet un nouveau développement des forces productives. Lorsque celles-ci ont atteint les limites permises par ce mode de production, il faut passer à un nouveau mode de production pour qu'elles continuent de se développer, sinon c'est la société toute entière qui est menacée de régression sans fin ou de disparition, c'est l'incapacité jadis de civilisations très avancées pour leur époque de passer d'un mode de production à un autre qui explique leur disparition. C'est ainsi que trois modes de production se sont succédés depuis l'Antiquité, l'esclavage, le servage puis le salariat.

Lorsque le mode de production est devenu trop étroit pour contenir les forces productives, elles entrent en conflit avec lui et cette contradiction se traduit par l'exacerbation de la lutte de classes. Lors du passage de l'esclavage au servage, puis au salariat, chaque fois les forces productives ont continué de croître au point de constituer un point d'appui politique qui facilita le passage d'un mode de production à un autre, le passage du pouvoir politique des mains de la classe dominante à la classe dominée qui aspirait au pouvoir. Ce n'est plus le cas avec le passage du capitalisme au socialisme, les forces productives continuent de croître mais au prix d'énormes destructions, car aucune classe ne peut canaliser ou capitaliser les forces productives engendrer à la fois par le développement de la population mondiale et le mode de production capitaliste lui-même, et au lieu de constituer un point d'appui politique pour la classe dominée qui aspire à devenir la classe dominante, le prolétariat, elles constituent au contraire un obstacle à son combat pour passer à un nouveau mode de production qui libèrerait ces forces productives.

L'incapacité dans laquelle nous sommes aujourd'hui de passer du mode de production capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production au mode de production socialiste basé sur la propriété collective des moyens de production, se traduit par la putréfaction de tous les rapports sociaux au sein de la société qui à terme menace jusqu'à l'existence de la civilisation humaine, puisque le capitalisme est devenu pratiquement le seul mode de production en vigueur sur tous les continents, c'est donc l'espèce humaine toute entière qui est menacée de connaître le même sort que d'anciennes civilisations autrefois fleurissantes et qui ont disparu sans laisser de traces pratiquement, en dehors de quelques vieilles pierres qui font le bonheur des archéologues ou des touristes.

Avant que le passage de l'esclavage au servage soit achevé ou celui du servage au salariat, les deux modes de production ont coexisté durant une période plus ou moins longue selon les pays ou les continents, le second avait pu commencer à se développer en absorbant le trop plein de forces productives engendrées par le premier, ce qui lui permit de se renforcer sur le plan politique et de postuler au pouvoir en se servant des positions qu'il avait acquises sur le plan économique. Lors du passage du pouvoir politique d'une classe à une autre, chaque fois la classe dominée (la bourgeoisie) s'est appuyée sur la nouvelle classe qu'elle engendrait elle-même (la classe ouvrière) ainsi que la classe exploitée par la classe dominante (la paysannerie pauvre ou les serfs).

Avec la classe des capitalistes au pouvoir, la situation ne se présente pas de la même manière ; si elle a engendré la classe ouvrière, celle-ci n'a engendré aucune classe depuis l'avènement du mode de production capitaliste. Contrairement aux féodaux et aux bourgeois qui avaient pu bénéficier du développement des forces productives pour commencer à asseoir leur pouvoir politique puis le conquérir en entraînant dans leur sillage l'ensemble des classes dominées, la classe ouvrière doit compter uniquement sur ses propres forces pour conquérir le pouvoir. Elle ne peut pas profiter des forces productives excédentaires en régime capitalisme pour commencer à asseoir son pouvoir politique et elle ne peut pas compter non plus sur une nouvelle classe qu'elle serait amenée à exploiter à son tour, puisqu'elle n'existe pas. Cela s'explique par le fait que tous les modes de production antérieures incluant le capitalisme étaient basés sur la propriété privée des moyens de production, il devait en être ainsi aussi longtemps que les forces productives ne seraient pas développées au point de pouvoir satisfaire les besoins de l'ensemble de la population mondiale, le passage d'un mode de production à un autre jusqu'au capitalisme et en l'incluant n'a jamais eu pour objectif de satisfaire les besoins de la totalité de la population mais uniquement d'enrichir la minorité de propriétaires des moyens de production.

On peut comprendre facilement pourquoi il y a incompatibilité entre une économie sociale planifiée, un mode de production basé sur les besoins de la population afin de les satisfaire, et une économie capitaliste, un mode de production basé sur l'accumulation du capital ou des richesses produites qui a pour seul objectif d'enrichir une infime minorité de la population. Ces deux modes de production poursuivent donc des buts diamétralement opposés et inconciliables, donc leur coexistence dans la société est impossible. Ils peuvent coexister pendant toute une période, mais à terme l'un doit l'emporter et l'autre disparaître, et ce qu'on observe en Chine ou au Vietnam le confirme, de la même manière que le mode de production capitaliste a existé parallèlement au servage avant que celui-ci ne disparaisse totalement, l'économie sociale planifiée coexiste dans ces pays avec l'économie capitaliste avant que celle-ci ne l'emporte si le prolétariat chinois ne parvenait pas à prendre le pouvoir dans les années à venir.

Si autrefois le passage d'un mode de production à un autre s'est nourri, puis a favorisé l'augmentation de la population mondiale et des forces productives, c'est exactement l'inverse qui se produit aujourd'hui, il existe un abîme qui ne cesse de se creuser entre l'accroissement gigantesque de la population mondiale (environ 6,8 milliards d'habitants) avec les besoins à satisfaire qui vont avec et les quelques dizaines de millions de millionnaires ou milliardaires qui s'accaparent l'essentiel des richesses produites dans le monde. Cette contradiction est explosive, et en dehors d'une guerre planétaire qui réduirait le monde en cendre ou le passage au socialisme, il n'existe pas d'autre alternative à la civilisation humaine. Ce développement exponentiel de la population au cours du XXe siècle représente l'ultime défi que le

capitalisme a à relever, tout en sachant qu'il n'en a pas les moyens, d'où tous ces peuples littéralement sacrifiés, en dresser la liste ici serait trop long. Il faut ajouter que sans la lutte de classe du prolétariat et de la paysannerie pauvre à travers le monde, la situation de tous les peuples seraient encore pire, car pire que tout ce que nous avons connu jusqu'à présent demeurera envisageable aussi longtemps que le capitalisme existera, en sachant qu'il ne disparaîtra jamais de lui-même.

Qu'avons-nous dit au début de cette causerie ? Que la reconnaissance de la lutte des classes ne suffisait pas et qu'il fallait se donner comme objectif et inscrire impérativement dans notre programme la liquidation (extinction) de la société divisée en classes sociales et de l'Etat. Puis nous avons vu que le développement des forces productives était à l'origine d'une part, de la division de la société divisée en classes ainsi que la naissance de l'Etat qui représente les intérêts de la classe dominante, celle qui détient les moyens de production, d'autre part du passage d'un mode de production à un autre. Qu'est-ce qui définit ou permet de distinguer le mieux les différentes classes sociales ? La place qu'elles occupent au sein des rapports de production. Et ces rapports de production sur quoi reposent-il, qu'expriment-ils, quel en est l'origine ?

C'est le fait de posséder ou non des moyens de production pour tirer profit de la force de travail d'autrui qui détermine qu'on appartienne à la classe des exploiteurs ou des exploités, des capitalistes ou des prolétaires, qu'on est un patron ou un ouvrier. On ne peut pas envisager de libérer les forces productives ou de les utiliser pour satisfaire les besoins de la population sans liquider le mode de production capitaliste qui les étouffe ou les transforme en forces destructrices, sans remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation qui existent entre les classes, donc sans (commencer à) remettre en cause l'existence même des classes. Si l'existence des exploiteurs et des exploités peut se concevoir dans un mode de production basé sur l'exploitation d'une classe par une autre, en régime capitaliste par exemple, on a vu plus haut que la classe ouvrière n'avait aucune classe à exploiter, donc le passage au mode de production socialiste constituera forcément une rupture avec les modes de production antérieures, dès lors, le processus conduisant à l'extinction des classes commencera le jour même où le prolétariat détiendra tous les pouvoirs et s'attaquera aux fondements du capitalisme.

La tâche historique que la classe ouvrière a à accomplir est bien de libérer l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais pourquoi est-ce si important d'en avoir conscience ou de l'avoir toujours à l'esprit ? Parce que c'est la seule classe capable de l'accomplir, ce qui signifie que dans notre combat quotidien, c'est uniquement ou exclusivement sur son terrain de classe indépendant que nous devons impérativement nous situer, donc pour éviter de chercher s'il n'existerait pas par hasard un autre moyen de parvenir à notre objectif, sachant qu'il faudra passer par certaines étapes avant de venir à bout de la servitude humaine et que règne le royaume de la liberté.

Haut de page

Le 31 août

Tous les articles de presse du mois dans un fichier pdf avec table des matières et renvois à chaque article demain. Je repousse la parution de mon article sur le front unique après le 7 septembre, j'ai encore quelques points particuliers à étudier, notamment l'influence des partis dans les syndicats.

J'ai reçu plusieurs courriel dont un de "Pierre le cheminot". Je vais lui répondre avant de voir si je mets en ligne son courriel, car avant j'ai une précision à lui demander et une question à lui poser, à travers ses critiques je ne comprends pas l'objet de son courriel, ce qu'il veut démontrer, est-ce si important et pourquoi ?

L'autre courriel du camarade P. que je remercie chaleureusement, ne présente pas d'intérêts pour les militants, il m'a simplement écrit qu'il avait particulièrement apprécié ma causerie de dimanche, c'est encourageant et cela fait du bien parfois.

Je suis peut-être parfois un peu dur dans mes propos, cela s'explique sans doute parce que contrairement à nos dirigeants, je suis issu d'une des couches les moins favorisées de la classe ouvrière. Outre mon père qui était menuisier en bâtiment et ma mère blanchisseuse (avant son opération à la colonne vertébrale), j'ai du sang de forain qui coule dans mes veines de mes grands-parents et arrières-grands-parents du côté maternel, et j'ai commencé ma vie professionnelle comme apprenti mécanicien dans un garage avant de faire un tas de boulots.

Je n'ai donc pas été élevé dans du coton mais à la dure et je dois me faire violence en permanence pour ne pas exploser en lisant les déclarations des uns et des autres ou en prenant connaissance du triste sort qui accable quotidiennement notre classe partout dans le monde. Un intellectuel est posé et conceptualise ce qu'il voit ou entend et éventuellement ensuite il manifeste une émotion. Un ouvrier fonctionne exactement à l'inverse, du coup l'émotion qu'il a ressenti est profondément gravée en lui, il peut la conserver intacte indéfiniment, il ne s'en séparera que s'il l'estime nécessaire après coup, après réflexion. Son émotion est au départ brute de décoffrage, elle peut être excessive ou le contraire, elle est spontanée, épidermique mais pas forcément mal à propos, tandis que celle de l'intellectuelle est généralement déjà polluée pour ainsi dire par l'interprétation qu'il donne d'un fait dont il a pris connaissance, il pense avant de ressentir les choses ou simultanément, il a été formaté ainsi et il ne s'en rend même pas compte, donc on est parfois injuste dans nos critiques.

L'intellectuel présente l'avantage sur l'ouvrier de prendre du recul plus facilement sur les évènements, il est plus mesuré mais cela ne présente pas que des avantages. L'inconvénient, c'est qu'il a systématiquement tendance à vouloir arrondir les angles, apaiser les querelles,

trouver un terrain d'entente, un compromis. L'ouvrier a tendance à réagir brutalement ou sèchement dans un sens ou un autre comme si chaque question présentait un danger pour sa survie, tandis que l'intellectuel adoptera un comportement en apparence stoïque ou prendra un air de penseur avant d'aborder une question délicate par exemple, comme s'il avait tout son temps et qu'il ne se tracassait pas pour sa situation personnelle à venir, quelque part la société se montre suffisamment généreuse à son égard pour qu'il conserve son sourire ou son sang froid en toutes circonstancess ou presque, les compensations que lui octroie la société lui permettent de mieux supporter des épreuves difficiles, ce qui n'est pas le cas de l'ouvrier qui s'enferme rapidement dans un raisonnement à se fracasser la tête contre un mur ou à frapper plus faible que lui, sa compagne, ses gosses ou son chien.

Bref, on n'aborde pas du tout la réalité de la même manière, on n'a pas les mêmes rapports avec elle. Tiens, je ne sais même pas pourquoi je vous parle de cela ce matin ! C'est sans doute parce que j'appréhende davantage et toujours la réalité comme un ouvrier plutôt qu'un intellectuel, ce qui me va très bien, et puis je n'y peux rien ! Je pourrais prendre un autre exemple pour le démontrer. Un ouvrier va se mettre une idée en tête et ne plus en démordre, il a décidé de changer de bagnole, rien ne le fera changer d'avis, c'est pour ainsi dire acquis, ensuite seulement il va se demander comment il va faire pour financer sa nouvelle acquisition, entre temps il aura bien ancré profondément cette idée en tête, et s'il ne pouvait pas la réaliser il en serait fort malheureux. Tandis qu'un intellectuel va commencer par se demander dans quelles conditions il pourrait changer de bagnole, il va étudier tranquillement différentes hypothèses en fonction de sa situation financière et ensuite seulement il prendra posément sa décision ; je généralise pour ma démontration car les choses ne se passent pas toujours ainsi évidemment, j'ai pris comme exemple un intellectuel qui n'a pas forcément en tête d'épater la galerie ou d'étaler son statut social.

Si les deux sont enclins à la dépression, cela ne se présente pas de la même manière. L'ouvrier aura davantage tendance à la paranoïa, s'il ne parvient pas à son objectif, cela ne vient pas de lui, la cause est extérieure ou lui est étrangère, il y a forcément quelqu'un qui en est responsable. Pour l'intellectuel aura davantage tendance à la schizophrénie, il croit en sa belle étoile et se croit supérieur aux autres, si son projet échoue c'est qu'il n'a pas tout fait pour qu'il en soit autrement, cela peut provenir de la société bien sûr, mais aussi ou surtout de lui.

Tiens je viens de trouver une chute à cette causerie, on aura une pensée au passage pour le réalisateur Alain Corneau qui nous a quité hier suite à un cancer et dont j'avais apprécié l'ensemble de son oeuvre cinématographique, je crois qu'il avait été proche du CCI-POI : selon Trotsky, la principale qualité de Lénine était d'avoir su allier fermeté sur les principes et souplesse dans leur application, mettons la fermeté au compte de la dure réalité qu'affronte quotidiennement l'ouvrier et la souplesse au compte du talent de l'intellectuel qui dans certaines circonstances se range au côté de l'ouvrier, les deux finalement appartenant à la même classe sociale, même si leur expérience de la société n'est pas exactement la même. Lénine avait autant de l'ouvrier que de l'intellectuel, comme les marxistes qui l'avaient précédés.

Comme presque toujours quand je commence une causerie, je ne sais pas où elle va me mener, je viens d'en imaginer la suite en me disant que l'intellectuel devait se ranger derrière l'ouvrier mais ce n'est pas forcément exact, la classe ouvrière étant hétérogène et comportent de nombreuses couches, quand on parle des intérêts collectifs de la classe ouvrière, on devrait pour les définir et nous servir de guide si l'on ne veut oublier personne dans notre combat, considérer la situation ou prendre appui sur les couches les plus exploitées du prolétariat, ce qui répugne à tous les partis ou syndicats, désolé de finir ainsi sur une note désagréable, mais cela correspond hélas à la réalité.

Parti de l'ordre ou la réaction sur toute la ligne.

1- Dominique Dord, député UMP de Savoie et ex-salarié de L'Oréal, a été élu lundi trésorier de la formation présidentielle en remplacement d'Eric Woerth à l'unanimité du bureau politique du parti.

C'est le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand qui a proposé le nom de Dominique Dord en le présentant sur Europe 1 comme "*quelqu'un de particulièrement rigoureux, de sérieux, qui est engagé au service de son parti politique et qui a accepté que je propose sa candidature*".

Un porte-parole de L'Oréal a indiqué lundi que Dominique Dord avait travaillé pour le fabricant de cosmétiques de 1985 à 1987 en tant que directeur produits.

L'intéressé a trouvé "*assez hallucinant*" qu'on puisse lui reprocher d'avoir travaillé pour L'Oréal.

Il a précisé qu'il dormait parfois chez sa belle-mère lorsqu'il séjournait à Paris. Cette dernière habite le même immeuble que Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt qui a été entendu à plusieurs reprises par la brigade financière de Paris pour le régime de la garde à vue.

"*Xavier Bertrand m'a suggéré de vous dire, tant qu'à faire, pour que ça ne fasse les grands titres demain et après-demain : ils se trouve que ma belle-mère habite deux étages au-dessus d'un Monsieur qui s'appelle de Maistre*", a-t-il expliqué. (Reuters 30.08)

Simple coïncidence !

2- Le gouvernement français a annoncé lundi qu'il poursuivrait et intensifierait sa politique à l'égard des Roms malgré les protestations en France et à l'international ainsi que la gêne exprimée par deux ministres.

Eric Besson a annoncé lundi un projet d'amendement à la loi sur la sécurité intérieure, dite Lopssi, pour étendre les possibilités d'expulsion en cas de «*menace à l'ordre public à l'occasion d'actes répétés de vols ou de mendicité agressive*».

Brice Hortefeux déplore l'insalubrité de certains camps, où se développent selon lui des cas de saturnisme et de tuberculose. «*Pouvons-nous accepter que des enfants grandissent dans de telles conditions ?* », s'interroge le ministre de l'Intérieur. «*Nous devons faire en sorte qu'ils vivent dans la légalité et la dignité. La France n'est pas un terrain vague.*»

Invité de France Inter, François Fillon qui a repris en main la communication de l'exécutif sur ce sujet, a dit que "*le mode de vie nomade est de moins en moins adapté à la vie d'une société moderne*". (Lefigaro.fr et Reuters 30.08)

Ces gens-là ont décidément la main sur le coeur à les entendre.

Mais dites-donc messieurs, combien de familles pauvres dans ce pays vivent encore dans des immeubles insalubres ? Combien de familles pauvres vivent actuellement dans la rue ? Cela ne les gêne pas vraiment que des enfants "*grandissent dans de telles conditions*", normal ce sont des gosses de travailleurs pauvres, qui plus est issue de l'immigration, de la graine de délinquants en puissance c'est bien connu. Bon ceux-là ils sont en règle avec vos lois scélérates, vous ne pouvez pas les expulser, ils sont de nationalité française, et pas de bol vous ne pouvez pas les faire disparaître.

Mais qui sont-ils au juste ? Les victimes innocentes de la politique du gouvernement des banquiers et de la survie du capitalisme. Qu'avez-vous fait de leur "*dignité*" ? Vous la piétinez tous les jours et lorsqu'ils se révoltent ou tentent de s'en sortir par n'importe quel moyen, vous les matraquez ou les expulsez. La légalité est de plus en plus un luxe de nos jours, ceux qui ne la respectent pas n'en ont manifestement pas les moyens. Donc, ce sont ceux qui ne leur en donnent pas les moyens qu'il faut chasser du pouvoir !

3- Le député UMP du Vaucluse Thierry Mariani déclare dans le JDD de dimanche souhaiter durcir les conditions d'accès à l'Aide médicale d'Etat (AME), destinée aux étrangers les plus démunis, et que la déchéance de nationalité puisse toucher tous les criminels.

L'AME, gratuite, est destinée aux personnes de nationalité étrangère résidant en France depuis plus de 3 mois, sans titre de séjour. "*Les dépenses de l'AME ont augmenté quatre fois plus vite que les dépenses du régime général ou de la CMU (Couverture maladie universelle, ndlr), ce n'est pas normal*", estime le député, cité par le JDD dans un article titré "*La surenchère continue*".

L'élu envisage donc une participation financière des bénéficiaires, soulignant que "les Français ou les étrangers en situation régulière se voient appliquer un forfait hospitalier, pas les clandestins!" Il justifie aussi sa démarche par les fraudes, "*nombreuses car il n'y a pas de contrôles*". "*Je pense qu'il faut que le Parlement se saisisse de cette question rapidement*", ajoute-t-il. Un fonctionnaire anonyme du ministère de la Santé, cité par le JDD, parle de "*fraudes marginales*".

Les conditions d'accès à l'AME avaient déjà été durcies par la droite en 2005. Le 11 janvier 2007, le candidat à la présidentielle Nicolas Sarkozy avait promis de maintenir la gratuité de l'AME pour "*les plus nécessiteux*".

Toujours dans le JDD, Thierry Mariani estime également qu'il "*ne voit pas pourquoi on limiterait la déchéance de nationalité aux agresseurs de policiers*", comme l'a proposé le gouvernement cet été. "*On ne peut hiérarchiser les victimes. Je pense que cette mesure doit s'appliquer quelle que soit la nature du crime*", juge-t-il. (lepoint.fr 29.08)

Le temps où leur généreuse République octroyait des aides aux plus pauvres sous les différents gouvernements qui se sont succédés au cours de la seconde moitié du XXe siècle pour maintenir la paix sociale ou cacher cette misère que l'on ne veut pas voir, est révolu...

Quand ils en auront terminé avec tous ces boucs émissaires, ce sera notre tour !

4- Le ministre de l'Education, Luc Chatel, s'est dit dimanche "*favorable*" à ce que les élèves se lèvent à l'entrée de l'enseignant dans la classe, "*dans le cadre du respect du professeur et de l'incarnation de l'autorité*".

"*C'est le cas dans beaucoup de classes et beaucoup de professeurs pratiquent de la sorte mais ce n'est pas systématique*", a déclaré M. Chatel au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro.

"*Dorénavant, il va y avoir dans le règlement intérieur de chaque lycée et collège une charte sur les droits et devoirs. Eh bien, ça peut très bien figurer dans la charte de l'établissement*", a dit le ministre.

"*Je n'ai pas lancé d'obligation sur le sujet*", a-t-il toutefois précisé.(lepoint.fr 29.08)

Remettons les choses à l'endroit. Si les jeunes manquent de respect à un professeur ou à quelqu'un d'autre, c'est parce que leur société ne respecte pas les droits de la jeunesse ou est incapable de satisfaire leurs besoins ou aspirations.

Le principe d'autorité est déjà en soi une violation des libertés individuelles auxquelles chaque citoyen devraient avoir droit. De la même manière que l'existence de la propriété privée des moyens de production constitue une entrave ou une violation de notre droit légitime à satisafaire l'ensemble de nos besoins.

Le recours à l'autorité est aussi indispensable dans leur société que le recours à l'Etat.

Si les rapports sociaux dans la société n'était pas le reflet ou l'expression de l'existence de la société divisée en classe dominante et classe dominée, le principe d'autorité n'aurait aucune raison d'être. Le professeur ou les parents devraient remplir le même rôle que la classe dominante ou se comporter de la même manière, sauf qu'ils n'appartiennent pas à cette classe, imposer leurs points de vue aux jeunes ou aux enfant qui devraient adopter l'attitude souvent docile de la classe dominée, dans la joie et la bonne humeur de préférence, sauf que voilà, cela vient heurter de plein fouet la nature insouciante, fougueuse ou révolutionnaire de la jeunesse qui ne comprend pas pourquoi ils existent tant d'inégalités et d'injustices dans leur société et pourquoi elle devrait accepter de se priver ou d'en faire les frais.

Pour Chatel, le prof devrait se transformer en flic dans la classe. Pourquoi en sommes-nous arrivés là, à tant de violence où plus personne ne respecte les autres, ce n'est pas propre à la jeunesse, voilà la seule question qui vaut le coup d'être posée. Finalement l'Etat ou l'orde établi ne se maintient qu'en recourant à la violence contre la classe dominée, la classe ouvrière et sa jeunesse, dans la mesure où le professeur et ses élèves appartiennent à la même classe sociale, Chatel ne fait rien d'autres que les dresser l'un contre l'autre.

Nouveau Centre.

Damien Abad, eurodéputé et ex-président des jeunes centristes, a expliqué à la presse à l'université d'été de La Grande-Motte "*que la candidature de son champion (Hervé Morin)*" devrait être considérée par Nicolas Sarkozy comme "*une bonne nouvelle*", un "*antidote à François Bayrou et Dominique de Villepin*". (lepoint.fr 29.08)

PS.

"*Nous serons prêts pour 2012 et nous ne décevrons pas*", "*nous voulons incarner une alternance crédible face à Nicolas Sarkozy*", a affirmé la patronne du Parti socialiste devant plusieurs milliers de militants (4.000 selon les organisateurs) dans un discours d'une heure et demie aux allures de programme, visant à bâtir "*Une autre France*".

Alors que les sondages témoignent d'une embellie pour le PS mais d'un déficit de crédibilité, la patronne des socialistes a déclaré : "*Nous sommes la gauche de transformation et de gouvernement*". "*Notre détermination est entière, notre combativité inentamée, notre ambition immense : nous voulons incarner demain une alternative crédible à la politique de la droite*", a affirmé Mme Aubry.

Si la première secrétaire assure qu'elle prendra la décision personnelle de se présenter ou pas avant la fin 2010, c'est forcément pour tenter de coincer DSK en le mettant sous pression, pensent-ils. Or Aubry et DSK sont censés décider ensemble qui de l'un ou l'autre sera le candidat.

Si DSK a illuminé l'université d'été par son absence, c'est aussi parce que tous les candidats à la primaire, déclarés ou potentiels, sont suspendus à sa décision. Dans l'incertitude, chacun se fait des nœuds au cerveau pour élaborer sa stratégie. Car si DSK revient, certains ont d'ores et déjà annoncé qu'ils retireraient leur candidature. C'est le cas de Pierre Moscovici. Manuel Valls laisse planer le doute. François Hollande ne veut pas y penser. Quant à Ségolène Royal, s'étant invitée d'elle-même dans le pacte Aubry-DSK, elle pourrait se retirer elle aussi: elle se dit prête à réfléchir à un «dispositif gagnant». (lefigaor.fr et lepoint.fr 30.08)

Commentaire d'un internaute : "*Moi, je suis de droite et je ne suis pas du tout inquiet au sujet de ce que fera DSK. Pleine confiance*", il a raison ! DSK... une "*alternance crédible*" pour les capitalistes !

PCF.

"*Pour les communistes, la rentrée doit être plus que jamais sur tous les fronts*", a déclaré Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, lors de son discours de clôture de l'université du PCF qui se tenait à Seignosse (Landes) depuis vendredi et a réuni quelque 500 militants.

Pour le PCF, loin de tout "*exercice de politique spectacle*", "*un seul et unique objectif*" doit être poursuivi : "*affûter les idées*".

Pierre Laurent, "*ultra-mobilisé*" pour cette rentrée "*combative et constructive*", a enjoint ses camarades à poursuivre "*un seul et unique objectif*" : "*faire dominer le débat du projet*" face à la droite.

Aussi, l'idée d'un "*pacte d'union populaire*", "*programme partagé*" pour 2012, sera lancée à la fête de L'Humanité (10-12 septembre) par Pierre Laurent, Jean-Luc Mélenchon et Christian Picquet (Gauche unitaire).

"*Le problème n'est pas de rédiger entre nous un programme mais d'associer les forces syndicales, sociales et associatives*", affirme M.

Laurent.

Mais le communiste l'a souligné : "*Nous ne cherchons pas à rassembler l'extrême gauche*" mais à "*remettre au centre de gravité de la gauche les défis dont elle n'aurait jamais dû se détourner*" pour obtenir une "*majorité de gauche*" en 2012. Comme une fin de non recevoir à Olivier Besancenot (Nouveau Parti Anticapitaliste) qui souhaite une gauche de la gauche totalement autonome du Parti socialiste (PS). (lepoint.fr 29.08)

Pour Mélenchon (lire ci-dessous), 2012 ce serait de "*l'attrape-gogo*", il ne s'y intéresserait pas, il ne veut pas passer pour un vulgaire électoraliste, c'est ce qu'il veut faire croire. Mais au fait, la fête de l'Humanité, c'est quand, dans deux semaines, donc 2012 cessera d'être un "*attrape-gogo*" à cette date, où l'art de prendre les travailleurs et militants pour des abrutis, et nous sommes polis.

Vous aurez noté que pour Pierre Laurent l'objectif de la politique du PCF ce n'est pas d'imposer un recul ou une défaite à Sarkozy sur la question des retraites, mais d'"*affûter les idées*" ou de "*faire dominer le débat du projet*" face à la droite, diable, le gouvernement à de quoi bien se tenir, il en tremble déjà d'effroi !

PG.

1- Devant quelque 400 militants réunis sur le campus universitaire de la ville de Saint-Martin-d'Hères, Jean-Luc Mélenchon a lancé un appel pour faire de la journée d'action nationale du 7 septembre portant sur la défense des retraites, "*le plus grand rapport de force que le pays n'a jamais vu*" et appelé au "*rassemblement des forces de l'autre gauche*".

"VNous avons le devoir de nous rassembler. Et le premier rassemblement c'est la fête de l'Humanité. Ce jour-là commence la discussion d'un programme partagé entre le parti communiste, le parti de Gauche et les formations qui veulent bien se joindre à la discussion de ce programme", a-t-il souligné.

"*Pas question d'avoir pour tout potage +A bas Sarkozy, vive le vote utile!+, pour ensuite se manger du Papandréou (...) Il ne faudra pas compter sur nous pour marcher au fouet. Regardez nos cous, il n'y pas de traces de laisse*", a-t-il lancé.

Le leader du Parti de gauche a encore expliqué qu'il ne fallait pas se focaliser sur la prochaine élection présidentielle: "*2012, c'est de l'attrape-gogo. Pendant qu'on parle de ça, on ne parle pas du reste*". (lepoint.fr 29.08)

Commentaire d'un internaute qui doit être bien placé pour savoir de quoi il cause : "*Quelle maestria dans la démagogie de ce politique ! [...] Comme dirait le PS, aux JO des plus démagogues, il aurait la médaille d'or...*".

Il a raison, Mélenchon mérite bien la palme toutes catégories de l'opportunisme, car chacun sait qu'il fera tout pour "*battre la droite*" en 2012, traduire : se coucher devant le PS et aux diables les grands discours et les principes d'un jour ! Il a déjà pris les devants en soutenant Delanoë, lire plus loin.

Le Die Linke ne "*mange*" pas du Papandréou, il soutient le SPD, c'est en Allemagne, ce n'est pas pareil !

Alors que le PCF est "*ultra-mobilisé*" selon Pierre Laurent, pour Mélenchon le 7 septembre sera "*le plus grand rapport de force que le pays n'a jamais vu*", ajoutons-y la déclaration de Thibault qui a affirmé lundi (lire plus loin) «*nous allons tout faire pour que cette journée soit la plus impressionnante possible*", devant tant de superlatifs et de bonnes intentions qui en imposent (aux esprits faibles) nous devrions sans doute applaudir à tout rompre, pas de bol ils nous laissent de marbre, pire, nous les dénonçons comme une manoeuvre pour camoufler que pendant des mois le PCF et le PG ont refusé de répondre positivement à l'initiative du POI de mener le combat ensemble contre le gouvernement et d'appeler à une manifestation nationale à Paris pour défendre notre droit à la retraite.

Pour enfumer les militants, Laurent et Mélenchon utilisent la même méthode : seule leur déclaration du jour a de l'importance et devrait retenir notre attention, comme si tous leurs actes ou toutes leur paroles de la veille appartenaient déjà à un passé lointain dans lequel il ne faudrait surtout pas fouiller par craintes d'y trouver des contradictions à la pelle.

On vit dans une société de consommation dit-on, une société ou tout devrait connaître le même sort qu'un kleenex, on vit dans l'immédiat, de la même manière que le profit doit être impérativement réalisé à court terme, le passé et le futur ne présentent aucun intérêt, il faut absolument se focaliser sur le présent car c'est à cet instant précis en satisfaisant vos besoins que le cycle du capital s'achète et qu'un nouveau cycle va pouvoir commencer, c'est l'idéologie dominante qui impose ce mode de pensée conforme aux besoins du capitalisme, il faut que le capital circule le plus vite possible... et les idées qui lui sont subordonnées avec !

2- Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a défendu ce week-end la position du maire PS de Paris Bertrand Delanoë à propos du projet d'accord pour que l'UMP et Jacques Chirac remboursent à la ville de Paris la facture d'emplois fictifs remontant aux années 90.

Selon un projet d'accord révélé il y a quelques jours, la facture de ces emplois estimée à 2,2 M EUR sera remboursée aux trois-quarts par

l'UMP et pour un quart par l'ancien chef de l'Etat. Avec ce règlement à l'amiable avant le procès, la Ville retirerait sa constitution de partie civile.

M. Mélenchon a ajouté qu'il n'était pas "*enchanté*", "*comme beaucoup de Français*", à "*l'idée de voir un président de la République dans un prétoire*". (lepoint.fr 29.08)

Mélenchon est tellement mégalomane qu'il craint peut-être de se retrouver un jour dans cette situation s'il était élu président de la République ! A part cela Mélenchon combattrait les institutions de la Ve République ! Chirac appréciera sans doute. Alors que dire de la "*triste*" fin de Louis XVI ou de Nicolas II ! Abominable erreur sans doute pour ce minable.

Retraites.

1- Etablir 62 ans comme âge de départ à la retraite en France d'ici à 2018, au lieu de 60 ans aujourd'hui, revient à retenir un "*âge de raison*", estime le ministre du travail, Eric Woerth, dans un entretien accordé au *Figaro*. (Lemonde.fr 30.08)

Menteur va, il n'y a pas d'âge ! D'ailleurs, n'avez-vous pas déjà prévu de repousser l'âge du départ à la retraite en 2020 ?

La preuve : "*Après Bernard Giraudeau en juillet, le cinéma français est à nouveau frappé par une perte cruelle. Avec Alain Corneau disparaît un très grand réalisateur, vaincu lui aussi dans la force de l'âge par la maladie*", peut-on lire dans un communiqué du président de la République. (Reuters 30.08)

Alain Corneau n'avait que 67 ans, un peu moins Giraudeau je crois, "*vaincu dans la force de l'âge*" ou un "*âge de raison*", ne travaillait-il pas encore à 67 ans ? Alors bande de fainéants, vous pourriez en faire autant, non ?

2- Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, assure que le gouvernement ne sera «*pas au bout de ses peines s'il persiste après le 7 septembre*», journée de mobilisation contre le projet de loi de réforme des retraites, dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de lundi.

«*Nous allons tout faire pour que cette journée soit la plus impressionnante possible et que le président de la République prenne enfin la véritable mesure de la situation*», affirme le leader cégétiste.

Bernard Thibault prévient que, «*si malgré cela, Nicolas Sarkozy reste sourd, nous envisagerons des suites rapidement*», précisant que les syndicats feront «le point dès le 8 septembre» avec, du côté de la CGT, «*des assemblées générales de personnel dans un maximum d'endroits*». (20minutes.fr 30.08)

Belgique. Crise politique.

Chargé le 9 juillet de mener les discussions pour la formation d'une coalition gouvernementale, Elio Di Rupo était depuis quelques jours dans une situation de blocage, les divergences entre partis flamands et francophones restant insurmontables.

Dimanche, le président du PS "*a demandé au roi d'être déchargé de sa mission*", a indiqué le palais royal dans un communiqué, à l'issue d'une audience de plus de trois heures. (lepoint.fr 29.08)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 septembre

Je n'ai en général pas plus de deux minutes à accorder à chaque sujet abordé dans les dépêches ou articles de presse de la veille, du coup mes commentaires sont forcément sommaires ou incomplets.

Ci-dessous le commentaire que je rajoute à la contribution de Pierre le cheminot, elle figure en ligne intégralement dans la *Tribune libre*.

"*9) En lisant le tract, vous avez bien dénoter que le mot d'ordre principal était le retrait du projet de loi sur les retraites, mais qu'il ne donne aucunes revendications sur les acquis à obtenir pour la classe ouvrière dans ce domaine. Juste un retour à 1993 (comme si la situation d'avant cette date était idéale pour les travailleurs en matière de retraite). La raison à "cet oubli" : c'est le copier-coller d'un tract fédéral de FO et les militants du POI ont tout fait pour que ce tract serve de base, malgré les demandes de revendications supplémentaires de Sud Rail (retraite à 55 ans pour tous).*"

Le but était, me semble-t-il, de réaliser l'unité la plus large possible et de donner un contenu au mot d'ordre de "retrait" en prenant comme base une date correspondant à une situation qui pouvait servir de repère lisible pour chacun sans repartir dans des discussions interminables qui auraient abouti à ce que chacun défende des positions différentes et se seraient terminées par le constat d'un désaccord et la division, l'objectif inverse de celui recherché. Pourquoi 55 ans, pourquoi pas 57, 53, 50, etc.

"*11) Alors pourquoi me direz-vous le tract de l'URIF demande l'abandon du projet de loi sur les retraites? C'est simple. Certains anciens secrétaires de son syndicat ont un poids politique plus fort que lui (dont un ex-PT) et qu'ils ont réussi par un mouvement de prise en tenaille à lui faire admettre (par la force) qu'il fallait mettre ce mot d'ordre d'abandon à l'ordre du jour. Vous noterez que ce n'est pas le mot "retrait" qui a été utilisé. La vérité, c'est une tactique pour éviter de faire le lien entre les revendications des cheminots de Paris Saint-Lazare et celle de l'URIF.*"

Retrait ou abandonné, où est la différence franchement ? Vous pinaillez inutilement. Peu importe la tactique du moment qu'elle permet de parvenir au but qu'on s'est fixé et que celui-ci est correct, c'est peut-être cela l'essentiel, non ?

La seule information que je trouve intéressante dans votre intervention concerne le jeu des appareils en vue des élections professionnelles : "*La raison est qu'au niveau fédéral, FO, la CGC et la CFTC ont décidé de faire liste commune pour les futures élections professionnelles de 2011*". Cette manoeuvre est discutable mais peut-être pas condamnable, tout dépend de l'objectif des dirigeants du POI, que l'on ne saisit

pas forcément au premier coup d'oeil. En même temps facilité l'élection de représentants du personnel de la CGC ou de la CFTC, c'est comme faire entrer deux loups de plus dans la bergerie, d'un autre côté cela permet à FO d'avoir des élus ou davantage d'élus, est-ce que ceci compense cela, je n'en sais rien, vous êtes mieux placé que moi pour répondre à cette question.

C'est vrai maintenant que cela fait bifteckard, sans principe, et que l'objectif de FO n'est pas forcément saisissable par les cheminots, la preuve c'est que vous dénoncez cette manoeuvre. Est-elle justifiée, je n'en sais rien et vous ne nous fournissez aucun élément probant pour nous aider à nous faire une idée impartiale à ce sujet, en dehors d'un jeu de piste "qui est qui" qui aurait plutôt le don de m'énerver et de mettre de côté votre intervention sans la diffuser.

Vous ne pourrez pas m'accuser de faire le jeu du POI puisque vous savez déjà que je ne leur épargne aucune critique, mais je ne peux pas et je ne veux pas utiliser des arguments contre le POI lorsqu'ils ne sont pas suffisamment étayés ou qu'ils manquent de crédibilité, on se doit d'essayer d'être impartial en toutes circonstances, ce n'est pas toujours facile, j'en sais quelque chose pour avoir commis des erreurs dans ce domaine et les avoir rectifiées ensuite quand je m'en suis rendu compte.

Selon que l'on appartient ou non à un syndicat ou un parti on ne perçoit pas de la même manière leur tactique ou politique, qui parfois correspond à un objectif qui n'est pas celui affiché, et s'il n'est pas affiché, ils ne vont pas expliquer dans un tract en quoi il consiste, évidemment, sinon cela ne servirait à rien de ne pas le dévoiler au grand jour !

Un tract ou un article n'est pas non plus forcément écrit correctement à l'insu de celui qui l'a rédigé et qui s'est mal exprimé, cela arrive aussi ; par exemple il arrive parfois dans la presse que le titre d'un article n'ait rien à voir avec son contenu, dans ce cas le titre révèle souvent la réelle intention ou l'état d'esprit de son auteur ou de la cause qu'il défend.

De l'intérieur ou de l'extérieur, on ne percevra pas un syndicat ou un parti de la même manière, il faut faire très attention à cette donnée quand on lit leur littérature et qu'on en fait l'analyse ou la critique, on peut facilement se méprendre et commettre une erreur d'appréciation, cela nous arrive involontairement hélas ! Prenons un exemple.

Du point de vue des principes ou en partant de la nature des syndicats CGC et CFTC, on peut concevoir l'unité avec ces syndicats, mais de là à faire liste commune avec eux, cela passe mal, cela va trop loin, c'est contre nature, compromettant, on qualifiera cet accord d'opportuniste, c'est un point de vue de l'extérieur, souvent purement dogmatique ou sectaire.

Maintenant de l'intérieur on peut peut-être concevoir une liste commune si c'est le seul moyen d'obtenir des élus, ce sera mieux que rien, ce qui compte ce sont nos propres forces, on a confiance en notre propre capacité à combattre ensuite la CGC et la CFTC.

Qui a raison ou qui a tort ? J'aurais tendance à dire que celui qui a raison c'est celui qui sait ce qu'il fait et pourquoi il le fait, si son objectif est correct, pourquoi le critiquer ? Attention à ne pas tomber dans le procès d'intention. Le problème, c'est que son objectif n'est pas forcément lisible par tous les militants.

A l'inverse, dans un syndicat ou un parti les militants ont la fâcheuse tendance à suivre aveuglément leurs dirigeants, du coup ils considèrent toute critique extérieure comme malveillante, alors que ce n'est pas forcément le cas, ils oublient qu'une critique repose sur une analyse politique qui n'est pas forcément la même que celle que font leurs dirigeants de la situation par exemple. Et puis nous ne défendons pas forcément non plus les mêmes intérêts ou nous n'avons pas forcément les mêmes priorités dans notre combat à chaque instant.

Parfois les dirigeants se disposent par rapports à leurs appareils, parfois par rapport à d'autres appareils, parfois par rapport à leurs mililants, à certains de leurs militants, à une tendance particulière, tandis que généralement leur politique s'adresse aux travailleurs, tous les militants ne sont pas forcément capables de s'y retrouver dans leurs motivations, tout dépend de quelle manière ils les formulent. En dehors des fripouilles qui contrôlent les syndicats au niveau confédéral, il ne faut pas accabler inutilement les dirigeants du POI ou du NPA, j'ai ajouté le NPA pour que vous ne pensiez pas que je favoriserais le POI.

En conclusion, on peut facilement se tromper sur les intentions des uns et des autres, notez bien que je ne dis pas que vous avez tort dans vos critiques, leur fondement ne me paraît pas suffisamment clair pour les partager ou les soutenir, ce qui ne veut pas dire que nos critiques seraient infondées ou qu'on devrait se passer de critiquer les dirigeants, tel n'est pas mon propos, on doit avoir toujours à l'esprit notre objectif et tenter de discerner loyalement et honnêtement si leur politique nous permet de faire un pas dans sa direction ou si au contraire elle nous en éloigne.

D'un côté Sarkozy et son gouvernement organise la chasse aux Roms, de l'autre elle est vigoureusement dénoncé de l'ONU à l'UE en passant par le Vatican ou Pékin, toutes les bonnes consciences que comporte la "gauche", sans oublier le philosophe et réactionnaire André Glucksmann.

Finalement, les Roms comme toute autre couche de la population bénéficient de droits et de devoirs, mais comme les autorités ne leur permettent pas de remplir leurs devoirs, dont celui de disposer d'un minimum de revenu pour demeurer sur le territoire français, leurs droits sont bafoués et ils sont traités comme des chiens qui auraient la rage.

Prenons un autre exemple.

Le gouvernement exige que les parents s'occupent correctement de leurs enfants, mais comme il ne leur en donne pas les moyens ou que les deux parents doivent travailler pour survivre, leurs enfants font des conneries, par conséquence le gouvernement veut leur supprimer les allocations familiales, donc un de leur droit, ce qui ne peut que contribuer à empirer leur situation.

On vous donne des droits, mais à vous de vous débrouiller pour les mériter, si ce n'est pas possible on ne vous les accorde pas, on vous les supprime ou on vous réprime ou les deux à la fois pendant qu'on y est, il faut bien des exemples pour faire rester l'ordre, le leur.

Cette situation ne concerne que les plus pauvres, ceux qui sont déjà livrés à la précarité, le gouvernement ajoute donc une injustice à une injustice.

Bizarrement, personne ne demande l'abrogation de la loi (et de la directive européenne) qui conditionne l'obtention du droit de demeurer en France pour les Roms. Il faut savoir que cette condition de revenu minimum est valable pour tout étranger demandant un visa de trois mois, elle n'est pas réservée qu'aux Roms. C'est la sélection par l'argent des personnes qui veulent s'installer légalement en France pendant un certain temps. Tous les Indiens que j'ai aidés à partir en France remplissaient cette condition ou plutôt ils avaient dû prouver qu'ils disposaient de suffisamment d'argent en Inde pour financer leur séjour en France ou leur rapatriement en cas de problème avant qu'on leur délivre un visa.

Ces âmes charitables ne peuvent pas s'attaquer à cette loi parce qu'ils défendent leur niveau de vie privilégié par rapport à celui qui existe en dehors des pays où le capitalisme est le plus développé. Cette loi protège leurs privilèges, pour s'y attaquer il faudrait qu'ils remettent en cause l'existence du capitalisme à l'origine des inégalités qui existent à travers le monde, il faudrait qu'ils s'attaquent aux institutions de la Ve République qui sont garantes de l'application de cette loi discriminatoire envers les pauvres ou encore à la directive européenne correspondante, pas question, il faut que les pauvres restent chez eux en Afrique ou en Asie, mais aussi dans certains pays de l'UE, car il faut qu'ils continuent à produire pour des salaires de misère pour qu'on puisse continuer de consommer et de vivre tranquillement, au passage on saisit l'ampleur de l'hypocrisie que cache leur engagement en faveur des sans-papiers, leur bonne conscience là aussi. On pourrait ajouter, pas question non plus pour eux de rompre les relations avec les régime tyranniques, business is business.

Les Roms sont une couche particulière de la population avec un mode de vie particulier, mais voilà la loi en vigueur n'en tient pas compte, elle les considère comme n'importe quel étranger qui voudrait séjourner en France et qui retournerait ensuite dans son pays, alors que les Roms n'ont pas de pays par définition puisqu'ils sont nomades, même s'ils sont originaires de Roumanie ou de Bulgarie pour la plupart, il aurait donc besoin d'une loi adaptée à leur situation et qu'ils seraient aptes à respecter, ainsi le problème Roms n'existerait plus. Quel gouvernement sinon un gouvernement ouvrier pourrait adopter cette loi ?

C'est l'Etat qui est incapable de remplir son devoir envers cette population comme il est incapable d'en finir avec le chômage, la précarité et la pauvreté qui frappent des millions de travailleurs et leurs familles dans le pays, et pas seulement le gouvernement actuel ou les précédents. C'est donc à l'Etat qu'il faut s'attaquer, donc les institutions et la Constitution de la Ve République, non ?

Mais voilà, personne ne veut s'y attaquer.

D. Gluckstein écrit dans son dernier éditorial (IO n°103) à propos du PS et ses satellites : "*Leur politique — d'hier, d'aujourd'hui et celle qu'ils promettent pour 2012 — reste cadrée par l'allégeance aux plans de l'Union européenne et du FMI*", et pas à la Ve République, institutions garantes de la propriété privée des moyens de production ? Ailleurs, il dénonce le consensus qui existe à l'Assemblée nationale entre l'UMP et la soi-disant "gauche" institutionnelle. Mais qu'est-ce l'Assemblée nationale, sinon une des principales institutions de la Ve République, non ? En quoi la rupture avec l'UE et le FMI garantirait qu'un gouvernement mènerait une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière ? Absolument rien.

C'est bien d'attirer l'attention des travailleurs sur ce qui se trame dans leur dos dans les coulisses des institutions de la Ve République, c'est mieux de leur indiquer que leur émancipation devra forcément passer par leur abolition et qu'ils n'ont rien à attendre de ces institutions conçus pour satisfaire les intérêts des capitalistes.

Le point sur la situation en titres.

Situation économique.

En Allemagne.

- Ralentissement de l'activité industrielle en août en Allemagne - Reuters
- Recul inattendu des ventes au détail en juillet en Allemagne - Reuters

Aux Etats-Unis.

- Les Etats-Unis préparent de nouvelles mesures de relance - Le Figaro
- Soutien accru de la Fed envisageable en cas de nette dégradation - Reuters
- Léger rebond de la confiance du consommateur américain en août - Reuters
- Standard and Poor's prévoit un ralentissement de la croissance à l'automne - LePoint.fr

Et le pendant de la "reprise".

- Le chômage stable à 10% dans la zone euro en juillet - 20minutes.fr

Grandes entreprises ou multinationales.

- Vivendi relève ses prévisions pour l'année en cours - Le Figaro
- Wendel renoue avec les profits - Le Figaro
- Bolloré publie un résultat opérationnel en hausse de 35% - Reuters
- Vinci livre un résultat supérieur aux attentes grâce à Cegelec - Reuters
- Havas affiche une croissance organique modeste au 1er semestre - Reuters
- Le résultat opérationnel semestriel d'Hermès bondit de 52% - Reuters
- Rusal affiche un 2e trimestre meilleur qu'attendu - Reuters

Crise à l'UMP et au sommet de l'Etat.

- UMP : la rivalité Copé-Bertrand au grand jour - Le Figaro
- Le match Bertrand-Copé plombe la rentrée de l'UMP - Libération.fr
- Fillon veut la fin des petites phrases et des états d'âme - Le Figaro
- Sécurité : Copé prend le parti de Sarkozy contre Fillon - Le Figaro -Hier
- Politique de sécurité: ne pas "*en rajouter*" selon Le Maire - LePoint.fr
- Les doutes de certains ministres agacent les élus UMP - Le Figaro
- La sécurité n'en finit pas de pourrir la rentrée de l'UMP - LePoint.fr
- A l'UMP, la tension monte entre modérés et '*sécuritaires*' - LeMonde.fr
- Emplois fictifs de Chirac: Christian Vanneste (UMP) hostile à l'accord avec la mairie de Paris - Libération.fr
- Fadela Amara : "*Je suis contre l'élargissement de la déchéance de nationalité*" - LePoint.fr
- Sécurité: le patron des députés centristes appelle l'UMP à garder son calme - LePoint.fr
- Bayrou constate "*un climat d'incroyable décomposition*" au sein de l'UMP - LePoint.fr
- Marine Le Pen : "*L'UMP va imploser*" au profit du Front national - LePoint.fr

NPA. Opportunisme débridé.

Au NPA, Pierre-François Grond, membre de la direction, se réjouit de l'invitation à l'université d'été du courant du porte-parole du PS, Benoît Hamon.

«*Pour nous, ce n'est rien d'autre qu'un meeting unitaire de plus contre la réforme des retraites*». Il regrette «*les réticences de la direction du PS*». «*On peut marcher séparément et frapper ensemble, surtout sur un sujet aussi crucial*», soutient celui qui était l'invité, l'an dernier, d'Hamon.

Lieutenant de Jean-Luc Mélenchon, Éric Coquerel juge «*aberrantes*» les réticences socialistes et se félicite qu'il existe, au sein du PS, «*un courant qui manifeste son refus clair et sans ambiguïté du projet du gouvernement*». (lefigaro.fr 31.08)

La jeunesse sacrifiée.

1- Etat policier, militarisation, des soldats en guise de professeurs pour mater la jeunesse : la réponse à ses attentes. Ségolène Royal va demander au ministère de la Défense la possibilité d'expérimenter l'une de ses propositions de la campagne de 2007, l'encadrement militaire des jeunes délinquants, dans sa région Poitou-Charentes.

"*Nous devons avoir le régiment de La Rochelle qui doit être fermé. J'en ai discuté avec Maxime Bono, député-maire de la Rochelle, nous allons faire ensemble une demande au ministère de la Défense pour expérimenter dans ma région l'encadrement militaire des délinquants. Comme ça, on aura plus de polémiques*", a-t-elle ajouté.

"*On va leur redonner de l'utilité sociale, on va leur apprendre un métier, tout ça de façon encadrée*", a dit l'ancienne candidate à l'élection présidentielle pour expliquer ce projet. (30.08)

2- Le revenu de solidarité active (RSA) va être étendu, sous de strictes conditions, aux moins de 25 ans à partir de mercredi, une mesure qui

ne devrait concerner que quelques dizaines de milliers de jeunes, pourtant parmi les premières victimes du chômage et de la pauvreté.

Nicolas Sarkozy avait donc annoncé en septembre 2009 l'extension du dispositif aux plus jeunes, mais avec des conditions très strictes : il faudra avoir travaillé l'équivalent de deux ans au cours des trois dernières années. Les premiers versements auront lieu début octobre, au titre du mois de septembre.

Selon l'Élysée, 160.000 jeunes devaient être concernés à terme, pour un coût en année pleine de 250 millions d'euros. On compte 5,5 millions de 18-24 ans en France. Parmi eux, selon l'Insee, plus de 20 % vivent sous le seuil de pauvreté (910 euros mensuels) contre 13,4 % tous âges confondus (chiffres 2007, derniers disponibles).

Le gouvernement a budgété seulement 20 millions d'euros pour verser la prestation entre octobre et décembre. Ces 20 millions permettront de verser une allocation à moins de 15.000 personnes. Près du quart des actifs de moins de 25 ans sont au chômage, dont près d'un sur cinq depuis plus d'un an. (Lepoint.fr 01.09)

Chômage.

Le nombre total des inscrit(e)s n'a jamais été aussi élevé.

Ils sont 4 574 000 inscrit(e)s, sans compter 300 000 chômeurs de plus de 58 ans dispensés de recherche d'emploi et 217 000 chômeurs dans les départements d'outre-mer. En deux ans, le nombre total de chômeurs a augmenté de 1 150 000. C'est du jamais vu dans notre pays.

Pas moins de 505 000 hommes et femmes se sont inscrits au chômage en juillet, et 505 000 en un mois, c'est absolument catastrophique !

D'où vient l'impression d'accalmie qui permet à Chiristine Lagarde de parler d'une « *stabilisation du chômage* » ? Pourquoi la courbe qui récapitule le « *stock* » de chômeurs ne monte-t-elle pas de façon verticale ?

Parce que, dans le même temps, 495 000 personnes ont quitté Pôle emploi. Mais sur ces 495 000 sorties, il n'y en a que 104 000 qui déclarent avoir retrouvé un emploi. Il y a un flou pour 100 000 d'entre eux, mais le ministère lui-même admet que « *moins de 40% de ceux qui quittent Pôle emploi retrouvent un emploi* ».

La majorité de ceux qui quittent Pôle Emploi sont en fin de droits

Ils ont été licenciés il y a un an ou deux et n'ont plus droit aux indemnités. Ils sont dans la précarité la plus totale : ils vont survivre -ou sousvivre- avec le RMI-RSA… ou n'auront droit à aucune allocation si leur conjoint a un revenu correct. En deux ans, le revenu du couple a été divisé par deux, mais leur problème n'apparaît dans aucune statistique.

L'Insee estime que 400 000 ménages vont être confrontés cette année à cette situation : voir leurs revenus divisés par deux !

Les CDD de moins de un mois représentent plus de 60% des embauches

Quant à celles et ceux qui retrouvent un emploi (il y en a quand même, heureusement), ils doivent de plus en plus se contenter d'emplois très précaires : l'Acoss, qui reçoit toutes les déclarations d'embauche, a publié en juillet une étude sur les embauches au deuxième trimestre.

En résumé : jamais le chômage n'a atteint un tel niveau et jamais le marché du travail n'a connu une telle précarité. N'en déplaise à Christine Lagarde, il n'y a donc aucune raison de se féliciter de quoi que ce soit. (Rue89 30.08)

Crise du parti de l'ordre.

1- Clôturant le campus d'été des jeunes de l'UMP, le Premier ministre s'est évertué à resserrer les rangs du parti présidentiel en défendant le bilan de son gouvernement.

"*Avoir des état d'âme maintenant que le pire de la crise est derrière nous n'a pas de sens*", a-t-il dit, ajoutant : "*Renoncer, faiblir, douter alors que c'est nous qui avons essuyé les plâtres du nouveau siècle est inconcevable*".

"*Les petites phrases, les états d'âme, la majorité a le devoir de s'en dispenser*", a dit François Fillon. "*Mais elle a aussi le devoir de répondre calmement et fermement à ceux qui n'ont pour seule obsession que de 'tirer' à vue sur le président de la République*".

François Fillon a surtout mis l'accent dans son intervention sur les succès de sa politique économique face à la crise, sa lutte contre les déficits et sa volonté de réformes illustrée par le projet de loi sur les retraites.

Le campus des Jeunes populaires aura été marqué par une passe d'armes entre Xavier Bertrand et le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, Jean-François Copé.

Ce dernier a reproché au parti son absence de dynamisme et évoqué devant la presse un besoin de réorganisation interne à son arrivée à Port-Marly, où il n'aura effectué qu'un très court passage.

"*Dans notre camp plus qu'ailleurs, on n'aime pas les diviseurs, on n'aime pas les snipers, on n'aime pas ceux qui jouent contre leur camp*", a répliqué le secrétaire général. (Reuters 31.08)

2- Woerth, menteur, ripou, suite.

Alors que le ministre du travail a estimé, dans une interview au Parisien, lundi 30 août, qu'il était victime d'une "*sorte de lapidation médiatique*", et d'"*une chasse à l'homme*" destinée à "*le tuer*", *L'Express* et *Le Canard enchaîné* publient deux nouvelles informations qui jettent le trouble sur les récentes affirmations d'Eric Woerth.

Dans son édition du 1er septembre, *Le Canard* fait état d'une lettre de 2003 d'Hervé Gaymard, alors ministre de l'agriculture, expliquant que la vente d'une parcelle de la forêt de Compiègne à la Société des courses de Compiègne était illégale. *Compte tenu de la législation sur les forêts domaniales, je vous informe qu'une cession par vente n'est pas possible*", lit-on dans ce courrier reproduit dans l'hebdomadaire.

Cette parcelle de 58 hectares, comprenant un hippodrome et un golf, a pourtant été cédée de gré à gré à la Société des courses, juste avant le départ d'Eric Woerth du ministère du budget en mars, sans appel d'offres et pour 2,5 millions d'euros. Alors que Le Canard du 14 juillet accusait le ministre d'avoir "*bradé*" la parcelle pour une société "*amie*" (Florence Woerth, l'épouse du ministre, passerait beaucoup de temps à l'hippodrome selon le journal), le ministre du travail avait démenti toute anomalie dans la vente.

Toujours selon l'édition du *Canard Enchaîné* du 1er septembre, et ainsi que l'a révélé *L'Express* mardi, une autre lettre, découverte à la mi-août lors d'une perquisition, contredit l'une des déclarations d'Eric Woerth dans l'affaire Bettencourt, concernant la Légion d'honneur de Patrice de Maistre. Contrairement à ce qu'il n'a cessé d'affirmer, y compris devant les enquêteurs, l'actuel ministre du travail serait bien intervenu personnellement en mars 2007 auprès de Nicolas Sarkozy pour lui demander d'attribuer la décoration à M. Maistre, gestionnaire de fortune des Bettencourt et employeur de son épouse, Florence.

Le courrier, daté de mars 2007, est adressé à Nicolas Sarkozy, place Beauvau. Signée d'Eric Woerth, alors trésorier de l'UMP, cette lettre recommande Patrice de Maistre pour l'obtention de la Légion d'honneur. Eric Woerth y vante notamment les mérites de ce membre du Premier Cercle, un club chargé de rassembler les principaux donateurs de Sarkozy. Patrice de Maistre faisait partie des collecteurs de fonds de l'UMP, rappelle *L'Express*. Il a été décoré de la Légion d'honneur en janvier 2008, par le ministre en personne.

Cette nouvelle preuve de collusion entre le ministre et Patrice de Maistre vient accréditer les soupçons sur la nature de leurs rapports. Le ministre a affirmé dans un premier temps ne pas connaître Patrice de Maistre, avant de concéder l'avoir rencontré à quelques reprises en tant que trésorier de l'UMP, alors que le gestionnaire cherchait à obtenir la Légion d'honneur selon *Le Canard enchaîné*. (Lemonde.fr 31.08)

Encore à propos des Roms.

Le Premier ministre a défendu lors du campus d'été des jeunes de l'UMP l'efficacité de la politique sécuritaire du gouvernement ainsi que son attitude envers la minorité Rom. Elle n'est à ses yeux "*pas différente de celles des autres Etats européens qui ne peuvent pas accepter de recevoir sur leur territoire des citoyens européens qui n'ont aucun moyen d'existence et qui sont pour beaucoup d'entre eux acculés à la délinquance pour survivre*". (Reuters 31.08) Donnez-leur les moyens de ne pas être "*acculés à la délinquance pour survivre*" et vous n'aurez plus à vous plaindre du comportement supposé ou réel des Roms ! Quand on est acculé à la misère par la société, il est légitime de voler pour survivre, ce l'est moins quand on s'appelle Bolloré ou Pinault, Chirac ou Blanc par exemple !

Comment Attac légitime le capitalisme... et la misère qu'il génère.

Susan George, présidente d'honneur de l'association Attac refuse de céder à toute incantation ou rhétorique de la révolution.

Car où sont les Bastille et les Palais d'hiver à prendre ? " *Ni à Wall Street ni à la City de Londres*", répond-elle avec ironie, tout en prenant soin de préciser que ces hauts lieux de la finance ont été renfloués par des Etats dépendant des Bourses et des banquiers. L'auteure cherche une utopie réaliste et n'a donc aucun problème à "*se passer de la fin de l'histoire*" et de la mythologie du "*grand soir*".

Nous avons les moyens de vivre autrement, dans l'égalité, le partage des savoirs et le respect de la biodiversité, affirme-t-elle. Si la révolution est une mystification, il n'est pas sûr que la seule taxation des riches suffira. Ainsi l'auteur parie sur l'innovation sociale, la coopération et la mutualisation. Un "*new deal vert*" afin de reconvertir l'économie vers un marché de l'écologie, placement des banques sous "*contrôle citoyen*", annulation de la dette du tiers-monde contre la garantie de politique sociale...

Face à leurs crises, celles des "*hommes de Davos*", Susan George propose donc les solutions de l'économie et de l'écologie sociales pour sortir du "*turbo-capitalisme*" débridé. Avec beaucoup moins de pétrole, mais toujours autant d'idées. (Le Monde 28.08)

Sauf que ce n'est pas avec des idées que l'on va changer le monde, et surtout pas avec celles d'Attac ! new deal vert" du capitalisme, n'est rien d'autre que le moyen de créer de nouveaux besoins pour permettre à la machine capitaliste de continuer à fonctionner. Imaginez que vous gardiez la même voiture pendant 20 ans, 90% des usines automobiles seraient aujourd'hui fermés, le même raisonnement vaut pour tous les biens d'équipements (téléviseur, téléphone, réfrigérateur, etc) ou de consommation courante (vêtements, etc.) que l'on jette ou remplace avant qu'ils ne soient hors d'usage...

Avant-hier, une dépêche annonçait la mise au point aux Etats-Unis de la première voiture volante, elle était en photo. Ce n'est pas un canular, comme quoi ils ne savent décidément plus quoi inventer pour assurer la survie du capitalisme. Ne levez pas la tête quand même, ce n'est pas pour demain !

Grande-Bretagne. Un aveu, en voilà un qui ne manque pas de cynisme.

Dans plusieurs extraits des mémoires de Blair, diffusés avant la publication de l'ouvrage mercredi, l'ancien locataire du 10 Downing Street répète sa position, plusieurs fois exprimée, selon laquelle l'invasion était justifiée par la menace que représentait Saddam Hussein, qui était en mesure de fabriquer des armes de destruction massive.

"*Je ne peux regretter la décision de partir en guerre. (...) Mais jamais je n'ai imaginé le cauchemar qui allait se dérouler*", commente-t-il à propos des années de violences intercommunautaires qui ont suivi l'invasion.

"*Je me suis souvent demandé si je m'étais trompé. Je souhaite que vous vous demandiez si j'ai pu avoir raison.*" Ce sera difficile, impossible !

"*Je pense que des paroles exprimant mes condoléances et ma sympathie seraient tout à fait insuffisantes. Ils sont morts, tandis que moi, qui ait décidé des circonstances dans lesquelles ils ont péri, suis toujours en vie*", ajoute-t-il à propos des victimes du conflit. (Reuters 01.09) Malheureusement, il n'en est pas mort !

Russie. La politique de la matraque.

Au moins 130 opposants ont été interpellés mardi en Russie au cours de manifestations non autorisées en faveur de la liberté de rassemblement, dispersées parfois avec brutalité par la police après les "*coups de matraque*" promis par le Premier ministre Vladimir Poutine.

Ces manifestations organisées à Moscou et Saint-Pétersbourg par différents mouvements d'opposition et des défenseurs des droits de l'homme ont lieu tous les 31 du mois depuis près d'un an, en référence à l'article 31 de la Constitution russe qui garantit le droit de manifester.

Selon la radio Echo de Moscou, certains manifestants ont été frappés "*très brutalement*" par la police qui avait déployé des centaines d'hommes des unités anti-émeutes.

Vers 22H00 locales (18H00 GMT), tous les manifestants interpellés à Moscou ont été relâchés, a déclaré aux journalistes un porte-parole de la police, cité par l'agence RIA-Novosti. "*Environ 70 personnes ont été appréhendées lors d'une manifestation non autorisée à Moscou (...). En ce moment, ils sont tous relâchés*", a indiqué le porte-parole.

Un demi-millier de policiers a été déployé autour de la place Trioumfalnaïa et au-delà pour assurer le maintien de l'ordre, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la police.

A Saint-Pétersbourg, près de 300 personnes se sont rassemblées sur la perspective Nevski et une soixantaine d'entre elles ont été interpellées, a constaté une journaliste de l'AFP. Selon un responsable de la police cité par l'agence RIA Novosti, environ 90 personnes ont été appréhendées. (Lepoint.fr 31.08)

Afghanistan. Une bonne nouvelle qui en cache une mauvaise. Nouvelle offensive en perspective.

Le retrait des troupes américaines d'Afghanistan s'amorcera à l'été 2011, a réaffirmé mardi le président Barack Obama, qui a toutefois souligné que le rythme du départ des GI's dépendrait de la situation sur le terrain.

"*Comme en Irak, nos forces resteront sur place pendant une période limitée pour permettre aux Afghans de bâtir leurs capacités (militaires) et d'assurer leur avenir*", a répété M. Obama.

"*Grâce à notre retrait d'Irak, nous pouvons désormais utiliser des ressources pour passer à l'offensive*" en Afghanistan, a expliqué le président, qui a rappelé l'objectif ultime de l'intervention en terre afghane: "*vaincre Al-Qaïda*".

Plus des deux tiers des quelque 141.000 soldats des forces internationales en Afghanistan viennent des Etats-Unis et les renforts dépêchés essentiellement par Washington depuis plusieurs mois vont porter cet effectif à 150.000 dans les prochaines semaines. (Lepoint.fr 31.08)

Le 3 septembre

7 Septembre.

Lu dans un article d'un quotidien de province qu'un camarade m'a adressé, les propos d'un secrétaire d'une union locale CGT : "*même avec un débrayage d'un quart d'heure ou d'une demi-heure, c'est une petite contribution qui va peser* ", c'est sûr, Sarkozy et le patronat en sont effrayés d'avance !

Etant donné que le 7 tombe un mardi et que plus de 90% des 30 millions environ de travailleurs que compte le pays ne sont pas syndiqués, si les chômeurs, les jeunes, les étudiants et les retraités ne se joignent pas en masse aux manifestations du 7 septembre, leurs niveaux ne dépasseront pas celles du printemps 2009 dans le meilleur des cas.

Vous lirez dans cette page l'interview d'hier de Thibault et Chérèque au journal patronal *Les Echos*. Pas question pour Thibault de faire du 7 septembre une manifestation anti-Sarkozy, "*ce n'est ni le sujet ni le message*", puisqu'il réclame une "*discussion sérieuse*" avec lui, quant à Chérèque il réclame un "*un vrai dialogue*" avec le gouvernement. Et de réaffirmer en coeur leur attachement aux 60 et 65 ans mais sans remettre en cause l'augmentation de la durée de cotisation que Chérèque revendique au même titre que le PS précise-t-il.

Pas question non plus de dresser un parallèle avec la grève de décembre 1995, quant à la tarte à la crème du "*partage de la valeur ajoutée*, Chérèque "*attend pour cela des messages forts de Laurence Parisot*", alors qu'elle vient de réaffirmer son opposition à toute taxation supplémentaire du capital... Finalement comme *ce ne sont pas les syndicats qui décident mais les salariés*" selon Thibault, si la contre-réforme des retraites passait ce serait de la faute des travailleurs !

En titres. Economie.

1- Créer sans cesse de nouveaux besoins pour faire tourner la machine capitaliste...

- Samsung, Toshiba et LG ripostent à l'iPad - Le Figaro
- À Berlin, les fabricants dévoilent leurs tablettes. Un marché estimé à 30 millions d'unités - Reuters

2- Un secteur économique important en recul.

- Recul de 27% des nouvelles immatriculations en août en Allemagne - Reuters
- Recul des ventes de voitures en net recul en août aux Etats-Unis - Reuters

3- Hausse d'impôt.

- Bercy envisagerait d'augmenter la TVA sur la télé payante - Reuters
- Augmentation des impôts - Lagarde exclut une hausse avant la présidentielle de 2012 - LePoint.fr

Sortie de crise, ils ont dit.

- Pascal Lamy, le secrétaire général de l'Organisation mondiale du commerce, ne veut pas y croire. "*Si je regarde les chiffres du commerce mondial, on est sorti de la crise*", affirme-t-il, prudent, lors de l'université d'été du Medef. (lepoint.fr 02.09)

- La reprise, a déclaré jeudi le président de la BCE Jean-Claude Trichet, se fera à un "*rythme modéré*" et pour l'instant, c'est encore l'incertitude qui prévaut.

"*Nous devons rester prudents. Nous ne crions pas victoire*", a déclaré le président de la BCE tout en soulignant que la BCE n'avait pas prévu un scénario de rechute en récession. (Reuters 02.09)

Interventions à l'Université d'été du Medef à propos de la crise.

A la question de Laurence Parisot, présidente du Medef, « *Sommes nous en sortie de crise ?* » :

Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) :

« *Dans ma petite boutique du commerce international, on est en sortie de crise. Le commerce mondial a chuté de 12% en volume en 2009, il remonte de plus de 10% en 2010. Et le système commercial est resté ouvert pendant la crise (…) Le problème européen majeur est de savoir si l'Europe va pouvoir entretenir son système social, qui la distingue dans le monde. Dans les années qui viennent, la croissance démographique n'est pas là en Europe, et si la culture de l'immigration ne change pas, elle sera bloquée ». « La gouvernance globale ne peut pas ressembler à la gouvernance nationale ». « Il faut accepter un système dans lequel les fonctions de la gouvernance mondiale ne sont pas exercées dans la même boîte institutionnelle. Vous aurez une fonction « leadership » exercée par le G20 (…), une fonction « légitimité » qui ne peut être exercée que par les Nations unies, et une fonction « mobilisation des ressources » assurée par les agences spécialisées. Pour les esprits français cartésiens, cela fait un peu bazar mais c'est dans ce triangle que va se passer la gouvernance ». « Tant que le G20 n'acceptera pas de rendre des comptes aux Nations unies, il y aura des problèmes. Tant que les Nations unies se considèrent comme un exécutif plutôt que comme un Parlement, il y aura des problèmes (…) Notre influence n'est qu'extrêmement marginale par rapport à la vôtre (électeurs, NDLR) ». La société civile « doit s'approprier ces questions et faire pression pour que les politiques prennent des décisions* ».

Juan Somavia, directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) :

« *Si on ne met pas l'emploi au coeur, on ne pourra jamais dire que la crise est terminée. Il faut dire que l'emploi est un objectif macroéconomique. L'emploi est aujourd'hui une résultante de la croissance, moi je dis : l'emploi est un objectif* ».

Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) :

«*... Il faut une conscience pour que les règles soient appliquées, ce qui est loin d'être le cas ». « Les vraies autorités, ce sont les marchés. Et le problème, c'est qu'ils sont segmentés, pas transparents, spéculatifs et que se développent un certain nombre de manipulations sur ces marchés à l'insu même des entreprises. Le véritable problème est dans le rapport de force inégal entre les marchés, les régulateurs et les entreprises : les entreprises ne savent pas qui intervient. Il y a pire que le temps médiatique : le temps des marchés...*». (Les Echos 02.09)

Pour les uns, c'est l'UE ou le FMI avec lequel il faut rompre, pour les autres c'est le marché qui détient le pouvoir, pour tous l'Etat ou les Etats donc les institutions n'en auraient aucun, cherchez l'erreur... cela évite de poser des question embarrassantes et d'y répondre.

La BCE au service de la spéculation. Comment continuer d'accumuler du capital...

La Banque centrale européenne a maintenu ses taux d'intérêt à un point bas record jeudi et prolongé ses mesures de soutien à la liquidité dans un contexte de fragilité de la reprise économique en général et de certaines banques en particulier.

Le taux de refinancement, reste au plus bas record de 1% pour le 16e mois d'affilée. Le taux de facilité de dépôt demeure à 0,25% et celui de la facilité de prêt marginal à 1,75%. (Reuters 02.09)

Difficile de maintenir leur marge, difficile de faire face à la concurrence mondiale, difficile d'augmenter les prix de vente des marchandises, difficile de diminuer davantage les coûts (les salaires et avantages sociaux), alors pour compenser la BCE prête de l'argent à des taux très bas aux banques via les entreprises... et la spéculation.

Non-événement. Pas touche aux marchés !

Une taxe sur les transactions de change pour financer le développement des pays pauvres? C'est l'idée défendue mercredi par soixante pays, réunis à Paris, comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon, le Brésil ou le Sénégal.

Avec un taux à 0,005%, cette taxe s'appliquerait aux transactions entre les banques sur les opérations de change et serait collectée au niveau international. Elle pourrait rapporter entre 30 et 40 milliards d'euros par an.

«*Sur 1.000 euros, la taxe que nous proposons, c'est cinq centimes d'euros. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est suffisant pour déclencher le mouvement*», a expliqué le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner. «*Techniquement il n'y a plus beaucoup d'obstacles, juridiquement non plus, politiquement il faut de la volonté*», a-t-il ajouté.

Ces conclusions se basent sur un rapport d'experts censé évaluer la faisabilité d'une telle taxation, complémentaire de l'aide publique au développement.

L'étude devait se prononcer sur cinq options principales: TVA sur les produits financiers, taxe sur les activités financières (profits et

rémunération des banques), taxe monodevise sur les transactions de changes, contribution internationale sur les transactions de changes, taxation large des transactions financières (changes et autres produits).

C'est cette dernière option qui semble recueillir le plus de soutiens. «*Il y a un consensus assez fort sur l'impôt sur les transactions financières en devises internationales*», a indiqué Soraya Rodriguez Ramos, secrétaire d'Etat espagnole à la Coopération.

L'avantage de ce dispositif est qu'il est «*complètement indolore*», a assuré Bernard Kouchner. Contrairement à la taxe «Tobin» par exemple, dont l'objectif est de stopper la volatilité sur les marchés de change, cette nouvelle taxe ne les pénalisera pas. Car l'objectif n'est pas de réguler le système financier international mais de financer le développement. (20minutes.fr 02.09)

Ouf, cette taxe hypothétoque ne "*pénalisera*" pas les marchés ! 30 et 40 milliards d'euros par an à comparer avec les quelques 1 000 milliards de dollars qu'à dépenser en 7 ans l'impérialisme américain dans sa guerre en Irak...

Ils vont encourager le change au marché au noir.

La BNP me taxe chaque fois que je fais un retrait au distributeur à Pondichéry, du coup j'évite de m'en servir pour engraisser ces parasites, et c'est Magueswary qui apporte directement le peu d'argent que nous arrivons à économiser à chaque voyage que je change évidemment au marché noir, ensuite on le place sur un compte rémunéré à 7 ou 8% (en ce moment) dans une banque d'Etat, c'est plus sûr !

La hausse des impôts... le programme de Sarkozy à partir de 2012.

La ministre de l'Économie Christine Lagarde a réaffirmé, jeudi, qu'elle excluait toute hausse d'impôt avant la présidentielle de 2012. Elle se garde toutefois de se prononcer sur une éventuelle augmentation en 2013, évoquée récemment par le ministre du Budget François Baroin. (lepoint.fr 02.09)

Salaire.

Les hausses globales de salaires n'auront atteint que 2,6 % en 2010, selon le cabinet Hewitt. Soit le plus bas niveau depuis 25 ans. Et 2011 ne s'annonce guère plus favorable. Les augmentations générales sont inférieures à 1 %. (Les Echos 02.09)

Pour avoir accès à la suite de cet article il faut être abonné aux Echos, ce qui n'est pas mon cas, et vue le peu de soutien financier que j'ai reçu, je n'ai pas l'intention de dépenser un euro de plus pour le site.

Chômage.

Il faut lire les stats de l'INSEE au lieu de copier coller les communiqués de presse, selon un Internaute.

Le décompte est donc:

- 2,6 millions de personnes au chômage total, c'est-à-dire inscrites au Pôle Emploi et qui n'ont pas travaillé du tout durant le semestre

- 1,48 millions de personnes en position de "sous-emploi", c'est-à-dire les salariés à temps partiel désireux de travailler plus, ou les chômages techniques ou partiels

- 4,78 millions de personnes dites "proches du chômage", à savoir sans emploi mais qui ne remplissent pas les critères pour être comptabilisées comme chômeurs (car ils ne sont pas disponibles pour une recherche active, par exemple)

Ce qui nous fait sur une population active établie à 28,1 millions (2008) cela nous fait près de 7,38 millions de chômeurs - chômeurs partiels c'est à dire plus de 25% de la population dite active... (20minutes.fr 02.09)

Quand les pieds nickelés font main basse sur l'argent de la vieille.

Liliane Bettencourt aurait confié à François-Marie Banier avoir donné de l'argent à Nicolas Sarkozy. L'artiste ami de la milliardaire l'a relaté dans un journal intime en avril 2007 saisi par la police en juillet, annonce Mediapart "*de sources concordantes*". Interrogé par la police, François-Marie Banier aurait confirmé les écrits. Avant d'assurer que la vieille dame aurait pu lui mentir, ou se tromper de nom, bref qu'il n'y croit pas.

Le 13 juillet, François-Marie Banier déclarait à L'Express que Liliane Bettencourt ne lui avait "*jamais parlé de Sarkozy ni de Woerth*". (lexpress.fr 02.09)

Quand l'Etat en est réduit à racketter les immigrés.

L'information est presque passée inaperçue du grand public fin juin, sans doute pas des étrangers qui doivent s'en acquitter : un décret du 24 juin 2010 a considérablement augmenté trois taxes payées par les étrangers en situation régulière en France pour la délivrance ou le renouvellement de leurs papiers, à l'exception des ressortissants de l'Union européenne.

La délivrance d'une première carte de séjour au titre de la "*vie privée et familiale*", coûte désormais 340 euros contre 300 euros avant le 24 juin, soit une augmentation de 13 %. Le renouvellement annuel des cartes de séjour temporaire ou la délivrance de duplicata a connu, lui, une augmentation considérable, de 57 %, passant de 70 à 110 euros.

"*Comme l'accès à une carte de résident de 10 ans est actuellement laissé dans la plupart des cas à l'appréciation du préfet, et que du coup ce sont surtout des cartes d'un an qui sont délivrées, la majorité des étrangers en situation régulière doit payer chaque année 110 euros pour le renouvellement de son titre*" écrit le Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés) dans un communiqué. En 2008, plus de 81 000 cartes de séjour ont été délivrées, selon les chiffres du ministère de l'immigration, et le renouvellement ou la délivrance de duplicata concernerait 500 000 personnes par an, selon le Gisti. "*Ce sont ainsi au total 21 millions d'euros de plus chaque année qui vont rentrer dans les caisses de l'État du fait des nouveaux montants des taxes sur les titres de séjour*". L'association dénonce une mesure par laquelle, en ces temps de crise, "*une fois de plus, le gouvernement va chercher l'argent chez les plus pauvres et les plus précaires*".

A titre de comparaison, la délivrance d'une carte d'identité française est gratuite, son renouvellement coûte 25 euros. La délivrance ou le renouvellement d'un passeport, valable dix ans, coûte entre 86 et 89 euros, selon les cas. (Lemonde.fr 02.09

Mozambique. Emeute de la faim.

Le Mozambique a déployé des troupes jeudi afin d'enlever des barricades dressées à Maputo où, pour le deuxième jour consécutif, des habitants ont bloqué des rues avec des pneus en feu et pillé des boutiques pour dénoncer un relèvement des prix du pain, de l'eau, de l'électricité et du carburant.

Ces violences ont coïncidé avec l'entrée en vigueur d'une hausse de 30% du prix du pain dans l'un des pays les plus pauvres du monde. Ce relèvement s'ajoute à une flambée des prix de l'essence et d'autres produits de première nécessité. Environ 70% des habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Le gouvernement a fait savoir jeudi qu'il ne reviendrait pas sur le relèvement des prix.

"*Les hausses de prix sont irréversibles*", a déclaré Alberto Nkutmula aux journalistes après la réunion du cabinet.

Les écoles et la plupart des commerces étaient fermés jeudi et les habitants formaient de longues files d'attente devant les rares boulangeries ouvertes.

Le ministre de l'Intérieur, José Pacheco, a indiqué jeudi qu'une enquête était ouverte en vue d'identifier la source des courriels et SMS diffusés depuis mardi qui invitent la population de la capitale à rallier les manifestations.

Selon des responsables de la police, des balles réelles ont bien été tirées mercredi en certains points de la capitale par des policiers à court de projectiles en caoutchouc.

Le Mozambique, qui souffre encore des effets de la longue guerre civile qui l'a déchiré entre 1976 et 1992, est tributaire de ses importations en provenance d'Afrique du Sud, dont le coût a augmenté récemment en raison de la hausse du rand.

En 2008, des "*émeutes de la faim*" contre le coût de la vie et la hausse du prix de l'essence avaient fait au moins six morts. Le gouvernement avait accepté de baisser le prix du diésel pour les taxis minibus.

Pour Americo Ubisse, porte-parole de la Croix-rouge nationale, «*ces émeutes sont plus graves que celles de 2008 parce qu'elles ont atteint tous les bidonvilles*». (Reuters et 20minutes.fr 02.09)

Haut de page

Le 4 septembre

La rubrique *Articles de presse* est actualisée presque quotidiennement. Afin que vous puissiez retrouver ces articles sans attendre la fin du

mois, j'ai créé un fichier pdf qui sera actualisé chaque fin de semaine jusqu'au dernier jour du mois, il vous suffira de télécharger le nouveau fichier qui remplacera le précédent, etc.

Je choisis des articles économiques accessibles à tous ou presque et dont le contenu permet de comprendre d'où vient la politique antisociale du gouvernement ou à quoi elle correspond sur le plan social pour les travailleurs. Ils permettent aussi de comprendre plus généralement l'orientation du capitalisme mondial.

On aurait envie de dire que tout a déjà été dit à ce sujet, il n'y a pas de "mystères" ou d'évènements qui seraient le produit du hasard dans la voie suivie par le capitalisme mondial et qui demeureraient inexplicables. Si on part sur ce terrain dans une discussion, il est impossible de s'en sortir. Le seul moyen d'avancer, c'est de se situer strictement et résolument sur le terrain de classe du prolétariat et ne pas en dévier.

Nos droits, nos besoins, nos aspirations, nos revendications sont-ils légitimes oui ou non ? Stop : oui ou non ? Si oui, qu'est-ce qu'on fait pour les défendre, pour qu'ils soient satisfaits demain ou plus tard ? On s'organise ou on continue de se morfondre dans son coin ? On fait quoi ? Doit-on attendre de perdre le peu qu'il nous reste pour réagir, quand il sera trop tard ? Doit-on se résoudre à vivre de plus en plus mal ? A tout problème correspond une solution, c'est valable aussi en politique, la fatalité c'est bon pour les ignorants ou les crétins, les faibles d'esprit, les êtres sans volonté, les esclaves, et encore faudrait-il en trouver qui soient satisfaits de leur sort...

A côté des arguments que nous développons habituellement, c'est ce langage qu'il faut aussi tenir aux jeunes, à la classe ouvrière, aux couches moyennes, à la petite-bourgeoisie. Chacun se questionne sur le sens de sa vie, chacun se dit forcément qu'il vit dans une société profondément injuste, un monde épouvantable, chacun aspire à en voir le bout, mais chacun estime-t-il encore qu'un monde meilleur est possible, pas forcément, loin de là même. N'est-ce pas cela qui donne des ailes au camp de la réaction qui sait le mouvement ouvrier profondément divisé et dans une impasse ? C'est nous qui finalement faisons tourner les usines, contruisons les routes, nourrissons la population, instruisons les enfants, etc. ne serait-ce pas à nous de décider quoi produire, dans quelles conditions et pour qui ? Nous sommes le nombre, nous sommes unis une force imbattable, irrésistible, mobilisons-nous, organisons-nous, prenons notre destin entre nos mains, prenons le pouvoir qui nous revient de plein droit de gré ou de force... (A suivre)

Le gouvernement envisage-t-il de déménager à Vichy en 2014... au plus tard ?

Le ministre de l'Intérieur et conseiller régional d'Auvergne, Brice Hortefeux, n'a pas souhaité démentir ni confirmer vendredi lors d'un déplacement à Vichy (Allier) son intérêt pour la mairie de cette ville, dans la perspective des élections municipales de 2014. (Lepoint.fr 03.09)

Justice. Deux poids, deux mesures. Les miasmes de la Ve République.

1- Le principal syndicat de magistrats français a vivement réagi vendredi aux critiques contre un juge des libertés de Grenoble attaqué par le gouvernement et les syndicats de policiers pour avoir laissé en liberté le suspect d'un "braquage".

Moncif Ghabour, mis en examen jeudi pour l'attaque à main armée du casino d'Uriage-les-Bains (Isère) dans la nuit du 15 au 16 juillet et une tentative d'homicide visant des policiers, a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

"*Les magistrats n'ont pas de leçons à recevoir du ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux. Ils n'ont pas l'intention d'être les boucs émissaires des carences de sa politique sécuritaire*", a dit à Reuters Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (majoritaire).

Le suspect reste présumé innocent. "*Il y a deux poids, deux mesures au gouvernement. Pour (le ministre du Travail, ndlr) Eric Woerth, on insiste constamment sur la présomption d'innocence, mais pour les suspects de Grenoble, ils devraient être systématiquement incarcérés ab initio*", a-t-il dit.

Le gouvernement est directement intervenu dans l'affaire de Grenoble, la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie suscitant un appel du parquet contre la remise en liberté et le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux faisant part de son "*indignation*" en invoquant la "*gravité des faits*".

Le syndicat Synergie-officiers parle de "*forfaiture*". Christophe Régnard a répliqué en annonçant qu'il étudiait une éventuelle plainte pour "*outrage à corps constitué*".

Sur le fond du dossier, la remise en liberté du suspect Moncif Ghabour semble être fondée sur une analyse divergente des éléments à charge entre le parquet et le juge des libertés.

Sa mise en cause repose essentiellement sur des témoignages et une expertise en "*odeurs*" prélevées sur la scène de crime, un procédé très contesté. Mais il nie les faits, avance un alibi et des témoins déposent en sa faveur.

Le même juge des libertés a envoyé en prison la même journée de jeudi quatre autres personnes dans des affaires distinctes, dont deux mineurs, font valoir les syndicats de magistrats.

Le principe général du droit français est que, dans une enquête, la liberté et la règle et la détention l'exception. Un placement en détention peut notamment être fondé sur des risques de fuite, de destruction des preuves ou, en matière criminelle, sur la notion de "*trouble à l'ordre public*". (Reuters 03.09)

2- Nicolas Sarkozy a jugé vendredi "*difficilement compréhensible*" la remise en liberté sous contrôle judiciaire, la veille, par un magistrat, du second braqueur présumé du casino d'Uriage-les-Bains (Isère), en marge d'un déplacement en Côte-d'Or. "*Je pense aux policiers qui se sont donné tant de mal pour retrouver ce délinquant, c'est bien difficilement compréhensible qu'on le remette en liberté dans ces conditions*", a déclaré le président à la presse.

Dans un communiqué publié jeudi soir, Brice Hortefeux avait exprimé sa "*très vive indignation*" et sa "*consternation*" après la remise en liberté sous contrôle judiciaire de Monsif Ghabbour. (Lepoint.fr 03.09)

Monsieur Ghabbour a nié les faits, il aurait un alibi et des témoins ont déposé en sa faveur, dans ces conditions il doit bénéficier de la présomption d'innocence et demeurer en liberté. A défaut de traces ADN, ils envoient leurs fins limiers qui tels des chiens vont relever les "*odeurs*" !

Monsieur Woerth a menti à plusieurs reprises à la justice, les preuves matérielles qu'il a trempé dans de multiples magouilles financières s'accumulent contre lui (lettres, carnets, enregistrements sonores, etc), plusieurs témoins ont témoigné à charge contre lui notamment dans l'affaire Bettencourt-Maistre et Cie., il devrait être en détention préventive à l'heure qu'il est en attendant son procès, mais il demeure libre, contre-réforme des retraites oblige.

Monsieur Hortefeux a été jugé coupable de propos à caractère raciste, mais il demeure à son poste, chasse aux Roms oblige.

Pendant ce temps-là des milliers de personnes innocentes placées en détention provisoire croupissent en prison dans l'attente de leur procès, mais parmi elles, aucun ministre, aucun policier, aucun patron !

Rémunération. Inégalité, injustice.

Comme en 2009, le gel des rémunérations sera de mise, selon la dernière étude du cabinet Hewitt Associates réalisée auprès de plus de 150 entreprises françaises.

Les hausses générales des salaires n'auront atteint que 2,6% en moyenne cette année, soit le plus bas niveau observé depuis vingt-cinq. 2011 ne s'annonce guère plus favorable avec une augmentation prévue de 2,7%.

Ces chiffres sont très inferieurs aux taux moyens de 3,3 % à 3,5 % enregistrés ces trente dernières années.

Pour la première fois depuis des années, les hausses générales de salaires sont ainsi inférieures à 1%. Critiques des salariés

Cette stratégie est cependant de plus en plus mal accueillie par les salariés. Seul un Français sur cinq est satisfait de sa rémunération, selon cette enquête.

Au total, 91% des salariés concernés par l'étude déclarent en outre ne pas vraiment comprendre la politique de rémunération de leur entreprise.

Voici dix ans, 70% des sociétés procédaient à des rémunérations variables pour les cadres, contre 95% en 2010. Pour les non-cadres, le constat est identique: 20% à 30% des entreprises l'utilisaient en 2000 contre 70% en 2010. (20minutes.fr 03.09)

Les hausses des prix à venir, en titres hier.

- Le prix du vin pourrait augmenter - 20minutes.fr
- L'envolée du blé fait grimper le cours de la viande - Le Figaro
- Blé : hausses de prix à venir dans les magasins français - Le Figaro

Extrait du rapport de la commission Attali.

La commission, qui vient de trouver un terrain d'entente, chiffre à 75 milliards les économies nécessaires d'ici à 2013 pour réduire le déficit. Outre une action résolue contre les niches, elle prône un gel durable du salaire des fonctionnaires.

Tant que le déficit ne sera pas ramené à 3 % du PIB, un « *axe* » préconisé par la commission serait de prendre des « *mesures exceptionnelles* » : prolongation du gel du point d'indice pour les salaires des fonctionnaires (déjà décidée par le gouvernement pour 2011),

élargissement de la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite aux collectivités locales et à la Sécurité sociale, gel de certaines prestations sociales et mises sous condition de ressources des allocations familiales. Le tout devant permettre d'économiser 10 milliards d'euros sur trois ans. A cela devraient s'ajouter 40 milliards provenant d'un effort de maîtrise des dépenses réalisé pour moitié par l'Etat et pour le reste par les collectivités locales et la Sécurité sociale.

Dans un deuxième scénario où la croissance n'atteindrait pas 2 % en moyenne, des efforts supplémentaires seraient nécessaires pour ramener le déficit à 3 % avec des hausses d'impôts ciblées (TVA réduite, notamment), ainsi qu'une accélération des réformes structurelles. A moyen terme, la commission plaide pour une refonte du système fiscal visant à alléger le coût du travail avec, en contrepartie, un renforcement de la fiscalité écologique et sur la consommation.

Le rapport doit être remis au chef de l'Etat dans les prochaines semaines. Celui-ci comportera une grosse vingtaine de propositions et sera scruté de près, car la commission rassemble des personnalités de tous bords. (Les Echos 03.09)

Les Echos précise qu'"*un consensus a été trouvé sur les finances publiques*", car "*la première urgence est de « regagner la maîtrise des finances publiques », elle constitue « le socle de la croissance et de la solidarité* ». Consensus entre l'UMP et le PS, cela allait de soi pour justifier les coupes à la hache dans tous les budgets sociaux et de s'en prendre une nouvelle fois aux fonctionnaires.

Commerce mondial.

Une envolée de 26% pour les exportations mondiales et de 25% pour les importations, selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC) confirment la reprise. Pour l'ensemble du premier semestre 2010, la valeur des échanges commerciaux a grimpé de 25%.

«*Si je regarde les chiffres du commerce mondial, on est en sortie de crise*», a déclaré mercredi Pascal Lamy, le directeur général de l'OMC, invité de l'université d'été du Medef à Jouy-en-Josas, en banlieue parisienne. Après une chute de 12% l'an dernier, l'OMC table sur une hausse de 10% pour l'ensemble de 2010.

Pour l'heure, les derniers chiffres publiés, concernant le deuxième trimestre,confirment le rôle de locomotive des pays émergents, et de l'Asie en particulier. Les exportations asiatiques ont bondi de 35% au deuxième trimestre,par rapport à la même période en 2009. Les exportations et importations chinoises se sont propulsées de 41 et 44% respectivement. Les Etats-Unis ne sont pas en reste avec des exports en hausse de 25% et des imports en progression de 32%. La reprise est plus modérée pour l'Union européenne, dont les exportations et les importations ont augmenté au deuxième trimestre de 13 et 14% respectivement.

Ces statistiques sont exprimées en valeur, et par conséquent reflètent non seulement une reprise des échanges en volume, mais aussi la forte hausse des prix des matières premières (plus de 30% pour le pétrole brut au deuxième trimestre sur un an, plus de 45% pour les métaux). (lefigaro.fr 02.09)

J. Attali, P. Lamy, D. Strauss-Kahn, tous dirigeants du PS, un parti du capital ou du travail ?

Pays-Bas. Crise politique, suite.

Les discussions visant à former un gouvernement minoritaire de droite aux Pays-Bas ont abouti à un échec vendredi, sept mois après la chute du cabinet précédent, le parti populiste de Geert Wilders ayant décidé de s'en retirer.

Les Pays-Bas sont sans gouvernement stable depuis la chute du précédent le 20 février. (Reuters 03.09)

Belgique. Crise politique, suite.

Les négociations visant à accorder plus d'autonomie aux régions francophones et néerlandophones en Belgique ont rompu, faisant craindre que ce pays reste sans un nouveau gouvernement (depuis le13 juin) pendant plusieurs semaines supplémentaires. (AP 03.09)

Pays-Bas, Belgique, Australie, Afghanistan, Liban, Irak, etc., on ne compte plus les pays qui ont décidément beaucoup de mal à former un gouvernement...

Chine. L'enfer au quotidien.

Plusieurs milliers de camions et d'autres véhicules étaient bloqués vendredi dans un nouvel embouteillage monstre dans le nord de la Chine.

Selon la chaîne de télévision publique CCTV, environ 10.000 camions étaient bloqués dans l'embouteillage. Certains médias ont évoqué notamment un ralentissement de 120 kilomètres sur un tronçon situé entre les comtés de Zhouzi et Xinghe, en Mongolie intérieure.

Le dernier bouchon en date a été déclenché par un accident de la route mercredi dans la province d'Hebei, limitrophe de Pékin, selon le "Beijing News". (AP 03.09)

Mozambique.

La police a tiré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes vendredi à Maputo, la capitale mozambicaine, pour disperser de nouvelles émeutes de la faim motivées par la hausse du prix du pain.

Depuis trois jours, les émeutes ont fait dix morts et plusieurs centaines de blessés dans l'ex-colonie portugaise d'Afrique australe, l'un des pays les plus pauvres du monde.

Des manifestations ont également éclaté à Chimoio, dans le centre du pays, à 760 km au nord de la capitale, où six personnes ont été blessées lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur la foule, a indiqué l'agence de presse portugaise Lusa. (Reuters 03.09)

Haut de page

Le 6 septembre

Un lien inaccessible à corriger dans les articles de lutte de classe: *Fréquentation du site en août* - http://www.luttedeclasse.org/service/flash0810.pdf, à rectifier en http://www.luttedeclasse.org/service/Flash0810.pdf. Il faut une majuscule à Flash dans le bon lien. Merci Philippe, l'erreur est corrigée, j'aurais dû faire un copier/coller de l'adresse !

Je m'abstiendrai de tout commentaire avant la journée de demain car je suis trop loin du terrain.

Les camarades du groupe CPS proposent un cadre et un objectif qui me paraissent corrects, rompre avec Chérèque et engager l'affrontement contre le gouvernement pour sauver notre droit à la retraite en rassemblant la classe et ses organisations et partis dans une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale.

L'appel de 44 postiers de Nante à l'initiative du Groupe Bolchevik (je suppose ?) signé par des militants de la CGT, de FO et de SUD montre qu'il est possible de poser les bonnes questions, d'avancer une perspective de combat de l'ensemble de la classe contre le gouvernement, ce que n'a osé faire aucun parti se réclamant de la classe ouvrière, alors que ce devrait être son rôle, son devoir. Je souscris à cet appel.

Le FSC a rectifié une imprécision contenue dans un de leur tract précédent que j'avais évoquée dans une causerie ces derniers jours, en indiquant cette fois que c'était la grève illimitée déclenchée à l'initiative des ouvriers de Renault à Billancourt le 16 mai 1968 qui avait entraîné "*en 48 heures 10 millions de grévistes à leurs cotés et imposant le plus grand succès revendicatif d'après guerre*", encore un petit effort et ils pourront ajouter : contre la direction de la CGT de l'époque qui y était aussi farouchement opposée que peut l'être Thibault aujourd'hui. Saluons cette évolution qui espérons-le n'est pas une manoeuvre, et reconnaissons qu'il n'était pas nécessaire de rappeler dans un tract le double jeu constant des dirigeants de la CGT... et du PCF au côté du parti de l'ordre depuis, on a envie d'écrire depuis qu'ils existent pour éviter de se chamailler inutilement sur une date, des camarades qui ont milité au PCF pendant des décennies et qui ont fini par le quitter sont prêts à l'admettre, donc je ne vois pas pourquoi je devrais me priver d'apporter cette précision. A propos du PCF.

Comme on n'a pas tout en tête en permanence ou qu'on ne sait pas tout, eh oui il faut bien l'admettre, c'est sans doute dur pour certains, car bien que nous saurions beaucoup de choses, il y en a forcément qui nous échappe, incroyable, non, d'où la nécessité de se pencher à nouveau et régulièrement sur l'histoire du mouvement ouvrier, afin de mieux comprendre le jeu des uns et des autres et affiner notre tactique et notre stratégie.

En relisant l'histoire de la SFIO et du PCF à partir de 1920, on a une multitude de données ou d'arguments à portée de la main pour comprendre comment le mouvement ouvrier français s'est gangrené, comment et pourquoi il s'est détourné puis il a abandonné aussi facilement le combat pour le socialisme dès le premier quart du XXe siècle, mais aussi pour démontrer que le stalinisme n'est pas issu du bolchevik, mais qu'il s'en est servi pour mener à bien sa politique criminelle.

Je suis tombé par hasard sur le mémoire d'une étudiante en DEA sociale (Université de Lille) qu'elle a consacré aux syndicats et aux partis politiques (en 2001-2002), dans lequel elle revient sur le début du syndicalisme en France et les années qui ont précédé le Congrès d'Amiens de la CGT en 1906 où fut adopté ce qu'on appellera plus tard La Charte d'Amiens (en 1910).

Cette Charte fut précédé du Congrès de Montpellier en 1902 qui précisait que "*le syndicalisme doit 'conserver son indépendance à l'égard des partis politiques, mêmes animés de préoccupations annalogues'*". Dès 1895, l'article 2 des statuts de la CGT précisait déjà "*les éléments constituant la Confédération général du travail devront se tenir en dehors de toute école politique*".

L'auteur de ce mémoire apporte une précision intéressante, elle rappelle que si les fondateurs de la CGT ou son courant majoritaire avaient pris position pour l'indépendance du syndicat par rapport aux partis politiques, ils avaient réaffirmé que ce n'était pas pour autant que le syndicat devait s'abstenir de se prononcer sur les questions politiques, ce qui est rarement le cas des syndicats de nos jours.

Plus loin, elle en conclut que la Charte d'Amiens "*laisse apparaître une ambigüité*", complétons, dont les uns se serviront pour mieux arrimer la classe ouvrière au char du capitalisme, les réformistes, les autres en profiteront pour s'aligner sur les besoins du Kremlin, le PCF, et pour finir, les anarchistes pour justifier leur opposition à la construction d'un parti ouvrier conformément à leur théorie, trois positions qui ne pouvaient que conduire à la dégénérescence du syndicalisme et à la subordination de la classe au capitalisme.

Plus loin, elle précise que cette "*ambigüité*" repose sur l'affirmation que le syndicat poursuit le même objectif politique que le Parti socialiste (à cette époque), et que "*l'apolitisme de la Charte d'Amiens consacre donc l'autonomie des syndicats face aux partis politiques et non un apolitisme, entendu comme aujourd'hui, consacrant l'autonomie du syndicat face au politique*".

Que le syndicat doit être autonome par rapport au parti du fait qu'ils n'interviennent pas sur le même terrain n'est pas une révélation, ce qui est inacceptable en revanche, c'est qu'un syndicat dit ouvrier cesse de combattre ou ne combatte pas dans la perspective d'en finir avec le capitalisme mais s'en accommode. Ce qui est inacceptable également, c'est que syndicats et partis ne mènent pas (plus souvent) le combat ensemble contre le gouvernement chaque fois que c'est possible.

Les syndicats ne sont pas seulement "*méfiants*" ou "*neutres*" vis-à-vis des partis politiques comme elle l'explique, par exemple, aucun d'entre eux n'ose avancer qu'aujourd'hui aucun des partis au pouvoir ou postulant au pouvoir en 2012 s'exprimant au nom des travailleurs ne mérite leur soutien du fait qu'ils proposent tous une politique qui tourne le dos à l'objectif du combat du mouvement ouvrier : l'émancipation de l'exploitation capitaliste, renvoyant dos-à-dos tous les partis en présence, y compris ceux qui ne sont pas en position de prendre le pouvoir en 2012, donc favorisant de fait les partis du camp de la réaction et les partis du mouvement ouvrier qui ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes.

Entre soutenir ouvertement un parti ou s'exprimer sur la politique des partis sans être obligé de les citer précisément, il y a une marge qui peut être ou qui devrait être exploitée par le syndicalisme sans forcément remettre en cause son autonomie. Un syndicat réellement au service de notre cause devrait se prononcer clairement pour le socialisme dans la mesure où c'est la seule alternative possible au capitalisme, sans faire référence à un parti en particulier, et si aucun n'en est capable aujourd'hui, c'est parce qu'ils sont tous subordonnés au capitalisme, CQFD. Cela confirme que l'autonomie du syndicat s'est rapidement transformée en une sorte d'apolitisme (à géométrie variable !) qui profite finalement au régime qu'il est censé combattre et abattre. (A suivre)

Bonne semaine à tous et bonne manif demain, camarades !

Retraites. La stratégie du Palais par Les Echos.

Tourner la page avec le moins de dégâts possibles, tel est donc l'objectif de l'exécutif, qui développe une stratégie alternant détermination et souplesse.

Sur le fond, le gouvernement continue (mais) l'exécutif sait qu'il n'a aucune chance, contrairement à 2003, d'arracher cette fois-ci le soutien officiel de la CFDT.

Le gouvernement s'attend à une ou plusieurs autres journées d'action d'ici à la fin de l'examen du texte au Sénat, fin octobre, mais mise sur la perte de vitesse progressive du conflit et la résignation des salariés. (...) Les gestes qui seront dévoilés ces prochains jours pourraient en outre, à défaut de la briser, enfoncer un coin dans l'unité syndicale entre les réformistes et les contestataires.

L'enjeu et la nouvelle offensive du gouvernement en préparation.

La réforme des retraites qui devait boucler avec maestria l'action réformatrice du quinquennat Sarkozy apparaît aujourd'hui celle qu'il faut sauver à tout prix afin d'espérer reprendre ensuite du souffle pour 2012. Le mot « *pause législative* » qu'employait le chef de l'Etat pour définir sa dernière étape avant la présidentielle a de façon éloquente disparu du vocabulaire élyséen. Par deux fois hier, Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée, a affirmé sur Europe 1 qu'il « *y avait encore beaucoup de réformes et d'innovations à faire* ». (Les Echos 06.09)

Retraites. Faisons mentir Le Figaro.

Les syndicats sont persuadés que du nombre de manifestants - ils ont rassemblé entre 800.000 et 1,9 million de personnes le 24 juin - dépendra la réponse du gouvernement. «*Il y aura beaucoup de monde car c'est une réforme importante*», a confirmé Éric Woerth. Mais peu de chances que la réponse aille dans le sens de ce que souhaitent les syndicats. Claude Guéant, le secrétaire général de l'Élysée, a été sur ce point très clair hier sur Europe 1.

«*Le fond de la réforme ne peut pas changer*», a-t-il martelé au prétexte que «cette réforme est nécessaire».

Pas question donc de revenir sur la mesure phare du projet de loi : le passage de 60 à 62 ans de l'âge de départ à la retraite. Tous les pays occidentaux ont touché au curseur de l'âge pour équilibrer leurs régimes de retraite. Le diagnostic est partout le même (...) La crise et l'envolée des déficits ont rendu plus criant le besoin de réformes.

Solutions retenues un peu partout ? L'augmentation du nombre d'annuités pour toucher une retraite à taux plein et le recul de l'âge légal de départ à la retraite, soit exactement le chemin suivi par la France, mais dans des proportions bien plus importantes. Sous la pression du FMI, la Grèce a ainsi relevé le nombre d'annuités de cinq ans et fait passer d'ici à 2015 l'âge de départ à 63 ans. Même thérapie de choc en Espagne et en Allemagne, où l'âge de départ va progressivement se caler à 67 ans.

Une autre tendance est d'aligner le régime des femmes sur celui des hommes. C'est le cas au Portugal, en Italie et en Grande-Bretagne, où la différence entre les femmes (60 ans) et les hommes (65 ans) va être supprimée et l'âge légal passer à 68 ans en 2045 !

Autre enseignement des réformes étrangères : le relatif consensus politique dans lequel elles ont été menées. La réforme allemande de 2007 a ainsi été adoptée par la grande coalition associant conservateurs et sociaux-démocrates. «L'avantage du système allemand, c'est qu'il est très responsabilisant, explique l'économiste Jacques Bichot. Chacun choisit sa date de départ et touche une pension en fonction.»

Idem en Suède, où la limite d'âge a carrément disparu. Dans ce système scandinave, chacun dispose d'un »compte virtuel où s'accumulent des points tout au long de la carrière. Chaque année, les Suédois reçoivent une enveloppe orange qui leur indique le montant de leur pension, calculée en fonction de l'espérance de vie, de la croissance économique et du respect de l'équilibre financier du système.

Autant dire que la France fait figure d'exception avec ses 60 ans d'âge légal et ses 58,7 ans d'âge effectif, les plus bas de l'OCDE. Mieux, c'est aussi dans l'Hexagone que l'on passe le plus de temps à la retraite : 24,5 années en 2007, contre 19,8 en moyenne dans l'Union européenne et 14 au Japon, le plus bas.

Le gouvernement mobilise les médias.

Mardi soir Éric Woerth (sera) l'invité du journal de TF1. (Lefigaro.fr 05.09)

Ici en Inde, pas de retraite du tout, tous les jours on peut croiser au boulot sur des chantiers ou sur le bord des routes des vieillards sans âge cassés en deux, des femmes usées et émaciées qui portent toute la journée des récipients contenant du ciment, six jours sur sept, le travail des enfants étant officiellement interdit, trop visible en ville mais pas à la campagne, ce sont les vieux qui les ont remplacés, mais que le journaliste du Figaro se rassure, c'est parfaitement légal, donc légitime, normal, quoi ! C'est terrible en vérité ! Je vous passe mes états d'âme.

Crise du parti de l'ordre sur la "*forme*".

1- "*Il ne faut pas se payer de mots, le président, le gouvernement, la majorité ont perdu la confiance d'une partie de leur électorat*", a estimé dimanche le maire UMP de Bordeaux et ancien Premier ministre Alain Juppé, invité du Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro.

Cette perte de confiance intervient selon M. Juppé "*plus pour des raisons de forme que de fond*". Depuis l'élection du président Sarkozy en mai 2007, "beaucoup de bonnes choses ont été faites", a estimé M. Juppé, qui a cité notamment la gestion de la crise financière ou des "*réformes positives*" comme celle de l'université, "*en plein bouleversement, dans le bons sens*". Mais "*sur la forme, il y a quelque chose qui ne marche pas bien*", a-t-il expliqué. (AP 05.09)

2- Dans une interview au *Parisien* de ce dimanche, Patrick Devedjian, s'en prend vigoureusement à Xavier Bertrand. Il n'a pas "*le sentiment que ça aille très fort en ce moment à l'UMP*", "*Un parti politique, ce n'est pas le Club Med. On n'a pas besoin de gentils organisateurs!*", a clamé Patrick Devedjian à l'encontre du secrétaire général de l'UMP. (Lepost.fr 05.09)

Hôpitaux en danger.

Le nombre d'hôpitaux assurant les services de nuit en Ile-de-France devrait passer de six à onze actuellement à un seul, selon un projet de l'Agence régionale de santé (ARS) révélé dimanche par le journal "*Le Parisien*".

Selon ce document de travail de l'ARS présenté lors d'une réunion le 9 juillet, "*trop de blocs opératoires tournent au ralenti la nuit*". L'ARS Ile-de-France, présidée depuis avril dernier par l'ancien ministre socialiste de la Santé Claude Evin, propose une réorganisation drastique de l'organisation des hôpitaux entre 18h30 le soir et 8h le matin, ainsi que le week-end et les jours fériés.

"*Un seul bloc devrait être ouvert pendant 24h dans chaque département*", suggère ce document intitulé "*Permanence des soins hospitaliers: organisation et financement*". L'objectif de cette "rationalisation" est d'"assurer un égal accès aux soins sur tout le territoire" et rendre le "dispositif plus efficace", selon le projet.

Interrogé par "*Le Parisien*", Claude Evin assure que "*rien n'est arrêté*" et que ce "*document de travail vise juste à lancer la réflexion*". Il fait part toutefois de sa "*détermination à réorganiser en profondeur les gardes de nuit en Ile-de-France*". Mutualiser les moyens la nuit permettrait de "*sécuriser d'avantage les hôpitaux la journée*", fait-il valoir.

Le président de la Coordination médicale hospitalière François Aubard dénonce un projet "*impensable*" qui pourrait mettre selon lui des vies en danger. Une réforme "*d'ampleur*" est effectivement "*nécessaire*", explique-t-il au "*Parisien*", mais "*dans le projet de l'ARS, bâti à la va-vite, on a le sentiment d'un grand n'importe quoi, potentiellement dangereux" pour les patients "qui se font opérer la nuit*".

En outre, déplore-t-il, "*on met dans le même panier la période 18h-minuit, pendant laquelle la vie continue et où les patients arrivent en masse à l'hôpital, et la période après minuit où l'activité est quasi nulle*".

L'Association des médecins urgentistes de France (AMUF) a également jugé inacceptable ce projet dont la logique est "*uniquement financière*".

"*Nous ne sommes pas là pour répondre à des objectifs de productivité, nous sommes présents pour répondre à l'inattendu et à l'imprévisible, pour répondre à ce qui n'est pas programmable*", souligne l'AMUF dans un communiqué. "*Est-il envisageable de supprimer des centres de secours des pompiers au motif qu'il n'y a pas assez de feux la nuit?*", s'interroge l'association. (AP 05.09)

Magueswary (mon épouse) devrait être morte si un chirurgien n'était pas intervenu il y a quatre ans déjà sur les coups d'une heure du matin, quand une infirmière constata qu'elle était en train de faire une hémorragie au niveau du coeur quelques jours après son opération.

Pour rappel, Claude Evin est médecin et un des dirigeant du PS. Criminel !

Haut de page

Le 7 septembre

Retraites.

UMP.

Interview au journal *Le Point* de Dominique Paillé, porte-parole de l'UMP et secrétaire national en charge des relations avec les organisations syndicales.

Question : Selon un sondage, 60 % des Français pensent pourtant qu'il faut qu'il s'en aille...

Réponse : Et alors ? On n'a pas besoin du soutien de l'opinion quand on est ministre...

Question : Si le mouvement syndical contre le projet rencontre du succès mardi, l'UMP va-t-elle faire des concessions sur le fond ?

Réponse : Ce n'est pas la rue qui gouverne en démocratie. (Lepoint.fr 06.09)

Dans votre démocratie... c'est bien la raison pour laquelle nous prenons la précaution de ne pas nous en réclamer ! Qu'a-t-il dit en fait ? Vous votez, vous élisez des candidats qui vous font un tas de promesses et une fois élus ils font ce qu'ils veulent, envolées les promesses et les illusions, et si cela ne vous convient pas, allez vous foutre !

Une telle démocratie, c'est un devoir de la renverser pour instaurer une véritable démocratie basée sur le pouvoir politique des travailleurs, afin de réorganiser la société en fonction des besoins des masses exploitées pour les satisfaire.

PS. Le relais de l'UMP dans le mouvement ouvrier.

"*Il y aura un vrai débat projet contre projet*", a assuré Alain Vidalies à l'issue d'une réunion extraordinaire du groupe PS de l'Assemblée nationale.

"*Des amendements de proposition*", a-t-il souligné. "*Il n'y a pas d'opposition systématique dans cette affaire*", a assuré le député. (Reuters 06.09)

On le savait, merci de cette précision !

CFTC. '*Chez nous c'est très tendu*'

La CFTC, seul syndicat à avoir répondu favorablement à la proposition d'Eric Woerth de rediscuter de la réforme des retraites avant le débat parlementaire, est sortie bredouille, lundi 6 ministre, de son rendez-vous avec le ministre.

Selon M. Voisin, '*le débat est ailleurs, on a un désaccord profond*'. '*Chez nous c'est très tendu*', car la réforme marque '*le passage d'un système par répartition à un système assurantiel : aujourd'hui, c'est les retraites, demain l'assurance-maladie, puis la dépendance'*, a-t-il poursuivi. '*Elle enclenche un nouveau processus qui touche au pacte social basé sur la solidarité*'. '*Tant qu'on n'aura pas bougé sur le financement, on aura un conflit de fond*', a ajouté M. Voisin.

Interrogé sur la suite des importantes manifestations prévues mardi, M. Voisin n'a pas souhaité préjuger, tout en soulignant qu"*on ne va pas attendre la fin des décisions*' au Parlement. '*La culture CFTC est plutôt concertation, médiation et la grève le moins possible, mais là c'est essentiel à plus d'un titre.*' (Lemonde.fr 06.09)

Attention à bien faire la distinction entre les dirigeants et les adhérents de la CFDT et de la CFTC, ces adhérents n'étant pas différents de ceux des autres syndicats...

NPA.

"*Le 7 septembre s'annonce déjà comme un succès à mon avis*", a déclaré Olivier Besancenot sur LCI. Pour lui, "*le plus important c'est la suite*", car "*personne n'est naïf, je ne crois pas une seule seconde qu'Eric Woerth va débarquer à la télé le soir en disant: 'Ecoutez, j'ai entendu la rue et je retire ma réforme et puis comme j'ai deux, trois casseroles en plus, je vais démissionner'*", a-t-il poursuivi.

"*Il ne va pas nous faire ce cadeau-là*", "*il faudra une suite et une suite rapprochée, c'est le rôle de l'intersyndicale*" d'en décider, a-t-il ajouté, appelant à participer au meeting unitaire qui se tient mercredi soir à Montreuil à l'appel du collectif initié par Attac et la Fondation Copernic.

Pour Olivier Besancenot, "*la rue peut avoir un pouvoir supérieur à celui des gouvernants*", comme en 1995 contre le plan Juppé ou en 2006 sur le Contrat première embauche (CPE). "*Il ne s'agit pas de réécrire la réforme, il s'agit de la retirer*", car "*il y a des moyens financiers pour un système de retraites à 60 ans à taux plein*".

De plus, "*l'issue de la présidentielle se joue maintenant*" et "*il faut affaiblir Nicolas Sarkozy en lui infligeant une défaite sociale*", a-t-il affirmé. (Lexpress.fr 06.09)

Et si les moyens financiers faisaient défaut, on devrait renoncer à ce combat ? De son côté le gouvernement et le Medef affirment le contraire et justifient ainsi la contre-réforme. Qui a raison, allez savoir ma bonne dame, p'être ben l'un, p'être ben l'autre ! Merci à O. Besancenot d'avancer cet argument qui fait le jeu de la division de nos forces. Voilà ce qui arrive quand on se place sur le terrain choisi par le gouvernement, au lieu de s'en tenir strictement aux droits des travailleurs, sur un terrain de classe indépendant.

Il n'est pas le seul malheureusement, tous les partis sans exception expliquent que tout serait possible en régime capitaliste, que les moyens existent, que les patrons doivent payer, etc., la question n'est pas de savoir si c'est exact ou non, mais quelles conséquences cela peut avoir sur l'état d'esprit et la mobilisation des travailleurs, ils donnent ainsi l'impression de défendre nos revendications, mais comme ils se placent en réalité sur le terrain choisi par les représentants du capital, c'est comme s'ils voulaient nous faire courrir un cent mètre avec un boulet aux pieds, ils participent à la division de la classe ouvrière, finalement, ils défendent les intérêts du régime en place, consciemment ou non peu importe ici, simple constat.

PCF

Quatre organisations de privés d'emplois et de travailleurs précaires (le MNCP, AC !, la CGT chômeurs et l'APEIS) lancent un appel commun à participer aux manifestations du 7 septembre.

Les quatre associations réclament le retour au calcul de la pension sur la base des dix meilleures années, au lieu des vingt-cinq meilleures. Elles revendiquent un « *relèvement substantiel des minima de retraite et de l'indemnisation de toutes les formes de chômage à au moins 80 % du smic* ». Elles réclament également « *des droits à trimestres pour tous, y compris les personnes au RSA ou non indemnisées* ». Des mesures qui pourraient être financées si l'on « *s'attaquait à la répartition des richesses* », fait valoir Alain Marcu, responsable d'AC ! (L'Humanité 02.09)

Rentrée scolaire.

1- La division ne fait pas recette. Près de 6% des enseignants des collèges et lycées étaient en grève lundi à l'appel du seul syndicat Snes-

FSU contre la politique budgétaire et éducative, selon le ministère, le Snes-FSU annonçant un taux de 30% pour l'ensemble des personnels.

Selon le ministère de l'Education, 6,92% des professeurs des collèges étaient en grève dans l'ensemble des académies métropolitaines, 5,24% de ceux des lycées d'enseignement général et technologique et 2,04% de ceux des lycées professionnels. (Reuters 06.09)

Je ne sais pas si c'est vraiment une bonne idée d'organiser une grève le jour de la rentrée scolaire, lorsque les enseignants doivent accueillir parents et élèves.

2- Des parents d'élèves et élus occupaient une école maternelle de Boussy-Saint-Antoine (Essonne), lundi en milieu de journée, pour demander une ouverture de classe. '*Le campement est toujours en place, a précisé le maire de la commune, le socialiste Romain Colas. On continuera à dormir ici si on n'obtient pas satisfaction*'.

Dans la nuit de dimanche à lundi, environ cent vingt parents d'élèves et élus ont dormi sous des tentes, dans la cour de l'école maternelle Nérac, située en zone urbaine sensible. Les cours ont toutefois eu lieu normalement lundi. '*Nous attendons de l'éducation nationale qu'elle applique les critères qu'elle a elle-même définis : le seuil d'ouverture d'une sixième classe [dans cette école] est de cent cinquante-six élèves. Or, l'effectif actuel est de cent cinquante-huit élèves*', a expliqué le maire.

Des logements situés à proximité ont été mis en location et de nouveaux élèves devraient rejoindre l'école. '*Le risque est grand de voir des enfants de 3 à 6 ans se retrouver dans les prochaines semaines à trente-quatre ou trente-cinq par classe*', craint Romain Colas. (Lemonde.fr 06.09)

PS. Sa véritable nature sociale par lui-même. Ils font l'apologie des exploiteurs.

Invité de l'université d'été du Medef, Michel Rocard a caressé les patrons dans le sens du poil. Comme l'a relevé Marianne, l'ex-Premier ministre, qui débattait jeudi dernier sur le thème de "*l'émergence des nouvelles autorités*", a en effet assuré, après un très long exposé parfois confus, que les patrons étaient les seuls à connaître réellement le monde.

Citation exacte de Michel Rocard, aujourd'hui ambassadeur aux Pôles : "*Le seul milieu qui connaisse quelque chose au monde extérieur, ce n'est pas vraiment les journalistes. Ce n'est pas les hommes politiques, ils ne sont référés qu'à leurs seules traditions. Ce n'est pas le monde salarial et ses syndicats. Ce n'est pas beaucoup nos intellectuels, trop sensibilisés par leur langue et leur culture. C'est vous les patrons. Vous n'avez pas de substituts. Vous êtes la seule expertise en connaissance du monde extérieur par rapport à ce qu'il s'y passe*".

Une vrai déclaration d'amour, qui se conclut par un conseil : "*Faites pression*". Un conseil qui a visiblement plu à l'assistance, essentiellement composée de dirigeants d'entreprises, même si ces derniers n'avaient pas attendu Michel Rocard pour organiser leur lobbying. (Lexpress.fr 06.09)

Woerth. Plus menteur que moi tu meurs !

Les enquêteurs de la brigade financière tentent toujours de démêler le vrai du faux dans l'affaire de la Légion d'honneur remise à Patrice de Maistre par Eric Woerth. Quand le premier ne se souvient pas être intervenu auprès du ministre pour l'obtenir, le second ne se souvient pas d'avoir eu «*un rôle*» dans le processus. Sauf que ces déclarations sont contredites par les lettres sur lesquelles sont tombés les enquêteurs. Dans l'une d'elles datant de mars 2007, révélée par *Le Monde* et *Mediapart* ce lundi, Eric Woerth relaie auprès de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, la demande d'attribution de la Légion d'honneur de Patrice de Maistre, accompagné d'un CV. Le courrier comporte surtout une annotation manuscrite du ministre du Travail: «*Je t'en reparle*».

Dans la lettre, Eric Woerth indique que son attention a été «*appelée par Monsieur Patrice de Maistre (...) Il a bien voulu me faire part de son souhait d'être décoré de la Légion d'honneur*». Des écrits qui, soulignent les deux médias, vont à l'encontre des déclarations aux enquêteurs d'Eric Woerth et de Patrice de Maistre. «*Je ne suis jamais intervenu directement auprès d'Eric Woerth*», a déclaré aux policiers le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, rapportent les deux médias. Aux policiers, Eric Woerth aurait déclaré: «*Je n'ai pas eu de demande directe, ni par allusion (..) Je ne suis pas sûr d'avoir eu un rôle*» tout en précisant qu'il a «fourni un avis positif». (20minutes.fr 06.09)

Le ver était déjà dans le fruit. Privatisation à la mairie de Bègle.

C'est en plein été que le climat social a tourné à l'orage à la Saemcib. Tract de la CGT et de la CNL, puis un communiqué du conseiller municipal d'opposition PCF Jean-Jacques Paris ont mis le sujet sur la table. Au centre du débat : le licenciement économique de quatre ouvriers d'entretien à la Saemcib (Société anonyme d'économie mixte de construction immobilière de Bègles). « *La question n'a pas été examinée au conseil d'administration de la Saemcib* », s'étonnait notamment Jean-Jacques Paris, qui y siège comme élu de l'opposition. Le sujet pourrait justement être évoqué dès cette semaine lors de la réunion de rentrée de l'organisme que préside Noël Mamère.

L'union locale du syndicat a publié un tract durant l'été sur le thème : « *Licenciements économiques : la Saemcib serait-elle en difficultés financières ?* » Et demandant « qui va assurer l'entretien du parc locatif ? Ces licenciements sont injustifiés, le travail de ces salariés existe et

existera après leur départ ». Externalisation Selon la Saemcib, ces quatre suppressions de poste marquent l'achèvement d'une politique d'externalisation de la maintenance des résidences engagée par la Saemcib de longue date. Selon son directeur, André Lassansaa : « *La Saemcib était auparavant une société de maintenance, avec une cinquantaine de salariés, qui s'occupaient d'un parc de 1 300 logements anciens. Avec l'ORU, le patrimoine neuf et réhabilité nécessite beaucoup moins d'entretien. Le choix a été fait de se tourner vers des prestataires spécialisés, qui ont en permanence du personnel disponible. Nous avons anticipé tout cela ces dernières années en terme d'effectifs. Il s'agit-là des quatre derniers ouvriers de maintenance* ».

Anny Lartigue, représentante de la CNL au conseil d'administration. L'externalisation de l'entretien ? « *Le danger, c'est le recrutement de prestataires dont certains font du travail saboté ! Et il n'y a aucune transparence sur les coûts. Certains ont triplé, on ne sait pas pourquoi. Dans d'autres sociétés, qui avaient externalisé l'entretien, les bailleurs sont en train de revenir à la régie directe, contrôlée directement par la société.* »

La Saemcib est-elle dans le rouge ? «*Récemment, on a embauché trois directeurs et un secrétaire général.* » Et de persifler : « *Le président de la Saemcib (Noël Mamère, ndlr) vient d'être médaillé pour sa politique d'insertion. Et il licencie ! Bravo !* ». (Sud-Ouest 31.08)

Délocalisation de la main d'oeuvre taillable et corvéable à merci.

Le chantier de la centrale photovoltaïque de Curbans est au cœur de la polémique. En effet, la CGT dénonce les conditions de travail que subiraient certains salariés des entreprises espagnoles employées en sous-traitance par GDF-Suez, le maître-d'oeuvre.

Des journées de 11 heures, le travail le samedi, un kebab pour seul repas tous les midis, des logements non adaptés, le non-respect des normes de sécurité... Selon le syndicat, la liste serait longue.

« *Le problème c'est que certaines sociétés emploient leurs salariés sans contrat de travail en France, faisant appliquer sur ce site le droit du travail espagnol, et non français* » explique Philippe Cottet, secrétaire départemental de la CGT 05.

La majorité des ouvriers seraient roumains, vivant en Espagne, et ne parleraient pas français. (Le Dauphiné 31.08)

La mort aux trousses.

1- Un ouvrier de 27 ans a trouvé la mort, lundi soir à Colomiers, sur son lieu de travail, écrasé par un chariot de marque Fenwick dans l'enceinte de la société Knauf sud-ouest. (La Dépêche 01.09)

2- Deux ouvriers d'une entreprise de construction métallique (l'entreprise Chausson) de Laboutarié travaillaient sur la toiture de l'établissement. Ils avaient pour tâche de changer des tôles de la couverture. Pour une raison qui reste à déterminer, une tôle en fibrociment a cédé entraînant la chute d'un ouvrier âgé de 53 ans. Ce dernier s'est écrasé sur le sol à l'intérieur de l'entrepôt. (La Dépêche 04.09)

Secteur automobile.

1- Le nombre de véhicules en Chine devrait dépasser 200 millions en 2020, rapporte lundi le China Securities Journal qui cite un responsable du gouvernement.

Le marché automobile chinois est l'un des principaux soutiens à l'industrie automobile mondiale qui se remet toujours du net ralentissement subi l'an dernier. (Reuters 06.09)

2- Le japonais Suzuki Motor va construire une quatrième usine de construction automobile en Inde, pour porter sa production annuelle à 1,5 million de véhicules dans l'un des marchés enregistrant la plus forte croissance du secteur.

Suzuki, qui contrôle environ la moitié du marché automobile indien grâce à sa filiale Maruti Suzuki India, a annoncé que la nouvelle usine commencerait à être opérationnelle en 2013 avec une capacité de production annuelle de 250.000 véhicules.

Le groupe japonais termine actuellement la construction de sa troisième usine en Inde, ce qui va lui permettre d'afficher une production annuelle dans le pays de 1,25 million de véhicules en 2012.

Lorsque la quatrième usine de Suzuki fonctionnera totalement, le constructeur nippon réalisera 1,5 million de véhicules en Inde, alors qu'il prévoit de produire cette année 2,68 millions de voitures au niveau mondial. (Reuters 06.09)

3- Nissan est prêt à s'allier avec des constructeurs automobiles chinois dans le domaine de la voiture électrique, a déclaré samedi un de ses dirigeants.

Interrogé sur l'intérêt éventuel de Nissan à rejoindre d'un groupe autour de la voiture électrique constitué de 16 constructeurs automobiles publics, Hashimoto a répondu : "*Nous sommes ouverts à toutes les possibilités*". Il a rappelé que les autorités chinoises n'avaient pas exclu que cette alliance à 16 soit élargie.

Le gouvernement vient de mettre en place une expérimentation-pilote dans cinq villes du pays pour subventionner les acquéreurs de voitures non polluantes. Les aides vont de 3.000 yuans (340 euros) pour un modèle qui économise le carburant à 60.000 yuans (6.800 euros) pour une voiture électrique. (Reuters 05.09)

Ajoutons PSA qui a annoncé il y a quelques jours la construction de sa deuxième usine en Chine.

Belgique. Une et indivisible, une fois !

Interview - Pour Régis Dandoy, chercheur au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol), «La fin de la Belgique n'est pas pour demain».

Question : Tout est donc prêt pour une division?

Réponse : Non, dans le contexte actuel, la fin de la Belgique telle qu'on la connaît aujourd'hui n'est pas pour demain, pour la simple raison que l'opinion publique n'est pas du tout favorable à une division. Les enquêtes d'opinion révèlent que seulement 10% de la population flamande (soit environ 6% de la population belge) est favorable à l'indépendance. Ce chiffre n'a quasiment pas bougé en 20 ans!

Question : Alors pourquoi le spectre de l'éclatement de la Belgique plane-t-il autant sur la vie politique?

Réponse : Parce qu'il y a un véritable décalage entre les élites politiques et l'opinion publique. Cette dernière ne comprend pas que les hommes politiques se focalisent sur des sujets comme le redécoupage électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, où il n'y a pas d'enjeux, sinon symboliques, plutôt que de gérer le pays et régler les problèmes qui les touchent vraiment.

Question : Pourtant, en juin, la Flandre a voté pour le NV-A, dont la principale revendication est l'indépendance de la Flandre…

Réponse : Ils ont voté pour un parti qui demande l'indépendance mais ce n'est pas un vote indépendantiste. Beaucoup d'électeurs du NV-A votent pour d'autres raisons que pour l'indépendance: c'est un parti qui promet de régler les problèmes de chômage, de sécurité, ou encore de réformer le monde politique. Toutes les questions qui préoccupent le Belge moyen. Lorsqu'on lui demande quels enjeux de société sont les plus importants à ses yeux, la réforme de l'Etat et la question communautaire n'arrivent qu'en septième ou huitième position. (20minutes.fr 06.09)

Grande-Bretagne. Grève dans le métro londonien.

Les agents de maintenance du métro londonien ont donné le coup d'envoi d'une série de mouvements sociaux qui risquent fort de paralyser le trafic dans les mois à venir, préviennent les syndicats. Deux cents salariés d'Alstom-Metro ont cessé le travail dimanche 5 septembre au soir sur les lignes Jubilee et Northern, ce qui a perturbé le service aux heures de pointe de la matinée, selon le syndicat Rail Maritime and Transport.

Dix mille adhérents du RMT et de TSSA, syndicats qui représentent les agents administratifs, devraient débrayer à leur tour en fin d'après-midi lundi pour une grève de vingt-aquatre heures. Le RMT proteste contre un projet de réduction des effectifs aux guichets et en station, qui prévoit 800 suppressions de postes. La direction du métro londonien (LU) a fait savoir que ces suppressions reflétaient la tendance des usagers à acheter leurs billets en ligne ou à des distributeurs automatiques plutôt qu'à des guichets.

Ils seront rejoints à 21 heures par les conducteurs de trains pour une nouvelle grève de vingt-quatre heures.

Les agents de maintenance doivent à nouveau cesser le travail le 2 octobre ainsi que les 1er et 27 novembre. Le RMT et le TSSA ont en outre lancé des appels à la grève conjoints pour le 3 octobre et les 2 et 28 novembre. (Lemonde.fr 06.09)

Italie. Crise politique.

1- Le président de la Chambre des députés Gianfranco Fini a annoncé, dimanche, "la fin" du PDL (Peuple de la liberté, droite), le parti qu'il a fondé avec le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi, mais a proposé un "pacte" pour mener la législature actuelle à son terme.

Clôturant la fête de ses partisans de Futur et liberté pour l'Italie (FLI) à Mirabello, près de Ferrare (450 kilomètres au nord-est de Rome), Gianfranco Fini a durement critiqué le président du Conseil, l'accusant aussi bien de "*s'aplatir*" devant son allié de la Ligue du Nord que de "*faire des génuflexions*" devant le leader libyen Mouammar Kadhafi, reçu récemment avec faste à Rome. (Lepoint.fr 06.09)

Précision d'un internaute :"*Il est impossible de comprendre la politique italienne quand on ne la vit pas.*

Tout est une question de gros sous. Le salaire de base d'un conseiller régional atteint selon les régions, 16630 (plus de seize milles euros). Un député italien gagne (sans cumul et autres avantages qui double son salaire) 255 000 euros par an (dans les faits, il gagne plus du double de Sarkozy). Bref, presque tous les politiciens italiens ne pensent qu'à une chose : quand on arrive à un poste, on y reste.".

2- Le maire d'un village près de Naples, connu pour son engagement contre le crime organisé, a été exécuté à la manière de la mafia, ont annoncé lundi l'agence de presse italienne ANSA et la justice.

Angelo Vassallo (57 ans) a été retrouvé lundi dans son village d'Acciaroli, le corps criblé de balles, dans sa voiture, près de son domicile.

Le village d'Acciaroli est situé à 150km au sud de Naples dans une région gangrenée par la Camorra. (AP 06.09)

Afghanistan.

Un responsable de l'OTAN a annoncé lundi que 2.000 soldats supplémentaires de l'Alliance atlantique allaient être déployés en Afghanistan, où se trouvent déjà 140.000 hommes de la force internationale. (AP 06.09)

Afrique du Sud.

Les syndicats de la fonction publique sud-africaine ont annoncé lundi la suspension d'une grève qui était suivie depuis trois semaines par plus d'un million de fonctionnaires.

"*Les travailleurs ont accepté de suspendre la grève mais cela ne veut pas dire que nous avons accepté l'offre de l'Etat*", disent les 19 organisations signataires dans un communiqué commun.

Les fonctionnaires réclament une hausse de salaire de 8,6% et une allocation logement mensuelle de 1.000 rands (108 euros). Le gouvernement leur a proposé la semaine dernière 7,5% d'augmentation et 800 rands d'allocation logement.

Un représentant syndical a fait état lundi de divisions au sujet de cette proposition. Les syndicats se sont donné 21 jours pour rédiger un projet d'accord. (Reuters 06.09)

Liban. Etrange revirement ?

Le Premier ministre libanais Saad Hariri a estimé lundi avoir commis une "*erreur*" en accusant la Syrie d'être responsable de l'assassinat de son père Rafik en 2005, un changement de position notable.

Dans une interview au quotidien "Asharq al-Awsat" publié lundi, Saad Hariri reconnaît que, "*pendant un certain temps, nous avons accusé la Syrie d'être derrière l'assassinat (...) C'était une accusation politique, et elle a pris fin*". (AP 06.09)

Le Hezbollah a rendu public récemment des prises de vue réalisées par l'armée israélienne de l'endroit où a été assassiné Rafik Hariri quelque temps avant cet assassinat. Le Hezbollah qui a toujours nié être l'auteur de cet assassinat accuse les services secrets israéliens et américains d'en être les responsables. Y aurait-il un lien de cause à effet dans ce revirement ?

Haut de page

Le 8 septembre

La journée de mobilisation d'hier est manifestement une réussite et les différents commentateurs n'ont pas pu faire autrement que de constater qu'elle avait eu un contenu politique : Sarkozy dehors ! Mot d'ordre dont nos dirigeants ne veulent absolument pas entendre parler, pas plus que celui de grève générale ou une manifestation nationale à Paris pour obtenir le retrait du projet de loi du gouvernement ou chasser Sarkozy et sa "majorité" fantôme s'il persistait. (A suivre)

Je remercie le camarade qui m'envoie régulièrement des infos sur ce qui se passe dans le secteur du bâtiment. J'ai rectifié le lien vers l'appel du PRCF, avec mes excuses.

Je vous livre la causerie que j'ai écrite hier après-midi en attendant de savoir ce qui se passait en France, décallage horaire oblige.

Quand 73% des personnes interrogées lors d'un sondage trouvent justifiées la journée de grève et de manifestation du 7 septembre, ils expriment leur rejet massif du projet de loi du gouvernement, et quand 65% estiment qu'elle n'aura pas d'impact sur le projet du gouvernement, les médias aux ordres en déduisent naturellement que la majorité des travailleurs seraient fatalistes !

Ne faudrait-il pas plutôt en déduire qu'ils attendent qu'on leur propose une autre forme d'action qu'une journée d'action isolée ? N'ont-ils pas intégré dans leur expérience que les deux journées de mobilisation du printemps 2009 n'avaient finalement servi à rien, sans parler du 23 mars, du 27 mai et du 24 juin 2010 ? N'expriment-ils pas là leur rejet des journées d'action et le fait qu'ils sont dans l'attente d'une véritable issue politique conforme à leurs intérêts qui en tout état de cause ne passera pas par les partis qui ont déjà gouverné ?

Quand 48% pensent que la "gauche", si elle parvenait au pouvoir en 2012 ne reviendra pas sur la contre-réforme Woerth-Sarkozy, peut-on dire qu'ils sont fatalistes ou qu'en absence d'une alternative crédible à la politique de l'UMP ou du PS qui sont sensiblement sur la même ligne, les travailleurs ne se font aucune illusion sur tous les partis susceptibles de gouverner le pays aujourd'hui comme en 2012 ? Comment pourrait-on prétendre qu'ils ont la moindre illusion dans le PS et ses satellites ou alliés ? L'affirmer serait contraire à la réalité qui se manifeste clairement ici, pour la énième fois il faut le préciser.

Dans ces conditions, que valent les appels à l'unité en direction de ces partis dans lesquels les travailleurs n'attendent rien de bon, sinon de mieux les subordonner au régime que le PS soutient et incarne ? On s'aperçoit ici que le front unique en direction de ces partis s'inscrit en contradiction avec l'expérience et la conscience politique que les travailleurs ont acquis au sujet de ces partis, qu'au lieu de les aider à aller de l'avant, il les tire au contraire en arrière en tendant à faire renaître chez eux les illusions qu'ils ont perdues dans ces partis.

Les travailleurs attendent autre chose d'un parti ouvrier qui aspire à prendre le pouvoir et à gouverner conformément à leurs intérêts. Ce qui n'est le cas d'aucun parti aujourd'hui, mais imaginons qu'il existe pour notre démonstration.

Comment pourraient-ils avoir la moindre confiance dans un ou des partis qui finalement s'en remettent à ces partis au service du capital (PS, MRC, PG, PCF, Verts), qui leur expliquent qu'aucune solution ne serait possible en dehors de ces partis dont ils se détournent justement, bien que par dépit et n'ayant pas le choix, ils continuent de voter pour eux lors de chaque élection, sauf quand son enjeu ne vaut même pas la peine de se déplacer pour voter ?

Comment peut-on imaginer un instant que la conscience de classe du prolétariat pourrait évoluer lorsqu'on lui explique que ce sont ces partis qui doivent prendre le pouvoir, alors qu'ils défendent tous ouvertement le capitalisme ou le revendique ?

Comment concevoir que la perspective politique proposée par ce ou ces partis serait sérieuse ou aurait une chance d'aboutir un jour aux yeux des travailleurs - en admettant qu'ils en aient une, quand ils appellent le PS, le PG et le PCF à s'y rallier ?

Comment dans ces conditions ne pas se demander quelles sont les réelles intentions de ce ou ces partis, s'ils ne sont pas finalement comme les autres ? Cette question ou réflexion ne serait-elle pas légitime ?

Je ne suis pas en France pour le constater, mais je suis absolument certain qu'il suffit de tendre l'oreille autour de soi pour entendre dire qu'il y en a marre de Sarkozy et son gouvernement, qu'il faudrait les chasser, etc. Pourquoi aucun parti ne se fait l'écho de l'état d'esprit de la majorité des travailleurs et jeunes qui ne supportent plus la société dans laquelle nous vivons ? Pourquoi aucun n'avance de mots d'ordre contre Sarkozy, le gouvernement et les institutions, l'Etat ? Comment peuvent-ils le justifier ? Impossible en réalité.

Tandis que le gouvernement UMP-PS gère comme il peut la crise du capitalisme, ces partis gèrent la crise du mouvement ouvrier et se détournent de l'immense masse des exploités qui ne sont pas organisés, mais sans lesquels rien n'est possible. Empétrés dans d'incessants jeux d'appareils au même titre que ceux qu'ils critiquent, il est normal qu'ils n'inspirent aucune confiance aux travailleurs. Cela fait plus de 60 ans qu'ils se livrent à ce manège avec le résultat pitoyable que l'on sait.

Le chef de file toutes catégories de l'opportunisme, Mélenchon et son PG, soutient le Die Linke en Allemagne, il s'imaginait déjà qu'au file des élections il allait ravir la place du SPD, sauf qu'aux dernières élections, il a à peine franchi la barre des 5% des voix, si ma mémoire est bonne, une fois passée l'illusion liée à l'effet d'annonce, le soufflé est rapidement retombé proche de zéro pour ces partisans du capitalisme qui s'étaient présentés comme une alternative au SPD, vaut mieux encore l'original que sa copie en quelque sorte, les travailleurs allemands ne s'y sont pas trompés, par dépit précisons toutefois, comme en France et ailleurs où il existe des partis issues de la sociale-démocratie.

Toute les combinaisons, alliances, coalitions, formes de gouvernement (union nationale ou cohabitation, front populaire) ont été testées en France et en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale, elles ont toutes abouti au même constat : le maintien en place des institutions (ou de l'Etat bourgeois) et du régime capitaliste, dont on ne cesse de nous dire pourtant depuis cette époque qu'ils sont en crise.

Une crise, c'est comme un cancer, il se développe, il mûrit puis éclate et devient insupportable, soit on le soigne et on en réchappe, la vie reprend son cours à peu près normalement, soit il est incurable et on en meurt plus ou moins rapidement. La (prochaine) crise, le capitalisme n'a eu de cesse de la préparer, elle s'est tranquillement développée, puis elle a éclaté à l'échelle mondiale. Durant toutes les années où elle était encore en gestation ou en train de se développer, des couches de la population continuaient de vivre comme avant dans la même insouciance du lendemain, mais c'était loin, très loin d'être le cas de millions de travailleurs vivant déjà dans la précarité ou la pauvreté, pour

eux la crise était omniprésente au quotidien, qui s'en soucia réellement, quel parti se tourna vers eux, personne, aucun à dire vrai. Pendant des décennies le patronat continua de matraquer ces couches les plus faibles de la classe ouvrière (et sa jeunesse), dans l'indifférence des gouvernements qui se sont succédés et qui en étaient les complices. A ces couches sont venues s'en ajouter d'autres et les partis et syndicats ont continué à s'en détourner, à les ignorer ou à les fuir comme si de rien n'était, l'essentiel se passant ailleurs selon leurs dirigeants.

Si aucun parti n'est parvenu à les organiser et à les aider à progresser sur le plan politique, à se construire, à moins de coller cela sur le dos de ces travailleurs eux-mêmes, il faut bien reconnaître la responsabilité de ces partis qui ont failli à leur mission, non ? Leur politique s'adressait-elle à ces travailleurs, pouvaient-ils s'en saisir ou se reconnaître dedans ? Force est de répondre négativement à cette question.

J'ai lu dans un article de *La Montagne* du 6 septembre que « *chaque ouvrier est amené à se déplacer sur différents chantiers. Or, certains employeurs ne comptabilisent plus les temps de trajet. Il en va de même pour le matériel, qui n'est plus financé par l'entreprise.* », il doit s'agir par matériel de l'outillage ; quand mon père était mensuisier, c'était lui qui achetait la totalité des outils et des machines-outils qu'il utilisait pour travailler, quand à ses frais de déplacements pour raison professionnelle, il percevait une prime dite de panier qui était dérisoire, il était bien obligé de prendre sa voiture (à condition d'en avoir une, sinon pas de boulot !) pour transporter sa caisse à outils qui occupait la totalité du coffre arrière d'une Simca 1301 break et qui pesait une bonne centaine de kilos. Donc, d'après la CGT, le patronat remet en cause le peu qu'il avait concédé à ces ouvriers dont les conditions de travail sont très dures et les rémunérations misérables. Le bâtiment est un des secteurs clés de l'économie capitaliste, au même titre que l'automobile, il emploie des centaines de milliers ou des millions d'ouvriers avec leurs familles. Qui se soucie de leur sort ? Ceux de l'automobile sont nettement mieux lotis.

La CGT ? J'ai lu le compte-rendu d'appels de plusieurs fédérations du bâtiment (bois, construction, BTP) de la CGT, aucun n'appelle au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites. Voilà les ouvriers du bâtiment entre de bonnes mains ! Ensuite ? Ensuite, quoi, rien. Ce qui se passe à la poste, à la SNCF, dans les écoles ou les universités ou encore dans je ne sais quelle administration est bien plus important aux yeux de nos dirigeants, et puis il y a des postes de permanents syndicaux à prendre...

Dans l'*Histoire du socialisme en France* sur le site http://fr.wikipedia.org on peut lire ceci :

"*Le socialisme politique en France s'unifie en 1905 sur injonction de l'Internationale, au congrès du Globe avec la fusion des différents courants socialistes (guesdistes, blanquistes, allemanistes, réformistes...) dans la nouvelle Section française de l'internationale ouvrière (SFIO). Peu à peu, le député du Tarn Jean Jaurès s'impose comme la figure majeure du socialisme français, par son combat pour l'unité, par sa volonté de synthèse entre la république et le socialisme, entre le patriotisme et l'internationalisme, entre les idées marxistes et la tradition de la Révolution française libérale. La SFIO, qui se veut parti ouvrier, a acquis une large base électorale et militante (en particulier avec le socialisme municipal) : les paysans, les ouvriers, les artisans côtoient les intellectuels et les fonctionnaires.*".

Courants "*socialistes*", c'est un grand mot quand on lit attentivement la suite. On y trouvait plutôt tous les ingrédients d'un opportunisme débridé qui ressemble furieusement à l'orientation politique du PT puis du POI : le combat pour l'unité en soi, la contradiction entre le combat pour la république et le socialisme, pire encore avec l'amalgame du patriotisme et de l'internationalisme, et crime suprême entre "*les idées marxistes et la tradition de la Révolution française libérale*". Et la comparaison entre la SFIO et le POI est également valable à propos de leur composition, à l'exception toutefois des ouvriers qui doivent être ultra minoritaire dans ce parti, pour référence, il n'y avait que 2% d'ouvriers à la LCR avant sa mutation en NPA.

Qu'il ait existé une tendance marxiste ou révolutionnaire dans la SFIO à ses débuts, on ne le nie pas, par contre, force est de constater que dès lors que ce parti s'est développé, la majorité de ses adhérents qui n'étaient pas sous le contrôle de cette tendance s'est retrouvée sous l'emprise de ou des tendances les plus droitières et patriotiques qui contrôlaient les instances de la SFIO et étaient majoritaires au sein de sa section de parlementaires, pour finalement voter les crédits de guerre à sa bourgeoisie en août 1914.

C'est dans un contexte différent, la même mésaventure qui est arrivée au parti bolchevik, avant, mais surtout après le 25 octobre 1917, quand des centaines de nouveaux adhérents sans formation politique se sont retrouvés à élire les instances du parti, ce dont profitera quelques années plus tard Staline et sa clique de bras coupés pour liquider l'Opposition de gauche dirigée par Trotsky.

Imaginer que demain des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs rejoignent le POI ou le NPA comme cela s'était passé avec la SFIO ou le parti bolchevik, on aurait pu prendre aussi comme exemple le parti ouvrier social-démocrate allemand, que se passerait-il ? Les "économistes" l'emporteraient sur les marxistes, les réformistes sur les socialistes et nous revivrions le même drame qu'autrefois, parce qu'on n'a pas voulu tenir compte de cet enseignement capital de la lutte de classe et qu'on s'est détourné des leçons d'Octobre et du léninisme. Pourquoi ?

Par incompréhension, incapacité à assimiler les enseignements du marxisme, pour trouver un raccourci qui n'existe pas pour construire le parti, par facilité, c'est ce qui fait le succès du PS ou du PG auprès des couches moyennes ou de la petite-bourgeoisie, tout le monde est pour l'amélioration de ses conditions de vie et peu importe si le socialisme est relégué aux calendes grecques et que des millions de travailleurs vivent dans l'indigence, seul l'immédiat compte (le spontané), par contre il est plus difficile d'être convaincu de la nécessité de la révolution prolétarienne pour avancer un jour vers le socialisme, parce leurs dirigeants n'ont plus la foi (Marx) dans la classe ouvrière, sans l'avouer, pour eux le socialisme était peut-être une magnifique utopie...

Nous parlons ici d'un parti dans lequel les adhérents élisent leurs dirigeants et votent librement pour ou contre les résolutions présentées par les différentes tendances qu'il comporte.

Le CCI-POI ne peut pas aller plus loin dans le combat contre Sarkozy et le régime capitaliste, parce que la majorité de ses adhérents ne le suivrait pas, ce parti est déjà muselé par ses couches les plus droitières (républicains, démocrates, syndicalistes, élus de tous bords) qui en constituent la majorité, du coup ses dirigeants estiment qu'il vaut mieux un compromis pourri sur les principes que de perdre des milliers d'adhérents. Le même constat vaut pour le NPA, à ceci près que la direction majoritaire est plutôt droitière par rapport à certaines de ses tendances ou fractions qui sont ultra minoritaires.

Ceci pour dire qu'on peut retourner le même problème dans tous les sens pendant des décennies pour finalement en arriver au même constat ou à la même conclusion : qu'il n'existe pas de recette miracle pour élever le niveau politique des masses, qu'il n'existe pas de recette miracle pour construire le parti, qu'il est impossible de le construire sans se tourner résolument vers les couches les plus frappées par la crise du capitalisme, un parti ouvrier sans ouvrier finit toujours par dégénéré au file du temps, on le sait par expérience, prendre à la lettre ou se détourner des enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes abouti infailliblement à l'aventurisme et à l'opportunisme, à vouloir "*inventer*" (Bensaïd - NPA) une autre voie qui n'existe pas davantage, il y en a même qui ont émis l'hypothèse (d'ex-militants de la LCR) qu'il ne fallait plus construire de partis ouvriers nationaux (en Europe), mais directement un parti ouvrier européen, pourquoi pas construire l'Internationale et ensuite ses sections, on nage parfois en plein délire.

Personnellement, j'ai fait mien les mots d'ordre du groupe qui publie CPS, j'ai adopté les mots d'ordre du groupe Bolchevik ainsi que ceux du groupe CCI-T, ces mots d'ordre ne sont pas identiques, ils ne sont pas contradictoires, ils se complètent, ces trois groupes sont d'accord sur l'essentiel, le retrait inconditionnel du projet de loi du gouvernement sur les retraites, le retour aux conditions d'avant 1993, ils sont d'accord sur l'objectif, chasser Sarkozy et son gouvernement, liquider les institutions de la Ve République, commencer à s'attaquer aux fondements du capitalisme, un gouvernement ouvrier révolutionnaire s'appuyant ou issu de la mobilisation révolutionnaire des masses, ils font pratiquement la même analyse de la situation, alors je vais vous dire, leurs désaccords à côté ne pèsent pas lourd, ils font partie de la vie sans plus, et quand on regarde ce qu'écrivent les camarades de la tendance Claire du NPA ou les militants de Débat révolutionnaire ou d'autres encore, on peut dire qu'ils sont à peu près sur la même longueur d'onde, si demain il constituait un parti, je signerais immédiatement et je m'engagerais loyalement à leur côté, sachant que bon nombre de militants du POI, du NPA, de LO et du PCF nous rejoindraient.

Chacun avance à partir de sa propre expérience, respectons ce processus. Chacun met en relief un aspect de la situation, on ne peut pas dire que les uns ont raison ou tort, ils ont tous raison à leur manière, et comme les travailleurs et les militants ne se représentent pas la situation exactement de la même manière cela tombe très bien, il y en a pour tous ceux qui veulent en découdre, à défaut de pouvoir conquérir la classe pour le moment, gagner son avant-garde nous suffirait amplement. Pour certains travailleurs le mot d'ordre de grève générale suffit, pour d'autres celui de manifestation nationale à Paris leur convient mieux, pour d'autres encore il est urgent de chasser Sarkozy, qui osera dire qu'un de ces mots d'ordre n'est pas correcte dans la situation actuelle ?

Il suffirait de définir sur quelle orientation on interviendrait dans la lutte des classes, une fois cette étape franchie, chaque sensibilité pourrait intervenir pour développer son point de vue, dans les instances et les publications du parti, publiquement aussi, loyalement et honnêtement, que le meilleur gagne dans le seul objectif de faire avancer notre cause, d'avancer collectivement.

Il y en a qui estime par exemple que le PS est un parti ouvrier-bourgeois, d'autres que c'est un parti bourgeois, où est le problème, c'est relativement secondaire, si la majorité du parti adopte la première caractérisation et qu'elle estime nécessaire de s'adresser à ce parti, la minorité doit s'y plier (centralisme démocratique) tout en continuant de défendre son point de vue, sans un minimum de discipline on ne pourra jamais rien construire, et puis on peut adopter comme principe qu'il faut en cas de désaccord chercher un compromis entre les différentes théories en présence, on peut s'adresser aux adhérents du PS mais pas à ses dirigeants par exemple, si l'on partait du principe que les enseignements du marxisme sont gravés dans le marbre pour l'éternité, ce serait suicidaire, ce serait contraire au marxisme lui-même qui n'est qu'un guide pour l'action et non une vérité révélée, on serait d'affreux dogmatiques ou sectaires, on ne transige pas sur les principes de base, le parti, la méthode, le moyen, notre objectif, pour le reste tout doit pouvoir se discuter, rester ferme sur les principes, souple dans leur application, telle était la méthode de Lénine. (A suivre)

Infos en bref.

Mozambique. La voie à suivre pour faire reculer Sarkozy sur les retraites.

Face à la violence des émeutes contre la vie chère la semaine dernière, le gouvernement mozambicain a renoncé mardi à augmenter le prix du pain. Treize personnes sont mortes et 400 ont été blessées.

«Le gouvernement a décidé de (...) maintenir le prix du pain à son niveau précédent grâce à une subvention», selon un communiqué du gouvernement lu par le ministre du Plan, Aiuba Cuereneia, lors du conseil des ministres.

Le gouvernement doit également annuler certaines augmentations des prix de l'eau et de l'électricité et tentera de «diminuer les dépenses publiques pour dégager des fonds et subventionner les prix des produits de base», a-t-il ajouté.

L'annonce d'une hausse du prix du pain a enflammé les faubourgs pauvres de la capitale, Maputo. Les manifestations ont tourné à l'émeute

mercredi avant de s'étendre à d'autres villes du pays jeudi et vendredi.

Depuis des mois, les prix ont flambé au Mozambique en raison de la dépréciation de la devise nationale, dans un pays très dépendant des importations. Mais la hausse s'explique aussi par l'envolée des cours mondiaux de céréales. (20minutes.fr 07.09)

Ukraine.

Rentrée agitée au Parlement de Kiev. Pour leur première séance depuis les vacances d'été, des députés ukrainiens ont échangé des coups mardi tandis qu'étaient censées être débattues la hausse du prix du gaz et la réforme des retraites.

Devant le bâtiment, quelque 6.000 manifestants protestaient contre les mesures d'austérité du gouvernement.

L'opposition dénonce notamment le doublement des tarifs du gaz pour les ménages et le recul de l'âge du départ en retraite pour les femmes - de 55 à 60 ans. L'âge de la retraite pour les hommes reste inchangé, à 60 ans.

Le Fonds monétaire international (FMI) avait posé ces deux mesures comme conditions à l'octroi d'un prêt de 15 milliards de dollars (12 milliards d'euros), finalement approuvé cet été. (AP 07.09)

Haut de page

Le 9 septembre

"*Les travailleurs des entreprises privées, y compris de petites entreprises, ont été largement présents, ainsi que nombre de jeunes, de chômeurs, de retraités*" écrit LO.

Les travailleurs des petites entreprises représentent 3,2 millions de salariés, les jeunes peut-être la moitié des 12 millions qui ont repris le chemin de l'école le 6 septembre, soit 6 millions, les retraités 14 millions, total 23,2 millions. Dès lors peut-on affirmer qu'ils "*ont été largement présents*", sachant que sur 5 millions de fonctionnaires, 26% environ ont participé à la journée de mobilisation du 7, soit 1,2 millions sur un total de manifestants variant entre 1,1 et 3 millions selon les sources ?

Nathalie Arthaud écrit plus loin :

"*Alors, la question qui se pose impérativement au lendemain de cette journée est celle de la suite. Si Juppé en 1995 et Villepin en 2006 ont dû reculer, ce n'est pas à la suite d'une seule journée, mais parce que la succession de débrayages, de manifestations, de moments forts, ont témoigné d'un mouvement qui se généralisait et dont ils craignaient de ne pas pouvoir contrôler le développement.*

Maintenant que les salariés ont largement répondu présents, les dirigeants des confédérations syndicales sont mis devant leurs responsabilités. Il faut qu'ils annoncent tout de suite quel prolongement ils comptent donner à la journée d'aujourd'hui afin que la réaction légitime du monde du travail puisse se préparer, s'organiser et se généraliser."

Que propose LO, une "*succession de débrayages*", bref, de journées d'action comme s'apprêtent à l'imposer les dirigeants syndicaux pour aider Sarkozy à faire passer sa contre-réforme criminelle ?

LO ne propose donc rien.

Le NPA propose :

"*L'enjeu aujourd'hui est bel et bien d'obtenir le retrait de cette réforme qui n'est ni amendable , ni négociable, en construisant un mouvement d'ensemble, généralisé de grève et de blocage de l'économie.*"

Bon, ce n'est pas très bien exprimé comme très souvent avec le NPA, pour ne pas dire que syntaxiquement ils ont des progrès à faire. On est d'accord sur l'objectif au départ, c'est ensuite que cela se gâte, qu'est-ce que cela veut dire "*un mouvement d'ensemble*", avec qui, dans quels rapports, c'est le néant, consternant mais pas surprenant. "*généralisé de grève*" ne veut rien dire non plus, généralisation de la grève ou des grèves car elles ont des origines diverses, c'est mieux. Cela me fait penser aux petits bourgeois qui se la pètent sur des blogs de *Libération* ou du *Monde* et qui écrivent comme des cochons, c'est là que je me rends compte que j'ai fait de réels progrès... et surtout que je ne leur ressemble pas !

Le NPA ne propose donc rien, aucune ligne politique, les appareils et le gouvernement ont le champ libre.

Le POI écrit : « *Le moment n'est-il pas venu de se dresser en un seul bloc, travailleurs et organisations unis, sur le seul mot d'ordre de : retrait immédiat du projet de loi ? Le moment n'est-il pas venu que les organisations, en toute clarté, décident la date et lancent l'appel à la grève pour le retrait ?* ».

Quelle grève ? Ils ont oublié les partis qui devraient compter pour des prunes dans cette affaire, hypocritement bien sûr. Grève d'une journée, d'une heure, grève interprofessionnelle pour éviter de dire un gros mot, grève générale, grève d'une journée reconductible ? Mailly a déjà répondu à cette question en se prononçant contre la grève générale, gageons que le POI se callera sur l'appareil de FO.

Quand ils se perdent en superlatifs.

Les secrétaires nationaux du POI ont vu dans la journée du 7 "*des millions et des millions*" de travailleurs en grève, puis ils se sont callés sur les chiffres des syndicats "*trois millions d'entre eux ont manifesté*", les " *millions et millions*" n'étaient déjà plus que trois en forçant la dose certainement, il s'agissait d'un "*mouvement gigantesque*" ou encore d'une "*journée de mobilisation exceptionnelle*", "*ce 7 septembre exceptionnel*", ils en ont oublié : titanesque, pharaonique...

Alors tout est possible, pardon c'est un slogan du NPA, ils le partagent, bon vous l'aviez déjà remarqué, mais alors, même avec une mobilisation aussi formidable - j'en ai trouvé un autre, il est impossible de venir à bout de l'obstacle des appareils pourris des syndicats et des partis dits ouvriers ? C'est à désespérer dites-donc, non ? A moins qu'il y ait une autre explication qui ne colle pas vraiment avec l'analyse que fait le POI de la situation, ce n'est qu'une hypothèse...

Au fait, quel est l'état d'esprit précis des masses, quel est leur niveau de conscience politique ? Ne cherchez pas la réponse dans *Informations ouvrières*, vous ne la trouverez pas : la classe est révolutionnaire un point c'est tout ! C'est malheureux à dire, mais c'est encore dans la presse de nos ennemis qu'il faut aller puiser pour trouver un début de réponse à cette question ou dans les déclarations des membres du gouvernement qui ne disent pas que des conneries et qui eux sont parfaitement au courant de l'état d'esprit de la population.

J'avais rédigé une petite causerie deux jours avant la journée du 7, je ne l'ai pas mise en ligne pour ne pas vous casser le moral, dedans j'expliquais notamment que la contre-réforme des retraites était déjà passée dans pratiquement tous les pays en Europe sans que des dizaines de millions de travailleurs ne descendent dans les rues, j'imaginais que la même chose allait se produire en France et que la journée du 7 ressemblerait aux précédentes avec le même résultat...

Néologisme d'un internaute : démocrassie, de démocratie et de crasse, mot valise.

Un rappel d'un camarade :

Article 35 de la *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1793* : "*Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.*".

Le droit du peuple au travail, à la santé, à la retraite, aux études, au logement, etc, étant sans cesse violé dans le cadre des institutions et du régime existant, c'est une révolution qu'il faut pour mettre un terme aux institutions de la Ve République et au capitalisme.

L'insurrection ou la révolution est parfaitement légitime comme le soulignaient les révolutionnaires de 1793 avant Marx et Engels, nos droits étant bafoués en permanence, ce "*devoir*" n'aurait-il pas dû être, ne devrait-il pas être rappelé au peuple en permanence, notre combat pour faire valoir nos droits aurait-il, devrait-il être mené dans une autre perspective ?

N'y aurait-il pas par hasard une contradiction dans la politique de ceux qui se réclament de 1793 et qui *oublient* systématiquement de rappeler ce "*devoir*" aux classes exploitées ? En déclarant avant-hier qu'il était contre la grève générale, quelle légitimité Mailly a-t-il pour parler au nom des travailleurs ? Aucune, sinon celle que lui accorde grâcieusement ses amis politiques, inutile de les nommer vous les connaissez.

Retraites.

1- Paroles du Palais. Le mépris.

- "*Le gouvernement ne renoncera pas aux mesures d'âge, parce que s'il renonce aux mesures d'âge il n'y a plus de réforme*", a dit la présidence.

- "*Le président ne se cache pas. Il est derrière la réforme des retraites, c'est une réforme qu'il veut*", dit-on à l'Elysée.

- Les "*mesures d'âge*" représentent en effet l'essentiel des économies de quelque 18 milliards d'euros qui seraient réalisés en 2018 grâce à la réforme des retraites. (Reuters 08.09)

2- Quelques réactions aux annonces de Sarkozy.

- CFDT. Ces annonces «*ressemblent à du bricolage*», a estimé la CFDT dans un communiqué, et «ne règlent pas les problèmes de fond de la réforme».

- Unsa. Pour le syndicat autonome Unsa, les amendements proposés par Nicolas Sarkozy restent «*nettement insuffisants*». «*Si le président de la République et le gouvernement veulent vraiment que le conflit s'apaise, ils doivent faire des concessions sur les mesures qui sont au cœur du projet: les mesures d'âge*», a-t-il expliqué dans un communiqué. (20ùinutes.fr 08.09)

- PS. Selon Benoît Hamon, si le gouvernement « *veut renégocier un projet qui soit juste, efficace, et pérenne, il faut le retirer et recommencer à zéro* ». Le porte-parole du PS estime ainsi que les éventuelles concessions que pourrait accorder l'exécutif aux opposants à la réforme ne sont « *pas acceptables* ». (Lepost.fr 08.09)

3- Compte-rendu de la réunion de l'intersyndicale d'hier. Ainsi font font font... trois petits tours et puis s'en vont !

Des syndicats ont appelé mercredi à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 23 septembre contre la réforme des retraites, jugeant insuffisantes les modifications proposées par Nicolas Sarkozy.

Force ouvrière et Solidaires ne se sont pas associés à cet appel lancé par les six autres centrales (CFDT, CGT, CFTC, FSU, UNSA, CFE-CGC).

Mais l'unité n'est pas rompue et FO "*participera en principe aux grèves et manifestations du 23 septembre*", après avoir réuni son bureau national, a-t-on précisé dans l'entourage du secrétaire général Jean-Claude Mailly.

Solidaires se prononcera jeudi lors d'un bureau national, a indiqué sa porte-parole Annick Coupé.

Les syndicats signataires du texte appellent à interpeller les députés, les membres du gouvernement et le président le 15 septembre, jour du vote du projet de loi à l'Assemblée.

"*Les annonces du président de la République, qui se voulaient une réponse aux mobilisations, ne modifient pas le caractère injuste et inacceptable de la réforme proposée*", déclarent-elles dans un communiqué.

Au lendemain d'une journée de grèves et de manifestations qui ont vu défiler mardi entre 1,1 et 2,7 millions de personnes selon les sources, Nicolas Sarkozy a lâché un peu de lest sur la réforme, notamment pour les métiers pénibles.

Mais les centrales syndicales ont opposé une fin de non recevoir à ces gestes jugés insuffisants.

"*Les annonces du président de la République, qui se voulaient une réponse aux mobilisations, ne modifient pas le caractère injuste et inacceptable de la réforme proposée*", déclarent-elles dans un communiqué.

Les organisations se sont réunies pendant quatre heures au siège de la CGT, à Montreuil, près de Paris, pour tenter de gérer leur succès de la veille. Elles ont fait le pari d'une "dynamique en évolution", c'est-à-dire d'une montée en puissance de l'opposition au projet actuel.

Elles décident "*une nouvelle étape de grande ampleur avant le débat au Sénat*" en octobre, a souligné Nadine Prigent, au nom de la CGT, lors d'une conférence de presse.

"*La réussite du 7 septembre est très supérieure au 24 juin, cela démontre une détermination des salariés à relever ce défi de gagner une autre réforme, une réforme plus juste, plus solidaire*", a-t-elle ajouté.

"*Nous considérons indispensable que la mobilisation se poursuive et s'amplifie. Il nous paraît essentiel de réussir une mobilisation très forte le 23 septembre*", a dit Marcel Grignard, le numéro deux de la CFDT.

Il s'est dit convaincu que la mobilisation pouvait "*permettre d'infléchir le projet à l'ordre du jour*".

Un responsable de l'Unsa a souligné qu'à ses yeux l'unité n'était pas menacée par le refus de FO et de Solidaires de signer le texte.

"*Nous sommes toujours sur le même fondement. Nous estimons qu'il faut retirer le projet de texte et les annonces de Nicolas Sarkozy nous confortent*" dans cette position, a expliqué Michèle Biaggi, responsable de FO. (Reuters 08.09)

"*Je ne vois pas comment on peut échapper à une autre journée (d'action, ndlr), c'était très réussi*", a également déclaré Jean-Claude Mailly. (Lepoint.fr 08.09)

Surtout les malheureux patrons, vous n'avez pas l'impression comme moi qu'il regrette de devoir redescendre dans la rue, car il savait pertinemment que la journée du 7 ne suffirait pas ?

Rompez vos relation avec le gouvernement et le Medef, grève générale jusqu'au retrait, on n'a rien d'autres à dire à ses lieutenants du capitalisme.

Crise politique, suite.

1- La commission des Lois du Sénat a rejeté mercredi plusieurs amendements sécuritaires déposés par le gouvernement dans le cadre du projet de loi sur la sécurité, a-t-on appris de sources parlementaires.

La possibilité, pour les mineurs délinquants, de comparution immédiate sans passer par l'étape du juge des enfants a été écartée par les sénateurs à l'unanimité.

Enfin, un amendement qui prévoyait une peine se sûreté de 30 ans ou une peine incompressible pour les crimes commis contre les représentants des forces de l'ordre a également été rejeté par 17 voix contre 15. (Reuters 08.09)

2- L'Assemblée nationale a annulé mercredi, en commission des Lois, les profondes modifications apportées en juillet par le Sénat au projet de loi sur la réforme des collectivités territoriales, ce qui promet un vrai bras de fer, au sein de la majorité, entre les deux chambres.

Les députés UMP ont ainsi approuvé plusieurs amendements visant à rétablir le texte dans sa version votée fin mai en première lecture à l'Assemblée nationale, notamment sur l'élection du futur conseiller territorial au scrutin uninominal majoritaire à deux tours et la nouvelle répartition des compétences des collectivités avec la limitation de la "*clause de compétence générale*". La commission des Lois est également revenue sur une modification du Sénat en rétablissant le seuil de qualification pour le second tour pour les élections cantonales (puis territoriales) de 10 % à 12,5 % des inscrits. Le conseiller territorial, dont la création a été voulue par le président Nicolas Sarkozy, doit remplacer en 2014 les conseillers généraux et les conseillers régionaux. (Lepoint.fr 08.09)

Coté jardin. (du capital)

1- Le timing n'aurait pas pu être plus mauvais pour Bernard Tapie. Au lendemain d'une journée de forte mobilisation sociale, et alors que les radicaux de gauche l'envisagent comme possible candidat à la présidentielle, Le Canard enchaîné révèle dans son édition d'hier qu'il pourrait finalement recevoir 210millions d'euros de l'Etat. : 45millions pour les époux Tapie au titre de préjudice moral et 165millions d'euros de dommages et intérêts pour sa société personnelle. (20minutes.fr 08.09)

2- Le laboratoire américano-britannique GlaxoSmithKline (GSK) a finalement accepté l'indemnisation proposée par l'Etat français après l'annulation par le ministère de la santé d'une commande de 32 millions de vaccins contre la grippe A en janvier. Le laboratoire recevra 35,8 millions d'euros.

GSK a rejoint ainsi la position de Sanofi-Pasteur et Novartis qui ont obtenu respectivement 2 et 10,46 millions d'euros. L'ensemble des indemnités que devra payer la France pour des vaccins dont elle n'aura jamais disposé se monte donc à 48,26 millions d'euros.

En acceptant la somme proposée par la France, les trois laboratoires se privent de la possibilité de procéder à des recours devant la justice. Néanmoins, ils préservent leurs bonnes relations avec l'Etat français en prévision de nouvelles pandémies.(Lemonde.fr 08.09)

3- Le déficit budgétaire de l'Etat s'élevait à 93,1 milliards d'euros fin juillet, contre 108,8 milliards d'euros à la même date en 2009, selon les chiffres communiqués mercredi par le ministère du Budget.

L'incertitude sur la conjoncture des prochains mois peut inciter l'exécutif à conserver sa prévision de croissance, mais c'est surtout le climat politique qui pourrait peser.

Selon Gilles Moec, de Deutsche Bank, "*à 8%, l'objectif pour 2010 n'était guère ambitieux et je pense qu'ils comptaient déjà sur un meilleur résultat*".

"*Dans le contexte actuel, Nicolas Sarkozy a intérêt à garder les bonnes nouvelles sous le coude*", explique Gaël Sliman, de l'institut de sondages BVA.

L'annonce d'un surplus de recettes aiderait les opposants à la réforme des retraites et pourrait pousser le gouvernement à revoir ses ambitions à la baisse, souligne-t-il.

"*Ce n'est pas le moment d'annoncer des 'cagnottes', c'est certain. Une fois que la réforme des retraites sera passée, que le remaniement aura eu lieu, là ca tombera très bien*", dit-il. (Reuters et AP 08.09)

4- Quand le PS foule aux pieds notre droit à la santé... pour le compte des capitalistes.

La Cour des comptes a prôné mercredi des mesures pour redresser les comptes de la Sécurité sociale, en soulignant que le retour de la croissance ne permettrait pas de retrouver l'équilibre à court terme.

La Cour des comptes prône des économies de gestion, des mesures concernant l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) ou sur les hôpitaux, a précisé Didier Migaud (PS), qui présentait à la presse le rapport sur l'application des lois de financement de la Sécurité sociale. (Reuters 08.09)

Coté cour. (du travail)

1- Mauvaise nouvelle pour les internautes, le gouvernement va bien relever la TVA sur les offres triple play. «Les demandes de Bruxelles nous conduisent à relever ce taux à 19,6%», annonce jeudi le ministre du Budget François Baroin dans un entretien dans Les Echos.

La moitié de la facture des abonnés aux «*box Internet*» était jusqu'ici soumise à un taux de TVA réduit, de 5,5%.

Bercy a chiffré à «*plusieurs centaines de millions d'euros*» les recettes supplémentaires pour l'Etat, au moment où le gouvernement cherche encore près de 4 milliards d'euros pour boucler son budget 2011. (20minutes.fr 08.09)

2- Les ménages français en situation de surendettement sont toujours plus nombreux. Sur un an, le nombre de dossiers déposés auprès de la Banque de France a augmenté de 4,5% à la fin du mois de juillet, selon le baromètre du surendettement. Et depuis le début de la crise, soit près de deux ans, le nombre de dossiers de surendettement déposés a crû de 20%, observe La Tribune. Plus alarmant encore, le nombre de cas d'endettement grave envoyés vers la procédure de rétablissement personnel (PRP) - elle permet au juge d'effacer les dettes - a augmenté de 48%, ajoute le journal.

Et le profil des personnes surendettées n'a rien de rassurant. Le surendettement touche de plus en plus de personnes âgées et il est davantage «*passif*», c'est-à-dire qu'il fait suite à un événement de la vie tel qu'une perte d'emploi, une maladie ou un divorce, et non à un excès de crédit. Par ailleurs, on observe un vieillissement des personnes surendettées. Dernièrement, la Banque de France a reçu un dossier de surendettement de la part d'une femme de 90 ans, note *La Tribune*. Autre phénomène récent, si le nombre de surendettement tend à se stabiliser en province, il augmente en Ile-de-France. (Lefigaro.fr 08.09)

Syndicalisme. Les collabos.

Le premier constructeur automobile français, qui a lancé à l'automne dernier un plan de performance prévoyant notamment des gains de productivité, veut pouvoir mettre en place des équipes de nuit pour des vacations de durée variable et dont l'horaire pourra être réduit selon les commandes, comme cela se pratique sur son site espagnol de Vigo.

"*Le texte rappelle la nécessité de poursuivre l'amélioration de la compétitivité des bases industrielles en France (ce qui) nécessite (...) la capacité à répondre, sans délai, aux fortes variations de la demande*", explique PSA dans un communiqué.

Il propose également de renforcer les possibilités de rotation des intérimaires au sein des équipes pour s'adapter aux à-coups d'activité.

La signature de l'accord, dont PSA indique qu'il a déjà reçu un avis favorable de quatre syndicats - CFE/CGC, CFTC, FO et GSEA - et un commentaire favorable de la part de la CFDT, conduira le groupe à embaucher 900 personnes, pour l'essentiel sur les sites de Sochaux, Poissy, Mulhouse et Vesoul. Ces recrutements s'ajouteront aux 1.100 déjà annoncés en juin.

Les syndicats feront connaître leur position définitive dans les prochains jours, ajoute PSA dans le communiqué. (Reuters 08.09)

De compromis en compromis pourris, ces lieutenants du capital se font les fossoyeurs du syndicalisme et des droits des travailleurs.

Grande-Bretagne. Le gouvernement des banques.

Le président de la première banque britannique HSBC, Stephen Green, a été nommé secrétaire d'État au Commerce dans le gouvernement dirigé par le conservateur David Cameron, a annoncé, mardi, Downing Street.

Conformément à la tradition parlementaire britannique, qui veut que les membres du gouvernement fassent partie d'une des deux chambres

du Parlement, il sera nommé à la Chambre des lords préalablement à son entrée au gouvernement.HSBC, qui est l'une des premières banques mondiales, a précisé dans un communiqué que Stephen Green quitterait la présidence du groupe avant la fin de l'année, avant d'intégrer le gouvernement en janvier prochain. Il laissera une entreprise florissante, qui a passé la crise financière sans subir de dommage. Stephen Green abandonnera au passage ses autres fonctions patronales, dont celles de président de l'Association des banques britanniques, la BBA, et de vice-président de la Confédération des patrons britanniques, la CBI. (Lepoint.fr 08.09)

Allemagne. La "*recette*" du "*miracle*" allemand.

L'Allemagne est le pays de l'Union européenne où les salaires ont le moins progressé en dix ans, selon une statistique de l'Office fédéral des statistiques (Destatis) parue mercredi 8 septembre. Outre-Rin, les salaires bruts au premier trimestre 2010 affichaient une hausse de 21,8 % par rapport à leur niveau moyen en 2000. La progression des coûts du travail était, elle, de 18,9 %. Il s'agit des taux les plus bas des vingt et un pays dont Destatis a publié les résultats.

La progression moyenne pour l'Union européenne sur la même période était de 35,5 % pour les salaires et de 36,1 % pour les coûts du travail. Pour la seule zone euro, la hausse moyenne était de 29,5 % pour les salaires et 30,3 % pour les coûts.

La modération salariale dans la première économie européenne est, selon les économistes, l'un des facteurs de sa forte croissance actuelle.

Le niveau des salaires en Allemagne ne dépend pas de l'Etat mais résulte de négociations entre partenaires sociaux. Le pays n'a pas de salaire minimum, sauf dans certaines branches où patrons et syndicats se sont entendus sur des rémunérations-plancher qui ont pris force de loi. (Lemonde.fr 08.09)

En Allemagne (comme en France ou ailleurs à travers la politique contractuelle), ce sont patrons et syndicats qui s'entendent sur la fixation des salaires de misère. Question : est-ce le rôle d'un syndicat ? Dès lors qu'un accord est intervenu entre eux, avec un tel boulet aux pieds, allez donc revendiquer une augmentation de salaire !

Moldavie. Crise politique.

Privée de président depuis le printemps 2009, la Moldavie peine a retrouver une stabilité politique. Le gouvernement pro-occidental au pouvoir a annoncé la tenue d'élections législatives anticipées le 21 novembre après l'échec, dimanche 5 septembre, d'un référendum constitutionnel sur l'élection du président au suffrage universel.

Les manifestations et les émeutes d'avril 2009 contre la victoire aux législatives du Parti communiste moldave, au pouvoir depuis 2001, avaient conduit à une impasse politique, provoquant de nouvelles élections anticipées en juillet 2009, remportées cette fois par les pro-européens. Ces derniers ont pourtant échoué à faire élire au Parlement leur candidat à la présidence. Le référendum de dimanche visait justement à permettre de résoudre la vacance à ce poste.

Le taux de participation au référendum sur l'élection présidentielle directe n'a atteint que 29,05 %, alors qu'un minimum de 33 % était requis pour que la consultation soit jugée valide. Neuf personnes sur dix (87,8 %) se sont prononcées en faveur de l'élection présidentielle directe.

L'ancien président communiste Vladimir Voronine, dont le parti avait appelé à boycotter le référendum, a jugé lundi "*logique*" l'échec du scrutin. "*Le peuple a choisi la république parlementaire comme la plus démocratique et la plus juste*", a-t-il déclaré, affichant son opposition à l'élection du président au suffrage universel.

Selon le politologue moldave Igor Botsan, le résultat du référendum "*montre la faiblesse du niveau de confiance envers l'Alliance pour l'intégration européenne*", coalition au pouvoir. "*En même temps, la société reste toujours divisée*" entre les partisans des communistes et ceux des pro-européens, souligne le politologue. (Lemonde.fr 08.09)

On ne va refaire la liste de tous les pays en proie à une crise politique tous les jours, cependant on peut constater l'existence d'un point commun à tous ces pays, à savoir que dans tous ces pays des élections libres et dites démocratiques ont eu lieu et elles ont toutes débouché sur une crise politique à court ou moyen terme, lorsque leurs résultats ne sont pas souvent contestés, ne faudrait-il pas en déduire que ce n'est pas le bon moyen pour obtenir la satisfaction des besoins des peuples et qu'il faudrait en envisager un autre, la révolution prolétarienne, qui donnerait véritablement le pouvoir à la classe ouvrière ?

Une proposition intéressante à soumettre aux travailleurs de tous les pays, non ? Non, nos dirigeants n'en veulent décidément pas !

Etats-Unis.

1- Côté jardin. Histoire de vases communicants.

Le discours de Barack Obama ce mercredi à Cleveland, dans l'Ohio, ne laisse pas de place au doute. Le président américain s'est montré

ferme en officialisant son choix de ne pas prolonger les avantages fiscaux pour les Américains les plus riches accordés par son prédécesseur George Bush, et qui prennent fin en décembre.

«*Nous sommes disposés à offrir des allégements fiscaux à chaque Américain touchant 250.000 dollars par an ou moins. Pour tout autre montant supérieur, les taux reviendront à ce qu'ils étaient sous le président Clinton*», a déclaré Barack Obama. «*Ce n'est pas pour punir les gens qui sont mieux lotis, c'est parce qu'on ne peut s'offrir de payer 700 milliards de dollars*», a-t-il ajouté. «*Ces gens sont ceux qui sont le moins susceptibles de dépenser de l'argent, c'est pourquoi les économistes ne pensent pas que les allégements d'impôts pour les plus riches font beaucoup pour l'économie*».

Le président a par ailleurs mis en avant son plan destiné à autoriser les entreprises à déduire entièrement de leurs impôts le coût de leurs investissements en 2011. Ce programme consisterait en 200 milliards de dollars d'allégements fiscaux sur deux ans, dont la plupart seraient ensuite remboursés à l'Etat fédéral. Le président américain a également confirmé son nouveau plan de 50 milliards de dollars pour construire ou rénover des infrastructures aux Etats-Unis.

Barack Obama propose enfin de relancer un plan de déductions fiscales pour les entreprises qui investissent dans la recherche et l'expérimentation. Un dispositif évalué à 100 milliards de dollars sur 10 ans.

«*Une partie du problème de l'économie américaine réside en ce que les entreprises ne dépensent pas leur revenus et conservent une approche très prudente*», analyse Aneta Markowska, économiste chez Société générale CIB.

«*Obama veut éviter que l'investissement ne retombe comme un soufflet avec l'expiration de la première batterie de mesures de relance*», explique Florence Pisani, économiste chez Dexia AM.

Problème, «*les entreprises ne vont pas investir seulement pour profiter de la mesure fiscale, il faut qu'elles observent ou anticipent une hausse de la demande pour cela*», rappelle Florence Pisani. (Lefigaro.fr 08.09)

2- Côté cour. Taxe ou plutôt racket.

Survoler l'Atlantique vous coûtera 14 dollars (soit 11 euros). Depuis mercredi matin, une nouvelle mesure est entrée en vigueur concernant l'entrée aux Etats-Unis. Les citoyens issus des 35 pays bénéficiant d'une exemption de visa, dont la France fait partie, doivent désormais s'acquitter d'une «taxe de promotion des voyages».

Cette dernière s'applique aux voyages de 90 jours au plus, a indiqué la douane américaine sur son site Internet.

L'impôt en lui-même s'élève à dix dollars. Les quatre autres sont prélevés dans le cadre des frais de gestion du «formulaire électronique d'autorisation de voyage» ESTA. Depuis janvier 2009, celui-ci doit être rempli avant le départ par les voyageurs des pays concernés, sur le site Internet de la douane. Dès mercredi matin, la validation du formulaire est devenue payante. (20minutes.fr 08.09)

Haut de page

Haut de page

Le 10 septembre

Complément de la mi-journée.

Collaboration de classe.

Parmi les membres du Conseil d'orientation des retraites (COR) - Liste mise à jour le 23 avril 2010 (http://www.cor-retraites.fr/article269.html) :

- Pierre-Yves CHANU, Conseiller confédéral de la **Confédération Générale du Travail**
- Jean-Christophe LE DUIGOU, **Confédération générale du travail**
- Bernard DEVY, Secrétaire confédéral de **Force ouvrière**
- Philippe SOUBIROUS, Secrétaire fédéral de la Fédération générale des fonctionnaires de **Force ouvrière**
- Jean-Louis BESNARD, Représentant l'**Union nationale des syndicats autonomes**
- Didier HORUS, Représentant de la **Fédération syndicale unitaire**
- Yves CANéVET, Secrétaire confédéral de la Confédération française démocratique du travail
- Jean-Louis MALYS, Secrétaire national de la Confédération française démocratique du travail

- Patrick POIZAT, Secrétaire confédéral chargé des retraites à la Confédération française des travailleurs chrétiens
- Danièle KARNIEWICZ, Secrétaire nationale du pôle protection sociale de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres

Avec la collaboration notamment de :

- Martine DURAND, Chef statisticien et Directeur, Direction des Statistiques - **OCDE**

Ont été membres du Conseil d'orientation des retraites (en qualité de), autrement dit, ont participé activement à l'élaboration du document qui sert de base au projet de contre-réforme que Sarkozy veut nous imposer :

- Vlady Ferrier, Conseiller en charge des questions de retraites de la **Confédération générale du travail** / UGICT
- Roland Gaillard, Secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires de **Force ouvrière**
- Gérard Nogues, Secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires de **Force ouvrière**
- François Labroille, Membre du bureau délibératif fédéral de la **Fédération syndicale unitaire**
- Arnaud Parienty, Membre du bureau délibératif fédéral de la **Fédération syndicale unitaire**
- Daniel Rallet, Représentant de la **Fédération syndicale unitaire**
- Marie-Claude Lasnier, Secrétaire confédérale de la Confédération française démocratique du travail
- Michel Périer, Représentant la Confédération française démocratique du travail
- Alain Petitjean, Secrétaire confédéral de la Confédération française démocratique du travail
- Jean-Marie Toulisse, Secrétaire national de la Confédération française démocratique du travail
- Bernard Merten, Conseiller confédéral des retraites à la Confédération française des travailleurs chrétiens
- Jean-Louis Deroussen, Responsable confédéral des retraites à la Confédération française des travailleurs chrétiens

Que font-ils dans le COR, sinon légitimer la contre-réforme des retraites qu'ils prétendent combattre au côté des travailleurs ? Pourquoi les sections syndicales ne reprennent-elles pas dans leurs adresses à leurs dirigeants l'exigence de la rupture avec le gouvernement et le Medef, avec tous les organismes de collaboration de classes mis en place par Sarkozy ou son prédécesseur ?

Dans ces conditions, le mot d'ordre du retrait au regard de leur participation au COR, que vaut-il vraiment ?

La causerie de la matinée.

Pas le temps de causer.

Sous la pression de la classe ouvrière qui refuse de nouveaux sacrifices et les multiples prises de position souvent unitaires de syndicats d'entreprises ou de services publics, les dirigeants syndicaux sont contraints de gauchir leurs discours et leurs positions, le tout sous fond de manoeuvres en tous genres. (A suivre)

Méritocrassie. Quand Sarkozy vante les mérites de l'excellence...ou parle de ce qu'il ne connaît pas.

Sa majesté en visite à l'internat d'excellence de Marly-le-Roi, dans les Yvelines.

- "*Les internats d'excellence, ce n'est pas une machine où on prend les meilleurs pour en faire les super meilleurs. C'est un milieu où tous les jeunes qui veulent s'en sortir, qui veulent réussir et qui font des efforts [vont avoir] une chance supplémentaire*", parce qu'il y a des jeunes qui témoignent de la volonté farouche de ne pas s'en sortir, c'est bien connu !

- "*L'élève méritant n'est pas seulement celui qui a des bons résultats à l'école (...), c'est celui qui, face à des difficultés immenses, continue à se battre, qui ne renonce pas, qui ne baisse pas les bras*"... et qui malgré tout échoue parce qu'il vit dans un milieu de merde que vous lui avez cococté monseigneur !

- "*La République, c'est celle qui doit promouvoir celui qui le mérite et qui doit sanctionner celui qui le mérite*", le rejeton du président par exemple ou Patrice de Maistre !

- Un discours qui témoigne à la fois de la rupture de l'Etat avec certaines couches du prolétariat et du refus du représentant de l'Etat de regarder la réalité en face : "*Je veux qu'on sorte de ce discours de misérabilisme, de fatalité et de renoncement, qui consiste à assimiler origine, quartier et échec*".

- "*Parce que je vis dans tel quartier, parce que j'ai tel problème social, c'est trop facile de dire je renonce. Vos parents ne renoncent pas, vous ne renoncez pas, c'est pour ça qu'on vous aide*", admirons au passage le cynisme, leurs parents au chômage ne renoncent pas à trouver un jour un emploi, il faut bien survivre, une question qui ne se pose pas à Neuilly-sur-Seine, mais ils ont sans doute renoncé à entrevoir un jour meilleur pour leurs enfants. (source : Lepoint.fr 09.09)

Décryptage.

La méthode consiste à mettre en avant l'exception en faisant croire qu'elle pourrait devenir la règle, pour ensuite dénoncer et/ou matraquer, culpabiliser ceux qui feraient en sorte que l'exception ne devienne pas la règle et qui en serait évidemment les principaux responsables ; qu'un jeune de banlieue ouvrière sur dix s'en sorte mieux que les autres par exemple, démontre ou signifie forcément que les neuf autres n'ont pas tout fait ce qui était en leur pouvoir pour réussir eux aussi, c'est de leur faute, tel est le message du locataire du Palais.

Retraites. Grève générale illimitée : c'est sur les rails !

1- A la SNCF.

Les syndicats de cheminots CGT, Unsa, CFDT et Sud ont déposé un préavis de grève pour la journée d'action du 23 septembre contre la réforme des retraites, a-t-on appris jeudi de sources syndicales.

La CGT, l'Unsa et la CFDT ont opté pour un préavis de 24h pour "*traduire dans les faits les décisions prises par l'intersyndicale de se mobiliser le 7 septembre. Mais nous sommes prêts à tout*", a souligné Didier Le Reste.

'*Nous sommes prêts à aller plus loin [qu'une grève de vingt-quatre heures] s'il le faut, mais ce sera dans un cadre interprofessionnel*', a souligné Arnaud Morvan, de la CFDT-Cheminots.

Le syndicat FO-Cheminots appellera aussi à la grève le 23 septembre, a indiqué son secrétaire général, Eric Falempin. '*Nous déciderons la semaine prochaine si nous appelons à un mouvement reconductible, mais nous pensons qu'on ne fera pas reculer le gouvernement sans bloquer l'économie au-delà de vingt-quatre heures*', a ajouté le syndicaliste.

La CFTC s'est dite, quant à elle, '*très réservée*' quant à une nouvelle grève de vingt-quatre heures. '*Il faut s'engager dans un bras de fer avec le gouvernement via un mouvement reconductible, car avec seulement des journées de vingt-quatre heures, on risque d'affaiblir la mobilisation*', a déclaré Bernard Aubin, de la CFTC-Cheminots.

Seul Sud-Rail va déposer un préavis reconductible "*pour ne pas briser la dynamique construite par les salariés depuis le 7 septembre*", a dit à Reuters Julien Troccaz, secrétaire fédéral Sud-Rail. (Reuters et Lemonde.fr 09.09)

2- Interview de Thibault au journal Le Monde.

Dans une interview au journal Le Monde, daté du 10 septembre, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, met en garde le chef de l'Etat contre un blocage. "*Plus l'intransigeance dominera, plus l'idée de grèves reconductibles gagnera les esprits*", dit-il.

"*On peut aller vers un blocage, vers une crise sociale d'ampleur. C'est possible, mais ce n'est pas nous qui avons pris ce risque*". "*Nous n'avons pas l'intention de lâcher*", ajoute-t-il.(Reuters 09.09)

3- Position de FO et de Solidaires

Les deux centrales syndicales, qui n'ont pas signé l'appel de six syndicats lancé mercredi, souhaitaient battre le fer tant qu'il est chaud et ne pas attendre le 23 septembre pour redescendre dans la rue après la journée de mardi dernier.

FO souligne que ses syndicats mèneront des actions le 15 septembre - journée choisie par les syndicats pour interpeller les députés sur la réforme et organiser des rassemblements - "*en fonction des possibilités au plan local.*"

Jean-Claude Mailly, qui exige depuis le début du mouvement une remise à plat complète du projet de réforme, et non de simples concessions, tient à prendre date pour l'avenir.

De son côté, Solidaires a confirmé sa position prise mercredi de ne pas signer le communiqué.

"*Nous ne sommes pas d'accord sur la stratégie d'action qui consiste à reporter au 23 les suites du 7*", a dit à Reuters Thierry Lescant, membre du secrétariat général. "*Il faut inscrire un mouvement dans la durée, impulser un rythme, une montée en puissance. Le 23 doit être suivi du 24, du 25, du 26...*"

Solidaires ne restera pas pour autant isolé ou inactif, a-t-il ajouté. "*Nous appellerons à manifester le 23 sur la base de nos revendications et nous nous réservons le droit de lancer nos propres initiatives d'ici là.*" (Reuters 09.09)

"*Interpeller les députés*"... UMP qui consistent la majorité à l'Assemblée nationale, revient à légitimer le projet de loi sur les retraites... de l'UMP ! Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays, donc ils sont illégitimes pour toucher à nos retraites. Question : pourquoi aucun dirigeant ne le dit-il pas aussi clairement ?

Quand on dit que Sarkozy est illégitime à décider de notre sort, on doit mettre en relief qu'il est un des piliers des institutions bonapartistes de la Ve République qu'il faut renverser et abolir, au même titre que la Constitution d'où il détient son pouvoir et non du suffrage universel dont chacun sait qu'il ne reflète pas, n'a jamais reflété et ne reflètera jamais les besoins et les aspirations des masses laborieuses, mais ceux de la classe dominante pour laquelle la Constitution et les institutions ont été crées en 1958.

Laissez-nous en un morceau ! Et une prédiction.

La couverture du très libéral hebdomadaire économique britannique *The Economist* de son édition du 11 septembre risque de déplaire fortement à l'Elysée. On y voit Carla Bruni-Sarkozy suivi d'un bicorne de Bonaparte dont dépassent deux pieds... Avec ce titre de Une: "*Le président qui rétrécit*".

S'il ne veut pas connaitre le même sort que Valéry Giscard d'Estaing en 1981, "*M. Sarkozy sait qu'il doit restaurer sa crédibilité et son emprise*", écrit le magazine. Qui conclut: "*Il ne gagnera peut-être pas beaucoup d'amis en menant la réforme des retraites. Mais il perdra ceux qu'il a encore s'il échoue.*" (Lexpress.fr 09.09)

L'aveu. L'Union européenne : une institution antidémocratique, un parlement fantoche.

Le Parlement européen a demandé jeudi aux Etats européens, en ne citant que la France, de "*suspendre immédiatement toutes les expulsions de Roms*".

Dans l'entourage du président Nicolas Sarkozy, on minimise toutefois l'importance de la résolution de Strasbourg, qui n'a qu'une portée politique et morale, les députés européens ne disposant d'aucune compétence précise en la matière.

"*Le Parlement est dans son rôle*", dit-on à l'Elysée. "*La Commission a reconnu que la France était irréprochable en matière de respect de la loi européenne.*" (Reuters 09.09)

Quelle aveu, on savait que l'UE était une institution réactionnaire ! Et puis, normal, les commissaires européens ne sont pas élus, ils sont nommés par les chefs d'Etat !

C'était un assassinat !

Le gendarme qui a tué un gitan de 22 ans le 16 juillet dernier à Saint-Aignan (Loir-et-Cher) lors d'un contrôle routier pourrait être bientôt mis en examen, a déclaré à l'AP Me Jean-Claude Giudicelli, l'avocat de la famille de la victime, reçue jeudi matin par le juge d'instruction de Blois.

"*Je suis étonné que celle-ci ne soit pas déjà intervenue au vu des éléments accablants du dossier*", a-t-il indiqué. "*Il était convoqué pourtant, comme il a changé d'affectation, il ne l'a pas reçue, on nous prend vraiment pour des imbéciles!*"

Selon lui, l'autopsie de la victime qui se trouvait sur le siège avant droit et les expertises balistiques démontrent que le militaire mis en cause, âgé de 35 ans, a tiré à deux reprises "*latéralement*" sur le véhicule lors d'un contrôle routier. "*Le gendarme n'était pas en danger, c'est de l'illégitime défense*", a ajouté Me Giudicelli. (AP 09.09)

Economie. Plombée par le chômage de masse...

1- OCDE.

La reprise de l'économie mondiale pourrait être «*plus lente que prévu*», sans que l'on sache si cet «*essoufflement*» sera durable ou temporaire, selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publié ce jeudi.

Plusieurs «*incertitudes considérables*» planent sur la reprise, poursuit l'OCDE, citant notamment l'évolution de la consommation privée qui «*pourrait être freinée par de nouveaux ajustements des dépenses des ménages*» en raison du chômage élevé et des doutes sur la robustesse de l'économie. (libération.fr 09.09)

2- Grande-Bretagne.

Le déficit de la balance commerciale britannique a encore augmenté en juillet pour atteindre son plus haut niveau depuis près de cinq ans,

les importations de produits chimiques et pétroliers augmentant alors que les exportations diminuaient, montrent les statistiques officielles publiées jeudi. (Reuters 09.09)

3- Etats-Unis.

Les prévisions de croissance aux Etats-Unis pour cette année et l'an prochain ont été révisées à la baisse pour le troisième mois consécutif, montre jeudi la dernière édition de l'enquête "*Blue Chip Economic Indicators*" menée chaque mois auprès d'une cinquantaine d'économistes.

"*Etant donné l'ampleur de la récession, une prévision d'une croissance globalement conforme à la tendance cette année et l'an prochain équivaut à un rythme de reprise très décevant, et très peu de progrès sont attendus en matière de baisse du taux de chômage*", poursuit l'étude. (Reuters 09.09)

Afghanistan. Que les âmes des malheureux GI tombés au champ d'honneur reposent en paix...

Des documents publiés mercredi 8 septembre accusent des soldats américains d'avoir coupé et conservé des doigts de dépouilles afghanes, et apportent de nouveaux détails sur le procès à venir d'une douzaine de militaires qui ont servi pendant un an dans la région de Kandahar au sein de la brigade d'infanterie Stryker.

Dans ce qui représente une des plus importantes affaires de crime de guerre depuis le début de la guerre en Afghanistan, les accusations les plus graves concernent le meurtre de trois Afghans en janvier, février et mai 2010. Cinq soldats sont accusés d'être impliqués dans au moins un des trois meurtres, et risquent des peines allant jusqu'à la prison à perpétuité ou même la peine de mort.

Un des soldats est accusé de possession d'os de doigts, de jambes et d'une dent prélevés sur un corps afghan, ainsi que d'avoir poussé un autre soldat à couper un doigt sur un cadavre.

Selon les enquêteurs, l'idée de tuer des Afghans est venue après l'arrivée du sergent Calvin Gibbs sur la base militaire. Gibbs aurait vanté à plusieurs reprises la facilité de tuer des gens en Irak et ce sans se faire attraper, et aurait décidé de créer une «*équipe de tueurs*» au sein de l'unité, rapporte le Guardian. (Slate.fr 09.09)

Haut de page

Le 11 septembre

J'ai actualisé le fichier contenant les articles de presse de septembre, j'ai ajouté une table des matières. Pour aller à la page où figure l'article que vous avez choisi, il suffit de cliquer sur son titre une ou deux fois selon le paramétrage de votre souris. Ce fichier sera remis à jour chaque semaine environ.

Mon épouse Magueswary arrivera demain matin sur les coups de 3h, mon activité sera donc réduite pendant trois mois, dans quelle proportion, je n'en sais rien, on passe de plus en plus notre temps à nous engueuler, je dois subir son humeur excécrable, sa mauvaise foi, ses crises d'hystérie, son chantage au suicide, pire, je dois me méfier de ses coups tordus (sur fond d'hypocrisie), du genre je vais me barrer avec tout le fric et te planter là comme un con, je vous passe les détails, ambiance sympathique garantie, quoi !

Bien évidemment, je serais un type épouvantable, invivable, l'horreur, mon ex m'avait fait le même coup au bout de 10 ans, même déjà plus tôt. Avec mon boulot de technicien SAV en bureautique, je disposais toujours de temps libre, d'une à quelques heures par jour, j'en profitais pour faire la vaisselle, le ménage, passer l'aspirateur, laver les vitres et le sol de la cuisine, préparer des bons petits plats, faire les courses, j'allais même la chercher à son travail en voiture, c'est elle qui choisissait où nous allions en vacances, ce qu'on allait faire le soir ou le week-end, je lui faisais toujours un super cadeau pour son anniversaire, j'avais toujours des sujets de conversation pour passer un bon moment et ne pas s'emmerder, pas le genre café du commerce, on causait d'anthropologie ou de littérature du XIXe siècle par exemple, je me pliais à ses quatre volontés, je ne l'ai jamais trompé malgré des dizaines d'occasions, je ne picolais pas, je ne jouais pas, j'étais économe, prévenant, attentionné, je lui disais absolument tout, etc., bref, après coup je me dis que j'étais sans doute le compagnon idéal dont rêve d'avoir de nombreuses femmes, certains penseront un bon pigeon, et bien non, en me quittant elle m'a appris que j'étais un sale type, "*comme les autres*", suprême insulte pour quelqu'un qui essaie sans cesse de s'amémiorer sur tous les plans... Je n'ai pas changé pour autant et à 55 ans (c'est aujourd'hui !) cela ne risque plus d'arriver !

Vous me pardonnerez parfois ma mauvaise humeur, merci d'avance camarades pour votre compréhension.

Qu'est-ce qu'ils ont derrière la tête ?

Les contrôles ou redressements fiscaux qui font ensuite l'objet de dégrèvements se pratiquent dans tous les services des impôts du pays.

Lors de mon retour en France après mon premier séjour en Inde en 1991-92, les impôts m'ont présenté une facture de 12 000 Frs correspondant à l'impôt sur le revenu de l'année 1990 que je n'avais pas réglée avant de partir. Après discussion avec le receveur des impôts de Clichy-sur-Seine où j'habitais, je m'en suis sorti en lui faisant un chèque de 4 000 Frs, j'ai donc économisé 8 000 Frs et je ne m'appelle pas K. Lagarfield où L. Bettencourt.

Alors à quel jeu jouent *Libération* et d'autres médias en accusant Woerth d'avoir accordé des dégrèvements fiscaux à untel ou untel ? Un bouc émissaire pour épargner Sarkozy au moment où la contre-réforme des retraites vient sur le tapis ?

En passant, pour les camarades qui s'estiment rackettés par l'Etat, ils peuvent ne pas payer leur impôt sur le revenu et attendre que le percepteur leur fasse signe, il suffit ensuite de se rendre à son bureau pour obtenir un rendez-vous avant même qu'on vous adresse une convocation, ensuite leur de votre entretien il suffira de lui témoigner votre sincérité et de lui expliquer que vous croulez sous les problèmes et le tour sera joué, il vous accordera un dégrèvement significatif, trop facile direz-vous, mais pourtant vrai et efficace. Franchement, quand on connaît le truc, et les privilégiés qui sont bourrés de fric sont les premiers à le connaître, on aurait tort de s'en passer puisqu'ils ne s'en privent pas, disons au moins une fois...

Retraites.

1- François Fillon jeudi soir dans l'emission "A vous de juger" sur France 2 : "*Le coeur de la réforme, c'est l'allongement de la durée de travail*", a-t-il martelé. "*Le seul allongement de la durée de cotisation, ce n'est pas suffisant pour convaincre les Français de travailler plus longtemps*" et de préciser "*qu'il n'y aura jamais de réforme définitive*" après avoir cité "*nos voisins*" où "*le débat c'est de passer à 65, 66 ou 67*", puis à 68, 69, etc. puisque la réforme n'est pas "*définitive*", autrement dit puisque malgré tout vous n'êtes pas encore mort à cet âge, quoi ! (Lepost.fr 10.09)

Qu'est-ce que c'est "*l'allongement de la durée de travail*" sinon l'augmentation de la productivité, l'amplification de l'exploitation... Refuser de passer à 62 et 67 ans, c'est bien, refuser tout allongement de la durée de cotisation, c'est mieux, revenir aux conditions antérieures à 1993, c'est encore mieux, étrangement peu mettent en avant cette exigence, unité oblige sans doute.

Fillon a raison, rien n'est acquis définitivement en régime capitaliste pour la classe ouvrière, raison de plus pour combattre pour son abolition et renverser le pouvoir politique en place.

2- ... ce jeudi soir à l'Assemblée nationale. A 21h30 précises, la soixantaine de députés présents ont pris place pour au moins trois heures de discussions. (20minutes.fr 10.09)

Voilà pour le contexte démocratique dans lequel le capital tente de nous imposer cette contre-réforme.

3- Les députés français ont adopté vendredi l'article-clé du projet de loi de la réforme des retraites qui porte l'âge légal de départ de 60 à 62 ans à l'horizon 2018, malgré l'importante mobilisation de la rue.

Le texte reporte également de 65 à 67 ans l'âge permettant d'obtenir une retraite à taux plein quel que soit le nombre de trimestres cotisés, une disposition -l'article 6- qui a été adoptée vendredi en séance de nuit par les députés. (Reuters 10.09)

... puis les députés littéralement épuisés ont quitté l'hémicycle fiers du sale boulot accompli... pour aller s'en jeter un, c'est que cela donne soif un tel exercice, en famille bien sûr !

4- Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA et Autonome des policiers municipaux ont appelé vendredi leurs troupes à rejoindre les nouvelles manifestations interprofessionnelles prévues dans toute la France le 23 septembre contre le projet de réforme des retraites.

La plupart des policiers municipaux bénéficient du classement en "*catégorie active*" (fonctionnaires territoriaux de catégorie B) et peuvent à ce titre partir à la retraite à 55 ans, qui pourrait être relevé de deux ans avec l'actuel projet de loi sur les retraites. (AP 10.09)

5- La CGT, l'Unsa, la CFDT, les indépendants, la CFE-CGC et la CFTC ont appelé vendredi à la grève à la RATP le 23 septembre, nouvelle journée de mobilisation contre le projet de réforme des retraites du gouvernement.

Force ouvrière a déposé de son côté un préavis pour les seuls bus de l'agglomération parisienne. (Reuters 10.09)

6- Les fédérations de cheminots FO et Sud-Rail appellent à une grève reconductible à la SNCF à compter du 22 septembre au soir contre le projet de réforme des retraites

"*Soit on appelle à un mouvement reconductible, soit à rien du tout parce qu'il n'est pas question de refaire une grève de 24 heures qui ne sert à rien. Nous sommes en train d'y réfléchir*", a déclaré à l'Associated Press le porte-parole de la CFTC-Cheminots Bernard Aubin.

"*Le 23 ce sera une grève carrée. S'il faut aller plus loin, on est prêt à le faire, mais ça ne se fera que dans un cadre interprofessionnel. S'il y a un appel interprofessionnel à durcir le mouvement, on est prêt à le durcir*", prévient ainsi le secrétaire général de la CFDT-Cheminots Arnaud Morvan, interrogé vendredi par l'Associated Press. Le son de cloche est le même du côté de la CGT-Cheminots. (AP 10.09)

Un régime qui pue l'injustice.

«*Les yeux vitreux, l'élocution difficile, ainsi qu'une forte odeur d'alcool émanant du conducteur.*» L'homme que décrivent les policiers a été interpellé dans la nuit de mercredi à jeudi. Il s'agirait, selon les informations d'Europe1.fr, de Gilles Dufeigneux, le chef-adjoint du cabinet de François Fillon qui, après avoir refusé de se soumettre à l'éthylotest, est reparti sans être verbalisé.

Les policiers lui auraient demandé de laisser sa voiture de fonction sur place avant de le raccompagner chez lui. A 2 kilomètres de là. (20minutes.fr 10.09)

Message à destination des fêtards, des jeunes : si vous avez picolé un peu ou davantage, premièrement, faites comme Gilles Dufeigneux, refusez de souffler dans le ballon, deuxièmement, comptez sur sa compréhension pour ne pas vous verbaliser en citant l'exemple du chauffeur de Fillon, troisièmement, demandez poliment à la police de vous raccompagner chez vous à condition d'habiter à moins de 2Kms, sirène en option selon que vous êtes plus ou moins pressé de rentrer chez vous !

Allo, les pompes funèbres, c'est la direction de France Télécom, votre meilleur client...

Cinq employés de France Télécom se sont suicidés en quinze jours, a-t-on appris vendredi de source syndicale, sans pouvoir affirmer un lien avec l'activité professionnelle de ces personnes.

Un responsable syndical de CFE-CGC/Unsa, Sébastien Crozier, a précisé à Reuters que ces derniers cas portaient à 23 le nombre de suicides dans l'entreprise publique depuis le début de l'année contre 19 en 2009. (Reuters 10.09)

Grande-Bretagne.

1- Le gouvernement conservateur a annoncé vendredi le dépôt avant la fin de l'année d'un projet de loi sur la privatisation des services postaux britanniques.

Cette décision a été prise sur la base d'un audit indépendant effectué par Richard Hooper, un ancien médiateur, qui conclut à la nécessité d'injecter des fonds privés dans Royal Mail pour assurer la survie de ce service public. (Reuters 10.09)

2- Les syndicats britanniques vont lancer une offensive contre les coupes budgétaires sans précédent que prépare le gouvernement, agitant la menace de grèves massives des fonctionnaires, lors de leur congrès annuel qui s'ouvre lundi à Manchester.

Le Trades Union Congress (TUC), principale confédération du Royaume-Uni, qui rassemble une soixantaine de syndicats et leurs plus de 6 millions d'adhérents, a choisi l'ex-bastion industriel du nord-ouest de l'Angleterre pour son 142e rassemblement annuel.

Le congrès du TUC, qui précède traditionnellement les conférences des grands partis britanniques, est placé cette année sous le signe de la lutte contre l'austérité. Le nouveau gouvernement d'alliance conservateur-libéral démocrate dirigé par David Cameron, arrivé au pouvoir au printemps, a annoncé en juin un plan de rigueur budgétaire d'ampleur jamais vue dans l'histoire du pays, visant à éliminer en cinq ans la quasi-totalité d'un déficit public qui devrait s'élever cette année à 10,1 % du PIB.

La répartition des coupes budgétaires entre les différents ministères ne sera dévoilée que le 20 octobre mais, selon des estimations officielles, 600 000 postes pourraient être supprimés dans le secteur public.

Brendan Barber, le secrétaire général du TUC, a prévenu que les syndicats ne resteraient pas les bras croisés et donneraient du fil à retordre au gouvernement. "*Il y a un cocktail assez volatil de problèmes, comme le gel des salaires des fonctionnaires, les menaces de nouvelles privatisations, la restructuration des services publics, et des inquiétudes sur les retraites*", a-t-il prévenu cette semaine, ajoutant : "*C'est une potion dangereuse, qui pourrait déclencher des conflits durs.*" Unison, un des principaux syndicats de fonctionnaires, a déjà qualifié les projets du gouvernement de "*déclaration de guerre au secteur public*". (Lemonde.fr 10.09)

Haut de page

Le 12 septembre

Complément de la mi-journée.

J'ai mis en ligne la déclaration du Bureau national du POI à laquelle je souscris entièrement : "*Reconquérir la démocratie politique, ce n'est pas attendre 2012 pour une « alternance » sous contrôle de l'Union européenne. C'est, tout de suite, combattre pour la rupture avec les institutions antidémocratiques de la Ve République et de l'Union européenne, institutions au seul service de la classe capitaliste engagée dans une offensive sans précédent contre la force de travail, contre la jeunesse et les travailleurs des villes et des campagnes*".

Comme les grands esprits se rencontrent, je plaisante car en ce qui me concerne je n'ai pas cette prétention, hier j'ai mis une photo de l'Assemblée nationale où je posais la question : quand est-ce qu'on s'y attaque ?

Cependant à la question "*les travailleurs et les jeunes se posent chaque jour davantage la question : où est l'issue ? Pour l'heure, pour tous, la première des questions est l'unité d'action pour le retrait du projet Sarkozy, projet ni amendable ni négociable.*", tout en comprenant que "*la contre-réforme des retraites doit être immédiatement retirée*" et que c'est cette question qui concentre toutes les autres dont le combat que nous menons contre le régime, il aurait peut-être été judicieux de préciser qu'étant donné qu'aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs ne pourra voir le jour aussi longtemps que Sarkozy sera au pouvoir et plus largement dans le cadre des institutions de la Ve République, il faut se mobiliser à la fois pour le chasser et dissoudre ces institutions antidémocratiques, à chacun ensuite de voir en fonction de son analyse de la situation quel mot d'ordre peut être avancé sur le plan de l'agitation : Sarkozy : dehors ! Sarkozy : démission ! A bas Sarkozy, son gouvernement et les institutions au service des capitalistes ! Gouvernement des seuls partis ouvriers combattant au côté de la classe ouvrière pour la satisfaction de ses besoins ou aspirations !

Notre soucis constant doit être d'inscrire les mots d'ordre qui correspondent aux revendications immédiates des travailleurs dans une perspective politique qui constitue une issue politique à la crise des institutions et du régime capitaliste, histoire de leur montrer la voie à suivre et de les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions. Ce devrait être le devoir de tout parti ouvrier. Cette précision répond à la nécessité de ne pas isoler le combat contre le projet de loi du gouvernement de l'objectif que nous nous sommes fixés d'abattre les institutions et de constituer un gouvernement ouvrier. Ne pas procéder ainsi pourrait avoir deux conséquences possibles : soit on laisse entendre aux travailleurs qu'une autre réforme des retraites serait possible en conservant Sarkozy au pouvoir, soit on s'en remet à l'hypothétique gouvernement présidé par le PS à partir de 2012 pour abolir une partie de la loi Sarkozy-Woerth et non l'essentiel, l'allongement de la durée de cotisation, et dans les deux cas il est clair que le combat contre les institutions passe à la trappe. Ni le maintien en place de Sarkozy ni la perspective d'un nouveau gouvernement présidé par le PS ne peuvent constituer un objectif pour l'avant-garde du prolétariat et une issue politique pour les travailleurs.

Maintenant que la majorité des militants et des travailleurs ne soient pas exactement sur cette longueur d'onde, on peut le concevoir, c'est peut-être le cas, je n'en sais rien, peu importe si dans le même temps la classe continuait de se mobiliser et que le parti se construisait, c'est le devoir d'un parti ouvrier de les aider à se défaire des quelques illusions qu'ils peuvent encore avoir à la fois dans l'UMP et dans le PS qui le soutient, dans les institutions, afin d'élever leur niveau de conscience politique à la hauteur des tâches politiques qu'ils ont à accomplir dans la situation présente.

L'orientation politique contenue dans le communiqué du BP du POI prend en compte cet objectif, peut-être pas suffisamment au goût de certains militants, mais l'essentiel y est, donc ne soyons pas médisant ou de mauvaise foi pour des raisons plus ou moins obscures ou à tort, soyons impartial ou sachons faire la part des choses camarades, il ne lui manque plus que la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour être parfait, ajoutons qu'on ne comprend toujours pas pourquoi le POI ne précise pas qu'il combat effectivement pour prendre le pouvoir au nom de la classe ouvrière, puisque cela devrait être l'objectif de son combat.

Un autre sujet. Voilà le commentaire que j'ai adressé hier au blog *Où va la CGT ?* et que ces camarades ont eu l'amabilité de mettre en ligne, je les en remercie chaleureusement.

Vous fustigez à juste titre les permanents qui sont coupés de la base et qui ne défendent que leurs propres intérêts qui se confondent avec ceux des appareils des syndicats, intérêts des appareils qui eux-mêmes se confondent avec ceux de l'Etat. Comment cela ? De deux manières (3 en réalité, précision ajoutée ce jour) :

1- Aujourd'hui les syndicats sont financés à hauteur de plus d'un milliard d'euros par l'Etat, ils doivent leurs postes et leurs rémunérations à l'Etat, vous ne voudriez quand même pas que par dessus le marché ils le combattent, alors ne faudrait-il pas mener campagne dans tous les syndicats pour la fin du financement des syndicats par l'Etat, ainsi les permanents n'auraient de compte à rendre qu'aux syndiqués et non à celui qui les engraisse, l'Etat ?

Comment voulez-vous que des permanents qui participent également aux conseils d'administration d'entreprises (Didier Le Reste à la SNCF, 7 000 euros mensuels d'indemnité, pour ce seul poste, par exemple) et qui ont des rémunérations avoisinant 10 000 euros par mois, défendent des positions qui remettraient en cause à terme leurs postes et les prébendes qui vont avec et ne nous trahissent pas finalement ?

2- Les syndicats participent à une multitude d'organismes avec les représentants de l'Etat et du patronat, par exemple dans le Conseil d'orientation des retraites (COR), et quand ils ne collaborent pas directement à la rédaction des lois anti-ouvrières du gouvernement, par leur seule présence dans ces organismes ils légitiment leurs décisions ou les mesures qui s'inspirent de leurs travaux, alors ne faudrait-il pas pour que les syndicats récupèrent leur indépendance de classe par rapport à l'Etat des capitalistes qu'ils sortent immédiatement de tous ces

organismes, qu'ils rompent toute relation avec l'Etat et le patronat pour enfin engager le combat classe contre classe ?

3- Il faudrait aussi que les les permanents soient élus lors des congrès par les délégués des différentes tendances en présence, leur mandat devrait être limité dans le temps et non renouvelable indéfiniment, l'exécution de leur mandat devrait pouvoir être contrôlée par la base et les élus révocables à tout moment au cas où ils seraient avérés qu'ils ont collaboré avec l'Etat ou le patronat. Est-il normal que le même travailleur soit délégué syndical ou permanent pendant des décennies ? Ne serait-ce pas le meilleur moyen de former des générations de bureaucrates serviles aux ordres du capital !

Ne faudrait-il pas attaquer les problèmes à la racine ? En cas de réponse négative, il ne faut pas s'étonner que la gangrène réformiste qui a pourri le syndicalisme continue de faire autant de ravages.

Un dernier mot, car il y aurait encore beaucoup à dire à propos des commentaires des camarades.

Vous vous trompez de combat camarades, notre ennemi de classe, ce n'est pas le fonctionnaire "zélé", les couches moyennes ou la petite-bourgeoisie qui acccouchent des lois scélérates qui nous sont imposées, mais bien l'Etat par son représentant, Sarkozy et son gouvernement, pour le compte de la classe des capitalistes.

D'où provient le comportement de bon nombre de syndiqués et de représentants syndiqués élus du personnel qui "suivent comme des moutons" les directives des buraucrates des appareils ? Ne serait-ce pas à cette question qu'il faut essayer de répondre, le peut-on sans avoir analysé minutieusement la situation, le peut-on sans cerner au plus juste quel est l'état d'esprit réel des travailleurs, de quoi est-il fait, qu'est-ce qu'il lui manque pour progresser, etc. ?

En dehors de toute issue politique à la crise du capitalisme, en dehors de tout espoir de voir un jour leur vie s'améliorer, en dehors de toute perspective au-delà du régime capitaliste, puisque tous les partis ouvriers sont résolument muets sur cette question déterminante, comment voudriez-vous que le prolétariat et ses représentants ne se résignent pas à accepter la terrible régression sociale que leur impose le gouvernement et le patronat, comment voudriez-vous que le mouvement ouvrier et le prolétariat combattent sur des positions révolutionnaires ou sortent du marasme du réformisme bourgeois, quand aucun des partis ouvriers, dont c'est en principe le devoir, ne les éclaire sur la voie à suivre, si les masses pouvaient s'élever spontanément à la hauteur des tâches qui découlent d'un programme véritablement socialiste, cela se saurait depuis belle lurette.

Dans ces conditions, qu'est-ce qui se passe ? On se mobilise quand on nous en donne l'occasion pour tenter deconserver ce qui nous reste encore de nos acquis ou droits sociaux, on essaie d'obtenir quelques miettes de la part des capitalistes, et puis c'est tout, de toutes manières Sarkozy et Parisot nous ont déjà prévenu, il faudra s'en contenter, au-delà on mettrait en péril les entreprises, donc l'emploi, donc nos salaires... Notre combat est légitime dans le cadre acceptable du capitalisme, au-delà, mystère, c'est l'aventure, le grand vide, donc n'essayons pas d'aller plus loin. Qu'est-ce que manifeste cet état d'esprit partagé par des dizaines de millions de travailleurs ? Qu'en l'absence de théorie pour mener son combat et nous guider, on est faible et vulnérable à toutes les sirènes réformistes, on abandonne rapidement l'objectif qu'on s'était fixé, on est incapable d'avancer d'un pas.

Autrefois, c'était l'ensemble du mouvement ouvrier qui était porté par la perspective du socialisme, cette perspective ayant été abandonné depuis des lustres, le mouvement ouvrier est depuis sous l'emprise de l'idéologie de la classe dominante, celle des capitalistes, normal, non, il n'existe pas cinquante idéologies différentes, il n'existe pas cinquante alternatives possible au capitalisme, en ayant tourné le dos ou en ayant abandonné la perspective du socialisme, le mouvement ouvrier s'est retrouvé dans la situation où il n'a plus d'orientation indépendante du capitalisme, où il est incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant, il est devenu incapable de faire la part des choses, il se fourvoie en permanence, chacun cherche de son côté la solution miracle pour remédier à cette situation dramatique, alors qu'il suffirait de renouer avec la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire international du début du XXe siècle, avec ses enseignements qu'il ne s'agirait pas copier à la lettre faut-il préciser, pour entrevoir des réponses théoriques et pratiques à toutes les questions que nous pose la lutte des classes de nos jours...

Tardieu Jean-Claude. (ex-militant de l'OCI et de FO) Pour de plus ample détail : www.luttedeclasse.org.

La causerie du matin.

Pas d'infos suffisantes sur les manifestations d'hier à Salonique en Grèce, en dehors de quelques lignes : Les manifestants étaient réunis à l'appel des principales centrales syndicales et des partis de gauche dans le centre de la deuxième ville du pays, brandissant des banderoles portant les slogans: «*La crise c'est le capitalisme qui doit la payer*» ou «*Nationalisation des banques*». (20minutes.fr 11.09)

Faire payer la crise aux capitalistes est un discours qui ne se situe pas sur le terrain de classe indépendant du prolétariat et sur le plan de l'éducation politique des masses c'est une catastrophe : les capitalistes paient et on passe l'éponge, la vie continue comme avant, voilà ce que cela signifie, pire encore, en subordonnant les travailleurs au joug du capital on leur interdit d'entrevoir la possibilité d'en finir avec le capitalisme...

Allons plus loin : Du fait que ce sont les capitalistes qui sont au pouvoir et non les travailleurs, c'est leur demander de bien vouloir avoir

l'obligeance de se taxer eux-mêmes, pas trop quand même, juste ce qu'il faut, ensuite vous pourrez continuer tranquillement de spéculer et de nous exploiter jusqu'à l'os, pas de problèmes, on est consentant, c'est notre destin, etc., voilà ce que signifie encore ce mot d'ordre.

Nous préfèrerons comme slogan : puisque le capitalisme est incompatible avec nos droits et nos besoins, ne faudrait-il pas envisager de reconstruire la société sur d'autres bases sociales une fois débarrassés du capitalisme pour les satisfaire et faire en sorte qu'ils ne soient plus jamais remis en cause ? Pour y parvenir, organisons-nous, mobilisons-nous, renversons le pouvoir politique en place, prenons le pouvoir, instaurons une République sociale (ou socialiste).

Retraites.

1- Retrait ? Non, "*faire bouger les lignes*", diviser, marchander sur notre dos un compromis pourri !

Pour François Chérèque jeudi soir sur France 2, les "*désaccords au sein de l'UMP, c'est la preuve qu'on peut encore faire bouger les lignes*".

De 37,5 à 41 annuités par exemple, merci monsieur le jaune !

2- Rompre les relations avec le gouvernement parce qu'il n'y a rien à négocier ? Non, il faut une vraie "*concertation*"... pour mieux se faire rouler à l'arrivée !

Pour Jean-Claude Mailly, les rencontres avec le ministre du Travail, "*c'était pas de la discussion, c'était pas de la concertation, c'étaient des auditions*", a-t-il déploré sur Europe 1.

Grève générale ? Non, "*des grèves reconductibles*" par ci, des grèves isolées qui pourrissent par là...

Force ouvrière réclame le retrait du projet de réforme et ne parle plus de grève générale "*mais des grèves reconductibles, on ne peut pas l'exclure aujourd'hui*".

"*C'est jamais terminé (...) Tous ceux qui pourraient faire de la prévision sociale prennent des risques*", a prévenu Jean-Claude Mailly. (Reuters 11.09)

"*C'est jamais terminé*", alors comme dit la chanson : *c'est la lutte finale, groupons-nous*... pas vraiment dans la bouche de Mailly !

3- Faites confiance à Thibault, Chérèque, Mailly et consorts, ben voyons !

Entendu à la Fête de l'Humanité. Foin de critique des syndicats comme le fait le NPA. Le PCF sera "*à fond*" derrière. "*Les syndicats ont fait leur boulot et même très bien. Faut pas mégoter mais leur faire confiance*" , a martelé M. Laurent. Ajoutant, en faisant référence à la mobilisation contre le CPE en 2006 : "*Qui dit que le mouvement social va en rester à une journée tous les 15 jours ?*". (Lemonde.fr 11.09)

Simple constat ! Les journée d'action qui n'aboutissent qu'à faire passer la politique réactionnaire du gouvernement, ça c'est du bon boulot assurément !

4- Voilà qui va les faire marrer au Palais... et les réconforter surtout.

Jean-Luc Mélenchon, s'il "*fait semblant de croire*" à ce que dit le PS, a aussi souligné qu'il ne fallait pas "*créer une polémique qui viendrait perturber le mouvement*" unitaire. Même son de cloche chez Olivier Besancenot, invité de l'université d'été du courant de Benoît Hamon (PS), le 19 septembre, dans les Landes. "*Hamon se mouille un peu plus, c'est important pour le rapport de force global*" face au gouvernement, a-t-il dit. (Lepoint.fr 11.09)

Le PS a de nouveau affirmé à l'Assemblée nationale qu'il soutenait l'allongement de la durée de cotisation, pour Mélenchon c'est un détail insignifiant, pas de quoi "*polémiquer*" pour si peu, une paille, tu parles, c'est l'essentiel du projet scélérat du gouvernement dont plus personne ne parle.

Face à ce genre de "*rapport de force global*", Sarkozy en tremble sur ses talonnettes !

5- "*Une crise sociale est imprévisible*".

Malgré la pression accrue des syndicats, la mobilisation contre la réforme des retraites en France a peu de chances d'aboutir à une crise sociale mais Nicolas Sarkozy doit se garder de tout faux pas, estiment des analystes.

(Manifestement ces "analystes" aux ordres ne se sentent pas vraiment concernés par cette crise sociale qui est déjà installée. Elle est la

combinaison de la crise du capitalisme qui a éclaté il y a trois ans et de la volonté affichée par Sarkozy et Parisot d'en faire payer les conséquences aux travailleurs, ce qu'ils refusent. On peut ajouter tous les scandales qui touchent le sommet de l'Etat et l'UMP, qui finalement mine la crédibilité ou la légitimité du gouvernement et sa politique. L'ensemble concourt à terme à transformer la crise sociale en crise politique ouverte... - Ndlr)

Pour Hubert Landier, spécialiste des relations sociales, on ne déclenche pas une crise sociale - risque évoqué par le dirigeant de la CGT Bernard Thibault - en appuyant sur un bouton et, pour l'instant, chaque acteur s'en tient à son rôle. (C'est en grande partie les couches moyennes et la petite-bourgeoisie qui refusent de voir leur situation se dégrader plus longtemps et de se ranger derrière l'UMP, qui aliment la crise sociale et politique, au point que le PS et ses satellites sont obligés de monter au créneau pour dénoncer la politique du gouvernement et de s'associer à la mobilisation sur les retraites initiées par les syndicats. Il y a crise sociale lorsque la majorité du prolétariat rejette les arguments que le gouvernement leur a concoctés pour justifier ses projets anti-ouvrier, et précisément aujourd'hui lorsqu'une partie croissante de la petite-bourgeoisie se range à ses côtés contre le gouvernement. Effectivement, si on devait attendre après les Thibault et Cie. pour qu'une crise sociale se déclenche, on pourrait attendre longtemps ! - Ndlr)

"*Nous assistons à une commedia dell'arte avec des acteurs qui connaissent leur rôle et qui s'est jouée sans trop de couacs jusqu'ici*", dit-il.

Face à la fin de non-recevoir de Fillon jeudi soir sur France 2, la situation ne devrait pas pour autant s'envenimer, estime Guy Groux, chercheur au Cevipof.

"*Jusqu'à présent, la CGT et la CFDT font preuve d'une attitude raisonnable en ne demandant pas le retrait du texte et ne parlant pas de 'texte scélérat' comme cela a pu être le cas par le passé*", dit-il.

(Il ne sait pas lire et il doit être sourd ou il cherche à se rassurer comme il peut, au-delà du double langage permanent des dirigeants de la CGT et de la CFDT, ils ont été obligés de déclarer sous la pression des militants et des travailleurs qu'il fallait "*remettre à plat*" tout le projet du gouvernement, ce qui revient au même que réclamer son retrait avec des mots différents. - Ndlr)

"*Leur objectif est d'obtenir des concessions pour sortir de cette affaire sans avoir l'air d'avoir tout perdu aux yeux des adhérents et de l'opinion publique.*" (Comme chaque fois, pas un seul dirigeant syndical depuis les années 20 ou 30 n'a eu une autre idée en tête. - Ndlr)

"*En 1995, le mouvement était parti non pas d'une loi mais d'un discours d'Alain Juppé. Pour le CPE, c'était une décision personnelle de Dominique de Villepin, qui était isolé dans l'opinion publique et dans son propre gouvernement. Le contexte actuel est différent, on est face à une réforme qui est inéluctable dans un contexte de déficit budgétaire,*" dit Hubert Landier.

(En 1995, le gouvernement voulait remettre en cause la retraite d'une catégorie de personnel qui pouvait relativement facilement s'unir pour faire bloc contre le gouvernement, aujourd'hui, c'est l'ensemble des travailleurs qui est concerné, ce n'est donc pas la même chose, c'est plus facile pour les bureaucrates syndicaux de manoeuvrer compte tenu de l'hétérogénéité du prolétariat. S'agissant du CPE, il s'agissait de livrer la jeunesse à la précarité, de s'engager dans un processus conduisant à la banalisation/généralisation de la précarité, ce qui était une véritable provocation. Au-delà, de Villepin a cédé, mais la vingtaine de contrats de travail précaire n'a pas été abolie pour autant, il n'avait donc aucune raison de vouloir maintenir coûte-que-coûte le CPE.

Parce que le gouvernement et ces "expert" déclarent que cette contre-réforme serait "inéluctable", ils voudraient qu'il en soit ainsi pour l'ensemble de la population, ce qu'ils ne voient pas et ne peuvent pas voir, c'est que les uns et les autres ne sont pas logés à la même enseigne et que ce qui peut convenir à Fillon ou à un "expert" ne satisfera pas forcément un ouvrier, même en y mettant les formes pour tenter de le persuader du contraire. Et l'on sait par expérience que plus une question est débattue publiquement pendant des mois, plus les travailleurs ont tendance à ne plus savoir quoi penser pour finalement rejeter massivement les arguments du gouvernement par crainte de se faire rouler. - Ndlr)

Céline Bracq, directrice adjointe de BVA Opinion, note "*une résignation plus forte pour cette réforme que pour une autre*".

(On se demande où elle a vu cela, de la fenêtre d'un bureau de l'UMP à observer les quelques pigeons qui croient encore que l'on peut "*travailler plus pour gagner plus"* sans doute ! - Ndlr)

"*La majorité de la population ne croit pas en la promesse du PS de rétablir l'âge légal de la retraite à 60 ans s'il revient au pouvoir*", estime-t-elle.

(Cela n'a aucun rapport ou alors la population serait résignée sur tout, ce qui ne semble pas être le cas - Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à attendre du PS et ses satellites qui ont déjà gouverné le pays pour le compte des capitalistes. Rappelons encore que c'est l'allongement de la durée de cotisation, le coeur de la contre-réforme des retraites, mesure soutenue par le PS.

Prendre sa retraite à 60 ans dans n'importe quelle condition, c'est cela que dit le PS, cela concerne qui en réalité ? Les ouvriers ou les employés qui n'auront jamais suffisamment d'annuités à 60 ans pour prendre une retraite à taux plein, les ouvriers qui auront des retraites de base médiocres et qui par dessus le marché se verront infliger une forte décôte de cette retraite ? Non, cela concerne principalement ceux

qui n'auront pas cotisé 41 ou 42 ans et qu'une décôte de 20 ou 30% ne gênera pas pour vivre tranquillement à la retraite, les couches moyennes, les intellectuels, tous ceux qui ont des revenus confortables, le fond de commerce du PS, ils défendent leur boutique, quoi. - Ndlr)

Si l'opinion soutient les manifestations, la majorité des Français ne sont pas prêts à descendre dans la rue, dit-elle. "*Il s'agit plus d'un soutien de coeur que d'un soutien effectif. Les grévistes sont une part marginale de la population.*"

(Attention, le coeur a parfois ses raisons que la raison ne connaît pas ! Cela n'a rien à voir non plus. Dans 9 cas sur 10, les travailleurs ne sont pas en situation de quitter leur poste de travail pour aller manifester. - Ndlr)

Pour obtenir le retrait du projet de loi, réclamé par FO et Solidaires, il faudrait que les dirigeants syndicaux provoquent une crise sociale. Mais selon Hubert Landier, les conditions pour y parvenir ne sont pas réunies.

"*Une crise sociale est imprévisible et n'est jamais décidée par les états-majors syndicaux*", explique-t-il. "*Une crise sociale est une réaction du corps social qui est prise en charge par les syndicats.*"

(On constate que les dirigeants syndicaux sont obligés de durcir leurs discours face au gouvernement compte tenu de la volonté exprimée par les travailleurs de refuser cette contre-réforme, il suffirait que cette volonté s'amplifie encore dans les jours ou semaines qui viennent pour que leurs positions rejoignent leurs discours, au-delà que la rupture avec le gouvernement soit consommée, ce que tentent d'éviter à tout prix Thibault, Mailly et Chérèque, car dans ce cas-là la crise sociale basculerait en crise politique et ce serait directement le régime qui serait la cible de la mobilisation du prolétariat, la pire situation qui soit pour le gouvernement et ses lieutenants à la direction des syndicats.

Dès lors que la rupture avec le gouvernement est consommée, il n'est plus considéré comme légitime pour proposer une loi ou diriger le pays, la question de son départ se trouve donc directement posée, ainsi que la question par quoi le remplacer, la mobilisation prend alors une tournure politique dont l'objectif peut être le renversement des institutions et du régime, la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire... - Ndlr)

Pour autant, le gouvernement doit prendre garde à ne pas faire de faux pas dans les semaines qui viennent.

(Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, le gouvernement qui s'est illustré à plusieurs reprises en orchestrant des manipulations de toutes pièces s'est abstenu lors des manifestations du 24 juin et du 7 septembre de recourir à cette méthode, on n'a pas entendu parler d'incidents majeurs en fin de manifestation, pas de blessés graves, à ma connaissance, à croire que des consignes strictes ont été données aux forces de police pour que les manifestations se terminent proprement, car un grave incident pourrait être l'étincelle à partir de laquelle tout le pays s'embraserait. - Ndlr)

"*Il faut que le gouvernement, l'Elysée fassent très attention dans la période actuelle. Les gens comprennent qu'il faut faire des efforts sur les retraites mais veulent que ce soit une répartition juste des efforts à faire et ne toléreront pas d'écart*", souligne Hubert Landier. (Reuters 11.09)

(Quel crétin, et ce n'est pas le triste pédagogue Fillon qui y changera quelque chose maintenant, les travailleurs ont bien compris qu'ils étaient face à un gouvernement des banquiers et que dans ces conditions, il ne peut que leur proposer qu'une loi injuste. Le Fouquet's fut l'écart de trop, et depuis cela n'a pas cessé. - Ndlr)

Comment le gouvernement vole purement et simplement une partie de notre salaire.

Après l'assurance-vie , l'épargne salariale. Moins de deux semaines après avoir décidé de réduire de trois milliards d'euros les avantages fiscaux dont bénéfice le secteur de l'assurance-vie, le gouvernement envisagerait, selon le *Journal du Dimanche*, de doubler de 4% à 6% la taxe sur l'intéressement et la participation . Longtemps défendus par le gouvernement et plus spécialement par Nicolas Sarkozy qui souhaitait renforcer l'accès à la participation, ces deux dispositifs d'épargne salariale pourraient donc faire les frais du rabot sur les niches sociales.

Cette information intervient après que la Cour des comptes, mercredi, a incité le gouvernement à faire preuve de «*plus de vigueur*» dans la réduction des niches sociales. Alors que le déficit de la Sécurité sociale doit atteindre en 2010 en viron 27 milliards d'euros pour le régime général, la Cour des comptes avance des pistes pour faire économiser à l'Etat 15 milliards d'euros, parmi lesquelles l'épargne salariale.

Considérée comme une niche sociale, la taxe sur l'intéressement et la participation avait déjà été doublée en 2010, de 2% à 4%. (Lefigaro.fr 11.09)

Vous travaillez, on vous verse à regret un salaire, vous vous dites que vous l'avez bien mérité, eh bien non, on vous en repique une partie au tournant, ce sont des méthodes de tenanciers de bordels ou de racketteurs ! Il faut bien que l'Etat compense d'une manière ou d'une autre les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les patrons.

Haut de page

Le 13 septembre

L'article que j'ai mis en ligne est léger et destiné à des lycéens selon son auteur. On commence la semaine dans la bonne humeur camarades, vous devinez avec qui...

A bas les privilèges !

Une centaine de personnes, selon la police, 150 selon les organisateurs, se sont rassemblées ce dimanche à la mi-journée à l'entrée de Montignac en Dordogne, où Nicolas Sarkozy s'est rendu pour visiter avec son épouse la grotte de Lascaux, à l'occasion des 70 ans de sa découverte.

A l'appel de tous les partis de gauche (sauf le POI, Ndlr du site), de plusieurs syndicats et d'organisations comme la LDH, Réseau éducation sans frontières, Attac ou la confédération paysanne, les manifestants ont installé deux mannequins à l'effigie du couple présidentiel et distribué des tracts pour «*dénoncer la politique régressive menée par Nicolas Sarkozy*».

Au sortir de la grotte, Nicolas Sarkozy a déclaré avoir «*vu quelque chose d'extraordinaire*». «*C'est quelque chose qui nous a bouleversés et on a ressenti profondément, Carla et moi, le privilège extrême de rentrer dans la grotte de Lascaux*», a ajouté le chef de l'Etat. (20minutes.fr 12.09)

Dommage qu'ils en soient ressortis ! Cette grotte est fermée au public depuis 1963, sa visite est restreinte depuis 1990 à 5 personnes et 5 visites par mois, selon les sources. Les pitreties de ces gens de "gauche" sont vraiment lamentables, c'est l'horreur !

Régime, côté jardin. Propagande et manipulation gouvernementale.

1- Le thème de la sécurité : Un prétexte pour adopter un arsenal de lois répressives, diviser la population et ne pas parler du chômage...

Selon un sondage TNS-Sofres pour La Croix, quelque 74% des personnes interrogées citent le chômage et l'emploi comme une de leurs préoccupations, 54% les retraites, 50% la qualité des soins, 47% le pouvoir d'achat, mais seulement 26% la sécurité, c'est-à-dire que trois quarts des personnes interrogées ne la mentionne pas comme préoccupation. (Reuters 12.09)

2- L'épouvantail de Strauss-Kahn pour venir en aide à Sarkozy sur la question des retraites ou comment diviser pour mieux régner.

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn est considéré par une forte majorité de Français comme le meilleur candidat socialiste potentiel pour la présidentielle de 2012, selon un sondage Ifop pour France-Soir. (Reuters 12.09)

Et l'ensemble des médias d'embrayer :

- Présidentielle: Dominique Strauss-Kahn le mieux placé pour faire gagner la gauche, selon un sondage - AP

- Strauss-Kahn meilleur candidat de gauche pour 2012, selon Ifop - Reuters

- DSK le mieux placé pour faire gagner le PS, selon un sondage - Libération.fr

- Aubry est «*la plus fidèle aux idées de gauche*», mais DSK est le plus à même de «*gagner*» - 20minutes.fr

3- Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays, peu importe, faisons comme si c'était le contraire qui était vrai.

- Sondage : +4 points pour Nicolas Sarkozy - AP

- Remaniement : Une majorité de Français veut garder Fillon à Matignon - 20minutes.fr

- Remaniement: 55% des Français souhaitent que François Fillon reste Premier ministre, selon un sondage - AP

- 55% des Français veulent garder Fillon comme Premier ministre. Qu'en pense Sarkozy? - Le Post

- Alliot-Marie favorite des Français si Fillon part - Le Figaro -Hier

Régime, côté cour. Entre manoeuvre et hypocrisie. L'unité à n'importe quel prix, un argument servi sur un plateau pour le gouvernement.

Pierre Laurent, secrétaire général du Parti communiste français, dans son discours de clôture à la Fête de l'Humanité, a appelé la gauche française à s'unir pour défendre la retraite à 60 ans tout en rendant publiques ses divergences avec les socialistes.

Le programme du PCF, a-t-il dit, est de défendre le droit à la retraite à 60 ans, mais à taux plein.

"*Les salariés dans le pays sont unis. Ils ont besoin d'un engagement sans faille en faveur du maintien de la retraite à 60 ans à taux plein et sans rallongement de la durée de cotisation*", a-t-il ajouté.

Le Parti socialiste, principal parti d'opposition, a annoncé son intention de rétablir la "*liberté*" de partir à 60 ans en retraite s'il revenait au pouvoir, mais avec un allongement de la durée de cotisation à terme à 41,5 années, ce qui signifie qu'il sera quasi-impossible d'avoir une pension à taux plein à l'âge de 60 ans.

«*Personne ne brisera ni le front syndical ni le front politique*», a assuré le porte-parole du PS, Benoît Hamon.

Alors que ce "*front*" syndical et politique ne se prononce pas contre tout allongement de la durée de cotisation. On pourrait imaginer que Sarkozy soit obligé de reculer sous la menace d'une mobilisation grandissante, qu'il maintienne finalement les 60 ans, ainsi sa position serait en accord avec celle du PS et l'affaire serait réglée en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, Chérèque et Cie. s'engouffrerait dans cette brêche...

En remettant sur le tapis l'élément essentiel du projet du gouvernement que ni Sarkozy ni Fillon ni Woerth n'ont osé prononcer dernièrement (à ma connaissance), l'allongement de la durée de cotisation, le PCF et les médias aux ordres qui lui ont emboîté le pas jouent avec le feu, un peu comme s'il s'agissait de leur dernière cartouche pour essayer de briser la mobilisation dans la perspective du 23 et l'unité qui existe parmi les travailleurs et les militants contre le projet du gouvernement, car les masses pourraient s'emparer à leur tour de ce facteur déterminant pour en exiger l'annulation à force d'en entendre parler, et dès lors leur position se retrouverait figée ou calé sur la question des retraites, au grand dam du gouvernement qui espérait parvenir à l'objectif opposé, les diviser.

Interrogé sur Europe 1 à propos de la position du PS, Mélenchon s'est voulu limpide : «*Je vais vous répondre aussi hypocritement que je peux le faire, nous avons décidé de faire semblant de croire qu'ils sont d'accord avec nous et nous sommes parfaitement conscients du fait que ce n'est pas le cas.*».

Cela confirme que Mélenchon est vraiment prêt à tout et à accepter l'inacceptable de préférence pour vendre la camelote avariée de son parti. Vous aurez noté que ce félon est "*conscient*" de tromper militants et travailleurs, pour la bonne cause sans doute, entendez par là, quelques places dans les ministères en 2012 si le candidat du PS était élu. Ce type est vraiment la pire caricature du militant qui soit ! (Lefigaro.fr 12.09)

Il fallait au préalable jeter un coup d'oeil côté jardin pour comprendre le sens et l'origine de l'offensive de P. Laurent contre le PS :

- François Fillon: "*Ne croyez pas ceux qui vous promettent aujourd'hui qu'ils reviendront sur les lois*" - Le Post

- Promettre le retour de la retraite à 60 ans est "*un miroir aux alouettes*", selon Éric Woerth - LePoint.fr

- Retraites : les désaccords se font jour à gauche - Le Figaro

Ils ont raison, car sans revenir aux 37,5 annuités pour tous, un jeune qui aurait commencé à travailler entre 20 et 25 ans et qui subirait forcément quelques périodes de chômage, partirait obligatoirement à la retraite (à taux plein) après 60 ans, entre 65 et 70 ans.

Tout, tout, tout, pour les banquiers, suite.

1- Et le multiple de zéro, ça fait combien ? Pas plus que cela.

Aux termes de la réforme, dite de "Bâle III", les banques devront porter le ratio de leurs fonds propres de meilleure qualité, correspondant aux actions ordinaires et aux bénéfices mis en réserve, encore appelé "ratio core tier 1", à 4,5% de leur total de bilan contre 2% actuellement.

(Qu'est-ce que c'est des "*fonds propres de meilleure qualité*", parce qu'elles auront toujours des fonds propres de mauvaise qualité ? -Ndlr)

Elles devront constituer en sus un "*matelas de précaution*" sous forme d'actions ordinaires et représentant 2,5% du total de bilan. Le montant minimal des fonds propres de meilleure qualité sera ainsi porté à 7%.

Afin que ces nouvelles règles n'entravent pas la fragile reprise de l'économie mondiale, les banques disposeront de plusieurs années pour s'y conformer.

(Et avant cette échéance, les banquiers auront eu tout le temps de contourner cette "*réforme*", si cela s'avère nécessaire... -Ndlr)

Les nouvelles exigences sur le ratio Tier 1 prendront effet à partir de janvier 2015 et la constitution du "*matelas de précaution*" interviendra progressivement de janvier 2016 à janvier 2019.

Les régulateurs en attendent des stratégies moins risquées de la part des banques et une capacité accrue à faire face à des chocs financiers éventuels sans que les contribuables soient mis à contribution comme cela s'est avéré nécessaire au cours de la récente crise financière.

(Au-delà de cet aveu, cela ne remet pas en cause les stratégies à risque qui alimentent et se nourrissent de la spéculation dont tous les peuples font les frais, pas seulement en période de crise, mais en permanence. - Ndlr)

Les nouvelles règles prudentielles de Bâle III devraient être avalisées par les dirigeants du G20 lors du sommet de novembre à Séoul.

Les principales banques mondiales, qui ont en grande partie surmonté les conséquences de la crise financière, ne devraient pas se précipiter pour augmenter leurs fonds propres en réponse à ces nouvelles règles prudentielles. (Reuters 12.09)

2- Belgique. Dexia dégraisse pour engraisser ses actionnaires.

La banque franco-belge Dexia prévoit la suppression d'environ 700 emplois, rapporte le quotidien belge *L'Echo*, samedi, sans fournir de source à l'appui de ce nombre.

Ces suppressions de poste, dont le nombre était estimé entre 700 et 800 par la presse belge, fait partie des dernières mesures d'un plan d'économie de 600 millions d'euros.

Dexia a déjà réalisé 360 millions d'économies grâce à la suppression d'environ 1.500 emplois, mais n'a pas indiqué comment elle comptait réussir les 240 millions d'économies supplémentaires. (Reuters 11.09)

Haut de page

Le 14 septembre

Nouveau scandal au sommet de l'Etat avec l'affaire du Monde, c'est encore directement Sarkozy qui est visé. Fidel Castro se demande si l'hystérique du Palais n'est pas devenu "*fou*", il n'est pas le seul, La Talonnette qui dispose d'un pouvoir quasi dictatorial de par la Constitution bonapartiste de la Ve République, en use et en abuse sans modération en confondant l'exception et la règle, fragilisant d'autant l'Etat et son gouvernement de plus en plus isolés et contestés dans le pays.

Comment analyser la violente hostilité à l'encontre de Sarkozy de trois magazines, Marianne, Le Point, L'Express ? A qui s'adressent-ils, qui en sont les lecteurs, à quelles classes sociales appartiennent-ils ? Ce n'est certainement pas les ouvriers ou les employés qui achètent et lisent ce genre de magazines. Leurs lecteurs appartiennent aux couches moyennes ou à la petite-bourgeoisie, mais aussi à certaines couches de la bourgeoisie.

L'hostilité grandissante d'une partie de la presse acquise au capitalisme envers Sarkozy exprime (temporairement) le refus des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie de voir rogner toujours plus leurs privilèges pour sauver le capitalisme en crise et garantir la paix sociale dans le pays. Si leur opposition à Sarkozy peut signifier que ces couches et cette classe auraient commencé à basculer dans le camps du prolétariat, il faut se souvenir que ce sont elles qui ont largement contribué à son élection, ce qui démontre une fois de plus que la petite-bourgeoisie est incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant.

Selon la situation et le rapport de force existant à un moment donné entre les deux principales classes en présence, la classe ouvrière et celle des capitalistes, la petite-bourgeoisie se rallie à l'une ou à l'autre, de préférence elle soutient celle qui s'engage àpréserver ses intérêts ou d'en obtenir d'autres, et à tout moment elle peut opérer une volte-face, c'est une classe instable et indécise par excellence, seuls ses

intérêts propres guident son positionnement politique.

L'UMP, le PS, le Modem et les Verts sont les principaux partis vers lesquels penche la petite-bourgeoisie (et les couches moyennes), sa préférence allant lors d'élections vers le parti qui affiche la plus grande cohérence et détermination dans son discours ou ses propositions pour gouverner le pays conformément à ses intérêts. Elle accuse aujourd'hui Sarkozy de ne pas être à la hauteur de ses ambitions et d'être incapable de préserver les intérêts du capitalisme français après la crise qui a éclaté il y a trois ans, sans toutefois exiger de lui qu'il s'en prenne davantage à la classe ouvrière, car elle sait qu'elle serait visée également, au-delà du fait qu'elle ne souhaite pas une aggravation de la situation du prolétariat qui ne peut se traduire que par une détérioration de tous les rapports sociaux dans la société, dont elle subirait inévitablement les conséquences. Elle aspire à vivre confortablement dans une société où elle peut s'épanouir, dans laquelle un certain nombre de valeurs sont partagés et respectés par le plus grand nombre, or ce n'est plus le cas aujourd'hui, elle ne peut donc plus jouir tranquillement de ses privilèges, son niveau de conscience politique ne va pas plus loin, il se situe dans le cadre des institutions et du capitalisme.

Cela ne concerne qu'une partie des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie, apparemment la majorité d'entre elles, d'où le fait que le PS se sente revigoré, puisque c'est son fond de commerce.

A l'opposé, une minorité d'entre elles exigent que Sarkozy s'attaque directement au prolétariat, quitte à mettre le pays à feu et à sang ou soutiennent le FN. Une nouvelle défaite de la classe ouvrière pourrait entraîner un nouveau basculement de ce rapport de force et conduire à la réélection de Sarkozy en 2012, bien que cela semble peut probable avec toutes les gamelles qu'il traîne derrière lui. Par contre, elles voteraient bien pour Strauss-Kahn... qui les assassinera ensuite !

En conclusion. Les couvertures de ces magazines peuvent faire sourire, tout le monde les a vues en kiosque, tout le monde en a parlées, mais personne n'explique à quoi cela correspond, elles ont un contenu politique et là encore chacun est livré à lui-même pour les décrypter, sans conscience politique cela semble difficile ou impossible d'en comprendre la signification exacte et la portée, un parti ouvrier se devrait de combler cette lacune, cela devrait faire partie intégrante de l'éducation politique de la classe ouvrière, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie.

Si nous ne pouvons pas attendre que les conditions d'existence et de travail du prolétariat soient rendues à la situation qui prévalait à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe pour entrevoir une révolution, il nous faut tabler sur la conjonction d'une situation sociale et politique exceptionnelle et l'élévation du niveau de conscience politique du prolétariat, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie.

Cette question mérite d'être développée, car elle pourrait déboucher sur une nouvelle orientation politique qui prendrait en compte à la fois les enseignements de la lutte de classes et les transformations de la société depuis un siècle. On devrait porter autant d'attention à la lutte de classe qu'à la nécessité d'aider la conscience des masses à progresser, l'un et l'autre contribuant à contruire le parti, non pas dans le but d'atteindre un objectif particulier ou général à court terme, mais dans le seul but de se préparer à aborder les prochains affrontements avec l'Etat dans les meilleures conditions posssible pour pouvoir éventuellement le renverser et prendre le pouvoir. (A suivre)

Un autre sujet très vite sous forme de question.

Lorsque l'on dit que les travailleurs sont majoritairement opposés au projet de loi du gouvernement sur les retraites, est-ce qu'on veut dire par là qu'ils se situent sur le terrain exclusif de leurs besoins et qu'ils refusent de travailler plus longtemps, ou qu'ils estiment qu'il est injuste et qu'il fait la part belle aux capitalistes ? Dans le premier cas on peut s'attendre à leur radicalisation politique, dans le second beaucoup moins ou pas du tout... On reviendra sur cet aspect de la situation.

Ils sacrifient la jeunesse et la conduisent au désespoir.

Plusieurs rapports récents - de l'OCDE, de l'Organisation internationale du travail (OIT) - ont révélé une hausse du risque de chômage des 15-24 ans, déjà en général structurellement plus élevé que celui des adultes.

Selon l'OIT, alors que, durant la décennie précédente, l'augmentation du nombre de jeunes chômeurs dans le monde ne dépassait pas 190 000 par an du fait de situations favorables dans certains pays, celle-ci a atteint près de 8 millions entre 2007 et 2009, portant l'effectif total des jeunes sans emploi à 81 millions, soit 40 % des chômeurs dans le monde (le double de leur poids dans la population totale).

Quant à la croissance du chômage de longue durée, elle est sans précédent chez les moins de 25 ans (+ 72 % de 2008 à 2009 et + 47 % de 2009 à 2010 en France). Phénomène nouveau, cette aggravation affecte tous les débutants, y compris diplômés, qui accèdent à des emplois dont les conditions générales sont souvent dégradées. (Le Monde économie 13.09)

Après ils s'étonnent du comportement parfois débridé de la jeunesse, alors qu'ils ont eux-mêmes créé les conditions qui la poussent au désespoir, à la violence, à faire usage de drogues, etc. chômage, précarité et pauvreté. Ils lui promettent un avenir pire que l'existence déjà difficile que leurs parents ont connue, de quoi pousser la jeunesse à ne pas se reconnaître dans leur société et à s'attaquer à tout ce qui représente l'Etat, ce qui lui vaut de se retrouver avec une partie de la population contre elle pour ne rien arranger.

La survie du capitalisme entraîne la décomposition de tous les rapports dans la société, et si toutes les classes sont concernées, ce sont les couches les plus fragiles du prolétariat dont la jeunesse qui en subissent les plus brutales conséquences...

Chine.

La Chine continue à être le «*moteur*» de la reprise économique mondiale, a affirmé hier le premier ministre chinois Wen Jiabao, à l'occasion du Forum économique mondial d'été qui se tient à Tianjin, à une heure de Pékin.

Le «*Davos chinois*» ouvre en effet alors que les récents indicateurs économiques démontrent que l'économie chinoise continue à accélérer, là où la plupart des analystes prévoyaient un freinage. Pour Wen Jiabao, la Chine a eu depuis deux ans l'énorme mérite «*d'offrir d'importantes opportunités de croissance aux multinationales*», ainsi que de « *créer une énorme demande pour les grandes économies et les pays voisins*». (Lefigaro.fr 13.09)

Cuba.

Au moins 500.000 fonctionnaires cubains vont être licenciés d'ici la mi-2011, a annoncé lundi la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), l'unique syndicat du pays. La Havane promet d'assouplir les régulations encadrant le secteur privé afin que les personnes concernées puissent retrouver un emploi ou créer leur entreprise. (AP 13.09)

Etats-Unis.

L'administration Obama annoncera prochainement au Congrès un contrat d'armement avec l'Arabie saoudite qui pourrait atteindre à terme 60 milliards de dollars, mais le royaume ne devrait dans un premier temps s'engager que sur la moitié environ de cette somme, a déclaré lundi un responsable américain de la Défense.

Le responsable a précisé sous le sceau de l'anonymat que le contrat porterait notamment sur 84 nouveaux chasseurs F-15 de Boeing et sur la modernisation de 70 autres chasseurs, 72 hélicoptères Black Hawk construits par Sikorsky Aircraft, filiale de United Technologies Corp, 70 hélicoptères Apache de Boeing et 36 Little Birds.

Les Etats-Unis et l'Arabie saoudite discutent aussi d'une vente de matériel destinée à la marine du royaume, qui pourrait atteindre 30 milliards de dollars, mais aucun délai n'est encore fixé pour ce contrat et il ne figurera pas dans la prochaine notification au Congrès, a dit le responsable.

Selon le Service de recherche du Congrès américain, l'Arabie saoudite a été, sur les quatre ans allant de 2005 à 2009, le premier acheteur d'armes américaines, avec des contrats totalisant 11,2 milliards de dollars. (Reuters 13.09)

Haut de page

Le 15 septembre

Précision sur la situation chez Continental.

Seuls ceux du site de Foix se sont majoritairement prononcés contre. En dépit d'un appel au boycott lancé par la CGT et la CFDT, 83 % des inscrits ont voté. Ces deux syndicats ont d'ores et déjà prévenu qu'ils ne signeront pas d'accord avec la direction. Si les syndicats minoritaires, à savoir la CGC, CFTC et FO (qui devrait se prononcer ce matin sur le sujet), devaient le signer, la CGT et la CFDT le dénonceraient. Cela rendrait l'accord inapplicable.

CGT et CFDT rappellent le précédent de Clairoix, où les 1 100 salariés avaient accepté une augmentation du temps de travail en 2007, contre la garantie de l'emploi. Leur usine a été fermée deux ans plus tard. La situation est certes sensiblement différente dans le secteur automotive et celui du pneu, où la production européenne est en surcapacité. Mais une partie des salariés et de leurs représentants n'en restent pas moins circonspects.

Paradoxalement, ces sites sont bénéficiaires. Ceux du Sud-Ouest devraient dégager 32 millions d'euros de bénéfice cette année. Mais la direction met en avant une anticipation nécessaire d'une baisse alarmante des commandes en 2012-2013. De quoi nourrir les reproches sur un manque d'investissements de Continental pour renouveler l'offre et assurer la compétitivité de ces usines qui fabriquent des injecteurs essence, des capteurs de pression des pneus.

Les équipementiers automobiles, particulièrement les filiales de groupes étrangers, ont multiplié ce type d'accord. Bosch a été le premier à mettre en cause le temps de travail sur son site de Vénissieux. D'autres ont suivi depuis. À Amiens, de dénonciations en recours, un des

deux sites de Goodyear Dunlop a finalement fermé l'année dernière. (Lefigaro.fr 14.09)

Difficile d'intervenir ici puisqu'on ne sait pas dans quelles conditions s'est déroulé ce scrutin. Il ne serait pas étonnant que même correctement informés les travailleurs de Continental acceptent les sacrifices que veut leur imposer la direction, parce qu'en dehors de toute perspective politique, ils ne pensent leur avenir qu'à court terme, et en demeurant isolés ils n'ont rien à espérer de mieux que ce qu'on leur propose. C'est compréhensible et c'est sans doute l'état d'esprit d'un grand nombre de travailleurs dans le pays, qui ne se font aucune illusion sur leur sort et qui n'ont aucun espoir dans l'avenir, y compris dans les changements que le PS leur promet après 2012, ce n'est pas nous qui leur dirons le contraire sur ce point.

Dans le camps des menteurs : n'en jetez plus la cour est pleine !

1- Eric Besson était-il au courant de la circulaire relative aux expulsions visant les Roms ? D'après Le Canard Enchaîné, oui. Selon le journal, le ministre de l'Immigration avait un représentant à la réunion du 4 août place Beauvau où a été élaborée le texte, ce que le ministre dément.

Une convocation par courriel a été adressée à Lucien Guidicelli, conseiller d'Eric Besson, avec un double à sa secrétaire, selon le journal qui publie l'en-tête du courriel en fac-similé mercredi. La convocation a été envoyée le 3 août à 11h21 par le conseiller chargé de la sécurité au cabinet du ministre de l'Intérieur.

Il s'agissait, selon le Canard, de la première réunion de la «*cellule de coordination nationale de lutte contre les campements illicites*».

A l'ordre du jour: appliquer les consignes du discours de Sarkozy le 30 juillet (à Grenoble) qui demandait de «*mettre un terme aux implantations sauvages des campements de Roms*».

La réunion a donné lieu à la circulaire aux préfets du 5 août, ciblant expressément l'évacuation de campements de Roms, un texte annulé lundi par Brice Hortefeux après le tollé qu'il a soulevé.

Interrogé par l'AFP sur ces révélations, le ministre de l'Immigration a démenti. «*Je ne veux polémiquer avec personne mais je persiste et signe: ni mon cabinet ni moi-même n'avons été saisis du projet de circulaire du 5 août*», a affirmé M. Besson. (20minutes.fr 14.09)

En résumé, les Roms n'étaient pas visés par Sarkozy, mais l'existence d'une circulaire prouve le contraire, Besson n'était pas au courant, mais un de ces conseillers l'était, donc il l'était forcément aussi...

2- Le gouvernement a affirmé mardi qu'il était légitime d'identifier un fonctionnaire déloyal à l'origine de fuites dans l'affaire Woerth-Bettencourt et a nié l'existence de consigne de l'Elysée ou d'écoutes illégales.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a cherché avant tout à préserver l'Elysée, une ligne de défense amorcée lundi.

"*Il n'y a eu aucune consigne, aucune demande de l'Elysée à quelque niveau que ce soit, il n'y a eu aucune demande d'écoutes téléphoniques*", a-t-il dit lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale.

Il a répété que des "*vérifications techniques*" avaient été effectuées dans le cadre "*de la mission de protection de la sécurité*".

Les "*vérifications techniques*" évoquées par Brice Hortefeux auraient consisté à obtenir des relevés téléphoniques mais le délégué général de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) a affirmé ne pas avoir été saisi.

Une telle requête aurait été rejetée "*puisque celle-ci ne peut agir que dans le cadre de la prévention du terrorisme*", a-t-il dit à plusieurs médias. (Reuters 14.09)

En résumé, Hortefeux prétend avoir saisi la CNCIS, mais son délégué général dit ne pas être au courant en affirmant qu'une telle demande aurait été rejetée...

3- A propos de l'affaire où est apparue une circulaire visant les Roms alors que le gouvernement niait avoir voulu s'en prendre à eux, et celle où le journal Le Monde entend porter plainte."*On voit bien aujourd'hui ce qui ne va pas, c'est qu'on nous ment en permanence. On nous raconte quelque chose et le lendemain on apprend que ce n'est pas vrai. C'est un vrai problème de crédibilité*", a déclaré mardi Martine Aubry sur France 3. (Reuters 14.09)

En résumé, le PS prétend défendre le droit de partir à la retraite à 60 ans, mais en soutenant l'allongement de la durée de cotisation, il fait ainsi en sorte que plus personne ou presque ne puisse partir à la retraite à 60 ans, il s'aligne sur l'UMP en prétendant proposer une autre politique...

Du côté du chenil présidentiel. Bonjour les dégâts !

Le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner a déclaré mardi 14 septembre n'avoir pas vu de "*stigmatisation*" des Roms dans le discours de Grenoble du président Nicolas Sarkozy sur la sécurité, déplorant les "*dégâts*" à l'image de la France causés par la polémique.

Bernard Kouchner a encore relevé la "*mauvaise surprise*" de la circulaire gouvernementale qui ciblait expressément les Roms pour les expulsions et qui a été remplacée lundi : "*Ce que nous avons vu hier et aujourd'hui et qui a été corrigé par le gouvernement est une mauvaise surprise*", a-t-il dit. "*Il y a d'autres dégâts*" pour l'image de la France à l'étranger. "*Il y a eu des dégâts et il faut maintenant les corriger par notre attitude et notre engagement*" sur le plan des droits de l'homme, a-t-il dit. (Lepoint.fr 14.09)

Quand un voile en cache un autre.

Le projet de loi destiné à interdire le port du voile intégral -niqab et burqa- dans l'espace public a été définitivement adopté mardi par le Parlement français. (AP 14.09)

Vive la République ! Laquelle ?

Laissez donc la misère reposer tranquillement en paix !

La politique de la France envers les Roms est honteuse et fera sans doute l'objet d'une procédure d'infraction d'ici fin septembre, a dit lundi la Commission européenne.

"*J'ai été personnellement consternée de cette situation dans laquelle des gens sont expulsés d'un Etat membre de l'UE simplement parce qu'ils appartiennent à une certaine minorité ethnique*", a déclaré la commissaire européenne à la Justice et aux Droits fondamentaux, Viviane Reding, lors d'une conférence de presse.

"*Je vais être très claire: la discrimination sur la base des origines ethniques et de la race n'a pas sa place en Europe. C'est incompatible avec les valeurs sur lesquelles l'Union européenne est construite*", a-t-elle dit.

"*Il est important que pas seulement les mots changent mais également que le comportement de la France change*", a-t-elle ajouté en référence à la nouvelle circulaire signée lundi soir par le ministre français de l'Intérieur, Brice Hortefeux. (Reuters 14.09)

Retraites. Opérations diversion.

1- Mercredi 15, distributions de tracts, rassemblements, et "*pique-niques revendicatifs*" sont annoncés dans de nombreuses villes, devant les préfectures, les permanences des députés, et les sièges locaux de l'UMP ou encore du MEDEF.

A Paris, un rassemblement est annoncé à partir de 12h30 place de la Concorde par l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires rejointe par FO.

Cette dernière initiative a d'ailleurs suscité des tensions avec la préfecture de police qui n'avait pas, mardi après-midi, donné son feu vert pour la place de la Concorde aux syndicats. Ces derniers ont malgré tout décidé de maintenir le lieu du rendez-vous, confirmant la présence sur place des secrétaires généraux des différentes confédérations, notamment Bernard Thibault (CGT), François Chérèque (CFDT) et Jean-Claude Mailly (FO). (AP 14.09)

2- Le syndicat CGT des Mines et de l'Energie a appelé mardi à des arrêts de travail les 15, 23 et 29 septembre dans le secteur pour protester contre le projet de réforme des retraites du gouvernement français. (Reuters 14.09)

Des grévistes inhabituels.

"*Les experts en colère*" : les fonctionnaires de la police technique et scientifique (PTS) se sont mis mardi en grève afin de protester contre leurs conditions de travail et ont organisé des rassemblements, vêtus de leurs blouses blanches, à Paris et à Marseille notamment. Un peu plus de 200 personnes se sont rassemblées mardi midi, à Paris (XVe), devant les locaux de l'administration de la police. À Marseille, ils étaient plusieurs dizaines sur le Vieux Port.

"*Touche pas à mon labo !*", "*Les experts en colère*" et "*en grève*", "*Et si les experts s'arrêtaient ?*", pouvait-on lire sur des tracts et banderoles. Les 1.500 agents spécialisés, techniciens et ingénieurs des laboratoires de la PTS répondaient à un appel lancé par le Syndicat national des personnels de police scientifique (SNPPS) et le Syndicat national indépendant des personnels administratifs de la police (Snipat-FO), tous deux majoritaires.

Ils ont dénoncé le "*manque de moyens*" et de "*considération*" des personnels de la PTS, évoquant une "démotivation générale", à l'instar de Cécile, 35 ans, en poste dans un laboratoire de province, qui a manifesté à Paris. Selon elle, les locaux "*se dégradent*", ils n'ont plus "*les moyens de traiter les affaires de petite et moyenne délinquance*". "*C'est énorme*", a dit à Marseille, à propos de la mobilisation, Vincent Grand, responsable du SNPPS, évoquant plusieurs rassemblements en France et relevant que ces personnels ont rarement été vus dans la rue jusqu'ici. (Lepoint.fr 14.09)

Economie mondiale. Ils sont inquiets.

L'or a établi mardi un nouveau record historique, dépassant la barre des 1.270 dollars l'once après avoir gagné 25 % en un an, dopé par des marchés qui cherchent à tout prix à se mettre à l'abri des incertitudes sur la réalité de la reprise économique mondiale.

Selon les analystes, ce record ne fait en fait que souligner les inquiétudes persistantes des investisseurs sur l'état de l'économie mondiale et américaine, continuant ainsi à favoriser les actifs jugés les plus sûrs. (Lepoint.fr 14.09)

Haut de page

Le 16 septembre

J'ai mis en ligne les 4 pages du dernier numéro d'*Informations ouvrières* consacrées à la question des retraites, il manque les illustrations, un problème dû à ma version d'Adobe que je ne peux pas actualiser, c'est une copie ! Je n'ai pas les moyens d'acheter ce logiciel.

J'ai actualisé le fichier économie en mettant en ligne séparément les articles économiques du mois d'août. Le fichier contenant les articles de presse depuis le 1er septembre a été actualisé, par contre la table des matières de la première page ne sera fonctionnelle qu'à la fin du mois pour raison technique, vous pouvez accéder rapidement aux différents articles en utilisant la table des matières située à gauche de l'écran sous forme de signets (bookmarks en anglais), les articles figurent par ordre chronologique. Il me reste quelques détails à corriger pour que la présentation de ce fichier soit satisfaisante et pratique.

Il m'est difficile d'intervenir en temps réel sur le combat engagé sur les retraites étant donné mon éloignement, je préfère être prudent que de dire n'importe quoi. J'attends de voir la suite, mais dors et déjà je me dis qu'on jugera les stratégies des uns et des autres au regard du résultat final, sachant que ce qui est en train de se passer était largement prévisible, pour ne pas dire inscrit d'avance.

Si la loi était définitivement adoptée d'ici la fin octobre ou le début novembre, il faudrait non pas se demander quels en sont les aspects positifs puisqu'on aurait perdu l'essentiel, mais quel avantage la classe ouvrière et son avant-garde auront su tirer de leur combat, en quoi il aura permis de faire progresser la conscience politique du prolétariat, comment il s'est traduit en terme de construction du parti, nos deux objectifs prioritaires en toute circonstance, le reste n'étant pas de notre responsabilité sauf à vouloir partager celle des appareils.

Retraites.

1- Ils en appellent à... l'UMP !

Quelques milliers de salariés et militants syndicaux étaient rassemblés, mercredi à la mi-journée, place de la Concorde face à l'Assemblée nationale, pour exhorter les députés à ne pas voter la réforme des retraites. Ce rassemblement était à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires, CFTC et CFE-CGC. On notait aussi la présence de militants FO, syndicat ayant appelé séparément à manifester contre la réforme, dont l'adoption en première lecture était prévue dans la journée. Les militants cégétistes et des syndicats Sud étaient les plus nombreux.

Sur le pont de la Concorde était déployée une grande banderole blanche de dix mètres sur trois, où on pouvait lire : "*Messieurs et mesdames les députés, ne votez pas, cette réforme est injuste*". (Lepoint.fr 15.09)

2- Quelques réactions syndicales.

CGT. «*Ce rassemblement vise à redire publiquement, au-delà des péripéties du débat à l'Assemblée, que ce vote ne changera rien*», a affirmé Bernard Thibault. Cela évite de se demander comment ce vote a été rendu possible alors que l'immense majorité des travailleurs est opposé au projet de loi du gouvernement, donc de tenter d'épargner sa propre responsabilité.

CFDT. «*Le débat parlementaire continue pendant un mois et l'action syndicale ne s'arrête pas,* a martelé François Chérèque, le leader de la CFDT. «*On a encore le temps et l'opportunité de changer les choses.*».

«*On est dans une démocratie, on utilise donc tous les moyens à notre disposition pour faire passer le message qu'une autre réforme est*

encore possible», a justifié François Chérèque. Message que bien entendu ses amis députés de l'UMP devraient s'approprier ! Tous les moyens sauf le seul à même d'infliger une défaite à Sarkozy : dresser la classe dans la grève générale illimitée et paralyser l'économie du pays.

FO. «*On est là pour marquer le coup*», a reconnu Jean-Claude Mailly.

«*On est dans un rapport de forces dont personne ne peut présager de l'issue*», a-t-il commenté.

S'exprimant sur une tribune installée près du pont menant à l'Assemblée nationale, un responsable syndical FO a expliqué que la seule solution était "*un retrait inconditionnel*" du texte qui prévoit le report de 60 à 62 ans de l'âge de départ en retraite.

Il a également précisé qu'il ne "*faisait pas confiance à ceux qui promettent le retrait de la réforme en 2012*".

Unsa. «*On se devait d'être là, notre présence est symbolique*», a dit Alain Olive.

«*On garde le même cap*», a-t-il ajouté, et pour conclure «*On doit sauver ce qui peut encore l'être*». Garder le "*même cap*"... des journées d'action isolées ou espacées dans le temps jusqu'à ce que la mobilisation retombe...

Une ligne de fracture est apparue au sein de l'intersyndicale, la FSU et les syndicats SUD voulant radicaliser le mouvement, avec un blocage total dans les transports, tandis que la CFDT et l'Unsa militent pour organiser des manifestations le week-end afin de faire le plein dans le privé. (Lefigaro.fr et Reuters 15.09)

3- Ils veulent encore "*négocier*" avec le gouvernement !

Les fédérations syndicales CGT, CFDT, CFTC et CGC des transports ont appelé mercredi à se joindre aux grèves et aux manifestations prévues dans toute la France le 23 septembre contre la réforme des retraites. Outre la RATP et la SNCF, le mouvement concernera donc également les réseaux de transports urbains des villes de province.

Elles "*exigent l'ouverture immédiate de négociations sur la reconnaissance de la pénibilité*", et "des engagements écrits de la part du gouvernement sur le maintien des dispositifs existants en particulier le congé de fin d'activité dans le transport routier". (AP 15.09)

Impossible de le cacher.

La politique économique de Nicolas Sarkozy et du gouvernement est jugée mauvaise par 71% des Français, un chiffre record depuis son élection à l'Elysée, dit un sondage BVA pour le quotidien Les Echos et France info.

Ce score semble lié à la très impopulaire réforme des retraites. Le désaveu est le plus fort chez les actifs de 25 à 64 ans (72% à 75%), les ouvriers et employés (81%), les salariés du public (80%). (Reuters 15.09)

Frapper, matraquer les plus faibles de préférence ou leur haine du prolétariat.

Le Parlement a adopté définitivement ce mercredi soir une proposition du député UMP Eric Ciotti prévoyant la suspension des allocations familiales pour absentéisme scolaire, sur demande d'un inspecteur d'académie. Sans enthousiasme, le Sénat a voté sans le modifier le texte déjà adopté le 29 juin dernier par les députés, ce qui rend l'adoption définitive.

Ce texte répond à un voeu répété à de nombreuses reprises par Nicolas Sarkozy, qui a qualifié de «priorité absolue» la lutte contre ce «*cancer*». «*Pour certaines familles, l'aide et le dialogue ne suffisent pas. Certaines familles refusent d'assumer leur autorité sur leur enfant, laissent libre cours à son absentéisme*», a plaidé le ministre de l'Education, Luc Chatel, pour qui la suspension des allocations est «*un ultime recours*».

Lorsque le chef d'établissement constate l'absentéisme de l'élève -au moins quatre demi-journées d'absence non justifiées en un mois-, il le signale à l'inspecteur d'académie. Ce dernier adresse alors un avertissement à la famille et «l'oriente vers des dispositifs d'aide». Parallèlement, il saisit le président du conseil général afin que soit mis en place un contrat de «responsabilité parentale».

Si, au cours du mois suivant, l'absentéisme de l'élève est à nouveau constaté, l'inspecteur d'académie a alors «*l'obligation*» de saisir le directeur de la CAF qui suspendra le versement des allocations familiales. Si l'enfant retrouve le chemin de l'école et que son «*assiduité*» est constatée sur une durée d'au moins un mois, le versement des allocations pourra alors être rétabli. La possibilité de suspendre les allocations familiales est déjà inscrite dans la loi du 31 mars 2006 relative à l'égalité des chances, mais, jusqu'à présent, la décision était du seul ressort des présidents de conseils généraux. (20minutes.fr 15.09)

Ces parents ne "*refusent*" pas "*d'assumer leur autorité sur leur enfant*", ils n'y parviennent pas parce que votre société profondément injuste les a placés dans une situation qui ne leur permet pas. C'est l'Etat, donc le gouvernement et les institutions, qui sont directement responsables de la situation souvent désespérés dans laquelle se trouve ces parents et leurs enfants. C'est aussi dresser ces parents contre leurs enfants, comme si leurs rapports déjà difficiles avaient besoin de cela, c'est les enfoncer un peu plus. Aux questions sociales qui concernent l'ensemble des exploités, ce gouvernement ne connaît que deux réponses la régression sans fin sur fond de chantage et la répression, la réaction sur toute la ligne, il faut le chasser !

La saignée continue.

Les mesures d'économies envisagées par le gouvernement pour l'assurance-maladie représentent un effort de 2,5 milliards d'euros, selon *Les Echos*, à paraître jeudi.

Trois d'entre elles concernent directement les assurés, selon le quotidien économique.

Les taux de remboursement seront légèrement réduits pour certains médicaments - ceux qui sont pris en charge à 35 % - pour les consultations de médecin ou encore ou encore certains frais d'hospitalisation.

Mais la plupart des malades ne seront pas touchés au portefeuille, car les mutuelles devraient chaque fois prendre en charge la différence, précisent Les Echos.

Budgétairement, le plan affectera surtout les laboratoires pharmaceutiques.

Du côté des recettes, les entreprises devront cotiser 400 millions de plus au titre des accidents du travail. (Reuters 15.09)

400 millions de recettes du côté des entreprises, le reste soit 2,1 milliards d'euros du côté des travailleurs, la même équation que pour les retraites. Tous les travailleurs ne cotisent pas à une mutuelle, ce sont donc ceux-là qui seront les plus durement frappés par ces mesures.

Bourre-toi le pif, tu risques rien ! A bas les privilèges !

Jean-Luc Delarue a passé dix heures en garde à vue mardi à la Sûreté départementale des Hauts-de-Seine, près de Paris, sur commission rogatoire d'une juge d'instruction de Nanterre.

Dès sa sortie de garde à vue, l'animateur avait participé à un nouvel enregistrement de "*Toute une histoire*" et présenté ses excuses devant son public en affirmant ne pas vouloir "*donner le mauvais exemple.*" Il a ensuite posté cette vidéo sur Youtube.

Le PDG de France Télévisions est resté prudent sur l'avenir de l'animateur au sein de la chaîne, déplorant qu'il ne s'agisse pas d'un bon exemple.

"*Je ne sais pas, il faut qu'on examine ça avec lui. Je pense que c'est un incident dans sa vie qui est sérieux et qui traduit un malaise chez lui*", a déclaré Rémy Pflimlin sur France Bleu.

"*Chacun fait ce qu'il veut, il croit pouvoir faire ce qu'il veut avec l'argent qu'il gagne, c'est un autre problème, mais ça n'est pas un bon exemple*", a-t-il ajouté.

Selon le parquet de Nanterre, Jean-Luc Delarue était le principal objectif d'un coup de filet visant huit personnes car l'enquête a montré que l'animateur achetait de grandes quantités de cocaïne. Seize grammes de cocaïne ont été saisis au domicile de l'animateur et producteur d'émissions de télévision, dans le centre de Paris, avait précisé une porte-parole.

Les policiers cherchaient à savoir si Jean-Luc Delarue réservait cette cocaïne à sa consommation personnelle ou s'il en faisait bénéficier d'autres personnes.

Selon une source policière, Jean-Luc Delarue dépense plusieurs milliers d'euros par mois pour s'approvisionner et consomme entre trois et quatre grammes de cocaïne par jour. (Reuters 15.09)

Un traitement d'exception, encore une injustice qui va en faire bondir plus d'un, surtout parmi les jeunes. L'Etat reproche ensuite aux parents de ne plus avoir d'autorité sur leurs enfants qui sèchent l'école, mais qui montre dans tous les domaines le mauvais exemple ? L'Etat !

On comprend mieux d'où vient la bonne humeur permanente de Jean-Luc Delarue, sauf quand il est en état de manque, en 2007 il avait mordu un steward et insulté des hôtesses de l'air lors d'un vol Paris-Johannesburg. C'est la défonce préférée du haut du panier, intellectuels, artistes, comédiens, sportifs, la jet-set et le show-business quoi, mais aussi banquiers ou hommes d'affaires, qui coûte une fortune, avantage

: que de la bonne humeur, la cocaïne rend facilement euphorique. Qu'y a-t-il de naturel dans le comportement de certains présentateurs de télé qui sont toujours joyeux, ivres de bonheur ?

La charrette.

La société biotechnologique américaine Genzyme Corp a présenté mercredi un important projet de réduction de ses coûts prévoyant le licenciement de 1.000 salariés sur 15 mois afin d'accroître sa rentabilité et de lui permettre d'investir dans des domaines essentiels pour son activité, comme la production. (Reuters 15.09)

Russie.

La Russie prévoit de lever 50 milliards de dollars (38,5 milliards d'euros) par le biais de privatisations au cours des cinq années à venir et le gouvernement passera outre aux éventuelles objections des dirigeants d'entreprises mises en vente, a déclaré mercredi le ministre des Finances, Alexeï Koudrine.

Si le programme est mis en oeuvre, il s'agira des plus importantes privatisations en Russie depuis les années 1990. Certains analystes se demandent toutefois si des participations dans d'importantes sociétés vont être réellement mises en vente, de précédents engagements dans ce sens n'ayant pas été tenus.

Aujourd'hui toutefois, le gouvernement a besoin de fonds pour réduire les déficits et maintenir le niveau élevé des prestations sociales dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012. (Reuters 15.09)

Haut de page

Le 17 septembre

J'ai dû aller en urgence chez le dentiste ce matin et faire quelques courses, du coup j'ai perdu la matinée et le site n'est actualisé qu'en fin de journée, ici il est 17h56. Plus trop le temps de me relire. Bon week-end à tous.

NPA (article du 8 septembre sur Internet)

Extraits : "*Il faut continuer le mouvement, s'appuyer sur les nouvelles journées annoncées par l'intersyndicale nationale et les intersyndicales locales pour pouvoir structurer la lutte en profondeur sur tout le territoire, dans le maximum de secteurs professionnels.*

L'intersyndicale nationale vient d'appeler à une nouvelle journée de grève et de manifs le jeudi 23 septembre ainsi qu'à des actions le 15 septembre, jour du vote de la loi. La question de la reconduction est en débat dans de nombreux endroits. Il faut que le mouvement s'amplifie, gagne en puissance, se généralise."

(...) "*Il ne fait aucun doute que la mobilisation monte en puissance et qu'il y a encore de la réserve.*"

(...) "*Ce que nous voulons c'est le retrait pur et simple du projet de loi sur les retraites.*"

Bravo, le NPA soutient "*l'intersyndicale nationale*" qui est alignée... sur le jaune Chérèque ! C'est sans doute le meilleur moyen d'aboutir au "*retrait pur et simple du projet de loi sur les retraites*", ben voyons !

"*Il faut*", il faut, ils n'ont que cela à la bouche, alliez-vous donc au POI qui a pris position pour le retrait, au lieu de vous afficher et de soutenir des partis qui sont contre le retrait du projet de loi du gouvernement ou qui prônent ouvertement l'allongement de la durée de cotisation. De la "*réserve*" il n'en manque pas effectivement, quelques dizaines de millions de travailleurs, retraités ou jeunes, qui pour le moment s'ils ne sont pas convaincus par les arguments du tandem Sarkozy-Woerth, ne le sont pas davantages par les vôtres apparemment.

De deux choses l'une :

- Soit vous vous placez sur le terrain du capitalisme en expliquant que les patrons doivent payer pour préserver notre système de retraite par répartition, alors que les arguments ne manquent pas à l'UMP et ailleurs pour faire valoir que cela aurait pour conséquence d'affaiblir encore plus le capitalisme français et favoriserait les délocalisations, donc cela contribuerait à l'augmentation du chômage et à rendre la situation des organismes sociaux pire encore, arguments qui peuvent sembler plausibles à bon nombre de travailleurs, au passage vous liez ainsi le sort de nos retraites à la bonne marche de l'économie capitaliste, pendant qu'on y est vous n'avez plus qu'à souhaiter que les capitalistes continuent de s'enrichir puisque nos intérêts seraient liés aux leurs, c'est à cela qu'aboutit en pratique la théorie opportuniste du partage des

richesses sans remettre en cause les fondements du capitalisme et les institutions ;

- Soit vous vous situez résolument sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière, c'est-à-dire que vous décidez de défendre notre droit à la retraite sans tenir compte de l'état du capitalisme, de l'endettement de l'Etat, des recommandations de l'OCDE, du FMI, de la Banque mondiale, de l'UE, etc., vous refusez tout compromis avec le gouvernement, avec les représentants du capital des différents partis qui siègent au sein des institutions (Assemblée nationale et Sénat), avec le patronat, avec les appareils des syndicats et des partis qui se réclament à tort de la classe ouvrière, sans craindre de rompre les relations avec les appareils des syndicats et ces partis traitres, si par exemple vous estimez qu'à 50 ou 55 ans c'est un âge convenable pour prendre sa retraite sans aucune contrainte de durée de cotisation, c'est votre droit (devoir) d'avancer cette revendication, et si elle s'avère incompatible avec l'existence de l'Etat et du capitalisme, c'est qu'il faut engager le combat pour le renverser et le faire disparaître au lieu de capituler devant, et si maintenant cet objectif demeure temporairement hors de portée (comme c'est le cas aujourd'hui), d'une part vous permettez à la classe ouvrière de conserver son indépendance de classe pour continuer son combat, aucun combat ne doit être conçu comme une abstraction, le fait d'une corporation ou d'une couche d'exploités séparée des autres, demeuré isolé, il doit toujours s'inscrire comme un moment du combat de la classe ouvrière pour la prise du pouvoir, le socialisme, que la mobilisation de la classe ouvrière parvienne ou non à faire reculer le gouvernement ou à lui infliger une défaite n'est pas de notre responsabilité ni de celle des travailleurs, puisque ce sont les appareils qui contrôlent le mouvement ouvrier, en cas de défaite eux seuls en porteront l'entière responsabilité, d'autre part, en procédant de la sorte vous montrez au prolétariat la voie dans laquelle il doit s'engager sur le plan politique pour défendre pas seulement un droit mais la totalité de ses droits, pour satisfaire l'ensemble de ses besoins ou aspirations, vous l'aidez à progresser sur le plan politique, à s'organiser et à se donner les moyens de vaincre son ennemi de classe, de construire le parti dans la perspective du socialisme.

Cette stratégie n'est évidemment pas incompatible sur le plan tactique avec l'objectif d'associer ou d'organiser des militants provenant de différents partis dans des comités indépendants pour mener ensemble ce combat politique contre l'Etat, pour le socialisme.

A nos contradicteurs qui ne conçoivent la lutte de classe que sous la forme du front unique et qui sans victoire, même partielle, désespèrent, nous leur disons qu'une victoire regonfle certes le moral de nos troupes, mais d'une part, on peut se demander quel profit peut en tirer la classe ouvrière lorsque l'on sait qu'elle a pu faire naître ou entretenir des illusions dans les appareils, dans l'Etat et le capitalisme, parce qu'elle n'a pas les moyens seule d'en tirer les enseignements, une victoire est toujours bonne à prendre mais faut-il encore s'interroger dans quel contexte et dans quelle perspective politique elle se situe, d'autre part, nous savons par expérience que pour une victoire remportée nous subirons cent défaites ou plus, alors si nous devions attendre après des victoires pour que la conscience de classe du prolétariat et du mouvement ouvrier progresse, autant dire qu'on pourrait attendre indéfiniment, c'est donc à partir de ses défaites qu'on doit les aider à tirer les enseignements de la lutte des classes et à élever leur niveau de compréhension de la société dans laquelle nous vivons, c'est un peu comme dans la vie où s'est en essayant de trouver une solution à nos problèmes que la réalité nous paraît soudain sous un autre jour ou plus clairement et qu'on va de l'avant, qu'on arrive le plus souvent à s'en sortir, on prend conscience des possibilités qui existent, de nos capacités, de notre force, or c'est ce qui manque le plus à la classe ouvrière aujourd'hui, prendre conscience que c'est elle qui détient la réponse à tous les maux que lui impose cette société, qu'elle a les moyens de la transformer en fonction de ses propres besoins et qu'entrevoir un monde meilleur est à la portée de sa main.

LO : enhardissez-vous enfin !

Le site Marianne2.fr a révélé jeudi la mort de Hardy, survenue… le 12 juillet 2009 à Créteil.

Il a vécu et il est mort dans le secret: Robert Barcia, alias Hardy, co-fondateur du parti trotskiste Lutte ouvrière, dont le décès il y a plus d'un an a été révélé jeudi, fut une des figures les plus mystérieuses de la politique française.

Né à Paris le 22 juillet 1928 dans un milieu ouvrier, Robert Barcia milite très jeune. En 1943, à 15 ans, il s'engage dans un groupe clandestin de la jeunesse communiste, et fera plusieurs mois de prison pour avoir distribué des tracts. Marqué par le meurtre d'un de ses camarades du PC dans le cadre d'une purge interne, il rejoint alors le trotskisme.

Lutte Ouvrière est fondé en 1968. Mais Barcia, qui a pris le pseudonyme de Hardy, n'apparaît jamais et propulse Arlette Laguiller sur le devant de la scène.

La candidature à la présidentielle de 1974 de Mme Laguiller, qui réalise 5,72% des voix, fait véritablement entrer LO sur la scène politique française.

A la fin des années 90, la presse commence à s'intéresser à ce dirigeant mystérieux, parfois décrit comme «*le gourou d'une secte*» objet d'un «*véritable culte de la personnalité*» de la part des militants de LO, qu'il dirige d'une poigne de fer.

«*Nous sommes contre le mariage*», expliquait-il par exemple à l'AFP en 2003. «*Un cadre de Lutte ouvrière qui se marie ne défend pas nos idées*».

Mais pour Mme Laguiller, «*la légende du gourou et de la secte ça a toujours été ridicule. C'est le fantasme de la presse depuis longtemps*», «*c'est aussi ça qui a contribué à ce qu'Hardy n'ait pas envie que sa mort soit rendue publique*», a-t-elle dit jeudi.

La presse s'est également penchée sur ses activités professionnelles: ancien visiteur médical, Robert Barcia a fondé à la fin des années 60 ses propres sociétés de prestation de services et formations de visiteurs médicaux.

Accusé d'avoir des intérêts dans le lobby pharmaceutique, il gagnera ses procès en diffamation. (Libération.fr 16.09)

Je ne suis pas Belge, la preuve je me suis marié deux fois, tant pis je ne serais jamais un dirigeant, quelle connerie enfin ! Dommage on ne pourra pas lui demander s'il est autorisé à LO d'avoir une ou des maîtresses ! Pour ne pas m'attirer le courroux des militants de LO je leur laisse volontiers Laguiller et Arthaud !

Vaut mieux en rire qu'en pleurer, un parti de puceaux et de pucelles, cela fait un parti de gens aigris, c'est pas très bon pour le développement intellectuel... On a le droit de se détendre un peu on est vendredi et demain c'est le week-end, LO a inventé l'anticapitalisme platonique, cela manquait à la panoplie du mouvement ouvrier !

Retraites. Le suppositoire anesthésiant du PS.

Pour le PS, «*juste avant l'examen au Sénat, il est impératif de maintenir la mobilisation la plus forte face au gouvernement». «Le passage en force n'est pas acceptable sur un sujet qui concerne l'avenir de tous les Français, et de la sécurité sociale qui est leur bien commun*».

«*Le Parti socialiste, par ses propositions, a montré qu'une autre réforme, juste et efficace, est possible*», ajoute-t-il dans un communiqué. (Libération.fr 17.09)

Projet en réalité identique sur le fond à celui de l'UMP, l'allongement de la durée de cotisation. Face à un enjeu d'une telle importance et devant une telle manipulation, on a tout juste envie de leur répondre qu'ils aillent se faire foutre au PS, la place du PS est au côté de l'UMP qu'il s'y tienne, qu'il y reste !

60 ans de front unique en direction de ce parti qui a toujours soutenu le capitalisme et les institutions, a abouti à la situation que nous connaissons aujourd'hui et le pire reste encore à venir, à gangrener ou pourrir littéralement le mouvement ouvrier, il y en a plus que marre, à bas la collaboration de classes !

Régime bonapartiste. Injustice, passe-droit, corruption de fonctionnaire, la coupe est plus que pleine, elle dégueule !

Le directeur général de la police nationale Frédéric Péchenard, nommé à ce poste en 2007 par Nicolas Sarkozy, son ami d'enfance, est critiqué pour une intervention qui a empêché des poursuites contre son fils arrêté en état d'ivresse et pour insultes contre un policier.

Il est déjà critiqué pour avoir demandé en juillet une enquête des services de renseignement visant à identifier la source du journal Le Monde qui a publié des extraits d'audition dans l'affaire qui éclabousse le ministre du Travail Eric Woerth pour ses liens avec l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Des documents internes à la police relatant l'incident de 2009, publiés jeudi par *Le Parisien*, n'ont pas été contestés. Un rapport du commissariat du VIIIe arrondissement daté du 18 février relate qu'il a été donné ordre de ne pas placer en garde à vue le fils de Frédéric Péchenard et de ne pas prévenir le procureur, en contradiction avec les obligations légales.

Frédéric Péchenard s'est "*déplacé dans les locaux pour récupérer son fils*", dit le rapport. Il a ensuite parlé avec le policier insulté et l'affaire n'a pas eu de suite.

D'autres documents montrent que son fils, arrêté alors qu'il roulait sur le trottoir en scooter, avait 0,79 gramme d'alcool par litre de sang et avait déclaré aux gardiens de la paix : "*Tu fais qu'un métier de con, je vais te muter à la circulation*", puis "*Je vais t'exploser, t'es qu'une merde*".

Ces faits sont en théorie passibles de prison ferme.

Une porte-parole du parquet de Paris a déclaré que les faits qui lui avaient été cachés étaient toujours susceptibles de poursuites. Il n'a pas dit s'il allait en engager.

Le procureur de Paris Jean-Claude Marin a demandé à Frédéric Péchenard la communication des éléments ayant permis d'identifier la source présumée du *Monde* dans l'affaire Woerth-Bettencourt, un magistrat en poste au ministère de la Justice, David Sénat.

Dans les médias, Frédéric Péchenard dit que les services de renseignement sont parvenus jusqu'à cet homme en consultant le relevé détaillé de ses communications téléphoniques, ce qui est potentiellement irrégulier s'il n'y a pas eu d'autorisation. (Reuters 17.09)

Une nouvelle affaire pour son "*ami d'enfance*", le flic-président !

La ministre de l'Injustice n'a plus qu'à annuler toutes les peines prononcées contre les personnes poursuivies pour alcoolisme au volant ou pour insulte à agent de la force publique et à leur rembourser les amendes qu'elles ont payées à l'Etat, à moins qu'elle décide d'envoyer en prison le rejeton du directeur général de la police nationale

Social. Licenciements, et cela continue...

Les salariés du site vendéen de Plysorol, ex-leader européen du contreplaqué en liquidation judiciaire, retiennent depuis jeudi en milieu d'après-midi trois de leurs dirigeants pour obtenir plus d'information sur les offres de reprise de l'entreprise.

Le 8 septembre, Plysorol a été placé en liquidation judiciaire avec une période de poursuite d'activité de deux mois. D'après Stéphane Coutant, cinq offres de reprises ont été déposées pour Plysorol mercredi, «*deux globales et trois partielles*».

Plysorol emploie 450 personnes sur ses trois sites français de Lisieux (Calvados), Epernay (Marne) et Fontenay-le-Comte (Vendée). Les quelque 600.000 ha de forêt que Plysorol possède au Gabon via des filiales sont très convoités. L'okoumé qui y est exploité est un composant clé du contreplaqué. (Libération.fr 17.09)

L'Etat et le gouvernement des riches.

Le bouclier fiscal a coûté en 2009 à l'Etat 678,99 millions d'euros de remboursements à 18.764 contribuables bénéficiaires, selon les chiffres définitifs d'un rapport, révélés jeudi par *Le Parisien*. Selon ces chiffres du ministère du Budget transmis aux commissions des Finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, la restitution moyenne a été de 36.186 euros par contribuable concerné par le bouclier fiscal, dispositif très contesté qui plafonne l'impôt à 50 % des revenus. Mais ces chiffres cachent des disparités, selon les revenus et le patrimoine des intéressés.

En bas de l'échelle, les 9.789 contribuables les moins aisés ont obtenu une restitution de 559 euros en moyenne chacun. A l'opposé, les 1.169 les plus fortunés ont empoché un chèque du Trésor de 362.126 euros chacun. Ceux-là se sont partagé 423,32 millions d'euros, soit plus de 62 % de l'enveloppe totale. (Lepoint.fr 17.09)

Confimation. L'Etat des nantis rançonne les malades.

Trois mesures seraient notamment envisagées selon le quotidien économique "Les Echos" : le taux de remboursement des médicaments "*dont le service médical est considéré comme modéré (vignette bleue)*" passerait de 35% à 30%, le ticket modérateur serait relevé de 0,5 point, de 70 % à 69,5 %, et certains "*actes réalisés à l'hôpital*" pourraient être moins bien pris en charge par le Sécurité sociale, les actes tarifés entre 91 et 120 euros seraient moins remboursés par l'application du ticket modérateur.

Selon Les Echos, ces mesures "*viennent d'être validées par l'Elysée*", bien que rien ne soit "*totalement définitif*" puisque les grandes lignes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2011 ne seront présentées officiellement que le 28 septembre.

Ces mesures "*auront pour conséquence de sanctionner directement les patients*", dénonce FO dans un communiqué diffusé jeudi.

"*Cette démarche entraînera nécessairement une hausse du coût des complémentaires santé, un reste à charge accru pour les assurés, une aggravation de la situation des 10% de la population ne bénéficiant pas d'une couverture complémentaire et à terme une moindre couverture globale des assurés" poursuit le syndicat. Il estime que "les assurés sociaux vont payer la note de la crise*".

Pour le collectif inter-associatif sur la santé (CISS) qui regroupe une quarantaine d'associations dont la Ligue contre le cancer, Vaincre la mucoviscidose ou encore Médecins du monde, "*le cru 2011 renoue avec les plus mauvaises habitudes: faire payer les usagers*". "*La recherche*" d'équilibre du PLFSS "*ne doit pas reposer exagérément sur les usagers*".

"*Il y a d'autres solutions*", ajoute le collectif. "*Elles sont indiquées dans le rapport de la Cour des Comptes publié il y a une semaine mais dont la lecture n'a manifestement pas convaincu le gouvernement. Elle indique pourtant que le renoncement à certaines niches sociales permettrait largement de rééquilibrer l'assurance maladie: 178 dispositifs d'exonérations, dont 10 ont été créés entre 2005 et aujourd'hui, pourraient rapporter 67 milliards d'euros*".

La Mutualité Française dénonce elle aussi ces mesures "*qui pénaliseraient nos concitoyens et rendraient plus difficile l'accès aux soins*", selon un communiqué.

Pour son président Jean-Pierre Davant "*ces mesures purement financières ne régleraient en rien les dysfonctionnements et la dérégulation de notre système de santé*".

"*Les plans de sauvetage succèdent aux plans de redressement toujours aussi douloureux pour les médecins et leurs patients et inefficaces pour les finances et la santé de nos concitoyens*", déplore pour sa part dans un communiqué MG-France, premier syndicat des médecins généralistes. (AP 17.09)

Passons sur la bonne conscience et les "*protestations*" de ces acteurs qui se situent tous sur le terrain du capitalisme, leurs inquiétudes manifestent leur inquiétude devant l'amoncellement de mesures injustes prises par le gouvernement qui risquent à la longue de dresser l'ensemble de la population contre l'Etat.

Confirmation. L'Etat des nantis rackettent les travailleurs.

Tant les entreprises que les salariés ont profité d'un "effet d'aubaine" lié à l'exonération d'impôts et de charges sur les sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation. Résultat : celles-ci ont plus que doublé depuis 1999, alors que la masse salariale n'a progressé que de 40 %. Au point de se substituer progressivement aux salaires - dont elles représentent 7,7 % du total - alors qu'elles ne profitent qu'à 57 % des salariés...

Face à cette tendance qui lui coûte 5 milliards d'euros par an, le gouvernement a instauré un forfait social sur la participation et l'intéressement en 2009, fixé pour cette année-là à 2 % et à 4 % pour 2010. En passant à 6 % l'année prochaine, le forfait est tout simplement multiplié par trois en deux ans !

La patronat craint en fait de voir augmenter le coût d'une forme de rémunération de plus en plus pratiquée par les grandes entreprises et qui a l'avantage d'être plus flexible que les augmentations de salaires. D'autant que le rapporteur du budget à l'Assemblée nationale, Gilles Carrez, envisage de raboter le crédit d'impôt de 20 % accordé aux entreprises qui versent des primes d'intéressement et de participation. Un dispositif qui coûte actuellement 400 millions d'euros à l'État... Mais que le patronat se rassure. Il pourrait bénéficier du soutien des syndicats, pour qui un éventuel coup de rabot s'apparenterait à un risque de baisse de la rémunération des salariés. (Lepoint.fr 16.09)

La participation ou l'intéressement est une forme de collaboration de classe particulièrement perverse. Que les syndicats y tiennent autant que le patronat n'est pas étonnant. Faut-il se battre pour empêcher que le gouvernement revienne sur son intention de les taxer davantage ? Ce n'est pas notre combat, nous sommes pour des augmentations de salaires, contre la participation et l'intéressement et il n'y a pas lieu de changer de position si l'on veut aider le prolétariat à rompre les chaînes qui le tiennent dans un état de subordination au capital. Défendre la participation ou l'intéressement à la marche et aux profits de l'entreprise, c'est se situer sur le terrain du capitalisme et non sur celui de la classe ouvrière. Le gouvernement peut abolir la participation ou l'intéressement, on ne se battra pas pour l'empêcher.

L'Etat des multinationales.

Le prix du tabac augmentera avant la fin 2010 de 6 %, a confirmé jeudi le ministre du Budget, François Baroin, devant le congrès annuel des buralistes à Paris. François Baroin va "*donner une suite favorable à la demande de hausse des prix de la part des industriels et des fournisseurs à un niveau identique à celui de l'an dernier, de l'ordre de 6 %, et ceci, avant la fin de cette année*".

Le ministre du Budget a estimé que cette hausse était "*modérée et raisonnable*".

La précédente hausse, en novembre 2009, a eu peu d'effets sur les ventes de cigarettes, faisant reculer de 0,2 % le nombre de paquets vendus entre janvier et août 2010 par rapport à la même période de 2009. Mais en valeur, le marché du tabac a augmenté de plus de 5 % sur la même période en raison de la hausse des prix, au bénéfice de l'État (les taxes représentent 80 % du prix d'un paquet), des buralistes (qui sont rémunérés 8 % sur chaque paquet vendu) et des industriels. (Lepoint.fr 17.09)

L'Etat épargne les privilégiés.

Le gouvernement a tranché. Ce sont donc finalement 22 niches fiscales qui seront rabotées dans le budget 2011, révèle mercredi matin Le Figaro, citant la ministre de l'Économie Christine Lagarde.

Voici la liste des niches fiscales qui vont être rabotées de 10 % :

Investissements dans l'immobilier de loisirs (3 niches concernées)
Investissements forestiers
Investissements dans des résidences hôtelières à vocation sociale
Certains investissements outre-mer (4 niches concernées)
Souscriptions au capital des sociétés non cotées et souscriptions de parts de FCPI et de parts de FIP (2 niches concernées)
Souscription au capital de Sofica (financement du cinéma)
Travaux de conservation ou de restauration d'objets mobiliers classés
Dépenses supportées en vue de la restauration complète d'un immeuble bâti
Souscriptions en numéraire au capital des Sofipeche (société de financement de la pêche)
Sommes versées sur un compte épargne codéveloppement

Investissement immobilier locatif neuf (dispositif Scellier)
Investissements immobiliers dans le secteur de la location meublée non professionnelle
Dépenses effectuées en vue du maintien et de la protection du patrimoine naturel (espaces naturels classés et assimilés)
Équipements en faveur du développement durable et des économies d'énergie (chaudière, fenêtres...)
Dépenses en faveur de la prévention des risques technologiques
Contrats d'assurance pour loyers impayés des logements locatifs conventionnés. (Lepoint.fr 17.09)

Haut de page

Le 18 septembre

Je n'ai plus le temps de répondre au courriel critique qu'un camarade du NPA m'a adressé suite au trait d'humour que j'avais ajouté hier sur LO, ce sera pour demain. Les militants de LO ne m'en voudront pas de cet écart, c'est bien moins pire qu'un coup de chapeau de Geneviève de Fontenay à monsieur Robert Barcia, alias Hardy, on a les supporters qu'on peut, je n'invente rien !

Au fait, a-t-il pris connaissance du message qu'un internaute a laissé sur le blog d'un militant du NPA dont il m'a donné l'adresse ? Je le reproduis ici, car je crois que cela le concerne ou je me trompe :

"*Petit Vince a dit : Au fait, vous avez vu ? Le Cpn proposera au congrès de ne plus considérer le CRI/Tendance Claire comme "comme partie prenante du NPA". Faut lire leur réponse, c'est le meilleur argumentaire pour les virer ! - 17 septembre 2010 11:24*"

Ou a-t-il lu cela, je n'en sais rien, j'ai cherché rapidement et je n'ai rien trouvé. Entre nous, c'était couru d'avance, on y reviendra plus tard si nécessaire.

Retraites.

"*La CFTC-Cheminots a déposé (...) les préavis de grève qui permettront, le cas échéant, la reconduction de l'action contre le projet de réforme des retraites au delà du 23 septembre*", prévient l'organisation syndicale dans un communiqué.

La CFTC-Cheminots "*rappelle son opposition au principe d'une nouvelle grève 'carrée' de 24 heures, action qui n'aurait pour effet que d'affaiblir la mobilisation des salariés*".

Elle précise toutefois qu'elle n'appellera ouvertement "*à la grève illimitée que si toutes les conditions d'un bras de fer avec le gouvernement sont réunies d'ici le 23 septembre*".

Elle dénonce "*les atermoiements des grandes confédérations syndicales*" et estime qu'il faut "*faire place à une réelle détermination, sans quoi les actions à venir risquent d'être vaines*".

"*Salariés du public et du privé se doivent de poursuivre leur mobilisation unitaire*", ajoute la CFTC pour laquelle "*il n'appartient pas aux seuls cheminots de s'impliquer dans la défense des intérêts de tous*".

FO et Sud-Rail ont pour leur part appelé à une grève reconductible à partir du 22 septembre au soir à la SNCF. Les syndicats CFTC, Sud et FO représentent à eux trois 31,05% des voix aux dernières élections professionnelles de mars 2009 à la SNCF.

Les syndicats majoritaires (CGT, CFDT et UNSA) ont de leur côté déposé des préavis de grève de 24 heures pour le 23 septembre. (AP 17.09)

Il y a des arrières-pensées dans la position de la CFTC... en vue des élections professionnelles début 2011, à la limite on s'en fout si cela sert notre cause, l'essentiel c'est de tout faire pour infliger une cinglante défaite à Sarkozy ou le chasser du pouvoir maintenant et pas en 2012.

PS. Comment il soutient Sarkozy.

Le PS est-il ambigu sur les retraites ?

C'est ce que répète à l'envi la majorité, après les propos d'Aubry qui rappelle que le PS n'a «*jamais demandé la retraite à taux plein à 60 ans*». Précision qui «*facilite le travail de la droite*», selon un responsable PS

« *C'est une construction de la droite* », tempête la députée Marisol Touraine, en charge des retraites au PS. « *Le taux plein à 60 ans n'a jamais été la position du PS* », rappelle à Public Sénat la socialiste, qui regrette qu'on caricature la position du PS. « *La question des 60 ans, c'est d'abord une protection pour les plus modestes* ». (20minutes.fr 17.09)

Le PS est aligné sur la position de l'UMP un point c'est tout, c'est un constat, partant de là, vous voulez faire l'unité avec ce parti, vous avez encore quelque chose à dire à ses dirigeants ? Qu'ils apparaissent ouvertement tels qu'ils sont et qu'ils cessent de se réclamer du socialisme nous rendrait un énorme service. Ceux qui se sont adressés aux dirigeants du PS et ses satellites sachant pertinemment quelles étaient leur position sur les retraites, auront des comptes à rendre aux militants et aux travailleurs, car eux aussi ils ont ainsi «*facilité le travail de la droite*».

PG : Na !

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, n'a pas été invité à l'université d'été d'Un monde d'avance, l'aile gauche du PS, animée par Benoît Hamon, du 17 au 19 septembre dans les Landes - contrairement à Olivier Besancenot (NPA), Pierre Laurent (PCF) et Jean-Vincent Placé (Verts). Une simple question de temps de parole, assure Hamon. "*De toute façon, je n'ai pas envie de lui servir de caution radicale s'il se présente à la primaire socialiste*", rétorque Mélenchon en privé. (Lexpress.fr 17.09)

Au concours du plus hypocrite et opportuniste, ils se valent !

UMP. Tension et décomposition, suite.

Maurad Goual, adjoint UMP de la mairie du 5e secteur de Marseille, a écrit, vendredi, au maire de la ville Jean-Claude Gaudin et à Nicolas Sarkozy pour leur faire part de sa démission de son poste d'adjoint, refusant de servir les idées d'un parti "fascisant", écrit-il. "*Je renonce à servir la République d'un despote et les idées d'un parti fascisant*", écrit Mourad Goual dans une lettre au président. "*Vous avez fait de la France un laboratoire populiste*", écrit-il, ajoutant que "*l'islam et les musulmans de France ne sont pas tels que vous les décrivez dans votre course effrénée à l'électorat du Front national*".

Cette démission sera effective au 1er janvier pour "*assurer la transition*". Maurad Goual a précisé avoir remis sa démission de l'UMP en mars, mais qu'elle avait été refusée par les instances du parti. "*Je n'ai pas renouvelé mon adhésion à l'UMP, donc pour moi, je n'en fais plus partie*", a-t-il dit. Il a précisé vouloir créer un parti baptisé "*l'Union des minorités de la patrie*" (UMP).

Le 30 août, il a déposé plainte contre Roland Chassain, maire UMP des Saintes-Maries-de-la-Mer pour incitation à la haine raciale. Selon Mourad Goual, Roland Chassain avait dit "*en résumé que les gitans et les Arabes sont responsables de l'insécurité des Français*". (Lepoint.fr 17.09)

Revue de presse internationale sur l'épileptique du Palais.

- Pour le Frankfurter Allegemeine Zeitung, Sarkozy est "*un opportuniste sous la lumière des projecteurs*". (LeMonde.fr)
- Vu d'Europe: "*La France mérite d'être boutée hors de l'Union*"
-"*La vérité, c'est que derrière la France de Sarkozy c'est l'Italie de Bossi et Belusconi*", écrit La Stampa (Libération.fr)
-"*L'Europe ne sort pas grandie du pugilat verbal entre Bruxelles et Paris*" selon Le Temps. (20minutes.fr)

Amalgame. Le mythomane de l'Elysée pris en flagrant délit.

La chancelière allemande Angela Merkel n'a pas parlé de camps de Roms en Allemagne avec Nicolas Sarkozy, "*ni lors du Conseil européen, ni lors d'entretiens en marge, et en aucun cas de leur évacuation*", a déclaré son porte-parole jeudi soir à Berlin, contredisant le président français. Nicolas Sarkozy a affirmé, jeudi à Bruxelles, que la chancelière allemande lui avait confié avoir, elle aussi, l'intention de procéder dans les prochaines semaines à "*des évacuations de camps*", une information qui avait aussitôt été démentie par des diplomates allemands.

"*Mme Merkel m'a indiqué sa volonté de procéder dans les prochaines semaines à l'évacuation de camps, nous verrons à ce moment-là le calme qui règne dans la vie politique allemande*", avait dit Nicolas Sarkozy dans un point presse à l'issue d'un sommet animé à Bruxelles où la question des Roms a dominé. Le président français s'était prévalu à Bruxelles du "*soutien complet, total et entier une fois encore d'Angela Merkel sur cette question comme sur tellement d'autres*". A Berlin, le porte-parole d'Angela Merkel a indiqué que "*le gouvernement (allemand) soutient la France en ce qui concerne les critiques sur la forme et le ton des propos de la commissaire européenne (Viviane) Reding*", qui a dressé un parallèle entre les expulsions de Roms et la déportation. Elle avait exprimé mercredi soir ses "regrets" pour cette comparaison.

Pour sa part, Berlin avait apporté mercredi son soutien à la Commission européenne sur la question des Roms, en rappelant que le droit de libre circulation au sein de l'Union européenne (UE) était "*inconditionnel*", et qu'"*aucune discrimination n'est autorisée à l'encontre de minorités ethniques*". Des Roms, essentiellement originaires du Kosovo, sont également renvoyés chez eux à partir de l'Allemagne. Toutefois à la différence de la Roumanie et de la Bulgarie, pays vers lesquels Paris renvoie des Roms, le Kosovo ne fait pas partie de l'Union

européenne, au sein de laquelle des règles spécifiques sur la libre circulation des citoyens sont prévues. (Lepoint.fr 17.09)

Un coussin pour continuer de s'enrichir en dormant

Les règles prônées par le Comité de Bâle ne sont toutefois que des recommandations. Les régulateurs nationaux sont libres de les adapter avant de les inscrire en droit local d'ici au 1 er janvier 2013. Ils devront notamment définir le niveau du coussin contracyclique prévu pour éviter des bulles de crédit.

Plusieurs questions restent encore en suspens, sur lesquelles le Comité de Bâle devra s'exprimer. Il s'agit de la redéfinition des fonds propres, mais aussi de l'introduction d'un ratio de liquidité - point qui s'est révélé tout aussi fondamental que la solvabilité lors de la crise - ou encore de la supervision de grands établissements dont la disparition représenterait un risque systémique. (Lefigaro.fr 17.09)

Social. Grève chez venteprivee.com.

Des salariés de venteprivee.com, site internet spécialisé dans le déstockage de grandes marques, travaillant au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), ont entamé jeudi une grève pour protester sur les salaires et les horaires.

Une cinquantaine de salariés sur une centaine était en grève vendredi, selon le représentant local de la CGT, Wilfried Cardon, qui assure que le mouvement se poursuivra lundi.

La direction estime de son côté qu'il s'agit d'un mouvement «monté en épingle par la CGT», et souligne que venteprivee.com, «c'est six entrepôts en France et 1.450 salariés».

Les employés «*protestent contre un changement d'horaires imposé par l'employeur, contre des licenciements abusifs et demandent un treizième mois au lieu des primes données à la tête du client*», a expliqué Wilfried Cardon. (libération.fr 17.09)

Ils nous rackettent.

Les mutuelles vont-elles être contraintes d'augmenter les cotisations ? Jean-Martin Cohen Solal, directeur général de la Mutualité française, tire la sonnette d'alarme vendredi dans une interview accordée à *La Tribune*. Il affirme que les cotisations des mutuelles pourraient augmenter de 8 % pour faire face aux nouvelles mesures envisagées par le gouvernement pour réduire le déficit de la sécurité sociale.

Le président de la mutualité française, Jean-Pierre Davant, va même plus loin que son directeur général. Il évoque une hausse pouvant aller jusqu'à 10 % l'an prochain. (Lepoint.fr 17.09)

La blanchisserie d'un régime d'exception ou antidémocratique à l'oeuvre.

1- Une justice d'exception acquitte un assassin. Normal face à un gendarme la vie d'un gitan n'a aucune valeur !

La Cour d'assises du Var a acquitté vendredi Christophe Monchal, un gendarme jugé pour avoir tué en 2008 un gitan qui tentait de s'enfuir des locaux d'une brigade alors qu'il était entravé.

Christophe Monchal avait tiré sept balles sur Joseph Guerdner, 27 ans, poursuivi pour vol à main armée et qui cherchait à s'enfuir à l'occasion d'une pause pendant sa garde à vue. Il était alors entravé aux mains et à un pied.

Trois projectiles ont touché le fuyard qui s'est réfugié dans un arbre avant d'en tomber et de décéder. La loi ne permet les tirs mortels des forces de l'ordre qu'en dernière extrémité.

Me Régine Ciccolini, avocate de la famille Guerdner, avait souligné la réaction excessive, à ses yeux, du gendarme. (Reuters 17.09)

7 balles tirés sur un homme "*entravé aux mains et à un pied*" qui ne risquait pas de s'enfuir bien loin, qui dès lors ne présentait pas un danger pour autrui, il n'était pas armé, donc une situation qui ne rentre pas dans le cadre de la loi permettant à un policier de faire usage de son arme en cas de menace de mort, c'est donc un assassinat, une exécution... blanchie ! C'est l'application de la politique expéditive raciste et xénophobe de Sarkozy-Hortefeux-Besson.

2- Cul et chemise ou le pif dans le cul ou le paf !

Le ministre de la Culture et de la Communication Frédéric Mitterrand a estimé vendredi qu'il fallait donner une "*deuxième chance*" à Jean-Luc Delarue, tout en soutenant la décision de France Télévisions de suspendre l'animateur de France 2 après sa garde à vue dans une affaire de trafic de drogue. "*Il faut donner des deuxièmes chances à tout le monde*", a déclaré M. Mitterrand sur RTL.

"*Jean-Luc Delarue, c'est une histoire triste. Il y a une sorte d'enchaînement fou des années de travail, d'une générosité très forte dans ses émissions, de la notoriété qui est un fardeau qu'on a peur de perdre. Et puis un moment ça déraille*", a plaidé le ministre.

"*Je connais les phases de désamour brutal, de ruptures de ce genre, il faut en profiter pour se reprendre et se reconstruire. Le talent de Delarue n'est pas en cause*", a-t-il conclu. (Lepoint.fr 17.09)

Haut de page

Le 19 septembre

Un courriel reçu d'un camarade enseignant. Je n'ai pas pu regarder ces vidéos à cause des problèmes rencontrés avec ma connection Internet.

"Je te donne ce lien que j'ai reçu par courriel, de 2 vidéos dans lesquelles deux humoristes, sur la question des retraites, donnent une explication économique simple.

Ce qui prouve qu'on peut aussi faire de la politique simplement et avec humour, et donc la rendre plus accessible à tous. http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/l-arnaque-aux-retraites-deux-81011"

Voici le courriel que j'avais reçu avant-hier suite à la causerie du 17 septembre et ma réponse.

"*je trouve dommage que ta causerie du 17 s'attaque de manière facile peu constructive à LO. Je n'en suis pas membre, ni même sympathisant, mais les taxer de sectarisme et "d'anticapitalisme platonique" sur la foi d'un article de ce torche-cul bourgeois qu'est Marianne est quand même limite. LO a des defauts, qu'il nous faut combattre en tant que revolutionnaires, mais rire avec les bourgeois de ses règles d'organisation internes, que je trouve par ailleurs positives (centralisme, rigueur militante), me mets profondement mal à l'aise.*

Quant à cet histoire sur le marriage, LO a dementi ces rumeurs, donc c'est la parole d'un parti ouvrier contre celle d'un journal bourgeois. Pour moi, le choix est vite fait...

Un billet sur la mort de Hardy (sur le blog d'un militant NPA), que je trouve pas mal: http://comite-de-salut-public.blogspot.com/2010/09/au-moins-robert-barcia-naura-t-il-pas.html"

Camarade, je n'ai pas traité nulle part LO de "*sectarisme*", relis bien ce que j'ai écrit. Et puis je n'y suis pour rien si LO prête à rire aux bourgeois et leur presse, c'est peut-être parce qu'il y a de quoi, non, est-ce une raison pour s'interdire d'en rire. Et puis rien ne dit que l'on en rit pour les mêmes raisons, ce que tu suggères sans y avoir réfléchi peut-être. De plus le site ne s'adresse qu'à des militants, on ne peut donc pas confondre avec la clientèle de Marianne. Est-ce parce que de Villepin se moque ouvertement ou ridiculise Sarkozy qu'on devrait s'en priver ? On aurait tort franchement. On peut rire de tout mais pas avec n'importe qui, or ici nous sommes entre nous, le site ne s'adresse pas aux adhérents de l'UMP ou du Modem ou encore du PS à ce que je sache.

Quant à la rigueur politique de LO et sa conception du centralisme démocratique, elles les ont amenés à appeler à voter Royal en 2007 ou à partager des listes électorales avec le PS pour obtenir des places de conseillers municipaux, si je me rappelle bien.

Pour ce qui est de la "*parole d'un parti ouvrier*", je m'en méfie comme de bien des choses dans ce vieux monde, certains diraient comme de la guigne, ce n'est pas un gage de vertu ou d'authenticité, et tu te trompes en parlant de "*rumeurs*", il s'agissait d'un (ou une) interview de Hardy dont les propos ont été rapportés par plusieurs sites Internet appartenant à des agences de presse ou des médias nationaux, ce discours appartient à monsieur Hardy et personne ne peut le contester.

Je suis allé à l'adresse que tu m'as indiquée, ce militant reconnaît qu'il est pratiquement impossible d'avoir une discussion sérieuse avec un militant de LO, il pousse peut-être le bouchon un peu loin, partant de là ce n'est pas la peine de perdre son temps à essayer d'en savoir plus sur LO ou de s'y intéresser, cela pourra paraître arbitraire, cela l'est et je le revendique, il faut bien s'imposer des priorités et aller à l'essentiel dans la vie comme dans le militantisme une journée ne comporte que 24 heures.

Ce militant du NPA reproche aux militants de LO de ne reconnaître que leur propre conception de la société ou de la lutte des classes, il a en partie raison et tort à mon avis, il a tort dans la mesure où l'on milite en principe dans un parti dans lequel on estime que nos convictions sont défendues ou représentées, dans le cas contraire on va militer ailleurs, il a raison de critiquer l'attitude qui consiste à ne pas prêter attention ou ne pas prendre en compte dans notre réflexion les arguments avancés par des militants appartenant à un autre parti que le nôtre, ce qui effectivement interdit toute discussion, si c'est ce qu'il a voulu dire.

Pour ma part, j'examine attentivement tous les faits ou arguments qui me sont soumis d'où qu'il vienne sans a priori, car c'est seulement la confrontation des idées qui permet aux militants et au mouvement ouvrier de progresser dans son ensemble ; de ce point de vue-là, avoir raison tout seul n'avance pas à grand chose, même si c'est parfois inévitable et qu'on ne cherche pas à créer ce genre de situation, car c'est uniquement collectivement qu'on s'en sortira, l'objectif n'étant pas d'avoir raison ou de développer la meilleure stratégie possible, mais qu'elle soit partagée par le plus grand nombre possible de militants et de travailleurs.

Que faut-il penser d'un parti et de ses dirigeants quand ils tiennent secret à leurs militants pendant un an le décès de leur principal dirigeant, comme l'affirme ce militant qui semble bien renseigné sur le fonctionnement de LO, ce qui n'est pas mon cas je l'avoue et je ne vois pas comment il pourrait en être autrement ? Je te pose cette question, c'est une maison de fous ou quoi LO ?

Quelle crédibilité veux-tu accorder à un dirigeant aussi invisible que mystérieux, quelle contribution a-t-il réellement apporté au mouvement ouvrier pour le faire progresser ? Pas davantage que ceux qui ont eu la même attitude que lui à des degrès divers, c'est-à-dire rien ou presque. Pendant les 70 dernières années le mouvement ouvrier n'a cessé de régresser, je ne vais pas en chanter les louanges non plus au nom de je ne sais quelle solidarité que j'appelle ouvrièrisme.

Le vieux Engels avait cru bon de ne pas participer au dernier congrès du parti ouvrier social-démocrate allemand peu de temps avant de nous quitter, parce qu'il avait franchement mieux à faire et parce que des choses plus importantes se déroulaient ailleurs selon lui, je le cite de mémoire, alors entre "*combattre*" les "*défauts*" de LO ou aider 55 millions de travailleurs, retraités ou jeunes à rompre avec le capitalisme et les institutions, à se soulever contre le régime pour le renverser, mon choix est vite fait. Et puis le meilleur moyen de combattre les idées des autres que l'on ne partage pas, consiste principalement à développer et défendre nos propres idées sur le terrain de la lutte des classes.

Pour finir, je me suis permis ce trait d'humour parce que j'ai toujours trouvé pitoyable les prestations de Laguiller au nom du trotskysme, qui ont pu séduire une certaine Genevieve de Fontenay ! Après tous les coups que l'on prend quotidiennement, si on n'a pas le droit d'en rire, on n'a plus qu'à se tirer une balle dans la tête.

Autre chose.

"*Lutte des classes, l'expression renaît depuis quelque temps sur les claviers*", notait hier *Le Point* sur un ton désabusé, sans ajouter de commentaires, comme si elle avait disparu un jour !

Soeur Marie-Ségolène Royal vous invite à la "*Fête de la Fraternité*"... "*au-delà de la gauche et tous les républicains.*

- "*«Nous sommes à moins de deux ans du changement». Lors de sa troisième édition de la Fête de la fraternité, Ségolène Royal a lancé samedi à Arcueil un appel à «résister et à contribuer au redressement de la France»*", parce qu'il est bien connu que tous les Français ont les mêmes intérêts, c'est la négation de la lutte des classes au profit de la classe dominante, un discours purement nationaliste.

- "*Proposant de «rétablir la République du respect»*"... de l'ordre établi évidemment !

- " *Pour Ségolène Royal, «redresser la France, c'est sortir la France du chômage». Elle a proposé «la mise en place d'un pacte de confiance pour l'emploi des jeunes»*", elle ressort les "*emplois-jeunes*" qui ne répondent pas à l'attente des jeunes d'avoir un vrai travail avec un vrai salaire, elle propose de maintenir la jeunesse dans la précarité.

Quelle "*confiance*" accordée à un parti qui a gouverné pendant de nombreuses années sans jamais s'être attaqué au chômage, à la précarité, à la pauvreté ? Aucune !

- "*S'adressant particulièrement à la jeunesse des quartiers populaires, elle l'a exhortée à «travailler dur et d'abord à l'école»*.", le même discours que le gouvernement ! "*Travailler dur*" pour se retrouver au chôamge, pour un salaire de misère pendant que d'autres engrangent des millions d'euros en boursicotant, en spéculant, ou vivent confortablement en faisant de beaux discours pour endormir le peuple, tel Royal !

- Elle prône la "*construction d'un avenir commun appuyé sur les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité*" et comme apparemment cela ne suffit pas, elle a ajouté «*on peut rassembler au-delà de la gauche et tous les républicains*», donc des gens de "droite" et des anti-républicains... à l'image de ce qu'est déjà en réalité le PS.

- La tarte à la crème : il faut «*conditionner les aides publiques à l'interdiction de délocaliser quand il y a des profits*».

- D'après le Parisien, Jean-Luc Mélenchon participera, au cours de cette fête et au côté de syndicalistes, à un débat sur les retraites et la nécessité d'un « *référendum populaire* » sur les 60 ans, une exigence que Mélenchon partage avec Ségolène Royal. (Slate.fr, Libération.fr et Lepost.fr 18.09)

Le « *référendum populaire* » sur les 60 ans, c'est la négation de la mobilisation générale de la classe ouvrière pour obliger Sarkozy à retirer

son projet de loi scélérat, c'est la négation de la lutte des classes. Ainsi le PS et le PG se situent bien résolument et clairement au côté de l'UMP et du patronat contre la classe ouvrière.

Vouloir réaliser l'unité de ces partis au profit de la classe ouvrière alors qu'ils sont engagés au côté de l'UMP, nier au passage que l'origine de cet engagement remonte à la nature sociale même de ces partis, c'est comme décider de faire avec les ingrédients prévus pour faire une tarte aux pommes un souflet au crabe !

Laissons-là ce panier de crabes et leur cuisine indigeste.

Vive la France et vive la République !

SOS Racisme, Libération et la Règle du jeu appellent à un rassemblement public contre la discrimination des étrangers, dimanche, à 18 heures, au théâtre du Châtelet, à Paris, sous le thème «Touche pas à ma nation».

La stigmatisation des Roms et le projet de déchéance de la nationalité finissent par porter atteinte aux principes mêmes de la République.

Une pétition nationale a déjà réuni plus de 40.000 signatures.

Pour défendre l'idée républicaine de la Nation, ouverte, tolérante et universaliste, une pléiade d'artistes, d'intellectuels et de personnalités politiques seront présents au théâtre du Châtelet : Jane Birkin, Michel Boujenah, Jeanne Moreau, Laurent Fabius, Jean-Luc Mélenchon, etc. (Libération.fr 18.09)

Quand la République des de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand ou Chirac à l'ombre de laquelle ils ont vécu tranquillement et confortablement leur allait comme un gant... L'union du PS et de la banque Rothschild, c'est émouvant, elle aurait fait trembler Franco !

Quand la fine pellicule vergeté tourne au jaune. Un lieu et un mot d'ordre qui ne trompent pas.

Cécile Duflot a salué samedi "*la fin d'une histoire*" avec les seuls Verts et le "*début d'une autre*" avec le rassemblement des écologistes, lors de son discours devant le dernier parlement des Verts avant la fusion avec Europe Ecologie en novembre. C'est "*pour une part la fin d'une histoire (...) pour une autre part, le début d'une autre histoire*", a déclaré la secrétaire nationale des Verts devant la petite centaine de représentants du dernier Conseil national interrégional (Cnir) du parti écologiste qui se tient jusqu'à dimanche.

Dans cette salle de la CFDT à Paris où Cécile Duflot avait prononcé son premier discours de secrétaire nationale le 16 décembre 2006, elle a remercié, émue, les militants "*pour avoir fait ce pari de l'histoire du rassemblement*". (Lepoint.fr 18.09)

Cela ne vous fait-il pas penser au "*syndicalisme rassemblée*" sous la houlette du jaune Chérèque ?

Note. Vergeté est un adjectif qui s'applique aux peaux marquées de petites raies rougeâtres ou violacées.

Social. Occupation du siège social de Lejaby.

Pour la deuxième nuit consécutive, les ouvrières de Lejaby ont occupé vendredi soir le site du siège social de l'entreprise de lingerie haut de gamme à Rillieux-La-Pape (Rhône). «*Certaines ont passé la nuit dans les escaliers, d'autres sur le parking dans leur voiture et nous sommes déterminées à continuer*», a raconté l'une de ces salariées au Progrès .

Jeudi soir, une cinquantaine de salariées en grève avaient déjà dormi sur place, «*dans des tentes installées dans la cour et d'autres à l'intérieur des locaux du siège, sur des cartons à même le sol*», a déclaré vendredi Janine Caillot, déléguée CGT, à l'AFP. Ces ouvrières sont arrivées de trois sites de production du groupe de lingerie - ceux de Bellegarde-sur-Valserine et de Bourg-en-Bresse dans l'Ain et du Teil en Ardèche - menacés de fermeture dans le cadre d'une restructuration annoncée par la direction en avril dernier.

Lejaby a dévoilé, le 1er avril, son intention de fermer trois sites, sur ses quatre usines en France, et de supprimer 197 postes sur 653 dans le but de produire à moindre coût à l'étranger, à savoir en Tunisie, au Maroc, en Chine et en Pologne. Le groupe a justifié sa décision par le «*fort ralentissement*» de ses ventes, dont 30% de la production est encore assurée en France, contre 0 à 5% pour la concurrence. «*Lejaby souhaite conserver son savoir-faire en confection en maintenant entre 7 et 10% de sa production en France*», a-t-il indiqué.

Dès lors, s'est engagé un bras de fer avec les salariés, majoritairement des femmes. Le 12 avril, ils ont manifesté devant le siège du groupe, en portant soutiens-gorge et culottes par-dessus leurs vêtements. Hier, selon Janine Caillot, «*les négociations avec la direction étaient bloquées*». Les salariés réclament 70.000 euros d'indemnisation de départ, alors que la direction propose 10.000 euros, plus 420 euros par année de travail, a précisé Marie-Christine Ronchon, qui travaille sur le site de Bourg-en-Bresse, à l'agence

L'affaire sera portée en justice mardi. Le tribunal de grande instance de Lyon doit examiner une demande d'annulation de la procédure déposée par les salariés. L'actuel propriétaire de Lejaby, le groupe autrichien Palmers Textil, a entamé une procédure à l'encontre du précédent propriétaire, le groupe américain Warnaco, car il lui reproche de l'avoir trompé sur la valeur d'achat de Lejaby. Palmers Textil veut faire annuler la vente, qui a été conclue en 2008.

Une procédure dont les employés de Lejaby ont entendu parler... par la presse. «*Palmers a caché le fait qu'il avait engagé, depuis novembre dernier, un procès contre l'américain Warnaco pour faire annuler la vente de Lejaby*», a expliqué Me Pierre Masanovic, l'avocat des salariés de Lejaby, à Reuters. «*On est en présence d'une situation tout à fait inédite. Si la vente de Lejaby était effectivement cassée, on repartirait sur une situation totalement nouvelle.*» (JDF 18.09)

Haut de page

Le 20 septembre

J'ai rectifié l'adresse vers le fichier *Sur les retraites du POI* du 16, avec mes excuses.

Puisque vous ne voulez pas nous faire part de votre point de vue sur la situation, même anonymement, j'ai trouvé un autre moyen pour aborder l'actualité ou des questions de fond en partant de réflexions d'internautes. Au fait, le taux de fréquentation du site a fait un bon de 40% en une semaine. Si vous indiquiez l'adresse du site lorsque vous intervenez dans des blogs, on ne passerait pas de 50 ou 60 visites à 80 ou 85 par jour mais rapidement à plusieurs centaines... Vous comprendrez que je ne peux pas à la fois actualiser le site quotidiennement et intervenir sur des blogs.

Bonne semaine à tous.

Quelques éléments de réflexion sur le développement de la société et du capitalisme.

1- Surpopulation.

De 1800 à 1900, la population mondiale a augmenté de 700 millions d'habitants

De 1960 à 2010, la population mondiale a augmenté de 4 milliards d'habitants.

Soit une croissance démographique 11 fois plus rapide qu'au 19e siècle.

Commentaire.

Voilà un fait impossible à nier qui prouve à lui seul que l'homme n'a pas encore commencé à faire son histoire consciemment...

2- Chômage de masse à l'échelle de l'humanité.

Dans le monde d'avant la crise, 3,2 milliards de personnes avaient un emploi (on parle ici d'un emploi «formel» au sens du BIT) - une croissance de 500 millions en dix ans, dont la moitié en Asie. Le taux de chômage «mondial», longtemps calé sur 6%, avait commencé à décliner de 2004 à 2007. Puis la crise a cassé ce dynamisme: aujourd'hui, 210 millions de personnes cherchent un emploi, 30 millions de plus qu'en 2007, dont les trois quarts dans les pays dits «avancés».

Commentaire.

Le chiffre de 6% est plus qu'approximatif, il est fantaisiste, à l'échelle du monde il faut le multiplier par 2, 3 ou plus, car dans la plupart des pays en Asie ou en Afrique qui concentrent près des deux tiers de la population mondiale, il n'existe pas l'équivalent de Pôle emploi, il est donc impossible de comptabiliser le nombre des chômeurs. En Afghanistan, ils ne savent même pas combien il y a au juste d'habitants ! (lire l'article de presse d'aujourd'hui)

En Inde par exemple, un travailleur sur deux a peut-être un emploi à plein temps, et encore en étant optimiste, le reste vit au jour le jour de petits boulots ou de contrats de gré et à gré de quelques jours ou le temps d'un chantier. Ce qui fausse les calculs, c'est peut-être que davantage de femmes travaillent par rapport à il y a dix ans seulement, mais pas dans le sens de diminuer l'ampleur du chômage, au contraire, si hier encore les femmes n'étaient pas comptabilisées parce que leur place était censée être à la maison selon les traditions, ces traditions se sont largement fissurées depuis et les hommes acceptent de plus en plus que leur épouse travaille à l'extérieur, ce qui était inimaginable dans de nombreuses familles il y a quelques années seulement.

Ce serait trop long d'expliquer ici l'origine de ce changement radical de comportement, disons qu'il provient de la pénétration ou du développement rapide du capitalisme dans ces pays-là au cours des dernières années, dont le secteur de la communication avec la télévision, puis maintenant Internet, qui font entrer le monde (développé) dans chaque foyer et brisent toutes les barrières, y compris celles issues des traditions ou de la culture des peuples et qui coïncidaient avec un certain niveau de développement économique, c'est l'aspiration au développement en général de toute la société donc l'accès à de nouveaux besoins et leur satisfaction, qui pousse et conduit finalement à briser tous les tabous et met en pièces bien des interdits provenant de l'obscurantisme rétrograde des religions.

Il y a encore deux ans, pour un de mes beaux-frères, une femme qui travaillait était une pute ou pas loin, elle allait être en contact avec d'autres hommes en dehors de sa présence, elle allait donc forcément céder aux avances de l'un d'entre eux. La tradition veut qu'une femme seule chez elle ne laisse jamais entrer un homme en l'absence de son mari, son frère ou son père. Face à leurs difficultés matérielles, il est menuisier et ne travaille pas régulièrement, voyant qu'autour de lui de plus en plus de gens qui n'avaient pas auparavant une situation sociale meilleure que la leur s'en tiraient désormais mieux qu'eux parce que les femmes travaillaient et qu'ils possédaient maintenant un téléphone portable, une moto, un réfrigérateur, etc. il a fini par franchir le pas et autoriser son épouse à travailler.

Une autre de mes belles-soeurs travaille en usine, les deux autres sont toujours femmes au foyer, donc au total deux sur quatre travaillent. Pour revenir sur les chiffres qu'on nous balancent, ils sont tous erronés, on peut ici en donner la preuve : hier mes quatre belles-soeurs n'étaient compatibilisées nulle part, aujourd'hui les deux qui travaillent figurent parmi le nombre des actifs, les deux autres continuent de ne pas exister, or, au moins l'une d'entre voudrait bien travailler, mais elle n'a pas trouvé de boulot, elle n'est pas comptabilisée comme chômeur.

Sur mes cinq beaux-frères encore en vie et en âge de travailler, deux n'ont pas de travail et vivent au crochet des autres ou d'expédients, ils n'ont jamais été comptabilisés comme chômeurs, un autre a un travail fixe à temps plein sans contrat de travail, il est chauffeur-livreur depuis des années chez un grossiste Canon pour un salaire de misère, 3 000 roupies par mois (environ 50 euros), deux autres, le menuisier et le technicien en climatisation travaillent à la tâche, ils travaillent en fonction de la demande, de la saison, ils n'ont pas de revenus fixes, eux non plus n'ont jamais été comptabilisés comme chômeurs.

Maintenant, qu'est-ce que c'est "*un emploi «formel» au sens du BIT*" ? Un emploi avec un contrat de travail ? En dehors des grandes entreprises, cela n'existe pas en Inde, des centaines de millions d'Indiens travaillent à plein temps toute l'années dans des petites ou moyennes entreprises sans être enregistrés nulle part, les patrons peuvent les jeter à la rue du jour au lendemain sans avoir à leur donner un certificat de travail puisqu'ils n'ont pas signé de contrat de travail, ils n'existent pas, sauf pour engraisser leurs patrons qui les exploitent jusqu'à la corde.

En dehors de ma belle-soeur qui travaille en usine et qui a un contrat de travail, aucun de mes beaux-frères et mon autre belle-soeur n'a un contrat de travail, quant à Karnan et Suguna, ils travaillent à temps plein toute l'année pour un employeur qui a pignon sur rue, officiellement ils ne figurent nulle part dans les statistiques, et ils n'occupent pas un emploi informel, il faut donc en déduire que les chiffres du BIT sont très loin de correspondre à la réalité.

3- Quand les pays dominants veulent le rester à tout prix.

Tout compte fait, le FMI explique que la richesse produite par le monde est une quantité finie et non une course inépuisable. Le FMI explique que les pays occidentaux, durant des décennies ont imposé leur conception du partage de ce fromage en s'assurant de loin la plus grosse part de ce gâteau et ne laissaient que les miettes. Car, au final, pour qu'un pays soit en excédent, d'autres doivent être en déficit, et inversement.

Le FMI explique donc qu'aujourd'hui, les pays qui parviennent à prendre une part de gâteau plus importante ne doivent pas être égoïstes et tirer les autres vers le haut.

Tout compte fait, le FMI a la mémoire courte et je doute que ceux qui se voient enfin gagner une part acceptable l'acceptent aussi facilement.

Tout compte fait, le discours est très classique : moralisons l'économie, les marchés financiers et tout le reste, car au jeu des requins nous ne sommes plus les plus forts. Il n'est pas question que les pays émergents nous jouent le même scénario que celui que nous leur avons imposé tant de temps.

S'agit-il vraiment de relance ou de préoccupation du chômage? Rien n'est moins sur, il semble surtout que l'on veuille changer des règles qui ont assuré le leadership et qui se retournent contre nous au niveau mondial.

Commentaire.

Le FMI est à la solde de l'impérialisme qui détient le pourcentage de vote le plus important au sein de cette institution du capital, l'impérialisme américain, puis les impérialistes des pays dominants dont la France... Maintenant ces différents impérialistes ne peuvent plus se passer des pays dits émergents où ils ont délocalisé une bonne partie de leur production et d'où proviennent leurs profits gigantesques, pays qu'ils ont également contribué à se développer rapidement au cours des dernières années ou décennies et qui aujourd'hui viennent les

concurrencer sur leurs propres marchés, ce qu'ils ne sont pas prêts à accepter, mais ont-ils vraiment le choix, car ce sont ces pays qui d'une part concentrent plus de la moitié de la population mondiale, de la force de travail mondiale, d'autre part qui tirent l'économie mondiale ou l'empêche de sombrer dans une récession sans fin aboutissant à l'éclatement du marché mondial, ajoutons que les marchés des pays émergents sont appelés à terme à supplanter ceux des pays dits développés, par exemple, pour General Motor ce n'est plus le marché américain le premier marché mondial, mais le marché chinois et cette tendance va se confirmer, s'amplifier dans l'avenir, parallèlement le déficit de la balance des paiements entre les Etats-Unis et la Chine, en faveur de cette dernière, ne cesse de croître. On pourrait ajouter que c'est la Chine et le reste du monde qui doit supporter ou financer le formidable déficit américain.

Tous ces éléments mettent en évidence que la donne ou le rapport de force entre pays dominants et dominés est en train de changer ou sera forcément amené à connaître de profondes transformations (et tensions) très rapidement, car au-delà de la solidarité affichée au G20 des différents pays capitalistes qui ne concerne finalement que leur volonté commune de contenir la lutte de classe du prolétariat mondial, aucun d'entre eux n'est prêt à sacrifier ses propres intérêts, chacun s'en tient au poids et à la place qu'il a acquis sur le marché mondial dans une perspective suffisamment lisible ou qui semble tracée d'avance, sans forcément tenir compte des critéres qui étaient retenues jusqu'à présent et qui sont devenus volatiles ou obsolètes avec le développement de la démographie mondial des cinquante dernières années (la population mondiale a doublé pendant cette période), le PIB de chaque pays, mais du rapport de force actuel qui place des pays comme la Chine en position de force face aux Etats-Unis qui s'accrochent à son statut de première puissance mondiale, de la complémentarité indispensable entre ces pays et les pays dominants, sans laquelle l'économie mondiale s'écroulerait.

Les Etats-Unis pourront jouir encore de ce statut aussi longtemps qu'ils continueront de jouer le rôle de gendarme du monde avec son millier de bases militaires installées sur tous les continents et dont finalement s'accommodent très bien les autres Etats capitalistes, y compris le régime chinois, mais il n'est pas dit que les peuples le supporteront encore longtemps, ni même les autres pays capitalistes qui ont autant besoin des matières premières que convoitent les Etats-Unis sous couvert du maintien de l'ordre capitaliste pour continuer de se développer ou développer leur gigantesque marché intérieur (Chine, Inde, 2,8 milliards d'habitants et de consommateurs potentiels). (A suivre)

4- La survie du capitalisme met en péril l'avenir de l'humanité.

440 millions de nouveaux diplômés sur dix ans et on ne crée que 45 millions d'emplois pas an, où est le problème?

Sinon je ne rentrerais pas dans les problématiques sans fin (entrée de la Chine dans l'Omc tel un loup sous stéroïde face aux innocents agneaux que nous sommes, surpopulation, destruction de notre environnement ...), avant c'était tellement mieux.

Juste choqué une fois de plus par cet "impérialisme" qui veux que quand les pays riches sont "vainqueurs" tout va (un peu comme un croupier de Casino), mais que cela est trop injuste quand ce sont des pays émergents qui gagnent au "jeu" d'un capitalisme ultra-libéral.

Ce que n'ont pas encore compris tous les partis de gauche, c'est que le système actuel , ne tient que sur une consommation à outrance qui sera l'origine de la destruction à plus ou moins long terme. (source : Slate.fr 19.09)

Commentaire.

Si la population mondiale (la production et la consommation) devait continuer d'augmenter dans les mêmes proportions qu'au cours du demi-siècle passé, la fin de la civilisation humaine, de l'espèce humaine, de toute vie sur terre pourrait être envisagée sérieusement, cela ne fait aucun doute.

Ainsi le combat pour en finir avec le capitalisme qui est l'unique cause de cette situation prend un autre relief, c'est une question de salut public pour l'ensemble de l'humanité et notre planète, on a dépassé l'alternative socialisme ou barbarie en quelques décennies, c'est devenue une question de vie ou de mort purement et simplement, sans vouloir dramatiser la situation pour convaincre quiconque du bien-fondé du combat pour le socialisme.

Au lieu d'éparpiller nos forces et de se quereller sans cesse souvent pour des broutilles montées en épingle, on ferait mieux de se regrouper dans le même parti et que chacun s'emploi à sa manière à y être utile en fonction de ses capacités, en acceptant d'y être en minorité, l'essentiel n'étant pas que la politique du parti corresponde à l'ensemble de nos idées personnelles, mais que l'ensemble des militants du parti oeuvrent dans la même direction et pour les mêmes objectifs, en admettant pas seulement en théorie, mais dans la pratique, que des désaccords persistent entre nous (d'où la nécessité des tendances), s'il faut que le parti soit adapté au combat que nous avons à mener tout en tenant compte des profondes transformations qu'a connu le monde en 60 ans. On a perdu le sens de la mesure, on est devenu incapable de faire la part des choses entre l'essentiel qui nous réunit et les questions secondaires que l'on place dorénavant au premier plan et nous divise à n'en plus finir, on privilégie le particulier au détriment du collectif, c'est improductif et suicidaire, il faut donc de reprendre rapidement.

Pour reprendre la méthode de Lénine en l'adaptant à notre époque, la fermeté doit s'appliquer à notre objectif et au moyen pour l'atteindre, en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République par la mobilisation (et l'organisation) révolutionnaire du prolétariat, la révolution prolétarienne et socialiste, la souplesse doit s'appliquer au niveau de chaque nouveau militant (à l'ensemble des militant en réalité) qu'il faut encadrer, former ou aider à progresser politiquement sachant qu'ils viennent d'horizons politiques différents ou ont vécu des expériences différentes, qu'ils ne sont pas issus du même milieu social, on ne peut pas exiger le même degré de compréhension du programme ou du socialisme par exemple de la part d'un ouvrier qui n'a jamais été organisé, d'un intellectuel syndiqué ou d'un militant

familiarisé avec le marxisme et provenant d'une autre formation politique, exiger qu'ils soient exactement sur la même longueur d'onde sur toutes les questions politiques relève de l'utopie ou de la tyrannie, discipline et tolérance doivent se cotoyer et non s'exclure en gros, ils sont complémentaires, l'objectif étant que l'ensemble du parti progresse sur tous les plans tout en étant ouvert à la totalité des exploités et ceux qui en partagent le mode de vie. On aura ainsi le parti ouvrier (révolutionnaire) le plus démocratique du monde à l'image du parti bolchevik dont beaucoup parlent et que très peu connaissent en réalité.

La modestie ou l'humilité n'est pas un témoignage de faiblesse ou une posture d'opportuniste, mais un moyen ou une force incomparable quand elle sert à aider l'être humain à s'élever vers un idéal supérieur, existe-t-il un idéal humaniste plus élevé que celui du socialisme et du communisme (défini par le marxisme) qui a pour objectif de libérer l'humanité de toute forme d'exploitation ou de servitude humaine ?

Quelques infos en bref.

Entendu à l'université d'«Un monde d'avance», le courant de B. Hamon par ailleurs porte-parole du PS.

1- Selon le journaliste de *Libération*. Avant l'objectif de l'élection présidentielle de 2012, la priorité affichée par tous les dirigeants de la gauche présents était le retrait de la réforme des retraites qui passe par le succès espéré et attendu de la journée de mobilisation sociale du 23 septembre.

C'est une posture pour sauver les apparences qui ne trompent plus personne ou presque, car seule la journée de mobilisation du 23 ne suffira pas à faire plier Sarkozy, encore moins à le vaincre, or c'est notre objectif qu'il soit forcé de partir avant 2012, le plus tôt sera le mieux, tout de suite, ce qui n'est pas l'objectif du PS, Hollande a dit que le PS devait accélérer les préparatifs à l'alternance, pas pour demain, mais bien au terme du mandat de Sarkozy "*On ne peut en rester au constat de la République abîmée, il faut nous projeter dans la France de 2012*" (Lemonde.fr 18.09), d'ailleurs nous ne sommes pas demandeur d'une telle alternance, une simple révolution de palais du même style qu'en 81 ou en Grèce par exemple récemment.

D'autant plus que le PS s'est prononcé pour l'allongement de la durée de cotisation qui est en fait la négation de la retraite à 60 ans à taux plein. Une unité sans principe à laquelle participe Besancenot, les militants révolutionnaires du NPA apprécieront sans doute.

2- "*Au-delà des désaccords politiques, qu'il y a et qu'il y aura encore, il s'agit d'arrêter les conneries et de dire que, si on marche séparément, on frappe sur les mêmes clous (...), et ce qu'on peut faire, c'est affaiblir le camp d'en face*", a déclaré le responsable du NPA. (Lepoint.fr 19.09)

Parce que le PS ne serait pas dans "*le camp d'en face*" quand il prône l'allongement de la durée de cotisation avec l'UMP ? Décidément, il n'y a que le POI comme parti ouvrier pour demeurer fidèle à ses engagements politiques, simple constat sans a priori.

Un aveu de taille. Quand le PS a propulsé Royal candidate en 2007 en comptant sur les voix de "droite" pour battre Sarkozy.

Alors que les socialistes n'ont pas encore choisi celle ou celui qui se lancerait dans la course à l'Elysée, en 2012, Henri Emmanuelli a tranché. Selon le député PS des Landes, Martine Aubry serait la mieux placée.

«*Les instituts de sondages nous répètent que Dominique Strauss-Kahn est le plus populaire. Ce n'est pas correct: chacun sait que si les sondages parviennent à cette conclusion, c'est parce qu'ils mélangent les électeurs de gauche et ceux de droite. Mais ce n'est pas parce que les électeurs de droite disent qu'ils préfèrent Dominique Strauss-Kahn, qu'ils voteront pour lui dans deux ans, explique-t-il dans une interview au figaro.fr, dimanche. On nous a fait la même chose avec Ségolène Royal en 2007. La vérité, c'est qu'à gauche, Martine Aubry est la plus populaire*.». (20minutes.fr 19.09)

Quand on a à l'esprit qu'Aubry a scellé un pacte avec Strauss-Kahn, soutenir Aubry, c'est soutenir son ombre nommé Strauss-Kahn.

Vous avez le droit d'en rire, surtout qu'Henri Emmanuelli est le coresponsable d'«Un monde avance», soi-disant le "*courant de gauche*" du PS ! Je veux bien que différentes sensibilités politiques s'expriment dans le PS, mais de là à les qualifier de gauche, il y a un pas que je me refuse à franchir... et pour cause !

UMP, rancunier et xénophobe.

"*J'aurais préféré qu'en 1867 Napoléon III et Bismarck aient un entretien qui débouche autrement et que le Luxembourg n'existe pas. Il y a beaucoup de livres, de travaux historiques sur ce tournant et c'est la faiblesse de Napoléon III qui a permis à ce pays d'exister*", affirme le sénateur Philippe Marini au micro de France Culture repris par TF1.

Le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, avait estimé que les attaques contre son pays n'étaient "*pas convenables*". Sa réaction après la sortie de Marini devrait valoir son pesant de cacahuètes... (Lepost.fr 19.09)

Sarkozy de plus en plus isolé. Un régime au bord de l'explosion.

1- "*C'est du dérapage généralisé, c'est la perte de contrôle comme au volant d'une voiture, qui fait que tout dérape, zigzague, fauche des gens au passage*", a dit François Bayrou à l'émission Dimanche Soir Politique France Inter-Le Monde-I>Télé.

"*Tous les pays du monde voyaient la France comme un pays formé autour d'un idéal, ce pays des droits de l'homme et de la Révolution qui avait annoncé au monde que les hommes pouvaient être égaux, ça c'est un trésor d'influence, de respect, qui fait que la voix de la France ne ressemble pas aux autres*", a expliqué François Bayrou. "*Là on vient de porter atteinte à ce qui est un trésor pour notre pays, à mon sens c'est très dangereux*".

2- Plus tôt dans la journée sur Radio J, le député socialiste Pierre Moscovici avait parlé de "*dérapage de moins en moins contrôlé*" de la part de Nicolas Sarkozy depuis l'échec de son camp aux élections régionales du printemps.

On est "*actuellement dans un esprit, dans un climat très pourri et très Vichy*", a-t-il estimé.

"*On est en train de cibler des populations, d'essayer de stigmatiser les Français d'origine étrangère. Je trouve que c'est tout à fait indigne de la part du président de la République*", a-t-il estimé.

3- Pour la secrétaire nationale des Verts, Cécile Duflot, ce qui s'est passé à Bruxelles, la manière dont le "*président de la République s'est conduit en notre nom (...) c'est quand même un peu la honte*".

Le député européen Daniel Cohn-Bendit fait pour sa part un rapprochement entre Nicolas Sarkozy et le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, qu'il qualifie de "*super clown politique*".

"*Que le soutien du président français soit cet homme, c'est grave et inquiétant pour lui*", estime-t-il dans *Le Parisien*. "*C'est l'image de Sarkozy qui s'abîme ! Pas celle de la France*".

"*Sarkozy a une tentation de faire n'importe quoi pour rester au pouvoir, qui ressemble aux gesticulations du président du Conseil italien. Quelque part, il se berlusconise...*", ajoute Daniel Cohn-Bendit.

4- Selon un sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche, près des trois quarts des Français (71%) estiment que l'image de la France à l'étranger s'est dégradée ces dernières semaines. (Reuters 19.09)

Depuis trois ans en réalité. Bayrou n'a pas totalement tort, à l'étranger on se demande comment un personnage aussi grotesque ou caricatural que Sarkozy a pu accéder à la fonction de président de la République, il oublie au passage la lutte des classes qui se déroule en France et qui est répercutée par les médias du le monde entier, normal, cela ne doit pas être sa tasse de thé !

Le gouvernement des banquiers vous souhaitent beaucoup de bonheur... à sa façon.

Le gouvernement aurait décidé de mettre fin à la règle qui permet aux jeunes mariés de voir leur impôt sur le revenu baisser la première année, affirme lefigaro.fr ce dimanche.

Ces derniers rédigent trois déclarations de revenus pour l'année de leur union, une chacun pour la période allant du 1er janvier à la date du mariage, et une autre ensemble pour la période allant jusqu'au 31 décembre. Le fait de scinder les revenus de l'année permet aux couples de payer moins au fisc, le mécanisme de l'impôt étant progressif.

Selon le site Internet du quotidien, à partir de la déclaration sur les revenus 2011 - pour l'impôt payé en 2012 -, les nouveaux conjoints devront choisir entre deux déclarations séparées ou une seule, commune, pour toute l'année pendant laquelle ils se sont mariés. Ce qui sera moins avantageux. Une règle qui s'appliquera également aux couples tout juste divorcés. Ils devront rédiger deux déclarations de revenus séparées pour toute l'année. Contacté par 20minutes.fr, Matignon n'avait pas encore réagi.

La mesure, qui figurera dans le projet de loi de Finances pour 2011 selon lefigaro.fr, pourrait rapporter quelques centaines de millions d'euros. (20minutes.fr 19.09)

Suède. Et un pays de plus en proie à une crise politique.

Le bloc suédois de centre-droit a remporté les élections législatives de dimanche, mais il a perdu la majorité absolue au Parlement où siègera pour la première fois un parti d'extrême-droite, d'après des résultats préliminaires.

L'Alliance quadripartite du Premier ministre Fredrik Reinfeldt a obtenu 173 des 349 sièges du Parlement.

Le bloc de centre-gauche emmené par les sociaux-démocrates obtient 156 sièges et les Démocrates suédois (SD, extrême-droite), 20 sièges, ce qui prive le centre-droit de la majorité absolue. (Reuters 19.09)

Haut de page

Le 21 septembre

Pas le temps de causer.

La "*troisième voie*" : développer des besoins nouveaux pour continuer de faire tourner la machine capitalisme.

Ce sera un mouvement écolo élargi aux miliants de tous horizons. Yannick Jadot explique qu'il aura "*deux piliers*" : "*un pilier/ parti politique et un pilier coopérative*".

Le "*pilier parti*" regroupera des militants classiques avec leur carte de membre et votant sur les décisions.

Par pilier "*coopérative*", Yannick Jadot explique qu'il regroupera "*des militants associatifs, des citoyens engagés qui pourront participer au mouvement, débattre sans être membre du parti*". Ces personnes n'auront en revanche pas le droit de vote sur les décisions finales.

En clair, le futur mouvement écolo sera un parti politique classique ouvert à toutes les personnes partageant ses idées sans pour autant avoir pris leur carte de membre.

"*A la différence du NPA où il y avait un verrou de la part des militants LCR, nous avons choisi de lier le fonctionnement démocratique d'un parti à l'ouverture d'un réseau. Il y a une dynamique collective*", précise Jean-Vincent Placé.

"*Des postes-clés à la direction iront à des non-Verts*", explique encore Yannick Jadot, proche de Daniel Cohn-Bendit.

Pour l'instant, il existe un texte, encore à débattre, qui fixe la ligne du mouvement. Ce texte fustige tant le "libéralisme économique" que le "*socialisme étatique*".

Jean-Vincent Placé se dit "*tout à fait satisfait*" de ce texte qui adopte une "*position claire*" selon lui. Toutefois, il dit lui-même avoir "*une tradition personnelle plus à gauche*" et estime qu'il voit "*des différences entre le socialisme et le libéralisme*".

Yannick Jadot dit lui que les écolos ne sont "*pas dans le ni-ni*" mais dans "*une troisième voie*" entre le libéralisme et le socialisme.

Non. Si Yannick Jadot dit "*refuser le bipartisme*", il affirme que ses alliances "*sont à gauche*" tout en adoptant une "*pensée autonome*". (Lepost.fr 20.09)

L'autonomie en politique, c'est l'éclectisme qui se traduit par l'absence de direction ou d'orientation précise qui les permet toutes, sauf celle de la rupture avec le capitalisme et son Etat !

Ces gens-là sont "*plus à gauche*"... tout en étant quand même un peu à "*droite*", leur bonne conscience penche à "*gauche*" et leur porte-monnaie penche à "*droite*", leur coeur est à "*gauche*" et leur raison à "*droite*" en somme, d'où leur soutien logique au capitalisme. Ils sont assis à cheval sur la barricade, ils ont un pied de chaque côté, attachons-les solidement dans cette position, puis découpons la barricade en son milieu à la scie électrique pour voir ce qu'il en restera à l'arrivée. Je vous laisse ramasser les morceaux si vous n'avez rien de plus urgent à faire.

PS. Au moins sous Chirac la République était à l'endroit ! On nageait dans le bonheur !

Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : Le thème de nos journées de rentrée est "La République". Nous avions arrêté cela en juillet mais l'actualité nous conforte dans notre choix ! La République est abîmée dans ses principes, dans ses fondamentaux. Quelles que soient leurs opinions politiques, les Français sont rassemblés derrière ce constat. Le pacte social est défait, comme le prouve le coeur de la réforme des retraites qui touche d'abord les classes populaires et moyennes. (...) Il y a urgence à remettre la République à l'endroit. (Lepoint.fr 20.09)

A l'endroit ou à l'envers, leur République ne peut pas être la nôtre, la preuve elle convient à tous les "Français" "*quelles que soient leurs opinions politiques*". Nous ne défendons pas des valeurs ou des principes en soi en dehors de toute référence à la lutte des classes, mais

dans une perspective politique précise conforme aux intérêts d'une classe sociale : un Etat ouvrier, une République sociale ou socialiste.

Avant l'éclatement de la crise en 2007 et l'élection de Sarkozy, le consensus UMP-PS c'était pépère, on échangeait des politesses et des courbettes, on se partageait tranquillement les rôles et les prébendes, la vie était agréable on baignait dans le bonheur, mais depuis il faut monter au créneau, on a dû changer de ton et de masque, qu'est-ce que c'est désagérable à la fin, la rue s'est réveillée et elle en demande toujours plus, voilà notre vrai problème, mais chut il ne faut pas le dire, c'est cette foutue lutte de classe qui est la source de toutes ces tensions regrettables, car sur le fond on s'entend bien avec nos petits camarades de l'UMP, du Nouveau Centre et du Modem, on défend les mêmes intérêts l'air de rien...

Retraites.

1- Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : Dans le pays, l'envie d'une autre réforme ne faiblit pas. Si le gouvernement et la majorité veulent passer en force, c'est qu'ils craignent que la mobilisation prenne de l'ampleur. Jusqu'à présent, ils n'ont jamais voulu reculer sur les mesures essentielles, à savoir le report de l'âge légal de départ à la retraites de 60 à 62 ans et celui du départ à taux plein de 65 à 67 ans. L'effort de la réforme des retraites est porté à 95 % par les salariés et à 5 % par les revenus financiers. Nous souhaitons un équilibre à 50/50. (Lepoint.fr 20.09)

Va te faire voir avec tes 50/50 : un vrai travail et un vrai salaire pour tous, augmentation générale des salaires, le Smic et la retraite minimum à 1 500 euros net et la question du financement des retraites est réglée, pas besoin de "réforme".

La question des retraites pose en fait directement la question de l'Etat, des fondements du capitalisme : soit les conditions du financement des retraites (mais aussi de la Sécurité sociale) sont compatibles avec l'existence ou la survie du capitalisme et de l'Etat, soit ils ne le sont pas.

Dans un monde où l'économie est globalisée, où la division du travail a été poussée à l'extrême, où les travailleurs du monde entier sont en concurrence les uns avec les autres, les capitalistes se livrent une guerre impitoyable à armes inégales.

Pour certains, les pays dits émergents dont le développement industriel est plus tardif, les législations économiques et sociales sont peu contraignantes, ils participent peu au financement du budget de l'Etat, les profits des entreprises sont peu taxés et les travailleurs n'ont pratiquement aucun droit ou avantages sociaux, la législation du travail est réduite au minimum, l'exploitation de la force de travail a pour seule limite ou contrainte ce que peuvent endurer quotidiennement et physiquement leurs esclaves, les besoins des travailleurs sont peu développés, leurs droits politiques (d'organisation) sont quasi inexistants, les rapports sociaux qui prévalent dans la société sont encore largement inspirés de l'époque féodale, la corruption généralisée permet d'enfreindre les lois en vigueur (en matière d'environnement), tandis que pour d'autres, les pays dits développés ou dominants, cette liberté que les Etats octroient aux capitalistes est plus ou moins contrebalancée ou entravée par la lutte de classe du prolétariat et les acquis sociaux et politiques que la classe ouvrière a conquis ou qui ont accompagné le développement du capitalisme au cours du XXe siècle.

Aujourd'hui, ces capitalistes qui ne bénéficient pas de la même histoire et des mêmes traitements ou avantages sur les plans économiques, sociaux et politiques sont en concurrence. Cette concurrence s'applique aux législations des différents Etats. Au-delà, ce sont les différentes formes d'Etats qui entrent en concurrence. Les formes d'Etat bridant le développement de la démocratie et les plus favorables aux capitalistes, correspondent aux pays émergents, mais aussi au capitalisme le plus puissant, les Etats-Unis. Entre les deux, on trouve les pays comme la France qui possède une tradition de lutte des classes très développée depuis la fin du XVIIIe siècle ou du milieu du XIXe siècle et qui a donné naissance à une République parlementaire, une République démocratique bourgeoise dans le cadre de laquelle les différentes classes combattent pour défendre leurs intérêts respectifs.

Pour les uns, l'absence de démocratie est un frein à leur développement, pour les autre, elle est devenue un handicap face aux premiers avec lesquels ils sont en concurrence sur le marché mondial. Telle est en gros la situation. Notons au passage que ce qui vient d'être dit confirme l'analyse de Marx et Engels sur le développement de l'humanité qui repose à la fois sur le développement des forces productive et la lutte des classes, le marxisme.

Pour en avoir confirmation si nécessaire, on peut observer que les pays où la lutte des classes n'est pas développé ou bien où elle a été entravée pendant des décennies (dictatures, régimes militaires, régimes semi féodaux), malgré les richesses naturelles dont ils disposent, ces pays figurent toujours au rang des pays les plus pauvres (Bolivie, Nigéria) ou au mieux des pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil), au mieux c'est vit dit puisque la majorité de leur population vit dans la pauvreté ou la misère.

La lutte des classes est donc à la fois un facteur de progrès économique et social, et un obstacle à l'enrichissement de la classe des capitalistes au sein de laquelle fait rage une concurrence féroce, dans un contexte qui demeure limité par le marché mondial tel qu'il existe. C'est cette contradiction qui s'exprime à travers la remise en cause des droits politiques du prolétariat dans les pays dits développés ou la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, la tentation d'étouffer toute forme d'opposition pour permettre aux capitalistes français ou aux capitalistes installés en France de concurrencer les capitalistes des pays où le prolétariat est exploité dans des conditions dignes du début du XXe siècle et ne dispose d'aucun droit politique.

La remise en cause des principes ou des valeurs qui ont été adoptés par la bourgeoisie au cours de la période du capitalisme ascendant,

correspond à la nécessité pour la classe dominante de remettre en cause les rapports établis entre les classes pour assurer la survie du système économique capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Bien que ce ne soit pas toujours le cas, on a là la confirmation qu'à l'origine de la politique ultra réactionnaire de Sarkozy se trouve bien une question économique.

Défendre les valeurs ou les principes que partagent ou qui définissent la République sans remettre en cause les fondements du capitalisme ou sans inscrire notre combat dans la perspective du règlement de la question économique qui est à l'origine de la politique réactionnaire du gouvernement, qui ne peut se traduire sur le plan politique que par le combat pour un Etat ouvrier et le socialisme, c'est laisser le champ libre à ceux qui ont entrepris de les liquider ou mêler sa voix à ceux qui n'ont d'autre horizon que le capitalisme, l'UMP, le PS et ses satellites. (A suivre)

2- Hamon craint-il que Bertrand pointe que le PS est aligné sur l'UMP ?

"*Moi je souhaite proposer à Mme Aubry un débat public sur cette question des retraites pour que l'on y voie clair*", a dit Xavier Bertrand sur France Inter.

"*J'aimerais bien aujourd'hui que Mme Aubry ne se réfugie pas dans les faux-fuyants, qu'elle n'invente pas des prétextes pour refuser d'aller sur une émission de télévision*", a-t-il ajouté.

Benoît Hamon a fermement rejeté ce lundi la proposition de "*débat*" sur les retraites adressée dans la matinée par le patron de l'UMP Xavier Bertrand. Pour Benoît Hamon, ce dernier "*se moque du monde*".

"*Ca confine au ridicule. La gesticulation démocratique de Xavier Bertrand me désole*", a ajouté Benoît Hamon. (Reuters et Lexpress.fr 20.09)

Tiens, à l'UMP ils ont détecté une faille dans l'argumentation du PS, trop fastoche, c'est la position de l'UMP !

La majorité des magistrats se mobilise.

Dix-sept syndicats et organisations du monde judiciaire français ont entamé lundi une grève du zèle dans les tribunaux pour demander davantage de moyens et protester contre la réforme de la procédure pénale.

Ils entendent appliquer strictement les règles de fonctionnement des juridictions, comme l'obligation de disposer d'un greffier à l'audience, pour protester contre l'engorgement de la chaîne judiciaire.

Cette action fait suite à une première journée d'action menée le 9 mars dernier, qui avait vu des milliers de magistrats, avocats, gardiens de prison et autres personnels de justice manifester dans toute la France.

La justice française a fonctionné en 2009 avec 6,6 milliards d'euros (2,5% du budget de l'Etat). Le Conseil de l'Europe classe la France au 35e rang sur 43 pour son effort financier en faveur de la justice.

Pour Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), le but du mouvement est d'adresser un message à l'opinion.

"*Le monde judiciaire veut exprimer son ras-le-bol sur l'absence de moyens donnés à la justice depuis des années. S'il n'y avait pas la conscience professionnelle de tout le monde, la machine pourrait s'arrêter de fonctionner*", a-t-il dit à Reuters.

Les protestataires demandent aux juges de faire en sorte que les audiences ne durent pas plus de six heures de suite et aux magistrats siégeant seuls de renvoyer l'examen des affaires devant des formations collégiales.

Le projet de réforme de la procédure pénale, avec notamment l'idée de supprimer le juge d'instruction, a été repoussé sine die. Alors qu'il était question d'une présentation au Parlement en 2011, aucune date n'est plus fixée.

Le gouvernement assure cependant que le projet est maintenu. Les magistrats s'inquiètent en outre du fait que, en raison de limitations de crédits, de nombreuses juridictions sont depuis plusieurs mois dans l'incapacité de payer leurs frais. (Reuters 20.09)

EDF : antisocial.

Selon Le Parisien/Aujourd'hui en France, EDF aurait privé les populations les plus défavorisés du tarif social de l'électricité qui leur est réservé.

Selon le quotidien, «*sur les quelque 3 millions de titulaires de la couverture médicale universelle complémentaire (CMUC), seuls 20 % ont*

obtenu le tarif social de l'électricité». Pire encore, selon lui «*le nombre de bénéficiaires est en chute libre. De 940.000 fin 2009 il est passé à 650.000 à la mi-2010*».

Début août, l'association de consommateurs UFC-Que Choisir avait déjà sonné l'alerte: «*Aujourd'hui seuls 31 % des ayant-droits en bénéficient car il est peu connu et le système pour l'obtenir et le conserver est un vrai parcours du combattant.*»

De son côté, EDF estime que la baisse vient avant tout des usagers eux-mêmes: «*Les ayants droit ont de moins en moins tendance à entreprendre les démarches.*» Même si l'électricien reconnaît avoir privé 6 000 foyers par an depuis cinq ans, soit 30.000 ayant-droit du tarif social.

L'article 2 du décret de 2004 prévoit que le calcul du montant du TPN doit se faire sur la base d'un abonnement simple ou heures creuses et pleines et d'une puissance maximale de 9 kVa.

D'après le Parisien, «*EDF a interprété le décret de telle façon qu'il a décidé d'exclure du TPN les usagers ayant souscrit un abonnement plus cher de type Tempo ou d'une puissance supérieure à 9 kilovoltampère [kVa]*».

Mais la recommandation du médiateur stipule que «*l'option tarifaire et la puissance souscrite ne sont pas des conditions d'éligibilité au TPN.*»

EDF déclare qu'il va reconsidérer sa position. (Libération.fr 20.09)

Au fait, les syndicats (le CE) n'étaient pas au courant ? Mais l'UFC-Que Choisir l'était ! C'est comme les 800 millions d'euros ou davantage escroqués chaque année à la Sécu par des laboratoires, cliniques privées ou autres praticiens sans scrupules, les syndicats gèrent la Sécu et les organismes sociaux avec les patrons et le gouvernement et ferment les yeux, il faut bien caser et payer la tripotée de bureaucrates pourris qui parasitent les syndicats, idem pour les gros CE qui brassent des millions d'euros.

Fin de la grève chez Vente-privee.com.

Le mouvement aura duré trois jours. Les salariés grévistes de Vente-privee.com, le site internet spécialisé dans le déstockage de grandes marques et la vente évènementielle, ont repris le travail ce lundi en fin d'après-midi sur le site logistique du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis).

Pour le PDG, Jacques-Antoine Granjon, le mouvement est parti d'un «*manque de communication*». «*Un changement d'horaires a été proposé aux délégués du personnel, et a par la suite été mis en place par l'équipe de management de l'entrepôt*», explique le patron du site. «*Certaines femmes se sont retrouvées avec des horaires nocturnes, ce qui, pour moi, est hors de question*». Pour régler ces problèmes de sécurité et de vie de famille, la direction s'est engagée à ce que les tranches de travail les plus tardives (13h50-21h) ne soient plus attribuées aux femmes.

Concernant le treizième mois de salaire, Jacques-Antoine Granjon explique que «*cette question sera abordée au moment de la négociation salariale annuelle au mois de janvier*». Le représentant de la CGT avait déclaré un peu plus tôt à l'AFP que les employés avaient obtenu ce treizième mois. «*Aujourd'hui, certains sont déjà payés sur 14 mois, avec la prime au mérite*», souligne toutefois le PDG de Vente-privee.com.

Le salaire annuel d'un manutentionnaire employé par le groupe est de 26.000 euros bruts en moyenne, soit 19.500 euros bruts de salaire, plus 3000 euros bruts de prime au mérite et 3500 euros de participation, détaille Jacques-Antoine Granjon, qui regrette cette grève «*inutile*». «*Ma porte est toujours ouverte pour discuter des problèmes du quotidien*», conclut-il. (Lefigaro.fr 20.09)

Commentaire d'un internaute.

26 000 euros bruts moins 6 500 euros de primes et de participation (revenus aléatoires par nature), cela nous fait 19 500 euros bruts par an, soit 1 625 euros bruts par mois, je dirais même que c'est un peu faible à mon sens.

Commentaire.

Ce n'est certes pas la panacée, mais il s'agit d'emplois sans qualification, si vous ajoutez le salaire de la conjointe, vous n'êtes pas encore rendu au point de crier misère et de vous mobiliser, ceci permet peut-être de comprendre cela, non ? Je ne dis pas qu'il faudrait forcément que la classe ouvrière en soit rendue à l'état de misère pour se mobiliser, mais en l'absence d'une conscience politique développée, ceux parmi les militants qui espèrent encore qu'un miracle se produise peuvent encore attendre longtemps !

C'est l'une ou l'autre situation ou les deux à la fois qui peuvent aboutir à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, en leur absence, le capitalisme a encore de beaux jours devant lui. Il faut commencer par regarder la réalité en face avant de partir dans de vouloir élaborer de nouvelles théories ou de vouloir "inventer" une nouvelle voie ou je ne sais quoi, on sais ce qu'il en est...

Russie.

Le ministre russe des finances, Alexeï Koudrine, a annoncé, lundi 20 septembre, son intention de supprimer plus de 100 000 postes de fonctionnaires en trois ans, espérant réaliser près de 43 milliards de roubles d'économies (plus d'un milliard d'euros).

Fin juin, le président russe, Dmitri Medvedev, avait appelé à réduire de 20 % le nombre de fonctionnaires au cours des trois prochaines années en Russie, un pays miné par la corruption, notamment au sein de la bureaucratie. En décembre 2009, il avait aussi lancé une réforme de la police prévoyant notamment une réduction de 20% des effectifs du ministère de l'Intérieur d'ici à 2012. (Lemonde.fr 20.09)

Haut de page

Le 22 septembre

Dans le graphique plus haut, on voit très bien que la part des exportations allemandes a nettement augmenté à partir du passage à l'euro qui a profité aux pays dont la monnaie était la plus forte, dont l'Allemagne. Envoyez-nous votre témoignage sur le déroulement de la journée de mobilisation demain, merci d'avance. Certains commentaires choqueront peut-être quelques militants habitués à bien des compromis qui ne veulent pas dire leurs noms, vous voulez combattre classe contre classe, contre la collaboration de classes, et bien c'est ce à quoi nous nous appliquons à faire ici.

On passe directement aux infos en bref.

Dernier point retraite et rappel.

Une réunion de l'intersyndicale est programmée pour vendredi pour décider des suites à donner au mouvement.

Bernard Thibault, qui appelle de ses voeux des "*assemblées de personnel*" dans les entreprises jeudi, ne veut pas entendre parler de "*grève générale*". "*Nous ne faisons pas dans le slogan*", a-t-il dit lundi, visant à mots couverts FO.

Même si les piques sont légion, les huit organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, Unsa) tentent de préserver leur unité, pour contrer ce qu'elles appellent un "*moment noir de l'histoire sociale*" de France.

"*Il y a des tentatives de lancer un mouvement reconductible mais elles sont aujourd'hui très minoritaires (...) Les organisations qui comptent, CGT, CFDT ou Unsa, ne sont pas sur cette ligne*", constate une source gouvernementale.

Pour autant, ajoute-t-on, "*il n'y aura pas d'éclatement du front syndical, car personne n'y a intérêt*". (Reuters 21.09)

CGT, CFDT ou Unsa, ils auraient très bien pu dire : PS, MRC, PRG, PG, PCF !

L'aristocratie ouvrière, c'est quoi ? Réponse. Qui finance les appareils pourris des syndicats ? Nous avec l'aval de l'Etat !

Dans un pré-rapport, la Cour des comptes fait le bilan, trois ans après une première enquête qui avait mis en cause le fonctionnement et la gestion de la Caisse centrale des activités sociales (CCAS), pilotée par la CGT. Et le constat est sévère, selon *Les Echos* datés de ce mardi.

Ce pré-rapport offre «juste la description clinique d'une institution livrée à elle-même, sapée par les gaspillages et les dysfonctionnements en tout genre», écrit le quotidien.

Au centre des critiques, le système de financement de la CCAS. Cette dernière touche chaque année 1% des ventes de gaz et d'électricité. Un prélèvement qui s'est accru mécaniquement de 100 millions d'euros au cours des dix dernières années, sous l'effet des hausses des prix de l'énergie, calculent Les Echos.

En 2010, le budget s'élève ainsi à 470 millions, essentiellement pour financer les cantines, les centres de vacances et les loisirs de près de 700.000 électriciens-gaziers et de leurs familles.

Pourtant, «*le CE d'EDF a essuyé l'an dernier un déficit de 32 millions*», avance le quotidien, et selon un membre du CCAS cité, «fin 2010, le déficit sera proche de 70 millions».

Une réforme visant à simplifier l'organisation a été mise en place mais, selon Les Echos, elle n'a pas conduit à une baisse des effectifs, qui sont même passés de 3.541 à 3.929 en 2009. Les sages de la rue Cambon s'inquiètent aussi du montant des études et conseils (22 millions d'euros entre 2007 et 2009) pour accompagner cette réforme. Le pré-rapport interroge aussi le financement et l'utilisation d'un fonds du

«*comité de coordination*», la structure chargée de répartir le produit du 1% entre la Caisse centrale et ses différentes antennes décentralisées. (20minutes.fr 21.09)

Il y a quelques jours on m'a reproché de me moquer de LO alors que de son côté la presse aux ordres avait critiqué le mystère ayant entouré la mort de son principal dirigeant il y a un an. Là, c'est le journal patronal *Les Echos* et j'imagine l'ensemble des médias qui pointe du doigt le CE d'EDF, donc il ne faudrait pas relayer cette information.

Pour *Les Echos* et les médias, balancer cette info trois jours avant la mobilisation du 23 n'est peut-être pas un hasard. Pour nous, c'est montré comment l'Etat et les appareils s'entendent comme larrons en foire pour subordonner les fonctionnaires au capitalisme et aux institutions. Vous vous demandiez peut-être pourquoi, comment et d'où provenaient les soutiens dans les syndicats aux Thibault, Chérèque, etc., vous avez là une partie de la réponse.

Ce n'est pas seulement avec le financement par l'Etat des syndicats qu'il faut en finir, mais aussi avec les Comités d'entreprise qui sous couvert d'information au personnel sur la marche de l'entreprise et d'oeuvres sociales, collabore avec le patronat ou le gouvernement, finance des milliers de bureaucrates syndicaux à la solde des appareils contre-révolutionnaires, sans parler des détournements de fonds, 22 millions d'euros dépensés entre 2007 et 2009 pour des "*études*" ou des "*conseils*", c'est délirant, c'est tout bonnement scandaleux et intolérable !

A l'opposé des ennemis de la classe ouvrière qui tireront de cette situation qu'il faut supprimer les syndicats, nous dirons que c'est aux syndiqués de se réapproprier leurs syndicats pour en faire des outils d'organisation de la classe dans la perspective de l'émancipation du salariat.

Lock-out et "*grève*" bien orchestrés.

La direction du groupe Total a décidé mardi de fermer le dépôt pétrolier de Chignin (Savoie), bloqué par des manifestants depuis lundi dans le cadre du mouvement de contestation contre le projet de réforme des retraites, a-t-on appris auprès de la préfecture. "*La direction a décidé de fermer le dépôt jusqu'à nouvel ordre*", a indiqué à l'AFP un porte-parole de la préfecture.

La préfecture a également retiré le dispositif de sécurité mis en place suite au refus de la direction du groupe de saisir en référé la justice pour faire intervenir les forces de l'ordre. Mardi après-midi, seule une petite dizaine de manifestants, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO et Sud des agents territoriaux de Chambéry, se maintenait devant l'entrée du dépôt, selon la préfecture.

Mercredi, "*nous y retournerons pour vérifier si le site est bien fermé*", a assuré à l'AFP le secrétaire CGT des agents territoriaux, Alain Goubet. Ce blocage "*ne perturbe pas le système de distribution des hydrocarbures*" a précisé le porte-parole. "*La direction du site a pris des dispositions pour réapprovisionner ses gros clients et un certain nombre de chargements ont été détournés sur d'autres sites*", a-t-il ajouté. (Lepoint.fr 21.09)

Bref, direction, préfecture et CGT se sont entendus pour que cette "*grève*" n'ait aucune conséquence et ne serve à rien.

A défaut d'être organisée, la jeunesse se mobilise spontanément.

Lundi, ils étaient 250 à bloquer les entrées des lycées Georges-Cormier et Jules Ferry à Coulommiers en Seine-et-Marne.

Un mouvement de protestation lié à leurs emplois du temps, indique Le Pays Briard. « *On fait ça parce que c'est la seule manière qu'on a trouvé pour être écoutés* » explique Elodie, élève en terminale.

Des emplois du temps qui ne permettraient pas à certains élèves de prendre leurs repas à midi. Ce qui pour Charlène, une autre lycéenne, « *est inadmissible* ».

L'appel au blocage des lycées a démarré sur Facebook, où une page a été crée par quelques lycéens columériens. (Lepost.fr 21.09)

Elle n'est pas belle la vie dans le vieux monde ?

Les Français qui vivent en appartement sont heureux chez eux. Ils sont en effet 84% à déclarer se sentir bien dans leur immeuble (dont 48% tout à fait bien), d'après un sondage effectué par Ipsos Observer pour l'Observatoire national du bien-être dans les immeubles et dévoilé ce mardi.

D'après l'étude annuelle, «*ceux qui se sentent bien ou tout à fait bien sont plutôt propriétaires de leur logement*», et bénéficient des revenus les plus élevés. «*Ils sont également plutôt seniors*», ajoute l'étude. S'ils sont heureux, c'est d'abord grâce à la tranquillité de leur immeuble (57%), qui comprend du calme, un voisinage sympathique et un sentiment de sécurité. Viennent ensuite l'environnement (habitat en centre-ville, à proximité de commerces, d'espaces verts) pour 35% des Français et la conception de leur logement (29%). (20minutes.fr 21.09)

Où ont-ils réalisé ce sondage d'après vous : à Neuilly-sur-Seine ou à la Courneuve ?

Le PS.

1- un parti "*révolutionnaire*", foi de Fillon !

«*Voir ce week-end des membres du Parti socialiste et du Nouveau parti anticapitaliste souligner leur complicité, c'est le signe que la nostalgie révolutionnaire a encore quelques restes*», a affirmé le Premier ministre, devant les parlementaires centristes à Nice. (Libération.fr 21.09)

Mais le PS a encore un rôle important à jouer dans la survie des institutions. On se passerait bien du soutien empoisonné du PS sur les retraites... pour faire passer l'allongement de la durée de cotisation. Mais comment s'en passer, ne serait-il pas incontournable, indispensable ? Grand dieu, quel drame affreux ! Allez donc demandez ce qu'en pensent les victimes du franquisme (lire plus loin), le PS ou le PSOE, c'est du pareil au même !

2- M. Aubry dans une interview accordée ce mardi à la République des Pyrénées :"*La crédibilité sur le plan économique a changé de camp (...) Chacun sait que non seulement nous savons gérer, mais également faire des choix.*" (Lepost.fr 21.09)

Ah oui pour "*gérer*" la société et faire des "*choix*" pour le compte du capitalisme, vous avez une longue expérience derrière vous !

3- «*Il existe des républicains sincères à droite aussi. Nombreux parmi ceux-là ont jusqu'ici fermé les yeux, préférant ne voir que des dérapages. Ils constatent désormais qu'il s'agit bien de dérives*», a lancé Jean-Marc Ayrault à Pau dans un discours lors des journées parlementaires du PS.

«*Je les appelle - avec humilité - à forcer leur courage. A sortir du rang*», a-t-il exhorté. (Libération.fr 21.09)

Deux jours plus tôt c'était Royal qui lançait "*on peut rassembler au-delà de la gauche et tous les républicains*", au-delà des républicains qu'est-ce qu'il y a, peut-être les monarchistes, les nostalgiques de l'Ancien régime, les curés ? Ne rigolez pas comme des baleines, c'est très sérieux, certains parmi eux avaient pris partie pour la République, que ce soit en 1789 ou en 1940, et il y a aujourd'hui des châtelains qui sont des élus de la République, des maires ! Des gens bien, pardon "*juste*", qui aime le peuple de France, de vrais progressistes !

4- Pour Marie-Ségolène Royal, Strauss-Kahn "*c'est la candidature la plus plausible*", "*Il faut dire aussi que DSK est le meilleur*." (Lepost.fr 21.09)

Elle voulait sans doute dire le meilleur candidat potentiel du capital en période de crise ouverte, donc celui du PS !

La "*meute*" des prédateurs est lâchée.

Pierre Gattaz, président du Groupement des fédérations industrielles (GFI), l'organisation professionnelle qui regroupe les fédérations industrielles représentant 85 % de l'industrie française, appelle à une «*solidarité citoyenne*» entre les entreprises.

«*Il faut chasser en meute sur les marchés émergents, plaide Pierre Gattaz. Les grands groupes du CAC 40 doivent embarquer leurs fournisseurs stratégiques. Les grandes entreprises entraînent les moyennes entreprises. Les moyennes entreprises, les petites entreprises*». (Lefigaro.fr 21.09)

Patron dès le biberon ou sous le régime de l'auto-exploitation à outrance.

Ce sera effectif au 1er janvier 2011. Les mineurs âgés de 16 ans au minimum pourront monter et gérer eux-mêmes leur entreprise, selon *Le Parisien* daté de ce mardi. Le nouveau dispositif a été présenté lundi par Hervé Novelli, secrétaire d'Etat au Commerce, à Bercy.

Jusque là, les moins de 25 ans, qui représentent 6% des entrepreneurs, ne pouvaient monter leur entreprise que grâce au nom d'un adulte ou en s'y associant. Et ils ne pouvaient pas la diriger.

Le nouveau dispositif sur «*l'entreprise individuelle*», voté en juin 2010, «*change la donne*», précise *Le Parisien*. Dès le 1er janvier prochain, le jeune entrepreneur pourra remplir les formalités en son nom, sous le statut d'auto-entrepreneur ou d'entreprise individuelle à responsabilité limitée (la nouvelle EIRL).

Il devra toutefois disposer d'une autorisation des deux parents (ou de son administrateur légal). Cette dernière devra être délivrée par acte sous seing privé ou par acte notarié, et listera également les achats autorisés. (20minutes.fr 21.09)

Cela fait penser aussi à l'économie informelle qui serait juste enregistrée, encadrée par la loi.

Espagne. Le PSOE blanchit une nouvelle fois les crimes du franquisme.

L'Espagne a refusé, mardi, devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, d'enquêter sur les disparus de la guerre civile et de la répression franquiste, s'opposant ainsi à une recommandation faite en mai par plusieurs pays latino-américains. En mai, cinq pays latino-américains avaient demandé à Madrid, dans le cadre de la procédure d'examen périodique universel (EPU) que mène le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, d'enquêter sur ces crimes.

L'ambassadeur espagnol auprès de l'ONU, Javier Garrigues, a souligné devant le Conseil que les juges et tribunaux espagnols instruisaient et jugeaient "*toutes les dénonciations de disparitions (...) selon les principes qui régissent la fonction judiciaire en Espagne*" selon la loi et le droit espagnols. Or l'Espagne a voté en 1977, deux ans après la mort du dictateur Francisco Franco, une loi d'amnistie générale qui, selon l'Espagne, vise les crimes du franquisme. (Lepoint.fr 21.09)

Normal, le franquisme fut le produit de la complicité du PSOE (notamment) avec Franco pour assurer la survie de l'Etat bourgeois en Espagne en 36.

Question à cent balles : d'après vous, un parti au pouvoir qui n'a pas aboli les institutions franquistes (les Cortes), qui refuse que les auteurs des crimes du franquisme soient recherchés et poursuivis, est-ce un parti ouvrier ?

Grèce.

Plus de 2.000 camionneurs grecs défilaient mardi vers le Parlement, dans le centre d'Athènes, au neuvième journée de manifestations contre les réformes prévues dans le marché du travail. (AP 21.09)

République tchèque.

Plus de 40 000 fonctionnaires ont défilé des les rues de Prague ce mardi 21 septembre 2010 en République tchèque. Une grande journée de mobilisation pour protester contre les coupes budgétaires prévues en 2011 par le gouvernement de Petr Necas. Parmi les mesures les plus contestées, il y a le projet de réduire de 10% les moyens destinés à la fonction publique faisant craindre aux syndicats une baisse des salaires.

Les dix millions de Tchèques n'ont pas l'habitude de manifester en masse. Et avec au moins 40 000 participants dans les cortèges à Prague, les syndicats de fonctionnaires ont réussi leur journée de mobilisation.

Sous un ciel bleu où vrombissaient les hélicoptères, pompiers, policiers, enseignants, personnel de santé et même employés du ministère de la Défense, ont dit « *non* » aux baisses de salaire de 10 à 40%, projetées par le gouvernement de centre-droit pour le budget 2011.

Quelques policiers ont réussi à forcer un instant les grilles du ministère de l'Intérieur. Mais ailleurs, au cœur de la vieille ville de Prague, sur les ponts enjambant la Vltava, c'est aux sons des vuvuzelas et dans la bonne humeur que les fonctionnaires ont fait connaître leur message : « *Peut-on nous prendre encore quelque chose alors que, depuis vingt ans, nos salaires sont si bas que nous perdons le respect de nos élèves* », a déclaré une enseignante.

« *Moins de moyens, moins de protection* », pouvait-on lire sur la banderole des syndicats de policiers tandis que médecins et infirmières continuaient de menacer de partir à l'étranger. Les fonctionnaires tchèques se disent conscients des économies à réaliser pour réduire les déficits publics, mais plutôt que les services sur le terrain, ils aimeraient bien voir maigrir la bureaucratie des ministères. (RFI 21.09)

Egypte. Népotisme ou la monarchie Moubarak.

Une manifestation d'opposants à une possible succession héréditaire du président égyptien Hosni Moubarak par son fils Gamal a été violemment réprimée mardi 21 septembre au Caire. Au moins une manifestante aurait été violentée et plusieurs autres arrêtés selon AP.

Environ 300 personnes s'étaient rassemblées à proximité du palais Abdine, dans le centre de la capitale, résidence présidentielle officielle. Ils avaient été empêchés d'avancer par plusieurs milliers de policiers, tandis que tous les accès aux abords du palais étaient bloqués.

Ce rassemblement réunissait des militants du mouvement Kefaya ('Assez', en arabe égyptien), des militants de gauche ou des membres de partis d'opposition. Le mouvement des Frères musulmans, principale organisation d'opposition, interdit mais toléré dans les faits, n'était pas présent.

L'Egypte doit connaître en novembre des élections législatives, qui seront suivies l'an prochain d'un scrutin présidentiel. (AP 21.09)

Russie.

La Russie va dépenser 466 milliards d'euros pour l'achat d'armements neufs de 2011 à 2020, a déclaré mardi 21 septembre le ministre de la défense russe Anatoli Serdioukov. '*C'est la somme minimale pour nous permettre de doter les forces armées d'armements modernes*', a-t-il déclaré. (Lemonde.fr 21.09)

Haut de page

Le 23 septembre

Retraites. Le prix de la privatisation des retraites.

Résultats d'une étude que vient de réaliser le cabinet Deloitte pour le compte d'Aviva, le sixième assureur mondial.

Ses experts ont réalisé une série de projections pour estimer la somme que devrait idéalement épargner chaque Européen pour s'assurer un train de vie décent (avec, on s'en doute, cette arrière-pensée un peu cynique : il faut acheter des produits financiers aux professionnels de l'assurance). Ainsi, en moyenne, le Français qui se verrait comme une fourmi a tout intérêt à épargner 8 000 euros par an pour compléter sa retraite future. (Lepoint.fr 22.09)

Alors que 75% environ des travailleurs ont un salaire mensuel inférieur à 2 000 euros...

Des classes et des profs pas des flics !

Les ministres de l'Intérieur et de l'Education nationale Brice Hortefeux et Luc Chatel ont installé lundi un policier-référent au lycée de La Mare Carrée à Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne).

Les ministres ont été accueillis par les sifflets des professeurs et les huées des élèves.

Le Parisien.fr précise que les professeurs ont scandé au passage des ministres des slogans hostiles: "*Les policiers hors du lycée!*" (Lepost.fr 22.09)

PS. L'alternance par "*défaut*" pour assurer la "*stabilité*" du régime.

"*Face à ce grand désordre*" que provoque la majorité en France, "*notre devoir c'est d'être un pôle de stabilité, d'incarner la confiance et la sérénité*", a déclaré M. Aubry devant les parlementaires socialistes réunis à Pau.

Elle ne se fait guère d'illusions et nous non plus : "*Nous ne voulons pas seulement une victoire par défaut*", a-t-elle assuré. (Reuters 22.09)

Le "*mandat*" du PS : collaborer avec l'UMP à l'élaboration de lois scélérates ou liberticides.

Le porte-parole des députés PC et apparentés, Roland Muzeau, a proposé mardi à ses collègues PS et Verts de boycotter les instances de l'Assemblée, notamment la Conférence des présidents qui se réunit chaque semaine pour arrêter l'ordre du jour.

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, a dit mercredi accepter cette proposition.

"*Oui, nous allons boycotter la Conférence des présidents. Nous n'y reviendrons que quand il y aura eu une discussion sérieuse sur la manière de traiter les députés de l'opposition et les non inscrits*", a-t-il déclaré par téléphone à Reuters.

"*Mais nous irons en séance et en commission car nous ne voulons pas faire la grève de notre mandat qui nous a été confié par les Français*", a poursuivi le président du groupe socialiste, radical et citoyen (SRC).

Bernard Accoyer a trouvé cette attitude "*surprenante*".

"*S'il y en a un qui doit être heurté, c'est moi*", a-t-il dit sur La Chaîne Parlementaire (LCP) et France Info en rappelant que la date du vote de la réforme des retraites avait été fixée d'un commun accord avec tous les partis. (Reuters 22.09)

Tiens donc, le PS et le PC avec leurs relais à la direction des syndicats nous avaient expliqué que le calendrier sur la contre-réforme des retraites leur avait été imposé par le gouvernement.

Racket des capitalistes. Assurance, tarif en forte hausse.

La majorité des compagnies d'assurances ont déjà annoncé des hausses pour leurs contrats automobiles. Elles s'apprêtent à en faire autant en multirisque habitation, entre 5 à 10 % en 2011. (Lefigaro.fr 22.09)

La gouvernement épargnent les banquiers.

La taxe sur les banques rapportera 504 millions d'euros à l'Etat français en 2011, 555 en 2012 et 810 en 2013, déclare la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, dans un entretien aux Echos à paraître jeudi.

Elle sera déductible de l'impôt sur les sociétés, précise Christine Lagarde. (Reuters 22.09)

Ouf ! J'ai lu récemment qu'une grande partie de leurs profits provenaient directement des taxes liées à la gestion des comptes de leurs clients. Ils n'auront qu'à les augmenter pour nous la faire payer, comme cela on se fera rançonner une deuxième fois.

N'oublions pas qu'une banque ne produit aucune richesse, que tout ce qu'elle possède provient d'un vol... légal, à l'opposé de leur expropriation pour récupérer notre argent qui est illégale, la révolution a bien pour objet de briser cette légalité pour faire valoir nos droits, récupérer ce qui nous appartient collectivement.

A ce tarif-là, la vie elle n'est pas belle en régime capitaliste ?

L'enveloppe globale d'intéressement pour les 18.000 salariés du groupe Total atteint 98 millions d'euros, au titre des résultats de l'entreprise en 2009. Après régularisation, le minimum d'intéressement s'élèvera à 5.000 euros, le maximum à 7.300 euros par salarié. (Libération.fr 22.09)

Le ministère de l'Injustice accusé de subordination de témoin.

Marche arrière. Christophe Bénard, un témoin à charge du procès des tireurs de Villiers-le-Bel (Val d'Oise) où quatre jeunes ont été condamnés à des peines de 3 à 15 ans de prison, en juillet, s'est rétracté.

"*Mon client a fait un faux témoignage sous la pression du parquet et des policiers, a déclaré ce mercredi Me Alexandra Hawrylyszyn, son avocate. Je vais déposer plainte contre X la semaine prochaine pour subornation de témoin.*"

La procureure de Pontoise, Marie-Thérèse de Givry, a affirmé que Christopher Bénard n'a subi "*aucune pression de la part du parquet*".

Christopher Bénard avait déposé à la barre à visage découvert lors du procès des tireurs de Villiers-le-Bel. Défendu à l'époque par Me Gilbert Collard, il avait repoussé plusieurs fois son témoignage, réclamant une protection policière.

Le jeune homme s'était finalement présenté pour déclarer avoir entendu deux des accusés discuter de l'affaire et reconnaître les faits alors qu'ils se trouvaient dans les geôles de la cour d'appel de Versailles, alors en attente d'une décision de la chambre de l'instruction. "*Il les a entendu discuter mais nullement avouer, au contraire explique Me Alexandra Hawrylyszyn. L'un d'eux a dit que ce n'était pas lui pusiqu'il était à la mosquée*". (Lexpress.fr 22.09)

Les meilleures intentions du monde soulagent la souffrance, mais sans direction politique elles contribuent inconsciemment à la prolonger.

En France, douze millions de bénévoles s'engagent chaque année dans quelque 800 000 associations à but non lucratif. (Lemonde.fr 22.09)

La guerre de rapine du capitalisme financier contre les peuples continue.

Le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne ont emprunté 21 milliards d'euros depuis le début du mois. Les rendements ont atteint des niveaux historiques, au-dessus des 6 % pour les obligations à 10 ans. (Lefigaro.fr 22.09)

Haut de page

Le 24 septembre

Complément de la mi-journée.

J'ai mis en ligne deux contributions supplémentaires. LO ne propose absolument rien dans son communiqué, le néant ! Je suis allé sur le site du NPA, rien, sur celui du POI, rien, sur celui du PG, rien... Ils sont tous suspendus aux basques des appareils pourris des syndicats. En aparté, j'ai noté le titre d'un article du NPA *États-unis. Obama à la peine*, le malheureux Obama plein de bonne volonté, ben voyons ! Quand on a lu les articles du Réseau Voltaire sur les liens de la famille Obama et d'Obama lui-même avec la CIA, sur le financement de sa campagne électorale par le gratin de l'aristocratie financière américaine (à télécharger dans le site), on se dit que les dirigeants de ce parti sont vraiment en dessous de tout.

Mailly se moque des militants : qui peut croire qu'une grève de 24h suffira à faire reculer le gouvernement en sachant que le lendemain matin tout rentrera dans l'ordre ? Le sachant, parce que les travailleurs ne sont pas complètement débiles, la plupart n'y participeront pas, de plus, la plupart n'ont même pas les moyens de faire grève, il faudrait que le pays soit paralysé pendant plusieurs jours ou semaines pour conduite la majorité des travailleurs à faire grève, et encore il faudrait qu'ils y soient pratiquement obligés par la force des choses (absence de moyens de transport, pénurie de stock pour alimenter les postes de travail, lock-out décidé par les patrons, etc.).

"*Nous souhaitons une journée de grève unitaire à l'appel des syndicats*", a déclaré Jean-Claude Mailly sur France Info. "*Je ne suis pas sûr que ce soit la position de la majorité des syndicats*", a-t-il ajouté.

"*Avoir le sentiment que, sur 24 heures, le pays a tourné au ralenti, ça peut amener le gouvernement à évoluer*", a estimé le secrétaire général de FO. (Reuters 24.09)

En 2003 Blondel avait attendu deux mois et que la mobilisation faiblisse pour appeler à la grève générale avec les conséquences que l'on sait. Les militants ou cadres du POI qui sont présents dans les instantes dirigeantes de FO vont-ils (une nouvelle fois) voter la prochaine résolution de la direction confédérale proposée par Mailly et ainsi légitimer la participation de FO aux "*négociations*" avec le gouvernement et le patronat, autrement dit soutenir Sarkozy ?

Pour Dominique de Villepin, le gouvernement doit faire des concessions sur le deuxième volet de la réforme, le report de 65 à 67 ans de l'âge légal pour l'obtention d'une retraite à taux plein.

"*On peut améliorer cette réforme en s'attaquant au deuxième seuil*", a déclaré l'ancien Premier ministre sur Canal Plus.

"*Le gouvernement doit savoir faire ce que je n'ai pas su faire au moment du CPE, c'est-à-dire un compromis*", a-t-il ajouté. (Reuters 24.09)

Demain Sarkozy peut même revenir sur la remise en cause des 60 ans, cela ne lui coûterait rien si dans le même temps il n'annulait pas l'allongement de durée de cotisation, car personne ou presque demain ne pourra partir avant 65 ou 70 ans. Admettons qu'un jeune poursuive ses études jusqu'à 22 ou 23 ans, ajouter 42 annuités, vous arrivez à 64 ou 65 ans, ajoutez au cours de ces quatres décennies de travail une période cumulée d'un ou deux ans de chômage et vous voilà rendu à 66 ou 67 ans, en étant optimiste ! En aucun cas, sauf quelques rares exceptions, il ne sera possible demain à un travailleur de partir à la retraite à taux plein avant au moins 65 ans.

Inutile d'évoquer la proposition du PG reprise semble-t-il par le PS d'un "*référendum*", qui aurait pour résultat de démobiliser et diviser les travailleurs comme ce fut le cas avec celui organisé sur la privatisation de La Poste... pour finalement aider Sarkozy à faire passer sa loi.

"*En démocratie, seul le vote du peuple peut défaire ce qu'un vote du peuple a fait*" a écrit le PG dans un tract, ils ont déjà oublié comment le Traité de Lisbonne fut adoptée par Sarkozy, passons, ils oublient une chose, c'est que dans cette démocratie au service des capitalistes il ne sera jamais proposé au peuple de voter une loi portant atteinte aux intérêts fondamentaux du capital, or la liquidation du système de retraite par répartition au profit d'un système par capitalisation qui permettrait aux compagnies d'assurances et autres fonds de pension de gérer les centaines de milliards d'euros que représentent les retraites, est une priorité pour le capitalisme français et pour l'Etat endetté jusqu'au cou, afin à la fois de pouvoir concurrencer les capitalistes des pays où la main d'oeuvre est meilleure marché et pour attirer de nouveaux investisseurs s'ils ne veulent pas que le chômage continue de progresser ou demeure au niveau actuel qui est lourd de menace sur le plan social et politique.

C'est marrant, ce sont ceux qui sont les plus prompts à parler de la "mondialisation" qui sont les premiers à en oublier les conséquences au niveau de chaque capitaliste et chaque Etat ! A les entendre, on pourrait parvenir au socialisme par un bulletin de vote, alors que nous savons par expérience que seule une révolution prolétarienne permettra d'avancer vers le socialisme.

La causerie du matin.

Je suis un peu loin pour rendre compte de la journée d'hier et de la situation, je fais ce que je peux !

Bataille de chiffres autour du nombre de manifestants hier entre le gouvernement et les syndicats.

Question : les menteurs Thibault et Chérèque valent-ils mieux que les menteurs Sarkozy et Woerth ?

En réalité les deux racontent n'importe quoi et ce n'est certainement pas un hasard. Avant même que les manifestations ne commencent le gouvernement affirmait qu'il y avait moins de participation que le 7 septembre (La présidence avait déjà estimé que la mobilisation était «en baisse», alors même que les manifestations n'étaient pas terminées. - 20minutes.fr 23.09), et les syndicats de leur côté indiquaient qu'il y en avait davantage, chacun avait dû consulter une boule de cristal ou une voyante la veille au soir !

Pour le gouvernement, la barre symbolique du million ne devait pas être franchie, il a donc décidé d'arrêter les compteurs à 997 000 manifestants, quelle précision ! Pour le syndicat, c'était la barre des 3 millions qu'ils visaient, ils ont donc monté les compteurs jusqu'à 2,9 millions.

Le journal Libération fournit une explication.

Au printemps 2006, lors d'une manifestation contre le CPE, nos confrères du Parisien ont voulu en avoir le cœur net. Ils ont pris des photographies depuis la nacelle d'une grue élévatrice placée à hauteur du pont d'Austerlitz, point de passage obligé. En comptant sur chaque cliché le nombre de personnes situées entre deux banderoles, ils ont trouvé un chiffre de 40% inférieur à celui des syndicats, et de 20% supérieur à celui de la police. (Libération.fr 23.09)

Laissons de côté le décompte effectué par un huissier à Albi pour le compte de la police, son "*pouce*" a dû être "*usé*" avant la fin de la manifestation :

La police s'est adjoint les services d'un huissier pour compter en même temps qu'elle les manifestants qui défilaient jeudi à Albi contre la réforme des retraites et pour prendre en défaut ceux qui l'accusent de tricher sur les chiffres, a-t-on appris de source policière.

'Je me suis positionné dans un endroit du défilé plutôt resserré et étroit afin de compter fiablement', a expliqué l'huissier, Laurent Vialelle, dépêché dans les rues d'Albi avec une collègue. 'J'étais muni d'un appareil de comptage pour donner une impulsion à chaque tête qui passait. J'en ai usé mon pouce !', a-t-il ajouté. Il a admis 'une marge d'erreur de 100 personnes car, à certains moments, la grappe humaine était plus compacte'. Résultat de l'opération : 4 380 manifestants selon l'huissier, 4 200 selon la police, 20 000 selon les syndicats. (Lemonde.fr 23.09)

Si on appliquait la méthode du journaliste du *Parisien*, on arriverait à des chiffres fantaisistes ! Bref, dans ce pays personne n'est capable de se servir d'un appareil photo ou d'une caméra... ou ne sait compter !

Plus sérieusement, cette journée de mobilisation a été un succès incontestable. Rien que le nombre de manifestations dans tout le pays, 231, démontre le refus de l'immense majorité des travailleurs d'accepter le projet de loi du gouvernement sur les retraites. Si la participation aux manifestations a été aussi ou plus importante que le 7 septembre, il a été noté que le nombre de grévistes avait diminué, l'écart entre les deux a été comblé par une plus forte mobilisation de la jeunesse contre le gouvernement, ce qui permet de dire que la mobilisation a pris ou est en train de prendre une tournure politique, ce que les dirigeants des syndicats et du PS ainsi que ses satellites voulaient éviter à tout prix.

La jonction des travailleurs et de la jeunesse est le pire scénario qui soit pour le gouvernement et ceux qui le soutiennent, car elle pose la question des moyens à mettre en oeuvre pour obtenir satisfaction aux revendications de l'ensemble des couches du prolétariat et les dresse contre le gouvernement qui constitue dès lors l'objectif à abattre. Se trouve donc posée la question de la grève générale ou de la mobilisation générale pour chasser Sarkozy et son gouvernement, qu'il faut situer dans la perspective (immédiate) de l'organisation du prolétariat et sa jeunesse pour constituer ses propres organismes de pouvoir politique, les piliers d'un Etat ouvrier, d'une République sociale ou socialiste.

Thibault, Mailly et Chérèque dans leur rôle de dirigeants contre-révolutionnaires se sont empressés d'appeler le gouvernement à accepter d'ouvrir des "*négociations*", afin de désamorcer la mobilisation dont le contrôle risque de leur échapper à tout moment désormais. (extrait du communiqué de la CGT : "*Le président de la République et les parlementaires doivent prendre l'exacte mesure de l'exaspération provoquée par une loi inspirée exclusivement par les positions du Medef*"- Lemonde.fr 23.09). Ils demandent également que les parlementaires revoient leur copie, alors que le l'UMP et le PS sont sur la même position sur l'allongement de la durée de cotisation !

Le gouvernement table sur la lassitude des Français et sur une certaine division du front syndical sur la suite. (20minutes.fr 23.09)

Attendons les résultats de la réunion de l'intersyndicale d'aujourdhui pour en dire plus, et des assemblées générales qui doivent avoir lieu dans plusieurs grandes entreprises vendredi, ou lundi prochain, notamment à la SNCF, à la RATP, chez Total ou encore à EDF et GDF.

Je ne suis pas contre une manifestation nationale à Paris un samedi ou un dimanche contre le gouvernement contrairement à certains, car il est vrai que l'immense majorité des travailleurs ne peuvent pas se mettre en grève sans prendre le risque de se faire virer, d'autres en ont marre de perdre une journée de salaire pour rien.

Tout dépendrait comment elle serait organisée, si elle l'était et sur quel mot d'ordre, bien que cet aspect soit relativement secondaire dans le cas présent puisque l'ensemble des travailleurs refusent de travailler plus longtemps ce qui revient à rejeter en bloc le texte du gouvernement.

Reste à voir si la position sur laquelle est la majorité des travailleurs correspond bien à ce qu'en disent les militants et s'ils ne prennent pas une fois de plus leurs désirs pour la réalité.

De mon côté j'ai une petite idée sur cette question, mais le moment ne me semble pas propice pour vous la livrer, disons seulement qu'en dehors de toute perspective politique, compte tenu du fait que la majorité des travailleurs n'ont aucune confiance dans le PS pour rétablir la retraite à 60 ans en 2012, surtout sans revenir sur l'allongement de la durée de cotisation, compte tenu du double langage constant des dirigeants syndicaux et des partis ouvriers, de leur refus à rompre leurs relations avec le gouvernement et le patronat, de ne proposer que des journées d'action qui ne servent strictement à rien sauf à faire perdre une journée de salaire, alors entre plus de retraite du tout ou ce que propose l'UMP qui détient le pouvoir, un bon nombre de travailleurs décideront de ne pas ou plus se mobiliser... Je ne veux pas vous casser le moral, mais je ne vais pas non plus raconter n'importe quoi dans le seul but de se faire plaisir. (A suivre)

A institution d'exception, rémunérations d'exception !

Heureux comme un ex-commissaire européen. Bénéficiant au cours de leur mandat de cinq ans d'un revenu mensuel de 20.300 euros, auxquels s'ajoutent quantité d'indemnités - de résidence, à hauteur de 15 % du traitement de base, de représentation (911 euros) -, les membres de la Commission peuvent aussi compter sur un généreux système "d'indemnités transitoires", une indemnité de chômage à faire pâlir d'envie à Pôle Emploi.

Selon le quotidien allemand *Financial Times Deutschland*, dix-sept anciens commissaires, qui n'ont pas été reconduits dans la deuxième équipe dirigée par José Manuel Barroso en février 2010, continuent de toucher cette indemnité, soit, au maximum, entre 40 % et 65 % de leur ancien salaire, malgré le fait qu'ils occupent actuellement de nouvelles fonctions, rémunérées. Confirmation et explications de Michael Mann, porte-parole de la Commission : "*Le système a été mis en place pour faciliter le retour des commissaires sur le marché du travail et maintenir leur indépendance. L'indemnité peut être versée pendant trois ans, même si un ancien commissaire trouve un autre job. Mais, dans ce cas, le cumul des deux revenus ne peut pas excéder le montant de l'ancien salaire. L'indemnité est plafonnée.*" (Lepoint.fr 23.09)

Haut de page

Haut de page

Le 25 septembre

Le front unique PS-PCF avait abouti en 1981 à un gouvernement bourgeois de front populaire décidant de bloquer les salaires, il était tellement au service des travailleurs que l'aristocratie financière s'y était pleinement reconnue, rassurée par les intentions du gouvernement la Bourse se mit à flamber, pendant que le mouvement ouvrier était neutralisé, paralysé. Le capitalisme et les institutions ne s'en portèrent pas plus mal, tandis que le chômage, la précarité et la pauvreté progressèrent.

Aujourd'hui le front unique qui a pris la forme de l'intersyndicale n'est pas davantage au service des travailleurs, les dirigeants des syndicats en appelant à de nouvelles journées de mobilisation et de grèves les 2 et 12 octobre jouent le pourrissement pour aider Sarkozy à faire passer sa contre-réforme.

Ainsi est démontré dans la pratique sur le plan syndical et politique que le front unique peut aussi desservir notre cause et devenir un obstacle au combat de la classe ouvrière.

On ne veut pas comprendre que c'est en développant notre propre politique que l'on peut conquérir la majorité des masses, et non en introduisant les appareils (contre-révolutionnaires) dans un processus devant conduire à la prise du pouvoir, ils doivent en être exclus, de la même manière qu'ils furent exclus du gouvernement provisoire révolutionnnaire issu de la révolution d'Octobre.

Tous les partis se disposent les uns par rapport aux autres, nous nous devons nous disposer par rapport aux besoins de la classe ouvrière, ses droits, ses aspirations, c'est le seul terrain sur lequel on peut se disposer. Dans la vie, il arrive que l'on soit amené à prendre des décisions qui nous concernent individuellement, là c'est la même chose mais sur le plan collectif, c'est apparemment plus difficile à envisager pour chacun...

Si les partis et la politique en général sont discrédités parmi la population, cela provient peut-être du fait qu'aucun ne va au bout de son analyse de la situation ou développe entièrement son programme ou encore qu'il est incompréhensible au plus grand nombre. Comment les masses pourraient-elles discréditer un parti ou une politique conforme à leurs droits, besoins ou aspirations ? Pourquoi pour défendre leurs droits devrait-on en passer par les appareils ? Revendiquer le pouvoir est un droit imprescriptible du prolétariat, il doit se le réapproprier pour

renouer avec la tradition révolutionnaire (internationale) de la classe ouvrière.

Le moyen le plus efficace de combattre les appareils, c'est encore de développer notre politique en direction des travailleurs en leur proposant de s'organiser. Soustraire les travailleurs à l'emprise des appareils est un de nos objectifs prioritaires. (A suivre)

Retraites.

1- François Fillon a opposé un "*non ferme et tranquille*" aux manifestants et grévistes qui ont de nouveau réclamé, jeudi, le retrait du projet de réforme sur les retraites, jugeant celui-ci "*nécessaire et raisonnable*", lors des Journées parlementaires UMP vendredi à Biarritz. "*Il faut répondre calmement à la rue, parce que gouverner, c'est écouter chacun, gouverner, c'est respecter chacun, mais gouverner la France, c'est aussi parfois savoir dire non*", a déclaré le Premier ministre devant des parlementaires et des membres de son gouvernement.

"*Non, avec le président de la République, nous ne retirerons pas ce projet de réforme parce qu'il est nécessaire et raisonnable*", a-t-il enchaîné. "*Nous ne renoncerons pas à l'augmentation de la durée d'activité, parce que si, par malheur, nous le faisions, alors nos régimes de retraite s'écrouleraient sous le poids des déficits*", a aussi dit le chef du gouvernement.

"*Dans ce non ferme et tranquille, il n'y a aucun orgueil, car je refuse de considérer les manifestants comme des adversaires. Il n'y a aucun mépris, car aucun Français n'est coupable d'avoir des convictions*", a-t-il affirmé.

"*Mais je le dis posément, nous conduirons cette réforme jusqu'à son terme, car si nous tenons à notre héritage social, si nous tenons à garantir le niveau de nos pensions, alors il n'y a qu'une seule façon sérieuse et responsable d'agir : il faut élever l'âge légal de la retraite*", a encore déclaré François Fillon.(Lepoint.fr 24.09)

1- Le calme affiché par Fillon avait pour fonction de témoigner de la détermination du gouvernement d'aller au bout de sa contre-réforme et de faire oublier l'isolement de Sarkozy ou le rejet qu'il inspire à la majorité de la population, et qu'il y a bien encore un capitaine à bord du vaisseau de la Ve République qui prend l'eau de partout.

2- L'autre méthode consiste à lier une vérité et une contre-vérité, un exercice démagogique éprouvé qui s'est traduit par "*gouverner, c'est écouter chacun, gouverner, c'est respecter chacun*", mais prié par ses commanditaires, banquiers et assureurs, de tenir bon et d'aller au bout de sa logique dévastatrice pour nos retraites, il a été obligé d'affirmer qu'il fallait "*parfois savoir dire non*", indiquant par là pour qui il gouvernait en réalité.

3- L'autre méthode employé par Fillon a consisté à prétendre qu'il partageait les intérêts des travailleurs ("*garantir le niveau de nos pensions*") pour qu'ils adhérent au projet du gouvernement, pour affirmer dans la foulée qu'il fallait "*élever l'âge légal de la retraite*", ce dont ils ne veulent pas entendre parler.

4-Sachant que son discours risquait fort de tomber dans l'oreille d'un sourd mais ne doutant de rien, il n'a pas le choix, il a cru bon de sortir l'artillerie lourde en recourant à la dramatisation et au scénario catastrophe, en brandissant la menace que "*nos régimes de retraite s'écrouleraient sous le poids des déficits*" si nous refusions "*l'augmentation de la durée d'activité*", croyant peut-être naïvement que ce genre de chantage pourrait faire plier la détermination des travailleurs qui ont à l'esprit toutes les casseroles que se trimballent Sarkozy, Woerth, Hortefeux, Besson, la politique réactionnaire menée par le gouvernement depuis plus de trois ans.

A-t-il vraiment pris conscience que la situation qui a précédé l'élection d'un homme providentiel à la tête de l'Etat, le locataire actuel du Palais, était révolue ? Sans doute, mais il est dans son rôle de faire publiquement comme s'il l'ignorait, là non plus il n'a pas vraiment le choix.

En dernier ressort, il ne peut compter que sur les dirigeants contre-révolutionnaires des syndicats, du PS et ses alliés pour maintenir son projet jusqu'au bout. Les journées d'action programmées par l'intersyndicale pour les 2 et 12 octobre doivent le rassurer, sans que personne ne puisse dire comment la situation peut évoluer dans les jours qui viennent, car l'opposition à ces journées d'action est de plus en plus forte dans les syndicats et les partis qui se réclament de la classe ouvrière, les militants exigeant que les dirigeants appellent à la grève générale jusqu'au retrait.

5- Réaction de deux internautes.

- La seule chose qui peut faire plier un gouvernement, c'est le blocage des transports. Le reste, ils n'en ont rien à cirer, et le gouvernement, malin, a pris la précaution de négocier bien avant les régimes spéciaux des transports, en leur accordant des avantages appréciables, pour qu'ils restent tranquilles.

Et ils restent tranquilles dans les transports, vous avez remarqué ? On les entend plus.

Commentaire.

Quels sont les partis qui sont en position de force dans les transports parisiens notamment ? Le POI et le NPA, ensuite le PCF.

- Ce qui pourrait également faire reculer le gouvernement, c'est l'adhésion des lycéens et des étudiants au mouvement contre cette réforme. Car les salariés risquent de perdre beaucoup de journées de salaires si le gouvernement joue le pourrissement. Les étudiants n'ont pas ce problème et peuvent soutenir un mouvement très longtemps. De plus ce gouvernement, qui ne parle pas beaucoup aux jeunes, aura de la peine à les convaincre.

Commentaire.

Très juste, c'est justement pourquoi il ne s'adresse pas à la jeunesse. Plus sourd qu'un jeune qui ne veut pas entendre, tu meurs ! Tous les parents et les profs savent cela par coeur, le gouvernement aussi.

2- L'Union nationale lycéenne (UNL, premier syndicat lycéen) appelle les jeunes à se mobiliser en vue des manifestations du samedi 2 octobre en France contre la réforme des retraites.

Pour faire monter la pression, l'UNL appelle ses adhérents à organiser des assemblées générales dans toute la France pour préparer les manifestations du 2 octobre. Le syndicat organisera un meeting parisien sur les retraites la veille.

"*Alors qu'un million de jeunes sont aujourd'hui au chômage, le gouvernement veut retarder l'âge de départ à la retraite, créant encore plus de difficultés pour leur insertion socioprofessionnelle*", explique l'organisation lycéenne.

"*Il aggrave la précarité existante plutôt que de trouver les solutions pour y mettre fin*", ajoute-t-elle dans un communiqué. (Reuters 24.09)

Chômage.

Le nombre de chômeurs sans aucune activité, même réduite, (inscrits à Pôle emploi en catégorie A) en France métropolitaine a augmenté de 0,6% en août, soit 15.900 demandeurs d'emploi de plus sur un mois, s'établissant à 2.692.500, selon les chiffres diffusés vendredi par le gouvernement. Sur un an, la hausse est de 4,9%.

Au total, en prenant les trois catégories de demandeurs d'emploi, la France métropolitaine comptait fin août 3.970.900 chômeurs inscrits à Pôle emploi (4.216.800 en comptant les DOM).

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an a augmenté de 26,7% sur un an, depuis plus de 2 ans de 30,3%, et depuis plus de 3 ans de 15%. (AP 24.09)

Le PS toujours plus à "*gauche*". Quelle perspicacité !

"*Je suis persuadé qu'il y aura comme candidature ou celle de Dominique Strauss-Kahn, ou celle de Martine Aubry, et que nous aurons à partir de là un candidat qui permettra à la gauche de gagner et au pays de retrouver un minimum d'espoir*", a déclaré Claude Bartolone vendredi sur France-Inter, affirmant qu'il y aurait une "*entente*" entre Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn pour la candidature à la présidentielle de 2012. (Lemonde.fr 24.09)

Ils désigneront Aubry comme candidate s'ils estimaient qu'il y aurait un trop grand risque à ce que Strauss-Kahn une fois élu soit confondu avec Sarkozy dans la tête des travailleurs, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie et qu'il soit rejeté de la même manière très rapidement et qu'ils fassent le lien avec son lourd passé au service du FMI, dans ce cas-là le PS ne pourrait plus jouer efficacement son rôle protecteur des institutions et du régime, ce qui laisserait un boulevard aux autres partis, principalement à ceux qui ne participeraient pas au gouvernement, le NPA, le POI et accessoirement LO, le pire scénario pour le camp de la réaction.

Le linge sale se lave en famille.

1 partout. Jean-François Copé (UMP) a répliqué ce vendredi aux accusations de conflit d'intérêts portées contre lui dans un livre par Martin Hirsch, reprochant à ce dernier de présider l'Agence du service civique créée alors qu'il était Haut commissaire aux solidarités actives.

Dans son ouvrage Pour en finir avec les conflits d'intérêts, Martin Hirsch reproche à Jean-François Copé de cumuler ses fonctions politiques avec celles d'avocat d'affaires. «*J'ai trouvé que ce qu'a fait Martin Hirsch n'est vraiment pas très bien*», a affirmé le député-maire de Meaux (Seine-et-Marne).

Lui retournant le compliment, il a rappelé à l'ex-Haut commissaire qu'il avait, lorqu'il était au gouvernement, «*fait voter une loi qui prévoyait la création*» de l'Agence du service civique en fixant notamment «*la rémunération de son personnel*» et de «*son directeur*».

Or «*qui est son directeur aujourd'hui?*» feint de s'interroger Copé. «*C'est Martin Hirsch. Ca, c'est le plus joli conflit d'intérêts qu'on pourrait imaginer, et il n'en a pas parlé dans son livre.*» (Libération.fr 24.09)

Racket de l'Etat policier. Un contrôle pas fiable.

Le test salivaire utilisé pour détecter la consommation de cannabis des automobilistes est-il fiable? Non, répond l'Académie nationale de Pharmacie qui a estimé que ce test ne fournissait pas «*les performances requises*». «*Plusieurs études récentes ont montré que sa mise en oeuvre est à l'origine d'un grand nombre de résultats faussement positifs ou faussement négatifs*», assure l'Académie pour qui «*seul le contrôle sanguin permet de confirmer l'usage de stupéfiants*». (20minutes.fr 24.09)

L'or à la peau dure.

L'or a continué d'aligner les records vendredi en Europe pour s'approcher de la barre des 1.300 dollars l'once, soutenu par la baisse du dollar et les anticipations d'un nouvel assouplissement quantitatif qui accroîtrait la volatilité sur le marché des changes. Les cours à terme ont franchi la barre symbolique des 1.300 dollars l'once, pour toucher le record de 1.301,60 dollars.

Dans le sillage de l'or, l'argent a inscrit un pic de 30 ans de 21,45 dollars l'once.

L'or a monté de 4% depuis le début du mois et de 18% depuis le début de l'année et, d'un point de vue technique, peut encore monter. (Reuters 24.09)

Comment la Commission européenne recycle les "*actifs toxiques*".

La Commission européenne a exprimé vendredi ses doutes sur la viabilité à long terme de l'établissement de crédit allemand Hypo Real Estate (HRE) , tout en autorisant pour l'heure une nouvelle aide de plusieurs milliards d'euros.

Nationalisé l'année dernière, Hypo Real a été la principale victime allemande de la crise du crédit.

La Commission a dit qu'elle étudiait notamment le transfert d'environ 200 milliards d'euros d'"*actifs toxiques*" non-stratégiques vers une structure de défaisance et une aide supplémentaire pouvant atteindre 40 milliards d'euros, une décision qui risque de gonfler mécaniquement la dette publique, sans toutefois pénaliser Berlin sur les marchés selon les analystes. (Reuters 24.09)

Etats-Unis. Une dictature, celle du capital.

1- Quand Obama "*exige*" et se prend pour le maître du monde.

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, a exigé vendredi 24 septembre que le référendum sur l'avenir du Soudan se déroule dans le calme et à la date prévue, avertissant que le sort de millions de personnes était en jeu, au début d'un sommet sur ce dossier à l'ONU. (Lemonde.fr 24.09)

Les travailleurs américains exigent que leur droit au travail, au logement, à la santé, à l'instruction, etc. soit respecté ce qui n'est pas le cas pour des dizaines de millions d'entre eux...

On reviendra plus tard sur ce référendum devant déboucher ou non sur la partition du plus grand pays d'Afrique de l'Est...

2- Teresa Lewis, une Américaine de 41 ans, a été exécutée jeudi par injection mortelle, peu après la tombée de la nuit en Virginie (est), malgré une déficience intellectuelle qui en fait un symbole de la lutte contre la peine de mort pour les abolitionnistes. Le décès a été prononcé à 21 h 13 locales à la prison de Greensville, à Jarratt, a indiqué Larry Traylor, porte-parole des autorités pénitentiaires de l'Etat, lors d'une conférence de presse sur place.

Commentaire d'un internaute : "*Contrairement à ce que beaucoup de gens croient encore, les USA ne sont pas une démocratie, c'est un semblant de démocratie. Les manipulations de l'opinion américaine par les politiciens, les médias, par l'utilisation à outrance des fibres nationalistes, religieuses, sectaires, sécuritaires, n'ont pas de limites. La peine de mort fait partie de ces dérives. Leur système libéral, la malbouffe organisée, leur agriculture destructrice pour l'environnement et pour la santé des gens, leur excès de consommation avec toutes les conséquences pour l'environnement mondial, leur comportement dans la guerre d'Irak... montrent clairement que le respect de la vie n'a pas du tout le même sens que pour nous Européens.*"

Et il est encore loin du compte !

Haut de page

Le 26 septembre

Complément de la mi-journée.

Extraits de quelques articles trouvés sur le Net.

POI.

- L'appareil du POI ou de FO, c'est du pareil au même. Après avoir reproduit un extrait du communiqué de l'intersyndicale du 24, ils écrivent : "*La confédération CGT-Force ouvrière n'est pas signataire de ce communiqué*", mais ils se gardent bien de préciser que Mailly a appelé Sarkozy à de nouvelles "*négociations*" !

NPA.

- Comment le NPA s'aligne sur les appareils des syndicats : "*nous appelons à faire des temps forts de mobilisations à l'appel de l'intersyndicale des réussites qui montrent que le mouvement ne faiblit pas, qu'au contraire il s'enracine et progresse*", voilà pour le soutien aux journées de démobilisation des 2 et 12 octobre prochain !

- Le COR, une référence : "*L'argent existe pour conserver la retraites à 60 ans sans augmenter le nombre d'annuités voire même en retournant à la situation d'avant 1993, les 37, 5 annuité pour une retraite à taux plein dans le privé comme dans le public. Il suffirait d'y consacrer 3 points du PIB comme le dit Conseil d'orientation des retraites qui n'est pas un organisme infesté de dangereux gauchistes. C'est une question de répartition des richesses...*" Ah ben si le COR le dit, c'est que cela doit être vrai, y compris qu'il faut reporter l'âge du départ à la retraite !

PCF.

- Quand *La Riposte*, la "*gauche*" du PCF s'en remet aux "*partis de gauche*" pour "*s'attaque (er) sérieusement au pouvoir de la classe dirigeante*", la Bourse et les capitalistes en tremble d'avance !

"*Une lutte générale contre le gouvernement Sarkozy pose la question de l'alternative immédiate à la droite au pouvoir, sans attendre 2012. Toutes les conditions sont réunies pour qu'un appel à des élections anticipées – présidentielles et législatives – rencontre un puissant écho, dans la population, et renforce la mobilisation. Sarkozy, Woerth et toute la droite, dehors ! Dans le même temps, les partis de gauche doivent présenter un programme qui s'attaque sérieusement au pouvoir de la classe dirigeante. Les banques et les grands leviers de l'économie doivent être arrachés des mains des capitalistes et placés sous le contrôle démocratique des salariés. Ce programme socialiste est la seule alternative sérieuse au capitalisme en crise.*"

La causerie du matin.

Pas négociable... la liquidation des institutions réactionnaires de la Ve République !

Le président du Sénat Gérard Larcher évoque "*une refonte du régime*" des retraites "*pour aller, par exemple, vers un système par points*", dans un entretien publié dans "Le Journal du dimanche".

"*les nouvelles bornes d'âge à 62 ans et 67 ans ne sont pas négociables*" a-t-il précisé. (AP 25.09)

Même discours à l'Elysée, à Matignon et à l'Assemblée nationale, il faut donc en conclure que notre droit à la retraite n'est pas compatible avec l'existence à la fois du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Dès lors de deux choses l'une, soit on rompt les relations avec le patronat et les institutions et on engage le combat dans la perspective de les liquider, soit on continue d'entretenir des rapports avec leurs représentants pour assurer la survie du capitalisme et de la Ve République.

Dans le premier cas on se place sur le terrain des intérêts de classe du prolétariat, on défend son indépendance de classe pour lui donner les moyens de pouvoir mener le combat contre son ennemi, dans le second on passe un compromis avec le capital et on lie le destin de la classe ouvrière à celui que le capitalisme lui réserve.

Il faudrait qu'on nous explique pourquoi le combat pour défendre nos droits devrait fatalement passer par la collaboration de classes.

Si l'immense majorité des travailleurs sont contre le projet de loi sur les retraites du gouvernement, c'est parce qu'ils estiment que c'est leur droit de décider de partir à la retraite plus tôt que plus tard, et non en référence à la position défendue par tel ou tel syndicat ou parti. On devrait s'en tenir à ce constat le prendre comme base de notre combat politique. Et s'il ne s'agissait que d'une minorité, nous nous appuyerions sur elle, seule notre tactique s'en trouverait peut-être modifiée, mais en rien notre stratégie, que l'on soit ou non en mesure d'entraîner toute la classe au combat.

Le PS et ses satellites sont montés au créneau sur la question des retraites et remplissent dorénavant la fonction de porte-parole du projet de loi du gouvernement au sein du mouvement ouvrier en prônant avec l'UMP l'allongement de la durée de cotisation (notamment), vous vous retrouvez donc avec un front unique dont le contenu et l'objectif, en réalité sa raison d'être, est d'aider Sarkozy à faire passer son projet. La même situation et le même constat prévaut pour la totalité des syndicats, puisque FO qui n'a pas signé le dernier communiqué de l'intersyndicale réclame de nouvelles "*négociations*" avec Sarkozy, alors qu'il n'y a rien à négocier.

Comment voudriez-vous qu'il en soit autrement avec des syndicats complètement gangrenés ou presque par 65 ans de collaboration de classes, par des syndicats dont pas un ne mène le combat dans la perspective de liquider le capitalisme ? C'est comme si vous aviez laissé pourrir de vieux fusils dans une cave humide et qu'un beau matin vous vous réveilliez attaqués par l'ennemi et que vous décidiez de vous en servir pour vous défendre, pour constater amer qu'ils sont inutilisables en l'état et vous seriez vaincus.

Maintenant de deux choses l'une, soit vous décidez d'acquérir de nouveaux fusils, soit vous prenez le parti de remettre en état vos vieux fusils, mais cela va prendre du temps, pour cette bataille c'est foutu. Si vous choisissez la deuxième option, n'attendez pas le prochain combat car vous le perdrez une fois de plus sans rien en tirer pour l'avenir puisque vous reproduisez indéfiniment la même erreur.

Il est certain que cette question ne se poserait pas ou nous ne serions pas obligé de l'aborder dans ces termes, si nous avions été capable de construire le parti. C'est plutôt cette question qui devrait hanter jour et nuit tous les militants jusqu'à en faire des cauchemars, peut-être qu'ils trouveraient ainsi la réponse à la question de savoir pourquoi nous en sommes arrivés à une situation en apparence inextricable et permettrait au mouvement ouvrier de se reconstruire sur des bases saines.

Ce que craignent le plus les appareils, ce n'est pas de devoir changer de position sous la pression des travailleurs, c'est que la classe ouvrière se radicalise et s'organise indépendamment des appareils, si c'est la maturation politique du prolétariat sur des positions de classe conformes à ses intérêts qui les inquiète, c'est parce qu'elle serait le signal annonçant la rupture du prolétariat avec les institutions et le capitalisme, le pire scénario possible pour ces défenseurs de l'ordre établi. Or, la classe ne peut avoir les mains libres pour combattre en direction des objectifs qu'elle s'est fixée dans le cadre d'un front unique qui lui est hostile et dans lequel les dirigeants mènent le combat dans une direction opposée.

On nous rétorquera que la nature du front unique peut changer sous la pression des masses, certes, mais est-ce bien notre objectif de redorer le blason des appareils et des partis contre-révolutionnaires, en quoi serait-ce un facteur déterminant pour la suite de notre combat, dans ces conditions quel avantage politique en retirera la classe ouvrière, quels enseignements en tirera-t-elle, aucun, or notre combat n'a pas pour fonction d'aider la classe ouvrière à mieux supporter le capitalisme, mais de faire en sorte que chaque bataille constitue un moment de son combat pour son émancipation du capital ; en se plaçant dans l'unique perspective de satisfaire une revendication, on abandonne le combat dans la perspective du socialisme, on n'avance pas d'un millimètre vers notre objectif final. Et en politique, qui n'avance pas, recule forcément !

Vous avez le droit aussi de vous interroger sur le bien-fondé de la stratégie des partis qui a consisté à partir de 1945 à passer des compromis pourris avec les appareils des syndicats dans l'objectif de les affaiblir sur le long terme ou d'éliminer les réformistes et les staliniens de la direction des syndicats. 65 ans plus tard, on peut constater que cette stratégie a échoué lamentablement et qu'il n'y a pas lieu de s'attendre à un revirement de situation avant une date indéterminée...

Toute politique qui a pour seul objectif de faire payer les capitalistes contribue à mieux asservir le prolétariat au capitalisme et aux institutions, à les légitimer. Si c'est maintenant la politique qu'entendent continuer de défendre tous les partis, autant dire adieu tout de suite au socialisme. A chacun ses responsabilités.

Haut de page

Le 27 septembre

Sarkozy et son équipe de nazillons, pas raciste, pas xénophobe ? Un rappel d'un lecteur du *Monde* (26.09) :

"*Au moment où Eric Besson va présenter au Parlement un projet de loi très inquiétant pour le droit français, qui va restreindre une nouvelle fois les droits des migrants, comment ne se rappelle-t-on pas que, le 22 juin 2006 à Agen, dans un discours* "Pour la France du travail", *le candidat Sarkozy déclarait déjà :* "Le mal français ne vient pas de notre histoire (...). Il ne vient pas de notre culture (...). Il ne vient pas de nos valeurs" *et que, pour être plus explicite encore, il achevait un passage consacré aux immigrés en affirmant* "le mal français ne vient pas des

Français". *Après ça, devinez donc de qui ce mal peut bien venir... C'était en 2006.*"

Peut-être l'état d'esprit actuel de la majorité des intellectuels et des classes moyennes en France. Extraits d'un blog du Monde du 26 intitulé : Nicolas Sarkzoy : président contesté.

Voici comment ils se définissent eux-mêmes pour ceux qui ont fourni cette précision :

- "Français vivant à l'étranger, à Stockholm"

- "J'habite aux Etats-Unis, où je suis arrivé sous la présidence de George Bush."

- "Je ne suis ni de droite ni de gauche, je me considère comme du centre, ni du centre droit ni du centre gauche, d'un centre pragmatique et dénué d'idéologie autre que la démocratie."

- "Je fais sans doute partie d'une minorité d'intellectuels privilégiés versée au "droit de l'hommisme", mais j'ai voté pour M. Sarkozy."

- "Une chose est certaine : tous les Français ou presque sont écœurés par l'ambiance délétère actuelle ; une majorité souffre en silence et se replie sur elle-même, ne se sent plus concernée par le politique ; d'autres veulent la révolution et sentent des signes d'encouragement."

- "Il étonne, inquiète, et parfois il est impulsif, omniprésent, manque d'éducation, de rondeur, fait preuve d'un goût douteux."

- "Je suis profondément choqué, blessé, humilié par le comportement du président de la République française dans l'affaire des Roms ainsi que par celui des ministres de l'intérieur et des affaires européennes. J'habite aux Etats-Unis, où je suis arrivé sous la présidence de George Bush. C'était une époque où certains Américains nous enviaient Nicolas Sarkozy. Quel chemin parcouru depuis !"

- "Hypertrophie de l'ego, accès de colère quasi pathologiques, personnalité caractérielle à la limite de la paranoïa, tels sont les mots qui caractérisent l'attitude de Nicolas Sarkozy depuis l'été, l'acmé ayant été atteint lors du sommet européen. Est-il bien raisonnable de laisser à un individu aussi impulsif et peu maître de ses émotions le pouvoir d'appuyer sur le bouton rouge ?"

- "Décidément, le pouvoir rend fou ! Ce qui explique que Nicolas Sarkozy se croie tout permis : violer la Constitution et le principe d'égalité des citoyens, dont il est censé être le garant, se moquer des valeurs fondamentales de l'Europe, et violer la loi à l'application de laquelle il doit veiller. Il est dommage que n'existe pas en France quelque chose d'analogue à la procédure d'empeachment aux Etats-Unis. M. Sarkozy mérite largement d'être déchu de ses fonctions."

- "Je constate aussi que les mensonges, la manipulation de l'information et une dérive d'abus de pouvoir sont les méthodes quotidiennes qu'utilise l'Elysée dans l'affaire Woerth."

- "Après avoir promis, entre autres, une République irréprochable, Nicolas Sarkozy nous fait vivre toujours davantage dans une caricature de démocratie. Rien ne doit lui résister..."

- "Il ne fait preuve que de mauvaise éducation en se comportant d'une manière infantile, en y ajoutant le mensonge et la mauvaise foi... M. Sarkozy nous a promis le changement et il nous a fait entrer dans une présidence qu'on peut qualifier d'hystérique. Il est malheureusement la preuve vivante des excès auxquels peut nous amener cette Constitution de la Ve République dirigée, dans tous les sens du terme, par un président irresponsable."

A part deux ou trois intervenants qui souhaiteraient le départ immédiat de Sarkozy, pratiquement pas un n'a mis ses vives critiques envers Sarkozy dans la perspective de 2012, un seul à évoquer Ségolène Royal et son face-à-face à la télévision avec Sarkozy en 2007, comme s'il n'existait aucune alternative crédible à La Talonnette, donc sans soutenir pour autant le PS. Une confirmation en quelque sorte.

Cela peut expliquer en partie le comportement débridé du voyou de Neuilly-sur-Seine et le zèle avec lequel il applique son programme réactionnaire, qui considère qu'il n'existe aucune opposition organisée bénéficiant du soutien de la majorité de la population et que seul existe l'UMP dans le pays, que l'UMP demeure le parti incontournable qu'on soit d'accord ou non avec sa politique et ses pratiques pour une large frange des intellectuels et de la petite-bourgeoisie, et que dans ces conditions il est loin d'être battu d'avance et peut encore rassembler une majorité autour de lui dans la perspective de rester au pouvoir en 2012.

UMP. Ont-ils vraiment l'esprit à ce qu'ils disent ? A ce qu'ils savent faire le mieux ? Réponse.

S'en prenant aux fonds d'investissements étrangers, Rachida Dati était l'invitée de Dimanche Plus, sur la chaîne cryptée : «*Quand je vois certains qui demandent des taux de rentabilité à 20, 25 %, avec une fellation quasi-nulle*»... Il est plus probable que la maire du 7e arrondissement souhaitait parler d'inflation. En tout cas, elle n'a pas semblée gênée par son lapsus à l'antenne. (20minutes.fr 26.09)

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir ! Ce sera mieux la prochaine fois, vous voyez qu'on finit par tout savoir ! On n'osera pas lui demander combien elle prend, quel est "*le taux de rentabilité*" de cette modeste coquetterie !

On se détend camarades, on est lundi et il y a une semaine à tirer, sans faire de vilain jeu de mots !

PS. La solidarité et la fraternité entre les classes : non merci !

"*On veut changer le modèle de développement dans lequel on est*", a dit Martine Aubry , ajoutant que les socialistes qui "*aiment la solidarité et la fraternité*" allaient continuer à proposer "*une autre France*" à Soustons (Landes), où elle s'est exprimée devant 1.500 militants réunis pour la fête de la Rose. (Reuters 26.09)

S'il manque l'égalité, c'est peut-être parce qu'il est de plus en plus grotesque d'affirmer qu'elle pourrait exister dans un régime capitaliste que le PS soutient. Nous ne revendiquons pas l'égalité ou le partage des richesses, nous revendiquons tout le pouvoir aux travailleurs, la dictature du travail qui devrait remplacer la dictature du capital qu'une infime minorité impose actuellement à l'immense majorité.

Quelle égalité peut-il exister entre les exploiteurs et les exploités, entre un retraité qui perçoit 700 euros par mois et un patron qui se verse un salaire annuel de quelques millions d'euros, entre celui qui s'ébat dans une villa cossue de 700 000 euros et un clochard qui agonise sur un trottoir crasseux ? C'est l'infâmie la plus criminelle qui soit que d'affirmer qu'il pourrait exister une "*solidarité et la fraternité*" entre eux, c'est pourtant ce que prétend Aubry : à bas le PS ! Pas fréquentable (ses dirigeants) !

Il faut démolir son programme et montrer en quoi il est aussi réactionnaire que celui de l'UMP.

Il faut s'appliquer à mettre en évidence que les propositions aux allures progressistes du programme du PS ont pour seule fonction de faire oublier son contenu réactionnaire qui en constitue le fond commun avec celui de l'UMP. Il faut mettre en évidence que chacune de ses propositions destinées à certains couches sociales comporte une contrepartie négative ou son contraire qui n'apparaît pas forcément dans son programme et dont la majorité des travailleurs devront s'acquitter puisque le PS ne s'attaquera pas aux fondements du capitalisme. Les illusions qu'il pourraît faire naître dans la tête des travailleurs et surtout des intellectuels, doivent être dénoncées et combattues avec la même vigueur et la même intransigeance que nous combattons le parti de l'ordre, ils sont dans le même camp.

Il nous faut briser le mythe de l'alternance qui s'est nourri de la fable colportée pendant des décennies par des "révolutionnaires" prétendant que le PS était un parti ouvrier, alors qu'il est en réalité un parti totalement inféodé au capitalisme et aux institutions de la Ve République... Il faut aider les couches moyennes et la petite-bourgeoisie à comprendre qu'en liant leur sort à celui du PS ou de l'UMP, elles lient leur destin à celui du capitalisme qui entraîne l'humanité dans le chaos et la barbarie et ruine l'avenir de notre planète, que leur salut ne peut pas passer par ces partis et leurs satellites.

C'est se tromper lourdement de penser parce que les couches moyennes et la petite-bourgeoisie pencheraient vers le PS que le combat de la classe ouvrière s'en trouverait facilité ou renforcé, car le PS n'est pas l'allié des exploités mais des exploiteurs, le PS se sert du soutien des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie pour mieux combattre le prolétariat au côté de l'UMP au profit des capitalistes. C'est tellement évident que s'en est navrant de devoir encore le préciser.

Un exemple concret. Le PS participe au côté des partis se réclamant de la classe ouvrière et des syndicats à la mobilisation contre le projet de Sarkozy sur les retraites, et dans le même temps il défend l'allongement de la durée de cotisation qui figure dans le projet du gouvernement. Cela permet ensuite à l'UMP d'affirmer que finalement tous les manifestants ne sont pas forcément contre son projet, qu'ils ne l'ont peut-être pas bien compris et qu'il serait possible d'y apporter encore quelques améliorations sans toucher à l'essentiel. Le PS fournit ainsi des arguments à Sarkozy pour continuer son offensive contre la classe ouvrière.

Ainsi le PS fait d'une pierre deux coups, d'une part il introduit un élément de division dans les rangs des travailleurs et vient à la rescousse de Chérèque qui s'est prononcé également pour l'allongement de la durée de cotisation, d'autre part, en procédant de la sorte non seulement le PS légitime le projet de Sarkozy, il fait en sorte, du moment que sa présence est acceptée dans les manifestations, qu'en le soutenant la rupture ne soit totale entre le gouvernement et la classe ouvrière, ses représentants syndicaux, de manière à ce que l'Elysée et les bureaucrates syndicaux puissent si la mobilisation ne faiblissait pas, reprendre ensuite en coeur l'illusion que des négociations seraient encore possibles ou les réclamer ou encore réclamer une autre "réforme", le pire scénario à éviter pour l'UMP et le PS demeurant la rupture des relations, du "dialogue social", entre le gouvernement et la vermine à son service qui contrôlent les syndicats.

Chérèque et le PS sont les bras (armés) du bourreau Sarkozy.

Donc au lieu de rechercher leur participation à notre combat à travers des appels au front unique dont on voit le résultat, on ferait mieux de les fuir comme la peste et de mener le combat sur nos propres objectifs, cela aurait au moins une valeur éducative pour le prolétariat et donc de faire un pas en avant, que l'on remporte ou non cette bataille n'étant pas de notre responsabilité dès lors qu'on s'en est tenu aux besoins de notre classe et que nous ne sommes pas en position de diriger le mouvement ouvrier, comme disait Marx et Engels, il ne faut pas craindre les défaites qui seront forcément beaucoup plus nombreuses que nos victoires, l'essentiel demeurant que le niveau politique et d'organisation de la classe progresse.

Il faut rejeter le chantage insupportable des apôtres du front unique sans principe en direction des partis ouvriers ou dits ouvriers, qui prétendent pour forcer les militants à l'accepter qu'une nouvelle défaite importante constituerait un basculement de société, pour un peu si on les prenait aux mots, à force d'enregistrer des défaites les militants devraient être portés à croire que la situation est désespérée et qu'il est inutile de poursuivre le combat pour le socialisme. Plus d'un militant le pense, non ? Il est vrai qu'à force de supporter la gangrène dans nos rangs au lieu de se séparer du membre malsain, elle va bien finir par complètement pourrir le mouvement ouvrier et son avant-garde... si ce n'est pas déjà fait en grande partie, hélas !

Camarades, si vous restez enfermés dans le cadre du front unique au lieu de développer toute votre politique, vous aurez dépensé beaucoup d'énergie pour rien, vous êtes foutus, surtout les travailleurs à qui vous vous serez adressés qui n'auront plus qu'à sombrer dans le désespoir en attendant que le PS et le PCF veuillent bien un jour devenir des partis ouvriers puisque vous leur aurez expliqué en long et en large que rien n'était finalement possible sans eux.

Quand aux appels pitoyables en direction des dirigeants, des militants répondent : pendons-les, vous voulez leur répondre quoi ? Qu'ils se trompent, qu'ils sont des gauchistes, qu'ils n'ont rien compris à la lutte des classes, vous tenez à ce point à ce qu'ils cessent tout combat politique que vous ne vous y prendriez pas autrement.

Parce que vous avez toujours été incapables d'organiser la classe ouvrière, parce que vous refusez de vous tourner résolument vers elle, vous jetez votre sort sur les intellectuels, les couches moyennes, la petite-bourgeoisie. Qu'est-ce qui s'est passé en mai-juin 68 lorsqu'ils se sont mêlés de la partie alors que la classe ouvrière n'avait pas d'autre perspective politique que le capitalisme et la Ve République ? Vous avez décidément la mémoire courte et bien sélective.

F. Hollande a déjà prévenu ceux qui s'apprêtent à voter pour le PS dans une interview ces derniers jours : tout ne sera pas possible, il y aura des priorités, il faudra que tout le monde fasse des efforts, etc. Traduction : il ne sera pas possible d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, il ne sera pas possible d'abolir toutes les lois anti-ouvrières ou liberticides qui ont été votées précédemment, il ne sera pas possible de s'attaquer au capitalisme par crainte de se faire épingler par les agences de notation, la priorité sera le désendettement de l'Etat, la Bourse comme à l'époque de Mitterrand, assurer la stabilité des institutions, les profits des capitalistes et des actionnaires, quant aux efforts qu'il fera supporter à la classe ouvrière, il entonnera le chant de l'équité pour les justifier et le prolétariat hébété se dira que c'est la fatalité et que c'est bien pire ailleurs dans le monde, il distribruera quelques miettes par ci par là pour avoir la paix sociale et tout ce beau monde vivra dans le bonheur, après les années Sarkozy tous ceux qui gravitent autour du PS s'en contenteront en proférant un cri de satisfaction à peine perceptible mais de trop et indécent au regard de la situation des couches les plus défavorisées du prolétariat, pour les mâter ou les calmer ils mettront des flics dans tous les quartiers et leurs gosses seront encadrés par l'armée... On connaît le programme et le scénario sur le bout des doigts, on les a déjà vécus pour l'essentiel !

Ils ont inventé la CMU, car voyez-vous ce sont de grands humanistes... pour mieux dépouiller la totalité des travailleurs du droit à la santé, il n'y a jamais rien eu à attendre de mieux de la part du PS et ses alliés. (A suivre)

Grande-Bretagne. Un "*Rouge*" à la direction du Labour party : Quelle image "*stupide*" !

Le nouveau chef du parti travailliste a réaffirmé que "*l'ère du New Labour faisait partie du passé*" tout en se défendant d'opérer "*un virage à gauche*" à la tête du parti, dans sa première grande interview à la télévision BBC1 dimanche.

Il a souligné que c'était la victoire "*d'une nouvelle génération*". "*L'ère du New Labour (lancé par Tony Blair en 1993) fait partie du passé*", a-t-il affirmé, tout en assurant que "*sa porte était ouverte*" aux membres du parti, notamment les proches de Tony Blair qui ne l'ont pas soutenu.

Mais il a aussi vigoureusement nié que son élection entraîne un "*virage à gauche du parti*". Interrogé sur le soutien massif dont il bénéficié de la part des grands syndicats britanniques, il a pris ses distances en assurant : "*Je ne suis l'homme de personne. Moi c'est moi*".

"*Franchement, ces images (de moi) comme "Ed le Rouge" sont à la fois fatigantes et aussi stupides*" a-t-il lancé, en réponse aux médias conservateurs qui l'ont caractérisé ainsi.

S'affichant en leader d'une "*opposition responsable*", Ed Miliband a assuré qu'il n'"*allait pas s'opposer à chaque coupe budgétaire présentée par la coalition*", mais qu'il jugerait au cas par cas.

Il faut réduire le déficit budgétaire, a-t-il convenu, mais "*à un rythme prudent, un rythme qui aide l'économie et ne la mette pas en péril*".

"*Je pense qu'on peut faire plus pour taxer les banques*", à l'origine de la crise financière, a-t-il ajouté.

"*Vous n'avez pas besoin d'être à gauche pour penser que certains excès (...) n'étaient pas justifié*", a-t-il indiqué, faisant allusion aux bonus des banquiers. "*Bien sûr, pour les gens qui créent de la richesse, il faut des incitations, mais pour ceux qui la détruisent, les gens étaient écoeurés à raison*". (Lemonde.fr 25.09)

Haut de page

Le 28 septembre

Aux infos sur TV5Monde Asie on voit rarement Sarkozy, à croire qu'il n'est plus présentable ! Mais hier soir j'ai eu l'occasion de le voir à deux reprises pendant au moins 30 secondes et d'observer encore une fois son comportement. Il donne franchement l'impression d'un individu perturbé mentalement.

Il est de plus en plus bourré de tics, semble-t-il, comme il ne peut pas s'empêcher de vouloir se mêler de tout et de la ramener, ce qui n'est pas toujours possible, il faut bien qu'il laisse les autres parler avant de l'ouvrir éventuellement, j'ai remarqué qu'en signe d'acquiessement ou de réprobation au discours d'un intervenant, pas le pauv'con du coin, un chef d'Etat, un ministre, un commissaire européen par exemple, il piétine et se met à dandiner comme si quelque chose le démangeait des pieds à la tête ce qui lui donne l'allure d'un pantin, d'un individu impatient, instable, un brin hystérique ou incapable de se maîtriser.

Bref, même s'il est insignifiant sur la scène internationale le regard de l'auditoire ou des téléspectateurs se porte forcément sur lui puisqu'il est le seul à se comporter de cette manière, il n'y en a qu'un qui bouge à l'écran, cela attire l'attention.

Il n'a pu s'empêcher d'embrasser le président de l'autorité palestinienne en visite à Paris, une sale habitude qui doit répugner à pas mal de chefs d'Etat, ce type-là ne sait décidément pas se tenir, c'est un rustre, certains disent un imposteur dans son camp, qui se prend pour un monarque absolu. Ses familiarités (déplacées) envers les "grands de ce monde" qu'ils côtoient, doit avoir pour fonction inconsciemment de faire oublier qu'il lui manque leurs talents, car on aurait du mal à lui trouver une seule qualité à lui envier.

Que les représentants du parti de l'ordre l'ait choisi pour les représenter en dit plus long sur la décomposition du régime que de longs discours. Tirons la chasse et passons aux infos en bref.

Les affaires continuent.

Le chinois Bright Food convoiterait United Biscuits - Reuters
Vivendi cède 7,66% de NBC Universal à l'américain GE - Reuters
Unilever rachète Alberto Culver pour 3,7 milliards de dollars - Reuters
Nestlé se renforce dans l'alimentation à visée médicale - Reuters
Sanofi chercherait à relever son offre sur Genzyme - Reuters
L'américain Spirit envisage de racheter Latécoère - Le Figaro

Mauvais calcul ou un cadeau empoisonné, pour qui ?

Le président de la cour d'appel de Paris a renoncé à choisir les magistrats qui conduiront le procès en appel de l'affaire Clearstream, où doit comparaître l'ex-Premier ministre Dominique de Villepin.

L'affaire sera jugée par la chambre spécialisée dans les affaires financières, normalement compétente suivant l'ordre d'un tableau de service, a annoncé lundi Jacques Degrandi.

Le procès est de ce fait différé au deuxième trimestre de 2011, ce qui représente un retard de plusieurs semaines. (Reuters 27.09)

Pour peu que ce procès soit encore retardé et qu'il traîne en longueur, il interviendra en pleine période pré-électorale, de quoi faire penser aux électeurs à toutes les affaires ayant ponctué sa mandature. Un moyen comme un autre de se débarrasser de l'épileptique du Palais ?

Expropriez les patrons et appelez la classe ouvrière de tout le pays à vous soutenir et vous imiter.

La direction de Lejaby a saisi lundi en référé le tribunal de Lyon pour obtenir l'évacuation de son siège social, occupé depuis le 16 septembre par des ouvrières en grève contre un projet de délocalisation du fabricant français de lingerie féminine.

Cinq ouvrières sont assignées devant le juge, alors qu'une centaine d'entre elles occupent le siège social de Rillieux-la-Pape, près de Lyon, où elles empêchent l'entrée et la sortie des camions de livraison.

Dans l'attente de la décision du tribunal, les salariées n'ont pas l'intention de lever le camp et certaines s'apprêtaient lundi soir à passer leur douzième nuit sur place.

Lejaby a déjà licencié 225 salariées en 2003 pour délocaliser une partie de sa production. L'entreprise envisage aujourd'hui de fermer ses sites de production de Bourg-en-Bresse (Ain), Bellegarde (Ain) et Le Teil (Ardèche) à la mi-novembre en licenciant 197 personnes, sur un effectif total de 653. (Reuters 27.09)

La culture à la mode Bolkestein.

Les travaux de réhabilitation du théâtre Le Trianon sont réalisés par des ouvriers roumains, « *détachés* » par une agence d'interim de leur pays.

Depuis plusieurs mois, la réhabilitation du Trianon, un théâtre situé dans le 18e arrondissement de Paris, est réalisée par des salariés roumains, embauchés sur ce chantier par une entreprise d'intérim roumaine. Ils seraient, selon les sources, entre 25 à 40 ouvriers à manier la truelle dans des conditions de sécurité plus qu'approximatives. Ainsi, mardi dernier sur le chantier que Ben Benyahia de la CGT construction qualifie de « *bricolage* », un ouvrier était en train d'attaquer un mur au marteau piqueur, sans casque !

Sur le chantier, tout vient, semble-t-il, de Roumanie, y compris les matériaux, les salariés eux, étant employés par une société d'intérim et « *détachés* » spécialement pour ce chantier. Cette pratique n'est pas illégale mais n'en reste pas moins du dumping social. Les ouvriers sont logés et nourris sur place par une cantinière. Ils travaillent, y compris le samedi, plus de 35 heures par semaine. Selon le calcul de la CGT, ce rythme de travail, même s'ils touchent un smic mensuel, leur laisse une rémunération de 2 à 3 euros de l'heure.

« *On ne peut faire les travaux que comme ça, et tout est en règle* », s'énerve Abel Nahmias (l'un des deux propriétaires -Ndlr). Pour eux, l'objectif avoué est d'économiser « *900 euros* » par tête, selon la CGT jusqu'à 3 000 euros en comptant les heures supplémentaires. Car les ouvriers roumains ignorent bien souvent le droit du travail français et sont motivés par le fait de toucher plus de 1 200 euros quand le salaire minimum roumain ne dépasse pas les 250 euros par mois. En attendant, le chantier continue à un rythme effréné pour que le théâtre puisse rouvrir en novembre. L'inspection du travail est passée au mois d'août mais ne s'est pas encore prononcée sur la fermeture ou non du chantier. (L'Humanité 21.09)

Précarisation de l'emploi à l'échelle mondiale : c'est l'avenir ou la "*maturité*" du capitalisme !

« *Là, où il y a un redémarrage de l'emploi, on observe que cela se fait souvent avec un travail intérimaire. C'est vrai en Asie, tout particulièrement en Chine et en Inde. On l'observe également dans des pays émergents comme le Brésil. Dans les pays développés, on constate cette dynamique en Australie et en Corée du Sud* », explique Raymond Torrès, directeur de l'Institut international d'études sociales à l'Organisation internationale du travail (OIT).

D'ailleurs, les géants de l'intérim - Adecco, Randstat et Manpower - ne s'y sont pas trompés. A côté des marchés européens plus « *matures* », ils se tournent aujourd'hui vers les émergents : Brésil, Afrique du Sud, Inde... pour développer leurs activités. (La Tribune 23.09)

Les fers de lance de la dictature du capital.

1- Les Etats membres de l'Union européenne sont resté divisés lundi sur les détails de la réforme qui doit être appliquée au Pacte de stabilité.

Deux jours avant la présentation par la Commission européenne de ses propositions en la matière, les ministres des Finances des Vingt-Sept étaient réunis à Bruxelles pour une réunion de la "task force" présidée par Herman Van Rompuy.

Consacrée à la question de l'automaticité des sanctions et du critère de réduction de dette, cette réunion devait permettre de rapprocher les positions de l'Allemagne, qui défend une ligne dure susceptible d'imposer la rigueur dans toute l'Europe, de celle de la majorité des Etats, dont la France, désireux de se préserver des marges de manoeuvre.

La rencontre a finalement débouché sur un communiqué d'une page et demie donnant la liste des accords existant entre les Vingt-Sept sur une série de principes généraux liés à cette réforme comme une attention accrue portée aux niveaux de dette, l'instauration d'un nouveau système de sanction ou une surveillance des déséquilibres macroéconomiques.

Il reprend aussi deux idées chères à l'Allemagne : l'instauration d'une semi-automaticité des sanctions et la conditionnalité du versement des fonds européens à une application stricte du Pacte de stabilité, point que la Commission a finalement laissé de côté dans ses propositions.

Mais, faute de consensus entre les Vingt-Sept, le texte ne précise pas par exemple un élément clé tel que le critère retenu pour évaluer les niveaux de dette et leur rythme de réduction.

Sont aussi laissées pour plus tard des questions telles que le type de majorité - simple ou qualifiée - qui serait nécessaire pour bloquer l'enchaînement automatique des étapes des sanctions ou encore le cadre de sanctions associé à la nouvelle surveillance des déséquilibres de compétitivité.

La Commission européenne présentera mercredi cinq propositions législatives en vue de réaliser la plus importante réforme du Pacte de stabilité et de croissance depuis sa création en 1997.

Ces propositions, qui doivent recevoir l'aval des Vingt-Sept et du Parlement européen, prévoient notamment des sanctions automatiques lorsqu'un pays de la zone euro s'éloigne des limites fixées par le Pacte d'un déficit et d'une dette publics inférieurs respectivement à 3% et 60% du PIB.

Selon le système imaginé par la Commission, un Etat devrait ensuite recueillir une majorité qualifiée dans un délai de dix jours pour empêcher le déclenchement des étapes suivantes.

La Commission proposera également que les Etats réduisent leur dette selon un rythme chiffré pluriannuel s'ils veulent éviter de lourdes amendes.

L'exécutif communautaire souhaite que la part de la dette d'un pays au-delà de 60% du PIB, limite fixée par le Pacte de stabilité et de croissance, baisse à un rythme annuel de 5% pendant au moins trois ans.

Dans le cas contraire, le pays serait sanctionné par un dépôt financier équivalent à 0,2% de son PIB.

Cette règle serait la même pour les déficits publics, que les Etats devront réduire à un rythme annuel de 0,5% jusqu'à retour à l'équilibre pour éviter une procédure à leur encontre.

Enfin, un tableau de contrôle des déséquilibres macroéconomiques et de compétitivité serait créé, associé lui aussi à un mécanisme de sanctions prévoyant des amendes équivalentes à 0,1% du PIB d'un pays. (Reuters 27.09)

2- La plus haute instance de décision du FMI, son conseil d'administration, a voté pour rendre obligatoires les «*Programmes d'évaluation du secteur financier*» pour les pays jugés les plus importants pour le système financier mondial, a annoncé le FMI dans un communiqué.

Il s'agit des plus grands pays développés dont l'ensemble des membres du G7, et au total 12 pays d'Europe de l'Ouest, mais également de l'Australie, d'économies asiatiques nouvellement développées (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour) et d'économies émergentes (Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie, Turquie).

Ces rapports ont été créés après la crise asiatique de la fin des années 1990, dans le but de pouvoir détecter les déséquilibres qui grandiraient dans un pays en particulier. Les premiers datent de 2001.

Ils étaient jusque-là rédigés sur la base du volontariat. Les Etats-Unis, à l'origine de la crise financière mondiale qui a éclaté en 2007, se sont vu reprocher de ne s'être soumis à l'un de ces rapports qu'à la fin 2009.

Le conseil d'administration n'a pas encore décidé quelle devrait être la périodicité de ces rapports, bien que la direction FMI ait proposé d'en rédiger un tous les trois ans. (Libération.fr 27.09)

Maintenant se soumettent au diktat de l'UE ou du FMI, les chefs d'Etat qui le veulent bien, ne jamais le perdre de vue, sinon on pourrait en arriver facilement à appeler à rompre avec l'UE et le FMI en oubliant au passage les institutions de la Ve République, par exemple.

Roumanie. Crise sociale et politique. Des "*chiens*", pas seulement les Versaillais !

Le ministre de l'Intérieur roumain a démissionné lundi, expliquant que la manifestation des policiers contre une coupe de 25% de leurs salaires l'avait déshonoré tout comme ceux qui y avaient participé. Ce départ s'inscrit dans la crise social que traverse ce petit pays des Balkans depuis le début de la récession.

Les Roumains ont manifesté à plusieurs reprise dans les rues de la capitale Bucarest la semaine dernière pour contester les mesures d'austérité et les réductions de salaire décidées par le gouvernement pour tenter de réduire le déficit budgétaire exigé notamment par le Fonds monétaire international (FMI).

Le ministre de l'Intérieur Vasile Blaga a estimé lundi que les manifestants avaient mené une action illégale et "*oublié le serment qu'ils avaient prêté*" en devenant policiers. Blaga, un proche du président Traian Basescu, a qualifié sa démission d'acte d'"*honneur*".

Selon le ministre de l'Intérieur, la manifestation a affaibli l'autorité de l'Etat. En réponse à ces protestations, lui-même et le Premier ministre Emil Boc avaient mis un terme à leur protection policière, et engagé des gardes de sécurité payé sur le budget présidentiel, un des rares qui n'a pas été touché par les mesures d'austérité.

Près de 6.000 policiers avaient défilé vendredi devant le palais présidentiel et lancé des oeufs contre la façade, criant "*sortez, sale chien!*". (AP 27.09)

J'ai vu aux infos sur TV5Monde Asie hier soir, qu'il y avait eu aussi des manifestations de fonctionnaires en Slovénie je crois, mais je n'ai pas trouvé de dépêches de presse ce matin à ce sujet.

Argentine. Les séquelles de la dictature. Flics à 9 ans !

Dans la ville d'Esquel, située dans la province de Chubut au nord de la Patagonie, ils sont environ 45, de 9 à 14 ans, à jouer aux "*flics*" le samedi. "*L'endoctrinement policier*" est assuré par l'aumônier de police locale, le père Adrian Alberto Mari. Des officiers viennent saluer les enfants et animer des ateliers pratiques, notamment sur la prévention des délits. On leur apprend aussi à défiler et à respecter symboles patriotiques, parents et adultes.

"*Nous leur demandons de bonnes notes à l'école, de bien se comporter à la maison et de saluer les policiers. Nous leur disons qu'il ne faut pas avoir peur d'utiliser l'uniforme*", explique le père Mari. Pas de quoi convaincre Juan Arcuri, sous-secrétaire des droits de l'homme de la province, qui s'est plaint à la police. Les activités du père Mari sont en suspens. Margarita Stolbizer, député de la Coalition civique (opposition), a même présenté un projet invitant le gouvernement à "*prendre rapidement des mesures*" afin d'en finir avec ces pratiques violatrices, selon elle, de la Convention internationale des droits de l'enfant. Nora Schulman, responsable du comité d'application de la Convention, dénonce, elle, "*la présence de mineurs au sein de services de police et de gendarmerie dans plusieurs provinces*". Selon ses calculs, il existe plus de 8.000 enfants-policiers dans toute l'Argentine.

Dans la province de Misiones, au nord du pays près de la frontière avec le Paraguay et le Brésil, on compte 32 unités avec plus de 2.000 intégrants et leur propre site Internet. L'initiative, née à la fin des années quatre-vingt, est soutenue par les parents. Ces derniers y voient un bon moyen d'encadrer et de distraire leurs enfants. "*C'est bien cela qui est préoccupant*", pense Nora Schulman. "*Dans la province de Salta, la société considère cette militarisation comme un geste courageux pour sortir les enfants de la rue. On peut s'en inquiéter si l'on regarde comment en Colombie les enfants participent au conflit armé*".

À Esquel, les parents ont récemment manifesté avec leurs bambins afin de réclamer le retour de la police des enfants. (Lepoint.fr 27.09)

Je ne voudrais pas dire de bêtises, mais je crois que les élèves de certaines écoles reçoivent une formation militaire ou y ressemblant au cours de leur scolarité, car j'en vois parader dans les rues de Pondichéry chaque fois que j'y vais faire des courses, marchant au pas, saluant, etc. Je vais me renseigner et je vous tiendrai au courant. On n'imagine pas le nombre de pays dans le monde où les élèves commencent la journée à l'école par le garde-à-vous et le salut au drapeau avant d'entonner l'hymne national.

Haut de page

Le 29 septembre

Alerte, à la bombe, non, à l'orage ! Plus le temps de causer : il y a un gros orage ! Il n'y a plus de courant évidemment et je dois tout débrancher, y compris les trois gros fusibles situés après le compteur.

Le climat est détraqué, on n'a jamais vu cela en 20 ans, il pleut tous les deux jours depuis près de trois mois, alors que la mousson arrive seulement maintenant de ce côté-là de l'Inde du Sud. Avantage, la température est plus fraîche, si l'on peut dire, un petit 30°C au lieu de 35 ou plus. C'est bon pour la culture du riz, mais les légumes pourrissent ! Le vent et le principal courant marin n'ont pas changé de sens comme tous les ans entre la mi et la fin mai, alors qu'on est fin septembre. Quant à la mer et au rivage, pas de changement, le calme plat et la mer est toujours à environ 80 mètres de l'endroit où je vous écris. On passe aux infos en bref.

Le monarque et ses courtisans. Un régime de parti unique.

1- Le chef de l'Etat «*exclut toujours une candidature venant du centre droit*» de sa majorité, malgré les ambitions présidentielles affichées ou envisagées par certains ténors centristes alliés à l'UMP, affirme ce mardi l'ancien Premier ministre sur son blog, le «*carnet de Jean-Pierre Raffarin*».

«*C'est l'avance au premier tour qui crée la dynamique du second*», justifie Nicolas Sarkozy, cité par le sénateur de la Vienne après le petit-déjeuner hebdomadaire de la majorité à l'Elysée. (20minutes.fr 28.09)

2- "*Je représente une vingtaine de députés du groupe, qui n'osent pas parler pour ne pas perdre leur investiture [aux prochaines élections législatives en 2012, ndlr] ou parce qu'ils veulent se placer*", explique Lionel Tardy, un député indépendant, qui, pour préciser sa position au sein de l'UMP, confie seulement vouloir la reconduction de François Fillon. (Lepost.fr 28.09)

Acceptez de vivre sous le joug du capitalisme et vous deviendrez de "*bons petits Français*", des esclaves modèles des temps modernes.

"*Si cela vous choque que des étrangers deviennent de "bons petits Français", moi je trouve que c'est une excellente nouvelle*", déclare Éric Besson au *Parisien*. "*Être des 'bons Français', ça ne veut pas dire renier son histoire, ses origines ou sa culture française*", poursuit le ministre avant d'ajouter : "*Si mon ministère peut être une machine à fabriquer de bon Français, je serai très heureux.*" (Lepoint.fr 28.09)

Quelle histoire, quelle culture, quelle origine, les vôtres qui coïncident avec celles de la classe dominante et qui figurent dans les manuels scolaires d'histoire, celles qui sont enseignées dans les universités pour former de bons petits soldats aux ordres du capital, celles qui perpétuent l'oeuvre obscurantiste des religieux et qui a pour fonction de détouner la jeunesse du véritable savoir, de la compréhension des rapports sociaux sur lesquels repose le fonctionnement de la société...

Leur histoire, leur culture, l'origine qu'il nous prête, c'est celle de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il s'agit de légitimer à défaut de pouvoir la justifier, de la servitude humaine qui se perpétue depuis des millénaires avec la bénédiction des religions et qui devrait se poursuivre pour l'éternité, amen et ave le prince des ténèbres : Sarkozy !

La conception des "*bons petits Français*" selon les nostalgiques du régime de Vichy de l'UMP.

Le projet de loi sur l'immigration que l'Assemblée nationale examine à partir de mardi 28 septembre, donne à Thierry Mariani (UMP), 52 ans, l'occasion de se mettre en avant sur les questions d'immigration.

Avec Christian Estrosi, Lionnel Luca ou Eric Ciotti, M. Mariani représente ces élus UMP du Sud-Est - où l'implantation du Front national est importante- qui flirtent avec les thématiques d'une extrême droite qui les met sous pression et à laquelle ils disputent une clientèle infidèle.

Thierry Mariani est ainsi l'une de ces pièces maitresses de l'UMP dont la mission est de siphonner l'électorat lepéniste.

Avec 35 autres députés, dont Lionnel Luca ou encore Christian Vanneste - député du Nord qui s'est notamment illustré par des propos polémiques sur les homosexuels- Thierry Mariani a crée La Droite populaire. Ce collectif entend occuper le créneau laissé par le MPF, entre la droite et l'extrême droite.

Dans leur charte, les élus affirment qu'ils sont "*fiers d'appartenir à la droite de conviction*". Et égrènent leurs priorités. D'abord, "*la Nation […] seul cercle d'appartenance à la fois à l'échelle de l'homme et à l'échelle du monde. Nous souhaitons la promouvoir comme gage de stabilité entre les peuples et comme élément fondamental de notre identité.*"

Reprenant une sémantique très identifiée à l'extrême droite, ils se prononcent "*contre les tabous du 'politiquement correct'*". Ils soulignent: "*Nous sommes attachés au patriotisme pour redonner fierté, espoir et ambition aux Français. Fiers de notre langue et de notre histoire, nous défendons aussi les symboles de notre Nation : la Marseillaise comme le drapeau tricolore.*" Et plus loin : "*Nous croyons en l'identité de notre Pays et en l'unité de la République […] Ceux qui choisissent de vivre en France doivent adhérer aux valeurs de notre République par une démarche volontaire. L'immigration doit être contrôlée et maîtrisée.*"

Enfin, affirmant que "*la sécurité est la première des libertés*", La Droite populaire estime que "*ceux qui ne respectent pas les règles de la société et les valeurs de la République doivent être sanctionnés avec rigueur. Nous rejetons le sentiment d'impunité et le laxisme qui conduisent au désordre dont souffrent les plus faibles.*" (Lemonde.fr 28.09)

Sixième projet de loi sur l'immigration en huit ans. Une hypocrisie entretenue bien au-delà de l'UMP.

Éric Besson a justifié mardi, à l'Assemblée nationale, le nouveau projet de loi sur l'immigration en soulignant que la France avait "*l'obligation de transposer*", dans les prochains mois, trois directives européennes. "*On ne peut pas à la fois présenter l'Europe comme la seule solution aux problèmes d'immigration et s'opposer au Pacte (sur l'immigration), adopté à l'unanimité des 27 États membres, et à la transposition des directives*", a dit le ministre de l'Immigration dans un hémicycle quasi désert.

Le ministre a ensuite énuméré les trois directives européennes qu'il souhaite transposer dans le droit français. La première met en place une "*carte bleue européenne*" (l'équivalent de la "green card" américaine) pour les travailleurs étrangers hautement qualifiés. La deuxième, la directive "*sanctions*", vise "*ceux qui exploitent l'immigration clandestine*". La troisième, enfin, dite "*directive retour*", ouvre "la possibilité" pour l'autorité administrative d'assortir une décision d'expulsion d'une "*interdiction de retour*" sur le territoire européen d'une durée de 3 à 5 ans. En commission, le rapporteur du projet Thierry Mariani (UMP) a durci cette "*possibilité*" en la transformant, contre l'avis du gouvernement, en "*obligation*".

"*Ces mesures de lutte contre l'immigration illégale sont la condition de l'intégration de l'immigration légale*", a dit M. Besson, citant Lionel Jospin dans un de ses discours sur l'immigration, prononcé alors qu'il était Premier ministre. (Lepoint.fr 28.09)

A l'origine de ces directives on trouve les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE qui les ont "*adoptées à l'unanimité*", merci monsieur Besson de cette précision. Ce n'est donc pas l'UE qui impose son diktat aux différents Etats, mais les chefs d'Etat qui se servent de l'UE pour appliquer des lois anti-ouvrières ou antisociales qu'ils n'osent pas proposé eux-mêmes dans leur propre pays.

Si Hortefeux pris récemment en flagrant délit de mensonge le dit, c'est forcément vrai !

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a assuré mardi, lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, que le gouvernement ne pratiquait "*aucune écoute téléphonique illégale*" en France.

Mais voilà, *Le Canard enchaîné* fait état dans son édition de mercredi le contenu d'une lettre du 17 février 2010 de Jean-Paul Faugère, directeur de cabinet de François Fillon, qui mentionne cette mesure bénéficiant aux ministères de l'Intérieur et de la Défense dans les cas de "*sécurité nationale*", une décision classée "*confidentiel-défense*" du Premier ministre autorisant en février dernier la police française à se dispenser d'autorisation pour examiner les factures détaillées de téléphone de tout citoyen, dont les journalistes du Monde afin d'identifier leurs sources (affaire Woerth-Bettencourt),.

Auparavant, selon une loi de 1991, les policiers ne pouvaient accéder à ces données que sur ordre d'un magistrat dans le cadre d'une enquête judiciaire, ou avec le feu vert de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), une instance indépendante, dans un cadre administratif.

Matignon a nié l'interprétation du *Canard enchaîné* sans toutefois démentir l'existence du document évoqué. (Reuters et Lepoint.fr 28.09)

Les présidents et les élus des régions du PS et ses satellites vont-ils démissionner en bloc ?

Le ministre du Budget, François Baroin, a annoncé, ce mardi, le gel sur trois ans des dotations de l'Etat aux collectivités locales, ainsi qu'un système global de péréquation suite à la réforme de la taxe professionnelle.

Le ministre a fait ces annonces lors d'une réunion du Comité des finances locales.

Le gel s'inscrit dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques 2011-2013 qui sera présenté mercredi en conseil des ministres, en même temps que le projet de loi de finances 2011.

L'enveloppe des dotations d'Etat aux collectivités locales s'élève à 50,4 milliards d'euros. (Libération.fr 28.09)

Inutile d'attendre la réponse à la question posée dans le titre, vous la connaissez. Par contre, ils vont réclamer la démission du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer : normal, cela ne leur coûte rien !

Suite sur la précarité et la pauvreté en France : "*il n'y a pas de perspective*".

"*On a constaté que la pauvreté grandissait. Nous avons une hausse de fréquentation de 20% dans nos permanences, ce qui est considérable*", souligne Henriette Steinberg, secrétaire nationale du Secours populaire.

Toutes les régions sont concernées, y compris les zones rurales jusqu'ici plutôt épargnées.

La crise a fait affluer dans les centres d'aide des populations nouvelles: jeunes, retraités financièrement étranglés pour s'être portés caution pour leurs enfants, classes moyennes brusquement confrontées au chômage.

"*Travailleurs en CDD et intérimaires ont été victimes dès septembre 2008 des premiers éléments de la crise*", témoigne Patrick Doutreligne, délégué général de la Fondation Abbé Pierre. "*Des gens dans une grande détresse car confrontés à des codes sociaux qu'ils ne connaissaient pas jusqu'ici*".

"*Ceux qui étaient à fleur de l'eau, les mères seules, les employés à temps partiel qui gagnent les deux tiers du smic, ceux-là ne s'en sortent absolument pas*", dit Patrick Doutreligne.

Les jeunes souffrent aussi, à l'heure où 23% des 16-24 ans sont au chômage et où 120.000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme.

"*Ils vivent non seulement un moment difficile dans leur vie, mais il n'y a pas de perspective*", déplore Véronique Davienne, déléguée nationale adjointe d'ATD Quart-Monde.

Selon la Fondation Abbé Pierre, le coût de la vie a augmenté de 20% en dix ans, les loyers HLM ont été relevés de 29%, et les prix de

l'immobilier, de 107%, obligeant certains ménages à consacrer plus de 50% de leurs revenus à leur logement.

Au-delà des chiffres, l'ancrage de la misère dans le pays change le rapport de la population à la détresse économique.

"*Il y a une manière de plus en plus décomplexée de parler de personnes en situation de pauvreté*", remarque Véronique Davienne. "*Les familles se sentent mal perçues, comme si elles y mettaient de la mauvaise volonté. Ces choses-là ne sont pas vraiment dites mais elles sont induites, et c'est pesant*".

L'activité des bénévoles, toujours importante, se teinte d'inquiétude. "*Les yeux s'ouvrent et il y a une vigilance sociale qui fait que les gens se demandent: 'Est-ce que demain, ça ne va pas être moi ?'*", dit Henriette Steinberg. (Reuters 28.09)

Quel creuset extraordinaire pour construire le parti !

Le régime la rigueur fait pour durer, jusqu'à quand ?

«*Le projet de budget que nous vous présentons est sévère. Et il va falloir continuer après 2011*», a dit Fillon à des députés de l'UMP qui réclament une augmentation de la CRDS.

Puis, s'adressant aux «*plus rigoureux d'entre vous*», dont il se sent «proche», le premier ministre a expliqué qu'il y a «*toujours une partie du cerveau qui veut plus de rigueur et une autre partie, que j'ai régulièrement au téléphone, qui demande à ce que l'on fasse attention aux étudiants, aux chômeurs, etc.*». (Lefigaro.fr 28.09)

Et comme la liste des couches de la population qui n'en peuvent plus de ce régime ne fait qu'augmenter au fil du temps, on comprend qu'à force de tirer sur la corde ils "*fassent attention*" à ne pas atteindre le point de rupture...

Rappel. Comment ils ont taillé à la hache dans notre droit à la santé.

2005: Une participation forfaitaire de 1 euro est laissée à la charge de l'assuré pour les actes et consultations médicales et pour tous les actes de biologie médicale dans la limite de 1 euro par jour. Les mineurs, femmes enceintes et bénéficiaires de la CMU ou AME sont exclus.

2006: La loi de financement de la Sécurité sociale prévoit un forfait de 18 euros restant à la charge des usagers pour les actes médicaux de plus de 91 euros ou affectés d'un coefficient supérieur ou égal à 50.

2007: La loi de financement de la Sécurité sociale du 19 décembre instaure les «franchises médicales». Des sommes sont déduites du remboursement de certaines prestations: 0,50 euro par boîte de médicaments et par acte paramédical et 2 euros par transport sanitaire, avec un plafond annuel de 50 euros.

2010: Le forfait hospitalier passe à 18 euros. Cette somme, restant à la charge du patient hospitalisé, était de 13 euros en 2004, et de 16 euros depuis 2007.

Par vagues successives: Déremboursement de médicaments: 82 à l'été 2003, 156 en mars 2006, 200 en 2010… Leur remboursement passe de 35 à 15%. (20minutes.fr 28.09)

A bas les licenciements : expropriation !

Des salariés de Teleperformance, le numéro un mondial des sociétés de centres d'appels externes, ont débrayé mardi 28 septembre dans plusieurs centres d'appel pour protester contre un plan social qui prévoit 689 suppressions de postes et pour dénoncer la "*précarisation du travail*".

A l'appel de l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-FO-SUD, la mobilisation a été la plus forte sur le site de Rennes, qui doit fermer en 2011. Plus d'une centaine de salariés du centre ont manifesté à l'extérieur de l'entreprise portant une banderole "*Teleperformance, locaux vétustes, 160 licenciements*". Ils ont distribué des tracts aux automobilistes. Des débrayages d'une à deux heures ont également eu lieu au Mans et à Orléans, à Bordeaux et à Pantin (Seine-Saint-Denis). La CFTC, premier syndicat de l'entreprise, a fait état d'une participation autour des 70 %, que la direction a évaluée à 5 %.

Dans un communiqué, les syndicats dénoncent "*la réduction massive d'emplois en CDI alors que 700 intérimaires continuent de travailler dans l'entreprise*". A la suite du plan social du premier semestre, près de 600 salariés d'Ile-de-France ont été licenciés, mais "*aucune embauche n'a été faite à Villeneuve-d'Ascq et Orléans*", dit l'intersyndicale, qui relève également "*l'existence de nouveaux contrats importants pour Amazon et Free, directement produits dans les centres off-shore*". Présent dans cinquante et un pays, Teleperformance possède notamment quatre centres en Tunisie et un au Maroc.

La direction précise que "*les discussions avec les organisations syndicales se poursuivent*" et qu'une "*réunion intermédiaire*" est prévue le 5 octobre pour répondre "*à toutes les questions complémentaires des élus du personnel de manière à permettre aux CCE et CE de rendre un avis éclairé*". (Lemonde.fr 28.09)

Bientôt le marché français comptera pour du beurre !

PSA Peugeot Citroën espère vendre cette année plus de 350.000 voitures en Chine (738.000 en France en 2009), pays appelé à devenir, à terme, son premier marché, déclare le président de son directoire dans un entretien à paraître mercredi dans *Le Figaro*.

"*Si notre croissance se déroule comme prévu, ce marché est effectivement destiné à devenir notre premier débouché. Au total, nous visons 8% de part de marché en Chine entre 2015 et 2020.*" a précisé Philippe Varin.(Reuters 28.09)

A l'échelle du monde la France est un pays minuscule, moins de 1% de la population mondiale, avec le développement de classes moyennes en Chine et en Inde, de leur marché intérieur, l'élévation du niveau de vie de la population, l'accès au crédit, etc. en comparaison le marché français sera insignifiant d'ici une ou deux décennies.

La locomotive du capitalisme mondiale.

La croissance économique de l'Asie atteindra cette année son rythme le plus rapide depuis 2007 grâce à la vigueur de la reprise, avant de ralentir en 2011, a déclaré mardi la Banque asiatique de développement (BAD).

L'Asie en développement, qui regroupe 45 pays de la région, devrait connaître une croissance de 8,2% en 2010 et de 7,3% en 2011, selon les nouvelles perspectives 2010 de l'institution.

"*Un regain d'appétit pour le risque et les actifs des marchés émergents de la part des investisseurs conjugué à une forte reprise économique sont à l'origine d'un afflux de capitaux vers les pays émergents d'Asie*", explique la BAD.

Pour la Chine, la BAD table sur une croissance de 9,6% cette année, soutenue par les exportations et la demande intérieure, et une légère décélération en 2011 à 9,1%.

La croissance indienne devrait en revanche légèrement progresser en 2011 et s'établir à 8,7% après 8,5% cette année, grâce à la demande intérieure, aux bénéfices des entreprises et aux conditions de financement favorables.

Les prévisions de croissance pour les 10 économies du sus-est asiatique ont été révisées nettement à la hausse, à 7,4% en 2010, soit leur rythme le plus soutenu depuis 1996, avant le déclenchement de la crise financière asiatique. (Reuters 28.09)

Roumanie. Le président Traian Basescu : dehors !

Plus de 5.000 Roumains ont manifesté mardi contre les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement pour réduire son déficit budgétaire après une profonde récession.

Des salariés des secteurs de la santé, du transport ferroviaire, de la défense et d'autres secteurs publics venus de tout le pays ont manifesté devant les bureaux du gouvernement dans la capitale Bucarest.

Des dizaines de manifestants ont brièvement affronté la police devant le ministère de l'Agriculture.

Les manifestants étaient équipés de sifflets et de sirènes. Ils ont demandé le départ du président Traian Basescu tout en bloquant la circulation sur une des principales artères de la capitale, la Calea Victoriei.

La Roumanie est le théâtre de succession de manifestations depuis que le gouvernement a réduit les salaires des fonctionnaires de 25%. (AP 28.09)

Et en France : on le garde ou on le met dehors Sarkozy ?

Japon. Un yakuza de la finance au tapis.

Takefuji, la première société de crédit à la consommation du Japon, a annoncé mardi un dépôt de bilan de 5,1 milliards de dollars (3,8 milliards d'euros), conséquence, entre autres, d'une réglementation devenue beaucoup plus stricte.

Les sociétés de crédit à la consommation ont la vie rude au Japon depuis qu'un jugement intervenu en 2006 les a obligées à rembourser leurs clients, estimant qu'elles avaient eu la main trop lourde sur les taux d'intérêt.

De surcroît, le gouvernement a récemment plafonné ces taux d'intérêt, ce qui n'a fait qu'aggraver leurs déboires.

L'obligation de rembourser une partie des intérêts facturés à la clientèle a déjà conduit à la faillite nombre de sociétés de crédit à la consommation plus petites que Takefuji. Ses concurrentes redoutent que leurs clients ne réclament en masse leurs remboursements, de crainte de ne plus pouvoir toucher leur argent si elles aussi faisaient faillite.

Selon un avocat participant à la procédure de dépôt de bilan, Takefuji s'expose à quelque 2.000 milliards de yens (18 milliards d'euros) de demandes de remboursement d'un trop-perçu d'intérêts émanant de deux millions de clients au plus.

Les analystes minimisent toutefois les retombées de la chute de Takefuji sur le secteur financier. "*Takefuji a levé la plus grande partie de son capital par l'intermédiaire d'obligations, détenues pour une bonne part par des investisseurs étrangers, surtout des fonds spéculatifs; son dépôt de bilan n'aura donc pas de gros impact sur le système financier*", estime Junichi Shimizu, analyste de Deutsche Securities.

Le passif de Takefuji représentait 433,6 milliards de yens (3,8 milliards d'euros) à la fin juin, selon Tokyo Research, dont 135 milliards environ en obligations.

Les sociétés de crédit à la consommation ont prospéré dans les années 1990, l'économie japonaise donnant alors des signes de faiblesse et les banques commençant à freiner le crédit. Elles pouvaient emprunter à des taux très bas, tout en facturant des intérêts de près de 30%, ce qui leur permettait d'absorber des taux de défaut élevés sur des prêts sans garantie.

Le jugement de 2006 et l'intervention de l'Etat ont mis le holà. "*Il se peut que les prêteurs doivent augmenter leurs réserves et accroître les dépréciations de leurs fonds propres en conséquence d'une hausse des demandes de remboursement*", constate Junichi Shimizu, chez Deutsche Securities.

Takefuji a connu des débuts modestes après sa fondation en 1966 pour ensuite devenir la première société de crédit à la consommation du Japon. Son fondateur Yasuo Takei fut classé deuxième fortune du Japon par Forbe's en 2005, avec un patrimoine évalué à 5,6 milliards de dollars.

L'offensive de l'Etat sur le crédit à la consommation a culminé en juin avec le plafonnement des intérêts à 20%, contre 29,2% précédemment, et l'instauration de la règle limitant l'endettement des ménages au tiers de leurs revenus au maximum. (Reuters 28.09)

Haut de page

Le 30 septembre

Les 50 articles de presse de septembre sont en ligne au format pdf avec une table des matières renvoyant aux différents articles, à l'exception de ceux du 24 que j'ai efffacés par erreur.

Craquement à l'UMP, suite.

Le sénateur du Cantal Pierre Jarlier quitte le groupe UMP pour rejoindre le groupe centriste, qui passe à 30 membres. Membre du Parti radical de Jean-Louis Borloo mais aussi du mouvement République solidaire de Dominique de Villepin, il veut « *être libre de (ses) positions* » et voter comme bon lui semble. (Leposte.fr 29.09)

Respecter les institutions de la Ve République : c'est cela être "Français" !

Interrogée sur la définition du « *bon Français* », Nadine Morano, invitée de Bourdin Direct ce mercredi sur RMC : « *Je dirais ce qui permet d'être un Français. Parce que « qu'est-ce qu'un bon Français ? Qu'est-ce qu'un mauvais Français ?»… C'est un peu compliqué. Pour moi les valeurs qui incarnent la France, c'est le respect de nos institutions, c'est le respect de nos règles et de nos lois, c'est le respect de nos coutumes, de nos traditions. C'est ça être Français pour moi*", a-t-elle déclaré.

Avant de poursuivre: "*C'est le respect de notre devise, le respect du drapeau, c'est le respect de la Marseillaise, c'est tout ça.*". Et plus loin à propos des Français d'origine immigrée : "*Lorsque vous êtes vraiment en situation de trouver un emploi et de répondre à des critères, vous devez y arriver. Ne pas dire la vérité aux jeunes, c'est ne pas les aider.*". (Lemonde.fr 29.09)

Commentaire d'un internaute.

"Tu as déjà assisté à un entretien d'embauche d'un de ces jeunes dénoncés par cette brave dame? Moi c'est mon taf et ceux, qui d'après toi n'arrivent pas à communiquer et s'habillent comme des loques, font tous les efforts qu'il faut pour décrocher le saint Graal. Costume cravate, présentation impeccable, et même parfois coaches pour l'occasion. Seulement voilà, le recruteur scrute leur adresse (habiter Bobigny, quelle plaie...), leur expérience (longue période de chomage = pas de chance pour eux) et un zeste d'amalgames (ils existent et ceux qui disent le contraire sont de mauvaise foi, pour ne pas dire plus...).

Croire que les fameuses "cailleras" se comportent en milieu professionel de la même façon que dans leurs cités relève de la naïveté ou de l'idéologie."

Commentaire.

A l'écouter, il suffirait de se placer en "*situation de trouver un emploi*" et de claquer dans les doigts pour en trouver un !

Assurément Madame Morano qui n'a pas dû inventer le fil à couper le beurre se verrait bien à Matignon, ce n'est pas un canular, c'est elle-même qui l'a affirmé, elle ferait un sacré duo avec l'hystérique du Palais !

Nous sommes de "*mauvais Français* madame Morano car nous ne respectons ni votre devise ni votre drapeau ni la Marseillaise et "*tout ça*, l'artillerie du camp de la réaction ! Notre seule devise : l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, notre seul drapeau, celui du communisme, notre seul hymne l'Internationale !

Il faut combler un retard inexcusable.

La capitale a connu neuf alertes à la bombe en septembre 2010 contre trois en septembre 2009, a indiqué mercredi le chef d'Etat-major de la Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DESPAP) qui a lié cette augmentation à l'actualité récente.

En 2009, 39 alertes à la bombe ont été comptabilisées contre 37 au 29 septembre 2010, a précisé Jérôme Foucaud, le chef d'Etat-major de la DESPAP lors d'une conférence de presse.

Depuis une quinzaine de jours, le ministre de l'Intérieur, ainsi que de hauts responsables policiers, ont affirmé que la menace terroriste était élevée en France. (AP 29.09)

Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que ce soit le ministère de l'Intérieur qui ait sifflé le coup d'envoi des alertes à la bombe. A la prochaine étape, si les poseurs de bombe se faisaient encore désirer, Hortefeux trouverait bien le moyen de remédier à cette fâcheuse situation via ses barbouzes.

L'un en perd la raison, l'autre en a l'estomac dans les talonnettes. La situation sociale les rendrait-elle si nerveux ?

1- Bernard Accoyer, a commis un malencontreux lapsus lors de la séance de questions d'actualité, mercredi 29 septembre.

M. Accoyer a présenté le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, de son vrai nom Mevlüt Çavusoglu, comme Mevlüt Ceausescu, du nom du tristement célèbre dictateur roumain. (Lemonde.fr 29.09)

2- Peu tenté par le déjeuner servi au dernier sommet européen, le chef de l'Etat s'est fait servir une omelette.

Lors de la dernière réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, le 16 septembre, il a de nouveau critiqué le menu du déjeuner et réclamé une omelette. Nicolas Sarkozy n'est certes pas un grand gastronome, mais le plat de résistance de la discussion - la politique française de rapatriement des Roms - était sans doute particulièrement dur à avaler. (Lexpress.fr 29.09)

Quand la "*transparence*" consiste à ne surtout rien dire ! Laissez-les donc s'enrichir tranquillement.

Ce mercredi, le porte-parole du gouvernement Luc Chatel a prié Martin Hirsch, auteur d'un essai intitulé Pour en finir avec les conflits d'intérêt (Ed. Stock), de balayer devant sa porte: «*Quand on se veut chevalier blanc, il faut commencer par respecter la loi et ne pas divulguer des informations confidentielles auxquelles on a accès parce qu'on est membre d'une commission qui a été installée par le Parlement et qui vise à la transparence.*»

Allusion à la Commission pour la transparence financière de la vie politique - créée en 1988 à la suite de plusieurs scandales politico-financiers - dont Hirsch, conseiller d'Etat, a fait partie. Composée de neuf membres issus du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de la Cour de cassation, cette commission est chargée de collecter les déclarations de patrimoine des ministres et de certains élus -

parlementaires, députés européens, présidents de certaines collectivités locales, maires de communes de plus de 30.000 habitants. Et ce pour s'assurer qu'il n'y a pas eu un enrichissement personnel anormal au cours d'un mandat ou d'une mission ministérielle.

La loi du 11 mars 1988 sur la transparence financière prévoit en effet que «*la commission assure le caractère confidentiel des déclarations reçues ainsi que des observations formulées, le cas échéant, par les déclarants sur l'évolution de leur patrimoine*». (Libération.fr 29.09)

Social.

1- Le trafic pétrolier du port de Grand port maritime de Marseille (GPMM) est paralysé par une grève des agents portuaires, a indiqué mercredi un porte-parole du port. Les deux terminaux de Fos-Lavéra (Bouches-du-Rhône), à une trentaine de kilomètres de Marseille, ne fonctionnent pas.

Une trentaine de navires sont en attente de déchargement au large des bassins de Fos-sur-Mer. Le conflit trouve son origine dans la mise en oeuvre de la réforme portuaire, et plus particulièrement dans la création d'une filiale chargée des activités hydrocarbures.

La fédération CGT des ports et docks appelle en outre l'ensemble des ports français à observer un mouvement de grève les 1, 2 et 3 octobre. (AP 29.09)

2- Manifestation hier à Bruxelles. "*La politique sociale ne peut pas se limiter à l'assouplissement de la législation sur le travail ce qui ne créera pas d'emplois ou de croissance*", affirme John Monks, secrétaire général de la CES.

Les syndicats européens réclament une véritable "*Europe sociale*". (Lemonde.fr 29.09)

La CES qui est une création de l'UE des banquiers et des multinationales est parfaitement dans son rôle en ne dénonçant pas "*l'assouplissement de la législation sur le travail* ". Que les dirigeants corrompus des syndicats réclament aux destructeurs de tous les droits des travailleurs de l'UE une véritable "*Europe sociale*" comme si cela était possible est dans l'ordre des choses, il n'y a rien à en attendre.

Budget 2011.

1- Dans un entretien au *Monde* daté du 30 septembre, le ministre du budget, François Baroin, insiste sur la maîtrise des dépenses et défend le principe de la stabilité fiscale. '*Le budget 2011 constitue une rupture historique*' en matière de réduction de la dépense publique, indique-t-il, ajoutant : '*On n'a jamais vu , en cinquante ans, une réduction de près de deux points du déficit public en un an.*' (Lemonde.fr 29.09)

2- Le gouvernement vient de dévoiler son projet de loi de finance pour 2011. Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes, répond aux questions du Point.fr.

Le Point.fr : Quel jugement portez-vous sur ce projet de budget 2011 ?

Jean-Hervé Lorenzi : Les augmentations d'impôts restent assez limitées : ce ne sont pas les 10 milliards récupérés sur les niches fiscales et sociales qui bouleverseront l'évolution des revenus des Français. D'autant plus que cela touche surtout des gens qui ont des moyens importants.

Est-ce un budget de rigueur ?

Bien sûr. Mais ce n'est pas non plus un budget d'extrême rigueur qui aurait impliqué des hausses d'impôts massives.

La répartition des efforts entre réduction des dépenses et hausse d'impôts est-elle équilibrée ?

Les dépenses publiques ne vont pas augmenter dans les dix années qui viennent.

... un budget qui fait payer les classes moyennes, notamment via la suppression prévue des 15 % d'exonération de cotisations sociales pour les emplois à domicile...

C'est vrai, mais ça ne date pas d'aujourd'hui. Les classes moyennes sont les grands perdants des dix dernières années dans tous les pays développés, y compris la France. Elles paient les impôts alors que leurs revenus n'augmentent pas, que leur patrimoine est trop faible pour réaliser des plus-values importantes. C'est une tendance structurelle. Ce n'est pas la réduction des niches fiscales qui fera passer les classes moyennes de l'opulence à la pauvreté ! (Lepoint.fr 29.09)

3- Sur Canal+ Martine Aubry a critiqué "*un certain nombre d'impôts nouveaux*", ciblant les classes moyennes, citant notamment la suppression prévue des 15% d'exonération de cotisation sociale pour les emplois familiaux.

Un avis partagé par son prédécesseur à la tête du PS, François Hollande: "*On fait payer les impôts supplémentaires aux ménages, aux classes moyennes quand les plus favorisés seront dispensés*", a-t-il affirmé. (Lexpress.fr 29.09)

4- Un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ne sera pas remplacé. La loi édictée par le président Nicolas Sarkozy continuera bien à être appliquée par le gouvernement en 2011. Même si le nombre de postes supprimés, en équivalent temps plein (ETP), est légèrement inférieur à celui de 2010 (-33.749), il atteindra 31.638 en 2011. Sur trois ans, de 2011 à 2013, ce sont plus de 97.000 postes qui seront supprimés (avec -33.000 suppressions de postes programmées en 2012 et -33.100 en 2013).

La Fonction publique compte près de 2,3 millions de fonctionnaires d'Etat (en ETP), selon le rapport annuel 2009-2010, portant sur des chiffres au 31 décembre 2008.

Eternel perdant dans la course aux postes, l'Education nationale subira 16.000 suppressions de postes, comme en 2010. Juste derrière arrive le ministère de la Défense , qui perdra 8.250 postes, comme en 2010 aussi, et le ministère du Budget et des Comptes publics, amputé de 3.127 postes (contre 3.020 en 2010).

Sont également concernés le ministère de l'Intérieur (-1.595), celui de l' Ecologie (-1.287), celui de l'Agriculture (-650) et du Travail (-443), devant ceux de l'Economie (-273), des Affaires étrangères (-160) et de la Culture (-93).

A l'inverse, le ministère de la Justice verra ses effectifs augmenter de 400 postes, et les services du Premier ministre de 55 postes. Enfin, sont épargnés le ministère de l'Enseignement supérieur et celui de l'Immigration et de l'Intégration, qui ne perdent aucun poste, tout comme celui de l'Aménagement du territoire (-1). (Lefigaro.fr 29.09)

International. Economie.

Un point sur les monnaies.

Le dollar est au plus bas de cinq mois face à l'euro (1,3638 dollar) et de deux ans face au dollar australien (0,9730 dollar) alors que la rumeur d'une deuxième série de mesures dites d'assouplissement quantitatif de la part de la Réserve fédérale des Etats-Unis se fait de plus en plus insistante.

"*Avec un déficit budgétaire fédéral parti pour être supérieur à 1.000 milliards de dollars pendant plusieurs années, une économie qui ne peut produire assez pour répondre à l'appétence de Barack Obama à taxer et à imposer, voilà les investisseurs contents de vendre du dollar en se chargeant en or*", commente Peter Morici, professeur à l'université du Maryland, dans une note. "*Voilà pourquoi l'or est à 1.300 dollars.*"

"*Le contexte continue à se détériorer pour le dollar*", estime JPMorgan qui conseille à ses clients de vendre le billet vert sur tout rebond.

Par ailleurs, le yuan est monté à son plus haut niveau depuis la réévaluation historique de la devise chinoise en juillet 2005.

"*Nous sommes optimistes. L'économie américaine est faible et la Fed va lancer des mesures supplémentaires de sauvetage*", assure Ronald Leung, chez Lee Cheong Gold Dealers, à Hong Kong.

"*L'appréciation du yuan incite certains acheteurs de Chine continentale à acheter de l'or.*"

L'euro monte malgré les difficultés des pays dits périphériques de la zone euro. La prime exigée par les investisseurs pour détenir du papier souverain portugais ou irlandais plutôt que des emprunts d'Etat allemands a atteint des niveaux inédits depuis la création de la zone euro.

L'écart entre les Bunds allemands et le papier italien a atteint 173 points de base, son plus haut depuis le 9 juin.

L'euro a gagné environ 11% face au dollar entre juillet et septembre. La monnaie unique pourrait afficher son gain trimestriel en pourcentage le plus élevé sur huit ans environ, selon les données Reuters.

Le dollar apparaît également vulnérable face au yen. Le billet vert a touché son niveau le plus bas depuis l'intervention japonaise sur les marchés des changes il y a deux semaines alors qu'il était à un plus bas de 15 ans.

Dans la matinée, le dollar était en petite hausse à 83,64 yens, ce qui reste tout de même son niveau le plus bas depuis l'intervention du 15 septembre. (Reuters 29.09)

Japon.

Le secteur manufacturier japonais se montre davantage pessimiste pour l'avenir, et ce pour la première fois en près de deux ans, reflétant l'inquiétude suscitée par la hausse du yen, ce qui plaide en faveur d'un nouvelle assouplissement de la part de la Banque du Japon (BoJ) la semaine prochaine. (Reuters 29.09)

International. Social et politique.

Portugal.

Le Premier ministre portugais a annoncé mercredi soir une baisse de 5% des salaires des fonctionnaires, un gel des retraites dans la fonction publique, une hausse de la TVA de 21% à 23% et une nouvelle taxe sur le système financier en 2011.

Le ministre des Finances, Fernando Teixeira dos Santos, a en outre annoncé un gel des investissements publics jusqu'à la fin de l'année 2010.

Il a aussi déclaré que le gouvernement avait engagé des négociations avec Portugal Telecom pour récupérer le fonds de retraite de cet ancien monopole public, ce qui ferait rentrer 2,6 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat.

"*Le Portugal ne peut pas se permettre de ne pas respecter ses engagements internationaux*", a souligné José Socrates lors de la conférence de presse annonçant les mesures.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a tenu un discours similaire quelques heures auparavant.

"*Nous sentons que la situation est sérieuse*", a dit José Manuel Barroso, lui-même ancien Premier ministre portugais. "*Le Portugal doit faire preuve de responsabilité.*"

Lors de leur réunion prévue jeudi, les ministres des Finances de la zone euro vont essayer d'exercer des pressions sur le Portugal pour qu'il mette en oeuvre des mesures radicales et qu'il apaise les craintes des marchés, a-t-on appris de sources proches des discussions. (Reuters 29.09)

Espagne.

Piquets devant les usines, files d'attente aux arrêts de bus, kiosques vides faute de journaux : l'Espagne a vécu au ralenti, mercredi, la première grève générale de l'ère Zapatero. Les syndicats se sont empressés de saluer l'importance de la mobilisation, contrebalançant les appels au calme du gouvernement.

Les syndicats ont annoncé que 10 millions de salariés, soit un sur deux, étaient en grève. Le gouvernement a affirmé que moins de 10% des fonctionnaires et 21% des employés de transports publics madrilènes avaient cessé le travail.

Le ministre du Travail, Celestino Corbacho, a indiqué que le service minimum qui avait fait l'objet d'un accord avec les syndicats était respecté. Ecoles et hôpitaux étaient quant à eux relativement peu touchés par le mouvement social.

Dans la capitale espagnole, où une manifestation a eu lieu à partir de 18 h 30, les métros auraient circulé à 75 % selon la municipalité. Dans les rues du centre-ville, de nombreux policiers et gardes civils avaient été déployés pour garantir la sécurité des commerçants et organiser la circulation. (Lemonde.fr 29.09)

A l'heure qu'il est il est impossible de savoir comment s'est déroulée cette journée de grève générale tant les informations sont contradictoires pour oser un commentaire. Il y a tout lieu de penser qu'elle n'a servi à rien.

Pays-Bas.

Les dirigeants des partis libéral (VVD) et chrétien-démocrate (CDA) néerlandais ont soumis mercredi un programme de gouvernement à leurs groupes parlementaires permettrait la formation d'un gouvernement minoritaire, assuré du soutien du parti xénophobe PVV de Geert Wilders au Parlement.

Le groupe VVD l'a approuvé à l'unanimité, a annoncé en fin d'après-midi le dirigeant du parti, Mark Rutte, qui devrait devenir le premier chef de gouvernement libéral depuis près d'un siècle aux Pays-Bas.

Cependant, le projet pose un problème éthique à une partie de la CDA, dont les parlementaires devaient se prononcer plus tard dans la journée.

Selon des journaux néerlandais, le programme prévoit que la réduction du déficit budgétaire soit ramenée de 18 à 16 milliards d'euros. Les économies porteraient sur un gel des salaires des fonctionnaires, un remaniement des ministères et une réduction des effectifs des collectivités locales.

L'aide au développement devrait être ramenée de 0,8 à 0,7% du PIB et certaines dépenses, telles que les missions de paix ou les émissions internationales de la radio néerlandaise, y seraient incluses.

Les dépenses pour les soins aux personnes âgées et la construction de routes seront augmentées, il y aura 3.000 policiers supplémentaires et l'âge de la retraite sera porté de 65 à 66 ans et non 67. (Reuters 29.09)

Pour sortir de la crise politique qui durait depuis 111 jours, le VVD a décidé de passer un accord avec le parti d'extrême droite, le PVV, comme Sarkozy et l'UMP avec le FN dont il met en oeuvre les thèses racistes et xénophobes, en annonçant un programme de rigueur équivalent entièrement tourné contre les travailleurs.

Venezuela.

Le Parti socialiste d'Hugo Chavez a devancé de justesse l'opposition aux élections législatives de dimanche, selon les résultats définitifs du scrutin communiqués mercredi.

Avec 5,45 millions de voix au niveau national, le PSUV obtient un score de 48,9%. L'Unité démocratique, qui regroupe plusieurs formations de l'opposition, est à 120.000 voix derrière, avec 5,33 millions des voix (47,9%).

Transposés en représentation parlementaire, ces résultats donnent au parti de Chavez 97 sièges au Parlement - deux sièges sous le seuil des trois cinquièmes qui lui permettrait de gouverner par ordonnance sans devoir passer par la voie parlementaire.

L'Unité démocratique obtient 65 élus. Les trois sièges restants vont à des petites formations. (Reuters 29.09)

Il faut ajouter que le taux de participation a été d'environ 66%, l'opposition à Chavez s'étant fortement mobilisée après avoir réalisé l'unité, on peut donc estimer que la plupart des 34% d'abstentionnistes appartiennent aux couches les plus pauvres des travailleurs vénézuéliens. Par ailleurs, pour rappel, 40% de la population continue de survivre sous le seuil de pauvreté.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre

Pas le temps de causer. Les pages du IO117 sur les retraites ne seront disponibles que demain, car je ne parviens pas à les télécharger, il y a un problème avec le serveur (ici en Inde) qui coupe sans cesse, la connection est trop lente !

Tous dans la rue demain, travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, jeunes, lycéens, étudiants, retraités, contre le gouvernement et sa politique anti-ouvrière, antisociale, liberticide.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, les manifestations de demain sont appelées par tous les syndicats ouvriers, lycéens et étudiants, par tous les partis se réclamant de la classe ouvrière, au-delà du double langage des uns et des autres, des positions contradictoires des uns et des autres, bref des manoeuvres des appareils pour diviser, ne pensez-vous pas que la mobilisation de samedi nous donnera une indication plus précise sur l'état d'esprit des masses laborieuses ?

Selon un sondage 70% soutiennent les manifestations de demain, selon un autre sondage 72% rejettent Sarkozy et sa politique, alors s'ils ne descendaient pas dans la rue par millions, qu'est-ce que cela signifierait, ne serait-ce pas que le problème se situe ailleurs que ce qu'on veut bien nous raconter, peut-être parce qu'ils n'entrevoient pas de solution politique à la crise du régime ? Wait and see... (A suivre dans deux jours)

Bonne manif à tous et n'hésitez pas à nous faire part de vos témoignages.

Autre chose.

Une frange de la bourgeoisie se radicalise, des couches du prolétariat également en direction inverse, chez les intellectuels certains s'interrogent sur le bien-fondé de conserver la Constitution de la Ve République, et pendant ce temps-là, comme si de rien n'était, nos dirigeants continuent de nous servir les mêmes discours !

1- Commentaire d'un internaute sur un blog Lepost.fr du 30.09 : "*Le président se fait élire, son parti passe aux législatives, puis c'est la dictature pure et simple pour cinq ans, par la "majorité" et un président qui a une "légitimité" issue des urnes, même si après deux ou trois ans son parti se prend une déculottée aux élections régionales, européennes ou autres, et perd donc tout soutien populaire.*

Sarkozy se croit encore légitime dans tout ce qu'il fait, même si les deux tiers de la population l'exècre. Le système est à revoir. Sarkozy a tué la cinquième république. Je serais assez pour un retour à une constitution où le président a le rôle plus secondaire de garant des institutions, et où le gouvernement (éjectable en cas de défaite de son camp à toute élection de portée nationale) gouverne vraiment. La dictature, non merci. Si Sarkozy est réélu, je pars."

Commentaire.

Vous pouvez remercier le PS qui a fixé les élections présidentiels avant les législatives, bien que nous soyons contre une Constitution comportant un chef de l'Etat.

Vous pouvez aussi remercier le PS pour avoir conservé cette Constitution bonapartiste et antidémocratique lorsqu'il était au pouvoir, ce qui met ce parti hors tout gouvernement ouvrier qui serait issu d'un soulèvement révolutionnaire, pour ne pas dire toute institution politique démocratiquement constituée et élue par la classe ouvrière.

2- "*Je suis convaincu qu'elle sera un jour dans un gouvernement de droite, mais dans longtemps, dans dix ans. Elle n'est pas pire que la CSU bavaroise allemande et plus modérée que la Ligue du Nord italienne !*"

C'est ce que lâche un conseiller de l'Elysée au Parisien de ce jeudi, en parlant de Marine Le Pen, vice-présidente du FN et favorite pour prendre la place de son père à la tête du parti d'extrême-droite, en janvier prochain.

Dans cet article intitulé "*Sarkozy prend la menace au sérieux*", *Le Parisien* explique que le chef de l'Etat confie à ses conseillers, en petit comité, qu'il craint de voir Marine Le Pen devant lui au premier tour de la présidentielle de 2012. Une sorte de "*21 avril à l'envers*".

Mais pourquoi une telle crainte? Selon le Parisien, Marine Le Pen a "" en le rendant plus fréquentable.

Un ministre souhaitant garder l'anonymat déclare par exemple dans le quotidien que grâce à son habileté, la vice-présidente du FN donne "*l'impression qu'elle est moins raciste et moins vulgaire*" que son père, "*ce qui malheureusement la rend plus respectable*".

Marine Le Pen est en effet créditée de 12 à 13% des intentions de vote au premier tour de la présidentielle de 2012 et récolterait même plus de 20% des voix chez les ouvriers. (Lepost.fr 30.09)

La Talonnette ne s'est-il pas fait élire en donnant "*l'impression*" qu'il était "*moins raciste*" et "*moins vulgaire*" que Le Pen, "*ce qui malheureusement*" le rendait "*plus respectable*" que le président du FN ? N'a-t-il pas "*su lisser l'image*" de l'UMP avec sa bande de nazillons au cours de sa campagne électorale ? Les similitudes ne s'arrêtent pas là comme on peut le constater quasi-quotidiennement.

Cela étant, à défaut de conscience politique, n'oublions pas que c'est bien sur de fausses impressions que les masses se déterminent.

3- Nicolas Sarkozy, visage du «*nouvel extrémisme en Europe*», c'est la une de *Newsweek*, paru mercredi. (20minutes.fr 30.09)

Et c'est pourtant leur "ami" *Sarkozy l'américain*, celui de G.W. Bush !...

4- Ils sont sur la bonne pente.

En octobre, Nicolas Sarkozy atteint son plus haut niveau parmi ceux qui ne lui font pas confiance (72 %,+5 points) et François Fillon est au plus bas chez ceux qui lui font confiance (34 %,-3 points).

Et Le Figaro de noter : Cela étant, les socialistes ne profitent guère de la situation et voient leur cote descendre dans des proportions parfois supérieures à celle des responsables gouvernementaux. (Lefigaro.fr 30.09)

Il est avec sa politique tellement impopulaire que Le Figaro ne peut pas le passer sous silence ou le nier.

Faudra-t-il attendre 2012 pour que les murs du pays se couvrent d'affiches *Sarkozy dehors, à bas les institutions de la Ve République, à bas le capital, République sociale, gouvernement ouvrier* ? Cette question s'adresse à ceux qui dénoncent les partis se fixant 2012 comme seul objectif.

Sarkonapoléon en visite dans l'Yonne jeudi. Une occasion de plus pour célébrer l'alliance du sabre et du goupillon. Extrait de ses érections verbales.

1- "*L'avenir, c'est l'entretien d'un patrimoine qui est notre histoire et qui est notre ciment national*", a-t-il souligné. "*C'est une affaire de l'identité nationale*", a-t-il ajouté faisant référence à l'héritage chrétien de la France.

La nation, le pays tel que nous le connaissons aujourd'hui n'existait pas à l'époque où les tyrans en soutane guerroyaient au côté

des seigneurs et se partageaient les terres avec eux, terrorisant les paysans, leur imposant servitude, châtiments corporels, misère et la pire crasse ignorance qui soit, pendant qu'eux baignaient dans la luxure et laissaient cours aux perversités sorties de leur imagination déjà très féconde. C'est seulement une fois qu'ils furent renversés par une révolution et leurs privilèges abolis que ce pays prit la forme d'un hexagone qui a pour nom la France.

Voilà le triste héritage que célèbre ce monarque en quête de royaume... et de légitimité !

2- "*C'est le chômage qui aliène. C'est le travail qui libère*", a-t-il souligné.

Dans les deux cas cela ne change rien pour lui !

En régime capitaliste, dans la mesure où le producteur n'exerce aucun contôle sur la production, que cette production lui est imposée, le produit de son travail lui échappe totalement et lui devient étranger, il se retrourne contre lui et il constitue la principale source de son aliénation.

En régime socialiste, dans la mesure où ce sont les producteurs eux-mêmes qui planifient la production en fonction de leurs besoins, ceux de l'ensemble de la population, le produit de son travail devient un bien social participant au bien-être de l'ensemble des producteurs et une source d'épanouissement individuel et collectif.

3- "*votre régime de retraite, à vous les Français, sera non seulement équilibré en 2018 mais bénéficiaire*". "*Je peux dire aux 15 millions de retraités et aux 700.000 retraités de plus chaque année, vos retraites seront payées*", a-t-il souligné.

Il a reconnu que cela suscitait "*du mécontentement*", mais qu'avec cette réforme, les Français n'auront "pas de souci à se faire" pour leur retraite.

Il a raison, nous n'aurons plus de "*souci*" à nous faire pour notre retraite... puisque nous ne pourrons plus en profiter, nous serons crever avant ! Il s'est surpassé sur ce coup !

4- Au lendemain de l'annonce du projet de budget pour 2011, il a aussi noté qu'il fallait "*réduire les déficits parce qu'on ne peut pas continuer comme ça*" et qu'il fallait "*qu'on rembourse nos dettes*". (AP 30.09)

Désolé, nous n'avons aucune dette à rembourser : ce ne sont pas les nôtres mais celles de vos amis banquiers et capitalistes !

Retraites. L'intersyndicale jaune à la rescousse de Sarkozy.

Les syndicats CGT, CFDT, CGC, FSU, UNSA et Solidaires appellent à un rassemblement le 5 octobre à Paris, à proximité du Sénat qui entamera ce jour-là l'examen du projet de loi portant réforme des retraites adopté à l'Assemblée nationale le 15 septembre.

"*Malgré un refus majoritaire du pays, le gouvernement reste sourd et bafoue la démocratie. Ainsi, le parlement vient de voter ces dispositions rétrogrades et c'est maintenant au Sénat que ces textes vont être débattus à partir du 5 octobre 2010!*", déclarent les six syndicats dans un communiqué diffusé jeudi.

"*Pour défendre la retraite à 60 ans*", et "*faire entendre l'exigence d'un financement efficace*", avec notamment la "*contribution des revenus financiers des entreprises*", les six syndicats appellent à participer à un "*rassemblement régional unitaire*", le 5 octobre à proximité du Sénat. (AP 30.09)

Il s'agit pour ces valets de la Ve République, d'une part de proposer une alternative à ceux que la date du 2 octobre ne conviendrait pas, ils refont le coup du début septembre qui avait échoué, mais à l'envers cette fois, c'est une opération de division, d'autre part cette initiative est conforme à la position de Chérèque en s'adressant au Sénat dont la majorité UMP-PS soutient également l'allongement de la durée de cotisation.

Ajoutons qu'en voulant faire croire aux travailleurs et aux militants qu'ils devraient attendre quelque chose des institutions de la Ve République dont le Sénat est un des piliers, ils s'opposent à la mobilisation de la classe sur son propre terrain qui peut seule infliger une défaite au gouvernement. Ils viennent ainsi au secours des institutions dont le sommet est rejeté et conspué dans tout le pays : Sarkozy et son gouvernement. On va l'appeler dorénavant l'intersyndicale jaune.

Droit au logement : il doit être sacrifié lui aussi !

Les organismes HLM réunis en congrès ont exhorté jeudi le Parlement à revenir sur le projet de taxe de 2% pendant trois ans sur les loyers sociaux mais le gouvernement leur a opposé une fin de non-recevoir.

Ce qu'ils comparent à un "*hold-up de l'Etat*", représentera, selon ces organismes qui gèrent le parc d'habitations sociales, un surcoût de 80 euros par an et par locataire et empêchera la construction de 20.000 logements par an.

Le prélèvement, contesté également par la principale association de locataires et l'opposition parlementaire, doit rapporter 340 millions d'euros par an à l'Etat.

Au tollé, le gouvernement répond impératifs budgétaires et politique du "*donnant-donnant*".

Le ministre du Budget, François Baroin, et le secrétaire d'Etat au Logement, Benoist Apparu, ont rappelé jeudi que la nouvelle taxe, qui figure dans le projet de loi de Finances pour 2011, s'accompagnerait d'un plafonnement des loyers qui empêchera les bailleurs sociaux de répercuter la hausse sur les locataires.

"*L'objectif est d'amener les bailleurs sociaux à proposer des loyers modérés pour des gens qui ne peuvent pas se loger ailleurs*", a déclaré François Baroin lors des questions d'actualité au Sénat.

Invité à conclure le congrès des organismes HLM, Benoist Apparu a eu du mal à se faire entendre.

"*Que cela nous plaise ou non, l'argent public va devenir plus rare dans les 10 ou 15 années qui viennent*" mais le budget 2011 consacre "*20 milliards d'euros pour le logement dont neuf milliards pour le logement social*", a-t-il dit dans un discours ponctué de sifflets et de quelques cris de "*démission*".

Lors d'une conférence de presse, il a précisé ensuite que l'intégralité des 340 millions d'euros récupérés par l'Etat seraient affectés au logement social, les deux tiers au bénéfice de l'Agence nationale de la rénovation de l'habitat (Anru), un tiers pour les aides à la pierre.

Le secrétaire d'Etat a suggéré aux organismes HLM de développer la vente des logements sociaux à leurs locataires qui en ont les capacités: "*Un pour cent de vente par an, c'est deux milliards de fonds propres*", a-t-il calculé.

Mais pour les membres de l'Union sociale pour l'habitat (USH), "*cette taxe sur les loyers HLM entraînerait une diminution de la production de 60.000 logements sur trois ans avec ses conséquences sur l'emploi et le bâtiment*".

"*Ce sont dix milliards de travaux qui ne seraient pas engagés*", précise une résolution adoptée à la quasi-unanimité en conclusion du congrès de Strasbourg.

Même si le produit de la nouvelle taxe revient au logement social, puisqu'il abondera en partie les "*aides à la pierre*", l'USH insiste sur la baisse programmée de ces dernières: de 630 millions d'euros en 2010 à 500 millions en 2011, 450 millions en 2012 et 400 millions en 2013. (Reuters 30.09)

Dictature du capital. Sur le plan économique et social.

1- L'Espagne a perdu jeudi la dernière note souveraine suprême "triple A" dont elle bénéficiait encore, le jour même de la présentation au parlement d'un projet de budget qui vise à convaincre les marchés de la résolution du gouvernement à réduire les déficits malgré une conjoncture sombre.

L'agence de notation Moody's a abaissé à Aa1, contre Aaa jusqu'à présent, sa note souveraine de l'Espagne, emboîtant ainsi le pas à ses concurrentes Standard & Poor's et Fitch.

"*Une grande partie de la consolidation budgétaire cette année et l'an prochain reposera sur des augmentations d'impôts et des mesures qui ne peuvent être poursuivies pendant de nombreuses années*", a expliqué à Reuters par téléphone la principale analyste de Moody's pour l'Espagne, Kathrin Muehlbronner. (Reuters 30.09)

2- L'Irlande a annoncé jeudi que la restructuration de ses banques pourrait coûter au final plus de 50 milliards d'euros à l'Etat, une révision à la hausse qui obligera le gouvernement à adopter de nouvelles mesures d'austérité pour juguler les déficits.

"*Bien sûr, ces chiffres sont terribles, mais ils sont gérables sur une période de dix ans*", a dit leministre des Finances, Brian Lenihan. (Reuters 30.09)

Dictature du capital. Sur le plan politique. A bas la répression !

Grèce.

Le gouvernement socialiste grec a menacé de prison jeudi les chauffeurs routiers en grève (depuis le 13 septembre) contre les mesures d'austérité s'ils refusent de se plier à un ordre de reprendre le travail.

Un texte approuvé par 53 voix contre 46 au Parlement verrait les grévistes réfractaires privés de leur licence et passibles de peines allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement.

Il s'agit d'une "*question de responsabilité sociale, et à un certain point, vous devez fixer une limite quand le marché n'est pas approvisionné de façon correcte*", a déclaré le ministre de la Justice Kastanidis jeudi avant le vote au Parlement. La voie des "*négociations a été épuisée, et les chauffeurs routiers qui veulent travailler sont menacés*".

Les partis d'opposition ont tous voté contre le texte, estimant qu'il violait le droit des Grecs à manifester. "*C'est une action dangereuse. Je n'ai jamais rien vu de tel*", a lancé le parlementaire de gauche Fotis Kouvelis. "*C'est la pire façon possible de traiter un problème*", a-t-il ajouté en parlant de "*grave erreur*". (AP 30.09)

Allemagne.

La police allemande a eu recours jeudi à des canons à eau pour disperser un millier de manifestants qui protestaient contre le projet de construction d'une immense gare dans le centre de Stuttgart, capitale du Land de Bade-Wurtemberg.

Des heurts ont opposé des manifestants aux policiers, pour certains montés à cheval, dans le parc du Schlossgarten, proche de la gare actuelle, où une centaine d'arbres doivent être abattus d'ici février pour faire de la place à la nouvelle gare.

Centrés tout d'abord sur ce projet, les rassemblements se sont transformés peu à peu en l'expression d'un mécontentement plus large contre le gouvernement fédéral, et la chancelière Angela Merkel a estimé que ce projet serait un facteur de premier plan lors des élections au Landtag de Bade-Wurtemberg en mars prochain. (Reuters 30.09)

Haut de page

Le 2 octobre

Les pages du IO117 sur les retraites ne sont pas encoredisponibles, je vous tiendrai informer lorsqu'elles le seront. Ce fichier fait 890 KB et ma connection se coupe à la moitié. Je ne vous raconte pas les emmerdements réguliers auxquels je suis confronté pour pouvoir actualiser le site, j'y passe un temps fou. Je ne peux pas changer de serveur, c'est la seule société qui assure ce service en Inde, un téléphone de bureau sans fil comportant un modem et une connection informatique. En fait c'est l'antenne relais située à proximité de chez moi qui déconne dès qu'il pleut ! Apparemment, car ils m'ont quand même changé trois fois d'appareil depuis le mois de janvier !

Retraites.

1- La grève reconductible, du domaine de "***l'incantation syndicale***".

"*Nous ne sommes pas dans l'incantation syndicale. Si nous avons programmé une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 12 octobre, c'est aussi pour poser dans les entreprises le débat avec les salariés sur les modalités d'action*", a déclaré le secrétaire général de la CGT sur Europe-1.

"*Il y a déjà un certain nombre de secteurs qui réfléchissent, qui discutent, du principe de grèves reconductibles. Mais nous n'allons pas plaquer une seule forme d'action, pour permettre à tous ceux qui sont très largement mécontents de pouvoir s'exprimer*", a dit hier Thibault sur Europe-1.

Mais, prévient-il, la grève reconductible "*non seulement, ça n'est pas exclu, mais ce n'est absolument pas à exclure*". (AP 01.10)

2- Le jaune Chérèque remet cela avec le soutien de ses "***amis***" sénateurs de l'UMP.

"*On va élargir le spectre des gens qui nous soutiennent*", a dit François Chérèque ce vendredi sur RTL. "*Je pense que les sénateurs sont très attentifs à ce que l'on dit et à ce qu'on va faire.*"

"*Les manifestations sont susceptibles d'être importantes*", a déclaré le secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Georges Tron,

vendredi sur Canal+, mais "*Ça ne changera pas en réalité des points précis*" comme les '*mesures d'âges*' contestées par les syndicats et l'opposition de gauche. (Reuters 01.10)

Opposition de gauche, où a-t-il vu cela dans la vermine qui ose encore parler au nom des travailleurs (PS et Cie.) ? Voilà un amalgame, involontaire, qui ne me plaît pas beaucoup monsieur le ministre ! Pas de quoi changer le nom du site.

3- Faire payer les travailleurs, tous les dirigeants syndicaux y pensent en coeur avec Sarkozy.

La confédération de Bernard Thibault demande aussi une hausse et une réforme des cotisations patronales "*qui pourraient être modulées en fonction, notamment, des politiques d'emploi des entreprises*". Selon FO, favorable aussi à une hausse des cotisations patronales, une augmentation d'un point rapporterait 4 à 5 milliards d'euros.

"*Enfin, il peut être envisagé, si nécessaire, une augmentation des cotisations salariées*", estime la CGT, ce que les autres syndicats ne mettent pas forcément en avant.

Plusieurs syndicats se disent par ailleurs favorables à une augmentation de la CSG. Selon la CFTC, "*une augmentation d'un point de la CSG permettrait de générer plus de 11 milliards d'euros de ressources supplémentaires*", une position partagée par l'UNSA, et par FO qui chiffre le gain à 12 milliards d'euros. (AP 01.10)

Vous retirez votre projet de loi sur les retraites et l'on s'arrange pour que ce soit l'ensemble des travailleurs qui paient la note du soi-disant déficit des caisses de retraite, en réclamant bien sûr une augmentation de la participation financière des entreprises sachant qu'elle ne sera pas suivie d'effet, peu importe finalement, l'essentiel étant de sauver les apparences sur fond d'allongement de la durée de cotisation, CQFD.

Cette position des syndicats expriment les intérêts de l'artistocratie ouvrière, les couches supérieures ou moyennnes du prolétariat pour lesquelles cette baisse du salaire mensuel net perçu sera supportable, d'autant plus qu'elle sera compensée tout ou partie lors de négociations contractuelles ou par le biais de grèves corporatistes que les bureaucrates syndicaux organiseront spécialement pour elles, quand elles ne disposent pas de régimes spéciaux de retraite auxquels l'immense majorité des travailleurs n'ont pas le droit.

Au lieu de s'appuyer sur les besoins des couches de travailleurs les plus défavorisées pour élever leurs conditions aux niveaux de celles des couches supérieures du prolétariat, donc au lieu d'exiger que le sort des premiers soit aligné sur celui des seconds, les bureaucrates syndicaux font exactement l'inverse, quand ils ne bradent pas les intérêts des couches de travailleurs les plus favorisées ou ne les flattent pas, ils abandonnent les autres à leur triste sort. Mais à jeu-là, ils risquent aujourd'hui de tous y perdre, pas dans les mêmes proportions, sans que cela n'ait le même impact sur leurs conditions de travail ou d'existence, c'est sur cet aspect particulier que compte ces alliés de Sarkozy pour les diviser.

La politique contractuelle, les négociations et les accords passés avec le gouvernement et le patronat, bref, la collaboration de classes qui sévit depuis 65 ans, a-t-elle abouti à un autre résultat, renforcer les inégalités au sein de la classe ouvrière qui servent ensuite à mieux la diviser, l'affaiblir, pour finalement mieux préserver les intérêts du régime en place ? Inévitable ? On en reparlera.

Vous êtes jeunes et vous cherchez une "***voie de sortie***", une "***voie positive***", la "***gauche***" vous une propose une : devenez flic à 16 ans !

Charline Belardi a 17 ans et, dans quelques jours, elle fera ses premiers pas sous l'uniforme de la police municipale des Mureaux avec quatre autres adolescents de cette commune des Yvelines proche de Paris.

A partir de lundi, elle se lance dans une formation inédite, créée par la municipalité du maire divers gauche, François Garay, pour tenter d'apporter une réponse aux problèmes d'emploi, de civisme, et de prévention et sécurité.

"*Si, à 16 ans, on sort du système éducatif, on doit disposer d'un ensemble de voies de sortie (...) On ne regarde pas aujourd'hui le coût induit du fait de ne pas mettre les gens dans des voies positives*", souligne-t-il.

"*La question est de savoir si on est dans une société qui distribue des cartons rouges ? Il y aura toujours des gens qui se mettront en marge. Mais souvent, quand on parle de sécurité, c'est parce qu'on n'a pas su travailler sur la règle. Et la règle, ça commence tout petit*", dit François Garay.

Fin 2008, les moins de 26 ans représentaient 20% du total des chômeurs aux Mureaux et 23,3% dans les Zus, contre 11,8% pour l'ensemble de la région. (Reuters 01.10)

Renseignez-vous monsieur Garay, en Argentine c'est à 9 ans qu'ils les recrutent ! Et dans certains pays d'Afrique ils en font de bons petits soldats !

Pour Sarkozy, ce sont les retraites et les 35 heures qui sont responsables des déficits, non les privilèges accordés aux capitalistes : normal, il est leur représentant, leur président !

En visite au Salon de l'automobile, le chef de l'Etat a vanté l'action de l'Etat en faveur du secteur, notamment le Grenelle de l'Environnement, les bonus écologiques et la prime à la casse, et il a évoqué aussi les aides publiques accordées à Renault et PSA Peugeot Citroën au plus fort de la crise en 2008, ainsi que les incitations au développement de véhicules électriques.

"*Tout ce qu'on fait, c'est pas simplement pour que vous créiez des usines à l'autre bout du monde !*", a-t-il déclaré en s'adressant au cours d'une table ronde aux PDG de Renault et PSA, Carlos Ghosn et Philippe Varin.

Avec la suppression de la taxe professionnelle, le crédit impôt recherche et l'augmentation de la contribution de l'Etat au chômage partiel, c'est près d'un milliard d'euros de plus dont bénéficie selon lui l'industrie automobile française chaque année.

Il a assuré que les efforts du gouvernement ne se heurteraient pas aux impératifs budgétaires. "*Je veux que vous pensiez bien qu'il y aura une stabilité fiscale et sociale, qui vous permet d'envisager vos investissements sur le long terme*", a-t-il dit.

"Personne ne reviendra sur les décisions qui sont prises" a-t-il précisé.

Philippe Varin a jugé que le CIR et la suppression de la taxe professionnelle étaient des facteurs "*extrêmement favorables*", et il a ajouté qu'il fallait s'assurer que "*le coût du travail ne dérive pas*" par rapport aux autres pays européens, "notamment nos voisins allemands". "*Il nous paraît essentiel de renverser une tendance que l'on voit depuis plusieurs années*", a-t-il dit.

Nicolas Sarkozy lui a répondu que la réforme des retraites et la lutte contre les déficits participaient aussi de l'effort de compétitivité de l'économie française, qui a payé aussi ces dernières années le prix des 35 heures, qualifiées de "*puissant levier qui pousse à délocaliser*". (Reuters 01.10)

Sarkozy a avoué que l'Etat finançait les délocalisations en disant "*Tout ce qu'on fait, c'est pas simplement pour que vous créiez des usines à l'autre bout du monde !*", ce n'est pas "*simplement*", mais entre autres choses !

Les capitalistes bénéficient d'aides publiques de l'Etat et d'exonérations de cotisations sociales qui contribuent à faire baisser le coût du travail pour rendre les entreprises plus compétitives vis-à-vis de leurs concurrents, afin de permettre à la fois à leurs dirigeants de se verser des salaires mirobolants et à leurs actionnaires d'empocher des dividendes à des niveaux équivalents aux années précédentes. Au même moment le gouvernement et le patronat imposent de nouveaux sacrifices aux travailleurs en bloquant leurs salaires et en taillant à la hache dans leurs acquis sociaux, dont les retraites.

Sarkozy a raison de préciser que "*personne ne reviendra sur les décisions qui sont prises*", entendez par là le PS et ses satellites s'ils parvenaient au pouvoir en 2012, puisqu'ils n'entendent pas rompre avec le capitalisme mais s'apprêtent à gouverner pour les capitalistes comme entre 81 et 95 ou entre 97 et 2002, il sait de quoi il parle.

Social. «***Bachelot démission***» !

Plusieurs manifestants infirmiers anesthésistes auraient été arrêtés en marge d'échauffourées devant le ministère de la Santé, ce vendredi, selon un manifestant, contacté par 20minutes.fr. «*Ça a été très chaud sur le carrefour, raconte Pascal. Il y a eu des fumigènes et des lacrymos. Pour le moment, ça se calme, mais les CRS sont très armés, il y a des barrières, des boucliers. On se demande s'ils ne sont pas prêts à l'action*».

Pendant ce temps, une délégation était reçue au ministère de la Santé. Selon Marie-Ange Saget, présidente du syndicat national des infirmiers anesthésistes, contactée par 20minutes.fr, la personne les ayant reçus n'était pas habilitée à négocier. Ils demandent donc à rencontrer quelqu'un d'autre et le syndicat Sud a d'ores et déjà prévenu vendredi en fin de soirée: «*lundi, on reprend le mouvement*».

Un peu plus tôt, les infirmiers anesthésistes avaient bloqué les Champs-Elysées. Sur place, les militants, vêtus de blouses, criaient «*Bachelot démission*». Ils étaient 2.000 selon la chaîne d'informations en continu i-télé et réclamaient d'être reçus par la ministre de la Santé. Sur Twitter, ActuSoins a posté une image de la manifestation.

D'autres manifestations ont eu lieu en France ce vendredi. (20minutes.fr 01.10)

Démission, démission, comme vous y allez, vous ne voudriez quand même pas mettre dehors Sarkozy et son gouvernement ?

Ces infirmières sont de vulgaires provocatrices, de sales gauchistes !

2011, l'année des procès de l'UMP.

Le procès de Jacques Chirac pour détournement de fonds publics visant 21 emplois présumés fictifs dans son cabinet de maire de Paris entre 1992 et 1995 se tiendra du 7 mars au 8 avril 2011, a décidé vendredi le tribunal correctionnel de Paris. (Reuters 01.010)

Après l'annonce du procès en appel sur l'affaire Clearstream à la même époque à la demande du ministère de la Justice où sera jugé notamment de Villepin... La campagne électorale va donner lieu à une furieuse cacophonie où l'on entendra encore tout et son contraire, sauf l'essentiel !

Etat policier, régime d'exception ? Touchez pas à nos policiers, ils sont au-dessus des lois et forcément innocents... comme en Equateur !

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a apporté son soutien vendredi au gendarme mis en examen pour la mort d'un jeune gitan en juillet dernier dans le Loir-et-Cher.

"*Je tiens à manifester publiquement mon soutien moral et matériel à ce militaire aujourd'hui dans l'épreuve, à sa famille ainsi qu'à ses 97.000 camarades de la gendarmerie nationale*", poursuit Brice Hortefeux.

Pour le syndicat de la magistrature (SM), en manifestant son soutien au gendarme mis en examen "*Brice Hortefeux instille dans les esprits l'idée selon laquelle cette décision (de justice) serait illégitime*".

Dans une lettre ouverte adressée à la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie, le SM rappelle que Brice Hortefeux n'en est pas à ses premiers commentaires sur le fonctionnement de la justice et suggère, avec ironie, à la ministre de lui "*faire parvenir une demande d'intégration dans la magistrature*".

"*Le port d'une arme ne donne pas le droit de tuer*", a dit Me Jean-Claude Guidicelli, avocat de la famille de Luigi Duquenet.

Dans son communiqué, Brice Hortefeux précise que le gendarme mis en examen bénéficiera "*de la protection juridique que l'Etat garantit à ses agents en pareilles circonstances*". (Reuters 01.010)

Pour rappel, Luigi Duquenet n'a pas fait usage d'une arme a feu contre les gendarmes et il a pris une balle tirée de profil ce qui suffit à démontrer que le gendarme en question se situait en dehors de la trajectoire de la voiture qui aurait foncé sur lui. Une simple reconstitution des faits aurait dû suffire à mettre en évidence le mensonge de ce gendarme et à l'inculper pour meutre.

Que vaut la vie d'un gîtan à côté de celle d'un gendarme ? Rien pour ce nostalgique de Vichy !

L'internationale syndicale jaune en action en Europe.

1- Grande-Bretagne.

Deux syndicats ont appelé à une nouvelle journée de grève de 24 heures dans le métro londonien lundi, après celle du 7 septembre.

Le mouvement débutera dimanche soir. Les syndicats protestent contre un plan de la régie Transport for London prévoyant 800 suppressions de postes, principalement à la vente de tickets. Selon Transport for London, ces suppressions de postes s'effectueront sur la base de départs volontaires. (AP 01.10)

Vive les journées d'action inutiles... sauf pour le pouvoir en place !

2- Portugal.

La CGTP, principale confédération syndicale portugaise, a lancé vendredi 1er octobre un appel à la grève générale pour le 24 novembre contre les nouvelles mesures d'austérité budgétaire du gouvernement socialiste. Cet appel est à destination de '*tous les travailleurs de l'administration publique et du secteur privé*', selon un membre de la direction de la CGTP. Le secrétaire général de la CGTP, Manuel Carvalho da Silva, avait promis jeudi une '*intensification de la lutte*' contre '*le chantage des usuriers internationaux*'.

Face à la pression des marchés financiers et de Bruxelles, le gouvernement socialiste portugais a annoncé mercredi soir une série de mesures supplémentaires afin d'atteindre son objectif de réduire le déficit public de 7,3 % du PIB cette année à 4,6 % fin

2011. Selon les grandes lignes de sa loi de finances, le gouvernement prévoit notamment une baisse de 5 % de la masse salariale de la fonction publique et une hausse de deux points de la TVA à 23 %, ainsi qu'une diminution du revenu minimum d'insertion et le gel des retraites.

La deuxième confédération syndicale du pays, historiquement proche des socialistes, a également dénoncé jeudi des '*mesures socialement inacceptables*' et une '*attaque brutale contre les travailleurs*'. L'UGT s'est dit prête à discuter avec les autres syndicats d'une action commune. (Lemonde.fr 01.10)

Nous sommes le 2 octobre. Question : Le 24 novembre de quelle année ?

Ukraine. La Ve République : une dictature ? Comme vous y allez...

Le président ukrainien Victor Ianoukovitch s'est prononcé vendredi pour une révision de la Constitution, quelques heures après la décision de la Cour constitutionnelle d'accroître les pouvoirs présidentiels.

"*Je suis favorable à l'idée d'un référendum et aussi à l'idée d'une assemblée nationale constituante (...) afin de consolider la réforme du système politique*", a-t-il dit, dans un discours à la nation.

La Cour constitutionnelle ukrainienne a estimé que la loi de 2004 restreignant les pouvoirs du chef de l'Etat n'était pas conforme à la Constitution.

Cet arrêt devrait permettre à Victor Ianoukovitch, élu en février, d'en revenir rapidement à un régime présidentiel plutôt que parlementaire, et de choisir lui-même son gouvernement.

Sa principale adversaire politique, l'ancien Premier ministre Ioulia Timochenko, a qualifié la décision de la Cour d'"*usurpation du pouvoir de l'Etat*".

"*Aujourd'hui restera dans l'Histoire comme le jour de la destruction de la démocratie, de l'établissement de la dictature*", a-t-elle dit à des journalistes. (Reuters 01.10)

Le Bonaparte du Palais fait des envieux !

En réalité, tous les régimes présidentiels qui existent dans le monde, tous les Etats qui ont doté leur Constitution d'un président sont antidémocratiques, qu'ils soient élus au suffrage universelle ou par une assemblée de députés. Leur poste est une survivance de l'Ancien régime monarchique dans lequel le roi ou le tsar concentrait à lui seul tous les pouvoirs de l'Etat. Les parlementaires ont juste remplacé les seigneurs qui constituaient leur cour.

Dans ces conditions, c'est se faire des illusions que de penser que le parlementarisme pourrait servir à autre chose que conforter la dictature de la classe qui détient le pouvoir ou qu'il pourrait servir au combat de la classe ouvrière pour son émancipation. Ce n'était peut-être pas le cas à l'époque où Engels était encore en vie, car les partis ouvriers n'étaient pas entièrement subordonnés au capitalisme et ils n'avaient jamais gouverné pour son compte.

Il faut donc revoir l'analyse que l'on en fait ou la préciser, si l'on veut continuer le combat politique sur un terrain de classe indépendant et avant de décider si l'on doit ou non participer à des élections dans le cadre d'institutions antidémocratiques conçues uniquement pour maintenir le prolétariat un état de servitude.

La théorie doit évoluer en fonction des transformations de la société et des rapports entre les classes, elle ne doit être en aucun cas figée pour l'éternité, ce que les militants et a fortiori les travailleurs ont ou auront forcément encore beaucoup de mal à saisir.

Comment ne pas comprendre que participer à des institutions antidémocratiques, c'est déjà se compromettre et légitimer un régime que l'on prétend combattre ? Nulle part dans le monde au cours du XXe siècle on a pu observer que le prolétariat soit parvenu au pouvoir en participant à un tel processus, hormis lorsqu'il était dirigé par un véritable parti communiste, celui des bolcheviks, qui avait justement pour objectif de liquider ces institutions, la Douma et l'Assemblée constituante, et d'instituer un Etat ouvrier, une République démocratique et socialiste.

Un mot après le coup d'Etat manqué d'avant-hier en Equateur.

Les présidents dits de gauche des Etats d'Amérique latine sont parvenus au pouvoir par la voie légale, à l'issue d'un processus électoral s'inscrivant dans le cadre d'une Constitution antidémocratique, sans que la majorité qui les a élue n'ait développé une conscience de classe permettant à la classe ouvrière en s'alliant avec la paysannerie pauvre de devenir la classe dominante, donc sans qu'elle parvienne à détenir tout le pouvoir pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et

aux institutions en place. Cette contradiction est à l'origine du risque permanent de coups d'Etat militaire qui existe dans cette région.

Si ces présidents avaient réellement épousé le sort de la classe ouvrière, fort du constat qui vient d'être dressé, comprenant qu'il était impossible dans une telle situation de passer immédiatement au socialisme sans risquer un coup d'Etat militaire, qu'il faudrait se contenter au départ de quelques réformes sociales pour soulager le fardeau qui pèse sur les couches les plus défavorisées du prolétariat, ils disposaient néanmoins des moyens d'éduquer le peuple, de développer des instruments pour favoriser l'élevation de son niveau de compréhension du fonctionnement de la sociéte et du monde, de l'organiser dans la perspective d'une confrontation générale avec la classe dominante, ce qu'aucun n'a entrepris.

Ils sont donc tous destinés à être évincés un jour du pouvoir, par la voie électorale ou par un coup d'Etat au cas où les couches moyennes et la petite bourgeoisie impatientes de voir leur sort s'améliorer s'allieraient avec la bourgeoisie pour les renverser, tandis que le prolétariat s'en détournera, préférant se réfugier dans l'abstention ou la neutralité politique plutôt que soutenir un candidat ou un parti qui finalement n'ont rien changé fondamentalement à sa condition.

Si les brèves informations qui nous ont été communiquées par les agences de presse sont exactes, Correa a commis l'erreur de s'en prendre aux revenus des policiers et des militaires qui sont issus du prolétariat ou de la paysannerie pauvre, peut-être aussi à d'autres couches de travailleurs qui ne se sentent pas particulièrement privilégiés, au lieu de les mettre de son côté pour mieux pouvoir s'attaquer aux vrais privilégiés, les capitalistes et les grands propriétaires terriens. (A suivre)

Barbarie. Juste "***pour rire***".

1- Australie.

Des Taser pour les professeurs. Véritable projet politique pour rétablir la discipline à l'école ou plaisanterie de mauvais goût ? Dans l'État du Queensland, en Australie, cette question a semé le doute dans tous les esprits pendant vingt-quatre heures. À l'origine de la polémique : un texte de l'opposition, le Liberal National Party, proposant d'équiper tous les professeurs de pistolets électriques afin de contrôler leurs salles de classe. Après tout, quoi de plus convaincant qu'une décharge de 50.000 volts afin de rappeler un élève à l'ordre !

Le document se présentait comme une réponse à la plainte perpétuelle des professeurs en matière de discipline. "*Le Taser est un outil de discipline efficace qui permettra aux élèves de rester concentrés*", précise-t-il. Côté financement, tout était prévu : les frais d'armement du personnel scolaire seraient compensés par la réduction du stress et, par conséquent, des arrêts pour maladie des enseignants, désormais en sécurité.

De quoi soulever l'indignation d'associations de parents d'élèves. Pour rien ! Le leader du LNP John-Paul Langbroek s'est excusé publiquement, le 26 septembre, de ce qui était en réalité une blague de mauvais goût de la part de ses assistants parlementaires. Ceux-ci avaient rédigé ce projet "*pour rire*" et l'avaient glissé dans les propositions qui devaient être présentées officiellement. (Lepoint.fr 01.10)

2 Guatemala.

Les Etats-Unis ont présenté vendredi des excuses à des centaines de Guatémaltèques qui ont été infectés à leur insu par la syphilis et la blennorragie dans le cadre d'une étude, dans les années 40. Des excuses? Pas suffisant, selon le chef d'Etat de ce pays d'Amérique centrale, qui ne compte pas en rester là.

«*Ce qui est arrivé à l'époque est un crime contre l'Humanité et le gouvernement se réserve le droit de porter plainte*», a aussitôt lancé Alvaro Colom.

Les chercheurs américains qui ont mené cette étude avaient choisi comme cobayes des personnes vulnérables, y compris des malades mentaux, et ne les ont informées ni de l'objet de leur recherche, ni de ce qui allait leur arriver. Ils les ont encouragés à transmettre des maladies sexuelles et n'ont pas traité ceux d'entre eux qui ont contracté la syphilis.

Bien que ces événements aient eu lieu il y a plus de 64 ans, nous sommes révoltées qu'une recherche aussi répréhensible ait pu être menée en invoquant la santé publique», écrivent les deux ministres. «*Nous regrettons profondément que cela ait eu lieu et présentons nos excuses aux personnes qui ont été affectées par des pratiques de recherche aussi répugnantes*», poursuivent-elles, annonçant le lancement d'une enquête approfondie sur ce qui s'est passé.

L'étude était financée par une bourse des Instituts américains de la santé accordée au Bureau sanitaire panaméricain. (20minutes.fr 01.10)

Peut-on "*excuser*" ou blanchir un acte de barbarie consciemment organisé ? Le vrai visage de la la soi-disant démocratie américaine, quoi !

C'est là qu'on s'aperçoit que ceux qui n'ont que le mot démocratie à la bouche sont incapables de définir précisément la nature des régimes en place depuis la seconde guerre monde (ou avant). Partant de ce constat, il est normal qu'ils soient incapables de proposer aux travailleurs une issue politique.

Haut de page

Le 3 octobre

La participation aux manifestations hier a été à la même hauteur que lors des deux dernières journées de mobilisation pour nos retraites. Au total c'est peut-être 4 millions de travailleurs, jeunes ou retraités (différents) qui sont descendus dans la rue depuis trois mois.

Fallait-il s'attendre à ce que davantage de travailleurs et jeunes se mobilisent un samedi ? Pas sûr, en tout cas tel n'a pas été le cas, même si pour un quart ou moins, ceux qui ont manifesté hier n'avaient pas pu le faire lors des précédentes journées de mobilisation, tandis que d'autres sont restés chez eux parce qu'ils en ont marre de ces journées d'action sans lendemain qui ne sont pas susceptibles d'obliger Sarkozy à retirer sa contre-réforme, ajoutons que bon nombre de travailleurs qui sont opposé au projet du gouvernement n'ont jamais participé à une manifestation de leur vie et qu'ils n'ont pas franchi le pas hier, reste à savoir pourquoi. Voilà pour le constat.

Maintenant on peut estimer qu'une grande partie des travailleurs sont perplexes devant l'obstination de Sarkozy, non pas qu'ils seraient influencés par le discours du gouvernement totalement discrédité dans le pays, mais parce qu'ils ne voient pas qui pourraient résoudre le problème du financement des retraites compte tenu qu'ils pensent que ce problème existe, d'une certaine manière ils n'ont pas tort, la question étant de savoir qui, quel gouvernement prendra les mesures nécessaires pour garantir notre droit à la retraite, sachant que d'un côté l'UMP et le PS ainsi que ses satellites sont sur la même longueur d'onde en préconisant l'allongement de la durée de cotisation, et de l'autre les syndicats qui préconisent tous de relever le niveau des cotisations sociales à la charge des travailleurs ce qui se traduirait par une diminution de leur salaire net mensuel, ce à quoi ils ne tiennent pas vraiment et ils ont raison, finalement, ils se retrouvent face à une situation où ni les syndicats et ni les principaux partis dits ouvriers ne leur proposent de réponses satisfaisantes à leurs questions.

Cette situation traduit l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons en l'absence d'un parti révolutionnaire, sans parler du fait qu'absolument aucun parti ouvrier ne pose la question du combat politique qu'il faudrait engager dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui serait le seul à même de garantir notre droit à la retraite.

Pourquoi voudriez-vous que ces millions de travailleurs se mobilisent lorsqu'ils n'ont confiance dans aucun des syndicats ou des partis dits ouvriers, lorsqu'ils estiment avoir été abandonnés ou trompés par les uns et les autres et ne croient plus en rien ni en personne ? Pour défendre leur statut ? Quel statut, ils n'en ont pas ! Pour défendre leurs avantages acquis ? Ils n'ont même pas de treizième mois, pas de primes, etc. Pour défendre leurs salaires ? Défendre un salaire de misère, c'est une blague ou quoi ! Défendre leurs conventions collectives ? Celle du commerce par exemple est misérable, indéfendable ! Défendre leur garantie d'emploi ? Ils n'en ont pas ! Même défendre le droit à la retraite à 60 ou 65 ans doit leur paraître grotesque tellement c'est tard pour eux 60 ans, que dire des 65 ans, l'odeur du sapin leur monte déjà au nez ! Même le droit de grève les laissera indifférent car ils n'y ont pas le droit dans les faits. Ils ont servi de monnaie d'échange à la collaboration de classes pendant 65 ans entre les syndicats , les capitalistes et leurs représentants, gouvernements ou Medef, et vous voudriez peut-être que du jour au lendemain ils abandonnent le ressentiment qui les habite envers les couches supérieures ou privilégiés de la classe ouvrière, c'est franchement se leurrer et bien mal connaître l'état d'esprit de la classe ouvrière.

D'ailleurs, quand on y regarde de plus près, sur la question des retraites précisément, on s'aperçoit que les syndicats refusent l'alignement du public sur le privé, mais à aucun moment ils ne défendent l'alignement du privé sur le public ou les régimes spéciaux ; y a-t-il un syndicat qui défend la retraite à 55 ans ? Aucun ! Vous croyez que ces travailleurs ne s'en sont pas rendu compte ? Le gouvernement et les médias se sont chargés de leur dire et plus d'un a à l'esprit cette différence de traitement injuste de la part des syndicats et des partis qui leur sont liés.

Au niveau de la mobilisation et des manifestations on retrouve la division qui existe au sein de la classe ouvrière depuis 1945 entre travailleurs du secteur public et du secteur privé, qui n'a cessé d'être renforcée au cours des décennies suivantes pour assurer la stabilité politique du régime. Qu'a-t-il été entrepris pour contrebalancer l'hétérogénéité de la classe ouvrière qui n'a jamais été aussi grande ? Rien. A cela s'ajoute le fait que c'est le secteur privé qui s'est développé ces dernières décennies au détriment du secteur public, dont des pans entiers ont été privatisés. Les syndicats n'ont absolument rien fait pendant ces très longues années pour favoriser le développement d'une conscience de classe collective du prolétariat, et l'on a le droit de traiter avec ironie ceux qui prennent comme référence de mobilisation réussie 1995. Ils s'y sont tellement bien pris que les privatisations sont passées comme une lettre à la poste pour ainsi dire.

Tout finit par se payer un jour, la collaboration de classes, l'opportunisme et la gangrène réformiste qui rongent le mouvement ouvrier depuis des lustres n'échappent pas à cette règle, malheureusement pour les couches les plus défavorisées du prolétariat qui en sont les principales victimes aujourd'hui, une fois de plus.

Comment une grande masse des travailleurs ne se réfugieraient-ils pas dans le désespoir ou la passivité en l'absence d'une issue politique conforme à leurs intérêts ?

Pourquoi se mobiliser quand on sait à l'avance que personne ne vous écoutera ? Et que font ceux qui leur expliquent que les capitalistes doivent payer, qu'il faut procéder à une meilleure répartition des richesses quand ils pressentent que c'est impossible en conservant le régime actuel, en l'absence d'issue politique pour y parvenir ? Ils les jettent dans les bras de l'UMP ou du PS. Existerait-il une issue de ce côté-là ? En réalité une bonne partie de ces travailleurs qui ne se mobilisent pas sont plus révolutionnaires que les dirigeants des partis qui se réclament du socialisme et qui prétendent chacun à leur façon qu'il serait encore possible d'obtenir de bonnes réformes, des mesures progressistes dans le cadre du capitalisme et des institutions, ce que ces travailleurs ne croient pas un instant, mais demeurent incapables d'exprimer...

Notre conception de la lutte de classe est complètement faussée par l'adaptation progressive du mouvement ouvrier aux besoins des capitalistes. On entend parler des militants de syndicats de lutte, de syndicats de classe, de combattre classe contre classe, mais en vérité cela ne correspond à absolument rien dès lors que l'on ne remet pas en cause ce qui est à l'origine de la collaboration de classe, qu'on refuse de rompre avec le financement des syndicats par l'Etat par exemple, le nerf de la guerre... contre la classe ouvrière, qu'on refuse d'en finir avec la gestion des organismes sociaux par les syndicats au côté du gouvernement et du patronat, idem avec la politique dite contractuelle ou de négociations systématiques avec eux qui est l'antithèse de la mobilisation de la classe sur son propre terrain, etc. La corruption des syndicats et des partis a atteint un tel degré que les prétendre indépendants de l'Etat relève de la falsification, et bien entendu les travailleurs n'auraient pas leur idée sur la question, ils sont tellement abrutis dès lors qu'ils ne sont pas organisés, c'est bien connu.

Notons enfin qu'il n'y a qu'en France qu'une mobilisation d'une telle ampleur a lieu en Europe pour défendre notre droit à la retraite, alors que tous les gouvernements ont mis en oeuvre la même politique réactionnaire ou s'apprêtent à le faire. Quelque part, il est permis d'affirmer que le sort du prolétariat européen (et mondial) est suspendu à la détermination de la classe ouvrière en France à imposer une défaite à Sarkozy, et qu'elle constituerait un formidable exemple à suivre pour l'ensemble du prolétariat international.

Tout repose maintenant sur la capacité des travailleurs et des militants engagés dans ce combat à poursuivre l'organisation de la classe dans l'unité pour imposer leur volonté aux appareils syndicaux, pour qu'ils cessent d'appeler à des journées de mobilisation disloquées et sans lendemain, et leur imposer la grève générale jusqu'à satisfaction, qui dressera immanquablement classe contre classe, débouchera sur une grave crise politique, entraînera la chute du gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth-Kouchner et posera la question d'un Etat et d'un gouvernement ouvrier des partis ayant toujours combattus à ses côtés, et non la question d'élections présidentielles et législatives anticipées, encore moins celle d'un référendum sur les retraites. On se demandera aussi au passage, pourquoi toutes les grèves ou tous les mouvements sociaux qui se déroulent actuellement dans le pays ne sont pas reliés entre eux, pourquoi ils demeurent isolés, sans doute parce que les bureaucrates pourris des syndicats y trouvent leur compte, Sarkozy aussi.

Sarkozy et son gouvernement, le PS et ses satellites expliquent que l'allongement de la durée de vie de la population nécessite l'allongement de la durée de cotisation pour équilibrer les régimes des retraites, soulager le déficit de l'Etat, préserver l'existence du système de retraite par répartition, si tel était le cas, cela signifierait qu'il y aurait incompatibilité entre le vieillissement de la population et l'existence du régime capitaliste, dès lors de deux chose l'une, ne pouvant pas imposer aux travailleurs de crever plus tôt, ne pouvant pas dissoudre le peuple, la seule alternative possible est donc d'en finir avec ce système économique synonyme d'inégalités et d'injustices, de régressions sociales sans fin, de chaos et de barbarie.

Si nos besoins et nos droits qui sont parfaitement légitimes - et nous défendons à quiconque d'en juger à notre place, sont incompatibles avec le régime capitaliste, il doit disparaître, à commencer par les institutions de la Ve République qui sont exclusivement à son service. C'est dans cette perspective politique qu'il faut organiser les travailleurs et non pour mieux les soumettre au capitalisme en leur faisant croire que tout serait possible sans renverser au préalable le régime en place.

Retraites. Sur la journée du 2 et déclarations.

1- Pour commencer un témoignage apparemment fiable sur le comptage des manifestants pour solder cette question.

C'était sans doute un secret de polichinelle mais là, ça a le mérite d'être clair. Le secrétaire général du syndicat Unité police SGP-FO, Nicolas Comte, qui défilait samedi à Paris contre le projet de réforme des retraites, a expliqué que lors des manifestations, «*le nombre compté sur le terrain par les policiers n'est pas toujours celui communiqué*» ensuite.

Selon lui, derrière les chiffres, il y a «*un enjeu politique*» donc «*le chiffre qui est compté sur le terrain par les policiers n'est pas*

toujours celui communiqué» par la préfecture ou le ministère de l'Intérieur.

A titre d'exemple, Nicolas Comte a cité une manifestation de policiers à l'automne 2009. «*Nos collègues avaient compté 5.000 manifestants (...). Pour finir, la préfecture a donné moins d'un millier de manifestants*», a-t-il raconté. (20minutes.fr 02.10)

Ses "*collègues*" ont pu aussi compter à leur avantage, mais à défaut de mieux nous ferons quand même plus confiance à Nicolas Comte qu'au ministre de l'Intérieur.

2- Déclarations de dirigeants syndicaux.

CGT. "*On ne reculera pas*", a prévenu Bernard Thibault.

"*Cette journée (contribue) à élargir le mouvement, avec un public de nouveaux participants. C'est la preuve que la zone de mécontentement populaire s'amplifie parmi les salariés. De ce point de vue, l'objectif va être grandement réussi*".

CFDT. "*Ce soutien populaire nous engage à continuer*", a déclaré en écho François Chérèque, qui réclame "*des gestes apaisants du gouvernement pour enfin ouvrir le dialogue et construire une vraie réforme*".

La mobilisation sur les retraites est «*de longue durée*» et la suite dépendra «*de ce que le gouvernement dira*». Le numéro un de la CFDT se dit convaincu que «*le gouvernement fait une erreur d'analyse sur ce qui se passe*».

Au printemps, "*il y avait une campagne publicitaire du gouvernement qui disait: 'nous avons fait une réforme juste'. On est trois mois après et les gens se sont rendu compte qu'on leur a menti*", a fait valoir le leader syndical.

"*Le mouvement a commencé début juin. On en est à la quatrième journée de mobilisation: j'espère que le gouvernement va commencer à dire quelque chose. On est quand même dans une situation extraordinaire où le gouvernement ne dit rien*", a déploré le dirigeant syndical.

FO. "*Réunir trois fois trois millions de personnes, c'est forcément une réussite*", a déclaré le numéro un de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, qui juge le gouvernement "*complètement gelé*" sur sa réforme.

FSU. Jean-François Longo (à Marseille) : "*Le gouvernement a perdu la bataille de l'opinion*", a-t-il affirmé. "*Ici nous avons su bâtir une unité qui sait assumer ses nuances. C'est un point d'appui pour les prochaines échéances* ".

UNSA. (à Lyon) : "*On a vu des gens qu'on ne voit pas habituellement dans les défilés*", s'est réjouit Gilbert Debard, secrétaire départemental de l'Unsa, "soit parce qu'ils travaillent dans de petites entreprises, où il est mal vu de faire grève, soit parce que manifester n'est pas dans leurs habitudes."

Selon M. Debard "*le mouvement n'est pas seulement syndical, il s'est popularisé*".

3- Déclaration de dirigeants politiques

PS. "*Puisqu'il dit qu'il pense différemment, le Premier ministre devrait dire: 'On arrête tout, on recommence, on met tout sur la table et on fait une nouvelle réforme juste et efficace'*", a déclaré Martine Aubry.

Martine Aubry demande au Premier ministre François Fillon de "*remettre tout à plat*". "*Nous sommes dans une démocratie, on ne peut pas réformer sur un sujet si difficile sans écouter*", a-t-elle déclaré.

Verts. "*beaucoup de simples citoyens sont très résistants*", résolus à dire non au gouvernement, estime Cécile Duflot

PG. Jean-Luc Mélenchon assure que le rapport de forces est favorable à la gauche et aux syndicats. "*Le rapport de forces est de notre côté*", affirme-t-il devant quelques journalistes dans la manifestation parsienne.

NPA. Pour Olivier Besancenot , "*Sarkozy s'est gaufré en disant que le mouvement allait s'essouffler. Ca ne s'essouffle pas. C'est une marche supplémentaire de la mobilisation et c'est un bon indice de la préparation du 12*".

Le collectif "***la retraite une affaire de jeunes***", qui regroupe 26 organisations politiques et syndicales, a fait état de 15.000 jeunes dans le cortège parisien.

Gouvernement. "*La mobilisation est forte mais du même ordre*", a dit le ministre du Travail Eric Woerth sur France 3.

"*Il y a un supplément d'information à donner à nos concitoyens*", mais "*il y a un cadre général de la réforme (...) qu'on ne peut pas changer*", a-t-il souligné. (Reuters 02.10)

4- Compte-rendu des manifestations.

Entre 900.000 et 3 millions de personnes ont battu le pavé ce samedi. Au total, 229 cortèges ont été recensés par la CGT.

- A Paris, la police annonce 63.000 manifestants, soit 2.000 de moins que le 23 septembre. Les syndicats comptent 310.000 personnes.

- A Toulouse, grosse mobilisation avec 125.000 personnes selon les syndicats, 28.000 selon la préfecture.

- A Clermont-Ferrand, 45.000 manifestants selon les syndicats, 14.000 pour la police.

- A Nice, la police a compté 7.900 manifestants.

- A La Roche-sur-Yon, 20.000 personnes ont battu le pavé, 8.000 selon la police.

- A Montpellier, entre 13.000 et 20.000 personnes ont battu le pavé.

- A Rennes, les syndicats annoncent 20.000 manifestants.

- A Tarbes, il y aurait 30.000 manifestants (18.000 selon la police).

- A Saint-Etienne: 50.000 manifestants selon les syndicats et 8.200 selon la police.

- A Narbonne 6.000

- Entre 4.800 et 10.000 à Besançon, indique Le Pays.fr.

5- Quelques éléments complémentaires sur la situation.

Toute la semaine, des mouvements de grève reconductibles ont émaillé la vie sociale marseillaise. Les salariés de la Régie des Transports Marseillais ont effectué un mouvement de grève reconductible de 48h. Depuis le 26 septembre dernier, les agents territoriaux de Marseille et de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole multiplient les mouvements de grève à l'appel de cinq organisations syndicales, notamment dans les cantines scolaires et les crèches. C'est aussi le cas dans plusieurs communes autour de l'Etang de Berre. Dockers et agents du port autonome de Marseille-Fos ont également lancé un mouvement jusqu'à dimanche soir et qui pourrait être reconduit.

Lors de son intervention à l'issue de la manifestation, Mireille Chessa (CGT) a annoncé que des assemblées générales s'étaient tenues dans les six raffineries du département et que des préavis de grève avaient été déposés dans chacune d'entre elles.

6- Quelques extraits choisis de commentaires d'internautes.

- Je rentre de l'opéra. Une œuvre qui se passe durant la Révolution française. Un moment une tête d'aristocrate est exhibée au bout d'une pique. Des gens ont applaudi dans la salle. Réel.

- Selon les *Echos*, les fonds de pension des 100 premières entreprises américaines accusent un déficit de 460 milliards de dollars. Et ces fonds possèdent des capitaux qui ne couvrent que 70% des pensions qu'ils se sont engagés à couvrir.

Depuis août 2009, l'accroissement en France du chômage selon les statistiques, s'accompagne du fait que le nombre d'inscrits de plus de 50 ans à Pôle Emploi s'est accru de 16,5%.

Selon les Echos à nouveau, la rémunération des administrateurs du CrACk40 a augmenté en moyenne de 36% entre 2006 et 2009.

- La manifestation des 3500 dans la ville de 15 000 habitants où j'habite ne peux que me redonner du courage… Là les chiffres de la police et des syndicats sont les même…Mais je ne doute pas qu'en arrivant au ministère de l'intérieur les 3500 deviendront 359…!!!

7- L'internationale socialiste du capitalisme.

Will Hutton, familier des deux frères Miliband, est l'un des principaux penseurs britanniques de l'avenir des gauches au Royaume-Uni comme en Europe continentale. Ancien rédacteur en chef de l'Observer, il est vice-président du think-tank The Work Foundation, proche du Labour, Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, il appelle les gauches européennes à proposer aux citoyens un nouveau contrat social.

Le Monde : Samedi 2 octobre, les Français manifestent de nouveau contre la réforme des retraites. Comprenez vous ce combat ?

Will Hutton : En soi, ce n'est pas absurde d'envisager l'allongement de la durée de cotisation alors que l'espérance de vie ne cesse d'augmenter. D'ailleurs en Grande-Bretagne, l'âge de la retraite va être porté à 66 ans en 2016. Et je suis certain qu'en 2030, ce sera 70 ans. Cela ne peut pas être autrement. Aucun Etat ne peut se permettre de financer un système de retraite quand les gens vivent plus de 20 ans après avoir arrêté de travailler.

La gauche française est elle équipée pour une telle tâche ? (un New Deal)

Will Hutton : Malheureusement, le poids qu'a eu le parti communiste en France complique les choses : les socialistes ont du mal à penser par eux mêmes et à envisager ce genre de réformes. Ils ne sont pas capables de se poser la bonne question. A savoir : comment construire un bon capitalisme, qui satisfasse les Français. La gauche française, certainement la plus ancrée à gauche en Europe, est trop utopiste. Elle a pourtant les valeurs les plus sûres mais elle semble incapable de les transposer dans un programme de gouvernement. (Lemonde.fr 02.10)

Social. Quand ils en arrivent à gouverner par décret ou arrêté.

L'Etat (le ministère de l'Ecologie et le ministère de l'Intérieur) a pris un arrêté autorisant la circulation des poids-lourds de plus de 7,5 tonnes dimanche pour empêcher toute pénurie de carburant dans les stations-service, que pourrait provoquer la grève des terminaux pétroliers de Fos-Lavera, dans les Bouches-du-Rhône.

Au sixième jour de grève pour protester contre la réforme portuaire, la situation restait bloquée samedi sur les terminaux pétroliers de Fos et de Lavera.

Selon la direction du Grand port maritime de Marseille (GPMM), 38 bateaux attendent de pouvoir être déchargés, dont 11 pétroliers de brut, 13 pétroliers de produits raffinés, neuf gaziers, trois chimiquiers et deux péniches.

Aucune réunion entre les grévistes et la direction du port n'est prévue avant lundi.

La Fédération nationale CGT des Ports et Docks a de surcroît lancé un appel à la grève jusqu'à dimanche dans tous les ports français pour s'opposer à la mise en place d'une nouvelle convention collective prévue par la réforme portuaire.

Le mouvement réclame en outre la prise en compte de la pénibilité des métiers dans le secteur dans le cadre de la réforme des retraites.

Selon l'Union française des industries pétrolières (Ufip), une grève de deux à trois semaines risquerait de provoquer une fermeture des raffineries et affecterait l'approvisionnement pour les consommateurs.

A l'exception du trafic des ferries à destination de la Corse et du Maghreb, tous les autres secteurs d'activité du port de Marseille, le premier de France, sont à l'arrêt. (Reuters 02.10)

Haut de page

Le 4 octobre

Mon problème avec le serveur sera résolu demain, en principe ! Je n'ai pas corrigé les fautes que j'ai repérées dans les causeries précédentes, je réalise et formate cette page en écrivant directement dans le bloc-note (notepad) prévu à cet usage pour perdre un minimum de temps et je ne prends pas toujours le temps de me relire, je me demande même si je n'ai pas parfois laissé des phrases inachevées ou employés des formules qui voulaient dire le contraire de ce que je pensais ! C'est un boulot de dingue en vérité.

Bonne semaine et bon courage à tous.

Retraites.

1- Forts d'un sondage CSA montrant que 71% des Français ont de la sympathie pour le mouvement et du renfort samedi d'un nouveau public composé de familles et de jeunes, les dirigeants syndicaux affirment qu'ils ne reculeront pas.

"*C'est l'une des dernières occasions pour le gouvernement de modifier son texte*", a prévenu François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT.

Et ensuite ? Il n'y aura plus qu'à faire avec !

"*Si le gouvernement confirme son intransigeance, il ne faudra pas s'étonner si la mobilisation prend d'autres formes*", a renchéri Bernard Thibault, le leader de la CGT.

Lâché de ballons, pétition, délégation, grèves isolées, référendum...

Jean-Claude Mailly, le numéro un de Force ouvrière, a appelé dimanche le gouvernement à donner un "*signe d'apaisement*" en suspendant son projet de loi pour rouvrir les discussions.

Pour faire baisser la pression qui pèse sur le gouvernement... et sur les appareils !

Les syndicats se réuniront lundi pour faire un nouveau point de la situation avant la prochaine étape du 12 octobre, qui sera de nouveau accompagnée de grèves.

Tous considèrent que l'exécutif n'a pas pris la mesure de la contestation. Et certaines organisations envisagent désormais des grèves reconductibles, au risque d'ébranler quelque peu l'unité syndicale.

Les fédérations de cheminots doivent ainsi décider lundi d'une éventuelle grève reconductible unitaire à partir du 12 octobre. Une idée désormais appuyée par la CGT, qui pourrait l'étendre au secteur de l'énergie, selon le JDD.

A Marseille, où perdurent plusieurs mouvements sociaux, l'intersyndicale a toutefois repoussé samedi l'idée d'une grève générale. (source : Reuters 03.10)

Ouf !

60 ans contre l'allongement de la durée de cotisation, retrait contre rupture des relations avec le gouvernement et maintenant, grève reconductible contre grève générale. On sent ici que la base pousse et se radicalise.

Les dirigeants syndicaux à la manoeuvre s'arc-boutent pour empêcher une mobilisation générale de la classe contre le gouvernement, d'autant plus que les attaques du gouvernement contre toutes les couches sociales depuis trois ans, leurs liens affichés ou révélés avec les capitalistes milliardaires et leur détermination à ne soutenir que les nantis du régime, leurs attaques notamment contre la justice et les médias pour les mettre au pas, les affaires qui les ont secoué ces derniers mois, l'ambiance délétère qu'ils ont contribué à créer dans le pays pour diviser la population et la détourner des questions sociales brûlantes, l'ensemble de leurs mesures antisociales et leur comportement méprisant envers la quasi-totalité de la population à l'exception d'une poignée de privilégiés de la Bourse conduit chaque mouvement social à prendre un contenu politique de plus en plus marqué et axé contre Sarkozy et le gouvernement, ce qu'observent les dirigeants syndicaux et dicte leur stratégie pour tenter d'éteindre l'incendie qui couve et qui menace la stabilité du régime qu'ils soutiennent par ailleurs.

Car à aucun moment un dirigeant syndical n'a tenu une position correcte depuis qu'est lancée la bataille pour nos retraites.

Ceux qui défendaient les 60 ans étaient pour l'allongement de la durée de cotisation, ceux qui étaient contre l'allongement de la durée de cotisation proposaient une augmentation des cotisations sociales versées par les travailleurs, quand ils réclamaient le retrait du projet de loi du gouvernement, c'était pour immédiatement l'inviter à négocier, ceux qui dénoncent les journées d'action et se prononcent pour une grève de 24h ne veulent pas entendre parler de grève générale ou de manifestation nationale à Paris, et pour finir, ceux qui parlent de grève reconductible dans certains secteurs d'activité rejettent l'idée d'une grève générale, car ils tablent sur l'isolement de ces grèves et leur pourrissement, ils tendent la perche au gouvernement (et au déchaînement des médias aux ordres) qui n'aura plus qu'à expliquer qu'une minorité de grévistes prennent en otage la majorité qui veut continuer de travailler, pour ensuite réprimer les grèves en recourant à la force. On peut imaginer au cas où la radicalisation des masses et des militants se poursuivrait, que certains dirigeants syndicaux se prononceront pour une grève générale de 24h qui ne servirait à

rien, une fois constaté qu'elle n'aura pas été davantage suivie qu'une grève dans le cadre d'une journée d'action.

On ne peut peut-être pas généraliser une expérience isolée, je me souviens, au début des années 80, que lorsque j'avais proposé de se mettre en grève illimitée à des salariés qui n'avaient jamais fait grève de leur vie et qui n'étaient évidemment pas organisés, ils avaient adhéré à l'idée de cette grève parce que je leur avais indiqué qu'on ne la cesserait qu'une fois qu'on aurait gagné, et à aucun moment je ne leur avais tenu un double langage susceptible d'entamer leur détermination ou de les faire douter. Mais avant de les engager dans cette bataille j'avais pris soin de les consulter, je n'avais fait que leur soumettre une action en leur expliquant comment elle se déroulerait (assemblée générale souveraine chaque jour, discussion avec la direction en leur présence, etc.) et qu'elle risquait d'être longue et dure.

En réalité, ce sont eux qui avaient décidé cette grève illimitée et non le délégué syndical qui devait avoir pour seul rôle de leur porposer et ensuite de l'organiser si les salariés y étaient favorables, car d'une part on n'entraîne pas à la légère des travailleurs dans une grève, d'autre part la grève ne se décrète pas. Il ne suffit pas qu'une situation soit propice à la grève pour la déclencher ou y appeler, il faut que les travailleurs l'envisagent eux-mêmes sérieusement comme le seul moyen d'action pour obtenir satisfaction à leurs revendications.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, c'est bien beau de connaître cette formule par coeur, c'est mieux d'en comprendre la signification et de commencer à la mettre en application quotidiennement sur le plan syndical et politique. Comment voudriez-vous que ce soit le cas de dirigeants syndicaux étrangers à la classe ouvrière, c'est exiger l'impossible et se leurrer éternellement.

En principe, on appelle à la grève générale quand elle existe déjà dans les faits, entendez par là lorsque des centaines de milliers de travailleurs ou des millions sont déjà engagés dans des actions dans tout le pays pour défendre leurs droits, lorsque ces grèves ou mouvements sociaux concernent de nombreuses couches sociales dans une multitude d'entreprises ou secteurs de la fonction publique. L'appel à la grève générale a pour objectif de rassembler la classe déjà entrée en action pour entraîner l'ensemble de la classe au combat, dans la perspective d'un affrontement direct avec la classe dominante au pouvoir. En paralysant le système économique et en se dressant contre les institutions politiques au service du capitalisme, elle est la négation du régime et du pouvoir en place, elle acquière un caractère politique et pose la question de savoir quelle classe doit gouverner ou détenir le pouvoir, la question de l'Etat et du pouvoir politique.

La grève générale en soi ne suffit pas pour entrevoir la possibilité de renverser les institutions en place, faut-il encore qu'elle soit organisée, que la classe parvienne à s'organiser indépendamment des appareils corrompus du mouvement ouvrier et qu'elle se dote d'organismes politiques indépendant dans lesquels ses besoins ou aspirations seront réellement pris en compte, afin de définir les tâches qu'elle doit accomplir et les moyens qu'elle doit se donner pour parvenir aux objectifs qu'elle s'est fixée.

L'issue du processus révolutionnaire ainsi engagé dépend ensuite de la capacité de la classe à rompre avec le capitalisme et les institutions bourgeoises qui n'ont pas disparu pour autant, à élire une majorité de délégués parmi le ou les partis combattant pour le socialisme, des délégués ayant une vision claire de la situation et de son développement, bref, de l'existence ou non d'un parti révolutionnaire constuit sur les bases du marxisme pour la guider sur voie de la prise du pouvoir, sachant que ce parti peut se construire au cours du développement de la lutte de classe dans ces circonstances exceptionnelles, et dont l'intensité permet d'y voir plus clair parmi toutes les théories en présence et de briser tous les obstacles au rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. On comprend ainsi pourquoi Mailly a écarté l'idée de la grève générale en expliquant récemment qu'elle était par nature "*insurrectionnelle*".

Soit la grève générale demeure contrôlée par les appareils, au quel cas on ne peut en attendre que des miettes ou une défaite du gouvernement sur une revendication particulière, tandis que le lendemain la vie reprendra son cours comme avant. C'est la raison pour laquelle on fera toujours référence à 36 ou 68 avec des réserves. Soit elle débouche sur l'organisation des masses et il est permis d'espérer que le développement du processus révolutionnaire contribuera au mûrissement de leur conscience politique jusqu'à se hisser au niveau des tâches inclus dans le programme de la révolution socialiste.

Pour conclure. Une grève appelée par les appareils est généralement moins suivie qu'une grève spontanée décidée par les travailleurs eux-mêmes avec leurs syndicats. Reste à savoir quel est le nombre de grèves ou de mouvements sociaux actuellement, quels secteurs d'activité ils concernent, quels types d'entreprises, combien de travailleurs y participent, etc. afin de déterminer si le mot d'ordre de grève générale serait suivi ou non et si la mobilisation pourrait se transformer en grève générale illimitée.

On peut toujours échaffauder des hypothèses ou de belles théories, mais si elles reposent sur du vent au lieu de partir de la réalité... On peut justifier un mot d'ordre tout en sachant qu'il n'aura aucune chance d'aboutir et en expliquant qu'il ne servira qu'à montrer la voie qu'il faudrait suivre, encore faut-il en avoir pleinement conscience et savoir quel objectif on poursuit véritablement, sinon les travailleurs ou les militants auxquels vous vous adressez n'y comprendront rien, ils auront le droit d'être "perplexes" ou de ne pas vous prendre très au sérieux.

Si vous avez des éléments de réponses fiables à ces questions, ce serait bien de nous les faire parvenir pour qu'on puisse

les analyser tranquillement. (A suivre)

2- Le député socialiste Arnaud Montebourg a de son côté réclamé que le projet prévoyant le recul de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans soit soumis à référendum. "*Là, ce sera un vrai comptage*", a plaidé l'élu de Saône-et-Loire sur Europe-1. (AP 03.10)

Un référendum qui permettrait à toutes les classes, aux patrons et à tous les réactionnaires que compte ce pays de s'exprimer sur notre droit à la retraite ? Un référendum dont Sarkozy aurait concocté le contenu avec Parisot et ses partenaires de l'Ifop, de telle sorte que la position défendue conjointement par l'UMP et le PS sur l'allongement de la durée de cotisation sortirait automatiquement vainqueur ?

Cette proposition de référendum s'oppose à la mobilisation générale de la classe comme nous l'avons déjà dit, elle est un élément de division introduit dans nos rang. Des travailleurs vont forcément estimer que c'est une bonne idée, meilleure qu'un jour de grève ou de manifestation sans lendemain toutes les deux semaines, sur ce dernier point ils n'ont pas tort. Ils ne se mobiliseront pas le 12 en attendant cet hypothétique référendum, et comme il n'aura pas lieu, ses promoteurs pourront affirmer qu'ils n'y sont absolument pour rien si la mobilisation s'est relâchée et le tour sera joué. Le PS et le PG sont là parfaitement dans leur rôle de diversion et de soutien au régime.

Cette proposition étant l'antithèse de la mobilisation de la classe ouvrière sur son propre terrain, il est permis d'affirmer qu'elle provient d'éléments étrangers à notre classe agissant pour le compte de Sarkozy et du capitalisme, ni le PS ni le PG n'ayant l'intention aujourd'hui ou jamais de rompre ni avec les institutions ni avec le capitalisme comme ils ne cessent de le marteler.

On entend dire que Sarkozy aurait violé la Constitution, l'esprit des institutions de la Ve République, en réalité il ne fait que profiter des pouvoirs dictatoriaux que la Constitution accorde au chef de l'Etat depuis 1958. Pas étonnant que cette Constitution ait servi depuis de modèle à de nombreux régimes qui n'ont de démocratique que le nom.

On entend dire aussi que Sarkozy aurait violé les principes de la République, alors qu'en fait il n'a fait que pousser à l'extrême les contradictions contenues dans ces principes et qui profitent en priorité à la classe dominante. Sous prétexte que Sarkozy serait le président le plus impopulaire de la Ve République, il y en a qui oublient un peu vite que ce sont les mêmes principes qui ont permis pendant 52 ans à la classe des capitalistes de nous exploiter tranquillement, à croire que ceux qui adressent ce reproche à Sarkozy ont vécu confortablement au cours du règne de ses prédécesseurs, ce qui n'a jamais été le cas de millions de travailleurs et leurs familles.

Les nostalgiques des temps heureux que nous n'avons jamais connu ont une mémoire décidément très sélective, qui sert à légitimer leur propre capitulation ou à camoufler leur participation active à la collaboration de classes entre 1945 et 1958, puis leur incapacité à s'opposer au gaullisme (à l'Etat) avec lequel ils ont sans cesse composé. On comprend qu'ils n'osent pas qualifier la démocratie qu'ils entendent défendre ou le contenu de la démocratie politique dont ils réclament le retour, de crainte de dévoiler leurs véritables natures. Les arguments avancés par la plupart de ceux qui critiquent le PS ou les appareils ou la terminologie qu'ils emploient dans leurs discours, quand on les examine d'un peu plus près, révèlent ou trahissent leurs véritables intentions et les liens qu'ils entretiennent avec le régime... C'est très intéressant et passionnant à la fois. On mesure là la distance qui les séparent de la classe ouvrière et du socialisme.

On constatera encore, que s'il est de bon ton d'employer dans le mouvement ouvrier le langage employé par la classe dominante ou celui des staliniens d'hier et d'aujourd'hui, il est devenu pour ainsi dire incorrect d'utiliser celui employé il n'y a pas encore si longtemps par les militants se réclamant du marxisme ou du léninisme. Ce conformisme linguistique témoigne de l'appauvrissement théorique du mouvement ouvrier en général, autant que du manque de détermination et de courage de la part de l'avant-garde à défendre le programme de la révolution socialiste. Même son drapeau il faudrait le cacher dans notre poche ! Chacun peut en faire le constat quotidiennement de son côté, je n'invente rien malheureusement.

Après on nous dit qu'il serait difficile de militer, que les militants n'auraient pas trop le moral, etc. on ne comprend pas vraiment pourquoi puisque la situation sociale est particulièrement favorable à la construction du parti, à moins que ce ne soit le mouvement ouvrier lui-même tel qu'il est devenu qui constitue un obstacle à notre combat pour le socialisme, d'où la nécessité absolue de combattre l'opportunisme sous tous ses masques sans se soucier des critiques que l'on s'attirera forcément.

Pour écrire ces lignes je me suis inspiré de plusieurs documents qui m'ont été adressés et que j'ai décidé de ne pas mettre en ligne, parce qu'ils contenaient la panoplie quasi complète du parfait opportuniste, le site et notre tendance n'ayant pas pour vocation de diffuser des arguments ou positions s'inscrivant dans une perspective politique en grande partie ou en totalité en contradiction avec le combat que nous menons et notre objectif. Ce n'était peut-être pas le cas il y a encore quelques mois, mais depuis nous avons assisté à la radicalisation de la situation politique et nous devons en tenir compte impérativement, y compris à ce niveau-là.

Certains militants ont contesté le bien-fondé de la présence de certains documents dans la Tribune libre au cours des mois précédents, je leur accorde volontiers, c'était volontaire de ma part. A ce moment-là j'avais estimé qu'il était bon que les militants puissent suivre et observer l'évolution du comportement de certaines formations ou organisations, afin qu'ils

puissent comparer leurs arguments ou positions avec ceux que je développais parallèlement dans le site ou ceux d'autres camarades de divers groupes ou partis, à eux ensuite de se forger librement leurs propres convictions. On pourrait concevoir de porter à la connaissance des militants un article volontairement bourré de fautes, pour voir s'ils sont capables de faire preuve de suffisamment d'attention pour les détecter et mesurer leur maîtrise de la langue. Le concept de démocratie est loin d'être parfait et ne répond pas forcément à toutes les situations.

Nombreux sont ceux qui prétendent vouloir combattre classe contre classe, théoriquement seulement, ce serait d'ailleurs une très grave erreur de les croire sur parole, et nous avons constaté que dès lors que les choses commençaient à se préciser et que le moment de l'affrontement avec le pouvoir approchait, les socialistes ou communistes en parole d'hier ressortaient leur idéologie à relent stalinien ou purement réformiste qu'ils n'ont en réalité jamais abandonnée sous les nouveaux masques qu'ils ont revêtus au cours des dernières années ou décennies. On pourrait dresser le même constat avec les démocrates ou républicains qui se révèleront être demain parmi les plus antisocialistes ou contre-révolutionnaires. On ne va pas passer notre vie à mettre en garde les militants contre le danger qu'ils représentent pour le mouvement ouvrier, notre priorité est de le remettre sur la voie du socialisme et de développer nos propres arguments afin qu'un nombre toujours plus grand de militants et de travailleurs s'en saisissent. (A suivre)

---

a name="

Le 5 octobre

Les techniciens de Tata me suggèrent de changer d'ordinateur en réponse au mauvais fonctionnement du logiciel de la compagnie du même nom ! C'est cela l'Inde en plein développement ! Je leur ai expliqué qu'il avait été mal téléchargé par un de leur technicien au mois de janvier et qu'il fallait le télécharger à nouveau et que j'en était incapable, mais apparemment pas un ne veut comprend pourquoi. Ma connection coupe automatiquement au bout de 7 ou 8 minutes, ce qui fait que c'est impossible de charger un fichier volumineux dans le serveur du site, et cela depuis 5 jours, disons que le problème s'est amplifié, sans compter qu'il m'est impossible de télécharger des vidéos encore plus volumineuses.

Un technicien est passé ce matin à 8h30, ensuite j'ai reçu 4 coups de téléphone de personnes différentes de Tata en moins d'une heure, elles ont parlé avec moi puis avec Magueswary en tamoul, donc ils ne peuvent pas dire qu'ils n'ont pas compris mon anglais, bref, un autre technicien doit passer en fin de journée. Vous comprenez pourquoi je n'ai jamais fait appel à eux pour résoudre ce problème qui date de janvier, c'était la prise de tête assurée ! Je vous garantis qu'il faut bien réfléchir avant de faire appel à quelqu'un ici, pour n'importe quoi, que ce soit un médecin ou un mécanicien, et il faut s'armer de patience.

Voilà pourquoi parfois j'en arrive à faire de grosses conneries, j'attends, j'attends, jusqu'au jour où je me retrouve coincé car unproblème que j'avais bien identifié quelques mois ou années (sic!) auparavant s'est accentué, je me retrouve acculé, c'est ainsi qu'au lieu de me faire soigner une dent, il a finalement fallu me l'arracher, j'ai un problème sous le pied gauche depuis des années, pourvu qu'il ne faille pas un jour me couper le pied, et je n'ose pas me faire soigner les yeux par crainte de devenir aveugle, je n'exagère rien cela arrive régulièrement à des Indiens, j'ai vu cela à la télé ! Cela vous fait peut-être marrer, tenez depuis environ trois semaines je ne peux plus lever le bras gauche sans ressentir une douleur très vive, j'attends que cela se passe, que faire d'autre de mieux ?

S'il y en a encore qui pensent encore que je suis un privilégié, qu'ils viennnent donc partager le quotidien des Indiens que je partage, et on en rediscutera après. Mais bon, c'est cela la vie dans leur vieux monde ! Passons aux news du jour.

Social.

1- Retraites.

- Selon un communiqué, les syndicats CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FSU, Solidaires et UNSA ont décidé lors d'une réunion de se revoir vendredi, car ils considèrent "*qu'il faudra donner des suites*" à la journée d'action du mardi 12 octobre.

A la veille de l'ouverture du débat au Sénat, elles exhortent leurs organisations à "*élargir*" et à "*amplifier*" la mobilisation unitaire par des "*initiatives dans les territoires, des rencontres avec les salariés*" et à "*interpeller les sénateurs en utilisant très largement la lettre ouverte unitaire au président de la République et aux parlementaires*". (AP 05.10)

- Premier syndicat de l'entreprise publique, la CGT-RATP a déposé un préavis de grève illimité à compter du 12 octobre, nouvelle journée d'action interprofessionnelle contre le projet de réforme des retraites du gouvernement.

Force ouvrière a également déposé un préavis illimité, a précisé la direction. (Lepost.fr 04.10)

- Gérard Rodriguez, conseiller confédéral CGT en charge des retraites "*La suite dépendra de la réussite du 12. Mais la question*

de plus en plus posée est celle des modalités d'action. Tout cela sera ébauché lors de l'intersyndicale. On va notamment voir comment consolider les appels dans les différents secteurs. Les salariés ont vraiment le sentiment de ne pas être entendus. Dans ce cadre là, est posée la question d'actions reconductibles. Nous allons poursuivre des actions au niveau des entreprises et interpeller les sénateurs." (Lepost.fr 04.10)

- Plaidant pour que le 12 octobre prenne "*une autre configuration que l'arrêt de travail et la manifestation classiques que nous avons connus ces dernières semaines*", le secrétaire général de la CGT cheminots a souhaité que plusieurs secteurs professionnels soient "*en capacité, après en avoir débattu avec les salariés, d'engager un mouvement plus long que le 12 octobre avec des actions reconductibles, qui peuvent être des grèves*". (Lepoint.fr 04.10)

- 70% des personnes interrogées sont contre le projet de loi du gouvernement mais sont-elles "*derrière les organisations syndicales*" comme l'a affirmé Alain Olive de l'Unsa ?

- L'Elysée serait "*convaincu que la répétition des journées d'action tient du rituel social en France et que le mouvement de contestation (...) finira par s'effriter comme en 2003*", note *Le Monde*.

D'où la stratégie adoptée par l'exécutif de jouer la montre, en ne dévoilant rien pour "*garder des cartouches en réserve avant la prochaine mobilisation, le 12 octobre*", expliquent*Les Echos*.

"*L'exécutif pense que le temps joue pour lui et sait que la CFDT et la CGT n'ont aucune envie de s'engager dans des grèves reconductibles qu'elles estiment à hauts risques pour les salariés et pour le syndicalisme*", note encore *Le Monde*, qui juge cette stratégie "*dangereuse*".

"*La CGT n'appelle pas de ses voeux la radicalisation mais il y a une volonté de se faire entendre de la part des salariés. Ce sont eux qui décident. S'ils décident de durcir leurs actions, ce n'est pas un problème pour nous*", déclare au Post Gérard Rodriguez. (Lepost.fr 04.10)

La suite est entre les mains des militants qui combattent à la base quotidiennement au côté de la classe ouvrière pour assurer l'unité des militants et des travailleurs sur la position du retrait inconditionnel du projet du gouvernement, à la fois contre les appareils, le gouvernement, le patronat et les médias. C'est l'unité des militants de tous les syndicats et de tous les partis qui fait actuellement obstacle à la capitulation des appareils dont l'unité est au service du gouvernement.

2- Mouvements sociaux en cours.

- Le mouvement de grève d'infirmiers anesthésistes se poursuivait ce lundi.

La ministre de la Santé Roselyne Bachelot avait assuré samedi sur RTL avoir "*écouté et entendu*" les infirmiers anesthésistes en colère, ajoutant avoir déjà "*apporté des garanties*" pour répondre à leurs revendications. (Lexpress.fr 04.10)

- Les terminaux pétroliers de Fos-Lavera, dans les Bouches-du-Rhône, étaient toujours bloqués lundi par une grève des salariés qui s'opposent à la réforme portuaire.

Une réunion entre la direction et le syndicat CGT n'a pas permis de débloquer une situation qui pourrait se durcir, les syndicats de l'industrie pétrochimique prévoyant de rejoindre le mouvement avant le 12 octobre et n'excluant pas un blocage des raffineries du pourtour de l'Etang de Berre.

Interrogé sur la perspective d'un blocage des raffineries, Jean-Marie Michelucci, délégué syndical CGT chez Arkema a déclaré: "*Bien sûr que cela peut s'imaginer, tout peut s'imaginer, c'est une piste. Dans tous les cas, ce sera avant la journée du 12*".

"*Quand on est au bout d'un processus social, ça gratouille un peu et comme il y a en plus le débat sur les retraites, ça gratouille fort*", a estimé Dominique Bussereau.

"*Je ne suis pas inquiet parce que cette réforme, il la faut*", a-t-il ajouté. "*Sinon, la France perd son rôle de grande puissance exportatrice capable d'avoir des ports compétitifs*". (Reuters 04.10)

3- Suppression d'emplois.

Le groupe industriel Alstom va supprimer 4.000 postes d'ici mars 2012 dans ses activités "Power" (fabrication de turbines et de centrales électriques), dont 1.000 par non-renouvellement de contrats temporaires et "*départs naturels*", a-t-il annoncé lundi dans un communiqué. Les 3.000 autres suppressions de postes seront menées "*avec l'ensemble des mesures d'accompagnement disponibles*", écrit Alstom dans son communiqué.

Une centaine de postes sont concernés en France sur 5.400 personnes employées par Alstom Power dans l'Hexagone, a indiqué un porte-parole du groupe. (Lepoint.fr 04.10)

Politique.

1- La survie du capitalisme = Psychose mondiale.

Sécurité renforcée à Sanaa en raison d'une menace terroriste, selon des responsables yéménites - AP

Un vaste complot terroriste aurait été déjoué au Nigeria - Reuters

2- TVA antisociale. Pourquoi ne pas amplifier les injustices ? En voilà une bonne idée.

'*Si on augmente la TVA et si on baisse parallèlement les cotisations sociales employeurs et salariés, on fait reculer notre coût du travail, donc on favorise l'emploi dans le pays en faisant contribuer les importations aux ressources de la Sécurité sociale*', explique J-F. Copé dans un entretien à paraître mardi dans *Le Figaro*.

"*Il s'agit tout bonnement de ne plus faire peser tout le financement de notre protection sociale sur les travailleurs*", ajoute Jean-François Copé, qui suggère de baptiser cette hausse d'impôts "*TVA antidélocalisation*". (Lemonde.fr 04.10)

Privatiser les organismes sociaux, le droit à la santé ou la retraite, augmenter la TVA, c'est pour le bien-être des travailleurs évidemment ! Mieux encore, s'ils taxent les importations provenant d'Asie, ce sont toutes les marchandises à bas prix que les plus pauvres achètent de préférence parce qu'ils n'ont pas le choix qui seront taxées en priorité, c'est donc taxer les plus pauvres. Il fallait y penser. Continuez dans cette voie messieurs du parti de l'ordre, vous allez bien finir par embraser tout le pays...

3- Xénophobie d'Etat, suite.

La controverse enfle entre le ministre de l'Immigration, Eric Besson, et le cirque tzigane Romanès, qui s'estime menacé par les mesures prises par le gouvernement français sur les Roms.

"*Nous sommes tous menacés, ils veulent nous mettre dans l'avion*", a déclaré lundi à Reuters le responsable de la troupe, qui a représenté la France à l'exposition universelle de Shanghai en juin.

Alexandre Romanès explique avoir appris à son retour de Chine, au début de l'été, que les permis de séjour initialement délivrés à ses musiciens roumains étaient annulés.

Selon une porte-parole du cirque, l'Inspection du travail a justifié son revirement par le fait que le salaire minimum n'était pas respecté.

"*C'est faux, la législation du travail est strictement respectée, mais ils sont payés au cachet*", a-t-elle dit, insistant sur le fait que le spectacle aurait beaucoup de mal à exister sans les musiciens roumains.

L'Inspection du travail a toutefois mis en avant une autre infraction à la législation française: la participation des enfants de la troupe au spectacle.

"*On vient nous chercher des poux dans la tête, jusqu'à présent c'était toléré*", rétorque Alexandre Romanès.

"*De multiples infractions au Code du travail ont été relevées, notamment aux règles relatives à l'emploi d'enfants dans le spectacle, aux dispositions concernant le travail dissimulé, et aux sanctions qui s'appliquent en cas d'obstacles aux fonctions d'agents de l'Inspection du travail, d'outrage, et de violence*", a-t-il dit, ajoutant qu'un inspecteur du travail avait été agressé.

Une soirée de soutien au cirque, qui tentera de reprendre ses spectacles le 6 novembre, était organisée lundi soir à Paris.

Le cirque Romanès, créé il y a 17 ans, parcourt l'Europe pendant toute l'année et s'installe généralement l'hiver dans la capitale française. (Reuters 04.10)

4- Les médias attaquent Sarkozy, insupportable : réformons les institutions !

L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin (UMP) a déploré dimanche sur BFM-TV un climat politique actuellement "*très tendu, d'une brutalité extrême*", alimenté selon lui par les Unes "*violentes*" de certains hebdomadaires contre Nicolas Sarkozy.

"*Au fond, c'est vrai que le climat politique devient très tendu, d'une brutalité extrême et je trouve que c'est très préoccupant pour l'équilibre de notre démocratie*", a-t-il ajouté.

Alors qu'on lui présentait la dernière couverture de L'Express (une photo de Nicolas Sarkozy surmonté du titre "*Pourquoi il suscite la haine*"), le sénateur de la Vienne a fustigé "*une Une d'une violence, d'une brutalité difficilement acceptables*".

Parlant de "*dérives liées, non pas aux personnes, mais à la pratiques des institutions*", il a aussi jugé que le président de la République était actuellement "*trop exposé*", alors que l'esprit de la Constitution de la Ve voulait qu'il soit davantage protégé par son Premier ministre.

"*Aujourd'hui, le président en première ligne en permanence fragilise notre système institutionnel, et pour l'apaisement il faudrait inventer une nouvelle pratique institutionnelle*", a poursuivi l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac en prônant "*une nouvelle réforme*" des institutions. (Lexpress.fr 04.10)

Les médias doivent refléter la situation qui existe dans le pays s'ils ne veulent pas perdre leur clientèle, voilà tout. Cela n'en fait pas pour autant des instruments au service de notre classe. Que la liberté de presse, déjà conditionnée par l'inégalié des moyens financiers dont disposent les patrons de presse ou les partis politique soit remise en cause, parce qu'elle n'est plus compatible avec la politique de réaction sur toute la ligne du gouvernement, n'a rien d'étonnant.

Economie.

1- Sommet Europe-Asie.

Aux États-Unis, en particulier, le mécontentement monte. La Chambre des représentants américaine vient d'adopter un projet de loi prévoyant des mesures de rétorsion contre la Chine, que nombre d'élus américains accusent de sous-évaluer volontairement sa monnaie. Ce texte permettrait l'imposition de droits de douane pénalisant les produits importés de pays dont la monnaie est sous-évaluée.

Les responsables européens ne disent pas autre chose. Mardi, le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker, et le président de la Banque centrale européenne ont prévu de convoyer ce message une nouvelle fois auprès de Wen Jiabao, qu'ils doivent rencontrer en marge du sommet de l'Asem.

Récemment, Jean-Claude Juncker a jugé que l'Europe devait faire preuve de "*plus d'insistance*" dans ses discussions sur les taux de change avec la Chine et que "*le yuan est toujours sous-évalué*", car les efforts des Chinois ne sont pas "*suffisants*" à ses yeux. Les États-Unis et les Européens ne sont plus les seuls à perdre patience. Le Brésil vient à son tour de s'inquiéter d'une "*guerre des changes*" alimentée selon lui par les pays asiatiques désireux de maintenir leurs monnaies au plus bas niveau possible pour exporter le plus possible.

Et samedi, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a appelé les grandes économies mondiales à coopérer pour prévenir une "*guerre de devises*" qui risque d'empêcher la reprise économique mondiale. "*Nous voyons dans le monde la possibilité d'un éclatement d'une guerre de devises*", a-t-il déclaré. (Lepoint.fr 04.10)

2- France.

Les taux d'intérêt des crédits immobiliers n'en finissent pas de baisser. Ils ont atteint en septembre leur plus bas niveau depuis l'après-guerre, à 3,30% en moyenne, selon une étude de l'Observatoire Crédit Logement/CSA publiée lundi.

En revanche les prix de l'immobilier continuent eux d'augmenter. Depuis la fin des années 90, la hausse a été de 140% et les prix ont même été multipliés par 22 depuis 1964, soit bien plus que l'inflation. (20minutes.fr 04.10)

3- Grèce.

Le gouvernement grec a proposé lundi un projet de budget 2011 encore plus austère, avec l'objectif de ramener le déficit à 7% du PIB d'ici à la fin de l'année 2011.

Cet objectif est encore plus ambitieux que les 7,6% fixés par le Fonds monétaire international et les pays de la zone euro ayant accordé des aides financières à Athènes. (AP 04.10)

Le 6 octobre

Dictature du capital. Un bouc émissaire. Il faudrait juger et condamner les banksters.

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné mardi l'ex-trader de la Société générale Jérôme Kerviel à cinq ans de prison dont trois ferme, retenant sa responsable exclusive dans la perte historique de 4,9 milliards d'euros subie par la banque en 2008.

Jérôme Kerviel devra rembourser cette somme, le tribunal ayant conclu qu'aucun élément ne permettait de penser que la banque avait pu tolérer ou suspecter ses agissements.

"*Par leur ampleur, leur spécificité et le contexte de crise dans lequel ils se sont inscrits, ces actes ont incontestablement porté atteinte à l'ordre public économique international*", ont ajouté les juges.

Rien ne permet de penser qu'il ait eu "*l'appui, même tacite de sa hiérarchie*", dit le tribunal et il est donc impossible de dire que la banque a ordonné ou même suspecté ses agissements.

Il a donc agi de manière "*occulte*", disent les juges, qui condamnent son "*cynisme*" et estiment qu'il a tenté de "*renverser les rôles en se positionnant en victime d'un système*".

L'ex-trader, tout en admettant lors du procès des fautes et exprimé des "*regrets*", avait incriminé sa hiérarchie, qui aurait selon lui fermé les yeux sur ses agissements et avait accusé plus largement le système financier et son fonctionnement. (Reuters 05.09)

Comment peut-on croire un seul instant qu'un employé aurait pu engager la banque pour laquelle il travaillait dans des opérations à hauteur de 50 milliards d'euros sans que personne n'en ait été informé, sans que personne parmi sa hiérarchie ne s'en aperçoive ? La ficelle est un peu grosse à avaler.

Qu'on se souvienne de l'escroquerie à 50 milliards de dollars de B. Madoff, certains de ses proches qui en profitaient s'étaient rendu compte qu'il ne répondait pas aux questions qu'ils lui posaient ce qui leur avait mis la puce à l'oreille sur la légalité des opérations auxquelles il se livrait, plusieurs acteurs à Wall Street parmi les "*gendarmes*" de la Bourse new-yorkaise en étaient arrivés au même constat sans pour autant lever le petit doigt.

Et puis on a connu pire, lorsque Bush décida d'attaquer l'Irak sous prétexte que le dictateur Saddam Hussein possédait des armes de "*destruction massive*" sans jamais en fournir les preuves, ce qui n'a pas empêché pratiquement tous les Etats de le suivre aveuglément dans son entreprise guerrière. On pourrait aussi évoquer le 11 septembre 2001 et l'empressement qu'ont témoigné tous les chefs d'Etat à se ranger derrière la version officielle donnée par Bush aujourd'hui largement contestée, alors qu'on n'a jamais retrouvé le plus petit morceau du boeing qui se serait soi-disant écrasé sur l'une des façades d'un bâtiment du Pentagone.

Pour un peu ce trader nous serait sympathique, car c'est le système pour lequel il travaillait qui l'a conduit à prendre des risques inconsidérés pour engrenger un maximum de profits en un minimum de temps pour le compte de ses patrons, les actionnaires de la Société générale.

L'acharnement des banquiers avec la complicité de l'Etat, du gouvernement, la sévérité du parquet et de ses juges qui en résulte, le grotesque de leurs arguments, pour un peu avec une perte de quelques milliards d'euros c'était la planète financière entière qui menaçait d'exploser, pourquoi ne pas lui imputer la crise actuelle, ce que suggèrent ses procureurs qui agissent comme des empereurs tout puissants de l'univers, c'est insupportable.

Les banquiers se goinfrent et doivent ressortir blancs comme neige, ils ne sont pas responsables et doivent bénéficier de l'impunité, tel est le message.

Commentaire d'un internaute client de la Société Générale : On ne me fera pas croire que la Société Générale ne s'est aperçue de rien. Dès que l'on dépasse le découvert autorisé de 1€ le compte est débité de 40€ d'agios et la banque ne nous prévient pas (c'est de la malhonnêteté, soit dit en passant!). Au début de la crise l'Etat a versé des millions à la SG qui s'est empressée de les rembourser bien avant la date prévue pour pouvoir continuer à nous arnaquer tranquillement. Signe que la SG n'allait pas si mal. Jérôme Kerviel sert d'alibi à leur irresponsabilité. (Lexpress.fr 05.10)

Retraites.

1- Rassemblement devant le Sénat.

- Mardi, quelques heures avant le début du débat, 2.000 personnes, selon la police, se sont rassemblées à proximité du Sénat

à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, CGC, FSU, Solidaires et UNSA pour exiger une remise à plat complète du texte et l'ouverture de négociations sur la réforme.

- Le numéro un de la CGT n'a pas découragé l'organisation de grèves reconductibles, insistant surtout pour que les formes d'action choisies "*reposent sur des décisions collectives*". "*Ne cherchons pas une uniformité des modes d'expression et d'action (...) Qui dit mouvement social dit multiples formes*", a-t-il déclaré.

- La Première secrétaire du PS Martine Aubry a mis en exergue "*l'exaspération qui est en train de monter dans le pays*", lançant un "*appel*" au gouvernement : "*il faut arrêter, suspendre ce débat et il faut remettre tout sur la table, et convoquer l'ensemble des organisations syndicales*".

- Aveu. Quand le renégat Mélenchon comptait sur les centristes.

« Les centristes, comme d'habitude, sont comme des bouffons flottants. Il ne faut avoir aucune confiance en eux parce qu'ils nous ont toujours manqué dans les moments difficiles », lance Mélenchon, ex-sénateur PS.

Il ajoute, sans nuance : « *Donc un centriste est toujours un être fourbe et faux qui trahit au moment où on a besoin de lui* »…

Ils "*vous ont toujours manqué*" parce que vous espériez secrètement une autre attitude de leur part ? Quel philistin celui là et comme "*fourbe et faux*" il se pose là en créant un parti soi-disant de gauche qui finalement s'aligne sur la politique des sociaux-libéraux. Socialiste en parole... La preuve.

"*Le Sénat doit pour une fois montrer que cette chambre peut être autre chose qu'un lieu de réaction*", a dit Jean-Luc Mélenchon, devant le Sénat.

Comme s'il fallait attendre quelque chose des sénateurs UMP-Nouveau Centre-Modem-PS !

2- Les dernières prises de position par secteurs d'activité.

- A la RATP, plusieurs organisations (CGT, FO, Sud et l'UNSA-Transport notamment) ont déjà déposé des préavis de grève reconductible à compter du 12 octobre. La CFDT doit en décider mercredi.

L'UNSA-Transport, premier syndicat parmi les conducteurs du métro parisien et deuxième pour les bus et les RER, "*va déposer un préavis reconductible*", a déclaré M. Babec mardi à l'Associated Press.

- A la SNCF, FO, la CFTC et la CFE-CGC ont également annoncé, mardi, avoir déposé un préavis de grève reconductible pour la même date. Les syndicats majoritaires des cheminots (CGT, CFDT, UNSA et Sud-Rail) doivent se réunir mercredi pour prendre une décision. Mais la fédération Sud-Rail ne cache d'ores et déjà pas qu'elle prendra le même chemin.

'*Dans certains secteurs, les salariés sont disponibles pour des grèves qui ne se limiteront pas à vingt-quatre heures*', a déjà prévenu le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, l'un des deux principaux syndicats de la SNCF avec SUD. Le responsable de la CGT Cheminots, Didier Le Reste, s'est dit prêt à durcir le mouvement 'si les cheminots ne sont pas seuls' et si 'd'autres secteurs stratégiques' suivent.

- Les principales fédérations syndicales du transport (qui regroupent notamment les syndicats des transports urbains des villes de province) doivent également se réunir mercredi pour décider des suites à donner à la journée de mobilisation du 12 octobre.

Selon la CGT, les premières remontées de la base "*tendent vers un durcissement du mouvement à partir du 13. Reste à en trouver les formes*". Sans attendre la réunion, la CGT-Transports a déposé un préavis de grève couvrant la période du 12 au 30 octobre pour tous les transports urbains de province.

"*On a la responsabilité de créer un phénomène d'entraînement. S'il y a un mouvement interprofessionnel qui se déclenche dans la durée, on a une chance de faire bouger les choses. Mais s'il n'y a que les transports et pas d'autres secteurs d'activité, ce sera très compromis*", a toutefois prévenu Philippe Touzet, porte-parole du syndicat Sud-RATP, mardi à l'Associated Press.

- "*Les salariés du transport routier marchandises sont aussi prêts à se mobiliser à partir du 12 octobre 2010*", prévient la CGT.

- Dans le secteur de la chimie, la CGT du groupe Total -majoritaire- appelle elle aussi à la grève reconductible, une question également en débat dans toute la fédération CGT de la Chimie.

La CGT-Total appelle à une grève reconductible à compter du 12 octobre "*dans toutes les raffineries*" du groupe contre la réforme des retraites, a-t-on appris mardi auprès du porte-parole du syndicat Charles Foulard.

- La question se pose dans d'autres fédérations syndicales. La CGT-Métallurgie de l'Isère a ainsi décidé de réunir l'ensemble de ses syndicats en assemblée générale, jeudi, afin de "*décider et de débattre ensemble de nouvelles actions permettant de durcir le mouvement et de la suite à donner*" aux grèves de mardi prochain, selon un communiqué du syndicat.

Et c'est dans ce contexte que l'intersyndicale nationale, qui a déjà confirmé la mobilisation du 12 octobre, doit se réunir vendredi.

3- Les dernières déclarations.

- «*On fait face à un mur, a justifié mardi Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, invité de l'Association des journalistes de l'information sociale. On réunit par deux fois trois millions de manifestants et le gouvernement n'en tient pas compte. C'est donc normal qu'il y ait, ici ou là, une radicalisation.*» Mais pas question pour autant que la confédération FO appelle à la grève générale. «*C'est aux salariés, par secteur ou entreprise, de décider*», précise Jean-Claude Mailly.

- Même son de cloche à la CFDT, où l'on ne croit guère à la vertu de la grève. Tant par idéologie que par crainte de l'échec. «*On aurait l'air fin si on appelait les salariés à la grève illimitée et qu'ils ne nous suivaient pas*», avoue l'un de ses cadres, qui préfère s'en tenir aux manifestations régulières pour tenter d'arracher des concessions aux sénateurs.

- Quant à la CGT, elle ne cesse de mettre en garde le gouvernement des conséquences d'un durcissement, mais se garde bien de donner des consignes claires à ses militants. «*Le principe d'arrêts de travail doit être discuté partout*», s'est borné à déclarer mardi Bernard Thibault. Le patron de la CGT souffle le froid et le chaud, coincé entre la nécessité de rassurer sa base radicale et son souhait de ne pas se couper de la CFDT, hostile à toute radicalisation. (Lefigaro.fr 05.10)

- Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, a mis en garde mardi contre le "*désastre que pourraient constituer des grèves reconductibles ou à caractère illimité*" contre la réforme des retraites. Il faut que chacun prenne "*la mesure du désastre que pourraient constituer des grèves reconductibles ou à caractère illimité, comme certaines formations syndicales l'évoquent*", a déclaré Jean-François Copé sur Radio Classique. "*Ce serait évidemment très préoccupant pour notre économie*", a-t-il dit.

(source : AP, Lepost.fr, Lemonde.fr, Lepoint.fr 05.10)

Mouvement social.

1- France.

Quelque 38% des 10.000 conseillers bancaires de La Banque Postale, selon la direction, plus de 40% selon les syndicats, ont fait grève mardi pour réclamer de meilleures conditions de travail et des augmentations de leur rémunération.

Les grévistes étaient «*plus de 40%*» selon FO, «*environ 50%*» selon Sud PTT. Ces deux syndicats ainsi que la CGT, la CFDT, la CFTC et la CGC appelaient les conseillers financiers, clientèle et patrimoine à se mobiliser.

Pour FO, le mouvement de mardi «*est un avertissement adressé à la direction de La Poste, d'autant plus que cette mobilisation a atteint une ampleur historique*». (Libération.fr 05.10)

2- Roumanie.

Environ 6 500 enseignants roumains, selon la gendarmerie, ont manifesté mardi 5 octobre à Bucarest afin de protester contre la baisse de leurs salaires dans le cadre d'un plan d'austérité.

Le gouvernement roumain a décidé d'appliquer une baisse des salaires du secteur public de 25 % depuis le mois de juillet dans l'espoir de contrôler le déficit public. La TVA a également été augmentée de 19 % à 24 %.

"*L'année dernière à la même période, mon salaire mensuel net était de 1 800 lei (421 euros), aujourd'hui, après les coupes de 25 % et de certaines primes, il est de 1 200 lei [281 euros]. On s'en sort seulement grâce à l'aide de la famille*", explique Oana Leauta, professeur de mathématiques dans un lycée de Bucarest, venue manifester devant le siège du gouvernement. "*Dans la nouvelle grille harmonisé des salaires, les professeurs sont au bas de l'échelle, ce n'est pas normal*", ajoute-t-elle.

Les manifestants ont scandé "*démission, démission*" en se tournant vers le siège de l'exécutif. (Lemonde.fr 05.10)

Politique.

1- La DCRI et le procureur de Paris aux ordres du monarque .

- Invoquant le "*secret-défense*", la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) a refusé de livrer au parquet de Paris les résultats de son enquête sur les sources du journal *Le Monde* dans l'affaire Woerth-Bettencourt, écrit le *Canard enchaîné*.

Prié de réagir à cette information, le cabinet du procureur de Paris Jean-Claude Marin n'a fait aucune déclaration. La direction de la police nationale s'est refusée à tout commentaire. (Reuters 05.10)

2- La blanchisserie.

En 2008, lorsqu'elle était garde des sceaux, Rachida Dati a demandé que soient 'clôturées les investigations' du juge d'instruction, magistrat indépendant, dans l'affaire Visionex, affirme *Le Canard enchaîné* à paraître mercredi 6 octobre.

Selon le Canard, l'ex-ministre de la justice a écrit en marge d'une lettre de sa collègue Michèle Alliot-Marie, à l'époque ministre de l'intérieur, concernant Visionex : '*Merci de clôturer les investigations dans le cadre de la commission rogatoire, car la bonne foi a été prouvée.*' Ce document a été saisi par les policiers de la brigade de répression du banditisme (BRB) lors de la perquisition du domicile de David Sénat, ex-conseiller ministériel de Michèle Alliot-Marie au ministère de la justice, mis en examen le 1er octobre dans ce dossier Visionex, selon l'hebdomadaire.

L'ancien directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie au ministère de l'intérieur, Michel Delpuech, a confirmé devant les policiers que les annotations avaient été portées par Mme Dati. Citant un procès-verbal de la police, le journal assure que M. Delpuech a déclaré aux enquêteurs : '*Je peux vous dire que c'est Mme Dati qui a écrit ces annotations en marge d'un courrier de Michèle Alliot-Marie sur Visionex.*' (Lemonde.fr 05.10)

3- Quand un complexé gouverne le pays, tout peut arriver.

Daniel Bouton, l'ancien PDG de la Société générale, a été la cible d'une vengeance de Nicolas Sarkozy furieux d'avoir été tenu à l'écart lors de la découverte de la perte de 4,9 milliards d'euros en janvier 2008, estime dans un livre Hugues Le Bret, l'ancien directeur de la communication de la banque.

Daniel Bouton a fini par démissionner de ses fonctions de président de la Société générale en avril 2009, se disant la cible d'attaques et de pressions répétées.

"*Il (Nicolas Sarkozy - NDLR) ne réagit pas en homme d'Etat qui chercherait à préserver l'une des grandes banques du pays en équilibre sur un fil, mais en homme humilié d'avoir été écarté de la gestion de la crise*", précise Hugues Le Bret à propos du président de la République. "*Il en fait une affaire personnelle.*" (Reuters 05.10)

4- Déballage... et ce n'est que le début de la fin de "***l'ouverture***".

Lundi soir, France 2 dressait le portrait de la secrétaire d'Etat à la Ville, Fadela Amara.

Alors que la ministre faisait le point sur la politique menée par le gouvernement pour la banlieue, Fadela Amara tacle les conseillers du Premier ministre François Fillon.

"*Par exemple, à Matignon, autour de Fillon, vous avez des conseillers qui sont à l'ouest, complétement à l'ouest.*"

"*Ils ne comprennent pas du tout la politique de la Ville. Cela ne leur parle pas.*"

"*Ils ne savent pas ce qu'est le malaise de la banlieue, la souffrance sociale. C'est des mecs qui ont fait l'ENA, des types qui ne souffrent pas le quinze du mois.*" (Lepost.fr 05.10)

International.

1- Australie.

La vidéo date de 2008 mais n'a été diffusée que lundi. Elle montre un homme en garde à vue, sans arme, qui refuse de se soumettre à une fouille à nu. Pour le maîtriser, les neuf policiers présents lui envoient des décharges à treize reprises, à l'aide de leurs pistolets à impulsions électriques de type Taser. Une vidéo qui tombe mal, puisque ce même jour un homme est mort dans le pays après

avoir été tasé en pleine poitrine.

Après une enquête interne de la police, deux agents ont écopé d'amendes de 1.200 dollars canadiens (environ 850 euros) et $750 (530 euros) pour recours excessif à la force. Mais la polémique est relancée concernant l'utilisation des pistolets électriques. Un rapport de la commission du crime a noté que ces derniers sont de plus en plus employés pour faire obéir les contrevenants, alors qu'il est recommandé de ne les utiliser qu'en cas de menace imminente grave. (20minutes.fr 05.10)

2- Italie.

Le dirigeant de droite italien, Gianfranco Fini, pose actuellement les fondations d'un nouveau parti, venant contester le vote conservateur à son ex-allié, le président du Conseil Silvio Berlusconi. (AP 05.10)

3- Irlande. Boycott de Ryanair !

La compagnie aérienne irlandaise Ryanair a appelé, mardi, à retirer le droit de grève aux contrôleurs aériens en Europe, après un nouveau mouvement la semaine dernière en Belgique qui l'a obligée à annuler des vols.

"*Il est ridicule que les contrôleurs du ciel belges, français et espagnols puissent faire grève de manière répétée sans aucune pénalité financière, tandis que les compagnies aériennes sont obligées de s'occuper de leurs passagers et supportent le coût de ces interruptions*", s'est insurgé le patron de Ryanair, Michael O'Leary, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. "*Il est temps de retirer le droit de grève pour ce service essentiel, comme c'est le cas aux États-Unis. Si ces gens ne veulent pas travailler, alors remplaçons-les par des militaires ou d'autres contrôleurs du ciel qui veulent travailler*", a-t-il insisté.

"*Ryanair va entamer une action judiciaire contre Belgocontrol après les grèves sauvages de mardi dernier en Belgique, qui ont causé l'annulation de plus de 90 vols Ryanair, touchant plus de 15.000 passagers*", a indiqué la compagnie dans un communiqué. (Lepoint.fr 05.10)

Haut de page

Le 7 octobre

Les documents d'octobre de la Tribune libre ne sont toujours pas disponibles. Je ne sais pas comment résoudre le problème dont je vous ai parlé ces derniers jours, je ne sais pas s'il provient de mon ordinateur, du serveur de Tata ou du serveur qui héberge le site. A suivre donc.

En Inde, rien ne fonctionne correctement hormis la poste ! Tiens, ils viennent de couper le courant, il est 12h02, c'est la cinquième ou sixième fois en quatre heures, normal quoi ! Camarades, n'exigez pas de moi que je sois plus patient que je ne le suis déjà !

Juste un mot sur les manoeuvres des appareils.

Les dirigeants syndicaux n'appellent pas à la grève reconductible ou générale dans tout le pays dans l'espoir que peu de secteurs se lanceront dans une grève reconductive en attendant que les autres s'y lancent et ainsi de suite, pour ensuite pouvoir expliquer que puisque peu de secteurs s'y sont lancés, c'est que les travailleurs n'y sont pas favorables, etc. par conséquence il faut abandonner ce mot d'ordre et oublier celui de la grève générale qui leur fait faire des cauchemars, et le tour est joué pensent-ils... pas si sûr !

Il faudrait coordonner tous les secteurs en grève, qu'ils élisent leurs délégués, qu'ils appellent toute la classe et leurs représentant à les suivre, à les soutenir, etc.

Passons aux news du jour.

Retraites.

1- Luc Chatel a estimé que les centrales syndicales "*ne sont pas dans une logique de grève reconductible, de durcissement, et autre*", aucune n'appelant nationalement à la grève reconductible.

Il a estimé mercredi matin que la menace de grèves reconductibles brandies par certains syndicats du transport seraient sans effet en raison de la loi sur le service minimum.

"*Le droit de grève ne peut pas aboutir au blocage du pays*", a-t-il dit sur RMC.

2- Interrogé par Le Monde daté 8 octobre, Raymond Soubie, conseiller social de Nicolas Sarkozy, relativise lui aussi le tournant pris mercredi, jugeant que les organisations syndicales veulent "*occuper le terrain*" pendant le débat au Sénat.

"*Des grèves reconductibles, j'aurais préféré qu'il n'y en eût point. Mais ce n'est pas anormal compte tenu de l'importance du projet*", explique-t-il.

Selon lui, il y aura des "*actions de jonction*" du 12 au 16 octobre et des assemblées générales dans le secteur public, mais sans appel à des grèves illimitées.

3- À l'Élysée, on souligne que les centrales syndicales ont été prudentes en laissant la base se déterminer au cas par cas. «*Il n'y a jamais eu de réforme des retraites sans mouvement de ce genre*», analyse le conseiller social du président, Raymond Soubie. «*En 2003 et 2007, les grèves ont duré neuf jours*», rappelle-t-il. Autant dire qu'à ce jour, les journées d'action et de grèves restent très raisonnables, vues de l'Élysée.

Les menaces des partenaires sociaux résonnent donc toujours, à l'Élysée, comme celles d'un film connu par cœur.

«*On est plus dans le rituel que dans le combat*», notait, il y a quelques jours, un conseiller du président . L'Élysée attend donc la fin du rituel.

4- Les salariés des terminaux pétroliers du port de Marseille, en grève depuis dix jours, ont été rejoints mercredi par les agents du port de marchandises et tentaient de rallier ceux des raffineries.

"*Il faut que ces mouvements, qui sont scandaleux pour l'avenir du port de Marseille, cessent*", a déclaré le secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, à l'Assemblée.

5- La CFDT a déposé mercredi un préavis de grève reconductible à la RATP à partir du 12 octobre dans le cadre du mouvement national contre la réforme des retraites, a annoncé le syndicat dans un communiqué.

"*La reconduction du mouvement dépendra de l'importance de la mobilisation (du 12 octobre) et de la réponse du gouvernement*", précise la CFDT-RATP.

6- "*Avec une grève reconductible, on a les moyens de faire plier le gouvernement, au moins de l'obliger à ouvrir des négociations*", a estimé Bruno Duchemin, secrétaire général de la CFDT-Fgaac, qui représente les cheminots.

7- La Fédération nationale des Mines et de l'Energie CGT (FNME-CGT, majoritaire dans ce secteur) a annoncé mercredi dans un communiqué le dépôt d'un préavis de grève "*illimitée*" à partir du 12 octobre, contre la réforme des retraites. Lire la suite l'article

"*La FNME-CGT, couvrant 140 entreprises du secteur de l'énergie (170.000 salariés), déposera (jeudi matin) un préavis de grève illimitée à partir du 12 octobre 2010*", annonce la fédération.

"*Ce préavis de grève a pour objectif de permettre aux salariés d'élargir et d'amplifier le rapport de forces suite à l'action unitaire du 12 octobre 2010*", précise le syndicat fortement présent notamment à EDF et GDF.

(source : Reuters, AP, Lemonde.fr et Lefigaro.fr 06.10)

8- Dans son éditorial daté du mercredi 6 octobre 2010 *Maintenant, quelles suites?*, J-C Mailly martèle "*nous voulons une autre réforme des retraites*".

Il écrit "*Si les manifestations ne suffisent pas, alors la responsabilité des confédérations est de lancer un appel unitaire (pour que ce soit efficace) à vingt-quatre heures de grève interprofessionnelle. Si au soir de cette journée, on a le sentiment que pendant vingt-quatre heures le pays a été quelque peu bloqué, la donne est aussi différente pour le gouvernement. S'il ne répond pas, alors il appartient aux salariés, avec leurs syndicats dans l'unité d'action, de décider de poursuivre ou non le mouvement.*".

Donc pas question de continuer le 13, surtout pas ! Pourquoi un appel à vingt-quatre heures de grève interprofessionnelle serait-il plus suivi ? Est-il certain que les travailleurs saisiront la différence avec un appel classique à la grève et à une journée de mobilisation ? S'ils font un amalgame des deux formules, ils ne seront pas plus nombreux à faire grève et les appareils pourront en déduire que les travailleurs ne sont pas prêts à se lancer dans une grève générale pour défendre leur droit à la retraite... N'est-ce pas l'objectif recherché par tous les appareils, y compris celui de FO ?

Pourquoi les syndicats n'ont-ils pas organisé la coordination de tous les secteurs et entreprises déjà en grève ou qui ont manifesté leur intention de se mettre en grève à partir du 12 afin de rompre leur isolement ? Pour les affaiblir et éviter que la grève ne se répande à tout le pays dès le 12 ? Il n'y a pas que le gouvernement qui a choisi la stratégie du pourrissement pour faire passer cette contre-réforme.

Politique.

Le stalinisme est mort ? Pas ses méthodes.

Jeudi 30 septembre, à la veille de la clôture des inscriptions pour participer au processus de fusion des Verts et d'Europe Ecologie, quelque 400 adhésions (dont 200 émanant de la communauté tamoule de Sevran) étaient arrivées au siège, de manière groupées avec un chèque collectif ou du liquide.

Les dirigeants écolos avaient immédiatement suspecté une adhésion "*clientéliste*" pour faire plaisir à Stéphane Gatignon, maire de Sevran et ardent défenseurs de la communauté tamoule. L'élu, ex-communiste, qui est arrivé voici un an à Europe Ecologie a pris sa plume pour justifier sa démarche.

Dans une lettre ouverte à Cécile Duflot, numéro un des Verts, datée du 5 octobre, il s'indigne tout d'abord du "*discrédit*" jeté sur l'engagement de ses amis tamouls "*qui sont une composante à part entière de notre société*" et "*libres de s'engager ou non dans Europe Ecologie*".

"*Je peux garantir que toutes [les adhésions] ont été le fait d'un engagement individuel dûment acté par la signature du bulletin d'adhésion*", écrit M. Gatignon. Il dément que ces adhésions soient "*louches*" et contre-attaque en accusant ceux qui les ont mises en doute de racisme latent.

"*Ce faux procès me révolte, réagit Pascal Durand, délégué général d'Europe Ecologie. On n'a aucun problème à discuter avec des associations communautaires qui veulent rejoindre notre mouvement. Mais elles n'ont pas vocation à intégrer en masse et à une semaine d'un vote important.*"

D'autres ne cachent pas leur exaspération face à ce qui ressemble à leurs yeux à une "*leçon de cosmopolitisme malvenue*", précisant que les adhésions déposées n'ont pas été bloquées. "*Les principes ont été rappelés*", explique Jean-Paul Besset, possible président du futur mouvement.

Les adhérents sont maintenant appelés à se prononcer sur les textes fondateurs et les statuts lors d'assemblée régionales le 9 octobre. Quant aux 400 nouveaux adhérents de Sevran, ils pourront voter comme les autres. (Lemonde.fr 06.10)

J'entame ma 17e année au Tamil Nadu (1990-92 et 1996-2010) et ma compagne est d'origine tamoule. Trouver autant de Tamouls dans une seule association qui se préoccupent des problèmes d'environnement au point d'adhérer en groupe à la même formation politique, c'est plus que "*louche*", c'est impossible ! Je pourrais questionner 10 000 Tamouls autour de moi que je n'en trouverai pas une poignée pour adhérer à une formation "écologiste".

Enfonçons le clou pour les tiers-mondistes débiles : les Tamouls qui ont passé 20 ou 30 ans ou plus en France se comportent quand ils reviennent en Inde comme s'ils n'y avaient jamais mis les pieds, aussi incroyable que cela puisse paraître, j'en ai fait plus d'une fois l'amère expérience, ils n'ont pas eu besoin de se laver le cerveau, ils n'ont tout simplement rien appris au cours de ces longues années passées en France. Je parle de personnes aisées, médecins, architestes, militaires, chefs d'entreprises, etc.

Un exemple. Le docteur Nalam, propriétaire de la clinique du même nom, président de l'Alliance française depuis plus de 10 ans, décoré de la légion d'honneur par Chirac, lorsqu'il consulte, il regarde en même temps la télévision et mange pendant que cinq ou six patients debouts en file indienne devant son bureau attendent leur tour, deux trois questions, il gribouille quelques mots sur un bout de papier et au suivant... Quand il m'a opéré en 1997, j'étais allongé sur la table d'opération, il a fait installer une toile cirée sur moi pour éviter que l'eau qui égouttait du plafond ne me transforme en éponge... Dans ma chambre plutôt crade, il y avait un nid de fourmis et un maçon est passé faire quelques petits travaux, la routine quoi. Et attention, cette clinique était encore conseillée il n'y a pas si longtemps aux Français installés ici par le consulat et le lycée français ! J'ai plein d'autres histoires du même tonneau, je n'invente rien malheureusement.

Je tiens à préciser que l'Inde est un pays à part, où si l'on ne se conforme pas au mode de vie de la majorité on est rejeté. Quand ma belle-mère jette un papier par terre ou urine dans la douche au lieu de se servir des toilettes, mon épouse n'ose pas lui dire quelque chose, et quand Magueswary revient en Inde, elle reprend systématiquement ses vieilles mauvaises habitudes en oubliant au passage jusqu'aux règles d'hygiène élémentaires, ce qui peut avoir des conséquences catastrophiques sur sa santé déjà très précaire. Quand elle est seule avec moi et sa mère, elle reste couchée la plupart du temps car elle a besoin de repos, et quand sa (nombreuse) famille nous rend visite, c'est-à-dire plusieurs fois par semaine, elle passe la journée debout à

s'agiter dans tous les sens car elle doit donner l'impression qu'elle est une femme forte, déjà qu'une femme ne vaut pas grand chose ici, alors une femme faible, imaginez, c'est un sous-être humain... La suite, après elle est de mauvaise humeur et épuisée et c'est moi qui paie les pots cassés, je passe évidemment après sa famille, ses coutumes, l'Inde et le reste, mais bon, j'ai l'habitude, je m'en tape et cela ne change en rien mon comportement.

Economie.

Etats-Unis.

L'emploi dans le secteur privé aux Etats-Unis s'est contre toute attente dégradé au mois de septembre, ravivant les anticipations de nouvelles mesures d'assouplissement monétaire par la Fed pour soutenir la reprise économique dès le mois prochain.

En septembre, 39.000 postes ont été détruits dans le secteur privé montre mercredi l'enquête mensuelle du cabinet spécialisé ADP.

Un autre rapport publié également mercredi montre que le nombre de licenciements prévus a augmenté légèrement en septembre, selon l'enquête Challenger, Gray & Christmas.

Le Fonds monétaire international (FMI) a de son côté déclaré mercredi que la croissance économique américaine serait plus faible qu'attendu cette année ainsi qu'en 2011, ne laissant donc pas présager d'une reprise rapide de l'emploi. (Reuters 06.10)

Pourquoi créer des emplois aux Etats-Unis (ou en France) quand la main d'oeuvre (les coûts de production, l'électricité et les services) coûte par exemple dix fois moins chère en Chine ou dans un autre pays dit émergent ? Elémentaire, non ? Les conditions existantes en Chine sont arrivées à maturité, comme par exemple en Corée du Sud depuis bientôt trois décennies, pour produire toutes les marchandises dont le monde a besoin, de la serpillière au satellite, et même si le côut de la main d'oeuvre était multiplié par 3, 5 ou 10, il demeurerait toujours nettement inférieur (en comptant les cotisations sociales) à celui pratiqué dans les pays occidentaux.

A défaut d'une guerre mondiale qui aurait constitué un moyen de sortir de cette crise en provoquant de gigantesques destructions à l'échelle planétaire et 50, 100, 300 millions de morts ou plus, l'équivalent officiel du nombre de chômeurs dans le monde, le chômage de masse va s'inscrire dans la durée ou augmenter encore dans tous les pays dominants dont la capacité à exporter est faible et l'endettement intérieur élevé. C'est un des principaux éléments fiable de l'orientation du capitalisme mondial.

L'autre conséquence à prévoir de cette orientation du capitalisme sera la précarisation et la paupérisation croissante de couches toujours importantes du prolétariat en Europe notamment, au cas où le mouvement ouvrier enregistrait encore de sévères défaites et la résistance de la classe ouvrière serait vaincue, autrement dit, si les différents gouvernements parvenaient à imposer une augmentation importante de la productivité, de l'exploitation, en remettant en cause tous nos droits sociaux dont les aspects de la législation du travail encore favorables aux travailleurs, ce qui n'est pas à écarter, il suffit de voir ce qui s'est passé en Allemagne notamment, où le patronat et les syndicats ont signé des accords de modérations salariales ou de blocage des salaires, Hartz IV ou les salaires à 1 euro de l'heure...

Le combat contre la fermeture des usines textiles dans les années 70-80 en France pour ne prendre qu'un exemple, a été mené sur le seul mot d'ordre : à bas les délocalisations, ce qui signifiait ou sous-entendait que le capitalisme pouvait continuer d'exister en France, mais pas au Bangladesh, ce qui était une position purement opportuniste puisque rien ne pourrait entraver dans l'avenir le développement du capitalisme dans d'autres pays alors en situation de sous-développement.

Ce combat s'est situé strictement sur le terrain du capitalisme et non sur celui des intérêts de la classe ouvrière, par conséquence il ne pouvait être que stérile et conduire à une impasse, pire, la classe ouvrière n'en tirera absolument aucun enseignement. Pour qu'il en fut autrement, pour aider la classe à rompre avec le capitalisme, il aurait fallu mener ce combat en avançant la nécessité d'exproprier les propriétaites des usines dans la perspective d'un Etat et un gouvernement ouvrier les seuls capables de s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Cela ne signifie pas pour autant qu'on aurait pu éviter ces fermetures d'usines, mais au moins ce combat aurait eu une valeur éducative sur le plan politique pour l'ensemble des travailleurs, et une partie des ouvriers qui ont participé à ce combat auraient pu saisir qu'il existait une issue politique au problème auquel ils étaient confrontés, ce qui aurait permis de construire le parti...

A bas les délocalisations, quand ce mot d'ordre ne s'inscrit pas dans la perspective du socialisme, c'est un mot d'ordre social-patriote.

Irlande.

L'agence Fitch a abaissé mercredi la note de l'Irlande en arguant du coût énorme de l'assainissement de son système bancaire, alors que les autorités irlandaises s'inquiètent d'une montée des risques de crédit dans l'immobilier et que le moral des ménages s'effondre.

Cette nouvelle série de mauvaises nouvelles, au lendemain de l'avertissement d'une autre agence de notation, Moody's, sur le risque de dégradation de la note souveraine de Dublin, a provoqué de nouvelles tensions sur le marché de la dette irlandaise, ce qui pourrait accroître les difficultés du gouvernement à reprendre le contrôle des finances publiques.

Non contente de ramener sa note à A+ contre AA- jusqu'à présent, Fitch a assorti cette nouvelle note d'une perspective négative, laissant entendre qu'une nouvelle baisse était envisageable à court ou moyen terme.

Le président de l'autorité nationale de régulation du secteur financier, Matthew Elderfield, a déclaré mercredi devant une commission parlementaire que 36.000 ménages étaient déjà en situation de défaut sur leur emprunt immobilier, soit 4,3% du nombre total des prêts.

"*Nous savons que ces statistiques ne reflètent pas la situation dans son ensemble parce qu'elles ne montrent pas le niveau des prêts rééchelonnés*", a-t-il ajouté. Il a aussi expliqué que de nombreux établissements de crédit avaient insuffisamment provisionné leurs portefeuilles de prêts immobiliers.

La dégradation de la situation économique et budgétaire du pays a fait considérablement monter ces derniers mois le coût de sa dette: l'Irlande est aujourd'hui forcée de rémunérer près de trois fois mieux les investisseurs que l'Allemagne pour se financer sur les marchés. (Reuters 06.10)

Corée du Sud.

L'Union européenne et la Corée du Sud ont paraphé mercredi un accord de libre-échange qui pourrait doubler les échanges entres les deux parties, estimés à 55 milliards d'euros en 2009.

Cet accord, qui est le premier de ce type signé par le bloc communautaire avec un pays asiatique, doit prendre effet le 1er juillet 2011, une fois que les parlements européen et coréen l'auront à leur tour approuvé.

Il prévoit l'élimination de barrières douanières et de régulations dans une série de secteurs de l'industrie manufacturière et des services.

L'automobile, la pharmacie, les produits électroniques ou encore les spiritueux devraient être les principaux bénéficiaires de l'accord, qui pourrait pousser les Etats-Unis ou le Japon à offrir un accès plus grand à leurs marchés nationaux aux producteurs européens et coréens afin d'obtenir eux-mêmes des concessions en Europe et en Corée. (Reuters 06.10)

FMI.

La Chine et d'autres puissances émergentes contrebalancent la faiblesse des Etats-Unis et de l'Europe et tireront probablement l'économie mondiale en 2010 et 2011, selon les prévisions publiées mercredi par le Fonds monétaire international (FMI).

Le FMI estime que les pays présentant de lourds déficits commerciaux et budgétaires comme les Etats-Unis doivent donner un coup de fouet à leurs exportations tandis que ceux qui enregistrent un fort excédent commercial comme la Chine doivent réduire leur dépendance aux exportations et renforcer leur demande intérieure.

L'organisation souligne que la reprise, après la récession, reste vulnérable, notamment à l'explosion des déficits budgétaires dans de nombreux pays, et que des programmes de réduction de ces déficits s'imposent de façon urgente. (AP 06.10)

Qui a dit, il faut :

- "*Accroître le nombre d'actifs, rééquilibrer les finances publiques et encourager la concurrence.*"

- " *il faut que davantage de gens travaillent et que le travail devienne plus productif.*"

- " *L'Europe a bien avancé en matière de modération des salaires et de suppression des retraites anticipées. Au cours de la décennie passée, il y a eu aussi des réformes du marché du travail et, même si les changements ont été plutôt timorés, les résultats sont là.*"

- "*On ne peut pas, d'un côté, parler de réformes visant à pérenniser le modèle social et, de l'autre, adopter des budgets impliquant un accroissement des déficits et des taux d'endettement publics alors que le vieillissement de la population va s'accélérer.* "

-" *il existe des actifs disponibles pour participer au financement de ces prestations et ainsi sauvegarder le modèle social. Les politiques à mener pour susciter la création d'emplois sont certes politiquement difficiles, mais elles sont bien connues : plus de souplesse dans les règles d'embauche et de licenciement, poursuite de la modération salariale et, pour les chômeurs, meilleures incitations à rechercher un emploi.*"

- "*En outre, en disciplinant la fixation des prix, la concurrence plus forte se traduit par un accroissement des revenus réels et donc de la consommation, ce qui aide à compenser l'effet de freinage de la modération salariale seule. On peut ainsi tirer davantage de la modération salariale en termes de croissance de l'emploi et de la production.*"

(source : le bulletin du 19 septembre 2005 du FMI, Michael Deppler, Directeur du Département Europe)

J'ai retrouvé ce passage dans un des articles que j'avais publié en 2005.

Etrange, on pourrait penser que la crise a servi à accélérer la mise en oeuvre de cette politique réactionnaire prônée par le FMI et que tous les gouvernements s'emploient aujourd'hui à appliquer à la lettre. A ceci près qu'ils en ont rajouté une couche depuis, car ils n'avaient pas imaginé quelle ampleur prendrait cette crise. Les prix ont baissé pour repartir rapidement à la hausse et ils ont augmenté les tarifs de tous les services sur fond de pillage de la Sécu et de privatisations, ce qui contribue à appauvrir la population, donc réduire sa capacité à consommer... Peu importe, ce sont les couches moyennes et la petite-bourgeoisie en Chine, en Inde, au Brésil et dans d'autres pays dits émergents qui ont pris la relève, certes, elles ne disposent peut-être pas d'un niveau de rémunération équivalent à celles des pays dits développés, mais sur la masse ou le volume les capitalistes s'y retrouvent.

Le 8 octobre

Complément de l'après-midi.

Les documents de la Tribune libre sont disponibles.

J'ai copié sur un CD-ROM tous les fichiers du logiciel FTP qui sert à télécharger les documents d'un serveur vers un autre, j'ai pris soin de vérifier chez moi que l'application fonctionnait correctement à partir du CD-ROM, puis je suis allé en moto à Pondichéry dans un webb center et en 20 secondes l'affaire était réglée pour une somme dérisoire, je suis stupide de ne pas y avoir pensé avant ! Ce soir un informaticien doit passer chez moi, car il se pourrait que le problème provienne de mon ordinateur.

A demain et bon week-end.

Mon problème avec le serveur n'est toujours pas résolu, donc je ne peux mettre en ligne que de petits fichiers. Pour vous dire à quel point on nage ici en plein délire, hier soir et il y a dix minutes nous avons reçu un coup de téléphone de Tata, mon opérateur téléphonique, la personne nous a demandé si nous avions bien payé la dernière facture, on lui répond par oui, elle insiste malgrès tout et nous demande à combien elle se montait avant de lui raccrocher au nez. Immédiatement après je téléphone au bureau où j'ai réglé le 2 octobre ma facture, une personne me répond que c'est normal qu'on me contacte pour s'assurer que j'ai bien payé, en ajoutant que cette personne ne dispose pas des données pour le vérifier et que c'est la routine ! No comment ! Souvenez-vous de cette petite histoire lorsque vous lirez l'extrait d'un article sur l'Inde plus loin. Passons aux choses sérieuses.

Tout d'abord il faut briser le service minimum dans les transports et les écoles, ce régime n'a aucune légitimité pour imposer une restriction de notre droit de grève. La grève pose la question de la remise en cause de l'ordre établi et des fondements du capitalisme dont la légalité est contestée. Donc de deux choses l'une, soit il est possible de remettre en cause la légalité du système économique en place par la grève, soit ce n'est pas possible parce que le capitalisme n'a pas besoin de justifier son existence et ni rien ni personne ne peut lui contester.

Les appareils s'arc-boutent pour empêcher à tout prix que l'ensemble de la classe se dresse contre le gouvernement. Y est-elle prête ? C'est la question qu'on évitera de se poser, n'est-ce pas ? Il semble acquis que Sarkozy et le gouvernement se sont trop avancés sur cette question des retraites pour pouvoir retirer leur projet de loi, seul un affrontement direct avec la classe pourrait le forcer à reculer. L'atomisation et l'hétérogénéité de la classe sont-elles favorables à une grève générale qui entraînerait la majorité de la classe à engager le combat contre le gouvernement en l'absence de toute perspective politique ? N'est-ce pas la question qui va déterminer l'attitude des travailleurs en dernier ressort ?

Les bataillons de la fonction publique peuvent se lancer dans une grève reconductible ou illimitée, ils sont en mesure de bloquer l'économie du pays, mais ils peuvent devenir très vulnérables si le secteur privé et la jeunesse ne suivent pas et la mobilisation retomber au bout de quelques jours. A l'opposé, ils peuvent entraîner le secteur privé dans la bataille, mais sur une

seule revendication, aussi importante soit-elle, il n'est pas certain que les quelques 20 ou 23 millions de travailleurs du privé soient sur la même longueur d'onde sachant qu'ils sont loins d'être tous logés à la même enseigne et perçoivent la question des retraites sous le même angle.

Il faut se mettre dans la peau des travailleurs isolés qui ne sont en contacts avec aucun militant et qui forgent leur opinion à partir de ce que les médias principalement leur disent à travers les différents moyens de communication qui relaient la bonne parole du gouvernement et des dirigeants syndicaux ou des partis. Si l'ensemble des travailleurs a bien compris le sens de la contre-réforme de Sarkozy, il n'en demeure pas moins que pour des millions, c'est la question du chômage et du salaire qui demeure prioritaire au quotidien, car il faut bien trouver les moyens de survivre en attendant de partir peut-être un jour à la retraite.

Se mettre en grève, lorsque ce n'est pas prendre le risque de se faire virer, représente un énorme sacrifice pour des millions de travailleurs et leurs familles, ils ne vont certainement pas prendre cette décision à la légère. Par contre, s'ils sont de la partie, en fonction du développement de la situation, une fois passée l'étape décisive où ils auront acquis la certitude qu'ils n'ont plus rien à perdre et qu'ils ne peuvent plus reculer non plus, devenus totalement insensibles au discours du gouvernement et ses valets, ils seront les plus déterminés à aller jusqu'au bout pour obtenir satisfaction, y compris monter en première ligne pour affronter violemment l'Etat. Les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises peuvent lancer le coup d'envoi de cette bataille contre le gouvernement, mais ce sont ces bataillons les plus défavorisés et les plus résolus qui mettront à bas le régime et les institutions.

Tout dépendra de l'organisation de la classe avant, pendant et après cette mobilisation contre le gouvernement, si elle trouve les moyens de s'organiser indépendamment des institutions pour qu'elle parvienne à poser clairement la nécessité d'une issue politique à la crise du capitalisme...

Toute solution politique qui ne remplirait pas cette condition serait vouée à l'échec, je ne parle même pas d'un gouvernement dirigé par le PS, on a déjà donné et on a vu à quoi cela avait mené dans une situation politique plus favorable qu'aujourd'hui, tout du moins sur le plan des conditions subjectives, à cette époque le niveau théorique et politique des militants et de la classe était plus élevé qu'aujourd'hui, le mouvement ouvrier était moins divisé, moins soumis au capitalisme, la classe également, et il suffit d'observer ce qui se passe dans tous les autres pays soumis aux mêmes mesures antisociales alors que des partis similaires au PS et ses alliés sont au pouvoir, pour se convaincre qu'un tel processus en France aboutirait infailliblement au même résultat.

Il y en a encore qui prônent un gouvernement de ces partis en guise de gouvernement ouvrier, ce n'est pas une blague malheureusement, mais en l'absence de l'organisation de la classe, ce serait quoi ce gouvernement sinon un gouvernement anti-ouvrier, un gouvernement reposant sur la seule classe organisée dans la société, la classe des capitalistes, et il ne leur vient pas un instant à l'esprit que les travailleurs ne le sauraient pas, alors pourquoi ne se précipitent-ils pas par centaines de milliers ou millions vers ces partis s'ils estimaient qu'ils pourraient leur proposer une issue politique conforme à leurs intérêts, tout simplement parce qu'ils n'ont aucune illusion dans ces partis, et ce n'est certainement pas à nous de les jeter dans les sales pattes de ces partis ou de faire naître des illusions dans ces partis dans la tête des travailleurs, tout simplement parce qu'on n'a rien de mieux à leur proposer, autrement dit, parce qu'on n'a pas été foutu de construire un parti révolutionnaire en 70 ans...

Le paradoxe de la situation fait que les masses n'ont aucune illusion dans le PS et ses satellites, encore moins dans l'UMP, et qu'elles en ont de moins en moins dans le capitalisme sans toutefois adhérer au socialisme, tout en étant toujours incapables de s'organiser et de se doter d'une nouvelle direction.

Sur quel facteur déterminant l'Etat qui organise la classe dominante peut-il compter en dernier lieu pour parvenir à ses fins ou assurer sa survie ? Sur l'inorganisation de la classe qui coïncide ou fournit une indication précieuse sur son niveau de conscience politique.

Retraites.

1- Quelque 1 500 lycéens, selon la police, ont parcouru jeudi matin le centre-ville de Rodez, et 250 autres ont bloqué une avenue devant leur établissement à Toulouse, pour protester contre la réforme des retraites.

A Toulouse, plus de 200 élèves du lycée d'enseignement professionnel Galliéni ont pour leur part bloqué une partie de la matinée l'avenue menant à leur établissement, avec des palettes et des poubelles. Ils ont établi un barrage filtrant à l'entrée du lycée, sous l'oeil de policiers et de CRS et ont accroché sur les grilles de l'établissement une banderole indiquant : '*La retraite à 67 ans. Pourquoi pas à 69 tant qu'à se faire baiser.*' (Lemonde.fr 07.10)

Jusqu'à présent, les lycéens étaient plutôt discrets dans les cortèges, mais jeudi, des centaines de lycéens ont défilé dans de nombreuses villes moyennes de province pour protester contre le projet de réforme des retraites.

En fin de journée, le ministère de l'Education nationale indiqué que 116 lycées, soit "*moins de 3 %*" des 4.302 lycées du pays, avaient connu des "*perturbations*" et "*six*" un "*blocage*". (Lexpress.fr 07.10)

2- Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, se refuse, jeudi matin sur RTL, à avancer le mot d'ordre de grève générale contre la réforme des retraites et dénonce '*le syndrome de l'avant-garde éclairée*' dont est frappé selon lui le gouvernement. Interrogé à plusieurs reprises sur le principe de la grève générale, Bernard Thibault a notamment répondu : '*C'est un slogan pour moi qui est tout à fait abstrait, abscons (...) Ça ne correspond pas à la pratique par laquelle on parvient à élever un niveau de rapport de force.*' L'absence d'appel à la grève générale, a-t-il ajouté, '*n'a pas empêché des dizaines de millions de salariés de participer déjà, d'une manière ou d'une autre, depuis le mois de mai, à des initiatives de protestation à l'égard du gouvernement*'.

"*J'appelle tous ceux qui sont encore un peu hésitants à être présents le 12 octobre et (il faut) pousser à la tenue d'assemblées générales pour définir ensemble le rythme, le contenu de la reconduction de ce mouvement*", a-t-il souligné.

"*J'ai dit dès septembre que si le gouvernement maintient sa position, nous serons dans une situation de blocage. J'ai dit aussi que la CGT irait jusqu'au bout sur ce sujet mais nous n'allons pas décréter, nous, ce que veulent ou peuvent faire les salariés face à ce projet*", a fait valoir le dirigeant syndical.

"*Il n'y a aucune ambigüité de notre côté sur les objectifs et la démarche à suivre dans les rangs de la CGT. Ceux qui pensent pour se rassurer qu'il y aurait un problème de stratégie vont être démentis par les faits*", a prévenu Bernard Thibault. (Reuters 07.10)

3- Les syndicats d'Air France ont appelé jeudi à une grève de 24 heures le 12 octobre, dans le cadre la nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites.

Dans un communiqué, la CFDT, la CFE/CGC, la CFTC, la CGT, l'UGICT/CGT et UNSA Aérien appellent les salariés à "*participer le plus largement possible*" au mouvement mardi prochain.

Dans un communiqué distinct, la CGT dit réfléchir "*dès à présent*" à appeler les salariés à une grève reconductible, comme l'ont fait les syndicats de la SNCF et de la RATP. (Reuters 07.10)

4- La CGT compte se faire entendre au Mondial de l'Automobile. Le syndicat appelle les salariés de ce secteur à manifester, vendredi à Paris, pour la défense de l'emploi et des conditions de travail, des salaires, et contre la réforme des retraites.

Un rassemblement est prévu en fin de matinée dans le XVe arrondissement, à proximité de la station de métro Javel, avant un défilé qui devrait conduire les protestataires porte de Versailles où se tient le Mondial de l'Automobile. (AP 07.10)

5- Le syndicat FSU de la protection judiciaire de la jeunesse a appelé jeudi à la grève reconductible à compter du 12 octobre contre la réforme des retraites.

"*C'est maintenant qu'il faut peser: tous en grève reconductible!*", déclare le SNPES-PJJ/FSU dans un communiqué diffusé jeudi. "*Tout au long de cette mobilisation, le SNPES-PJJ a défendu l'idée que la grève reconductible était indispensable pour faire céder le gouvernement, que, face à son refus d'entendre les revendications, il fallait construire la reconduction. Aujourd'hui nous y sommes*", ajoute le syndicat.

Le SNPES-PJJ appelle donc "*l'ensemble des personnels*" de la protection judiciaire de la jeunesse à "*être massivement en grève le 12 octobre*", et à "*se réunir en assemblées générales le lundi 11 ou le mardi 12 octobre pour décider des modalités de la reconduction de la grève*".

Le syndicat appelle aussi les personnels à "*prendre tous les contacts avec les secteurs en lutte pour construire des actions locales interprofessionnelles*". (AP 07.10)

5- La voix du gouvernement et son écho.

Face au risque de radicalisation du mouvement contre sa réforme des retraites, Nicolas Sarkozy a concédé jeudi des aménagements en faveur des femmes et des parents d'enfants handicapés.

Pour le directeur de l'institut Viavoice, François Miquet-Marty, "*ce sont des concessions secondaires qui ne remettent pas en cause l'architecture du projet et le coeur de la réforme*" et elles ne constituent certainement pas un "*recul*".

"*Le scénario le plus envisageable maintenant c'est le pourrissement*", estime le directeur de Viavoice.

"*Mais cela ne résoudrait pas les problèmes de fond et le risque serait d'une accentuation de l'exacerbation sociale*", avertit cet analyste. Car la réforme des retraites "*cristallise*" la révolte d'une bonne partie des Français contre la situation économique et sociale et ce ne sont pas ces concessions qui "changeront la donne".

Guy Groux, du Centre de recherches politiques (Cevipof) de Sciences Po Paris, voit également dans l'annonce de ces aménagements une "*tentative de neutraliser*" les appels à la grève reconductible dans le secteur public, qui pèsent sur le débat au Sénat en menaçant le pays de paralysie.

"*Est-ce que cela peut suffire ? J'en doute*", juge ce spécialiste des mouvements sociaux en France. "*Aujourd'hui, la question essentielle posée par les syndicats, notamment par la CGT, c'est l'ouverture de vraies négociations.*"

Mais lui aussi est sceptique sur les suites du mouvement en l'absence d'une véritable mobilisation dans le secteur privé.

"Si la question est de savoir s'il peut y avoir une mobilisation de type mai 1968, la réponse est non. Nous n'en sommes certainement pas là", explique-t-il

"*Ce ne sont pas là des éléments de nature à modifier la critique fondamentale sur le projet de réforme*", a cependant déclaré le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault.

La CFDT a salué une "*avancée*" et un "*pas en avant*" mais son secrétaire national chargé du dossier a déclaré à Reuters que cela ne remettait en rien en cause l'appréciation globalement négative de la réforme par la centrale. (Reuters 07.10)

5- Les dernières déclarations de responsables syndicaux.

«*C'est la base qui nous demande de faire une grève reconductible*», a affirmé sur France Info ce jeudi le cheminot Bruno Duchemin, de la FGAAC-CFDT, qui estime que les syndicats de la SNCF sont «*dans l'obligation de durcir*» le mouvement.

«*C'est la dernière cartouche, sinon il faudra plier les gaules*», estime Philippe Touzet, délégué central Sud-RATP, contacté par 20minutes.fr. «*On va quand même essayer, mais ça va dépendre de comment ça embraye ailleurs [dans les autres secteurs]*», ajoute-t-il, estimant que la RATP et la SNCF sont les porte-étendards du mouvement.

«*On voit qu'il y a quelque chose qui cloche et ça déçoit tout le monde. On attend des leaders qu'ils invitent les gens au sens large (à se mobiliser) et pas qu'à défiler dans la rue. Les préavis de 24h, ça déstabilise, mais ça ne suffit pas. La grève, c'est bloquer l'économie, sinon, il faut tourner la page*», ajoute Philippe Touzet.

Ce fatalisme n'est pas partagé par Eric Nabet, son homologue de la CGT-RATP, qui estime, «*déterminé et confiant*», que sa confédération dans son ensemble va «*dans la même logique*», et pas seulement la base. «*La CGT travaille à ce que l'ensemble des secteurs, selon leur capacité, puisse se mettre en marche*», indique le syndicaliste à 20minutes.fr, promettant que sa confédération «*ne baissera pas les bras au-delà du 12 octobre*». «*Ce n'est pas un baroud d'honneur. On est dans la continuité, dans la même dynamique d'élargissement du mouvement*», ajoute-t-il.

Pourtant, tout en haut de l'échelle, le discours est beaucoup plus mesuré. «*La CGT n'appelle pas à la grève reconductible. Mais nous, on l'a toujours dit: ce sont les salariés qui décideront de ce qu'ils feront. Si certains veulent reconduire, ils reconduiront*», indique Eric Aubin à 20minutes.fr. Même son de cloche à la CFDT. «*On n'a aucun appel en faveur d'une grève illimitée. Et c'est loin d'être la majorité pour une grève reconductible. Ils sont en situation de crise, ils ne peuvent pas se le permettre financièrement*», explique Jean-Louis Malys, secrétaire national du syndicat, à 20minutes.fr.

«*La grosse question, c'est: Est-ce que les salariés vont suivre?*», s'interroge pour sa part Jean-Louis Besnard, de l'Unsa, joint par 20minutes.fr. L'autre risque, récurrent lors des grèves reconductibles, c'est la réaction de l'opinion publique, malgré les sondages favorables au mouvement. «*Le public est versatile, c'est un mouvement à gérer prudemment*», estime-t-il. Et Jean-Louis Malys d'ajouter: «*La force du mouvement, c'est sa largeur. S'il y a radicalisation, il y a un risque que l'opinion se retourne*». (20minutes.fr 07.10)

Social.

1- France.

Payer sa chambre individuelle à l'hôpital à un tarif digne d'une chambre d'hôtel ? La mesure est envisagée très sérieusement par l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Une mesure déjà appliquée par de nombreux CHU de province, mais inédite dans les hôpitaux parisiens.

Le premier à évoquer cette mesure pour s'en indigner a été le professeur André Grimaldi, chef du service de diabétologie de la Pitié-Salpêtrière, le 29 septembre sur France Culture : '*J'ai appris hier que désormais, quand vous voudrez une chambre seul à la Pitié-Salpêtrière, il vous en coûtera 40 euros la nuit. On était l'hôpital-entreprise, maintenant on est l'hôpital-hôtel !*'

Contactée par Le Monde.fr, l'AP-HP confirme cette information, faisant valoir qu'elle ne fait qu'appliquer, '*par souci d'équité vis-à-vis des autres établissements (à Lyon ou Marseille par exemple)*', une disposition prévue par le code de la Sécurité sociale. L'Assistance publique espère que la mesure sera effective fin 2010 ou début 2011. (Lemonde.fr 07.10)

2- Grèce.

Moins de 3.000 personnes ont défilé dans le calme aux cris de "*Voleurs*", "*Escrocs*", sous des banderoles proclamant "*Taxez les riches*" ou "*Pas de sacrifices pour le FMI*".

Le cortège était bien plus réduit que lors de défilés similaires pendant l'été. En juillet, 12.000 personnes avaient marché dans les rues de la capitale. Ils étaient 50.000 le 5 mai.

Les syndicats ont organisé six grèves générales cette année sans parvenir à faire reculer le gouvernement et la mort de trois personnes lors d'une violente manifestation en mai a encore ajouté au sentiment de découragement.

Le syndicat du secteur privé GSEE a dit qu'il ne prévoyait pas de nouvelles grèves avant un moment, levant une partie de la pression sur les épaules des socialistes au pouvoir. Le principal syndicat du secteur public, Adedy, a en revanche prévenu qu'il ne renoncerait pas à protester contre les baisses de salaires qui frappent la fonction publique. (Reuters 07.10)

Politique.

1- Un flic-président hystérique à la tête de l'Etat. La police fait du zèle.

La gendarmerie a constitué un fichier sur les Roms et les gens du voyage, illégal et clandestin. Ce fichier ethnique, dont *Le Monde* révèle l'existence (édition papier du 8 / 10) est d'ailleurs baptisé MENS – minorités ethniques non sédentarisées.

Des associations de Roms et de gens du voyage ont porté plainte, mercredi 6 octobre, pour constitution de fichier non déclaré, et conservation "*de données à caractère personnel qui font apparaître les origines raciales et ethniques*".

Alain Bauer, le président du groupe de contrôle des fichiers, dit au *Monde* ne pas connaître pas lui non plus le fichier MENS, et annonce qu'il va faire son enquête : "*Beaucoup de ces institutions mentent avec aplomb, ce n'est pas le premier fichier non déclaré qu'on découvrirait*", rapporte le blog Libertés surveillées sur Le Monde.fr.

Le Monde.fr, dans sa version pour les abonnés, mentionne plusieurs exemples, indiquant que ce fichier "non existant" a été utilisé .

Par exemple: Dans une fiche, à "*diffusion restreinte*", les gendarmes écrivent sans sourciller : "*L'environnement généalogique effectué par l'OCLDI (Office central de lutte contre la délinquance itinérante) à partir des procédures et des renseignements recueillis, ainsi que la consultation de notre base documentaire de données (fichier MENS), permet d'indiquer que certains individus suspectés appartiennent à la communauté française des gens du voyage, se connaissent soit par des liens familiaux, soit par relations criminelles d'habitude.*" (Lepost.fr 07.10)

2- Le parquet de Paris est une officine de l'UMP.

Le parquet de Paris s'est opposé jeudi à l'ouverture d'une enquête par un juge indépendant sur des soupçons de corruption lors d'une vente de sous-marins au Pakistan en 1994, un dossier susceptible d'inquiéter Nicolas Sarkozy.

Peu après la signature par le juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke d'une ordonnance lançant des investigations pour "*corruption et abus de biens sociaux*", le procureur Jean-Claude Marin, lié hiérarchiquement au pouvoir, a annoncé qu'il faisait appel en invoquant des problèmes de "*procédure*". (Reuters 07.10)

3- Sarkozy le ridicule.

Nul n'ignore plus que l'UMP, après nous avoir expliqué pendant trois ans qu'il fallait un bouclier fiscal en France parce que les Allemands en avaient un... a désormais le toupet d'expliquer qu'il faut supprimer ledit bouclier au nom de la convergence avec l'Allemagne, qui n'a pas de bouclier. Or, il semble que la majorité soit décidée à utiliser la même grosse ficelle au sujet de la TVA sur la restauration.

Depuis juillet 2009, la TVA dans la restauration a été abaissée à 5,5%.

Le 14 décembre 2009, lors d'une conférence de presse Nicolas Sarkozy est interrogé par une journaliste de Paris Match sur l'opportunité de maintenir une TVA réduite qui donne de si piètres résultats. Il sort alors son "*joker*" allemand : "*Si c'était si étrange que cela, je vous pose la question : pourquoi Mme Merkel vient-elle de décider de faire la même chose? Si c'était un tel échec, je pose la question de savoir pourquoi Mme Merkel, à la tête de la première économie d'Europe, vient de décider de baisser la TVA sur la restauration à 7%? Madame Merkel est quelqu'un de censé, quelqu'un qui réfléchit*".

Et Sarkozy de continuer son numéro: "*Essayez d'élargir votre réflexion aux autres. Non seulement cette décision qu'a prise la France n'est pas combattue par les autres, mais dans son programme, Madame Merkel a dit: "une des premières décisions économiques que je vais prendre, c'est de baisser la TVA dans la restauration en Allemagne".*"

Problème, il n'y a pas plus de TVA abaissée sur la restauration en Allemagne que de bouclier fiscal. La TVA dans la restauration est à 19%. Au moment où parle Sarkozy, il y a tout au plus outre-Rhin une décision d'abaisser le taux de TVA... dans l'hôtellerie au 1er janvier .

Sarkozy ignore visiblement aussi que la décision de baisser la TVA dans l'hôtellerie n'est pas une lubie de Merkel comme il le présente, mais qu'elle émane du libéral FDP, parti de coalition. Bref, Sarko a tout faux. Mais au moins le mensonge a réussi à faire taire l'insolente auteure de la question.

Comme le bouclier fiscal, la mesure pourrait donc être supprimée. D'aucuns à l'UMP suggèrent ainsi que la TVA sur la restauration soit remontée à un niveau intermédiaire, entre 10 et 12%. Reste à trouver un moyen de faire passer le retour en arrière.... Et ce moyen est visiblement tout trouvé : la fameuse convergence fiscale... avec l'Allemagne. Après avoir découvert qu'il n'y avait pas de bouclier fiscal en Allemagne... l'UMP s'apprête à découvrir que la TVA sur la restauration y est de 19%...

Le 25 août, lors de son déplacement à Berlin, le ministre du Budget François Baroin a évoqué le rapprochement des taux de TVA entre les deux pays. Quelques jours plus tard, Jerôme Chartier, secrétaire national de l'UMP en charge de la fiscalité, a été plus explicite. Sur le site de l'UMP, il expliquait ainsi benoitement, à propos des pistes de convergences fiscales entre les deux pays: "*Nous regarderons par exemple les taux de TVA. On parle beaucoup de la TVA sur la restauration, on regardera quelle est la TVA sur les activités d'hôtellerie, de restauration, qui est pratiquée en Allemagne. Ce sera un bon enseignement*" (à partir de 1mn30 sur la vidéo). Or, l'enseignement est d'ores et déjà connu : en dépit de ce qu'affirmait Sarkozy, il n'y a pas de taux réduit de la TVA sur la restauration en Allemagne. Les restaurateurs français peuvent commencer à se faire du souci... (Libération 07.10)

3- Inde. Le pays où la délation fait office de civisme, un devoir.

Grâce à Facebook, les habitants de New Delhi se substituent à la police pour relever les infractions des automobilistes.

La page créée par la police de circulation de la mégalopole recense des commentaires sur l'état du trafic, mais aussi des photos, et des vidéos d'automobilistes violant les règles de la circulation. On y voit des motards, y compris des policiers, sans casques, des automobilistes qui empruntent les couloirs de bus, voire même des éléphants qui empruntent la sacrosainte voie de circulation réservée aux athlètes et officiels des Jeux du Commonwealth.

Depuis sa création, en mai 2010, 32 000 habitants utilisent déjà le service sur Facebook. Deux ou trois agents de la circulation passent désormais leur journée assis devant leur ordinateur pour relever les numéros de plaque d'immatriculation aperçus sur les photos et envoyer les contraventions aux fautifs pris en flagrant délit. Ceux qui reçoivent la contravention ont la possibilité de contester la faute. "*Mais jusqu'à maintenant, les 1000 qui ont été envoyées n'ont jamais été contestées*", explique Satyendra Garg, le commissaire adjoint de la police de la circulation.

Les utilisateurs de la page Facebook de la police de circulation de Dehli sont désormais plus nombreux que les agents de circulation. Ces derniers ne sont que 5000 dans une mégalopole qui compte 14 millions d'habitants, soit un agent posté, en moyenne, tous les six kilomètres. Difficile, dans ces conditions, de repérer le moindre embouteillage ou le feu de circulation tombé en panne, surtout que les caméras de surveillance dans les avenues sont encore rares. Les conducteurs signalent alors un embouteillage, l'effondrement d'une chaussée ou la procession religieuse improvisée sur Facebook, en temps réel, grâce à leurs téléphones portables. La police relaie les informations sur Twitter et dépêche sur place des agents de la circulation. (Lemonde.fr 07.10)

Lu cette inscription en anglais et en tamoul repeinte régulièrement depuis des lustres sur la façade du commissariat de police de Bussy street à Pondichéry, une des plus grandes artères de la ville : il y a un citoyen sous chaque uniforme et il y a un policier dans chaque citoyen. Cela doit être un héritage du Raj britannique ! Mais ce serait une démocratie paraît-il, une démocratie policière quoi ! Vous imaginez l'ambiance, les rapports nauséabonds que les gens entretiennent.

Il existe même des associations de citoyens du type *Les amis de la police*, je l'ai découvert en me connectant sur la page Internet de la police du Tamil Nadu. J'ai été jusqu'à imprimer des pages entières que j'ai déposées sur le bureau du commissaire de police de mon district pour le rappeler à son devoir et que tous les citoyens (et étrangers) avaient les mêmes droits et que la police était censée les faire respecter et les respecter par la même occasion. Il a beaucoup apprécié, surtout que je lui ai demandé ce

qu'il faisait dans la police ! Des réunions sont organisées conjointement entre les gens de ces associations et la police, ils patrouillent la nuit accompagnés par un ou quelques policiers... Cela vous donne une autre image, pas très sympathique, de l'Inde exotique, non violente, religieuse et j'en passe.

4- Chine. Quand le parti unique et l'économie planifiée qui y est liée sont des obstacles au développement du capitalisme en Chine.

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao est-il entré en dissidence? Ses surprenantes déclarations faites dimanche dans une interview accordée à CNN pourraient le donner à penser. Il appelle ouvertement à la liberté de parole, à l'abandon du rôle dirigeant du parti et, à demi-mots, au multipartisme.

Conséquence de ce qui apparaît être une audace inédite, les propos du Premier ministre sont totalement censurés en Chine. Aucun journal ni forum officiel n'en a fait état depuis dimanche. Par contre, sur les rares forums Internet échappant à la censure, on ne parle que de ça.

«*Si le premier ministre parvient réellement à pousser les réformes politiques, il deviendra le premier grand homme du nouveau siècle», dit un internaute. D'autres sont plus sceptiques. «Ne soyons pas naïfs (...) vous pensez vraiment qu'ils vont creuser leur propre tombe?*»

Le Premier ministre chinois s'est distingué cet été en appelant à des «réformes politiques» - sans toutefois en définir le contenu. «*Le besoin de démocratie du peuple chinois est irrésistible*»

Dimanche, il est allé beaucoup plus loin: «*Je crois que la liberté de parole est indispensable pour tous les pays, les pays développés comme les pays en développement. La liberté de parole est d'ailleurs dans la constitution chinoise (...) le désir et le besoin de démocratie du peuple chinois est irrésistible*», dit-il en réponse à une question du journaliste de CNN Fareed Zakaria, qui lui demande de préciser ce qu'il entend par «*réformes politiques*».

«*J'ai profondément réfléchi à la question, lui répond sereinement Wen. Mon opinion est qu'un parti politique, une fois qu'il est au pouvoir, doit être différent de l'époque à laquelle il luttait pour le pouvoir. La principale différence est que ce parti doit agir conformément à la constitution et au droit.*»

Wen poursuit en préconisant de dissoudre le parti communiste dans l'Etat. «*Les politiques et les propositions de ce parti peuvent être fondues dans la constitution et les textes de loi par des procédures appropriées.*»

En disant cela, Wen remet en cause la sacro-sainte «*suprématie du parti*» - tout comme l'avait fait vingt ans plus tôt l'un de ces prédécesseurs, le premier ministre Zhao Ziyang, purgé après l'écrasement du mouvement de Tiananmen en 1989. Suggérant que le multipartisme est le but à atteindre, Wen ajoute: «*Tous les partis politiques, toutes les organisations, et tout le monde sans exception, doivent se soumettre à la constitution et aux lois en vigueur. C'est, de mon point de vue, l'essence même d'un système politique moderne.*»

Plus surprenant encore, Wen brise l'une des règles fondamentales du parti communiste auquel il appartient - le «*centralisme démocratique*» - en étalant les divisions du politburo au sujet des réformes politiques. «*En dépit de certains débats et points de vues, et en dépit de certaines résistances, je vais agir en accord avec mes idéaux, sans relâche, et faire avancer la refonte politique dans les limites de mes capacités.*»

Sachant pertinemment qu'il risque très gros, Wen se présente déjà en martyr potentiel de la cause. «*Je voudrais vous dire, afin de souligner davantage encore ce que je viens de dire, que je ne faiblirai pas devant la force des bourrasques et de la pluie, et que je persisterai jusqu'au dernier jour de ma vie.*»

Dans une dernière tirade digne de Mirabeau, il assène: «*On ne peut pas arrêter les désirs et la volonté du peuple. Le succès appartient à ceux qui suivront la vague, et l'échec à ceux qui tenteront d'aller dans le sens inverse.*»
«*Paradoxalement, remarque le sinologue australien Geremie Barmé, les propos tenus par Wen Jiabao ne sont pas très différents de ceux qui ont valu onze ans de prison au dissident prodémocrate Liu Xiaobo...*». (Libération.fr 07.10)

Il a dit «*Tous les partis politiques, toutes les organisations, et tout le monde sans exception, doivent se soumettre à la constitution et aux lois en vigueur. C'est, de mon point de vue, l'essence même d'un système politique moderne.*», à partir de là, si la constitution intime l'ordre à chacun de respecter la propriété privée des moyens de production, où est le problème, l'essentiel est sauvé pour les dirigeants du PC chinois !

Il semblerait que ce qui demeure de l'économie planifiée constitue dorénavant un obstacle au développement du capitalisme en Chine et que les autorités aient décidé de remédier à cette situation. Les dirigeants du parti au pouvoir n'auront qu'à se partager le gâteau des entreprises privatisées ou s'octroyer des postes en or comme cela s'est produit en URSS et le tour sera joué. (A suivre)

Economie.

Comment faire semblant de s'attaquer aux plus riches.

Quatre-vingts députés UMP ont réclamé jeudi la suppression simultanée du "*bouclier fiscal*" et de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) dès 2011 pour lutter contre les déficits et partager l'effort de rigueur.

Le député UMP Michel Piron, qui a déposé un amendement en ce sens dans le cadre du débat à venir sur le budget 2011, a annoncé que la liste, qui compte donc plus d'un quart des 314 députés du parti présidentiel, allait encore grossir.

Le bouclier fiscal et l'ISF seraient, selon l'amendement, "*remplacés par l'imposition des revenus du patrimoine ainsi que la création d'une nouvelle tranche d'impôt supplémentaire sur les revenus supérieurs à 100.000 euros*".

Un nouveau taux marginal d'impôt sur le revenu de 46% serait appliqué pour la fraction supérieure à ce montant. (Reuters 07.10)

Haut de page

Le 9 octobre

Retraites.

1- Gouvernement.

Le conseiller syndical de l'Elysée, Raymond Soubie, a réaffirmé vendredi matin que le gouvernement ne lâcherait rien sur les principaux points de la réforme, qu'il espère voir votée d'ici le 23 octobre. "*Il est clair que sur le coeur du projet, à savoir les mesures d'âge, la retraite à 62 ans pour l'essentiel, le gouvernement ne bougera plus*", a-t-il déclaré sur RTL.

Commentaire.

Aucun gouvernement en Europe n'a lâché, car dans aucun pays le mouvement ouvrier divisé, corrompu et gangrené par le réformisme n'est prêt à affronter le gouvernement en place, pourquoi devrait-il en être autrement en France ? Une grande partie de la classe ouvrière est prête à en découdre immédiatement dans tous les pays de l'UE, mais en l'absence de perspective politique une minorité seulement se mobilise et seule une infime minorité se reconnaît dans les syndicats et les partis dits ouvriers, devrait-il en être autrement ?

Le double langage ou les lacunes politiques des trois partis POI, NPA et LO fait qu'ils ne sont pas crédibles aux yeux des travailleurs. Le premier se souvient en parole (dans une déclaration) les jours de fête qu'il se réclame du socialisme, le second a oublié jusqu'à l'existence des institutions de la Ve République depuis sa fondation, quant au troisième il est incapable de relier le programme transitoire au programme socialiste, en réalité ce défaut est partagé par ces trois partis.

Exiger le retrait du projet de loi du gouvernement sans immédiatement poser la question du gouvernement ouvrier qui serait capable de satisfaire notre droit à la retraite, revient à brasser du vent en guise d'action et à opposer au gouvernement une impasse politique. Devrait-il en être autrement sachant que cette question du pouvoir politique et de l'Etat a été systématiquement écartée, bradée ou niée pendant des décennies au profit des revendications immédiates ou de réformes, laissant le soin au régime capitaliste d'en tirer tout le profit sur le plan politique ?

Pourquoi du jour au lendemain les travailleurs devraient-ils se dire : mais c'est bien sûr, pourquoi n'y avons-nous pas pensé plus tôt, voilà la solution, un gouvernement ouvrier ? Ce sont ceux qui n'ont eu d'autres perspectives à proposer pendant des décennies que les revendications spontanées des masses, qui voudraient nous faire croire que la majorité des travailleurs pourraient rompre avec cette vieille habitude ancrée dans leur esprit que tout serait possible en régime capitaliste et que dans le cas contraire c'était uniquement parce que la situation ne le permettait pas, sans remettre un instant en cause le système économique en place, que tout hélas n'était finalement pas possible dans ce bas monde et qu'il faudrait faire avec. C'était le meilleur moyen sans en avoir l'air de subordonner plus solidement le prolétariat au capitalisme. Même en étant les principales victimes des conséquences de la crise du capitalisme les masses ne sont pas parvenues à commencer à poser la question déterminante de leur rupture avec le capitalisme.

Si demain la contre-réforme des retraites passe, le gouvernement expliquera que finalement c'est la raison qui l'a emporté et qu'il a le soutien de la majorité des exploités, alors qu'en réalité, c'est seulement au capitalisme que les masses demeurent soumises.

Pour bien montrer à quel point ces partis et les syndicats tentent de préserver le régime en place chacun à leur manière, on pourrait ajouter que si la majorité des travailleurs sont contre le projet sur les retraites du gouvernement, mais ne voit pas comment ils pourraient lui infliger une défaite compte tenu de la détermination qu'il affiche quasi-quotidiennement sur cette question précise, ils se sont bien gardés de joindre à l'exigence du retrait l'ensemble des revendications non satisfaites du prolétariat, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie qui n'ont cessé de s'accumuler au cours des dernières années, car alors serait apparu un peu trop clairement qu'il n'y avait rien à attendre de ce gouvernement et des institutions et qu'il fallait orienter résolument le combat contre l'Etat.

A l'opposé, et ceci explique cela, ils ont expliqué aux travailleurs et aux militants que le PS et ses satellites n'étaient pas vraiment ce qu'ils croyaient, idem pour les malheureux dirigeants syndicaux tombés dans le "piège" tendu par Sarkozy, que la solution passerait forcément par ces partis qui ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes comme si les travailleurs et les militants étaient amnésiques, qui plus est soutiennent ouvertement Sarkozy, idem envers les dirigeants syndicaux dont tout le monde a bien évidemment oublié les multiples trahisons et leurs liens avec le pouvoir, le tout tendant à affaiblir la détermination des travailleurs et devant servir à les empêcher de trouver une issue politique en dehors du régime en place et des institutions dont font partie le PS et ses alliés. Ils ont été jusqu'à leur expliquer que tout était possible dans ce régime capitalisme, par exemple, voyez les réformes qui ont été adoptées entre 1945 et 1958 quand le pays était en ruine, pourquoi ce qui a été possible à cette époque ne le serait-il pas aujourd'hui, faisant au passage les louanges de l'union nationale en vigueur, un argument qui a dû empêcher de dormir Sarkozy et ses amis du CAC 40 !

Opposer au gouvernement et aux institutions, à l'Etat, la longue liste des revendications non satisfaites de toutes les couches d'exploités revenait à dresser un jugement sans appel contre le capitalisme, qui aurait indiqué aux masses quel contenu et quelle orientation politique elles devaient donner à leur combat, ce qui ne devait pas manquer de les mettre sur la piste de la seule alternative existante au capitalisme, le socialisme. Impensable, quelle horrible perspective !

On peut également concevoir que les travailleurs et les militants estiment que c'est le capitalisme mondial qui est à l'origine de leurs problèmes et souffrances, et que par conséquence il leur est impossible de lutter sur ce terrain, ils se sentiront impuissants à s'attaquer au FMI, à la Banque Mondiale, etc. Par contre, il leur est possible de combattre sur le terrain politique contre le gouvernement et les institutions qui sont en fait les représentants de ces institutions internationales du capital. Or, et ce n'est pas un hasard non plus si c'est justement sur ce terrain que personne ne veut mener le combat ou relier le combat pour la défense de nos droits ou acquis à la question politique du pouvoir politique.

Vous ne voudriez quand même pas après que tout a été fait pour mieux embrouiller les travailleurs, qu'ils se fassent une idée claire de la situation et qu'ils soient en mesure de se situer sur un terrain de classe indépendant du capitalisme, le croire serait se leurrer une fois de plus. Avez-vous analysé le contenu politique de la résistance des travailleurs ? Quelle est aujourd'hui 9 octobre 2010 la nature sociale du mouvement ouvrier ?

Mon analyse n'a pas pour objet de prétendre que la révolution serait possible demain matin ou qu'elle aurait été possible depuis 1945, mais de démontrer qu'on aurait pu (et qu'on peut encore) s'y prendre autrement afin d'élever le niveau de conscience politique de la classe, de l'organiser et de construire le parti qui nous fait tant défaut, et que si ces conditions avaient été réunies on ne serait peut-être pas aujourd'hui dans cette situation quasi inextricable. La résurgence de théories toutes plus foireuses ou opportunistes les unes que les autres et que l'on pouvait penser remisées au musée des antiquités, suffit à démontrer à quel point le mouvement ouvrier et son avant-garde se sont fourvoyés au cours des décennies précédentes, après qu'il s'est écarté ou qu'il a rompu avec le socialisme.

J'ai oublié de préciser un point important.

Pourquoi le mot d'ordre du retrait n'a-t-il pas été accompagné depuis le début systématiquement du refus de l'allongement de la durée de cotisation pour lequel Chérèque (et la CGC) est favorable ? Pour éviter de briser l'intersyndicale jaune ? Pour mieux permettre à chacun (des appareils) de manoeuvrer et de sortir les mains propres de cette bataille ?

2- Intersyndicale jaune.

L'intersyndicale appelle à une nouvelle journée d'action contre la réforme des retraites le samedi 16 octobre et annonce une nouvelle rencontre entre les syndicats le 14 octobre "*pour évaluer à nouveau la situation et envisager les suites*", selon une déclaration commune diffusée vendredi et signée par les syndicats CGT, CFDT, CFTC, FSU, UNSA, et Solidaires.

Commentaire.

Ils jouent la carte du pourrissement déjà adoptée par le Palais, normal, non ? Vous vous attendiez à quoi au juste ?

3- Sur le terrain.

- Des préavis de grève ont été déposés dans 85 réseaux de transports urbains, dont 29 préavis reconductibles

- La contestation contre la réforme des retraites gagne du terrain dans les lycées avec une hausse du nombre d'établissements bloqués.

Le mouvement a touché vendredi, à des degrés divers, 81 lycées, avec des blocages ou des tentatives de blocage et un fort taux d'absentéisme, a-t-on appris auprès du ministère de l'Education nationale, qui souligne que moins de 2% des 4.302 établissements du pays étaient concernés.

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, a critiqué dans un communiqué "*l'irresponsabilité de tous ceux qui mettent les lycéens en danger en les appelant à des actions qui risquent de dégénérer*".

4- Syndicats pro-capitalistes.

Unsa.

L'Unsa-RATP a ouvert une brèche dans le front syndical en renonçant à appeler à la grève le 12 octobre contre une réforme des retraites que ses adhérents estiment jouée d'avance.

Le deuxième syndicat du métro parisien a pris sa décision après avoir consulté sa base. Il en ressort qu'elle estime être manipulée politiquement, a expliqué vendredi à Reuters Frédéric Sarrassat, l'un des responsables de l'Unsa-Transports.

"*Encore une fois, on met les transports en première ligne en sachant pertinemment qu'au Sénat on est en train de voter les lois et que rien ne sera vraiment modifié sur le fond*", a-t-il dit, ajoutant qu'on a "*l'impression qu'on utilise les gens des transports comme de la chair à canon*".

Pour Frédéric Sarrassat, les syndicats ne se sont pas donné les moyens de combattre la réforme. "*Une fois de plus, on se sert de nous pour faire fléchir le gouvernement mais on ne met pas toutes les armes de notre côté, à savoir les transports routiers, les grandes entreprises, notamment*", a-t-il dit.

"*On va faire grève en sachant pertinemment que structurellement, la réforme va passer. Donc, à un moment il y a un jeu de dupes qui s'instaure et visiblement nos adhérents ont été très sensibles à ça*", a ajouté Frédéric Sarrassat.

Commentaire.

L'Unsa a lâché le morceau.

Effectivement, pour empêcher cette contre-réforme de passer et demain pour obtenir son abrogation il faudrait quasiment un soulèvement de la classe ouvrière menaçant l'existence du régime qui entraînerait une grave crise politique sur fond de situation pré-révolutionnaire, perspective totalement impensable évidemment pour des lieutenants du capital déguisés en syndicalistes ouvriers.

CFTC.

Le président de la CFTC, Jacques Voisin, s'est opposé vendredi au mot d'ordre de grève reconductible à la SNCF, affirmant que son syndicat chez les cheminots n'est plus représentatif depuis 2009.

Dans un communiqué, il explique que sa confédération "*ne cautionne en aucun cas les grèves reconductibles*" à la SNCF.

Selon lui, d'anciens dirigeants dissidents de la CFTC-Cheminots ont déposé des préavis de grève reconductible en région Alsace, Lorraine, à Lyon et au dépôt Paris-Est où ils sont représentatifs.

Mais ces dissidents "*ont été déchus à titre définitif de leurs mandats syndicaux par une décision du conseil confédéral de la CFTC au mois de septembre*".

Commentaire.

Camarades cheminots de la CFTC : quittez ce syndicat jaune, adhérez à la CGT, à FO ou à SUD !

6- FO

Pour Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, les choses sont toutefois loin d'être jouées.

"*Beaucoup de préavis reconductibles sont déposés - FO, systématiquement, y est présent. Moi je dis 'bien malin celui qui peut dire 'voilà ce qui peut se passer la semaine prochaine et la semaine d'après'*", a-t-il déclaré sur France Inter.

Commentaire.

Pourquoi FO n'appelle-t-il (à ma connaissance) nationalement à reconduire la grève à partir du 12 ?

7- Sarkozy-Woerth = DSK-Hamon, UMP=FMI=PS.

Dans un document publié cette semaine, le FMI assure noir sur blanc que le recul de l'âge légal de la retraite est la meilleure méthode pour assurer à l'avenir le niveau des pensions. «*Une augmentation de deux ans de l'âge légal de départ à la retraite suffirait à stabiliser la part des pensions dans le PIB pour les deux prochaines décennies*», peut-on lire.

Dès sa diffusion, la droite s'est emparée du rapport pour enfoncer un coin chez les socialistes. Le ministre du Travail, Éric Woerth, s'est fendu d'un hommage sur Public Sénat : «*Merci Dominique Strauss-Kahn de ne pas être, au fond, dans une posture idéologique et uniquement électoraliste et d'être un homme d'État responsable.*»

Autant d'éléments qui apportent de l'eau au moulin du gouvernement.

Au PS, on minimise donc l'impact du rapport. «*On ne va pas feindre la surprise. Le FMI est une institution au diapason des traditions libérales*», a expliqué le porte-parole, Benoît Hamon. «*C'est une position du FMI, ce n'est en rien une position qui concerne le PS*», a renchéri le numéro deux du parti, Harlem Désir. Marisol Touraine relativise elle aussi : «*Le rapport ne dit pas que le relèvement de l'âge de départ est la seule politique possible.*»

Les socialistes rappellent qu'ils défendent l'allongement de la durée de cotisation, ce qui implique pour beaucoup de personnes un report de l'âge de départ effectif. À les entendre, il faudrait distinguer le directeur et le Fonds : DSK, c'est DSK, le FMI, c'est le FMI. «*Ce rapport est indépendant de sa volonté*», explique Jean-Christophe Cambadélis. «*Le principe de fonctionnement de cette institution implique que le directeur n'assiste pas aux débats qui portent sur son pays.*»

Selon Cambadélis «*Les gens ont compris que DSK n'est pas Nicolas Sarkozy et que le FMI n'est pas l'Élysée. Dominique Strauss-Kahn ne décide pas seul.*»

Commentaire.

Exercice périlleux, impossible en réalité de pouloir faire croire qu'il existerait une différence entre la politique réactionnaire de Sarkozy et celle menée par le FMI en Grèce sous la direction de Strauss-Kahn, par exemple. Autre point commun entre l'UMP et le PS : leurs dirigeants ont l'art de prendre les travailleurs pour des abrutis ! Pas sûr que cela prenne toujours.

Et ne rigolez pas, selon certains Benoît Hamon représenterait la "*gauche*" du PS : «*C'est une position du FMI, ce n'est en rien une position qui concerne le PS*», et la position de DSK n'est celle ni du FMI ni du PS bien que les uns et les autres sont exactement sur les mêmes positions avec le soutien à l'allongement de la durée de cotisation.

Au PS (et leurs satellites), qu'est-ce qu'ils en ont à foutre de rester dans "*l'opposition*", ils conservent leurs postes, leurs retraites et leurs prébendes, c'est l'essentiel quand on a pour seul objectif d'assurer la stabilité et la survie de l'ordre établi, non ?

(source des différents extraits d'articles : Reuters, AP et Lefigaro.fr 08.10)

Social.

1- Belgique.

Le syndicat socialiste CGSP, majoritaire au sein de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB), a décrété jeudi une grève de 24 heures qui devrait paralyser l'ensemble du rail belge le lundi 18 octobre, a-t-il annoncé dans un communiqué.

Cette grève sera précédée par le "*blocage total du trafic marchandise sur le réseau ferré belge*" lundi 11 octobre, selon le communiqué.

La CGSP, qui compte dans ses rangs 65% des cheminots syndiqués, proteste contre le blocage des discussions avec la direction dans plusieurs dossiers, a précisé à l'AFP son président, Gérard Gelmini.

Le second syndicat de la SNCB, la centrale chrétienne CSC, ne s'est à ce stade pas associé à ces actions. (Lexpress.fr 07.10)

2- Italie.

Des milliers d'étudiants et d'enseignants ont manifesté vendredi dans une cinquantaine de villes italiennes contre des réformes et des coupes budgétaires décidées par le gouvernement dans l'éducation.

En plus des manifestations dans les villes du pays, enseignants et assistants annoncent des grèves régulières jusqu'en décembre contre les réformes. (Reuters 08.10)

Economie.

1- France. 12% d'augmentation en deux ans... la hausse des salaires et des retraites ? Tu fumes trop...

Le prix des cigarettes et du tabac augmentera le lundi 8 novembre de 6 % en moyenne, a annoncé vendredi 8 octobre la Confédération des buralistes, un an tout juste après la précédente hausse.

Le ministre du budget, qui ne décide pas du prix mais doit homologuer les tarifs chaque trimestre, avait indiqué qu'il allait 'donner une suite favorable à la demande de hausse des prix de la part des industriels et des fournisseurs à un niveau identique à celui de l'an dernier, de l'ordre de 6 %, et ce avant la fin de cette année'.

En valeur, le marché du tabac a augmenté de plus de 5 % sur la même période en raison de la hausse des prix, au bénéfice de l'Etat (les taxes représentent 80 % du prix d'un paquet), des buralistes (qui sont rémunérés 8 % sur chaque paquet vendu) et des industriels. (Lemonde.fr 08.10)

2- Chine. Sur fond de guerre et de crise économique mondiale.

Extrait de la Charte 08 qui a valu le Prix Nobel de la paix au Chinois Liu Xiaobo (traduction réalisée en décembre 2008 par le site Rue 89).

"*14- Protection de la propriété privée. Nous devrions établir et protéger le droit à la propriété privée, et promouvoir un système économique de marché libre et honnête. Nous devrions abolir les monopoles gouvernementaux sur le commerce et l'industrie, et garantir la liberté de créer de nouvelles entreprises. Nous devrions créer un comité des entreprises d'État, responsable devant le Parlement, qui supervisera le transfert de la propriété de l'État vers le secteur privé d'une manière honnête, concurrentielle, et ordonnée. Nous devrions mettre en oeuvre une réforme agraire qui favorise la propriété privée de la terre, qui garantisse le droit d'acheter et de vendre la terre, et permettre à la véritable valeur de la propriété privée de se refléter dans le marché.*"

Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a réitéré vendredi l'appel de Paris à la libération du dissident. Le président américain Barack Obama a également exhorté la Chine à libérer rapidement Liu Xiaobo.

L'organisation Reporters sans frontières a accueilli cette nouvelle "*avec une immense émotion*", évoquant "*un geste d'une portée historique en faveur du mouvement pour la liberté d'expression en Chine*". "*Nous y voyons un message d'espoir pour le lauréat (...) mais également pour les dissidents en détention à travers le monde et pour le peuple chinois*", souligne RSF dans un communiqué. (AP et Lepoint.fr 08.10)

Commentaire.

On comprend l'empressement des dirigeants du vieux monde et ses laquets de soutenir le successeur du dernier prix Nobel de la paix qui terrorise quotidiennement le peuple afghan depuis qu'il a été élu, Obama.

Lire les articles du Réseau Voltaire sur RSF, une officine réactionnaire soutenue par l'impérialisme américain.

3- Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont perdu des emplois en septembre pour le quatrième mois d'affilée, et à un rythme bien plus rapide que le

mois précédent, selon des chiffres officiels publiés vendredi 8 octobre. Les économistes et analystes anticipaient en moyenne une stabilité du marché de l'emploi. Le taux de chômage est resté stable à 9,6 %.

Comme les mois précédents, l'Etat a mis fin aux contrats d'un grand nombre de personnes embauchées temporairement pour le recensement décennal. Cela a touché encore 77 000 personnes en septembre, auxquelles sont venues s'ajouter 76 000 suppressions de postes dans les administrations des Etats fédérés et les collectivités locales.

Le secteur privé, vers lequel se porte tous les regards, a continué d'embaucher, mais moins rapidement que les mois précédents. Le solde net des créations d'emplois n'y a été que de 64 000, soit moins que les 74 000 attendus par les analystes, et 31 % de moins qu'en août, qui avait déjà marqué une baisse par rapport à juillet. (Lemonde.fr 08.10)

Haut de page

Le 10 octobre

Quelques mots à propos du site.

J'ai actualisé quelques pages d'accueils de plusieurs rubriques du site. Je n'ai pas encore résolu le problème de transfert de fichiers volumineux vers le serveur qui héberge le site, en fait cela proviendrait de la lenteur de la connection. A vol d'oiseau j'habite dans un village de pécheurs à moins de 3 kms de Pondichéry, mais c'est comme si je me trouvais à 200 kms ! Je vais voir si l'opérateur public BSNL couvre la zone où j'habite, ce n'était pas le cas il y a deux ans, mais les choses évoluent très vite ici. En attendant je suis obligé de me taper 10 Kms en moto pour actualiser le site, mais bon je n'ai pas le choix.

Un de mes anciens élèves qui bosse dans une boîte d'informatique m'a proposé de m'aider. Il est passé hier soir avec un de ses potes informaticiens de retour de Singapour avec des copies des versions les plus récentes des logiciels que j'utilise, dont la totalité des logiciels d'Adobe.

De mon côté je me débrouille pour trouver tous les logiciels dont j'ai besoin pour le fonctionnement du site et faire des économies, par contre je ne peux souvent pas vous copier les articles entiers parus dans *Le Monde* ou *Les Echos* notamment, parce qu'ils sont réservés aux abonnés, dont je ne fais pas partie évidemment par mesure d'économie. Vous vous comptez en euros, moi je compte en roupies, un euro c'est peu de chose, sauf pour les plus pauvres, mais 60 roupies c'est déjà le prix d'un paquet de cigarettes ou de 3 litres de lait, vous multipliez cela par dix ou par cent et vous arrivez à une somme non négligeable ici, je ne vais pas dépenser pour seulement deux abonnements l'équivalent de la moitié de ce que je dépense pour vivre un mois, je dois penser que je n'aurai pas de retraite, donc je dois restreindre et contrôler en permanence mes dépenses. Si je me prive de certains produits alimentaires que je sais bénéfique pour la santé, si je n'ai pas mis les pieds dans un restaurant depuis plus d'un an, ce n'est certainement pas pour m'abonner au *Monde* ! Si je ne compte pas le temps que je consacre à l'actualisation du site, il me faut bien compter pour avoir de quoi vivre le restant de mes jours, comme mes parents l'ont toujours fait pour survivre, comme quoi je n'ai pas changé de classe !

Tenez j'ai un exemple tout frais. Ce matin je voulais mettre en ligne un article intéressant d'un banquier d'affaires chez Rothschild paru dans *Le Monde* d'hier, selon lui "*notre société ressemble de plus en plus à celle de l'Ancien Régime*", mais ne figurait en ligne gratuitement qu'un court extrait, du coup j'ai laissé tomber. Vous ne le saviez peut-être pas parce que j'ai oublié de vous le signaler, mais dans bien des cas dans les articles de presse que je mets en ligne, ne figurent que les premiers paragraphes. Avis aux militants qui souhaiteraient soutenir financièrement le site et améliorer le service qu'il vous apporte, en toute indépendance de l'Etat et du capitalisme, dans tous les sens du terme je précise.

Retraite.

1- Une majorité des Français estiment justifié la mobilisation contre la réforme des retraites du 12 octobre, selon un sondage Ifop repris par L'Express.fr. A près de 71 %.

Les catégories populaires approuvent davantage les manifestants, de même que les salariés du secteur public, précise le site de l'hebdomadaire.

Autre enseignement de ce sondage : 90 % de sympathisants de gauche et 66 % adhèrent à cette opinion. (Lepost.fr 09.10)

C'est la quasi-totalité des travailleurs manuels et intellectuels de tout le pays qui est contre le projet scélérat de Sarkozy au profit du capitalisme financier. Cependant chacun n'en fait pas la même lecture, ce qui explique en partie pourquoi la mobilisation piétine.

La question est donc de savoir de quelle manière ce rejet peut s'exprimer ou être organisé pour avancer sur la voie qui conduirait au retrait de cette contre-réforme.

Nous ne reconnaissons aucune légitimité à Sarkozy à toucher à nos retraites, nous exigeons même qu'elles soient améliorées et que chaque travailleur partant à la retraite entre 50 et 55 ans soit certain de disposer de quoi vivre normalement jusqu'à son dernier souffle, ce qui inclus qu'aucune retraite soit inférieure à 1 500 euros, ainsi que le respect de notre droit à la santé qui va avec, dans lequel le gouvernement ne cesse de tailler à la hache...

Les militants auront sans doute apprécié à sa juste valeur les appels au front unique en direction du PS sachant que ce parti était sur la même ligne que l'UMP.

Le PS a ainsi fournit opportunément matière à Woerth et au gouvernement pour expliquer que finalement "*tout le monde*" était pour une réforme, réforme qui devrait forcément se traduire par une nouvelle remise en cause du droit à la retraite pour l'ensemble des travailleurs, réforme qu'ils accepteraient de bon coeur à partir du moment où "*l'effort*" demandé serait réparti entre toutes les classes précisait le PS, au nom de "*l'équité*", c'était la seule distinction purement démagogique et au demeurant insoutenable avec le projet du gouvernement, puisque les propositions du PS consistaient à amplifier la financiarisation des organismes de retraite, processus qui devrait justement conduire à la privatisation complète des retraites, l'objectif final que s'est fixée l'aristocratie financière dont Sarkozy défend les intérêts.

Cette position affichée par le PS depuis le départ aurait dû entraîner immédiatement le rejet de ce parti dans le camp de l'UMP, puisqu'ils étaient d'accord sur l'essentiel de cette contre-réforme (l'allongement de la durée de cotisation), au lieu de vouloir l'associer à tout prix au combat du mouvement ouvrier et du prolétariat et d'introduire de ce fait dans leurs rangs un élément qui leur est étranger, en réalité un facteur supplémentaire de division pour affaiblir notre combat, prêter main-forte à Chérèque... et peut-être finalement aboutir à la dislocation de la mobilisation contre le gouvernement.

J'ai pris soin ici de bien distinguer le PS du PCF et du PG qui s'opposent à l'allongement de la durée de cotisation, distinction que je n'ai peut-être pas toujours faite quand il le fallait d'ailleurs, par précipitation et non volontairement. Ceci pour dire qu'il aurait fallu isoler le PS de ces partis pour tenter de les amener sur le terrain d'un front unique de classe conforme aux intérêts du prolétariat, ce qui n'est évidemment pas le cas du front unique qui s'est constitué autour des formations politiques réunies autour de l'appel de la Fondation Copernic. Une fois le PS remisé dans son camp naturel au côté de l'UMP, il aurait été plus difficile au PCF, au PG et au NPA de s'y associer sans passer à leur tour pour des partisans de la contre-réforme du gouvernement aux yeux de leurs militants, et il aurait été plus difficile à leurs dirigeants de justifier leur refus de s'associer au POI.

Le loup est entré dans la bergerie en soutenant l'allongement de la durée de cotisation rejeté unanimement par l'immense majorité des travailleurs, il a poursuivi son travail de sape en martelant qu'une réforme s'imposait puisqu'il n'était pas question de s'attaquer aux intérêts des capitalistes, voyant que cela ne suffisait pas, il a tenté un coup de bleuf en prétendant qu'il rétablirait la retraite à 60 ans s'il parvenait au pouvoir en 2012, constatant que cet enfumage des masses n'avait pas suffit à affaiblir la détermination des travailleurs, le PS a sorti l'artillerie lourde en reprenant à son compte la proposition de Mélenchon et Royal d'un référendum dans l'espoir que cela suffirait cette fois à éteindre le feu qui couve. Voilà où nous en sommes en gros sur fond de journées d'action dispercées et sans lendemain pour permettre à Sarkozy de parvenir à ses fins.

L'opportunisme qui consiste à faire appel au PS comme s'il s'agissait d'un parti ouvrier et d'en attendre quelque chose, ne pourra jamais palier ou faire oublier l'absence du parti révolutionnaire. Il conduira sans doute la classe ouvrière et les militants dans une impasse et à connaître un échec politique qui aura des répercussions dans toutes l'UE, sans que le prolétariat n'en tire le moindre enseignement politique pour la suite de son combat, comme d'habitude depuis 60 ans. Ne parlons même pas de la construction du parti, qui sur de telles bases relève de la fabulation ou de l'escroquerie. La suite va dépendre de la capacité des masses à se situer exclusivement sur le terrain de ses intérêts. On aura l'occasion d'en reparler d'ici peu.

2- Ces derniers jours, la mobilisation étudiante à commencé à croître avec une multiplication des assemblées générales au sein des campus.

Ces AG n'ont pas encore réuni en masse, mais ont déjà permis d'organiser de petits comités de mobilisation et de prendre un certain nombre de décisions. Les assemblées vont se poursuivre la semaine prochaine, avec sûrement davantage d'étudiants à la clé.

Voici les chiffres des AG organisées la semaine dernière dans différentes universités. Au total, près de 2.000 étudiants se sont réunis :Rennes : 150 ; Montpellier : 150 ; Paris : 270 ; Orléans : 110 ; Metz : 80 ; Perpignan : 40 ; Toulouse : 110 ; Reims : 120 ; Brest : 70 ; Lyon : 60 ; Bordeaux : 320 ; Angers : 100 ; Clermont : 200 ; Nantes : 110. (Lepost.fr 09.10)

Politique.

1- France.

Le conseil national du Nouveau Centre (NC) a entériné samedi le principe d'une candidature de centre droit à la présidentielle de 2012 même s'il a repoussé la décision finale au début de la campagne électorale, dans un an.

Avec 15.000 adhérents revendiqués, 2.000 élus locaux et 40 parlementaires, le Nouveau Centre se veut le pôle d'attraction d'une famille centriste aujourd'hui éclatée mais qui, bien que fidèle à la droite, a toujours eu un candidat pour porter ses couleurs à la présidentielle. (Reuters 09.10)

2- Belgique.

Selon le sondage TNS Media réalisé pour radiodiffusion publique flamand VRT et le journal De Standaard, 18% des Flamands veulent l'indépendance de leur région, qui forme la partie nord de la Belgique. (Reuters 09.10)

3- Italie.

Des milliers d'Italiens actifs et retraités ont participé samedi à Rome à une manifestation organisée par deux des principaux syndicats du pays pour réclamer une réforme du système fiscal propre à stimuler la croissance économique.

La CISL et l'UIL, deuxième et troisième syndicats du pays, font pression en faveur d'une série de réductions d'impôts pour les salariés, les retraités, les familles et les entreprises. Ils prônent aussi une lutte accrue contre la fraude fiscale.

"Nous avons besoin de récupérer notre argent, l'argent que nous payons en impôts, et nous payons beaucoup d'impôts", a déclaré Emilio Baratto, syndicaliste et retraité, au milieu d'un groupe de manifestants qui agitaient drapeaux et ballons.

Le plus important des syndicats italiens, la CGIL, n'a pas pris part à la manifestation, signe de divergences marquées entre les divers groupes syndicaux sur les efforts du constructeur automobile Fiat pour accroître la productivité dans ses usines italiennes.

La CISL et l'UIL soutiennent les initiatives prises par des employeurs comme Fiat pour réaménager les contrats de travail dans une perspective de flexibilité plus grande. Ils reprochent à la CGIL sa position sur cette question, nettement plus dure que la leur. Les adhérents de la CGIL envisagent des manifestations séparées dans les prochaines semaines.

La plupart des syndicats italiens sont restés assez calmes jusqu'ici, le pays traversant la crise financière internationale sans adopter de budgets d'austérité aussi drastiques que ceux de la Grèce ou de l'Espagne.

Dans le cadre d'un plan d'austérité italien portant sur 25 milliards d'euros, les âges d'accession à la retraite sont repoussés de trois à six mois, les salaires de la fonction publique font l'objet d'un gel et ceux des hauts fonctionnaires subissent des réductions.

Vendredi, étudiants et enseignants ont manifesté dans une cinquantaine de villes italiennes contre des réformes et des coupes budgétaires décidées par le gouvernement dans le secteur de l'éducation. (Reuters 09.10)

Economie.

Cadeau de l'Etat des banquiers... aux banquiers bien sûr !

La Société générale a récupéré 1,7 milliard d'euros sur les 4,9 milliards perdus en 2008 dans l'affaire Kerviel grâce à un dispositif fiscal.

La fiscalité des sociétés leur permet de bénéficier, en cas de pertes exceptionnelles sur un exercice donné, d'une déduction d'impôt. Elle atteint un tiers de la somme perdue, soit le taux d'imposition normal des sociétés. (Libération.fr 09.10)

Haut de page

Le 11 octobre

Retraites.

1- Quelque 31% des Français souhaitent que le mouvement de grève reconductible à partir de mardi, journée d'action pour les retraites, dure au-delà de quelques jours, et 44% pensent que cela va être le cas, selon un sondage Ipsos pour Europe 1 communiqué dimanche. (Libération.fr 10.10)

2- Les deux tiers des Français soutiennent le durcissement du mouvement contre la réforme des retraites qui s'exprime par les préavis de grève reconductibles dans les transports, selon un sondage BVA diffusé dimanche qui montre que les jeunes sont les plus en pointe.

D'après ce sondage réalisé pour M6, 66% des Français soutiennent ce durcissement et 31% sont contre.

Les jeunes y apparaissent comme les plus favorables à ce durcissement de la contestation: parmi les 15-24 ans, la proportion est de 72%; elle est de 71% parmi les 25-34 ans, de 67% chez les 35-49 ans, de 64% auprès des 50-64 ans et de 58% pour les 65 ans et plus. (Reuters 10.10)

Hier après-midi, donc avant de prendre connaissance de ces sondages, je me posais ces questions : Les masses sont-elle résolues à affronter le régime ? Dans quelle proportion ? Quels secteurs et quelles couches de travailleurs ? Je me méfie autant des instituts de sondage que des déclarations de dirigeants proclamant que tout serait possible alors que l'absence d'orientation et d'objectif politique fait cruellement défaut à la mobilisation des masses, or c'est l'élément déterminant pour la suite du combat engagé contre le gouvernement.

Trotsky notait en 1936 (Où va la France ?) : "*le chiffre de deux millions de grévistes témoigne d'un esprit de lutte élevé de la part du prolétariat français*", alors qu'il y avait "*sur le papier*" 4 millions de syndiqués à la CGT. 74 ans plus tard, le nombre de travailleurs a doublé et celui des syndiqués a été divisés par 3, et le nombre de grévistes le 7 octobre 2010 n'a pas dû dépasser le chiffre de 1936. Par conséquent, on ne peut donc pas dire que le rapport de force serait particulièrement favorable à la classe ouvrière.

Cependant, si l'on tient compte des transformations qui ont eu lieu au sein de la classe ouvrière depuis cette époque, on peut en déduire que 2 millions de grévistes concentrés dans les secteurs clés de l'économie pourraient suffire à paralyser le pays et entraîner l'ensemble du prolétariat au combat.

Qu'on ne vienne pas nous dire que les précieuses analyses ne valent plus rien aujourd'hui, voici ce qu'il écrivait et dites-nous en quoi les choses auraient changé fondamentalement :

"*Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il a ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de "contre-réformes" économiques et politiques. La politique de spoliation d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière.*"

On croirait ces lignes écrites spécialement pour nous, non ?

"*La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir*" écrivait-il encore, raison de plus pour poser la question du pouvoir dans notre agitation, ce que refusent de faire encore aujourd'hui tous les partis.

"*L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes: c'est la haine légitime créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère "prudence" qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front unique doit prendre pour devise la formule de Danton: "De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace".*"

C'est justement ce dont nos dirigeants sont incapables jusqu'à présent.

"*Le parti du prolétariat est le plus important facteur politique quant à la formation d'une situation révolutionnaire. Si ce parti tourne le dos aux tâches révolutionnaires, en endormant et en trompant les ouvriers pour jouer aux pétitions et pour fraterniser avec les radicaux, il doit alors se former non pas une situation révolutionnaire, mais une situation contre-révolutionnaire.", on remplacera de nos jours le Parti radical par le Parti socialiste qui s'est avéré être depuis longtemps un formidable outil de gestion de la société pour le compte du capitalisme en période de crise et dont la classe ouvrière s'est détournée.*

"L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que

par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.

La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout.

Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir."

Comme vous y allez camarade Trotsky, vous allez effrayer nos dirigeants ! Ils exigent le retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites mais ils sont incapables d'aller plus loin, écrivons donc la suite à leur place : si notre droit à la retraite est incompatible avec l'existence du capitalisme en crise, soit on accepte la liquidation de ce droit et de crever au boulot, soit il nous faut s'attaquer aux fondements du capitalisme et pour cela commencer par chasser Sarkozy et son gouvernement, renverser les institutions conçues uniquement pour servir les intérêts du capitalisme, construire un Etat ouvrier sur la base de nos besoins, dont celui de ne pas passer toute sa vie au travail, partant du principe que l'on travaille pour vivre et non que l'on devrait vivre pour travailler.

"*L'idée finale de la résolution programmatique du Comité central (du PC - Ndlr) couronne dignement tout l'édifice. Citons-la littéralement :*

"En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes soulignent que la libération définitive ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat."

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors non sans succès la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait le "programme minimum", en "soulignant" bien que l'affranchissement définitif du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le "but final" du socialisme était alors tracé dans le lointain nébuleux des années. C'est cette conception, qui déjà à la veille de la guerre s'était complètement survécue, que le Comité central du Parti communiste a transportée inopinément dans notre époque, en la répétant mot pour mot, jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens invoquent Marx et Lénine !

Quand ils "soulignent" que l'"affranchissement définitif" ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à l'aide de cette vérité élémentaire à tromper les ouvriers. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans les cadres du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable: les staliniens se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci :

En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice - les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du Comité central citées plus haut. La différence, espérons-nous, est claire. D'un côté le stalinisme, de l'autre, le léninisme. Entre eux, un abîme."

La différence était si claire, que les partis de l'avant-garde du prolétariat ont été incapables de concevoir qu'il était possible de continuer le combat pour le socialisme en avançant conjointement sur le terrain des revendications transitoires et celui de la révolution socialiste, privilégiant l'un ou l'autre, privilégiant l'un au détriment de l'autre, en l'excluant de leur propagande, alternant gauchisme, dogmatisme et sectarisme, et socialisme réformiste le reste du temps à la remorque des appareils pourris du PS et/ou du PCF, celui-ci l'emportant dans la dernière période, plus aucun parti ne mettant en avant sur le plan politique les tâches de la révolution socialiste sous des prétextes aussi nombreux que divers, ainsi va l'opportunisme.

Il ne suffit pas d'affirmer dans une déclaration "*tels sont (nos) positions*" comme l'a fait le Conseil fédéral du POI le 3 octobre en attendant la prochaine déclaration pour en entendre parler, faut-il encore mener l'agitation sur ces "positions" pour que

les travailleurs puissent s'en saisir, pour les convaincre qu'il existe une issue à la crise du capitalisme, afin de donner une orientation politique à leur combat.

Voici un extrait de cette déclaration parue dans le n°118 d'*Informations ouvrières* :

"*Quel gouvernement prendra de telles mesures d'urgence ?*

A l'évidence, un gouvernement qui déciderait de rompre toute attache vis-àvis de la classe capitaliste, refusant en particulier de se soumettre à l'impératif de la « dette » au nom de laquelle on prétend imposer les plans meurtriers contre les travailleurs et le peuple.

Un tel gouvernement ne pourrait être qu'un gouvernement qui décide de rompre avec l'Union européenne et de remettre en cause les institutions antidémocratiques de la Ve République, celles-là mêmes qui ont vu l'Assemblée croupion adopter la contre-réforme.

Un tel gouvernement tirerait sa légitimité du mandat donné par la majorité du peuple souverain représenté par ses délégués élus dans une Assemblée constituante.

Telles sont les positions du Parti ouvrier indépendant."

Si nous partageons le constat dressé dans la première partie de ce passage, nous ne pouvons pas adhérer au moyen que préconise le POI pour parvenir à mettre fin à la crise du capitalisme, car il y manque l'essentiel.

D'une part, la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et son organisation à l'échelle de tout le pays, condition indispensable sans laquelle le prolétariat ne prendra jamais le pouvoir, ils sont incapables de nous dire d'où sortiraient ces "*délégués élus*" qui devraient constituer une Assemblée constituante, ce serait sans doute aux travailleurs et aux militants d'éclaircir cet épais mystère ! Déléguer le pouvoir à une Assemblée constituante sans qu'elle s'appuie sur l'organisation permanente des masses, revient à dessaisir les masses du pouvoir, conduit à leur démobilisation et fraie la voie à la réaction. Observez donc ce qui se passe en Bolivie, où chaque jour qui passe la réaction reprend du poil de la bête... sans parler de la majorité des travailleurs qui demeurent dans un état de pauvreté, comme si finalement rien n'avait changé dans le pays. Votez, élisez vos députés, on se chargera du reste... Remplacez députés par délégués et vous avez le contenu de l'issue politique que nous propose le POI.

D'autre part, le refus du POI d'indiquer qu'il combat pour prendre le pouvoir en tant que parti, comme si le pouvoir devrait forcément tomber entre les mains d'autres partis, revient pratiquement à refuser de construire le parti qu'il nous faut pour vaincre notre ennemi de classe en s'inspirant des enseignements de la révolution russe de 1917 et de tenir compte de toutes les tentatives qui ont systèmatiquement avorté ou conduit à des échecs au cours du XXe siècle pour s'en être écartées, rabaissant au passage le parti au rôle de simple aiguillon de la lutte de classe au lieu d'affirmer qu'il combat pour prendre la direction du mouvement ouvrier et de constituer le premier gouvernement ouvrier provisoire révolutionnaire avec les partis qui seront restés fidèles aux intérêts de la classe ouvrière...

A ceux qui estiment qu'il ne faut surtout pas poser la question du pouvoir avant que la situation soit mûre pour la révolution, voici ce que Trotsky en pensait :

"*Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie (aux alentours de 1902 - Ndlr) , il y eut une seule fraction de la social-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles: ce fut ceux qu'on appela les "économistes". Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre: "A bas l'autocratie!" jusqu'à l'apparition d'une "situation révolutionnaire". Lénine Jugea les "économistes" comme de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait préparer activement une situation révolutionnaire même en période de mouvement gréviste.*"

Aujourd'hui avons-nous préparé le prolétariat et la petite-bourgeoisie dans cette perspective ? Vous connaissez la réponse.

Trotsky ajoutait un peu plus loin "*Il est en général absurde de tenter de transporter mécaniquement en France les diverses étapes et les divers épisodes du mouvement révolutionnaire russe. (...) A l'école de Lénine, il faut apprendre la méthode d'action et non pas changer le léninisme en citations et en recettes, bonnes pour tous les cas de la vie.*", d'où la nécessité d'adapter les enseignements du marxisme à notre époque, ce que l'on essaie de faire pour ne pas tomber dans le piège du dogmatisme.

Puisque nous sommes partis à citer Trotsky, continuons à propos de la grève générale, cela pourraît donner des indications précieuses aux militants pour mieux comprendre la situation actuelle. Cela va ravir les adeptes des citations des marxistes dont je ne suis pas ! Je ne vais pas commenter chaque citation, à vous de le faire et de nous faire part de vos réflexions.

1- "*La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la*

légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'Etat. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes: la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation."

2- "*Mais la grève générale est-elle possible dans un proche avenir ?*

A une question de ce genre, il n'y a pas de réponse a priori, c'est-à-dire toute faite d'avance. Pour avoir une réponse, il faut savoir interroger. Qui ? La masse. Comment l'interroger? Au moyen de l'agitation.

L'agitation n'est pas seulement le moyen de communiquer à la masse tels ou tels mots d'ordre, d'appeler les masses à l'action, etc. L'agitation est aussi pour le parti un moyen de prêter l'oreille à la masse, de sonder son état d'esprit et ses pensées et, selon les résultats, de prendre telle ou telle décision pratique. C'est seulement les staliniens qui ont transformé l'agitation en un monologue criard : pour les marxistes, pour les léninistes, l'agitation est toujours un dialogue avec la masse.

Mais pour que ce dialogue donne les résultats nécessaires, le parti doit apprécier correctement la situation générale dans le pays et tracer la voie générale de la lutte prochaine. A l'aide de l'agitation et du sondage de la masse, le parti doit apporter dans sa conception les corrections et les précisions nécessaires, en particulier dans tout ce qui concerne le rythme du mouvement et les dates des grandes actions.

La situation dans le pays a été définie plus haut : elle a un caractère pré-révolutionnaire avec le caractère non-révolutionnaire de la direction du prolétariat. Et puisque la politique du prolétariat est le principal facteur dans le développement d'une situation révolutionnaire, le caractère non-révolutionnaire de la direction prolétarienne entrave la transformation de la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire déclarée, et par cela même contribue à la transformer en situation contrerévolutionnaire.

Dans la réalité objective il n'y a pas, bien entendu, de strictes délimitations entre les différents stades du processus politique.

Une étape s'insère dans l'autre, en résultat de quoi la situation révèle diverses contradictions. Ces contradictions, assurément, rendent plus difficiles le diagnostic et le pronostic, mais ne les rendent nullement impossibles."

Maintenant on doit se méfier du compte-rendu de l'agitation des partis qui comptabilisent le nombre de signatures sur une pétition en oubliant de préciser le nombre de travailleurs auxquels ils l'ont proposée par exemple, ce qui ne permet pas de se faire une idée exact de l'état d'esprit des travailleurs. 100 signatures obtenus le dimanche matin lors d'une diffusion peut sembler important, reste à savoir combien de militants étaient présents sur le marché et combien de travailleurs sont passés sans la signer, sans parler du contenu de leur signature qui reste à analyser.

3- "*Or, dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour.*

Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat."

Quelles "*organisations ouvrières sont prêtes*" aujourd'hui à les mener à ce combat ? Réponse : aucune du côté des syndicats ! On pourrait répondre le POI, le NPA et LO, mais ces partis sont faibles et n'ont qu'une influence très limitée sur le reste du mouvement ouvrier et les masses.

4- "*Les masses veulent-elles lutter ?*

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. L'histoire nous enseigne que quelques semaines et même quelques jours avant l'insurrection d'octobre, des bolcheviks marquants comme Zinoviev, Kamenev, Rykov (de certains comme Losovsky, Manouilsky, etc., inutile de parler) affirmaient que les masses étaient fatiguées et ne voulaient pas se battre. Et pourtant Zinoviev, Kamenev et Rykov, comme révolutionnaires, étaient cent coudées au-dessus des Cachin, Thorez et Monmousseau.

Celui qui dit que notre prolétariat ne veut ou n'est pas capable de mener la lutte révolutionnaire, celui-là lance une calomnie, en reportant sa propre mollesse et sa propre lâcheté sur les masses laborieuses. Jusqu'à maintenant il n'y a eu aucun cas ni à Paris

ni en province où les masses soient restées sourdes à l'appel d'en-haut.

Le plus grand exemple est la grève générale du 12 février 1934. Malgré la complète division de la direction, l'absence de toute préparation sérieuse, les efforts tenaces des chefs de la C.G.T. de réduire le mouvement au minimum, puisque ne pouvant pas l'éviter complètement, la grève générale eut le succès le plus grand qu'elle pût avoir dans les conditions données. C'est clair: les masses voulaient combattre. Tout ouvrier conscient doit se dire: la pression de la base doit être bien puissante, si Jouhaux lui même est sorti pour un moment de l'immobilité. Certes, il ne s'agissait pas d'une grève générale au sens propre, mais seulement d'une manifestation de 24 heures. Mais cette limitation ne fut pas apportée par les masses : elle fut dictée d'en haut.

La manifestation de la place de la République, le 10 février de cette année, confirme la même conclusion. Le seul instrument qu'aient utilisé les centres dirigeants pour la préparation fut la lance de pompiers. Le seul mot d'ordre que les masses entendirent fut: Chut! Chut! Et, néanmoins, le nombre des manifestants dépassa toutes les attentes. En province, la chose s'est présentée et se présente dans la dernière année absolument de la même façon. Il est impossible d'apporter un seul fait sérieux qui témoignerait que les chefs veulent lutter et que les masses se refuseraient à les suivre. Toujours et partout, on observa un rapport absolument inverse. Il garde toute sa force encore aujourd'hui. La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe."

Nous sommes exactement dans la même situation en l'absence du parti révolutionnaire.

5- "*Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les "chefs", c'est-àdire: dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des "revendications partielles immédiates". Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter.*

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées- et cette heure n'est peut-être pas si loin - le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. A la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre.

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation."

6- "*Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire.*"

Excellente idée, non ?

7- "*L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.*

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie: les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme.

Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat."

Je ne sais pas si la question de la grève générale correspond précisément à l'état d'esprit actuel des masses, les masses ne

se limitent pas aux fonctionnaires plus prompts à se mettre en grève que le reste du prolétariat ou aux 8 ou 9% de syndiqués dans le pays, une chose est certaine en revanche, c'est que la décomposition du pouvoir en place et son rejet par l'immense majorité des travailleurs pose avec accuité un peu plus chaque jour la question du pouvoir politique, par quoi remplacer cet Etat aux ordres de l'aristocratie financière. Par contre, les masses ne se sont pas encore données d'orientation politique, c'est l'aspect le plus préoccupant de la situation, si elles n'y parvenaient pas, elles seraient vaincues une fois de plus.

8- "*La question de la grève générale se complique par le fait que la C.G.T. proclame son monopole à déclarer et à conduire la grève générale. Il en résulte que cette question ne regarde pas du tout les partis ouvriers. Et ce qui est, à première vue, le plus étonnant, c'est qu'il se trouve des parlementaires socialistes qui pensent que cette prétention est dans l'ordre des choses; en vérité, ils veulent simplement se débarrasser de cette responsabilité.*

La grève générale, comme l'indique déjà son nom, a pour but d'embrasser, autant que possible, tout le prolétariat. La C.G.T. ne réunit dans ses rangs probablement pas plus de 5 à 8 % du prolétariat. L'influence propre de la C.G.T. en dehors des limites des syndicats est absolument insignifiante, dans la mesure où, dans telle ou telle question, elle ne coïncide pas avec l'influence des partis ouvriers. Peut-on, par exemple, comparer l'influence du Peuple à l'influence du Populaire ou de l'Humanité?

La direction de la C.G.T., par ses conceptions et ses méthodes, est encore incomparablement plus loin des tâches de l'époque actuelle que la direction des partis ouvriers. Plus on va des sommets de l'appareil vers la base des syndiqués moins il y a de confiance en Jouhaux et en son groupe. Le manque de confiance se change de plus en plus en méfiance active. L'appareil conservateur actuel de la C.G.T. sera inévitablement balayé par le développement ultérieur de la crise révolutionnaire.

La grève générale est, par son essence même, une opération politique. Elle oppose la classe ouvrière dans son ensemble à l'Etat bourgeois. Elle rassemble les ouvriers syndiqués et non-syndiqués, socialistes, communistes et sans-parti. Elle a besoin d'un appareil de presse et d'agitateurs tels que la C.G.T. seule n'en dispose absolument pas.

La grève générale pose carrément la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat. La C.G.T. tourna et tourne le dos à cette tâche (les chefs de la C.G.T. tournent la face vers le pouvoir bourgeois). Les chefs de la C.G.T. eux-mêmes sentent assurément que la direction de la grève générale est au-dessus de leurs forces. S'ils proclament, néanmoins, leur monopole à la diriger, c'est uniquement parce qu'ils espèrent par cette voie étouffer la grève générale avant même sa naissance.

Bien entendu, dans la préparation et la conduite de la grève générale, les syndicats auront un rôle très influent; mais non pas en vertu d'un monopole, mais côte à côte avec les partis ouvriers. Du point de vue révolutionnaire, il est particulièrement important de collaborer étroitement avec les organisations syndicales locales, sans la moindre atteinte, bien entendu, à leur autonomie."

Bien entendu que partis et syndicats doivent lutter ensemble pour la grève générale à partir du moment où l'on estime qu'elle est à l'ordre du jour, y compris pour la prise du pouvoir.

9- "*"Attendre", "faire durer", "gagner du temps", tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation pré-révolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous.*"

Nous avons déjà perdu tellement de temps que ce serait criminel de ne pas indiquer clairement aux travailleurs que la situation met à l'ordre du jour la question du combat pour le pouvoir face à la décomposition du régime qu'incarne l'épileptique du Palais et sa bande de nazillons.

10- "*Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin ici d'inventer des formes nouvelles: il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer de nom pour une telle organisation : ce sont les soviets de députés ouvriers.*"

Mais non, mais non camarade Trotsky, tu n'y es pas, ces "*précédents historiques*" sont tombés dans les oubliettes de l'histoire de la lutte des classes, ce sont des "*délégués élus*" par on ne sait qui au cours d'un processus dont on ignore tout, provenant d'on ne sait quels partis, qui doivent constituer cette "organisation" nommée Assemblée constituante, dixit le POI qui se trompe de révolution et de classe à la fois. Le POI a au moins le mérite de proposer une orientation, ensuite on a le droit de la partager ou de la critiquer loyalement, le NPA et LO ne sont même pas foutus de proposer quoi que ce soit !

11- "*Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français; liée à elle, crise interne du capitalisme*

français; crise financière de l'Etat; crise politique de la démocratie; désarroi extrême de la bourgeoisie; absence manifeste d'issus dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915: "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif."

Il semblerait que Trotsky ait sous-estimé la puissance contre-révolutionnaire du stalinisme ou plutôt l'absence d'un parti révolutionnaire en 36 qui est l'élément déterminant au cours d'un processus révolutionnaire ; je l'avais déjà écrit ailleurs puisque je ne pratique pas le culte de la personnalité, et si je m'autorise de critiquer Trotsky c'est sans me prendre pour autant pour ce que je ne suis pas.

La situation que décrit Trotsky ressemble à celle que nous connaissons aujourd'hui, et c'est peut-être à tort que j'ai rejeté la caractérisation de D. Gluckstein qui prétendait que la situation était pré-révolutionnaire.

Cependant, je ne suis pas certain que la situation objective des masses soit vraiment mûres, qu'elles ne disposent pas encore des moyens de continuer de vivre comme avant compte tenu des importantes améliorations de ses conditions d'existence au cours de la seconde moitié du XXe siècle, à l'exception des couches les plus défavorisées du prolétariat dont les conditions de vie sont restées pratiquement inchangées et proche de l'indigence, il faut noter aussi que les différents gouvernements qui se sont succédés se sont employés à multiplier les mesures sociales en faveur des plus pauvres (relayées par les associations à vocation "humanitaire") afin d'éviter que la situation ne tourne à l'émeute dans les quartiers ouvriers et d'assurer la stabilité du régime.

Quant au "*désarroi extrême de la bourgeoisie*", il se manifeste à travers la crise qui secoue le parti de l'ordre, l'UMP, et les sommets de l'Etat avec les multiples affaires auxquelles sont mêlés Sarkozy et les membres de son gouvernement, de son parti, sans pour autant entraîner jusqu'à présent l'éclatement de l'UMP, bien qu'il soit en proie à des tensions très vives et des désaccords sur la stratégie a adopté pour imposer au prolétariat une batterie de mesures antisociales sans aller jusqu'à déclencher une révolution et mettre en péril le régime.

Il faut tenir compte aussi du fait que les générations des années 80 et suivantes n'ont jamais connu autre chose que la société telle qu'elle est devenue aujourd'hui avec son lot d'injustices et d'inégalités de plus en plus accentuées et banalisées par les médias, les Ong, etc., comme si le fatalisme qui s'est emparé de la majorité de la population et la régression sociale qui l'accompagne ne faisaient que suivre le destin du monde écrit quelque part depuis l'éternité, contre lequel on ne peut pas lutter ou plutôt sans qu'on puisse inverser le cours de l'histoire, et qu'il fallait s'estimer déjà heureux de ne pas connaître pire situation au regard de ce qui se passe dans d'autres pays. Il faut donc compter sur l'extraordinaire faculté de l'homo sapien sapien de s'adapter aux situations les plus extrêmes qui dessert notre cause, en se demandant s'il possède réellement les moyens de développer les facultés nécessaires à la compréhension du monde dans lequel il vit pour le changer, nous le pensons mais jusqu'à présent il n'en a pas vraiment donné la preuve.

Admettons provisoirement que le refus de vivre de plus en plus mal, d'accepter de nouveaux sacrifices, suffit à palier l'immaturité des conditions objectives, par contre il ne peut pas palier l'absence de maturité des conditions subjectives, de perspective politique, il ne faut pas se raconter d'histoires.

Tout n'est pas perdu pour autant comme le notait Trotsky, car le parti peut encore se construire au cours du processus révolutionnaire, il s'appuyait encore sur l'exemple du parti bolchevik pour avancer cet argument.

Politique.

1- Toujours plus bas... jusqu'à la chute finale !

Nicolas Sarkozy a perdu quatre points en un mois à 30% de Français satisfaits de son action, selon un sondage OpinionWay diffusé dimanche.

Nicolas Sarkozy retrouve ainsi ses niveaux de satisfaction et de mécontentement de juillet, les plus défavorables depuis son élection à la présidence de la République en 2007. (Reuters 10.10)

Petit à petit ils le font descendre au niveau le plus bas enregistré par un institut de sondage il y a déjà environ un mois, c'est-à-dire à 26%, estimation sans doute encore généreuse. En dehors de la classe des capitalistes qu'il représente et les couches supérieures de la petite-bourgeoisie, il n'a plus aucun soutien parmi le reste de la population.

2- Hypocrisie et gesticulation médiatique.

François Hollande s'est étonné dimanche que 'le contribuable paie' au sujet des milliards d'euros perdus par la Société Générale dans l'affaire Kerviel et en partie récupérés en déductions d'impôts par la banque.

'Parmi toutes les choses choquantes dans cette affaire, et il y en a beaucoup, maintenant on apprend que la Société Générale va être remboursée pour son manque de vigilance et de diligence par rapport à ce qui devait être fait pour surveiller un de ses traders', a-t-il dit. 'C'est pour cela qu'il faut changer aussi un certain nombre de lois', a-t-il ajouté. (Lemonde.fr 10.10)

Parce qu'Hollande ignorait jusqu'à présent l'existence de ce privilège accordé par l'Etat aux capitalistes...

3- Israël. Un Etat théocratique ne peut pas être démocratique.

Le gouvernement israélien s'est prononcé dimanche en faveur d'un projet de loi qui exige que tout candidat à la citoyenneté israélienne promette loyauté "*à l'Etat juif et démocratique d'Israël*".

"*Quiconque demande à recevoir la citoyenneté israélienne par la naturalisation déclarera qu'il sera un citoyen loyal à l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique*", a dit à la presse Benjamin Netanyahu.

"*C'est l'essence du sionisme et de l'Etat d'Israël*", a ajouté le Premier ministre. (Reuters 10.10)

Le 12 octobre

J'ai corrigé le lien vers le tract du CCI-T, avec mes excuses.

Les camarades ont sans doute entendu parler du *Programme du Conseil national de la Résistance* auquel font références certaines formations politiques tout en ignorant son contenu. Je le mets en ligne pour ceux qui ne le connaîtraient pas et qui penseraient encore à tort que certains droits de la classe ouvrière seraient des acquis de sa lutte de classe, alors qu'en réalité ils ont été finalement le produit d'un marchandage, de la collaboration de classes à l'issue de la seconde guerre mondiale, de la soumission et de la capitulation des réformistes et des staliniens devant de Gaulle qui représentait à l'époque les intérêts de l'Etat des capitalistes. Une simple lecture de ce document permet de ne laisser place à aucun doute sur cette question. Le Conseil national de la Résistance n'était qu'une forme d'union nationale.

Si vous vous demandiez encore comment s'est mise en place la collaboration de classe entre l'Etat et les syndicats à partir du milieu des années 40, comment fut-elle pour ainsi dire institutionalisée, d'où proviennent les importantes concessions (mal nommées acquis) accordées aux syndicats par les capitalistes et leurs représentants, vous trouverez une partie des réponse à ces questions dans ce document, qui vous permettront également de comprendre comment par la suite elle n'a pas cessé de se développer pour assurer la stabilité du régime jusqu'à nos jours. Une autre fois, si j'en trouve le temps, on reviendra sur la IVe République qui prépara le terrain au retour de de Gaulle au pouvoir et à l'avènement de la Ve République en 1958.

J'ai terminé mon boulot pour ce matin, alors que devez être en train de prendre votre petit-déjeûner, il est 11h59 ici. La suite peut-être dans la journée. Bonne manif camarades !

Retraites.

1- Leur principale préoccupation.

- Bernard Vivier, directeur de l'Institut Supérieur du Travail : "*Les centrales confédérales ne poussent pas aux grèves reconductibles. Mais attention, il arrive un moment où les appareils ne contrôlent plus leurs bases, leur ligne dure en interne.*". (Lexpress.fr 11.10)

La question est de savoir si cette "*ligne dure*" est seulement le produit de la conscience de classe des militants ou si elle exprime également la radicalisation des travailleurs.

- «*Toute la question est maintenant de savoir si les grèves seront effectivement reconduites par les assemblées générales à partir de mercredi. Il est clair que le mouvement ne peut pas continuer sous la forme de journées de mobilisation de 24 heures tous les quinze jours. Il va sinon s'essouffler*», analyse pour 20minutes.fr Joël Sohier, auteur d'un ouvrage sur Le syndicalisme en France (éd. Vuibert).

Pour le spécialiste, une seule chose décidera les salariés à reconduire leur mouvement: l'appel de l'intersyndicale à la grève générale.

«*Soit l'intersyndicale parvient donc cette semaine à unifier le mouvement pour aller au choc frontal avec le gouvernement, soit la mobilisation risque de faiblir*», conclut Joël Sohier. (20minutes.fr 11.10)

Ce "*spécialiste*" n'a pas observé que les dirigeants syndicaux appellaient à la grève générale lorsqu'elle existait déjà pratiquement dans le pays... A entendre cet ignare qui en plus est sourd, si le mouvement n'est pas "*unifié*", cela ne proviendrait pas du manque de volonté de l'intersyndicale d'y parvenir, car voyez-vous ce serait son objectif !

Il vient au secours des Chérèque et consorts qui expliqueront d'ici peu, que si la contre-réforme de Sarkozy est passée, c'était finalement la faute des travailleurs qui ne sont pas mobilisés à la hauteur des espérances de l'intersyndicale, car de son côté elle a fait son travail et ne doit souffrir aucun reproche.

2- Jeunes : circulez il n'y a rien à voir ! La "***rue***" est dangereuse (Chatel) : dites donc cela aux chômeurs de plus de 50 ans !

- Chérèque : appeler les lycéens à manifester, ce serait "*l'arme du faible*. (Lexpress.fr 11.10)

Et appeler les vieux, les retraités à manifester, usés physiquement, faibles, incapables de courrir devant une charge de CRS, c'est insupportable !

- M. Sarkozy n'est pas téméraire avec les jeunes. Il avait retiré illico la réforme des lycées de Xavier Darcos fin 2008, lorsque les lycéens ont commencé à en découdre. Dès la rentrée 2010, il a renoncé à supprimer l'aide au logement des étudiants fiscalement rattachés à leurs parents. (Lemonde.fr 11.10)

Ils craignent par dessus tout la jeunesse idéaliste, rebelle, insoumise, désobéissante, indomptable, bref : révolutionnaire !

3- Parole de briseur de grève.

- Chérèque : "*C'est une des dernières occasions de faire reculer le gouvernement.*" (Lepoint.fr 11.10)

- Chérèque : "*Inévitablement, nous remettrons ce sujet des retraites dans le débat des élections de 2012*". (Lepoint.fr 11.10)

"*Reculer*" dans la bouche de Chérèque signifie obtenir des concessions à la marge sans remettre en cause les points essentiels de cette contre-réforme chère à Sarkozy et à l'industrie financière. Sa première déclaration est à double tranchant, car des travailleurs peuvent se dire : si c'est la dernière occasion d'empêcher le report de l'âge du départ à la retraite, j'en serai.

Justice..

Souvenez -vous, on vous avait parlé de ce jeune homme, condamné à trois mois de prison ferme et 750 euros de dommages et intérêts, pour "outrage sur un agent de l'autorité" via Facebook.

Dans un article publié vendredi, l'avocat Maitre Eolas affirme sur son blog que la condamnation est illégale.

Contacté par Le Post, Maitre Eolas nous explique en quoi cette condamnation est illégale.

Pourquoi cette condamnation est illégale ?

Les faits remontent au 24 janvier, Alexandre P. se fait contrôler à bord d'une voiture en état d'ivresse. Une fois rentré chez lui, il fait part de sa colère sur son compte public Facebook.

"*BAIZE LES KEPI NIKER VS MERE BANTE DE FILS DE PUTE DE LA RENE DES PUTE… NIKER VS MERE VS ARIERE GRAN MERE ET TT VOTRE FAMILLE BANDE DE FILS DE PUTE DE VS MOR*", a-t-il écrit sur son profil Facebook.

Six mois plus tard, les gendarmes sont amenés à rechercher l'identité du jeune homme impliqué dans une affaire de voiture brûlée. C'est là, qu'ils découvrent les propos injurieux mis en ligne par Alexandre P.

Ce dernier se trouve donc convoqué par le tribunal de Brest pour "*outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique*". Il écope de trois ans de prison ferme.

Selon Me Eolas, cette condamnation ne tient pas.

S'appuyant sur la définition de l'outrage énoncée dans l'article 433-5 du Code pénal, l'avocat constate qu'il ne s'agit pas d'un outrage.

Pourquoi ?

"*Constituent un outrage (…) les paroles, gestes ou menaces, les écrits ou images de toute nature non rendus publics.*"

Or, les propos d'Alexandre P. ont été rendus public. C'est d'ailleurs ce que confirme la copie du jugement que s'est procuré Le Post : "*Attendu qu'en tenant des propos outrageants à l'égard de la gendarmerie sur Facebook, facilement accessible à tous*"

"*Si le jeune homme avait envoyé une lettre privée aux gendarmes, il aurait pu être condamné pour outrage, mais, ce n'est pas le cas*", nous explique Me Eolas.

"*Il aurait dû être relaxé*", ajoute-t-il.

Pour autant, le jeune homme aurait pu être condamné pour injure publique, relevant de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Cet article de loi prévoit une condamnation de 12.000 euros, mais en aucun cas à de la prison.

Par ailleurs, ce délit pouvait faire l'objet de poursuite sous un délai de trois mois. Mais, l'écrit injurieux a été découvert 6 mois plus tard...

L'injure ne pouvait pas être poursuivie, affirme Me Eolas sur son blog.

"*Ce jeune homme risque de faire 3 mois de prison pour un délit qu'il n'a pas commis. C'est dramatique. Je n'ai jamais vu ça*", s'insurge au Post l'avocat.

L'absence d'avocat est sans doute à l'origine de cette erreur judiciaire explique-t-il.

"*Le parquet ne respecte pas la loi en toute connaissance de cause. Il viole la loi en toute impunité. La loi est la même pour tous. Quelle leçon le parquet se permet de donner au jeune condamné après cela?*", s'interroge l'avocat sur Le Post.

Pour sa défense, le procureur de Brest, qui avait requis 6 mois de prison ferme à l'encontre d'Alexandre P, affirme au *JDD* que son lourd dossier "*explique en partie la sévérité de la peine*".

Mais sur la copie du jugement, il apparaît clairement que le jeune Alexandre P. comparait seulement pour "*outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique*".

Alexandre P. aurait appris sa condamnation dans la presse locale.

"*Ok, je suis toujours le premier à foncer dans les embrouilles. Mais là, c'est pas normal. Faut arrêter! Je ne veux pas aller en prison pour ça. Tout le monde insulte les schmidts [gendarmes] sur Facebook. Moi je prends trois mois ferme alors que personne ne prend jamais rien !* ", a-il-déclaré dans un entretien au *JDD*.

Il a ajouté qu'il comptait faire appel de son jugement. (Lepost.fr 11.10)

Le parquet est placé directement sous les ordres d'un flic-président qui se prend pour un monarque au pouvoir absolu, il se croit donc tout permis, rien de plus normal en somme.

Commentaires d'internautes :

- Brassens Brel et Léo Férré auraient été en prison s'ils avaient vécu aujourd'hui ! et Gainsbourg aurait passé le reste de ses jours en prison aussi pour avoir calomnié maintes fois les Autorités ! Drole d'époque !

- Brassens et Gainsbourg, c'est de l'insulte... Un gorille qui enfile un policier, ça ferait scandale aujourd'hui !

- Et après on va s'indigner que des discidents chinois soient en prison en raison de leurs écrits sur le net.

Economie.

1- France

Le Parlement français a adopté définitivement lundi soir le projet de loi sur la régulation bancaire et financière qui entend tirer les leçons de la crise en renforçant les pouvoirs des organismes de contrôle.

Le texte présenté par la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, doit transposer en droit français des décisions du G20 de Pittsburgh de septembre 2009 et plusieurs directives européennes. (Reuters 11.10)

Ah ben alors, déjà qu'il fallait rompre avec l'UE avant de pouvoir rompre avec la Ve République, voilà qu'il va falloir rompre aussi au préalable avec le G20... On en connait qui vont avoir du pain sur la planche pour tenter de nous faire avaler cela.

2- Le mode d'emploi de l'esclavagisme des temps modernes récompensé.

Le prix Nobel d'économie 2010 a été décerné aux Américains Peter Diamond et Dale Mortensen ainsi qu'au Britannico-chypriote Christopher Pissarides pour une méthode d'analyse des marchés portant sur les difficultés à harmoniser offre et demande, en particulier pour l'emploi, a annoncé lundi à Stockholm le comité Nobel.

Officiellement dénommé «*prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel*», le Nobel d'économie, le seul non prévu dans le testament du philanthrope suédois, est le dernier prix à être décerné pour la saison 2010.

Le résultat de leurs travaux démontre notamment comment «plus les allocations chômage sont importantes, plus le taux de chômage est élevé et la durée de recherche est longue», détaille le Comité Nobel. «*Par exemple, si les chômeurs ne reçoivent pas d'allocations, ils vont accepter le premier job venu*», explique l'économiste Alexandre Delaigue. «*Avec des allocations, ils vont pouvoir allonger leur durée de recherche et trouver un emploi qui correspond mieux à leur qualification.*» (Libération.fr et JDF 11.10)

Que disent-ils ces laquais de l'impérialisme américain à propos des 250, 300, 400 millions de chômeurs dans le monde et dont l'immense majorité d'entre eux vivent dans des pays où il n'existe pas d'allocations chômages ? Il faut croire qu'ils doivent être pour eux génétiquement fainéants et donc irrécupérables, tout juste bon à faire de la chair à canon.

Hier en fin de journée.

Il est déjà 17h à Pondichéry ce lundi, j'ai bossé toute la journée en prévision de la bataille qui va peut-être prendre une autre tournure à partir de demain. Je vous livre mes dernières réflexions. A demain, on vaincra !

Question : sur une question aussi déterminante pour le capital que la privatisation à terme des retraites, peut-on envisager sérieusement que Sarkozy pourrait "*reculer*" autrement dit, dans quelles conditions Sarkozy pourrait-il être amené à retirer son projet de loi ou doit-on considérer dors et déjà qu'il le maintiendra jusqu'au bout quel qu'en soit le prix politique à payer et que seul le combat engagé pour le renverser pourrait en venir à bout afin de préserver l'essentiel, le régime ?

Le capital et ses représentant n'ont pas vraiment à s'inquiéter des conséquences politiques qui découleraient d'une telle défaite, puisque les masses sont loin d'adhérer à une issue politique remettant en cause le régime, elles ignorent même encore dans leur immense majorité qu'une telle issue politique existe, le socialisme. Et puis, le PS et ses acolytes prendraient le relais de l'UMP au pouvoir sans que rien ne change, comme en Espagne ou en Grèce par exemple, les deux partis continuant de collaborer tranquillement au sein des institutions comme ils l'ont toujours fait.

Pour mettre fin provisoirement au "*désordre*" de la rue, ce serait même plus avantageux pour les capitalistes que le PS, le PCF, le PG et les Ecologistes soient aux commandes de l'Etat pour gérer la société pour leur compte, cela embrouillerait un peu plus la tête des travailleurs qui n'ont certes pas d'illusions dans ces partis, mais qui ne sont jamais parvenus à comprendre qu'ils combattaient en réalité au côté de leur ennemi de classe parce qu'ils étaient organiquement liés au régime. Si l'on doit bien faire une distinction entre l'UMP et le PS, il n'en demeure pas moins qu'ils ont en commun que leur existence est liée au régime et à sa survie, et que la chute du régime sous les coups de buttoirs d'une révolution signerait leur arrêt de mort.

Avec la crise aigue du capitalisme mondial et particulièrement du capitalisme français, la petite-bourgeoisie s'impatienterait et se tournerait vers l'extrême droite qui serait leur dernier recours, tandis que les positions de la frange la plus droitière de l'UMP se radicaliseraient et entraîneraient l'adhésion de l'ensemble des adhérents du parti l'ordre sous prétexte de ne pas céder du terrain au FN, pour sauver la démocratie !

L'hypothèse que les capitalistes s'en remettraient au FN ne paraît pas plausible à partir du moment où l'UMP pourrait réunir les conditions pour remplir la même fonction, mieux encore, tout en se transformant en un parti fasciste. Le FN peut leur paraître trop indiscipliné et trop hétérogène pour qu'ils mettent leur sort et la survie du régime entre ses mains.

Quant aux nostalgiques de la démocratie bourgeoise (quelques pans de l'UMP, le Modem, le Nouveau Centre et le Parti radical principalement), réduits à l'impuissance et au silence, il y a fort à parier qu'une fois de plus leur fourberie proverbiale et totalement justifiée leur servirait de bonne conscience en attendant de revenir au premier plan et de reprendre les commandes de l'Etat une fois le prolétariat écrasé, son avant-garde décimée et l'ordre rétabli.

Pour que la petite-bourgeoisie se tourne au contraire vers le prolétariat, il faudrait que celui-ci manifeste son intention d'en finir avec le régime et aspire à prendre le pouvoir. Or, en l'absence d'un parti révolutionnaire pour le guider sur cette voie, on ne voit pas comment spontanément la classe ouvrière pourrait emprunter ce chemin, sauf à se faire de dramatiques illusions.

Le développement de la situation peut tourner à la catastrophe pour la classe ouvrière, comme il peut tourner à son avantage pour peu qu'un parti développe un programme socialiste révolutionnaire et qu'elle réussisse à s'en saisir à temps. En dehors du POI et à condition qu'il corrige rapidement son orientation politique, on ne voit pas quel parti pourraît être en mesure de lui proposer un programme transitoire et socialiste capable d'emporter l'adhésion de larges masses, pour construire le parti indispensable à la conquête du pouvoir. (A suivre)

Extraits commentés d'un article du 6 octobre du NPA intitulé : *Une seule solution: grève générale reconductible !*

- "*Il n'y a pas d'autre solution pour bloquer ce plan de destruction de notre système de retraites, que de bloquer l'activité économique et sociale du pays".*

- "Partout nous devons susciter, amplifier les mobilisations, les grèves, les débrayages, les blocages. Il ne faut plus seulement débattre de la grève reconductible mais gagner partout l'engagement de la mobilisation sur cette voie."

"L'action concertée des équipes syndicales et des militants convaincus et sincèrement engagés dans la construction de l'affrontement peut modifier le rapport de forces et faire reculer le gouvernement."

Vous aurez noté que le NPA est totalement incapable de proposer la moindre orientation politique aux travailleurs engagés dans cette mobilisation contre le gouvernement. Il n'envisage pas un seul instant que le retrait du projet de loi du gouvernement pourrait intervenir autrement que sous le règne de Sarkozy et des institutions de la Ve République, alors qu'en réalité, c'est la chute de Sarkozy qui est la condition préalable à remplir à l'annulation ce projet de loi.

Peut-on faire "*reculer*" le gouvernement sans le faire chuter ? C'est ce que prétend le NPA, j'ose émettre un avis contraire.

C'est mal connaître les ressources dont dispose encore le régime qui peut compter sur les médias et le rôle de briseurs de grève des appareils des syndicats et du PS ainsi que ses satellites, afin d'éviter que la situation ne dégénère en affrontement direct entre les classes. Il faudrait que la mobilisation des masses échappe au contrôle des appareils traîtres, qu'elles parviennent à s'organiser indépendamment des appareils et que Sarkozy réprime violemment les grévistes, pour que la chute du gouvernement soit envisageable sérieusement et que dans ces conditions il retire in extremis son projet de loi ou qu'il soit annuler de fait.

Du côté de Lutte ouvrière. Arlette Laguiller a écrit le 9 octobre dans un article intitulé *Réussir le 12 octobre ! Continuer et amplifier la lutte !*, extraits :

"*Alors, puisque nous n'avons rien à attendre des changements électoraux, il ne nous reste qu'une seule voie, celle de la lutte, d'une grève explosive allant en se généralisant et faisant réellement peur au gouvernement et au grand patronat.*

De Gaulle était un dirigeant de la bourgeoisie d'une toute autre envergure que ceux qui sont en place aujourd'hui. Et, pourtant, devant les grèves de mai 68, massives et imprévisibles, il s'était affolé au point de se jeter dans les bras du général Massu.

Nous avons la force de les faire reculer non seulement sur les retraites mais aussi sur les licenciements, sur le chômage et sur les salaires. Il nous faut apprendre à nous servir de notre force."

Quelle incurie politique ! Comme ils doivent avoir "*peur*" à l'UMP en lisant ces lignes ! Sarkozy est tout simplement le produit du capitalisme à une autre époque caractérisée par l'aggravation sans précédent de ses contradictions, ce que ne peut pas comprendre Laguiller.

Nos désaccords avec le NPA et LO proviennent notamment du fait que nous ne faisons pas la même analyse de la situation, du développement et de l'orientation du capitalisme depuis un demi-siècle.

Dans la mesure du possible, j'actualiserai le site aussi souvent que nécesaire dans les jours qui viennent selon le développement de la situation, n'hésitez pas à nous transmettre vos réflexions ou documents que nous mettrons immédiatement en ligne.

A bas Sarkozy et son gouvernement au service des banquiers et des capitalistes : dehors ! Notre droit à la retraite n'est pas négociable...

Haut de page

Le 13 octobre

Je cavale pour actualiser le site et il me reste à peine du temps pour réfléchir ! Car je m'active toujours pour vendre ma maison, quelle corvée ! et par exemple pour actualiser le fichier des articles de presse je dois encore aller à Pondichéry, j'espère régler le problème de connection dans les jours qui viennent... Passons à l'essentiel.

Depuis un peu plus de trois ans, Sarkozy s'est employé avec acharnement et persévérance à s'attaquer à toutes les couches exploitées de la société, et finalement il a réussi à les dresser contre le gouvernement et les capitalistes dont il est le représentant.

Son obstination contraste avec la fragilité du régime qui craque de partout jusque dans les rangs de son parti, et de toute évidence sa tentative de détourner l'attention des travailleurs sur des boucs émissaires a échoué, et sa farouche détermination à s'en prendre systématiquement aux couches les plus faibles des masses tandis qu'il n'a pas cessé de répondre favorablement aux besoins pressants de l'aristocratie financières et des capitalistes en général, conduit à un affrontement direct entre les classes.

S'il a pu compter jusqu'à présent sur le soutien des appareils des syndicats et des principaux partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme (PS et ses satellites) pour appliquer son programme de démolition de tous nos droits, ces derniers sont dorénavant obligés de tenir compte du refus croissant des masses d'accepter de nouveaux sacrifices comme en témoigne la mobilisation hier, pour ne pas perdre le contrôle des masses entrées en action, le pire scénario pour Sarkozy serait que les travailleurs parviennent à submerger les obstacles dressés par les appareil pour protéger le régime en s'organisant indépendamment d'eux, en se dotant d'organismes politiques indépendant à l'échelle de tout le pays qui pourraient constituer un embyon d'Etat ouvrier mettant à l'ordre du jour à la prochaine étape, l'objectif de liquider les institutions de la Ve République, l'Etat des capitalistes.

Nous n'en sommes visiblement pas encore là, mais c'est l'orientation politique que nous devons proposer aux travailleurs à partir du moment où il n'existe aucune issue politique possible à la crise du capitalisme dans le cadre des institutions de la Ve République, où il est impensable, où il a été amplement démontré au cours des décennies précédentes, qu'il est impossible d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté qui ne cessent de croître, d'entrevoir la satisfaction de nos besoins et droits légitimes sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, sans liquider l'Etat des capitalistes et avancer sur la voie du socialisme.

Développer cette orientation politique devant les travailleurs répond au besoin de les armer théoriquement et politiquement pour qu'ils se saisissent de l'idée que vivre dans une société et un monde meilleur est possible à partir du moment où l'on prend notre destin en mains et que l'on part du principe que nos besoins et nos droits sont légitimes, qu'absolument rien ne peut justifier le chaos et la barbarie dans lesquels le capitalisme entraîne l'humanité entière.

La mobilisation de millions de travailleurs et jeunes s'incrit en contradiction avec l'idée que la décomposition de la société dont ils sont les principales victimes serait une fatalité. A nous de nourrir ou de les aider à approfondir cette idée, à les convaincre qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme et que pour qu'elle se concrétise ils doivent s'organiser.

La propagande du gouvernement et ses laquais du PS, des médias et de la majorité des intellectuels, a pour principale fonction d'éviter à tout prix que cette idée ne germe un jour dans la tête des travailleurs et de la jeunesse, car une fois qu'elle aura pris pied dans leur tête, il deviendra impossible de l'en extraire, elle ne pourra plus que se développer jusqu'au moment où ils auront acquis la certitude qu'une alternative au capitalisme existe : le socialisme. Voilà une bonne base pour construire le parti, non ?

Je n'ai plus le temps d'analyser en détail la situation.

Retraites.

1- Vue par les médias.

1.1- "*Record battu, depuis le début de la mobilisation contre la réforme des retraites*", doit concéder Public Sénat.

1.2- "*Les syndicats ont réussi à mobiliser davantage ce mardi contre la réforme des retraites, notamment avec l'entrée remarquée*

de lycéens dans le mouvement selon *Les Echos* dépités par cette mauvaise nouvelle.

1.3- "*Records battus! Pour la sixième fois depuis fin mai et la quatrième en à peine plus d'un mois, les syndicats ont réussi à mobiliser en masse les Français contre la réforme des retraites. Ils affichent leur meilleure mobilisation de ces vingt dernières années*", si c'est Le Figaro qui le dit, c'est que cela doit être vrai !

1.4- "*A l'Elysée, on s'attendait à "une journée suivie", avait déclaré un proche de Nicolas Sarkozy ce mardi matin. Peut-être pas à ce point". Alors que les protestations au long cours ont tendance à "s'essouffler", et les cortèges à mincir au fil des journées d'action, la réforme des retraites semble fédérer de plus en plus contre elle*", relève L'Express.

1.5- "*A l'évidence, Nicolas Sarkozy n'avait pas prévu ça. Loin de s'essouffler, la mobilisation contre la réforme des retraites s'est accentuée, ce mardi, dans toute la France*", note 20minutes.fr.

1.6- "*Aujourd'hui, alors que le cocktail est potentiellement plus explosif au cas où trois phénomènes prendraient corps (grèves reconductibles, mobilisation massive des jeunes et pénuries d'essence), l'Elysée la joue donc profil bas pour ne pas mettre de l'huile sur le feu*", selon Lepost.fr.

2- Témoignage de la radicalisation.

A Lisieux. La mobilisation contre la réforme des retraites a été égale, voire supérieure à 1995 : plus de 3.500 personnes dans la rue !

A l'opposé, on a eu peu de retour sur la mobilisation dans le secteur privé, par exemple dans l'automobile, la construction...

3- Comptage.

A Marseille, au lieu de 24.500, les policiers auraient en fait compté au moins 100.000 manifestants, selon Europe 1.

Unité SGP police, syndicat majoritaire chez les gardiens de la paix, redoute que cette façon de "*travestir*" la contestation sociale risque en définitive de "*ridiculiser la police.*"

4- Quelques réactions.

4.1- Gouvernement.

Le Premier ministre François Fillon qui a jugé "*irresponsable*" la "*tentation de l'extrême gauche et d'une partie du PS*" de "*mettre des jeunes de 15 ans dans la rue*", s'adressant à des députés UMP à l'Assemblée.

« *Nous sommes décidés à mener cette réforme à son terme* » parce qu'elle est « *raisonnable, juste et indispensable* », a lancé le premier ministre à l'Assemblée nationale.

Pour M. Fillon, le gouvernement ne peut tout simplement plus revenir en arrière car "*on est au bout de ce qui est possible*" sur les concessions sur les retraites. "*Maintenant, ce qu'il faut, c'est du sang-froid et pas de provocation*", a-t-il lancé à sa majorité. L'Elysée a rappelé en début de journée que "*des avancées ont été faites*" pour répondre "*aux légitimes inquiétudes des syndicats et salariés: pénibilité, carrières longues, parents d'enfants handicapés ou de trois enfants*".

"*Dans deux ans, les Français nous diront : 'Oui, vous avez raison d'avoir fait la réforme des retraites'*", s'est convaincu Eric Woerth. M. Woerth assure que le gouvernement "*n'a pas perdu la bataille de l'opinion. Nous sommes très calmes, il faut qu'on soit raisonnable*".

4.2- CGT.

«*C'est une participation exceptionnelle qui témoigne d'une mobilisation grandissante, d'une détermination renforcée des salariés, des privés d'emploi, des retraités*», s'est félicité Bernard Thibault, le patron de la CGT.

«*La réussite de cette journée d'action est un encouragement à continuer*», a lâché Bernard Thibault.

Les Echos affirment que la CGT a donné des consignes pour «*favoriser le vote à bulletins secrets en assemblée générale, afin d'éviter une trop grande radicalisation*». «*Il y a longtemps, au niveau de la SNCF, que l'on a usité à certains endroits les votes à bulletins secrets. Tout ça, ça se décide de façon tout à fait démocratique*», dit aussi le secrétaire général de la CGT-cheminots, Didier Le Reste, sur France Info.

4.3- CFDT.

L'absence de réponse du gouvernement, véritable «appel à une forme de radicalisation», selon François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, pour lequel «*la fermeté est aussi dans notre camp*».

«*Le gouvernement et le Parlement doivent répondre aux mobilisations croissantes et faire enfin le choix du dialogue*, a martelé la CFDT. *Ils ne peuvent prendre le risque de l'affrontement ou de la désespérance alors que le pays doit relever les défis majeurs de l'emploi, de la rénovation des protections sociales et de la fiscalité.*»

"*Le gouvernement et le parlement doivent répondre aux mobilisations croissantes et faire enfin le choix du dialogue. Ils ne peuvent prendre le risque de l'affrontement ou de la désespérance alors que le pays doit relever les défis majeurs de l'emploi, de la rénovation des protections sociales et de la fiscalité*", déclare la CFDT dans un communiqué.

4.4- FO

«*Malgré tout ce que le gouvernement essaie de faire comprendre depuis plusieurs semaines et ces derniers jours, ça ne freine pas la mobilisation, ça l'amplifie*», a abondé Jean-Claude Mailly, son homologue de FO.

A propos du vote en assemblée générale. Sur Europe 1, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière, ne dément pas : «*Cela ne me choque pas du tout que ce soit un vote à bulletin secret.*»

4.5- FSU

«*Nous n'en resterons pas là», a promis Bernadette Grison, la patronne de la FSU, qui clame: «Le gouvernement accélère les procédures, alors accélérons la riposte.*»,

4.6- Solidaires.

« *On n'a plus d'autre choix que de monter le rapport de force et de tout faire pour que, dans les jours qui viennent, on soit dans un situation de blocage du pays* », estime Annick Coupé, porte-parole de Solidaires.

4.7- CFE-CGC

«*Chaque journée d'action, on a des personnes différentes qui manifestent et c'est l'addition de ces mobilisations qui montrent qu'on a des dizaines de millions de Français (sic) insatisfaits de cette réforme*», a surenchéri Bernard Van Craeynest, le président de la CFE-CGC.

4.8- UNEF et FIDL

Selon les étudiants de l'UNEF, quelque 150 000 jeunes ont manifesté, dont 90 000 lycéens selon l'UNL, premier syndicat lycéen, qui affirme que 800 lycées ont été "*mobilisés*". La FIDL recensait "*des actions diverses et variées allant du simple barrage filtrant avec distribution de tracts au blocage, notamment à Paris*".

4.9- PS.

Pour Ségolène Royal, "*le gouvernement doit entendre l'avertissement que viennent de lui lancer les Français. Il doit suspendre sa réforme, autrement il sera tenu responsable de ce qui se passera ces prochains jours dans la rue*". "*Peut-on raisonnablement conduire une réforme comme celle-ci contre les Français ?*", a demandé la socialiste, qui a également appelé le gouvernement à étudier la possibilité d'une référendum sur la question. "*Les Français sont entrés en résistance. Car si cette réforme des retraites passe, elle fera s'effondrer un des premiers piliers du modèle social français.*"

Martine Aubry, première secrétaire du Parti Socialiste, a dénoncé dans un communiqué l'"*entêtement*" du gouvernement sur les retraites "*qui ne mène nulle part, sauf à des risques d'affrontement*", appelant l'exécutif à "*faire preuve de responsabilité*".

5- La grève par secteurs d'activité.

5.1- Transports. Grève reconduite à la RATP et à la SNCF. A la SNCF, la direction recense 40,4 % de grévistes, la CGT 53,8 %. La direction prévoit de nouveau des perturbations mercredi, d'un niveau comparable, les premières assemblées générales ayant voté la reconduction du mouvement.

La RATP n'a pas attendu la fin de journée pour reconduire le mouvement de grève. Les assemblées générales des réseaux bus, métro et RER ont largement voté la reconduction à main levée pour mercredi. Le mouvement était suivi à hauteur de 17 % selon la direction, plus que lors de la grève du 23 septembre.

Côté transports aériens, environ 30% des vols étaient annulés à l'aéroport parisien de Roissy et 50% à celui d'Orly.

5.2- Secteur pétrolier. La grève est également très suivie dans le secteur pétrolier. Dans les raffineries, la mobilisation était très suivie. Onze des douze raffineries en métropole étaient touchées par des grèves, parfois partielles, mais reconductibles sur la plupart des sites. Les six raffineries Total étaient affectées par des grèves, mais le mouvement n'avait pas de répercussions sur le ravitaillement des carburants d'après la direction.

A une grande majorité, la grève reconductible a été votée mardi matin à la Raffinerie de Normandie de Gonfreville-L'Orcher (Seine-maritime).

L'intersyndicale SUD-CGT de la plus grande raffinerie de France a annoncé par la voix de son porte-parole Didier Bocquet que "la production allait être minimum et qu'aucun produit n'entrerait ni sortirait de la raffinerie jusqu'à nouvel ordre".

A Marseille, quatre-vingt-cinq navires, dont 56 pétroliers et 29 bateaux de marchandises, sont bloqués en mer pour cause de grève

5.3- Dans l'Education, 22,13% de grévistes selon le ministère, 48% dans le primaire et 45% dans le secondaire selon la FSU.

5.4- A La Poste, 16,53% d'agents sont en grève selon la direction, soit autant que le 23 septembre mais moins que le 7 septembre (22,07%). Le syndicat Sud-PTT annonce lui plus de 30% de grévistes.

(source : Les Echos, Reuters, AP, Lemonde.fr; Lepost.fr; Lefigaro.fr et Lepoint.fr 12.10)

Economie.

Monnaie

Après une assemblée générale du Fonds monétaire international (FMI) sans résultat tangible ce week-end, les pays asiatiques redoublent d'efforts pour contenir des flux de capitaux qui tendent à faire monter leurs monnaies au détriment de leurs exportations.

Le gouvernement thaïlandais a imposé une retenue à la source de 15% sur les plus-values et les revenus des intérêts des investissements étrangers dans la dette souveraine dans le but d'infléchir le baht, qui est au plus haut depuis la crise financière asiatique de 1997.

Une semaine avant que la Thaïlande n'annonce sa mesure, le Brésil avait doublé une taxe sur investissements étrangers en obligations souveraines et autres actifs financiers, et ce pour le même motif: freiner le réal.

Le Japon, aux prises avec un dollar à un plus bas de 15 ans face au yen, a souligné qu'il reviendrait à nouveau sur le marché des changes si le besoin s'en faisait sentir, même si son intervention en solitaire le mois dernier lui a valu quelques reproches.

Quant à la Chine, elle ne lie pas forcément réforme des changes et appréciation du yuan. Le fait que la Chine insiste sur le fait que la hausse du yuan doive être progressive contribue largement à freiner une appréciation des taux de change en Asie, nécessaire à la résorption des déséquilibres mondiaux, affirment certains responsables monétaires.

La Chine, mais aussi d'autres pays, soutiennent eux que la perspective de voir la Réserve fédérale faire marcher la planche à billets risque de se traduire par un afflux massif de dollars sur le marché mondial.

Cet afflux provoquerait un affaiblissement du billet vert et a contrario une hausse des devises des pays émergents, les investisseurs s'employant à trouver ailleurs des rendements qu'ils ne trouvent plus dans les grandes puissances économiques où les taux sont très bas voire nuls.

Ce mouvement généralisé des pays émergents contre une appréciation trop vive de leurs monnaies fait craindre l'apparition de mesures plus ou moins protectionnistes susceptibles de donner un coup d'arrêt à la croissance mondiale.

Un journal chinois a de fait pris acte de ce risque. "*La crise financière pourrait dégénérer en une crise des monnaies*", écrit le

China Securities Journal. "*Personne n'en sortira gagnant.*" (Reuters 12.10)

Haut de page

Le 14 octobre

Ceux qui pourraient se mettre en grève ou poursuivrent la grève ne le font pas forcément d'après les dernières infos, et ceux qui voudraient s'y mettre ne le peuvent pas sans prendre le risque d'être virés. Nous y reviendrons plus tard.

"*Ce gouvernement ne conserve les mains libres que parce que, dans leur majorité, les dirigeants des confédérations syndicales se refusent à avancer l'exigence du retrait et à lancer dans l'unité l'appel à la grève à laquelle aspirent tous les travailleurs*" écrit le POI dans la déclaration de son conseil fédéral national du 3 octobre.

Et quand ils appellent au retrait, FO et SUD, c'est pour aussitôt demander à Sarkozy de négocier sans doute une "*bonne réforme*", ce qui revient à dessaisir les travailleurs de la question pour laquelle ils se mobilisent.

Cette analyse du POI est superficielle et incomplète.

L'offensive de Sarkozy depuis son arrivée au Palais coïncide avec l'absence d'issue politique à laquelle la classe ouvrière pourrait adhérer. A l'UMP ils savent pertinemment où en est l'état d'esprit et le niveau de conscience politique des travailleurs. Si la politique antisociale du gouvernement contribue à la radicalisation de l'état d'esprit du prolétariat, qui se traduit concrètement par l'amplification de la mobilisation que nous avons observé au cours des semaines et des mois précédents, il n'en demeure pas moins que leur conscience politique peine à progresser, et il leur est toujours difficile d'entrevoir une solution politique au-delà du régime capitaliste et des institutions en place.

C'est à la fois sur cette subordination des travailleurs au capitalisme et aux institutions que s'appuient les appareils des syndicats, le gouvernement et les fidèles serviteurs du régime, le PS en tête. C'est l'incapacité des masses d'imaginer que la société pourrait être organiser et fonctionner sur la base de l'appropriation sociale des moyens de production et rompre avec le système économique capitaliste, qui constitue la toile de fond de la situation politique et qui explique l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

C'est quand même extraordinaire qu'on ne mette pas l'accent sur ce point précis et déterminant pour tenter de déclencher un déclic dans la tête des travailleurs. Comment est-il possible que l'on évoque quotidiennement tout un ensemble de problèmes économiques ou sociaux liés à la survie du capitalisme en France ou dans le monde sans leur opposer nos propres besoins, sans même y penser, sans se dire que toutes nos revendications sont parfaitement légitimes et que l'on n'a pas besoin de les justifier, devrait-on par exemple justifier notre droit à la santé, à la retraite ?

C'est bien de dénoncer et de combattre les capitalistes qui continuent d'accumuler des milliards d'euros ou de dollars, tandis que tous nos droits ou acquis sont systématiquement remis en cause et qu'on devrait accepter de nouveaux sacrifices, c'est mieux de leur opposer nos propres besoins, car c'est se situer sur un terrain de classe indépendant qui contribue à indiquer ou à faire comprendre aux travailleurs qu'une issue politique conforme à leurs intérêts ne peut être envisagée sans rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République forgées pour servir les intérêts de la classe des capitalistes.

Ce qu'on veut dire par là, c'est qu'il sera impossible aux travailleurs d'orienter leur combat dans la bonne direction aussi longtemps qu'ils n'auront pas commencé à rompre avec le capitalisme, qu'ils ne réussiront pas à imaginer leur destin à partir de leurs propres besoins et non à partir de ce qu'il leur paraît possible ou raisonnable d'obtenir dans le cadre du régime capitalisme.

Bref, il manque aux travailleurs une réelle conscience de classe, et ce n'est pas parce qu'ils manifestent leur opposition au gouvernement ou à une mesure quelconque qu'ils auraient acquis une conscience de classe indépendante.

Comment le pourrait-il quand tout est fait pour qu'ils demeurent enchâinés au capitalisme ?

On est effaré de lire les réponses apportées aux questions de travailleurs qui se demandent à quel jeu jouent les appareils ou les dirigeants du PS et ses satellites (voir le IO n°116 très instructif). En réalité, on ne leur fournit aucune réponse, on les laisse imaginer ce qu'ils veulent, ils peuvent en arriver à penser que ces dirigeants sont des traîtres, mais sans comprendre pourquoi cela ne sert strictement à rien, puisqu'on ne leur explique pas qu'ils agissent de la sorte parce qu'ils sont liés au capitalisme et qu'ils ne le remettront jamais en cause, que leur raison d'être est justement de protéger le régime contre toute tentative de la classe ouvrière de le remettre en cause ou de le renverser. On peut être un traître un jour et ne plus l'être un autre, on peut se tromper aujourd'hui par ignorance et demain adopter une orientation correcte, après tout, une lacune, une faiblesse, une erreur, cela se corrige, ce n'est pas bien grave ou irrémédiable, irréversible, pourquoi devrait-on en faire tout un plat, laissant

place au passage à toutes les illusions possibles.

On nous explique et on l'a bien compris, que le meilleur moyen de combattre les appareils consiste à développer notre politique et non à les traîter de tous les noms, encore faut-il que lorque nous dénonçons leurs manoeuvres, nous allions au bout de notre analyse au lieu de s'arrêter en chemin.

Autre point de désaccord avec le POI et sa méthode, toujours dans cette déclaration : "*Car c'est une évidence : en contraignant le gouvernement à retirer sa loi sur les retraites et à renoncer aux contre-réformes qu'il veut engager dans la foulée, la classe ouvrière ouvrira une première brèche dans la voie d'une issue politique conforme aux intérêts de la population laborieuse et de la démocratie.*". Ne serait-ce pas parce que la classe ouvrière est incapable d'entrevoir une issue politique qu'elle est incapable de se mobiliser à un niveau qui mettrait en échec Sarkozy ? N'est-ce pas sa principale faiblesse avec son faible niveau d'organisation ? Je suis décidé à changer de boulot parce que je n'en peux plus, mais je ne suis pas irresponsable au point de quitter mon emploi avant d'en avoir trouvé un autre ailleurs. Et si je me mets à chercher un autre boulot, c'est parce que j'estime que c'est possible d'en trouver un, sinon je m'abstiens, non ?

Pas un travailleur normalement constitué n'a envie de travailler plus longtemps, alors qu'est-ce qui les empêche de concevoir que ce serait possible demain de ne pas travailler plus longtemps, sinon l'absence des conditions politiques qui permettraient de partir à la retraite (à taux plein) plus tôt, non ? L'unité des travailleurs sur la question des retraites est largement réalisée, le problème n'est donc pas là, par contre, l'unité sur une issue politique qui permettrait de satisfaire tous nos besoins ne peut pas exister, puisque les travailleurs n'ont aucun idée de ce que pourrait être cette issue politique.

Répétons-le au risque de faire encore bondir des militants, notre seul objectif est d'aider la classe ouvrière à comprendre la nécessité de rompre avec le capitalisme et d'adhérer au socialisme, de construire le parti sur cette base, tout le reste est secondaire. Au-delà de l'issue du combat que nous menons et dont nous ne sommes pas comptables, puisque nous ne dirigeons pas le mouvement ouvrier, devrions-nous nous fixer une autre tâche ?

Une fois ces précisions apportées, on peut soutenir l'initiative du POI de préparer une conférence pour l'unité le 11 décembre prochain, et appeler tous les militants à y participer loyalement dans le respect des convictions de chacun. L'appel à cette conférence a le mérite de partir de la situation et de poser la question du gouvernement ouvrier, de la liquidation des institutions de la Ve République et de la rupture avec le capitalisme, ce que ne fait aucun autre parti, simple constat.

Un courriel d'un camarade.

"*Ce mail pour te signaler que les étudiants de la fac de Rennes 2 ainsi que de l'IUT carrières sociales de Rennes 1 sont en grève avec blocage.*

Mentions aussi succinctes que malhonnêtes de ces faits dans la presse bourgeoise : http://www.rennes.lemensuel.com/actualite/article/2010/10/13/rennes-2-lassemblee-generale-vote-le-blocage-7069.html http://www.rennes.maville.com/actu/actudet_-Des-assemblees-generales-a-Rennes-2-et-a-l%E2%80%99IUT-carrieres-sociales-votent-le-blocage_loc-1547329_actu.Htm

Toujours à Rennes, les personnels des lycées rennais Émile Zola, Coëtlogon et Chateaubriand sont en grève reconductible ! Enfin, présence massive des lycéens à la manifestation du mardi 12 et un nouveau défilé lycéen (environ 2500 participants) a eu lieu ce mercredi.

Je fais court, la mobilisation contre le saccage de nos retraites m'occupe 16h par jour donc je suis fatigué..."

Merci à toi et bonne continuation !

On enchaîne sur ce qui se passe dans d'autres secteurs.

Pas facile de savoir ce qui se passe réellement. On nous dit qu'à 100% les assemblées générales de cheminots ont reconduit la grève, formidable, sauf que le niveau de la mobilisation et donc le taux de participation ont diminué, on ne vous le dit pas aussi ouvertement, on vous dit seulement en substance que le nombre de grévistes a baissé, ceci étant à mettre en rapport avec cela.

Compte-rendu arrangé et propagande du gouvernement, désinformation et falsification des faits par les médias, donc quand on rend compte d'une situation, il faut être aussi précis qu'un horlogier, il faut de la rigueur et de la discipline en toute chose si l'on veut être crédible et pris au sérieux.

Retraites.

1- La tactique des grèves tournantes ou isolées, du pourrissement.

Un point sur quelques secteurs en grève en fonction des informations distillées par les médias.

- A la SNCF, la quasi totalité des assemblées générales de cheminots ont reconduit la grève jusqu'à jeudi mais l'entreprise comme les syndicats ont constaté une baisse du nombre de grévistes.

"*Le sentiment global est qu'il y a une situation contradictoire entre la baisse du nombre de grévistes et la mobilisation qui reste très forte aux assemblées générales*", a déclaré Roger Dillenseger, numéro deux de l'Unsa cheminots.

- A EDF, 70 assemblées générales se sont tenues mercredi et la plupart ont reconduit des grèves de deux à quatre heures, a annoncé la CGT-Energie.

Selon la CGT-Energie, qui avait déposé un préavis de grève reconductible, «un décompte du nombre de grévistes et de grèves n'est pas encore possible».

"*Ces actions vont se poursuivre tous les jours*", a déclaré Marie-Claire Cailletaud, responsable de la CGT-Energie.

- A la RATP, le mouvement avait été reconduit dès mardi par la CGT, FO, Sud et la CFDT mais l'Unsa, deuxième organisation, n'appelait pas à la grève et le trafic était normal ou quasi normal mercredi, dans le métro comme dans le RER. La CFDT-RATP a annoncé la levée de son préavis.

- A La Poste: tout juste 4 % de grévistes selon la direction. La mobilisation est concentrée dans certains départements selon les deux syndicats (FO et Sud) qui ont déposé un préavis de grève illimité.

- Le port pétrolier de Fos-Lavera, près de Marseille, est par ailleurs entré dans son 17e jour de grève, empêchant les pétroliers bloqués en mer de ravitailler les raffineries.

Selon le président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip), Jean-Louis Schilansky, des problèmes localisés de ravitaillement pourraient survenir la semaine prochaine et le gouvernement doit se poser dès maintenant la question de l'utilisation des stocks stratégiques.

- Les enseignants des écoles primaires (maternelles et élémentaires) de Paris sont appelés à reconduire la grève contre la réforme des retraites «dès jeudi», annonce dans un communiqué la section parisienne du SNUipp-FSU.

L'Union nationale lycéenne (UNL) appelle à une journée spécifique d'actions des lycéens demain jeudi, contre la réforme des retraites, avec assemblées générales, rassemblements et manifestations. A Paris, l'UNL prévoit un rassemblement devant le siège du Medef, à 15h30.

- Dans les hôpitaux, une grève reconductible d'au moins une heure par jour a été votée par une intersyndicale au CHU de Nice. Idem à l'hôpital de La Timone à Marseille. Dans la Fonction publique territoriale, 27 départements ont voté mercredi la reconduction de la grève jeudi, d'après la CGT. Sont notamment concernés: les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne, la Gironde, le Nord, Paris, la Seine-et-Marne, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. Dans le privé, des débrayages ont affecté plusieurs entreprises (Alstom et Bombardier dans le Nord, Rhodia dans le Rhône...). Chez Arkema, 6 des 18 sites ont connu des débrayages, selon la direction.

- Depuis 6h mercredi matin, l'intersyndicale SUD-CGT bloque les accès de la zone industrielle et portuaire du Havre (Seine-Maritime), provoquant de grosses difficultés de circulation aux abords de la ville, a-t-on constaté sur place.

Un barrage avec feux de palettes et embrasement de pneus été érigé au carrefour du boulevard Jules Durand qui mène au Pont VII bis, "*l'un des points stratégiques de la zone industrielle*", a expliqué Ludovic Leblanc, de l'union locale CGT.

- Le ramassage des ordures ménagères est largement perturbé à Marseille depuis mardi, les agents du nettoiement ayant décidé de se joindre au mouvement de protestation contre la réforme gouvernementale liée aux retraites, a-t-on appris mercredi auprès du syndicat FO.

Patrick Rué, délégué FO, a précisé mercredi sur France Bleu Provence qu'il s'agissait là du "*seul moyen de se faire entendre*". (Reuters, AP, 20minutes.fr et Libération.fr 13.10)

2- Quelques déclarations.

CGT.

Bernard Thibault a appelé à «*trouver les moyens d'augmenter la pression sur le gouvernement*» pour obtenir une négociation sur les retraites, alors que des assemblées générales doivent décider d'éventuelles reconductions de grèves. «*Nous avons besoin d'un engagement qui demeure de la part des salariés*», a déclaré le secrétaire général de la CGT sur France Inter.

PG.

Mélenchon l'extincteur !

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, appelle Nicolas Sarkozy à «*sortir par le haut*» du conflit en organisant un référendum sur le projet de loi, au lieu de jouer à un «*Thatcher ou un Reagan du XXIe siècle*». «*Chiche! faites voter le peuple!*», lance l'eurodéputé, invité de l'Association des journalistes parlementaires. (libération.fr 13.10)

Gouvernement.

Lors d'un déjeuner à l'Elysée auquel était convié les députés du Nouveau centre, le Président a affirmé que le gouvernement «ne peut plus aller plus loin» dans les concessions sur la réforme des retraites. (Libération.fr 13.10)

Nadine Morano a affirmé que le «*blocage des lycées est totalement interdit*».

Michèle Alliot-Marie a jugé que "*des manifestations dans la rue, cela présente toujours un certain risque*".

Xavier Bertrand a répété «*la détermination*» du gouvernement «*à aller jusqu'au bout de la réforme*». (20minutes.fr 13.10)

3- CRS sarkoSSistes.

Le préfet de police de Paris a décidé mercredi de saisir l'Inspection générale des services (IGS) suite à une vidéo montrant un journaliste, exhibant sa carte de presse, se faire molester par des CRS à la fin de la manifestation mardi à Paris contre la réforme des retraites. Vidéo disponible sur le site lepost.fr. (20minutes.fr 13.10)

Social.

Dans son édition du 6 octobre, *Le Canard enchâiné* raconte que le ministre a lancé une grande campagne contre l'absentéisme des fonctionnaires : les congés maladie abusifs représenteraient 10% de l'ensemble et coûteraient 500 millions d'euros à la Sécurité sociale. Sauf qu'en juillet 2009, une étude de la Direction générale de l'administration de la fonction publique (DGAFP) démontrait exactement le contraire :

""Réalisé sur la base de l'enquête emploi effectuée en 2008 par l'INSEE, ce document affirme qu'en moyenne, selon la DGAFP citée par Le Canard, 14% des fonctionnaires "ont été absents pour raisons médicales la semaine précédent l'enquête", contre "19% des salariés du secteur". Si on limite ce pointage à la seule fonction publique d'Etat (sans les hôpitaux et les collectivités locales), ce pourcentage tombe à 9%. Ce n'est pas tout : l'arrêt maladie qui a causé l'absence au travail des fonctionnaires durant la semaine de référence est plus court que dans le secteur privé : 89 jours contre 93"".

Pourquoi le ministre a-t-il caché ce rapport plutôt positif ? D'après Le Canard, il y aurait d'autres rapports du même type, mais un haut fonctionnaire explique dans l'hebdomadaire que ""ce n'est pas le moment pour féliciter les agents de l'Etat. Particulièrement sensibles à la réforme des retraites, soumis à des purges dans leurs rangs (32 000 fonctionnaires en moins dans le prochain budget) et au gel de leurs salaires, ils risqueraient d'en tirer argument pour revendiquer"". Une bonne raison pour cacher ce rapport effectivement." (d'un internaute sur 20minutes .fr 13.10 à la suite d'un article sur les retraites.)

Politique.

Allemagne.

Selon Gesine Lötzsch (la dirigeante de ce parti -Ndlr), Die Linke qui a recueilli 11,9% des voix aux élections fédérales de 2009 et se situe à environ 12% dans les sondages, a de bonnes chances d'obtenir pour la première fois le poste de ministre-président dans deux Länder aux élections régionales de l'an prochain.

Die Linke (La Gauche) pourrait jouer les arbitres à l'issue du prochain scrutin fédéral si les sociaux-démocrates (SPD) et les Verts ont besoin d'un troisième partenaire.

Son score a progressé de 8,8% en 2005 à 11,9% en 2009 tandis que celui du SPD tombait de 34,2% à 23% en 2009. Die Linke continue de réclamer le retrait des troupes allemandes d'Afghanistan, raison pour laquelle le SPD a refusé en 2009 de former une coalition au niveau fédéral avec ce parti.

Mais depuis, les deux formations ont tempéré leurs positions.

"*Nous ne voulons bien sûr pas rester à jamais dans l'opposition*", reconnaît Gesine Lötzsch. "*Nous voulons que le gouvernement de centre droit quitte le pouvoir. Mais nous ne nous joindrons à un gouvernement fédéral que si nous pouvons exercer une influence. Nous ne voulons pas n'être que des potiches*".

Selon elle, il existe désormais une convergence d'idées entre Die Linke, le SPD et les Verts sur le salaire minimum et les réformes concernant la politique sociale et la santé.

Mais ils restent en désaccord sur l'Afghanistan, bien que Lötezch dit comprendre qu'un retrait ne sera pas immédiat et prendra du temps.

"*L'important est que nous soyons d'accord sur le fait que l'armée quittera l'Afghanistan à un moment donné*", dit-elle. (Reuters 13.10)

Pas seulement... mais notamment "*des potiches*", merci pour cet aveu qui nous évitera de nous faire traiter de calomniateur, une potiche, ce que serait assurément le PG dans un gouvernement PS-PCF-MRC-PRG-Ecologistes-PG !

La dernière affirmation donne une idée assez précise du degré d'opportunisme de ce parti : il suffirait que le SPD se prononce pour le retrait des soldats allemands présents en Afghanistan un jour, dans un avenir indéterminé, pour que la dirigeante de Die Linke s'en satisfasse. C'est ce qu'on appelle être rigoureux sur les principes que l'on prétend défendre. Et l'abolition d'Hartz IV ? Un jour indéterminé sans doute !

Economie.

France. Ryanair : boycott !

La compagnie aérienne irlandaise à bas coûts Ryanair a annoncé mercredi, lors d'une conférence de presse dans l'enceinte de l'aéroport Marseille-Provence, à Marignane (Bouches-du-Rhône), qu'elle fermerait son unique base française, à compter du 11 janvier 2011. Lire la suite l'article

Cette décision fait suite, selon son PDG Michael O'Leary, présent en personne mercredi, à l'ouverture d'une procédure judiciaire à l'encontre de sa société. Ryanair a été mise en examen le 28 septembre dernier pour "*travail dissimulé et prêt illicite de main-d'oeuvre*". La procédure faisait suite à une plainte d'un syndicat de pilotes.

La compagnie aérienne est soupçonnée d'avoir embauché 120 salariés sous contrat irlandais, alors qu'ils travaillent sur le territoire français, ce qui lui permet de payer moins de charges.

"*Nous sommes très déçus par la décision de la France d'engager des poursuites contre la base de Ryanair à Marseille*", a tenu à indiquer Michael O'Leary, qui a estimé que la législation appliquée par sa société est "*totalement conforme à la réglementation de l'Union européenne pour les travailleurs mobiles des transports*". (AP 13.10)

Grande-Bretagne.

- Le gouvernement britannique a amorcé mercredi la privatisation de Royal Mail, les services postaux britanniques, dont il prévoit de céder 90% du capital, le solde étant réservé aux salariés du groupe.

Selon un article publié mercredi par le Times, l'entreprise pourrait être évaluée à 700 millions de livres, dette incluse.

Vince Cable a affirmé que le gouvernement, en plein effort de réduction du déficit budgétaire, ne pouvait pas financer les investissements nécessaires au développement des activités du groupe.

"*Si Royal Mail a dû faire face à de terribles difficultés, l'entreprise est en train de se moderniser, et on peut soutenir qu'elle a potentiellement un bon avenir devant elle; mais cet avenir dépendra de la capacité à engager d'importants investissements*", a-t-il déclaré.

"*Or le gouvernement ne peut engager ces investissements, pour des raisons financières évidentes.*" (Reuters 13.10)

- Une coalition sans précédent de médias a appelé le gouvernement britannique à se pencher avec attention sur les ambitions de Rupert Murdoch de rachat de British Sky Broadcasting Group, susceptibles à ses yeux d'avoir de graves conséquences sur la pluralité de l'information.

Les terres médiatiques de Murdoch au Royaume-Uni sont déjà étendues et controversées. Les journaux que contrôle le magnat âgé de 79 ans représenteraient 37% de la presse nationale britannique en termes de tirage. Le "Sun", le principal quotidien de Grande-Bretagne, se vante d'être en mesure de peser sur les élections. Quant au "News of The World", il a été accusé d'avoir procédé à des écoutes téléphoniques illégales, avec des journalistes espionnant des personnalités politiques, des vedettes sportives, des célébrités et même des membres de la famille royale.

Le pouvoir de ces journaux a porté ses fruits sur le plan politique. L'ancien rédacteur en chef du "News of The World", Andy Coulson, est désormais conseiller en chef communication du Premier ministre David Cameron, en dépit du fait qu'il ait été accusé d'avoir eu connaissance de ces écoutes -ce qu'il dément farouchement.

Mais la volonté de Murdoch de prendre le contrôle total de BSkyB, dont son groupe News Corporation détient déjà 39,1%, amène ses adversaires à se mobiliser et à faire du lobbying auprès du gouvernement pour le pousser à intervenir.

Une lettre, qu'a pu voir Associated Press, a été envoyée lundi au ministre du Commerce Vince Cable pour l'informer des inquiétudes suscitées par le projet Murdoch. Ce courrier émanait notamment des dirigeants de la BBC, du Guardian Media Group et de l'opérateur de télécommunications BT Group.

Le rôle dans la vie politique britannique de celui qui a révolutionné Fleet Street au cours des années 1980 a souvent fait l'objet de débats, mais cette dernière controverse est différente dans la mesure où elle rassemble quasiment tous les grands médias qui ne font pas partie de News Corp., du Telegraph Media Group au "Daily Mail".

Le "Guardian", l'un des acteurs de cette offensive, a porté le combat devant ses lecteurs avec cette question: "Rupert Murdoch est-il en voie de devenir le Berlusconi de la Grande-Bretagne?". Une référence au président du Conseil italien et maître d'un empire médiatique Silvio Berlusconi, accusé par l'opposition d'étrangler la démocratie italienne.

Le contrôle total de BSkyB serait un grand coup pour l'empire international de Murdoch, qui contrôle de l'autre côté de l'Atlantique Fox Filmed Entertainment ("Avatar" de James Cameron), la chaîne conservatrice Fox News et le "Wall Street Journal", acquis il y a près de trois ans.

BSkyB représente les deux tiers des abonnements en matière de télévision payante en Grande-Bretagne, et détient une "position dominante incontestée" dans la diffusion télévisée des événements sportifs au Royaume-Uni, selon un récent rapport préparé par la société Enders Analysis.

Les opposants craignent que Murdoch ne lie ses titres de presse au divertissement populaire ou aux produits Internet. Par exemple, les clients de Sky pourraient obtenir un abonnement en ligne au "Times" de Londres avec leur accès à Internet.

Outre ces inquiétudes sur le plan commercial, les rivalités sont d'ordre idéologique. James Murdoch a ouvertement attaqué la BBC, "vieille dame" financée par la redevance, quand le "Guardian", qui penche à gauche, n'a pas fait secret de ses objections à la ligne éditoriale des titres de l'empire Murdoch. (AP 13.10)

Etats-Unis.

JPMorgan Chase, numéro deux du marché américain par les actifs, a réalisé au troisième trimestre un bénéfice net de 4,4 milliards de dollars (3,1 milliards d'euros), contre 3,6 milliards un an auparavant. (Reuters 13.10)

Haut de page

Le 15 octobre

Pas le temps de causer, alors qu'il y a encore tellement à dire.

Par exemple et ce serait à développer, ne dites pas Sarkozy se trompe ou nous trompe, il a tort ou il est dans l'erreur, il défend simplement des intérêts qui ne peuvent pas être les nôtres. Dites plutôt qu'il a parfaitement raison du point de vue où il se place qui ne peut pas être le nôtre, demeurrons strictement sur notre propre terrain de classe, et si on vous reproche de faire

preuve d'intolérance, nous revendiquons cette intransigeance, effectivement nous avons un esprit rigides, étroits et bornés, nous ne pensons qu'à nos intérêts de classe.

On perd souvent notre temps à commenter ses arguments bien que ce soit nécessaire. Partons plutôt des besoins de notre classe, habituons les travailleurs et les militants à penser à partir de leurs propres besoins pour qu'ils parviennent à les considérer comme les seuls légitimes, c'est une des conditions déterminantes pour aller de l'avant et les aider à rompre avec le capitalisme. C'est d'ailleurs l'attitude de la jeunesse, ce qui préoccupe et complique la vie de Sarkozy en ce moment. Cessons de baisser la tête et de marcher courber, redressons-nous, prenons conscience de notre propre force, comment avancer sinon...

Quand on lit les articles relatifs au fonctionnement de l'économie mondiale, on ne peut s'empêcher de penser que ce sont de véritables gangsters qui dirigent le monde... Et il y en a encore dans nos rangs qui veulent discuter ou faire prendre conscience aux banquiers et aux rentiers qui ne savent plus quoi faire de leurs milliards et mènent l'humanité à la barbarie, des conséquences catastrophiques de leurs actes criminels, on croit rêver ! Ne devrait-on pas caractériser la situation comme étant la dictature mondiale du capital que le parti de l'ordre et ses valets légitiment et soutiennent, pour lui opposer la dictature du prolétariat ? Après tout ils ont bien trouvé les mots pour la justifier, on ne devrait pas avoir trop de difficultés à en trouver pour justifier la dictature du prolétariat, non ? Bien entendu, il ne faut pas craindre d'effaroucher le petit-bourgeois !

Autre sujet à développer qui a un rapport avec le conditionnement des masses à travers la propagande gouvernementale et des institutions, les médias et les prestations des représentants des partis à la télévision. Suite à la grève d'une partie du personnel de TV5Monde Asie le 12 au soir, on a eu le droit à 20h30 au journal de 13h de France 2, puis hier soir j'ai regardé la présentation de l'émission*Mots croisés* consacrée aux retraites, avant de couper pour commencer à préparer les infos en bref d'aujourd'hui. C'est surtout cette dernière qui m'a choqué.

Je n'ai pas noté les noms et les titres de chacun des participants, il y a avait D. Le Reste de la CGT, G. Longuet de l'UMP, B. Hamon du PS, un représentant du patronat et un économiste de service notamment. Tout ce beau monde était apprêté comme des sous neufs, maquillés, bien propres sur eux, tous habillés en gris je crois, le regard droit, hautain, des gens qui assurément savaient de quoi ils allaient parlé et ce qu'ils allaient dire. C'était tellement parfait, trop même, que j'en ai ressenti un malaise, un profond dégoût pour être honnête en les regardant, on ne pouvait pas s'empêcher de penser que tout avait été arranger d'avance, qu'ils étaient tous de connivences, chacun jouant sa partition sans fausse note pour baiser des téléspectateurs réputés pour être des "*veaux*", et salut à la prochaine. Bref, une comédie bien réglée qui avait pour objectif de nous faire avaler la contre-réforme de Sarkozy. En voyant ces comédiens bien trop polis pour être honnêtes, je me suis senti spontanément étranger à tous ces gens, au monde qu'ils représentent, je vous avouerais que j'aurais voulu regarder cette émission mais j'en ai pas trouvé la force, j'ai coupé au bout de deux minutes.

Je me suis demandé ensuite, si les travailleurs, qui en France assistent à cette misérable mise en scène, perçoivent la même chose que moi, comprennent-ils qu'on se fout ouvertement d'eux, qu'on les prend quotidiennement pour des abrutis ? Ces beaux parleurs affichent une telle assurance, qu'ils doivent ainsi en épater encore plus d'un me suis-je dit, quand on les observe, ils nous paraissent tellement supérieurs que l'on arrive même à comprendre pourquoi Sarkozy le complexé ne les supporte pas, ce qui est normal par ailleurs puisqu'il ne supporte personne d'autre que lui-même et sa Barbie insignifiante à la démarche langoureuse, au teint laiteux et le regard vide. Ils sont la vérités faite homme, ils en imposent à la plèbe qui apparemment est encore assez arriérée pour les écouter.

Pour conclure, ce qui est frappant au premier abord et ne se dément pas par la suite, c'est la distance qui existe entre ces gens-là à qui de toute évidence rien ne manque, le régime fait en sorte qu'ils ne manquent de rien et vivent confortablement, et la situation modeste, difficile, compliquée de la majorité de la population du pays qui trime dure et doit souffrir pour s'en sortir ou tout simplement survivre. Un gouffre énorme sépare ces deux mondes qui n'ont rien en commun, qui n'ont rien à se dire, ce qui est finalement dans l'ordre des choses. Je me demande si les militants portent le même regard que moi sur ces gens-là et s'il est partagé par beaucoup de monde.

Demain je reçois la personne qui en principe doit acheter notre maison, reste à fixer le prix, en principe, et je suis prêt à la brader pour m'en débarrasser, quel boulet la propriété privée !

Sur ce, bonne manif demain camarades, je serai comme toujours en pensée avec vous.

Retraites.

1- Répression.

1.1 - De violents affrontements ont eu lieu, mardi 12 octobre, entre policiers et manifestants devant un local du Medef à Caen.

L'intersyndicale du Calvados a qualifié d'"*agression policière*" le recours à des gaz lacrymogènes, selon elle en "*tir tendu*", par les forces de l'ordre. "*Nous condamnons l'agression policière et les arrestations, indiquent les syndicats CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FSU, FO, UNSA et Solidaires. Le pouvoir a ainsi consciemment mis en danger les jeunes et pris le risque de les*

blesser par tir tendu".

Thierry Lepaon, secrétaire régional de la CGT, affirme que le jeune homme souffre d'une "*fracture du crâne*" et a "*huit points de suture*". Le manifestant a été ensuite évacué, conscient, un bandage et du sang sur la tête. "*Il a pris une cartouche à la suite d'un tir tendu de bombe lacrymogène. Il a été procédé à un acte interdit par la réglementation policière*", seuls les tirs en cloche étant autorisés, indique M. Lepaon. "*Il a saigné abondamment. Heureusement un médecin était à ses côtés et l'a soigné et il a pu être évacué par des militants puis par les pompiers. Les tirs tendus sont dangereux, on peut y perdre un œil*". (Lemonde.fr 14.10)

1.2- Un lycée a été «légèrement» blessé au visage ce jeudi matin, en marge d'une manifestation lycéenne contre la réforme des retraites, à Montreuil, selon la préfecture de Seine-Saint-Denis, contactée par 20minutes.fr. Véronique Bourdais, adjointe à la sécurité de la ville évoque sept tirs de flashball en début de matinée. Un chiffre non confirmé par les autorités. (20minutes.fr 14.10)

2- Sur la mobilisation

2.1- Education nationale.

- L'université Rennes-2 a été fermée ce jeudi pour toute la journée "*pour des raisons de sécurité*", a annoncé la direction. Cette fermeture intervient alors qu'une assemblée générale d'étudiants a voté le blocage du site dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites. (AP 14.10)

- Il n'y a quasiment pas d'enseignants grévistes dans les écoles primaires (maternelles et élémentaires) à Paris, avec un taux de 0,8%. Les sections parisiennes du SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire, du Snudi-FO, de Sud-Education, de la CGT Educ'action et de la CNT avaient appelé mercredi à reconduire la grève dans écoles de la capitale. (Libération.fr 14.10)

- L'UNL, premier syndicat de lycéens dispose de nouveau chiffres à la mi-journée. Quelque 1.100 établissements sont mobilisés à divers degrés (sitting, tractage, blocage, etc.), dont 40 à Paris. Dans la capitale, 30 d'entre eux sont bloqués, selon le syndicat joint par Libération. Les lycéens ont prévu de se rassembler, cet après-midi, notamment à 15h30, devant le siège parisien du Medef. (Libération.fr 14.10)

À Paris, des lycéens ont marché toute la journée aux cris de "*Sarko, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue !*"

Le plus important cortège a rassemblé 5.000 personnes, selon l'UNL, entre Saint-Sulpice et l'Opéra Garnier. Un autre rassemblement prévu devant le siège du Medef a mobilisé 2.500 jeunes, selon l'Unef.

Selon le syndicat étudiant, quelque 10.000 jeunes ont défilé à Toulouse, 8.000 à Rennes, 7.000 à Bordeaux, 5.000 à Brest, 4.000 à Reims, 2.000 à Perpignan, 2.000 à Orléans, 2.000 à Tours, 1.500 à Montpellier, 1.000 à Caen. (Reuters 14.10)

2.2- Secteur privé.

- Une trentaine d'entreprises industrielles du Nord Pas-de-Calais, notamment dans la métallurgie, la chimie, l'agro-alimentaire et le textile, connaissent des débrayages de plusieurs heures à l'appel de la CGT. Parmi elles, Alstom et Bombardier, près de Valenciennes. (libération.fr 14.10)

- Entre 3.000 et 3.500 personnes -salariés et lycéens-, manifestent dans les rues de Bordeaux. Sont notamment représentés, dans un premier cortège, France Telecom, Ford, des agents territoriaux et beaucoup de cheminots. La jonction avec quelque 2.000 lycéens s'est faite place de la Victoire. (libération.fr 14.10)

3- Déclarations et communiqués.

3.1- L'intersyndicale jaune.

Les organisations de l'intersyndicale, qui se réunissaient au siège parisien de la CFDT pour convenir de la suite du mouvement, viennent d'appeler à une nouvelle journée de grève et de manifestations, mardi prochain (le 19). A la veille de la date prévue pour le vote solennel de la réforme au Sénat. (libération.fr 14.10)

3.2- NPA Olivier Besancenot (NPA) appelle à «un nouveau Mai 68», jugeant que «*pour faire échec à ce gouvernement qui pratique le mépris et la répression*» face aux manifestants opposés à la réforme des retraites, «*il faut être plus fort qu'en 1995 ou en 2003*».

Pour rempiler pour 42 ans sous la Ve République ? Non merci !

3.3- PS.

- Hamon. «*Il faut retirer ce projet, tout remettre à plat, engager (...) une négociation qui aille au-delà et qui pose aussi la question des salaires, la question du droit du travail», réclame Benoît Hamon, porte-parole du PS, sur France Info, regrettant qu'«aujourd'hui, le gouvernement n'est pas à la hauteur de cette tâche*». (libération.fr 14.10)

Négocier quoi avec l'hystérique du Palais, la facture du banquet au Fouquets avec les patrons du CAC40 ? Même pas, car ce sont sans doute eux qui ont réglé la facture, c'était la moindre des choses. Hamon regrette parce qu'il attendait quelque chose de Sarkozy, nous, nous n'avons jamais rien attendu d'autres de sa part, que des coups.

- Aubry. La patronne du PS, Martine Aubry, a appelé jeudi 14 octobre le président de la République Nicolas Sarkozy à "*suspendre le débat*" sur les retraites en cours au Sénat. "*La France ne veut pas de cette réforme. Je m'adresse au président de la République : je lui demande de suspendre ces discussions au Sénat, mais aussi de mettre aussitôt les syndicats autour de la table, de remettre tout à plat*", a-t-elle déclaré lors de l'émission "A vous de juger" sur France 2

"*Il faut une réforme des retraites, on est tous d'accord. Pour la faire, il faut discuter, il faut négocier, et il faut surtout la justice*", a-t-elle dit, en appelant le gouvernement à "*ne pas jouer la politique du pire*".

"*Nous reviendrons aux 60 ans pour ceux qui ont travaillé tôt et qui ont fait des travaux pénibles*", a-t-elle assuré. Le Parti socialiste accepte par contre l'allongement de la durée de cotisations à l'horizon 2020, prévu dans la réforme Fillon de 2003. "*Il y aura demain 41,5 ans de cotisation, il faut prendre en compte la démographie*", a-t-elle justifié. Elle a fait valoir que le PS souhaitait "*la liberté individuelle*". Ainsi, ceux voulant "*travailler plus longtemps*" bénéfieront alors "*de surcotes*". (Lemonde.fr)

Vive le front unique avec le PS et ses satellites qui tiennent le même discours que Sarkozy et soutiennent le régime ! La Talonnette a dû lui téléphoner après l'émission pour la féliciter de sa prestation. A bas le PS !

4- Sondage.

Les Français sont favorables à 54% à ce que «*les syndicats organisent une grève générale comme en 1995*» si le gouvernement refuse de revenir sur sa décision de repousser l'âge de départ à la retraite, selon un sondage BVA pour Canal Plus, diffusé jeudi.

Les plus favorables sont les 25 à 34 ans (68%), les salariés du secteur public (71%) et les ouvriers (70%). Les plus de 65 ans sont au contraire seulement 35% à y être favorables. (Libération.fr 14.10)

5- Comptage.

Mardi dernier, France Soir fait venir un institut espagnol spécialisé dans le comptage, le site Mediapart envoie sur le pavé des journalistes armés de clics-clics. L'AFP ici, France Bleue là se mettent à compter. Leurs résultats se recoupent tous : partout où ils ont oeuvré, ces enquêteurs-compteurs ont relevé des chiffres inférieurs à ceux de la police. À la louche, 80.000 à Paris quand les syndicats en annoncent 330.000. 20.000 à Marseille pour 230.000 de source syndicale. À les croire, la manifestation à 3,5 millions se dégonflerait au million. (Lepoint.fr 14.10)

Pas le temps de cherchez comment ils ont monté cette manipulation. Mediapart se referait-il une santé (morale et financière) pour continuer d'être financé par l'Etat ? C'est marrant les policiers de Marseille ont compté 100 000 manifestants le 12, alors que la préfecture en a annoncé 24 500. Plénel plus royaliste que les fidèles serveurs du monarque du Palais, il faut bien assurer son avenir...

6- Les braves petits-patrons.

La Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) a demandé au ministère de l'Industrie le déblocage prioritaires des stocks de carburant pour faire face à des difficultés d'approvisionnement. (Reuters 14.10)

Quelques heures plus tard.

Le gouvernement français a autorisé jeudi l'ouverture des stocks de réserve et l'importation de carburant pour les transporteurs routiers, a annoncé la Fédération nationale des transporteurs routiers.

Les pouvoirs publics ont annoncé d'autres mesures aux transporteurs routiers, comme l'autorisation pour les camions de 44 tonnes de transporter des hydrocarbures - et non plus 40 tonnes -, la possibilité de transporter des hydrocarbures le dimanche dans toute

la France, et l'interdiction pour les pétroliers de contingenter ou restreindre les fournitures de carburant aux entreprises.

"*Ça va permettre de fluidifier le marché ou de remédier aux difficultés d'approvisionnement, constatées dans le Sud-Est, en Alsace ou en Bretagne*", a dit Nicolas Paulissen.

Mais la poursuite des grèves dans les raffineries poserait "*des problèmes beaucoup plus sérieux au-delà d'une semaine*", a-t-il dit. (Reuters 14.10)

Social.

1- Patrons voyous.

1.1- Le groupe américain Molex a annoncé mercredi qu'il enclenchait la liquidation judiciaire de sa filiale française Molex Automotive SARL, chargée du paiement des congés de reclassement et du Plan de sauvegarde de l'emploi pour son ancienne usine de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), et que de ce fait il cessait de financer le plan social.

Cette décision intervient suite au recours déposé le 24 septembre dernier devant le tribunal des prud'hommes de Toulouse par 188 anciens salariés de l'usine, licenciés en octobre 2009, qui contestent leur licenciement pour motif économique.

L'usine Molex de Villemur-sur-Tarn a fermé ses portes en octobre 2009, entraînant le licenciement de 283 salariés. Ces derniers s'opposaient depuis plusieurs mois à cette décision, estimant que le site était économiquement viable. Le 15 septembre 2009, le fonds d'investissement américain HIG avait signé une reprise partielle de l'activité de l'usine de connectique automobile et s'était engagé à reprendre entre 20 et 60 salariés la première année. Actuellement, 39 anciens employés de Molex travaillent au sein de la société Villemur-Industrie, la filiale d'HIG créée spécialement pour reprendre le site.

Sur les 283 salariés licenciés, 19, tous représentants du personnel, sont encore en congés de reclassement. Ils n'ont pas reçu l'intégralité des sommes qui leur sont dues au titre du PSE, dont le versement de leur congé de reclassement pour le mois de septembre. (AP 14.10)

1.2- L'équipementier automobile américain Dura Automotive (220 salariés) a utilisé des hélicoptères, jeudi, pour contourner les piquets de grève installés depuis quatre jours aux entrées de son usine de La Talaudière (Loire), près de Saint-Etienne, a-t-on appris de sources syndicale et judiciaire.

Plusieurs hélicoptères sont repartis avec des produits finis pour aller livrer, à plusieurs centaines de kilomètres de distance, les commandes les plus urgentes destinés aux chaînes d'assemblage de ses clients, qui sont principalement les constructeurs français Renault et PSA Peugeot Citroën.

Vingt-deux salariés de l'entreprise ont comparu jeudi devant le TGI de Saint-Etienne, à la demande de leur direction qui les a assignés en référé pour le "*caractère illicite de la grève*", eu égard à l'entrave à la circulation des marchandises. Le tribunal rendra sa décision vendredi matin. (AP 14.10)

2- Réduire le nombre de représentants du personnel dans les entreprises.

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris propose, au nom d'une meilleure efficacité, la fusion des instances représentatives des salariés : délégués du personnel, comité d'entreprise et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Subsisteraient à leurs côtés seulement les délégués syndicaux.

La nouvelle instance, baptisée RUP (représentation unique du personnel), aurait les mêmes attributions et le même nombre d'heures pour exercer ses fonctions que les trois organes supprimés, ses membres ne siégeant plus que dans une seule assemblée qui se réunirait une fois. Le rapport préconise, en revanche, une réduction des effectifs de 20 % pour les titulaires et de 50 % pour les suppléants. (Lepoint.fr 14.10)

Politique.

Le roi a dit : moi je, le peuple a dit : nous voulons !

Nicolas Sarkozy ce jeudi lors d'un déplacement en Gironde, pour la deuxième fois en deux jours, le chef de l'Etat a fait l'éloge de la réforme. Mercredi 13 octobre, en recevant à déjeuner les députés Nouveau Centre, Nicolas Sarkozy a indiqué qu'il mènerait des réformes "jusqu'à la dernière minute" de son quinquennat. "*Les majorités qui sont mortes sont mortes parce qu'elles n'avaient plus d'idées (...) Moi, je travaillerai jusqu'à la fin de mon quinquennat*", a-t-il annoncé, à quelques semaines d'un remaniement que l'on imagine d'ampleur. (Lexpress.fr 14.10)

Sa "*dernière minute*" pourrait être aussi son dernier souffle, c'est ce qu'on lui souhaite. C'est la bassesse et la médiocrité qui caractérisent le mieux ce régime, le propre de toutes les dictatures.

Il a dit aussi qu'il se consacrerait entièrement à son combat politique pour rempiler en 2012 pour 5 ans. Il peut déraper grave, comme disent les jeunes qui écrivent le mot *révolution* sur les pancartes en carton qu'ils brandissent dans les manifestations. Il est discrédité dans tout le pays, même dans le sud-est tranquille et cossu les lycéens sont dans la rue.

De quelle majorité peut-il se revendiquer, il est ultra minoritaire et par conséquent illégitime.

Economie.

1- France. Racket de l'Etat, suite.

1.1- Les amendes de première catégorie vont passer de 11 à 20 euros en 2011, en cas d'adoption définitive d'un amendement UMP voté en commission des Finances à l'Assemblée nationale dans la nuit de mercredi à jeudi.

«*Cette majoration entraînera un surcroît de recettes de 382 millions d'euros pour l'Etat, si le nombre d'amendes reste constant*», écrit le rapporteur général du Budget, Gilles Carrez (UMP), dans son amendement au projet de budget 2011.

Les amendes de première catégorie s'appliquent aux infractions simples au Code de la route, comme les mauvais stationnements. (Libération.fr 14.10)

1.2- Confirmant la poursuite du rebond du secteur du luxe, LVMH a vu ses ventes grimper de 24% au troisième trimestre, tirées par une dynamique asiatique toujours très vigoureuse mais aussi par une solide demande en Europe et aux Etats-Unis.

Premier groupe du secteur à publier ses chiffres, le numéro un mondial du luxe a dépassé les attentes avec un chiffre d'affaires de 5,11 milliards d'euros. Surtout, sa croissance organique s'est maintenue à 14%, comme au premier semestre.

Sur neuf mois, la croissance organique atteint deux chiffres pour l'ensemble des divisions. Les ventes de vins & spiritueux (Dom Perignon, Moët & Chandon, Ruinart) grimpent de 17%, celles de la mode-maroquinerie progressent de 14%, tirées par une hausse "à deux chiffres" de Louis Vuitton, principal centre de profit du groupe.

La hausse atteint 22% pour les montres et la joaillerie (Tag Heuer, Chaumet ou Zenith), qui avaient le plus souffert de la crise. Elle ressort à 10% pour les parfums et les cosmétiques (Dior, Givenchy ou Guerlain) et à 14% pour la distribution sélective (parfumeries Sephora, réseau DFS de ventes hors taxes et Le Bon Marché).

Le titre LVMH a signé depuis le début de l'année une hausse de plus de 42%, une performance comparable à celles des grands noms du luxe portés par une forte reprise de la consommation.

Le géant suisse Richemont, propriétaire de Cartier ou de Van Cleef & Arpels, s'adjuge 40% depuis janvier, PPR (Gucci, Balenciaga) progresse de 41,3% et Swatch de 41%. Le groupe Hermès a vu sa valeur s'envoler de plus de 90% depuis le début de l'année. (Reuters 14.10)

2- Etats-Unis

2.1- Le déficit commercial des Etats-Unis s'est creusé plus que prévu en août. La balance des échanges affiche un déficit de 46,35 milliards de dollars, selon les chiffres publiés jeudi par le département du Commerce. (Reuters 14.10)

2.2- Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté contre toute attente aux Etats-Unis lors de la semaine au 9 octobre, à 462.000, a annoncé jeudi le département du Travail. (Reuters 14.10)

2.3- Les 50 Etats américains ont ouvert mercredi une enquête conjointe sur les pratiques du secteur du crédit immobilier, une initiative qui pourrait, selon certains spécialistes, menacer la reprise des ventes de logements.

Moins de deux heures avant la clôture, Bank of America, la première banque américaine, cède 6,3%, JPMorgan Chase abandonne 4,0%, tandis que l'indice KBW des bancaires recule de 3,8%.

A plus long terme, certains craignent que la profitabilité des banques ne soit réduite à néant lorsqu'elles rachèteront des milliards de dollars de prêts immobiliers détenus par des investisseurs qui ont acquis des titres adossés à des créances immobilières (MBS).

Bank of America, numéro un des crédits immobiliers aux USA, pourrait ainsi se voir obligée de racheter jusqu'à 74 milliards de dollars de prêts, selon une estimation de Branch Hill Capital.

Le marché s'interroge aussi sur la pratique des "*signataires robot*" et sur le retour de bâton qu'elle pourrait impliquer pour les banques.

Le Financial Times, citant une déposition faite au tribunal, écrit ainsi qu'une employée de Wells Fargo signait jusqu'à 500 documents de saisie par jour.

Cette employée, au nom de Xee Moura, signait les documents au nom de Wells Fargo et se contentait de vérifier que son nom et son titre apparaissaient correctement, poursuit le quotidien financier.

L'enquête ouverte par les procureurs généraux tente notamment de déterminer si certaines banques ont fait preuve de négligence dans l'examen de tels documents ou si elles ont fait de fausses déclarations pour chasser les mauvais payeurs de leur domicile. (Reuters 14.10)

3- Monnaie.

Le dollar a inscrit un nouveau plus bas de 15 ans face au yen et est retombé à son niveau d'il y a huit mois par rapport à l'euro, après l'annonce inattendue par Singapour d'un élargissement de la fourchette de fluctuations de sa monnaie.

Par ricochet, la baisse du billet vert profite aux métaux, comme le cuivre, à son plus haut niveau depuis deux ans, et surtout l'or dont le cours spot a enregistré un nouveau record historique, à 1.380,45 dollars l'once.

L'euro est monté à un point haut de huit mois face au dollar, s'approchant de 1,41 dollar, à 1,4083 dollar tandis que le dollar australien frôlait la parité avec le billet vert.

En attendant le prochain sommet du G20 le 11 novembre à Séoul, les investisseurs continuent de vendre du dollar pour acheter des actifs dans les pays émergents ainsi que des matières premières. (Reuters 14.10)

Le 16 octobre

J'ai rectifié le lien vers le fichiers *Sur les retraites. (POI)* du 6 octobre, avec mes excuses.

La polémique sur le nombre de participants aux manifestations a pris de l'ampleur sans que l'on puisse dire quel chiffre correspond à peu près à la réalité, les deux partis n'étant pas plus honnêtes l'une que l'autre, d'un côté les dirigeants syndicaux annoncent en coeur à 10h du matin le nombre total de participants alors que de nombreuses manifestations n'ont même pas commencé et d'autres se dérouleront dans l'après-midi, de l'autre côté, le gouvernement, la police et les médias s'ils attendent la fin des manifestations pour communiquer leurs chiffres, il semble avéré qu'ils soient systématiquement inférieures à la réalité.

Pourquoi on revient sur ce sujet ? Parce que 76 ou 89 000 manifestants et 330 000, ce n'est pas du tout pareil. A Albi, quand un huissier et la police comptent 4 380 et 4 200 manifestants, les syndicats en comptent 20 000 pour une population de 50 000 habitants environ. On peut admette une marge d'erreur assez large de 20 ou 30%, mais là c'est de l'ordre de 300 à 400% ! A Marseille les policiers ont compté 100 000 manifestants, la préfecture en déclare officiellement 24 500, les syndicats 230 000.

Personnellement, et sans le moindre outil fiable pour me prononcer, je préfère le préciser, je retiens un chiffre correspondant à la moitié environ de celui indiqué par les syndicats, ainsi le comptage des policiers de Marseille doit être assez proche du nombre réel de manifestants le 12 octobre. Si ce genre de manipulations est conforme à ce que l'on est en droit d'attendre de dirigeants syndicaux qui doivent dorénavant gagner la bataillle de la représentativité syndicale pour continuer à exister, on se demandera ce que les partis dits ouvriers qui leur emboîtent le pas ont à y gagner, certainement pas de la crédibilité auprès des travailleurs.

Surestimer consciemment dans de telles proportions le nombre de manifestants faussera forcément l'appréciation que les travailleurs porteront sur la mobilisation en cours et plus généralement sur la situation, est-ce souhaitable et dans quel but, la question est alors de savoir si l'on peut ou doit recourir à cette méthode au titre de l'agitation, personnellement je répondrais par non, car personne n'est dupe en dernier ressort. Quel intérêt aurions-nous à faire partie du club peu honorable des menteurs et des manipulateurs professionnels ? Aucun, car qui triche sur les chiffres peut très bien tricher sur ses réelles intentions.

On ne cesse de répéter que tout est embrouillé dans la tête des travailleurs, de remarquer que tout est fait dans cette société pour

les empêcher de faire la part des choses, et voilà qu'on devrait collaborer à une entreprise qui n'a pas vraiment vocation à les aider à résoudre ce problème, il faudrait peut-être savoir un jour ce que l'on veut en tant que militant et dans la vie. Cela fait penser au refus de regarder la réalité en face et de ne pas dire la vérité aux travailleurs, aussi dure soit-elle. Comment définir une tactique et une stratégie correctes en partant d'un tel principe ? Impossible ! Comment convaincre les travailleurs et gagner leur confiance ? Impossible.

Cet état d'esprit qui consiste à tromper délibérément les autres ne nous épargne pas car on se trompe soi-même, il n'est pas le produit du hasard ou il ne correspond pas à un état d'âme passager, il a pour origine l'incompréhension de la situation et notre incapacité à définir les tâches qui permettraient un jour d'agir dessus ou de la changer. Comment peut-on envisager ou prétendre sérieusement aller de l'avant en partant d'une analyse erronée de la situation ? Quand on ment sur le nombre de grévistes, de manifestants, de militants véritablement actifs dans son parti, camouffler ses réelles intentions, falsifier les rapports entre les classes ou à l'intérieur des classes pour justifier sa ligne politique ne pose plus véritablement de problèmes non plus, non ?

A ce propos justement et je terminerai par là aujourd'hui, il est plus facile de commenter l'actualité ou d'analyser superficiellement la situation que de se pencher sur les rapports entre les classe et à l'intérieur des classes, apparemment un exercice qui répugne à nos dirigeants, quand je dis se pencher sur ces rapports, je veux dire par là les examiner à la loupe, les décortiquer minutieusement, couper les cheveux en quatre dans ce domaine également, au lieu de se contenter de généralités ou de généraliser une situation particulière, procédé qui aboutit par exemple à proclamer que tout serait possible... avec des si, à prendre ses désirs pour la réalité en guise d'orientation politique... et à déchanter par la suite.

Pourquoi les différents sujets abordés dans ce site ne le sont-ils pas dans la presse ouvrière ou pourquoi nos dirigeants ne traitent-ils pas certaines questions sous des angles différents ; vous les avez déjà vu écrire ou prononcer par exemple les expressions suivantes : ouvriérisme, aristocratie ouvrière, embourgeoisement de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier ? Non, et pour cause, pour eux la classe serait forcément une et indivisible, homogène, révolutionnaire ! Comme la nation et la République quoi ! Nous savons que ce n'est pas le cas parce que nous employons la méthode de Marx et Engels, alors pourquoi ne pas le dire aux travailleurs ?

Hier dans deux articles de presse j'ai relevé ces précisions : dans le premier, un journaliste affirmait que le mouvement s'amplifiait mais ne se radicalisait pas, alors que la plupart des militants estiment qu'il se radicalise. Dans le second, un autre journaliste expliquait que si les jeunes sont plus nombreux à descendre dans la rue, c'est sans orientation ou direction précise, donc sans danger pour le gouvernement. C'est juste et c'est juste également pour l'ensemble des travailleurs qui sont mobilisés, comment pourrait-il en être autrement sans direction politique et sans qu'ils entrevoient une issue politique à la crise du capitalisme ? Pourquoi ne pas le dire aux travailleurs et aux militants puisque c'est là l'élément déterminant de la situation ?

On nous dit encore que des millions de travailleurs descendent dans la rue pour exiger le retrait du projet de loi de Sarkozy. Est-ce vraiment exact ou un nombre important d'entre eux exigent-ils une autre réforme ? Refusent-ils tout nouveau sacrifice ou sont-ils prêts à en accepter sous certaines conditions, ce qui n'est pas du tout la même chose ? Là-dessus non plus, on ne nous fournit aucune analyse précise et fiable. Dans le premier cas, ils seraient au bord de la rupture avec le capitalisme en se situant sur leur propre terrain de classe. Dans le second ils ne feraient que manifester leur subordination au capitalisme en se situant sur son terrain.

Comment peut-on aborder les travailleurs et construire le parti quand on n'a pas tous ces éléments-là en tête ?

La déclaration du bureau national du POI permet de poser ces questions pour peu qu'on en ait la volonté, et elle a cela d'intéressant qu'en posant la question du gouvernement ouvrier, en fonction de l'accueil que lui réserveront les travailleurs, nous aurons une idée plus précise sur leur niveau de conscience politique. Je m'avance peut-être un peu, car sans vouloir être médisant mais connaissant suffisamment bien ce parti, il paraît peu probable que c'est cette question que les militants du POI mettront systématiquement en avant lors de leurs discussions avec des travailleurs.

Bonne manif camarades !

Retraites.

1- La situation vue par un média.

Depuis le début du mouvement de grogne contre la réforme des retraites, les grands leaders syndicaux ont toujours cherché à éviter de souffler sur les braises. Ainsi Bernard Thibault qui a répété à plusieurs reprises que "notre but n'est pas de bloquer le pays". Problème: sa base la plus radicale organise des grèves reconductibles, qui n'entraînent pas les autres (les taux restent faibles à la RATP, et pas si importants que ça à la SNCF).

Face au spectre de la grève générale et illimitée, brandie par les syndicats les plus remontés (SUD), la CGT et la CFDT ont pris la main sur l'organisation des journées de mobilisation, et reconduisent la stratégie des 2 rendez-vous par semaine. Mais

sans convaincre tout le monde.

Les acteurs syndicaux sont divisés sur la stratégie à adopter:

- il y a ceux qui estiment qu'il faut continuer sur la lancée du succès des manifs précédentes. "*Je ne sais pas si on arrivera à faire changer les choses, mais notre rôle est de répondre aux demandes des salariés. Ils estiment que la réforme est injuste, on doit répondre à cette aspiration de justice sociale*" explique Jean Grosset de l'UNSA sur RMC.

- ceux qui trouvent que 2 jours par semaine, ça ne résout rien Au sein même de la direction du premier syndicat de France, on critique l'action du patron, comme Jean-Paul Delannoy, dans Le Monde: "*La stratégie de mobilisations épisodiques à répétition type 'saute-mouton' n'est pas la bonne et sera un échec si nous n'amplifions pas le mouvement et si nous n'écoutons pas la base, qui nous réclame des actions concrètes*".

- ceux qui estiment qu'on ne peut pas trop compter sur les lycéens Le renfort des lycéens est vu comme un trompe l'oeil par plusieurs responsables, car les vacances de Toussaint approchent, comme par hasard au moment où le gouvernement veut tourner la page en promulgant la réforme (votée mercredi prochain au Sénat normalement) et en remaniant (d'après RMC, c'est prévu pour le 24 ou le 26 octobre).

- et ceux qui craignent qu'on fasse la manif de trop... La nouvelle journée d'action, décidée pour le mardi 19 octobre, n'a pas fait l'unanimité, notamment auprès des petits syndicats (UNSA, CFE-CGC, CFTC) qui auraient préféré des rassemblements symboliques. Dans Le Monde, un responsable confie: "le 19 octobre risque d'être la journée de trop car la mobilisation n'atteindra pas le niveau du 12 octobre". (Lepost.fr 15.10)

2- Mobilisation

2.1- Secteur pétrolier.

Trois dépôts pétroliers ont été débloqués vendredi sous la pression des forces de l'ordre et sur décision de l'Elysée tandis que se précisait la menace d'une pénurie de carburant.

La décision de le faire a été prise jeudi soir à l'Elysée, a-t-on appris de source proche de la Présidence.

Les salariés des 12 raffineries françaises sont en grève vendredi, ont annoncé les représentants des syndicats CGT et CFDT.

Dix raffineries ont entamé ou vont entamer dans les heures qui viennent des procédures d'arrêt complet de la production qui prennent plusieurs jours. (Reuters 15.10)

"*L'objectif en soi des mouvements de grève, notamment dans le secteur de l'énergie, n'est pas de stopper l'activité économique. L'objectif de cette mobilisation c'est bien d'obtenir des discussions pour un autre avenir de nos retraites.*", selon Thibault vendredi matin sur LCI. (Lepost.fr 15.10)

2.2- Chauffeurs routiers.

La CFDT, premier syndicat de chauffeurs routiers, a appelé les salariés du secteur à se joindre au mouvement en organisant des barrages filtrants ou des opérations "*escargot*".

Est envisagée aussi l'aide aux syndicalistes du secteur de l'énergie pour bloquer les dépôts de carburant et les raffineries ainsi que les plates-formes de ravitaillement desservant la distribution, a dit à Reuters le secrétaire général de la CFDT Route, Maxime Dumont. (Reuters 15.10)

2.3- Lycées.

Le nombre de lycées touchés à des degrés divers était vendredi de 306 selon le ministère de l'Education nationale et de 900 selon l'UNL, premier syndicat lycéen.

La mobilisation des lycéens et des étudiants s'est amplifiée jeudi en dépit des mises en garde du gouvernement contre des risques de "*manipulation*" et de dérapages qu'il voit dans la participation de jeunes à ce mouvement social.

Lemonde.fr publie un télégramme du ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, envoyé vendredi à tous les préfets et leur demandant de limiter l'usage de la force. "*J'attire votre attention sur la nécessité d'être particulièrement vigilant sur les conditions d'intervention*

et de limiter l'usage de la force au strict nécessaire", écrit-il. (Reuters 15.10)

Economie.

1- France. Les conseils d'un banquier du PS à Sarkozy.

La commission Attali remet ce vendredi à Nicolas Sarkozy 25 propositions pour améliorer la croissance de la France et réduire ses déficits records.

Près de la moitié des propositions portent sur la maîtrise des finances publiques et justifient a posteriori la politique d'austérité lancée par le gouvernement actuel.

Elle juge impératif de réduire de 50 milliards d'euros en trois ans les dépenses publiques et d'augmenter de 25 milliards les recettes en élargissant l'assiette des prélèvements fiscaux et sociaux.

La commission suggère en outre de geler jusqu'à 2013 le point d'indice sur lequel est calculée la rémunération des fonctionnaires et de prolonger le principe de non remplacement d'un fonctionnaire partant en retraite sur deux aux collectivités locales et à la Sécurité sociale.

Pour réduire le déficit de l'assurance maladie, la commission propose de nouveaux déremboursements de médicaments et la prise en charge d'une partie des coûts des affections de longue durée par certains malades.

Ils suggèrent un rôle accru des assurances santé complémentaires, une assurance-dépendance complémentaire obligatoire et la concentration de l'allocation personnalisée d'autonomie sur les personnes les plus dépendantes.

La commission préconise en outre une baisse de 1,0% en valeur, c'est-à-dire sans correction de l'effet de l'inflation, des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales.

Elle propose aussi la mise en place de la taxe carbone, provisoirement enterrée par le gouvernement.

Pour favoriser la création d'emploi, en particulier en faveur des jeunes, les auteurs du rapport proposent notamment de transférer une partie des charges sociales sur la TVA.

Ils recommandent de rémunérer, sous la forme d'un contrat d'activité à durée indéterminée - un "*contrat d'évolution*" - la phase de recherche d'emploi et de formation et suggèrent de renforcer les formations initiales en alternance.

Ils proposent de confier aux partenaires sociaux le soin de définir un contrat de travail "*à droits progressifs*".

Pour garantir un bon niveau du système éducatif, ils proposent "*une évaluation rigoureuse de l'engagement des enseignants*", susceptible d'influer sur leur carrière, et l'augmentation des obligations de service. (Reuters 15.10)

Vive l'unité avec Attali, Strauss-Kahn, Lamy et Cie ! Après on nous expliquera qu'il est parfaitement justifié de se tourner vers ce parti, au nom du front unique évidemment. On vous laisse faire les poubelles !

On vient d'apprendre qu'un journaliste, François Malye, et un historien, Benjamin Stora (ex-dirigeant de l'OCI), ont enquêté pendant deux ans sur le rôle joué par François Mitterrand pendant la guerre d'Algérie, avant de publier leur livre *François Mitterrand et la guerre d'Algérie* selon La Dépêche.

François Mitterrand a été ministre de la Justice du gouvernement socialiste de Guy Mollet pendant seize mois du 1er février 56 au 21 mai 57.

A cette période, il y avait la guerre d'Algérie. Les auteurs révèlent que François Mitterrand "a laissé sans broncher couper les têtes des nationalistes algériens, qu'ils aient ou non du sang sur les mains".

A son départ du ministère en mai 1957, ce ne sont pas moins de 45 nationalistes qui avaient été guillotinés.

Selon l'ouvrage, François Mitterrand s'était opposé à 80% des demandes de graces. Les auteurs décrivent l'ex-chef de l'Etat qui avait alors 40 ans comme étant "dur et ambitieux". (Lepost.fr 15.10)

Pour rappel, un "trotskyste", le dénommé Stentor avait osé écrire dans *Informations ouvrières* que Mitterrand avait été de gauche...

Au diable les principes ! A part cela, on devrait s'interdire de se poser des questions sur les réelles intentions et la politique menée par feu Pierre Lambert et les dirigeants de son parti qui était aussi le mien à la fin des années 70, ben voyons !

2- Portugal.

Le gouvernement socialiste a présenté ce vendredi au Congrès un plan d'économies drastiques.

José Socrates joue son va-tout. Le premier ministre portugais présentait ce vendrediau Congrès un nouveau budget d'austérité pour 2011, le troisième en moins d'un an, le plus sévère depuis quinze ans.

Coupes de 5 à 10% sur les salaires des fonctionnaires à partir de 1500 euros brut mensuels, gel de pensions, relèvement de deux points de TVA à 23%, suppression de plusieurs abattements fiscaux et sociaux, imposition des retraites les plus élevées, taxe bancaire…

Pendant une décennie, le pays a vécu à crédit, consommant plus de richesses qu'il n'en produisait. Les ménages et les entreprises se sont massivement endettés et le secteur public n'a cessé de gonfler. «*De nombreux secteurs, comme l'énergie, les télécoms ou les banques, pratiquent des prix biens supérieurs aux standards internationaux, explique Nicolau Santos, le directeur adjoint d'Expresso. L'ajustement pour restaurer la compétitivité ne pourra se faire que sur les salaires.*» De quoi réveiller la contestation sociale. Pour la première fois depuis près de vingt ans, les deux grandes centrales syndicales, CGTP et UGT, font front uni et appellent à une grève générale le 24 novembre. (Lefigaro.fr 15.10)

3- Etats-Unis. Faites chauffer la planche à billets !

Le niveau élevé du chômage et la faiblesse de l'inflation appellent un nouvel assouplissement de la politique monétaire aux Etats-Unis, dont l'ampleur doit encore être évaluée, a déclaré vendredi le président de la Réserve fédérale américaine Ben Bernanke.

Avec la multiplication des signes d'un affaiblissement de la reprise aux Etats-Unis dans le courant de l'été, la Fed a activement nourri les anticipations des marchés sur une reprise de ses rachats massifs d'actifs pour soutenir la croissance.

La plupart des économistes s'attendent à un programme de rachats de titres à long terme d'environ 500 milliards de dollars d'ici la fin de l'année, selon une enquête Reuters publiée jeudi.

La Fed, qui maintient son principal taux directeur à des niveaux proches de zéro, dispose encore de moyens d'assouplir les conditions financières, a déclaré Ben Bernanke en ajoutant qu'elle devait faire preuve de prudence. (Reuters 15.10)

Politique.

1- La France est favorable à la mise en place en Europe du bouclier anti-missile proposé par les Etats-Unis.

"S'agissant du bouclier anti-missile, non seulement la France n'est pas contre mais elle est franchement pour", a déclaré vendredi l'Elysée. "Elle conçoit le bouclier comme un complément utile à la force de dissuasion, qui demeure, elle, irremplaçable."

"*Non seulement nous ne sommes pas contre mais nous sommes prêts à y apporter notre contribution, qu'il s'agisse d'une contribution financière ou en nature*", a-t-on ajouté de même source. "*La France a des capacités technologiques non négligeables dans ce domaine.*" (Reuters 15.10)

2- Martine Aubry a réaffirmé jeudi que les deux grands favoris des sondages, le directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn, et elle-même n'iraient "*pas l'un contre l'autre*" aux primaires. "*Moi et Dominique c'est clair, parce que nous sommes sur la même ligne*", a-t-elle dit. (Lepoint.fr15.10)

Vaut mieux que les militants se le gravent une fois pour toute dans le crâne : PS = DSK = FMI.

Le 17 octobre

Un extrait de trois commentaires d'internautes :

1- "Que vous soyez de droite ou de gauche, peu importe: ce à quoi nous assistons de la part de nos politiques doit s'arrêter maintenant. A quand des gens moraux?! Si cela doit passer par un pays sans essence pour enlever le vers de la pomme

et enfin assainir les assemblées des représentants du peuple français de ces sangsues de droite comme de gauche qui se fichent totalement du commun des mortels et ne servent que leurs propres intérêts, alors qu'il en soit ainsi."

Commentaire :

Il n'est pas loin de poser correctement le problème : que dit-il quand il affirme qu'il faudrait trouver "*des gens moraux*" ? Des "*gens*" qui prennent comme base ou qui prennent en compte les besoins légitimes de la majorité de la population, des dirigeants qui partent exclusivement de nos besoins sans se soucier de savoir si leur satisfaction est compatible avec l'existence du capitalisme.

Quant aux "*sangsues de droite comme de gauche*, elles ne font pas que "*(servir) leurs propres intérêts*", elles servent en premier lieu les intérêts des capitalistes, elles agissent en fonction des besoins du capitalisme, ce que cette personne n'a pas compris apparemment.

Nous sommes donc là en présence d'une personne qui a parfaitement compris que l'UMP et le PS était aussi pourri l'un que l'autre, mais qui n'a pas compris que la politique qu'ils mettaient en oeuvre leur était dictée par les besoins des capitalistes, c'est donc bien le fonctionnement du capitalisme que cette personne n'a pas encore compris.

Finalement, elle fait face à une contradiction qu'elle a très bien exprimée, qui consiste à exiger que les besoins des travailleurs soient pris en compte par ceux qui dirigent le pays, sans comprendre que pour satisfaire ces besoins il fallait rompre au préalable avec le capitalisme, condition que cette personne est encore incapable de saisir. Ses illusions ne se concentrent pas sur les partis institutionnels, mais sur le capitalisme.

2- "Je l'ai toujours dis ! Les représentants du parti socialiste ne sont rien d'autre que des centristes, aujourd'hui ! Rien à voir avec le PS des années 70. Ils sont loin, très loin des préoccupations des salariés, employés et travailleurs, qui eux sont payés à coups de lance-pierres, n'est-ce pas ? Moi, je n'ai pas les moyens de partir à Venise en pleine période de travail ! Des baratineurs avérés ces responsables socialos et bourrés de fric, en plus ! Représentent-ils vraiment les pauvres gens ? J'en doute fortement, vraiment."

Commentaire.

Passons sur les années 70 puisque la situation a évolué depuis, disons seulement que les représentants du parti socialiste n'étaient que des socialistes en parole, ce qu'ils ont amplement démontré par la suite lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, en gérant la société pour le compte des capitalistes, sans remettre en cause ni les fondements du capitalisme ni les institutions de la Ve République.

Cette personne explique que le PS est étranger à la classe ouvrière, que ses dirigeants sont des bourgeois ou des petits-bourgeois plein de fric et puants, faudrait-il la désavouer et lui répondre : mais non, mais non mon brave monsieur, vous faites fausse route, le PS n'est pas un parti au service du capital, c'est un parti ouvrier ?

Voilà sans doute une personne appartenant aux couches moyennes qui n'a aucune illusion dans le PS, devrait-on lui dire qu'elle se trompe ? Au contraire, il faudrait l'aider à aller au bout de son analyse en lui posant deux questions : d'après vous pourquoi le PS est-il "*très loin des préoccupations des salariés, employés et travailleurs* ? Un parti n'est pas une coquille vide, il agit au quotidien, il fait de la politique, s'il ne défend pas les intérêts des travailleurs, quels intérêts défend-il alors et pourquoi ? Si vous oubliez de lui demander pourquoi, vous faites comme les dirigeants (du POI notamment) qui ne vont pas au bout de leur analyse et qui ne veulent pas se prononcer sur la nature sociale du PS, parce qu'ils ne veulent pas rompre avec ce parti ou son idéologie, celle de la classe dominante.

3- "Bernard, 45 ans, cadre informatique dans une société d'aéronautique. "C'est ma deuxième journée, j'étais venu aussi le dernier samedi. Je pense que si on continue, ça peut bouger. Ce sont quasiment mes premières manifs. Des collègues qui n'étaient jamais venus sont là aussi. Je trouve que plus ça va, et plus ça devient difficile. La finance prend le pas sur la politique. Bientôt on va se demander à quoi servent les politiques... Je suis allé quelques fois dans les pays anglo-saxons, j'ai vu des papis de 70 ans vendre des chaussures. Je ne trouve pas que ce soit un bon modèle de société... "

Commentaire.

Toutes les couches exploitées dans leur immense majorité sont contre le projet du gouvernement, mais ils ne sont pas forcément pour une solution qui remettrait en cause le capitalisme, ne nous emballons pas camarades.

La dictature du capital sous l'égide des gangsters de l'aristocratie financière est incompatible avec toute forme de démocratie politique, ce que l'on comprend lorsque l'on observe l'évolution des Etats-Unis. C'est le modèle américain qui est en train de s'imposer à tous les pays du monde ou plutôt que les représentants du capital au pouvoir dans chaque pays tentent petit à petit d'imposer.

C'est la seule réponse possible de la part du capital aux exigeances croissantes de tous les peuples à vivre mieux ou à pouvoir accéder au marché, à pouvoir satisfaire leurs besoins au même titre que les peuples vivant dans les pays les plus riches (en ignorant que ce n'est pas toujours le cas pour des millions de travailleurs), qu'il ne veut pas satisfaire... sans ne plus être le capital !

Tout est possible effectivement, à condition de liquider le capitalisme, ce qui passe par une issue politique puisque son pouvoir est suspendu aux institutions politiques, à l'Etat. Si le pouvoir des capitalistes repose sur les rapports de production existant, la propriété privée des moyens de production, c'est l'Etat qui à travers les institutions et la législation en vigueur permet seul à ces rapports de continuer d'exister, l'Etat n'étant pas au-dessus des classes, mais représentant et défendant à la fois les intérêts et l'existence d'une classe déterminée, en l'occurence celle des capitalistes, d'où la nécessité impérative de "*détruire de fond en comble*" (Marx-Engels) cet Etat, et de le remplacer par un Etat ouvrier pour pouvoir s'attaquer vraiment aux fondements du capitalisme. Et non l'inverse, comme le scandent par ignorance ceux qui réclament une "*meilleure répartition des richesses*" sans renverser au préalable les institutions.

Quand cette personne dit "*la finance prend le pas sur la politique*", inconsciemment ce qu'elle veut dire notamment, c'est qu'en fait la finance voudrait faire disparaître la lutte des classes, celle du prolétariat évidemment, son ennemi de classe, ce qui est évidemment impossible.

Elle ne comprend pas non plus que le système capitalisme a ses propres limites, au-delà desquelles il entre en putréfaction et entraîne dans sa chute l'ensemble de l'humanité, parce que plus le temps passe et plus l'existence et les besoins de 6,7 milliards d'habitants sont incompatibles avec l'appriopriation des richesses produites par une infime minorité et dont l'origine se trouve être la propriété privée des moyens de production, cette contradiction conduisant à terme à la guerre et à la révolution.

Donc pour " *prend le pas*" sur la finance, pour la combattre sérieusement et efficacement, il faut s'engager dans un parti politique, car c'est seulement sur le terrain politique que nous pourrons la vaincre et enfin vivre dans un monde meilleur.

Plus le temps de commenter les déclarations ou la journée d'hier, juste un mot très rapidement.

Les dirigeants syndicaux accusent le gouvernement de jouer la carte du pourrissement pour qu'on ne retourne pas cet argument contre eux, ruse minable qui ne trompera pas la majorité des travailleurs et des militants mobilisés.

Les appareils contre-révolutionnaires en appellent à Sarkozy, aux sénateurs, donc aux institutions, normal en somme, puisque ce devrait être contre elles, contre l'Etat, que notre combat devrait être dirigés, ce dont ces lieutenants du capital ne veulent absolument pas entendre parler. Aux millions de travailleurs mobilisés encore en grande partie inconsciemment contre l'Etat, ils en appellent aux institutions, ainsi sans le vouloir mais ils n'ont pas le choix, ils leur désignent l'objectif qu'ils doivent se donner d'abattre, participant (involontairement) de la sorte à la maturation politique des masses.

Nos dirigeants ont le choix entre, réorienter le combat de la classe ouvrière contre le gouvernement et l'Etat dans la perspective de les renverser puisque c'est le seul moyen politique pour garantir à terme notre droit à la retraite et satisfaire l'ensemble de nos revendications ou plier bagages en lançant un énième appels stériles en direction des appareils des partis contre-révolutionnaires qui oeuvrent au côté de l'UMP. Il faut s'appuyer sur l'avant-garde du prolétariat, sur ces éléments les plus déterminés qui sont dors et déjà mobiliser, donner une orientation politique à leur combat car c'est ce qu'il leur fait le plus défaut aujourd'hui, c'est aussi la condition sans laquelle l'unité de la classe est un vain mot, nourrir la maturation politique en cours des travailleurs pour que les plus larges masses prennent conscience des tâches politique qu'elles doivent accomplir.

Le mot d'ordre de grève générale illimitée et de manifestation nationale à Paris devant et contre l'Assemblée nationale correspond aux tâches que devrait accomplir le prolétariat dans la situation actuelle, afin d'avancer vers une issue politique mettant à l'ordre du jour la constitution d'un Etat ouvrier.

J'arrête là.

Il m'est venu une idée qui mérite peut-être d'être creusée, je n'ai pas encore eu le temps d'y réfléchir, je vous la livre brut de décoffrage.

Puisqu'il y a des manifestations dans plus de 200 villes du pays, pourquoi ne pas envisager qu'à l'issue de ces manifestations, les participants à l'appel des partis ouvriers se constituent en assemblée populaire (ou une autre appellation) en élisant démocratiquement leurs délégués, ou que soient distribués des centaines de milliers de tracts appelant l'ensemble des travailleurs à se réunir à une date déterminée pour constituer cet organisme politique indépendant intégrant les partis ouvriers combattant au côté de la classe ouvrière, un embryon de pouvoir politique, d'Etat ouvrier face aux institutions de la Ve République. Cet appel s'adresserait à la classe ouvrière, aux couches moyennes et plus largement à la petite-bourgeoisie.

Maintenant la situation n'est peut-être pas encore mûre pour lancer une telle initiative, cela se discute évidemment. Au moins

on proposerait une issue politique concrète, sérieuse, crédible, qui romprait avec le carcan des institutions et renouerait avec la tradition révolutionnaire du prolétariat et les enseignements de la révolution russe de 1917, ces assemblées étant l'équivalent des soviets (comité en français).

A quoi bon manifester tous les trois jours entend-on dire, à quoi voter tous les cinq ans pour finalement constater que la situation sociale ne cesse de se dégrader entend-on encore, au moins cette proposition aurait le mérite de répondre à ces questions, de leur apporter une réponse politique conforme aux intérêts collectifs de l'ensemble des exploités. Les travailleurs ont besoin d'objectifs politiques concrets pour s'en saisir le moment venu et non de déclarations comportant de graves lacunes ou des mystères (sic !) et qui les laisseront forcément "*perplexes*".

Dites-vous bien que c'est l'absence de toute perspective politique qui retient des millions de travailleurs de se mobiliser ou de s'organiser, et quand bien même nous leur en proposerions une, ils nous demanderaient par quelles étapes il faudra en passer avant d'atteindre notre objectif finale, la prise du pouvoir. Négliger cette question sous prétexte qu'on ne connaît pas à l'avance les rythmes et les délais dans lesquels nous pourrions avancer vers cet objectif, relèverait de l'amalgame qui consisterait à prétendre que, parce qu'on ne saurait pas avec certitude comment le processus révolutionnaire va se développer, et il ne peut pas en être autrement, on serait forcément incapable de définir les différentes étapes qui nous séparent de notre objectif, or ce n'est pas le cas si l'on s'inspire des enseignements de notre histoire, précisons, qu'il faut forcément adapter à notre époque.

Au lieu de gaspiller des centaines de milliers d'euros en campagnes électorales, les dirigeants du POI, du NPA et de LO pourraient s'emparer de cette idée et la proposer comme perspective politique aux travailleurs. Chacun de ces partis peut se saisir de cette proposition, ils en ont séparément les moyens financiers si leurs dirigeants en ont la volonté. Vous aurez remarqué que cette proposition s'appuie sur la mobilisation des masses, que je ne propose pas de constituer des soviets ou une assemblée constituante comme on sort un gadget d'une pochette surprise, soyons sérieux ! Faites-moi part de vos réactions à cette proposition. (A suivre)

Retraites.

La CGT a estimé à «*près de trois millions*» le nombre de manifestants contre la réforme des retraites samedi, un nombre identique à celui du samedi 2 octobre. A l'inverse, le ministère de l'Intérieur fait état du «*plus bas niveau de participation*» depuis la rentrée, avec quelque 825.000 personnes qui ont défilé dans 264 cortèges.

1- Déclarations.

- Les syndicats ont réclamé une suspension du débat parlementaire, à l'instar de Bernard Thibault qui a demandé au Sénat de " *ne pas voter en l'état* " le projet de loi. Le Parti socialiste qui avait d'abord demandé le retrait pur et simple du texte, avant de constater que ce n'était pas la position de la majorité des syndicats, est désormais sur la même ligne, une suspension devant permettre l'ouverture de négociations.

- Une fois franchie l'étape de samedi et celle de mardi, le plus dur ou presque restera à faire pour les syndicats : s'accorder sur la suite et trouver les moyens de préserver une unité d'action, que le vote du Sénat va mettre à rude épreuve.

Jeudi 14 octobre, lors de la dernière intersyndicale, de premiers désaccords étaient apparus entre le camp des réformistes, emmené par la CFDT et l'UNSA, et celui des contestataires (Solidaires, Force Ouvrière, et parfois la CGT). Les syndicats réformistes considèrent que le vote du projet de loi au Sénat imposera d'autres formes d'action, autrement dit la fin du mouvement. "*Nous sommes en démocratie. A un moment donné, le politique prend le pas sur le social. Quand le Parlement vote une réforme, même si elle ne nous convient pas, nous ne pouvons pas faire comme s'il ne se passait rien*", analyse Jean Grosset (UNSA).

Le numéro deux de la CFDT, Marcel Grignard, est sur la même ligne. Il l'a dit avec beaucoup de fermeté à ses partenaires de l'intersyndicale, y compris à Nadine Prigent de la CGT. Cela n'a pas empêché Bernard Thibault et François Chérèque, le "patron" de la CFDT d'afficher leur entente sur Canal +, mais cela laisse augurer des tensions fortes dans les jours à venir.

La direction de la CGT n'a pas poussé ses troupes aux grèves reconductibles. Bien au contraire. Mais elle ne veut pas assumer le risque politique de mettre fin, même avec d'autres, à la mobilisation. Ce serait admettre que les luttes ne paient pas toujours, du moins à court terme. Et surtout ce serait ouvrir une crise frontale avec cette partie de la CGT qui reste opposée à la ligne d'ouverture défendue par Bernard Thibault.

Signe de ces tensions, la centrale ouvrière a été l'une des rares organisations à ne pas reconnaître que les grèves s'essoufflaient. Elle n'exclut pas de proposer de poursuivre le mouvement après mercredi 20, voire d'"*enjamber*" les vacances de la Toussaint pour le relancer ensuite.

Une telle perspective n'est pas du tout du goût des réformistes. Eux font valoir que le syndicalisme a démontré dans la contestation

de la réforme des retraites son sens des responsabilités, sa force et sa capacité à se faire entendre. Ce qu'il a engrangé pèsera à leurs yeux à l'avenir, et notamment au moment de l'élection présidentielle de 2012. Fort de cette conviction, le camp réformiste pense que le syndicalisme gagnerait à reconnaître qu'il ne peut pas tout. Et qu'il est temps de penser à sortir de l'impasse actuelle, plutôt que de prendre le risque de voir le mouvement s'effilocher, s'affaiblir ou dégénérer. Dans ces conditions, l'intersyndicale du 21 octobre promet d'être tout sauf facile.

1.1- CGT. Le leader de la CGT, Bernard Thibault, juge notamment que le mouvement «*s'élargit*». «*On va aller aussi loin qu'il le faut et continuer aussi longtemps qu'il le faut*», a-t-il averti.

Bernard Thibault a demandé aux sénateurs "*de ne pas voter en l'état*" le projet de loi sur les retraites.

1.2- FO. «*Cela augure d'une mobilisation encore plus forte*» pour la journée d'action de mardi prochain, a pour sa part indiqué Jean-Claude Mailly (FO), avant de mettre en garde le gouvernement : «*Ce n'est pas parce qu'une réforme est votée qu'elle s'applique*».

1.3- CFDT. «*Je fais une proposition simple, une proposition de bon sens : puisqu'il est toujours temps avant le vote du Sénat, on suspend le débat (au Sénat, ndlr) et on construit cette réforme, a dit le numéro un de la CFDT sur TF1 samedi. Si le dialogue reprend cette semaine, le problème est réglé dans le blocage d'une partie de l'économie*».

1.4- FSU. Bernadette Groison, la secrétaire générale de la FSU, a souligné que lorsque le processus parlementaire serait achevé, " *ça restera une loi injuste, inefficace et inacceptable et nous n'en resterons pas là* ".

1.5- UNSA. Alain Olive a estimé sur RTL qu'«*il y a deux batailles: la bataille de la légalité devant le Parlement. La réforme peut effectivement être votée, le gouvernement a une majorité pour ça*». Mais «*il y a une autre bataille, pour nous aussi importante, c'est une bataille pour la légitimité. Même votée cette réforme sera entachée d'une forme d'illégitimité dans le pays, et tôt ou tard il faudra la remettre sur les rails et rediscuter*», a-t-il ajouté.

1.6- UNEF. Jean-Baptiste Prévost a déclaré à l'Associated Press : "*plus le gouvernement dira aux jeunes que leur place n'est pas dans la rue, plus ils se mobiliseront*".

1.7- PS. «*Arrêtez, suspendez aujourd'hui votre projet au Sénat, mettez tout le monde autour de la table*», a réclamé la chef de file du PS, Martine Aubry, en marge d'une manifestation à Lille.

"*Il reste des jours et des jours de discussion encore au Sénat, c'est l'occasion de dire maintenant on suspend, je l'ai dit au président de la République, quand on écoute le peuple, on ne se diminue pas, on se grandit*", a estimé la maire de Lille.

Pour Harlem Désir, le numéro 2 du PS, «*Nicolas Sarkozy met, par son attitude, la France en colère*». Il a par ailleurs rappelé que le Parti socialiste proposait «*une sortie de crise par le dialogue, la suspension du texte et l'ouverture d'une véritable négociation avec les syndicats*». «*C'est la voie de la responsabilité et de la sagesse*», a-t-il conclu.

Pendant ce temps-là, ce samedi, pas de Ségolène Royal sous les feux des projecteurs. Tandis que se déroulait la cinquième journée de mobilisation contre les retraites, l'ex-candidate à la présidentielle ne s'est pas jointe aux manifestants. La présidente de Poitou-Charentes a préféré s'offrir un week-end de détente à Venise.

NPA. Olivier Besancenot, le porte-parole du NPA, a pour sa part affirmé que le gouvernement devait «*céder sur la réforme*» ou sinon «*céder sa place*». «*S'il y a un moyen plus efficace que la grève générale reconductible pour gagner, eh bien il faut dire quel est ce moyen: moi je ne le connais pas*», a-t-il assuré, appelant à «*établir un rapport de force qui soit supérieur à celui du gouvernement*».

Besancenot n'a rien compris à la situation, il est loin d'être le seul !

2- Mobilisation.

2.1- La mobilisation dans le transport routier contre la réforme des retraites pourrait s'amplifier la semaine prochaine, les syndicats du secteur appelant les salariés à se prononcer à partir de lundi matin sur de nouvelles actions et notamment d'éventuelles grèves. (20minutes.fr 16.10)

2.2- Dans le secteur des transports de fonds, des grèves ont déjà été décidées localement et les salariés seront appelés lundi matin lors d'assemblées générales à se prononcer sur d'éventuelles grèves. «*Des agences comme Chambéry (Brinks, Loomis, Banque de France) seront en grève à partir de lundi, des agences comme Valence suivront derrière et nous sommes en attente pour des grosses agences comme Paris, Toulouse, Marseille*», a indiqué Stéphane Debosque, de la CGT Loomis.

«*usqu'à présent, les convoyeurs ont participé aux manifs mais de façon minoritaire. Là, le but est de passer à une étape supérieure*», a ajouté Patrick Noszkowicz, de la CGT Brink. (20minutes.fr 16.10)

3- Quand le banquier du PS J. Attali préconise de liquider le régime de retraite par répartition.

Dans le rapport qu'elle a rendu vendredi au président Nicolas Sarkozy, la commission Attali "*pour la libération de la croissance*" propose d'étudier pour l'après-2020 une refonte plus profonde du système français par répartition pour l'orienter vers une retraite à la carte.

Elle suggère d'accompagner la réforme de mesures favorisant le recrutement et le maintien dans l'emploi des seniors.

Mais elle recommande surtout de mettre dès maintenant à l'étude deux pistes, proches de celles proposées par le syndicat CFDT, par exemple, pour préparer l'après-2020.

La première consiste à permettre aux actifs d'arbitrer "*plus librement*" entre durée de retraite et niveau de pension par le jeu de la durée de cotisation et des surcotes ou décotes.

La commission insiste sur le rôle essentiel du niveau des décotes et surcotes (diminution ou augmentation du niveau des pensions en fonction de la durée de cotisation).

"*Les montants actuels découragent les départs précoces et n'encouragent pas du tout les départs retardés*", écrit-elle.

La deuxième orientation consisterait à mettre en place un système de comptes individuels de cotisation retraite, inspiré du modèle suédois.

Chacun cotiserait le même pourcentage de son salaire et ces cotisations, qui continueraient à financer le régime par répartition, seraient créditées sur des comptes individuels.

"*Tout euro versé ouvrirait des droits, à tout âge, quel que soit son statut*", expliquent les auteurs du rapport.

Les actifs pourraient, là aussi, arbitrer librement entre montant de leur pension et durée de leur retraite. Au départ à la retraite, le compte individuel serait converti en pension et le niveau de celle-ci calculé selon l'âge et la génération.

Pour la commission, ce dispositif a l'avantage de clarifier les droits à la retraite des jeunes générations et de bénéficier directement aux salariés modestes qui ont des carrières longues et dont le compte serait alimenté plus longtemps. (Reuters 16.10)

Vous serez "*libre de choisir*" entre une retraite misérable si vous voulez partir tôt à la retraite ou si vous y êtes contraint parce que vous êtes trop usé pour continuer à travailler, et une retraite décente si vous travaillez jusqu'à un âge très avancé aux alentours de 70 ans ou plus, autrement dit si vous travaillez jusqu'à votre dernier souffle. Bien entendu cette fausse alternative ne concerne pas les nantis qui auront pu amasser un capital substantiel tout au long de leur vie ou qui dispose déjà d'un capital qui leur est tombé tout cuit dans le bec à la naissance.

Vous avez dit liberté, égalité, fraternité ? La liberté de crever dans la misère ou de crever au boulot, choisissez ! A bas la République du capital, vive la République sociale !

Social.

1- Patrons voyous, suite.

Décidément, Air France est dans le viseur de la justice en ce qui concerne les contrats de travail. Après le travail illégal au sein de sa filiale Cityjet , la répétition de contrats intérimaires de façon abusive.

Il sont 16 à se plaindre de n'avoir touché aucune indemnité de licenciement de la part d'Air France alors qu'ils avaient travaillé plusieurs années pour la compagnie, par le biais de contrats intérimaires.

Air France a abusé de l'«exploitation permanente d'une main d'oeuvre précaire», explique Maître Philippe Missamou, leur avocat, dont les propos sont rapportés par Le Parisien ce samedi.

Certains des plaignants ont travaillé presque dix ans dans des conditions de contrats courts et renouvelables, dans l'espoir, un jour,

de passer la porte des ressources humaines d'Air France. Ces intérimaires portaient «le même costume, les mêmes badges» que les permanents... mais ne bénéficiaient pas «du même traitement».

«*Air France, qui ne pouvait ignorer cette situation, a violé délibérément les lois*», accuse l'avocat des plaignants dans les colonnes du journal parisien.

Les seize intérimaires souhaitent que leurs contrats soient requalifiés en CDI par la justice afin de justifier leur demande de 100.000 euros d'indemnités de licenciement par personne. (Lefigaro.fr 16.10)

2- Dictature du capital. Etat voleur. Une méthode d'escroc.

Laurent Hénart, député UMP et président de l'Agence nationale des services à la personne, dans un entretien accordé au Journal du dimanche, propose aux Français de sacrifier une journée de RTT pour financer les dépenses liées à la dépendance des personnes âgées. (Lefigaro.fr 16.10)

Après la vignette auto, le lundi de Pentecôte, vous avez fait des heures supplémentaires pour vous payer un jour de congé supplémentaire, donnez-nous le, on en fera bon usage ! C'est du vol pur et simple, ils veulent nous voler un jour de travail. C'est machiavélique, ils ont pondu une loi permettant aux travailleurs de capitaliser des heures supplémentaires pour les transformer en jours de congés au lieu de se les faire payer par les employeurs s'ils le souhaitaient, pour ensuite faire main basse dessus, c'est un procédé d'escrocs !

Quand ils parlent de taxer la participation avec la bénédiction des dirigeants syndicaux, c'est le même procédé qui est à l'oeuvre : on n'augmente pas votre salaire, mais en échange on vous verse une partie des profits réalisés par l'entreprise (par vous en fait !) que vous pourrez capitaliser sur un compte, puis on ponctionnera ce compte en vous imposant ou en augmentant la cotisation sociale attachée à ce compte.

Le 18 octobre

A terme, c'est la conjonction et la maturation des conditions objectives et subjectives qui permettra d'aboutir à un soulèvement général des masses exploitées, faisant voler en éclats les obstacles dressés par les appareils. Ce processus est en cours et s'accélère. S'il ne parvenait pas à son terme sur la question des retraites, ce ne serait que partie remise, car Sarkozy a décidé de continuer son offensive contre tous les acquis ou droits des travailleurs, ce qui ne pourra que conduire à la radicalisation sociale et politique de la situation.

Il arrivera bien un moment où quoi que dise ou fasse le gouvernement il s'attirera les foudres de la majorité de la population, jusqu'au moment où excédée elle deviendra totalement sourde à ses appels au calme ou à la retenue, incontrôlable, la situation lui échappera ainsi qu'aux appareils, la classe ouvrière cherchera une issue politique sur son propre terrain de classe et les moyens de l'affrontement avec l'Etat, elle s'organisera massivement pour vaincre son ennemi de classe.

Nous ne sommes manifestement pas encore parvenus à cette situation, mais la question est bien de s'y préparer et d'y préparer les militants et les travailleurs, d'où l'importance des initiatives qui sont prises par différents partis pour les organiser, dont le POI et le NPA.

Autre chose.

Il est significatif que les 33 mineurs chiliens tout juste sortis à l'air libre aient lancé en direction des travailleurs du monde entier un appel à combattre en faveur de l'amélioration des conditions de travail. Effet inattendu et paradoxal de la médiatisation planétaire de leur "sauvetage", dans la foulée et la précipitation les autorités chinoises annonçaient qu'elles allaient programmer une inspection de toutes les mines du pays pour régler les problèmes de sécurité, au même moment on apprenait que des dizaines de mineurs chinois venaient encore de périr dans une mine...

Cela rappelle la fin de la Première et la Seconde guerre mondiale, lorsque le prolétariat s'était soulevé pour faire payer à la bourgeoisie le prix des années de souffrances atroces qu'il venait de subir, ne se trompant pas d'ennemi en désignant la classe des capitalistes comme la seule responsable de la situation sociale catastrophique à l'issue de la guerre.

Quelle ingratitude franchement ces ouvriers, alors que les représentants du capitalisme mondial se sont mis en quatre pour les sauver - le matériel et la technologie employés pour les sortir de l'enfer de la mine où ils étaient retenus prisonniers et voués à la mort provenaient des quatre coins du monde, notamment du Japon, d'Allemagne et d'Afrique du Sud (entendu hier soir sur TV5Monde Asie lors de l'émission Kiosque), voilà qu'ils appellent le prolétariat international à combattre le capital !

Bref, la lutte des classes va redoubler d'intensité à l'échelle mondiale dans les mois et les années à venir, il n'y a pas si longtemps on disait encore que c'était la révolution socialiste mondiale qui était en marche, peut-être faudrait-il à nouveau la mettre au gôut du jour si l'on veut que la classe ouvrière renoue avec la tradition révolutionnaire du prolétariat du début du XXe siècle et règle son compte une fois pour toute au capitalisme, non ? Face à la réaction mondiale, face à la dictature de plus en plus ouverte du capital, y aurait-il une autre perspective à proposer aux travailleurs du monde entier ? Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Retraites.

1- Mobilisation et déclarations.

1.1- Les routiers sont "*contents de rentrer dans l'action. La semaine prochaine sera décisive, tout le monde le sait*", a lancé Maxime Dumont, de la CFDT-Transport. Le syndicat, majoritaire du secteur, a promis des "*actions en tout genre dans l'hexagone*" dès l'aube lundi, n'excluant pas d'investir des sites pétroliers ou des axes stratégiques.

1.2- Les convoyeurs de fonds envisagent des grèves, qui pourraient à terme entraver l'approvisionnement des distributeurs bancaires. "*Ca peut partir très vite*", prévient Patrick Noszkowicz, de la CGT Brinks.

1.3- Chez les cheminots, qui malgré des préavis de grève reconductible n'ont pas réitéré la paralysie de 1995, l'appel aussi est lancé. Didier Le Reste, secrétaire général de la fédération CGT, a exhorté ses troupes à "*poursuivre la grève et à la renforcer à partir de dimanche soir*".

"*Nous avons recensé 26,55% de grévistes parmi le personnel devant travailler dimanche*", a indiqué Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT-Cheminots

Quatre syndicats de cheminots - CGT, Unsa, Sud-Rail et CFDT - ont appelé à étendre les grèves dimanche soir et demandé à ceux qui avaient suspendu le mouvement de le reprendre.

1.4- Du côté de la RATP, le taux de grévistes était samedi de 5%, identique à celui de vendredi, a précisé la direction.

1.5- CGT. "*Le pays n'est pas bloqué. Ceci étant, la perturbation sur la vie quotidienne commence à être réelle. Le pays est ancré dans la mobilisation durable*", a averti le leader de la CGT Bernard Thibault, qui a appelé à "*suspendre*" le vote au Sénat et reprendre des négociations.

1.6- CFDT. "*Si le dialogue reprend cette semaine, le problème est réglé*", a insisté son homologue de la CFDT, François Chérèque, à propos du "*risque de blocage de l'économie*".

1.7- PS. Ségolène Royal a dit pour sa part: "*Personne ne souhaite le blocage d'un pays*".

(source : Libération.fr, Lexpress.fr et Reuters 17.10)

Ainsi le PS apparaît à visage découvert, réactionnaire, pourri jusqu'à la moelle, en tenant exactement le même discours que Sarkozy, Fillon, Hortefeux ou Estrosi. (lire ci-dessous leurs réactions)

Nous attendons ou plutôt nous exigeons de la part des dirigeants du POI notamment, qu'ils veuillent bien fournir des explications aux travailleurs et aux militants après pendant des mois et des décennies (à l'époque du PT, du PCI et de l'OCI) leur avoir expliqué qu'il fallait s'adresser aux dirigeants de ce parti afin qu'ils réalisent l'unité sur les revendications de la classe ouvrière, comme s'il était un parti ouvrier, alors qu'il apparaît clairement aujourd'hui que c'est un parti fondamentalement réactionnaire dont la place est au côté de l'UMP dans le camp des ennemis du prolétariat.

Vous avez sans cesse colporté auprès des travailleurs et des militants des illusions criminelles dans le PS et le PCF en ayant parfaitement conscience de la nature contre-révolutionnaire de ces partis, au nom du front unique ouvrier que vous avez complètement dénaturé, vous avez induit consciemment en erreur les travailleurs, vous partagez donc avec les dirigeants du NPA et de LO la responsabilité de la situation et l'absence du parti révolutionnaire. On pourrait ajouter les terribles défaites à venir. Vous allez dénoncer demain les propos de Marie-Ségolène Royal ou d'autres dirigeants du PS qui tiennnent le même discours de briseurs de grève, mais quelle crédibilité aura votre propre discours ? Les militants et les travailleurs perdraient-ils la mémoire d'une semaine sur l'autre, après avoir voulu leur faire croire que le plomb pouvait se transformer en or ?

Attention camarades, je n'accuse pas le POI, le NPA ou LO d'être responsable des déclarations ou des positions du PS, ce qui serait absurde et grotesque, de la même manière que le PS serait monté au créneau pour défendre le régime que ces partis existent ou non, la question n'est pas là, je les accuse d'avoir camouflé leur véritable nature et d'avoir prétendu qu'ils pourraient être autre chose que ce qu'ils sont en réalité, d'avoir tenu en permanence un double langage à propos de ces partis, d'avoir

prétendu que ces partis étaient incontournables en référence à leur origine avec laquelle ils avaient rompu en fait depuis belle lurette, niant au passage que l'évolution de ces partis n'avait pas échappé aux lois dialectiques de la transformation de la quantité en qualité au cours de la lutte des classes au XXe siècle. Par exemple, bien que le PS ait été au pouvoir pendant de longues années, ils n'ont pas estimé nécessaire de modifier la caractérisation qu'il en donnait avant, comme si en réalité ces années-là n'avaient jamais existé, très fort, non ? Après cela, ils vous donneront des cours de dialectique ou de marxisme ! Stop, la cour est pleine on n'en peut plus !

Tous les militants ont encore en mémoire vos appels récents en direction des dirigeants de ces partis, donc personne ne pourra nous accuser de fabuler ou de vous calomnier, à chacun d'assumer ses responsabilités. Les faits, rien que les faits répétez-vous à satiété pour qu'on ne vous soupçonne pas de vous arrangez avec la réalité, alors allons-y. Dites-nous quels avantages la classe ouvrière a-t-elle pu tirer de ces appels ? Absolument aucun. Voilà un parti qui se place ouvertement au côté de l'UMP contre les travailleurs en grève dans les raffineries et les cheminots et demain -comme hier, c'était prévisible, inévitable évidemment, oserez-vous encore prétendre que ceux qui vont adhèrer au PS ne savaient pas à quel type de parti ils avaient à faire, briseur de grèves... pour justifier vos appels opportunistes en direction de ce parti ?

L'heure des comptes et de la clarification théorique approche camarades, on l'attend avec impatience et l'on s'en réjouit d'avance.

Certains camarades jugeront peut-être, sûrement même, mon langage outrancier, c'est volontaire et j'assume, c'était aussi la méthode de Lénine qui estimait sans doute qu'il fallait secouer les esprits engourdis pour qu'ils se réveillent ou les âmes sensibles pour qu'elles s'endurcissent ! Ceci dit, pas plus tard qu'hier, donc vous pouvez le vérifier, j'ai appelé les militants à participer au combat initié par le POI, seuls ceux qui sont capables de faire la part des choses le comprendront, je ne me fais aucune illusion à cet égard non plus compte tenu de la décomposition théorique du mouvement ouvrier et des militants en général.

Finissons par une note un peu plus légère pour se détendre.

Tenez, hier, j'ai eu un message dans ma boîte aux lettres électronique m'annonçant que j'avais été sollicité par des militants pour participer à 8 groupes sur Facebook, rien que cela, et que d'autres personnes étaient en attente de ma réponse, je sens qu'avec cette causerie je vais m'être fait de nouveaux amis !

2- Atteinte au droit de grève.

Invité au journal de 20h de TF1, le Premier ministre François Fillon a lancé un avertissement aux protestataires.

"*Le droit de grève, ce n'est pas le droit d'empêcher l'accès à un dépôt de carburant, ça c'est une action illégale. Je ne laisserai pas bloquer notre pays, je ne laisserai pas l'économie française étouffée par un blocage de l'approvisionnement en carburant*", a-t-il dit.

"*Le gouvernement est responsable, il n'y aura aucun blocage*", a dit le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, sur RTL. "*Il n'y aura pas de blocage pour les entreprises, pas de blocage pour les transports, pas de blocage pour les usagers de la route.*"

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a prévenu que le gouvernement ferait "*débloquer les dépôts*" pétroliers qui seraient bloqués par des manifestants, lors du Grand jury RTL-Le Figaro-LCI. "*Nous avons déjà procédé à des mises en route de ces dépôts sans problème majeur*", a ajouté le ministre.

Traduction immédiate: la préfecture de Seine-et-Marne a pris dimanche un arrêté que l'AFP s'est procuré, afin de requérir du personnel "*pour procéder au chargement et à la livraison des clients de la raffinerie*" Total de Grandpuits, pour répondre aux "*difficultés d'approvisionnement en carburants en Seine-et-Marne ainsi que dans la région Ile-de-France*", selon le texte administratif.

Il concerne trois salariés de la raffinerie, a expliqué à l'AFP Charles Foulard, coordinateur CGT du groupe Total, qui se trouvait sur place. Ces salariés ont, selon lui, "*été menacés de cinq ans d'emprisonnement s'ils refusaient*".

Pour Charles Foulard "*le groupe Total et le gouvernement sont en train de se livrer à une atteinte caractérisée du droit de grève, en procédant à des réquisitions.*"

Selon lui, "*si c'est pour les services publics et les hôpitaux, on s'y conformera*", mais "*si c'est pour alimenter des stations-service, c'est une atteinte au droit de grève*", a-t-il insisté.

L'arrêté a été pris en vertu du Code général des Collectivités territoriales (CGCT) qui dispose que "*lorsque l'atteinte constatée ou prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques l'exige*", le préfet peut "*réquisitionner tout bien ou service, requérir toute personne nécessaire au fonctionnement de ce service (...)*".

Le ministre du Travail Eric Woerth a affirmé ce dimanche qu'il "*n'y aura pas de pénurie d'essence*". "*La police ou la gendarmerie, d'ailleurs dans de très bonnes conditions, ont dégagé un certain nombre de dépôts, voilà, il n'y a pas de risque et le gouvernement est très vigilant là-dessus*", a déclaré à l'AFPTV Eric Woerth.

Interrogé par l'AFP, un porte-parole de Total a indiqué que la grève continuait "*de toucher l'ensemble des raffineries du groupe. Les manoeuvres d'arrêt se poursuivent*".

"*S'il y a eu réquisition, il s'agit de réquisition préfectorale à la seule demande des pouvoirs publics*", a-t-il ajouté. (Libération.fr et Reuters 17.10)

La question est dorénavant posée à l'ensemble des partis, des syndicats, des militants et des travailleurs : Qu'est-ce qui est légitime : le combat de la classe ouvrière sur son propre terrain de classe qui consiste à recourir à la grève quite à bloquer l'économie capitaliste pour défendre ses droits légitimes dont celui à la retraite, ou la prétention de l'Etat des banquiers et des rentiers de continuer à liquider tous nos droits sociaux pour qu'une poignée de privilégiés continuent de s'enrichir indéfiniment au prix de la liquidation de tous nos droits sociaux ?

Qu'est-ce qui est légitime, l'aspiration de l'immense majorité de la population de vivre dans une société et un monde meilleur ou la marche au chaos et à la barbarie que voudrait nous imposer le capitalisme en pleine décomposition ? Nous y reviendrons.

Politique.

1- France. Ils ne pensent qu'à cela !

Après Rachida Dati qui avait confondu inflation et fellation, le 26 septembre, c'est au tour de Brice Hortefeux, invité du "Grand Jury" sur RTL dimanche soir, de commettre un lapsus : "*Il y a deux fichiers majeurs : le fichier des empreintes génitales, et le fichier des empreintes génétiques.*" (Lepost.fr 17.10)

2- Allemagne. Bouc émissaire : du juif au musulman, il n'y a qu'un pas...

La chancelière allemande Angela Merkel a affirmé samedi devant le congrès des jeunes de son parti CDU et de son pendant bavarois CSU, à Potsdam près de Berlin, que le modèle d'une Allemagne multiculturelle, où cohabiteraient harmonieusement différentes cultures, avait "*totalement échoué*", alors que le débat sur l'immigration s'enflamme en Allemagne.

La classe politique a condamné ses thèses mais selon les sondages une majorité des Allemands les approuvent. Une étude publiée cette semaine montre même que plus de 50% d'entre eux tolèrent mal les musulmans. Plus de 35% estiment que l'Allemagne est "submergée" par les étrangers et 10% que l'Allemagne devrait être dirigée "d'une main ferme" par un "Führer".

Angela Merkel semblait ainsi ménager l'aile libérale de sa formation et l'aile conservatrice, incarnée par le chef de la CSU, Horst Seehofer.

Ce dernier avait déjà lancé vendredi devant le même public: "*Nous nous engageons pour la culture de référence allemande et contre le multiculturel. Le Multikulti est mort*".

Tout en affirmant que l'Allemagne restait un pays ouvert au monde, Angela Merkel a estimé: "*Nous n'avons pas besoin d'une immigration qui pèse sur notre système social*".

Cependant, le pays ne pourra faire l'économie de spécialistes étrangers même s'il forme des chômeurs allemands, a estimé la chancelière.

Selon le président de la chambre de commerce et d'industrie allemande (DIHK), Hans Heinrich Driftmann, il manque à l'économie allemande environ 400.000 ingénieurs et personnels diplômés.

"*Cela nous coûte environ 1% de croissance*", a-t-il estimé dans le journal Welt am Sonntag à paraître dimanche, en plaidant pour une immigration qualifiée.

M. Seehofer avait fait scandale une semaine plus tôt en déclarant que son pays n'avait "*plus besoin d'immigrants de pays aux cultures différentes, comme les Turcs et les Arabes*", car s'intégrer "*est au final plus difficile*" pour eux. (Libération.fr 17.10)

Après avoir désigné le juif comme le responsable de tous les maux de la nation allemande, ce fut le tour ensuite de l'étranger en général d'être considéré comme son ennemi numéro 1, puis celui de son pays d'être accusé d'étrangler économiquement le

peuple germain, une fois réunies les conditions consistant à monter les prolétariats les uns contre les autres il ne restait plus qu'à détruire ses organisations, enfin la grande boucherie pouvait commencer...

Haut de page

Le 19 octobre

Il m'est toujours difficile de saisir la situation en étant à 10 000 kms de la France et en n'ayant pas mis les pieds dans ce pays depuis plus de huit ans. On entend dire tout et son contraire sur l'état d'esprit des masses, à tel point que j'ai redemandé à Magueswary, mon épouse qui est arrivée de France depuis un mois, ce qu'elle en pensait.

J'ai fait le tour avec elle de tous les gens qu'elle a pu rencontrer, elle m'a affirmé qu'ils en avaient tous plus que marre de la situation, que tout le monde était conscient que la société était en train de se décomposer. Bon, partant de là, elle n'a pas eu besoin de me donner des précisions sur le contenu de ce ras-le-bol général car je le connais. Ce que je voulais mesurer c'était le degré de ce ras-le-bol et quelles couches il concerne particulièrement.

Il y avait deux hypothéses possibles, la première consistait à dire que les gens en ont marre mais qu'ils supportent finalement assez bien dans leur majorité ce qui leur arrive en se débrouillant tant bien que mal, ils seraient toujours sous le coup de la fatalité en quelque sorte, la deuxième faisait le constat que le niveau de l'insupportable avait été atteint et était partagé par la majorité, il semblerait que ce soit cette seconde hypothèse qui soit la bonne.

Quand on s'exprime, il vaut mieux dire d'où l'on part ou sur quelle base concrète pour éviter des malentendus.

On ne peut pas raisonnablement se fier à ce qu'on lit ici ou là. Par exemple, j'ai lu dans un document provenant d'un parti qu'un camarade m'a adressé avant-hier, que les masses ne seraient pas "démoralisées" si le combat engagé contre Sarkozy sur les retraites se terminait par un échec, très fort, sans que l'on puisse dire à l'avance de quelle manière il pourrait prendre fin et si la classe serait en mesure d'en tirer des enseignements pour la suite, sous-entendant que le mouvement ouvrier et le prolétariat tiraient toujours profit de leurs défaites, ce qui est très loin d'être le cas, on se demandera alors pourquoi après 65 ans de lutte de classe nous en sommes toujours au même point et nous n'avons pas été foutus de construire le parti.

Maintenant il est vrai que Sarkozy a joué gros, à quite ou double en annonçant à l'avance qu'il allait poursuivre son offensive contre la classe ouvrière. Cette stratégie est à double tranchant, car elle peut contribuer à renforcer l'idée qu'aucune autre politique n'est possible, dans ce cas-là elle se traduirait par la démoralisation des masses, qui ne pourrait être de toutes manières que temporaire, à l'opposé elle pourrait alimenter la détermination des travailleurs à s'opposer par tous les moyens à sa politique antisociale et favoriser le développement de la mobilisation et la recherche d'une véritable issue politique.

J'ai constaté, mais je ne sais pas si la majorité de la classe fait le même constat, que dès qu'il ouvre la bouche c'est pour lâcher une énorme connerie ou pour annoncer une nouvelle grosse saloperie, par exemple lorsqu'il a affirmé qu'il était en faveur d'un bouclier européen anti-missiles et qu'il n'y aurait pas de problème pour le financer, au moment même où il martèle qu'il n'y aurait pas d'argent pour financer les retraites et que c'est pour cette raison que sa contre-réforme doit être appliquée.

Il faut tenir compte également qu'à partir du moment où son projet de loi sera adoptée, le mot d'ordre d'abrogation va cristalliser et rassembler tous les opposants sans distinction à cette loi scélérate, Sarkozy va ainsi réussir là où nous avons échoué, à unifier le mouvement ouvrier contre le gouvernement et l'Etat, développant ou alimentant une crise aigue dans tous les syndicats, mettant pour ainsi dire au pied du mur les appareils, tandis que la nature sociale de tous les partis dits ouvriers va apparaître plus clairement aux yeux des travailleurs, il va finalement réussir à dresser classe contre classe dans un combat où l'Etat est plus isolé et faible que jamais.

C'est donc dans cette perspective politique qu'il faut dès à présent nous positionner, afin d'aider la classe à prendre conscience des tâches qu'elle a à accomplir à cette étape de sa mobilisation. La question centrale demeure son organisation pour l'aider à briser les obstacles dresser par les appareils, en attendant de pouvoir les expulser du mouvement ouvrier.

L'orientation politique que nous devons proposer aux travailleurs doit s'appuyer à la fois sur la nécessité de comprendre que la société ne peut plus progresser ou fonctionner sous un régime capitaliste, que la satisfaction de nos besoins est incompatible avec ceux des banquiers et la survie en général du système économique actuel, que le capitalisme mène inexorablement à la paupérisation et à une régression sociale sans fin, au-delà à la guerre, il existe des antécédents pour le prouver si nécessaire, d'où la nécessité d'exproprier les banquiers et les propriétaires des grandes entreprises, cet aspect de notre combat est indispensable pour les aider à rompre avec le capitalisme, il doit être relié ou partir de chacune de nos revendications, les syndicats et les partis peuvent s'en saisir, ensuite il faut leur indiquer clairement l'objectif politique qu'ils doivent se fixer d'atteindre au préalable pour pouvoir s'attaquer aux fondements du capitalisme, abattre l'Etat et les institutions de la Ve République

conçus uniquement pour perpétuer le régime capitaliste et créer nos propres organismes de pouvoir indépendant qui seront les embryons du nouvel Etat, un Etat ouvrier ou social, une République sociale ou socialiste, peu importe ici son appellation, que la victoire finale dépendra de l'engagement politique et de la mobilisation de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels dans tout le pays, à nous ensuite de faire en sorte que le degré de conscience politique de cet engagement soit le plus élevé possible pour que les masses se saisissent du programme de la révolution socialiste...

Maintenant rien ne dit que la situation va se développer dans cette direction dans les semaines qui viennent ou prendre cette tournure à court terme, car si l'Etat est faible, l'avant-garde du prolétariat l'est également, or si rien n'est possible sans la mobilisation générale de la classe, la victoire est impossible sans le parti pour guider (ou éclairer) les masses dans la bonne direction.

Notre combat doit donc se dérouler sur deux fronts qui n'en forment qu'un, parce que les deux questions sont intimement liées, sur le plan économique et politique.

Je ne vais pas commencer à chercher une autre maison où habiter, alors que je ne me suis pas encore séparé de celle où je vis, il me faut auparavant trouver un acheteur parce que je n'ai pas d'argent. Je ne vais pas commencer à imaginer ce que ma vie serait sous un régime socialiste, à quoi bon alors que je n'ai pas encore trouvé les moyens de me séparer du capitalisme, pour le moment je vis, mal certes, mais je vis ou survis, d'autres près de moi ou dans le monde n'ont même pas cette "chance", quand je serai convaincu qu'il est possible de faire fonctionner la société sur d'autres bases économiques et de vivre mieux, à ce moment-là seulement je me débarrasserai du capitalisme et j'adhèrerai au socialisme. Facile à dire, en fait ce processus se déroule toujours au départ plus ou moins inconsciemment et c'est seulement s'il parvient à maturité qu'il peut être mené à son terme. Il arrive aussi un moment où l'on se dit qu'on n'a plus rien à perdre et on se lance tête baissée à l'aventure dans un processus sans savoir vraiment où il nous conduit, sans en maîtriser à l'avance les différentes étapes. Ainsi va tout processus révolutionnaire.

Jusqu'à présent les masses ne savaient pas au juste ce qu'elles ne voulaient plus, elles sont tellement habituées à vivre en régime capitaliste, elles commencent seulement à prendre conscience qu'elles ne veulent plus du capitalisme, et si elles savent ce qu'elles veulent c'est seulement sur le plan économique mais pas sur le plan politique, de plus elles ne savent encore comment l'obtenir. Le chemin sera donc encore long et tortueux, semé d'embûches et de nombreux obstacles à briser avant qu'elles renouent avec le socialisme et qu'elles comprennent qu'une révolution est indispensable.

On ne peut saisir la situation qu'à travers ses contradictions.

Pour revenir et terminer sur la situation. J'ai eu à peine le temps de prendre connaissance des articles des agences de presse d'hier, d'où certaines approximations dans mon analyse, c'est inévitable.

L'UNSA et la CGC ont déjà annoncé qu'ils ne participeront plus aux prochaines journées de mobilisation ou grèves. Il y a tout lieu de penser que la CFDT et la CFTC va leur emboîter le pas rapidement. Donc l'intersyndicale va éclater, nous nous en réjouissons. Il reste la CGT, FO, SUD et la FSU. Vont-ils appeler ensemble à une grève interprofessionnelle de 24h ? Ce serait le maximum que leurs dirigeants seraient prêts à concéder à contre-coeur à leurs bases. Attendons de voir ce qui va se passer aujourd'hui pour évoquer la suite, on se demandera seulement si une grève de 24h sera plus mobilisateur ou efficace qu'une journée de grève et de mobilisation, pas sûr du tout, mais cela peut peut-être servir de nouvelle étape à la mobilisation générale de la classe, nécessaire ou non, vous êtes mieux placés que moi pour en juger.

Quoi qu'il en soit, il faut continuer inlassablement de pilonner Sarkozy, puisqu'il incarne à lui tout seul le gang du Fouquets, la Bourse, le régime bonapartiste de la Ve République, il concentre sur lui la haine du régime et de la classe des privilégiés, il nous facile la tâche.

Je n'ai plus le temps d'aborder les autres aspects de la situation, les lycéens par exemple, il peut y avoir des provocateurs payés par la police qui sévissent ici ou là, mais pas dans toutes les manifs simultanément à travers tout le pays, les jeunes commencent à comprendre qu'ils n'auront aucun avenir dans cette société, et qu'il faut une révolution pour nous débarrasser de toutes ces ordures comme disait Lénine...

Bonne manif camarades !

Retraites.

1- Mobilisation.

1.1- Au total, les douze raffineries de métropole étaient toujours paralysées.

Sur l'ensemble de la France, «*on est largement au-dessus des 2000 stations touchées*» au total, estime ainsi un porte-parole de la FF3C (Fédération française des combustibles, carburants et chauffage). En agrégeant les chiffres de Total, des indépendants et des grandes surfaces, le nombre de stations touchées par un manque de carburant dépasse en effet les 2500 stations. (Lefigaro.

fr 18.10)

1.2- Quatre fédérations syndicales des transports (CFDT, CFTC, CGT, FO) appellent les convoyeurs de fonds à participer à la mobilisation contre la réforme des retraites par des grèves ou des débrayages.

1.3- Des préavis de grève ont été déposés dans 32 réseaux de transports urbains pour la journée de demain. Lors des précédentes journées nationales, mardi dernier 85 préavis avaient été déposés, le 23 septembre 77 préavis, le 7 septembre 103.

1.4- Les sapeurs-pompiers professionnels de Seine-Maritime ont déposé un nouveau prévis de grève pour le début de semaine prochaine et rédigé à l'intention du gouvernement une motion évoquant une «déconstruction sociale».

1.5- Le site PSA-Mulhouse est bloqué par des salariés.

1.6- Des salariés de la centrale nucléaire de Flamanville (Manche) ont voté pour un arrêt de travail de 48 heures avec baisse de production «*d'au moins 50%*» annonce la CGT.

1.7- La Direction générale de l'aviation civile prévoit 50% de vols annulés à Orly, et 30% dans les autres aéroports pour la journée de grève de mardi.

1.8- Un peu plus de 10 % d'enseignants du primaire (écoles maternelles et élémentaires) vont faire grève mardi, selon le ministère de l'Education nationale.

Selon le ministère de l'Education, 261 lycées étaient perturbés lundi. L'UNL, premier syndicat de lycéens, a annoncé de son côté 950 lycées mobilisés, dont 600 bloqués.

Ces chiffres sont similaires à ceux de vendredi et les syndicats lycéens promettent qu'ils grossiront mardi, pour la journée d'action interprofessionnelle.

"*La dynamique est partie chez les lycéens et commence chez les étudiants*", a dit à Reuters Juliane Charton, membre du bureau nationale de l'UNL.

Vingt-et-une universités sur 83 ont tenu lundi des assemblées générales ayant rassemblé par endroits plus de 1.000 étudiants, et 12 ont voté la grève selon l'Unef, premier syndicat étudiant.

Quatre d'entre elles (Rennes-II, Caen, Bordeaux-III et Paris-VIII) ont voté le blocage de l'université mardi.

Le mouvement lycéen continue de se caractériser par son improvisation et l'aspect spectaculaire de ses actions.

Lundi à Paris, quelques centaines de lycéens ont tenté en vain de bloquer le rond-point de l'Arc de Triomphe puis les Champs-Elysées. D'autres, à l'appel de l'UNL, se sont rassemblés devant l'Hôtel de Ville mais une grosse centaine seulement était au rendez-vous pour entraver la rue de Rivoli.

Ces actions "*pacifiques*", selon les mots des lycéens, n'ont pas rencontré autant d'écho que les affrontements avec les forces de l'ordre qui se répètent chaque jour depuis la semaine dernière en marge des défilés ou blocages de lycéens.

Des rues de Nanterre (Hauts-de-Seine) et Lyon étaient jonchées de cailloux et de poubelles brûlées après des affrontements entre les forces de l'ordre et des individus, selon les autorités, extérieurs au mouvement lycéen. (voir et)

"*Le gouvernement joue un jeu très dangereux. Il provoque les violences. On sait que s'il veut qu'il n'y ait pas de violences, il n'y en a pas*", dit Juliane Charton.

"*Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des violences quand il y a déjà trois camions de CRS devant la grille du lycée à 7 heures du matin*", ajoute-t-elle en évoquant le cas de Nanterre.

À Combs-la-ville (Seine-et-Marne) un défilé a été ponctué de jets de cocktails molotov et un manifestant a brandi un fusil à pompe, a-t-on appris de sources syndicale et policière.

À Epinay (Seine-Saint-Denis), le lycée et les trois collèges étaient fermés après des attaques à la voiture-bélier et aux cocktails molotov par des jeunes d'une cité voisine criant "*Sarko facho*", a-t-on appris auprès du personnel du collège Jean-Vigo.

A Lille, Valenciennes, Nantes ou Mulhouse, les mêmes scènes de violence ont été rapportées. Les principales cibles sont le mobilier urbain, les voitures, les forces de l'ordre et parfois les établissements scolaires.

D'autres manifestations, rassemblant à chaque fois quelques centaines de lycéens, ont eu lieu dans le calme à Paris, Bordeaux ou Toulouse. (Reuters 18.10)

1.9- A compter de ce lundi, plus de trois milliards d'aides directes sont versés par anticipation aux agriculteurs, précisent ses services. Ces aides sont habituellement versées autour du 1er décembre.

Au total, 345.000 exploitations agricoles, soit 99% des demandes potentiellement éligibles, vont bénéficier d'une avance de 50% de leurs aides découplées, pour un montant de 2,768 milliards d'euros. Cette somme "*ne prend pas en compte les dispositions liées au bilan de santé de la PAC, lesquelles seront intégrées au paiement du solde intervenant au 1er décembre*", souligne le ministère.

Par ailleurs, 26.850 éleveurs ovins et caprins, soit 96% de ceux qui en ont fait la demande, vont percevoir une avance de 50% sur les nouvelles aides instaurées en 2010 pour un montant de 58,2 millions d'euros. Trente-huit mille éleveurs bovins bénéficieront également d'une avance de 60% sur la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) et sur l'aide nationale complémentaire à cette prime pour un montant de 188,4 millions d'euros. (AP 18.10)

2- Déclarations.

2.1- CFE-CGC.

La CFE-CGC condamne «les actions de blocage et de grève généralisée» contre la réforme, précisant par ailleurs que la centrale syndicale ne participerait plus aux manifestations après celle de demain. (Libération.fr 18.10)

La contestation contre la réforme des retraites a ravivé la guerre interne à la CFE-CGC. Les opposants au président Bernard Van Craeynest et à son projet de créer une «*troisième force syndicale généraliste*» - et non plus catégorielle, centrée sur les seuls cadres et techniciens - lui reprochent d'avoir embarqué leur centrale dans un conflit qui ne concerne pas leurs militants. Peu d'entre eux défileront d'ailleurs aujourd'hui lors de la huitième journée de mobilisation contre le texte discuté au Sénat.

«Cela ne sert à rien de perdre son temps dans les rues», tranche Philippe Jaeger, le président de la fédération chimie. «Il est regrettable que l'on se soit opposé au report de l'âge de départ à la retraite à 62 ans, alors que cette mesure ne touche pas les cadres», abonde un autre opposant interne. «*On a glissé sur un terrain de contestation politique qui n'a plus rien à voir avec les raisons pour lesquelles nous étions entrés dans le conflit*», ajoute un troisième, qui regrette que la CFE-CGC ait soutenu les appels à la grève. «*Que reste-t-il de notre message? s'interroge un dernier "contestataire". Rien, si ce n'est que cette réforme est injuste pour les femmes, et sur la base d'éléments qui ne sont pas l'essentiel de la réforme.*»

Karniewicz critiquée comme présidente de la Cnav

Devant la fronde - émanant des grosses fédérations de la chimie et de la métallurgie -, la direction confédérale a lancé il y a une semaine une consultation interne par mail pour sonder les patrons de branche sur la suite du mouvement. «*Je leur ai demandé de me dire s'ils souhaitaient que la CFE-CGC soutienne la mobilisation du 16 octobre et celles qui pourraient être décidées par la suite*», explique Carole Couvert, la secrétaire générale.

«*On a eu vingt-quatre heures pour se positionner et personne ne nous a informés des résultats*», critique Philippe Jaeger. Selon Carole Couvert, 80% des fédérations auraient répondu. Parmi elles, seules 40% auraient exigé de sortir de la contestation. Qu'importe, le président de la métallurgie, Gabriel Artero, a demandé officiellement à ses troupes de rester chez elles les 16 et 19 octobre. Une prise de position prémonitoire puisque Carole Couvert a annoncé dans Le Figaro que la CFE-CGC ne s'associerait plus à des appels à la mobilisation après le vote de la loi au Sénat cette semaine. «*On a d'autres combats à mener, notamment devant le Conseil constitutionnel où nous voulons contester les dispositions relatives à la médecine du travail*», justifie la secrétaire générale. (Lefigaro.fr 18.10)

Quel avenir le capitalisme réserve-t-il aux cadres et techniciens ? Le même qu'à la classe ouvrière et au reste de la population.

2.2- PS. Le piège se referme sur le PS.

Il y a des engagements qu'on n'est pas prêt à prendre au sein de la gauche du PS: accepter sans rien dire l'allongement de la durée de cotisation à 41 ans et demi pour financer le système de retraites. Alors, lorsque Martine Aubry a cherché à clarifier la position du Parti socialiste sur la réforme des retraites, jeudi dernier sur France 2, en précisant que les socialistes y étaient favorables, la première secrétaire en a inquiété plus d'un.

À les entendre, le message est mal perçu en pleine mobilisation sociale. «*Avant, dans les manifestations, on n'entendait qu'un "Non à Dominique Strauss-Kahn". Maintenant, on entend aussi "Non aux 41 ans et demi"*», rapporte un membre du courant de Benoît Hamon. Cela grincerait donc. «*L'électorat s'interroge sur notre volonté réelle à faire une autre réforme des retraites*» que celle du gouvernement, poursuit-on. Le retour à un âge de départ à 60 ans serait une promesse inaccessible pour le plus grand nombre.

«*Martine Aubry va dans le mur*», s'alarme donc le maire du XIVe arrondissement de Paris, Pascal Cherki. «*Affirmer une position sur les 41 ans et demi, c'est nous mettre en décalage avec la mobilisation sociale. Au moment du contrat première embauche, est-ce qu'on a dit qu'on était d'accord avec une partie du projet du gouvernement?*» Dimanche soir, il a publié sur son blog un message éloquent à destination de la première secrétaire, intitulé: «*J'ai un doute*». Dans l'entourage de Benoît Hamon, Razzy Hammadi, secrétaire national aux services publics, s'interroge aussi: «*La différence avec la droite ne peut pas être une question de curseur.*»

L'inquiétude est là: la gauche du Parti socialiste craint plus que tout la non-différenciation politique. «*Une partie de notre électorat risque de s'abstenir si on donne le sentiment que le PS c'est la droite en moins pire*», explique-t-on. On attend une mise au clair avec la première secrétaire, mais pas lors d'un bureau national. Hors de question de mettre en scène une division, promet-on.

Pour Martine Aubry, la fronde de son aile gauche risque d'être gênante, au-delà du débat sur les retraites. Sa candidature potentielle aux primaires est portée notamment par le courant de Benoît Hamon et d'Henri Emmanuelli qui défendent la «*légitimité*» de sa candidature. Ils ne souhaitent pas voir la ligne de Dominique Strauss-Kahn l'emporter. (Lefigaro.fr 18.10)

Ils se foutent du monde !

Ces gens sont de mauvaise foi ou ils racontent n'importe quoi , car si "*avant, dans les manifestations, on n'entendait qu'un "Non à Dominique Strauss-Kahn"*", nous avons tous entendu Aubry maintes fois répéter qu'elle était sur les mêmes positions que Strauss-Kahn, elle a même été jusqu'à dire que Strauss-Kahn ou elle c'était du pareil au même, pour ceux qui n'auraient pas encore compris sur quelle ligne elle était.

Que disent les bifteckards Hamont, Hammadi et Emmanuelli ? Il fallait la fermer sur l'allongement de la durée de cotisation, rendez-vous compte nous sommes sur la même position que l'UMP, il fallait laisser passer tranquillement cette contre-réforme après plus personne n'y aurait pensé. On faisait soutenait du bout des lèvres la mobilisation des travailleurs en espérant qu'elle s'essouffle rapidement et basta. Comment allons-nous faire pour tromper ensuite les électeurs en 2012, vous vous rendez compte dans quelle situation vous nous mettez, CQFD.

Le PS n'est pas en "*décalage avec la mobilisation sociale*" il y est étranger puisqu'il s'aligne sur l'UMP, son camp naturel !

Pour la clique à Aubry, l'essentiel c'est que Sarkozy fasse passer sa loi, pour l'autre clique que représente Hamon, l'essentiel ce sont les postes ministériels en 2012. Où y-a-t-il trace d'un parti ouvrier dans tout cela ? Les travailleurs ne sont pas dupe, alors ils s'affolent ! Cohn-Bendit exprime la même crainte d'une autre manière ci-dessous.

2.3- Europe Ecologie

«*Aujourd'hui, la situation est quand même très compliquée puisque le gouvernement va tenir. Donc, si on dit grève générale, on dit on tient jusqu'à la démission du gouvernement*» a expliqué Daniel Cohn-Bendit (Europe Ecologie) ce midi sur RTL. «*Ça serait catastrophique que le gouvernement ne plie pas, que ces grèves soient pour du beurre et qu'il n'y ait pas vraiment préparation d'une alternative réelle crédible*». (Libération.fr 18.10)

Il prédit déjà que "*le gouvernement va tenir*", qu'en sait-il après tout, il exprime en réalité un souhait, le sien !

2.4- Sondage.

Selon un sondage lundi, 71% des Français expriment leur soutien ou de la sympathie pour la journée de mardi organisée par l'intersyndicale. (20minutes.fr 18.10)

International.

1- Grèce.

Bravant ouvertement l'interdiction de fumer dans les lieux publics, gérants de bars et de restaurant ont symboliquement remis lundi en Grèce des cendriers sur les tables de leurs établissements.

Les restaurateurs refusent d'appliquer l'interdiction de fumer, prise et ignorée à plusieurs reprises ces dernières années dans ce pays de grande tabagie. Ils expliquent qu'elle fera fuir les fumeurs à un moment où le secteur de la restauration est durement frappé par la crise financière et les mesures d'austérité.

La plupart des cafés et bon nombre de restaurants ont tranquillement ignoré cette interdiction, entrée en vigueur le 1er septembre, en autorisant leur clientèle à fumer en salle après avoir, dans un premier temps, supprimé les cendriers.

Lundi, les restaurateurs, cafetiers et limonadiers ont franchi une nouvelle étape en proclament ouvertement leur refus d'appliquer la loi malgré des menaces d'amendes et de retrait de licence.

Le ministère de la Santé a fait savoir que les pouvoirs publics étaient résolus à faire appliquer l'interdiction, tout en n'imposant pas dans l'immédiat les amendes, disant préférer la pédagogie et la persuasion à la sanction.

Le gouvernement réexaminera pour sa part sa stratégie en la matière en décembre.

Les Grecs sont les plus gros fumeurs d'Europe, avec plus de 40% d'adeptes du tabac. Ils dépensent chaque année 4,5 milliards d'euros pour le tabac, à peu près autant que pour leur facture d'électricité. (Reuters 18.10)

Rejeter la Constitution et les lois en vigueurs, ne pas les respecter, c'est remettre en cause la légalité, la légitimité de l'Etat et du régime qu'il incarne... C'est l'une des étapes par laquelle passera le combat de la classe ouvrière quand elle s'engagera sur le chemin qui la mènera à la prise du pouvoir.

La légalité est du côté de la classe qui peut se prévaloir d'un rapport de forces favorable, habituellement la classe qui détient le pouvoir, jusqu'au moment où la lutte de classe du pro

létariat ou le rejet du pouvoir en place prend une telle ampleur qu'ils entraînent un basculement de ce rapport de forces, dès lors la légalité change de camp. Voilà un bon exemple de dialectique.

2- Suède.

Les autorités suédoises ont rejeté lundi une demande de permis de travail et de résidence pour Julian Assange, fondateur du site internet Wikileaks spécialisé dans la divulgation de documents ultraconfidentiels sur la politique militaire des Etats-Unis en Afghanistan et en Irak.

Assange, qui est Australien, a choisi de s'installer en Suède pour profiter de la législation très stricte dans ce pays sur la protection des sources des journalistes.

Hakan Gestrin, porte-parole du Service suédois des migrations, qui a annoncé la nouvelle, n'a pas fourni de raison pour ce refus en invoquant le caractère confidentiel de la décision. (Reuters 18.10)

Effectivement et pas seulement en Suède, en France également et sans doute d'autres pays. Le service des visas d'une ambassade ou d'un consulat peut rejeter votre demande de visa sans avoir à le justifier, c'est le règne de l'arbitraire le plus total puisque vous n'avez aucun recours, et il faut savoir aussi qu'après un refus, ce refus figure dans votre dossier, il est donc impossible de faire une nouvelle demande de visa sans qu'elle paraisse suspecte et soit rejetée également le plus souvent.

Il est étrange que cette personne soit en possession de tels documents, cela pose de nombreuses questions auxquelles nous ne pouvons pas répondre. Qui lui a adressé et dans quel but précis ? Qui est vraiment Julian Assange ?

Economie.

Etats-Unis.

1-Trompe l'oeil.

Citigroup a annoncé lundi avoir dégagé un bénéfice trimestriel meilleur qu'attendu à la faveur d'un ralentissement de ses pertes de crédit (2,2 milliards de dollars, soit 1,6 milliard d'euros), mais son produit net bancaire est ressorti moins élevé qu'espéré et les analystes se demandent si la crise des saisies immobilières ne pourrait pas peser sur les résultats à venir.

Le produit net bancaire (PNB) a légèrement progressé par rapport à l'an dernier, à 20,7 milliards de dollars, mais a reculé si on le compare à celui de la période d'avril à juin, la banque ayant dû puiser dans ses réserves pour couvrir des créances douteuses.

Citigroup explique que son PNB, qui ressort en deçà de ses performances des deux premiers trimestres de cette année, a souffert d'une chute de son activité de trading et de pertes sur des couvertures de dérivés de crédit.

Comme JPMorgan, Citigroup ne doit sa performance trimestrielle qu'à la baisse de ses provisions sur créances douteuses.

Les analystes se demandent pendant combien de temps les bénéfices des banques vont encore croître si le ralentissement économique se traduit par une faiblesse de la demande de crédit et un niveau relativement élevé de pertes de crédit.

"*C'est actuellement un problème pour toutes les banques, elles ont du mal à accroître leur activité*", souligne Matt McCormick, gérant de portefeuille chez Bahl & Gaynor Investment Counsel.

"*Réduire les provisions pour créances douteuses n'est pas une chose que l'on peut répéter indéfiniment.*"

Après déduction du montant de provisions pour pertes sur crédit, le montant des prêts en cours de Citigroup a reculé de 5,5% en raison de la baisse de la demande de crédit émanant des particuliers. Pour l'heure, la situation pour les entreprises reste meilleure. (Reuters 18.10)

2- La reprise... à reculons ! La production industrielle aux Etats-Unis a reculé de 0,2% en septembre.

Le taux d'utilisation des capacités de production a légèrement reculé à 74,7% en septembre (taux révisé à 74,8% en août). S'il est à 4,2 points au-dessus de son niveau d'il y a un an, il reste 5,9 points sous son niveau moyen de la période 1972-2009. (Reuters 18.10)

Haut de page

Le 20 octobre

J'actualise le site à nouveau après avoir reçu plusieurs documents.

La situation en France vue par la presse internationale.

- "*Situation explosive*", titre le Financial Times au dessus de la photo d'une voiture incendiée à Nanterre, près de Paris. S'il est le seul de la presse britannique a consacrer sa Une aux événements, son ton donne le la.

- Le tabloïde The Daily Mail choisit la même illustration pour titrer: "*les rues françaises en feu*". "*La France dans le chaos*", pour le Daily Telegraph. "*Epreuve de force entre Sarkozy et des +guérilleros urbains+*", juge le Times.

- "*La révolte de la France qui fait le siège de Sarkozy*", titre de son côté le quotidien La Repubblica (gauche), seul des grands journaux italiens à évoquer en Une la grogne sociale en France.

- "*Des millions de citoyens dans les rues contre la réforme des retraites. Des travailleurs qui risquent leur emploi mais aussi des étudiants qui craignent pour leur avenir. Les grèves dans les transports et le carburant sur le point de finir. C'est l'automne chaud du président, assiégé par ceux qui l'avaient élu et jamais aussi bas dans les sondages*", résume le quotidien.

- "*La France bloquée, Sarkozy ne fait pas marche arrière*", écrit le Corriere della Sera (centre), principal tirage d'Italie.

- Pour l'espagnol ABC (conservateur), qui loue le "*courage*" du président Nicolas Sarkozy, "*les graves incidents en France (...) sont plus qu'une manifestation de rue contre une mesure concrète: c'est l'avenir de l'Etat providence qui est en question parce que la crise économique a déclenché toutes les alarmes sur un système (...) maintenant incapable de répondre aux attentes qu'il a suscitées*".

- Mais pour Publico (gauche) "*la position prédominante dans l'opinion publique semble indiquer que, en dépit d'accès de violence indésirables lors des manifestations, ceux-ci sont la conséquence d'un climat généré par une violence bien plus grande: celle d'un libéralisme économique sauvage*".

- "*Emeutes en France*" au dessus d'une photo de jeunes manifestants poursuivis par des forces de l'ordre: les grèves et échauffourées se retrouvent en Une du quotidien allemand Berliner Zeitung.

- La Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) publie un cliché d'un dépôt de fioul et gazole à Caen (ouest) bloqué par des manifestants et se demande: "*Le Pirée? Caen!*" en référence à la crise grecque il y a un an.

- "*La France victime de grèves et d'émeutes*" titre également le conservateur Die Welt tandis que le quotidien du sud de l'Allemagne, Süddeutsche Zeitung, insiste sur "*Le feu de la colère*".

- Sur son édition internet, der Spiegel s'exclame: "*Mutinerie de Français frustrés contre Sarkozy*".

- Le danois Politiken titre, "*les Français sur les barricades pour le sixième jour*".

- En Norvège, le journal d'affaires Dagens Naeringsliv fait le parallèle entre la France et la Grande Bretagne pour mettre en valeur leurs différences.

- "*Demain à Londres, le gouvernement va annoncer une réduction révolutionnaire des prestations sociales. A Paris, on redoute une révolution d'un genre plus classique*", écrit un des éditorialistes.

- "*Le Premier ministre britannique David Cameron a réussi à faire comprendre la crise (à son opinion publique), ce qui n'est pas le cas du président français Nicolas Sarkozy. Il faut dire que c'est peut-être impossible*", ajoute-t-il, doutant des aptitudes des Français à se réformer.

La suite peut-être en fin de journée, le site est à votre service. C'est parti !

Causerie du matin

Pas de causerie, pas le temps.

Retraites.

1- Mobilisation.

1.1- Les manifs.

- 277 manifestations étaient prévues ce mardi, un peu partout en France.

- A Paris : 60.000 personnes, selon une première estimation de la préfecture de police à 15 heures. La CGT en annonce 330.000.

- A Toulouse : 155.000 manifestants selon les syndicats, 35.000 pour la préfecture.

- A Lyon : 45.000 manifestants d'après les syndicats, 18.000 selon la police.

- A Bordeaux : entre 140.000 et 34.000 manifestants.

- A Marseille : entre 240.000 et 23.000 personnes.

- A Rennes : entre 26.000 et 50.000 personnes.

- A Brest : entre 11.000 manifestants et 20 000 manifestants. Ouest France en compte 15.000.

1.2- Les différents secteurs en grève.

- Un tiers des agences de la Brink's sont touchées par la grève.

- La moitié des 520 éboueurs de la Communauté urbaine de Toulouse (CUT) étaient en grève mardi matin avec l'objectif de durcir le mouvement de contestation de la réforme des retraites. Guy Mongin, secrétaire CGT, a précisé que les éboueurs en grève n'avaient pas effectué le ramassage des ordures et que les non grévistes n'avaient pas pu vider leurs camions à l'usine d'incinération de Monlong (sud de Toulouse), bloquée par un piquet de grève.

- Le Centre régional de transport (CRT) de Lesquin, importante plate-forme de transport et de logistique de la région lilloise est bloqué.

- Transports ferroviaires : 30,4 % des agents étaient en grève mardi selon la direction de la SNCF.

- RATP : 9 % des personnels étaient en grève.

- Dans les bus et sur les lignes de tramway, le trafic est quasi normal, annonce la RATP.

- Aéroports : la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) a demandé la réduction de 50 % du programme de vols à Orly et 30 % dans les autres aéroports métropolitains. A l'aéroport de Lyon, 112 vols ont été annulés, soit 31 % du trafic total. A Bordeaux, l'accès à l'aéroport a été coupé durant plus de deux heures dans la matinée par des manifestants de la CGT, FO, SUD, FSU et de la CNT. Ils ont mis fin à leur action sans intervention des forces de l'ordre. La fédération CGT des transports veut mobiliser les salariés des aéroports partout en France mercredi pour une journée de grève contre la réforme des retraites, a-t-elle indiqué mardi dans un communiqué.

- Poste et telecoms : le taux de grévistes est de 10,23 % selon la direction. SUD PTT annonce un taux de grévistes de près de 25 %.

- Energie : la baisse de la production d'électricité liée aux mouvements sociaux représentait 5 200 mégawatts mardi matin, a annoncé la CGT, dont 3 000 MW dans le nucléaire.

- Les 12 raffineries du pays ont reconduit la grève. Onze sont à l'arrêt et la dernière, celle d'Exxon à Fos-sur-mer, près de Marseille, fonctionne partiellement au débit minimum. La grève continue également dans les terminaux pétroliers de Fos-Lavera. Les dépôts de Bassens, Toulouse, Brive, Portes-les-Valences, Nanterre, Ouistreham, Rubis et Genevilliers sont bloqués, a-t-on appris de sources syndicales et pétrolières.

Sur les réquisitions, la direction de Total ne fait aucun commentaire, elle se borne à dire que l'entreprise exécute une injonction du préfet. Les grévistes, eux, dénoncent une volonté du gouvernement de "*casser le mouvement*", qui renforce leur résolution. "*Je n'ai jamais vu une détermination comme celle-ci, assure Franck Manchon, délégué CGT, la question de savoir si on continue ou non la grève ne se pose même plus.*"

Sur les 12 500 stations-service que compte la France, au moins 2 750 sont en rupture de carburant (1 000 stations Total, 750 stations Intermarché, 1 000 stations d'indépendants), selon des sources officielles.

- Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que 379 lycées étaient perturbés. Selon la FIDL, plus de 1 200 lycées sont mobilisés et 850 bloqués.

Douze des 83 universités ont voté la grève pour ce mardi, dont cinq avec des mesures de blocage, selon l'UNEF, premier syndicat étudiant. Le ministère fait état dans la matinée de quatre universités entièrement bloquées (Bordeaux-3, Paris-8, Pau et Rennes-2) et de deux partiellement (Caen et Tours), Lyon-2 étant fermée administrativement par la direction. De son côté, l'UNEF assure que dix universités étaient bloquées, six entièrement (Bordeaux-3, Clermont-2, La Havre, Montpellier-3, Paris-8 et Pau) et quatre partiellement (Caen, Orléans, Poitiers, Tours). De nouvelles assemblées générales sont prévues à la mi-journée.

Les enseignants sont 13,95 % à faire grève mardi, dont 14,14 % en primaire et 13,79 % dans le secondaire, selon le ministère de l'éducation nationale, soit moins que lors des précédentes journées. Selon le Snuipp-FSU, principal syndicat du primaire, le nombre d'enseignants grévistes dans les écoles (maternelles et élémentaires) était de 31 %.

- Plusieurs affrontements entre les forces d'ordre et les dockers ont eu lieu mardi matin au Havre (Seine-Maritime) lors de la manifestation contre la réforme des retraites, a-t-on appris auprès de la police.

Les affrontements se sont déroulés en fin de matinée en tête du cortège. Des pierres et des pavés ont été lancés en direction des CRS qui ont répliqué par des bombes lacrymogènes.

A l'issue de cette manifestation, la CGT du port du Havre a lancé un appel à la grève générale sur la zone portuaire qui sera, selon les syndicats, impossible d'accès mercredi matin.

Selon la CGT, plus de 60.000 manifestants ont défilé dans les rues du Havre mardi matin, 15.000 selon la police.

2- Déclarations.

2.1- CGT.

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a appelé le gouvernement à "*entendre l'ampleur de cette protestation*" contre

la réforme des retraites et à accepter "*des négiociations avec les syndicats*".

"*Soyez raisonnable, acceptez les discussions avec les syndicats, ne vous enfermez pas dans ce choix unilatéral*", a déclaré le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault.

"*La mobilisation nous permettra d'envisager d'autres initiatives*", a souligné Bernard Thibault.

2.2- FO.

Jean-Claude Mailly, leader de FO, appelle à "*24 heures de grève public-privé, de manière coordonnée et unifiée*" pour poursuivre le mouvement.

2.3- FSU.

La secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, constatant que "*la contestation s'amplifie*", envisage une "*nouvelle mobilisation nationale*" contre la réforme des retraites qui, une fois votée au Sénat, "*restera injuste*".

2.4- CFE-CGC

Le président de la CFE-CGC Bernard van Craeynest a estimé mardi que face aux "*dérapages*" et "*débordements*", "*il faudra sans doute marquer une pause pour réorienter (les) actions*" des syndicats, mardi au départ du défilé parisien contre la réforme des retraites.

2.5- UNL et la Fidl.

L'UNL et la Fidl, les deux principales organisations lycéennes, ont annoncé mardi les lycéens à une nouvelle journée nationale d'actions jeudi, pour «amplifier la mobilisation» contre la réforme des retraites «de manière pacifique».

2.6- Comédie et regrets

«Dès le départ, le gouvernement a mis en place une "*concertation*" qui n'en avait que le nom, peste Jacques Voisin, le président plutôt modéré de la CFTC. Un dialogue de sourds dont nous n'avions d'éventuels retours que par médias interposés.»

Même sentiment de «*vrai gâchis*» pour le réformiste Alain Olive, responsable de l'Unsa : «*Je ne dis pas que la négo aurait été facile mais là, le pouvoir a délibérément choisi de mettre les syndicats hors jeu*». Un choix rendant «*impossible la recherche d'un compromis social*» et laissant «*les acteurs politiques seuls maîtres du jeu*». Même quand il s'est agi d'adoucir le texte, «*le ministre du Travail refermait aussitôt les portes que nous essayions d'entrouvrir*», rapporte Laurent Berger, de la CFDT. Du coup, et à défaut de dialogue social, «*le pouvoir a décidé d'attendre de voir à chaque manif s'il y aurait plus de monde, avant de lâcher quelque chose, décrypte un dirigeant syndical. Mais en procédant ainsi, il a créé lui-même un climat de surenchère*».

«*Nicolas Sarkozy a privilégié un clivage politique, où les partenaires sociaux n'ont pas leur place, analyse un dirigeant confédéral. Mais en matière sociale, on ne joue pas sans les corps intermédiaires, ou alors nous n'avons plus de raison d'être.*» Reproche identique à la CGT : «*Le Président a politisé la réforme dès le début, la présentant comme un marqueur de son quinquennat, explique Eric Aubin. Une grosse erreur qu'il paie aujourd'hui dans la rue.*» Même la CGC (syndicat des cadres), favorable au recul de l'âge légal et qui devrait quitter l'intersyndicale après le vote de la loi, n'a pas eu de mots assez durs contre le gouvernement ces dernières semaines. Quant au responsable de l'Unef (étudiants), il n'a pas été reçu une seule fois par le ministre du Travail, Eric Woerth, «*alors que nous en avions fait la demande à plusieurs reprises, se plaint son président, Jean-Baptiste Prévost. A croire que le tête à tête entre jeunes et police les arrange*».

Sarkozy se retrouve désormais seul face à la base. «*Avec la mobilisation d'aujourd'hui, impossible de ne pas appeler à une nouvelle journée*», glissait un dirigeant réformiste hier, pourtant tenté de lever le pied après le vote de la loi demain. «*En nous marginalisant, Sarkozy a ainsi transféré le pouvoir à la rue.*» Problème : la rue, elle, ne négocie jamais.

Commentaire.

On ne peut pas imaginer un seul instant que cette racaille n'ait pas compris que Sarkozy n'avait pas le choix et qu'il ne lâcherait pas, et que par conséquent il n'y avait rien à négocier avec lui. Ils lui reprochent de s'y être mal pris, mais pouvait-il s'y prendre autrement, non évidemment, cela aurait été inutile de chercher un autre moyen pour faire passer cette loi scélérate, puisque le contenu aurait été le même, et c'est sur son contenu que les masses se sont mobilisées et non sur la manière de l'avoir présentée, les masses sont pragmatiques avant tout... et lucides pour peu qu'on les éclaire, les appareils à côté sont de vulgaires illusionnistes à l'image de leur maître, Sarkozy.

2.7- PS.

Le Parti socialiste négocierait avec les syndicats sa position sur la durée de cotisation pour obtenir une retraite s'il accédait au pouvoir en 2012, a dit mardi son porte-parole Benoît Hamon.

"*Le Parti socialiste a arrêté une position. La question c'est : s'il vient au pouvoir, cette position, la négociera-t-il ou pas ? Evidemment que oui. Il la mettra en débat*", a-t-il dit.

"*Si demain les conditions économiques sont réunies pour qu'on le fasse, bien évidemment qu'on préfèrera faire travailler les salariés 40 ans que 41 annuités et demie ou 42 ans*", a-t-il ajouté.

Un appel au dialogue, lancé ce mardi par Laurent Fabius, qui pointe les «*risques de débordements*».

Le PS mise aussi sur l'ampleur des cortèges pour peser sur le choix des sénateurs: «*Plus la mobilisation sera déterminée, puissante, sereine, plus le Sénat sera en situation de demander au gouvernement de reprendre le dialogue*», espère Ségolène Royal.

«*Les socialistes doivent être clairs. Nous ne reviendrons pas à la retraite à 60 ans de type 1981*», assène Manuel Valls. Chargée des retraites au PS, la députée strausskahnienne Marisol Touraine renchérit: «*Il est bon d'être crédible lorsqu'on s'approche de l'élections présidentielle, ne pas être uniquement dans la posture de contestation* ».

«*Le PS ne peut pas être le parti de la rue* », gronde de son côté un cadre strausskahnien qui éloigne aussi sec le spectre du retour de la division au PS. «*Quand on dit "unité, unit !", ce n'est pas artificiel*», jure-t-il.

Commentaire

«*Le PS ne peut pas être le parti de la rue* » et à la fois celui du capital et de la Ve République, logique en somme !

Le voile de l'illusion du parti ouvrier se déchire, faisons en sorte qu'il tombe !

Nous avons bien lu : "*si demain les conditions économiques*" sont réunies, le PS reviendra sur l'allongement de la durée de cotisation, comme l'on sait par avance que tel ne sera pas le cas en 2012, cela signifie qu'il ne reviendra pas sur cette loi. Il indique par là ouvertement qu'il est subordonné au capitalisme.

Que "*négocie*" discrètement dans le dos des travailleurs le PS avec les dirigeants syndicaux : la neutralité du mouvement ouvrier et la paix sociale à partir de 2012 pour que les capitalistes puissent tranquillement continuer à vaquer à leurs occupations... comme en 81 ? A votre avis, que peut-il négocier d'autres ? Il risque d'y avoir une erreur de timing dans leur scénario car la situation économique et sociale n'est plus la même, depuis la crise du capitalisme n'a cessé de s'amplifier...

2.8- PCF.

Le PCF accusait aussi, lundi, le gouvernement de jouer «*la carte de l'exaspération, de la tension et du pourrissement du conflit*». Et appelait le Président à «*retirer son projet de loi et [à] reprendre les discussions*».

Commentaire

Toujours fidèle à lui-même, on ne se refait pas !

2.9- Gouvernement.

Le président de la République a annoncé qu'il tiendrait « *une réunion dès (son) retour à Paris pour débloquer un certain nombre de situations, car il y a des gens qui veulent travailler, c'est même l'immense majorité, et qui ne doivent pas être privés d'essence, ça ne doit pas exister dans une démocratie.* »

Le Premier ministre, la «*négation de la démocratie et du pacte républicain*»: «*personne n'a le droit de prendre en otage un pays tout entier.*»

Commentaire

La démocratie est du côté de l'immense majorité des exploités toutes couches confondues qui rejette le projet du gouvernement,

et non du côté d'un chef de l'Etat et d'un gouvernement ultra minoritaire et illégitime.

"*La Constitution de notre République prévoit le droit de grève qui doit être respecté, elle ne prévoit pas le droit de bloquer le pays, son économie et ses emplois*", a déclaré le Premier ministre François Fillon à l'Assemblée nationale.

Commentaire

Il a raison, la Constitution a pour fonction de permettre à l'Etat pour le compte de la classe dominante d'exploiter et d'opprimer tranquillement les classes dominées, et il est normal qu'il ne puisse pas admettre que la grève remette en cause le bon fonctionnement de l'économie capitaliste et soit l'antithèse de l'ordre établi.

Le patron des députés UMP, Jean-François Copé, mise donc sur un vote définitif par le Parlement «*mardi (26) ou mercredi (27) ou en tout cas en milieu de semaine prochaine*».

2.10- Sondages.

- Le duo de l'exécutif bat des records d'impopularité depuis mai 2007, en pleine contestation contre la réforme des retraites, selon le baromètre BVA-Orange-L'Express-France Inter publié mardi.

Nicolas Sarkozy recueille 69% de mauvaises opinions, battant de cinq points le record atteint au mois de septembre. Il recueille 30% de bonnes opinions (- 2 points), un autre record à la baisse depuis mai 2007.

L'impopularité de François Fillon est en hausse de quatre points à 52%. Pour la première fois depuis sa nomination à Matignon, plus d'un Français sur deux désavoue le Premier ministre. (Reuters 19.10)

- Les Français soutiennent la mobilisation contre la réforme des retraites et désapprouvent la fermeté de Nicolas Sarkozy face aux grèves et manifestations, selon un sondage Viavoice à paraître mercredi dans Libération.

Une majorité souhaite que le projet de loi soit partiellement modifié (61%) ou profondément modifié (60%) et 79% souhaitent une reprise des négociations avec les syndicats.

Les grèves et manifestations sont approuvées par 67% des Français, la mobilisation des jeunes par 51% et les grèves dans les transports en commun par 50%. En revanche, le blocage des raffineries est désapprouvé par 54% des Français .

Soixante-cinq pour cent des Français désapprouvent "*la fermeté de Nicolas Sarkozy face aux grèves et aux manifestations*".

Seuls 18% des Français sont contre une reprise des négociations, 34% sont contre une modification partielle du projet de loi et 37% contre une modification profonde.

Un retrait complet du projet est souhaité par 43% des Français et rejeté par 53% d'entre eux. (Reuters 19.10)

2.11- Titres et regard des médias en France.

- Nouveau record d'impopularité pour Sarkozy - L'Express

- La cote de popularité de Sarkozy au plus bas depuis 2007 - LeMonde.fr

- Nicolas Sarkozy récolte 61% d'opinions négatives, selon un sondage - AP

- Nicolas Sarkozy jamais aussi... impopulaire - Le Post

- Séquence inquiétante pour la majorité. Le rêve élyséen d'une réforme des retraites adoptée au forceps, permettant d'asseoir l'image d'un président courageux, est en passe de virer au cauchemar. - Libération

- Rien n'est écrit, comme le rappelle Dominique Seux dans *Les Echos*: "*La division syndicale, elle, est possible, probable, mais pas certaine. Thibault et Chérèque ont fait cause commune jusqu'à maintenant, et la CFDT ne va pas vouloir donner l'impression de reculer. Donc, c'est le flou sur leurs stratégies à eux*". Mais ces stratégies ressemblent d'ores et déjà à des stratégies de sortie de crise. "*Tous les leaders savent que Nicolas Sarkozy ne cédera pas et cherchent le moyen de sortir de ce conflit sans trop de casse*", décrypte ainsi un expert en relations sociales cité par *Le Figaro*.

- Malgré les derniers débordements, ce soutien "*gagne même en fermeté*", selon Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département Opinion de l'institut de sondages Ifop. Il agrège en fait des mécontentements plus larges, de l'affaire Woerth-Bettencourt au bouclier fiscal, qui viennent nourrir le thème de l'injustice, choisi par les syndicats pour dénoncer la réforme des retraites. Jusqu'à quand?

- "*Le soutien populaire à l'action des syndicats a atteint son apogée la semaine dernière et devrait retomber*", explique Jérôme Sainte-Marie, directeur du département Opinion de l'institut de sondages CSA à L'Expansion.com. Selon lui, "*la pénurie d'essence, les blocages routiers et surtout les risques de débordements et de violences liés à l'entrée des jeunes dans le mouvement, qui échappent au contrôle des syndicats, peuvent faire se retourner une grande partie de l'opinion publique.*" Mais on n'en est pas encore là.

- Edwy Plenel, le patron du site d'information Mediapart, remplacera le chroniqueur Eric Naulleau dans le prochain numéro d'On n'est pas couché, le talk show de Laurent Ruquier diffusé chaque semaine sur France 2, signale l'AFP.

Par conséquent, comme la société de Catherine Barma produit On n'est pas couché pour le compte de France 2, une rémunération de la pige de Plenel signifierait que France Télévisions se retrouverait à payer Mediapart. Une situation un brin cocasse, moins d'un mois après un échange musclé entre le patron du service public, Rémy Pflimlin, et Edwy Plenel! Le JDD.fr rapportait alors que Pflimlin s'en était pris à Mediapart en critiquant la façon dont le site avait traité l'affaire Woerth-Bettencourt. (Slate.fr 19.10)

Mais en bon petit serviteur du régime et pour faire tourner son affaire subventionnée par l'Etat, donc l'UMP, entre temps Plénel a fait acte de contrition en déclarant qu'il y aurait en réalité encore moins de manifestants lors des journées de mobilisation que les estimations de la police. Cela vous ouvre bien des portes ! On se demande comment ce genre d'individus peut encore se regarder dans un miroir. Au lieu de payer un abonnement à Médiapart pour accéder à tous leurs articles, participez au financement du site indépendant de l'Etat *La voix de l'opposition de gauche* !

2.12- Vu de l'étranger.

- En regardant Fox News et CNN ces derniers jours, le téléspectateur américain ne peut arriver qu'à une conclusion: la révolution n'est pas loin.

- Même refrain côté britannique: «*De nombreuses personnes craignent une répétition des événements de mai 68*», lâche le *Daily Mail*

- *The Guardian* titre également sur «le spectre de 1968» tandis que *The Independent* fait l'amalgame avec les émeutes de 2005.

(source : AP, Reuters, Lexpress.fr, Libération.fr, Lefigaro.fr, Lepoint.fr, 20minutes.fr, Lepost.fr 19.10)

Economie.

1- Chine.

À trois jours de la réunion des ministres des Finances du G20, en Corée la Chine relève ses taux d'intérêt de 0,25 %. Les taux de dépôt et de prêt à un an sont relevés chacun d'un quart de point, à respectivement 2,5% et 5,56%. Une première depuis 2007. Pékin accepte ainsi de voir le yuan s'apprécier un peu. Le dollar remonte face à l'euro et à la livre.

Les cambistes estiment que le relèvement des taux d'intérêt, signe avant coureur d'une appréciation du yuan, s'inscrit dans le cadre d'un accord entre Pékin et Washington sur les changes, visant à freiner la glissade du dollar.

L'annonce de Pékin intervient en effet au lendemain d'une déclaration du secrétaire américain au Trésor, Tim Geithner, assurant que les États-Unis ne dévaluaient pas le billet vert pour devenir compétitif. «*Ce n'est pas une stratégie faisable, viable, nous ne ferons pas*», a martelé Tim Geithner, alors que la Fed semble décidée à faire marcher la «*planche à billets*» en rachetant des bons du Trésor, pour aider l'économie américaine à se redresser.

Le Trésor américain a annulé vendredi la publication d'un rapport dans lequel il était susceptible d'accuser la Chine de manipuler sa monnaie.

En position d'accusé avant le G20, le «G2» -Chine-Etats-Unis- semble s'être entendu en coulisse pour jouer l'apaisement sur la guerre des changes.

"*La récente hausse de l'inflation (3,5% sur un an en août) a conduit les taux (d'intérêt réel) en territoire négatif et je pense que c'est la raison pour laquelle la banque centrale a dû relever ses taux aussi rapidement*", souligne Zhu Jiangfang, chef économiste chez CITIC Securities. (Lefigaro.fr et Reuters 19.10)

2- Etats-Unis.

2.1- Chez Goldman Sachs, les revenus tirés du trading obligataire, de devises et de matières premières ont diminué de 37% à 3,77 milliards de dollars. Ceux du seul trading actions ont plongé de 43% à 1,05 milliard de dollars.

En dépit de ces vents contraires, la banque new-yorkaise a dépassé les attentes des analystes en publiant un bénéfice par action de 1,9 milliard de dollars.

Autre bonne nouvelle pour Goldman, sa division de banque d'investissement a fait état d'un produit net de 1,12 milliard de dollars, en hausse de 24%.

Depuis l'adoption de la Volcker Rule, qui limite le champ d'action des banques en matière d'opérations pour compte propre, Goldman Sachs a décidé de démanteler sa division Principal Strategies Group, justement chargée de réaliser ce type d'opérations.

Elle s'est en outre lancée dans une opération de relations publiques destinée à redorer un blason terni par des accusations de fraude en provenance de la Securities and Exchange Commission, le gendarme américain de la Bourse.

Goldman Sachs a été accusé d'avoir créé et commercialisé un produit nommé Abacus, soit des titres de dette adossés à des crédits immobiliers subprimes, sans dire aux investisseurs qu'un fonds spéculatif avait aidé à choisir les titres sous-jacents au produit pour ensuite parier contre ce produit à la vente.

Pour éviter un procès, elle a accepté de verser 550 millions de dollars à la justice. (Reuters 19.10)

2.2- Bank of America (BofA) a fait état mardi d'un bénéfice d'exploitation trimestriel meilleur qu'attendu et d'une amélioration de la situation de son portefeuille de crédits.

Certains analystes se demandent toutefois si la plus grande banque des Etats-Unis par les actifs pourra continuer de dégager des bénéfices en réduisant ses provisions sur créances douteuses, si son coeur de métier n'affiche qu'une croissance atone.

"*La baisse des provisions pour risque est une chose que nous relevons dans toutes les banques. Dans le cas de BofA, la question est de savoir si elle va pouvoir maintenir cette tendance*", note Heinz-Gerd Sonnenschein, stratège chez Postbank.

Hors exceptionnels, le groupe bancaire a affiché un bénéfice net trimestriel de 3,1 milliards de dollars.

En incluant cependant une dépréciation de survaleur relative à son activité de cartes de crédit de 10,4 milliards de dollars, la banque affiche une perte nette de 7,3 milliards de dollars.

L'établissement avait déjà annoncé cette dépréciation lors de la publication de ses résultats du deuxième trimestre. Cette charge résulte d'une nouvelle loi limitant les frais bancaires sur les transactions réalisées avec une carte de crédit.

BofA estime qu'elle pourrait perdre entre 1,8 milliard et 2,3 milliards de dollars de recettes annuelles avec cette nouvelle réglementation.

Son produit net bancaire (PNB) s'est élevé à 26,9 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 2,2% par rapport à l'année précédente.

Comme ses concurrentes, Bank of America a annoncé une amélioration de ses perspectives en matière de crédit. Le montant net de ses provisions pour créances douteuses a baissé de 24% par rapport au deuxième trimestre, à 7,2 milliards de dollars et ses provisions pour pertes sur crédit ont été divisées par près de deux, à 5,4 milliards de dollars.

Mais certains moteurs traditionnels du profit de la banque calent quelque peu. Le produit net des intérêts a diminué pour le quatrième trimestre d'affilée, à 12,7 milliards de dollars, en recul de 3% sur le deuxième trimestre. La banque pense que cette baisse se poursuivra dans les trimestres à venir, mais à un rythme plus lent.

Le total des prêts a encore diminué, à 933 milliards de dollars au 30 septembre, en baisse de 2,4% sur le total au 30 juin, mais en hausse de 2% sur la période comparable de 2009. (Reuters 19.10)

International.

Chili. Patron criminel.

Les 33 mineurs, sauvés la semaine dernière au Chili après 69 jours à plus de 600 mètres sous terre, avaient demandé à sortir de la mine trois heures avant l'éboulement qui les a piégés le 5 août, en raison de bruits anormaux, mais leurs responsables le leur auraient interdit.

C'est ce qu'a révélé le député Carlos Vilches, de l'Union démocratique indépendante (UDI, majorité), membre d'une commission d'enquête sur les causes de l'accident. Le parlementaire se base sur le témoignage de l'un des "33", Juan Illanes, recueilli à l'hôpital de Copiapo (nord) après son retour à l'air libre. "*Il m'a signalé qu'ils ont commencé à entendre des bruits très forts à 11 heures. Ils ont demandé à sortir, mais on ne leur a pas donné l'autorisation. Ils pensent que les propriétaires et les gérants ont commis une négligence*", a déclaré le député, cité mardi par le quotidien La Tercera. "*Les conditions et les risques étaient connus, mais ces messieurs ont fait comme si de rien n'était (...). La raison commandait de faire sortir*" les mineurs, a-t-il ajouté.

Deux autres rescapés, Omar Reygadas y Jimmy Sanchez, ont confirmé à la presse locale qu'il y avait un problème à l'intérieur du site de San José. "*La mine faisait du bruit et ils nous ont laissés dedans, mais je ne peux pas en dire plus*", a raconté Jimmy Sanchez, le benjamin des mineurs (19 ans).

Omar Reygadas a expliqué qu'il avait entendu l'appel à l'aide lancé par le chef de quart Luis Urzua ou le contremaître Florencio Avalos pour avertir le directeur opérationnel de la mine, Carlos Pinilla, du problème. "*Pinilla savait très bien ce qui se passait dans la mine. Il ne peut pas le nier. Cela faisait plusieurs jours que ça grinçait*", a affirmé le mineur, qui compte témoigner devant la commission d'enquête parlementaire. (Lepoint.fr 19.10)

Haut de page

Le 21 octobre

Deux brefs sujets en hors d'oeuvre aujourd'hui.

1- Bourgeois, la bourgeoisie, une terminologie obsolète appartenant au XIXe siècle ?

Lyon la bourgeoise connaît des scènes de "guérilla urbaine" titrait hier Reuters. Lyon "*une ville à la réputation bourgeoise*" pouvait-on lire encore dans cet article.

2- Rappel. En famille

Patrick Devedjian : "*j'ai été rapporteur du budget de la justice sous le gouvernement de Lionel Jospin*" (Lemonde.fr 20.10)

Ils ont vieilli, des pépères bien inoffensifs, pour un peu on en oublierait leur parcours politique et ce qu'ils sont vraiment, à quelle école politique ils ont été formés, en 68 Devedjian faisait partie d'une organisation d'extrême droite, Occident, si je ne me trompe pas. Jospin le savait forcément sans que cela ne lui pose un problème.

Retraites.

1- Provocation-répression. Quand le mauvais exemple vient d'en "haut". Ils haïssent le prolétariat et sa jeunesse.

Hortefeux en visite à Lyon. Une dizaine de jeunes ont hué le ministre de l'Intérieur qui descendait la rue Victor Hugo et crié sur son passage "*fasciste*", "*raciste*" ou encore "*t'es pas le bienvenu ici*".

Trois d'entre elles ont été interpellées sur le champ par les forces de police qui entouraient le ministre. (Reuters 20.10)

- Allez, au hasard, vous trois par ici, vous êtes en état d'arrestation

- Mais et les autres ils criaient aussi

- Pas de discussion, c'est comme cela.

L'arbitraire le plus total quoi !

Et après cela ils voudraient que les jeunes qui manquent de repères ne commettent pas des actes individuels violents et aveugles et respectent un certain nombre de principes ? Ils voudraient que les jeunes respectent la police et les institutions, alors qu'ils piétinent leur droit à s'exprimer tout simplement avec des mots. Rappelons qu'Hortefeux a été récemment condamné pour des propos qualifiés de racistes.

Nous exigeons la libération immédiate et sans conditions de toutes les personnes arrêtées lors de manifestations organisées ou spontanées par un pouvoir minoritaire et illégitime.

2- Mobilisation.

- Les douze raffineries de métropole sont en grève.

- A Marseille, le préfet fait appel à 150 personnels de la Sécurité civile pour ramasser les ordures amoncellées dans les rues depuis le 12 octobre, début de la grève des éboueurs.

- A Toulouse, les éboueurs intensifient leur mouvement en bloquant quatre de leurs cinq dépôts, paralysant le ramassage des ordures dans la Communauté urbaine. Mercredi, seulement 5% des camions habituellement mobilisés ont pu sortir ramasser les ordures.

- A Marseille, aucun bus ni aucun tramway n'a circulé mercredi en raison du blocage des quatre dépôts de la ville.

- A Rennes, des chauffeurs de bus cessent le travail après avoir été victimes de gaz lacrymogènes tirés par les forces de l'ordre venues libérer l'accès du principal dépôt de bus de la ville.

- Education. Cent soixante-dix-huit lycées ont été bloqués mercredi par des élèves, selon le gouvernement, six cents selon l'Union nationale lycéenne.

Le blocage de l'université Lille III (lettres et sciences humaines) est voté pour jeudi, lors d'une assemblée générale qui a réuni 600 étudiants.

Une assemblée générale d'étudiants de l'université de Caen vote le déblocage de son principal campus, entamé lundi.

La poursuite de la grève jusqu'à vendredi midi est votée à l'université de la Sorbonne-Tolbiac (Paris).

3- Déclarations.

3.1- FO.

"*Ils sont enfermés dans leur tour d'ivoire, ce sont eux qui sont complètement bloqués*", a dit le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, sur Canal+.

3.2- CFDT.

Réaction à l'annonce d'un amendement du président du groupe centriste du Sénat, Nicolas About, en faveur d'«*un régime universel par points ou en comptes notionnels*». Jean-Louis Malys : «*Comme depuis le début, nous engrangeons tout ce que nous pouvons engranger.*»

3.3- Gaucheritude.

Les présidents des trois groupes de gauche au Sénat, où le vote sur le projet de réforme est prévu demain soir, demandent solennellement au président de la République de suspendre le débat et d'ouvrir une «*très large concertation*» avec tous les partenaires. «*Suspendez le débat, reprenez le chantier, saisissez ce moment, agissez avec sagesse*», implore le chef de file des sénateurs PS, Jean-Pierre Bel. «*Nous ne suspendrons pas les débats au Sénat*», répond Eric Woerth.

Que craignent-ils le plus : que la mobilisation continue et se radicalise ou que la classe finisse par s'en prendre aux institutions de la Ve République. Sans doute les deux à la fois, on les comprend.

3.4- Gouvernement.

- "*Mon devoir est de garantir le respect de l'ordre républicain au service de tous les Français*", a déclaré Nicolas Sarkozy en conseil des ministres.

Commentaire

Pas "*tous*, loin s'en faut puisqu'ils sont plus de 70% à rejeter votre projet de loi infâme sur les retraites et votre politique en générale.

- "*Dans quelques jours, la réforme des retraites sera la loi de la République*", a ainsi déclaré François Fillon lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

Commentaire

Une "*loi*", cela s'abroge, de gré ou de force !

- "*La réforme actuelle n'est ni de droite ni de gauche, c'est la réforme du bon sens*", a ajouté le Premier ministre. "*Dans quelque temps, cette réforme fera l'objet, comme les autres (réformes des retraites), d'un large consensus.*"

Commentaire

Une pure vue de l'esprit, où a-t-il vu que les travailleurs avaient accepté la remise en cause des 37,5 annuités par exemple ?

Mais peut-être pensait-il aux partenaires de l'UMP, le PS et ses satellites, qui peaufinent les textes de loi dans les différentes commissions de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social, et qui défendent ces lois antisociales une fois qu'elles ont été adoptées ou ne les abrogent pas quand ils sont au pouvoir. Dans ce cas-là il a eu raison d'évoquer "*un large consensus.*".

- Le ministre du Travail, Éric Woerth, s'apprêtait mercredi soir à donner son feu vert à un amendement du président du groupe centriste du Sénat, Nicolas About. Cet amendement prévoit, «*à compter du premier semestre 2014*», une «*réflexion nationale*» en vue d'une remise à plat de tout le système de retraite, en envisageant «*un régime universel par points ou en comptes notionnels*».

Commentaire

Après avoir justifié le projet de loi actuel en expliquant qu'il était "*indispensable*" pour préserver le système de retraite par répartition, voilà qu'il lâche le morceau, il ne servirait en réalité qu'à préparer sa liquidation, ce que nous n'avions eu aucune difficulté à comprendre. Alors pourquoi ne pas le programmer dès maintenant.

En voilà une bonne idée qui va sans doute contribuer à désarmorcer la mobilisation en cours ! Continuez dans cette voie-là...

- Hortefeux "*La France appartient aux honnêtes gens qui veulent travailler paisiblement.*"

Commentaire

Les grévistes sont des fainéants, c'est bien connu, pire ce seraient des gens malhonnête, l'amalgame avec les voyous ou les casseurs n'est pas loin.

Au fait, ils sont quoi les "*honnêtes gens*" qui voudraient bien "*travailler paisiblement*" mais qui ne le peuvent pas ou qui sont livrés au chômage par les capitalistes dont vous représentez les intérêts, donc avec votre complicité ?

(source : Lemonde.fr, Lefigaro.fr, Reuters et AP 20.10)

Politique.

1- France.

1.1- C'est le bordel au Palais !

Les ministres, François Fillon en tête, qui ont affirmé en boucle le week-end dernier qu'il n'y avait «*pas de pénurie*», assurent s'être exprimés sur la foi «*des éléments de langage de l'Élysée, construits sur la base des informations fournies par le ministère*

de l'Écologie». L'un d'entre eux précise: «*Borloo s'est juste trompé d'un zéro. Il a parlé de 300 stations en rupture de stock au lieu de 3.000!*»

Lundi, l'Élysée a demandé des comptes au ministre de l'Environnement. Le même jour, le ton a monté entre Fillon et Borloo, via leurs conseillers respectifs, lors de la réunion hebdomadaire des «*communicants*» du gouvernement. «*Comment pouvez-vous nous dire qu'il n'y a pas de problèmes d'essence alors que vous êtes incapable de nous fournir des chiffres?*», a lancé la conseillère com de Matignon à son homologue de l'Écologie.

Le lendemain, la colère présidentielle n'est pas retombée, au contraire. «*Nicolas Sarkozy a eu le sentiment qu'on ne lui avait pas donné les bonnes informations*», raconte un ministre. Le soir, à l'Élysée, et en présence de Borloo, Fillon a évoqué «*une communication inadaptée*».

Mercredi encore, il a «*esquissé un recadrage de Borloo au Conseil des ministres*», selon un participant. Le ministre de l'Écologie a cru pouvoir détourner le tir en mettant en cause l'efficacité du déblocage du dépôt de Donges, en Loire-Atlantique. Mal lui en a pris: le chef de l'État a profité du Conseil pour féliciter le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, de sa gestion de la crise. (Lefigaro.fr 20.10)

Borloo la lavette Premier ministre de La Talonnette ? L'hystérique du Palais n'a tout simplement pas besoin de Premier ministre, mais comme il ne peut pas supprimer cette fonction sans modifier de fond en comble la Constitution de la Ve République, il lui faut trouver, non pas son clône sinon il choisirait Besson son "ami", problème, il est aussi grillé qu'Hortefeux, non, il lui faut un expert dans la langue de bois qui ne trimballe pas trop de gamelles derrière lui, discret et qui s'efface naturellement devant sa majesté, maléable mais pas trop quand même, une personnalité sans personnalité pour ne pas lui faire de l'ombre, pas trop grand de taille si possible, sinon il devra faire réajuster ses talonnettes, au frais de l'Etat de préférence, encore un scandale en perspective, ferme et qui la ferme de préférence quand il ne l'a pas autorisé à l'ouvrir, on lui aurait bien proposé un de ses amis du gang du Fouquets, Bolloré par exemple, mais cela ferait désordre, la France n'est pas la Grande-Bretagne, ou bien son frère, mais il préside un fond de pension à qui va profiter la privatisation larvée des retraites, quel casse tête vraiment !

1.2- UMP + FN.

En confirmant ce mercredi lors d'un entretien accordé au Figaro.fr son souhait de voir son parti s'associer au Front National, le député UMP Christian Vanneste ne craint pas d'entretenir la polémique.

Le 6 octobre, sur l'antenne de Radio Courtoisie-orientée extrême-droite-, ce Christian Vanneste était monté au créneau, en compagnie de l'élu UMP Xavier Lemoine. Les deux hommes avaient alors affiché leur volonté d'une alliance avec le FN dans la perspective des élections législatives de 2012.

Ce mercredi, le député du Nord a réitéré de manière non équivoque son désir de rapprochement avec le FN. "*A partir du moment où le FN renonce à certaines mauvaises habitudes, pourquoi s'en priverait-on? Tant qu'on aura un ennemi à droite, on perdra les élections !*" explique-t-il.

Christian Vanneste étaye son propos en faisant allusion à Silvio Berlusconi, qui s'est un temps associé avec l'Alliance nationale de Gianfranco Fini et la Ligue du Nord: "*Au moment où nous perdions les régionales en France, Berlusconi emportait les siennes*", insiste-t-il. (Lexpress.fr 20.10)

Il aurait été plus judicieux qu'une partie des fascos en accord avec la politique de Sarkozy et plus discrets sur leur accord avec les méthodes du FN, rejoignent le parti de Le Pen, au lieu d'avoir rejoint la tendance la plus droitière de l'UMP, trop tard, on ne refait pas l'histoire. Du coup ils sont obligés d'apparaître au grand jour tels qu'ils sont.

2- Afghanistan. Quel "***succès***", demain ils proclameront que le régime est une démocratie !

Près d'un quart des 5,6 millions de bulletins de vote déposés lors des élections législatives du 18 septembre en Afghanistan ont été invalidés, ont annoncé mercredi des responsables de la commission électorale qui ont toutefois qualifié le scrutin de succès.

L'émissaire spécial de l'Onu en Afghanistan, Staffan de Mistura, a félicité la CEI pour les "*progrès significatifs*" réalisés depuis le précédent scrutin tout en indiquant que les responsables des fraudes devraient être poursuivis en justice.

Les premiers résultats étaient attendus le 8 octobre mais leur annonce a été reportée à deux reprises par la CEI pour permettre de nouvelles vérifications et de nouveaux comptages de voix. Les résultats définitifs ne devraient pas être connus avant le mois prochain.

Plus de 4.000 plaintes officielles ont été déposées auprès de la Commission des plaintes électorales (CPE) soutenue par l'Onu. La moitié de ces plaintes pourraient influer sur le résultat final, a fait savoir la CPE. (Reuters 20.10)

3- Pakistan. Chaos et barbarie.

La capitale économique et financière du Pakistan, Karachi, était à l'arrêt mercredi pour une journée de deuil après une vague de violences qui a fait au moins 56 morts en cinq jours.

"*Il semble qu'il n'y ait pas de gouvernement à Karachi*", a déclaré depuis son exil londonien le chef du Mouvement Muttahida Qaumi (MQM), Altaf Hussein. (Reuters 20.10)

Economie.

1- UE.

La commission de Bruxelles a proposé que des superviseurs soient autorisés à suspendre les dividendes, remplacer les directeurs de banques ou obliger des ventes d'actifs pour éviter aux gouvernements un "*terrible dilemme*": celui d'avoir à décider entre laisser une banque faire faillite -au risque de perturber tout le système financier- ou laisser les contribuables la renflouer. (AP 20.10)

Comment l'UE pourrait-elle avoir le pouvoir de virer des directeurs de banques et obliger les banques à vendre des actifs si l'aristocratie financière n'était pas aux commandes de cette institution ? Et dire qu'il y en a encore, de moins en moins, qui se demande quelle peut bien être la nature sociale de l'UE !

2- Grande-Bretagne. Le Talon de fer.

La Grande-Bretagne va procéder aux plus importantes réductions de ses dépenses depuis la Seconde guerre mondiale. Le ministre des Finances George Osborne a annoncé mercredi un plan d'austérité sur cinq ans et 83 milliards de livres (94,3 milliards d'euros), qui va principalement frapper les emplois du secteur public et les prestations sociales, même si les secteurs de la santé et de la lutte contre le terorrisme seront protégés.

La conséquence sera la suppression de quelque 500.000 emplois publics, une baisse importante des prestations sociales - sept milliards de livres (7,9 milliards d'euros) supplémentaires en plus des 11 milliards (12,5 milliards d'euros) déjà annoncés depuis l'été- et l'arrêt des dizaines de programmes gouvernementaux. Même la reine sera touchée, le budget du palais royal réduit de 14% sur quatre ans, a-t-il ajouté.

L'âge de la retraite sera augmenté à 66 ans d'ici 2020, soit quatre ans plus tôt que prévu, ce qui représentera une économie potentielle de cinq milliards de livres (5,6 milliards d'euros). (AP 20.10)

3- Etats-Unis. Le prochain Lehman Brother ?

Morgan Stanley a fait état mercredi d'une perte trimestrielle de de 91 millions de dollars (66 millions d'euros).

"Morgan Stanley est une chenille au stade de la chrysalide. Elle va soit se transformer en superbe papillon soit être dévorée par un merle", estime Brad Hintz, analyste chez Sanford C. Bernstein.

Les recettes des activités de marché de Morgan Stanley ont d'ailleurs chuté de 57% au troisième trimestre par rapport à l'an dernier, à 846 millions de dollars.

La banque estime que sa perte nette résulte en outre d'une dépréciation de 229 millions de dollars relative à Revel Entertainment Group, son projet d'hôtel casino à Atlantic City (New Jersey).

Son activité de gestion de fortune a dégagé un produit net bancaire (PNB) de 3,1 milliards de dollars, soit 1% de mieux que l'an dernier.

La banque a également dit être en train de restructurer FrontPoint Partners, le hedge fund dont elle est propriétaire. (Reuters 20.10)

4- Russie.

Le gouvernement russe a approuvé un programme de privatisations pour un montant estimé de 42 milliards d'euros sur cinq ans, a annoncé mercredi 20 octobre le vice-premier ministre russe, Igor Chouvalov.

La liste comprend neuf cents entreprises, parmi lesquelles figurent le pétrolier Rosneft, la banque semi-publique Sberbank ou encore la banque publique VTB, deuxième du pays en termes d'actifs. '*Selon les données préliminaires, grâce à la réalisation*

du programme de privatisations, le gouvernement pourrait recevoir 1 800 milliards de roubles [42 milliards d'euros]", a déclaré M. Chouvalov, cité par l'agence Itar-Tass. (Reuters 20.10)

Sciences et technologies.

Des astronomes européens pensent avoir découvert la plus ancienne galaxie jamais observée dans l'univers, selon une étude publiée mercredi dans l'édition en ligne de la revue "Nature".

Apparaissant sur une image du télescope spatial Hubble sous la forme d'une lueur ténue, cette galaxie aurait 13,1 milliards d'années et serait également la plus lointaine jamais observée. Il y a plus de 13 milliards d'années, l'univers était encore très jeune, avec seulement quelque 600 millions d'années d'existence.

La galaxie est si ancienne qu'il est probable qu'elle n'existe plus dans sa forme initiale et a fusionné avec des voisines plus importantes, souligne Matthew Lehnert, de l'Observatoire de Paris, principal auteur de l'étude.

Il y a 13,1 milliards d'années, l'univers n'avait qu'un vingtième de son âge actuel, note Richard Ellis, de l'Institut de technologie de Californie, qui n'a pas participé à l'étude.

Les astronomes européens ont calculé l'âge de la galaxie après 16 heures d'observations à partir d'un télescope au Chili. La nouvelle galaxie n'a pas reçu de nom à proprement parler, et est seulement identifiée par une série de lettre et de chiffres.

Les astronomes voient la galaxie telle qu'elle était il y a 13,1 milliards d'années, époque où elle était très jeune et n'avait peut-être que 100 millions d'années, précise M. Lehnert. Le carbone ou de métal que l'on observe dans les étoiles plus matures y sont très peu présents, et elle est remplie de jeunes étoiles bleues massives, ajoute-t-il. (AP 20.10)

Le 22 octobre

Retraites.

1- Mobilisation.

Plusieurs milliers de lycéens et d'étudiants (4.000 selon la police et 17.000 selon l'UNEF) ont défilé jeudi après-midi à Paris contre la réforme des retraites, dans le cadre d'une journée nationale de mobilisation à l'appel de leurs trois principales organisations (UNL, FIDL et UNEF).

Environ 35.000 personnes, selon les organisateurs, 8000 selon la police, ont de nouveau défilé dans les rues jeudi à Toulouse contre la réforme des retraites, sans attendre un éventuel nouvel appel national à manifester.

- SNCF : Entre 13,3 % de grévistes (direction) et 24,6 % (CGT).

- Transports urbains : des dépôts de bus ont été bloqués à Poitiers, Niort, Limoges, Tours.

- Education : Entre 312 (ministère de l'éducation nationale) et 1 300 (syndicats lycéens) lycées étaient "perturbés". Des manifestations ont eu lieu dans la matinée dans plusieurs villes, notamment à Marseille, Toulouse, Bordeaux, Brest, Rennes, Caen, Grenoble, Perpignan. Entre sept (ministère) et onze universités (UNEF) étaient perturbées ou bloquées jeudi matin et 4 à 5 fermées administrativement.

- Fonction publique : La grève se poursuivait dans plusieurs services des collectivités territoriales (crèches, cantines, ramassage d'ordures) : à Toulouse, les éboueurs bloquaient les dépôts. Ils sont aussi en grève à Nantes, Montpellier, Agen. Les agents du centre hospitalier psychiatrique d'Agen ont voté la grève reconductible.

- Gaz et électricité : Les deux principaux terminaux méthaniers, Fos-Tonkin (Bouches-du-Rhône) et Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique), étaient encore arrêtés, le troisième fonctionnant à "débit minimum". Environ 300 personnes ont bloqué l'usine hydroélectrique EDF d'Ottmarsheim (Haut-Rhin) et l'écluse sur le canal Rhin-Rhône à proximité.

- Raffineries et dépôts pétroliers : Les douze raffineries de la métropole sont toujours bloquées. Il est impossible d'accéder à la raffinerie Total de Grandpuits (Seine-et-Marne), malgré la réquisition du personnel.

- Barrages filtrants ou opérations escargot : Plusieurs barrages fixes ou filtrants ont été organisés près du Havre et de Rouen. A Strasbourg, une opération escargot a été menée sur l'autoroute A 35 entre l'aéroport d'Entzheim et Strasbourg. A Limoges, des manifestants ont bloqué les trois ponts enjambant la Vienne et, à Lille, des militants ont installé un barrage filtrant au port fluvial. A Toulon, d'autres ont bloqué partiellement les accès de l'arsenal. Le pont de Pirmil à Nantes (Loire-Atlantique) a été bloqué par des étudiants et des lycéens.

- Industries et commerces : Près de Bordeaux, des manifestants ont bloqué la plate-forme logistique de Carbon-Blanc qui approvisionne les supermarchés Auchan du Sud-Ouest. Au Luc (Var), d'autres paralysaient une centrale d'achats qui alimente de grandes enseignes de la région PACA. Une plate-forme de transport et de logistique a également été bloquée près de Lille, ainsi que la principale zone industrielle d'Amiens. En Bretagne, la plus grande zone commerciale de Saint-Brieuc a été bloquée une bonne partie de la matinée par des barrages formés par quelque 500 manifestants, qui ont allumé des feux de pneus et de palettes et bloqué également, comme la veille, la RN 12 (Rennes-Brest).

2- Déclarations.

2.1- Intersyndicale jaune. Le pourrissement.

Lire dans le site le communiqué du 21 de l'intersyndicale jaune CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FSU, UNSA.

Elle appelle à "*une journée nationale de grèves et de manifestations*" le 28 octobre et à "*une journée de mobilisations et de manifestations*" le 6 novembre, s'opposant ainsi à l'organisation et à l'appel à une grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet de loi du gouvernement, ainsi qu'à une manifestation centrale à Paris contre les institutions de la Ve République qui ont décidé d'adopter ce projet scélérat.

Eh oui, c'est bien le chef de l'Etat, l'Assemblée nationale et le Sénat, donc les institutions de la Ve République qui ont décidé d'adopter cette loi et non le patronat, bien que cette loi soit taillée sur mesure pour satisfaire ses intérêts. D'ailleurs ils le confirment en disant que : "*les organisations syndicales appellent solennellement le gouvernement et les parlementaires à ne pas adopter cette réforme en l'état*".

Voyant que la détermination et la mobilisation du prolétariat et sa jeunesse ne faiblissent pas, ils ne peuvent pas en rester là.

Ils se livrent à un amalgame en prétendant que la mobilisation confirmerait "*que c'est par un large débat public et une véritable concertation en amont qu'il faut aborder une réforme importante comme celle des retraites*", poursuivant plus loin en reprenant exactement la même formulation mais au nom des syndicats : "*Les organisations syndicales confirment que c'est par un large débat public et une véritable concertation en amont qu'il faut aborder une réforme importante comme celle des retraites*", histoire de justifier leur stratégie qui leur serait imposée par les travailleurs, entendez par là que s'ils n'appellent pas à la grève générale, c'est parce que les travailleurs et la majorité des militants y seraient opposés, se disposant de telle sorte que l'échec éventuel de cette bataille sera à porter au compte des travailleurs mais pas à celui des dirigeants syndicaux de l'intersyndicale.

Pour bien montrer dans quel camp se situe cette intersyndicale, ils ont pris soin de préciser que "*ces organisations (...) veilleront au respect des biens et des personnes*" sans faire la moindre distinction entre les actes de violence ou de vandalisme commis par des provocateurs professionnelles à la solde du régime et les témoignages légitimes d'exaspération d'une partie des manifestants notamment les jeunes, apportant ainsi leur soutien à la répression aveugle du tandem de choc Sarkozy-Hortefeux.

Cette intersyndicale est calée sur la position de la CFDT dit-on, vérifions-le une nouvelle fois.

La mobilisation contre la réforme des retraites «*exige une prise de distance avec toute forme de radicalité*» afin de rester populaire, affirme le Conseil national de la CFDT, au moment où les blocages d'installations économiques se multiplient. «*Nous avons jusqu'ici gagné la bataille de l'opinion (...). Une majorité de Français valide une approche qui est aussi la nôtre: la nécessité d'une réforme juste et négociée*», souligne le syndicat.

2.2- Répression. Matracage de journalistes, suite.

L'agence Moas Presse a mis en ligne le 14 octobre une vidéo sur laquelle on voyait un journaliste de TF1, preneur de son, malmené par des CRS.

"*On a clairement senti qu'ils se défoulaient, qu'ils avaient envie de taper*", expliquait un des collègues de ce journaliste de TF1 à Rue89.

La société des journalistes de TF1 vient d'écrire à Brice Hortefeux pour dénoncer cet acte qui est "*une atteinte à la liberté de la presse*", rapporte LeMonde.fr

"*La SDJ de TF1 considère cet acte comme une atteinte à la liberté de la presse. Des forces de l'ordre qui sont censées protéger les journalistes (…) s'arrogent régulièrement le droit d'entraver le travail des reporters en les forçant à quitter les lieux, en obstruant les objectifs des caméras ou appareils photos, quitte à employer la violence*", écrit la SDJ.

Elle poursuit : "*Plusieurs de nos confères, de différents médias, ont vécu des expériences similaires cette année (…). Ces incidents nous indignent et nous inquiètent*". (Lepost.fr 21.10)

2.3- FO.

Extrait de l'éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 20 octobre 2010.

"*À ce point du mouvement, il faut rappeler que la responsabilité des confédérations, de manière unitaire, serait d'appeler ensemble à 24 heures de grève pour coordonner et unifier le mouvement. Ce qui, pour le moment, ne recueille pas l'accord majoritaire des autres syndicats, hormis la CFTC lors de la dernière réunion des syndicats.*

Selon quelques médias, certaines organisations syndicales s'interrogeraient sur la poursuite du mouvement une fois la «réforme» votée par le Parlement. Ce serait, paraît-il, une question de démocratie.

Autant nous ne contestons pas le rôle du Parlement, autant nous n'avons pas à accepter une loi d'austérité pour les salariés et futurs salariés.

Quand les amendements sont annoncés et écrits à l'Élysée, quand le Parlement accepte des marges de manœuvre très réduites, l'équilibre des pouvoirs, une des bases de la démocratie, n'est pas respecté.

C'est non seulement le droit des salariés de contester cette loi, c'est aussi un devoir."

Mailly précise dans les premiers paragraphes "*Rien du côté des pouvoirs publics, qui demeurent arc-boutés sur un projet à destination des marchés financiers et à vocation politique.*"

Si ce projet de loi a une "*vocation politique*", il faut tout faire pour que la mobilisation des travailleurs se dote d'un contenu politique, sinon elle demeurera en décalage et ne correspondra pas à l'enjeu du projet du gouvernement. Comment aider les travailleurs à trouver les moyens de donner un contenu politique à leur mobilisation sans appeler à la grève générale qui a notamment pour fonction de dresser la classe contre les institutions ? Oui mais voilà, Mailly se prosterne devant les institutions quand il dit "*nous ne contestons pas le rôle du Parlement*, donc il ne peut être qu'opposé à la radicalisation politique du mouvement en cours et tenter de le freiner, car une grève de 24h ne changerait absolument rien à la situation et au rapport de forces.

C'est de la foutaise, où a-t-il vu qu'une grève de 24h pourrait "*coordonner et unifier le mouvement*" ? Même les grèves générales de 36 et de 68 qui ont duré un peu plus de 24h n'en ont pas été capables ou n'ont pas permis à un tel processus conscient de voir le jour, la maturité politique des masses n'ayant jamais atteint le niveau nécessaire pour l'imposer aux appareils, car le mouvement ne pourrait se "*coordonner et (s') unifier* " que contre à la fois les institutions et les appareils des syndicats et des partis qui soutiennent le régime.

Il veut peut-être dire par là qu'une grève de 24h entraînerait l'ensemble des travailleurs d'un même secteur à faire grève, oui, au lieu de 40% de grévistes à la SNCF il y en aurait 80%, pendant 24h et le lendemain tout le monde retournerait bosser, on serait bien avancé. Et puis qui, combien de travailleurs seraient en mesure de se mettre en grève ne serait-ce qu'une journée ? Ceux qui sont syndiqués seulement ? En dehors de la fonction publique, pourquoi aujourd'hui l'opacité la plus totale règne sur le nombre d'entreprises touchées par des grèves et combien au juste de travailleurs sont en grève ? Ce reproche s'adresse à tous les syndicats et pas seulement à FO.

Mais dites-nous monsieur Mailly, avec les subventions que l'Etat accorde grâcieusement à FO (et aux autres syndicats), votre syndicat aurait les moyens de mettre à la disposition des travailleurs et des militants un site Internet où figueraient tous les mouvements sociaux en cours avec les coordonnées des élus et des délégués syndicaux des entreprises concernées pour qu'ils puissent prendre contacts entre eux ou que des travailleurs ou militants d'autres entreprises les contactent, pas secteurs d'activité ou corps de métier, ainsi ils pourraient plus facilement agir ensemble, se coordonner, se rencontrer, non ? Pourquoi ne le faites-vous pas ?

2.4- CFDT.

Sur les amendements UMP et centristes sur la retraite par points adoptés mercredi au Sénat, Jean-Louis Malys estime que c'est une bonne chose, mais qu'ils arrivent trop tard : « *Les sénateurs ont décidé d'ouvrir un chantier qui aurait du être ouvert avant.*

Le débat national sur les retraites aurait du avoir lieu avant que le gouvernement décide. Le Sénat a bien fait. On va pouvoir démontrer qu'il y a d'autres solutions que de repousser l'âge. C'est une mise à plat qui est utile ».

Sur les blocages, « *ce qui nous gêne se sont les blocages qui ne se font pas dans l'entreprise* » a conclu Jean-Louis Malys. (Publicsenat.fr 21.10)

Commentaire.

Que chacun s'enferme dans "son" entreprise et n'en sorte surtout pas, éviter à tout prix que les travailleurs et les jeunes de toutes les couches exploitées ne se regroupent, tel est le message de ce jaune. L'antithèse de la fédération de tous les mouvements sociaux en cours qui pourrait déboucher sur un appel à la grève générale.

2.5- UNSA.

"*L'intersyndicale ne se fissure pas*", a déclaré Jean Grosset (Unsa)

Commentaire.

Elle est reconduite uniquement pour faire barrage à la grève générale, pour le compte de Sarkozy.

2.6- CGC.

Anne Couver (CFE-CGC) : "*Nous ne cèderons pas aux sirènes de la division, ce sujet est trop important*".

2.7- UNEF.

"*Les étudiants entendent construire leur mobilisation dans la durée, au côté des salariés, et privilégient les actions de blocage les jours de manifestations nationales*", selon l'Unef.

2.8- UNL.

«*Ce n'est pas une petite semaine de vacances qui va nous démobiliser. Il y aura des actions pendant les vacances, ce n'est pas près de s'arrêter. Nous resterons mobilisés jusqu'au retrait de cette loi injuste*», prévient Victor Grezes, secrétaire national de l'Union nationale lycéenne (UNL, première organisation lycéenne)

UNEF et UNL, même stratégie des actions dispersées et du pourrissement que l'intersyndicale jaune.

2.9- PS.

Martine Aubry a dénoncé "*le coup de force permanent de Nicolas Sarkozy*", en l'accusant d'avoir imposé l'accélération des débats au Sénat sur la réforme des retraites.

"*Face aux Français qui sont dans la rue pour manifester, le gouvernement brandit le respect du vote du Parlement. Mais quand le Parlement fait son travail, il n'a qu'une obsession: l'en empêcher!*", ajoute-t-elle. (Lepost.fr 21.10)

Commentaire.

On se demande de l'UMP ou du PS lequel soutient le plus ce projet de loi, car au point où en est la situation, on a tout intérêt à ce que cette loi soit adoptée le plus rapidement possible pour que l'ensemble des travailleurs et des militants se rassemblent sur un seul mot d'ordre : abrogation !

On voit clairement ici quel précieux concours le PS apporte à la stratégie de Sarkozy.

2.10- Satellites du PS

Des petites piècettes jaunes pour masquer leur soutien au gouvernement.

Le Front de gauche veut organiser la solidarité avec les grévistes. Parce que la bataille est "*difficile*" mais que le "*pays mobilisé ne reculera pas*", le Parti communiste, le Parti de gauche et la Gauche unitaire, qui composent le Front de gauche, ont décidé

de lancer un "*grand week-end de collecte*" en solidarité avec les salariés mobilisés. Samedi 23 octobre, les trois organisations de gauche se retrouveront devant Beaubourg pour une collecte géante avec des prises de parole expliquant ce mouvement de soutien aux salariés opposés à la réforme des retraites, ont-elles annoncé lors d'une conférence de presse à Paris, jeudi 21 octobre.

"*Il faut marquer une nouvelle fois la nécessité de retirer le projet de réforme, d'arrêter le débat parlementaire et d'ouvrir les discussions sur des bases complètement différentes*", a plaidé M. Laurent. "*La bataille peut encore durer des jours*", a-t-il ajouté. Alors, pour aider "*le pays mobilisé*" - ces salariés qui ont un "*engagement courageux mais qui est dur pour des gens qui gagent peu*".

"*On voit bien que le mouvement s'enracine*", analyse Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, qui sent dans la rue "*cette volonté tranquille d'aller au bout de cette mobilisation mais aussi une grande tension résultant de la souffrance que la lutte engendre.*"

"*Notre responsabilité politique est de dire que ce pouvoir n'a plus la légitimité pour gouverner contre la volonté générale. Il doit se soumettre ou se démettre*", a ajouté Christian Picquet, de la Gauche unitaire. (Lemonde.fr 21.10)

L'opportunisme débridé de cette confrérie des contre-révoloutionnaires réunis alterne entre cynisme et discours vindicatifs qui ne doivent pas tromper les militants. Ces socialistes en parole se refusent à dénoncer et combattre la stratégie des appareils de l'intersyndicale et d'appeler à marcher sur Paris pour imposer le retrait du projet de loi de Sarkozy, et ensuite ils versent une larme sur les difficultés matériels que les travailleurs en grève rencontrent.

Il n'est pas étonnant qu'ils reprennent la même stratégie que le PS qui verrait bien la discussion s'éterniser au Sénat pendant que la mobilisation s'essoufflerait. Décidément Sarkozy a de bien mauvais conseillés, qu'il écoute donc ces lieutenants zélés des institutions, qu'il fasse un pas en arrière en décidant de rouvrir un simulacre de négociations et de repasser son texte devant les deux chambres du Parlement une fois amendé sur les 67 ans, par exemple en repoussant cette mesure de quelques années sans toucher à l'allongement de la durée de cotisation, entre temps l'intersyndicale appellerait au calme sans proposer d'autres journées de mobilisation ou de grève, en se débrouillant bien cela devrait bien prendre quelques semaines ou davantage, avec un peu de chance le soufflé de la contestation sera retombé et sa contre-réforme passerait tranquillement... ou presque.

Que dit d'autre Aubry quand elle dénonce un nouveau "*coup de force*" de Sarkozy, mettez-y la forme, associez davantage les syndicats à ce projet, avec un peu de vaseline vous parviendrez à vos fins sans trop de douleurs.

Mais voilà, rien n'est moins sûr maintenant, car l'ensemble des travailleurs ont bien compris l'enjeu de cette contre-réforme à force d'en entendre parler quotidiennement, ils sont parvenus à discerner l'ivraie du bon grain. Il se peut aussi que cette loi soit la goutte d'eau qui fasse déborder le vase du ras le bol général de la politique antisociale du gouvernement.

D'ailleurs, si l'intersyndicale et l'ensemble des partis dits ouvrier s'opposent au mot d'ordre de grève générale, c'est parce qu'ils veulent éviter à tout prix que la mobilisation actuelle ne se charge pas d'un contenu politique et que les travailleurs orientent consciemment leur combat contre les institutions, car cela pourrait les conduire à se doter de leurs propres organismes pour poursuivre le combat, faisant voler en éclat l'obstacle dressé par les appareils pour protéger le régime.

Il ne faut pas pour autant se détourner de la réalité, les travailleurs demeurent divisés entre ceux qui exigent le retrait et ceux qui estiment qu'une autre "*réforme*" serait possible ou nécessaire, y compris parmi ceux qui sont mobilisés, ce qui est normal en l'absence de toute orientation ou perspective politique unissant la classe, à des degrés divers les travailleurs témoignent ainsi encore leur soumission au capitalisme et aux institutions. Ce sont ces illusions que le PS compte capitaliser...

La question des retraites et de l'ensemble des revendications de toutes les couches exploitées trouvera une issue seulement sur le plan politique, ce que les travailleurs n'ont pas encore saisi, c'est notre devoir de les aider à en prendre conscience. Mais compte tenu de l'état lui même du mouvement ouvrier, de la gangrène réformisme qui le ronge, de la multitude de formations politiques existant, des profondes divisions de son avant-garde révolutionnaire, la tâche s'avère très compliquée pour les militants qui par faiblesse théorique ou pour suivre leurs appareils rejetteront cette orientation politique.

Ils devraient peut-être se demander quels partis proposent d'organiser les travailleurs et les militants dans la perspective d'en finir avec le régime et les institution et les rejoindre ; j'ai employé le pluriel pour que les militants ne s'imaginent pas que je voudrais sournoisement les diriger vers un parti en particulier, maintenant un simple constat suffira à déterminer que le POI est le seul parti qui remplit ces conditions, chacun demeure libre de participer à son combat ou d'adhérer à ce parti.

Trotsky a mis environ 15 ans avant de rejoindre le parti bolchevik, il a choisi le moment qui lui semblait le plus opportun pour le faire, une fois que les conditions qu'il estimait nécessaire étaient remplies. Le POI n'est certes pas le parti de Lénine, mais son orientation politique actuelle est sensiblement conforme à celle qu'on serait en droit d'attendre d'un parti communiste. J'admets d'avance que seuls les militants habitués à faire la part des choses comprendront ma position, qui pour autant ne consiste pas à enterrer les désaccords que j'ai avec ce parti. Il faut mesurer les avantages et les inconvénients qu'il y a dans la situation actuelle à demeurer isolé ou à militer dans une petite structure ou à militer dans un parti en construction. Ce n'est

pas simple, je vous l'accorde.

Il y a des camarades qui militent dans différentes formations politiques et qui ont des profonds désaccords tout en étant d'accord sur l'essentiel. En principe ils devraient militer dans le même parti, pour cela il faudrait que les dirigeants de ce parti puissent concevoir que certains de leurs militants ne se battent pas exactement sur la même ligne que la leur au même moment, qu'ils puissent constituer une tendance si nécessaire, or ils en sont le plus souvent incapables, d'où l'impossibilité de regrouper l'avant-garde dans le même parti, aucune des deux parties en présence ne voulant faire un pas en avant vers l'autre de crainte de renier ses principes ou sous des prétextes qui n'ont rien à voir avec l'intérêt collectif du parti. Si vous imaginez qu'au sein du courant communiste internationaliste (CCI) du POI tous les militants partagent ou suivent aveuglément la politique impulsée par leurs dirigeants, vous vous trompez lourdement, pour qu'il en soit autrement il faudrait que leurs dirigeants commettent moins d'erreurs et qu'ils sachent toujours où ils vont, ce qui est loin d'être le cas, on s'en rend facilement compte quand on suit pendant des années ce parti (ou le PT et avant le PCI).

Ce n'est pas facile d'aborder cette question, généralement on se fait tirer dessus des deux côtés à la fois, il faut encaisser, personnellement je suis blindé, mais je sais que ce n'est pas le cas de tous les militants, disons qu'un jour ou l'autre pour la plupart d'entre nous, nous nous retrouverons dans le même parti, un peu plus tôt, un peu plus tard comme dit la formule, c'est une question qui doit être laissée à l'appréciation personnelle de chacun. (A suivre)

Social.

1- Charrettes.

1.1- Le groupe suisse Petroplus a annoncé jeudi sa décision de fermer la raffinerie de Reichstett (Bas-Rhin) qu'il avait rachetée à Shell en 2008, a déclaré jeudi son PDG, Jean-Paul Vettier.

Construite en 1963, la plus petite des douze raffineries françaises, avec une capacité de 84.800 barils par jour, a elle-même perdu 54 millions de dollars l'an dernier.

Les investissements de remise à niveau auraient nécessité de 150 à 220 millions de dollars d'investissement au cours des cinq prochaines années, selon Jean-Paul Vettier.

"*Aujourd'hui, c'est la colère. Demain, on verra*", a dit à Reuters Jean-Luc Bildstein, au nom de l'intersyndicale CFDT, CGT, FO.

"*Ce que les salariés ont du mal à comprendre, c'est que ces deux dernières années, on leur a demandé des efforts sur leur temps de repos pour que le site soit aux normes et, en remerciement, on leur annonce qu'il va être fermé*", a-t-il ajouté. (Reuters 21.10)

Peut-être que si vous vous étiez placés à l'époque sur le terrain de votre classe au lieu de vous situer sur celui du patronat, ils auraient compris dès le début qu'il n'y avait aucune concession à lui faire. Votre culture du compromis vous aveugle et vous empêche de progresser dans votre compréhension du fonctionnement de la société. Voilà ce qu'on pourrait leur dire.

1.2- Le numéro un mondial des téléphones mobiles, le finlandais Nokia, a annoncé jeudi la suppression de 1.800 emplois dans le cadre d'une restructuration de ses activités dans le secteur des smartphones, malgré un bénéfice net de 529 millions d'euros au troisième trimestre et le rebond de ses bénéfices sur un an. (AP 21.10)

1.3- La firme américaine Xerox a annoncé jeudi qu'elle comptait supprimer 2.500 postes, soit environ 2% de ses effectifs, au cours de l'année à venir.

Ces suppressions de postes s'ajoutent aux 2.500 déjà annoncées en janvier. Le fabricant de photocopieurs et d'imprimantes emploie 133.000 personnes.

Jeudi, Xerox a annoncé avoir doublé ses bénéfices au troisième trimestre. La firme a rapporté un bénéfice net de 250 millions de dollars (178,5 millions d'euros), soit 17 centimes par action, contre 123 millions (87,8 millions) soit 14 centimes par action il y a un an. (AP 21.10) 2- Italie. "*On croirait la guerre civile*"

De violents affrontements ont éclaté jeudi à Naples entre les forces de l'ordre et des manifestants opposés à la création d'un nouveau centre de traitement des ordures ménagères.

La police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser des centaines de manifestants lançant des pierres et des pétards, lors de heurts qui ont éclaté dans la nuit de mercredi à jeudi près de l'actuel centre de traitement des déchets à Terzigno.

La tension est montée d'un cran dans la journée quand des manifestants ont brisé des vitrines de magasins à coups de clubs de

golf et ont mis le feu à au moins cinq camions-poubelles à Terzigno et Bosoreale.

"*On croirait la guerre civile*", a déclaré un porte-parole de la mairie de Bosoreale, une ville que les manifestants ont isolée en dressant des barricades.

"*Nous voulons respirer, c'est notre droit*", pouvait-on lire sur l'une des nombreuses pancartes accrochées dans les rues de Naples.

La collecte des ordures est devenue un problème chronique dans la région napolitaine.

Cette activité, dans laquelle le crime organisé possède des intérêts depuis des années, est entravée par le manque d'efficacité des opérateurs et aussi par les enjeux politiques.

Les habitants se plaignent des mauvaises odeurs et des risques sanitaires que présente déjà le site de Terzigno, situé à une vingtaine de kilomètres au sud-est de la ville et proche de la saturation. Des centaines de tonnes de détritus s'entassent dans les rues de Naples.

Le gouverneur de Campanie, la région de Naples, a fait savoir que les mouvements de protestation n'enterreraient pas les plans de construction de nouveaux sites de traitement de déchets.

"*Pendant 15 ans, la Campanie a été un dépotoir pour les déchets toxiques et rien n'avait été fait contre cela. La loi stipule qu'il doit y avoir un site d'élimination des déchets dans chaque région, elle doit être respectée*", a dit Stefano Caldoro à la presse.

La crise des ordures est source d'embarras pour Silvio Berlusconi qui répète régulièrement que le nettoyage de rues de Naples peu après son arrivée au pouvoir en 2008 est l'une des plus grandes réalisations de son gouvernement.

"*Il y a une urgence qui n'a pas été résolue. Le gouvernement doit cesser de nous parler de miracles et trouver une solution à une situation qui risque de provoquer une véritable révolte*", a mis en garde Pierluigi Bersani, du principal parti d'opposition, le Parti démocrate. (Reuters 20.10)

3- Haïti.

Plus de cinquante personnes sont mortes ces derniers jours dans plusieurs villes d'Haïti suite à une épidémie de diarrhée accompagnée de vomissements liée à la mauvaise qualité de l'eau potable, ont indiqué jeudi les autorités sanitaires nationales. Une forme de choléra serait à l'origine de ces décès selon le ministère haïtien de la santé publique. (Lexpress.fr 21.10)

Politique.

1- UE. Anticommunisme primaire.

Le Parlement européen a décerné jeudi son prix Sakharov "*pour la liberté de l'esprit*" au dissident cubain Guillermo Farinas, a annoncé son président Jerzy Buzek.

C'est la troisième fois depuis 2002 que le prix Sakharov échoit à un dissident cubain. (Reuters 21.10)

2- Espagne. Nostalgie.

Le chef du gouvernement socialiste espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a annoncé mercredi un profond remaniement de son gouvernement, en espérant imposer sa politique d'austérité face à la crise qui a fait chuter sa popularité et mener le pays jusqu'aux élections de 2012.

En devenant à la fois premier vice-président, ministre de l'Intérieur et porte-parole du gouvernement, Rubalcaba devient le ministre "*qui cumule le plus de pouvoirs dans un gouvernement depuis 1977*", année des premières élections après la mort de Francisco Franco, souligne El Pais. Il s'agit "*d'une concentration des pouvoirs sans précédent*", écrit El Mundo, pour lequel Zapatero a "*abdiqué de ses responsabilités*".

Pour Publico (gauche), "*la lecture la plus immédiate du remaniement fait ressortir Alfredo Perez Rubalcaba comme 'l'homme fort' de l'exécutif, y compris comme le 'dauphin' en cas de succession hypothétique de Zapatero*". (Lexpress.fr 21.10)

En France un flic-président a été élu pour mener la plus grande offensive antisociale depuis un demi-siècle contre la classe

ouvrière, en Espagne, ils écopent d'un flic-vice-président pour faire le même sale boulot. Cherchez la différence !

3- Birmanie. Ah ces républicains, comme on les aime !

La junte militaire au pouvoir en Birmanie a modifié jeudi le nom, le drapeau et l'hymne du pays, ont rapporté les médias officiels.

Ces changements figuraient dans la nouvelle Constitution adoptée en 2008 mais le gouvernement n'avait toujours pas annoncé leur entrée en vigueur.

Le pays s'appelle désormais la République de l'Union du Myanmar et non plus l'Union du Myanmar. Les militaires, au pouvoir depuis 1962, avaient transformé la Birmanie en Myanmar en 1989, un an après l'échec d'un soulèvement populaire.

Le nouveau drapeau comporte une bande horizontale vert clair au sommet, une autre vert foncé au milieu et une rouge en bas, avec une étoile blanche au centre. Aucune signification officielle n'a été fournie à ces couleurs ou à l'étoile, ni même à tous ces changements, parmi lesquels figure aussi un nouveau sceau officiel.

Des responsables de différents services gouvernementaux ont dit à Reuters avoir reçu l'ordre de changer les drapeaux. "*Nous avons été pris au dépourvu lorsque l'ordre nous a été transmis au dernier moment. Nous avons aussi reçu l'ordre de brûler les anciens drapeaux*", a dit un responsable ayant requis l'anonymat.

Ces ordres précisent que les anciens drapeaux devaient être amenés par une personne née un mardi et hissés par une personne née un mercredi, a ajouté ce responsable. "*Il doit s'agir d'instructions d'astrologues*", a-t-il dit.

Les responsables de la junte consulteraient régulièrement des astrologues. (Reuters 21.10)

Economie.

UE.

La reprise économique a marqué le pas en octobre dans la zone euro.

"*La reprise est de plus en plus dépendante du secteur manufacturier et de l'Allemagne en particulier. La périphérie souffre de plus en plus*", a commenté Chris Williamson, économiste de Markit.

En France, le ralentissement de l'activité dans le secteur privé s'est accentué en octobre, la croissance tombant à son plus bas niveau depuis plus d'un an. (Reuters 21.10)

Haut de page

Le 23 octobre

Actualisation avec un peu de retard. D'autres articles demain que je n'ai pas eu le temps de traiter (G20, La Poste, Clichy-sous-Bois).

Plus le temps de causer ! Ici il est déjà 18h, il fait nuit et j'ai commencé à bosser à ... 6h30 ce matin, je suis lessivé.

L'automne s'annonce très chaud chez vous en France ! Ici un petit 30°C environ en fin de journée... on est en Inde, pas au pays de la Commune de Paris !

Bon week-end à tous, camarades.

Retraites

Peu avant 20h30, par 177 voix pour, 153 contre, le projet de loi de réforme des retraites a achevé son parcours parlementaire de trois semaines au Sénat.

1- Mobilisation.

- En fin de journée hier, les salariés de la raffinerie Total de Feyzin (Rhône), ont reconduit leur grève lancée le 13 octobre «sans date butoir».

- Plusieurs dizaines de manifestants ont bloqué vendredi la gare de péage de la frontière espagnole à Biriatou (Pyrénées-Atlantiques) afin d'empêcher les poids lourds, et notamment ceux transportant de l'essence, de rentrer sur le territoire français.

- Des mouvements de grève continuaient vendredi à perturber certains services dans les collectivités territoriales (crèches, cantines, ramassage d'ordures, etc.). A Marseille et à Agen, le ramassage des ordures n'est pas assuré.

- Transports urbains. Dans de nombreuses villes, le retour à la normale pourrait intervenir ce week-end. A Marseille, les prévisions de la RTM annoncent un retour à la normale pour samedi.

-En région parisienne, la RATP prévoit un trafic normal samedi sur l'ensemble de ses lignes, tout comme les réseaux de Bordeaux, Rennes, Dijon, Lille, Metz, Montpellier, Nantes et Strasbourg.

-Le trafic sur les routes, dans les gares et les aéroports français s'est sensiblement amélioré vendredi, et dans plusieurs villes de France le retour à la normale est prévu pour ce week-end. En revanche, les débrayages sont toujours particulièrement suivis dans le secteur de l'énergie, provoquant des pénuries de carburant dans les stations-service et un ralentissement de l'activité dans plusieurs secteurs.

- Le ministère de l'enseignement supérieur a comptabilisé vendredi trois universités fermées administrativement (Rennes-II, Lyon-II, Montpellier-III), une bloquée (Pau) et quatre perturbées à des degrés divers (Le Havre, Saint-Etienne, Le Mans et Limoges). "*C'est un peu moins qu'hier*", a précisé un porte-parole. Selon l'UNEF, dix universités étaient "*totalement ou partiellement bloquées*" vendredi : Paris-I Tolbiac, Poitiers, Nantes, Limoges, Pau, Le Mans, Amiens, La Rochelle, Clermont-II et Paris-X Nanterre.

Ce chiffre est en baisse par rapport à celui communiqué jeudi par l'UNEF, qui faisait état de 14 universités bloquées à l'occasion de la journée de mobilisation des lycéens et étudiants. Au total, 34 universités sur 83 en France ont voté le principe de la grève en assemblée générale, précise l'UNEF, même si les cours sont maintenus dans la plupart d'entre elles.

2- Déclarations.

2.1- UNEF. Opération dislocation, démoralisation, trahison.

L'UNEF appelle les étudiants à "*multiplier les actions*" mardi prochain -sans toutefois appeler à des manifestations dans toute la France- afin de "*passer le cap*" des vacances de la Toussaint et de préparer les mobilisations interprofessionnelles des 28 octobre et 6 novembre contre la réforme des retraites.

"*On appelle les jeunes à multiplier les actions mardi, par des rassemblements, des sit-in, plusieurs formes. Mais nous ne prévoyons pas de manifestations comme jeudi. C'est une journée qui a pour objectif de préparer les journées de mobilisation interprofessionnelle du 28 et du 6 novembre et de passer le cap des vacances*", a déclaré vendredi à l'Associated Press le président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) Jean-Baptiste Prévost. (AP 22.10)

2.2- PS.

2.2.1- Sur la position de Benoît Hamon sur les retraites.

"*Ça ne m'empêche pas d'être unitaire*", assure-t-il. "*Ce n'est pas pour jouer ma propre partition. J'essaie de placer le PS dans une position optimale pour 2012*", explique au Post Benoît Hamon.

Avant de se montrer un peu plus virulent : "*Mon objectif, c'est que le PS prenne en compte les aspirations des classes populaires. Des fois, au PS, je sens plus la tentation d'être crédible par rapport aux agences de notation, que par rapport aux salariés.*"

Que pense-t-il des critiques des strauss-kahniens ? "*Ça ne m'a pas bouleversé*", ironise-t-il. Avant de lâcher avec le sourire : "*La prochaine fois que Le Guen et Valls participeront à un colloque du club de Copé, 'Génération France', je me souviendrai d'eux...*" "*Être social-démocrate, ça ne veut pas dire être social-libéral*", selon lui. Et quand on lui demande s'il redoute un retour de DSK, il ne préfère pas répondre...

Et Martine Aubry ? Il l'a bien plongée dans l'embarras... "*Je ne dis pas qu'elle n'aurait pas préféré que cela ne se passe pas... [sa prise de position sur RTL, ndlr].*"

Veut-il occuper l'espace à gauche pour ne pas laisser le champ libre à Mélenchon et/ou Besancenot ? Benoît Hamon

confirme : "*Besancenot et Mélenchon peuvent se faire une belle pelote à gauche si le PS n'est pas assez fort sur les questions économiques et sociales.*"

En somme, Benoît Hamon entend bien peser sur la ligne de son parti pour qu'elle soit le plus à gauche possible en 2012. Au risque de créer des remous au PS, qui en ce moment, ne jure que par l'unité. (Lepost.fr 22.10)

Commentaire.

L'important c'est la rose, pas les épines ! Lire l'article suivant et vous mesurerez à quel point cela va être difficile pour le PS se retrouver en *position optimale pour 2012*" ! Mission impossible !

Tiens donc Le Guen et Valls participent à des colloques organisés par l'UMP... Espèce d'âne, sort un peu de ta torpeur : depuis toujours ils sont complices et appartiennent à la même famille, réveille-toi !

2.2.2- Le PS briseur de grève monte en première ligne, normal, non ?

Le président (PS) de la Communauté urbaine de Marseille a demandé vendredi la réquisition des personnels pour assurer le fonctionnement des deux centres de collecte des déchets bloqués par les éboueurs.

Les salariés du ramassage des ordures ont entamé vendredi leur 12e jour de grève dans 12 des 16 secteurs de la ville. Quatre sociétés privées ont poursuivi la collecte des ordures dans le reste de la cité phocéenne.

Les grévistes ont toutefois bloqué les deux centres de traitement des déchets, interdisant ainsi le déchargement des bennes à ordures. C'est la remise en marche de ces lieux qui a été réclamée par le président socialiste de la communauté urbaine, Eugène Caselli

"*Cette décision a été rendue nécessaire par l'état sanitaire de plus en plus préoccupant des rues de Marseille après 12 jours de grève, et à la veille d'un week-end qui s'annonce pluvieux, ce qui pourrait encore aggraver la situation*", a expliqué la collectivité locale dans un communiqué.

L'Etat a pour sa part fait appel mercredi à la sécurité civile pour s'attaquer au ramassage des 7.000 à 8.000 tonnes d'ordures qui s'amoncellent sur les trottoirs de la ville.

Pour justifier cette intervention, le préfet Michel Sapin s'est appuyé sur un texte de loi datant de 1884, qui fixe les prérogatives de l'Etat en matière d'hygiène et de sécurité. (Reuters 22.10)

Commentaire d'un internaute : ce marché est détenu par les copains et même le frère de Jean-Noël Guérini, actuel président PS de la région. Et même qu'une enquête est en cours depuis pas mal de temps et que des mises en examen ont déjà été prononcées par la justice pour faits de corruption passive, complicité d'escroquerie, et faux et usage de faux, rien que cela. Lire à ce propos l'article de l'AFP de Juin 2010 http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hrLFsL1c9QgMt1exyfic_4XpLtbA (L'express.fr 22.10)

2.3- UMP

2.3.1 - La stratégie de Sarkozy.

Nicolas Sarkozy fait le pari d'incarner le parti de l'ordre. Avec le recours à la force pour dégager dépôts et raffineries et des paroles de grande fermeté envers les casseurs, le chef de l'État pense toucher une large part de l'opinion exaspérée par les débordements du mouvement social.

"*En mettant en grève les raffineries et en bloquant les dépôts, les syndicalistes ont fait une grosse erreur,* a confié Sarkozy à ses fidèles. *Les Français ne supportent pas que l'on touche à leur liberté de circulation en voiture. L'opinion va finir par se retourner.*"

Le président pense être entré dans l'ultime ligne droite du conflit. Le vote du projet de loi sur les retraites sera définitivement acquis la semaine prochaine et promulgué dans la foulée. Les deux journées de manifestations prévues par le front syndical devraient, selon l'Élysée, être le chant du cygne d'un mouvement voué à l'échec. Nicolas Sarkozy ne pouvait pas reculer sur "sa" réforme. Les chefs syndicalistes le savaient très bien. Ils ont été débordés par leur base et ont dû en tenir compte. (Lepoint.fr 22.10)

Commentaire d'un internaute.

Moi qui suis de droite, je ne revoterai jamais pour Sarkozy : c'est encore un gosse, un enfant gâté, arrogant, suffisant, narcissique... Son fils en plus vieux. Il ne repassera pas, et j'espère qu'il en a conscience. En se présentant, il désservirait la droite et livrerait la France à la gauche.

2.3.2 - Ils ne pourront pas dire "***on ne savait pas***" quand viendra l'heure de régler nos comptes.

La veille, sur France 24, Benoist Apparu avait affirmé à propos du relèvement de de 60 à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite, la mesure phare de la réforme voulue par le gouvernement: "*Pour beaucoup de syndicats, et je les comprends, c'est une forme de régression sociale. Oui, bien sûr, clairement*".

Prié par la journaliste de la chaîne de confirmer qu'il reconnaissait bien qu'il s'agit d'une "*régression sociale*", il avait enchaîné: "*Evidemment. Comment pourrait-il en être autrement?*"

De quoi donner du grain à moudre aux opposants à la réforme des retraites. Et une maladresse qui pourrait côter cher à son auteur, à quelques semaines du remaniement... Interrogé vendredi sur RMC pour savoir s'il avait "*fait une boulette*", Benoist Apparu a fait son mea culpa : "*Oui, on peut appeler ça comme ça. J'ai repris maladroitement la formulation de la journaliste*". (Lexpress.fr 22.10)

(source : Lemonde.fr, Lexpress.fr, 20minutes.fr, Reuters et AP 22.10)

Justice.

1- France.

1.1- Une «***atteinte au droit de propriété***»

La police procédait tôt samedi matin à l'expulsion des squatteurs de la place des Vosges à Paris, dont la cour d'appel avait ordonné vendredi l'expulsion sans délai, selon le collectif Jeudi Noir, confirmé par la préfecture.

La police est arrivée vers 7h et a «défoncé la porte d'entrée», a assuré vers 8h la porte-parole du collectif, Margaux Leduc.
La préfecture de police de Paris a confirmé l'évacuation, précisant qu'elle était «*bientôt terminée*».

La cour d'appel de Paris avait ordonné vendredi l'expulsion sans délai des squatteurs membres du collectif Jeudi Noir qui occupent depuis un an un somptueux hôtel particulier de la place des Vosges à Paris (IVe arrondissement), expulsion assortie du versement d'indemnités d'environ 80.000 euros.

Une trentaine de squatteurs avaient envahi en octobre 2009 cet hôtel particulier d'environ 1.500 mètres carrés, orné de plafonds à la française avec poutres peintes, aux gigantesques cheminées de pierre, qu'ils ont pris grand soin de ne pas dégrader. Le bâtiment était inoccupé depuis 1966, un vrai «*scandale alors que la capitale manque cruellement de logements*», dénonce Jeudi Noir.

Mais la propriétaire des murs, Béatrice Cottin, 88 ans, ne l'avait pas entendu ainsi. Elle avait attaqué les squatteurs en justice pour obtenir leur expulsion.

Les squatteurs se sont rendus coupables, selon la cour d'appel, d'une «*atteinte au droit de propriété*». (20minutes.fr 23.10)

1.2- Affaire Woerth-Sarkzoy-Bettencourt sur fond de subordination de témoin.

L'ex-comptable des Bettencourt, Claire Thibout, a assuré que François-Marie Banier avait voulu acheter son silence, notamment en lui promettant de lui ouvrir un compte en Suisse, indique jeudi le site Mediapart.

Mme Thibout, interrogée le 13 octobre par la juge Prévost-Desprez à propos d'un projet de donation de trois appartements en sa faveur, lui a précisé qu'elle n'avait pas reçu d'appartement. Elle a révélé à la magistrate qu'à cette période l'entourage de Liliane Bettencourt aurait cherché à la "*piéger*" en achetant son silence, selon Mediapart. "*C'était l'époque où il m'était promis beaucoup de choses pour que je reste et que je me taise. D'ailleurs en novembre 2007, ils ont doublé mon salaire*", a-t-elle déclaré à la magistrate.

Elle a ainsi révélé qu'il y avait eu "*une discussion au cours de laquelle François-Marie Banier voulait convaincre Liliane Bettencourt de me verser de l'argent en Suisse sur un compte que j'aurais ouvert. Il disait que c'était très facile. J'ai évidemment refusé tout net cette proposition. Lors de cet épisode Liliane Bettencourt était un peu hagarde. Elle ne suivait pas la conversation*", indique le site.

En revanche, Mme Thibout a admis avoir été bénéficiaire de deux donations, en avril et juin 2001, pour un montant total de 53

000 euros, toujours selon le site. La comptable explique que "*MM. François-Marie Banier et de Maistre ne voulaient pas que je parle de l'île d'Arros [aux Seychelles, dont l'achat, caché au fisc, est révélé par les enregistrements] et surtout que je parle à Françoise Bettencourt-Meyers de ce qui se passait. A l'époque mon mari avait parlé à Patrice de Maistre pour que cela s'arrête sinon il allait parler à la police*". (Lemonde.fr 22.10)

2- Pays-Bas. Epidémie. Sur les pas de Bush, Berlusconi, Sarkozy...

Le dirigeant politique néerlandais Geert Wilders a obtenu vendredi la désignation de nouveaux juges dans son procès pour incitation à la haine raciale. Un tribunal néerlandais a fait droit à une requête en ce sens déposée par l'avocat de Geert Wilders. L'accusé soupçonnait les juges actuels de partialité après leur refus d'entendre un témoin jugé essentiel par la défense. Geert Wilders, chef de file du Parti pour la liberté (PVV), est poursuivi pour incitation à la haine raciale et à la discrimination envers les musulmans. Le parquet a requis son acquittement vendredi dernier. (Lemonde.fr 22.10)

Economie.

1- France.

1.1- Hausse du chômage en perspective.

La reprise devrait s'essouffler en 2011 en raison des mesures d'austérité. Et la faible croissance sera très pauvre en création d'emplois, selon les prévisions publiées vendredi par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

L'étude prévoit une croissance de 1,7% cette année, soit davantage que le gouvernement (plus 1,5%). L'activité ne devrait cependant croître que de 1,6% l'année prochaine alors que l'exécutif table sur 2%.

«*La cure d'austérité va empêcher l'enclenchement d'un enchaînement vertueux permettant à l'économie française de croître à un rythme supérieur à son potentiel et donc au chômage de baisser*», estime l'OFCE.

Du coup, «*la croissance sera moins riche en emplois, voire toujours destructrice d'emplois*», a déclaré l'économiste Eric Heyer en présentant ces prévisions.

«*L'ancienneté au chômage devrait progresser fortement*», a surtout prévenu Eric Heyer. Davantage de demandeurs d'emplois se retrouveraient donc aux minima sociaux. (20minutes.fr 22.10)

1.2- Racket de l'Etat côté cour, privilèges côté jardin.

Les députés ont décidé vendredi de porter de 5,5 à 19,6% la TVA sur les offres "*triple play*" qui regroupent télévision, téléphone et internet dans le cadre du projet de budget pour 2011.

Cette mesure, a précisé le rapporteur du budget, Gilles Carrez (UMP), devrait faire rentrer 1,1 milliard d'euros dans les caisses de l'Etat.

Les députés ont aussi voté contre l'avis du ministre du Budget, François Baroin, un amendement qui limite le montant des indemnités de départs, ou "*parachutes dorés*", au double de la plus élevée des indemnités de départ prévue en cas de licenciement par les accords d'entreprise ou de branche. (Reuters 22.10)

Haut de page

Le 24 octobre

Peu de nouvelles sur le front de la bataille pour les retraites.

Lacune et faiblesse de la mobilisation. Où sont donc passés les comités de grève ou d'usine, de chantier, de bureau ?

Vous ne cessez d'entendre dire depuis des mois que les appareils sont les principaux obstacles à la mobilisation générale de la classe ou à la grève générale pour contraindre Sarkozy à capituler sur son projet de loi ou à se démettre... Cela ne cache-t-il pas un aspect de la situation qu'il ne faudrait surtout pas évoquer : l'absence de l'organisation des travailleurs au-delà des syndicats qui n'organisent qu'une infime minorité de travailleurs ou dans lesquels la majorité des travailleurs ne se reconnaissent

pas, indépendamment des appareils ?

Depuis le début de la mobilisation en cours, vous avez entendu parler d'assemblées générales du personnel, d'intersyndicales d'entreprises ou de secteurs du service public, de piquets de grève, mais avez-vous entendu parler de comités de grèves ou d'usines avec élection de ses délégués, avez-vous lu des appels de partis à en constituer dans chaque entreprise ou zone industrielle ? A quel moment a été lancé un appel à l'organisation permanente de la classe pour rassembler ses forces et se donner les moyens de tenir et de poursuivre son combat jusqu'au bout contre le gouvernement ?

Je parle à ma connaissance, si vous disposez d'appels ou de tracts qui contredisent ce qui vient d'être dit ici, n'hésitez pas à nous contacter, nous rectifierons immédiatement.

Si l'immense majorité des travailleurs rejetaient le projet de loi Woerth-Sarkozy sur les retraites, si des millions de travailleurs ont participé à différentes actions au cours des derniers mois pour s'y opposer, à aucun moment cela n'a débouché sur l'organisation de ces millions de travailleurs au cours de ce combat.

Certes le POI et le NPA ont proposé de regrouper travailleurs et militants dans des comités constitués à leur initiative, mais ces initiatives sont demeurées isolées ou marginales, sans jamais entraîner l'adhésion de ces millions de travailleurs, de même que nous n'avons pas assisté à une ruée vers les syndicats ou les partis pour y adhérer comme ce fut le cas en 36 ou dans la foulée de la fin de la seconde guerre mondiale. On peut donc affirmer qu'à aucun moment les travailleurs n'ont réussi à trouver la voie qui leur auraient permis de vaincre, laissant ainsi aux syndicats et aux partis soutenant le régime en place, l'initiative de contrôler le mouvement engagé, la suite étant pour ainsi dire écrite d'avance.

Lorsqu'en 36, 47 ou 68 des millions de travailleurs étaient organisés dans les syndicats et quelques centaines de milliers dans le PC et le PS (ou la SFIO), voire plus d'un million, ils ont certes réussi à submerger les appareils pour leur imposer la grève générale (36 et 68) et conquérir de nouveaux droits ou une amélioration substantielle des conditions de travail ou d'existence de la classe ouvrière, mais à aucun moment ils ne sont parvenus à poser directement et consciemment la question du pouvoir, à briser l'obstacle des appareils qui soutenaient le régime.

Les appareils ont réussi à bloquer le processus qui aurait permis de mener à son terme le processus de maturation en cours de la conscience politique des masses, car les travailleurs sont demeurés incapables de se doter de leurs organisations indépendantes qui auraient pu leur permettre de déterminer les tâches qu'elles devaient accomplir pour aller de l'avant, contrôlant eux-mêmes leur mobilisation et brisant ainsi le carcan des appareils. Maintenant, qu'il y ait deux ou dix millions de syndiqués ne change en rien les données de notre problème si l'on compare ces différentes époques avec la situation actuelle, la question déterminante n'est pas le nombre de syndiqués mais bien la prise de conscience que les travailleurs doivent prendre eux-mêmes leur destin entre leurs mains et s'organiser, au lieu de laisser les appareils corrompus et vendus au capital s'en occuper à leur place.

Cette attitude envers les appareils n'est pas une marque de confiance envers eux comme on nous l'explique parfois, pas plus qu'un travailleur n'adhèrera à la CGT par exemple, parce qu'il adhèrerait au discours de Thibault, on adhère à un syndicat parce qu'on a commencé à prendre conscience qu'il fallait défendre ses intérêts et ses droits, cela n'en fait pas une conscience politique pour autant, encore moins un engagement à combattre jusqu'à l'abolition du capitalisme ou pour le socialisme.

Si l'adhésion a un syndicat est loin de signifier que l'on s'engage à combattre pour la liquidation du capitalisme, le soutien que les travailleurs non syndiqués peuvent apporter aux syndicats ne le signifie pas davantage, sauf à se faire de graves illusions. Que les travailleurs rejoignent des syndicats ou qu'ils se contentent de les soutenir, ne remet pas pour autant leur subordination au capital et aux institutions, dont finalement on se soucie peu ou qu'on évoque discrètement du bout des lèvres quand l'heure de la défaite à sonner, et encore, il y a fort à parier que l'incurie de nos dirigeants va encore se manifester en ne retenant comme seul facteur de cette défaite l'obstacle des appareils, sans chercher à en déterminer l'origine, ainsi nous pourrons continuer à reproduire indéfiniment les mêmes erreurs et nous en seront toujours au même point dans un siècle !

En l'absence d'alternative au capitalisme à laquelle une partie des masses auraient commencé à adhérer, le socialisme, cette défaite était prévisible. Elle l'était d'autant plus que Sarkozy n'aurait jamais cédé, sauf si la mobilisation avait atteint une ampleur faisant craindre aux capitalistes de tout perdre. Nous le savions, nous l'avons écrit à de multiples reprises, mais personne n'a voulu nous écouter, de toutes manières il était trop tard, les uns et les autres préférant induire les travailleurs en erreur en leur faisant croire que tout était possible dans le cadre du capitalisme et des instutions politiques en place, alors que nous ne sommes pas dans une situation comparable à 36, 47 ou 68 et que le capitalisme mondial est entré dans une phase de crise quasi permanente... ^

Si sur le plan de l'agitation il était correct de dire : soit Sarkozy cède, soit il doit partir, cela l'était déjà beaucoup moins sur le plan de la propagande, car cela laissait supposer qu'il pourrait céder, or aussi bien sur le plan économique que politique il ne pouvait pas se payer un tel luxe, car la situation aurait débouché sur une grave crise politique et amplifié la crise économique actuelle, sans compter que parti sur sa lancée, le prolétariat pouvait aller plus loin et chercher une issue politique à la crise du capitalisme, le pire des scénarii pour le pouvoir en place, et le pire exemple à donner au prolétariat de tous les autres pays soumis à la remise

en cause de leur droit à la retraite.

Aujourd'hui comme en 36, 47 et 68, l'issue du combat était liée à l'organisation indépendante du prolétariat, associant syndicats et partis engagés à ses côtés.

On pourrait s'arrêter un instant sur ce que signifie l'organisation indépendante du prolétariat.

Quand peut-elle intervenir, à quelle occasion, quel facteur est nécessaire pour que cette condition se réalise ? Quand les masses prennent l'initiative de s'organiser, elles le font indépendamment de l'Etat et des institutions, contre l'Etat et les institutions en place, elles indiquent par là qu'elles n'ont plus confiance dans ces institutions, elles situent donc leur combat sur le plan politique après qu'il eut commencé sur le plan économique, elles cherchent ainsi à résoudre sur le plan politique un problème qui remonte aux fondements du capitalisme sans en avoir encore pleinement conscience. Elles cherchent à se donner les moyens politiques de résoudre un problème essentiellement économique et social à l'origine.

Maintenant ce sont leurs conditions d'existence plus ou moins insupportables et leur degré de soumission au capitalisme qui les conduiront à se mobiliser et à le remettre en cause ou non, à envisager ou non une alternative économique remettant en cause les rapports de production existant, à adhérer à un programme socialiste... Si c'est l'ampleur de l'offensive du gouvernement et leurs conditions d'existence qui se confond avec leur état d'esprit présent qui déterminera leur mobilisation, c'est seulement leur niveau de conscience politique acquis au début de leur mobilisation et sa capacité à mûrir au cours de cette expérience, qui déterminera dans quelles conditions elles parviendront à poser consciemment la question du pouvoir et de l'Etat et à se donner les moyens de la résoudre. Or leur niveau de conscience politique repose sur le degré de compréhension du fonctionnement des institutions et du capitalisme qu'elles ont acquis au cours de leurs expériences en les combattant, or tout a été fait jusqu'à présent par la plupart des partis pour les épargner, plus particulièrement en ce qui concerne les institutions.

Si maintenant leur niveau de conscience politique est très faible au départ et qu'elles n'entrevoient aucune alternative politique au capitalisme, ce n'est certainement pas lors d'un mouvement de grèves ou de manifestations qu'il va franchir une étape décisive ou que les masses vont rompre avec les institutions et le capitalisme, sauf à se leurrer bien sûr.

Généralement on attache plus d'importance à l'état d'esprit du moment des travailleurs, au détriment de leur degré de compréhension de la société dans laquelle nous vivons. D'où l'éternellement recommencement ! Or, si c'est bien le premier facteur qui est l'élément déclencheur de la mobilisation, c'est le second qui déterminera le plus souvent son issue. On pourrait comparer cela à un combat mené sans orientation politique précise et qui finalement ne nous ferait pas avancer d'un millimètre ; dans certaines conditions, l'unité sur une revendication partielle ou ne concernant pas l'ensemble de la classe, on pourra l'emporter mais sans être capable de capitaliser cette victoire en terme de construction du parti et en terme d'élévation du niveau de conscience des travailleurs...

On a constamment négligé cet aspect déterminant de la lutte de classe pendant plus d'un demi-siècle, et après on s'étonne de se retrouver acculer à une situation où finalement aucun pas en avant vers notre objectif n'est possible, où seules les illusions et le désespoir demeurent et l'emportent. Comme aurait dit Marx ou Engels -je me couvre, il va falloir attendre la prochaine offensive déjà annoncée de Sarkozy qui frappera plus violemment encore le prolétariat et la petite-bourgeoisie pour qu'ils se mobilisent à nouveau. Peut-être que d'ici là ils auront tiré le bilan du combat actuel, de cet échec, et qu'ils auront commencé à comprendre que rien n'est possible en gardant le régime et les institutions en place, rien n'est moins sûr tant l'avant-garde est faible et éparpillée, tout repose désormais sur les initiatives engagées pour organiser les travailleurs, principalement celle du POI que nous soutenons, afin que le prolétariat adhère au socialisme et renoue avec l'espoir qu'il est possible de vivre dans une société meilleure à condition de se débarrasser du capitalisme et les institutions qui ont été uniquement créées pour assurer sa survie.

Cette défaite qui était attendue est l'échec de la stratégie employée à de multiples reprises depuis le premier quart du XXe siècle, depuis que les syndicats et les principaux partis se réclamant de la classe ouvrière sont totalement subordonnés au capitalisme et aux institutions.

C'est finalement l'échec de la stratégie reposant sur le front unique des partis se réclamant de la classe ouvrière consistant à subordonner le combat de la classe ouvrière à ces partis, à entretenir des illusions dans ces partis, qui finalement ne pouvait conduire qu'à une impasse politique, à désarmer ou neutraliser les masses, pire sans qu'elles soient en mesure d'en tirer des enseignements puisque le problème qu'elles avaient à résoudre n'a même pas été effleurée. Cela augure mal de la suite évidemment, mille fois hélas, mais il est toujours préférable de regarder la réalité en face et de dire la vérité aux travailleurs.

Sarkozy a réquisitionné par la force les ouvriers de la raffinerie de Grandpuits, à Marseille, c'est le PS qui a demandé vendredi la réquisition des personnels pour assurer le fonctionnement des deux centres de collecte des déchets bloqués par les éboueurs. (Reuters 22.10, voir les infos en bref d'hier)

Questions à ceux qui s'adressaient encore hier aux dirigeants du PS pour qu'ils se rangent au côté de la classe ouvrière : Qu'allez-vous raconter comme balivernes aux travailleurs qui pensent qu'un parti briseur de grève ne peut pas combattre dans leur camp ? Qu'ils n'ont rien compris, que ce parti est formidable et que seuls ses dirigeants seraient pourris, que malgré tout ce

serait un parti ouvrier ? Dites-donc, quand la SFIO faisait bombarder Sétif en Algérie, quand Mitterrand participait au bombardement de l'Irak en 1991, ne teniez-vous pas déjà le même discours ? Jusqu'à quand encore ? Jusqu'à ce que mort s'en suive ? La mort du mouvement ouvrier organisée.

Retraites

«*Il faut qu'il y ait une reprise du travail des raffineries*», a-t-il déclaré à France 2, alors que l'ensemble des 12 raffineries du pays sont à l'arrêt. (20minutes.fr 23.10)

Social

1- Secteur privée ou droit privé : travaillez gratis pour augmenter la productivité et la compétitivé.

Une information judiciaire visant La Poste pour travail dissimulé, heures supplémentaires non déclarées et entrave à l'inspection du travail a été ouverte à Besançon.

Elle s'appuie sur des procès verbaux de l'inspection du travail alertée par le syndicat Sud PTT, précise le quotidien.

"*La Poste paye les facteurs non à l'heure mais pour une charge de travail*", a expliqué à Reuters Julien Juif, délégué Sud PTT du Doubs dont le syndicat s'est porté partie civile.

"*Les gens, pour réaliser leur travail, arrivent parfois avant l'heure, ne prennent pas de pause, et ce temps n'est jamais comptabilisé*, a-t-il ajouté.

Ces dépassements horaires représentent fréquemment quatre à cinq heures par semaine, selon le syndicaliste.

L'inspection du travail a constaté les faits le 16 mars dernier et demandé à la direction d'établir un système d'enregistrement des temps de travail, sans succès semble-t-il.

La mission des inspecteurs ne concerne que les salariés de droit privé qui sont désormais majoritaires, souligne Sud, au sein de La Poste, devenue société anonyme le 1er mars dernier.

En cas de condamnation de l'entreprise, le syndicat estime que la jurisprudence devrait bénéficier aux 100.000 facteurs de France. (Reuters 22.10) 2- Après avoir licencié 22 000 salariés en 2009, dont 600 en France...

L'américain Caterpillar a conclu le rachat du fabricant allemand de moteurs MWM (Motoren-Werke Mannheim) au fonds de capital-investissement britannique 3i Group pour environ 580 millions d'euros.

Jeudi, le directeur financier de Caterpillar, Ed Rapp, avait indiqué à Reuters que son entreprise se préparait à employer une partie de ses 2,3 milliards de dollars (1,6 milliard d'euros) de trésorerie pour conclure différentes acquisitions, après une opération de ce type en août, pour 820 millions de dollars (588 millions d'euros). (Reuters 22.10)

Rappel. Caterpillar à payé un dividende en espèces chaque année depuis quie la société a été créée en 1925, et le montant du dividende en espèces à presque triplé depuis 1998. (boursier.com 09.06.2010)

Justice.

France.

Deux policiers ont été renvoyés en correctionnelle vendredi pour la mort accidentelle de deux adolescents en 2005 près de Paris, affaire qui avait déclenché une vague de violences sans précédent dans les banlieues françaises.

Deux juges d'instruction de Bobigny (Seine-Saint-Denis) ont ordonné leur procès pour "*non-assistance à personnes en danger*", contre l'avis du parquet qui avait requis un non-lieu pour "*charges insuffisantes*" le mois dernier, a dit à Reuters Me Emmanuel Tordjman, un des avocats des familles de victimes.

Le procès devrait se tenir l'année prochaine. (Reuters 22.10)

International.

Etats-Unis.

Les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) estiment que le diabète touche aujourd'hui un Américain adulte sur dix, mais le ratio pourrait passer à 1 sur 5, voire 1 sur 3 d'ici 2050, si la tendance actuelle se poursuit. "*C'est alarmant*", souligne Ann Albright, des CDC.

Contrairement aux précédentes projections, la nouvelle estimation inclut les personnes qui souffre de diabète mais n'ont pas été diagnostiquées, explique Edward Gregg, chef du service des CDC en charge de l'épidémiologie et des statistiques pour le diabète. (AP 23.10)

Le 25 octobre

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, car j'ai été victime d'une agression ce matin de la part des pécheurs du village voisin qui foutaient le bordel devant chez nous, bien qu'un mois et demi auparavant ils aient été priés par la police de ne plus revenir remettre les pieds dans notre village. J'ai simplement demandé à un pécheur de bien vouloir arrêté le moteur (sans échappement, imaginez le bruit d'enfer !) qu'il faisait tourner depuis déjà quelques minutes, quand j'ai été une première fois menacé par un type tenant un marteau à la main, avant qu'il ne rameute une cinquantaine d'exités. Il s'en est suivi quelques échanges, rames et batôns de deux mètres de long contre barre de fer, car contrairement à la fois précédente je n'étais pas sorti les mains dans les poches, je connais trop bien ces dégénérés qui ne sont qu'une horde de voyous, c'est ainsi que les qualifient à juste titre tous les Indiens qui les savent abrutis au dernier degré et extrêmement violents, ce qui expliquent d'ailleurs que les plages dans les villages de pécheurs sont très peu fréquentées par les Indiens.

A un moment donné l'un d'entre eux m'a envoyé un caillou dans la figure, j'ai une ouverture d'environ 5 centimes au dessus de l'oeil gauche et j'ai pissé le sang pendant un bon moment. J'ai immédiatement pris quelques photos. J'ai appelé le commissariat de police pour qu'il envoie un inspecteur, mais c'était impossible parce qu'il n'y avait personne de disponible pour donner suite à mon appel. J'ai attendu que cela se calme pour aller porter plainte au commissariat de police qui était évidemment vide, il était un peu plus de midi. J'y suis retourné à 14h45 où ma plainte a été enregistrée.

Je suis tombé sur l'inspecteur pourri que je connais bien et qui a mis en doute mes explications, selon lui les gens de mon village auraient autorisé les pécheurs du village voisin à revenir se poster devant chez nous, or le chef et le conseil de mon village m'ont affirmé par la suite que c'était totalement faux. Bref, je dois y retourner à 17h30 pour avoir une explication avec ces voyous, cela promet ! D'ailleurs j'ai déjà dit à cet inspecteur qu'il était hors de question que j'adresse la parole à des gens qui ne parlent pas mais aboient, en lui rappelant que tous ces problèmes provenaient du fait que personne ne respectait la police ou ses décisions, je n'ai pas eu besoin de lui rappler pourquoi pour lui avoir déjà expliqué à plusieurs reprises, parce qu'elle est corrompue. Il sait que je vais porter cette affaire au consulat, je n'ai pas manqué de lui dire, via son supérieur hiérarchique jusqu'au Chief minister du Tamil Nadu, l'équivalent de Sarkozy dans cet Etat, du coup il m'a écouté contrairement aux fois précédentes.

Bonne nouvelle quand même, j'en ai profité pour m'en prendre aux gens de mon village qui ne m'ont jamais donné le papier dont j'avais besoin pour revendre ma maison et quitter ce village, je leur ai dit que s'ils avaient été honnêtes et m'avaient fourni ce document, j'aurais déjà revendu la maison depuis trois ou quatre ans, juste après l'opération du coeur de Magueswary (mon épouse), et que par conséquent, indirectement ils portaient la responsabilité de l'incident de ce matin, et comme ils voulaient me racketter au moment où je revendrai ma maison, j'en ai profité pour leur dire qu'ils n'auront pas une roupie et qu'ils pouvaient aller se faire foutre.

En rentrant du commissarait je me suis arrêté à la hauteur de mon ancien élève de l'Alliance française, qui m'a dit que le fils du chef du district était prêt à m'acheter ma maison au prix que j'en réclamais et qu'ainsi tous mes problèmes seraient réglés en une ou deux semaines. J'attends confirmation de sa part ou plutôt je vais aller le trouver ce soir, s'il est d'accord l'affaire est entendue, mon terrain qui vaut plus de 8 millions de roupies, je vais lui céder pour 4,5, je n'en ai rien à taper de perdre une grosse somme lors cette transaction, j'aurai suffisamment de quoi vivre en déposant cet argent à la banque et louer une petite maison, je me fous qu'il revende ensuite la maison beaucoup plus chère et empoche une grosse plus-value, je ne regarde que mes propres intérêts qui me commandent d'aller vivre ailleurs et de pouvoir continuer mon activité politique, sans sans cesse vivre sous la menace ou être emmerder régulièrement, ce qui a été le cas pendant 10 ans dans ce village. Et puis je serai prêt à rentrer en France du jour au lendemain si je le décidais, ce qui m'est impossible aujourd'hui.

Qu'aucun militant ne s'avise surtout pas de m'accuser de manquer de patience, je deviendrais féroce. Idem pour les leçons provenant des tiers-mondistes ou des ouvriéristes à la con qui finalement se complaisent dans ce monde de merde en collaborant à sa survie. Je me défoule, j'en ai besoin. Je pense que vous aussi camarades, dites-moi si je me trompe ? Mais pas aveuglément. Alors vive la France ! le pays par excellence de la lutte des classes, un phare pour le prolétariat international. Le combat continue...

Voilà pour aujourd'hui.

Haut de page

Le 26 octobre

Suite de la causerie d'hier.

Je me suis rendu au commissariat de police de mon district à 17h30 comme convenu avec l'inspecteur Gobal. Il m'a fallu poiroter une heure avant que l'autre partie ne daigne se présenter. Je me doutais par expérience que la discussion allait tourner court avec cet inspecteur pourri jusqu'à l'os, et cela n'a pas manqué.

Avant même que la confrontation commence avec ces voyoux, je lui ai demandé de pouvoir rentrer chez moi car j'estimais que toute discussion était inutile avec eux, les faits parlant suffisamment d'eux-mêmes, il n'avait pas besoin de ma présence pour leur adresser un avertissement ou en envoyer au moins un en tôle pour la nuit. Il a commencé par me demander quel accord avait été passé entre eux et moi il y a un peu plus de deux mois. Je lui ai répondu que j'avais écrit qu'ils n'avaient pas respecter l'accord qui avait été conclu entre les conseils (panchayat) des deux villages en sa présence, et que cet accord engageait la totalité des habitants des deux villages et pas seulement une partie, les Blancs comptant pour de la merde. Il a insisté lourdement sans tenir compte de ma remarque, je lui ai répété exactement la même chose, alors il s'est emporté en me posant pour la troisième fois la même question à laquelle j'ai répondu de la même manière que précédemment, il s'est mis à aboyer quand je lui ai dit qu'il cherchait à tout prix à reporter sur moi l'origine de l'incident du matin et que ce n'était pas correct. Il n'a rien trouvé de mieux que me répondre qu'il était le "boss" et qu'il avait le droit de dire et de penser ce qu'il voulait, tout les droits en somme, je lui ai répondu très calmement ce qui a dû l'exciter encore plus, qu'il était peut-être le chef de son commissariat mais que j'avais les mêmes droits que tout citoyen de ce pays et qu'il devait les respecter que cela lui plaise ou non. Il m'a dit alors de dégager en hurlant, je lui ai dit que son attitude était inqualifiable mais qu'elle ne m'étonnait pas et je porterai cette affaire au consulat de France et que je porterai plainte à ses supérieurs, il m'a répondu qu'il en avait rien à faire. En tout cet échange à durer dix minutes.

Par chance, deux minutes à peine avant j'avais rencontré le fils du chef de district qui souhaite acheter mon terrain. Je l'avais appris par une tierce personne et je voulais en avoir confirmation de sa bouche, ce qu'il a fait, du coup c'est le sourire aux lèvres et très décontracté que j'ai engagé la discussion avec cet inspecteur ripou, me foutant par avance de son issue. Si cette personne ne m'a pas raconté n'importe quoi -c'est la spécialité en Inde, la vente de ma maison devrait intervenir d'ici huit jours. Bon débarras !

A cause d'un violent orage qui s'est déclenché sur les coups de minuit, ils ont coupé le courant et je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit, j'en ai profité pour cogiter et me questionner sur la meilleure définition à donner à tous ces pays que l'on qualifie abusivement de démocratie, alors qu'en réalité ce sont des dictatures déguisées.

Le terme de démocratie ne peut s'appliquer qu'à la façade trompeuse constitutionnelle et institutionnelle, tandis qu'une dictature sévit quotidiennement à tous les échelons de la société jusqu'aux conseils des 365 000 villages environ que compte l'Inde. L'Inde est un Etat de droit en théorie, sur le papier, en pratique c'est une dictature, puisque du juge de la cour suprême au flic de quartier toutes les instances judiciaires sont corrompus par les classes dominantes, les potentats locaux, les chefs de village ou les voyoux quand ils détiennent un certain pouvoir et de l'argent les deux allant ensemble.

Face à cette dictature, l'Indien lambda n'a absolument aucun recours, sauf à se faire justice lui-même ou à entretenir indéfiniment sa haine envers cette société. Les Indiens, un peuple souriant, heureux, insouciant, c'est tout l'inverse en vérité, la population vit un véritable cauchemar de la naissance jusqu'à la mort, surexploité, opprimé, il vit dans la crainte en permanence et je n'exagère rien, il n'a aucun droit en réalité, ceux qui figurent dans la Constitution sont destinés aux corrompus et ne servent qu'à faire croire au monde entier que cet Etat serait comparable à des pays comme la France par exemple.

Au cours de cette nuit blanche, je me suis dit que plus de 5 milliards d'habitants vivaient sous une dictature qui ne veut pas dire son nom, englobant pratiquement toute l'Asie et la quasi-totalité de l'Afrique, le Moyen et Proche-Orient, une bonne partie de l'Amérique du Sud, les Etats-Unis bien entendu, auxquels il faut ajouter la plupart des Etats de l'ex-URSS, la Russie évidemment avec son régime mafieux, ce qui ne gêne pas le moins du monde les Ong qui interviennent dans tous ces pays et légitiment ces régimes au passage.

Que dire du Brésil de Lula quand on sait que Rio de Janeiro se transforme en coupe-gorge dès la tombée de la nuit, du Mexique livré aux barons de la drogue via la mafia et l'aristocratie financière américaine américaine qui sème la terreur dans le pays, de Johannesbourg recordman du monde de la criminalité, etc ? Des démocraties ? Parce que des élections sont organisées dans ces pays ? Ce serait là se cantonner aux apparences. Que ceux qui n'en sont pas convaincus aillent donc passer quelques mois dans un de ces pays et ils changeront vite d'opinion.

Aux Etats-Unis ou au Japon où ils n'existent pas de partis ouvriers, comment voudriez-vous que ce soient des démocraties ? Quand les électeurs ont le "choix" entre Bush et Obama son clône en couleur, vous appelez cela une démocratie ? Cela fait penser à ceux qui disent que le PS c'est mieux que l'UMP, alors qu'à l'arrivée le résultat est exactement le même, leur idéal ne doit pas être très élevé, s'ils en ont encore un. Je n'ai pas encore trouvé la formule qui résumerait ce que sont tous ces Etats, on pourrait

peut-être employé un oxymore : des dictatures démocratiques, les autres pays à l'instar de la France conservant la dénomination de république démocratique bourgeoise... en attendant de basculer dans la première catégorie ? (A suivre)

Info du Cermtri.

Les organisations syndicales viennent de décider de convoquer une manifestation contre la contre-réforme gouvernementale sur les retraites le samedi 6 novembre à 14h30 Place de la République… Il nous semble donc difficile de maintenir notre conférence ce jour-là.

En accord avec Florence Gauthier, la conférencière, nous avons donc décidé de reporter notre conférence : Révolution haïtienne et Révolution Française au samedi 15 janvier 2011 après-midi. Le lieu et l'heure précise vous seront communiqués ultérieurement.

Retraites.

1- Mobilisation.

1.1- Les salariés des deux raffineries françaises du groupe américain Exxon Mobil, à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) et Port-Jérôme (Seine-Maritime), ont voté la reprise du travail, a annoncé la CFDT.

Ceux de celle de Reichstett (Bas-Rhin) ont décidé quant à eux la fin du blocage des expéditions, a-t-on appris de même source.

Neuf des 12 raffineries françaises, en comptant Dunkerque, étaient toujours en grève lundi. (Reuters 25.10)

1.2- Le syndicat Force ouvrière (FO), majoritaire chez les agents de nettoiement de la Communauté urbaine de Marseille, a voté lundi la suspension du mouvement de grève de la collecte des ordures dans la ville. (Reuters 25.10) Une vingtaine de départements étaient touchés lundi par des perturbations dans le ramassage des ordures.

1.3- A la SNCF les taux de grévistes lundi, entre 6,5 % et 15,7 %, étaient les plus bas depuis le début du mouvement de grève reconductible entamé le 12 octobre. (Lemonde.fr 25.10)

1.4- "*Demain, ce n'est ni une journée-test ni un baroud d'honneur*", a déclaré à Reuters Jean-Baptiste Prévost, qui dirige l'Unef. "Le but est de faire le lien avec la mobilisation des salariés et de passer le cap des vacances".

L'Unef n'appelle pas à des manifestations mardi mais à des actions allant de sit-in devant les locaux de parlementaires, de l'UMP ou du Medef, à des rassemblements et à des "opérations coups de poing", sans plus de précision.

Le syndicat Sud Etudiants appuie les initiatives de mardi et prône une "multiplication des actions conjointes salariés-étudiants", comme des opérations péages gratuits ou des relais de jeunes dans les sites industriels bloqués.

"*Le mouvement salarié contre la réforme des retraites n'est pas en vacances donc le mouvement étudiant, qui s'appuie dessus, non plus*", a déclaré à Reuters Marie Prieur, porte-parole de Sud Etudiants qui réclame le retrait du projet de loi. (Reuters 25.10)

1.5. Les syndicats CGT, CFDT, CFTC et UNSA d'Air France ont appelé lundi les salariés de la compagnie aérienne à la grève le 28 octobre dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites.

Les syndicats précisent qu'ils appellent les salariés d'Air France "*à se mobiliser sous forme de grève, de 1h à 24h", et "à participer massivement aux mobilisations unitaires interprofessionnelles organisées dans toute la France*", jeudi prochain. (AP 25.10)

2- Déclaration.

2.1- Abolition de la loi sur les retraites !

La commission mixte paritaire (CMP), composée de sept députés et de sept sénateurs, a abouti à un texte commun qui sera soumis mardi au Sénat, qui se prononcera dans la foulée.

L'Assemblée se prononcera mercredi après-midi par un vote solennel et le projet de loi réformant les retraites, qui reporte de 60 à 62 ans l'âge légal de départ et de 65 à 67 ans l'âge pour une retraite à taux plein, quel que soit le nombre de trimestres cotisés, sera alors définitivement adopté. (Reuters 25.10)

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde a déclaré "On est sorti de la crise dans des conditions plutôt bonnes". (Reuters 25.10)

2.2- Trois syndicats de policiers attaquent Mélenchon, nous le défendons.

Le président du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, a affirmé dimanche soir à France Inter et i-Télé que des policiers avaient des «consignes» pour «infiltrer» et «jeter des pierres» dans les manifestations sur les retraites.

«*La question est de savoir qui donne de tels ordres*», a-t-il ajouté. «*Personne ne peut croire que des policiers de leur propre initiative décident de se déguiser en manifestants et de jeter des pierres pour ensuite interpeller*», a-t-il dit. «*Je pense que le ministre de l'Intérieur est au courant*», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 24.10)

Un syndicat de police, Synergie Officiers, a demandé ce lundi au ministère de l'Intérieur "*d'engager des poursuites*" contre le président du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, qui a accusé les policiers d'"infiltrer" les manifestations contre la réforme des retraites sur France Inter.

"*Nous sommes vraiment indignés par les propos de cet élu, ce sont des propos irresponsables et injurieux à l'égard des forces de l'ordre dont la seule motivation est d'assurer le bon déroulement des manifestations*", a réagi un responsable de Synergie Officiers, deuxième syndicat d'officiers de police, Mohamed Douhane.

"*Ce que décrit Jean-Luc Mélenchon, ce sont des pratiques qui n'ont pas cours. Il n'a pas le droit de salir une profession qui va tous les jours sur le terrain pour que l'ordre républicain règne*", affirme Jean-Claude Delage, secrétaire général d'Alliance, selon Le Point.

Sur Le Post, Nicolas Comte, secrétaire général d'Unité police SGP-FO, s'inquiète des conséquences de ces accusations dans les cortèges étudiants, mardi.

"*Ces propos sont à la fois scandaleux et dangereux. Les policiers ne sont pas des provocateurs. C'est irresponsable de le prétendre car cela risque d'attiser les tensions entre les jeunes et les policiers lors des prochaines manifestations. Ça risque de compliquer notre travail de policiers.*"

"*Dire que le ministère de l'Intérieur incite à la violence ne correspond à aucune réalité. Ce sont des accusations gratuites. La présence des policiers vise justement à ce que les choses se passent le mieux possible.*"

"*Lorsque des policiers sont outragés, c'est au ministre de l'Intérieur de réagir. Nous attendons une réaction ferme. Et celle-ci se fait attendre. Nous rencontrons le ministre demain (mardi) et lui demanderons de réagir fermement. Et s'il est possible de porter plainte, nous lui demanderons de porter plainte.*" (Lepost.fr 25.10)

Chacun sait depuis l'aube de la lutte des classes, que lorsque le pouvoir en place est en difficulté, il fait appel à des provocateurs déguisés en manifestants pour entraîner la répression du mouvement ouvrier. La différence entre hier et aujourd'hui, c'est qu'avec les progrès des sciences et de la technologie il est plus facile de prendre les provocateurs en flagrant délit et de constituer une preuve irréfutable. Est-ce que Mélenchon est en possession de cette preuve, on l'espère pour lui.

Quoi qu'il en soit, nous condamnons la tentative d'intimidation à l'encontre de Mélenchon de la part de ces trois syndicats de police qui en appellent à leur maître honni par l'ensemble du mouvement ouvrier et le prolétariat, et nous soutenons son droit de s'exprimer librement sur une question aussi grave, puisqu'elle a servi de prétexte à Hortefeux pour réprimer et procéder à l'arrestation de plus de 2 400 manifestants au cours des semaines précédentes.

On a le droit d'être en profond désaccord sur le plan politique avec Mélenchon, sans pour autant le placer dans le camp de nos ennemis, il faut savoir faire la part des choses. Si un tel procès était attenté envers le PS ou le PCF, nous serions obligés d'adopter la même attitude, car à travers ses partis ce serait le mouvement ouvrier et le prolétariat tout entier qui seraient visés.

Commentaires avisés de deux internautes.

- Pleins de vidéos témoignent de ce que vous dites ! des policiers en civil provoquent et vont jusqu'à commencer de casser ! Amis manifestants, filmez, témoignez, et postez sur des sites les preuves de policiers-casseurs ! Comme de nombreux internautes commencent à le faire ! tous à vos caméra téléphone pour Jeudi !

- Quand on a connu quelques manifs, disons depuis Charonne, on sait que ces manifs sont infiltrées par des flics déguisés en casseurs, ce qui permet aux forces de répression d'agir avec violence sous les applaudissement des petits-bourgeois frileux. Il ne s'agit donc pas d'une nouveauté, et personne ne peut contester sérieusement la réalité de ces usages. Maintenant, qu'un leader politique de l'envergure de Mélenchon s'empare du sujet, c'est assez nouveau pour être remarqué. Mais il faut souligner

que, par définition, la violence est TOUJOURS du côté de la répression...

3- Parisot et l'IFOP au secours des appareils.

Dans un sondage Ifop pour le JDD, 57% des Français sont satisfaits du rôle des syndicats dans la crise sociale actuelle.

80% de l'électorat de gauche se déclarent "*satisfaits*" de leur engagement et encore plus massivement grâce aux sympathisants PS, 86%. (Lexpress.fr 25.10)

Demain les appareils pourront clamer sur tous les toits que c'est de la faute des travailleurs qui ne sont pas suffisamment mobilisés, si la contre-réforme des retraites est passée.

Justice.

1- La blanchisserie de l'Etat.

1.1- Le parquet a décidé ce lundi de faire appel du renvoi en correctionnelle des deux policiers mis en cause dans la mort par électrocution de Zied et Bouna en 2005. (20minutes.fr 25.10)

1.2- Le parquet de Paris a requis un non-lieu en faveur du groupe Total, de son PDG Christophe de Margerie, du sénateur UMP Charles Pasqua et de huit salariés de la société pétrolière mis en examen dans l'enquête sur d'éventuels détournements en marge du programme onusien "*pétrole contre nourriture*" en Irak, a-t-on appris lundi de sources judiciaires. (AP 25-10)

Haut de page

Le 27 octobre

Camarades, je suis trop loin pour estimer la situation avec précision, depuis quelques jours on peut lire tout et son contraire sur la mobilisation.

Certains syndicalistes et partis estiment que la mobilisation ne faiblit pas et qu'elle va encore se développer, selon des infos diffusées par les médias et agences de presse c'est exactement le contraire qui est en train de se produire. De mon côté j'ai noté qu'un peu partout des appels à la reprise du travail avaient été votés ou que les grèves ne concernaient plus qu'une infime minorité de travailleurs dans les principaux secteurs engagés dans la bataille, à l'exception des raffineries dont la majorité demeuraient bloqués mardi. Qu'en est-il au juste ?

Le gouvernement a répondu favorablement à l'appel de Chérèque soutenu par Parisot de passer à poursuivre son offensive contre le prolétariat les jeunes et nos vieux travailleurs, avec le soutien de la CGT et de FO qui juge cette initiative "prématurée". (publicsenat.fr 26.10)

Bon, quoi qu'il en soit, j'ai rédigé un article, il y a déjà deux jours, dans lequel je tire le bilan et les premiers ensignements de cette bataille, je vous le soumets, il vaut ce qu'il vaut. Vous verrez que je porte un regard sur cette bataille sans doute très différend de celui que l'on va vous servir dans les jours qui viennent.

On a tendance à confondre les discours qui relèvent de l'agitation pour entraîner les masses au combat et l'analyse lucide de la situation, qui, il faut bien le préciser, fait particulièrement défaut la plupart du temps ou plutôt comporte de graves lacunes ou imprécisions généralement volontaires, ce que ne détectent pas toujours les militants.

Dans toute analyse de ce genre, lorsqu'elle est effectuée par un syndicat ou un parti, il ne faut pas oublier qu'elle est généralement faussée par les intérêts de leurs appareils qui n'apparaissent pas forcément clairement... et pour cause, ce qui n'est pas notre cas puisque nous ne roulons pour aucun syndicat ou parti en particulier.

Retraites.

1- Mobilisation.

1.1- Le syndicat socialiste belge Setca bloque deux dépôts pétroliers dans l'ouest de la Belgique, par «solidarité» avec les grévistes français qui s'opposent à la réforme des retraites.

1.2- À Paris, un millier de personnes, selon un comptage de l'AFP, se sont rassemblées aux abords du Sénat, où se déroulait le vote solennel de la réforme. Ils étaient 950 selon la police, et 2.000 selon l'Unef.

Entre 4 et 7 universités selon les sources, sur 83 au total, sont bloquées ou perturbées mardi matin, dans le cadre du mouvement de protestation étudiant contre la réforme des retraites.

Selon l'Unef, premier syndicat étudiant, 7 universités sont bloquées: Paris-1 Tolbiac, Paris-10, Paris-13, Amiens (lettres), Caen, Montpellier-3 et Pau.

1.3- Environ 6.500 personnes selon la préfecture, 20.000 selon les organisateurs, ont manifesté Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, à l'appel du LKP.

1.4- Les fédérations du transport CGT, CFDT, FO, CFTC ont appelé mardi à une journée de "*mobilisation et de grèves*" dans tout le secteur aérien (personnels sol, aiguilleurs, personnels navigants) en France pour le 4 novembre contre la réforme des retraites, en laissant toutefois leurs syndicats décider localement des modalités d'actions.

Les quatre organisations précisent qu'elles appellent leurs syndicats "*à amplifier la dynamique enclenchée lors des précédentes actions sur les aéroports et à décider ensemble localement des modalités d'actions*".

2- Déclarations.

2.1- CFDT.

«*On ne remet pas en cause la légitimité du Parlement*» a expliqué François Chérèque, lors de l'émission Mots Croisés.

Commentaire.

La légitimité du Parlement constitué d'une majorité UMP-PS favorable à l'allongement de la durée de cotisation, contre l'immense majorité des travailleurs et jeunes qui y sont opposés, alors que l'UMP et Sarkozy sont ultra minoritaire dans le pays. La CFDT fidèle à elle-même.

2.2- UNEF.

L'Unef demande «une pause, un retrait, une renégociation» du texte, avant sa promulgation prévue à la mi-novembre. (20minutes.fr 26.10)

2.3- Front de gauche : gesticulation et autosatisfaction pour camoufler leur trahison.

"*Les parlementaires communistes et du Parti de gauche ont mené une bataille sans nom pour faire échouer la réforme des retraites : dépôt d'une proposition de loi alternative pour le financement de la retraite à 60 ans et à taux plein, initiatives répétées dans les hémicycles et dans les rues pour faire entendre le refus des Français du projet gouvernemental, collectes pour soutenir les salariés grévistes...*", est-il précisé dans le communiqué.

Que vont demander ces élus ? "*Nous allons demander à Nicolas Sarkozy de ne pas promulguer le projet de loi sur les retraites et de le retirer, comme nous le faisons depuis plusieurs semaines*", explique Éric Coquerel du Parti de gauche.

"*Ce rassemblement d'élus est un acte symbolique. C'est une manière de faire le lien avec la rue*", selon lui. (Lepost.fr 26.10)

Sarkozy étant isolé et rejeté par la majorité des travailleurs, il faut donc éviter que la rupture de ce "*lien*" persiste, car c'est mauvais pour la stabilité du régime, CQFD.

2.4- PS.

"*La loi est la loi et le Parti socialiste est un parti légaliste*", a déclaré sur Europe 1 l'ancien ministre socialiste de la Justice Robert Badinter

"*Ce que nous avons à faire c'est que cette colère qui n'a pas trouvé son résultat social trouve sa traduction politique en 2012*", lors de la présidentielle, a ainsi déclaré l'ancien Premier secrétaire du PS François Hollande sur RTL.

«*Sur les retraites, nous avons été plutôt bons», se félicite Pierre Moscovici, sur BFM. Le député (PS) estime que, même si le texte sur les retraites «sera sans doute promulgué*», «*il sortira de tout ça un perdant, Nicolas Sarkozy, et des gagnants, les syndicats et le Parti socialiste*».

La légalité du côté des banquiers, assureurs et autre fonds de pension, l'illégalité du côté de l'immense masse des exploités qui entendent défendre leurs droits, bref, le PS tel qu'il est : un parti de l'ordre au même titre que l'UMP.

2.5- Gaucheritude

Une délégation de six personnes, composée de Marie-George Buffet ex-numéro un communiste, Pierre Laurent, Cécile Duflot, des députés Yves Cochet (Verts), Martine Billard (Parti de gauche), ainsi que de Christian Picquet (Gauche unitaire), s'est rendue à l'Elysée où elle a été reçue par Christian Frémont, directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy et Marguerite Bérard, collaboratrice de Raymond Soubie, conseiller social de l'Elysée.

Voilà comment les contre-révolutionnaires légitiment et donc soutiennent Sarkozy. Le PS n'avait pas besoin de s'associer à cette démarche, Badinter s'en est chargé à sa manière. C'est La Talonnette qui doit jubiler !

2.6- Gouvernement.

"La phase de démocratie politique est achevée, le mouvement n'a plus de sens", a déclaré le Premier ministre, François Fillon, lors d'une réunion devant les députés UMP.

"*Il y a 15 jours, nous sommes passés à côté d'une crise d'une extrême gravité, d'une asphyxie totale de l'économie française*", a déclaré à l'Assemblée nationale le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo.(Reters 26.10)

S'ils ne pourront pas cette fois remercier leurs partenaires syndicaux d'avoir fait preuve d'un grand esprit de "*responsabilité*", mais ils le pensent très très fort qu'on l'entend d'ici !

Social.

1- Nouvelle offensive de Sarkozy-Parisot orchestrée par les dirigeants syndicaux, Chérèque en tête.

Le secrétaire général de la CFDT a jugé, lundi soir sur France 2, qu'il y avait "*urgence*" à ouvrir une négociation sur l'emploi des jeunes et des seniors, une question liée à la réforme des retraites.

La présidente du patronat français, le Medef, a saisi la balle au bond lors de l'émission "Mots croisés" sur France 2. "*Je suis d'accord pour qu'on ouvre une délibération sociale pour voir si on peut (...) commencer à travailler ensemble*", a déclaré Laurence Parisot.

Pour FO : "*C'est un coup de « com'» de la CFDT (...) C'est un appel du pied au patronat qui n'attend qu'une chose, s'engouffrer dans la main tendue par Chérèque et remettre les gens au travail. Une grande organisation syndicale qui lui fait des offres de service, ça ne mange pas de pain.*"

Question : En essayant de trouver une porte de sortie, considérez-vous que la CFDT tourne le dos aux salariés ?

Réponse : "*C'est les prendre pour des billes. Pour nous, son intervention était prématurée. Nous aussi étions partants pour organiser un agenda de travail avec le Medef. D'ailleurs, nous projetons toujours d'aborder toute une série de sujets avec le patronat.*"

Question : Cela sonne t-il le début de la fin pour le mouvement de contestation ?

Réponse : "*C'est un échec momentané. Mais les organisations syndicales rebondiront. Le président de la République pourra dire qu'il a vaincu la rue, mais c'est une victoire à la Pyrrhus. Les syndicats sauront s'en souvenir. Ne pas laisser une porte de sortie honorable aux syndicats créera des surprises par la suite. Mettre en échec les organisations syndicales n'est jamais bon pour la démocratie.*" (Publicsenat.fr 26.10)

FO ne condamne pas l'initiative de Chérèque, elle était seulement "*prématurée*", ce qui signifie que FO l'approuve. Que vont "*négocier*" les bureacucrates syndicaux avec le gouvernement, la mise au travail forcé des jeunes et des vieux au chômage, conditionner les allocations ou aides versées par l'Etat à l'obligation d'accepter le premier emploi que le Pôle emploi leur propose, à n'importe quel tarif ?

Peuvent-ils négocier autre chose que la régression sociale pour l'ensemble des travailleurs et des miettes pour certaines couches afin de garantir la stabilité du régime ? La seule position correcte à défendre consiste à prôner la rupture des relations des syndicats avec l'Etat, le patronat et l'Union européenne ou son syndicat jaune, la CES.

Soucieux d'apaiser le climat social et de renouer avec les syndicats, le gouvernement a aussitôt salué la proposition.

"*Je pense que le dialogue social reprendra sous des formes à déterminer*", a déclaré Raymond Soubie à Reuters. "*Je pense en particulier, comme l'a suggéré François Chérèque et accepté Laurence Parisot, qu'il faut réactiver des négociations entre les syndicats et le patronat.*" (Libération.fr 26.10)

«*On sort de cette crise en promulguant la loi et ensuite, on propose aux partenaires sociaux d'engager un dialogue sur l'emploi des jeunes et l'emploi des seniors*», a lancé le Premier ministre, François Fillon, selon des participants à la réunion hebdomadaire à huis clos du groupe UMP à l'Assemblée nationale. (20minutes.fr 26.10)

2- Chômage.

En hausse de 28 300 en septembre (+ 0,7 %), le nombre de chômeurs dans les catégories A, B et C les trois principales revient à un niveau jamais vu depuis plus de onze ans. Il faut y ajouter environ 250 000 chômeurs dans les Dom.

Fin septembre, 3.999.200 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi en France métropolitaine et 4.249.100 en ajoutant les Dom.

Le nombre de demandeurs d'emploi des plus de 50 ans a augmenté de 16,3% sur un an.

Le nombre de chômeurs de longue durée a augmenté de 24,9% sur un an.

Les effets de la crise sont loin d'être terminés en matière d'emploi. Ensuite, l'écart va croissant entre le nombre de chômeurs de catégorie A, dont la progression n'est plus aussi spectaculaire que fin 2008, et le nombre de chômeurs en catégories B et C (ayant exercé une activité réduite). Cela signifie que les créations d'emplois qui, malgré tout, existent, concernent surtout les «petits boulots», CDD courts et autres emplois intérimaires. Des données cohérentes avec celles d'autres sources comme les Urssaf. (Lefigaro.fr et Reuters 26.10)

A bas le chômage, la précarité et la pauvreté associé à la nécessité de liquider les institutions pourrait ou devrait être le mot d'ordre du mouvement ouvrier.

3- Régression.

Selon une étude publiée mercredi par l'Institut national de la statistique, le tau de mortalité infantile a légèrement progressé l'an dernier, atteignant 3,7 décès pour 1.000 "naissances vivantes". La France est ainsi passée du 5e rang européen en 1999 au 14e en 2008.

L'espérance de vie augmente par ailleurs régulièrement: elle atteint ainsi 84,5 ans pour les femmes et 77,8 ans pour les hommes en France métropolitaine. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les hommes gagnent en moyenne chaque année trois mois d'espérance de vie, contre deux mois pour les femmes. (AP 26.10)

Politique.

1- Vous êtes des "***cons***" de ne pas soutenir l'occupation de l'Afghanistan.

Sur la radio Beur FM cette semaine, le ministre de la Défense a tenté de justifier la présence française en Afghanistan en expliquant qu'il était difficile de faire comprendre "*à des cons*" que la défense de la France se jouait à 7000 km de son territoire. (Lexpress.fr 26.10)

Décidément, au sommet de l'Etat ils ont de plus en plus de mal à se maîtriser !

2- Hortefeux le casseur morveux pris à son propre piège.

D'après les informations recueillies par Le Post, Brice Hortefeux ne portera pas plainte contre Jean-Luc Mélenchon après ses propos contre les policiers qu'il accuse de s'être déguisés en casseurs.

Le ministre de l'Intérieur ne souhaite "*ni faire de la publicité pour le leader du Parti de Gauche, ni le victimiser*", explique un syndicaliste policier au Post.

Contacté par Le Post, Jean-Luc Mélenchon se réjouit de cette décision et affirme que "*ce sont les journalistes qui ont abordé le sujet des policiers casseurs*". (Lepost.fr 26.10)

Commentaire avisé d'un internaute.

Ce qui change un peu la "*donne*" aujourd'hui en effet, ce sont les caméras de surveillance omniprésentes qui ont bien dû "*immortaliser*" quelques temps forts du genre qui pourraient bien, si les citoyens mettaient la main dessus, poser quelques problèmes au pouvoir en place.

Les députés communistes et du Parti de Gauche demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les violences en marge de certaines manifs. «*Des doutes sérieux existent sur l'implication possible d'agents de la force publique dans les actes de violence dont ont été victimes des manifestants et notamment des jeunes, à plusieurs reprises et dans plusieurs villes de France*», précise le communiqué. (Libération.26.10)

Le leader de la CGT Bernard Thibault affirme dans un entretien à Libération que «*la présence de policiers en exercice camouflés sous des badges syndicaux, à Lyon, à Paris ne fait aucun doute*». «*Des manipulateurs s'infiltrent et poussent au crime dans des piquets de grèves, des manifestations, des occupations de ronds points, violentent les situations en fin de manifs pour avoir des images chocs pour le JT de 20h et créer des climats de tension*», accuse-t-il.

«*On a vu, ajoute-t-il, des policiers avec des badges CGT repérés par les nôtres, qui se réfugient dans un hall d'immeuble, et finissent par se faire exfiltrer par des CRS. Quand on en vient à ce genre de procédés, c'est que l'on ne sent pas très fort de l'autre côté.*» (Libération.26.10)

Pourquoi ne pas avoir enregistré ces scènes avec des téléphones portables ou des appareils photos numériques ? Pour ne pas augmenter la pression qui pesait de plus en plus sur le pouvoir, sans compter qu'un tel témoignage sorti au bon moment aurait pu être explosif, surtout du côté des jeunes.

3- Les barbouzes à l'oeuvre.

Selon LePost.fr, Hervé Gattegno, journaliste d'investigation au magazine *Le Point*, qui a beaucoup travaillé sur l'affaire Woerth-Bettencourt, a été victime du vol de son ordinateur portable, survenu dans les locaux du magazine, dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 octobre. Soit le même jour où le journaliste du Monde Gérard Davet, qui travaillait également sur ce dossier sensible, s'est fait voler le sien, mais à son domicile.

Selon LePost.fr, les auteurs du larcin 'étaient bien renseignés, puisque Hervé Gattegno venait de changer de bureau au journal'. Le câble antivol de son portable a été sectionné. (Lemonde.fr 26.10)

4- Le monarque en vacances chez un monarque.

Pour profiter de quelques jours de repos, Nicolas et Carla Sarkozy ne se sont pas rendus au Cap Nègre, comme prévu initialement, mais ont honoré une invitation du roi du Maroc, qui leur a prêté sa résidence pendant qu'il chassait. (Lexpress.fr 26.10)

International.

Irlande. La spirale infernale.

Le gouvernement irlandais a annoncé mardi que les économies nécessaires pour ramener le déficit public sous contrôle se monteraient finalement à 15 milliards d'euros sur quatre ans.

Ce montant représente le double de ce qui avait été annoncé l'an dernier.

"*Les raisons de cette augmentation importante par rapport aux chiffres annoncés dans le budget 2010 sont des perspectives de croissance plus faible à la fois chez nous et à l'étranger et un coût plus élevé du service de la dette*", déclare le gouvernement dans un communiqué.

"*Le gouvernement réalise que les ajustements de dépenses et les mesures de relèvement des recettes qui doivent être maintenant introduites auront un impact sur le niveau de vie des citoyens. Mais il n'est ni crédible ni réaliste de retarder ces mesures*", ajoute le gouvernement.

Les détails de ces mesures seront annoncés dans un plan de quatre ans le mois prochain. (Reuters 26.10)

Grèce. Cynisme.

La Grèce est toujours en situation d'urgence et ne doit pas diminuer ses efforts pour réduire les déficits et sortir de la crise de la dette, a déclaré lundi le Premier ministre grec George Papandréou.

"*Il n'y aura pas de nouvelles mesures pour les salariés ou les retraités, a lancé le chef du gouvernement. Ils ont suffisamment payé.*" (Reuters 25.10)

Haut de page

Le 28 octobre

Pas le temps de causer et d'actualiser la rubrique des infos en bref.

Je ne sais pas si j'aurai le temps demain, car je suis convoqué au commissariat de police de mon district demain matin à 10h et j'ai ensuite une réunion avec le conseil de mon village. J'ai trouvé le temps de mettre en ligne la suite de l'article d'avant-hier et je n'ai pas tellement la tête à ce qui se passe en France étant donné les graves problèmes que j'ai ici, un nouvel incident avec les mêmes voyous vient d'avoir lieu il y a à peine une heure.

Samedi je dois finaliser la vente de ma maison si aucun incident grave n'intervient d'ici là. C'est ma propre sécurité et mon avenir qui est en jeu, il faut bien que je leur accorde un peu de temps.

Le 29 octobre

J'ai préparé cette rubrique hier soir et ce matin car mon rendez-vous a été reporté à midi. Par contre je n'ai pas le temps de commenter les infos.

Retraites.

1-Mobilisation.

Cette septième journée de mobilisation depuis la rentrée et la plus faible, organisée en pleines vacances scolaires, a rassemblé 560.000 manifestants, selon le ministère de l'Intérieur. La CGT a compté près de deux millions de personnes dans les rues.

1.1- La manifestation dans la capitale a rassemblé 170.000 personnes, selon la CGT, 31 000 selon la préfecture de police.

Marseille: 12.000 personnes (police) à 150.000 (syndicats) ont manifesté.

A Lyon : 32.000 manifestants, selon les syndicats, 11.000 d'après la préfecture.

A Toulouse : La manifestation a rassemblé 120.000 personnes, affirment les syndicats. La préfecture de Haute-Garonne annonce 15.000 manifestants.

A Auch 4.000 personnes ont défilé, selon les syndicats, 1.500 selon la police.

1.2- Par secteur d'activité.

4,06% des fonctionnaires d'Etat en grève. 3,4% chez les agents territoriaux et 4,25% chez les hospitaliers.

SNCF: 16,8% de grèvistes selon la direction, 26,5% selon la CGT.

A la poste : quelque 5,33% des postiers étaient en grève à 10H00.

Entre 5 et 6 universités sur 83 au total, sont perturbées ou bloquées partiellement dans le cadre de la journée interprofessionnelle à laquelle appellent les étudiants de l'Unef et Sud étudiant.

Lille: espace aérien fermé - Les contrôleurs aériens du 12è aéroport du pays sont en grève. La fermeture est prévue jusqu'à 19H00.

Orly, aéroport le plus touché - 50% des vols y sont annulés.

2- Déclarations.

2.1- CGT. Autosatisfaction. Il ne manque pas une occasion de légitimer le gouvernement.

"*Je peux vous l'annoncer, la participation sera inférieure aux fois précédentes*", a-t-il ajouté. "*Je n'ai pas de chiffres mais c'est la première fois, au lendemain d'un vote du Parlement, qu'on a une manifestation d'une aussi grande ampleur. Il y a un énorme soutien populaire.*"

Bernard Thibault : "*Depuis des mois, on est dans la rue, on est dans la grève pour dénoncer un gouvernement qui prend des décisions unilatérales (...) C'est à lui maintenant de trouver les termes, la posture, les sujets sur lesquels il prétend refaire du social*."

Le leader de la CGT, Bernard Thibault, explique jeudi dans Libération que l'"*objectif n'est pas de battre des records*" tout en tablant sur "*un bon niveau de mobilisation, qui montrera que le niveau de la révolte n'a pas diminué*".

Sans se prononcer sur le fond de la proposition de François Chérèque, Bernard Thibault prévient la majorité: "*Si certains pensent qu'il suffit de photos autour d'une table pour tourner la page, ils se trompent lourdement*".

Commentaire.

Thibault n'avait même pas besoin de se retrouver "*autour d'une table pour tourner la page*", avant même le début de cette bataille il l'avait déjà tournée en acceptant "*l'agenda*" du gouvernement.

2.2- FO. Un "***minimum de délai***" pour faire avaler cette défaite aux travailleurs.

Le leader de FO Jean-Claude Mailly explique sur France 2, ne pas être d'accord avec Bernard Thibault. Le leader de la CGT avait dénoncé la présence de policiers dans les manifestations. "*J'ai l'impression que c'est un peu pour faire diversion*".

"*C'est compliqué de raidir les choses après sept jours de grève. L'atterrissage était un peu prévisible*", analyse René Valladon, le secrétaire confédéral de FO.

En réponse à François Chérèque qui a réclamé lundi l'ouverture de négociations sur l'emploi des jeunes et des seniors, pour le syndicat de Jean-Claude Mailly, la proposition de François Chérèque était même "*à la limite de la décence*". "*Qu'il cherche un autre sujet pour rebondir est une chose mais il y a un minimum de délai à respecter avant de dire aux salariés qu'on a incité à faire grève: 'terminé, on passe à autre chose'*", dit René Valladon.

2.3- CFDT. Jaune et cynique.

"*Une certaine forme de fatigue plus les vacances égalent moins de personnes dans les rues*", a expliqué le leader de la CFDT, François Chérèque, en tête du cortège parisien.

"*C'est un risque que nous assumions mais ce n'est pas parce qu'une loi est votée qu'elle est juste et qu'il ne faut pas continuer à la contester*", a-t-il ajouté.

François Chérèque : "*Nous continuerons à la contester (la loi -Ndlr) et à tout faire pour qu'elle soit réformée*". "*Les salariés sont encore très majoritairement contre cette loi, notre devoir c'est de continuer à le dire*".

Le responsable CFDT Jean-Louis Malys. "*Le contexte change et les formes d'action aussi doivent changer*", explique-t-il.

2.4- FSU. Grotesque. L'art de dire une chose et de faire son contraire.

La secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, estime que les syndicats ont "*toute légitimité*" pour "continuer la bagarre sur les retraites". Il faut "*corriger la loi*".

"*On a déclenché dans le pays un débat sur la situation économique et sociale qui ne faiblira pas et qui aura des suites importantes*", juge ainsi Bernadette Groison, la secrétaire générale de la FSU, principale fédération de fonctionnaires.

Avant cela, "tant que la loi n'est pas promulguée, on peut continuer à faire pression. Il faut tout faire pour éviter que ce texte sorte", a-t-elle déclaré à Reuters.

2.5- Solidaires.

Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, affirme sur Canal+ que la "*page de la mobilisation sur les retraites n'était pas tournée*", tout en admettant que "*les grèves s'affaiblissent peut-être*". Mme Coupé estime qu'en appelant à une journée pendant les vacances, l'intersyndicale avait pris un risque.

2.6- PS. La "***loi***" de leur République et la grande illusion.

- "*Jusqu'au bout*" - Martine Aubry (PS) estime que "les Français ont compris que tant que la loi n'était pas promulguée, ce n'était pas la loi de la République". "*je me bats pour que cette loi sur les retraites ne soit pas promulguée*".

Commentaire.

Pour faire oublier ou qu'on ne pense surtout pas qu'ils ont tout fait pour que cette loi scélérate passe, il demande qu'elle ne soit pas promulguée.

- Marisol Touraine a qualifié la réforme de "provocation, d'irresponsabilité, d'injustice".

"*Avec ce vote, vous tournez le dos au mouvement du progrès social, vous refusez la volonté d'une société de justice et de solidarité qui était celle héritée du Conseil national de la Résistance*", a-t-elle déclaré.

Commentaire

Vive l'union nationale !

2.7- PG. Coup de "pipeau" avant l'heure des comptes.

Jean-Luc Mélenchon manifeste à Paris et assure que "*rien n'est fini*". "*On ne va pas se laisser impressionner par la propagande du pouvoir*". Dire que la mobilisation faiblit, "*c'est du pipeau*" et ceux qui renvoient la question à 2012 sont "*des poules mouillées*".

2.8- NPA. La lutte, la lutte , la lutte... jusqu'à que mort s'ensuive !

"*Même la loi votée, on continue à lutter*", dit-il. "*Personne n'attendra 2012 pour gagner sur les retraites*".

2.9- Gouvernement.

2.9.1- Nicolas Sarkozy a prévenu, lors d'un petit-déjeuner de la majorité ce jeudi, qu'il ne« *fallait pas agresser les syndicats*» et éviter les «*mots qui blessent*», a rapporté un responsable de l'UMP.

Commentaire.

Il faut bien les ménager et leur préparer une porte de sortie "*honorable*" !

2.9.2- Parole de ripou : plus "juste" tu meurs !

"Cette réforme est efficace au sens où elle va amener un équilibre de nos régimes de retraites. C'est aussi une réforme juste, profondément juste", a déclaré Eric Woerth.

2.9.3- Copains-coquins ou culs et chemises.

Pour les dirigeants de la majorité, Premier ministre en tête, la contestation n'a plus lieu d'être puisque la phase de la "*démocratie parlementaire*" est terminée.

"*Le plus facile, dans une mobilisation sociale, c'est de la lancer. En sortir, c'est une autre affaire*", reconnaît en écho un syndicaliste.

2.9.4- Coup de force.

Le Premier ministre français François Fillon a estimé mercredi que la loi impopulaire sur la réforme des retraites, définitivement adoptée par le Parlement, devait "*être désormais acceptée par tous*" et appelé à "*sortir de cette crise*", après des semaines de contestation.

"*La vigueur des débats fut légitime, mais la loi de la République doit être désormais acceptée par tous. Chacun doit savoir sortir de cette crise avec responsabilité et dans le respect réciproque*", affirme M. Fillon dans un communiqué.

La "*responsabilité*" selon lui, c'est d'accepter la régression sociale, la surexploitation, l'oppression, la répression et le muselage du mouvement ouvrier et de tous les exploités de l'ouvrier au chercheur, la dictature du capital doit s'imposer, du coup il ne nous reste pas d'autre alternative que la renverser pour nous émanciper.

2.9.5- Etat... policier casseur provocateur : l'aveu.

- Mercredi, lors d'une conférence de presse, le préfet du Rhône a répondu à Bernard Thibault et officiellement reconnu que des policiers s'étaient bien fait passer pour des manifestants, munis de badge CGT, évoquant même une "tradition" : "*Il y a une tradition dans la police d'infiltrer la population, ils le font couramment*", a dit Jacques Gérault. (Lemonde.fr 28.10)

- Sur les images captées par I-Télé, on voit en effet des manifestants siffler et huer ce qui semble être des policiers en civil. L'un d'entre eux, suivi par une manifestante brandissant derrière lui un panneau portant l'inscription ironique "*Flics en civil (pas grillé)*", se réfugie alors derrière des CRS.

Les autres manifestants et le cameraman d'I-Télé, bloqués, le voient alors s'éloigner. Des images intrigantes.

A 18h 22, Le Monde fait part "*de policiers en civil repérés et se faisant poursuivre par les manifestants qui les poussent hors de la manifestation sous les huées. Ils se sont réfugiés derrière les CRS, les manifestants hurlent 'police, casseurs'*", lit-on encore.

Des policiers civils déguisés en syndicalistes ? L'ancienne ministre de l'Intérieur et actuelle Garde des Sceaux Michèle Alliot-Marie affirme sur I-Télé que "*ça elle ne l'a jamais vu*". (Lepost.fr 28.10)

Commentaire d'un internaute.

Il ne s'agit pas de faire "la révolution" ! On ne sait plus ce que ça veut dire ! En revanche, on peut chasser du pouvoir la clique qui le détient actuellement, en contraignant Sarkozy à retirer sa loi anti-retraites, ou même à démissionner. Tout cela est politiquement possible. C'est pourquoi l'issue du conflit actuel est politique, et non plus syndical. Chacun sent bien que si la mobilisation reste forte, c'est à cause de Sarkozy qui est rejeté par une grande majorité de l'opinion. Ce qui peut expliquer la "timidité" des leaders syndicaux qui n'ont pas de solution politique...

2.9.6- Sondage.

Selon un sondage CSA dans Le Parisien/Aujourd'hui en France, près de deux Français sur trois (65%) soutiennent cette journée de grève.

(source : Reuters, 20minutes.fr, Lemonde.fr, Lexpress.fr 27 et 28.10)

Vous m'excuserez d'avoir parfois oublié de préciser les sources, en fait les agences de presse et les principaux quotidiens nationaux.

Politique.

1- Le monarque et sa cour.

1.1- Bernard-Henri Lévy entre au conseil de surveillance du Monde - sur l'initiative de l'un des actionnaires du titre, Xavier Niel (Lexpress.fr 27.10)

1.2- L'avocat Arno Klarsfeld a été nommé au Conseil d'Etat, mercredi en conseil des ministres, selon le compte-rendu de l'Elysée.

Le Conseil d'Etat conseille le gouvernement pour la préparation des projets de loi et des décrets. Il est aussi le juge administratif suprême qui tranche les litiges relatifs aux actes des administrations.

Le conseiller de Nicolas Sarkozy pour les affaires sociales, Raymond Soubie, a été nommé mercredi au Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Un autre collaborateur du chef de l'Etat, Pierre Charon, est au nombre des quarante personnalités qualifiées choisies par le gouvernement pour siéger au CESE, dont la liste a été adoptée en conseil des ministres. Il siégeait déjà dans l'ancien Conseil économique et social, rebaptisé CESE. Raymond Soubie, 70 ans, avait annoncé son départ de l'Elysée après la promulgation de la loi sur la réforme des retraites.

Parmi les personnalités nommées au CESE, figure également le médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, un ancien ministre de Jacques Chirac, qui fait figure de favori pour prendre la présidence du Conseil.

Les membres du CESE, au nombre de deux cent trente-trois, sont nommés pour cinq ans. (Lemonde.fr 27.10)

2- Le club des « zozos ».

Invité mardi soir du Grand journal sur Canal+, s'est lâchée sur le premier ministre. Question : « *Est-ce que, comme François Fillon, vous trouvez que Jean-Louis Borloo est un « zozo » ?* » Réponse de Fadela Amara : « *Non, pas du tout. Lui oui* »... Donc comprendre François Fillon est un zozo. C'est clair.

Surprise sur le plateau de l'émission. « *C'est un zozo ?* ». La secrétaire d'Etat se rattrape : « *Non... non, non, non. J'ai compris, j'ai compris.... Bayrou, j'ai compris* ». Mouais. « *François Filon, c'est un homme que je respecte, j'aime son côté droite sociale. Et d'ailleurs, on partage en profondeur les valeurs de la République. Mais c'est vrai que j'ai plus d'affinité très clairement avec Jean-Louis Borloo, parce que sur les sujets que je porte au sein du gouvernement, il a été un soutien énorme pour moi, il m'a beaucoup aidé* », reconnaît-elle, comme l'a déjà fait samedi dans Le Parisien/Aujourd'hui en France. La journaliste Ariane Massenet lui demande si elle se place vis-à-vis de Jean-Louis Borloo, « *comme on dit qu'il va être premier ministre* ». Réponse d'Amara : « *Non, j'en ai rien à foutre franchement, c'est pas mon truc* »... (Publicsenat.fr 27.10)

3- A droite toute !

Un tiers des sympathisants du parti présidentiel sont d'accord Christian Vanneste de l'UMP qui s'est prononcé en faveur d'une alliance avec le Front national.

En effet, selon un sondage Ifop pour le Nouvel Obs, 32% d'entre eux sont favorables à des accords électoraux entre l'UMP et le FN aux élections locales. Dans les régions où le FN est fort, le chiffre monte même à 37%.

Côté FN, 62% des sondés se montent favorables à cette idée. Dans les deux cas, cependant, les dirigeants des partis ne veulent même pas en entendre parler. Pour le moment. (20minutes.fr 27.10)

4- Dictature du capital.

4.1- Taxer le capital, non, saigner les travailleurs, oui.

Les députés français ont rejeté jeudi une proposition d'instaurer une nouvelle taxe pour les fabricants de cigarettes, à laquelle s'opposait le gouvernement.

La commission des Affaires sociales prévoyait notamment une contribution de 5% sur le chiffre d'affaires hors taxe pour les cigarettiers. Il était examiné dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2011.

François Baroin a souligné que les prix du tabac en France avaient augmenté de 70% en huit ans et réaffirmé la "*détermination*" du gouvernement de poursuivre sa lutte contre le tabagisme. (Reuters 28.10)

Taxer les multinationales du tabac, mais vous n'y pensez pas, on va continuer de piller la Sécu et on décidera en accord avec ces multinationales des hausses du prix du tabac que les travailleurs devront payer pour renflouer ses caisses.

4.2- UE : des Etats livrés aux gangsters de la finance... comme aux Etats-Unis.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne ont donné jeudi leur feu vert à la préparation d'une révision limitée du traité de Lisbonne dans le but de créer un mécanisme permanent de gestion des crises réclamé par Paris et Berlin.

Selon un diplomate européen participant jeudi à Bruxelles à la réunion des dirigeants des Vingt-Sept, ces derniers se sont mis d'accord pour donner au président du Conseil européen Herman Van Rompuy le mandat de sonder les Etats membres sur cette possibilité et à la Commission européenne celui d'en étudier les aspects techniques.

Les Etats membres envisagent par ailleurs de recourir à l'article 48 du traité qui permettrait de ne pas faire entrer le Parlement européen dans la danse, et ainsi d'éviter un processus trop long et potentiellement dangereux.

"*Il y a un consensus sur le fait que le président du Conseil européen soit chargé d'explorer la possibilité d'un changement limité du traité en vue d'obtenir un accord sur ce point en décembre*", a expliqué une source diplomatique au fait des discussions des chefs d'Etat.

"*Il n'y a pas eu jeudi de négociation sur le mécanisme en lui-même mais il devrait y avoir dans les conclusions du sommet européen une référence à la participation du secteur privé à ce mécanisme*", a ajouté cette source. (Reuters 27.10)

Pour satisfaire les besoins du "*secteur privé*", l'aristocratie financière qui entend faire payer le prix de la crise du capitalisme au prolétariat des 27 pays peut compter sur l'UE, CQFD.

Haut de page

Le 30 octobre

C'est la mousson ici, l'actualisation du site sera donc perturbée pendant quelques jours ou semaines à cause de longues coupures de courant.

Retraites.

1- Mobilisation.

Les douze raffineries françaises ont cessé leur grève contre la réforme des retraites.

Les salariés des terminaux de Fos-Lavera (Bouches-du-Rhône), maillon crucial de la chaîne pétrolière, ont eux aussi décidé de vendredi de reprendre le travail, au 33e jour de leur grève contre la réforme portuaire, tout comme ceux du Havre (Seine-Maritime).

2- Déclarations.

2.1- Du Palais.

Les grand syndicats ont veillé eux-mêmes à limiter les dérapages pour préserver la popularité du mouvement, ce qui fait aujourd'hui dire à l'Elysée qu'ils ont été "*hyper-responsables*".

Commentaire.

Au Château, on comprend qu'ils ne manquent pas de superlatifs pour témoigner leur gratitude aux dirigeants de l'intersyndicale qui se seront opposés jusqu'au bout à la grève générale pour affronter Sarkozy et les institutions de la Ve République, afin que leur loi scélérate sur les retraites soit adoptée et finalement s'applique.

L'intersyndicale a ainsi démontré dans quel camp elle se situait, quelle était la nature de ses dirigeants syndicaux : inféodés au régime et à l'Etat qui les financent.

Ajoutons, quand bien même elle aurait appelé à 24h de grève interprofessionnelle ou générale, elle aurait continué de remplir le rôle de rempart des institutions et du capitalisme, car elle aurait tout fait pour empêcher que la mobilisation ne se place résolument sur le plan politique, ce qu'elle n'a pas cessé de faire en réalité depuis le début de cette bataille, afin d'interdire aux masses d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme qui corresponde réellement à leurs besoins, non pas un gouvernement du PS et ses satellites qui poursuivrait la politique réactionnaire de Sarkozy, mais un gouvernement ouvrier révolutionnaire avançant

sur la voie du socialisme...

Une question se pose désormais aux militants et aux travailleurs : si les syndicats (et l'intersyndicale), les principaux partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme n'ont pas été en mesure de définir les moyens qui permettraient d'affronter le pouvoir en place, qu'à aucun moment ils n'ont réussi à entraîner au combat les masses, ce n'est pas qu'ils n'ont pas pu mais qu'ils ne l'ont pas voulu. Il faut donc en conclure qu'il a manqué quelque chose à l'ensemble de la classe pour qu'elle parvienne à briser les obstacles des appareils et se mobilise.

Il y a maintenant deux façons d'interpréter la situation ou de tirer les leçons de cette bataille.

La première qui n'est pas à proprement parlé une analyse, mais plutôt un constat stérile de commentateurs impuissants, elle consiste à relever que les appareils ont parfaitement rempli leur fonction de rempart du régime et qu'il a été impossible de les submerger, autrement dit, on essaiera de faire mieux la prochaine fois, comme si ces appareils pourraient remplir une autre fonction dans une autre situation, cela fait un siècle qu'ils ont démontré le contraire, peu importe. Ensuite, une fois cet argument nié, ils continueront tranquillement sur la ligne du front unique en direction des appareils reproduisant ainsi indéfiniment la même erreur...

La seconde qui prend en compte le rôle contre-révolutionnaire des appareils ne s'arrête pas là, elle intègre tous les facteurs qui ont empêché la classe de se soulever contre le régime, partant de l'hypothèse d'un quart ou un tiers de la classe y était disposé, dont les rapports entre la classe et les appareils, les différents partis et syndicats, le gouvernement, les institutions, et avec le capitalisme. Cette analyse prend ainsi en compte l'ensemble des conditions objectives et subjectives qui concernent directement les masses : ses conditions d'existence et de travail, ainsi que son état d'esprit et son niveau de conscience politique. Oublier, négliger ou surestimer un de ces facteurs et notre analyse de la situation est faussée, d'où la nécessité de bien y réfléchir avant de dire ou d'écrire quoi que ce soit, sans qu'on en ait toujours les moyens, ce qui est mon cas ici par exemple, c'est un risque que j'assume tout comme mes erreurs.

Qu'a-t-il manqué à la classe, le parti évidemment, des comités de grève ou d'action qui centralisés nationalement auraient pris le relais des appareils à la direction de sa mobilisation, un degré suffisant de conscience politique qui aurait pu mûrir à chaque étape du développement de son combat, sachant qu'il existe un rapport de cause à effet entre ces différents facteurs.

Il est caractéristique que ceux qui expliquent que seuls les appareils seraient responsable de la défaite de notre combat sur les retraites, seront demain les premiers à s'en remettre à ces appareils, ce sont les mêmes qui ne veulent absolument pas entendre parler de la question du niveau de conscience politique des masses, car selon eux poser cette question reviendrait à faire porter aux travailleurs le poids de cette défaite, alors qu'en réalité cette question permet de comprendre en partie pourquoi cette bataille s'achève ainsi...

En résumé, parce que je n'ai pas le temps de m'éterniser sur cette question ce matin, faut-il continuer de faire croire aux militants et travailleurs que l'issue de la crise du capitalisme passera forcément par les appareils des syndicats et les partis PS et ses satellites, ou faut-il rassembler nos forces pour construire le parti ouvrier révolutionnaire qui portera la classe ouvrière au pouvoir, et dans cette perspective organiser dans des comités d'action (ou une autre dénomination) militants et travailleurs qui auront pour tâche aussi bien de participer à la lutte des classes que de favoriser leur compréhension de la société dans laquelle nous vivons.

Souvenez-vous de ce qu'écrivaient Marx et Engels à propos du mouvement ouvrier, il peut être bourgeois ou révolutionnaire selon le contenu et l'orientation politique de son combat... S'il a pu vaincre à une autre époque en étant situé sur la première orientation, de nos jours c'est devenu impossible. Maintenant, soit nous tenons compte de ce constat, soit nous le rejetons et disons-le franchement : place à la barbarie. (A suivre)

2.2- PG. A la botte de l'intersyndicale !

Mélenchon a rappelé: «*Le rendez-vous, c'est le 6 novembre prochain, et malheur à qui rompt les rangs au moment où l'union syndicale les appelle au combat.*» (Libération.fr 27.10)

Pour qui se prend-il le député européen qui n'a rien d'autre à proposer qu'une "*révolution citoyenne par les urnes*"... avec ses amis du PS et du PCF, pour vouloir nous imposer de nous tenir au garde-à- vous devant les lieutenants du capital de l'intersyndicale ?

Que représente-t-il en dehors d'une forme d'opportunisme nauséabond pour le compte du régime ou de théories frelatées taillées en pièces par le socialisme scientifique et réfutées par l'expérience de la lutte des classes au XXe siècle ? Uniquement les intérêts particuliers d'une couche privilégiée de petits-bourgeois ou de l'aristocratie ouvrière qui entend continuer de vivre confortablement en régime capitaliste, quitte à défendre ce régime si nécessaire, par exemple en préférant s'encanailler avec le PS lors de la bataille contre les licenciements ou sur les retraites, plutôt que répondre favorablement aux initiatives du POI.

2.3- PS.

2.3.1- La *"gauche*" du PS telle qu'elle est et a toujours été : une escroquerie !

Fin octobre, plusieurs de ses adversaires lui ont reproché d'avoir remis en cause, sur RTL, l'allongement de la durée de cotisation pour la retraite à taux plein, pourtant acté par le PS. Ce qui lui a valu un recadrage de la part de Martine Aubry, qui a rappelé le principe du passage à 41,5 annuités d'ici à 2020. Un point issu de la réforme de 2003, menée par le ministre des affaire sociales de l'époque, François Fillon.

Interrogé aujourd'hui, Benoît Hamon endosse l'allongement, précisant que "*sur RTL, j'ai surtout dit qu'il faudrait négocier, c'est-à-dire tout le contraire de ce que ce gouvernement est en train de faire, avec les syndicats.*"

N'y a-t-il donc aucune différence entre la position du parti et celle de Benoît Hamon ? Le porte-parole ne "*répond pas à cette question*" : "*les positions des partis sont toujours le fruit de compromis. Ce n'est pas le temps de parler de positions personnelles. (...) Je ne suis pas schizophrène. Il n'y a pas un Benoît Hamon qui représente l'aile gauche du PS et un autre qui représente le parti.*". (Lemonde.fr 29.10)

Le temps des grandes manoeuvres et des gesticulations verbales est terminé monsieur Hamon et le soutien du PS au "coeur" du projet de loi du gouvernement demeurera dans toutes les têtes, comme vous n'avez pas pu empêcher les contradictions dans lesquelles votre parti était empêtré d'éclater au grand jour au point d'en faire apparaître clairement la véritable nature : réactionnaire.

Les choses auraient été évidemment beaucoup plus simples ou moins périlleuses si l'ensemble des dirigeants syndicaux avaient adopté l'allongement de la durée de cotisation et l'alignement du public sur le privé, mais voilà l'immense majorité des militants y étaient farouchement opposés et la majorité de la classe qui était déterminée à défendre son droit à la retraite en a décidé autrement.

Aucun militant ou travailleur n'oubliera que sur la question des retraites le PS s'est placé délibérément au côté de l'UMP, nous n'aurons de cesse de leur rappeler si nécessaire, vous pouvez compter sur nous.

2.3.2- Quand le PS soutient Hortefeux... et indirectement la répression contre les manifestants.

Contacté par Le Post, le secrétaire national au PS chargé de la sécurité, Jean-Jacques Urvoas, indique qu'il n'est "*pas d'accord*" avec les affirmations de Jean-Luc Mélenchon et de Bernard Thibault.

Et rappelle que "*ceux qui sont dépositaires de la parole publique doivent mesurer leurs propos*".

"*Je n'imagine pas que la direction générale de la police puissent donner de telles consignes aux policiers [de se déguiser en manifestants pour faire dégénérer une manif, ndlr]. Je n'ai aucune raison de remettre en cause les propos du ministre de l'Intérieur sur le sujet*", déclare au Post le "M. sécurité" du PS.

2.4- FO

Pour le leader de FO, Jean-Claude Mailly, la polémique autour de ce sujet relève plus d'"*une opération de diversion qu'autre chose*", car des policiers "*sous badge syndical, ça a toujours existé*". "*Les policiers sont en plus une catégorie très fortement syndicalisée. Des choses comme ça, ça ne passerait pas*", a-t-il dit jeudi sur France Info.

De son côté, Brice Hortefeux dénonce "*un retour aux vieilles ficelles de l'extrême gauche*". (Lepost.fr 29.10)

Parce que cela a "*toujours existé*" il ne faudrait rien dire ou faire, à FO ils en sont encore à l'âge de pierre de la lutte des classes, sauf qu'aujourd'hui avec le développement de nouvelles technologies dans le domaine de la communication, caméra et appareil photo numérique, téléphone portable, il est possible de suivre le parcours d'un individu dans une manifestation et d'établir avec certitude que certains policiers se transforment parfois en casseurs, sur ordre de leur hiérarchie évidemment, donc du ministre de l'Intérieur, B. Hortefeux.

Quand Mailly précise que "*Les policiers sont en plus une catégorie très fortement syndicalisée*", nous lui répondrons que cela ne veut absolument rien dire ou prouver, M. Bonnemaison du FN, familié de Le Pen et de feu le dirigeant anarcho-syndicaliste également dirigeant de la fédération de Loire-Atlantique de FO, A. Hébert, avait bien été accepté dans les rangs de votre syndicat pendant de nombreuses années, lui aussi il devait être un syndicaliste au-dessus de tout soupçon...

Bref, Mailly aurait mieux faire de se taire sur ce coup ou de soutenir les accusations publiques de Mélenchon et Thibault, ou encore de visionner les documents qui circulent sur Internet.

(source : Lemonde.fr, Reuters, 20minutes.fr, Lepost.fr 29.10)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 novembre

Je n'ai pas vraiment envie de causer, à quoi bon ! Toutes les analyses ou articles que j'ai pu lire ces derniers jours consistent à ne surtout pas aborder les questions que je m'acharne à poser depuis des années, et que j'ai évoquées encore une fois dans les trois dernières contributions que j'ai mises en ligne. Parler d'analyses est exagéré, car on n'en trouvera pas la moindre trace en réalité, on nous sert des commentaires mille fois réchauffés du genre : c'est la faute des appareils, c'est la faute du PS, parce qu'il faudrait en attendre quelque chose, c'est désespérant, quelle incurie politique, quelle lâcheté aussi !

Mais au fait, pourquoi tous les syndicats sont-ils dirigés par des bureaucrates vendus au régime ? Pour quoi se syndique-t-on aujourd'hui ? Pourquoi n'y a-t-il pas un seul syndicat combattant pour en finir avec le capitalisme ? Pourquoi les dizaines de millions de travailleurs, jeunes et retraités qui rejettaient le projet de loi du gouvernement ne sont-ils pas descendus dans la rue, pourquoi les millions de travailleurs qui pouvaient se mettre en grève ont-ils préféré continuer de travailler ? Toutes les réponses à ces questions figurent dans le site, je les ai traitées en long, en large et en travers, sous tous les angles ou rapports possibles, à des moments différents, à de multiples reprises dans des démonstrations où nous partions des faits, nous avons vérifiées et revérifiées des dizaines de fois la validité des réponses que nous avions trouvées, nous les avons parfois affinées, précisées, complétées, nous avons fait en sorte de ne rien oublier, de ne sous-estimer ou surestimer aucun facteur, chaque fois nous nous sommes évertué à reprendre à zéro notre analyse de la situation, à tout remettre à plat, pour finalement parvenir toujours aux mêmes conclusions, en vain.

Il y en a aujourd'hui qui vont jusqu'à reproduire dans le titre d'un article l'appel à la "*grève générale*" de syndicalistes de la CGT le 19 octobre, ce qui pourrait laisser croire aux lecteurs qu'ils y ont appelé également, alors que ce ne fut jamais le cas ! Mais jusqu'où iront ces dirigeants dans la manipulation des militants et des travailleurs, jusqu'où ?

Si maintenant vous me demandiez ce que je pense de ce mot d'ordre, je vous répondrais qu'on ne pouvait pas faire autrement que l'avancer au regard de l'évolution de la situation, mais si vous avez encore en mémoire ce que j'en disais quelques mois plus tôt, vous vous souviendrez que je prétendais que c'était se faire de graves illusions que de croire que les masses étaient prêtes à se mobiliser à ce niveau-là, que la grève générale ne se décrétait pas, etc. Le meilleur ouvrier du monde avec de mauvais outils ou un bras dans le plâtre ne produira jamais une oeuvre d'art !

Certes, la question des retraites cristalisait tout les ressentiments accumulés par les travailleurs contre le régime au cours des dernières années et promettait une grande bataille, mais en demeurant lucide. Vous pensez franchement que c'était faire preuve de lucidité de faire croire aux travailleurs que tout était possible ? C'était les induire en erreur, leur cacher la vérité. Dès le début de ce combat j'ai écrit que Sarkozy ne renoncera jamais à sa loi scélérate, sauf si le régime était en danger, or pour qu'il soit en danger il aurait fallu que la mobilisation se situe sur le terrain politique pour affronter Sarkozy, or cette condition était quasi impossible à remplir compte tenu de la faiblesse du niveau de conscience politique des masses, de l'état du mouvement ouvrier profondément divisé, gangrené par le réformisme, subordonné au capitalisme et aux institutions, en l'absence du parti

et d'issue politique à leur portée, sans parler de l'incapacité des masses à s'organiser en dehors du contrôle des appareils, etc. J'avoue ne pas avoir insisté pour ne pas décourager les militants qui n'avaient sans doute rien compris ou pas grand chose à mon argumentation. Aujourd'hui, leur parle-t-elle davantage ? Je n'en sais rien.

Que dire de plus ? Quels mots faut-il employer pour se faire comprendre ? Je n'en sais rien. Le PS était calé sur la position de Sarkozy dès le départ avec l'allongement de la durée de cotisation pour finalement se transformer en briseur de grève (Marseille et Paris avec les éboueurs en grève), cela n'a pas empêché le POI d'appeler au front unique avec le PS ou le NPA de signer des appels communs ou d'apparaître à ses côtés. Il n'y a rien à ajouter sur le PS.

S'agissant des appareils pourris des syndicats, on prend les paris que tous les partis vont continuer d'entretenir avec eux les mêmes rapports ? Le meilleur moyen de les combattre, c'est d'aider la classe à comprendre ou à prendre conscience de la nécessité de liquider le capitalisme synonyme désormais de régression sans fin, de relier chaque revendication à cette perspective, de l'organiser comme essaie de le faire le POI.

Il faut aussi réfléchir à la meilleure manière d'aborder les travailleurs et jeunes. C'est bien de vouloir les associer à des actions, mais si leur niveau de conscience politique n'évolue pas, cela ne servira strictement à rien. Croire que cela se réalise mécaniquement est faux ou qu'il suffirait de discussions régulières avec eux pour qu'ils parviennent à une compréhension claire du fonctionnement de la société, c'est se leurrer. Il faut mettre en place un programme de formation pratiquement sur mesure adaptée à chaque travailleur ou nouveau militant, à un contact ou un nouveau militant doit être associé un militant expérimenté, un tuteur qui suit pas à pas sa progression. Il faut aussi cesser de considérer les travailleurs comme des gens qui seraient forcément intéressés par la politique en leur balançant des tracts où l'on récite finalement notre leçon. Ah ils sont d'accord avec vous, mais ils n'y comprennent rien et ne vous suivent pas ! Vous voulez convaincre qui avec des arguments à l'emporte-pièces ou en assénant des mots d'ordre ? J'ai déjà expliqué cela sous toutes les coutures, en vain également. Vous êtes contents, vous vous êtes retrouvés entre vous dans la rue pour le gros des manifestants, mais sans les masses, vous vouliez faire quoi de plus ? Arrêtez de vous gargariser en comparant le nombre de manifestants dans une ville de province avec sa population, vous oubliez que des travailleurs de tout le département aux alentours y ont participé, votre calcul est faussé, Sarkozy lui il sait compter ! Même avec un parti de 100 000 militants, sans les masses nous n'aurions pas vaincu Sarkozy. Vérifiez-le en étudiant notre histoire. A suivre.

(Je n'ai pas pris le temps de corriger les fautes, j'ai cavalé toute la journée après des papiers d'un bureau à l'autre et je suis complètement crevé.)

A propos du site.

J'ai réparé plusieurs liens vers des fichiers que vous n'avez pas pu télécharger, avec mes excuses. J'ai repéré ces erreurs en consultant la page des statistiques qui répertorie tous les fichiers ou pages visités ou téléchargés. J'avoue ne pas comprendre pourquoi vous ne me signalez pas ces problèmes, mais bon, nous vivons dans un drôle de monde et ce n'est pas en agissant de la sorte ou en ayant une telle mentalité qu'on le changera, si vous me permettez de vous dire ce que j'en pense.

Les camarades qui utilisent Opera ou Konqueror comme navigateur peuvent rencontrer des problèmes pour télécharger certains documents, parce qu'ils ne reconnaissent pas les signes employés dans les adresses des fichiers, dans ce cas-là essayez avec Mozilla ou Explorer. C'est notamment le cas avec les adresses comportant des crochets "[]" ou parfois des adresses trop longues. Je précise que je n'emploie jamais ces signes, ni le tiret ni les majuscules ni les accents dans l'adresse de mes fichiers. Ces signes ne sont pas forcément reconnaissables par les différents navigateurs (IE, Mozilla, Opera, Konqueror, etc.) dans une autre langue que le français, ce qui est mon cas puisque tous mes logiciels sont en anglais. A ne pas confondre avec le code source des pages internet qui concerne le formatage de leur contenu et que l'utilisateur peut modifier à sa guise.

Je signale également aux camarades qui m'adressent des documents que lorsqu'ils laissent un espace entre deux lettres ou mots dans l'adresse de leur fichier, si je ne le vois pas et que je ne le supprime pas, si je le charge tel quel dans le serveur, il sera peut-être impossible aux militants de le télécharger. Je précise aux camarades qu'outre les adresses que je dois vérifier, je dois formater pas mal de documents que je reçois ce qui me fait du boulot supplémentaire et une source d'erreur supplémentaire.

J'ignore comment fonctionne un blog ou un site fabriqué à partir d'un logiciel puisque le mien est entièrement fait sur mesure, je n'appuie pas sur un bouton pour mettre un mot en couleur ou en italique par exemple, je dois l'encadrer par ce qu'on appelle des balises <...> comportant un ou plusieurs caractères, chaque page comporte ainsi des dizaines ou des centaines de balises qu'il faut écrire correctement. La moindre erreur se traduit par un défaut d'affichage à l'écran, reste ensuite à en chercher l'origine, cela peut prendre de trois secondes à une heure ou plus, avec l'expérience on répère les erreurs de plus en plus rapidement. Vous comprendrez mieux pourquoi j'y attache plus d'importance qu'aux fautes dues essentiellement à des copier/coller. Pour finir, je ne suis pas informaticien, le site est comme il est, s'il n'apparaît pas en pleine page vous pouvez réduire la résolution d'affichage pour remédier à cet inconvénient.

Social.

1- Voter PS = voter pour les briseurs de grève.

"*Nous pouvons tenir jusqu'à Noël*": une vingtaine d'éboueurs de la ville de Paris opposés à la réforme des retraites bloquaient toujours samedi le centre de traitement de déchets d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), le plus important de France. A l'entrée du site, en bordure du périphérique parisien, un panneau indique "*12e jour d'occupation*".

Le syndicaliste dénonce les "*mesures anti-grève*" prises par Bertrand Delanoë, notamment l'appel à des camions-bennes privés pour la collecte des déchets, rendant les effets du blocage presque insensibles aux Parisiens.

Depuis le début du mouvement, 11.700 tonnes de déchets ménagers ont été détournés du centre d'Ivry, selon une porte-parole du Syctom, syndicat intercommunal de traitement des déchets qui regroupe 84 communes d'Ile-de-France.

"Nous avons obtenu trois points de plus, soit une augmentation de 15 euros pour environ 350 agents sur 5.000, a déclaré à l'AFP Régis Vieceli, secrétaire général CGT-Nettoiement.

"*C'est maigre, trop maigre pour qu'on lâche l'affaire*", a-t-il ajouté, évoquant un "*changement de mode d'action*" si la mairie de Paris n'accédait pas aux revendications des grévistes qui portent également su les salaires.

Le centre d'Ivry-sur-Seine a incinéré 662.000 tonnes d'ordures ménagères en 2009 et en a recyclé 38.000 autres.

Treize communes franciliennes et douze arrondissements de Paris acheminent chaque année sur le site les déchets de près de 1,2 million de personnes.

"*C'est le premier centre de France*", indique-t-on au Syctom. (Libération.fr 30.10)

Tiens donc, Delanoë briseur de grève, non, qui l'aurait cru ?

2- Paroles de milliardaire.

Extrait d'un entretien au *Monde* de Claude Bébéar, président d'honneur de l'assureur Axa – groupe qu'il a créé et dirigé – qui figurait au sein de la commission Attali.

Le PS à fournie des armes aux capitalistes pour combattre la retraite par répartition... depuis 30 ans !

"*Il y a trente ans, nous, les assureurs, avions confié à deux jeunes économistes, Denis Kessler et Dominique Strauss -Kahn, une étude sur le financement des retraites. Ils concluaient à la nécessité de créer des fonds de pension.*"

Les travailleurs sont des fainéants.

"*Les Français ont une relation très particulière au travail. Ils sont productifs, appréciés comme tels à l'étranger. En même temps ils dénigrent le travail, se disent fatigués, aspirent aux congés, à la retraite. Au Canada, aux Etats-Unis jamais vous n'entendrez un tel discours.*" ; et dans le Grand Nord où il n'y a pas de chauffage central, personne ne s'en plaint, j'ajoute.

Il faut liquider le contrat de travail à durée indéterminée.

"*Les difficultés que connaissent les jeunes ont des causes multiples, qui tiennent à l'éducation, aux erreurs d'orientation, au mauvais fonctionnement du marché du travail, à cette stupidité que représente le contrat à durée déterminée, devenu le moyen d'utiliser le personnel comme variable d'ajustement. Il faut le supprimer et le remplacer par un contrat de travail unique, avec des droits renforcés au fil des ans.*" (Lemonde.fr 30.10)

Politique.

1- La politique au ras du gazon ou quand la beaufitude se met au vert.

Daniel Cohn-Bendit rejoindra l'équipe de consultants de Canal + sur le football en janvier prochain.

Une nouvelle carrière à la télévision? "*Sur le principe, l'idée m'amuse beaucoup*", explique le député européen, qui a déjà commenté des matches pour la télévision allemande et participé à de nombreuses émissions sportives en France.

Après les fêtes, il figurera parmi les consultants attitrés de l'émission "*Les spécimens*", diffusée le vendredi soir sur Canal +.

Il travaille actuellement, selon le *Journal du dimanche*, à la préparation d'un film consacré à la Coupe du monde 2014, qui doit se dérouler au Brésil. (Reuters 31.10)

Il a raison, il y a tellement de pognon brassé dans le monde corrompu du foot, que c'est un vrai bonheur de fréquenter ce milieu là. En haut, ils lui fournissent une tribune pour faire sa campagne électorale...

C'est vrai que pour regardez des types jouer à la baballe, il faut en avoir dans la tête... et pas grand chose à faire de mieux !

2- Cohésion sociale, dialogue social, consensus : une obsession chez eux.

2.1- Jean-Louis Borloo interrogé sur Canal+ : "*Il faut reprendre le chemin de la cohésion sociale*". (Reuters 31.10)

2.2- "*Les syndicats auront du mal à relancer un mouvement de cette ampleur puisque le mouvement n'a rien obtenu, encore qu'ils aient été responsables et modérés en face d'une partie de leur base*", a jugé François Bayrou, lors du "*Grand rendez-vous Europe 1/Le Parisien*".

"*Le pouvoir se trouve dans une situation où il a ruiné la perspective du dialogue social dont pourtant il faisait un totem, verbal certes, mais un certain nombre de gens l'avait cru*", a-t-il attaqué. (Reuters 31.10)

2.3- "*Ce qui s'est produit avec la réforme des retraites a profondément altéré le dialogue social, la confiance n'est pas là*" a estimé M. Hollande sur «Dimanche soir politique» I-Télé/France Inter/Le Monde.(Libération.fr 31.10)

Quel dommage ! Comme on voudrait bien avoir confiance dans l'hystérique du Palais et le Medef !

Qu'ils se rassurent, Chérèque le jaune et le PS assument !

3- NPA. Euphémisme.

Besancenot interviewé par Le Parisien : "*dire, comme les socialistes qu'il faut défendre la retraite à 60 ans tout en appelant à un allongement de la durée de cotisation, c'est illogique et totalement contradictoire*" (Lemonde.fr 31.10)

C'est plus qu'"*illogique et totalement contradictoire*", cela confirme que le PS défend les mêmes intérêts de classe que l'UMP... ou Claude Bébéar par exemple, qu'il est prêt à monter au créneau pour combattre la classe ouvrière au côté de son ennemi.

L'allongement de la durée de cotisation est la négation de la retraite à 60 ans, Sarkozy repousse la retraite à 62 ans, l'UMP et le PS sont donc bien alignés sur la même position, tout le reste était du baratin destiné à favoriser le passage de cette contre-réforme. C'était la seule raison de la présence du PS dans les manifestations, il aurait fallu l'en chasser !

Société.

Selon un sondage, 94% des Français sont favorables à une loi pour légaliser l'euthanasie selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche. (Lexpress.fr 30.10)

Haut de page

Le 3 novembre

La causerie et les infos en bref ainsi que les articles de presse d'octobre sont en ligne au format pdf. J'ai aussi actualisé la page économie du site.

Peu d'infos, inutile de commenter les élections qui ont eu lieu au Brésil ou en Côte d'Ivoire, car elles ne présentent que peu d'intérêt. En revanche la victoire des conservateurs aux Etats-Unis va se traduire par une nouvelle offensive de l'impérialisme américain sur tous les fronts. Si le programme ultra réactionnaire du Parti républicain était mis en oeuvre, il amplifierait encore les effets de la crise du capitalisme et sèmerait le chaos sur tous les continents. On pourrait s'en réjouir si le prolétariat était en ordre de bataille pour affronter le capital, or tel n'est pas le cas, aux Etats-Unis moins qu'ailleurs.

Les conservateurs ont déjà annoncé qu'ils allaient revenir sur les timides "réformes" entreprises par Obama, notamment

celles concernant la santé, les impôts payés par les plus riches ou plus généralement l'industrie financière. On peut envisager à court terme de nouvelles tensions entre les Etats-Unis et la Chine ou l'Iran, mais aussi avec le reste du monde dont l'UE, où la situation sociale et politique est déjà tendue dans de nombreux pays sous fond de chômage de masse. Iront-ils jusqu'à prendre le risque de tout faire péter pour conserver leur suprématie sur la scène mondiale, si c'était le seul moyen pour y parvenir, on peut penser qu'ils en seraient parfaitement capables.

Peut-on parler de crise poliitique aux Etats-Unis ? Ce serait exagéré dans la mesure où Obama a poursuivi la politique de Bush. Il va seulement devoir la droitiser davantage, ce qui va rendre la situation encore plus insupportable à des dizaines de millions de travailleurs américains. On peut émettre l'hypothèse que dans cette situation le mouvement ouvrier américain va tenter de se recomposer, mais rien n'est moins sûr s'il demeurait incapable de se donner une orientation politique en rupture avec le capital, là non plus il ne faut pas se faire d'illusions.

En France, il y a encore quelques jours certains affirmaient que la mobilisation ne faiblissait pas, qu'on allait voir ce qu'on allait voir dans les jours ou les semaines qui viennent, on se demande dans quel monde ils vivent, c'est complètement délirant ! Et dire que ce sont des responsables syndicaux ou de formations politiques qui tiennent un tel discours, et qu'il se trouve encore des militants pour les écouter ou leur faire confiance. Cela donne une idée assez précise de l'état déplorable dans lequel se trouve le mouvement ouvrier.

Ces critiques ne plaisent pas aux militants qui pratiquent l'autosatisfaction ou la masturbation intellectuelle ou encore qui prennent leurs désirs pour la réalité, de notre côté, on préfère observer lucidement la situation aussi cruelle soit-elle. Les uns et les autres font comme si nous n'avions pas subi une nouvelle défaite, dès lors ne vous attendez pas à ce que nos dirigeants soient capables d'en tirer le moindre enseignement ou qu'ils en manifestent la volonté, mille fois hélas !

A chacun ses boucs émissaires.

Sarkozy a les siens, les Roms et les travailleurs issus de l'immigration, légale ou illégale, les grands malades, les vieux, les handicapés, etc., les couches les plus faibles de la société ; les appareils ont les leur, les travailleurs qui ne se sont pas suffisamment mobilisés et qui sont d'horribles individualistes ; le PS et ses satellites, l'évolution du capitalisme mondiale contre lequel on ne peut pas lutter ; et pour le POI, le NPA et LO, les affreux appareils et le PS.

La difficulté que nous rencontrons pour redonner une orientation correcte au combat du mouvement ouvrier provient du fait que pour y parvenir il doit opérer un virage à 180° et rompre avec plus d'un demi-siècle de collaboration de classe ancrée dans les esprits et les comportements.

En vivant dans mon trou en Inde loin de la lutte des classes, pour survivre, il me faut cependant défendre mes intérêts et parfois mes droits. Je suis en train de revendre ma maison à un membre de la classe dominante, il réalise un chiffre d'affaire de 700 millions de roupies par mois, et il me fait tout un cinéma pour que je lui concède une nouvelle ristourne, alors que je brade déjà ma maison. J'ai le choix entre écouter ses lamentations pitoyables et lui donner satisfaction ou rester bloquer sur ma position au risque de laisser passer cette occasion de quitter ce village pourri. J'ai décidé de ne plus négocier avec lui, et pour ne pas le braquer j'ai évité d'évoquer sa situation de privilégié, en revanche j'ai mis en avant la mienne particulièrement délicate en lui précisant qu'il n'était pas le seul à avoir des intérêts à défendre dans cette transaction et que de nous deux il n'était pas le plus mal loti. Finalement, ce matin nous avons signé une promesse de vente et il m'a remis un acompte sans que je baisse à nouveau mon prix. Je m'étais fixé une limite en dessous de laquelle je perdrais trop pour estimer mes intérêts respectés.

Le mouvement ouvrier a franchi cette limite le jour où son combat a cessé d'être orienté dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions au profit des seules réformes dans le cadre du respect du régime et des institutions en place. Après vous vous étonnez ou vous ne comprenez pas pourquoi les masses sont légalistes ou fatalistes, mais tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, minutieusement, patiemment et non sans un certain acharnement et cynisme. Les travailleurs respectent les patrons et les institutions qui les exploitent et piétinent leurs droits ouvertement, ne leur en voulez pas, on les a éduqués dans ce sens.

Lors de la bataille sur les retraites, les uns et les autres se sont donnés beaucoup de mal pour démonter les arguments du gouvernement et du patronat, ils se sont placés sur leur terrain pour critiquer ce projet de loi, mais ont-ils été capables de se situer strictement sur celui de la classe ouvrière, c'est l'impression qu'ils ont donné en procédant de la sorte, mais en réalité ils ont été totalement incapables de prendre en compte les besoins de la classe qui se situaient bien au-delà de la situation actuelle des retraites ; comment se satisfaire d'une situation où un conducteur de train part à la retraite à 55 ans et un métallo bossant en usine 5 ans plus tard par exemple, sans parler des années prises en compte pour le calcul de la retraite, à aucun moment ils ont défendu l'alignement du privé, de l'ensemble des travailleurs sur les conditions les plus favorables dont bénéfient certaines couches de travailleurs.

Il existait des arguments chocs pour défendre la retraite par répartition et le départ à la retraite à taux plein à 50 ou 55 ans (pour tous), 30 à 35 annuités, 1600 euros nets minimum : du travail pour les jeunes, les vieux à la retraite, à bas le chômage et la précarité ; augmentation générale des salaires de 20 ou 30%, le Smic à 1600 euros nets, à bas la pauvreté et l'indigence. Aberrant, déjà qu'il était difficile de défendre les 60 ans, alors avancer 50 ou 55 ans, vous n'avez pas les pieds sur terre mon

pauvre monsieur... Au contraire, où est-il écrit que l'on devrait consacrer les meilleures années de sa vie, pour ne pas dire toute sa vie à se crever au boulot, alors qu'on aurait envie de faire autre chose, qui et qu'est-ce qui peut justifier que l'on devrait demeurer l'esclave d'un patron ou de l'Etat toute notre vie ? On bosse donc on engraisse un capitaliste, on consomme donc on engraisse d'autres capitalistes, la vie devrait-elle se résumer à cela ? Ce qui est complètement dingue, c'est qu'on s'interdit de nos jours de poser des questions que les travailleurs se posent tous à un moment donné de leur vie. Et pourquoi devrait-on travailler 5 jours et se reposer 2, pourquoi pas l'inverse, la productivité a été multiplié par quatre en quelques décennies, non ? Ah mais elle a progressé ainsi pour enrichir davantage les patrons ! On comprend, on comprend, il faut s'incliner... devant l'ordre établi.

Certes, ces arguments ont été évoqués par les différents partis, à la marge seulement, ils étaient noyés dans un ensemble d'arguments. Pourquoi ? Quelles questions posaient-ils ? Chômage, précarité, pauvreté, comment les résoudre sans entrevoir la nécessité de liquider le capitalisme et les institutions, sans se dresser contre le régime pour le renverser, impossible évidemment, dès lors c'était directement donné une orientation politique à la mobilisation des masses, vous n'y pensez pas sérieusement, quelle horreur ! Et puis, imaginez, les travailleurs ne vous auraient pas suivi. Qu'est-ce que vous en savez ? La majorité n'aurait pas suivi, et alors, on se serait bien contenté d'une minorité que l'on aurait pu organiser et recruter sur cette base, c'était peut-être mieux qu'un combat et une défaite dont finalement on sera incapable de tirer le moindre profit, non ? Quel dommage penserez-vous peut-être, ne vous tracassez pas trop quand même, c'est chaque fois la même histoire et on n'en est pas mort, pas encore, pas tout à fait, mais on s'en rapproche dangereusement, voyez dans quel état se trouve le prolétariat des autres pays qui sont soumis à la même politique, c'est à peine s'il remue encore, donc tant qu'il y a de la vie il y a de l'espoir !

Autre sujet.

Pendant ma pause thé, j'ai lu deux articles du NPA sur Internet. Le premier intitulé *Intersyndicale: se confronter ou accompagner ?* est datée du 27 novembre.

Une histoire d'amour qui dure...

Le NPA se félicite que cette intersyndicale ait duré tout au long de la mobilisation sur les retraites. Ils sont évidemment incapables de la caractériser, puisqu'ils se refusent à admettre qu'il s'agissait d'une coalition contre-nature, dans la mesure où la CFDT s'était prononcée pour l'allongement de la durée de cotisation, dès lors tous les syndicats qui acceptaient de s'asseoir à la même table que Chérèque en était l'otage ou le complice quoi qu'ils puissent dire ou écrire à côté. Accepter la présence de Chérèque dans cette intersyndicale revenait à envoyer le message suivant en direction de Sarkozy : rassurez-vous tout n'est pas perdu, en acceptant ma présence à leur table, les autres dirigeants syndicaux acceptent indirectement les positions que je défends au détriment des leurs, la seule question importante est de tenir bon jusqu'au bout et votre loi passera.

Rappelons aux autistes du NPA la déclaration au *Monde* de Chérèque du 12 octobre : " *L'intersyndicale n'a jamais appelé aux grèves reconductibles* " et elle « *n'appelle pas au retrait de la réforme* ». Clair, non ? Vive l'intersyndicale jaune !

Et ses bavards de terminer par un constat d'impuissance : "*On le voit encore à travers ce mouvement, les directions syndicales n'ont pas choisi clairement la confrontation pour maintenir un acquis social aussi important que celui des retraites. Mais est-ce bien étonnant?*", ah ben alors ! ils ne l'ont pas choisi du tout, pire, ils ont tout fait pour l'éviter ! Et après ? Rien, le néant !

J'ai apprécié particulièrement la fin d'un éditorial du « Socialist Worker », journal de l'International Socialist Organisation (ISO) des États-Unis, reproduit sur le site du NPA :"*Seule une alternative politique à la gauche du Parti Démocrate offrira aux partisans de la justice sociale une forme adéquate de s'affranchir de ce dilemme pourri.* ", parce que ces gens-là se situent par rapport au Parti Démocrate ! Bravo, vous êtes sur la bonne voie... de garage ! J'exagère en parlant d'incurie politique ou je suis encore en dessous de la vérité ? A vous de juger.

Les infos en bref demain seulement.

Haut de page

Le 4 novembre

Pas le temps de causer car j'ai de nouveaux ennuis dans mon village.

Retraites.

1- Mobilisation.

Le ministère de l'Enseignement supérieur fait état de trois universités perturbées à des degrés divers : Le Mans, Nantes et Limoges.

Pour l'Unef, premier syndicat étudiant, au moins quatre universités sont bloquées, a dit une porte-parole citant les établissements de Pau, Limoges, Saint-Etienne et Grenoble.

L'Union des étudiants communistes (UEC) affirme dans un communiqué que les universités de Rennes-2, Tours, Caen et Toulouse-2 Le Mirail sont également bloquées. (Reuters 03.11)

2- Déclaration.

2.1- CGT. "*Nous serions partisans, par exemple, de reprogrammer une autre journée de mobilisation interprofessionnelle dans le courant du mois de novembre*" a déclaré Bernard Thibault dans une interview accordée à Reuters.

La CGT propose la multiplication d'initiatives plus locales, au niveau des entreprises ou des agglomérations, afin de rendre permanente la protestation contre la réforme.

Bernard Thibault évoque "*une mobilisation tous azimuts qui sache coller au terrain, une protestation plus décentralisée, multiforme, qui restent des initiatives de masse*". (Reuters 03.11)

2.2- FO." *Parler de nouvelles formes de mobilisation, c'est de la langue de bois syndicale. Ça veut dire qu'on plie les gaules*", tempête Jacques Valladon, de Force ouvrière.

"*Nous ne lâchons pas les retraites, on ne passe pas à autre chose*", prévient le secrétaire confédéral du syndicat qui ne siège pas au sein de l'intersyndicale mais s'est joint à toutes les initiatives communes depuis le début de la contestation, au printemps.

2.3- CFTC. Jacques Voisin, qui dirige la CFTC, tempère. "*On ne va pas continuer à faire des manifestations tous les huit jours comme cet automne*", souligne-t-il.

2.4- CFE-CGC. La CFE-CGC a ouvert le bal cette semaine. D'autres rendez-vous sont fixés entre le patronat et la CFTC, FO et la CFDT, qui veut l'ouverture de négociations sur l'emploi des jeunes et des seniors, a-t-on appris de sources syndicales.

2.5- UNSA. Dans les semaines qui viennent, "*il faut mettre le Medef sous pression*", prescrit Alain Olive, secrétaire général de l'Unsa. (Reuters 03.11)

2.6- MEDEF. Quasiment silencieuse de bout en bout de la réforme, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a commencé à recevoir les syndicats pour des "*délibérations sociales bilatérales*".

Social.

Délinquant dès la naissance.

Délinquance: Le débat sur la détection des troubles chez les 2-3 ans est relancé.

L'idée est régulièrement évoquée par la majorité. Dans son rapport sur la prévention de la délinquance juvénile, commandé après le discours sécuritaire de Nicolas Sarkozy à Grenoble et remis ce mercredi à l'Elysée, le secrétaire d'Etat à la Justice relance le débat sur la détection précoce des enfants dits difficiles, âgés de deux ou trois ans.

En des termes choisis, Jean-Marie Bockel propose que, dès l'école maternelle ou avant, des psychologues, professeurs et assistants sociaux puissent procéder au «*repérage précoce des enfants en souffrance*». (20minutes.fr 03.11)

Politique.

Le *Canard enchaîné* écrit mercredi que Nicolas Sarkozy a chargé Bernard Squarcini, patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), de surveiller la presse concernant le traitement par les médias de l'affaire visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Un groupe spécialisé a été constitué, selon l'hebdomadaire, avec d'anciens policiers des Renseignements généraux, service aujourd'hui dissous et fondu dans la DCRI en 2008 avec la DST. (Reuters 03.11)

Economie.

1- France. Le gouvernement des patrons.

Selon nos informations, Bercy a décidé de faciliter la vie aux entreprises en matière de TVA. Et c'est dans le projet de loi de finances rectificative pour 2010, qui va être présenté à la mi-novembre en Conseil des ministres, que serait intégrée la mesure. Celle-ci consisterait à compenser les plus et les moins en matière de TVA au sein d'un groupe.

En clair, si une filiale est en attente d'un remboursement de TVA de la part du fisc et qu'une autre filiale doit, elle, de la TVA, le groupe n'aurait à régler que le solde entre la créance et la dette des deux filiales. Il s'agit donc d'une mesure plutôt favo-rable à la trésorerie des entreprises. (Lefigaro.fr 03.11)

2- Etats-Unis. La fuite en avant continue.

La Réserve fédérale a, comme prévu, annoncé mercredi un nouveau train de mesures d'assouplissement quantitatif (QE2), s'engageant à racheter encore pour 600 milliards de dollars d'emprunts d'Etat d'ici à la mi-2011 afin de relancer la croissance aux Etats-Unis.

La Fed a réaffirmé également son engagement à maintenir des taux ultra-bas pendant une période prolongée et conserve ainsi pour le taux des Fed funds une fourchette de 0% à 0,25%.

Le président de la Fed de Kansas City Thomas Hoenig est une fois de plus allé contre le consensus en jugeant que les rachats d'actifs mobiliers n'étaient pas pertinents.

Quant au plan de rachat de Treasuries proprement dit, dont la maturité moyenne devrait être de cinq à six ans, il intègrera également le réinvestissement d'actifs échus, et la Fed de New York pense ainsi racheter au total 850 à 900 milliards de dollars de Treasuries jusqu'à la fin du deuxième trimestre 2011. (Reuters 03.11)

Haut de page

Le 5 novembre

Extrait du communiqué de l'intersyndicale jaune d'hier (en ligne dans le site) : "*Le gouvernement porte seul la responsabilité de la situation actuelle. Il doit entendre qu'un véritable débat sur le devenir des retraites reste indispensable.*". Ils veulent encore "*débattre*" avec Sarkozy ! Il faut les pilonner à défaut de pouvoir les supprimer maintenant.

Non seulement ce sont ces dirigeants syndicaux qui portent la responsabilité du vote de cette loi avec leurs complices du PS et leurs satellites, de plus, ils n'exigent même pas son abrogation. Nous n'appellerons pas travailleurs et syndicats à participer aux prochaines actions décidées par cette intersyndicale, pas plus qu'au 6 novembre.

Ne rigolez pas, c'est petit, minable, misérable, le NPA a écrit le 27 octobre dans un article intitulé *Intersyndicale: se confronter ou accompagner?* : "*Seuls la FSU et Solidaires revendiquent clairement le retrait de la loi.*". Pour notre part, sans a priori mais en se basant sur les faits seulement, on constate que seul FO a refusé de signer le communiqué de l'intersyndicale du 4 novembre et les précédents qui n'appelaient pas au retrait. Vous lirez plus loin que nous n'épargnons pas Mailly pour autant.

Camarades, vous pensez sérieusement qu'en employant de tels procédés le mouvement ouvrier va se recomposer sur des bases correctes ? Rassurez-nous, c'est une mauvaise plaisanterie, n'est-ce pas ? Un peu de rigueur, bordel, il y en a plus que marre de ces méthodes qui ne font que discréditer davantage notre combat.

Après s'être encanaillé avec le PS, la fondation Copernic, le PG, les Verts, etc., on comprend que le NPA doit camoufler auprès de ses militants le coup de main qu'ils ont apporté à Sarkozy pour arriver à ses fins. On ose espérer que les autres dirigeants ne recourront pas ou plus à ces méthodes indignes du mouvement ouvrier, qu'ils veilleront scrupuleusement à nous éviter cette honte dans le futur.

Social.

1- Ils prétendent qu'une "***véritable concertation***" est possible avec Sarkozy et Parisot !

Les principaux syndicats de Pôle emploi appellent à un mouvement de grève nationale le 9 novembre pour dénoncer les conditions

de travail des personnels et de suivi des chômeurs, et la suppression de quelque 1.800 postes en 2011.

Après la CGT, FO, et Sud, notamment, la CGC et l'UNSA de Pôle emploi ont appelé, ce jeudi dans un communiqué, les personnels à la grève le 9 novembre pour exiger l'amélioration des conditions de travail, "*la transparence et une véritable concertation sur les objectifs stratégiques de Pôle Emploi (évolution de l'offre de services, de l'organisation du travail et des sites)*", ou encore "*le maintien, a minima, des effectifs de 2010*". (AP 04.11)

Ils appellent à une "*véritable concertation sur les objectifs stratégiques de Pôle Emploi*", avec Sarkozy et Parisot, parce qu'ils seraient capables de prendre en compte d'autres intérêts que ceux du patronat ?

2- L'intersyndicale jaune ou le front unique avec Sarkozy et Parisot.

Les syndicats français ont appelé jeudi à l'organisation d'une journée d'action dans la semaine du 22 au 26 novembre, dont elles préciseront lundi les modalités et le contenu. Le communiqué publié à la fin de la réunion au siège de la CFE-CGC a été signé par sept centrales, mais pas par Force ouvrière.

Cette journée d'action ne concernera pas que les retraites et sera élargie à des revendications sur le salaire et la pénibilité, selon un communiqué lu par sept centrales syndicales (Unsa, CFDT, CFE-CGC, CFDT, CFTC, Solidaires, FSU).

Dans ce texte, l'intersyndicale réitère sa «détermination face à une réforme gouvernementale qui demeure injuste, inefficace, inacceptable et qui ne répond pas aux enjeux actuels».

«*Les organisations syndicales, comme les salariés, sont attachées au travail intersyndical qui perdure depuis deux ans et aux actions unitaires. Elles décident de poursuivre le travail commun sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat et les conditions de travail en actualisant leur déclaration commune du 29 janvier 2009*», ajoute le texte.

"*Le leadership de certains sur le groupe des sept a disparu*", a commenté un membre de FO, laissant entendre que la CGT, la centrale la plus puissante, n'avait plus l'emprise sur les autres.

"*On est satisfait de cette prise de position unitaire et de cette unité qui perdure*", a assuré Nadine Prigent, secrétaire confédérale de la CGT.

"*On pense, nous à la CGT, qu'il y a en effet une mobilisation contre les retraites (...) mais aussi une exigence d'une autre démocratie sociale dans ce pays sur d'autres sujets revendicatifs*", a-t-elle ajouté. (Reuters et 20minutes.fr 04.11)

Mailly écrit dans son éditorial daté du jeudi 4 novembre : "*Nous savons aussi que le dialogue social avec les pouvoirs publics a du plomb dans l'aile. Comment pourrait-il en être autrement? Enfin, nous savons que face au couple CFDT/CGT lie à la représentativité, nous pouvons être fiers que Force Ouvrière, clairement, défende les couleurs et la pratique de l'indépendance syndicale.*"

Comment peut-on revendiquer le "*dialogue social*" qui légitime la régression sociale sur tous les fronts et un gouvernement minoritaire et illégitime ayant entrepris de démolir systématiquement tous nos droits ou acquis, et prétendre "*défendre les couleurs et la pratique de l'indépendance syndicale*" ? C'est un tour de passe-passe grotesque qui ne sert qu'à camoufler la subordination de FO au capital et sa capitulation devant ses représentants au pouvoir.

Il écrit encore revenant sur la mobilisation sur les retraites : "*Dans de nombreux endroits, des salariés se demandaient s'ils n'auraient pas été plus utile de faire grève plusieurs jours d'affilée plutôt que de manière séquencée. D'autres, et parfois les mêmes, attendaient un appel clair et commun des confédérations à cesser le travail*", c'est un euphémisme des plus cynique.

Mais monsieur Mailly, les grèves et les manifestations sans lendemain n'ont pas été moins "*utiles*" qu'une grève illimitée jusqu'à satisfaction, dites-le franchement, elles ont été totalement inutiles, sauf bien sûr pour Sarkozy qui a obtenu gain de cause. La question de l'évolution des rapports entre la classe et le pouvoir ou les appareils ou encore avec les différents partis au cours de cette bataille ou à son issue est autre chose.

La question est maintenant de savoir pourquoi l'ensemble des dirigeants n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités du point de vue des intérêts de la classe ouvrière. Cette question est tabou. Pourquoi la majorité des délégués syndicaux sont sur la ligne Chérèque-Thibault ? Encore une question tabou. Page 4 du n°122 d'*Informations ouvrières*, ils reproduisent les propos d'un travailleur sans y apporter de réponse : " *Il y a une complicité des organisations syndicales avec le gouvernement. Chérèque, on le savait... MaisThibault est aussi d'accord avec lui*", pourquoi ? Mystère !

Question : Faut-il laisser le moindre doute dans la tête des travailleurs et des syndiqués sur la nature des dirigeants

syndicaux inféodés au régime, leur véritable maître, ou faut-il au contraire leur expliquer les raisons exactes et profondes qui sont à l'origine de leur ligne politique de capitulation ? Pourquoi, puisque les travailleurs et les syndiqués posent cette question tout à fait légitime, ne pas profiter de cette occasion pour leur faire comprendre quelle est la nature sociale des dirigeants syndicaux ?

Les traîter de "*racaille*" ne sert à rien, si on n'explique pas aux travailleurs et particulièrement à ceux qui sont syndiqués, que l'orientation politique des dirigeants syndicaux n'est pas le produit d'une erreur ou d'une faiblesse quelconque de leur part, mais provient bien de leur subordination inconditionnelle et irréversible au capitalisme et aux institutions de la Ve République, à l'ennemi qu'ils sont censés combattre et renverser. Leur soumission totale au capital est l'antithèse du combat du mouvement ouvrier qui se fixait comme objectif au début du XXe siècle l'émancipation du capital, autrement dit le socialisme.

C'est parce que les dirigeants syndicaux estiment que le capitalisme est le seul modèle économique possible à l'échelle de l'humanité, qu'ils s'y adaptent et bradent finalement tous nos droits ou acquis sociaux pour assurer sa survie.

Le respect de nos droits ou la satisfaction de nos revendications étant antinomiques avec les intérêts des capitalistes, dès lors se pose la question : soit accepter la régression sociale sans fin que veulent nous imposer le capital et ses représentants, donc accepter l'aggravation des inégalités et des injustices qui découlent de la survie du système économique capitaliste, soit le combattre et préparer les conditions qui permettront de remettre en causes les fondements du capitalisme, afin de réorganiser la société sur la base des besoins de la majorité de la population en procédant à l'appropriation sociale collective des moyens de production.

Quand on examine pas à pas le cours de la lutte des classes au cours du XXe siècle, sans même avoir besoin d'entrer dans les détails, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que les dirigeants syndicaux ont toujours défendu les intérêts de la classe des capitalistes, et que même lorsqu'ils ont semblé se placer au côté de la classe ouvrière en reprenant ses revendications, c'était finalement pour empêcher que sa mobilisation ne prenne une tournure politique et pose la question déterminante du pouvoir, bref, pour garantir la stabilité du régime et assurer le retour à la paix sociale le plus rapidement possible, afin que les capitalistes puissent continuer tranquillement de vaquer à leurs affaires. C'est notre devoir de mettre cette analyse à la portée des travailleurs syndiqués ou non, afin que leur conscience politique progresse. Les masses ne peuvent par leurs propres moyens comprendre qu'est-ce qui est à l'origine du double langage et jeu des appareils.

La totalité des négociations qui se sont déroulées depuis 1945 ou des accords signés entre les syndicats (ainsi que le PS et le PCF) d'une part, les différents gouvernements et le patronat d'autre part, ont consisté à marchander des avantages sociaux en échange du désarmement politique de la classe ouvrière afin de préserver le régime en place. C'est bien la raison pour laquelle nous ne nous réclamons pas de 36, 45 ou 68 qui ont finalement été des défaites pour la classe ouvrière. C'était des marchés de dupe dont la classe ouvrière était la seule perdante, ce qu'elle ne pouvait pas soupçonner étant donné la faiblesse de son niveau de conscience politique...

Les dirigeants syndicaux se sont employés à manipuler sans cesse les masses jusqu'à présent, en leur faisant croire que leur combat ne pouvait consister qu'à revendiquer une amélioration de leurs conditions de travail ou d'existence dans le cadre du régime capitaliste, que c'était le seul objectif qu'elles pouvaient se fixer "raisonnablement", ce qui sous-entendait que le capitalisme était le seul système économique possible, pour l'éternité ! Une fois les masses solidement enchaînées ou subordonnées au capitalisme, plus sûrement que jamais, elles ne devaient plus entrevoir une issue politique au-delà du capitalisme ou concevoir leur combat dans la perspective de le renverser ou d'une société débarrassée de l'exploitation, une utopie de nos jours pour l'immense majorité, dès lors le capitalisme et ses lieutenants, les dirigeants syndicaux, devaient apparaître comme leurs bienfaiteurs auxquels ils doivent l'amélioration de leurs conditions, cela vaut pour le mouvement ouvrier uniquement, à l'exception des syndicats quand il s'agit de l'immense majorité des travailleurs qui n'ont jamais participé à la moindre grève ou manifestation ou exceptionnellement au cours des six décennies précédentes.

Sur les 99% ou plus de syndiqués qui sont subordonnés au capitalisme, la majorité d'entre eux estiment logiquement que les dirigeants syndicaux ont fait un bon travail au cours des derniers mois, ils ont essayé de sauver ce qui pouvait l'être, sans pouvoir réfléchir au-delà puisqu'ils considèrent qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme. Ils leur reprocheront peut-être d'avoir commis quelques erreurs tactiques, mais pas davantage, leur réflexion n'ira pas plus loin. L'immense majorité des travailleurs ne pensent pas autrement. Si vous vous demandiez sur qui ou quoi reposait la politique du tandem Chérèque-Thibault ou de l'intersyndicale, vous avez là la réponse. Ils connaissent parfaitement l'état d'esprit des travailleurs et leur niveau de conscience politique, comme ils savent pertinemment qu'ils ne sont pas encore en mesure de se saisir d'une issue politique à la crise du capitalisme.

C'est la raison pour laquelle il ne faut s'attendre à aucun changement dans les rapports entre la classe et les appareils à court terme ou s'imaginer que la mobilisation pourrait repartir de plus belle et franchir une étape décisive en s'orientant résolument contre le gouvernement et les institutions.

Pour qu'un tel changement se produise, pour que la conscience de classe du prolétariat progresse, il faut donner un contenu et une orientation politique à son combat, il faut l'organiser... Puisque tel est semble-t-il l'objet de la conférence pour l'unité ouvrière le 11 décembre prochain proposée par le POI, nous soutenons cette initiative et nous appelons tous les militants à y participer pour en faire un succès.

Politique.

1- France.

1.1- Le parti de l'ordre règle ses comptes avec un larbin indélicat et ingrat.

La joute entre Jean-François Copé et Martin Hirsch au sujet des conflits d'intérêt se poursuit sur le terrain législatif. Examiné vendredi, l'amendement n°II-94 à l'article 48 de la loi des Finances prévoit de «*supprimer dans les charges de l'agence [de service civique] l'indemnité du président de l'agence*», rapporte *Libération* ce jeudi.

Or, cet amendement a été signé par Messieurs Debré, Giscard d'Estaing et Dhuicq, «*trois proches de Jean-François Copé*», selon le quotidien. Il s'agirait là, pour *Libération*, d'une petite vengeance du chef de file des députés UMP qui n'avait pas vraiment apprécié () les accusations de conflit d'intérêts portées contre lui par Martin Hirsch dans son livre «*Pour en finir avec les conflits d'intérêts*». (Libération.fr 04.11)

1.2- Le parti de l'ordre a la hargne tenace, la vengeance féroce, la haine viscérale du prolétariat.

Le procès de 13 syndicalistes de la Poste poursuivis pour séquestration, violences et outrages à huissier lors d'une action à Bègles (Gironde) en 2005, s'est ouvert jeudi à Bordeaux.

Les syndicalistes, déjà sanctionnés par la Poste de peines d'exclusions de 6 mois à 2 ans et de mutations d'office ainsi que du licenciement du seul agent contractuel, encourent pour certains d'entre de lourdes peines de prison.

"*Les incidents ont été minimes et la répression a été disproportionnée. Il s'agit d'un piège monté par La Poste pour se débarrasser d'une quinzaine de syndicalistes, pour casser un mouvement social*", estime l'un des avocats des prévenus, Me Gérard Boulanger.

Le conflit social était tendu et des salariés ont retenu cinq cadres, dont le directeur du site, pour obtenir l'ouverture de négociations. L'action s'est terminée le lendemain par l'intervention des policiers du GIPN et le placement en garde à vue de neuf des syndicalistes.

Gérard Boulanger parle d'acharnement et plaidera la relaxe.

"*La séquestration ne tient pas juridiquement. On poursuit les responsables syndicaux qui étaient à l'intérieur et pas ceux qui bloquaient les accès à l'extérieur. Les cadres prétendent avoir été empêchés d'aller aux toilettes, ce qui n'est pas vrai, et ils ont refusé les sandwiches qui leur avaient été fournis*", dit l'avocat, qui dénonce les 440.000 euros de dommages et intérêts demandés par La Poste en tant que personne morale.

La CGT indique dans un communiqué que "*l'action des salariés et de leurs militants syndicaux était juste et légitime*".

"*Prendre les responsables syndicaux comme boucs émissaires est inacceptable. La CGT, qui a combattu depuis le début cette répression syndicale, exige aujourd'hui la relaxe pour nos 13 camarades*", peut-on y lire. (Reuters 04..11)

1.3- Des barbouzes en action pour étouffer l'affaire Woerth-Bettencourt-Sarkozy.

Deux journalistes de *Mediapart*, enquêtant sur les affaires Karachi et Bettencourt, ont été pistés et «*géolocalisés*» par les services français lors de leurs déplacements pour rencontrer leurs informateurs, ont affirmé jeudi le site d'informations *Mediapart* et les intéressés.

«*Nous avons appris que nous avons été géolocalisés lors de nos déplacements en mars-avril, alors que nous enquêtions sur les rétrocommissions et l'attentat de Karachi avec Fabrice Arfi*», a expliqué Fabrice Lhomme, journaliste à *Mediapart*.

«*A l'époque, nous avions des rendez-vous aussi bien avec Claude Guéant, Brice Hortefeux ou Bernard Squarcini, mais aussi avec des informateurs discrets comme d'anciens responsables des services secrets*», a-t-il ajouté.

Ces opérations «*ont été réactivées quand à partir de juin nous avons commencé à travailler sur l'affaire Bettencourt*», a-t-il ajouté.

Dans un éditorial de *Mediapart*, son fondateur Edwy Plenel interpelle jeudi Nicolas Sarkozy sous le titre «*Espionnage d'Etat des journalistes: Monsieur le Président, cela vous concerne*».

«*Des confidences anonymes ne sont certes pas des preuves probantes, et c'est bien pourquoi nous sommes jusqu'ici restés prudents et discrets*», écrit Edwy Plenel.

«*Reste qu'aujourd'hui, ces témoignages de sources au cœur de l'Etat sont trop insistants et les faits qu'ils rapportent sont trop concordants pour que nous gardions cette réserve professionnelle*», ajoute le directeur de *Mediapart*. (20minutes.fr 04.11)

1.4- La Talonnette à quatre pattes devant le dictateur Hu Jintao : l'argent n'a pas d'odeur !

"*Les Chinois sont incontournables, autant être avec eux*", souligne un conseiller de Nicolas Sarkozy.

«*La Chine ne doit pas être vécue comme un risque mais comme une opportunité*» a dit pour sa part Sarkozy.

Hu Jintao a déclaré au dîner que la France et la Chine étaient convenues de doubler leurs échanges commerciaux d'ici 2015 pour les porter à 80 milliards de dollars par an.

Les entreprises chinoises et françaises vont signer pour «*plus de 20 milliards de dollars*» de contrats, à l'occasion de la visite d'Etat en France du président chinois, Hu Jintao, comme l'a annoncé sa vice-ministre chinoise des Affaires étrangères, Fu Ying.

Le dialogue franco-chinois "*n'a aucune limite, aucune frontière, aucun sujet tabou*", a assuré Nicolas Sarkozy.

Les sujets qui fâchent, comme les droits de l'Homme, seront éclipsés. D'ailleurs, il n'y aura qu'une prise de parole publique ' les toasts des deux présidents lors du dîner ' et aucune conférence de presse qui pourrait permettre à des journalistes d'embarrasser Nicolas Sarkozy. Un dispositif là aussi exceptionnel mais dont ne s'est pas vanté l'Elysée.

Contacté par Le Post, l'ex-président UMP du groupe d'information du Sénat sur le Tibet "*ami du Tibet*" illustre ce type de "Realpolitik" à la française.

Si Louis de Brossia pense que "*Nicolas Sarkozy évoquera les droits de l'Homme en privé avec Hu Jintao*", il résume la position française en une phrase : "*La diplomatie, c'est assurer les droits de l'Homme, tout en prenant en compte les impératifs économiques*", déclare-t-il au Post.

Lors de sa visite à Troyes, Nicolas Sarkozy a justifié sa volonté de ne pas braquer la Chine, déclarant qu'une compréhension mutuelle était la base de tout compromis : "*Quand on reçoit quelqu'un, pour bien le recevoir, ce n'est pas en reprochant aux gens les choses qu'on fait avancer les dossiers. C'est en essayant de les comprendre que eux vous comprennent aussi.*" L'objectif étant de "*trouver un compromis qui soit à l'avantage des deux partenaires*". (Reuters et Lepost.fr 04.11)

Economie.

1- France. Dictature du capital, suite.

Philippe Marini, rapporteur général UMP du budget au Sénat, a plaidé en faveur d'une réduction de moitié du poids de l'impôt sur la fortune, dans une interview parue ce jeudi dans *Les Echos*.

«*Il faut réduire significativement le poids de l'ISF*», a ajouté Philippe Marini. Il suggère notamment de «*relever le seuil de déclenchement de l'impôt, de 770.000 à 1 million d'euros par exemple*» et préconise d'"accroître, de 30% à 50%, l'abattement prévu pour la résidence principale». (20minutes.fr 04.11)

2- G20 de Séoul les 11 et 12 novembre. La quadrature du cercle. Chacun pour soi !

"*Tant que le monde ne s'efforcera pas de limiter les émissions de devises internationales telles que le dollar - ce qui n'est pas facile - il est inévitable qu'une nouvelle crise ait lieu, comme le déplorent quelques Occidentaux éclairés*", a commenté un conseiller de la banque centrale chinoise, Xia Bin, dans une publication de la Banque populaire de Chine.

Le ministre sud-coréen des Finances a quant à lui prévenu qu'il envisagerait "*de façon résolue*" un contrôle des flux de capitaux.

A Brasilia, son homologue brésilien, Guido Mantega, a estimé que la décision de la Fed ne favoriserait sans doute pas la croissance mondiale et qu'elle risquait d'aggraver les déséquilibres internationaux.

Quant à la Thaïlande, elle a évoqué la possibilité d'une action concertée destinée à lutter contre l'afflux de dollars attendu sur

les marchés émergents.

Le ministre turc de l'Economie a estimé que la décision de la Fed risquait de se retourner contre les Etats-Unis et un haut responsable indien a souligné que, si Washington avait le droit de relancer son économie, les autres pays avaient celui de défendre leurs intérêts.

Tout accord qui sera conclu à Séoul, a-t-il ajouté, devra représenter "*une victoire pour les deux camps*".

Les ministres des Finances et grands argentiers du G20 ont cherché le mois dernier à concilier les points de vue diamétralement opposés de Washington et de Pékin sur les changes en appelant les Etats à éviter les dévaluations compétitives et à mettre au point des mesures politiques de rééquilibrage des balances commerciales.

Mais leur communiqué s'est gardé d'appeler explicitement à une appréciation de certaines devises, et notamment du yuan chinois.

Jeudi, Xia Bin a prévenu que Pékin poursuivrait ses intérêts propres. "*Nous devons penser à ce qui est bon pour nous*", a-t-il souligné.

Les analystes n'attendent donc guère de résultat lors du sommet de Séoul.

"*Il ne me semble pas que l'environnement actuel soit de nature à inciter les pays à annoncer des objectifs*", a déclaré Olivier Desbarres, stratège changes au Credit Suisse.

Officiellement, les autorités sud-coréennes se disent optimistes quant aux chances d'un accord significatif à l'issue du sommet du G20. En privé, les responsables reconnaissent que l'introduction d'objectifs chiffrés sera rendue difficile par l'opposition de la Chine et de l'Allemagne.

"*Il est très difficile de dire que nous aurons des chiffres*" à l'issue du sommet, a déclaré sous couvert d'anonymat un responsable sud-coréen proche des négociations. (Reuters 04.11)

Le 6 novembre

J'ai l'habitude de dire ce que je pense et je commente rarement les articles que je mets en ligne dans la Tribune libre. Le jeu qui consisterait à les commenter pourrait s'appeler chercher l'erreur, mais je n'ai pas vraiment envie de jouer à ce jeu-là, car il nous entraînerait sur un autre terrain que celui de la lutte des classes. Quant aux articles que je reçois et qui s'écartent de notre objectif ou plutôt qui nous en proposent un que l'on ne peut pas partager, je ne les mets pas en ligne. C'est ainsi que je peux mettre en ligne certains articles d'une formation politique et pas d'autres que j'estime contraire à notre combat. Je fais donc preuve, me semble-t-il, d'une grande tolérance ou ouverture d'esprit, mais sans pour autant tomber dans le laxisme ou l'opportunisme.

Hier j'ai brocardé le NPA pour son comportement indigne d'un parti ouvrier, j'ai constaté que deux formations politique au moins, je ne les nommerai pas ici, s'employaient à nommer tous les partis dits ouvriers, en oubliant systématiquement de citer le POI, comme si leurs responsables avaient un problème à la fois personnel et politique avec ce parti, ce qui n'est pas la meilleure façon de procéder pour faire avancer la discussion au sein du mouvement ouvrier. Ajoutons que cette méthode contribue à disqualifier d'avance leurs auteurs aux yeux des militants, ce qui est franchement dommage puisque les idées qu'ils développent sont très souvent d'une grande qualité et utiles à tous les militants. Je ne veux pas là m'ériger en redresseur de torts ou en donneur de leçons, disons que cette censure d'un parti est trop grosse pour qu'on la passe sous silence.

Quand on est en désaccord avec un parti, on se doit d'expliquer pourquoi et d'argumenter loyalement la position que l'on défend, sans déformer celle du parti que l'on critique. Qu'on ait quitté ce parti en plus ou moins bons termes avec ses dirigeants hier ou autrefois, ne peut justifier non plus une telle pratique.

Les camarades savent que j'ai milité à l'OCI à la fin des années 70, que j'ai quitté cette organisation pour des raisons purement personnelles et non sur la base d'un désaccord politique, et qu'après une traversée du désert de plus de 20 ans, après avoir pris contact avec le PT, j'ai rompu mes relations avec ce parti en 2005. Ne me reconnaissant pas ou plus dans ce parti, j'ai entrepris d'essayer de comprendre l'origine de notre désaccord politique le plus honnêtement possible, je veux dire par là, en laissant de côté les a priori qui pouvaient fausser les conclusions de mon analyse sur l'évolution du PT en remontant jusqu'aux années 40.

Je ne vais pas retracer ici chaque étape ou détail de ce travail laborieux effectué dans des conditions particulièrement difficiles étant donné mon éloignement, je ne prétends pas non plus qu'il ait été mené avec toute la rigueur qui aurait été souhaitable pour

le mener à bien, d'autant plus que simultanément j'ai entrepris de me réapproprier l'essentiel du marxisme, ce qui me prenait beaucoup de temps, sans oublier que parallèlement j'animais le site que j'ai créé à la fin 2004. Bref, ma position vis-à-vis de ce parti a évolué, parfois ambigue ou contradictoire, elle est le produit d'un processus intellectuel semé d'embûches et d'interrogations sans toujours trouver immédiatement des réponses cohérentes ou satisfaisantes, j'en avais parfaitement conscience et je ne l'ai jamais caché aux militants qui se connectaient sur le site. Je n'ai cessé de les mettre en garde et de ne pas m'accorder une confiance aveugle.

J'ai commis de nombreuses erreurs que je me suis employé à corriger au fur et à mesure... Je ne suis pas dans la même situation que les camarades qui ont quitté l'OCI, le PCI ou le PT en de mauvais termes avec leurs dirigeants sur la base de désaccords politiques et dont certains ont constitué des groupes de militants, du coup je n'aborde pas ce parti et ses dirigeants sous le même angle, comment dire, avec la même expérience. Sans prétendre que ce serait leur cas, je n'ai personnellement aucun compte à régler avec le POI ou ses dirigeants, je n'ai pas d'appareil à défendre ou de militants à perdre, rien à vous vendre, je suis guidé par un seul objectif : faire triompher notre cause, le socialisme.

Je ne suis pas là pour vous livrer mes états d'âme, mais vous devez savoir à quel point je suis malheureux quand on en vient à se déchirer entre nous, cela me rend littéralement malade, comment peut-on en arriver-là ? Je ne peux m'empêcher de penser ou d'en conclure qu'on a perdu le sens de la mesure parce que l'on s'est écarté de notre objectif, je n'ai pas trouvé à ce jour une meilleure explication. Cette explication pourrait peut-être convenir pour comprendre l'origine de l'éclatement de l'avant-garde en une multitude de formations politiques et l'incapacité dans laquelle nous sommes aujourd'hui de nous rassembler dans le même parti. Il faudrait préciser pour éviter tout malentendu, que chacun a bien encore en tête cet objectif, mais que c'est sur l'analyse de la situation (mondiale) et la stratégie à mettre en oeuvre pour l'atteindre que porte l'essentiel de nos désaccords.

Maintenant, avec le développement de la lutte des classes et l'approfondissement de la crise du capitalisme, les différents points de vue devraient se rapprocher et l'avant-garde se rassembler. Si la défense de la démocratie ou de la République n'est pas vraiment notre tasse de thé, en revanche rassembler militants et travailleurs dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République en posant la question du gouvernement ouvrier, ouvre une perspective politique à la classe et à tous les militants combattant pour le socialisme. Le POI a avancé cette perspective politique dans son document qui sert à la préparation de la conférence ouvrière du 11 décembre. On ne peut donc pas faire comme si elle n'existait pas. Elle correspond à la politique défendue par les uns et les autres depuis de nombreuses années. Devrait-on mettre en doute la sincérité de leur engagement politique ? Telle n'est pas notre intention évidemment. Dès lors pourquoi censurer le POI, pourquoi ne pas s'associer à cette initiative, pourquoi ne pas souhaiter le succès de cette conférence ? Comment faudrait-il interpréter une autre attitude ? Et si les dirigeants ou cadres du POI refusaient que l'on s'associe à leur initiative, cela ne justifierait-il pas notre attitude envers ce parti ? Le diaboliser, certainement pas. Il faudrait d'abord que ce refus soit acté pour ensuite le dénoncer, mais avant d'en arriver à cette situation que personne ne souhaite, il faudrait peut-être au préalable en discuter avec eux.

Je ne sais pas si vous avez à l'esprit ce que j'ai appris autrefois je ne sais plus où, qu'en tout état de cause on s'adressait au meilleur des travailleurs et qui plus est des militants, à leur intelligence, à leur capacité à réfléchir, à comprendre les tenants et les aboutissants d'une situation, à faire preuve de discernement, à faire la part des choses, à évoluer dans leur jugement, etc. Si maintenant on considère que tel n'est pas le cas dès que la discussion s'engage entre dirigeants ou responsables de différentes formations politiques, autant dire tout de suite qu'ils sont complètement pourris et leur parti avec et qu'on ne tient pas à avoir des relations avec eux de ce fait.

Je suis peut-être naïf au point de croire qu'une discussion serait possible avec les dirigeants du POI. J'ai parfois pensé le contraire je ne m'en cache pas, j'ai certainement manqué d'impartialité à leur égard, je l'avoue et je m'en excuse, je n'avais pas alors trouvé le meilleur moyen d'aborder nos désaccords ou de défendre mes propres positions, j'ai cédé à la facilité. Je me suis peut-être laissé influencer involontairement. Ils ont leur tort aussi, dans la mesure où ils n'ont jamais été capables de poser publiquement les questions légitimes que les travailleurs et les militants pouvaient se poser, de se mettre à leur hauteur...

On attend toujours qu'ils nous expliquent par exemple, pourquoi leurs militants ont voté des motions incorrectes sur les retraites proposées par les appareils de la CGT ou de la FSU, alors que d'autres militants avaient proposé des motions correctes. Partant de là, il est légitime que le doute s'installe dans la tête des militants sur les réelles intentions du POI et qu'ils en viennent à traiter ce parti comme les appareils pourris des syndicats. Le POI doit ces explications aux militants et aux travailleurs. Les dirigeants de ce parti en ont-ils conscience ? Je n'en sais rien. Les dirigeants du POI donnent ainsi l'impression qu'ils auraient quelque chose à cacher, qu'ils jouent un double jeu, qu'ils reconnaissent que les militants sont en droit de le penser, que faudrait-il penser de militants qui ne se poseraient pas ces questions, que ce sont des bénis oui-oui s'ils sont adhérents du POI, des crétins qui n'ont rien remarqué d'anormal dans tous les autres cas, ce serait peu fratteur pour les uns et les autres, on n'ose pas imaginer que les dirigeants du POI seraient animés par un état d'esprit aussi méprisable envers tous les militants, y compris ceux de leur parti.

J'ai l'impression qu'ils ne comprennent pas du tout la psychologie des masses et donc des militants, qu'ils sont enfermés dans leur bulle (intellectuelle) ou leur conception de la lutte de classe qui n'est pas ou plus adaptée à notre époque, si elle le fut un jour d'ailleurs, ce que je réfute. Si on devait schématiser, on pourrait dire qu'ils nous balancent leur politique, ensuite tu y adhères ou non, tu suis le troupeau ou non, après moi le déluge, eux ce sont la tête, et les militants les jambes. On ne va pas revenir ici sur ce sujet, ils ont liquidé le PCI au milieu des années 80 parce qu'il ne correspondait pas ou plus à la situation selon eux, mais ils

ont conservé la même manière de s'adresser aux militants et aux travailleurs, absolument rien n'a changé dans leur conception des rapports du parti aux masses, comme si rien n'avait changé dans la société.

Ce n'est pas parce que les travailleurs n'ont pas réussi jusqu'à présent à élever leur niveau de compréhension de la société dans laquelle nous vivons au niveau des tâches historiques qu'ils ont à accomplir, qu'ils se poseraient moins de questions qu'autrefois ou que leurs exigences sur le plan intellectuel seraient demeurées figées à ce qu'elles étaient il y a un siècle ou il y a 70 ans. Au contraire, avec le formidable développement des moyens d'informations, hier la multiplication des chaînes de télévision, aujourd'hui avec Internet, chaque déclaration ou article est analysé, osculté à la loupe, épluché, décortiqué par une multitude de commentateurs plus ou moins bien intentionnés ou autorisés, la moindre contradiction est mise en lumière, la moindre expression qui porte à confusion est interprétée comme la preuve de l'usage d'un double langage, etc.

Les masses s'emparent de tous les sujets de la société, elles sont informées sur tout ce qui se passe dans le monde pour peu qu'elles en manifestent la volonté, ce qui est de plus en plus le cas si l'on en croit le succès des sites Internet d'information, sans oublier que tous les travailleurs sont passés par l'école et de plus en plus par l'université... Que faut-il penser d'un article qui ne reprend pas les questions que se posent les travailleurs ? Son auteur prétendra le contraire, ce qu'il ne comprend pas, c'est que pour les travailleurs il se présente sous un autre angle. Que faut-il penser d'un article qui pose davantage de questions qu'il n'en résoud ? Il plonge son lecteur dans la perplexité et c'est légitime. Que faut-il penser de la lecture d'un article qui vous laisse sur votre faim, qui se réduit à un commentaire de la situation et qui se termine systématiquement par ce qui ressemble à un mot d'ordre d'un parti ? Il sera troublé, il se dira : peut-être qu'ils ont écrit tout cela pour finalement m'amener sur leur terrain, au lieu de se forger une certitude, on ne fait qu'entretenir le doute dans sa tête.

Le travailleur aujourd'hui se fout de savoir ce que vous pensez, il se fout éperdument des conclusions auxquelles vous êtes parvenus, il veut savoir ou comprendre comment vous en êtes arrivés à ces conclusions ou cette synthèse, il veut vérifier que vous ne le roulez pas, il est méfiant presque jusqu'à la paranoïa, il n'est pas nihiliste, il n'a plus confiance en personne, ce n'est pas du tout la même chose, il a une réaction saine, il veut pour ainsi dire que vous mettiez à sa portée ou maîtriser le processus, le mécanisme, la méthode que vous avez employée pour parvenir à vos conclusions.

Il existe une multitude de formations politiques dont une bonne partie tiennent un discours très proche, c'est en tout cas ainsi que les travailleurs les perçoivent. Ils sont totalement incapables de s'y retrouver. Et pour cause, ils utilisent tous la même méthode qui consiste à occulter systématiquement leurs véritables intentions, on pourrait résumer ainsi le fait de ne pas expliquer comment on est parvenu à telle ou telle conclusion ou position.

Personnellement, je suis désolé de me mettre encore une fois en avant car je déteste cela, j'ai pris délibérément le parti de livrer aux militants et aux travailleurs qui se connectent sur le site, la totalité des faits, des arguments, des idées ou des hypothèses qui me viennent à l'esprit au cours de mes réflexions ou études, ainsi chacun dispose du même matériel que moi pour reprendre à son origine chaque analyse et la poursuivre pour en tirer les conclusions qui lui semblent satisfaisantes, sans bien sûr qu'elles correspondent forcément aux miennes, chacun demeurant libre de penser ce qu'il veut.

Quand on dit qu'il nous faut convaincre les travailleurs d'adhérer au socialisme ou de rejoindre notre combat, la formule est inexacte et trompeuse, car en réalité c'est à eux de s'en convaincre, c'est à eux de faire le chemin qui nous a conduit au socialisme, et comme nous ne pouvons pas nous mettre à leur place, on peut seulement essayer de mettre le socialisme à leur portée, c'est seulement par leurs propres moyens à partir de leurs propres expériences qu'ils peuvent y parvenir. Procéder autrement revient à ne pas avoir confiance dans leur capacité à y parvenir ou à vouloir leur imposer notre point de vue, point de vue qu'ils disent volontiers partager... pour quelque temps plus tard les perdre ou disparaître dans la nature !

On devrait consacrer une causerie entière à la dialectique... Qu'est-ce qui définit le mieux *Le Capital* de Marx et Engels ? Le mouvement, c'est l'étude du mouvement du capital, son évolution, son développement à travers ses contradictions, etc. Le mouvement c'est aussi ce qui caractérise la vie, toute forme d'existence matérielle, y compris minérale, serait impossible sans mouvement. Sans mouvement l'univers n'existerait pas. Le développement des sciences est l'étude du mouvement dans tous les domaines, y compris les sciences sociales dont fait partie le socialisme scientifique ou marxisme.

Dans la vie quotidienne nous devons tous faire face à des contradictions, nous en avons plein la tête, personne ne peut y échapper, la manière dont elles évoluent nous échappe très souvent, elles appartiennent à notre inconscient... Nous devrions prendre le temps de nous pencher sur cette question en l'abordant sous l'angle de notre choix, pour ensuite transposer sur le plan politique les leçons que l'on aurait tirées de cette étude ou réflexion, à condition de le faire sérieusement. Peut-être qu'ensuite on pourrait mieux se comprendre, non ? Comment comprendre que je critique parfois férocement le POI et que j'invite les militants à participer à son combat, sans forcément adhérer à ce parti ? Voilà un mystère que j'espère avoir résolu.

Bon week-end à tous.

Politique.

1- Sarkozy l'ignare, aveuglé par sa haine de la classe ouvrière.

Dire du mal des 35 heures est un plaisir que Nicolas Sarkozy se refuse rarement, y compris quand cela n'a rien à voir avec le sujet de ses interventions.

Le 21 octobre, lors d'une table ronde avec les maires ruraux d'Eure-et-Loir, le Président s'est ainsi laissé aller à une digression sur son sujet favori : «*Quand on est les seuls au monde à expliquer qu'en travaillant trente-cinq heures, on préservera nos emplois, nos cadres de vie et nos salaires, on a menti aux Français. D'ailleurs, les syndicalistes allemands, lorsque la France a connu les 35 heures, ont dit : "Les 35 heures en France, c'est une bonne nouvelle pour les ouvriers allemands."*»

En 1984, après sept semaines de grèves dans la métallurgie et treize dans l'imprimerie, le syndicat allemand de la métallurgie IG Metall obtenait le passage progressif à la semaine de trente-cinq heures dans la sidérurgie, l'imprimerie et la métallurgie. Dans les années qui suivirent, bon nombre d'accords prévoyant un passage de quarante à trente-huit ou trente-cinq heures furent signés. Fin 1993, Volkswagen lança la semaine des quatre jours, soit trente-deux heures.

Mieux, en 2002, suite à la généralisation de la réduction du temps de travail à l'ensemble de l'économie française, Frank Bsirske, président du plus grand syndicat allemand, Ver.di (représentant le secteur tertiaire), déclarait au quotidien Die Welt que la semaine des trente-cinq heures devait être introduite «*le plus tôt possible*» en Allemagne, parce qu'elle répondait aux souhaits des actifs, et qu'elle permettait de combattre efficacement le chômage. L'année suivante, IG Metall lançait une grève - qui sera un échec - pour la mise en place des 35 heures dans l'ex-Allemagne de l'Est.

Au milieu des années 2000, la crise aidant, le mouvement s'inverse outre-Rhin. Les patrons de certaines entreprises industrielles obtiennent alors des syndicats un allongement de la durée du travail en échange de la préservation de l'emploi. Il n'empêche : l'Allemagne fait encore partie, comme les Pays-Bas, des pays européens affichant une durée moyenne du travail inférieure à celle de la France. Selon l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), la durée annuelle moyenne du travail en 2007 était de 1 559 heures pour les actifs français, contre 1 432 heures en Allemagne. (Libération.fr 05.11)

2- Sarkozy l'intox.

Contrats signés entre la France et la Chine.

Les Echos avancent le chiffre de 14,125 millions d'euros. *Libération* explique que l'Elysée évoque "*16 milliards d'euros*" de contrats "*mais seulement 14 milliards selon les Chinois*". Si même les principaux intéressés ne sont pas d'accord ! Enfin dans *Le Parisien*, il est question de 20 milliards d'euros.

Airbus : Pour un tiers, il s'agit déjà d'anciennes commandes remontant à fin 2007, tempère France Info.

Areva : Un contrat qui prolonge un accord signé en novembre 2007, indique TF1news. Areva a aussi signé un accord pour la construction en Chine d'une usine de retraitement des déchets nucléaires. Mais aucune date n'étant avancée, nous n'en sommes qu'à l'état de projet.

Total : Signature d'une lettre d'intention portant sur un projet pétrochimique. Rien ne dit, donc, que cela se concrétisera.

Groupama : Un contrat cadre prévoyant la création d'une société d'assurance dommages commune, montant non précisé, indique Le JDD.fr.

Beaucoup de contrats signés entre la France et la Chine sont assortis de clauses de transferts de technologies, détaille *France Info*.

Cela signifie que les groupes français devront aussi exporter leurs recettes et leur savoir-faire. "*Et les Chinois apprennent très vite*" ne manque pas de souligner France Info. (Lepost.fr 05.11)

Selon Jean-Joseph Boillot, économiste spécialiste de l'Asie, sur les montants, ce sont des effets d'annonce. C'est en réalité entre 5 et 10 milliards d'euros sur trois à cinq ans. Si on le rapporte au déficit commercial de la France avec la Chine, c'est une petite goutte d'eau.

Le PIB de la Chine en parité de pouvoir d'achat est en gros de 8 000 milliards de dollars. Celui de la France est de 2000 milliards de dollars. Nous sommes dans un rapport de 1 à 4, et de 1 à 10 dans une dizaine d'années. (Publicsénat.fr 05.11)

3- Sur le G20 des 11 et 12 novembre prochain.

La Chine est une puissance qui en 2020 va peser 20 000 milliards de dollars. Pour donner un ordre d'idée, les Etats-Unis

pèsent aujourd'hui 13 à 14 milliards de dollars. Et en-dessous, il n'y a plus rien. L'Union européenne est trop divisée en général, le Japon est paralysé par sa proximité avec la Chine, et la plupart des autres pays, à l'exception notable de l'Inde, se contentent plutôt de compter les points. (Publicsénat.fr 05.11)

Nicolas Sarkozy a jugé vendredi à Nice devant la presse "*bien difficile*" d'être optimiste dans la perspective du G20, dont la France prendra prochainement la tête avec pour ambition de réformer le système monétaire international et la gouvernance mondiale. (20minutes.fr 05.11)

Social.

Etat et patrons voyous.

1- Viré par SMS.

Treize salariés travaillant en Indre-et-Loire pour ERDF via le sous-traitant Energy 30 ont été licenciés par ce simple SMS, selon France 3 : « *Rendez-vous demain, 16 heures à l'entrepôt.* ».

La méthode est choquante, le contenu du message est illégal.

Car le licenciement n'est pas évoqué dans le message téléphonique. Une fois arrivés au rendez-vous, ils ont découvert, dans un courrier remis en main propre, qu'ils seraient mis à la porte quelques jours plus tard.

La direction, contactée par *France Soir*, a regretté « *un oubli malheureux* ». (Rue89 05.11)

2- 22 ans de CDD.

Un facteur corrézien, qui a aligné 22 ans (de 1976 à 2001) de contrats à durée déterminée, a obtenu jeudi du Conseil de prud'hommes de Tulle la condamnation de La Poste, qui devra lui verser un total de 36.577 euros pour «*comportement fautif*».

Jean-Claude Vialle, atteint aujourd'hui d'une grave maladie, avait travaillé au service de La Poste pendant 22 ans en CDD, dont «*un nombre très important présentaient des irrégularités*», puis, pendant 3 ans en contrats à durée indéterminée à temps partiel qui «*présentaient les mêmes désagréments*» que les CDD, selon le jugement des prud'hommes.

«*La Poste, malgré une direction des ressources humaines disposant de tous les moyens juridiques et humains, a un comportement fautif en ignorant, volontairement ou pas, de nombreux éléments du droit social*», estime le Conseil des prud'hommes, qui juge que «*M. Vialle a subi un réel préjudice moral et financier pendant 22 ans*». (Libération.fr 05.11)

Haut de page

Le 8 novembre

Complément de la mi-journée avec les dernières infos en bref.

J'invite tous les camarades à lire le témoignage de L. A., étudiante à l'Ecole Normale Supérieure, Master Sociologie, *A propos des évènements de la place Bellecour du jeudi 21 octobre à Lyon : la violence d'Etat contre les travailleurs et la jeunesse* . (groupe CCI-T).

J'ai lu attentivement ce témoignage bouleversant. Les faits relatés par cettte étudiante ne m'ont pas étonnés, encore moins choqués, j'ai à l'esprit en permanencedepuis mai 2007 que c'est un flic qui est installé au Palais, un dictateur qui n'attend que son heure pour réprimer et écraser le mouvement ouvrier dans un bain de sang. Quand le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'aristocratie financière, se donne un flic pour représenter et défendre ses intérêts, ce n'est pas pour laisser la plèbe lui en compter.

Je n'ai eu de cesse de le répéter et de mettre en garde les camarades sur la nature du régime depuis 2007, sur la tentation du pouvoir en place de recourir aux mêmes moyens qu'une dictature sur le plan politique et judiciaire. J'étais excessif dans mes propos, un gauchiste quoi, qui alertait inutilement les militants... J'ai aussi insisté sur la nécessité de préparer travailleurs et militants à la dérive policière de l'Etat, en vain.

J'ai enfoncé le clou, en expliquant que puisque seule une révolution pourrait venir à bout du régime, elle serait forcément violente et déboucherait immanquablement sur une guerre civile, que pour vaincre, cela exigerait des sacrifices de la part du prolétariat, etc. Les révolutionnaires, jeunes et moins jeunes doivent en avoir parfaitement conscience insistais-je, en vain, à l'opposé, on leur a fait miroiter que le passage du capitalisme au socialisme s'effectuerait tranquillement au cours d'un processus "*démocratique*" ou par les "*urnes*" (Mélenchon, irresponsable et criminel à la fois).

Aujourd'hui, ils sont "*choqués*" par la brutalité dont ont fait preuve les forces de police à leur égard dans les récentes manifestations. On les invite à lire ou relire attentivement le développement de la lutte des classes au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle jusqu'aux années 40 en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne notamment, ils comprendront peut-être qu'est-ce que signifie réellement la dictature du capital et de quoi les représentants du capital sont capables, des pires atrocités, qu'ils relisent aussi l'histoire de la guerre civile en Espagne, comment Franco, soutenu militairement par Hitler et Mussolini, à organiser le massacre systématique du mouvement ouvrier révolutionnaire espagnol, le bombardement de Guernica...

Sur la subordination sociale de la classe ouvrière au capital est venue se greffer l'idée criminelle que le combat (politique) de classe serait une balade tranquille contre un ennemi loyal et démocratique, qui vous cèderait le pouvoir pour peu qu'on lui demande poliment, alors qu'en réalité il est totalement dépourvu de scrupules et peut faire preuve d'une férocité impitoyable dans la lignée des barbares d'autrefois, dès qu'il estime que son régime serait menacé. Le mouvement ouvrier gangrené par le réformisme, adepte de la négociation tout azimut sans combat préalable, il est devenu comme un couteau dont la lame est en guimauve. D'où l'urgence de réarmer théoriquement les militants, car certaines illusions peuvent être fatales !

Quand on parle de "*guerre de classe*", qu'est-ce que vous croyez, que ce serait un simpe effet de style, non, c'est une véritable guerre que nous livrons, ce n'est pas une expression ou une formule creuse que l'on emploierait à la légère, c'est un processus dialectique qui passe par plusieurs étapes de l'agitation et la propagande jusqu'au combat les armes à la main, jusqu'à la liquidation physique de l'un des deux protagonistes en présence...

Si cela pouvait au moins vous servir de leçon. Cela s'adresse à tous ceux qui nient que sans le parti nous ne vaincrons jamais.

Vous comprendrez peut-être pourquoi il faut impérativement construire un parti de combattants révolutionnaires aux caractères indestructible ou trempés comme de l'acier, qui ne seront pas effarouchés et ne prendront pas leurs jambes à leur cou quand l'ennemi se déchaînera sur la classe ouvrière. Vous imaginez un peu la débandage dans un parti dont les militants ne seraient pas préparés psychologiquement à cette situation. Il éclaterait infailliblement, il se disloquerait au premier coup de canon, et cela en serait fini de la révolution, du socialisme...

Alors camarades, on le construit ce parti communiste sur le modèle de l'armée de combattants qu'était le parti de Lénine et Trotsky, ou on continue de bricoler (chacun dans son coin) avec des lavettes (démocrates, républicains, laïcs, syndicalistes réformistes, anarchistes sachant pouvoir comptés sur papa et maman pour assurer les lendemains, etc.) qui fuiront les combats pour tenter de sauver les avantages individuels que le régime leur avaient consentis ?

Voilà une expérience enrichissante qui nous donne raison, merci aux camarades du groupe CCI-T.

Politique.

1- Tension à l'UMP.

La charge de Dominique de Villepin contre Nicolas Sarkozy, qualifié de "*problème*" pour la France, ne doit pas permettre à l'ancien Premier Ministre de remplir l'espace médiatique, a jugé dimanche dans la matinée sur Europe 1, le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand.

"*Je dis que Nicolas Sarkozy est aujourd'hui un des problèmes de la France, et parmi les principaux problèmes qu'il faut régler*", a-t-il déclaré. "*Cette parenthèse politique que nous vivons depuis 2007 doit être refermée.*"

"*Les résultats ne sont pas là, notre pays est amoindri, nous sommes divisés, nos principes sont affectés*", a-t-il estimé. (Reuters 07.11)

Si au moins les "*résultats*" étaient là !

2- Réaction cléricale.

"*L'Eglise résiste à toute forme de déni de la vie humaine et accorde son soutien à tout ce qui promeut l'ordre naturel dans le domaine de l'institution familiale*", a déclaré le pape lors de la messe de consécration de la Sagrada Familia (Sainte Famille), qu'il a qualifiée d'"*espace de beauté, de foi et d'espoir*".

"*L'amour indissoluble d'un homme et d'une femme forme le contexte véritable de la vie humaine, dans sa gestation, sa naissance, sa croissance et sa fin naturelle*", a souligné Benoît XVI, faisant clairement allusion au mariage homosexuel.

Benoît XVI, dont c'est la seconde visite en Espagne, pays à 76% catholique, s'est attiré les critiques des commentateurs de gauche pour avoir dénoncé le "laïcisme agressif" du pays, à bord de l'avion qui l'amenait samedi à Saint-Jacques-de-Compostelle, sa première étape.

Les autorités espagnoles n'ont pas réagi au parallèle qu'il a dressé avec le mouvement anticlérical des années 1930 mais certains commentateurs y ont vu un soutien implicite au franquisme qui a fait barrage au mouvement républicain espagnol.

"*L'Etat dépense chaque année six milliards d'euros pour financer des activités catholiques - écoles, cours de religion, reconstructions d'églises, salaires des évêques. Est-ce du laïcisme agressif ou une menace anticléricale?*", s'interroge l'éditorialiste Juan G. Bedoya dans l'édition dominicale du journal *El Pais*. (Reuters 07.11)

Les deux faces de la même pièce.

D'un pile, Benoît XVI n'hésite pas à avouer qu'il est nostalgique du franquisme, ce qui n'a rien d'étonnant. Côté face, l'Etat dirigé par le PSOE finance l'Eglise catholique à coup de milliards d'euros avec des fonds publics.

3- Corée du Sud. A bas le capitalisme mondial !

Entre 20.000 et 40.000 personnes ont participé à une manifestation dimanche à Séoul pour protester contre le sommet du G20 prévu jeudi et vendredi dans la capitale sud-coréenne.

Quelque 10.000 participants, dont 32 dirigeants politiques et chefs d'organisations internationales, sont attendus pour cette réunion.

L'armée nationale est, elle, en état d'alerte maximum et environ 50.000 policiers - le tiers des effectifs nationaux - sont mobilisés pour des patrouilles renforcées depuis samedi. (Reuters 07.11)

4- Birmanie. Mauvaise farce électorale.

Un quart des sièges du Parlement étant réservé aux généraux en activité, les deux partis, le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP) et le Parti de l'unité nationale (UNP), tous deux appuyés par l'armée, n'ont besoin de glaner que 26 % de ceux restant pour assurer à l'armée et à ses pendants politiques une majorité absolue.

La Chine est le principal soutien politique et partenaire commercial de la junte au pouvoir depuis 1962. (Lemonde.fr 08.11)

Social.

Grande-Bretagne. Le ministre du Travail est une ordure !

L'objectif affiché du ministre britannique du Travail, Iain Duncan Smith, est ambitieux : réduire la facture des allocations, qui coûtent chaque année 190 milliards de livres sterling (220 milliards d'euros), et «*casser le cycle de la dépendance*».

Iain Duncan Smith décrit ce nouveau plan anti-chômage comme un «*contrat*» qu'il entend passer avec les 1,4 million de chômeurs de longue durée qui touchent des allocations hebdomadaires de 65 livres sterling (75 euros). Ces derniers se verraient contraints d'effectuer 30 heures par semaine de travail bénévole, donc non rémunéré, comme le ramassage d'ordures, le balayage des rues ou l'entretien des parcs et jardins. Et ce, pendant quatre semaines. En échange, le gouvernement compte garantir au bénévole un nouveau «*crédit universel*» qui remplacerait les catégories d'allocations existantes. Si le demandeur d'emploi ne se présentait pas à son poste, en revanche, il perdrait ses allocations pendant au moins trois mois.

«*Il s'agit simplement de redonner aux chômeurs une routine de travail, ce qui rendra leur profil bien plus intéressant pour un employeur qui cherche à pourvoir un poste*», explique une source proche du ministère britannique du Travail au *Guardian*. Par ailleurs, des sanctions comme la suppression des allocations existent déjà pour les bénéficiaires qui refuseraient de participer à une formation ou de se rendre à des entretiens d'embauche. (JDF 07.11)

Ce ne sera pas un travail "*bénévole*" puisque s'ils refusent de le faire, leurs maigres allocations chômages leur seront supprimées.

300 euros mensuels pour 120 heures de travail, cela fait 2,5 euros de l'heure. C'est beaucoup trop, en Allemagne G. Schröder a inventé les petits boulots de misère à 1 euro de l'heure.

L'idée généreuse d'Iain Duncan Smith doit être que les chômeurs qui font déjà les poubelles pour survivre seront en plus payés pour les faire, que demande de plus la plèbe, vous être trop bon mon prince ! Imaginez un peu, jusqu'à maintenant vous plongiez le bras jusqu'au fond des poubelles sans toujours en retirer quelque chose, c'était franchement frustrant, là grâce à l'infime bonté du ministre du Travail, ce sera bingo à tous les coups, vous repartirez avec 2,5 euros par jour, la gloire quoi ! C'est cela le progès social, l'avenir !

Au fait, si les chômeurs passent leur temps à bosser pour ainsi dire gratis pour l'Etat, au passage, gageons qu'ils remplaceront les postes de fonctionnaires qui auront été supprimés, quand est-ce qu'ils vont trouver le temps pour chercher un travail ?

Economie.

Le pillage impérialiste continue.

Le G20 subit un nouveau revers, peu avant le sommet des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra jeudi et vendredi à Séoul. Selon un rapport publié par le bureau d'études Global Trade Alert et intitulé «*des tensions contenues…jusqu'à présent*», les pays les plus riches de la planète seraient de plus en plus protectionnistes, en dépit des mesures prises pour permettre une plus grande ouverture des marchés. Une tendance qui nuit avant tout aux pays les moins développés.

Depuis leur dernier sommet en juin, les pays du Groupe des Vingt qui réunit les pays industrialisés et les principales puissances émergentes, ont mis en œuvre 111 mesures qui nuisent aux échanges internationaux, établit le rapport de Global Trade Alert. Le nombre de mesures de ce type prises durant la crise et dans les mois qui ont suivi dépasse 500, souligne encore le texte publié avant le sommet. «*Le franchissement de ce triste seuil jette de nouveaux doutes sur la qualité du leadership du G20 en matière de protectionnisme*», estime Simon Evenett, professeur d'économie à l'université de Saint-Gall, en Suisse, et membre fondateur de GTA.

Ce groupe d'économistes indépendants exhorte ainsi les membres du G20 à s'assurer que les mesures prises par les pays les plus riches ne soient pas prises au détriment des pays les moins développés. (JDF 07.11)

La causerie mise en ligne en début de journée.

Cette causerie a été écrite hier matin, j'ai dû l'interrompre en raison de fortes pluies et d'une coupure de courant qui a duré 24h. Je l'ai relue ce matin avant de la mettre en ligne. J'ai profité de la journée d'hier pour préparer une autre contribution sur la bataille des retraites, je la mettrai en ligne demain.

Il y a l'appréciation que portent sur l'intersyndicale jaune les dizaines de millions de travailleurs, retraités, étudiants ou lycéens qui n'ont participé à aucune mobilisation tout en les soutenant, et il y a celle ultra minoritaire (5% environ) des militants et des syndiqués qui ont participé aux différentes grèves ou manifestations, et enfin il y a celle de l'avant-garde réduite à une poignée de militants, quelques milliers. Confondre les trois, penser qu'elles ne font qu'une, nier ou écarter la première serait une grave erreur, qui ne permettrait pas de comprendre le jeu des appareils ou encore la situation.

L'intersyndicale jaune a pris acte de la détermination de millions de travailleurs, pour la plupart syndiqués ou militants dans un parti, de rejeter le projet de loi des retraites de Sarkozy. Pour leur donner le change, ils ont appelé à des journées de mobilisation sans lendemain en espérant qu'ils finiraient par se lasser, tandis qu'ils observaient semaine après semaine que le gros des bataillons ouvriers ne s'engageait pas dans la bataille et se contentait de compter les points en quelque sorte.

Fort de ce constat et après avoir tout fait pour qu'il en soit ainsi, l'intersyndicale s'est estimée légitime pour ne pas en rajouter et appeler à la grève générale, puisque finalement le nombre de manifestants et de grévistes n'a jamais atteint le niveau qui les y aurait obligés.

Je n'étais pas sur place pour prendre la température exacte de la situation et je comprends l'enthousiasme des camarades qui parlent d'une formidable mobilisation depuis le début septembre, mais il faut rester lucide si on veut tirer les leçons de cette bataille.

L'intersyndicale dirigée par le tandem Chérèque-Thibault s'est appuyée sur la non-mobilisation de ces dizaines de millions de travailleurs, retraités, étudiants ou lycéens pour rejeter le mot d'ordre de grève générale, donc sur le manque de détermination de ces travailleurs ou jeunes à s'engager dans la bataille. La question est de savoir ce qu'il y a derrière ce manque de détermination, quel en est le contenu, pourquoi alors même qu'ils le pouvaient (un samedi), pourquoi ne sont-ils pas descendus dans la rue ? S'agissant de ces travailleurs ou jeunes qui ne sont pas organisés, qui ne sont ni syndiqués ni militants dans un parti ouvrier, sur lesquels les syndicats et les partis n'ont qu'une influence secondaire ou pas du tout, l'argumentation qui consiste à dire que ce serait l'absence d'un appel à la grève de la part des appareils qui serait la cause de leur refus de se mobiliser ne tient pas. Cet argument est sans doute valable s'agissant des syndiqués ou des militants qui n'ont pas fait grève, car ils estimaient qu'ils allaient perdre une ou des journées de salaire pour rien étant donné la stratégie adoptée par l'intersyndicale qui n'a rien fait pour unifier les grèves, ce en quoi ils n'avaient pas totalement tort.

Maintenant il ne faut pas se raconter d'histoires, en dehors de certains secteurs comme les raffineries, à ma connaissance je précise, à aucun moment les appels à la grève n'ont été suivis à 70, 80% ou plus, alors que si tel avait été le cas, la question de leur reconduction dans le contexte d'un mouvement d'ensemble de la classe aurait été d'actualité, cette réflexion était à la portée des travailleurs (fonctionnaires et grandes entreprises) qui avaient la possibilité de se mettre en grève sans qu'on ait besoin de leur souffler. Les transports n'ont jamais été bloqués à cause du faible taux de grévistes, pas davantage les écoles ou les universités, on n'a pas entendu parler du secteur automobile, ce ne sont que quelques exemples qui illustrent ce qui vient d'être dit. Là aussi, la question est de savoir pourquoi.

On ne se mobilise pas si on ne sent pas concerné, si on est convaincu par les arguments du gouvernement, tel n'était pas le cas de l'immense majorité des travailleurs, si on estime qu'il sera impossible d'aboutir au retrait de ce projet de loi infâme, cet argument est déjà plus plausible, mais pourquoi le pensaient-ils : parce que les conditions n'étaient pas réunies pour imposer le retrait à Sarkozy, pourquoi, parce qu'ils estimaient qu'il ne s'y résoudrait jamais, pourquoi, parce qu'ils le perçoivent comme un chef d'Etat coriace et incapable d'envisager une défaite, autrement dit, soit il en faudrait plus pour le battre et ils ne savaient pas comment s'y prendre, soit il faudrait le chasser pour que cette loi ne passe pas et cela leur paraissait impossible dans la situation actuelle où il n'y étaient pas préparés politiquement, au-delà, la crainte du vide politique en l'absence d'une alternative crédible à leurs yeux ne les poussait pas à se mobiliser.

S'imaginer qu'un appel à la grève générale conduirait automatiquement à la paralysie du pays pendant plusieurs jours ou semaines est une vue de l'esprit, voyez ce qui s'est passé en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Camarades, les grèves générales de 36 et 68 ont été traitées le plus souvent comme des fables où l'on nous a voulu nous faire croire que la totalité de la classe était en grève, alors que du seul fait de la paralysie des transports et des pompes à essence à sec, plus personne ne pouvait aller bosser, mais parmi tous ceux qui n'allaient pas bosser et qui ont été comptés comme grévistes, combien étaient véritablement en grève ou participaient à ce mouvement, combien la soutenaient au point de se mobiliser et de participer aux manifestations, combien avait acquis une conscience politique qui aurait permis d'aller plus loin, jusqu'au bout, jusqu'à envisager de renverser le régime ? (A suivre)

Retraites.

1- Mobilisation.

Près de 245 manifestations étaient prévues dans toute la France.

Les manifestations contre la réforme des retraites ont rassemblé samedi 1,2 million de personnes dans toute la France, a annoncé la CGT. Le ministère de l'Intérieur a annoncé de son côté 375.000 manifestants.

2- Déclarations.

2.1- CGT. Jusqu'au boutisme... au côté de Sarkozy et du patronat ! Le cynisme en prime.

M. Thibault. "*Certains poussent à des alternatives qui consistent soit, à se donner rendez-vous aux élections présidentielles, soit à prendre pour argent comptant le rendez-vous de 2013 fixé par le gouvernement pour remettre à plat le système de retraite*". *S'il s'avérait impossible de continuer la bataille sur les retraites avec un engagement unanime de tous les syndicats, la CGT continuerait le combat avec ceux qui le souhaitent*", a-t-il déclaré dans un entretien paru, samedi, dans l'*Humanité*.

«*C'est jusqu'au bout, c'est jusqu'à obtenir des négociations pour d'autres mesures pour l'avenir de nos retraites*», a-t-il expliqué. «*Nous allons tout faire pour empêcher ces nouvelles mesures d'entrer en application.*»

Pour Bernard Thibault, "*l'échéance principale est celle du 1er juillet 2011 à partir de laquelle les mesures que nous contestons entreront en application*". "*D'ici là, nous avons largement la possibilité de créer le rapport de forces nécessaire pour obtenir l'ouverture de négociations*"

Il estime que l'adoption du texte de loi n'aura pas automatiquement un effet démobilisateur car "*toutes [les lois] sont révisables en permanence*". "*Il y a aujourd'hui unanimité syndicale, non pas pour remettre en cause la légitimité institutionnelle des représentants du peuple, mais pour considérer qu'ils ne peuvent pas légiférer en ignorant ce que dit justement le peuple*", explique-t-il.

"*Le caractère injuste de la loi va s'appliquer rapidement. Je ne vois donc pas pourquoi il faudrait renoncer à tout faire pour empêcher son application. D'ailleurs beaucoup de salariés considèrent que ce n'est pas possible d'en rester là*", conclut le patron de la CGT, regrettant au passage que "*la plupart des médias ont tiré le rideau*" sur la mobilisation. Car, à ses yeux, "*le mouvement est profondément installé dans le pays*".

"*Il n'est pas aberrant qu'il y ait dans une séquence de long combat du flux et du reflux*", a-t-il dit tout en soulignant que la

mobilisation avait été exceptionnellement longue.

2.2- CFDT. Pour le jaune Chérèque, battre Sarkozy relève désormais du «***rêve***»... hier, aujourd'hui comme demain !

Vendredi sur Canal +, Chérèque "*on va maintenant s'éloigner petit à petit malheureusement du sujet des retraites*". Selon lui, penser faire reculer le président de la République relève désormais du «*rêve*».

«*Il est normal qu'il y ait une mobilisation légèrement inférieure, compte tenu du fait que la loi a été votée*», a reconnu le secrétaire général de la CFDT François Chérèque à la presse.

"*La CFDT sera toujours, comme on l'a fait, comme l'intersyndicale l'a décidé, dans ce mouvement unitaire*", a -t-il ajouté. Selon lui, "*cette manifestation est un élément comme un autre pour dire qu'on est en désaccord sur les politiques économiques de notre pays*".

2.3- FO. Entre euphémisme et vérité.

Selon Jean-Claude Mailly , «*il y a eu un certain gâchis dans la conduite du mouvement*» par les syndicats.

Pour le secrétaire général de Force ouvrière, la CGT et la CFDT portent la responsabilité de la faiblesse des cortèges.

"*Ça signifie quoi ? Ça signifie qu'aujourd'hui il y a des dissensions entre les organisations syndicales*", a-t-il dit. "*Si la CGT voulait vraiment cogner sérieusement et exiger le retrait, ce qu'elle n'a jamais demandé, il fallait aussi accepter d'appeler à la grève*".

Bernard Thibault l'a renvoyé à ses "*erreurs*".

"*Depuis le début du mouvement, FO cherche à diviser le mouvement qui a pris de l'ampleur*", a-t-il dit. "*Ils ont fait une erreur en étant à côté dès le départ, maintenant ils cherchent à rattraper le temps passé en se présentant comme étant les plus radicaux.*"

Commentaire.

Un syndicat ne craindrait pas d'être isolé et d'apparaître à contre-courant aux yeux des masses au début d'un mouvement s'il était réellement indépendant de l'Etat et si son existence ou son fonctionnement ne dépendait que des syndiqués, mais voilà, il y a la tirelire, les milliers de postes de permanents, les prébendes, tout ce qui gangrène le syndicalisme, qui, s'il s'en privait, le réduirait à une portion congrue ou conduirait à sa disparition.

Il faut le répéter, il ne peut y avoir de syndicats indépendants financés par l'Etat, on peut ici en mesurer les conséquences dramatiques.

2.4- Solidaires. "***Jusqu'au bout***" de la capitulation avec Chérèque et Thibault

"*Les manifestations sont numériquement plus faibles*", mais "*on ne capitule pas, on ira jusqu'au bout*", martèle, à Paris, Annick Coupé, porte-parole de l'Union syndicale Solidaires.

2.5- UNSA.

Pour sa part, l'Unsa met en garde ses partenaires les plus déterminés contre «*des modalités d'action qui ne correspondraient pas à la situation*» et risqueraient de provoquer un effondrement de la participation.

2.6- CFTC.

La mobilisation doit "*passer à d'autres formes de démarches*", car "*la manif peut tuer la manif*", estime le président de la CFTC, Jacques Voisin, qui défile à Paris.

2.7- CFE-CGC.

Le président de la CFE-CGC, Bernard Van Crayenest, affirme avoir déjà appelé l'intersyndicale "*à faire preuve d'imagination pour trouver d'autres formes d'expression pour maintenir ce débat*". Observant que le patronat avait été "*silencieux*" ces derniers mois, il l'invite à se mettre autour de la table "*pour débattre des questions d'emploi des jeunes, des seniors et un vrai débat sur*

la qualité de vie au travail".

Politique.

Le monarque empêtré dans les scandales veut museler la presse.

Accusé par Mediapart de piloter des opérations illégales de surveillance de journalistes, le bras droit du président Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, a décidé de porter contre le site d'information en ligne. Le secrétaire général de l'Elysée explique qu'il porte plainte pour "*diffamation*". "*Je poursuis Mediapart pour diffamation par voie de citation directe*", détaille-t-il, en précisant que ce serait "fait la semaine prochaine".

"*C'est l'hôpital qui se moque de la charité*", a aussitôt réagi le patron de Mediapart, Edwy Plenel. "*Si [Guéant] maintient cette décision, ce sera une superbe occasion d'un procès où la liberté de l'information mettra en évidence la part d'ombre de cette présidence*".

Dans son édition de samedi, le *Journal du Dimanche* affirme que non seulement Claude Guéant mais aussi Bernard Squarcini, directeur de la DCRI, le contre-espionnage français, déposent plainte et visent le *Canard Enchaîné*. "*On ne peut pas laisser dire n'importe quoi, il y a des limites à tout. Et puis, il y a tellement de journalistes disant du mal du Président, je le déplore, que cette tâche que l'on m'impute serait gigantesque!*", explique Claude Guéant au JDD. Bernard Squarcini ajoute que ces informations visent à "*déstabiliser la boutique à un moment où la menace terroriste n'a jamais été aussi forte*". Selon l'hebdomadaire, il a demandé à son avocat, Me Patrick Maisonneuve, de rédiger une plainte en diffamation. (Lexpress.fr 06.11)

Haut de page

Le 9 novembre

Je ne peux pas travailler normalement à cause de coupures de courants très longues et quasi quotidiennes. J'ai dû commencer à préparer la suite de mes contributions sur la bataille des retraites sur le papier. Je profite que le courant soit revenu, il est 10h42, pour écrire quelques mots.

Chacun aura pu remarquer que le mouvement ouvrier se positionne par rapport au gouvernement et aux appareils ou se place systématiquement sur son terrain, on discute et on critique leurs arguments, on explique bien qu'ils ne sont pas conformes à ceux de la classe ouvrière, mais on renâcle à se positionner délibérément et strictement sur celui du prolétariat, on évoque ses besoins (au rabais !) au passage, mais on prend bien soin de ne pas en faire le point de départ d'une bataille ou de les mettre en avant, un peu comme s'il fallait absolument demeurer dans les limites fixés par le régime, car au-delà il faudrait poser les conditions nécessaires pour le renverser et préciser par quoi il faudrait le remplacer, questions, qui, parce qu'elles ne sont pas posées directement par la classe ne mériteraient pas d'être abordées ou seulement en coup de vent, alors qu'elles indiquent quel objectif politique le prolétariat doit se fixer pour en finir avec le chômage, la précarité et la pauvreté notamment.

En finir avec le chômage par exemple, ce serait parfaitement possible, comment et dans quelles conditions, on peut très bien l'expliquer simplement, mais plus personne ne veut y croire pense-t-on, du coup on finit par tellement s'en convaincre soi-même qu'on s'imagine que plus personne ne peut plus ou ne veut plus entendre dorénavant ce discours, donc on n'ose même plus combattre sur cette ligne. C'est quelque part déjà capituler, le pessimisme et le fatalisme ont envahi le mouvement ouvrier. En réalité, on se comporte inconsciemment ou non comme si on ne croyait plus dans les idées que l'on prétend défendre, à force d'hésiter à aller au bout de nos analyses on s'arrête de nous-même en chemin, ce qui rend notre discours encore plus incompréhensible, car c'est l'objectif politique que l'on s'est fixé qui en assure la cohérence.

La mobilisation des masses peut spontanément atteindre un certain niveau en dehors de toute orientation précise ou même sur la base d'une orientation incorrecte, mais si à un moment donné elles demeurent incapables de s'en donner une correcte qui lui permettre d'aller plus loin, la mobilisation s'essouffle et le mouvement se disloque.

Dès le départ de la bataille sur les retraites, donc dès le mois de mai, il était entendu que Sarkozy ne retirerait jamais son projet de loi, nous le savions pertinemment. Il s'attaquait, contrairement à 1995 avec les régimes spéciaux ou en 2006 avec le CPE, à la totalité des travailleurs et jeunes, donc pour le mettre en échec, il fallait une réponse, une mobilisation de l'ensemble de la classe, or les conditions objectives et subjectives n'étaient pas réunies pour qu'une telle mobilisation ait lieu. On n'a pas voulu en tenir compte, on a préféré se convaincre du contraire en prétendant que le seul obstacle pour y parvenir était les appareils, il s'agissait d'une grave erreur d'appréciation des rapports entre la classe et le capitalisme ou les institutions.

La mobilisation s'est amplifiée jusqu'au moment crucial où elle devait se donner un contenu politique, les masses n'y étant pas préparées, elles ont été incapables de franchir cette étape et d'imposer la grève générale aux appareils. Complètement

obnubilés par les appareils, dans vos calculs vous avez tout simplement oublié les masses qui à plus de 90% ne sont organisées nulle part, pour être plus précis encore, vous ne vous êtes même pas donnés la peine de faire ce calcul, puisque vous avez reproduit fidèlement la même erreur que l'on répète depuis maintenant plus d'un demi-siècle. En schématisant, la mobilisation a fait le plein ou presque de tout ce que comptait le pays de travailleurs organisés dans les syndicats et les partis dit ouvriers, mais sans les masses, dans le cas contraire, ce ne sont pas deux ou trois millions qui seraient descendus dans la rue mais dix millions ou beaucoup plus.

En gros, la mobilisation est restée cantonnée à la mobilisation du seul mouvement ouvrier organisé. Celui-ci étant sous la coupe des Thibault, Chérèque et consorts, réélus triomphalement récemment lors des congrès de leurs syndicats, ils conservaient la main et le contrôle de la situation pour mener à bien leur sale besogne au profit de Sarkozy-Parisot, et ils pouvaient traiter avec le mépris habituel les appels des syndicats ou intersyndicales d'entreprises, de services ou d'administrations les sachant minoritaires, exactement comme lors de leurs congrès. Je ne sais pas si l'on peux taxer ces appels d'opportunisme, ce qui est certain en revanche, c'est que d'en avoir attendu quelque chose l'était effectivement.

Autre réflexion.

Peut-on organiser la classe sans qu'elle soit engagée dans une lutte ? Sur quel contenu, quelle base politique et dans quel objectif précis, que peut-on ou doit-on en attendre ? Cette question mériterait d'être développée. Pour y répondre il faudrait se poser au préalable de nombreuses autres questions, se fixer le cadre dans lequel on doit l'aborder pour ne pas partir dans tous les sens et se perdre, tout dépend au départ de l'analyse que l'on fait de la situation et de l'évolution des rapports entre les classes depuis le début des années 80 ou plus loin encore, quelle transformation a subi la société, comment les masses la perçoive, qu'est-ce qu'elles en attendent, etc.

Peut-on concevoir l'existence permanente d'un réseau de comités (d'action ou autre) à l'échelle nationale qui aurait pour principal objectif d'aider la classe à comprendre le fonctionnement de la société pour la changer ? Est-ce que cela correspond à un besoin et lequel ? Cela n'a jamais existé dans le passé, une sorte d'institution où l'on entrevoierait ce que pourrait être une société débarrassée du capitalisme, un monde meilleur. Elle ne remplacerait pas le parti, mais serait un creuset formidable pour le construire. Ce qui caractèrise la situation se résume à la faiblesse d'organisation des travailleurs et de leur niveau de compréhension de la société, il faut donc essayer d'y remédier par tous les moyens, et il faut bien admettre que les moyens actuellement à leur disposition ne peuvent remplir cette fonction ou qu'ils les rejettent.

On peut évidemment concevoir que ces comités participeraient à des batailles politiques, mais ce ne serait pas leur fonction principale. Des millions de travailleurs participent à des associations très diverses, mais aucune ne se fixe pour objectif d'élever leur niveau de conscience de classe. Pour qu'un tel projet soit mené à bien, cela nécessiterait au départ une approche psychologique adaptée à chaque travailleur, donc il faudrait que les militants qui animeraient ces comités soient formés à cet effet. Ces comités s'adresseraient à toutes les couches exploitées, ils seraient animés par un esprit de fraternité et de profond respect entres elles, que l'on soit ouvrier, employé, étudiant, ingénieur, intellectuel, médecin ou artisan par exemple, l'idée étant que c'est ensemble et uniquement ensemble que l'on pourra agir pour changer cette société...

A l'heure où plus personne ou presque ne peut plus exercer son métier ou et être satisfait de son travail, car c'est le résultat immédiat qui compte, la productivité et la concurrence qui prime sur la qualité, cela permettrait à chacun de redonner un sens à sa vie, d'acquérir un nouvel idéal, de prendre conscience qu'il n'est pas un cas isolé et de ne plus penser que tous ceux dans la société qui ne leur ressemblent pas leur sont hostiles ou indifférents à leurs problèmes, etc. Entre le comité de quartier, l'association à but humanitaire, la section du parti, on pourrait concevoir quelque chose calqué sur les GER (groupe d'études révolutionnaires), mais en plus souple, plus diversifié par les sujets qui y seraient traités, où le terrain de classe serait le seul principe qui guiderait discussions et travaux de ces comités, le fil conducteur qui servirait de lien et de repère permanent à chacun pour évoluer ensemble, chacun à son rythme.

Bon, tout cela est peut-être utopique, car pour animer un tel comité, il faudrait avoir acquis de sérieuses compétences aussi bien théoriques (en politique) que psychologiques, posséder si possible de solides connaissances générales, il faudrait être équilibré ou bien dans sa tête, modeste, et considérer chacun tel qu'il est vraiment et non tel qu'on voudrait qu'il soit ou avec des a priori, il faudrait maîtriser la dialectique, autant de qualités qui se rencontrent assez rarement chez le même individu ou militant ou plutôt cadre.

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir disait Lénine. Acquérir la méthode, le matérialisme dialectique, qui permet de comprendre le monde pour ensuite envisager de le changer... Contourner l'obstacle de l'hétérogénéité de la classe, son atomisation, mettre à mal l'individualisme ambiant, lui faire prendre conscience de sa force, combattre sa tendance au fatalisme, la rassembler, l'aider à défendre sa dignité, à se redonner un idéal (humaniste), un sens à sa vie qui ne se réduise pas à accumuler des biens matériels ou à trouver son plaisir le plus souvent éphémère dans des choses superficiels... Savoir écouter et faire parler les autres plus que parler à leur place, un exercice qui n'est apparemment pas à la portée de chacun, mais avec un peu d'entraînement on peut y arriver, faut-il encore concevoir au départ qu'on a toujours quelque chose à apprendre des autres... (A suivre)

Syndicat.

L'intersyndicale a acté lundi soir un programme de mobilisation a minima pour le 23 novembre.

Cinq des sept syndicats membres de l'intersyndicale appellent à des "*actions multiformes*" localement mais pas à des manifestations nationales.

Les modalités exactes sont renvoyées aux "*organisations territoriales et professionnelles*", qui pourront décider de faire des rassemblements, des meetings, des conférences de presse, des manifestations ou appeler à des arrêts de travail.

"*Rester visible, rester mobilisés, rester en intersyndicale avec des formes adaptées qui parlent aux salariés*", c'était l'objectif et il est atteint, s'est félicitée Laurence Laigo, de la CFDT, qui ne veut plus entendre parler de grève.

Au terme d'une réunion de près de trois heures au siège de la CGT, la CFE-CGC et la CFTC n'ont pas signé l'appel commun, prenant soin d'expliquer qu'il ne fallait pas y voir le signe d'une implosion de l'intersyndicale.

Simplement, a plaidé Joseph Stouvenel de la CFTC, "*des appels aux arrêts de travail, ça ne nous semblait plus adapté*".

"*Le combat n'est pas fini*", a renchéri Carole Couvert, qui représentait la CFE-CGC, mais son syndicat voulait "*sortir des manifestations pour porter nos revendications*".

A l'unisson avec les six autres confédérations, la CFE-CGC a insisté sur la "*responsabilité*" des syndicats dans la conduite de ce mouvement "*exceptionnel*".

"*Nous avons changé la donne par cette mobilisation sociale*", a estimé la secrétaire générale de Solidaires, Annick Coupé.

"*La légitimité est du côté de ceux qui luttent, le rapport de force est du côté des syndicats. Le gouvernement et le patronat peuvent se réjouir de promulguer la loi mais pour autant je pense qu'ils auraient tort de penser qu'ils en ont fini avec le mouvement*", a-t-elle ajouté lors de la conférence de presse commune.

Avec la journée du 23 novembre, "*et d'une, nous indiquons que jusqu'au bout nous ne sommes pas d'accord (sur la réforme des retraites), et de deux nous restons ensemble et de trois l'intersyndicale continue son travail sur des questions essentielles*" telles que l'emploi des jeunes et des seniors, a justifié Jean Grosset, de l'Unsa.

Le syndicat de Jean-Claude Mailly, qui parle désormais ouvertement de "*gâchis*" dans la gestion du conflit, a refusé de prendre part à l'intersyndicale, dont il ne faisait pas formellement partie même s'il s'était joint à tous les appels à la mobilisation

"*Force ouvrière ne saurait s'engager ni dans une stratégie d'oubli ou d'épuisement*", a déclaré la confédération, qui militait depuis le printemps pour une journée de grève générale.

Parler de l'emploi des jeunes, des seniors, du pouvoir d'achat relève de "*l'opération de diversion à laquelle nous refusons de nous livrer*", a souligné le secrétaire confédéral Jacques Valladon. (Reuters 08.11)

A quoi bon commenter ? On a envie de dire : on a les dirigeants syndicaux qu'on mérite quand on se refuse à regarder la réalité en face et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Je vous laisse vous époumonner à leur lancer des appels... aussi inutiles que stériles !

Social.

Leur moral et la nôtre.

Interrogé lundi sur RMC et BFM TV, Benoist Apparu s'est dit séduit par le principe retenu par le gouvernement britannique du travail obligatoire pour les chômeurs recevant une allocation de l'Etat. «*Que, moralement, celui qui reçoit une allocation de la collectivité redonne quelque chose à la collectivité et reste dans la mécanique du travail me paraît plutôt une bonne chose*», a-t-il martelé. (20minutes.fr 08.11)

Avant d'être des chômeurs, ces travailleurs travaillaient et consommaient donc ils rapportaient de la plus-value aux capitalistes ou leur permettaient de l'encaisser, de plus ils payaient des impôts directs et indirects à l'Etat, il serait donc "*moralement*" normal que les capitalistes et l'Etat qui les privent autoritairement de leur seul moyen de subsistance subviennent à tous leurs besoins en leur octroyant une allocation chômage correspondant au minimum à 1600 nets par mois sans avoir de compte à leur rendre.

A l'opposé, c'est à l'Etat et au capitalisme de justifier le sort épouvantable qu'ils réservent à la classe ouvrière en la vouant au chômage, à la précarité et à la pauvreté, mission évidemment impossible, comme il est impossible de justifier l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Politique

1- France.

"*Le mouvement sur les retraites a illustré qu'il n'y avait pas deux gauches irréconciliables*", a dit Benoît Hamon dimanche au grand Jury RTL-Le Figaro-LCI. "*Et ce serait une faute politique que de continuer à vouloir le faire croire*", a-t-il ajouté à l'adresse de Jean-Luc Mélenchon en évoquant "*une gauche de gouvernement et une gauche radicale*".

Mais, a-t-il ajouté, "*le point le plus important pour moi, c'est que Jean-Luc Mélenchon clarifie la question de savoir si oui ou non à ses yeux il existe aujourd'hui deux gauches irréconciliables, notamment sur le plan programmatique*".

"*C'est ce discours-là que je n'apprécie pas et qui pourrait être à mes yeux extrêmement dommageable pour la gauche s'il devait se confirmer*", a-t-il ajouté en disant espérer que l'ancien ministre de l'Enseignement professionnel du gouvernement Jospin appelle à voter PS au second tour de la présidentielle de 2012.

"*En tout cas, il est clair que, pour les socialistes, la place du Parti de Gauche est au coeur demain, s'il le souhaite, d'une majorité qui gouverne*", a-t-il précisé. (Lexpress.fr 08.11)

Il a raison parlant du PS et ses satellites : ils soutiennent tous le régime !

2- Russie.

Un journaliste de la banlieue de Moscou a été sauvagement agressé dans la nuit de dimanche à lundi. Anatoli Adamtchouk, violemment frappé par deux inconnus dans la ville de Joukovski, "*souffre d'un traumatisme crânien et d'une commotion cérébrale*", a déclaré son collègue Sergueï Grammatine à la radio indépendante Echo de Moscou.

Deux jours plus tôt, le correspondant de Kommersant Oleg Kachine était lui aussi passé à tabac. Il est toujours plongé dans un coma artificiel. Le Comité d'enquête du parquet a indiqué là aussi privilégier "*la piste de l'activité professionnelle du journaliste et de son engagement civique*". (Lexpress.fr 08.11)

3- Maroc.

Des affrontements sanglants entre police marocaine et manifestants ont éclaté lundi dans la principale ville du Sahara occidental après le démantèlement par les autorités d'un campement provisoire ayant servi pendant un mois de lieu de revendication à des habitants de la région.

Ces violences sont survenues peu de temps avant le début, près de New York, de nouvelles négociations sous l'égide des Nations unies au sujet du Sahara occidental, ancienne colonie espagnole annexée par le Maroc en 1975.

Pendant un mois, environ 20.000 personnes ont séjourné dans ce campement de 8.000 tentes, selon les estimations d'un journaliste de Reuters qui était ce week-end sur place, pour exiger des emplois et de meilleures conditions de vie.

Les forces de sécurité marocaines ont pénétré dans le camp aux premières heures de la journée de lundi pour en déloger les manifestants.

"*Le gendarme et le pompier ont été tués au moment où les forces de sécurité entraient dans le camp. Ils ont été poignardés à mort à l'intérieur du camp*", a dit un responsable marocain à Reuters. "*C'est la première fois que des manifestants (au Sahara occidental) utilisent des armes blanches pour tuer des agents de sécurité gouvernementaux*", a-t-il ajouté. (Reuters 08.11)

Economie.

L'or a atteint lundi un nouveau record, au-dessus de 1.400 dollars l'once, les investisseurs jouant le métal précieux comme protection contre l'inflation après le nouveau programme d'achat de dette souveraine de la Réserve fédérale des Etats-Unis.

La banque centrale américaine a annoncé le 3 novembre son intention d'acheter pour 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor américain, une utilisation de la 'planche à billet' techniquement inflationniste. (Reuters 08.11)

Haut de page

Le 10 novembre

J'ai essayé de suivre au fil des mois les différentes étapes de la mobilisation sur les retraites et de m'en sortir comme je le pouvais entre info et intox (sur Internet), pas facile de ne pas commettre des erreurs en n'étant pas sur le terrain, j'espère que les camarades le comprendront. Je n'ai ni télévision française en dehors de TV5Monde Asie, ni radio ni journaux à l'exception d'*Informations ouvrières*, je glane mes infos sur le Net uniquement et le temps m'est compté.

Cette bataille a mis une nouvelle fois en relief la stérilité des appels en direction des appareils des syndicats, bien qu'ils étaient justifiés, en attendre quelque chose l'était beaucoup moins, un euphémisme. Ce qui est inqualifiable en revanche, c'est de ne pas avoir expliqué aux travailleurs pourquoi ils ont refusé d'appeler au retrait et à la grève générale jusqu'à satisfaction ; l'explication selon laquelle ils faisaient le jeu de Sarkozy ne suffisant pas à faire comprendre aux travailleurs syndiqués ou non la véritable nature sociale des dirigeants des syndicats. Etait-ce bien le meilleur moment pour essayer leur faire comprendre ? S'ils ne parviennent pas à le comprende au cours d'une bataille pour peu qu'on leur fournisse les éléments pour le comprendre, d'après vous à quel moment pourraient-ils le comprendre ? Réponse : jamais ! C'est peut-être le but du jeu de certains, qui sait ?

Quant aux appels en direction du PS et ses satellites, ils relevaient de l'opportunisme.

Estimer que le mot d'ordre de retrait avait un contenu politique était correct, à moitié seulement, car ce constat reposait sur une analyse faussée ou tronquée de la situation, de la même manière que considérer que les appareils étaient le seul obstacle pour vaincre Sarkozy, ou encore qu'il était possible qu'il retire son projet de loi était une vue de l'esprit, alors que l'une des conditions déterminantes pour y parvenir faisait défaut : l'absence de toute perspective politique du fait de la subordination des masses au capitalisme et aux institutions, et si l'on avait bien voulu faire preuve d'un minimum d'honnêté intellectuelle, on aurait constaté que seule une infime partie des travailleurs, retraités et jeunes s'étaient mobilisés, moins de 5% de l'ensemble des personnes concernées par cette loi dans le pays. On a pu lire que "*la masse des travailleurs s'étaient rassemblés*"... au balcon sans doute, mais certainement pas dans la rue !

Evidemment que pas un travailleur n'a envie de travailler plus longtemps ou de percevoir une retraite misérable, encore fallait-il être capable de faire la distinction entre ce que les travailleurs ne veulent pas ou plus, et le fait qu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent ou comment l'obtenir, c'est sur ce second élément que se sont appuyés tous ceux qui ont prêté main forte à Sarkozy et Sarkozy lui-même pour que cette loi soit adoptée.

Dès le départ il aurait fallu dire la vérité en face aux travailleurs et aux militants au lieu de leur faire miroiter que tout était possible, en leur expliquant que les conditions politiques n'étaient pas remplies pour que Sarkozy retire son projet de loi, mais qu'en s'organisant et en se rassemblant on pouvait réunir ces conditions et le vaincre, autrement dit le forcer à le retirer, le chasser du pouvoir, à démissionner ou/et à dissoudre l'Assemblée nationale dans la foulée...

Ce n'est pas parce qu'une bataille semble perdue d'avance qu'il ne faudrait pas la mener, tout dépend comment on l'aborde et on l'organise, sur quelle orientation et dans quelle perspective politique, afin que les travailleurs et militants puissent en tirer tous les enseignements nécessaires pour la suite de leur combat. C'est mieux que de dire et faire n'importe quoi, par exemple appeler le PS à prendre position pour le retrait, alors qu'au même moment ses dirigeants expliquaient qu'ils étaient sur la même ligne que Sarkozy, signifiant par là dans quel camp le PS se situait et qu'il n'en changerait pas évidemment. A croire que les travailleurs n'écoutent pas la radio, ne regardent pas la télévision, ne lisent pas de journaux ou n'ont pas de connection Internet !

On a assisté en fait à la même funeste mascarade qui dure depuis 70 ans et qui nous a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Des camarades ont très justement signalé qu'il ne fallait pas tomber dans le piège de la mobilisation "*par en bas*" pour ensuite faire porter aux travailleurs la responsabilité de cette défaite, la tactique adoptée par les staliniens, les néo staliniens, les crypto-staliniens et autres gauchistes de tous poils. La responsabilité écrasante des appareils dans cette défaite, les travailleurs et les militants ne pouvaient le comprendre et en tirer les leçons nécessaires, qu'à partir du moment où on allait au bout de notre analyse sur le rôle des appareils, s'arrêter à mi-chemin ne signifiait pas autre chose que leur laisser le champ libre pour remettre cela la prochaine fois, répétons-le une énième fois, cela fait des lustres que l'on commet la même erreur. Dirigeants du POI, NPA, LO rompez avec les appareils pourris des syndicats !

De la même manière que Sarkozy n'aurait jamais retiré son projet de loi, jamais les appareils des syndicats, le PS et ses satellites ne rompront avec le capital et les institutions, ils n'existent que par les liens qu'ils entretiennent avec eux, ils en sont le produit en quelque sorte, alors faire croire que ce serait possible dans certaines circonstances est criminel et ne peut que concourir à

faire naître dans la tête des travailleurs et des militants des illusions dans ces agents du capital et leurs partis. Si les traîter de tous les noms ne sert à rien - on comprend toutefois que les militants aient parfois besoin de se défouler, les caractériser précisément pour ce qu'ils sont n'est pas interdit, c'est même le devoir de tout militant qui se réclame du socialisme.

Une question pour continuer la discussion : 100% des travailleurs refusent de travailler plus longtemps, 70% d'entre eux soutiennent la mobilisation sur les retraites, moins de 5% se mobilisent en réalité. Vous en tirez quelle conclusion ?

Social.

L'appel à la grève à Pôle Emploi a été bien suivi mardi, la direction faisant état de plus de 36% de grévistes quand les syndicats évoquent entre 40 et 45% de participation au mouvement.

"*On s'apprête à reconduire des mouvements*", a dit à Reuters Philippe Sabater, du Snu-FSU, le premier syndicat de Pôle emploi.

"*On ne baisse pas la garde car on n'a eu aucune réponse satisfaisante*", a-t-il ajouté à l'issue d'une réunion de l'intersyndicale après une rencontre avec le directeur de Pôle emploi, Christian Charpy.

"*On n'a absolument rien obtenu. Le directeur est resté intransigeant sur les effectifs ou sur les moyens, il n'a rien lâché*", a ajouté Philippe Sabater.

Les syndicats dénoncent les 1.800 suppressions de postes prévues en 2011, sur les 49.000 que compte Pôle emploi, qui devraient se traduire par la non reconduction de 1.500 contrats à durée déterminée et 300 CDI en moins.

Ils dénoncent également l'augmentation de la charge de travail qui nuit selon eux à la prise en charge des chômeurs.

Une manifestation à Paris a rassemblé 2.000 personnes mardi selon les syndicats et 1.300 selon la police.

Selon Christian Charpy, les effectifs sont passés de 45.000 personnes avant la fusion Assedic-ANPE qui a donné naissance à Pôle emploi en janvier 2009 à plus de 49.000 aujourd'hui.

"*Fusionner deux grandes maisons au moment d'une crise économique que personne n'avait vue venir, c'est forcément compliqué (...) mais je pense qu'aujourd'hui les choses se sont très largement améliorées*", a-t-il déclaré sur RTL.

Alors qu'il était prévu qu'un conseiller Pôle emploi puisse suivre 60 demandeurs d'emploi, "*nous sommes autour de 105-110, pour certaines personnes on est à 150-200*" notamment en région parisienne, a-t-il ajouté. (Reuters 09.11)

Politique.

1- France.

1.1- Abrogation de la Constitution de la Ve République !

Le Conseil constitutionnel a levé mardi le dernier obstacle à la promulgation de la réforme des retraites en la jugeant conforme à la Constitution. (Reuters 09.11)

1.2- La nostalgie de l'Ancien Régime.

«*Le président de la République est le premier depuis Louis XIV à avoir soumis le budget de l'Elysée à l'appréciation de la Cour des comptes*», a lancé M. de Raincourt mardi dans l'hémicyle de l'Assemblée nationale. (20minutes.fr 09.11)

1.3- Etat barbouze.

Le Canard enchaîné porte mardi de nouvelles accusations concernant les supposées opérations de surveillance de la presse par l'Elysée, affirmant être l'objet d'un enquête et parlant même d'une "*conspiration*".

Le patron du Canard enchaîné, Claude Angeli, spécialiste du monde du renseignement qui avait lancé le sujet la semaine dernière, affirme dans un nouvel article qu'une enquête a été lancée pour identifier la source de ses premiers écrits.

Il cite un cadre de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) qui parle de "*suspicion généralisée*".

L'hebdomadaire impute aussi à l'Elysée une manoeuvre qui a permis selon lui à la police de se passer d'autorisation pour examiner les factures d'appels téléphoniques de journalistes.

Selon le Canard enchaîné, le secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant a organisé en septembre 2009 une réunion avec des représentants de la DCRI, un membre du cabinet du Premier ministre François Fillon et un conseiller de Nicolas Sarkozy.

Il s'agissait selon lui de trouver une parade à l'interdiction faite aux opérateurs téléphoniques de livrer sur demande à la police les factures détaillées de téléphone.

La Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), instance indépendante, venait de rappeler à ces opérateurs une loi de 1991, qui impose son autorisation préalable.

Il aurait été décidé entre l'Elysée, Matignon et les principaux services de police de faire valoir un "*intérêt supérieur de l'Etat*" pour se passer d'autorisations, alors que la loi de 1991 ne prévoit cette dérogation que dans certains cas limités d'écoutes ou de surveillance hertziennes.

L'Elysée aurait ensuite nommé en octobre 2009 un président de la CNCIS plus "*accommodant*" que le précédent, Hervé Pelletier. Sur ordre de l'Elysée, il a fait adopter en catimini selon le Canard la nouvelle interprétation de la loi, lors d'un vote technique le 21 janvier 2010.

Depuis, la police examine sans autorisation les factures détaillées de téléphone des journalistes, affirme le Canard.

Ainsi, la DCRI a reconnu avoir identifié l'été dernier par des "*vérifications techniques*" une source du journal Le Monde dans le dossier de l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

La DCRI invoque le "*secret-défense*" pour refuser de livrer les éléments de cette enquête au procureur de Paris, qui les demande après une plainte du Monde. (Reuters 09.11)

1.4- D'où vient peut-être l'inspiration du ministre du Travail forcé britannique ?

Programme du candidat Sarkozy en 2007. Page 7, section 4 intitulée "*Réhabiliter le travail*" de son projet pour la France.

L'actuel président de la République avait écrit : "*Je ferai en sorte que les revenus du travail soient toujours supérieurs aux aides sociales et que les titulaires d'un minimum social aient une activité d'intérêt général, afin d'inciter chacun à prendre un emploi plutôt qu'à vivre de l'assistanat*". (Lexpress.fr 09.11)

2- Etats-Unis.

2.1- Les Etats-Unis ont rejeté mardi les appels de pays membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU demandant aux autorités américaines d'abolir la peine de mort.

D'autres pays ont demandé aux autorités américaines de réduire la surpopulation carcérale, de ratifier des traités internationaux sur les droits des femmes et des enfants et de prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre le profilage racial. (Reuters 09.11)

2.2- Les Etats-Unis se sont engagés mardi à s'attaquer aux discriminations raciales et à humaniser leurs prisons, conformément à des recommandations énoncées la semaine dernière au Conseil des droits de l'homme de l'Onu.

"*Même si la tâche qui reste à accomplir nous appelle à l'humilité, les Etats-Unis sont fiers de leur bilan (en matière de droits de l'homme), déterminés à le prolonger et à poursuivre ce dialogue*", a dit Harold Hongju Koh, conseiller juridique du département d'Etat. (Reuters 09.11)

Economie.

L'agence d'évaluation financière chinoise Dagong a abaissé la note de «AA» («qualité de crédit très élevée» selon son échelle) à «A+» («qualité de crédit élevée»), avec une perspective «*négative*».

Dans un rapport disponible sur son site internet et extrêmement pessimiste sur la première économie mondiale, Dagong justifie l'abaissement de la note des Etats-Unis par «*la détérioration de leur capacité de remboursement et le recul très fort de l'intention de l'Etat fédéral de s'acquitter de sa dette*».

L'agence juge que Washington, avec la décision de la Fed de se lancer dans une politique de création monétaire, fait délibérément baisser la valeur du dollar, décision qui «*va dans la direction opposée des intérêts des créanciers*».

«*Par essence, la dépréciation du dollar choisie par l'Etat américain indique que la solvabilité de celui-ci est au bord du gouffre, et qu'il souhaite par conséquent diminuer sa dette par une dévaluation, conformément à la volonté nationale*», ont affirmé les analystes de Dagong.

Selon eux, «*les Etats-Unis pourraient être confrontés à des risques imprévisibles pour leur solvabilité sous un an ou deux*».

Pour l'économie du pays, ils tablent sur «*une récession de long terme*». (20minutes.fr 09.11)

Le 12 novembre

Lu sur Internet : "*Depuis la fin de l'étalon or, les pays industrialisés se sont développés sur l'endettement qui ne repose sur rien.*

Le recours à la planche à billet depuis deux ans s'apparente à de la fausse monnaie, crée une bulle obligataire sans précédent, une dévaluation de la monnaie dollar qui est la monnaie de référence dans les échanges internationaux mettant les pays satellites (monnaie indexée en dollar) dans une situation difficile et prépare à une hyperinflation."

On reviendra sur le G20 demain... quand la petite souris sera sortie !

Politique.

1- Opération récupération-séduction ou visite dans la poubelle du Palais. La matraque et la carotte.

Nicolas Sarkozy a rendu hommage jeudi à des lycéens résistants à l'occasion des cérémonies de commémoration de l'Armistice du 11 novembre 1918 à Paris.

Ce 11 novembre 2010 est aussi l'occasion d'un hommage aux quelque 100.000 combattants musulmans morts pour la France lors des deux guerres mondiales. (Reuters 11.11)

2- A se tordre de rire ou presque.

«*Il faut vraiment être tordu pour se dire que Dominique n'est pas de gauche*», s'est insurgée l'épouse du directeur du FMI, mercredi sur le plateau du Grand Journal. (Lefigaro.fr 22.11)

Il n'est plus possible de se dire de gauche sans provoquer l'hilarité ou la colère de notre interlocuteur ou de nous adresser un bras d'honneur qui se passe de commentaires. C'est à coup sûr se ridiculiser ou passer pour quelqu'un de pas très sérieux. Il faut être un fou furieux pour se réclamer du capitalisme ou de l'économie de marché.

Se prétendre socialiste, communiste ou marxiste n'est pas plus crédible de nos jours notez bien, à ceci près que c'est le capitalisme qui est aux commandes et qui pourrit la vie quotidienne des travailleurs et non le socialisme. Dès lors qu'ils sont amenés à s'interroger de plus en plus souvent sur les conséquences de la décomposition du capitalisme et celle de la société en générale, il est facile de leur glisser à l'oreille qu'on leur a peut-être menti à propos du socialisme et que ce qu'ils ont entendu dire ou ce qu'ils ont lu à son sujet n'était peut-être pas la vérité, et que contrairement au capitalisme, s'il existe plusieurs versions du socialisme, il ne doit finalement n'en exister qu'une qui corresponde au véritable socialisme, le socialisme scientifique.

Il est tellement facile dans la vie de se faire passer pour ce qu'on n'est pas ou de se prendre pour ce qu'on n'est pas, qu'une méprise est toujours possible, qu'on peut se tromper ou avoir été trompé à notre insu, cette hypothèse mérite qu'on s'y arrête et qu'on vérifie ce qu'elle vaut. Si l'on part de l'objectif du socialisme qui est de porter au pouvoir la classe ouvrière, force est de constater que tel est le cas nulle part dans le monde, or des Etats se proclament socialistes ou communistes, donc ils sont forcément autre chose.

La révolution russe de 1917 dirigée par le parti bolchevik avait bien porté le prolétariat et la paysannerie pauvre au pouvoir, mais dès le milieu des années 20, après la mort de Lénine et l'arrivée au pouvoir de Staline, ils en ont été chassés, dès lors l'expérience du socialisme s'est arrêtée nette et n'a pas pu être menée à son terme. Pour qu'il en fut autrement, il aurait fallu que le prolétariat parvienne au pouvoir dans d'autres pays, notamment dans les pays les plus développés, mais tel ne fut pas le

cas malheureusement. Du coup une caste de bureaucrates, véritables parasites, s'empara du pouvoir et de l'Etat pour imposer sa dictature à la classe ouvrière. Le même scénario se réalisa en Europe centrale, en Chine, à Cuba, à la différence près avec la Russie qu'à aucun moment la classe ouvrière ne détiendra le pouvoir, il sera chaque fois usurpé dès le départ par une caste de bureaucrates qui imposera à son tour une féroce dictature. Conclusion : il n'a jamais existé le moindre Etat socialisme ou communiste dans le monde depuis 1924...

Maintenant, le socialisme est l'antithèse du capitalisme, autrement dit ils sont inconciliables. Le socialisme repose sur la propriété collective des moyens de production, le capitalisme sur la propriété privée des moyens de production. Le socialisme organise la production sur la base des besoins de la population afin de pouvoir les satisfaire, tandis que le capitalisme l'organise dans le seul but de permettre aux propriétaires des moyens de production qui constituent une infime partie de la population de réaliser toujours plus de profit, de s'enrichir toujours davantage.

Dans une société ou un Etat socialiste, ce sont les travailleurs qui détiennent réellement le pouvoir à travers les organismes politiques qu'ils ont constitués au cours de leur révolution, dans un Etat capitaliste les travailleurs ne détiennent aucun pouvoir, c'est la classe ultra minoritaire des capitalistes qui le détient à travers des institutions politiques qu'elle a créées à cet effet, et dans un Etat ouvrier dégénéré ou sous la coupe d'une caste bureaucratique, c'est soit un parti qui s'appuie sur les institutions créées initialement par la classe ouvrière pour assumer le pouvoir après l'en avoir chassée qui détient le pouvoir (Russie stalinienne), soit un parti qui a créé des institutions sur le modèle de ceux de la Russie révolutionnaire ou soviétique pour parvenir au pouvoir et dont il est le seul à tirer profit, sans que la classe ouvrière n'ait à aucun moment la possibilité d'assumer le moindre pouvoir (Chine, Cuba, etc.).

Quant au socialisme dont se réclame le PS et ses satellites, pour faire bref, il repose sur la théorie selon laquelle le capitalisme se transformerait petit à petit en socialisme ; il suffit d'observer l'évolution de l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est ou de la Chine pour comprendre immédiatement qu'on est en présence d'une théorie frauduleuse, elle confirme également qu'il est impossible à terme que la propriété privée et la propriété collective des moyens de production se côtoient dans le même pays, d'où la seule alternative possible : capitalisme ou socialisme. Ajoutons, que l'on prenne la phase ascendante ou déclinante du capitalisme, le capitalisme demeure à ce jour synonyme de chômage, précarité, pauvreté, inégalités et injustices grandissantes, guerres et mille autres terribles souffrances imposées à tous les peuples sur tous les continents, nous sommes en présence d'un témoignage accablant et sans contestation possible qui contredit la théorie du passage progressif du capitalisme au socialisme.

Voilà qui en réalité n'est pas bien compliqué à comprendre et à expliquer aux travailleurs et militants pour peu qu'on veuille bien s'en donner la peine. Cela tient en une page. Ensuite du doute à l'espoir, au socialisme, il n'y a qu'un pas ! Attention, tout le boulot reste à faire pour parvenir à une compréhension claire de la nécessité historique de passer au socialisme. Le nôtre est d'aider les travailleurs à avancer dans cette compréhension, il s'arrête là sur le plan théorique, c'est à eux ensuite de progresser par leurs propres moyens, leur participation à la lutte de classe doit favoriser cette évolution, d'où l'importance de les organiser.

Les adeptes de l'activisme forcenés, qui nous ont conduit à la situation ou impasse actuelle, considèrent que toute approche, tout discussion qui n'aurait pas exclusivement un contenu politique seraient inutiles ou nous écarteraient de l'objet du militantisme, que seule la lutte compterait, ils nient ou ne veulent pas voir les transformations qu'a subi la société en un ou un demi-siècle, de la même manière qu'ils ne tiennent pas compte de l'extrême hétérogénéité des travailleurs ou de l'existence d'une multitude de couches de travailleurs, ils sont tellement aveuglés par leur conception élitiste ou obsolète du militantisme qu'ils sont incapables de concevoir qu'il existerait une manière simple de s'adresser à ces millions de travailleurs et jeunes, qu'ils ne vivraient peut-être pas exactement la même chose au quotidien, mais qu'ils percevraient bien la réalité de la même manière, aussi sûrement qu'on doit s'alimenter quotidiennent pour survivre par exemple sans qu'on ait à se poser de questions politiques, avant même de s'en poser, je ne sais pas si je me suis exprimé clairement. Ce que je voulais dire, c'est que chacun quotidiennement est amené à se poser des questions d'ordre pratique, matériel, le plus souvent sans qu'elles débouchent sur une réflexion politique. C'était d'ailleurs sans doute l'état d'esprit de ces dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui ne se sont pas mobilisés sur les retraites, bien qu'ils rejettaient le projet de loi de Sarkozy pour en avoir compris les conséquences sur leur destin.

Parmi tous les tracts ou articles que j'ai mis en ligne dans la Tribune libre au cours du mois d'octobre, d'après vous, répondez franchement, combien étaient accessibles à ces dizaines de millions de travailleurs et jeunes ? Vous voulez ma réponse : aucun. Je n'ai même pas eu besoin de poser cette question à toutes les personnes que je connais ou aux membres de ma famille qui sont tous issus du milieu ouvrier, mais qui ne sont organisés nulle part, quelques mots de leur part au téléphone ou par courriel m'a suffi à le comprendre sur le champ. Chaque fois, je me dis : mais c'est dingue, on a l'impression qu'ils ne vivent pas dans le même monde, qu'ils ne vivent pas la même chose, alors qu'ils sont tous soumis aux mêmes lois, je parles des militants et des personnes avec lesquelles je suis en relation. C'est de là qu'est partie la réflexion que je viens de vous soumettre, je n'ai rien inventé ou sorti de ma tête pour me distinguer, ce n'est d'ailleurs pas la première fois que j'aborde cette question.

On ne veut pas comprendre que pour que les travailleurs se situent sur le terrain politique, on pourrait dire plus simplement pour qu'ils s'y intéressent, il faut s'y prendre autrement, car pour eux politique = mensonges, magouilles, trahison, pouvoir obscur d'intérêts qui leur échappe et ils n'aiment pas cela du tout, ils sont devenus plus que méfiants, en dehors de ce qu'ils peuvent toucher ou voir de leurs propres yeux, ils ne croient plus en rien et c'est normal, on ne peut pas les en blâmer, ils en ont tant vu et entendu !

Quant à ces dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui étaient opposés au projet de loi de Sarkozy sur les retraites et qui n'ont pas du tout envie de bosser plus longtemps, que ce sont-ils dit, pourquoi ne se sont-ils pas mobilisés, qu'avaient-ils réellement dans la tête, ne se seraient-ils pas dit par hasard : on nous dit qu'il doit retirer son projet, on est d'accord avec cela, mais on ne nous propose rien à la place, rien qui pourrait être mis en oeuvre maintenant, or si on ne fait rien nous n'aurons peut-être pas de retraite, alors il vaut mieux encore une mauvaise "réforme" et admettre la mort dans l'âme qu'il faudra bosser plus longtemps plutôt que pas de retraite du tout, qui sait ! Ces travailleurs ont tout entendu et son contraire sur la question des retraites, et qu'en ont-ils retenu au juste, car c'est là la question déterminante, que finalement il leur était impossible de faire la part des choses parce que les partis politiques étaient vraiment trop pourris dans ce pays, entre une situation encore pire ou l'aventure, ils ont préféré s'en tenir à la première solution, répétons-le la mort dans l'âme, car pas un travailleur n'a envie de crever au boulot. Ils ont manifesté leur méfiance envers le mouvement ouvrier qu'ils ont dit pourtant soutenir, mais avait-il vraiment le choix, non évidemment, leur compréhension de la société n'allait progresser d'un coup de baguette magique sachant d'où elle partait.

Un autre élément déterminant, s'il en est, que je n'ai pas encore abordé et que les uns et les autres fuient comme la peste : après tout, peut-être que ma retraite basée sur les seules cotisations sur mon salaire ne me permettra pas d'arrêter de travailler à la date que je m'étais fixé ou conformément à la loi, mais ce n'est pas vraiment un problème, j'ai une assurance vie, j'ai les moyens de cotiser à une assurance ou un fond de pension, finalement la loi ne changera rien pour moi, je vais me payer ma retraite, je partirai à la retraite quand je le déciderai. En gros, chacun pour soi ! Combien de travailleurs se sont faits cette réflexion ? Combien de millions en avaient les moyens financiers ? On touche là aux conditions objectives, alors que jusqu'à présent on n'avait abordé que les conditions subjectives, les appareils, l'état d'esprit des masses, leur niveau de conscience politique, l'absence du parti. Qui a osé mettre cette question sur le tapis ? Vous voyez que l'on commet toujours la même erreur depuis un demi-siècle, je m'adresse là aux lecteurs de longue date du site. Quand je dis "on", je veux parler de nos dirigeants.

Ces dizaines de millions de travailleurs qui ne veulent pas s'impliquer dans la politique, vous leur dites quoi, vous leur répondez par un grand discours politique ou vous essayez de les aborder sous un autre angle en employant leur langage ? Vous continuez de les ignorer, ils vous l'ont bien rendu mais cela ne vous a pas servi de leçon apparemment. Ah vous vous dites que si à quelques millions on bloquait le pays, tout serait alors possible, qu'ils vous suivraient spontanément comme un seul homme, ben voyons, parce qu'en face la classe dominante resterait les bras croisés et oublierait du même coup qu'elle peut compter sur leur indécision, leur passivité ou leur neutralité, elle n'aurait pas les moyens de les manipuler et de les retourner comme des carpes, etc. La spontanéité des masses a des limites, mais on peut toujours se fourvoyer et penser le contraire. Vous pouvez aussi aller fleurir la tombe de Blanqui pendant que vous y êtes... (A suivre)

3- Verts-Europe Écologie.

3.1- Poubelle recyclable. De "*l'entre-soi*" à l'entrejambe UMP-PS-MoDem.

Interview du *Figaro* du député Verts Yves Cochet, extraits.

Question : En attendant, ce nouveau parti semble être fait pour les militants. Ne craignez-vous pas d'oublier les nouveaux électeurs d'Europe Écologie venus de divers horizons ?

Réponse :Bien au contraire ! L'entre-soi a été le drame des Verts durant des années. Notre nouvelle organisation est donc moins partisane que nous ne l'étions. Plus de la moitié de nos organes, comme ceux de la Coopérative, est ouverte aux non-adhérents. L'appartenance à un autre parti, que ce soit l'UMP, le PS ou le MoDem, est même possible pour les coopérateurs ! C'est dire si nous sommes ouverts…

Question : La primaire pour désigner votre candidat en 2012 devrait être organisée à l'automne 2011. Êtes-vous toujours candidat à la candidature ?

Réponse :(...) En revanche, si Nicolas Hulot, qui doit venir ce week-end à Lyon, se déclare avant le printemps, je retire ma candidature. Il serait un bon candidat, mais il doit se décider vite ! (Lefigaro.fr 11.11)

Ils ne réussiraient même pas à faire un bon compost, les vers n'en voudraient pas !

3.2- La décomposition de la société comme modèle.

Le député européen Daniel Cohn-Bendit a affirmé dans *Le Parisien* de jeudi que «*le sectarisme n'a pas disparu chez les Verts*». «*L'idée avec cette fusion, c'est d'organiser un parti de réseau, une coopérative politique*», a-t-il expliqué sur RTL. «*La construction est encore devant nous*».

«*Je me bats pour qu'on mette une forme d'organisation souple qui existe réellement dans la société*», a-t-il ajouté. Daniel Cohn-Bendit a affirmé par ailleurs ne pas comprendre les critiques émanant de son propre camp liées à sa décision de participer à

des émissions sur le football sur la chaîne Canal +.

Signe de divisions qui coûtèrent électoralement cher aux Verts par le passé, plusieurs mouvances écologistes ne seront pas représentées à Lyon. C'est le cas de Génération écologie, du Mouvement écologiste indépendant (MEI), fondé et présidé par Antoine Waechter et de Corinne Lepage, députée européenne et présidente de CAP 21.

«*Toute la frange modérée de l'Ecologie politique ne s'y retrouve pas*», a estimé l'ancienne ministre sur France 2. «*En fait c'est un "relookage" des Verts, ce qui est en train de se passer, c'est une OPA des Verts sur Europe Ecologie. On a une "gauchisation" du discours qui vient à la gauche du parti socialiste*», a-t-elle déploré.

Dans une tribune intitulée «*Pourquoi je n'irai pas à Lyon*» publiée mercredi dans *Libération*, Gabriel Cohn-Bendit, le frère de Daniel, explique lui aussi les raisons de son absence, évoquant «*un verre à peine à moitié vide*». «*Le rassemblement écologiste a pour l'instant échoué*», déplore-t-il. «*Nombreux sont ceux qui nous ont déjà tourné le dos, le PS peut se frotter les mains (...) Nous allons de nouveau jouer dans la cour des petits*». (20minutes.fr 11.11)

La coupe du populisme est pleine, n'en jetez plus ! A vomir ces gens-là !

3.3- Cohneritude.

Cohn-Bendit à l'encontre de Jean-Luc Mélenchon "*ce qu'il dit sur les Boches (dans son livre -Ndlr), c'est insoutenable, intolérable, je trouve même que son discours va labourer sur les terres du Front National*".

Réponse du PG dans un communiqué : «*Daniel Cohn-Bendit ment : c'est lui (…) qui utilise le terme de "boche", ce qui est absolument inadmissible, et non Jean-Luc Mélenchon dans son livre*». (Libération.fr 11.11)

A côté du très réactionnaire Cohn-Bendit, Mélenchon nous serait presque sympathique !

Le 11 novembre

Les camarades de Lyon peuvent-ils nous en dire plus sur Fabien Philipoff, 22 ans, condamné à 12 mois de prison dont six avec sursis pour "*rébellion*". Il a également été condamné à deux mois de prison ferme supplémentaires pour avoir refusé de se soumettre à des tests ADN. Le tribunal a également prononcé une peine de deux ans de privation de ses droits civiques, civiles et de famille ainsi que 3.500 euros de dommages et intérêts. (Reuters 10.11)

Au Nigéria, travailleurs et syndicats exigent une augmentation du salaire minimum de 700%, vous avez bien lu, 700%, de 50 à 150 dollars environ. Ils sont fous ces travailleurs, gauchistes va ! (lire plus loin l'article de presse dans cette page). En France, on se contente de 2% et on dit merci patron encore. Cherchez l'erreur !

Guerre au capital !

"*L'argent est devenu le bourreau de toutes choses.* " - "*La finance est l'alambic qui a fait évaporer une quantité effroyable de biens et de denrées pour faire ce fatal précis. - L'argent déclare la guerre à tout le genre humain. Dissertation sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs*, édit. Daire; Economistes financiers, Paris, 1843, p. 413, 417, 419.) (Extrait - K . Marx : Le Capital (Livre I - Section I)

Extraits du n°123 d'*Informations ouvrières*.

Et c'est reparti !

"*organiser des délégations auprès des élus et des partis sur l'exigence de l'abrogation de la loi*". Ben voyons ! Ils se sont prononcés pour l'allongement de la durée de cotisation, sont-ils au moins au courant au POI ? Ah, ils l'ont déjà oublié !

"*Si les directions syndicales ne veulent pas entendre, il va falloir leur dire un peu plus fort*". Citation d'un intervenant dans une réunion. Réponse du POI : néant. Ben voyons ! Ils doivent êtres sourds, c'est cela, c'est cela et leurs prédécesseurs depuis 70 ans aussi, faites attention cela doit être héréditaire et c'est peut-être contagieux !

Et le cauchemar des illusions de reprendre de plus belle :

"*Alors n'est-il pas temps de se donner les moyens d'imposer aux dirigeants cette volonté de millions de travailleurs ?*"

A quoi servent-elles ? A en faire naître de nouvelles et ainsi de suite, c'est une façon comme une autre de soutenir le régime :

"*Alors, ce n'est pas possible qu'aucun parti n'ait proposé autre chose que 2012* ". Citation d'un intervenant dans une réunion. Réponse du POI : néant.

"*Si on veut avancer, il faut leur donner des coups de pied dans le c...*". Citation d'un intervenant dans une réunion. Réponse du POI : néant. Parce qu'au POI on se refuse à vous expliquer ce que sont réellement ces partis, le PS et ses satellites inféodés au régime, criminel !

"*Les gens se demandent finalement pour qui ils roulent. J'ai l'impression qu'ils tirent tous dans leur sens, alors que c'est pour la classe ouvrière qu'il faut se battre*". Citation d'un intervenant dans une réunion. Réponse du POI : néant. L'immense masse des travailleurs et jeunes qui ne se sont pas mobilisés ne sauraient-ils pas plutôt à quoi s'en tenir, à savoir qu'il n'y a rien à attendre de ces partis vendus au capital ? Dans cette histoire, lesquels ont le plus d'illusions et s'emploient à en colporter ?

La déclaration du POI du 6 novembre en apparence radicale, qui en réalité se situe sur la même ligne opportuniste :

"*C'est le sens que le Parti ouvrier indépendant donne à son combat pour la rupture avec les institutions antidémocratiques de la Ve République et de l'Europe, pour un gouvernement à même de prendre en charge les mesures d'urgence de défense de la population.*

Telle est la contribution que le POI apporte à la légitime discussion engagée avec les travailleurs et les militants de toutes tendances, hier dans le combat pour l'unité pour le retrait, aujourd'hui et demain dans le combat pour l'unité pour l'abrogation de l'infâme contre-réforme."

Le POI serait pour l'abrogation des institutions de la Ve République, dès lors qui devraient rompre avec ces institutions ? Le PS et ses satellites qui n'existent que parce qu'ils sont inféodés au régime, c'est une mauvaise plaisanterie ou quoi ? Trotsky, dont vous vous réclamez, expliquait que les réformistes et les staliniens pourraient dans certaines circonstances aller plus loin qu'ils ne le voulaient..., en ajoutant que jamais ils ne s'attaqueront aux fondements du capitalisme, ce qui signifiait et c'est nous qui le rajoutons, qu'ils ne rompront jamais avec les institutions politiques qui servent exclusivement ses intérêts. Pourquoi vous acharnez-vous à faire croire le contraire aux travailleurs et aux militants ?

Vous voulez faire l'unité avec des partis qui se sont placés délibérément au côté de Sarkozy conformément à leur nature sociale-libérale ? Sachant qu'ils mettraient en place un nouveau gouvernement de Front populaire en 2012 s'ils parvenaient au pouvoir, afin de pouvoir continuer la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ? Il faut que les jeunes militants sachent que la situation actuelle et l'absence du parti révolutionnaire est justement le produit de cette politique.

Nous soutenons l'initiative du POI d'organiser une conférence ouvrière, mais cela ne doit pas pour autant nous empêcher de dire ce que l'on pense de l'orientation politique de ce parti.

Cela ne plaît évidemment pas à ses dirigeants et ses militants, qu'ils lisent ou relisent attentivement les déclarations des différentes tendances (une dizaine, excusez du peu !) du parti bolchevik à la veille de la révolution d'Octobre, ils découvriront peut-être avec stupeur que les opposants à l'insurrection s'exprimaient librement (publiquement) dans les organes du parti contre la ligne défendue par Lénine. Notez bien, à un moment crucial pour la révolution. Mais à la différence de nos dirigeants, Lénine avaient une confiance totale aussi bien dans son analyse de la situation que dans la capacité des cadres, la base du parti et les travailleurs de faire la part des choses et finalement de s'en saisir, pour être plus précis, la politique impulsée par Lénine s'appuyait sur la classe ouvrière et la base du parti qui étaient plus révolutionnaires que la plupart des dirigeants de son parti, partant de là, il ne doutait pas qu'elle triompherait et qu'il finirait par se ralier la majorité du comité central du parti bolchevik, ce en quoi il ne s'était pas trompé.

Social.

1- France.

Deux cents employés d'une entreprise de Pavilly (Seine-Maritime) ont bloqué les accès de Rouen mercredi midi pour soutenir leur patron en grève de la faim depuis lundi, après que l'Inspection du travail lui a refusé le licenciement pour vols d'un de ses salariés.

Les salariés de cette entreprise de couverture et de charpente ont, de leur propre initiative, bloqué les entrées de Rouen (Seine-Maritime) avec les camions et camionnettes de la société et ont distribué des tracts aux automobilistes.

Comme leur patron, ils ne comprennent pas la décision de l'Inspection du travail qui a refusé le licenciement pour vols et fautes graves d'un salarié protégé, délégué du personnel.

Ce dernier, interpellé par les gendarmes, avait été mis en examen en septembre dernier pour le vol de matériel dans l'entreprise, à hauteur de 50.000 euros.

Pour l'Inspection du travail, la procédure de licenciement n'a pas été respectée. (AP 10.11)

On se demandait pourquoi 95% des travailleurs, retraités ou jeunes n'ont pas participé à la mobilisation sur les retraites, vous avez là sous les yeux un début de réponse, faut-il encore les garder ouverts ! Quand je dis 95%, c'est une approximation bien sûr, disons entre 80 et 95% si vous préférez, cela ne remet pas en cause mon analyse.

2- Grande-Bretagne. Inégalité insupportable, la sélection par l'argent ou la dictature des banksters.

Des incidents se sont produits lors d'une manifestation organisée contre le projet gouvernemental d'augmenter les frais de scolarité dans les facultés anglaises qui rassemblait, selon la police, au moins 20.000 étudiants. Il s'agit de la plus importante manifestation organisée depuis l'entrée en fonction du gouvernement du conservateur David Cameron, en mai dernier.

«*Les politiques semblent se foutre (de ce qui se passe). Ils devraient prendre l'argent des personnes qui en gagnent beaucoup, qui ont des salaires à sept chiffres, pas aux étudiants qui n'ont pas d'argent*», a déclaré Anna Tennant-Siren, une étudiante de l'université d'Ulster à Coleraine.

«*Les députés devraient y penser à deux fois avant de mener cette politique scandaleuse*», a affirmé le président du Syndicat national des étudiants, Aaron Porter. Actuellement, les frais d'inscription pour les étudiants britanniques et européens dans les universités anglaises ne peuvent pas dépasser 3.290 livres (3.777 euros, 5.275 dollars) par étudiant et par an.

Mais le gouvernement du conservateur David Cameron veut autoriser les universités à les fixer à 6.000 livres maximum, et dans «*des circonstances exceptionnelles*» à 9.000 livres (10.500 euros).

Le gouvernement de coalition formé par les conservateurs et les libéraux démocrates compte réduire de 2,9 milliards de livres l'aide financière publique aux universités, ceci pour contribuer à juguler un déficit budgétaire atteignant près de 11% du produit intérieur brut (PIB) du fait de la crise financière internationale.(Libération.fr et 20minutes.fr 10.11)

Commentaire.

Tu es fils d'ouvrier, comme en Inde, ne rêve pas, les études supérieures ne sont pas pour toi. Et si tu te retrouves au chômage, estime-toi heureux, on t'imposera un boulot d'éboueur ou de cantonnier pour 300 euros par mois ! Elle n'est pas belle la vie en régime capitaliste ?

3- OIT-ONU.

L'Organisation internationale du travail (OIT), cette agence de l'ONU chargée de promouvoir les droits au travail, fait face mercredi à un rare mouvement social sur le plan mondial.

"*Alors que nous, le personnel et les chercheurs de l'OIT, écrivons et voyageons dans le monde entier pour promouvoir le dialogue comme réponse à la crise financière mondiale, ici [à l'OIT], chez nous, nos propres droits sont érodés*", souligne le syndicat du Bureau international du travail.

Syndicat et direction du personnel divergent quant aux procédures de recrutement et sélection, les représentants des employés critiquant une utilisation croissante des contrats à court terme notamment. (Lemonde.fr 10.11)

L'OIT une agence de l'ONU, mais alors, les syndicats collaborent avec le principal organisme politique international du capital... qu'ils prétendent combattre ? Non, qui l'aurait cru ?

Politique.

1- Coup de force et contrevérité.

"*J'ai signé hier soir le décret de promulgation de la loi portant réforme des retraites, qui a été publiée ce matin au Journal officiel*", a déclaré le chef de l'Etat en conseil des ministres, selon un court texte diffusé par l'Elysée.

Cette loi, qui recule de deux ans l'âge légal de la retraite, à 62 ans, et l'âge de la retraite à taux plein, à 67 ans, "*devient ainsi la loi de la République*", a-t-il ajouté.

"*En 2018, le risque existait que les pensions baissent de 15% (...) or, grâce à cette réforme, les retraités pendant les dix ans à venir n'ont aucun risque de voir baisser leur retraite*", a expliqué le conseiller présidentiel.

"*En 2018, l'heureux gouvernement qui sera là n'aura plus aucune dette sur les retraites nées entre 2010 et 2020*", s'est-il félicité.

La bataille "*a été rude*" mais c'est normal parce que "*c'était la plus importante réforme des retraites jamais entreprise en France*", a estimé Raymond Soubie, qui a conseillé quasiment tous les gouvernements et présidents de droite au cours des trente dernières années.

"*Je pense que les Français n'aiment pas beaucoup ce genre de mesures mais qu'ils savent que c'était nécessaire et que c'était dans leur intérêt*", a-t-il expliqué. "*Le temps passant, comme pour toutes les autres réformes des retraites, les Français les accepteront*". (Reuters 10.11)

2- République bananière du général-président... au flic-président, les barbouzes du Palais à pied d'oeuvre, une tradition, de Gaulle n'est pas mort !

Après le refus de Bernard Accoyer de transmettre des documents à la justice, c'est le rapporteur de la mission d'information parlementaire sur l'attentat de Karachi, Bernard Cazeneuve, qui s'est fait voler son ordinateur portable, révèle Le Point.

Le vol a eu lieu il y a un an, le 26 novembre 2009, dans son bureau de la communauté urbaine de Cherbourg, dont le député PS de la Manche est le président. Mais cela n'avait jamais été rendu public. «*Je ne dispose strictement d'aucun élément qui me conduise à relier (ce vol) à mes activités parlementaires, ni a fortiori à la mission d'information sur l'attentat de Karachi*», a indiqué à l'hebdomadaire Bernard Cazeneuve.

L'ordinateur n'a jamais été allumé.

D'après *Le Point*, le vol, accompli peu après le début des travaux de la mission parlementaire, s'est déroulé «*sans effraction*» et son auteur reste introuvable. En effet, «*le dispositif de géolocalisation contenu dans l'appareil n'aurait jamais été déclenché, ce qui signifie qu'il n'a pas été allumé depuis qu'il a été dérobé*», explique l'hebdomadaire qui écarte ainsi l'hypothèse «*d'un simple acte crapuleux*». Seul le contenu serait visé. (20minutes.fr 10.11)

Je ne suis pas informaticien mais je sais un peu comment fonctionne un ordinateur, j'ai été technicien en bureautique pendant une quinzaine d'années. Le "*dispositif de géolocalisation* est situé dans le microprocesseur si je ne dis pas de bêtise et non dans le disque dur où figurent tous les fichiers, il suffit donc de connecter celui-ci sur un autre ordinateur et le tour est joué, cela prend deux minutes.

3- Rétention d'informations. Un régime aux abois.

Des familles de victimes de l'attentat de Karachi vont porter plainte contre le président de l'Assemblée nationale, qui refuse de remettre des auditions parlementaires à la justice, a dit mercredi leur avocat.

Pour Olivier Morice, avocat de familles de victimes, le président UMP de l'Assemblée cherche à empêcher l'enquête d'avancer car elle pourrait impliquer des hommes politiques.

"*On considère que la motivation du refus de transmission des auditions est totalement non fondée et, qu'en réalité, c'est une décision politique pour éviter de transmettre à la justice des infos compromettantes sur un certain nombre d'hommes politiques français*", a-t-il dit à Reuters.

La plainte pour "*délit d'entrave à la justice*" vise également le député UMP Guy Teissier, président de la commission de la Défense, qui a le premier refusé de remettre au juge les procès-verbaux d'auditions.

"*Le rôle du contrôle du Parlement au travers notamment de missions parlementaires doit être complémentaire mais distinct de celui de l'autorité judiciaire*", a dit Bernard Accoyer, mis au courant de cette plainte, aux agences de presse.

Cette justification "*est un leurre*", a répondu Olivier Morice, visant à "*masquer une décision qui est politique et n'a aucun fondement juridique sérieux*".

Dans l'enquête sur l'attentat ayant déclenché le génocide rwandais, en 1994, le juge Jean-Louis Bruguière avait d'ailleurs obtenu la transmission d'informations de même nature, avance l'avocat. (Reuters 10.11)

4- Aveu. Sarkozy-Hortefeux ont pété les plombs. Fillon colmate les fuites !

Les services du Premier ministre ont rappelé en octobre au ministère de l'Intérieur qu'il était interdit de se procurer directement les factures détaillées auprès des opérateurs téléphoniques, révèle mercredi France Info.

Pour la radio, cette note de Matignon est la preuve que cette pratique a non seulement existé mais qu'elle est illégale alors qu'elle a notamment permis aux services de renseignement de se procurer cet été la liste des appels d'un journaliste enquêtant sur l'affaire Bettencourt.

Fin septembre, la commission nationale des interceptions de sécurité (CNIS), chargée du contrôle des écoutes administratives en France, avait déjà rappelé cette interdiction.

La note de Matignon signée par Jean-Paul Faugère, le directeur de cabinet de François Fillon, est classée "*confidentiel défense*" et a été envoyée courant octobre, précise France Info.

Le document rappelle que "*l'article 20 de la loi de 1991 sur les interceptions de sécurité ne peut être invoquée pour recueillir des données personnelles*", ajoute la radio.

Le *Canard enchaîné* et Mediapart accusent la Direction centrale du renseignement et l'Elysée d'avoir organisé la surveillance des journalistes couvrant l'affaire Woerth-Bettencourt.

Dans son édition de mercredi, le *Canard enchaîné* renouvelle ses accusations et affirme qu'il fait l'objet d'une enquête pour identifier la source de ses premiers écrits sur l'affaire. (Reuters 10.11)

5- En famille chez les intégristes de la loi des marchés.

En 2007 François Pupponi (PS) a succédé à l'Assemblée nationale et à Sarcelles à Dominique Strauss-Kahn.

"*Pupponi est un intégriste du strauss-kahnisme, comme moi du sarkozysme*", résume Pierre Charon, conseiller à l'Elysée. Les deux hommes se connaissent bien: ils se rencontrent fréquemment au Café de Flore; lors d'un séjour en Corse, Pupponi a invité le proche du président dans sa maison familiale. (Lexpress.fr 10.11)

- Je ferais bien un petit front unique avec ce parti ouvrier...

- L'UMP ?

- Mais non crétin, avec le PS voyons !

-Mais dis-moi, pour avoir de telles idées, tu dois militer dans un parti indépendant de l'Etat et tous ces partis ?

- Qu'est-ce que tu crois, mais enfin, cette question ne se pose même pas, tu me calomnies...

- Non, je pose simplement une question, c'est interdit ?

- Et puis on peut soutenir le PS quand il a de bonnes idées...

- Tu peux soutenir aussi l'UMP ou le FN quand il en a, cela lui arrive, il a appelé à voter non en 2005.

- Oui mais ce n'est pas pareil, attention aux amalgames, le PS n'est pas le FN ou l'UMP.

- Tu me prends pour un demeuré ou quoi, je le sais, il n'empêche que le FN ou l'UMP et le PS représentent bien les intérêts de la même classe, je parle fondamentalement. Si tu soutiens l'UMP, tu soutiens le régime et quand tu soutiens le PS qui le soutient aussi, tu fais quoi au juste, tu veux nous faire croire que tu défends les intérêts de la classe ouvrière, tu te fous de ses intérêts en réalité ou tu nous prends pour des imbéciles, non ?

- Pas de réponse.

6- Le bal des courtisans continue.

Dans *Le Point*, il publie un "*plaidoyer*" pour le chef de l'Etat, dans lequel il estime que "Nicolas Sarkozy a montré qu'il savait résister aux défilés et aux manifestations" sur la réforme des retraites.

"*Par ailleurs, Sarkozy a montré qu'il savait aussi ne pas plier pour défendre un ministre qu'il juge capable et honnête. C'est une vraie innovation !*", écrit l'ancien ministre de l'éducation, dans une défense d'Eric Woerth.

Pour M. Allègre, Nicolas Sarkozy a "*créé le G20 (...), entraîné l'Europe dans une action solidaire de recapitalisation des banques (...), stoppé net la panique qui avait saisi les épargnants*". Il salue également la politique internationale de la France, "*de nouveau en bons termes avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde ou le Brésil*".

"*Dans les circonstances de cette terrible crise, qui aurait fait mieux pour la France ? Celle que l'on n'a pas élue ? Chaque Français doit réfléchir à cette question !*", s'interroge-t-il. (Lemonde.fr 10.11)

Rien à ajouter au précédent commentaire.

Economie.

1- France. Impôts déguisés ou racket de l'Etat des banquiers, suite.

Dans un entretien au journal le *Figaro*, mercredi le rapporteur général UMP de la commission des Finances du Sénat, Philippe Marini, souhaite que la redevance audiovisuelle touche les résidences secondaires et plus seulement l'habitation principale. Mais le rapporteur de la commission des Finances milite surtout pour qu'elle concerne également ordinateurs et tablettes.

«*Il faut en outre tenir compte de l'évolution des modes de consommation des médias, en fonction de la technologie. Aujourd'hui, on ne regarde plus seulement les programmes sur un poste de télévision traditionnel. Ordinateurs et autres tablettes qui reçoivent la télévision doivent aussi être taxés. Il n'y aurait néanmoins qu'une seule contribution par résidence, quel que soit le nombre de supports récepteurs*», explique Philippe Marini. (20minutes.fr 10.11)

2- G20. Jeu de dupes. Opération médiatique à l'usage de la plèbe internationale.

Pour cadrer ce sujet, une réflexion.

Hier soir pour résumer les différentes déclarations à la veille du G20, aux infos de TV5Monde Asie, le journaliste a tout d'abord précisé qu'une dernière réunion préparatoire avait eu lieu mardi entre les différents protagonistes de ce vilain drame et qu'elle s'était soldée par un nouvel échec, selon lui ce qu'il en est ressorti ou le seul point d'accord auquel ils sont parvenus, c'est qu'en l'absence de toute solution il faudrait s'en remettre au marché pour réguler le marché des changes. Sachant que c'est l'impérialisme américain avec le dollar qui mène la danse, je vous laisse apprécier les éléments ou prises de position qui suivent.

C'est marrant, aucune agence de presse hier après-midi n'a repris les propos de ce journaliste qui ne les avait pourtant pas inventés. Il en a trop dit ou pas assez. On a le droit d'en sourire pour se détendre, on en a franchement besoin.

2.1- Sur fond de crise persistante.

A la veille de l'ouverture du sommet du G20 à Séoul, les participants fourbissent leurs armes. Les chefs d'Etat et de gouvernement s'apprêtent à publier une liste sur laquelle figure une vingtaine d'institutions financières «too big to fail» selon le célèbre adage américain(que l'on pourrait traduire par «trop importantes pour qu'on les laisse faire faillite»car une failite aurait des répercussions mondiales) , a affirmé le Financial Times.

Les deux françaises BNP Paribas et Société Générale figurent sur cette liste. Une banque allemande (Deutsche Bank), quatre établissements britanniques (Barclays, HSBC, Royal Bank of Scotland, Standard Chartered), deux italiennes (Banca Intesa, UniCredit) deux espagnoles (Santander, BBVA), les deux suisses Credit Suisse et UBS ainsi que la néerlandaise ING devraient ainsi compter également parmi les banques d'importance mondiale. Les établissements américains sont minoritaires puisque la liste compte cinq établissements américains (Bank of America-Merrill Lynch, Citigroup, Goldman Sachs, JPMorgan Chase, Morgan Stanley) et un canadien (RBC). En Asie, seules quatre banques japonaises font partie du classement : Mitsubishi UFJ, Mizuho, Nomura et Sumitomo Mitsui.

L'objectif des membres du G20 est de demander aux régulateurs nationaux d'être particulièrement attentifs à ces établissements. Toutefois, aucun accord sur les moyens de coordonner un plan d'action international entre régulateurs pour gérer

de telles faillites ne devrait être spécifié, précise le quotidien britannique. La question est jugée trop complexe.

De fait, l'adoption des accords de Bâle III, qui est l'un des objectifs du sommet du G20, est une véritable partie de poker. «*Le G20 est parti pour reporter cette décision*», rapporte le *Financial Times*. Pourtant, ces nouvelles normes imposent aux établissements de relever le niveau de leurs fonds propres afin d'éviter de connaître une nouvelle faillite d'établissements financiers, après l'impact colossal du dépôt de bilan de la banque américaine Lehman Brothers, en septembre 2008.

Les grands établissements bancaires ont pointé du doigt une réduction de leurs marges engendrée par Bâle III et des effets négatifs sur l'emploi. Certains pays dont le secteur bancaire est concentré, comme la France, estiment en outre qu'ils subiraient une concurrence déloyale en cas de promulgation de ces lois.

Outre la régulation bancaire, les membres du G20 discuteront de plusieurs autres dossiers : la réforme du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, d'une plus grande coordination économique, d'un encadrement des hedge funds, d'une plus grande surveillance des paradis fiscaux. La « *guerre des changes* » devrait toutefois venir chambouler l'agenda. (JDF 10.11

2.2- Un "***G2***".

Marc Touati, économiste chez Global Equities, interviewé par Publicsénat.fr sur le G20. Extraits.

Question d'une perspicacité confondante : Il y a semble t-il beaucoup d'attente autour de ce G20**...**

R. "*Il y a un rôle médiatique à jouer pour la France*".

Plus loin : "*Les G20 accouchent régulièrement d'une souris. Depuis le G20 de Londres d'avril 2009, ils n'ont servi à rien. Ça va donc surtout être du marketing.*"

Q. Les Etats-Unis et la Chine n'ont ils pas intérêt à jouer le jeu pendant ce G20 ?

R. Ils ont intérêt à jouer le jeu mais ensemble. Donc pour l'instant, c'est un G2 que nous avons parce que l'Europe n'a pas de pouvoir politique pour agir. (Publicsénat.fr 10.11)

2.3- Un "***énorme problème***". S'ils le disent eux-mêmes...

BCE. "*Nous avons à affronter une crise mondiale qui remet en cause la gouvernance mondiale, la gouvernance continentale, et les gouvernances nationales*", a dit mercredi Jean-Claude Trichet, lors des Journées de l'économie, à Lyon.

"*Donc nous avons un énorme problème au niveau mondial, au niveau continental et au niveau national, c'est de rendre leurs systèmes de gouvernance, leurs structures, leur solidité beaucoup plus établie*", a-t-il ajouté. (Reuters 10.11)

2.4- L'empire et ses vassaux. Puisqu'ils le disent...

Interview du *Figaro* du gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer. Extraits.

Q. La Réserve fédérale américaine a mis la semaine dernière 600 milliards de dollars sur la table et a été vivement critiquée. Comment jugez-vous cette décision?

R. Ils nous ont assuré qu'ils n'avaient donc aucune intention délibérée de faire baisser le dollar. Et je n'ai pas de raison de ne pas les croire.

Q. Reste que le dollar baisse et que l'on semble s'éloigner de la concertation qui était de mise entre banques centrales au moment de la crise**...**

R. D'abord, tout ne se résume pas au dollar. (...) Ensuite, si chaque banque centrale mène une politique adaptée à la situation de son pays, personne ne veut s'éloigner de l'objectif de cohérence. (...) Comme l'a réaffirmé le dernier G20 des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales, personne ne doit ni ne peut manipuler sa monnaie.

Q. L'euro n'est-il pas la grande victime des évolutions récentes des changes?

R. Mais il n'y a pas que l'euro qui «flotte» vis-à-vis de toutes les autres monnaies. (...) Cette idée, que j'entends, selon laquelle l'euro serait la variable d'ajustement du reste du monde me paraît… bizarre.

Q. Le G20 pourra-t-il avancer sur le terrain monétaire alors que le climat est pour le moins tendu?

R. La solution ne passe pas que par la politique monétaire. (...) Et pour ce qui concerne le système monétaire international, nous avons tous intérêt à le réformer, mais de façon structurelle, méthodique, apaisée, et certainement pas dans la précipitation. C'est un travail de longue haleine...

Q. Ce G20 devrait aussi être l'occasion de valider les nouvelles normes prudentielles dites de Bâle 3. Sont-elles pour vous satisfaisantes?

R. Nous avons abouti à un accord équilibré. Il est hors de question d'être confronté à une situation où les États voleraient à nouveau au secours des banques. C'est pourquoi nous renforçons à la fois la quantité et la qualité des fonds propres exigés aux banques. Mais en même temps, nous avons prévu une très longue période d'adaptation pour éviter une baisse artificielle des financements.

Q. Êtes-vous favorable à des exigences renforcées pour les grandes banques, considérées comme systémiques?

R. Cela ne doit pas être automatique, mais être seulement une option.

Q. Les États-Unis vont-ils appliquer Bâle 3?

R. Nous y serons très attentifs. Je n'ai aucun doute sur l'engagement de l'Administration américaine et de la Fed. (Lefigaro.fr 10.11)

Commentaire.

Naïf, hypocrique, menteur ou tout simplement ignare ? Le tout à la fois sans doute !

3- Irlande.

Le redressement de l'Irlande sera long, a déclaré mercredi le gouverneur de la banque centrale, ajoutant que les emprunts d'Etat irlandais ne retrouveraient jamais leurs rendements d'avant-crise, quand le pays était encore considéré comme le "tigre celtique".

S'exprimant devant une commission parlementaire, Patrick Hohohan, a cependant déclaré que le rendement des obligations souveraines irlandaises était actuellement des niveaux de crise qui ne devraient pas durer.

Il a ajouté qu'il était possible que les garanties d'Etat apportées aux banques soient encore nécessaires pendant deux trimestres.

L'écart de rendement entre les obligations d'Etat irlandaises à 10 ans et le papier équivalent allemand était en hausse de plus de 50 points de base dans l'après-midi, à 632 pdb, un niveau sans précédent dans l'histoire de la zone euro, en raison d'une hausse du rendement du papier irlandais à plus de 8,75%.

Patrick Honohan a également déclaré devant les parlementaires qu'il fallait s'attendre à ce que le redressement des comptes publics du pays s'étale sur une longue période.

"*Les banques, les ménages, les entreprises et le gouvernement se sont tous trouvés sous pression, et une longue période de redressement des comptes par la consolidation des dépenses a débuté*", a-t-il dit. (Reuters 10.11)

4- Portugal.

Le Portugal a adjugé mercredi pour 1,242 milliard d'euros d'obligations à six et 10 ans, non loin du montant maximal indicatif, mais il a dû payer son rendement le plus élevé depuis son intégration à la zone euro.

Le rendement de la tranche à 10 ans a été de 6,846% contre 6,251% lors de la précédente adjudication fin septembre. Celui de la tranche à six ans a bondi à 6,194% contre 4,407%.

L'organisme de gestion de la dette publique (IGCP) a indiqué que les banques étrangères avaient acheté environ 70% des

obligations émises.

"*Nous devons concentrer nos efforts sur la réduction du déficit budgétaire afin de ne pas envisager un recours au FMI*", a déclaré à la presse mercredi, le ministre des Finances portugais Fernando Teixeira dos Santos.

"*Nous devons prendre les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif, aussi dur cela soit-il.*"

Le vote du budget est désormais assuré, a-t-il ajouté, à la suite d'un accord trouvé avec le parti d'opposition. Cet accord était nécessaire car le gouvernement ne détient par la majorité au Parlement. (Reuters 10.11)

Haut de page

Le 13 novembre

Suite de l'offensive gouvernementale, l'ennemi se dispose : Titre du *Figaro* : Sarkozy élabore son «*gouvernement de combat*». Répondre qu'on l'attend de pied ferme serait exagéré puisqu'on vient de démontrer qu'on n'était pas en ordre de bataille pour l'affronter et que le mouvement ouvrier demeurait toujours aussi divisé.

Dans le respect de l'appartenance de chacun à des formations politiques différentes, il est aberrant que les dirigeants de partis ou responsables de tendances ou courants qui partagent pour l'essentiel les mêmes convictions et objectifs, ne trouvent pas les moyens politiques de constituer au moins une plate-forme commune d'action pour mener le combat ensemble contre Sarkozy.

Chacun s'emploie comme il peut à justifier cette nouvelle défaite et au passage sa politique, en refusant obstinément de prendre en compte la totalité des facteurs qui ont concouru à cet échec et qui constituaient en toile de fond la situation, de telle sorte que les travailleurs et militants ne pourront en tirer aucune leçon pour la suite. A les entendre, ils auraient tous eu raison de leur côté, cela nous fait une belle jambe ! Pour parvenir à ce constat qui ne contentera que leurs auteurs, ils ne sont pas vraiment embarrassés de scrupules, les uns ont fait passer le POI à la trappe, les autres FO ou encore leur alignement sur les appareils ou leur tendance au gauchisme, bref, on va aller loin avec de tels procédés.

Chacun savait, on ose l'espérer mais on se fait peut-être des illusions, que Sarkozy ne capitulerait jamais et que le seul moyen pour y parvenir était de dresser l'ensemble de la classe pour le chasser du pouvoir, dans le cas contraire on allait droit à une défaite, ce qu'évidemment personne n'a osé dire ouvertement aux travailleurs et aux militants, pensez donc, ils en auraient été effarouchés et ne se seraient pas mobilisés, c'est sans doute l'arrière-pensée qui animaient les uns et les autres, à moins qu'ils ne pensaient que "tout" était possible. Pour eux, cette bataille et les enseignements qu'ils en retirent se résument à l'impossibilité de réaliser un front unique des partis dits ouvriers sur les mots d'ordre du retrait, de la grève générale et la montée sur Paris, à l'obstacle infranchissable des appareils syndicaux, et dans certains cas au refus des organisations et des partis de rompre avec Sarkozy ou les institutions.

Pourquoi des travailleurs qui rejettaient le projet de loi de Sarkozy ne se sont-ils pas mis en grève ou ne se sont-ils pas mobilisés alors qu'ils en avaient les moyens matériels et financiers ?

On nous répond : parce que l'intersyndicale n'a pas appelé au retrait, encore moins à une grève franche de 24h. Avaient-ils vraiment besoin qu'on les prenne par la main pour se mettre en grève ou ont-ils estimé que le projet de loi de Sarkozy s'attaquant à l'ensemble des travailleurs du pays, il ne serait possible de le vaincre que si l'ensemble de la classe participait à cette mobilisation ? Voir plus loin l'autre explication que je fournis. N'étaient-ils pas portés à le penser, vivaient-ils dans un bocal étanche complètement séparée du reste de la classe, qui elle n'était manifestement pas prête à en découdre bien qu'elle rejetait le projet de Sarkozy, autrement dit, l'état d'esprit de l'immense majorité des travailleurs qui soutenaient la mobilisation mais sans intention de la rejoindre, n'a-t-elle pas pesé également sur leur détermination ? Ce serait donc la conjonction d'un ensemble d'éléments qui serait la cause de cette défaite dont personnellement je n'ai jamais douté, car je ne partageais pas du tout l'analyse de la situation qu'avaient faite les dirigeants.

Cette expérience ne devrait-elle pas inciter chacun à revoir sa copie ? On croirait que la lutte de classe se réduit aux appareils, que ce serait le seul facteur déterminant de la situation dans un pays qui ne compte que 8% à peine de syndiqués (en comptant les cadres), divisez ce chiffre par quatre et mettez un zéro et une virgule devant pour le nombre de militants combattant sur le terrain politique, laissons de côté les doublons, ceux qui sont syndiqués et militent également dans un parti, leur nombre est insignifiant, si après vous continuez de penser que la situation se réduit à ce seul facteur, toute discussion entre nous est impossible. Il faut être un furieux dogmatique pour tenir une telle position. C'est désolant à la fin.

On ne va pas s'éterniser sur cette question puisque finalement cela ne sert strictement à rien, autant pisser dans un violon au moins cela soulage !

Le document que je mettrai en ligne demain et qui retrace à grands traits les mots d'ordre et la tactique du POI de fin mai à novembre 2010, ne doit pas être interprété comme une attaque en règle contre ce parti, il sert uniquement de support à la réflexion sur la bataille des retraites. J'apporte cette précision pour les camarades du POI qui pourraient me prêter des intentions qui ne sont pas les miennes, mais surtout à destination des militants malintentionnés vis-à-vis de ce parti, qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre ma démarche pour des raisons que je connais plus ou moins et que je ne partage pas forcément ou pas du tout. Je suis d'autant plus critique envers le POI que je l'ai en sympathie et que je suis exigeant envers ses dirigeants, ce qui me semble légitime.

En dehors des responsables de quelques groupes de militants issus du PCI ou du PT ou encore du NPA, j'estime que le courant communiste internationaliste du POI rassemble les militants et les intellectuels les plus qualifiés du mouvement ouvrier, je l'ai déjà dit dans d'autres termes, je le répète puisque c'est mon intime conviction, donc tout désaccord avec eux me désole profondément, sans prétendre rivaliser avec eux notez bien, je ne suis qu'un modeste ouvrier qui essaie de penser, et si j'y parviens tant bien que mal, c'est parce que je consacre la totalité de mon temps à mon activité politique.

Les profs qui font l'éloge de Rimbaud se foutent bien qu'il ait été marchand d'armes ou d'esclaves, quand ils célébrent le philosophe J-J Rousseau, ils se foutent bien qu'il ait abandonné ces quatre ou cinq gosses (selon les sources), ils appartiennent à un autre siècle ou ils sont morts, seule leur oeuvre compte, bien des génies ont été des tyrans pour leur entrourage ou ont eu un comportement fort discutable au cours de leur vie... Je me suis toujours refusé à adopter cette attitude préférant faire la part des choses, à moins de vouloir se priver de ce que l'homme à produit de mieux à une époque donnée, dans ce cas-là, il ne nous resterait plus qu'à patauger éternellement dans le marais de la médiocrité, ce serait franchement dommage. Vladimir Horowitz était plutôt raciste, je crois me souvenir, et un être irrascible à la fois, mais c'était un pianiste exceptionnel, tiens, cela me rappelle que le journaliste et romancier J. London l'était aussi envers les Noirs, j'ai lu cela récemment, je ne l'ai pas vérifié ensuite, mais c'était un conteur formidable. Et madame Badinter, pourquoi avoir reproché au POI de lui avoir consacré une page dans IO, n'auraient-elles pas des qualités ? Chez nos contemporains, certains se servent de leur talent ou de leur position dans la société pour se donner bonne conscience, ils se servent de la classe ouvrière aux mêmes fins tandis qu'ils la combattent, dès lors il est impossible de traiter un volet de leur personnalité et d'occulter l'autre.

Il y en a qui passe leur temps à chercher de nouveaux maîtres, comme si chaque siècle en créait à profusion ou à suivre des disciples qui n'arrivent pas à la cheville des leurs, des charlatans très temps, dans mon cas, je m'en tiens au principe que je me suis fixé il y a plus de 30 ans et qui m'a permis de sortir de ma crasse ignorance et de progresser en recherchant la compagnie de ce qui se faisait de mieux dans tous les domaines, y compris en politique. Quand j'évoque les marxistes, en fait je veux parler de Marx, Engels, Lénine et Trotsky uniquement, en dehors de Rosa Luxembourg, le reste ne m'intéresse pas, je l'assume, je n'ai pas de temps à perdre. Quand on est animé par un idéal aussi élevé que le nôtre, on n'a pas le droit d'être aveuglé par ses déceptions passées ou ses désaccords présents, ses petits états d'âme, absolument rien ne doit nous détourner de l'objectif que l'on s'est fixé.

La dureté parfois de mes propos est à relier à la dureté de la vie, je pourrais me contrôler, adopter un autre style, rien de plus facile, mais j'aurais franchement l'impression d'être coupé de ce que les masses vivent au quotidien, de vivre dans un autre milieu que le mien, je n'en vois pas l'intérêt. Les imperfections qui sont nombreuses dans ma manière de m'exprimer peuvent être utiles aux intellectuels pour leur permettre de mieux comprendre comment peut penser un ouvrier ou comment il appréhende la réalité. Nous avons chacun nos faiblesses, pourquoi s'en cacher, c'est stupide.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Je ne propose évidemment à personne d'adopter cette conduite, chacun est libre de mener sa vie comme il l'entend.

Social.

A propos des retraites.

J'ai lu dans un site qu'environ 30 millions de personnes avaient souscrit un contrat d'assurance-vie. Ce contrat peut servir à améliorer sa retraite en cas de faible retraite, de décote due à divers facteurs, manque d'annuités ou décision de partir à la retraite avant d'avoir cotisé suffisamment pour percevoir une retraite à taux plein par exemple.

On remarquera au passage que parmi le nombre de personnes ayant souscrit un contre d'assurance-vie et bien d'autres contrats par capitalisation figurent des dizaines de millions de travailleurs, sans doute plus des trois quart de ces 30 millions ; on entend par travailleurs tous ceux qui vivent de leur travail, blouses bleues, grises ou blanches, ouvriers, cadres ou intellectuels, artisans ou commerçants, professions dites libérales, médecins, etc.

Hypothèse. Ne pensez-vous pas que des millions de travailleurs opposer à la loi de Sarkozy sur les retraites se seraient dit que finalement ils la contourneront et partiront à la retraite quand ils le décideront, et qu'ils compenseront la décote sur leur retraite par l'argent qu'ils auront capitalisé via différents placements ? Combien ont-ils fait ce calcul, un calcul qui correspond à l'indivualisme ambiant qui règne maintenant depuis deux décennies ou plus ? Ne serait-ce pas un des éléments qui aurait affaibli

leur détermination à combattre le projet de loi de Sarkozy avec lequel ils étaient en désaccord ? Ce n'est qu'une supposition ou une hypothèse, il me semble qu'elle ne soit pas dépourvue de fondement, non ? Bien entendu, elle ne concerne pas la masse des plus pauvres qui sont les éternels et principales victimes du capitalisme.

Quand on prétend analyser la situation ou une question particulière, définir une tactique ou une stratégie, on se doit de prendre en compte l'ensemble des facteurs (et leurs rapports) qui entrent ou qui peuvent entrer en ligne de compte, surtout quand on a des comptes à rendre à des militants ou aux travailleurs, c'est la moindre des choses pour qu'ensuite chacun puisse examiner librement en fonction des propres éléments en sa possession, si aucun facteur n'a été oublié, sous-estimé ou surestimé et vérifie ainsi la validité ou le sérieux de l'analyse qu'on lui a proposé. Qu'on se situe sur le terrain de la lutte des classes est une chose, que l'on avance des mots d'ordre (agitation) pour sensibiliser ou mobiliser les travailleurs sur une question en est une autre, qu'on développe des arguments au titre de la propagande en est encore une autre, mais rien ne peut justifier que l'on cède à la tentation d'occulter ou tronquer la réalité, ce qui semble avoir été le cas une fois de plus à des degrés divers sur la question des retraites.

La croissance du marché français de l'assurance-vie a atteint 7% au cours des huit premiers mois de l'année, avec des cotisations totalisant 100,8 milliards d'euros, selon les chiffres publiés mardi par la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA). (http://www.agefi.fr 28.09)

A fin septembre, la collecte atteint 111,6 milliards d'euros, soit une progression de 6 %. (http://www.ffsa.fr)

Commercialisés depuis 2004, les Perp connaissent une croissance relativement modeste mais régulière avec aujourd'hui 2,1 millions de plans en cours. Le montant des sommes épargnées par les souscripteurs s'élève à ce jour à près de 5,7 milliards d'euros.

A la différence de l'assurance-vie, le Perp prépare exclusivement à la constitution d'un complément de revenus versé pendant la retraite. Si la loi va bientôt permettre une sortie en capital à hauteur de 20%, le Perp privilégie le versement d'une rente. (20minutes.fr 12.11)

Politique.

La grande famille.

Après Yves Cochet qui expliquait avant-hier que l'appartenance à l'UMP n'était pas incompatible avec l'adhésion à Europe Écologie (voir la causerie d'hier), c'était au tour hier du numéro 2 des Verts d'embrayer sur le même registre.

"*Ce n'est pas la même écologie que celle que nous portons, mais je ne suis pas pour la politique du pire et si, effectivement, Alain Juppé est nommé et qu'il relance la politique par un Grenelle III ou un Grenelle IIbis, eh bien j'en serai très content*", a lancé sur LCI le n°2 des verts, Jean-Vincent Placé. (Lexpress.fr 12.11)

Economie.

1- G20. Une crise qui n'en finit pas.

Au terme de deux journées de débats tendus et houleux, grandes puissances économiques anciennes et émergentes ont convenu d'établir de vagues "*directives indicatives*" destinées à rendre compte des déséquilibres entre elles.

Elles ont toutefois laissé à leurs ministres des Finances le soin d'être plus explicites à ce sujet dans le cadre de discussions qui auront lieu au premier semestre 2011.

Le communiqué final du sommet de Séoul, le cinquième du G20 depuis la crise financière de 2008, ratisse large.

Les chefs d'Etat et de gouvernement s'y engagent à évoluer vers des taux de change qui soient davantage déterminés par le marché.

Il juge enfin qu'il existe une possibilité importante, mais limitée, de conclure les négociations commerciales du Cycle de Doha lancé en 2001 dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

"*Le travail que nous accomplissons ici n'apparaît pas forcément toujours spectaculaire*", a déclaré le président Barack Obama lors d'une conférence de presse donnée à l'issue du sommet.

"*Ça ne peut pas changer le monde tout de suite à tous les coups mais ce que nous faisons, pas à pas, c'est de bâtir des mécanismes et institutions internationaux plus solides, qui permettront de stabiliser l'économie, d'assurer la croissance économique et de réduire certaines tensions.*"

Le président Nicolas Sarkozy a pour sa part parlé d'un "*accord qui vaut mieux qu'un désaccord (mais) qui ne résout pas suffisamment les problèmes qui sont posés*".

Après des semaines de joutes verbales, Washington et Pékin, deux capitales mises en cause à des degrés divers pour les déséquilibres mondiaux de la planète, ont tenté d'arrondir les angles.

"*Les taux de change doivent refléter les réalités économiques (...) Les pays émergents doivent faire en sorte d'avoir des monnaies qui évoluent en fonction du marché*", a encore dit Barack Obama. "*C'est quelque chose que j'ai évoqué avec le président chinois Hu (Jintao) et nous surveillerons de très près l'appréciation de la monnaie chinoise.*"

Il demeure que les dirigeants du G20 n'ont pu se mettre d'accord sur la manière de déterminer à partir de quand les déséquilibres mondiaux représentent une menace pour la stabilité économique, renvoyant à des discussions sur une batterie d'indicateurs économiques témoins au premier semestre 2011.

"*La crédibilité du G20 dépend vraiment de la production de résultats (...) On ne peut pas s'en sortir en faisant du chacun pour soi*", a dit le Premier ministre canadien Stephen Harper. "*Il faut au contraire continuer à coordonner nos actions; la reprise est fragile.*"

"*Je ne pense pas que le fait que nous n'ayons pas résolu tous ces problèmes implique que nous rechuterons.*"

Pour Tim Condon, responsable de la recherche d'ING Financial Markets à Singapour, il est "*difficile de ne pas être d'accord*" avec les voeux exprimés par le G20 mais il n'a pas répondu aux attentes.

"*Ils ont décidé de coucher par écrit bon nombre d'objectifs louables, dans l'espoir de faire mieux et d'accomplir davantage lors des futurs sommets*", a-t-il dit. (Reuters 12.11)

L'espoir fait vivre... la lutte des classes aussi ! On a perdu une bataille sur les retraites, mais on n'a pas perdu la guerre de classe, désolé monsieur W. Buffet !

La Talonnette a dit.

Le chef de l'Etat, qui va assurer la présidence du G20 pendant un an, a par ailleurs relevé que « *ce qui était important, c'était de se mettre d'accord sur la création d'un mécanisme de surveillance des déséquilibres persistants* ». «*La première étape sera l'élaboration d'indicateurs permettant d'identifier les déséquilibres* ». Ceci devrait intervenir au premier semestre 2011, a-t-il précisé.

Commentaire. Parce qu'ils ne sauraient pas que ce sont les banksters qui mènent la danse !

« *Nous poursuivrons les priorités qui ont toujours été les nôtres* », a ajouté le chef de l'Etat, faisant référence à « *la moralisation du capitalisme* » et « *à une stricte surveillance des rémunérations des traders et des paradis fiscaux* ».

Commentaire. De la part d'un président dont la première mesure a été d'augmenter son salaire de 172%, c'est tout à fait crédible !

Le chef de l'Etat, qui recevra Dominique Strauss-Kahn à l'Elysée courant décembre, a déclaré souhaiter « *travailler main dans la main avec le FMI* », a-t-il assuré. (Publicsénat.fr 12.11)

Commentaire. On n'en attendait pas davantage !

Attention monsieur Sarkozy, quand à faire les choses proprement, la Bourse pourrait se choisir Strauss-Kahn comme candidat en 2012, pardon, j'oubliais qu'il pourrait être le candidat du PS, il est vrai qu'il n'y a pas vraiment là d'incompatibilité.

Le G20 en titre dans la presse.

- ONU-G20 - D'un "*machin*" à l'autre - LePoint.fr
- Le G20 accouche d'un accord a minima - Libération.fr
- Les bonnes résolutions du G20 de Séoul - L'Express
- Le G20 accouche d'une souris mais reste pertinent - Reuters
- Le G-20 accouche d'une souris - AP

Après le Fouquet's, pour le prochain G20, Sarkozy choisit Cannes (source : LePoint.fr 12.11)

Versailles aurait été mieux, mais bon ! Il a dû se souvenir que le monarque va au soleil et non l'inverse.

En marge du G20. Je te prête ce que je t'ai volé et estime-toi heureux !

Nicolas Sarkozy a annoncé vendredi la restitution des archives royales coréennes, à l'issue du sommet du G20 qui se tient à Séoul. Le président français a promis à son -homologue, Lee Myung-bak, de retourner sous la forme d'un prêt renouvelable de cinq ans les 297 livres qui avaient été pillés par la marine de Napoléon III en 1866.

Jack Lang a salué la percée et le geste «*noble*» de Nicolas Sarkozy. (Lefigaro.fr 12.11)

Encore un nostalgique de l'Ancien Régime ! A défaut d'un titre de noblesse, Lang se contentera de celui de valet.

2- Grèce.

La Grèce s'enfonce un peu plus profondément dans la récession. Son PIB trimestriel est en chute de 4,5% sur un an. Il s'agit de loin de la plus mauvaise performance des 27 pays de l'Union européenne (UE), qui donne à la crise grecque une allure de quasi-dépression.

Alors que les magasins ferment les uns après les autres à Athènes, que l'inflation et le chômage s'envolent, le pays, qui prévoit pour 2011 une troisième année consécutive de croissance négative, n'en finit pas d'aligner les mauvais indicateurs, malgré un relatif assainissement de ses finances budgétaires imposé par l'UE et le FMI.

Le décrochage est d'autant plus sévère que ces trois années noires interviennent après 13 ans de croissance ininterrompue, où la moyenne de hausse du PIB grec s'élevait à 3,7% par an.

Vendredi, en publiant les chiffres du troisième trimestre 2010, l'autorité des statistiques grecque (Esa) a noirci le tableau des deux trimestres précédents en affichant des contractions plus sévères du PIB qu'annoncées initialement.

Par ailleurs, une série d'indicateurs publiés depuis le début de la semaine illustrent tous l'ampleur du ralentissement subi par le pays: chute de 7,1% de la production industrielle en septembre sur un an, hausse du chômage à un taux record (12,2%) en août. Les jeunes grecs sont les plus touchés, avec près du tiers de la génération des 15-24 ans non scolarisés, qui sont sans emploi.

Seule l'inflation a semblé marquer le pas en octobre, mais à un niveau très élevé, plus de double de la moyenne des pays de la zone euro (+5,2% sur un an contre +1,9% en moyenne dans les 16 pays de la zone euro).

«*Le sentiment de confiance dans l'économie aussi bien du côté des consommateurs que des aspirations des chefs d'entreprise, s'est considérablement détérioré*», note Dimitrios Maroulis, économiste à la banque Alpha.

«*Nous avons besoin de faire renaître la confiance afin que les consommateurs soient persuadés que le pays ne va pas à la faillite et recommencent à dépenser*» ajoute-t-il en espérant que les réformes passées en 2010 (flexibilité du marché du travail, ouverture des professions fermées à la concurrence, etc.) allaient porter leur fruit en 2013.

Mais pour Jens Bastian, économiste à la Fondation hellénique pour les politiques européennes (Eliamep), les chiffres montrent plutôt «*une accélération de la récession*» qui n'a «*pas encore atteint son point de non retour*».

«*Réalistement je crains une chute sévère de la consommation*» au moment de Noël, ajoute-t-il, qualifiant la situation «*d'inquiétante*». Selon lui, les Grecs ont le sentiment que le gouvernement, qui se trouve de fait sous tutelle budgétaire de l'UE et du FMI depuis le prêt de 110 milliards d'euros accordé en mai, «*ne leur dit pas tout*».

A part la Chine et le Qatar, qui ont, selon lui, «*les poches pleines*», aucun investisseur étranger ne veut actuellement investir en Grèce, «*ni même rester en Grèce*», souligne Jens Bastian. Les industriels italiens, allemands et d'autres pays européens sont «en train de regarder comment ils pourraient quitter le pays».

Après la décision l'été dernier de la Fnac (France) de fermer ses magasins, les supermarchés Aldi (Allemagne) ont annoncé la fermeture de leurs succursales en Grèce. (AFP et 20minutes.fr 12.11)

3- Cuba.

Le «*Projet d'orientation de la politique économique et sociale*» vient d'être adopté par un groupe d'experts et de hauts responsables

du Parti communiste cubain, sous la présidence de Raul Castro. Il sera discuté à partir de décembre dans le pays afin d'être adopté par le VIe congrès du Parti communiste cubain qui se réunira en avril prochain.

«*L'armée est la seule institution capable de prendre en charge les secteurs économiques en déshérence, explique un économiste occidental en poste sur l'île. Elle a déjà mis la main sur le tourisme. Il faut maintenant lui permettre d'élargir son action sur l'ensemble des secteurs. Mais, pour cela, les chefs militaires exigent que les entreprises publiques soient assainies. Il faut démanteler les conglomérats non rentables. D'où le projet de licencier un million de personnes, dont 500.000 dans les 12 prochains mois ! Parallèlement, il faut intégrer les activités informelles dans la sphère formelle pour ouvrir des opportunités aux personnes qui vont perdre leur emploi.*»

Cuba connaîtra un déficit commercial de 11 milliards de dollars en 2010.

Le projet qui doit être discuté et surtout «*vendu*» aux Cubains d'ici à avril est particulièrement sévère. Toutes les sociétés publiques non rentables doivent disparaître au profit d'entreprises mixtes. L'État favorisera le développement des petites exploitations agricoles pour lutter contre l'important déficit de Cuba en matière de productions agricoles. Pour cela, des services bancaires vont être créés pour permettre l'attribution de prêt au secteur privé. Le projet prévoit une baisse de la participation publique et une hausse de celle des travailleurs dans le financement de la sécurité sociale. Cette société vieillissante connaît des besoins de financement chaque jour croissants en matière de retraites.

Le projet confirme aussi l'ouverture assez large de nouvelles activités au secteur privé. L'initiative privée sera notamment favorisée dans le tourisme contre le paiement d'impôts sur les profits générés. Les restaurants et les hôtels privés subissent aujourd'hui de lourdes contraintes qui les confinent à un rôle marginal. Pour stimuler la productivité, il est prévu que le revenu des employés d'entreprises publiques soit «*lié aux résultats obtenus*», sans précision de la façon dont seront mesurés ces résultats.

Enfin la réforme prévoit de supprimer la libreta, le «*carnet d'alimentation*». Il permet de se fournir à des prix très bas en denrées de première nécessité (farine, huile, sucre, café, etc.). Pour beaucoup de Cubains, cette mesure est catastrophique, la libreta compensant des salaires très faibles que le projet de loi ne prévoit pas d'augmenter. Washington a dit «*voir d'un bon œil*» ces changements par la voix de son secrétaire d'État adjoint pour l'Amérique latine, Arturo Valenzuela. (Lefigaro.fr 12.11)

En Inde si le gouvernement supprimait l'équivalent du «*carnet d'alimentation*», le pays serait immédiatement à feu et à sang !

Le 14 novembre

Politique.

1- Europe Ecologie-les Verts. Le bonheur est dans le pré... du capitalisme.

Un titre de Reuters qui tombe à pic : Un nouveau parti pour faire rêver les écologistes

1.1- La béquille du régime.

"*Bienvenue dans ce monde écolo que nous construisons ensemble*" : c'est avec ces mots que les Assises nationale du rassemblement des écologistes se sont ouvertes, samedi 13 novembre, au palais des congrès de Lyon. Une grande messe unissant toutes les figures qui ont fait le succès d'Europe Ecologie et des Verts depuis les Européennes de 2009 : on a ainsi vu poser ensemble sur scène José Bové, Antoine Waechter, Cécile Duflo, Yannick Jadot, Jean-Paul Besset, Daniel Cohn bendit, Dominique Voynet, avec Noël Mamère en Monsieur Loyal.

Les avis ne sont pas les mêmes sur les contours des alliances et du projet. Mais l'heure n'était pas aux débats.

Sur place, vingt urnes transparentes avaient été disposées pour permettre aux 2 000 militants présents de se prononcer. C'est finalement Europe Ecologie-les Verts qui a été choisi avec 53 % des voix. (Lemonde.fr 13.11)

1.2- Ils sont tout simplement des adeptes du capitalisme.

«*Nous ne sommes pas de gauche, nous ne sommes pas de droite. Nous sommes nous, intransigeants avec les productivistes qu'ils soient de gauche ou de droite.*» Et l'ex-leader de 68 de réclamer un droit d'inventaire sur le clivage droite/gauche: «*Si on prend la pauvreté, l'inégalité, il ya un vrai clivage traditionnel. Si on prend les problèmes sociaux, l'écologie politique se place sur le terrain de la gauche et contre la droite qui fait grandir les inégalités*» a-t-il lancé.

En revanche «*si on prends la lutte pour la démocratie et les droits de l'homme, le clivage ne veut plus rien dire. Rappelez-vous tous ceux de gauche qui ont soutenu je ne sais quel totalitarisme de gauche. Nous ne sommes pas de droite nous ne sommes pas de gauche nous sommes pour l'écologie politique intransigeante sur les droits de l'homme.*» (Libération.fr 13.11)

1.3- Ils bouffent à tous les râteliers !

Philippe Meirieu, vice-président Europe Ecologie de la région Rhône-Alpes, explique à notre partenaire LyonCapitale.fr l'enjeu de ce rassemblement lyonnais :

Q.Quels peuvent être les points essentiels en vue d'un accord avec le PS ?

R. Je pense que nous ne nous mettrons pas d'accord sur un programme commun, mais sur un contrat de mandature. (Rue89 13.11)

Les petits-bourgeois instables et indécis par nature mais soucieux de leur petit confort tournent le dos au PS dont la politique et le programme sont de plus en plus calqués sur celui de l'UMP, maintenant il ne faudrait pas qu'ils soient tentés par l'idée de lorgner à gauche ou vers d'autres partis, disons qui ont repris à leur compte le réformisme que le PS a abandonné au profit du social-libéralisme ou pire, vers un parti comme le POI, Europe écologie-Les Verts a donc pour fonction de maintenir l'illusion que le capitalisme ne serait pas incompatible avec les intérêts particuliers du petit-bourgeois, les garder au bercaille en quelque sorte.

1.4- Institutionaliser la collaboration de classes qui profite toujours à la classe dominante.

Entretien avec l'eurodéputé Jean-Paul Besset, proche de Nicolas Hulot, pressenti pour présider le parlement du nouveau parti.

Q. Quel est le sens de la présence de Nicolas Hulot à Lyon samedi ? (Hulot grand "ami" de Chirac, Bouygue et Cie.,)

R. (...) Il connaît l'histoire de ce mouvement et sait que son action n'est pas pour rien dans sa naissance. Dès ce jour du baptême d'Europe Ecologie-les Verts, il s'agit pour lui de rappeler la nécessité d'un dialogue permanent entre cette nouvelle force de l'écologie politique et les représentants de la société civile, les ONG et les associations.

Q. Pourquoi avoir claqué la porte au nez de Corinne Lepage ? (ex-ministre de l'Environnement d'un gouvernement de droite (1995-1997))

R. Beaucoup de militants de Cap 21 sont déjà avec nous. On veut que ce soit un mouvement souple et ouvert sur la société. Tout le monde est là. Antoine Waechter sera là. Je ne comprends pas que Corinne Lepage préfère rester dans son huis-clos.

Q. Cette maison de l'écologie est-elle à gauche ?

R. Le défi, c'est de constituer une force d'influence à partir du projet de transformation écologique de la société. Qui ne se définit pas par rapport à la gauche et à la droite. L'enjeu est de confirmer l'existence de l'autonomie stratégique et programmatique de l'écologie politique. Comme c'est le cas en Allemagne ou au Brésil. Ensuite, on passe des alliances et des partenariats. (...) Face au ronron binaire gauche-droite, on compte faire entendre un rythme à trois temps.

Q. Pourquoi faut-il un mouvement autonome de l'écologie au lieu d'«écologiser» les partis ?

R. Après l'intervention de Nicolas Hulot et son pacte écologique, signé par 750 000 personnes, on aurait pu choisir de pousser à la roue en intégrant le PS ou l'UMP pour les alimenter en biocarburant. On a choisi de jouer en autonome, en créant une force indépendante pour affirmer l'irréductibilité du paradigme écologiste sur le dogme productiviste. (Libération.fr 13.11)

Economie.

L'or a la peau dure. Trois réflexions d'internautes.

1- " L'or est d'une instabilité notoire."

C'est justement l'inverse ! L'or est d'une stabilité notoire !

" Par exemple, son prix vient de doubler en deux ans."

Ceci prouve une méconnaissance totale du marché de l'or et de la finance ... Voyez-vous l'or à une particularité : sa quantité n'a pas varié avec le temps, 90% environ de l'or extrait depuis 4000 ans existe toujours, certes sous forme différente (fonte et refonte). Le stock d'or mondial tiendrait dans un cube de 25m de côté et représente environ 24g par habitant de la terre. L'or ne se créé pas, il ne se détruit pas. Sa quantité est fixe, c'est ce qui en fait un élément d'échange parfait. Mieux, on connait les quantités dans les gisements et on connait donc le stock mondial. C'est l'étalon parfait car sa quantité est donc ... FIXE ! Et qui dit quantité fixe, dit prix fixe.

Non, l'or n'est pas instable, c'est l'argent qu'il faut pour l'acquérir qui l'est !

S'il faut 2 fois plus d'euros en 2010 pour en acheter qu'en 2008, c'est parce que l'euro à perdu de sa valeur. L'or lui, a toujours la même valeur !

Si vous avez 1 milliard d'euro en circulation et que vous en imprimez 1 autre sans créer de la richesse en contre partie, vous doublez la valeur des choses. Si avant il fallait 1 euro pour acheter une baquette, après l'impression il en faut 2, mais la baguette, elle reste la même. Cela s'appelle de l'inflation ! Si l'or a tant monté depuis des mois/années, c'est parce que les américains (et les européens) ne savent pas créer de la richesse, mais seulement imprimer en masse des billets. Et après on s'étonne d'avoir de l'inflation !

2- Le problème est que le système monétaire actuel s'apparente à une planification centralisée du crédit fondée sur le création ex nihilo de monnaie. Les taux directeurs sont déterminés par des logiques politiques (échéances électorales) et non économiques (loi de l'offre et la demande) et cette déconnexion de la réalité génère des bulles de mal-investissement qui finissent inexorablement par éclater lorsqu'il faut remonter les taux.

Ce modèle de l'argent bon marché encourage la consommation et l'endettement tandis qu'il décourage l'épargne et l'investissement composantes indispensables d'un développement économique durable et équilibré et pourtant ignorées par les Keynésiens ou les socialistes. Cette inflation s'apparente à une spoliation de l'épargnant et profite en priorité au gouvernement et à toutes les institutions, privées ou non, qui savent obtenir les faveurs du pouvoir politique (lobby militaro-industriel, Wall Street etc...). C'est un transfert de richesse immoral et destructeur des classes pauvres et moyennes vers les plus puissants et les plus riches.

Dans ces conditions il ne parait pas aberrant de préférer l'étalon-or à l'étalon-Bernanke. Adosser la monnaie à une contrepartie tangible, comme ce fut le cas pendant plusieurs siècles, permet de limiter les cycles économiques de boom et bust. Il est normal que cette option déplaise fortement aux keynésiens ou aux politiciens puisqu'elle les prive d'un financement majeur de leur sorcellerie économique.

3- Pour ce qui est de l'épisode de 1971, il est bon de rappeler qu'il s'agissait en réalité d'un semi-étalon or mis en place lors des accords de Bretton Woods. Le dollar était remboursable en or auprès des institutions bancaires étrangères mais cela était associé à la possibilité d'inflater la monnaie ce qui rendait ce système voué à l'échec dès le début.

Dans les années 60 le gouvernement a usé de cette facilité pour financer ses programmes sociaux massifs et la guerre du Viet-Nam.

En imprimant d'énormes quantités de dollars, Johnson a naturellement perdu la confiance des étrangers qui commencèrent à réclamer le remboursement en or conformément aux accords de Bretton Woods. Au bout du compte les USA se sont retrouvés avec 36milliards de dette étrangères en or tandis qu'ils ne disposaient plus que de 18 milliards de dollars de réserves en or. Plutôt que de réaliser des budgets équilibrés Nixon a préféré suspendre les remboursement. Ce fut la fin de Bretton Woods et de la modération monétaire, 25 ans après 1971 l'inflation cumulait à 300%. Le principe de l'étalon-or est au contraire de borner l'émission monétaire en adossant la monnaie à une contrepartie physique.

4- Mais pourquoi vouloir encore libéraliser les échanges internationaux ? Depuis 20 ans et une Super Crise on sait maintenant parfaitement que cela augmente bien les échanges, mais que l'apport de richesse n'est qu'apparent et temporaire ! Les échanges se résument à drainer tout l'argent dans une seule poche en appauvrissant tout le reste... Si le mirage s'est maintenu si longtemps c'est à cause des bulles de crédits, qui finissent par exploser, révélant la désertification laissé derrrière.. (Slate.fr 13.11)

Haut de page

Le 15 novembre

Le monarque minoritaire dans le pays et illégitime a reconduit logiquement ses ministres qui pourraient figurer dans un gouvernement présidé par monsieur Le Pen et qui ne cachent pas leur haine du prolétariat et leur xénophobie, Bertrand, Hortefeux, Besson, il a reconduit ou rajouté quelques aboyeurs aux relents fascisants, Lellouche, Morano, Mariani, Lefebvre, il

a conservé la représente de la Bourse et du Medef, Lagarde, et pour finir les va-t-en-guerre sont à l'honneur, Alliot-Marie et Juppé. Tout est dans l'ordre des choses.

Non, le peuple n'a pas le gouvernement qu'il mérite, il est le gouvernement que méritent l'intersyndicale jaune ainsi que le PS et ses satellites, véritables béquilles d'un régime en crise. Ce gouvernement est le produit de leur refus d'aller à l'affrontement avec le gouvernement sur la question des retraites ou de se positionner au côté de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts et vaincre Sarkozy.

C'est aussi le genre de gouvernement qui arrive logiquement au pouvoir à la suite de la défaite d'un front populaire, en quelque sorte la politique mise en oeuvre par l'intersyndicale jaune et le PS et ses satellites sur les retraites en s'alignant sur les besoins du capital avec lequel ils sont évidemment incapables de rompre.

C'est un gouvernement de combat, de guerre, nécessaire à Sarkozy pour poursuivre son oeuvre de destruction de tous nos droits.

Gageons que Lefebvre marchera sur les pas de Poujade, que le zélé Mariani redoublera d'imagination pour imposer de nouveaux impôts ou nouvelles taxes, que Bertrand taillera à la hache dans ce qui reste de la législation du travail encore favorable au prolétariat, qu'Hortefeux continuera de terroriser des couches entières de la population et de s'attaquer aux différentes formes de la liberté d'expression, etc.

Voilà ma réaction "à chaud". Que dire d'autres, que les syndicats et les partis dits ouvriers devraient rompre leur relation avec Sarkozy et son gouvernement, avec les institutions de la Ve République, certainement, en sachant qu'ils en seront toujours incapables puisqu'ils sont inféodés au régime et lui doivent leur survie, encore faut-il expliquer aux travailleurs et aux militants pourquoi. Notez bien que je n'appelle pas à s'adresser à ces parasites.

Sarkozy a dit à droite toute, le mouvement ouvrier devrait décider à gauche toute, mais chacun sait qu'il en est incapable, pour cela il faudrait qu'il se positionne strictement sur les besoins de la classe ouvrière, autrement dit qu'il cesse d'être subordonné au capitalisme et aux institutions et qu'il renoue avec le socialisme, il ne faut pas rêver camarades. Tenez, hier je suis allé sur les sites Internet de plusieurs groupements de militants de la CGT opposés à la ligne de Thibault, ils sont tous en panne sèche, KO debout, incapables de tirer le moindre enseignement de la défaite de la bataille sur les retraites. Même constat chez LO et au NPA. Ne parlons pas du PS et ses satellites qui n'ont jamais mené le combat au côté de la classe ouvrière sur les retraites et qui n'ont plus d'yeux que pour 2012. Il reste la proposition du POI.

Le PS et ses satellites accusent régulièrement le NPA et LO de ne pas vouloir prendre leur responsabilité et de refuser tout compromis qui permettrait de les associer à un gouvernement de front populaire, de ne pas vouloir gouverner pour être bref. Le POI devrait faire preuve de davantage d'audace et prétendre combattre pour prendre le pouvoir au nom de la classe ouvrière, ce qui n'aurait rien de grotesque puisque tous les autres partis prétendent combattre pour accéder au pouvoir et gérer la société pour le compte des capitalistes.

Qu'est-ce qu'un parti qui ne combat pas pour arriver au pouvoir, quelles sont ses réelles intentions, son objectif, c'est la question légitime que peuvent se poser les travailleurs et les militants. Objection : cette démarche pourrait être perçue comme antidémocratique. Parce qu'il y aurait quelque chose de démocratique dans celle de l'UMP ou du PS et ses appendices ? Se refuser à combattre dans cette perspective, ne serait-ce pas se plier à "l'opinion publique" façonnée par les médias aux ordres, par le pouvoir lui-même ?

Un parti qui prétend combattre pour le socialisme sait pertinemment qu'il devra renverser par une révolution la démocratie en place, une démocratie au rabais ou étriquée qui ne représente que les intérêts de la classe dominante ultra minoritaire dans la société, qui n'est finalement que l'expression de la dictature du capital, pour imposer une démocratie représentant les intérêts de l'immense majorité de la population, de tous ceux qui ne vivent que de la vente de leur force de travail, les ouvriers et les intellectuels. A l'opposé, ne pas combattre résolument dans la perspective de prendre le pouvoir, ne pas oser l'affirmer, revient à reconnaître ou accepter la légitimité du pouvoir en place ou en tout cas c'est ainsi qu'on peut l'interpréter.

La révolution n'est pas un acte démocratique, c'est un coup de force qui brise la légalité démocratique dont se pare le régime en place, de la même manière qu'il est impossible d'établir une véritable démocratie au cours ou dans la foulée d'une révolution socialiste, il faut au préalable que la classe ouvrière devienne la classe dominante et qu'elle en ait pris pleinement conscience ce qui ne se fait pas en un jour ou par un coup de baguette magique, qu'entre temps face au déchaînement féroce de la réaction, seul le ou les partis ayant été portés à la direction de la révolution par les masses, parce qu'il est ou qu'ils sont à même d'avoir pleinement conscience de l'évolution des rapports entre les classe et de définir à chaque étape du développement du processus révolutionnaire les tâches que la classe révolutionnaire doit accomplir pour aller de l'avant et vaincre, seul ce ou ces partis doivent détenir provisoirement le pouvoir, former un gouvernement ouvrier révolutionnaire ou socialiste, sachant que tout autre scénario est voué infailliblement à l'échec, comme nous l'enseigne plus d'un siècle de lutte de classe.

Voilà ce que tout militant se réclamant du socialisme, du communisme, du trotskisme, du léninisme, se disant révolutionnaire ou anticapitaliste devrait absolument avoir conscience. Les discours sur la démocratie ou la République ne peuvent

qu'embrouiller davantage les travailleurs et militants ou ramollir leur cerveau, entamer leur détermination, les détourner de la révolution socialiste...

Quelle différence existe-t-il entre les théories qui prétendent que par étapes successives en régime capitaliste ou par les urnes on pourrait atteindre les objectifs du socialisme, et la théorie qui prétend qu'on pourrait les atteindre par un processus démocratique, une Assemblée constituante tout droit sortie d'une pochette surprise ? Finalement aucune, le socialisme demeurera en devenir éternellement.

Une révolution et la guerre civile qu'elle déclenche à l'initiative de la classe des capitalistes, n'a rien d'une ballade tranquille, c'est une guerre de classe qui ne s'achève que par l'écrasement militaire, la mort violente de l'un des deux protagonistes. L'heure n'est plus au dialogue ou au compromis, si elle l'a été un jour, les amabilités de salon du genre, je vous en prie monsieur après vous, mais non mon brave tirez donc le premier, nous sommes vous et moi des démocrates, ce temps-là est résolu, c'est le premier qui tire qui reste en vie et l'emporte, toute hésitation ou état d'âme peut être fatale à la révolution. Prétendre que finalement n'importe qui ou n'importe quel parti pourrait très bien diriger un processus permettant d'avancer sur la voie du socialisme est totalement irresponsable ou criminel, il n'existe d'ailleurs aucun exemple dans le monde qui pourrait corroborer cette théorie opportuniste.

Pour vaincre Sarkozy, pour vaincre le capital, pour renverser les institutions de la Ve République, pour constituer un Etat ouvrier, pour former un gouvernement ouvrier révolutionnaire, pour avancer vers le socialisme, pour pouvoir entrevoir la satisfaction des besoins ou aspirations des masses exploitées, seule une révolution permettra d'atteindre ces objectifs, mais sans un parti de militants conscients combattant pour atteindre ces objectifs et s'appuyant sur les masses organisées, jamais nous n'y parviendrons. Notre priorité demeure la construction de ce parti et d'associer à notre combat toujours plus de travailleurs et militants qui ne sont pas encore prêts à adhérer au socialisme.

S'inspirer de la révolution russe, s'inspirer du parti de Lénine et Trotsky, adapter les enseignements qu'ils nous ont transmis à notre époque, en préserver l'esprit et non les copier bêtement à la lettre, voilà ce que je propose, inlassablement !

Politique.

1- France. Gouvernement : à droite toute !

François Fillon apparaît dimanche comme le principal vainqueur d'un remaniement marqué par un virage à droite qui lance la deuxième phase du quinquennat de Nicolas Sarkozy en tournant le dos à l'ouverture.

Le portefeuille de l'Immigration est désormais rattaché au ministère de l'Intérieur et l'intitulé "Identité nationale" a purement et simplement disparu.

Le nouveau gouvernement, fait unique dans l'histoire politique française, comprend un couple dans la vie civile, Michèle Alliot-Marie, aux Affaires étrangères, et Patrick Ollier, son compagnon, qui fait son entrée comme ministre chargé des relations avec le Parlement.

Sans surprise, Bernard Kouchner ne fera pas partie du nouveau gouvernement Fillon, annoncé dimanche soir. "*Kouchner n'avait pas été choisi pour sa meilleure compréhension du monde, mais parce que l'Élysée voulait faire une opération de politique politicienne*", résume Dominique Moïsi, de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Eric Woerth est sorti dimanche du gouvernement français après huit mois compliqués au ministère du Travail, où il a dû défendre la réforme des retraites en même tant que sa probité dans l'affaire Bettencourt.

Le ministre sortant de l'Ecologie a renoncé à rester au gouvernement après d'ultimes tractations avec le président Nicolas Sarkozy et repris une liberté de parole dont il a aussitôt fait usage contre le Premier ministre.

Jean-Louis Borloo a publié un communiqué en forme de rupture enrobée dans les amabilités d'usage : "*Je préfère (...) retrouver ma liberté de proposition et de parole au service de mes valeurs, qui ne sont pas de circonstances, au premier rang desquelles je place la cohésion sociale.*"

"*L'ambiance entre Jean-Louis Borloo et François Fillon et entre leurs entourages était devenue si délétère qu'il était difficile pour Jean-Louis Borloo de rester au gouvernement*", a ainsi dit à Reuters un député UMP sous couvert de l'anonymat.

Alors que le nouveau gouvernement n'est pas encore annoncé, Hervé Morin a déjà annoncé son départ.

"*La France a besoin de pluralisme, et la démocratie a besoin d'équilibre. Depuis avril 2010, le président est en désaccord avec*

cette démarche: je ne pouvais pas rester au gouvernement", a-t-il déclaré devant les caméras.

"*J'attendais une représentation plus juste au gouvernement. J'attendais une représentation plus équilibrée des sensibilités de la majorité et des Français. Alors que la France traverse une crise majeure (...), j'attendais un geste de rassemblement. Au lieu de ce geste de rassemblement, j'ai vu apparaître une équipe de campagne, une équipe de campagne électorale UMP et j'ai vu apparaître une équipe de campagne UMP proche du RPR.*".

Fadela Amara, écartée du nouveau gouvernement, a affirmé, dimanche, dans un communiqué avoir "*pu mesurer*" à son poste de secrétaire d'État à la Ville depuis 2007, "*les limites que constitue le poids de l'inertie et du sectarisme*".

Rama Yade a déclaré dimanche soir qu'elle quittait "*sans regret*" le gouvernement.

"*J'ai toujours fait le choix délibéré de rester fidèle à mes valeurs humanistes et républicaines. Je ne regrette absolument rien. Je n'ai jamais voulu renier les idéaux auxquels je crois profondément*", souligne dans un communiqué l'ex-secrétaire d'Etat.

(Source : Reuters, AP, Lepoint.fr, Lefigaro.fr, Libération.fr, 20minutes.fr 14.11)

2- Grèce.

Les socialistes du Pasok, au pouvoir en Grèce, étaient en tête dimanche soir dans une majorité des régions du pays, mais le taux d'abstention a atteint un niveau record, selon les premières estimations.

Alors qu'un tiers des bulletins de vote avaient été dépouillés, le taux de participation s'établissait à seulement 45%, un record à la baisse qui reflète le mécontentement de nombre d'électeurs face aux mesures d'austérité draconiennes prises par le gouvernement Papandréou. (Reuters 14.11)

3- Bangladesh.

De violents affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre dimanche à Dacca et dans d'autres villes du Bangladesh, où le parti d'opposition BNP avait appelé à une grève générale pour dénoncer l'expulsion de chez elle de sa dirigeante, la bégum Khaleda Zia.

Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de la capitale. La police a fait usage de gaz lacrymogènes et a dû charger pour disperser la foule. Il y a eu des blessés et des interpellations, ont rapporté des témoins. Plusieurs véhicules, dont des bus, ont été détruits par les manifestants.

La grève générale d'une journée décrétée par le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) a quasiment paralysé les transports à Dacca, ville de 12 millions d'habitants.

L'expulsion de Khaleda Zia, ancien Premier ministre, fait suite à une décision de justice. La maison, située dans l'enceinte d'une caserne à Dacca, lui avait été allouée par le gouvernement après la mort de son mari, le général-président Ziaur Rahman, tué lors d'une tentative de putsch en mai 1981. (Reuters 14.11)

Economie.

APEC. La loi des marchés ou l'esclavage au XXIe siècle.

Les dirigeants des 21 pays membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) sont convenus dimanche d'accélérer l'évolution vers une zone de libre échange tandis que la Chine mettait en garde contre les incertitudes entourant la reprise de l'économie mondiale et la montée du protectionnisme.

L'APEC regroupe en son sein trois des économies les plus puissantes du monde (les Etats-Unis, la Chine et le Japon) et certains pays connaissant des taux de croissance parmi les plus élevés du moment. Au total, les pays de l'APEC représentent plus de 40% du commerce mondial.

"*Libéraliser et faciliter le commerce et les investissements continueront d'être l'objectif central de l'APEC*", réaffirment-ils dimanche.

"*Nous nous dirigerons vers des systèmes de taux de change davantage déterminés par les marchés, améliorerons une flexibilité des taux qui reflète les fondamentaux économiques sous-jacents et nous abstiendrons de dévaluation compétitive des devises*", peut-on lire dans leur déclaration finale. (Reuters 14.11)

Internationale.

Haïti. Le cauchemar au quotidien de la survie du capitalisme.

Le dernier bilan de l'épidémie de choléra fait état de 917 morts à Haïti, où la maladie est présente désormais dans six des dix départements, a annoncé dimanche le ministère haïtien de la Santé.

A la date du 12 novembre, selon la dernière actualisation du site du ministère, on dénombrait 917 morts et plus de 14.600 cas d'hospitalisations pour cause de choléra depuis le début de l'épidémie, voici plus de trois semaines.

Près de 200.000 Haïtiens risquent de contracter le choléra, qui commence à se propager parmi les dix millions d'habitants du pays.

Haïti présente tous les facteurs de risque classiques en ce qui concerne cette maladie : camps surpeuplés regroupant des personnes déplacées par le séisme, rareté de l'eau potable, élimination insuffisante des déchets et contamination d'aliments pendant ou après leur préparation. (Reuters 14.11)

Le 16 novembre

Réflexions lucides ou désabusées de quelques internautes :

1- "Au fur et à mesure que vous montez d'un niveau dans la société vous profitez de plus en plus du système jusqu'à que vous soyez arrivé au sommet où vous bénéficiez de tous les systèmes, c'est ce que l'on appelle un système pyramidal.

Ce système n'est pas prêt d'être remis en cause par les politiques et autres oligarques qui ont totalement verrouillé le système et confisquent pour leur seul intérêt tous les biens du pays, parce que plus il y a de marches à monter, plus ils s'éloignent de la première et donc plus ils se protègent.

Par contre, eux l'ont très bien compris et pour mieux se protéger et mieux profiter de tous les systèmes ils nous divisent."

2- "Jusqu'à il y a peu de temps, la majorité des gens pensaient que l'avenir serait meilleur que le présent. Ce n'est plus le cas, et la plupart ont compris que nous allons vers un futur des plus incertains.

Nous avons laissé l'Empire financier mondial s'emparer des gouvernements. Cela va se traduire par une paupérisation des peuples. Les jeunes, manipulés et formatés, privés de leçons d'histoire, ont déjà accepté, même s'ils ont parfois des coups de colère dans les zones où la nouvelle société a le plus avancé, c'est-à-dire les banlieues.

Les vieux ont encore leur retraite, mais elle fondra pour se mettre au niveau de la pauvreté sociale ambiante.

Les actifs seront de plus en plus pressés et exploités. La plupart fermeront leur g..., car pris en otages par leurs crédits immobiliers.

Ils auront juste le droit de se défouler en regardant les spectacles sportifs ou en participant à des journées de manifestations syndicales...

Les seuls qui s'amuseront vraiment, ce sont ceux qui lutteront contre cette dictature douce de la Finance.

Si j'ai bien compris, quelques manifestations récréatives bien encadrées, un peu de pain rassis et des jeux suffiront à anesthésier les plus remuants.

Demain prolongeant aujourd'hui, nous sommes tentés de croire qu'il lui ressemblera, parce que nous voyons plus l'avenir comme prolongement de la situation vécue que la rupture qui se manifeste parfois.

Et si les pains et les jeux du cirque d'autrefois étaient aujourd'hui les "infos" et la "communication" à outrance - un même endormissement ?"

3- "La campagne électorale, c'est d'abord un spectacle au même titre que les autres spectacles que nous montre la télé, comme celui de vingt-deux millionnaires derrière un ballon rond.

C'est un spectacle destiné à nous détourner des vraies questions importantes, que nous nous poserions si on nous laissait un instant penser tout seul.

Ainsi, chacun dans la foule s'emballe pour l'un des gladiateurs. Ce spectacle se termine dans l'isoloir, où, à la manière des Romains, nous allons lever ou baisser le pouce pour les concurrents.

Mais, vous l'avez deviné, il existe des organisateurs de ce spectacle, car les acteurs n'improvisent pas. Si nous avions levé un peu le rideau qui se trouvait en arrière plan de la scène, nous aurions découvert les vrais patrons du cirque, des patrons qui ne sont nullement les politiques que nous connaissons, même si derniers se démènent à la manière de la mouche du coche.

Que nous élisions l'un ou l'autre des hommes politiques, les patrons resteront les mêmes, et notre vie quotidienne ne changera pas.

D'ailleurs, ces organisateurs du spectacle font tout ce qui est en leur pouvoir pour formater notre pensée. A cet effet, ils ont acheté l'ensemble de la presse télévisée et écrite, par l'intermédiaire des grandes multinationales. Et bien sûr, il ne faut pas s'étonner que les journalistes ne posent pas les questions qui nous intéresseraient vraiment, car ils ont peur d'être virés si – par extravagante hypothèse - ils désobéissaient.

Une petite envie de manif, oui, mais cela ne servira à rien... Je crois que même les manifestations font partie du système, car l'envie de révolte est partiellement assouvie après une manif, comme le petit téton de la cocotte minute est là pour réduire la pression quand celle-ci devient trop importante.

Les manifs aussi, ce sont les jeux du cirque... en complément éventuel de leur incontournable « donnez leur du pain et des jeux ».

Et puis, une manif contre Sarko ? Sarko n'est que le fruit du système financier global, et si ce n'était lui, ce serait un autre qui mènerait la même politique. Il suffit de voir ce qu'on fait les "socialistes".

Ne nous trompons pas quand nous cherchons le sommet de la pyramide, car il est bien plus haut que Sarko. Il faut le chercher du côté du système financier global."

Commentaire.

Je n'ai plus le temps de commenter ces réflexions qui semblent refléter assez bien la réalité ou l'état d'esprit de la majorité de la population, sans forcément les partager entièrement évidemment.

Politique.

1- France.

1.1- Un parti dirige le pays : l'UMP.

L'entourage de Nicolas Sarkozy fait déjà savoir que «*l'organigramme du parti présidentiel se décide à l'Élysée*».

Une seule chose est sûre: la passation de pouvoir au secrétariat général de l'UMP entre Xavier Bertrand et Jean-François Copé aura lieu mercredi, au cours d'un bureau politique auquel doit participer François Fillon. (Lefigaro.fr 15.11)

Voilà encore un argument qui peut servir à démontrer aux ignorants ou aux naïfs en quoi le parti est important, déterminant en fait pour chaque classe. C'est marrant, c'est exactement ce que je me suis encore employé à expliquer dans la causerie d'hier.

C'est un parti qui devra diriger le gouvernement ouvrier provisoire issu de la révolution en attendant que les masses aient constitué leurs propres organismes de pouvoir... On nous rétorquera que ce n'est pas très démocratique, soit, mais si c'est un parti construit sur le modèle du parti bolchevik qui détient le pouvoir avec des éléments issus de différentes tendances révolutionnaires d'autres formations politiques, il sera toujours plus légitime et démocratique que n'importe quel gouvernement issu des institutions de la Ve République, non ?

1.2- Le capital en ordre de bataille... contre la classe ouvrière.

Nadine Morano : "*C'est plutôt un gouvernement de combat*". (Reuters 15.11)

1.3- Ce qui est "***révolutionnaire***", c'est une ministre de l'Economie nulle en calcul !

Christine Lagarde a déclaré que le nouveau gouvernement Fillon est "*totalement révolutionnaire.*" Etant donné que "*le principe de la révolution est de faire un tour complet à 360 degrés*", ajoute-t-elle. "*On est revenu à l'impératif de la solidité et du professionnalisme*", a-t-elle insisté, affirmant qu'il n'y avait "*pas de place pour l'improvisation*". (Lexpress.fr 15.11)

Quand on fait "*un tour complet à 360 degrés*", on revient exactement au point de départ, on se retrouve exactement à la même place ou position. Elle a peut-être voulu dire que le gouvernement Fillon avait viré deux fois à 180°... à droite, se rapprochant un peu plus de l'extrême droite, ce qui expliquerait pourquoi les Yade, Amara et Kouchner ne pouvaient plus y avoir leur place. Pour le "*professionnalisme*", elle devait penser sans doute à Lefebvre !

1.4- Travail forcé des chômeurs, des jeunes, des vieux, des handicapés, grâce au "***dialogue social***".

Emploi. Xavier Bertrand a souligné qu'"*on ne pourra pas réussir sans le soutien des partenaires sociaux*" et précisé qu'il avait déjà pris contact avec eux et qu'il multiplierait les rencontres dans les prochains jours. (Reuters 15.11)

«*Le dialogue social est important pour rechercher des solutions et moderniser notre pacte social*», a affirmé Xavier Bertrand. (Lefigaro.fr 15.11)

Question à cent balles : pourquoi tous les opposants à la ligne de Thibault, tous ceux qui se réclament d'un syndicalisme de classe n'engagent-ils pas le combat pour la rupture des syndicats avec le régime, contre le financement des syndicats par l'Etat ? Voilà deux éléments qui pourraient servir de trame au combat de tous les syndicalistes pour en finir avec la soumission des syndicats au capital, non ? S'ils répondent négativement, ne faut-il pas alors entourer le mot *opposant* de guillemets ?

1.5- Quel dommage que l'identité nationale est disparue de l'intitulé du ministére de l'Intérieur !

L'arrivée au gouvernement de Thierry Mariani, membre de la frange dure de l'UMP, montre d'ailleurs que celle-ci a toujours l'oreille du président. Pour autant, Lionnel Luca n'y trouve pas son compte. «*C'est dommage, le débat sur l'identité nationale n'est pas clos*», regrette le député UMP des Alpes-Maritimes et membre du «*collectif de la droite populaire*», interrogé par lefigaro.fr.

Alors pourquoi ce revirement de Nicolas Sarkozy, moins de deux ans avant la présidentielle ? «*Cela prouve simplement que la création du ministère de l'Identité nationale n'était portée que par des considérations électoralistes*», poursuit Olivier Le Cour-Grandmaison. «*Mais la montée du FN dans les sondages a montré que l'opération était un échec et Nicolas Sarkozy a considéré qu'il fallait trouver un autre biais*» pour siphonner le parti d'extrême droite. En attendant, pronostique le chercheur, «*les mêmes orientations politiques vont être poursuivies*». Le politologue en veut pour preuve la reprise des dossiers liés à l'immigration par Brice Hortefeux, qui était titulaire du ministère de l'Identité nationale à sa création. (Lefigaro.fr 15.11)

Les nazillons de l'UMP et du gouvernement sont rassurés, en liant l'immigration à l'Intérieur, donc à la sécurité et la lutte contre le "terrorisme", les boucs émissaires demeurent les mêmes... comme au FN, c'est le principal !

1.6- Après les gaullistes et les radicaux de "***gauche***", le capitalisme à "***visage humain***" (avec une touche de vert éventuellement !), Marie-Ségolène Royal invente les "***centristes humanistes***" !

En marge d'une réunion de l'Internationale socialiste, Ségolène Royal a estimé qu'à l'occasion du remaniement, les centristes ont été « *très mal traités* ».

Et la présidente de Poitou-Charentes de lancer un appel explicites aux centristes : « *Nous avons la lourde tâche de rassembler les socialistes, de rassembler toute la gauche, les écologistes et les centristes humanistes(...) J'espère qu'ils auront le courage d'aller jusqu'au bout de cette démarche. Il faut absolument battre Nicolas Sarkozy en 2012 et tout ceux qui pensent qu'il faut redresser la France (...) tous ceux là devront se rassembler dans l'entre deux tours de la présidentielle* ». (Publicsénat 15.11)

Tout un programme ! Qu'elle garde ce genre de discours pour ses amis francs-maçons ! Au fait, ceux qui appellent à rompre avec les institutions de la Ve République, quand est-ce qu'ils rompront avec la franc-maçonnerie où l'on trouve aussi bien des bureaucrates syndicaux pourris, des patrons des multinationales du CAC 40, des banquiers, des militaires, tout ce que comptent de racailles les partis institutionnels du capital et assimilés de "*gauche*" ?

2- Crises politiques

2.1- Union pour la Méditerranée plombée et condamnée par la politique de l'Etat sioniste, l'impérialisme américain quoi !

Malgré de nombreuses tentatives de conciliations diplomatiques, le deuxième sommet de l'Union pour la Méditerranée, prévu dimanche 21 novembre à Barcelone, a été une nouvelle fois reporté. La coprésidence franco-égyptienne de l'UPM, ainsi

que l'Espagne, en ont pris la décision lundi, face à "*l'évidence que le blocage actuel du processus de paix au Proche-Orient*" rendrait impossible la tenue du rendez-vous dans des conditions satisfaisantes.

Les experts s'accordent à dire que ce nouvel ajournement constitue un coup dur pour l'UPM : l'Egypte, la France et l'Espagne ont certes appelé lundi "*à une reprise rapide des négociations entre Israéliens et Palestiniens*", mais n'espèrent pas que le sommet puisse être organisé à Barcelone avant "*les prochains mois*". (Lemonde.fr 15.11)

2.2- Union européenne.

Toujours à la recherche d'un compromis, les membres de l'Union européenne tentaient, lundi 15 novembre, d'arracher un accord sur son budget 2011.

Le traité de Lisbonne a renforcé les pouvoirs du Parlement européen dans les négociations budgétaires avec les Etats, le mettant sur un pied d'égalité avec les Vingt-Sept pour s'entendre sur les dépenses de l'UE.

Le Parlement veut aussi un engagement des Vingt-Sept à débattre de la question de nouvelles ressources propres pour le budget européen qui remplaceraient au moins partiellement les contributions nationales. Ce que lui ont clairement refusé jeudi une poignée de pays conduits par la Grande-Bretagne, hostiles à tout nouveau impôt européen, et qui rappellent que les eurodéputés n'ont qu'un pouvoir consultatif en matière de ressources. (Lemonde.fr 15.11)

L'argent c'est le nerf de la guerre, c'est celui qui le détient qui détient réellement le pouvoir.

Alors qui détient le pouvoir à l'UE ? Pardi, les Chefs d'Etat ! Ah bon ! Mais on nous a expliqué pendant de longues années qu'ils n'avaient plus aucun pouvoir, qu'ils devaient accepter les diktats de Bruxelles, qu'ils étaient eux aussi pris au "*piège*" de cette institution supranationale malfaisante... Ah, c'était une blague de dirigeants en panne d'inspiration pour déterminer la politique de leur parti ou qui ne voulait pas axer leur combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République... Rassurez-vous, par la force des choses ils sont ou seront obligés d'y venir comme nous l'écrivions alors.

3- Haïti. Dehors les forces d'occupation !

Des émeutes ont éclaté lundi dans deux villes haïtiennes mettant en cause la responsabilité des casques bleus des Nations unies dans l'épidémie de choléra qui ravage actuellement le pays.

La Mission de stabilisation des Nations unies en Haïti a été contrainte de démentir des rumeurs généralisées selon lesquelles la maladie aurait été introduite sur l'île par des casques bleus asiatiques.

Selon la police et des témoins, les manifestants ont incendié un commissariat de police à Port-Haïtien, deuxième ville de l'île caraïbe située dans le Nord, après s'être heurté à des casques bleus de la Minustah

"*Toute la ville est paralysée, les commerces et les écoles sont fermés, des véhicules ont été incendiés*", a raconté à Reuters un homme d'affaires de Cap-Haïtien, Georgesmain Prophete. "*C'est le chaos ici*".

Joaney Caneus, directeur de la police pour la région Nord dont fait partie Cap-Haïtien, a indiqué que la foule avait mis le feu au commissariat de police de Pont-Neuf.

"*Vous pouvez imaginer combien c'est difficile ici alors qu'on ne dispose pas du soutien habituel des forces de l'Onu parce qu'elles sont elles-mêmes en grande difficulté*", a-t-il confié à Reuters.

A Hinche, dans le centre, des casques bleus népalais ont été accueillis par des jets de pierres et des manifestants leur demandant de quitter le pays. (Reuters 15.11)

Social.

Le produit du capitalisme.

Alors que les cours ont tout juste repris ce lundi au collège Volney, à Craon, en Mayenne, un autre établissement de réinsertion scolaire fait parler de lui.

La semaine dernière, c'est à Portbail, dans la Manche, que des incidents ont éclaté. Selon *Le Parisien*, deux élèves ont été renvoyés jeudi dernier pour s'en être pris au patron du bar-tabac local. Samedi, ce sont les six élèves restants qui sont retournés

dans leur famille après une nouvelle altercation dans ce même bar-tabac.

A Craon, cinq élèves, également originaires de Seine-Saint-Denis, avaient été renvoyés après un affrontement avec des collégiens dans la cour de récréation. Ce lundi matin, entre 50 et 75% des élèves sont tout de même restés chez eux, selon l'inspection académique et les syndicats. (20minutes.fr 15.11)

Economie.

Chine.

La Chine pourrait être en mesure de concevoir et construire elle-même un modèle d'hélicoptère civil d'ici 2020, a jugé lundi le directeur général d'Eurocopter, leader mondial du secteur.

"*Je pense que la Chine construira de nouveaux hélicoptères dans les années 2020, et je prévois un hélicoptère entièrement développé en Chine d'ici la fin de la décennie*", a déclaré lundi à la presse Lutz Bertling, le directeur général d'Eurocopter, leader mondial du secteur.

La plupart des modèles d'hélicoptères chinois actuels comportent des éléments conçus à l'étranger ou sont produits sous licence.

On ne compte en Chine que 200 hélicoptères en service commercial, contre 12.000 aux Etats-Unis.

L'industrie aéronautique table cependant sur une réforme des textes en vigueur dans les deux ou trois ans à venir, qui entraînerait l'explosion du marché en faisant venir de nombreux constructeurs étrangers mais aussi en incitant l'industrie locale, a déclaré Lutz Bertling, directeur général d'Eurocopter.

Le salon aérien de Zhuhai s'ouvre mercredi en Chine, non loin de Hong Kong, et Pékin devrait y déployer ses ambitions en matière d'aviation en annonçant d'importantes commandes pour son premier modèle d'avion de ligne civil, le C919.

Selon les dirigeants présents à Zhuhai, le constructeur public chinois Comac devrait annoncer les premières commandes de cet appareil, émanant probablement des grandes compagnies nationales.

Le C919, d'une capacité de 150 passagers et devant entrer en service en 2016, est en concurrence directe avec la série A320 d'Airbus et le Boeing 737. Selon des analystes, il est peu probable que des compagnies étrangères l'achèteront tant qu'il n'aura pas fait ses preuves en vol et que le réseau de maintenance du constructeur ne sera pas reconnu mondialement. (Reuters 15.11)

Le 17 novembre

Je n'ai pas vu la prestation télévisuelle de La Talonnette apparemment dans ses petits souliers ou plutôt feignant la modestie pour la commenter. Ce que j'ai lu des agences de presse ne m'inspire pas.

On pourrait dire que le nouveau gouvernement est un gouvernement de crise, de crise politique au sein même du parti de l'ordre prêt à sacrifier celui qu'ils avaient élevé au pinacle en 2007, qui traduit la contradiction entre la nécessité et la volonté de continuer l'offensive contre la classe ouvrière et tenter de demeurer au pouvoir en 2012, mission pour le moins délicate pour ne pas dire impossible.

Après s'être affiché tel qu'il est vraiment et s'être mis à dos l'immense majorité de la population, Sarkozy aura du mal à redorer son blason, du coup c'est Fillon qui monte en première ligne pour prendre les coups... et connaître rapidement le même sort !

Il pensait profiter de la présidence du G20 pour se refaire une santé, pas de bol, il va lui falloir gérer simultanément plusieurs crises : le sommet de l'Union pour la Méditerannée est reporté sine die, aucun accord n'a été trouvé sur le budget 2011 de l'UE, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne sont au bord de la banqueroute, et pour finir le sommet de Séoul qui s'est terminé dans la confusion, un nouvel échec avec en prévision de nouvelles tensions entre impérialismes peu propices à résorber la crise qui ne cesse de s'approfondir à l'échelle mondiale.

C'est encore le parti qui nous a le plus manqué au cours de la bataille sur les retraites. Le parti qui aurait pu contrebalancer le PS et ses satellites, prendre la direction d'un front unique ou lui donner un contenu et une orientation politique correcte. Le construire devrait être notre priorité absolue. Des désaccords profonds existent sur la stratégie à mettre en oeuvre pour le construire. Cependant, ne pourrait-on pas concevoir un accord sur un plan d'action et une ligne politique face au gouvernement ?

On n'est pas obligé d'adhérer à la totalité de la politique d'un parti pour y militer ou pour s'associer aux actions qu'il propose, appuyons-nous sur ce qui nous unit pour organiser la classe et oeuvrons ensemble à favoriser le mûrissement de sa conscience politique au lieu de diviser nos forces déjà très faibles. Le temps joue en notre faveur, sachons en profiter car ce ne sera pas toujours le cas. A quoi bon lancer en direction des travailleurs *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* si on ne montre pas l'exemple à notre niveau ? Je croyais que c'était la lutte des classes qui confirmerait ou infirmerait les différentes théories en présence et rien d'autre, alors pourquoi s'obstiner à vouloir faire en sorte qu'il en soit autrement ? Mais bon, on a l'impression de brasser du vent et c'est désespérant.

Collaboration de classes, suite

Le Conseil d'orientation pour l'emploi (COE).

Que font les syndicats dans cet organisme sinon légitimer par avance les mesures qu'il préconisera au gouvernement et qui se transformeront en projets de loi, comme ce fut le cas avec le Conseil d'orientation de retraites (COR) ? Notez que la composition et le fonctionnement de tous ces "*conseils*" sont calqués sur ceux de l'OIT, à la différence près que ce sont des élus et des représentants de différentes administrations qui font office de représentants de l'Etat.

Parmi les missions du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE) "*placé auprès du Premier ministre*", on trouve "*formuler un diagnostic*", " *formuler des propositions* " au gouvernement. Y participe notamment, pour la CGT, M. Thierry Le Paon, secrétaire général de l'union des syndicats CGT du Calvados M. Nasser Mansouri-Guilani, responsable des activités économiques, pour FO, M. Stéphane Lardy, secrétaire confédéral Mme Sylvia Veitl, assistante confédérale.

La méthode : celle employée pour s'attaquer à nos retraites.

Dimanche sur Europe 1 la présidente du Medef a déclaré : «*nous croyons à la force du paritarisme*», autrement dit à l'institutionalisation de la collaboration de classes ou à la participation (pour ne pas dire intégration) des syndicats à la gestion de l'Etat qui a fait merveille depuis 1945, *Le Figaro* de préciser qu'elle va inviter les leaders des différentes organisations syndicales à se réunir pour établir un «*agenda social sur les deux années à venir*» comme l'a fait (avec succès) le gouvernement avec son agenda sur les retraites sur lequel s'étaient callés les dirigeants syndicaux pour orchestrer des journées de mobilisation dispersées pour assurer le passage du projet de loi de Sarkozy.

Elle a également affirmé ou repris les termes inclus dans la présentation du COE «*nous ferons un diagnostic du marché de l'emploi*» qui sera soumis à l'impératif fixé par Fillon dans un communiqué «*s'engager avec détermination dans un nouvelle étape qui doit permettre à notre pays de renforcer la croissance de son économie au service de l'emploi*», qui une fois traduit signifie : subordonner la politique de l'emploi à l'impératif de diminuer le déficit, autrement dit une détérioration des conditions de travail, une aggravation de la précarité et une amplification de l'exploitation, c'est ce que les syndicats sont appelés une fois de plus à légitimer. Pour parvenir sans encombre, elle a appelé le gouvernement à "*établir plus de concorde dans notre pays*", à ménager ses partenaires syndicaux qui pourront ainsi justifier auprès de leurs troupes leur participation à cette énième mascarade.

Comme madame Parisot était en verve ce dimanche, elle a lâché que «*sur la réforme des retraites, le patronat et les syndicats n'ont pas cessé de discuter*», plus discrètement que d'habitude car même les médias nationaux généralement bien informés de ces rencontres avaient cru le contraire et nous avec par voie de conséquence.

Après cela, s'en trouvera-t-il encore pour oser prétendre que les malheureux dirigeants syndicaux seraient tombés dans un "*piège*", eux qui siègent délibérément dans cet organisme et une multitude d'autres ?

Qui osera prétendre combattre le chômage et la précarité sans engager immédiatement le combat pour la rupture des relations entre les syndicats et le gouvernement et le patronat ? Si vous en êtes incapables, cessez donc vos discours sur le syndicalisme de classe qui ne servent finalement qu'à masquer votre propre capitulation, nous ne sommes pas dupe !

Politique.

1- Pagaille au sommet.

1.1- Les députés ont désavoué mardi le ministre du Budget et porte-parole du gouvernement, François Baroin, qui voulait limiter les exonérations de cotisations sociales (environ 200 millions d'euros) dont bénéficient hôpitaux et maisons de retraites en milieu rural.

Dans le détail, il s'agissait de limiter aux structures de moins de dix salariés «*l'exonération de cotisations sociales dont bénéficient les organismes d'intérêt général ayant leur siège social dans les zones de revitalisation rurale (ZRR)*». Une exonération évaluée à 219 millions d'euros. (Libération.fr 17.11)

1.2- Le groupe public France Télévisions va conserver sa publicité en journée avant 20h00, ont décidé mardi les députés.

Ces amendements modifient le projet de loi de finances pour 2011 qui prévoyait de reporter la suppression de la publicité avant 20h00 au début de l'année 2014. Ils proposent de maintenir la publicité en journée de façon permanente. (Reuters 17.11)

2- Un gouvernement de combat.

"*C'est un gouvernement de combat contre l'endettement, c'est un gouvernement de combat contre le chômage, c'est un gouvernement de combat contre l'injustice, c'est un gouvernement de combat contre l'insécurité*", a dit François Fillon aux députés.

En matière économique,"*nous devons relancer l'économie. Nous devons réduire les déficits. Nous devons protéger notre modèle social*" a-t-il dit. (Reuters 17.11)

3- Union sacrée... derrière Sarkozy qui dirige le parti de l'ordre.

A la suite d'un accord conclu dimanche avec Nicolas Sarkozy, Jean-François Copé va quitter ses fonctions de président du groupe UMP de l'Assemblée pour prendre la tête du parti.

"*Le mot d'ordre, c'est de dire qu'au lendemain de ce remaniement, où il y a eu quelques petites difficultés, l'heure est maintenant à l'union sacrée parce que nous sommes à 16 mois de l'élection présidentielle, que nous avons un objectif: c'est de contribuer tous ensemble à la réélection du président de la République et à celle de notre majorité parlementaire pour poursuivre les réformes*", a-t-il dit. (Reuters 17.11)

Social.

1- La pauvreté soit-disant stable gagne du terrain en réalité.

L'Insee, dans son étude «France Portrait social», rapporte que le quart de la population aux revenus les plus bas a un risque 53 % supérieur à la moyenne d'avoir une qualité de vie dégradée. Bref, la pauvreté «*monétaire*» et la mauvaise qualité de vie vont de pair. Plus inquiétant, 22 % des adultes ont été une fois entre 2004 et 2007 «*pauvres en condition de vie*», c'est-à-dire pauvres selon les critères de qualité de vie. Néanmoins, seulement 4 % des personnes l'ont été quatre ans d'affilée. La pauvreté est donc assez souvent transitoire. C'est le cas par exemple pour les jeunes ménages avec enfants.

Le quart des salariés les moins bien payés ne gagne sur une année que 73 % d'un smic annuel.

En 2006, le coût du logement (loyers, charges, remboursements d'emprunt diminués des allocations) a absorbé 39 % du budget des ménages à faibles ressources, contre 27 % en moyenne nationale. Il faut dire qu'en dix ans, les loyers des foyers les plus modestes ont augmenté de 42 % et de seulement 28 % pour les autres ménages ! L'amélioration de la qualité des logements (surface, chauffage…) est loin d'expliquer toute cette hausse. Il y a bien eu un dérapage des loyers en France ces dernières années. (Lefigaro.fr 17.11)

2- Discrimination et racisme.

"*Le taux d'emploi des Français descendants d'immigrés du Maghreb est beaucoup plus faible que celui des Français dont les parents sont Français de naissance: 56% contre 74% pour les femmes, et 65% contre 86% pour les hommes*", note ainsi l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

"*Les différences d'expérience, de diplôme, de situation familiale et de lieu de résidence entre les deux populations n'expliquent qu'un tiers de cet écart*", précise l'INSEE.

Pour l'institut, "*le reste peut provenir de l'existence de discrimination, mais aussi de tout ce qui n'est pas mesurable directement (réseaux professionnels, capital culturel, etc.)*".

L'INSEE constate également que cette situation est spécifique "*aux Français descendants d'immigrés du Maghreb*". Ainsi, "*les Français dont au moins un des parents est originaire d'Europe de l'Est, du Nord ou du Sud ont quant à eux des taux d'emploi plus proches de ceux des Français de parents français de naissance*". (AP 17.11)

Economie.

1- Zone euro : en sursis ?

L'Irlande pressée d'accepter d'urgence une aide financière de ses voisins européens, le Portugal menacé par la contagion, la Grèce incapable de réduire son déficit budgétaire, la croissance qui s'annonce anémique en 2011... La zone euro traverse la pire crise de son histoire, au point de faire planer le spectre d'une éclatement. Le sujet n'est, en tout cas, plus tabou parmi les dirigeants européens.

Le président de l'UE, Herman Van Rompuy, a lancé un cri d'alarme très inhabituel : «*Nous devons tous travailler de concert afin de permettre à la zone euro de survivre. Car si la zone euro ne survit pas, l'Union européenne ne survivra pas non plus*». «*Mais j'ai confiance dans le fait que nous allons surmonter cela*», a-t-il ajouté.

Pour les ministres des Finances, réunis à Bruxelles, il s'agit d'abord de gérer l'urgence, c'est-à-dire de réagir vigoureusement pour soigner le nouvel accès de fièvre des marchés financiers inquiets du déficit public irlandais. Déjà, les investisseurs réclament des taux d'intérêt de plus en plus élevés afin d'acheter de la dette irlandaise, portugaise et même espagnole... (Lepoint.fr 17.11)

2- Irlande.

Selon une information du Wall Street Journal, les responsables européens réfléchissent à un plan de sauvetage pour l'Irlande de 80 à 100 milliards d'euros, spécifiquement destiné aux banques du pays.

Une chose est sûre, «l'aide ne serait pas gratuite», rappelle Benjamin Carton, économiste au Cepii (Centre d'études prospectives et d'informations internationales). L'UE et le FMI ne manqueraient pas d'exiger de Dublin des hausses d'impôt et des réductions de dépense assez sévères pour garantir sa capacité de financement. Ce qui équivaudrait à une mise sous tutelle de l'économie, un changement dur à faire accepter à une opinion qui vit déjà une ère d'austérité sans précédent.

Pire, l'économiste rappelle que «*demander de l'aide, c'est reconnaître que le pays ne va pas s'en sortir seul*». Pas franchement rassurant, alors que le but est justement de redonner confiance aux investisseurs sur la solidité du pays. «*Il est certain que le déblocage d'une aide va faire augmenter les taux d'emprunts du pays*», avance même Benjamin Carton. L'Irlande, qui fait partie des pays européens les plus en difficulté, n'a donc pas très envie d'être aidée à ce prix. Mardi soir, le Premier ministre du pays Brian Cowen reconnaissait qu'il «*travaille à des questions relatives à la zone euro*», mais assurait qu'un plan de sauvetage «*n'est pas inévitable*» et que le pays n'a formulé aucune demande. «*L'Irlande sait déjà ce qu'elle va y perdre, mais elle n'est même pas sûre de ce qu'elle peut y gagner*», poursuit-il.

Si l'Irlande ne demande pas d'aide, l'UE pourrait envisager d'autres solutions, comme l'injection directe de liquidités dans les banques irlandaises. «*Cela aurait l'avantage de montrer que le problème de l'Irlande vient de ses banques, et non pas d'un défaut structurel. On rassurerait alors les investisseurs sur la situation économique du pays*», analyse Céline Antonin. C'est cette solution que semblent privilégier les ministres des Finances européens, comme les autorités irlandaises.(20minutes.fr 17.11)

Le 18 novembre

Deux sujets de causerie aujourd'hui. Je ne suis pas très en forme, mais comme il pleut tous les jours j'ai le terrain en moins à nettoyer et arroser donc plus de temps pour bosser. Au fait, je suis toujours en négociation pour vendre mon terrain, ce sont les voyous de mon village qui veulent me racketter qui retarde la conclusion et peuvent la faire avorter.

On reviendra plus tard sur la mobilisation sur les retraites car tout n'a pas été dit, il faut dire que j'ai toutes les peines du monde pour m'y retrouver entre infos et intox. J'ai pu donner l'impression que j'avais minimisé cette mobilisation, cela serait involontaire, disons que je me méfie de ce je lis, et des gauchistes qui se sont manifestés bruyamment à cette occasion.

1- Parti radical, Nouveau Centre, MoDem, leurs principaux dirigeants se sont relayés ces derniers jours pour commenter le remaniement ministériel et rappeler qu'ils existaient encore. La fable du centrisme est épuisé depuis la crise du capitalisme des années 70, à cet égard l'élection de Giscard avait davantage correspondu au crépuscule qu'à l'aube du centrisme, une anomalie spécifique à la France en proie à la crise de ses institutions.

L'évolution du capitalisme mondial depuis le début des années 90 a fini par réduire à néant l'espace politique jusqu'alors réservé au centrisme. La radicalisation de la guerre de classe du capital sous la direction de l'aristocratie financière aurait dû le faire disparaître si en réponse la guerre de classe du travail s'était développée, mais tel ne fut pas le cas, lui offrant ainsi un nouveau sursis.

Ardents partisans de l'Union européenne, cultivant l'illusion de son indépendance face à l'impérialisme américain qu'ils vénèrent par ailleurs, les centristes connaissent en quelque sorte le sort qui était réservé à l'UE dès sa fondation.

La radicalisation de la guerre de classe du capital sous la direction de l'aristocratie financière a mis fin également au réformisme,

cette fois en réduisant à une peau de chagrin l'espace politique dans lequel peut évoluer le PS, au point de devoir proclamer ouvertement qu'il se réclamait de l'économie de marché, du capitalisme, c'était en 1983. Face à cette situation, l'avant-garde du prolétariat aurait dû elle aussi se radicaliser, le terme n'est pas approprié ici, disons plutôt qu'elle aurait dû prendre acte de cette évolution et en profiter pour changer de tactique, or elle fit exactement l'inverse en continuant sur la ligne du front unique en direction du PS et du PCF au nom du combat pour des réformes, alors que l'ère des contre-réformes et de la liquidation de tous les droits acquis ou concédés par le capital à la classe ouvrière depuis la fin de la Seconde guerre mondiale avait sonné.

La réforme bancaire américaine de 1990, le développement du capitalisme en Asie du Sud-Est, l'implosion de l'URSS et le traité de Maastricht à la même époque, annonçait ou précédait une nouvelle offensive du capitalisme contre le prolétariat mondial. Dès lors, sur le plan économique et social la classe ouvrière devait engager une lutte défensive pour conserver tous ces acquis ou droits, et sur le plan politique elle devait passer à l'offensive et se regrouper dans un parti menant une lutte à mort contre les partis parlant en son nom et liés au régime qui avait décider d'avoir sa peau, de lui reprendre un à un tout ce qu'il avait dû lui concéder au cours de la lutte des classes depuis 1945.

Aucun parti n'a décidé de se positionner sur cette ligne, les uns et les autres préférant collaborer avec les appareils du PS ou du PCF et ceux des syndicats qui leur étaient liés, colportant des illusions criminelles dans ces partis, qui à les écouter, étaient encore des partis ouvriers ou pourraient le redevenir un jour indéterminé. Cette confusion savamment entretenue jusqu'à l'heure où nous écrivons ces lignes a eu notamment pour conséquence de ne jamais pouvoir construire le parti. Cette politique mise en oeuvre dès les années 83-84 avait pour objectif de regrouper dans le même parti les militants provenant de ces partis et opposés à la ligne politique de leurs directions, elle a totalement échoué, un constat que l'on peut dresser près de trois décennies plus tard.

"Dans la Neue Rheinishe Zeitung, Engels exprimant cet état d'esprit – à savoir qu'il fallait accepter l'idée que pendant un temps indéterminé tout espoir révolutionnaire était interdit – écrivait : " *En présence de cette prospérité générale où les forces de la production de la société bourgeoise s'épanouiront avec toute la luxurieuse somme possible dans le cadre bourgeois, il ne saurait être question d'une véritable révolution* ". (J. Droz, *L'Internationale ouvrière de 1864 à 1920*)

Si l'amélioration du sort de la majorité de la classe ouvrière ainsi que celle de la petite-bourgeoisie renvoyait la révolution à plus tard, nous n'irons pas jusqu'à dire que tous les partis ont alors abandonné cette perspective, ils ont profité de ce rapport entre les classes pour se détourner des couches les plus défavorisées du prolétariat, les plus aptes à rompre avec le capitalisme et les institutions, au profit de ses couches les plus favorisées dont finalement la résistance ou le combat s'inscrivait uniquement dans la perspective de la survie du capitalisme auquel elles étaient totalement subordonnées.

Ainsi ces partis se sont de plus en plus éloignés de la cheville ouvrière indispensable à la construction d'un véritable parti communiste, au profit d'élément petits-bourgeois davantage préoccupés par leur propre sort que par celui de la classe ouvrière dans son ensemble, au point d'occulter désormais totalement le combat pour le socialisme. Il ne faut pas s'étonner ensuite que cette dérive opportuniste se soit traduite par l'absence de toute issue politique à proposer aux travailleurs. Gouvernement PS-PCF, gouvernement ouvrier composé de ces partis et d'autres, Assemblée constituante dont l'essentiel des représentants seraient issus de ces partis, voilà en gros tout ce qu'ils ont été capables de proposer aux travailleurs qui depuis des lustres n'ont plus aucune illusion dans ces partis pour les conduire au socialisme ou transformer radicalement la société.

Ils n'ont pas été capables de trouver la bonne combinaison pour s'adresser aux couches du prolétariat les plus durement frappées par la crise du capitalisme et susceptibles d'être gagnées au socialisme, et de situer chaque combat comme une étape sur la voie du socialisme et non une fin en soi.

Il y avait dans le n°123 d'*Informations ouvrières* à la page 6, une réflexion intéressante d'une étudiante en première année de droit que j'ai relevé et qui conforte mon analyse : "*Je me dis que les gens qui se sont battus dans le temps pour avoir ce qu'on a, ils ne l'ont pas fait pour que tout soit remis en cause. (...) Tout cela, ç'aura été fait pour rien ?*"

Mais comme ils ne l'ont pas fait dans la perspective du socialisme, ce qui arrive aujourd'hui était parfaitement prévisible malheureusement.

Pourquoi ne pas le dire franchement aux travailleurs et jeunes et se contenter d'une citation ? Parce qu'aucun parti n'est sur une ligne politique de rupture avec le capitalisme et ses institutions politiques malgré les déclarations de certains d'entre eux.

Et cette étudiante de conclure après avoir pointé "*La classe moyenne est en train d'être détruite. Il n'y aura plus que des très riches ; et nous, qu'est-ce qu'on a comme avenir ? SDF ?", "C'est peut-être exagéré, ce que je dis, mais pour faire changer les choses, il faudrait une révolution.*"

Elle a raison, il faut l'encourager à approfondir sa réflexion, le conditionnel en moins, la révolution, c'est la seule solution !

Cette étudiante en droit se lamente parce qu'elle aspire à faire partie de la classe moyenne, elle observe qu'elle est en train de fondre et de se prolétariser au fur et à mesure que le capitalisme s'enfonce dans la crise, si tel n'était pas le cas, sans doute qu'elle porterait un autre regard sur la situation et qu'elle serait indifférente au sort de la classe ouvrière dont elle ne sera sans

doute jamais vouée à partager le triste sort qu'elle se rassure.

Le POI est-il un parti ouvrier ou un parti représentant les intérêts de la petite-bourgeoisie ou des couches moyennes ?

On conçoit très bien que les militants du POI se soient abstenus de répondre dans cette réunion aux propos de cette étudiante, elle et l'assistance auraient pu le prendre de travers ou n'y rien comprendre, mais dans les colonnes d'un journal qui en rend compte c'est parfaitement possible en y mettant la forme bien entendu, nous ne sommes pas là pour formuler des jugements ou jouer les procureurs, mais pour aider la conscience de classe des travailleurs à progresser.

Il était facile de relier l'affirmation contenue dans sa première question à la nécessité d'abattre la Ve République, elle vous avait tendu la perche, pourquoi ne l'avez-vous pas saisie ? Et après vous vous étonnez que l'on puisse affirmer que le POI ne combat pas vraiment les institutions ?

Cette critique que je formule ici, on pourrait la renouveler plusieurs fois à la lecture de chaque numéro de ce journal. Ce Parti fonctionne comme une chambre d'enregistrement des illusions des masses que finalement il ne combat pas vraiment.

Les masses abordent la situation avec leurs illusions, le constat qu'elles dressent de la réalité est souvent juste, mais dès qu'il s'agit de l'interpréter, c'est là qu'elles s'emmêlent les crayons et que leurs illusions remontent à la surface. Notre devoir est alors de les aider à les repérer dans un premier temps, pour qu'ensuite elles en comprennent elles-mêmes la signification politique, ensuite seulement la discussion peut continuer, procéder autrement serait perdre son temps.

Dans le même registre et pour confirmer ce qui vient d'être dit.

Lu IO n°123 page 9, à propos du Bureau national du POI du 6 novembre : "*En effet, dans le combat contre la réforme des retraites, les travailleurs se sont heurtés au refus des dirigeants des partis de gauche de rompre avec les diktats des institutions capitalistes internationales (Union européenne, FMI…) — soumission aux impératifs de la dette, exigence d'une « bonne réforme » —, ce qui a permis de faire passer la réforme de Sarkozy.*"

Essayons de comprendre.

Les dirigeants des partis dits de "*gauche*" - c'est déjà plus précis et conforme à la réalité comme formulation, ont cédé à l'exigence d'une « *bonne réforme* » souhaitée également par les représentants du capital en France, Sarkozy et Parisot, à moins qu'ils aient été contre ou qu'ils soient eux-mêmes tombés dans le "*piège*" tendu par l'UE et du FMI, hypothèse totalement invraisemblable évidemment mais que peut sous-entendre le discours du POI, car il n'est plus question ici de la rupture des partis dits de "*gauche*" avec les institutions de la Ve République dont Sarkozy est le sommet et le chef d'orchestre, le Bonaparte de service.

Ni les travailleurs ni les partis dits de "*gauche*" ne se sont heurtés aux institutions de la Ve République, ce qu'il fallait lire et comprendre finalement. A part cela, le POI ne chercherait pas à ménager les institutions...

Ne cherchez pas non plus la réponse à la question de savoir pourquoi les partis dits de "*gauche*" ne tiennent pas à "*rompre avec les diktats des institutions capitalistes internationales*, car il faudrait affirmer que l'existence de ses partis est liée organiquement à celle du régime et que pour cette raison ils ne rompront jamais avec lui, la chute du régime et une révolution menée à son terme entraineraient la disparition de ces partis, véritables appendices du capital, quelle horreur, ils sont tellement indispensables à la classe ouvrière selon le POI, et puis cela en serait fini du front unique en direction de ces partis et le POI est incapable de mettre en oeuvre une autre tactique pour en avoir fait une stratégie, ceci expliquant cela.

2- Le NPA ne propose rien aux travailleurs et militants à part perdre leur temps dans des discussions interminables, vérifions-le.

Déclaration de la direction du NPA : *A celles et ceux qui luttent et qui ne lâchent rien* - 15 novembre

Que les autres, les passifs et les capitulards, l'immense majorité des travailleurs, aillent se faire foutre autrement dit, cet article n'est pas pour eux ! Merci pour eux quand même !

Elle se termine ainsi : "*C'est pourquoi le NPA en appelle au regroupement pour construire et imposer l'alternative anticapitaliste. Nous proposons que toutes celles et ceux qui luttent et ne lâchent rien, jeunes, salariés, précaires, chômeurs, retraités, équipes de militantEs radicaux du mouvement social, formations engagées dans la lutte en débattent ensemble pour avancer dans cette voie.*"

Le mot *socialiste* doit leur brûler la langue ! Quelle forme de regroupements propose-t-il ? Aucun. Propose-t-il de préparer une conférence ou quelque chose d'autre du même genre ? Rien. Des bavards, quoi !

Le PS a défendu l'allongement de la durée de cotisation, peu importe, on ne peut pas s'en passer : "*Le Parti Socialiste présent aux manifs – et c'est tant mieux*", pour dire plus loin que c'est un parti pourri et infréquentable !

L'hystérique du Palais a fait des émules parmi les médias, par exemple sur TV5Monde Asie les journalistes qui se relaient au journal de 20h30 ne peuvent pratiquement plus faire une phrase sans employer au moins un superlatif absolu ou une expression à valeur de superlatif jusqu'à l'extravagance, grotesque, tout y passe, substantifs, adjectifs, adverbes, ils y mettent même le ton pour être plus persuasifs quand ne s'y mêlent pas des grimaces, des sourires débiles ou déplacés qui étonnent parfois leurs invités, à croire qu'ils sont sous l'emprise d'amphétamines ou de la cocaïne ou ses dérivées, pour montrer qu'ils sont bien à la hauteur des attentes de leur cher président, Sarkozy, et recevoir les félicitations du directeur de l'information de leur chaîne. !

J'ai relevé trois superlatifs absolus dans cet article du NPA totalement déplacés : "*hyper-austérité*", "*manifestations multimillionnaires*", "*ultra majorité de la population*".

S'il existe un régime d'hyper-austérité en France, comment alors qualifier le régime infligé aux travailleurs par le gouvernement Papandréou en Grèce, d'hyper hyper hyper-austérité : ridicule ! ; les manifestations les plus importantes ont rassemblé au mieux peut-être trois millions de participants, et encore ce chiffre paraît peu crédible, il était annoncé avant même le début des manifestations sur les coups de 10h du matin, il est vrai qu'au-delà de un commence la multitude ! quelle expression faudrait-il donc employer pour parler des dizaines de millions de travailleurs, retraités ou jeunes qui ne se sont pas mobilisés ? ; quant à la proportion de la population soutenant les mobilisations elle a atteint selon des sondages 70%, il s'agissait de sondages qui n'avaient qu'une valeur purement indicative à prendre au conditionnel sur les intentions réelles des personnes sondées, donc pas de quoi en faire un plat !

On a l'impression qu'ils veulent absolument se convaincre de quelque chose, dans un autre article du 10 novembre intitulé Colère intacte, pouvoir discrédité...., j'ai relevé les expressions suivantes : à propos de la mobilisation sur les retraites "*l'expérience cumulée est colossale*", gigantesque aurait été mieux, ils n'ont pas été capables de capitaliser celle de 2005 sur le TCE, de 2006 sur le CPE ; Sarkozy fait face à "*une grande très grande impopularité*", une hyper impopularité aurait été du meilleur effet, mais quel est son contenu réel, cela ne les intéresse pas ; le 6 novembre "*la participation est restée très élevée, très combative et radicale*", bref révolutionnaire, pour renouer souvent avec le gauchisme ou un aventurisme débridé et dangereux et envoyer des travailleurs et des jeunes inutilement au casse-pipe ou se faire matraquer, c'était faire preuve, comment dire, d'une "grande très grande" irresponsabilité !

Politique.

1- France.

1.1- Une faillite sans "***faille***.

"*La volonté d'avoir une solidarité gouvernementale sans faille, l'idée 'd'un pour tous et tous pour un', c'est un peu ça la feuille de route politique*", a dit François Baroin après le premier conseil des ministres de la nouvelle équipe, au lendemain de l'interview télévisée de Nicolas Sarkozy. (Reuters 17.11)

1.2- Les premières gamelles du nouveau gouvernement.

1.2.1- Conflit d'intérêt. Nora Berra défend son ex-employeur.

"*Ses déclarations sur le Mediator sont scandaleuses*", s'insurge Gérard Bapt. Il évoque l'intervention de Nora Berra sur iTele qui déclarait mardi : "*il faudra voir la relation d'imputabilité entre le médicament et ses effets*" alors que le Mediator est accusé, dans une étude présentée par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) d'avoir causé 500 décès et 3500 hospitalisations pour des pathologies cardiaques.

"*Ce sont ses premières déclarations en tant que secrétaire d'Etat et elle remet en cause des études de la CNAM et de l'Afssaps. C'est fort !*", poursuit le député, accusant la secrétaire d'Etat de défendre le laboratoire Servier, qui a commercialisé ce produit de 1976 à 2009 en France. (Lepost.fr 17.11)

Les dirigeants du laboratoire Servier devraient être excutés ! C'est cela la démocratie ouvrière.

1.2.2- Il en avait "***assez***" de votre société monsieur Chatel. Un élève du lycée Toulouse-Lautrec de Bordeaux a tenté mercredi de s'immoler par le feu et a été transporté au CHU de la ville dans un état très grave selon les pompiers.

Le lycéen âgé de 18 ans s'est aspergé d'acétone auquel il a mis le feu dans un couloir du premier étage de l'établissement. Les pompiers l'ont transféré au service des grands brûlés du CHU de Bordeaux.

Selon le chef d'établissement, le lycéen, en bac pro de communication graphique, est "*réputé bon élève et rien ne laissait présager son geste*".

"*Juste après, et avant d'être évacué vers l'hôpital, il était conscient et m'a dit qu'il en avait assez*", a ajouté le proviseur.

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, annonce dans un communiqué qu'il se rendra sur place "*au cours de la soirée pour s'entretenir avec la communauté éducative et les membres de la cellule psychologique*". (Reuters 17.11)

1.2.3- Karachi, corruption et paradis fiscal : quand le porte-valise s'appelait... Sarkozy !

La piste d'une affaire de corruption pendant la campagne présidentielle de 1995, susceptible d'impliquer Nicolas Sarkozy, a été confirmée par des auditions de justice, notamment celle d'un ex-ministre, Charles Millon.

Par ailleurs, un autre témoin auditionné par le juge Renaud Van Ruymbeke, Gérard Menayas, ancien dirigeant de la DCN, qui construisait les sous-marins, a confirmé que les commissions passaient par le Luxembourg, où deux sociétés, Heine et Eurolux, avaient été créées pour les récolter.

Ce témoin, selon la même source proche du dossier, confirme d'autres éléments du dossier judiciaire, notamment un rapport de la police luxembourgeoise, selon lesquels c'est Nicolas Sarkozy, ministre du Budget (1993-1995) et porte-parole de la campagne Balladur qui avait organisé ce transit au Luxembourg. (Reuters 17.11) (lire l'article en entier dans cette page)

2- Irak.

Le président irakien Djalal Talabani annonce dans un entretien diffusé mercredi qu'il ne signera pas l'acte de condamnation à mort de Tarek Aziz, ancien vice-Premier ministre de Saddam Hussein.

"*Non, je ne vais pas signer l'ordre d'exécution à l'égard de Tarek Aziz et je ne vais pas signer un ordre de ce genre parce que je suis socialiste*", a dit Djalal Talabani à France 24. (Reuters 17.11)

On ne réclamera pas la tête de Tarek Aziz parce que Saddam Hussein devait être socialiste aussi !

3- Afghanistan.

La mission de combat de l'OTAN en Afghanistan pourrait se prolonger au-delà de 2014, date retenue pour le transfert de la sécurité aux forces afghanes, a déclaré mercredi Mark Sedwill, le représentant civil de l'OTAN dans le pays. (AP 17.11)

Social.

1- France.

La Cour des comptes préconise pour financer l'amélioration des transports ferroviaires en Ile-de-France à continuer d'augmenter les tarifs pour les usagers.

Une telle hausse "*apparaît difficilement évitable si les pouvoirs publics font le choix d'un rattrapage rapide du niveau des investissements*", dit Didier Migaud. (Reuters 17.11)

2- Suisse.

Le groupe pharmaceutique suisse Roche a annoncé mercredi son intention de supprimer 4.800 emplois dans le monde ces deux prochaines années, soit 6% de ses effectifs, la plupart aux Etats-Unis. Cette restructuration doit lui permettre d'économiser 1,79 milliard d'euros par an d'ici 2012.

En 2009, le groupe, qui comptait 82.000 employés dans le monde, a enregistré un chiffre d'affaires de 36,3 milliards d'euros.

La multinationale prévoit par ailleurs de transférer 800 postes vers d'autres sites et d'en externaliser quelque 700. Au total, ce sont donc 6.300 emplois qui sont concernés par la restructuration: 3.550 aux Etats-Unis, 1.300 en Europe, et 680 dans d'autres pays du monde.

"*Ces mesures sont nécessaires pour garantir durablement les résultats de Roche*", assure le patron du groupe, Severin Schwan,

cité dans un communiqué publié mercredi par la multinationale.

Le syndicat suisse Unia rappelle que Roche a engrangé l'an dernier un bénéfice de 6,3 milliards d'euros et accru ses profits de 80% en cinq ans. (AP 17.11)

6,3 milliards d'euros + 1,79 milliard d'euros = 8,09 milliard d'euros, c'est mieux ! 4.800 emplois dans le monde en moins aussi !

Economie.

Russie.

Le gouvernement russe a approuvé mercredi un plan de privatisation impliquant la vente d'environ 23,5 milliards d'euros d'actifs publics sur les trois prochaines années.

Il implique la cession de participations dans les deux plus grandes banques du pays, dans son principal producteur pétrolier et dans son monopole ferroviaire. (Reuters 17.11)

Le 20 novembre

Hier j'ai été occupé avec l'affaire de ma maison et il n'y a pas eu d'électricité toute la journée, je n'ai donc pas pu travailler. Je suis sûr à 90% de quitter ce village pourri avant le 10 décembre, je serai fixé lundi en principe. Je ne sais pas encore où je vais aller vivre, j'aurai à peine une semaine pour trouver une location et déménager, etc. Il me reste encore un mois environ pour renouveller l'abandonnement du site au serveur, j'hésite comme tous les ans à continuer, compte tenu que je ne reçois aucune contribution, j'ai très envie de continuer mon activité politique sous une autre forme, à un autre rythme avec moins de contraintes.

Je pensais qu'Internet serait propice à développer une riche correspondance, je me suis trompé. Je pensais également qu'en abordant le militantisme sous un autre angle ou des angles différents, les militants apprécieraient, je me suis trompé aussi apparemment. Bref, j'accorde tellement d'importance à la qualité des relations humaines, que je ne supporte plus du tout celles qui prévalent sur Internet que je trouve futiles ou inutiles. Je ne compte pas perdre mon temps encore longtemps, et si ce travail ne m'aidait pas à réfléchir, j'aurais déjà fermé le site depuis belle lurette. Maintenant, je ne suis pas enchaîné à ce mode d'expression pour progresser ou nourrir ma réflexion. Sur ce, vos partis, vos dirigeants et leurs politiques sont merveilleux, eh bien, je vous laisse en leur compagnie ! Je ne suis pas de mauvaise humeur, le mouvement ouvrier est un véritable cauchemar !

Bon week-end quand même.

Politique.

1- France.

1.1- L'étau se resserre sur Sarkozy et sa cour.

Des familles des victimes de l'attentat de Karachi en 2002 demandent à la justice l'audition comme témoins de Nicolas Sarkozy, de son prédécesseur Jacques Chirac et de l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin.

Sandrine Leclerc, porte-parole de familles de victimes de l'attentat, s'est adressée au président de la République devant la presse, rappelant qu'il avait promis d'être à leurs côtés en 2006, mais qu'il refusait maintenant de les recevoir.

"*Non seulement vous nous avez abandonnés mais nous nous sommes aperçus que vous nous aviez menti. Aujourd'hui, nous vous demandons des comptes, vous nous devez la vérité, vous ne pouvez plus continuer à mentir de la sorte*", a-t-elle dit.

L'Elysée ne fait pas de commentaires, a dit l'entourage du chef de l'Etat. Nicolas Sarkozy a qualifié publiquement de "fable" l'hypothèse d'un lien entre l'attentat et une affaire de corruption, dont il conteste l'existence.

La Constitution semble rendre impossible une audition de Nicolas Sarkozy, puisqu'elle interdit toute poursuite ou interrogatoire du chef de l'Etat sur des faits susceptibles de le mettre en cause.

Me Olivier Morice, avocat des familles de victimes, met le président au défi de se présenter. "*Si Nicolas Sarkozy n'a rien à*

se reprocher, pour quelle raison ne répondrait-il pas à la justice en qualité de témoin, pour expliquer la 'fable' qu'il a exposée ?", a-t-il dit jeudi aux journalistes.

Les dépositions de Jacques Chirac et de son ex-secrétaire général à l'Elysée Dominique de Villepin sont également sollicitées, car Charles Millon a raconté au juge que les services secrets, la DGSE, leur avaient rendu compte oralement et directement en 1995 de leur enquête sur l'affaire.

La DGSE a placé sur écoutes l'entourage d'Edouard Balladur et de son ministre de la Défense François Léotard en 1995, a aussi raconté Charles Millon dans sa déposition. (Reuters 18.11)

Le nouveau témoin entendu jeudi, Michel Mazens, un haut fonctionnaire alors chargé par l'Etat français de négocier les contrats d'armements, a déclaré au juge, selon sa déposition relatée à Reuters par une source proche du dossier, que Jacques Chirac avait bien fait cesser les paiements en 1995.

Michel Mazens a aussi indiqué que des intermédiaires recrutés par le gouvernement Balladur, les Libanais Ziad Takiedinne et Abdul Rahman al Assir, ont été privés d'autres commissions de 200 millions d'euros concernant une autre vente de frégates à l'Arabie saoudite.

Michel Mazens, qui agissait selon ses dires sous la direction de Dominique de Villepin, alors secrétaire général de l'Elysée, a expliqué être allé voir un dirigeant de la branche commerciale de la DCN, Dominique Castellan, pour lui faire part de la décision d'arrêt des paiements.

"*Il a réagi en me disant que, pour lui, c'était compliqué, car c'était faire courir des risques à ses personnels*", dit Michel Mazens dans un passage de sa déposition publié par le site internet d'information Mediapart.

Une nouvelle plainte pour mise en danger d'autrui et homicides involontaires va donc être déposée et elle visera Dominique de Villepin, Jacques Chirac et les anciens dirigeants de la DCN, dit Me Morice. (Reuters 19.11)

1.2- Retour de bâton.

David Sénat, ex-conseiller pénal de Michèle Alliot-Marie au ministère de la Justice, le magistrat soupçonné d'avoir informé un journaliste dans l'affaire Woerth-Bettencourt, a décidé d'assigner en référé Brice Hortefeux, il lui reproche d'avoir enfreint la présomption d'innocence en l'accusant d'être la source d'un journaliste du Monde sur ce dossier.

Le magistrat réclame 10.000 euros au ministre de l'Intérieur et poursuit également Le Figaro Magazine pour diffamation et atteinte à la présomption d'innocence.

David Sénat lui reproche ses déclarations au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro du 17 octobre. Le ministre de l'Intérieur avait alors dit que la "*vérification technique*" avait confirmé qu'un haut fonctionnaire, magistrat, membre de cabinet ministériel, ayant donc accès à des documents précisément confidentiels, avait alimenté un journaliste.

"*Je dis que ça tombe sous le coup du non-respect du secret professionnel*", avait-il ajouté.

Selon l'assignation déposée par David Sénat, citée par le quotidien, Brice Hortefeux "*a violé, de manière évidente, l'article 9-1 du code civil qui protège la présomption d'innocence des personnes.*"

Brice Hortefeux fait valoir qu'"*ainsi qu'il résulte des termes mêmes de l'assignation, le ministre n'a pas cité le nom d'un conseiller de cabinet ministériel*". Le ministre se réserve la possibilité de répondre à ce référé "par toutes les voies de droit adéquates", ajoute le ministère de l'Intérieur. (Reuters 19.11)

1.3- La vengeance est un plat qui se mange froid... ou chaud, au choix !

Patrick Devedjian accuse Nicolas Sarkozy d'avoir manoeuvré pour le priver de la direction de l'UMP des Hauts-de-Seine, au motif qu'il aurait perturbé les ambitions politiques du fils du président, Jean Sarkozy.

Dans un entretien au Monde daté de samedi, l'ex-ministre de la Relance, qui a quitté le gouvernement à l'occasion du récent remaniement, décrit une fédération des Hauts-de-Seine dirigée de l'Elysée au service de Jean Sarkozy.

Nicolas Sarkozy aurait décidé de se venger de Patrick Devedjian lorsqu'il a appris que son fils Jean, 24 ans, avait des opposants lors d'élections internes.

"*Le 15 octobre, j'ai été convoqué en urgence par Nicolas Sarkozy à l'Elysée. Il s'est ému que cinq candidats se présentent contre son fils Jean aux élections internes de l'UMP à Neuilly*", raconte l'avocat. "*Il m'en a rendu responsable. J'ai dit que c'était faux. Il ne m'a pas cru et, très mécontent, m'a dit que j'aurais bientôt 'une surprise'.*"

Quelques jours plus tard, le député-maire de Chaville, Jean-Jacques Guillet, s'est porté candidat contre Patrick Devedjian pour présider l'UMP dans les Hauts-de-Seine.

Selon Patrick Devedjian, des élus ont reçu des pressions de conseillers de Nicolas Sarkozy ou du chef de l'Etat en personne pour les inciter à voter en faveur de Jean-Jacques Guillet.

Le jour du scrutin, "*les électeurs étaient accueillis par Patrick et Isabelle Balkany*", proches du président et protecteurs de Jean Sarkozy, "*qui leur demandaient pour qui ils allaient voter*".

Patrick Devedjian a été battu par 319 voix contre 180, et très largement dans les circonscriptions de Neuilly et Levallois, fiefs respectifs de Jean Sarkozy et du couple Balkany. (Reuters 19.11)

1.4- Hypocrisie.

Jeudi dernier, un suspect a été mis en examen après que les enquêteurs découvrent, à son domicile en Seine-Saint-Denis, une valise contenant 1,5 kg de cocaïne, une kalachnikov, un pistolet-automatique avec silencieux, une centaine de cartouches.

Mardi dernier, au regard des déclarations du trafiquant présumé, une juge des libertés et de la détention de Seine-Saint-Denis a pris la décision de remettre en liberté, parce qu'"*Il prétend avoir été dupé*", par un ami, mis à la porte de chez lui, qui lui aurait demandé de garder cette valise, rapporte une source proche de l'affaire, selon Le Parisien. (Reuters 18.11)

Sur ce des policiers et leur ministre hurlent au scandale. Mais qu'en est-il vraiment ?

En 1976 un de mes potes qui prenaient de la cocaïne se fournissait auprès de dealers à Boulogne Billancourt (92), dont l'un était fils de banquier et la plupart de ses potes étaient issus du même milieu. Un jour les flics ont arrêté 42 personnes, de simples consommateurs et des petits dealers. Je me souviens encore la réflexion de Jean-Pierre : ils n'ont pas péché les gros poissons, dont le fils du banquier en question.

A peu près à la même époque, ce sont les fils de Giscard et de Poniatovsky qui atterrissaient en pleine nuit au commissariat de police de Saint-Cloud à moitié à poil et le pif bien rempli. Une fois la vérification d'identité terminée, les chauffeurs des ministres en question viendront chercher leurs rejetons.

A Saint-Cloud, une ville de pauvres comme chacun sait, j'y avais loué une chambre de bonne minuscule pour 500 Frs par mois, la moitié de mon salaire de misère, il existait un café qui s'appelait Le beau soleil, situé à deux cent mètres du lycée dans la même avenue, dans une rue parallèle située en contrebas, mais à l'opposé de ce café, se trouvaient les bureaux d'Interpol.

Le Beau soleil était le point de rendez-vous de tous les camés et dealers du coin, des gosses de riches, moi, j'étais coursier en mobylette et je n'avais pas tous les jours de quoi bouffer. Un jour un pote m'a présenté Nono, un type beaucoup plus âgé que nous, la trentaine passée, Norbert était dealer, on pouvait tout lui commander en quantité illimitée. Il nous raconta qu'il fournissait le showbusiness et la Jet-set de l'époque, je me souviens de quelques noms qu'il a cité, Cocatrix, Halliday, le patron du Crazy Horse, etc., il allait directement chercher la marchandise à la descente de l'avion via le Liban très souvent, il roulait dans une modeste 4L blanche dont il avait retiré le siège arrière pour pouvoir installé son chien, un énorme dogue allemand, c'était aussi dissuasif qu'un flingue sans doute, il règlait ses plus grosses affaires dans un appartement qu'il avait loué à un autre nom situé sur le même palier que celui où il habitait. Ces conversations se déroulaient tranquillement dans ce bistrot à deux pas d'Interpol sans qu'il ait jamais été inquiété, et il n'y a jamais eu la moindre descente de flics dans ce café.

J'ai une autre histoire dans le même registre, elle date de 1975. Bon pour le service militaire, j'ai atterri directement à l'infirmerie de la base aérienne de Villacoublay. Je jouais la comédie pour être réformé, je n'avais rien bu ni fumé, mais j'étais tellement déterminé à ne pas rester un jour de plus dans cette caserne que j'ai fini par convaincre les militaires que je risquais de me suicider. Ils m'ont traîné de force pour me passer leur saloperie d'uniforme, pour tenter de casser ma résistance ils m'ont fait deux piqûres de valium, en vain. C'est là qu'ils se sont résolu à m'envoyer à l'infirmerie sans passer par la case coiffeur, j'avais les cheveux frisés et très longs à l'époque, mes modèles étaient Led Zeppelin, Pink Floyd, etc. Un matin au réveil je découvre un paquet de gâteau sur la table de chevet. J'avais entamé une grève de la fin, donc je décide de ne pas y toucher. On frappe, un gradé d'une cinquantaine d'années entre. Il me dit que tout va bien et que c'est lui qui m'a apporté ces gâteaux, qu'il est avec moi. Sur le coup je ne comprends rien, je crois rêver, en fait il était le second officier le plus gradé de la base. Il m'explique qu'il va quitter l'armée pour reprendre des études et qu'il en a plus que marre, qu'il a fait une sacrée connerie en s'engageant... Il devine à mon look que je ne fumais pas que des cigarettes, et là il me raconte une histoire invraisemblable. Quand les Mirages reviennent du Liban ils ne sont jamais vides, ils sont bourrés de came... A qui était-elle destinée, il ne me l'a pas dit et je n'ai pas souvenir de lui avoir

demandé, cela aurait été inutile. Il faudrait poser la question au ministre de la Défense de l'époque, il doit forcément connaître la réponse. Elle était peut-être revendu à des banquiers ou leurs rejetons pour alimenter les caisses du RPR ou de l'UDF, qui sait ? Où alors à de gros dealers comme Norbert. Il m'avait dit récupérer parfois la came directement à la sortie de l'avion, il ne m'a pas dit où ni lequel !

En 1986, j'habitais alors Clichy-sur-Seine, j'ai revendu ma voiture, une Golf 1600, à un jeune policier de la brigade antigang ou antiterroriste. Alors qu'il conduisait la voiture pour l'essayer, j'ai engagé la conversation avec lui sur son métier. Il m'a alors raconté tranquillement qu'ils savaient très bien où nichaient toutes les personnes soi-disant recherchées par toutes les polices de France, il évoqua Action direct, qu'il avait parfois les boules de les croiser dans la rue sans pouvoir les arrêter. A ma question de savoir pourquoi, il m'a répondu qu'il devait attendre les ordres d'en haut, que c'était uniquement un calcul politique, on en arrête un ou deux quelques mois avant une élection par exemple, cela fait remonter automatiquement la cote du parti au pouvoir... Je me rappelle parfaitement cette conversation, car un peu naïf je ne soupçonnais pas que de telles pratiques existaient, et dire que j'avais milité un peu plus de trois ans dans un parti !

Donc, pour revenir à notre affaire du jour, tout se serait bien passé si elle n'avait pas été ébruitée, médiatisée, si elle n'avait pas atterri dans l'oreille de journalistes, à croire que Sarkozy et son gouvernement ont plus d'ennemis qu'ils ne pensent, finalement c'est le produit de la crise qui continue de ronger le régime et contre laquelle Sarkozy est impuissant.

Et puis, comment créer un climat de psychose permanent dans le pays et justifier auprès de la population la présence policière, l'installation de caméras de vidéosurveillance, etc., si on arrête les gangsters avant même qu'ils flinguent dans tous les coins, franchement, c'est une grave erreur stratégique. On est prêt à parier qu'à défaut de pouvoir s'en prendre à cette juge, Hortefeux va se retourner contre les flics qui ont fait un excès de zèle en menant cette enquête, il faut bien que la responsabilité de ce couac retombe sur quelqu'un.

1.5- Il n'y a pas de risque que cela arrive !

Jean-Christophe Cambadélis : "le PS n'est pas en voie de gauchisation", sur son blog le 18 novembre. (Lepost 18.11)

Ouf, ils sont rassurés à la Bourse ! Au FMI ils savent déjà à quoi s'en tenir !

1.5- Cachez-moi ce réactionnaire.

Le président du Parti de gauche (PG) a estimé sur i>Télé que les formations à la gauche du PS ne pourraient se ranger derrière la bannière du directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

"*Si les socialistes ont la bêtise de désigner Dominique Strauss-Kahn comme candidat et que je ne puisse pas passer devant lui, nous aurons le plus grand mal à rassembler la gauche autour du programme du directeur du FMI*", a-t-il dit. (Reuters 19.11)

Exprime-t-il un regret ?

Que le programme du PS soit calqué sur celui de l'UMP qui est lui-même calqué sur la politique préconisée par le FMI n'est pas vraiment un problème pour Mélenchon, il faut seulement éviter de trop l'ébruiter avant 2012. Désolé, c'est trop tard !

1.6- La philosophie au secours du capitaliste pour le légitimer, la fatalité.

Afin d'assurer le "*succès*" du développement de la philosophie "*en seconde et en première*", le ministre a cependant posé trois conditions, la première étant qu'il n'ait pas d'impact sur les programmes et les horaires de la classe de terminale.

Une "*expérimentation d'un enseignement anticipé de la philosophie*" sera lancée à l'échelle nationale, aussi bien en seconde qu'en première, sur la "*base du volontariat et d'appel à candidatures*", selon le ministre. Les professeurs de philosophie pourront par exemple intervenir de façon ciblée au sein des cours d'autres disciplines pour en "*éclairer la portée philosophique*". (AP 18.11)

La philosophie n'a pas pour objectif d'interpréter le monde dans la perspective de le changer contrairement au socialisme scientifique. Principalement idéaliste ou matérialiste sans être dialecticien, le philosophe s'emploie à ériger en système l'idée qu'il se fait du monde à partir de la représentation qu'il en a et non à le décrire en partant de l'évolution des bases matérielles qui sont à l'origine de sa transformation.

Jusqu'au début du XXe siècle, plutôt qu'au milieu du XIXe siècle, la réflexion du philosophe était le produit des contradictions des rapports de production de son époque, dans son esprit toute transformation de la société ne pouvait intervenir que dans les limites imposées par ces rapports qui déterminaient l'ensemble des rapports existant. C'est par exemple pour cette raison qu'Aristote pouvait justifier l'esclavage. Souvenons-nous également que le droit ne peut pas être supérieur au

développement économique de la société à une époque donnée.

Le philosophe idéaliste se représente le monde à travers le prisme déformant de son cerveau, pour ainsi dire comme issu de son cerveau, le verbe précède l'action, le monde serait à l'image de l'idée qu'il en a, il serait sa création. Pour le philosophe matérialiste, la transformation du monde serait le produit de l'enchaînement mécanique de faits sans qu'il existe forcément de liens entre eux ou qu'un fil conducteur les relie les uns aux autres. Il fallut attendre le milieu du XIXe siècle et le développement du capitalisme pour qu'une autre interprétation du monde voie le jour et que soit découvert ce fil conducteur qui relie non seulement les faits entre eux mais également les différentes étapes qui ont marqué le développement de la civilisation humaine depuis le néolithique. En découvrant que le développement des forces productives et la lutte des classes étaient les véritables moteurs du développement de l'humanité, Marx et Engels ont démontré que toutes les philosophies élaborées jusqu'à Hegel inclu n'avaient été que le produit inconscient de ces deux facteurs à des époques déterminées.

Jusqu'à l'avènement du capitalisme, les forces productives n'étaient pas suffisamment développées pour permettre de satisfaire les besoins de la totalité de la population, les différentes philosophies s'employèrent à justifier l'existence des classes et de l'Etat ainsi que les inégalités, à défendre les intérêts de la classe dominante au pouvoir ou ceux de la classe qui aspirait à prendre sa place pour exploiter à son tour la plèbe dans un grand élan d'humanisme. Ils étaient impossibles aux philosophes de concevoir autrement la société que diviser en différentes classes sociales, l'une exploitant et opprimant l'autre.

Le passage au mode de production capitaliste qui allait favoriser le développement des forces productives dans des proportions gigantesques, permettait pour la première fois dans l'histoire d'entrevoir la possibilité de délivrer l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme, dans la mesure où contrairement aux rapports de production précédents, si la classe au pouvoir engendrait sa négation, le prolétariat, elle n'engendrait aucune classe pour la remplacer au pouvoir lorsque les forces productives ne pourraient plus tenir enfermées dans le cadre étroit du mode de production capitaliste, il reviendrait donc à la classe ouvrière de prendre le pouvoir et de libérer les forces productives de toute entrave et ainsi pouvoir satisfaire les besoins de la totalité de la population.

Lorsque Marx et Engels affirmèrent que le système d'Hegel avait signifié la fin de la philosophie, sans doute pensaient-ils que le concept de l'idée absolue développé par Hegel était le plus élaboré ou l'aboutissement de toutes les philosophies élaborées dans le passé, ils faisaient peut-être également référence aux conclusions de leurs propres travaux et à l'élaboration du socialisme scientifique, ce qui ne signifait pas pour autant que la philosophie allait disparaître du jour au lendemain, il voulait dire par là que toutes les philosophies à venir ne feraient que ressasser les vieux concepts devenus obsolètes et qu'elles auraient forcément un contenu réactionnaire, qu'il en serait ainsi aussi longtemps que le mode de production capitaliste existerait ou que le prolétariat n'aurait pas pris le pouvoir, ce que l'on a pu vérifier depuis à de multiples reprises.

Maintenant, quelle idée peuvent bien avoir derrière la tête les représentants du capital Sarkozy-Chatel en promouvant la philosophie au lycée ? Dans quel contexte ? Nos chers professeurs ne sont pas vraiment des marxistes ne l'oublions pas. Favoriser chez les lycéens la prise de conscience des rapports sociaux (de production) qui régissent la société pour parvenir à la compréhension de la nécessité historique de les liquider ou au contraire les justifier et les légitimer pour qu'ils ne leur viennent pas à l'idée qu'ils ont fait leur temps et que l'heure du combat pour le socialisme a sonné ? Ne s'agirait-il pas de mieux les soumettre au régime, de leur faire admettre que tout n'est pas possible, et que tout ce qu'ils rejettent dans cette société n'est que le produit d'une terrible fatalité dont nous serions tous responsables et contre laquelle finalement personne ne pourrait rien, comme autrefois à l'époque de l'esclavage ou du servage ?

Etats-Unis. Une démocratie ?

Au terme de cinq journées de délibérations, les jurés new-yorkais n'ont retenu qu'une charge Ahmed Khalfan Ghailani, premier détenu de Guantanamo jugé devant un tribunal civil américain, celle d'avoir comploté en vue de détruire des biens américains au moyen d'explosifs. Elle pourrait lui valoir une lourde condamnation - au minimum vingt ans de prison. Le procureur fédéral Preet Bharara a annoncé qu'il demanderait la réclusion criminelle à perpétuité.

Ce Tanzanien de Zanzibar, âgé de 36 ans, était accusé d'implication dans les attentats commis en 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. L'opération menée par Al Qaïda avait fait 224 morts.

Ghailani a en revanche été acquitté des 276 chefs d'homicide et tentative d'homicide et des accusations de conspiration dont il devait répondre.

"*Ce verdict tragique démontre la folie totale de la décision de l'administration Obama de juger des terroristes d'Al Qaïda devant des tribunaux civils*", a dénoncé Peter King, élu républicain à la Chambre des représentants.

"Ce verdict est une réaffirmation de ce que le système judiciaire de notre nation est le meilleur qui ait jamais été conçu", s'est félicité son avocat, Peter Quijano. (Reuters 19.11)

Alors que son implication directe dans les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie n'est pas avérée,

il risque entre 20 ans de prison ou la perpétuité, à part cela "*le système judiciaire de notre nation est le meilleur qui ait jamais été conçu*" !

Social.

1- France.

L'usine Renault de Sandouville va encore tourner au ralenti l'année prochaine. Les salariés seront au chômage technique pendant plusieurs mois, a annoncé ce vendredi France Info sur son site Internet.

«*Au premier semestre, les chaines de l'Espace seront 44 jours à l'arrêt, 35 jours pour la Laguna*», indique France Info. Deux mois de chômage techniques supplémentaires son prévus l'été prochain en raison de travaux dans l'usine et un autre mois entre septembre et décembre 2011.

«*On nous parle de mévente mais celle-ci a bon dos parce que Renault a préféré faire fabriquer son haut de gamme Latitude en Corée plutôt qu'à Sandouville*», a affirmé à l'AFP Nicolas Guermonprez, délégué CGT.

Il s'agit donc d'une très mauvaise nouvelle pour les salariés. En cas de chômage technique, ils avaient droit jusqu'alors à la totalité de leur salaire grâce à une aide de l'Etat. Mais ce dispositif s'arrête à la fin de l'année. (20minutes.fr 19.11)

Hypothèse : peut-être que si l'Etat ne s'était pas montré si généreux à leur égard, les travailleurs du secteur automobile se seraient davantage mobilisés sur la question des retraites. N'était-ce pas un calcul "*négocié*" entre les dirigeants syndicaux, le gouvernement et le patronat ? Privilégier certains secteurs de la classe ouvrière, diviser pour mieux régner et matraquer à coup de contre-réformes l'ensemble de la classe au bout du compte, autrement dit, réunir les conditions pour arriver à ses fins tout en garantissant la paix sociale dans le pays...

On est évidemment heureux pour ces ouvriers qui ont perçu la totalité de leur salaire quand ils étaient en chômage technique, on l'est moins en constatant une fois de plus que cet avantage ne leur a pas été accordé dans la perspective de continuer le combat contre leur patron et le gouvernement. Là non plus ils n'y sont pour rien, ce sont les dirigeants de leurs syndicats qui portent l'entière responsabilité de leur subordination au régime.

1- Suisse.

Bayer supprimera 4.500 emplois et en créera 2.500 dans les marchés émergents d'ici à 2012, ce qui doit lui permettre d'économiser 800 millions d'euros par an à partir de 2013.

"*Pour financer l'expansion de nos activités de croissance, nous devons rediriger les ressources, améliorer l'efficacité et réduire les coûts*", dit le président du directoire Marijn Dekkers. (Reuters 18.11)

Economie.

1- France.

1.1- Le Sarkozy nouveau est arrivé... avec un cadeau de 2,5 milliards d'euros aux plus riches.

Sarkozy a décidé de supprimer l'ISF qui a rapporté 3,2 milliards d'euros à l'Etat cette année et le bouclier qui lui a coûté 679 millions d'euros, résultat : un cadeau en perspective de 2,5 milliards d'euros supplémentaires aux plus riches.

1.2- Fumisterie.

Actuellement, la législation française prévoit des limites quantitatives concernant la circulation (1 kg, soit 5 cartouches) et la détention (2 kg, soit 10 cartouches) sur le territoire français de tabac manufacturé, pour les particuliers ayant acheté ces produits dans d'autres pays de l'UE. Or, la Commission européenne a considéré que "*cette situation n'est pas conforme aux principes de libre circulation*" et à la législation, et elle a exigé en novembre 2009 de la France qu'elle assouplisse ces règles avant de décider, en juin, de la traduire devant la Cour européenne de justice.

Pour se mettre en conformité, le gouvernement "*propose de supprimer dans le Code général des impôts toute notion de quantité*", selon le projet de loi de finances rectificative. La seule limite serait désormais celle de la "*consommation personnelle*" qui n'est pas chiffrée.

En Espagne, en Belgique ou au Luxembourg les cigarettes se vendent 20 à 30 % moins cher que dans le réseau des 28.000 buralistes en France. (Lepoint.fr 18.11)

Je fume un paquet par jour, j'en consomme donc 365 par an, je peux donc passer une fois la frontière avec par exemple la Belgique avec 365 paquets de clopes dans mon coffre, c'est ma consommation annuelle, ce sera légale... une fois par an, avec la Belgique bien sûr !

En réalité ils ne contrôlent plus rien du tout, donc toute législation nouvelle est obsolète avant même de voir le jour.

Réaction d'un internaute désabusé.

Preuve est faite que le libéralisme et la soi-disant libre circulation n'a que faire de la santé ! Il est scandaleux qu'on ne puisse avoir une politique de santé (qui est justifiée).

La déréglementation qui va avec le libéralisme est tout sauf humaine.

Avant d'avoir des règles communes sur le commerce il aurait été juste et intelligent d'harmoniser la fiscalité et les règles sociales ainsi que les politiques sanitaires et règles protectrices de la santé ou de l'écologie.

Car on se saborde !

C'est notre santé, nos emplois, nos systèmes sociaux que l'Europe nous force à sacrifier !

Il est très curieux que l'Europe nous oblige à ne pas réglementer certains biens mais n'oblige pas à ce moment les autres pays à protéger la santé des citoyens en considérant le tabac autrement qu'un biens de consommation.

2- Etats-Unis.

2.1- Le coup monté de Government Motors pour liquider 25.000 emplois.

11 novembre 2008 : General Motors a cumulé 88 milliards de dollars de pertes depuis 2005. Le titre GM plonge immédiatement de 22,94% sur le New York Stock Exchange. La capitalisation boursière du groupe est désormais inférieure à 2 milliards de dollars, soit 85% de moins qu'en novembre 2007.

19 décembre 2008 : la Maison Blanche lâche 9,4 milliards de dollars dans le cadre du plan Paulson pour sauver General Motors. "*Cette mesure aide à préserver de nombreux emplois*", déclare à l'époque le constructeur.

31 mars 2009 : Obama somme le groupe de mettre au point un nouveau plan et de prouver qu'il est viable dans les 60 jours. Sinon, le groupe sera placé sous le régime des faillites. Pas vraiment la pire des punitions.

1 Juin 2009 : Après 77 ans de leadership sur le marché automobile mondial, GM dépose le bilan.C'est sous perfusion de l'Etat qu'il va débuter sa restructuration draconienne. Une nouvelle société est créée pour reprendre les actifs les plus rentables du groupe. L'Etat fédéral américain apporte 30,1 milliards de dollars et contrôle 60% de son capital. L'Etat canadien et la province d'Ontario, où GM possède de nombreuses usines, versent 9,5 milliards de dollars et obtiennent 12% du capital. GM ferme onze sites et en met trois au chômage technique. Le groupe lance un plan de licenciements pour passer de 62.000 ouvriers en 2008 aux Etats-Unis à 38.000 en 2011. GM est renommé Government Motors.

10 Juillet 2009 : Le nouveau General Motors sort du régime de faillite. Pour donner une nouvelle image et une meilleur gestion au groupe, 20% des cols blancs et 35% des dirigeants ont été évincés. Au total, GM aura bénéficié directement ou indirectement de 50 milliards de dollars d'aides. En échange, GM est quasi-nationalisée, et doit commencer à en rembourser une partie des aides, soit 5,8 milliards de dollars. C'est chose faite dès avril 2010.

9 novembre 2010 : Le groupe annonce 2,16 milliards de dollars de bénéfices au second trimestre, ce qui porte à 4,8 milliards ses gains depuis le début de l'année. (20minutes.fr 18.11)

18 novembre 2010 : Le constructeur automobile avait fixé mercredi un cours d'introduction à 33 dollars, soit le haut de la fourchette attendue, ce qui lui a permis de lever 20,1 milliards de dollars (14,8 milliards d'euros), en actions ordinaires et préférentielles, soit le plus gros montant levé en Bourse de l'histoire des Etats-Unis.

Le prix de 33 dollars valorisait GM à environ 63 milliards de dollars (milliards d'euros).

La plus grosse mise sur le marché de l'histoire américaine devrait avoir engendré un total d'honoraires de 273,6 millions de dollars pour les banques, option de surallocation comprise, selon les chiffres fournis par GM.

A 33 dollars l'action, la vente des titres de l'Etat représente une perte d'environ 9 milliards de dollars par rapport à l'investissement initial. L'Etat rentrerait théoriquement dans ses frais s'il parvenait à solder le reste de sa participation à une moyenne de 52 dollars par action, soit 50% de plus que le prix de clôture de GM jeudi.

Cela n'a pas empêché Obama de déclarer à la presse jeudi après-midi : "Le contribuable américain est maintenant en position de récupérer plus que ce que mon administration a investi dans GM". (Reuters 19.11)

2.2- Economie d'armement.

2.2.1- Le président américain Barack Obama a annoncé vendredi que l'OTAN avait accepté son projet de bouclier antimissile élargi en Europe qui protégerait l'ensemble des 28 pays membres de l'OTAN, dont les Etats-Unis. (AP 19.11)

2.2.2- Selon Jennifer Berlin, une des porte-parole de la commission des affaires étrangères du Sénat, le Congrès des Etats-Unis n'a pas soulevé d'objection à une exceptionnelle vente d'armes, d'environ 60 milliards de dollars, pour l'Arabie saoudite, destinée à faire face notamment à la menace jugée croissante de l'Iran. Du côté de la Chambre des représentants, aucune objection n'avait été signalée, vendredi 19 novembre.

Le plan présenté au Congrès prévoit d'autoriser la vente de 84 chasseurs bombardiers F-15 et la modernisation de 70 autres. Il compte aussi 178 hélicoptères d'attaque 70 Apache, 72 Black Hawk, 36 AH-6i et 12 hélicoptères légers d'entraînement MD-530F, selon le département d'Etat. La livraison des armes sera échelonnée sur quinze à vingt ans.

En ces temps difficiles pour l'économie, les parlementaires américains accueillent favorablement les nouvelles créations d'emploi qui devraient résulter du méga-contrat. L'avionneur Boeing, qui produit le F-15 ainsi que plusieurs modèles d'hélicoptères figurant au contrat, prévoit que 77 000 emplois découleront de cette partie du programme, qui pourrait apporter jusqu'à 24 milliards de dollars. (Lemonde.fr 19.11)

Le 21 novembre

J'ai actualisé la page *Défense du marxisme*. La lecture (et étude de préférence) des différents ouvrages que j'ai mis en ligne devrait alimenter la réflexion et la discussion sur l'échec de la bataille sur les retraites et les leçons qu'on peut en tirer.

J'ai l'impression ou plutôt la conviction par expérience, que la plupart des militants se refusent à réfléchir à une question dès lors qu'elle n'a pas été posée par leurs dirigeants ou par une autorité supérieure ou qu'ils considèrent comme telle ou encore qu'elle n'était pas sortie de leur propre tête, ne figurant dans aucune de ces catégories tout ce que je peux écrire n'a strictement aucune valeur, autrement dit, n'a de légitimité pour s'exprimer au nom de la classe ouvrière que ceux qui ont grâce à leurs yeux. Or l'objet du site que j'anime avait pour unique vocation de favoriser la réflexion des militants et non d'apporter - encore moins d'imposer - des réponses toutes faites aux questions que pose la lutte des classes à notre époque.

Si nous prenons la bataille sur les retraites, vous aurez remarqué que j'ai été un des seuls, pour ne pas dire le seul publiquement, à aborder cette question, à analyser la situation en prenant en compte l'ensemble des facteurs qui à mon sens étaient déterminants dont certains ont été systématiquement occultés par les uns et les autres comme s'ils craignaient de regarder la réalité en face et qu'ils seraient possible ainsi d'y échapper, c'était bien sûr se leurrer soi-même, comme si finalement la situation se résumait, pire se réduisait à un rapport de force entre les masses et les appareils, et encore sous un angle étriqué puisqu'ils ont réussi l'exploit de faire disparaître de leurs analyses les dizaines de millions de travailleurs inorganisés ou dont l'existence se réduisait à des sondages !

On aurait pu penser qu'en évoquant certains éléments ou aspects de la réalité qui entraient en ligne de compte dans les rapports entre les classes et que personne ne voulait voir, des militants réagiraient dans un sens ou un autre, en vain. Je n'ai pas joué au provocateur, j'ai essayé de comprendre la situation, tout simplement. Cette absence quasi-totale de réaction est plutôt inquiétante et augure mal de la suite, car même si une maturation politique était en cours au sein du mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde, elle n'interdisait pas une réflexion et une discussion sur l'ensemble des éléments qui constituent la situation, ne serait-ce que pour mesurer et vérifier qu'on ne les sous-estime pas par exemple, or manifestement ce n'est pas le cas.

On a franchement l'impression que les militants ne veulent pas savoir dans quelle mesure tel ou tel facteur peut influencer l'état d'esprit ou le comportement des masses, cela ne les intéresse pas. Ils agissent comme si les masses partageaient forcément

les mêmes paradigmes qu'eux, or ce n'est pas le cas. Par exemple, vous avez abordé le projet de loi du gouvernement sur le plan politique, admettons-le même si ce n'est pas tout à fait exact, c'était plutôt pour vous une question de principe, de justice sociale, idéologique, tandis que les travailleurs en général l'on abordé sur un plan purement pratique et pas au-delà.

Quels étaient les éléments inclus dans cette approche pragmatique ? Quelles étaient la ou les questions posées par le projet de loi du gouvernement, comment était-il possible de l'aborder ? Sous des angles bien différents en vérité, mais cette vérité bien des militants ont refusé de la regarder en face, car elle posait elle-même un certains nombres de questions auxquelles les militants n'avaient pas réfléchi antérieurement, ils n'étaient pas préparés à les aborder, encore moins à y répondre, du coup il valait mieux les faire passer à la trappe, avec un peu de chance elles n'auraient qu'une influence secondaire sur la suite de la mobilisation, ces militants n'avaient pas de mal à s'en convaincre puisque cela coïncidait avec leur propre état d'esprit.

On se focalise aujourd'hui comme hier sur le seul obstacle des appareils à la grève générale, qui n'aurait pu concerner au départ et dans le meilleur des cas que les travailleurs dont les conditions de travail le permettaient, c'est-à-dire, les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises ou celles où existent des syndicats, les travailleurs qui pouvaient se mettre en grève sans craindre de se faire virer. On nous explique en se basant sur l'expérience de 1995, qu'il aurait été ainsi possible de paralyser tout le pays et d'entraîner l'ensemble du prolétariat dans le mouvement, ce qui aurait permis de vaincre Sarkozy. C'était une hypothèse qui méritait d'être étudiée à fond avant d'en arriver à la conclusion qu'elle était forcément vraisemblable.

Pour commencer, il fallait se poser la question de savoir si nous étions bien dans la même situation sociale et politique qu'en 1995, ensuite on pouvait se demander si ce projet de loi concernait bien les mêmes couches de travailleurs et uniquement celles-là, après on devait déterminer si ce projet de loi affecterait les différentes couches de travailleurs de la même manière, si ses conséquences seraient les mêmes pour l'ensemble des travailleurs, au-delà on devait se demander s'il n'existait pas un moyen pour certaines couches de travailleurs de limiter ou réduire au minimum l'impact de cette loi sur leur départ à la retraite, auquel cas, à défaut de pouvoir empêcher cette loi de voir le jour ils feraient avec, dans le même ordre d'idée, on devait examiner combien de millions ou dizaines de millions de travailleurs cotisaient déjà à une retraite par capitalisation auprès d'une banque ou une compagnie d'assurance, quelles couches étaient concernées en particulier, etc. Il fallait ensuite croiser les différentes données obtenues pour voir dans quelle mesure les couches les moins affectées par ce projet de loi étaient ou non les mêmes qui avaient souscrit une assurance vie ou un plan d'épargne quelconque pouvant servir à arrondir leur retraite plus tard, etc.

Refuser tout report du départ à la retraite, exposer notre conception du droit à la retraite en se plaçant strictement sur le plan des intérêts collectifs de la classe, revendiquer le retour à la situation d'avant 1995 était une chose, analyser précisément la situation sous tous les angles en était une autre pour déterminer quelle tactique, quelle stratégie ou quel mots d'ordre adopter, dans quelles conditions nous pourrions vaincre Sarkozy, comment la mobilisation pourrait ou devrait se développer, quel contenu politique elle devrait se donner, comment l'état d'esprit des masses pourrait évoluer, dans quelle direction, jusqu'à quel degré leur conscience politique pourrait s'élever, comment il serait possible d'affaiblir les appareils, d'organiser les travailleurs afin qu'ils prennent le contrôle de leur mobilisation, comment organiser ceux qui ne peuvent pas se mettre en grève...

Un élément, certes intervenu tardivement, permettait de mieux saisir la situation, mais là encore, il a été dénigré ou volontairement sous-estimé, je veux parler des manifestations organisées un samedi. Ces manifestations réunissaient syndicats et partis. Nous avons tous participé un jour à des manifestations organisées un samedi, à des conférences organisées un dimanche ou commencées un samedi et se terminant le lendemain après-midi. L'occasion était donnée aux dizaines de millions de travailleurs qui n'avaient pas pu participer aux manifestations organisées en semaine d'y participer, or tel n'a pas été le cas, l'immense majorité d'entre eux n'ont pas estimé utile de manifester leur opposition à ce projet de loi.

Seule la grève comptait a-t-on pu lire ici ou là, seule la grève pouvait obliger Sarkozy à retirer son texte. Certes, mais ces manifestations permettaient aussi de se compter, de manifester l'unité de la classe, sa formidable puissance face à la classe dominante ultra minoritaire, sa détermination à vaincre, or rien de tout cela ne s'est manifesté à travers ces manifestations qui n'ont pas rassemblé davantage de participants. Dès lors, il fallait se demander pourquoi, encore une question passée à la trappe, trop embarrassante sans doute, car la réponse qu'on aurait pu y apporter ne correspondait pas vraiment avec la ligne politique des uns et des autres, elle nous aurait emmené trop loin dans la réflexion sur les rapports entre les classes, la politique suivie par les différents partis depuis des décennies, etc. Valait mieux dire, manifester un samedi, c'est une connerie, on passe à autre chose. Cet argument ne tenait pas, car le projet de loi du gouvernement concernait la totalité des travailleurs, elle avait donc un caractère politique, tout comme la défense de la Sécurité sociale ou l'opposition à l'occupation de l'Afghanistan par exemple.

Je vais arrêté là, en conclusion, cette bataille sur les retraites à mis en évidence deux éléments déterminants pour la suite de notre combat : d'une part la subordination de l'immense masse des travailleurs au régime et aux institutions, d'autre part la nécessité d'organiser les travailleurs indépendamment des appareils pour qu'ils puissent contrôler leur mobilisation et aller au bout ou le plus loin possible de leur combat.

Un militant de Sud résume bien la situation et la question que nous avons à résoudre, ce qui a manqué lors de cette bataille (IO n° 124 page 4) quand il dit :

"*Il était juste de s'adresser comme nous l'avons fait aux confédérations. Mais je me pose une question : une fois que l'on a*

constaté que les dirigeants résistent à l'appel de la base, qu'est-ce que l'on fait ? Le rôle des militants qui sont sur le terrain de classe ne se résume pas à une supplique aux appareils, qui devient alors incantatoire. C'est pourquoi, on a vu non seulement des milliers continuer, malgré tout, à manifester lors des journées d'action, mais aussi des milliers de militants de tous bords prendre des initiatives sans directives des dirigeants pour obtenir satisfaction..."

Une fois qu'on s'est adressé aux dirigeants et qu'on a eu leur réponse négative, on passe à autre chose, on ne continue pas sur le même registre, on a pris bonne note qu'ils se situaient au côté du gouvernement et du patronat et qu'ils ne voulaient pas se donner les moyens de les battre, il nous faut dès lors se doter d'organismes politiques indépendant pour organiser travailleurs et militants pour essayer de mener le combat le plus loin possible et vaincre si possible, en combattant à la fois le gouvernement et ses valets, les appareils des syndicats et des partis dits ouvriers qui le soutiennent, sans tomber dans le gauchisme et sans nier l'existence des appareils comme eurent tendance à le faire certains militants.

Ce qu'il a manqué, c'est une direction politique à la classe ouvrière pour la guider tout au long de cette bataille, le parti bien sûr.

Je viens à peine de terminer cette causerie que je m'aperçois que j'ai oublié certains éléments, par exemple, comment les masses ont abordé le projet de loi de Sarkozy, dans quel état d'esprit, comment leur a-t-il été présenté, par les appareils, les médias, les différents partis, le gouvernement ; les mots d'ordre ont évolué au cours de la mobilisation jusqu'au moment ou celui de "retrait" a été repris majoritairement, pourquoi, dans quelle circonstance exacte, suite à l'inflexibilité de Sarkozy ou parce que l'audience des partisans du retrait avait soudainement augmenté ; Il ne fallait pas confondre le fait que la question des retraites avait un contenu politique parce qu'elle concernait l'ensemble de la classe, et l'absence de tout issue politique à la crise du capitalisme et du régime, dans quelle mesure ce dernier élément a pesé sur l'état d'esprit des masses ; quel était leur niveau de conscience politique au début de la mobilisation, en mai, partant de là, jusqu'où pouvait-il évoluer, jusqu'à quel point et quel moment la propagande favorable au projet Sarkozy-Woerth pouvait-elle agir sur leur détermination... (A suivre)

En conclusion, on doit mener le combat sur deux fronts simultanément, à la fois en direction des militants et des travailleurs qui se sont mobilisés sur les retraites et en direction de l'ensemble de la classe pour les organiser, et bien sûr construire le parti, notre priorité absolue.

Comme je suis très loin et que je n'ai pas pu participer directement à cette bataille, j'en profite pour saluer fraternellement l'ensemble des militants qui se sont battus avec une détermination sans faille pour faire échouer le projet de Sarkozy, les camarades de tous les partis et syndicats sans exception, l'heure n'est pas au règlement de compte, mais plutôt à tirer les enseignements théoriques et pratiques de cette formidable bataille.

Manifestement les conditions (objectives et subjectives) n'étaient pas réunies pour vaincre, les masses n'étaient pas prêtes ou mûres non plus sur le plan politique à mener ce combat (sauf pour ceux qui considèraient que la bataille des retraites était une fin en soi, les trente-sixards ou soixante-huitards attardés), il faut en déterminer les causes (les appareils mais pas seulement), tranquillement, sereinement, le temps joue en notre faveur si on l'utilise à bon escient, à nous de voir si nous en serons capables.

En attendant, rien ne vous empêche de participer à la préparation de la conférence ouvrière du 11 décembre avec les militants du POI et d'autres partis, c'est toujours mieux que de perdre son temps à refaire le monde entre militants ou entre quatre murs.

Politique.

1- France. Liberté d'expression surveillée.

Le journaliste et directeur de Backchich, Nicolas Beau, a lui aussi vu ses factures téléphoniques, les fameuses 'fadettes', épluchées dans le cadre d'une enquête judiciaire, écrit samedi le journal Libération, qui publie des documents attestant de cet espionnage. (Lemonde.fr 20.11)

2- L'OTAN va continuer son sale "travail" en Afghanistan.

Les 28 chefs d'Etat et de gouvernement réunis deux jours à Lisbonne ont donné leur aval à une stratégie de sortie d'une majorité de leurs 150.000 soldats à mesure que la responsabilité des combats sera transférée à l'armée afghane, tout en s'engageant à soutenir à long terme le gouvernement de Kaboul.

"*Nous avons lancé le processus par lequel le peuple afghan va redevenir maître de sa propre maison*", a souligné M. Rasmussen.

Ce passage de relais devrait débuter au plus tard à l'été 2011, et se poursuivre jusqu'à la fin 2014.

"*Si les talibans ou qui que ce soit d'autre attend de nous voir dehors, ils peuvent l'oublier. Nous resterons aussi longtemps que nécessaire pour finir le travail*", a affirmé M. Rasmussen.

M. Rasmussen a souligné qu'avec le président afghan Hamid Karzaï avait été conclu "*un partenariat à long terme qui va perdurer au-delà de notre mission de combat*". (Libération.fr 20.11)

Social.

Le capitalisme et la paupérisation. Les exclus de la lutte des classes.

Au total, plus de 1,89 million de personnes sont venues chercher de l'aide alimentaire en 2009 dans les permanences d'accueil du Secours populaire et l'équivalent de 81,5 millions de repas ont été distribués.

Sur les 40.747 tonnes de marchandises distribuées par l'organisation, 49% provenaient des collectes ou achats réalisés par les permanences d'accueil et 51% de l'Union européenne (UE) et de l'aide de l'Etat français.

Lors de la publication en octobre d'un livre-témoignage sur les pauvres et les précaires, le Secours Populaire précisait qu'en 2010 il avait déjà accueilli 2,4 millions de personnes depuis le 1er janvier, contre 2 millions en 2009.

De son côté, le Secours catholique vient récemment d'annoncer qu'en 2009, et pour la deuxième année consécutive, le nombre de personnes accueillies par ses bénévoles avait augmenté, atteignant 1,48 million, soit 80.000 personnes de plus qu'en 2008, du fait de la crise économique. (20minutes.fr 20.11)

Haut de page

Le 22 novembre

Clearstream, Epad, Latran, Bettencourt, Grenoble, retraites, Karachi, la crise du régime s'amplifie mais demeure supportable du fait du soutien du PS et ses satellites qui n'entendent pas remettre en cause la légitimité de Sarkozy, légitimité qui se limite en fait au gang du Fouquet's.

La crise du capitalisme entretient et amplifie la crise au sein de l'UMP, coalition à la fois de différentes formations politiques et de courants politiques divers, mais également au sein du Parti radical, du Nouveau Centre et du Modem, le FN n'est pas épargné avec la guerre de succession entamée pour remplacer Le Pen à sa direction.

Au PS, les prétendants à la candidature en vue de 2012 se bousculent au portillon et fourbissent leurs armes en vue d'un combat fratricide lors duquel il apparaîtra nettement que le PS est un parti du capital. Quel intérêt y aurait-il à l'aider à accéder au pouvoir en 2012 lorsque l'immense majorité des travailleurs savent déjà qu'ils n'ont rien à attendre de bon de ce parti ? Aucun. Si les masses manifestaient de profondes illusions dans ce parti, nous ferions en sorte qu'il parvienne au pouvoir afin que les masses se délivrent de ces illusions, mais tel n'est pas le cas.

A Europe écologie-les Verts, ils ont provisoirement enterré leurs contradictions en se déclarant ni de droite ni de gauche, sachant qu'elles ressurgiront à la première occasion.

Quant au PG, au PCF ou au FG, ils ne peuvent exister qu'en tant qu'appendices ou supplétifs du PS, sans même avoir besoin d'examiner en détail leurs programmes, c'est leur lien avec le PS qui permet de les définir comme des partis contre-révolutionnaires, ils sont donc traversés par les mêmes contradictions, socialiste en parole, capitaliste en acte.

Le PG prône la "*révolution par les urnes*" ou la "*révolution citoyenne*" en prenant pour exemple le régime de Chavez ou Morales, alors que ces pays comptent 40% ou plus de prolétaires pauvres et la classe des capitalistes détient toujours le pouvoir.

Quant au PCF, il ne peut que nous ressortir le Front populaire qui a servi à décapiter le mouvement ouvrier et imposer d'effroyables défaites au prolétariat en frayant la voie au fascisme et à la guerre au cours du XXe siècle. Stalinien for ever !

Je ne suis pas très bien aujourd'hui, j'arrête là.

Politique.

1- France.

1.1- Monnaie de singe.

Le président de Debout la République, Nicolas Dupont-Aignan, qui s'efforce de construire un parti entre l'UMP et le Front national, Debout la République, est la première personnalité politique à annoncer officiellement qu'il brigue l'Élysée.

Lors du discours de clôture du deuxième congrès de son parti, qui s'est déroulé à Paris devant environ mille personnes, Nicolas Dupont-Aignan a justifié sa décision par sa volonté de «*rendre le pouvoir aux Français*». «*Je veux symboliquement vous présenter le poison qui est en train de tuer la France : l'euro !*», a lancé le candidat à l'Élysée.

«*L'euro, c'est la vie chère, a accusé le président de Debout la République. L'euro, ce sont les délocalisations ! L'euro, c'est le chômage ! L'euro, c'est la misère ! Et bien moi, je serai candidat à l'élection présidentielle de 2012 pour en finir avec ce poison !*» Aux sceptiques, Dupont-Aignan a lancé : « *Ne vous laissez pas impressionner par ceux qui vont prédire l'apocalypse. La Suède, le Danemark, la Grande-Bretagne, la Pologne et bien d'autres (qui ont conservé leur monnaie nationale, NDLR), sont-ils en enfer ?*». (Lefigaro.fr 21.11)

1.2- Illusionnisme.

Réunis en congrès au Mans, le leader du PG, Jean-Luc Mélenchon, a martelé que le FG n'était pas un "*supplétif de circonstance*" du PS et qu'il ne participerait "*à aucune coalition contre nature*, tout en dénonçant les "*alliances totalement inacceptables des écolos et des socialistes contre des sortants*" de la gauche radicale aux prochaines cantonales.

La participation de monsieur Mélenchon au gouvernement Chirac-Jospin n'était pas contre-nature, ouf, on aurait pu se tromper en imaginant le contraire !

Contre la politique de Nicolas Sarkozy, il a par ailleurs plaidé pour la nationalisation de "*l'eau et l'énergie*" et "*le partage*" des richesses, en "*prenant tout ce qui dépasse au-dessus d'une certaine somme*".

M. Mélenchon met en garde les électeurs contre "*le piège mortel du vote utile du PS*" contre Nicolas Sarkozy, voulant "*échapper à la +Papandréouisation+ de la gauche*". Et de lancer aux socialistes: "*si c'est moi qui suis en tête de la gauche au premier tour, à supposer que ce soit moi le candidat, est-ce qu'ils se désistent pour moi au second?*". (Libération.fr 21.11)

2- Afghanistan. Le pouvoir en place n'a aucune légitimité.

Vingt et un candidats élus aux législatives afghanes du 18 septembre, soit un sur dix, ont été disqualifiés pour fraude, a annoncé dimanche la Commission des plaintes électorales (ECC).

Deux alliés de Karzaï au moins figurent parmi eux. Il s'agit, en plus de son cousin germain qui dirigeait naguère une entreprise de sécurité, de Haji Niaz Mohammad Lalai, ancien chef de guerre proche du président. L'un et l'autre étaient candidats à Kandahar. (Reuters 21.11)

Le 23 novembre

Pas le temps de causer, en principe la vente de ma maison devrait être finalisée la semaine prochaine, c'est en bonne voie, je commence à visiter des maisons à louer pour être prêt à déménager dès que l'affaire sera conclue. J'aurais alors deux questions urgentes à résoudre, celle du téléphone pour me connecter à Internet et au serveur du site, et la connection au cable ou au satellite pour recevoir TV5Monde Asie. Je vais essayer de faire en sorte que l'actualisation du site n'en soit pas affectée plus de deux jours si possible, mais bon je me casse bien la tête pour pas grand chose j'ai l'impression.

Aucun militant ne m'a adressé de courriels au cours de la mobilisation sur les retraites, en étant à 10.000 Kms de la France, j'étais sans doute censé m'imprégner de l'ambiance sur place et tout comprendre dans la foulée... Vous voulez savoir ce que j'en pense sans juger quiconque. C'est sympathique quoi, alors s'il vous plaît, surtout ne reprochez à personne d'être indifférent à votre situation ! Ce n'est pas un état d'âme de ma part, c'est une question de principe qui dénote un certain état d'esprit, une certaine conception des rapports humains qui n'a pas forcément un lien avec la lutte des classes, c'est peut-être aussi une question d'éducation. Sur ce, salut !

Politique.

Karachigate.

Le Premier ministre François Fillon a refusé vendredi d'autoriser le juge Renaud Van Ruymbeke, en charge du volet financier de l'enquête sur l'attentat de Karachi en 2002, à perquisitionner à la DGSE, a-t-on appris lundi de source judiciaire.

La loi du 29 juillet 2009 de programmation militaire instaure la notion de lieux protégés. Dans la réponse adressée au magistrat instructeur, le directeur de cabinet du Premier ministre, Jean-Paul Faugère, souligne que le président de la CCSDN a donné un avis défavorable à cette perquisition.

Toutefois, il souligne avoir demandé au ministère de la Défense, dont dépend la DGSE, d'identifier les documents sollicités par le juge dans son courrier au président de la CCSDN.

Cette mesure permettra d'engager une procédure de déclassification sur les documents concernés, a précisé à l'AP une autre source proche du dossier.

Le juge Marc Trévidic, saisi de l'enquête sur l'attentat de Karachi, ouverte pour assassinats, a demandé une nouvelle fois la déclassification de documents qu'il avait déjà sollicitée. (AP 22.11)

Social.

1- France

1.1- Dirigeants syndicaux à la soupe chez Parisot !

La CGT, tiraillée par de violents débats sur la ligne suivie lors du conflit -Bernard Thibault est accusé d'avoir accompagné la réforme plus que de s'y être opposé-, entend continuer à donner des gages à ses bastions contestataires. «*La CGT craint de voir une partie de ses opposants rejoindre les syndicats SUD ou de perdre des voix lors des prochaines élections au profit de centrales plus radicales*», analyse un expert en relations sociales.

La FSU, majoritaire chez les enseignants, est dans la même situation. Certains adhérents reprochent à la direction de les avoir poussés à faire grève sans résultat. Mais pas question pour autant de quitter l'intersyndicale, même réduite à cinq membres. Collée à la CGT, la FSU, comme Solidaires, bénéficie d'une exposition médiatique inédite à laquelle elle ne souhaite pas renoncer pour l'instant.

La situation est différente à la CFDT où la ligne suivie n'est pas contestée. La centrale de François Chérèque ne veut pas rompre son idylle retrouvée avec la CGT et ne sortira qu'avec elle de l'intersyndicale. Idem à l'Unsa qui suit, elle, la ligne de la CFDT.

Laurence Parisot devrait toutefois offrir aux syndicats une porte de sortie honorable. Selon nos informations, la patronne des patrons commence dès aujourd'hui ses rencontres bilatérales avec les leaders des centrales représentatives pour tenter de se mettre d'accord sur un agenda social. Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, ouvrira le bal à 15h30. (Lefigaro.fr 22.11)

Et c'est reparti pour un tour ! A bas la collaboration de classes !

Ne faites pas comme les crétins qui prennent pour argent comptant la moindre déclaration d'un dirigeant syndical qui semble aller dans le sens des intérêts de la classe ouvrière. Il faut toujours l'analyser en ayant à l'esprit qu'elle se situe dans le cadre de la collaboration de classes, et que tout acquis qui ne se situe pas dans la perspective de l'émancipation du capital se transformera en son contraire et deviendra dans le temps un obstacle à la lutte de classe. Quand le patronat lâche des miettes, il faut toujours se demander qu'est-ce qu'il a obtenu en échange ou de quelle manière il va s'y prendre pour reprendre de la main gauche ce qu'il a dû concéder de la main droite.

Bien entendu que nous sommes favorable à l'amélioration de la condition ouvrière, tout dépend maintenant dans quelles conditions elle a été obtenue et comment les travailleurs l'interprèteront : comme une étape dans la perspective de la liquidation du capitalisme ou comme un juste retour des choses dû à la générosité du régime capitalisme qu'il faut évidemment préserver...

1.2- Comment la pauvreté est légitimée.

Selon une étude du ministère du Travail dévoilée ce lundi par les Echos, 12% des salariés sont encore couverts par une branche dont le premier coefficient est inférieur au minimum légal.

Alors que plus de la moitié des 11 millions de salariés étaient couverts en 2008 par un accord de branche dont la grille salariale commençait en-dessous du SMIC, ils ne sont plus que 12% cette année, après un recul déjà significatif à 23% en 2009, révèle une étude du ministère du Travail remise aux partenaires sociaux, et publiée ce lundi par les Echos.

Sur 175 branches professionnelles passées au peigne fin par le ministère, 21 branches font encore défaut à leurs obligations légales, pénalisant quelques 1,4 million de salariés. Si le SMIC se substitue automatiquement aux rémunérations qui lui sont inférieures, l'application d'une grille qui débute en-dessous pénalise les niveaux de salaire supérieurs, en tassant de fait la grille salariale.

Parmi les 21 branches actuellement récalcitrantes, les Echos citent celle du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire comme étant la principale. Regroupant 653.300 salariés, elle invoque de son côté le coût généré par l'annualisation des allègements de charges pour ne pas procéder à l'alignement demandé par le ministère. Un argument que d'autres branches pourraient également invoquer.

Cependant, lorsqu'au 1er janvier prochain le SMIC sera à nouveau réévalué, probablement de 1,6%, 56 autres branches verront de nouveau leur premier coefficient dépassé par le minimum légal, portant à 6 millions le nombre de salariés non couverts par un accord de branche commençant au SMIC. Sauf si elles augmentent leur plus bas salaire d'ici-là. (Lefigaro.fr 22.11)

Comment est-ce possible, "*21 branches font encore défaut à leurs obligations légales*", on ne comprend pas, donc le patronat enfreint la loi ouvertement en toute impunité ?

1.3- Dégradation des conditions de travail et d'existence.

Plus d'un Français sur trois a du mal à mener de front les différents aspects de sa vie (travail, couple, famille...) et ne trouve pas suffisamment de temps pour s'occuper de son bien-être, selon une enquête Ipsos rendue publique lundi. Elle relève aussi les difficultés croissantes dans le monde du travail.

A propos de la situation au travail, 70 % des actifs estiment qu'elle s'est dégradée ces dernières années, notamment en ce qui concerne le niveau de stress (52 %), la charge de travail (49 %), d'après cette enquête. L'impression de ne pas réussir peut conduire à un malaise plus profond : les trois quarts des personnes interrogées disent avoir déjà ressenti un réel mal-être ou frôlé le "burn out" (épuisement professionnel).

Si plus d'un Français sur trois (37 %) rencontre des difficultés importantes à concilier les différents aspects de sa vie, les trentenaires sont les plus touchés (51 %) ; les quadragénaires (45 %) rencontrent également des difficultés. La proportion est similaire (46 %) chez les parents d'enfants de moins de 15 ans.

Faute de temps pour mener tout de front, les Français ont le sentiment de négliger leur sommeil (59 %), leur couple (57 %) et leur corps (55 %). Et pour les parents, les loisirs avec les enfants (62 %). D'ailleurs, répondent-ils, s'ils avaient plus de temps, 46 % des Français expliquent qu'ils s'accorderaient plus de détente et de sommeil.

Néanmoins, 77 % pensent qu'en s'organisant un minimum, ils finiront plus ou moins par arriver à concilier tous les aspects de leur vie. Mais, pour plus de la moitié (52 %), c'est l'argent qui manque le plus pour atteindre cet objectif. (Lemonde.fr 22.11)

En comparaison en Inde, hormis les patrons, le pourcentage à toutes ces questions atteindrait 100% ! Il ne peut en être qu'ainsi dans tous les pays où l'on travaille six jours sur sept sans congés payés, sans protection sociale. La vie est véritablement un cauchemar au quotidien pour toutes les couches de la population, de la plus misérable qui fait les poubelles pour survivre à la petite-bourgeoisie ou à la couche moyenne haute dont la vie s'identifie à son travail, à l'exception des oisifs des classes dominantes.

On pourrait commenter les propos d'Evelyne Jardin, journaliste et auteure de «Mutation et organisation du travail» (Bréal), recueillis lors d'un interview par 20minutes.fr.

Question : Les conditions de travail en France se sont-elles vraiment dégradées?

Réponse : Oui, les informations du sondage ne sont pas surprenantes. Les conditions de travail des cadres sont impactées par l'utilisation des nouvelles technologies, qui les obligent à réagir très vite, même en dehors de leur temps de travail, et cela influe sur le stress. Pour les ouvriers et les employés, c'est différent. C'est plutôt l'augmentation des cadences qui est en cause. La France est l'un des pays où l'on travaille le moins, mais où la productivité est la plus élevée, grâce à des cadences élevées. Sans oublier la flexibilité du temps de travail, qui a augmenté et donne beaucoup moins de contrôle aux gens sur leur travail. Résultat, les accidents de travail et les arrêts maladie ne faiblissent pas.

Question : D'autres facteurs que le travail en lui-même existent-ils?

Réponse :Il y a par exemple les temps de transports qui se sont allongés, notamment en région parisienne, l'urbanisation, les lieux de travail qui ne correspondent plus au lieu de vie. Dans une société rurale, on travaille sur son lieu de vie alors que dans une société urbaine, les deux sont complètement disjoints.

Question : Quelle est la génération la plus touchée par ce mal-être?

Réponse : C'est la génération des 30-45 ans qui subit tout parce que c'est la plus active, la plus en charge des enfants, celle qui a le plus de responsabilités. En France, tout est concentré sur cette tranche d'âge à cause d'une mauvaise répartition du temps de travail. (20minutes.fr 22.11) J'avais déjà relevé il y a quelque temps, que le temps de transport s'était considérablement allongé, car du fait du chômage on doit accepter un emploi situé à une heure ou plus de notre domicile, on n'a pas le choix. Voilà un élément important qui n'est jamais pris en compte par les dirigeants syndicaux lors de leur "négociations" avec le patronat et le gouvernement sur le temps de travail, sans doute parce que le Medef ne veut pas en entendre parler, donc les syndicats se couchent, c'est une façon comme une autre de brader nos conditions de travail et d'existence.

2- Le droit à la santé bafoué dans le monde.

L'Organisation Mondiale de la Santé, dans son rapport 2010 sur la santé dans le monde, évalue à 100 millions le nombre de personnes plongées chaque année dans la pauvreté en raison de dépenses de santé qu'elles ne peuvent assumer. Aux Etats-Unis en particulier, 62% des faillites personnelles leur sont imputables, selon une étude de Harvard citée par l'OMS. (Lefigaro.fr 22.11)

Economie.

Etats-Unis.

Selon Warren Buffett, dimanche, sur le plateau de la chaîne ABC, dont la fortune personnelle est évaluée à 47 milliards de dollars, «*les riches n'ont jamais eu la vie aussi facile*».

«*Si on taxe moins les riches et les PME, ils investissent davantage et font croître l'économie*»? «*Les riches vont toujours dire ça. 'Donnez-nous davantage, on va dépenser plus et cela ruissellera sur ceux en dessous'*», répond Buffett. Qui conclut: «*Ça fait 10 ans que cela ne marche pas. J'espère que les Américains s'en rendent compte.*». (20minutes.fr 22.11)

Le 24 novembre

Il y a peut-être une chose qu'oublient de préciser ceux qui hurlent à juste titre à la " *barbarie*" à propos des mesures d'austérité prises aujourd'hui contre les peuples en Grèce, en Irlande, au Portugal et en Espagne notamment par les différents gouvernements au service de l'aristocratie financière, c'est que pendant des décennies la relative stabilité des rapports entre les classes dans ces pays et les améliorations de la condition ouvrière ont été possible et supportables pour les pays capitalistes dominants dans la mesure où le prolétariat des pays dominés était exploité dans des conditions effroyables dignes de la seconde moitié du XIXe siècle en Europe. La colonisation, puis la balkanisation de l'Afrique, du Proche et Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Amérique du Sud, la promotion de régimes dictatoriaux qui devait paracher l'oeuvre des différents impérialistes devait permettre à ces derniers de poursuivre leur politique de pillage des peuples de tous ces continents, afin d'assurer leur développement à venir, d'accroître leur puissance et de conserver leur place prédominante sur le marché mondial.

L'évolution du capitalisme mondial s'est traduite par le développement du capitalisme dans des pays qui jusqu'alors étaient demeurés sous-développés et sous la tutelle des différents impérialistes, jusqu'à l'étape récente où de nouveaux pays aspirent à passer de la catégorie de pays émergents à celle de pays dominants ou impérialistes, tel la Chine, l'Inde ou le Brésil...
Cette concurrence accrue entre Etats capitalistes ne s'est pas traduite par l'expansion du marché mondial dans les mêmes proportions, si le gâteau à se partager n'a pas grossi aussi vite que le nombre de milliardaires en dollar à travers le monde, à défaut de pouvoir réduire les coûts de production (principalement celui de la main d'oeuvre) qui sont déjà extrêmement faibles dans les pays dominés et de réduire du même coup le marché dans ces pays-là, les capitalistes des pays dominants n'ont plus d'autre alternative pour conserver leurs parts de marché et concurrencer ces nouveaux venus sur le marché que de s'attaquer à tous les droits sociaux de leur prolétariat respectif et réduire des dizaines de millions de travailleurs au chômage, l'arme de la dette des Etats sert uniquement cet objectif.

Pendant des décennies on a fait croire aux travailleurs en Europe et aux Etats-Unis que le progrès social était le produit du miracle capitaliste, et qu'il en irait ainsi les décennies à venir, pour ne pas dire pour l'éternité, au mieux on leur a expliqué que la lutte des classes s'inscrivait dans cette perspective, pour un peu, pas à pas le capitalisme permettrait d'atteindre les objectifs du socialisme, jusqu'au jour, c'est-à-dire aujourd'hui, où l'on s'aperçoit que le capitalisme est finalement toujours miné par les mêmes contradictions, que c'est un système économique qui fonctionne toujours selon les mêmes lois internes et qu'il ne pouvait pas en être autrement puisque ses fondements sont demeurés inchangés depuis son avènement au milieu du XVIIe siècle en Grande-Bretagne.

Si le nombre de parasites millionnaires en dollar à travers le monde a été multiplié par 10 pour atteindre un chiffre insignifiant par rapport à la population mondiale, le nombre de personnes exclues du marché ou vivant dans un état de pauvreté permanent

se chiffre en milliards d'individus. Temporairement pour éviter l'effondrement du système capitaliste et lui donner un second souffle artificiellement, ils ont permis aux peuples (à ses couches solvables) de s'endetter comme jamais dans le passé, détournant plus qu'hypothéquant les profits de demain pour les jeter sur le marché de la spéculation où une bonne partie s'est volatilisée au cours des différentes crises depuis le début des années 90.

Si chaque sortie de crise s'est soldée par un nouveau développement du capitalisme, elle s'est accompagnée d'une part par la destruction massive de forces productives, par de nouvelles guerres (Irak, Afghanistan, peut-être demain entre les deux Corée), d'autre part par une offensive généralisée du capital contre les droits sociaux du prolétariat, l'augmentation de la productivité et l'amplification de l'exploitation, de la division internationale du travail... L'industrie financière, qui a pris le pouvoir au début des années 90, s'est lancée dans une course effrénée et incontrôlable au profit à court terme destabilisant successivement le secteur industriel, puis le secteur bancaire, ainsi que les Etats qu'elle est en train d'étrangler et de conduire à la banqueroute avec la complicité des différents gouvernements.

Le capitalisme a largement démontré que son existence était inconciliable avec la satisfaction des besoins et des aspirations légitimes des masses laborieuses, qu'il était responsable des souffrances sans nombre que subissent quotidiennement tous les peuples, il doit donc disparaître au plus tôt et céder la place au socialisme.

Les travailleurs devraient être instruits que sous la paix d'aujourd'hui couve la guerre de demain.

Dans un numéro récent d'*Informations ouvrières*, un travailleur faisait la remarque qu'on nous reprenait aujourd'hui tout ce qui avait été conquis ou concédé hier, il se demandait comment cela était possible. On pourrait lui répondre que c'est la faute des appareils ou des partis pourris qui se réclament du socialisme, mais je ne pense pas qu'il serait plus avancé, il vaudrait mieux lui dire que c'est parce que le combat du mouvement ouvrier au XXe siècle pour l'amélioration des conditions de travail ou d'existence du prolétariat n'a pas été subordonné au combat pour en finir avec le capitalisme et les institutions, dans la perspective du socialisme. Pourquoi ?

Tout droit ou acquis social, toute réforme progressiste à notre époque ou disons au cours des six dernières décennies, a été le produit de la lutte des classes ou d'un rapport de force entre les classes quand il était favorable à la classe ouvrière, et la perte d'un droit ou d'un acquis correspondait à une période où ce rapport de force entre les classes s'inversa, aucun acquis ne l'est définitivement et il en sera ainsi aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir.

Maintenant, on ne peut pas envisager sérieusement la lutte pour le pouvoir sans poser la question de la construction du parti qui permettra à la classe ouvrière de vaincre son ennemi de classe. C'est à cette tâche que nous devons nous ateler résolument, si nous voulons vraiment mettre fin à la barbarie capitaliste. Hier, dans une dépêche de presse on apprenait que 200.000 personnes pourraient être affectées par le choléra en Haïti, combien de dizaines et dizaines de milliers de morts en perspective à mettre encore au compte de l'impérialisme ? Insupportable !

Le POI organise un meeting international contre la guerre et l'exploitation, vendredi 17 décembre 20h, à Paris, Espace Charenton 327, rue de Charenton, Paris XIIe - Métro Porte-de-Charenton, nous appelons tous les militants à y participer, ne craignez pas d'y perdre votre *âme* si vous n'êtes pas adhérents de ce parti ! Des meetings auront également lieu en province :

— Vendredi 3 décembre : Lyon
— Mercredi 8 décembre : Lille
— Vendredi 10 décembre : Chartres
— Vendredi 10 décembre : Amiens
— Jeudi 16 décembre : Bordeaux
— Vendredi 17 décembre : Dole
— Vendredi 17 décembre : Marseille
— Samedi 8 janvier : Montchanin
— Mercredi 12 janvier : Dijon
— Jeudi 20 janvier : Rennes
— Vendredi 21 janvier : Chambéry
— Samedi 22 janvier : Le Mans

Politique.

1- Karachigate, suite.

Le député PS de la Manche Bernard Cazeneuve a évoqué à l'Assemblée, lors des questions d'actualité, des éléments de l'enquête judiciaire qui montrent que Jean-Marie Boivin, ancien administrateur de Heine, a sollicité en 2006 et 2007 plusieurs ministres du gouvernement de l'époque, dont Nicolas Sarkozy.

Selon des dirigeants de la DCN interrogés chez les juges, il demandait un dédommagement pour ses anciennes activités.

Plusieurs médias disent qu'il a eu satisfaction en 2009, avec un versement de huit millions d'euros de fonds publics de l'Etat français, dans le cadre d'un accord passé sur le paradis fiscal de l'Ile de Man, sous l'égide du ministère de la Défense.

Les familles de victimes estiment que c'est le fruit d'un chantage fructueux au silence, avant l'élection présidentielle de 2007, et ont déposé plainte pour "*extorsion de fonds*".

"*Cette transaction a-t-elle eu lieu ? Si huit millions d'euros ont été versés à M. Boivin, quel était le motif de cette indemnisation ?*", a demandé Bernard Cazeneuve.

Le nouveau ministre de la Justice, Michel Mercier, a d'abord répondu: "*Les magistrats instructeurs instruisent ces dossiers librement. le gouvernement veillera à leur fournir l'ensemble des informations qui sont en sa possession*". (Reuters 23.11)

2- Le langage nauséabond de l'hystérique du Palais.

Entretien avec Claude Angeli, redacteur en chef du Canard enchaîné.

Tout le monde est surveillé. Le Monde, Mediapart, Libé, peut-être d'autres journaux. L'autre jour, le Président a piqué une colère contre Franz-Olivier Giesbert : il l'a traité de « *rat d'égout* » et de « *personnage fétide* ». Je ne sais pas si Giesbert est sur écoutes, je n'en sais rien… Mais il y a une espèce de paranoïa contre les journalistes qui se mêlent de ce dont ils doivent se mêler. (Rue89 23.11)

Camarades, franchement, est-ce que nous exagérions lorsqu'il y a quatre ans nous présentions Sarkozy comme le détonateur qui pouvait tout faire péter ? Et quand on pense qu'il y en a encore pour lui donner du "*monsieur le président de la République*" par ci, du " *président Nicolas Sarkozy*" par là... Il en a la taille, mais il n'arrive même pas à la hauteur de Thiers, à croire que les égouts sont plus profonds à Neuilly qu'à Versailles !

3- L'UMP craque de partout.

Pas de groupe, mais un mouvement. Le sénateur UMP et ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin annonce ce mardi qu'il crée avec « *une trentaine de sénateurs* » son propre mouvement, « *République et territoires* », au sein du groupe UMP du Sénat. Ce matin, il a même été reçu à l'Elysée par Nicolas Sarkozy avec 25 élus de la Haute assemblée.

Il officialise ce qui existait déjà en partie : tous les mercredi matin, ses soutiens se retrouvaient au Sénat autour de lui. L'éventualité de créer un groupe différent de celui de l'UMP avait même été évoquée. Finalement, il n'en n'est rien. Certains, à l'UMP, glissent que tous ses soutiens ne l'auraient pas suivi dans l'aventure.

« *Cette initiative s'inscrit dans le prolongement du cercle de sénateurs qui se réunit chaque semaine depuis deux ans et a exprimé à diverses reprises sa différence tant en ce qui concerne la réforme de la taxe professionnelle que les politiques relatives à l'emploi, la santé ou les territoires* », précise le sénateur de la Vienne dans un communiqué, où il rappelle sa « *loyauté à Sarkozy* » mais aussi sa « *liberté de vote* ». « *Les valeurs portées par ces sénateurs sont celles de l'humanisme social et libéral* », ajoute Jean-Pierre Raffarin.

« *Il n'y a pas de volonté de scission. On reste à l'UMP* », précisait ce matin le sénateur. A l'UMP, mais avec un mouvement interne. Manière de peser un peu plus et de faire entendre, pour Jean-Pierre Raffarin, sa propre voix au sein de la majorité. (Publicsénat.fr 23.11)

4- Quand on manque de cran...

Une épine de moins dans le pied de Brice Hortefeux. La plainte pour «*incitation à la haine raciale*» contre le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur qui avait rédigé la circulaire sur les Roms a été retirée, a annoncé ce mardi le président du Cran (Conseil représentatif des associations noires).

Sur lepost.fr, Patrick Lozès explique avoir obtenu d'une part des regrets de Michel Bart, d'autre part l'engagement du ministre Brice Hortefeux de relancer la politique de lutte contre le racisme. Le Cran a ainsi renoncé aux poursuites lors de l'audience, ce mardi, devant le tribunal de Paris.

Michel Bart, énarque et ancien préfet de Basse-Normandie, est le signataire de la circulaire du 5 août dernier sur le démantèlement des camps illégaux de gens du voyage. La missive demandait aux préfets de faire de l'évacuation et de l'expulsion de Roms une «*priorité*», selon des «*objectifs précis*» fixés par le président de la République. Ce texte jugé «*discriminatoire*» avait provoqué un véritable tollé en France et à l'étranger. (20minutes.fr 23.11)

Le Cran doit faire partie de ces associations financées par le Château, on comprend, on comprend...

5- Ils le martèlent... en vain !

Pierre Moscovici (PS) entretient avec le Point, extrait :

Question : Qu'avez-vous retenu du passage à Paris de Dominique Strauss-Kahn la semaine dernière ?

Réponse : J'ai retenu un message : Dominique Strauss-Kahn est de gauche et ne se laissera pas enfermer dans une image droitière. (Lepoint.fr 23.11)

Strauss-Kahn de gauche, ils sont les seuls au PS à encore oser le dire ! Y croire, il ne faudrait pas pousser le bouchon trop loin, car ils savent très bien tous autant qu'ils sont, qu'ils ne sont pas plus de gauche que lui.

6- Utopie.

"*Pour parler de la révolution, on ne va pas prendre les armes, on ne va pas aller tuer des gens. Il y a une chose très simple à faire. Le système est bâti sur le pouvoir des banques. Donc il peut être détruit par les banques. S'il y a 20 millions de gens qui retirent leur argent, le système s'écroule*", avait ainsi lancé dans un entretien au journal régional Presse Océan celui que les supporters de Manchester United avaient élu "*Joueur du siècle*".

Le clip, sous-titré en plusieurs langues, a été visionné par plusieurs dizaines de milliers de personnes, faisant ainsi écho aux propos du parrain d'une campagne de la fondation Abbé Pierre sur le "*mal-logement*" en France : "*Au lieu d'aller dans les rues faire des kilomètres pour manifester, tu vas à la banque de ton village et tu retires ton argent. Trois, dix millions de gens, et là il y a une vraie menace. Le système s'écroule : pas d'arme, pas de sang, rien du tout. A la Spaggiari.*"

Si nous n'en sommes pas encore là, force est de constater que l'idée séduit. Sur une page du réseau social Facebook, il ne sont pas moins de 12 000 à se dire prêts à participer à l'évènement nommé "*Révolution ! Le 7 décembre, on va tous retirer notre argent des banques*". (http://www.metrofrance.com 23.11)

Social.

1- Journée du 23.

La préfecture a compté 3.200 manifestants dans le cortège parisien composé, comme ailleurs en province, de militants syndicaux plutôt que d'étudiants et lycéens.

Selon les sources, les manifestants étaient entre 1.500 et 6.000 à Bordeaux, 2.500 à 10.500 à Toulouse, 3.500 à 7.000 à Lyon et environ 2.000 à Marseille selon la CGT.

Les rares préavis de grève ont été peu suivis : de source ministérielle, le taux de grévistes était d'environ 1% dans la fonction publique comme dans l'éducation nationale.

"*Nous sommes dans une séquence particulière, il y a eu énormément de monde de mobilisé, il n'est pas aberrant et surprenant qu'il y ait besoin de reprendre de la respiration*", a dit Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT.

En parallèle, le nouveau ministre du Travail, Xavier Bertrand, reçoit à sa demande les dirigeants syndicaux, dont Bernard Thibault mercredi.

"*Je n'y vais pas avec un registre de revendications, dans la mesure où nous avons à faire face à un gouvernement qui se fout comme de l'an 40 des revendications syndicales*", a dit le dirigeant de la CGT à veille de l'entrevue rue de Grenelle.

"*Nous allons maintenant poser toutes les questions qui ont émergé autour des retraites : emploi, salaires, conditions de travail, justice sociale, service public*", a dit Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU.

"*Aujourd'hui, on est en train de bâtir un socle. C'est le début d'une nouvelle démarche*", a-t-elle ajouté.

Le fondateur du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, a répété sa demande à François Fillon de déposer la loi rendant possible un référendum d'initiative populaire sur le sujet : "*La bataille ne finira pas tant qu'on n'aura pas épuisé tous les moyens à*

notre disposition", a-t-il dit à Reuters.

Pour Olivier Besancenot, "*les braises brûlent encore, c'est un piqûre de rappel qu'on est venu faire aujourd'hui*".

"*La mobilisation sociale pourrait parfaitement rebondir, que ce soit sur les retraites, sur les salaires, sur les emplois, sur tous les autres dossiers, comme la dépendance, que le gouvernement a décidé de mettre sur la table*", a estimé le porte-parole du NPA. (Reuters 23.11)

Plus cynique que Thibault tu meurs : démission, dehors !

Ta "*piqûre*" de rappel : on achève bien les chevaux !

2- Mouvement social du personnels pénitentiaire.

Les syndicats des personnels pénitentiaires CGT, CFDT, FO et FSU appellent les surveillants de prison à des actions reconductibles à partir de mercredi pour exiger des créations de postes, une revalorisation des salaires, et l'arrêt des fermetures d'établissements "sans concertation préalable". (AP 23.11)

3- Suppression d'emplois chez Thales

Thales devrait annoncer mercredi la suppression de 1.100 à 1.500 postes lors d'un comité de groupe, selon des informations publiées mardi par le site Internet de Challenges qui cite des sources syndicales anonymes.

Des suppressions qui représenteraient environ 1,7% à 2,3% des effectifs de Thales. (20minutes.fr 23.11)

4- On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Une écrasante majorité des banquiers et traders français (89%) s'attendent à recevoir un bonus cette année et une moitié d'entre eux anticipe même une hausse de cette prime par rapport à 2009, selon une étude du site spécialisé eFinancialcareers.fr publiée mardi.

Près de la moitié des financiers français (48%) pensent que leur prime sera plus élevée que l'an dernier, dont quasiment un tiers (14%) qui disent s'attendre à un bond de 50%.Ils sont 29% à la prévoir stable, tandis que 12% l'attendent en baisse.

Les salaires des traders et des banquiers comprennent une part de rémunération fixe et une part variable (bonus, primes et stocks-options) très importante liée aux gains générés individuellement et à la rentabilité de l'institution. (20minutes.fr 23.11)

5- Sénat contre gouvernement, nouvel épisode de la crise du régime.

Les Echos rapportent que la commission des Finances du Sénat a voté la semaine dernière un amendement rabotant de 10 % la prime pour l'emploi (PPE) sur proposition des sénateurs UMP.

Selon le quotidien économique, cette baisse de 10 % sur l'ensemble des taux de la PPE abaisserait le montant maximum de la prime de 960 euros à 864 euros, pour réaliser 300 millions d'économies. Le rapporteur général, Philippe Marini (UMP) a jugé vendredi cet amendement « *excellent* ». Il a toutefois peu de chances d'être voté en séance, le gouvernement ayant exclu de s'attaquer à la PPE.

Idem pour un amendement voté par la même commission des Finances, visant à ôter pas moins de 600 des 700 millions d'euros du fonds qui finance le RSA. Les sénateurs UMP ont souhaité ponctionner ce fonds excédentaire, mais l'éxécutif devrait là encore s'y opposer indiquent Les Echos. (20minutes.fr 23.11)

6- Manipulation. Les chiffres bidons de Sarkozy et Hortefeux.

Selon une étude de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) parue mardi, 4,7 millions de Français ont été victimes de vols ou de tentatives de vol en 2009. C'est trois fois plus que les chiffres officiels. (Lepoint.fr 23.11)

Economie.

1- Irlande.

1.1- Démission, maintenant !

A la crise financière s'ajoute désormais une crise politique en Irlande, où le Premier ministre Brian Cowen est confronté à une rébellion dans ses propres rangs. Il a annoncé des élections pour le début de l'année prochaine, après l'adoption prévue du budget d'austérité pour 2011 qui permettra le déblocage du plan de sauvetage de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Le gouvernement doit présenter dès mercredi un programme de coupes claires et de hausses d'impôts destiné à réduire le déficit de 15 milliards d'euros entre 2011 et 2014, en contrepartie de l'aide internationale, qui pourrait s'élever à 100 milliards d'euros.

Sans cet argent, l'Irlande, qui croule sous le poids du sauvetage de ses banques après en avoir déjà nationalisé trois, risque la faillite l'an prochain. Son déficit cette année représente 32% de son produit intérieur brut (PIB), ce qui en fait le plus élevé d'Europe depuis la Deuxième guerre mondiale. (AP 23.11)

Brian Cowen et son gouvernement n'ont aucune légitimité pour adopter et imposer un nouveau plan d'austérité à la classe ouvrière, ils doivent démission maintenant.

1.2- Les prédateurs font du chantage.

Google, IBM, Microsoft, Dell, Bank of America, Intel, le secteur de la pharmacie et de la chimie: de nombreuses entreprises étrangères ont posé leurs valises en Irlande ces dernières années.

«*Au début des années 80, l'Irlande a divisé par quatre son taux d'imposition. Il est aujourd'hui à 12,5% contre 25,7% en moyenne dans la zone euro et 34% en France*», explique à 20minutes.fr Jacques Le Cacheux, économiste à l'OFCE.

«*La loi irlandaise permet en outre de déclarer ses profits dans l'île même si l'entreprise n'a qu'une activité minimale sur le territoire. Cela permet à l'Irlande d'être un petit paradis fiscal en Europe*», analyse-t-il.

Une stratégie payante puisque les entreprises étrangères emploient plus de 100.000 personnes sur l'île, soit quasiment 7% de la population active. Ces multinationales réalisent 70% des investissements en recherche et développement et 70% des exportations.

L'Irlande craint donc de voir ce moteur de la croissance quitter le pays en cas de hausse de la fiscalité. Dans une lettre adressée ce week-end au gouvernement, plusieurs sociétés américaines évoquent ainsi une possible délocalisation vers des contrées fiscales plus hospitalières. (20minutes.fr 23.11)

2- Argentine. Fin d'une illusion.

Le Fonds monétaire international a annoncé mardi 23 novembre que l'Argentine lui avait demandé une aide technique pour son indice d'inflation et qu'il allait envoyer à Buenos Aires sa première mission depuis 2006. (Lemonde.fr 23.11)

Le 25 novembre

Quelques réflexions lucides et mesurées d'internautes qui nous ressemblent

1- (En Irlande) "Le salaire horaire minimum sera abaissé de 8,65 à 7,65 euros. Si j'ai bien calculé,cela représente une baisse de 11,56% sur le salaire pour les personnes qui ont déjà le revenu le plus bas. De combien va-t-on diminuer les salaires plus élevés ??? Apparemment pas d'un seul centime! ! ! Et les bénéfices des banques ? Et les profits du capital ? Ce sont encore les plus démunis qui vont payer alors que ce ne sont pas eux les responsables !"

Lisez ma causerie d'hier ou plus loin ce qu'a dit hier Fillon à l'Assemblée nationale pour comprendre pourquoi tous les gouvernement en Europe conduisent la même politique : tout pour le capital.

2- "Ce qui se passe actuellement dans le monde est à vomir. Alors que les riches n'ont jamais été aussi riches, ce sont les pauvres et les classes moyennes qui payent. C'est vrai aux US, c'est vrai en Angleterre, c'est vrai en Grèce, c'est vrai en France... et maintenant c'est vrai en Irlande. Nos gouvernants nous prennent pour des cons. Le système capitaliste neo-liberal est entrain de nous exploser à la gueule. Tout est entrain de se mettre en ordre pour une bonne révolte, pour ne pas dire plus."

Ce n'est pas un gros mot, la situation est grosse d'une révolution à des degrés divers dans chaque pays en Europe.

3- "Bien oui, les banquiers ont menti. Les trous sont des abysses. Les préteurs veulent récupérer leur argent et les intérets des prets qu'ils ont consentis. Mais les intérets ont servis à faire d'autres prets... On commence seulement à s'apercevoir qu'on nous paie avec de l'argent virtuel. Il faut de l'argent : du vrai... Ce sera bientot notre tour. Le problème, c'est que les vrais fautifs ne sont pas inquiètés."

Le capitalisme dominé par l'industrie financière a vécu ou plutôt survit à crédit dans des proportions gigantesques pour tenter de masquer et contourner ses contradictions internes, etc., en vain, il arrive forcément un moment où il faut passer à la caisse, et de son point de vue ce sont les classes dominées qui doivent payer l'addition, la petite-bourgeoisie et le prolétariat en premier lieu.

Vous n'avez l'impression qu'une idée rampante fait son chemin lentement mais sûrement ?

Si finalement pour eux, la seule solution c'est de réduire la dette, pour nous, la seule solution c'est la révolution !

Qui l'aurait cru, cela sonne comme un slogan, si des gens que l'on ne peut pas vraiment soupçonner d'être de furieux révoltés ou des gauchistes y pensent, c'est peut-être que quelque part cela commence à correspondre à une aspiration, faire table rase de ce vieux monde pourri par la force, à force de tout tenter en vain sur le plan politique et d'observer que la situation sociale ne cesse de se dégrader, cette idée va bien finir par germer et s'enraciner dans la tête du prolétariat et une partie de la petite-bourgeoisie qui ne se reconnait plus dans le capitalisme.

Dès lors une question se pose à nos dirigeants : doivent-ils indiquer au prolétariat que c'est le seul moyen pour se débarasser des institutons, exproprier les capitalistes, prendre le pouvoir pour enfin pouvoir satisfaire tous nos besoins et aspirations, et qu'il faut s'organiser, contruire le parti dans cette perspective ? Seront-ils encore les derniers, à la traîne des masses, à promouvoir la révolution prolétarienne et socialistes, c'est la question légitime que tout militant est en droit de se poser. Leur constat, leurs observations, quelle valeur ont-ils, à quoi servent-ils s'ils ne sont pas capables d'indiquer à la classe ouvrière par quelle méthode elle vaincra ? C'est la question que nous leur posons.

Qu'attendez-vous, les masses sont en train de se dresser en Irlande, en Grande-Bretagne, au Portugal, en Espagne, en Grèce, en Italie et en France contre le pouvoir en place et les institutions nationales et internationales du capital, qu'attendez-vous pour leur indiquer la marche à suivre, qu'il soit trop tard ? Ce ne serait pas encore le moment, en fait ce ne serait jamais le moment... Peut-on espérer que nos dirigeants sortent enfin de la torpeur qui les habitent depuis la main mise du stalinisme sur le mouvement ouvrier puis la disparition de l'URSS et qu'ils se situent enfin sur le programme de la révolution socialiste mondiale ? Faudrait-il laisser la voie libre aux anarchistes et aux gauchistes qui provoquent le régime pour que finalement il organise et justifie la répression contre le mouvement ouvrier, dresse une parti de la classe contre une autre, n'avons-nous pas déjà suffisamment d'obstacles à abattre sur le chemin qui mène au socialisme ?

Les banquiers et assureurs engraissent (à crédit) avec l'argent de leurs clients (450 milliards d'euros environ en France) et celui que leur accordent généreusement les banques centrales, les marchés spéculent (à crédit) avec l'argent qui ne leur appartient pas ou qui n'existent pas, les capitaines d'industrie vivent à découvert et sont couverts de dettes, ils vivent donc à crédit eux aussi, les recettes des Etats sont inférieures à leurs dépenses et s'endettent auprès des marchés, bref, tout ce beau monde n'existe et ne survie que grâce au pouvoir politique qu'il détienne et qui leur permet en toute légalité de s'accaparer la majeur partie des richesses produites par les travailleurs, et comme cela ne leur suffit pas ou plus, il faut en plus qu'ils hypothèquent les richesses qui seront produites par les générations à venir.

C'est cette légalité, cette république du Fouquet's, cette démocratie du CAC40 qui ne profite qu'à l'infime minorité de la classe dominante qui détient tout le pouvoir, que la révolution brisera en socialisant les banques et les compagnies d'assurance, en expropriant les grands propriétaires et les actionnaites, en fermant la Bourse, une fois liquidé de fond en comble l'appareil de l'Etat capitaliste, son appareil bureaucratique, policier, judiciaire et militaire, telle sera la tâche de la révolution socialiste et de l'Etat ouvrier qui se construira sur ses cendres.

De l'audace camarades, après avoir titrer que le gouvernement Fillon bis était un "*gouvernement de combat*", Le Figaro titrait hier après son intervention à l'Assemblée nationale, "*un discours de combat*", ce qui signifie que le capital est bien en guerre ouverte contre la classe ouvrière et qu'il est bien décidé à la mener à son terme.

De deux choses l'une, soit on continue à tergiverser et à faire croire aux travailleurs que tout serait possible en régime capitaliste, ce qui ne peut que contribuer à faire naître ou nourrir dans leur cerveau des illusions dans le capitalisme, car après tout, si tout est possible en régime capitaliste mais que dans les faits tel n'est pas le cas, ce n'est peut-être pas le régime capitaliste qui est en cause mais ses représentants, ses dirigeants politiques, il suffirait alors de changer de gouvernement ou de promulguer quelques lois pour que la situation s'améliore, soit on leur explique que si tout était possible en régime capitaliste cela fait longtemps que cela se saurait et qu'il aurait permis d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté en France et partout dans le monde. Or, c'est à exactement l'inverse que nous assistons quotidiennement et qui est la vérité, c'est parce que le profit et l'accumulation du capital (basée sur la propriété privée des moyens de production) est à la fois la seule raison d'être et le seul objectif du système capitaliste, qu'il conduit infailliblement à des crises de plus en plus gigantesques et dévastatrices pour tous

les peuples, à une paupérisation croissante de la population et à la guerre, d'où la nécessité de le faire disparaître.

Il serait possible immédiatement à la fois d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, et de satisfaire la totalité des besoins de la population à partir du moment où la production serait organisée non plus dans le seul objectif d'augmenter le profit d'une minorité de capitalistes, mais en fonction des besoins de la population, ce qu'on appelle encore le socialisme. Pour y parvenir, notre premier objectif doit consister à retirer le pouvoir politique des mains des capitalistes, pouvoir politique concentré au niveau de l'Etat et des institutions, puisque c'est pas ce moyen qu'ils peuvent légalement s'accaparer les richesses produites par les travailleurs, voler le fruit de notre travail.

L'Etat et les institutions, le pouvoir politique étant détenu par des partis politiques au service de la classe qui détient le pouvoir, le pouvoir économique, la classe des capitalistes, pour que le prolétarait parvienne au pouvoir et construise un nouvel Etat, un Etat ouvrier socialiste, il lui faudra renverser les institutions en place et détruire l'Etat qui ont été conçus pour représenter et défendre les intérêts de la classe des capitalistes, mais pour y parvenir il faut impérativement que la classe ouvrière soit organisée, il faut qu'elle dispose d'un parti révolutionnaire qui incarne et défende ses intérêts, qui la guide au cours de son combat, un parti révolutionnaire qui combatte les partis du capital et leurs supplétifs dits de gauche qui sont en réalité ses alliés, qui combatte consciemment pour atteindre cet objectif, étant entendu que sans ce parti elle ne pourra jamais vaincre, et le fait qu'il n'existe pas ou qu'il ne soit pas encore construit permet de comprendre pourquoi le capitalisme est parvenu à survivre à toutes les crises depuis 40 ans. (A suivre)

Politique.

1- Fillon : entre mépris et provocation.

"*Contre vents et marées, dans le calme et la tempête, contre les conservatismes et pour vaincre les peurs, l'élan de la réforme est intact*" a dit François Fillon mercredi lors de son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale.

«*Tous ces efforts sont concentrés autour d'un choix politique que nous assumons, le choix de la vertu budgétaire*», a-t-il martelé, indiquant qu'il ne sera pas question de dépenser davantage pour la relance.

La crise n'est pas finie. "*L'Europe est menacée de stagnation*" et la crise du surendettement, illustrée par les difficultés de l'Irlande, n'y est pas encore jugulée, a-t-il averti.

Chine, Inde et Brésil avancent à marche forcée et "*ce sont des continents entiers qui se dressent et nous défient*", a-t-il poursuivi. "*Dans ce contexte, notre but c'est la maîtrise de notre souveraineté (...) La liberté face à une compétition qui dépossède de leur destin les pays insouciants.*"

(L'air de rien, il vient de résumer la situation et l'orientation du capitalisme mondiale, ainsi que la situation du capitalisme français - Note du site)

Pas question, donc, de laisser filer les déficits en engageant de nouvelles dépenses publiques pour relancer la croissance, a dit François Fillon, qui propose en revanche de réorienter l'épargne vers l'investissement à long terme.

Dans un signal adressé à la Commission européenne et aux partenaires européens de la France, qui gardent celle-ci sous surveillance, il a également réactivé l'idée de l'inscription dans la Constitution de principes garantissant la maîtrise des finances publiques, un peu à l'image de l'Allemagne.

(Tiens donc, la Constitution, il y a une Constitution en France, ah oui j'oubliais, ils sont les seuls à ne pas l'ignorer ! - Note du site)

Il a ainsi fait de l'emploi une priorité de l'action de son gouvernement d'ici l'élection présidentielle de 2012 et promis le doublement de la formation en alternance pour les jeunes - ils sont actuellement 600.000 concernés.

(De la main d'oeuvre gratuite supplémentaire pour les patrons - Note du site)

Il a confirmé le lancement en 2011 d'une consultation nationale sur une cinquième branche de la Sécurité sociale pour financer l'aide aux personnes âgées dépendantes - une dépendance dont il a évalué le coût à 22 milliards d'euros par an dans un premier temps, 30 milliards plus tard.

(Un cadeau pour le frère de Sarkozy notamment - Note du site)

"*Renoncer, douter, serait se parjurer devant l'Histoire*", a-t-il lancé à ses propres troupes. "*Ce serait laisser le terrain libre à tous ceux qui avancent des idées fausses et des fausses pistes, ces mirages désastreux que sont le partage du travail, la retraite le plus*

tôt possible, l'endettement sans fin, la diabolisation du capital, le protectionnisme." (Reuters et 20minutes.fr 24.11)

(C'est le parti du capital qui est au pouvoir, voilà ce qu'il a tenu à rappeler. Un propos choquant ? Non, normal dans sa bouche qui pue la haine du prolétariat ! - Note du site)

2- Les méthodes d'un Etat policier.

Amine Benalia-Brouch, l'ex-militant UMP raillé en 2009 par Brice Hortefeux, raconte, un an après avoir défendu le ministre de l'Intérieur, comment des dirigeants du parti lui ont demandé de mentir pour le protéger.

Dans un livre à paraître et dans Le Parisien paru mercredi, le jeune homme d'origine maghrébine, qui avait assuré dans un premier temps que les propos de Brice Hortefeux n'étaient pas insultants, revient complètement sur sa position.

Selon lui, c'est un proche de Brice Hortefeux, le député Edouard Courtial - secrétaire national aux fédérations UMP -, qui lui a demandé de la tourner et a validé le texte.

"*Il faut que les gens t'entendent et te voient dédouaner le ministre*", aurait-il dit au jeune militant.

De même, il accuse une responsable de la fédération UMP des Landes de lui avoir dicté un texte à communiquer aux médias.

Plus tard, le ministre l'a reçu deux fois, raconte-t-il, pour s'enquérir de sa situation, lui disant notamment qu'il allait l'aider à trouver un emploi.

"*Vous avez bien fait de parler des Auvergnats, je n'y aurais pas pensé*", lui aurait dit Brice Hortefeux. Le ministre a affirmé, avant que la polémique ne s'éteigne, que le "*prototype*" dont il parlait était celui des Auvergnats.

Un mois avant son procès pour injure raciale, le ministre lui aurait également dit : "*Vous savez, là où il y a justice, il y a danger.*" (Reuters 24.11)

Chaque fois que j'ai porté plainte au commissariat de mon district (en Inde) et que j'ai élevé le ton car on ne voulait pas m'écouter, pour faire valoir mes droits, les flics m'ont rappelé mon statut d'immigré en me faisant comprendre qu'en insistant un peu plus j'encourrais le risque d'une expulsion.

3- Ce sera Strauss-Kahn ou son clone en jupon... pour mieux faire passer Sarkozy.

Martine Aubry a assuré mercredi que le pacte de non-agression tenait bon entre elle, Dominique Strauss-Kahn et Ségolène Royal et qu'ils décideraient ensemble d'une seule candidature à la primaire présidentielle. (Reuters 24.11)

Social.

1- France.

1.1-Les salaires sont bloqués.

Six Français sur dix n'ont pas vu leurs revenus augmenter depuis 2 ans. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par l'institut BVA via Internet, publié mercredi par le mensuel L'Expansion. Plus de 40% des personnes interrogées affirment même n'avoir eu aucune augmentation depuis plus de 5 ans. (20minutes.fr 24.11)

1.2- 3 milliards d'euros d'aide de l'Etat... pour financer la suppression de plus de 7.000 emplois sur 6 ans.

Le projet de Renault de proposer un départ anticipé à la retraite à 58 ans au titre de la pénibilité, qui concerne environ 3.000 salariés sur trois ans.

Entièrement financé par Renault, qui refuse de communiquer sur son coût, ce dispositif, applicable de 2011 à 2013, est ouvert à 3 000 salariés de 58 ans et plus présentant une "*incapacité permanente*" d'au moins 10 % ou quinze années de travail à la chaîne. Ces salariés toucheront alors 75 % de leur salaire net, jusqu'au jour où ils pourront faire valoir leurs droits à la retraite.

Renault a supprimé 4.400 postes sur ses sites français en 2008 et 2009. L'entreprise compte environ 55.000 salariés en France et 121.000 dans le monde en incluant Dacia.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a exprimé sa crainte devant ce qui apparaît selon lui comme "*un outil de dégraissage des effectifs*". François Chérèque (CFDT) soulignait lui une question plus large, celle de la réforme des retraites : ce plan montre qu'il "*faut revoir la réforme. On voit bien que les grandes entreprises, en particulier du CAC 40, ne veulent pas garder les seniors*".

"*Quel syndicat pourrait dire qu'il n'est pas satisfait ? s'interroge Dominique Chavin, de la CFE-CGC. Les salariés qui partent sont gagnants. (...) On pense même que cela va faire des frustrés, car tout le monde ne pourra pas partir.*"

Dans un contexte de crise économique, la décision de Renault illustre la délicate question de l'emploi des seniors. "*Avec un chômage de masse, on s'aperçoit que faire travailler les seniors plus longtemps, c'est un vœu pieux,*" avance Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision à l'OFCE. Pour l'économiste, le dispositif du constructeur automobile apparaît comme une forme de plan social moins coûteux : indemniser des salariés près de la retraite, "*c'est moins cher qu'un plan social avec le paiement de reclassement, d'indemnités et de formation, sans parler des tensions sociales*".

Alors que le prêt de 3 milliards d'euros de l'Etat à Renault était conditionné à l'absence de licenciements et après avoir joué à la marge sur les emplois intérimaires, les décisions du groupe sur l'emploi sont structurelles. "*Cela ne veut pas dire que Renault va arrêter d'embaucher, mais cela signifie très clairement que l'emploi n'est pas porteur*", estime Xavier Timbeau. "*On voit bien que les seniors ont du mal à rester dans l'emploi : ils sont perçus comme peu productifs dans les entreprises qui veulent s'en séparer.*" (Lemonde.fr et Reuters 24.11)

Les travailleurs de chez Renault vont se déchirer entre ceux qui sont favorables à la proposition de la direction et ceux qui privilégient les emplois, on ne peut pas leur en vouloir, leur état d'esprit est le produit de la politique de subordination au capital menée par les syndicats au cours des 65 dernières années.

Si vous dites que vous êtes favorables au départ en pre-retraite de ces 4.000 ouvriers à conditions seulement que Renault embauche 4.000 jeunes ou chômeurs, ceux qui ceux concernés par cette mesure ne vont pas comprendre. Voilà où mène la politique de collaboration de classes, toujours à la même chose : dresser (diviser) les ouvriers les uns contre les autres pendant que le patron ou les actionnaires comptent les points, au lieu de les dresser dans l'unité contre la direction de Renault.

1.3- La révolte de policiers, un régime à bout de souffle.

Explosion du nombre de gardes à vue, suicides, petits arrangements avec les statistiques de l'insécurité, etc., le FPC, un collectif de policiers qui réunit officiers et gardiens de la paix, a mis en ligne trois vidéos sur le site de partage de vidéos en ligne YouTube pour contester le discours officiel. À l'aide d'exemples concrets, ils remettent en cause la course aux chiffres, "*les interpellations à tour de bras*" ou encore le harcèlement des automobilistes en vue de les verbaliser "*alors qu'auparavant, une petite remontrance suffisait*".

Le ministère de l'Intérieur s'inquiète du nombre croissant de policiers qui s'affranchissent du devoir de réserve. Sont également pointées par la DGPN les inscriptions croissantes de policiers sur les réseaux sociaux. (Lepoint.fr 24.11)

2- Portugal.

Ce mercredi, le mouvement organisé de longue date par les deux principaux syndicats a été massivement suivi. Un événement au Portugal puisque les deux principales centrales syndicales CGTP et UGT sont unies pour la première fois depuis 1988. «*C'est la plus grande grève qui ait jamais eu lieu, plus importante que celle de 1988*», année de la dernière grève générale unitaire du pays, a ainsi déclaré Joao Proença, secrétaire général de la centrale UGT, lors d'une conférence de presse.

La mobilisation a provoqué la paralysie quasi-totale des transports publics, alors que tous les vols commerciaux au départ comme à l'arrivée au Portugal étaient annulés. A Lisbonne, le réseau du métro était totalement fermé, et seul un bus sur 4 était en circulation à la mi-journée. Le transport fluvial entre les deux rives du Tage était également interrompu, et la compagnie publique des chemins de fer a annoncé la suppression de 75% des trains. A Porto, seule une ligne de métro sur 6 était en service. (JDF 24.11)

Sous la pression des marchés financiers, le gouvernement a adopté un budget 2011 de rigueur, le plus sévère en quinze ans. Hausse de la TVA de deux points à 23%, baisse de 5% à 10% des salaires des fonctionnaires à partir de 1500 euros brut mensuel, gel des retraites, suppression des allocations familiales pour les salaires supérieurs à 600 euros, remise en cause des déductions fiscales sur les dépenses de santé, d'éducation ou de logement... figurent au programme.

Avec un objectif affiché de ramener le déficit de 7,3% cette année à 4,6% en 2011, le Portugal signe l'un des budgets les plus austères d'Europe, après la Grèce, l'Espagne et l'Irlande. Mais cette cure d'austérité devrait peser sur le pouvoir d'achat dans un pays où le salaire moyen est inférieur à 800 euros. Le risque est ainsi de retomber en récession: les prévisions visent au mieux une stagnation en 2011.

3- Grande-Bretagne.

Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté mercredi 24 novembre à Londres et dans le reste de la Grande-Bretagne contre la hausse des droits d'inscription à l'université.

"*On va faire tout ce qu'on peut pour arrêter ça. L'austérité veut dire évidemment plus d'inégalités sociales*", a expliqué un étudiant de 23 ans, inscrit en allemand au King's College de Londres. "*Nous sommes ici pour montrer au gouvernement comment ça se passe quand on est en colère*", a déclaré un autre étudiant masqué, après qu'il eut grimpé jusqu'aux fenêtres du Foreign Office. "*Je veux aller à l'université, je veux faire quelque chose de ma vie, mais ces coupes vont rendre cela presque impossible. Ma mère vit des allocs et a déjà du mal à joindre les deux bouts*", a témoigné une collégienne de 15 ans, en uniforme noir et chemise blanche, qui a manqué les cours de son établissement avec deux amis pour venir manifester.

En tout, ce sont quelque 10 000 étudiants qui ont manifesté sur plusieurs sites londoniens, tandis que les autres villes universitaires du pays ont vu des défilés allant de quelques centaines à 3 000 personnes réunies contre les hausses des frais d'inscription à l'université et le Parti libéral-démocrate du vice-premier ministre, Nick Clegg. Le parti et ses dirigeants sont devenus la cible de la colère des étudiants pour avoir renié leur promesse de campagne électorale de combattre toute augmentation.

Nick Clegg a déclaré à la BBC "*regretter énormément*" d'avoir trahi une de ses promesses électorales, qui était de s'opposer à une trop forte hausse des droits universitaires. Il a ajouté avoir appris à ne pas s'émouvoir outre mesure face aux manifestations estudiantines. (Lemonde.fr et Reuters 24.11)

4- Italie.

A Rome, des échauffourées ont marqué de nouvelles manifestations contre la réforme des universités voulue par le gouvernement Berlusconi. Un groupe de protestataires a notamment tenté d'envahir le Sénat, réussissant à franchir les barrières de sécurité entourant le Palazzo Madama (siège de la chambre haute), avant d'être repoussés par les forces de l'ordre au terme de nombreux accrochages. Les étudiants ont ensuite essayé de forcer un cordon de sécurité lors d'un sit-in devant la chambre des députés, où se déroulait l'examen de la réforme de l'université proposée par la ministre de l'éducation, Mariastella Gelmini .

Les manifestants ont lancé des œufs et des fumigènes vers l'entrée de la chambre haute, aux cris de "*Démissions, démissions !*"

Un autre rassemblement d'étudiants, dans le centre de Rome, s'est terminé par des affrontements avec la police, d'où plusieurs contestataires sont ressortis légèrement blessés. Selon le quotidien La Repubblica, plusieurs d'entre eux se sont également retrouvés devant le Palazzo Grazioli, la résidence de Silvio Berlusconi, l'appelant à quitter son poste.

"*Non aux coupes*", "*Rendez-nous notre avenir*", affichaient les banderoles des étudiants, alors que le texte doit être voté jeudi. La réforme de l'université prévoit notamment la fusion des établissements les plus petits, l'entrée dans les conseils d'administration d'experts externes au monde académique, et réduit le mandat des recteurs. Ses détracteurs estiment qu'elle vise surtout à faire des économies, par exemple via le non-renouvellement des contrats à durée déterminée de dizaines de milliers de chercheurs. (Lemonde.fr 24.11)

5- Irlande.

Suite au plan de rigueur draconien dévoilé mercredi des "*désordres sociaux*" sont à prévoir, a estimé Eamon Devoy, un responsable du TEEU, un des principaux syndicats du pays, qui appellent à une manifestation massive samedi. (Lemonde.fr 24.11)

Economie.

L'Irlande a dévoilé, mercredi 24 novembre, un plan de rigueur draconien qui vise à dégager 15 milliards d'euros d'ici à 2014.

Selon un document remis à la presse, le plan sur quatre ans prévoit 10 milliards d'euros d'économies budgétaires et 5 milliards de revenus supplémentaires, générés par des hausses d'impôts. 40 % du plan, soit 6 milliards d'euros, doivent être réalisés dès l'année prochaine.

Parmi les économies prévues, les dépenses sociales baisseront de 2,8 milliards d'euros d'ici à 2014. Ainsi, les allocations familiales seront réduites de 10 % tandis que l'âge de départ à la retraite sera porté à 66 ans en 2014, 67 en 2021 et 68 ans en 2028. Parallèlement, 24 750 emplois publics seront supprimés, pour revenir au niveau de 2005. Le salaire horaire minimum sera abaissé de 8,65 à 7,65 euros. Enfin, 3 milliards d'euros seront économisés sur les dépenses de santé, d'éducation ou pour l'agriculture.

Du côté des revenus supplémentaires, le taux de TVA doit augmenter de 21 % à 22 % en 2013, puis à 23 % en 2014, dans le but

de lever 620 millions d'euros. Un nouvel impôt sur la consommation d'eau sera créé, tandis que les frais de scolarité des étudiants seront relevés. En revanche, l'Irlande laissera inchangé son taux d'imposition sur les sociétés à 12,5 %, l'un des plus faibles d'Europe la moyenne dans la zone euro est de 25,7 %. '*C'est une pierre angulaire de notre politique économique tournée sur la libre entreprise*', affirme le document remis à la presse. (Lemonde.fr 24.11)

Le 26 novembre

Notre conception de la lutte de classe ne peut pas être calquée sur celle du passé, c'est mon intime conviction. On ne peut pas la concevoir en 2010 comme on la concevait déjà avec ses nombreuses imperfections au cours de la première moitié du XXe siècle, et reproduire ainsi indéfiniment les erreurs commises tout au long de la seconde moitié du XXe siècle qui nous ont conduits où nous en sommes aujourd'hui.

Elle devrait s'articuler en deux volets distincts :

Le premier reprendrait la conception classique du militantisme que nous connaissons tous : adhésion à un parti, réunion de cellule ou section, diffusion, vente du journal, pétition, tractage, collage, meeting, manifestation, etc. Le tout employant la terminologie politique propre à chaque parti au service de l'agitation et de la propagande, mêlant théorie et politique, sans oublier si possible la formation des militants et des cadres.

Le second consisterait à s'adresser à la population dans un langage plus accessible à chaque travailleur, par lettre qui ressemblerait à un courrier personnalisé ou individuel, dans lequel le lecteur aurait l'impression d'appartenir au même monde que celui des rédacteurs, ainsi il se sentirait en confiance et lirait détendu et sans a priori ce qu'on lui a écrit, de telle sorte qu'il pourrait se reconnaître dans son contenu, il aurait alors plus de chance d'en retenir quelque chose et pourquoi pas d'éveiller sa curiosité et de vouloir en savoir plus.

C'est une approche psychologique des travailleurs différente de celle à laquelle nous sommes habitués, qui nécessiterait pour être efficace de valoriser le lecteur de cette lettre, donc d'être rédigée avec la plus grande attention qui soit, corrigée, lue et relue par plusieurs militants avant d'être distribuée. On pourrait aborder les travailleurs sans au départ traiter forcément de questions politiques ou sans partir de questions politiques, il existe suffisamment de rapports dans la société pour les aborder sous des angles très divers, la culture et les arts, la laïcité, les médias, les sciences et les technologies, l'instruction, l'histoire, la santé et l'alimentation, l'environnement, l'économie, etc.

L'objectif est de leur faire prendre conscience qu'un parti ou qu'un militant n'est pas une machine à faire de la politique, que ce parti et ses militants leur ressemblent, qu'ils ne sont pas seulement intéressés ou qu'ils n'ont pas seulement une opinion sur la politique, mais qu'ils sont capables d'embrasser tous les rapports qui existent dans la société, qu'ils ont la capacité d'analyser tous ces rapports du point du vue du matérialisme dialectique, cela ils l'apprendront plus tard, cependant le but est bien de les familiariser avec cette méthode d'analyse de la société pour qu'ils finissent par se l'approprier ou tout du moins par sentir qu'elle est supérieure à toute autre méthode.

C'est pas à pas, à partir de petites vérités en apparence anodines que l'on commence par pressentir sans forcément les comprendre, puis que l'on apprend à détecter, avant d'y adhérer à l'étape suivante, qu'un grand nombre de travailleurs de milieux fort différents peuvent se convaincre qu'ils ont à faire à un parti et des militants sérieux et cohérents par rapport à la politique qu'ils proposent et défendent.

Il faut partir du constat que les travailleurs sont confrontés à une situation où on s'emploie à leur mentir quotidiennement et qu'ils le savent plus ou moins, plutôt plus que moins d'ailleurs, au point d'être incapables de discerner le vrai du faux et de ne plus croire rien ni personne, de mettre tous les arguments et toutes les personnes sur le même pied d'égalité, pour finalement en arriver à la conclusion que tous les malheurs qui leur arrivent seraient peut-être bien à mettre au compte de cette foutue fatalité dont on leur rebat les oreilles matin et soir dans les médias.

La crise de la direction du prolétariat, c'est aussi une crise du mouvement ouvrier, une crise de confiance aussi de chaque travailleur envers lui-même, s'il ne croit plus dans le monde ou la société, en rien, il ne croit plus non plus en lui-même. On évoque souvent la nécessité de la classe de prendre confiance en elle-même, en sa force, etc. mais sans aller au bout de notre analyse, ce n'est plus qu'une formule creuse, il ne nous vient pas à l'esprit que le manque de confiance en soi commence par frapper individuellement chaque travailleur avant d'atteindre la classe collectivement, or à l'étape où en est le développement de l'avant-garde, négliger cet aspect de la psychologie du travailleur ne peut que freiner la construction du parti (en admettant qu'il existe).

Comment voulez-vous convaincre un travailleur de quoi que soit quand il est convaincu quelque part qu'on lui raconte encore des histoires ? Vous pouvez être un habile orateur ou manier l'art de l'éloquence à merveille, maîtriser la dialectique, etc., vous impressionnerez sans doute sur le coup votre interlocuteur qui affirmera adhérer à votre discours et conservera un bon

souvenir de votre rencontre, et après, en quoi a-t-il fait un travail sur lui-même, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Qu'est-ce que je veux dire pas là ? Procédons par analogie, vous serez d'accord avec moi qu'il ne suffit pas de lire un livre pour en avoir compris le contenu ou retenu quelque chose. Et bien là c'est exactement la même chose.

On vient de voir que ni vous ni moi ne pouvaient permettre à un travailleur de reprendre confiance en lui-même malgré lui, sans sa collaboration, sans que ne saute le verrou du doute qui le mine ne finisse par sauter, on peut l'aider à le faire sauter, mais on ne peut pas le faire sauter à sa place, souvenez-vous, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, et bien cette formule s'applique individuellement à chaque travailleur dès sa première réflexion sur n'importe quelle question qu'il se pose ou qui s'impose à lui.

Les travailleurs sont sans cesse sollicités intellectuellement, les esprits malintentionnés envers les ouvriers rigoleraient sans doute en lisant cela, car ils estiment que s'ils étaient capables de penser, il ne serait pas si facile de les manipuler, nous leur répondrons que si la classe dominante et ses serviteurs se donnent autant de mal pour les induire en erreur, ce n'est pas seulement parce qu'ils craignent qu'ils comprennent trop bien comment fonctionne la société, mais bien parce qu'ils savent que les travailleurs en ont la capacité, et c'est justement cette capacité qu'ils ont en eux et qu'ils doivent libérer. Je ne propose rien d'autre que de les y aider.

Camarades, voyez le chemin que vous avez parcouru individuellement depuis votre adolescence, certains comme moi sont peut-être parvenus au marxisme ou en sont arrivés au militantisme uniquement par leurs propres moyens, alors que rien ne nous y prédisposait au départ, nous ne sommes pas des exceptions ou nous n'appartenons pas à une espèce rare en voie de disparition digne d'être étudiée en laboratoire, c'est uniquement parce que nous nous sommes posés un tas de questions au contact de la société et que nous avons persévéré dans la recherche de réponses satisfaisantes, que nous avons progressé et que notre connaissance de la société s'est améliorée, avec un peu de chance nous avons fait des rencontres qui nous ont permis d'avancer plus vite ou nous ont évité de nous égarer, il n'en demeure pas moins qu'à l'arrivée, nous sommes bien tout seul à maîtriser (ou non) le cours de ce processus, absolument personne ne peut comprendre quelque chose et s'élever à notre place. C'est dialectique du début à la fin évidemment, c'est une expérience formidable qui donne un sens à notre vie, car elle est avant tout pratique, je ne parle pas seulement du militantisme, mais dans tous les actes de la vie quotidienne.

Les sceptiques appartiennent au même monde que les alchimistes qui voulaient transformer le plomb en or, ils ne croient pas que les travailleurs ont la capacité de s'émanciper de l'exploitation et de l'oppression, ceux qui veulent renverser le régime sans les masses ou à la place des masses appartiennent également à cette catégorie inconsistante à l'esprit fertile mais volatile.

On va arrêter là pour aujourd'hui.

Pour conclure sur ce volet du militantisme, j'ai évoqué une lettre adressée à la population, aux gens de son quartier ou de sa commune, en fait elle serait la première d'une longue série qui permettrait de tisser des liens (de confiance) avec les travailleurs et déboucherait sur des rencontres ou des réunions qui seraient animées dans le même esprit, au cours desquelles en fonction de l'avancée des discussions avec chaque travailleur individuellement on avancerait plus loin sur le terrain politique en leur proposant de les associer à notre combat ou de rejoindre un comité ou le parti. Il ne s'agit évidemment pas de remplacer le parti ou les comités regroupement des travailleurs et militants d'horizons divers.

Maintenant on peut s'obstiner à ne voir que l'aspect politique de la situation et continuer d'aborder les travailleurs sans tenir compte de leur état d'esprit. Je pars du constat qu'ils exècrent tout ce qui a un rapport à la politique et qu'ils ne croient plus en rien et que si l'on ne commence pas par s'attaquer à ce problème en le prenant à la base, on ne s'en sortira pas.

Vous me direz que le développement de la lutte des classes peut remédier à un moment à cet inconvénient, je vous l'accorde, mais il faut avoir à l'esprit qu'il ne suffira pas de prendre le pouvoir, il faudra le garder et comme nous savons que le chemin sera long et semé d'embuches avant que le socialisme ait définitivement vaincu le capitalisme, et que nous n'y parviendrons pas dans un seul pays, mais uniquement au niveau mondial, il faudra entre temps que la classe redouble d'efforts et trouvent en elle-même la capacité pour ne pas céder au désespoir...

Autre chose.

Une réponse à ceux qui nous renvoient à 2012 ou nous promettent un jour indéterminé une "*révolution par les urnes*" ou une "*révolution citoyenne*" qui ne s'apparenterait qu'à une révolution de salon.

Extrait de *La révolution et l'Etat* de V.Lénine :

"*Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel d'instrument de domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, tenant manifestement compte de la longue expérience de la social-démocratie allemande, est :"... l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel."*

Les démocrates petits-bourgeois tels que nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks, de même que leurs frères jumeaux, tous les social-chauvins et opportunistes de l'Europe occidentale, attendent précisément quelque chose "de plus" du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette idée fausse que le suffrage universel, "dans l'Etat actuel", est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement.

Nous ne pouvons ici que relever cette idée fausse, en indiquant simplement que la déclaration absolument claire, précise et concrète d'Engels est altérée à chaque instant dans la propagande et l'agitation des partis socialistes "officiels" (c'est-à-dire opportunistes)."

On pourrait dire aujourd'hui que la "*maturité de la classe ouvrière*" est diluée, le terme est volontairement imprécis, proportionnellement à l'hétérogénéité de la classe et des obstacles qu'elle rencontre pour franchir une nouvelle étape, elle est sans consistance, sans partis de masse et sans direction, sans orientation comment pourrait-il en être autrement ?

Même sur l'interprétation du résultats d'élections, nous trouvons le moyen d'être profondément divisés et nous donnons une mauvaise image du mouvement ouvrier à la classe ouvrière qui tarde à se recomposer sur une ligne politique offensive, on n'ose même pas dire révolutionnaire, à rompre avec les démons du réformisme dans lequel il baigne depuis de longues décennies, à sortir de sa torpeur et à regarder en face la réalité, cette dernier constat s'adresse particulièrement à son avant-garde.

C'est apparemment un exercice fort difficile et périlleux qui va réserver des surprises désagréables à certains, car avec la crise toutes les théories et stratégies vont être mises à l'épreuve, on va vérifier leur validité, leur degré de maturité (conscience), leur profondeur, certains disent leur épaisseur, leur volume, leur ampleur et bien d'autres choses encore...

Quels sont les obstacles qui empêchent la conscience politique du prolétariat de progresser, comment les travailleurs interprètent-ils la situation, quels sont leurs rapports au capitalisme, aux institutions, aux différents partis, à la classe dominante, aux appareils des organisations et des partis dits ouvriers ? En province, à la campagne, dans les communes rurales, en ville, dans les cités ouvrières ; jeunes, adultes, retraités ; dans les bureaux, sur les chantiers, dans les usines, dans les champs, dans les ports ; dans tous les milieux, défavorisé et pauvre, qui arrive à s'en tirer, à l'aise financièrement, privilégié, etc. Quelle est leur attitude face aux élections, aux grèves, aux manifestations, aux conséquences de la crise, au chômage, à la précarité, à la vie chère, aux riches, etc. ? Que pensent-il de ce qu'on appelle la "mondialisation", la religion, les privatisations, les banquiers, les patrons, le gouvernement, Sarkozy, mais aussi le socialisme, etc. ?

Toutes ces questions, on doit se les poser sans cesse et essayer d'y trouver des réponses satisfaisantes, ce qui n'est pas facile, surtout en étant à 10.000 Kms de la France. Mais peut-être avez-vous une petite idée ? A vos claviers !

Politique.

1- France.

1.1- La régression sociale sans fin est une fatalité !

Tout en respectant le "*génie français*" et l'art de vivre à la française, les Français doivent comprendre qu'ils vivent dans un monde où la compétition est la règle, a dit le président en déplacement dans l'Allier.

"*Nous devons réduire nos dépenses parce que je n'accepterai pas que nous augmentions nos impôts*", a-t-il ajouté. (Reuters 25.11)

Réduire les dépenses... parce que les recettes ne cessent de baisser ils oublient de dire volontairement, cadeaux oblige aux banquiers.

Au moins les choses sont claires, vous vous soumettez au capitalisme et vous savez ce qui vous attend, ce que vous vivez au quotidien en pire, soit vous vous révoltez et vous vous organisez pour le combattre, le renverser et faire triompher le socialisme.

1.2- La gamelle, la gamelle, la gamelle !

L'ancien fidèle de Jacques Chirac Jean-François Probst, pense carrément que "*Fillon est sur le point d'être candidat à la présidentielle*".

Giscard, selon lequel Fillon a toute l'étoffe pour devenir président de la République. "*C'est un des rares hommes que la France doit avoir en réserve*" pour occuper le palais de l'Elysée, a déclaré VGE mardi à Public Sénat. (Lepost.fr 25.11)

"*Karachi, Woerth-Bettencourt... Si les affaires se développent et prennent trop d'ampleur, Fillon pourrait bien prendre la place de Sarkozy en 2012*", confie au Post un député UMP, sous couvert de l'anonymat.

"*On dit que Fillon vise 2017, comme Copé. Mais franchement, pourquoi ne serait-il pas un recours dès 2012 ?*", s'interroge un autre, toujours en off.

"*Fillon ou Sarkozy, peu importe le cheval sur lequel il faut miser, l'important, c'est de gagner la présidentielle et les législatives derrière*", confie de manière cynique, l'un d'eux, au Post. (Lepost.fr 25.11)

La première gamelle, c'est Sarkozy et les affaires, la seconde gamelle c'est la déroute de l'UMP aux prochaines élections, et enfin la troisième gamelle, c'est celle que l'Etat réserve à ses bons et loyaux serviteurs.

1.3- Copé flingue Bertrand !

Le nouveau patron de l'UMP, Jean-François Copé, a réservé ses premières flèches à Xavier Bertrand, en déroulant, mercredi, sa feuille de route pour le parti, et en se démarquant nettement de son prédécesseur. Exit le point de presse du lundi au siège national, rue La Boétie.

L'ancien patron des députés UMP l'a délocalisé à l'Assemblée nationale et décalé au mercredi, jour du Conseil des ministres. Il prendra lui-même la parole avec ses deux adjoints, Hervé Novelli et Marc-Philippe Daubresse, et entend "*réformer en profondeur l'expression publique*" du parti. Car un parti "*se grandit lorsqu'il exprime des positions de fond beaucoup plus que quand il laisse des porte-parole taper sur les personnes (...) et régler des comptes avec un tel ou tel autre qui a déplu*", selon Jean-François Copé.

Exit aussi le "*Mouvement populaire*" cher à Xavier Bertrand qui avait tenté sans succès d'imposer le nouveau label du parti. "*Le problème de la formule Mouvement populaire, c'est que personne ne l'utilisait... en dehors de Xavier bien sûr*". Balayé l'objectif du demi-million d'adhérents UMP fixé par son prédécesseur à l'horizon 2012. "*500.000, et pourquoi pas 700.000 ? Si on ne l'atteint pas - d'ailleurs Xavier en est un petit peu la victime -, on dit il n'y est pas arrivé. C'est pas sympa !*" a ironisé Jean-François Copé, entouré de Marc-Philippe Daubresse et d'Hervé Novelli, tout sourire. (Lepoint.fr 25.11)

1.4- Barbie sait de quoi elle cause, elle n'a pas besoin de se forcer !

On la savait énervée, "*irritée par les questions*" de Chazal et/ou Pujadas et/ou Denisot. Le Parisien rapportait en effet que la première Dame "*a levé les yeux au ciel en entendant parler d'écoutes téléphoniques*".

A en croire LePoint.fr, elle n'aurait pas simplement levé les yeux... Au moment de la question de David Pujadas sur les vols d'ordinateurs et les écoutes, Carla Bruni aurait lâché : "*Mais qu'ils sont cons, ces journalistes !*". (Lepost.fr 25.11)

2- Italie.

Des étudiants italiens ont occupé jeudi plusieurs sites touristiques comme la tour de Pise et le Colisée à Rome pour protester contre le projet de réforme de l'université du gouvernement prévoyant des réductions dans les dépenses.

D'autres manifestations ont eu lieu dans des villes de la Péninsule, avec des défilés et des occupations symboliques de bâtiments universitaires. (Reuters 25.11)

3- Grèce.

Deux jours après les demandes d'assouplissement du marché du travail grec formulées par l'UE et le FMI, un rassemblement est prévu jeudi 25 novembre après-midi à Athènes à l'appel des syndicats du privé et du public. Des arrêts de travail dans les transports urbains ont eu lieu jeudi dans la capitale pour protester contre des projets décrits comme '*visant à supprimer les conventions collectives*' par les syndicats, qui appellent à une grève générale dans tout le pays le 15 décembre, juste avant la présentation du budget 2011, qui contient de nouvelles mesures d'austérité, au Parlement.

Jeudi, des arrêts de travail de quatre heures en dehors des heures de pointe ont eu lieu dans les transports en commun (bus, métro, tramways, train de banlieue et trolleys) à Athènes. Sous le mot d'ordre '*Non à la suppression des accords de branche*', la GSEE, principal syndicat du privé grec, dénonce '*les mesures inacceptables*' qui visent à '*donner la priorité aux accords d'entreprise sur les conventions collectives de branche*'.

Selon le quotidien Kathimerini, le gouvernement doit proposer le mois prochain un projet de loi permettant aux entreprises de contourner les accords de branche, très protecteurs pour les salariés en Grèce, en cas de difficultés financières. Selon la même source, dans des conditions qui restent à déterminer, les entreprises devraient obtenir la possibilité de réduire les salaires, tout en les maintenant au-dessus du salaire minimum (740 euros en Grèce).

Les responsables de l'Union européenne, du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne, qui surveillent le programme d'assainissement des finances publiques grecques, ont en effet demandé mardi au gouvernement des mesures additionnelles de rigueur, passant par une réduction du secteur public, une accélération des privatisations et un marché du travail plus "*flexible*".

Après la réduction déjà effective du salaire des fonctionnaires, le ministre des finances a également annoncé un tour de vis supplémentaire dans le secteur public, avec le non-remplacement de quatre fonctionnaires sur cinq partant à la retraite. (Lemonde.fr 25.11)

Ah décidément ces travailleurs grecques sont des réactionnaires, des ingrats, ils osent s'opposer au FMI dirigé par un homme de gauche, Strauss-Kahn !

4- Brésil. On ne peut pas à la fois rembourser le FMI et s'attaquer à la pauvreté.

Des véhicules blindés ont fait leur apparition jeudi dans les favelas de Rio de Janeiro où forces de l'ordre et narcotrafiquants se sont affrontés pour la cinquième journée consécutive.

Les troubles ont éclaté dimanche par l'attaque de plusieurs postes de police et des incendies de véhicules. Selon le responsable des services de sécurité de Rio, ces actes ont été ordonnées par des chefs de gang emprisonnés en représailles à leur éviction d'une douzaine de favelas, ces deux dernières années.

Parmi les 30 morts recensés par la police militaire figure une adolescente de 14 ans, tuée mercredi par une balle perdue. (Reuters 25.11)

Merci Lula, merci le PT !

5- Corée du Sud.

Le ministre sud-coréen de la Défense a démissionné, a annoncé jeudi le gouvernement deux jours après le bombardement nord-coréen de l'île de Yeonpyeong, qui a coûté la vie à quatre Sud-Coréens, dont deux civils. (AP 25.11)

Social

En bref quelques mouvements sociaux qui vous ont peut-être échappés.

1- Changement de statut du personnel chez Veolia Eau Ile-de-France

L'intersyndicale de Veolia Eau Ile-de-France, CGT et Force ouvrière en tête, a, dans la matinée du mardi 16 novembre, bloqué l'usine de production d'eau de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) en empêchant, notamment, les livraisons de produits de traitement. Deux autres sites, de Méry-sur-Oise (Val-d'Oise) et Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), ont également été affectés par des grèves.

Les salariés protestent contre leur changement de statut, devant s'appliquer au 1er janvier 2011, à l'occasion de la nouvelle délégation attribuée par le Syndicat des eaux l'Ile-de-France (Sedif) à Veolia et qui concerne 980 de ses salariés.

"*Nous bénéficions d'un statut assimilé aux fonctionnaires de la ville de Paris mais nous allons le perdre*", déplore Alain Bonnet, représentant FO. "*Il y a à peine 10 % de grévistes, rétorque Bernard Cyna, directeur de l'exploitation de Veolia Eau banlieue de Paris, et nous ne comprenons pas leur mécontentement étant donné que l'emploi, les rémunérations et leur évolution sont garantis, même après le changement de statut.*" (Lemonde.fr 17.11)

2- Un constat d'huissier trafiqué avec la complicité de la direction de La Poste pour virer des syndicalistes.

Sud-PTT a porté plainte mardi contre X pour faux et usage de faux, en accusant la direction d'avoir "*revu et corrigé*", selon le syndicat, pour sanctionner des militants, un rapport d'huissier réalisé lors d'une grève à la Poste en mai à Asnières (Hauts-de-Seine).

La plainte fait suite à un constat d'huissier réalisé à la demande de l'entreprise lors d'un mouvement de grève au centre courrier d'Asnières (Hauts-de-Seine) le 7 mai, contre un projet de réorganisation des tournées de facteurs. La plainte fait état de "*doutes pesant sur la réalité des constations réalisées par l'huissier*" ce jour-là, et cite plusieurs modifications observées entre la première version du constat d'huissier, que Sud-PTT s'est procuré, et la version finale, dont s'est ensuite servi l'entreprise dans des mesures disciplinaires contre deux militants Sud-PTT.

Le texte de la plainte souligne que l'huissier a participé à une réunion avec des responsables locaux de la Poste des Hauts-de-Seine le soir du 7 mai et a ensuite transmis son "*projet de procès verbal*" à plusieurs de ces responsables, le 9 mai dans un mail. "*Le simple fait de solliciter l'avis de ses mandants sur la rédaction du procès-verbal de constat censé relater objectivement des événements (...) est pour le moins suspect*", note le texte de la plainte.

Dans sa plainte, Sud-PTT évoque "*un travail de relecture*" de la direction, observant que la version finale cite à plusieurs reprises le nom des deux syndicalistes, qui ont fait ensuite l'objet de procédures disciplinaires. Le syndicat remarque aussi que dans sa version finale, l'huissier évoque 150.000 plis non distribués, alors qu'il n'en faisait pas état dans son projet initial. Le syndicat souligne aussi que des photos prises lors de la grève vont à l'encontre des constations de l'huissier. L'inspection du travail, saisie par la Poste d'une demande de licenciement d'un des syndicalistes pour entrave, s'est également appuyé sur ces photos pour refuser le licenciement, ajoute Sud. (Lhumanité.fr 17.11)

3- CB News mis en liquidation, 69 chômeurs suplémentaires.

CB News, magazine hebdomadaire consacré à l'actualité de la publicité et des marques, sera fixé sur son sort jeudi. Le tribunal de commerce de Nanterre doit en effet se prononcer jeudi matin sur la cession ou la liquidation de l'entreprise.

En attendant, les salariés (50 CDI et 19 CDD et pigistes) ont voté une grève de 48h, mardi, inquiets pour leur avenir. «*Les offres de reprise améliorées déposées lundi dernier ont confirmé les inquiétudes déjà très fortes des salariés, selon un communiqué publié sur le site de CB News. En effet, aucune de ces deux propositions ne formule de projet d'entreprise clair. Quant aux projets éditoriaux, ils sont inexistants.*». (20minutes.fr 16.11)

Economie

1- Auto-entrepreneur : un statut qui coûte plus qu'il ne rapporte.

De nombreuses personnes inscrites à ce régime viennent en effet de recevoir un courrier leur demandant de régler la CFE, la cotisation foncière des entreprises, qui remplace en partie l'ancienne taxe professionnelle. Une très mauvaise nouvelle pour beaucoup, qui voyaient en l'auto-entreprise un dispositif non imposé, à moins de réaliser un gros chiffre d'affaires.

Grégoire Leclercq, président de la FEDAE (Fédération des Auto-entrepreneurs) chiffre le nombre de personnes qui devront régler cette CFE en cette fin d'année à 100.000, soit «*environ un tiers des auto-entrepreneurs*». Beaucoup auront alors perdu de l'argent dans l'opération, puisque 51% des auto-entrepreneurs ne font aucun chiffre d'affaires. Ils se sont inscrits pour lancer leur activité, pour arrondir les fins de mois, mais n'ont pas réussi. Et ils vont tout de même devoir sortir leur chéquier.

Grégoire Leclercq explique ces mauvaises surprises par un aspect méconnu du dispositif. «*Lors de l'inscription au statut, il y a deux choix. On peut s'acquitter d'un prélèvement fiscal de 2%, qui libère alors de l'impôt sur le revenu. Ou alors on peut, sous un certain seuil de revenus et de chiffre d'affaires, choisir de ne pas régler de prélèvement fiscal mais payer un impôt sur ses revenus*», détaille-t-il.

Beaucoup de personnes non imposables on choisit la seconde solution, pour éviter toute taxation. D'autres, mal informées, non tout simplement pas coché la case qu'il fallait sur leur fiche d'inscription. Mais, dans les deux cas, très peu savaient qu'ils devraient payer une cotisation foncière après deux ans d'inscription au dispositif. Pire, cette cotisation est variable selon les communes. Elle varie de 200 à 2.000 euros, selon la libre appréciation des collectivités. (20minutes.fr 25.11)

L'Etat réduit les impôts et les taxes des grandes entreprises, il ne peut pas soulager tout le monde enfin, le malheureux prolo qui en avait marre d'être humilié sans cesse par les patrons et du chômage, et qui pensait se démerder tout seul pour survivre en sera pour ses frais, normal, il faut bien que quelqu'un casque, non ? C'est dégueulasse, cela lui apprendra à être trop honnête, il ne lui reste plus qu'à bosser au noir.

2- Immobilier. L'argent va à l'argent ou quand les privilégiés investissent dans la pierre plutôt qu'à la Bourse.

Les prix de l'immobilier à Paris et en Ile-de-France atteignent de nouveaux records. Ils ont connu une hausse sans précédent au troisième trimestre 2010, a révélé jeudi la Chambre des notaires de Paris et de l'Ile-de-France.

Par rapport au second trimestre, le prix du m2 a augmenté en moyenne de 4,1% et de 10% sur un an.

Au-delà des 7.000 euros/m2 à Paris

La hausse est particulièrement soutenue à Paris intra-muros. Le prix moyen du m2 a dépassé la barre symbolique des 7.000 euros, en hausse de 5,1% sur trois mois et de 13,8% sur un an. Désormais, plus aucun arrondissement de la capitale ne propose de

prix médian inférieur à 5.000 euros le m2.

Dans le reste de l'Ile-de-France, la hausse est légèrement plus modérée. Les prix ont augmenté de 4% en petite couronne et de 3,1% en grande couronne ce trimestre. Sur un an, l'augmentation est respectivement de 11,5% et de 8,9%. (20minutes.fr 25.11)

Si l'immobilier retrouve des couleurs et s'emballe même à Paris, c'est aussi en raison de la facilité à emprunter actuellement à bon compte. Les taux des crédits restent bas et le robinet du crédit, qui s'était bloqué au plus fort de la crise, est maintenant largement rouvert aux emprunteurs «*solides*».

Il est ainsi possible avec un très bon dossier d'emprunter aux alentours de 3% sur 15 ans à taux fixe (le taux moyen se situant à 3,40% sur 15 ans et à 3,55% sur 20 ans selon le courtier Empruntis). Et les particuliers n'ont plus aucune difficulté à trouver des financements. «*Les vannes sont ouvertes, les établissements financiers prêtent à des clients qui n'ont que 10% d'apport, voire pas d'apport du tout dans certains cas*», relève Mael Bernier chez Empruntis.

Si les banques sont généreuses dans leurs octrois de crédit, on est encore loin d'avoir retrouvé les niveaux de 2007. «*Les crédits distribués aux particuliers représentaient 175 milliards d'euros en 2007 et étaient tombés à 145 milliards en 2008 et à 110 milliards en 2009. Ils devraient être de l'ordre de 145 à 150 milliards cette année*», rappelle Philippe Taboré, directeur général du réseau de courtiers en crédit Cafpi. (Lefigaro.fr 25.11)

Rassurez-vous camarades, à 5.000 balles le m², ce ne sont pas les ouvriers qui peuvent se permettre d'acheter même une cave dans Paris, par contre ça baigne pour les nantis du régime qui peuvent bénéficier de crédits à taux réduits.

3- Vous êtes au courant ?

Les députés ont définitivement adopté mercredi soir la loi NOME qui réforme le marché de l'électricité. Mais l'une des conséquences directe pourrait être une hausse des prix pour les particuliers.

Transposition d'une directive européenne, le texte prévoit de réorganiser les relations entre le fournisseur historique, EDF, et ses concurrents comme GDF Suez, Poweo ou Direct Energie.

Actuellement, EDF est la seule à pouvoir disposer de son parc nucléaire pour des bas coûts de production. Une situation contraire au droit de la concurrence européen et qui pénalise les nouveaux fournisseurs.

Le texte prévoit qu'EDF devra céder jusqu'à 25% de la production de son électricité d'origine nucléaire à ses concurrents.

La loi ne précise pas cependant le prix de vente. Le gouvernement puis la Commission de régulation de l'énergie (CRE) seront chargés de fixer ce tarif qui pourrait être largement en faveur d'EDF.

Après de multiplies tractations, le groupe public devrait pouvoir vendre son électricité à un prix supérieur à ses coûts de production et pouvoir ainsi réaliser les investissements nécessaires à la rénovation et à l'entretien de son parc nucléaire.

Les tarifs réglementés pour les particuliers existeront toujours tandis qu'ils disparaîtront pour les grandes entreprises fin 2015. Mais la facture pourrait bien augmenter. L'UFC-Que Choisir a dénoncé jeudi dernier dans un communiqué un projet de loi «*détourné de son objectif initial par des amendements cousus main pour EDF*».

Comme le prix de vente de sa production nucléaire devrait être au-dessus de ses coûts de production et du niveau actuel intégré dans les tarifs réglementés, ces derniers vont mécaniquement exploser pour l'associations de consommateurs.

«*L'augmentation de la facture d'électricité sera, selon le niveau retenu, de 7% à 11% dès la mise en place de la loi et de 21% à 28% d'ici 2015*», précise le communiqué. (20minutes.fr 25.11)

Commentaire d'un Internaute.

Vous avez certainement vu des voitures ERDF / GRDF et des véhicules EDF / GDF. Ils ne sont pas de la même direction. En fait, ERDF s'occupe du réseau de distribution d'électricité alors qu'EDF celui de la vente.

Avec les décisions de Bruxelles, cette solution est souvent adoptée en France car les sociétés avaient le monopole en France : elle gérait à la fois le réseau et la distribution ; Il y avait une peréquation qui permettait de limiter les hausses de tarif. A présent, comme le monopole est tombé, le réseau est loué et cette location se paye pour chaque fournisseur (EDF, Direct Energie ...) en plus de la vente d'électricité.

Pour le coup, EDF ne pourra plus vendre les 25% d'électricité qui provienne de l'énergie nucléaire. Cela va créer un déficit pour eux qu'il va falloir combler ... de fait, le prix au Kw/h monte alors que la production restera identique.

La vraie concurrence (celle que devrait imposer Bruxelles), c'est celle qui installera en France des moyens supplémentaires de production et de distribution, ce qui du coup générera une augmentation de l'offre donc une baisse des tarifs. Nous en sommes encore loin !!!

C'est le même principe qui s'est produit avec l'ouverture de la concurrence du téléphone/internet et qui se produira pour toute entreprise dont le monopole est remis en cause ...

Haut de page

Le 27 novembre

Je ne peux que vous conseiller de lire attentivement les trois articles du groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire mis en ligne aujourd'hui. En dehors du front unique en direction du PS et ses satellites, je partage leurs analyses pour lesquelles il faut les remercier. On aurait pu penser ou plutôt espérer que l'EIT s'affirmerait comme une organisation internationale regroupant des organisations ou des partis indépendants des Etats et du capitalisme, or, on s'aperçoit que la Conférence d'Alger autorisée par le "démocrate" Bouteflika ne répondra pas à cette exigence.

Les dirigeants du POI justifieront sans doute auprès de leurs militants les positions défendues par le PT algérien en expliquant que l'Algérie n'est pas la France, que des compromis inacceptables en France avec le pouvoir le sont beaucoup moins dans des pays comme l'Algérie, cela leur sera d'autant plus facile que ces militants n'ont jamais vécu dans un pays dominé et qu'ils sont pour ainsi dire incapables de se représenter les rapports entre les classes dans ce type de pays.

Imaginez un instant que je fasse l'apologie du gouvernement de Mahnmoan Singh qui par sa politique policière est parvenu à maintenir l'ordre et l'unité de l'Inde contre les tentatives séparatistes de mouvements islamistes au Cachemire, sans jamais résoudre les problèmes quotidiens auxquels la population doit faire face, vous appuieriez immédiatement sur la touche fermer de votre clavier pour faire disparaître ce site de votre écran et vous auriez raison.

Que dans certaines circonstances, dans des pays sous-développés où la classe ouvrière est faiblement organisée ou représentée, où la révolution prolétarienne n'est pas pour demain ni après-demain, que l'on puisse s'associer temporairement à des couches progressistes de la bourgeoisie pour faire évoluer les droits de l'ensemble de la population, y compris le prolétariat et la paysannerie pauvre, ou pour mener un combat contre le pouvoir en place sur une question spécifique, on peut le concevoir, Marx et Engels l'ont fait en leur temps, Lénine également contre le tsar, mais là nous ne sommes pas dans la même configuration puisque Bouteflika est au pouvoir soutenu par l'armée, pourquoi ne pas soutenir Bismarck ou Nicolas II pendant qu'ils y sont, pourquoi ne pas soutenir demain en France de Villepin ou Bayrou !

L'articles de ces camarades sur le PT algérien est accablant et sans appel, jusqu'à inviter à son 6e congrès l'ambassadeur de la République d'Iran ! Le POI invitera peut-être le "camarade" Medvedev à son prochain congrès !

L'EIT s'inspirerait de la Première Internationale paraît-il. A la différence du milieu du XIXe siècle, on ne peut pas dire en 2010 que le mouvement ouvrier n'existe pas, qu'il ne s'est jamais structuré dans le passé, que la classe ouvrière ne s'est jamais constituée en partis et ne possèderaient pas de syndicats, nous voyons donc que la situation actuelle n'a absolument rien à voir sous aucun rapport avec celle qui a vu naître la Ière Internationale en 1864. Il faut donc en conclure que la méthode - c'est un grand mot quand on a lu la correspondance de Marx et Engels, qui a été employée pour aboutir à la proclamation de la Ière Internationale est obsolète.

Les initiateurs de l'EIT répondront que leur objectif n'est pas de constituer à terme une nouvelle Internationale, et qu'ils en veulent pour preuve qu'ils s'emploient par ailleurs à construire la IVe Internationale. Quel objectif se fixent-ils alors ? Regrouper des partis et des organisations qui se situent sur le terrain du réformisme qu'a abandonné la IIe Internationale social-démocrate ? Le réformisme aurait-il encore un avenir de nos jours ? Le combat pour les revendications démocratiques bourgeoises peut-il se situer dans une autre perspective que la révolution socialiste mondiale ? L'EIT ne combat pas dans cette perspective, dès lors son combat ne peut se situer que sur le terrain de l'adaptation au capitalisme auquel ses participants tenteront de soutirer quelques miettes pour soulager les maux et la colère des peuples, sans à aucun moment poser la question de la remise en cause des fondements du capitalisme et ses institutions politiques. La confusion ou le désarroi dans lequel est plongé le mouvement ouvrier international ne doit pas faire illusion ou nous rendre amnésique. Un jour j'ai écrit que je soutenais l'EIT, parce que je pensais que c'était peut-être une bonne chose d'essayer de regrouper des militants de sensibilités diverses à travers le monde, malgré la participation d'éléments que je jugeais avec d'autres infréquentables, avec aujourd'hui le soutien affiché, confirmé ouvertement et bruyamment du PT algérien au régime de Bouteflika, je me demande si ce n'était pas une erreur.

Que le mouvement ouvrier dans chaque pays et au niveau international ne sache plus où il en est ou qu'il soit entièrement ou presque subordonné au capitalisme, c'est la réalité, qu'il ait été pourri par le réformisme et le stalinisme pour finalement abandonner le combat pour le socialisme, c'est un amer constat que l'on peut faire tous les jours, sans pour autant faire disparaître plus d'un siècle de lutte de classe et considérer qu'il repartirait de zéro.

Voici comment Marx, Engels et Bebel posaient la question des rapports de leur parti à Bismarck.

Extraits : Karl Marx, Friedrich Engels : *La social-démocratie allemande*.

Engels à A. Bebel, 10 mai 1883.

"*Si certains de nos députés votaient effectivement pour les lois de Bismarck (1) et répondaient donc à son coup de pied aux fesses en lui baisant le cul, et si ces gens n'étaient pas exclus de la fraction, je serai alors obligé de me désolidariser officiellement d'un parti qui tolérait des choses pareilles. Pour autant que je sache, c'est absolument exclu la minorité devant voter comme la majorité si elle se conforme aux règles de la discipline du parti. Mais cela, tu le sais mieux que moi.*"

Note 1- Pour compléter sa législation industrielle et la loi anti-socialiste. Bismarck avait préparé des projets de loi en matière sociale, qui étaient évidemment autant de pièges posés à la social-démocratie. Fin avril-début mai, les projets de loi sur l'assurance-maladie des travailleurs et les compléments à la législation professionnelle furent adoptés en seconde lecture par le Reichstag. Ces deux lois faisaient partie du programme de réforme sociale annoncé à grands cris par Bismarck fin 1881. Le 2 mai, Bebel écrit à Engels que quelques députés sociaux-démocrates voulaient voter pour la loi d'assurance-maladie, et cita les noms de Max Kayser et de Moritz Rittinghausen, dont l'intention était d'engager le parti dans la voie de la politique de réforme. Par discipline de parti. les sociaux-démocrates votèrent contre le projet de Bismarck, mais Grillenberger, par exemple, prononça à cette occasion un discours ouvertement opportuniste.

Ce ne fut pas la bourgeoisie allemande qui, concéda le fameux système d'assurance sociale aux ouvriers allemands, mais Bismarck, le représentant des hobereaux, tout heureux de jouer un mauvais tour à la fois à la bourgeoisie et à la social-démocratie, selon la bonne recette bonapartiste.

Dès 1844, Marx avait dénoncé le caractère fallacieux des mesures sociales prises par des représentants de classe semi - féodales :

« *Étant un aristocrate et un monarque absolu, le roi de Prusse déteste la bourgeoisie. Il n'a donc pas lieu d'être effrayé si celle-ci va lui être encore, plus soumise et devient d'autant plus impuissante que ses rapports avec le prolétariat se tendent. On sait que le catholique déteste plus le protestant que l'athée, tout comme le légitimiste déteste davantage le libéral que le communiste. Ce n'est pas que l'athée et le communiste soient plus proches du catholique et du légitimiste, au contraire, ils leur sont plus étrangers que le protestant et le libéral, parce qu'ils se situent en dehors de leur sphère. Ainsi, en politique, le roi de Prusse trouve une opposition directe chez les libéraux. Pour le roi, l'opposition du prolétariat n'existe pas davantage que le roi lui-même n'existe pour le prolétariat. Il faudrait que le prolétariat eût atteint déjà une puissance décisive pour supprimer ces antipathies et ces oppositions politiques, et s'attirer l'hostilité de tous en politique.* »

(Marx, Notes critiques relatives à l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien , 7-8-1844, trad. fr. : Marx-Engels, Écrits militaires, Édit. L'Herne, pp. 157 - 158.)

Jamais Marx ou Engels n'aurait soutenu la moindre mesure sociale proposée par Bismarck, le PT algérien : sans hésitation !

Le 24 mars 1884, Bebel fit cette mise au point au Reichstag : « *Certes, ce que le gouvernement veut est clair et simple : il veut que nous formions le choeur inconditionnel de sa réforme sociale. Voici ce que je lis dans les considérants de votre projet de loi : si vous êtes contre les réformes sociales du gouvernement, la loi anti-socialiste sera prorogée, et si vous êtes pour, elle sera abrogée. Messieurs, nous ne vendons pas nos principes, même si vous prolongez dix fois votre loi.* ».

(Le discours de Bebel fut publié sous le titre « *Extraits des débats sur la prolongation de la loi socialiste* » par l'éditeur C. Grillenberger à Nuremberg en 1884.)

On est là très loin de la position du PT algérien : Merci monsieur Bouteflika pour votre Constitution que nous votons ! Et Bismarck était encore plus féroce que Bouteflika !

Engels à Bebel, 6 juin 1884.

"*L'ami Bismarck a baissé les culottes plus vite que je ne l'escomptais et a montré le derrière de son droit au travail au peuple rassemblé 1: la loi anglaise sur les pauvres de la quarante-troisième année du règne d'Elizabeth avec tout son arsenal d'embastillement de 1834 ! Quelle joie pour nos Blos, Geiser et Cie [sociaux-démocrates de droite], qui depuis un*

certain temps déjà ont enfourché le dada du droit au travail et semblaient se figurer qu'ils avaient déjà pris Bismark dans leurs rêts ! Or comme j'en suis à ce thème, je ne peux te cacher que les interventions de ces messieurs au Reichstag - pour autant que je puisse en juger d'après de piètres comptes rendus de journaux et dans leur propre presse - m'ont de plus en plus convaincu que moi au moins je ne me situe absolument pas sur le même terrain qu'eux et que je n'ai rien de commun avec eux. Ces prétendus « éléments cultivés » sont en réalité de parfaits ignorants et des philanthropes qui se rebellent de toutes leurs forces contre l'étude. Contrairement aux voeux de Marx et en dépit des avertissements que je prodigue depuis de longues années, on ne les a pas seulement admis dans le parti, mais on leur a encore réservé les candidatures au Reichstag."

Et Engels de s'en mordre les doigts ! Au PT algérien, ils les suceraient comme des sucres d'orge !

Note de Roger Dangeville

La polémique engagée par Bernstein dans le Sozialdemokrat avec l'appui d'Engels est en quelque sorte le rebondissement de l'affaire Kayser, député social-démocrate qui s'était déclaré favorable au projet de loi de Bismarck, tendant à taxer fortement les importations de fer, de bois, de céréales et de bétail. En 1879, Engels avait dénoncé Kayser qui voulait voter « de l'argent à Bismarck comme pour le remercier de la loi anti-socialiste ». L'affaire des subventions maritimes était plus grave encore. Premièrement, la fraction parlementaire social-démocrate commençait à s'engager dans une politique de collaboration avec l'État existant et effectuait ainsi ses premiers pas dans la voie d'une politique de réformes. Deuxièmement, avec les subventions à la navigation à vapeur pour des lignes transocéaniques, la bourgeoisie nationale se lançait dans la politique impérialiste et jetait les bases d'un immense Empire colonial.

En effet, Bismarck projetait rien moins que la création de lignes de liaison maritimes avec les territoires d'outre-mer au moyen de subventions de l'État. La majorité opportuniste se préparait donc à soutenir par ce biais l'expansion coloniale de sa bourgeoisie, et la fraction parlementaire eut le front, à l'occasion de cette affaire, de vouloir contrôler la politique du parti tout entier. Les menaces de scission au sein de la social-démocratie avaient à présent un fondement politique de première importance.

Lors du premier débat, le député social-démocrate Blos avait déclaré que son groupe voterait pour le projet gouvernemental à condition qu'en soient exclues les lignes avec l'Afrique et Samoa et que pour toutes les autres (vers l'Asie orientale et l'Australie) les grands navires soient strictement construits par les chantiers allemands et des mains... allemandes. Bebel se trouva en minorité dans la fraction. Le reste du groupe parlementaire, conduit pas Dietz, Frohme, Grillenberger etc. avait l'intention de voter pour le projet de subvention parce qu'il développait les relations internationales (?!?!). Sous leur pression, le groupe adopta une résolution selon laquelle la question des subventions n'était pas une question de principe, si bien que chaque membre de la fraction pouvait voter à sa guise.

Engels dut intervenir pour soutenir Bebel et la rédaction du Sozialdemokrat. Celui-ci publia pendant des semaines des lettres et résolutions émanant de militants de la base contre l'opportunisme des parlementaires sociaux-démocrates. et leur prétention de s'ériger en puissance dominante dans le parti. Finalement. toute la fraction vota unanimement contre le projet de subvention maritime, et les protestations de la base aboutirent à faire reconnaître par tous que le Sozialdemokrat était l' « organe de tout le parti ». Nous traduisons la déclaration des députés parlementaires fidèlement, dans le style qui leur est propre.

Extrait : Au sujet des compromis - septembre 1917 - V. Lénine - OEuvres t. 25, pp. 333-339, Paris-Moscou)

"*Le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire n'est pas de proclamer une renonciation impossible à tout compromis, mais bien de savoir rester, à travers tous les compromis, dans la mesure on ils sont inévitables, fidèle à ses principes, à sa classe, à sa mission révolutionnaire, à sa tâche de préparation de la révolution et d'éducation des masses en vue de la victoire révolutionnaire.*"

Politique.

1- Les dessous d'un "***pacte***" de non-agression... enver le capital.

Ségolène Royal contredit Martine Aubry, qui a annoncé l'existence d'un "*pacte*" de non-agression entre les trois présidentiables du PS aux primaires du PS.

"*Il n'y a aucun pacte*" entre elle, DSK et Aubry, a assuré Royal jeudi midi, à Europe 1. "*Il n'a aucun pacte pour empêcher les primaires. Elles ont été promises aux Français, qui doivent pouvoir venir choisir le candidat de la gauche donc je ne veux pas qu'il y ait de malentendu. Les dirigeants socialistes sont conscients de la nécessité de se rassembler, le moment venu, pour battre la droite.*" (Lepost.fr 26.11)

Le PS, dernier recours pour la classe dominante en cas de déroute de l'UMP pour assurer la défense des institutions de la Ve République et du régime capitaliste, ses dirigeants n'aspirent qu'à une chose : un poste et les prébendes qui vont avec, ils se foutent bien du reste !

2- Le voile de la crise du NPA tombe.

La candidate voilée du NPA aux dernières élections régionales, Ilham Moussaïd, ainsi que sept autres adhérents dans le Vaucluse, ont décidé de quitter le parti d'Olivier Besancenot, a-t-on appris ce vendredi auprès d'un porte-parole du NPA dans ce département. Sa présence sur les listes du NPA avait engendré une scission au sein des effectifs du parti dans ce département.

Selon un porte-parole du NPA, Jacques Fortin, huit membres de cette équipe, dont Ilham Moussaïd, ont décidé de quitter le parti. Dans une lettre révélée jeudi dans Mediapart et évoquée dans Libération, l'un des chefs de file de ce groupe, Abdel Zahiri, a déploré une «*véritable chasse aux sorcières*» et s'est plaint que lui et ses camarades soient «*montrés du doigt comme des pestiférés*».

«*Ce départ est lié au débat, aux remous qui ont secoué notre organisation suite à la candidature (d'Ilham Moussaid), sur les questions de religion, le féminisme, la laïcité. C'est un débat qui sera tranché au congrès, on regrette qu'ils soient partis avant*», a-t-elle ajouté.

Le congrès du NPA a déjà été repoussé deux fois. Prévu dans un premier temps du 10 au 14 novembre, il avait déjà été renvoyé, en septembre, au 10-12 décembre. Lors d'un Conseil politique national (CPN, parlement) qui s'est tenu mi-novembre, le NPA a décidé à nouveau de repousser son congrès national aux 4, 5 et 6 février. (20minutes.fr 26.11)

Le NPA traverse une profonde crise qu'il ne peut masquer en repoussant à nouveau son congrès national. En octobre il devait communiquer son nombre d'adhérents, on attendra encore, bien que cela ne nous passionne pas. Ce parti est un vrai bordel, pas sérieux, il peut tenter des jeunes par son côté radical, en apparence seulement, beaucoup moins les travailleurs.

Social.

Bolivie.

A contre-courant de la plupart des pays, la Bolivie du socialiste Evo Morales s'apprête à abaisser l'âge de la retraite de sept ans, à 58 ans, une réforme radicale et controversée à l'impact économique incertain, au delà-des dividendes politiques.

Socialement ambitieux, ou économiquement suicidaire selon les avis, la réforme prévoit la nationalisation des retraites, la fermeture de caisses privées (l'Espagnol BBVA et le Suisse Zurich) qui géraient la retraite de 1,3 million de Boliviens, et l'abaissement de la retraite de 65 à 58 ans.

Pour des travailleurs exposés, comme les mineurs, elle pourrait intervenir dès 51 ans, à 55 ans dans le cas d'une mère de trois enfants. Le système, fondé sur la solidarité, verra l'apport patronal augmenter de 3%, celui des employés de 0,5%, avec une contribution spéciale, «*l'apport solidaire*», des Boliviens gagnant plus de 13.000 bolivianos (1.320 euros). Soit 19 fois le salaire minimum, d'environ 70 euros.

Les défenseurs du projet soulignent cependant qu'une retraite à 65 ans ne signifie par la même chose en Bolivie, où l'espérance de vie est de 66 ans, qu'en France (81) par exemple. (Libération.fr 26.11)

Formidable hurleront les partisans aveugles de Morales, tout dépend du niveau des retraites, et si l'on compare l'espérance de vie en France, 81 ans, et l'âge du départ à la retraite, 62 ans, un travailleur peut espérer profiter de sa retraite pendant 19 ans, 6 de moins dans le cas d'un ouvrier (en moyenne), avec l'espérance de vie en Bolivie, 66 ans, l'âge du départ à la retraite fixé à 58 ne laissera en moyenne aux travailleurs que 8 ans pour profiter de leur retraite, moins encore dans le cas des ouvriers, des mineurs par exemple, ce n'est donc pas la panacée ! Je crois me souvenir que l'année passée Morales avait octroyé une retraite de 40 euros mensuel à quelques centaines de milliers de Boliviens qui n'en avaient pas. Pour le socialisme, les travailleurs boliviens devront attendre encore un peu, beaucoup...

Economie.

1- Irlande.

La crise irlandaise, porte le sceau des banques, tombées dans le piège des «actifs toxiques.»

«*Les banques ont investi en Bourse sur la base de crédits qui n'ont pas été remboursés. Leurs actifs boursiers ont donc perdu toute valeur*», détaille Jérôme Creel, économiste à l'Institut OFCE et à l'école ESCP. C'est la première étape de la crise. Elle passe ensuite un cap, et devient un problème européen. «*Parce que le gouvernement irlandais s'est engagé, et que nous partageons la même monnaie*», poursuit l'économiste.

Le mécanisme est simple: pour éviter une panique générale, où «*tous les habitants retireraient leurs économies*», le gouvernement irlandais rachète à ses banques 50 milliards d'euros de dette. Celle-ci devient une dette publique, que compagnies d'assurance et fonds d'investissement peuvent acheter en Bourse. Sur les marchés, cette dette prend la forme de titres de créances, qui promettent un remboursement à une échéance et un taux déterminés.

Plus un pays est endetté, plus son taux d'intérêt grimpe. Le taux de l'Irlande a explosé d'un coup. Et toute la zone euro en ressent les secousses: sur les places boursières, les taux d'emprunt de la monnaie augmentent. «*Tous les pays qui partagent l'euro ont plus de mal à financer leur dette*», explique Jérôme Creel. Il leur faut calmer le jeu en promettant que les Etats forts, Allemagne en tête, soutiendront l'Irlande en cas de défaut de paiement. Les sommes annoncées ne sont pas prêtée : elles sont promises, en cas de besoin.

Pourtant, en France et ailleurs, les plans de soutien ont déjà des conséquences. «*Elles légitiment les restrictions budgétaires, désastreuses pour la croissance, juge Jérôme Creel. Elles sont donc instrumentalisées par les hommes politiques.*» (20minutes.fr 26.11)

C'est la spirale infernale qui va se terminer par l'explosion du marché mondial qui ouvrira la voie à une nouvelle ère de guerres et de révolutions.

2- Venezuela.

Casino, le groupe français de grande distribution, a annoncé vendredi qu'il recevrait 622,5 millions de dollars du gouvernement vénézuélien dans le cadre de la nationalisation des supermarchés Exito dont il était l'actionnaire majoritaire. (Reuters 26.11)

Toujours aussi généreux le colonel Chavez !

Haut de page

Le 28 novembre

Vous aurez remarqué que je n'ai pas placé le texte de la Convention nationale du PS dans la Tribune libre, mais dans la rubrique "Document", le PS étant étranger au mouvement ouvrier et son combat selon nous. J'avais fait de même avec un document des Verts.

Je vous avoue que je n'ai eu ni le temps ni la patience de lire entièrement ce texte du PS, j'ai seulement parcouru les premières pages, il y en a 46 au total. J'ai relevé qu'ils écrivaient "*nous, socialistes*", "*le projet des socialistes* par ci "*les socialistes*" par là, bref, en France si vous voulez savoir ce qu'est le socialisme suivez le PS puisqu'ils sont les seuls à s'en réclamer à chaque paragraphe ou chapitre. Idem pour le PCF, nous, les communistes, à ceci près qu'ils ne vous parleront jamais du communisme.

Les dirigeants du PS ne vont pas jusqu'à dire que leur politique s'inscrirait dans la perspective du socialisme, mais ils emploient toujours ce terme à toutes les sauces, simple constat. Alors pourquoi aucun parti ouvrier ne fait de même, je pense au POI, au NPA, à LO, pourquoi désertent-ils ce terrain et laissent-ils seul le PS s'exprimer au nom du socialisme ?

Si dans l'imagination collective le socialisme n'est pas en odeur de sainteté, apparemment il n'effraie pas forcément les masses ou même les petits-bourgeois, dans le cas contraire le PS ferait moins de 5% aux élections. Le socialisme est l'antithèse du capitalisme et la seule alternative possible sur le plan économique et social au capitalisme, et l'on n'a trouvé jusqu'à présent aucun terme assez précis qui pourrait le remplacer.

Dans socialisme il y a la racine "social", ce qui est social se rapporte à l'amélioration des conditions de vie et de travail qui concerne les classes qui vivent de la vente de leur force de travail, la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie, donc en est exclue la classe des capitalistes, ce qui présente un caractère social est pour ainsi dire étranger à la classe dominante et c'est compréhensible, on devrait peut-être dire que ce qui présente un caractère social est naturel pour la classe des exploiteurs, puisque tout ce dont elle dispose repose sur ses moyens matériels, financiers et politiques, qui lui permette de définir son mode (niveau) de vie et de satisfaire ses besoins de nature sociale.

Dans le cas du prolétariat, si les choses se présentent sensiblement de la même manière, c'est dans les moyens mis en oeuvre pour parvenir à les satisfaire que l'antinomie avec le capital apparaît, la légitimité des droits sociaux auxquels la classe ouvrère aspire n'est inscrite nulle part et n'est pas le produit ou la conséquence automatique de son travail, elle doit sans cesse combattre le régime en place pour que ces droits sociaux soient reconnus et finalement pour en acquérir ou pour les préserver. C'est

l'aliénation du travail au cours du procès de production qui en est la cause, ce sont les rapports de production capitaliste qui lui rendent étrangers non seulement le produit de son travail, mais aussi ce qu'il est en droit d'en attendre, l'un et l'autre échappant à son contrôle, en réalité le travailleurs est placé dans une situation où il ne maîtrise pas son sort ou son destin, l'aspect social du travail n'a plus qu'une valeur marchande ou bassement mercantile en régime capitaliste. Dès lors on comprend pourquoi le prolétaire a tellement de difficulté à se situer sur un terrain de classe distinct de celui des capitalistes. Les droits sociaux auxquels il aspire et qui sont parfaitement légitimes, lui paraissent étrangers, au point de se demander jusqu'à quel point il a le droit de les mettre en avant, de les revendiquer. Combien de millions de travailleurs lors de la bataille sur les retraites ne se sont-ils pas dits que finalement il fallait peut-être bien réformer le régime des retraites, abandonnant par là leur propre terrain de classe ou reléguant leur droit au second plan ?

Le combat pour le socialisme a notamment pour fonction de l'aider à se situer exclusivement sur son terrain de classe, à lui faire comprendre que jusqu'à présent il a abdiqué ses droits au profit de ceux d'une classe dont finalement les prétentions ou les droits ne sont pas supérieurs aux siens, que la légalité et le maintien en place du régime capitaliste et de ses institutions politiques reposaient uniquement sur son ignorance des rapports sociaux (de production) qui régissent l'ensemble de la société et de son incapacité à se regrouper avec sa classe pour faire valoir ses droits. Tout a été fait pour qu'il en soit ainsi depuis sa naissance dans cette société.

Pour remédier à cette situation, face à une classe puissamment organisée qui lui impose des conditions de travail et un mode de vie qu'il déteste, mille frustrations, humiliations, peines et souffrances sans fin, il doit s'organiser et se battre, pas seulement pour améliorer sa condition puisqu'un jour ou l'autre les capitalistes lui imposeront de nouvelles régressions sociales, mais pour que sa classe prenne le pouvoir et réorganise la société sur de nouvelles bases économiques et sociales, dans la perspective de mettre fin à l'exploitation et à l'oppression qui va avec.

Le socialisme est basé sur la satisfaction des droits et des aspirations de l'ensemble des travailleurs que foulent aux pieds le PS et ses satellites, tandis que le capitalisme est par nature antisocial. Le PS et ses appendices s'emploient à donner un visage humain au capitaliste, à tromper les travailleurs sur sa véritable nature pour assurer sa survie, il faut donc les combattre à mort, au nom du socialisme !

Lors de la bataille sur les retraites, le PS s'est aligné ouvertement sur l'UMP en acceptant l'allongement de la durée de cotisation, et tous ceux qui s'y sont associés s'en sont faits les complices, dès lors aucun de ces partis n'est en droit de parler au nom de la classe ouvrière ou du socialisme, les travailleurs doivent se détourner de ces partis et les combattre pour entrevoir un jour une vie meilleur. L'heure n'est pas aux compromis avec les valets du capital ou aux alternoiements, encore moins au renoncement, mais à la guerre de classe !

Partant du constat et du principe que les travailleurs ne renonceront jamais définitivement à leurs droits et aspirations, la légitimité est du côte du socialisme et nous sommes sûrs qu'il finira par triompher sur le capitalisme. La crise actuelle du capitalisme qui ne cesse de s'approfondir et de s'étendre va alimenter la lutte des classes à travers le monde dans les mois et les années qui viennent, elle est annonciatrice des prochains affrontements entre les classes, affrontements qui ne pourront prendre que la forme d'une lutte pour le pouvoir... C'est uniquement dans cette perspective que peut se situer notre combat, le socialisme vaincra la barbarie capitaliste à l'échelle de l'humanité.

Souvenez-vous camarades, le temps joue contre notre ennemi, l'avenir appartient au socialisme, place au socialisme, vive la révolution socialiste mondiale en marche !

Il fallait bien remonter le moral des troupes après la défaite que nous venons de subir, ce ne sera pas la dernière. Pourquoi le prolétariat doit-il encaisser autant de défaites ? Ce serait trop long ici à expliquer, mais rassurez-vous camarades, une victoire politique remportée par le prolétariat efface ou vaut davantage que mille défaites !

J'écris tellement et j'y passe tant de temps que je ne prends même plus la peine de me corriger, je parle des fautes d'orthographe ou de frappe.

Bon dimanche à tous.

Politique.

1- Recadrage de Sarkozy par les barons de l'UMP : chut, c'est un secret !

Patrick Balkany, vendredi sur Europe 1: «*Dans la Ve République, personne n'impose quoi que ce soit au président.*» Nicolas Sarkozy «*a réfléchi. Sans doute (le choix de Fillon) n'était pas son premier choix, effectivement. Il a fait un choix qu'il jugeait être le meilleur, considérant une situation politique globale*», a déclaré Balkany. (20minutes.fr 27.11)

Il n'a rien choisi du tout l'avorton, ce sont ceux qui tirent les ficelles au sommet de l'appareil de l'UMP qui lui ont imposé Fillon et

les ministres aux postes clés, ils ont sifflé la fin de la récréation au morveux de Neuilly-sur-Seine, l'illusion a fait long feu !

2- La République bonapartiste n'a rien "***à cacher***".

Le Monde révèle samedi le témoignage de Patrice Molle, préfet et ancien membre de la DGSE (les services de renseignement extérieur français), qui travaillait au sein du cabinet de François Léotard. Il faisait partie des hauts fonctionnaires mis sur écoutes par les services sur ordre de Charles Millon, ministre de la défense de Jacques Chirac.

Il dit avoir eu vent de ces écoutes, mais précise : "*je n'avais rien à cacher. Tout Paris sait qui a imposé les intermédiaires libanais dans le dossier Agosta, Renaud Donnedieu de Vabres traitait tout cela directement, il référait en personne au ministre. Les rétrocommissions, ça ne passe pas par le cabinet officiel, ça s'est joué dans les circuits parallèles.*" (Lemonde.fr 27.11)

Social.

1- France.

Le froid est probablement à l'origine de la mort d'une femme âgée d'une quarantaine d'années sans domicile fixe dont le corps a été retrouvé samedi à Marseille, a-t-on appris de source policière. (Reuters 27.11)

2- Irlande.

De 50.000 à 150.000 Irlandais, selon les estimations, ont manifesté dans le centre de Dublin samedi contre un plan de rigueur draconien présenté comme la condition d'un vaste plan d'aide qui devrait faire l'objet d'une réunion des 27 à Bruxelles dimanche.

Les syndicats avaient appelé à une marche jusqu'à la Poste centrale, QG de l'insurrection irlandaise d'avril 1916 où fut proclamée la république et symbole de l'indépendance du pays.

Le Congrès des syndicats irlandais (Irish Congress of Trade Unions-ICTU), qui regroupe plusieurs fédérations représentant environ 832.000 membres, avait appelé à cette manifestation nationale, dernière chance selon lui pour peser sur ce budget. (20minutes.fr 27.11)

3- Autriche.

D'après la police, 4.000 personnes ont défilé dans les rues de Vienne contre les mesures d'austérité du gouvernement autrichien, jusqu'à proximité des bureaux du chancelier Werner Faymann.

Les mesures d'austérité doivent toucher l'éducation, la santé et les allocations familiales.

Tandis que la manifestation se poursuivait, le gouvernement a annoncé que certaines de ces mesures, qui devaient entrer en vigueur le 1er janvier prochain, seraient reportées de plusieurs mois.

Les organisateurs prévoient de défiler de nouveau mardi, lorsque le projet de loi sera discuté au Parlement autrichien.
Le gouvernement souhaite réduire les dépenses publiques de 1,6 milliard d'euros en 2011. (AP 27.11)

Société.

Manipulation au sommet. Neuilly-sur-Seine : la poudrière !

Environ 110 kg cocaïne, dont le montant est évalué à 7 millions d'euros à la revente, ont été saisis dans la nuit de vendredi à samedi par la brigade des stupéfiants de la police judiciaire parisienne à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), a-t-on appris de sources policière et judiciaire.

Deux hommes et une femme ont été arrêtés et placés en garde à vue. Deux autres personnes sont en fuite.

Selon les enquêteurs, la drogue a été découverte dans un appartement appartenant à une famille saoudienne actuellement absente.

Un homme qui disposait de la clé de l'appartement fait partie des deux personnes en fuite. (Reuters 27.11)

Coïncidence, dans une causerie ces derniers jours j'évoquais un souvenir de plus de 30 ans où je parlais des rejetons de banquiers et autres grandes fortunes de la banlieue ouest de Paris revendeurs de came. La meilleure planque, ce n'est pas à Saint-Denis dans le 9-3, mais bien à la source dans les quartiers chics ou se cotoient les voyous de la finance et la Jet-set, les plus fortunés et gros consommateurs de cocaïne notamment. A Neuilly rouler en Ferrari passe inaperçu, aucun flic n'osera vous demander vos papiers, alors qu'à Montreuil c'est tout de suite suspect !

Cette dépêche de Reuters précisait qu'un homme "*disposait de la clé de l'appartement* " où était entreposée la came, ils n'allaient pas la stocker dans un squat ouvert au premier venu, normal. Ce qui l'est moins c'est la dépêche de l'Associated Press qui blanchit le propriétaire des lieux, dixit la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) :

Les trafiquants présumés utilisaient cet appartement en travaux inoccupé appartenant à une grande famille moyen-orientale. Celle-ci n'est pas mise en cause par l'enquête. "*C'était simplement un lieu de stockage*", a-t-on ajouté de même source. (AP 27.11)

Explication. La dépêche de Reuters a été mise en ligne 4h30 avant celle de l'Associated Press (AP) et leur source est identique, apparemment entre temps la JIRS a rectifié le tir, sur ordre d'en haut sans doute.

La "*famille saoudienne*" de l'agence Reuters est devenu entre temps dans celle d'AP "*une grande famille moyen-orientale*", pourquoi pas irakienne, iranienne, libanaise, et AP donne une nouvelle version des faits qui blanchit le propriétaire de l'appartenant et fait disparaître la clé de ce mystère qui n'en est pas un : ce n'est pas le petit caïd qui roule en BMW qui dispose de millions de dollars pour acheter la drogue et la faire acheminer en France, mais bien des hommes très fortunés, rappelons pour finir que le marché de la drogue est le troisième au niveau mondial, alors le pétrole, l'armement, etc., pourquoi pas la drogue, après tout, le marché c'est le marché !

Le 29 novembre

Une info personnelle. La vente de ma maison est pour ainsi dire acquise, je devrais déménager d'ici deux semaines au plus tard. Ainsi je pourrai assurer ma retraite et faire face à la hausse continue des prix en Inde. Je vais placer cet argent (fixed deposit) à ma banque (d'Etat évidemment), il me rapportera entre 7 et 8% par an. J'ai loué une maison avec un petit jardin pour mon chien à 10 mn de la ville natale de Magueswary, à 1km de la mer, dans un village où je ne devrais pas rencontrer de problèmes en principe, sur le territoire de Pondichéry dont l'organisation et l'administration ont été héritée de la colonisation française (mairie, juge d'instruction, police, etc.) et non plus au Tamil Nadu qui est un Etat voyou complètement pourri par la corruption. C'est un vrai soulagement, mon cauchemar s'achève enfin, je revis !

Je n'aurai aucun regret de quitter l'endroit où je vis actuellement et de redevenir locataire, pour moi l'essentiel était de ne plus avoir la mer à moins de 100 mètres de mon lit après le tsunami, de quitter ce village pourri et de retrouver une certaine tranquillité d'esprit pour pouvoir continuer mon activité politique dans de meilleures conditions. J'aurai certes davantage d'argent pour vivre, mais cela ne changera absolument rien à mon quotidien. Je vais juste me doter d'une seconde ligne téléphonique et acheter un ordinateur portable que je connecterai en réseau, afin de ne connaître aucune rupture dans l'actualisation du site. En fait ma seule "folie" consistera à investir un peu d'argent supplémentaire dans le site ! Je viens de régler l'abonnement du site au serveur pour 28,56 euros TVA inclus. Que cela ne vous empêche pas de participer à son financement surtout en cette période de fin d'année, de primes ou de 13e mois...

Les articles de presse (avec table) et la causerie de novembre seront disponibles au format pdf le 1er ou le 2 décembre.

Pas le temps de causer politique, j'ai commenté quelques infos. Je suis en train de lire *1905* de Trotsky, à propos de la révolution d'octobre 1905 en Russie, c'est passionnant sur la création des premiers soviets cette année-là, on en parlera plus tard.

Bonne semaine et bon courage à tous.

Politique.

1- France.

1.1- Instrumentalisation à but électoral. Neuilly sous la neige.

Que signifie la saisie de 110 kg de cocaïne dans l'appartement d'une princesse saoudienne, à Neuilly-sur-Seine, fief de Sarkozy ?

On devrait commencer par se demander à qui profite-t-elle, dans quel contexte social et politique intervient-elle. Réponse : quelques semaines après la fin de la mobilisation sur les retraites et le vote de la loi, quelques jours après le remaniement

du gouvernement et le lancement de la campagne de Sarkozy pour sa réélection en 2012. On sait aussi que Sarkozy va devoir sortir l'artillerie lourde pour avoir une chance de l'emporter en 2012, tant il est impopulaire dans le pays, certains diront pour pouvoir simplement se représenter.

Essayons d'aller plus dans notre analyse.

L'élection et peut-être la réélection de Sarkozy a été ou sera le produit de plusieurs facteurs, avec à l'origine l'ignorance dans laquelle baigne à la fois la classe ouvrière, le mouvement ouvrier et la petite-bourgeoise incapables de saisir qu'historiquement le capitalisme a fait son temps et qu'il doit céder la place au socialisme.

Parmi cette masse ignorante, il y a ceux qui sont les plus faibles et qui sont particulèrement réceptifs aux discours sécuritaires et répressifs, sinon racistes ou xénophobes de Sarkozy et d'Hortefeux, en première ligne desquels on trouve les vieux qui sont à la retraites et que le gouvernement a tenu soigneusement à épargner (provisoirement) dans sa contre-réforme des retraites.

Il y a en France 13,2 millions de plus de 60 ans, dont 5,2 millions ont plus de 75 ans, 1,3 million ont plus de 85 ans, tandis qu'il y a 33,1 millions environ d'habitants de 20 à 59 ans et 16 millions ont moins de 20 ans. Donc, environ 30% des 46 millions d'électeurs sont des vieux. Sarkozy est donc en droit d'estimer qu'il pourrait avoir une chance d'être réélu s'il parvenait à influencer le vote des vieux.

D'autre part, Sarkozy est présenté (à juste titre) comme le président des riches, de la bande du Fouquet's qui loge forcément dans les quartiers chics, dont Neuily-sur-Seine où il fut maire. On peut imaginer que par ce coup politique savamment relayé par les médias, Sarkozy aurait envisagé d'atténuer, à défaut de pouvoir s'en défaire totalement, cette image calamiteuse qu'il trâine comme un boulet auprès de la classe ouvrière, dans le genre : voyez, je ne ménage pas les riches quand ils se conduisent mal pour employer son langage, ajoutons, quand même pas jusqu'à mouiller un prince saoudien.

On ne sait pas si celui-ci, dont l'identité n'a toujours pas été révélée, appréciera d'être mêlé à un coup monté par le ministère de l'Intérieur et donc l'Elysée, même s'il a été innocenté sur le champ. Gageons qu'en échange de sa réserve ou de sa coopération sous une forme quelconque, il récupèrera au moins l'équivalent de ce qu'il a perdu dans cette affaire, s'il n'en a pas été informé dès le départ et s'il n'en est pas le complice, car on voit mal Sarkozy prendre le risque d'exposer ainsi une personnalité saoudienne à un scandale, l'argument du bouc émissaire ne tient pas la route dans ce cas de figure, rien à voir ici avec un Rom ou un jeune de banlieue issu de l'immigration. On n'imagine encore moins une vengeance de Sarkozy après que l'Etat saoudien a passé un énorme contrat d'armement avec les Etats-Unis, car l'Etat français demeure un des principaux clients des monarchies du Golfe en matière d'armement.

Bref, cela ressemble à un coup politique de Sarkozy en campagne pour regagner des voix 18 mois avant les élections.

En attendant, s'il peut compter sur une grande partie des voix des vieux en 2012, les commentaires souvent lucides des internautes qui suivent les articles consacrés à cette affaire, démontrent que ce coup tordu qu'il a orchestré ne trompe pas grand monde, après toutes les affaires auxquels lui ou les membres de son gouvernement ont été mêlés les derniers mois, il lui est difficile, voir impossible de se refaire une santé politique.

En complément à cette analyse, je joins quelques réactions d'internautes :

- L'enquête débute et la "princesse" est déjà hors de cause. Quelle célérité !

- Elle est princesse, saoudienne, donc arabe, saoudienne donc susceptible de passer commande à la France, donc je pense qu'elle n'y est pour rien... Je maîtrise bien le politiquement correct non ?

- Surtout, ordre est donné (en haut lieu) à la hiérarchie policière de ne pas se montrer trop indiscrète quant à ladite princesse saoudienne et le mode d'acheminement de la coke. Quand valise et immunité diplomatique ne font qu'un...

- Dingue comment a été mise "hors de cause" la famille possédant "l'appartement". Bizarre : comment on ne veut pas se salir les mains sur ces princes et princesses saoudiens intouchables

- Eh oui en fait, la drogue touche plus les milieux huppés que les smicards qui se lèvent à 5 heures pour aller bosser...

- Neuilly est un quartier défavorisé, une zone de non droit qu'il faut nettoyer au Kärscher ! La cocaïne, ça permet d'être super actif non ?

- Rien d'étonnant puisque tous les enquêtes disent que Neuilly s/Seine est devenue au cours des 30 dernières années la 'capitale française de la cocaïne' en nombre d'usagers, devant Paris 16e et Paris 7e. Qui était le maire de la ville durant ce laps

de temps d'ailleurs ? Un type de gauche laxiste sûrement, non ?...

- Les plus gros dealers ne seraient pas dans nos belles cités HLM mais dans le microcosme de délinquants (abus de social, corruption, vols d'argent public etc.) de la grande bourgeoisie française. (Lepoint.fr 28.11)

1.2- Demain la France sera... le 51e Etat des Etats-Unis.

Concernant un éventuel retour de DSK en France avant la fin de son mandat au FMI pour participer aux primaires, M. Fabius affirme dans un entretien au "Parisien-Dimanche" : "*je suis d'un tempérament volontaire et optimiste*". (AP 28.11)

Interrogé par Radio J, Vincent Peillon a estimé dimanche que Dominique Strauss-Kahn est "*une chance pour les socialistes comme pour la France*".

Pour M. Peillon, si DSK "*est capable*" d'amener ce pays "*à se rendre compte des réalités*", "*avec évidemment un engagement à gauche qui a toujours été le sien et à proposer des solutions*". (20minutes.fr 28.11)

Et le peuple grec et irlandais de scander : à bas le FMI ! Au PS, ils s'en foutent, ils ont d'autres préoccupations, ils sont conquis au FMI depuis sa création, franchement, sinon pourquoi Strauss-Kah aurait été désigné pour en prendre la direction !

2- Egypte.

Les électeurs égyptiens doivent désigner 508 élus dont 64 femmes.

L'opposition égyptienne a crié à la fraude dimanche lors d'élections législatives qui devraient sans surprise reconduire une majorité d'élus du parti présidentiel, le PND bien décidé à empêcher les Frères musulmans de rééditer leur succès de 2005 où ils avaient obtenu un cinquième des sièges.

Dans certains cas, des électeurs ont été refoulés sous divers prétextes, ont affirmé des groupes de défense des droits de l'homme et des militants d'opposition. Dans d'autres, les électeurs ont constaté que les urnes étaient pleines à ras bord quelques minutes seulement après l'ouverture des bureaux de vote.

"*On ne peut pas parler d'élections, tout est truqué, c'est une honte*", a dit Hassan Sallam en sortant de l'isoloir à Raml, un quartier d'Alexandrie, dans le nord du pays. "*Les urnes étaient déjà pleines.*"

Le PND du président Hosni Moubarak est au pouvoir depuis près de trente ans et sa victoire ne fait aucun doute. Ces dernières semaines, les arrestations se sont multipliées dans les milieux d'opposition.

En 2005, la participation officielle avait été de seulement 22% des électeurs inscrits. Selon des groupes de défense des droits de l'homme, elle n'avait même pas dépassé les 12%. (Reuters 28.11)

3- Haïti. Ils ont le choléra, on leur promet la peste !

Les Haïtiens devaient élire leur président, les 99 députés de la Chambre et onze des trente membres du Sénat. Dix-huit candidats à la présidence, 120 au Sénat et 900 pour la Chambre des députés étaient en lice.

Douze des 18 candidats à l'élection présidentielle haïtienne, dont le premier tour avait lieu dimanche, ont réclamé son annulation en faisant état de fraudes massives.

L'appel des douze candidats fait suite à des scènes de chaos et de confusion dans de nombreux bureaux de vote de Port-au-Prince, la capitale, où des électeurs furieux de ne pas pouvoir voter ont saccagé au moins un bureau de vote.

Dans le camp de réfugiés de La Pista, où sont regroupés plus de 50.000 rescapés du séisme de janvier qui a fait 250.000 morts, Harold Clerg se plaignait, comme nombre de ses camarades, de n'avoir pu obtenir les nouveaux papiers d'identité qui lui auraient permis d'aller voter.

"*Le gouvernement dépense beaucoup d'argent pour faire campagne et larguer des tracts par avion mais nous, nous vivons dans les détritus, la misère et la faim*", a-t-il dit à Reuters. (Reuters 28.11)

Le plus dingue, c'est que le choléra qui pourrait toucher plus de 200.000 Haïtiens selon l'OMS, déclaré d'une extrême virulence par le corps médical, pendant qu'il continue de se répandre, l'ONU et l'UE ont décrété que les élections devaient absolument avoir lieu à

la date fixée au lieu de les reporter, permettant ainsi de regrouper des foules immenses qui ne peuvent que favoriser la propagation de l'épidémie.

4- Etats-Unis. WikiLeaks. Info ou intox, "fuite" orchestrée à Washington, manipulation à l'échelle planétaire ?

Le *New York Times* explique que les câbles lui sont parvenus «*il y a plusieurs semaines*» et que les documents susceptibles de «mettre en danger» des individus ou de «*compromettre la sécurité nationale*» n'ont pas été publiés. Le journal ajoute avoir travaillé avec l'administration Obama à ce sujet. «*En commun, les cinq journaux ont soigneusement édité les textes bruts utilisés afin d'en retirer tous les noms et indices dont la divulgation pourrait entraîner des risques pour des personnes physiques*», précise Le Monde. (Lemonde.fr 28.11)

Ces "*révélations*" n'auraient-elles pas pour seul objectif de faire monter d'un cran la tension internationale déjà palpable dans certaines régions du monde, au Proche-Orient et dans la péninsule coréenne pour n'en citer que deux ? Mettre en porte-à-faux certains régimes pour mieux pouvoir les manipuler ensuite ? C'est possible. S'agit-il plutôt d'un règlement de compte entre démocrates et républicains ? Cette dernière hypothèse est à écarter, Obama a conservé l'équipe de militaires de Bush, dont Robert Gates. Un produit de la décomposition de l'impérialisme américain qui ne parvient même plus à maîtriser ses propres troupes ? C'est plausible, à l'instar des fuites dans l'affaire Woerth et bien d'autres en France.

Economie.

1- Irlande. Lagarde : il faut "***s'aligner***" sur le FMI.

L'Union européenne a présenté dimanche un vaste train de mesures destiné à arrêter la contagion de la crise irlandaise au reste de la zone euro et à rassurer les marchés sur les règles en vigeur après 2013.

Comme cela était largement anticipé, les Vingt-Sept se sont également mis d'accord sur un plan d'aide à l'Irlande de 85 milliards d'euros sur dix ans.

Sur cette enveloppe, 35 milliards d'euros seront destinés à assainir le secteur bancaire, dont 10 milliards seront consacrés à des injections immédiates de capital et 25 milliards seront conservés dans un fonds de réserve.

L'Irlande y contribuera elle-même à hauteur de 17,5 milliards d'euros, puisés sur un fonds de retraite national, le reste étant assumé à parts égales de 22,5 milliards d'euros par le FMI, le Fonds communautaire de stabilité et la Facilité intergouvernementale de stabilité financière dont l'effort sera complété par des prêts bilatéraux de la Grande-Bretagne, de la Suède et du Danemark.

Le taux d'intérêt moyen auquel cette aide sera fournie devrait s'établir autour de 5,8% et le plan d'austérité de 15 milliards d'euros annoncé cette semaine par le gouvernement de Brian Cowen, sera complété en trois points.

Le secteur bancaire irlandais subira une intense cure d'amaigrissement et sera recapitalisé, les ajustements budgétaires se poursuivront jusqu'en 2015 au lieu de la date de 2014 envisagée par Dublin et de nouvelles réformes structurelles seront mises en oeuvre, notamment une réforme du marché du travail irlandais.

"*Il était nécessaire d'avoir une clarification complète de la doctrine. Il devait être clair que nous appliquerions en Europe la doctrine du FMI (...) c'est-à-dire sans aucune participation ex-ante (du secteur privé)*", a-t-il déclaré.

"*Le message aux marchés c'est : un, nous sommes solidaires au sein de la zone euro ; deux, nous sommes capables de prendre des décisions ; trois, nous produisons les grands principes d'un mécanisme permanent de résolution des crises aligné sur le FMI*", a dit la ministre française de l'Economie, Christine Lagarde. (Reuters 28.11)

2- Portugal.

Anticipant un éventuel report de l'attention des marchés vers le Portugal, la Commission a annoncé qu'elle plancherait dans les prochains jours avec Lisbonne sur un plan de réformes plus large, avec notamment de nouvelles mesures visant le secteur de la santé et des transports.

"*Les efforts seront intensifiés*", a insisté le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn. (Reuters 28.11)

3- Espagne.

L'Espagne a de son côté renouvelé son engagement à mettre en oeuvre de manière résolue les mesures déjà annoncées, comme la restructuration de ses caisses d'épargne régionale d'ici fin décembre et la réforme des retraites d'ici la fin du premier trimestre

2011. (Reuters 28.11)

4- Grèce.

Enfin, quant à la Grèce, les prêts octroyés en mai pourront être remboursés sur une plus longue période de sept ans et demi, qui ne commenceront qu'au terme de la période initiale de trois ans, en échnage d'un taux d'intérêt porté à 6,05%. (Reuters 28.11)

Le 30 novembre

Politique.

1- Nicolas Sarkozy De Nagy-Bocsa, le président du lumpenprolétariat de la bourgeoisie : dehors !

Dimanche, la Suisse a adopté l'expulsion automatique des criminels étrangers.

En France, des députés UMP se sont fendus d'un communiqué, où ils approuvent vigoureusement cette mesure :

"*C'est une vraie leçon de bon sens de nos amis Suisses administrée à leurs voisins européens confrontés aux mêmes problèmes de délinquance.*"

"*Le principe est clair ; les étrangers qui respectent les lois du pays d'accueil sont les bienvenus, ceux qui les violent doivent faire l'objet d'une procédure d'expulsion après avoir purgé leur peine.*"

Parmi les signataires de ce texte, on trouve, entre autres, les députés Lionnel Luca et Christian Vanneste. Ces élus font partie de la droite populaire (NDP), rassemblant 35 députés UMP parmi les plus à droite. Et la droite populaire souhaite la même chose chez nous : "*La France devra bien, elle aussi, changer sa législation à ce sujet*". (Lepost.fr 29.11)

2- Ambiance nauséabonde à l'UMP.

Lors du discours de politique générale de François Fillon, mercredi 23 novembre à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé "*il a tout fait pour me signifier que ce que je disais ne l'intéressait pas*", aurait lâché François Fillon devant un député, venu le féliciter, selon le Figaro de samedi.

"*Je suis désolé de cette histoire.*" C'est un Jean-François Copé apparemment tout en contrition qui était l'invité de France Inter ce lundi matin. Jean-François Copé a visiblement senti qu'il était allé un peu loin.

Grands vainqueurs du remaniement, François Fillon et Jean-François Copé se marquent au plus près pour savoir qui incarne le leadership de la majorité, derrière Nicolas Sarkozy. Qui sera l'animateur de la campagne présidentielle de 2012? "*Ce n'est pas de ma compétence de le décider, et si ça doit être lui [François Fillon, ndlr] ce sera formidable!*", a-t-il ajouté.

De la pure langue de bois copéiste... Car de sa prise du parti à l'élection de son ami Christian Jacob à la tête des députés, en passant par sa décision symbolique de tenir le point presse de l'UMP tous les mercredis matins à l'Assemblée, tout indique que Jean-François Copé entend être le pivot de la majorité pour peser sur les thèmes de campagne. (Lexpress.fr 29.11)

3- L'UMP ou la fosse à purin du régime.

Il est très original de «recevoir des leçons de savoir-vivre» de la part des époux Balkany, a expliqué hier l'ancien ministre Patrick Devedjian sur Radio J. Après avoir réussi à faire évincer Devedjian de la présidence de l'UMP des Hauts-de-Seine, Patrick Balkany avait jugé vendredi que «*beaucoup de conseillers généraux*» étaient en mesure de remplacer Devedjian comme président du conseil général. Ce que l'intéressé a volontiers admis, ajoutant que Balkany était lui «*tout à fait irremplaçable*» car «*il a une grande originalité*».

Député-maire UMP de Levallois-Perret, Patrick Balkany avait été en 1996 condamné à 15 mois de prison avec sursis, et son épouse, Isabelle, à la même peine, pour prise illégale d'intérêts. (Libération.fr 29.11)

4- Le ministre de la police est un délinquant.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a été jugé en référé lundi à Paris pour "*violation de la présomption d'innocence*", à la demande d'un magistrat suspecté d'avoir informé la presse dans le dossier Bettencourt.

Ce plaignant, David Sénat, reproche au ministre des propos tenus le 17 octobre lors de l'émission Le Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro, dans lesquels il lui imputait une violation du secret professionnel.

David Sénat, écarté après cette affaire de son poste au cabinet du ministre de la Justice, réclame 10.000 euros de dommages et intérêts au ministre, ainsi que la publication de la décision. Le tribunal a mis sa décision en délibéré au 17 décembre.

Si le ministre, absent de l'audience, était condamné, ce serait sa seconde sanction judiciaire dans le cadre de ses fonctions. Il a déjà été frappé de 750 euros d'amende en juin dernier pour injure raciste envers un militant maghrébin de l'UMP, sanction dont il a fait appel. (Reuters 29.11)

5- Elle a dû entendre une voix... C'est déjà beaucoup !

Ségolène Royal a annoncé sa candidature aux primaires du Parti socialiste. L'ancienne candidate à la présidentielle rejoint donc Manuel Valls et Arnaud Montebourg sur la liste des candidats déclarés. (20minutes.fr 29.11)

6- Question ordure, le PS en connaît un rayon ou quand le président PS du conseil général des Bouches-du-Rhône a voulu réquisionner le personnel communal affecté au ramassage des ordures.

Dans les Bouches-du-Rhône, la justice soupçonne la mise en place d'un système occulte de surfacturation et de trafic d'influence dans l'attribution de certains marchés publics, particulièrement celui des ordures.

Lundi, plusieurs hauts fonctionnaires territoriaux, mais aussi Alexandre Guérini, frère de Jean-Noël Guérini, le président PS du conseil général des Bouches-du-Rhône ont été placés en garde à vue à Marseille, rapporte La Provence.

Alexandre Guérini est l'ancien responsable de plusieurs sociétés spécialisées dans le traitement des déchets.

Bakchich donne le nom d'autres personnes interrogées lundi : Rémy Bargès, directeur de cabinet de Jean-Noël Guérini, Gilbert Gaudin, directeur de la communication du même, et Michel Karabadjakian, directeur général adjoint à la propreté de la communauté urbaine de Marseille. Au total, il y aurait au moins 8 personnes en garde à vue. (Lepost.fr 29.11)

Social.

1- France.

1.1- Encore un crime à mettre au compte du capitalisme.

Un homme de 78 ans, sans domicile fixe, a été retrouvé mort de froid, lundi 29 novembre après-midi, à l'entrée d'un centre commercial d'Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne.

On estime à 100.000 le nombre de personnes sans domicile fixe en France. Selon le collectif Morts dans la rue, 270 d'entre eux sont décédés depuis le début de cette année. (Lemonde.fr et Reuters 29.11)

1.2- Où y a de la gêne, y a pas de plaisir !

Une riche propriétaire a réclamé ce lundi, devant le tribunal de grande instance de Paris, plus de 460.000 euros à huit étudiants qui avaient squatté son immeuble situé 69 rue de Sèvres à Paris, dans le VIe arrondissement, entre mars 2008 et juin 2009.

«*Quand la propriétaire des lieux le laisse vide plus de dix ans et possède également d'autres logements, dont une villa à Neuilly-sur-Seine, vide depuis 25 ans, et qu'elle n'avance aucun projet sur ces bâtiments, c'est une aberration*», dénonce dans un communiqué le collectif Jeudi Noir, qui se bat pour l'accès au logement. Et, ajoute-t-il, «*quand cette propriétaire est multi-millionnaire et domiciliée fiscalement en Belgique, alors qu'elle réside en France, c'est une caricature*». (20minutes.fr 29.11)

1.3- Le capitalisme conduit toujours à la paupérisation. Pendant que les patrons du CAC40 se goinfrent.

Plus de 25 ans après l'idée lancée par l'humoriste Coluche, les Restos du coeur disent avoir de plus en plus de bouches à nourrir pour leur 26e campagne d'hiver, complétant une présence tout au long de l'année.

Prévue au départ pour durer un an, l'initiative de Coluche en faveur des plus démunis s'est avérée indispensable dans un monde où persiste et, parfois, s'aggrave la précarité.

En 2009-2010, les Restos du coeur, dont la campagne d'hiver a débuté ce lundi, ont accueilli 830.000 personnes - soit une hausse de 20% en deux ans - et distribué 103 millions de repas.

Cette aide s'ajoute à celle d'autres associations, comme la Banque alimentaire qui a organisé une collecte nationale ce week-end dans les supermarchés.

Près de 12.000 tonnes de denrées, soit 24 millions de repas, ont été collectées à cette occasion, une hausse de 7 à 8% par rapport à 2009, annonce-t-elle sur son site internet.

Les Restos du coeur, qui disposent aujourd'hui de 58.000 bénévoles, contre 4.500 à leurs débuts, maillent tout le territoire.

Pour la campagne 2010-2011, ils insistent sur "*la nécessité absolue*" de "*sauver l'aide européenne*", menacée, selon eux, dans la perspective de la réforme de la Politique agricole commune (PAC) pour 2013.

Depuis 1987, le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) reste le "seul élément de la politique sociale sur notre continent en offrant une aide aux 80 millions d'Européens vivant en dessous du seuil de pauvreté", disent-ils dans un communiqué.

L'association redoute également une éventuelle réduction de l'aide complémentaire du gouvernement français alors que s'installe la crise économique, parallèlement à une remontée des cours des matières premières. (Reuters 29.11)

1.4- Le tram est muet !

Après avoir empêché la mise en service commerciale de la première ligne de tramway de Toulouse, prévue lundi matin, les conducteurs de tram ont voté la reconduite de la grève pour mardi, a-t-on appris auprès des syndicats Sud Transports et CGT.

La poursuite de la grève a été votée en assemblée générale, à l'issue d'une réunion avec la direction de Tisséo, par une quarantaine de personnes selon les syndicats. Une autre rencontre devrait avoir lieu mardi. (AP 29.11)

2- Etats-Unis .Obama : le président de Wall Street

Barack Obama va proposer lundi de geler pendant deux ans les salaires de la fonction publique fédérale, sauf ceux des militaires. Un «*sacrifice*» destiné à lutter contre un «déficit budgétaire massif», a annoncé la Maison Blanche.

«*Le président a décidé de proposer un gel des salaires des employés fédéraux civils pendant les années (budgétaires) 2011 et 2012*», a expliqué la présidence américaine dans un communiqué.

La Maison Blanche espère que cette mesure permettra d'économiser 2 milliards de dollars au titre de l'année budgétaire 2011, qui se terminera le 30 septembre prochain, 28 milliards dans les cinq prochaines années et 60 en dix ans. (20minutes.fr 29.11)

Economie.

Ils nous prennent pour des amnésiques ou pire encore.

De Nicolas Sarkozy à la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, en passant par le ministre du Budget, François Baroin, tous l'assurent: la France n'est pas menacée.

"*Il faut que tout le monde, les investisseurs, entendent le message de l'Europe: nous sauverons l'euro*", a déclaré lundi le ministre du Budget François Baroin.

Pour la France, "*il n'y a aucune peur, il n'y a aucun risque et il n'y a aucune menace*", a insisté le porte-parole du gouvernement. "*Nous sommes l'une des meilleures signatures dans ce monde instable (et) nous avons un système bancaire parmi les plus solides*".

"*La France n'est ni menacée, ni visée (...) Il faut rassurer mais il faut être déterminé dans la réduction de nos déficits. Les fondamentaux (économiques de la France) sont bons et nous menons une politique déterminée d'inflexion de notre dette publique*", a ajouté le ministre. (Reuters et 20minutes.fr 29.11)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre

Politique

1- Comment peut-on utiliser les "*révélations*" de WikiLeaks ?

Dans la communication des Etats ou d'institutions privées ou encore des partis politiques, il n'est pas toujours facile de distinguer ce qui relève de l'information ou de la propagande.

Si les documents mis en ligne par WikiLeaks ne nous apprennent pas grand chose sur les rapports entre Etats, en réalité ils ne font que confirmer nos analyses et celles produites par d'autres, en revanche, par le fait que ces rapports sont décrits directement par ceux qui dirigent le monde et non décryptés par une source extérieure ou étrangère aux événements relatés, par exemple par un journaliste ou un parti politique qui pourrait les interpréter ou les présenter dans un sens ou un autre dans un but intéressé, soupçon que le lecteur a toujours plus ou moins consciemment à l'esprit, la publication de ces 250.000 documents et les réactions de désaprobation qui ont suivie dans le monde entier au niveau des chefs d'Etat suffisent à donner aux faits qu'ils relatent le sceau de l'authenticité absolue qu'ils n'auraient pas autrement comme il vient d'être précisé, du coup ils peuvent éclairer utilement la lanterne d'une population qui se laisse habituellement manoeuvrée ou qu'il est relativement facile de manipuler, c'est sans doute cela qui inquiète au plus haut point les dirigeants du vieux monde ou tout du moins le revers de la médaille de la divulgation de ces informations classées secrètes.

Disons les choses simplement même si cela dérange, le bon peuple qui peine à croire qu'il est en permanence manipulé, bien qu'hypocritement il le sache quelque part, qui préfère se laisser vivre sans trop se poser de questions, qui profite des acquis de la lutte de classe du passé sans trop se préoccuper de les perdre les uns après les autres ou sans se soucier de son propre sort et de son avenir, ne pourra plus dire dorénavant qu'il ne savait pas au juste dans quel monde il vivait, il ne pourra plus avancer l'argument pratique qui consiste à dire qu'il ne croit plus personne parce que tout le monde lui raconterait des histoires, là en l'occurence la vérité sort directement de la bouche de ceux qui leur pourrissent la vie au quotidien, il lui sera impossible de les traiter de menteur ou de douter de leurs réelles intentions, mieux, lorsque nous expliquons que la politique de Sarkozy et son gouvernement est uniquement dictée par les intérêts du capital, de nombreux travailleurs ou militants acquiessent mais nous prennent en réalité pour des rigolos, à côté d'un chef d'Etat ou d'un politicien ou d'un technocrate propre sur lui dans son costard qu'est-ce que nous représentons, qu'est-ce que nous sommes, quelle valeur peut avoir notre discours, après tout nous ne somme pas aux commandes de l'Etat pour savoir ce qui s'y passe réellement, inconsciemment ils estiment Sarkozy et son gouvernement ne sont responsables de la situation économique et sociale actuelle, qu'ils font ce qu'ils peuvent, qu'ils ne sont pas forcément animés par de mauvaises intentions à l'égard des travailleurs, etc. mais là ils ont justement la preuve que tout ce que nous avancions étaient vrai, que notre analyse était correcte, à la faveur du doute ils ne pourront plus nous répondre : vous avez sans doute raison, il faut voir, peut-être que vous dites vrai, il va falloir que je réfléchisse et j'en passe, maintenant cette façon de se défiler pour ne pas assumer ses responsabilité n'est plus possible, vous avez les faits sous les yeux et les informations

que vous avez entre les mains émanent directement de ceux qui vous gouvernent, leurs intentions sont claires, leur responsabilité est établi, la politique du gouvernement a pour seul objectif de satisfaire les besoins des privilégiés du régime capitaliste et dans l'ordre de ses préoccupations ne cherchez pas les vôtres ils n'y figurent pas, à ses yeux vous n'êtes bon qu'à bosser jusqu'à la mort ou à connaître une vie misérable et mille souffrances, vous n'avez plus aucune illusion à avoir dans le président en exercice ou son parti, dans tous les partis ou les dirigeants qui ont excercé un jour le pouvoir, car ils appartiennent tous à la même racaille infâme et méprisante...

Voilà l'analyse prudente que je fais pour le moment sur cette "fuite" accidentelle ou savamment orchestrée. Son exploitation par l'impérialisme américain et les médias pourraient faire penser aussi à la guerre psychologique engagée par Washington pour contraindre les populations de ses alliées à soutenir leurs gouvernements alignés sur la politique américaine au moment où le capitalisme mondial connaît sa plus formidable crise. Resserer les liens avec la Maison Blanche, ce que s'est empressé de déclarer hier le Palais.

Si la publication de ces documents aboutissaient à de nouvelles et dangereuses tensions entre Etats à travers le monde, leur divulgation pourrait servir à préparer psychologiquement la population mondiale à la perspective de nouvelles guerres régionales ou d'une guerre à plus grande échelle, le capitalisme mondial n'ayant trouvé jusqu'à présent aucune autre issue à la crise pour détruire de gigantesques forces productives qu'une confrontation armée aux conséquences incalculables et incontrôlables, cette hypothèse n'est pas dénuée d'intérêt non plus.

Une simple guerre régionale, par exemple entre la Corée du Nord et du Sud, entraînerait des désordres mondiaux qui ne feraient pas spécialement l'affaire de l'aristocratie financière, elle ne changerait rien ou presque au rapport de forces entre Etats en admettant que ni la Chine et ni les Etats-Unis n'y participerait, les inconvients l'emporteraient sur les avantages que les marchés pourraient en tirer, alors qu'une guerre à laquelle participerait des Etats fortement industrialisés, sur leur sol directement, permettrait à la fois de détruire des masses considérables de forces productives et de renforcer la position dominante des Etats les plus puissants, au rang desquels se trouvent en tête les Etats-Unis et la Chine sur le plan militaire. Apparemment ni les Etats-Unis et ni la Chine n'ont intérêt pour le moment à un tel scénario, officiellement, mais la donne pourrait se trouver modifiée par le fait de ces révélations. Après tout, l'appareil industriel et militaire des Etats-Unis n'a jamais été aussi puissant qu'aujourd'hui.

Pour conclure sur ce sujet, les quelques informations que j'ai relevées dans les médias.

1.1- OTAN en emporte le vent !

La diffusion de documents secrets et confidentiels par WikiLeaks, dont quelques milliers concernent l'Alliance atlantique, est '*illégale, irresponsable et dangereuse*', a déclaré mardi la porte-parole de l'OTAN, Oana Lungescu. (Lemonde.fr 30.11)

1.2- A propos de l'hystérique du Palais

Nicolas Sarkozy a fustigé ces fuites de notes diplomatiques, jugeant que cela relevait du «*dernier degré d'irresponsabilité*». Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a quant à lui dénoncé la publication des données, estimant que «*parfois, la transparence est une forme de totalitarisme*». (Reuters 30.11)

Sarko y apparaît comme « *brillant* », « *impatient* », « *irritable* », « *autoritaire* », « *imprévisible* » ou « *charmant* »…

Son caractère irascible est vite perçu des Américains. A lire les mémos, il faut toujours le prendre avec des pincettes, et ses conseillers sont tyrannisés. En décembre 2009, l'ambassadeur Charles Rivkin écrit ainsi à la secrétaire d'Etat Hillary Clinton : « *Des contacts à l'Elysée nous ont rapporté en long et en large qu'ils évitent de le désapprouver ou provoquer son déplaisir ("displeasure" dans le texte, ndlr) -allant jusqu'à dérouter l'avion présidentiel pour lui éviter de voir la Tour Eiffel illuminée (par la mairie de Paris, ndlr) aux couleurs de la Turquie, lors de la visite du Premier ministre Erdogan.* »

Dans le même télégramme, l'ambassadeur s'inquiète de constater qu'aucun de ses collaborateur n'ose lui rappeler que « *l'empereur n'est pas complètement habillé* » -on appréciera l'euphémisme. Rien, « *aucun frein* », n'est en mesure de limiter ses « ambitions mondiales », constate-t-il. D'autant qu'il promeut « *ceux qui sont prêt à suivre ses politiques* » et marginalise « *ceux qui ont des vues divergentes* ».

Selon un diplomate européen dont le nom est anonymisé, « *il suffit que Sarkozy soit dans une pièce pour que le niveau de stress de chacun augmente* ».

On découvre dans ces mémos que Nicolas Sarkozy et ses conseillers fréquentent assidument l'ambassade américaine de Paris, ainsi que les dignitaires américains de passage en France.

On apprend ainsi que Nicolas Sarkozy a annoncé sa candidature à l'ambassadeur américain, Craig Stapleton, et au

conseiller économique de Bush, Allan Hubbard, dès le 1er août 2005, soit seize mois avant qu'il ne l'annonce au peuple français. Il est vrai qu'à l'époque, c'était un secret de polichinelle. Mais le candidat va alors très loin dans son témoignage d'amitié, si l'on en croit le compte-rendu de l'ambassadeur : « *Sarkozy a exprimé son admiration pour le président Bush. Sarkozy a dit que, comme le président, lui aussi mettait un point d'honneur à tenir sa parole et à affronter honnêtement les problèmes réels de son pays.* » (Rue89 30.11)

Les diplomates américains présentent dans leurs télégrammes Nicolas Sarkozy comme le président français "*le plus pro-américain depuis la Seconde Guerre mondiale*", dont ils saluent "*le libéralisme, l'atlantisme et le communautarisme*".

Après l'élection de ce candidat "*instinctivement pro-américain et pro-israélien*" à l'Elysée, l'ambassade note que "*l'héritage juif de Sarkozy et son affinité pour Israël sont célèbres*" et ajoute qu'il vient de nommer au Quai d'Orsay Bernard Kouchner, "*le premier ministre des Affaires étrangères juif de la Ve République*".

D'autres télégrammes diplomatiques américains affirment que "*personne ne peut dire non*" au président français, d'autres évoquent son "*mauvais caractère*" et le décrivent comme "*frénétique*" ou "*impulsif*". (Reuters 30.11)

Ces contacts multiples permettent à l'ambassade américaine d'écrire, peu avant la déclaration de candidature de M. Sarkozy, un long portrait dithyrambique intitulé "*L'homme qui pourrait changer la France*". "*Il est pro-américain et acquis aux principes du libre-marché. (…) Il est associé à des mesures dures de lutte contre le crime et le terrorisme. (…) Il est vigoureux sur le besoin pour la France de dépasser ses réflexes anti-américains. (…) Sarkozy est l'homme politique français qui soutient le plus le rôle des Etats-Unis dans le monde. (…) Son sobriquet est 'Sarkozy l'Américain', et son affinité avec l'Amérique est authentique et vient du fond du cœur.*" L'ambassadeur se laisse alors emporter par son enthousiasme et imagine déjà "*un double mandat, une présidence de dix ans*".

Les Américains sont impressionnés par "*les pouvoirs sans partage*" du président français.

1.3- Vue par un média aux ordres, Le Point.

La diffusion, par le site internet WikiLeaks, de télégrammes diplomatiques américains suscite une polémique dans le monde entier et pose la question de l'avènement d'une nouvelle dictature. Car il y a bien quelque chose de malsain et même de totalitaire dans la publication de ces milliers de messages échangés pendant des années par les ambassades et le gouvernement américains. Cela tient à la fois au côté gigantesque de la divulgation et aussi à la violence du procédé, qui donne le sentiment qu'on abolit d'un seul coup toute forme de confidentialité dans les rapports entre les États - et peut-être, demain, entre les administrations, les banques et, pourquoi pas, les citoyens.

WikiLeaks argue de la transparence, prétend qu'il s'agit de corriger les mensonges publics des États en permettant aux citoyens d'accéder à l'envers du décor. La réalité, c'est que la diplomatie ne consiste pas toujours à dire la vérité - et c'est quand même mieux que de se faire la guerre.

En fait, il y a de l'hypocrisie dans cette démarche. La tyrannie de la transparence est une dictature comme les autres. Ce qui me choque, c'est qu'on justifie la publication des documents en disant qu'à partir du moment où WikiLeaks a choisi de les livrer, ils vont de toute façon tomber dans le domaine public. C'est du jésuitisme pur et simple. Il y a bien, sur Internet et ailleurs, des milliers d'informations que la presse ne reprend pas - souvent à juste titre.

Bien sûr, on ne peut pas s'incliner devant tous les secrets. La question est de savoir où on fixe la limite et qui la fixe. Nous avons, en France, un débat récurrent sur le périmètre du secret ; par exemple, ces derniers jours, celui du secret-défense opposable à la justice. Les pouvoirs démocratiques ont besoin de secret pour être efficaces et il n'y a que les démagogues ou les imbéciles pour penser le contraire. Donc bien sûr qu'il peut y avoir des atteintes légitimes au secret - et c'est parfois l'honneur de la presse d'en commettre. Mais le jour où on considérera que toute violation d'un secret est en soi une information, il n'y aura plus de frontière entre la sphère privée et l'espace public. Et la démocratie aura accompli le rêve de toutes les dictatures. C'est-à-dire un cauchemar ! (Lepoint.fr 30.11)

Commentaires de quelques internautes.

- "Bref le fond de tout ça c'est que les pays se font la guerre. Une guerre d'argent, de terres, d'influence, et nous servent de la soupe démocratique."

- "Au lieu d'analyser les faits épars, que l'ont peut extraire de ce contexte de dérives de l'exécutif, vous vous constituez en défenseurs de l'opacité ? De quelle démocratie parlez - vous ?"

- "La nouvelle dictature qu'annonce Wikileaks est l'envie de vérité de la part des peuples."

- "Moi ce qui me choque, ce sont vos propos. Je n'imaginais pas qu'un rédacteur puisse cautionner l'opacité voire la non information... ?"

- "L'information est un droit légitime, surtout quand cela concerne les citoyens et leur avenir."

-" ... et même si, j'en conviens, la vérité n'est pas toujours bonne à dire, je crois qu'il y a aussi là un signal à entendre : parce que ce principe là, louable sur le fond, ne doit pas non plus servir de prétexte au mensonge permanent, ou en tout cas à cette "vérité" partielle (partiale ?) et parfois bien complaisante qui nous est servie."

Bref, camarades, la vérité est révolutionnaire et c'est dans ce sens-là qu'il faut exploiter ces "*révélations*" comme je l'ai expliqué dans mon introduction.

2- La fratrie du régime. Tout juste bon à "***brûler***" ! (Trotsky)

Sous l'en-tête du grand maître de la Grande Loge nationale française (GLNF, 43 000 frères), la missive, datée du 19 janvier 2009 - que L'Express s'est procurée - fait part à Nicolas Sarkozy du "*soutien actif à Christian Blanc, Brice Hortefeux, Roger Karoutchi, Hubert Falco et Christine Boutin*".

La lettre, signée François Stifani, ajoute: "*Je leur apporterai toute l'aide dont ils ont besoin dans leurs projets, comme l'ensemble des maçons de mon obédience le fait avec vous. Vous êtes le premier président de la République avec lequel nous sommes totalement en accord.*"

Une telle déclaration d'amour politique est sans précédent de la part d'une obédience maçonnique.

Nicolas Sarkozy répond à François Stifani, grand maître de la GLNF: "*La confiance que vous me témoignez et le soutien résolu dont vous m'assurez me confortent dans ma ferme volonté de poursuivre le mouvement de réformes engagé.*"

"*Dès que François Stifani rencontre un conseiller de l'Elysée, il lui propose ses services*", confie Alain Bauer, ex-grand maître du Grand Orient de France (GODF) et proche de Nicolas Sarkozy.

Dans un entretien à L'Express en septembre 2010, Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée, confirmait qu'il avait rencontré plusieurs fois François Stifani, avant de révéler: "*Il a, s'agissant d'une situation sociale délicate à gérer, apporté une contri-bution positive.*"

Concrètement, selon nos informations, le grand maître de la GLNF a fait jouer ses réseaux maçonniques en Guadeloupe, afin d'aider le gouvernement à nouer les fils du dialogue avec le LKP d'Elie Domota, pendant la longue crise de janvier à mars 2009.

A l'hiver suivant, François Stifani, "*en tant que grand maître de l'une des principales obédiences françaises*", remet à Nicolas Sarkozy un rapport sur l'organisation des musulmans de France.

Après le tollé provoqué par cette révélation, l'intéressé minimise, en évoquant une "*réflexion à titre personnel*". Quant à l'échange de missives entre François Stifani et Nicolas Sarkozy, sa diffusion gêne le grand maître, car elle dévoile les relations tissées entre lui et certains ministres. Cette nouvelle affaire va-t-elle intensifier la crise interne qui secoue la GLNF depuis un an? (Lexpress.fr 30.11)

Commentaire d'un internaute : Il faut juste savoir que la GLNF est en marge de la Franc maçonnerie française. Elle ne reconnait ni n'est reconnue officiellement par aucune autre obédience. De plus, la GLNF est très présente dans les milieux glauques de la françafrique, dont elle soutient les pires dictateurs. La GLNF est la plupart du temps qualifiée d'affairiste et proche des thèses de l'extrême droite!

On connaît déjà le coup des "bons" et des "mauvais" patrons !

3- Ca vole bas à l'UMP.

3.1- "*Tu as réussi à faire un remaniement sur six mois et à le bâcler*", lui a lancé un ancien ministre.

3.2- "*Que je garde François Fillon ou que je prenne Jean-Louis Borloo, j'avais tort dans tous les cas de figure! Mais je ne pouvais pas me permettre de choisir un Premier ministre inexpérimenté*", s'est défendu le président devant des élus. (Lexpress.fr 30.11)

3.3- Bernard Accoyer a recadré, ce mardi, Jean-François Copé, sur la distinction entre parti et Parlement : «*Il faut que cela se fasse dans les locaux du groupe UMP, sinon cela soulève problème, souhaite-t-il. Ici c'est la maison de la politique. Que les*

partis politiques élisent domicile à l'intérieur de l'Assemblée nationale, je ne trouve pas que cela s'inscrive dans de bonnes pratiques de l'Assemblée.» «*L'Assemblée n'est pas la succursale des partis politiques*», s'irrite-t-il encore. (Libération.fr 30.11)

4- PSte.

4.1- Quand l'esprit du FMI gouverne le PS.

"*J'ai dit que le moment venu je verrai avec Dominique quel est le meilleur 'dispositif gagnant' s'il revient*", a dit Ségolène Royal. "*S'il ne revient pas, il sera de toutes façons indispensables à notre équipe. Il est le meilleur chef de gouvernement que nous pourrions avoir*". (Reuters 30.11)

4.2- Lundi, Jack Lang, rompu aux arcanes de la diplomatie, estimait l'attitude de Wikileaks "*irresponsable*", dans une interview au Post.

"*Mais la transparence totale, c'est la fausse démocratie ! C'est celle du scoop et de la révélation unilatérale. Wikileaks est irresponsable de mettre ces données dans le domaine public !*", et encore "*C'est le contraire de la démocratie et ce n'est ni loyal ni honnête.*" (Lepost.fr 29.11)

Social.

1-France.

1.1- Le groupe d'experts chargé chaque année de plancher sur le SMIC et sa revalorisation préconise, dans un rapport publié mardi, de limiter la hausse prévue le 1er janvier prochain "*à l'application des mécanismes automatiques légaux*", sans coup de pouce, pour ne pas nuire à la reprise de l'emploi "qui s'est amorcée au début de l'année".

Ils justifient donc leur préconisation par le fait, selon eux, que dans un contexte de crise, il "*conviendrait de ne pas compromettre par une gestion inadaptée des politiques de salaire et de revenus, la reprise de l'emploi qui s'est amorcée au début de l'année ainsi que son développement à moyen terme*".

Le SMIC avait été revalorisé de 0,5% le 1er janvier 2010, passant de 8,82 euros à 8,86 euros de l'heure actuellement, soit un gain brut de quatre centimes. Sauf surprise, cette année encore, le gouvernement devrait se cantonner à la simple revalorisation légale.

Le ministre du Travail Xavier Bertrand doit annoncer officiellement le montant de la revalorisation pour 2011 lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC, où siègent les partenaires sociaux) le 14 décembre au matin.

Selon un calcul effectué par le journal "Les Echos" le 17 novembre, l'application des mécanismes légaux conduirait à relever le SMIC le 1er janvier prochain de quelque 1,6%, passant la barre des 9 euros brut de l'heure. (AP 30.11)

Par leur simple présence au sein de la Commission nationale de la négociation collective, les syndicats légitiment par avance ses décisions. Ensuite c'est comme vouloir combattre le gouvernement et le patronat avec un boulet au pied ou un bras attaché dans le dos. Les syndicats n'ont rien à faire dans cette organisme comme dans tous les autres du même genre, retraite, santé, etc. Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite qu'ils seraient indépendants de l'Etat !

1.2- Un Malien de 38 ans est mort près de Paris après avoir reçu deux tirs de pistolet à impulsion électrique par des policiers qui tentaient de le maîtriser lors d'une interpellation.

Une autopsie a été ordonnée et une double enquête judiciaire et administrative a été confiée à l'Inspection générale des services (IGS, la "police des polices"), a annoncé mardi le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, qui a déclaré à la presse que l'agressivité de la personne interpellée avait "*contraint*" les policiers à utiliser leur Taser.

"*J'attends les conclusions de l'enquête pour prendre toutes les mesures qui s'imposent*", a-t-il dit, expliquant toutefois que l'interdiction de cette arme n'était pas envisagée pour l'instant : "*L'alternative, c'est l'arme à feu*", a-t-il dit.

Brice Hortefeux a précisé que le Taser n'avait été utilisé que 822 fois en 2009 sur plusieurs millions d'interventions et que, selon lui, son usage est strictement limité et encadré.

L'organisation parle de centaines de morts aux Etats-Unis, le chiffre de 330 morts étant avancée dans un rapport de 2008 qui demandait la suspension de l'usage de l'arme. (Reuters 30.11)

2- Italie.

Des milliers d'étudiants ont défilé mardi à Rome avant d'être stoppés par la police près du Parlement, où les députés ont voté une réforme de l'université qui suscite des manifestations comme l'Italie n'en voyait plus guère depuis des décennies. (Reuters 30.11)

3- Grande-Bretagne.

Pour la troisième fois en trois semaines, des milliers d'étudiants et de lycéens ont manifesté mardi à Londres et dans plusieurs villes de Grande-Bretagne pour dénoncer le projet gouvernemental de relèvement des frais universitaires.

«*C'est un retour en arrière, on en revient à l'époque où seuls les rejetons de la grande bourgeoisie pouvaient aller à l'université*», affirme Daisy Tolmie, 18 ans, qui a participé aux trois journées de protestation.

«*Il faut qu'ils comprennent que nous avons une conscience politique et qu'on ne va pas se laisser faire*», promet Saoirise Cox, 17 ans.

Economie.

1- Zeuro !

La zone euro s'enfonçait encore davantage dans la crise mardi, les primes de risque exigées par les investisseurs pour détenir de la dette espagnole ou italienne atteignant des niveaux records depuis la création de l'euro.

Mais ce ne sont désormais plus uniquement les pays périphériques qui sont attaqués puisque les coûts d'emprunt de la Belgique et de la France ont également augmenté.

Les marchés anticipent déjà un éventuel sauvetage du Portugal et craignent une propagation de la crise par la suite à l'Espagne puis à d'autres pays de la zone euro.

Selon Willem Buiter, économiste en chef chez Citigroup, la crainte d'une insolvabilité des Etats pourrait désormais s'étendre hors de la zone euro et concerner d'autre pays, comme les Etats-Unis ou le Japon.

"*C'est très inquiétant, parce que l'Espagne est presque trop grosse pour être renflouée et l'Italie l'est certainement*", a déclaré Everett Brown, analyste des obligations européennes chez IDEAglobal.

Le site économique et financier Eurointelligence explique de son côté que les marchés doutent désormais de plus en plus de la solvabilité des Etats périphériques, alors qu'ils étaient surtout préoccupés ces dernières semaines par leurs problèmes de liquidité à court terme.

"*Nous considérons qu'un défaut de paiement de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal est acquis*", peut-on lire sur le site. "*Reste désormais à savoir si l'Espagne va pouvoir y échapper.*" (Reuters 30.11)

Commentaire d'un internaute.

- La France a 1600 Mds de dette actuellement à laquelle s'ajoutera le déficit de 2010 : 150 Mds, 2011 150 Mds (ils on voté "90" mais c'est une galéjade) soit 2 000 Mds de dette en 2012 cad 100 % du PIB.

- Avec cet endettement le AAA saute et nous ne pouvons plus emprunter pour payer les intérêts de la dette, c'est la "cessation de paiement" comme pour l'Argentine en 2001.

- Avec le "crédit revolving" mis en place par la Commission, sous la poussée des PIIGSF, qui est un emprunt auprès des marchés avec comme caution nous et les autres États de la zone euro, ça ira plus vite : La Grèce a déjà dit qu'elle ne pourrait pas rembourser, l'Irlande peine a économiser 15 Mds en 4 ans et pour le Portugal ce sera pareil. (lepoint.fr 30.11)

2- Portugal.

Pour beaucoup d'économistes, la question n'est pas de savoir si le Portugal va demander une aide mais quand.

Dans son rapport de stabilité financière, la Banque du Portugal souligne mardi que le secteur bancaire sera en péril si la consolidation des finances publiques échoue, particulièrement en cas de poursuite de la crise de la dette souveraine.

"*Le risque deviendra intolérable si les mesures qui consolideront les finances publiques de façon crédible et durable ne sont pas mises en oeuvre*", écrit-elle.

Le gouvernement de José Socrates s'est engagé à réduire le déficit budgétaire à 4,6% du PIB l'an prochain, contre 7,3% cette année.

La Banque du Portugal souligne en outre que les mesures d'austérité, qui incluent notamment des baisses de salaire et des hausses d'impôts, freineront l'activité économique l'année prochaine, même si leur impact pourrait être minimisé par la demande extérieure de produits portugais.

Un ralentissement de l'économie altérerait les actifs des banques et réduirait le crédit disponible pour les entreprises et les ménages, dont les revenus devraient diminuer.

"*Compte tenu des perspectives pour l'économie portugaise, renforcer (...) les provisions pour pertes sur créances et, surtout, renforcer la capitalisation du système bancaire est essentiel pour assurer qu'il demeure résistant aux chocs défavorables*", explique la banque centrale.

Dans son rapport, elle préconise enfin la recherche de nouvelles stratégies pour que les banques puissent utiliser les fonds de leur clientèle afin de réduire le risque d'assèchement de liquidité, les établissements portugais étant privés d'accès au marché interbancaire en raison des craintes pesant sur les économies périphériques de la zone euro et se trouvant ainsi dépendantes des financements de la Banque centrale européenne.

Banco BPI souligne dans une note que ce rapport "*décrit un scénario difficile pour les banques portugaises dans les années à venir (...) nous croyons que le secteur va continuer dans la période qui vient à être pénalisé par les préoccupations souveraines*".

La date d'un éventuel appel portugais à l'aide financière internationale est très difficile à prévoir parce qu'elle dépend désormais davantage d'une décision européenne et des marchés que du gouvernement, selon Filipe Garica, économiste au cabinet de consultants Informacao de Mercados Financieros.

"*Le marché fait monter les taux à des niveaux qui obligent les pays à demander de l'aide. Ce n'est plus vraiment entre nos mains. Je pense que le fait que le Portugal demande un plan d'aide dépend davantage de l'Europe*", a-t-il dit. (Reuters 30.11)

3- Etats-Unis.

La Fed est décidemment très pessimiste. Une semaine, jour pour jour, après avoir nettement abaissé ses prévisions de croissance pour le pays , la Banque centrale américaine a répété ce mardi son inquiétude face à l'ampleur du c hômage de longue durée aux Etats-Unis et à ses conséquences à long terme. (Lefigaro.fr 30.11)

Haut de page

Le 2 décembre

Tout est dit en une phrase : « *Le marché espère tout d'abord une poursuite des apports de liquidités à des conditions relativement exceptionnelles pour aider les établissements bancaires les plus fragiles. La BCE devrait aussi indiquer qu'elle continuera d'acheter des titres de dette des États les plus fragiles*», résume Jean-Paul Betbèze, le directeur des études du Crédit agricole.

Des crédits à gogo des taux proches de zéro pour les banquiers pour qu'ils puissent continuer à vaquer à leurs affaires et spéculer tranquillement en empochant au passage des milliards d'euros de profit, la nationalisation des actifs pourris des mêmes banquiers pour les soulager et que le système perdure, le tout étant régler par tous les peuples de l'UE cela va s'en dire via l'Union européenne que l'intersyndicale jaune vient d'appeler à jouer un rôle social progressiste, via les différents gouvernements tous à la solde du capital.

Bien des camarades sont déboussolés après la défaite de la bataille sur les retraites, notamment, les lecteurs du site peut-être un peu moins pour y avoir été préparés politiquement, pour peu que leur lecture soit sérieuse ou attentive bien sûr. Comment ne pas voir que nos dirigeants osent à peine aborder du bout des lèvres - on ne peut pas dire poser, la question du pouvoir, c'est toujours pour eux une question accessaoire, à la marge, qu'ils sont incapables de proposer un axe politique autour duquel la classe pourrait se rassembler pour combattre le régime et la préparer à l'affrontement avec lui, que c'est le seul moyen d'unifier son combat.

Cela a un lien avec ce que j'ai écrit dans le bandeau défilant en haut de l'écran de cette page :

"*Pour rappel : les révolutions de 1905 et 1917 en Russie ont commencé par une grève politique générale, en 1905 pour obtenir le droit de vote, une constitution, une République démocratique, en 1917 pour obtenir des droits politiques et chasser le despote Nicolas II au pouvoir. En 2010 en France, la grève générale politique pourrait s'appuyer sur le constat que les institutions de la Ve République sont totalement inféodés aux marchés et aux institutions internationales du capital, dans la perspective d'institutions créées et contrôlées par le peuple pour satisfaire ses besoins et aspirations légitimes. Existe-t-il une autre voie conforme aux intérêts collectifs du prolétariat et de la petite-bourgeoisie ? En avant vers le socialisme !*"

Je développerai plus tard, en attendant il faut préciser qu'en octobre 1905 s'ajoutait à cette revendication politique l'augmentation des salaires et la journée de 8h qui passèrent au second plan, parce que le prolétariat russe et ses représentants estimaient que sans la satisfaction de leurs revendications politiques, tout acquis économique ou social demeurerait fragile et pourrait être remis en cause à la première occasion, ils expliquaient que pour consolider ces acquis sociaux il fallait absolument remporter une victoire politique contre le régime en place dans la perspective de le renverser.

On constate ici que leur combat pour la satisfaction des besoins et aspirations de la classe ouvrière était subordonné à la question du pouvoir qu'ils n'hésitèrent pas à poser directement, s'inspirant largement de la politique de la social-démocratie russe de l'époque, dont sa fraction bolchevik. Cette politique était conforme au marxisme et à celui de la révolution prolétarienne.

La révolution (armée) d'octobre 1905 avança au pas de charge et sans encombre jusqu'au 12 novembre de la même années où le soviet lança le mot d'ordre de la fin de la grève, après avoir estimé qu'il était impossible d'aller plus loin compte tenu de la situation, qu'il serait trop long de décrire ici. Lorsque les ouvriers (et le soviet) qui avaient décrété la journée de 8 heures et avaient commencé à l'appliquer voulurent maintenir cette position, ils se rendirent compte que c'était impossible compte tenu que le régime autocratique et policier du tsar était toujours en place. Celui-ci indiqua une fois ralliée à lui la bourgeoisie que la journée de 8 heures était illégale et ils commencèrent à procéder à la fermeture des usines. Il s'en suivit une division de la classe qui sonna l'heure de la revanche et de la répression sanglante, entre ceux qui voulaient continuer de se battre pour faire appliquer la journée de 8 heures et ceux qui avaient déjà repris le travail en acceptant la mort dans l'âme les anciennes conditions de travail harrassantes. Entre temps, le 17 octobre le tsar avait cédé partiellement sur les revendications politiques que la bourgeoisie avait soutenues. Du coup, un brusque changement intervint dans le rapport de forces que le soviet pris en compte : "*La résolution signalait que la coalition du capital avec le gouvernement avait transformé la question des huit heures, applicable à Pétersbourg, en une question d'intérêt général pour tout le pays ; elle montrait que les ouvriers de Pétersbourg ne pouvaient par conséquent remporter cet avantage sans le concours du prolétariat de la nation entière.*" (*1905* - L. Trotsky)

Trotsky poursuivait au chapitre suivant par ce titre : *Les huits heures et un fusil !* : "*Le prolétariat était seul dans cette lutte. Personne ne voulait ni ne pouvait le soutenir. Cette fois, il ne s'agissait plus de la liberté de la presse, ni de combattre l'arbitraire des galonnés, ni même du suffrage universel. L'ouvrier demandait des garanties pour ses muscles, pour ses nerfs, pour son cerveau. Il avait décidé de reconquérir une partie de sa propre existence. Il ne pouvait attendre davantage et ne levoulait pas.*"

Et de conclure provisoirement : "*Mais les résultats politiques laissèrent une trace ineffaçable dans la conscience des masses. L'idée de la journée de huit heures fut désormais populaire même parmi les groupes ouvriers les moins engagés et elle eut plus d'influence que n'en avait obtenu une propagande pacifique menée pendant de longues années. En même temps, cette revendication était organiquement assimilée aux exigences essentielles de la démocratie politique. En se heurtant à la résistance organisée du capital derrière lequel se dressait le pouvoir de l'Etat, la masse ouvrière revint à l'idée du coup d'Etat révolutionnaire, de l'inéluctable insurrection, de l'armement indispensable.*

Lorsqu'il défendait au soviet la motion qui devait terminer la lutte, le rapporteur du comité exécutif résumait de la manière suivante les résultats de la campagne : “ Si nous n'avons pas conquis la journée de huit heures pour les masses, nous avons du moins conquis les masses à la journée de huit heures. Désormais, dans le coeur de chaque ouvrier pétersbourgeois retentit le même cri de bataille : “ Les huit heures et un fusil ! ”"

Un cri du coeur qui doit effrayer de nos jours plus d'un "*révolutionnaire*" à l'esprit petit-bourgeois dans nos rang ! Le soviet ou conseil en français, n'avait pas pour seule mission de représenter, d'organiser et d'entraîner au combat l'ensemble de la classe, mais de la préparer à l'insurrection, à la conquête du pouvoir, objectif pour lequel personne ou presque n'était préparé à combattre, même dans les rangs de la social-démocratie russe.

Finalement estimera Trotsky : "*Il ne restait au soviet qu'à reconnaître que le conflit était inévitable dans un avenir tout prochain ; et la seule tactique dont il disposât était de préparer l'insurrection. Quelle pouvait être cette préparation sinon de développer et de fortifier précisément ses propres possibilités de paralyser la vie de l'Etat, qui faisaient sa force ? Mais tout ce que le soviet entreprenait pour développer et fortifier ces possibilités précipitait naturellement le conflit.*"

Plus loin : "*... dans une révolution, il est inconcevable qu'on puisse exécuter une retraite régulière. Si, au jour de l'attaque, le parti entraÎne les masses derrière lui, cela ne veut pas dire qu'il puisse à volonté les arrêter et leur faire faire marche arrière, au moment de l'assaut. Ce n'est pas seulement le parti qui mène les masses, ce sont elles qui le poussent en avant. Et cela*

se renouvellera dans toutes les révolutions, si fortement organisées qu'elles soient.

Dans ces conditions, reculer sans combat signifie dans certains cas, pour le parti, abandonner les masses sous le feu de l'ennemi. Sans doute, la social-démocratie, en tant que parti dirigeant, aurait pu se dispenser de relever le défi que la réaction lui jetait en décembre ; selon l'heureuse expression du même Kouropatkine, elle aurait pu " se retirer sur des positions préparées d'avance " ; c'est-à-dire disparaître dans ses retraites clandestines. Mais, en agissant ainsi, elle aurait simplement donné au gouvernement la possibilité d'écraser une à une les organisations ouvrières plus ou moins déclarées qui s'étaient constituées avec le concours immédiat du parti : il n'y aurait pas eu, en effet, de résistance commune. C'est à ce prix que la social-démocratie aurait acheté l'avantage douteux de contempler la révolution en spectatrice, de raisonner sur ses fautes, d'élaborer des plans impeccables qui n'auraient eu que le défaut d'être proposés quand on n'en avait pas besoin. Il est facile d'imaginer comment cette conduite aurait affermi les liens entre le parti et les masses!"

"*Mais, si le parti avait éludé le conflit en octobre et en novembre, parce qu'il avait conscience de la nécessité d'une préparation en règle, cette raison perdait toute sa valeur en décembre. Non pas, bien entendu, que les préparatifs fussent achevés, mais parce que le gouvernement, qui n'avait pas non plus le choix, engagea la lutte en détruisant précisément toutes les organisations révolutionnaires qui avaient été créées en octobre et en novembre. Si, dans ces conditions, le parti avait décidé de refuser la bataille, même en obligeant les masses révolutionnaires à se retirer du champ clos, il aurait simplement mis la révolution dans une situation encore plus insoutenable : il n'y aurait plus eu ni presse ni organisation au sommet et la démoralisation générale aurait été la conséquence inévitable de cette retraite.*

" ... Dans la révolution comme à la guerre, dit Marx dans Révolution et contre-révolution en Allemagne, il est absolument nécessaire, au moment décisif, de risquer le tout pour le tout, quelles que soient les chances de la lutte. L'histoire ne connaît pas une seule révolution suivie de succès qui ne fasse la preuve de l'exactitude de ce principe... La défaite après une lutte acharnée présente une signification révolutionnaire non moins grande que celle que peut avoir une victoire facilement arrachée... Dans tout conflit, inévitablement, celui qui relève le gant risque d'être vaincu ; mais est-ce là une raison pour qu'on se déclare vaincu dès le début et qu'on se soumette sans avoir tiré le glaive ?

" Quiconque, dans une révolution, commande une position de valeur décisive et la rend sans avoir obligé l'ennemi à livrer l'assaut, mérite d'être considéré comme un traître. ""

En conclusion, pour être bref, le manque de préparation théorique et politique de l'avant-garde du prolétariat ne permettait pas à la classe ouvrière de vaincre à cette étape le desposte Nicolas II et de mener sa révolution jusqu'au bout. La révolution de 1905 allait servir de répétition générale à celle de 1917 qui allait conduire le prolétariat et son parti au pouvoir.

En guise d'enseignements :

1- On n'insistera jamais assez sur la liaison entre revendications économiques et revendications politiques tout au long de ces deux révolutions et qui allait forger la conscience politique de la classe et de son avant-garde révolutionnaire : "*La grève politique générale fut l'arme principale du soviet.*" (Trotsky)

2- Il faut retenir également que le soviet qui représentait au départ les intérêts collectifs de la classe ouvrière, s'était rallié très rapidement des pans entiers de la petite-bourgeoisie, des intellectuels, des étudiants et leurs associations, des paysans sous l'uniforme, l'ensemble des syndicats et unions des syndicats, le parti ouvrier social-démocrate de Russie (dont les tendances menchevik et bolchevik) et le parti socialiste-révolutionnaire, son autorité était pratiquement incontestée au sein du prolétariat face à Nicolas II et sa coterie de féodaux dégénérés.

3- Il faut aussi retenir comme enseignement, que le soviet de Petersbourg a été un exemple de démocratie inégalable sous un régime capitaliste, il s'était donné comme président un jeune avocat, Georges Nossar dit Khroustalev, qui était ni un membre des partis ouvriers ni un syndicaliste. Voici ce qu'en dira Trotsky :

"*Fertile en trouvailles pratiques, actif, président énergique et capable bien qu'orateur médiocre, nature impulsive, sans passé ni physionomie politiques, Khroustalev convenait mieux que personne au rôle qu'il joua à la fin de 1905. Les masses ouvrières, dont l'état d'esprit était révolutionnaire et dont le sentiment de classe était nettement développé, manquaient cependant, dans leur majorité, de cette détermination que donne l'adhésion à un parti. Ce que nous avons dit plus haut du soviet même peut être appliqué à Khroustalev. Tous les socialistes de carrière appartenaient à des partis ; la candidature d'un homme de parti aurait suscité des difficultés au sein même du soviet dès le moment de sa formation. D'autre part, l'indétermination politique de Khroustalev facilitait au soviet ses relations avec les groupes étrangers au prolétariat, en particulier avec les organisations intellectuelles qui lui accordèrent une aide matérielle considérable. En confiant la présidence à un sans-parti, la social-démocratie comptait exercer un contrôle politique. Elle ne se trompait pas. Trois ou quatre semaines ne s'étaient pas écoulées que l'accroissement formidable de son influence et de ses forces se traduisait en particulier par l'adhésion publique de Khroustalev à la social-démocratie (fraction des mencheviks).*"

Avant d'en arriver à la situation qui nous permettre de lancer le mot d'ordre "*la retraite à 50 ans et des fusils, etc.*", il nous faut

parvenir à poser correctement la question du pouvoir de telle sorte que la majorité de la classe s'en saisisse...

Je mettrai en ligne demain quelques documents sur la révolution de 1905.

Politique.

1- Sarkozy - Strauss-Kahn "***blanc-bonnet et bonnet-blanc***".

Contacté par Le Post, le porte-parole adjoint de l'UMP, Dominique Paillé, ne cache pas sa satisfaction après avoir pris connaissance des propos de DSK sur Nicolas Sarkozy.

"*Même s'il a été un peu plus modéré qu'il devrait l'être, Dominique Strauss-Kahn a été lucide. Nicolas Sarkozy sait parler aux classes populaires et s'occupe de leurs problèmes. Sur le fond, DSK rend un vrai hommage à Nicolas Sarkozy. Je m'en réjouis*", confie au Post Dominique Paillé.

Et aussi dans le contexte de la pré-campagne présidentielle de 2012. Une élection qui pourrait mettre aux prises le favori des sondages au PS et l'actuel chef de l'Etat. Les propos attribués à DSK pourraient bien donner des arguments à ses détracteurs, notamment à l'extrême-gauche, comme à son potentiel rival pour 2012 : Nicolas Sarkozy.

Car, le Président, qui a évoqué sa candidature à la présidentielle mardi, a une stratégie claire, rodée le 16 novembre dernier, lors de son interview télévisée : montrer qu'entre lui et Dominique Strauss-Kahn, c'était blanc-bonnet et bonnet-blanc. Manière de "*droitiser*" Strauss-Kahn et de donner du grain à moudre à la gauche du PS, qui attaque le patron du FMI depuis plusieurs semaines sur le thème : DSK n'est pas de gauche. (Lepost.fr 01.12)

2- Quand ils se rencardaient discrètement auprès des représentants de l'impérialisme américain pour obtenir leur aval ou leur soutien.

La rencontre a lieu le 16 mai 2006 à l'ambassade américaine à Paris. Candidat aux primaires du parti socialiste en vue de l'élection présidentielle de 2007, Dominique Strauss-Kahn s'entretient avec l'ambassadeur Craig Stapleton. Et se confie sur sa course à la présidentielle.

Après l'avoir rencontrée en février 2006, l'ambassadeur qualifie Ségolène Royal de «politicienne déterminée, subtile et charismatique».

En novembre 2006, la diplomatie américaine précise qu'elle se comporte «comme un socialiste de type blairiste». (Lefigaro.fr 01.12)

Dans le titre je n'ai pas cru bon d'ajouter que ces rencontres avaient pour but de rassurer Washington sur leurs intentions : l'administration américaine savait depuis longtemps à quoi s'en tenir et n'avoir rien à craindre de ces représentants du capital.

3- La chasse à l'homme internationale est lancée.

Le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, fait désormais l'objet d'un avis de recherche international ("notice rouge") diffusé mardi soir par Interpol pour viol et agression sexuelle présumés.

Julian Assange rejette ces accusations et dénonce "*un cirque judiciaire*" lié à ses activités.

Sur son site, Interpol précise que toute personne disposant d'information sur Assange devra contacter la police. Les notices rouges autorisent la transmission à l'étranger de mandats d'arrêt émis par des autorités de police nationales.

Le fondateur de WikiLeaks a indiqué ce mois-ci qu'il pourrait demander l'asile politique en Suisse. L'Equateur s'est dit prêt à l'accueillir avant de revenir sur son offre, le président Rafael Correa ayant regretté que WikiLeaks ait enfreint la loi. (Reuters 01.12)

4- Aux armes !

Chaque année, près de 8000 armes à feu sont saisies par les services de police français ou volées. Environ 10 % de ce total sont des armes de guerre. Parmi celles-ci, la kalachnikov est particulièrement à la mode chez les trafiquants de drogue, comme l'a montré le règlement de comptes du 20 novembre à Marseille (un adolescent tué, un autre blessé). Vendus de 1500 à 2000 euros l'unité en France, ces fusils d'assaut sont en général rapportés en petites quantités des Balkans, cachés parmi le fret routier. (Lexpress.fr 01.12)

Social.

Plusieurs centaines de professeurs stagiaires ont défilé ce mercredi à Paris jusqu'au ministère de l'Education nationale pour réclamer une amélioration de leurs conditions d'exercice. Car pour la première fois cette année, réforme de la formation des enseignants oblige, les 16.000 nouveaux profs font cours à plein temps. Avec pour seules aides, un tuteur et quelques jours de formation par mois.

Une charge de travail jugée trop lourde par beaucoup, à l'instar de Marie, prof stagiaire d'histoire-géo dans un lycée de Seine-et-Marne. «*J'ai trois niveaux de classes et je m'occupe aussi de l'accompagnement personnalisé des élèves de seconde. Sans oublier mes trois journées de formation par mois. Du coup, je bosse 7 jours/7, car mes dimanches sont consacrés à la préparation des cours à la correction des copies.*»

Luc Chatel a parlé d'1% de profs stagiaires en difficulté. «*Cela dénote un profond mépris pour nous. Il faut qu'il vienne voir ce qui se passe sur le terrain*». De son coté, Marie a une autre analyse: «*Ces statistiques optimistes du ministère s'expliquent. Les profs stagiaires ne sont pas suicidaires, ils savent bien que s'ils se plaignent trop auprès des inspecteurs d'académie, ils risquent de ne pas être titularisés à la fin de l'année.*» (20minutes.fr 01.12)

Economie.

1- Lumpenprolétariat de la bourgeoisie. Les prédateurs de la finance veulent nous renvoyer au XIXe siècle !

Au total 4.589 milliards d'euros d'aides publiques ont été mises à disposition du secteur financier européen depuis octobre 2008 et le début de la crise bancaire, selon un état des lieux publié mercredi par la Commission européenne.

Ce chiffre correspond aux aides auxquelles la Commission, gardienne de la concurrence en Europe, a donné son feu vert.

Il recouvre non seulement des injections de liquidités ou des prêts préférentiels accordés à des banques à titre individuel, mais aussi des plans nationaux d'aide mis à disposition du secteur mais pas forcément activés, une bonne part de garanties intervenant seulement en cas de défaut... Les sommes effectivement dépensées sont donc inférieures.

Bruxelles précise que les aides utilisées ont atteint 957 milliards en 2008 et 1.107 milliard en 2009, dont 76% pour des garanties. Elle ne donne pas de chiffre pour 2010.

A titre de comparaison, les aides spéciales autorisées dans le contexte de la crise à d'autres secteurs plombés par le resserrement des conditions du crédit atteignent 82,5 milliards d'euros depuis décembre 2008, et les aides publiques "*traditionnelles*" (pour la recherche, l'emploi, les industries vertes...) pour la seule année 2009 ont représenté 73,2 milliards d'euros.

"*La crise financière a poussé les Etats membres à octroyer des montants considérables afin de préserver la stabilité financière*", a commenté le commissaire à la Concurrence, Joaquin Almunia. (20minutes.fr 01.12)

2- France. Smicards vous êtes des "***privilégiés***"

«*Sur un plan strictement économique, je ne pense pas qu'un [coup de pouce au Smic] soit le plus efficace pour relancer l'économie*». La ministre de l'Economie Lagarde a écarté mardi en conférence de presse toute augmentation du Smic au-delà de l'inflation au 1er janvier prochain.

«*Les dispositifs de type Prime pour l'emploi (PPE) et Revenu de solidarité active (RSA) sont beaucoup plus efficaces pour aider les Français les moins privilégiés*», a estimé la ministre

Après cinq années sans coup de pouce au Smic, le discours est difficile à entendre, surtout pour les personnes rémunérées au salaire minimum. (20minutes.fr 01.12)

3- Espagne.

L'Espagne, dont les coûts d'emprunt ont flambé sur les marchés, cherche à convaincre les investisseurs qu'elle n'aura pas besoin, à terme, de recourir à une aide internationale.

L'Espagne a annoncé mercredi de nouvelles mesures visant à réduire son déficit, dont la privatisation partielle de la loterie nationale et de la société des aéroports, et l'arrêt d'une mesure spéciale d'aide aux chômeurs de longue durée.

Le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a annoncé la fin de l'indemnisation de 426 euros par mois décidée il y a un an à peine pour les chômeurs de longue durée dont les droits ont expiré - qui concernait 70.000 personnes - et des mesures en faveur des petites et moyennes entreprises.

Il a en outre expliqué que l'Etat allait céder 30% de la loterie nationale au secteur privé et autoriserait des investisseurs privés à monter jusqu'à 49% au capital des aéroports et services aéroportuaires du pays.

"*Nous saluons les nouvelles mesures concrètes annoncées par le gouvernement espagnol (...) Elles confirment la détermination à mettre en oeuvre le programme de réforme*", a réagi le porte-parole de la Commission européenne, Amadeu Altafaj. (Reuters 01.12)

4- Irlande.

Les établissements de crédit irlandais doivent revoir leur politique de rémunération et lier les bonus à une gestion raisonnable des risques, sans quoi elles s'exposent à des amendes et leurs dirigeants à des sanctions, a prévenu mercredi la banque centrale.

La culture des bonus et celle des jetons de présence dans les conseils d'administration ont participé à la création d'une bulle immobilière dont l'éclatement a mis le secteur bancaire irlandais à terre. (Reuters 01.12)

Haut de page

Le 3 décembre

J'ai rajouté une table des matières au *1905* de L. Trotsky qui vous permettra d'atteindre directement le passage qui vous intéresse en cliquant sur un lien. Bonne lecture et réflexion. Attention si vous lisez l'article de Lénine, ne perdez pas de vue qu'il n'était pas sur place et qu'il n'existait pas à cette époque les moyens de communications sophistiqués qui existent aujourd'hui. Je n'ai pas encore eu le temps de le lire pour tout vous dire.

J'ai rectifié les dates de parution des deux derniers articles mis en ligne dans la *Tribune libre*, avec mes excuses. Je n'ai plus le temps de poursuivre la causerie d'hier.

Bon week-end à tous.

J'ai reçu le courriel suivant auquel j'ai trouvé préférable de répondre immédiatement, il provient d'un militant ou cadre du POI.

Bonjour,

Je vois que vous citez la déclaration de l'intersyndicale jaune CFDT, CGT, etc.

Vous citez notamment ceci : "*l'Union européenne doit […] donner les moyens à des services publics de qualité de jouer tout leur rôle*". Mais, si j'en crois Informations ouvrières, ces dirigeants "*unitaires*" ont écrit : « *Il faut donner les moyens à des services de qualité de jouer tout leur rôle.* »

Des « *services* » et non pas des services « *publics* » !

Vous avez été trop généreux avec ces crapules qui disent clairement qu'elles refusent de défendre les services publics sans cesse menacés et entérinent les privatisations déjà intervenues.

Salutations ouvrières.

Ma réponse.

Bonjour,

Une erreur est effectivement toujours possible, mais tel n'est pas le cas ici comme nous allons le vérifier.

J'ai simplement fait un copier/coller de l'article de l'Associated Press du 29 novembre (dans cette page). Pour en avoir le coeur net, je viens de vérifier sur le site Internet national de la CGT, je recopie ici ce communiqué dans son intégralité :

(http://www.cgt.fr/spip.php?article37928&debut_premier_article=)

Journée européenne du 15 décembre

CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA interpellent les décideurs politiques et économiques

lundi 29 novembre 2010

A l'occasion de la réunion de l'intersyndicale du 29 novembre, les cinq organisations ont rédigé cette interpellation afin de préparer la mobilisation européenne du 15 décembre.

Dans le cadre de la journée de mobilisation de la CES "Non à l'austérité, priorité à l'emploi et à la croissance en Europe", les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA ont décidé d'interpeler le 15 décembre 2010, les décideurs politiques et économiques français, à la veille du sommet de l'Union européenne.

Les politiques d'austérité décidées en France et dans la plupart des pays européens sont inacceptables. Elles mettent à mal la cohésion sociale, frappent les plus fragiles, risquent d'entraîner une nouvelle baisse de l'activité économique, un accroissement du chômage et de rendre impossible la réduction des déficits.

Au contraire, il faut une relance économique tournée vers la satisfaction des besoins sociaux et respectant les impératifs écologiques. Cela nécessite une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, des investissements publics et privés, un renforcement des régulations de la finance et de l'économie. La nécessaire réduction des déficits doit être le fruit d'une autre politique économique et sociale. L'Union européenne doit rapidement consolider les moyens de solidarité vis-à-vis des pays de la zone Euro dont les dettes publiques font l'objet de spéculations financières.

Il faut combattre le dumping social en renforçant le socle social européen, en particulier avec la mise en place d'un salaire minimum dans chacun des Etats membres. L'Union européenne doit garantir les droits sociaux fondamentaux face aux règles du marché et de la concurrence. Il faut donner les moyens à des services publics (caractère gras du site) de qualité de jouer tout leur rôle. L'harmonisation de la fiscalité des entreprises est une nécessité urgente.

La création d'emplois de qualité, la réduction du chômage et en particulier pour les jeunes, la pérennité des systèmes de protection sociale, sont dépendants à la fois des décisions nationales et des réponses européennes.

Face à ces enjeux, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA interpelleront les décideurs politiques et économiques par des initiatives unitaires sur tout le territoire le 15 décembre 2010.

Le 29 novembre 2010.

Je viens de vérifier à la page 3 du n°126, d'*Informations ouvrières* il semblerait qu'ils aient "*oublié*" le mot "*publics*"... en plein milieu d'une phrase !

Ce paragraphe complet (intersyndicale) comportait 70 mots et 368 caractères sans les espaces, celui d'IO 69 mots et 361 caractères, il manquait bien les 7 caractères du mot "". C'est fou ce qu'on peut faire désormais grâce au progrès !

Il manque dans IO le passage suivant signalé par des parenthèses à la suite du premier paragraphe :

"*Les politiques d'austérité décidées en France et dans la plupart des pays européens sont inacceptables. Elles mettent à mal la cohésion sociale, frappent les plus fragiles, risquent d'entraîner une nouvelle baisse de l'activité économique, un accroissement du chômage et de rendre impossible la réduction des déficits.*"

A la suite de ce paragraphe et au début du suivant il manque "*Au contraire,* ".

Dans le dernier paragraphe, IO a remplacé la coordination "*et*" par une virgule entre Solidaires et UNSA. Fin de lecture.

Ne soyons pas médisant, surtout que le POI vient de vanter la liberté de la presse en Algérie (IO n°126 page 9).

Après m'être penché sur la question sur Internet, c'est pas triste effectivement, je vais encore les allumer, c'est de leur faute, on n'écrit pas impunément : "*La presse algérienne a largement rendu compte de la VIIIe Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation (CMO). Preuve d'une liberté d'expression et d'un pluralisme à l'exact opposé de nos « médias » nationaux*", et pour cause elle n'avait rien à craindre de rendre compte de cette conférence, puisque le régime avait estimé avant les médias que

la tenue de cette conférence sur le sol algérien ne posait pas de problèmes, en quelque sorte les médias avaient reçu l'autorisation de Bouteflika pour couvrir cet évènement d'une portée sans doute considérable...

Excusez-moi, mais les dirigeants du POI (CCI) prennent vraiment les militants pour des cons et de plus en plus ouvertement, c'est grave, ça doit être dans l'air du temps ! J'en suis profondément et sincèrement désolé évidemment. Si maintenant il faut lire Informations ouvrières en se demandant si on n'est pas manipulé à chaque numéro et s'il faut vérifier l'authenticité de chaque citation ou communiqué, où l'on va !

Pour ceux qui ne le sauraient pas le POI combat pour le socialisme, la République et la démocratie, mais apparemment il n'accorde pas vraiment la même importance à ces mots, par curiosité je l'ai vérifié, une fois ouvert *Informations ouvrière* (n°126) avec Adobe Acrobat (version 8 professionnelle), j'ai tapé le mot "*socialisme*" pour voir combien de fois ils l'avaient employé, résultat : 1 fois à page 12, n'en jetez plus la cour est pleine ! Toujours par souci d'impartialité, j'ai tapé le mot "*socialiste*", résultat : pas une seule fois ! Le mot "*République*" y figure 1 fois et le mot "*démocratie*" 9 fois, dans ce comptage pour être tout à fait objectif, j'ai exclu les citations et nom de partis. Et le mot "*révolution*" ? En dehors de la Révolution française, ce mot demeure toujours tabou ! Heureusement qu'il y a Cantona, Besancenot pour nous rappeler qu'il existe : un cauchemar !

Fraternellement.

Tardieu J-C

PS : pendant qu'on y est, un bref aperçu de la "*liberté d'expression*" en Algérie :

1- "*En Algérie, le directeur de publication du quotidien El Watan, Omar Belhouchet, a reçu, à lui seul cette année 15 convocations devant les juges», peut-on lire dans le communiqué de RSF*" (son rapport annuel 2009).(http://ffs1963.unblog.fr/2010/01/02/liberte-de-la-presse-lalgerie-a-la-141eme-place/)

2- "*L'Algérie a gagné huit places (en 2010) car, indique RSF,* « le nombre de procès contre les journalistes a sensiblement diminué. La multiplication des procès entre 2008 et 2009 avait fait perdre 20 places à l'Algérie ».". Et ce journaliste de préciser : "*Il (le rapport de RSF) traduit assez correctement l'autoritarisme « mou » qui règne au Maghreb, où la multiplication de titres n'est pas un signe que le pluralisme est devenu la norme.*". (Le Quotidien d'Oran - 20 Octobre 2010) (http://mail.e-joussour.net/webmail) Vous aurez noté que cet article contredit l'affirmation du POI.

3- "*Selon le CPJ (Comité pour la protection des journalistes), la fréquence des violations a commencé à s'accroître en février 2006, après que le gouvernement de Bouteflika eut émis un décret draconien qui restreint la libre expression et impose des limites très étroites à la discussion sur la guerre civile des années 1990 en Algérie. Sont interdites par exemple les enquêtes sur le meurtre de dizaines de journalistes et la disparition d'au moins deux autres.*

Ce décret pousse à davantage d'autocensure dans les médias algériens; il sert de nouvelle prescription de harcèlement et d'incarcération des journalistes critiques, et il élargit le fossé entre les politiques algériennes et les normes internationales en matière de libre expression », dit CPJ. " (http://info.ifex.org) L'Échange international de la liberté d'expression (IFEX) est un réseau mondial de 88 organisations qui oeuvrent à défendre et à promouvoir le droit à la libre expression.

Je pense que cela suffira pour nos lecteurs.

- Pour télécharger ce courriel et ma réponse au format pdf. (03.12)

Un autre sujet de causerie ce matin (pour ne pas faire de jaloux !).

Besancenot dans une interview à *Libération* à propos de l'appel de Cantona à vider les banques le 7 décembre :

"*L'idée de s'attaquer tous ensemble aux marchés financiers est évidemment quelque chose de séduisant. Ce désir de révolution me plaît. Les banques sont les grandes gagnantes de la crise systémique qu'elles ont provoquée : elles sont renflouées sur le dos des budgets publics, donc des contribuables. Le ver reste dans le fruit : les banques restent truffées de créances douteuses. Mais la réalité, c'est que beaucoup de ceux qui rêveraient de le faire n'ont plus forcément de l'argent sur leur compte en banque. Et puis, les capitalistes ont déjà anticipé le truc puisqu'ils font crédit à tour de bras avec de l'argent qu'ils n'ont pas : on l'a bien vu avec la bulle des subprimes.*" (Libération.fr 01.12)

Il dit que "*les banques sont les grandes gagnantes de la crise systémique qu'elles ont provoquée*", alors qu'en réalité les banques n'ont fait que tenter de repousser dans le temps l'explosion du système économiques qui repose sur des contradictions insoutenables à terme. Le recours du capitalisme au crédit dans des quantités gigantesques a permis d'accélérer son développement, pour être plus précis on devrait peut-être dire réaliser son développement à marche forcée en avançant à

l'aveuglette, jusqu'au moment où les forces qu'il a contribué à créer entre violemment en contradiction avec ses fondements, jusqu'à le mettre en péril et poser la question de sa disparition.

Les banques ne sont qu'un maillon du système économique capitaliste toujours tributaire des rapports de production, la propriété privée des moyens de production qui permettent de dégager la plus-value qu'empoche le capitaliste. A ce jour, depuis que le capitalisme existe, il n'est apparu dans le monde aucune autre source de profit pour les capitalistes, que l'extraction ou le vol de la plus-value produite par la force de travail des ouvriers.

Les lignes de crédit accordées aux banques par l'Etat via la banque centrale par le biais de la planche à billet à défaut de réserves suffisantes et d'emprunts auprès des marchés, correspondent à quelque chose de palpable et de bien matériel, elles devront toujours un jour ou l'autre (à terme) correspondre à de la plus-value issue du procès de production dont une part revient aux producteurs qui sont les clients des banques.

Ces sommes colossales mises à la disposition des banques par l'Etat ou avec son accord n'apparaissent nulle part dans la comptabilité des Etats et des banques contrairement aux entreprises industrielles par exemple qui déclarent leurs dettes, ou alors elles sont évoquées à la marge comme un phénomène normal, légal, légitime, pour ainsi dire naturel et qui ne prête pas à discussion, encore moins à remise en cause.

Une banque qui dispose de 10 milliard d'euros d'actifs (de biens matériels ou fonds propres) va pouvoir prêter au total 100 milliards d'euros à ses clients par exemple, sans que les 90 milliards dont elle ne dispose pas apparaissent à son bilan comme une dette qu'elle aurait à rembourser à la banque centrale, puisque en principe cet argent ne lui est pas destiné, il est destiné à ses clients, elle va prêter de l'argent qui correspond à une valeur qui ne se réalisera que dans le temps, à condition que les clients auxquels elle a prêté de l'argent soient en mesure de rembourser les prêts qu'elle leur a accordés. Ces 90 milliards n'appartiennent ni à la banque ni à la banque centrale, ils sont une hypothèque sur la plus-value à venir produite par les travailleurs uniquement, si on cherchait d'où sort cet argent, on en trouverait trace nulle part, c'est une pure création monétaire, qui au moment où elle voit le jour ne correspond à rien.

La banque vous prête 200.000 euros sur sa ligne de crédit pour acheter une maison, cet argent va dans la poche du promoteur qui a construit cette maison. En échange, vous vous êtes engagés à rembourser ce prêt avec intérêts à votre banque sur 20 ans. Si à un moment donné vous ne pouvez plus rembourser votre crédit, la banque peut saisir votre maison et la mettre en vente pour se payer, mais si maintenant des centaines ou des millions de personnes se retrouvent dans votre cas, le prix des maisons va s'effondrer sur le marché et la banque ne pourra pas recouvrer la totalité de la somme qu'elle vous a prêtée, elle va se retrouver elle-même en difficulté face à ses créanciers, qui affolés, vont tous se présenter au guichet pour réclamer à leur tour leur argent...

Quand on dit que les banques se sont endettées de manière colossale, ce n'est pas exact, c'est en réalité le système capitaliste qui est endetté pour permettre aux capitalismes les plus développés d'accroître encore leur puissance ou de conserver leur position dominante dans le monde, les banques centrales des Etats ne jouant qu'un vulgaire rôle d'intermédiaires au service des banquiers.

Le banquier qui vous a prêté 200.000 euros pour acquérir une maison, en versant cette somme au promoteur, votre banquier n'a fait que permettre à un capitaliste de réaliser sa plus-value sur les ouvriers qui ont construit votre maison, qui ont extrait les matières premières entrant dans la composition des matériaux qui ont été nécessaires à sa construction, etc. le cycle de la production et de la reproduction du capital ne s'achevant qu'une fois que le capitaliste à retrouver son capital de départ plus le profit qu'il a soutiré aux travailleurs qu'ils exploitent. Si le banquier ne vous prête pas cet argent, le promoteur restera avec sa maison sur les bras, il ne pourra pas réaliser sa plus-value, il cessera de construire des maisons et fera faillite, et comme lui-même avait contracté un crédit auprès de sa banque pour construire cette maison et qu'il n'est pas en mesure de le rembourser, sa faillite va se reporter sur sa banque et ainsi de suite, on comprend facilement que le développement du crédit et la solvabilité de ceux qui les contractent sont fondamentaux pour le fonctionnement (l'équilibre précaire) de l'ensemble du système capitaliste.

La crise actuelle s'articule autour de trois axes principalement :

1- La spéculation sur les marchés internationaux qui engloutissent la plus-value produite et à venir, y compris la part réservée aux clients des banques lorsque des dizaines de millions de travailleurs sont voués au chômage,

2- L'insolvabilité des clients des banques qui ne peuvent plus rembourser leurs crédits,

3- L'impossibilité des banques de rendre à terme l'argent qu'elles ont empruntés à des créanciers sur les marchés ou à leur régler à terme les intérêts qu'elles doivent leur verser, argent que ne couvrent pas leurs actifs puisque ses fonds propres représentent moins de 10% de l'argent qu'elles ont emprunté, d'où le recours à l'Etat pour boucher ce trou abyssal et empêcher sa mise en faillite qui se reporte sur l'Etat qui se retrouve de ce fait en situation de banqueroute.

Le tout sur fond de surproduction ou surcapacité de l'appareil de production à l'échelle mondiale, de guerre économique et

de concurrence acharnées entre capitalistes, de recherche de placements toujours plus lucratifs pour les centaines de milliards qu'ils ont accumulés, de détournement de sommes colossales (destruction massive de forces productives) au profit du complexe militaro-industriel...

A entendre Besancenot, on pourrait croire que lorsque les capitalistes "*font crédit à tour de bras avec de l'argent qu'ils n'ont pas*" avant de faire référence à la crise des subprimes aux Etats-Unis, on serait face à un phénomène récent, alors qu'en réalité il existe depuis le début du capitalisme, rappelons que la première ou l'une des premières crises eut lieu en Grande-Bretagne dans le premier quart du XVIIIe siècle, si je ne me trompe pas. (A suivre)

Politique.

1- France.

1.1- Ils le lâchent.

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy tombe à 24% de bonnes opinions en décembre selon un sondage TNS-Sofres pour le Figaro-magazine, son score le plus bas dans ce baromètre depuis son élection en 2007.

Son Premier ministre François Fillon, reconduit le mois dernier, perd aussi trois points à 35% de bonnes opinions.

Trois semaines après le remaniement du gouvernement, le chef de l'Etat est très fortement impopulaire dans toutes les catégories, même dans celles qui sont plus proches de la droite, comme les classes sociales aisées (66% de mauvaises opinions) ou les plus de 65 ans (57% de mauvaises opinions). (Reuters 02.12)

1.2- En famille, suite.

Laurent Wauquiez, nouveau ministre des Affaires européennes, est tombé sous le charme de Daniel Cohn-Bendit lors de son premier séjour au Parlement européen. "*Plus sage qu'il en a l'air, un trublion qui a pris de la hauteur de vue, avec de vraies convictions européennes*" (Lexpress.fr 02.12)

1.3- Calomniateur et menteur. Le capitalisme est aux abois !

«*C'est un très bel avant-centre. Il n'a pas fait la Coupe du monde (1998), il n'a pas été sélectionné par Aimé Jacquet. Il y a sûrement des raisons à cela.*» La pique vient de François Baroin, le ministre du budget et s'adresse à l'ancien footballeur Eric Cantona. (20minutes.fr 02.12)

Baudoin Prot, le directeur général de BNP Paribas, a souligné jeudi que les 400.000 salariés du secteur en France «*méritent davantage de reconnaissance que cet appel*», rappelant que «*les banques françaises sont au service de toutes les clientèles*».

En outre, a-t-il dit, «*les banques françaises n'ont aucunement contribué aux origines de la crise*» et les aides de l'Etat de l'époque n'ont rien «*coûté aux contribuables*». (Libération.fr 02.12)

1.4- Gesticulation.

La Commission européenne a proposé le 12 mai dernier de contrôler a priori les budgets nationaux des 27 pays de l'Union européenne pour renforcer la coordination économique.

Cette procédure consiste pour le Conseil européen à donner un avis sur les grandes lignes des orientations budgétaires de chaque pays avant les discussions parlementaires nationales.

Seuls les "*eurosceptiques*" du groupe de la gauche démocrate et républicaine (GDR), communistes et apparentés et membres du Parti de gauche, ont cosigné une proposition de loi dénonçant ce qu'ils considèrent comme une atteinte à la souveraineté.

Le texte dans son article unique dispose "*qu'en matière budgétaire cependant, le Parlement reste souverain. Les institutions européennes ne pourront se prononcer qu'après la délibération des assemblées parlementaires*".

"*En prenant prétexte de la crise économique et financière, la modification à l'oeuvre vise clairement à une mise sous tutelle budgétaire des Etats membres puisqu'il s'agit de passer d'orientations générales pour l'ensemble des pays de l'Union à un contrôle pays par pays*", a affirmé Martine Billard (PdG).

Cette dernière a accusé le gouvernement et sa majorité "*de faire aujourd'hui des parlements nationaux des chambres d'enregistrement budgétaire des choix européens guidés par l'omniprésence des politiques libérales*".

Pour le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique Georges Tron, la procédure européenne "*ne change en rien le fait que le parlement reste souverain pour le vote des textes financiers, projet de loi de finances et projet de loi de financement de la Sécurité sociale*".

"*La coordination des politiques économiques dans l'UE et la discipline budgétaire sont aujourd'hui indispensables dans une union monétaire*", a-t-il dit en demandant le rejet du texte. (Reuters 02.12)

Au passage, le PCF et le PG par leur présence au sein de cette assemblée à la botte du capital, de l'UE et du gouvernement, légitiment les institutions de la Ve République au lieu de les combattre dans la perspective de les renverser. Parole, parole, parole...

1.5- Après la droite et la gauche qui penche du même côté, le courant de "***gauche***" du PS, les gaullistes de "***gauche***", les radicaux de "***gauche***", voici venu le temps des socialistes de "***droite***" !

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé ce jeudi la "*dérive autoritaire*" du directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn après sa proposition d'une "*autorité budgétaire indépendante*" au niveau européen qui, selon l'eurodéputé, servirait à "*établir les budgets des Etats nations*".

"*Après avoir fait d'émouvantes déclarations sur son appartenance à la gauche sur France Inter et même quasiment expliqué que le FMI était membre de l'Internationale socialiste*", Dominique Strauss-Kahn "*qui serre le kiki à toute l'Europe*", a proposé mi-novembre à Francfort que soit constituée une "*autorité budgétaire indépendante*", a fait valoir le président du Parti de gauche. <

Mais "*de quel droit un comité théodule se chargerait de dire aux Français ce qu'ils doivent faire*", a demandé l'eurodéputé lors d'une conférence de presse.

Pour Jean-Luc Mélenchon qui y voit une "*dérive autoritaire*", cela voudrait dire qu'il n'y a "*plus de parlement, plus de gouvernement, tout ça ne sert plus à rien, il n'y a plus que les technocrates du FMI*".

De plus, "*ils comptent modifier le Traité de Lisbonne en cachette*" pour ce faire, a ajouté l'ex-sénateur PS qui s'est également prononcé pour une dévaluation de l'euro.

Par ailleurs interrogé sur les primaires du PS pour 2012, Jean-Luc Mélenchon a déclaré: "*tous les vaincus de cette élection qui seraient un peu à gauche ont une candidature naturelle à l'élection présidentielle, celle du Front de gauche, puisque de toute façon c'est un socialiste de droite qui va gagner cette primaire*" quel qu'il soit.

A l'émission *Le Fou du roi* sur France Inter, Mélenchon avait à nouveau attaqué DSK sur les retraites: "*Comment ça se fait qu'on est assez stupide pour dire qu'en augmentant le nombre d'années où il faut rester au travail, on va vivre jusqu'à 100 ans comme l'a dit cet imbécile de Dominique Strauss-Kahn?*" (Lexpress.fr 02.12)

Mélenchon, très attaqué notamment par les médias et le PS, nous est sympathique pour sa violente diatribe contre le capitalisme et ses représentants, sur ce plan il a notre soutien, il nous l'est moins par la politique de collaboration de classes qu'il préconise et que nous combattons.

2- Suède. Justice d'exception... pour la bonne cause !

Julian Assange n'a pas été autorisé par la justice suédoise à faire appel du mandat d'arrêt lancé contre lui et relayé par un avis de recherche international d'Interpol.

«*La Cour suprême n'a pas délivré d'autorisation de faire appel. Par conséquent, le jugement de la cour d'appel reste valable*», a indiqué ce jeudi Kerstin Norman, de la Cour suprême suédoise. (20minutes.fr 02.12)

Economie.

Un tour de passe-passe de l'Union européenne

Les agences de notation seront supervisées plus étroitement à l'avenir dans l'Union européenne et pourront être condamnées à de lourdes amendes, selon un accord trouvé mercredi soir entre eurodéputés, Commission européenne et Etats membres.

Si elle ne sera pas en mesure d'infirmer une note accordée par une agence, l'Esma pourra également remettre en cause la méthode utilisée par les analystes.

Mais, mais, mais...

A la demande des Vingt-Sept, la Commission et le Parlement européen ont en revanche accepté de renoncer à un article sur l'échange d'informations détenues par les agences, suite notamment à la décision américaine de remettre à plus tard une mesure similaire.

Joint par Reuters, le rapporteur du texte, l'eurodéputé français Jean-Paul Gauzès, s'est félicité du compromis trouvé.

"*Le texte est clair sur l'aspect européen de la supervision et il confère à l'Esma un caractère opérationnel*", a-t-il dit. (Reuters 02.12)

Vous avez bien lu, il est dit "*l'Esma pourra également remettre en cause la méthode utilisée par les analystes*", mais comme les agences de notation pourront refuser de transmettre les informations en leur possession qui leur auront permis de procéder à leurs analyses, l'Esma ne pourra contester rien du tout en réalité ! Pas très subtile, mais il fallait y penser.

Social.

Espagne.

Le nombre de chômeurs a augmenté pour le quatrième mois consécutif en novembre en Espagne pour atteindre 4,1 millions.

Le taux de chômage en Espagne demeure le plus élevé de l'Union européenne. Il était de 19,8% au troisième trimestre selon l'institut national des statistiques. (Reuters 02.12)

Haut de page

Le 4 décembre

On ne prend même plus le temps de se détendre un peu depuis quelque temps, on se défonce au boulot 7j/7 pour avancer, mais comme c'est dur, pas de bosser mais d'aller de l'avant, je parle du mouvement ouvrier.

Si vous avez lu dans le petit article de Lénine sur le soviet de Pétersbourg en 1905 la note sur le parti socialiste-révolutionnaire, vous aurez retenu qu'en plus des mencheviks et des bolcheviks et d'autres partis non cités ici, il devait bien exister une dizaine de partis ouvriers ou paysans en 1917 à la veille de la révolution, ce qui n'a pas empêché la classe ouvrière de se reconnaître massivement, majoritairement dans le parti bolchevik (au sein des soviets et comme parti) et de vaincre, donc on ne peut pas considérer l'existence de plusieurs partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme comme un obstacle insurmontable à la révolution prolétarienne, c'est un mauvais prétexte.

En 1905 et 1917 la guerre était propice à la révolution, en 2010 c'est la gigantesque et profonde crise du capitalisme mondial dominé par l'industrie financière qui est le maillon faible de notre ennemi et qui devrait nous permettre de l'abattre pour peu qu'on s'inspire des enseignements des révolutions russes, au lieu de s'en écarter pour se lancer dans un aventurisme qui ne mènera qu'à une impasse et de nouvelles et dramatiques défaites.

J'ai extrait quatre passages intéressants de l'article de Lénine que j'ai lu hier soir.

1- "*Quels buts poursuivait la grève ? Economiques et politiques, tout ensemble. Les buts économiques concernaient tout le prolétariat, tous les ouvriers et en partie même tous les travailleurs, et pas seulement les ouvriers salariés. Les buts politiques concernaient tout le peuple, plutôt tous les peuples de la Russie. Les buts politiques consistaient à libérer tous les peuples de Russie du joug de l'autocratie, du servage, de l'arbitraire et des abus de la police.*"

Ceux qui veulent à tout prix séparer lutte économique et politique feraient bien de revoir leur copie, à moins qu'ils ne soient niléninistes ni trotskistes d'ailleurs, car on a là les prémices de l'application de la théorie de la révolution permanente.

2- "*Je me trompe peut-être, mais (sur la foi de renseignements incomplets dont je dispose, renseignements « par écrit » seulement) il me semble que sous le rapport politique le Soviet des députés ouvriers doit être envisagé comme un embryon du*

gouvernement révolutionnaire provisoire. Je pense que le Soviet doit se proclamer au plus tôt gouvernement révolutionnaire provisoire de l'ensemble de la Russie ou bien (ce qui revient au même, mais sous une forme différente), il doit créer un gouvernement révolutionnaire provisoire."

Dans *1905* de Trotsky, on pouvait lire que le soviet (conseil) de Pétersbourg (alors la capitale de la Russie) s'était constitué à l'initiative d'ouvriers entrés en lutte dans une trentaine ou une quarantaine d'entreprises, qu'ensuite il a attiré à lui des délégués d'autres entreprises, etc. jusqu'à devenir l'embryon d'un gouvernement prolétarien comme ils l'appelaient eux-mêmes. Rien d'extraordinaire là-dedans, aucun mystère non plus, alors pourquoi continuer de se répandre en interrogations sur la voie à suivre ou la forme de gouvernement que les travailleurs devront se donner pour vaincre le capital, on ne comprend pas ceux qui tiennent aujourd'hui ce langage.

En réalité le problème est ailleurs. En 1905 en Russie, les syndicats ne devaient pas être aussi pourris par le réformisme qu'ils le sont de nos jours en France (et partout ailleurs), on pourrait ajouter que la classe ouvrière russe était moins subordonnée au capitalisme que les masses en France en 2010. On en arrive toujours à la même question que personne ne veut aborder sérieusement.

On veut faire du syndicalisme de classe sans renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat avant que le syndicalisme n'abandonne le combat pour l'émancipation du capital ou ne s'oriente dans cette direction, que je situerais volontiers, paradoxalement et en apparence seulement en 1906. En Russie en 1905, cela ne posait aucun problème aux syndicats de lutter au côté des partis ouvriers sur des revendications politiques tels que le combat pour une Constitution ou pour une République démocratique, position inimaginable en 2010 en France... au nom de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis : un syndicat ne doit pas s'occuper de politique ont décrété les dirigeants pourris des syndicats et ceux qui les soutiennent tout en prétendant les combattre.

A partir du moment où une revendication économique ou sociale est vécue comme une question de vie ou de mort par l'ensemble de la classe ouvrière ou qu'elle en fait une priorité absolue, et que la nature du pouvoir en place s'oppose à sa satisfaction, la question de le renverser se trouve poser, ainsi que celle des institutions politiques qu'il faudrait mettre en place pour pouvoir satisfaire cette revendication. De nos jours et depuis belle lurette, ce n'est pas ce genre de revendications qui manquent, chômage, précarité, pauvreté, notamment.

Cette question se pose et sera appréciée par les travailleurs avec plus ou moins d'acuité, selon que l'on se situe dans une période de flux ou de reflux de la lutte des classes, dans une période qui précède une crise, pendant ou après la sortie d'une crise (ou une guerre), le développement de la situation dans un sens ou un autre dépendra en grande partie du degré de préparation de la classe sur le plan organisationnel et politique pour affronter le régime et avancer vers le socialisme. Il faut se souvenir que Lénine expliquait qu'il n'existait pas de circonstances particulières pour poser la question de l'Etat ou du pouvoir, qu'elle devait toujours figurer dans l'agitation et la propagande du parti en adaptant bien sûr les mots d'ordre à chaque situation... Cela participe à l'éducation politique des masses, à leur préparation théorique au combat politique, à leur mise en condition indispensable pour rompre et affronter l'ordre établi dans les meilleures conditions possibles le moment venu, martelait-il contre ceux (les démocrates révolutionnaires qu'il distinguait des véritables révolutionnaires marchant sur la voie conduisant au socialisme) qui expliquaient qu'on aurait bien le temps d'y venir un jour, autrement dit jamais ou quand il serait trop tard...

S'il se trouve maintenant que les travailleurs n'ont pas été préparés à situer leur combat sur le terrain politique, qu'on les a enfermés constamment dans le carcan du régime avec des mots d'ordre démocratiques ou légalistes qui inspirent le respect au petit-bourgeois, il ne faut pas s'étonner ensuite que le jour où l'heure du combat politique a sonné contre le gouvernement et les institutions, la classe soit incapable de se situer et de s'organiser sur un plan politique ou qu'elle soit incapable de se saisir des mots d'ordre politique révolutionnaires que l'avant-garde lui propose, c'est ce qui est ressorti nettement de la bataille sur les retraites où les masses n'ont pas été en mesure de trouver la voie de leur propre organisation, ni la classe ouvrière à la pointe de ce combat, qui par conséquence et pour cette raison n'a pas été capable d'entraîner les masses dans ce combat.

C'est cette culture de classe, ces enseignements de la lutte des classes du passé que n'ont pas acquis malheureusement les militants syndicalistes et/ou politiques, ce qui explique qu'il ne leur reste plus qu'à se tourner vers les appareils en guise de salut ou à se comporter en gauchistes, on connaît la suite. Maintenant on peut continuer de se détourner de ces enseignements ou les nier, d'agir en fait comme si on pouvait se passer de théorie pour mener notre combat, dans ce cas-là il ne faut pas s'étonner d'aboutir toujours au même résultat et de ne jamais avancer d'un millimètre.

L'air de rien, on vient de décrire ce qui est à l'origine de l'impuissance du combat contre les appareils en refusant au syndicalisme de s'approprier des mots d'ordre politique.

Le soviet de Pétersbourg en 1905 avait réussi à rassembler une grande partie de la classe ouvrière, des étudiants et des intellectuels, des paysans et des soldats, des pans entiers de la petite-bourgeoisie, les syndicats et les partis ouvriers, non pas sur des revendications économiques qui ne concernaient pas l'ensemble des classes ou des couches qui viennent d'être citées, mais sur des revendications politiques qui les unissaient contre le régime despotique du tsar dit des Cent Noirs.

Voilà qui devrait allimenter la discussion et la réflexion de chaque militant, cadre ou dirigeant du mouvement ouvrier.

3- "*Or le gouvernement projeté ne sera pas autre chose que l'organe de cette insurrection qui grandit et mûrit déjà. Il était impossible de procéder pratiquement à la formation du gouvernement révolutionnaire tant que l'insurrection n'avait pas pris une ampleur évidente pour tout le monde, perceptible pour ainsi dire par tous. Et maintenant justement il est nécessaire de souder politiquement cette insurrection, de l'organiser, de le doter d'un programme clair, de faire en sorte que les détachements déjà nombreux et sans cesse croissants de l'armée révolutionnaire deviennent l'appui et l'instrument de ce gouvernement nouveau, réellement libre et réellement populaire. La lutte est inéluctable, l'insurrection est certaine, la bataille décisive est imminente. L'heure est venue de lancer un défi direct, d'opposer au tsarisme pourrissant le pouvoir organisé du prolétariat, d'adresser à l'ensemble du peuple un manifeste au nom du gouvernement révolutionnaire provisoire institué par les ouvriers d'avant-garde.*"

En dehors des Cent Noirs, de la noblesse et ses valets au sens propre et figuré, toute la population se dressait contre Nicolas II, y compris la bourgeoisie que méprisait le tsar, cependant celle-ci n'avait pas sa place au sein des soviets contrairement à ce qui se passe dans le cas d'une Assemblée constituante qui est une institution conçue sur le modèle d'un parlement bourgeois, où toutes les classes ont le droit d'être représentés et de s'exprimer, à l'opposé, le soviet était le parlement de la classe ouvrière et de tous ceux qui assimilaient leur combat à celui du prolétariat ou acceptaient de marcher sous sa direction.

Le succès, le développement foudroyant et la puissance du soviet de Pétersbourg s'explique par le fait qu'il s'est constitué au départ sur une base économique et réduite, pour se situer très rapidement sur un plan plus général et politique, ce qui permis d'en élargir rapidement la base pour gagner l'ensemble des opposants au tsar.

A nous de voir quels mots d'ordre politique pourraient synthétiser ou exprimer à la fois le rejet du gouvernement Sarkozy-Fillon et les institutions de la Ve République, le combat pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire, comment on pourrait l'exprimer avec des mots simples, afin que les travailleurs puissent s'en saisir et les reprennent au cours de leur mobilisation. 4- "*C'est ainsi que se présente à mes yeux la transformation du Soviet des députés ouvriers en gouvernement révolutionnaire provisoire. Telles sont les tâches que je poserais en premier lieu à toutes les organisations de notre Parti, à tous les ouvriers conscients, au Soviet lui-même et au congrès ouvrier qui tiendra ses assises à Moscou, ainsi qu'au congrès de l'Union paysanne.*"

Le combat se poursuit au sein du soviet, et au fur et à mesure du développement de la révolution se pose la question aussi bien de son orientation politique que des tâches qu'il doit définir pour aller de l'avant, question qui pose directement le rôle irremplaçable du parti qui exprime consciemment le développement et l'objectif de la révolution, le combat pour conquérir la majorité du soviet...

Au début de son article Lénine écrivait : "*Il me semble que le camarade Radine a tort quand il pose dans le n°5 de la Novaïa Jizn (je n'ai vu que cinq numéros de notre Organe central de fait du P.O.S.D.R.) cette question : le Soviet des députés ouvriers ou le Parti ? Je pense qu'on ne saurait poser ainsi la question ; qu'il faut aboutir absolument à cette solution : et le Soviet des députés ouvriers et le Parti. La question - très importante - est seulement de savoir comment partager et comment coordonner les tâches du Soviet et celles du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.*". Car le soviet sans le parti, c'est la classe sans son avant-garde consciente pour la guider vers son objectif , donc elle ne pourra jamais l'atteindre, et le parti sans le soviet, c'est comme vouloir faire une révolution sans les masses ! Les deux sont donc indipensables pour vaincre, ce qu'a démontré la révolution de 1917.

Pour compléter cette causerie, un mot sur le IO n°126.

Page 4 : "*— J.-P., syndicaliste cheminot : A mon avis, la position de Chérèque empêchait toute unité sur les revendications. Sans l'unité, on ne peut pas gagner.*"

En réalité Chevènement a fait l'unité avec Sarkozy, sur le plan politique évidemment, ce que personne ne relèvera. Pourquoi selon vous ? Etait-ce volontaire ? Il y a tout lieu de le penser puisqu'aucun parti n'a avancé de mots d'ordre politique, rendez-vous compte cela aurait été un élément de division supplémentaire, c'était une réflexion d'appareil en fait, car c'était l'inverse qui était exact : seul un mot d'ordre politique tourné contre le régime pouvait unifier la classe et les masses comprenant la petite-bourgeoisie...

L'unité sur quoi, sur quelle base, avec qui, dans quelle perspective politique ? En 1905 (mais aussi en 1917), le prolétariat russe avec ses syndicats et ses partis politiques ont fait l'unité non pas sur la journée des 8 heures, mais sur des mots d'ordre politiques, il faut dire que, contrairement à nos braves syndicalismes et dirigeants des partis ouvriers, qu'ils n'envisageaient pas de vivre un jour de plus sous un régime policier, ceci explique peut-être cela, encourageons Sarkozy a durcir encore sa politique réactionnaire, peut-être qu'ils y viendront, qui sait ?

Et sur quoi reposait la position de Chérèque sur le plan "*bassement*" matérialiste sur lequel je me situe : sur la participation des syndicats à cette mascarade de dialogue social ou de négociations avec le gouvernement et le patronat. Les révolutions de février 1905 et 1917 ont commencées par des grèves politiques dans lesquels le prolétariat posait directement la question du pouvoir, condition pour que soient pérennisés ses acquis et satisfaits ses besoins et respectés ses droits. La grève générale doit

être orientée vers la lutte pour le pouvoir, donc contre les institutions dont il est facile aujourd'hui de contester la légitimité et d'avancer notre proposition alternative au capitalisme et à la Ve République : le socialisme.

Page 5 : "*Il nous faut de nouvelles perspectives politiques pour aboutir dans nos revendications*", très juste, une suffira pour orienter le mouvement dans la bonne direction et vaincre.

Page 13 : "*La crise qui ravage le sommet de l'Etat n'a d'autre origine que la combativité jamais démentie, récemment renforcée, de la classe ouvrière française, qui a été à deux doigts de faire sauter le verrou Thibault-Chérèque, condition pour balayer la contre-réforme des retraites...*"

Faire "*sauter le verrou Thibault-Chérèque*", quelle illusion sans que la classe s'organise (sur le plan politique) indépendamment des organisations et des parties dits ouvriers (PS et ses satellites) qui reprendront le contrôle de son mouvement à la première occasion pour le mener dans une impasse ? Qu'il nous soit permis d'en douter fortement ! Pour notre part, nous préférons nous inspirer de la révolution de 1905 et 1917 en Russie.

C'est terrible cette foutue manie de refuser de s'inspirer de ce qui marche et choisir systématiquement, délibérément ce qui ne marche pas, attention, à force cela devient franchement pathologique, le seul remède : le marxisme et le léninisme !

Page13 toujours, Marc Gauquelin en remet une couche, quel gouvernement expropriera les banquiers, réponse : *"...un gouvernement porté au pouvoir par un mouvement de la classe ouvrière rassemblée autour de ses organisations de classe, dans le prolongement du mouvement esquissé en septembre-octobre, avant d'être contré par Thibault-Chérèque ?*".

On peut attendre encore longtemps sur cette ligne-là camarades, car en accordant un rôle prépondérant aux syndicats entièrement subordonnés au capitalisme et aux institutions, qui ne regroupent qu'une infime partie de la classe ouvrière, dont ses couches privilégiées, on ne voit pas très bien comment la classe ouvrière pourrait atteindre ni même se donner des objectifs politiques, parmi lesquels devraient figurer en tête la liquidation des institutions de la Ve République pour mener jusqu'au bout sa révolution, mot qu'il n'emploiera pas une seule fois dans son article où il prétendait poser la question du pouvoir, mot devenu tabou dans la bouche de ce "*trotskyste*".

Et puis cela ne veut rien dire "*un gouvernement porté au pouvoir par un mouvement de la classe ouvrière*", un mouvement inorganisé, pas puissamment structuré sur des objectifs politiques, un programme révolutionnaire et socialiste. Remettons les choses à leur place : 1- un mouvement ou une mobilisation de la classe, 2- qui débouche sur un organisme politique indépendant, 3- qui constitue son gouvernement prolétarien, 4- qui engage la lutte pour la conquête du pouvoir. Pas besoin de posséder un Capes (diplôme pour être prof de collège) pour y arriver, la preuve.

Si la social-démocratie et les syndicats russes s'étaient appuyés en 1905 sur le constat simple qu'ils n'organisaient qu'une fraction limitée de la classe ouvrière, et que dans ces conditions il fallait fournir un cadre plus large ou plus souple à la classe pour qu'elle se regroupe sur des revendications politiques, et que cet organisme (le soviet) soit reconnu par toutes les couches du prolétariat et au-delà la petite-bourgeoisie, les intellectuels et les étudiants, ce n'est manifestement pas le cas du CCI-POI toujours à la remorque des appareils, à croire qu'ils n'ont finalement pas retenu grand chose des deux révolutions russes.

Et quel serait les objectifs politiques de ce gouvernement, aucun : "*dresser une véritable plate-forme de défense des intérêts fondamentaux des travailleurs, au premier rang de laquelle l'exigence de l'abrogation de la loi sur les retraites.*". C'est marrant comment il prétend "*saisir le premier maillon de la chaîne pour ouvrir une telle issue politique*" en faisant exactement le contraire, en mettant la charrue avant les boeufs, car il ne nous dit pas un mot sur le sort qui serait réservé aux institutions de la Ve République, il passe allègrement du coq à l'âne, de la situation actuelle à un gouvernement qu'il est incapable de caractériser, il faut le préciser au passage.

On parle souvent d'issue politique à tort et à travers, je me mets dans le lot, mais qu'est-ce que cela peut signifier au juste sans moyens pour atteindre le moindre objectif politique, sans que la classe soit puissamment organisée, sans son parti ? Rien, du vent ! Les appareils s'en chargeront sans doute, on peut leur faire confiance, à moins que la spontanéité des masses fasse aussi des miracles, qui sait ?

Et qu'est-ce qui pourrait ressortir de la Conférence du 11 décembre sur le plan organisationnel, on n'en saura rien, le POI n'en a pas à nous proposer : "*les formes les plus adaptées de l'organisation politique indispensable à la poursuite et à l'élargissement du combat contre le « consensus » prôné par François Fillon à l'adresse des dirigeants ouvriers*", normal quand la politique du POI se limite à cet objectif, s'adresser aux appareils, on croit rêver, c'est plutôt un cauchemar, c'est encore une fois éviter de poser la question du pouvoir, à croire qu'on a à faire à des aventuriers ou des gens incapables de tirer le moindre enseignement d'un combat qui a duré plusieurs mois et qui vient tout juste de se terminer, c'est navrant.

Politique.

1- Hors sujet.

«*Je ne sais pas si on gagnerait quelque chose à une faillite générale et instantanée du système. Je me représente la chose autrement, avec des élections, avec des programmes*», a déclaré M. Mélenchon sur France Info. Selon lui, ce n'est pas «*la bonne stratégie*».

«*En même temps, je ne perds pas de vue que Cantona se moque de tout le monde, et il a bien raison*», a toutefois ajouté le leader du Parti de gauche. «*Il montre que ce système est un tigre de papier*» qui «*ne marche que par la peur que nous avons de lui et la soumission des gouvernements aux banquiers*». (Libération.fr 03.12)

Tout dépendrait si la classe ouvrière serait ou non en ordre de bataille pour se lancer à l'assaut du pouvoir dans une telle circonstance, sachant que par la voie des urnes elle ne parviendra jamais au pouvoir, Mélenchon le sait mais il fait comme s'il l'ignorait.

Non, la question n'est pas de savoir si les travailleurs ont peur du régime, encore moins "*la soumission des gouvernements aux banquiers*" qui pourrait laisser entendre qu'ils pourraient faire autrement ou qu'ils n'en seraient pas les complices, après tout il se pourrait qu'eux aussi soient pris dans un "*piège*", ce qui n'est évidemment pas le cas, nous ne sommes pas en présence de gouvernements qui feraient face à des banquiers ou les affronteraient, mais à des gouvernements des banques, il faut appeler les choses par leurs noms, le problème, c'est avant tout l'ignorance des masses et la complicité des partis comme le PG qui sont subordonnés au capitalisme et à ses institutions politiques tout en prétendant parler au nom des travailleurs ou représenter leurs intérêts, c'est la collusion ou le consensus entre ces partis et le parti de l'ordre qui est un véritable problème, cela Mélenchon ne peut évidemment ni l'admettre ni le dire.

2- Presse aux ordres financés par l'Etat.

L'aide à la presse, c'est plusieurs dizaines de millions d'euros par an, dont 20 millions sont destinés à la presse en ligne.

Le Sénat vient de voter ces subventions. Reste à savoir quelle somme va à qui.

Les pure players, qui sont uniquement sur Internet (Rue89, Mediapart, etc), bénéficient de cette aide, comme les sites des quotidiens et magazines papiers. (Publiquesénat.fr 03.12)

3- Un point sur l'affaire Wikileaks.

Face aux attaques dont est victime le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, nous le soutenons, comme nous soutenons Mélenchon ou Cantona dans d'autres registres.

Parmi les médias, plusieurs réactions : il y a ceux qui hurlent avec les loups, les médias habituellement aux ordres du régime, ceux comme Le Monde qui en font leur choux gras et qui s'en accommodent, et enfin il y a les réseaux de journalistes indépendants comme par exemple le Réseau Voltaire, qui dénigrent Wikileaks parce qu'il leur fait de la concurrence.

Par prudence, jusqu'à hier soir, je me demandais encore si on était face à une manipulation orchestrée par Washington ou plutôt en présence d'une énorme fuite mettant en cause l'ensemble des dirigeants du vieux monde présentés tour à tour comme des gens infréquentables, ridiculisés et ramenés à ce qu'ils sont vraiment, minables ou insignifiants, la palme revenant à l'impérialisme américain lui-même, dans la mesure où il apparaît clairement qu'il se pose en maître du monde voulant le rester par tous les moyens.

Après la violente réaction d'indignation de la part de tous les gouvernements impliqués dans les mémorandums qui ont été mis en ligne par Wikileaks, le doute n'est plus permis quant à la nature de cette affaire, elle est le produit de la décomposition de l'impérialisme américain incapable d'assurer la discipline dans les rangs de son armée, un nouveau chapitre qui s'inscrit à la suite des révélations sur les traitements infâmes imposés aux prisonniers de Guantanamo, aux critiques formulées par des militaires de haut rang sur la stratégie américaine en Afghanistan ou encore les révélations sur l'existence de prisons secrètes en Europe et ailleurs. Julian Assange, s'il est toujours libre ou en vie, devrait mettre en ligne en janvier des documents sur les banques américaines, dont la Bank of América. On les attend avec impatience. A bas le secret commerce ! A bas la diplomatie secrète des gouvernements contre les peuples !

3.1- Le site est disponible aux adresses suivantes : Wikileaks.ch (Suisse), wikileaks.de (Allemagne), wikileaks.nl (Pays-Bas) et wikileaks.fl (Finlande).

3.2- Julian Assange, ennemi public numéro 1 aux yeux de nombreux gouvernements. Pour l'heure, la chasse à l'homme continue. (Lexpress.fr 03.12)

3.3- Le ministre français chargé de l'Economie numérique, Eric Besson, a demandé vendredi au Conseil général de l'Industrie, de l'Energie et des Technologies (CGIET) de mettre fin à l'hébergement du site WikiLeaks en France au motif qu'il violait le secret diplomatique.(Libération.fr 03.12)

3.4- Quand Interpol a émis un mandat d'arrêt contre le fondateur de Wikileaks Julian Assange, l'agence de police internationale l'accusait de «*crimes sexuels*» sans plus de précisions, déclenchant une vague de rumeurs selon lesquelles Assange serait accusé de viol. C'est faux. Le Washington's Blog écrit:

«*Il se trouve que c'était pour violation d'une obscure loi suédoise sur le sexe sans préservatif.*»

Lors d'un voyage d'affaires à Stockholm en août dernier, Assange a eu des relations sexuelles non protégées (en fait, Assange a utilisé un préservatif avec l'une d'entre elles, mais il s'est déchiré) avec deux femmes qui, après s'être rendu compte qu'elles venaient de faire l'amour avec «le» Assange de Wikileaks, ont contacté la police ensemble pour se plaindre de son refus de faire un test de dépistage de maladies sexuellement transmissibles.

Il s'agit apparemment d'une zone d'ombre dans la loi suédoise. Si «*le consentement des deux femmes a été confirmé par le procureur», comme l'écrit un ancien avocat du fondateur de Wikileaks dans une tribune passionnée, Assange est poursuivi pour un délit appelé «sexe par surprise*», qui serait passible d'une amende de 715 dollars (536 euros) selon lui. (Slate.fr 03.12)

3.5- Les Etats-Unis, qui ont qualifié d'"*anarchiste*" le fondateur de WikiLeaks, mettent tout en oeuvre pour l'arrêter, après la publication de notes diplomatiques américaines embarrassantes. Le ministre américain de la Justice, Eric Holder, donne le ton: "*S'il y a des lacunes dans le droit américain*", qui lui permettrait de passer entre les mailles du filet juridique, "*nous ferons en sorte de les combler*".

Appel entendu par les sénateurs américains: une proposition de loi a été déposée par les républicains et les indépendants pour rendre "*illégale la publication des noms d'informateurs des services de renseignement américains*". Plus qu'une allusion à Assange et son site, vivement critiqués pour avoir dévoilé le nom d'informateurs afghans lors de la première vague de révélation, concernant la guerre en Afghanistan. (Libération.fr 03.12)

3.6- «*Sa facture payée par carte bleue s'élève à moins de 150 euros*», a précisé le directeur général et fondateur d'OVH. «*OVH n'est ni pour ni contre ce site. La question est hors sujet pour nous. OVH est une entreprise qui fournit les infrastructures (…) et notre rôle est d'assurer cette prestation technique. C'est tout*», a-t-il argué.

OVH, l'hébergeur français de WikiLeaks, a annoncé vendredi qu'il avait saisi la justice sur la «*légalité ou pas*» du site controversé «*sur le territoire français*», en réaction à la demande du gouvernement de mettre fin à cet hébergement. (Libération.fr 03.12)

Il se trouve que c'est cette société qui héberge le site La voix de l'opposition de gauche depuis le début 2010.

3.7- Commentaires d'internautes.

- Assange fait ce que tout journaliste devrait faire : donner à la population mondiale des informations sur ce qui se passe réellement en ce bas monde, sur ce que font réellement les puissants qui parlent et agissent en notre nom à tous. Je suis écœuré de la réaction négative de la plupart des médias. Ce site doit être défendu par tous les moyens possibles. Notez qu'il y a peu on nous disait qu'il n'y avait rien de bien neuf dans tout cela : un rien qui provoque des réactions substantielles ! (Lemonde.fr 03.12)

- On peut approuver, totalement, un peu ou pas du tout ce que fait Wikileaks, mais ce qui est certain, c'est qu'il ne fait qu'exercer un droit à l'information, base d'un système démocratique que pratiquent théoriquement les USA, la Suède et la France. Alors, si cette affaire dérange -ou plus- les USA, qu'ils s'activent à améliorer leurs procédures de sécurité informatiques et de gérer les conséquences de leur incompétence au lieu de s'attaquer à la source d'information comme on peut le voir, relayés par les démocrates suédois et autres Eric Besson notamment...Cette attitude est identique de ce que font les dictatures ou semi-dictatures actuelles Chine, Iran, Russie, Syrie, etc.) dès que parait une information qui dérange le régime : on interdit la source, on emprisonne les journalistes, on bloque l'accès à l'information etc. Car personne ne me fera croire que les poursuites suédoises, la perte du nom de domaine, de leur hébergement etc ; ne sont pas organisés par les USA. Désormais, je n'achèterais plus rien via Amazone... (Lexpress.fr 03.12)

Social.

Espagne.

L'espace aérien a été fermé vendredi 3 décembre au soir dans toute l'Espagne, sauf l'Andalousie, dans le sud du pays, en raison d'un mouvement social surprise des contrôleurs aériens.

'*90 % des contrôleurs aériens ont abandonné leurs postes de travail*', a indiqué la compagnie nationale Iberia dans un communiqué. Trois contrôleurs sont toutefois restés à leur poste afin de superviser l'atterrissage d'appareils en cas d'urgence.

Les raisons exactes de ce mouvement soudain ne sont pas connues, mais celui-ci se produit quelques heures après l'approbation en conseil des ministres d'une privatisation partielle, jusqu'à 49 %, d'Aena. Selon les médias espagnols, cette privatisation augmente le temps travaillé pour les contrôleurs. (Lemonde.fr 03.12)

On a compris que spontanément le contrôleurs aériens ont débrayé juste après l'annonce de la privatisation des principaux aéroports espagnols pour défendre leur statut, rien de surprenant donc, sauf pour Le Monde, normal quoi ! Sur ce, le ministre des transports espagnol, José Blanco, a osé brandir la menace de recourir à l'armée pour assurer la continuité du traffic aérien, briser cette grève, encore un nostalgique du franquisme !

Economie.

1- Etats-Unis.

Le taux de chômage a progressé à 9,8%. (Reuters 03.12)

2- Inde. Le pays de la camelote.

Tata n'a vendu que 509 Nano en novembre, une chute de 85 % sur un an.

Le groupe n'a pas pu tenir sa promesse. Lancée à moins de 2 100 euros, la Nano a vu son prix augmenter deux fois dernièrement, en juillet et en octobre. À New Delhi, elle se vend actuellement dans une fourchette estimée entre 2 300 et 3 200 euros.

Une demi-douzaine de Nano ont pris feu spontanément ces derniers mois. Le groupe explique que ces incendies ont été provoqués par des causes externes à la voiture, comme l'installation d'équipements audio trop puissants ou un chargement excessif. Il propose de poser gratuitement des protections autour du pot d'échappement et des fusibles dans le système électrique. (Lefigaro.fr 03.12)

C'est tout l'Inde ! Un pays sous la coupe d'une ploutocratie immonde depuis l'indépendance en 1947.

Haut de page

Le 5 décembre

La page d'accueil du site est plus volumineuse et peut-être plus longue à ouvrir qu'auparavant, mais camarades, c'est la situation qui est riche et lourde de menace, pour les capitalistes bien sûr !

Politique.

1- Tout est bon à prendre. Haro sur les banquiers, à bas le capitalisme !

Ce qui n'était au départ qu'une provocation d'Eric Cantona, au plus fort des manifestations contre la réforme des retraites, est en train d'enfler sur le Net comme dans les conversations en ville. Pas une personne en France qui n'ait entendu parler de cette idée de «Canto» : pousser les gens à retirer leur argent de la banque afin de provoquer l'effondrement du système.

A ce stade, on aurait tort de se préoccuper uniquement de la faisabilité du projet. L'important est davantage l'intérêt qu'il suscite. Preuve que la colère manifestée dans la rue pendant de longues semaines est loin d'être retombée. Colère contre la réforme du système des retraites mais, au-delà, contre tous les leviers politiques et économiques du pouvoir.

Un sondage publié vendredi par Liaisons Sociales Magazine l'atteste : plus d'un Français sur deux (53%) se dit encore «*en colère*» à l'égard de la réforme des retraites. (Libération.fr 04.12)

Tout est bon à prendre, mais attention, à condition de ne pas colporter soi-même des illusions, il faut préciser.

Le niveau de compréhension du fonctionnement de la société des masses est en train de progresser indiscutablement,

elles s'interrogent sur le pouvoir des banquiers et prennent conscience qu'ils sont les véritables commanditaires des gouvernements en place, les seuls bénéficiaires de leur politique antisociale, elles résistent ou passent à l'offensive sans orientation précise, car elles ne sont pas encore parvenus au niveau de conscience qui leur permettrait de comprendre que ce sont les fondements du système économique qui conduisent infailliblement à une gigantesque crise aux conséquences insupportables, et que ce sont ces fondements du capitalisme qu'il faut justement balayer de la surface de la terre, les rapports de production basés sur la propriété privée des moyens de production, la propriété privée des moyens de production à laquelle il faut mettre un terme pour qu'ils deviennent le bien commun de l'ensemble des producteurs, l'immense masse de la population que constituent les travailleurs manuels et intellectuels dans chaque pays et au niveau mondial.

Ce qui est difficile à admettre, encore plus à comprendre.

Le capitalisme repose sur le vol de notre force de travail, ce vol a été déclaré légal une fois pour toute par les différentes institutions politiques qui se sont succédées depuis que ce système économique a vu le jour jusqu'à nos jours. Il a ainsi été décrété pour l'éternité et sanctifié par l'ensemble des religions, qu'il était normal qu'un système économique basé comme ceux (esclavage, servage) qui l'ont précédé sur l'exploitation de l'homme par l'homme sécrète des pauvres en grande quantité et des riches en infime quantité, qu'une majorité de la population ne possède rien d'autre que sa force de travail pour survivre, et encore, à condition de ne pas être au chomage et de pouvoir la vendre, et qu'une poignée de brigands possède toute les richesses, autrement dit les moyens de les produire, que cette majorité de la population qui produit les richesses devait se soumettre au pouvoir politique ou à la dictature qu'exerce sur elle cette infime minorité de parasites exploiteurs, en résumé, ce qui est à l'origine de toutes les inégalités sociales depuis la nuit des temps a été décrété légal, normal, la loi que chacun doit respecter.

C'est cette loi, cette légalité qu'il faut renverser, abolir, comme on voudra.

Les rapports de production que nous venons d'évoquer et la loi qui les consacre en faveur des possédants, des privilégiés, constituent la source de toutes les violences, ils constituent une violation du droit de chacun à posséder ou à jouir librement du produit de son travail, ils constituent une violation de la propriété collective de la terre qui n'appartient en réalité à personne, sinon à l'ensemble de la population.

Pour mettre fin à cette violence organisée par l'Etat et son appareil administratif, policier et judicaire contre le peuple travailleur, seul un acte violent peut y mettre fin puisque la preuve est faite depuis longtemps qu'on ne peut pas y parvenir par un autre moyen, notamment par le biais du parlementarisme, et cet acte violent qui provoque, affronte et finit par briser la légalité sur laquelle repose le capitalisme, ne peut être accompli que par l'ensemble des exploités, cela s'appelle faire une révolution, à l'instar de la classe des capitalistes qui pour abolir les priviléges de la noblesse et de l'église et accéder au pouvoir due recourir à une révolution.

La classe des capitalistes, qui pour chasser du pouvoir la monarchie et les féodaux avait décrété au XVIIIe siècle que la révolution était un droit, voudrait nous refuser ce droit légitime, alors qu'elle passa outre les recommandations et les menaces des représentants de l'Ancien régime. Ce droit à la révolution a un fondement historique, de ce fait personne ne pourra l'ôter à la classe ouvrière, ni par l'intimidation ni par la force.

Les appels à respecter la légalité, les instititutions et la Constitution, à ne pas enfreindre la propriété privée des moyens de production, sont autant d'appels à perpétuer ou préserver l'ordre établi qu'il s'agit justement de renverser.

Les derniers soubresauts de la crise du capitalisme participent à la maturation de la conscience politique des masses et annoncent les prochains développements de la luttes des classes qui prendront forcément la forme d'affrontements directs et violents entre les classes et se cristaliseront autour d'une seule et même question : la lutte pour le pouvoir, mettant à l'ordre du jour la révolution prolétarienne et socialiste. Voilà dans quelle perspective politique il faut se disposer.

2- WikiLeaks, suite.

Le service de paiement en ligne PayPal a clos le compte qu'utilisait WikiLeaks pour recevoir des dons.

Dans un communiqué publié vendredi sur internet, PayPal explique que sa décision a été motivée par une violation de sa politique. "***Notre service de paiement ne peut être utilisé pour des activités qui encouragent, promeuvent, facilitent ou incitent à des activités illégales***", peut-on lire. (AP 04.012)

Commentaire d'un internaute.

La mondialisation est en train de s'ériger en Système et c'est regrettable, car à moins de nous démontrer que c'est la marche vers la paix, un monde meilleur, nous assistons à la dictature du capitalisme, avec son fondement financier. Et la démocratie alors? Ce n'est donc qu'un prete nom et un leurre. Pour le citoyen à qui on demande de payer et supporter le système à bout de bras,

c'est insupportable. Wikileaks n'est qu'une manière de manifester son refus d'adhérer à un tel système. Julien Assange est un Robin des Bois, car que gagne-t-il ? pas des millions comme ceux qui sont financiers alors que les populations souffrent de la mondialisation. Il y a donc le système et ceux qui sont de son côté, et qui en profitent (une minorité) et le reste du monde, le peuple, populace, masse, qui doit payer les pots cassés du système.

Le mécontentement gronde sourdement dans le coeur des gens. Julian Assange c'est la preuve des failles du système. Heureusement car bientôt c'est les tanks et l'armée contre les populations, quand viendra le temps des débordements. On a mis à la poubelle le bon vieil humanisme pour le remplacer par la machine. Mais le système ne veut pas payer en mettant en place d'autres systèmes pour supporter Le Système. C'est le début de la décadence. (Slate.fr 04.12)

Passons sur le fait que "***le bon vieil humanisme***", à ne pas confondre avec une conscience de classe développée, n'a pas pu éviter que se produisent les deux boucheries mondiales au XXe siècle, lorsqu'il ne les a pas provoquées lui-même avant de s'en faire le complice, etc...

Ce qui est intéressant ici, c'est de constater que la conscience politique des masses progresse, chacun à son rythme, cela nécessite le respect de notre part évidemment, ce qui n'interdit pas la critique ou la polémique.

Social.

1- France. Encore une manifestation inorganisée.

Plusieurs centaines de chômeurs ont manifesté samedi après-midi à Paris, pour la huitième année consécutive, contre le chômage et la précarité, à l'appel de l'ensemble des organisations de chômeurs (AC!, Apeis, MNCP, CGT Chômeurs), a constaté une journaliste de l'AFP.

Partis de la place Stalingrad sous la neige aux alentours de 14h30 en direction de la place de Clichy, les manifestants ont suivi une banderole de tête proclamant "***Contre le chômage et les précarités, pour la justice sociale***".

"***Chômage, précarité, ça ne peut plus durer***" ou "***Public, privé, tous unis contre la précarité***", scandaient des manifestants dans le cortège, où étaient aussi représentés la Coordination des intermittents et précaires, la CNT, Solidaires, Attac et le NPA.(20minutes.fr 04.12)

Toute manifestation non organisée ne regroupant qu'une poignée de participants est démoralisatrice. C'est sans doute le but recherché par ses organisateurs.

Après tout, pour les appareils et leurs appendices, ne faut-il pas interdire au prolétariat de se regrouper et de combattre sur le plan politique autour de l'axe constitué par le chômage, la précarité et la pauvreté qu'engendre le régime et qui pourrait rassembler l'ensemble de la classe et bien au-delà contre Sarkozy et les institutions ? Cette démonstration d'impuissance, l'air de rien, constitue un soutien et un encouragement à Sarkozy à poursuivre sa politique antisociale.

J'avais appelé à participer aux manifestations en générale à plusieurs reprises dans le site, ne rentrons ici dans le détail, mais à condition toutefois de ne pas y participer pour faire de la figuration, il n'y a donc pas de contradictions dans ma position quand je fustige les organisateurs de cette manifestation. 5, 6, 7 millions de chômeurs et faire une manifestation contre le chômage qui ne rassemble en fait qu'une poignée de militants, allez, ne mâchons pas les mots : c'est contre-révolutionnaire !

2- Espagne. "***Battre la droite***"... pour mettre un briseur de grève au pouvoir.

En décrétant l'"***état d'alerte***", Madrid a contraint les aiguilleurs du ciel à mettre fin samedi à leur grève surprise qui avait bloqué de nombreux voyageurs dans les aéroports du pays: l'espace aérien espagnol a rouvert et des avions ont pu décoller de la capitale, de Bilbao et des Canaries. (AP 04.12)

Pas besoin d'appeler à voter au second tour de la présidentielle pour le candidat dit de gauche pour "***battre la droite***", elle est déjà au pouvoir (en Espagne) !

L'argument selon lequel il faudrait favoriser l'élection d'un candidat dit de gauche et une majorité

de députés dits également de gauche pour que les travailleurs perdent leurs illusions dans ces partis ne tient pas une seconde, par expérience ou en observant simplement ce que font des partis similaires ou appartenant à l'Internationale socialiste dans les pays voisins, les travailleurs savent parfaitement qu'ils n'ont rien à attendre de bon de ces partis pourris inféodés au capital. On a plutôt l'impression que ce sont ceux, qui à partir d'arguments frauduleux appellent à "***battre la droite***", conservent des illusions dans ces partis, en réalité leurs illusions ne font qu'exprimer leur lien avec le capitalisme ou leur incapacité de rompre avec le capitalisme.

La fable. On fait élire un candidat du PS et une fois au pouvoir il fait une politique favorable au capital, du coup les travailleurs se détournent de ce parti et rejoignent le parti révolutionnaire, c'est une mauvaise blague évidemment usée jusqu'à la corde, ces auteurs nient en réalité la capacité des travailleurs à comprendre la politique mise en oeuvre par un parti qu'il soit au pouvoir ou non et d'en tirer les conclusions appropropriées, pas étonnant ensuite qu'ils soient totalement incapables de s'adresser aux travailleurs et d'obtenir leur adhésion ou de construire un parti vraiment ouvrier composé notamment d'ouvriers.

Les appels à "***battre la droite***", les adresses en direction du PS, les appels au front unique avec ce parti sortent du même tonneau nauséabond de la collaboration de classes avec un parti qui a largement démontré qu'il représentait et défendait les intérêts du capitalisme.

En dehors de porter au pouvoir ou de facilité l'accès au pouvoir d'Hitler, Franco ou Pinochet, pour se limiter à ces trois exemples connus de tous, à quoi a abouti la politique des partis de l'Internationale socialiste lorsqu'ils étaient au pouvoir ? Quand on s'aperçoit, après plus 70 ans, qu'il est apparemment toujours aussi difficile pour des dirigeants qui parlent au nom des travailleurs de l'admettre, on est porté à penser qu'ils sont complètement sclérosés et qu'ils ne peuvent servir notre cause, leur légitimité repose sur le même critère qui permet à des partis comme l'UMP ou le PS d'accéder au pouvoir ou au capitalisme d'assurer sa survie : l'ignorance des travailleurs et des militants.

Le 7 décembre

Dans le bandeau défilant en haut de l'écran : Le problème que les travailleurs ont à résoudre ne réside pas dans le pouvoir des banques, mais dans le pouvoir qui est donné aux banques d'agir comme bon leur semble, et qui détient ce pouvoir : l'Etat ! C'est seulement en renversant l'Etat qu'on pourra se donner les moyens de s'attaquer aux banques. Dès lors notre combat (politique) devrait se concentrer contre l'Etat, donc les institutions et le gouvernement...

C'est simple à comprendre, non ? Du coup on comprend immédiatement le rôle de l'Etat au service d'une classe sociale déterminée, celle des capitalistes. L'Etat n'est pas au-dessus des classes mais bien au service de la classe dominante, du coup, l'argument ou plutôt l'illusion selon laquelle l'Etat, les institutions ou le gouvernement serait le représentant de l'intérêt général s'écroule, il s'agit en réalité d'une formidable mystification à destination des travailleurs pour obtenir leur soutien et rien de plus.

Tous ceux (altermondialistes, Attac, NPA, LO, les anarchistes et les gauchistes de tous poils, syndicalistes) qui prônent un meilleur partage des richesses en refusant obstinément d'orienter leur combat contre l'Etat, n'ont en réalité rien compris au rôle de l'Etat, on pourrait dire sans exagération qu'ils n'ont rien compris du tout à la société divisée en classes et à l'Etat, car si le pouvoir des capitalistes provient des institutions qui le légitiment, cette légitimité repose sur un seul facteur : l'ignorance de la classe ouvrière et des masses du fonctionnement des rapports de production. En refusant de s'attaquer à l'Etat, cela concerne l'ensemble des partis ouvriers sans exception, ils refusent de combattre l'ignorance du prolétariat, ce qui explique que son niveau de conscience politique ne peut pas progresser ou qu'il soit incapable de tirer les enseignements de ses combats.

Peut-on obtenir l'interdiction des licenciements ou la retraite à 50 ou 55 ans par exemple en conservant les institutions de la Ve République au service des capitalistes et sans remettre en cause les fondements du régime capitaliste ? La réponse est catégoriquement non. Les travailleurs sont évidemment pour l'interdiction des licenciements, comme ils sont pour partir à la retraite le plus tôt possible, par contre ils n'ont pas fait le lien entre la politique du gouvernement relayée par les institutions pour permettre aux capitalistes de les jeter à la rue pour engrenger demain davantage de profits, ce qui est normal puisqu'en guise de combat et de perspective politique on s'est borné à leur dire qu'ils devaient s'adresser au PS et ses satellites, autrement dit dans un mur, ce qui évidemment avait de quoi les laisser perplexes !

Nous devons impérativement combiner et subordonner le combat pour défendre ou obtenir des droits sociaux au combat sur des revendications politiques pour réaliser l'unité de la classe ouvrière et des masses et ainsi briser l'obstacle des appareils, au lieu de s'en tenir à des mots d'ordre à caractère trade-unionistes conformes à ce que pourrait supporter le régime ou dans le cadre du régime, tout du moins c'est ce que leurs auteurs laissent croire aux travailleurs.

Vous pouvez prendre n'importe quelle revendication économique ou sociale, vous n'en trouverez pas une qui correspond aux intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et des masses tellement elles sont hétérogènes et loin d'être logées à la même enseigne (salaires, régimes de retraite, conventions collectives, statuts, conditions de travail, etc.), par contre, si vous avancez une revendication portant sur des droits politiques nouveaux, par exemple la possibilité de contrôler le mandat des élus et de les destituer au cas où ils ne le respecteraient pas, vous êtes sûrs de toucher et de mobiliser la totalité des masses exploitées.

Nicolas II ne s'y était pas trompé lorsqu'il édicta son Manifeste le 17 octobre 1905 pour répondre aux revendications politiques avancées par les soviets, à peine 4 jours après le début de la grève politique générale, il avait bien compris qu'il ne pouvait pas lutter de front à la fois contre le prolétariat et la bourgeoisie qui avait adhéré à cette revendication, qu'il lui fallait les diviser et obtenir le soutien de la bourgeoisie pour ensuite continuer le combat et écraser la révolution. La révolution continuait sur le plan politique puisque le soviet de Pétersbourg avait rejeté les pseudo avancées politiques consenties par le tsar. Entre temps les ouvriers avaient décrété que la journée de 8 heures devait entrer en vigueur immédiatement. Certains parmi eux pensèrent qu'ils avaient remporté une victoire sur le régime le 17 octobre, alors qu'en réalité sur le plan politique absolument rien n'avait changé, Nicolas II était toujours en place tout comme son formidable appareil policier qui n'attendait qu'un ordre du souverain pour réprimer dans le sang la révolution.

Une fois satisfaites partiellement les revendications politiques (une seule en fait !) de la classe ouvrière et que soutenait la bourgoisie, le rapport de force s'étant inversé en faveur du tsar, il prépara alors son offensive contre la révolution avec le soutien des capitalistes et ensemble ils menacèrent d'envoyer au chômage tous les ouvriers qui refuseraient de reprendre le travail dans les conditions qui prévalaient avant le début de la révolution, ce qui contribua à diviser les rangs de la classe ouvrière et à affaiblir la révolution, une partie des ouvriers reprirent le travail avant même que le soviet ne déclare la fin de la grève politique générale. Ainsi s'acheva la première partie de la révolution de 1905, la confusion régnant dans les rangs ouvriers, l'armée et les Cent Noirs chargèrent sabre au clair pour disperser les manifestations et les meetings politiques en laissant des milliers de cadavres sur le pavé et l'ordre régna à nouveau sur Pétersbourg. Arrêtons-nous là.

Qu'est-ce qui mobilisa le prolétariat russe au début de la révolution de 1905 ? Le rejet de l'absolutisme, la haine du régime policier de Nicolas II, un régime d'oppression féroce qui se caractérisait par l'absence de tout droit politique pour la classe ouvrière (et la bourgeoisie) pour le combattre, et non la journée de 8 heures. Et qu'est-ce qui empêcha la révolution d'aller à son terme ? Le manque de préparation ou de maturation politique de la classe ouvrière.

Ainsi en 1905, elle ne pouvait gagner ni sur les 8 heures ni sur l'essentiel de ses revendications politiques, il lui faudra encore attendre 12 longues années pour déboulonner Nicolas II et prendre le pouvoir, années pendant lesquelles les bolcheviks s'emploieront méthodiquement et patiemment à saper systématiquement les bases politiques du régime, à armer politiquement ou à gagner les masses au socialisme et à l'idée que seule une révolution en viendrait à bout. Voilà une méthode qui a fait ses preuves une fois les faiblesses et les erreurs de 1905 corrigées.

Si maintenant parmi nous il y en a qui estiment que ce travail serait inutile ou qu'il sera toujours temps de s'y mettre quand l'heure des combats décisifs aura sonné, autrement dit que les masses pourraient se lancer dans une grève générale tête baissée et pourquoi pas passer à l'assaut de l'Etat sans préparation et sans avoir la moindre idée du type d'organisation qu'elles devront créer, sans avoir la moindre idée des questions politiques qu'elles auront à régler et des objectifs qu'elles devront se fixer, ceux-là sont de dangereux aventuriers ou alors ils ne croient pas un instant en la révolution, le plus vraisemble étant sans doute qu'ils sont des aventuriers qui ne croient pas en la révolution, ce qui expliquerait qu'ils puissent brader aussi facilement les principes du léninisme.

Pour conclure cette causerie qui sans doute ne vous questionnera pas davantage que les précédentes, j'ai pensé qu'une courte citation de Lénine rattraperait le coup et vous donnerait l'impression de ne pas avoir perdu totalement votre temps. Vous voyez, je ne me prends pas pour ce que je ne suis pas (ou trop au sérieux) et je ne me fais guère d'illusions, par contre, et cela va faire hurler les ignorants, j'ai la foi en notre victoire !

Un extrait de *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* de Lénine, 1920.

"*La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX° siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher.*

Cette vérité s'exprime autrement en ces termes: la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploiteurs). Ainsi donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut : premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires (l'indice de toute révolution véritable est une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des hommes aptes à la lutte politique, parmi la masse laborieuse et opprimée, jusque-là apathique),

qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement."

Question aux gauchistes, anarchistes et autres ultra gauchistes : la crise a-t-elle "*entraîné dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires* " ? Manifestement non, pas encore ou pas dans une proportion permettant même à une gréve générale de s'imposer aux appareils, donc un peu de patience ! Et à ceux qui passent leur temps à préparer la grève générale, qu'ils n'oublient pas d'y préparer les masses sur le plan politique, sinon, ce sera comme s'ils avaient passé leur temps à brasser du vent !

Dans les jours qui viennent on reviendra sur les questions abordées dans cette ouvrage de Lénine. Il y est notamment question du parti et de la tactique, de l'attitude à avoir face aux autres partis, aux différentes couches et classes de la société. Maintenant il faut aborder ces différentes questions en tenant compte du contexte dans lequel elles ont été traitées, sinon on comprend tout de travers.

Cela demande de lire attentivement, de s'arrêter pour réfléchir, je ne dirais pas à chaque paragraphe mais presque, de faire des aller et retour incessants entre deux époques distantes de près d'un siècle, c'est un excellent excercice pour les militants qui veulent progresser et ne pas finir sclérosés ou combattre le dogmatisme. C'est passionnant en fait et c'est utile pour corriger ses erreurs aussi. J'arrête là, je vais faire un brin de lecture...

Politique.

1- France. Seule la droite peut gagner en 2012... et le pire c'est que c'est vrai !

Le leader écologiste Daniel Cohn-Bendit a déclaré dimanche sur I-Télé/Le Monde/France Inter que "*le débat le plus intéressant serait Dominique Strauss-Kahn contre Nicolas Sarkozy*" pour la présidentielle de 2012.

"*Je crois que Dominique Strauss-Kahn est intellectuellement aujourd'hui le plus apte à trouver des compromis dans la gauche et avec les possibles partenaires de la gauche pour nous faire avancer. Il a une position très claire sur l'Europe et sur la mondialisation qu'il faut réguler*", a jugé le resposable écologiste, le qualifiant de "*social-démocrate réformiste*".

Interrogé sur les critiques qui jugent DSK "*trop à droite*", il a répondu : "*Je crois qu'il faut faire attention, DSK occupe une position centrale avec ce qu'il défend en France. Il faut savoir ce qu'on veut, est-ce-qu'on veut être de gauche et perdre ou est-ce qu'on veut battre Nicolas Sarkozy ?*". (Libération.fr 06.12)

Après tout, ils peuvent décider de choisir Strauss-Kahn pour continuer le sale boulot entrepris par Sarkozy, regardez en Allemagne, qu'a fait Schroder ? Gageons que ceux qui ont appelé à voter SPD quand Schroder était chancelier appelleront à voter PS si Strauss-Kahn se présentait. Ils n'oseront pas !

2- Egypte. L'opposition au PND d'Hosni Moubarak représente 1% : l'Egypte est une démocratie !

Le Parti national démocrate (PND) du président Hosni Moubarak a triomphé en Egypte aux élections législatives de dimanche

Selon des résultats cités lundi par les médias égyptiens, le PND devrait contrôler 80% environ des 518 sièges du futur parlement, contre 70% dans l'assemblée sortante. Le quotidien public Al Akhbar annonce 418 sièges au total pour le PND; un site internet public avance lui un total de 423 élus.

Le parti Tagammu, formation classée à gauche qui a fait élire cinq de ses candidats - un au premier tour le 28 novembre, quatre au second tour, dimanche -, devient le premier parti d'opposition au parlement.

Les Frères musulmans, qui représentaient un cinquième des sièges dans le parlement sortant, ont décidé de se retirer de la course entre les deux tours. Le parti libéral Wafd, deuxième formation de l'opposition dans la précédente législature, a également jeté le gant.

L'opposition égyptienne et des observateurs indépendants ont dénoncé pratiques de bourrage des urnes, intimidation des électeurs et autres manoeuvres faussant le scrutin, au premier tour comme au second.

Dans certaines circonscriptions, les candidats encore en lice dimanche appartenaient tous au parti au pouvoir.

"*Les législatives 2010 sont certainement les élections les plus illégitimes de l'histoire récente de l'Egypte et nul ne peut les prendre au sérieux*", affirme Shadi Hamid, analyste au Brookings Doha Centre. La plupart des élus sans l'étiquette du PND, dit-il, sont liés au pouvoir et les véritables députés d'opposition ne devraient représenter que 1% de la future assemblée. (Lexpress.fr 06.12)

3- WikiLeaks, suite. Un complot mondial contre la vérité.

Postfinance, filiale bancaire de La Poste suisse, a annoncé lundi avoir fermé le compte du fondateur du site WikiLeaks, Julian Assange, en raison de "fausses indications sur son lieu de domicile".

L'établissement bancaire a décidé de "*mettre un terme à ses relations d'affaires*" avec M. Assange, estimant qu'il "avait donné de fausses indications sur son lieu de domicile lors de l'ouverture de son compte", selon un communiqué. Le fondateur du site WikiLeaks avait indiqué être "*domicilié à Genève, ce qui s'est révélé être faux lors de l'examen des données*", a souligné Postfinance.

Ce compte est destiné aux "*dons directs au fonds de défense de Julian Assange et d'autres membres de l'équipe WikiLeaks*", selon le site.

L'établissement avait déjà annoncé dimanche qu'il vérifiait l'adresse en Suisse donnée par le fondateur de WikiLeaks, au sujet de laquelle des doutes sont apparus. (Lepoint.fr 06.12)

Commentaire d'un internaute : "*Il a dit la vérité, il sera assassiné !*" Rien de neuf depuis cette chanson de Guy Béart ! Les Grands ne lui pardonneront jamais d'avoir dévoilé leurs secrets d'alcôve. Pourtant aucun scoop jusqu'à maintenant : chacun avait assez d'informations pour tirer les mêmes conclusions : mais quoi, les voilà démystifiées et c'est un crime !

Social.

1- France.

1.1- «***Entrave à l'activité syndicale***»... chez le personnel de la CGT !

Le syndicat des personnels de la CGT a sollicité d'«*urgence*» une rencontre avec Bernard Thibault et la direction de la confédération, afin de «*trouver des solutions au mal-être et à la souffrance au travail*», dans un texte publié lundi par le quotidien Le Monde.

«*Depuis maintenant trop longtemps, le personnel de la Confédération est confronté à une situation de plus en plus insupportable qui porte préjudice de façon majeure au niveau et à la qualité du travail qui lui incombe*», écrit le syndicat CGT des personnels de la confédération et des organismes associés, en préambule d'une «*adresse à la direction confédérale*» adoptée lors d'une assemblée générale en date du 16 novembre.

La lettre soutient qu'«*un climat de défiance s'est installé*» et que les élus du personnel sont confrontés à «*une administration (de la CGT, ndlr) de plus en plus agressive*». «*Il y a maintenant urgence (...) Nous sommes à bout de patience*», ajoute-t-elle, parlant de «*déni de reconnaissance*» et d'«*entrave à l'activité syndicale*». (Libération.fr 06.12)

1.2- Suppression de 575 emplois chez Sanofi-Aventis.

Sanofi-Aventis a présenté lundi en comité d'entreprise un projet de réorganisation de sa filiale commerciale française qui aboutira à la suppression de 575 postes sur un total de 2.800.

Ces suppressions se feront par le biais de mesures d'âge et de reconversion professionnelle de sorte qu'elles ne donneront lieu à aucun licenciement, a précisé un porte-parole du groupe pharmaceutique. (Reuters 06.12)

1.3- Y a le feu chez les pompiers !

L'union syndicale des pompiers professionnels du Rhône a lancé lundi 6 décembre un mouvement de grève illimitée pour protester contre la baisse des effectifs et l'augmentation du délai de départ en intervention, ont indiqué les syndicats du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

La CGT, SUD, le SNPP-CFTC et l'UNSA dénoncent notamment '*le non-remplacement des départs à la retraite et la baisse dramatique des effectifs*'. (Lemonde.fr 06.12)

2- Espagne. A bas l'Etat policier !

Malgré un retour à la normale après un week-end de chaos dans les aéroports espagnols, José Luis Rodriguez Zapatero a déclaré lundi qu'il pourrait prolonger l'"*état d'urgence*" que son gouvernement a décrété pour mettre fin à une grève des aiguilleurs du ciel. (AP 06.12)

3- Grèce.

Des jeunes gens ont affronté lundi la police anti-émeute et lancé des pierres contre des bâtiments ministériels dans le centre d'Athènes, alors que les étudiants marquaient le deuxième anniversaire du décès d'un adolescent tué par des tirs de la police.

Les violences de lundi se sont produites dans plusieurs quartiers de la capitale grecque, pendant qu'environ 2.000 personnes marchaient en direction du parlement pour marquer l'anniversaire de la mort d'Alexandros Grigoropoulos, 15 ans. Pendant plus de six heures, des jeunes s'en sont pris aux forces de l'ordre, jetant sur des policiers et sur le ministère des Finances des pierres et des oranges notamment.

Dans la deuxième ville du pays, Thessalonique, environ 2.000 personnes ont également manifesté dans les rues. (AP 06.12)

Economie.

1- France. Tout pour le capital, le cadeau serait plus gros que prévu.

Le rapporteur de la commission des Finances de l'Assemblée, l'UMP Gilles Carrez, chiffre à 8,9 milliards d'euros pour 2010 le coût de la réforme de la taxe professionnelle (TP) contre 3,9 milliards initialement prévu.

"*Au total, le coût de la réforme pourrait être compris entre 7 milliards d'euros - évaluation découlant des éléments transmis par le gouvernement - et 8 milliards d'euros, soit près de deux fois le coût de 3,9 milliards d'euros initialement prévu*", précise-il.

Gilles Carrez ajoute même que, compte tenu des difficultés à mesurer avec précision le coût de la réforme, ses propres calculs "*conduisent à évaluer le coût de la réforme à 8,9 milliards d'euros en 2010 et à 7,5 milliards d'euros en 2011*".

Pour le rapporteur de la commission des Finances de l'Assemblée, la réforme de la TP "*apparaît donc comme un allègement historique de la pression fiscale pesant sur les entreprises comparable à celui des baisses cumulées d'impôt sur les sociétés (IS) adoptées entre 2000 et 2009*". (Reuters 06.12)

2- Zone euro en crise, suite.

Les ministres des Finances de la zone euro ont décidé de ne pas augmenter la dotation du Fonds de stabilité, comme le souhaitait l'Allemagne et contre l'avis du FMI et de la BCE.

Ce sera finalement non ! L'Allemagne, dont les rendements obligataires sont les plus faibles d'Europe (2,40%), n'a pas envie de payer pour les autres pays plus fragiles. Alors que Jean-Claude Juncker et le ministre des Finances, Giulio Tremonti, avaient plaidé lundi dans le Financial Times en faveur de la création d'«*euro bonds*», afin de signaler clairement aux marchés financiers l'«*irréversibilité de l'euro*». Preuve que les désaccords entre pays de la zone euro sont encore bien profonds. (Lefigaro.fr 06.12)

3-Hongrie.

L'agence Moody's a annoncé lundi avoir abaissé de deux crans la note souveraine de la Hongrie, à Baa3 contre Baa1, en raison d'"*inquiétudes croissantes*" sur la situation budgétaire à moyen et long terme qui pourraient conduire à une nouvelle dégradation. Moody's pourrait de nouveau abaisser cette note "*si le gouvernement ne parvient pas à stabiliser sa situation financière*", selon un communiqué de l'agence de notation.

De son côté, le ministre de l'Économie György Matolcsy a regretté la décision. "*L'agence de notation a oublié de prendre en compte le fait que la Hongrie est un des pays où le déficit public est l'un des plus bas de l'UE (3,8 % du PIB visés en 2010) et qu'avec la Suède, il est le seul pays où la dette est à la baisse*", a-t-il indiqué à l'agence MTI.

Le taux des emprunts d'État hongrois sur dix ans s'élevait à 8,35 % lundi en milieu d'après-midi, contre 8,19 % pour l'Irlande ou encore 5,95 % pour le Portugal, deux pays considérés comme parmi les plus fragiles de la zone euro. (Lepoint.fr 06.12)

En comparaison, le taux des emprunts d'État allemands sur dix ans tourne autour de 3%. L'Etat allemand peut émettre des obligations qu'il rétribuera à 3%, et avec cette somme il peut acheter des obligations d'Etat émis par la Hongrie, l'Irlande, le Portugal ou l'Espagne à un taux entre 5 et 10%, donc empocher la différence entre les deux. Vous empruntez une somme à 5% et vous la prêtez à 10%, ensuite vous encaissez la différence, en dormant, ce n'est pas plus compliqué que cela. On se demande pendant combien de temps encore les différends Etats vont ainsi continuer de se laisser plumer. Réponse, aussi longtemps que les travailleurs de ces pays n'auront pas trouvé la bonne méthode pour les renverser.

4-Tous responsables et coupables, Etats, gouvernements et banquiers.

Réaction d'internautes à un article paru dans Slate.fr, dont le titre était *En défense des banques*, et signé Diogène.

«Diogène» (un regard sans tabou), est un petit groupe d'économistes et d'acteurs de la finance composé, entre autres, de Patrick Artus, Philippe Bajou, Patricia Barbizet, Jean Pascal Beauffret, Michel Castel, Sylvain de Forges, Jean Louis Fort, Bertrand Jacquillat, Christian Merle et Olivier Pastré.

4.1- Le but du groupe diogène est "*d'en finir avec l'hypocrisie qui règne depuis le début de la crise et la dénonciation de boucs émissaires (banques, agences de notation...)*".

D'emblée, les auteurs posent leur point de vue "*c'est pas la faute aux banques et on va vous expliquer pourquoi, bande de néophytes*".

L'article présent pose les bases d'une critique des états et de la déréglementation qui a permis l'éclosion de la crise financière et économique actuelle, en remontant aux origines des années 80.

A propos de cet article, Si l'objectif de Diogène est d'élargir le débat en le sortant du cadre franco français, pour le replacer dans le contexte européen, on peut déjà se poser la question de la pertinence du cadre de l'élargissement. La crise financière actuelle a une origine très clairement américaine (fin de du Glass-Steagall Act, généralisation des subprimes, non-réglementation des marchés de dérivés etc), alors pourquoi se focaliser uniquement sur la politique européenne dans ce domaine, qui dans bien des cas n'a fait que suivre l'américaine ?

Concernant le but de Diogène "*en finir avec l'hypocrisie qui règne depuis le début de la crise et la dénonciation de boucs émissaires (banques, agences de notation...)*".

Si dès le début Diogène prend la défense des banques, on peut douter de l'objectivité du discours. Nier d'emblée une quelconque implication des institutions financières dans la crise actuelle, est un parti pris pour le moins... audacieux (on pourra se référer à des documentaires comme cleveland contre Wall Street, inside job, ou tout simplement aux activités de Goldman Sachs avec son ABACUS pour exemple... ou tout simplement la faillite de l'islande et de l'irlande après que ces états aient eu la mauvaise idée de garantir les dettes de leurs banques nationales, ou encore les milliers de milliards de dollars injectés par le gouvernement américain dans AIG, freddy mac et fanny mae).

Le discours qui sous tend leur acte de foi est de dire, que la crise financière n'est pas du à la cupidité des méchantes banques, ou des entourloupes des agences de notations (capables de noter AAA lehman brothers deux jours avant sa faillite) , mais que c'est la faute des états qui ont dérégulé à tout va sans réfléchir.

On apprécie le double salto idéologique. Pendant des années, au nom de la sainte concurrence (Milton Friedman et les Chicago boys au pouvoir), il fallait déréguler à tout va dans tous les secteurs pour le bien du marché et des consommateurs, et maintenant nos Diogènes nous expliquent que trop de dérégulation et c'est la crise.

Que faut-il en déduire ? que la réglementation des activités financières est un frein nécessaire à la courte vue des banques et leur incapacité à prévenir la survenance d'une crise ?

Est-ce à dire que le marché ne s'auto-régule donc pas de lui même ?

Il y a quelques années, dire de telles choses dans le monde financier vous aurait fait passer pour un vilain gauchiste, ou pour le moins , un rabat-joie.

Si on suit diogène, pour sauver les banques de la crise financière, il faut plus de réglementation pour les empêcher de faire n'importe quoi, tout en assumant que les banques ne sont pas responsables de la crise , et n'ont pas fait n'importe quoi...

Après tout, si les raisons sont différentes, je les rejoins sur ce principe, une bonne réglementation éviterait que les mêmes causes produisent les mêmes conséquences. (rétablissement de la séparation entre banque de dépôt et banque d'investissement, monopoles des sociétés de bourse pour la transparence, interdiction des ventes à découvert, réglementation des dérivés, chambre de compensation pour les CDS et la titrisatino en général ,fin de la comptabilité marked to market, il ya de quoi faire)

Par contre, quand Diogène tente de dire dans son article , précédé de sa profession de foi " *nous éclairer dans ce que vous découvrirez dans deux ou trois mois*" , que les états sont responsables, par la dérégulation de la crise , alors là, c'est au mieux de la bêtise de premier communiant au pire de la fumisterie de la part d'économistes qui ne sont tout de même des étudiants de première année.

Qui a inspiré les lois de dérégulation ? les institutions financières.

Qui les a écrites ? les institutions financières.

Qui a noyauté les organismes de contrôle ? les institutions financières.

J'exagère ?

Allez dernier exemple en date, Stephen Green , PDG de HSBC , quitte ses fonctions fin 2010 pour devenir ministre du commerce UK. Qui aura à ce titre, un rôle important à jouer dans la définitions des nouvelles normes bâle III. Normes qui sont définies en Suisse , pays bien connu pour sa réglementation tatillonne envers les banques. l'EFB (European Finance Federation) est le lobby des banques européennes, il a pignon sur rue (et sur le web) et à son siège à bruxelles. Il est régulièrement contacté par la commission européenne pour définir les futures directives bancaires. Celles que justement fustigent nos amis Diogène.

Le pendant international IIF (Institute for International Finance) a lui aussi clairement pour but de faire du lobbying au niveau international (FMI, OMC etc)

Aux USA, la plupart des secrétaires du trésor, et directeurs de la FED sont issus des grandes banques d'affaires (goldman sachs étant une grande pourvoyeuse pour le gouvernement américain)

En France, on pourra noter les relations "spéciales" du monde politique et de la finance avec un seul exemple, quand M. Pérol est devenu président du groupe BPCE par la seule nomination du Président de la république.

M. Pérol était avant un des conseillers spéciaux de Nicolas Sarkosy.

Donc, étant donné la porosité entre monde politique et financier, quand ce n'est pas carrément la symbiose comme aux USA, accuser les états de faire de la dérégulation , source de crise financières, prétendant ainsi exonérer les institutions financières de leurs responsabilités, c'est de l'aveuglement, surtout de la part d'économistes qui ne sont quand même pas si éloignés des réalités politiques.

Combien de crises financières, combien de scandales de conflits d'intérêts, combien de faillites d'états vous faudra-t-il pour admettre que les banques, les agences de notations, les lobbies bancaires, ont une énorme part de responsabilité ?

4.2- "*Qui a inspiré les lois de dérégulation ? les institutions financières.*

Qui les a écrites ? les institutions financières.

Qui a noyauté les organismes de contrôle ? les institutions financières."

Mais qui a accepté de se laisser inspirer, d'écrire sous la dictée et de mettre en place des organismes de contrôle noyautés par ceux qu'ils étaient supposés contrôlés : les Etats.

La banque, c'est comme les restaurateurs qui viennent d'obtenir la baisse de la TVA, un lobby. Les lobbys font leur job de lobby. Nos dirigeants sont supposés être capable de faire la part de l'intérêt général et des intérêts particuliers.

Le problème, c'est quand l'idéologie tient lieu de réflexion économique. Il suffit d'utiliser des mots magiques tels que concurrence, innovation, dérégulation, déréglementation, compétition pour arriver à vendre à une bonne partie de la classe politique européenne n'importe quel intérêt particulier. C'est marche avec la banque, mais aussi l'énergie et la plupart des services publiques.

4.3- Bien sûr que les banques ne sont pour rien dans la crise !

- ce ne sont sûrement pas des banques qui ont fait des prêts immobiliers massifs à des candidats insolvables!

- ce ne sont toujours pas des banques qui ont transformé ces prêts en instruments financiers toxiques , qu'elles ont refilé à leurs petits copains et concurrents!

- ce ne sont pas des banques qui financent des fonds d'investissements acharnés à dégager le maximum de plus-values le plus vite possible, quitte à virer les dirigeants récalcitrants (voir Accor ou Carrefour avec Colony!)

- ce n'est bien sûr pas une banque qui a aidé la Grèce à masquer ses déficits pour ensuite l'attaquer sur les marchés financiers!

- et bien sûr, les banques se sont remises immédiatement à leur fonction première qu'elles n'ont jamais abandonné: financer l'économie!

Ah, j'oubliais, c'est bien vous qui avez dit qu'il n'y avait pas eu de crise financiére? Merci de nous rassurer!

4.4- le sauvetage des banques par l'état : oui. Mais il faut savoir de quelle banque on parle. doit-on sauver les banques d'épargnants, de M. er Mme Michu avec leur carte bleue, la banque de l'entrepreneur , ou doit-on sauver les banques d'investissements qui ont fait joujou sur les marchés et ont perdu leur culottes (et celles de leurs clients au passage) ?

Si l'état doit sauver quelque chose ce sont les déposants, les épargnants et les entrepreneurs pas les banques d'investissement.

L'inconvénient, c'est qu'avec la dérégulation voulue par les banques via leur lobbys (au passage, oui les politiques sont responsables de s'être laissé faire, mais je doute qu'ils soient à l'initiative de cette dérégulation, sauf peut être Alain Madelin) , il n'y a plus de séparation entre les banques de dépots / retail et les banques d'investissement.

Et c'est bien là tout le problème. Car si on prend les banques irlandaises, elles ont prêté plus qu'elles n'avaient dans les poches, largement plus, elles se sont lancés dans des opérations très risquées en bourse et que quand la crise est venue, elle se retrouvent toute nues. et là, pour le coup, c'est entièrement de leur responsabilité.

Elles jouent de cette confusion entre banque de dépôt et banque d'investissement pour faire du chantage à l'état sur le mode : si je coule , j'emporte avec mois X millions de comptes clients". Vous pensez bien qu'un état peut difficilement se permettre de dire à ses citoyens "vot' banque a coulé, zavez plus d'économies, plus de comptes courants, tant pis pour vous". (voir l'exemple northen rock ou RBS au UK par exemple)

Donc, oui je suis pour une re-régulation, mais en n'exonérant pas pour autant les banques de leurs responsabilités. Les états ne devraient garantir que la partie banque de dépôt. Après les banques d'investissements, si elles se sont plantées dans leurs investissements, au nom de quoi les gentils contribuables devraient éponger leurs erreurs ?

Par ailleurs, je ne vois pas comment l'Etat pourrait être garant de tout, pour reprendre l'exemple de l'Irlande, les dettes de banques irlandaises représente 5 fois le PIB du pays. Même avec des intérêts bas, je ne vois pas comment l'état irlandais pourrait rembourser de telles sommes, sauf à vendre le pays ? en faisant travailler ses citoyens gratuitement ?, il faudra bien un jour songer à mettre en place un mécanisme de faillite pour les banques dites "too big too fail".

4.5- Je reconnais avec vous que dans de nombreux pays, la responsabilité des politiques est au moins aussi grande que celle des banques d'investissement, mais l'attitude de Goldman Sachs en Grèce est assez consternante, même si tout est légal !

Et il faut quand même reconnaître que tout à démarré avec la crainte de la défaillance de Freddie Mac et Fanny Mae, fournisseurs de crédits hypothécaires (subprimes), crédits qui, titrisés et manipulés par les établissements financiers, ont conduit à la crise actuelle!

On ne peut pas dire que les acteurs du monde financier n'y sont pour rien !

Commentaire.

La collusion entre les Etats et l'aristocratie financière qui pille les peuples est manifeste et établie.

Quand on observe les réactions des partis institutionnels, des syndicats et des différentes institutions financières et autres, on s'aperçoit que tous tiennent à épargner les Etats et à détourner l'attention de la population vers les banquiers ou l'UE et le FMI. Pour eux l'essentiel, c'est que le pouvoir politique en place soit épargné, car il faut éviter à tout prix que les travailleurs situent leur combat contre l'Etat qui est l'agent et le protecteur du capital.

Le problème que les travailleurs ont à résoudre ne réside pas dans le pouvoir des banques, mais dans le pouvoir qui est donné aux banques d'agir comme bon leur semble, et qui détient ce pouvoir : l'Etat ! C'est seulement en renversant l'Etat qu'on peut se donner les moyens de s'attaquer aux banques, c'est simple à comprendre, non ? Dès lors notre combat (politique) devrait se concentrer contre l'Etat, le gouvernement, etc.

Le 8 décembre

Comprendre le fonctionnement de l'économie capitaliste, son volet financier. Allez, on se lance !

Les banques accordent des prêts à hauteur de centaines de milliards d'euros à des entreprises ou des particuliers, sommes colossales dont elles ne disposent pas et qui sont en moyenne 8 à 10 fois supérieures à leurs actifs (gonfler artificiellement leurs actifs [pourris], leur permet d'obtenir une autorisation de prêts de plusieurs centaines de milliards d'euros supplémentaires, ces sommes correspondent aux lignes de crédit que leur accordent la banque centrale (la Banque de France ou la BCE) et l'Etat ou avec sa bénédiction, et lorsque ses clients ne peuvent plus rembourser leurs crédits, c'est l'Etat ou la BCE qui vole à leur secours pour éviter qu'elles tombent en faillite et que le système tout entier s'écroule.

Et où l'Etat et/ou la BCE trouvent-ils cet argent ? Dans la poche des contribuables, donc les travailleurs, via les impôts directs et indirects que nous payons.

Nous avons déjà vu que la BCE ou les banques centrales prêtaient de l'argent aux banquiers à des taux proches de zéro, et qu'ensuite les banquiers prêtaient cet argent à des taux supérieurs, empochant la différence au passage... en dormant.

Autre cas de figure. Pour que la BCE ou une banque centrale prête l'argent qu'elle n'a pas en caisse, elle doit commencer par recourir à la planche à billets, mais comme elle n'a pas le droit de prêter de l'argent dont elle ne serait pas détentrice, il lui faut commencer par le distribuer sous forme de prêts à des taux très avantageux à des banques ou des institutions financières qui ensuite prêtent le même argent à un taux plus élevé à la banque centrale, et c'est seulement à cette étape qu'elle peut prêter cet argent à une banque ou un Etat ou aux mêmes institutions financières ! On verra plus loin qu'une différence d'1% peut représenter des profits immenses.

Autre cas de figure qui aboutit au même résultat. Les banques centrales empruntent sur les marchés financiers à des taux élevés l'argent qu'elles vont ensuite leur prêter à des taux inférieurs, l'opération permettant aux opérateurs du marché de réaliser une importante plus-value au passage.

Dans le cas des obligations d'Etat cela fonctionne de la même manière : l'Etat emprunte sur les marchés à des taux d'intérêt importants (entre 3 et 10% sur 10 ans selon les pays, 3% dans le cas de l'Allemagne, 10% dans le cas de la Grèce par exemple) l'argent qu'il va ensuite distribuer aux banques ou aux capitalistes à des taux inférieurs, c'est le contribuable qui paiera la différence, un cadeau aux capitalistes.

Quand l'Etat prête 6 milliards d'euros à Renault par exemple, il ne fait pas cadeau de 6 milliards à Renault comme on a pu le lire ici ou là, c'est la différence entre le taux d'intérêt du marché et celui que lui accorde le gouvernement que Renault empoche discrètement. Dans l'exemple que nous venons de voir cela ne représente qu'un gain de quelques dizaines de millions d'euros, dans le cas des banques, disons un prêt de 400 milliards d'euros, il faut rajouter deux zéros derrière au bas mot, le chiffre se monte en milliards d'euros de cadeaux aux banquiers. Là encore le gouvernement n'a pas donné 400 milliards aux banquiers, il leur a fait cadeaux de quelques dizaines de milliards d'euros.

Il faut ajouter à cela que pour financer son déficit auprès des marchés auprès desquels il a emprunté de l'argent, l'Etat va verser près de 50 milliards d'euros d'intérêts par an, une rente pour les banquiers. La dette est le produit de la différence entre les recettes et les dépenses des comptes de l'Etat, dépenses dans lesquelles est inclue la rente versée aux marchés. La dette s'explique à la fois par la baisse de la taxation des bénéfices réalisés par les entreprises, les multiples cadeaux consentis aux capitalistes, la baisse de la part du travail dans le PIB.

J'ai lu que les banques irlandaises avaient emprunté sur les marchés jusqu'à 5 fois le PIB du pays, cette information est à prendre au conditionnel, quoi qu'il en soit, il semblerait qu'elles seront dans l'incapacité de rembourser cet argent à ses créanciers (ceux qui lui ont prêté de l'argent), dès lors la panique s'empare de ses créanciers, à moins qu'ils ne se servent de la situation comme prétexte pour leur demander de rembourser leurs crédits, or elles n'en n'ont pas les moyens, du coup elles demandent à l'Etat de les renflouer, via l'UE et le FMI qui va demander toujours aux mêmes de payer la note : les travailleurs à travers un plan d'austérité.

Le fonctionnement de ce système est facile à comprendre : les banques empruntent de l'argent sur les marchés et remboursent ses emprunts précédents avec les nouveaux, mais dès que le robinet du crédit se ferme, elles ne peuvent plus honorer leurs créances et c'est la banqueroute. C'est l'affaire Madoff à la puissance mille à l'échelle mondial puisque toutes les économies fonctionnent sur le même modèle.

Voilà comment fonctionne le système capitaliste sans entrer dans les détails. On complètera ce tableau à l'occasion.

Question : cette démonstration réalisée avec des mots simples, n'est-elle pas à la portée de chaque travailleur ou jeune ? Au lieu de cavaler dans tous les sens, la lutte, la lutte, la lutte, ou de sortir des tracts que personne ne lira finalement parce que trop théoriques, ne vaudrait-il pas mieux expliquer en ses termes accessibles à tous comment fonctionne le capitalisme pour élever

le niveau de conscience des masses ? Les partis et les formations politiques en générale s'imaginent que les travailleurs s'entendent avec leur terminologie politique ou leurs démonstrations que seuls une élite ou des intellectuels peuvent comprendre, c'est une grave erreur. Même la plupart des intellectuels qui ne sont pas versés en économie ne comprennent rien au fonctionnement du capitalisme, c'est un constat que l'on peut dresser quotidiennement.

Autre chose sur le même sujet.

J'ai écrit il y a quelques jours que l'appel de Cantona à vider les banques était utopique même si l'intention était généreuse.

Bien sûr que cet appel ne se situait pas sur le terrain de classe du prolétariat et qu'il était maladroit, quoique cela se discute, est-ce pour autant une raison pour le dénigrer comme le font certains militants qui suivent aveuglément leurs dirigeants à l'incurie politique légendaire ? Sur quelle planète vivent-ils ces militants ou ces dirigeants ? Dans quel milieu vivent-ils ? Certainement pas dans le milieu ouvrier, car l'idée de Cantona a dû alimenter les discussions dans tous les bistrots où les travailleurs prennent le café le matin avant d'aller trimer ou alors je n'y ai jamais foutu les pieds ! Ah voilà que vous faites dans le café du commerce, diront nos détracteurs ! Et si c'est ainsi que des dizaines de millions de travailleurs abordent la situation, vous faites quoi ?

C'est terrible ces militants et ces dirigeants, pour qui se prennent-ils ?

Ce sont les mêmes qui d'un geste méprisant balaient du bras cette idée, alors qu'elle pouvait servir de base à une discussion politique, qui gardent un silence assourdissant sur WikiLeaks et le sort que réserve l'impérialisme à Julian Assange ou encore sur les magouilles du Conseil constitutionnel qui a validé en 1995 les comptes de campagne de Balladur et Chirac, alors que le candidat Schivardi s'est vu rembarrer pour une poignée d'euros, notez bien que dans le premier cas, ce sont les banques qui sont en cause, dans le second le capitalisme mondial et sa diplomatie secrète, dans le troisième l'Etat français et le parti de l'ordre : pas touche disent-ils tous en coeur !

Ils peuvent hurler à la calomnie, c'est malheureusement l'exact et triste constat et vérité. Comme il est loin le temps où ils clamaient que la vérité était révolutionnaire !

Cantona a le malheur pour lui de ne pas être un militant ouvrier mais d'être simplement une figure populaire, c'est un crime camarades ! Il a eu la maladresse de dénoncer selon lui des manifestations qui ne menaient à rien, il n'a pas eu totalement tort entre nous, non, ce que ses détracteurs, pardon, ses procureurs lui reprochent sûrement. Il y en a qui vont déformer mon propos et en déduire que je serais contre les manifestations, parce qu'ils n'ont aucun argument valable à nous opposer, laissons-les penser ce qu'ils veulent.

Et puis, assez d'hypocrisie, personne n'a réellement pris au sérieux cet appel à vider les banques, par contre on peut parier qu'il restera dans la tête des travailleurs la vague idée (encore) qu'une révolution sera nécessaire pour en finir avec les banquiers qui s'empiffrent pendant que le gouvernement taille à la hache dans tous nos droits. Associer révolution et banque dans un même appel n'était pas une mauvaise idée, c'était le moyen pour en finir avec la dictature de l'aristocratie financière qui n'était pas correct, nous nous employons ici à rectifier le tir, ce que tout militant pouvait faire facilement, mais apparemment cela posait un problème à certains, parler des banques d'accord, évoquer la révolution, ah cela non !

Tous ce qui ne se situe pas exclusivement sur le terrain de la lutte des classes devrait être banni des discussions, selon certains militants, cadres ou dirigeants. Bien. Mais dites-donc, les dizaines de millions de travailleurs qui ne se sont pas mobilisés sur les retraites tout en rejetant le projet du gouvernement, étaient-ils sur le terrain de leur classe, manifestement pas. Faut-il leur tourner le dos pour autant ? Tous des beaufs, des veaux, l'arrière-garde arriérée et indécrotable du prolétariat, pas même foutus de se syndiquer ou d'adhérer à un de ces glorieux partis ouvriers, tout juste bons à remplir les tribunes d'un terrain de foot !

Qui se situent sur le terrain de la lutte des classes dans ce pays ? Les militants des syndicats et des partis uniquement, et encore, c'est leur faire trop d'honneur pour certains d'entre eux ! Une infime minorité de travailleurs qui revendiquent dans leurs entreprises ou administrations et encore inconsciemment. (A suivre)

Pour répondre à un camarade, cela ne m'a pas choqué que l'intersyndicale appelle à deux manifestations un samedi, cela aurait pu être un dimanche que je n'en aurais pas été davantage choqué, après tout il s'agissait de voir ce que les masses avaient dans le ventre et on l'a vu. Je comprends cette réaction d'un syndicaliste de base qui associe systématiquement grève et manifestation, par contre venant de dirigeants de partis ouvriers elle était inacceptable, elle servait à couvrir leur refus d'y appeler en tant que parti, alors que pour affronter Sarkozy les syndicats et les partis auraient dû marcher ensemble sur des mots d'ordre politiques, ce qui est totalement inconcevable de nos jours.

Politique.

1- UMP, FN : même combat !

"*C'est le FN qui est venu chasser sur nos terres, et non pas l'inverse. Nous sommes simplement des pasteurs qui voulons réunir nos brebis galeuses.*" a dit Lionnel Luca, cofondateur de Droite populaire (UMP). (Lepoint.fr 07.12)

Cette précision est intéressante car elle remet les choses à leurs places : il y a certes des nuances d'appréciation au sein du parti de l'ordre sur la manière d'affronter la situation et le prolétariat, mais lorsqu'il s'agit d'employer les grands moyens pour réprimer le mouvement ouvrier et le prolétariat, ils se valent tous, aucune illusion n'est permise à ce sujet.

2- Strauss-Kahn en rajoute une louche !

Au sujet de la Grèce, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn s'est déclaré confiant pour un retour à la croissance en 2010. Il a invité le gouvernement grec à lutter contre l'évasion fiscale et à réformer le marché du travail. (Reuters 07.12)

Social.

1- Le droit à l'instruction pour tous bafoué.

La France obtient une note moyenne dans l'étude Pisa 2009 sur les systèmes éducatifs internationaux. Menée tous les trois ans depuis 2000, ce classement de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), mesure les acquis vers la fin de la scolarité obligatoire, à 15 ans.

Les inégalités scolaires se sont accrues en France depuis l'an 2000, avec notamment davantage d'élèves faibles, révèle l'étude, selon l'AFP. "*Il y a de plus en plus d'élèves en échec scolaire, les inégalités se sont creusées.*" (20minutes.fr 07.12)

2- UE. Toujours plus social !

Les ministres européens des affaires sociales et de l'emploi, réunis à Bruxelles, ont catégoriquement rejeté lundi 6 décembre la proposition du Parlement européen visant à allonger la durée minimale du congé de maternité à 20 semaines et à instaurer le principe d'un congé de paternité rémunéré. "*La très, très grande majorité des Etats membres considère que le Parlement est allé trop loin en proposant l'allongement du congé de maternité à 20 semaines, avec une rémunération à 100 % du salaire, ce n'est pas une base de négociation*", a estimé la ministre belge de l'amploi, Joëlle Milquet, dont le pays assure actuellement la présidence de l'Union européenne.

Mme Milquet a indiqué en revanche que les gouvernements européens étaient ouverts à l'idée d'instaurer un congé de maternité minimal de 18 semaines, comme proposé à l'origine par la Commission européenne, ce qui correspond aux recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT). Toutefois, ils refusent l'idée d'une indemnisation à 100 % du salaire.

Les pays opposés à un allongement à 20 semaines, au premier rang desquels la Grande-Bretagne et la France, font valoir que cela induirait des coûts supplémentaires importants, en pleine période de disette budgétaire en Europe.

Roselyne Bachelot a dénoncé lundi à Bruxelles le "*coût considérable*" d'un passage à vingt semaines, évalué à 1,3 milliard d'euros pour la Sécurité sociale française. "*Vu le situation économique et les exigences du pacte de stabilité, l'Allemagne ne peut se permettre cet allongement*", a averti la ministre allemande de l'emploi, Kristina Schröder. (Lemonde.fr 07.12)

Alors qui décide quoi : le Parlement européen, la Commission européenne, autrement dit l'Union européenne ou "*les gouvernements européens*", les "*Etats membres" de l'UE ? Vous avez la réponse ci-dessus. Cette mise au point s'adresse à ceux qui hurlent : à bas l'UE, à bas le FMI mais qui "oublient*" systématiquement d'ajouter : à bas le gouvernement et les institutions de la Ve République. Assez de manipulations !

3- Grande-Bretagne. La classe dominante raciste : qui l'aurait cru ?

Un seul élève de la catégorie «*noir caribéen*» a été admis à Oxford l'année dernière, une tendance que partagent les deux meilleures universités britanniques. Vingt des «*collèges*» (l'équivalent de départements) qui composent les universités de Cambridge et d'Oxford n'ont offert aucune place à des candidats noirs en premier cycle (l'équivalent de la licence) l'année dernière.

Le pittoresque Merton College, qui occupe systématiquement les premières places aux classements académiques des premiers cycles d'Oxford, n'a pas accueilli un seul étudiant noir depuis cinq ans. Les statistiques, qui ont été publiées à la suite d'une demande du député du Parti travailliste David Lammy en vertu de la loi sur la liberté d'information, montrent que 89% des étudiants de premier cycle d'Oxford viennent de la haute société ou des classes moyennes.

Les données britanniques montrent aussi qu'il n'y a aucun noir parmi les 1.500 universitaires et employés de laboratoire de Cambridge. (Slate.fr 07.12)

4- Haïti. Dehors les troupes d'occupation qui sèment la désolation !

La rumeur disait donc vrai. Le foyer infectieux de l'épidémie de choléra en Haïti est parti du camp des Casques bleus népalais de la Mission de l'ONU dans le centre du pays, selon le rapport du Pr Piarroux, qui s'est rendu dés le début de l'épidémie en Haïti, à la demande du ministère de la Santé haïtien. «*Ce rapport, qui est de la responsabilité personnelle du Pr Piarroux, a été transmis aux Nations unies, qui ont ouvert une enquête. Il appartient également aux autorités haïtiennes de déclencher une enquête, si elles l'estiment nécessaire*», a fait savoir le Quai d'Orsay ce mardi.

«*Le foyer infectieux est parti du camp des Népalais*» situé à Mirebalais près du fleuve Artibonite. «*Le point de départ est localisé très précisément*», a dit cette source en se basant sur les conclusions du rapport du professeur français Renaud Piarroux, épidémiologiste envoyé en mission en Haïti par la France à la demande du ministère haïtien de la Santé.

«*Il n'y pas d'autre explication possible que ça sur le développement de l'épidémie dans un contexte où il n'y avait pas de choléra dans le pays, et compte tenu de l'intensité, de la vitesse de propagation et de la concentration de vibrion (bacille, NDLR) dans le delta de l'Artibonite*», a-t-elle ajouté.

«*L'explication la plus logique, c'est l'introduction massive de matière fécale dans le fleuve de l'Artibonite en une seule fois*», a poursuivi cette source. «*Le seul élément manquant c'est l'établissement formel à partir d'analyses et de prélèvements de la présence du vibrion chez les Népalais*», a-t-elle poursuivi.

L'épidémie de choléra a fait plus de 2.000 morts en Haïti depuis son apparition et plus de 90.000 cas ont été enregistrés, selon un nouveau bilan communiqué lundi par le ministère haïtien de la Santé. (20minutes.fr 07.12)

Economie.

1- Irlande.

Le gouvernement irlandais a détaillé mardi un budget d'austérité sans précédent, censé dégager six milliards d'euros d'économies par le biais d'une réduction des dépenses et d'une hausse des impôts.

Le budget de 2011 est le plus serré d'un programme d'austérité quadriennal dont l'objectif est de réaliser 15 milliards d'euros d'économies budgétaires, soit près de 10% du produit économique annuel, et de ramener le déficit budgétaire aux normes de la zone euro en 2014.

Pour 2011, les réductions des dépenses, qui toucheront les retraites dans la fonction publique, les prestations sociales ou encore les projets d'investissement, représenteront quatre milliards d'euros.

A cela s'ajouteront deux milliards d'euros de hausse des impôts, essentiellement en abaissant le plancher d'imposition et en modifiant les crédits d'impôt. (Reuters 07.12)

2- Le paradis terrestre existe, ainsi soit-il !

Selon un rapport publié mardi par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), les 50 premières entreprises européennes ont toutes une partie des leurs filiales implantées dans des paradis fiscaux. Le constat est ans appel : chacune d'entre elle détient en moyenne 20 filiales aux Pays-Bas et 8 filiales au Luxembourg.

Les sociétés hexagonales n'échappent pas à la règle. Plus de 20% des filiales d'Axa à l'étranger se trouvent ainsi dans des paradis fiscaux selon le rapport. Ce chiffre descend à quasiment 17% pour GDF Suez, 17 ,5% pour EDF, 16% pour Carrefour et France Telecom , 13,6% pour Saint Gobain et un peu moins de 10% pour Peugeot.

Les banques françaises sont particulièrement bien représentées. Sur ses 1.417 filiales hors des frontières, BNP Paribas en possède 347 (24,4%) dans des paradis fiscaux. Cette part atteint 17,9% pour Crédit agricole et 15,4% pour la Société Générale.

Les banques s'étaient pourtant engagées à fermer leurs succursales dans ces territoires, en raison de la loi de juin 2009 qui les oblige à publier leurs implantations dans les paradis fiscaux. Mais la liste retenue par le gouvernement «ne comprend en 2010 que 18 territoires représentant à peine 0,2 % de la finance offshore mondiale», critique le rapport.

Une évasion fiscale qui prive les Etats d'une manne financière non négligeable et brouille l'économie mondiale.

Le poids statistiques des paradis fiscaux est ainsi déconnecté de leur influence économique réelle. Les îles Vierges britanniques, «*les Iles Caïmans, le Luxembourg, l'Ile Maurice et les Pays-Bas ne représentent que 1 % du PIB mondial et 0,27 % de la population de la planète (…) Pourtant, ces cinq pays cumulés pèsent 1,7 fois plus que les États-Unis et trois fois plus que le Japon, l'Allemagne et la France réunis en matière d'investissement direct à l'étranger*», explique le rapport.

Des chiffres qui s'expliquent par l'attractivité fiscale de ces territoires. Les multinationales, notamment du secteur bancaire, s'y réfugient pour échapper au fisc. Et elles n'hésitent pas à mettre au point toute sorte de mécanismes pour alléger leur facture.

Le rapport prend notamment l'exemple de Google. Le géant de l'Internet a basé son siège européen en Irlande, connu pour avoir l'un des taux d'imposition sur les sociétés les plus faibles d'Europe. Google Irlande est de l'autre côté détenue par une société dans les Bermudes où les bénéfices ne sont pas taxés. (20minutes.fr 07.12)

Haut de page

Le 9 décembre

La société OVH a reçu et encaissé mon chèque de 26 euros correspondant à l'hébergement du site pour l'année 2011. Alors on continue !

Un message reçu des camarades des groupes CCI-T et Révoltes.

Le CCI (T) et le groupe Révoltes vous invitent à une réunion publique le 16 Décembre à Lyon.

-Un mouvement venu des profondeurs de la classe ouvrière, d'une grande ampleur , mais qui n'a pas fait céder le pouvoir en place : pourquoi ?
-Comment la collaboration des directions syndicales à rendu possible la réforme
-Comment se sont disposées les directions des syndicats contre la centralisation du combat et contre la grève générale
-Comment ce puissant mouvement à finalement été cadenassé par les appareils
-Comment les grèves reconductibles ont été opposées à l'appel clair à la grève générale
-Qu'est-ce qui était nécessaire dans ce mouvement ?
-Qu'est-ce qui est nécessaire aujourd'hui ?
-Comment poser aujourd'hui la question du gouvernement ?
-Quel gouvernement pourrait satisfaire nos revendications ?
-Comment résoudre la question du parti révolutionnaire qui fait défaut ?

Le CCI(T) et le groupe Révoltes vous proposent de débattre de ces questions lors d'une réunion publique à Lyon Maison des passages - 44, rue Saint Georges - Metro Saint Jean - Jeudi 16 Décembre à 20h

Ce serait intéressant que ces camarades rédigent un compte rendu exhaustif de cette réunion, pas pour leur tirer dessus ensuite, mais pour discuter loyalement et fraternellement des points de vue avancés par les différents intervenants, à la limite on s'en fout de savoir qui ils sont et s'ils ont adhéré à un parti ou un syndicat.

Si je peux me permettre de leur soummettre une question supplémentaire : doit-on oui ou non avancer des mots d'ordre politique en direction de la classe et des masses, doit-on fixer aux travailleurs des objectifs politiques à leur combat ou au contraire doit-on se limiter à des objectifs économiques comme le font tous les partis ouvriers ?

Comparez les objectifs du mouvement ouvrier de 1936, 47 ou 68 en France, avec les objectifs du prolétariat russe de 1905 et 1917, et les résultats auxquels ils sont parvenus, est-ce possible ou est-ce tabou, quels enseignements en tirer pour notre combat aujourd'hui ? Ces questions s'adressent en réalité à la totalité des militants ouvriers qui veulent en finir par tous les moyens, y compris par une révolution, avec le régime capitaliste et les institutions de la Ve République.

Autre chose.

Au camarade qui m'a adressé un article de *L'Humanité* du 7 décembre *Les banques, le dribble d'Eric Cantona et la tête du client*, dans lequel il est écrit que "*les aides de l'Etat aux banques durant la crise (...) nous ont rien coûté, sauf la crise la plus forte depuis celle des années trente, rien que cela!* ".

Camarade, ce ne sont pas les aides de l'Etat aux banques qui sont responsables de la crise actuelle, mais l'anarchie qui règne au

sein du capitalisme mondial et la concurrence acharnée que se livrent les capitalistes entre eux pour conserver ou accroître leur part de marché ou encore pour accumuler toujours plus de profits afin de conserver leur position dominante sur le marché mondial.

Pour *L'Humanité*, il s'agit de préserver le système capitaliste, c'est le fin mot de tous les opportunistes, capitulards ou réactionnaires. Ils ne peuvent expliquer que ce sont les fondements du capitalisme et ses lois de fonctionnement internes qui en découlent qui sont responsables de la crise, vaut mieux dévier l'attention des militants vers une autre cible, les aides de l'Etat aux banques en l'occurrence, autrement dit, le gouvernement Sarkozy-Fillon a accordé des aides aux banques, il suffirait de revenir sur ces aides pour que tout rentre dans l'ordre... ou de changer de gouvernement en 2012 avec pourquoi pas des ministres du PCF, ils ne l'ont pas dit mais c'est explicite.

Cet article se terminait ainsi :"*La monnaie, le crédit, bien utilisés, c'est le nerf, sinon de la guerre, du moins de la croissance et l'emploi*", en régime capitaliste, le seul terrain sur lequel *L'Humanité* est capable de se situer, précisons que la croissance est impossible sans perpétuer l'exploitation capitaliste, qu'elle en est synonyme, ce que revendique naturellement *L'Humanité*, ajoutons que le crédit est avant tout le meilleur moyen qu'ont trouvé les capitalistes pour assurer le développement et la survie de leur système économique basé sur l'exploitation de la force de travail.

Le PCF combat pour assurer la survie du régime capitaliste, donc pour un bon usage de la monnaie, du crédit, etc., c'est cohérent, pour notre part nous combattons pour abattre ce régime et à terme se passer de la monnaie, du crédit, bref, pour une société débarrassée des classes et de l'Etat, n'est pas communiste qui veut, je ne dis pas cela pour ce camarade évidemment, mais pour le PCF qui n'a rien à voir avec le communisme de près comme de loin.

Un dernier sujet de discussion.

Dans la page 3 du n°127 d'*Informations ouvrières.*

L'Etat, donc les institutions de la Ve République et le gouvernement sont responsables de la situation sociale, sauf pour le POI.

François de Closets dans Le Monde du 2 décembre : "*C'est la loi de Wall Street qui s'est imposée à Obama comme au reste du monde. Elle constitue aujourd'hui la plus grave menace contre des Etats qui perdent toute légitimité quand ils imposent un ordre unanimement reconnu comme injuste.*".

D. Gluckstein dans son éditorial : "*La classe ouvrière a montré ses immenses capacités de combat, de résistance et de volonté d'unité dans la mobilisation contre la réforme des retraites. Elle est disponible pour bloquer le plan destructeur qui vient. Pour cela, elle a besoin de pouvoir disposer de ses organisations en toute indépendance. L'ordre du jour appelle la rupture de tout lien avec les diktats de l'Union européenne, du FMI et leur « nécessaire réduction des dépenses publiques ». Il appelle l'unité contre les plans de rigueur et les contre-réformes, et la défense de chacune des revendications ouvrières.*"

François de Closets a raison l'Etat, donc les institutions de la Ve République n'ont plus aucune légitimité, ce qui a de quoi l'effrayer, du coup on s'attendrait à partir de ce constat que le POI axe son combat contre l'Etat et qu'il appelle la classe ouvrière à en tirer la conclusion qu'il lui faut définir les contours de son propre Etat, condition politique indispensable pour qu'elle puisse entrevoir la satisfaction de ses revendications économiques et sociales, pas du tout, la classe ouvrière est appelée à "*disposer de ses organisations en toute indépendance*", alors qu'elles sont entièrement contrôlées par des lieutenants du capital comme leurs derniers congrès et le déroulement de la mobilisation sur les retraites l'ont amplement démontré, pire encore, une nouvelle fois il appelle à rompre "*tout lien avec les diktats de l'Union européenne, du FMI*" mais curieusement pas avec le gouvernement et l'Etat qu'il épargne au passage.

L'objectif qu'il fixe au combat de la classe ouvrière et aux militants de son parti se situe exclusivement sur le terrain économique et il est incapable de leur proposer le moindre objectif politique. Comment caractériser cette orientation politique ?

Le POI refuse d'engager le combat sur le terrain politique dans la perspective d'un Etat ouvrier ou social, ce qui revient à faire croire aux travailleurs que leurs revendications sociales seraient compatibles avec l'Etat actuel et le maintien en place du régime capitaliste pour peu qu'on leur fasse violence ou leur impose notre volonté, pure illusion, ce qui revient à laisser les mains libres aux appareils que le POI prétend combattre par ailleurs. L'illégitimité de l'Etat des capitalistes pose directement la question : quel Etat doit construire la classe ouvrière pour satisfaire ses besoins et ses aspirations, question dont le POI ne veut pas entendre parler car il est lui-même lié oraganiquement aux appareils pourris des syndicats, notamment ceux de FO, de la CGT et de la FSU.

Le POI est prisonnier de ses contradictions au point de vouloir faire jouer un rôle révolutionnaire aux syndicats, après avoir dû abandonner (à vérifier) la mort dans l'âme le front unique en direction du PS et ses satellites qui ont indiqué clairement qu'ils se situaient au côté du parti de l'ordre pour permettre au gouvernement de mener à bien les contre-réformes annoncées.

Le POI ne peut pas constituer le parti ouvrier révolutionnaire dont le prolétariat aura besoin pour vaincre, dans la mesure où il

ne combat pas pour élever la conscience de la classe ouvrière au niveau du programme du socialisme.

Page 4, Interview de Patrick, syndicaliste de la métallurgie :

"*En face, le gouvernement est uni contre nous ; il faut donc l'unité contre lui*". Que dit cet ouvrier, que signifie "*le gouvernement uni*", sinon qu'il mène un combat politique contre la classe ouvrière, il faut donc l'affronter sur le même plan pour le vaincre, "*il faut donc l'unité contre lui*" sur le plan politique, car d'une part c'est uniquement sur ce plan-là que nous le vaincrons, d'autre part parce que l'objectif de notre combat n'est pas la survie du régime mais sa mort. Souvenons-nous, c'est tout frais, Fillon a martelé qu'il avait formé un gouvernement de combat pour mener la guerre à la classe ouvrière, pour la soumettre au talon de fer du capital dans son développement le plus impitoyable et féroce, et on lui répond qu'on va se battre pour l'unité sur des revendications économiques ou sociales comme seul objectif en s'en remettant aux syndicats, sans avancer la moindre revendication politique.

L'unité ne peut se réaliser sur le plan politique qu'entre des partis révolutionnaires démocratiques (de type menchevik ou socialiste-révolutionnaire) et le ou les partis construits sur la base du marxisme-léninisme (parti bolchevik), elle ne peut pas se réaliser avec des partis totalement inféodés au capitalisme, à la Ve République et à l'Union européenne, qui combattent aux côtés du parti de l'ordre, l'UMP. On ne combat pas pour réaliser l'unité avec des partis fantômes, le front unique n'est pas une stratégie mais une tactique, on combat sur des objectifs politiques sur lesquels l'unité peut se réaliser (ou non) à un moment donné.

En Grèce et en Irlande notamment, les masses ont manifesté qu'elles n'avaient pas vraiment d'illusions dans les institutions internationales du capital, l'UE et le FMI, cela ne signifie pas qu'elles n'en ont pas dans le capitalisme et les institutions nationales, il leur reste donc une question politique à poser et à résoudre, celle de l'alternative au capitalisme et aux institutions en place, le socialisme en ce qui nous concerne (conseils ouvriers et socialisation des moyens de production), celui de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Ils ont aussi des questions sociales à résoudre, les deux doivent être liées, et le combat doit se mener de front en associant syndicats et partis, travailleurs et jeunes inorganisés, tout ce que compte le peuple de révolutionnaires qui ne sont pas forcément tous des marxistes ou des socialistes.

Notre but est de soulever le peuple dans un élan révolutionnaire irrésistible sur des objectifs politiques qui le mettent sur la voie de son émancipation, de la liberté. Comment pourrait-il s'élever à la hauteur des tâches politiques qu'il a à accomplir ou s'en saisir, si on ne lui indique pas clairement la voie à suivre ? C'est le devoir de tout parti qui prétend combattre pour la révolution prolétarienne et le socialisme. (A suivre)

Politique.

France.

1- Détention préventive d'un opposant au régime, en Chine, en Tunisie ? Non en France !

Le 25 novembre, Nicolas Sarkozy était dans l'Allier en visite dans une commune de moins de 2 000 habitants, Mayet-de-Montagne, 300 à 400 représentants de la force publique sont mobilisés. Face à eux, un petit groupe d'une quinzaine de personnes a prévu de manifester son hostilité au chef de l'Etat et à la réforme des retraites. L'un d'eux n'en aura pas l'occasion : Frédéric Le Marrec, un militant du syndicat SUD de 42 ans, passera les cinq heures de la visite de Nicolas Sarkozy dans les locaux de la gendarmerie.

Son récit au Monde.fr est confirmé par des sources proches de la gendarmerie, qui ont souhaité rester anonymes mais entendent dénoncer "des méthodes d'un autre âge". Frédéric Le Marrec a par ailleurs porté plainte contre X... pour "arrestation arbitraire", le 6 décembre, auprès du commissariat de Vichy, qui dément avoir enregistré une telle plainte.

Educateur spécialisé dans un foyer pour adolescents du Mayet-de-Montagne, Frédéric Le Marrec prend son poste à 6 h 30, ce 25 novembre. A 9 h 30, il quitte le foyer en compagnie d'un autre militant pour rejoindre ses amis manifestants. Devant son lieu de travail, deux gendarmes l'attendent, qui le prient de les accompagner à la gendarmerie. Là, il est interrogé par deux fonctionnaires venus de Moulins au sujet d'un collage d'affiches en faveur du Nouveau Parti anticapitaliste, la nuit précédente. D'ordinaire, explique un policier consulté à ce sujet, "*ce genre de dossiers, qui débouche au pire sur une contravention, est traité en moins d'une demi-heure*".

Très vite, une fois réglée cette affaire de collage, "*les gendarmes n'avaient plus grand-chose à me dire*, raconte Frédéric Le Marrec. *Et comme je n'étais pas officiellement en garde à vue, j'ai voulu m'en aller. Lorsque j'ai commencé à rassembler mes affaires, ils m'ont dit : 'On vous déconseille de partir'*". Voulant "*éviter tout incident*", le militant prend son mal en patience. Au bout d'un moment, il reçoit cette mystérieuse confidence : "*Le préfet vous en veut.*" Peu après 14 heures, Frédéric Le Marrec quitte la gendarmerie. L'hélicoptère de Nicolas Sarkozy a décollé quelques minutes auparavant.

D'après les témoignages des sources proches de la gendarmerie obtenues par Le Monde.fr, il semble bien que le préfet de

l'Allier, Pierre Monzani, ait joué un rôle dans ce dossier. Le 24 novembre, lors de la réunion organisée avec les responsables de la sécurité pour préparer la venue du chef de l'Etat, le préfet cite nommément Frédéric Le Marrec : "*Si à 9 h 30 il va pisser, il faut que je le sache*", lance ce proche de Brice Hortefeux. Une consigne apparemment prise très au sérieux par les gendarmes.

Selon ces sources, le militant est connu localement : "*Il est grand, il porte toujours un bonnet, c'est une figure du Mayet-de-Montagne. Il a activement participé au conflit sur les retraites, prenant part à des blocages et des tentatives de blocage de dépôts d'essence et à un tractage sur des rails.*" Rien qui justifie ces longues heures d'une rétention "*extrêmement limite au niveau de la légalité : Le Marrec n'est pas connu comme quelqu'un de violent, ses actions ont toujours été mesurées sur Le Mayet-de-Montagne. Apparemment, on a juste désigné cet homme comme un fauteur de troubles potentiel et on s'est occupé de lui de façon préventive*".

Le préfet dément avoir évoqué le cas de Frédéric Le Marrec lors de cette réunion préparatoire : "*Je ne connais pas ce monsieur. De façon générale, ce serait contre-productif de désigner une cible particulière à mes troupes, puisque celles-ci doivent se concentrer sur tous les dangers potentiels.*" Selon lui, le militant "veut se faire de la publicité dans le milieu syndicaliste" et a été particulièrement bien traité pendant sa rétention à la gendarmerie : "*Le café que lui ont servi les gendarmes devait être bon pour qu'il s'attarde autant à la gendarmerie.*" La plainte a été transmise au procureur de la République. (Lemonde.fr 08.12)

2- Crise et décomposition des partis face à la crise.

Dans une lettre adressée aux membres du bureau exécutif et que Le Point.fr s'est procurée, il explique avec force les raisons de sa démission. La principale, "*une situation de conflit interne (...) broyeuse d'énergie et d'espérance*". Celui qui avait un rôle de conciliateur entre des Verts toujours tentés de verrouiller leur parti et des sympathisants écolos désorganisés avoue son "*échec*". L'ex-plume de Hulot va jusqu'à décrire un "*climat délétère de guerre froide et de paix armée*", où règnent "*règlements de comptes, délices du déchirement, obsessions purificatrices et procès en sorcellerie*". "*L'air interne" y est "irrespirable", selon ses mots, et "le travail politique secondaire*".

"*Le vrai problème de Jean-Paul, c'est qu'il voulait faire une politique qui n'existe pas ! juge un Vert. C'est un mec très attachant, mais il a une mentalité de boy scout.*" "*Il a craqué ! Entre Dany qui monte sa coopérative et les Verts qui reprennent leurs petites habitudes...*", explique un proche de Cohn-Bendit. La secrétaire nationale Cécile Duflot, avec qui Besset s'entendait bien, est, elle, déçue. "*Jean-Paul espérait qu'après Lyon (où Europe Écologie et les Verts se sont réunis pour fusionner, ndlr), il y aurait des femmes et des hommes nouveaux, qui seraient totalement différents...*", a-t-elle commenté sur BFM-TV mardi matin.

Jean-Paul Besset "*a raison de nous alerter sur les jalousies et les affrontements excessifs pour prendre le pouvoir au sein de l'organisation*", a déclaré de son côté Yves Cochet (ex-Verts) à L'Express.fr.

Son départ, à quelques jours du conseil fédéral, est un coup dur pour les Verts, qui tentent de dédramatiser. Besset incarnait l'ouverture, avec sa démission, précédée quinze jours plus tôt de celle de son ami Pascal Durand - autre proche de Hulot -, les accusations de repli risquent d'aller bon train.

Question de Lepost.fr à Jean-Vincent Placé : Que pensez-vous de la volonté de Cohn-Bendit d'ouvrir les portes du mouvement à des gens venant de gauche comme de droite, tant qu'ils adhèrent au projet écolo ?

Réponse : "*Mais c'est n'importe quoi ! Je n'en veux pas des gens de droite !* " et de préciser plus loin "*Nous sommes ouverts à tous les gens de gauche. Dans le nouveau mouvement, il y a des socialistes, des communistes, des radicaux de gauche, des chevénementistes... et des Verts.*" (Lepoint.fr 07.12 et Lepost.fr 08.12)

Le très réactionnaire et européiste Cohn-Bendit n'est pas de droite ! C'est bien connu que le MRC de Chevènement et le Parti radical de gauche sont de gauche ! Lisez l'info en bref suivante qui en fournit une preuve incontestable.

3- Quand ils font ripaille en famille.

Le président du Parti radical, J-L Borloo, sera jeudi soir, à l'occasion du 105e anniversaire de la loi sur la laïcité, le héros d'un grand dîner républicain aux Salons de l'Aveyron à Paris.

Beaucoup de politiques, à commencer par ses collègues remerciés du gouvernement Fillon, Bernard Kouchner, Rama Yade, Fadela Amara, Valérie Létard, Marc-Philippe Daubresse et Jean-Marie Bockel. L'ancien ministre socialiste Jean-Pierre Chevènement devrait côtoyer le conseiller de l'Élysée Henri Guaino, Arnaud Montebourg et Bernard Tapie dîner en compagnie de Gérard Larcher. (Lefigaro.fr 08.12)

On aurait bien voulu avoir la liste complète des invités conviés à cette petite sauterie... en famille.

Au passage, lu dans un article du "*site citoyen*" Agoravox : "*La question se pose de savoir si le Parti radical est encore vraiment*

un parti de gauche sur cette période", en 1946, le plus vieux parti du capital, des maîtres des Forges, qui envoyait l'armée contre les grévistes à la fin du XIXe sicle et au début du XXe, qui était l'allié de la SFIO et duPC dans le front populaire en 36, le parti de Borloo, aurait été un jour un parti de gauche : des ignares ! Attention à tous ces sites Internet qui se veulent de gauche et qui en réalité soutiennent le régime en place qui les subventionne, cela vaut aussi pour *Le Grand Soir* par exemple qui fait aussi de la pub pour le Conseil National de la Résistance.

La fédération nationale de la Libre Pensée, une annexe du POI, a mis une pétition en ligne sur son site Internet, dans laquelle elle dénonce de la part de la société Presstalis (ex-NMPP) "*le nouveau mode de fonctionnement (qui) conduit immédiatement à ce que les revues d'opinions, comme la Raison, n'aient plus les moyens financiers d'être présents dans les kiosques*", ce qui pourrait nous inciter à la signer, mais plus loin il est précisé que "*c'est toute l'œuvre du Conseil National de la Résistance et des ordonnances de 1945 sur la défense d'une presse libre, pluraliste et indépendante qui est remise en cause*", placé sous l'égide du général de Gaulle, autrement dit, il n'est pas possible de défendre la liberté de la presse dans ce pays en 2010 sans en appeler aux gaullistes !

On se souvient que dans une interview lors de la campagne présidentielle, D. Gluckstein n'avait pas trouvé d'autres arguments pour défendre les nationalisations réalisées après-guerre que d'en appeler aussi... au général de Gaulle.

Défendre la liberté de la presse et la possibilité pour tout parti ou organisation de diffuser leurs publications en kiosques sans discrimination, dont celles de la fédération de la Libre Pensée, d'accord, associer la défense de la liberté de la presse au Conseil National de la Résistance qui a procédé à la liquidation et au désarmement du mouvement révolutionnaire d'après-guerre, c'est non ! Il n'est pas inutile de préciser que cette pétition n'a recueilli que 755 signatures à ce jour, à croire qu'elle n'a pas fait l'unanimité parmi les propres adhérents de la Libre Pensée ou les militants du POI qui sont plus de 7.300.

On n'a pas à brader nos principes pour défendre la laïcité ou une quelconque liberté politique en recourant à l'union nationale avec les ennemis de la classe ouvrière. Que des compromis soient possibles avec certains courants de la bourgeoisie, on l'admet dans des circonstances précises, mais à condition qu'ils n'aient pas pour contrepartie la capitulation du mouvement ouvrier devant le capital, ce qui fut malheureusement le cas du Conseil National de la Résistance en 1945.

Ne voir que les acquis sociaux obtenus ou concédés au cours de cette période et faire l'impasse sur le reste qu'il vaut mieux cacher aux militants, c'est regarder l'histoire de la lutte des classes par le petit bout de la lorgnette pour leur donner une interprétation qui ne correspond pas à la réalité des faits. Nous ne pouvons pas adhérer à un tel procédé, désolé, malgré toute la sympathie que nous avons pour la fédération nationale de la Libre Pensée.

Social.

1- France.

1.1- France Télécom : l'employeur multirécidiviste qui tue légalement, suite.

Dimanche, un employé de France Télécom, âgé d'une cinquantaine d'années, s'est pendu dans son jardin à Nîmes, dans le Gard.

Ce cadre technique, père de famille, marié et père d'une fille de 13 ans, avait été muté, d'Alès à Nîmes, contre sa volonté et était contraint d'exercer un métier qui n'était pas le sien dans une agence commerciale.

Depuis sa mutation, le quinquagénaire était dépressif.

Selon sa demande, il avait été mis en disponibilité pour deux ans avant de réintégrer, en août dernier, France Télécom.

Ce mercredi, une soixantaine d'agents de France Télécom, se sont recueillis à Nîmes, pour exprimer leur tristesse et manifester leur solidarité envers le disparu et sa famille, précise Midi Libre. (Lepost.fr 08.12)

1.2- Comme il fait bon vivre dans leur société.

Le nombre de néonaticides les infanticides survenant le jour de la naissance 'est très largement sous-estimé' dans les statistiques officielles, selon des chercheurs de l'Inserm.

Les chercheurs Anne Tursz et Jon Cook ont recueilli dans vingt-six tribunaux de trois régions françaises (Bretagne, Ile-de-France, Nord - Pas-de-Calais) les données judiciaires correspondant aux décès de nouveau-nés survenus sur une période de cinq ans (1996-2000). Ils ont rapporté 2,1 néonaticides sur 100 000 naissances, soit 5,4 fois plus que dans les statistiques officielles de mortalité (0,39 pour 100 000 naissances). Le résultat de leur étude est publié dans l'édition 'Fetal and Neonatal' de la revue spécialisée Archives of Disease in Childhood.

Selon Anne Tursz, les données judiciaires, déjà plus de cinq fois supérieures aux statistiques officielles, '*ne recouvrent pas la réalité complète du problème*'. '*Ce doit être de l'ordre d'une centaine par an. Ce qui est considérable*', estime-t-elle, des corps n'étant en effet jamais retrouvés.

Les chercheurs sont également parvenus à dresser un profil social et psychologique des mères auteures de néonaticides. Un petit nombre de femmes, reconnaît le docteur Tursz, mais qui fait apparaître '*un profil homogène*', tant ces femmes '*se ressemblent*'. '*Ce sont des carencées affectives, des femmes d'une solitude morale effroyable, mais pas des malades mentales, décrit la pédiatre. Ce sont des femmes qui sont plutôt dans une situation d'échec, de ratage, très dépendantes.*' (Lemonde.fr 08.312)

1.3- Quel avenir ? La précarité en guise d'emploi.

L'emploi intérimaire en France a poursuivi sa progression sur un rythme soutenu en octobre mais reste encore loin de son niveau d'avant la crise, montrent les statistiques publiées mercredi par Pôle Emploi.

Fin octobre, 656.100 personnes étaient employées en intérim, soit une hausse de 3,1% sur un mois et de 23,8% sur un an.

L'industrie regroupait à elle seule 45,3% des intérimaires fin octobre, un poids prépondérant qui s'est accru en octobre, puisque le secteur affiche la plus forte progression (+5,8%).

L'emploi intérimaire a augmenté de 3,6% sur un mois dans le tertiaire, alors qu'il a reculé de 0,3% dans la construction.

Les postes d'ouvriers représentent près de 80% de l'ensemble des postes en intérim. C'est cette catégorie qui enregistre la plus forte progression sur un an (+26,4%).

Sans surprise, les intérimaires constituent une population toujours jeune, puisque près de la moitié d'entre eux ont moins de 30 ans. (Reuters 08.12)

2- Grande-Bretagne.

Plusieurs milliers d'étudiants ont une nouvelle fois manifesté mercredi 8 décembre dans plusieurs villes du Royaume-Uni, à la veille de la présentation au Parlement d'un projet gouvernemental visant à quasiment tripler les droits universitaires. Des étudiants ont organisé de fausses classes devant des universités et des stations de métro de Londres, tandis qu'en Ecosse, plusieurs milliers d'entre eux ont bravé un froid piquant, pour défiler à Edimbourg et Glasgow notamment.

Ces nouvelles manifestations les quatrièmes en un peu plus d'un mois interviennent peu après des débats houleux à la Chambre des communes, où sera présenté le projet jeudi. Une manifestation est annoncée par les syndicats étudiants ce même jour, tandis que la police met en garde contre la répétition de violences survenues en novembre. (Lemonde.fr 08.12)

3- Chili.

Un incendie mercredi dans une prison de Santiago, la capitale du Chili, a tué au moins 83 détenus, et des dizaines de prisonniers sont dans un état grave.

Le ministre de la Justice, Felipe Bulnes, a précisé que la prison abritait 1.960 détenus pour une capacité de 1.100 personnes. Selon la station de radio Bio Bio, près de 200 détenus ont dû être évacués dans la cour de la prison.

Des familles ont jeté des pierres et des bouteilles et en sont venues aux mains avec des policiers.

Le président Sebastian Pinera a confirmé que le bilan avait été porté à 83 morts, ajoutant qu'il risquait de s'alourdir.

"*Nous ne pouvons continuer d'avoir un système pénitentiaire qui est totalement inhumain*", a-t-il dit en évoquant la surpopulation chronique des prisons chiliennes.

"*Nous allons accélérer le processus pour faire en sorte que notre pays ait un système pénitentiaire humain et digne, comme il sied à un pays civilisé*", a-t-il ajouté. (Reuters 08.12)

Qu'a donc fait l'ex-présidente social-libérale du Chili Michelle Bachelet pendant son mandat pour améliorer les conditions de détentions dans les prisons chiliennes ? Réponse : manifestement rien !

Economie.

1- Le FMI ou la sale patte de l'impérialisme américain.

"*La situation en Europe reste difficile et l'avenir plus incertain que jamais*", a déclaré le directeur général du FMI lors d'un discours prononcé dans le cadre des Rendez-vous mondiaux de Genève.

Selon lui, les crises grecque et irlandaise soulignent la nécessité de mesures plus efficaces pour régler les crises économiques et financières.

"*Le retard dans le renforcement de la supervision et dans la création de mécanismes efficaces de résolution des crises pourrait bien conduire à la prochaine crise*", a-t-il déclaré.

"*Il y a une forte croissance au Brésil, mais aussi au Chili, au Pérou et en Colombie. Les pays asiatiques sont sortis de la crise en moins d'une année*", a-t-il dit.

"*Aux États-Unis la situation est plus incertaine,*" a-t-il continué. "*Nous ne sommes pas encore sortis de la crise mais il ne faut pas avoir une vue trop européenne.*" (Reuters 08.12)

Etrangement, le FMI mène la guerre contre les déficits des Etats de l'UE, mais pas contre cellui des Etats-Unis qui est abyssal, cherchez l'erreur ou pour qui roule Strauss-Kahn !

2-Les prédateurs en action.

Une tonne de cuivre s'échange aujourd'hui à plus de 9.000 dollars la tonne sur le London Metal Exchange (LME). Depuis le début de l'année, la hausse s'élève à 20% pour ce métal très employé dans l'électronique et la construction. En cause, la forte croissance de ces deux industries, qui devrait mener la consommation de cuivre a dépassé de 400.000 tonnes la production en 2011. Les prix à la consommation devraient donc augmenter dans ces domaines l'année prochaine.

La spéculation n'est pas étrangère à cette hausse. Le Daily Telegraph a révélé dimanche que la banque JPMorgan a acheté plus de la moitié des 350.000 tonnes de réserves de cuivre du London Metal Exchange. Plusieurs autres métaux suivent cette nette hausse, notamment les valeurs minières. L'argent a enfin touché un plus haut de 30 ans, sous l'effet de la demande en hausse de l'Inde, premier importateur mondial de ce métal. (20minutes.fr 08.12)

Il en va de même pour la plupart des matières premières, du blé jusqu'à l'or en passant par le pétrole remonté à 90 dollars le baril.

Haut de page

Le 10 décembre

Je n'ai pas le temps de poursuivre les causeries des derniers jours, car j'ai des affaires personnelles à régler en urgence :

- mon permis de conduire est arrivé à échéance, ici il faut le renouveler tous les 10 ans, des tracasseries administratives en perspective ;

- j'ai un dossier à remettre au trésor public ;

- le consulat de France a rejeté la demande de visa d'un de mes beaux-frères, je suis allé au consultat avant-hier et je dois rédiger une requête au consul, ce n'est pas gagné ;

- je prépare mon déménagement qui devrait intervenir au cours du week-end en 15, en principe ;

- et pour finir, il s'est remis à pleuvoir après une journée d'acalmie, cela fait plus de deux semaines qu'il pleut pratiquement jours et nuits, des quartiers entiers sont inondées à Chennai, la capital du Tamil Nadu, ex- Madras (6 millions d'habitants), toute la crasse de ce pays particulièrement dégueulasse ressort, des routes ont été emportées par les eaux et ce qu'il en reste sont défoncées par endroit, la conduite la nuit est rendue impossible, les rivières débordent et des centaines de milliers d'hectares de rizières et de cultures ont été détruites ainsi que de nombreuses habitations, vous, vous avez la neige, nous, nous avons une mousson particulièrement violente cette année, et comme il a plu environ tous les deux jours pendant les trois mois qui ont précédé

la mousson, un phénomène jamais observé en 20 ans, l'eau ne s'infiltre plus dans le sol...

Je ne suis pas intervenu sur plusieurs sujets d'actualité car le moment n'était pas propice ou manque de temps.

- Côte d'Ivoire, deux présidents dont aucun ne peut être celui des travailleurs ivoiriens, la lèpre ou le choléra, quoi. Ouattara et Gbagbo vont réussir à dresser une partie de la population l'une contre l'autre dans un nouveau bain de sang, c'est tout ce que les Ivoiriens pouvaient attendre de ces deux pantins de l'impérialisme et des multinationales qui continuent tranquillement de piller les richesses du pays, ils profitent déjà de la situation pour faire flamber le prix du cacao sur les marchés ;

- On a appris que le gouvernement iranien s'apprêterait à libérer Sakineh Mohammadi Ashtiani, cette femme qui a commandité le meurtre de son époux et de sa maîtresse, un fait établi s'appuyant sur des preuves, après une campagne orchestrée par l'impérialisme français notamment et ses valets associatifs dits humanistes emmenés par le très réactionnaire Bernard-Henri Lévy qui prétendaient qu'elle risquait la lapidation, ce qu'a toujours réfuter les autorités iraniennes, bref, ces relais de l'impérialisme américain vont réussir à faire libérer une criminelle, que ne ferait-il pas pour mettre la main sur le pétrole iranien, une guerre comme en Irak ou en Afghanistan pour piller leurs richesses...

- le sommet de Cancun sur le climat va connaître le même sort que celui de Copenhague, c'était prévisible, on en parlera peut-être demain quand il sera terminé ;

- Sur la remise du prix Nobel de la paix, lire dans le site l'article du Réseau Voltaire sur la personnalité de Liu Xiaobo, un agent de l'impérialisme américain.

- il neige en décembre sur toute la France ce qui provoque des difficultés pour se déplacer, en voilà un scoop ! On vit dans un monde de dingues où il faudrait prévoir à l'avance en centimètres l'épaisseur de la couche de neige qui va tomber, et s'il vous plaît, à quelle heure précise, mieux de quelle heure à quelle heure !

On ne supporte plus le moindre contre-temps, le moindre évènement imprévu, la moindre contrariété, le moindre petit bobo, le moindre mot peut donner lieu à un procès en diffamation ou l'excommunication pour blasphème, la fatwa des soutanes, on est susceptible jusqu'au bout des ongles, bref, la société, le monde, la nature, devraient se conformer à nos moindres désirs ou obéir à notre volonté, l'homme érigé en dictateur de l'univers et incapable de prendre son destin en main est à le produit de la décomposition de la civilisation humaine, le capital dans son effondrement l'a rendu ainsi sans qu'il en ait conscience ou si peu.

Il se reproduit comme un lapin et exploite sans fin de manière anarchique les ressources de notre planète, et ensuite il en subit les conséquences qu'il ne supporte plus, s'il continue dans cette voie, sa condition va devenir de plus en plus infernale, il court assurément à sa perte, après cela l'abolition du capitalisme ne serait pas une nécessité absolue à court terme.

Hortefeux et Fillon expliquent qu'on ne peut pas tout prévoir, ils n'ont pas tort, les syndicats répliquent que le bordel sur les routes est dû au manque de moyens et d'effectifs, à la désorganisation des services de l'Etat (DDE), ils n'ont pas tort non plus, mais leurs arguments sont hors sujet une fois de plus, encore un mauvais coup pour le syndicalisme au passage, ni les uns ni les autres ne sont crédibles, ce qui ne fait que renforcer le sentiment d'impuissance d'une population déjà excédée et au bord de l'explosion...

Politique.

1- France.

1.1- Dîner en famille, la table était bien garnie.

A l'occasion du 105e anniversaire de la loi de séparation de l'église et de l'Etat, Jean-Louis Borloo s'est livré jeudi soir à une démonstration d'influence en réunissant plusieurs centaines de personnes, issues du monde politique comme de la société civile, autour du thème des valeurs républicaines.

Etaient présents notamment, deux ministres, Xavier Bertrand et Patrick Ollier, le président du Sénat Gérard Larcher, Rama Yade, Fadela Amara, Jean-Marie Bockel ou encore Valérie Létard. Henri Guaino, conseiller de Nicolas Sarkozy, était également présent. Le Nouveau Centre (NC) était représenté par son numéro deux, le député de Seine Saint-Denis Jean-Christophe Lagarde.

A gauche, Jean-Pierre Chevènement, Malek Boutih et l'ex-ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner avaient accepté l'invitation. Le président du Parti radical de gauche, Jean-Michel Baylet étaient également de la fête, de même que la présidente du Medef Laurence Parisot. Des dirigeants syndicaux (CGT et la CFDT) s'étaient fait représenter. (Reuters 09.12)

Et voilà comment les braves dirigeants syndicaux tombent dans un "piège" !

1.1- Quand le PS fait l'apologie du Parti radical.

Malek Boutih (PS) dans une interview à Publicsénat.fr : "*J'ai une confiance en Jean-Louis Borloo. (...) Et puis je l'ai connu lorsque j'étais président de SOS Racisme et qu'il était ministre de la Ville. Je ne suis pas un de ses intimes mais il a été de loin le meilleur ministre de la Ville qu'on ait eu...*"

Question : Seriez-vous tenté de vous rapprocher de Jean-Louis Borloo ?

Réponse : Non. Je ne suis pas une abeille qui butine dans le champ politique. Cependant, je ne suis pas non plus sectaire. J'ai toujours pensé que les socialistes ne devaient pas se fermer au centre. Abandonner les centristes au camp de la droite comme le fait Martine Aubry, poser comme un dogme l'exclusion de tout dialogue avec eux et les considérer comme des adversaires, c'est une faute politique. (...) Il faut avoir une ouverture d'esprit pour les attirer dans une autre forme de majorité d'autant plus que la crise économique profonde, la guerre des monnaies, tous ces éléments vont radicaliser la droite. (Publicsénat.fr 09.12)

Comme quoi le PS se situe bien dans le camp de nos "*adversaires*", merci de cettte précision monsieur Malek Boutih.

Arnaud Montebourg a dit avoir décliné l'invitation. Il reste toutefois "*prêt à discuter avec Jean Louis Borloo, et d'autres, de son projet de refondation de la République*". (Reuters 09.12)

Comme quoi ils partagent bien les mêmes préoccupations.

2- Etat sioniste = Etat terroriste, assassin !

Selon une vidéo filmée par B'Tselem, mouvement de défense des droits, le 12 novembre et que Reuters a pu obtenir, les militaires ont tiré sur des manifestants des grenades frappées des mots "*longue portée*" en hébreu.

Ces projectiles plus lourds que les grenades lacrymogènes ordinaires sont propulsés à une telle vitesse qu'ils sont pratiquement indétectables en vol, "*ce qui les rend extrêmement dangereux*", a déclaré Sarit Michaeli, porte-parole de B'Tselem.

Ce qui les rend encore plus dangereux, a-t-elle précisé, c'est "*la pratique de l'armée de les tirer directement sur les manifestants au lieu de les lancer au-dessus de la foule*".

Une enquête a été ouverte en juillet par la justice militaire israélienne sur les circonstances du décès d'un Palestinien, Bassem Abou Rahmeh, atteint mortellement à la poitrine par un tel projectile à longue portée durant une manifestation en avril 2009 dans le village de Biline.

De son côté, l'armée israélienne a reconnu jeudi avoir utilisé contre des manifestants des grenades lacrymogènes potentiellement mortifères et interdites par ses propres règles de maintien de l'ordre. (Reuters 09.12)

Social.

1- France. Haro sur les fonctionnaires, suite.

Les agents de la fonction publique vont perdre «*plusieurs millions de jours de RTT*». C'est ce qu'indique le journal Les Echos, qui révèle que les sénateurs ont adopté un amendement à la loi de Budget 2011. Ce texte précise que « *la période pendant laquelle le fonctionnaire [...] bénéficie d'un congé pour raison de santé ne peut générer de temps de repos* ».

En clair, un fonctionnaire cessera d'accumuler des RTT lorsqu'il est malade. «*S'il est malade 10 % des jours dans l'année, et qu'il a normalement 10 jours de RTT par an, il en perdra un*», calcule *Les Echos*. (20minutes.fr 09.12)

2- Grande-Bretagne.

2.1- Le groupe britannique de défense BAE Systems a annoncé jeudi prévoir de supprimer 1.300 emplois au Royaume-Uni, en raison des coupes apportées par le gouvernement au budget de la défense.

Le syndicat Unite a qualifié la décision de BAE Systems de "*tragédie pour les employés et pour le Royaume-Uni*".

"*Le pays qui a créé le révolutionnaire Harrier va perdre le savoir-faire pour construire un tel appareil. La coalition (gouvernementale entre conservateurs et libéraux-démocrates) prive les forces armées du Royaume-Uni d'un outil nécessaire à*

sa défense, alors que des familles dans le pays entier craignent pour leur avenir", a déploré Bernie Hamilton, l'un des dirigeants d'Unite. (Reuters 09.12)

Impayable ces dirigeants syndicaux, : plus royalistes que la reine !

Extrait de *La maladie infantile du communisme* (le gauchisme) -V. Lénine :

"*Les chefs de cette aristocratie ouvrière passaient continuellement aux côtés de la bourgeoisie qui les entretenait, directement ou indirectement. Marx s'attira la haine flatteuse de cette racaille pour les avoir ouvertement taxés de trahison. L'impérialisme moderne (du XX° siècle) a créé à quelques pays avancés une situation exceptionnellement privilégiée, et c'est sur ce terrain qu'on a vu partout dans la II° Internationale se dessiner le type des chefs traîtres, opportunistes, social-chauvins, défendant les intérêts de leur corporation, de leur mince couche sociale: l'aristocratie ouvrière. Les partis opportunistes se sont détachés des "masses", c'est-à-dire des plus larges couches de travailleurs, de leur majorité, des ouvriers les plus mal payés. La victoire du prolétariat révolutionnaire est impossible si on ne lutte pas contre ce mal, si on ne dénonce pas, si on ne flétrit pas, si on ne chasse pas les chefs opportunistes social-traîtres.*"

2.2- L'adoption par le Parlement britannique de la réforme augmentant les frais universitaires a renforcé la colère des manifestants jeudi dans les rues de Londres, où plusieurs bâtiments officiels ont été attaqués.

Des opposants à la réforme ont réussi à pénétrer brièvement dans l'enceinte du ministère des Finances où ils se sont battus avec la police. D'autres s'en sont pris à la voiture transportant le prince Charles et son épouse Camilla Parker-Bowles.

La situation dans le centre de Londres n'était toujours pas sous contrôle en début de soirée. Les manifestants ont allumé des feux en divers endroits, selon des images de télévision.

Le gouvernement a passé sans surprise ce premier test de sa cohésion mais les analystes estiment que les violentes manifestations témoignent de la difficulté qu'aura le gouvernement à faire passer ses mesures d'austérité.

La réforme prévoit que les universités puissent imposer des frais de 9.000 livres par an (10.730 euros environ) pour compenser le désengagement progressif de l'Etat dans l'enseignement supérieur.

La possibilité de tripler les frais d'inscription empêchera les plus démunis de poursuivre des études supérieures, affirment les opposants au projet.

Des dizaines de milliers de personnes ont participé aux manifestations de jeudi, selon la police britannique. (Reuters 09.12)

Economie.

1- France.

Les prix des logements anciens à Paris auront augmenté d'environ 20% en 2010, selon les notaires, qui expliquent cette explosion notamment par l'attrait de la capitale auprès des étrangers, le retour sur le marché des «seconds-accédants» et des taux d'intérêt peu élevés.

Avec un nouveau record historique d'environ 7.500 euros/m2 en moyenne en fin d'année, les prix de vente des logements anciens à Paris auront augmenté d'environ 20% en 2010, par rapport à 2009, selon les notaires d'IDF.

Selon une étude de la Chambre des notaires de Paris et de l'Ile-de-France publiée jeudi, les grandes métropoles régionales ont elles aussi connu en 2010 un rythme de hausse important, compris entre 10% et 15%, à Rennes (2.250 euros/m2), Nantes (2.450), Bordeaux (2.700), Lyon (3.000) et Marseille (2.500). L'augmention est plus faible à Toulouse (2.350) et Brest (1.450). (Libération.fr 09.12)

2- Du côté des banksters. Tous des Madoff !

Depuis un an, le liquidateur américain, Irving Picard, traque tous les bénéficiaires supposés de l'arnaque montée par Bernard Madoff. Plusieurs grandes banques sont dans l'oeil du cyclone. Les dernières en date : Natixis, Fortis, Citigroup ou encore Merrill Lynch.

Neuf milliards de dollars. C'est le plus gros montant réclamé par Irving Picard à une société dans l'affaire Madoff. Et cette entreprise, c'est HSBC qui, selon le liquidateur, a «*créé, fait la promotion et soutenu un réseau international d'une douzaine de fonds nourriciers domiciliés en Europe, aux Caraïbes et en Amérique centrale*».

Principale banque du fonds de Bernard Madoff, Bernard L. Madoff Investment Securities, JP Morgan est également accusée de complicité par le liquidateur. Le liquidateur réclame 6,4 milliards de dollars. Selon lui, l'établissement financier américain aurait encouragé et aidé la fraude mise en place par Madoff. «*JP Morgan a volontairement fermé les yeux devant cette fraude, même après avoir été au courant des nombreux avertissements à l'encontre de Madoff*», écrit l'un des conseils d'Irving Picard dans un communiqué.

Irving Picard réclame 555 millions de dollars supplémentaires à la banque suisse. Ce qui porte le montant total demandé à 2,5 milliards de dollars.UBS est accusée de complicité dans l'escroquerie. Concrètement, il reproche à UBS d'avoir récupéré les sommes volées par Madoff aux investisseurs dans ses deux fonds, Luxalpha SICAV et Groupement Financier Limited.

L'administrateur chargé de la liquidation de la société du financier américain Bernard Madoff a déposé un nouveau recours contre sept banques, dont Natixis et Citigroup a qui Irving Picard réclame respectivement 400 millions de dollars et 425 millions. Les cinq autres sont la Belge Fortis (groupe BNP Paribas), la Néerlandaise ABN Amro, l'Espagnole Banco Bilbao Vzcaya Argentaria, la Japonaise Nomura et l'Améri aine Merrill Lynch, détenue par Bank of America.

Le liquidateur a également porté plainte contre BNP Paribas et Legacy Capital qu'il accuse d'avoir profité de l'escroquerie. D'après Irving Picard, Legacy Capital a reçu au moins 255,8 millions de dollars (191,3 millions d'euros) de Bernard L. Madoff Investment Securities (BLMIS) entre 2000 et le 11 décembre 2008, date à laquelle la fraude a été révélée. Sur ce total, quelque 89,3 millions représentaient des paiements frauduleux. Or, toujours selon l'administrateur judiciaire, BNP Paribas a repris le contrôle des comptes de Legacy Capital en 2004 tout en étant au courant des soupçons de fraude pesant déjà à l'époque sur Bernard Madoff.

"*Les plaintes disent que les banques ont rendu possible le schéma de Ponzi de Madoff en ouvrant un robinet d'argent frais dans le réseau de fonds de Madoff, en créant et proposant des produits d'investissement dérivés liés aux divers fonds de Madoff*", a expliqué le liquidateur. (JDF 09.12)

3- Irlande. Acharnement.

L'agence de notation américaine Fitch a dégradé de trois crans son appréciation de la dette souveraine de l'Irlande jeudi, jugeant que le plan de sauvetage international mis en place pour ce pays témoignait de la gravité de sa situation financière. La note est passée de A+ à BBB+.

L'abaissement de la note a pour conséquence une augmentation des intérêts lorsque l'Etat emprunte sur les marchés financiers, qui se protègent ainsi contre le risque d'insolvabilité. Le coût du crédit et donc la dette s'alourdissent d'autant pour le pays concerné. (AP 09.12)

Le 11 décembre

J'ai mis en ligne dans la rubrique *Documents* le bulletin émis le mardi 7 décembre à 16h03 par le Centre de prévision de Météo France, qui prouve que les services de l'Etat étaient parfaitement au courant des chutes de neige importantes qui allaient se produire 24h plus tard, et qui permettait de prendre toutes les mesures appropriées pour éviter la "*pagaille*" qui a eu lieu.

Encore une gamelle pour le gouvernement, merci la neige, je vous rassure je n'écris pas ces lignes de Neuilly-sur-Seine !

Low Orbit Ion Cannon, c'est le nom du logiciel qui permet de saturer les serveurs abritant des sites Internet, il a été téléchargé 40.000 fois ces derniers jours. Si vous le téléchargez et que vous voulez l'utiliser, de préférence copiez-le d'abord sur un CD ROM et rendez-vous dans un point Internet, ne l'utilisez pas à partir de votre ordinateur, vous pourriez être repéré et votre disque dur infecté.

Personnellement j'ai mieux à faire, c'était juste pour info, chez nous on ne connaît pas la censure.

Bon week-end à tous et bonne conférence ouvrière (à l'initiave du POI) à tous ceux qui y participent.

Politique.

1- France.

1.1- Karachigate. L'étau se resserre sur Sarkozy.

Le contrôleur général des armées, Jean-Louis Porchier, a confirmé devant une mission d'information parlementaire sur l'attentat de Karachi avoir appris l'existence de "*rétrocommissions*" dans un contrat d'armement avec le Pakistan, écrit vendredi Le Monde et Médiapart.

Lors de son audition à l'Assemblée, Jean-Louis Porchier, qui a lui-même enquêté sur le contrat Agosta de 1994, a mentionné ses contacts avec Michel Ferrier, ancien membre du Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), selon le quotidien.

"*M. Ferrier m'a dit: 'ce contrat ne sert à rien. Ce contrat permet le recyclage d'argent pas très net du côté du Pakistan et du côté français, il permet de verser des rétrocommissions*", a expliqué Jean-Louis Porchier à la mission parlementaire.

"*Sur ces 10%, il y en avait une partie pour la campagne électorale de M. Balladur et une autre pour M. Léotard*", lui aurait confié Michel Ferrier, qui s'occupait des transferts sensibles au SGDN.

A l'époque, Edouard Balladur était Premier ministre, Michel Léotard ministre de la Défense et Nicolas Sarkozy ministre du Budget.

Entendu à son tour par les députés, Michel Ferrier a précisé que Jean-Louis Porchier avait "*mis à l'indicatif des propos sans doute tenus au conditionnel*", écrit Le Monde. "*L'absence de certitude ne signifie pas que la corruption était absente du contrat*", a-t-il cependant ajouté devant la mission parlementaire. (Reuters 10.12)

1.2- Il entre au gouvernement UMP-Nouveau Centre mais "***il reste communiste*** !

Le secrétaire général du groupe GDR (PCF, Verts, Parti de gauche) à l'Assemblée nationale, Dominique Touraine, membre du PCF, va rejoindre le cabinet du nouveau ministre de la Ville, Maurice Leroy, lui-même ancien communiste, a-t-on appris ce vendredi de sources concordantes. Dominique Touraine, encarté au Parti communiste français et élu municipal de Montlouis-sur-Loire, en Indre-et-Loire, va rejoindre le cabinet de Maurice Leroy à compter du 20 décembre, selon ces sources.

Le ministre de la Ville a confirmé à l'AFP cette prochaine arrivée au sein de son cabinet. «*Il sera mon conseiller et va travailler à mes côtés sur une mission sur la politique de la ville dans les quartiers sensibles, notamment sur le suivi de l'Acsé*», l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, a déclaré Maurice Leroy.

Actuellement membre du Nouveau Centre, Maurice Leroy a lui-même été secrétaire général du groupe PCF au Sénat entre 1984 et 1990, où il travaillait déjà avec M. Touraine, qui était alors collaborateur du groupe chargé des affaires sociales. «*Dominique Touraine a un vrai savoir faire. C'est un homme de terrain et je veux être entouré d'hommes de terrain. Bien sûr, il reste communiste*», a ajouté Maurice Leroy. (20minutes.fr 10.12)

On n'osait pas l'espérer avant longtemps, maintenant on va pouvoir se déclarer ouvertement communistes, puisque ceux qui prétendaient l'être ne l'étaient pas, c'est que le communisme existe et qu'il est autre chose que le PCF et tous ceux qui gravitent autour, que d'autres le représentent.

1.3- Etat policier. La violence de l'Etat légitimée par ceux qui détiennent le pouvoir politique.

1.3.1- La dictature du mépris et des «***minables***».

Frédéric Le Marrec, qui a été retenu cinq heures à la gendarmerie le 25 novembre sous prétexte qu'il avait collé illégalement des affiches du NPA la nuit précédente, a porté plainte pour «*arrestation abusive*». Mais le préfet de l'Allier, Pierre Monzani, dément avoir spécifiquement visé le syndicaliste, qu'il ne connaitrait pas. En revanche, il a dit sur France Info bien être au courant des «*manipulations gauchistes*», et pour lui, ceux-ci sont des «*minables*».

«*C'est des propos qu'on a du mal à imaginer dans la bouche d'un préfet. Visiblement, c'est la nouvelle mode. C'est le prix à payer pour être en odeur de sainteté vis-à-vis de l'Elysée et ne pas subir de mutation*», a réagi Olivier Besancenot, le leader du NPA, sur la même radio. (20minutes.fr 10.12)

Braves gens sachez-le, désormais lorsque le monarque aux petits pieds bien aimé de son peuple se déplace dans un village, l'état d'urgence est instauré, la liberté d'expression est baillonnée, suspendue, la dictature est instaurée, les opposants au régime arrêtés...

Non, ces propos sont tout ce qu'il y a de plus normal dans la bouche d'un préfet, sauf à leur prêter des (bonnes) intentions qui ne sont pas les leurs ou se tromper sur la nature du régime en place. Sous de Gaulle, certains préfets avaient brillé par leur collaboration au régime de Vichy, dans les années 60 le préfet de la Seine Maurice Papon par exemple, ils devaient être aussi pourris que les préfets en fonction aujourd'hui, un simple rappel à Besancenot.

1.3.2- Au pays du flic-président, flics, préfets et ministres contestent les décisions de justice.

Sept policiers jugés à Bobigny pour avoir menti et accusé à tort un homme, ont été condamnés vendredi à des peines de six mois à un an de prison ferme, jugement qui a suscité la fureur de leurs collègues.

Le parquet a dit son intention d'interjeter appel. Mais si ces condamnations étaient confirmées, elles marqueraient une fin de carrière pour cinq d'entre eux pour qui le tribunal a prononcé une inscription de la peine au casier judiciaire.

Le jugement a laissé «*très étonné*» le préfet de Seine-Saint-Denis, Christian Lambert qui a demandé aux policiers de cesser leur manifestation. Il «*peut légitimement apparaître, aux yeux des forces de sécurité, comme disproportionné*», a renchéri le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux.

Les syndicats policiers ont eux violemment mis en cause les magistrats de Bobigny qu'ils accusent régulièrement de laxisme.

«*Ce tribunal est connu pour receler les pires idéologues de la culture de l'excuse quand il s'agit de remettre dehors à tour de bras les trafiquants de stupéfiants, braqueurs, auteurs de tentatives d'homicide, etc.*», a déclaré Synergie-Officiers. Son secrétaire général Patrice Ribeiro a condamné «*un acte politique et syndical*», allusion au Syndicat de la magistrature (SM, gauche) bien implanté dans ce tribunal.

Le 9 septembre à Aulnay-sous-Bois, un policier est blessé, percuté par une voiture après une course-poursuite. Lui et ses collègues décident de mentir et accusent sur procès-verbal le conducteur de la voiture qu'ils poursuivaient.

Ce dernier est placé en garde à vue pour tentative d'homicide sur fonctionnaire de police, passible de la perpétuité. Au fil des heures, les témoignages des policiers s'effondrent: c'était des collègues d'une deuxième voiture qui étaient à l'origine de l'accident.

Ils ont été jugés le 4 novembre pour «*dénonciation calomnieuse*» et «*faux en écriture*». Trois étaient également jugés pour «*violence aggravée*»: la victime avait reçu des coups après son interpellation.

Trois prévenus ont été condamnés à 12 mois de prison, un à 9 mois, un autre à 7 mois et deux à 6 mois. Des peines bien au-delà des réquisitions du parquet qui avait demandé du sursis.

Le tribunal a mis en avant «*la gravité des faits*» et a expliqué avoir tenu compte de l'attitude des prévenus «devant l'IGS (Inspection générale des services, police des polices) et devant le tribunal».

«*Les raisons politiques l'emportent, (…) il faut nourrir la vindicte des cités*», a réagi l'avocat d'un des policiers, Me Stéphane Amrane, selon lequel «*d'un côté, on libère des gens qui trafiquent de la cocaïne et de l'autre, on met en prison des policiers innocents*».

A la barre, trois policiers avaient reconnu avoir menti. Les autres avaient nié. (Libération.fr 10.12)

Les policiers ont reconnu avoir fait un faux témoignage et s'être comportés comme de vulgaires voyous, peu importe le préfet et le ministre de l'Intérieur les soutiennent, après il est normal que la police se croit tout permis et estime pouvoir agir en toute impunité en recourant à la violence quand bon lui semble, y compris ou surtout lors de manifestations.

Combien d'autres cas similaires à celui-ci dans tout le pays ?

1.4- En famille, au diable le "***prisme droite-gauche***", dixit Aubry.

D'ordinaire, Bernadette Chirac s'affiche plutôt avec François Hollande en Corrèze. ce jeudi, c'était avec Martine Aubry à Lille. L'épouse de l'ancien président de la République venait participer au lancement d'un guide «*de l'aide à la personne malade et à son entourage*». Une opération bâtie dans le cadre du programme «*Lille, ville de la solidarité*» et soutenue par la Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France, que préside Bernadette Chirac.

Pour l'occasion, Martine Aubry avait fait dérouler le tapis rouge dans le hall de la mairie. Et s'employait à cantonner la portée de la rencontre au seul sujet du «guide». «*Bernadette Chirac vient souvent à Lille*», assure la maire de la ville avant d'accueillir l'ex-première dame.

«*Jacques Chirac est quelqu'un de bien. C'est un gaulliste, il a un côté radical-socialiste*», assure Martine Aubry. Une façon pour elle de s'adresser à l'électorat des gaullistes sociaux? «*Il faut arrêter de regarder la vie au travers du prisme droite-gauche*», s'agace-t-elle. (Lefigaro.fr 10.12)

Arrêtez, les travailleurs vont finir par croire, mieux par comprendre que la droite et la gauche c'est la même chose ! Avec la crise qui fragilisent jusqu'aux fondements du capitalisme, les partis officiels des capitalistes et leurs supplétifs penchent de plus en plus à droite, le PS ne fait pas exception à cette règle, tandis que des membres du PCF rejoignent le gouvernement. Pas étonnant qu'avant-hier Malek Boutih faisait l'apologie du Parti radical.

Bon, alors camarades, on la fait cette unité avec le PS et ses satellites ? Je plaisante bien sûr !

2- Russie. L'Etat mafieux par lui-même.

Le pays a laissé de côté le "*processus démocratique*", s'est trouvé gagné par une "*corruption qui s'étend à tous les niveaux de la fonction publique et délite la société*", écrit M. Gorbatchev. "*La suppression de l'élection des gouverneurs de régions, le passage au scrutin exclusivement par listes, sans participation minimale, le relèvement du seuil d'entrée au Parlement, tout cela dans des conditions de manipulation des élections à travers les médias*", énumère-t-il notamment.

"*Si on ne surmonte pas les tendances antidémocratiques, toutes les conquêtes des années passées seront menacées. Pas seulement le processus démocratique, mais aussi la fameuse stabilité*" acquise depuis 2000, ajoute-t-il. "*Le président doit donner au pays un nouvel ordre du jour, conclut M. Gorbatchev, il faut une concurrence démocratique, une société civile active, un contrôle réel de la société [sur les affaires de l'Etat].*"

Dans un article publié vendredi par le journal officiel Rossiiskaïa Gazeta, le président de la Cour constitutionnelle russe, Valéri Zorkine, dénonce quant à lui "*une criminalisation croissante de la société russe*" qui s'étend aux instances du pouvoir. "*La criminalité sape les bases de notre système juridique fragile, de notre vie sociale, politique et économique*", estime-t-il.

M. Zorkine considère que "*l'alliance du pouvoir et de la criminalité*", illustrée par les événements récents de Kouchtchevskaïa, dans le sud de la Russie, est "*loin d'être unique*". Le massacre en novembre de douze personnes à Kouchtchevskaïa a révélé que cette petite ville avait été terrorisée pendant des années par une bande criminelle couverte par les autorités et les forces de l'ordre.

"*Nous n'avons pas le droit de laisser notre Etat se criminaliser. Dans ce cas, nos rêves d'une société démocratique et d'un Etat de droit seront enterrés*", clame-t-il. Dans une telle société, "*il y aura des fauves, maîtres de la jungle criminelle et des 'sous-hommes' conscients qu'ils sont simplement à la merci des fauves*", ajoute-t-il. "*On aura d'un côté l'agression et le mépris à l'égard des 'loosers' […] de l'autre l'horreur et la colère des misérables qui, désespérés, vont rêver d'une dictature et pas du tout de démocratie*", conclut-il. (Lemonde.fr 1012)

Social.

Une enquête presque banale menée dans une pharmacie de Remoulins (Gard), ouverte en 2008 pour "*faux, usage de faux, escroquerie et exercice illégal de la pharmacie*", vient de déboucher sur la mise au jour d'une vaste fraude fiscale par dissimulation de recettes, a-t-on appris vendredi auprès du procureur de la République de Nîmes (Gard), Robert Gelli.

Une société implantée à Niort (Deux-Sèvres) avait mis au point un logiciel informatique permettant de minorer le chiffre d'affaires des officines en trichant sur les recettes de parapharmacie. Un code d'accès était délivré, qui permettait ainsi d'occulter certaines ventes. Au total, "*près de 4.000 pharmacies en France ont été destinataires du code, mais on ignore pour l'instant combien ont fraudé réellement*", a précisé le procureur de Nîmes.

Deux sociétés se partagent à elles seules 90% du marché des logiciels de comptabilité destinés aux pharmacies. La société en question en aurait même fait "*un argument commercial*", insistait-on de source proche de l'enquête. Les investigations ont été confiées à la section de recherches de la gendarmerie de Nîmes, à la brigade de contrôle des impôts du Gard et à la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Le montant du préjudice fiscal reste à établir. (AP 10.12)

Le 12 décembre

Complément.

Ma nouvelle adresse à partir du 20 décembre : Tardieu Jean-Claude, Appavou Illam, Periar Nagar, 2nd street, Manaveli, Ariankuppam, Pondichéry 605007, Inde.

Appavou est le nom du propriétaire de la maison que j'ai louée, il vit en France, c'est le cousin d'un de mes ex-étudiants (Augustin) de l'Alliance française ; Illam signifie maison en tamoul ; Periar Nagar, Nagar signifie quartier, Periar est le nom du quartier, 2nd street la rue où se situe la maison, Manaveli est le nom du district ou village, Ariankuppam est l'arrondissement ou la commune

à laquelle se rattache ce district, Pondichéry, non pas l'Etat mais le territoire ou se trouve cette commune.

Cette maison est beaucoup trop grande, mais je n'ai pas eu vraiment trop le choix, et au moins je n'aurai pas de problèmes avec son propriétaire. Elle est située à plus de 10 kilomètres de Pondichéry dans un petit village apparemment calme, ma belle-mère va habiter avec moi, Augustin et mes beaux-frères ont de la famille et plein de copains dans le coin, donc le problème sécurité est résolu. J'aurais pu habiter dans une maison plus petite et située plus près de Pondichéry, il aurait manqué le coin jardin pour le chien et j'aurais payé le même loyer (80 euros environ), ce qui m'ennuie un peu c'est qu'elle fait résidence de riches. Cependant, au premier coup d'oeil le voisinage se rendra compte que je n'appartiens pas au milieu des nantis, j'ai oublié de vous dire que je ne fréquente plus le coiffeur depuis plus de 10 mois et qu'il m'arrive de ne pas me raser pendant des mois, donc la photo qui figure dans le site ne correspond plus vraiment à votre serviteur qui ressemble davantage au personnage situé en haut de l'écran à gauche, avec quelques kilos en moins et la barbe moins fournie tout de même !

C'est vrai qu'à rester au bureau toute la journée on a tendance à prendre du poids, et puis il y a l'âge et la cigarette qui n'arrange rien. Mon déménagement arrive au bon moment, les fêtes de fin d'année, car le site ne sera pas actualisé pendant un jour ou deux le temps de mettre de l'ordre dans mes affaires et de récupérer la connection téléphonique.

Bon dimanche à tous.

La causerie du matin.

Un militant m'a adressé une intervew de G.Schivardi au magazine *Le tigre* du 24 novembre en précisant "*Tu pourrais sans doute faire commentaires utiles déchiffrant les propos*". Je crains de le décevoir, car en dehors du fait que Schivardi proclame qu'il est le seul à l'origine de sa candidature en 2007 et de son parcours politique depuis 2002, ce qui est pour le moins surprenant car contredit par le PT et le POI, pour le reste rien de neuf, je vous renvoie aux articles qui figurent déjà dans le site. Juste un mot pour contenter ce camarade.

Il répète une énième fois qu'il est favorable à la "*propriété privée*", alors qu'il figure parmi l'un des dirigeants du POI et que ce parti a inscrit dans son programme la nécessité de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production, il n'est pas le seul dans ce cas au POI. Dans une interview à France Soir le 24 avril 2008, il avait dit : "*Comme le général de Gaulle, je suis pour une vraie Europe des nations. (...) revenir à une Europe des peuples, au franc, renationaliser le système bancaire, comme de Gaulle l'a fait en 1946, (...) ils (au PT) sont hostiles au droit de propriété. Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant, dont le congrès fondateur se tiendra les 14 et 15 juin à Paris.*", ainsi au POI ils sont pour "*renationaliser*" certains secteurs de l'économie mais sans toucher aux fondements du capitalisme, défendre la propriété privée cela signifie pour Schivardi renationaliser en indemnisant les capitalistes et l'ensemble des actionnaires, cela n'a rien à voir avec le socialisme qui passe à la trappe, mais comment faire autrement pour attirer ces gens-là dans le POI, Lambert et Gluckstein ont accepté ce compromis pourri pour occuper l'espace laissé vacant par le PS et assurer la survie de leur appareil, au diable les principes !

Il dit aussi qu'il "*commence à peine à savoir qui était Trotsky*", un intérêt plutôt tardif pour quelqu'un qui a adhéré à un parti dirigé par des dirigeants qui se réclament du trotskisme, un secret de polichinelle.

Il estime que le POI est "*Un vrai parti républicain, qui n'est pas du tout le Parti des travailleurs*", si vous avez comparé le contenu des programmes des deux partis, vous aurez constaté que la partie consacrée à la remise en cause de la Ve République a fondu au soleil dans celui du POI, passant d'une page ou un peu plus à un entrefilet de quelques lignes à peine perdues dans la masse, ceci doit peut-être avoir un rapport avec cela, à moins que ce soit le recentrage du POI sur la défense de la République et les élus qui l'a décidé à rejoindre le POI, une République (bourgeoise) basée sur la propriété privée cela inspire la sympathie et le respect des républicains de "*tous bords*", alors qu'un véritable parti ouvrier (révolutionnaire) devrait mettre à l'ordre du jour le combat pour une République sociale ou socialiste, mais là ce n'est pas le même programme, c'est celui de la révolution socialiste mondiale auquel Schivardi n'adhère justement pas, comme d'autres dirigeants du POI, Jeanneney par exemple qui déclarait dans une interview du 4 avril 2007 "*Je ne suis pas pour le Grand soir*", pour faire une révolution, et comme sans révolution il ne sera jamais possible de remettre en cause l'ordre établi...

Mais bon, entre nous, pas de quoi fouetter un chat ! J'ai mis cette interview en ligne, à vous de juger comme ils disent.

Politique.

1- France.

1.1- L'axe de campagne de l'UMP pour 2012 : "***à fond***" à droite, xénophobie et racisme au programme.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé, a estimé samedi que le débat sur l'identité nationale, abandonné au

printemps dernier à la suite de nombreuses polémiques, devrait être rouvert lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012.

"*Je pense que c'est un grand débat, un débat nécessaire qu'il nous faudra immanquablement reprendre, c'est essentiel. Je pense que c'est un thème qu'il faudra reprendre pendant la campagne*" présidentielle, a-t-il dit à des journalistes en marge d'un conseil national de l'UMP.

Il avait auparavant prôné pour le parti présidentiel un "*retour à fond*" aux fondamentaux de la droite pour faire échec à la remontée du Front national dans les derniers scrutins et sondages.

"*A nous d'être très offensif, à l'image de ce que fait (le ministre de l'Intérieur) Brice Hortefeux dans le domaine de la sécurité et de la lutte contre l'immigration clandestine*", a-t-il indiqué.

Animateur de la Droite sociale, qui réunit une soixantaine de parlementaires, le ministre délégué aux Affaires européennes Laurent Wauquiez s'est félicité de la dynamique que met en place le secrétaire général de l'UMP.

Mais il a ajouté aussitôt que l'UMP ne pouvait pas "restreindre son champ de propositions au CAC 40 et à la sécurité" et devait exister sur le terrain social et civique.

"Mon obsession est de faire que l'UMP, dans son programme, s'affirme comme le parti des classes moyennes ", a-t-il dit à des journalistes. (Reuters 11.12)

1.2- Le parti de l'ordre et des flics pourris.

Le président de l'Union syndicale des magistrats (USM) et sa consoeur du Syndicat de la magistrature (SM) se sont dits samedi «*consternés*» et «*désolés*», au lendemain d'une manifestation et de réactions de soutien à sept policiers condamnés à la prison ferme par le tribunal de Bobigny.

Par ailleurs, les cinq parlementaires UMP de Seine-Saint-denis ont exprimé samedi leur solidarité aux sept policiers. Les députés Éric Raoult, Patrice Calméjance et Gérard Gaudron, et les sénateurs Philippe Dallier et Christian Demuynck «*apportent tout leur soutien et leur solidarité aux policiers, au préfet (de Seine-Saint-Denis, Christian) Lambert, ainsi qu'au ministre de l'Intérieur, qui face à une délinquance de plus en plus violente, effectuent un travail efficace contre les délinquants et les trafiquants de drogue*». Ils expriment également «*leur étonnement vis-à-vis d'un jugement disproportionné*».

«*Que le ministre de l'Intérieur soutienne des policiers condamnés pour des faits particulièrement graves, c'est ahurissant. Qu'un syndicat de police dise qu'on porte atteinte au métier de policier, c'est consternant*», a déclaré Christophe Régnard (USM, majoritaire) à l'AFP.

«*Un homme aurait pu rester en détention toute sa vie*» à cause de ces fausses déclarations, souligne M. Régnard. (Libération.fr 11.12)

1.3- Pots-de-vin : appelons cela "***autrement***" pour les rendre légaux !

Le député UMP Olivier Dassault, fils du président de Dassault Aviation Serge Dassault, se déclare favorable au paiement de commissions dans les contrats d'armement, pourtant interdites par l'OCDE. Dassault cherche depuis des années à placer son avion de combat Rafale à l'international, en vain pour l'instant. Sans ces commissions, "*ce sera difficile*", fait valoir au micro d'Europe 1 le député, qui n'a aucun pouvoir dans Dassault Aviation. Leur interdiction "*est un boulet pour les TGV, les centrales, les sous-marins*", ajoute le député, dont les propos ont été recueillis à l'Assemblée nationale.

À la question : "*Faut-il rétablir les commissions ?*", Olivier Dassault répond : "*Oui, mais il faut appeler ça autrement.*" "*Ce sont des frais commerciaux, des commissions qui sont données dans le cadre de l'obtention d'un marché. C'est l'intérêt national de la France qui est en jeu*", insiste-t-il. "*Personne n'ose le dire. À un moment donné, il faut oser dire les choses*", ajoute le fils de Serge Dassault. (Lepoint.fr 11.12)

Parce que l'OCDE aurait interdit le paiement de commissions dans les contrats d'armement, cette pratique n'existerait plus, ben voyons !

1.4- Quand "***Monsieur Fédérateur***" obtient 119 voix sur 240.

Les écologistes ont tenu samedi 11 décembre à afficher à nouveau leur unité après l'élection à la quasi-unanimité de l'élu rhône-alpin Philippe Meirieu à la tête du parlement d'Europe Ecologie-Les Verts, quelques jours après le refus fracassant de Jean-Paul Besset d'occuper ce poste.

Seul candidat, le pédagogue Philippe Meirieu a été élu par le vote favorable des 123 délégués présents (sur 240), 1 contre et 3 abstentions, lors du Conseil fédéral du rassemblement qui se réunissait pour la première fois depuis la fondation du parti à Lyon il y a tout juste un mois.

Philippe Meirieu, qui a obtenu le meilleur score EELV aux régionales de mars (18 %), c'est "*Monsieur Fédérateur!*", il "*fait le lien entre anciens et nouveaux*", s'est réjoui Jean-Louis Roumégas, du bureau exécutif.

Pour son discours d'investiture, M. Meirieu a jugé les "*soubresauts qui ont eu lieu inévitables*" car "*la clarté et la vérité sont notre ligne de conduite*". (Lemonde.fr 11.12)

2- Italie.

Des dizaines de milliers d'Italiens opposés à Silvio Berlusconi ont défilé samedi dans les rues de Rome pour réclamer le départ du président du Conseil italien, à l'approche du cible d'une motion de censure qui doit être soumise mardi aux députés.

Si la motion de censure déposée par l'opposition à la Chambre des députés passe ou si le gouvernement perd le vote de confiance organisé par ses partisans au Sénat, le magnat des médias devra démissionner.

La manifestation de samedi était organisée à l'appel du parti démocrate italien, principale formation de l'opposition. Son chef Pier Luigi Bersani a pris la tête d'un cortège de 100.000 personnes, qui se sont rassemblées place Saint-Jean de Latran après avoir bruyamment arpenté les rues de la capitale.

Beaucoup de jeunes étaient présents au sein de la manifestation, les étudiants étant mobilisés depuis plusieurs semaines contre une réforme des universités et des coupes budgétaires décidées par le gouvernement.

Une section du cortège était entièrement consacrée au monde de la culture, sous la banderole "*Pain et culture*", pour protester contre les coupes budgétaires touchant durement ce secteur qui emploie 550 000 personnes en Italie. Les retraités étaient également venus en nombre. "*Le gouvernement a tout détruit, notamment la santé et les retraites*", a déploré Silvio Andagalli, un habitant de 76 ans de Frosinone, près de Rome. (AP et Lemonde.fr 11.12)

3- Cancun. Consensus entre les altermondialistes et les représentants du capitalisme mondial.

La conférence des Nations unies sur le climat, qui réunit depuis le 29 novembre 193 pays à Cancun (Mexique), s'est conclue samedi par un accord limité sur une série de mécanismes pour lutter contre le réchauffement climatique, dont un Fonds vert destiné à aider les pays en développement.

Les pays les plus riches ont promis 100 milliards de dollars (75 milliards d'euros) par an d'ici 2020, mais le texte adopté à Cancun ne précise pas comment le Fonds sera financé. Cela fera l'objet de discussions ultérieures, tout comme le dossier d'un système de compensations pour lutter contre la déforestation.

Pour la ministre française de l'Ecologie et du Développement durable, Nathalie Kosciusko-Morizet, l'accord trouvé lors de la 16e conférence sur le climat représente une "avancée très importante" et sauve "de l'enlisement et de la faillite" le dialogue multilatéral.

Cancun, a de son côté estimé Greenpeace, est un "grand bond pour le multilatéralisme" et un "petit pas pour le climat".

Mais sur la "*question clef des financements*", il "*manque encore le mécanisme à même de fournir*" l'argent pour alimenter le Fonds vert. "*Pour l'heure, c'est une coquille vide*", déplore Greenpeace. (AP 11.12)

L'essentiel, c'est que les altermondialistes et les maîtres du monde soient satisfaits de ce "*grand bond*" en avant, les ravages causés à notre planète par la survie du capitalisme vont pouvoir continuer...

4- Iran. Les ONG roulent pour l'impérialisme.

C'est la quatrième fois que Sakineh Mohammedi Ashtiani passe à la télévision pour une confession. Son avocat et son fils ont toujours répété par le passé que les aveux étaient extorqués via la torture et la coercition.

Dans une émission diffusée vendredi soir sur la télévision d'Etat et filmée à son domicile, elle a décrit comment elle avait drogué son mari pour le rendre inconscient avant que son amant ne l'électrocute. Elle a montré 'sur un acteur jouant son mari' comment son amant avait placé un câble autour de sa cheville et de sa taille. «*Au bout du 7e essai, mon mari ne bougeait plus. Il était mort*», a-t-elle dit.

«*Une telle reconstitution est un acte de théâtre mélodramatique pour tenter de convaincre la communauté internationale qu'elle est coupable*», a dénoncé le directeur de l'ONG International Campaign for Human Rights. (20minutes.fr 11.12)

Quelles pourritures ces ONG ! Aux infos de TV5Monde Asie hier soir, la journaliste a encore présenté Sakineh Mohammedi Ashtiani comme une "*victime*", à vomir.

Economie.

1- Espagne.

L'Espagne a donné vendredi le coup d'envoi d'un plan de 83 milliards d'euros sur cinq ans visant à rendre son industrie plus compétitive et à redynamiser une activité économique qui stagne.

Les nouvelles mesures prévoient des investissements dans les infrastructures, des programmes de recherche et développement, un soutien aux PME et une libéralisation du marché de l'énergie. (Reuters 11.12)

2- Chine.

L'inflation chinoise, qui progresse plus vite que prévu, a atteint en novembre 5,1% en glissement annuel, un niveau sans précédent depuis 28 mois, annonce samedi le Bureau national des statistiques.

La veille, la Banque populaire de Chine avait relevé d'un demi-point le coefficient des réserves obligatoires pour éponger les excédents de liquidités et freiner la hausse des prix. Il s'agissait de la troisième hausse en un mois. L'inflation avait atteint 4,4% en octobre.

La production industrielle, elle aussi supérieure aux attentes, a ainsi progressé de 13,3% en glissement annuel, le mois dernier, après une légère baisse en octobre.

Les investissements ont par ailleurs augmenté de 24,9% depuis le début de l'année, par rapport à 2009, et les ventes de détails ont progressé de 18,7%. (Reuters 11.12)

Société.

Désormais, cadres et adolescents passent plus de temps devant Internet (17 heures par semaine pour les cadres) que devant la télé (11 heures), selon l'étude sur la diffusion des technologies de l'information et de la communication du Crédoc, remis vendredi au ministre chargé de l'Industrie, de l'Énergie et de l'Économie numérique, Éric Besson.

La proportion de personnes utilisant leur mobile pour accéder à Internet a doublé en deux ans, pour atteindre 7 millions.

64 % de la population dispose de trois modes d'accès ou plus à la télé (poste de télévision, ordinateur, décodeur…). En juin 2010, 15 % de la population (8 millions de personnes), soit un triplement en trois ans, déclare regarder la télévision ainsi. (Lefigaro.fr 11.12)

Le 13 décembre

Décryptage du réformisme et de sa terminologie. Extrait de l'éditorial de J-C Mailly (FO) du 8 décembre, sur Internet.

1-L'intervention des gouvernements de l'Union européenne et du FMI pour venir en aide à l'Irlande n'a apparemment pas calmé les marchés financiers qui continuent à spéculer, non seulement sur l'Irlande et la Grèce, mais aussi sur d'autres pays, comme le Portugal ou l'Espagne. Spéculer, cela signifie qu'ils espèrent profiter de la situation dans ces pays en exigeant des taux d'intérêt plus élevés, c'est-à-dire s'assurer une meilleure rente.

Ces événements montrent en premier lieu que les gouvernements ne sont pas en situation de s'imposer aux intervenants sur les marchés financiers ou, autrement dit, que la finance prend le pas sur la démocratie, l'économie et le social.

Commentaire.

Ils ne sont pas venus "*en aide à l'Irlande*, ils sont venus en aide aux banquiers et aux capitalistes, dire l'Irlande signifierait que cette "*aide*" profitera à l'ensemble de la population, ce qui n'est pas du tout le cas, puisqu'en échange le gouvernement a décidé de s'attaquer à tous les droits sociaux des travailleurs, ce que sait parfaitement Mailly puisqu'il y fait référence plus loin, à ceci près qu'il explique que c'est seulement l'UE et le FMI qui imposent cette politique d'austérité à la classe ouvrière, sans citer le gouvernement, qui lui le malheureux serait sans doute pris dans un "*piège*", ainsi les travailleurs peuvent s'en prendre à l'UE et au FMI, cela ne mange pas de pain, et soutenir ou afficher leur neutralité face au gouvernement, il faut bien l'épargner pour que le régime tienne le coup et l'ordre (capitaliste règne).

Faux, les gouvernements sont "*en situation de s'imposer aux intervenants sur les marchés financiers*", mais ne le veulent pas parce qu'ils sont tous les représentants du capitalisme dominé par les marchés financiers. Mailly laisse entendre que les gouvernements pourraient s'y prendre autrement, or c'est impossible, sauf à adhérer au socialisme ! Il témoigne ici qu'il ne comprend rien à l'évolution du capitalisme mondial ou feint de ne pas le comprendre, parce qu'il ne peut pas adhérer lui-même au socialisme et reconnaître qu'il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme. C'est cette impossibilité des dirigeants syndicaux de se situer sur le terrain du socialisme qui fait d'eux des lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs du mouvement ouvrier.

2- Comme nous l'expliquons depuis plusieurs mois, la crise n'est pas terminée, tout simplement parce que les raisons de la crise ne sont pas éradiquées. Il s'agit principalement de la répartition de plus en plus inégalitaire des richesses produites, des modalités de la construction européenne et de l'absence de réglementation au niveau international.

Commentaire.

Les raisons de la crise, de toutes les crises, ne seraient-elles pas plutôt la propriété privée des moyens de production ? Vaut mieux se pencher sur les conséquences que de s'attaquer à la racine du mal, quand on ne peut pas remettre en cause les fondements du capitalisme.

3- De ce point de vue, Angela Merkel n'a pas tort quand elle considère que les banques, dont l'activité a favorisé la crise, doivent contribuer financièrement aux tentatives de sortie de crise. C'est du bon sens qui a d'ailleurs inquiété les marchés qui ont, du coup, accru la spéculation.

Commentaire.

Ah ben alors si "*Angela Merkel n'a pas tort*"... que demande le peuple allemand ! Lire l'article du Réseau Voltaire sur les liens entre Angela Merkel et les néo conservateurs américains, Wall Street, quoi. Parce que l'Allemagne ne profiterait pas de la situation en Grèce, en Irlande, au Portugal ou en Espagne, ben voyons ! Le "*bon sens*" de Merkel se résume ainsi : chacun pour soi et que le meilleur gagne, autrement dit l'Allemagne, le capitalisme le plus puissant en Europe.

4- Dans ce contexte, il serait plus qu'urgent que sur le plan européen une dynamique de croissance, d'emploi et de droit social devienne prioritaire. Ce qui nécessite un rééquilibrage des priorités de la construction européenne et qu'on remette l'économique et le budgétaire au rang d'outils des objectifs de progrès social et démocratique.

Commentaire.

Il compte sur l'Union européenne pour promouvoir le "*progrès social et démocratique*" ! Et compte bien mettre la main à la pâte en disant "*on*", logique puisque les syndicats sont impliqués jusqu'à l'os au côté du gouvernement, des capitalistes, de l'UE à travers notamment la CES...

5- Ce sont bien les pays à logique anglo-saxonne qui ont aujourd'hui le plus de difficultés et c'est la logique anglo-saxonne du capitalisme qui est à l'origine de la crise actuelle du système capitaliste.

L'Europe des marchés, c'est celle du laisser-faire et de la non-Europe. Et l'Histoire montre que capitalisme et démocratie ne sont pas obligatoirement liés. Le capitalisme est un système qui peut s'accommoder du régime démocratique, sans que cela soit pour autant une obligation. En témoigne l'existence du capitalisme d'État.

Commentaire.

Quelle confusion ! ce ne sont pas les "*pays à logique anglo-saxonne*" qui sont à l'origine de "*la crise actuelle du système capitaliste*", mais les rapports de production sur lesquels repose le capitalisme. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont en commun la Fed (eh oui !), et en tant que pointe avancée du capitalisme mondial, ils favorisent le capitalisme financier pour conserver leur place sur le marché mondial, capitalisme financier qui détient réellement le pouvoir.

Pour lui, à l'entendre il y aurait un bon et un mauvais capitalisme, il suffirait donc de remplacer le mauvais par le bon pour que tout rentre dans l'ordre... dans le meilleur des mondes que Mailly soutient, CQFD.

On se demande ce que vient faire ici le capitalisme d'Etat, voulait-il parler d'un régime où les capitalistes ont été expropriés ? Il voulait peut-être dire que lorsque des pans entiers de l'industrie ou des services sont gérés par un Etat capitaliste, tout va bien car ces régimes sont des démocraties, alors que lorsqu'ils sont gérés par un Etat ouvrier (dégénéré ou non, il n'a pas précisé), c'est l'horreur parce que ces régimes sont forcément antidémocratiques, ce ne serait pas son anticommunisme primaire qui ressortirait par hasard ?

6- Cette crise est profonde. Elle constitue cette période de déséquilibre entre un vieux modèle qui est à bout de souffle et un nouveau modèle à définir.

Commentaire.

Du coup, il n'est pas étonnant que Mailly soit incapable à la fois de s'affranchir du "*vieux modèle qui est à bout de souffle*" et de "*définir*" un "*nouveau modèle*" de société qui existe déjà, le socialisme, puisqu'il y est farouchement opposé.

On est lundi, on commence très fort la semaine, alors détendons-nous un instant camarades, on en a bien besoin !

Bon, passons au vote : qui vote pour le contenu de l'éditorial de Mailly, qui vote contre, qui s'abstient, qui refuse de voter ?

Bordel, j'allais oublier le dernier paragraphe qui témoigne de l'impuissance de Mailly dans un dernier sursaut misérabiliste qui pue la manipulation :

7- Dans ce cadre, il est essentiel que le syndicalisme montre ses exigences avec détermination, ne serait-ce que parce que les travailleurs forment la plus grande partie de la population.

Donc vous votez en ayant à l'esprit que le syndicaliste Mailly défend les intérêts des "*travailleurs (qui) forment la plus grande partie de la population*", cela en impose n'est-ce pas, mais ne vous laissez pas impressionner camarades, sa légitimité repose uniquement sur l'ignorance des travailleurs.

Ne me demandez pas ce que je vais voter : c'est top secret !

Si au moins le site ne permet pas de déboucher sur grand chose, il devrait au moins aider les jeunes militants, sinon à défendre leurs position, à s'armer d'une méthode d'analyse pour contrer les arguments des opportunistes et des valets du capital qui parlent au nom des travailleurs. J'essaie de me convaincre que je ne perds pas tout à fait mon temps, et le vôtre surtout.

On fera un point sur la situation en France, en Europe et dans le monde dans les jours qui viennent.

Tenez une grosse connerie que j'ai écrite un jour et que je n'ai pas encore rectifiée : je prétendais qu'il ne fallait pas s'affoler de la montée de l'extrême droite en France notamment, parce que le FN ne comptait que 7.000 militants environ, c'était faire abstraction que le plus important ce sont les couches que peut entraîner l'extrême droite dans certaines circonstances et que leurs forces peuvent se chiffrer en millions de nervis.

Pour le comprendre, si l'on veut le même phénomène se produit à l'envers lors d'une révolution en direction des partis révolutionnaires, dont les effectifs sont multipliés par deux ou par trois, par exemple, en avril 1917 le parti bolchevik comptait 80.000 militants, 140.000 en juillet-août 1917, 270 000 en mars 1918 et 313 766 en mars de l'année suivante. (source : *La maladie infantine du communisme (le gauchisme)* - V. Lénine)

On n'aura donc pas besoin d'un parti comptant des centaines de milliers de militants à l'aube de la révolution, quelques dizaines de milliers feraient parfaitement l'affaire pour un petit pays comme la France, il ne faut donc pas désespérer camarades.

L'optimisme révolutionnaire repose sur le réalisme et non sur une analyse surfaite ou tronquée de la situation pour se faire plaisir ou maintenir (artificiellement) le moral des troupes qui conduit un jour à baisser les bras. C'est notamment pour cette raison que nous disons que la vérité est révolutionnaire. Bon, le cours de léninisme est terminé pour aujourd'hui, je le précise pour le camarade qui m'a demandé l'autre jour d'où je sortais tout cela, j'avais été surpris par sa question et je n'avais pas pu lui répondre (au téléphone) sur le champ.

Bonne semaine et bon courage à tous, gardez le moral, ne cédez rien sur les principes, le futur nous appartient, ils sont foutus, nous vaincrons, en avant vers le socialisme !

Politique.

1- France.

1.1- L'abstention remporte la mairie de Corbeil Essonnes.

La liste UMP de Jean-Pierre Bechter, bras droit de Serge Dassault, a remporté dimanche au second tour la municipale de Corbeil Essonnes (Essonne) avec 53,71% des suffrages, face à celle de la gauche unie conduite par Bruno Piriou (PCF) qui a obtenu 46,29% des voix, a annoncé la mairie.

Le taux d'abstention s'est établi à 53,13% (46,87% de participation). (20minutes.fr 12.12)

Le maire de Corbeil Essonne a donc été élu par 24,90% des électeurs. Une grande victoire pour l'UMP !

1.2- Bayrou un leader "*incontesté*" réélu président du MoDem avec 19,97% des voix des militants de son parti !

François Bayrou a été réélu à la présidence du Mouvement démocrate (MoDem) a annoncé dimanche à Paris un cadre du parti, François-Xavier de Peretti, à l'ouverture du troisième congrès du parti centriste.

M. Bayrou, seul candidat en lice, a été élu avec 94,69% des voix lors d'un vote effectué par internet entre le 3 et le 8 décembre. Sur les 18.965 militants du MoDem inscrits et à jour de cotisation, 26,40% ont participé au vote et 5,31% ont voté blanc, a-t-il précisé.

«*Les gens ont pensé qu'il était mieux de montrer l'unité que la division*» a dit M. Bayrou. Pour le secrétaire général du MoDem, Marc Fesneau, le parti dispose d'une situation favorable : "*Le MoDem, lui, a un leader incontesté*". (Libération.fr 12.12)

Donc Bayrou a été élu président du Modem avec 19,97% des voix, soit par 3.787 adhérents sur 18.965. Il fait encore plus fort que le nouveau maire de Corbeil ! A qui le tour ? Sarkonapoléon à Sedan en 2012 ?

1.3- Joute entre le ministre de la Justice et celui de l'Intérieur.

Le ministre de la Justice, Michel Mercier, a finalement pris la défense des magistrats, accusés de faire preuve de laxisme vis-à-vis des délinquants par des syndicats de policiers, dans un entretien publié ce dimanche par Le Parisien.

S'agissant de la compréhension manifestée par le ministre de l'Intérieur à l'égard des protestations policières consécutives au jugement de Bobigny, Michel Mercier souligne par ailleurs que Brice Hortefeux «*n'est pas ministre de la Justice*». «*Je ne laisserai jamais dire que les magistrats sont laxistes. C'est totalement faux*», dit le ministre, selon lequel «*ils effectuent leur travail avec sérieux et responsabilité*». «*Je serai toujours là pour défendre les magistrats qui ont toute ma considération*» ajoute, Michel Mercier qui les recevra «*dans les prochains jours*». (20minutes.fr 12.12)

2- Argentine. La xénophobie, un exutoire à la misère que l'Etat exploite.

Après cinq jours d'émeutes particulièrement violentes, la police argentine est finalement intervenue, samedi 11 décembre, pour mettre un terme aux affrontements autour d'un parc de Villa Soldati, quartier pauvre du sud de Buenos Aires, où près d'un millier de sans-abri étrangers étaient attaqués par la population locale. Au moins trois hommes, tous des immigrés, ont été tués et de nombreux autres blessés.

Les incidents ont éclaté mardi après l'occupation du parc par des sans-abri, souvent originaires de Bolivie, du Paraguay et du Pérou, qui réclamaient "*des logements dignes*". Quatre soirées de suite, ces personnes livrées à elles-mêmes avaient été attaquées par des groupes armés des quartiers environnants, qui refusent la présence des sans-abri. "*Ils nous ont crié : dehors les Boliviens ! Retournez dans votre pays ! Ils ont tué mon mari comme un chien*", a raconté en pleurs la veuve de Juan Quispe, un Bolivien froidement abattu par balle jeudi. Les deux autres victimes sont un Paraguayen et un autre Bolivien.

La violence était telle que même les ambulances ne pouvaient pas approcher du parc pour retirer les personnes blessées. Dès leur arrivée, les médecins étaient pris pour cible par la population, parfois avec des armes.

Dans un premier temps, le gouvernement argentin avait refusé de dépêcher la police sur place, estimant que c'était la responsabilité du maire de Buenos Aires, Mauricio Macri.

M. Macri a accusé le gouvernement de jouer le pourrissement. Mais le maire de la capitale argentine ne s'est pas privé de jeter de l'huile sur le feu, dénonçant "*une immigration laxiste qui mêle des honnêtes gens à des organisations mafieuses et des narcotrafiquants*". Des organisations de défense des immigrés ont porté plainte contre lui pour "*incitation à la haine*

raciale". L'Organisation internationale pour les migrations a déploré "*des expressions xénophobes*".

Reste que ces scènes de violences, de panique et de chasse à l'homme, diffusées en boucle par les télévisions argentines, ont choqué un pays dont la Constitution s'adresse à "*tous les citoyens du monde qui souhaitent habiter le sol argentin*". (Lemonde.fr 12.12)

Commentaire d'un internaute apparemment argentin (j'ai corrigé quelques fautes de français ou d'orthographe).

L'information est inexacte, un peu mieux que d'habitude mais inexacte. La ville de Bs AS a sa police et ces gens n'avaient pas commis un délit passible de l'utilisation de la police fédérale, sinon juste une infraction. Le territoire avait été délogé mardi et laissé sous la garde de la police de la ville. Bien sur comme en France et en Europe il y a toujours des gens de droite qui profitent pour faire confronter les pauvres contre les plus pauvres, à l'occurrence les étrangers. Lamentable.

Social.

1- France. On t'arrête, tu résistes, on te tue, normal dira demain le ministre de l'Intérieur.

Un homme est dans un état critique après avoir reçu un tir de Flash-Ball d'un policier qui intervenait pour mettre fin à une rixe dans un foyer de travailleurs, dimanche 12 décembre à Marseille. L'homme âgé d'une quarantaine d'années a été victime d'un arrêt cardiaque. Il résidait dans un foyer situé dans le nord de la ville (15e arrondissement) ; il avait précédemment blessé à l'arme blanche un autre locataire des lieux, qui a pu prévenir la police.

Une patrouille de trois policiers est intervenue. A leur arrivée dans la chambre, l'homme a eu 'une attitude extrêmement violente à leur égard, jusqu'à en blesser un' en jetant une tasse en verre sur son crâne, a précisé sur place le directeur départemental de la sécurité publique, Pascal Lalle.

Le policier a alors riposté par un tir de Flash-Ball qui a atteint l'homme au thorax. Maîtrisé par un second policier, l'homme a alors été victime d'un arrêt cardio-ventilatoire, mais a pu être ranimé par les marins-pompiers de la ville. Il a cependant été transporté dans un hôpital voisin '*dans un état critique*', selon le parquet. (Lemonde.fr 12.12)

2- Bangladesh. A bas l'esclavage, à bas la répression !

Des affrontements entre la police et des ouvriers de l'industrie textile ont fait au moins un mort et une centaine de blessés à Chittagong dans le sud-est du Bangladesh, a-t-on appris dimanche auprès de la police et des médias.

Selon un responsable de la police, Reza Al Hasan, les forces de l'ordre ont ouvert le feu et fait usage de gaz lacrymogènes après que des milliers de protestataires ont attaqué des usines et détruit des véhicules dans la zone industrielle de Chittagong, à 215km au sud-est de la capitale Dacca.

Selon Reza Al Hasan, un ouvrier est décédé, mais il n'a pas donné de précisions sur les circonstances de sa mort. L'agence de presse bangladaise UNB faisait état de son côté de trois personnes mortellement blessées par balles, mais la police n'a pas confirmé ce bilan.

D'après les autorités, les affrontements de dimanche ont concerné une compagnie sud-coréenne, YoungOne, qui a dû suspendre l'activité dans ses 13 usines textiles samedi soir, après l'attaque des sites par des ouvriers demandant l'application d'un nouveau salaire minimum annoncé par le gouvernement en juillet.

Le gouvernement a promis récemment de relever le salaire minimum pour les ouvriers du textile mais la mesure n'a toujours pas été appliquée.

Le Bangladesh compte quelque 4.500 entreprises textiles employant quelque trois millions d'ouvriers. (AP et Reuters 12.12)

Le 15 décembre

Complément.

Confirmation, les infos en bref seront actualisées demain matin, on vient juste de changer le modem en panne.

Vous trouverez en ligne le compte-rendu de la Conférence nationale pour l'unité ouvrière qui s'est tenue le 11 décembre à Paris, tout sauf politique, il fallait s'y attendre, on a envie de dire : aucun intérêt !

Dans une chronique, Gluckstein se paie Mélenchon qui en appelle à la BCE, tandis que le POI s'en tient à la dénonciation stérile des méfaits de la BCE ou de l'UE et du FMI au lieu de commencer par remettre en cause l'Etat ou les institutions par lesquels passent l'application de la politique réactionnaire de ces institutions internationales du capital en France, chut il ne faut pas le dire ! Il faut faire croire aux militants et aux travailleurs que c'est la main de l'UE ou du FMI qui les frappent et non celle meurtrière de la Ve République illégitime, contre laquelle il faudrait justement les organiser dans la perspective de la renverser.

Y a-t-il un rapport de cause à effet avec le fait que le POI prépare activement les élections cantonales, qui n'en doutons pas serviront une fois de plus à légitimer les institutions de la Ve République et rien d'autres ?

Est-ce également un hasard si *Informations ouvrières* relate l'intervention d'un délégué qui a pris la parole lors de cette conférence pour expliquer que les salariés de son entreprise avait envoyé "*une lettre au président de la République*, ce qui permet de situer le niveau politique de cette conférence. Question : avait-elle pour objectif de remettre en cause Sarkozy et son gouvernement ou de le légitimer ? C'est une question qu'on est en droit de se poser.

Pour finir, cette conférence s'est dotée d'un "*Comité de liaison*" constitué uniquement de "*syndicalistes*", histoire de bien faire comprendre aux militants qui n'aurait rien compris à l'orientation opportuniste du POI, que l'heure n'était pas au combat politique contre le régime, que la classe ouvrière devait exclure tout objectif politique de son combat, ce que les représentants du régime apprécieront sans doute, ils peuvent dormir tranquille.

L'intervention d'un militant du PCF résume à elle seule cette conférence "*Les dirigeants politiques et syndicaux français n'ont pas été à la hauteur*", alors faisons en sorte qu'ils le soient la prochaine fois ! On ne peut colporter pire illusion. Au lieu d'ouvrir une perspective politique aux masses, le POI s'emploie à cadenasser le mouvement ouvrier, en réalité, il termine le sale boulot des appareils au service du capital.

Apparemment aucune intervention ne s'est située sur le terrain politique au cours de cette conférence, il faut donc en conclure que le POI a employé des méthodes qui ont fait leur preuve pour en arriver là, les délégués présents à cette conférence qui se voulait un exemple de démocratie ont été triés sur le volet, il faut ajouter que les militants du POI (du CCI) qui se prendraient encore pour des trotskistes ont été inexistants au cours de cette conférence, ils ont dû être priés de la fermer ou de s'aligner sur leur direction droitière, ils auront beaucoup de mal ensuite à prétendre qu'ils assurent encore la continuité du marxisme-révolutionnaire.

Pour conclure, cette conférence laisse les mains libres aux auteurs du consensus que le POI et ses participants dénoncent en l'absence d'objectifs politiques. Nous avons soutenu cette conférence en estimant qu'elle pouvait être le lieu privilégié où le combat pour le socialisme pourrait être remis au centre de la discussion du mouvement ouvrier, tel n'a pas été le cas. Nous y reviendrons plus tard.

Cette analyse a été réalisée à chaud dans de mauvaises conditions, car je croule une fois de plus sous des emmerdements à n'en plus finir.

Le matin.

Suite à un problème de modem, le site ne sera pas actualisé avant demain soir, en principe !

Le 16 décembre

Je n'arrivais pas à dormir la nuit dernière, du coup je me suis mis au boulot à 3 heures du matin. Je suis sur les nerfs car la vente de ma maison est reportée de semaine en semaine et risque de capoter à tout moment si je pète les plombs, je suis tombé sur un Indien riche qui se croit seul au monde et qui ne veut pas sortir son fric, il a eu deux mois pour demander un prêt à sa banque et il s'y est pris la semaine dernière, bref, je suis son obligé et je dois subir ses caprices. Bien entendu il n'a pas de parole, aucune dignité, un sale type quoi, ici c'est la norme. Et il espérait qu'on reste en bons termes pour que je lui donne des cours de français, car il ne doute de rien en plus. Je le rencontre pratiquement tous les jours depuis 10 jours, et chaque fois il me promet qu'il va me donner la date de la vente le lendemain, c'est à devenir dingue. Nous de notre côté nous sommes prêts à déménager, j'ai même signé un contrat de location.

Je suis encore allé trois fois chez le fournisseur de gaz, chaque fois on m'a promis la livraison à une date, puis plus rien, là aussi je suis allé gueuler, au bout de 20 jours d'attente. Ce matin, peut-être...

L'histoire du modem est plus cocasse encore, si je peux dire. J'emporte le téléphone comprenant le modem chez Tata. Un

technicien me dit l'avoir testé et diagnostique un problème avec le cable USB. Je repars avec mon téléphone sous le bras et un cable neuf, arrivé à la maison, même problème, j'enrage ! J'appelle le bricoleur en question et je lui demande s'il ne se fout pas de moi. J'y retourne, 10 kilomètres aller retour en moto, il teste devant moi le modem qui fonctionne. Je retente un essai chez moi, cela ne fonctionne toujours pas, je me dis : reste calme ! Je rappelle le bricolo en lui demandant avec quel type de cable il avait testé le modem, il me répond avec un cable série, alors que j'utilise un cable USB, je lui dis que le modem pouvait très bien fonctionner avec un cable série mais pas avec un cable USB, il me répond : impossible, calmement je lui explique qu'il n'est pas dans le modem pour savoir si la partie du circuit électronique réservée au signal du cable USB fonctionne normalement, il insiste, là je menace de porter plainte si le technicien qui doit venir chez moi n'apporte pas un nouveau modem. Le lendemain après-midi, entre temps j'ai rappelé trois fois car il devait passé le matin, le technicien connecte le nouveau modem et cela fonctionne, on lui a donné le thé et 100 roupies, un jeune sympathique qui pense tout le bien du monde de Tata !

Ajoutons à cela la pluie pour cause de mousson, mon chien qui n'est pas bien, Magueswary qui fait la gueule, j'ai toujours cette affreuse douleur dans le bras et l'épaule gauche et la coupe est pleine ! Avec cela, allez vous concentrer sur la situation politique, difficile.

Le parlement grec vote l'austérité, le parlement irlandais vote l'austérité, le parlement britannique vote l'austérité, le parlement portugais vote l'austérité, le parlement espagnol vote l'austérité, le parlement italien vote l'austérité, le parlement français vote l'austérité, etc., et le POI nous dit : mais non, mais non, c'est l'UE, c'est la BCE, c'est le FMI qui décide d'étrangler les peuples, ne vous trompez pas d'objectif...

Si l'on voulait renverser l'UE ou le FMI on aurait un petit problème logistique, par contre renverser le gouvernement et les institutions dans chaque pays c'est à notre portée, il est donc urgent ne pas engager le combat dans cette direction-là estime le POI.

Quelle légitimité ont ces gouvernements et ces parlements pour saigner le prolétariat ? Aucune. Qu'est-ce qui leur permet de tenir ? Le consensus entre tous les partis institutionnels et l'Etat paraît-il. Il faut donc combattre tous ces partis et l'Etat, vous faites fausse route, vous avez perdu la tête !

En réalité la classe ouvrière et les masses n'ont aucune confiance dans ces partis et l'Etat, mais elles n'ont pas un niveau de conscience suffisamment développé pour les affronter sur le terrain politique, d'autre part elles ne sont pas suffisamment organisées, du coup leur mobilisation se déroule sans orientation politique précise et elles sont incapables de s'unir pour affronter gouvernement et institutions.

Les agences de presse donnent un aperçu médiocre des manifestations qui se déroulent en ce moment en Europe, quand elles ne les zappent pas, par exemple les manifestations de policiers et de pompiers hier en République tchèque.

Pour rajouter un mot à propos de l'Appel de la conférence du 11 décembre.

Elle se donne comme objectif "*d'organiser la liaison politique permanente entre militants de toutes affiliations syndicales et politiques pour faire triompher l'unité*", on pourrait croire si des militants politiques sont associés à ce combat qu'ils vont combattre également sur des objectifs politiques, point du tout, vous les chercherez en vain, il s'agit là d'un effet d'annonce que trahit la composition des délégués qui ont participé à cette conférence "*nous, travailleurs, militants et responsables syndicaux et jeunes*", point de militants politiques ou si, mais ils interviennent que sur le terrain syndical, pas sur le terrain politique, c'est au dernier paragraphe qu'on apprend que "*cette conférence à l'initiative du Parti ouvrier indépendant a rassemblé des militants ouvriers de toutes tendances politiques*", c'était difficile de faire passer le POI à la trappe, ce qui nous fait une belle jambe puisque pas un n'est intervenu sur le terrain politique, tout du moins c'est ce qui ressort du compte-rendu qu'en donne le POI dans *Informations ouvrières*.

Politique.

1- France.

Karachigate, suite, non, bis !

Après la vente de sous-marins au Pakistan en 1994, la justice se penche sur un autre contrat d'armement en marge de l'enquête sur l'attentat de Karachi en 2002. Le parquet de Paris a ainsi ouvert mardi une nouvelle information judiciaire dans le volet financier de l'affaire.

Le parquet de Paris a annoncé dans un communiqué avoir requis mardi l'ouverture d'une information judiciaire pour "*abus de bien sociaux, recel et complicité de recel*". Elle fait suite "*à des faits allégés de versements de commissions dans un contrat distinct de celui objet des investigations menées autour de la vente de sous-marins au Pakistan en 1994*", précise seulement le parquet. (AP 15.12)

2- Kosovo.

Des membres de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), le mouvement indépendantiste kosovar albanais à la fin des années 90, se sont livrés à un trafic d'organes prélevés sur des prisonniers serbes en 1999 et 2000, affirme le Conseil de l'Europe dans un rapport rendu public hier à Strasbourg

Selon ce document, le trafic était contrôlé spécialement par un groupe de responsables de l'UCK, le «Groupe de Drenica», dont le chef était l'actuel Premier ministre kosovar Hashim Thaçi.

Selon l'auteur de ce rapport demandé par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), le Suisse Dick Marty, «De nombreux indices semblent confirmer que (...) des organes auraient été prélevés sur des prisonniers dans une clinique en territoire albanais, près de Fushë-Krujë (20 km au nord de Tirana), pour les transporter ensuite à l'étranger à des fins de transplantation».

Selon M. Marty, «*cette activité criminelle, qui s'est développée en profitant du chaos régnant dans la région et grâce à l'initiative de certains chefs des milices de l'UCK liés au crime organisé, s'est poursuivie, bien que sous d'autres formes, jusqu'à nos jours*».

Dans son rapport de 27 pages, Dick Marty évoque notamment «un centre de réception dernier cri pour le crime organisé du trafic d'organes» près de Fushë-Krujë.

Selon les témoignages recueillis par la mission Marty, les prisonniers étaient tués d'une balle dans la tête avant d'être «*opérés pour qu'un ou plusieurs organes leur soient prélevés*». Il s'agissait principalement d'un prélèvement posthume des reins qui étaient vendus à des cliniques privées étrangères.

Parmi les membres de ce réseau criminel, le rapport identifie une figure historique de l'UCK, Shaip Muja. Ce chirurgien de formation est actuellement conseiller politique principal auprès du cabinet du Premier ministre du Kosovo, notamment chargé de la Santé.

«*Nous avons découvert de nombreux indices convergents du rôle capital joué pendant plus de 10 ans par (Shaip) Muja dans des réseaux internationaux (...) comme ceux des trafiquants d'êtres humains, des courtiers d'actes chirurgicaux illicites et d'autres acteurs de la criminalité organisée*», affirme M. Marty.

Dans une déclaration, le gouvernemnt kosovar a estimé que le rapport se fondait sur «*des faits sans fondement, inventés avec pour objectif de nuire à l'image du Kosovo*». (Libération.fr 15.12)

Commentaire d'un internaute : Kouchner, alors envoyé special de l'ONU et administrateur au Kosovo. N'a rien vu, rien entendu. Un peu comme pendant l'arche de Zoé quoi. c'est incroyable comme ce type se trouve toujours en lisières des traffics d'humains, d'organe, d'armes.

Commentaire : ce qui est le plus étonnant, c'est que cette affaire ressorte le lendemain d'élections qui ont vu la victoire du parti de l'actuel Premier ministre kosovar Hashim Thaçi, un mafieux. A suivre.

Social.

1- France.

1.1- La pauvreté progresse, la preuve.

Chose demandée, chose faite : à partir du 1er décembre, l'indemnité de Jean-Pierre Jouyet au titre de président de l'AMF (fixée par décrêt) sera ramenée de 231 708 euros à 150 000 euros. Il y a tout juste deux ans, son salaire avait fait polémique.

A l'époque, pour aligner le total de ses émoluments sur ceux de son prédécesseur, Michel Prada, le montant annuel brut de l'indemnité de président de l'AMF avait été relevé de 149 000 euros à 220 000 euros. Vingt-quatre mois plus tard, rétro-pédalage donc : l'indemnité revient à son niveau initial. Au final, en y ajoutant son traitement de fonctionnaire, Jean-Pierre Jouyet gagnera 235 903 euros brut par an. Ce sera toujours plus que les présidents de la Haute autorité de santé (206 137 euros brut annuels) et de la Commission de régulation de l'énergie (192 213 euros brut annuels). (Lexpress.fr 15.12)

Combien sont rémunérés les parasites syndicaux qui participent à ces organismes de collaboration de classes ?

1.2- Record battu, Carlos Ghosn a perçu 9,2 millions d'euros en 2009.

En 2009, les patrons exécutifs du CAC 40 ont perçu un total moyen de 3,1 millions d'euros.

Les patrons du CAC subissent donc une nouvelle perte de revenus. Ils touchaient 4,7 millions d'euros en moyenne en 2007, et avaient déjà dû se contenter de 3,6 millions d'euros en 2008. Proxinvest se réjouit toutefois de noter que ce montant «n'excède plus le plafond du socialement acceptable», que la société estime à 240 fois le Smic (4,3 millions d'euros). Selon le calcul de l'AFP, ce montant représente 190 Smic. Seuls sept patrons du CAC 40 - contre 21 l'année précédente - ont dépassé le seuil des 240 Smic annuels.

Carlos Ghosn n'a perçu que 1,2 million d'euros au titre de sa rémunération fixe. Aidée par l'État, la firme au losange ne pouvait lui verser ni bonus ni stock-option ou action gratuite. Mais il a touché en plus huit millions d'euros au titre de ses fonctions chez Nissan, "*une somme totalement cachée aux actionnaires de Renault*" et qui "*n'apparaît jamais dans le document de référence*" de la société, dixit Proxinvest. Sa rémunération annexe catapulte pourtant Carlos Ghosn en tête des présidents exécutifs les mieux payés du CAC 40... Viennent ensuite Christopher Viehbacher (Sanofi-Aventis), Bernard Arnault, Franck Riboud (Danone) et Henri de Castries (Axa) avec plus de 5 millions d'euros.

Mais c'est la rémunération des présidents non exécutifs, les "*chairmen*", qui est la plus contestée, car elle est jugée "opaque" par la société de conseil aux actionnaires. En 2009, c'est Jean-François Dehecq, chez Sanofi-Aventis, qui décroche la palme du président du conseil d'administration français le mieux rémunéré, avec 2,3 millions d'euros. (Lepoint.fr et 20minutes.fr 15.12)

1.3- Mais c'est "bien sûr" !

La prochaine revalorisation du Smic sera limitée aux mécanismes prévus par le code du travail sans "coup de pouce", a annoncé mardi Xavier Bertrand.

"*Les déterminants du Smic restent bien sûr inchangés*", a déclaré le ministre du Travail à l'occasion de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC), chargée de décider de la revalorisation du salaire minimum.

"*Nous devons faire en sorte que la hausse du Smic corresponde à l'évolution réelle de l'économie*", a dit Xavier Bertrand. "*La politique récurrente des "coups de pouce" peut avoir pour effet d'évincer de l'emploi les travailleurs les plus fragiles.*"

Environ 2,3 millions de salariés étaient rémunérés au Smic au début de cette année, soit 10% de l'ensemble des salariés en France, selon une étude de la Dares, la direction de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail. (Reuters 15.12)

Pendant ce temps-là Carlos Ghosn a reçu une rémunération équivalente à 572 fois le Smic, espérons seulement qu'elle "*correspond à l'évolution réelle de l'économie*" !

1.4- Racket des assureurs.

Après le gaz et l'immobilier, c'est un autre poste de dépense qui risque de plomber le portefeuille des Français en 2011. Les tarifs de leurs assurances habitation et automobile vont, en effet, connaître une nouvelle hausse sensible, selon Les Échos - de 3,5 % à 8 % pour les premières, et de 2,5 % à 4,5 % pour les secondes.

Une chose est sûre, les prix des assurances grimpent, et ce n'est pas fini. "*Si nous connaissons en 2011 une troisième mauvaise année de suite, ces hausses ne seront pas suffisantes pour que le marché revienne à l'équilibre technique*", a lui-même prévenu Jacques de Peretti, directeur général délégué d'Axa France, cité par Les Échos. Pour Stanislas Di Vittorio, il ne fait aucun doute que la hausse des prix se poursuivra en 2012. (Lepoint.fr 15.12)

Gageons que la rémunération d'Henri de Castries suivra la haute des prix !

1.5- Privatisation de la santé, suite. Le droit à la santé bafoué.

Comme les assurances habitation ou automobile, les cotisations des mutuelles vont augmenter l'année prochaine. Le directeur général de la Mutualité française, Jean-Martin Cohen Solal, explique à 20minutes.fr les raisons de la hausse pour les ménages.

Les cotisations vont augmenter car les charges qui pèsent sur les mutuelles sont à la hausse. Le gouvernement a tout d'abord fait voter une taxe de 3,5% sur les contrats «*solidaires et responsables*», détenus par 95% des Français.

Pour combler le déficit, le budget de la Sécu prévoit en outre une nouvelle baisse des remboursements. Nous sommes enfin dans une hausse tendancielle des dépenses de santé de 3% par an.

Les mutuelles voient donc leurs charges s'accroître de 7 à 8%. Selon leur situation financière, elles vont augmenter leurs prix de 5 à 10% l'année prochaine.

En terme relatif, la part assurée par chaque acteur n'a pas beaucoup bougé: 75% des dépenses sont prises en charge par la Sécu, 14% par les mutuelles et 11% par les assurés. A l'intérieur de ces catégories, les choses ont cependant évolué. La sécurité sociale prend très bien en charge les maladies longues et les soins à l'hôpital. Pour la médecine quotidienne de ville, en revanche, elle ne rembourse plus qu'à hauteur de 55%. Cela pèse sur le budget des Français. (20minutes.fr 15.12)

J'ai regardé hier soir un numéro de Complément d'enquête diffusé en différé par TV5Monde Asie consacré aux personnes ne pouvant plus se soigner parce que trop pauvres et parce que les soins médicaux ne sont pas pris en charge par la Sécurité sociale.

Cela m'a permis de mieux cerner une couche de travailleurs en grande difficulté qui pourtant n'appartiennent pas aux couches les plus pauvres, pas assez pauvres pour bénéficier de la CMU et pas assez riches pour se faire soigner quand ils en ont besoin. Il faut les rajouter à la population pauvre estimée entre 8 et 10 millions de travailleurs avec leurs familles.

1.6- Guadeloupe.

Le LKP, qui avait appelé à un mouvement de grève générale illimitée à compter de mardi 14 décembre, a décidé mardi soir de reconduire pour mercredi son mot d'ordre de grève, même si elle semble avoir été particulièrement peu suivie durant sa première journée.

"*Nous appelons les travailleurs à se mobiliser et nous manifesterons devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre jusqu'à ce qu'on […] réponde positivement*" à la demande d'audience formulée au cours de la manifestation de mardi, a indiqué mardi soir le porte-parole du LKP, Elie Domota. A la question de savoir s'il s'agissait également d'un appel à la poursuite de la grève générale, il a répondu : "*Pour que les travailleurs quittent leurs entreprises, il faut un motif : la grève est reconduite.*"

Mardi, au premier jour de la grève générale, entre 4 300 personnes selon la préfecture et "*plus de 20 000*" selon M. Domota ont défilé sans incident à Pointe-à-Pitre. Les manifestants sont restés massés durant tout l'après-midi de mardi devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre, où ils souhaitaient être reçus. La plupart des manifestants se sont progressivement dispersés en ne laissant sur place que les principaux dirigeants syndicaux et leaders du LKP, qui ont ensuite quitté les lieux.

Le mouvement de grève a connu un taux de participation relatif dans la fonction publique (30 % au Pôle emploi, 14 % à La Poste, 11 % dans l'éducation nationale) et marginal dans le secteur privé, la plupart des entreprises étant ouvertes et ayant fonctionné normalement. "*La journée est totalement normale*" a fait savoir le Medef-Guadeloupe, principale organisation patronale insulaire, selon laquelle de nombreux salariés s'étaient placés en RTT pour l'occasion.

L'unité du collectif, qui regroupait entre autres l'ensemble des centrales syndicales représentées en Guadeloupe et qui avait initié une grève générale de quarante-quatre jours début 2009, semble s'être lézardée ces derniers mois. La CFDT s'était dissociée de l'appel à la grève générale illimitée de mardi et la CFE-CGC a fait savoir mardi soir qu'elle se prononçait contre la poursuite du mouvement. (Lemonde.fr 15.12)

2- Italie.

Des dizaines de milliers de jeunes - 100.000 selon les organisateurs - ont défilé mardi matin dans le calme contre la politique gouvernementale en matière d'éducation, scandant "*non à la confiance*".

Le Via del Corso, principale avenue du centre historique, a été transformée en champ de bataille avec fumée, gaz lacrymogènes et visages ensanglantés. De la fumée s'élevait de la colline du Pincio, au-dessus des escaliers de la Trinité des Monts, où des manifestants ont incendié des voitures, renversé des poubelles et empêché les pompiers d'intervenir. Des devantures de banque ont été attaquées et des distributeurs de billets détruits.

Des badauds qui ne prenaient pourtant pas part à la manifestation ont également été frappés par les forces de l'ordre. On dénombre plusieurs blessés dans les deux camps, selon le Guardian.

Des rassemblements ont également eu lieu à Milan, où des manifestants sont entrés dans le bâtiment de la Bourse aux cris de "*profiteurs !*", à Palerme, où des étudiants ont occupé le tarmac de l'aéroport, à Catane, où 3.000 ont défilé dans le centre, mais aussi à Bari, Cagliari, Gênes, Naples et Turin.(Lepoint.fr 15.12)

3- Suède. La charrette.

Le numéro deux mondial de l'électroménager (51.000 employés), le suédois Electrolux, a annoncé mercredi qu'il allait supprimer 800 emplois supplémentaires en Europe d'ici 2012, au lendemain de l'annonce de la fermeture d'une usine employant 1.300 personnes au Canada pour «demeurer concurrentiel». (Libération.fr 15.12)

Economie.

1- Espagne.

L'agence de notation Moody's a placé mercredi la note souveraine Aa1 de l'Espagne sous surveillance en vue d'un possible abaissement, invoquant des besoins élevés de financement, des doutes sur le secteur bancaire et des inquiétudes sur les finances publiques régionales.

Le rendement de la dette obligataire espagnole à dix ans a augmenté de dix points de base à 5,652% dans la matinée et l'écart avec le Bund allemand de référence a pris sept points de base à 260 pdb.

"*(Moody's) a les mêmes doutes que les marchés sur la dette souveraine, c'est pourquoi les écarts se creusent avec les Bunds allemands*", a estimé José Carlos Diez, analyste chez Intermoney. La ministre de l'Economie Elena Salgado a jugé mercredi que la notation de l'Espagne témoignait de sa solvabilité.

"*Je m'attends à ce que nous soyons capables dans les trois mois d'apporter des arguments suffisants pour ramener cette perspective de négative à positive*", a-t-elle dit à la radio publique à propos des commentaires de Moody's. (Reuters 15.12)

2- Belgique.

Mardi, l'agence Standard & Poor's a mis en garde contre un possible abaissement dans les six mois de la note souveraine de la Belgique si l'impasse politique persistait et si l'état de la dette n'était pas amélioré. (Reuters 15.12)

3- Pakistan. Que les pauvres paient !

En 2010-2011, la dette de l'État atteindra 76,5 milliards d'euros, soit environ 60 % du produit intérieur brut. Seule l'assistance financière de la communauté internationale sauve cette puissance nucléaire de la banqueroute. Les États-Unis versent 1,5 milliard de dollars d'aide civile par an au titre de la loi Kerry-Lugar. L'Union européenne accordera 225 millions d'euros entre 2011 et 2013.

Une situation qui agace les chancelleries alors que la pression fiscale, 9 % du PIB, est une des plus faibles au monde. D'où l'exigence du FMI de conditionner de nouveaux prêts à une hausse des impôts. Pour y parvenir, l'État veut étendre la TVA à tous les produits et à tous les services à un taux de 15 %. Le fisc table sur 180 millions d'euros de recettes dans les 6 premiers mois. Refus des commerçants et des petits chefs d'entreprise qui manifestent contre ce projet depuis l'été.

La mesure risque de creuser les inégalités et de déstabiliser le pays, déjà en proie à une insurrection talibane dans le nord-ouest. La TVA rendra la vie plus chère pour les pauvres et les classes moyennes alors que l'inflation atteint déjà 13,5 % cette année. Le salaire médian continue de plafonner entre 8.000 et 12.000 roupies par mois (70 à 110 euros). (Lepoint.fr 15.12)

Le 17 décembre

Comment comprendre, connaissez-vous cette formule ? A quoi sert-elle, que recouvre-t-elle en vérité, vous êtes-vous un jour posé cette question ? Prenons un exemple que l'on pourrait mettre à l'épreuve dans une classe de CE1.

Après avoir aidé à regret la Grèce, l'Irlande ou encore le Portugal, la Banque centrale européenne présente la facture à ses actionnaires, les gouvernements européens. La BCE pourrait demander lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement ce jeudi une augmentation de capital pour compenser le rachat de dette d'États en difficulté, selon des sources proche de l'institution citées par les agences de presse. (Journal des Finances 16.12)

Selon les souverainistes, les nationalistes, les social-patriotes et le POI, toutes nos misères grandes et petites viendraient de la BCE, de l'UE et accessoirement du FMI, ces institutions seraient aux postes de commande, il n'existerait aucun pouvoir au-dessus d'elles, pour ainsi dire elles dirigeraient les économies de chaque pays de l'UE et donneraient des ordres à exécuter aux chefs d'Etat, qui les appliqueraient ensuite à la lettre contre leur population.

Mais voilà, en réalité c'est exactement l'inverse qui se passe.

La BCE, c'est quoi, comment cela fonctionne : une assemblée d'actionnaires composée des gouvernements européens, des chefs d'Etat comme il est dit plus haut. Donc si les gouvernements européens et les chefs d'Etat se retiraient de la BCE, elle n'existerait plus. Vous avez tout compris.

La BCE n'existe que par la volonté des chefs d'Etat qui servent avant tout les intérêts du capitalisme, dont prioritairement sa branche financière qui le domine, via Wall Street, la Fed et la City. Les chefs d'Etat délèguent leur pouvoir ou cautionnent les décisions prises par la BCE avec leur accord. On peut donc affirmer pour ceux qui sont un peu long à la détente, que les décisions prises par la BCE le sont en réalité par les chefs d'Etat, de la même manière que pour les directives de l'UE. La BCE n'a que le pouvoir que les chefs d'Etat veulent bien lui accorder, capito ou il faut en remettre une couche ?

La BCE fonctionne comme une entreprise capitaliste.

Vous combattez pour l'expropriation des capitalistes, capitalistes composés d'actionnaires qui se réunissent en conseil d'administration et votent la politique de l'entreprise, aussi bien les plans de licenciements que les dividendes qu'ils vont se mettre dans la poche. Donc si vous voulez exproprier les capitalistes, vous devez exproprier les actionnaires.

Appliqué à la BCE, cela donne : vous voulez liquider la BCE, vous devez liquider ses actionnaires, donc les chefs d'Etat.

Mais alors ce n'est pas la BCE qu'il faut combattre, mais les chefs d'Etat ? Bravo, on avance !

Et dans tout cela, quel est le rôle de la BCE ? Excellente question qui appelle une réponse simple : celui de vulgaire grouillot au service d'un donneur d'ordres : l'industrie financière.

Vous pouvez appliquer exactement le même raisonnement à l'UE.

Mais alors, pourquoi le POI tient-il absolument à détourner l'attention des travailleurs et des militants vers la BCE, le FMI, etc. au détriment de l'Etat et du gouvernement ? Posez donc la question à leurs militants ou dirigeants et faites-nous parvenir leurs réponses, nous les publierons.

De mon côté j'ai bien une petite idée, cependant je me demande si l'endroit est bien choisi pour vous l'exposer, je crains qu'en étant en désaccord avec mon analyse et mes arguments, les militants en oublient ou remettent en cause ce qu'ils viennent de lire sur la BCE, bien que finalement personne ne peut nier les relations ainsi établies entre marchés financiers, BCE et chefs d'Etat.

Contrairement à autrefois, il n'existe à l'heure actuelle aucun parti ouvrier ou assimilé en mesure d'entraîner la classe ouvrière et les masses dans un combat politique contre les institutions ou plus exactement, plus aucun parti dit ouvrier (à tort ou raison) n'a la volonté d'engager le combat sur le plan politique contre l'Etat et son gouvernement. Par contre, il est ou il serait possible que des partis dit ouvriers acceptent une sorte de front unique sur d'autres objectifs, la BCE ou d'autres institutions internationales du capital par exemple.

Il ne serait plus possible de combattre sur des objectifs politiques proprement dits, voilà ce qu'on veut nous faire avaler à tout prix, parce que voyez-vous les conditions objectives ne seraient pas réunies pour livrer un tel combat. On aura compris que ce qui fait défaut, c'est le parti pour impulser ce combat.

Un faut prétexte.

Mais l'absence de ce parti interdirait-il désormais de combattre sur le plan politique ? Autre question : mais l'ensemble de la situation ne pose-t-elle pas clairement que la solution à la crise est d'ordre politique ? Là nous touchons au coeur de la contradiction dans laquelle le POI se débat.

Pour la camoufler il doit recourir à des arguments fallacieux ou des manoeuvres grossières ou la reporter sur d'autres. Par exemple quand il explique que les dirigeants syndicaux en proie à d'horribles contradictions sont victimes des "pièges" que leur tend le gouvernement, alors qu'en réalité ils sont les seuls responsables de ces contradictions et ils acceptent de bon coeur de tomber dans ces "pièges" qui n'existeraient pas sinon, et pourquoi ne peuvent-ils pas faire autrement, tout bonnement parce que d'un côté ils sont totalement inféodés au capital, de l'autre les travailleurs entendent toujours faire valoir leurs droits, ou quand il prétend qu'il faut s'en remettre aux PS et ses satellites par le biais du front unique, comprenez, parce que les travailleurs seraient encore en droit d'en attendre quelque chose, illusion qu'il prête aux travailleurs, alors qu'en fait elle n'appartient qu'à ceux qui recourent à cet argument, aux petits-bourgeois, à l'aristocratie ouvrière ou aux masses arriérées, on se demandera au passage pourquoi le POI reprend à son compte ces illusions, pourquoi il s'adresse à cette classe et à ces couches, et pourquoi il délaisse ou ne s'adresse pas à l'avant-garde de la classe ouvrière qui manifeste ouvertement qu'elle n'a plus aucune illusion dans ces partis et les institutions ou encore dans le capitalisme. Ce parti vous répondra sans doute qu'il n'a pas vocation à s'adresser à une ou des couches particulières qui plus est minoritaires, il n'en pense pas un mot en réalité puisqu'il prouve quotidiennement le

contraire, mais qu'il s'adresse à l'ensemble de la classe ouvrière. Il faut donc en conclure que fixer des objectifs politiques au combat du prolétariat n'est pas à l'ordre du jour, parce que l'ensemble de la classe ne pourrait pas s'en saisir.

Argument frauduleux s'il en faut, car s'il fallait attendre que ces conditions existent pour fixer des objectifs politiques à la classe et aux masses, le jour où ces conditions seraient enfin réunies, il serait alors trop tard pour que les masses s'en emparent, car d'une part ces conditions ne durent pas éternellement, d'autre part pour qu'elles s'en saisissent faut-il encore qu'elles y aient été préparées de longue date, il ne suffit pas du jour au lendemain de fixer des objectifs politiques au prolétariat pour qu'il y adhère automatiquement, c'est une vue mécanique qui ne prend pas en compte la psychologie des masses et ne correspond pas au lent et long travail de réflexion ou de maturation politique nécessaire pour qu'elles parviennent au niveau de conscience politique permettant justement de se saisir de ces objectifs politiques le moment venu.

Si maintenant vous insistez en demandant : mais pourquoi le POI s'accroche-t-il déséspéremment à cette stratégie (ce sont eux qui de tactique l'ont transformée en stratégie), je n'ai qu'une seule réponse à vous proposer : parce qu'en dehors du front unique, ses dirigeants sont totalement incapables de définir une autre stratégie, par incurie politique. Et quel objectif a permis d'atteindre cette stratégie au cours des trois dernières décennies ? Aucun, puisque nous perdons tous nos droits les uns après les autres. Le seul résultat à mettre à son actif, c'est d'avoir conservé ces droits le plus longtemps possibles, parce que pour eux c'était une fin en soi, ce dont l'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie peuvent leur être gré, mais certainement pas les générations passées et actuelles de millions de travailleurs pauvres et leurs familles qui sont étrangers aux milieux de ces dirigeants.

On peut affirmer que ce qui se passe aujourd'hui quand la classe ouvrière et les masses sont incapables de situer leur combat sur le terrain politique, est la vérification pratique de l'argumentation que j'ai développée plus haut, une condamnation sans appel de la politique opportuniste menée par le PT, puis le POI, pour ne pas remonter plus loin. Le refus de lier des objectifs politiques à des revendications économiques ou sociales a abouti à cet constat, à faire en sorte que les masses ne soient pas préparées politiquement à affronter l'Etat au moment où la plus formidable crise frappe le capitalisme, consciemment ces dirigeants ont fait en sorte que les masses se retrouvent politiquement désarmées face au gouvernement, au PS et ses satellites et aux appareils des syndicats.

Le seul intérêt du front unique sur le plan politique concerne l'appareil du POI exclusivement.

Elle permet au POI de recruter des travailleurs syndiqués ou non qui sont gangrenés par le réformisme bourgeois et qui n'ont pas du tout l'intention de combattre le gouvernement et l'Etat sur le terrain politique. C'est toujours plus facile de recruter des militants sur cette ligne que sur le programme de la révolution socialiste, CQFC.

C'est cette même politique qui a permis aux mêmes dirigeants de se maintenir au sein de l'appareil de l'OCI, du PCI, du MPPT, du PT puis du POI depuis les années 60, 70 et suivantes. Avant le début des années 80, on combattait les institutions de la Ve République, nous ignorions seulement que c'était pour le compte de l'appareil du PS. La preuve : une fois le PS parvenu au pouvoir, ces dirigeants se sont empressés d'abandonner ce combat, dont la défense de la démocratie, de la République était l'antithèse. Nous avons été les jambes qui ont servi à faire la courte échelle au PS, pour y avoir usé les miennes, vous comprenez peut-être mon amertume qui n'a rien à voir avec une vengeance gratuite ou infantile.

Comment les militants marxistes-révolutionnaires doivent-ils intervenir dans la lutte des classes ?

Tous nos droits (travail, santé, études, logements, retraite, etc.) sont systématiquement piétinés par les institutions de la Ve République pour satisfaire les besoins des banquiers et des capitalistes et éponger leurs dettes, ces institutions et les partis qui y participent nous interdisent de remettre en cause cette politique réactionnaire consistant à satisfaire les besoins des privilégiés au détriment du peuple travailleur en proie à des situations de plus en plus dramatiques, dès lors de deux choses l'une, soit l'on plie sous le joug de l'exploitation et de l'oppression en acceptant de vivre toujours de plus en plus mal, soit on s'organise pour créer les conditions qui permettront aux exploités de se soulever pour renverser le pouvoir politique en place et d'abolir ces institutions antidémocratiques et bonapartistes qui conduisent au chaos et perpétuent la barbarie en l'étendant à l'humanité entière.

On ne peut pas et on ne doit pas combattre pour la satisfaction d'une revendication en passant sous silence la question du pouvoir politique, ce serait s'adapter au régime ou colporter des illusions... dans le régime.

Je suis actuellement très perturbé par la vente de ma maison qui a pris hélas une sale tournure hier, pour réfléchir à fond à la question de objectifs politiques et des mots d'ordre à formuler en direction de la classe.

Ils doivent correspondre au constat que nous ne disposons d'aucun moyen politique pour faire valoir nos droits, que la classe ouvrière n'a aucun pouvoir politique contrairement à celle des capitalistes qui peut compter sur le gouvernement et les institutions pour défendre leurs besoins. On n'est pas seulement réduit à l'état d'esclave sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique.

On doit pouvoir parvenir à matérialiser cette absence de pouvoir politique à travers des formules simples à saisir par les travailleurs et les jeunes. Ensuite, on doit définir comment pourrait se matérialiser le pouvoir politique du prolétariat et des masses.
Ensuite seulement on peut avancer la nécessité de renverser l'ordre établi, une fois qu'on a commencé à poser la question par quoi

le remplacer, par qui remplacer la classe dominante au pouvoir. Cela forme un tout, c'est nécessaire pour être cohérent aux yeux des travailleurs, mais il faut impérativement procéder par ordre, être discipliné jusque dans nos démonstrations ou argumentations, si c'est au cours d'un processus dialectique qu'ils poseront la question du pouvoir, il nous faut comprendre et respecter comment ce processus opère, c'est là que le marxisme peut nous aider, pour ne pas dire que sans le marxisme on ne peut pas s'en sortir.

Si de mon côté je continue de l'étudier, ce n'est pas pour me donner un genre, mais par nécessité, pour progresser, je n'appartiens pas à ces gens qui ont réponse à tout ou à ces fétichistes qui sont les premiers à renier les enseignements de nos maîtres.

Un dernier mot. Une précision.

J'avais appelé à soutenir la conférence du 11 décembre initiée par le POI, parce que notamment figurait dans son appel du 4 octobre des objectifs politiques, parmi lesquels la nécessité d'en finir avec la Ve République. J'avais expliqué aux camarades qu'ils pouvaient s'associer à cette initiative à condition de mettre en avant cet objectif politique, je précisais que je soupçonnais le POI de l'avoir fait figurer dans un document pour immédiatement après le ranger au fond d'un tiroir. L'appel adopté lors de la conférence du 11 décembre et le compte-rendu fort succint qui a été donné de cette conférence dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (IO), prouvent que je ne m'étais pas trompé sur leurs réelles intentions, car en réalité aucune discussion sur ces objectifs politiques n'a eu lieu lors de cette conférence.

Leurs réelles intentions transpirent également dans plusieurs articles du IO n°128, elles sentent franchement mauvais.

Page 13, dans l'article intitulé "*L'esprit de responsabilité*" et signé Jean Cambredaze, on peut lire : "*Pourtant, en 1968, le PCF ne parvint pas à empêcher le déferlement de la grève générale et sa sanction : la chute de De Gaulle, en 1969 ! L'aventure bonapartiste avait échoué..*". Tu parles, le bonaparte De Gaulle a été remplacé par le bonaparte Georges Pompidou, et en prime on a eu le droit à une Assemblée nationale "*bleu horizon*" aux trois quarts composée de députés du parti gaulliste, l'UDR ancêtre de l'UMP, une grande victoire politique !

Les syndicats n'ont pas été intégrés au Sénat, ils sont intégrés (avec les partis) au Conseil économique et social et dans une multitude d'organismes aux côtés du patronat et du gouvernement, tout y passe, santé, logement, travail, énergie, etc. Chut, c'est justement ce qu'il fallait passer sous silence !

C'est étrange cette sale manie de faire abstraction de ce qui les dérange et comment ils s'emploient à manipuler l'histoire et leurs lecteurs, pour finalement nous faire croire que la prochaine fois les appareils seront "*débordés*", il écrit "*Ce n'est que partie remise....* ", ce dont on se fout totalement si entre temps le niveau de conscience politique de la classe et des masses, ainsi que leur degré d'organisation n'ont pas franchi une étape décisive. C'est très mal barré !

Dans un autre article situé dans la même page *Présidentielle 2012. Le moderne PS retourne à l'ère primaire*, signé Fabrice Toscan, c'est pire encore, son auteur s'emploie à réhabiliter le PS :

"*En avril 1979, Michel Rocard était le grand favori des sondages. Il a été battu au Congrès de Metz du Parti socialiste, qui a choisi François Mitterrand comme candidat. Ce parti avait une autre perspective que la glaciation primaire. Seuls ses militants et adhérents pouvaient décider, ce qui a donné le mot d'ordre de « Rupture avec le capitalisme ». Ce qui en est advenu est une autre histoire, mais, au moins, à l'époque, rien n'était joué à l'avance.*".

La légèreté avec laquelle ce philistin se moque de ce qui "*est advenu*" de ce mot d'ordre, donnera une idée un peu plus précise aux militants sur la valeur de l'engagement politique de ces dirigeants, mais là n'est pas l'essentiel. L'objectif de Mitterrand et de la majorité du PS était de trouver le moyen de briser le PCF, de casser son influence dans la classe ouvrière. Le meilleur moyen était de reprendre un mot d'ordre qu'il ne pourrait pas désavouer, pour une fois attelé au Programme commun de gouvernement, puis au gouvernement en 81, prouver aux yeux des travailleurs et de ses militants que le PCF n'était pas plus communiste que De Gaulle était socialiste, ce qui entraînerait une hémorragie dans ses rangs et ceux de la CGT. Le tout pour le compte du régime capitaliste que le PS a toujours soutenu.

Si Mitterrand, le grand bourgeois, n'a évidemment jamais eu la moindre intention de rompre avec le capitalisme, ce que passe sous silence l'auteur de cet article, et vous allez tout de suite comprendre pourquoi, en revanche, il tente de nous faire croire que l'adoption de ce mot d'ordre aurait été le produit d'une discussion démocratique au sein du PS, autrement dit que ce parti était un véritable parti ouvrier, or déjà à cette époque il était tout sauf un parti ouvrier. Je me souviens encore qu'habitant à l'époque à Clichy-sur-Seine (92) et militant à l'OCI, Clichy était une ville ouvrière, la dernière adhérente ouvrière du PS avait quitté ce parti pour se rapprocher de nous sans nous rejoindre finalement. Si l'on comprend bien, en 1979, le PS était pour ainsi dire un parti révolutionnaire prônant la rupture avec le capitalisme, pour en arriver là, pour que ce mot d'ordre soit adopté, il devait être forcément composé de véritables combattants révolutionnaires... Vous avez suivi ? Qui peut croire une telle fable ? C'est fort malhonnête ? Vous avez le droit de le penser, et en employant de tels procédés, il contribue à donner une image épouvantable pas seulement de leur parti, mais du parti en générale.

Alors pourquoi fabriquer de tels arguments bidons ? Mais camarades, parce que ces gens-là ont toujours raison, ils incarnent la vérité révélée, ils sont d'ailleurs les seuls à avoir raison, vous, moi, nous sommes des abrutis qui ne comprenons rien à rien. Ils ont besoin sans cesse de réhabiliter le PS et le PCF pour justifier leur politique de front unique en direction de ces partis, il n'existe pas d'autres explications valables, c'est ainsi, il faudra vous y faire si vous militez au POI.

Comparez maintenant ce que vous venez de lire dans le paragraphe précédent avec la démonstration figurant plus haut sur l'absence d'objectifs politiques, vous verrez que tout correspond parfaitement. Entre nous, je ne suis pas un intellectuel et je crois que je suis encore trop con pour arriver à concevoir et fabriquer de toutes pièces des arguments qui s'emboîtent aussi bien les uns dans les autres.

Ils sont nuls en psychologie, c'est un des aspects de la vie des travailleurs et des militants qu'ils ont toujours négligé, parce que finalement ne comptent à leurs yeux que leurs propres discours et certitudes, ils se foutent éperdument du reste, les camarades qui ont milité à l'OCI ou au PT peuvent en témoigner amplement, et puis, à quoi bon faire preuve de psychologie quand on se livre à des manoeuvres en coulisse avec les appareils dans le dos des militants, c'est inutile, mais leur comportement permet de comprendre pas mal de choses à leur sujet et sur leur politique.

Bref, on ne tient surtout pas à leur ressembler ! Quant à la question de savoir lequel des deux partis entre le POI et le PS est retourné "*à l'ère primaire*", nous répondrons sans hésitation : les deux, avec en prime que le POI le revendique en ayant adopté comme modèle la SFIO, de son côté le PS est resté fidèle à lui-même.

Social.

Ils se comportent comme les banques.

Depuis 2007, le nombre de réclamations sur les factures de gaz ou d'électricité a été multiplié par dix, elles ont atteint le nombre de 350.000. En cause: des estimations de prix souvent trop élevées par rapport à la consommation réelle.

Les fournisseurs ont par ailleurs tendance à faire traîner les plaintes en longueur, dénonce le médiateur. Elles «*ne sont pas toujours traitées de façon satisfaisante (...) notamment en termes de délais de réponse*», écrit le médiateur de l'énergie dans son rapport.

Il s'est penché sur le sujet après une polémique lancée par Le Parisien-Aujourd'hui en France durant l'été. GDF Suez surfacturait ses clients et ne leur rembourse le trop perçu qu'en fin d'année, afin de bénéficier d'un coussin de trésorerie supplémentaire.

Le médiateur demande toutefois aux fournisseurs «*plus de transparence*» et «*une facturation plus juste*». Comment ? En utilisant par exemple l'auto-relevé réalisé par le consommateur plutôt que les estimations. (Lefigaro.fr et 20minutes.fr 16.12)

Economie.

1- La faillite s'emballe.

À quelques heures de l'ouverture du sommet européen qui planchera sur la crise de l'euro, il a publié à midi ses propositions de réglementations concernant à la fois les fonds propres des établissements financiers et les exigences de liquidités qui leurs seront appliquées. Si le paquet de règles «Bâle 3» avait été en vigueur à fin 2009, le système bancaire aurait manqué la cible de fonds propres de quelque 602 milliards d'euros. Les 94 plus grands établissements auraient eu besoin de 577 milliards d'euros de capitaux supplémentaires, soit, relève un analyste, l'équivalent de deux années et demi de bénéfices cumulés de ce même échantillon.

Bien sûr, comme le souligne le comité de Bâle, il ne s'agit que d'économie-fiction. En réalité, les nouvelles règles qui sont soumises à consultation pour une approbation définitive en 2011, ne s'appliqueront pleinement qu'en 2019. À cette date, les banques devront justifier d'un ratio de fonds propres «durs de 7% de leurs engagements, quatre à cinq fois supérieur à ce qu'il est aujourd'hui, argumente en général la profession.

Outre les besoins de fonds propres qui pourront désormais être calculés avec plus de précision, c'est du côté des nouvelles règles de liquidités que les investisseurs risquent de se donner des sueurs froides. Les banques vont en effet devoir considérablement stabiliser leurs ressources. Ce qui suppose qu'elles empruntent davantage à long terme: une gageure, en particulier pour les établissements européens. Les établissements des pays périphériques de la zone euro n'ont déjà presque plus, voire pas du tout, accès au marché des refinancements à court terme! Et l'appétit des investisseurs pour les émissions de dettes des groupes les plus solides risque d'être douché par l'anxiété régnant sur la dette souveraine, sur la possibilité de restructurations des obligations d'Etat et sur l'implication des créanciers souhaitée en cas de défaillance d'un établissement financier. (JDF 16.12)

2- Grèce.

Moody's Investors Service a annoncé jeudi avoir placé la note souveraine de la Grèce sous surveillance avec implication négative, évoquant les incertitudes entourant la capacité du pays à réduire son endettement à des niveaux supportables.

Moody's pourrait abaisser sa note de plusieurs crans si elle parvenait à la conclusion qu'il y avait des chances pour que le ratio endettement/produit intérieur brut (PIB) ne se stabilise pas d'ici trois à cinq ans ou si le soutien de l'Union européenne se révélait moins fort que prévu. (Reuters 16.12)

Le 18 décembre

Un mot personnel pour commencer, pas vraiment pour se détendre.

Vous allez peut-être vous marrez, moi un peu moins, l'Indien riche qui devait m'acheter ma maison, sa banque lui a fermé le robinet parce qu'il est endetté jusqu'au cou et qu'il a apparemment du mal à honorer ses engagements, de son côté il a prêté de grosses sommes d'argent à des gens qui sont dans l'incapacité de le rembourser, du coup il m'a proposé de me payer en plusieurs fois sans que je sache quand il m'aura versé la totalité de la somme, courant janvier en principe. En attendant, je ne lui rendrai pas ses arrhes et au cas où il annulerait la vente, je les conserverais définitivement, ce qui ne ferait pas franchement mon affaire, puisque mon seul objectif était de quitter ce village pourri et de financer ma retraite. Jusqu'où va se nicher la crise du capitalisme décidément ?

J'avais senti qu'il y avait quelque chose de pourri dans ce mec-là, j'attendais d'en savoir plus pour me faire une idée exacte sur son compte, je suis servi ! En fait, il imite les banquiers et rien de plus. Ne tenez pas compte de ma nouvelle adresse qui figure dans cette page d'accueil puisque je ne déménage plus, c'est cela l'Inde ! Magueswary, mon épouse, est folle de rage !

Bon, on avait commencé l'année en fanfare avec le piratage du site et la destruction du disque dur, on la termine sur cette histoire lamentable, fallait-il s'attendre à mieux, je n'en sais rien, personnellement cela fait un bail que je n'attends plus rien. Je vais vous avouer un truc, je comptais secrètement sur le développement de la lutte des classes en France pour rentrer à la maison, mais comme de ce côté-là aussi c'est très mal barré, je vais continuer à vivre sous les tropiques en attendant des jours meilleurs, je ne suis pas encore suicidaire. Passons aux choses sérieuses.

A propos de la situation en Côte-d'Ivoire.

Au fait, étrange, on n'entend plus parler de la fraude massive qui aurait eu lieu dans le nord de la Côte-d'Ivoire, fief d'Ouattara, l'argument avancé par Gbagbo pour contester l'élection d'Ouattara. Il y a également quelque chose d'étrange dans le soutien unanime des chefs d'Etat, de l'ONU, de l'UE et du FMI à Ouattara. Les deux protagonistes sont pourris assurément, mais cela ne doit pas nous interdire d'essayer de comprendre pourquoi ils soutiennent tous Ouattara.

Gbagbo s'est maintenu au pouvoir 5 ans au-delà de son mandat avec le soutien de l'ONU et des chefs d'Etat qui soutiennent aujourd'hui son adversaire, en prétextant que les conditions n'étaient pas remplies pour que des élections se déroulent normalement et en évoquant le retour de la guerre civile si elles avaient lieu. De son côté le chef de guerre et ex-Fmiste Ouattara avait déclenché la lutte armée contre le régime de Gbagbo sur fond de guerre ethnique, qui a abouti à couper littéralement le pays en deux.

Ouattara ne serait-il pas plus conciliant que Gbagbo face aux prétentions affichées par les impérialistes français et américain pour le compte de leurs multinationales ? C'est sans doute l'explication la plus probable. A suivre.

Un charmant courriel reçu ce matin.

J'ai reçu un courriel d'un sympathisant ou adhérent du POI fort agréable et dénué de tout fondement politique ou théorique, analyse ou argument, comme d'habitude : "*Toujours cette incompréhension crasse de ce qu'est une politique de Front unique, confondue avec une supplique aux appareils alors que les appareils sont les pires ennemis du Front unique!!*". Voilà pour le débat d'idées, de grands démocrates ces gens-là ! Il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Ce qui est navrant, c'est de refuser de constater que c'est justement cette politique criminelle qui a conduit à la situation dramatique que nous connaissons aujourd'hui, et le pire est encore à venir en continuant dans cette voie-là.

Il est navrant de refuser de constater que les rapports entre la classe ouvrière et les partis qui l'organisaient autrefois à des degrés divers ont radicalement changé en 30 ans (ou plus), que le PS et le PCF ne sont plus que des coquilles vides d'élus

dans lesquelles les travailleurs ne se reconnaissent pas et ne s'organisent pas en dehors d'une poignée d'égarés.

Il est également navrant de constater qu'il y en a encore, et ils sont nombreux, qui continuent de dénier au prolétariat la capacité de comprendre que ces partis qui ont été au pouvoir pendant de longues années sont en réalité inféodés au régime et qu'il n'en a rien à en attendre. Les travailleurs sont décidément trop cons pour le comprendre, ils seraient incapables de tirer la moindre leçon d'expériences qui ont duré de longues années, si tel était vraiment le cas, il faut aller plus loin et affirmer qu'il en sera toujours ainsi et que dans ce cas-là le socialisme n'était qu'elle belle utopie. Comme l'expliquait Lénine, l'unité à tout prix sert à camoufler sa propre capitulation devant le régime ou l'incurie politique légendaire des dirigeants qui la prônent.

Au contraire, nous estimons que les travailleurs ont tiré deux leçons essentielles de l'expérience du PS et ses satellites au pouvoir : la première, qu'ils n'ont rien à attendre de ces partis qui finalement n'ont résolu aucun des problèmes auxquels ils étaient confrontés, la seconde, puisque lorsqu'ils étaient au pouvoir ils ont mené une politique semblable à celle du parti de l'ordre, cela signifiait qu'il fallait faire avec le capitalisme en dehors de tout autre alternative, ainsi ils se sont employés à enchaîner plus sûrement que jamais la classe ouvrière au capitalisme et à légitimer les institutions.

Il faudrait donc en déduire que notre combat politique contre ces partis doit continuer, d'autre part que notre politique doit être résolument axée contre le capitalisme et les institutions si nous voulons proposer des objectifs politiques et une issue politique à la classe ouvrière et aux masses.

Les fétichistes du front unique ne veulent pas comprendre que ce n'est ni le combat en direction de ces partis ni le combat contre ces partis qui peuvent constituer une issue politique ou favoriser l'élévation du niveau de conscience politique, mais que c'est bien le combat acharné contre le capitalisme et les institutions qui peut aider le prolétariat à se détacher puis à rompre avec le capitalisme et les institutions et à poser la question du pouvoir.

Les travailleurs sont pragmatiques avant tout. L'expérience leur a démontré qu'ils n'avaient rien à attendre de ces partis sans forcément savoir pourquoi ils continuaient de se réclamer du socialisme, ils ne pourront le comprendre qu'à travers le combat contre le capitalisme et les institutions qui leur révèlera la véritable nature de ces partis puisqu'ils se dresseront systématiquement sur leur chemin pour leur barrer la route et leur interdire de les remettre en cause.

Ces partis se positionnent ouvertement au côté du parti de l'ordre, ils ont ainsi choisi leur camp, il faut donc les combattre au même titre que l'UMP. Au lieu de cela, avec le front unique on voudrait faire croire aux travailleurs que leur perception de ces partis est fausse, qu'ils ne sont pas vraiment ce qu'ils pensent, des partis aussi pourris que l'UMP, pire qu'ils pourraient servir leurs intérêts, alors qu'ils pensent exactement le contraire, autrement dit le front unique s'emploie à nier les leçons qu'ils ont tiré de l'expérience de ces partis au pouvoir, il tire le prolétariat en arrière au lieu de l'aider à aller de l'avant.

On peut ajouter qu'on ne comprend rien à cette polémique sur le front unique, si on n'a pas à l'esprit qu'il ne s'adresse pas à la classe ouvrière ou aux masses, mais seulement aux militants de ces partis composés de petits bourgeois (et de grands-bourgeois) au niveau politique proche de zéro pour ce qui concerne le PS ou des restes du cadavre puant du stalinisme ou de couches de l'aristocratie ouvrière pour ce qui est du PCF, militants qui sont eux-mêmes inféodés au capitalisme et aux institutions, et qui pour cette raison n'ont aucune envie de quitter leurs partis, d'où l'échec de cette stratégie qui devait à l'origine permettre de contruire le PT puis le POI, on sait ce qu'il en est trois ans après sa fondation, ses effectifs sont passés de 10 070 à 7 300.

Pourquoi ces partis sont-ils opposés au front unique ? On vient de répondre à cette question : parce qu'il pourrait remettre en cause l'ordre établi dont leurs militants espèrent encore des miracles, ils en ont les moyens, pour eux seulement, car leur conscience de classe ne va pas plus loin.

Dans le cas de ces partis, leurs appareils et leurs militants ne font qu'un, prétendre le contraire est frauduleux, on comprend parfaitement pourquoi on voudrait nous faire croire le contraire, pour uniquement justifier cette stratégie foireuse qui ne mène qu'à une impasse politique, cela fait un demi-siècle qu'on nous la sert, donc on a eu largement le temps d'observer et d'analyser à quels résultats elle avait abouti.

On nous dira encore qu'elle peut servir à entraîner les masses au combat. Tu parles, les masses ont interprété les appels à manifester de ces partis sur les retraites comme des soutiens aux manifestations appelées par l'intersyndicale, au-delà du double langage des uns et des autres il faut préciser, les chantres de l'unité peuvent être satisfaits leur voeux s'est réalisé, et quelle a été la réaction des travailleurs, ce sont-ils rués dans la rue par millions et millions, point du tout, pour parodier le POI, ils sont restés "*perplexes*" et se sont contentés d'un soutien passif au mouvement engagé, alors qu'ils ont eu l'occasion de manifester deux samedis de suite.

Ils voudraient que les travailleurs qui n'ont aucune confiance dans ces partis suivent aveuglément leurs consignes ou appels, on a vu ce que cela avait donné. Même si les travailleurs avaient eu l'intention de les suivent, ils savaient pertinemment, par expérience là encore, que ces partis ne s'attaqueront jamais à la racine du problème des retraites, augmenter les salaires, s'attaquer au chômage et faire payer les capitalistes, inimaginable, vous ne trouverez pas un travailleur assez crétin pour le croire un instant dans ce pays. C'est la preuve qu'ils sont capables d'apprendre quelque chose de leurs expériences et que leurs illusions dans ces partis

ce sont envolés, ce que certains s'obstinent encore à nier. Eh non, les travailleurs ne se ruent plus comme un seul homme vers ces partis ou ne leur obéissent plus au doigt et à l'oeil sans réfléchir auparavant, c'est la preuve que leur conscience politique a quand même mûri depuis 30 ans, même si elle demeure encore à un niveau trop bas...

C'est un constat avec lequel il vous faudra faire, que cela vous plaise ou non, les générations se suivent mais ne se ressemblent pas forcément, la société se transforme, l'évolution du capitalisme suit son cours, sa course vers l'abîme, c'est ainsi. Si ces partis se composaient chacun de centaines de milliers d'ouvriers, nous n'aborderions pas la question du front unique de la même manière évidemment, mais tel n'est pas le cas, simple constat encore une fois.

Si vous êtes un peu curieux, dans Google tapez donc élections partielles et vérifiez le taux d'abstention aux élections municipales qui ont eu lieu depuis quelques mois, vous constaterez qu'il tourne aux alentours de 50 à 63%, une preuve supplémentaire que même l'élection de ces chers élus du peuple ne fait plus vraiment recette auprès de la classe ouvrière.

Finalement, cela ne vaut même pas la peine de caractériser le contenu de ce courriel et son auteur, ce serait perdre son temp^s puisqu'il n'a apparemment pas le niveau intellectuel d'un élève de CE1, en référence au début de la causerie d'hier qui lui a donné des boutons, il n'y a pas d'âge pour cela et ce n'est pas une honte !

Politique.

1- Le ministre de l'Intérieur est un délinquant récidiviste.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a été condamné vendredi à Paris pour "violation de la présomption d'innocence" à la demande d'un magistrat suspecté d'avoir informé la presse dans le dossier Bettencourt.

Le tribunal a accordé un euro symbolique de dommages et intérêts à ce plaignant, David Sénat, ex-conseiller au cabinet de la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie.

Brice Hortefeux devra en outre s'acquitter de 3.000 euros de frais de procédure. L'avocat de Brice Hortefeux a annoncé son intention de faire appel.

C'est la seconde sanction judiciaire prononcée contre Brice Hortefeux dans le cadre de fonctions au gouvernement. Il a déjà été frappé de 750 euros d'amende en juin dernier pour injure raciste envers un militant maghrébin de l'UMP, sanction dont il a fait appel. Aucune date n'est fixée pour le second procès. (Reuters 17.12)

2- L'extrême droite profite de la crise.

S'exprimant vendredi devant la presse, Jean-Marie Le Pen a soutenu que le FN avait «*dépassé la barre des 31.000 adhérents*» grâce à l'intérêt suscité par cette campagne interne. C'est la première fois depuis plusieurs années que l'ancien candidat à l'Élysée annonce un nombre précis d'adhérents. Le chiffre avancé par Jean-Marie Le Pen est invérifiable. Il semble vraisemblable que le FN comptait entre 20 000 et 22 000 adhérents avant la campagne pour la présidence. (Lefigaro.fr 17.12)

J'en étais resté au chiffre de 7 000. Si l'extrême droite s'organise, est-ce le cas de l'extrême gauche ou des révolutionnaires, apparemment pas, voilà qui est plus inquiétant, non ? On s'en fout, à chacun sa chapelle et son appareil...

Social.

Les journalistes grecs protestent contre les licenciements dans les journaux et réclament le respect de la convention collective du secteur. Pour se faire entendre, les journalistes de la principale fédération ont engagé une grèce de quarante-huit heures, la troisième en un mois. En conséquence, aucun bulletin d'information n'a été publié ou diffusé, vendredi 17 décembre. Samedi, aucun quotidien ne sera publié et aucun bulletin d'informations ne sera disponible sur les radios, télévisions ou grands sites Internet, selon la Fédération des journalistes grecs (Poesy).

Contraint par l'Union européenne et le Fonds monétaire international à rendre le marché du travail plus flexible afin de renforcer la compétitivité de l'économie grecque, le gouvernement a adopté mardi une loi donnant la priorité aux conventions d'entreprises sur les conventions collectives. (Lemonde.fr 17.12)

Qui décide, qui prend la décision de s'attaquer à tous les droits des travailleurs, qui détient ce pouvoir en Grèce ? Le gouvernement, parce qu'il est au service des capitalistes, c'est donc contre le gouvernement et les institutions qu'il faut axer le combat politique avec en ligne de mire l'expropriation des banquiers et des capitalistes...

Economie.

1- France.

Le Mediator aurait fait entre 1 000 et 2 000 morts, selon Le Figaro, qui précise, vendredi 17 décembre, que cette évaluation va bien au-delà du chiffre officiellement admis '*d'au moins 500 morts*'. Cette information repose sur une étude menée par des épidémiologistes mandatés par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps).

Le 16 novembre, cette dernière admettait le chiffre d''*au moins 500 décès*' attribuables au médicament prescrit aux diabétiques en surpoids, et utilisé comme coupe-faim, sur la base des calculs de l'épidémiologiste Catherine Hill (Institut Gustave-Roussy, Villejuif). La chercheuse confirmait ainsi une fourchette de 500 à 1 000 morts précédemment avancée. Mais *Le Figaro* révèle que ce même 16 novembre, l'Afssaps n'avait pas mentionné la fourchette de 1 000 à 2 000 morts, provenant d'une autre étude réalisée par deux autres chercheurs (Mahmoud Zureik, directeur de recherche à l'Inserm, et Agnès Fournier, épidémiologiste à l'Inserm) qu'elle avait également sollicités.

La prise en compte du long terme est le facteur qui différencie les calculs de Catherine Hill de ceux de Mahmoud Zureik et d'Agnès Fournier, souligne le quotidien. '*Notre estimation est tout à fait concordante avec la sienne [celle de Mme Hill, NDLR], qui conclut à 3 500 personnes hospitalisées pour valvulopathies et à 500 morts minimum*', a confié Mahmoud Zureik au quotidien.

Selon *Le Figaro*, les trois chercheurs ont disposé des mêmes données de la Cnam pour réaliser leurs extrapolations, soit 303 336 personnes exposées au Mediator en 2006 (70 % d'entre elles ne sont pas diabétiques) dont 597 ont été hospitalisées au moins une fois pour valvulopathie (atteinte de valves cardiaques). Parmi ces hospitalisations, on dénombrait soixante-quatre morts. Schématiquement, c'est la prise en compte de la surmortalité à plus long terme des malades hospitalisés qui aboutit à la différence entre les deux estimations. (Lemonde.fr 17.12)

Je connais bien le problème, puisque c'est pour une double valvulopathie que mon épouse Maguesawary a été opérée du coeur il y a 4 ans. Ils parlent de 3 500 personnes hospitalisées et de *500 morts minimum*, mais en réalité quand les valves ont été attaquées, c'est irréversibles, elles finissent par se refermer et entraîner la mort, on peut élargir leur ouverture une ou deux fois à l'aide d'un ballonnet placé au bout d'une sonde, ce qui ne nécessite aucune opération, mais au fil du temps les valves continuent de se détériorer et il faut procéder à leur remplacement, si on attend trop longtemps, l'opération sera rendue impossible et vous serez condamnés à mort dans un délai assez court, il restait environ 6 mois à vivre à Magueswary quand elle a été opérée. Il existe deux sortes de valves, d'origine porcine ou métallique, l'inconvénient des premières c'est qu'il faudra les changer un jour ou l'autre, et si vous êtes trop vieux ou trop faible se sera impossible, tandis que les valves mécaniques sont garanties à vie, l'inconvénient, le tic-tac que l'on entend nettement et qui empêche jusqu'à votre voisin ou voisine de dormir ! L'opération dure un peu plus de 10 heures pour la pose des deux prothèses et le taux de réussite ou de survie est de 1% seulement. Vous avez ensuite un traitement à vie à suivre et vous bénéficiez de l'ALD (100%), vous êtes déclaré handicapé à 80% par la Sécu.

2- Irlande.

Moody's Investors Service a annoncé vendredi avoir abaissé de cinq crans sa note souveraine attachée à l'Irlande, qui passe ainsi de Aa2 à Baa1, tout en disant que d'autres abaissements pourraient suivre si Dublin ne parvenait pas à stabiliser les paramètres de sa dette dans un avenir prévisible.

Cette décision a fait grimper les rendements de dette irlandaise à 10 ans de 7,5 points de base (pdb) à 8.522%. (Reuters 17.12)

3- Etats-Unis.

2010 s'annonce comme une nouvelle année record pour les saisies. Plus d'un million auront été engagées cette année, contre 900.000 l'année dernière. Ces records devraient être battus l'an prochain. On anticipe même une forte accélération avant le printemps en raison de la réactivation des procédures suspendues ces dernières semaines.

Le maintien du chômage à près de 10% reste le principal facteur de défauts de paiement élevés qui débouche sur des saisies. Le calcul rationnel de plus en plus d'emprunteurs de cesser d'honorer leurs dettes joue aussi un rôle important. Plus de 23% des propriétaires se trouvent en effet devoir aujourd'hui plus à leur banque que la valeur de marché de leur maison. Cette proportion a grimpé de 1% en un an.

Beaucoup de foyers préfèrent rendre les clés de leur logement et déménager sans payer leurs échéances. La sanction de ce comportement est une inscription sur la liste de rouge des «*emprunteurs délinquants*» pendant des années, la perte de leur capital et de leur propriété. Pour certains, c'est encore préférable au paiement de mensualités qui ne peuvent être réduites. En effet, lorsque la valeur de marché d'un bien est très dévaluée, les possibilités de refinancement à des taux plus bas s'évanouissent. (Lefigaro.fr 17.12)

Haut de page

Le 19 décembre

En principe, mon déménagement est seulement reporté d'un mois. Bon dimanche à tous.

Politique.

1- WikiLeaks, suite

Julian Assange a dénoncé samedi «une nouvelle forme de maccarthysme financier aux Etats-Unis», après la suspension par la Bank of America de toutes les transactions destinées à son site WikiLeaks. «*C'est une nouvelle forme de maccarthyisme financier, qui prive notre organisation des fonds dont elle a besoin pour survivre, qui me prive personnellement de fonds dont mes avocats ont besoin pour me protéger contre une extradition aux Etats-Unis ou en Suède*», a déploré Assange devant quelques journalistes à Beccles, petite ville de l'est de l'Angleterre, à environ 200 km au nord-est de Londres, près de laquelle il est assigné à résidence.

La banque américaine Bank of America a annoncé samedi qu'elle avait décidé de suspendre toutes les transactions destinées au site de publication de documents secrets WikiLeaks. «*Bank of America se joint aux mesures annoncées précédemment par MasterCard, PayPal, Visa Europe et d'autres et n'effectuera plus aucune transaction de quelque type que ce soit dont elle ait des raisons de croire qu'elle puisse être destinée à WikiLeaks*», a déclaré à l'AFP un porte-parole de la banque, Scott Silvestri.

«*Cette décision se fonde sur le fait que nous avons des raisons de penser que WikiLeaks pourrait être engagé dans des activités qui sont, entre autres, contraires à notre politique interne de paiements*», a ajouté la banque dans un communiqué. (Libération.fr 18.12)

2- Tunisie.

Des accrochages ont opposé samedi à Sidi Bouzid, à 265km de Tunis, dans le centre de la Tunisie, des forces de l'ordre et des manifestants mécontents qui tentaient de s'introduire au siège du gouvernorat (préfecture), ont rapporté un témoin et un parti d'opposition.

Ces heurts seraient intervenus après une tentative de suicide la veille d'un jeune commerçant ambulant de fruits et légumes auquel les autorités avaient saisi sa marchandise.

En désespoir de cause, le jeune homme, âgé d'une vingtaine d'année a tenté de s'immoler par le feu après s'être aspergé d'essence devant la préfecture. Atteint de brûlures graves, il a été transporté à l'hôpital où il est "*entre la vie et la mort*", selon un communiqué du Parti démocratique progressiste (PDP/opposition).

Selon un témoin oculaire, après un sit in "pacifique" observé la veille devant la préfecture par quelques dizaines de personnes, la manifestation a pris de l'ampleur samedi l'occasion du souk hebdomadaire, ce qui a engendré des accrochages entre les manifestants et les forces de l'ordre. Aux bombes lacrymogènes utilisées par les forces de l'ordre pour les empêcher d'entrer dans la préfecture, les manifestants répondaient par des jets de pierres sur le bâtiment et les voitures de police.

Selon la même source, les incidents qui se sont étendus à plusieurs zones de la ville, se poursuivaient samedi en fin de journée. Des devantures de magasins ont été endommagées par les manifestants qui ont mis le feu à une voiture, à des pneumatiques et aux poubelles.

A l'instar du jeune commerçant, diplômé de l'université, et seul soutien de famille, la région de Sidi Bouzid compte un taux élevé de chômage parmi les promus de l'enseignement supérieur, indique-t-on de même source. (AP 18.12)

3- Venezuela.

Les parlementaires vénézuéliens ont octroyé des pouvoirs spéciaux au président Hugo Chavez, qui pourra légiférer par décret pendant 18 mois. Cette décision entame l'influence de la prochaine Assemblée nationale, au sein de laquelle l'opposition est davantage représentée.

Les adversaires de Chavez ont dénoncé un chèque en blanc accordé à Hugo Chavez qui aura les mains libres pour gouverner sans consulter le Parlement.

L'assemblée nationale a approuvé vendredi ces pouvoirs spéciaux pour 18 mois, alors que la nouvelle chambre doit se réunir le

5 janvier prochain. Les parlementaires de l'opposition y sont plus nombreux que dans la précédente ce qui aurait pu entraver l'adoption de certaines lois importantes.

Hugo Chavez a affirmé qu'il avait besoin des pouvoirs spéciaux pour accélérer l'aide financière aux victimes des récentes inondations et glissements de terrain et pour augmenter le rythme de la transition du pays vers un Etat socialiste. (AP 18.12)

Social.

Espagne.

Les deux grands syndicats espagnols ont organisé une quarantaine de manifestations ce samedi.

Les deux grands syndicats espagnols, UGT et CCOO ont organisé samedi une quarantaine de manifestations contre la future réforme des retraites, dont un rassemblement de quelques dizaines de milliers de personnes à Madrid. Sous les slogans "*la mobilisation continue*" et "*non à la retraite à 67 ans*", ces deux syndicats entendent faire monter la pression contre le gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero qui prévoit de présenter fin janvier une réforme des retraites.

Repousser l'âge légal de départ à la retraite de deux ans, comme le prévoit M. Zapatero, "*n'a pas de sens alors qu'on a un niveau de chômage des jeunes très élevé*", a déclaré, parmi les manifestants à Madrid, une ex-employé de Telefonica au chômage, Maria Eugenia Marcos. Pourtant, la mobilisation sur ce thème est "*faible*" car les salariés ont le sentiment qu'il faut faire quelque chose pour préserver les retraites de demain, ajoute cette Madrilène de 56 ans.

Quelques dizaines de milliers de personnes (d'après une estimation policière), essentiellement des militants de CCOO et UGT, ont participé à la manifestation dans le centre de Madrid, sous une nuée de drapeaux rouges.

Une quarantaine d'autres manifestations étaient organisées samedi par les deux syndicats dans les grandes villes espagnoles. Ignacio Fernández Toxo, le dirigeant de CCOO, a mis en garde contre de futures actions plus dures, agitant même le spectre d'une nouvelle "*grève générale*" comme celle du 29 septembre.

Cette dernière grève générale - la première depuis que Zapatero est arrivé au gouvernement en 2004 - avait pour but de mobiliser contre une réforme contestée du marché du travail, visant à rendre plus flexible l'emploi."*Les prochaines semaines seront déterminantes pour voir s'il y aura grève ou non*" a déclaré le leader de CCOO, en référence à une possible "*grève générale en janvier*".Vendredi à Bruxelles, M. Zapatero a réaffirmé sa détermination à faire approuver le 28 janvier la réforme des retraites qui prévoit notamment de faire passer de 65 à 67 ans l'âge légal de départ à la retraite. (Lexpress.fr 18.12)

Quand cette Madrilène dit que la mobilisation est "faible" car "*les salariés ont le sentiment qu'il faut faire quelque chose pour préserver les retraites de demain*", elle exprime très bien l'état d'esprit de la majorité des travailleurs dans tous les pays qui sont confrontés à la même contre-réforme des retraites et qui se résume ainsi : elle ne comprend pas comment fonctionne la société, elle est contre la contre-réforme de Zapatero, mais elle admet la nécessité d'une réforme qui se soldera par de nouveaux sacrifices pour les travailleurs, ces deux aspects de sa position son contradictoire, parce qu'elle n'est pas encore mûre pour remettre en cause l'ordre capitaliste qui impose cette contre-réforme.

C'est donc bien le niveau de conscience politique des masses qui est en cause, la question de l'obstacle des appareils vient en second et sera résolu justement lorsque la conscience de classe du prolétariat aura progressé. J'avais pris la précaution d'indiquer aux militants en octobre ou novembre dernier, qu'on devait se poser la question de la caractérisation d'un mouvement pour l'aborder correctement, apparemment sans avoir été entendu.

Quand on demande aux militants, mais sur quelle base sociale reposent les positions des dirigeants syndicaux, on n'obtient pas de réponse, ce seraient des traîtres, des parasites rabâchent-ils, c'est un peu court comme définition ou analyse, ils marchent au côté du gouvernement, certes, mais cela ne répond pas à notre question, sur quelle base sociale s'appuient-il ou plutôt de quelles couches de travailleurs se font-ils les porte-parole, là nous approchons d'une réponse sérieuse, sur l'immense majorité des travailleurs qui ne sont toujours pas capables de se faire une représentation correcte de la situation et de se situer exclusivement sur un terrain de classe, qui à la fois refusent de nouveaux sacrifices, mais qui d'un autre côté se disent qu'un certain nombre d'entre eux seront tout de même nécessaires, ils demeurent prisonniers de cette contradiction parce que leur niveau de conscience de classe demeure insuffisant, ici l'argument de l'obstacle des appareils n'a rien à voir ou n'est pas approprié.

Nos détracteurs fanatiques du front unique rétorqueront, mais il n'en serait pas ainsi si les dirigeants syndicaux étaient sur une ligne correcte, c'est vrai qu'avec des si tout est possible, mais c'est encore se faire des illusions car les dirigeants syndicaux ne se placeront jamais sur un terrain de classe correcte, ils peuvent effectivement faire un pas dans cette direction sous la pression de leurs bases, pour immédiatement après ou à la premère occasion faire marche arrière lorsqu'ils estiment qu'ils disposent de suffisamment de pouvoir sur le mouvement pour le diriger là où ils voulaient le mener depuis le départ, c'est-à-dire dans une impasse, car entre temps la conscience politique des masses n'a pas eu le temps de mûrir, surtout en l'absence du parti. On

a envie de dire que c'est ce dernier élément qui finalement conditionne en grande partie à la fois le développement de ce mouvement et son issu.

Il ne suffit pas qu'une mobilisation se produise pour que du jour au lendemain tout devienne possible comme de nombreux militants le pensent. Il faut se demander quel est le niveau de conscience politique des masses quand cette mobilisation voit le jour, pour se faire une idée assez précise du niveau qu'elle peut atteindre et son issue probable, quelle tactique et stratégie adopter pour la mener le plus loin possible et pour que les masses puissent en tirer des leçons pour la suite de leur combat... Et c'est là que l'on peut saisir l'importance capitale de lier des mots d'ordre politiques à tous nos combats, car si chaque combat n'est pas orienté dans une perspective politique, il se termine comme il a commencé et les masses n'en tireront aucun enseignement, ils l'auront vécu comme une parenthèse, une abstraction et la vie quotidienne (inconsciente) faite de servitudes reprendra le dessus. Là encore c'est se faire des illusions que penser que les masses tirent forcément des leçons de chaque expérience, c'est une vue de l'esprit qui ne correspond pas du tout à la réalité, si personne ne leur explique comment et pourquoi les choses se sont passées ainsi, c'est encore insuffisant, comment et pourquoi nous en sommes arrivés à cette situation-là, pourquoi le gouvernement en arrive à prendre le risque d'un affrontement direct avec la classe, si les masses demeurent incapables de répondre clairement à ces questions, vous pouvez vous dire qu'elles n'auront tiré aucun enseignement de cette expérience.

C'est navrant d'en arriver à être obligé d'expliquer quelque chose d'aussi élémentaire, car il en va ainsi dans la vie en générale, quotidiennement, on passe notre temps à reproduire systématiquement les mêmes erreurs pour n'avoir pas trouvé les moyens de les analyser à fond, d'où la nécessité d'expliquer inlassablement aux travailleurs comment fonctionne la société et les institutions et de les organiser...

Lénine affirma que la révolution avait été possible et finalement avait vaincu, parce qu'au préalable les masses avaient été gagnées à l'idée de la révolution, parce qu'elles y avaient été minutieusement préparées par le parti bolchevik pendant de longues années, un élément déterminant que nos révolutionnaires ignorent malheureusement de nos jours. Contrairement à ce qu'on peut imaginer par ignorance, si c'est effectivement le développement de la situation (objective, la guerre et son cortège de souffrances) en Russie et de la lutte des classes qui ont conduit à une révolution, c'est seulement le long travail de préparation des masses à cette révolution qui a permis de la mener à son terme, et soulignons-le au passage, de construire le parti du prolétariat indispensable pour vaincre, ce parti étant construit sur la base du marxisme révolutionnaire. Notez bien que Marx et Engels avaient déjà tiré cet enseignement (la question du parti) de l'expérience de La Commune de Paris, Lénine n'a fait que le mettre en musique, lui au moins avait été capable de s'en inspirer, ce qui n'est plus le cas de nos dirigeants.

On se refuse à regarder la réalité en face, parce qu'elle pose plus de problèmes qu'elle n'en résoud et que nous n'avons pas trouvé de réponses satisfaisantes à leur apporter, c'est assurément le meilleur moyen de ne jamais y parvenir. Et puis cela nécessite un certain courage et de faire preuve de beaucoup de modestie pour avouer que l'on n'a pas toujours immédiatement les réponses adéquates à toutes les questions que pose la situation.

Pas plus une mobilisation sur une revendication sociale ou politique qu'une révolution ne peut aboutir si la classe et les masses n'ont pas au départ un niveau de conscience de classe suffisamment développé pour qu'il puisse s'élever jusqu'à correspondre à l'objectif de ces combats. Si vous avez de petites jambes et que vous voulez grimper en haut d'une échelle dont les barreaux sont espacés de 50cms par exemple, vous n'y arriverez pas, il faudra que la taille de vos jambes se développent pour y parvenir, si elles demeurent à la même taille, vous resterez éternellement au même niveau, vous ne progresserez jamais vers votre objectif. De gros malins répondront qu'il suffit de changer d'échelle ou l'espacement des barreaux pour résoudre ce problème, ce qui revient à dire qu'il suffirait que les appareils ne soient plus vraiment les appareils pour que tout devienne possible.

La participation des travailleurs à la lutte de classes est un excellent entraînement au combat de classe, mais il n'est pas suffisant en soi, dans le cas contraire, après les milliers de manifestations qui ont eu lieu dans le pays au cours des décennies précédentes, la question du pouvoir devrait être réglée depuis longtemps, or ce n'est pas le cas comme chacun peut le constater.

Bon, on ne va pas s'éterniser aujourd'hui sur cette question, dans tout processus (dynamique) il existe une partie consciente et inconsciente, le but du jeu consiste à faire passer ce qui est du domaine de l'inconscience dans celui de la conscience, comme lors d'un traitement psychanalytique, mais il n'y a pas d'automaticité. Je vais vous donner un exemple.

La veille d'apprendre par la bouche de monsieur Soundararajan qui devait acheter ma maison qu'il connaissait de graves difficultés financières pour avoir un peu trop tiré sur la corde du crédit, j'avais expliqué à Augustin qui me l'avait présenté, comment les Etats, les banques et les patrons s'endettaient pour survivre ou s'enrichir toujours plus jusqu'au jour où à l'autre bout de la chaîne l'argent ne rentrait plus entraînant une faillite en cascade des patrons, des banques, puis des Etats... Augustin m'a dit, apparemment tout heureux d'avoir appris quelque chose et d'avoir fait une expérience qui compte dans sa vie, vous savez monsieur, la situation de monsieur Soundararajan est exactement la même que celle que vous m'avez décrite hier, grâce à vous j'ai tout compris très facilement. C'était pour lui une révélation, en 24h seulement il a vérifié ce que je lui avais expliqué sur le fonctionnement du capitalisme qui conduit infailliblement à une crise. Je peux vous dire qu'il n'en revient toujours pas, il doit passer dans une heure chez moi. Pour lui, je suis un sacré phénomène et il a une totale confiance en moi, ce que je ne lui ai jamais demandé et ce dont je n'abuserai jamais évidemment.

Tout cela pour dire que mon ex-élève Augustin (40 ans) a bien appris quelque chose sur le fonctionnement du capitalisme sans

avoir participé à une grève, une manifestation ou un meeting, simplement parce que j'ai pris le temps de lui expliquer clairement les choses, cela a dû me prendre 15 minutes, un temps fou quoi qui vaut largement la lecture de tous les tracts du monde ! Peut-être que je ne peux pas militer, mais à ma manière je participe à la lutte de classe, n'en déplaise à mes détracteurs. Chaque travailleur partout dans le monde peut apprendre quelque chose et progresser à partir de son expérience de la vie quotidienne pour peu qu'on ait la volonté de leur apporter l'aide nécessaire, je viens d'en faire la démonstration. J'entends déjà certains dire : ah ben oui gros malin, c'est une évidence ! Alors pourquoi ne le faites-vous pas ?

Si on se forge une conviction ou on parvient à certaines vérités relatives ou absolues par la réflexion et l'expérience, les deux étant associées ou complémentaires, cela est valable dans tous les domaines de l'existence et pas seulement au cours de la lutte des classes à laquelle finalement seule une infime minorité de travailleurs participent, si maintenant on se refuse d'aider les travailleurs à se forger leur propre conviction en dehors de la lutte des classes, on s'interdit d'aider à progresser 80 à 90% des travailleurs, qu'on ne s'étonne pas ensuite qu'on en soit toujours au même point.

Economie.

1- Etats-Unis.

Les autorités américaines ont fermé six banques vendredi, ce qui porte le nombre de disparitions d'établissements à 157 depuis le début de l'année, contre 140 l'an dernier.

L'essentiel des banques qui ont fermé leurs portes cette année ont moins d'un milliard de dollars de total de bilan. (Reuters 18.12)

Haut de page

Haut de page

Le 20 décembre

En réfléchissant à la situation en Côte-d'Ivoire et en rédigeant la causerie ci-dessous, on en profite pour revenir sur un des éléments de la situation politique en France dont personne ne veut décidément entendre parler : la légitimiter du pouvoir en place et de la Constitution de la Ve République.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon est minoritaire et illégitime, pourtant il se maintient au pouvoir. A la question de savoir comment est-ce possible, on nous sert régulièrement la même réponse : c'est grâce au soutien que lui apportent le PS et les appareils des syndicats, ce qui n'est pas totalement faux, mais un peu court toutefois. Il faut donc en déduire qu'il suffirait que le PS et les appareils retirent leur soutien au gouvernement pour qu'il tombe. Et après ? Après, le PS prendrait la suite du parti de l'ordre au pouvoir soutenu à son tour par les appareils et la vie continuerait comme avant sous la Ve République, merci on connaît le refrain par coeur, on ne serait pas plus avancé, on a déjà donné ! Les travailleurs allemands, britanniques, italiens, espagnols, portugais, grecs, belges, hollandais, suédois, autrichiens, chiliens, argentins, brésiliens, etc., vous compléterez cette liste : ils ont tous déjà donné avec le résultat que l'on sait !

Il faut aller plus loin et ne pas se contenter de cette analyse volontairement tronquée et surfaite de la situation. Ce gouvernement honni des masses laborieuses se maintient en place parce la Constitution de la Ve République est ainsi faite, parce qu'elle est antidémocratique et ne tient pas compte de la volonté qu'exprime quotidiennement la majorité de la population, le rejet de sa politique antisociale. Pire encore, le président peut même décider de fouler aux pieds les résultats d'un référendum, celui du 29 mai 2005, parce que son résultat ne correspondait pas aux intérêts des capitalistes.

C'est la Constitution qui permet au président de disposer de pouvoirs quasi dictatoriaux et de gouverner en s'appuyant sur la minorité de nantis que compte ce pays, contre la volonté de la majorité. Dès lors, il est établi que les travailleurs n'ont finalement aucun moyen de faire valoir leurs droits légitimes face à cette dictature.

De quels droits politiques disposent les travailleurs pour faire valoir leurs droits économiques et sociaux ?

Aucun en dehors du pouvoir de s'exprimer et de s'organiser, sachant que cette expression ne sera jamais prise en compte, quel que soit le parti qui gouverne ou qui dispose de la majorité au sein de ces institutions antidémocratiques comme l'expérience le prouve amplement. Quant aux élections, elles sont une farce cynique, puisque là aussi tous les partis ne disposent pas des mêmes moyens (matériels et financiers) pour défendre leur programme. Du coup, il est relativement aisé au parti de l'ordre et ses supplétifs social-libéraux de manipuler la population après l'avoir conduite au désespoir, soit en brandissant la menace du chaos, soit en entretenant un climat nauséabond de peur propre à favoriser le développement d'une psychose collective, le tout agrémenté de promesses trompeuses ou de discours faisant la part belle à la fatalité. Le développement des moyens

de communication au cours des dernières décennies, concentrés entre les mains de quelques capitalistes, n'a fait que renforcer le pouvoir de ces partis, pouvoir encore une fois compatible avec la Constitution.

Une question découle de ce constat pour les travailleurs : comment faire pour acquérir les moyens politiques qui nous permettront de satisfaire nos droits sociaux ? On vient de voir que c'était impossible dans le cadre de la Constitution de la Ve République qui en est l'antithèse, la négation, on pourrait ajouter qu'elle a justement été créée pour permettre à la classe des exploiteurs de disposer des moyens politiques (les institutions) dont elle a besoin pour exercer son pouvoir sur la classe des exploités, pour la maintenir dans un état perpétuel de soumission.

La Constitution est ainsi faite, qu'elle permet à la lutte des classes de s'exprimer sur la base de rapports de classe favorables à la classe des capitalistes, sans que jamais elle ne parvienne à remettre en cause la Constitution ou ces rapports, sans que leur rejet par la majorité de la population ne soit pris en compte. La Constitution ne peut admettre que temporairement et partiellement un rapport de forces défavorable à la classe des capitalistes, en attendant que ce rapport de forces s'inverse et que les travailleurs perdent les uns après les autres les acquis ou droits sociaux chèrement conquis au cours de leur combat ou des générations précédentes. La Constitution interdit donc la remise en cause des rapports de production, les fondements du capitalisme qui sont responsables de la crise actuelle, son existence s'oppose à toute issue à la crise favorable aux travailleurs.

Il faut donc mettre à l'ordre du jour le combat politique pour l'abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République sur laquelle repose l'Etat des capitalistes, donc le gouvernement illégitime Sarkozy-Fillon, le combat politique pour la formation d'un conseil national des délégués élus (et révocables) des travailleurs manuels et intellectuels de tout le pays, des syndicats d'entreprises et des partis politiques combattant au côté de la classe ouvrière, des organisations combattant pour l'abolition du capitalisme et des institutions, qui détiendra tout le pouvoir...

La classe ouvrière doit engager le combat pour l'obtention de droits politiques qui garantiront que ses droits économiques et sociaux légitimes seront effectivement pris en compte et que toutes les mesures nécessaires seront prises pour qu'ils soient enfin satisfaits, ce qui ne peut se traduire concrètement que par la constitution d'un organisme politique indépendant dans lequel elle exercera réellement et démocratiquement le pouvoir, puisqu'elle représente les intérêts de l'immense majorité de la population. Face à la dictature du capital qu'incarne la Constitution de la Ve République et les institutions contre la classe ouvrière et les masses, cet organisme politique incarnera la dictature du prolétariat contre la classe des capitalistes. Il nous reste à construire le parti révolutionnaire qui impulsera cette politique, qui aidera la classe et les masses à s'en saisir. (A suivre)

Politique.

1- France. A bas le parti du FMI !

L'idée d'une candidature de Dominique Strauss-Kahn aux primaires du PS «*chemine positivement*», a déclaré dimanche l'un de ses proches, le député PS de Paris Jean-Marie Le Guen. «*Oui je pense que cela chemine de façon positive*», a-t-il dit sur BFMTV. (20minutes.fr 19.12)

Laurent Fabius a dit dimanche sur Europe 1 (à propos de Dominique Strauss-Kahn) : "*Nous avons des contacts réguliers et je dirais, et ne vous perdez pas en interprétations, que ça chemine*". (Reuters 19.12)

2- Côte-d'Ivoire. Troupes françaises et étrangères d'occupation : Dehors !

A la suite d'un article de *Libération* sur la Côte-d'Ivoire du 19 décembre, j'ai noté quelques commentaires d'internautes qui permettent de se faire une idée plus précise sur la situation. Avant d'y venir, ma propre analyse.

On peut affirmer que Sarkzoy, Obama, l'ONU et l'UE ont pris position contre Gbagbo parce qu'il serait moins facile à manoeuvrer, peut-être plus gourmand en affaires, et parce qu'ils ont estimé qu'ils pourront continuer de piller ce pays dans de meilleures conditions avec Ouattara au pouvoir. Ouattara est vulnérable, il a la faiblesse d'être parvenu à se hisser au pouvoir en tant que trafiquant et chef de guerre, autrement dit, s'il prend la place de Gbagbo, ils pourront à tout moment lui rappeler son glorieux passé et éventuellement le menacer d'enquêter sur les crimes commis par les bandes armées qu'il commandait. Cela explique pourquoi, bien que la France et les Etats-Unis soient concurrents en Côte-d'Ivoire, ils soutiennent Ouattara, une marionnette docile et facilement manipulable entre leurs mains.

On notera également que l'impérialisme français et américain incapables de faire face à la crise du capitalisme et en pleine décomposition, ont de plus en plus de difficultés à imposer leurs candidats à la tête des Etats africains, et qu'ils n'hésitent plus à utiliser les forces armées de l'ONU pour parvenir à leurs fins, ce n'est pas gagné d'avance pour ce qui concerne la Côte-d'Ivoire.

En conclusion, on peut affirmer que le bain de sang annoncé dans ce pays sera à mettre au compte principalement de l'impérialisme français dirigé par le va-t-en-guerre et flic-président Sarkozy.

Michèle Alliot-Marie a cru bon d'affirmer hier, lors de l'émission «Internationales» de TV5 Monde, RFI et Le Monde «*Laurent Gbagbo n'a plus aucune compétence (ni) aucun pouvoir.*» (20minutes.fr 19.12), alors qu'elle est la ministre des Affaires étrangères d'un gouvernement ultra minoritaire et illégitime qui se maintient au pouvoir par la grâce d'institutions bonapartistes et antidémocratiques, ce que l'on a tendance à oublier.

Les commentaires d'internautes.

1- On peut dire que la légitimité de Laurent Gbagbo est douteuse. Celle d'Alassane Ouattara, désigné par des puissances d'argent qui espèrent sa collaboration, est quant à elle, nulle.

2- Ouattara fait 48%à Abidjan et 80% à Yamoussoukro sous contrôle FDS et 90% à Bouaké.

3- Qui peut sérieusement croire qu'un bulletin autre que celui de Ouattara était autorisé dans l'urne, avec des rebelles armés et d'une agressivité sans nom ?

4- Pour ceux épris de paix, de justice et d'amour pour la Côte d'Ivoire, les FN disent tout bêtement qu'il n'y a rien dans le Nord pendant que les témoigages rapportés par l'ONU elle même sur l'afflut des réfugiés est flagrant. Ces populations ne sont-elles pas du mandat de l'ONUCI. Mascarade en plein jour mais qui est dupe? Pourquoi cette forte protection au Golf et une nonchalance dans les régions du Nord?

5- Un peu d'histoire. Le coup d'état et de forces des années 2000 et 2003 ont été faits par le même Ouattara. Et c'est lui qui a toujours financé la rebellion alors que Gbagbo n'était pas au pouvoir. Et comment expliquez-vous que les rebelles le soutiennent s'il n'était pas leur chef. A beau se cacher, la vérité finit par se savoir. C'est là où je ne trouve l'Onu et la France complices de destabilisation de la Côte-d'Ivoire aux co^té des rebelles. Je suis chef d'entreprise et je me souviens qu'à un moment je voulais aller faire du business en CI et un ivoirien qui vivait sur place me disait que les rebelles ne l'étaient que de nom et qu'en principe ils vivaient de tous les trafics. C'est là le fond du problème. Ils veulent avoir le contrôle sur les ressources de la CI pour pouvoir financer les horribles desseins . Ce sont les futurs talibans: un moment aidés et financés par les occidentaux et un autre moment, ils deviennent des ennemis.

6- Les 3/4 de la CEI sont dominés par les pro-Ouattara et le conseil constitutionnel est comme celui de la france. Il est officiel alors que la CEI est une structure occasionnelle mise en place pour l'occasion.

Parlant de la légitimité populaire avec plus de 600 000 voix de plus de bourrage d'urnes ? C'est cela la légitimité populaire. La cour constitutionnelle n'a dit que le droit et rien que le droit. Plus de votants que d'inscrits et c'est sur ce point que la Cour constituionnelle s'est prononcée en annnulant les 600 000 voix fraduleuses à la TIBERIE à Paris.

Parlant de l'exclusion de Ouattara aux élections de 1999 et suite... Est-ce Gbagbo qui était là ? N'est ce pas son allié actuel, Bédier qui l'avait écarté ? D'autre part accepteriez-vous qu'un Belge ou Cohn Bendit devienne président de la France ? Ouattara est né Burkina, a travaillé comme fonctionnaire international burkinabé au FMI et non comme ivoirien. Mais c'est Houphouet qui l'appelle pour le nommer premier ministre - peut-être qu'il a eu la nationalité ivoirienne entre-temps et ce qui reste à démontrer quand on sait que dans cette partie du continent, les personnes vivent des éternités sans pièce d'identité, voyagent au gré du sens du vent.

Quand la question de l'ivoirité était soulevé par le même Bédier et non par LG, il était question de mettre sur table la question des frontières héritées de la colonisation. Il y a en CI les 1/3 de la population qui est d'origine étrangère et vivait sans carte de séjour ni aucune autre pièce d'identité. C'est le même Ouattra qui viendra d'ailleurs introduire la carte de séjour en CI pour renflouer les caisses de l'Etat sur les recommandations du FMI et de la Banque Mondiale.

En CI, comme dans n'importe quel pays, il fallait à un moment donné faire le recensement de la population. Ce qui n'existait pas sous Houphouet qui dirigeait ce pays comme un planteur qu'il était lui-même. Ce qui l'intéressait c'était d'attirer une main-d'oeuvre dont il ne se souciait pas de faire travailler dans la légalité. La CI était un pays ouvert à toute l'Afrique de l'Ouest .

7- Au Gabon, la France a soutenu Ali Bongo qui s 'est imposé au pouvoir en truquant les élections. Autrement dit, notre république des Droits de l'Homme a soutenu les principes monarchiques d'une dynastie héréditaire contre les principes démocratiques. En Côte d'Ivoire, la France ne soutient pas Laurent Gbagbo qui se serait imposé au pouvoir en truquant les élections. Autrement dit, notre république des Droits de l'Homme mène une politique à géométrie variable en ce qui concerne la défense des valeurs démocratiques.

Comment expliquer ces "2 poids, 2 mesures"? Comment expliquer ce soudain prurit démocratique de Mr Sarkozy, qui légitime un coup d 'état monarchique au Gabon et fustige une élection soi-disant truquée en Côte d'Ivoire?

Certes, on pourrait d'abord avancer une explication économique: Mr Bongo, comme son dictateur de papa , financier de TOUS

les partis politiques français de droite comme de gauche, est un grand ami de la France: il a garanti les intérêts des magouilleurs diplomatico-mafieux de la Françafrique (France à fric) au sein d'Elf-Gabon. Pendant ce temps, Mr Gbagbo menaçait les activités financières des néo-colons français.

Pour autant, on n'est même pas certain que Mr Gbagbo ait triché car, dans le nord du pays, les résultats électoraux ont été confirmés et garantis par un préfet dénommé...Ouattara, coreligionnaire et cousin du "gagnant ". Il est troublant qu'aucun média n'ait révélé cette singulière coïncidence...

Haut de page

Le 21 décembre

Un mot sur le site.

Puisque vous voulez bien profiter du site, mais que vous ne tenez pas à y collaborer, encore moins participer à son financement, à croire que vous êtes tous fauchés comme les blés, à moins que son animateur ne soit pas assez bien pour vous ou pas fréquentable, vous craignez peut-être aussi de vous compromettre, comme je vous comprends ou vous avez mieux à faire sans doute, je me suis dit que pour remédier à cet inconvénient, je pourrais donner la parole à des internautes anonymes qui font preuve de perspicacité ou qui ont des infos intéressantes à communiquer, interventions d'internautes trouvées au hasard à la suite d'articles de presse.

Je pense avoir un esprit positif et constructif, ouvert et tolérant, la multitude d'hypothèses que nous avons étudiées ensemble et la tribune libre du site le prouve me semble-t-il, et je vous avoue ne plus savoir quoi faire pour que des militants ou des cadres participent au site, ça doit être mon caractère trop tranché qui ne doit pas plaire ou mon style incisif ou trop direct, si c'était cela le problème, je m'en réjouirais, car je n'ai pas envie de ressembler à ces dirigeants au cerveau ramoli ou à la détermination en guimauve, qui en face vous laissent penser ce que vous voulez avec une désinvolture qui frise l'indifférence ou plutôt le mépris quand on les connaît un peu, et qui par derrière n'en pensent pas moins, je préfère dire les choses telles que je les pense quite à choquer.

Puisque nous en sommes aux confidences, sans le vouloir j'utilise la même méthode que Lénine, je sais, on a les références qu'on peut et c'est un vilain défaut, ensuite advienne que pourra, je crois me souvenir qu'il avait dit un jour, à moins que ce ne soit Trotsky qui l'ait expliqué, qu'il forçait souvent le trait dans ces discours en se disant qu'ainsi les militants même s'ils étaient tentés d'en atténuer la portée ou le contenu en discuteraient, il faut dire qu'ils ne laissaient jamais indifférents ses auditeurs. Chez moi c'est naturel, c'est la dureté de la vie qui m'a forgé ainsi. Vous me direz que Lénine non plus n'a pas été gaté entre l'exil et les tentatives d'assassinat.

L'un des objectifs du site est de se poser des questions que personne ne veut poser, d'étudier un certain nombre d'hypothèses pour y voir plus clair, et de proposer des réponses qu'ensuite chacun est libre d'adopter, de développer ou de rejeter, on n'impose rien à personne, la pensée unique n'a pas le droit de citer ici, l'unanimité, on laisse cela aux autres. Ce qui me convient aussi, pour le moment puisqu'il n'y a rien qui presse, c'est d'être en minorité, l'essentiel étant d'être majoritaire au moment décisif.

Lorsque Lénine revint en Russie au début du mois d'avril 1917 et qu'il fit son premier discours le 4 avril, qui serait connu plus tard sous le nom des Théses d'avril, il fut traité de fou furieux, de cinglé, pire, d'anarchiste par la totalité des membres du comité central du parti bolchevik, il ne se trouva pas un seul dirigeant pour le soutenir, pas un, pour eux le pauvre Lénine était tombé sur la tête, ses longues années d'exil ne lui avaient pas réussi, ils estimaient qu'il ne comprenait rien à la situation en Russie, et que contrairement à ce qu'il affirmait la révolution socialiste devait être renvoyée à un avenir indéterminée. Dans son Histoire de la Révolution russe, Trotsky écrira que lorsqu'il arriva en Russie au début du mois de mai, soit un mois plus tard à peine, la quasi-totalité du parti était acquis aux thèses de Lénine, comme quoi il n'y a pas de quoi s'affoler quand on se retrouve seul contre tous à défendre une position ou une ligne politique. Je ne suis pas Lénine et je ne me prends pas pour lui, mais qu'on me permette de défendre mes idées même si elles sont ultra minoritaires.

J'ai lu un jour dans un courriel, mais vous avez sans doute dû le lire ailleurs, car cela fait partie des nombreuses fables qui empoisonnent le mouvement ouvrier et que l'on nous ressort régulièrement, que cela ne servirait à rien d'avoir raison tout seul, que c'est une tare, Lénine et avant lui Marx et Engels ont prouvé le contraire, entre nous camarades, ceux qui sortent ce genre d'âneries ne prennent même pas le temps de faire attention à ce qu'ils disent, que disent-ils en vérité : nous préférons avoir tort collectivement, voilà qui est sans doute d'une utilité à toutes épreuves ! Bref.

Puisqu'on vous donne la parole et que vous ne voulez pas saisir cette opportunité, je vais donner la parole à des personnes anonymes qui n'exigeront rien en échange, ainsi je garderai l'entière liberté dont je dispose déjà pour conduire le site comme je l'entends. Je comprends mieux pourquoi des militants traitaient Lénine de "dictateur", il vouvoyait tous les militants et faisait preuve d'une indépendance d'esprit qui ne plaisait pas à tout le monde. Je dis ce que je pense et je fais ce que je dis, certains

ont beaucoup de mal à s'y habituer, il faudra qu'ils s'y fassent ou qu'ils aillent voir ailleurs si cela les indispose, il y a des principes qui ne sont pas négociables. Je suis pareil dans la vie de tous les jours et si cela me vaut des coups, je les encaisse volontiers et je ne changerai de comportement pour rien au monde.

Je poursuis un objectif politique et je m'y tiens, tout le reste est secondaire. Je ne suis pas du genre à consentir des concessions pour ensuite déclarer : voyez comme nous sommes nombreux à penser la même chose, c'est minable comme calcul, se rabaisser ainsi est indigne de la cause pour laquelle nous combattons, nous subissons suffisamment d'humiliations dans leur société pour ne pas en rajouter nous-même. Tout cela parce que nous ne voulons pas nous avouer que nous sommes incapables d'élever les travailleurs au niveau des tâches que la situation réclame de leur part... Un peu d'audace, de courage, de dignité aussi ne peut nous faire de mal. Soyons fier de nos idées et défendons-les loyalement, fraternellement, je parle entre nous, entre militants. Et dans toutes les autres situations, soyons fier de nos maîtres, de notre idéal, de notre programme, de notre drapeau, défendons-les contre tous nos ennemis et ils sont nombreux. Si nous craignons les coups, c'est parce que nous ne sommes pas suffisamment armés pour les encaisser, et éventuellement y répondre.

Quand on marche dans la rue, vaut mieux regarder devant soi et savoir où l'on va, que marcher tête baissée et prendre le risque de se la fracasser dans le premier obstacle venu. On ne doit pas confondre la modestie et le respect que l'on doit aux autres, avec la fâcheuse manie qui consiste à se rabaisser au niveau de notre interlocuteur pour essayer de s'entendre à tout prix avec lui, c'est se leurrer soi-même et le tromper, finalement cela ne rend service à personne et ne mène nulle part, cela témoigne d'une faiblesse et d'un manque de maturité qu'il faut s'employer à corriger ou améliorer. Quelque part, ce n'est pas très honnête comme démarche.

Il y a leur morale (celle de la classe dominante) et la nôtre, la leur est stable et pour ainsi dire invariable (mensonge, hypocrisie, cupidité, vol, etc.), la nôtre nous devons la forger quotidiennement et la défendre au même titre que nos droits sociaux, sinon on se fait piétiner, on perd le peu qu'on a et qu'ils ne peuvent pas nous prendre en principe, ensuite on n'est plus rien. On est sans cesse sollicité et tiraillé de tous les côtés, alors sans repères solides on est perdu ou on est comme une girouette livrée à tous les vents, ce n'est pas la meilleure méthode pour aller de l'avant. C'est cette obsession, toujours progresser, qui devrait toujours nous indiquer le nord ou le chemin à suivre, guider notre action.

Ce n'est certainement pas en prônant la démocratie qu'on acquiert un tempérament à toutes épreuves et qu'on prépare les masses aux combats de demain, mais en se préparant à la révolution et à la guerre civile, en s'armant théoriquement et politiquement, cela réclame beaucoup d'efforts, assurément plus qu'il n'en faut pour se lever le dimanche matin et aller diffuser sur un marché sous la pluie ou la neige, c'est un effort de chaque instant. La conquête de la démocratie, une meilleure répartition des richesses, l'expropriation des capitalistes sans révolution ni guerre civile est une illusion criminelle, une fumisterie d'aventurier ou d'ignare.

Pour se détendre un peu en cette fin d'année bien remplie, les gosses ont le père Noël ou guignole pour les faire marrer, nous nous avons LO et le NPA. Que les militants de ces partis m'excusent, ils me sont aussi chers que ceux des autres formations politiques, mais leurs dirigeants nous donnent si souvent un bâton pour les battre qu'on ne peut pas toujours résister à la tentation de nous en servir.

Ce qui nous distingue radicalement de Lutte ouvrière.

Infantilisme.

Lu dans la page d'accueil de leur site. Une guerre qui tue, non, qui l'aurait cru ?

"*En Afghanistan, un 51e soldat français a été tué. Cette sale guerre tue. Et si d'ici en France, on compte les morts un par un, en Afghanistan le peuple, lui, les compte par milliers.*"

Nous, c'est le genre de décompte qui ne nous intéresse pas, désolé, et toutes les guerres impérialistes sont forcément dégueulasses !

Nous ne sommes pas en présence d'un ouvrier ou d'un paysan sous l'uniforme qui fait une guerre pour défendre ce qu'il considère être sa patrie en l'absence de conscience de classe, ici nous sommes en présence d'une personne qui s'engage volontairement dans l'armée pour participer à des opérations militaires contre les peuples, et qui est grassement rémunéré pour faire cette sale besogne, dès lors le sort qui l'attend nous laisse totalement indifférent, nous préférons nous pencher sur celui des peuples qui en sont les victimes innocentes. A chacun son internationalisme !

Titre de l'éditorial de Laguiller du 13 décembre : *Les imbéciles prétentieux.*

Nous voilà en bonne compagnie ! Vous en connaissez des prétentieux qui ne soient pas des imbéciles ?

Quand Laguiller se trompe de régime.

"*On nous dit qu'acheter des engins supplémentaires de déneigement ou des saleuses en nombre suffisant, cela ne vaut pas le coup. Après tout, des jours de galère de ce type ne se produisent guère plus de deux ou trois fois par an. Eh oui, mais ces deux ou trois jours risquent de coûter aussi cher que d'acheter le matériel nécessaire !*"

Etrange préoccupation, non ? Coûter cher à qui, pas le matériel mais les heures de travail perdues ? Devinez ? Cher aux patrons qui ont vu leurs salariés arrivés en retard au boulot ? Que cela ne tienne, ils récupèreront, cela se voit qu'elle ne connaît pas les patrons ! Et pourtant ils font partie de votre "*monde du travail*", expression exécrable parce qu'ambigue ! Je me disais bien qu'on ne parlait pas vraiment de la même chose, de mon côté je connais le milieu ouvrier, le milieu patronal, le milieu bourgeois, chacun à sa place, on ne risque pas de faire un amalgame ou de se tromper de camp.

La légèreté avec laquelle Laguiller aborde certaines questions est plutôt pesante.

"*Les journaux télévisés se sont alors fait un plaisir de rappeler, documents d'origine à l'appui, que Météo France avait clairement défini, la veille, les zones géographiques où il y aurait un fort risque de chutes de neige importantes.*"

On se disait bien qu'elle était une fidèle téléspectratrice... de TF1 ! Les journalistes qui présentent le journal de 20h ne sont évidemment pas triés sur le volets en fonction de leurs idées politiques, vous ne saviez donc pas qu'ils étaient forcément indépendants du régime, eh bien grâce à Laguiller vous venez d'apprendre quelque chose, camarades ! Il y a des faits qu'ils ne peuvent plus passer sous silence, puisqu'elles sont présentes sur Internet, voilà ce qui a échappé à Laguiller.

En aparté. Pendant qu'on y est, sur TV5Monde Asie, c'est de pire en pire, comme la qualité des programmes, à croire qu'ils veulent rivaliser en médiocrité avec TF1, ils nous ont dégoté une journaliste d'une débilité incroyable, quel que soit le sujet en question, elle l'annonce en se marrant, il est vrai qu'on vit dans un monde tellement merveilleux, l'Aghanistan, youpi ! Mediator, olé ! Autre chose, dans la langue parlée, dans un groupe nominal l'accent porte sur le substantif (nom), idem dans un groupe verbal quand le verbe est suivi d'un complément ou sur l'adjectif quand le verbe est un auxiliaire ou a valeur d'auxiliaire (verbe d'état), sinon sur le verbe quand il n'est pas suivi d'un complément, elle, elle multiplie à loisir les accents dits émotionnels, l'accent se situe alors sur n'importe quelle syllabe, par exemple elle prononcera : "c'est Épouvantable" ou à l'opposé, "c'est Épatant", ainsi elle accentue la charge émotionnelle propre à une situation, elle déstabilise et influence les téléspectateurs qui en oublieront jusqu'au contenu précis d'une information ou qui porteront davantage d'attention à la charge émotionnelle qui peut se rattacher aux faits au lieu de s'intéresser aux faits eux-mêmes, c'est l'objectif recherché.

"*Le gouvernement se fait une fierté de couper dans les effectifs des services publics. Et cela ne concerne pas que l'entretien des routes. Cela concerne aussi les hôpitaux, les maternités et les dispensaires de proximité, cela concerne l'Éducation nationale, tous secteurs où les conséquences ne se manifestent pas brutalement mais n'en sont pas moins dramatiques. Des gens qui meurent dans l'ambulance faute d'hôpital ou de maternité de proximité.*"

Pas brutal, mais dramatique, comprenne qui pourra ! Pas possible de suivre les études de son choix, ce n'est pas dramatique, on s'en remettra, il y a pire dans la vie !

C'est sûr, lorsqu'une maternité a été fermée et qu'une femme sur le point d'accoucher doit parcourir 40 kilomètres en voiture pour rejoindre la maternité la plus proche, si elle n'accouche pas entre temps sur un parking ou dans sa voiture, ce genre de situations s'est déjà produit, si elle n'y passe pas avec son bébé, il n'y a rien de brutal là-dedans, cela lui fait une balade ainsi qu'à son bébé, et puis il arrive que cela se termine bien.

Le saviez-vous ?

Lutte Ouvrière a tenu son congrès annuel le week-end des 4 et 5 décembre derniers.

"*Le présent numéro de Lutte de Classe est entièrement consacré aux textes politiques d'orientation (Crise économique, Situation internationale, Situation intérieure) qui ont été discutés dans l'organisation et votés à cette occasion, à l'unanimité des congressistes.*"

Tout comme au POI (bureau national du 4 décembre - IO n°127), décidément il n'y a qu'au PCF et au NPA où c'est un véritable bordel ! Ces gens-là ont du bol, ils sont absolument tous d'accord sur tout, il faut le lire pour le croire !

"*Tous les chefs d'État s'étaient engagés à mettre au pas les financiers, à les contrôler, voire à « moraliser » leur fonctionnement, mais c'est le contraire qui se passe.*", ah là c'est pas de bol franchement, parce qu'il y en a qui y ont cru dur comme fer, voyez-vous ! Je sens que mon niveau théorique est en train de franchir une étape décisive, camarades, pas vous ?

"*Les États, que leurs gouvernements soient de droite ou se disent de gauche, obtempèrent aux ordres des financiers et des capitalistes. Il n'y a aucune illusion à se faire dans un éventuel retour du Parti socialiste au pouvoir en 2012.*", non, ah ben en voilà une sacrée découverte, à moins qu'il ne s'agisse d'un scoop ! Toujours plus haut, toujours plus fort, heureusement que LO est

là pour se marrer un peu.

"*La situation exigerait, pourtant, de s'affronter aux financiers, au grand patronat. Stopper leurs plans de licenciements, embaucher les CDD, les intérimaires, augmenter les salaires et les pensions, il faudra le leur imposer. La chose ne dépend pas d'une élection, mais de changements profonds dans la société, que seules la mobilisation et la force collective des travailleurs peuvent imposer.*"

Par hasard, la situation n'exigerait-elle pas plutôt d'affronter le gouvernement et les institutions de la Ve République ? Encore une question à la con dont j'ai le secret ! Quelle approximation, la "*chose*" comme ils disent ne peut dépendre que des objectifs politiques que la classe sera capable ou non de se fixer ou de se saisir.

"*L'espoir pour les travailleurs ne peut venir que d'une explosion sociale, il ne peut venir que d'en bas.*", cela fait penser à une fête au cours de laquelle on a fait péter des pétards, on s'est bien gavé et on a bu davantage encore pour se réveiller le lendemain matin avec la gueule de bois. C'est vrai que ce sont de sacrés fêtards à LO ! D'ailleurs je ne comprends pas qu'ils aient l'air si tristes, comme quoi on ne comprend pas tout. Il est vrai que si l'on devait attendre que l'espoir vienne d'en haut, on pourrait attendre indéfiniment, vous ne sentez pas qu'on progresse camarades ?

"*C'est le seul moyen d'imposer les mesures que la situation impose : l'expropriation des banquiers, le contrôle des travailleurs sur les entreprises, et des mesures contraignantes contre le patronat, comme l'interdiction des licenciements et le partage du travail, qui seules sont en mesure de mettre fin au chômage.*

Voilà les axes de nos interventions que nous avons décidés dans ce congrès, et qui sont développés dans les textes qui suivent.".

Pas de bol décidément, ce ne sont pas ces mesures qui permettront de mettre fin au chômage et aux multiples souffrances des travailleurs, mais bien leur mobilisation pour liquider le régime politique en place, question qui a apparemment échappé à LO lors de son congrès. Toujours aussi sclérosé et nul !

Mais, mais ils savent encore qu'il existe des institutions politiques dans ce pays, la preuve, ils vont les légitimer encore une fois.

"*Nous profiterons bien sûr de l'élection présidentielle pour diffuser plus largement nos idées et notre programme. À ce propos, nous avons voté la motion suivante :*

« Le congrès décide la participation de Lutte Ouvrière à l'élection présidentielle de 2012. Il désigne Nathalie Arthaud pour être sa candidate. »"

Ca c'est pour le scoop ! Si l'élection présidentielle servait vraiment à cela, depuis le temps que LO y participe, cela fait belle lurette que des dizaines de milliers de travailleurs auraient dû adhérer à leurs "idées" et leur "programme", on s'étonne que ce ne soit pas encore le cas, mais peut-être qu'ils ne se reconnaissent ni dans l'un ni dans l'autre, non ? J'ai l'impression qu'ils militent pour passer le temps, je ne dis pas cela pour les dénigrer, mais tout cela n'est pas très sérieux franchement. J'ai déjà eu ailleurs l'occasion de me faire la même réflexion.

Pour terminer dans la bonne humeur, j'ai lu l'article *Retours sur la journée du 11 décembre : On lâche rien, on change tout !* du mercredi 15 décembre 2010, vous avez tous reconnu le NPA. Qu'en dire ? Rien, insignifiant, ah si on pourrait dire une chose : ils ne changent décidément pas ! A mourir d'ennui, à moins d'avoir du temps à perdre, ce qui n'est pas notre cas.

Passons aux choses sérieuses.

Qu'est-ce que c'est la dictature du capital ?

Le système capitaliste vit ou survit à crédit comme chacun sait, mais cela ne lui suffit plus.

La banque centrale, la Banque de France, fait marcher la planche à billets, elle les distribue aux banques, les banques les distribuent à leur tour aux patrons des entreprises sous forme de crédits, et pour couronner le tout les entreprises peuvent déduire les intérêts d'emprunts de leurs impôts, autrement dit leurs bénéfices ne sont pour ainsi dire plus taxés, ce qui revient à augmenter la productivité et l'exploitation.

Les entreprises peuvent également déduire pendant plusieurs années leurs pertes. Une mauvaise année sera donc compensée par plusieurs années d'impôts au rabais. Autres astuces, une entreprise qui a des filiales déficitaires peut reporter leurs pertes sur les filiales bénéficiaires pour échapper à l'impôt.

Les bénéfices des entreprises sont privatisés ou empochés par les capitalistes, tandis que les pertes sont à la charge de la

collectivité sous forme de cadeaux d'impôts que les travailleurs règlent à leur place. Et qui est à l'origine de ce système profondément injuste, qui l'autorise ou le justifie ? L'Etat, le gouvernement. Ce n'est pas nouveau évidemment.

Ce sont des recettes en moins pour l'Etat qui creusent son déficit et dont le gouvernement exige que ce soit les travailleurs qui le comble, à hauteur de 66,3 milliards en 2009, contre 18,5 milliards en 2005.

Comme dans le cas des exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les entreprises, pour les travailleurs c'est la double peine que leur applique le gouvernement : d'une part ces 66,3 milliards d'impôts que les entreprises ne paieront pas correspondent à de la plus-value produite par les travailleurs qui resteront dans la poche des patrons, au lieu d'aller dans les caisses de l'Etat pour alimenter les budgets sociaux notamment, d'autre part, ce sont ces mêmes travailleurs qui sous une forme ou une autre seront amenés à les régler, comment, l'Etat va leur prendre une partie de la plus-value qui leur a été versée sous forme de salaire par le biais de l'augmentation de certaines taxes ou impôts.

Ce cadeaux de 66,3 milliards d'impôts aux patrons vient gonfler la dette de l'Etat que le gouvernement utilise déjà pour réduire le nombre de fonctionnaires, s'attaquer à tous nos droits sociaux pour faire bref.

Politique.

1- Les élus des nantis.

Aujourd'hui, un ministre peut cumuler des revenus liés à des mandats locaux jusqu'à une fois et demi son traitement de ministre. Il peut donc recevoir jusqu'à 21 000 euros par mois environ. (Lemonde.fr 20.12)

2- La fraude fiscale serait légale... quand elle concerne des députés.

Les dirigeants de l'UMP, Jean-François Copé et Christian Jacob, ont déposé lundi des amendements aux textes sur la transparence financière afin de supprimer les sanctions contre les députés omettant "*sciemment*" de déclarer une partie de leur patrimoine. (Reuters 20.12)

3- Quand le concours de bourrage ou fermeture de classes rapporte gros.

Pour la première fois cette année, les recteurs d'académie vont recevoir une prime au mérite, en fonction de '*la réalisation des objectifs qui leur seront assignés*', selon des textes publiés au Journal officiel. Jusqu'ici, la prime annuelle des trente recteurs, qui sont aussi chanceliers des universités, était de 19 000 euros, un montant fixe.

A la faveur d'un décret et d'un arrêté publiés en novembre, leur prime comporte, à partir de cette année scolaire, deux volets : une part fixe de 15 200 euros, et une '*part variable*' dont le montant pourra aller jusqu'à 45 % de la part fixe, soit de 0 à 6 840 euros. Au total, un recteur pourra avoir jusqu'à 22 000 euros de prime. Le ministère de l'éducation nationale s'est refusé à tout commentaire.

En mai dernier, le ministère avait diffusé aux recteurs une douzaine de pistes pour supprimer des postes de 2011 à 2013, dans le cadre de la politique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, parmi lesquelles notamment l'augmentation du nombre d'élèves par classe.

Selon le ministère, cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'évolution du régime indemnitaire de l'ensemble de la fonction publique. Les préfets, par exemple, bénéficient aussi de primes de résultats, qui peuvent s'échelonner annuellement de 8 250 euros pour un sous-préfet à 28 164 euros pour un préfet, voire, pour quelques très hauts gradés, à 60 000 euros. (Lemonde.fr 20.12)

Gageons que le nouveau préfet de Seine-Saint-Denis touchera 28 164 euros ! Ce décret va pousser ces crapules (non élus !) à faire du zèle, on en a déjà eu un aperçu.

Social.

1- Logements sociaux : 38% des villes sont hors-la-loi.

Triste anniversaire pour la loi SRU (solidarité et renouvellement urbain). Votée il y a dix ans, ce texte impose aux communes de plus de 3 500 habitants (1500 en Ile-de France) un quota de 20% de logements accessibles aux personnes les moins aisées. Seulement, nombre de communes ignorent leur obligation, comme le révèle le décompte publié ce lundi dans *Libération*. Alors que 1,2 million de ménages pauvres sont sur liste d'attente pour entrer dans le parc social, ces nouveaux chiffres ne manqueront pas de susciter l'indignation des associations.

Les villes déficitaires en logements sociaux disposaient de 20 ans pour rattraper leur retard. Toutes devaient selon la loi avoir atteint

le quota de 20% en 2022. Or, 351 communes sur les 931 concernées par la loi SRU n'ont construit aucun logement social en 2009. Certaines n'ont même rien bâti depuis 2005. C'est le cas notamment au Cannet dans les Alpes Maritime. Depuis 2002, 178 logements sociaux y ont été construits alors qu'il aurait fallu en réaliser 1174 constate *Libération*.

De nombreuses communes résidentielles de région parisienne n'ont financé aucun logement social en 2009 : Chevreuse, Croissy-sur-seine, Le Vésinet, Saclay, Vaucresson, Saint-Mandé, Viroflay.... Au total, il manquerait sur l'ensemble du territoire entre 500.000 et 900.000 logements sociaux.

La crainte de perdre de précieuses voix pour leur réélection dissuade le plus souvent les édiles de remplir leur obligation. D'autant que l' «amende » prévue par la loi pour les contrevenants 152 euros par logements manquants - n'est pas franchement dissuasive. Dans les petites villes de moins de 5000 habitants surtout, la construction d'immeuble à loyers modérés joue le rôle d'épouvantail. Les habitants vont parfois jusqu'à constituer des associations et faire des recours devant les tribunaux administratif pour bloquer les projets. Les élus invoquent souvent le manque de terrains disponibles pour justifier leur retard.
Or d'après l'enquête de *Libération*, certaines communes s'en sortent très bien. A Paris et à Saint-Cloud notamment, les mairies compensent le déficit de foncier disponible en rachetant des immeubles existants qui sont ensuite transformés en logement sociaux. Dans la capitale, le taux de HLM qui était de 13% en 2002 approche les 18%. De son côté, Saint Cloud est passé de 10 à 16%.

Pour faire passer la pilule auprès de leurs administrés réfractaires, les élus font de la pédagogie : «*J'explique aux habitants que nous en avons besoin pour loger les infirmières de notre hôpital, les fonctionnaires municipaux, les personnes aux service du troisième âge ou nos jeunes qui débutent dans la vie active* », explique au quotidien Eric Berdoati, maire de Saint-Cloud. (Lefigaro.fr 20.12)

2- Mais non, mais non, la pauvreté ne progresse pas en France. La preuve que si.

Le RSA bénéficie aujourd'hui à près de 1,77 millions de foyers, un chiffre en hausse de 9% sur un an, selon Marie-Anne Montchamp, nouvelle secrétaire d'Etat auprès de la ministre en charge de la Solidarité et de la Cohésion sociale dans une interview au Figaro. (Lefigaro.fr 20.12)

3- Comment s'y prend le clan mafieux des Sarkozy pour faire main basse sur nos retraites et notre santé.

Le projet de Guillaume Sarkozy visant à créer une société destinée à devenir un acteur majeur de la retraite complémentaire privée est bel et bien enterré, selon Mediapart. C'est vite dit.

On parle beaucoup de conflits d'intérêts dans la vie politique ces derniers temps. Des amitiés de Nicolas Sarkozy avec le milieu de la finance et des médias, de l'affaire Woerth-Bettencourt aux récentes révélations du livre de Martin Hirsch, mais les journalistes oublient aussi d'autres évidences. Alors que le déficit prévisionnel de la Sécurité Sociale a été annoncé cette semaine et qu'une diminution des remboursements est d'ores et déjà au programme, il est temps de se pencher sur le secteur de la santé, de comprendre son fonctionnement, et surtout d'en connaître les acteurs.Le Pôle Emploi, né de la fusion de l'ANPE et de l'ASSEDIC sur une idée de Nicolas Sarkozy, compte 50.000 employés. La Sécurité Sociale, comprenant l'Assurance Maladie, l'Assurance Vieillesse et les URSSAF compte 120.000 employés. Ces deux organismes ont été concernés par une réforme récente concernant les complémentaires santé. Ainsi, depuis le 1er janvier 2009, 170.000 employés ont été contraints de résilier leurs contrats avec leurs mutuelles pour adhérer à une "mutuelle employeur obligatoire;". Ceux qui ont des enfants ont également été obligés d'inscrire ces derniers sur le nouveau contrat (sauf s'ils étaient déjà ayant-droits sur le compte du conjoint via une mutuelle employeur obligatoire). On peut appeler ça du passage en force. C'est une conséquence de la loi Fillon de 2003.Ce qui est encore plus étonnant, c'est de constater que c'est le même organisme qui a remporté les deux marchés. Je ne connais pas les modalités des appels d'offre mais je m'étonne de voir que c'est le groupe Malakoff-Médéric qui a raflé la mise, obtenant d'un coup, d'un seul, 170.000 adhérents supplémentaires, sans compter les ayant-droits.

Ajoutez à cela les 800.000 salariés CHR (café-hôtellerie-restauration) qui rentreront dans le dispositif en janvier 2011… c'est encore Malakoff Médéric qui a emporté le marché. Revenons donc sur l'histoire de cette compagnie d'assurance et de prévoyance pour comprendre un peu mieux les enjeux.Pour vous donner une idée du poids de Malakoff-Médéric sur le marché français, c'est le n°1 des groupes paritaires de protection sociale, n°2 de la retraite complémentaire et n°3 en santé collective (classement Argus de l'Assurance). Le groupe est né de la fusion de Malakoff et Médéric (d'où son nom) le 30 juin 2008, soit 6 mois avant la mise en place du dispositif "mutuelle obligatoire employeur;" pour la Sécurité Sociale et le Pôle Emploi. Ainsi, dès le 1er Juillet, le président de Médéric cède sa place pour laisser seul au commande du groupe, le président de Malakoff : un certain Guillaume Sarkozy. Ce dernier est loin d'être un inconnu : au Medef de 2000 à 2006, il a aussi été le vice-président de la CNAM de 2004 à 2005. Guillaume Sarkozy, comme son nom l'indique, est le frère de Nicolas. Puisque j'évoque la fratrie Sarkozy, intéressons-nous maintenant au troisième larron : François Sarkozy. Pédiatre de formation, François a abandonné la pratique de la médecine pour se consacrer à l'industrie pharmaceutique (principalement orientée vers la gériatrie) depuis 2001. Ainsi, il siège au conseil de surveillance de Bio Alliance Pharma et est devenu le président d'AEC Partners dont une des missions est le conseil aux fonds d'investissement.Par ailleurs, François Sarkozy a également lancé une chaîne de télévision spécialisée dans la santé sur internet… financée par le laboratoire Sanofi. Ajoutons à cela ses relations avec le groupe Paris Biotech Santé, l'un des protagoniste de l'affaire de l'Arche de Zoë, et on l'aura compris, l'homme a tissé sa toile : il fait partie aujourd'hui des

puissants lobbyistes de l'industrie pharmaceutique.

D'ailleurs le grand plan Alzheimer lancé par le gouvernement est un joli cadeau de quelques centaines de millions d'euros, une aubaine pour le secteur dont il défend les intérêts.3 frères : l'un en charge de l'exécutif, notre Président, l'un à la tête d'un des plus gros groupe d'assurance santé et le dernier qui sert les intérêts des laboratoires. Si ça ne s'appelle pas un conflit d'intérêt, je me demande ce que c'est… Pourtant les médias en parlent peu et préfèrent s'étendre sur les amis milliardaires de Nicolas Sarkozy. On peut légitimement nourrir des inquiétudes sur l'avenir de notre système de santé. Les réformes engagées depuis 2004 ne font que confirmer sa détérioration et l'on peut prédire son démantèlement d'ici quelques années. Tout dépendra sans doute de 2012.. (Lepost.fr 20.12 , un commentaire d'un internaute, sa source : Les 3 frères, lu sur Mécanopolis, 30.09)

Economie.

1- Un business sordide en expansion.

La croissance du marché français de l'assurance-vie ressort à 6% au cours des onze premiers mois de l'année, avec des cotisations totalisant 133,8 milliards d'euros, selon les chiffres publiés lundi par la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

A la fin novembre, l'encours des contrats d'assurance-vie et de capitalisation (provisions mathématiques et provisions pour participations aux bénéfices) s'établissait à 1.328 milliards d'euros, en progression de 7% sur un an. (Reuters 20.12)

2- La Bourse ou la vie.

Certes, l'année 2010 se termine aussi bien qu'elle avait démarré, le CAC 40 progressant de près de 8% depuis le mois de décembre. Mais ce «*rally technique de fin d'année*» ne doit pas faire oublier que l'année 2010 a été difficile pour les investisseurs. De tous les grands indices internationaux, le CAC 40 est celui qui a affiché, au 17 décembre, la deuxième plus faible performance sur 2010, après le Nikkei, avec une baisse de 1,75%.

Par comparaison, le Footsie britannique a grimpé de 8,48%, le Dow Jones américain a progressé de 10,20% et le Dax allemand a gagné 17,21%, la plus forte hausse annuelle de tous les principaux indices internationaux. «*Le CAC 40 est plombé par la forte pondération des valeurs bancaires, pénalisées par la crise des dettes européennes, et de Total, qui ont dévissé cette année, affirme Franklin Pichard, directeur de Barclays Bourse. Sans ces valeurs, le CAC 40 aurait progressé de 10% à 15%*». C'est ce qui fait dire à la plupart des gérants que l'année 2010 n'a pas été si mauvaise pour les investisseurs en actions.

Parce qu'elles sont parmi les plus exposées aux dettes périphériques, les banques françaises ont été plus que malmenées en 2010. En effet, elles n'ont surperformé le CAC 40 qu'au troisième trimestre. Si certains gérants militent pour un portefeuille vide de toute banque, d'autres rappellent leur importance. «*Les investisseurs ne peuvent pas se passer des banques, affirme Marc Renaud, président de Mandarine Gestion. Le CAC 40 est ainsi fait qu'il ne peut pas repartir sans un retour des valeurs bancaires*».

Alors que leur cours de Bourse flanchaient, la plupart des sociétés du CAC 40 a affiché des bénéfices impressionnants…parce qu'elles ont réduit leurs coûts. Désormais, les gérants s'attendent à ce qu'elles investissent. Mais pas tout de suite. «*A cause des dettes souveraines, le premier semestre 2011 restera difficile, mais la reprise de la consommation et de l'investissement aux Etats-Unis, ainsi que la croissance des pays émergents vont soutenir les marchés financiers au second semestre*», déclare Franklin Pichard.

La croissance ne se trouvant ni en Europe, ni aux Etats-Unis, les entreprises vont continuer de la chercher en Chine, en Inde ou au Brésil. «*Le chiffre d'affaires réalisé dans les émergents des sociétés comme Seb ou Rhodia représente plus de 50% de leurs ventes totales*», souligne Joëlle Morlet Selmer, gérante de Mandarine Gestion. Mais le potentiel d'appréciation n'est-il pas trop faible ? Autrement dit, n'est-il pas trop tard pour investir dans les émergents ?

Les sociétés de gestion se veulent donc optimistes pour l'année prochaine. Elles pronostiquent une hausse des marchés actions comprise entre 10% et 20% pour 2011. (Lefigaro.fr 20.12)

3- Espagne.

L'Espagne devra à nouveau augmenter les impôts si son plan de consolidation budgétaire déraille et doit réformer ses systèmes de retraites et bancaire pour stimuler son économie dont la croissance va rester molle pendant des années, estime lundi l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'OCDE préconise par exemple un nouveau relèvement de la TVA, déjà passée en juillet de 16% à 18%, sur un large spectre

de produits et services.

La réforme du marché du travail a été un élément clé du rééquilibrage de l'économie, mais les efforts en ce sens doivent être plus intenses et plus amples, et inclure notamment une modification du système de négociations collectives, dit l'OCDE.

Le chômage ferait en outre peser un risque sur les prêts immobiliers accordés par les caisses d'épargne très endettées si les taux d'intérêt venaient à monter dans la zone euro.

Aussi l'Espagne doit-elle imposer de nouvelles réformes aux caisses d'épargne, bien que leur résistance aux éventuels chocs financiers ait progressé grâce à la restructuration déjà menée. Le secteur bancaire a globalement bien surmonté la crise et en ressort avec des capitaux abondants, note d'ailleurs l'OCDE.

Elle préconise encore une réforme du système de retraites, dont un relèvement de l'âge de départ de 65 à 67 ans.

"*Pour maîtriser les coûts considérables liés au vieillissement, il va falloir réformer sans retard les pensions de vieillesse, notamment en relevant l'âge légal de la retraite et en limitant les subventions implicites à la cessation anticipée d'activité, afin de permettre une transition progressive*", dit l'OCDE.

Elle exhorte le gouvernement fédéral à durcir les règles présidant aux dépenses des régions autonomes, qui comptent pour 35% des dépenses de l'Etat. (Reuters 20.12)

Le 22 décembre

Au cours de l'année 2010, nous avons passé en revue pas mal d'idées reçues, de questions théoriques que nous avons confirmées ou corrigées... A propos de la participation aux élections, les uns et les autres s'en tiennent à une position développée il y a un siècle, que vaut-elle aujourd'hui, est-elle encore valable, c'est une question qu'on peut se poser.

Pour justifier la participation aux différentes élections et aux institutions, on expliquait qu'elles étaient une tribune pour faire entrendre notre voix et démontrer aux travailleurs que les institutions étaient antidémocratiques et qu'ils fallaient les liquider, etc. Cet argument était valable concernant les élections législatives à condition qu'il soit possible d'avoir des élus, car sans élus pas de tribune, or ce n'est pas le cas pour des partis comme le POI, le NPA ou LO, premier constat.

La société ayant subi des transformations importantes depuis 60 ans, on nous a sorti ensuite qu'il était possible d'utiliser les médias, la télévision principalement, pour se faire connaître ainsi que notre programme. Cet argent ne tient pas plus la route que le précédent puisque la place qui est réservée à ces partis est quasi inexistante dans les médias ou à la marge, second constat. Les médias les censures ou déforment à souhait leurs positions.

On pourrait ajouter que ces partis ne profitent même pas des campagnes électorales pour présenter leurs programmes, ils se contentent d'un discours a minima qui correspondrait à ce que les travailleurs veulent entendre, ce qu'ils nous servent quotidiennement en fait et pas davantage. Ces partis dépensent des sommes folles lors de ces campagnes électorales pour un résultat furtif et médiocre, troisième constat. Cet argument pourrait être employé plus utilement, par exemple il pourrait servir à confectionner et distribuer des brochures de quelques pages à des millions d'exemplaires dans lesquelles serait expliqué simplement comment fonctionne le capitalisme et ses rapports avec les institutions, ainsi qu'une approche du socialisme.

Participer à ces élections peut se justifier quand la classe et les masses ont des illusions dans les institutions, mais dès lors qu'elles manifestent leur rejet de ces institutions, y participer conduit en fait à les légitimer, donc s'inscrit en retrait par rapport à leur niveau de conscience politique, cela revient à les tirer en arrière au lieu de les aider à aller de l'avant, quatrième constat. Si l'on admet le fait que les travailleurs dans leur immense majorité estiment les institutions illégitimes ainsi que tous les partis qui y participent, participer à ces élections doit conduire les travailleurs à placer tous les partis sur le même plan, donc au lieu de leur inspirer confiance le POI, le NPA et LO ne peuvent que leur inspirer la même méfiance qu'envers les autres partis, les travailleurs n'ayant pas les moyens de faire la part des choses, s'ils en étaient capables, ils voteraient en masse pour ces partis ou l'un d'entre eux, ce qu'ils ne font pas.

S'agissant de l'élection présidentielle, y participer est contradictoire avec le rejet qu'affiche ces partis d'un régime présidentiel, ce qui ne peut que conduire les travailleurs à s'interroger sur les réelles intentions de ces partis et sur la cohérence de leurs programmes, cinquième constat.

Lénine expliquait que les masses étaient capables de faire la part des choses, par exemple de s'y retrouver entre le mot d'ordre de l'abolition des institutions et la participation à ces institutions, or il semblerait que tel n'est pas ou plus vraiment le cas. C'était peut-être valable autrefois dans un autre contexte, paradoxalement, lorsque le niveau intellectuel des travailleurs était plus bas,

ils marchaient davantage à la confiance sans chercher plus loin, la communication était davantage axée sur le discours oral que sur l'écrit, quant au visuel (télévision ou Internet) il n'existait pas. De la même manière qu'aujourd'hui on passe la soirée chez soi devant un écran de télévison ou d'ordinateur, au cinéma ou devant un livre, autrefois les gens se réunissaient chez les uns ou les autres devant un feu de bois et passait la soirée à discuter ou à se raconter des histoires.

La société s'est profondément transformée et tous les rapports se sont individualisés suite à la concentration de la population dans les villes ; si la population urbaine d'autrefois conservait encore des liens avec la campagne et une partie des habitudes qui allaient avec, depuis déjà bien longtemps ce n'est plus le cas, chacun vit dorénavant isolé et pense dans son coin, le partage ou la mise en commun des idées à céder la place à un autre paradigme, chacun détient sa vérité et n'en démord pas. L'exercice qui consistait jadis à confronter des idées individuelles dans un contexte où les intérêts collectifs prédominaient appartient à un passé révolu. Cela est également dû à l'extrême hétérogénéité de la population, autrefois on était ouvrier ou paysan, aujourd'hui on est ouvrier, employé, technicien, ingénieur, commercial, etc, au fur et à mesure que les besoins se sont développés de nouveaux corps de métiers sont apparus, la division du travail n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était alors, on pourrait pratiquement dire qu'il y a autant de divisions dans le prolétariat et la petite-bourgeoisie qu'il y a de métiers ou d'emplois divers. Du coup chacun pense uniquement l'existence ou la société par rapport à sa propre situation, toute autre situation nous apparaît en contradiction avec la nôtre, on n'est pas seulement en concurrence avec les travailleurs qui exercent le même métier que nous, on est en concurrence avec l'ensemble des travailleurs, on a tendance à penser en terme d'exclusion au lieu de penser en terme de complémentarité, au lieu de s'ouvrir sur l'extérieur on se renferme sur soi-même, on veut bien admettre à la limite un certain nombre de choses sans trop les comprendre ou les partager, mais à condition seulement que cela ne nous concerne pas directement, autrement dit, sans qu'elles n'interviennent ou n'empiètent sur notre mode de pensée ou de vie, dans le cas contraire on les rejette.

Or, ce mode de pensée est incompatible avec la faculté de faire la part des choses qui nécessite de penser les faits dans leurs rapports dialectiques, ce comportement tend au contraire à saisir les idées et les actes comme autant d'abstractions ou de gestes isolés ou sans rapports entre eux, il est alors très difficile de comprendre que l'on ne peut saisir les rapports qui régissent la société qu'à travers ses contradictions, que la solution à nos problèmes nécessite de prendre en compte ces contradictions et que c'est seulement de là qu'elle pourra jaillir. On identifie par ignorance une contradiction à un problème pour l'écarter, alors que toute manifestation dans la nature ou la société est le produit de contradictions, contradictions qui expriment une loi universelle sans laquelle rien n'existerait, le mouvement. L'être humain d'aujourd'hui et son environnement sont devenus beaucoup plus complexes qu'autrefois.

On pourrait aborder cette question sous un autre angle ou plutôt deux.

Le développement intellectuel de la population devait favoriser sa compréhension de la société, or il n'en est rien. La multiplication des moyens de communication et des sources d'informations à la disposition de la population devait également favoriser ce processus de maturation, or il n'en est rien. Rien ne remplacera l'expérience de la lutte des classe, on est d'accord, mais c'est une autre question. Et puis faut-il encore que la majorité de la population y participe, ce qui n'est pas le cas non plus. Certains disent trop d'informations tue l'information ou ne permet pas de s'y retrouver tant ce qu'on peut lire ou entendre ici ou là est contradictoire. Chacun constate que les gens n'arrivent pas à démêler le vrai du faux, qu'ils croient toujours de préférence les bonimenteurs, qu'il y a un stade qu'ils sont incapables de franchir.

En linguistique, l'étude du discours (écrit ou oral) porte en grande partie sur les aspects communicatifs de la langue (pour simplifier). Imaginons que l'on expose des faits dans un texte argumentatif. On doit notamment déterminer quelle place occupe l'auteur, s'il est présent ou non, si oui de quelle manière, si non qui fait-il parler, quelle est la distance entre l'auteur et les faits qu'il rapporte, s'ils le concernent ou non, à qui il s'adresse, de quelle manière, si son discours comporte des sous-entendus, des éléments explicites ou implicites, quel est son objectif, déclaré ou non, etc.

Cela pour dire que de la forme du discours autant que son contenu déterminent comment il sera perçu, de quelle manière on s'y prendra pour convaincre notre interlocuteur ou le conduire dans une direction précise. Maintenant vous pouvez parfaitement maîtriser votre sujet et faire preuve d'habileté dans votre argumentation sans pour autant parvenir à votre fin, si la personne que vous avez en face de vous fait preuve d'une méfiance maladive ou qu'elle ne croit plus en rien comme cela se rencontre de plus en plus fréquemment, par expérience si elle a le sentiment d'avoir été bernée un nombre de fois incalculable dans le passé, elle n'a plus confiance en personne et elle n'est pas prête à s'en remettre au premier beau parleur venu. Qu'est-ce qui en résultera ? C'est très simple, vous aurez eu beau quoi faire, elle interprétera votre discours non pas à partir des arguments que vous lui aurez fournis, mais uniquement par rapport à ce qu'elle pensait avant de vous rencontrer, autrement dit, si pour vous les deux parties d'une contradiction étaient liées, de son côté elle ne prendra en compte que l'une ou l'autre, bref, elle campera sur ses positions bien qu'elle ait manifesté de l'intérêt pour vos arguments ou son accord avec vous.

Il y avait quelque chose de pernicieux dans l'argument de Lénine, comme je l'ai dit plus haut, peut-être qu'à son époque il était plus facile de convaincre des travailleurs, il l'expliquait aussi par le fait que la classe ouvrière était "vierge", il voulait dire par là qu'elle n'avait pas encore été gangrenée par le réformisme, ce qui n'est évidemment pas le cas du prolétariat français. Tout concourt aujourd'hui dans la société à pousser la population à adopter un comportement individualiste, dans ces conditions elle est encore moins apte qu'hier à faire preuve de discernement, la multiplication des formations politiques et le spectacle navrant qu'elles offrent ne l'encourage pas vraiment à changer d'attitude, c'est le moins qu'on puisse dire, même si d'un autre côté

il est vrai qu'elle se questionne davantage du fait de la crise et ses conséquences qu'elle subit, cette crise est décidément une aubaine, sans qu'il faille tout en attendre.

La débauche de populisme ou de démagogie, dont font preuve aussi bien le gouvernement que le PS et ses satellites pour tromper les travailleurs, ne va certainement pas les aider à s'orienter correctement et à trouver la voie de l'affrontement politique avec les institutions. Par contre, elle peut susciter chez eux le besoin de clareté pour essayer de comprendre la situation. Ils sont tellement habituer au double langage des uns et des autres qu'ils sont naturellement amenés à soupçonner de malhonnêteté un discours dans lequel on ne leur dit pas franchement les choses. Ils attendent de nous qu'on leur dise la vérité en face au lieu de tourner autour du pot ou de leur donner une analyse tronquée de la réalité.

Excusez-moi, mais si vous leur dites : votez mais vous n'aurez rien à en attendre, etc. ils auront raison de vous répondre que si c'est la seule chose que vous aviez à leur dire ce n'était vraiment pas la peine puisqu'ils le savaient pertinemment, vous pourrez bien essayer de rattraper le coup ensuite, mais ce sera très difficile, car entre temps ils se seront faits une idée sur vous et votre parti.

Vous avez le choix entre leur dire que finalement voter servira quand même à quelque chose et dans ce cas-là vous leur mentirez effrontément, vous ne parviendrez jamais à leur prouver, d'une manière ou d'une autre vous (vous) êtes grillé, ou vous leur dites de ne pas voter parce qu'ils vont légitimer des institutions qui n'ont pas été crées pour servir leurs intérêts, ils vont donner des armes à leur ennemi pour leur tirer dessus et continuer de broyer tous leurs droits, à eux de voir ensuite quelle est le meilleur comportement à adopter : dire stop on a déjà donné, ça suffit, on change de voie, ou réduit au désespoir et ne trouvant pas la force nécessaire pour en changer, continuer comme avant.

Parole d'internautes du 21 décembre.

1- Val est un réac. Siné vient d'être blanchi par la justice des accusations d'antisémitisme de Phillipe Val, Laurent Joffrin et autres ripoux. Comme c'est bizarre que Libé n'en dise rien, il était plus bavard au temps de la calomnie !

2- Mediator - terminator. Xavier Bertrand, qu'a-t-il fait pendant qu'il a été ministre de la santé en 2005 dans le gouvernement de Raffarin puis en 2006 et 2007 dans celui de De Villepin alors que les alertes étaient apparemment de plus en plus fortes !!! En 1998, Martine Aubry et Bernard Kouchner, étaient en charge, respectivement, de l'Emploi et de la Santé.

3- Loppsi 2. Depuis quand un pays où la répression est purement administrative et ne nécessite plus les juges et les tribunaux est-il autre chose que le pire des totalitarismes ? Encore un effort et la révolte ne sera plus un droit, mais un devoir !

Politique.

1- France.

Il y a deux jours, sur le plateau de Dimanche soir-Politique de France Inter/Le Monde/I Télé/Dailymotion, Arnaud Montebourg : «*Je ne ferai pas de procès d'intention à Dominique Strauss-Kahn. C'est pour ça que critiquer le FMI n'est pas critiquer Dominique Strauss-Kahn car je ne connais pas son projet pour la France. Il ne l'a pas exprimé.*»

«*C'est l'austérité qui s'est imposée aux gouvernements et pas l'inverse!,* corrige Jean-Christophe Cambadélis dans une interview au Parisien de mardi. *Il est faux de dire que Strauss-Kahn sponsorise l'austérité en Europe. Les gouvernements l'appellent parce que ces pays sont au bord de la banqueroute.*»

Sur France Inter ce matin, Jean-Marie Le Guen s'irritait aussi d'une «*image assez ridicule pour ne pas dire diffamatoire*» et vante un Strauss-Kahn, capable de «*faire la jonction entre la crédibilité, l'efficacité économique et la cohésion sociale*».

Début décembre, le président du Parti de gauche avait ainsi moqué les «*émouvantes déclarations*» de Strauss-Kahn «*sur son appartenance à la gauche [lors d'un passage à France Inter] et même quasiment expliqué que le FMI était membre de l'Internationale socialiste*» alors que le même, selon Mélenchon.

Quant au numéro un communiste, Pierre Laurent, il n'a pas caché que si «*la ligne actuelle imposée par le FMI*» s'imposait «comme étant la ligne du PS» quel que soit son candidat, cela «*poserait un certain nombre de problèmes*» pour les alliances à gauche en 2012. (Libération.fr 21.12)

Vous connaissiez déjà : ne confondez pas, le parti ce n'est pas ses dirigeants à propos du PS et ses satellites, dixit le POI, maintenant selon le PS, c'est le FMI qu'il ne faudrait pas confondre avec son directeur général ! Il ne faut pas confondre non plus P. Lamy et l'OMC qu'il dirige ! Jusqu'où iront-ils dans l'imposture ?

La sortie de Mélenchon doit couvrir ses longues années passées au PS, en voilà un qui ne pourra jamais dire : je ne savais pas

ce qu'était le PS, il n'a aucune excuse. Oui, l'Internationale socialiste est compatible avec le FMI, puisqu'elle est comptaible avec le système capitaliste qu'elle a adopté. Cachez-moi cette horrible vérité !

Quant à la supposition de P. Laurent, elle a la même petite vertu, faire oublier que le PS a toujours été inféodé au capitalisme et aux institutions, ce qui n'a pas empêché le PCF de s'allier et de gouverner avec lui, pour le compte des capitalistes bien entendu. Vive le front unique ! Pour la bonne cause, comme toujours !

En 2012 tous ces gens-là seront obligés d'appeler à voter PS au second tour de la présidentielle et des législatives pour avoir des élus et les prébendes qui vont avec. En 2012, le mot d'ordre ne devrait pas être : tous aux urnes, mais tous à la gamelle des institutions ! Boycott !

2- Côte-d'Ivoire.

Extrait de l'hebdomadaire de Cotonou *Le Bénin aujourd'hui* :

«*Le problème n'est pas en soi que Gbagbo ou Ouattara ait été élu et qu'il y ait crise post-électorale. Cela n'est que monnaie courante en Afrique. Le véritable problème demeure ce que l'on continue d'appeler pompeusement la communauté internationale et qui n'est en fait qu'un agrégat de puissances occidentales qui jouent les gendarmes en Afrique au gré de leurs intérêts. Cette soi-disant communauté sera comptable des événements consécutifs à sa méconnaissance des réalités ivoiriennes et à sa mauvaise gestion de la crise.*»

Cet hebdomadaire de Cotonou ajoute:

«*Qu'on le veuille ou non, Gbagbo a bien été élu président en 2000. A partir du moment où la guerre a été déclenchée en 2002 contre un régime légal et légitime, nous sommes en droit de demander ce que cette communauté a fait pour soutenir le régime constitutionnellement établi. Il apparaissait évident que son échec à réunifier et pacifier le pays allait conduire à la situation de chaos actuelle. Dans des affaires qui ne concernent que les Ivoiriens, la communauté internationale s'autorise à soutenir un candidat, en faisant délibérément preuve de vision partiale, partielle et parcellaire de la crise. Un précédent grave qui donne à réfléchir sur la réorganisation de l'ONU même. Et dans cette nouvelle recomposition, l'Afrique devrait hausser le ton pour dire qu'elle n'est plus la terre où l'on peut toujours continuer à s'aventurer comme par le passé.*»

«*La France ne défend la démocratie que quand cela va dans le sens de ses intérêts. Pourquoi les élections doivent-elles être transparentes en Côte d'Ivoire et pas au Gabon? J'avoue avoir du mal à comprendre. Paris veut juste imposer ses candidats. Mais cette époque est révolue*», s'emporte Alain, un Ivoirien, qui n'a pas de sympathie particulière pour Gbagbo. (Slate.fr 21.12)

3- Afghanistan.

Le nombre de victimes civiles en Afghanistan est, sur les dix premiers mois de l'année, en hausse de 20% par rapport à 2009, disent les Nations unies dans un rapport publié mardi.

Selon les calculs de l'organisation arrêtés à la fin du mois d'octobre, il y a eu 6.215 victimes civiles, dont 2.412 morts.

Le bilan des soldats étrangers tués a franchi la barre des 700 en 2010, de loin l'année la plus meurtrière depuis le renversement du régime taliban en 2001. (Reuters 21.12)

Social.

1- France.

1.1- Les conséquences des bas salaires et de la remise en cause de la garantie d'emploi.

Selon le dernier rapport annuel de la Fonction publique, «*alors que l'offre total d'emplois via le recrutement externe a augmenté de 2,7% en 2008*» dans la Fonction publique d'Etat, le nombre de candidats a baissé de 13,9% par rapport à 2007 (378.991 présents aux 683 épreuves de sélection, contre 440.352 pour 810 concours en 2007).

La sélectivité, c'est-à-dire le rapport entre le nombre de candidats présents avec le nombre de candidats admis, a «enregistré son niveau le plus faible depuis 2002, avec 10,2 candidats pour un admis», ajoute le rapport. (20minutes.fr 21.12)

1.2- Dur d'être prof en 2010 !

La baisse drastique du nombre de postes offerts aux concours d'enseignants 2011 était connue : seulement 3 000 postes ouverts dans l'enseignement primaire contre 6 500 à la session précédente, 8500 postes dans le secondaire contre un peu plus de 10 000 à la session 2010.

Ce qui est plus étonnant, et plus inquiétant quant à l'avenir des métiers d'enseignement, c'est que les candidatures à ces concours sont également en forte baisse. Les chiffres communiqués par le ministère de l'éducation après les épreuves écrites, dites d'admissibilité, qui se sont terminées fin novembre, le montrent : dans le second degré, 21 000 étudiants contre 38 249 lors de la précédente session ont passé ces épreuves ; dans le premier degré, ils étaient 18 000, contre 34 952 précédemment.

C'est en mathématiques que le phénomène est le plus aigu, avec 1303 candidats pour 950 postes, soit environ 1,4 candidat par poste contre 3,3 lors de la session précédente. En lettres, avec 1 491 candidats pour 800 postes, le taux n'est plus que de 1,9 candidat par poste, contre 3,7 précédemment. En anglais, le taux est tombé à 2 candidats pour un poste, contre 3,3 à la dernière session. (Lemonde.fr 21.12)

Après la pénurie annoncée de médecins, ce sera bientôt au tour des profs.

1.3- Ils sont tous responsables du chômage.

Le gouvernement consulte les partenaires sociaux depuis lundi. Objectif : prendre des mesures début 2011.

Après les retraites, l'emploi des jeunes. Gouvernement, partenaires sociaux et opposition, tous ont fait du sujet leur nouveau cheval de bataille. Il y a urgence, le chômage des 15-24 ans ayant atteint un pic de 25 % au troisième trimestre

Le nouveau ministre du Travail veut donc développer l'alternance (grâce aux contrats d'apprentissage et de professionnalisation), qui facilite l'insertion professionnelle, sans mettre la main au porte-monnaie. L'objectif serait de porter le nombre de ces formations de 600.000 actuellement à 800.000 en 2015. (Lepoint.fr 21.12)

1.4- Remise en cause du droit de grève.

Une grève illimitée avait été lancée mardi à l'aéroport de Marseille-Provence et le préfet de région Hugues Parant avait réquisitionné une quinzaine de personnels de la société Astriam, chargée du contrôle des passagers et des bagages.

Une soixantaine de salariés de l'entreprise étaient en grève, selon l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFTC. Les grévistes réclamaient une revalorisation de leurs conditions de travail et le recrutement de personnel.

La grève a pris fin en début de soirée, l'intersyndicale ayant accepté de signer un protocole d'accord et de lever son mouvement, a-t-on appris auprès de la direction de l'aéroport. (AP 21.12)

1.5- Ne dites surtout pas qu'il y a quelque chose de pourri dans le mouvement ouvrier.

"*Une véritable humiliation*", c'est ce qu'ont subi au moins 360 salariés et retraités de la SNCF d'origine marocaine, selon leur avocat Léopold Mendes. Privés du statut de cheminot du fait de leur nationalité, ils ont attaqué l'entreprise publique devant la justice, qui examinera leur dossier en 2011. Recrutés directement au Maroc entre 1972 et 1974, ces cheminots - qui pourraient être au nombre de 2.000 selon certaines estimations - n'ont jamais pu obtenir le statut - classique à la SNCF - de cadre permanent. En cause, une clause de nationalité censée réserver ce statut aux seuls détenteurs de la nationalité française, alors que la majorité d'entre eux, après des années de travail en France, ont obtenu la nationalité française...

Mais pour les 360 salariés qui ont porté plainte, la discrimination a bien été réelle tout au long de leur carrière. Refus d'accès aux examens, absence d'intégration au processus de notation, refus de prise en compte de l'ancienneté, leur avancement dans l'entreprise publique n'est en rien comparable à celui de leurs collègues, il est même impossible. D'ailleurs, certains d'entre eux, qui avaient malgré tout réussi à passer entre les gouttes et à réussir les concours, se sont vu refuser des promotions du fait de leur statut, selon Me Mendes. Enfin, leur retraite diffère également de celle des autres employés. Impossible pour eux de la prendre à 55 ans, alors que la plupart travaillent toujours en plein air, sans compter que leur pension est largement inférieure à celle de leurs ex-collègues. Elle serait comprise entre 800 et 1.200 euros pour eux, tandis qu'elle est comprise entre 1.500 et 2.000 euros par mois pour les ex-cadres permanents. Sans compter qu'ils n'ont pas accès à la caisse de prévoyance des cheminots.

La SNCF, reconnue comme une des rares entreprises où il est aisé de progresser dans sa carrière, leur a donc refusé un droit qu'elle accordait à ses autres employés. Certains, après trente ans d'ancienneté, travaillent toujours en gare de triage, selon Me Mendes, alors que, en principe, les cheminots ne restent pas plus de deux ans au même échelon. Pourtant, le contrat de travail qu'ils avaient signé lors de leur embauche stipulait clairement que le travailleur étranger "*a droit au même régime de travail que les ouvriers français*" et qu'il "*oit recevoir à travail égal une rémunération égale à celle de l'ouvrier français de même*

catégorie". Une rémunération loin de l'être puisque, en fin de carrière, les cheminots marocains gagnent aux alentours du Smic, soit la moitié de la rémunération d'un cheminot ayant le statut de cadre permanent. Par ailleurs, jusque dans les années 1980, ils n'avaient pas le droit aux avantages sociaux de la SNCF, par exemple ceux liés aux tarifs préférentiels pour les billets de train.

Si la discrimination était prouvée lors des audiences prud'homales qui se dérouleront en mars et en octobre prochain, la SNCF se verrait dans l'obligation de compenser la différence de traitement dont ses salariés étrangers prétendent avoir été victimes. Une indemnisation qui est évaluée entre 300.000 et 400.000 euros par Me Mendes. (Lepoint.fr 21.12)

Commentaire d'un internaute.

Comment se fait-il que les syndicats, et notamment les plus virulents d'entre eux qui ont pour habitude de "*tirer sur tout ce qui bouge*" n'aient rien trouvé à redire durant toute cette période ? Question qui, vous l'imaginez facilement, restera sans réponse.

Commentaire.

Quand je m'emploie à expliquer que syndicats et partis dits ouvriers se foutent éperdument des couches les plus défavorisées du prolétariat, et que leur fond de commerce repose essentiellement sur l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes, certains hurlent à la calomnie, c'est pourtant la vérité.

Là non plus, aucun parti ne pourra dire : nous ne savions pas, ils sont tous complices et coupables d'avoir gardé le silence. Infâme ! Et pendant ce temps-là il y a des milliers de militants honnêtes qui se battent pour défendre le véritable syndicalisme et le véritable socialisme...

1.6- Haro sur les hôpitaux publics!

Nicolas Sarkozy a insisté mardi sur la nécessité pour les hôpitaux d'améliorer leur situation financière, déclarant que la France courait le risque de perdre son autonomie si elle ne luttait pas contre les déficits.

"On va continuer à investir dans l'hôpital mais je ne peux pas rester avec les deux-tiers des hôpitaux en déficit, ce n'est pas sain", a-t-il dit lors d'une visite dans les nouveaux locaux du centre hospitalier Henri Duffaut d'Avignon. (Reuters 21.12)

2- Etats-Unis.

La population américaine s'élève à 308,7 millions d'habitants, selon les chiffres du recensement de 2010 aux Etats-Unis, qui révèlent une baisse de la croissance démographique à son plus bas niveau dans le pays depuis les années 1930. (AP 21.12)

Economie.

1- France.

1.1- En état de survie artificielle.

L'année prochaine, la France empruntera -en net- 184 milliards d'euros sur les marchés. En 2010, l'Agence France Trésor (AFT) a en emprunté 188 milliards d'euros à moyen et long terme.

Prudente, l'AFT a prévu que la charge de la dette augmenterait de 5 milliards par an au cours des trois prochaines années pour atteindre 55 milliards en 2013 contre 40,5 milliards cette année. (Lefigaro.fr 21.12)

1.2- Décidément, les capitalistes paient trop d'impôts !

«Nos sociétés payent l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur les sociétés, il y a une contribution économique territoriale (...) Enfin, bref, elles ont quand même beaucoup de taxes et beaucoup d'additions de fiscalité qui font qu'on a un taux de prélèvement sur les entreprises relativement élevé», a déclaré leministre du Budget François Baroin sur RTL.

Mais...

«*L'impôt sur les sociétés en France est un impôt qui rapporte un peu, mais qui a une élasticité très forte (...) Vous êtes en crise, vous ne faites pas de bénéfices, vous ne payez pas d'impôts*», a déclaré le ministre. «*Les entreprises ont par ailleurs un système de bénéfice mondial consolidé, donc si elles font des bénéfices à l'étranger, elles payent leur bénéfice à l'étranger*», a déclaré le ministre.

Selon un récent rapport du Conseil des prélèvements obligatoires, organe rattaché à la Cour des comptes, les entreprises du CAC 40, assujetties à un taux d'IS de 33%, ne seraient en fait taxées qu'à hauteur de huit pour cent en moyenne, contre 22% pour les Petites et Moyennes Entreprises.

Dans un «*contre-rapport*», le Medef a dénoncé un diagnostic «*erroné*», pointant des calculs fondés sur de «faux agrégats», selon lui. La présidente du Medef, Laurence Parisot, a d'ailleurs dénoncé mardi dernier une hausse «considérable» des impôts pesant sur les entreprises. (20minutes.fr 21.12)

L'idéal pour le Medef serait l'impôt zéro pour les patrons, merci on a compris.

2- Allemagne.

Avec 50 milliards de dette supplémentaire en 2010, l'Allemagne bat un triste record: celui du plus haut endettement atteint depuis la fondation de la République fédérale en 1949. Il s'élève désormais à 1791 milliards d'euros. Le ministère des Finances, qui a annoncé ce chiffre lundi, se voulait néanmoins positif: en janvier dernier, le ministre Wolfgang Schäuble prévoyait en effet d'emprunter pas moins de 80 milliards d'euros de plus cette année.

À cause de la hausse des cotisations sociales, du coût de la santé et de la baisse de certaines prestations, c'est le citoyen allemand qui porte la majorité du poids de l'effort, et de la dette. Celle-ci s'élève désormais à 21.800 euros par habitant, soit 1000 euros de plus que l'an dernier. Pour l'an prochain aussi la situation s'annonce inédite: malgré les coupes drastiques dans les programmes sociaux et la proclamation de l'intangibilité du dogme de l'équilibre budgétaire, Wolfgang Schäuble prévoit de nouveaux emprunts à hauteur de 48 milliards d'euros. Le ministre est néanmoins «*très confiant*» dans le fait que l'Allemagne remplira dès 2011 les critères de Maastricht. (Lefigaro.fr 21.12)

Le 23 décembre

Politique.

1- France.

1.1- Mediator-Terminator. Comment blanchir l'industrie pharmaceuthique et les élus de leurs crimes, mode d'emploi du Palais.

Nicolas Sarkozy a demandé mercredi la "*transparence la plus totale*" dans le traitement du dossier du Mediator.

"*S'il s'avère qu'il y a des failles dans le système, elles seront corrigées*", a dit Nicolas Sarkozy, dont les propos étaient rapportés par le porte-parole du gouvernement François Baroin.

François Baroin a rappelé que l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) devait rendre un rapport "*à la mi-janvier*" et qu'une mission parlementaire venait d'être créée.

Plusieurs anciens ministres ayant exercé des fonctions en lien avec la Santé, de droite comme de gauche, pourraient se retrouver en position délicate en fonction du développement des plaintes déposées par des victimes.

Ils affirment avoir tout ignoré des alertes lancées à partir de 1998, en particulier par l'Agence française du médicament, sur la dangerosité de ce médicament.

Le professeur Bernard Debré, député UMP, a également appelé les anciens ministres qui étaient en place durant la longue carrière du Mediator à prendre leurs responsabilités.

Il visait sans les nommer l'actuel ministre UMP de la Santé Xavier Bertrand, déjà titulaire de ce ministère entre 2005 et 2007, sa secrétaire d'Etat Nora Berra, son prédécesseur UMP Roselyne Bachelot, l'actuelle dirigeante socialiste Martine Aubry et l'ancien ministre Bernard Kouchner, notamment. (Reuters 22.12)

1- La Talonnette demande la "*transparence la plus totale*", ça c'est pour l'effet d'annonce, donner l'impression qu'on va s'attaquer à un problème, ensuite plus personne n'en parlera parce que l'on pensera qu'il a été réglé et le tour est joué, les crétins le croiront sur parole, c'est l'objectif pour avoir les mains libres et étouffer ce scandale, en réalité il faut remplacer transparence par opacité.

2- Alors que les faits sont établis, il les met en doute sur le mode de la supposition quand il dit "*s'il s'avère*", autrement dit, malgré notamment les deux rapports de la Sécu et de l'Inserm, pas de problème dans le système d'évaluation des médicaments avant de les mettre sur le marché.

3- Pour couvrir la corruption et la responsabilité des élus, quoi de mieux qu'une commission parlementaire à laquelle participera tous les partis présents à l'Assemblée nationale, comme d'habitude le linge sale se lavera en famille.

1.2- Hortefeux sera-t-il condamné une troisième fois ?

Un élu d'Europe Ecologie annonce avoir porté plainte contre le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, pour ses commentaires sur le jugement du tribunal de Bobigny condamnant des policiers. Le dépôt de cette plainte, pour "entrave à l'exercice de la justice" et "atteinte à l'indépendance de la justice", a été confirmé par une source judiciaire citée anonymement par l'AFP. Elle est actuellement "à l'étude" au parquet de Paris.

Julien Bayou, également membre du collectif Jeudi noir, espère que d'autres associations se joindront à cette démarche afin de voir sanctionné un ministre déjà condamné deux fois, pour atteinte à la présomption d'innocence et injures à caractère racial. "C'est pour lancer le mouvement. L'idée, c'est de ne pas laisser passer ce qui est, non pas un dérapage, mais un délit", a déclaré M. Bayou.

Le parquet de Paris peut ouvrir une enquête, transmettre le dossier à la cour de justice de la République, puisque Brice Hortefeux a tenu ses propos dans l'exercice de ses fonctions ministérielles, ou classer sans suite. Dans le cas d'un classement sans suite, Julien Bayou entend contester la décision du parquet au regard des décisions de la Cour de justice européenne.

Le premier ministre, François Fillon, a déclaré mardi, à l'Assemblée nationale, que Brice Hortefeux avait toute sa confiance ainsi que celle du président de la République.

2- WikiLeaks, suite.

Pour diffuser ses télégrammes diplomatiques, Julien Assange avait fait appel à plusieurs médias: le Guardian, le Monde, el Pais, le Spiegel et le NY Times. Ce mardi, s'adressant au Times, Assange leur reproche de lui avoir "*causé d'interminables problèmes*". Il déplore particulièrement le choix de ces journaux de masquer des noms qui figuraient dans les télégrammes diplomatique, alors que lui prône la transparence complète. "*Un partenariat qui a tourné au vinaigre*", conclut le Times.

Autre critique, directement adressée au Guardian: le journal anglais a eu en sa possession et relayé le rapport de police sur les accusations de sexe par surprise contre Julien Assange. "*La fuite de ce rapport était clairement faite pour saper ma liberté sous caution*", affirme-t-il.

Agacé, le fondateur de WikiLeaks affirme qu'il préfère désormais que ses informations soient publiées "*sans rédaction*". (Lexpress.fr 22.12)

3- Argentine.

L'ancien dictateur argentin Jorge Videla a été condamné, mercredi 22 décembre, à la prison à vie par un tribunal de Cordoba pour l'exécution d'opposants et d'autres crimes contre l'humanité, au terme de son premier procès depuis vingt-cinq ans.

L'ancien général, âgé de 85 ans, avait déjà été condamné à la perpétuité en 1985 lors d'un procès historique de la junte militaire pour les crimes commis sous la dictature (1976-1983), qui a fait 30 000 disparus, selon les organisations de défense des droits de l'homme. Mais la peine avait été effacée en 1990 par une grâce de l'ex-président Carlos Menem, grâce qui a été déclarée anticonstitutionnelle en 2007, une décision confirmée par la Cour suprême en avril. Cette dernière avait également abrogé les lois d'amnistie des crimes de la dictature en 2005.

Depuis, plusieurs procédures ont été engagées contre Jorge Videla, fervent catholique qui faisait figure de modéré avant de prendre la tête du putsch du 24 mars 1976 et de diriger le pays jusqu'en 1981. Ces années ont été les plus dures du régime militaire.
A Cordoba, dans le centre du pays, l'ancien général était jugé depuis début juillet avec 29 autres personnes pour l'exécution de 31 détenus politiques. Parmi les accusés, l'ancien général Luciano Menendez a été condamné pour la quatrième fois à la prison à perpétuité pour violation des droits de l'homme. (Lemonde.fr 22.12)

Mais c'est fantastique, il y a une justice dans ce bas monde... C'est ce que les esprits faibles penseront malheureusement, il faut donc procéder à une mise au point pour leur enlever tout faut espoir et corriger cette interprétation erronée de la société.

Ces faits remontent à plus de 30 ans. Depuis les militaires ont redonné le pouvoir aux représentants politiques civils du capital, au

parti de l'ordre de Carlos Menem pour commencer, puis l'alternance qui a porté au pouvoir le parti social-démocrate ne leur a causé aucun problème puisqu'il est lui-même inféodé au capital et n'entend pas s'y attaquer.

La bourgeoisie argentine estime qu'elle a plus a gagné aujourd'hui à une démocratie de façade sous couvert de collaboration de classes qu'à une dictature qui coûte cher, désorganise le fonctionnement du pays et qui plus est ne dure qu'un temps, du coup elle lâche les bourreaux qu'elles avaient porté au pouvoir dans les années 70, l'ordre capitaliste et l'Etat à son service ont été préservés, c'est l'essentiel et peu importe comment ils y sont parvenus.

Quand la bourgeoisie estime que ses intérêts fondamentaux sont menacés, elle recourt à une dictature, le reste du temps elle se contente d'institutions dites démocratiques régulant la lutte des classes en sa faveur, peu importe au bout du compte quel parti est au pouvoir du moment qu'il ne touche pas aux fondements du capitalisme...

Et puis ces procès permettent d'épargner l'instigateur et l'organisateur de ces coups d'Etat militaires et de tous ces crimes : l'impérialisme américain. Il lui était plus facile d'intervenir dans cette partie du monde dans les années 70, bien qu'il faille relativiser cette appréciation après le coup d'Etat au Honduras.

Là aussi il faut se méfier des formules toutes prêtes que l'on nous sort, car l'on peut observer que même en proie à une grave crise économique, les Etats-Unis continuent de guerroyer à travers le monde (Afghanistan, etc.) et de consacrer des centaines de milliards de dollars par an à son budget militaire.

Social.

1- France.

1.1- La classe : c'est la classe, la nôtre !

C'est un joli cadeau de fin d'année qu'ont fait les salariés de la société Adixen, filiale d'Alcatel, à leurs collègues intérimaires.

Malgré des résultats exceptionnels, la direction de la société basée à Annecy refuse en effet de verser une nouvelle prime à ses salariés qui, du coup, décident un débrayage. Après une nouvelle réunion vendredi, la direction accepte finalement le versement d'une faible somme: 100.000 euros.

Plutôt que de tous accepter une petite prime de 130 euros, les salariés ont décidé de laisser leur somme aux 245 intérimaires de la société. Ceux-ci toucheront donc 410 euros de prime, grâce à ce beau geste de solidarité. (20minutes.fr 22.12)

Notre classe est capable du meilleur comme du pire, contrairement à celle des capitalistes qui n'est capable que du pire !

Cela nous fait penser à un aspect de la grève que nous n'avons pas abordé après la mobilisation sur les retraites : la solidarité ouvrière et la caisse de secours pour les travailleurs en grève et leurs familles. C'est une question que Trotsky et Lénine avaient abordé au lendemain de la révolution d'octobre 1905 pour ne pas commettre la même erreur deux fois. Il faut dire qu'eux au moins tiraient les enseignements pratiques de chaque combat.

Ce fut une des faiblesses de 1905 qui expliqua en partie pourquoi de nombreux travailleurs s'empressèrent de reprendre le travail et pourquoi un certain nombre d'entre eux ne répondirent pas présents lors de la deuxième phase de cette révolution. Ces dirigeants indiquèrent qu'il fallait impérativement régler cette question avant le déclenchement de la grève générale si l'on voulait qu'elle dure le plus longtemps possible... La solidarité existe entre ouvriers, mais quand on est loti à la même enseigne, les moyens de subsistance viennent à manquer rapidement.

Voilà donc quatre changements radicaux à apporter au syndicalisme :

1- le refus du financement des syndicats par l'Etat, l'UE ou toute autre institution du capital ;

2- le refus des syndicats de participer au côté du gouvernement ou/et des patrons à la gestion d'organismes mis en place par l'Etat ;

3- le refus des syndicats de participer au dialogue social avec le gouvernement et le patronat, rompre toutes les relations avec eux ;

4- consacrer une partie des cotisations des adhérents à un fond de solidarité permanent pour venir en aide aux grévistes.

Qu'en pensent ceux qui se réclament d'un syndicalisme de lutte de classe ? C'est étrange, vous me corrigerez si je me trompe, il semblerait que tous les groupes de militants syndicaux qui se sont constitués ces dernières années ont systématiquement

et unanimement ignoré ces questions déterminantes pour le syndicalisme. Sur quelle ligne sont-ils donc ? Quels intérêts défendent-ils donc ? Quelles sont leurs réelles intentions ? Et les partis qui font preuve du même silence sur ces questions ? Pour ne pas froisser la susceptibilité des Thibault, Mailly et Cie ?

1.2- Enseignement. Bavardage au tour d'un amendement scélérat.

Contre l'avis du gouvernement, un amendement du sénateur Jean-Claude Carle (UMP) adopté lors du vote du budget 2011 fait basculer 4 millions d'euros de l'enseignement public vers le privé.

Réaction de Christian Chevalier, secrétaire national du syndicat enseignant SE Unsa.

On pouvait espérer que la commission mixte paritaire reviendrait sur cet amendement. Ça n'a pas été le cas. Il s'agit d'un siphonnage de quatre millions d'euros prévus pour l'enseignement public, qu'on fait basculer dans l'enseignement privé. Tout cela dans un contexte où l'enseignement public est mis à mal avec la suppression de 16 000 emplois à la rentrée 2011. Avec cet amendement, c'est 250 postes supplémentaires qu'on supprime. L'enseignement privé est donc privilégié, il l'était déjà.

Depuis trois ans, l'enseignement privé est particulièrement privilégié et ce sont les deniers du contribuable qui sont mis à contribution.

Question de Publicsénat.fr : Espérez-vous encore que d'une manière ou l'autre l'on puisse revenir sur cette mesure ?

Réponse : On va être attentif à ce qui va se passer au niveau du Conseil constitutionnel. (Publicsénat.fr 22.12)

Ils n'ont même pas besoin de leur forcer la main pour les intégrer à l'Etat, en légitimant les institutions ils légitiment par avance les mesures réactionnaires qu'elles sont amenées à prendre, de l'extérieur ils font très bien le sale boulot ! Avis aux opportunistes professionnels qui se félicitent que les syndicats n'aient pas été intégrés à l'Etat en 1969.

2- Grèce. L'intérêt général : c'est l'intérêt de l'aristocratie financière !

Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues d'Athènes mercredi pour protester contre le budget d'austérité 2011 qui devait être voté dans la soirée par le parlement grec.

Aux cris de "*On n'en peut plus*", trois mille manifestants se sont rassemblés devant le parlement dans une capitale où les transports publics étaient paralysés par la grève.

Deux milliers de personnes ont participé à une marche parallèle contre l'austérité mais la participation était légèrement inférieure aux précédentes journées de mobilisation.

"*Le gouvernement ne va pas changer de politique simplement parce que nous descendons dans la rue*", selon Susanna Apostolaki, une secrétaire de 43 ans.

"*Tout le monde doit faire preuve de responsabilité (...) l'Etat dispose des pouvoirs nécessaires pour préserver l'intérêt général*", a déclaré le porte-parole du gouvernement, George Petalotis, dans une interview télévisée.

Ce mois-ci, des manifestants ont déjà affronté la police et incendié des voitures et un hôtel du centre d'Athènes tandis que 50.000 personnes ont défilé contre les mesures d'austérité. (Reuters 22.12)

3- Italie.

Des milliers d'étudiants italiens ont manifesté ce mercredi pour protester contre une réforme de l'Université censée être définitivement adoptée dans la journée par le Sénat.

Avec un taux de chômage avoisinant les 25%, voire 35% dans le Sud, la bataille autour de la réforme de l'université s'est transformée en caisse de résonance du mécontentement et de l'inquiétude de la jeunesse italienne face à l'avenir.

La réforme prévoit une diminution du nombre des facultés et des filières et une baisse des montants alloués aux bourses. Elle établit des délais pour la recherche, entraîne une refonte du système d'admissions, renforce le rôle du secteur privé dans la gestion des universités et limite la durée du mandat des recteurs.

Le gouvernement affirme que cette réforme permettra l'instauration d'un système universitaire davantage fondé sur le mérite et mieux adapté aux besoins des employeurs.

Pour leurs détracteurs, dont beaucoup ne contestent pas la nécessité d'une réforme de l'Université, les mesures proposées par le gouvernement consistent simplement à réduire le financement du système universitaire, ce qui pourrait nuire aux capacités de recherche du pays. (Lexpress.fr 22.12)

4- Inde.

Répondant à un appel de l'opposition indienne, près de 20.000 personnes ont manifesté mercredi dans les rues de New Dehli afin de protester contre la hausse des prix et la corruption.

La coalition du Premier ministre Manmohan Singh se trouve dans une situation délicate depuis plusieurs semaines en raison d'un vaste scandale de corruption présumée, auquel certains de ses membres auraient pris part. Parallèlement, la hausse subite des prix des denrées alimentaires a suscité la colère de nombreux Indiens.

Invités à se mobiliser par la principale formation d'opposition indienne, le Bharatiya Janata Party (BJP), les manifestants ont défilé dans les rues de New Dehli en chantant des slogans accusant le gouvernement d'être inefficace dans sa lutte contre la corruption.

Parmi ces manifestants se trouvaient de nombreuses femmes et des enfants, qui portaient des guirlandes d'oignons autour du cou pour symboliser l'inflation enregistrée ces derniers mois, notamment sur les denrées de base.

"*Ceci est l'illustration de la colère du peuple, le début d'une vaste vague de manifestations à l'échelle du pays contre la corruption et l'inflation*", a déclaré à des journalistes un porte-parole du BJP, Prakash Javdekar.

Le gouvernement indien a supprimé mercredi une taxe sur les oignons, un des légumes les moins chers et les plus consommés en Inde, mais dont le prix, lorsqu'il augmente trop, inquiète les hommes politiques car il peut faire perdre les élections.

Le kilo d'oignons se vend actuellement à environ 80 roupies (1,35 euro), contre 35 à 40 roupies quelques jours auparavant. Les informations liées à cette hausse brutale font la Une des journaux.

Le Premier ministre indien Manmohan Singh a fait part de sa «*grave préoccupation*» et appelé à des mesures pour réduire le prix.

Le gouvernement a décidé mercredi de supprimer la taxe à l'importation pour ce bulbe.

Le prix de l'oignon peut avoir des conséquences douloureuses pour les hommes politiques, un phénomène baptisé par les médias «le facteur oignon».

En 1998, après une très forte hausse du prix, le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) avait perdu les élections locales à Delhi. En 1980, «le facteur oignon» avait été invoqué pour expliquer la défaite d'un parti aujourd'hui disparu, le parti Janata, lors d'élections parlementaires.

Le gouvernement indien, qui tente en outre de contenir l'inflation, a déjà interdit les exportations de bulbes, mais a prévenu que les prix risquaient de rester élevés encore plusieurs semaines, en raison de pluies inhabituelles dans la région productrice.

Pour répondre à la demande, l'Inde a augmenté ses importations depuis le Pakistan. «*La taxe sur les importations d'oignon a été ramenée à zéro*», a déclaré à la presse le Secrétaire aux Finances Ashok Chawla.

Cette augmentation du prix intervient sur fond de hausse généralisée des prix des produits alimentaires (10% en un an), plaçant en grande difficulté les nombreux Indiens aux revenus très faibles. (Reuters et Libération.fr 22.12)

Magueswary, mon épouse, est intarrissable sur le prix des oignons ! Elle en a acheté hier à 20 roupies le kilo, un vrai bonheur ! Pondichéry n'est pas Delhi où le coup de la vie y est beaucoup plus cher.

En lisant cet article on pourrait croire que les travailleurs indiens se mobilisent avec leurs partis. C'est comme si vous manifestiez avec l'UMP contre le Modem au pouvoir !

Le Bharatiya Janata Party est un parti bourgeois ultra nationaliste associé à deux partis hindous radicaux (VHS et RSS) qui prônent l'expulsion des 100 à 150 millions de musulmans vers le Pakistan à défaut de pouvoir les exterminer. Accusé par un ex-commissaire de police de Mumbai d'avoir infiltré les services secrets indiens, il serait coresponsable avec les services secrets pakistanais des attentats de Mumbai en 2008 pour déstabiliser le gouvernement en place.

Quant à la corruption, elle est à tous les étages de la société, l'Inde est un pays corrompu jusqu'à l'os et ce n'est pas nouveau !

Economie.

1- Marché.

Un seul négociant détient entre 80 et 90% du cuivre coté au London Metal Exchange (LME), a affirmé mardi le Wall Street Journal sur son site internet.

Sans affirmer qu'il s'agissait de la banque d'affaires américaine JPMorgan, le Wall Street Journal a rappelé que celle-ci «*avait récemment une position importante dans le cuivre*». Le cours de ce métal a battu mardi un nouveau historique à Londres, à 9.353,50 dollars la tonne.

Il n'est pas rare que le marché de certains métaux au LME soit dominé par un acteur unique, qui agit pour le compte de divers clients, a relevé le quotidien: c'est le cas actuellement de l'aluminium, contrôlé à 90% par un seul négociant, et du nickel, du zinc et des alliages d'aluminium, dont 50 à 80% appartiennent à une seule entité également.

De telles prises de positions sont légales, tant que les régulateurs en sont prévenus. (Libération.fr 22.12)

2- France.

Sur les 12 derniers mois, le chiffre des défaillances d'entreprises a atteint 62.378. Les niveaux de défaillances reste supérieur de 22% à son niveau de 2007 selon l'assureur crédit Coface. (Reuters 22.12)

3- Belgique.

La Belgique doit prendre des mesures d'austérité début 2011 faute de quoi elle sera la cible d'attaques spéculatives, estime le ministre des Finances Didier Reynders.

Les dissensions politiques et une dette publique qui atteint près de 100% du PIB inquiètent les investisseurs. (Reuters 22.12)

4- Espagne.

Le chef du gouvernement espagnol José Luis Zapatero a estimé mercredi qu'il faudrait encore cinq ans à son pays pour se remettre de la crise financière et de l'éclatement de la bulle immobilière. (AP 22.12)

5- Grande-Bretagne.

Déficit public élevé, inflation galopante, chômage en hausse: le Royaume-Uni finit l'année au plus bas. Et 2011 sera «difficile», a annoncé le gouvernement. (20minutes.fr 22.12)

6- Etats-Unis.

Au total, selon le Financial Report of the United States, la dette publique fédérale a atteint 13.473 milliards de dollars (10.300 milliards d'euros). Elle était de 11.456 milliards de dollars il y a un an.

Le déficit, qui tient compte des intérêts sur la dette et du coût des dépenses sociales, ressort à 2.080 milliards de dollars pour l'exercice clos le 30 septembre, contre 1.253 milliards de dollars l'année précédente.

Le déficit budgétaire proprement dit s'est réduit à 1.294 milliards sur l'exercice 2010, contre 1.417 milliards de dollars en 2009. (Reuters 22.12)

Le 24 décembre

J'ai rectifié le lien vers le dernier numéro d'Informations ouvières, mes excuses.

Tous les ingrédients de Noël ont une origine païenne, ils ont été récupéré en vain par l'église catholique, puisque le majorité de

la population s'en détourne pour ne penser qu'à ripailler en famille ou entre amis, et se faire éventuellement des cadeaux pour oublier les privations ou les frustrations en tous genres qui ont ponctué l'année qui s'achève, quand on en a les moyens.

Pour renouer avec une vieille tradition héritée du bolchevisme, nous saluons à cette occasion nos camarades chrétiens et communistes, quelle horreur !

Ce n'est pas de la provocation, tout d'abord cette référence est exacte, je vous invite à le vérifier et à y réfléchir, ensuite nous estimons que le combat pour le respecter de la laïcité s'inscrit uniquement pour un militant ouvrier dans le cadre du combat pour le socialisme, contrairement à d'autres que nous ne citerons pas ici tellement nous avons honte pour eux, nous ne concevons pas le combat pour la défense de la laïcité au côté des Borloo et Cie. ou des représentants du capital.

Si nous nous amusions à faire la liste des valeurs ou principes communs à toutes les classes, nous finirions par en trouver tellement qu'il n'y aurait plus qu'un tout petit pas à franchir pour embrasser l'intérêt général cher à Sarkozy et à tous les chefs d'Etat qui appliquent une politique d'austérité en Europe et qui s'en réclament actuellement, c'est à croire qu'ils se sont donnés le mot !

Bien entendu, tout le monde ne leur donne pas les mêmes contenus et chacun a le droit de s'en réclamer, l'essentiel n'est pas là, il réside pour les militants marxistes-révolutionnaires dans la nécessité d'aider les travailleurs à définir où se situe précisément la frontière entre les classes, afin de ne pas confondre leurs intérêts avec ceux de leur ennemi, bref, d'y gagner en indépendance de classe pour mener leur combat, puis pour rompre avec le capital et ses institutions politiques, vous admettrez que c'est une condition indispensable à remplir pour aller vers le socialisme.

Le meilleur moyen de combattre pour le respect des valeurs ou principes dont nous nous réclamons ou encore pour défendre nos droits sociaux, consiste à nous tourner résolument vers l'avenir et à combattre pour le socialisme, après tout ne dit-on pas que le capitalisme a fait son temps et tout son fatras réactionnaire avec lui ?

La classe est debout, elle a démontré qu'elle était pratiquement prête à se mettre en marche, il ne lui reste plus qu'à trouver dans quelle direction elle doit s'orienter pour renverser tous les obstacles qui se dressent sur son chemin et qui l'empêchent d'avancer vers son objectif : la prise du pouvoir.

En 2011, en avant résolument vers le socialisme, cette année constituera une nouvelle étape de la révolution socialiste internationale, on ne peut pas, on n'ose pas imaginer qu'il en sera autrement.

Bonne soirée à tous les camarades, sans rancune évidemment, c'est un sentiment qui m'est étranger, et bon week-end.

Les questions tabous du jour.

Qui décide de la politique d'austérité dans chaque pays, le FMI, l'UE ou les différents gouvernements, les Etats sont-ils encore souverains ? Réponse de Christine Lagarde dans un entretien à la Süddeutsche Zeitung : "*Je ne pense pas qu'il soit possible d'ôter aux Etats la souveraineté sur leurs budgets mais nous pourrions nous coordonner les uns avec les autres lorsque nous élaborons nos législations fiscales.*" (La Tribune 22.12)

Alors pourquoi ne pas engager le combat en direction du gouvernement et du parlement qui vote ce budget d'austérité ? Pourquoi ne pas les désigner comme responsable de la politique qu'ils appliquent pour le compte des capitalistes? A bas Sarkozy et son gouvernement minoritaire et illégitime, à bas les institutions de la Ve République des banquiers et des capitalistes, il faut les chasser du pouvoir, tout le pouvoir aux travailleurs !

Cette question s'adresse aux dirigeants du POI, du NPA et de LO. En l'absence de réponse à cette question, de mots d'ordre politiques, que valent les appels à l'unité, à rejetter le consensus, la dette : c'est tout simplement du vent et de la gesticulation pour occuper les militants pendant que le train-train de la Ve République poursuit tranquillement son cours...

Nouvelles du fond de commerce des syndicats ou comment les syndicats et les partis sont corrompus et comment ils collaborent à la subordination de la classe ouvrière au capitalisme.

- Le comité d'entreprise géré par la CGT, perçoit 1% du chiffre d'affaires d'EDF, soit 470 Millions, avec près de 4000 collaborateurs.

- France Telecom : budget 160 millions d'euros, 200 collaborateurs

- Air France : 93 millions en cessation de paiement a dû faire un pret de 145 millions

- SNCF: 92 millions, 980 collaborateurs

- RATP : 83 millions, 300 collaborateurs

Voilà autant de "*collaborateurs*", de syndiqués qui n'ont évidemment aucun intérêt à s'opposer à la ligne politique de collaboration de classe des appareils, ils seraient obligés de retourner gratter, et cette liste est très loin d'être exhaustive, combien de milliers et de milliers de syndiqués sont dans la même situation ?

Décidément le capital savait ce qu'il faisait en créant les comités d'entreprise.

A la liste des changements radicaux à apporter au syndicalisme que j'ai commencé à établir hier, il faut rajouter la liquidation du CE tel qu'il existe aujourd'hui et lui substituer une simple information économique à destination du personnel des entreprises. On pourrait ajouter que le 1% du chiffre d'affaires des entreprises réservé au CE servirait à augmenter les salaires inférieurs à 2.000 euros net.

Voilà pour la rupture entre le capital et le travail ! Qu'en disent les partisans d'un syndicalisme de lutte de classe ? Rien sans doute ou ils la ferment, comme d'habitude, cherchez l'erreur !

Politique.

1- France.

1.1- Karachigate, Sarkozy mouillé jusqu'au cou, l'étau se resserre !

L'affaire Karachi ne "*concerne en rien*" Nicolas Sarkozy. Rappelez-vous les propos de l'Elysée il y a quelques temps dans cette affaire.

Jeudi, on apprend en effet que l'ancien numéro 2 des services secrets français (DGSE), Alain Juillet, "*aurait été mandaté en juin 2008 par l'Elysée pour négocier avec l'ancien dirigeant d'une société écran de la Direction des constructions navales (DCN)*", révèle le site Mediapart.

Cette société, dirigée par Jean-Marie Boivin, "*menaçait de faire des révélations sur les dessous politico-financiers de grands contrats d'armement, s'il ne lui était pas versé une indemnité de 8 millions d'euros*".

Une histoire de gros chantage en quelque sorte. Racontée par Alain Juillet au juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke la semaine dernière.

Voici une partie de ce témoignage rapporté par Mediapart :

"*Début juin 2008, Bernard Delpit, adjoint de François Pérol à l'Elysée (M. Pérol était alors secrétaire général adjoint de la présidence, NDLR) me (Juillet) téléphone et me dit : 'On a un problème. Quelqu'un (Boivin) nous a écrit en nous demandant des indemnités très importantes. Est-ce que vous pouvez voir ce qu'il y a derrière tout cela ?'*".

Juillet affirme "*avoir obtenu le feu vert de l'Elysée*" pour négocier directement avec Boivin, précise Arrêt Sur Images.net. (Lepost.fr 23.12)

1.2 - Le "***coeur à gauche***", le "***portefeuille à droite***".

Selon Jacques Séguéla, invité de Questions d'Info LCP/France Info/AFP, Dominique Strauss-Kahn "*va devoir choisir entre être un homme de droite ou être un homme de gauche*". "*Car si vous représentez la gauche, il faut être réellement de gauche. Il faut être de gauche dans ses tripes. La gauche d'aujourd'hui n'est pas celle de Mitterrand qui était une gauche qui avait le coeur à gauche et le portefeuille à droite*" a-t-il ajouté. (Lexpress.fr 23.12)

Voilà une caractérisation de la "*gauche*" qui correspond assez bien à ce qu'elle est en réalité, une imposture permanente.

Le "*coeur*", c'est la bonne conscience du petit-bourgeois, son côté humaniste à cent balles, au-delà c'est trop cher ! ; son intérêt vulgaire pour les petites gens... qui doivent tout de même rester à leurs places ; son penchant pour la laïcité qui va de paire avec son goût pour la liberté... pour lui-même évidemment ; les valeurs de la république, qui même étriquées ou piétinées lui permettent de s'épanouir, et tant pis si ce n'est pas le cas de la plèbe que finalement il déteste autant que les bourgeois qu'il jalouse...

Séguéla le grand bourgeois a soutenu Mitterrand et maintenant il soutient Sarkozy, c'est dans l'ordre des choses !

2- Côte-d'Ivoire.

Jean-François Probst, un ancien collaborateur de Jacques Chirac à Matignon et au RPR et accessoirement blogueur sur Bakchich, n'y va pas par quatre chemins : Alassane Ouattara, le rival de Gbagbo, est manipulé par la CIA, et Nicolas Sarkozy, par son incompétence, fait le jeu des Américains. Et il le dit de la manière la plus crue et directe possible :

« *Il est évident que depuis longtemps la CIA téléguide avec quelques longues cornes, et assez facilement semble-t-il, le couple Alassane et Dominique Ouattara…*

Les rebelles du nord sont manipulés de l'extérieur, et pas seulement par l'islam avec Al Qaeda, des islamistes du nord de l'Afrique qui voudraient bien pousser jusqu'au Sud.

Tout cela est un imbroglio dans lequel les Etats-Unis nagent comme d'habitude à contre-courant. […] Tout le monde fait la danse du ventre autour de la Côte d'Ivoire, mais les Etats-Unis, avec leurs manières lourdingues et "obamesques", un peu comme Bush le faisait en Irak, arrivent à entraîner derrière eux des petits satellites ou des vassaux.

Malheureusement pour mon beau pays de France, que le général de Gaulle avait fait sortir du commandement intégré de l'Otan, le président Sarkozy a réintégré l'Otan. »

Il a quelques amabilités pour l'actuel président de la République :

« *Le président Sarkozy est à la traîne des Etats-Unis et la France est un wagon de queue de la grosse locomotive américaine. […]*

Nicolas Sarkozy pourra de façon grossière et indécente s'agiter, vociférer, s'ingérer dans les affaires intérieures de la Côte d'Ivoire, mais il n'aura que des réponses cinglantes des Ivoiriens qui lui répondront que la Côte d'Ivoire n'est pas une sous-préfecture française.

Donc, de grâce, que les Américains, que la France de monsieur Sarkozy, que l'Europe de messieurs Baroso et Van Rompuy, se calment et s'abstiennent de commentaires vasouilleux et menaçants. […]

Ce garçon a trop tété le biberon de Charles Pasqua et il est le roi de la rodomontade. La politique étrangère, cela nécessite du calme, de la hauteur de vue et de la discussion. […]

Ne négligeons pas le fait que 60% des Ivoiriens ont moins de 20 ans. Ne négligeons pas que, comme les gaullistes de la Résistance, ils ont envie de s'opposer aux colonisateurs et au totalitarisme…

Seulement, les Chinois ont une diplomatie un peu plus intelligente que la nôtre… Actuellement, ce n'est pas difficile, parce que des crétins gèrent notre approche française de l'Afrique. »

Jean-François Probst n'a pas tenu ces propos incendiaires n'importe où, mais sur une modeste radio basée à La Baule, Kernews 91.5 FM, animée par Yannick Urrien, un ancien de l'UNI et de Radio Courtoisie, dont les amis sont l'aile dure de l'UMP. (Rue89 23.12)

Rue89 qui se présente volontiers à "*gauche*" est à vomir. Les champions de l'amalgame pourri.

Ils reproduisent les propos de ce M. Probst parce que, je cite Rue89 : ils "*font le tour du Web*" pour ensuite le présenter comme un personnage infréquentable, d'extrême droite, histoire de porter le discrédit sur ce qu'il dit de la Côte-d'Ivoire qui ne correspond pas vraiment à la position de Sarkozy, et comme si cela ne suffisait pas à vous convaincre qu'il faut adopter la position de Sarkozy qui estime que Ouattara serait préférable à Gbagbo, Rue89 cite ensuite l'avocat Marcel Ceccaldi, "*un proche de Jean-Marie Le Pen*" qui partagerait les convictions de M. Probst, et pour enfoncer le clou et donner un air de légitimité à Ouattara que soutient Rue89, ils citent Antoine Glaser, ancien rédacteur en chef de *La Lettre du Continent*, pour lequel "*ces hommes sont issus de milieux « souverainistes » et « lepénistes », de droite et d'extrême droite, guidés par un fort sentiment anti-américain et qui rejettent Ouattara, un ancien haut-fonctionnaire du FMI, pour cette raison*", autrement dit, il ne faut accorder aucun crédit à leurs propos, seuls ceux en faveur d'Ouattara devraient retenir notre attention, au passage rajoutons que Sarkozy, Obama, le FMI et l'UE ne seraient pas vraiment de "*droite*", mais non, mais non ! Et lorsque Rue89 a indiqué que M. Probst était "*accessoirement blogueur sur Bakchich*", c'était uniquement pour dénoncer ce site concurrent afin de le mettre à l'index.

On comprend pourquoi le Palais subventionne ce genre de sites Internet !

Social.

Ghettoïsation, discrimination, injustice.

43% des jeunes actifs (37% des jeunes actives) habitant dans les quartiers pauvres sont au chômage. C'est le chiffre alarmant qui ressort du nouveau rapport de l'Observatoire national des Zones urbaines sensibles (Onzus), remis ce jeudi remis au ministre de la Ville Maurice Leroy.

Sur une population active potentielle de 250 000 jeunes entre 15 et 24 ans, 100 000 sont au chômage, a détaillé la présidente de l'Onzus, Bernadette Malgorn. Au total, le taux de chômage a grimpé à 18,6% en 2009, contre 16,9% en 2008, dans les 751 quartiers retenus par les pouvoirs publics comme cibles prioritaires de la politique de la Ville.

Il dépasse les 17% enregistrés en 2003 au moment de la mise en place de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, dont l'objectif était de réduire significativement les inégalités en banlieue sur une période de cinq ans.

Les Zus «*sont des territoires où les Français nés de parents français sont nettement sous-représentés*». En Île-de-France, «*certains quartiers sont caractérisés par une très forte proportion de populations d'origine étrangère*».

Le rapport souligne une situation «*particulièrement difficile*» des femmes d'origine étrangère: alors que l'inactivité des femmes est en baisse, une femme née à l'étranger de parents étrangers «*a quatre fois moins de chances d'être en emploi lorsqu'elle habite en Zus*».

Conséquence: ces quartiers concentrent deux fois plus d'allocataires des minima sociaux, deux fois plus de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et trois fois plus de bénéficiaires de la Couverture maladie universelle (CMU) que dans le reste du territoire.

Le revenu fiscal moyen de la population des Zus en 2007 s'élevait à 60% de celui de leur unité urbaine, et dans les quartiers les plus modestes à seulement 50%. En 2008, les deux tiers des habitants des Zus étaient connus des Caisses d'allocations familiales (CAF) et plus d'un allocataire sur quatre appartenait à une famille monoparentale.

En introduction du rapport, Bernadette Malgorn écrit que «*chaque année, 7% des habitants quittent le quartier et sont remplacés par de nouveaux habitants, généralement en situation de précarité accrue par rapport aux partants*». (Libération.fr 23.12)

Ils excluent de la société des couches entières du prolétariat qui pour survivre doivent bien se débrouiller, y compris en recourant à des moyens illégaux ou sanctionnés par leurs lois, ensuite ils les jettent en pâture à la vindicte publique ou s'en servent comme boucs émissaires quand ils sont en difficulté ou en campagne électorale et la boucle infâme de la réaction est bouclée, pour justifier le renforcement de l'arsenal répressif de l'Etat qui servira le moment venu contre le mouvement ouvrier et l'ensemble de la classe ouvrière.

Economie.

1- Irlande.

L'Irlande a annoncé jeudi qu'elle allait injecter 3,7 milliards d'euros dans Allied Irish Banks (AIB), ce qui la conduira à nationaliser la banque avec une participation à hauteur de 93%.

AIB devra lever 6,1 milliards d'euros supplémentaires d'ici fin février pour atteindre un ratio de capital Tier 1 de 14%.

"*Ce capital est essentiel pour permettre à AIB de remplir son rôle de soutien de l'économie irlandaise*", souligne le ministre Brian Lenihan dans un communiqué.

Le gouvernement ordonnera en outre l'injection de nouveaux fonds dans Bank of Ireland et Irish Life & Permanent si elles ne parviennent pas à lever des capitaux privés. "*En l'absence de financements privés nous devrons les capitaliser elles aussi*", a-t-il ajouté. (Reuters 23.12)

2- Grèce.

Les parlementaires grecs ont adopté jeudi un budget pour 2011 imposant une nouvelle vague de réduction des dépenses publiques et de hausse des impôts quelques heures après de nouvelles manifestations antigouvernementales à Athènes.

Cette adoption est intervenue quelques heures après que des milliers de manifestants ont défilé dans les rues d'Athènes aux cris de "*On n'en peut plus*".

La politique d'austérité est menée conformément au soutien financier apporté par l'Union européenne et le FMI pour aider la Grèce

à redresser ses comptes publics et éviter à la zone euro une contagion de la crise de la dette souveraine.

Le gouvernement a menacé mercredi d'interrompre par la force le mouvement de grève des conducteurs de bus et de métro à Athènes en invoquant une législation d'exception utilisée cette année pour briser d'autres grèves dans les transports, notamment de la part des chauffeurs de poids lourds.

"*Tout le monde doit faire preuve de responsabilité (...) l'Etat dispose des pouvoirs nécessaires pour préserver l'intérêt général*", a déclaré le porte-parole du gouvernement, George Petalotis, dans une interview télévisée.

Les créanciers de la Grèce l'invitent à renforcer sa politique d'austérité.

En raison notamment de cette rigueur, l'économie grecque devrait se contracter d'environ 3% en 2011 après une baisse de 4,2% en 2010. Le taux de chômage devrait atteindre un niveau record, à 14,6%, après 12,1% cette année. (Reuters 23.12)

3- Portugal.

Fitch Ratings a abaissé jeudi la note souveraine du Portugal à A+ contre AA-, en raison du ralentissement du déficit des comptes courants et d'un environnement de plus en plus difficile pour le financement des banques et de l'Etat.

"*Un échec dans l'accomplissement des objectifs principaux du budget 2011 et en matière de déficits structurels fragiliserait la confiance à l'égard de la soutenabilité à moyen terme des finances publiques*", explique Fitch. (Reuters 23.12)

4- Hongrie.

L'agence Fitch a abaissé d'un cran jeudi la note à long terme de la Hongrie en raison d'un risque de détérioration de la situation budgétaire du pays, le jour où les parlementaires hongrois ont adopté un budget 2011 censé ramener le déficit public sous les 3% du PIB pour la première fois depuis 2004.

L'abaissement de la note souveraine de la Hongrie par Fitch, de "BBB" à "BBB-", est assorti d'une perspective négative. L'agence de notation a expliqué qu'il reflétait une détérioration de la situation budgétaire sous-jacente à moyen terme.

"*Le nouveau gouvernement Fidesz a jeté les bases d'un projet de budget qui va dans la mauvaise direction*", estime Fitch.

Le budget 2011 prévoit de relever certaines taxes, en particulier celles qui pèsent sur les groupes étrangers, et de puiser jusqu'à 14 milliards dans les fonds de pension de retraite privés, qui ont déjà déploré une réforme du système de retraite équivalent, selon eux, à une nationalisation. (Reuters 23.12)

Le 25 décembre

Je viens de m'apercevoir que je me suis trompé de date deux jours de suite, je viens de rectifier ! J'ai rajouté 3 contributions de tendances ou courants du NPA. Mes salutations fraternelles au passage à ces camarades pour la nouvelle année. Avec les camarades du POI et de LO vous faites vraiment un boulot formidable pour la classe, sincèrement. On polémique, on n'est pas toujours d'accord, mais on n'a pas le droit de se détester comme nous y encouragent les dirigeants, c'est un comportement méprisable ; j'ai peut-être une mauvaise mémoire, mais je me souviens encore parfaitement comment on traitait les autres militants quand je militais à l'OCI, 24 ans plus tard l'un d'entre eux me traitera encore d'ennemi de la classe ouvrière et de son cher parti, le PT, pour dire que je n'invente rien malheureusement, j'en ai encore honte.

Contrairement au courriel que j'ai reçu avant-hier d'un sympathisant du POI, je ne confonds pas le gouvernement PS-PCF et le front unique, il me prend pour un abruti, normal puisque c'est le seul argument que son auteur a trouvé à m'opposer, autant dire du vent. Je ne fais pas non plus un amalgame entre les dirigeants et les militants, je sais l'importance de la direction du parti, encore faut-il qu'elle soit à la hauteur de ses responsabilités. Vous savez pourquoi et comment Lénine a retourné comme une crèpe le comité central du parti bolchevik en sa faveur en moins d'un mois en avril 1917 ? Parce que la majorité des militants de base et des cadres du parti qui étaient en contact avec les ouvriers des usines soutenaient la ligne politique de Lénine, du coup les capitulards Kamenev, Zinoviev et Staline notamment n'ont pas eu d'autre choix que de se rallier à Lénine.

Que les dirigeants du POI, du NPA et de LO se montrent à la hauteur des responsabilités qu'ils prétendent être capables d'assumer et nous changeront d'attitude à leur égard, et s'ils n'en sont pas capables qu'ils se démettent ou forme une direction collective. Quand on s'intéresse aux dirigeants, on a tendance à ne considérer que la ligne politique qu'ils défendent, à laquelle on adhère, que l'on partage ou que l'on conteste, on en oublie qu'une ligne politique ne fait pas d'un militant un dirigeant, pas plus un

programme ne suffit à caractériser un parti et sa direction, qu'il lui faut beaucoup d'autres qualités qu'il n'a pas forcément, ce que l'on découvre un peu tard ou quand il est trop tard. On a acquis une sérieuse expérience dans ce domaine, il ne s'agirait pas de perpétuer à l'infini les erreurs du passé, erreurs que l'on n'a pas toujours pu ou voulu combattre, que Lénine n'avait pas perçue assez rapidement dans le cas de la création de la fonction de secrétaire général du parti bolchevik et que la maladie et la mort prématurée l'ont empêché de combattre, que Trotsky a toujours combattu lorsqu'il était devenu impossible de l'ignorer, je pense évidemment à Staline, cette "*imminente médiocrité*".

Tout ce qu'on demande aux dirigeants, c'est qu'ils proposent à la classe ouvrière et à l'avant-garde révolutionnaire des objectifs politiques pour lesquels combattre et sur lesquels l'unité est susceptible de se réaliser, l'unité de la classe et des masses avec leurs organisations et partis qui se battent pour renverser le régime en place, un objectif dont peuvent se saisir des intersyndicales d'entreprises ou d'administrations, des unions locales, départementales ou fédérales, des sections de partis, l'ensemble de leurs délégués constituant l'équivalent d'un soviet ou conseil ouvrier appelé à prendre le pouvoir, à constituer l'un des piliers du nouvel Etat ouvrier et socialiste.

L'unité, mais pas dans n'importe quelle condition ou avec n'importe qui pour faire n'importe quoi, l'unité des éléments les plus avancés de la classe et des masses organisés ou non dans des syndicats ou des partis, et non l'unité des appareils pourris des syndicats et des partis, sur la base de revendications sociales et d'objectifs politiques, dont la liquidation des institutions de la Ve République pour remettre en cause les fondements du capitalisme.

On nous opposera qu'ils ne seront pas forcément d'accord pour s'engager dans cette voie, mais ont-ils vraiment le choix s'ils veulent continuer le combat, et puis, qui leur proposera un autre cadre sérieux pour le mener, personne, aucun parti, si maintenant il était impossible qu'ils y adhèrent - car il ne s'agit évidemment pas de tenter de leur imposer, cela signifierait seulement que l'on n'a pas trouvé les arguments adéquats pour les convaincre que c'est la seule voie possible pour aller de l'avant, qu'il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme que le socialisme. Il faudrait savoir : est-ce qu'ils sont vraiment l'avant-garde de la classe et des masses, oui ou non ? Si c'est oui, l'idée de la révolution ne les effraiera pas, dans le cas contraire se serait se destiner à vouloir regrouper une bande de cloportes réformistes qui ne pensent qu'à leur gamelle et soutiennent finalement le régime capitaliste, cela ne présenterait aucun intérêt.

Voilà qui est clair, net et précis, il y en a marre des arguments bidons ou superficiels, à l'emporte-pièce, démagogiques, qui font la part belle aux illusions et permettent ensuite de manoeuvrer en coulisse pour justifier des positions opportunistes et une ligne politique erronée.

Autre chose. A propos du site.

Les articles de presse et les causeries de 2010 seront disponibles au format pdf avec des liens renvoyant à chaque mois de l'année le 1er ou le 2 janvier, je vais passer le réveillon de fin d'année tout seul donc j'aurai le temps de bosser. J'ai déjà préparé les pages d'accueil des différentes rubriques pour 2011.

J'ai voulu souscrire un abonnement Internet à une autre société, Airtel, pas de bol, leur serveur est apparemment saturé et il faudra attendre un ou deux mois. En Inde, on passe son temps à attendre ! Avec deux connections et deux ordinateurs, je ne serai plus jamais en panne pour actualiser le site, à moins qu'un jour OVH vire le site de son serveur, mais c'est une autre histoire.

Avant-hier, c'est Apple qui s'est débarrassée de Wikileaks sous prétexte qu'il ne respectait pas leur charte. Ces gens-là n'ont pas les mêmes scrupules envers les sites pédopornographiques, fascistes, etc. Il ne faut pas rêver, le jour de la révolution on se retrouvera tous face à un écran blanc, il nous restera le bon vieux papier, en attendant je me retrouverai réduit au silence, quelle aubaine pour mes détracteurs, on règlera nos comptes plus tard, qu'ils ne se réjouissent pas trop vite.

Même si nous avions un parti et suffisamment d'argent pour acheter un serveur et gagner en autonomie, on se retrouverait dans la même situation, car ils nous couperaient l'accès au satellite. Quand on se lancera à l'assaut du pouvoir, en plus des institutions, de la Bourse, des chaînes de télévisions et de radios, des casernes et des dépôts d'armes, etc, il faudra penser aussi à mettre la main sur les sociétés qui possèdent ou gèrent les satellites, ainsi que celles qui hébergent nos sites Internet.

J'ai jeté un coup d'oeil aux statistiques de fréquentation du site, le nombre de visites est stable avec une légère progression depuis septembre. J'ai toujours autant de mal à les interpréter, car il y a plein de visites parasites, par exemple les robots des principaux moteurs de recherche. Sur environ 2.300 visites par mois, 60% seulement concernent la France, sur les 40% restant, une grande partie vient des Etats-Unis et de la Russie, le reste d'une quarantaine de pays un peu partout dans le monde, des expatriés sans doute.

OVH indique que ces 2.300 visites correspondent à des internautes différents, ils indiquent que ce sont des visiteurs uniques, par contre je ne sais pas s'ils attribuent une seule et unique IP (adresse anomyme correspondant à votre adresse électronique) à un internaute qui se connecte plusieurs fois par mois au site à partir du même ordinateur ou s'ils attribuent une nouvelle IP à chaque connection. Dans le premier cas, il y aurait environ 1.300 militants différents qui se connecteraient au site, et dans le second moins d'une centaine, ce qui n'est pas vraiment la même chose, sachant que certains se connectent tous les jours ou

presque. Si 40 militants se connectaient quotidiennement et qu'à chaque fois OVH les comptaient comme de nouveaux internautes en leur attribuant une nouvelle IP, ils correspondraient à eux seuls aux 1.300 visites, mais cela me paraît peu vraisemblable, car même si les milliers de militants qui connaissent le site ne partagent pas les positions défendues par son animateur, il doit bien s'en trouver plus d'une quarantaine pour y reconnaître un intérêt, ne serait-ce que le gain de temps que leur fournissent les infos en bref quotidiennes et la Tribune libre.

Je me suis reconnecté sur les statistiques ce matin, et j'ai fait un recoupement entre le nombre de visites du 17 au 23 décembre (forcément en forte baisses en raison des fêtes) et le nombre d'adresses IP pendant la même période. Les tableaux indiquent 475 visites et 231 adresses IP, donc environ la moitié. S'il fallait retenir ces chiffres, pour la France seulement cela donnerait environ 138 militants (60% du total) qui se seraient connectés au cours de ces 7 jours. Mais je n'en suis pas sûr, car ces IP ne représentent que 3,03% du total des IP, et je ne sais pas à quoi correspondent les 96,77% restants !

Lorsque le site était hébergé par un serveur situé aux Etats-Unis, j'avais constaté que les mêmes adresses IP revenaient chaque mois, ce qui indiquerait qu'une adresse IP unique était attribuée à chaque connection provenant du même ordinateur. Je vais essayer de questionner OVH pour vérifier ce qu'il en est réellement, si c'est possible. Si maintenant, il advenait que je me cassais la tête pour quelques dizaines de militants, je cesserais cette activité immédiatement ou en tout cas je modifierais en profondeur le contenu du site, je n'écrirais plus que quelques articles par mois ou je me consacrerais à des textes de fond plus longs.
Dès aujourd'hui je vais contacter OVH et je vous communiquerai leur réponse.

Politique.

1- France.

1.1- Feront-ils des "*voeux*" en famille ?

Le 6 janvier Nicolas Sarkozy adressera ses voeux aux partenaires sociaux, qui seront l'occasion de renouer avec les syndicats après la bataille de la réforme des retraites. (Reuters 24.12)

Accepter les "*voeux*" du représentants des banksters, c'est légitimer la poursuite de sa politique ultra réactionnaire. Ce sera une occasion de plus pour cette pourriture de se gaver de petits-fours et autres collations en provenance d'un grand traiteur parisien. Si nous avions un voeux à formuler : le chasser du pouvoir et les chasser des syndicats !

Mesdames et messieurs, les enfants, vous les 5 millions de chômeurs environ, les 10 millions de travailleurs pauvres avec leurs familles, les 10 millions de travailleurs avec leurs familles qui survivent juste au-dessus du seuil de pauvreté et que le moindre incident de parcours peut projeter soudainement dans la misère, les 2 millions de gosses pauvres qui vivent dans un état de frustration permanente, les centaines de milliers d'étudiants pauvres qui se démènent comme ils peuvent pour fuir le cruel destin que la société leur réserve, les 100.000 clochards qui carburent à l'antigel pour ne pas crever de froid comme des chiens, à vous tous bien heureux, le monarque du Palais et ses larbins bien repus vous adresseront leurs voeux empoisonnés...

1.2- Mariani est givré !

Le secrétaire d'Etat aux Transports, Thierry Mariani, a évoqué un manque de produit dégivrant, notamment lié à une grève à Fos, pour expliquer en partie l'annulation de vols à Roissy.

«*Nous n'approvisionnons pas Roissy. Les aéroports parisiens ne font pas partie de nos clients*», a assuré à l'AFP Caroline Henry, porte-parole du site qui emploie 300 personnes.

Selon la direction de LyondellBasell, l'arrêt de l'usine du 10 décembre au 23 décembre n'était pas dû à une grève, mais «*à des problèmes sociaux*», et «*à notre connaissance, nous avions assez de stocks pour nos clients*», a ajouté la porte-parole du site. (Libération.fr 24.12)

2- Côte-d'Ivoire. Une unanimité qui sent le soufre !

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest a annoncé jeudi l'envoi en Côte d'Ivoire d'un émissaire pour faire savoir au président sortant, Laurent Gbagbo, qu'il doit céder le pouvoir, faute de quoi il s'expose au recours à une "force légitime".

La Cedeao a averti qu'elle réunirait sans délai les chefs d'état-major des 15 pays membres pour préparer une éventuelle intervention au cas où Gbagbo ne s'inclinerait pas.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont imposé des restrictions aux déplacements de Gbagbo et de son entourage tandis que la Banque mondiale et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest a gelé les fonds destinés à la Côte d'Ivoire pour tenter

de l'amener à renoncer au pouvoir.

L'Assemblée générale des Nations unies a officiellement reconnu jeudi Alassane Ouattara comme le président légitime de la Côte d'Ivoire. (Reuters 24.12)

Commentaire d'un internaute.

En cote d'Ivoire, c'est le conseil constitutionnel (plus haute juridiction du pays) qui valide le vainqueur des élections. que soit clair également.

La question n'est pas qui a gagné les élections. La question, c'est peut on organiser des élections dans un pays divisé en deux, avec une partie contrôlée par le gouvernement et l'autre par les rebelles?

La réponse est non: la partie contrôlée par les rebelles a votée pour Ouattara (avec des fraude massives), la partie contrôlée par le gouvernement a votée pour Gbagbo (avec des fraudes massives).

Avant d'organiser des élections, il fallait d'abord réunifier le pays. Ce qui n'a pas été fait. quelque soit le résultat, ça ne peut aboutir qu'a un conflit.

3- Tunisie.

Un civil a été tué et plusieurs personnes ont été blessées vendredi en Tunisie lorsque la police a ouvert le feu pour disperser des manifestants lors d'incidents dans une ville de province, ont rapporté un porte-parole du ministère de l'Intérieur et des sources syndicales.

Le porte-parole a déclaré que la police avait été contrainte d'ouvrir le feu en état de légitime défense après avoir en vain tiré en l'air pour disperser des dizaines de manifestants à Bouziane, à 240 km au sud de Tunis.

Les émeutiers se sont retranchés dans un commissariat de police et ont incendié le bâtiment et des voitures de police à l'aide ce cocktails molotov, a dit le porte-parole cité par l'agence tunisienne TAP. Il a ajouté qu'un manifestant avait été tué et deux autres blessés, dans préciser la cause des affrontements.

Des incidents violents avaient éclaté la semaine dernière à Sidi Bouzid après le suicide d'un homme protestant contre le fait qu'il était sans emploi. Le mouvement de protestation s'était étendu à plusieurs localités voisines.

Le gouvernement tunisien a accusé lundi ses opposants de manipuler les incidents du week-end dernier à Sidi Bouzid pour discréditer les autorités.

Deux témoins ont dit à Reuters qu'une émeute avait repris lundi soir à Sidi Bouzid, opposant des centaines de jeunes à la police qui avait utilisé des gaz lacrymogènes pour les disperser.

Les émeutes sont extrêmement rares en Tunisie, le président Zine al Abdine Ben Ali est au pouvoir depuis 23 ans. (20minutes.fr 24.12)

Social.

Le chômage a encore augmenté, mais pour le ministre du Travail, Xavier Bertrand c'est la preuve qu'il se "***stabilise***" !

Le nombre des demandeurs d'emploi dans la catégorie A, qui regroupe les personnes sans activité et en recherche active d'emploi, a augmenté de 21.300 (+0,8%) le mois dernier en métropole, à 2.698.100.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), les effectifs du chômage en métropole sont en hausse de 0,8% en variation mensuelle en octobre (+33.600 personnes) à 4.019.100. D'une année sur l'autre, ils s'affichent en hausse de 5,0%.

Commentant ces chiffres, le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a mis en avant la "*stabilisation*" du nombre de demandeurs d'emplois depuis six mois.

"*Le deuxième semestre 2010 aura en effet permis, malgré une reprise économique encore fragile, de stabiliser le nombre*

de demandeurs d'emplois", a-t-il déclaré dans un communiqué.

De fait, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est quasiment inchangé par rapport à celui enregistré fin juin (2,691 millions). Mais le total des catégories A, B et C s'affiche en hausse de 60.600 (+1,5%).

Les chômeurs de longue durée inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an, étaient 1.502.800 fin novembre, un chiffre en hausse de 21,5% par rapport au même mois de 2009.

Sur un an, le nombre de "*seniors*" en recherche d'emploi en catégorie A affiche un bond de 15,4%.

En incluant les catégories B et C, la remontée des effectifs de Pôle Emploi atteint 1,7% par rapport à octobre chez les plus de 50 ans, et 16,1% sur un an.

La situation s'améliore en revanche pour les jeunes : le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en catégorie A recule de 7,0% sur un an en novembre à 437.800, même s'il augmente de 0,7% par rapport à octobre.

Nicolas Sarkozy a demandé au gouvernement de donner la priorité à l'alternance et à l'apprentissage pour favoriser l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi. (Reuters 24.12)

Pour faire disparaître des centaines de milliers de chômeurs des statistiques qui viendront s'ajouter aux centaines de milliers d'autres qui ont été radiés de Pôle emploi. Si on y ajoute les quelque 700.000 jeunes en stage, 400 ou 500 000 déjà en apprentissage, le chiffre des 5 millions de chômeurs est pulvérisé et plus proche de 6 millions en réalité.

Quant à l'augmentation constante des plus de 50 ans au chômage, si besoin était, elle confirme que la dernière contre-réforme des retraites avait bien pour objectif de réduire à terme les retraites des futurs retraités.

Economie.

1- BRICAS

Le chef de la diplomatie chinoise, Yang Jiechi, a fait savoir que le BRIC avait admis l'Afrique du Sud en tant que membre à part entière du groupe, qui comprend le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

Premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud, la Chine invitera l'an prochain le président sud-africain Jacob Zuma à un sommet des dirigeants du BRIC à Pékin, précise l'agence.

D'après les statistiques de la Banque mondiale pour 2009, l'Afrique du Sud est la 31e économie mondiale et représente moins du quart de la plus modeste économie du BRIC, la Russie. (Reuters 24.12)

2- Casino gagnant en 2011 sur le dos de la bête : le producteur des richesses.

Un large consensus se dessine en cette fin 2010 en faveur de l'investissement sur des actifs risqués en 2011, les nuances entre acteurs des marchés se mesurant essentiellement par leur degré d'optimisme concernant la croissance économique.

Les stratégistes de Société générale s'attendent à une progression de 11% à 15% des Bourses dans les 12 prochains mois, la classe d'actifs actions étant portée, selon eux, par une amélioration de la conjoncture, des valorisations attractives, des politiques monétaires accommodantes et par la croissance des bénéfices.

"*Les vicissitudes créées par les dettes publiques européennes ne doivent pas masquer un certain nombre d'arguments positifs pour les actifs risqués, qu'il s'agisse du crédit ou des actions*", estime Pascal Blanqué, directeur de l'investissement chez Amundi.

"*On est dans un monde 'surliquide' qui va le demeurer*", ajoute-t-il. "*Il y a vraisemblablement à l'orée de 2011 une vague de M&A (fusions-acquisitions) qui va se déclencher, en raison de (...) 'corporates' en situation financière très profitable et surtout surliquide.*"

Plus pessimiste sur la conjoncture, Groupama Asset Management s'attend à un affaiblissement de la croissance mondiale en 2011 du fait des politiques d'austérité dans les pays développés et du resserrement des conditions monétaires dans les pays émergents comme la Chine.

Les entreprises sont en meilleure santé que les Etats qui ont accumulé une montagne de dette depuis 2008, disent les

responsables de Groupama AM. Ils estiment qu'en 2011 les profits devraient continuer à progresser et donner de "*l'attractivité aux actions et dans une moindre mesure au crédit*". (Reuters 24.12)

Ce sont les Etats par le biais de la dette et une politique accommodante envers les capitalistes, la possibilité d'obtenir des prêts à un taux dérisoire, donc fabriquer de l'endettement à bon marché pour préparer la prochaine bulle, qui vont permettre à la spéculation de repartir de plus belle en 2011... et non à l'emploi, ce qui est dans l'ordre des choses.

Haut de page

Le 26 décembre

On se passera d'infos en bref aujourd'hui.

A propos de savoir s'il faudra ou non sortir de l'euro, quand, dans quelles conditions, etc. pour répondre à l'article des camarades de la tendance Claire du NPA, que je trouve excellent par ailleurs.

Sur la question de savoir si un gouvernement ouvrier devrait envisager de sortir ou non de l'euro, je ne partage pas votre point de vue ou plutôt je m'interroge. L'argument de Husson n'est pas dénué d'intérêt (pour le maintien de l'euro), il a le défaut d'être incomplet, je n'ai pas lu la suite de son article pour en juger, mais peut-être l'avez-vous jugé un peu hâtivement au regard de ses réelles intentions politiques, je n'en sais rien.

Il est un fait certain que le retour au franc ou la création d'une autre monnaie poserait un certain nombre de gros problèmes.

Tous les Etats, banques centrales et institutions du capital s'empresseraient de déclarer en coeur que cette monnaie n'est pas convertible en euro ou en dollar, du coup le pays se retrouverait totalement isolé et brutalement coupé du marché mondial.

Il ne serait plus possible d'effectuer des transactions ou de régler des factures à des entreprises situées en dehors du pays, donc l'approvisonnement en matières premières deviendrait impossible puisqu'aucune entreprise n'accepterait des réglements en franc ou dans une autre monnaie.

On peut imaginer qu'à l'intérieur du pays la banque d'Etat pourrait échanger les euros contre des francs au moment du changement de monnaie, ce qui permettrait à l'Etat de disposer d'un stock important d'euros pour régler des transactions internationales, mais ce stock s'épuiserait rapidement. Maintenant il est vrai que l'Etat pourrait décider de fabriquer autant d'euros que nécessaire pour couvrir ses besoins, mais dans ce cas-là on se retrouverait non pas avec une mais deux monnaies, en réalité l'euro n'aurait pas totalement disparu, c'est peut là que se trouve la solution.

Et puis, si l'euro cèdait la place à une autre monnaie non convertible à l'extérieur du pays, cela signifierait que personne ne pourrait plus voyager à l'étranger, la totalité de la population serait confinée dans les limites de l'hexagone, ce qu'on a du mal à imaginer.

Les entreprises étrangères installées en France et qui ont l'euro comme monnaie commune avec leurs fournisseurs ou leurs clients cesseraient immédiatement toutes activités si on leur imposait une autre monnaie. Ce pourrait être un bon prétexte pour les exproprier (sans indemnité) mais faudrait-il encore qu'elles ne présentent pas un caractère stratégique pour la population et que l'on soit en mesure de les faire fonctionner en se passant de leurs fournisseurs en matériel ou service.

Le passage d'une monnaie à une autre ne peut pas s'effectuer du jour au lendemain, nous le savons par expérience, les deux monnaies doivent donc coexister pendant une durée déterminée de plusieurs mois pour ne pas entraîner un chaos général ou une paralysie économique du pays.

Il suffirait de l'annonce d'une telle mesure pour qu'en quelques minutes ou heures tout au plus des centaines de milliards d'euros quittent le pays, que la trésorerie des entreprises se retrouve à sec et que les salaires ne soient plus versés aux travailleurs, que ceux-ci ne puissent plus honorer leurs dettes et charges (loyer, électricité, eau, gaz, téléphone, etc.), et qu'ils ne puissent plus satisfaire leurs besoins quotidiens incompressibles. On imagine très bien que tel sera le cas avec ou non un changement de monnaie dès lors que les capitalistes auront compris qu'ils ont perdu la guerre de classe, disons que cette mesure ne ferait que précipiter ce mouvement de fonds et prendrait une dimension encore plus considérable qu'en conservant l'euro.

Si maintenant l'Etat décidait d'assurer le monopole du commerce extérieur après avoir pris le contrôle des banques et des institutions financières, il pourrait envisager que l'Etat assurerait en euro les transactions internationales pour le compte des entreprises qui n'ont pas été nationalisées, ce serait un compris qui permettrait ponctuellement de soulager la pression sociale

qui s'exercerait à ce moment-là sur l'Etat ouvrier.

On ne peut pas décréter le passage d'une monnaie à une autre sans réfléchir sérieusement au préalable à toutes ces questions et bien d'autres et la manière d'y répondre, sans remettre en cause la révolution et le nouvel Etat ouvrier qui simultanément aura des questions sociales et politiques urgentes à régler.

Une révolution avec ou non changement de monnaie entraînera de toutes manières la chute de l'euro et précipitera une crise économique mondiale dont nous ne sommes pas en mesure actuellement de mesurer la forme, le rythme et les conséquences.

Voyez comment l'impérialisme est intervenu pour tenter de réduire au silence Wikileaks et forcer Gbagbo à quitter le pouvoir.

Il faut tenir compte que chaque Etat et des centaines de milliers d'entreprises dépendent du marché mondial pour s'approvisionner en matières premières ou produits manufacturés pour satisfaire leurs besoins et ceux de la population, de la délocalisation de la production aux quatre coins du monde sur tous les continents, l'interconnection des marchés est une réalité que l'on ne peut pas nier.

Pour ainsi dire, avant même le déclenchement de la révolution, il faut avoir élaboré un plan de production qui pourrait être mis en oeuvre très rapidement, afin de pallier en partie la pénurie des marchandises précédemment importées pour pouvoir continuer de satisfaire les besoins vitaux de la population.

Les partis ouvriers ne sont même pas foutus d'élaborer un projet de constitution à opposer à la Ve République, alors de là à rédiger un tel plan ou son ébauche, il ne faut pas rêver camarades...

D'autres facteurs doivent être pris en compte.

En 1917 pour les bolcheviks les choses étaient beaucoup plus simples qu'elles le seront pour nous un siècle plus tard, puisqu'il n'y avait plus que l'ombre d'un pouvoir politique en Russie, les classes dominantes étaient divisées et la bourgeoisie n'était pas en situation de revendiquer le pouvoir. La classe ouvrière et les masses étaient beaucoup plus homogènes qu'elles le sont en France à notre époque. La guerre civile avait fait rage pendant trois longues années, parce que la réaction avait reçu le renfort logistique en matériel de guerre des différents impérialistes en Europe, sans parvenir à renverser le nouvel Etat ouvrier. La désorganisation du pays était telle qu'à l'issue de la guerre impérialiste et de la guerre civile, le gouvernement dut faire d'importantes concessions aux capitalistes en Russie mais aussi à l'extérieur de la Russie pour sauver la révolution.

Nous aurons à faire face aux mêmes difficultés, alors si on y ajoute celles qui seraient engendrées par le changement de la monnaie, il n'est pas certain que la révolution réussirait à y survivre, surtout que les classes dominantes disposent de moyens de propagande qui n'existaient pas en 1917 : les médias.

Nous ne savons pas combien de temps nous disposons encore pour réfléchir à toutes ces questions, toujours est-il qu'il serait suicidaire d'attendre le dernier moment pour se les poser, car nous aurons bien d'autres questions à régler à ce moment-là. Et puis, un parti qui serait en mesure de proposer aux travailleurs des réponses à toutes ces questions, serait plus crédible à leurs yeux qu'un parti qui se contente de mots d'ordre ou de dénoncer la politique actuelle du gouvernement.

Nous ne pouvons pas ignorer que nous vivons à une époque où les travailleurs veulent savoir le pourquoi du comment de chaque position que l'on défend et ils ont parfaitement raison. Leur confiance ira à un parti qui défend leurs intérêts, mais pour s'engager dans cette formidable bataille et consentir des sacrifices énormes, encore faudra-t-il que l'on soit en mesure de leur proposer des réponses à toutes les questions qu'ils se posent. Cette exigeance doit absolument être satisfaite. C'est là que l'on s'aperçoit que les enseignements de la lutte de classe du passé ne peuvent pas régler toutes les questions auxquelles ils nous faut impérativement répondre.

D'après vous, pourquoi les travailleurs souhaitent-il ardemment un changement radical de politique et dans le même temps s'abstiennent-il de s'engager pour qu'il se réalise ? Parce qu'ils croient notamment que c'est impossible à réaliser, c'est une question qu'ils se posent mais qui demeure sans réponse, du coup ils demeurent en retrait, ils résistent passivement sans se décider à franchir le pas, ils préfèrent encore vivre mal que d'envisager un grand saut dans l'inconnu qui pourrait se traduire par vivre encore plus mal, d'où la nécessité de leur présenter un projet de société cohérent dans tous les domaines essentiels, même si l'on sait par avance que les choses ne se dérouleront pas forcément ou pas exactement comme on les imagineait.

On conçoit très bien que des dirigeants ou des responsables de formations politiques se posent la question de la monnaie. Mais concernant les militants, ils ont certainement mieux à faire en attendant.

Regardez, il suffit que vous avanciez la revendication du Smic à 1 500 euros net par mois pour qu'on vous réponde que vous voulez mettre l'économie à genou, que c'est irréaliste ou irréalisable, etc. Pour de très nombreux militants, il est difficile de s'opposer à cet argument, parce que la seule réponse valable à cette question conduit inévitablement à poser directement celle de la remise

en cause des fondements du capitalisme et la question du pouvoir politique, du gouvernement ouvrier, autrement dit la rupture avec la société telle qu'elle existe aujourd'hui, ce qui nécessite de se positionner strictement sur le terrain de classe de la classe ouvrière, finalement c'est uniquement à partir des besoins de la classe ouvrière que l'on peut envisager d'y répondre de manière satisfaisante.

La plupart des militants se contentent de répondre que cette revendication est légitime, que les profits des entreprises permettent de la satisfaire, ainsi ils demeurent enfemés dans le cadre du capitalisme, celui du réformisme, et il suffit de leur répondre que c'est un leurre parce que pas plus demain qu'hier ou avant-hier elle ne sera satisfaite parce qu'elle mettrait à mal les entreprises françaises face à la concurrence mondiale, que cela se traduirait par une augmentation du chômage, etc. pour que la discussion s'arrête nette ici ou parte dans tous les sens, chacun campant sur ses positions. Il ne peut en être qu'ainsi parce que cette argumentation et le terrain sur lequel ces militants posent cette question est celui du capitalisme.

Alors imaginez un instant les mêmes militants devant argumenter sur une question autrement plus complexe telle que la monnaie et c'est la débandade ou le ridicule assurée, vaut mieux leur éviter cette déconvenue ou cette humiliation.

On a décrit deux manières de poser le même problème, en partant des besoins de la classe dans le premier cas, en partant de ceux des capitalistes dans le second ou plus précisément en prenant soin de faire en sorte que la réponse à notre question soit compatible avec le capitalisme.

Vous avez là deux conceptions antinomiques de la lutte de classe, la première est conforme aux intérêts fondamentaux de la classe, du marxisme, du socialisme, la seconde se réduit à une adaptation au capitalisme, à l'abandon du combat pour le socialisme, à une capitulation devant le capital. Je les ai exposées très simplement pour que l'ensemble des militants puissent s'en saisir.
Et n'allez pas imaginer que ce serait là un élément programmatique et non l'axe sur lequel nous devrions combattre, pour répondre par avance aux objections intéressées de vos cadres ou dirigeants...

La quasi-totalité du mouvement ouvrier à l'exception d'une poignée de militants organisés dans différents groupes ou tendances a adopté la seconde version bourrée d'illusions qui nous a conduit à la situation actuelle, c'est aussi celle sur laquelle se situe la classe et les masses.

Avant de munir les militants de journaux, tracts ou pétitions, il faudrait s'assurer qu'ils ont bien adhéré à la bonne conception de la lutte de classe, qu'ils la maîtrisent, sinon il faut prendre le temps de les former sérieusement, c'est la clé pour ensuite pouvoir répondre correctement à toutes les objections qu'on leur opposera, pour convaincre les travailleurs qu'ils n'ont pas d'autre choix que de rejoindre notre combat...

Il ne vous aura pas échappé au passage, que l'on ne peut pas concevoir correctement la lutte de classe sans évoquer les objectifs politiques que la classes ouvrière devra se fixer. On comprend mieux dès lors que ne pas les poser revient finalement à renoncer au combat politique, qu'on le veuille ou non n'y changeant rien.

Haut de page

Le 28 décembre

Pas grand chose à se mettre sous la dent en dehors de la situation en Côte-d'Ivoire.

Sans soutenir Gbagbo, on peut affirmer que ceux qui soutiennent Ouattara partageront la responsabilité de la guerre civile dont sera victime le peuple ivoirien une fois de plus, au nom de la défense d'intérêts qui ne sont pas les siens, mais ceux des multinationales des différents impérialistes.

On peut aller plus loin et affirmer que, face à un Etat souverain agressé par les impérialismes français et américain qui ont des vues sur ses richesses, seul le peuple ivoirien et le conseil constitutionnel de ce pays conformément à sa constitution sont à même de dire le droit et d'établir quel candidat a été élu à l'issue de l'élection présidentielle. En aucun cas l'impérialisme ne peut s'immiscer dans les affaires d'un Etat souverain. Il s'agit ici pour nous de défendre un Etat dominé sous la menace de l'impéralisme. Les médias ont été obligés de reconnaître que l'appel d'Ouattara à la grève générale s'est soldé hier par un cuisant échec.

L'épileptique du Palais et Obama, on ne pourrait pas les qualifier de dictateur démocrate ? Démocrate en parole ou en apparence, dictateur en acte sans avoir encore fait preuve de tout leur talent dans ce domaine ?

Politique

Côte-d'Ivoire.

Le contexte. Le second tour de l'élection ivoirienne a eu lieu le 28 novembre dernier. Premier comptage: Ouattara l'emporte avec 54% des voix, vote validé par la communauté internationale (qui a fait de ce vote le plus cher de l'histoire, à plus de 100 millions d'euros). Le conseil constitutionnel se penche sur les résultats de l'élection et donne finalement Gbagbo vainqueur avec 51% des suffrages. Gbagbo se drape dans son bon droit et se fait investir rapidement. Mais le candidat élu/battu, question de point de vue, Ouattara organise un contre-gouvernement dans l'hôtel du Golf. Depuis, les deux clans campent sur leurs positions. Pour débloquer la situation, les pays voisins organisent une médiation (qui va consister à demander à Gbagbo de partir) et Ouattara appelle à la grève générale.

Laurent Gbagbo, président sortant et reconduit, d'après lui, de Côte d'Ivoire dans Le Figaro.

"En Afrique, ce serait bien la première fois que des pays africains seraient prêts à aller en guerre parce qu'une élection s'est mal passée. Regardez un peu la carte de l'Afrique, regardez où ça se passe plus ou moins bien, ou plus ou moins mal, et regardez là où il n'y a pas d'élection du tout. Si on devait aller en guerre dans tous ces cas-là, je crois que l'Afrique serait perpétuellement en guerre."

"Les acteurs du complot sont surtout l'ambassadeur de France et l'ambassadeur des États-Unis. Ils sont allés chercher le président de la Commission électorale indépendante, pour le conduire à l'hôtel du Golf qui est le quartier général de mon adversaire. Là-bas, alors qu'il se trouve hors délais et tout seul, ce qui est grave, on apprend qu'il a dit à une télévision que mon adversaire est élu. Pendant ce temps-là, le Conseil constitutionnel travaille et dit que Laurent Gbagbo est élu. À partir de là, Français et Américains disent que c'est Alassane Ouattara. C'est tout ça que l'on appelle un complot. Ce sont les faits ! Et je dirai les faits en toutes circonstances !"

"Lors des discussions de paix de Marcoussis en janvier 2003, un chef d'État voisin, qui vient d'être réélu à 80 %, avait déjà dit que je devais être livré à la Cour pénale internationale. C'était succulent venant de lui. Peut-être aurais-je dû me faire élire à 80 %, j'aurais été moins suspect. Aujourd'hui, en 2010, c'est le même scénario. Je ne suis pas surpris. Il y a un complot qui vise à installer Ouattara au pouvoir." (Lepost.fr 27.12)

Commentaires d'internautes.

1- En Afrique c'est surtout l'opposition qui conteste le résulat de l'élection présidentielle. L'opposition dit souvent c'est le sortant qui a les moyens de frauder. Car il a tout entre ses mains. Mais ici Gbagbo en vrai démocrate, il a laissé travailler la CEI. Malgré la composition de cette commision qui a la couleur dominante de l'opposition. Au lieu que ça soit lui Gbagbo qui triche, c'est l'opposition qui triche. Prise la main dans le sac par les procès verbaux signés par l'opposition. Je crois que ce qui a manqué à l'opposition(RHDP) c'est de croire que ces irrégularités passerons comme une lettre dans la poste. Ouatara, ne doit pas s'en prendre à Gbagbo, Il doit s'en prendre qu'à Mr Soro et ses soldats de FaFn et ses militants qui ne savent pas lire la loi c'est-à-dire la constitution. Ouatara dans le face à face, il a signé de respecter la décision du conseil constitutionnel. Tout simplement il s'attendait pas que sa triche sera mis en nu. Il est tombé sur son propre piège.

2- Personne ne se débarrassera de Laurent Gbagbo. Même pas les forces africaines. On n'a jamais vu dans l'histoire du monde un coup d'état mondial aussi grotesque. C'est tellement ridicule de voir tout ce ballet de propos encensés. Après avoir menti sur l'Irak et semé le chaos dans ce pays les USA se sont barrés en catimini, sur la pointe des pieds. C'est ce que la France et les américains veulent de notre pays. C'est à nous de régler nos problèmes. Les ivoiriens peuvent-ils décider de la validité des élections en France? Je ne pense pas. Si ADO avait gagné ces élections il ne demanderait pas à des étrangers de venir semer le trouble dans "son" pays. Le président Bédié avec qui il fait alliance aujourd'hui avait lancé un mandat d'arrêt contre lui. L'erreur que Gbagbo a commis c'est d'avoir utilisé l'article 48 de la constitution ivoirienne pour permettre au père de la rébellion armée de se présenter aux élections. Ce n'est pas la première fois qu'Allassane tente de marcher sur la constitution. En 1993 à la mort d'Houphouet , ce monsieur a voulu prendre de force la présidence du pays au détriment d'Henri Konan alors président de l'assemblée nationale. Nous n'avons pas besoin que le monde accepte notre président mais c'est notre pays. Blaise Compaoré a remporté les élections avec 80% de suffrage. La France n'a pas bronché. C'est une insulte à l'intelligence des ivoiriens l'attitude des Français et des Américains (regardez le film GREEN ZONE)

3-Qu'est-ce qui vous fait affirmer que Gbagbo a eu 46% aux élections alors même que ces résultats sont contestés, qu'ils ont été proclamés dans un hôtel, siège électoral de Ouattara, par des étrangers au mépris de la loi électorale d'un pays souverain qui s'appelle la Côte d'Ivoire?

Le Conseil Constitutionnel Ivoirien est le seul organisme habilité à proclamer les résultats des élections présidentielles après vérification et validation par lui, pas l'ONU, pas la CEI!

En cas de contestations à partir de faits avérés, ce qui a été le cas dans les Régions contrôlées par l'armée des Forces nouvelles dirigées par Guillaume Soro financées par Ouattara, la loi ivoirienne prévoit l'annulation des élections et l'organisation d'un nouveau vote au bout de 45 jours.

La loi ivoirienne suffisait pour régler le litige; il a fallu que l'ONU qui est une association mafieuse fasse comme en Irak et en Iran ou partout où les puissants ont décidé de déposer un chef d'état dont la tête ne leur revient pas, vienne mettre son grain de sel et plonger le pays dans le chaos.

Pourquoi l'ONU ne règle-t-elle pas les guerres civiles qui minent le Mali, le Niger, les violences ethniques au Nigéria, au Sénégal, au Burkina Faso?

La Cedeao est une association de malfrats, de malfaiteurs qui vont faire la guerre à quelqu'un qui n'a pas, comme eux, bourré les urnes pour être ré-élu à 80%.

Qui de ces Chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest peut dire qu'il ne fait pas régner la dictature chez lui sous une forme ou sous une autre?

Social.

Chine.

Le salaire minimum dans la capitale chinoise augmentera de 21% l'année prochaine, a annoncé lundi l'agence officielle Chine nouvelle, signe que les coûts du travail dans la deuxième économie mondiale croîtront à nouveau fortement en 2011.

Pékin va relever le plancher des salaires de 200 yuans, à 1.160 yuans par mois (environ 133 euros) à compter du 1er janvier, après une hausse de 20% six mois plus tôt, a indiqué l'agence de presse.

La capitale chinoise va également augmenter le montant des pensions pour les ouvriers retraités de 10,2%, à 2.268 yuans (260 euros) par mois, selon Chine nouvelle. (Reuters 27.12)

Economie.

Bourse. Ils se gavent en fin d'année !

Avec une hausse de 8 % depuis fin novembre, l'indice des valeurs vedettes de la place de Paris affiche son meilleur mois de décembre depuis dix ans. (Lefigaro.fr 26.12)

Haut de page

Le 29 décembre

Je suis enfin en mesure de vous donner un taux de fréquentation du site assez précis à partir des statistiques fournies par la société OVH qui héberge le site.

Voici comment j'ai procédé, par recoupements, parce qu'il n'était pas possible de faire autement, le logiciel des statistiques attribuant une nouvelle adresse IP à chaque nouvelle connection par jour. J'ai ouvert les statistiques de chaque mois de l'année 2010 du 1er janvier au 27 décembre à la page où se trouve la liste des adresses des fichiers téléchargés ou des pages ouvertes par les internautes.

J'ai ensuite sélectionné des pages ou des fichiers qu'en principe les internautes ne regardent ou ne chargent qu'une seule fois, j'ai ensuite additionné le nombre de connections, ainsi la marge d'erreur est ramenée à zéro.

Les infos sociales et politiques de 2009 ont été téléchargées 747 fois, la page des liens a été visitée 1023 fois, et enfin l'Etat et la révolution de Lénine a été téléchargée 988 fois.

Le fichier des infos sociales et politique de 2009 au format pdf n'a existé qu'à partir du 1er janvier 2010, par contre des centaines de militants ont pu télécharger ces infos chaque mois en 2009 sans estimer nécessaire de les télécharger à nouveau en 2010 au format pdf, on peut donc dors et déjà estimer le nombre de visiteurs différents nettement supérieur à mille.

C'est d'autant plus probable que les 1023 connections à la page des liens doivent sans doute corrrespondre à de nouveaux internautes qui ont visité cette page pour la première fois par curiosité, mais par forcément. La page *Présentation du site*, qui correspond en principe à de nouvelles connections, a été visitée 353 fois.

Enfin il serait étonnant que des militants qui se connectent depuis plusieurs années au site aient attendu l'année 2010 pour télécharger l'ouvrage de Lénine.

On a donc là la confirmation que le site a bien été visité par environ mille militants différents en 2010 ou un peu plus.

Quelle conclusion en tirer ? D'après vous : on continue !

Je ne vous remercierai pas pour la confiance que vous m'accordez ou pour la fidélité que vous témoignez envers le site, puisque son but est avant tout de favoriser le développement de l'esprit critique des militants et non de les pousser à se fier au discours de son animateur ou de qui que ce soit. Et permettez-moi de vous dire que vous êtes particulièrement radins en courriel comme en argent, j'en comprends parfaitement les raisons que je ne peux évidemment pas partager et je ne vous en dirai rien, chacun est assez grand pour savoir ce qu'il fait, ce serait m'abaisser que d'aborder ce sujet et je n'y tiens pas, cela a le don de me mettre de mauvaise humeur, je préfère rester sur une note optimiste si vous le voulez bien.

Si je devais éprouver une satisfaction, ce serait de constater que l'on peut ne rien cacher aux militants, qu'il est possible de ne jamais les flatter, de ne rien leur passer, d'être dur parfois avec certains, et qu'ils le supportent très bien dès lors que vous agissez loyalement et fraternellement avec eux, parce qu'ils sentent quelque part que j'ai confiance en leur capacité à comprendre les choses et à progresser, ensemble évidemment, on s'adresse aux meilleurs dans chaque militant, à leur intelligence. Tenez, on vient d'apprendre (aux infos sur TV5Monde Asie hier soir) que l'on fabriquait encore des neurones jusqu'à l'âge de 80 ans au moins, alors que jusqu'à présent on pensait que leur fabriquation s'arrêtait à 25 ans, en voilà une excellente nouvelle, vous voyez, on a encore de la marge devant nous pour progresser encore, ce serait dommage de s'en passer ou de s'arrêter en chemin, les sclérosés du cerveau n'ont plus aucune excuse !

La société est dure, la vie est dure, mais rien ne justifie l'oisiveté ou la paresse, sauf au boulot quand on n'a rien de mieux à faire, c'est trop facile de se laisser vivre, mais il n'y a rien de plus désespérant que de vivre dans la crasse et le désordre. Oui c'est une lutte de chaque instant qu'il faut livrer pour ne pas sombrer dans la dépression, la folie, l'alcoolisme ou la drogue, pour garder simplement la tête hors de l'eau et ne pas se noyer dans un torrent d'amertume, de haine ou de violence aveugle. Oui c'est un combat permanent qu'il faut livrer pour ne pas se faire piétiner, pour exister tout simplement et pour supporter toutes les humiliations que nous impose leur société infâme et injuste, pour faire valoir nos droits.

C'est difficile de se faire une place dans la société sans empiéter sur les droits de ses semblables, cela demande parfois quelques sacrifices, mais il ne faut pas aller jusqu'à se mortifier pour les autres, on a chacun nos propres limites au-delà desquelles on peut craquer. C'est pas facile de vivre conscient dans un monde qui baigne dans l'inconscience, de toujours faire preuve à la fois de souplesse et de fermeté, de ne pas faire preuve d'intolérance et d'être impartial en toutes circonstances, de ne pas s'aveugler soi-même parfois et d'accuser les autres injustement, d'être patient, d'être violent quand il s'agit d'une question de survie tout en gardant la maîtrise de soi-même.

Donner un sens à sa vie n'est pas ce qu'il y a de plus facile à réaliser dans la vie, ce n'est pas donné à toute le monde, mais on peut y parvenir, car au cours de l'existence il nous arrive à plusieurs reprises de devoir tout remettre en question, de reposer une énième fois les mêmes questions pour voir si les réponses que nous leur avions données précédemment sont toujours valables, et puis un tas d'autres questions nouvelles surgissent qui peuvent nous aider à comprendre la situation pour s'en sortir. Oui, donner un sens à sa vie, c'est s'en sortir, de la même façon que dans le bouddhisme du grand véhicule, on demeure à la porte du vrai bonheur qui ne pourrait être qu'universel, l'homme s'élève spirituellement parce qu'il participe à la transformation du monde en tant qu'être conscient du développement historique. On réhabilite ici la politique et non la philosophie, encore moins la religion, le bouddhisme à l'origine n'était pas une religion, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

On ne peut donner un sens à sa vie qu'à condition de comprendre dans quel monde nous vivons.

Quand on est jeune, c'est notre insouciance qui suffit à donner un sens à notre vie, quand on est un jeune couple on est amoureux et on vit l'un pour l'autre, pour assurer le bonheur de l'autre, quand on a fondé une famille ou qu'on a un enfant, on dit que dorénavant on travaille et respire pour lui, quand on est plus vieux et que cet enfant a quitté ses parents, c'est là que cela se gâte sérieusement ou que l'on est pris par un méchant doute, on ne sait plus quoi penser, à quoi se raccrocher pour donner un sens à notre vie, on se découvre une vocation tardive ou on s'entoure de lubbies tout aussi soudaines que futiles ou artificielles, comme si désormais il fallait tuer le temps à tout prix et essayer d'en tirer satisfaction d'une manière ou d'une autre, on se retrouve confronté à un constat qu'on tente de fuir par n'importe moyen, celui qu'on a passé sa vie à se leurrer soi-même et qu'il n'en reste finalement rien à l'arrivée, de la crainte du vide à celle de la mort il n'y a qu'un pas, et lorsque celle-ci frappe à la porte on est pris d'effroi, notre ignorance nous submerge une dernière fois, on a toujours refusé de l'affronter en face, mais là on n'a plus la force d'y résister, alors dans un dernier effort on tente de se ressaisir, mais on est trop faible pour résister à ce terrible constat que la vie est passée sans qu'on y comprenne grand chose, tandis qu'on a passé notre temps à croire et faire croire le contraire aux autres, on n'a plus qu'à partir comme on est venu au monde et c'est bien triste à la vérité, on a l'impression d'être passé à côté de quelque chose dans une étincelle de lucidité, mais il est trop tard, d'autant plus que cela fait déjà un moment qu'on n'existe plus dans cette société puisqu'on est devenu inutile, encombrant, y compris pour notre propre famille.

Voilà le triste sort qui attend la plupart des gens, nul jugement dernier, silencieusement on s'en va à jamais dans l'indifférence générale, le dernier souffle qui nous emporte est pareil au cri du fou pour se soulager ou se libérer de ses angoisses, c'était le mot de la fin. Qui franchement a envie de finir ainsi ? Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, inlassablement, telle est notre devise, ensuite advienne que pourra !

Paroles d'internautes.

1- L'écho.

1.1- Comme le disait l'immense Albert Einstein :"*On ne peut résoudre un problème complexe au niveau de conscience où il a été crée*", je crois que l'on peut transposer cette phrase à tous les degrés et aspects de nos vies, tant que la conscience de l'homme n'avance pas, toutes les questions et problèmes qui nous sont posés ne trouvent pas la bonne solution et les mêmes fléaux se répètent sans cesse. (Slate.fr 28.12)

Traduisons en marxiste-révolutionnaire. L'élévation du niveau de conscience (politique) et d'organisation des travailleurs doivent être liées car elle sont indispensables pour en finir avec le vieux monde pourri et prétendre à un monde meilleur.

1.2- Quand je vois que la plupart des économistes soutiennent avec raison que les principales dettes souveraines ne pourront être remboursées, surtout avec des budgets de rigueur, et que personne n'en parle encore sérieusement, je suis effaré!

Le problème n'est pas de savoir s'il y aura une prochaine crise, mais quand elle adviendra! "*Jusque là, tout va bien, comme dit à chaque étage le suicidé qui a sauté du 95ème étage!*" (Slate.fr 28.12)

C'est la fuite en avant, réfléchissez un instant, ils ne vont pas le chanter sur tous les toits, soyez sérieux vous aussi !

2- Coup de froid.

2.1- L'Antarctique (Pôle Sud) se refroidit depuis plusieurs années alors que l'Arctique (Pôle Nord) se réchauffe. Personne ne sait l'expliquer, et ceux du GIEC évitent d'en parler au nom de l'idéologie du réchauffement climatique.

On se moque de nous pour nous vendre toujours et encore mieux le fait de dépenser des milliard de subventions dans des industries sans avenir, et surtout pour justifier tout type de taxes et impôts nouveaux...

Les climato - euphoriques sont les premiers intéressés pour toucher de larges subventions pour leurs travaux de recherche qui n'apportent aucune preuve de ce qu'ils avancent.

On se moque de nous...

2.2- sur wikipédia à réchauffement climatique : "On observe un réchauffement des océans, qui diminue avec la profondeur. L'élévation de température depuis 1960 est estimée à 0, 6 °C pour les eaux de surface, et à 0, 04 °C pour l'océan dans son ensemble". Un climatologue pourrait il expliquer...

Et, sauf erreur, comme la capacité de chaleur massique de l'atmosphère est de 1/1000e de celle des océans, la terre (atmosphère + océans) s'est donc réchauffée de... 1/25e de °C. en 50 ans. C'est pas la grosse fièvre.

3- Ben de sang.

- Il faut que le pouvoir change. La majorité des tunisiens, même si elle a plutôt été silencieuse, vit sous le joug d'un dictateur qui ne dit pas son nom..Un pouvoir au double visage : un discours des droits de l'homme et une pratique de tortionnaires... sans parler, de la corruption au sommet de l'Etat...

Comment cela, l'ami de Sarkozy, Fillon, Besson, un dictateur, un tortionnaire, un tyran, franchement, comme vous y allez !

Manipulation des médias.

1- Côte-d'Ivoire.

- Alassane Ouattara a été déclaré par la commission électorale indépendante vainqueur du second tour de la présidentielle du 28 novembre ;

- Laurent Gbagbo, dont la réélection a été proclamée par un Conseil constitutionnel à sa main ; (Reuters 28.12)

Ils ne diront pas que Gbagbo au pouvoir, il aurait pu faire en sorte d'avoir une commission électorale à sa botte et que c'est Gbagbo qui a respecté la constitution ivoirienne et non Ouattara qui la foule aux pieds avec la bénédiction de Sarkozy, Obama, etc.

2- Climat.

- Pas de doute, en plein réchauffement climatique, les hivers se font de plus en plus rigoureux, dans l'Hexagone et sur l'ensemble de l'Europe du Nord, depuis deux-trois ans.(Lepoint.fr 28.12)

Dit de cette manière, le "*réchauffement climatique*" ne fait "*pas de doute*" !

Economie.

1- France.

1.1- Tout va bien madame la marquise (Lagarde) !

L'Insee a révisé en baisse la croissance de la France aux deuxième et troisième trimestres à 0,6% et 0,3%, confirmant un ralentissement de l'économie et accentuant la pression sur les prévisions du gouvernement. (Reuters 28.12)

1.2- Ils se gavent, s'empiffrent, engraissent...

Bernard Arnault a exercé récemment près de 800.000 stocks-options sur le groupe de luxe LVMH dont il est PDG. Non content d'être l'homme le plus riche de France, il est aussi l'un des mieux doté en stock-options.

Selon des documents publiés sur le site de l'Autorité des marchés financiers (AMF), Bernard Arnault a exercé le 17 décembre des stocks-options attribuées par LVMH, ce qui lui a permis d'acquérir 600.000 actions du géant du luxe au prix unitaire de 43,30 euros, contre un cours mardi en milieu de journée de 125,75 euros.

Il a également exercé le 20 décembre des stocks-options LVMH qui lui ont permis d'acquérir 187.670 actions au prix unitaire de 52,82 euros. Au total, Bernard Arnault a donc acquis 787.670 actions LVMH. Elles s'ajoutent aux 600.000 actions que Bernard Arnault avait acquises le 26 novembre en exerçant des stock-options attribués par le groupe.

S'il vendait ces 1.387.670 titres au cours actuel de 125,75 euros, l'opération se traduirait par une plus-value de quelque 99 millions d'euros.

LVMH est le titre qui a connu la plus forte hausse en 2010 à la bourse de Paris, avec une envolée de plus de 60%. Le 26 novembre, M. Arnault avait également exercé des stocks-options dans Christian Dior, holding de LVMH et de Christian Dior Couture, ce qui lui donne droit à 220.000 titres, acquis à un prix de 45,95 euros par action, alors qu'elle s'échangeait mardi en milieu de journée à 107,55 euros à la Bourse de Paris. (20minutes.fr 28.12)

2- 2011 : "***Des risques majeurs pointent toujours à l'horizon***".

Après une année marquée par des niveaux d'endettement et un chômage élevés en Europe et aux Etats-Unis, l'économie mondiale devrait ralentir en 2011 avec une prévision de croissance de 3,1%, selon les experts. De son côté, l'Asie devrait rester le principal moteur de la reprise.

En 2011 et 2012, la croissance mondiale devrait atteindre respectivement 3,1% et 3,5%, et rester ainsi inférieure aux 3,6% attendus pour 2010, selon des projections des Nations unies publiées en décembre. "*La reprise de l'économie mondiale a commencé à s'essouffler depuis le milieu de 2010, et tous les indicateurs*" laissent penser que la croissance mondiale sera "*plus faible*", souligne le rapport de l'ONU.

"*Non, nous ne sommes pas encore tirés d'affaire, et des risques majeurs pointent toujours à l'horizon*", avertit Rob Vos, auteur du rapport, intitulé "*Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2011*", dont la version finale sera publiée en janvier. "*Nous nous attendons à ce que le chemin de la reprise soit long et chaotique*", précise-t-il.

Selon l'ONU, l'insuffisance des créations d'emploi constitue le "*maillon le plus faible*" de la reprise, et la volatilité sur les marchés des changes accentue l'incertitude économique. "*La reprise pourrait subir de nouveaux revers si certains risques baissiers se concrétisent, auquel cas une récession à deux chiffres est à craindre pour l'Europe, le Japon et les Etats-Unis*", prévient le

rapport des Nations unies.

Parmi les "*risques baissiers*" cités, figurent ceux d'une nouvelle baisse des prix de l'immobilier aux Etats-Unis, et de tensions sur les marchés des changes susceptibles d'inciter au protectionnisme. (AP 28.12)

3- Matières premières : de record en record

Les cours du cuivre ont atteint mardi de nouveaux records et la demande croissante des pays émergents, Chine en tête, devrait soutenir la hausse des prix de ce métal en 2011.

De record en record, les cours du cuivre ont jusqu'ici gagné 28% sur l'année 2010.

La forte croissance des économies émergentes fera grimper les prix de l'ensemble des matières premières en 2011, et ce malgré la faiblesse des économies développées, estimait Sabine Schels, stratégiste matières premières chez BofA-ML. (Reuters 28.12)

Société.

Le professeur tournesol est de retour.

Selon le professeur Mike Lockwood, de l'université de Reading en Angleterre, la rigueur des hivers (serait liée) à une baisse de l'activité du soleil. Celle-ci perturberait le jet-stream polaire, un courant d'air aérien très puissant qui balaye l'hémisphère nord à grande vitesse entre 6 et 15 kilomètres d'altitude, séparant les masses polaires d'air froid des masses chaudes tropicales. Celui-ci serait bloqué et adopterait un parcours en "S" permettant à l'air froid du pôle de descendre vers le sud et empêchant l'air chaud de remonter vers le nord. Pour autant, le mécanisme reliant l'activité solaire aux modifications de la trajectoire du jet-stream demeure encore inconnu. (Lepoint.fr 28.12)

En anglais la fleur du tournesol se dit sun flower, la fleur du soleil. Il y a des scientifiques qui se souviennent qu'il existe toujours !

La France en voie de tiers-mondisation.

A l'aéroport parisien de Roissy Charles-de-Gaulle, plus de 25.000 bagages étaient ainsi encore en souffrance ce mardi. (20minutes.fr 28.12)

Par change, mon épouse Magueswary est bien arrivée à Marseille avant-hier, elle a été en transit à Bruxelles et non à Paris, quelle chance ! Je m'étais assuré avant son départ qu'elle avait bien pris avec elle ses médicaments pour plusieurs jours au cas où elle serait bloquée ou sa valise perdue, vaut mieux prévoir... que mourir dans son cas !

Par contre il lui a fallu 4h30 (au lieu de 2) pour parcourir en voiture les 170 Kms séparant Pondichéry et l'aéroport de Chennai (ex-Madras), pour cause de routes complètement défoncées après les pluies des dernières semaines, un embouteillage monstre et un détours de 40Kms. La route reliant Pondichéry à Chennai est une autoroute flambant neuve, mais comme les travaux ont été confiés à un entreprise privée à la suite d'un appel d'offre bidon, et que la moitié de la somme réglée par l'Etat est partie dans les poches de l'entrepreneur et des politiciens corrompus, elle est rapidement impratiquable... Est-ce que l'Etat entreprend des poursuites contre l'entrepreneur peu scrupuleux ? Vous voulez rire, il passe un nouvel appel d'offre pour réaliser les réparations et les uns et les autres s'en remettent plein les poches et ainsi de suite chaque année.

Elle est partie de la maison à 19h30 dimanche pour embarquer le lundi à 2h du matin, pour finalement arriver à Marseille à 16h30 (décallage horaire de 4h30) avec seulement 1h30 de retard où l'attendait un couple d'Indiens pour la conduire chez elle à Aubagne.

Ces gens-là n'avaient pas été prévenus qu'elle n'arriverait pas vers midi comme les fois précédentes, du coup ils l'ont attendue pendant plus de 4 heures à l'aéroport. Allez demander à des Français de faire preuve de tant de patience, dans la bonne humeur s'il vous plaît... On est tellement habitué en Inde à passer son temps à attendre quelque chose ou quelqu'un, qu'on finit par trouver cela normal, regardez, je n'ai toujours pas déménagé ! Demandez à un Indien qui glande sur le bord de la route ce qu'il fait là, il vous répondra qu'il attend, quoi, il n'en sait rien lui même...

Le 30 décembre

Bonne année 2011 à tous les camarades et portez-vous bien ! Gardez le moral, on tient le bon bout même si ce n'est pas évident

à première vue, on vaincra !

Le moral, la confiance, c'est avant tout en soi qu'il faut les chercher, s'ils vous font défaut, comme disaient mes ex-camarades, c'est que vous avez un problème politique, révisez vos classiques, revoyez votre copie, faites le point encore une fois, discutez-en avec des camarades, ne restez pas isolés, organisez-vous, il n'y a rien de pire que de broyer du noir dans son coin. Et puis dites-vous bien que rien n'est parfait dans ce vieux monde, ni vous, ni moi, ni les dirigeants, aucun parti, n'avez-vous pas cru le contraire par hasard, ne répondez pas non en coeur, personne ne vous croira, ne faites pas comme les anarchistes qui demandent l'impossible, qui trépignent et s'impatientent, et qui finalement n'ont rien compris en voulant refaire le monde à eux tout seuls et qui se conduisent comme des réactionnaires en haranguant les foules tout en leur reprochant d'être arriérées...

De nos jours tout est fait pour vous distraire ou vous détourner de l'essentiel, Internet pour le meilleur et le pire à défaut de faire preuve de discernement. Il faut se faire violence et prendre la décision de se dire : stop, j'arrête tout, je prends le temps de réfléchir, qu'est-ce qui est essentiel, qu'est-ce qui est secondaire, qu'est-ce qui me permet d'aller de l'avant, qu'est-ce qui permet de faire avancer mes idées, etc.

On ne peut pas vivre au jour le jour et passer son temps à répondre aux sollicitations des uns et des autres au hasard des rencontres ou au gré du déroulement de la journée, il faut absolument planifier son temps libre qui est très mesuré, s'agiter dans tous les sens ne sert à rien, par exemple, on ouvre un bouquin de 150 pages, on se donne la semaine pour en achever la lecture, on ne le laisse pas en plan à la cinquième page pour le reprendre trois jours plus tard sous prétexte d'avoir eu autre chose à faire, en fait on a toujours autre chose à faire d'aussi important, on peut très bien se passer de se connecter sur Internet un jour ou deux sans que la face du monde n'en soit chamboulée, qu'est-ce que c'est que ces histoires, tout deviendrait subitement impératif, c'est à de venir fou !

L'essentiel, est-ce de visualiser des tonnes d'informations sur Internet ou dans des journaux qui ne vous serviront à rien, de toutes façons vous les aurez oubliées l'instant d'après, vous perdez votre temps alors qu'il vous est compté, c'est absurde, alors que si vous prenez le temps de lire, de prendre des notes, de réfléchir à ce que vous venez de lire, au moins le temps que vous aurez consacré à cette lecture vous aura profité, ce sera un véritable acquis. On n'a même pas besoin d'ouvrir un livre, il suffit de prendre une page blanche et un stylo ou d'ouvrir une page blanche à l'écran et de se poser une ou deux questions pour voir si on est capable d'y répondre, cela nous force à réfléchir.

A moins d'être ignare ou de vivre sur une île déserte, ce qui n'est pas le cas des militants à ma connaissance, vous avez emmagasiné suffisamment d'éléments sur la situation pour y puiser les réponses aux questions que vous vous posez, vous n'avez pas besoin d'aller chercher ailleurs systématiquement d'autres matériaux, et si vous n'y arrivez pas, c'est qu'effectivement vous avez un problème, votre méthode de raisonnement est défectueuse, il faut commencer par la corriger, une fois qu'elle sera au point, vous gagnerez un temps considérable, vous verrez que cela peut vous changer la vie, vous en tirerez une grande satisfaction, car c'est vous qui aurez fait ce boulot et personne d'autre à votre place.

Comment croyez-vous que je procède ? En dehors du temps que je consacre à collecter sur Yahoo (un portail unique) la totalité des dépêches de presse de la veille qui m'intéressent pour préparer les infos en bref, plus parfois Les Echos et La Tribune, je n'utilise que très très rarement Internet, quelques heures seulement par mois. Je ne sais pas ce que je perds en n'allant pas voir ce qui se dit ici ou là sur Internet, sans doute, par contre je sais le temps précieux que je gagne en procédant à ma mnière pour pouvoir lire et écrire et m'occuper de mes affaires, dont les tâches ménagères quotidiennes.

Prendre son destin en mains commence par être organisé dans la vie, sinon on ne s'en sort pas. Sur ce, bonne journée à tous et à demain.

Comme quoi tous les dirigeants du POI (CCI) ne me témoignent pas le même mépris, je remercie le Président du CERMTRI, François de Massot, pour l'info suivante que j'ai reçue :

Conférence - débat : Révolution haïtienne et Révolution française - Aux origines de la première République noire, avec Florence Gauthier, historienne, maître de conférence à Paris VII.

Samedi 15 janvier 2011 à 14 h 15, au Centre d'Histoire Sociale 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul), Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol. (Tél : 01.44.83.00.00 - e mail : cermtri@wanadoo.fr - Internet : www.trotsky.com.fr)

Politique.

1- Histoire de dictateurs.

Selon le quotidien espagnol El Pais qui publie ce mercredi soir plusieurs notes diplomatiques américaines, près de 28 millions d'euros auraient été détournés de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) par le président gabonais Omar Bongo. Cet argent aurait profité à des partis politiques français, et plus précisément à Nicolas Sarkozy.

Quatre jours après la mort du dictateur, soit le 12 juin 2009, un haut fonctionnaire de la BCEAC se confiait à un diplomate de l'ambassade américaine de Yaoudé, au Cameroun (siège de la Banque). Selon lui :

« *Les dirigeants gabonais ont utilisé les fonds détournés pour leur enrichissement personnel et, suivant les instructions de Bongo, ont remis une partie de l'argent à des partis politiques français, y compris en soutien au président Nicolas Sarkozy.* »

L'argent aurait profité « *aux deux camps, mais surtout à droite, en particulier à [l'ancien président français Jacques] Chirac mais aussi Sarkozy. Bongo était le président africain préféré de la France* », indiquent les câbles. (Rue89 29.12)

2- La révolution trahie.

Interview à L'Express de Pierre Juquin, ex-communiste dissident, candidat à l'élection présidentielle de 1988, extrait :

Question. Les années Marchais n'ont donc pas été celles du déclin?

Réponse. Le déclin est continu depuis 1947. D'ailleurs, l'expérience italienne menée par Enrico Berlinguer, qui fut admirable, a été un échec aussi. Que reste-t-il aujourd'hui du Parti communiste italien? Il y a eu un déclin mondial des partis communistes, lié aux désastreuses expériences soviétiques et chinoises. Mais l'idée communiste, elle, reste bien vivante. (Lexpress.fr 29.12)

L'Internationale communiste sous l'emprise de Staline à partir de 1924 (dès 1923 en réalité) devait conduire à la défaite toutes les révolutions prolétariennes dans le monde, à faire avorter celles qui auraient pu voir le jour, dès lors l'Etat ouvrier socialiste constitué au cours de la révolution russe de 1917 était condamné à disparaître, ainsi que l'ensemble des partis communistes stalinisés.

Seule une hypothétique révolution politique en URSS aurait pu renverser cette tendance et rendre à la révolution son caractère permanent à l'échelle mondiale, mais en présence d'un formidable appareil policier et d'une impitoyable dictature ayant usurpé le pouvoir au nom du socialisme, il allait s'avérer impossible de constituer une opposition politique capable de constituer un nouveau parti communiste à partir de l'héritage du bolchevisme.

Si les différents partis communistes dans le monde ont bénéficié plus particulièrement vers la fin de la guerre du prestige de l'Armée rouge engagée dans le combat contre l'Allemagne dirigée par Hitler, cela se fit au profit du stalinisme et non du communisme qui en était l'antithèse, autrement dit, cette période coïncida avec l'apogée du stalinisme qui en profita pour renforcer encore son pouvoir en URSS, liquider physiquement tous ses opposants et procéder à l'épuration minutieuse des partis de l'Internationale communiste de toute forme de contestation.

Le parti communiste en France a pu compter des centaines de milliers de militants en 1945, parce qu'il se présentera comme la seule force organisée au sein de la classe ouvrière combattant le nazisme, cependant, ces militants pour la plupart sans expérience politique et sans formation théorique adhéreront sans le savoir à un parti complètement gangrené par le stalinisme, du coup ils seront impuissants à s'opposer au cours liquidateur impulser par ses dirigeants qui avaient été soigneusement sélectionnés par Staline et dont l'une des tâches urgentes sera de désarmer et de faire refluer le mouvement révolutionnaire qui allait naître vers la fin de la guerre.

La politique criminelle des dirigeants des partis communistes s'articulait autour de deux axes : soutenir la politique internationale de l'appareil du Kremlin et empêcher à tout prix l'émergence d'une révolution qui lui serait fatale. Cette politique n'a pas vu le jour en 1947 comme le sous-entend Juquin, mais bien dès la disparition de Lénine et la prise du pouvoir par Staline en 1924.

Pourquoi les staliniens "*repentis*" (les dirigeants) occultent-ils toujours la période allant de 1924 à l'après-guerre ? Parce que jusqu'au milieu ou la fin des années 30 (procès de Moscou) Staline s'employa à liquider systématiquement tout ce que comptait l'URSS de véritables communistes, les compagnons de Lénine et Trotsky, les combattants et dirigeants du parti bolchevik qui avaient participé à la révolution russe et qui étaient restés fidèles au communisme contrairement à Staline qui ne l'a jamais été réellement.

Les staliniens "*repentis*" ne peuvent pas aborder (sereinement et à fond) cette période sans que soit démasquée leur véritable nature d'agents du capital qu'ils sont aujourd'hui ou qu'ils étaient déjà hier. Pourquoi, c'est très simple à comprendre, parce que c'est justement au cours de ces années-là que Staline mena le combat le plus intense et le plus féroce contre le communisme qu'incarnait la révolution d'Octobre et le parti bolchevik, le léninisme ou le bolchevisme, et dont Trostsky et ses fidèles compagnons de lutte incarnaient la continuité théorique et politique, et c'est au nom de la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays que Staline mènera ce combat, théorie qui est en totale contradiction avec le marxisme, le léninisme et le trotskysme, rappelons que ce sont Marx et Engels qui les premiers formulèrent la théorie de la révolution permanente dans le Manifeste du parti communiste, c'est finalement pour interdire toute libre discussion sur cette contradiction ou de la faire rejaillir, que les staliniens "*repentis*" ne peuvent analyser à fond la plus sombre et la plus sanglante période du stalinisme.

Ils peuvent dénoncer les procès de Moscou ou les crimes de Staline qu'ils ont couvert pendant des décennies, cela ne leur coûte rien finalement, en revanche ils ne peuvent pas se livrer à une analyse sérieuse sur le plan théorique et politique de la politique menée par Staline au cours de cette période parce que son caractère contre-révolutionnaire saute aux yeux.

Comprenez bien en quoi consiste l'entreprise de cette pourriture : il faut que la classe ouvrière et les masses, les militants du mouvement ouvrier continuent de croire que le stalinisme serait le produit du communisme ou du bolchevisme, qu'ils ont produit le stalinisme, qu'en dehors du capitalisme point de salut ! En bons et loyaux serviteurs du capital, il leur faut absolument sauver le mythe du "camarade" Staline, du "grand dirigeant" de la révolution russe qu'il aurait été, du grand "communiste" qu'il était... pour mieux combattre le communisme et interdire au prolétariat de construire son parti sur le modèle du parti bolchevik et les bases du marxisme, qui franchement en dehors de quelques illuminés aurait envie de rejoindre un parti se réclamant de la même idéologie que le cruel Staline, qui aurait envie d'adhérer à une théorie qui a engendré une terrible dictature et qui a conduit à la faillite tout un pays.

Pour conclure, les staliniens "*repentis*" n'ont pas rejeté la théorie du socialisme dans un seul pays d'où les guillemets à repentis, ils sont toujours aussi staliniens qu'hier ou autrefois, et vous savez pourquoi, parce cette théorie est compatible avec le soutien qu'ils témoignent envers les institutions de la Ve République, l'Union européenne, les plans du gouvernement en faveur des banquiers, leur rejet ou leur haine farouche du socialisme qui se traduit par leur adaptation au capitalisme, est parfaitement compatible avec le socialisme frelaté que constitue le réformisme à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Dans le cas contraire, ils auraient adhéré au marxisme ou à la théorie de la révolution permanente, ce qui n'est pas le cas. Disons que d'autres circonstances, la théorie du socialisme dans un seul pays a pris la forme du réformisme chez les staliniens, ni l'une ni l'autre ne permettant d'avancer vers le socialisme, voilà tout.

En aparté, ni la classe ouvrière ni les masses ni les militants n'ont été capables de faire la part des choses entre communisme et stalinisme, comme dans bien d'autres domaines comme je le soulignais dernièrement, un simple constat que chacun peut faire. Voilà donc un élément supplémentaire qui permettra à chacun de mesurer à sa juste valeur les vertus merveilleuses de la stratégie qui consiste à présenter le PS et ses satellites comme des partis ouvriers pour mieux les combattre, elle a amplement prouvé qu'elle ne permettait pas d'atteindre cet objectif, et s'il fallait une preuve supplémentaire pour s'en convaincre, il suffit d'observer qu'il a suffit que ces partis soient au pouvoir pendant de longues années pour que les travailleurs s'en détournent et n'en attendent plus rien de bon, alors de là à penser qu'on aurait été bien avisé de mettre en oeuvre une autre stratégie pour les combattre, c'est l'enseignement que l'on peut en tirer.

Le combat des illusions sur le terrain des illusions, tout comme le le front unique, aboutit au résultat inverse de celui recherché quand il se déroule ou il est mis en oeuvre dans des conditions inappropriées, lorsque les travailleurs ne sont pas en mesure de saisir quel objectif ce combat permettrait d'atteindre ou lorsqu'ils n'ont déjà plus les illusions qu'on leur prête. Soit on prête aux travailleurs la capacité de saisir certaines nuances ou subtilités, alors qu'en réalité ils n'en ont pas les moyens, soit on les prend pour plus arriérés qu'ils ne sont et pour le coup on flatte les illusions qu'il leur reste.

Vous voulez faire un beau cadeau à vos dirigeants pour qu'ils soient de bonne humeur dès le 1er janvier : demandez-leur ce qu'ils en pensent ? Un peu de courage, dites-leur que c'est le camarade d'un camarade d'un camarade que vous ne connaisez pas, tenez, il est mort, qui vous a donné ce truc-là à lire...

Social

Ainsi font font font... trois petits tours et puis s'en vont !

C'est ce que la police appelle «*l'effet iPhone*». Les vols avec violences dans les transports en commun franciliens ont augmenté de près de 40% entre 2009 et 2010, rapporte Le Figaro, citant une note de la Direction de sécurité de proximité de l'agglomération parisienne. Sur les onze derniers mois, il y a eu 9.501 agressions de ce type alors que sur la même période en 2009, 6.281 faits de ce type avaient été recensés.

La moitié de ces vols avec violences ont lieu dans Paris intra-muros. «*Plus des deux tiers des vols avec violences commis dans la capitale sont des vols à l'arraché, 21,8% sont des vols perpétrés avec des violences physiques et 10,7% sont des extorsions*», explique la note de la Direction de sécurité de proximité de l'agglomération parisienne. (20minutes.fr 29.12)

Personnellement j'en suis resté au téléphone fixe et je m'en porte très bien merci. Le titre est ironique, car il faut être un peu timbré pour avoir toujours un portable à la main ou à l'oreille, comme si cela ne pouvait pas attendre pour répondre à un appel, quel monde de dingues !

Economie.

1- Portugal.

Fragilisé par le poids de ses déficits, le Portugal devra emprunter jusqu'à 20 milliards d'euros sur les marchés financiers en 2011, a annoncé mercredi l'Institut de gestion du crédit public (IGCP).

L'IGCP a indiqué qu'il émettrait des obligations pour 18 à 20 milliards d'euros pour atteindre les besoins de financement du Portugal l'année prochaine. La date de ces émissions n'a pas été précisée.

Des bons au Trésor à court terme vont également être émis, en fonction des conditions des marchés. La première vente -500 millions d'euros en bons à trois mois- est prévue le 5 janvier. (AP 29.12)

2- Pétrole.

Le baril de pétrole a largement dépassé le niveau de 70 à 80 dollars privilégié par l'Arabie saoudite, mais l'Organisation des pays exportateurs de pétrole semble ne pas vouloir agir pour autant, et le marché se prépare à retrouver un niveau supérieur à 100 dollars. (Reuters 29.12)

Le 31 décembre

Afin d'archiver les fichiers des causeries et des articles de presse de décembre et de 2010, le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, ainsi je suis à jour, le boulot est terminé.

Je me suis aperçu que je m'étais encore embrouillé dans les adresses de certains fichiers, et hier on était le 30 et non pas le 29 ! Vous trouverez les articles de presse et les causeries de l'année 2010 dans deux fichiers pdf avec chacun une table de matière interactive renvoyant à chaque mois de l'année puis à chaque jour ou article.

J'ai oublié de vous signaler une info entendue hier soir au journal de TV5Monde Asie que je n'ai pas trouvée ce matin dans les dépêches internationales : Morales a augmenté hier le prix de l'essence de 83% pour lutter paraît-il contre la contrebande vers les pays voisins où elle est moins chère, c'est en tout ainsi qu'il a justifié cette hausse qui a entraîné immédiatement le doublement du prix des transports et la flambée de certaines denrées alimentaires. Du coup l'opposition a saisi l'occasion pour appeler à une manifestation contre la hausse des prix.

Encore une fois je vous souhaite tout le meilleur et que le 11 soit maudit pour les capitalistes !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

Causeries et infos en bref de 2011

JANVIER **FÉVRIER** **MARS** **AVRIL** **MAI** **JUIN**

JUILLET **AOUT** **SEPTEMBRE** **OCTOBRE** **NOVEMBRE** **DÉCEMBRE**

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier

Commençons l'année sur le bon pied, en mémoire à Lénine mort en janvier 1924 :

"*Dans les pays plus avancés que la Russie, un certain esprit réactionnaire des syndicats s'est manifesté et devait se manifester incontestablement, avec beaucoup plus de force que chez nous. En Russie les mencheviks avaient (et ont encore en partie, dans un très petit nombre de syndicats) un appui dans les syndicats, précisément grâce à cette étroitesse corporative, à cet égoïsme professionnel et à l'opportunisme.*

Les mencheviks d'Occident se sont bien plus solidement "incrustés" dans les syndicats, et une "aristocratie ouvrière " corporative, étroite, égoïste, sans entrailles, cupide, philistine, d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme, y est apparue bien plus puissante que chez nous. Cela est indiscutable. La lutte contre les Gompers, contre MM. Jouhaux, Henderson, Merrheim, Legien et Cie en Europe occidentale, est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos mencheviks qui représentent un type politique et social parfaitement analogue.

Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré; dans les différents pays et dans des conditions diverses, ce "certain degré" n'est pas le même, et seuls des dirigeants politiques du prolétariat, réfléchis, expérimentés et compétents, peuvent le déterminer exactement dans chaque pays. " (La maladie infantile du communisme (le gauchisme) - 1920)

Qu'est-ce qu'il dirait en voyant l'état misérable des syndicats 90 ans plus tard en France ? Avis à ceux qui estiment que j'emploie des termes trop durs, trop violents envers cette pourriture, ce que j'en pense, c'est qu'ils sont eux-mêmes gangrenés par cet état d'esprit qui se refuse à appeler les choses par leurs noms, à moins que ce ne soit l'ampleur de la tâche à accomplir pour épurer les syndicats de la vermine qui les rongent depuis des lustres qui leur fait préférer un ton conciliateur pour traiter les agents du capital qui les contrôlent. Après tout les idées de la classe dominante s'infiltrent bien jusqu'à la direction des partis...

Ces militants qui me traitent de gauchistes ne se rendent même pas compte que je ne fais que me situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, je ne fais qu'appliquer la méthode de Lénine, je n'ai rien inventé, je ne prône ni les actions individuelles ni la violence aveugle ni le terrorisme à ma connaissance. Si refuser le financement des syndicats par l'Etat, refuser de participer à des organismes tripartites, refuser de participer à des comités ou Hautes autorités pilotés par l'UMP, appelez à rompre toutes relations avec le gouvernement et le patronat, engagez frontalement le combat contre les appareils pourris des syndicats c'est être gauchiste, alors dites-nous que sont les dirigeants qui s'y refusent, qui gardent le silence, qui refusent d'engager le combat dans cette direction ? Vous les situez à l'opposée extrêmes du gauchisme ?

Hier soir, j'ai passé la soirée du Jour de l'An tout seul, pas triste du tout, un repas très simple (poulet frites) au champagne que Magueswary m'avait rapporté de France en écoutant Joe Satriani, Gun's N' Roses, ZZ Top, Aerosmith et Scorpion. Je me suis demandé s'il me faudrait faire le bilan de 2010, puis je me suis dit que ce ne serait pas nécessaire compte tenu que je n'avais cessé de traiter l'actualité sur le plan dialectique, le 1er janvier n'est que le jour qui suit le 31 décembre et rien de plus.

Par contre, j'ai commencé à réfléchir à ce que pourrait être notre axe de combat pour les mois à venir dans le prolongement de la bataille des retraites et j'en ai trouvé plusieurs, dont celui contre les appareils des syndicats et plus particulièrement contre la conception d'un syndicalime réduit à définir quelles revendications sont légitimes parce qu'elles seraient compatibles avec le capitalisme, toutes les revendications sociales nécessitant de se fixer des objectifs politiques pour les atteindre passant systématiquement à la trappe évidemment.

Notre second axe de combat consistant justement à définir et à associer des objectifs politiques à ces revendications sociales, dans la perspective d'unir dans un seul combat l'ensemble des militants des syndicats et des partis et des hors partis ou syndicats qui veulent en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, et ainsi poser les bases d'une alternative politique au régime actuel s'orientant vers la constitution d'organismes politiques indépandants qui constitueraient l'embryon d'une future République des délégués ouvriers et intellectuels, d'un Etat ouvrier.

Il s'agit de tirer les enseignements de la bataille des retraites, dont la principale faiblesse a été l'incapacité du mouvement ouvrier de fixer des objectifs politiques à la classe ouvrière et aux masses pour que leur mobilisation franchisse une étape décisive et pose consciemment la question des conditions politiques à réunir pour pouvoir satisfaire cette revendication (notamment), autrement dit chasser Sarkozy et poser la question du pouvoir, la question de quel gouvernement pourrait représenter et défendre les intérêts des masses laborieuses. Dans cette bataille, nous tirerons à coups de canon sur Sarkozy et son gouvernement, sur les institutions et le capitalisme, on ne doit absolument rien laisser passer.

Le troisième axe de combat devrait être dirigé contre toutes les formes d'opportunismes, contre le PS et ses satellites qui passent leur temps à endormir les travailleurs en leur racontant des balivernes, mais aussi contre les directions du POI, du NPA et de LO qui se refusent à définir ces objectifs politiques ou qui en font une option à la marge, encore faudrait-il qu'ils soient corrects.

On nous a fait le coup : n'avançons pas d'objectifs politiques car cela va diviser la classe et on n'arrivera à rien. Et en procédant de la sorte, quel résultat ont-ils obtenu ? Le néant ! Il s'agit donc de tirer les leçons de cette expérience, car avec des mots d'ordres et des objectifs politiques on n'aurait pas fait pire. Ce qui détermine la mobilisation des travailleurs, ce sont les conditions objectives qu'ils vivent au quotidien, comment ils les vivent, et ce qui détermine l'ampleur et l'issue de leur mobilisation est lié à la fois à la perspective politique dont ils peuvent se saisir consciemment ou non, à leur niveau de conscience politique et à sa capacité à se nourrir de leur expérience au cours de leur mobilisation, ainsi qu'à leur degré d'organisation.

Nous ne prétendons pas qu'en avançant des objectifs politiques on aurait pu empêcher la contre-réforme des retraites de passer, nous disons simplement de quelle manière il faut préparer la classe et les masses dans la perspective des combats à venir, tout en se donnant les moyens de construire le parti sur une base politique correcte.

C'est sur tous ces fronts qu'il nous faut combattre. (A suivre)

Parole d'internautes.

"*en Chine, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur est passé de 2 millions en 2002 à 7 millions en 2008*"... Le niveau de développement intellectuel et de culture générale d'un étudiant chinois sortant avec une licence (obtention automatique sans redoublement) est à peu près celui d'un lycéen à l'approche du Bac. Alors, oui, bien sûr, c'est mieux qu'avant... Mais il faut continuer à se méfier des comparatifs chiffrées et ne pas oublier de rappeler que le PIB par habitant reste dramatiquement très éloigné de n'importe quel pays occidental. (Slate.fr 31.12)

Cela confirme ce que j'avais expliqué dans le site à propos de la scolarité en Inde et des étudiants indiens en particulier.

Politique.

1- France

1.1- 2011: L'art de recycler les déchets ou de se rendre utile à ses amis.

"*2011 doit donc être une année utile pour les Français. La difficulté ne compte pas lorsque sont en jeu l'intérêt de la nation et le bien commun des Français*", a dit Nicolas Sarkozy vendredi soir, à l'occasion de ses voeux radiotélévisés. (AP 31.12)

Le "*bien commun des Français*", entendez par là les masses exploitées qui constituent l'immense majorité de la population,

est incompatible "*l'intérêt de la nation*" qui rime avec celui des banksters !

1.2- Bongo : bingo !

Selon un nouveau câble de WikiLeaks rendu public la veille par le quotidien espagnol El Pais, près de 30 millions d'euros auraient été détournés de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) par le défunt président gabonais Omar Bongo. Principalement destinés au dirigeant et à son entourage, ces fonds auraient aussi servi à financer plusieurs partis politiques français des deux camps, "*surtout à droite, en particulier à [l'ancien président Jacques] Chirac mais aussi [Nicolas] Sarkozy*".

L'UMP et le PS ont nié jeudi 30 décembre avoir touché des fonds de l'ex-président gabonais Omar Bongo.

Après la mort de Bongo, l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing avait spectaculairement rompu le silence en affirmant que le président gabonais avait financé en 1981 la campagne présidentielle de Jacques Chirac. "*Moi j'étais président de la République à l'époque*", avait-il raconté sur Europe 1. "*J'ai appelé Bongo et je lui ai dit : 'Vous soutenez actuellement la campagne de mon concurrent' [Jacques Chirac], alors il y a eu un temps mort que j'entends encore et il m'a dit : 'Ah, vous le savez', ce qui était merveilleux. A partir de ce moment-là j'ai rompu mes relations personnelles avec lui.*"

Jacques Chirac avait plus tard dénoncé des propos "*dénués de tout fondement*" et ne relevant que "*d'une médiocre polémique*". "*Nous savons tous précisément qu'Omar Bongo a financé de nombreuses campagnes électorales à droite mais aussi à gauche, parfois, peut-être. On l'a entendu dire. Je crains hélas que cela soit un peu vrai, y compris concernant la gauche*", avait reconnu pour sa part le député PS André Vallini. (Lemonde.fr 30.12)

1.3- Renforcement de l'arsenal juridique répressif de l'Etat.

1.3.1- A quand les milices privées ?

Des jurés populaires dans les tribunaux correctionnels pour renforcer la lutte contre la délinquance.

"*Ainsi, c'est le peuple qui pourra donner son avis sur la sévérité de la réponse à apporter à des comportements qui provoquent l'exaspération du pays*", a expliqué à ce propos. (Reuters 31.12)

Ils veulent ainsi que la population soumise à l'ordre capitaliste et sans conscience politique se fasse justice elle-même en fonction de ses états d'âme, sachant que la décomposition du régime conduit la population à une haine aveugle envers des couches entières de travailleurs ou jeunes, c'est la voie ouverte vers la dictature. En fait de justice, ces jurys populaires seront autant de tribunaux d'exception.

1.3.2- Bientôt la prison à vie dès 16 ans ou la haine féroce de la jeunesse.

Le député-maire UMP de Nice souhaite déposer dès la rentrée parlementaire du 10 janvier une proposition de loi visant à abaisser la majorité pénale à 16 ans, prévoyant que ces mineurs soient jugés par des tribunaux de droit commun, a indiqué son entourage vendredi 31 décembre. (Lemonde.fr 31.12)

1.3.3- Les agents de la SNCF et de la RATP transformés en flics !

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a proposé jeudi lors d'une conférence de presse jeudi après-midi à la Maison de la RATP, à Paris, d'étendre les pouvoirs des agents de la SNCF et de la RATP afin qu'ils puissent contrôler l'identité des voyageurs, dresser des procès verbaux et évacuer les éventuels fauteurs de troubles.

En outre, ces agents "*disposeront désormais des moyens de contraindre tous ceux qui troublent la tranquillité à sortir des rames, des wagons, des couloirs ou des gares*", a ajouté le ministre de l'Intérieur. Pour cela, la loi devra instituer "*une injonction à quitter l'espace d'un transport public*".

M. Hortefeux suggère enfin de créer "*un délit de pénétration illégale dans les cabines de pilotage et de train*", qui n'existe pas actuellement. (AP 30.12)

1.4- Mégalomanie de monarque : c'est nous qui payons !

Le musée du président Jacques Chirac, ouvert depuis dix ans en Corrèze, coûte plus de 30 euros aux contribuables du département chaque fois qu'un visiteur s'y rend, selon la chambre régionale des comptes du Limousin.

L'établissement situé dans un petit village de 300 habitants loin de tout, a ainsi enregistré en 2008 200.000 euros de recettes - le billet d'entrée coûte en moyenne 3,3 euros - contre 1,7 millions d'euros de dépenses en 2008.

"*Le rapprochement du déficit annuel d'exploitation avec le nombre de visiteurs détermine un déficit induit par visiteur légèrement supérieur à 30 euros*", ajoute le rapport.

Construit pour 7,1 millions d'euros de fonds publics, le musée a été agrandi entre 2004 et 2006 pour plus de 9,5 millions d'euros, un coût très supérieur aux prévisions initiales.

La masse salariale est supérieure à 400.000 euros par an et le coût de la maintenance du bâtiment s'élève à 488.000 euros par an.

Le restaurant du site a déjà coûté depuis son ouverture 270.000 euros aux contribuables, précise la chambre des comptes régionale, puisque la convention déléguant à une société privée sa gestion prévoyait une prise en charge des pertes à hauteur de 80% au départ, et à 45% après cinq ans en 2008.

Une nouvelle convention signée pour la période 2008-2013 prévoit que les fonds publics seront toujours mobilisés jusqu'à un euro par convive. (Reuters 30.12)

2- Tunisie.

Pour la première fois depuis le déclenchement des troubles à Sidi Bouzid, (centre-ouest de la Tunisie), une chaîne tunisienne privée, Nessma TV, a brisé le verrouillage médiatique en diffusant jeudi soir une émission spéciale sur ce mouvement de protestation sociale qui s'est propagé à la plupart des régions du pays, faisant deux morts et un blessé grave et engendrant de nombreuses arrestations.

L'émission, qui a duré près d'une heure et demie, était illustrée de reportages sur le terrain, où la parole a été donnée, "*sans censure*", aux habitants de Sidi Bouzid. Ces derniers ont fait part ouvertement de leurs revendications et des problèmes dont souffre cette région frappée par un taux de chômage élevé et le manque d'infrastructures et de commodités, à la différence des zones côtières.

Corruption, népotisme, responsables défaillants qui "*ne pensent qu'à leurs fauteuils*", impunité et absence de contrôle des crédits alloués par l'Etat: tout a été passé au crible, sans détours, par les citoyens interviewés, jeunes et moins jeunes, hommes et femmes.

Sur le plateau, deux jeunes journalistes ont considéré comme un non-sens le verrouillage médiatique à l'ère de l'Internet. "*Aux premiers jours des troubles, rien ne filtrait sur les journaux et les médias audiovisuels. C'était le black out total, alors que les chaînes de télévision étrangères en faisaient état en puisant leur matière sur la toile*", a noté Rym Saïdi. (AP 31.12)

3- Hongrie. Un régime despotique compatible avec l'UE.

Le 20 décembre, la Hongrie – qui prend samedi la présidence de l'Europe – a adopté une loi liberticide sur la presse. Elle permettra à un « *conseil des médias* » pro-gouvernemental de sanctionner les journalistes dépourvus « *d'objectivité politique* » ! Interview d'un journaliste hongrois contraint de garder l'anonymat, à la fois pour lui-même et son journal.

My Europ : Quels sont les points les plus inquiétants de cette loi que l'Organisation pour le sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a condamnée ?

Le journaliste hongrois : Lors du débat autour de cette loi, un élément essentiel a quasiment été passé sous silence. Le « conseil des médias » chargé de la surveillance des organes de presse peut désormais sanctionner les journalistes, sans autre forme de jugement, en fonction de critères aussi vagues que la diffusion d'informations « *non équilibrées* » ou dépourvues « *d'objectivité politique* » !

Ses membres seront élus par le Parlement, d'autres seront choisis par le Premier ministre Viktor Orban et par le président du conseil. Ce dernier est également désigné par Orban. Sans le dire, c'est donc le chef du gouvernement qui a toutes les cartes en main. Les membres de ce « *conseil des médias* » resteront en poste neuf ans.

Mais cette loi liberticide va encore plus loin : les membres du conseil peuvent perquisitionner dans nos locaux et consulter tous nos documents ou ordinateurs. Sans aucune limite.

Le parti conservateur Fidesz au pouvoir veut tout contrôler, même les blogs ! Selon le nouveau texte, tout blog « édité » et « *produisant un revenu* », devra être enregistré et pourra aussi être sanctionné. Mais que signifie « *édité* » ? Selon certains,

cela voudrait dire qu'au moins deux personnes écrivent sur le même blog. Mais, honnêtement, qui peut contrôler combien de personnes se cachent derrière un pseudonyme ? Et que veut dire « *produire un revenu* » ? Une simple publicité Google suffit-elle ?

Une loi avec des critères aussi flous est-elle vraiment applicable ?

Nous ne le savons pas vraiment, car ce qu'il y a de terrible dans cette loi, c'est justement qu'il n'y est pas écrit précisément selon quels critères nous pouvons être sanctionnés. Le texte entre en vigueur en janvier, mais nous ne changerons pas notre façon de travailler, en attendant les premières sanctions.

C'est le principe même des dictatures : maintenir les gens dans l'incertitude et l'insécurité. Ils espèrent que nous serons nos propres censeurs.

Avez-vous déjà pu observer des conséquences ?

Oui. Le lendemain matin du vote au Parlement, Attila Mong, un reporter de la radio publique, a respecté une minute de silence lors de son programme quotidien, juste après avoir annoncé le vote de la loi. Son rédacteur en chef et lui-même font, depuis, l'objet procédure de licenciement. Ils vont sans doute être virés dés que la loi sera entrée en vigueur. (Rue89 30.12)

Social.

Le décret entérinant notamment le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans, disposition clé de la réforme des retraites adoptée cette année, a été publié vendredi au Journal Officiel. (AP 31.12)

Economie.

1- 2011, ce qu'ils en disent.

1.1- La fuite en avant.

Philippe Mabille, rédacteur en chef et éditorialiste à *La Tribune* :

Sous l'apparent confort du retour au « *business as usual* », rien n'a été fait pour corriger en profondeur les déséquilibres fondamentaux à l'origine de la crise. Au contraire, pour la surmonter, les États ont choisi la fuite en avant dans une boule de neige financière qui fait, c'est de saison, froid dans le dos. Les liquidités en circulation représentent près de douze fois le PIB mondial (700.000 milliards d'euros), s'inquiète le député socialiste et ancien banquier Henri Emmanuelli qui a présidé une commission d'enquête sur la spéculation. Comme l'écrit avec un humour grinçant le « *Blog a Lupus* », « *la rechute des alcooliques anonymes* » menace et prépare de nouveaux chocs financiers. Reste à savoir où serait l'épicentre du « *Big One* » : l'Europe, les États-Unis, la Chine ? Les failles ne manquent pas. (La Tribune.fr 25.12)

1.2- OFCE et FMI : "***la crise n'est pas finie***"

Pour de nombreux analystes, les plans de rigueur des pays développés ont pourtant été engagés trop tôt. Ils freinent l'activité alors même que "*la crise n'est pas finie*", rappelle l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Selon l'analyse du Fonds monétaire international, "*la simultanéité de la mise en oeuvre*" de ces politiques restrictives "*aura un impact récessif puissant*". (Lepoint.fr 31.12)

2- Eurocrise.

La zone euro a seulement une chance sur cinq de survivre dans sa forme actuelle au cours des dix prochaines années en raison des déséquilibres de compétitivité entre ses membres, a déclaré vendredi un cercle de réflexion britannique.

Le Centre for Economics and Business Research (CEBR) a souligné que l'Espagne et l'Italie devraient avoir à se refinancer à hauteur de 400 milliards d'euros en emprunts d'Etat au printemps prochain, ce qui pourrait potentiellement déclencher une nouvelle crise dans la zone.

«*L'euro pourrait prendre fin à ce moment, même si les dirigeants européens sont normalement capables de répondre à la crise*», a dit le directeur général du CEBR, Douglas McWilliams. (20minutes.fr 31.12)

3- La Boursouflure.

Le CAC a cédé 2,17 % en 2010. La Bourse d'Athènes, de loin la plus touchée a plongé de 35,51 %, celle de Madrid de 17,43 % et celle de Rome 13,23 %.

A contrario, les Bourses du nord de l'Europe ont connu une assez bonne année. La Bourse de Francfort a ainsi gagné 16,06 %, celle de Londres 10,35 % et Stockholm 39,5 %.

La Bourse américaine a, elle, tiré son épingle du jeu. Le Dow Jones s'est apprécié de 11,5 % depuis le 1er janvier. Le Nasdaq a gagné 20 %.

Sur l'ensemble de l'année 2010, la place de Shanghai a perdu 14,3%, la Bourse de Hong Kong a enregistré une hausse de 5,32%.

Djakarta se distingue avec sa hausse de 46,1% après avoir gagné 87% en 2009. La Bourse de Manille signe la troisième meilleure progression du sud-est asiatique avec un bond de 37,62% sur l'année. La Bourse de Bangkok termine sur un gain de 40,60% sur l'année. La Bourse de Tokyo a terminé 2010 sur un recul de 3,0% en grande partie imputable à la vigueur du yen puisque la variation de l'indice Nikkei corrigée des effets de change ressort en hausse de 10,7% selon les données Reuters. A Séoul l'année s'achève sur un bond de près de 22% pour l'indice Kopsi.

De nombreux marchés émergents ont fait la course en tête. L'indice MSCI Emerging Market a gagné 24 % (en euros), contre 19 % pour le MSCI Monde. «*Les pays émergents ont bénéficié d'un bon contexte économique. Mais, ils ont aussi profité d'importants flux financiers. Près de 100 milliards de dollars ont été investis dans les fonds actions*», explique Didier Bouvignies. Les Bourses les plus exposées aux matières premières ont été les mieux lotis.

Au final, malgré une année contrastée, plusieurs grands indices terminent dans le vert. «*Cette performance très honorable est à relier au redressement spectaculaire des profits des entreprises. Par rapport au point bas de mars 2009, la hausse du marché mondial avoisine 80 %*», résument les économistes de Fidelity. (Lefigaro.fr et Reuters 30.12)

4- Fusion-Acquisition.

L'année 2011 ne sera pas exceptionnelle, mais devrait confirmer le retour progressif des fusions-acquisitions. Tel est en substance le message délivré par les experts. Selon une enquête réalisée par Thomson Reuters et le cabinet Freeman auprès de chefs d'entreprise, les fusions-acquisitions pourraient même dépasser les 3000 milliards de dollars l'an prochain. Soit une hausse de 36% si l'on en croit les chiffres de Crédit Suisse ou de 11% selon les chiffres de Dealogic, qui fait état d'une progression de 17% en 2010.

La reprise sera donc molle et les volumes atteints en 2011 seront très loin du record de 2007 où ils s'élevaient à quelque 4.280 milliards de dollars. Pour revenir sur les niveaux de 2008, il faudrait par exemple que les volumes croissent de…60% ! «*Si la visibilité économique s'améliore au second semestre, nous nous attendons à une hausse de 30% des volumes de fusions-acquisitions et à 15% dans le cas contraire*», affirme Hervé Mangin, gérant actions européennes chez Axa IM. (Lefigaro.fr 31.12)

5- Matières premières.

Le palladium a gagné 96,5% en 2010. L'argent s'est apprécié sur l'année de 84%. La hausse annuelle de l'or est plus modeste, à 29,7%. Le cuivre a pris 31% sur l'année. La hausse annuelle atteint 35% pour le nickel, 5% pour le plomb et 11% pour l'aluminium.

Sur les marchés pétroliers, le baril de brut américain a terminé l'année en hausse de 15,14%.

Le blé a terminé l'année en hausse de 46,7%. (Reuters 31.12)

6- Ils nous endettent, on ne leur a rien demandé !

Près de 52.000 euros. C'est le montant de la dette japonaise rapporté à chacun des habitants de l'île. Le pays arrive en tête du classement de l'endettement public par habitant, réalisé ce vendredi par *La Tribune*.

Mais il montre qu'en matière de dette, les contribuables ne sont pas sur un pied d'égalité. Juste derrière les Japonais arrivent les Islandais, avec 32.785 euros de dette par personne, crise oblige. Suivent ensuite la Belgique (30.856 euros) et l'Italie (29.580 euros), alors que les Grecs (26.577 euros) et les Irlandais (23.764 euros), qui traversent une crise de la dette, sont selon ce classement moins endettés que les Canadiens (28185 euros) et les Américains (28.043 euros).

La France se classe assez bien avec seulement 23.264 euros de dette par personne, un niveau à peu près équivalent à celui de l'Autriche (22.248 euros), de l'Allemagne (21.413 euros) et des Pays-Bas (21.189 euros), note *La Tribune*. L'Espagne, fait

mieux que le reste de la zone euro, avec 12.380 d'euros par habitant, alors que «plus nombreux rapportés à la taille de leur Etat et de leurs économies, les Chinois et les Indiens ne supportent ainsi que 225 et 563 euros d'endettement public par tête», conclut le quotidien. (20minutes.fr 31.12)

7- Grèce.

La Grèce négocie avec des banques commerciales l'allongement du délai de remboursement de sa dette, rapporte vendredi un hebdomadaire athénien.

Plus de 70% de la dette grecque est détenue par des investisseurs étrangers.

Le journal rapporte que la restructuration envisagée impliquerait un allongement du délai de remboursement compris entre 10 et 30 ans, notamment pour les papiers dont l'échéance est fixée entre 2013 et 2015.

Le délai de remboursement des aides du FMI et de l'UE est arrêté à 2021, avait annoncé le mois dernier le ministre des Finances après des tractations avec ses homologues de la zone euro.

La dette publique du pays devrait s'élever l'année prochaine à 152,6% du produit intérieur brut (PIB) de la Grèce, soit 348 milliards d'euros selon le budget 2011 du gouvernement.

"*La restructuration de dette actuellement en débat n'est pas une solution souhaitable, que ce soit pour la Grèce ou pour la zone euro*", a déclaré l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE) Lucas Papademos lors d'un discours à Athènes.

"*Ce n'est pas nécessaire et ce n'est pas inévitable.*" (Reuters 31.12)

8- Italie.

L'Italie n'a pas réussi à adjuger une partie de son offre d'emprunts d'Etat prévue jeudi et a dû offrir des rendements nettement supérieurs pour placer 8,1 milliards d'euros de dette à moyen et long terme.

Les titres de dette de jeudi ont été adjugés avec des rendements plus élevés que lors des émissions précédentes de même type. Le rendement du papier à trois ans a augmenté de 39 points de base pour atteindre 3,25% et celui du dix a progressé de 37 pdb à 4,80%. (Reuters 31.12)

Haut de page

Le 2 janvier

J'ai corrigé les liens vers : *Espagne. Lettre ouverte à la direction de la CGT. (Marxistes per la Internacional) (06.12).* et *Espagne. Troisième déclaration politique des Marxistes pour l'Internationale. (20.12)*, j'avais laissé un espace entre deux signes !

Quelques sujets de causeries.

1- Morales et le dur apprentissage de la gestion du capitalisme.

Entendu hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, Morales aurait fait marche arrière et annulé le décret sur la hausse des carburants de 80% suite aux manifestations qui l'avaient suivies dans tout la Bolivie.

2- Le PCF toujours au côté de l'impérialisme, sa place naturelle.

Le PCF fidèle à lui-même, toujours aussi réactionnaire, soutient ouvertement le candidat du FMI et de Sarkozy en Côte-d'Ivoire dans un article du 18 décembre, le titre suffit *La mission de l'Union africaine doit être soutenue d'urgence par la France et l'Union européenne*.

Ils écrivent : "*Cette grave situation devrait susciter des initiatives politiques et diplomatiques à la hauteur de l'enjeu*", ils ont été servie "*La mission de Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, doit être activement soutenue par la France et ses partenaires de l'Union européenne qui doivent maintenant porter la question devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies*", la mission de ce pingoin, dont j'ai entendu le discours sur TV5Monde Asie, a consisté uniquement à exiger que Gbagbo cède

le pouvoir à Ouattara conformément aux exigences des multinationales qui le soutiennent.

Conclusion : UMP, PCF, Front de gauche, PS, UE, ONU même combat !

Dans un article du 31 décembre intitulé *Dumas : jusqu'à la lie*, Lutte ouvrière soutient implicitement Ouattara, rien d'étonnant à ce que LO soit sur la même position que le PCF... et le PS.

Tenez à ce propos, pour dire jusqu'où va se nicher le crétinisme légendaire de LO, ils ont pondu un article le 31 décembre intitulé *Une bonne nouvelle*, en voici le contenu affligeant :

"*Contre toute attente, le best-seller absolu de cette fin d'année est … un livre appelant à la révolte. Le petit ouvrage « Indignez-vous » de Stéphane Hessel, un ancien déporté de 93 ans qui dénonce, pêle-mêle, les attaques contre les immigrés, l'accroissement des inégalités ou la politique de l'État israélien contre la Palestine, s'est vendu à 650 000 exemplaires.*

Il paraît que de nombreux parents ont offert ce livre à leurs enfants pour Noël. Reste à continuer le chemin : s'indigner, c'est bien. Se révolter, c'est mieux. S'engager, c'est encore mieux !"

Ce que LO ne dit pas à ces militants, c'est que le Père Noël Hessel conseille de procéder au choix suivant en 2012 : "*Je ne vois que deux candidats possibles en l'état actuel : Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn.* (interview à Rue89 du 30.12)

Et si cela ne suffit pas, une question et une réponse :

Rue89 : Mais Dominique Strauss-Kahn dirige le FMI, qui fait partie des institutions que vous dénoncez…

Hessel ; DSK a pris le FMI à un moment où il fallait le dénoncer, mais il est en train de le transformer assez utilement. On ne sait pas encore bien tout ce que DSK a fait. Par exemple, le FMI ne fait plus d'ajustements structurels, c'est un progrès.

Personnellement, je préfèrerais Martine Aubry : je la considère comme plus énergiquement de gauche ; mais je sais, pour le connaître, que Strauss-Kahn est aussi un homme de gauche. S'il devient Président, il réformera l'économie française selon les même lignes que celles qu'il a soutenues du temps de Jospin ou de Rocard. (Rue89 du 30.12)

Hessel dit des choses intéressantes par ailleurs, mais de là à s'enthousiasmer à la lecture de son livre, il y a un pas que nous ne franchirons pas !

Bref, LO est aligné sur le PCF et le PS sur la Côte-d'Ivoire, pas seulement, et leur fait savoir, cela pourra toujours servir... Laissons les radoteurs d'un autre âge où ils sont !

3- Sous le masque des illusionnistes du NPA.

En aparté, ils ont réussi à récolter 250 000 euros, en revanche je n'ai pas reçu un euro en ce début d'année pour financer le fonctionnement du site : soit je m'y prends mal, soit mes lecteurs sont des ingrats ou encore ils n'ont pas de fric !

Au NPA, ils ont pondu un article le 24 décembre, *2011, aucun répit pour le capitalisme*, le moribond en tremble déjà, car en le lisant on s'aperçoit qu'il n'y est pas question de politique, l'Etat, le gouvernement et les institutions en sont absents.

Ils écrivent "*Face à la crise, aux politiques d'austérité, un plan d'action anticapitaliste doit être au cœur des débats, au cœur des mobilisations et des résistances dans les mois qui viennent proposant une répartition radicale des richesses*", et plus loin "*Il faut faire payer la crise à ceux qui en sont responsables*" et ces illusionnistes de conclure "*Bref, pour l'année 2011, on continue de ne rien lâcher pour pouvoir tout changer!*", traduisez, demeurer sur une ligne opportuniste pour continuer de tout perdre !

L'ensemble des mobilisations des travailleurs en Europe contre les plans d'austérité ou de remise en cause des retraites à l'automne dernier par les différents gouvernements, ont démontré que l'absence d'issue politique et de partis pour l'incarner constituaient leur principale faiblesse.

On a pu constater que les partis POI, NPA et LO qui auraient pu remplir cette fonction à leur niveau en s'appuyant sur les couches du prolétariat les plus déterminées en ont été totalement incapables, bref, ils ont déserté une fois de plus le terrain du combat politique.

Les directions de ces partis s'en sont sans doute bien tirées (provisoirement) vis-à-vis de leurs militants pour avoir axé leur mot d'ordre et leur propagande sur l'unité ou le tous ensemble qui a pu faire illusion et passer pour correcte aux yeux de ceux qui ne

se sont pas posés la question de savoir quel contenu politique il fallait donner à ce combat, sachant que ce sont surtout les couches supérieures de la classe ouvrière qui se sont mobilisées.

On peut mettre dans le même sac opportuniste les appels à l'unité ou au tous ensemble ou encore à la grève générale formulés sans aucun objectif politique, alors que c'est justement et uniquement sur des objectifs politiques que toutes les couches du prolétariat et les masses auraient pu réaliser l'unité et la réaliseront un jour. L'inconsistance de ces mots d'ordre traduit l'incompréhension, le désarroi ou l'incurie politique des dirigeants de ces partis.

Au quotidien ces partis démontrent qu'ils ne combattent pas dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et pour le socialisme, qu'ils ont abandonné ces objectifs, dans la mesure où ils ne les inscrivent pas dans leur combat et n'y préparent nullement les travailleurs, or l'expérience de la lutte de classe du XXe siècle nous enseigne que sans cette préparation minutieuse et inlassable, il sera impossible de vaincre notre ennemi.

Il faut bien que les militants comprennent que ne pas inscrire notre combat dans une perspective politique, ne pas proposer des objectifs politique aux travailleurs, revient à les enfermer dans le carcan du régime et des institutions, freine et fragilise leur mobilisation autant que la progression de leur niveau de conscience politique qui ont besoin d'une orientation politique pour s'affermir ou se renforcer, franchir une nouvelle étape. Partir à l'aventure sans boussole ou mener un combat sans orientation politique revient exactement au même : jamais vous ne pourrez atteindre l'objectif que vous vous êtes fixé.

En réalité, les faits s'inscrivent en totale contradiction avec ce que les dirigeants expliquent à leurs militants, à savoir que si l'unité de la classe avec ses organisations et partis ne se réalisent pas, ce n'est parce que poser des objectifs politiques les diviserait et interdirait l'unité puisqu'ils n'ont avancé aucun objectif politique, c'est au contraire l'absence d'objectifs politiques déclarés qui permet aux uns et aux autres de refuser l'unité au nom justement de leurs propres objectifs politiques qui ne correspondent pas aux tâches que les travailleurs devraient acccomplir... Quel travailleur au mois d'octobre pouvait dire que tel parti n'était pas d'accord pour chasser Sarkozy maintenant ? Aucun, pratique quand on a l'intention de les tromper, non ?

Au cours des années qui ont suivi la révolution d'Octobre, Lénine et Trotsky qui affrontaient en face la réalité, n'eurent de cesse de répéter aux gauchistes de tous poils particulièrement impatient d'en finir avec les restes de l'ancien régime, que la situation et les rapports qui prévalaient au lendemain de la prise du pouvoir n'étaient pas foncièrement différents de ce qu'ils étaient encore la veille et qu'ils étaient le produit de plusieurs siècles de soumission et d'obscurantisme du peuple russe, qu'il ne suffisait pas de s'emparer du pouvoir pour que les habitudes et la mentalité de toutes les couches de la classe ouvrière et de la paysannerie évoluent ou changent radicalement du jour au lendemain, que cela allait nécessité beaucoup de temps et d'efforts de la part des uns et des autres pour y parvenir, de la même manière expliquaient-ils, que pendant des décennies le parti bolchevik avait consacré une attention particulière à les préparer politiquement mais aussi psychologiquement à la révolution et que sans ce travail souvent ingrat et difficile, jamais ils n'auraient pu vaincre et empêcher les forces coalisées de la réaction de renverser l'Etat ouvrier.

On voudrait nous faire croire que les travailleurs se saisiront du jour au lendemain des tâches et des objectifs politiques qu'on leur proposera, pure fable, criminelle ! Saper les bases politiques du régime comme disait Lénine, ne nécessite pas de circonstances particulières, même lorsqu'on est encore éloigné de la prise du pouvoir, il est du devoir des militants révolutionnaires de faire ce travail au sein de la classe et des masses, ceux qui y sont opposés sont habités par un esprit conciliateur envers le régime, ce ne sont ni des marxistes ni des révolutionnaires.

On pourrait dire que ne pas proposer d'objectifs politiques aux travailleurs, revient à les laisser désarmer face à cette soumission et cet obscurantisme, pire, c'est les laisser penser que finalement il ne sera jamais possible d'y mettre fin, c'est là que l'on s'aperçoit que finalement cela revient à capituler devant le régime en place, je ne voulais pas spécialement arriver à cette conclusion, mais elle s'impose d'elle-même, j'en suis désolé autant que vous, après vous me croyez ou non, c'est uniquement votre problème.

Selon vous, quel est le meilleur moyen de lutter contre les rapports sociaux existant pour les renverser à terme ? Deux possibilités, deux conceptions antinomiques de la lutte de classe, une qui consiste à accompagner le capitalisme dans sa descente aux enfers, l'autre au socialisme.

De mener des batailles en laissant croire aux travailleurs que ces rapports existent depuis la nuit des temps et qu'ils existeront pour l'éternité, autrement dit qu'il est possible de les aménager, de les améliorer pour en tirer encore quelque chose, des droits ou des réformes qui seront remis en cause plus tard ou qui ne profiteront jamais à l'ensemble des exploités, ce qu'on ne leur dira évidemment pas dans ce cadre là, ou au contraire que ces rapports sont le produit d'un développement historique parvenu à son terme depuis un siècle et devant conduire infaillement à leur putréfaction (paupérisme, famines, guerres, etc.) comme on a pu le constater tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours, et que pour cette raison notre combat doit se situer dans la perspective de leur dépassement qui consistera à modifier les bases (propriété) sur lesquelles ils reposent, ce qui nécessite dès à présent pour y parvenir de se fixer comme objectif politique de renverser les institutions qui ont été conçues spécialement pour assurer la survie du régime capitalisme.

Abordons la même question sous un autre angle.

Que disent les représentants du capital et leurs valets parlant au nom du socialisme : que le capitalisme est en crise et qu'il faut sauver en priorité le système financier, les banquiers et les actionnaires du CAC 40, que tous nos droits (travail, santé, retraite, instruction, logement, culture, etc.) sont devenus incompatibles avec le capitalisme, qu'ils doivent être sacrifiés sur l'autel du profit et de la marchandisation à outrance, ils disent clairement qu'ils servent les intérêts des capitalistes qui ne représentent qu'une infime minorité de la population, tandis que l'immense majorité des exploités doit supporter toujours plus de sacrifices, se serrer davantage la ceinture, vivre de plus en plus mal et qu'elle n'a pas d'autre avenir puisqu'ils ont déjà hypothéqué les richesses qui seront produites par les générations à venir. En résumé, ils expliquent aux travailleurs qu'ils sont prisonniers du carcan du capitalisme entré en putréfaction et qu'ils doivent faire avec en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais, nous serions tous victime d'une terrible fatalité contre laquelle on ne peut rien.

Si l'on admet que le capitalisme est devenu incompatible avec nos droits et que les institutions sont totalement subordonnées au capitalisme, il faut en déduire qu'il est impossible de mener le combat dans ce cadre, or ne pas combiner le combat pour nos droits sociaux à celui pour des objectifs politiques conduit précisément à leur interdire de rechercher toute issue politique à la crise du capitalisme, à les subordonner aux intérêts du capitalisme, à les maintenir enfermer dans le cadre du régime. Comment dans ces conditions-là voulez-vous que la conscience de classe des travailleurs progresse, sans direction ou orientation politique, sans qu'ils aient le moindre espoir de sortir un jour de cette spirale infernale qui les conduit au désespoir ?

Abordons encore la même question sous un autre angle.

Pourquoi n'envisage-t-on pas si facilement de changer de vie, de refaire sa vie, de tout plaquer et d'aller vivre ailleurs, de changer de métier, de déménager, etc. ? Il arrive toujours un jour dans la vie où l'on se pose ce genre de questions qui n'ont rien d'existentialiste, quand on est jeune et qu'on n'est pas encore fixé quelque part, on se les pose toutes. Au début on déborde d'imagination, pour un peut tout serait possible, puis on se rend rapidement compte que les possibilités que nous offre la société sont très limitées, on bute sur des obstacles insurmontables, on doit revoir nos prétentions à la baisse, pour finalement se retrouver pris dans l'engrenage auquel on voulait justement échappé, la routine de la vie quotidienne abrutissante que connait la quasi totalité de la population en dehors des nantis. Même en partant à l'autre bout du monde comme je l'ai fait, dans des conditions périlleuses il faut dire et aux prix de grands sacrifices, on n'échappe pas au sort que le capitalisme nous avait réservé, j'en ai tiré les leçons depuis et j'en fais la démonstration tous les jours par mes contributions politiques.

Alors qu'on veuille bien nous expliquer comment et pourquoi les travailleurs pourraient-ils ou devraient-ils envisager de vivre dans une autre société où leurs droits seraient réellement pris en compte, pourquoi combattre pour changer de société et non pour changer la société ce qui peut porter à confusion, lorsqu'on s'emploie à les convaincre que c'est dans la société actuelle qu'ils trouveront leur bonheur et nulle part ailleurs ? La formule sulfureuse des renégats du marxisme : ce qui était possible en 45, devrait l'être aujourd'hui, etc...

Comme dirait l'autre, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et il semblerait que nos dirigeants soient assez mal placés pour y répondre ou qu'ils en soient incapables.

4- Détendez-vous, c'est au tour de Laguiller de faire son numéro.

La politique opportuniste que je dénonce tourne à la caricature avec Lutte ouvrière, Laguiller en fait encore la démonstration dans un article daté du 27 décembre *Inverser le rapport de forces, c'est possible !*, extrait :

1- Il n'est pas question d'en finir avec le capitalisme, car voyez-vous si les capitalistes avaient conscience des conséquences de leurs actes sur la population, tout irait pour le mieux, autrement dit, il y aurait de bons et de mauvais capitalistes, au moins avec les bons on vivrait mieux, vous comprenez mieux maintenant pourquoi l'Etat et la Ve République passe à la trappe :

"*Le plus grand scandale réside dans le fait que, malgré la crise, ceux qui l'ont provoquée, en premier lieu les banquiers, ont continué à engranger des milliards de profits à travers le monde. Et le comble, c'est que ces banques et ces organismes financiers, qui étaient il y a deux ans au bord de la faillite, ont été renfloués par les centaines de milliards d'euros ou de dollars versés par tous les grands États. C'est avec ces milliards que les organismes financiers continuent à spéculer de plus belle, en prenant pour cible la dette des États. Sans se soucier le moins du monde des conséquences que cela peut avoir pour les populations, sans se soucier des risques qu'ils font prendre à la société.*"

2- Elle persiste et signe, il ne s'agit pas de leur retirer définitivement le pouvoir de nuire, de les exproprier tout simplement, d'avancer vers le socialisme, mais seulement de mettre un terme à leurs excès, notez bien que Sarkozy, Bayrou, Aubry, Laurent, Mélenchon ne tiennent pas un autre langage :

"*Chaque jour, il devient de plus en plus urgent de mettre un coup d'arrêt à cette dérive.*"

3- Dès lors, il faut bien faire avec Sarkozy et prendre son mal en patience à défaut de vouloir le chasser du pouvoir :

"*Oui, il est plus que temps de bloquer l'offensive que le patronat et les gouvernements...*".

4- Les institutions antidémocratique de la Ve République ont parfaitement joué leur rôle contre-révolutionnaire au cours de la bataille des retraites, bien qu'elle le constate à demi-mot, elle n'en tirera pas la conclusion qu'il faut engager le combat dans la perspective de les dissoudre, de les abattre, pensez-vous :

"*Car, puisqu'on en est à l'heure des bilans, il faut y mettre, en positif cette fois, la lutte des salariés qui, en France, ont tenu la dragée haute au gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth, qui pensait faire passer sa réforme des retraites sans coup férir, comptant sur la majorité dont il dispose à l'Assemblée pour qu'elle soit votée. Ces prétendus élus du peuple ont pu voir le peuple réel dans les rues, pendant plus de deux mois. Certes, la réforme est finalement passée, mais le monde du travail a su relever la tête, il a pu prendre conscience de sa force et de ses capacités à résister aux mauvais coups qui se préparent contre lui.*

C'est cette leçon qu'il faut retenir : oui, les travailleurs ont les moyens de résister et même d'inverser le rapport de force en leur faveur !"

En conclusion, deux mois après la fin de cette bataille, Laguiller témoigne qu'elle est toujours incapable d'en tirer la moindre leçon politique, ce qui est parfaitement normal puisqu'elle ne se situe pas sur un terrain politique, elle fait du syndicalisme de bas étage comme ses collègues du POI et du NPA, elle n'a jamais rien fait d'autres tout au long de sa vie d'ailleurs, ce qu'elle confirme en découvrant que les travailleurs "*ont les moyens de résister*", quant à "*inverser le rapport de force en leur faveur*", il faudra encore attendre un certain délai, car si tel avait été vraiment le cas, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner aurait sauté, comme quoi elle radote !

En l'absence d'articles de presse intéressants, j'ai téléchargé d'autres articles du NPA (Trotsky et écologie) et de Carré rouge que je commenterai demain si nécessaire.

Haut de page

Le 3 janvier

Les nouveaux documents ne seront disponibles que demain à cause d'un problème de connection.

Le droit au travail, contre le chômage et la précarité, de pouvoir vivre de son travail, vivre décemment ne veut rien dire, alors disons vivre confortablement de son travail, le droit à la retraite à taux plein dès 50 ans, à la santé, sont des droits légitimes, on pourrait ajouter, à la dignité, ce sont des revendications sociales qui liées entre elles ont un contenu politique, séparément leur contenu politique est contestable parce qu'elle ne concerne pas de la même manière l'ensemble des exploités, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, loin de là, en revanche, par exemple, l'expropriation des banquiers et des capitalistes, le refus de payer leurs dettes ont un contenu politique qui concerne la totalité des travailleurs qu'ils soient dans le secteur privé ou public, à ne pas confondre avec un objectif politique qui est autre chose, par exemple autrefois obtenir le droit de vote, une République, aujourd'hui une République sociale, des organismes politiques où ses représentants seront démocratiquement élus et seront révocables à tout moment s'ils ne respectent pas leur mandat, où les travailleurs détiendront véritablement le pouvoir d'organiser la production et la réparition des richesses en fonction de leurs besoins, l'abolition de la Ve République, l'abolition des lois restreignant la liberté d'expression...

Politique.

1- France.

1.1- PS. Le parti supplétif du capital.

"*Est-ce que, dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, avec la concurrence que nous connaissons, nous pouvons nous permettre d'être sur des idées des années 1970, 1980, 1990 ? Non. Il faut dépasser la question des 35 heures. Oui, nous devrons déverrouiller les 35 heures*", a estimé Manuels Valls invité sur Europe 1.

Le déverrouillage consisterait, a-t-il laissé entendre, en un quasi-retour à la semaine des 39 heures, l'horaire légal qui précédait la réforme de 1998-2000.

"*Ceux qui ont la chance d'avoir un emploi doivent pouvoir travailler deux ou trois heures de plus sans avoir recours forcément aux heures supplémentaires, qui ont beaucoup coûté à l'Etat*", a-t-il expliqué.

Priée de dire si elle était pour la suppression des 35 heures, Martine Aubry a répondu : "*Moi, je pense que tout ce qui va dans le sens de l'assouplissement, dans le sens du travailler mieux (...) est bon*". (Reuters 02.01)

Assouplissement, flexibilité, au Medef ils en redemandent pour augmenter l'exploitation !

1.2- Etat d'esprit.

1.2.1- Les Français sont champions du monde du pessimisme quant à leur situation économique en 2011, éclipsant même les habitants de pays en guerre comme l'Irak ou l'Afghanistan, selon un sondage BVA-Gallup international réalisé pour Le Parisien. Ils sont 61% à déclarer que la nouvelle année sera synonyme de difficultés économiques. Le pessimisme des Français a augmenté de dix points par rapport à l'an dernier, note BVA. S'agissant de l'évolution du chômage, la France est aussi dans la "sinistrose" puisque 67% des personnes interrogées estiment qu'il va augmenter, ce qui inscrit la France à la troisième place du podium des pessimistes, derrière le Royaume-Uni et le Pakistan. (Reuters 02.01)

1.2.2- Le chômage est la première priorité des Français (87%), devant le système social (73%) et le pouvoir d'achat (68%), loin devant l'insécurité (49%) qui n'arrive qu'en 7e position, relève un sondage Harris Interactive pour RTL, publié dimanche.

La croissance économique (58%), les inégalités sociales (56%), les déficits publics (54%) devancent également l'insécurité, alors que la dépendance des personnes âgées (44%) et l'environnement (33%) font moins partie de leurs préoccupations immédiates.

Et comme il y a à boire et à manger dans les sondages, voici pour la propagande gouvernementale :

Globalement, 53% des Français se disent optimistes pour l'année 2011 en ce qui concerne leur situation personnelle (contre 60% en 2010)

S'agissant du bilan de l'année 2010, les Français le jugent de manière sensiblement égale, négatif pour 51% d'entre eux, et même très négatif pour 12% (+ 3 points), et positif pour 49% d'entre eux (-2 points). (20minutes.fr 02.01)

Il faut bien continuer à vivre et l'espoir fait vivre, au-delà il est impensable que seulement 51% des personnes interrogées s'estiment satisfaites de l'année épouvantable qui vient de s'achever.

2- Bolivie. Morales aux prises avec ses propres contradictions en appelle au dialogue social.

Le gouvernement bolivien va de nouveau augmenter les prix des carburants, après avoir suspendu cette hausse face à une violente fronde sociale, a annoncé dimanche 2 janvier le vice-président Alvaro Garcia. M. Garcia, qui n'a pas précisé quand interviendrait la hausse, a fait valoir que la Bolivie subventionnait l'importation et la consommation d'essence (à hauteur de 360 millions de dollars par an selon des estimations officielles) et qu'une partie de ce carburant était revendu en contrebande dans les pays voisins.

Cette hausse '*se fera en consultation avec le peuple, nous gouvernons avec le peuple. Quand est-ce que cela se fera, c'est au peuple d'en décider*', a ajouté M. Garcia, qui a ajouté que le président avait déjà invité les organisations sociales à venir dialoguer. (Lemonde.fr 02.01)

Social.

Racket de l'Etat, suite.

Désormais, les utilisateurs de 2-roues de 50 à 125 cm3 et de scooters à 3 roues devront passer par un apprentissage.

Sont concernés les automobilistes qui possèdent le permis B depuis deux ans et qui veulent passer à la motocyclette légère (de 50 à 125 cm3 compris). Pour ceux-là, la formation de trois heures qui existait déjà depuis janvier2007 passe à sept heures. Cependant, le véritable changement concerne le scooter à trois roues. En adoptant certaines règles de fabrication portant notamment sur la longueur des essieux, les constructeurs avaient habilement fait en sorte que cet engin intègre la catégorie tricycle. Une appellation qui permettait à l'automobiliste d'échapper à toute contrainte. Du jour au lendemain, il pouvait donc abandonner sa voiture pour passer aux commandes d'un scooter à trois roues. Désormais, il lui faudra avoir le permis B depuis deux ans et passer par un apprentissage de sept heures. En cas de non-respect, le contrevenant s'expose à une amende de 135 euros. La loi prévoit d'exempter de la formation seulement ceux qui conduisent les deux ou trois-roues depuis cinq ans. Pour le justifier, il suffit de demander à sa compagnie d'assurance des pièces l'attestant.

Cette formation coûtera 350 euros environ.

On remarque un tassement des ventes depuis 2009, le marché des motos et des scooters n'a cessé jusqu'alors de progresser. Dans la seule période de 2002 à 2008, les immatriculations avaient fait un bond de 40%, passant de 168.764 à 237.695. Les 125 cm3 constituent 50% du marché des deux-roues. (Lefigaro.fr 02.12)

Je sens que le gouvernement va se réconcilier avec la jeunesse !

Haut de page

Le 4 janvier

En quoi consisteraient les premières mesures que prendrait un gouvernement ouvrier révolutionnaire ? Voilà une question à laquelle il faut s'atteler de répondre, car elles devraient coïncider avec les objectifs politiques que les travailleurs devraient se fixer dans leur lutte pour le pouvoir.

Nous allons y réfléchir sérieusement, car j'ai découvert avant-hier qu'il y avait des petits malins qui s'employaient à colporter des illusions sur ce que pourrait être une soit-disant alternative au capitalisme qui finalement ne remettrait pas en cause ses fondements, en gros il s'agirait de revenir à la situation qui précédait avant le début des années 90 qui ont marqué la prise du pouvoir par l'aristocratie financière, autrement dit, il s'agirait de retourner 70 ans en arrière... pour ensuite connaître la même situation qu'aujourd'hui, ce qui est impossible évidemment, ce n'est même pas une utopie, c'est un non sens, une pure abstraction qui nie l'évolution du capitalisme mondial. Cette perspective est aussi foireuse que la théorie du socialisme dans un seul pays et s'inscrit dans la lignée de la théorie du passage progressif du capitalisme au socialisme.

C'est marrant comment tous ceux qui sont incapables de se tourner vers le futur et de définir une perspective politique ouvrant la voie au socialisme, se tournent systématique vers le passé où ils tiennent absolument à nous renvoyer. En fait de dialecticiens, ce sont des charlatants qui veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, parce que ce serait le meilleur moyen pour qu'elle finisse par tourner à l'endroit... D'autres illusionnistes nous ressortent les différentes théories du socialisme primitif qui avaient cours avant la révolution de juin 1848 et la Commune de 1871, et que Marx et Engels s'étaient employés à réfuter dans le socialisme scientifique en s'appuyant sur ces expériences de la lutte des classes. Il est un fait infaillible que, lorsque l'on s'écarte du marxisme et des enseignements de la révolution russe, on tombe dans l'aventurisme. Rien d'étonnant à cela, puisqu'à chaque crise importante du capital, il s'en trouve toujours pour nous ressortir ce vieux fatras qu'on croyait définitivement relayé au musée des antiquités. Il en va ainsi du regain pour le mysticisme, la métaphysique et la religion : quand la vie vous accable et qu'on ne trouve pas d'issue à cette situation, on se réfugie dans le nihilisme ou l'obscurantisme, bref on court à sa perte et on hâte son suicide.

Il y a peu, avant la crise qui a éclaté au milieu de l'année 2007, c'était la lutte des classes, Marx et le marxisme qui étaient définitivement enterrés, nombreux sont ceux qui sans l'avouer s'en écarteront comme on peut facilement le constater aujourd'hui quand ils y reviennent maladroitement sur la pointe des pieds, c'est encore leur amour-propre mal placé qui leur joue de vilains tours, demain ce sera le socialisme et le léninisme que l'on croyait disparu à jamais avec la désintégration de l'URSS qui rejailleront de la poubelle où certains s'étaient empressés de les ranger, ceux qui ont déserté les partis pour se livrer à des bavardages sans fin et sans substance après les avoir accusés de tous les maux, prétexte facile pour camoufler le scepticisme dans lequel ils ont fini par se noyer ou presque, c'est encore la crise du capitalisme qui vient à leur secours et leur tend une bouée de sauvetage pour refaire surface, pour le meilleur et pour le pire, en réalité c'est la classe et les masses dans lesquelles ils ont cessé de croire - sans jamais l'admettre - qui leur donnent une formidable leçon pour ne pas dire une sévère correction en leur montrant qu'elles sont toujours debout ou prêtes à se lever. Comme l'on dit : ce sont les faits, l'histoire, la lutte des classes qui tranchera.

Il arrive parfois aussi que l'on se soit tellement contredit, compromis ou abaissé qu'on ne trouve plus ni les moyens ni la force de rebondir, on se demandera ce qui les dégoûte le plus du monde ou d'eux-mêmes, en l'absence de réponse ils seront définitivement morts politiquement, d'autres passeront leur temps à faire de petits bonds pour essayer de sortir du trou des oubliettes où ils étaient tombés un jour, par mégarde mais pas toujours, ils peuvent finir par mourir d'épuisement ou trouver la force de regagner la lumière pour peu qu'ils renouent avec sa source. Nous ne jetons la pierre à personne, disons qu'il y a des pierres qui coulent à pic sans produire le moindre effet, et il y en a qui font des ricochets. Assez, pendant ce temps-là je ne bosse pas !

Pour revenir au sujet qui nous occupe, si par exemple on vous posait la colle suivante : dans la société telle que vous la concevez, comment cela se passerait-il au niveau de la santé ? Laissons de côté aujourd'hui toutes les revendications qui sont du domaine du droit à la santé. Voilà c'est très simple. Dans la société actuelle, c'est le ministère de la Santé qui détermine qui peut se faire soigner, où, comment, par qui, combien cela va vous côuter, quel hôpital il faut fermer, dans quelle établissement il faut supprimer des lits, des blocs opératoires, quelle somme est allouée à chaque hôpital, etc, le tout correspond à un budget mis au point par le gouvernement et entériné par le parlement suivant prioritairement certains critères économiques (Maastricht, dette de l'Etat, profit des multinationales, etc.), une enveloppe budgétaire annuelle. Personne n'a son mot à dire en dehors du gouvernement et du parlement qui décident du contenu de votre droit à la santé.

Dans la société telle que nous la concevons, c'est l'ensemble du corps médical (médecins, chirurgiens, infirmières, aide-soignantes, etc.), du personnel hospitalier, du personnel des laboratoires et des entreprises pharmaceuthiques (tous nationalisés), des maisons de retraite ou de repos médicalisées, Sécurité sociale, etc. qui décidera des moyens à mettre en oeuvre pour satisfaire les besoins de la totalité de la population toutes générations confondues, en leur garantissant un accès égal aux meilleurs traitements, sans qu'aucun critère financier n'entre en ligne de compte. L'évaluation des besoins pratiques, locaux, matériel, personnel, seront de leur responsabilité. Ils formeront à eux tous le nouveau ministère de la Santé au service de la population. Chaque corps de métier ou de spécialisation élira ses délégués qui siègeront dans les antennes du ministère de la Santé réparties dans tout le pays, et chacune de ses antennes élira à son tour ses représentants qui siègeront au ministère de la Santé dont l'action consistera à coordonner à l'échelle nationale une politique de santé conforme aux besoins de la population...

On peut imaginer une structure semblable pour certains ministères : le corps enseignants, les médecins et le personnel de la vie scolaire, le personnel d'entretien, etc. pour le ministère de l'Instruction publique ; les artistes, comédiens, metteurs en scène, réalisateurs et le personnel technique pour le ministère de la Culture ; les syndicats, médecins et inspecteurs du travail pour le ministère du Travail ; les agriculteurs, éleveurs, pécheurs, etc. pour le ministère de l'Alimentation ; les chauffeurs routiers, les liveurs, les conducteurs de bus, métro ou train, les pilotes, stewards, hotesses, le personnel des aéroports (tous nationalisés), les chauffeurs de taxi, les ambulanciers, les pompiers, etc. pour le ministère des Transports, le tout avec la participation de leurs organisations syndicales ou professionnelles, les associations qui existent.

S'agissant du ministère de l'Economie, pour être bref, il sera au service de tous les autres, il sera géré par le personnel du service publique qui en a la compétence, à l'exception des technocrates qui seront recyclés ou éliminés. Il devra rendre des comptes comme tous les autres ministères au conseil national des délégués élus (et révocables) qui détiendra le pouvoir et fera office de gouvernement. Au niveau de chaque département ou commune, ce sont des conseils du même type élus par la population qui contrôleront l'action des différentes antennes des différents ministères régionaux...

Ceci n'est qu'une ébauche grossière réalisée à main levée qui donne une idée de quelle manière la société pourrait être réorganisée en partant des besoins de la population.

Quant à la question clé du financement de cette politique sociale, elle reposera sur l'expropriation sans indémnité ni rachat des banques, des institutions financières, des compagnies d'assurance et de la totalité des grandes entreprises, dont celles du CAC 40, la confiscation de tous leurs biens y compris immobiliers, tableaux, etc., l'annulation de la dette de l'Etat et de toutes ces institutions, des entreprises petites, moyennes ou grande envers des banques ou institutions financières à l'étranger, la confiscation de tous les biens des plus grandes fortunes du pays, en additionnant tout cela, on devrait déjà dépasser les 600 ou 700 milliards d'euros si on atteint pas les 1 000 milliards. Il faut ajouter le monopole de l'Etat du commerce extérieur.

De gigantesques économies seraient réalisées au niveau de la production en recourant aux techniques et aux matériaux les plus performants, en planifiant, concentrant et rationalisant la production, en recyclant absolument tout ce qui peut l'être, en fabriquant des produits plus résistants, incassables, inrayables, qui se régénèrent eux-mêmes, d'une durée de vie pratiquement illimitée, il existe des matériaux aux propriétés extraordinaires qui ne sont pas exploités aujourd'hui, on ferait appel aux meilleurs scientifiques et chercheurs pour définir comment on peut les utiliser à grande échelle, nécessitant moins de matière première, on réduirait les stocks et les aires de stockage, on n'a pas besoin de produire dix modèles de voitures dans la même catégorie qui se ressemblent, qui nécessitent des machines et des usines différentes, quelques unes seront largement suffisantes, on produira ce qu'il y a de mieux dans tous les domaines sur tous les plans, pratiques, sécurité, design, etc., on regroupera les industries, fabriquer des pneus à Dunkerque et des jantes à Lyon est une aberration totale par exemple.

On réalisera de fantastiques économies en électricité, pétrole, transport, gestion des routes et temps, en rapprochant chacun de son lieu de travail, une caissière qui habite à Nanterre dans la banlieue nord de Paris qui se tape une heure et demie de transport en commun pour aller travailler à Evry dans la grande banlieue sud, ce sera terminée, elle travaillera à Nanterre, des centaines de milliers ou des millions de travailleurs sont dans ce cas-là aujourd'hui, on vit dans un monde de dingues, on en sortira. Cette caissière économisera trois heures par jour qu'elle pourra consacrer à ses enfants, sa famille ou pour se livrer aux activités de son choix.

On mettra un terme à la pollution qui coûte actuellement une fortune, les transports en commun seront gratuits ou à un prix très abordables au début, les autoroutes seront gratuits, idem pour la scolarité et les études, la santé. Les services publics seront accessibles à tous sur tout le territoire. Terminés les embouteillages monstres, les routes engorgées, les transports en commun bondés, bref la vie infernale. Le transport des marchandises se fera de préférence par voies navigables, par fer ou par avion, on privilégiera la qualité de la vie et non le profit à court terme. Le moteur à hydrogène, électrique ou à pile atomique remplacera le moteur à essence bruyant et polluant.

Restera à régler quelques questions comme celle de la monnaie, en cours dans le pays et nécessaire pour régler les transactions internationales, des importations des matières premières, le sort des entreprises françaises implantées à l'étranger, toutes les grandes entreprises étrangères installées en France seront confisquées, ainsi que tous les biens et avoirs des milliardaires et des dictateurs africains et d'autres continents. Les salaires seront limités, par exemple à 5 ou 7.000 euros net par mois, le salaire minimum net se situerait à 1.500 euros, idem pour les retraites. Ce qui sera retiré aux uns servira à payer décemment les autres ainsi que ceux qui étaient au chômage. Sans en finir avec les inégalités, le chômage, la précarité et la

pauvreté seront éradiqués.

Grâce aux gigantesques économies réalisées et à la planification de la production, on pourra produire moins, autant ou plus à moindre coût, le premier objectif sera de produire pour satisfaire les besoins de la population dans des limites raisonnables car tout ne sera pas possible du jour au lendemain ou avant longtemps même, ensuite il faudra produire pour exporter, si on nous le permet, notre objectif n'étant pas de réaliser du profit mais d'obtenir suffisamment de devises pour acheter les matières premières dont on aura besoin, on pourra vendre moins cher, la part de la plus-value qui sert au renouvellement du capital et celle qui va aux salaires resteront inchangées (après augmentation des salaires), par contre celle qu'on appelle communément profit qui va dans la poche du capitaliste disparaîtra ou sera diminuée pour être compétitif sur le marché mondial, à qualité supérieure ou sans concurrence possible on proposera des produits moins chers à l'exportation, une fois réglée la question des salaires, des pensions des retraités et celle du chômage, la part du profit restant ira dans les caisses de l'Etat ouvrier pour alimenter les différents ministères. Et l'économie d'armement ? On y mettra un terme, le stock d'armes existant doit suffire amplement à combler tous nos besoins au cas où, le personnel sera recyclé dans l'économie planifiée. Je n'ai pas abordé tous les domaines, le logement par exemple, ce sera pour une autre fois.

C'est la désorganisation de l'industrie et de l'ensemble de l'économie sous le régime capitaliste, nos besoins en matières premières et en devises qui seront nos principaux points faibles que seule la révolution dans d'autres pays en Europe et dans le monde permettront de résoudre...

Pourquoi aucun parti ne se donne la peine d'élaborer minutieusement un tel projet de société ? Le mien est grossier ou à l'état brut je le répète, cela ne peut être qu'une oeuvre collective que seul un parti peut réaliser. Pourquoi laisser les militants totalement désarmés ou sans réponses face aux questions que peuvent leur poser les travailleurs ? Il faudrait aussi élaborer un projet de constitution, cela va de paire.

Vous aurez remarqué qu'à aucun moment je n'ai repris la structure actuelle ou plutôt les institutions existantes, l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui, j'ai fait référence aux communes, aux départements et aux régions, mais pas à leurs institutions, involontairement d'ailleurs, je n'en ai jamais senti le besoin voilà tout, comme quoi on peut très facilement s'en passer, et puis c'est un nouvel Etat qu'il nous faudra construire et non replâtrer l'Etat hérité de la révolution de 1789, ne nous trompons pas d'époque et de révolution !

Parole d'internaute.

1- A propos des 35 heures.

Sous couvert de progrès social, les 35 heures sont une réforme de la plus pure veine libérale, qui a permis de bloquer les salaires pendant 5 ou 6 ans (retard jamais rattrapé), d'accroître la flexibilité horaire, d'annualiser le temps de travail, tout en procurant entre 15 et 25 milliards d'exonération de charges sociales pour les employeurs, en faisant passer à la trappe un grand nombre d'heures de dépassement, en instituant des RTT qui ne pourront jamais être soldés en totalité. Contrairement à ce que pense M Coppé, c'est une mesure qui a fait progresser la productivité, et c'est un élément d'ailleurs qui explique pourquoi, il n'y a pas eu la contrepartie attendue de création d'emplois.

Commentaire. Certes, on est bien d'accord, mais en attendant remettre en cause ces 35 heures pour revenir à 39 se traduirait parfois dans le cadre de l'annualisation du temps de travail par des semaines de 48 heures ou plus, donc bien malgré nous, on se doit de défendre le statut actuel bien qu'il soit très loin d'être satisfaisant, c'est un euphémisme, en revendiquant l'abolition de l'annualisation et pourquoi pas de descendre à 32 heures pour tous sans diminution de salaire évidemment...

2- Dans tous les cas de figure, si vous ne votez pas UMP, vous n'avez aucune raison de voter PS.

PS : Il va falloir choisir, tu gardes Valls ou tu gardes tes électeurs !

Commentaire. Qu'il le garde ou non, si on devait faire la liste de tous les membres du PS qui sont inféodés au capital, il faudrait tous les virer, ce parti n'existerait plus !

3- Conditions objectives.

Deux salaires médians cumulés (1600 € x 2) permettent encore de faire face, deux SMIC de surnager difficilement, un seul revenu fait prendre le chemin des restos du cœur et autres ONG caritatives antichambres de l'exclusion ultime étape des précaires et autres intermittents et fins de droits.

Commentaire. Cela confirme ce que j'ai écrit ailleurs en étant à 10.000kms et sans avoir mis les pieds en France depuis près de 9 ans.

4- Faire vivre le PCF

2012... la seule question qui vaille est celle de la campagne qui permettra un renforcement en conscience et en organisation des classes populaires et notamment de la classe ouvrière...

Commentaire. A sa façon, ce militant du PCF dit ce que je ne cesse de répéter, en vain !

5-

2012, qui sera au pouvoir ? On a d'ailleurs la chance que si c'est le PS, il le sera sans aucune illusion sur sa politique, et donc peut-être, contrairement à 81 et 97 avec un mouvement social en colère et des manifs !

Commentaire. On a entendu le même refrain en 81 dans le cadre de la théorie foireuse soutenue par Lambert-Gluckstein de "*l'imminence de la révolution*" ! Il est vrai que nous ne sommes pas dans la même situation économique et sociale, cependant il ne faut pas oublier que ce sont largement le PS et le PCF qui influencent ou qui contrôlent toujours les syndicats, dans une moindre mesure peut-être, mais on peut compter sur leurs dirigeants pour se ranger systématiquement derrière ses partis et pour tenter de neutraliser le mouvement ouvrier comme ils ont réussi à le faire à partir de 81.

Ce qui fait défaut aux travailleurs et au mouvement ouvrier, ce n'est pas la compréhension du rôle contre-révolutionnaire du PS et du PCF au côté du régime, c'est l'existence d'un parti dans lequel ils pourraient se reconnaître, soutenir ou s'organiser, et bien sûr, ceci allant avec cela, l'absence d'objectifs politiques et de toute issue politique à laquelle ils pourraient adhérer ou qui leur permettrait d'orienter leur combat. Ne cherchez pas un prétexte bidon pour soutenir le candidat du PS !

Maintenant il est vrai que la classe et les masses peuvent très bien passer outre cette recommandation et estimer que cinq ans de Sarkozy c'est cinq ans de trop et que la priorité c'est de le chasser du pouvoir, mais attention à ne pas se faire d'illusions ou tout confondre, cela ne remplacera jamais une orientation et des objectifs politiques. De plus, sachant que les travailleurs en ont plus marre de Sarkozy, s'ils avaient réellement des illusions dans la volonté et la capacité du PS à changer de politique afin de satisfaire leurs revendications, alors je voudrais bien qu'on nous explique pourquoi ils ne le soutiennent pas sans attendre 2012. Réponse : parce qu'en fait d'illusions dans le PS et ses satellites ils n'en ont pas tout simplement. Vouloir faire croire le contraire est une véritable escroquerie politique. Les faits le démontrent, il suffit d'ouvrir les yeux pour le constater.

Politique.

1- France. L'"axe" UMP-PS.

Dominique Paillé, porte-parole de l'UMP, sur RMC: "*Je m'interroge pour savoir ce qu'il fait encore au Parti socialiste. Manuel, ne reste pas à te morfondre dans un parti pas fait pour toi. L'UMP est prête à t'accueillir!*"

Jean-François Copé se frotte les mains et salue le « courage » de Valls.

Alors à quand un axe Valls-Copé contre Hamon-Bertrand ? Ce n'est évidemment pas au programme. Sur le fond, les dirigeants de la majorité sont plus proches qu'il n'y paraît. Nicolas Sarkozy a maintes fois dénoncé « *l'erreur* » des 35 heures. Mais revenir sur la durée légale du travail, devenue un acquis social, serait électoralement risqué pour le chef de l'Etat. (Lepost.fr et publicsenat.fr 03.01)

2- Grèce.

La Grèce va édifier une clôture de 12,5 km le long de sa frontière avec la Turquie pour tenter d'endiguer le flux d'immigrés clandestins désireux d'entrer dans l'Union européenne.

Neuf clandestins sur dix passent par la Grèce pour pénétrer dans l'UE, ce qui pèse considérablement sur les finances, déjà très éprouvées, d'Athènes. (Reuters 03.01)

Social.

L'entreprise de messagerie routière Ducros Express (ex-DHL) s'apprête à procéder à une vaste réorganisation qui va toucher plus de 700 salariés, dont 500 devraient faire l'objet de licenciements secs, a-t-on appris lundi de sources syndicales. "*Plus de 700 salariés au tapis*", dénonce la CGT dans un communiqué, en rappelant que Ducros Express (3.000 salariés) a vu le jour le 1er juillet 2010, suite à la cession de DHL Express par la Deutsche Post au groupe Caravelle. (AFP et Lefigaro.fr 03.01)

Economie.

1- Brésil. Rousseff à la botte du marché !

Dilma Rousseff envisage des coupes budgétaires plus importantes que prévu et un recours au secteur privé pour des projets d'infrastructure, rapporte la presse lundi, signalant la volonté de la nouvelle présidente du Brésil de donner des gages aux détenteurs de capitaux.

L'ampleur exacte des baisses de dépenses publiques fera l'objet d'une décision dans le courant du mois, a ajouté Miriam Belchior. Plusieurs médias brésiliens ont rapporté lundi que le total pourrait aller jusqu'à 25 milliards de reais (11,2 milliards d'euros), soit un peu plus que ce que prévoyaient la plupart des investisseurs.

Le gouvernement brésilien a abaissé par décret vendredi ses prélèvements fiscaux sur les investissements étrangers dans les fonds de capital investissement et sur certains placements boursiers afin d'accroître les financements à long terme. (Reuters 03.01)

La taxe sur les transactions de change repasse de 6 à 2% pour les investissements étrangers dans les fonds de capital-investissement et sur une partie des placements boursiers.

2- Etats-Unis.

Le nombre de sociétés américaines ayant demandé la protection de la loi sur les faillites a progressé de 9% en 2010 et il pourrait augmenter également en 2011, montre une étude publiée lundi.

L'Institut américain sur les faillites (ABI) explique cette hausse par l'endettement élevé des entreprises et la stagnation de la croissance. En 2010, 1,53 million d'entreprises se sont placées sous le régime des faillites, contre 1,41 million en 2009, explique l'ABI, qui cite des chiffres du Centre américain de recherche sur les faillites. (Reuters 03.01)

Haut de page

Le 5 janvier

Inepties et contrevérités.

1- Porter la durée légale du travail de 35 à 39h, prolonger la durée du travail en reportant l'âge légal du départ à la retraite, promouvoir les heures supplémentaires en les exonérant de cotisations sociales, trois mesures qui ne peuvent que conduire à l'aggravation du chômage (des jeunes principalement) ou à le maintenir à un très haut niveau.

Un gouvernement ouvrier réduirait la durée hebdomadaire maximum de travail à 30 ou 32 heures, abolirait l'annualisation du temps de travail, porterait l'âge du départ à la retraite à 50 ans à taux plein sans décote en cas d'annuités manquantes, interdirait les heures supplémentaires, l'ensemble de ces mesures permettraient d'en finir avec les cadences infernales, la précarité et le chômage.

2- Pour éliminer la pauvreté, il faut payer les pauvres!, c'est le titre d'un article sur le Brésil paru dans Slate.fr. Mais tout se paie, et d'où vient l'argent pour financer des programmes sociaux en faveurs des couches les plus défavorisées ? Pardi, de l'augmentation du taux d'exploitation des travailleurs ! Ils ont besoin d'une main d'oeuvre plus qualifiée et en plus grand nombre comme en Europe au début du XXe siècle, de plus l'instabilité sociale, le manque d'hygiène, etc. sont préjudiciables aux affaires, voilà tout.

Au Brésil pas plus qu'ailleurs, les capitalistes et leurs représentants au pouvoir ne sont des philanthropes ou des humanistes.

3- Indignez-vous... et soyez optimiste ! Il est vrai qu'on a tellement de raisons de l'être !

Indignez-vous ! le petit ouvrage de Stéphane Hessel, dont je n'ai lu que des extraits, serait-il finalement qu'une brochure destinée à rudoyer le pessimisme injuste de la plèbe ingrate envers un régime qui ne veut que son bonheur, c'est en tout cas la lecture qu'en a faite hier Jean-Marie Colombani, ex-directeur du Monde, dans le site Slate.fr.

Pour comprendre le pessimisme des travailleurs "*L'homme du moment, Stéphane Hessel, nous a fourni une explication. Pour lui, les Français «ont une très haute idée d'eux-mêmes». De là vient leur constante déception vis-à-vis d'une réalité qu'ils ne jugent jamais à la hauteur de ce qu'ils méritent!*". Il est vrai que de nos jours le droit à la dignité est tout bonnement une exigence extravageante, tout comme pouvoir vivre de son travail !

Colombani qui véhicule les idées dominantes confond le mérite et le droit légitime à profiter du progrès social, à vivre toujours mieux, pourquoi, parce qu'il appartient à la classe des privilégiés qui sont servis et qui n'ont donc rien de plus à attendre contrairement à l'immense majorité qui de loin ne partage pas cette situation.

La tare des travailleurs de nos jours serait "*la croyance aux progrès* ", voilà ce qu'il faut comprendre. Du moment que le progrès profite à quelqu'un, peu importe qu'il ne profite qu'à une minorité de la population, il faut s'empresser d'en conclure que la société prospère et que le capitalisme est toujours synonyme de progrès, donc ils sont sur la bonne voie, donc il faut soutenir le régime en place, il ne faut rien changer, d'ailleurs c'est impossible :

"*Il est vrai que nous vivons plusieurs crises qui rendent difficile tout simplement de se situer. Crise du capitalisme en premier lieu qui est profonde et durable, sans qu'il y ait de substitut possible aux règles du marché.* "

Il nie également que le capitalisme, la société et le monde seraient en "*déclin*", il ignore ou oublie que dans le passé des sociétés se sont développées avant de décliner puis disparaître. A ce propos, il faut se souvenir que des civilisations fleurissantes, très développées et très puissantes mais incapables de dépasser leurs contradictions, ont disparu au profit d'envahisseurs qui l'étaient beaucoup moins. On pourrait faire un parallèle avec ce qui est en train de se passer entre les pays dits développés et la Chine, où c'est le pays le plus arriéré sur le plan social qui finit par dicter sa loi à tous les autres pays qui pour résister et le concurrencer liquident les droits sociaux des travailleurs. En quoi des pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil seraient-ils porteur de progrès social, sceintifique ou technologique ? Dans absolument aucun domaine !

Conclusion logique de ce représentant du "*marché*" : "*Pourtant, retour à l'optimisme*", nous n'avons pas le choix !

Et sur quoi devrait reposer cet optimisme ? Pardi, sur l'UE et Sarkozy !

"*On attendra donc fébrilement de savoir si l'Europe continuera de renforcer, en 2011, sa capacité de réponse en prenant plus fermement le chemin d'un fédéralisme monétaire et budgétaire* " pour mieux asservir les peuples de l'Europe aux besoins du capital et assurer par la même occasion sa survie.

Et de s'en remettre à Sarkozy :

"il présidera le G8 et le G20 tout au long de l'année. Il lui sera donc plus facile qu'à ses opposants d'esquisser une réponse à la question qui nourrit le pessimisme du pays et qui est de pouvoir se faire une idée de la façon dont nous nous situons, et dont nous allons nous situer dans les années qui viennent, dans le nouveau rapport de forces planétaire.", bref de s'en sortir, Colombani parle pour lui tout comme Hessel, ils se nourrissent des illusions qu'ils colportent et de l'ignorance des masses.

La lecture que fait Colombani de cet opuscule ne doit pas très éloignée de l'objectif qu'a dû lui assigner son auteur qui place son optimisme dans M. Aubry ou à défaut dans Strauss-Kahn.

Parole d'internaute.

1- On travaille trop !

Même les entreprises n'en veulent pas parce qu'elles ont largement profiter de la réorganisation du fait des lois sur les 35 heures pour plus de flexibilité et l'annualisation du temps de travail !!! Au fait, en Allemagne les contrats précaires représentent aujourd'hui plus de 25 % des contrats (contre 19 % en 2001). C'est bien de créer de l'emploi ! Encore faut-il qu'il soit suffisant pour vivre dignement ! Je rappelle aussi que les Allemands travaillent, en temps annuel, bien moins que nous (tout comme les Hollandais par exemple) !

2- On travaille pour vivre ou l'inverse ?

En fait tous les problèmes discutés partent de la conception qu'on veut bien se faire du monde. (...) Bref l'occident a voulu imposer son modèle (LA CROISSANCE OUAIIIIII) au monde sur le dos de populations locales (exemple du pétrole) mais les peuples mondiaux se sont déséquilibré et entassé dans des mégapoles et même nous les aisés vivont mal la compétition permanente !! Tous ces modèles qu'on nous vend (Coréens Chinois et autres qui bossent comme des malades sans vacance pour une croissance OUAIIII SUPER) ....et après on fera quoi ?? C'est quoi le but à atteindre si ce n'est d'abord rendre les peuples plus en harmonie dans leur vie humaine et avec la nature sans laquelle là on est certain que l'humanité disparaitra.

Politique.

1- France.

1.1- La Talonnette "*est un garçon mal élevé qui n'a aucune culture*".

Ce n'est un secret pour personne : Nicolas Sarkozy fait régulièrement des fautes de français... à l'écrit (ici ou là) et surtout à l'oral.

La plus connue est évidemment le "*casse-toi pauv' con*" mais il y en a d'autres... En mars 2010, une chercheuse au CNRS est déjà revenue sur les nombreuses fautes de français qui émaillent les discours de Nicolas Sarkozy.

Ainsi, le 17 mars 2009, lors d'un discours devant des ouvriers d'Alstom, dans le Doubs, Nicolas Sarkozy avait fait des fautes de syntaxe: "*Si y en a que ça les démange d'augmenter les impôts*", avait-il dit. "*On se demande c'est à quoi ça leur a servi?*", déclarait-il le même jour en parlant des études des élites.

"*Sarkozy est aussi fâché avec les négations*" : "*J'écoute, mais je tiens pas compte !*" (Provins, le 20 janvier.) A du mal avec les accords: "*On commence par les infirmières parce qu'ils sont les plus nombreux*" (Rambouillet, le 13 mars.) Ou mange les mots: "*Ch'ais pas*", "*ch'uis*", "*m'enfin*", "*y a*"...

Excédé par le style oral de Nicolas Sarkozy, le député PS de l'Eure François Loncle a décidé d'interpeller le ministre de l'Éducation nationale dès le 16 février 2010, via une question écrite.

"*J'en ai eu assez des fautes de français de Nicolas Sarkozy ! De vocabulaire, de syntaxe... son incapacité à faire les bons accords et son habitude à parler de manière vulgaire*", explique l'élu PS au Post.

Les ministres sont obligés de répondre aux députés qui utilisent cette procédure dans les deux mois. Et la réponse doit être publiée au Journal officiel. La question a été diffusée au JO :

"*M. François Loncle indique à M. le ministre de l'éducation nationale que l'actuel Président de la République française semble éprouver maintes difficultés à pratiquer la langue française. Il multiplie les fautes de langage, ignorant trop souvent la grammaire, malmenant le vocabulaire et la syntaxe, omettant les accords. Lorsqu'il s'exprime en public, le Président de la République croit judicieux de maltraiter, volontairement ou involontairement, la langue française et il s'aventure parfois à employer des termes et formulations vulgaires. Afin de remédier sans délai à ces atteintes à la culture de notre pays et à sa réputation dans le monde, il lui demande de bien vouloir prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre au Président de la République de s'exprimer au niveau de dignité et de correction qu'exige sa fonction.*"

"*En gros, à la fin, j'ai demandé à Chatel de donner des cours du soir à Sarkozy*", s'amuse François Loncle.

N'ayant pas eu de réponse, l'élu PS a renouvelé sa demande quelques mois plus tard. Avant de finalement recevoir une réponse de Luc Chatel... le 7 décembre 2010. Soit 11 mois plus tard. Et si la question du député a bien été publiée au JO, cela n'a pas été le cas pour la réponse de Chatel. La raison ? Le ministre a répondu au député PS dans une lettre qui lui a été adressée directement.

"*La méthode m'a surprise. Je suis élu depuis 1981 et en 20 ans, je n'ai vu cela !,* explique au Post François Loncle. *En fait, Chatel ne voulait pas donner un caractère public à cette lettre.*"

Dans sa réponse publiée par Médiapart, Luc Chatel tente de défendre le langage présidentiel. (dans la rubrique *Documents* du site)

Mais au final, que retient le député PS de la réponse de Luc Chatel ?

"*Dans sa lettre, Luc Chatel confirme que le Président s'exprime mal. Et il l'excuse en mettant en avant des arguments contestables et même risibles*", déclare-t-il au Post. "*Autrement dit, le message de Chatel, c'est : 'Nicolas Sarkozy parle comme tout le monde et c'est bien comme ça. C'est normal car il se met à la portée des citoyens'. C'est ce que Chatel appelle le 'Parler vrai'...*"

Puis, François Loncle hausse le ton : "*Ce 'parler peuple' tient selon moi à deux choses : Nicolas Sarkozy est un garçon mal élevé qui n'a aucune culture. Sa stratégie de parler comme les gens, cela s'appelle de la démagogie.*" (Lepost.fr 04.01)

Commentaire d'internautes.

1- Il nous fait honte partout . Mes voisins Anglais qui parlent un Français plus châtié que le sien m'en ont fait la remarque. Des Hollandais en riaient de bon coeur au marché et les allemands étaient tout contents de citer ses "erreurs". C'est tout simplement qu'il n'a pas les compétences linguistiques nécessaires pour la fonction qu'il occupe en dilettante agité.

2- "Si le ministre juge d'abord qu'il y a "*évidemment des questions plus importantes*", il évoque un parler "*clair et vrai*", qui refuse le "*style amphigourique et les circonvolutions syntaxiques qui perdent l'auditeur et le citoyen*" :

Décidémment, il n'y en pas pas un pour racheter l'autre au sein de ce gouvernement d'illettrés : Chatel confond "circonvolutions" avec "*circonlocutions*". Dans ce contexte, parler de "*circonvolutions syntaxiques*" n'a aucun sens ; le terme adéquat étant "*circonlocutions*" qui sont des détours de langage qui, en évitant les termes précis, visent à masquer la pensée ou à adoucir ce que l'on veut dire. On pouvait -éventuellement- employer circonvolutions comme synonyme de ciconlocutions au début du XIXème siècle, mais seulement au sens figuré !

Chatel donnant des cours de français à Sarkozy : vraiment trop drôle !

Décidémment, les membres de ce gouvernement ne sont pas bons à rien : ils sont mauvais à tout !

1.2- Mélenchonade.

Mélenchon accuse le candidat à la primaire PS (Valls) de « *rendre service en donnant raison aux plus réactionnaires de la droite. C'est une situation inouïe* ». « *Est-ce que c'est à un socialiste d'aller proposer un recul sur une conquête sociale ? Il faut laisser faire la droite pour ça* », lance Mélenchon, pour qui les 35 heures sont « une avancée considérable » et « *une revendication historique du mouvement ouvrier* ».

Cette situation est « *un symptôme de la décadence et de la nécrose intellectuelle du Parti socialiste* », ajoute le député européen. Et de dénoncer un PS qui « *ne veut pas prendre une ligne de rupture avec le capitalisme. C'est une ligne d'accompagnement. La politique du chien crevé au fil de l'eau, ça produit ça, des Manuel Valls* ».

Le président du Parti de gauche se fait menaçant face au PS : « *Les voix des conseillers municipaux et des grands électeurs des communes de gauche ne sont pas la propriété privée du Parti socialiste* », prévient-il. Il ajoute : « *C'est quand même un peu gros. On se rassemble pour faire élire des municipalités de gauche, qui sont socialistes, communistes, PG. Puis après, c'est le Parti socialiste qui ramasse toute la mise et qui prend tous les sénateurs. S'ils comptent que ça va se passer comme ça, il va leur en cuire, car nous allons prendre les dispositions qu'il faut pour leurs rendre la monnaie de leur pièce. Ou bien ils deviennent raisonnables et nous reconduisons nos deux sénateurs sortants. Ou bien les socialistes auront les plus grandes difficultés à convaincre les grands électeurs, que nous influençons, de voter pour eux* ». A bon entendeur… Reste à voir si le Parti de gauche a les moyens de ses menaces. A moins qu'au sein du Front de gauche son allié communiste, qui reste bien implanté dans certains départements, contribue à mettre en œuvre cette menace. (Publicsénat.fr 04.01)

Inutile de revenir ici sur les conditions détestables dans lesquelles ont été instaurées les 35h.

La décadence du PS n'est pas intellectuelle, elle est politique, tout comme celle de Mélenchon qui est passé du marxisme au réformisme. Et c'est pour les mêmes raisons que le PS et le PG sont incapables de rompre avec le capitalisme, ils partagent à des degrés différents la même interprétation du développement historique du capitalisme qui les conduit tous les deux à s'y adapter, contrairement au marxisme qui en conclut qu'il faut liquider le capitalisme parce qu'il conduit infailliblement à la paupérisation et à la barbarie, et que par conséquence le prolétariat doit prendre le pouvoir afin de mettre en oeuvre un mode de production basé sur la satisfaction des besoins de la population...

2- Tunisie.

Avec la reprise des cours après les vacances d'hiver, de violents affrontements ont opposé mardi, pour la deuxième journée consécutive, la police à des centaines de manifestants, en majorité des lycéens, dans la ville de Thala, à 250 km de Tunis, a-t-on appris de source syndicale.

Appuyés par des renforts venus de régions voisines, les forces de l'ordre ont eu recours "intensivement" aux bombes lacrymogènes pour disperser la foule qui manifestait par solidarité avec la population de Sidi Bouzid, une région du centre-ouest du pays, où avaient éclaté le 17 décembre dernier des troubles sociaux sur fond de chômage et de précarité des conditions de vie.

"*La police s'est introduit dans un lycée en maltraitant élèves et enseignants*", a témoigné un syndicaliste joint au téléphone par l'Associated Press, notant que les établissements scolaires de la ville ont dû être fermés l'après-midi.

Plusieurs personnes, blessées, ont été transférées à l'hôpital de Kasserine, chef-lieu de la région, a précisé ce syndicaliste qui a requis l'anonymat. Il a également fait état de nombreuses interpellations.

La veille, les manifestants ont incendié le siège du parti au pouvoir et mis le feu à des pneumatiques. (AP 04.01)

3- Jordanie.

Des édifices publics et des voitures de police ont été incendiés lors d'émeutes anti-gouvernementales mardi dans la ville de

Ma'an, dans le sud de la Jordanie, ont rapporté des témoins.

Les violences ont éclaté après les funérailles de deux hommes tués lundi, apparemment par des membres de la puissante tribu bédouine Houaitat.

Ces derniers auraient été rendus furieux par l'embauche de membres d'autres tribus sur un grand chantier de travaux publics dans leur ville de Chidia, à 70 km au sud de Ma'an.

Selon des témoins, les émeutiers qui dénonçaient la passivité des autorités, incapables d'arrêter les assassins des deux hommes, ont mis le feu à un tribunal et à plusieurs commerces. (Reuters 04.01)

Corruption, impunité, injustice, le quotidien en Jordanie comme en Tunisie ou en Egypte...

4- Chine.

Depuis plusieurs mois, la Chine multiplie les déclarations de bonnes intentions à l'égard de la zone euro.

En aidant la zone euro, la Chine s'aide surtout elle-même. Dépendante de ses débouchés et de ses investissements à l'étranger, elle n'a ainsi aucun intérêt à voir sombrer l'un de ses principaux partenaires commerciaux.

Mais les intérêts de la Chine à aider la zone euro sont loin d'être seulement économiques. Il s'agit aussi d'une arme politique.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a ainsi affirmé il y a deux semaines que l'Europe allait devenir l'un des principaux marchés du pays pour investir ses réserves de change.

Ces annonces sont «*un moyen pour la Chine d'étendre sa zone d'influence sur l'Europe qui lui sera redevable, poursuit-il. Pékin disposera ainsi d'un solide argument lors de futures négociations commerciales et politiques. C'est le coup parfait.*» D'autant qu'en cette période de crise, le Vieux Contient n'a plus vraiment le choix de ses investisseurs. (20minutes.fr 04.01)

Social

1- Temps de travail, ce qu'ils migotte : retour au XIXe siècle !

Auteur d'un précédent rapport en 2004 sur l'application de la loi sur les 35h, Hervé Novelli a déclaré qu'il rendrait ses conclusions à la fin du mois, après avoir notamment consulté le patronat et les syndicats.

En attendant, il fera mercredi devant le bureau politique de l'UMP un "*état des lieux*" de la loi et développera son idée d'un "*nouveau contrat social*" permettant aux partenaires sociaux de s'approprier une partie de la négociation sur des sujets jusqu'ici traités presque exclusivement par la loi.

"*Ce contrat consisterait à échanger sur une période de cinq ans les allégements de charges contre une flexibilité plus grande pour les entreprises et davantage de sécurité pour les salariés*", a-t-il dit.

La durée légale du travail étant supprimée, il reviendrait au patronat et aux syndicats de négocier des conventions sur le sujet au niveau des branches. (Reuters 04.01)

2- Licenciements, suppressions de postes en "***douceur***", camouflés.

Les plans sociaux n'ont plus le vent en poupe. Ils ont retrouvé leur niveau d'avant crise, selon les données du ministère du Travail publiées ce mardi par le journal *Les Echos*.

Sur les trois derniers mois, 230 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) ont ainsi été enregistrés, en chute libre de 53% sur un an. Le mois d'octobre dernier représente à lui seul tout un symbole. Seuls 65 PSE ont été mis en place, soit le plus bas niveau depuis dix ans.

Si ces chiffres témoignent d'un retour progressif de l'activité en France, ils sont aussi à relativiser. Car ils ne signifient pas que les entreprises ont baissé de manière drastique leurs licenciements. Mais elles privilégient d'autres outils que les plans sociaux.

Les plans sociaux coûtent cher aux entreprises. En termes financiers tout d'abord: selon les conventions collectives et les négociations autour des primes de départ, les sommes montent vite. Les conséquences peuvent aussi être désastreuses sur

l'image de la société, surtout si le PSE donne lieu à un conflit social.

Les entreprises cherchent donc à se séparer plus en douceur de leurs employés, avec notamment le non-remplacement de ceux qui partent à la retraite ou les ruptures conventionnelles.

Crée en 2008, ce dispositif permet à l'employeur et au salarié de convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail. Et il est en plein essor. Plus de 500.000 demandes ont ainsi été déposées depuis deux ans et demi et 430.000 validées par le ministère du Travail. (20minutes.fr 04.01)

Commentaires d'internautes.

- Résumé de l'article: les entreprises virent tout autant mais sans faire de plans sociaux.

- Quel drôle de terme que celui de "*plan social*". Ce qui pourrait faire penser à une nouvelle mesure en faveur des plus démunis n'est, en réalité, que qu'une manière détournée de mettre les gens au chômage! Peut importe la façon de le faire, le licenciement masqué est à la mode, de nos jours !

- Il faudra surtout se méfier de ces plans sociaux qui vont baisser drastiquement à l'approche de l'élection présidentielle. Les industriels vont tout mettre en oeuvre pour faire descendre le chômage à un niveau très bas le temps du passage des élections et qui reprendront de plus belle après. Nous avons déjà donné.

Commentaire. Le Medef et les syndicats patronaux préparent évidemment les élections présidentielles avec l'UMP.

3- Conditions objectives. On n'est pas tous logés à la même enseigne, la preuve.

On imaginait que les propriétaires-bailleurs étaient tous riches ou aisés. Ce n'est pas (ou plus) le cas. Selon la dernière étude de Century 21, les employés et les ouvriers représentaient, en 2010, prés de 19,5% des investisseurs locatifs. Soit deux fois plus qu'il y a 10 ans. Un chiffre d'autant plus impressionnant que, durant la même période, la part des bailleurs cadres supérieurs est passée, elle, de 17,5% à 13,7%.

L'afflux des catégories modestes dans l'achat locatif s'explique en grande partie par la peur qui tenaille les ménages concernant leur retraite. L'achat dans la pierre, plus que jamais une valeur-refuge et "*élément de reconnaissance sociale*", selon Sylvain Jutteau, chargé du pôle location de Century 21, permet à l'investisseur de sécuriser ses revenus tout en constituant une épargne forcée. Le placement est d'autant plus intéressant que les loyers repartent à la hausse. De plus, le manque de construction de logements neufs va sûrement entetenir, dans certaines grandes villes, la rareté et donc la hausse des prix.

Cette tendance accentue un autre phénomène récent : le retrait des étudiants de la location. En 2001, ils représentaient 23% des locataires entrant. En 2010, ils sont tombés à 3,6%. Les loyers ont augmenté de 32% en 10 ans. (Lexpress.fr 04.01)

4- L'argent n'a pas d'odeur.

Après le Mediator, une autre molécule, le vasodilatateur Buflomédil, pourrait être retirée prochainement du marché français, a déclaré mardi l'Afssaps, une agence officielle de régulation de la santé.

Les autorités ont confirmé les informations de la revue Prescrire, qui avance que le Buflomédil, principe actif commercialisé depuis une vingtaine d'années en France sous plusieurs noms, est sur la sellette.

"*Il a des effets indésirables neurologiques et cardiaques, parfois mortels, en particulier en cas de doses élevées ou inadaptées à l'insuffisance rénale. Il faut le retirer du marché*", écrit Prescrire qui estime que le Buflomédil est "*sans intérêt thérapeutique démontré*".

Un syndicat de médecins rappelle que l'industrie pharmaceutique française finance les revues médicales, au moins par la publicité, la recherche, compte des représentants dans tous les organismes officiels ainsi que des appuis au plus haut niveau de l'Etat.

"*Nous en avons assez des immixtions des firmes dans la vie des soignants: presse, syndicats médicaux, congrès de médecine générale, sociétés savantes, formation continue en ville et à l'hôpital, réseaux de santé et même actions des pouvoirs publics*", écrit mardi le Syndicat de la médecine générale dans une lettre ouverte à Xavier Bertrand. (Reuters 04.01)

Haut de page

Le 6 janvier

Vous trouverez à la suite de la causerie et des infos en bref du jour celles d'hier que je n'ai pas pu mettre en ligne, parce que ma connection était trop lente pour accédéder au site du serveur qui l'héberge. Cela vous donne une petite idée des difficultés que je rencontre pour actualiser le site.

Au fait, je vous ai souhaité une bonne année 2011, mais je ne vous ai pas adressé mes voeux car j'estime que voeu a un relent obscurantiste, c'est un peu naïf, cela s'accommode mal avec notre objectif permanent d'accroître notre niveau de conscience, notre maîtrise de soi. On n'a pas le temps de faire un voeu qui nous propulserait dans l'avenir quand on doit déjà s'attacher quotidiennement à essayer de comprendre la réalité.

Et quand je vous ai souhaité le meilleur, j'avais dans l'idée que le meilleur pouvait sortir du pire, comme c'est la nécessité de résoudre des poblèmes qui nous fait avancer, si nous n'avions pas de problèmes, on ne progresserait jamais, mais je ne pouvais pas vous le dire de la sorte à ce moment-là, certains n'y auraient rien compris ou m'en auraient voulu inutilement.

Rectification : mainmise s'écrit en un seul mot et non en deux comme je l'ai écrit, sorry !

Selon *Le Point*, le livre de Stéphane Hessel n'est qu'un exposé de "*bons sentiments gentillets*" (Lepoint.fr 05.01)

Le mérite de son livre est de faire réfléchir disent les uns, d'autres pointent des lieux communs, j'en conclus que la plupart de ceux qui l'ont acheté partageaient déjà ses idées et qu'ils espéraient y trouver des réponses aux questions qu'ils se posent ou retrouver l'espoir qu'il est encore possible de changer la société, sur ce plan ils seront déçus.

En comparaison, *Le Point* estime que le livre de Mélenchon (*Qu'ils s'en aillent tous !*) présente un avantage sur celui d'Hessel, il "*a le mérite d'être articulé politiquement*", et de conclure en se demandant s'il aura "*assez d'estomac pour achever le travail commencé par François Mitterrand*", c'est-à-dire "*arriver à boulotter le Parti communiste*", il faut avoir l'estomac solide et aimer la charogne !

Le POI (IO n°130 page 15) s'enflamme aussi pour le livre d'Hessel qualifié de "*petit opuscule plein de verve et de sagesse*". Et sur sa finalité ? Pas un mot évidemment. Et pour cause, je cite : "*De quoi s'indigne donc l'auteur ? Tout particulièrement des violations de plus en plus insupportables de la démocratie dans notre pays, notamment « de tout le socle des conquêtes de la Résistance ». Car Stéphane Hessel a 97 ans.*

Cet ancien résistant de la France libre fut aussi ambassadeur des Nations unies et participa à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. « On ose nous dire que l'Etat ne peut plus assurer le coût des mesures citoyennes !, écrit-il. N'est-ce pas parce que le pouvoir de l'argent n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste, avec ses propres serviteurs jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat. »"

Passons sur le fait qu'il a 93 ans et non 97 selon Reuters, AFP, 20 minutes.fr et Lexpress.fr, il est né en 1917 à Berlin.

Le POI a court d'arguments pour défendre sa politique opportuniste fait décidément feu de tout bois pour nous vendre sa camelote avariée. Plus le capitalisme s'enfonce dans la crise, plus le parti de l'ordre affiche son vrai visage hideux et marche sur les pas du FN, plus son supplétif, le PS, penche à droite, et plus les autres partis ouvriers droitisent leur politique...

C'est ainsi que la révolution, le socialisme, les besoins de la classe ouvrière passent à la trappe, il ne subsiste plus que ce qui serait censé être compatible avec la préservation du régime capitaliste, dont « *tout le socle des conquêtes de la Résistance* » ou encore ce qui aurait un coût supportable pour l'Etat, celui des capitalistes évidemment puisqu'il ne s'agit pas de leur retirer le pouvoir, en fait le POI est sur la même ligne que le NPA ou LO ou encore le PCF qui prônent une meilleure répartition des richesses sans remettre en question l'ordre établi, c'est ce dont témoigne ici cette citation à laquelle le POI adhère sans réserve ni modération : « *On ose nous dire que l'Etat ne peut plus assurer le coût des mesures citoyennes !* », alors que nous vivions si heureux quand il le pouvait encore, Hessel au passage fait l'apologie de l'Etat bourgeois dont nous devrions tout attendre, ne vous attendez pas à ce que le POI le relève, et pour cause, cela ne vous fait pas penser au dernier éditorial de Gluckstein qui est nostalgique de l'époque où la Banque de France n'était pas "*indépendante*" de l'Etat ?

«*N'est-ce pas parce que le pouvoir de l'argent n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste, avec ses propres serviteurs jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat. »*" écrit-il, parce que lorsque nous croulions sous le joug des Maîtres des Forges, des patrons de la grande industrie déjà liés aux banques, là aussi nous nagions dans le bonheur ; c'est dingue de ne s'en être jamais rendu compte à l'époque, on se demandera effaré dans quel monde les dirigeants du POI ont vécu et ils vivent aujourd'hui.

Informations ouvrières le présente complaisamment comme un grand démocrate, il est social-démocrate pour être plus

précis (20minutes.fr 02.01), normal alors que le POI lui prête tant de qualités : « *Cet ancien résistant de la France libre fut aussi ambassadeur des Nations unies et participa à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.* », quelles références, quelle avancée historique quand on a à l'esprit son contenu, vive l'ONU quoi ! Et dire qu'ils dénoncent les autres partis qui ont le même travers ! A croire que les lecteurs d'*Informations ouvrières* sont distraits ou qu'ils ont un cerveau étroit, de sorte que d'un numéro sur l'autre ils oublient totalement ce qu'ils avaient lu la semaine précédente, ce n'est pas moi qui ose le prétendre, je respecte ces lecteurs, c'est le POI en agissant ainsi.

Il y a des aspects encore moins reluisants dans la carrière d'Hessel que bien sûr *Informations ouvrières* passe sous silence à ses lecteurs, ce sont des spécialistes des faits ou des citations tronquées et des non-dits.

Complétons sa biographie : *Qui est Stéphane Hessel?* (AFP et Lexpress.fr 31.12.10 mis à jour 05.01.11)

"*Il rejoint le Général de Gaulle à Londres en mars 1941. Il y reste jusqu'en 1944 où il revient en France pour une mission... Il est admis en 1945 au concours des Affaires étrangères et occupe le poste de directeur administratif au secrétariat général des Nations Unies à New York de 1946 à 1950.*

Il est attaché au cabinet de Pierre Mendès France en 1955. Sa carrière diplomatique le mène ensuite de poste en poste à Saïgon, Alger, New York et Genève où il représente la France aux Nations Unies."

Bref, il doit toute sa carrière à de Gaulle en réalité, et en fait de résistant... il était à Londres avec le futur monarque de la Ve République ! Vous aurez compris que social-démocrates, gaullistes et communistes à la sauce stalinienne, tout ce beau monde appartient au même monde, celui que nous combattons sans relâche.

Les esprits faibles et les capitulards déclarés ou qui s'ignorent et qui sont plus aptes à passer des compromis avec l'ennemi plutôt que défendre le socialisme, jugeront sans doute notre critique hors de proportion, exagérée comme d'habitude, ils ne s'aperçoivent même pas qu'à travers ce genre d'opérations, ce sont nos principes et notre idéal qui sont systématiquement tenus à l'écart, bafoués, sacrifiés. D'écarts en renoncements, ils en viennent à encenser ce qui leur donnait envie de vomir hier encore paraît-il, à force de se soumettre, on finit par se renier, on franchit la ligne de classe, on en crève politiquement.

Le minimum acceptable aurait consisté à faire une lecture critique de cet opuscule, en relevant les points d'accord que nous pouvions avoir avec son auteur, tout en les situant dans une perspective politique (révolutionnaire) conforme aux intérêts de la classe ouvrière, au lieu de cirer les pompes à ce gaulliste, une honte !

Pour illustrer les portraits de Sarkozy, Aubry, Royal, Strauss-Kahn, Laurent, Mélenchon, Besancenot et Arthaud, ils ont écrit "*Pour tous, à "gauche" comme à droite, une seule échéance compte : 2012.*, tandis que le POI prépare de son côté les élections cantonales, c'est à la page 8. Vous vous en foutez, moi aussi !

Politique.

1- Ambiance nauséabonde et crise à l'UMP, suite.

Dominique Paillé ne sera plus porte-parole de l'UMP.... et il est amer. C'est ce qu'il a confirmé ce mercredi, tirant à boulets rouges sur le nouveau secrétaire général du parti majoritaire, Jean-François Copé. Ce dernier entend en effet assurer lui-même les points de presse et la communication extérieure du parti.

«*Il trouve la fonction de simple porte-parole ringarde. Moi je trouve ça essentiel*», déclare Dominique Paillé sur le site internet du Journal du Dimanche. «*Je n'ai pas d'atomes crochus avec Jean-François Copé, c'est de notoriété publique*», a-t-il expliqué sur le JDD.fr. Le futur ex-porte-parole avait révélé sa mise à l'écart mardi, rapportant des propos peu amènes de Jean-François Copé.

Selon le *Canard* enchaîné publié ce mercredi, cette éviction de Dominique Paillé s'expliquerait par des raisons financières. En effet, l'audit interne commandé par le nouveau trésorier de l'UMP a révélé que ce dernier touchait un salaire de 8.000 euros net par mois. «*Un salaire jugé excessif*», selon l'hebdomadaire satirique. (20minutes.fr 05.01)

2- Thibault à la manoeuvre.

La CGT a annoncé qu'elle allait boycotter demain la traditionnelle cérémonie de vœux du chef de l'État aux forces vives de la nation, morcelée pour la deuxième année consécutive et réduite, en ce qui concerne les syndicats, aux seuls vœux aux partenaires sociaux.

Par ce coup d'éclat inédit, Bernard Thibault cherche avant à envoyer un message en interne à tous ses opposants qui lui ont souvent reproché ces trois dernières années une forme de collusion avec le chef de l'État.

La réforme des retraites n'a rien arrangé. Sa stratégie d'alliance avec la CFDT de François Chérèque et de maintien à tout prix de l'unité syndicale a conduit Bernard Thibault a ne pas appeler les salariés à se lancer dans une grève reconductible et à modérer, aux yeux des ultra de sa centrale, ses attaques contre le gouvernement.

Bien que tranquille sur son avenir - il a été réélu en décembre 2009 pour un quatrième mandat de trois ans et ne souhaite pas, a priori, se représenter -, Bernard Thibault cherche donc à donner des gages de sa loyauté à ses troupes et prépare les combats de 2011. (Lefigaro.fr 05.01)

Combats qu'il mènera au coté du gouvernement et du Medef et non contre eux, *Le Figaro* ne pouvait pas le préciser évidemment !

Donc si on se bornait à cette annonce, on pourrait se dire que Thibault a pris une bonne décision pour une fois... Ouais, à ceci près que si vous lisez le communiqué de la CGT vous apprendrez qu'il ne se rend pas à cette invitation, parce que Sarkozy aurait refusé "*l'ouverture de réelles négociations*" avec les syndicats sur les retraites. Ah mais cela change tout ! Eh oui, c'est de la pure manipulation ! Et il n'est pas en reste, il a une autre idée derrière la tête.

En réalité, cette canaille se sert de cette occasion pour tenter de faire croire une énième fois qu'il y avait vraiment quelque chose à attendre de "*négociations*" sur les retraites avec Sarkozy. Mais ce n'est pas tout. C'est tout d'abord une façon comme une autre de légitimer Sarkozy, Thibault exclut évidemment toute rupture des relations de la CGT avec l'hystérique du Palais, ensuite et c'est là qu'il voulait en venir en fait, cela lui permet à moindre frais de justifier le nouveau cycle de "*négociations*" orchestré par le gouvernement et le Medef auquel la CGT va participer et qui doit démarrer dans les jours qui viennent, tout en se présentant comme un farouche opposant à Sarkozy, histoire de faire taire les mauvaises langues au sein de son syndicat ou d'affaiblir ses opposants et venir en aide à son appareil.

A moindre frais j'ai précisé, car entre Noël et le Jour de l'An, le ministre du Travail a reçu les dirigeants syndicaux, je l'ai lu dans une dépêche hier ou avant-hier, ils ont dû échanger leurs voeux à cette occasion et pourquoi pas une petite coupe de champagne avec des petits fours pour bien terminer l'année, sans rancune bien sûr, nous n'y étions pas pour le confirmer, mais entre gens du même monde et qui s'estiment c'est dans l'ordre des choses, non ?

Un internaute a compté que Thibault s'était rendu 9 fois à l'Elysée en 2010, alors une fois de plus ou une fois de moins peu importe, il précisait qu'en revanche pas une fois il ne s'était rendu à l'usine Continental pour rencontrer les ouvriers en lutte, normal, non, il se rend chez son donneur d'ordres, son maître et pas ailleurs. Cela étonne quelqu'un ?

Social.

1- France.

1.1- 35 heures : au moins les choses sont claires !

Pour le ministre du Budget et porte-parole du gouvernement, François Baroin, le débat est clos. «*Les 35 heures sont mortes et enterrées*», a-t-il déclaré ce mercredi à l'issue du Conseil des ministres.

François Baroin a estimé que les gouvernements de droite avaient vidé de sa substance la loi sur les 35 heures mise en place en 2000. (20minutes.fr 05.01)

1.2- La Poste dégraisse.

D'après l'organisme syndical Sud, qui a réalisé ses propres calculs, 13.800 départs non pas été remplacés en 2010 à la Poste. (Lefigaro.fr 05.01)

1.3- Sanofi-Aventis. Ils font des profits et ils licencient pour en faire davantage.

Plusieurs centaines de salariés de Sanofi-Aventis ont manifesté mercredi, à Paris, Bordeaux et Montpellier contre un plan de 575 départs de salariés, essentiellement dans la visite médicale, dans le cadre d'un plan d'économies touchant toutes les activités du laboratoire.

A Paris, devant le siège de la branche commerciale du laboratoire, environ 700 salariés, selon les organisateurs, se sont rassemblés sous une forêt de drapeaux rouges, blancs et bleus des 9 syndicats qui avaient appelé à cette journée de grève (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, Pharmacadres, Solidaires, Unsa et Usapie).

A Bordeaux, quelque 200 salariés ont défilé dans les rues de la ville, a constaté l'AFP. A Montpellier, ils étaient 300 à 350, selon

la même source. La direction de Sanofi-Aventis France, qui souligne que la visite médicale est classée «*emploi menacé*», a qualifié la mobilisation de «*conséquente*».

Les départs se répartissent pour 497 parmi les 1.860 visiteurs médicaux, et pour 78 parmi les salariés du siège.

Selon la déléguée syndicale FO, Roseline Labarrière, «*il n'y a aucune justification économique à ce plan*». «*Sanofi-Aventis gagne de l'argent et tous les bénéfices sont faits par ces gens-là, ces personnes qui rencontrent les médecins et les informent*» sur les produits du laboratoire, dit-elle.

«*C'est un plan mortifère, car la moyenne d'âge est très élevée chez les visiteurs médicaux*», à 47-48 ans, a-t-elle ajouté. Les visiteurs médicaux de Sanofi, qui étaient encore près de 2.500 en octobre 2008, sont aujourd'hui 1.860. Ils devraient n'être plus qu'environ 1.300 après ces nouvelles suppressions de postes.

Depuis l'arrivée au poste de directeur général du laboratoire de Chris Viehbacher il y a deux ans, le groupe est engagé dans un vaste plan destiné à lui faire économiser 2 milliards d'euros en 2013 par rapport à 2008. Sanofi a ainsi engagé en France la réorganisation de sa chimie et de sa recherche. Le groupe a également annoncé la suppression de 1.700 emplois aux Etats-Unis. (20minutes.fr 05.01)

Commentaire d'un Internaute.

- Juste pour vous dire que le nouveau PDG,Chris Viehbacher, gagne....12 000 euros...par jour ! (salaire d'un CDD :1200 euros net MENSUEL ...et en 3X8 !)

Les génériques ne sont pas entièrement mis en cause pour ce (énième) plan social, c'est la rémunération exhorbitante du PDG et des actionnaires qui en sont la principale cause...

Quelle est belle notre France : un PDG 360 000 euros, un ouvrier CDD 1200 euros !

Commentaire.

Je me suis refusé à mettre en ligne le commentaire d'un autre internaute qui expliquait que le travail du visiteur médical consistait essentiellement à promouvoir auprès des médecins les médicaments à forte valeur ajoutée fabriqués par la société qui l'emploie, bref que c'était du lobbying contestable et difficilement défendable.

Mais bon, on vit dans une société pourrie où nous sommes de plus en plus confrontés à des paradoxes où toutes prises de position est constestable quel que soit le plan où l'on se situe. Quand une usine qui fabrique des armes licencient, comment doit-on réagir : se mobiliser pour sauver les emplois menacés ou laisser faire en espérant qu'elle ferme un jour ? La priorité ira à l'emploi des travailleurs, c'est toute leur vie et celle de leur famille, même s'ils fabriquent des armes qui sèmeront la mort quelque part dans le monde, mille fois hélas ! Le responsable, c'est celui qui produit ce paradoxe, le capitalisme, l'Etat, et personne d'autres.

Economie.

1- Le pire est à venir.

Les prix alimentaires mondiaux ont atteint un nouveau record en décembre et les récents évènements climatiques sont en partie responsables, a déclaré mercredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les cours des céréales se sont envolés en 2010, ceux du blé ayant été exacerbés par une série d'évènements climatiques, notamment par la sécheresse en Russie et dans les pays limitrophes de la Mer Noire. Le prix du blé européen a doublé et, aux Etats-Unis, le maïs a augmenté de plus de 50% tandis que les graines de soja ont fait un bond de 34%.(Reuters 05.01)

2- Un conseil qui tombera dans l'oreille d'un sourd.

Interview par *Le Figaro* de l''économiste américain Jeffrey Sachs, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon et professeur à l'université de Columbia, extraits.

Question. Le modèle économique français a-t-il été protecteur contre la crise ?

Réponse. En tant qu'Américain, je serais tenté de dire, en particulier à la droite française longtemps séduite par un libéralisme à l'américaine : n'allez pas vers le modèle américain ! Les États-Unis traversent une crise structurelle beaucoup plus profonde

que l'Allemagne ou la France. Aux États-Unis, le chômage atteint 10 %, les inégalités de revenu n'ont jamais été aussi criantes, et le déficit budgétaire pèse 10 % du PIB. Le système financier et le marché du travail dérégulés sont à l'origine de cette crise. Le cœur de l'Europe -hormis l'Italie qui a ses propres problèmes politiques- la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Scandinavie sont beaucoup plus équilibrés, plus résilients, plus compétitifs à long terme que les États-Unis.

Question. Comment les pays occidentaux peuvent-ils rester compétitifs ?

Réponse. La concurrence mondiale est intense. On peut augmenter la compétitivité en baissant les salaires des employés non qualifiés, ou au contraire promouvoir l'éducation. La crise a entraîné une baisse de la consommation. Les gouvernants avaient le choix entre stimuler la consommation ou stimuler l'investissement. La seconde option était la meilleure, ce n'est pas celle qu'ont choisie les États-Unis qui ont préféré les politiques de court terme. La reprise suppose des investissements dans les grandes infrastructures, l'économie verte et le capital humain. Relancer la consommation est une approche très naïve. La prime à la casse par exemple, en vogue dans beaucoup de pays, est une solution facile, mais absurde.

Question. Dans ce contexte de croissance faible et d'endettement en Occident, la Chine va-t-elle étendre son contrôle sur l'Europe ?

Réponse. Pas besoin d'être grand clerc pour voir que la Chine est en train de refondre l'économie mondiale. Elle épargne la moitié de son PIB ! Cette accumulation de richesse est spectaculaire. Une partie alimente l'urbanisation la plus rapide de l'histoire, qui suppose la construction d'infrastructures, de routes, de centrales électriques à une échelle sans précédent. La Chine est devenu aussi le premier investisseur en Afrique. Elle a par ailleurs joué un rôle de stabilisation importante de l'euro. Le premier ministre Wen Jiabao a dit que la Chine continuerait d'acheter des titres de dette grecque, portugaise ou espagnole. D'un autre côté, la Chine est à l'origine de la hausse des coûts mondiaux de l'énergie et de l'alimentation. Ce qu'elle n'a pas bien géré, ce sont ses ressources naturelles. Elle traverse une crise environnementale profonde. Mais cela fait vingt ans que je répète que la croissance chinoise est solide et qu'elle change le monde. (Lefigaro.fr 05.01)

Haut de page

Le 7 janvier

Il y a 5 jours, je n'avais pas grand chose à faire ou plutôt je n'avais pas envie d'entreprendre quelque chose, alors j'ai été visité quelques sites internet très rapidement, dont celui de *Carré rouge*, une sorte de collectif créé au départ par des intellectuels, ex-dirigeants de l'OCI, dont Charles Berg. J'ai téléchargé quelques articles que j'ai lus ensuite, après je leur ai envoyé un courriel, dire en espérant une réponse de leur part serait exagéré, ma démarche tient davantage du joueur de poker (que je ne suis pas), pour voir ce qu'ils ont réellement dans le ventre, plus que du provocateur puisque j'ai commencé à leur glisser ce que je pensais de ces articles, je vous assure que je suis resté correct et que je me suis retenu de polémiquer, mais apparemment j'en aurais déjà trop dit.... On va laisser passer le week-end avant d'en reparler plus en détail en décortiquant ces articles.

Quand on n'a pas la construction du parti et la prise du pouvoir comme objectifs, quand notre combat n'est pas subordonné à ces objectifs, il sera forcément subordonné à autre chose, c'est logique, cela coule de source, pas besoin d'avoir fait de hautes études pour le comprendre. Ces deux objectifs expriment de manière achevée le contenu du développement historique de la lutte des classes et concentrent au degré le plus élevé les intérêts collectifs de la classe qui se confondent avec ceux de l'humanité toute entière.

S'en écarter ou les rejeter conduit infailliblement à combattre pour d'autres objectifs plus ou moins consciemment ou ne permettra jamais de les atteindre, sauf à prétendre qu'on pourrait spontanément changer le monde au terme d'un processus inconscient, auquel cas effectivement le parti serait parfaitement inutile, tout comme organiser les travailleurs puisqu'individuellement et de manière isolée il pourrait parvenir au même résultat, après avoir acquis une compréhension parfaite du monde dans lequel ils vivent, après avoir pris conscience des tâches politiques qu'ils devaient se fixer et des objectifs qu'ils devaient atteindre, ce qui ne s'est jamais vu nulle part dans le monde et sans que l'on nous dise comment ou par quel miracle ils pourraient y parvenir, cette conception de la lutte de classe que l'on rencontre de plus en plus souvent, constitue visiblement la négation des enseignements du marxisme et s'inscrit en totale contradiction avec les expériences de la révolution russe ou de la Commune de Paris.

Vous avez là l'origine de cette conception désastreuse de la lutte de classe partagée par les altermondialistes, les anarchistes, les démocrates petits-bourgeois et bon nombre d'intellectuels déçus par les partis auxquels ils avaient adhéré un jour, privilégiant l'action spontanée et individuelle de masse, qui n'est finalement que le reflet ou l'expression de l'individualisme forcenée promue valeur suprême, autrement dit, c'est le produit des idées dominantes à l'époque du capitalisme pourrissant dominé par l'aristocratie financière, qui s'est fixée pour objectif de faire disparaître de la surface de la terre tout ce qui pouvait renfermé une valeur collective, à commencer par les services publics sur le plan social, les partis et les syndicats sur le plan politique, au profit du marché auquel tous les rapports devraient être dorénavant subordonnés, ce qui se traduit sur le plan pratique dans la vie quotidienne par l'élévation au rang d'idéal l'individualisme exacerbé dont on a déjà pu mesurer les

effets dévastateurs, ces charlatans n'ont rien trouvé de mieux à nous proposer que de s'inspirer ou de copier le comportement du lumpenprolétariat de la bourgeoisie.

Ils ont simplement oublié une chose, et les derniers événements qui viennent de se produire en Tunisie et en Algérie ne font que le confirmer, que la classe ou les masses peuvent se révolter à un moment donné contre l'ordre établi, sans parti pour organiser la classe, sans orientation politique pour affronter le pouvoir en place, ce n'est, cela n'a été et cela sera toujours qu'un feu de paille sans lendemain... Cela s'appelle la réalité et rien d'autre.

Quant à Internet et ce qu'on appelle de façon impropre les "*réseaux sociaux*", Facebook et Cie., qui serait la panacée, la recette miracle tant espérée, ce n'est qu'une somme ou une accumulation d'individualismes qui pour cette raison ne peut contribuer à se forger une conscience politique, et puis c'est un peu comme chercher une aiguille dans une botte de paille !

On ne peut le comprendre qu'à partir du moment où l'on a en tête ce qu'on appelle la conscience politique, comment elle se forge. Elle est le produit d'une expérience collective au cours de laquelle on prend conscience d'appartenir à une classe sociale déterminée, on prend conscience que cette classe comporte différentes couches et que l'ensemble de ces couches sont liées par des intérêts immédiats et historiques, cette expérience qui recouvre l'ensemble du développement historique du capitalisme et de la lutte des classes et qui s'inscrit dans leur continuité, se déroule sur le plan pratique et théorique, et le seul endroit où ces deux plans sont réunis, c'est le parti, c'est ainsi, on n'y peut rien. Jamais Internet ne pourra rassembler ces qualités, encore moins remplacer les partis qui structurent l'Etat ou les institutions que l'on doit renverser.

La bourgeoisie s'était forgée une conscience politique à travers les places fortes qu'elles avaient conquises sur la monarchie avant de faire sa révolution en 1789, à partir de cette expérience qu'elle théorisa, elle prit conscience (collectivement) qu'il lui fallait abattre les privilèges de l'Ancien régime parce qu'ils constituaient des entraves au développement du capitalisme. Ces bastions (économiques) servirent de point d'appui à son combat politique. Elle détenait déjà une parcelle considérable du pouvoir économique, elle commençait à rivaliser en puissance avec la noblesse quand elle ne la dominait pas, mais l'organisation politique du pays ainsi que le délire mégalomaniaque des souverains qui engloutissaient l'essentiel des richesses produites, l'empêchaient de prendre son essor ou d'étendre son pouvoir pour libérer les forces productives du carcan dans lequel le régime tentait de les maintenir...

Nous, la classe ouvrière, les prolétaires, nous n'avons rien de tout cela pour combattre à notre tour la bourgeoisie, point de places fortes, de bastions économiques, pas la moindre trace de pouvoir politique sur lesquels s'appuyer, nous n'avons que nos organisations syndicales et politiques pour mener notre combat et vaincre notre ennemi, à moins bien sûr de vouloir nous faire croire que ce serait des idées qui pourrait changer le monde et non l'action organisée de la seule classe indépendante qu'à engendrer le capitalisme.

On peut aborder le problème sous tous les angles qu'on voudra, on en revient toujours à la même conclusion.

Enfonçons le clou : tel qu'il a été conçu et tel qu'il existe aujourd'hui, Internet est plus un problème qu'une solution, comment cela. Certains en ont fait un moyen pour se défouler, on retrouve cela principalement dans les blogs ou les portails comme Facebook, on se sent profondément frustré par la société, on a l'impression que personne ne s'intéresse à nos problèmes, dans les deux cas c'est entièrement légitimes, on veut profiter de cet espace de liberté d'expression pour s'exprimer, ce qui est naturel ou humain, nous sommes toujours d'accord, on peut échanger des expériences, certes, mais cela demeure virtuel, en pratique on ne partage absolument rien, on peut en tirer la conclusion que l'on n'est pas tout seul à vivre la même expérience, mais en quoi cela permet-il d'en comprendre l'origine, de remonter aux rapports qui en sont à l'origine, en aucune manière, à moins d'avoir développé une conscience de classe, dans le cas contraire il sera impossible d'en tirer des enseignements, on aura échanger des expériences, on saura qu'on n'est pas les seuls au monde à les avoir vécues mais pas davantage, je ne dis pas que ce serait totalement inutile, j'affirme simplement que cela ne mène pas loin et que cela n'apporte aucune solution à notre problème, que cet outil ne permettra pas de changer le monde ou d'avancer dans cette voie, puisque c'était la question que nous nous étions donné ici d'aborder, laissons de côté les autres fonctions que l'on peut prêter à Internet, éducative, portant sur l'acquisition de connaissances générale, ludique, etc.

Avec Internet on en est rendu au *Je pense donc je suis* de Descartes, j'ai enfin le sentiment d'exister, c'est un leurre mais peu importe, qui se situe bien en deçà du *Connais-toi toi-même* de Socrate, qui en y plongeant tête baissée peu nous conduire à la condition d'exploité que nous sommes, ce qui ne nous fournit pas la réponse à la question : pourquoi le sommes-nous, pourquoi existe-t-il des exploités et des exploiteurs.

Internet est un vaste récipient dans lequel l'inconscience peut se déverser à flot sans que la conscience n'émerge, car lorsqu'elle existe elle est littéralement noyée, engloutie par cette masse d'expériences inconscientes qui cherche la voie de la lumière, de son émancipation sans la trouver.

On n'a pas abordé un aspect pour le moins curieux d'Internet qui prend une tournure inquiétante quand il est plébiscité, cela nous ramène à notre sujet, je pense à l'aspect virtuel, informel, anonyme de ces rapports qui se tissent et se défont dans l'indifférence totale, comme si on avait des échanges avec des ectoplasmes, des fantômes, des être hybrides, une sorte de

mutants plantés devant un écran, c'est le summum de l'individualisme.

Cela me fait penser aux militants que je ne connaissais pas et qui un beau jour se sont manifestés en m'adressant des courriels pendant des semaines ou des mois, et qui ont totalement disparu de la circulation aussi soudainement, je n'ai plus jamais eu de nouvelles d'eux, alors que je m'étais investi à leur côté, j'avais commencé à tisser des relations fraternelles et amicales avec certains, je pensais que notre correspondance allait se poursuivre, même à un rythme irrégulier, pensez-vous, ils m'ont laissé tomber comme une vieille merde, je ne leur en veux pas, c'est juste pour illustrer mon propos. Vous me direz qu'il n'y a pas qu'avec Internet que ce genre de choses se produit, je le sais bien, mais là c'est quasiment systématique et dans des proportions que je n'aurais pas imaginées, j'en ai été surpris. La société Kleenex quoi ! Je ne sais si Internet est l'avenir de l'homme, tout ce que je peux constater, c'est que pour se vautrer dans une forme d'individualisme primaire, il n'existe pas mieux à l'heure actuelle, donc en attendre quelque chose au niveau de la conscience de classe, c'est se faire de graves illusions, idem sur le plan de l'éducation ou des valeurs que nous sommes supposés partager.

Je ne sais pas pourquoi j'ai écrit tout cela à propos d'Internet et de ces intellectuels qui tous les quatre matins réinventent la lutte des classes, hier encore, quand on avait une question à résoudre et qu'on n'avait pas envie de se rapprocher d'un parti politique ou qu'on n'y pensait pas, comment on pratiquait, il suffisait de bien cerner notre sujet, ensuite il suffisait de se rendre dans une bibliothèque ou une grande librairie et d'emprunter ou d'acheter quelques bouquins, et se mettre à lire et étudier, et ainsi de suite, ce n'était pas plus archaïque et cela ne prenait pas plus de temps que de chercher une recette miracle qui n'existe pas sur Internet, au moins cela nous faisait une balade, à l'arrivée on n'était pas plus con, on vit bien dans un monde de plus en plus débile.

Bon week-end.

Politique.

1- France.

1.1- Aux pieds de leur maître.

« On va à cette invitation du Président comme tout républicain qui se respecte », explique Jacques Voisin, président de la CFTC. « On y va parce qu'on pense que c'est une question de respect de la République. La légitimité du Président n'est pas contestable », estime Jean-Claude Malys, secrétaire national de la CFDT en charge des retraites.

Mais Thibault a eu droit à un coup de fil de Sarkozy. (LePoint.fr)

Mais l'unité syndicale retrouve des couleurs dès qu'il s'agit de souhaiter ses vœux pour la nouvelle année à Nicolas Sarkozy. Tous tombent d'accord. « *Il faut qu'il y ait un réel dialogue social dans le pays et qu'on puisse sortir des effets d'annonce et de communication* », lance Bernadette Groison de la FSU. « *Il faut qu'il soit à l'écoute des citoyens et que cette année ne soit pas totalement phagocytée par la campagne électorale et les enjeux politiciens* », demande pour sa part Jean-Louis Malys de la CFDT « *espérant qu'il y aura du dialogue* » en 2011. Annick Coupé de Solidaires souhaite au Président de « *prendre enfin en compte le fossé qui s'est creusé entre la réalité quotidienne vécue par les salariés et les élites* ». (Publicsénat.fr 06.01)

Si le "camarade" Nicolas a appelé le "camarade" Bernard, alors tout va bien ! Tous vendus ces dirigeants syndicaux adeptent du dialogue social et que leurs "opposants" appellent camarades, il n'y en a pas un pour rattraper les autres, Annick Coupé est minable !

1.2- Il règne un climat "délétère" au sein du parti de l'ordre.

Autant dire que l'ambiance n'est pas au top. Au siège de l'UMP, rue de la Boétie, à Paris, l'arrivée de l'équipe Copé semble être mal vécue. "*Il y a un climat délétère, on subit la guerre de l'équipe dirigeante contre l'équipe sortante*", confie un permanent.

"*On est pris en otage. Voilà un mois que je n'ai rien fait, nous n'avons plus de réunions, pas d'infos.*" Omniprésente, la nouvelle équipe "*met ses pattes partout. Tout le monde a peur pour son poste*".

"*On nous dit qu'il n'y a pas de chasse aux sorcières, nous constatons qu'il y a les paroles et les actes*", note-t-on chez Xavier Bertrand. "*Tout cela prend un tour obsessionnel, il faut arrêter. C'est contre-productif*." Et de mettre en garde contre le retour de bâton des militants, sensibles aux divisions. (Lemonde.fr 06.01)

2- Tunisie.

Le soulèvement se poursuit en Tunisie, et les avocats se joignent à la protestation. De violentes manifestations de rue ont ainsi

repris tard mercredi soir dans la ville de Thala, à l'occasion de l'inhumation de Mohamed Bouaziz, le jeune diplômé réduit à vendre des légumes qui a succombé mardi soir à sa tentative d'immolation par le feu à la mi-décembre.

Ce jeudi, plusieurs milliers d'avocats tunisiens se sont mis en grève jeudi pour protester contre ce qu'ils présentent comme des agressions de la police.

Le même jour, à Thala, les policiers ont fait usage de canons à eau pour disperser une foule de protestataires, dont de nombreux étudiants, qui leur jetaient des engins incendiaires, rapportent des habitants de la ville.

Me Abderrazek Kilani, le bâtonnier de l'ordre des avocats tunisiens, a déclaré à Reuters que 95% de ses 8.000 confrères avaient pris part ce jeudi au mouvement de grève, chiffre que les responsables gouvernementaux n'ont pas commenté dans l'immédiat.

«*La grève porte le message clair que nous n'acceptons pas les attaques injustifiées contre les avocats. Nous voulons protester fermement contre le passage à tabac d'avocats au cours des derniers jours*», a-t-il martelé. Selon Kilani, ces avocats ont été battus par des policiers lors de sit-in organisés la semaine dernière à Tunis et dans les villes de Monastir et Grombalia en signe de solidarité avec les manifestants de Sidi Bouzid. (20minutes.fr 06.01)

Selon Isabelle Mandraud, journaliste au "Monde", la situation économique est un peu moins florissante que les dernières années, et surtout, le chômage des jeunes a beaucoup progressé. En effet, l'économie tunisienne ne peut absorber les milliers de jeunes diplômés qui sortent chaque année des universités.

Or le régime du président Ben Ali repose sur une sorte de contrat tacite : la promesse d'une "*prospérité*" économique contre des libertés publiques rognées. Les difficultés s'accumulant, ce "*deal*" est remis en cause. (Lemonde.fr 06.01)

3- Etats-Unis.

Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a autorisé le déploiement provisoire de 1.400 "*marines*" supplémentaires en Afghanistan, a déclaré jeudi à Reuters un responsable du Pentagone ayant requis l'anonymat. (Reuters 06.01)

Social.

1- Haro sur les fonctionniares : l'extrême droite de l'UMP monte au créneau.

Christian Jacob le patron du groupe UMP à l'Assemblée nationale s'interroge sur la "*pertinence de l'embauche à vie des fonctionnaires*" dans un entretien au mensuel Acteurs publics daté de janvier. (Lepost 06.01)

2- Ras le bol de ce boulot !

Pas heureux dans leur job, les Français? C'est ce qui ressort de l'enquête menée par le spécialiste de la gestion de carrière et du recrutement en ligne, Monster. Le résultat est clair: 72% des personnes interrogées, soit trois salariés sur quatre, n'ont qu'un seul vu pour 2011: changer de boulot. (20minutes.fr 06.01)

3- L'explosion des familles monoparentales.

En France comme en Europe, les familles monoparentales sont de plus en plus nombreuses : de 1968 à 2005, la part des enfants vivant avec un seul de leurs parents est passée de 6 % à 16 %, ce qui représente une progression de plus de 150 %. L'immense majorité de ces enfants – 90% – partagent leur quotidien avec leur mère : même si les conceptions de la famille évoluent peu à peu, les enfants, après une séparation, leur sont le plus souvent confiées.

La fragilité des unions se lit clairement dans les chiffres de l'Insee : en 2008, 30 % des personnes issues d'une famille monoparentale vivaient en dessous du seuil de pauvreté (un niveau de vie inférieur à 949 euros par mois), soit une proportion 2,3 plus forte que dans l'ensemble de la population. Le taux de pauvreté est beaucoup moins élevé pour les autres configurations familiales : il tombe à 20 % pour les couples avec trois enfants ou plus, 8,6 % pour les couples avec deux enfants et 7,8 % pour les couples avec un enfant.

Pour ces familles, la question de la garde des enfants, mais aussi du logement se pose souvent de façon aiguë : fragilisées par la séparation, beaucoup de mères sont obligées de déménager dans des maisons ou des appartements plus petits. Selon l'Insee, un enfant sur cinq vivant en famille monoparentale habite un logement où il "*manque une pièce*", contre seulement un sur dix pour les enfants qui vivent avec leurs deux parents. (Lemonde.fr 06.01)

Tous les rapports se délitent dans leur société en décomposition. Ils ont aussi voté des lois particulièrement favorables aux

femmes, sur la garde des enfants notamment attribuée au mère dans l'immense majorité des cas.

L'endroit est peut-être mal choisi pour en parler, mais de nombreuses femmes reportent leur sentiment sur les enfants, tandis que leur compagnon n'est plus qu'un accessoire destiné à maintenir leur niveau de vie, payer les factures, il devient franchement encombrant dés lors qu'elles ont obtenu ce qu'elles voulaient, avoir des enfants, aucune femme ou très peu ne veulent pas en avoir. D'un autre côté, bien des hommes ne supportent pas les contraintes liés à la présence d'un enfant et en profite pour allez voir ailleurs. Tout cela se passe inconsciemment évidemment.

Faisons hurler les crétins de féministes. On a voulu nous faire croire que les hommes et les femmes étaient semblables alors qu'en réalité biologiquement et psychologiquement il n'en est rien. Les hommes n'ont pas besoin du désir pour exciter leurs pulsions sexuelles, l'homme est en permanence en situation de désir ou besoin sexuel, ce qui fait dire vulgairement qu'il est prêt à sauter n'importe quelle femme, alors qu'une femme a besoin de ce désir pour exciter ses pulsions sexuelles, sinon c'est un viol, or ce besoin ne se commande pas, il n'est pas automatique comme le désir chez l'homme, ce qui explique que le désir sexuel sera plus rare chez la femme que chez l'homme, laissons de côté les exceptions. Ne dit-on pas que les femmes sont plus fortes psychologiquement que les hommes, dans le sens où chez elles la psychologie prend le dessus sur le désir sexuel...

Il suffit d'un souci quelconque, d'un petit rien pour ainsi dire pour que le désir chez la femme soit contrarié et qu'elle se refuse à son compagnon, ce que celui-ci ne comprend pas et n'est pas prêt d'admettre. Après des années de vie commune, l'envie de l'autre s'estompe ou se fait plus rare chez la femme particulièrement, il se tarit littéralement, ce qui avait servi d'émulateur du désir chez la femme s'affaiblit, et quand il disparaît les relations s'interrompent définitivement. Pour qu'une femme continue de désirer un homme, il faut que celui-ci continue de constituer un attrait pour elle, or en vivant ensemble on finit par se connaître un peu et il n'y a plus grand chose à découvrir chez l'autre, la magie de la découverte cède rapidement la place à la routine, rien de plus mortel, l'effet de surprise qui sert de stimulant devient rare, et puis on a eu le temps de découvrir les faiblesses ou les mauvais côtés de notre compagnon, du coup le regard qu'elle porte sur lui se modifie, elle a eu le temps de vérifier qu'il possédait ou non les qualités qu'elle lui prêtait plus ou moins consciemment au départ, en vieillissant son charme prend des rides, pour finir les difficultés de l'existence ont servi de révélateur à leurs rapports par toujours ou souvent à leur avantage respectif, il faut bien que l'un ou l'autre porte le chapeau, comme il faut bien que l'un ou l'autre porte la culotte, en conclusion on dit que l'homme propose et dieu dispose, l'homme propose et la femme dispose pour le meilleur et le pire, les hommes sont des rustres et les femmes sont indiscernables...

Ni l'homme ni la femme ne sont à blamer dans leurs rapports, c'est seulement la société telle qu'elle est qui complique tous les rapports en imposant des contraintes insupportables à l'un et à l'autre, qui finalement leur pourrit la vie et fait leur malheur.

C'est un des sujets sur lequel je suis intarrissable, car autrefois j'avais basé ma vie sur mon couple qui a plus tard volé en éclats. Je n'ai alors rien trouvé de mieux que de souhaiter à mon ex-compagne d'être plus heureuse. Et 22 ans plus tard, mes sentiments à son égard n'ont pas changé, comme au premier jour ! J'en suis peut-être profondément malheureux, mais c'est mieux ainsi que la haïr. Je ne me suis jamais remis de cette expérience, mais cela m'a au moins permis de réviser la conception débile que j'avais sur les femmes et de mieux les comprendre. Comme quoi à tout malheur est bon !

Haut de page

Le 8 janvier

Trois sujets de causeries très brèves, deux sérieuses et la troisième pour se détendre, on est samedi.

1- Elle n'a pas disparu

La lutte des classes sur les avions de ligne. (Lepoint.fr 07.01)

Air France va équiper certains avions de certaines lignes d'une quatrième classe qui sera intermédiaire entre la classe affaires et la classe économique.

2- UMP. Les agités du bocal ont pris le pouvoir.

L'équipe Copé attaque 2011 pied au plancher.

Certains au sein du parti majoritaire s'inquiètent de la tournure que prennent les débats. "*On va s'aliéner tout le monde: les fonctionnaires et les bas salaires, directement concernés par les 35 heures. Jean-François Copé va tout détruire, des fractures vont apparaître*", confie un cadre du mouvement.

Les couloirs du parti commencent à bruire de rancoeurs et de rumeurs.

A l'UMP, l'année 2011 sera agitée. Et elle vient tout juste de commencer. (Lexpress.fr 07.01)

3- Pleure toujours, je m'en fous, t'es moches !

Une étude réalisée par des chercheurs israéliens et publiée jeudi dans la revue Science vient de montrer qu'une femme en train de pleurer ne suscite pas de tristesse chez un homme et aurait plutôt tendance, au contraire, à inhiber sa libido.

Les chercheurs ont imaginé une expérience singulière. Ils se sont d'abord assurés que des hommes ne sentaient pas de différence entre des larmes de femmes, «récoltées» alors que ces dernières regardaient un film triste, et une solution saline neutre préalablement mise en contact avec la peau de femmes.

Ensuite, 24 hommes ont été invités à regarder des portraits de femmes, avec un coton imbibé de larmes féminines puis de solution saline fixé sous les narines. Ils ont classé ces photos, selon la tristesse que leur inspiraient les femmes puis selon l'attirance physique qu'ils ressentaient pour elles. Bilan: les hommes qui humaient des larmes en regardant les photos ont majoritairement trouvé les femmes moins attirantes que ceux qui avaient sous le nez un coton de solution saline. Pire, des mesures effectuées lors de l'expérience ont montré que production de testostérone de ces mêmes hommes baissait lorsqu'ils sentaient des larmes.

Les pleurs humains ont donc bel et bien un rôle - qui reste encore à déterminer précisément. Mais ils ne permettent en tout cas pas aux femmes de s'attirer les faveurs de compagnons en jouant sur la corde sensible. (20minutes.fr)

Chez l'homme (générique) c'est toujours l'état animal qui prédomine, bref, il n'a pas encore commencé à faire sa propre histoire. Si les hommes ne sont pas attirés par les femmes qui pleurent, les femmes ne sont pas attirées par les hommes faibles, qu'ils pleurent ou non ! Mais attention messieurs, parfois elles considèrent la gentillesse qu'on leur témoigne ou l'attention qu'on leur porte comme des marques de faiblesse ou des actes gratuits ! C'est souvent chez elles une question d'humeur.

Voilà comment on se met à dos les militantes ! Mais non camarades, on s'adresse ici à ce qu'il y a de meilleur chez les militantes (comme chez les militants), leur intelligence, si elles ne le comprennent pas, c'est qu'elles ont encore des progrès à faire, car on les aime !

Parole d'internaute.

1- CAC 40 : " Il faut prendre l' argent là où il est. Chez les pauvres. Bon, ils n' ont pas beaucoup d' argent, mais ils sont nombreux." Alphonse Allais

2- 40 Milliards d'euros .... Tu te rends compte, ça fait quand même 263,38 Milliards de francs, ça fout le vertige ... Il vaut mieux l'annoncer en euros ça passe mieux.

3- Et dire que c'est simplement la somme qui manquait pour ne pas toucher à la retraite des travailleurs.

4- Quelqu'un n'avait-il pas dit désormais cela va changer : 1/3 pour l'entreprise, 1/3 pour l'actionnaire et 1/3 pour les employés et ouvriers.....

Politique.

1- France.

1.1- La monarchie républicaine aura peut-être un candidat de plus.

Le président d'honneur du MRC a indiqué vendredi envisager «*sérieusement*» d'être candidat à la présidentielle car selon lui il n'y a «*personne aujourd'hui entre Nicolas Sarkozy et Dominique Strauss-Kahn*» pour incarner «l'alternative».

«*Je l'envisage, parce que très sincèrement je ne vois personne aujourd'hui entre Nicolas Sarkozy et Dominique Strauss-Kahn qui puisse être véritablement le candidat de l'alternative, donc j'y réfléchis et sérieusement*», a déclaré Jean-Pierre Chevènement, interrogé sur LCI sur une éventuelle candidature en 2012. Il a précisé qu'il prendrait sa décision «*avant l'automne*».

L'ancien ministre socialiste a écarté un soutien à Jean-Luc Mélenchon qui ambitionne d'être le candidat du Front de gauche. «*Mélenchon cherche à constituer un pôle de radicalité à gauche, ça n'est pas mon cas*», a-t-il expliqué. «*Moi je m'adresse*

à tous les Français et je reste fidèle à ce que je disais en 2002: ce qui est nécessaire à la France c'est un candidat qui soit l'homme de la Nation». (20minutes.fr 07.01)

Pure démagogue que ce candidat bonapartiste !

1.2- Les procureurs sont à la botte du monarque.

Lors d'une cérémonie de rentrée solennelle, le procureur général de la Cour de cassation, Jean-Louis Nadal, a fustigé le soutien apporté par le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, à des policiers ayant manifesté contre la condamnation de sept d'entre eux à Bobigny (Seine-Saint-Denis) en décembre.

"*Afficher pour la justice une forme de mépris, inspirer à l'opinion des sentiments bas en instillant de manière extravagante la confusion entre la responsabilité du criminel et celle du juge (...), tout cela avilit l'institution et en définitive, blesse la République*", a-t-il dit.

"*Le scandale n'est-il pas plus grand quand ces protestations politico-corporatistes sont relayées au plus haut niveau, au mépris du fondamental principe de séparation des pouvoirs ?*", a-t-il ajouté, sans toutefois nommer Brice Hortefeux.

Contre les intentions de la majorité actuelle, ce magistrat de 67 ans, qui va partir en retraite, pense inévitable une réforme radicale du statut des procureurs en France, où ils sont actuellement nommés par le chef de l'Etat et peuvent recevoir des ordres du ministre de la Justice.

"*La seule solution est de couper tout lien entre l'échelon politique et le parquet pour ce qui concerne les nominations*", a-t-il dit.

Jean-Louis Nadal prône une réforme où le Conseil supérieur de la magistrature, organe indépendant, serait seul maître de la procédure, alors qu'actuellement le ministre de la Justice propose les candidats et que le chef de l'Etat dispose après avis consultatif du CSM.

Ce discours intervient alors que le système judiciaire est en pleine confusion. L'Elysée, qui a abandonné l'idée de supprimer les juges d'instruction, veut faire voter cette année l'entrée de jurés populaires en correctionnelle.

Les syndicats de magistrats jugent ces projets inutiles, coûteux et souhaitent que la priorité soit donnée au problème du statut du parquet. (Reuters 07.01)

2- Tunisie.

Quatre personnes ont été hospitalisées pour des blessures par armes à feu après des heurts entre manifestants et forces de l'ordre vendredi dans la ville tunisienne de Rgeb, à 210 km à l'ouest de Tunis, a-t-on appris de source médicale et auprès des familles des victimes.

La police a arrêté jeudi à Sfax le rappeur Hamada Ben-Amor, connu sous le pseudo d'"*El General*", a dit son frère.

Le rappeur de 22 ans a mis en ligne fin décembre une chanson intitulée "*Président, ton peuple est mort*".

Par ailleurs, le blogueur Aziz Amami, qui faisait ces dernières semaines la publicité des émeutes, a également été arrêté, a dit Sofiane Chourabi, un militant d'opposition à Ben Ali. Son blog et sa page sur le réseau Facebook étaient inaccessibles vendredi. (Reuters 07.01)

3- Algérie. Y a du pétrole, du gaz et des flics partout... mais y a pas de pain et de travail !

De nouvelles émeutes contre la cherté de la vie et le chômage ont éclaté vendredi à Alger et dans l'est de l'Algérie, où la présence policière a été renforcée aux abords de mosquées et sur les grandes artères des principales agglomérations.

Dans son édition en ligne, le journal El Khabar qui cite des sources locales affirme qu'un jeune homme a été tué lors d'affrontements dans la ville de Msila, à 250 km au sud-est d'Alger. Si ce décès est confirmé, ce serait le premier depuis le début des violences.

Un journaliste de Reuters a constaté le maintien d'effectifs importants de policiers en tenue anti-émeutes et équipés de grenades lacrymogènes et de matraques autour des principales mosquées et avenues d'Alger.

Dans le quartier populaire de Belcourt, les troubles ont repris après la prière hebdomadaire. Des jeunes gens ont lancé des pierres sur les policiers et bloqué des accès.

Selon l'agence de presse officielle APS, des manifestants ont saccagé dans la nuit des édifices publics, des succursales de banque et des bureaux de poste dans plusieurs villes de l'Est, dont Constantine, ainsi qu'à Jijel, Sétif et Bouira.

"*L'agitation a repris à Ras el Oued vendredi matin (...) Des édifices d'intérêt public ont été gravement endommagés comme ceux de la Sonelgaz, des sièges communaux, de la direction des impôts (...) ainsi que plusieurs établissements scolaires*", écrit l'APS.

Des émeutes ont également éclaté vendredi après-midi à Annaba, à un demi-millier de km à l'est d'Alger, et à Laghouat, à 700 km au sud, d'après le récit de témoins.

Les cités pétrolières du Sud sont, en revanche, épargnées pour le moment. "*Tout est normal à Hassi Messaoud, le calme règne*", a déclaré un habitant du plus grand centre pétrolier du Sahara algérien joint par téléphone.

Les prix de la farine et de l'huile de table ont doublé ces derniers mois pour atteindre des niveaux record. Le kilo de sucre, qui valait 70 dinars il y a quelques mois, en coûte désormais 150.

Peu après les premières émeutes, mercredi soir, dans la capitale, le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, avait déclaré aux médias d'Etat que les prix du sucre et de l'huile de table baisseraient "dans les jours qui viennent".

Le taux de chômage se situe officiellement autour de 10%, près de 25% à en croire des organisations indépendantes. Les statistiques officielles font état d'un taux d'inflation de 4,2% en novembre après avoir atteint 5,1% en juillet 2010.

"*Sans une force politique ou sociale derrière les émeutiers, ce sera très difficile pour ce mouvement spontané de durer*", estime Mohamed Lagab, analyste politique et maître de conférence à l'université. Pour lui, les Algériens expriment à travers ces émeutes un désir de "*changement, de liberté et de développement*". (Reuters 07.01)

Social.

Ockrent ou le clone féminin de Sarkozy avant l'heure... ou de G. Bush !

Les syndicats CFDT, CFE-CGC et CFTC de la chaîne France 24 ont déposé un préavis de grève à durée illimitée à partir du 13 janvier, pour dénoncer «*le silence des autorités de tutelle*» après la motion de défiance des salariés envers Christine Ockrent, directrice générale déléguée.

Ce préavis de grève, pour protester contre l'absence de réaction des ministères de tutelle à la crise qui secoue France 24, court à partir du 13 janvier minuit.

Le 15 décembre, les salariés de France 24 ont voté massivement (à 85%) une motion de défiance contre Christine Ockrent, numéro deux de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF) et directrice générale de la chaîne d'informations internationales. Un désaveu qui intervenait après celui du comité de direction, qui a retiré sa confiance à Christine Ockrent. L'AEF coiffe France 24, RFI et la part française de TV5 Monde.

La CFDT de France 24, premier syndicat de la société, s'interroge «*sur la position de l'Etat [actionnaire unique] et sur son inquiétant silence*».

«*Quelles sont les raisons qui poussent les autorités de tutelle à maintenir en poste un cadre supérieur désavoué par 85% des salariés et par tous ses directeurs ?*», interroge le syndicat, qui pose la question: «*L'Etat aurait-il passé un arrangement politique avec l'ex-ministre des Affaires Etrangères [Bernard Kouchner] au détriment des salariés de France 24 et des autres filiales de l'AEF?*».

De son coté, la CFTC a estimé que «*ce vote exprimait un ras-le-bol général de la gestion de Madame Ockrent*». «*Par la même occasion, la grande majorité des salariés de France 24 a renouvelé sa confiance à Mr Alain de Pouzilhac [patron de l'AEF, NDLR]*», a ajouté la CFTC.

De son coté le SNJ-CGT a décidé de ne pas s'associer au mot d'ordre de grève des autres syndicats. (Libération.fr 07.01)

A lire dans la rubrique *Document* : *Enquête sur le couple Kouchner-Ockrent. (02.12.09)*

Economie.

1- Ma chère viande !

Le consommateur paie la viande bovine 24% plus cher aujourd'hui qu'il y a dix ans. De leur côté, les éleveurs se plaignent que le prix payé par les industriels pour acheter leur viande a stagné sur la même période.

Pour comprendre qui profite de cette augmentation, le gouvernement a commandé une étude sur le sujet à Philippe Chalmin, économiste et président de l'Observatoire des prix et des marges dans l'alimentation. Ce rapport, détaille le quotidien économique Les Echos, avance une explication principale à cette augmentation. Selon lui, elle «*n'est que la traduction de coûts supplémentaires correspondant, pour 60% de la hausse, à de nouvelles exigences sanitaires à la suite de la crise de la vache folle*».

La part restante d'augmentation des prix sur ces dix dernières années viendrait «*de la sophistication des produits offerts - plus de barquettes, etc. -, de l'impact des 35 heures sur le coût des salariés et des hausses des prix de l'eau et de l'énergie*». Selon ce rapport, les industriels et les distributeurs n'ont pas augmenté leur marge mais simplment répercuté la hausse de leurs coûts.

Problème, un acteur du secteur n'a pas pu répercuter les hausses: les éleveurs. Le journal Les Echos rappelle que leur revenu annuel s'élève à 12.000 euros, ce qui ne couvre pas leurs coûts de production. (20minutes.fr 07.01)

Conclusion : voilà au départ un produit sein et naturel, qui ensuite a été pourrie (farines animales contaminées) pour réaliser des économies sur les coûts de production, qui après a servi de prétexte à élaborer des règles sanitaires plus strictes qui ont renchéri son prix de revient au point de le rendre inaccessible à une partie de la population.

2- Et à l'huile de vidande, c'est comment ?

Plus de 4.700 exploitations d'élevage de poules, dindes et cochons en Allemagne ont reçu l'ordre de suspendre leurs livraisons et de fermer après la découverte de dioxine dans l'alimentation animale, a annoncé vendredi à Berlin le ministère allemand de l'Agriculture.

La vente des produits issus de quelque 4.700 élevages de porcs ou de volailles qui auraient consommé environ 150.000 tonnes d'alimentation contenant des graisses industrielles contaminées a été suspendue.

Selon la presse allemande, les bêtes ont été nourries avec de l'alimentation contaminée pendant des mois avant que la dioxine ne soit découverte.

"*Il est confirmé que l'entreprise savait depuis mars (2010) que ses graisses étaient contaminées, mais n'a pas informé les autorités, ce qui est une activité hautement criminelle*", a déclaré la ministre allemande de l'Agriculture Ilse Aigner à la chaîne de télévision n-tv. Invité à commenter ces informations, Harles und Jentsch n'a pas réagi dans l'immédiat.

Selon le résultat d'analyses rendus publics vendredi mardi par le ministère de l'Agriculture du Schleswig-Holstein, le taux de contamination des graisses dépassait plus de 77 fois les normes autorisées dans 18 échantillons analysés sur 30. (AP 07.01)

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie le journaliste a expliqué que ces graisses provenaient d'une usine qui recyclait l'huile de vidange dont une partie était destinée à l'industrie et l'autre à l'alimentation des animaux. Il a ajouté qu'intentionnellement cet industriel aurait livré la même huile destinée à l'industrie et à l'alimentation des animaux pour réaliser une économie substantielle, car la première lui revenait moins chère que la seconde.

On pourrait émettre l'hypothèse d'un défaut de filtrage à l'origine de cet empoisonnement. Quoi qu'il en soit, apprendre que de l'huile de vidange sert à engraisser des animaux destinés à l'alimentation, cela fait froid dans le dos, on se demande : mais jusqu'où iront-ils pour se faire du fric ?

Haut de page

Le 9 janvier

A propos du site.

Des militants ont voulu ouvrir des pages ou télécharger des documents apparemment à partir de pages archivées du site et leur tentative a échoué, parce qu'entre temps j'ai modifié l'adresse de certains liens ou des fichiers ont été perdus lors du transfert

du site au nouveau serveur.

Pour améliorer l'organisation du site, on a quand même dépassé les 3.000 fichiers l'air de rien, et parce que je finissais par ne plus m'y retrouver, j'ai modifié des adresses de fichiers ou j'ai changé des fichiers de dossiers sans changer toutes les adresses pour les trouver qui figuraient parfois dans plusieurs fichiers. Le problème lié à l'architecture ou organisation du site provient du fait que je n'avais jamais imaginé qu'il prendrait un tel volume ni son évolution.

Pour compliquer encore un peu plus les choses, outre le disque dur qui avait brûlé, le transfert manuel du site dans un autre serveur qui a pris des heures et des heures, deux jours en fait, il a fallu que je change l'adresse du site et meltl.com est devenu luttedeclasse.org, et j'ai eu la bonne idée de changer le nom du site de Lutte de classe il est devenu La voix de l'opposition de gauche.

Ensuite j'ai abandonné l'actualisation de certaines rubriques qu'il a fallu archivées, donc créer de nouveaux dossiers et de nouvelles pages d'accueil pour les trouver, idem pour les nouvelles rubriques, il a fallu modifier le menu situé en haut de l'écran et changer la direction de pas mal d'adresses, introduire les nouvelles adresses. Bref, je n'ai jamais imaginé le boulot que cela représenterait ni le temps que j'y consacrerais, donc encore moins l'architecture finale du site qui semble plutôt flexible et non figée, quelque part, c'est rassurant ou c'est bon signe. Le boulot ne me fait pas peur, c'est de ne pas m'y retrouver qui me préoccupe, si je ne me prends pas trop au sérieux, je dois livrer quelque chose de satisfaisant aux militants. J'allais oublier de dire que la configuration du site dans mon disque dur ne correspond pas exactement à celle qui figure dans le serveur, j'y gagne en clarté à l'écran en réduisant le nombre de dossiers, mais c'est une source d'erreurs supplémentaires.

Pour revenir sur les pages que vous cherchez ou les fichiers que vous voulez télécharger. Utilisez de préférence les liens figurant dans la page d'accueil du site car ils ont été actualisés, ce qui n'empêche pas les erreurs de ma part. Quant aux fichiers, quelques informations utiles : ils se terminent en générale par .pdf (Adobe reader) ou .doc ou plus rarement .rtf (Word), cela correspond au format dans lequel le fichier a été enregistré, le point devant pdf, doc ou rtf est obligatoire, s'il manque il faut le rajouter, il ne doit y avoir aucun espace entre deux signes ; maintenant un fichier figure dans un dossier, il se peut que l'adresse fournie ne corresponde pas au bon dossier, dans ce cas-là on peut modifier l'adresse du dossier, voilà les dossiers dans lesquels ils sont rangés : service (mes contributions politiques), textes (documents divers, institutions), dossier (international, Réseau Voltaire), eco (économie), archives2010 (causeries et articles de presse), edito (anciens éditos), marxisme (sur le marxisme), courriel (courriels reçus), construction (sur le parti), fao (alimentation), justice, tribune (tribune libre).

Voici les dernières corrections ou infos sur les fichiers que vous n'avez pas trouvés, à gauche vos adresses, à droite la correction ou info :

/archives2010/archives_infos_2009.pdf = /archives2010/archives_presse2009.pdf
/archives2010/causeries2010.htm = /archives2010/causeries2010.pdf
/press_01_2011.htm = /press_01_2011.pdf
/service/cp04.htm = disponible
/service/cp05.htm = disponible
/service/cp06.htm = disponible
/service/cp07.htm = disponible
/service/cp08.htm = disponible
/service/cp09.htm = disponible
/press_01_2011.htm = /press_01_2011.pdf
dececo1.htm = doceco1.htm
/edito/edito201006.pdf = perdu
/eco/eco522.pdf = perdu
/tribune/IO103_4.pdf = je dois le charger dans le serveur
/tribune/ccit280209.rtf = /tribune/ccit280209.pdf
/tribune/G-Chesnais.pdf = pas disponible (trop volumineux, je dois aller à Pondy dans un cyber espace)
/dossier/crise-financiere.html = /dossier/crise-financiere1.pdf
/marxisme/trotskyguerin1939pdf = /marxisme/trotskyguerin1939.pdf

/articlessynd01022010.htm = /ldc_syndic_0110.pdf et ldc_syndic_0210.pdf

Quand j'aurai une autre connection Internet je pourrai accéder plus facilement aux statistiques du site, particulièrement à la page erreur, ce qui me permettra de résoudre tous les problèmes immédiatement, mais pour le moment c'est quasiment impossible, pour vous dire, rien que pour ouvrir la page d'accueil d'OVH il faut attendre 10 à 15 minutes, quand elle veut bien s'ouvrir, ensuite il faut attendre encore 10 minutes pour accéder à la page recherchée, et la plupart du temps le serveur décroche, c'est la page blanche, bref c'est l'horreur !

Deux points très brefs. Je n'ai plus le temps d'intervenir sur l'actualité sociale et politique.

1- Algérie.

La jeunesse se soulève en Algérie contre la hausse des prix, le chômage et l'absence de tout avenir avec le régime en place, en Tunisie ce sont toutes les couches de la société qui se dressent contre le régime policier de Ben Ali...

Aux infos hier soir sur TV5Monde Asie, j'ai relevé les propos d'un vieux travailleur algérien qui répondait à la question : est-ce que vous comprenez la révolte des jeunes qui font usage de la violence ?

Réponse : Leurs revendications sont légitimes vous savez, bien sûr qu'ils ont raison, ce n'est pas normal que le pays soit riche en pétrole et en gaz et que la population soit si pauvre, c'est la misère ici monsieur, la vie est très dure, rien ne fonctionne, tout est un problème, quant à la violence, je la comprends, il manque d'organisations, c'est pour cela, qu'est-ce que vous voulez qu'ils fassent, ils n'ont pas le choix.

Cela rejoint ce que j'expliquais dans ma causerie d'hier : on ne fera pas l'économie du parti pour organiser la classe et l'aider à trouver la voie pour prendre le pouvoir qu'on le veuille ou non.

2- Tunisie.

Un portail d'infos sur la situation en Tunisie : http://nawaat.org/portail/

Politique.

1- France. La méthode Sarkozy pour faire exécuter des otages innocents.

Antoine de Léocour, qui travaillait pour l'ONG Aide médicale internationale, allait se marier au Niger et son ami Vincent Delory venait d'arriver au Niger pour l'occasion, quand ils ont été enlevés vendredi soir par quatre hommes armés, alors qu'ils dînaient dans un restaurant de la capitale du Niger, Niamey.

Les militaires français, présents dans la région à cause de la présence d'autres otages, sont intervenus pour appuyer les forces nigériennes et empêcher les ravisseurs d'atteindre une zone de refuge, a précisé le porte-parole de l'état-major.

"*Alors qu'ils se trouvaient dans la zone frontalière, l'opération engagée, coordonnée avec des éléments français présents dans la région, a permis à ces derniers d'intercepter les terroristes à la frontière avec le Mali et de neutraliser certains d'entre eux*", précise le ministère de la Défense.

En juillet dernier, Michel Germaneau, 78 ans, avait été exécuté en réponse à une opération militaire mauritanienne menée avec l'appui de l'armée française qui avait évidemment échouée. (Reuters 08.01)

2- Algérie.

Le gouvernement algérien a décidé samedi de supprimer temporairement certaines taxes sur le sucre et l'huile alimentaire, dans l'espoir d'enrayer la hausse des prix et les manifestations dans plusieurs villes d'Algérie.

Selon des sources proches des services de sécurité, un jeune homme est mort à Msila, à 250 km au sud-est de la capitale Alger et un autre à Bou Ismaïl, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de la capitale.

De nouvelles émeutes ont éclaté samedi en Kabylie, à l'est d'Alger, notamment à Tizi Ouzou et à Béjaïa, rapportent des témoins interrogés par Reuters.

Selon APS, des bâtiments gouvernementaux, des banques et des bureaux de poste ont été mis à sac par des émeutiers dans plusieurs villes de l'est du pays, notamment à Constantine, Jijel, Sétif et Bouira, jeudi soir et vendredi matin. (Reuters 08.01)

Je me suis connecté sur le PT algérien (http://www.ptalgerie.com/) pour obtenir plus d'informations : Rien, pas une ligne, d'ailleurs ce site n'a pas été actualisé depuis l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle en 2009 ! Lamentable.

3- Tunisie.

3.1- Le lycéen qui s'était immolé par le feu mercredi dernier à l'Ariana, près de Tunis, Aoub Hamdi, a succombé à ses blessures et a été inhumé samedi, a-t-on appris auprès du secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire Sami Tahri.

Dans le même temps, à Sidi Bouzid, une nouvelle tentative de suicide a eu lieu samedi.

Une autre tentative de suicide a eu lieu à Kasserine (centre): un jeune homme de 17 ans, Hilmi Khadhraoui, a attenté à sa vie en s'aspergeant de pétrole, selon le syndicaliste Abdelwahed Homri. (AP 08.01)

3.2- Revendiquant des emplois et des libertés, des centaines de syndicalistes ont participé samedi à Tunis à un rassemblement devant le siège de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), unique centrale syndicale du pays, en signe de solidarité avec les populations de Sidi Bouzid et des régions de l'intérieur en proie à des troubles sociaux depuis la mi-décembre.

Entonnant des chants engagés, les manifestants, pour la plupart des jeunes, ainsi que de nombreux artistes, ont scandé des slogans tels que "*l'emploi et la liberté, c'est la dignité nationale*" et autres dénonçant "*la flambée des prix*" et appelant à la libération des détenus dont plusieurs étudiants arrêtés à Sousse (centre) et Sfax (sud).

Le secrétaire général-adjoint de l'UGTT, Abid Brigui, est intervenu pour proclamer le soutien de la centrale syndicale aux "*revendications légitimes des populations de Sidi Bouzid et des régions de l'intérieur du pays*".

"*Nous ne pouvons pas être en dehors de ce mouvement. Nous ne pouvons que nous ranger du côté des droits des nécessiteux et des demandeurs d'emploi*", a-t-il lancé. Considérant comme "*anormal que des manifestations soient accueillies par les balles*", le numéro 2 de l'UGTT a plaidé pour "un intérêt accru aux régions démunies". (AP 08.01)

Haut de page

Le 10 janvier

Parole d'internaute.

1- Tunisie.

1.1- Nawaat.org est un blog collectif indépendant animé par des Tunisiens. Il donne la parole à tous ceux qui, par leur engagement citoyen, la prennent, la portent et la diffusent. Nos choix éditoriaux sont entre autres guidés par les préoccupations qui affectent le quotidien de nos compatriotes et de nos semblables. Lancé en 2004, Nawaat.org mue à nouveau en faisant évoluer sa plateforme technique. Conscient que la conquête de la liberté est un combat à mener au quotidien en totale indépendance, le blog de Nawaat est indépendant de toute association, organisation ou gouvernement et ne reçoit aucune subvention publique et n'est financée par aucun parti politique. (http://www.nawaat.org)

1.2- Le silence complice de Sarkozy devient insupportable. On voudrait simplement savoir quelles sont les rasions le poussant d'un côté à être le chantre de la "démocratie" en Côte d'Ivoire, et de l'autre continuer à soutenir le dictateur Ben Ali et le clan mafieux qui lui sert de famille ?

1.3- iI faudra nationaliser toutes ces entreprises qui ont été volé via des faux dépots de bilans et des redressements fiscaux. Vous pouvez commencer la liste : Société Ennakl – El Adwya-Nestlé Tunisie-Dar Assabah-Zitouna Takafoul-Banque Zitouna – radio Zitouna – City Car- Tunisiania – Le port de Rades.

1.4- La révolution populaire est la seule qui garantit un changement réel et profond qui profite au peuple. Plus de cinquante ans de dictature, trente pour le premier et plus de vingt pour le second c'est largement suffisant.

2- Otages assassinés par Sarkozy.

- 3 morts, c'est trop ! Si la France garde cette stratégie, les otages et leurs familles doivent savoir qu'ils ne seront pas secourus, que les actions militaires entreprises n'ont pas pour but de les sauver mais de mener un combat dont ils seront, d'une façon ou d'une autre, les premières victimes. Les discours de compassion sont de trop, venant de ceux qui en décident. La mort des otages étant une conséquence incontournable. Gauche-droite, tous unis pour une ré-élection attendue de Sarkozy autour de quelques

Politique.

1- France.

1.1- Le refrain que La Talonnette va asséner pendant 16 mois : la "***révolution douce***" !

Présentant ses voeux aux 2,5 millions de Français ultra-marins à la Guadeloupe, le chef de l'Etat a mis en avant les mesures prises depuis son arrivée à l'Elysée pour faire évoluer leur situation, parlant d'une "*révolution douce*" entamée depuis 2007.

"*Rarement, dans l'histoire de notre République, on aura autant fait pour l'Outre-mer*", a-t-il dit à un peu mois de 16 mois de la présidentielle de 2012. (Reuters 09.01)

Voyez braves gens tout ce que j'ai fait pour votre bien, après cela vous seriez bien ingrats de ne pas voter pour moi... Et puis tout ce qui n'a pas été fait, n'a pas été fait parce que cela n'était pas possible tout simplement, j'y suis pour rien moi, c'est la crise, croyez-moi sur parole, je ne pense qu'à votre bien, je suis le président de tous les Français...

1.2- Sarkozy le monarque hystérique est responsable de la mort d'Antoine de Léocour et Vincent Delory.

C'est Nicolas Sarkozy en personne qui a donné, samedi, l'ordre d'intervenir aux unités des forces spéciales françaises pour intercepter les ravisseurs de deux otages français, Antoine de Léocour et Vincent Delory, enlevés vendredi vers 23 h 15 au restaurant Le Toulousain de Niamey, au Niger.

Invité du journal de 20 heures sur TF1, Alain Juppé a expliqué pourquoi les autorités françaises, chef de l'Etat en tête, avaient décidé d'intervenir militairement pour libérer les otages.

"*Ne rien faire c'était prendre un double risque : d'abord voir nos otages amenés par leurs ravisseurs dans une de leurs bases refuges du Sahel, et on sait ensuite comme il sont traités, (et puis) ne rien faire c'est donner un signal que la France, finalement, ne se bat plus contre le terrorisme*", a dit le ministre de la Défense.

"*La décision était grave, était lourde, nous l'avons prise et nous l'assumons pleinement*", a-t-il ajouté. (Lepoint.fr et Reuters 09.01)

1.3- Mégalomanie et démagogie.

"*Depuis longtemps, au fond de moi, j'ai envie de succéder à François Mitterrand par amour de la France, du peuple français, de son histoire, de sa culture*", affirme Mme Royal dans un entretien publié samedi dans le quotidien "Le Monde".

Devant les journalistes, Martine Aubry rappelait "*on est là pour rendre hommage à un homme*", ajoutant "la politique ce n'est pas parler de soi, ce n'est pas de parler de la façon dont on arrive au pouvoir, c'est d'abord de dire qu'est-ce qu'on veut faire pour la France". (AP 09.01)

2- Algérie.

Les rues d'Alger avaient retrouvé leur calme dimanche matin.

Si le calme semblait de retour dans la capitale algérienne, les quatre jours d'émeutes restaient dans toutes les conversations dans les cafés.

"C'est un bon avertissement pour le gouvernement, la prochaine fois, ça ne s'arrêtera pas s'il ne change pas de politique à l'égard des jeunes à qui il doit trouver du travail, du logement pour qu'ils ne tombent pas dans la violence comme moyen d'expression", prévient Ali, citoyen d'un certain âge rencontré dans le café qui fait face à la Grande poste d'Alger.

Les manifestations faisaient la "une" de la presse quotidienne, qui s'est arrachée dans les kiosques. "*Le pourrissement jusqu'à quand*", s'interroge "*El Watan*". Plus affirmatif, "*Liberté*" écrivait sur toute la une "*c'est le pourrissement*". (AP 09.01)

3- Tunisie.

Les troubles s'amplifient en Tunisie. Après avoir reconnu dans un communiqué, dimanche 9 janvier, la mort de huit civils tués par balles lors d'affrontements avec la police, cinq dans la ville de Thala et trois autres dans la ville de Kessarine, le gouvernement a évalué à quatorze le nombre de victimes en fin de journée. En début de soirée, Le Monde a de son côté identifié vingt-trois victimes tuées par balles, dont il a recueilli les noms, dans les villes de Kasseribe, Thala et Regueb.

L'opposition, qui s'est réunie en urgence à Tunis, avait avancé dans la journée le chiffre de vingt morts. "*Nous marchons vers l'inconnu*", déclare au *Monde* l'ancien candidat à l'élection présidentielle Ahmed Brahim, premier secrétaire d'Ettadjdid, un parti post-communiste qui compte deux députés au parlement. "*Il faut que le pouvoir se ressaisisse et retire les forces des villes qu'elles encerclent*".

Une figure de l'opposition, Nejib Chebbi, fondateur du parti PDP (Parti démocratique progressiste), a invité le président Ben Ali à décréter un "*cessez-le-feu*" pour éviter que le sang ne continue à couler et pour respecter le droit de la population à manifester pacifiquement.

Ces "*affrontements se poursuivaient ce matin même [dimanche]*", a précisé Ahmed Nejib Chebbi, sans représentant parlementaire. Plusieurs témoignages ont affirmé que l'armée avait pris position autour de plusieurs bâtiments administratifs et bancaires, notamment à Thala, dans l'ouest du pays, près de Kasserine.

Pour l'heure, *Le Monde* a pu recueillir l'identité de vingt-trois personnes tuées par balles à Thala, Ragueb et Kessarine. Mais le bilan pourrait s'alourdir. "*J'ai pu visité l'hôpital de Kasserine, j'ai vu beaucoup de blessés, et aussi des morts, mais je suis incapable de donner le nombre*", déclare Chabari Mezi, un instituteur syndicaliste, bouleversé, joint par téléphone dimanche après-midi.

Selon des témoignages sur place, les quatre autres personnes été tuées à Regueb sont une femme de 26 ans, Manel Bouallagui, et trois hommes : Raouf Kaboussi, 33 ans, Mohamed Jabbeli, 22 ans, et Nizar Slimi.

Un peu plus tôt dimanche dans la matinée, le gouvernement tunisien avait fini par sortir de son silence en annonçant la mort de deux civils tués par balles. "*La police a ouvert le feu en état de légitime défense après avoir procédé à des tirs de sommation pour empêcher des manifestants de s'en prendre à des bâtiments gouvernementaux*", a indiqué le ministère de l'intérieur dans un communiqué cité par l'agence Tunis Afrique Presse (TAP). Les autorités tunisiennes avaient aussi évoqué huit blessés parmi les forces de sécurité, dont trois graves.

Selon le gouvernement, les manifestants de Thala ont lancé des pierres et des cocktails molotov sur les policiers.

Le gouvernement indique que les policiers ont agi en état de légitime défense.

"*Plusieurs bâtiments officiels à Kasserine ont été attaqués par des groupes qui ont mis le feu et ont détruit trois banques, un poste de police et une station-service, et mis le feu aussi à un véhicule de police*", lit-on dans le communiqué du gouvernement.(Lemonde.fr et Reuters 09.01)

Un rappel : (Kouchner) En visite à Tunis la semaine dernière, il a tenu à féliciter ses "*amis tunisiens*" pour "*les efforts qu'ils font pour que la société soit juste, prospère, moderne et qu'elle respecte les droits des femmes et de l'homme*". Tunis a convenu que "*les excellentes relations tuniso-françaises sont de nature à permettre la discussion de toutes les questions concernant les deux pays*". (AP 27.04.10)

Après la question palestinienne qui avait déjà plombé l'Union pour la méditerranée dès sa naissance, la décomposition du régime tunisien va l'enterrer définitivement...

Economie.

1- Irlande.

L'Irlande pourrait retourner sur le marché de la dette dès cette année, a déclaré vendredi le directeur général de l'agence du Trésor du pays (NTMA).

"*Il y a beaucoup de tensions dans la zone euro (...) Il faudra qu'on attende qu'elles s'apaisent pour retourner sur le marché. Mais il est possible que nous y retournions dès cette année*", a dit John Corrigan.

Vendredi, le rendement de la dette irlandaise à dix ans a atteint 9,38%. (Reuters 09.01)

2- Chine.

La croissance de l'économie chinoise a atteint environ 10% l'an dernier et les ventes au détail ont augmenté de 18,5%, preuve d'une hausse de la consommation, a déclaré le vice-Premier ministre Li Keqiang devant des hommes d'affaires à Berlin.

"*La force motrice de la consommation intérieure augmente et cette hausse a contribué à plus de 90% à la croissance (en 2010)*", a-t-il dit, selon un compte rendu de son discours publié par le Quotidien du Peuple. (Reuters 09.01)

Le 11 janvier

J'ai reçu le courriel suivant de Boris Labidurie, Secrétaire Général du Syndicat U.G.I.C.T. :

"*je suis tombé sur google sur cette page web. http://www.luttedeclasse.org/tribune/villejuif_cgt_090910.pdf. Pourriez-vous faire le nécessaire afin de supprimer la page. Je n'ai pas donné autorisation pour que ce courrier soit rendu public ni mis en ligne sur un site et notamment le vôtre.*"

Il s'agissait d'une lettre sans grand intérêt adressée au maire de Villejuif signée conjointement par le Syndicat des Ouvriers et Employés Territoriaux de la Mairie de Villejuif et le Syndicat des Ingénieurs, Cadres, Techniciens et Agents de Maîtrise Territoriaux de la Mairie de Villejuif.

Il faut croire que la diffusion de cette lettre aurait dû demeurer confidentielle, or il se trouve que c'est un document qui m'a été adressé par un militant de la CGT de Villejuif, et par conséquence il demeurera sur le site, désolé.

Un peu de politique.

Les travailleurs savent que tous les gouvernements mènent la même politique pour le compte du capital dans l'Union européenne, ils savent que c'est le cas du social-libéral Papandréou en Grèce et de son homologue en Espagne Zapatero, ils en déduisent logiquement, parce qu'ils ne sont pas aussi arriérés qu'on essaie de nous le faire croire, que si le candidat du PS était élu en 2012, il poursuivrait la politique réactionnaire de Sarkozy et qu'il n'y aurait rien de bon à en attendre.

Dès lors nous sommes autorisés à ne pas soutenir ce candidat au premier comme au second tour de l'élection présidentielle, sauf à leur faire croire que l'un des deux candidats représenterait plus que l'autre leurs intérêts ce qui n'est évidemment pas le cas. Voilà pour le moment comment on peut justifier notre décision d'appeler au boycott de ces élections.

La majorité des travailleurs ont certes encore un niveau de conscience politique trop bas pour orienter leurs combats dans la bonne direction, mais ils ne sont pas demeurés pour autant, il faut faire la part des choses.

Le mouvement ouvrier au cours de la seconde moitié du XXe siècle a passé son temps à renier les enseignements de la lutte des classes des décennies précédentes, cette tendance s'est accentuée à partir du début des années 80, Mitterrand au pouvoir oblige, pour finir il est pris dans les mailles de ses propres contradictions où il n'est plus capable d'appeler un chat un chat ou du moindre discernement, un parti présentant toutes les caractéristiques d'un parti bourgeois serait encore un parti ouvrier, une dictature serait un régime démocratique (bourgeois), etc.

Sur la Tunisie et l'Algérie.

Un Etat qui impose la misère à la majorité de son peuple et qui envoie l'armée pour lui tirer dessus quand il se révolte, ne peut être qualifié que de dictature. Il en va ainsi de très nombreux pays dans le monde qu'on continue de nous présenter comme des démocraties, parce qu'y serait organisée une parodie d'élections présidentielles ou législatives ou qu'il existerait des partis et des syndicats dans ces pays. Il n'existe pas de partis pour l'organiser en Tunisie, mais face aux balles de l'armée en réponse à des manifestants désarmés, il n'y a qu'une réponse possible, la constitution de milices ouvrières et leur armement pour affronter le régime.

Caractériser ces pays de démocratie ne correspond pas à la réalité, car sur place la corruption à tous les étages de la société contribue à détourner les partis, les syndicats et les institutions de leurs fonctions au profit d'une autocratie ou une ploutocratie qui concentre entre ses mains tout le pouvoir et toutes les richesses du pays. Pays dans lesquels la liberté d'expression est étroitement encadrée, où la moindre attaque verbale contre le régime se traduit par des intimidations, des assassinats, des disparitions ou dans le moins pire des cas, par une traduction devant les tribunaux ou la prison assortie de fortes amendes.

Pour dire un mot à propos des deux malheureux garçons qui ont été assassinés par la faute du va-t-en-guerre Sarkozy au Niger.

En Inde où je vis depuis de nombreuses années, à Pondichéry et ses alentours, le nombre de Français et étrangers qui ont été assassinés ou qui ont disparu au cours des 10 ou 15 dernières années, est de loin supérieur à de nombreux pays dont on entend toujours parler. Je ne pourrais pas donner de chiffres exacts puisque je ne sors pratiquement plus de chez moi et que je ne fréquente plus de "Blancs" depuis 2004, je me souviens que les années précédentes, il était question de deux ou trois meurtres à la machette par an. Personnellement, j'ai été menacé de mort à plusieurs reprises. Un meurtre ici, c'est maximum deux ou trois de prison, donc à ce prix-là, on peut prendre le risque supprimer qui on veut, c'est bien simple, on en parle librement, cela fait froid dans le dos, n'est-ce pas ? Voilà encore un élément qui caractérise une dictature, l'impunité ou des peines légères pour les criminelles.

Tunisie.

Les premières manifestations qui se sont tout de suite transformées en émeutes en Tunisie ont eu lieu le vendredi 17 décembre à Sidi Bouzid, à 265km de Tunis (voir les infos en bref du 19 décembre dans le site).

Pas un mot dans le n°129 d'*Informations ouvrières* datée du 23 décembre, il faudra attendre le numéro suivant paru le 6 janvier, soit 20 jours plus tard, pour qu'ils consacrent un bref article sur la situation en Tunisie. La Tunisie, c'est si loin de la France, il faut plus de 5 jours pour relayer une information dont les agences de presse avaient largement rendu compte entre temps...

Algérie.

Le POI et le PT d'Algérie se sont employés à présenter le régime algérien sur le voie de la démocratisation.

IO n°127 : "*Pour nous, la tenue à l'initiative de l'EIT de la VIIIe Conférence mondiale à Alger, accueillie par la centrale syndicale et le Parti des travailleurs, est un événement majeur. Cela montre qu'en Algérie, nous sommes en train de nous réapproprier les conditions d'exercice de la politique, que la paix est une réalité, même s'il reste encore beaucoup à faire, que l'Algérie comme nation se réapproprie sa place en Afrique, sa place dans le monde. Et que l'UGTA, le mouvement ouvrier algérien sont en train de se réapproprier leur place dans le cadre international.*"

La PT d'Algérie, avant tout un parti institutionnel.

Louisa Hanoune " *Il s'avère qu'en Algérie, il s'est trouvé un parti, le Parti des travailleurs, qui n'a jamais baissé les bras, de l'aveu de tout le monde*", un parti dont le site Internet n'a pas été actualisé depuis 2009, année électorale il faut préciser, à croire que les travailleurs et jeunes en Algérie n'utiliseraient pas Internet pour essayer de s'informer. Pourquoi Hanoune a-t-elle eu besoin de se justifier en affirmant que son parti "*n'a jamais baissé les bras*" ?

La réponse est peut-être à chercher dans son attitude face au régime que rappelaient dans un article les camarades de Combattre pour le socialisme, en novembre dernier (http://socialisme.free.fr/afrique/cps41_algerie.htm), et dont voici un extrait :

"*Mais revenons maintenant sur cette fameuse « réconciliation nationale » dont le PT vante haut et fort les mérites. Le référendum de 1999 sur la « Concorde civile » avait obtenu près de 99 % de oui : un véritable plébiscite pour Bouteflika, la question soumise aux électeurs étant sans équivoque : « êtes-vous pour ou contre la démarche du président de la République visant à la réalisation de la paix et de la concorde civile ? ». Position du PT (comme celle du FFS d'ailleurs) : abstention. A l'assemblée nationale, aucun député ne vota contre la loi de « la concorde civile » (on releva 16 abstentions…).*

Six ans plus tard, en septembre 2005, la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale » est aussi soumise à référendum. Elle est adoptée avec plus de 97 % des suffrages exprimés. Le pouvoir indiquait alors que le taux de participation avait atteint 80 % à l'échelle nationale. En Kabylie, où le FFS et le RCD avaient appelé au boycott, la participation était de quelque 9 % dans la wilaya de Tizi Ouzou, de 7 % dans celle de Béjaïa… Pour parvenir à ce « oui massif », il fallut le soutien du FLN et du RND, majoritaires à l'Assemblée nationale et aux ordres du pouvoir. Le PT, affilié à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, appela aussi à voter oui."

L'Algérie présentée comme un modèle de démocratie au Maghreb par le POI.

Dans ma causerie du 3 décembre je relatais comment le POI s'employait à ménager le régime algérien apparemment plus fréquentable que Sarkozy et son gouvernement. Ensuite, je rendais compte de multiples témoignages sur la violation de la liberté de la presse dans ce pays au cours des 20 dernières années qui contredisaient ce qu'affirmait le POI.

IO n°126 du 2 décembre : "*La presse algérienne a largement rendu compte de la VIIIe Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation (CMO). Preuve d'une liberté d'expression et d'un pluralisme à l'exact opposé de nos « médias » nationaux*", et pour cause elle n'avait rien à craindre de rendre compte de cette conférence, puisque le régime avait estimé avant les médias que la tenue de cette conférence sur le sol algérien ne posait pas de problèmes, en quelque sorte les médias avaient reçu l'autorisation de Bouteflika pour couvrir cet évènement d'une portée sans doute considérable...

Et au cours des émeutes des derniers jours où était donc passé le PT d'Algérie ?

Comme je l'ai déjà dit, j'ai consulté avant-hier la page d'accueil et plusieurs liens de son site Internet (communiqué, actualité), ils n'ont pas rendu compte du développement de la situation des derniers jours, il n'a pas été actualisé depuis 2009, sauf peut-être d'autres liens qui ne nous intéressent pas ici.

Hier enfin, dans le site national du POI, j'ai trouvé un communiqué du Parti des travailleurs d'Algerie, il a été publié le 10 janvier 2011 et étrangement on y trouve la mention "*Alger, le 06 janvier 2011*", or ce communiqué ne figurait le 9 janvier dans le site du PT d'Algérie. Ils vont peut-être pouvoir le mettre en ligne maintenant que la situation est redevenue plus calme. Mais l'essentiel

est ailleurs, je veux parler du contenu intolérable de ce communiqué, dont voici quelques extraits.

"*Le secrétariat du Bureau politique du Parti des travailleurs, s'est réuni ce jour, toutes affaires cessantes, pour débattre de la propagation des émeutes de jeunes en colère suite à la flambée provocatrice des prix qui a touché notamment le sucre et l'huile et les produits dont ils sont à la base*", car voyez-vous ces gens-là sont occupés à des choses si importantes, que c'est presque à regret que "*toutes affaires cessantes*" ils daignent se pencher sur les émeutes qui embrasent le pays.

Dans les 27 lignes que comptent ce communiqué il ne sera question que de la hausse des prix du sucre et de l'huile, point barre, la question du chômage qui exaspère la jeunesse, elle sera évoquée en passant à l'avant dernière ligne, la question du logement qui pourrit au quotidien la vie des travailleurs algériens, elle passera à la trappe, la corruption du régime policier de Bouteflika, elle passera également à la trappe, alors que ces trois questions sont systématiquement abordées par tous les travailleurs et jeunes interviewés par les médias, elles sont un cauchemar permanent pour eux.

En réalité, la hausse des prix du sucre et de l'huile a servi de détonateur à une situation sociale et politique extrêmement tendue en Algérie. Le reste du communiqué du PT d'Algérie est consacré à proposer au régime des mesures pour faire retomber la tension parec que "*la preuve est établie que cette situation dangereuse*" écrit-il, bref il faut tout faire pour que l'ordre règne et la vie continue comme avant, c'est apparemment la seule préoccupation du PT... et de Bouteflika, je cite : il "*s'adresse au gouvernement pour qu'il prenne les mesures urgentes appropriées, à même de désamorcer la situation*".

"*Ce sont là, des mesures réalistes et réalisables qui traitent les problèmes à la racine, tout en renforçant les correctifs introduits dans l'orientation économique. Ces mesures sont, en outre, bénéfiques pour la création d'emplois et pour la protection de la production nationale*", si les mesures proposées par le PT sont conforme à ce qui est "*réalistes et réalisables*" et qu'en plus elles se situent dans le cadre des "*correctifs introduits dans l'orientation économique*" par le gouvernement précisons, il n'y a plus qu'à s'en remettre à lui pour les appliquer, et s'il ne le fait pas, et bien tant pis ! Passons sur le produisons algérien, le pendant du produisons français des staliniens en France, tout un programme !

Mais surtout dans un relent nationaliste, le PT s'exclame "*rien ne saurait être supérieur aux intérêts de la nation*", ce que Bouteflika ne contredira certainement pas, s'en remettant au gouvernement pour régler la question du chômage "*l'urgence d'une prise en charge durable du problème du chômage, par de vraies solutions créatrices d'emplois permanents*", avec un tel parti ouvrier, les travailleurs algériens sont bien lotis !

C'est tout ? Oui c'est tout, pas un mot sur le millier de manifestants arrêtés pour exiger leur libération immédiate, pas un mot sur le déroulement des événements, pas un mot pour dénoncer la répression violente du régime, à croire que le PT d'Algérie a été totalement absent ! Lamentable.

Voilà un parti qui a démontré qu'il était incapable d'assumer ses responsabilités et de se placer au côté de la classe ouvrière algérienne au moment où elle se soulève contre le régime, un parti qui n'est pas isolé politiquement puisqu'il fait partie de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, apparemment une coquille vide, et particulièrement du soutien du POI.

Pour mieux comprendre l'exaspération des travailleurs et jeunes algériens, le PT d'Algérie et le POI n'ont même pas été foutus de délivrer cette information qu'il a fallu aller chercher du côté de LO et du PG, ce dernier a écrit le 8 janvier, que "*La colère populaire est d'autant plus grande que les caisses de l'Etat algérien sont pleines, grâce notamment à la progression des revenus pétroliers (155 milliards de dollars de réserves en devises)*".

En France, sur le site Internet national du PCF : pas un mot sur la situation en Algérie et en Tunisie. Ils ont dû attendre que Sarkozy ou le gouvernement s'exprime pour leur emboîter le pas ! Fidèles à eux mêmes, quoi !

Pour que les camarades se fassent une meilleure idée de la situation en Algérie, j'ai mis en ligne un document (pdf) dans lequel figurent des articles ou communiqués provenant de différents partis en France ou en Algérie, y compris celui du PT d'Algérie.

Politique.

1- France.

1.1- Niger. Ils sont "***tous unis***", "***solidaires***" avec le va-t-en-guerre Sarkozy.

Au Grand Rendez-vous Europe1/Le Parisien, François Hollande a été le premier à réagir pour le PS. «*Je ne veux laisser penser qu'il n'y a pas l'ombre d'une discussion entre le gouvernement et l'opposition. Nous sommes là solidaires*», a-t-il expliqué. «*Dès lors que les autorités nigériennes l'ont souhaité, il était légitime, il était même nécessaire que les forces françaises contribuent à retrouver nos jeunes ressortissants*», a-t-il ajouté.

Sur Canal + ce lundi matin, Claude Bartolone, proche de Martine Aubry, a embrayé dans le même sens. «*Je pense que c'était*

une opération qu'il fallait tenter», a-t-il déclaré.

Quant à Ségolène Royal, elle a affirmé qu'«*au-delà des clivages politiques, face à un drame comme celui-ci, nous sommes tous unis*».

Le Parti communiste a exprimé dès samedi soir «*son indignation*» face à la mort des deux otages, assénant qu'«*aucune cause ne peut justifier cette forme de terrorisme*». (20minutes.fr 10.01)

Commentaire d'un internaute : Si c'était un parent d'un politique ou d'un journaliste, ces jeunes gens seraient encore en vie.

1.2- F. Mitterrand prend la défense du dictateur Ben Ali. Il invente la dictature équivoque

"*Il y a une opposition politique mais qui ne s'exprime pas comme elle pourrait le faire en Europe. Mais dire que le Tunisie est une dictature univoque, comme on le fait si souvent, me semble tout à fait exagéré.*" (Lepost.fr 10.01)

Une dictature passe volontiers pour un régime démocratique bourgeois aussi longtemps que le peuple trouve encore les moyens de la supporter, dans le sens de la subir ou que l'autocrate au pouvoir parvient à étouffer toute contestation, et lorsqu'il se révolte parce qu'il n'en peut plus et qu'il se fait tirer dessus par l'armée, on continue de soutenir que ce n'est pas une dictature histoire de dire qu'on est à ses côtés. Et Eric Besson, le clone de Sarkozy et l'"'*ami*" de la famille Ben Ali, il est bien muet ?

1.3- Ils sont de droite ou de gauche selon qu'ils sont députés ou sénateurs !

Aujourd'hui, c'est Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche (PRG), qui se déclare "*pas hostile à une candidature de type 'front républicain'*" avec les anciens ministres sarkozystes du Parti radical valoisien, ouvrant un peu plus à gauche le potentiel de rassemblement derrière Jean-Louis Borloo.

Seul bémol, le PRG est prêt à faire alliance avec son voisin de droite à la condition qu'il renie son contrat d'affiliation avec l'UMP. Curieusement, le fait que son allié potentiel soit composé d'élus ayant activement soutenu la politique de Nicolas Sarkozy ne fait pas partie des problèmes évoqués par Jean-Michel Baylet.

Le Parti radical de gauche est donc prêt à faire alliance avec un parti membre de la majorité présidentielle en 2012. Mais en ce qui concerne les élections sénatoriales qui se tiendront quelques mois plus tôt, en septembre 2011, c'est un autre partenariat politique que les sénateurs du PRG étudient : le rassemblement de la gauche. "*Après les prochaines élections sénatoriales, la majorité se jouera à cinq ou six sièges*", explique un sénateur centriste. (Lemonde.fr 10.01)

Je m'étais dit que c'était peut-être un peu prétentieux d'appeler le site *La voix de l'opposition de gauche*, mais depuis je ne le regrette pas, les faits m'ont donné raison.

Et après il y en aura encore pour appeler à "*battre la droite*" aux prochaines élections, il ne faudra plus parler d'incurie politique ou de crasse ignorance, mais de tromperie délibérée des travailleurs, de collusion consciente avec le régime.

1.4- La palme verte de la question stupide.

Hulot est-il de gauche ? « *C'est une question que je lui poserai* », assure Jean-Vincent Placé. Mais aussi « *quelle alliance souhaite-il ? Quel positionnement par rapport à Sarkozy ? Par rapport au PS ? Une chose est de faire un pacte écologique, une autre est de le convertir dans la société* ». (Publicsénat.fr 10.01)

Bouygue aussi, TF1 aussi ! Et puis, les multinationales (Ford, Coca Cola) qui financent le Forum social des altermondialistes, ne sont-elles pas de gauche elles aussi ?

2- Tunisie.

2.1- La police a ouvert le feu lundi pour disperser la foule rassemblée dans deux villes de Tunisie, rapportent des témoins.

A Kassérine, à 200 km au sud-ouest de la capitale, un témoin a déclaré qu'une marche funèbre pour des civils tués lors du week-end avait tourné à la confrontation avec la police. Les forces de l'ordre ont tiré en l'air, a raconté à Reuters Mohamed Ali Nasri, joint par téléphone.

A Regueb, des témoins font également état de heurts en marge de processions à la mémoire de victimes de précédents affrontements.

"*L'agglomération est cernée par la police. Il y a 2.000 contestataires dans une confrontation à travers la ville avec la police, qui tire des grenades lacrymogènes et ouvre le feu*", a déclaré a Reuters Kamel Labidi, qui affirme être sur place.

À Paris, Bernard Valero, porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, a déclaré : "*La Tunisie est confrontée à des problèmes économiques et sociaux. Seul le dialogue permettra aux Tunisiens de les surmonter.*" (Reuters 10.01)

2.2- Le gouvernement tunisien a ordonné la fermeture de toutes les écoles et universités à compter de mardi et jusqu'à nouvel ordre, rapporte lundi l'agence de presse officielle TAP. (Reuters 10.01)

2.3- Le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali s'est engagé, lundi 10 janvier, à créer 300 000 emplois entre 2011 et 2012. (Reuters 10.01)

3- Haïti.

Dans son projet de rapport qu'elle doit présenter lundi au président René Préval, l'OEA fait état de preuves d'irrégularités dans le déroulement des opérations électorales. Elle recommande donc que le candidat arrivé troisième, Michel Martelly, se retrouve au second tour contre l'ancienne Première dame Mirlande Manigat.

"La mission d'expertise a déterminé qu'elle ne pouvait pas apporter son soutien aux résultats préliminaires des élections présidentielles rendus publics le 7 décembre 2010", écrit ce rapport.

Selon l'OEA, des dizaines de milliers de bulletins devraient être écartés pour irrégularités. En revanche, les experts ne vont pas jusqu'à réclamer un nouveau recomptage national des voix, ni à annuler purement et simplement le premier tour et organiser un nouveau scrutin, comme l'ont réclamé plusieurs candidats ou observateurs, jugeant que cela "soumettrait les Haïtien à un manque encore plus long de gouvernance constitutionnelle". (AP 10.01)

C'est marrant, on a m'impression qu'ils n'appliquent pas la même méthode à propos de la Côte-d'Ivoire, non ?

Hier ils avaient décidé que Préval devait être élu, bien qu'il n'ait recueilli que 48% des suffrages exprimés, la manoeuvre avait alors consisté à ne pas compter les votes blancs, et voilà qu'ils veulent rétrograder à la troisième place son dauphin, parce Préval et son parti ne serait plus en odeur de sainteté après leur gestion catastrophique de la situation après le tremblement de terre. Une manoeuvre pour présenter ensuite comme légitime l'élection de leur candidate Mirlande Manigat...

Social.

Trois ans après sa création, la rupture conventionnelle est plébiscitée. 230.000 accords ont été signés entre janvier et novembre 2010, selon des informations publiées lundi par *Les Echos*.

A côté de la démission et du licenciement, ce dispositif a crée la voie du commun accord entre salarié et employeur pour rompre un contrat de travail.

Le nombre de rupture conventionnelles devrait avoisiner les 250.000 pour l'année dernière, soit 31% de plus qu'en 2009. Depuis janvier 2008, 455.000 protocoles ont été autorisés. La barre de 500.000 pourrait même être franchie dès la fin du mois.

Le patronat se félicite du succès de la mesure qui «*répondait à un vrai besoin* », analyse le nouveau président de l'ANDRH, Jean-Christophe Sciberras, cité par Les Echos. (20minutes.fr 10.01)

Et puis un jour ils déclareront que dans la pratique toute législation (collective) sur les licenciements est devenue pour ainsi dire obsolète, inutile, et elle disparaîtra au profit de la seule "rupture conventionnelle" ou sera réduite à une peau de chagrin. A l'étape suivante, lorsque la législation régissant les licenciements aura disparu, le salarié se retrouvera face à son patron sans autre alternative que d'accepter ses conditions, le temps du patron de droit divin sur son esclave sera rétabli. N'est-ce pas la situation qui prédomine à l'heure actuelle dans 80 ou 90% des pays, pire, où vous êtes viré comme un chien sans aucun droit ?

Le 12 janvier

Hier, j'ai oublié de préciser que j'avais corrigé en partie l'orthographe des documents rédigés par des Tunisiens mis en ligne dans le site ces derniers jours, il y en avait des dizaines par page, ce qui n'est évidemment pas un reproche de ma part, disons que je connais la susceptibilité mal placée de certains militants... Je corrige aussi tous les jours la plupart des fautes commises par des internautes. Je vous laisse le soin de corriger les miennes pour ne pas avoir pris le temps de me relire, comme on dit

dans l'industrie, je travaille à flux tendu, pas une seconde à perdre !

Info ou rappel. Les articles de presse sont archivés depuis le 1er janvier au format pdf (Acrobat reader).

Polémique.

Suite à ma réponse d'hier (voir la causeire du 11) j'ai reçu un nouveau courriel de Boris Labidurie, Secrétaire Général du Syndicat U.G.I.C.T. J'y réponds parce qu'il s'agit d'une question de principe. Mais peut-être que la démarche de monsieur Labidurie a quelque chose à voir avec l'article d'*Où va la CGT ?* que vous trouverez en ligne.

Voici son courriel avec mes commentaires entre parenthèses.

"*je suis très étonné de constater que vous ne vous adressez pas directement à moi pour me répondre, mais passez par votre site...!!* "

(Je n'ai rien à cacher aux militants qui se connectent sur le site, question de principe et de respect envers eux. Vous n'êtes pas habitué à rencontrer ce genre de comportement dans les syndicats, n'est-ce pas ? Dommage pour le syndicalisme.)

"*Le problème n'est pas de savoir par quel canal vous avez eu ce courrier. le problème est que je n'ai pas donné autorisation, au nom de mon organisation syndicale, de mettre en ligne sur votre site ce courrier avec ma signature et le logo UGICT.*"

(Votre mauvaise foi vous accable, car il se trouve que dans ce document figure également le logo du Syndicat des Ouvriers et Employés Territoriaux de la Mairie de Villejuif et la signature d'Yves Contrepois, Secrétaire Général du Syndicat Ouvriers-Employés, on est donc en droit de considérer que les syndiqués de ce syndicat ont le droit de faire connaître ou non ce document autant que vous, à moins que ce syndicat et la signature de son secrétaire compte pour du beurre ou que vous vous considériez en droit de leur imposer votre diktat. Et puis ne craignez rien, si quelqu'un (le maire ou vos valeureux dirigeants) vous pose une question, vous n'aurez qu'à dire que vous n'y êtes pour rien, que cette fuite doit provenir d'en bas, du syndicat ouvrier...)

"*Ce courrier n'a rien de secret, même s'il est à usage interne.*"

(Alors pourquoi me faire perdre mon temps ?)

"*En revanche, que celui-ci soit inséré dans votre site pourrait porter à croire que j'ai donné mon autorisation pour le diffuser au grand public, voire que je cautionne / adhère, par je ne sais quel amalgame, au contenu éditorial de votre plateforme.*"

(Ne craigniez rien, vous venez de démontrer que vous n'aviez rien à voir avec l'horrible courant politique que je représente, je suis sûr que vous n'aurez de mal à convaincre personne de votre bonne foi, je vous fais confiance au moins sur ce plan-là. Je vous le répète, pas besoin de faire dans votre culotte, accusez votre voisin et continuez de vivre l'esprit en paix!)

"*Ce n'est pas le cas. Par conséquent, Je vous redemande à nouveau de bien vouloir ôter ce courrier et respecter mon opinion sur le sujet.*"

(Vous semblez être un grand démocrate, qui au nom du respect de votre opinion s'arroge le droit de piétiner celui des syndiqués de la CGT qui ne partagent pas votre conception du syndicalisme ou de la liberté d'expression, c'est franchement dommage.)

Entre nous, plus vous insistez et plus je vais devenir féroce avec vous, alors si j'ai un conseil à vous adresser, c'est de ne pas y revenir. Je ne suis pas en mesure de savoir qui au juste m'avait adressé ce document datant du 9 septembre 2010, puisque le disque dur de mon ordinateur a brûlé en janvier 2010 et j'ai perdu tout son contenu pour n'avoir fait aucune sauvegarde, vérifiez-le si vous voulez en vous reportant à mes causerie de cette époque. De toutes manières, même si je le savais, jamais je ne vous communiquais le nom du militant de la CGT qui me l'avait adressé, même sous la torture !

Au fait l'article d'*Où va la CGT ?* m'a été transmis par un vieux militant de la CGT du sud de la France, un métallo à la retraite qui partage la plupart de mes idées. Comme cela vous savez tout !

Pour soutenir l'héroïque combat du peuple tunisien, ils s'en remettrent à Sarkozy et à l'Union européenne, au Droit international, honte à eux !

Qu'est-ce qu'attendent les partis dits ouvriers et les syndicats pour appeler à une manifestation nationale à Paris en soutien au peuple tunisien tombant sous les balles du dictateur Ben Ali, me suis-je dit ?

Ce matin j'ai découvert effaré que " *de nombreux rassemblements de soutien aux populations tunisiennes*" avaient eu lieu en France le 6 janvier, puis le 11 janvier devant l'ambassade de Tunisie, et qu'"*un meeting unitaire (était) prévu le 13 janvier, à 18h, à la Bourse du Travail de Paris.*" (source : site Internet national du NPA, les 8 et 11 janvier), pourquoi pas dans une salle encore plus petite et plus discrère située au fond d'une impasse obscure dans une cave abandonnée !

Ces appels ont été si confidentiels qu'ils sont passés totalement inaperçus. Et pour cause dans un article du 8 janvier qui y fait référence, le NPA a "*exiger du gouvernement français et de l'Union Européenne de rompre, conformément aux principes du Droit International avec la clique au pouvoir en Tunisie*", ben voyons, Bruno Le Maire leur a répondu ! Le NPA s'en remet au "*Droit International* des gangsters de l'ONU ! Tu parles de révolutionnaires !

Ils ont remis cela dans un tract ou ils font référence au "*collectif constitué depuis deux ans par la CGT, la CFDT, la FSU, et l'Union syndicale Solidaires*, pour "*contraindre le gouvernement Sarkozy et l'Union européenne à ne pas se contenter de verser des larmes de crocodiles sur les morts*", plus opportunistes tu meurs ! Camarades, qui légitiment Sarkozy, l'UE, l'ONU, les travailleurs ou les dirigeants pourris de ces partis et syndicats ? Vous avez la réponse sous le nez !

Parole d'internaute..

- "Moi, Nicolas Sarkozy, président de la République bananière de Françafrique, je donne 1 semaine à M. Laurent Gbagbo pour quitter le pouvoir, et 40 années de plus à M. Ben Ali pour s'y maintenir !"

Politique.

1- France

1.1- Pour un "***bon***" fonctionnement des institutions bonapartistes !

Les élus communistes et du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon n'assisteront pas aux voeux de Nicolas Sarkozy aux parlementaires mercredi, annoncent les deux partis dans un communiqué commun.

"*Chaque jour qui passe est marqué de l'emprise grandissante qu'exerce l'exécutif sur le Parlement. Sur consigne de l'Elysée, la droite présidentielle multiplie les textes de loi trop souvent à seule fin de communication, au prix d'un travail législatif dégradé*", écrivent-ils. (Reuters 11.01)

Parlement croupion, Parlement à la botte du monarque qui trône au Palais, cela fait 53 ans que cela dure messieurs les philistins.

Le véritable combat de classe, il ne se déroule pas à l'intérieur mais à l'extérieur de ce Parlement antidémocratique qui est entièrement subordonné au capital, dans la rue, les manifestations, les grèves et les occupations d'usines, etc. A l'intérieur de ce Parlement, point de combat, seulement des combines et des compromis sur l'art et la manière de servir les intérêts des capitalistes et de préserver la paix sociale indispensable au climat des affaires entre des partis acquis à la cause du capital.

Le seul combat à mener du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, c'est le combat pour l'abolition des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

1.2- Le gouvernement français soutient le dictateur Ben Ali et lui propose son aide.

La chef de la diplomatie française a proposé à la Tunisie l'aide de Paris dans le maintien de l'ordre. "*Aujourd'hui, la priorité face à cette situation doit aller à l'apaisement après des affrontements qui ont fait des morts. Un apaisement qui peut reposer sur des techniques de maintien de l'ordre (...) puisque nous avons des savoir-faire en la matière.*".

Le ministre de l'agriculture, Bruno Le Maire, avait été le premier membre du gouvernement à s'exprimer. "*Avant de juger un gouvernement étranger, mieux vaut bien connaître la situation sur le terrain et savoir exactement pour quelles raisons telle ou telle décision a été prise*", a-t-il déclaré, mardi 11 janvier, sur Canal+.

"*Je n'ai pas à qualifier le régime tunisien. Je suis français, je n'ai pas à juger de l'extérieur comme ça un gouvernement étranger, a ajouté Bruno Le Maire. Le président Ben Ali est quelqu'un qui est souvent mal jugé, [mais] il a fait beaucoup de choses. On peut critiquer après certains aspects, être toujours vigilant sur les droits de l'homme, mais c'est un pays qui a connu de vraies difficultés.*" (Lemonde.fr 11.01)

Commentaire d'un internaute : M. Le Maire soutient et défend "*notre ami Ben Ali*" et Alliot Marie préconise de lui apporter l'aide de la France dans le "*maintien de l'ordre*" et lui prêter main forte pour mater les "terroristes" tunisiens! On aura vraiment tout eu avec le gouvernement Sarkozy. A vomir!

1.3- En France comme en Tunisie : A bas l'Etat policier !

Une quarantaine d'associations et de partis de gauche appellent à manifester un peu partout en France samedi contre le nouveau projet de loi sur la sécurité intérieure qu'ils qualifient de "*fourre-tout sécuritaire*" et "*liberticide*".

Un rassemblement est notamment prévu à Paris à partir de 14h30 au carrefour de l'Odéon, à l'appel de la FSU, du collectif "*Jeudi Noir*", de l'association Droit au logement, du Syndicat des avocats de France, d'Europe Ecologie-Les Verts, du NPA, du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), du Parti de gauche ou encore du PCF.

Le projet loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI 2) doit être examiné en deuxième lecture au Sénat à partir du 18 janvier.

Dans un appel commun diffusé mardi, les opposants au projet dénoncent notamment des mesures visant à faciliter les expulsions "*en 48 heures et sans contrôle du juge de tous occupants d'habitats hors normes (tente, cabane, caravane, yourte, mobile home, maisons autoconstruites, bidonville, bus ou camion aménagé) sur terrain public ou privé*".

Ils dénoncent également un "*contrôle accru sur les prestations sociales*", une "*obligation pour les travailleurs sociaux de faire de la délation*", ou encore une volonté de "*fichage et vidéosurveillance généralisés*".

"*La LOPPSI 2 est la 11e loi exclusivement répressive depuis 2002. Elle vient s'ajouter à l'insécurité sociale qui s'étend à chaque remise en cause des droits sociaux pour tous*", ajoutent les signataires de l'appel. "*Cette loi nous prépare une société du contrôle, fondée sur la tension et la stigmatisation. Elle concrétise le fantasme de l'ennemi intérieur et assimile tout acte de contestation à une atteinte de l'Etat*". (AP 11.01)

Je n'ai pas lu ce communiqué, peu importe, le contenu de cette nouvelle loi liberticide nécessite qu'on se mobilise, et peu importe les partis ou associations qui y appellent.

1.4- L'effet boomerang !

Le journal français *Le Monde* annonce mardi avoir déposé une nouvelle plainte pour la violation de ses sources par les services de renseignement, une démarche visant à obtenir la désignation d'un juge d'instruction indépendant.

Le journal, qui annonce cette constitution de partie civile dans son édition de mercredi, estime avoir été victime d'une violation de la loi. La Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) admet avoir enquêté, en juillet 2010, sur un de ses articles concernant le dossier judiciaire visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Une première plainte du quotidien en septembre avait amené l'ouverture d'une enquête préliminaire dirigée par le procureur de Paris, mais elle s'est heurtée au refus de coopérer de la DCRI, qui invoque le secret-défense.

Le secret des sources, consacré par la Cour européenne des droits de l'homme comme une composante de la liberté de la presse, fait l'objet d'une loi censée le protéger, votée à l'initiative de Nicolas Sarkozy.

La DCRI ne veut pas faire connaître le contenu exact de ces vérifications. Le Monde estime que cette méthode est illégale et soupçonne l'existence d'autres manoeuvres concernant ses journalistes. (Reuters 11.01)

2- Maroc.

Gênées par les troubles qui agitent le voisin maghrébin, les autorités marocaines ont interdit, ce lundi à Rabat, une réunion de soutien aux manifestants tunisiens.

Ce lundi, un rassemblement de soutien aux manifestants tunisiens devait avoir lieu vers 17h, devant l'ambassade de Tunisie à Rabat. Organisée par un collectif d'associations, dont l'AMDH (Association Marocaine des Droits Humains), cette mobilisation a finalement été interdite par les autorités marocaines, a appris l'envoyée spéciale de L'Express sur place. Le régime marocain aurait motivé son refus par "*l'impossiblité pour un pays voisin de la Tunisie d'autoriser sur son territoire une manifestation hostile au régime de Zine El Abidine Ben Ali*" et qui aurait pu envenimer les relations bilatérales.

Lundi soir, les associations qui ont appelé à ce rassemblement se sont réunies afin de définir les suites à donner à ce mouvement. Elles devraient de nouveau organiser un rassemblement jeudi 13 janvier vers 17h. (Lexpress.fr 11.01)

Social.

Voilà à quoi conduit la survie du régime capitaliste.

Un chef de famille surendetté a tué trois de ses proches avant de se suicider, mardi à Pont-de-Metz, près d'Amiens, a-t-on appris auprès du procureur de la ville.

La découverte des corps a été faite lors de la visite d'un huissier de justice, venu estimer en compagnie du maire de la commune et d'un policier municipal les biens de cet homme.

Ils ont trouvé le corps de l'homme de 62 ans, pendu dans le jardin, et à l'intérieur du pavillon ceux de sa fille et de sa femme, égorgées. Dans une lettre retrouvée sur place, l'homme dit aussi avoir tué sa mère, 90 ans, retrouvée plus tard étranglée à son domicile à Amiens.

Dans cette missive, l'homme évoque des difficultés financières liées à des prêts qu'il ne pouvait pas rembourser et sa volonté de ne pas laisser de dettes à ses proches. (Reuters 11.01)

Faut-il qu'il ait été poussé au désespoir le malheureux pour commettre un acte pareil.

Non camarades ce n'est pas un fait divers ! Des dépêches comme celle-là, j'en lis tous les jours, tous les jours des drames épouvantables de la sorte se produisent en France. On se les prend en pleine gueule tous les matins à l'aube, histoire de bien commencer la journée sous un soleil radieux où l'on puisse nos forces, et cela continue avec la barbarie capitaliste qui sévit aux quatre coins du monde, je ne vous parle même pas de ce que je vis au quotidien en Inde. Après cela, vous m'épargnerez vos conseils à modérer mon langage envers leur société pourrie et ceux qui la soutiennent. Je vous assure que c'est difficile de décompresser ou de ne pas péter un plomb comme l'on dit.

Marx et Engels traitaient bien les Versaillais de "*chiens*" (La guerre civile en France, 1871), permettez-moi aussi d'exprimer mes émotions face à la barbarie, ceux qui ne le comprendraient pas doivent avoir une conception étrange de la lutte de classe, cela doit être pour eux un simple divertissement pour se donner bonne conscience...

Quand j'ai terminé d'actualiser le site, je m'y mets parfois à 3 ou 4 heures du matin car je deviens insomniaque, je suis littéralement lessivé, je passe ensuite aux tâches ménagères ou à mes affaires personnelles, l'après-midi je le consacre à des questions théoriques ou politiques, si je suis crevé au point de ne plus pouvoir garder les yeux ouverts, je fais une sieste de 15 ou 20 minutes maximum et je suis en pleine forme, et la soirée je regarde TV5Monde Asie ou j'écoute un peu de musique en faisant toujours un point sur l'actualité sociale et politique de la journée.

Economie.

1- Parole de banksters.

Les banques doivent cesser de demander pardon pour les erreurs commises avant et pendant la crise financière, a plaidé mardi le nouveau directeur général de Barclays lors d'une audience parlementaire devant les élus britanniques.

"*Nous avons connu une période de regrets et d'excuses de la part des banques, et je pense qu'il faut tourner cette page. Nous avons besoin de banques prêtes à prendre des risques (...) pour que nous puissions créer des emplois*", a déclaré Bob Diamond. Ce dernier, natif des Etats-Unis, est l'un des dirigeants les mieux payés d'Europe.

Après une série de réunions entre le gouvernement et des établissements bancaires, il semble que Londres n'ait pas l'intention d'agir trop sévèrement. En échange de cette indulgence, le gouvernement devrait chercher à obtenir des engagements à prêter davantage aux petites entreprises afin de relancer l'économie.

Le débat sur les salaires bancaires a été relancé cette semaine au Royaume-Uni après l'annonce que le directeur général de la Royal Bank of Scotland, Stephen Hester, allait recevoir une prime de 2,5 millions de livres (3 millions d'euros).

Bob Diamond a lui-même gagné 21 millions de livres en 2007 (25 millions d'euros) mais a renoncé ces deux dernières années à ses primes. (Reuters 11.01)

2- L'euro sous le joug de Washington, Pékin et Tokyo.

Le ministre japonais des Finances, Yoshihiko Noda, a annoncé que Tokyo envisageait d'acheter environ 20% des obligations qui doivent être émises conjointement ce mois-ci dans la zone euro dans le cadre du plan de sauvetage de l'Irlande, en puisant dans ses réserves de change libellées en euros.

Cette décision intervient une semaine après que la Chine a redit vouloir acheter des obligations espagnoles.

En emboîtant ainsi le pas à la Chine, Tokyo tente également de préserver son rang sur la scène économique internationale face à l'influence grandissante de Pékin.

"*Alors que la Chine s'est engagée à acheter des obligations de la zone euro et que sa diplomatie basée sur ses réserves de change devient de plus en plus importante, le Japon semble vouloir suivre son exemple pour s'assurer un soutien européen en cas de négociations futures, soit avec les Etats-Unis, soit avec la Chine*", estime Yasunari Ueno, de Mizuho Securities. (Reuters 11.01)

Haut de page

Le 13 janvier

Le POI a cru bon d'insérer dans son journal deux déclarations du PT d'Algérie et de l'UGTA qui confirment ce que j'ai relaté dans la causerie d'hier, hélas !

Informations ouvrière n°131 page 11 :

Social-patriotisme. La défense de l'Etat qu'incarne le dictateur Bouteflika.

PT d'Algérie : "*Parce que l'heure est grave et que rien ne saurait être supérieur aux intérêts de la nation*."

Bouteflika ou les militaires ne diraient pas le contraire !

UGTA : "*L'UGTA considère que cette spéculation est une atteinte à l'effort national pour l'amélioration du bien-être social de notre population.*"

"*L'effort national*" entrepris par notre cher président Bouteflika ! Il a dû apprécier.

Condamnation du recours à la violence par la population. Le retour au "***calme***" est leur priorité, l'ordre de Bouteflika doit régner.

UGTA : "*L'UGTA, qui demeure convaincue des bienfaits de la sérénité sociale et de la noble sagesse qui caractérise notre population, et notamment sa jeunesse, lance un appel pour un retour au calme.*"

PT d'Algérie : "*s'adresse au gouvernement pour qu'il prenne les mesures urgentes appropriées, à même de désamorcer la situation.*"

Monsieur Bouteflika, je vous en supplie, faites quelque chose pour "*désamorcer la situation* afin que la vie puisse reprendre comme avant et que chaque Algérien puisse profiter "*des bienfaits de la sérénité sociale*", les ingrats, ils ne connaissent pas leur bonheur sous votre régime, Chérèque ou Thibault ou encore Laurent aurait pu signer une déclaration aussi infâme.

Louisa Hanoune interviewée le 8 janvier par le site d'information Algérie Focus : "*Elle a en outre appelé l'Etat à combattre la spéculation et « les importateurs qui monopolisent toujours le marché local ».*".

Ne vous occupez de rien, l'Etat s'en charge ! Et vive l'Etat pro-impérialiste !

Les vertus soporifique du dialogue social. Faites "***confiance***" à Bouteflika ! Des mesures qui s'inscrivent dans le prolongement de celles introduitent par le gouvernement.

PT d'Algérie : "*Ce sont là des mesures réalistes et réalisables, qui traitent les problèmes à la racine tout en renforçant les correctifs introduits dans l'orientation économique.*"

Ah ben si le gouvernement a déjà commencé à s'atteler à ce problème, c'est qu'on est sur la bonne voie, merci pour lui !

Louisa Hanoune interviewée le 8 janvier par le site d'information Algérie Focus en appelle au gouvernement contre lequel

les travailleurs et jeunes se dressent : "*... « La secrétaire générale du Parti des travailleurs a appelé à ouvrir des canaux de communication et de dialogue avec les jeunes pour être à leur écoute », note-t-il, ajoutant que, pour elle, ce qu'elle a qualifié de « soulèvement » des jeunes « ne concerne pas seulement le ministère du Commerce, mais l'ensemble du gouvernement, qui est appelé à ouvrir la porte du dialogue*"

Elle fait du Thibault ou du Chérèque, c'est la même chose !

UGTA : "*L'UGTA est persuadée que la prise en charge des différentes préoccupations, particulièrement celles relatives aux aspirations de notre jeunesse, se concrétisent à travers la confiance et le dialogue.*"

Ils prônent ouvertement la collaboration de classe avec le gouvernement honni des travailleurs, à défaut de le combattre.

Vous aurez noté la similitude des préoccupations affichées par le PT d'Algérie et l'UGTA inféodé à l'Etat soutenus par le POI.

Il y en aura encore après pour estimer que je suis trop sévère envers le POI. En réalité, j'ai fait preuve de retenu. Mais dites donc, quand vous vous retrouvez face à des policiers ou des militaires armés jusqu'aux dents et prêts à vous tirer dessus, vous n'auriez pas par hasard envie de juger très sévèrement ceux qui vous ont présenté le régime sous un faux jour et qui vous exortent en plus de lui faire confiance ?

Vous voulez savoir ce que je pense vraiment de ces deux déclarations : elles sont à vomir et honte à ceux qui les soutiennent !

C'est de l'agressivité, pas du tout, je suis parfaitement calme, détendu, certes, toujours sur les nerfs quelque part, je croule sous les emmerdements et je vis dans un pays qui n'a rien à envier à l'Algérie ou la Tunisie, bien pire en réalité, je serais bien curieux de savoir comment vivent ceux qui m'adressent ce reproche, on ne doit pas vraiment être confrontés aux mêmes difficultés qui tournent au cauchemar au point d'en perdre le sommeil, d'y penser 24h/24, on n'en sort jamais.

Entre avoir connaissance d'une situation et la vivre au quotidien, ce n'est pas du tout la même chose, il y a tout un monde entre les deux qu'on a forcément du mal à saisir, surtout quand on appartient à la première catégorie. Travestir la réalité ou la dépeindre sous un angle moins violent pour ne pas heurter les âmes sensibles n'est pas mon genre. Quel intérêt aurais-je à exagérer dans un sens ou dans l'autre, qu'aurais-je à y gagner ? Aucun, je n'ai rien à vendre, pas d'appareil à protéger ou entretenir, je ne roule pour aucune formation politique, je n'ai aucune vengeance personnelle à assouvir, je n'ai aucunement l'intention de me démarquer de qui que ce soit, chacun est libre de penser ce qu'il veut et c'est très bien ainsi, par contre je commence sérieusement à en avoir marre d'être obligé de justifier ce qui n'a pas lieu d'être, tout cela parce que nos dirigeants sont une bande d'incapables qui ont fini par ramolir le cerveau des militants à force de ménager le pouvoir en place et ses valets.

La réalité est dure, cruelle, injuste, impitoyable, et dans ce contexte on devrait faire preuve de retenu pour ne pas choquer, qui au juste, certainement pas ceux qui y sont confrontés et qui se reconnaitront facilement dans mon discours, c'est à eux qu'il s'adresse en priorité, ensuite aux militants qui en ont marre de la collusion entre tous les partis dits ouvriers et les syndicats avec l'Etat, en France comme en Algérie ou ailleurs et ils sont plus nombreux qu'on ne le pense.

Et je ne dévierai pas d'un pouce de la voie que je me suis tracé, pour preuve, la suite de cette causerie que j'ai rédigée hier après-midi.

Collaboration de classes.

Si l'un d'entre vous veut participer utilement au fonctionnement du site, il peut se procurer la Bible de la collaboration de classes qui suit et me l'adresser à mon ancienne adresse, j'en ferai un bon usage : "*Baptisé Diem (dictionnaire des instances d'exercice de mandats), il recense pas moins de 292 associations, conseils, comités ou fonds dans lesquels syndicats et organisations patronales délèguent des représentants. Un maquis où les partenaires sociaux eux-mêmes s'égarent.* "

Il ne s'agit là apparemment que des syndicats. Il faut ajouter à cette listes les organisations internationales du capital comme l'OIT ou encore la CES et CSI qui sont des appendices de l'UE ou de l'ONU.

Du côté des partis.

Donc ce n'est pas tout, il faut ajouter toutes les commissions à l'Assemblée nationale et au Sénat auxquelles participent des partis dits ouvriers au côté de l'UMP et du PS, les satellites du PS, plus le Conseil économique et social, leurs antennes régionales, plus tous les comités ou hautes autorités créés par les gouvernements successifs, plus des comités plus discrets, comme celui à l'Assemblée nationale sur la laïcité auquel participe le POI sous couvert de La Libre Pensée notamment, l'Unesco, plus la franc-maçonnerie, des think-thanks, etc., etc., etc.

Après il y en a qui osent encore parler d'indépendance des syndicats ou des partis ! Vous n'avez pas remarqué que plus ils

l'affirment, plus au même moment partis et syndicats collaborent avec le capital ? Faudrait-il le cacher, le taire ?

Ne vous étonnez pas ensuite que le monde soit aussi pourri et qu'on se retrouve dans une situation où de fait il n'existe aucune alternative au capitalisme et que ses représentants se croient tout permis.

Vous comprenez pourquoi on n'arrive à rien, on n'a pas avancé d'un millimètre depuis plus d'un demi-siècle, pire on ne cesse de perdre du terrain face au capital, il y a vraiment quelque chose de pourri dans le mouvement ouvrier et tous ses dirigeants en portent la responsabilité comme de la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière.

Tous les jours ou presque on découvre à quel point le mouvement ouvrier est gangrené et a été livré à nos ennemis. C'est en ayant à l'esprit en permanence cette collaboration de classes tout azimut qu'il faut analyser les déclarations, les programmes, les tactiques et les stratégies politiques des différents partis et des syndicats, sinon on ne comprend rien ou on comprend tout de travers, on se fait manipuler sans s'en apercevoir.

S'inscrire en rupture totale avec cette pratique épouvantable est indispensable pour remettre le mouvement ouvrier en ordre de bataille. Combattre le capitalisme ou les institutions sans combattre inlassablement ces appareils corrompus par le capital, c'est comme donner un coup d'épée dans l'eau, on n'a pas le choix.

Ce matin je me disais en pensant à la situation politique en Inde où je vis et en Tunisie ou aux Etats-Unis, car j'ai spontanément fait le rapprochement, que le jour n'est plus très loin où l'on sera confronté à la même situation en France, où nous n'aurons plus du tout les moyens de nous opposer au régime en place, comme les Tunisiens ou les Algériens aujourd'hui, il ne nous restera plus que nos yeux pour pleurer et nos corps à exposer aux balles de l'ennemi.

Ne se trouvera-t-il pas en France un ou quelques dirigeants courageux, des intellectuels ou des membres issus de la bourgeoisie (à l'instar des dirigeants du mouvement ouvrier au XIXe siècle et au début du XXe) pour oser s'attaquer à ce fléau de la collaboration de classes qui ronge jour après jour le mouvement ouvrier et hypothèque l'avenir de la civilisation humaine ? Un sursaut salutaire est-il impossible, est-ce trop espérer ?

Oui camarades, il faut être lucide, plus que jamais à une époque sans guerre impérialiste mondiale, mais où la barbarie s'étend à tous les continents, frappent tous les peuples indistinctement, où la marche au chaos universel s'accélère.

Le peuple, le prolétariat et la paysannerie pauvre, l'ensemble des exploités résistent comme ils peuvent, ils font preuve d'un courage exceptionnel, poussés au désespoir, ils ne craignent pas d'y laisser leur peau, hier en Tunisie les manifestants scandaient "*nous n'avons pas peur*" de mourir, ils bravent les mitrailleuses et par dessus tout, ils sont désarmés politiquement, parce que tout a été fait sciemment pour qu'il en soit ainsi.

Nos pires ennemis avancent masqués dans nos rangs, ceux qui voudraient nous faire taire, ceux qui se fourvoient quotidiennement avec l'ennemi et participent à son festin dans le dos du peuple en train de crever à petit feu, ceux qui ont changé de camp par manque de courage et que le travail effraie, tous ces larbins du capital, traitres, renégats, bureaucrates patentés, vermines qui distillent quotidiennement leur venin au nom du socialisme ou de la classe ouvrière pour mieux nous asservir au capital, ces gens-là qui s'érigent en procureurs des militants qui osent les braver, n'ont pas besoin que les tribunaux militaires d'exception leur réservent une place, ils figurent parmi les heureux élus qui y tronent pour l'éternité.

Lénine était encore plus catégorique, il disait qu'il fallait leur mener une guerre sans merci jusqu'à ce qu'ils soient éliminés.

Bien entendu pour mener ce combat à mort comme il disait encore, nous disposons du tranchant de la théorie, de l'arme critique du marxisme qu'il nous faut à tout prix maîtriser, actualiser, affiner sans cesse, sinon nous sommes morts politiquement et nous ressembleront à tous ces misérables qui pour la plupart sont arrivés à un âge avancé et ont bien vécu sur le dos de la bête, les militants qui leur ont fait confiance et la classe dont ils ont sacrifié les intérêts collectifs.

Il faut puiser son courage dans les épreuves douloureuses que nous vivons, reculer pour mieux se réarmer et affronter toujours et encore les nouvelles difficultés qui nous attendent, céder du terrain n'est pas un drame pour celui qui sait se replier en ordre, malheur à celui qui panique ou supplie son bourreau, il ne l'épargnera pas, il l'écrasera et l'exterminera sans pitié, il est incapable de faire preuve du moindre sentiment.

1981, une date qui a compté dans ma vie. Bon anniversaire à ma chère fille au passage.

Il y a 30 ans presque jour pour jour, j'ai été pour ainsi dire expulsé du mouvement ouvrier, j'ai été réduit au silence, pour avoir été déclaré un "petit-bourgeois", suprême insulte ou humiliation insupportable, parce que j'avais osé braver mon chef en quittant l'organisation dans laquelle je militais, l'OCI. 26 ans plus tard, ce même petit chef osera m'écrire que je suis un "ennemi" de son parti (le PT) et par conséquence un "ennemi de la classe ouvrière", lui, le bureaucrate de FO devenu dirigeant de La Libre Pensée et franc-maçon, quel parcours pour un "bolchevik", lui encore qui m'avait appris que Duclos et Marchais avaient cessé

de bosser, je ne sais plus lequel était pâtissier ou conducteur de train dans sa jeunesse, pour en fait marcher sur leur pas, il n'a pas dû bosser plus de 10 ans dans sa vie, comme ses semblables d'ailleurs, en dresser la liste serait trop long.

Pendant 20 ans j'ai tourné le dos au combat politique et ils en portent l'entière responsabilité, car jamais je n'ai renié mes convictions et mes principes contrairement à eux, si tel n'était pas le cas je serais totalement incapable d'écrire ces lignes et je passerais le temps à me la couler douce sous les cocotiers. Je me suis fait cette réflexion qui vaut ce qu'elle vaut : après avoir constaté les progrès politiques que j'ai faits depuis 2001, je me suis dit, imagine un peu que tu n'aies pas cessé de militer en 1981, que tu aies fini par acquérir l'essentiel du marxisme et que tu aies développé ton esprit critique, à quel degré de conscience tu serais arrivé 20 ans plus tard, peux-être que tu aurais la réponse à la question que tu as soulevée plus haut, qui sait, maintenant il est trop tard et on ne peut pas revenir en arrière...

Il faut bien comprendre que j'avais décidé de rejoindre l'OCI parce que je considérais que c'était la seule organisation valable pour militer et je n'ai pas changé d'avis depuis. J'étais jeune et bourré d'illusions, j'étais enthousiaste à l'idée de combattre cette société que je détestais déjà, je n'avais qu'une connaissance livresque de la lutte des classes à travers les oeuvres des marxistes que j'avais entrepris d'étudier deux ans plus tôt, sur le plan théorique et politique j'étais pratiquement nul, issu d'une famille ouvrière arriérée sur le plan politique et qui plus est réactionnaire, je n'étais pas en mesure d'analyser librement la politique qu'on me soumettait, bref mes faiblesses dans tous les domaines l'emportaient sur mes qualités, seule ma détermination sans faille à progresser pouvait me venir en aide pour ne pas me noyer complètement, mais dès lors qu'on entre dans ce genre d'organisation un peu comme on se consacre à une vocation, cette qualité ne pesait pas bien lourd.

J'allais immédiatement troquer mon indépendance d'esprit qui m'avait conduit sur la voie du marxisme et du socialisme, pour devenir un bon petit soldat choyé par son chef, ce qui me flattait évidemment, je ne flairais pas le piège à l'époque, j'étais très naïf, je ne lui en veux pas, il devait l'être autant que moi... Mon engagement et ma loyauté étaient totals, sans réserve, j'étais déjà du genre à marcher en première ligne au front face aux baillonnettes de l'ennemi, en cela je n'ai pas changé, sauf que je ne suivrai plus n'importe qui et j'y réfléchirai à deux fois avant d'exécuter un ordre.

Tout cela pour dire qu'un engagement à ce niveau-là correspondait à l'engagement de toute une vie, que jamais je n'aurais pu imaginer y mettre fin un jour, cela aurait signifié renier tout ce que j'avais appris des enseignements du marxisme, ce que j'avais de plus cher au monde, la seule chose que je possédais vraiment. Des militants m'ont raconté avoir fait un début de dépression après avoir été virés de l'OCI ou avoir été contraints de démissionner. C'est la rencontre d'une femme qui allait devenir ma compagne pendant dix ans qui m'a ouvert les yeux, en réalité elle ne m'a pas laissé le choix. Une recrue sur le marché de Clichy-sur-Seine un dimanche matin qui allait atterrir dans ma cellule, j'en étais le responsable, seule comme moi dans la vie, très rapidement nous allions sortir et vivre ensemble, puis avoir un bébé. Dans ces conditions, il devenait impossible de continuer à militer au même rythme. De plus, ma camarade venait du PCF dont elle pensait le plus grand mal, plus instruite que moi, elle avait une expérience politique et un esprit critique que je ne possédais pas. Témoin de l'état d'esprit nauséabond qui prévalait au PCF, une fois rejoint l'OCI elle a rapidement commencé à critiquer certains travers qui lui rappelaient fâcheusement son ancien parti, cela se passait entre nous, jamais devant d'autres militants ou les chefs.

Notre couple commença par agacer sérieusement notre grand chef au point d'essayer de le briser, car j'étais moins disponible qu'avant, de plus il était évident que je prenais mes distances avec l'organisation, que j'étais en train de changer "négativement" en présence de cette femme d'1,79m, je mesure 1,65m, timide mais explosive aussi. Ce manège ne pouvait pas passer inaperçu à cette femme très intelligente, qui, après avoir fait le bilan de trois années de militantisme, finit par tout envoyer balader et démissionner de l'organisation. Elle avait accumulé un tel ressentiment contre l'OCI qu'elle refusera dorénavant tout contact avec elle, sans que personne à part moi s'en soit rendu compte, sans qu'on lui ait posé la moindre question, sauf quand il était trop tard, elle était du genre à ne jamais revenir sur une décision longuement réfléchie, exactement comme lorsqu'elle me quittera 8 ans plus tard. Elle m'a menacé de divorcer si je ne l'imitais pas, comme de mon côté j'en avais aussi marre de l'ambiance qui régnait dans cette organisation, je me suis exécuté, à regret car finalement ni elle ni moi n'avions manifesté de désaccords avec la politique de l'OCI. Il y a encore autre chose qui l'avait particulièrement frappé à l'OCI et qui lui avait rappelé le PCF, c'est qu'il était impossible de manifester le moindre désaccord, le moindre doute sur la politique de ses dirigeants encore plus sur les dirigeants eux-mêmes qui étaient considérés comme des saints, de s'abstenir lors d'un vote, sans passer par un interrogatoire en règle jusqu'à répudier ce terrible péché, le monolithisme faisait office de centralisme démocratique. Si tu posais trop de questions ou des questions trop précises, tu étais soupçonné d'avoir des liens avec l'ennemi, on se méfiat de toi, la paranoïa généralisée entretenue par Lambert et sa clique.

Formés au léninisme, on se faisait une telle idée du parti et on avait une opinion tellement élevée des dirigeants que l'on ne pouvait pas admettre l'état d'esprit qui règnait alors, si nous quittions cette organisation, cela signifiait que nous cesserions définitivement de militer, ce qui arriva, tout du moins dans un parti politique, nous étions tous les deux syndiqués à FO. Que Jospin ait rejoint le PS pour faire carrière, on le comprend, que Cambadélis et ses semblables lui aient emboîtés le pas pour les mêmes raisons, on le comprend fort bien aussi, mais des ouvriers comme nous qui n'exigeaient rien d'autre qu'un peu de considération pour continuer à militer à notre rythme, un minimum de respect envers les militants de l'organisation, car c'était cela que ma compagne lui reprochait le plus, quand notre chef bien aimé se foutait de certains militants ou les rudoyait violemment en public, il ne manquait pas de tact, il était tout simplement indigne de sa fonction, il n'y avait pas été préparé ou très mal, l'organisation reproduisait les rapports qui existaient au sein de nos familles ou sur notre lieu de travail, des rapports de classes, on était humilié par notre patron ou un petit chef de merde ignare et cela continuait dans le parti, c'était insupportable à la longue.

On pourrait me rétorquer que je ne me situe pas sur le terrain de la lutte des classes mais sur celui de la morale, et alors, chaque représentant d'une classe a une morale de classe, comment peut-on accepter de devoir subir dans notre propre parti la morale de la classe dominante, qui osera le justifier ?

Camarades, on n'est pas des machines à militer, et chaque militant dans le parti doit affronter des problèmes quotidiens, il faut l'écouter, il mérite notre attention. Mais pour l'écouter, il faut qu'il parle, et pour qu'il parle, il ne faut pas qu'il craigne de parler, sinon il reste muet, il accumule du ressentiment et un jour il disparaît dans la nature. Si mon témoignage peut servir à quelque chose, je n'aurai pas perdu mon temps à écrire ces lignes. Et qu'on cesse de nous raconter des histoires du genre, rien n'est parfait, on fait ce qu'on peut, etc., quand on s'aperçoit que rien n'avance ou que tant d'énergie est gaspillée en pure perte pour atteindre des objectifs sans lendemain.

Un dirigeant ne doit pas seulement posséder une expérience de militant, un bon niveau théorique ou des connaissances particulières, il doit aussi posséder des qualités humaines, il ne doit pas permettre que des militants sincères et honnêtes se détournent de la lutte des classes, parce qu'il a été dégoûté par le comportement des responsables de son parti, il doit veiller à ce que chaque militant trouve sa place dans le parti et s'y trouve bien pour pouvoir progresser et devenir un cadre ou un dirigeant à son tour. Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans, Lénine disait exactement la même chose il y a un siècle, avant que le parti bolchevik ne compte des centaines de milliers de militants bien sûr. Il vouvoyait tous les militants, mais il les respectait davantage que ceux qui vous tutoient un peu rapidement à mon goût, il y a des familiarités trompeuses dans la vie et qu'on regrette plus tard.

Pour conclure cette longue causerie, à courrir deux lièvres à la fois on n'en attrape aucun, l'activisme peut convenir à certains militants, bien qu'apparemment absolument rien ne le justifie en temps normal, croire qu'un militant progresse uniquement en s'agitant du matin au soir pour le parti est une grave erreur, souvenez-vous de la réponse de Trotsky à la question qui lui était posée par je ne sais plus qui, à savoir en substance, comment Lénine était devenu l'égal de Marx et Engels, il avait répondu modestement que c'était l'école de la vie qui l'avait formée, qu'il n'y avait pas de recette magique à chercher pour expliquer le fabuleux destin de Vladimir Ilitch, sauf que depuis on a oublié cet enseignement. On a envie de dire : mais laissez donc vivre les militants, ils ne s'en porteront que mieux, leurs familles avec et le parti aussi ! On ne le dira pas à tous indistinctement, il ne faut pas être stupide non plus et tomber dans le travers inverse, le laxisme ou le dilettantisme.

Et puis, si les militants doivent se former sur le plan politique, ils doivent se former aussi sur le plan psychologique, c'est pratiquement plus important et j'explique rapidement pourquoi, car un travailleur qui a envie d'en découdre et de s'organiser, vous n'avez pas beaucoup d'efforts à déployer pour le convaincre politiquement de vous rejoindre, par contre, il va falloir combattre sa méfiance maladive et compréhensible envers tous les partis, si vous essayez de l'embobiner avec des formules toutes faites, il va s'en apercevoir ou sans savoir pourquoi, cela va le mettre mal à l'aise, il aura l'impression d'avoir déjà entendu ce genre de discours, il faut faire preuve d'une certaine adresse pour aborder les obstacles qu'il érige pour justifier son refus d'adhérer, de doigté pour renverser la situation en votre faveur, vous ne cherchez pas à le tromper, votre bonne intention n'est pas à mettre en doute, vous agissez pour la bonne cause et non pour un appareil ou des intérêts individuels.

Je vais pousser le bouchon encore plus loin, en débitant un discours politique appris par coeur sur un ton monocorde, avec ce genre de rapport vous dressez un obstacle entre vous et votre interlocuteur qui s'attend à rencontrer quelqu'un qui vit la même chose que lui, qui lui ressemble, or en agissant de la sorte vous lui démontrez le contraire, vous lui apparaissez comme étranger au monde dans lequel il vit, vous êtes bourré de certitudes alors qu'il n'en a pas, sauf peut-être celle de ne pas en avoir. Un travailleur se pose un tas de questions auxquelles il n'a pas de réponses, croire qu'il attend qu'on lui serve sur un plateau est une grave erreur, s'il ne trouve pas de réponses satisfaisantes à ces questions, c'est la plupart du temps parce qu'il les pose mal, notre travail doit donc l'aider à les poser correctement, ensuite seulement il sera plus apte à écouter les réponses qu'on lui propose à y adhérer éventuellement parce qu'elles correspondront alors aux questions qu'il s'est posé lui-même, il aura l'impression d'avoir trouvé tout seul ces réponses ou elles sembleront logiques ou naturelles, allant de soi. Trop de théorie tue la théorie, et trop de psychologie tourne à la conversation de bistrot sans grand intérêt, bien qu'elle soit respectable, au bavardage, or ce n'est pas le but que l'on s'est fixé.

Il n'y a rien de plus grave pour un militant que de ne pas voir son enfant grandir, car s'il rencontre des problèmes plus tard, il sera incapable de les aborder correctement et son acquisition théorique en politique ne lui sera d'aucun secours, je n'invente rien encore une fois, je suis un plagiaire, tiens, on ne m'a encore jamais adressé cette critique, c'est étonnant, c'est Trotsky qui l'a précisé et j'ai retenu sa leçon en 1981, quand j'ai décidé de consacrer une bonne partie de mon temps libre à m'occuper de ma fille, en fait elle nous occupait l'esprit en permanence depuis sa naissance, pour ne pas dire sa conception.

C'est une question de responsabilité envers l'enfant que l'on a mis au monde, la négliger serait criminelle, sauf si la situation est suffisamment grave et exige que l'on s'absente plus souvent, car finalement notre combat englobe l'avenir de notre enfant, et s'il est hypothéqué par la décomposition du capitalisme, elle aura un triste destin, ce que personne ne souhaitera à son enfant.

Une autre réflexion que je me suis faite hier en fin de journée sur un tout autre sujet.

C'est normal que l'Etat prenne en charge le destin des immigrés illégaux, des sans-papiers, puisque par ailleurs il exploite

les richesses de leurs pays, où la population continue de vivre dans des conditions misérables ou détestables. L'Etat français est responsable de la paupérisation dans ses anciennes colonies, de la violence, de la corruption, non seulement il doit quitter militairement tous les pays en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient (et ailleurs), il doit rembourser les sommes énormes qu'il a extorquées au Africains, ainsi que ses multinationales.

Là où l'Etat des capitalistes est défaillant, un Etat ouvrier pourrait aider véritablement une partie de la population africaine en proposant à des Etats démocratiques (bourgeois) la réalisation de projets à ses frais, par exemple la construction de routes, d'hôpitaux, d'écoles, etc., et si on n'échapperait pas totalement à la corruption locale, ces réalisations profiteraient toujours à la population, qui pourrait alors s'inspirer de notre combat et engager le sien pour s'émanciper.

Aujourd'hui tout est axé sur le profit, le marché, la Bourse, la banque. Alors quels sont nos objectifs politiques ? On ferme la Bourse, on fait main basse sur la banque, on n'échappe pas à l'influence du marché capitaliste mondial, et on confisque les profits pour satisfaire les besoins de la population et préparer l'avenir, une fois abolie la constitution de la Ve République, donc toutes les institutions de l'Etat des capitalistes.

C'est ce que dit d'une autre manière Michel Sérac page 16 du IO n°131 :

"*Nationaliser l'industrie pharmaceutique, rétablir la Sécurité sociale de 1945 sont les vraies solutions. Peuvent-elles être octroyées par un « bon » président, dans ce même régime qui exsude depuis cinquante ans l'arbitraire et la corruption ? L'expérience des travailleurs répond : fadaises ! C'est bel et bien pour l'abolition de ce régime politique, pour l'Assemblée constituante, rendant ses droits au peuple, qu'il faut aujourd'hui militer.*".

Politique

1- France.

1.1- Le flic-président complice du dictateur Ben Ali.

"*Ben Ali dictateur, Sarkozy complice*", ont scandé les manifestants qui se sont rassemblés mercredi soir à Marseille devant le consulat de Tunisie pour dénoncer la répression sanglante dans ce pays. La police a dénombré de 400 à 500 participants. (AP 12.01)

1.2- Quand l'ordre doit régner, certains frontières s'estompent...

Selon un sondage TNS Sofres pour Le Monde, Canal + et France Inter, la progression des idées du FN est surtout forte parmi les sympathisants de l'UMP, qui sont 32% à adhérer aux thèses d'extrême droite, contre 20% en 2010 (+12%). (20minutes.fr 12.01)

2- Liban. Crise politique.

Le gouvernement libanais d'union nationale s'est effondré mercredi avec la démission des ministres issus du Hezbollah et de ses partis alliés, plongeant le Pays du Cèdre dans sa pire crise politique depuis 2008. (AP 12.01)

Social.

Vivement la retraite, le plus tôt possible !

Alors que le gouvernement vient de repousser l'âge légal de départ en retraite à 62 ans (d'ici à 2018), une enquête publiée par la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav), la direction de la sécurité social (DSS) et la Drees (direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) montre l'empressement des Français à quitter la vie active.

Les trois quarts des personnes intérrogées (74,1%) ont ainsi affirmé avoir pris leur retraite dès qu'elles en ont eu la possibilité.

Au cours de la période étudiée, l'âge moyen réel de liquidation des droits a été de 61,2 ans. Mais s'ils avaient eu le choix, la moitié de ces «jeunes retraités» auraient préféré partir plus tôt, à 60,1 ans. Un quart d'entre eux affirment qu'il est même souhaitable de partir avant cet âge, quand 18% s'estiment prêt à poursuivre leur activité jusqu'à 65 ans, voire au delà.

Mais l'enquête s'est surtout intéressée aux motivations qui ont conduit ces «*jeunes retraités*» à cesser leur activité. Elle révèle que dans 71% des cas, le fait d'avoir atteint l'âge nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein (164 trimestres cotisés ou être âgé de 65 ans) a été déterminant. Le désir de profiter de son temps libre le plus longtemps possible est décisif pour 68% des personnes interrogées. Des motifs liés à l'activité professionnelle exercée comme l'absence de perspective d'évolution, les conditions de travail, l'absence de proposition d'adaptation du poste ou des horaires, la mise à la retraite d'office ou encore un licenciement, sont invoqués dans 46% des cas. 40% des personnes ont, quant à elles, parlé d'une «*lassitude*» vis à vis du travail.

Les motivations liées à un projet personnel ou familial sont évoquées par moins d'un quart des répondants. (Lefigaro.fr 12.01)

Economie.

Hollande. Quand l'Etat fait le maquereau.

Le fisc néerlandais, en quête de recettes en ces temps de déficit budgétaire, a décidé de taxer la prostitution, légale aux Pays-Bas et florissante notamment dans le célèbre quartier rouge d'Amsterdam.

Selon des estimations de la municipalité, Amsterdam compte environ 8.000 prostituées, dont 3.000 travaillant derrière des vitrines éclairées d'un néon rouge, exposées à la vue des passants. Le "*Red light district*", dans le centre de la ville, comporte également de nombreux sex-shops et maisons closes. La prostitution a été légalisée aux Pays-Bas en 2000, officialisant une politique de tolérance qui existait de longue date.

La prostitution et l'industrie du sexe, jusqu'à présent, étaient peu ou pas taxées.

L'Etat ne compte pas se renflouer uniquement en taxant la prostitution. Mais, selon l'Office central des statistiques, cette activité génère un chiffre d'affaires annuel non négligeable de 660 millions d'euros. La taxe devrait s'élever à 19% sur le montant de chaque "*transaction*", qui coûte en moyenne 65 euros pour 15 minutes.

Certaines prostituées se demandent en tout cas combien l'Etat va pouvoir récupérer d'argent. "*Comment peuvent-ils dire ce qui se passe, une fois le rideau tiré, combien de gens viennent et combien d'argent change de main? Peu de clients demandent un reçu*", note l'une d'entre elles. (AP 12.01)

Comment savoir ce qui se passera "*une fois le rideau tiré*"... quand le client sera un employé du fisc néerlandais !

Le 14 janvier

L'article mis en ligne hier *Les clubs très privés des partenaires sociaux* ne vous inspire aucun commentaire ? Avec "*292 associations, conseils, comités ou fonds dans lesquels syndicats et organisations patronales délèguent des représentants*", c'est comme vouloir courrir avec un boulet aux pieds, généralement on ne va pas très loin, non ?

Deux sujets de réflexion.

1- Quand l'histoire vous rattrape au galo ou l'actualité politique s'emballe et met à l'ordre du jour ce qu'on croyait obsolète ou enterré pour toujours : la question de l'organisation des masses, du parti, sans lequel il est impossible d'envisager une alternative au pouvoir en place, un véritablement changement de société conduisant à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme...

Tunisie: «*On voit mal quelle relève politique il pourrait y avoir*» (20minutes.fr 13.01)

N'est-ce pas la même question qui se pose à la classe ouvrière et à sa jeunesse dans tous les pays à travers le monde ?

La régime policier de Ben Ali vacille, des gradés de l'armée refusent de donner l'ordre de tirer sur les manifestants, la capitale se soulève à son tour...

2- En visite à Londres, le Premier ministre français François Fillon a appelé "*instamment l'ensemble des parties à faire preuve de retenue, à choisir la voie du dialogue*" a-t-il déclaré. (AP 13.01)

Si vous avez lu la causerie d'hier, il y a quelques jours, c'était le PT d'Algérie et l'UGTA qui appelaient en coeur Bouteflika au dialogue. Question : Doit-on "dialoguer" avec notre bourreau ? Réponse : jamais !

Parole d'internaute.

La misère est l'état naturel de l'être humain hors de la civilisation et en particulier des formes d'organisation permettant une production et une transmission des savoirs efficaces, une solidarité entre les individus. Et elle n'est supportable que dans une espérance de liberté et de mieux être à venir.

Politique.

1- France.

1.1- Un programme de combat contre la classe ouvrière.

Nicolas Sarkozy a réaffirmé jeudi la priorité donnée à la réduction des déficits et à l'amélioration de la compétitivité, appelant de ses voeux une plus grande intégration économique européenne.

Il a jugé qu'il fallait aller aujourd'hui "*plus loin vers un gouvernement économique de la zone euro*" et vers l'intégration des politiques économiques de ses 17 pays membres.

Pour Nicolas Sarkozy, la baisse des déficits ne peut passer que par la maîtrise des dépenses et la réduction des niches fiscales pour ne pas porter atteinte à la compétitivité de l'économie française.

Il a réitéré de plus sa volonté de voir inscrite dans la Constitution une règle permettant de fixer un objectif de retour à l'équilibre des finances publiques.

Il s'est fait fort de rappeler les efforts du gouvernement en faveur de l'industrie via le crédit impôt recherche, qui permet à l'avionneur d'économiser près de 50 millions d'euros chaque année en France, ou le grand emprunt qui mobilisera 1,5 milliard d'euros de ressources pour le secteur aéronautique.

Le chef de l'Etat a encore souhaité que les nouveaux produits d'épargne promis depuis 2009 pour financer les entreprises puissent voir le jour rapidement, notamment dans le cadre de la réforme de la fiscalité du patrimoine promise pour cette année.

La fiscalité doit être au service de la compétitivité de l'économie tout en évoluant "*pour prendre pleinement en compte l'aspiration légitime à la justice manifestée par nos concitoyens*", a-t-il encore dit.

«*Depuis le début du quinquennat, je n'ai pas donné le moindre coup de pouce au smic, ce qui aurait tiré les autres salaires vers le bas*», s'est-il félicité. Il a fait valoir que le pouvoir d'achat avait augmenté de 1,3% sur les trois premiers trimestres de 2010, «*Nous avons mis fin au carcan des 35 heures et soutenu le pouvoir d'achat (…) grâce aux heures supplémentaires défiscalisées dont bénéficient 5 millions de nos concitoyens*», a-t-il martelé. (Reuters et Lefigaro.fr 13.01)

1.2- Ils en appellent aux bourreaux du peuple tunisien, Sarkozy, Union européenne et ONU.

L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA et Solidaires dénonce la "*politique répressive du gouvernement tunisien*", et appelle "*les autorités françaises et européennes à exiger la libération et l'amnistie des prisonniers et des condamnés suite aux mouvements sociaux*".

Ils demandent que "*soient poursuivis et jugés tous ceux qui ont ouvert le feu sur les manifestants*" et déclarent soutenir "*la demande du Haut commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU pour une enquête transparente et crédible*".

Cette déclaration intervient alors que plusieurs organisations appellent à des manifestations un peu partout en France, samedi, en soutien au mouvement social tunisien. A Paris, les manifestants doivent se rassembler samedi après-midi à partir de 14h place de la République. (AP 13.01)

2-Tunisie

2.1- Quelle issue politique ?

Bien sûr, cela compte le fait que les gens aient des difficultés économiques, mais ce n’est pas le seul élément déclencheur des manifestations. Au pouvoir depuis 23 ans, la personne du président Zine el-Abidine Ben Ali, est de plus en plus conspuée par les slogans des manifestants. Ce jeudi, à Sidi Bouzid, point de départ du mouvement à la mi-décembre, des milliers de personnes ont défilé dans les rues pour réclamer «toutes les libertés» et dénoncer la répression policière.

Aujourd’hui, néanmoins, la question qui se pose est celle de la finalité d’un mouvement, qui se poursuit sans cadres, ni leaders. Il y a très clairement une volonté de libéralisation de la vie politique ainsi que celle de voir partir le président Ben Ali, constate Karim Bitar, chercheur à l’Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Mais il est vrai qu’on voit mal quelle relève il pourrait y avoir, l’opposition ayant été largement atomisée et marginalisés. Emmené par une jeunesse éduquée et ouverte sur le monde via la télévision et Internet, mais, par la force des choses, peu politisée, le mouvement pourrait être récupéré. (20minutes.fr 13.01)

Tout est dit ici. Des revendications économiques ou sociales sur fond de revendications politiques, la faiblesse organisationnelle de la classe ouvrière et sa jeunesse, l'absence de perspective politique impulsée par un parti ouvrier révolutionnaire sachant qu'aucune solution politique conforme aux intérêts du prolétariat tunisien n'est possible dans le cadre de l'Etat existant qui a toujours été présidé par des dictateurs à la solde de l'impérialisme...

Le principal enseignement à tirer de ce soulèvement populaire, c'est qu'il faut créer l'instrument qui permettra de rassembler l'ensemble des exploités et de déterminer les tâches qu'ils auront à accomplir pour atteindre des objectifs politiques, dont la liquidation des institutions en place, et cet outil politique ne peut être que le parti construit sur les bases du socialisme, seule alternative possible face au capitalisme et à la barbarie.

2.2- Un point sur la situation hier.

2.2.1- Les violences se sont poursuivies jeudi à Tunis, quadrillée par la police, de nouveaux accrochages entre manifestants et forces de l'ordre faisant cinq morts, selon des témoins et des sources appartenant à l'opposition.

Contactée jeudi par l'Associated Press, la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) a dit avoir recensé 66 morts: sept personnes qui se sont suicidées et 59 qui ont été tuées lors de manifestations, "*la plupart*" par balles.

Jeudi, Tunis était quadrillée par la police et les forces de l'ordre ont usé de bombes lacrymogènes pour disperser les manifestants, a constaté un journaliste de l'Associated Press sur place. Ciblés par des jets de pierres, des métro-tramways ont dû rebrousser chemin et regagner leur dépôt. Une administration relevant du ministère de l'Intérieur et une autre abritant des services municipaux ont été notamment la cible des manifestants, selon des témoins oculaires.

L'avenue Habib Bourguiba, centre névralgique de la capitale où des coups de feu ont été entendus dans l'après-midi, était cernée par un grand nombre de forces de l'ordre en civil et en tenue, ainsi que par des unités anti-émeutes également déployées dans les rues environnantes.

Des actes de pillage et de vandalisme ont par ailleurs été signalés dans plusieurs cités périphériques de la capitale.

Des troubles se sont également produits dans la région de Bizerte où de nombreux bâtiments, notamment une municipalité, un bureau de poste et une banque, ont été endommagés, selon la militante Souad Ghousami. (AP 13.01)

2.2.2- Deux jeunes gens ont été tués ce jeudi lors d'affrontements avec la police dans la ville côtière de Soliman, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de la capitale, Tunis, tandis que des coups de feu ont fait au moins cinq blessés dans le centre de la capitale, où une manifestation a dégénéré.

Dans la ville de Sidi Bouzid, où les troubles en Tunisie ont débuté il y a près d'un mois, des témoins rapportent que plusieurs milliers de personnes ont défilé dans les rues.

Des appels à "*toutes les libertés*" et des slogans antigouvernementaux, dénonçant des faits de corruption et une répression policière, ont fait leur apparition dans les manifestations, s'ajoutant aux revendications d'ordre économique. (20minutes.fr et Reuters 13.01)

2.2.3- Jeudi soir, dans un discours télévisé, le président tunisien Ben Ali, au pouvoir depuis 1987, a annoncé qu'il ne se représenterait pas en 2014.

Il a également dit avoir demandé à la police de ne plus tirer à balles réelles sur les manifestants, et a promis la liberté totale pour l'information et Internet.

«*Assez de tirs à balles réelles*», a-t-il déclaré dans ce discours prononcé en tunisien dialectal dans une intention apparente de se faire comprendre par tous les Tunisiens. «*Je refuse de voir de nouvelles victimes tomber (...) Assez de violences, assez de violences*», a-t-il poursuivi, en affirmant que «*personne ne serait plus inquiété à moins qu'il tente de se saisir de l'arme d'un agent de l'ordre*».

«*Je vous ai compris*», a martelé le président à plusieurs reprises.

«*La situation aujourd'hui nécessite un profond changement et de travailler main dans la main (le pouvoir et les opposants) pour le bien du pays*», a encore dit le président tunisien. «*Je réaffirme ici que j'ai l'intention d'approfondir la pratique démocratique et de revitaliser le pluralisme*», a encore déclaré le président ben Ali.

Il a également promis la liberté de la presse et la fin des mesures de fermeture de sites internet.

Le chef de l'Etat, qui est âgé de 74 ans, a annoncé qu'il n'entendait pas être le président à vie du pays nord-africain et qu'il ne toucherait à la Constitution qui fixe à 75 ans l'âge maximal pour se porter candidat à la présidence.

"*J'ai dit en 1987 qu'il n'y aurait pas de présidences à vie. Je le répète à présent: pas de présidences à vie. Je refuse de toucher à la Constitution, je ne changerai pas l'âge inscrit dans la Constitution*", a-t-il dit.

"*Ce discours est politiquement important et correspond aux attentes de la société civile et de l'opposition*", a réagi l'opposant Najib Chebbi, fondateur du Parti démocratique progressiste (PDP), dans une interview accordée à Reuters après l'intervention télévisée du chef de l'Etat. (Libération.fr et Reuters 13.01)

2.2.4- Navi Pillay, Haut commissaire aux droits de l'homme de l'Onu, a appelé la Tunisie à ouvrir une enquête sur les violences policières présumées. «*Dans le cas présent, je n'appelle pas nécessairement à une enquête internationale mais (si une enquête doit voir le jour) elle doit être indépendante*», a-t-elle dit à Genève. A ce sujet, le président Ben Ali a annoncé la création d'une commission indépendante chargée de faire toute la lumière sur les événements «*en toute objectivité*». (20minutes; fr 13.01)

Commentaire d'un internaute :

- Paroles, paroles....Pour la Tunisie une seule issue salutaire: le départ de Ben Ali et l'arrestation des Trabelsi.

Social.

1- La charrette.

La société américaine Ideal Standard, l'un des principaux fabricants mondiaux de céramique sanitaire (11.000 personnes dans le monde), invoque des problèmes de surcapacité pour justifier la suppression de 560 emplois en Europe dont 311 en France. Lire la suite l'article

La fermeture de deux de ses trois usines françaises, Ideal Standard à Dole (Jura) et Porcher à Revin (Ardennes), a été annoncée mercredi à Dole lors d'un comité central d'entreprise. Elles emploient respectivement 163 et 148 personnes.

L'usine britannique de Middlewich, où travaillent 249 personnes, doit également fermer ses portes. (Reuters 13.01)

2- Les patrons se comportent "***comme la noblesse de l'Ancien régime***".

Il était président de l'Apec (Association pour l'emploi des cadres, organisme financé par une cotisation obligatoire des cadres) et administrateur de cinq autres organismes paritaires au nom du Medef. En désaccord avec le monde patronal, Eric Verhaeghe a décidé de quitter l'ensemble de ces fonctions. Dans Jusqu'ici tout va bien, un livre à paraître ce jeudi, l'énarque dénonce les orientations actuelles du patronat, qui n'aurait pas tiré les leçons de la crise économique.

Eric Verhaeghe : Aujourd'hui, le monde patronal est une force de conservatisme et non pas une force de progrès pour la société. Pourtant, après la crise que l'on a connue, j'estime qu'il est urgent de changer notre fusil d'épaule et de revoir complètement notre vision de l'économie. Malheureusement ce n'est pas le cas. J'interpelle donc le patronat: les élites actuelles ne doivent pas se comporter comme la noblesse de l'Ancien régime!

Pour sortir de la crise, le patronat propose les mêmes solutions que celles qui nous y ont menées! Il est par exemple dangereux d'appeler encore à diminuer le coût du travail, alors que les salariés ont déjà aujourd'hui du mal à joindre les deux bouts. On risque une augmentation de l'endettement des ménages mais aussi de la dette publique, puisque c'est l'Etat qui finance les abaissements de charge. Ce que je dis là est connu, je le montre dans mon livre où je m'appuie uniquement sur des rapports et des données accessibles à tous. Le monde patronal sait exactement que baisser encore le coût du travail mènerait à une nouvelle spirale de l'endettement et à une nouvelle crise, mais il n'en tire pas les conséquences et choisit de défendre ses intérêts,. Au contraire, il faudrait augmenter les salaires et réduire les exonérations d'impôts. C'est une question démocratique de première importance. (20minutes.fr 13.01)

3- Privatisation de l'Education nationale, suite.

Les Anglais ont leurs "*trust schools*", les Américains leurs "*charters schools*" ; deux formules dérogatoires pour tenter d'améliorer les résultats des établissements les plus en difficulté. Nous, nous allons avoir nos "*Eclairs*". Un sigle qui signifie "*Ecoles, collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite*" et qui autorise plus d'une entorse à l'orthodoxie éducative française. A compter

de la rentrée, quelque 249 collèges et 1 725 écoles des réseaux d'éducation prioritaires vont pouvoir basculer sous statut dérogatoire.

L'ancien recteur de Nice, Christian Nique, a fait cette annonce, mercredi 12 janvier, confirmée ensuite par le ministère. L'homme avait été chargé, le 1er décembre 2010, d'une mission d'évaluation et de suivi des 105 collèges qui expérimentaient la formule depuis la rentrée de septembre.

Moins d'un mois et demi après le début de son travail, il annonce déjà la généralisation du statut dérogatoire à tous les établissements du premier cercle de l'éducation prioritaire. Ceux qui reçoivent trois quarts d'enfants d'ouvriers ou d'inactifs, pour 8 % d'enfants de cadres, et orientent 44 % des collégiens vers des lycées professionnels, alors que dans les autres collèges, ce taux ne dépasse pas 24 %. Le changement n'est pas anodin.

La mesure la plus spectaculaire est le nouveau mode de recrutement des enseignants. Ils postuleront désormais sur des postes à profil et seront ensuite choisis par un processus détaillé par Luc Chatel le 21 septembre 2010. "Vous recevez les candidats au cours d'un entretien afin de vous assurer de leur volonté de s'investir dans le projet de l'établissement", avait expliqué le ministre aux inspecteurs. "*Les chefs d'établissement formulent un avis sur le recrutement, le transmettent au recteur qui prononce l'affectation des personnels retenus*", avait-il enchaîné.

Dans une perspective de stabilité, ces affectations sont prononcées pour une période de cinq ans. Bénéficier du "*label Eclair*" autorise ainsi toute une série de dérogations au fonctionnement classique de l'éducation nationale. L'investissement des enseignants sera pris en compte dans leur évaluation et leur avancement. Chaque établissement signera un contrat d'objectifs avec les autorités académiques, disposera de son "*préfet des études*" et aura toute latitude pour innover sur l'aménagement du temps scolaire, mais aussi sur les enseignements eux-mêmes.

Depuis l'annonce de sa mise en place, le dispositif interpelle les syndicats. Une large intersyndicale regroupant la CGT-Educ'action, le SE-UNSA, le SNCL-FAEN, le SNEP-FSU, le SNES-FSU, le Snuep-FSU, le SNFOLC, le Snetaa-FO et SUD-Education demandait même dans un communiqué commun du 14 décembre "le retrait de la circulaire autorisant ce dispositif et l'abandon de toute pression à l'égard des personnels".

Selon les syndicats, ce dispositif aurait dans sa première phase "*été imposé aux établissements*", ce qui explique que même si la volonté ministérielle est de faire passer tous les RAR (réseaux ambition réussite) en Eclair à la rentrée, les recteurs auront leur mot à dire.

Que deviennent les enseignants qui travaillent depuis longtemps dans ces établissements et ne se reconnaissent pas dans le projet éducatif, s'était demandé le responsable syndical ? "*Les personnels enseignants, d'éducation, administratifs, sociaux et de santé qui n'adhèrent pas au nouveau projet seront encouragés à rechercher une affectation plus conforme à leurs souhaits*", ajoutait-il alors. (Lemonde.fr 13.01)

Economie.

France.

Sur l'année 2010, l'inflation atteint 1,8%, selon les chiffres diffusés jeudi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

- tabac : +5,6% sur un an
- énergie : +12,5% sur un an
- combustibles liquides : +26,5% sur un an
- carburants : +15% sur un an
- produits frais : +9,4% sur un an (AP 13.01)

Haut de page

Le 15 janvier

Deux sujets de causerie et une analyse à chaud, c'est ce matin que j'ai appris la fuite de Ben Ali... et les 40 voleurs !

1- Tunisie.

Au cours des derniers mois dans le site, nous avons régulièrement rendu compte des atteintes aux libertés d'expression et de

la presse en Tunisie.

Sans connaître avec précision l'état d'esprit de la majorité de la population, cet acharnement quasi obsessionnel de Ben Ali contre des journalistes pour les faire taire, ses multiples tentatives pour museler la presse critique envers la situation sociale du peuple tunisien, laissait transparaître un profond malaise dans la société, sans trop savoir comment la situation politique pourrait évoluer à terme et à quel rythme, on sentait bien qu'il y avait quelque chose d'anormal qui flottait dans l'air, quelque chose de suffisamment dangereux pour que le pouvoir soit constamment en alerte et intervienne violemment, comme s'il craignait qu'à la moindre étincelle le pays ne s'embrase, que la situation bascule très rapidement et devienne incontrôlable au point de précipiter la chute du régime policier en place.

J'ai relevé hier que le régime craquait au sommet quand des hauts gradés de l'armés s'étaient opposés à l'ordre de Ben Ali d'utiliser l'armée pour tirer sur les manifestants ou en s'opposant physiquement aux forces de police du ministère de l'Intérieur, je n'ai pas osé écrire que c'était là un élément déterminant qui annonçait la chute probable de Ben Ali à bréve échéance, parce que cette information n'avait pas été suffisamment étayée pour en mesurer l'importance et la portée, il restait à savoir si la majorité de l'armée avait basculé ou non dans le camp de l'opposition au dictateur.

C'est un fait isolé et tragique, mais qui illustrait la misère dans laquelle se débattait le peuple tunisien, qui encore une fois a servi de détonateur à une situation sociale et politique explosive, d'où l'impossibilité de la prévoir avec précision dans le temps. Un fait isolé, certes, mais un de trop, dans lequel la majorité de la population s'est reconnue, et qui a cristallisé le ressentiment accumulé pendant 23 ans par le peuple tunisien contre le ploutocrate Ben Ali et son régime policier.

Une info que je n'ai pas pu vous donner plus tôt, parce que je ne suis tombé dessus qu'hier soir en écoutant le journal sur TV5Monde Asie, les syndicats avaient appelé à la grève générale ces derniers jours, ils ont pris leur temps les bougres pour y appeler, un mois après le début des émeutes, une fois que le pays s'était embrasé et que l'activité économique était pratiquement paralysée. J'apporte cette précision pour couper l'herbe sous le pieds à ceux qui voudraient vous faire croire que les appareils pourris des syndicats tunisiens ont joué un rôle particulèrement important dans le développement de la situation, ou tout du moins, vous saurez à quoi vous en tenir s'il y en a qui tiennent ce discours, j'écris cela en fonction des données en ma possession, je précise.

Le Premier ministre Mohamed Ghannouchi qui assume l'intérim du pouvoir depuis la fuite de Ben Ali fait partie du clan de l'ex-dictateur depuis que ce dernier a été nommé Premier ministre par Habib Bourguiba en octobre 1987, il faut le chasser également du pouvoir comme tous les dignitaires de ce régime pourri, c'est aux masses laborieuses tunisiennes avec leurs partis et organisations qu'il revient de liquider les institutions et d'abolir la constitution encore en vigueur, de constituer leurs propres organes de pouvoir politique, d'élire leurs représentants et de former leur gouvernement...

Parmi les premières mesures qui devraient être prises : la libération immédiate de tous les opposants au régime, l'arrestation des membres du gouvernement et la constitution d'un tribunal populaire révolutionnaire pour les juger, le désarmement de la police et l'armement du peuple, la destitution des juges corrompus, la confiscation de tous les biens et avoirs de le famille Ben Ali et son épouse ainsi que ceux des plus riches familles du pays, la nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les grandes entreprises, l'annulation de la dette de l'Etat envers des banques ou des institutions internationales du capital, l'annulation de la dette de la population envers les banques ou les grandes entreprises, l'instauration immédiate d'un salaire minimum et d'allocations pour les chômeurs, décréter le gel des prix et la baisse des prix des produits alimentaires ou de premières nécessités, etc.

Pour revenir sur le rôle de l'armée, des commentateurs se demandent pourquoi dans certains pays l'armée bascule du côté de la population, et pourquoi dans d'autres elle se transforme systématiquement en boucher. Il n'y a pas de réponse uniforme à cette question, par contre il semble que dans les pays où le niveau d'instruction de la population est assez élevé et où il existe de nombreux diplômés ou une classe moyenne importante, ces éléments favorisent une transition démocratique bourgeoise après la chute d'une dictature et que l'armée la soutient, considérant que ce processus politique peut concourir à la stabilité du pays.

On retrouve cette préoccupation dans les documents mis en ligne par Wikileaks sur la Tunisie, où l'on constate que l'impérialisme américain s'inquiétait de voir un régime usé jusqu'à la corde tomber du jour au lendemain sans alternative politique possible ou crédible pour assumer rapidement la relève, du fait que Ben Ali avait affaibli ou muselé toute forme d'opposion, de telle sorte que la situation qui prévaudrait après le renversement du régime pourrait tourner au chaos, mettant en péril la stabilité de toute la région. C'est en conservant cela à l'esprit qu'il faudra analyser dans les jours qui viennent les déclarations des différents gouvernements ou de l'UE en faveur de ce qu'ils appelleront le processus démocratique en cours, un peu comme s'ils l'avaient favorisé, alors qu'en réalité ils s'y sont toujours opposés dans le passé en apportant leur soutien indéfectible au dictateur, voilà une précision qu'il sera bon de porter à la connaissance des travailleurs qui ne doivent pas croire un seul instant que les représentants du capital seraient des démocrates.

Les représentants du capital soutiennent tous les dictateurs dans le monde, et quand il y en a un qui est renversé par un soulèvement populaire, ils lâchent le dictateur devenu aussi inutile qu'encombrant et soutiennent le régime démocratique bourgeois qui en est issue. Et lorsque un régime démocratique bourgeois empiète trop sur le pouvoir du capital, ils fromentent un coup d'Etat ou soutiennent un coup d'Etat orchestré par l'armée qui représente les intérêts d'une ou plusieurs couches de la bourgeoisie ayant

le soutien de la majorité de la petite-bourgeoisie.

Dans tous les cas de figure, le capital cherche à mettre en place et soutient la forme du régime qui sera la plus à même de défendre ses intérêts et d'assurer la stabilité sociale du pays indispensable aux affaires, que ce soit une dictature civile ou militaire ou une république démocratique bourgeoise lui importe peu, seul le résultat compte. Sous une dictature civile ou militaire, le régime d'exploitation est imposée au peuple par la force, sous une démocratie bourgeoise le régime d'exploitation est soumis à l'approbation du peuple ignorant, dans les deux cas c'est la dictature du capital qui est imposée à la classe ouvrière.

La première est féroce, la seconde est plus souple, cette dernière présente l'avantage de s'inscrire dans la durée dans la mesure où la majorité de la population participe à la vie politique du pays et à ainsi l'impression (trompeur) de pouvoir agir sur son destin, alors que c'est en fait une vaste escroquerie politique.

Tandis que la première ne peut prétendre à l'adhésion de la majorité de la population, il se trouve toujours ou généralement une couche de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie soutenues par des couches de l'armée qui sont prêtes à renverser la dictature pour prendre sa place pour leur propre compte, une dictature succédant à une dictature pendant que le pays est plongé dans la guerre civile ou le chaos pendant une durée indéterminée qui peut aller de quelques semaines à plusieurs années, situation qui n'est pas vraiment propice aux affaires. (A suivre)

2- Réaction sur toute la ligne.

Après Gérard Longuet et les 35 heures, Christian Jacob et l'emploi à vie des fonctionnaires, c'est au tour d'un autre parlementaire plutôt libéral de l'UMP, Pierre Méhaignerie, de s'attaquer aux indemnités chômage. (Lefigaro.fr 14.01)

Politique.

1- France.

1.1- Juppé : démission !

Des amis de Master d'Antoine de Léocour, l'un des deux otages français morts après leur enlèvement au Niger la semaine dernière, ont demandé vendredi au ministre de la Défense Alain Juppé de démissionner, se disant "*indignés que la mort de (leurs) amis serve la propagande politique sécuritaire du gouvernement*".

"*Votre empressement à justifier l'intervention militaire qui a conduit à la mort d'Antoine de Léocour et Vincent Delory nous a beaucoup surpris. Réduire l'analyse de ce drame à un discours sécuritaire ne fait qu'alimenter grossièrement la presse à sensations*", écrivent-ils dans leur courrier, estimant que "*les épiphénomènes que nous vivons actuellement participent des conséquences de politiques étrangères occidentales vis-à-vis de ces régions*".

Les six amis de Master professionnel d'Antoine de Léocour (2007-2008) se disent "*particulièrement indignés par le ton de (ses) propos et de ceux de la majorité de la classe politique française dans un consensus national sans fausse note*". "*Nous croyons comprendre que la France, patrie des Droits de l'Homme, sacrifie ses ressortissants sur l'autel d'orientations stratégiques occultes*".

Dans le communiqué de presse accompagnant cette lettre, ils se disent également "*indignés que la mort de (leurs) amis serve la propagande politique sécuritaire du gouvernement*". Selon eux, "*il paraît difficile d'affirmer aujourd'hui que tous les citoyens français sont égaux dans la mesure où certains semblent avoir plus de valeur au regard de notre gouvernement que les membres des ONG et des organisations des sociétés civiles*".

En conclusion de leur lettre à Alain Juppé, ils considèrent que s'il "*assume si bien*" cette mission, il doit "*dire aux Français qu'elle est un échec*" et prendre "*véritablement (ses) responsabilités en démissionnant*". "*Si un tel courage vous manque, alors ayez au moins la décence de laisser reposer en paix les âmes d'Antoine et de Vincent en stoppant toute récupération politique de cet assassinat sordide*", conclut le groupe d'étudiants de l'université de Poitiers. (AP 14.01)

1.2- Corruption des élus et réglèment de compte politique.

Le président communiste de la communauté d'agglomération d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) a été mis en examen vendredi pour "*détournement de fonds publics*" dans le cadre d'une enquête sur des marchés publics présumés frauduleux, a-t-on appris de source judiciaire.

Alain Belviso est le premier élu à être mis en examen dans le cadre de l'information judiciaire contre X ouverte en avril 2009 par le parquet de Marseille pour "*atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics, trafic d'influence*

et détournement de fonds publics".

Il a été mis en examen pour "*détournement de fonds publics et complicité de détournement de biens publics*" et devait être présenté dans la soirée au juge des libertés et de la détention qui devait éventuellement décider de son placement sous mandat de dépôt comme l'a requis le parquet.

Deux hauts fonctionnaires de la communauté d'agglomération et de la mairie d'Aubagne ont pour leur part été entendus sous le statut de témoin assisté par le juge qui ne les a pas mis en examen.

Un quatrième haut fonctionnaire avait été remis en liberté jeudi sans qu'aucune charge ne soit retenue à son encontre.

Les quatre hommes avaient été placés en garde à vue mercredi dans les locaux de la section de recherche de la gendarmerie de Marseille. (Reuters 14.01)

2- Jordanie. A qui le tour ?

Après l'Algérie et la Tunisie, des manifestations contre la vie chère ont éclaté vendredi en Jordanie. Des centaines de protestataires sont descendus dans les rues de trois villes du pays, dont la capitale Amman.

Entre 300 et 400 manifestants ont défilé à Karak, autant à Amman et à Irbid, une ville du Nord, et 200 personnes à Dhiban, au sud de la capitale.

A Karak, dans le sud du royaume, les protestataires ont scandé des slogans hostiles au Premier ministre Samir al Rifaï. «*Nous protestons contre la politique du gouvernement - les prix élevés et la fiscalité - qui pousse le peuple jordanien à la révolte*», a expliqué à Reuters Taoufik al Batouch, un ancien maire de Karak, lors de la manifestation devant la mosquée Al Omari de la ville.

Ces décisions «*ne sont qu'un écran de fumée*», a cependant estimé Dergham Halassa, l'un des organisateurs de la manifestation de Karak. «*Dans le contexte arabe, nous sommes tous logés à la même enseigne. Nous vivons tous sous la férule de dirigeants répressifs*», a-t-il continué.(20minutes.fr 14.01)

3- Hongrie.

Cinq mille personnes ont manifesté vendredi devant le parlement hongrois à Budapest pour demander le retrait de la nouvelle loi sur les médias.

Jeudi, le sous-secrétaire d'Etat américain Philip Gordon a également souligné "*l'inquiétude réelle de nombre d'observateurs (qui craignent) que les mécanismes, les éléments de la loi sur les médias puissent restreindre la liberté d'expression d'une façon inappropriée pour une démocratie*".

La Commission européenne examine actuellement la loi hongroise pour déterminer si certains de ses éléments sont contraires aux principes de l'Union. (Reuters 14.01)

Social.

1- Pour le gouvernement des banquiers, les allocations chômage sont forcément "***excessives***".

Dans un entretien au Figaro.fr publié jeudi, le président de la commission des Affaires sociales, le député UMP Pierre Méhaignerie, a jugé les allocations chômage excessives. Elles n'inciteraient pas, selon lui, à retrouver un travail.

«*La France est le seul pays à offrir 23 mois sans dégressivité, pour des cadres jusqu'à 5.800 euros par mois, cela n'existe dans aucun pays. C'est trop car cela ne facilite pas la reprise du travail*», a-t-il expliqué.

«*Je ne crois pas que la lutte contre les inégalités soit l'augmentation des prestations. La lutte contre les inégalités est d'abord l'emploi (…) et la solidarité entre générations, donc la réduction des déficits*», a-t-il précisé. Le système français n'est pas une exception

Si le système français d'assurance chômage est avantageux, il est cependant loin d'être une exception en Europe. Selon une étude de l'OFCE publiée en 2006, la France est ainsi le deuxième pays de l'UE, derrière les Pays-Bas (24 mois), en termes de durée d'indemnisation.

«*Mais cette dernière dépend du nombre d'années de cotisations. Toutes les personnes précaires n'ont ainsi pas le droit à ce maximum de 23 mois*», précise à 20minutes.fr Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire de Sciences-Po.

Et si l'Etat indemnise plus longtemps les chômeurs, le montant des allocations est moins élevé que dans d'autres pays. Le taux de remplacement net entre salaire et allocation est ainsi de 57% contre 66% en Allemagne et aux Pays-Bas, selon l'étude.

Quant à l'affirmation selon laquelle la France serait la "*championne des prestations sociales*", elle est à relativiser. Il est exact que la France dépense plus qu'aucun autre pays en Europe en prestations sociales, avec 31,1 % de son PIB en 2006, selon Eurostat, devant la Suède (30,7 %) et la Belgique (30,1 %). Mais, comme le note la fondation Ifrap, d'orientation libérale, ce chiffre est en baisse constante depuis 2003. De plus, il est alourdi par des frais administratifs plus élevés qu'ailleurs en Europe. (20minutes.fr et Lemonde.fr14.01)

Commentaire d'un internaute.

Est-il illusoire d'attendre des journalistes du Monde qu'ils fassent réellement un travail en profondeur sur un tel sujet ? Il est totalement inexact qu'au Danemark les indemnités chômage représentent 90% du dernier salaire pendant 4 ans. L'indemnité "*dagpenge*" est plafonnée à environ 2500 € brut, soit 1200 à 1300€ net pour tout le monde. Si vous souhaitez plus, il faut souscrire une assurance chômage supplémentaire auprès des caisses spécialisées, pour la plupart rattachées aux syndicats.

2- Vers le retour des tickets de rationnement ?

Le secrétaire d'Etat chargé de la consommation, Frédéric Lefebvre, a annoncé vendredi des discussions avec le secteur de la distribution en vue de la création d'un "*panier de première nécessité*" censé permettre aux ménages à bas revenus d'accéder à une alimentation équilibrée.

"*Je souhaite obtenir des distributeurs la mise en place d'un panier de première nécessité, avec une viande, un poisson, un fruit, un légume, un laitage, pour que les consommateurs les plus modestes puissent manger équilibré et à un coût raisonnable*", a-t-il déclaré lors de ses voeux à la presse.

"*J'ai engagé des discussions sur ces questions avec les distributeurs et les fournisseurs*", a-t-il ajouté.

Il a également annoncé une prochaine réunion avec les opérateurs de télécommunications pour mettre en place le tarif social du téléphone mobile et d'internet, dont la création est prévue par la loi de modernisation de l'économie (LME) votée en 2008. (Reuters 14.01)

Economie.

1- Grèce.

L'agence de notation Fitch a abaissé vendredi la note souveraine de la Grèce de BBB- à BB+, la ramenant en catégorie spéculative et l'a placée sous perspective négative. (Reuters 14.01)

2- Etats-Unis.

JPMorgan Chase a fait vendredi état d'une hausse de 47% de son bénéfice net au quatrième trimestre 2010, grâce notamment à une diminution des pertes sur créances douteuses.

"*Cette histoire de réserves liées aux provisions pour pertes sur crédits me pose problème*", commente Matt McCormick, gestionnaire de portefeuille et analyste chez Bahl & Gaynor. "*J'aimerais enfin voir une banque qui n'intègre pas une baisse des provisions pour pertes de crédit dans ses résultats.*"

Les analystes jugent que ces résultats pourraient préfigurer de résultats décevants de la part des autres grandes banques américaines dont les chiffres sont attendus la semaine prochaine.

JPMorgan a dégagé un bénéfice de 4,8 milliards de dollars selon Thomson Reuters I/B/E/S. La banque affiche un produit net bancaire en hausse de 6% à 26,7 milliards de dollars, mais les bénéfices ont chuté de 21% à 1,5 milliards de dollars.

JP Morgan bénéficie certes de la reprise économique mais continue toutefois de payer le prix de la crise financière dont certaines traces restent vivaces.

La banque reste ainsi confrontée à de nombreux litiges liés à la vente de crédit hypothécaires douteux et au dossier des saisies immobilières dont certaines ont déclenché la controverse.

"*Il faudra des années pour que tout rentre dans l'ordre. (...) Ce sera un chantier long et fastidieux*", a reconnu Jamie Dimon, tout en précisant que la survie du groupe JPMorgan n'était pas en jeu. (Reuters 14.01)

Cette dernière précision était-elle nécessaire, il faut croire. L'opération qui consiste à diminuer les provisions pour créances douteuses afin de présenter un bénéfice en augmentation, sert avant tout à rassurer les investisseurs pour que le château de cartes ne s'écroule pas, c'est ainsi que j'interprète cette info.

Mettre à la disposition des banquiers des milliers de milliards de dollars ou d'euros comme l'on fait les banques centrales et les gouvernements pour ensuite les laisser spéculer à leur guise avec ces sommes colossales sur le marché mondial, n'a jamais créé de plus-value, une gigantesque bulle financière cela oui.

La causerie d'hier après-midi

(avec un peu d'avance sur demain) J'ai actualisé la page *Syndicalisme* en ajoutant par mois les différents articles de presse concernant les syndicats de façon à ce que vous puissiez les retrouver facilement si nécessaire, plus l'article *Les clubs très privés des partenaires sociaux. (12.01)*. Ce document figure aussi dans la rubrique *Documents* de la page d'accueil du site au format pdf. Je dois dire qu'il m'est resté en travers de la gorge depuis que j'en ai pris connaissance, pas vous ?

Conseil pratique.

Si vous militez dans un parti, imprimez-le et distribuez-le en réunion de cellule ou de section, et proposez de le mettre à l'ordre du jour de la discussion... Comme cela vous verrez si vous avez adhéré à un parti vraiment démocratique ou non en fonction de la réaction de votre responsable. Il est bien sûr conseillé de faire de même en réunion de section syndicale, d'union locale, fédérale ou confédérale, et communiquez-nous ensuite la réaction des syndiqués ou de vos dirigeants, je suis sûr que cela intéressera au plus haut point tous les militants. Si vous participez à la commission ouvrière ou syndicale de votre parti, n'hésitez pas un instant à le soumettre à la discussion de cet instance, à condition bien entendu que vous soyez pour la rupture du capital avec le travail, sinon abstenez-vous d'une telle initiative. Qui osera, qui en aura le courage ? Telle est la question du jour.

Parce que comprenez bien, il y en plus que marre de ramer dans le désert, cette pratique épouvantable tellement répandue s'assimile à un boulet que l'on traine et qui nous empêche d'avancer ou un coup de poignard qu'on vous assène dans le dos dès que vous tentez de faire un pas en avant. (la suite demain matin)

On va s'employer cette année à mettre au pied du mur ceux qui prétendent être indépendants du capital et des appareils, ceux qui prétendent combattre classe contre classe ou encore pour un syndicat de lutte de classe et de masse comme ils disent, on va voir ce qu'ils ont vraiment dans le ventre.

Vous pouvez ajouter les point suivants :

- Contre le financement des syndicats par l'Etat ou une institution capitaliste.
- Pour le financement des syndicats par les seuls syndiqués et les travailleurs qui les soutiennent.
- Pour qu'une partie des cotisations des syndiqués constitue une caisse de secours pour les travailleurs en grève.
- Contre la participation à des organismes tripartites avec le gouvernement et le patronat.
- Contre la participation des syndicats aux conseils d'administrations des entreprises nationalisées.
- Contre la participation des syndicats au Conseil économique et social et à toute institution de la Ve République.
- Contre la participation des syndicats à des comités ou hautes instances au côté du gouvernement et du patronat.
- Contre la politique de négociation contractuelle avec le Medef et le patronat en général.
- Pour l'appel ou le recours à la mobilisation et à la grève pour lutter pour l'amélioration de nos conditions de travail, salaires, etc.
- Abolition du service minimum.
- Refus de toute réquisition.
- Pour la rupture des relations avec Sarkozy, le gouvernement et le patronat.
- Pour la rupture avec la CES, la CSI et l'OIT.
- Etc. Telle est notre conception du syndicalisme, sans oublier d'ajouter que nous devons situer chaque lutte comme un moment du combat pour l'émancipation de la classe du capital, l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

On peut y ajouter, pardon, on doit y ajouter l'adhésion des syndicats à des objectifs politiques avancés par des partis ouvriers, dès lors qu'ils se situent dans la perspective de l'abolition du capitalisme, objectif commun aux syndicats et aux partis ouvriers combattant pour le socialisme.

Ce qui distingue les syndicats des partis, c'est le fait qu'ils n'interviennent pas sur le même terrain, l'entreprise ou les institutions,

par contre rien n'interdit qu'ils ne réalisent l'unité pour mener ensemble le combat contre le patronat et le gouvernement chaque fois que c'est possible, c'est même fortement recommandé.

Aujourd'hui, tous les syndicats sans exception, mais à des degrés divers, ne définissent pas les besoins de la classe ouvrière en se situant sur son terrain de classe mais en se situant sur celui du capital. Il s'agit donc de rompre avec cette pratique pour remettre en ordre de bataille dans la bonne direction le mouvement ouvrier et le prolétariat, afin de leur redonner confiance et espoir qu'il est tout à fait possible de changer le monde, les travailleurs y sont prêts en France comme en Tunisie, à nous de leur démontrer que ce ne sont pas que des mots et que c'est un objectif à notre portée, de le traduire dans la réalité. Sinon, à quoi bon militer franchement !

Le 16 janvier

A propos du site.

J'ai corrigé quelques liens après visite de la page erreur du serveur :

- Jean-Christophe Le Duigou nommé à la Commission de régulation de l'énergie.
(http://www.luttedeclasse.org/textes/CP_nomination_JCLeDuigou.pdf) ;

- Déclaration de 50 militants syndicaux et politiques du Val-De-Marne.
(http://www.luttedeclasse.org/tribune/decl_RETRAITE_94mai.pdf) ;

- Motion retraite SNUipp 94.
(href="http://www.luttedeclasse.org/tribune/Motion_Retraite_Congr_Snu94.pdf).

Sur la révolution populaire tunisienne.

Je n'ai pas pris connaissance des déclarations des différents partis politiques en France suite au mouvement révolutionnaire en Tunisie, par contre du côté des médias aux ordres, l'opération récupération est en bonne voie quand ils appellent ce soulèvement révolutionnaire une "*révolution du jasmin*", faisant un amalgame avec les révolutions de palais des années 90-2000 dans les ex-pays de l'Est en Europe orchestrées par l'impérialisme américain et l'Union européenne, tandis qu'en Tunisie, c'est le peuple qui s'est soulevé spontanément contre la dictature.

Que des jeunes, quels jeunes ? (La "Révolution du jasmin", comme l'a baptisée la jeunesse tunisienne - Reuters) aient avancé cette expression en Tunisie, c'est une chose, de là à généraliser et la retenir, c'est de la propagande destinée à indiquer qu'il ne faut surtout pas que le peuple tunisien s'engage dans une voie qui remettrait en cause l'ordre capitaliste existant. Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, les journalistes semblaient mieux inspirés ou leur direction n'avait pas eu le temps de les cadrer, ils parlèrent d'une "*révolution*" et d'une "*révolution populaire*".

L'expression "*révolution populaire*" semble être la mieux adaptée à la situation en Tunisie, dans la mesure où toutes les classes ou couches de la société y ont participé, à l'exception bien sûr de la classe dominante. Quoiqu'on n'ait pas d'informations précises sur le comportement des différentes couches de la bourgeoisie tunisienne.

La révolution populaire tunisienne reste inachevée et l'on ne voit pas comment il pourrait en être autrement en l'absence d'un véritablement parti communiste. En dehors du fait que Ben Ali a été contraint de quitter le pouvoir, rien n'a changé sur le fond en Tunisie : la Constitution et les institutions n'ont pas été abolies et la classe dominante détient toujours le pouvoir, le nouveau président par intérim et le Premier ministre qu'il a chargé de constituer un nouveau gouvernement sont des fidèles de Ben Ali et Bourguiba de la première heure. Quant à la neutralité affichée par l'armée face à cette révolution, elle pourrait très bien ne pas durer si la situation dégénérait en chaos, elle a agi non pas pour le compte d'une révolution socialiste, mais comme garante des institutions pour le compte de la classe dominante qui ne se limite pas au clan Ben Ali et à la famille de son épouse.

Aucune des questions qui étaient à l'origine de ce soulèvement en dehors du départ de Ben Ali ne sont réglées, vie chère, salaire, chômage, etc., ce qui laisse à penser que nous ne sommes qu'au début d'un processus révolutionnaire qui est appelé à se développer, à condition que les travailleurs tunisiens parviennent à s'organiser et à constituer leurs propres organes de pouvoir politique...

Il faut refuser toute solution politique qui incluerait le parti de Ben Ali. Il faudrait dresser immédiatement un tribunal populaire pour juger les dignitaires du régime corrompus qui sont avec leurs familles ou leurs proches à la tête de moyennes ou grandes entreprises et décider de les exproprier sans indemnité ni rachat, de confisquer tous leurs biens et avoirs, décider de nationaliser le secteur du tourisme qui est l'une des principales industries du pays... Lire la causerie d'hier pour la suite.

Autre chose très vite.

Avec une relation à laquelle j'ai téléphoné avant-hier nous avons parlé de la situation en France. Elle m'a dit que c'était déprimant de sortir parce que les gens tirent une gueule pas possible, tout le monde en a marre, mais les gens se résignent car ils ne voient pas d'alternative à Sarkozy...

La seule alternative possible, c'est le socialisme. On peut estimer qu'à force de se dire qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme, parmi la classe et les masses, il y en a de plus en plus qui vont finir par se dire qu'il y a un truc qui cloche dans ce constat qui correspond à la propagande des représentants de la classe dominante et leurs valets du PS, qu'ils leur ont soufflé certainement pas de manière désintéressée, qu'il y a quand même des coïncidences troublantes dans tous les discours qu'on leur sert depuis déjà de nombreuses années, tandis que leur situation va de mal en pis. Quelque part ils sentent bien qu'ils cherchent à les berner, qu'ils leur cachent quelque chose, mais quoi au juste, les travailleurs n'en savent rien. Cette situation de blocage ne va pas durer éternellement, tout travailleur normalement constitué va bien finir un jour par se poser cette question, plus la situation sociale empire, plus ils vont être tentés de remettre en cause les vérous que les uns et les autres ont posé pour leur interdire toute issue politique à la crise du capitalisme.

Alors que la dictature en Tunisie existe depuis 50 ans, voilà que du jour au lendemain elle vole en éclats, qui aurait cru cela possible il y a seulement quelques jours, personne. Quelle formidable leçon de chose pour tous les travailleurs en Europe ! Mais alors, cela signifie qu'il n'y a pas de fatalité, oui tout est possible, mais dans certaines conditions seulement, cela signifie qu'il existe bien un moyen de renverser la situation et le régime en place, creusons-nous la tête pour le trouver, il n'en sortira rien, voyons plutôt ce que les partis ouvriers nous proposent...

En Tunisie, le peuple ne s'est pas soulevé seulement à cause des salaires misérables et du chômage, il a mis à l'ordre du jour des objectifs politiques : le respect de la liberté d'expression bafouée par le régime policier et le départ du dictateur au pouvoir, notamment.

A défaut d'avoir du bol dans la vie, j'ai du "pif" quelque part, à peine quelques semaines avant je martelais qu'il fallait absolument se donner des objectifs politiques... Entre nous, camarades, nos dirigeants n'ont pas que les neurones de sclérosés, ils ont aussi les narines bouchées ! En aparté pour se détendre un instant, cela me rappelle qu'autrefois je disais à mon ex-compagne que parmi tous les sens, c'était le pif qui était le plus développé chez moi, je ne pensais pas à la politique en disant cela, on compense ses faiblesses et lacunes comme on peut !

Nous, en France, nous sommes à peu près dans la même situation, nous avons une Constitution bonapartiste et antidémocratique vieille d'un demi-siècle, un Président et des institutions qui ne servent que les intérêts des plus riches, des banquiers et autres capitalistes, un Président qui décide que ce sera oui quand la majorité à voter non (mai 2005), un Président qui impose une contre-réforme des retraites bien que l'immense majorité soit contre, donc il bafoue les principes les plus élémentaires de la démocratie, il agit comme un véritable dictateur avec le soutien des institutions, exactement comme Ben Ali hier encore, malgré de graves restrictions la liberté d'expression existe, nos revendications politiques vont donc au-delà de cette question, si elles ne peuvent pas être satisfaites depuis 60 ans dans le cadre des institutions en place, car finalement ce sont toujours les mêmes questions auxquelles nous sommes confrontées : chômage, précarité, pauvreté, etc, c'est que les institutions constituent un obstacle auquel il va falloir s'attaquer, mais si nous renversons les institutions de la Ve République, il faudra bien les remplacer par d'autres institutions, un pays sans institutions, cela n'existe pas, c'est donc cette question déterminante qu'il nous faut résoudre en priorité.

Qu'est-ce qui cloche dans ces institutions ? On vote pour un candidat qui ensuite fait ce qu'il veut, on n'a aucun contrôle sur son mandat, notre vote est pour ainsi dire confisqué, détourné de son objectif et nous n'avons aucun moyen d'y remédier, de renvoyer cet élu, et quand la fois suivante on vote pour un autre candidat, c'est exactement la même chose qui se reproduit, et ainsi de suite depuis plus d'un demi-siècle. Il faut donc des institutions où l'on conserve le contrôle du mandat de l'élu, s'il s'en détourne on doit avoir la possibilité de le déstituer sur le champ. Il faut aussi que chaque candidat puisse concourir loyalement à égalité de chance, ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui. C'est tout le processus électoral qui doit être revu pour commencer. Il faut aussi changer le mode de scrutin qui favorise les partis institutionnels, à un nombre de voix doit correspondre un nombre d'élus...

Pourquoi ne pas expliquer les choses aussi simplement aux travailleurs, c'est à niveau-là qu'ils peuvent les saisir et non en leur faisant de grands discours politiques ou théoriques qu'ils assimilent à la langue de bois, parce qu'ils n'y comprennent rien ou presque. Le jour où un parti ouvrier aura compris cela, peut-être qu'on pourra enfin aller de l'avant. C'est une question sur laquelle je reviens souvent parce qu'elle est déterminante pour aider la conscience politique des travailleurs à progresser.

Un vieux travailleurs tunisiens interviewé hier disait : ce qu'on veut c'est une "*Assemblée nationale qui soit vraiment nationale*", il voulait dire par là une institution qui soit réellement au service de l'ensemble de la population ou tout du moins de la majorité constituée par les travailleurs. Voilà comment il s'est exprimé, très simplement, alors pourquoi lui débiter de grandes phrases quand on sait qu'il va décrocher passée la première proposition ? Même les intellectuels ou les membres de la petites-bourgeoisie ne possèdent pas la même expérience et culture politique que la nôtre, donc dès qu'on leur sort une de

nos formules "magiques", ils ne nous écoutent plus, c'est terminé, ils se replient sur "*leur*" vérité.

Les intellectuels se moqueront sans doute d'un discours rédigé simplement à destination des ouvriers, ils le caricatureront et le déclareront simpliste, mais si à côté on leur propose le même discours en plus élaboré et spécialement rédigé pour eux, là ils nous prendront plus au sérieux, tout du moins on peut l'espérer. Ceci est valable pour toute démonstration sur le plan économique, social ou politique. Sur quoi reposait autrefois la popularité du PCF, celui du FN ou encore du PG de nos jours, sur un langage simple et accessible à tous, c'est la même chose pour des quotidiens nationaux comme France Soir, Le Parisien, Libération ou Le Figaro.

On peut décrire très simplement de fond en comble le fonctionnement des institutions de la Ve République et démontrer en quoi il est antidémocratique sans avoir à consulter une encyclopédie pour y comprendre quelque chose ou posséder des connaissances particulières. De la même manière, on doit pouvoir proposer aux travailleurs des objectifs politiques qui sont à leur portée intellectuelle. On doit être capable de se mettre au niveau de leur langage qui reflète un certain niveau de connaissances, sans pour autant avoir besoin de changer le contenu de notre discours. S'il y a un problème de compréhension quelque part, c'est uniquement dans le cerveau des intellectuels ou de nos dirigeants, et par voie de conséquence dans celui des militants qui présentent les mêmes travers par mimétisme, qu'il faut le chercher.

Social.

Corruption. Complicité de l'Etat et du parti de l'ordre avec les laboratoires Servier

L'Inspection générale des affaires sociales (Igas) a dénoncé samedi une «*incompréhensible tolérance*» à l'égard du Mediator dès le départ, c'est-à-dire dès son autorisation de mise sur le marché accordée en 1974, avant sa commercialisation en 1976.

Le rapport de l'Igas, très attendu, a été remis ce matin au ministre de la Santé, Xavier Bertrand et présenté cet après-midi à la presse.

Le retrait du Mediator du marché «aurait pu être décidé dès 1999», soit dix ans avant son retrait effectif, a affirmé samedi un responsable de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), déplorant que le doute ait «*profité au médicament et non au malade*».

Le ministre de la Santé Xavier Bertrand a estimé que le rapport de l'Igas sur le Mediator contenait un «*faisceau d'indice*» indiquant «*une responsabilité première et directe*» des laboratoires Servier qui ont commercialisé ce médicament pendant 33 ans.

«*Mon devoir est de rebâtir un nouveau système de sécurité sanitaire avec l'objectif que, demain, il n'y ait pas un nouveau Mediator*», a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse, après la présentation des conclusions de l'Igas. «*Le rapport montre clairement que la police du médicament a failli à sa mission*».

«*Avant analyse détaillée de ce rapport*», les laboratoires Servier s'étonnent dans un commniqué «*des responsabilités que semblent leur faire porter les conclusions du rapport d'enquête de l'Igas sur le Mediator et qui ne leur apparaissent pas conformes à la réalité*».

«*Ils tiennent à rappeler qu'ils n'ont pas été entendus dans le cadre de cette enquête et qu'ils n'ont donc pas pu faire entendre leur point de vue*».

Les laboratoires Servier «*souhaitent pouvoir répondre point par point et avoir l'opportunité de montrer qu'ils ont toujours travaillé en étroite collaboration avec les instances de pharmacovigilance et les autorités de Santé, dont ils ont scrupuleusement appliqué toutes les décisions*». (Libréation.fr et AFP 15.01)

Haut de page

Le 17 janvier

A propos du site.

J'ai oublié de vous préciser que j'avais mis en ligne les pages d'accueil du site des années précédentes pour vous montrer l'évolution politique de l'auteur du site autant que l'évolution du site, mais tous les liens contenus dans ces pages ne sont plus accessibles ou ont été modifiés, de plus la plupart des fichiers ont été perdus, je vous prie de m'en excuser. En fouillant dans les vieux CD, j'ai retrouvé une copie de quelques fichiers de 2004-2005, je vais voir s'il y en a qui peuvent vous intéresser, on en recausera plus tard.

Vous avez téléchargé entre le 8 et le 14 janvier 2011, 2.478 fichiers en pdf ou sous word. Bien que j'ai le tableau sous les yeux, je n'arrive pas à y croire. Fidèle à mes principes, avec Corel j'ai réalisé une capture d'écran que j'ai ensuite enregistrée au format pdf et jpg, ainsi vous pouvez vérifier par vous-même le nom du site, la période en question, le nombre total de fichiers téléchargés (tout en bas) et lire la notice d'OVH qui accompagne ce tableau. Que des esprits malintentionnés n'essaient pas d'entrer dans le serveur d'OVH en tapant l'adresse qui figure sur cette capture d'image, sans l'identifiant client et le mot de passe ce sera impossible. De plus leur serveur est hyper sécurisé.

J'ai fait le total pour 2010, vous avez téléchargé 27.504 fichiers, avec un record en septembre avec 4.420 téléchargements. Je crois que je n'ai plus besoin de me demander si le site est utile ou non, j'ai la réponse. Mais vous tenez d'Arpagon, je plaisante, je m'en tape.

Voici le détail pour 2010 si vous voulez recompter : janvier- 704, février- 565, mars- 1585, avril- 857, mai- 2699, juin- 3943, juillet- 3732, août- 3059, septembre- 4420, octobre- 2749, novembre- 1686, décembre- 1505. La faiblesse des premiers mois doit provenir du fait que je venais de changer l'adresse du site.

Voici l'indication (OVH) qui accompagne ce tableau : "*La page des téléchargements affiche les fichiers téléchargeables les plus demandés par appels de fichiers réussis et par taille (en octets)*"

Le Top 10 du 8 et le 14 janvier 2011.

1. /tribune/algerie_1_janvier2011.pdf
2. /tribune/ccit_070111.pdf
3. /tribune/dr043-07-01-11.pdf
4. /service/texte090111.pdf
5. /tribune/cgt_070111.pdf
6. /textes/syndicats120111.pdf
7. /textes/tunisie_08102010.pdf
8. /textes/tn_lks.pdf
9. /construction/klbroue.pdf
10. /marxisme/vletat.pdf

Il y en a qui ont essayé d'ouvrir les pages des causeries des mois de février et suivant, votre horloge (biologique) est détraquée ou vous avez un sérieux problème de décalage horaire ou encore avec la logique, je ne parle même pas de la dialectique, je vous taquine, on ne se connaît pas, mais je ne suis pas aussi rustre que j'en ai l'air. Au fait vous m'excuserez d'avoir laissé plein de fautes dans les commentaires des extraits de *La maladie infantile du communisme*, j'ai formaté ce document en pdf après les avoir corrigées, j'avais vraiment écrit n'importe comment, j'ai honte.

Je ne mettrai pas en ligne les documents que j'ai reçus des groupes GSI et CCI-T-Bolchevik sur l'Algérie et la Tunisie datant des 13 et12 janvier, car le premier n'est plus d'actualité et le second ne présente pas grand intérêt. Pour les mêmes raisons, cette semaine je n'ai pas mis en ligne de pages d'*Informations ouvrières*. Saluons au passage la rédaction du tract commun des groupes CCI-T et Bolchevik.

Si vous pouviez vous entendre avec d'autres groupes, courants ou tendances avec lesquels vous êtes proches sur une plate-forme d'action commune, franchement vous remonteriez le moral de milliers de militants, je vous soutiendrais à fond. En se répartissant le boulot, on pourrait franchir un pas décisif sur la voie de la construction du parti. Il y a tellement de choses à faire, ce serait une formidable aventure que de reprendre le relais du parti bolchevik en 2011, si à nous tous nous n'y parvenions pas, cela voudrait dire que c'est impossible, on ne peut pas l'imaginer un instant.

Tous les partis sont sclérosés (LO) ou empêtrés dans des contradictions sans fin, certains même avant même leur fondation (POI et NPA), il n'en sortira jamais rien, ils ne cessent d'en faire la démonstration, quand les vieux qui les dirigent et pour certains les composent en majorité ne seront plus de ce monde, ces partis disparaîtront où seront réduits à des organisations marginales, ce qu'ils sont déjà d'une certaine manière, leurs dirigeants historiques sont tous des crypto-staliniens (Krivine, Laguiller, Gluckstein) ou des petits-bourgeois réformistes (Lambert) qui se sont encanaillés avec les appareils du PS et des syndicats, qui en échange de menus services et d'un pacte de non-agression leur ont octroyé une place au soleil au sein des syndicats ou des organismes de collaboration de classes.

Répétons-le encore, il existe des cadres ou responsables formidables dans différentes formations ou courants politiques, si je peux me permettre de donner un avis, j'ai trouvé excellent le dernier numéro des camarades de *Débat révolutionnaire* ou de la tendance Claire du NPA, je ne sais pas comment ils traduisent cela dans la pratique, les camarades des groupes issus de l'OCI ou du PCI sont d'une grande valeur, il doit en rester au courant CCI du POI, mais aussi à LO et ailleurs, ces camarades ont la capacité d'élaborer un programme d'action, le programme d'un parti révolutionnaire, un projet de société et de Constitution à proposer à la classe et aux masses, vous n'imaginez pas quel impact auraient ces derniers, tous les partis proposent pour ainsi dire du vent aux travailleurs, est-ce que vous vous en rendez compte, et plus la crise s'amplifie, plus les travailleurs sont demandeurs

d'un projet de société, à ne pas confondre avec le programme d'action (de transition) ou le programme du parti, et c'est normal, ils ont été tellement trompé, pourquoi voudriez-vous qu'ils aient plus confiance en vous que dans les autres partis faillis, mettez-vous un instant à leur place.

La tâche à accomplir est si considérable qu'on doit se rassembler pour la mener à bien. Il faudrait aussi développer l'outil Internet, il est à usage multiple, mon activité ne couvre qu'une infime partie des possibilités qu'il nous offre, à condition de l'utiliser intelligemment, il doit être orienté impérativement vers l'organisation des travailleurs et jeunes, sinon il ne servirait à rien ou presque. Rassembler nos capacités, nos forces et notre énergie nous ferait gagner un temps précieux, on pourrait entreprendre ce qu'on ne peut pas réaliser en étant dispersés. La crise actuelle nous aide à déblayer le terrain et à régler pour nous certains désaccords théoriques, profitons-en pour aller plus loin, sinon quand nous déciderons-nous à franchir ce pas ? Faisons preuve d'audace, allons de l'avant ! Faisons nôtre la méthode de Lénine : fermeté sur les principes et souplesse dans leur application. (A suivre)

L'arrière-garde.

L'histoire est parfois cruelle, partis et syndicats ont appelé à manifester en soutien à la révolution populaire tunisienne une fois que le dictateur avait pris la fuite ! D'autres fois, certains appellent à la grève générale après plusieurs mois de mobilisation... quand il est trop tard !

Surtout ne préparons pas les travailleurs aux tâches et aux objectifs politiques qu'ils devront se fixer quand ils se soulèveront, attendons le plus longtemps possible, la dernière minute... On connaît la suite, le jour où l'heure aura sonné de les mettre à l'ordre du jour ils auront la tête ailleurs, ils répondront aux abonnés absents comme le PT d'Algérie hier ou la SFIO à une autre époque.

Politique.

1- Tunisie.

1.1- Sarkozy a soutenu le dictateur Ben Ali jusqu'à la dernière minute.

L'abandon à la dernière minute par Paris de son soutien à l'ancien président tunisien Ben Ali illustre la pression qui s'exerce sur la France pour qu'elle rompe avec des années de soutien aveugle à certains dirigeants étrangers.

La France, comme le reste du monde, a été prise de court quand les troubles en Tunisie ont finalement précipité le départ de Zine al Abidine Ben Ali vendredi. Après une réunion d'urgence au sommet de l'Etat, Paris a décidé de lui refuser son hospitalité.

La volte-face a été rapide après le long soutien de l'ancienne puissance coloniale au régime, dont la stabilité politique protégeait les intérêts économiques français et la répression des groupes fondamentalistes faisait de la Tunisie un rempart laïc.

"*La Tunisie était un régime autoritaire et c'est vrai qu'il y avait une dérive de l'autoritarisme du régime depuis la dernière réélection de Ben Ali que probablement la France n'a pas appréciée à sa juste mesure*", déclare Axel Poniatowski, président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale contacté par l'agence Reuters. "*En l'espace de 72 heures, tout a basculé et je crois que la France comme la plupart des pays a été prise de court*", ajoute-t-il.

La France, où vivent 600.000 Tunisiens environ, est le premier partenaire commercial de la Tunisie. Elle y a investi 139 millions d'euros en 2009 et on compte quelque 1.250 entreprises françaises présentes en Tunisie, environ 25.000 Français y résident et plus d'un million de Français y passent des vacances chaque année.

Quand, en avril 2008, Nicolas Sarkozy s'était rendu en visite en Tunisie, il avait éludé les inquiétudes sur la situation des droits de l'homme et vu dans la lutte anti-terroriste menée par Ben Ali un rempart contre l'apparition d'un régime "*de type taliban*" en Afrique du Nord.

Des années plus tôt, soulignant que pouvoir se nourrir, se loger et s'instruire constitue le premier des droits de l'homme, son prédécesseur, Jacques Chirac, estimait que la Tunisie était plus avancée que nombre de pays.

Quand les premières manifestations contre le chômage et la pauvreté ont éclaté, à la mi-décembre, les autorités françaises ont fait profil bas et ne se sont pas départies de cette attitude jusqu'aux dernières heures du règne de Ben Ali.

Analystes et diplomates jugent aussi que Paris a mis longtemps à comprendre que son soutien au régime de Ben Ali avait dépassé sa date de péremption.

"*Les Français ont mal interprété l'ampleur du soulèvement populaire et ont commis une lourde erreur de jugement en s'accrochant trop longtemps à l'idée qu'ils pourraient aider Ben Ali à se maintenir au pouvoir*", estime l'amiral Jacques Lanxade, ancien chef d'état-major des armées qui fut ambassadeur de France à Tunis à la fin des années 1990. (Reuters 16.01)

1.2- Ben Ali et les 40 voleurs. Une fuite en or.

Selon des informations collectées à Tunis, Leïla Trabelsi, la femme du président, se serait rendue à la Banque de Tunisie chercher des lingots d'or. Le gouverneur aurait refusé. Mme Ben Ali aurait appelé son mari, qui aurait d'abord lui aussi refusé, puis cédé. Elle a ensuite pris un vol pour Dubaï, selon les informations françaises, avant de repartir pour Djeddah. '*Il semblerait que la femme de Ben Ali soit partie avec de l'or*', explique un haut responsable français. '*1,5 tonnes d'or, cela fait 45 millions d'euros*', traduit une source.

M. Ben Ali, lui, ne croyait pas sa chute aussi rapide. Pour preuve, selon Paris, il aurait enregistré une nouvelle allocution, qui n'a pas eu le temps d'être diffusée. Il n'aurait donc pas quitté le pays volontairement mais aurait été destitué. L'armée, et le chef d'état-major qui avait refusé de tirer sur la foule, ont, selon les services européens, joué un rôle de premier plan dans la destitution de M. Ben Ali. (Lemonde.fr 16.01)

1.3- Un gouvernement des "***lâches***" au service de la bourgeoisie et l'impérialisme français.

Trois dirigeants de l'opposition tunisienne vont faire leur entrée dans un gouvernement de coalition au terme d'une journée de négociations à Tunis.

Selon des sources proches des discussions conduites par le Premier ministre Mohamed Ghannouchi, Nadjib Chebbi, Moustafa Ben Jaafar et Ahmed Ibrahim participeront au nouveau gouvernement dans lequel les ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur sortants conservent leur poste.

Nadjib Chebbi, chef de file du Parti démocratique progressiste (PDP), devient ministre du Développement régional. Moustafa Ben Jaafer, président du Forum pour le travail et la liberté, est à la Santé tandis que Ahmed Ibrahim, du parti Ettajdid, récupère le portefeuille de l'Enseignement supérieur.

Tous les partis politiques dits légaux, représentés au Parlement ou non, sont appelés à rencontrer M. Ghannouchi, mais pas le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) de Hamma Hammami qui est interdit ni les islamistes du Ennahdha de Rached Ghannouchi, qui vit en exil à Londres.

"*Pourparlers limités, démocratie boiteuse*", ont immédiatement réagi des manifestants à Regueb (centre-ouest), une localité qui a connu de violentes manifestations durement réprimées par la police. Environ 1 500 manifestants y ont défilé dimanche matin pour réclamer un véritable changement. "*Nous ne nous sommes pas révoltés pour la formation d'un gouvernement d'union avec une opposition de carton-pâte*", ont-ils scandé avant d'être dispersés par l'armée qui n'a pas recouru à la violence. (Reuters 16.01)

1.4- Quelques éléments sur le déroulement de la journée d'hier.

Tunis a été le théâtre, dimanche 16 janvier, de violents affrontements entre les forces régulières loyales au gouvernement de transition et des miliciens armés apparemment fidèles au président déchu Zine El-Abidine Ben Ali, qui a fui le pays vendredi. Les combats ont d'abord eu lieu dans le secteur du ministère de l'intérieur et auraient fait deux tués dans les rangs des miliciens. "*Il y a eu deux snipers qui ont tiré depuis un bâtiment situé à proximité du ministère de l'intérieur. On les a abattus*", a déclaré un sous-lieutenant de l'armée à la télévision publique, qui n'a pas fait état d'autres victimes. Dans cette zone, complètement désertée par la population, les tirs ont cessé à la tombée de la nuit.

Les affrontements se sont ensuite poursuivis aux abords du palais présidentiel, où l'armée a annoncé avoir donné, dans la soirée, l'assaut du palais présidentiel de Carthage, dans lequel sont retranchés des éléments de la garde présidentielle de Ben Ali. Des témoins vivant à proximité du palais, situé à plusieurs kilomètres du centre de Tunis, ont confirmé avoir entendu des tirs continus d'armes lourdes.

Le neveu de Ben Ali, Kaïs Ben Ali et le général Ali Sériati, l'ancien homme clé de la sécurité du président, a été interpellé à Ben Guerdane, dans le sud de la Tunisie, alors qu'il tentait de s'enfuir en Libye, ils ont été arrêtés pour leur participation aux violences des derniers jours, alors qu'un autre neveu de l'ancien président, Imed Trabelsi, est mort vendredi poignardé, possiblement lors d'un réglement de comptes. Des combats ont opposé dans la journée dans le centre de Tunis les forces loyales aux autorités de transition et des miliciens armés restés fidèles à Ben Ali. (AFP et Lemonde.fr 16.01)

2- Algérie.

Un Algérien de 37 ans a été hospitalisé dans un état grave après s'être immolé par le feu samedi devant une mairie de la région

de Tébessa, près de la frontière avec la Tunisie, où il était venu réclamer un emploi et un logement, a-t-on appris dimanche de source hospitalière locale.

Trois autres tentatives de suicide par le feu ont également été enregistrées en Algérie depuis mercredi, selon l'agence APS et le quotidien privé francophone El Watan. (Libération.fr 16.01)

Justice.

Jacques Servier, fondateur et président du laboratoire Servier, le fabricant du Médiator, est appelé à comparaître devant la 15e chambre du TGI de Nanterre le 11 février, rapporte le Figaro dimanche soir.

Le quotidien précise que la comparution de Jacques Servier, 88 ans, est la conséquence de la citation directe déposée par deux avocats parisiens, dont le premier représente plusieurs familles de victimes au pénal et le second représente une victime du Médiator.

La citation concerne également les laboratoires Servier et Biopharma, qui a commercialisé le médicament suspendu en France depuis novembre 2009, mais également des personnes physiques, le directeur général délégué et pharmacien responsable de la firme. (Reuters 16.01)

Haut de page

Le 18 janvier

Dans la rubrique *Documents*, j'ai ajouté un lien qui renvoie vers d'anciens articles d'*Informations ouvrières* sur le Forum social, Attac, les Ong et la démocratie participative, car il y figure des de nombreux arguments pour dénoncer et combattre cette forme de collaborations de classes. Je n'ai pas modifié la présentation de ces fichiers, à part le bande déroulante et le menu dans les pages d'accueil des différentes rubriques que j'ai supprimés. Je précise pour ceux qui l'ignorent encore, que j'ai cessé de soutenir le PT en 2005. Quant à l'adresse www.meltl.com qui figure dans ces documents, elle n'existe plus.

Toujours dans la rubrique *Documents*, j'ai ajouté le rapport de Michel Camdessus remis à C. Lagarde : *Contrôle des rémunérations des professionnels du marché.*

Pas le temps de causer.

Politique.

1- France. Moins de fonctionnaires... pour de meilleurs services publics !

En présentant ses voeux à la presse, le ministre du Budget et de la Fonction publique François Baroin a déclaré que la politique de non-remplacement d'un départ sur deux dans la Fonction publique se poursuivrait au rythme de 100.000 départs non remplacés en trois ans.

Entre 2011 et 2013, «*100.000 emplois ne seront pas remplacés au sein des administrations et des opérateurs*», a indiqué le ministre. «*Cela participe naturellement de la maîtrise des finances publiques. Cette politique n'en est pas moins tout à fait équilibrée, elle permet de reverser la moitié des économies réalisées aux fonctionnaires, sous la forme de bonifications*», a-t-il déclaré.

Tout en annonçant ces chiffres, François Baroin a insisté sur le fait que «*les diminutions d'emploi n'ont pas d'impact négatif sur la qualité des services publics, bien au contraire*». Et de poursuivre : «*J'annoncerai en février quinze nouvelles mesures de simplification des démarches des usagers*». (AFP et Figaro.fr 17.01)

2- Tunisie.

Le gouvernement tunisien dont le Premier ministre Mohamed Ghannouchi a annoncé lundi la composition comprend plusieurs personnalités connues de l'administration du président déchu et trois dirigeants de l'opposition.

De nombreux Tunisiens ont été tués ou blessés par la police lors des manifestations contre le président Zine ben Ali grâce auxquelles ils espéraient obtenir un véritable changement dans leur pays.

Mais le Premier ministre ainsi que les ministres de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Finances sont restés en place, et la plupart d'entre eux appartiennent au RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) de Ben Ali.

La présence au gouvernement de trois dirigeants de l'opposition ne pèse pas lourd aux yeux de leurs partisans qui auraient souhaité qu'ils aient davantage de responsabilités.

Des personnes interrogées dans le centre de Tunis peu après l'annonce de la liste des ministres se sont déclarées déçues et mécontentes.

Un millier de personnes avaient déjà manifesté lundi matin aux cris de "*A bas le RCD*" ou "*A bas le parti de la dictature*", avenue Bourguiba, la grande artère de la capitale, contre la composition anticipée du gouvernement. La police n'a pas réussi à les disperser malgré un recours à des gaz lacrymogènes, des canons à eau et des tirs en l'air.

L'annonce de la liste a été reportée et n'est intervenue que quelques minutes avant l'entrée en vigueur du couvre-feu, empêchant les protestataires d'organiser une nouvelle manifestation.

L'ampleur de la manifestation de lundi est toutefois sans comparaison avec celles qui ont précédé la chute de Ben Ali.

Le gouvernement provisoire compte ainsi que la population mettra pour l'instant de côté son scepticisme dans l'espoir d'une certaine stabilité.

Mais si les Tunisiens jugent que leurs nouveaux dirigeants ressemblent trop à la vieille garde, les changer par leur vote pourrait être plus difficile qu'il n'y paraît. Le scrutin se tiendra en effet dans le cadre d'une Constitution taillée sur mesure pour Ben Ali.

Elle stipule notamment que quiconque brigue la présidence doit avoir dirigé un parti politique au cours des deux années précédentes.

Cette disposition avait été ajoutée pour empêcher Najib Chebbi, farouche adversaire de Ben Ali, de se présenter à l'élection présidentielle de 2009.

Chebbi avait abandonné peu auparavant la direction de sa formation. Reste à savoir si ces règles pourront être amendées au cours de 59 jours restant à courir avant la date limite pour le scrutin. (Reuters 17.01)

3- Oman.

Une rare manifestation dans le sultanat d'Oman a réuni lundi 2.000 personnes réclamant des hausses de salaires et une limitation de la hausse des prix et du coût de la vie.

La manifestation à Mascate, la capitale, était organisée à l'appel d'organisations de la société civile et annoncée sur des sites Web. (AP 17.01)

4- Israël. Toujours plus à droite.

Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a claqué lundi la porte de son Parti travailliste, l'accusant de dérive gauchiste, au grand plaisir du Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui juge que sa coalition de droite sortira renforcée de cet épisode.

Ehud Barak a annoncé qu'il créait avec quatre autres députés travaillistes de la Knesset un nouveau parti, Indépendance.

Le Premier ministre a souligné que la défection de son ministre de la Défense de son parti d'origine renforçait sa main: "*Le gouvernement est devenu bien plus fort aujourd'hui, en terme de gouvernance et de stabilité, et c'est important pour Israël*", a-t-il dit. (Reuters 17.01)

5- Haïti. Au secours : le dictateur Baby Doc et ses Tontons Macoutes sont de retour !

L'ancien président "*à vie*" Jean-Claude Duvalier a effectué dimanche un retour surprise en Haïti, où il n'était pas revenu depuis son renversement par un soulèvement populaire en 1986.

"*(Je reviens) parce que je sais que le peuple souffre*", a-t-il poursuivi.

"Je voulais lui témoigner ma solidarité, lui dire que je suis là, que je suis bien disposé et déterminé à participer à la renaissance d'Haïti", a-t-il dit à Reuters, sans préciser ses intentions exactes.

Surnommé Baby Doc, Jean-Claude Duvalier a été propulsé à la tête du pays en 1971 à la mort de son père, François "*Papa Doc*" Duvalier, qui faisait régner un climat de terreur. A 19 ans, Jean-Claude Duvalier était alors le plus jeune chef d'Etat au monde et il s'était autoproclamé président "*à vie*".

Interrogée au sujet de l'ancien dirigeant, une personne a refusé de répondre et même de donner son identité: "*Vous plaisantez? Il me tuerait. Vous ne connaissez pas Duvalier?*"

Aucun mandat d'arrêt n'a été rendu public à son encontre et aucune disposition légale ne l'empêchait de revenir dans son pays.

De source proche de l'ancien dirigeant, on a déclaré qu'il était revenu avec un passeport diplomatique et qu'il devait tenir le ministère de l'Intérieur informé de ses déplacements. (Reuters 17.01)

Même s'il a tenté d'offrir une image moins autoritaire que son père, Jean-Claude Duvalier a été renversé en 1986 par un soulèvement populaire, accompagné de pressions diplomatiques de la part des Etats-Unis.

Il était alors accusé de diriger un régime corrompu, répressif et multipliant les atteintes aux droits de l'homme par le biais de la milice créée par son père, les Tontons Macoutes. Il vivait dans l'opulence pendant que sa population tentait de survivre dans la misère. (Reuters 17.01)

Encore un dictateur soutenu par l'Etat français de de Gaulle à Mitterrand qui a offert un droit d'asile en or en 1986 au sanguinaire Jean-Claude Duvalier.

Economie.

1- Pétrole en hausse.

Le baril de Brent se traitait à près de 98 dollars lundi, approchant un plus haut de 27 mois. Le brut léger américain se négociait quant à lui autour de 91 dollars le baril.

Les pays consommateurs s'inquiètent de l'impact de la hausse des cours sur l'inflation et sur la reprise économique.

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie, qui conseille 28 pays industrialisés, a décrit les cours actuels comme "*alarmants*" et prévenu qu'ils pourraient avoir des conséquences néfastes.

"*Nous sommes inquiets de la vitesse de la hausse des cours du pétrole, qui peut affecter la croissance économique*", a déclaré Nobuo Tanaka à la presse. "*Si les cours se maintiennent à ce niveau, cela aura un impact négatif.*" (Reuters 17.01)

2- La BCE, l'agent européen de Wall Street

La France n'a pas fait assez de réformes structurelles, a déclaré dimanche le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet. (Reuters 17.01)

Haut de page

Le 19 janvier

Des manifestations ont eu lieu hier dans toutes les grandes villes de Tunisie pour exiger un gouvernement sans représentants du parti de Ben Ali, le RCD, quand les manifestants n'exigeaient pas la dissolution du parti du dictateur. La classe ouvrière et les masses tunisiennes sont plus révolutionnaires que les partis censés les représenter, simple constat. En France également.

Le peuple tunisien est parvenu à chasser du pouvoir Ben Ali, mais le système Ben Ali demeure en place, son système policier, les institutions et la constitution qui ont permis au dictateur de rester au pouvoir pendant 23 ans. Comme quoi une révolution prolétarienne pour être menée jusqu'au bout doit commencer par liquider l'Etat bourgeois en place...

Une somme d'individualités, une classe, tout un peuple ou presque peuvent se rassembler et parvenir à renverser un tyran pour peu qu'ils bénéficient de la neutralité de l'armée, mais sans parti et sans programme, sans orientation politique, ils ne peuvent pas espérer aller beaucoup plus loin... Face book et Internet ne peuvent pas remplacer le parti comme je l'expliquais la

semaine dernière.

Au lieu de faire de grands discours, car on s'attend à des articles dithyrambiques dans les semaines qui viennent sur la situation en Tunisie, des articles aux accents combattants, on ferait mieux de fournir aux travailleurs et aux militants les principaux enseignements de cette révolution populaire pour qu'ils ne reproduisent pas les mêmes erreurs ou qu'ils commencent à corriger leur appréciation de la situation politique ainsi que leurs propres faiblesses ou lacunes. C'est seulement à cette condition qu'ils pourront tirer profit de l'expérience tunisienne.

Le défaut des tracts ou communiqués diffusés largement, c'est qu'ils ne mettent pas l'accent sur ces enseignements qui pourraient servir aux travailleurs des autres pays, au mieux ils figurent en perspective, alors qu'il faudrait traiter davantage les faits et le développement de la situation sous une forme dynamique, dialectique, de cause à effet. Si ces enseignements apparaissent comme plaqués ou coupés de la réalité ou encore s'apparentent à des arguments théoriques, les travailleurs s'en détourneront ou s'en méfieront.

Le problème de tous les partis ouvriers, c'est qu'ils sont incapables de s'adresser à la classe ouvrière et aux masses dans leur propre langage, autrement dit, telles qu'elles abordent la situation avec ses certitudes et ses hésitations, ses doutes et ses questionnements, etc. La situation politique et son évolution n'apparaissent pas clairement d'un coup aux yeux des travailleurs, il leur faut le temps de digérer l'expérience en cours qui s'inscrit dans une perspective dont ils n'ont pas conscience, pour ensuite fixer de nouveaux objectifs à leur combat. Au cours du processus révolutionnaire, pour atteindre l'étape ou l'objectif suivant, il faut se doter des moyens adéquats, des moyens nouveaux. Un processus révolutionnaire ne parvient à maturité que lorsque la classe parvient à s'organiser, dans ce cas-là seulement il pourra encore se développer. Si on n'a pas pleinement conscience du processus en cours et de quelle manière il pourrait évoluer sous certaines conditions, il touchera rapidement à sa fin, car il butera sur des obstacles infranchissables, à défaut de les avoir identifiés à temps, d'où l'importance d'y avoir été préparé de longue date. On ne peut pas se fixer des tâches et des objectifs politiques quand on n'a pas une parfaite conscience de la situation et de son développement possible, cela ne s'improvise pas contrairement à ce qu'on voudrait nous croire. Que la classe parvienne à s'en fixer, elle est incapable de se donner (spontanément) les moyens indispensables pour les atteindre en l'absence du parti, quand bien même elle y parviendrait, elle serait incapable de leur donner une orientation politique correcte, c'est ce que la révolution tunisienne est en train de démontrer (si nécessaire).

La révolution tunisienne a cette valeur inestimable pour le prolétariat mondial et son avant-garde, d'avoir démontré la validité ou l'actualité de la théorie marxiste de la lutte de classes et des enseignements de la révolution russe de 1917, et elle a balayé d'un coup toutes les théories opportunistes construites autour de la négation du parti ou niant son rôle déterminant au cours d'une révolution prolétarienne. La farce de la "*révolution citoyenne*" est en passe de devenir un cauchemar pour les travailleurs tunisiens, et elle prendra fin lorsqu'ils se seront rendus compte que "*la révolution par les urnes*" n'était finalement qu'une minable escroquerie politique pour permettre à la bourgeoisie de conserver le pouvoir.

Le rapport de force est ou a été temporairement favorable au prolétariat, mais fondamentalement les rapports entre les classes n'ont pas changé et l'Etat n'a pas changé de nature, seule la forme de domination de classe a été modifiée ou est en train d'être modifiée, à un pouvoir dictatorial sans partage incarné par Ben Ali et son parti, le RCD, va succèder un régime dirigé par des partis bourgeois et démocratiques petits-bourgeois qui gouverneront pour le compte de la bourgeoisie tunisienne et des principaux impérialistes présents en Tunisie (français, italien et américain principalement). Pour en dire plus, attendons la suite, il est encore trop tôt pour dire quels avantages les travailleurs tunisiens auront tiré de cette révolution, en dehors du fait d'avoir chassé du pouvoir le dictateur Ben Ali et d'avoir desserré l'étau qui l'empêchait de mener son combat sur son propre terrain de classe. (A suivre)

Politique.

1- France.

L'économiste Christophe Ramaux, co-animateur de la commission économie du Parti de gauche (PG), vient d'envoyer sa lettre de démission du parti. En désaccord depuis plusieurs mois avec l'orientation trop personnalisée et le fonctionnement interne, ce maître de conférence à Paris-I avait déjà pris ses distances. Il claque la porte en expliquant ses désaccords, dans un courrier envoyé le 12 janvier à la direction du parti.

Le fonctionnement interne apparaît comme la première des raisons qui motivent le départ de ce chercheur, un des responsables du Manifeste des économistes atterrés. "*Je m'imaginais un parti ouvert, où l'on réfléchit, discute, débat (…). Le PG fonctionne, au contraire, comme un petit groupe 'discipliné'*", écrit M. Ramaux.

Et de critiquer les statuts qui n'autorisent la présentation d'un texte alternatif que s'il obtient 20 % des signatures de membres du conseil national : "*Avec une telle règle, Jean-Luc Mélenchon et ses amis auraient-ils pu constituer un courant [à l'intérieur du PS] ?*"

M. Ramaux aborde ensuite un autre travers qu'il ne supporte plus : la personnalisation du PG. "*Au regard de son projet, n'est-il pas paradoxal que le PG soit aujourd'hui, et de loin, le parti à gauche le plus personnalisé*", questionne l'économiste avant d'en

lister les symptômes : faiblesse des débats internes, "*souci d'affichage*" de la direction, au congrès du parti, en décembre, qui a vu défiler les discours des dirigeants au détriment des délégués ; "*phénomènes d'autosatisfaction et de cour en cascade*", "*énergie disproportionnée mise à critiquer les médias*"…

"*N'est-ce pas l'indice qu'il y a décidément un problème*" au PG, interroge encore l'ancien membre du bureau national. Enfin, le démissionnaire en vient au fond de ses désaccords avec le parti de M. Mélenchon : l'absence de programme.

Alors que, comme il le rappelle, le PG avait affiché dès sa création son ambition de forger un programme solide, deux ans plus tard, il n'en est rien. Et de préciser qu'une commission devait élaborer ce corpus idéologique, mais qu'elle n'a jamais réellement fonctionné, laissant au président du parti la latitude de forger ses discours. Le dernier congrès n'a présenté qu'une motion d'orientation, sorte de "*long tract*".

Résultat, explique le démissionnaire : une ligne trop aléatoire, peu sérieuse, notamment dans sa réflexion sur la crise économique et financière, thème cher à l'économiste hétérodoxe. Il s'est permis d'en faire la critique et s'est pris une volée de bois vert de la part du président. Ce fut la goutte de trop.

Christophe Ramaux précise qu'il ne fait pas de sa démission "*une ligne à suivre*" et qu'il reste attaché à cette expérience militante. Mais il résume ainsi le sentiment de bon nombre de cadres qui sont partis sur la pointe des pieds depuis la création du PG en février 2009. (Lemonde.fr 18.01)

2- Allemagne. L'UE synonyme de régression sociale généralisée.

«*Travailler plus pour sauver l'euro.*» Angela Merkel pourrait faire sienne cette devise. La chancelière a attaqué l'année avec une mauvaise nouvelle pour les députés de sa majorité : la crise des dettes dans les pays de la zone euro risque de coûter encore plus cher que prévu et l'Allemagne va devoir remettre la main à la poche pour augmenter la capacité du fonds de secours européen (FESF). Mais elle a trouvé une idée pour calmer la mauvaise humeur de ses troupes : obtenir en échange que tous les pays de l'eurozone acceptent de repousser l'âge de la retraite à 67 ans. (Lefigaro.fr 18.01)

3- Tunisie.

A peine formé, le nouveau gouvernement d'union nationale compte déjà quatre démissions. Abdeljelil Bedoui, Anouar Ben Gueddour et Houssine Dimassi, les trois ministres de la centrale syndicale UGTT, ont annoncé ce mardi leur retrait en raison du maintien au gouvernement du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), le parti du président déchu Zine el-Abidine ben Ali.

Les postes clés de Premier ministre et les ministères de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Finances n'ont en effet pas changé de main. Nommé ministre de la Santé, Moustafa Ben Jaafar a également démissionné, selon un responsable de son parti, le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL). D'autres démissions seraient intervenues dans la journée, mais sans confirmation officielle.

La nouvelle ministre de la Culture Moufida Tlatli, qui avait déclaré à l'AP avoir pris "*la décision de principe*" de démissionner, a finalement prêté serment mardi, a déclaré à l'AP son gendre Mourad Chassei, joint par téléphone.

De son côté, Adel Chaouch, chef du mouvement Ettajdid de l'opposition légale (Le Renouveau, ancien Parti communiste), a apporté un "*démenti catégorique*" aux rumeurs de sa démission, même si le bureau politique du mouvement a conditionné son maintien à plusieurs revendications, dont le départ des ministres reconduits appartenant au RCD. M. Chaouch a déclaré qu'il se contenterait éventuellement du "*retrait de leur adhésion à ce parti*".

Par ailleurs, Foued Mebazaa et Mohamed Ghannouchi, respectivement président et Premier ministre par intérim de l'actuel gouvernement d'union, ont démissionné du parti présidentiel de ben Ali ce mardi pour se démarquer du président déchu.

Une manifestation contre le nouveau gouvernement s'est d'ailleurs tenue ce mardi à Tunis avant d'être dispersée par des gaz lacrymogènes. La journée a aussi été marquée par le retour de Moncef Marzouki, le dirigeant du Congrès pour la république (CPR), parti de gauche interdit sous Ben Ali, et candidat proclamé à la future élection présidentielle. L'ancien opposant a été accueilli triomphalement à son arrivée à l'aéroport. (20minutes.fr et AP 18.01)

4- Haïti.

L'ancien président Jean-Claude Duvalier a été officiellement inculpé mardi par la justice de son pays de corruption, vol et détournement de fonds pendant ses années au pouvoir (1971-1986) à Haïti.

«*Son sort est désormais entre les mains du juge d'instruction*», a déclaré à Reuters le procureur général, Aristidas Auguste. «*Nous avons déposé une plainte à son encontre*».

Il appartiendra désormais au juge d'instruction de décider de poursuivre ou non l'affaire au plan judiciaire.

«*Bébé Doc*» avait été arrêté dans la journée par la police à l'hôtel de Port-au-Prince où il résidait depuis son arrivée inopinée, dimanche, dans l'île caraïbe.

Des mouvements de défense des droits de l'homme réclamaient l'arrestation et le jugement de Duvalier qu'ils accusent d'avoir, en quinze ans de pouvoir, tué et torturé des milliers d'opposants.

Selon un membre du gouvernement, une plainte pour détournement d'argent a été réactivée contre l'ancien dictateur et plusieurs autres plaintes émanant de particuliers portant sur «d'autres crimes présumés» sont en préparation.

«*Les violations importantes et systématiques des droits de l'homme commises en Haïti pendant l'ère Duvalier équivalent à des crimes contre l'humanité*», a déclaré Javier Zuniga, conseiller spécial d'Amnesty International. (20minutes.fr 18.01)

Préval et son gouvernement sont tellement pourris qu'ils ne l'ont pas arrêté dès sa descente d'avion et le tortionnaire n'est pas encore poursuivi pour tous ses crimes commis quand il était au pouvoir.

Syndicat.

La FSU (premier syndicat de l'Education), le Syndicat des enseignants-UNSA (SE-UNSA) ainsi que le Sgen-CFDT, ont annoncé, mardi, leur décision de ne pas se rendre aux voeux de Nicolas Sarkozy au monde de la connaissance et de la culture, prévus mercredi, pour dénoncer la politique sociale, économique et éducative du président de la République et du gouvernement.

"*Dans l'éducation, frappée par des suppressions massives d'emplois, la recherche et la culture, toutes les réformes sont contestées par une large majorité des personnels sans que cela conduise le gouvernement à entamer la moindre des discussions*", écrit la secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, dans un communiqué diffusé mardi.

Ces deux décisions interviennent alors qu'une journée de manifestations est organisée samedi prochain pour dénoncer les suppressions de postes et le manque de moyens dans l'Education nationale. (AP et AFP 18.01)

Si au moins on pouvait avoir des "*discussions*" avec l'hystérique du Palais... il en sortirait forcément quelque chose de bon pour le corps enseignant et les élèves, ben voyons !

Social.

Les billets de train en France vont augmenter de 2 à 3% fin janvier, a déclaré mardi la ministre de l'Ecologie et des Transports, Nathalie Kosciusko-Morizet. (Reuters 18.01)

Haut de page

Le 20 janvier

D'après ce qu'on peut lire dans le n°132 d'*Informations ouvrières*, les travailleurs tunisiens ont constitué des "*comités populaires*" à travers tout le pays dans lesquels ils s'organisent. Créés au départ pour se défendre contre les milices armées restées fidèles au dictateur Ben Ali qui sèment la terreur depuis sa fuite, puis pour assurer la survie au quotidien de la population, ils doivent se fédérer à l'échelle nationale pour constituer les piliers d'un Etat ouvrier, qui décidera de liquider les institutions de l'Ancien régime et de s'attaquer aux fondements du capitalisme, d'avancer vers le socialisme...

Pourquoi le POI ne le dit-il pas ? Parce que pour lui la révolution tunisienne se réduirait au mot d'ordre "*De l'eau, du pain, pas le RCD*" ?

La conférence de presse du 17 janvier du PT d'Algérie dont le POI se fait l'écho est encore en dessous de tout :

- ""*L'Horizon précise que pour Louisa Hanoune, « au sujet de ceux qui veulent utiliser les événement en Tunisie à leurs propres*

fins, “nous n’adhérons pas aux mots d’ordre de ceux qui ont des comptes à régler avec le président de la République ou le Premier ministre”. Le PT, selon elle, est “un parti qui défend la souveraineté nationale”." Mais madame, c'est tout le peuple algérien qui a des comptes à régler avec "*le président de la République ou le Premier ministre*" !

- "*Le peuple tunisien est sorti dans la rue pour dénoncer le président Ben Ali et le système capitaliste qui a accentué le fossé entre une minorité qui a accaparé toutes les richesses du pays et le peuple réduit à la pauvreté et la mendicité. A l’inverse, c’est pour dénoncer la flambée des prix du sucre et de l’huile que les jeunes Algériens ont manifesté bruyamment leur colère.”*, ouf heureusement qu'ils n'en avaient pas après le capitalisme et votre cher Président !

- "*Nous ne voulons pas d’une République au service des spéculateurs*", mais ne le serait-elle pas déjà par hasard ? Passons, c'est lamentable.

Curieusement encore, à en croire *Informations ouvrières*, l'UGTT aurait joué un "*grand rôle*" dans le soulèvement des masses tunisiennes qui a abouti à la chute de Ben Ali, alors que du 17 décembre 2010 au 12 janvier 2011 elle s'est surtout manifestée par son silence ou son absence. Quant aux comités populaires, ils ont été constitués apparemment à l'initiative des travailleurs eux-mêmes et non à celle de l'UGTT, on peut ajouter contre la volonté des dirigeants corrompus de l'UGTT.

Les travailleurs tunisiens ont utilisé l'UGTT (centrale syndicale qui regroupe tous les travailleurs depuis 1947) comme point de ralliement (visibles) parce qu'il n'en existait pas d'autres. Ils se sont servis de l'UGTT comme on prendrait le bus à défaut de moyen de transport individuel pour se déplacer, voilà tout.

Ne cherchez pas dans *Informations ouvrières* les questions de l'Etat et du parti, elles n'y figurent pas.

Extrait d'une interview du 19 janvier au journal *Le Monde* de Hassine Dimassi dirigeant de l'UGTT démissionnaire du gouvernement de Hassine Dimassi.

Pourquoi avoir accepté d'entrer au gouvernement, lundi après-midi, pour en sortir mardi ?

"L'UGTT a accepté de faire partie du gouvernement de transition sous certaines conditions dont la plus importante était que ce gouvernement ne compte pas certains ministres de l'ancien régime, auteurs de graves méfaits à l'encontre du peuple. Malheureusement, cette condition n'a pas été du tout respectée. Plus même, la composition de ce gouvernement a été publiée sans informer a priori ni le secrétaire général de l'UGTT ni certains membres de ce gouvernement. Y compris moi-même.

C'est surtout en raison du non respect de l'accord passé entre le premier ministre et le secrétaire général de l'UGTT sur la composition de ce gouvernement que l'UGTT s'est retirée. D'ailleurs notre accord pour participer à ce gouvernement avait été le résultat d'une décision collective prise par la "commission administrative" de l'UGTT. Il en a été de même lors de notre désistement. La présence dans ce gouvernement d'anciens ministres du président déchu est au cœur du désaccord entre l'UGTT et le premier ministre."

Traduisons ou rétablissons ce qui doit être plus proche de la vérité : pour ne pas être accusé de collusion avec le RCD dont est issu le Premier ministre, il tente de faire croire qu'il ne savait pas que des dirigeants importants de ce parti participeraient à ce gouvernement et qu'il leur serait attribué les postes clés notamment ceux de l'Intérieur, de la Défense et de l'Economie.

Il avoue que l'UGTT avait accepté de négocier avec le Premier ministre de Ben Ali depuis 1999 et qui était donc en poste au moment de la répression sanglante des dernières semaines. Faute avouée à moitié pardonnée, telle est le sens de cette manoeuvre. En réalité, c'est le refus des travailleurs tunisiens de tout gouvernement comportant des membres du RCD qui est à l'origine du revirement de la position de l'UGTT. Il le dit lui-même à demi-mot.

Comprenez-vous le mécontentement de la rue face à la composition de ce gouvernement ?

Certainement, car beaucoup de choses ne répondent pas à ses aspirations, dont notamment la persistance d'hommes politiques douteux au pouvoir.

Les travailleurs tunisiens sont plus précis et vont beaucoup plus loin puisqu'ils exigent la dissolution du RCD.

Bref, ce ne sont pas seulement les dignitaires du régime dictatorial de Ben Ali qu'il faut chasser du pouvoir, arrêter et juger, il faut aussi chasser cette vermine de l'UGTT qui a soutenu Ben Ali pendant 23 ans. Cela non plus le POI ne le dira pas.

Pour montrer à quel point l'UGTT joue un "*grand rôle*" dans la mobilisation contre le régime, un extrait d'une interview du 19 janvier à 20minutes.fr de Norbert de Guillebon, président du comité Tunisie des conseillers du commerce extérieur de la France :

Avec près de 1.200 entreprises françaises ou à participation française, la Tunisie est en nombre le premier pays d'accueil des entrepreneurs français au Maghreb.

Dans le contexte actuel, êtes-vous inquiet pour la pérennité de votre entreprise, et des entreprises françaises en général en Tunisie?

Non, je suis plus qu'optimiste pour les entreprises qui travaillent ici. Malgré quelque petits jours d'arrêt, à partir de vendredi et jusqu'à lundi, pour des questions de logistique, c'est reparti. Les gens ne pouvaient pas venir travailler parce qu'il n'y avait pas de transports en commun, et l'activité a été ralentie de moitié à peu près parce qu'on ne pouvait pas faire les trois-huit à cause du couvre-feu. Mais cela fonctionne à nouveau.

Comme avant?

"Il y a encore des problèmes, le port de Tunis fonctionne par exemple au ralenti pour des raisons de sécurité, ce n'est pas vraiment la normale, mais par rapport à ce qu'on pouvait imaginer, cela aurait pu être pire. Ce qui est indéniable, c'est que toutes les entreprises et en particulier le personnel des entreprises qui est majoritairement tunisien, a montré sa ferme volonté de reprendre le travail, et le plus tôt possible."

Soit il raconte des histoires ou il prend ses désirs pour la réalité, soit il dit la vérité et l'UGTT est incapable de remplir la fonction qui devrait être celle d'un syndicat au cours d'une révolution, organiser la grève générale pour exiger la satisfaction de l'ensemble des revendications économiques et sociales des travailleurs et réaliser l'expropriation sans indemnité ni rachat des grandes entreprises...

Pour sa part, à propos de l'ambiguïté des positions du POI, Prométhée a noté ceci (la suite dans la *Tribune Libre* du site) :

"*Comme la direction du PT d'Algérie , la rédaction d'Informations ouvrières établit une stricte séparation entre l'Algérie et la Tunisie, et refuse de lier le combat des deux peuples pour le respect de leurs droits. Comme on peut le constater, Informations ouvrières, qui se vante souvent d'être le seul à rapporter tous les faits nécessaires au combat de classe et à la construction d'une Internationale ouvrière, fait preuve d'une conception pour le moins étonnante de l'information, de la solidarité entre les peuples et de l'internationalisme. De même, force est de constater que la direction du POI, qui donne volontiers des leçons d'indépendance de classe, semble, c'est le moins que l'on puisse dire, pas très indépendante du gouvernement Bouteflika.*"

Médias. La palme de l'infâmie.

La fécondité augmente, une bonne nouvelle pour l'économie (20minutes.fr 19.01)

Politique.

1- Tunisie.

1.1- L'ex-président tunisien Zine Ben Ali a déclaré au Premier ministre qu'il envisageait de rentrer de son exil saoudien mais Mohamed Ghannouchi lui a répondu que c'était impossible, a déclaré mercredi à Reuters un membre du gouvernement. (Reuters 19.01)

1.2- Trente-trois membres de la famille du président déchu Zine Ben Ali soupçonnés de "*crimes contre la Tunisie*" ont été arrêtés, annonce mercredi la télévision locale, qui diffuse des images de bijoux et d'or saisis lors de leur interpellation. (Reuters 19.01)

1.3- La composition du gouvernement de transition, avec la présence à des postes-clés des ministres sous Ben Ali, est toujours contestée. De nouvelles manifestations ont eu lieu à Tunis, Sidi Bouzid, ou encore Sfax.

1.4- "*Tous les détenus politiques ont été libérés aujourd'hui*", a déclaré à Reuters le nouveau ministre du Développement régional, Najib Chebbi, par ailleurs dirigeant d'un parti d'opposition.

Mercredi matin, un demi-millier de manifestants avaient défilé sur l'avenue Bourguiba, dans le centre de Tunis, pour réclamer la démission des ministres qui étaient déjà en fonctions sous le président Ben Ali. (Reuters 19.01)

2- Algérie.

L'Algérie est confrontée à une nouvelle tentative d'immolation. Mercredi 19 janvier, un père de six enfants a tenté de se suicider dans la ville d'El Oued, à l'extrême est de l'Algérie, non loin de la frontière avec la Tunisie.

Mardi soir, c'était un jeune homme qui avait tenté de mettre ainsi fin à ses jours en plein centre-ville de Dellys, dans l'est du pays. Il se trouvait mercredi dans un état critique, a rapporté le quotidien El Watan sur son site Internet.

La presse algérienne a aussi rapporté le cas d'une femme qui avait tenté de s'immoler par le feu lundi. Selon des sources locales, elle s'est versé un liquide inflammable sur le corps avant de tenter d'y mettre le feu, en pleine assemblée populaire communale de la localité de Sidi Ali Benyoub, à 450 kilomètres au sud-ouest d'Alger.

Ces dernières tentatives portent à huit le nombre de cas de ce genre en Algérie. (Lemonde.fr 19.01)

3- Haïti.

Quatre Haïtiens, dont une ancienne porte-parole des Nations unies, ont déposé plainte mercredi à Port-au-Prince pour crimes contre l'humanité, notamment des actes de torture, contre l'ancien président Jean-Claude Duvalier.

La veille, «Bébé Doc», 59 ans, avait été inculpé par la justice de son pays pour corruption, vol, détournement de fonds et abus de pouvoir pendant ses années de règne, de 1971 à 1986. Il a été laissé en liberté mais il lui est interdit de quitter le pays. (20minutes.fr 19.01)

4- Ligue arabe. Ils craignent la contagion.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a invité mercredi les dirigeants des pays arabes à répondre aux attentes économiques et sociales des populations pour éviter des troubles comme ceux qui agitent la Tunisie.

"*Ce qui se passe en Tunisie (...) n'est pas sans rapport avec les sujets discutés lors de cette réunion*", a-t-il dit lors d'un sommet de la Ligue consacré au développement économique et social des pays arabes, organisé à Charm el Cheikh, en Egypte.

"*Le citoyen arabe en est arrivé à un niveau d'exaspération jusqu'ici inégalé. Je suis certain que si nous parvenons au niveau de développement le plus profitable possible pour nos citoyens, nos sociétés seront en mesure de répondre à de tels défis*", a ajouté de diplomate égyptien. (Reuters 19.01)

5- Soudan.

Les résultats préliminaires du référendum montrent qu'à Juba et autour de la capitale du Sud-Soudan, plus de 98% des électeurs ont voté pour l'indépendance de cette région vis-à-vis de la partie nord du pays, ont annoncé mercredi les autorités locales. (AP 19.01)

Théoriquement nous sommes contre cette partition, mais en pratique si l'indépendance du sud Soudan est souhaitée par l'écrasante majorité de la population terrorisée pendant des décennies par le régime tyrannique de Kartoum, et nous ne sommes pas dupes, soutenue par les différents impérialistes pour mieux faire main basse sur les richesses de ce pays, nous ne pouvons pas aller contre la volonté de ce peuple qui a soif de liberté et espère ainsi une vie meilleure, c'est un des paradoxes qui nous est imposé et qu'il nous faut prendre en compte, au lieu de nous défiler ou pire, de s'opposer à son indépendance comme le fait le PT d'Algérie par exemple.

6- Côte-d'Ivoire.

A New York, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé à l'unanimité l'envoi de 2.000 casques bleus en renfort en Côte d'Ivoire. La Russie, qui avait émis des réserves sur le projet de résolution, s'est finalement rangée au point de vue des 14 autres membres du Conseil.

A Berne, les autorités helvétiques ont annoncé le gel des avoirs en Suisse de Laurent Gbagbo et de son entourage dans le but d'éviter un éventuel détournement de fonds publics. Cette mesure, valable pour trois ans, est immédiatement exécutoire. (Reuters 19.01)

Social.

1- France.

1.1- Après les jouets et les bagnoles qui rentrent au garage, les médicaments à la morgue !

Cinquante-neuf médicaments, dont l'adjuvant de lutte contre l'obésité Alli, font déjà l'objet en France d'un plan de gestion des risques mis en lumière après l'éclatement du scandale du Mediator.

Le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, a demandé mercredi que lui soit transmise avant la fin du mois une liste plus large de 76 médicaments soupçonnés d'être à risque, qui, selon l'Afssaps, comprend une quarantaine des 59 produits concernés.

"*Il faut que cette liste-là (des 76 médicaments-NDLR) soit publique et publiée en expliquant bien et en faisant de la pédagogie*", a-t-il dit devant la presse parlementaire.

Parmi les médicaments figurant sur la liste des 59 produits faisant l'objet d'une "*gestion des risques*", figurent une substance prescrite pour la perte de poids, Alli, commercialisée par GSK ainsi que le Champix, qui est destiné au sevrage anti-tabac et vendu par Pfizer.

On y trouve en outre le Prevenar, vendu aussi par Pfizer, un vaccin très courant chez les enfants, ou encore la Thalidomide, toujours utilisée dans le traitement des cancers bien qu'ayant provoqué des malformations sur des nouveau-nés.

L'Intrinsa, commercialisé par Procter et Gamble et indiqué pour la baisse de désir sexuel féminin, est aussi sur la liste de l'Afssaps.

Pour l'ensemble de ces produits, des effets secondaires - dépressions, cancers, hallucinations, vomissements, diarrhées ou encore malaises - sont énumérés.

Un des produits figurant sur la liste des 59, le Thelin, médicament contre l'hypertension commercialisé par Pfizer, sera prochainement interdit en raison de cas "*d'atteintes hépathiques graves*", a-t-elle dit à Reuters. Il y a d'autres cas de figure plus problématiques comme pour Alli, qui peut être vendu en France même si l'Afssaps s'y oppose, du fait d'une autorisation de mise sur le marché délivrée au niveau européen, explique Anne Castot.

Le fonctionnement de la sécurité sanitaire en France est vivement critiqué dans le rapport de l'Igas sur le Mediator.

Il y est relevé que le doute bénéficie aux produits et non aux patients et que le principe de précaution n'est pas appliqué.
Le financement de l'Afssaps par une taxe sur l'industrie pharmaceutique est mis en cause, ainsi que les liens des experts avec les industriels. (Reuters 19.01)

1.2- Mobilisation des fonctionnaires.

Les syndicats de fonctionnaires CGT, FSU et Solidaires appellent à une journée de mobilisation contre la précarité jeudi pour peser sur les négociations entamées avec le gouvernement le 11 janvier sur la situation des quelques 800.000 contractuels employés dans la Fonction publique. (AP 19.01)

Les contrôleurs du travail sont appelés à manifester jeudi à Paris à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, FO, SNUTEF-FSU, Sud et UNSA pour exiger une revalorisation salariale via leur passage en catégorie A. (AP 19.01)

2- Italie.

Un jeune sur cinq en Italie - soit plus de deux millions de personnes - n'est ni étudiant, ni travailleur, ce qui constitue le plus haut taux de désoeuvrement des 27 pays de l'Union européenne, à en croire les statistiques officielles.

L'Institut national des statistiques (Istat) précise mercredi que 21,2% de la classe d'âge des 15 à 29 ans font partie de la catégorie de ceux qui ne sont ni dans le système éducatif, ni sur le marché de l'emploi ou en formation, soit presque le double qu'en Allemagne.

Ces chiffres concernent 2009 et sont à rapprocher des 19,2% enregistrés l'année précédente, reflétant ainsi la hausse du chômage pendant la crise économique.

Cette proportion de jeunes qui n'étudient ou ne travaillent pas est encore plus forte dans le sud de la Péninsule, où elle frôle dans certaines régions les 30%.

Le taux de chômage des jeunes s'établit à 25,4% en Italie, soit près de six points de plus que la moyenne européenne, et continue de grimper. (Reuters 19.01)

Justice.

Un amendement adopté mercredi par les députés prévoit qu'aucune condamnation, en matière criminelle et correctionnelle, ne pourra être prononcée sur la base de déclarations faites hors de la présence d'un avocat.

Cependant, une condamnation "*peut bien évidemment être prononcée dès lors qu'il existe d'autres éléments de preuve ou lorsque la personne, alors qu'elle en avait la possibilité, n'a pas souhaité être assistée par un avocat*".

Michel Mercier a confirmé, comme il l'avait annoncé la veille, que le gouvernement renonçait à "*l'audition libre*" c'est-à-dire un interrogatoire sans avocat et sans limitation de durée, comme le proposait le texte initial.

Les députés devraient entériner la mesure du gouvernement qui place la garde à vue sous le contrôle du procureur de la République et non pas du juge des libertés et de la détention (JLD), comme le proposait la commission des Lois de l'Assemblée.

Le nombre de gardes à vue en France est passé de 336.718 en 2001 à 792.293 en 2009. (Reuters 19.01)

Economie.

Etats-Unis.

US Bancorp a fait état mercredi d'un bénéfice supérieur aux attentes et en hausse de 61%.

Wells Fargo a de son côté annoncé une hausse de 21% de son bénéfice au quatrième trimestre

A l'inverse, le secteur des banques d'investissement, ainsi que celui de la conservation de titres, qui en dépend directement de l'activité du premier, déçoivent les attentes du marché.

Les résultats annoncés mercredi par Goldman Sachs témoignent ainsi d'une baisse de 53% de son bénéfice trimestriel d'une année sur l'autre, un déclin directement imputable à des résultats en baisse sur le marché des produits obligataires.

Citigroup et JPMorgan Chase avaient eux aussi annoncé la semaine dernière une baisse des produits de leurs activités obligataires, ce qui est de mauvais augure pour les résultats attendus la semaine prochaine de Morgan Stanley et Bank of America.

Les banques de gestion State Street et Bank of New York Mellon ont de leur côté réalisé une bonne performance, quoique inférieure aux attentes du marché.

Bank of New York Mellon, leader mondial de la conservation de titres, a annoncé un bénéfice opérationnel en hausse de 10% pour le quatrième trimestre. Chez State Street, le bénéfice par action hors exceptionnels a également augmenté un peu plus que prévu, du fait de la hausse de 10%.

State Street se classe troisième dans la conservation de titres, derrière BNY Mellon et JPMorgan. (Reuters 19.01)

Haut de page

Le 21 janvier

J'ai rectifié l'adresse des liens *A propos de la fréquentation du site 1 et 2*, format jpg (image) et non pdf. Les pages d'accueil des rubriques *Documents* et *Syndicalisme* ont été actualisées. Je répondrai demain au courriel de Philippe, porte-toi bien.

La bonne idée du jour du journal patronal ***La Tribune*** :

Et si l'assurance-vie et le Livret A étaient taxés pour financer la dépendance ?

Quelle bonne idée ! Ils pourraient ajouter une CSG spéciale dépendance, une taxe supplémentaire sur les retraites, la hausse de la TVA....

Son confrère *Les Echos* n'est pas en reste pour expliquer le "*manque de compétitivité de l'industrie française*" :

"*L'Allemagne a entrepris au milieu des années 2000 une réforme importante de son marché du travail (par les lois Hartz), qui a fait rapidement croître le taux d'emploi, rappelle le rapport. Mécanismes de flexibilisation du temps de travail et des rémunérations dans les accords de branche, couplage du chômage partiel et de la formation, dispositifs de cogestion : il y a en Allemagne, juge COE-Rexecode,* « la volonté collective de restaurer la compétitivité du site de production allemand » " (Les

Echos 20.01)

Un extrait de ce rapport : • De l' « *urgence* » d'instaurer un « *Pacte de compétitivité industrielle* » entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. (21.01)

Parole d'internaute.

Décapiter la tête d'un canard, il continue de courrir... mais pas très longtemps !

"Je suis retraité agent de maîtrise d'un service d'ingénierie de Renault. Désolé de contredire tous ceux qui n'y croient pas mais il est courant que des infos partent chez un concurrent. Il y a quelques années on a retrouvé les fichiers de numérisation de la Laguna... en Chine. Il n'y avait plus qu'à fabriquer la voiture. Chacun peut vendre des fichiers, des photos de prototypes à la presse. J'ai vu cela plusieurs fois dans ma carrière. [...] Cette affaire tournera en eau de boudin et sera étouffée. Si des documents sont passé chez les Chinois, c'est volontairement. N'oubliez pas les accords avec les Chinois. Cela peut paraître farfelu mais Renault lancera ses véhicules électriques ailleurs qu'en Europe. Celui qui sortira de Flins est de la poudre aux yeux. D'autres véhicules viendront en masse, d'Asie, à très faible coût de fabrication et coût élevé à la vente. Le plan social en cours à Flins (comme il a eu lieu à Douai sans le Nord) vise à couper la tête pensante, les études, et fermer les usines comme à Vilvoorde. Ce n'est qu'une suite bien ordonnée, on en reparlera d'ici peu de temps. Si vraiment les cadres étaient coupables, il y a longtemps qu'ils coucheraient en prison, et auraient été renvoyés de chez Renault." (lepoint.fr 20.01)

Politique.

Haïti. Comment les impérialistes font et défont les présidents.

Les Nations unies et plusieurs pays occidentaux ont demandé jeudi aux autorités haïtiennes de corriger les résultats préliminaires du premier tour de l'élection présidentielle organisé le 28 novembre dernier.

La pression s'est accentuée sur le gouvernement et les instances électorales pour qu'ils acceptent le rapport rendu il y a une semaine par les experts de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Invoquant d'importantes irrégularités lors du scrutin, ces experts recommandent de disqualifier du second tour le candidat soutenu par le gouvernement, Jude Célestin, un protégé du président sortant René Préval arrivé deuxième derrière Mirlande Manigat, et de le remplacer par le candidat en troisième position, le chanteur populaire Michel Martelly.

"*Si le CEP (Conseil électoral provisoire) prend une autre décision, Haïti pourrait bien être confronté à une crise constitutionnelle, avec le risque de désordres considérables et d'insécurité*", a déclaré devant le Conseil de sécurité des Nations unies le chef de la mission de paix de l'Onu dans le pays, Alain Le Roy.

Le CEP, a-t-il ajouté, doit "*honorer ses engagements et prendre totalement en compte les recommandations du rapport (de l'OEA) afin d'assurer que les résultats de l'élection reflètent vraiment la volonté du peuple haïtien*".

Plusieurs gouvernements occidentaux, comme ceux de France, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Allemagne, ont appuyé l'appel de l'Onu en faveur des recommandations de l'OEA. (Reuters 20.01)

Social.

1- France.

1.1- La bulle immobilière

Le ministère de l'Économie chiffre désormais à 10.000 milliards d'euros le patrimoine des Français. Cela représente huit années de revenus ou cinq années de PIB. Les Allemands et les Américains sont moins riches (six années de revenus) mais les Britanniques davantage (onze années).

La richesse des Français aurait doublé en dix ans. La raison de cette envolée porte un nom: flambée de l'immobilier. Les appartements, maison et autres terrains représentent en effet 61% du patrimoine privé. Plus encore: la résidence principale représente 80% des biens immobiliers. Compte tenu d'une envolée de 111% des prix des logements entre 1999 et 2009, le patrimoine immobilier des Français est passé de 2360 milliards d'euros à 6090 milliards au cours de cette période. Avec une conséquence fiscale: de plus en plus de ménages ont été pris dans les filets de l'ISF. Le nombre d'assujettis à cet impôt est passé de 212.000 foyers en 1999 à 559.000 en 2009.

Le patrimoine financier des ménages - qui représente un tiers de leur richesse - n'a lui crû «que» de 54% en dix ans. Ce qui reste supérieur à la croissance de l'économie (39%). Le fait marquant, c'est le succès de l'assurance-vie. 1360 milliards y sont désormais stockés, contre 620 milliards en 1999. Un chiffre à comparer aux 1575 milliards de dette de l'État, de la Sécu et des collectivités locales réunis. (Lefigaro.fr 20.01)

1.2- Coût du travail. Manipulation du gouvernement et du Medef.

La France est moins compétitive que l'Allemagne car le coût du travail y est plus élevé. C'est en substance l'une des conclusions du rapport de l'institut Coe-Rexecode, remis ce jeudi au ministre de l'Industrie, Eric Besson.

Directeur de recherche au CNRS, l'économiste Philippe Askénazy explique à 20minutes.fr pourquoi la question est, selon lui, mal posée.

La compétitivité entre la France et l'Allemagne est-elle liée à un coût du travail plus élevé?

Il y a un différentiel de compétitivité entre les deux pays: l'économie allemande a réussi à être très exportatrice contrairement à l'industrie française.

Lié à la position du Medef, il n'est pas étonnant que l'institut Ceo-Rexecode explique cet écart par le coût du travail. Mais dans les faits, un salarié allemand coûte aujourd'hui plus cher qu'un salarié français.

Pourquoi les chiffres du rapport affirment-ils le contraire?

Ces chiffres proviennent de l'enquête Ecmoss sur le coût de la main d'œuvre et la structure des salaires en Europe. Cet outil d'analyse n'est cependant pas pertinent pour la France: il ne prend pas en compte la spécificité des 35 heures.

Quand un Allemand a marqué «40 heures» sur sa fiche de paie, il travaille effectivement 40 heures environ. Un cadre français au forfait, officiellement à 35 heures, va dans les faits travailler 45 heures. Et Ecmoss ne tient pas compte de ces «heures annuelles effectives».

Pourquoi y-a-t-il autant de différences sur le coût du travail entre les études statistiques?

Les enquêtes ne prennent jamais en compte les mêmes critères. Sur la tendance, je suis cependant d'accord avec le rapport: depuis 2000, le coût du travail a plus augmenté dans notre pays qu'en Allemagne. Mais c'est l'économie allemande qui est une anomalie, non la France!

L'Allemagne a fait un effort particulier pour réduire son coût du travail, contrairement à la France, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. Les salaires ont été gelés et la TVA sociale créée. De l'autre côté, les entreprises allemandes ont beaucoup augmenté leur productivité.

Un salarié allemand coûte-t-il donc moins cher qu'un salarié français?

Si l'on se base sur les comptes nationaux, qui agrègent un maximum de critères, notamment la productivité, le coût du travail est plus élevé en Allemagne qu'en France. Et la raison est simple: les salariés allemands sont mieux payés.

Est-ce pertinent de lier le débat sur la compétitivité en France au coût du travail?

La question est mal posée. Une économie avec un coût du travail élevé mais des entreprises innovantes sera toujours plus compétitive que l'inverse.

L'Allemagne s'en sort mieux car, contrairement à la France, elle a beaucoup investi dans l'innovation et s'est spécialisée sur des secteurs en croissance.

Pour combler ce différentiel, la France a donc deux solutions. Elle peut soit continuer à se développer dans des secteurs peu productifs et baisser son coût du travail, soit rendre ses entreprises plus innovantes et donc plus productives. C'est un choix politique. (20minutes.fr 20.01)

2- Grèce.

Les médecins et dentistes grecs observaient jeudi une journée de grève de 24 heures pour protester contre la réforme du secteur de

la Santé, alors que les pharmaciens, avocats et employés des chemines de fer entamaient leur deuxième jour d'action. (AP 20.01)

Haut de page

Le 22 janvier

Face à la pression montante de la classe et des masses inspirées par la révolution populaire tunisienne, les partis de la petite-bourgeoisie et les syndicats appellent à la mobilisation contre les régimes en place dans plusieurs pays d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient.

Je n'ai pas le temps d'écrire sur le développement de la révolution tunisienne qui est une véritable révolution prolétarienne, dans la mesure où c'est la classe ouvrière qui est à la pointe du combat contre l'Etat, mais aussi par les revendications qu'elle met en avant : la dissolution du principal parti de la réaction, son rejet d'un gouvernement auquel il participerait, l'arrestation des dirigeants du RCDet des grandes entreprises assimilés à des mafieux du clan Ben Ali ou Trabelsi, la saisi de tous leurs biens et avoirs, la volonté de contrôler l'économie du pays et le pouvoir politique, etc.

Des camarades d'horizons divers nous ont adressé des contributions sérieuses sur la situation en Tunisie, je ne vais donc pas réécrire ce qu'ils ont déjà dit. Le dernier numéro de *Débat révolutionnaire* mis en ligne aujourd'hui y consacre un article intéressant. On doit se partager le travail, c'est moins stupide que de perdre son temps à écrire chacun de son côté des articles similaires à quelques formulations près... A défaut d'être tous dans le même parti, on fait comme si en attendant, il faut bien montrer l'exemple, et puis il ne faut jamais désespérer camarades, ce ne sont pas les travailleurs tunisiens qui nous désapprouverons, n'est-ce pas ?

La révolution socialiste mondiale est en marche, rampante, certains la disaient morte depuis l'implosion de l'URSS, sans toujours l'avouer ouvertement, en Bolivie n'avions-nous pas assisté à ses derniers soubresauts sans parvenir à relever la tête et abattre les institutions de ce pays, mais voilà que la dernière crise du capitalisme d'une ampleur exceptionnelle vient nous rappeler que l'époque des guerres et des révolutions n'était finalement pas achevée près d'un siècle après la révolution russe de 1917.

Et voilà que la révolution tunisienne met justement à l'ordre du jour les enseignements de la révolution russe qui eux-mêmes n'avaient été que les leçons pratiques de l'échec de la Commune de Paris, ou plus exactement elle met en lumière qu'il faut impérativement s'inspirer de ces enseignements pour que cette révolution ne soit pas confisquée au prolétariat tunisien, pour que de populaire et prolétarienne elle se transforme en révolution socialiste, c'est-à-dire, faisant table rase de l'Etat bourgeois et s'attaquant résolument aux fondements du capitalisme.

Laissons la polémique de côté pour aujourd'hui, ce serait trop facile de s'en prendre à ceux qui ont troqué le parti de Lénine pour celui de Jaurès mettant ainsi en pratique leurs réelles intentions, espérons seulement que nous aurons le temps de construire le parti dont le prolétariat a absolument besoin pour s'emparer du pouvoir et nous débarrasser du vieux monde pourri du capital. On ne peut quand même pas s'empêcher de se demander quelle ambiance il doit régner en France dans les partis dont une partie des dirigeants déclaraient il y a peu que le "*grand soir*", la révolution, n'était pas leur tasse de thé ou qu'ils y étaient opposés.

On perd notre temps en polémique bien qu'on ne peut pas y échapper, on croirait qu'on se défile ou qu'on est complice des opportunistes qui oscillent en permanence entre social-patriotisme et gauchisme, on a des désaccords importants, certes, mais c'est la lutte des classes qui finalement les résoud pour nous, comme quoi je le répète, on ferait mieux de se rassembler au plus vite sur l'essentiel (plate-forme d'action, convention révolutionnaire) au lieu de gaspiller de l'énergie, du temps et accessoirement de l'argent.

C'est nous l'avant-garde révolutionnaire de la classe ourvrière, du combat pour le socialisme, les camarades de Prométhée, de Débat révolutionnaire, de la tendance Claire du NPA, du Comité pour le POR, du CCI-T, du groupe Bolchevik, des militants de LO et du POI-CCI, pardon si j'en oublie. C'est un peu prétentieux de l'affirmer dirons certains. Mais y a-t-il un parti qui a osé titrer en première page de son journal : Révolution : c'est au tour de la France, chassons Sarkozy !, par exemple ? Aucun à ma connaissance, c'est éloquent, non ?

La classe ouvrière tunisienne veut tout tout de suite, et elle a raison, elle veut faire la peau aux tenants de l'ancien régime, et elle a raison, elle refuse tout compris avec le RCD, et elle raison, elle marche sur les pas du prolétariat russe révolutionnaire de 1917, ce n'est pas nous qui lui donnerons tort. On connaît parfaitement les faiblesses de cette révolution. Comment l'aider à aller de l'avant sinon en engageant le combat pour nous débarrasser du monarque qui trône au Palais, en organisant les travailleurs dans cette perspective, mais pas seulement pour abattre les institutions en place.

Vous aurez remarqué aussi que les travailleurs tunisiens ne réclamaient pas le "*retour de la démocratie*", ils ont parfaitement compris, mieux que Gluckstein apparemment, notamment, qu'il n'y aurait pas de démocratie en Tunisie aussi longtemps que tous

les rênes du pouvoir n'auront pas été retirés des mains des représentants de l'Ancien régime, sur le plan économique, politique et institutionnel. On y reviendra.

Bon week-end à tous et gardez un oeil ouvert sur l'Algérie.

Parole d'internautes algériens (à propos de l'appel à la marche du 9 février et du 22 janvier (4)).

1- Il faut participer à toute initiative qui tend vers le changement.

2- C'est en effet ce qu'il faut faire. Il est important à cet égard d'adhérer à toute initiative allant dans ce sens et de se stiuer au-delà des querelles stériles de chapelles. L'essentiel étant de commencer quelque part en ayant pour seul objectif l'instauration de la démocratie et d'un véritable État de droit en Algérie.

3- Enfin une fédération nationale des forces du changement. Il est impératif pour le bon déroulement de cet événement grandiose(Marche du 9 Février) que toutes les forces vivent du pays adhèrent à cette fédération ,quelque soit sa couleur politique, sa religion ou bien même sa langue, nous sommes tous algérien, notre algérianité nous réunira autours de cette organisation. J'appel l'ensemble des citoyennes et citoyens Algériens éprient de liberté, de dignité, d'égalité et de justice à répondre favorablement à cet appel. Pour un changement radical, pacifique et démocratique du régime actuel. Basta !!! , Stop !!! à la répression du peuple.

4- J'irai à cette marche, non pas pour le RCD, le FFS , le MAK....Mais pour dire au régime que je ne le crains pas, que je ferai toute les marches jusqu'à sa chute finale, pour que je leurs crie ma haine, ma colère, mon dégout et mon mépris.

Politique

1- France.

1.1- Tu connais le coup de la godasse ?

Un membre de l'entourage de la ministre française des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie a été touché à la tête vendredi lors d'une manifestation dans la bande de Gaza, a annoncé l'hôpital israélien Barzilai.

Alors que Mme Alliot-Marie était en visite dans la bande de Gaza, des dizaines de Palestiniens en colère ont jeté des oeufs sur son cortège et failli atteindre la ministre avec une chaussure. (AP 21.01)

1.2- Karachigate, suite. La «***piste financière***» date de 2002.

Le Monde et Mediapart révèlent que l'un des documents récemment déclassifié étaye la théorie soutenue par le juge Marc Trévidic, qui a d'emblée écarté la piste terroriste dans son instruction.

Une information qui vient relancer un dossier déjà très sensible. Les services secrets français doutaient dès le jour de l'attentat de Karachi au Pakistan, le 8 mai 2002, de la responsabilité d'al-Qaida et évoquaient une «*piste financière*» liée à un contrat d'armement franco-pakistanais, révèle une note récemment versée à l'enquête.

La note de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), dont le juge antiterroriste Marc Trevidic a obtenu la déclassification début 2011, vient crédibiliser cette thèse.

Le 11 mai 2002, la DGSE, qui relate l'opinion d'une source, dont le nom a été biffé par la CCSDN, écrivait en effet que «*l'attentat contre les ressortissants français de Karachi ne porte pas les marques d'une opération montée par al-Qaida*», qui «*s'attaque en premier lieu à des ressortissants américains ou britanniques*». «*Si l'attentat visait spécifiquement des ressortissants français, on ne peut écarter la possibilité d'une piste financière*».

«*Au Pakistan, les contrats militaires sont 'célèbres' pour les pots de vin et les commissions demandées par les officiers pakistanais et les hommes politiques*», poursuivait la DGSE, le 8 mai 2002. Ce document ne faisait pas partie des premières pièces déclassifiées et versées au dossier de Trévidic. «*Une omission*», selon *Le Monde*. Une autre note, datée du 16 septembre 2004, indique que «*l'implication d'al-Qaida est définitivement exclue*».

Deux étapes importantes de l'instruction sont attendues le 31 janvier avec l'audition de l'ex-ministre de la Défense de 1993-1995, François Léotard, par le juge Trévidic et un arrêt de la cour d'appel de Paris sur l'éventuelle extension de l'enquête sur l'accusation de «*corruption*». (Lefigaro.fr 21.01)

2- Tunisie.

Alors que la transition politique se met peu à peu en place, une forme de mécontentement demeure sous forme d'appels répétés au départ des dirigeants ayant servi sous Ben Ali, qui s'est réfugié en Arabie saoudite après 23 ans de pouvoir.

Ainsi, environ 400 personnes se sont rassemblées vendredi devant le siège de la Compagnie des transports tunisiens. "*Cette compagnie abrite des gens corrompus et il est temps de reprendre nos droits*", a déclaré un employé du nom de Moftah. "*On ne va pas se taire. On veut que cette minorité s'en aille*" .

D'autre part, plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans le calme sur l'avenue Habib Bourguiba, principale artère de la capitale. "*Nous n'accepterons pas ce gouvernement, nous ne l'accepterons jamais*", scandait la foule sous l'oeil attentif de la police.

La télévision nationale a également diffusé des images de manifestations anti-gouvernementales à Gafsa, dans le sud-ouest, Sfax, sur la côte, et Tataouine, dans le Grand Sud.

Fermées depuis le 10 janvier, soit quatre jours avant le départ de Zine ben Ali, les écoles et les universités devraient rouvrir lundi. Mohamed Aloulou, nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports, a indiqué à la presse après un conseil des ministres jeudi, que les compétitions sportives, annulées depuis la semaine dernière, devraient reprendre "*très prochainement*".

La presse insiste sur la nécessité de progrès politiques après la dissolution du bureau politique du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), l'ancien parti au pouvoir.

"*Nous ne pouvons pas nier qu'il y ait des patriotes et des gens honnêtes au sein de ce parti*", écrit le quotidien *La Presse*. "*Ils doivent restaurer les saines valeurs de tolérance politique d'un parti qui s'est constitué dans la lutte pour l'indépendance*", ajoute le journal.

"*La nouvelle scène politique pluraliste est un rêve qui devient réalité en Tunisie, mais il ne s'accomplira qu'une fois établis des programmes clairs et concrets pour le développement national*", écrit le quotidien *Al Sahafa*.

La télévision a diffusé des images montrant des armes saisies dans les résidences de membres de la famille Ben Ali. "*Cela montre les excès de cette famille*", a-t-elle commenté. (Reuters 21.01)

3- Albanie.

La crise politique que traverse l'Albanie depuis un an et demi prend une tournure dramatique. Vendredi 21 janvier, trois personnes ont été tuées par balles, dans la capitale Tirana, lors d'une manifestation de l'opposition marquée par de violents accrochages avec les forces de l'ordre.

Les policiers ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser les manifestants qui réclamaient la démission du gouvernement en l'accusant de corruption. Des témoins ont estimé leur nombre à environ 20 000.

Les affrontements ont fait également 33 blessés parmi les manifestants et 17 dans les rangs des forces de l'ordre, qui ont mis près de trois heures à reprendre le contrôle de la rue. Plusieurs véhicules, dont un appartenant à la police, ont été incendiés. (Lemonde.fr 21.01)

4- Grande-Bretagne.

Le 10, Downing Street a annoncé, vendredi 21 janvier, la démission du directeur de la communication du premier ministre britannique, David Cameron. Andy Coulson est éclaboussé par un scandale d'écoutes téléphoniques clandestines menées par un tabloïd dont il était alors le rédacteur en chef.

Andy Coulson était la cible depuis de longs mois de vives critiques sur le rôle qu'il aurait pu jouer dans de nombreuses écoutes téléphoniques de célébrités et de politiciens qui ont été illégalement menées dans les années 2005-06 par le tabloïd News of the World, dont il était rédacteur en chef à l'époque. M. Coulson avait dû démissionner du journal à la suite de ces révélations, qui avaient suscité un scandale retentissant. (Lemonde.fr 21.01)

Social.

1- Mobilisation des enseignants.

Le collectif "*L'éducation est notre avenir*", regroupant 25 organisations du secteur éducatif dont les principaux syndicats d'enseignants et la FCPE, appelle à des manifestations dans toute la France, samedi, pour dénoncer les 16.000 suppressions de postes prévues à la rentrée de septembre. Le collectif présente cette journée comme une "première étape", avant d'autres mobilisations.

"*Le budget 2011 prévoit la suppression de 16.000 emplois et n'affiche d'autre ambition pour le système éducatif que la recherche d'économies à partir du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite*", dénonce le collectif dans un communiqué.

"*Pourtant, les effectifs d'élèves vont continuer d'augmenter et la part du PIB français destinée aux enseignements primaires et secondaires a diminué dans la période récente en passant de 4,5% en 1995 à 3,9% en 2006*", ajoute-t-il.

Le SE-UNSA prévient qu'il "*n'assistera pas à ce démantèlement sans résister*", et que "*dans un contexte où les recteurs sont à la manoeuvre, c'est bien au plan local qu'il faut agir, dans les établissements ou les écoles, au plus près des personnels et de la communauté éducative*".

Il compte sur ces mobilisations locales pour "*construire un mouvement plus fort conduisant alors, courant mars, à une action d'ampleur nationale susceptible de trouver l'adhésion de l'opinion publique et de faire modifier le cap budgétaire*". (AP 21.01)

2- Les plus riches paient le moins d'impôts. Normal, ils sont les moins nombreux !

Interview de l'économiste Thomas Piketty qui publient avec deux autres économistes *Pour une révolution fiscale*, extraits :

Quel est votre diagnostic sur le système fiscal actuel?

Pour la première fois, nous montrons clairement que le système actuel est inégalitaire. Les 500.000 personnes les plus riches sont imposées à 35% de leurs revenus, alors que les 50% les plus modestes sont imposés à 45%.

C'est notre impôt sur le revenu qui est à l'agonie. L'impôt pour lequel nous remplissons une déclaration chaque année rapporte deux fois moins que la CSG, qui taxe à la source l'ensemble des revenus à hauteur de 8% . La multiplication des niches fiscales et des réformes ont mité cet impôt sur le revenu, ils en ont percé l'assiette, et l'ont rendu complètement inégalitaire. (20minutes.fr 21.01)

3- Un Ordre institué sous Pétain toujours aussi réactionnaire.

L'Ordre des médecins a réitéré vendredi son opposition à l'assistance médicalisée à mourir, une forme d'euthanasie sur laquelle le Sénat doit se prononcer mardi après un vote favorable d'une commission de la Haute Assemblée.

Cette proposition de loi reconnaît aux personnes atteintes d'une maladie grave et incurable le droit à demander une assistance médicale pour mourir. (20minutes.fr 21.01)

Justice.

1- La justice au rabais, le pendant de l'Etat policier.

Avocats et greffiers se sont rassemblés ce vendredi devant le tribunal de Bobigny pour manifester leur attachement à l'indépendance de la justice et réclamer plus de moyens.

"*Ras-le-bol des lois qui ne peuvent pas être appliquées correctement faute de moyens*", a déclaré le juge antiterroriste Marc Trévidic, président de l'association française des magistrats instructeurs (Afmi).

"*Bobigny est en pointe d'une contestation, d'un ras-le-bol. Ce tribunal symbolise toutes les difficultés que traverse la justice*", a ajouté le juge parisien.

"*Nous avons plusieurs sujets d'inquiétude*" dont "*l'atteinte à l'indépendance de la justice: dès qu'une affaire est médiatisée, le ministre de l'Intérieur fait connaître son avis*", a regretté sous couvert d'anonymat un magistrat du siège du TGI de Bobigny.

"*On s'est réuni pour dire qu'on restait vigilant sur la réforme de la garde à vue*" actuellement discutée au Parlement, a de son côté expliqué Me Yves Tamet, selon qui "*il faudrait tripler le budget de l'aide juridictionnelle*" pour répondre aux besoins qui vont se présenter. (Lexpress.fr 21.01)

2- Le parquet aux ordres de Sarkozy mis en échec.

L'homme d'affaires Jean-Marie Messier, poursuivi pour des délits liés à la chute de Vivendi Universal, en 2002, a été condamné vendredi à trois ans de prison avec sursis et 150.000 euros d'amende.

Contre l'avis du parquet, qui avait requis sa relaxe en juin, l'ancien chef d'entreprise emblématique des années 1990 a été reconnu coupable de "*diffusion d'informations fausses ou trompeuses aux marchés et abus de biens sociaux*" par le tribunal correctionnel de Paris.

Les parties civiles critiquaient le soutien du parquet à Jean-Marie Messier qu'elles attribuaient à sa proximité avec le pouvoir actuel. Il a travaillé dans les années 1980 au cabinet d'Edouard Balladur, mentor de Nicolas Sarkozy. (Reuters 21.01)

Haut de page

Le 23 janvier

A propos du site.

J'ai corrigé la mise en page de la page économie, car il y avait un problème de saut de ligne avec Mozilla, pas avec MIE. Il se peut que vous rencontriez des problèmes ponctuels quand vous essayez de vous connecter au site, cela provient du fait que lorsque je suis en train de l'actualiser sur le serveur, la lenteur de la connection entraîne un blocage et je suis obligé de m'y reprendre à plusieurs fois, du coup la page d'accueil du site est incomplète ou disparaît. Pour vous donner un ordre de grandeur du problème auquel je suis confronté, avant-hier, il a fallu 33 minutes pour actualiser uniquement la page d'accueil qui ne pesait que 120 KB, pour les plus gros fichiers je suis obligé d'aller en moto à Pondichéry en fin de matinée, 10 kms aller/retour et je perds une heure.

Je n'ai pas eu le temps de répondre à Philippe, il m'en excusera.

Qu'il sache en attendant que ce n'est pas la structure du site qui me prend le plus de temps, le formatage des différentes pages ou leur actualisation, cela prend environ 10 ou 15 minutes par jour en html, mais bien l'actualisation du site proprement dit à partir de l'actualité économique, sociale et politique à travers le monde, les causeries et la préparation des infos en brefs (sélectionner les passages intéressants, leur donner un titre), les images qu'il faut formater avec Corel, tous les articles qu'il faut sélectionner, ouvrir, télécharger, lire et ensuite archiver, cela représente 90% du boulot J'ai tout rationalisé et simplifié au maximum.

Non, le problème c'est le volume de travail considérable à abattre quotidiennement à l'exception du lundi, et cela personne ne peut le faire à ma place, bien qu'on pourrait imaginer qu'un camarade m'aide à préparer les infos en bref, faudrait-il encore qu'on fasse preuve du même discernement ou qu'on ait le même sens des priorités quand on traite l'actualité sachant qu'on ne peut pas tout traiter non plus, sur place cela pourrait se concevoir, mais c'est pratiquement impossible en étant séparés par 10.000 kms.

Ce qui manque le plus au site ou au courant dont je me réclame, ce sont des articles de fond sur tous les questions que nous avons à traiter, un éditorial ou une chronique hebdomadaire, des comptes-rendus d'interventions dans la lutte des classes, de lectures, des témoignages sur les difficultés que rencontrent les travailleurs dans la vie quotidienne, des témoignages de militants dans leurs démarches auprès des travailleurs de façon à rendre le site plus vivant, surtout pas un forum de discussion qui tournerait à la foire d'empoigne, les militants ont toute liberté de s'exprimer dans le site tel qu'il existe en prenant un pseudo, s'ils ne le font pas c'est qu'ils n'ont rien à dire ou à apporter aux autres militants, et s'ils sont paranos au point de ne pas me faire confiance, je n'y peux rien, c'est uniquement leur problème.

Personnellement, j'estime qu'on ne peut pas se contenter de ce qu'on peut lire dans la presse des différents partis, les tracts ou les déclarations des uns et des autres, si l'on voulait s'adresser à l'ensemble des travailleurs ; jusqu'à présent ce n'est pas le cas du site qui ne s'adresse qu'à des militants engagés dans la lutte des classes, mais on aurait pu imaginer une telle évolution pour le site qui a aussi une vocation pédagogique. On reparlera de tout cela plus tard.

On est dimanche, alors on s'autorise un instant de détente, c'est si rare !

Un proverbe à l'intention des dictateurs qui affament leurs peuples : ventre affamé n'a point d'oreilles (words are wasted on a starving man) ou encore : il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre (there are none so deaf as those who will not hear).

Et une mise en garde adressée à l'hystérique du Château : les grandes douleurs sont muettes (great sorrow is often silent), dans le même registre : il n'est pire eau que l'eau qui dort (still waters run deep).

Souhaitons que la révolution tunisienne devienne un véritable cauchemar pour eux, de crainte que les peuples s'en inspirent ou qu'elle se répande !

Gaucheritudes.

Lu sur quelques sites Internet.

PCF. Front unique avec l'impérialisme. Toujours aussi réactionnaire.

(Côte d'Ivoire) "*La mission de Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, doit être activement soutenue par la France et ses partenaires de l'Union européenne qui doivent maintenant porter la question devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il faut d'urgence arrêter l'escalade et agir pour une issue politique avant qu'il ne soit trop tard.* " (18.12.2010 - http://www.pcf.fr/6916)

PG. Populiste jusqu'à la racine.

Le PG voit dans la révolution prolétarienne tunisienne une "« Révolution du jasmin »" (21.01), alors que l'on pouvait lire dans un article du Monde.fr du 17 janvier que "*le jasmin est un mot arabe formé de 'yas', qui signifie 'désespoir' et 'min', 'mensonge'*", comme la "*révolution par les urnes*" prônée par Mélenchon en quelque sorte ! Le PG voudrait assimiler la révolution tunisienne aux révolutions de palais des ex-pays du Pacte de Varsovie des années 2000 qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

LO. Laguiller ou la sénélité neuronale.

"*Pour que la chute du dictateur débouche sur un véritable changement social, les travailleurs, les classes populaires de Tunisie auront encore à lutter pour l'imposer. Et elles viennent justement de démontrer, dans la lutte contre Ben Ali, qu'elles peuvent en avoir la force.*" (17.01)

Quel "*véritable changement social*" ? Vous n'en saurez rien, quant à envisager un changement politique conforme aux intérêts des travailleurs, ne cherchez pas, cela n'a jamais fait pas partie du registre de LO, sauf peut-être sur le plan théorique et totalement déconnecté de la réalité.

NPA. Comment ce parti soutient la bourgeoisie tunisienne et l'impérialisme français notamment.

"*La révolution démocratique qui a éclaté à partir de la mi-décembre, et les révoltes antérieures, se sont faites au nom du droit au travail pour tous, du partage des richesses, contre la corruption et pour les libertés démocratiques.*" (18.01)

Comme chez LO : quels "*autres changements en profondeur de la société tunisienne*", là non plus vous n'en saurez rien, mystère !

"*La peuple tunisien ne doit pas se faire voler sa révolution. La vigilance et la mobilisation doivent se poursuivre.*" (18.01)

Sur quelle orientation politique, si ce n'est pas trop vous demander ? A vous de le deviner, nous voilà bien avancés !

"*Le mouvement populaire tunisien a su abattre la dictature de Ben Ali, il en reste une, toujours en place à laquelle nous devons nous attaquer : la dictature du FMI !*" (20.01)

Pour le NPA, la révolution tunisienne est pour ainsi dire terminée, au mieux les travailleurs auront gagné en liberté d'expression, pour le reste rien de changer, mais ils devraient s'en contenter. Donnons-leur les moyens de mieux supporter leur condition d'esclave salarié et le tour est joué, les généraux à la tête de l'armée tunisienne (à la solde de la bourgeoisie et de l'impérialisme) n'ont pas dû penser différemment.

Et moi qui croyait que la constitution et les institutions incarnaient la dictature du capital en Tunisie... Non, ce n'est pas à Bruxelles qu'ils veulent balader les travailleurs tunisiens, mais à Washington !

Politique.

1- France.

Le Nouveau Centre (NC) présentera un candidat à l'élection présidentielle de 2012, a confirmé son président Hervé Morin samedi, lors du Conseil national extraordinaire de son parti.

"*Une famille politique qui n'a pas de candidat, c'est une famille qui n'existe pas*", a argué Hervé Morin. (AP 22.01)

2- Algérie.

"*La ville d'Alger est en état de siège*", explique Rafik Hassani au Post. Ce député, représentant les Algériens qui vivent dans le Nord de la France, est actuellement à Alger. Il appartient au RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, parti d'opposition) qui appelait à une marche pour la démocratie samedi.

Les autorités ont interdit cette marche mais le RCD voulait passer outre. Finalement les participants ont été bloqués par plusieurs dizaines de policiers armés de matraques, de gaz lacrymogènes et de boucliers en plexiglas devant le siège du parti à Alger. Des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait 42 blessés (dont le chef du groupe parlementaire du RCD) selon le parti d'opposition.

"*Depuis vendredi soir, un dispositif de sécurité impressionant a été mis en place à Alger, autour de la ville et sur l'ensemble du pays. Des barrages ont empêché des bus remplis de manifestants d'atteindre la capitale. Ils avaient deux possibilités: rebrousser chemin ou se faire arrêter*", indique Rafik Hassani.

Résultat : "*des centaines de personnes se sont faites arrêter vendredi soir et dans la nuit de vendredi à samedi. Et ce matin, Alger était quadrillée. Je n'avais pas vu ça depuis les années 80*", raconte le député algérien.

Malgré ce dispositif, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant le siège du RCD. "*Mais comme nous étions bloqués, il y a eu une épreuve de force avec la police. On dénombre 42 blessés.*"

"*Le fait d'avoir déployé un tel dispositif dans toute l'Algérie montre que le pouvoir a été complètement ébranlé par la situation tunisienne. La Tunisie est un exemple pour nous. Ce qui s'est passé avec la Tunisie fait naître l'angoisse parmi les tenants du pouvoir en Algérie et c'est positif*", se réjouit le député de l'opposition.

Quelles suites pour le mouvement ? Une nouvelle marche est prévue le 9 février. "*Elle sera organisée par le RCD, mais d'autres organisations (des partis et des syndicats autonomes) nous rejoignent pour cette manifestation. D'ici-là, des réunions et des rassemblements auront lieu pour se mettre d'ccord sur la stratégie à adopter.*" (Lepost.fr 22.01)

3- Yemen.

Des milliers de Yéménites se sont rassemblés samedi à l'université de Sanaa pour réclamer le départ du président Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

"*Oh, Ali, rejoins ton ami Ben Ali*" ont scandé les étudiants, les activistes et les membres de l'opposition qui prenaient part à cette manifestation, la première à viser directement le chef de l'Etat.

Leur slogan s'inspirait des manifestations tunisiennes qui ont poussé le président Zine el Abidine ben Ali à quitter son pays.

La police yéménite a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, qui dénonçaient notamment le projet de réforme constitutionnelle qui permettrait au chef de l'Etat d'être président à vie.

Au pouvoir depuis 32 ans, M. Saleh a été réélu en septembre 2006 pour un nouveau mandat de sept ans. (AP 22.01)

4- Allemagne.

Des milliers d'Allemands ont défilé samedi à Berlin pour dénoncer certaines pratiques agricoles à la suite du scandale de contamination à la dioxine.

Selon les organisateurs, 22.000 personnes ont pris part à cette manifestation dénonçant entre autres les manipulations génétiques et les abattoirs industriels. Les observateurs ont compté environ 10.000 participants.

"*Les normes environnementales et animales ont été fortement assouplies ces dernières années*", a expliqué Reinhild Benning, de la branche allemande des Amis de la Terre. "*C'est un risque pour les consommateurs, comme on le voit aujourd'hui avec le scandale de la dioxine.*" (Reuters 22.01)

Economie.

1- France. Comment justifier le racket des assureurs.

La hausse marquée des tarifs de la plupart des assureurs français annoncée fin 2010 est largement justifiée par l'évolution de leurs charges et ne traduit pas un manque de concurrence dans le secteur, estiment la direction du Trésor et celle de la concurrence dans un rapport rendu public samedi.

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, avait demandé mi-décembre à ces deux institutions d'"*examiner la réalité du lien*" entre la hausse des tarifs et celle de la "*sinistralité*", mise en avant par les assureurs pour justifier l'augmentation des primes de nombreux contrats d'assurance automobile et d'assurance multirisques habitation. (Reuters 22.01)

2- Espagne.

La restructuration des caisses d'épargne espagnoles, minées par la crise de l'immobilier, passera par des mises en Bourse, voire des quasi-nationalisations. Le montant de la facture finale pour le gouvernement reste flou.

Après avoir minimisé pendant des mois les difficultés dans lesquelles se débat un quart de son système bancaire, Madrid s'est dit prêt à aller jusqu'à nationaliser en partie certaines caisses d'épargne si cela devenait nécessaire.

Un gros travail de restructuration a été opéré ces derniers mois. Sous la houlette de la Banque d'Espagne, les cajas ont entamé une consolidation qui a limité leur nombre de 45 en 2009 à 17. «*Ce préalable technique permet de réduire la mainmise des gouvernements locaux* », relate un spécialiste. Côté opérationnel, les caisses d'épargne devront fermer entre 20 et 25 % de leurs agences et réduire leurs effectifs de 15 % en moyenne.

Lors de cette première phase de restructuration, le Frob a injecté 11,6 milliards d'euros de fonds propres dans les nouvelles entités. Reste à savoir combien il manque. Alors que le Wall Street Journal avait évoqué une facture de 30 à 80 milliards d'euros, Elena Salgado, la ministre des Finances, a précisé que la réalité était «*très loin* » de ces montants. Le courtier britannique Evolution, lui, chiffre à 142 milliards, dont 83 milliards pour les cajas, les dépréciations à venir sur les crédits aux promoteurs et autres PME dont l'activité est souvent liée à la construction. Même Bankinter - dont le Crédit agricole détient 20 % - qui est peu exposé aux professionnels de l'immobilier, a vu son bénéfice plonger l'an dernier. (Lefigaro.fr 22.01)

3- Chine.

Personne ne sait évidemment quand la bulle chinoise va éclater, mais aujourd'hui certains hedge funds (fonds d'investissement spéculatif) parmi les plus célèbres et les plus perspicaces commencent ouvertement à parier sur un krach chinois comme le souligne The Christian Science Monitor. Des gestionnaires très répétés comme Hugh Hendry d'Eclectica Asset Management et Mark Hart de Corriente Advisors ont adopté cette stratégie. D'abord, parce qu'ils sont très sceptiques sur la réalité des chiffres de croissance annoncés par le gouvernement chinois. Le Pib chinois aurait augmenté de 10,2% en 2010. Ensuite, les stratèges financiers considèrent que si ces chiffres sont proches de la réalité, il n'est pas possible qu'ils se répètent à nouveau et plusieurs échecs récents de grands investissements en Chine comme Ordos Shi et le South China Mall confortent leur raisonnement.

Le quotidien britannique The Telegraph a publié un article de la même tonalité et cite Mark Hart de Corriente Advisors. «Le gérant du hedge fund américain qui a gagné des millions de dollars en prédisant à la fois la crise des subprimes et celle de la dette souveraine européenne, a lancé un fonds construit sur la croyance qu'aujourd'hui la Chine n'est pas le moteur essentiel de la croissance mondiale mais le plus grand risque pour cette croissance mondiale».

Cela fait déjà un moment que des universitaires et des économistes mettent en garde contre le risque chinois. Mais le fait que des hedge funds qui avaient notamment prévus les précédentes grandes crises financières parient aujourd'hui sur une crise chinoise imminente change la donne. Un universitaire cité par The Telegraph souligne ainsi que «les économistes ont des points de vue contrariants en permanences, mais ces hedge funds mettent leur argent en jeu et leurs analyses sont particulièrement méticuleuses. La multiplication de fonds pariant sur une déroute chinoise est un signe fort». (Slate.fr 22.01)

Haut de page

Le 24 janvier

Parole d'internaute.

Vermine.

(à propos de la crise politique en Irlande et de la position adoptée par les Verts qui viennent de quitter le gouvernement, mais vont quand même voter la loi de finance 2011, qui se traduira notamment par des coupes sombres dans tous les budgets sociaux, lire l'extrait plus loin)

- Dans cette histoire, les verts ne veulent que la dissolution pour se refaire une santé électorale sur le malheur des gens. Il ne propose rien de concret pour sortir le pays du marasme. Leur soutien à la droite jusqu'aujourd'hui prouve que ce n'est qu'opportunisme.

Politique.

1- France. En 1945 reconstruire l'Etat, en 2010 "***renflouer***" l'Etat. Non l'abattre !

Le député de Saône-et-Loire, Arnaud Montebourg, candidat à la primaire du PS pour la présidentielle de 2012, a préconisé dimanche sur Canal + "*une mise sous tutelle des banques*" afin que leurs profits "*puissent servir au renflouement des Etats*". (Lexpress.fr 23.01)

Alors que la seule solution, c'est de le combattre pour le renverser et instaurer un Etat ouvrier, un Etat social basé sur les besoins des travailleurs, en France comme en Tunisie... Notez bien qu'on ne le demandera pas au PS qui est au service de l'impérialisme français, chacun son camp et le PS n'est pas dans le nôtre.

2- Yemen.

Au Yémen, le plus pauvre des Etats arabes, des centaines d'étudiants ont manifesté dimanche après l'arrestation d'une militante anti-gouvernementale, Tawakoul Karman, qui avait organisé la semaine dernière deux manifestations à l'université de Sanaa contre les régimes autocratiques arabes. (Reuters 23.01)

3- Palestine.

C'est une nouvelle « bombe » qui sort des documents diplomatiques ce dimanche soir, simultanément dans *The Guardian* britannique et la chaîne panarabe *Al Jazeera* : 1 600 télégrammes consacrés au conflit israélo-palestinien, couvrant les vingt dernières années, qui risquent de se révéler embarrassants pour tous les protagonistes.

Comme le souligne Jonathan Freedland, le spécialiste de cette région au *Guardian*, si on peut se demander qui sortira le plus « *endommagé* » de ces révélations, c'est d'abord le « *sentiment de fierté palestinien* » qui risque d'être le premier affecté. Notamment par certaines révélations qui, dans certains cas, sont des confirmations.

On apprend en effet à la lecture de cette sélection de documents que les négociateurs de l'Autorité palestinienne ont été prêts à concéder à Israël la souveraineté sur « *le plus grand Yerushalayim [Jérusalem en hébreu, ndlr] juif de toute l'histoire juive* », selon l'expression de Saëb Erekat, l'interlocuteur palestinien d'Israël depuis plus de quinze ans, et dont Freedland estime qu'il risque d'y perdre pour toujours sa crédibilité.

L'Autorité palestinienne a en effet proposé dès 2008, répété en janvier 2010, d'entériner toutes les colonies israéliennes à Jérusalem-Est sauf une, dans un règlement définitif du conflit. Une concession massive qui sera sans doute jugée inacceptable par une grande partie des Palestiniens pour qui Jérusalem-Est, considéré internationalement comme un territoire occupé depuis juin 1967, doit revenir à un futur, hypothétique Etat palestinien.

Les Palestiniens ont également proposé de diviser la vieille ville de Jérusalem, et de laisser à Israël le contrôle du quartier juif et d'une partie du quartier arménien.

« *Que puis-je donner de plus ?* », s'est exclamé en janvier 2010 le négociateur palestinien Saëb Erekat à Washington !

Parmi les autres concessions, les Palestiniens se disaient prêts à limiter à 10 000 le nombre de réfugiés palestiniens autorisés à retourner dans ce qui est devenu Israël après la partition de 1948, et de reconnaître Israël comme un Etat juif, comme le demandent ses dirigeants. Deux concessions de taille jamais acceptées par la partie palestinienne auparavant.

Parmi les autres révélations explosives, figurent des détails sur la collaboration étroite entre les services de renseignement israéliens et de l'Autorité palestinienne dans la lutte contre le terrorisme, et le fait que l'Autorité présidée par Mahmoud Abbas avait été informée par avance par le gouvernement israéllen du déclenchement de la guerre contre le Hamas à Gaza, en décembre 2008 et janvier 2009.

"*Cela expose la direction palestinienne, cela la met dans une position où il lui sera impossible d'obtenir la confiance du peuple*", estime un commentateur palestinien, Zakaria al Qak. (Rue89 et Reuters 23.01)

4- Soudan.

Près de 99 % des Sud-Soudanais se sont prononcés pour l'indépendance lors du référendum d'autodétermination qui s'est déroulé à la mi-janvier, selon les résultats provisoires publiés dimanche sur le site de la commission électorale, après le dépouillement de 98,7 % des bulletins de vote. (Lemonde.fr 23.01)

Qui osera condamner les 98,7% de Sud-Soudanais qui ont voté pour leur indépendance, le PT d'Algérie, le POI, d'autres encore ? Ce ne sont pas des privilégiés, des petits-bourgeois, des intellectuels qui ont voté pour leur indépendance, mais tout un peuple en guenille, misérable, terrorisé par le pouvoir de Kartoum pendant des décennies... (voir une précédente info sur ce sujet)

5- Irlande. Union nationale... avec les banquiers.

Les Verts ont annoncé, dimanche 23 janvier, à l'issue d'une réunion de leur parti, leur retrait de la coalition au pouvoir en Irlande, précipitant la convocation d'élections anticipées. "Notre patience est à bout", a déclaré lors d'une conférence de presse le chef du parti écologiste, John Gormley, ajoutant que "*des élections [étaient] absolument nécessaires*".

Il a toutefois indiqué que son parti se comporterait "*de manière responsable*" et "*soutiendrait le vote de la loi de finances depuis les bancs de l'opposition*". Le premier ministre, Brian Cowen, a aussitôt indiqué qu'il "*acceptait la décision des Verts*", tout en ajoutant qu'il resterait à son poste jusqu'au vote de cette loi.

Brian Cowen a été contraint samedi de quitter la tête du parti Fianna Fail, après une semaine de crise qui a vu six ministres démissionner. Le premier ministre bat des records d'impopularité pour sa gestion de la crise financière irlandaise, qui a imposé de lourds sacrifices à la population, et pour avoir mis au point un plan de sauvetage de 85 milliards d'euros avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI), ressenti comme un abandon de souveraineté en Irlande.

Les deux principaux partis d'opposition, le Labour et le parti centriste Fine Gael ont proposé dimanche une sorte de marché au gouvernement : ils s'engagent à tout faire pour voter dans la semaine la loi de finances 2011 en échange d'une nouvelle date pour les élections.

Une réunion avec les responsables de l'opposition doit se tenir lundi "*pour discuter du passage de la loi de manière réaliste*", a indiqué le premier ministre. (Lemonde.fr 23.01)

6- Belgique. Les conditions objectives ne sont manifestement pas mûres en Belgique.

Entre 20.000 et 30.000 personnes, francophones et néerlandophones, selon la police, ont manifesté dimanche après-midi dans les rues de Bruxelles pour l'unité de la Belgique, sans gouvernement depuis plus de 220 jours, et exiger des négociations dignes de ce nom entre Flamands et Wallons.

"*Le message que nous envoyons aux dirigeants politiques est clair, nous voulons qu'ils forment un gouvernement*", a expliqué Felix de Clerck, l'un des organisateurs de la manifestation, lancée au départ sur le réseau social Facebook par le biais d'une campagne baptisée "*Honte*". Felix de Clerck est par ailleurs fils du ministre de la Justice par intérim. (AP 23.01)

Social.

Une loi scélérate.

Le décret d'application permettant la suspension des allocations familiales en France pour absentéisme scolaire a été publié dimanche au journal officiel et entrera en vigueur lundi.

"*Oui, je suis favorable à la suspension des allocations familiales*" en cas d'absentéisme scolaire, a ajouté Luc Chatel. (Reuters 22.01)

J'ai arrêté ma scolarité en 3e en 1970 après avoir fait l'école buissonnière les dernières mois tellement je n'en pouvais plus, et j'ai loupé le BEPC de 4 points que j'ai passé sans voir rien révisé avant de me présenter à l'examen. Nous étions déjà pauvre avec le seul salaire de menuisier en bâtiment de mon père pour nourrir cinq personnes, alors s'ils avaient supprimé les allocs à mes parents, on était bon pour la rue, mon père m'aurait tué, lui qui avait toujours passé ses nerfs sur moi en rentrant exténué du boulot.

Le 25 janvier

C'est uniquement à titre d'information que j'ai signalé les appels à manifester à Alger le 22 janvier et le 9 février prochain, sans apporter le moindre soutien aux partis qui ont pris ces initiatives je tenais à le préciser.

En Algérie l'UGTA a répondu aux accusations du RCD (soutenu par le PG en France), je crois avoir compris que la direction de l'UGTA avait refusé de s'associer à l'appel du 22 janvier ainsi qu'à celui du 9 février, ce qui est intéressant, c'est l'argument qu'ils avancent :

"*Elle rappelle dans son communiqué « que la protection de l'outil de production et de l'emploi est une des premières missions du syndicaliste et que c'est dans cet esprit seulement et dans celui-là, que des structures de veille ont été mises en place ».*", le langage des staliniens grands défenseurs du capitalisme que l'on aura reconnu derrière "*l'outil de production*", pas question de marcher contre le régime pourri de Bouteflika. Il n'y a pas si longtemps les dirigeants de l'UGTT tenait le même discours en Tunisie, c'était avant le chute de Ben Ali, chacun l'aura compris.

Je mettrai en ligne plus tard une déclaration de l'UGTT (Tunisie) du 21 janvier, dans laquelle il est précisé que ses dirigeants "*Appellent tous les travailleurs à faire face à toute tentative visant à interrompre la marche normale des entreprises économiques et à être vigilants pour sauvegarder les biens et assurer la continuité d'administration et de gestion de ces entreprises.*, tout en prétendant soutenir les grèves en cours, autrement dit, on ne ferait pas mieux pour tenter de les briser, de plus, on ne touche pas à la propriété privée des moyens de production, pas question de procéder à des expropriations, plus vite les travailleurs tunisiens reprendront le travail et mieux les capitalistes et les différents impérialistes (français, italiens et américains) se porteront.

Je mettrai également en ligne un document (commenté) de l'UGTA (Algérie) intitulé *L'UGTA face au dialogue social*, son contenu est éloquent, il est notamment question "*d'équité dans les sacrifices à consentir*" entre ouvriers et patrons, on croirait entendre Thibault, Chérèque ou Mailly.

Le troisième document sera consacré à un article du courant du PCF *Faire vivre le communisme*, un article du 23 janvier 2010 intitulé *Le rôle du passé du mouvement dans la construction du communisme politique actuel*, signé Gilles Questiaux. L'auteur s'évertue à démontrer que l'on ne peut pas être communiste sans être stalinien, il s'attaque ensuite au communisme et à Trotsky, accessoirement il remet également en question la notion de parti au profit du "*mouvement*", du stalinisme pur jus, et dire qu'il prétend figurer parmi les moins staliniens des staliniens, mais le plus fort c'est qu'ils ont réussi à faire croire à des militants ou ex-militants du PCF que ce parti avait rompu avec le stalinisme.

J'espère trouver le temps de mettre en ligne ces trois contributions dans la journée ou demain au plus tard.

Je n'ai pas le temps de causer, vous lirez avec intérêt la déclaration du général Rachid Ammar, chef d'état-major de l'armée de terre tunisienne, qui a déclaré que l'armée était garante de la Constitution, donc de l'Etat et ses institutions qui ont été modelés pour servir les intérêts de la classe des capitalistes et des multinationales en Tunisie, il a indiqué clairement par là pour quelle classe l'armée était intervenue au cours de la révolution. La question qui est posée aux travailleurs tunisiens pour aller de l'avant, c'est bien l'abolition de cette Constitution, la liquidation des institutions... (A suivre)

Politique.

France. G20. L'impasse et la fuite en avant.

Extraits de la conférence de presse de Sarkonapoléon.

1- L'enfonceur de portes ouvertes... sur des courants d'air.

"*Notre objectif est d'ouvrir des chantiers de fond et qui ne peuvent plus attendre de façon à être en mesure de présenter des résultats concrets à une opinion publique de plus en plus impatiente*", a-t-il déclaré.

2- L'arlésienne. C'est Wall Street qui détient le pouvoir.

Outre la mise en oeuvre des décisions du G20 en matière de régulation financière, il a cité le lancement d'une réforme du système monétaire international (SMI), la lutte contre la volatilité des prix des matières premières, l'amélioration de la gouvernance mondiale et le financement du développement.

3- Et puis cela ne coûte rien d'en parler...

"*Je suis certain que nous ne réglerons pas tous les problèmes en une présidence mais la France souhaite un débat car le débat ne peut plus attendre*".

4- Consensus... sur la nécessité d'un consensus... impossible. Casuistique.

"*L'ordre du jour et l'agenda, maintenant, font consensus. Les solutions ne font pas consensus, ça c'est certain. On a beaucoup progressé sur la méthode de travail et sur l'agenda. Il nous reste à progresser sur les solutions*".

5- Exercice de divination...

Si le G20 ne fait rien pour stabiliser les prix des matières premières, "*nous risquons des émeutes de la faim dans les pays les pauvres*" comme celles de 2008 et "*un impact très défavorable sur la croissance mondiale*", a-t-il dit.

6- Truisme...

La volatilité des prix des céréales et des monnaies sont des sujets "*profondément quotidiens*" pour des catégories sociales comme les éleveurs ou les chefs d'entreprise. (Reuters 24.01)

7- Réactions des partisans du capitalisme mondial.

PS. Harlem Désir, numéro deux du PS : "*Il faut souhaiter un G20 réussi (...), il faut un G20 pour des solutions pour la régulation de l'économie internationale*", "*Il faut un G20 utile au monde*", ben voyons ! (Lexpress.fr 24.01)

PCF. "*Après avoir fait beaucoup d'esbroufe, le président Sarkozy débute sa présidence du G-8 en s'alignant sur Washington, tout simplement*", juge le Parti communiste dans un communiqué. "*Or, le G-8 et le G-20 ne sont des instances ni représentatives ni légitimes. C'est au sein de l'ONU, composée de 192 Etats, que les défis mondiaux doivent être prioritairement traités dans l'intérêt des populations*", ben voyons, l'ONU au service des "*intérêt des populations*" !

Attac. A propos de la mise en place d'une taxe sur les transactions financières : "*la France et ses partenaires européens ont les moyens de l'instaurer dans la zone euro dès qu'ils le décideront*", assurément ils ne pensent qu'à cela !

"*Aucune mention des Nations unies*", déplore l'association qui voit dans l'ONU "*le seul cadre légitime pour mettre en place une régulation mondiale de la finance, de l'économie et de l'écologie*", par hasard, Attac ne serait pas noyauté par les staliniens ?

Oxfam France. "*salue l'engagement renouvelé du président de la République en faveur des financements innovants pour le développement et notamment des taxes sur les transactions financières*", vous voyez que Sarkozy ne compte pas que des ennemis dans ce pays, au contraire, il compte de nombreux soutiens parmi lesquels les altermondialistes, normal quoi. (AP 24.01)

Social.

Le gouvernement français s'opposera à la proposition de loi légalisant l'euthanasie adoptée la semaine dernière par la commission des Affaires sociales du Sénat, a annoncé lundi Xavier Bertrand.

En Europe, l'euthanasie est légale en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse et au Luxembourg. La situation est plus floue en Allemagne, où aucune peine ne la sanctionne.

Le texte adopté mardi dernier par la commission du Sénat est né de la fusion de trois propositions de loi issues de trois groupes politiques différents (Parti socialiste, UMP et Parti communiste-Parti de gauche) déposées ces deux dernières années. (Reuters 24.01)

Economie.

Selon les chiffres diffusés ce lundi par la Fédération du e-commerce et de la vente à distance (Fevad), le commerce sur Internet a progressé de 24% en 2010 pour atteindre 31 milliard d'euros. Un dynamisme qui tient à la fois à la multiplication des sites marchands (17.800 nouveaux sites en 2010, soit un total de 81.900 sites actifs) et à la conversion des internautes au e-commerce.

Parmi les 40 plus grands sites qui constitue l'indice ICE 40 mesuré par l'institut Médiamétrie, c'est le secteur du e-tourisme qui a connu la pluf forte progression (+ 20 %) suivi par les sites dediés aux professionnels (+15 %), les produits technologiques (+10%) et

la mode (+8%).

Le nombre d'acheteurs en ligne a progressé de 12% pour atteindre 27,3 millions de personnes fin 2010, et le montant moyen de la transaction, qui a atteint 91 euros, a retrouvé son niveau d'avant la crise.

Cet authentique boom devrait se poursuivre. Selon la Fevad, les achats en ligne devraient s'élever à 37,8 milliards d'euros en 2011 et 45,4 milliards en 2012. (Lefigaro.fr 24.01)

En comparaison, j'habite à 4kms de Pondichéry, une ville équivalente à Toulouse en nombre d'habitants, une ville petite en Inde mais importante tout de même qui abrite le siège du gouvernement du Territoire de Pondichéry, l'équivalent d'un Etat pour simplifier, université, plusieurs zones industriels, des grandes entreprises, etc. Chaque mois je dois aller à Pondichéry pour payer ma facture de téléphone, en espèce. Idem pour commander une bouteille de gaz, impossible par téléphone, fax ou Internet.

Le pays est tellement corrompu que les employés doivent vérifier que la photo collée dans le livret que je présente correspond bien à l'individu qu'ils ont en face d'eux, idem à la banque, j'ai toujours une dizaine de photos d'identité de différents formats sur moi au cas où il y aurait un nouveau formulaire à remplir avec photo obligatoire. J'ai aussi une réserve de photocopies de mon passport et visa, de mon titre de propriété, car régulièrement il faut fournir à nouveau les mêmes documents.

Quant à acheter quelque chose sans l'avoir vu, touché, essayé, c'est pure folie en Inde !

La dernière télévision (Samsung) que j'ai achetée chez un grand revendeur était en panne, le lendemain un "technicien" est venu le constater, j'ai demandé un échange standard, refusé, on remplace l'élément défectueux, en vain, ils m'en livrent une autre, deux jours plus tard : en panne, immédiatement ils m'en livrent une troisième et cette fois c'était la bonne.

Haut de page

Le 26 janvier

A propos du site.

Du 20 au 26, j'ai téléchargé et lu plus de 220 articles de presse pour préparer les infos en bref, je n'ai compté que ceux que j'ai archivés dans le disque dur. Je vais essayer de répondre à Philippe cet après-midi, excuse-moi.

Parole d'internaute.

- (Egypte) Profitant de l'effervescence que la révolution Tunisienne vient de produire, les langues se délient. Le pouvoir ne tiendra pas très longtemps en tenant des discours puants de mensonges tels que "faire face à toute menace contre la sécurité de la population" ...

A tous les étages, les politiques égyptiens sont corrompus et ils ne sont pas fiers en ce moment. La rue ne demande qu'à se soulever. Une interview d'étudiants dans une université du Caire avant-hier sur une radio faisait en quelque sorte le bilan de l'état d'esprit estudiantin dans l'après Révolution Tunisienne. Ils sont chauds les jeunes. Pas encore complètement remontés mais il suffira à les entendre de peu de choses pour qu'ils partent comme un seul homme. Et les étudiants ne sont pas les seuls égyptiens visiblement à conspuer ce gouvernement corrompu. L'homme de la rue semble être impatient qu'il se passe quelque chose....

Politique.

1- France.

1.1- Parti de l'ordre.

1.1.1- La Talonnette contredit par un ex-ambassadeur de France en poste à Tunis.

«*Sans doute nous avons sous-estimé (les) aspirations du peuple tunisien à la liberté*», a déclaré Nicolas Sarkozy lors de la sa conférence de presse, lundi, pour justifier son long soutien au président Ben Ali.

Ce n'était pourtant pas faute d'informations en provenance du quai d'Orsay et des diplomates en place à Tunis, écrit mercredi

dans Libération Yves Aubin de la Messuzière, qui fut l'ambassadeur de France en Tunisie de 2002 à 2005: «*Les rapports diplomatiques mettaient aussi l'accent sur l'exaspération et le mal-être de la jeunesse tunisienne, liés certes au problème de l'emploi mais aussi à l'absence d'espace et d'expression politiques*», écrit le diplomate.

«*L'antienne de Ben Ali, présentant son régime comme un rempart contre la menace islamiste, relayée avec complaisance par nombre de politiques en France, était considérée dans les notes diplomatiques comme le fonds de commerce du régime et le prétexte pour s'abstenir de toute ouverture politique jugée déstabilisante. (...) Les autorités politiques françaises étaient donc parfaitement informées des dérives du système Ben Ali*», affirme l'ex-ambassadeur. (Libération.fr 25.01)

1.1.2- Ministère de la répression.

Les gomme-cogne (Flash-Ball ou LBD40) et les pistolets à impulsion électrique ont été utilisés à 2 787 reprises en 2010 par les policiers et gendarmes qui en sont dotés. Le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, a révélé ces chiffres mardi 25 janvier lors d'une séance de "*questions cribles thématiques*" au Sénat, où il a également précisé que "*depuis 2006, [ces armes] ont été utilisées 12 000 fois et 22 accidents graves ont été recensés, soit [une proportion de] 0,20 %*" .

Les seuls gomme-cogne, dont "*3 408 policiers et gendarmes sont dotés, ont été utilisés à 1 481 reprises en 2010, contre 1 600 fois en 2009*" a détaillé le ministre. Les armes à plus longue portée "*qui équipent 3 166 policiers et gendarmes ont servi 491 fois, un peu plus qu'en 2009*", a-t-il ajouté.

Quant aux pistolets à impulsion électrique dont sont munis "*4 051 policiers et gendarmes des unités les plus exposées, ils ont servi 815 fois en 2010 pour 907 fois l'année précédente*", a poursuivi Hortefeux. Il a relevé que "*dans 57 % de ces cas*", ces pistolets électriques ont servi à "*réduire l'agressivité de personnes sous l'emprise d'un état alcoolique ou de consommation de stupéfiants*". Par ailleurs, selon lui, "*le taux d'interpellation après usage de ces [pistolets] atteint 97 %*". (Lemonde.fr 25.01)

1.1.3- Ils font acte d'allégeance envers leur monarque.

La commission des Affaires sociales du Sénat a adopté des amendements qui vident de sa substance la proposition de loi que cette même commission avait adoptée le 18 janvier dernier.

Ces amendements suppriment notamment l'article premier du texte, qui autorisait les patients atteints d'une maladie incurable à recourir à "*une assistance médicalisée permettant, par un acte délibéré, une mort rapide et sans douleur*".

Le revirement des sénateurs fait suite à une vive polémique qui a vu notamment le Premier ministre, François Fillon, dire son opposition au texte.

Selon le plus récent sondage sur la question, publié en octobre dernier par Sud-Ouest Dimanche, 94% des Français approuvent l'idée d'une législation permettant l'euthanasie, même si 58% souhaitent qu'elle soit autorisée seulement "*dans certains cas*". (Reuters 25.01)

1.2- PS.

1.2.1- Pas touche aux institutions bonapartistes de la Ve République, pilier de la dictature du capital ! Entre Belgique et Haïti.

Chargé par le PS de la réforme des institutions, le député maire d'Évry Manuel Valls a présenté ses conclusions mardi au bureau national.

«*La question institutionnelle ne sera pas au coeur de la prochaine campagne présidentielle*», évacue-t-il dès le préambule.

«*Par souci de réalisme et d'efficacité, nos propositions ne prétendent donc pas reprendre la longue marche vers la VIe République*».

Il veut «*rendre le vote obligatoire*» et «*compter séparément les bulletins blancs*».

Pour lui, l'ensemble des propositions contenues dans sa note «*sont plutôt d'ordre consensuel*». La réforme des institutions ne serait donc pas un sujet de clivage. (Lefigaro.fr 25.01)

En Belgique le vote est obligatoire et ils n'ont pas de gouvernement depuis 228 jours, et en Haïti, le candidat de l'impérialisme américain Préval avait été déclaré élu avec seulement 48% des voix, c'est une fois seulement après avoir décompté les votes blancs qu'il avait dépassé la barre des 50%, avec le soutien de l'ONU et de l'UE faut-il rappeler.

Pas étonnant qu'il ait été invité par le groupe Bilderberg, après Hubert Védrine (1992), Laurent Fabius (1994) ou encore Lionel Jospin (1996), quelques décennies plus tôt Guy Mollet les avaient précédés. (lire les deux articles dans le site à la rubrique *Dossiers vieux monde*, *Le groupe de Bilderberg* et *Le plan Bilderberg 2009 : réformer l'économie politique mondiale*.

1.2.2- Nous sommes à droite et restons-y.

Entre les propositions très à gauche de Ségolène Royal et d'Arnaud Montebourg, et la radicalité de Jean-Luc Mélenchon, François Hollande préfère recentrer le débat.

A gauche toute... C'est niet pour François Hollande. L'ex-premier secrétaire du PS a tenu à repondre à ses petits camarades socialistes. Pour lui "*on n'est pas élu sur la radicalité. On peut avoir des voix sur la radicalité*", mais "*on n'a pas la responsabilité du pays*".

"*La proposition, ce n'est pas la facilité*", c'est "*être capable de fixer des règles (...), de changer la redistribution des richesses, c'est la fiscalité. Et la responsabilité, c'est être capable de mobiliser les forces productives en France pour qu'on puisse redresser la croissance*", a t-il déclaré sur RTL. (Lexpress.fr 25.01)

Commentaire d'un internaute : "*Quand elle frappait, la crise, on l'a pas entendu, Hollande. Jamais il n'a proposé de mesures pour lutter contre la spéculation financière. Ce type est aussi à droite que DSK*", c'est peu dire !

Il ne crache pas sur les voix venues de la "*radicalité*", c'est-à-dire, les naïfs qui se disent de gauche, anticapitalistes ou révolutionnaires et qui votent PS au second tour à chaque élection, mais quand à proposer et faire une politique radicalement différente de celle de l'UMP, là il ne marche pas.

C'est cette "*radicalité*" trompeuse qui avait permis à Mitterrand d'être élu et à ses larbins se réclamant du trotskysme de déclarer qu'il était de gauche, anticapitaliste, révolutionnaire quoi ! Le masque est tombé, nous ne sommes plus à la même époque, la crise du capitalisme est tel que le PS (le capitalisme, c'est là qu'on se rend compte de la nature de ce parti) ne peut plus s'offrir le luxe de proposer la moindre mesure progressiste, voilà ce qu'a signifié Hollande.

1.3- Le PCF : pas stalinien ?

L'annonce officielle de la candidature de Jean-Luc Mélenchon a réveillé les peurs d'une partie des militants du Parti communiste. Le courant orthodoxe des anciens "*marchaisiens*" – partisans du secrétaire général, Georges Marchais, mort en 1997 –, avait déjà donné de la voix au conseil national, début janvier, pour appuyer la candidature d'André Chassaigne.

Un second courant, plus identitaire encore, animé par la revue La Riposte, vient de diffuser un long appel à soutenir André Chassaigne. Ce courant, qui avait rassemblé 15% des voix au congrès de 2008, s'était allié à André Gerin qui a, lui aussi, fait acte de candidature "*au nom du PCF*".

Les animateurs de La Riposte prennent, cette fois-ci, leurs distances avec le bouillonnant député du Rhône. D'emblée, ses auteurs expliquent qu'ils pensent que le PCF doit faire campagne "*sur un programme communiste, avec un dirigeant communiste comme candidat du Front de gauche*".

A leurs yeux, André Gerin "*s'est discrédité*" avec ses prises de position sur la burqa – "*sa croisade démagogique*" "*aux côtés d'Eric Raoult*", écrivent-ils. Ils militent donc pour qu'André Chassaigne soit candidat "*jusqu'au bout*" et ne se retire pas lors de la conférence nationale des 4 et 5 juin qui doit désigner le candidat préféré des communistes.

Le texte est une croisade sans appel contre M. Mélenchon, accusé d'avoir "*le soutien des grands médias capitalistes*", dont la carrière politique serait "*jalonnée de volte-faces opportunistes*" et qui cherche surtout à "fusionner le PCF et le PG" et transformer le Front de gauche en nouveau parti.

Le "*camarade Jean-Luc*" en prend pour son grade mais derrière, c'est la direction du parti qui est visée. Accusée de soutenir, sans que la base n'ait encore voté, la candidature de leur partenaire du Parti de gauche, elle est soupçonnée de vouloir liquider le parti.

André Chassaigne reçoit ainsi un soutien bien encombrant après être apparu au dernier conseil national déjà appuyé par les amis de Nicolas Marchand, ex-marchaisien. Le député du Puy-de-Dôme ne semble pas en être gêné.

Mardi 25 janvier, dans un entretien à Libération, il se plaignait de ne pas avoir assez de soutien de la direction communiste. Et demandait que le PCF "*propose un candidat à la candidature du Front de gauche*" pour répondre à la candidature de M. Mélenchon. (Lemonde.fr 25.01)

Et dire que j'ai rédigé et mis en ligne hier un article sur le PCF qui confirme ce que vous venez de lire. Quel pif, je me surprends moi-même ! Je n'ai pris connaissance de cet article du *Monde* que ce matin à 7h23 pour être précis.

Social.

1- France.

1.1- Privatisation de l'Education nationale.

Le ministre de l'Education nationale Luc Chatel a confirmé mardi la conclusion d'un accord avec des syndicats des chefs d'établissement sur le versement d'une "*rémunération variable liée aux performances*" des proviseurs de lycées et principaux de collèges, pouvant atteindre 6.000 euros tous les trois ans.

"*Le gouvernement a décidé de développer une rémunération variable liée aux performances de nos cadres, de notre encadrement comme ça existe dans l'immense majorité des entreprises de notre pays*", a-t-il déclaré à France Info.

"*De plus en plus, nous devons avoir un échange*" avec les acteurs locaux pour "*mettre en place des contrats d'objectifs et de performances, et ensuite évaluer, à partir des résultats*", a ajouté le ministre. "*Nous avons décidé de nous tourner vers une politique beaucoup plus audacieuse dans ce domaine.*" (AP 25.01)

1.2- A propos du crédit.

Moins d'un Français sur deux (49,5%) détenait l'année dernière un crédit immobilier ou à la consommation, selon l'étude annuelle de l'Observatoire des crédits aux ménages publiée ce mardi.

Un chiffre en recul constant depuis le début de la crise il y a deux ans. En 2010, le taux de détention des crédits aux ménages était même à l'un de ses niveaux les plus bas depuis vingt ans.

La part des ménages qui détenait un crédit immobilier est ainsi restée stable en 2010 (30,5% contre 30,8% en 2009). Les Français ont profité des taux d'intérêts historiquement bas et des mesures gouvernementales pour se lancer dans l'achat d'un logement, selon l'Observatoire.

Les ménages détenaient en revanche de moins en moins de crédits à la consommation. Le taux de détention est passé de 31,7% en 2009 à 30,1% en 2010.

Mais la part de crédits à la consommation utilisée pour l'achat d'une voiture, d'appareils d'électroménager ou des travaux de rénovation est aussi restée stable.

«*La crise a continué à modifier les comportements des Français vis-à-vis du crédit. Ce dernier est ainsi surtout utilisé pour devenir propriétaires ou acheter des biens dits «durables», et non pour des usages non nécessaires, comme les loisirs ou les vacances*», analyse l'auteur de l'étude, le professeur d'économie à l'université Paris ouest, Michel Mouillart.

«*De ce point de vue là, c'est une bonne nouvelle car les ménages semblent plus raisonnables. Et les crédits qui soutiennent beaucoup la croissance, pour des projets immobiliers ou des achats de long terme, n'ont quant à eux pas diminué*», précise-t-il.

Autre exemple de cette plus grande prudence à l'égard du crédit: les ménages ont de moins en moins recours à des crédits renouvelables, les fameux crédits revolving.

6,8% des ménages détenaient ainsi en 2010 un crédit à la consommation basée sur la carte d'un magasin ou d'une grande surface, contre 9,6% en 2007.

«On retrouve l'idée que les Français utilisent de moins en moins le crédit à la consommation pour des usages superflus. Mais il y a aussi sûrement eu des changements de comportements induits par la réforme du crédit à la consommation qui a pointé du doigt les dangers des crédits renouvelables », analyse Michel Mouillart. (20minutes.fr 25.01)

Voilà l'exemple type d'un article qui ne reflète pas du tout la réalité et d'un "professeur d'économie" particulièrement médiocre ou aux ordres du régime.

Le crédit immobilier est resté "*stable*" entre 2009 et 2010, normal les gens qui en ont contracté un en ont pris pour 25 ou 30 ans ! Quant à ceux qui on profité "*des d'intérêts historiquement bas et des mesures gouvernementales*", ce ne sont certainement

pas ceux qui hier encore avaient tout juste de quoi survivre avec leur salaire. Et qui va acheter un appartement ou une maison quand les prix ont augmenté en moyenne de 42% en 10 ans, si ma mémoire est bonne ?

Les crédits accordés aux particuliers ont baissé parce que les banques et organismes de crédit ont fermé les robinets ou ils ont durci les conditions pour y avoir droit.

La baisse des crédits accordés pour ce que philistin appelle "*des usages non nécessaires, comme les loisirs ou les vacances*", il ne doit pas partir en vacances ce privilégié et il se passe de loisirs sans doute, elle provient du fait qu'une frange supplémentaire de la population doit se serrer davantage la ceinture ou est surendettée, pauvre crétin !

2- Espagne. La charrette.

Le groupe espagnol Prisa (15.000 personnes), propriétaire du premier journal du pays, "El Pais", et lourdement endetté, a annoncé mardi une réduction de ses effectifs de 18%, ce qui représente environ 2.500 emplois supprimés, dont 2.000 en Espagne.

Cette restructuration survient environ deux mois après la prise de contrôle de Prisa par le fonds américain Liberty Acquisitions Holdings Corp. et d'autres investisseurs.

Prisa affirme que la restructuration est nécessaire pour "*garantir l'avenir et la survie du groupe*" dans un contexte général de "*vaste réorganisation du secteur des médias*".

Prisa possède d'autres journaux ainsi que des chaînes de télévision et stations de radio comme Cadena SER, la première d'Espagne. Il est présent dans 22 pays et est également propriétaire du groupe d'édition Santillana. Il se présente comme le groupe commercial N°1 mondial de l'éducation, de l'information et du divertissement en espagnol et en portugais. (AP 25.01)

Economie.

La régulation est nécessaire pour réduire les spéculations sur les prix des matières premières alors que le monde se dirige vers une crise alimentaire majeure, estime le directeur général de l'Organisation de l'Onu pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

"*Des prix élevés et la volatilité se poursuivront ces prochaines années si nous ne parvenons pas à nous attaquer aux causes structurelles du système agricole mondial*", a déclaré Jacques Diouf au Nikkei.

Les populations les plus modestes seront les plus durement touchées par l'insécurité alimentaire et cela "*entraînera une instabilité politique au niveau national et menacera la paix et la sécurité mondiale*", a prévenu Diouf. (Reuters 25.01)

Haut de page

Le 27 janvier

Il semblerait qu'une question déterminante prête à confusion à propos du développement de la révolution tunisienne. L'Assemblée constituante souveraine qu'une partie des travailleurs tunisiens réclament et plusieurs formations politiques en France :

1- doit-elle être le produit des comités populaires révolutionnaires qui se sont constitués à travers tout le pays, donc l'équivalent d'un soviet suprême, les comités populaires locaux et régionaux fonctionnant comme des soviets locaux et régionaux, auquel cas l'Assemblée constituante s'appuierait sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et en serait la représentation politique légitime.

Dans ce cas-là l'Assemblée constituante constituerait un nouvel objectif politique s'inscrivant dans la continuité du processus révolutionnaire engagé pour le mener jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la liquidation de la Constitution et des institutions encore en place, réalisant l'expropriation sans indemnité des grands capitalistes et propriétaires terriens, etc., auquel cas la révolution prendrait une tournure résolument socialiste et cette Assemblée constituante constituerait une étape décisive sur les cendres de l'ancien régime ou le pilier d'un nouvel Etat, un Etat ouvrier, une République socialiste.

Pour que la révolution tunisienne ait une chance d'atteindre ce niveau de maturité politique, il faut absolument que le prolétariat et la paysannerie pauvre demeurent unis et mobilisés tout au long de ce processus, qu'ils y participent activement ou y soient associés, que les comités populaires révolutionnaires se structurent et se renforcent, qu'il en soit créé là où il n'en existe pas encore ;

2- ou au contraire cette Assemblée constituante souveraine devrait-elle être autre chose et pour ainsi dire sortir de nulle part, elle serait le produit d'un processus électoral (greffé) calqué sur ceux organisés par l'ancien régime ou dans les républiques démocratiques bourgeoises, processus auquel tous les partis et tous ceux qui n'ont pas participé activement à la révolution ou qui s'y sont ralliés au dernier moment pour sauver leur peau, leurs biens ou la face pourraient prendre part, y compris et surtout devrait-on dire tous les partis réactionnaires qui se sont nourris des miettes du RCD pendant (au moins) 23 ans, le RCD lui-même une fois changé de nom, auquel cas les forces de la révolution et de la contre-révolution seraient appelées à participer à égalité de droits à cette élection, sachant que lors du processus électoral si la somme des moyens humains pencherait du côté de la révolution, celle des moyens matériels (médias) et financiers pencheraient du côté de la contre-révolution soutenue par les différents impérialistes, l'ONU, l'UE ?

Si cette hypothèse était retenue, les comités populaires se retrouveraient sans perspective politique, leur légitimité contestée, pratiquement en concurrence avec ce processus électoral et cette Assemblée constituante qui ne serait finalement que l'équivalent de l'Assemblée nationale en France.

Même en imagnant que les comités populaires proposeraient leurs propres candidats face à ceux des partis subordonnés au capitalisme, il y a fort à parier que les modalités du scrutin seront rédigées de telle sorte que toutes les forces y participant auront des élus.

Il y a un risque réel qu'une fois un nouveau gouvernement de transition nommé et plus ou moins accepté par la majorité de la population et le processus électoral engagé, les comités populaires révolutionnaires se trouvent désarmés politiquement et baissent la garde, qu'ils s'en remettent aux futurs élus pour régler leurs problèmes au lieu de continuer à prendre eux-mêmes leur destin en mains, les réflexes du passé reprenant le dessus ; l'expérience prouve que rien n'est jamais acquis en la matière et que ce n'est pas en un mois qu'un peuple asservi depuis des siècles rompt définitivement avec ses vielles habitudes. Si c'était ce processus qui était validé, les travailleurs et leurs comités se retrouveraient comme dépossédés de leur révolution.

Une dernière chose, dans le cadre d'une Assemblée constituante souveraine issue des comité populaires révolutionnaires, l'absence du parti et d'expérience des travailleurs tunisiens peut aboutir à commettre de graves erreurs qu'ils pourront facilement corriger eux-mêmes, ce qui ne sera pas forcément le cas dans une Assemblée constituante dans laquelle seraient présents des partis bourgeois ou subordonnés au capitalisme qui feront tout pour entraver ou saboter (de l'extérieur) les travaux de cette assemblée, même s'ils sont largement minoritaires, Morales en Bolivie en sait quelque chose (depuis il a obtenu la majorité mais cela n'a rien changé, c'est une autre question).

Comme on vient de le voir, l'Assemblée constituante n'est pas forcément la panacée, loin de là, mais il y en a toujours pour se contenter des apparences et soutenir aveuglément cette perspective, même la direction de l'UGTT (IO n°133) y est favorable c'est pour dire, à la seconde version que j'en ai donné évidemment puisqu'elle ouvre la voie à un parlement bourgeois de fait.

Je ne sais pas s'il existe un embryon de parti révolutionnaire en Tunisie, sa construction demeure à l'ordre du jour évidemment. (A suivre)

Nous manquons cruellement d'informations sur la situation en Tunisie. *Informations ouvrières* se targue cette semaine d'être "*le seul journal* à rendre compte de l'activité des comités populaires, pour n'en donner finalement qu'un bref aperçu, idem pour ce qui se passe réellement dans les grandes entreprises ou les multinationales. Ils ont fourni des informations concernant une poignée d'entreprises, alors qu'il y a plus de 2.000 entreprises étrangères en Tunisie, quelque 1300 françaises, 400 italiennes et quelques centaines américaines, plus les grandes entreprises dirigées par le clan Ben Ali-Trabelsi et quelques riches familles. Ceci dit, c'est mieux que rien et ils ont raison de le signaler.

Le POI encore une fois donne la parole (une demi-page) à un des bureaucrates de l'UGTT qui hier encore fréquentaient assidûment Ben Ali ! Dans son interview on y trouve tout et son contraire quand on le lit attentivement, ce qui apparemment ne gêne pas le moins du monde le POI. Il peut apparemment tout ce permettre puisqu'il indiquait qu'il était prêt à appeler à la grève générale. Hier vous avez lu que l'appel à la grève illimitée dans l'enseignement avait été annulée le soir même, soit le premier jour, bien qu'elle ait été suivie à 90% (dans le primaire). On attend de voir ce qui s'est réellement passé hier à Sfax où l'UGTT avait appelé également à la grève générale.

Qu'il nous faille prendre la défense de l'UGTT contre les attaques dont il a été l'objet, cela va de soi inconditionnellement, de plus c'est la seule organisation ouvrière du pays dans laquelle officiellement 500.000 travailleurs étaient organisés (Libération). On peut le faire sans forcément servir la soupe à ses dirigeants corrompus.

En Tunisie la révolution est partie des couches moyennes (des jeunes diplômés) vouées à la prolétarisation, en Egypte également, à ceci près que l'Egypte compte quatre fois plus d'habitants que la Tunisie, ce n'est qu'une hypothèse, mais il semblerait qu'une révolution soit plus difficile à démarrer dans un pays fortement peuplé et qui plus est à se structurer. En comparaison en France les couches moyennes roulent en 4x4 flambant neuves...

Hier soir sur TV5Monde Asie, ils ont diffusé un excellent documentaire sur la Résistance en France pendant la seconde

guerre mondiale, et j'ai noté qu'à un moment donné un des intervenants expliquait qu'il existait une multitude de réseaux à travers tout le pays, mais que leur action n'était pas coordonnée et risquait de s'endiguer, et un gaulliste de lui répondre que c'était parce qu'ils leur manquaient une orientation à leur combat, ce qui était exact, lacune qu'allait combler justement le gaullisme et il ne pouvait pas en être autrement. Cela m'a fait penser à la situation en Tunisie où c'est le parti qui fait le plus défaut pour donner une orientation politique (et définir des tâches) correcte au combat des comités populaires révolutionnaires.

J'ai noté également qu'au tout début la Résistance s'était organisée autour de tracts, puis de journaux réalisés avec les moyens du bord et distribués sous le manteau, et qu'un par un ils avaient recuté les résistants, puis formé des réseaux... Ce qui a attiré mon attention, c'était davantage la manière dont ils avaient été rédigés, dans un langage très simple, avec des mots ordinaires compréhensibles par tous, cela m'a fait pensé à ce que j'ai écrit encore récemment sur ce sujet.

Aujourd'hui on ne manque pas de journaux et de moyens d'information, on en regorge, par contre, on se demandera pourquoi les travailleurs ne se reconnaissent-ils pas dans un ou des partis politiques, même sans parler de s'organiser ou de militer, pourquoi les publications qu'on leur propose ne les intéressent pas ? Parce que les conditions objectives ne seraient pas mûres pour certains, pour d'autres parce qu'ils n'ont pas d'argent, insuffisant comme réponse, non ?

Politique.

1- France

1.1- A bas le capitalisme ! Une idée qui fait son chemin.

Les Français sont toujours les chantres de l'opposition au capitalisme. Un sondage réalisé par l'Ifop pour «La Croix» révèle mercredi qu'un Français sur trois juge qu'il faut abandonner le système capitaliste.

Selon ce sondage réalisé dans dix pays, et diffusé alors que début le Forum mondial de Davos, les Français seraient les plus anticapitalistes du monde. Ils ne sont en effet que 15% à juger que le système économique actuel «*fonctionne plutôt bien*», contre 65% des Chinois, 46% des Allemands, ou encore 55% des Américains.

Les Français sont également plus nombreux à sentir les effets de la crise. Alors que 21 % seulement des Allemands se sentent « *en pleine crise* », les Français sont 53 % à avoir ce sentiment. Seul les Italiens sont plus nombreux (58%).

Un point commun entre les dix pays: la crainte de voir une nouvelle crise économique «*éclater dans les prochaines années*». «*C'est le cas pour neuf Français sur dix, les trois quarts des Chinois et les deux tiers des Néerlandais*», note La Croix. (20minutes.fr 26.01)

1.2- Le gouvernement minoritaire et illégitime des riches, des privilégiés, des capitalistes.

A quinze mois de la présidentielle Nicolas Sarkozy a rencontré, mardi soir à Paris, les grands donateurs de l'UMP. Selon RTL et France Inter, qui ont relaté la réunion, le chef de l'Etat est arrivé discrètement par une porte dérobée dans un hôtel de la Porte Maillot, où se tenait le meeting.

Jean-François Copé a appelé ce Premier cercle à travailler avec l'UMP pour qu'"*ils puissent apporter leurs éclairages, leurs expériences, leurs contributions pour l'élaboration du projet (présidentiel), puisque pour beaucoup d'entre eux, il s'agit d'entrepreneurs, de gens qui ont une expérience dans le monde très intéressante et utile, dans l'intérêt de notre pays*".

Surtout, ils disposent d'importants moyens financiers, et ça, le patron de l'UMP ne veut pas s'en passer: "*J'ai dit que nous avons besoin de soutiens qui sont à l'honneur de notre démocratie, puisque ces soutiens financiers sont encadrés par la loi, plafonnés, et déclarés*". (Lexpress.fr 26.01)

Commes les enveloppes de Bettencourt par exemple !

Que le "*projet (présidentiel)*" de l'UMP corresponde aux intérêts des amis du Président, ils ne vont pas le claironner sur tous les toits. Pas besoin, les travailleurs savent dorénavant à quoi s'en tenir : quoi qu'ils disent, quoi qu'ils fassent, et c'est bien le drame, le leur bien sûr !

1.3- Vente d'armes et de matériel de répression au dictateur Ben Ali.

Selon la direction générale des douanes françaises, sept tonnes de matériel de maintien de l'ordre, dont des grenades lacrymogène soufflantes et éclairantes, des lance-grenade, des boucliers, des tenues de protection et des matraques, ont été bloquée à l'aéroport parisien de Roissy le 14 janvier vers 19h30 (18h30 GMT), après le départ de Zine Ben Ali.

L'autorisation d'exporter avait bien été donnée au fournisseur français mais les douaniers souhaitaient, "dans le cadre de leurs prérogatives et compte tenu de la sensibilité de la destination et du matériel", vérifier les 40 palettes, a-t-on précisé à Reuters de même source.

L'inspection a cependant dû être reportée au lundi 17 au matin après que le fournisseur eut averti que la cargaison n'était pas complète, ajoute la direction générale des douanes.

"*Nous n'avions pas reçu d'instruction particulière*", précise-t-elle. "*Si tout le matériel avait pu être présenté vendredi soir et s'il était conforme, il n'y avait pas de motif particulier de le bloquer.*"

C'est seulement lundi matin que le ministère des Affaires étrangères, averti entretemps, a suspendu l'autorisation d'exportation, bloquant de facto le matériel en douanes, ajoute-t-on de même source.

François Fillon a pour sa part accusé la gauche d'avoir accepté de livrer au ministère de l'Intérieur et à la présidence de Tunisie, quand elle était au pouvoir entre 1997 et 2002, des armes à feu, des grenades de divers types et des menottes.(Reuters 26.01)

Michèle Alliot-Marie savait-elle que des grenades lacrymogènes étaient en partance pour la Tunisie quand elle a proposé le "*savoir-faire*" de la France en matière de "*maintien de l'ordre*"? Oui, affirme le Monde dans son édition datée de jeudi.

Selon le quotidien, les services de la ministre des Affaires étrangères ont joué un rôle central dans l'exportation de ce matériel. Ces exportations nécessitent en effet la triple signature des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Défense et le dossier est traité "*en lien avec l'ambassade de France en Tunisie*".

Or, le 11 janvier, jour des déclarations de MAM, dont elle assure qu'ils ont été déformés, les trois ministères auraient déjà donné leur validation. Un accord qui date de l'époque de Bernard Kouchner, assurent les collaborateurs de la ministre. (Lexpress.fr 26.01

Entre temps Ben Ali avait pris la fuite !

Maintenant que la "*gauche*" ait soutenu et armé des dictateurs quand elle était au pouvoir, on le savait déjà, elle a poursuivi la politique réactionnaire de la "*droite*" jusque dans les moindres détails, concourant ainsi à détourner toujours plus les travailleurs de la politique et des partis au profit d'autres formes d'organisation dans lesquelles les idées de la classe dominante pouvaient s'ébattre à loisir. Ceci pour la France. Et dans des pays comme la Tunisie, c'est la soumission de tous les partis à la dictature qui se manifeste aujourd'hui dans le rejet par les travailleurs de tous les partis avec pour conséquence soit l'incapacité de donner une orientation politique correcte à leur combat, soit de définir les tâches et les moyens pour la mettre en oeuvre ou les deux à la fois.

1.4- L'Internationale antisocialiste.

Martine Aubry a apporté son soutien aux Egyptiens qui manifestent. «*Moi je ne dis pas "Moubarak dégage!", je dis "nous soutenons tous les peuples qui se battent"*», a lancé la n°1 du parti socialiste sur Europe 1.

Elle a indiqué que le PS va demander «une revue» des partis membres de l'Internationale socialiste. Le RCD, l'ex-parti de Ben Ali, en a été exclus, mais seulement quatre jours après la chute du dictateur. Le député socialiste Pierre Moscovici se prononce, lui, pour un «*ménage*», soulignant que le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo n'y avait «*plus sa place*», et le parti de l'Egyptien Hosni Moubarak, «*probablement pas non plus*». (Libération.fr 26.01)

On n'a pas le temps de faire ici la liste de tous les partis pourris dirigés par des dictateurs sanguinaires et affiliés à cette organisation contre-révolutionnaire. Vous aurez noté au passage l'hésitation d'Aubry à propos du parti de Moubarak. Et il faudrait voter PS en 2012 pour "*battre la droite*" ! Autant voter pour les tyrans Ben Ali, Gbagbo ou Moubarak !

2- Tunisie.

2.1- L'impérialisme américain au chevet du gouvernement transitoire vacillant.

Avant de prendre l'avion pour Paris au terme d'une visite de trois jours en Tunisie, le sous-secrétaire d'Etat américain pour le Proche-Orient Jeffrey Feltman.

Jeffrey Feltman, premier responsable politique d'une puissance occidentale à se rendre en Tunisie depuis la fuite de Ben Ali, a qualifié d'"*encourageantes*" les mesures prises par le gouvernement transitoire pour "*une plus grande ouverture et des réformes politiques importantes*".

Il a fait part de la disposition des Etats-Unis à "fournir une assistance pour l'organisation d'élections libres et transparentes". (AP 26.01)

Je vous passe le reste de sa déclaration d'un cynisme et d'une hypocrisie qui ne trompera aucun travailleur tunisien, du genre : "*Le peuple a aujourd'hui le droit de s'exprimer et de manifester pour dégager sa frustration*" alors qu'il était baillonné par le dictateur Ben Ali depuis 23 ans avec le soutien de l'impérialisme américain.

2.2- La journée d'hier

Les partisans du gouvernement de transition, plusieurs centaines de personnes, défilent en groupe sur l'avenue Bourguiba, l'artère centrale de Tunis. Quelques pancartes : «*Le vrai choix se fera par le vote, en attendant soyons unis*», ou encore, inscrit en rouge et noir, «*Appel aux enseignants : travaillez ! L'avenir de nos enfants n'est pas un jeu.*» Depuis le trottoir, les «*anti*» regardent. La rencontre est électrique.

«Nous, on est debout, pas vous !» crie Hichem, grosse moustache, prof d'une cinquantaine d'années. «*C'est pas vrai, le pays est dans l'anarchie totale, il faut se remettre au travail*», répond Chaer, trader, les cheveux gominés et rasé de près. Ceux qui manifestent en faveur du gouvernement de transition démentent évidemment s'être déplacés à l'appel de l'ex-parti au pouvoir. Mais les observateurs sont sans appel : c'est la première fois que le RCD ressort dans la rue depuis le départ de Ben Ali. «*Le risque de contre-révolution est réel*», commente Nizar Amami, membre de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). Dans la journée, pour la première fois, des incidents ont été signalés à Gafsa, Monastir et Sousse.

Au siège de l'Union syndicale maghrébine, l'UGTT travaille à l'élaboration d'une sortie de crise. Avec des bureaux présents dans tout le pays et 500 000 adhérents, c'est la seule force structurée de la société civile. L'ensemble des associations tunisiennes et des partis politiques légaux et non reconnus ont donc été invités autour d'une table. La proposition : demander au président par intérim, Fouad Mebezza, de dissoudre le gouvernement de transition, puis en constituer un nouveau débarrassé des membres de l'ancien régime.

«*Si on ne dissout pas ce gouvernement comme le demande la rue, la semaine prochaine, ce sera le président par intérim qui sera remis en cause, et ensuite la rue risque de demande à l'armée d'intervenir, nous voulons éviter ça*», explique Me Abdelaziz Mezoughi, membre de l'association pour l'indépendance de la justice.

Hier soir, la Tunisie attendait toujours l'annonce du remaniement ministériel «*imminent*». Pendant ce temps, différents ministères signalaient la destruction de leurs archives. Des restes de papiers découpés jonchaient encore les trottoirs. De nouvelles manifestations et grèves sont annoncées pour aujourd'hui. (Libération.fr 27.01)

Le gouvernement tunisien a tenté mercredi de donner des gages de rupture avec l'ancien régime de Zine ben Ali avec l'exclusion probable des ministres «*bénalistes*» et le lancement d'un mandat d'arrêt international contre l'ex-dirigeant et son épouse exilés en Arabie saoudite.

Le remaniement promis pour mercredi devrait finalement concerner des ministères régaliens, ainsi que l'exigent les manifestants désireux de tourner complètement la page de l'ère Ben Ali, renversé le 14 janvier après un mois de contestation sociale et politique dans la rue. Les portefeuilles de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères, dont les titulaires étaient membres du RCD, le parti de Ben Ali, devraient ainsi changer de mains, a-t-on appris dans les milieux politiques.

Dans un premier temps, il était prévu que le remaniement consisterait essentiellement à remplir les postes laissés vacants par cinq démissions. Des manifestants réclament depuis des jours que le gouvernement mis en place dans l'attente d'élections soit purgé des ministres autrefois membres du RCD. Ce mercredi encore, la centrale syndicale UGTT avait lancé un mot d'ordre de grève générale à Sfax, deuxième ville et centre économique de Tunisie, où des milliers de manifestants ont réclamé la démission du gouvernement. (hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont parlé de 50.000 manifestants à Sfax - note du site)

Des heurts ont d'ailleurs à nouveau opposé mercredi des manifestants à la police, près du palais gouvernemental de la Kasbah à Tunis, après plusieurs jours de protestation globalement pacifique. La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser des centaines de personnes, en majorité des adolescents et des jeunes gens, qui jetaient des pierres.

Il semblait s'agir de jeunes manifestants venus de régions rurales déshéritées qui campent devant le siège du gouvernement. Ils ont crié aux forces de sécurité qu'elles étaient la «police de Leila», allusion à l'épouse honnie de Ben Ali, accusée d'avoir une influence excessive sur son mari et des goâts de luxe. (20minutes.fr 26.01)

Social.

1- France.

1.1- Le chômage a nettement rebondi en décembre.

Le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories confondues s'est établi à 4.051.700 en métropole, soit environ 222.000 personnes de plus sur l'ensemble de 2010 (+5,3%). En ajoutant les départements d'Outre-mer, 4.309.500 personnes étaient inscrites en catégories A, B ou C fin décembre.

Le nombre des moins de 25 ans en catégorie A a augmenté de 1,1% en décembre, mais a baissé de 5,2% sur un an.

Celui des 50 ans et plus a augmenté de 1,6% sur un mois et a bondi de 16,3% sur un an.

Le nombre des chômeurs de longue durée - inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus - a augmenté de 1,4% en catégories A, B, C et a progressé de 19,8% sur un an en France métropolitaine. (Reuters 26.01)

1.2- Un régime qui craque de partout... Est-ce que cela annoncerait prochainement sa chute ? A la tunisienne par exemple ?

Quatre-vingt-dix CRS de la compagnie de Sainte-Foy-les-Lyon se sont fait porter pâle ce mercredi pour manifester leur colère contre le projet de fermeture de leur compagnie.

Ces policiers, qui représentent 70% des effectifs de la compagnie, ont présenté des arrêts maladie à leur hiérarchie pour justifier leur absence au service, la seule façon pour eux, qui sont interdits de droit de grève et soumis au devoir de réserve, d'exprimer leur mécontentement. (Lexpress.fr 26.01)

Saviez-vous que les CRS avaient été créés en 1944. Par le fameux Conseil national de la résistance dont on nous rebat les oreilles ?

1.3- Grève des dockers

Dans un communiqué diffusé mercredi, la fédération CGT des ports et docks appelle à une grève de 24 heures pour les dockers les 28 et 30 janvier, et au même mouvement pour l'ensemble des établissements portuaires les 29 et 31 janvier.

La CGT prévient par ailleurs qu'elle maintient un préavis de grève nationale reconductible "*pouvant s'appliquer de une minute à 24 heures*". Le syndicat annonce également qu'il envisage "*une manifestation sur Paris pour interpeller les élus du peuple*".

L'organisation syndicale accuse le gouvernement de remettre en cause, dans le cadre de la réforme des retraites, un accord sur la pénibilité validé le 27 octobre dernier avec le patronat, et par le cabinet de Jean-Louis Borloo, alors ministre de tutelle du secteur. (AP 26.01)

2- Grande-Bretagne.

Barclays a annoncé mercredi son intention de supprimer environ 1.000 postes au Royaume-Uni, la banque britannique ayant décidé de mettre fin à son activité de conseil financier dans ses agences.

Barclays prévoit de recentrer sur internet son offre de conseil en investissement. La banque estime que maintenir des conseillers dans ses agences devient de moins en moins rentable. (Reuters 26.01)

Economie.

Au lendemain du discours de Barack Obama sur l'état de l'Union , la Fed est donc pour l'instant un témoin passif dans le grand débat engagé à Washington : comment réduire le déficit budgétaire qui s'annonce record en 2011, à 1 480 milliards de dollars, d'après le bureau du budget du Congrès ?

Le temps où démocrates et républicains pouvaient faire croire que le déficit budgétaire serait maîtrisé sans de douloureuses coupures dans des programmes sociaux et militaires populaires est révolu.

Les dépenses militaires, à elles seules, représentent près de 900 milliards de dollars. Or, à ce jour, la Maison-Blanche ne propose pas plus que 78 milliards de dollars de réductions de ces crédits, étalées sur cinq ans. (Reuters 26.01)

Haut de page

Le 28 janvier

Ça baigne pour eux :

- Le chiffre d'affaires trimestriel d'Amazon.com en hausse de 36% - Reuters
- Hausse de 6,7% du CA d'Areva en 2010 - Reuters
- Comment la Française des Jeux a touché le jackpot en 2010 - 20minutes.fr
- JCDecaux dépasse son objectif de croissance du CA en 2010 - Reuters
- Vinci confiant pour 2011, CA 2010 supérieur aux attentes - Reuters
- 2010, année record pour l'hôtellerie parisienne - Reuters
- Baisse de 4,2% des défaillances d'entreprises en 2010 - Reuters
- Ventes record pour Christie's en 2010, à 5 milliards de dollars - Reuters

Parole d'internaute.

A force de tirer sur la corde elle finira bien par céder... sauf celle pour les pendre !

1- (après l'annonce de la hausse des prix des produits de première nécessité par Bruno Lemaire) Mais faite donc! Augmentez le prix des produits de première nécessité. Ça nous donnera une raison de foutre tous ses mafieux du gouvernement dehors et on suivra l'exemple de la Tunisie sauf que nous on ressortira la guillotine et les têtes vont tomber! Pas question qu'elles s'enfuient! On attend que ça!

2- toutes les semaines les prix augmentent incidieusement de quelques centimes, encore et encore ! çà pourrra pas durer longtemps comme çà !

Politique.

1-France. C'est "***bien entendu***", on ne peut vivre que de mal en pis dans leur société.

Hervé Morin, président du Nouveau Centre, et Jean Arthuis, président de l'Alliance centriste, ont lancé jeudi la Confédération centriste, première étape dans la reconstruction de cette mouvance. (Reuters 27.01)

«*Dans les prochains mois, les prix de la baguette de pain, des pâtes, de la farine, de l'huile, de tous les produits de première nécessité, de la viande, vont bien entendu augmenter*», a déclaré jeudi le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire. La hausse est «*néluctable*», selon lui. (20minutes.fr 27.01)

2-Hongrie.

Quelque 7 000 manifestants ont réclamé, jeudi 27 janvier dans la soirée, à Budapest, le retrait de la loi controversée sur les médias, que le gouvernement du conservateur Viktor Orban s'est engagé à modifier après une salve de critiques internationales.

Ce jeudi, quatre autres cortèges ont été recensés dans des villes de province. (Lemonde.fr 27.01)

3- Yemen

Inspirés par les exemples tunisien et égyptien, des milliers de Yéménites sont descendus jeudi dans les rues de la capitale, Sanaa, pour réclamer un changement de gouvernement et des réformes politiques.

Plusieurs rassemblements organisés en quatre endroits distincts ont réuni environ 16.000 personnes, selon une estimation de Reuters.

La foule a dénoncé la corruption et demandé le départ du président Ali Abdoullah Saleh, au pouvoir depuis plus de 30 ans.

"*Le peuple veut un changement de président*", ont scandé des manifestants qui brandissaient aussi des pancartes réclamant une amélioration des conditions de vie au Yémen, pays le plus pauvre du monde arabe.

L'un de ces manifestants, Ayoub Hassan, a prévenu: "*Si le parti (au pouvoir) ne répond pas à nos exigences, nous allons intensifier notre mouvement jusqu'à la chute du président, comme cela s'est passé en Tunisie.*"

Quelques policiers armés de matraques ont observé silencieusement les rassemblements, qui se sont terminés dans le calme.

Dans un autre quartier de la capitale, une manifestation pro-gouvernementale a réuni quelques centaines de personnes.

Les manifestations actuelles semblent aussi constituer une réaction à une proposition formulée fin 2010 par des membres du parti de Saleh, le Congrès populaire général. Cette proposition visait à supprimer la limite fixée au nombre de mandats présidentiels, qui devrait contraindre Saleh à quitter le pouvoir à l'expiration en 2013 de son actuel mandat.

L'opposition a tenté en vain de mobiliser la population contre cette idée en décembre.

Pour certains observateurs, la forte mobilisation observée ces derniers jours semble être la conséquence directe de la réussite de la révolution tunisienne.

"*Avant les événements en Tunisie, ils ont tenté de faire descendre les gens dans la rue mais n'ont pas réussi, donc leur capacité à obtenir maintenant une forte participation est profondément influencée par les événements en Tunisie*", a remarqué Abdoulghani al Iryani, spécialiste du Yémen.

Saleh a par ailleurs promis cette semaine une augmentation d'au moins 47 dollars du salaire mensuel des fonctionnaires et des militaires. (Reuters 27.01)

Syndicat.

« *Bernard Thibault veut jeter l'éponge* » titrait jeudi matin *Le Parisien*. D'après le quotidien, le patron de la CGT aurait l'intention de quitter la tête du syndicat à la fin de l'année, c'est-à-dire avant le terme de son mandat prévu pour fin 2012. Une confidence que Bernard Thibault aurait partagée avec les huit membres du bureau exécutif de la CGT lors d'une petite « retraite » de deux jours en décembre dernier. « *Je pars à la fin de l'année, de manière à ce que mon successeur soit en place avant la présidentielle* », rapporte un cadre de la CGT dans les colonnes du quotidien. L'article évoque également un Bernard Thibault « *fatigué* », usé par « *l'échec du conflit sur les retraites, les bisbilles internes* » et des « *problèmes de dos et familiaux* ».

Informations « *très clairement* » démenties dans la matinée par Bernard Thibault.

Et pourtant. Sous couvert d'anonymat, un autre membre du bureau confédéral confirme les informations révélées dans *Le Parisien* et assure que la question du départ anticipé de Bernard Thibault a bien été mise sur la table. « *C'est vrai, c'est quelque chose qui a été évoqué et sur lequel on essaie de travailler* », explique notre interlocuteur. « *Il l'a évoqué en disant qu'il ne faut pas que le futur secrétaire général prenne le relais en 2013 mais bien avant et si possible avant la présidentielle, en novembre ou décembre*», ajoute ce cadre de la CGT. « *Etant donné les faits mentionnés dans l'article, je pense que c'est quelqu'un du bureau qui a parlé* », assure notre témoin. Celui-ci fait notamment référence à la réunion du bureau lundi dernier, évoquée dans *Le Parisien* et à l'issue de laquelle Bernard Thibault aurait « *claqué la porte* ». « *Il n'y avait que nous* », précise le cadre de la CGT qui voit dans cette « *fuite* » dans la presse « *une bêtise ou confidence délibérée instrumentalisée par ceux qui veulent faire sortir les loups du bois ou se placer* ». (Publicsénat.fr 27.01)

Guaino ou Soubise a dû l'appeler pour lui dire que c'était une mauvaise idée et qu'il fallait qu'il tienne le coup au moins jusqu'aux présidentielles. C'est pas sympa de vouloir fausser compagnie à son pote Sarkozy, alors qu'il va rencontrer des difficultés pour se faire réélire en 2012, quand on partage le sale boulot, il faut assumer jusqu'au bout...

Haut de page

Le 29 janvier

Politique.

1- France.

Après les candidatures des députés communistes André Chassaigne et André Gerin, puis celle de l'eurodéputé du Parti de Gauche Jean-Luc Mélenchon, c'est au tour du député apparenté communiste Maxime Gremetz d'« *officialiser* » la sienne ce vendredi après-midi. (Rue89 28.01)

2- Jordanie.

Plus de 3 000 personnes, selon la police, sont descendues dans la rue après la prière, vendredi 28 janvier à Amman, la capitale de

la Jordanie, pour protester contre la vie chère et la politique économique du gouvernement, avec l'Egypte et la Tunisie en toile de fond.

Sur les banderoles, on pouvait ainsi lire : '*A bas le gouvernement Rifaï* (en référence au premier ministre jordanien, Samir Rifaï), '*Nous voulons un gouvernement de salut national*', '*Pas d'alternative aux réformes politiques*', '*Ensemble pour des réformes politiques et économiques*'.

Des partis politiques de gauche et des syndicats professionnels participaient au défilé, lequel était encadré par un important dispositif policier. A la mi-journée, aucun incident n'avait été enregistré. Des manifestations avaient lieu également à Irbid, ville située au nord de la capitale jordanienne, Al-Karak, Maan et Diban, dans le sud du pays, avec une première estimation totale de 'près 2 000 personnes', selon le porte-parole de la police, Mohamad Khatib.

Ces manifestations contre la vie chère sont les troisièmes dans le royaume depuis la chute de l'ex-président tunisien Ben Ali. Le gouvernement a annoncé le déblocage de près 500 millions de dollars (365 millions d'euros) pour augmenter les salaires des fonctionnaires et des retraités civils et militaires, favoriser la création d'emplois et faire baisser les prix. (Lemonde.fr 28.01)

Social.

Espagne.

Selon des données de l'Institut national des statistiques (INE) publiées vendredi, le taux de chômage s'est établi à 20,3%, un record au sein de l'Union européenne.

"*Le problème désormais est que le revenu disponible des ménages s'écroule et que les comptes des entreprises n'affichent pas une santé brillante non plus*", juge David Owen, économiste chez Jefferies.

"*Dans cet environnement, on peut s'attendre à ce que le taux de chômage reste élevé, voire qu'il augmente. Les problèmes de l'Espagne ne sont pas vraiment près de s'envoler.*"

Le nombre de demandeurs d'emploi a grimpé à 4,7 millions. (Reuters 28.01)

Economie.

Le PIB américain a retrouvé son niveau d'avant la crise, selon les chiffres officiels de la croissance publiés vendredi à Washington.

Sur l'ensemble de l'année, le produit intérieur brut de la première puissance économique mondiale a progressé de 2,9% par rapport à 2009, pour atteindre 14.660 milliards de dollars, selon la première estimation de la croissance annuelle communiquée par le département du Commerce. (20minutes.fr 28.01)

Haut de page

Le 30 janvier

On reviendra demain ou dans deux jours sur les premiers enseignements à tirer de la révolution tunisienne et ses répercussions dans d'autres pays.

Hier j'ai entendu un journaliste expliquer que la révolution tunisienne et le soulèvement en cours en Egypte étaient le produit de Facebook et de ce qu'ils appellent les "*réseaux sociaux*", qu'ils opposent volontiers aux partis ouvriers, avant d'être repris par une intervenante qui a précisé qu'Internet et les SMS avaient certes joué un rôle mais qu'ils n'avaient été que des outils au service de la population pour obtenir des informations sur les lieux des manifestations ou suivent le déroulement des faits, sans plus. Il est toujours bon de remettre les choses à leur place. Facebook n'a pas pu, ne peut pas et ne pourra jamais combler l'absence du parti ou s'y substituer.

Il y a trois jours, toujours aux infos du soir sur TV5Monde Asie, je l'avais noté sur un morceau de papier, un journaliste interviewait un ouvrier égyptien dans une ruelle sombre et étroite du Caire. Il lui a demandé comment il avait vécu cette journée de mobilisation contre le régime. En guise de réponse il a brandi deux cartouches vides de bombes acrymogènes. Le journaliste lui demande alors s'il avait répondu à l'appel lancé sur Internet et il lui a répondu : "*nous sommes sortis dans la rue dans notre quartier pour manifester comme tout le monde parce qu'on vit dans la misère et voilà comment on a été accueillis. Comment voulez-vous qu'on réponde à un appel lancé sur Internet, on n'a même pas de quoi manger et nourrir notre famille*", autrement dit, on est trop pauvre pour avoir un ordinateur ou savoir comment ça marche Internet, Facebook et Cie.

Ce sont les couches moyennes ou la petite-bourgeoisie qui utilisent Internet pour s'exprimer et éventuellement se mobiliser, pas le prolétariat et surtout pas ses couches les plus pauvres, ils se contentent des journaux ou de la radio et du bouche à oreille. Ceci n'est pas seulement valable pour les pays où un habitant sur deux vit en dessous du seuil de pauvreté, on a vu récemment qu'en Belgique une partie de la population était descendue dans la rue pour demander aux différents partis politiques pourris qui se sont succédés au pouvoir au cours des 50 dernières années de bien avoir l'obligeance de former un gouvernement, qui assurément résoudra les problèmes économiques et sociaux auxquels la classe ouvrière doit faire face quotidiennement, ce dont ils se foutent éperdument. Facebook et les "*réseaux sociaux*" sont principalement utilisés par les petits-bourgeois individualistes qui rejettent tous les partis ouvriers sans faire preuve du moindre discernement, selon le principe bien connu mais pas toujours avoué (Carré rouge) : tous pourris !

Entre une prise de conscience soudaine qui s'exprime individuellement et de façon anarchique, et une conscience forgée sur une longue expérience qui s'exprime collectivement et de façon organisée, il ne faut confondre ni leur contenu et ni leur portée. La première est vécue comme une abstraction, un fait qui rompt avec l'inconscience dans laquelle on baigne habituellement et dans laquelle on peut replonger aussitôt, la seconde est un état permanent, un acquis qui n'a pas besoin d'un événement exceptionnel pour exister et continuer d'exister.

On ne peut pas accéder à un état de conscience supérieur en une étincelle, comme par miracle, à ce stade il est forcément superficiel. Or lors d'une révolution, il faut absolument avoir conscience de l'ensemble de la situation avant même qu'elle éclate, pendant son développement pour définir les tâches et les objectifs qu'elle doit se fixer pour aller de l'avant, renverser les obstacles qui se dressent sur son chemin, etc. Et une révolution étant un processus vivant, dynamique, pendant lequel les différentes classes affûtent leurs armes et s'affrontent, si elle ne trouve pas les moyens d'aller de l'avant, elle reflue et elle peut être vaincue ou s'arrêter aussi soudainement qu'elle a vu le jour. D'où le rôle irremplaçable du parti qui exprime consciemment le mouvement largement inconscient qui est en train de se dérouler, pour le guider ou l'éclairer dans la bonne direction, pour vaincre notre ennemi et prendre le pouvoir.

Une révolution est une guerre de classes ouverte, déclarée, où les différentes classes sont engagées dans la lutte pour le pouvoir, alors comme dans toute guerre, il est impossible de ne pas concevoir que les questions de tactique et de stratégie n'auraient pas réellement d'importance, elles sont capitales au contraire. Là non plus, on ne nous fera pas croire que ces questions peuvent être résolues spontanément par des éléments isolés dans la société. De plus, les réponses à ces questions vont être d'ordre matériel, organisationnel que seul un parti de centaines de milliers de militants à les moyens de mettre en oeuvre. (A suivre)

En France, on a un président et un régime en place depuis plus de 52 ans, alors qu'ils sont rejetés par l'immense majorité de la classe ouvrière et des masses. C'est seulement l'ignorance et le faible degré d'organisation de la classe ouvrière qui leur permettent de se maintenir en place. Dans cette ignorance figure le rôle des partis qui se réclament du socialisme (PS et ses satellites) et qui sont en fait contre-révolutionnaires, ainsi que celui des appareils réactionnaires des syndicats subordonnés au capitalisme, qui ensemble constituent des obstacles (qui ne seront pas toujours insurmontables) à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour renverser les institutions de la Ve République...

Comment doit-on appeler un régime qui gouverne contre la volonté de la la majorité du peuple sinon une dictature ? La dictature connaît certes des dégrés sur le plan politique, mais sur le plan social elle commence avec l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'esclavage au salariat en passant par le servage, la servitude humaine est bien une constante du développement de l'humanité, avec comme pendant la lutte des classes pour s'en délivrer.

Qu'est-ce une démocratie sinon un régime qui respecte la volonté exprimée par la majorité du peuple. Un régime qui maintient dans la pauvreté une partie de la population, peut-il prétendre que telle aurait été la volonté du peuple, serait-il légitime pour agir de la sorte, peut-il être qualifié de démocratique ? En fait, pas plus que la liberté, la démocratie n'a existé dans sa forme achevée jusqu'à nos jours.

Pour répondre à la question précédente, un régime qui ne s'appuie pas et ne représente pas les intérêts de la majorité des masses laborieuses ne possède pas les caractéristiques qui définissent la démocratie. C'est seulement quand la classe majoritaire dans la société détient le pouvoir que la démocratie peut s'épanouir, donc pour la conquérir il faut commencer par s'organiser et préparer les conditions qui permettront de renverser la classe minoritaire qui est au pouvoir. La démocratie n'est qu'une étape sur la voie qui mène au royaume de la liberté une fois que les classes et l'Etat se sont éteints...

Depuis l'Antiquité, il n'a jamais existé de véritable démocratie dans le monde si l'on s'en tient strictement à la définition de ce mot, car jamais la majorité des exploités n'a détenu le pouvoir, à l'exception de la Commune de Paris pendant 72 jours et de la République des soviets de 1917 jusqu'au milieu des années 20, dans tous les autres cas elle a été confisquée, ces principes dévoyés par la minorité des exploiteurs prétendant gouverner au nom de l'intérêt général, pour en réalité satisfaire les besoins de la classe des capitalistes.

Ainsi, la démocratie ne doit pas être reconquise, puisque la majorité de la population ne l'a jampais conquise, et c'est seulement

par une révolution socialiste détruisant l'Etat des capitalistes que la classe majoritaire des exploités parviendra à la démocratie, dès lors qu'elle sera devenue la classe dominante dans la société et qu'elle excercera à son tour une dictature sur la classe des capitalistes, ce qu'on appelle la dictature du prolétariat. L'expression "dictature du prolétariat" peut choquer les âmes sensibles, il faut avoir à l'esprit qu'à la différence de la dictature du capital qui est l'expression d'une dictature imposée par la force par une minorité sur une majorité, dans le cas de la dictature du prolétariat, c'est le contraire, c'est la majorité qui impose par la force sa dictature à une infime minorité de la société, ainsi elle acquière une légitimité à laquelle ne peut pas prétendre la dictature du capital.

Et pourquoi doit-il obligatoirement en être ainsi ? Parce que la classe des capitalistes ne disparaitra pas du jour au lendemain et qu'elle continue d'exister à l'échelle mondiale, qu'elle continue son combat contre l'Etat ouvrier et la révolution prolétarienne dans l'espoir de les abattre et rétablir l'ancien régime. C'est seulement lorsque le capital aura été vaincu sur une large superficie de la planète ou pour ainsi dire à l'échelle de l'humanité, que le processus conduisant à l'extinction des classes sera bien avancé, que la dictature du prolétariat prendra fin, en même temps que les classes, l'Etat, les nations, les frontières, la démocratie et la politique...

Politique.

1- Jordanie.

"*Notre gouvernement n'est qu'un ramassis de voleurs*", ont scandé quelque 200 manifestants rassemblés sous les fenêtres du siège du gouvernement derrière une banderole disant "*Non à la pauvreté et à la faim*".

"*Nous sommes venus de loin, de régions rurales, jusqu'à Amman pour demander à Rifaï de partir*", a dit l'un des organisateurs de la contestation, Mohammed Sounaïd.

"*Nous appelons au renversement de ce gouvernement qui a massacré les pauvres. Il faut un gouvernement pour l'ensemble des Jordaniens, pas seulement pour les riches*", a-t-il ajouté.

Ils protestent également contre les privatisations de ces dix dernières années qui, disent-ils, n'ont enrichi qu'une petite élite jordanienne.

Certains réclament une limitation des pouvoirs du roi Abdallah, qui nomme le gouvernement, approuve les lois et peut dissoudre le parlement. "*Notre espoir est que les citoyens pourront choisir le gouvernement qui les représente*", a dit l'activiste Ali Dalaïn, ancien député de la ville de Karak (sud). (Reuters 29.01)

2- Yemen.

De petits groupes d'opposants ont été dispersés samedi à Sanaa, la capitale du Yémen, où le parti au pouvoir a proposé un dialogue à l'opposition en vue de mettre fin aux manifestations hostiles au gouvernement.

Les protestataires yéménites scandaient "*le peuple veut la chute du régime*", ont rapporté des témoins. (Reuters 29.01)

Economie.

Le conseil d'administration de Goldman Sachs, fleuron de Wall Street, a décidé de multiplier par trois le salaire du directeur exécutif, Lloyd Blankfein. Sa paie augmente ainsi de 600.000 à 2 millions de dollars (1,47 millions d'euros).

La générosité de la banque d'affaires ne s'arrête pas là. Elle a alloué un bonus de 12,6 millions de dollars (92,5 millions d'euros) à son patron, en hausse de 3,6 millions. Un niveau encore loin de celui d'avant la crise, Blankfein recevant à l'époque 68,5 millions de dollars de bonus, rappelle le New York Times . (Lefigaro.fr 29.01)

Le 31 janvier

Peu d'informations sur la Tunisie.

Après que le gouvernement RCD a fait évacuer par la force avec la complicité des dirigeants de l'UGTT les manifestants qui campaient devant le bureau du Premier ministre de Ben Ali pour exiger son départ ainsi que son gouvernement corrompu par le l'ex-dictateur au pouvoir, le prochain défi de ce gouvernement contre-révolutionnaire et des dirigeants de l'UGTT qui en sont les complices, va être de dissoudre les comités populaires révolutionnaires qui se sont constitués dans tout le pays et qui exigent l'élection d'une Assemblée constituante souveraine.

Finalement, en dehors du fait d'avoir chassé Ben Ali du pouvoir, qu'est-ce qui a changé dans la vie quotidienne des travailleurs tunisiens ? Quelles sont leurs revendications qui ont été satisfaites ou dont l'engagement a été pris qu'elles seraient satisfaites, je pense au salaire minimum et l'augmentation générale des salaires, le chômage, etc. ? Absolument rien. Et sur le plan politique ? Absolument rien. A suivre dans les jours qui viennent.

La révolution tunisienne et le soulèvement populaire en cours en Egypte a soulevé l'enthousiasme des militants et c'est bien normal, mais attention à ne pas céder aux illusions comme ce fut le cas en France au moment des dernières mobilisations (retraites notamment), car le réveil sera une fois de plus difficile à supporter. Si réveil il y a, ce dont je doute de plus en plus d'ailleurs. Certains trouvent utiles et le temps de barboter sur Facebook, mais trouvent inutiles de nous envoyer des contributions politiques ou de simples réflexions, cela ne trompe pas. Chacun a sa vérité, l'heure est à l'épanouissement des individualités, à la spontanéité des masses, quant à la réflexion collective, elle est toujours en panne et va droit dans le mur. Qu'on nous permette de nous en inquiéter sérieusement.

Politique.

1- Egypte.

Le soulèvement qui se poursuit depuis six jours affaiblit d'heure en heure le raïs, aussi le soutien de la haute hiérarchie militaire est-il crucial au moment où s'écroulent les autres piliers de son appareil politique.

Les événements ont fait au moins 102 morts pendant les cinq premiers jours de mobilisation, selon un bilan officiel.

Alors que l'heure du couvre-feu sonnait sans être plus respectée que la veille, avions de combat et hélicoptères ont survolé la place. En fin d'après-midi, de nouveaux camions militaires sont arrivés dans le secteur, mais aucun n'est intervenu contre des manifestants.

"*Hosni Moubarak, Omar Souleimane, vous êtes tous les deux des agents des Américains*", criaient des manifestants faisant allusion à la nomination la veille de Souleimane, chef des renseignements, au poste de vice-président qui était vacant depuis l'arrivée de Moubarak au pouvoir en 1981.

De toute évidence, ceux qui se trouvaient sur la place Tahrir ne souhaitent pas voir remplacer l'appareil politique de Moubarak par un dispositif militaire comprenant ses plus proches alliés. "*Moubarak, Moubarak, l'avion attend*", scandaient-ils. Un grand rassemblement s'est aussi tenu à Alexandrie.

La réaction de l'armée égyptienne à la crise demeure ambivalente. Des soldats protègent les installations clés mais ne tentent pas de faire appliquer le couvre-feu par la force, et on les voit souvent fraterniser avec des manifestants.

Reste à savoir si les militaires maintiendront au pouvoir le raïs âgé de 82 ans, ou s'ils le sacrifieront aux intérêts nationaux de l'Egypte - et aux leurs.

On ne sait pas si Moubarak a décidé de consulter les généraux ou si ces derniers l'ont convoqué. En Tunisie, ce sont des généraux qui ont persuadé il y a deux semaines l'ex-président Zine Ben Ali de fuir le pays après des semaines de manifestations.

La crise s'est accentuée dimanche, la population se trouvant en butte à l'anarchie dans certains secteurs. La police ayant disparu, des groupes de citoyens munis de bâtons, de chaînes et de couteaux se sont organisés pour empêcher les pillages.

Plusieurs milliers de prisonniers se sont évadés de la prison de Wadi Natroun, à 100 km au nord du Caire, a indiqué dimanche une source au sein des services de sécurité.

Des représentants de la sécurité ont fait savoir que la police serait de retour dans les rues lundi.

On a pu observer des scènes quelque peu surréalistes où des soldats se tenaient près de chars couverts de graffiti et de slogans comme "*A bas Moubarak. A bas le despote. A bas le traître. Le pharaon hors d'Egypte. Ça suffit*". Interrogé à ce propos, un soldat a répondu : "*Ce sont des mots écrits par les gens. C'est le point de vue des gens.*"

Le gouvernement égyptien a ordonné l'arrêt des activités de la chaîne Al Djazira sur son territoire. Il avait précédemment interrompu les communications par internet et les réseaux de téléphonie mobile pour réduire les capacités de mobilisation de la contestation.

Sans aller jusqu'à «*lâcher*» Hosni Moubarak, l'Administration Obama a clairement donné la priorité au changement en Égypte :

«*Nous souhaitons voir une transition en bon ordre. Nous demandons instamment au gouvernement Moubarak, qui est toujours au pouvoir (…), de faire ce qui est nécessaire pour faciliter ce genre de transition*», a déclaré la secrétaire d'État, Hillary Clinton. (Reuters, Lexpress.fr et Lefigaro.fr 30.01)

2- Soudan.

Des heurts ont opposé dimanche à Khartoum des policiers soudanais et des étudiants qui manifestaient pour réclamer la démission du gouvernement. Plusieurs étudiants ont été arrêtés.

Un demi-millier d'étudiants ont aussi manifesté à El Obeid, dans le Nord-Kordofan (ouest du Soudan).

La police a battu à coups de matraques des étudiants qui scandaient: "*Nous sommes prêts à mourir pour le Soudan*" et "*Révolution, révolution jusqu'à la victoire*". (20minutes.fr 30.01)

3- Sud-Soudan.

Le Sud-Soudan a voté de manière quasi unanime en faveur de son indépendance lors du référendum d'autodétermination destiné à clore définitivement plusieurs décennies de guerre civile.

Des milliers de personnes se sont mises à danser, chanter et crier lorsque les dirigeants ont annoncé que 99,57% des électeurs des Etats du sud du Soudan s'étaient prononcés pour l'indépendance, selon les premiers résultats officiels provisoires.

Les dirigeants du Sud-Soudan et les responsables du Nord doivent encore s'entendre sur un certain nombre de points, notamment le tracé de leur frontière, le partage des revenus pétroliers et le statut de la région d'Abyei.

Ce référendum d'autodétermination devrait aboutir officiellement le 9 juillet à la partition du plus grand pays d'Afrique. (Reuters 30.01)

Social.

Rififi chez les CRS.

Grèves de la faim et arrêts maladie se sont multipliés ce week-end chez les CRS de France après l'annonce d'une probable fermeture de deux compagnies à Marseille et à Lyon, a-t-on appris dimanche de sources syndicales.

La CRS 53 de Marseille-Saint-Barthélémy enregistrait dimanche 48 arrêts maladie, a-t-on appris de source policière. La CRS 54 de Marseille-Saint-Pierre, actuellement en déplacement à Paris, est en grève de la faim depuis samedi. La CRS 58 de Perpignan, compte de son côté 74 arrêts maladie sur un effectif de 84. Elle a refusé de se déplacer pour assurer la sécurité du match Arles Avignon-PSG.

Quant à la CRS 6 de Saint-Laurent-du-Var, qui a remplacé celle de Perpignan, "*elle a décidé de ne plus s'alimenter*", a expliqué David-Olivier Reverdy, le secrétaire régional d'Alliance-Police nationale, à l'Associated Press. Les repas ont été redistribués au Samu social du Vaucluse.

A Lyon, 90 CRS de Sainte-Foy-les-Lyon (Rhône), soit 70% des effectifs de la compagnie, avaient les premiers décidé mercredi de manifester leur protestation contre le projet de fermeture de leur compagnie, en présentant des arrêts maladie. Les CRS, comme tous les autres policiers, n'ont pas le droit de grève.

"*Le phénomène est en train de s'étendre. Il existe une vraie solidarité entre les CRS. Ils ne comprennent pas que l'on puisse être à contre-courant de la réalité des problématiques de délinquance, d'autant que le ministre de l'Intérieur était venu fin novembre à Marseille pour dire que les CRS resteraient aussi longtemps que possible*", a déclaré David-Olivier Reverdy, le secrétaire régional d'Alliance-Police nationale.

De son côté, le délégué régional CRS du syndicat Unité-SGP-Police, Raymond Vasquez, avait qualifié en fin de semaine la fermeture annoncée des deux compagnies de CRS de Lyon et de Marseille de "*décision inacceptable*", alors que "*1.300 postes ont déjà été supprimés dans les effectifs en 2009 et 2010*".

Un plan d'action a été mis en place par les syndicats depuis deux jours dans les 61 compagnies de CRS qui n'assurent plus que les missions de prévention, d'assistance à personnes en danger et de flagrant délit. (AP 30.01)

Profitons-en pour faire la révolution : Sarkozy dégage !

Economie.

Etats-Unis.

Le président républicain de la chambre des représentants, John Boehner, a déclaré dimanche que les Etats-Unis devaient continuer d'honorer leurs obligations en matière de financement de la dette publique sous peine de déclencher un cataclysme financier mondial.

Le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner a prévenu que faute d'une décision du Congrès, seul capable de relever la limite de l'endettement américain (14.300 milliards de dollars), il ne pourrait plus emprunter à partir d'une date comprise entre le 31 mars et le 16 mai.

A partir de cette date, le pays pourrait faire défaut sur certains prêts. (Reuters 30.01)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 1er février

Politique.

1- France.

1.1- Quelle mansuétude !

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé lundi soir qu'il n'y aurait pas de fermeture de compagnies de CRS en France, un projet qui suscitait la grogne dans la police. (Reuters 31.01)

Il y a 12.000 CRS en France. Franchement, quelle idée saugrenue de vouloir fermer des casernes de CRS au moment même où les peuples se soulèvent en Tunis et en Egypte ! On ne sait jamais...

1.2- A bas les institutions de la Ve République et le capitalisme, ils le disent !

Selon le Baromètre de la confiance politique publié lundi par le Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences-Po, au total, 83% des Français considèrent que les responsables politiques se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme eux - c'est deux points de plus qu'en décembre 2009.

Ils sont 39% à déclarer que la politique leur inspire avant tout de la "*méfiance*" et 23% du "*dégoût*".

Une défiance qui n'est pas synonyme d'indifférence puisque 58% des Français déclarent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique, un pourcentage en hausse de trois points en un an.

A 15 mois de l'élection présidentielle, 57% des Français considèrent que la démocratie ne fonctionne pas très bien ou pas bien du tout en France. C'est neuf points de plus que lors de la précédente enquête, en décembre 2009.

La majeure partie des sondés (56%) déclare n'avoir confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays (-2 points). Avec 22% de confiance dans ses capacités à gouverner, un score en hausse de sept points, la gauche passe de justesse devant la droite, qui cède un point à 21%.

L'enquête montre aussi une nette baisse de confiance des Français envers la plupart de leurs élus ou responsables gouvernementaux: elle chute de 13 points pour le maire à 52%, de neuf points pour le député à 38% et de trois points pour

le président de la République actuel à 28%.

Seule exception: le Premier ministre actuel, dont le niveau de confiance reste stable à 38%.

L'enquête du Cevipof met aussi en évidence une défiance accrue envers les banques avec 20% de confiance seulement, un score en baisse de neuf points, ce qui les rapproche des partis politiques, en lesquels seuls 13% des personnes interrogées disent avoir confiance (-4 points).

Enfin, alors que la France préside cette année le G20 et le G8, 47% d'entre eux (+7 points) disent souhaiter une réforme "*en profondeur*" du système capitaliste. (Reuters 31.01)

Les travailleurs ne sont pas "*indifférents*" à la politique, par contre ils expriment de la "*méfiance*" ou du "*dégoût*" envers les partis politiques, soyons positif et disons que c'est une réaction salutaire, et encore ils ne s'aperçoivent pas toujours du double langage des uns et des autres ou ils ne sont pas aussi attentifs que nous le sommes à toutes les manifestations de collaboration de classes, ils en auraient la nausée !

Ils disent aussi que ni la "gauche" et ni la "droite" ne sont légitimes pour gouverner, et en rejettant à 83% les responsables politiques, on peut ajouter qu'ils rejettent tous les partis institutionnels ou qui ont déjà gouverné, partis qui comme en Tunisie se confondent avec les institutions antidémocratiques qu'il faut abattre.

Quand 80% de la population n'a pas confiance dans les banques, on se dit qu'un certain nombre d'entre eux doivent être réceptifs ou peuvent adhérer au mot d'ordre de leur expropriation, à moins qu'il faille atteindre 100% pour avancer résolument ce mot d'ordre !

47% souhaitent une réforme "*en profondeur*" du système capitaliste, encore une fois c'est plus qu'il n'en faut pour construire le parti, non c'est trop, si on n'y arrive pas on va passer pour des nuls, à juste raison sans doute.

87% des personnes interrogées rejettent les partis politiques, si je militais dans un parti j'en ferais un tract dans lequel j'expliquerais pourquoi ils ont raison et pourquoi nous devons construire un nouveau parti, mais pour nos dirigeants qui sont des esthètes, c'est trop élémentaire, trop simple, trop à la portée des travailleurs...

Après on voudrait nous faire croire que les conditions ne seraient pas favorables à la construction du parti, qui peut encore croire ce genre de balivernes ? Dites plutôt que vous en êtes incapables, que vous ne le voulez pas, ce sera plus honnête.

1.3- Les "***révélations***" de Barbie et la colère de l'hystérique du Palais.

Carla Bruni-Sarkozy raconte au quotidien qu'en Italie, elle était «*bobo*» et de «*gauche*», mais en France, c'est l'inverse: «*Je n'ai jamais voté pour la gauche en France et ce n'est pas maintenant que je vais m'y mettre*». Et d'avouer franchement: «*Je ne me sens plus vraiment de gauche*». (20minutes.fr 31.01)

Le Président n'a pas du tout apprécié la fantaisie du fils de Guy Bedos, qui faisait de lui un "*VRP cocaïné*".

"*Cocaïné ? On aura vraiment tout entendu*", a lâché, énervé, Nicolas Sarkozy en privé, indique *Le Parisien* dans un écho publié dimanche. Le chef de l'Etat n'envisagerait toutefois pas une action judiciaire, précise le quotidien. (Lepost.fr 31.01)

2- Tunisie.

-A Tunis, des groupes de manifestants ont été dispersés par des unités anti-émeutes qui ont eu recours aux gaz lacrymogènes. Les manifestants réclamaient le départ des cadres du ministère de l'Intérieur qui ont servi sous Ben Ali et sont encore en fonction, voire du nouveau ministre Farhat Rajhi.

- Un climat de "*grande insécurité*" règne depuis lundi après-midi dans la région de Kasserine, dans le centre-ouest tunisien, à la suite d'actes de violence perpétrés par un "groupe de saboteurs" contre des établissements publics, a rapporté l'agence officielle tunisienne TAP.

Les actes de destruction ont notamment ciblé le siège de la sous-préfecture de Kasserine-Nord, la maison de jeunes, les locaux de l'institut supérieur des études technologiques et l'office de l'élevage du cheptel.

Un syndicaliste a déclaré à l'Associated Press que des membres de comités de quartiers mobilisés pour assurer leur propre protection ont arrêté deux de ces "saboteurs" qui ont avoué avoir été payés par des membres du RCD, le Rassemblement constitutionnel démocratique, l'ex-parti au pouvoir, "pour provoquer le désordre et le chaos".

Selon Chokri Hayouni, "*ces gens du RCD craignent d'avoir des comptes à rendre pour leurs pratiques illicites sous l'ancien régime*". Il s'est étonné "*du vide laissé par la sécurité et de la passivité des quelques soldats présents devant les actes de pillage et de destruction des assaillants*".

"*C'est un complot ourdi contre la région de Kasserine qui a payé un lourd tribu lors du soulèvement populaire avec au moins 27 morts et un grand nombre de blessés*", a-t-il ajouté. (AP 31.01)

- Le gouverneur de la BCT a dit à Davos : "*Il est clair que la situation est normale. Les Tunisiens ont repris leur activités. Les marchés ont ré ouverts et les services sont assurés*" affirmant que la poursuite des manifestations "*est une chose positive dans le cadre d'un régime démocratique*". (http://www.infotunisie.com 30.01)

3- Egypte.

3.1- Une coalition de mouvements d'opposition a appelé à une marche d'un million de manifestants dans les rues du Caire mardi afin d'obtenir d'ici vendredi le départ de Hosni Moubarak. (AP 31.01)

L'armée égyptienne a promis lundi soir de ne pas ouvrir le feu sur les manifestants, qui se sont encore rassemblés par milliers pour réclamer le départ d'Hosni Moubarak, et a jugé leurs revendications légitimes.

Dans la foulée, le vice-président Omar Souleimane, issu des rangs de l'armée, a annoncé l'ouverture de consultations avec l'ensemble des partis politiques, conformément au souhait exprimé par l'Union européenne et les Etats-Unis.

"*Le président a demandé aujourd'hui d'établir des contacts immédiats avec les forces politiques pour entamer un dialogue sur tous les problèmes soulevés qui implique également des réformes constitutionnelles et législatives de façon à déboucher sur des projets d'amendements clairs et sur un calendrier précis en vue de leur mise en oeuvre*", a-t-il expliqué lors d'une allocution télévisée.

Dans un communiqué diffusé un peu plus tôt, l'armée, pilier du long règne de Moubarak, précise qu'elle est présente dans les rues pour le bien et la sécurité des Egyptiens. "*Les forces armées n'auront par recours à la force contre notre grand peuple*", promet l'état-major.

"Vos forces armées, qui ont conscience de la légitimité de vos demandes et sont prêtes à assumer leur responsabilité de protection de la nation et des citoyens, affirment que la liberté d'expression par des moyens pacifiques est garantie à tous", poursuivent les militaires.

Hosni Moubarak, confronté à un mouvement qui ne cesse de prendre de l'ampleur, a poursuivi lundi le remaniement de son gouvernement pour tenter, sans succès, d'apaiser la colère de la rue égyptienne qui réclame son départ.

Un appel à la grève générale a été lancé ce lundi et ses opposants ont annoncé une "*marche d'un million*" de personnes mardi pour pousser vers la sortie le chef de l'Etat au pouvoir depuis près de trente ans.

"*Ce que nous voulons est clair: nous voulons que Moubarak et sa clique dégagent. Nous n'accepterons rien d'autre*", lançait un manifestant, Omar el Demerdach, chercheur de 24 ans.

Environ 140 personnes sont mortes dans les affrontements avec les forces de sécurité.

Lundi matin près de 100 000 personnes étaient rassemblées sur la place Tahrir. (Lexpress.fr 31.01)

Hosni Moubarak a tenté plusieurs fois de désamorcer la crise en annonçant des réformes économiques et en remaniant sa garde rapprochée, sans convaincre.

Le nouveau cabinet comprend trois anciens officiers supérieurs, dont le Premier ministre et ancien commandant de l'armée de l'air Ahmed Chafik, nommé samedi en même temps que le chef des renseignements Omar Souleimane était désigné au poste de vice-président, que le raïs avait laissé vacant depuis son accession au pouvoir, en octobre 1981.

Les autorités ont annoncé en outre lundi la promotion du ministre de la Défense, Mohamed Hussein Tantaoui, qui récupère en outre un poste de vice-Premier ministre. Le ministre de l'Intérieur Habid el Adli, détesté par de nombreux Egyptiens en raison de la répression exercée par la police, a été limogé et remplacé par le général Mahmoud Wagdi, ancien chef des services de police judiciaire du Caire et de l'administration pénitentiaire.

Zaineb el Assam, expert du Proche-Orient au sein du cabinet londonien Exclusive Analysis, estime que ce remaniement est trop

limité et arrive trop tard. "*Je pense que Moubarak sera parti bien avant 30 jours*", dit-il. "*Certaines personnalités de ce gouvernement sont profondément impopulaires. Le général Wagdi par exemple. Cela va encore renforcer les manifestations. L'armée va considérer Moubarak comme un boulet.*" (Reuters 31.01)

3.2- L'agence de notation Moody's a annoncé lundi avoir abaissé la note souveraine de l'Egypte, qui passe de Ba1 à Ba2, en raison des troubles dans le pays. Les perspectives, autrefois jugées stables par l'agence, sont désormais considérées comme négatives.

L'agence de notation Fitch a également émis la semaine dernière des perspectives défavorables, plaçant l'Egypte en surveillance négative. (AP 31.01)

3.3- Israël a fait parvenir un message confidentiel aux Etats-Unis et à des pays européens leur demandant de soutenir la stabilité du régime égyptien d'Hosni Moubarak en butte à une vague de contestation, a indiqué lundi le quotidien *Haaretz*. Dans ce message, les responsables israéliens soulignent qu'il est de "*l'intérêt de l'occident*" et de "*l'ensemble du Moyen Orient de maintenir la stabilité du régime en Egypte*", a ajouté journal.

"*Il faut en conséquence freiner les critiques publiques à l'encontre du président Hosni Moubarak*", a souligné ce message envoyé à la fin de la semaine, selon le journal. (Lexpress.fr 31.01)

Social.

Nous leur servons de cobayes.

L'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) a publié lundi une liste de 77 médicaments faisant l'objet d'un suivi renforcé de la part des autorités sanitaires françaises.

Cette liste représente une "*garantie*" pour le patient, qui ne doit pas pour autant cesser de prendre les médicaments surveillés, a souligné Didier Houssin, directeur général de la Santé. "*Les patients ne doivent pas arrêter leur traitement ou modifier la dose sans consulter leur médecin*", a-t-il ajouté. (Reuters 31.01)

Et ce scélérat ose parler de "*garantie* !

Je ne sais pas comment faire d'ici pour contacter un bon avocat, j'ai une affaire en or à lui confier, le cas de mon épouse Magueswary, pas contre un trust pharmaceutique mais contre la clinique qui l'a opérée, j'ai récupéré son dossier médicale, 5 kilos ! Ils ont commis au moins une erreur médicale qui s'était traduite par une hémorragie à partir du coeur, une couture interne qui avait lâché, mal faite ou bâclée je n'en sais rien, une hémorragie au cerveau peut-être dû à un mauvais dosage d'un médicament ou une mauvaise synchronisation au moment du débranchement ou du rebranchement du coeur, à moins que cela provienne de la première hémorragie. Depuis elle fait de l'asthme alors qu'elle n'a jamais été asmathique, elle a du cholestérole, alors qu'elle était maigre comme un clou et ne mangeait pratiquement pas de viande et peu de graisse, je sais que le corps en fabrique, mais elle n'en avait pas avant son opération et elle n'a pas changé ses habitudes alimentaires. Ils lui filent un tas de médicaments à prendre tous les jours dont une bonne partie n'est pas nécessaire à mon avis.

Economie.

1- Italie.

Selon le rapport annuel de la police italienne, dévoilé lundi 31 janvier, l'intensification de la lutte contre l'évasion fiscale a permis de découvrir que près de 50 milliards d'euros avaient été cachés au fisc en 2010, un montant en hausse de 46 % par rapport à 2009.

Sur ce montant, 20,263 milliards d'euros (+ 47 %) appartenant à 8 850 personnes n'avaient pas été déclarés, alors que ces personnes avaient une activité professionnelle. Par ailleurs, 10,533 milliards d'euros ont été découverts dans le cadre d'enquêtes portant sur des cas d'évasion fiscale à l'étranger, un montant en hausse de plus de 80 %.

L'amnistie fiscale a entraîné la régularisation de 104,5 milliards d'euros et a permis à l'Etat d'encaisser 5,6 milliards de recettes.

Concernant la lutte contre la contrefaçon, plus de 110 millions de produits contrefaits ou dangereux ont été saisis l'an dernier. Enfin, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, la police financière a mis sous séquestre 3 milliards d'euros de biens appartenant à la mafia en 2010, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2009, tandis que 20,5 tonnes de drogue ont été saisies (+ 61 %). (Lemonde.fr 31.01)

2- Etats-Unis.

Exxon Mobil a fait état lundi d'un bénéfice en hausse de 53% au quatrième trimestre, soit 9,25 milliards de dollars.

Les cours du brut ont augmenté de 12% sur un an, à quelque 85 dollars le baril en moyenne au quatrième trimestre.

"*Une grande part de cette performance semble venir d'une imposition effective plus faible*", ajoute Phil Weiss, analyste chez Argus Research. Il attendait un taux d'imposition de 46%, qui a été en réalité de 38% environ.

La production en équivalent pétrole a progressé de 19% par rapport à l'année dernière, portée par les activités de gaz naturel liquéfié au Qatar, a souligné Exxon.

Les bénéfices de ses activités d'exploration et de production ont progressé de 29% sur un an, à 7,48 milliards de dollars et ceux des produits chimiques ont crû de 49%, à 1,07 milliard de dollars.

Les recettes tirées de sa branche raffinage ont grimpé en flèche, passant à 1,15 milliard de dollars contre 189 millions un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires a quant à lui bondi à 105,2 milliards de dollars contre 89,8 milliards de dollars. (Reuters 31.01)

3- Zone euro

Selon une première estimation publiée lundi par Eurostat, l'inflation ressort à 2,4% sur un an dans les 17 pays de la zone, son plus haut niveau depuis octobre 2008. (Reuters 31.01)

Haut de page

Le 2 février

Je vous conseille la lecture de la déclaration du groupe Bolchevik sur le développement de la situation révolutionnaire en Tunisie. J'y adhère totalement, c'est un document de 10 pages qui permet de comprendre à la fois la situation en Tunisie et les positions des uns et des autres en Tunisie et en France notamment, le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale depuis l'explosion de la dernière crise du capitalisme en 2007-2008.

Si je peux me permettre : bravo camarades pour cet excellent travail qui exprime la continuité du marxisme-révolutionnaire. Si vous êtes capables de mesurer la somme de travail et le temps considérables qu'il leur a fallu pour rédiger ce document, vous avez le droit de remercier ces camarades et de leur exprimer votre soutien, ce n'est pas interdit, c'est en tout cas ce que je fais ici à titre personnel. A lire absolument et à diffuser largement. Voilà qui nous met de bonne humeur de bon matin, car on en avait plus que marre des articles ou des déclarations misérables du POI, du NPA et de LO.

Du coup je n'écrirai pas d'article sur la révolution prolétarienne en Tunisie, je me contenterai modestement d'intervenir au coup par coup sur l'actualité.

A propos de l'assemblée constituante dont certains se gargarisent, j'ai noté ce passage dans ce document du groupe Bolchevik :

"*Une assemblée constituante est une revendication démocratique qu'un parti ouvrier peut tactiquement opposer à un gouvernement du type RCD-Ettajdid-PPD, à condition qu'il préserve son indépendance des partis de la petite et de la grande propriété, à condition que le parti ouvrier refuse tout soutien à tout gouvernement provisoire, à condition qu'il ne cache pas que sa perspective est la dictature du prolétariat et la révolution socialiste mondiale.*".

J'ajoute pour la discussion, tout dépend d'où elle émane et du rôle qu'on compte lui faire jouer, de son contenu véritable, car en tout état de cause, il s'agit de rompre avec le modèle bonapartiste qui s'accompagne de l'élection d'un Président de la république, un président qui est finalement une survivance de la monarchie, de l'Ancien régime.

On ne peut concevoir une assemblée constituante vraiment souveraine qu'à partir du moment où elle s'inscrit sur les décombres des institutions qui existaient avant la révolution et à condition qu'elle soit issue du processus révolutionnaire ou en exprime la continuité pour avancer vers le socialisme. On peut concevoir aussi que l'assemblée constituante existe dans une situation de double pouvoir au côté des institutions politique du capital, dans ce cas-là, elle devra se fixer comme tâche et objectif de mobiliser l'ensemble de la classe et des masses pour les liquider. L'issue de ce combat déterminera l'issue de la révolution socialiste elle-même.

Politique.

1-France.

1.1- Michèle Alliot-Marie

Le Canard enchaîné affirme, dans son édition du mercredi 2 février, que la ministre des affaires étrangères, accompagnée de son compagnon Patrick Ollier, ministre des relations avec le Parlement, et de ses parents, a profité à titre gracieux d'un jet privé appartenant à Aziz Miled, homme d'affaires proche du clan Ben Ali-Trabelsi, et Belhassen Trabelsi, beau-frère du président déchu Ben Ali.

Toujours selon l'hebdomadaire, la ministre affirme avoir "*payé ses vacances*", mais n'est pas en mesure de préciser à quel nom a été établie la note de l'hôtel de M. Miled. Et admet avoir profité de l'avion privé de ce dernier à titre gracieux. (Lemonde.fr 01.02)

1.2- Le gouvernement complice du dictateur Ben Ali.

Le gouvernement français avait bien donné le 12 janvier son accord pour des livraisons de grenades lacrymogènes à la Tunisie, alors que la répression de manifestations contre le régime de Zine ben Ali durait depuis presque un mois.

Le Premier ministre François Fillon le reconnaît dans un courrier envoyé au président du groupe socialiste à l'Assemblée Jean-Marc Ayrault, dont Reuters a obtenue une copie, où il précise que ces matériels n'ont finalement pas été livrés.

Ce n'est que le 18 janvier, quatre jours après le départ de Zine ben Ali, que la ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie a définitivement suspendu les autorisations officielles de livraison de grenades à la Tunisie. (Reuters 01.02)

2-Territoires palestiniens. Le Hamas et l'Autorité palestinienne soutiennent Moubarak le puissant allié de l'Etat sioniste.

2.1- La police du Hamas a empêché un petit groupe de Palestiniens à Gaza de tenir une manifestation de soutien au mouvement de protestation égyptien, a-t-on appris mardi.

En Cisjordanie, l'Autorité palestinienne a également réprimé une manifestation de soutien aux manifestants égyptiens cette semaine. (AP 01.02)

2.2- L'Autorité palestinienne a annoncé mardi son intention d'organiser "dès que possible" des élections municipales en Cisjordanie.

L'Autorité palestinienne n'a pas organisé d'élections depuis 2006, le président et les membres du Parlement étant restés en fonctions après l'expiration normale de leurs mandats.

Le mandat présidentiel de quatre ans d'Abbas est arrivé à expiration en 2009, mais a depuis été prolongé indéfiniment. Celui du parlement a expiré en 2010, mais il est toujours en place. (AP 01.02)

3-Jordanie. Replâtrage en urgence.

Le roi Abdallah de Jordanie a nommé mardi Marouf Bakhit, son ancien conseiller militaire, au poste de Premier ministre en remplacement de Samir Rifaï, dont des manifestants réclamaient ces derniers jours la démission, a annoncé un responsable des autorités jordaniennes.

La Jordanie, aux prises avec l'une des pires récessions économiques de son histoire, traverse une période de tensions politiques.

Face à la flambée des prix des denrées de base, Samir Rifaï avait annoncé il y a deux semaines des hausses de salaires dans la fonction publique et l'armée sans calmer la colère de la population.

"*Je n'y verrais pas un signe de libéralisation. Lors de son précédent passage à la tête du gouvernement, il parlait beaucoup de réformes mais les actes concrets ont été peu nombreux*", selon Rosemary Hollis, spécialiste du Moyen-Orient à la City University de Londres.

A l'inverse, Adnan Abou Odeh, ancien grand chambellan, estime que le nouveau Premier ministre sera sans doute à même de "*mieux lire la situation que naguère*".

"*C'est un développement majeur qui contribuera à stopper les manifestations. Au lieu de réclamer un changement de gouvernement, ils appelleront le nouveau gouvernement à entreprendre des réformes, sur la représentativité du parlement un partage du pouvoir ou encore l'économie*", dit-il.

Adnan Abou Odeh note que la Jordanie est confrontée "*au même virus qui a touché la Tunisie, l'Egypte et touche tous les Etats arabes. La différence entre les pays tient (à leur degré) d'immunité (contre ce virus)*". (Reuters 01.02)

Social.

France.

1- Hausse des prix

1.1- Les péages des autoroutes doivent augmenter en moyenne de 2,24% au 1er février, selon les calculs de l'Association professionnelle des autoroutes et ouvrages routiers (AFSA).

1.2- Côté rail, la SNCF a annoncé pour le 8 février une hausse moyenne de 2,85% des tarifs de ses trains à réservation (TGV, Téoz et Lunéa) en seconde classe, plein tarif. Quant aux premières classes, elles augmenteront de 3,2% en moyenne. (20minutes.fr 01.02)

2- Gouvernement du CAC 40. Faisons payer les plus pauvres, ce sont les plus nombreux !

Le secrétaire général de l'UMP estime dans un entretien publié mardi par *Le Parisien* que le vrai sujet en matière fiscale, ce sont les charges sociales, et non les impôts.

"*Il faudrait donc baisser les cotisations sociales, qui ne sont payées que par quelques-uns, et faire un transfert sur la TVA, qui est elle payée par tout le monde*", dit-il.

"*Un point supplémentaire de TVA, ça se voit à peine*", ajoute-t-il. "*Il y aura certes une augmentation mais tout le monde sera gagnant au final.*"

François Fillon a exclu mardi toute augmentation de la TVA. (20minutes.fr 01.02)

X. Bertrand a notamment dit "*ne pas bien comprendre*" les raisons pour lesquelles il relançait ce débat "*un mois et demi avant les cantonales*". (Lexpress.fr 01.02)

Economie.

France.

Interdites depuis le 19 septembre 2008, les ventes à découvert sur les valeurs financières sont de nouveau autorisées par l'Autorité des marchés financiers, depuis ce mardi. (Lefigaro.fr 01.02)

Haut de page

Le 3 février

En Tunisie comme en Egypte, le régime n'osant pas encore noyer la révolution prolétarienne et le soulèvement populaire dans un bain de sang en utilisant l'armée, il laisse agir ou fait appel à ses nervis pour s'attaquer au peuple debout pour le renverser.

C'était prévisible en l'absence d'un parti révolutionnaire dans lequel la majorité de la classe ouvrière se serait reconnue pour affronter le régime en place, son parti, sa police et sa milice... Lors d'une précédente causerie il y a déjà une dizaine de jours au moins, j'avais fixé les limites que ne pourraient pas dépasser la révolution tunisienne du fait du désarmement politique du prolétariat.

Un soulèvement spontané peut déboucher sur crise révolutionnaire, il peut aboutir au départ du dictateur en place, mais il ne peut pas venir à bout d'un régime installé depuis des décennies ou plusieurs siècles s'il n'est pas organisé et soutenu par un

parti révolutionnaire.

On aura constaté qu'en Tunisie comme en Egypte, la chute du dictateur en place est immédiatement suivie par l'annonce d'une ribambelle de partis subordonnés au capital et à l'impérialisme prêts à prendre le relais sans évidemment remettre en cause l'Etat. A tous ces partis contre-révolutionnaires, qu'est-ce que le prolétariat a à opposer ? Rien, il est totalement démuni, désarmé. La question est maintenant de savoir comment on va réussir à faire comprendre cela aux travailleurs. C'est là qu'on mesure l'énorme responsabilité des dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière. Seront-ils à la hauteur de leurs responsabilités ? On peut malheureusement en douter, puisqu'à ce jour ils ont été incapables de construire le parti que le prolétariat a absolument besoin pour affronter et vaincre le camp de la réaction. On voudrait bien y croire, mais on ne peut pas non plus se bercer d'illusions, encore moins en colporter.

Au pire les travailleurs estiment que tous les partis sont pourris ou ne valent guère mieux les uns que les autres, c'est le discours qui est savamment distillé sur Facebook par exemple, au mieux ce sont des passoires auxquelles des milliers et milliers de travailleurs et jeunes ont adhéré pour les quitter ensuite. La même chose est valable à propos des abonnés à leurs journaux. Qu'on nous permette de nous étonner que ce problème n'ait jamais trouvé de réponse adéquate.

Un parti qui se construit et dont les effectifs sont faibles ne peut courrir deux lièvres à la fois, il ne devrait pas multiplier à l'infini les batailles et les tâches dans lesquelles les militants s'épuisent et finissent par se lasser et se décourager. Il devrait en permanence consolider ses acquis, tout faire pour élever le niveau théorique de ses militants afin de les conserver, il devrait être attentif à la progression de chaque militant, faire en sorte que chaque militant se trouve bien et utile dans son parti...

On ne rejoint pas le parti pour mener une bataille, mais pour mener une guerre de classe de longue haleine qui prendra des décennies, toute une vie. On ne quitte pas le parti quand on a compris la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques, qui nécessite à son tour de construire le parti, car sans le parti nous ne pourrons jamais vaincre notre ennemi de classe.

Un militant veut quitter le parti sous un prétexte quelconque, admettons pour notre démonstration que la ligne impulsée par sa direction soit correcte, on va le harceler de questions pour découvrir quel désaccord il a avec la politique du parti ou quelle idée fausse il s'en fait, en agissant de la sorte on va peut-être réussir à le remettre sur les rails, mais pour une période déterminée seulement, car on ne s'est pas attaqué à la racine du problème. Si à chaque fois qu'on a un doute ou un désaccord, qu'on est épuisé ou qu'on est las, il nous prend l'envie de tout plaquer, on n'y arrivera jamais. L'appartenance au parti doit reposer sur une conviction qui doit s'affermir avec le temps, et non sur un état d'âme, passager par excellence. Si moralement on connaît tous des hauts et des bas, notre conviction politique doit être inébranlable, si tel n'est pas le cas, c'est qu'elle est encore fragile, qu'il faut la renforcer de toute urgence, ce devrait être une priorité pour l'ensemble du parti. Il arrive souvent que les militants quittent leur parti à cause des rapports qui règnent à l'intérieur, ce qui ne devrait jamais arriver ou n'être qu'une exception.

On conçoit très bien que tous les militants ne puissent pas accéder à un niveau théorique très élevé, mais il existe d'autres moyens pour les garder au parti, par exemple par l'intérêt qu'on leur porte et les tâches utiles qu'ils peuvent accomplir pour le parti, alors que la société les méprise, les ignore ou les maltraite, les humilie en permanence, le parti doit être à l'image de la société que nous voulons construire, à défaut de pouvoir exercer ses talents au niveau de la société, il doit les mettre au service de tous ses militants, du balayeur au bac +7 sans exception.

Si l'on ne sait pas comment s'y prendre et qu'on n'ose pas l'avouer ouvertement, prenons ce qui se fait de mieux dans chaque parti. LO est le spécialiste des fêtes qui resserrent les liens entre leurs militants, le NPA sait s'adresser aux jeunes, le POI sait s'adresser aux militants aguerris, le PG a réussi à séduire une petite partie des couches moyennes, le PCF sait s'adresser à ce qu'on appelle les classes populaires, à chaque fois c'est plus une question de forme que de contenu qui attirent les travailleurs quand on y regarde de plus près, il faut donc dans chaque cas spécifique trouver la forme et le contenu correctes ou la façon de présenter notre politique. A condition de se fixer pour objectif de construire un parti de masse profondément ancré dans toutes les couches des exploités. (A suivre)

Autre chose.

Le président du Yemen en place depuis plus de 30 ans a décidé de ne pas modifier la Constitution et de ne pas se représenter à la prochaine élection présidentielle. (entendu aux infos sur TV5Monde Asie hier soir)

Politique.

Tunisie.

Farhat Rajhi, ministre de l'intérieur tunisien, mardi soir 1er février, sur la chaîne de télévision privée Hannibal TV, a reconnu que le gouvernement provisoire remanié, dans lequel il a lui-même fait son entrée le 27 janvier, était passé à deux doigts de la catastrophe, la veille, quand "*2 000 à 3 000*" policiers et miliciens "*de l'ancien régime*" ont envahi le ministère de l'intérieur, le contraignant à le quitter sous escorte militaire. "*La majorité de ceux qui sont rentrés dans mon bureau étaient armés*", a-t-il

reconnu, en dénonçant "*un complot*". Pendant vingt-quatre heures, la Tunisie a vécu dans la psychose d'un retour en arrière.

Plus aucun policier n'était visible, en "*grève générale*". Des groupes armés ont surgi, comme à Kasserine (ouest), où la sous-préfecture a été mise à sac, mais aussi à Tunis. Les vols d'Air France et d'autres compagnies ont été annulés en raison de manifestations à l'aéroport de Tunis-Carthage.

A ces éléments, bien réels, se sont ajoutés d'autres, imaginaires et inquiétants. Une synagogue avait brûlé à Gabès. Des enlèvements d'enfants étaient signalés. Cela a suffi pour que, mardi, tous les parents retirent précipitamment leur progéniture de l'école, encouragés par les enseignants. Dans la soirée, le gouvernement a dû réagir en récusant ces rapts et en promettant des mesures.

M. Rajhi a ainsi annoncé le limogeage de 42 hauts responsables de la sécurité, la réintégration des policiers radiés ou mis au placard ces dernières années et des augmentations de salaire. Un général de l'armée, Ahmed Chebir, a pris la direction de la sûreté nationale, tandis que l'ancien ministre de l'intérieur, Rafik Belhaj Kacem, limogé deux jours avant la fuite de l'ancien chef de l'Etat, Zine El-Abidine Ben Ali, a été arrêté et placé en garde à vue.

M. Rajhi a aussi exhorté les policiers à reprendre le travail, et appelé les Tunisiens à pardonner aux policiers, piliers du régime Ben Ali et responsables des violences - parfois meurtrières contre les manifestants - qui ont fait 147 morts, en plus de 72 tués dans les prisons, selon l'ONU. "*Pensez que ça pourrait être votre père, votre frère...*", a exhorté le ministre de l'intérieur.

A la télévision publique, le ministre de l'éducation, porte-parole du gouvernement, Taïeb Baccouche, a annoncé l'adoption de quatre protocoles internationaux, dont la convention sur la protection des personnes contre les disparitions forcées et le statut de Rome de la Cour pénale internationale. "*Il y a eu une atmosphère de peur, c'est tout à fait normal dans une période transitoire, a déclaré au Monde M. Baccouche, se voulant rassurant. Je pense qu'une amélioration sensible de la situation aura lieu dès demain.*"

Il reste que les violences policières et les exactions commises par des groupes et milices armées continuent de nourrir les peurs. Selon des chiffres du ministère de la justice recueillis par Le Monde, 11 029 prisonniers se sont échappés des établissements pénitentiaires en janvier, pendant le soulèvement tunisien, soit un tiers de la population carcérale évaluée à 31 000 personnes !

Seulement 1 470 de ces prisonniers avaient été repris au 29 janvier, d'après le ministère, qui a appelé, mardi, les fuyards à se rendre. Or, ces derniers sont souvent considérés comme des auxiliaires de la police de M. Ben Ali.

"*La violence dont a fait preuve la police envers les manifestants ces derniers temps à Tunis démontre la nécessité pour le gouvernement de transition tunisien d'abandonner les moyens de répression violents employés régulièrement par le précédent gouvernement*", s'est indignée, mardi, l'organisation humanitaire Human Rights Watch, dans un communiqué. Deux de ses enquêteurs ont rapporté avoir été témoins, sur l'avenue Habib-Bourguiba, du passage à tabac d'un jeune dans un fourgon policier, puis de l'agression d'un photographe français. (Le Monde 02.02)

Economie.

1- Le Talon de fer.

1.1- Allemagne.

Outre l'introduction de la règle d'équilibre des comptes publics dans la Constitution, l'Allemagne souhaite introduire le suivi régulier d'indicateurs de compétitivité et de solidité des finances publiques, assortis de valeurs plafonds ou planchers.

Elle propose également un paquet de mesures sociales et économiques à mettre en œuvre dans un délai de 12 mois.
Elles comprennent la suppression de l'indexation des salaires sur l'inflation, la reconnaissance mutuelle des diplômes et formations en Europe pour stimuler la mobilité, la création d'une base de calcul commune pour la taxe professionnelle, l'adaptation des systèmes de retraite "*aux évolutions démographiques*", ainsi que l'adoption d'un mécanisme de résolution des crises du système bancaire. (Lemonde.fr 02.02)

1.2- France.

Le gouvernement déposera "*dans les prochaines semaines*" devant l'Assemblée nationale un projet de loi de révision constitutionnelle afin d'inscrire une "*règle d'or*" d'équilibre des finances publiques, a précisé mercredi le porte-parole du gouvernement François Baroin.

Cette révision constitutionnelle permettra notamment d'instituer "*le monopole des lois de finances (PLF) et des lois de financement*

de la sécurité sociale (PLFSS) pour tout ce qui concerne les impôts et plus largement les prélèvements obligatoires", a-t-il détaillé.

"*C'est une vraie évolution, c'est-à-dire qu'il n'y aura plus de mitage (...) sur le plan de ce qu'on appelle les niches fiscales et les niches sociales*" lors de l'examen de textes autres que le PLF et le PLFSS par le Parlement, a estimé le porte-parole.

"*A l'appui de ce projet de loi constitutionnel, le gouvernement présentera également au Parlement les termes de la réforme organique indispensable pour décliner de façon opérationnelle cette gouvernance rénovée*". Ce projet de loi organique fixera "*les modalités pour atteindre cet équilibre budgétaire*", a-t-il expliqué.

L'ensemble de ce dispositif "*permettra de fixer dans l'ordre juridique la date de retour à l'équilibre de nos finances publiques*", et concorde avec l'objectif de convergence fiscale avec l'Allemagne, a-t-il souligné. (AP 02.02)

2- Irlande.

Standard & Poor's a abaissé d'un cran la note de la dette souveraine de l'Irlande, à A-, et prévenu qu'elle pourrait la dégrader davantage encore d'ici le mois d'avril, lorsque la question du renflouement des banques aura été éclaircie.

S&P est la dernière des trois grandes agences de notation à laisser un A à l'Irlande. (Reuters 02.02)

3- UE. Spéculation : cachez-moi ce mot !

La Commission européenne a finalement reconnu le rôle de certaines activités financières sur la volatilité des prix des matières premières, dans un rapport publié ce mercredi.

«*Il est clair qu'il y a une corrélation forte entre les positions prises sur les marchés dérivés et les prix des matières premières elles-mêmes*», indique Bruxelles dans ce document, qui devait être approuvé mercredi par l'ensemble des commissaires.

Mais «*il est toujours difficile d'évaluer complètement les interactions et l'impact des mouvements des marchés dérivés sur la volatilité des marchés physiques sous-jacents*», d'autant que tous ces marchés physiques de matières premières ne fonctionnent pas de la même manière, ajoute-t-il.

Le rapport publié mercredi n'utilise pas le mot «*spéculation*», si ce n'est en note de bas de page.

Mais il relève la «*volatilité accrue*» et «*les mouvements de prix sans précédent*» observés ces dernières années sur les marchés de matières premières, qu'il s'agisse d'énergie, de métaux, de produits agricoles. Les prix y ont marqué un pic en 2008, puis ont baissé avant de recommencer à augmenter durant l'été 2009.

Parallèlement, le poids des investisseurs financiers sur les marchés de matières premières s'est accru: leurs investissements y atteignaient entre 170 et 205 milliards d'euros en 2008, contre seulement 13 milliards en 2003. Et là aussi, la hausse s'est arrêtée provisoirement après 2008, suite à la crise financière, mais a atteint de nouveaux sommets en 2010, note Bruxelles. (20minutes.fr 02.02)

Commentaire d'un internaute.

-tout en finesse les mots l'Europe dit investisseurs à la place de spéculateurs et se déresponsabilise en disant que les marchés ne fonctionnent pas de la même façon ce qui est faux il n'y a que des contrats à termes que l'on appelle le call (parier pour la hausse) et le put (parier pour la baisse). 1 exemple de call voilà le scénario à la hausse, disons que vous êtes très optimiste sur le prix du pétrole et que vous voulez tirer profit de l'augmentation de son prix. Vous notez qu'un contrat à terme de un mois sur le marché NYMEX se négocie à 90,50$ par baril. L'option call du pétrole brut NYMEX, avec la même échéance, a un prix d'exercice proche, du contrat à terme, de 90,10$ et son prix est fixé à 2,65$. Comme chaque contrat à terme de pétrole sous-jacent équivaut à 1000 barils de pétrole brut, la prime que vous devrez payer est de 1000 x 2,65 = 2650$.

Imaginons maintenant qu'à la date d'expiration de l'option, le prix du contrat à terme sous-jacent a augmenté de 20% et se négocie désormais à 98,60$. Avec un prix comme celui-ci, une option call est beaucoup plus rentable. Si vous exercez votre option call, vous tiendrez une position longue sur le contrat à terme sous-jacent à un prix d'exercice de 90,10$. Essentiellement, cela signifie que vous achèterez le pétrole brut sous-jacent pour 90,10$ à la livraison. Pour tirer profit de cette transaction, vous devrez trader sur un contrat à terme court décalé du contrat à terme sous jacent au prix du marché de 98,60$. Vous gagnerez 98,60 $ par baril moins 90,10$ = 8,50x1000= 8500$. Si vous déduisez la prime de 2650$ que vous avez payé pour acheter l'option call, les bénéfices nets de cette stratégie s'élèvent à 5858$. Avec 85 millions de baril/jour cela donne potentiellement 85000 contrats soit 497.930.000 de dollars de bénéfices.

Le 4 février

Parole d'internaute.

- "faire semblant... faire comme si..

La gauche française est traversée par une ligne de fracture très profonde, fondamentale, qui est l'assentiment ou le refus du libéralisme. D'où énormément de choses découlent !

M. Aubry, comme Royal, DSK ou d'autres, avec quelques nuances, sont des "sociaux-libéraux" se disant réformistes.

Mélenchon, en partant du PS, a choisi son camp : celui des forces anti-libérales. Ce que l'on peut considérer comme la gauche "historique".

Alors je ne vois vraiment pas comment, sauf à prendre les électeurs pour des gogos, comment rapprocher deux visions si différentes de la société ?

Qu'on le veuille ou non, il y a deux gauches. Pour moi, elles ne sont pas miscibles, car portant sur une différence essentielle.

Qu'Aubry et Mélenchon fassent semblant de ne pas s'en apercevoir, à mon avis, c'est quand même se moquer du monde..."

Commentaire.

Allez donc au bout de votre analyse : pourquoi font-ils "*semblant de ne pas s'en apercevoir*" ? Parce que ces "*deux gauches*" ont comme point commun leur soumission au capitalisme et aux institutions de la Ve République.

Prétendre qu'il existerait une droite et une gauche sur la base d'une adhésion ou d'une rupture avec le régime en place comme cela s'était manifestée au cours de la révolution de 1789, est une formidable imposture lorsqu'on l'applique au régime capitaliste, précisons qu'elle dure maintenant depuis près d'un siècle, depuis que la SFIO est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction en 1914 et que le PC s'est soumis au stalinisme une décennie plus tard.

Dès lors, d'un côté, le parti de l'ordre et ses déclinaisons centristes, radicales ou fascistes, de l'autre, la SFIO et les partis qui en sont issus ou qui s'en réclament ainsi que le PC, tous ces partis ont oeuvré ensemble au maintien du régime en place contre la classe ouvrière, chacun à sa place assumant son rôle respectif afin de parvenir à ce résultat. Tout le reste n'est que mise en scène pour tromper les travailleurs.

Maintenant qu'il existe des nuances entre les différents partis, nul ne le niera, de même qu'on en tiendra compte sur le plan tactique si nécessaire, mais on ne peut pas admettre le discours qui consiste à dire qu'il existerait une opposition entre tous ces partis, leurs désaccords ne portent que sur les moyens à mettre en oeuvre pour assurer la stabilité du régime, et en signe de reconnaissance de leur soutien indéfectible au régime, il est donc normal, sinon souhaitable, que les uns et les autres soient associés au bon fonctionnement des institutions ou qu'ils soient récompensés pour service rendu à l'Etat bourgeois.

Mélenchon et son parti sont très utiles aux capitalistes, ils servent à maintenir l'illusion que par des réformes successives on pourrait un jour parvenir au socialisme, rôle que le PS ne peut plus tenir de nos jours puisqu'avec la crise du capitalisme, il est obligé de monter au créneau pour soutenir ouvertement le régime, le gouvernement, les banquiers, etc.

Pendant plus d'un demi-siècle, on a voulu s'accommoder de partis issus du mouvement ouvrier en les présentant toujours comme des partis ouvriers, front unique ouvrier oblige, alors qu'ils menaient une politique contre-révolutionnaire, pour aboutir à la situation politique actuelle. Situation caractérisée par l'absence d'un parti révolutionnaire et la gangrène généralisée du mouvement ouvrier conduisant au désarmement politique du prolétariat face au capital et ses institutions. Quelque part la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière est encore pire en France qu'en Tunisie par exemple. Pas étonnant qu'en Tunisie le régime Ben Ali toujours en place et les différents partis qui postulent au pouvoir s'inspirent de la forme d'Etat qui existe en France, un compromis avec l'Ancien régime de type bonapartiste qui a fait ses preuves.

Les illusions des ouvriers et des masses dans ces partis ont fait l'objet d'un marché de dupe de la part de leurs soi-disant opposants, car ils ne les ont pas exploitées pour les aider à rompre avec le capitalisme, mais au contraire pour mieux les amarrer au système d'exploitation en vigueur. Sous couvert d'arguments théoriques, de références au marxisme ou d'intentions humanistes ou progressistes, hormis le fait qu'on ne pouvait pas empêcher une partie de la classe et des masses de s'en remettre à ces partis pour mener le combat pour améliorer leur sort, alors que rien ne nous y obligeait, on a été - et c'est toujours valable de nos

jours hélas ! jusqu'à vouloir associer ces partis aux combats dont nous prenions l'initiative, signifiant par là qu'ils étaient incontournables, pire encore, on a été jusqu'à prétendre qu'ils pourraient encore servir la cause du socialisme, parachevant ainsi la sale besogne entrepris jadis par les Blum et Staline pour dévoyer ou détruire le mouvement ouvrier. Pour finalement arriver au résultat escompté, détourner les travailleurs de la politique et les conduire à déclarer que tous les partis ouvriers sont pourris, donc se retrouver totalement désarmés sur le plan politique, exactement comme les travailleurs tunisiens.

Pendant plus d'un demi-siècle on a appelé à voter SFIO (ou PS) ou PCF à chaque élection, ces partis ont été portés au pouvoir à de multiples reprises au cours du XXe siècle, alors que l'on savait pertinemment qu'il n'y avait rien fondamentalement à en attendre, qu'ils ne rompraient jamais avec le capital, ces partis gouverneront pour le compte du capital et feront acte de soumission envers les institutions, logiquement les travailleurs devaient en tirer la conclusion que quelle que soit la politique menée par ces partis, leur destin serait décidément lié (pour toujours) à celui du capitalisme et des institutions, le rétablissement du capitalisme en URSS et chez ses satellites entre temps devait renforcer cette conviction.

Cela pour dire que si l'avènement d'un régime démocratique bourgeois constitue un progrès par rapport à un régime policier ou une dictature s'appuyant sur l'armée, les partis dits ouvriers ne doivent en aucun cas s'associer à cette entreprise, dans la mesure où elle a pour seul objectif de perpétuer l'existence du système capitaliste, la domination de classe de la bourgeoisie et non d'oeuvrer à l'émancipation du prolétariat. Quand on demandait à Marx et Engels s'ils soutenaient les mesures (réformes) sociales annoncées par Bismarck (jamais appliquées !), en substance ils répondaient positivement, en précisant, à condition qu'elles ne soient pas mises en oeuvre par le Kaiser, précision capitale que les uns et les autres s'emploieront méticuleusement à faire passer à la trappe, toujours au nom du front unique et de l'amélioration du sort de la classe ouvrière qui n'étaient plus que leur seul objectif, notez bien. Marx et Engels préféraient encore que le prolétariat continue de croupir dans sa misère noire plutôt que de voir améliorer son sort par ses ennemis. De la même manière ils préfèraient encore qu'une loi anti-socialiste voie le jour, plutôt que de se compromettre et de reconnaître la moindre légitimité au régime en place, nos dirigeants qui ont adopté une attitude exactement inverse feraient bien d'en prendre de la graine, je le dis sans aucune illusion bien sûr.

Il est clair qu'en France, tous les partis qui refusent de rompre avec le capital, avec les institutions de la Ve République, avec l'UE ou l'ONU, ou plutôt qui s'en réclament ouvertement, le PS et ses satellites notamment, se situent dans le camp des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme et doivent être dénoncés et combattus comme tels, à moins de vouloir reproduire à l'infini les erreurs du passé qui ont conduit à la situation politique actuelle. (A suivre)

Politique.

1- France. Le roitelet est dans ses petits souliers.

1.1- La Talonnette : toujours plus bas !

Selon le baromètre TNS Sofres/ "Le Figaro Magazine", rendu public jeudi, 72% des sondés ne font pas confiance au chef de l'Etat pour "*résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement*". 24% lui font confiance seulement.

60% ne font pas confiance au Premier ministre. (AP 03.02)

En réalité, ils sont dans la même situation que Ben Ali ou Moubarak, on devrait leur infliger le même traitement : dégage ! Chut, il ne faut pas le dire !

1.2- Etat assassin.

Vincent Delory, l'un des deux otages français enlevés au Niger et retrouvés morts en janvier, est mort carbonisé et n'a pas été exécuté, annonce jeudi le parquet de Paris.

La cause de la mort de cet otage, floue jusqu'ici, a pu être déterminée par des expertises médico-techniques et balistiques. (Reuters 03.02)

1.3- Et un camouflet de plus.

Un camouflet pour le gouvernement. Le Sénat a rejeté ce jeudi l'extension de la déchéance de la nationalité française aux citoyens naturalisés depuis moins de dix ans et condamné pour meurtre ou tentative de meurtre sur une personne dépositaire de l'autorité publique (policiers, pompiers ou encore gendarmes).

Les parlementaires ont en effet adopté par 182 voix contre 156 une série d'amendements supprimant l'article relatif à l'extension des motifs y conduisant.

Toute la gauche mais aussi le groupe de l'Union du centre (UC) à l'unanimité a rejeté cette mesure. Le projet de loi «immigration, intégration et nationalité» est examiné en première lecture depuis deux jours au Sénat. (20minutes.fr 03.02)

1.4- L'affaire d'Etat Boulin.

Le 30 octobre 1979, Francis Deswarte a été le premier à apercevoir le corps de Robert Boulin à la surface de l'étang du Rompu. A 70 ans, ce retraité de la gendarmerie témoigne pour la première fois dans 20 Minutes et met à mal la thèse du suicide, privilégiée par la justice depuis trente et un ans.

L'enquête a conclu au suicide par noyade. Avait-il vraiment la tête hors de l'eau ?

Oui, je suis catégorique. Robert Boulin n'est pas mort noyé. Ce n'est pas possible. Il était quasiment à quatre pattes. La tête hors de l'eau. Ma conviction, c'est qu'il tentait de ramper jusqu'à la berge. Et puis, il avait des traces sur le visage. Comme des griffures rouges.

Que s'est-il passé ensuite ?

Au bout de trente minutes, un ordre est tombé : nous avons été dessaisis de l'enquête. On m'a dit de rentrer chez moi. Je suis quand même resté sur place toute la journée.

Avez-vous été entendu ensuite ?

Ce n'est que deux ou trois mois plus tard que l'on m'a rappelé. Lors de l'audition, les policiers ont voulu me faire changer ma version. Alors que je parlais des traces sur son visage, ils m'ont expliqué que les pompiers avaient fait tomber le corps en le sortant de l'étang. Mais ce n'est pas vrai. J'étais là. Les pompiers l'ont sorti sans aucune difficulté. (20minutes.fr 03.02)

1.5- Après Mélenchon le populiste, Mélenchon le manipulateur, il a été à bonne école.

"*J'ai bien l'intention de peser sur vos débats jusqu'à ce que vous (les socialistes) finissiez par changer d'attitude. Pourquoi voulez-vous à tout prix nous faire avaler celui-là [DSK, ndlr] ?*", a déclaré le leader du Parti de gauche, candidat déclaré à la présidentielle, lors d'un débat avec Manuel Valls, dimanche dernier, dans "Le grand rendez-vous" d'Europe 1/Le Parisien-Aujourd'hui en France.

A propos de Strauss-Kahn. "*Je dis clairement que (...) dans l'hypothèse où c'est lui qui est en tête de la gauche, nous aurons le plus grand mal à rassembler au 2e tour*", a-t-il déclaré, voyant dans François Hollande, Martine Aubry ou Ségolène Royal des personnalités plus rassembleuses.

Toujours est-il que cela n'effraie pas Gilles Finchelstein. Ancien membre du cabinet de Dominique Strauss-Kahn, dont il est resté très proche, l'intellectuel assure au Monde (article payant) que "*dans les simulations de vote*", l'électorat de Mélenchon "*se reporte pour l'heure au second tour sur Strauss-Kahn sans presque aucune déperdition*".

Et Aubry dimanche dernier sur France 5 de préciser : "*Même si on n'est pas d'accord sur tout (...) tous ceux qui veulent que ça change, ils doivent se retrouver, c'est ce que j'appelle le contrat de rassemblement de la gauche.*" Rappelant : "*On va arriver à un moment où il va falloir qu'il prenne comme nous tous ses responsabilités.*".

Il affirmé mardi dans l'émission "*Déshabillons-les*" sur Public Sénat avoir "*du respect*" pour elle, qu'il voit comme, une "*guerrière*", une "*combattante*". Avant de préciser que s'il pouvait être "*implacable*" avec le PS, ce parti n'en restait pas moins "*un parti de gauche*" et donc pas... un "*ennemi*". (Lepost.fr 03.02)

Vous comprenez mieux le sens de ma causerie plus haut ? Ils gueuleraient ensemble : vive le capital, que cela reviendrait au même ! Mélenchon se voit déjà ministre, c'est aussi gros que le nez de Tartuffe au milieu du visage.

2- Tunisie.

L'ensemble des 24 gouverneurs régionaux de Tunisie ont été remplacés, rapporte jeudi l'agence de presse tunisienne.

La plupart des manifestations ont cessé ces derniers jours en Tunisie après un remaniement du gouvernement provisoire, purgé de la plupart des personnalités proches du président déchu Zine Ben Ali.

Mais de nombreux Tunisiens ont réclamé d'autres remplacements de responsables dans les services de sécurité et au

niveau régional.

Le ministère de l'Intérieur a remplacé cette semaine 34 responsables de la sécurité, première étape d'un remaniement du vaste réseau de la police, des forces de l'ordre et du renseignement mis en place par le régime de Ben Ali. (Reuters 03.02)

3- Algérie. Bouteflika tente de désarmorcer la mobilisation contre son régime policier.

Le président Abdelaziz Bouteflika a annoncé jeudi des mesures en faveur des libertés publiques en Algérie, avec la levée "*dans un très proche avenir*" de l'état d'urgence en vigueur depuis 1992 et un meilleur accès aux médias pour les partis d'opposition.

Le chef de l'Etat a également ordonné à son gouvernement d'adopter des mesures favorables à la création d'emplois. (Reuters 03.02)

4- Yemen.

Des dizaines de milliers de partisans de l'opposition yéménite ont manifesté dans le calme ce jeudi à Sanaa. Ils réclament un changement de régime, au lendemain de concessions annoncées, sous la pression de la rue, par le président Ali Abdallah Saleh.

"*Nous poursuivrons notre lutte pacifique jusqu'à la chute de ce régime injuste*", ont clamé des orateurs du Forum commun, une alliance de l'opposition parlementaire, s'adressant à une foule estimée par les organisateurs à quelque 100 000 personnes. Il s'agit du plus grand rassemblement jamais connu contre le régime du président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

"*Notre rassemblement aujourd'hui est un acte de lutte pacifique*", a déclaré Najib Ghanem, un député du parti islamiste Al-Islah, membre du Forum commun.

Galvanisant une foule compacte rassemblée sur trois avenues près de l'université de Sanaa, le député a ajouté: "*Nous nous sommes réunis pour faire tomber un régime corrompu et tyrannique*".

Des manifestations à l'appel de l'opposition se sont également déroulées dans plusieurs autres villes du pays, notamment à Aden (sud), Taëz et Ibb (centre). (Lexpress.fr 03.02)

5- Territoires palestiniens.

Des centaines de Palestiniens agitant des drapeaux égyptiens ont manifesté jeudi à Gaza en faveur de la révolte contre le président Hosni Moubarak.

Il s'agit de la première forme de soutien public aux événements d'Egypte qu'autorise le mouvement islamiste Hamas, qui contrôle la bande de Gaza voisine.

Le Hamas exerce un contrôle serré sur les rassemblements politiques. La police du mouvement a ainsi empêché des femmes de lancer cette semaine une campagne sur le réseau Facebook en faveur de la révolte égyptienne.

En Cisjordanie, territoire contrôlée par Mahmoud Abbas, la police a dispersé des dizaines de manifestants anti-Moubarak mercredi soir à Ramallah. Deux personnes ont été blessées. (Reuters 03.02)

Social.

Les ONG se nourrissent de la misère du monde.

L'indice des prix alimentaires de la FAO a atteint les 231 points en janvier, plus haut niveau enregistré depuis sa création en 1990. Cet indicateur mesure les variations mensuelles des cours mondiaux des céréales, graisses, produits laitiers, du sucre et de la viande. Seuls les prix de la viande sont restés stables.

En décembre, l'indice de la FAO avait augmenté de 3,4% par rapport à novembre, soit le septième mois consécutif de hausse.

La situation est toutefois moins mauvaise que lors de la crise de 2008, grâce à de bonnes récoltes, qui peuvent potentiellement "*aider les pays à tenir*" jusqu'à un retour à la normale sur les marchés, selon Abdolreza Abbassian, économiste et expert de la FAO.

Chris Leather, conseiller d'Oxfam appelle les ministres des Finances du G-20, qui se retrouveront à Paris ce mois-ci, à garantir une plus grande transparence des prix et exhorte les gouvernements à éviter les erreurs de la crise de 2008. (AP 03.02)

Pour Oxfam les ministres des Finances du G-20 sont légitimes, comme ils le sont pour les multinationales de l'agro-alimentaire, pour nous ce sont des affameurs et des pilleurs qu'il faut éradiquer de la planète.

Economie.

1- Japon.

Les japonais Nippon Steel et Sumitomo Metal Industries ont annoncé jeudi leur intention de fusionner pour donner naissance au numéro deux mondial de la sidérurgie derrière ArcelorMittal dans un contexte de forte concurrence en Asie et de baisse de la demande des constructeurs automobiles.

En tant que numéro deux mondial, le nouveau groupe emploiera plus de 75.000 personnes et affichera une production d'acier brut de 47,8 millions de tonnes, selon les chiffres de l'an dernier, a déclaré le patron de Sumitomo Metal Industries, Hiroshi Tomono, lors d'une conférence de presse à Tokyo. Cela ne représente que la moitié de la production d'ArcelorMittal. (Reuters 03.02)

2- Pétrole.

Le prix du baril de Brent a dépassé la barre des 103 dollars jeudi, poussé à la hausse par la situation politique en Egypte qui entretient la crainte d'une propagation des violences à d'autres pays du Proche-Orient.

Ce gain de près de 9% en un peu plus d'une semaine est à mettre en regard de la hausse de 22% enregistrée sur l'ensemble de l'année 2010. (Reuters 03.02)

Haut de page

Le 5 février

Politique.

1- France.

1.1- Le grossier mensonge de la ministre des Affaires étrangères, amie du régime de Ben Ali.

Trois jours après les révélations du Canard Enchaîné, celles de Mediapart viennent confirmer un point essentiel, démenti avec vigueur par la ministre des Affaires étrangères et oublié par la plupart des médias : le jet dans lequel elle a volé pendant les fêtes en Tunisie appartient aussi à Belhassen Trabelsi, le très détesté beau-frère de l'ex-président Ben Ali.

Selon Mediapart, l'avion privé emprunté par la ministre est d'ailleurs le même qui avait été contrôlé, le 14 janvier, au soir de la fuite de Zine el-Abidine Ben Ali, sur le tarmac de l'aéroport de Cagliari, en Sardaigne. La police italienne soupçonnait le dictateur d'être dedans mais, « *officiellement* », il n'y était pas.

L'un des principaux éléments de langage martelé depuis par la ministre, le gouvernement et ses soutiens prétend exactement l'inverse : l'avion n'appartient pas au clan Ben Ali, et l'ami Miled n'appartient pas à ce clan.

Cette stratégie de communication de crise a été facilitée par l'Agence France Presse. Elle a curieusement oublié, dans sa première dépêche dès mardi soir, veille de la parution du Canard, de mentionner que le beau-frère de Ben Ali était co-propriétaire de l'avion.

Les agences concurrentes, comme la britannique Reuters, mentionnaient bien Trabelsi comme co-propriétaire du jet. Mais l'AFP, agence dans l'orbite de l'Etat à laquelle la grande majorité des médias français sont abonnés, peut donner le « la » d'un événement. Du coup, ce point crucial, gênant politiquement pour Michèle Alliot-Marie, a été éclipsé dans le bruit médiatique.

Toujours selon Mediapart : « *D'après les relevés de l'office européen d'aviation EuroControl, le jet du scandale […] est enregistré au seul nom de la compagnie Karthago Airlines, une société fondée par Belhassen Trabelsi, le beau-frère honni de Ben Ali, et pièce centrale du système de corruption tunisien.* »

Cette appartenance est d'ailleurs, pour ainsi dire, écrite sur l'avion :

« *Comme cela est courant dans le milieu de l'aviation d'affaires, les deux dernières lettres de l'immatriculation d'un avion correspondent souvent aux initiales de son propriétaire ou, sinon, à celles de son principal utilisateur.*

Dans le cas d'espèce, le jet utilisé par MAM en Tunisie est immatriculé TS-IBT. "BT", comme… Belhassen Trabelsi, assurent plusieurs sources concordantes. » (Rue89 04.02)

1.2- Cantonales dans le fief du gang du Fouquet's

Il est des lancements de campagne qui ressemblent davantage à un dîner de gala avec robes de soirée et champagne Taittinger. Ainsi l'entrée dans la bataille d'Isabelle Balkany, candidate sur le canton de Levallois-Sud, qui, pour l'occasion, a donné la parole à tout ce que le département compte d'éminences politiques. (Lepoint.fr 04.02)

Commentaire d'internautes.

1- Neuilly, les Hauts de Seine, les Balkany, D. Schuller, Pasqua, Jean Sarkozy et l'inénarrable F. Lefebvre, tout les ingrédients nécessaire à la réécriture de la comédie humaine !

2- Tous les acteurs sont là ! Les multi-condamnés sont présents en force ! Et après certains viennent se demander pourquoi plus personne n'a confiance dans les politiques... Ils sont venus, ils sont tous là !

1.3- Les idées dominantes font leur chemin... jusqu'à la direction du NPA.

"*La révolution arabe se répend comme une trainée de poudre*", lu sur Internet dans un article du NPA du 2 février, intitulé *La révolution continue ! Moubarak dégage !*, titre accrocheur ou vindicatif qui cache mal en réalité l'écho de la pensée unique relayée généreusement par les médias et le NPA ici ; pour les uns les islamistes sont pire que Ben Ali ou Moubarak et un danger pour la stabilité du monde... capitaliste, autrement dit : surtout ne touchez pas au régime despotique ! tandis que pour le NPA, il ne s'agit pas d'un soulèvement populaire en Egypte, voire révolutionnaire.

2- Jordanie.

Un millier de partisans de l'opposition manifestaient vendredi à Amman, en Jordanie, pour demander le départ du nouveau Premier ministre, nommé il y a quelques jours seulement en réponse à des manifestations anti-gouvernementales. Lire la suite l'article

La manifestation, qui réunissait des militants islamistes et de gauche, se tenait à proximité du bureau du Premier ministre, Marouf al-Bakhit, dans le centre de la capitale jordanienne. Les protestataires criaient "*à bas le gouvernement!*". (AP 04.02)

Social.

1- La charrette du jour.

Le leader français du photovoltaïque, Photowatt, s'apprête à supprimer 331 emplois de production sur un effectif de 670, provoquant l'incompréhension et la colère de son personnel.

Le plan social prévoit la suppression de 195 postes ouvriers en contrat à durée indéterminée et 136 postes d'intérimaires permanents dans la perspective d'une délocalisation de la production en Pologne, où l'on produit à moindre coût.

La direction de l'entreprise dit vouloir créer en contrepartie 100 postes dans les services commerciaux et les bureaux d'études.

"*Photowatt est confronté à une concurrence exacerbée, notamment venue d'Asie et à une pression très forte sur les prix qui a conduit à une chute de 45% des prix de vente depuis 2008*" écrit la direction de l'entreprise dans un communiqué.

"*On ne comprend pas la raison de cette mesure dans un secteur d'avenir*", résume Martine Rey, délégué CFDT au comité d'entreprise. "*On ne comprend pas pourquoi la France n'est pas capable de conserver l'unique filière intégrée installée sur le territoire.*"

Photowatt est effectivement la seule société en France à maîtriser les principales étapes de la filière photovoltaïque, du silicium jusqu'aux panneaux.

Pour les représentants du comité d'entreprise, le problème rencontré par Photowatt serait lié à la stratégie adoptée par ATS, l'actionnaire canadien, adossé à un fonds de pension, qui a acquis l'entreprise en 1997 sans investir suffisamment pour augmenter les capacités de production.

"*Il y a deux ans, nous étions 800 salariés, aujourd'hui l'effectif est de 670 salariés avant réorganisation et de 430 après la mise en place du projet de réorganisation, comment expliquer une telle régression ?*", s'interroge Martine Rey.

Les syndicats dénoncent aussi l'inertie de PV Alliance, une filiale dédiée à la recherche mise en place en 2007 par le CEA, EDF Energies nouvelles réparties et Photowatt, et travaillant sur la mise au point d'une technologie présentée comme une "innovation de rupture" en avance sur les produits chinois.

"*On se demande si EDF joue vraiment le jeu*", lancent des représentants du CE.

Les salariés montrent aussi du doigt la fuite organisée de leur savoir-faire par l'actionnaire.

"*Le groupe a monté une unité de montage en Ontario en passant un partenariat avec Q-Cells qui fait fabriquer les cellules en Malaise et ils sont venus chercher le savoir-faire à Bourgoin-Jallieu*", dénonce la CFDT.

L'actionnaire canadien aurait par ailleurs mis en vente depuis deux ans la société française, mais à un prix dissuasif.

Photowatt International est le leader français du développement et de la fabrication intégrée de produits et de solutions photovoltaïques.

Fondée en 1979, l'entreprise fournit des modules solaires à haut rendement. En six ans, la société qui était considérée comme un fleuron mondial dans son secteur a progressivement perdu de la vitesse.

Classée au 12e rang mondial avec une production de 20 mégawatts (MW), elle n'arrive aujourd'hui plus qu'en 72e place avec une production de 57 MW, très loin derrière le chinois Suntech et ses 1.250 MW. (Reuters 04.02)

Un cas d'école, c'est pour cela que j'ai reproduit ici un large extrait de cet article.

Il n'y a rien à sauver, absolument rien, ni l'entreprise ni son savoir-faire ni les emplois... dans le cadre du capitalisme mondial où la division du travail et la concurrence sont poussés à l'extrême il est impossible qu'une entreprise française puisse rivaliser avec une entreprise chinoise produisant la même marchandise à des coûts très nettement inférieurs et dans des quantités beaucoup plus importantes.

Pour les sauver, il faut liquider le système capitaliste qui ne connaît qu'un seul principe, qui ne poursuit qu'un seul objectif : le profit, le maximum de profit. Voilà la dure réalité, voilà la vérité qu'il faut dire en face aux travailleurs. Cela n'interdit pas de se battre pour conserver son emploi, mais c'est peine perdu d'avance, sauf à pouvoir réduire les coûts de production au niveau de la Chine, impossible évidemment.

N'arrêtons pas notre analyse en chemin, cela signifie que le combat doit systématiquement passer du plan économique ou social au plan politique, car c'est à ce niveau que nous devons abattre le capitalisme, ses institutions, sa Constitution, l'Etat. Ce n'est pas une conclusion de théoricien ou de militant, mais une simple constatation, la classe ouvrière est mise au pied du mur avec la mise en concurrence de la production à l'échelle mondiale dans tous les domaines.

Seuls les trusts, les multinationales et les très grandes entreprises sont voués à survivre. Cette règle n'a pas changé depuis un siècle et l'on semble la découvrir, ce qui est pour le moins curieux, pire, on tente de la nier. Qu'est-ce qui va déterminer la taille d'une entreprise ? Sa puissance économique, une main d'oeuvre qualifiée et en nombre suffisant, sa capacité à innover, ses laboratoires de recherche, la taille du pays où elle se situe, donc son marché intérieur et sa capacité à exporter et trouver toujours de nouveaux marchés. Parmi tous ces facteurs, à l'aube du développement industriel, c'était essentiellement le développement du marché intérieur qui permettait aux entreprises d'écouler leurs marchandises et de se développer, de nos jours c'est toujours vrai, et si les Etats-Unis sont devenus la première puissance économique mondiale, c'était parce que ce pays était vaste, ses richesses et son marché intérieur tout aussi gigantesques. Les Etats-Unis étant un pays d'émigrants venus de pays fortement industrialisés, il s'est développé sur des bases sociales et politiques calquées sur celles qui existaient dans les pays d'origine des émigrés...

A quoi assistons-nous avec la montée en puissance de la Chine ? La superficie de la Chine est comparable à celle des Etats-Unis, ses richesses les valent aussi, par contre sa population est quatre fois plus importante, son système social et politique est inversement proportionnel à sa population, conditions de travail et salaire misérables avec pour pendant un marché intérieur encore peu développé. Le basculement vers l'économie de marché et le développement industriel fulgurant des deux dernières décennies essentiellement tourné vers l'exportation, ont permis à la Chine d'engranger de gigantesques profits lui permettant maintenant de développer son marché intérieur fort d'environ 1,5 milliards de consommateurs. Et pour satisfaire les besoins de cet énorme marché intérieur, elle construit des usines tout aussi gigantesques qui concentrent des millions et des millions d'ouvriers, dont la capacité de production sera à terme quasiment illimitée ou sans comparaison dans le monde, elle

va être en mesure de produire des marchandises de consommation courante dévoreuses de main d'oeuvre à bon marché qui ne nécessitent pas forcément des compétences technologiques très avancées, jusqu'aux produits les plus sophistiqués à haute valeur ajoutée ou dégageant des profits colossaux.

Pour en revenir à l'article sur les panneaux solaires, là où une entreprise française en produira quelques milliers par an avec quelques centaines d'ouvriers, une société chinoise en produira des dizaines et des dizaines de milliers à un coût forcément beaucoup plus bas en alignant des milliers d'ouvriers, de telle sorte que l'entreprise française n'aura aucune chance de rivaliser sur le marché mondial face au concurrent chinois. Dans les années 30 aux Etats-Unis, Ford produira ses voitures à la chaîne pour alimenter uniquement le marché intérieur américain, en 2011 et dans les années à venir, la Chine va produire dans des proportions colossales pour alimenter son marché intérieur qui l'est tout autant ainsi que le reste du monde.

Le marché mondial à notre époque n'est plus composé par une addition d'économies particulières ou d'entreprises nationales, il tend de plus en plus à devenir la somme des économies nationales comme si les Etats et les frontières n'existaient plus, ce qu'incarne au plus haut degré la financiarisation de l'économie, sur le plan politique c'est plus compliqué comme on peut le constater avec le G20, à l'Union européenne ou à l'OMC (négociation de Doha)... Pour se développer ou assurer leur survie, ce qui revient au même, c'est cette dimension que les entreprises doivent adopter sous peine de disparaître. Ce sont les conditions dictées par le marché mondial dominé par le capitalisme le plus performant en matière de profit, qui doivent s'imposer à toutes les entreprises sur le plan des coûts de production, conditions de travail, niveau de productivité, rémunération, etc. pour demeurer compétitives et conserver ou accroître leurs parts de marché, ajoutons un taux d'imposition sur leurs bénéfices le plus bas possible, de façon à satisfaire les besoins insatiables des actionnaires qui en sont les propriétaires. On comprend mieux ainsi pourquoi hier l'URSS et ses satellites, aujourd'hui la Chine, ne pouvaient pour survivre en tant qu'Etat que revenir au capitalisme, après s'être détournés définitivement du socialisme.

Le marché mondial est à l'image d'une entreprise chinoise, c'est son modèle qui s'impose de nos jours, cela signifie que le capitalisme revient aux fondamentaux qui prévalaient aux XIXe siècle, ce qui implique ou a pour conséquence une formidable régression sociale pour les travailleurs qui avaient conquis des droits au cours de leur lutte de classe au XXe siècle.

C'est l'exploitation effrénée et brutale qui est de retour et qui met à l'ordre du jour l'abolition du capitalisme à l'échelle de l'humanité.

Le capitalisme, qui s'était accommodé à contre-coeur de principes démocratiques au cours du XXe siècle et, qui a su s'en servir habillement pour assurer la stabilité sociale et politique et maintenir le prolétariat dans un état de servitude permanente, apparaît de plus en plus sous son vrai visage qui ne laisse plus place à aucune forme d'humanisme ou de progrès social, ceux-ci étant incompatibles ou contraires avec les rapports de production dominants.

Hier encore, quand on affirmait que les idées dominantes étaient celles de la classe dominante, on pouvait imaginer (inconsciemment) que cette définition générale ou assez vague que certains jugeaient simpliste pouvait inclure d'autres principes que la cupidé ou la soif du profit, désormais nous devrions peut-être dire crûment que la marchandisation de tous les actes et besoins de la vie quotidienne jusqu'au plus infimes détails guide exclusivement les intérêts de cette classe avide de pouvoir et qu'elle doit servir de repère ou guide à tous les modes de pensée, à toutes les classes.

Ainsi la survie du capitalisme va apparaître de plus en plus incompatible aux yeux des travailleurs, non seulement avec leurs besoins les plus élémentaires, mais tout simplement avec leurs propres survies, on peut ajouter en tant que classe, puisque ce processus sous-entend la destruction ou la soumission complète de leurs organisations ou partis au talon de fer du capital et à ses institutions politiques.

Que disent aux ouvriers du monde entier les travailleurs tunisiens, égyptiens, jordaniens, yéménites, algériens qui se soulèvent, sinon que la lutte à mort est engagée contre le capital, qu'ils n'ont rien à perdre, et contrairement à ce qu'affirmait le milliardaire américan Warren Buffet, la classe des capitalistes à certes remporter des batailles ces dernières décennies contre le prolétariat mondial, mais elle n'a pas remporté la guerre de classe qui ne fait que reprendre de plus belle, et dont l'issue dépendra de la capacité de la classe ouvrière à se doter d'une direction politique capable de la guider sur la voie du socialisme.

Les travailleurs n'accepteront jamais d'être réduits à l'état d'esclaves, certains en doutaient sans toutefois oser l'avouer, le soulèvement des peuples sont là pour nous rappeler que la lutte des classes et l'aspiration des travailleurs à leur émancipation de l'exploitation et de l'oppression demeure le facteur déterminant du développement de la civilisation humaine depuis la nuit des temps et que l'abandonner ne pourrait conduire qu'à sa disparition.

L'évolution du capitalisme conduisant le monde au chaos et à la barbarie met donc à l'ordre du jour les conclusions pratiques du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels paru il y a un siècle et demi : prolétaires du monde entier unissez-vous ! Vive la révolution socialiste internationale !

2- Fermeture en perspective ?

Environ 500 salariés de l'usine Ford de Blanquefort en Gironde ont manifesté vendredi dans les bureaux de la direction pour

exprimer leur déception devant l'absence de projet pour le site.

L'usine, qui continuera de fabriquer des boîtes de vitesse pour Ford jusqu'en décembre 2011, est repassée le mois dernier sous le contrôle du constructeur américain, qui n'a toujours pas présenté de projet permettant d'assurer l'avenir du site. (Reuters 04.02)

Economie.

Etats-Unis.

Les principales banques américaines cotées à Wall Street ont versé un montant record de bonus à leurs salariés en 2010. Le total de leurs primes et bonus s'élève à 135 milliards de dollars, révèle une enquête du Wall Street Journal (WSJ), soit 5,6% de plus qu'en 2009.

Les salaires ont eux aussi progressé tout au long de la crise. Selon le WSJ, la masse salariale des 25 plus grands établissements de Wall Street était de 377 milliards en 2007, 411 milliards en 2009 et 415 milliards en 2010. La rémunération totale moyenne par employé a augmenté de 3% à environ 141.000 dollars, « même si ce chiffre varie considérablement d'une entreprise à l'autre». (20minutes.fr 04.02)

Haut de page

Le 6 février

Il peut arriver que vous ne parveniez pas à vous connecter au site ou qu'il disparaisse de votre écran. C'est parce que je suis en train d'essayer de l'actualiser, depuis une semaine il m'est impossible de charger la moindre page de chez moi car la connection est trop lente, du coup je suis obligé d'aller à Pondichéry en fin de matinée ou en début d'après-midi.

J'ai voulu installer un autre modem, une simple prise USB avec un petit boîtier au bout, je ne sais pas comment vous appelez cela en France, c'est le truc que l'on connecte sur les ordinateurs portables, sans succès. En fait il faudrait que j'achète un ordinateur portable et que je l'utilise en sortant dans le jardin ou en montant au première étage, le technicien m'a assuré que cela fonctionnerait, mais j'hésite à débourser 30 à 40.000 rupees (550 euros environ) compte tenu que je n'ai finalement pas vendu ma maison. Et comme vous ne voulez pas m'aider à financer le site, cela pourrait me conduire à le fermer tout simplement. Lundi matin un technicien d'une autre société doit venir essayer un autre modem, si cela ne marchait pas, j'aviserai.

La suite de l'article d'hier sera prêt demain en principe, elle est déjà bien avancée. Ce pourrait être le mot de la fin en ce qui me concerne, tellement j'en ai marre.

Politique.

1- France. Ça vole bas !

1.1- Un monarque ne se refuse rien.

Selon l'agence de presse Belga, reprise par les médias belges, le chef de l'Etat aurait mobilisé deux avions pour se déplacer au sommet de Bruxelles de vendredi: l'Airbus présidentiel, rebaptisé Air Sarko One et un avion d'affaires Falcon 7X au rayon d'action de 11 000 km.

Pas mal pour faire le trajet entre deux villes séparées seulement par 300 km. Avec de surcroit, une ligne à grande vitesse qui permet un voyage d'1 heures 20 entre les deux capitales. (Lexpress.fr 05.02)

1.2- Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es. On a les amis qu'on peut. (suite)

Michèle Alliot-Marie avait déjà fait état d'un vol de 20 minutes, entre Tunis et la station balnéaire de Tabarka, à bord de l'avion de son ami Aziz Miled, un homme d'affaires tunisien. La ministre avait démenti en outre des informations présentant cet ami comme un proche du président déchu.

A bord du même appareil, Michèle Alliot-Marie a effectué le 29 décembre un aller-retour vers Tozeur, dans le grand sud tunisien, écrit le Nouvel Observateur.

"*J'ai dit au Grand Journal (de Canal+) comme j'ai dit à France 2 que j'avais effectivement, avec mes amis, dont M. Miled, fait d'autres excursions*", a dit samedi la ministre à des journalistes qui l'interrogeaient sur ce second vol. Avant de préciser: «*Quand je suis en vacances, je ne suis pas ministre des affaires étrangères, je suis Michèle Alliot-Marie, qui a des amis de longue date, qu'elle a l'habitude de recevoir en France, qui sont heureux de me faire découvrir leur pays*». Et la ministre de conclure: «*Je pensais qu'un ministre avait le droit d'avoir des amis. Maintenant je vais être très attentive. Je ne quitterai pas la Dordogne*».

Le jet est enregistré au nom de la compagnie Karthago Airlines de Belhassen Trabelsi, qui a fusionné en 2008 avec la compagnie d'Aziz Miled, Nouvelair, écrit vendredi Mediapart. (Reuters 05.02)

2- Tunisie.

"*Un millier de personnes se sont rassemblées lors d'une manifestation devant le commissariat de police du Kef afin de réclamer le limogeage du chef de la police de la ville pour abus de pouvoir dans l'exercice de ses fonctions*", indique le ministère de l'Intérieur tunisien.

Les manifestants ont criblé le commissariat de pierres et de cocktails Molotov en tentant d'en occuper les locaux et "*la police a ouvert le feu pour empêcher les manifestants de faire irruption dans le commissariat.*" Deux personnes au moins ont été tuées et 17 autres blessées.

Le ministère de l'Intérieur a arrêté le chef de la police du Kef après ces incidents. (Lexpress.fr 05.02)

Social.

1- Le dictateur face à ses juges.

Le Syndicat de la magistrature (SM) appelle à deux jours de grève, jeudi et vendredi prochains, pour protester contre des propos de Nicolas Sarkozy dans l'affaire Laëtitia.

Le syndicat demande dans un communiqué à l'ensemble des magistrats de se déclarer en grève pendant ces deux jours et n'exclut pas de reconduire le mouvement. (Reuters 05.02)

L'hystérique du Palais présente toutes les caractéristiques du dictateur, ce dont témoigne ses attaques répétées contre les journalistes et les magistrats, sans parler des immigrés en générale, ou encore lorsque dans une affaire judiciaire il considère qu'un suspect est présumé coupable, ce fut le cas dans l'affaire Clearstream et il vient de récidiver dans celle de Tony Meilhon.

2- La grève des marins de la SNCM

La grève des marins de la SNCM se poursuivait samedi, bloquant cinq navires en Corse et à Marseille, a annoncé la CGT qui dénonce une diminution des liaisons entre Nice et la Corse et attend d'être reçu par les préfets de Corse et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca). "*L'assemblée générale a reconduit à l'unanimité l'arrêt de travail avec encore plus de grévistes*", a Frédéric Alpozzo, représentant de la CGT-Marins, syndicat majoritaire.

Un préavis de grève reconductible a également été déposé par le syndicat des agents sédentaires de la CGT, rejoignant les marins, et sera effectif à partir de jeudi. (Lexpress.fr 05.02)

Haut de page

Le 7 février

Pas le temps de causer pour les raisons évoquées hier, dommage il y avait beaucoup à dire sur le développement de la situation révolutionnaire en Tunisie. Entendu hier aux infos du soir sur TV5Monde Asie "*c'est quand même surprenant, voire inquiétant que la classe politique et l'ensemble des médias découvrent aujourd'hui que la Tunisie était une dictature*". Vous n'êtes pas au bout de vos surprises, regardez la sale gueule de Sarkozy sur la photo en haut de l'écran, il a l'air de quoi franchement pour un chef d'Etat ?

Je vous laisse, je dois aller télécharger à Pondichéry cette page et les différents documents de la journée, je vais perdre une bonne heure, il est ici 11h38 et je dois encore prendre ma douche, il fait 30°C à l'ombre.

Politique.

1- France. Programme, projet, promesses... pour berner les travailleurs.

Le député PS de l'Essonne Julien Dray a appelé dimanche son parti à '*écouter*' Jean-Luc Mélenchon et à ne pas se comporter de manière '*paternaliste*' avec lui, même si selon lui le président du Parti de gauche (PG) est 'repris par le rêve romantique révolutionnaire'.

Selon le député PS, '*il y a*' en France '*une cocotte qui bout*' et qui pourrait provoquer des soulèvements populaires comparables aux pays arabes. '*La vraie question qui est posée au PS c'est de donner les éléments qui permettent ce désistement, donc c'est d'avoir un vrai projet de rupture, de réformisme radical*', a poursuivi le député de l'Essonne, ajoutant que le programme du PS, *'a ne peut pas être toujours de l'eau tiède*'. (Lemonde.fr 06.02)

Manifestement il ne souhaite pas que la "*cocotte*" explose, comme à l'UMP, on le comprend ! Sauf, qu'on n'a jamais vu des promesses empêcher une explosion sociale de se produire quand la situation était mûre.

Mesdames et messieurs, pardon, chers camarades, vous voulez devenir ministres ou députés en mai 2012, soyez perspicaces et malicieux à la fois, inspirez-vous de la méthode de Mitterrand qui avait réussi à berner les cocos et les trotskos, je vous assure que ça marcherait encore...

Ecoutez-les, 30 ans plus tard ils ne s'en sont pas encore rendu compte, ils ne regrettent rien et n'ont commis aucune erreur, c'est ce qu'ils disent à voix haute, à voix basse, ils n'ont pas craché sur les miettes que Tonton leur avait discrètement réservées, même s'il leur a joué de sales tours dans leur dos, ils s'y attendaient car ils savaient à quoi s'en tenir avec ce filou de François, malgré tout ils ont joué le jeu jusqu'au bout, ils ont été parfaits, comme quoi leurs beaux principes et leurs programmes c'était du bidon, comme les nôtres d'ailleurs, il faut bien que tout le monde trouve sa place sur l'échiquier politique, au bout du compte ils s'en sont bien sortis et leurs appareils ont survécus, n'était-ce pas l'essentiel pour eux après tout ?

Promettez-leur la lune, ils n'en auront que la photo, peu importe, ils s'en contenteront, ils ont acquis un certain professionnalisme dans l'art et la manière d'accommoder les restes et de faire avaler des couleuvres à leurs militants ou de leur faire prendre des vessies pour des lanternes, au point qu'entre ces plats indigestes ou la haute gastronomie ils ne voient même plus la différence, les temps changent et les militants aussi, ils sont passés du coq au vin accompagné d'un Nuit Saint Georges au hamburger arrosé d'un Coca, de la révolution socialiste à la défense de notre industrie ou de la nation, en se mettant à leur place on aurait presque envie de dire quelle décadence ! nous nous sommes bien montés en première ligne pour défendre les banquiers, mais là on était dans notre rôle, et notez bien qu'ils passent leur temps à se berner eux-mêmes, c'est leur passe-temps favori, que voulez-vous, c'est qu'ils sont nés ou qu'ils étaient destinés à être bernés toute leur vie, alors sachons en profiter encore une fois, cher camarades ne soyons pas stupides, quelle belle occasion s'offre à nous...

Et en 30 ans de l'eau à couler sous les ponts, leurs partis, s'ils sont toujours aussi monolithiques, mais paradoxalement, et c'est un avantage pour nous qu'il faut savoir exploiter, ils sont devenus aussi très hétéroclites, leur force et leur faiblesse à la fois, les uns ont pris cette décision parce qu'ils n'avaient pas le choix pour survivre, les autres ont fait ce choix délibérément par pur opportunisme ou à la recherche de la recette miracle qui n'existait pas, ils ont du mal à mobiliser leurs troupes parce qu'elles sont divisées, soyons assez malins pour les affaiblir au premier tour en embellissant notre programme d'un tas de promesses, et au second on rafflera la mise de la majorité de leurs électeurs, même en l'absence de mots d'ordre de leurs dirigeants...

Bon, si maintenant c'était DSK notre candidat, ce serait foutu d'avance, dans ce cas-là oubliez ce que je viens de vous expliquer.

2- Koweit.

L'émir du Koweït a accepté dimanche la démission du ministre de l'Intérieur, présentée le mois dernier après le décès d'un détenu sous la torture, et nommé à sa place un autre membre de la famille régnante, a annoncé un ministre.

L'émir a nommé cheikh Ahmad Homoud al-Sabah, un membre de la famille régnante, comme vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, a ajouté M. Roudhan.

Plus tôt dans la journée de dimanche, des jeunes koweïtiens ont appelé sur internet à une manifestation mardi pour réclamer la démission du gouvernement et dénoncer ses «*pratiques non-démocratiques*», selon un communiqué du groupe baptisé «La Cinquième Muraille». Sur Twitter, le groupe a appelé les Koweïtiens à se rassembler mardi devant le siège du Parlement.

«*Nous, La Cinquième Muraille, appelons le peuple koweïtien à un rassemblement au Parlement mardi à 11 heures locales pour défendre notre droit légitime à tenir des réunions, et exprimer notre rejet de l'actuel gouvernement et de ses pratiques non-démocratiques*», écrit le groupe dans un communiqué. (Libération.fr 06.02)

Economie.

1- Le prix du cuivre a triplé en deux ans

À plus de 10.000 dollars la tonne, le prix du cuivre a triplé en deux ans. Cette hausse est largement liée à la demande asiatique, mais l'appétit croissant des financiers n'arrange rien.

Indispensable dans le bâtiment et les câbles, la star des métaux de base est portée par les économies émergentes, Chine en tête. Elle en consomme 40% (60% pour l'utilisation électrique), soit 45 milliards de dollars par an. En 2020, elle concentrera 20 des plus grandes villes du monde, de plus de 10 millions d'habitants chacune.

Plus que la «*spéculation*» pointée du doigt par Nicolas Sarkozy au G20, c'est une impérieuse demande industrielle, assortie d'un déficit mondial de 400.000 tonnes anticipé par l'International Copper Study dès 2011, qui explique laflambée du cuivre. «*Ces dernières années, qui ont vu l'industrie des hautes technologies se développer, les investissements ne sont plus allés vers l'industrie minière, considérée comme une vieille industrie, rappelle Martin Abbott. D'où le déséquilibre entre l'offre et la demande.*»

Face aux aléas du marché, les contrats à terme du LME ou du Comex permettent avant tout de se couvrir. Mais rien n'empêche la spéculation. Aux États-Unis, selon la Commodity Futures Trading Commission, les spéculateurs ont accru leurs positions acheteuses sur le métal rouge fin décembre, pariant sur une hausse des prix. «*Ils détiennent 40.000 contrats, un seuil sans précédent*», relève Eugen Weinberg, analyste matières premières de Commerzbank. Par ailleurs, plusieurs banques ont acheté d'importantes quantités de cuivre, dans des stocks agréés par le LME, pour lancer, sous peu, sans doute aux États-Unis, des produits d'investissement financier (de type ETF ou ETC) adossés à du cuivre physique, histoire de répliquer son envolée.

Pour Pierre Martin, analyste matières premières chez DWS : «*Si l'envolée des prix des matières premières s'accentuait encore, autoriser de tels produits financiers serait mettre de l'huile sur le feu, car autoriser un produit qui augmente la rareté aurait un impact sur les prix…*». (Lefigaro.fr 06.02)

2- Le coton au plus haut depuis plus de 140 ans.

La livre de coton a dépassé les 1,76 dollar à New York, du jamais vu depuis la fin du 19e siècle. La pénurie s'accentue alors que la Chine a renforcé ses importations. (Lefigaro.fr 06.02)

Le 8 février

Pas le temps ni l'envie de causer.

Vous pourriez m'envoyer (format bloc-note ou autre) les articles (avec la source et la date) que vous avez trouvés sur Internet sur les pays où se déroulent des mouvement sociaux, en priorité la Tunisie et l'Egypte, ou des témoignages intéressants sur ce qui se passe réellement dans ces pays, histoire d'en faire profiter vos petits camarades qui se connectent sur le site. Moi ce que j'en dis, je pense uniquement aux autres camarades, à vos camarades, mais c'est peut-être trop vous demander.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, j'ai vu quelques images sur un mouvement social en cours au Bengladesh contre la hausse des prix et la construction d'un nouvel aéroport qui a pris l'allure d'émeutes, mais pas de dépêches de presse sur le sujet ce matin et pas le temps de chercher sur le Net.

Dites-vous bien qu'à force de rejeter toutes mes propositions ou de refuser toute participation même minimum au fonctionnement du site, vous me poussez un peu plus chaque jour à prendre la décision de le fermer, ce sera sans préavis du jour au lendemain et sans appel au point où j'en suis. Si je dois comprendre que vous avez mieux à faire, ce qui est votre droit bien sûr, dites-vous que moi je réfléchis à faire autre chose et que c'est le mien aussi.

Le site n'a pas non plus vocation à se transformer en banque de données anonyme, cela ne m'intéresse pas, je laisse cela à d'autres, c'est un site de combat politique ou rien. Si je ne supporte pas les rapports de merde qui existent en Inde, ce n'est pas pour les supporter ailleurs. Je suis de mauvaise humeur, pas particulièrement, c'est un principe, conforme à l'idéal que je défends ! Vous savez, être ou ne pas être...

Vous m'excuserez mais quand je vois dans les statistiques qu'il y a 90 connections par jour environ et que plus de 700 documents ont été téléchargés entre le 30 janvier et le 6 février et que je ne reçois aucun courriel, je me dis qu'il y a un sérieux problème quelque part. Vous me répondrez peut-être que c'est moi le problème, dans ce cas-là, salut ! J'ai viré mon article de la page

d'accueil pour que vous ne sentiez pas dans l'obligation de le lire, je l'avais écrit uniquement pour me faire plaisir.

Politique

1- Tunisie.

Le ministère tunisien de la Défense a rappelé les réservistes lundi, alors que des troubles continuent d'affecter plusieurs régions du pays, selon l'agence de presse officielle TAP.

Le gouvernement a demandé aux militaires partis à la retraite au cours des cinq dernières années de rejoindre à partir de dimanche les centres régionaux de conscription et de mobilisation les plus proches de leur lieu de résidence.

La consigne concerne les sous-officiers et militaires relevant de la marine, de l'aviation, des administrations et des services, ainsi que les conscrits des sessions du quatrième trimestre de 2008 et de toute l'année 2009 relevant des trois armes, de la direction générale de la sécurité militaire et de la direction générale des munitions et de l'armement, précise le communiqué diffusé par la TAP.

L'armée compte 45.000 hommes, contre près 50.000 pour les forces de sécurité.

Lundi, le Premier ministre de transition Mohamed Ghannouchi a évoqué devant le Parlement des "*dangers qui menacent les acquis de la révolution*", affirmant que la menace émane d'individus voulant "*faire régresser*" le pays, sans plus de précisions. (AP 07.02)

2- Algérie.

Une cacique du régime algérien a réclamé lundi un "*changement radical du mode de gouvernance*".

L'appel est d'autant plus significatif qu'il émane de Zohra Drif Bitat, veuve de Rabah Bitat, un des six chefs historiques de la Révolution de la Toussaint 1954 contre la tutelle coloniale française, devenu par la suite le président très respecté de l'Assemblée populaire nationale (ANP), avant de s'éteindre en 2000.

"*Allons-nous continuer à gérer nos problèmes avec les mêmes acteurs qui ont échoué ? Faut-il encore du sang ?*" s'est demandé Drif Bitat, elle-même ancienne de la guerre d'indépendance et aujourd'hui vice-présidente du Conseil de la nation, la chambre haute du parlement algérien, poste où elle a été nommée par le président Abdelaziz Bouteflika.

"*J'espère et j'attends un changement radical dans le mode de gouvernance*", a-t-elle déclaré, en réclamant un changement de gouvernement. Des rumeurs d'un remaniement du gouvernement d'Ahmed Ouyahia circulent depuis la semaine dernière et n'ont pas été confirmées officiellement.

Un des organisateurs de la manifestation du 12 février, Hocine Zéhouane, président de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), a néanmoins estimé que "*l'Algérie a(vait) besoin d'une révolution, pas seulement d'une levée de l'état d'urgence*".

Mais les analystes jugent que le pouvoir algérien, qui repose en grande partie sur l'armée, est en mesure de faire face à une révolte sociale en puisant dans sa cagnotte pétrolière pour calmer toute agitation. (Reuters 07.02)

3- Haïti. Préval : dégage !

Plusieurs centaines de manifestants réclamant le départ du président René Préval ont érigé des barricades lundi à Port-au-Prince et jeté des pierres contre la police et les casques bleus des Nations unies, rapportent des témoins.

La police anti-émeute haïtienne, appuyée par des membres de la mission de l'Onu (Minustah), a tiré plusieurs salves en l'air et fait usage de grenades lacrymogènes pour tenter de disperser les protestataires qui ont incendié des pneus et des déchets ménagers sur une place du centre de la capitale.

Le chef de l'Etat sortant, dont le mandat expirait officiellement ce lundi 7 février, a été habilité par le parlement à rester en fonctions jusqu'au 14 mai si nécessaire afin d'assurer la transition mais certains Haïtiens réclament qu'il cède la place dès maintenant à un gouvernement intérimaire.

"*Préval doit s'en aller*", scandaient les manifestants réunis sur la place du Champ de Mars, devant le palais présidentiel.

"*René Préval peut et doit rester en fonctions*", a déclaré Edouard Mulet, qui dirige la Minustah, dans les colonnes du quotidien

Le Nouvelliste. (Reuters 07.02)

4- Russie.

4.1- Renforcement de l'appareil répressif de l'Etat.

Le président russe Dmitri Medvedev a promulgué lundi une loi transformant la "*milice*" de l'ère soviétique en une force de "*police*" aux pouvoirs élargis.

Le texte prévoit de doubler le salaire minimum des policiers en le portant à 45.000 roubles par mois (1.100 euros environ), ce qui coûtera 217 milliards de roubles (5,4 milliards d'euros) au budget de l'Etat.

La Douma, chambre basse du parlement, a supprimé plusieurs articles clés lors de l'approbation du texte en seconde lecture le mois dernier, comme l'interdiction de frapper les femmes ou d'infliger des coups de matraque sur certaines parties du corps.

La loi n'instaure aucun mécanisme de contrôle indépendant afin de lutter contre la corruption au sein des forces de l'ordre, que Dmitri Medvedev a pourtant identifié comme un "*danger*" pour la société. (Reuters 07.02)

4.2- Medvedev et Poutine ne supportent pas la liberté de la presse.

Luke Harding, grand reporter au *Guardian* et correspondant du journal à Moscou, a été expulsé par les autorités russes, a annoncé lundi 7 février le quotidien britannique.

Le journaliste, qui avait passé deux mois au siège londonien du Guardian, travaillant notamment sur les révélations du site WikiLeaks publiées par son journal, était rentré à Moscou le week-end dernier. Il s'est vu refuser l'entrée sur le territoire par les autorités russes et a été mis dans un avion se rendant au Royaume-Uni. Un membre des services de sécurité aéroportuaire affilié aux services de renseignement lui aurait alors déclaré : "*La Russie est fermée pour vous*".

Selon le rédacteur en chef du Guardian, Alan Rusbridger, "*il s'agit clairement d'une nouvelle atteinte préoccupante à la liberté de la presse, et il est inquiétant que le gouvernement russe expulse les reporters dont il n'approuve pas le travail*". Luke Harding avait notamment écrit sur un câble de WikiLeaks décrivant la Russie comme un "*Etat mafieux*", rappelle le quotidien, selon qui l'expulsion d'un journaliste britannique de Russie serait une première depuis la fin de la guerre froide.(Lemonde.fr 07.02)

5- Le Forum social mondial propose, les multinationales qui le financent disposent.

La onzième édition du Forum social mondial organisée à Dakar a débuté hier.

En effet, le FSM ne peut pas, selon le code précis de sa charte de création en 2001, proposer des cadres de mobilisations. C'est une coordination d'échanges et non d'actions, d'où la sensation parfois amère des années précédentes, d'absence de force de proposition à la fin du Forum. (Rue89 07.02)

Se rassembler pour décider d'entreprendre aucune action : tout un programme, le vieux monde en tremble !

6- Le Parlement européen "***ami***" de Etat sioniste.

Le Parlement européen pourrait presque tenir une session plénière à Jérusalem. Près de 500 députés, sur les 736 que compte le Parlement européen, sont attendus à Jérusalem du 5 au 8 février prochain. Ils participeront à la seconde conférence organisée par les Amis européens d'Israël. L'enjeu économique d'une telle rencontre est d'importance : le commerce israélo-européen s'est monté à 36 milliards de dollars en 2010, soit le tiers des échanges extérieurs d'Israël. (Rue89 07.02, d'un bloggeur, http://seenthis.net/?page=site&id_syndic=10968)

Média.

Ce lundi, à l'issue d'un vote finalement moins serré qu'attendu, les 260 salariés de Libération se sont prononcés en faveur de Nicolas Demorand à la tête du quotidien.

Normalien, agrégé de lettres modernes, Nicolas Demorand, né en 1971, a effectué la majeure partie de sa carrière dans l'audiovisuel.

Proposé par Édouard de Rothschild, principal actionnaire du titre, le transfuge d'Europe 1, journaliste audiovisuel passé par France Inter et invité surprise de ce mercato de début d'année, a en effet recueilli 56,7% des votes. il prendra ses nouveaux

habits d'homme de presse le 1er mars, avec la volonté de faire de Libé le «*quotidien de référence de la gauche*».

Mardi, c'est au tour de la rédaction du Nouvel Observateur d'approuver à la majorité simple (50%) l'arrivée de Laurent Joffrin.

Jeudi, en début d'après-midi, la Société des rédacteurs du Monde (SRM) devrait enfin avaliser le choix des nouveaux actionnaires du quotidien - Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse - de proposer Erik Izraelewicz (ancien patron de La Tribune et des Échos) au poste de directeur du quotidien. (Lefigaro.fr 07.02)

Commentaire d'un internaute : La presse de gauche se met en ordre de bataille pour 2012 pour faire oublier que seul le PS ne sait pas encore quel programme, quel candidat il aura. Comment un parti qui compte dans ses électeurs 80% des enseignants, des juges et des journalistes en est toujours au même point ? le vide sidéral.

Commentaire : On pourrait encore peaufiner notre caractérisation et préciser que les partis institutionnels ne sont pas de droite ou de gauche, mais que l'UMP est de droite et que PS et ses satellites sont la gauche de la droite. Ainsi, on ne nie pas les différences ou les nuances qui existent entre les uns et les autres tout en tenant compte que finalement ils se situent bien tous dans le même camp, celui du capital et ses institutions politiques. Cela a le mérite de remettre chacun à sa véritable place, tous ces partis qui représentent les intérêts des capitalistes et ont déjà gouverné pour leur compte sont logiquement classés à droite, en tenant compte évidemment des nuances qui permettent de les distinguer, la gauche étant représentée par le POI, le NPA et LO.

Vous êtes pour le maintien en place de l'ancien régime, vous êtes de droite, et si vous vous prononcez pour son abolition, vous êtes de gauche, voilà sur quelle base avait été établie cette opposition il y a plus de deux siècles, voilà sur quelle base elle doit être rétablie. Ce n'est pas parce qu'on s'est fourvoyé pendant des décennies à présenter autrement ces partis qu'il faudrait continuer, un peu de courage et d'audace, bordel !

Social.

1- France.

1.1- Un milliard pour les actionnaires, mais pas de fric pour augmenter les salaires !

Une centaine de personnes ont manifesté lundi matin devant le siège social du géant mondial des cosmétiques L'Oréal pour réclamer une revalorisation salariale à l'occasion des négociations annuelles obligatoires, a constaté une journaliste de l'AFP.

Lors du rassemblement organisé à l'appel d'une intersyndicale CGT-CFDT-FO-Unsa, les salariés ont bloqué la circulation devant le siège du groupe, situé a Clichy-la Garenne (Hauts-de-Seine), à grands renforts de sifflets et de cris.

«*On n'est pas bien payé, parce qu'on ne le vaut pas bien apparemment*», a déclaré Manu Banco, délégué CGT des salariés de L'Oréal, précisant que «*la revendication que nous portons est de 0,8% de rattrapage sur 2010, 3% pour 2011 et la mise en place d'un treizième mois*».

«*Alors qu'un milliard a été donné aux actionnaires l'année dernière et 288 millions à l'actionnaire majoritaire [la famille Bettencourt], et que le groupe a réalisé 2,5 milliards de bénéfices, les dirigeants veulent nous donner aujourd'hui des miettes*», a-t-il ajouté, précisant qu'un appel à la grève avait été lancé pour la journée. (20minutes.fr 07.02)

1.2- PV : Le racket de l'Etat.

Actuellement à 11 euros, le PV sera augmenté de six euros. François Baroin, le ministre du Budget, s'était engagé à prendre un décret relevant le prix de l'amende entre 15 et 20 euros.

Cela fait des mois que les élus locaux se battent pour une hausse des amendes de stationnement. Et pour cause. Un automobiliste qui ne met pas d'argent dans l'horodateur paie aujourd'hui la même amende (11 euros) qu'en 1986 (75 francs)!

Selon nos informations, l'amende passerait en fait à 17 euros. C'est ce dernier chiffre qui circule au sein du gouvernement. Mais la date d'entrée en vigueur de cette hausse n'est pas encore connue. (Lefigaro.fr 07.02)

Ah ces braves élus locaux qui ont pour tâche de faire respecter la Constitution, comme ils en ont de bonnes idées ! Encore une mesure qui va être très populaire ! Et puis, il faut bien que certains paient pour d'autres, lire l'article suivant.

1.3- Passe-droit.

Olivier Marleix, vice-président du Conseil général d'Eure-et-Loir et également conseiller technique auprès de Nicolas Sarkozy, a été flashé à 119km/h sur une route limitée à 70 le vendredi 28 janvier. Arrêté par les gendarmes, il a fait jouer ses relations pour éviter la contravention. (Lexpress/fr 07.02)

1.4- Comment ils engraissent les trusts pharmaceutiques.

La campagne de vaccination contre l'épidémie de grippe A (H1N1) a explosé les budgets. Selon un rapport remis au Sénat et cité lundi par Les Echos, la Cour des comptes estime qu'elle a coûté entre 685 et 756 millions d'euros contre une fourchette de 137 à 208 millions initialement prévue par le ministère de la Santé.

Un écart qui s'explique notamment par les dépenses prises en compte dans chacune des estimations. Contrairement au gouvernement, la Cour comptabilise les vaccins donnés à l'OMS ainsi que les achats de masques de protection pour les agents d'administration. Les magistrats considèrent en outre que la facture a été plus beaucoup élevée pour l'indemnisation des professionnels de santé libéraux mobilisés.

La conclusion est sans appel: «*La campagne apparaît particulièrement coûteuse au regard du nombre de personnes vaccinées*», critique le rapport, cité par Les Echos. Au final, 5,4 millions de Français se sont fait vacciner, pour un coût de 110 euros par personne.

La Cour des comptes pointe aussi du doigt le prix d'achat très élevé des vaccins. «*Du fait d'une coordination européenne à peine esquissée, les laboratoires pharmaceutiques sont parvenus à mettre les Etats en concurrence et se sont placés en position favorable pour contracter*», précise le rapport.

Et le gâchis a été de taille: 2,7 millions de doses de vaccins sont ainsi parties à la poubelle, «*soit la moitié environ de celles qui ont été effectivement utilisées pour la vaccination*». (20minutes.fr 07.02)

1.5 - Au secours, Attila est de retour !

« *Une personne meurt du tabac toutes les 6 secondes*». En partant de ce constat, l'économiste et écrivain Jacques Attali propose la plus radicale des mesures.

«*Bien pire que le Mediator: le tabac*», écrit Jacques Attali sur son blog , où il préconise tout simplement d'interdire «la production, la distribution et la consommation de tabac, un produit qui fait chaque année 5 millions de morts dans le monde».

«Il ne faut plus tergiverser», affirme M. Attali, qui assure que le bilan économique d'une interdiction du tabac, négatif au départ, serait ensuite positif. Il reconnaît que cela «*remettrait en cause quelques emplois*», que «les Etats perdraient quelques recettes», (en 2009, le tabac a rapporté 10 milliards d'euros de taxe et 3 milliards de TVA), que cela «*encouragerait pour un temps le marché noir» et nécessiterait «quelques dépenses pour désintoxiquer ceux qui le sont*».

«*Mais on gagnerait tant, en qualité et en espérance de vie, que le bilan, même économique, serait évidemment partout positif*», pense-t-il encore, disant attendre «*avec intérêt la réponse des candidats à l'élection présidentielle*» sur cette question. (Lefigaro.fr 07.02)

Le banquier du PS ne sait décidément pas quoi dire pour faire parler de lui. Quelle coïncidence, une personne meurt de malnutrition dans le monde toutes les 6 secondes, mais de cela il n'a rien à foutre, pensez donc, il faudrait abolir le capitalisme qui en est l'unique responsable.

Rappel : D'après la FAO, le nombre de personnes souffrant de la faim cette année dans le monde a grimpé à 1,02 milliard, soit 100 millions de plus qu'en 2008, pour s'établir à un niveau jamais atteint.

Un enfant meurt de malnutrition toutes les six secondes alors même que la planète produit plus de nourriture qu'il n'en faut pour nourrir tous ses habitants. (Reuters 15.11.09)

2- Grèce. Résistance.

Alors que la «troïka» d'experts européens et du FMI revient à Athènes pour vérifier les comptes, de plus en plus de Grecs, qui voient leurs finances se dégrader, refusent de payer dans les transports et les hôpitaux.

Ce mouvement de citoyens s'opposant à la hausse des prix prend une ampleur nationale. Tous les matins, ils soulèvent les barres des péages sur les principaux axes routiers nationaux ; ils recouvrent de sacs en plastique les composteurs à l'entrée des stations de métro et distribuent des tracts dans les hôpitaux publics pour ne pas payer les soins octroyés : ce sont les citoyens du

mouvement «*Je ne paie pas*».

Depuis le 1er février et la mise en vigueur de la nouvelle hausse des prix, ils sont de plus en plus nombreux - plusieurs centaines déjà - à préférer enfreindre la loi plutôt que de manifester. Une tendance qui suscite la sympathie de l'opinion publique. «*La plupart d'entre nous n'ont plus les moyens de payer et ne veulent plus manifester*», explique Giorgos Kosmopoulos, l'un des membres du mouvement.

Après l'augmentation de la TVA de 19 à 23 % en quelques mois, d'autres suivent. Ainsi, le ticket de bus et de métro est passé de 1 euro à 1,40 euro, alors que le salaire minimum plafonne à 592 euros. Pour les péages, «la situation est aberrante», souligne Giorgos Kosmopoulos, « *les routes, qui datent de 1950, sont lamentables et dangereuses et on nous demande de payer pour leur future construction, d'autant que l'État ne propose pas de route alternative. Un agriculteur n'a souvent pas d'autre choix que de payer pour aller d'un champ à l'autre !*», proteste-t-il.

Ce mouvement de contestation, qui s'étend à présent aux hôpitaux publics, reflète le désarroi d'une certaine tranche de la population saignée à blanc par les mesures d'austérité. Selon le sociologue politique Giorgos Kirtsos, «*les Grecs commencent surtout à réaliser qu'ils n'ont pas fini de se serrer la ceinture. Ils n'ont plus confiance dans le système politique. (...)*», explique-t-il.

Haut de page

Le 9 février

Alliot-Marie en vacances chez le dictateur Ben Ali, Fillon en vacances chez le dictateur Moubarak, banal quoi, sous tous les gouvernements depuis un demi-siècle les ministres ont cotoyé des dictateurs sans que cela leur cause le moindre problème. Autre point commun entre les deux despostes : leurs partis politiques étaient affiliés à l'Internationale socialiste de M. Aubry et dont le président à l'heure actuelle n'est personne d'autre que Papandréaou, le saigneur du peuple grec.

J'ai lu hier dans un article de presse que 80% des enseignants, des journalistes et des magistrats votaient PS aux différentes élections, ces informations (sur la nature des différents régimes) étant largement diffusées sur Internet et relayées par la presse nationale, tout comme les adhérents à ce parti, ils ne pourront pas ou plus dire : on ne savait pas que le PS soutenait des dictateurs ou en comptaient parmi ses amis politiques, cela témoigne simplement que leur niveau de conscience politique se situe au ras des paquerrettes ou qu'ils n'en ont pas.

Que le citoyen lambda qui n'a pas vraiment de conscience politique passe des vacances de rêve dans le pays d'un tyran ne choquera personne, ce qui n'est pas le cas de responsables politiques qui savent très bien à quoi s'en tenir sur les régimes politiques de ces pays.

Liste de quelques partis infréquentables de l'Internationale socialiste :

- Le Parti national démocratique d'Hosni Moubarak
- Le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo
- Le Social democratic front (SDF) de John Fru Ndi (Cameroun), accusé notamment d'avoir détourné 125 millions de dollars.
- Le parti de Unidad Nacional de la Esperanza d' Álvaro Colomau (Guatemala), accusé d'assassinat
- Le Parti révolutionnaire du peuple mongol, parti unique autorisé avant 1990 et au pouvoir depuis 20 ans
- Le Parti de la Libération nationale de Laura Chinchilla (Costa Rica), conservateur, opposé à la laïcité publique et à la contraception.
- Le Parti Travailliste d'Israël
- L'Union Socialiste des Forces Populaires (Maroc), associée au pouvoir et cautionne la dictature de Mohammed VI.
- Le Parti Révolutionnaire Institutionnel (Mexique), au pouvoir sans discontinuer entre 1930 et 2000, sur fond de corruption et de pouvoir policier.
- Le Parti du Peuple Pakistanais, actuellement au pouvoir.
- (Liste à compléter, bon courage, l'Internationale jaune comprend 170 partis !)

Parole d'internaute pour se détendre.

- Les Français ont élu le Président que même les belges auraient refusé !

Entre nous, les Belges n'ont guère fait mieux récemment en manifestant pour demeurer à leur souverain de trouver une solution à la crise du régime qui dure depuis les dernières élections, soit plus de 6 mois.

Politique.

Tunisie.

La Tunisie a connu mardi de nouveaux troubles, notamment en province, en raison de la volonté d'une partie de la population d'éradiquer les dernières traces de l'ancien régime plus de trois semaines après le renversement de Zine ben Ali.

Trois personnes ont dit à Reuters avoir entendu des coups de feu en provenance de rues proches de l'avenue Habib-Bourguiba, l'artère principale de la capitale. Ces témoins n'ont pas pu préciser l'origine des tirs.

Des manifestants ont exigé la démission de gouverneurs dans plusieurs villes de province en raison de leurs liens avec l'ancien régime.

A Gafsa, près de la frontière avec l'Egypte, un lycée a été partiellement détruit mardi par un incendie, apparemment criminel, rapporte l'agence Tap.

Selon deux sources syndicales à Kasserine, plusieurs centaines de personnes bloquent une grande artère de cette ville située à environ 250 km au sud-ouest de Tunis pour réclamer l'attention du gouvernement sur leurs problèmes.

Nommé seulement quelques jours plus tôt dans le cadre d'une purge des responsables administratifs du pays, le gouverneur de la région de Kasserine a démissionné lundi sous la pression de manifestants assiégeant ses locaux, dit-on de mêmes sources.

Des manifestants ont aussi contraint à la démission le nouveau gouverneur de Gafsa mardi, a rapporté Tap.

Plusieurs gouverneurs sont confrontés à des mouvements similaires ou à des demandes d'amélioration des conditions de vie de la part de la population.

Signe toutefois que les tensions restent vives, les employés du ministère tunisien des Affaires étrangères ont observé mardi une deuxième journée de grève pour réclamer la démission d'Ahmed Ounaïss en raison de déclarations prouvant aux yeux de ses détracteurs que le ministre n'est pas franchement favorable au changement. (Reuters 08.02)

Social.

France.

1- Grève jeudi dans l'enseignement

Près de 20% des enseignants du premier degré seront en grève jeudi, selon les chiffres communiqués ce mardi par le ministère de l'Education nationale.

La FSU, la CGT et Sud appellent les personnels de l'Education nationale à une journée de grève et à des manifestations jeudi pour dénoncer le manque de moyens et les suppressions de postes. Si au niveau national, le mot d'ordre n'est lancé que par trois syndicats, d'autres s'y sont associés localement.

Ce mouvement aura lieu alors que depuis plusieurs jours, la colère monte du côté des parents d'élèves dans certaines académies contre l'absence de remplacements d'enseignants absents.

Lundi, selon la FCPE, une centaine d'établissements scolaires ont ainsi été occupés par des parents d'élèves en colère en Seine-Saint-Denis près de Paris. (AP 08.02)

2- Mobilisations "***historique*** des magistrats.

La fronde du monde judiciaire français a gagné, mardi 8 février, tout le pays, dans un mouvement inédit de protestation contre la politique de Nicolas Sarkozy. Plus de la moitié des tribunaux et cours d'appel, soit 115 sur un total de 195, ont ainsi adopté le mot d'ordre de report des audiences non urgentes lancé en fin de semaine dernière par l'Union syndicale des magistrats, selon ce syndicat, majoritaire. Au total, 166 assemblées générales ont par ailleurs été "*sollicitées*" partout en France depuis lundi.

La journée a notamment été marquée par l'entrée dans le mouvement de nombreuses cours d'appel, comme celles de Toulouse, Besançon, Rennes, Pau, Orléans, Douai, Colmar ou Montpellier. A Paris, quelque 300 magistrats, soit les deux tiers des effectifs de première instance de la capitale, se sont réunis en assemblée générale. La cour d'appel de Paris et la Cour de cassation tiendront de leur côté leur assemblée générale jeudi, journée nationale de protestation.

"*Je n'ai jamais vu autant de monde dans une assemblée générale à Paris. Je pense que c'est historique*", a réagi le président de l'Association française des magistrats instructeurs, Marc Trévidic. Cette mobilisation devrait permettre "*d'arriver à un vrai programme sur la justice à long terme plutôt qu'à des effets d'annonce*", a-t-il ajouté.

"*Je ne pensais pas que ce serait une lame de fond aussi importante dans les juridictions*", a confirmé le président de l'USM, Christophe Régnard, soulignant que les décisions de renvoi étaient prises dans les AG "*à la quasi-unanimité*". Cette mobilisation "*exceptionnelle*" traduit "*une exaspération profonde*", a-t-il ajouté, promettant que le mouvement n'allait "pas s'arrêter là".

Parmi les magistrats présents mardi au TGI de Paris figurent notamment le procureur de la République de Paris, Jean-Claude Marin, les juges d'instruction Renaud van Ruymbeke, Gilbert Thiel, Corinne Goetzmann, ou encore les présidents de chambre Dominique Pauthe, Serge Portelli, Joël Boyer ou Sophie-Hélène Château. "*Contrairement à ce que dit le porte-parole du gouvernement, François Baroin, ce n'est pas du tout un mouvement qui est orchestré par les syndicats, mais qui est porté par la base et qui a même surpris les syndicats*", a estimé Serge Portelli.

"*Ce mouvement, certainement pour une large part sincère, est pour une large part organisé ou orchestré par des syndicats qui sont en opposition avec l'action du gouvernement*", avait en effet déclaré M. Baroin dans une interview à France 2, mardi matin. (Lemonde.fr 08.02)

Economie.

France.

1- Immobillier.

Les taux des prêts du secteur concurrentiel, hors assurance, ont atteint 3,47% le mois dernier, soit 22 points de base de plus qu'en novembre.

La part des prêts réalisés à un taux supérieur à 4,0% a bondi de 8,5 points en un mois selon le Tableau de bord, passant de 2% à 10,5%.

La part des prêts à taux variable est parallèlement remontée en janvier pour la première fois depuis deux ans. "*La nécessité de préserver sa solvabilité conduit maintenant une partie plus large de la demande à choisir ce type de formule*", explique l'étude.

Autre évolution: la baisse de cinq mois de la durée moyenne des prêts, revenue à 17 ans et deux mois. La part des prêts sur plus de 20 ans dans l'accession à la propriété est ainsi descendue de 54,8% à 52,3% en un mois. (Reuters 08.02)

2- Déficit commercial.

Le déficit des échanges extérieurs s'est creusé de 7,2 milliards l'an dernier par rapport à 2009, à 51,44 milliards d'euros contre 44,22 milliards un an auparavant, se rapprochant ainsi de son record historique de 2008 (56 milliards).

Le déficit structurel hors énergie, a souligné le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur Pierre Lellouche lors d'une conférence de presse au ministère de l'Economie, s'est creusé à 20,3 milliards d'euros en 2010 contre 19,5 milliards l'année précédente.

Le déficit structurel hors énergie, a-t-il souligné, s'est creusé à 20,3 milliards d'euros en 2010 contre 19,5 milliards l'année précédente.

es exportations FAB françaises ont rebondi de 13,5% en 2010 à 392,52 milliards d'euros, après une contraction de 17,1% en 2009.

Les importations ont parallèlement atteint 443,96 milliards d'euros, en hausse de 13,8% après une chute de 17,6% en 2009.

La France, a-t-il ajouté, reste le cinquième exportateur mondial. Mais sa part de marché en valeur, calculée en dollars, a reculé l'an dernier à 3,5% contre 3,8% en 2009.

"*Notre appareil d'exportation est sous-dimensionné et trop concentré sur un petit nombre de grands groupes*", a-t-il déploré.

"*Nous avons 90.800 entreprises exportatrices en France. Il y en a plus de 400.000 en Allemagne*", a-t-il poursuivi. "*Le nombre d'entreprises qui exportent diminue d'année en année*." (Reuters 08.02)

3- Déficit du budget de l'Etat.

Le déficit du budget de l'Etat est ressorti à 148,8 milliards d'euros contre 138,0 milliards d'euros à la même date de 2009, selon des données publiées mardi par le ministère du Budget.

Au 31 décembre, les dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes) atteignaient 425,7 milliards d'euros contre 367,1 milliards d'euros un an plus tôt, selon le ministère.

Les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissaient quant à elles à 274,9 milliards à fin décembre contre 237,2 milliards à la même date en 2009. (Reuters 08.02)

Le 10 février

Infos site.

- Puisque je suis obligé de sortir tous les jours pour actualiser le site, j'ai profité de la connection rapide pour télécharger 24 ouvrages importants de Marx, Engels, Lénine, Trotsky et Kautsky dans la page Marxisme, d'autres suivront.

- Je répondrai demain au camarade Philippe qui m'a adressé un chèque de 50 euros, porte-toi bien. J'attends d'un jour à l'autre une somme d'argent, dès que l'aurait reçue je filerai acheter un portable et un nouveau modem.

En très bref.

- Je n'ai pas mis d'articles en ligne sur le forum de Davos : je n'ai pas vu un seul article dans la page économie que je consulte tous les matins.

- Sur le site Internet du NPA : *Olivier Besancenot à Dakar au FSM...* Youpi ! Lire Forum Social des Multinationales puisque ce sont elles qui le financent. Ah ces anticapitalistes... à la mémoire sélective !

Voilà des bonnes nouvelles pour le Palais.

- 52 % des Français souhaitent la démission de MAM - LeMonde.fr

- Affaire Laëtitia : la fronde des magistrats justifiée pour 65% des Français - AP

- Le Brésil préfère l'avion F18 de Boeing au Rafale de Dassault - 20minutes.fr

Politique.

1- France.

Nicolas Sarkozy a adressé mercredi un rappel à l'ordre aux membres du gouvernement, leur demandant "*désormais*" de "*privilégier la France*" pour leurs vacances.

"*Ce qui était commun il y a encore quelques années peut choquer aujourd'hui*", a constaté Nicolas Sarkozy. (AP 09.02)

Il a raison, ils sont tous bons à être enfermés, mais au fait, n'a-t-il pas passé ses dernières vacances chez le monarque-déposte marocain ? Oui, mais lui n'est pas ministre, ne pas confondre le monarque et sa cour ! Faites ce que je dis, mais ne faites pas ce que je fais.

2- Algérie.

Les autorités algériennes ont empêché mercredi un rassemblement devant l'ambassade d'Egypte en procédant au bouclage de la rue Abdelkader Gadouche, où se trouve l'édifice, par un important dispositif policier, a constaté l'Associated Press.

Ce rassemblement devant l'ambassade d'Egypte a été décidé dans la nuit de mardi au cours d'une réunion de la CNCD. "*Nous avons décidé cette action pour exprimer notre solidarité avec le peuple égyptien et féliciter le peuple tunisien, qui sont en train de changer le cours de l'histoire de la nation arabe*", a déclaré à l'AP l'avocat Mustapha Bouchachi, président de la Ligue algérienne

de défense des droits de l'Homme (LADDH) et membre actif dans la CNCD.

Interrogé sur la manifestation du 12 février, Me Bouchachi a confirmé l'interdiction notifiée lundi par la préfecture d'Alger, laquelle a proposé aux organisateurs une salle fermée sur les hauteurs de la capitale. "*Il n'est pas question de reculer. Nous avons bien l'intention d'organiser cette manifestation. A chacun de prendre ses responsabilités*", a lancé Me Bouchachi. (AP 09.02)

Social.

1- France.

1.1- La chasse à courre est ouverte, le gibier : le monarque !

La quasi totalité des tribunaux et cours d'appel français, soit 170 sur un total de 195, ont voté un renvoi des audiences non urgentes, d'après l'Union syndicale des magistrats. Depuis le 3 février, une fronde inédite agite le monde judiciaire et le syndicat majoritaire appelle les magistrats à poursuivre leur mouvement jusqu'à lundi.

Après le TGI de Paris, c'est au tour de la cour d'appel de Paris de se mobiliser. Magistrats et auxiliaires ont adopté ce mercredi matin à la quasi-unanimité un avis de soutien au mouvement de protestation contre les déclarations de Nicolas Sarkozy dans l'affaire Laëtitia.

Le point d'orgue de cette semaine de mobilisation devrait être atteint jeudi. Une manifestation nationale est prévue à Nantes, foyer de la révolte, et des rassemblements sont attendus devant les palais de justice dans toutes les régions, dont Paris.

"*J'en ai plus que ras le bol. Je veux bien être responsable de ce que je fais, mais je veux qu'on nous donne les moyens de fonctionner normalement!*", protestait en marge d'une AG parisienne un avocat général, qui a préféré garder l'anonymat.

"*C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Qui ne donne pas les moyens à la justice de fonctionner? C'est bien le gouvernement. Qui est responsable du fait que les mesures pénitentiaires ne sont pas exécutées? C'est bien le gouvernement*", a déploré Jean-Pierre Rosenczveig, président du tribunal pour enfants de Bobigny.

"*Les magistrats refusent les prises à partie démagogiques et la recherche de boucs émissaires destinées à faire oublier les effets dévastateurs des politiques de restrictions budgétaires*", stipule la motion de renvoi des audiences non urgentes du TGI de Bordeaux. Pour la Cour d'appel de Besançon, "*l'institution judiciaire n'a plus les moyens de remplir correctement ses missions*". (Lexpress.fr 09.02)

Les profs réclament des moyens, les infirmières aussi, etc. Question : pourquoi ne pas fédérer tous ces mouvement sociaux qui finalement ont les mêmes origines et poursuivent le même objectif ? Vous voulez rire, trop dangereux pour la stabilité des institutions !

POI : Un parti légaliste.

Même le POI a sorti le 5 février une déclaration infâme sur la modification annoncée de la Constitution par Sarkozy (j'y reviendrai dans un article demain), plus deux articles et un éditorial (IO n°135 page 3) où il se contente de citer et de commenter les déclarations des uns et des autres à la manière des publicistes de quotidiens nationaux sans jamais émettre l'idée qu'il faudrait peut-être envisager sérieusement l'abolition de la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République, rompre avec ses institutions qui sont les bastions de l'offensive idéologique et politique du capital contre tous nos nos droits. C'est plus facile de parler de rupture avec "*l'Union européenne, en particulier par le traité de Maastricht et la Banque centrale européenne (BCE)*, parole, parole, parole, cela n'engage à rien, pendant ce temps-là Sarkozy peut souffler.

Question naïve. D'après vous, se prononcer dans un programme ou des déclarations solennelles trois ou quatre fois par ans pour la rupture avec les institutions de la Ve Républqiue et décider d'engager le combat dans cette perspective, est-ce vraiment la même chose ?

Depuis 2004-2005 on a bien eu une quinzaine d'occasions de sensibliser les travailleurs à la question de la Constitution et des institutions, d'engager des batailles sur ce thème, alors pourquoi cela n'a-t-il jamais été le cas ? Vous y croyez vous, quand on vous dit que du jour au lendemain il viendra à l'esprit des travailleurs de les liquider ? Regardez donc ce qui se passe en Tunisie et en Egypte. Peut-être que le jour où cette question viendra à l'ordre du jour, comme ils n'y auront pas été du tout préparés, ils ne sauront pas comment s'y prendre, les propositions les plus diverses fleuriront, du coup ils seront profondément divisés, la réaction en profitera, on connaît la suite.

En réalité, chaque question économique, sociale ou politique qui vient sur le tapis est traitée par l'Etat et ses institutions dans le

cadre et conformément au respect de la Constitution en vigueur. C'est le b.a ba que devrait avoir sans cesse à l'esprit chaque militant, absolument rien n'est décidé par l'Etat qui ne s'inscrirait pas dans l'esprit de la Constitution de la Ve République, c'est le pilier de l'Etat, mieux encore, c'est le garant du respect des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, celle des capitalistes, rapports qui sont fondés sur la propriété privée des moyens de production.

Donc la Constitution a pour fonction de permettre aux capitalistes de pouvoir tranquillement exploiter les travailleurs, tout en donnant les moyens à l'Etat de réprimer par la force si nécessaire toute tentative de remise en cause de ces rapports (sociaux) de production. La Constitution, c'est la pierre angulaire de l'ensemble de l'édiffice capitalise. On aura compris qu'on ne peut pas prétendre remettre en cause le système économique capitaliste, sans remettre en cause la Constitution, sans exiger son abrogation.

Si maintenant toutes les revendications économiques, sociales ou politiques ont un rapport avec la Constitution, pourquoi ne pas les faire converger vers cet objectif. C'est étonnant que les champions de l'unité à toutes les sauces n'aient pas pensé que le combat contre la Constitution pourrait constituer le point de convergence de tous les combats en cours, à croire que finalement ils s'en accommodent, non ?

Les prolétariats tunisien et égyptien paient très chers et comptant leur manque de préparation politique, ils n'en sont pas responsables évidemment, la responsabilité il faut la rechercher du côté des partis politiques qui parlent en leur nom, on comprend ensuite pourquoi ils s'en méfient comme de la peste, car ils s'aperçoivent très bien qu'ils sont désarmés politiquement.

Ceci dit, hier je suis allé voir sur les sites Internet du NPA, de LO, du PCF et du PG pour voir s'ils avaient écrit un article sur cette question de modification de la Constitution : pas un mot !

1.2- Paradoxe. Vive la police !

Un millier de personnes, dont de nombreux policiers et des élus, ont manifesté mercredi à Libourne (Gironde) pour protester contre la fermeture du commissariat de police de la ville le 1er septembre prochain.

Pour Jean-Claude Delage, le secrétaire général du syndicat Alliance-Police nationale, venu soutenir les policiers girondins, "*c'est un non-sens de fermer un commissariat de police dans une ville de plus de 20.000 habitants*".

Les policiers libournais ont décidé mercredi de poursuivre leur mouvement consistant, à l'appel de l'intersyndicale SGP-police-FO, Alliance-police nationale, Snipat, SNOP, Alliance-Snapatsi, Synergie Officiers et FPIP, à effectuer un service minimum. (Reuters 09.02)

1.3- C'est plus qu'une sardine qui bloque le port de Marseille.

Les marins CGT de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) ont bloqué mercredi deux passes d'entrée, sud et nord, du port de Marseille, a-t-on appris auprès de la direction portuaire.

Les marins de la SNCM ont tendu en fin de matinée des filins en travers des passes qui desservent les quais passagers et marchandises du port.

Ils dénoncent la réduction du nombre de liaisons entre le continent et la Corse à partir du port de Nice et craignent une suppression de postes au sein de la compagnie maritime.

"*C'est le démantèlement de l'entreprise qui est en jeu avec à la clef un plan social et des atteintes au service public*", a dit à Reuters le secrétaire général CGT des marins, Frédéric Alpozzo.

Il déplore une "*situation d'affrontements*" sur les quais marseillais après les brèves échauffourées qui ont eu lieu entre grévistes et forces de l'ordre.

"*Le préfet considère que ce blocage n'est pas admissible, au regard du droit comme à celui des intérêts de Marseille et de la Corse. Il doit donc être levé sans délai*", a prévenu la préfecture des Bouches-du-Rhône dans un communiqué.

Les marins CGT se sont mis en grève le 31 janvier pour protester contre le choix des autorités portuaires niçoises de limiter le nombre d'escales des navires de la SNCM et de son concurrent Corsica Ferries durant l'été. (Reuters 09.02)

2- Grèce.

Un millier de médecins, pharmaciens et employés du secteur médical en Grèce ont manifesté mercredi en direction du parlement

à Athènes afin de protester contre une réduction des dépenses de santé.

La Grèce consacre chaque année 25 milliards d'euros, soit environ 10% de son PIB, aux dépenses de santé, qui, selon les créanciers du pays, sont gonflées par la corruption et le gaspillage.

D'après des responsables du ministère de la Santé, la Grèce va atteindre cette année son objectif d'économiser 1,4 milliard d'euros dans ses dépenses de santé.

La réforme présentée mercredi au parlement vise à fusionner les régimes de retraite des différents secteurs de la santé et à assouplir les conditions d'exercice de la profession de pharmacien.

Une centaine de médecins campent depuis une semaine devant le ministère de la Santé à Athènes et certains syndicats ont menacé de lancer une grève illimitée. Les pharmaciens observent pour leur part des grèves perlées depuis plusieurs semaines. (Reuters 09.02)

Economie.

PSA et Renault ont annoncé mercredi qu'ils rembourseraient en deux fois d'ici avril les deux milliards d'euros restants sur le prêt que l'Etat leur a octroyé en pleine crise.

En marge de la conférence de presse de résultats, le président du directoire de PSA, Philippe Varin, a indiqué que les intérêts du prêt s'étaient montés en tout à 350 millions d'euros sur la période pour son groupe.

"*Je pense que cela a été une opération très bonne pour PSA, c'est clair, mais elle n'a pas été mauvaise non plus pour l'Etat*", a-t-il ajouté. (Reuters 09.02)

Précision, à ceci près que l'Etat a dû emprunté lui-même sur les marchés à un taux d'intérêt supérieur à celui qu'il avait accordé à PSA et Renault, et que si ces entreprises avaient emprunté elles-mêmes sur les marchés, elles auraient déboursé davantage au titre des intérêts. C'est donc bien l'Etat, donc le contribuable, le dindon de cette mauvaise farce.

Haut de page

Le 11 février

La liste des ouvrages complémentaires disponibles dans la page *Défense du marxisme* du site au format pdf (Acrobat Reader) :

- Manuscrits de 1844, Marx
- Critique de l'économie politique, Marx
- L'idéologie allemande, Marx
- La social-démocratie allemande, Marx
- Misère de la philosophie, Marx
- L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, Marx
- La Sainte Famille, Marx
- Les luttes de classes en France 1848-1850, Marx
- La situation de la classe ouvrière en Angleterre, Engels
- Anti-Dühring, Engels

- Que Faire ? Lénine

- Lénine 1924, Trotsky
- La révolution trahie, Trotsky
- La révolution étranglée, Trotsky
- La révolution permanente, Trotsky
- Cours nouveau, Trotsky
- Où va la France ? Trotsky
- Bilan et perspectives, Trotsky
-Leur morale et la nôtre, Trotsky
- Pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? Trotsky

- Syndicat et politique, Kautsky

J'ai téléchargé à nouveau *Le Front unique et le communisme en France - 1922* de Trotsky qui avait été endommagé.

Autres choses.

Je n'interviendrai pas après le show hier soir de La Talonnette sur sa télé, TF1, et puis ma connection est trop lente pour le télécharger.

J'ai retenu de ce que j'ai lu dans plusieurs dépêches ou articles de presse ce matin, l'annonce d'une nouvelle loi répressive ou liberticide à l'encontre des mineurs et la création de 3000 places de prison supplémentaires. J'ai noté également qu'il avait rappelé qu'il était "*un être humain*" peut-être parce qu'on serait de plus en plus nombreux à en douter au regard de sa politique ultra réactionnaire destinée à satisfaire les besoins du gang du Fouquet's dont il est le représentant.

Plus intéressant, il y a 3 jours en différé j'ai regardé un numéro de l'émission *Un oeil sur la planète* diffusée sur TV5Monde Asie, qui était destinée à la Corée du Sud. Le PIB de la Corée du Sud a été multipliée par 400 en 50 ans, le niveau de vie moyen de ses habitants est comparable à celui de l'Italie, elle est 13e au classement des puissances mondiales et est en passe de détrôner la France à la 7e place des pays exportateurs. Il lui a fallu à peine 15 ans pour réaliser un TGV made in Corea ou des centrales nucléaires.

Ce pays abrite le plus grand complexe industriel et électronique privé du monde, Samsung, qui a lui seul emploie plus de chercheurs que la totalité du CNRS en France, il a même créé des villes entières (8) dans lesquels ces dizaines de milliers de salariés habitent, avec toutes les infrastructures que l'on trouve habituellement dans une ville, hôpitaux, écoles, complexe sportif, etc.

Les Coréens travaillent en moyenne 12 heures par jour généralement 6j/7 et s'ils ont des vacances, ils les prennent rarement pour ne pas déplaire à leur hiérarchie. Le journaliste précisait qu'ils travaillaient 40% de plus qu'un travailleur français, soit 80% de plus qu'un travailleur indien qui travaille bien 8h par jour 6j/7, mais dont le rendement ou la productivité est divisée par deux par rapport à un travailleur français. La contrepartie : la Corée du Sud est championne du monde du taux de suicide par habitant, normal quand on est livré à tel degré d'esclavagisme.

Ils ont montré un bref aperçu des dernières inovations high-tech à couper le souffle dans le domaine électronique qui trouveront des applications très variés, ils ont manifestement des années d'avance sur tous leurs concurrents, ils ambitionnent de s'attaquer au marché européen et américain après avoir littéralement envahi le marché asiatique.

Deux exemples très rapidement. Le premier dans le domaine médical, vous vous installez à l'endroit que vous indique votre médecin face à ce qui ressemble à une glace qui couvre un mur entier, sous vos pieds nus dans le sol se trouve des capteurs, vous voulez savoir quelle est la température de votre corps, votre pression artérielle, etc, vous posez la question à l'ordinateur et la réponse s'affiche instantément sur cette glace qui se transforme en un immense écran. Plus fort encore si je puis dire, un employé de Samsung, évidemment, tiens dans la main gauche une tablette numérique, il passe la main droite sur son écran et d'un mouvement du bras projette instantanément son contenu sur la même glace que précédemment et son contenu s'affiche dessus, je suis resté scotché en voyant cela, c'est quasiment la totalité de la technologie que l'on utilise aujourd'hui qui est déjà dépassée et sera bientôt osolète.

Complément à l'article que j'ai mis en ligne hier à la mi-journée.

Dans quel état d'esprit s'inscrivait le communiqué du POI du 5 février ?

Un futur gouvernement qui voudrait rompre avec la politique antisociale de ses prédécesseurs ne le pourrait pas si le projet de modification de la Constitution annoncé par Sarkozy était adopté. Que signifie une telle affirmation ? Plusieurs choses,

Tout d'abord faudrait-il encore qu'un tel gouvernement ait l'intention de mettre en oeuvre une autre politique que ses prédécesseurs au lieu de la poursuivre comme c'est le cas chaque fois. Une pure invention du POI.

De plus, il suffirait que le gouvernement annonce une mesure sociale importante pour que les agences de notation le rappelle à l'ordre et qu'il fasse marche arrière immédiatement.

Comment le POI peut-il envisager l'existence d'un tel gouvernement, alors que les partis (ou leurs dirigeants) qui sont susceptibles de parvenir au pouvoir ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes, prétendraient-ils que ces partis ou leurs dirigeants auraient changé qu'il ne s'y prendrait pas autrement, ce que nous récusons évidemment. Voilà pour ce qui est du soutien au PS et ses satellites.

A moins que ce gouvernement en question soit composé par le POI ou qu'il figure dans une coalition au pouvoir, ce qui signifierait ouvertement que le POI n'aurait jamais eu l'intention de rompre avec la Constitution, puisqu'il se plaint déjà qu'elle l'empêcherait de gouverner comme il le souhaiterait et qu'il n'y pourrait rien, la faute en viendrait à cette foutue Constitution dont il serait incapable de se débarrasser ou plus exactement ne souhaiterait pas se débarrasser, comme Morales en Bolivie ou les autres chefs d'Etat d'Amérique latine dits de gauche qui en ont déjà fait la démonstration, et qui finalement s'accommodent très bien des institutions en place.

Ensuite cela signifie que le POI pourrait très bien s'accommoder de la Constitution telle qu'elle existe et du gouvernement en place du moment que ce dernier octroierait quelques miettes aux travailleurs et que la Constitution le permettrait. Il prend ainsi la défense de la Constitution telle qu'elle se présente aujourd'hui contre toute modification qui contribuerait à la rendre encore plus antidémocratique? Exactement de la même manière qu'en 2005 lors de la campagne sur le projet de "Constitution" européenne, Gluckstein en était arrivé en comparaison à vanter les valeurs démocratiques de la Constitution de la Ve République, pour ceux qui s'en souviennent, dans le même registre réactionnaire il avait fait appel à de Gaulle pour défendre les nationalisations.

En 2005 Gluckstein opposait la Constitution de la Ve République au projet de "Constitution" européenne en faisant savoir que la première avait sa préférence, alors que du point de vue des intérêts des travailleurs ni l'une ni l'autre n'étaient acceptables, en 2011, il récidive enopposant la Constitution de la Ve République telle qu'elle existe aujourd'hui à celle qui pourrait exister demain après modification, en faisant savoir bien haut que la première a sa préférence, précisément au moment ou dans tous les pays sonne l'heure du combat pour l'abolition de la Constitution et des institutions antidémocratiques en place.

Autrement dit dans les deux cas, il s'est placé sur un terrain de classe qui n'est pas et qui ne peut pas être celui de la classe ouvrière, le PT et le POI ont pris la défense de la Constitution de la Ve République avec laquelle il appelle les autres partis à rompre, car en donneurs de leçons ses dirigeants ne doutent décidément de rien. Voilà comment le POI soutient le régime en tenant un double langage qui ne trompera que les plus naïfs ou ceux qui veulent bien se laisser tromper. J'ai développé cette argumentation dans mon article, il est disponible dans le site pour ceux que cela intéressent.

Politique.

1- Tunisie.

Les autorités tunisiennes ont annoncé jeudi l'arrestation d'un groupe armé lié à des proches de l'ex-président Zine Ben Ali et auquel sont imputés des accrochages meurtriers survenus la semaine dernière dans la ville du Kef, dans le nord du pays. (Reuters 10.02)

2- Soudan.

Une dirigeante du parti d'opposition soudanais Umma, Mariam Al-Mahdi, a été arrêtée jeudi 10 février à Khartoum, selon son parti. Elle s'apprêtait à réclamer la libération de Soudanais arrêtés après des manifestations antigouvernementales il y a dix jours.

Cette arrestation s'inscrit dans un contexte de durcissement du pouvoir face à l'opposition. Des manifestations, localisées mais bruyantes, ont éclaté à Khartoum et dans d'autres villes du nord du Soudan fin janvier, à l'appel d'étudiants mobilisés via Internet, pour réclamer un changement de régime, plus de libertés et la fin de la hausse des prix. (Lemonde.fr 10.02)

Social.

1- France.

1.1- Mobilisation hier des enseignants.

Près de 17 % des enseignants des premier et second degrés étaient en grève, dans toute la France, selon une estimation du ministère de l'éducation.

Dans le premier degré, le taux de grévistes atteignait 18,86 %, avec des professeurs des collèges plus mobilisés (20,32 %) que ceux des lycées généraux et technologiques (9,89 %) et des lycées professionnels (8,69 %). Dans le second degré, 14,91 % des enseignants faisaient grève.

L'opposition aux suppressions de postes prend une ampleur grandissante, à l'heure où chaque établissement est en train de connaître le sort qui lui sera réservé en septembre. Le sujet est si sensible que les écoles primaires ne connaîtront leur destinée qu'après les élections cantonales de mars.

Fait inhabituel, la Fédération de parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) vient de dire pour la première fois son '*inquiétude*' à ce sujet. Comme en 2010, 80 % des Français jugent que cette politique est '*une mauvaise chose*', selon un sondage CSA pour le SNUipp-FSU premier syndicat du primaire , rendu public mercredi.

Un appel unitaire est déjà lancé pour une journée de manifestations le samedi 19 mars. (Lemonde.fr 10.02)

1.2- Il faut savoir terminer une grève !

La grève qui perturbait fortement l'activité dans les ports a été suspendue jeudi avant des négociations que chacun espère décisives la semaine prochaine. Négociations

«*L'ensemble des parties sont tombées d'accord pour engager des négociations du mardi 15 février au jeudi 17 février*», a annoncé la très majoritaire fédération CGT des ports et docks, reçue la veille par l'Union des ports français (UPF), un organisme sous tutelle de l'Etat.

«*Ce sont les ports français qu'on assassine (...) en poussant les entreprises à aller vers d'autres ports étrangers*», avait tonné mercredi le secrétaire d'Etat aux Transports Thierry Mariani devant les députés.

Le ton est également monté cette semaine entre partenaires sociaux: la patronne du Medef Laurence Parisot a accusé la CGT de «*meurtre économique*», une déclaration qualifiée de «*provocation odieuse*» par B. Thibault. (20minutes.fr 10.02)

A travers le langage guerrier de Mariani qui se situe à l'extrême droite de l'UMP et de Parisot, on assiste une fois de plus à la criminalisation de la grève par le gouvernement et le Medef, et il est précisé que la veille l'Union des industries chimiques de Rhône-Alpes avait réclamé «*un service minimum*» dans les ports, comme à l'école ou dans les transports, la tentation est grande de restreindre le droit de grève, à défaut de pouvoir l'abolir.

Il a suffit que la réaction lève le ton pour que les dirigeants de la CGT s'exécutent sans rien avoir obtenu, alors qu'il aurait fallu faire l'inverse en se servant de ses déclarations.

2- Grèce.

Le chômage en Grèce a battu un nouveau record à 13,9% en novembre 2010 et l'inflation a bondi de 5,2%. (AP 10.02)

3- Maroc.

Un millier de manifestants sont descendus jeudi dans les rues de la capitale marocaine pour réclamer des emplois dans la fonction publique.

Avant le début de la manifestation, le ministre marocain de la Communication, Khalid Naciri, a fait valoir que le gouvernement faisait preuve de "*beaucoup de bonne volonté*" en s'efforçant de résoudre rapidement la question des diplômés sans emploi.

Le Maroc voit se dérouler une vingtaine de manifestations nationales par jour, a-t-il dit à des journalistes en parlant à ce propos de "*moyenne normale*". "*C'est un indicateur qui nous rassure*", a-t-il ajouté.

Hdidou a déclaré qu'un conseiller du Premier ministre et un haut responsable de la préfecture de Rabat avaient demandé jeudi aux différents groupes de repousser la date limite au 1er mars. "*Les dirigeants des groupes étudient la marche à suivre avec les adhérents. Pour nous, ce n'est qu'une promesse vide de plus*", a-t-il dit.

Le gouvernement n'a pas été en mesure de stimuler l'économie marocaine liée à l'agriculture dans une mesure suffisante pour créer la moitié des 250.000 emplois qu'il a promis dans les secteur public et privé durant les cinq années allant jusqu'à 2012, selon des statistiques officielles.

Le budget 2011 prévoit la création de 18.700 emplois dans le secteur public. Le taux de chômage tourne autour de 9%, mais il se situe aux environs de 18% parmi les diplômés - chiffres que des analystes indépendants jugent inférieurs à la réalité. (Reuters 10.02)

4- Brésil.

«*Ça va faire mal* ». C'est en ces termes que le ministre des Finances brésilien Guido Mantega a annoncé, mercredi, le plan de coupes budgétaires, première décision importante du mandat de Dilma Rousseff, au pouvoir depuis le 1er janvier.

Le message est clair : hormis les programmes sociaux et les investissements du gouvernement, la réduction de 50 milliards de reais (30 milliards de dollars) par rapport au budget approuvé par le Congrès fin 2010, devrait toucher les dépenses de fonctionnement de tout l'appareil public. Ainsi les concours pour les recrutements de fonctionnaires seront suspendus cette année. Les dépenses en voyages devront être réduites de moitié et les administrations n'auront ni le droit d'acquérir de nouveaux véhicules ni de nouveaux locaux.

Dans le cadre de cet effort budgétaire, le gouvernement veut limiter la hausse du salaire minimum. Alors que ce dernier était de 510 reais (224 euros) en 2010, le gouvernement souhaite le relever à 540 ou 545 reais (237 à 239 euros), alors que les syndicats plaident pour 580 reais (255 euros). La différence est considérable pour les comptes publics : elle touche non seulement 27 millions de salariés, mais aussi 18,5 millions de retraités, dont la pension est indexée sur le salaire minimum. (Lefigaro.fr 10.02)

Economie.

1- France.

La France était encore le quatrième exportateur mondial de la planète en 2005, derrière l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon selon les statistiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais depuis lors, elle s'est fait dépasser par la Chine, puis par les Pays-Bas, et sur les trois derniers mois, nos exportations mensuelles sont régulièrement inférieures à celles de la Corée du Sud, nous fait-on remarquer à l'institut de conjoncture COE Rexecode.

En France les sociétés exportatrices sont à peine 900.000 aujourd'hui, un chiffre qu'il faut multiplier par deux et demi en Allemagne. C'est d'autant plus inquiétant et paradoxal que près des deux tiers de nos exportations se font dans l'Union européenne. Cela devrait favoriser normalement les PME françaises alors que le marché européen ne comporte aucune barrière douanière et qu'il est administrativement parlant aussi facile de vendre en Italie ou au Royaume-Uni qu'en Auvergne et en Bretagne. (Lefigaro.fr 10.02)

2- Portugal.

Le rendement de la dette portugaise à dix ans a atteint jeudi un niveau sans précédent depuis la création de l'euro, les investisseurs s'interrogeant sur la capacité des pays européens à se mettre d'accord sur une solution globale à la crise de la dette.

Le rendement de l'emprunt portugais à dix ans a atteint 7,656% tandis que la prime réclamée par les investisseurs pour en détenir plutôt que des Bunds allemands à même échéance a augmenté à 440 points de base. (Reuters 10.02)

3- Etats-Unis.

Le déficit budgétaire des Etats-Unis s'est creusé à 49,80 milliards de dollars en janvier, a annoncé le Trésor jeudi.

Sur l'exercice en cours, le déficit totalise 419 milliards de dollars contre 431 milliards sur la période comparable de l'exercice précédent.

Les recettes ont totalisé 227 milliards de dollars en janvier contre 205 milliards en janvier 2010 et les dépenses 276 milliards contre 248 milliards. (Reuters 10.02)

4- Sport business. L'opium du peuple.

Selon une étude du cabinet Deloitte, les vingt clubs de football les plus fortunés ont généré plus de 4 milliards d'euros en 2009-2010. Pour la sixième année consécutive, le Real Madrid est le club le plus riche de la planète. (Lefigaro.fr 10.02)

Société.

Mille radars supplémentaires vont être installés sur les routes de France d'ici à 2012 et le procès-verbal électronique sera généralisé, a annoncé jeudi le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux.

Il a souligné que les policiers et gendarmes seraient équipés en 2011 de 24.000 terminaux embarqués dans leurs véhicules, de façon à généraliser le "PV électronique".

Les préfets pourront désormais immobiliser ou mettre en fourrière les véhicules des conducteurs ayant eu "un comportement particulièrement dangereux" plutôt que de les laisser reprendre le volant dans l'intervalle les séparant de leur condamnation par la justice, a-t-il dit.

De même, les possibilités de rétention et de suspension du permis de conduire seront étendues tandis que la durée d'une suspension administrative de permis de conduire passera de six mois à un an dans le cas des infractions les plus graves. (Reuters 10.02)

Haut de page

Le 12 février

J'ai appris la chute de Moubarak par un flash spécial sur TV5Monde Asie à 22h30, soit 18h chez vous en France.

En regardant *Thalassa* (en différé), j'avais appris 2h30 plus tôt que Moubarak avait quitté Le Caire pour Charm el-Cheikh, je m'étais dit alors qu'il préparait sa fuite sans en être tout à fait certain. Je regardais la télé un peu distrait en me demandant sans cesse s'il avait quitté Le Caire pour laisser l'armée nettoyer la place Tahir ou pour quitter le pays. Je n'avais pas fait attention au contenu des dernières dépêches que j'avais lus, dont certaines mentionnaient que des millions d'Egyptiens étaient déjà dans les rues de toutes les grandes villes du pays, or dans ce cas-là, il était devenu impossible de faire intervenir l'armée. Quand j'ai appris la nouvelle, je n'ai pas été vraiment surpris, par contre j'ai immédiatement essayé de comprendre ce qui s'était réellement passé.

Vous ne le savez peut-être pas, mais les dernières jours, les agences de presse ou les médias fournissaient des informations contradictoires sur la situation en Egypte. Quand l'une parlait de dizaines de milliers de manifestants, l'autre évoquait des centaines de milliers, la troisème précisait qu'ils étaient des millions à être descendus dans la rue, entre des milliers et des millions il y a une sacrée marge et cela ne signifie pas vraiment la même chose, on n'en tire pas les mêmes conclusions.

Cela dit voilà les réflexions que je me suis faites ce matin. A l'heure où j'ai écrit ces lignes, Moubarak est parti, mais c'est l'armée qui détient tous les pouvoirs, elle a suspendu les institutions mais pas les partis. Cela ressemble à un coup d'Etat militaire dont on ne connaît pas encore la portée, ce sont les événements des prochaines heures et des prochains jours qui nous permettront de le préciser.

Question : Pourquoi l'armée (où la police) n'a pas (pour le moment) réprimé dans un bain de sang la révolution tunisienne et le soulèvement révolutionnaire égyptien ? Pour au moins cinq raisons :

1- Parce qu'il est toujours difficile d'affronter tout un peuple qui se soulève, improbable d'en contrôler les conséquences souvent imprévisibles, cela pouvait conduire à une radicalisation ou un approfondissement de la révolution, ce qui n'était évidemment pas souhaitable de leur point de vue ;

2- Parce que l'armée ne pouvait pas être totalement insensible à la misère de ces peuples et qu'elle était elle-même divisée sur la conduite à adopter face au soulèvement de tout un peuple ;

3- Par crainte de mettre en porte-à faux l'armée sur laquelle reposent d'autres régimes déjà fragilisés ou en crise, de révéler aux travailleurs du monde entier le rôle de l'armée comme garant du maintien en place de l'ordre qu'ils combattent et qu'ils veulent renverser, les monarques ou les dictateurs se retrouveraient soudain pour ainsi dire tout nus ! Et puis cela pourrait avoir pour conséquences de créer des divisions au sein même des armées de ces pays-là, donc de fragiliser encore plus ces régimes corrompus et haïs des masses comme nous l'avons souligné plus haut.

4- Parce que l'impérialisme (américain principalement) n'était pas dans une situation particulièrement favorable pour soutenir un tel processus, du fait de la crise du capitalisme qui continue de sévir sur tous les peuples, il s'agissait de limiter la casse et d'éviter que des répercussions économiques et sociales compliquent encore la situation et la tâche du gouvernement de transition mis en place à la hâte, sachant qu'une terrible crise sociale sévit déjà depuis de longues années ;

5- Pour finir, ils pouvaient craindre que cela aurait des répercussions politiques dans des pays déjà en proie à une crise politique déclarée ou larvée, comme c'est le cas en France et dans de nombreux pays de l'Union européenne, où la légitimité des régimes en place est remise en cause ou pourrait l'être violemment à la moindre étincelle.

Il ne faudrait pas non plus que que tous ces régimes ayant côtoyé assidûment les dictateurs tunisien et égyptien et qui se parent d'un vernis démocratique, révèlent tout d'un coup leur véritable nature ; tant que le voile de l'illusion persiste, c'est toujours du temps de gagner. D'autant plus qu'à l'époque d'Internet, il leur serait difficile de cacher à tous les peuples ce qui se passerait dans ces pays dans le cas d'un bain de sang réalisé par l'armée.

Un autre sujet. Deux lignes politiques distinctes antinomiques et inconciliables.

L'une opportuniste consiste à capituler devant l'ordre établi, les institutions et le capital, l'autre est conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs, au marxisme ou au socialisme :

1- Prétendre que ce serait le FMI, la Commission et la Banque centrale européennes qui imposeraient leur diktat au gouvernement dirigé par Papandréou (PASOK) ou à un gouvernement d'un autre pays, consiste à minorer, voir à nier la responsabilité du gouvernement qui en est le complice, c'est donc soutenir le régime, donc finalement les mesures exigées par le FMI et l'Union européenne que le gouvernement en serviteur zélé du capital applique à la lettre, c'est une capitulation devant le capital. C'est donc se situer sur le terrain des ennemis de la classe ouvrière, de la contre-révolution.

2- Prétendre l'inverse, que dans le cas présent le gouvernement a le choix de la politique qu'il entend conduire, que le gouvernement Papandréou est complice du FMI et de l'Union européenne, condamner et combattre à la fois la politique antisociale qu'il met en oeuvre et les institutions, c'est au contraire se situer sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière qui rejette à la fois le gouvernement et sa politique, le FMI et l'Union européenne, le salut des travailleurs étant suspendu à leur mobilisation révolutionnaire pour abolir la Constitution et liquider les institutions politiques au service du capital...

Explication.

1- Prétendre que le gouvernement n'aurait pas le choix de sa politique, alors que c'est totalement faux, dessert notre cause et entretient la confusion sur la véritable nature des partis dits socialistes, cela revient à camoufler leur véritable nature : réactionnaire, capitaliste ou bourgeoise, au lieu de démasquer ou de mettre en lumière l'escroquerie politique qui consiste à parler au nom des travailleurs et du socialisme, tout en mettant en oeuvre une politique contraire à leurs intérêts et en les combattant pour le compte du capital.

2- Cela sous-entend s'il n'a pas le choix de sa politique, que dans d'autres circonstances le même parti et le même gouvernement pourraient appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs, ce qui ne sera jamais le cas évidemment, pure illusion ou grossier mensonge. Cette opération consite donc à épargner et soutenir ce parti, c'est une imposture qui a pour seul objectif de tromper les travailleurs pour que finalement la société demeure en l'état.

3- Le fait de démasquer ces partis devant les travailleurs et de mettre en avant que les partis dits socialistes sont des partis totalement inféodés au capital, présente l'avantage de pouvoir expliquer aux travailleurs et jeunes que le socialisme c'est autre chose, que ces partis sont totalement étrangers au socialisme, et que s'ils continuent à s'en réclamer, c'est justement pour les dégoûter ou les détourner du socialisme qui représente le seul danger pour le système capitaliste et ses institutions politiques, la seule issue à la crise du capitalisme qui conduit chaque jour un peu plus le monde au chaos et à la barbarie.

4- Ceux qui prétendent défendre l'indépendance des organisations et des partis politique de la classe ouvrière sont par ailleurs les mêmes qui oeuvrent en réalité sournoisement, mais méticuleusement, à détourner les travailleurs de la politique ou à détruire la confiance que les travailleurs seraient susceptibles d'accorder à un ou des partis politiques, lorsqu'ils prétendent qu'un parti se réclamant du socialisme n'aurait finalement aucun pouvoir, en tout cas pas celui de s'opposer au FMI et à l'Union européenne, car dans ce cas-là, à quoi bon soutenir un parti, y adhérer si finalement il n'aura pas le pouvoir de satisfaire nos revendications sociales et politique et de changer la société.

5- Prétendre que, si « *l'obligation d'équilibre des finances* » (projet de Sarkozy) figurait demain dans la Constitution de la Ve République « *la majorité sortie des urnes serait contrainte par la Constitution de s'en tenir aux plafonnements de dépenses publiques* » (communiqué du POI du 5 février), c'est prétendre qu'elle serait dans la même situation que le malheureux Premier ministre grec, c'est mettre en œuvre la ligne politique contre-révolutionnaire énoncée plus haut.

Une telle « *majorité* » serait mis devant le fait accompli, elle n'y serait pour rien et finalement elle n'aurait pas d'autre choix que de poursuivre la politique de son prédécesseur au service des capitalistes, on ne pourrait pas lui en couloir ce n'est pas elle qui a modifié la Constitution. Franchement camarades, qui aurait l'idée d'en vouloir à la majorité PS-PCF en 1981 d'avoir poursuivi la politique de l'UDF-UDR, n'étaient-elles pas elle aussi pieds et mains liés par la politique de leurs prédécesseurs au pouvoir, par cette foutue Constitution bonapartiste et antidémocratique ? Reliez donc cela aux démarches (front unique) du POI en direction de ces partis et vous aurez tout compris sur la nature de ce parti et les réelles intentions de ses dirigeants.

Mais au fait, ces capitulards ont oublié une chose importante : une fois au pouvoir, une majorité peut décider par décret de modifier la Constitution, là n'est pas notre propos évidemment, elle peut parfaitement l'abolir, c'est déjà mieux, non ? Qu'est-ce qui l'en empêcherait sinon qu'elle est entièrement subordonnée au régime en place ? Pourquoi cette importante précision à destination des travailleurs et des militants ne figure-t-elle pas dans ce communiqué, alors que c'était son objet ? Si demain le POI parvenait au pouvoir ou qu'il faisait partie d'une coalition au pouvoir, cela signifie-t-il qu'il respecterait la Constitution ?

J'étais parti pour une causerie et voilà que c'est devenu plutôt un article, du coup je l'ai mis en ligne au format pdf (Acrobat Reader). Je procèderai ainsi dorénavant chaque fois qu'une causerie sera circonscrite à un thème précis et dépassera une page.

Politique.

1- Algérie. Jamais 2 sans 3 : Bouteflika dégage !

Six personnes ont été interpellées vendredi 11 février à Alger alors qu'elles participaient à un rassemblement pour saluer la chute de Hosni Moubarak. Une grande manifestation pour '*changer le système*' en Algérie est prévue samedi dans la capitale.

A moins de vingt-quatre heures d'une marche de la Coordination nationale pour la démocratie et le changement (CNDC), qui réclame le "*départ du système*", les renforts de police se sont déployés en nombre dans le centre d'Alger.

Le président du RCD, Saïd Sadi, a confirmé que les autorités "*étaient en train d'encercler la capitale*" pour empêcher d'éventuels manifestants venant d'autres régions de rejoindre Alger. "*Les trains sont interdits d'accès à Alger et les transports en commun sont en train d'être bloqués*", a-t-il dit.

Selon Saïd Sadi, les autorités ont décidé de dépêcher 10 000 policiers à Alger, qui s'ajouteront aux 20 000 déjà déployés le 22 janvier pour la marche du RCD, interdite puis bloquée par les autorités. "*D'importantes quantités de grenades lacrymogènes ont été déchargées dans la nuit de dimanche à lundi au port d'Alger*", a ajouté M. Sadi. (Lemonde.fr 11.02)

2- Jordanie.

Plusieurs centaines de Jordaniens sont descendus dans la rue vendredi à Amman pour deux manifestations séparées, l'une demandant la démission du nouveau Premier ministre et l'autre appelant au départ du président égyptien Hosni Moubarak.

Quelque 400 militants de gauche ont demandé la démission du nouveau Premier ministre Marouf al-Bakhit, et réclamé le droit d'élire le chef du gouvernement.

Ailleurs dans la capitale jordanienne, quelque 400 partisans des Frères musulmans ont demandé le départ du président égyptien, scandant "*Hosni Moubarak, dégage, le monde arabe est en feu*". (AP 11.02)

Social.

1- France.

Au lendemain de l'intervention télévisée du chef de l'Etat, le monde judiciaire restait mobilisé vendredi. La quasi-totalité des juridictions ont voté le report des audiences comme à Paris où magistrats et greffiers ont décidé de les suspendre jusqu'à mardi, dans l'attente des résultats de la rencontre entre syndicats et Chancellerie prévue lundi. (AP 11.02)

2- Bolivie.

Le président bolivien Evo Morales a quitté jeudi brutalement la ville d'Oruro (sud du pays), après avoir été chahuté par des manifestants qui protestaient contre la hausse des prix en allumant de la dynamite.

Evo Morales a annulé sa participation à la manifestation de jeudi pour rentrer à La Paz face à la colère des manifestants de cette ville minière, qui dénonçaient les prix de l'alimentation et la pénurie.

Ils manifestaient particulièrement contre le doublement du prix du sucre après la levée des subventions du gouvernement.

La popularité de Morales a chuté depuis qu'il a tenté de lever les subventions sur l'essence, la farine et le sucre en décembre dernier. Il a finalement abandonné son projet mais a mis un terme au contrôle des prix sur le sucre. (AP 11.02)

Economie.

1- France.

Total, La compagnie pétrolière française Total a dégagé en 2010 un bénéfice net de 10,3 milliards d'euros, en hausse de 32% sur un an, dopé par la remontée des cours du pétrole, a expliqué la direction dans un communiqué. (Lefigaro.fr 11.02)

2- Grèce.

Les objectifs de privatisation du pays ont été relevés à 50 milliards d'euros d'ici 2015, dont 15 milliards d'ici 2013 au lieu de 7 milliards initialement annoncé, ont indiqué vendredi les représentants de la '*troika*' rassemblant les créanciers de la Grèce (le FMI, la Commission et la Banque centrale européennes).

Ces privatisations entrent dans le cadre des réformes structurelles '*nécessaires*' que le pays doit '*accélérer*' et '*étendre*' pour parvenir à tenir ses objectifs, ont prévenu les représentants des trois organismes en plaidant pour un 'élan décisif' de la refonte de l'économie du pays.

Ils ont cité une réforme de l'administration fiscale pour mieux lutter contre la fraude fiscale, la restructuration du secteur bancaire, et le contrôle des dépenses publiques notamment dans le secteur de la santé. (Lemonde.fr 11.02)

Prétendre que ce serait le FMI, la Commission et la Banque centrale européennes qui imposeraient leur diktat au gouvernement dirigé par Papandréou (PASOK), consiste à minorer, voir à nier la responsabilité du gouvernement qui en est le complice, c'est donc soutenir le régime, donc finalement les mesures exigées par le FMI et l'Union européenne que le gouvernement en serviteur zélé du capital va appliquer, c'est une capitulation devant le capital. C'est donc se situer sur le terrain des ennemis de la classe ouvrière.

Prétendre l'inverse, que le gouvernement Papandréou est complice du FMI et de l'Union européenne, condamner et combattre à la fois la politique antisociale qu'il met en oeuvre et les institutions, c'est au contraire se situer sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière qui rejette à la fois le gouvernement, le FMI et l'Union européenne, son salut étant suspendu à l'abolition de la Constitution et des institutions politiques au service du capital.

Haut de page

Le 13 février

Si j'en trouve le temps et l'énergie, demain ou dans quelques jours on apportera quelques précisions sur la situation en Tunisie et en Egypte, car on ne peut pas se satisfaire des articles actuellement à notre disposition, tout comme on ne peut pas se borner à suivre l'actualité politique au quotidien, on doit analyser les rapports entre les classes et caractériser précisément les évènements des dernières semaines ainsi que ces régimes et ces Etats avant, pendant et après.

On entend parler de révoltes ou de soulèvements populaires, de révolutions, de révolutions populaires, prolétariennes, sociales, politiques, démocratiques bourgeoises, ce n'est pas la même chose, qu'en est-il en réalité, nous tenteront de répondre à cette question et bien d'autres, à partir des éléments en notre possession. Si sur Internet vous tombez sur des témoignages intéressants, des prises de positions de partis dans ces pays, adressez-les moi, pas de documents vidéos car ma connection Internet est trop lente pour les télécharger.

Comme exercice aujourd'hui, un extrait d'un article du site Lepoint.fr d'hier :

"*C'est fou ce que les États démocratiques, coincés entre, d'une part, la bien-pensance de leurs élites et, d'autre part, le réalisme qu'impose la géopolitique à n'importe quelle grande puissance, peuvent être maladroits avec les peuples qui se révoltent contre les régimes autoritaires dont on pensait que, par fatalisme, ils avaient accepté une fois pour toutes le joug. Les soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte viennent d'en administrer la preuve. Elle n'est pas à l'avantage de Sarkozy. Elle l'est encore moins à celui d'Obama.*"

Comme c'est joliment dit, enrobé, voilà des "*États démocratiques*" qui seraient "*coincés*", voyez-vous cela, eux aussi ils nous font le coup du "*piège*", n'y aurait-il pas plutôt une contradiction entre la caractérisation de ses Etats prétendument démocratiques et ce qu'ils sont véritablement ? Chut ! il ne faut pas brocarder le peu de démocratie qu'il resterait encore en France par crainte que le peuple découvre la vérité, le régime (et ses valets) en a besoin pour assurer sa stabilité politique et continuer de tromper les travailleurs.

Quant à penser que les peuples pourraient supporter indéfiniment une dictature ou être réduits à l'état d'esclaves, c'est se leurrer, chacun le sait parfaitement, et si les dirigeants au pouvoir font semblant d'y croire c'est tout simplement parce qu'ils n'ont jamais qualifié la Tunisie et l'Egypte de dictatures, car à ce compte-là il leur faudrait avouer qu'ils sont loin d'être les seuls pays dans ce cas-là dans le monde, notamment parmi tous les pays avec lesquels ils commercent et entretiennent des relations amicales, cela risquerait de leur retomber dessus politiquement.

Une fois mis devant le fait accompli, "*rendant visite à Washington à son collègue Robert Gates, Alain Juppé, ministre de la Défense*, n'a-t-il pas dû reconnaître la main sur le coeur "*Nous avons tous sous-estimé l'exaspération des populations. Peut-être parce qu'une certaine forme de statu quo nous arrangeait.*", avant d'ajouter : "*Nous avons prêté une oreille trop indulgente aux*

régimes en place.", pensez-vous, histoire de faire oublier le soutien accordé au dictateur Bongo, par exemple, après avoir reçu Kadhafi en grande pompe, un autre grand démocrate assurément ! Chut, business is business !

Ce sont les peuples tunisien et égyptien debout qui ont chassé du pouvoir les dictateurs Ben Ali et Moubarak et personne d'autres, et surtout pas les dirigeants qui sont à la tête d'Etats qui n'ont de démocratique que le nom, la forme, mais pas le contenu.

On devrait peut-être parler de dictatures démocratiques à propos de tous les Etats présentant de près ou de loin les mêmes caractéristiques que la France, cela permettrait de mettre en relief à travers cet oxymore que la démocratie est une peau de chagrin dans ces vieilles Républiques minées par la corruption et le pouvoir de l'argent, où les inégalités et les injustices sont le lot quotidien de la population, comme dans toute dictature. Car le problème est de donner un contenu précis à cette démocratie, pour qui, quelle classe, qui en profite vraiment...

La démocratie peut-elle s'épanouir dans des Etats où c'est la minorité qui impose sa volonté à la majorité ? La réponse est non évidemment. Dès lors il faut poser la question de la nécessité de renverser ces Etats afin que la majorité détienne le pouvoir, ainsi la politique qu'elle sera amenée à mettre en oeuvre correspondra effectivement aux besoins de la majorité, conditions sans lesquelles la démocratie demeurera limitée, étriquée, baffouée, en devenir, un leurre quoi.

Politique.

1- France.

1.1- Pas de " ***divergences de fond***" entre les différents courants du PS.

"*Il faut en finir avec cette idée qui voudrait qu'il y ait des divergences de fond entre Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn*", déclare Vincent Peillon, député européen, dans un entretien publié samedi dans Le Monde.

"*Certes, leurs personnalités sont différentes, et leurs responsabilités aussi. Mais ils ont toujours suivi la même ligne politique*", ajoute-t-il. "*Situer Dominique Strauss-Kahn à la droite du PS, c'est une curiosité pour ceux qui en connaissent l'histoire.*" (Reuters 12.02)

Vous nous tendez la perche monsieur Peillon : Si Strauss-Kahn ne se situe pas à la droite du PS, c'est bien qu'ils sont tous à droite !

1.2- Lagarde au tapis !

Christine Lagarde devrait avoir à se défendre dans les prochains jours. D'après un document que Marianne2.fr s'est procuré, la Cour des comptes a ouvert un recours qui remet en cause la procédure par laquelle Bernard Tapie a reçu quelque 220 millions d'euros de la part de l'État en septembre dernier, dans le cadre de l'affaires qui l'opposait au Crédit Lyonnais - alors banque publique - sur la vente d'Adidas en 1993.

Selon ce document, ce n'était pas à l'État - et donc aux contribuables français- de payer cette somme à l'homme d'affaires. Pour rappel, lors de cette affaire, un organisme public, baptisé CDR pour Consortium de réalisation, a été créé et chargé de gérer le passif du Crédit Lyonnais. L'Établissement public de financement et de restructuration (EPFR), qui chapeaute le CDR, étant placé sous la tutelle de Bercy.

«*La rédaction actuelle du protocole (...) ne permet pas de fair bénéficier le Crédit Lyonnais de la garantie du CDR pour les contentieux relatifs au groupe Bernard Tapie*», peut-on lire dans le recours.

Ce document a été présenté mardi 8 février dernier aux députés de la Commission des Finances. Il a eu «*l'effet d'une bombe*», relate Marianne2. En effet, ces députés ont été écartés dans ce dossier, alors qu'ils auraient du légiférer. Le gouvernement aurait du saisir le Parlement: il a donc un «défaut d'autorisation législative».

En réalité, c'est Christine Lagarde qui a elle-même validé la décision: «*J'ai examiné tous les aspects juridiques du dossier et en conscience, je l'assume parfaitement, je pense que c'était la bonne décision dans l'interêt de l'Etat*», avait-elle dit sur Radio classique en septembre dernier. (Lefigaro.fr 12.02)

2- Yémen.

La police yéménite s'en est prise à coups de matraque aux manifestants qui célébraient dans les rues de Sanaa la démission du raïs égyptien Hosni Moubarak, réclamant le départ du président yéménite.

Des bus ont amené des membres du parti au pouvoir, équipés de tentes, de vivres et d'eau, pour occuper la place de Sanaa également nommée Tahrir (place de la Libération), comme celle qui fut l'épicentre de la révolution égyptienne, afin d'éviter

que les manifestants yéménites ne s'y installent pour faire comme les Egyptiens. Quelque 5.000 policiers et partisans du gouvernement s'y sont installés.

Selon des témoins, la police, y compris des officiers en civil, ont chassé des milliers de personnes de la place principale de Sanaa vendredi soir, alors que les manifestants déchiraient des affiches du président Ali Abdullah Saleh et hurlaient des slogans réclamant sa démission immédiate. (AP 12.02)

Social.

1- France. Les voleurs, prédateurs, parasites...

Le PDG du groupe de construction Vinci Xavier Huillard a empoché plus de 635.000 euros en exerçant des stock-options et en cédant immédiatement les actions ainsi acquises, selon des avis consultables samedi sur le site de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Le 4 février, M. Huillard a exercé l'option dont il disposait et qui l'autorisait à acheter 35.000 actions Vinci au prix unitaire de 24,195 euros. Il a ainsi déboursé 846.825 euros.

M. Huillard les a vendues aussitôt à 42,36 euros, pour 1.482.578 euros. La différence entre prix d'exercice de l'option et prix de vente, soit 635.753 euros représente la plus-value encaissée par le dirigeant. (20minutes.fr 12.02)

2- Tunisie.

Des centaines de magistrats tunisiens venus des différentes régions du pays ont observé samedi un sit-in devant le palais de justice de Tunis pour revendiquer leur "*droit à l'indépendance*" par rapport au pouvoir exécutif, a constaté un journaliste de l'Associated Press.

Convoqué à l'appel du bureau exécutif de l'Association des magistrats tunisiens (AMT), ce rassemblement de protestation, rare dans les annales judiciaires, était placé sous le signe de "*la journée de la libération de la magistrature*".

Pour le président de l'AMT, Ahmed Rahmouni, le juge est "*appelé à se libérer et à instaurer la justice du peuple et non celle du pouvoir*".

Plaidant pour l'autonomie de la justice, il a mis l'accent sur "*l'attachement des magistrats aux valeurs et principes de la révolution*", notant que l'appel de l'association tend à "*répondre aux aspirations des citoyens à une justice indépendante qui préserve leur dignité et défend les libertés fondamentales*".

M. Rahmouni qui vient d'être rétabli dans ses fonctions après en avoir été délogé sous le régime du président déchu Zine El Abidine Ben Ali, a appelé le ministère de la justice à "*lutter contre la corruption et à soustraire la magistrature de la tutelle*".

Plusieurs juges contestataires qui faisaient partie du bureau légal, dont Leïla Bahria et Wassila Kaâbi, ont été durant plusieurs années victimes de "*mesures arbitraires*" à travers des affectations loin des lieux de résidence de leurs familles.

Les avocats, qui se révoltaient même sous le régime Ben Ali contre la mainmise du pouvoir exécutif sur les différents rouages de la justice, se sont joints à la manifestation des juges.

Le bâtonnier Abderrazak Kilani a préconisé une réforme du conseil supérieur de la magistrature (CSM) qui était présidé par l'ex-chef d'Etat et dont les membres étaient pour la plupart désigné par ce dernier. (AP 12.02)

Le 14 février

Merci à Philippe pour ses adresses sur la Tunisie, j'ai mis en ligne des articles sans les avoir tous lus, je les ai parcourus rapidement. Pas mal de choses aujourd'hui.

A propos du site.

J'ai ajouté quelques ouvrages dans la page consacrée au marxisme :

Paul Lafargue

- Le droit à la paresse - 1880
- La légende de Victor Hugo - 1885
- Souvenirs personnels sur Karl Marx - 1890-91
- Le socialisme et les intellectuels - 1900
- Souvenirs personnels sur Friedrich Engels - 1904-05
- Le déterminisme économique de Karl Marx - 1909

V.Lénine

- Matérialisme et empiriocriticisme. - 1908

A propos du NPA.

Communiqué du NPA. Vote des militants pour le 1er congrès du NPA. (mardi 8 février 2011) (sur le site Internet national du NPA)

Les militants et militantes du NPA viennent d'achever leurs congrès locaux. 3 550 militantes et militants ont participé au vote. Les résultats provisoires donnent une participation de 70% par rapport aux membres à jour de cotisation.

Ce qui indique un effectif légèrement au-dessus de 6000 membres si on y ajoute celles et ceux qui ont pris leur carte au NPA sans s'être mis à jour de cotisation.

De nombreux votes ont été enregistrés, portant sur des sujets aussi importants que notre orientation, nos réponses à la crise, la question de la laïcité, du féminisme et de la religion. De nombreuses motions ont été également discutées localement. Elles alimenteront le débat de notre congrès.

Un vote a eu lieu pour élire les délégué-E-s sur la base de plateformes liées au débat sur l'orientation.

A l'issue de l'ensemble des congrès locaux et avant la vérification et la validation des résultats par la commission des mandats, les résultats sont les suivants:

P1: 40, 83 %
P2: 28, 29 %
P3: 27, 20 %
P4: 3, 40 %
Plateformes locales: 0, 29%

A l'issue de leur congrès, la motion d'orientation politique de la direction n'a pas obtenu de majorité (41,8%), face aux «*identitaires*» (27,8%) et «*unitaires*» (26,4%). Six membres de la direction sortante ont décidé de quitté le NPA, a annoncé Léonce Aguirre du courant «*unitaire*» favorable à un rapprochement sous conditions avec le Front de gauche. (Libération.fr 13.02)

La tendance P1 est celle de la direction (Besancenot Krivine, etc.), la P2 constituée (notamment) par d'anciens militants de LO (d'après ce que j'ai lu ailleurs), les animateurs de Débat révolutionnaire, la P3 milite pour l'unité avec le Front de gauche, et enfin la P4 est constituée notamment par les ex-militants du groupe CRI issu du PT.

Il y avait officiellement 9.000 adhérents au NPA en 2009, ils ont donc perdu entre 30 et 35% de leurs adhérents, sans compter que parmi les 6.000 restants une partie sont des travailleurs qui ont adhéré au NPA entre les deux congrès pendant qu'ils en ont perdus, autrement dit, des 9.000 adhérents qu'ils étaient lors du congrès fondateur du NPA, il doit en rester à peine la moitié aujourd'hui ou moins encore, sans compter ceux qui ne sont que simples adhérents et ne militent pas, ainsi le NPA est réduit à peu près à l'effectif de la LCR et mérite bien à son tour l'appellation de parti passoire. Le miracle n'a pas eu lieu !

Je n'ai pas plus d'infos sur leur congrès donc je n'en dirai rien pour le moment.

A propos de la révolution

"*Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici :*

1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; crise du "sommet", crise de

la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore que "le sommet ne le puisse plus".

2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes "pacifiques", mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le "sommet" lui-même, vers une action historique indépendante.

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire." (Lénine - La faillite de la IIe Internationale)

En Tunisie et en Egypte la situation était mûre pour chasser les dictateurs en place depuis des décennies, mais les conditions subjectives n'étaient pas suffisamment mûres en l'absence d'un parti révolutionnaire pour renverser le régime : en Tunisie l'actuel Premier ministre et la plupart des ministres ont servi sous Ben Ali, et en Egypte c'est l'armée qui a pris le pouvoir instaurant un Etat d'exception, puisque les droits de manifester et de faire grève sont suspendus, la chute de Moubarak est donc suivie d'un coup d'Etat militaire, avec évidement la bénédiction de Washington, Bruxelles et Paris.

A propos des retraites

"*Donc, un document officiel reconnaît seulement 8 % de salariés âgés de plus de 60 ans.*

Il y a d'autres documents officiels auxquels je renvoie Groussier, qui dit avoir étudié les chiffres de la loi avec beaucoup de soin. J'ai cité dans mes articles de l'Humanité le rapport de 1901 de M. Guieysse, qui passe pour un actuaire des plus capables; il calcule que, d'après le recensement de 1896, il ne restait que 7% de salariés âgés de 60 ans. J'ai cité un autre document de Bertillon, non pas le Bertillon policier anthropométrique, mais son père, le savant démographe. Il donne dans l'annuaire statistique de Paris de 1882 un classement de la population par âge, d'après le recensement de 1876, et il arrive à ce résultat qu'à 65 ans, il ne reste en France que 7% de la population, et à Paris que 4 % et une fraction.

(...)

Je crois que si Groussier avait étudié la mortalité par profession, il n'aurait pas trouvé beaucoup de salariés âgés de 65 ans. Mais, en tout cas, les 25 % de vieilards dont il parle ne jouiront pas pendant longtemps de la retraite.

Il vient de nous rappeler qu'en Angleterre il ne s'était trouvé, pour réclamer la retraite, que 692 000 vieillards de 70 ans, sur 41 millions d'habitants, soit 1½ %, et il ajoute que les conditions de vie d'Angleterre et de France étant à peu près semblables, il devait se trouver chez nous la même proportion de vieux de 70 ans, c'est-à-dire 1½ %, et comme il assure que le nombre des vieux de 65 ans était de 25 %, donc, de 65 à 70 ans 23 ½ % de ces vieillards ne toucheront que dans la tombe leur retraite, après l'avoir reçue pendant quelques mois sur terre. On peut donc faire les généreux avec cette retraite, que si peu toucheront si peu de temps." (Paul Lafargue - Intervention contre la loi des retraites au congrès de la S.F.I.O. - 1910)

La gangrène ne date pas d'hier

"*Il y a une perle dans cette remarquable résolution de la Seine et je m'étonne que les antiparlementaires ne l'aient pas relevée et montée en épingle, car c'est une perle que de venir dire que dans la société capitaliste nous sommes en train de construire le droit ouvrier et que ce droit ouvrier, une fois codifié, on pourra l'opposer au droit capitaliste... Le droit ouvrier est une monstruosité qui ne devrait jamais se trouver dans la bouche d'un socialiste. Est-ce qu'il a existé un droit du serf, est-ce qu'il a existé un droit esclave ? Et cependant sous le servage comme sous l'esclavage, il y a eu des réformes utiles aux esclaves et aux serfs ? Mais toujours, ces réformes n'entamaient ni le droit féodal ni le droit esclavagiste : c'étaient des concessions qu'on faisait et qu'on supprimait quand c'était nécessaire. C'est ce qu'on fait aujourd'hui pour les réformes ouvrières.* "(P. Lafargue *De l'antiparlementarisme et des réformes Intervention au Ve congrès national du PS* (SFIO) - 15 octobre 1908)

Souvenirs de Paul Lafargue sur Engels.

"*Engels et Marx avaient pris l'habitude de travailler ensemble. Engels, qui lui-même poussait à l'extrême la probité scientifique, était souvent hors de lui de la scrupulosité de Marx qui se refusait à laisser imprimer une seule phrase qu'il n'aurait pu prouver de dix manières différentes.*"

C'était l'un des aspects génial de la personnalité de Marx, Engels ne manquait pas de rigueur de son côté, mais apparemment il disposait de facilités intellectuelles qui lui rendaient la tâche plus facile.

Vous aurez compris que j'ai passé une bonne partie de la journée d'hier à lire et je n'ai rien écrit.

Je me suis fait une réflexion rassurante, nous sommes réalistes et nous puisons notre énergie et notre optimisme de la réalité ou du développement de la situation, s'il n'a pas fallu un mois pour que le peuple égyptien se soulève à la suite du peuple tunisien, alors il faudra peut-être moins de temps qu'on ne le pense habituellement pour que la révolution socialiste réalisée dans un pays soit suivie d'une autre et ainsi de suite, sauf que là se posera toujours la question du parti et de l'Internationale.

Politique.

1- Italie.

Des centaines de milliers de femmes ont manifesté dimanche à Rome et dans plus de 200 autres villes d'Italie pour dénoncer les scandales sexuels impliquant le président du Conseil Silvio Berlusconi et leurs conséquences sur leur dignité et la résurgence de stéréotypes machistes.

«*L'Italie n'est pas un bordel*», ont scandé des milliers de manifestantes à Naples et Palerme, en brandissant des banderoles réclamant la démission du président du Conseil. (Reuters13.02)

2- Tunisie.

Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Ahmed Ounaies, au centre d'une polémique pour ses louanges adressées à son homologue française Michèle Alliot-Marie, a présenté sa démission du gouvernement provisoire, rapporte dimanche l'agence officielle de presse TAP.

Le ministre avait ulcéré nombre de ses compatriotes en déclarant que sa rencontre à Paris avec la ministre française des Affaires étrangères était "*un rêve devenu réalité*". Plusieurs centaines de fonctionnaires de son ministère s'étaient mis en grève.

Ahmed Ounaies était en poste depuis moins de trois semaines. Le communiqué du ministère annonçant sa démission et repris par l'agence TAP ne précise pas les raisons de sa décision. On ignore également qui lui succédera.

Son départ est un nouveau revers pour le gouvernement de coalition. (Reuters 13.02)

3- Yémen.

Des heurts ont éclaté dimanche au Yémen entre les forces de l'ordre et des manifestants anti-gouvernementaux qui tentaient de marcher sur le palais présidentiel de Sanaa, ont rapporté des témoins.

"*Le peuple yéménite veut la chute du régime*", "*La révolution yéménite après la révolution égyptienne*", ont scandé les manifestants lors du rassemblement qui a réuni 1.000 personnes. Quelques dizaines d'entre eux se sont ensuite détachés pour marcher sur le palais présidentiel.

Mille cinq cents manifestants antigouvernementaux sont descendus dans les rues d'Aden et des centaines de personnes ont également manifesté dans deux faubourgs de cette ville portuaire. La police a eu recours aux matraques pour disperser les cortèges et a arrêté huit personnes, ont rapporté des habitants. (Reuters13.02)

4- Bahrein. Du pétrole et des idées...

Les dirigeants du Bahrein ont promis dimanche de nouvelles libertés pour la presse, tentative d'apaiser les esprits dans le petit royaume, où plusieurs groupes d'opposition ont appelé à manifester lundi.

Lundi est la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la constitution de 2002, qui avait apporté des réformes démocratiques, dont le premier parlement élu de l'histoire du pays.

Il s'agit de la première manifestation anti-gouvernementale d'ampleur dans un des pays du Golfe depuis le soulèvement égyptien, et le Bahrein apparaît comme l'un des plus potentiellement instables des petits Etats pétroliers de la région: la majorité chiite s'y plaint depuis des décennies de discrimination de la part de la dynastie sunnite au pouvoir, et la répression l'année dernière de la dissidence y a provoqué émeutes et affrontements.

Le minuscule royaume insulaire est en outre important stratégiquement pour les Etats-Unis, car hébergeant la Vème flotte américaine.

Les forces de sécurité étaient déployées en masse dimanche pour tenter de dissuader les Bahreïnis de manifester. Cherchant dans le même temps à apaiser les tensions, les dirigeants du royaume ont accordé ces derniers temps des concessions, en entamant des discussions avec les représentants des médias ou en accordant une "prime" de près de 2.700 dollars pour chaque famille du pays.

Nabil Rajab, président du Centre bahreini pour les droits de l'homme (indépendant), a publié une lettre ouverte au souverain, l'émir Hamad bin Isa Al Khalifa, réclamant tout un train de réformes et la libération de 450 prisonniers d'opinion. Il l'exhorte à "*éviter l'erreur fatale commise par des régimes similaires en Tunisie et en Egypte*" et à ne pas réprimer les manifestations de lundi, mettant en garde contre "*le chaos et le bain de sang*".

Vendredi déjà, dans les rues de la capitale Manama, des centaines de personnes s'étaient rassemblées près de l'ambassade d'Egypte, pour fêter la chute de Hosni Moubarak. Les autorités bahreinies avaient alors rapidement érigé des barrages pour contenir la manifestation. (AP 13.02)

Social.

Algérie.

Quatre policiers ont été légèrement blessés, ce dimanche à Annaba, dans l'est de l'Algérie, lors d'émeutes déclenchées par de jeunes chômeurs frustrés des lenteurs administratives pour des contrats d'embauche.

Les chômeurs s'étaient rendus dans la matinée à des guichets publics d'offres d'emploi à durée déterminée pour jeunes, avec ou sans diplômes, initiés par l'action sociale. Mais las de revenir tous les jours et d'attendre des heures d'être reçus par les fonctionnaires pour espérer bénéficier de ces contrats, ils s'en sont pris aux employés de l'administration qui ont pris la fuite. Ils ont ensuite saccagé le mobilier avant de sortir en criant «*non à la hogra (le mépris)*» et «*nous voulons du travail, pas l'aumône*», en référence aux types d'emplois proposés peu rémunérés.

Rejoints par des centaines d'autres jeunes désoeuvrés qui exprimaient leur colère dans le quartier, ils sont allés devant la wilaya (préfecture) où ils se sont confrontés, à coups de cailloux, à des éléments des forces anti-émeutes, selon l'AFP. (Libération.fr 13.02)

Le 15 février

A propos du site

Pour ceux qui ne le sauraient pas, avec XP comme gestionnaire système (en bas à droite de l'écran), Vista ou Windows 7 (?), il suffit de passer à 125% la taille d'affichage du site pour être en pleine page, si elle s'affichait sur une partie seulement de l'écran, cela dépend peut-être aussi de la taille de votre écran, je n'en sais rien.

Leur société répugnante et pourrie par le fric, le capitalisme quoi, titre hier d'un article : *Saint Valentin: la Bourse des fleurs en effervescence* - Le Figaro.

Comme je n'ai pas le temps d'écrire un article sur la situation en Tunisie et en Egypte, je vous livre ici quelques réflexions.

Au fait, en Tunisie et en Egypte depuis le début des soulèvements : les terroristes envolés, Al-Qaïda disparu, les islamistes radicaux inexistants ou presques, neutralisés par la marée humaine en faveur de la démocratie, pas de provocations, pas d'attentats, ces dictatures ne se justifiaient-elles pas par la crainte que ces mouvements extrêmistes devaient inspirer à l'ensemble de la société, avec la complicité et le soutien des impérialistes américain et français notamment ?

Ces soulèvements populaires, qui avaient un caractère révolutionnaire, ne sont pas parvenus à faire tomber le régime ni à liquider les institutions politiques dans ces pays, ce ne sont donc pas des révolutions sociales ou politiques. Ils sont parvenues à entraîner la chute des dictateurs en place depuis des décennies et à un replâtrage des institutions agrémenté d'une plus grande liberté d'expression, mais ils n'ont pas entamé ces régimes ou l'Etat, autrement dit le rapport entre les classes demeure inchangé aujourd'hui.

Seule la petite-bourgeoisie qui y a largement participé va en profiter tout en étant appeler à jouer un rôle plus important pour assurer la stabilité des institutions. Le prolétariat a le sentiment à juste titre d'être le dindon de cette mauvaise farce, du coup il se mobilise et tente de profiter de l'air de liberté qui souffle depuis la chute des tyrans pour avancer ses revendications sociales, à défaut de changement radical de politique. En Egypte, les militaires désormais au pouvoir leur ont déjà répondu qu'ils ne voulaient pas

en entendre parler. Gageons que ces revendications sociales et la réponse du Conseil suprême des forces armées va alimenter les divisions au sein de l'armée et la crise du régime.

Ce qui est intéressant ce sont les questions qui vont surgir à la suite de ces soulèvements et de leur issue : pourquoi n'ont-ils pas débouché sur un changement radical sur le plan social et politique ? Qu'est-ce qui leur a manqué ? Les travailleurs mobilisés ont pointé du doigt la Constitution et les institutions, la misère sociale, mais qu'est-ce qu'il aurait fallu faire pour les liquider, qui aurait pu le décider ou le mettre en avant, quelles conditions a fait défaut pour aller plus loin, jusqu'au bout ?

L'absence d'un parti marxiste-révolutionnaire pour éclairer et organiser les masses..., leur faiblesse organisationnelle, la faiblesse de leur niveau de conscience politique. En fait, la même chose qu'en France et tous les pays dans le monde, l'absence d'une nouvelle direction politique qui permette à la classe ouvrière et aux masses d'avancer sur la voie du socialisme.

Cela va peut-être paraître aberrant aux dogmatiques ou à ceux qui s'imaginent que les travailleurs ont forcément le même niveau de conscience politique qu'eux, un internaute précisait qu'il avait manqué au peuple un ou des guides charismatiques à la tête de ces révolutions populaires, et il n'a pas forcément tort, sachant qu'une révolution ne peut aboutir qu'à partir du moment où les couches les plus déterminées du prolétariat parviennent à entraîner l'ensemble de la classe ouvrière dans la révolution, donc y compris le gros bataillon des couches arriérées de la classe ouvrière, qui elles en priorité s'en remettent plus facilement à un dirigeant providentiel qu'à des discours politiques dont finalement elles ne retiennent que les mots d'ordre. Comment pourrait-il en être autrement dans un pays comme l'Egypte qui compte officiellement 40% d'illettrés ? En Tunisie la situation est légèrement différente, mais comme c'était un homme qui incarnait et concentrait tout le pouvoir, il était certes haï par la majorité de la population, mais une fois dégagé, les travailleurs tunisiens se retrouvent face à un vide politique puisqu'il n'y a personne pour incarner le contraire de Ben Ali, un dirigeant qui à son tour incarnerait le pouvoir, le leur cette fois...

Et puis, cessons de nous raconter des histoires, c'est la même chose qui se produit dans les pays où la quasi-totalité de la population a été scolarisée : en l'absence de conscience politique, la majorité de la classe et des masses continuent de s'en remettre à celui où ceux qui savent le mieux leur parler et les embobiner, sans tenir compte de leurs programmes ou de leurs véritables intentions qui leur échappent en grande partie. Cessez de penser à la place des ouvriers messieurs les intellectuels, cessez de leur prêter un état d'esprit ou un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, veuillez enfin regarder la réalité telle qu'elle est si vous en êtes capables, à quoi mène le contraire, par exemple au congrès minable du NPA, c'était prévisible, nous l'affirmions dès 2009 ! (A télécharger dans la rubrique Documents : *Extraits de quelques articles de presse sur le congrès du NPA.*) (A suivre)

Passons aux infos en bref, que je n'ai pas le temps de commenter.

Politique.

1- France.

1.1- La Constitution, eux au moins ils s'en occupent. Ils ont raison, le champ est libre !

Le gouvernement soumettra "*avant l'été*" pour ratification aux députés et sénateurs réunis en congrès l'inscription dans la Constitution française d'une "*règle d'or*" sur l'équilibre des finances publiques, a déclaré lundi le ministre chargé des Relations avec le Parlement.

"*Le Parlement sera convoqué en congrès avant l'été*", a déclaré le ministre.

Il a justifié ce choix par le risque de voir le Sénat basculer à gauche à la faveur des élections sénatoriales de septembre, ce qui rendrait "*encore plus difficile*" la ratification de la future révision constitutionnelle.

"*Nous sommes confiants car on voit mal la gauche prendre la responsabilité d'un échec de cette réforme*", a cependant ajouté Patrick Ollier. (Reuters 14.02)

Ils n'ont pas eu trop de mal à trouver une majorité pour voter le Traité de Lisbonne qui a annulé et piétiné le vote non du 29 mai 2005, qu'ils fassent donc confiance à la "*gauche caviar*", pardon à la "*gauche ultra-caviar*", lire plus loin.

1.2- Propagande et manipulation des masses. Il faut y mettre la méthode.

Le Sénat a adopté à l'unanimité, lundi 14 février, une proposition de loi sur les sondages. Et ce malgré l'opposition du gouvernement à ce texte porté par Hugues Portelli (UMP), comportant une série de mesures pour rendre plus transparents et rigoureux les sondages politiques. Le rapporteur de la proposition de loi, Jean-Pierre Sueur (PS), voit dans le refus du gouvernement une "*décision très surprenante*".

Le texte prévoit notamment d'étendre les obligations liées aux "*sondages politiques*", de faire préciser l'acheteur et le commanditaire des enquêtes, mais aussi de faire publier les méthodes de redressement des chiffres "*bruts*" des sondages. Par ailleurs, il prévoit l'interdiction des "*gratifications*" pour les sondés et veut renforcer les pouvoirs de la Commission des sondages. (Lemonde.fr 14.02)

1.3- Le gang du Fouquet's ne supporte pas la concurrence.

Depuis ce week-end, c'est officiel : la droite tape fort, très fort, sur Dominique Strauss-Kahn. Baroin, Copé, Lellouche, Jacob... Ils se sont relayés dans les médias pour pilonner le patron du FMI sur le thème : il incarne la "*gauche ultra-caviar*" et les "*bobos*" et n'est pas à "*l'image de la France*". (Lepost.fr 14.02)

1.4- Strauss-Kahn ou Hulot pour "***battre la droite***"... sur son propre terrain !

"*Ce que je ne veux pas c'est reconduire Nicolas Sarkozy pour cinq autres années*", a déclaré Eva Joly au Grand Jury RTL/Le Monde/Le Figaro.

"*C'est l'objectif numéro 1: battre Nicolas Sarkozy en 2012. Si c'est Dominique Strauss-Kahn qui est le mieux placé pour faire cela, et si nos objectifs écologiques sont pris en considération dans le pacte que nous passerions entre le 1er et le deuxième tour (...) j'appelerai à voter pour lui*", a-t-déclaré.

Interrogée par ailleurs sur l'hypothèse d'un ticket entre elle et Nicolas Hulot, qu'elle pourrait affronter à la primaire écologiste, elle a dit qu'elle entendait le "*soutenir*" s'il l'emportait face à elle. "*J'attendrai de lui que si c'est moi (qui gagne la primaire) il me soutienne, ce qui fait que nous pourrions parler ensemble au Français et réunir ce que nous avons de meilleur*", a-t-elle ajouté. (Lexpress.fr 14.02)

2- Tunisie.

Le gouvernement tunisien a rejeté "*catégoriquement*" l'idée évoquée par Rome de déployer des policiers italiens pour empêcher le flux de migrants clandestins tunisiens vers les côtes italiennes, qualifiant cette attitude "*étonnante*" d'"*ingérence dans les affaires intérieures (de la Tunisie)*" et d'"*atteinte à sa souveraineté*".

Ces quelque derniers jours, plus de 4.000 migrants ont débarqué sur l'île de Lampedusa, au large de la Sicile, venant des côtes tunisiennes proches de quelque 150 km. Une situation qui a conduit le gouvernement italien à décréter "*l'état d'urgence humanitaire*" et a demandé l'aide internationale pour faire face à cet exode de migrants clandestins. (AP 14.02)

3- Iran.

Lundi soir, l'agence de presse iranienne Fars a rapporté qu'un Iranien a été tué par balle dans la journée lors d'un rassemblement de l'opposition à Téhéran.

Le régime de Téhéran a dû faire face ce lundi à des manifestations de l'opposition et a déployé en nombre des policiers dans les rues de la capitale. Les forces iraniennes de sécurité ont fait usage de gaz lacrymogènes, dans le centre de Téhéran, pour disperser des partisans de l'opposition qui tentaient de manifester malgré l'interdiction des autorités, rapporte un témoin.

Plusieurs milliers d'Iraniens se sont dirigés en cortège vers la place Azadi (Liberté), à Téhéran, en dépit d'une interdiction de la manifestation de soutien aux récents soulèvements en Egypte et en Tunisie.

A Ispahan, troisième ville du pays, «*il y a eu des affrontements entre les forces de sécurité et des manifestants à Ispahan, et plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtés*», a dit un témoin joint par téléphone dans cette ville du centre de l'Iran. (20minutes.fr 14.02)

4- Bahreïn.

La police a tiré lundi à Bahreïn des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour disperser des manifestations en faveur de réformes, et un protestataire a été tué lors de ce "*jour de colère*" inspiré par les révolutions tunisienne et égyptienne, ont rapporté des témoins.

Plus de 20 personnes ont en outre été blessées, dont une grièvement, lors d'affrontements survenus dans des villages chiites des environs de la capitale Manama, selon ces témoins.

Dans le village de Diraz, les autorités ont dispersé à l'aide de gaz lacrymogènes une centaine de chiites qui scandaient des slogans réclamant davantage de droits politiques.

Au village de Nuwaïdrat, la police a fait usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour disperser des manifestants réclamant la libération de détenus chiites et 10 personnes ont été légèrement blessées, selon des témoins.

"*Ils étaient 2.000 assis dans la rue exprimant leurs revendications lorsque la police a commencé à tirer*", a dit à Reuters Kamel, qui n'a voulu décliner que son prénom.

Soucieuse de prévenir une propagation de la contestation, la famille régnante de Bahreïn, de confession sunnite alors que la population est majoritairement chiite, avait promis la semaine dernière de distribuer 1.000 dinars (2.000 euros environ) à chaque famille bahreïnie.

Le gouvernement a par ailleurs laissé entendre qu'il pourrait libérer des jeunes arrêtés l'an dernier par les forces de sécurité.

"*Nous ne voulons pas renverser la famille régnante, on veut seulement avoir notre mot à dire*", a expliqué Ali Jassem, marié à une fille du cheikh Issa Qassem, puissant religieux chiite bahreïni.

Des diplomates avaient estimé que l'ampleur du rassemblement à Manama, où les manifestations sont rares, constituerait un test de la capacité des organisateurs à faire descendre un grand nombre de chiites dans la rue. Mais en dépit des appels lancés via Twitter et Facebook, en début de soirée, aucun rassemblement n'était signalé dans la capitale. (Reuters 14.02)

5- Yemen.

Pour la quatrième journée consécutive des milliers (3000 selon Lemonde.fr) de Yéménites ont manifesté lundi dans tout le pays, réclamant des réformes politiques et la démission du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 30 ans.

Etudiants, militants des droits de l'homme et élus au parlement ont défilé à Sanaa, la capitale, rejoints par des avocats en robe noire, scandant des slogans réclamant la chute du régime.

Selon l'avocat Hassan al-Dola, les manifestants dénoncent notamment "*la corruption généralisée et l'appareil de sécurité qui terrorisait la population*". "*Nous continuerons à manifester jusqu'à la chute du régime*", a renchéri le député indépendant Ahmed Hashid.

Dans le même temps, des dizaines de femmes manifestaient devant le siège des services de renseignement de la police dans la capitale, réclamant la libération de leurs fils.

Des manifestations similaires ont eu lieu à Aden (sud) et Taëz (centre), les deux autres grandes villes du pays. A Taëz, la police a dispersé les manifestants à coups de tirs de sommation et de grenades lacrymogènes. Douze personnes ont été blessées et des dizaines d'autres arrêtées, et des journalistes yéménites et étrangers ont été passés à tabac par des manifestants pro-gouvernementaux.

Les manifestations ne cessent de prendre de l'ampleur au Yémen depuis vendredi et les rassemblements de joie ayant suivi la démission du président égyptien Hosni Moubarak. Dimanche, la police a violemment réprimé le mouvement, à coup de tasers notamment, selon l'ONG Human Rights Watch. (AP 14.02)

6- Territoires palestiniens.

L'Autorité palestinienne poursuit sa remise à plat entamée dans le contexte des bouleversements politiques en cours dans le monde arabe. Après l'annonce dans le courant du week-end de la tenue d'élections d'ici septembre, le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a présenté lundi la démission de son gouvernement au président Mahmoud Abbas qui l'a acceptée.

Le porte-parole du gouvernement Ghassan Khatib a précisé que ce remaniement était prévu de longue date: "*cela n'est pas lié aux nouveaux changements dans la région*", a-t-il déclaré. (AP 14.02)

Social.

Dans l'affaire de la mort de Laëtitia, les juges se disent «blanchis de toute accusation» après la publication de rapports d'inspection, ainsi parlaient ce lundi, place Vendôme, les syndicats de magistrats, qui ont exprimé leur soulagement à la sortie d'une longue réunion avec le garde des Sceaux. Le ministre de la Justice n'exclut pas des sanctions contre des fonctionnaires de la pénitentiaire.

Lundi soir, les syndicats de magistrats ont donc décidé de mettre fin aux renvois d'audience non urgentes, qui duraient depuis plus d'une semaine.

Les syndicats pénitentiaires n'affichaient pas la même satisfaction. Ce lundi, Michel Mercier a en effet publiquement évoqué des «carences manifestes» dans le suivi du dossier Tony Meilhon, meurtrier présumé de Laëtitia.

Le rapport de l'Inspection générale des services judiciaires a révélé une série de dysfonctionnements et d'erreurs, que le ministre a énumérés ce lundi: une «absence de liaison» entre les conseillers d'insertion qui ont pris en charge Tony Meilhon en prison et le service chargé de le suivre à sa sortie; des critères d'affectations des dossiers ne tenant pas assez compte du profil des personnes condamnées, des «*carences*» importantes dans l'organisation des services -comme «*l'absence de réactivité de la hiérarchie*», etc. Les syndicats s'attendent à ce que «la pénitentiaire» n'échappe donc pas aux sanctions. Le directeur adjoint du service pénitentiaire d'insertion et de probation de Nantes, notamment, pourrait faire les frais de décisions critiquées par les inspecteurs. Son dossier serait alors instruit puis transmis au conseil de discipline. (Lefigaro.fr 14.02)

Ce qui est frappant ici, c'est la rapidité avec laquelle les syndicats de magistrats ont annoncé le retour à la normal dans les tribunaux et leur manque de solidarité envers le personnel pénitentiaire, tout l'esprit écoeurant du petit-bourgeois quoi.

Economie.

1- Zone euro.

Les ministres des Finances de la zone euro se sont mis d'accord lundi pour que la capacité effective de prêt du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) soit de 500 milliards d'euros, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Les deux responsables ont ensuite dit que les négociations se poursuivraient entre responsables européens sur les différentes options visant à relever la capacité effective de prêt du FESF(Fonds européen de stabilité financière), sur la manière de rendre le fonds plus flexible ainsi que sur l'architecture future du MES. (Reuters 14.02)

Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite que c'est l'UE qui, le FMI qui, ce sont bien les ministres des Finances des différents gouvernements qui ont pris cette décision en accord évidemment avec leurs chefs d'Etat, il suffit de savoir lire !

2- Italie.

La dette publique de l'Italie, l'une des plus élevées du monde en valeur absolue, s'élevait à 1 843 milliards d'euros fin 2010, soit une progression d'environ 4,5 % par rapport à fin 2009, a annoncé lundi 14 février la Banque d'Italie.

Dans ses dernières prévisions économiques, datant de fin septembre, le ministère de l'économie avait dit tabler sur une dette de 118,5 % du PIB en 2010 contre 115,9 % en 2009. En 2011, la dette devrait encore progresser à 119,2 %. (Lemonde.fr 14.02)

3- Portugal.

Le produit intérieur brut portugais a diminué de 0,3% au quatrième trimestre par rapport aux trois mois précédents, confortant les anticipations des marchés qui craignent une nouvelle période de récession, alors que le plan d'austérité pèse sur la consommation.

L'Institut national de la statistique (INE) portugais a annoncé lors de son estimation flash que le produit intérieur brut du pays avait augmenté de 1,4% en 2010 après une contraction révisée à 2,5% en 2009. (Reuters 14.02)

4- Russie.

Le nombre de milliardaires a bondi, pour s'établir début 2011 à 114, ce qui représente une hausse de près de 50% par rapport à 2010.

La remontée sur les marchés mondiaux des prix des matières premières, principales sources de revenus pour le pays, a permis aux multimillionnaires de se refaire une santé.

Cette donne a permis au patron de l'aciérie Novolipetsk (NLMK), Vladimir Lissine, de conserver sa première place. Il a vu sa fortune multipliée par 1,5 en 2010, pour s'établir à 28,3 milliards de dollars (21 milliards d'euros) indiquait lundi le magazine Finans qui établit chaque année un classement des principales fortunes de Russie. (20minutes.fr 14.02)

5- Chine.

Le produit intérieur brut (PIB) du Japon, en terme nominal, s'est élevé en 2010 à 5.474,2 milliards de dollars, contre 5.878,6 milliards de dollars pour celui de la Chine, selon des statistiques publiées lundi par le gouvernement nippon.

L'archipel a donc perdu sa place de deuxième économie mondiale qu'il occupait depuis 1968, derrière les Etats-Unis que la Chine pourrait même détrôner d'ici à 2025, selon des estimations de la Banque mondiale et de diverses institutions financières.

Le PIB par habitant du Japon reste cependant plus de dix fois supérieur à celui d'un Chinois, selon le FMI. (Libération.fr 14.02)

Haut de page

Le 16 février

J'ai ajouté quelques ouvrages dans la page dédiée au marxisme :

- Travail salarié et capital de Marx (1849)
- Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte de Marx (1852)
- Salaire, prix et profit - 1865 (Marx)
- Le "Capital" de Marx - 1868 (Engels)
- Un chapitre inédit du Capital. - 1867
- Le Capital - livre 1 - 1867 (Marx-Engels)
- Le Capital - livre 3 - 1894 (Marx-Engels)
- Recueil de textes sur la religion (322 pages) (Marx-Engels)

- Un pas en avant, deux pas en arrière - 1904 (Lénine)
- L'impérialisme stade suprême du capitalisme - 1916 (Lénine)
- A propos de la liberté de la presse - 1917 (Lénine)

- Bas les pattes devant Rosa Luxembourg - 1932 (Trotsky)

- Introduction à l'économie politique (105 pages) (Luxemburg)
- L'accumulation du capital - 1913 (185 pages) (Luxemburg)
- Grève de masses, parti et syndicat (29 pages) (Luxemburg)

- La révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956 (Pierre Broué)
- Les trotkystes en Union Soviétique (1929-1938) (Pierre Broué)
- Le parti bolchévique (complet + préface 1971 + chronologie + biographie) (Pierre Broué)

J'ai corrigé les liens vers La révolution trahie de Trotsky, Le droit à la paresse, Le déterminisme économique de Karl Marx et Souvenirs personnels sur Karl Marx de Lafargue, avec mes excuses.

Je télécharge ces ouvrages, puis j'en place une copie dans deux dossiers différents et ensuite je formate la page du site, je modifie les adresses de chaque fichier ou presque, la moindre erreur au clavier est fatale, un espace ou un point que je n'ai pas vu par exemple, signalez-moi les liens qui ne fonctionnent pas, merci d'avance pour vos petits camarades. Merci encore à Philippe pour son courriel d'hier qui a permis de rectifier un lien.

Politique.

1- Tunisie.

Les autorités tunisiennes ont décidé mardi la levée du couvre-feu instauré le 13 janvier à la suite des troubles qui ont secoué le pays et conduit à la chute du régime déchu du président Zine El Abidine Ben Ali, a annoncé le ministère de l'intérieur dans un communiqué diffusé par l'agence officielle TAP.

Cependant, l'état d'urgence décrété le 14 janvier demeure en vigueur, ajoute le communiqué.

L'agence TAP rappelle que l'état d'urgence interdit tout rassemblement de trois personnes ou plus sur la voie et dans les espaces publics. Il autorise en outre les forces de sécurité et l'armée à faire usage de leurs armes contre toute personne suspecte qui ne se conforme pas à l'ordre de s'arrêter, qui cherche à s'enfuir et qu'il n'est plus possible d'arrêter. (AP 15.02)

2- Afrique du Sud.

Des policiers sud-africains ont tiré des balles en caoutchouc, des balles réelles et des gaz lacrymogènes mardi contre des manifestants qui protestaient contre la politique du gouvernement en matière de logement et d'éducation.

Les heurts se sont passés dans la cité noire d'Ermelo, à Mpumalanga, à 200 km au sud-est de Johannesburg. (Reuters 15.02)

3- Bahreïn. "***Nous exigeons la chute du régime***"

Des manifestants chiites se préparaient mardi à passer la nuit dans des tentes à Manama, la capitale de Bahreïn, au soir d'une journée de mobilisation marquée par la mort d'un homme lors d'accrochages avec la police pendant les funérailles d'un manifestant tué la veille. Lire la suite l'article

La mort d'une seconde personne, au lendemain du "*Jour de colère*" dans ce petit royaume du Golfe, crée le risque de nouveaux accrochages entre la majorité chiite bahreïnie et les forces de sécurité sunnites liées à la famille régnante.

"*Nous resterons jusqu'à ce que le gouvernement trouve une solution pour le peuple de Bahreïn*", a indiqué Naji Abdelkareem alors que des manifestants montaient une grande tente sur la pelouse du carrefour de la Perle.

Une dizaine de tentes étaient dressées et des manifestants distribuaient des couvertures, de l'eau et de la nourriture.

"*Peut-être que ce sera une place Tahrir. Cette place est au coeur de Bahreïn maintenant*", a-t-il ajouté, faisant référence à la place Tahrir, symbole de la révolution égyptienne qui a eu raison du président Hosni Moubarak.

Le Wefaq, principal bloc d'opposition qui accuse le roi Hamad ben Isa al Khalifa de discrimination aux dépens des chiites, a répliqué aux dernières violences en boycottant les activités parlementaires, où il contrôle 18 des 40 élus à la chambre basse.

En provenance du lieu des funérailles, situé à la périphérie de Manama, des participants en colère ont gagné le carrefour de la Perle, dans le centre-ville, en scandant des slogans antigouvernementaux inspirés des manifestations qui ont provoqué la chute des présidents de la Tunisie et de l'Egypte.

Selon des témoins, les incidents autour des funérailles ont débuté alors que 2.000 personnes étaient parties de la morgue d'un hôpital pour accompagner la dépouille d'Ali Mouchaïma.

Ce jeune homme de 22 ans a été tué par balles lundi à Daih, l'un des villages chiites des environs de Manama où les forces de sécurité sont intervenues pour mater le "*jour de colère*" organisé contre le gouvernement.

La police a tiré des grenades lacrymogènes sur la procession funèbre mais le cortège s'est reformé et a repris sa marche, a déclaré à l'agence Reuters le député Ibrahim Mattar, élu Wefaq.

Une personne a été tuée dans la bousculade - victime d'un tir par arme à feu, a dit Mattar - et sa mort a suscité des réactions de colère dans la foule, qui s'est mise à scander "*Nous exigeons la chute du régime*".

Parmi les revendications des manifestants figurent en bonne place la lutte contre la pauvreté et le chômage. Ils rejettent aussi la politique du gouvernement qui accorde la citoyenneté à des sunnites étrangers ainsi que des emplois dans les forces de sécurité et des logements qui modifie l'équilibre démographique.

Vendredi, tentant d'éviter une radicalisation de la protestation, le roi avait annoncé le versement d'une allocation de 1.000 dinars (2.000 euros environ) à chaque famille.

Son gouvernement s'est engagé à libérer des adolescents mineurs arrêtés l'an dernier. Il a aussi annoncé qu'il débloquerait 417 millions de dollars de dépenses sociales, dont des subventions sur les produits de première nécessité.

Au contraire des pétromonarchies du Golfe, Bahreïn, dont la moitié des 1,3 million d'habitants est composée d'expatriés, n'a pas des ressources financières illimitées. (Reuters 15.02)

4- Inde.

Trois minutes se sont écoulées avant qu'il ne réalise sa bourde. Lors d'une réunion au siège de l'ONU à New-York samedi dernier,

le ministre indien des Affaires étrangères a lu par erreur le discours de son homologue portugais, en quasi intégralité.

S.M. Krishna a ainsi eu le temps de se déclarer heureux «*à titre personnel*» de la présence dans l'assemblée de «*deux membres parlant portugais, le Brésil et le Portugal*», et ce sans provoquer l'étonnement de son auditoire.

«*Malheureusement, ce sont des choses qui arrivent*», a relativisé Krishna par la suite. «*Il y avait beaucoup de papiers éparpillés devant moi et j'ai pris le mauvais discours*». A priori, le ministre s'est trompé et s'est saisi du texte lu juste avant par le ministre portugais des Affaires étrangères et distribué aux membres de l'assemblée. (20minutes.fr 15.02)

Quand je vous dis qu'ils sont en dessous de tout dans ce pays...

Il faut avoir discuté avec des députés, des préfets, des VIP (very important person, un grand patron quoi), pour se rendre compte à quel point ils se foutent complètement de tout, en dehors des apparences et du fric qu'ils empochent, donc du pouvoir. En France on caractériserait ce comportement de vulgaire, de personnes n'ayant reçu aucune éducation, de crétins en plus, et c'est bien le cas, ils sont tellement minables qu'ils ne peuvent même pas éviter que cela se voie, ils s'en foutent puisque les Indiens en règle générale sont dans le même cas et n'iront pas leur reprocher.

Social.

1- Le capitalisme est toujours synonyme de paupérisation.

Le chiffre fait froid dans le dos. D'après les dernières estimations en date de la Banque mondiale, 1,2 milliard de personnes dans le monde vivent sous le seuil de l'extrême pauvreté, caractérisé par des dépenses de 1,25 dollar par jour et par personne.

« *Les prix de l'alimentation continuent à augmenter dans le monde. L'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a augmenté de 15% entre octobre 2010 et janvier 2011, et n'est que 3% en dessous de son pic de 2008*», explique l'institution. «*Les six derniers mois ont vu des hausses marquées des cours mondiaux du blé, du maïs, du sucre et des huiles alimentaires, et une hausse relativement moins forte de ceux du riz*», ajoute-t-elle.

Ces hausses, par l'enrichissement de certains agriculteurs, ont permis de faire sortir 24 millions de personnes de cette situation d'extrême pauvreté mais dans le même temps, elles y plongeaient 68 millions d'autres.

Le président de la Banque mondiale Robert Zoellick a affirmé, à trois jours d'u ne réunion des ministres des Finances du G20 à Paris , que ces chiffres soulignaient «*la nécessité pour le G20 de faire passer la question de l'alimentation avant tout*». D'après lui, cette année s'annonce très dure pour ceux qui souffrent de malnutrition chronique, et «*même si elle n'est pas la première cause de l'instabilité politique que l'on voit aujourd'hui en Afrique du Nord, au Proche et au Moyen-Orient, l'augmentation des prix a néanmoins été un facteur aggravant qui pourrait devenir encore plus préoccupant*». (Lefigaro.fr 15.02)

Dans son rapport, la Banque mondiale précise que les cours mondiaux des produits alimentaires ont grimpé de 29% l'an dernier et ne sont plus qu'à 3% du pic historique atteint lors de la crise alimentaire de 2008.

Les habitants des pays en développement ont été les plus durement touchés par cette augmentation car ils consacrent jusqu'à la moitié de leurs revenus à leur alimentation, souligne M. Zoellick. (AP 15.02)

Ils craignent des émeutes qui déstabiliseraient ou feraient chuter des régimes.

Et les ventres pleins s'en foutent complètement, ainsi va la nature humaine...

Ajoutons à ce terrible drame, qu'il n'y a pas que le capitalisme qui ne peut pas revendiquer un visage humain, le mouvement ouvrier également dans la mesure où il n'est pas orienté vers la liquidation du capitalisme mais s'en accommode. C'est l'histoire des vases communicants qu'on préfère ne pas entendre et qui se perpétue depuis l'aube du capitalisme avec la colonisation.

Qui a dit que *Le manifeste du parti communiste* de Marx et Engels n'était plus d'actualité ? Extrait :

"*L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.*"

En France et dans les pays comparables, on entend dire que la condition ouvrière s'est beaucoup améliorée au cours du XXe siècle sous un régime capitaliste, ce qui est exact, mais un peu léger comme bilan, car son pendant ou pour financer ces améliorations les capitalistes ont exploité et continuent d'exploiter à outrance des centaines de millions de travailleurs (et enfants) à travers le monde qui doivent vivre pratiquement dans les conditions effroyables que connaissaient le prolétariat en Europe au début du XXe siècle, voire pire encore, des peuples entiers sont sacrifiés sur l'autel du profit.

La bonne conscience ne va pas jusqu'à prendre en compte ce genre de considérations, c'est bien connu, après tout nous n'y sommes pour rien, on travaille, on touche un salaire, on l'a mérité, on vit relativement bien et on ne se pose pas davantage de questions ; remarquez, pas plus que nos théoriciens de la lutte des classes qui finalement se satisfont très bien de cette situation puisqu'ils sont sur une ligne réformiste. Même l'argument hypocrite ou sordide selon lequel l'amélioration de notre sort servirait la cause des autres peuples ne tient pas une seconde, puisque la réalité des faits s'inscrit en faux contre cette assertion.

Quand on évoque les intérêts collectifs de la classe ouvrière, il faut les considérer à l'échelle mondiale sous peine de sombrer dans le social-patriotisme, là où sont tombés nos dirigeants, qui par ailleurs ne manquent pas de nous rappeler qu'ils sont des internationalistes !

2- France.

La rémunération des présidents de conseils d'administration des entreprises du CAC 40 est repartie à la hausse en 2009. Ils ont gagné en moyenne quelque 928.000 euros contre un peu plus de 864.000 euros en 2008, a indiqué lundi le cabinet Proxinvest.

Ils sont ainsi «*les mieux payés d'Europe*», souligne l'étude annuelle de ce cabinet qui déplore qu'en 2010 encore les grandes sociétés aient refusé de soumettre «*au contrôle de l'assemblée les rémunérations des présidents non exécutifs*». Leur rémunération annuelle avait atteint près de 1,27 million d'euros en 2007, rappelle Proxinvest. (20minutes.fr 15.02)

3- Portugal.

Le trafic ferroviaire a été fortement perturbé mardi au Portugal par une grève menée par les conducteurs de train pour protester contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement. (AP 15.02)

4- Grèce.

Les employés des transports en commun d'Athènes observaient une grève de 24 heures mardi pour protester contre un projet de réformes, et devaient manifester dans l'après-midi devant le Parlement.

Les employés des transports, qui mènent des débrayages quasi-quotidiens, se disent déterminer à poursuivre leur mouvement.

Ils protestent contre un projet de réformes visant à réduire les coûts dans les compagnies de transport publiques. Le texte devait être soumis au vote des parlementaires dans l'après-midi. Le prix du ticket dans les transports publics a déjà été augmenté jusqu'à 80% début février pour réduire les pertes des compagnies.

Par ailleurs, la banque centrale grecque a annoncé mardi que l'économie grecque devrait se contracter d'au moins 3% en 2011, qui serait alors la troisième année consécutive de récession pour le pays. (AP 15.02)

5- Egypte. "***Qui n'est pas en grève ?***"

"*Il a été remarqué que certains secteurs de l'Etat organisent des protestations malgré le retour à la vie normale et des conditions où toutes les catégories du peuple sont censées être solidaires*", notent les militaires. "*Les Egyptiens honorables voient que ces protestations en ce moment délicat mènent aux conséquences négatives suivantes : l'atteinte à la sécurité de l'Etat ; la perturbation et l'entrave à la production et au travail dans des secteurs de l'Etat ; l'entrave aux intérêts des citoyens ; l'impact négatif sur l'économie nationale.*"

Disant toujours s'exprimer au nom du peuple, l'armée évoque aussi la possibilité que la poursuite des mouvements sociaux puisse "*préparer le terrain à des éléments irresponsables pour qu'ils commettent des actes illégaux, ce qui exige de tous les citoyens honnêtes de conjuguer leurs efforts pour amener la patrie à bon port*". "*Nous espérons que tout le monde préparera le climat favorable à la gestion des affaires du pays en cette période délicate jusqu'à ce qu'elles soient remises au pouvoir civil légitime et élu par le peuple*", a poursuivi le conseil.

Les militaires "*appellent les citoyens, les organisations professionnelles et les syndicats à jouer pleinement leur rôle*". Depuis plusieurs jours, des employés des secteurs des transports, de la banque, du pétrole, du textile et même des médias officiels,

et certains organismes du gouvernement sont en grève pour demander une augmentation salariale et de meilleures conditions de travail, selon le responsable de cette organisation indépendante. "*Il est difficile de dire exactement combien de personnes sont en grève et où. Qui n'est pas en grève ?*" a souligné, lundi, le chef du Centre des services pour les syndicats et les ouvriers (CTWS), Kamal Abbas. (Lemonde.fr 14.02)

Hier aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a parlé de grèves dans des "*centaines d'entreprises* ".

N'ayant pas davantage d'emprise sur le plan politique faute d'être organisés, aprsè avoir renversé le dictateur les travailleurs égyptiens comptent bien se rattraper sur le plan social et prolonger leur mobilisation des dernières semaines afin d'obtenir une amélioration sensible de leur niveau de vie et de travail.

Le même processus est en cours en Tunisie, où la classe ouvrière bâillonné pendant des décennies revendique dorénavant des augmentations de salaire notamment, et ceux qui parmi eux désespèrent de voir leur condition s'améliorer rapidement, principalement les jeunes qui sont au chômage et qui n'en peuvent plus, qui n'y croient plus vraiment non plus, préfèrent tenter leur chance vers l'Europe, d'où l'arrivée de 5.000 d'entre eux sur Lampedusa, petite île italienne proche des côtes tunisiennes.

6- Maroc.

Le gouvernement marocain a annoncé mardi un quasi-doublement des fonds de la Caisse de compensation qui finance la politique publique de subvention afin de pallier la hausse des prix des produits de première nécessité.

Selon l'agence officielle de presse Map, 15 milliards de dirhams supplémentaires (1,3 milliard d'euros environ) seront ajoutés aux 17 milliards déjà prévus par le budget 2011.

Le Maroc subventionne fortement les produits de première nécessité comme le gaz, le sucre et la farine.

Le mois dernier, il s'est engagé à les maintenir à des prix abordables même si une hausse des prix mondiaux des produits alimentaires et du pétrole avaient un impact important sur les finances publiques cette année.

Les prix du pain et du gaz feraient plus que doubler si l'Etat devait entièrement abandonner le système des subventions. (Reuters 15.02)

Economie.

1- France.

Le secteur associatif concentrait à lui seul, en 2009, près de 10% des emplois du privé, selon les statistiques publiées mercredi par l'ACOSS qui parle d'un secteur "*dynamique*" qui "*résiste à la crise*". Le salaire moyen est toutefois bien moins élevé que dans le reste du privé.

En 2009, les associations représentent "*8,7% des établissements du secteur privé, 9,5% des effectifs*", et "*6,8% de l'assiette salariale*" du secteur privé, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS).

En 11 ans, depuis 1998, le secteur associatif affiche une "*augmentation de 16% du nombre d'établissements et une hausse de l'emploi de 30%*", c'est-à-dire "*400.000 emplois supplémentaires, soit une croissance deux fois plus élevée que celle du secteur privé*", souligne l'ACOSS.

Toutefois, en ce qui concerne le "*salaire moyen par tête (SMT)*", il s'établissait en 2009 à "*1.600 euros par mois dans les associations, soit plus de 600 euros de moins que le niveau moyen de l'ensemble du secteur privé*", précise l'ACOSS.

En 2009, l'emploi dans le secteur associatif a augmenté de 1,8% (+30.000 emplois), après 1,6% l'année précédente. Et "dans le même temps, la masse salariale a progressé de plus de 4%", poursuit l'ACOSS.

"*Dans un contexte de conjoncture économique morose, où l'emploi a reculé de 2,3% sur l'ensemble du secteur privé en 2009, la bonne teneur du secteur associatif est à signaler*", selon l'ACOSS.

L'organisme explique "*cette meilleure résistance au retournement conjoncturel*", notamment "*par des activités moins dépendantes du cycle économique que dans d'autres secteurs concurrentiels*". (AP 15.02)

Ces associations pour la plupart assurent des missions qui devraient relever du service public, il faut ajouter à la faiblesse des rémunérations de leurs employés, la précarité par rapport au statut de fonctionnaire, c'est tout bon pour l'Etat !

2- Grande-Bretagne.

La banque britannique Barclays a fait état d'un bond de 32% de son bénéfice annuel.

e bénéfice imposable est ressorti à 6,1 milliards de livres sterling (7,25 milliards d'euros) en 2010, après un bénéfice de 4,6 milliards en 2009, une hausse liée en grande partie à une baisse de 30% à 5,7 milliards de sterling des pertes sur créances. (Reuters 15.02)

3- Brésil.

Le Brésil s'opposera, lors de la réunion du G20 ce week-end à Paris, à toute tentative de régulation du prix des matières premières a assuré, mardi 15 février, son ministre des finances. '*Le Brésil est totalement opposé au mécanisme de contrôle ou de régulation du prix des matières premières*', a affirmé Guido Mantega lors d'une conférence de presse. Il a averti que ces mesures pourraient même '*avoir des effets négatifs*' en freinant l'offre.

Le Brésil est un grand exportateur de matières premières, dont les prix ont augmenté de 40 % en 2010 sur le marché international, mais il affirme que cette inflation n'est pas due aux pays producteurs. Elle résulte de l'augmentation de la demande dans les grands pays émergents et de la spéculation des marchés financiers qui ont perdu des alternatives d'investissement avec la crise internationale, selon le gouvernement brésilien. (Lemonde.fr 15.02)

Haut de page

Le 17 février

J'ai encore ajouté quelques ouvrages dans la page dédiée au marxisme (disponibles demain seulement car je n'ai plus le temps de sortir pour les télécharger dans le serveur) :

- Histoire de la révolution russe - février 1917 - (392 pages) 1930 - (Trotsky)
- Histoire de la révolution russe - octobre 1917 - (692 pages) 1930 - (Trotsky)
- Bolchevisme contre stalinisme (conférence à Copenhague sur la Révolution russe - 23 pages.) 1932 - (Trotsky)
- Staline - (168 pages, ouvrage resté inachevé à cause de son bourreau) 1940 (Trotsky)

Si vous ne parveniez pas à ouvrir un des nombreux fichiers ajoutés ces derniers jours, s'il vous plaît, veuillez me le notifier par courriel. Au passage, un chaleureux remerciements aux camarades des Archives internet des marxistes qui ont scanné et formaté ces ouvrages pour qu'ils soient accessibles gratuitement à tous les militants. Vous avez aussi le droit de les soutenir pour le formidable travail qu'ils ont effectué.

Extrait de la conférence que donna Trotsky en 1932 à Copenhague sur la Révolution russe :

"La bourgeoisie libérale, elle, peut s'emparer du pouvoir et l'a pris déjà plusieurs fois comme résultat de luttes auxquelles elle n'avait pas pris part : elle possède à cet effet des organes de préhension magnifiquement développés. Cependant, les masses laborieuses se trouvent dans une autre situation, on les a habitués à donner et non à prendre. Elles travaillent, sont patientes aussi longtemps que possible, espèrent, perdent patience, se soulèvent, combattent, meurent, apportent la victoire aux autres, sont trompées, tombent dans le découragement, elles courbent à nouveau la nuque, elles travaillent à nouveau. Telle est l'histoire des masses populaires sous tous les régimes. Pour prendre fermement et sûrement le pouvoir dans ses mains, le prolétariat a besoin d'un Parti qui dépasse de loin les autres partis comme clarté de pensée et comme décision révolutionnaire."

Dès lors il n'est pas permis de se faire la moindre illusion sur le cours des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires tunisien et égyptien. C'est une occasion qui est donné aux prolétariats tunisien et égyptien de se doter d'un parti révolutionnaire, en trouvera-t-il les moyens, je n'en sais rien, rien n'est moins sûr a priori, en tout cas pour le moment.

Il faudrait que la classe ouvrière analyse et tire le bilan de sa mobilisation révolutionnaire et qu'elle parvienne à comprendre que le processus dialectique qui l'a conduit à se soulever, ne pouvait pas aller plus loin en l'absence d'un parti profondément ancré dans les masses et capable de les unir, d'une direction consciente des tâches à accomplir et des objectifs à atteindre pour mettre à bas le régime de "*fond en comble*" (Marx), prendre le pouvoir et devenir la classe dominante, autrement dit à la fois imposer sa dictature à la classe des capitalistes, la désarmer, la réprimer si nécessaire, la mater, et instaurer la démocratie pour l'ensemble des exploitées.

Vous voyez que les enseignement du marxisme nous sont toujours aussi précieux. Et toujours d'actualité pour la plupart d'entre eux.

Politique.

1- France.

1.1- Sarkozy le président et candidat du FN en 2012.

Selon une enquête du «Point» réalisée par Ipsos à paraître jeudi, seulement 34% des Français interrogés souhaitent une nouvelle candidature du chef de l'Etat en 2012. Ils sont 63% à ne pas souhaiter ce scénario et 3% ne se prononcent pas.

Les sympathisants FN sont 43% à vouloir une nouvelle candidature de l'hôte de l'Elysée. C'est dans cette catégorie que le chef de l'Etat a le plus progressé par rapport à l'enquête d'août 2010, où il ne recueillait que 31% parmi les sondés proche du FN. (20minutes..fr 16.02)

1.2- Réactionnaire jusqu'à la moelle !

L'Assemblée nationale a rétabli mercredi, en commission, plusieurs mesures-phare du projet de loi sur l'immigration supprimées par le Sénat, notamment l'extension de la déchéance de nationalité et la réforme du contentieux de l'éloignement des sans-papiers.

En adoptant un amendement défendu par Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur et de l'Immigration, la majorité UMP a rétabli, en commission des Lois, l'extension controversée de la déchéance de nationalité aux personnes devenues françaises depuis moins de 10 ans et qui se sont rendues coupables de crime à l'encontre de personnes dépositaires de l'autorité de l'Etat.

Cette mesure, qui répondait au voeu exprimé par le président Nicolas Sarkozy lors de son discours de Grenoble cet été, avait été incluse, à l'automne, dans le projet de loi.

En commission, les députés ont donc rétabli la réforme sur le contentieux de l'éloignement qui prévoit de retarder l'intervention, en rétention, du juge des libertés et de la détention (JLD) à cinq jours (deux, actuellement).

Les députés ont aussi rétabli les dispositions restreignant la possibilité de droit au séjour pour les personnes sans papiers lorsqu'elles sont atteintes de pathologies graves. Il s'agit pour le gouvernement, qui a présenté des amendements en ce sens, de contrecarrer la jurisprudence d'un avis du Conseil d'Etat jugée «trop généreuse». (20minutes.fr 16.02)

1.3- Au PS aussi ils fréquentent les grands patrons amis des dictateurs, normal, non ?

La députée PS Elisabeth Guigou s'est expliquée ce mercredi devant la presse sur une information publiée dans le Canard Enchaîné concernant un lien entre l'homme d'affaires tunisien Aziz Miled et l'Ipemed, un think tank dont son mari Jean-Louis Guigou est le délégué général.

«*Ce think tank organise des séminaires, des colloques mais n'a aucune espèce d'activité commerciale, industrielle ou financière*», a déclaré Elisabeth Guigou devant la presse parlementaire.

Selon le Canard, Hubert Védrine ou Alain Juppé siègent également au comité de parrainage politique, et Jacques Servier - fondateur du groupe pharmaceutique du même nom, mis en cause dans l'affaire du Mediator - fait partie des donateurs et est membre du conseil de surveillance de l'Ipremed. Le journal conclut: «*Le monde politico-économique est décidément tout petit. A Tunis comme à Paris.*»

Le Canard, dans son édition de ce mercredi, avance qu'Aziz Miled, impliqué dans la polémique sur les vacances tunisiennes de Michèle Alliot-Marie, est également l'un des financiers mais aussi le vice-président du conseil de surveillance de l'Ipemed (Institut de prospection économique du monde méditerranéen).

Elisabeth Guigou a confirmé dans un communiqué qu'Aziz Miled était vice-président de l'Ipemed, dont le président est le patron de GDF-Suez, Gérard Mestrallet. Elle a précisé qu'elle présidele comité de parrainage de l'Institut créé par son époux, Jean-Louis Guigou, en 2006.

A propos de la polémique sur Michèle Alliot-Marie, Elisabeth Guigou a indiqué qu'elle «n'avait jamais demandé la démission d'un ministre». «*Ce n'est pas aujourd'hui que je vais commencer*», a-t-elle ajouté en soulignant que la décision appartenait au chef de l'Etat. (20minutes.fr 16.02)

On comprend pourquoi ! Plus que pourris ces "*socialistes*", à vomir, non ? Toutes ces affaires vont-elles conduire les travailleurs à encore voter lors des prochaines élections, les cantonales dans un mois et les présidentielles dans un peu plus d'un an, ou ils s'en foutent ?

Quel dommage de ne pas être à la direction d'un parti, j'aurais proposé une pleine page dans notre journal dédié à brave femme, Elisabeth Guigou, je suis sûr qu'elle a des qualités cachées ou révélées ! (Un clin d'oeil à la page d'avait consacrée *Informations ouvrières* à madame Badinter)

1.4- Tout fout le camp décidément !

C'est une pièce de collection rarissime, dont la France ne détenait que quatre exemplaires : un tank allemand Panther (ou Panzer V) datant de la Seconde Guerre mondiale. La Grande-Bretagne et l'Allemagne en possèdent chacune un unique spécimen, les Etats-Unis, deux. Leur valeur est "*inestimable*", juge un militaire qui préfère rester anonyme.

Et pour cause : l'Etat français s'apprête à troquer l'un de ses précieux Panther contre deux modèles récents de blindés allemands sans grande valeur. Motif de ce marché de dupes ? L'engin, propriété de l'armée et exposé jusque-là au musée des Blindés, à Saumur, a été offert "*par la France*" au roi Abdallah de Jordanie, grand collectionneur de cette période mais aussi grand ami de Nicolas Sarkozy. Convoyé sur la base aérienne d'Evreux en décembre 2010, le char attend d'être récupéré incessamment par son nouveau propriétaire. A moins d'une révolution... (Lexpress.fr 16.02)

Voilà un glorieux combat à mener pour les anciens combattants de la Libre Pensée (du POI) !

2- Inde.

Le premier ministre indien, Manmohan Singh, a affirmé mercredi 16 février vouloir agir contre la corruption dans le pays après la révélation d'une série de scandales, notamment dans le secteur des télécommunications, qui a ébranlé le gouvernement ces derniers mois.

L'ex-ministre des télécommunications, Andimuthu Raja, arrêté au début du mois, est notamment accusé d'avoir organisé une vente frauduleuse de licences de téléphonie mobile de deuxième génération en 2008. La fraude aurait spolié le Trésor de 40 milliards de dollars (29,6 milliards d'euros), un chiffre contesté par le gouvernement. L'un des principaux magnats industriels de l'Inde, Anil Ambani, a été convoqué mercredi par la police dans le cadre de l'enquête.

Le premier ministre, accusé d'avoir voulu fermer les yeux sur ce scandale pour des raisons politiques, se devait d'envoyer un message fort. Il s'est exprimé lors d'un échange télévisé avec des journalistes indiens, un exercice auquel il se prête rarement : '*Je souhaite assurer devant vous et le pays entier que notre gouvernement est totalement engagé à faire poursuivre tous les contrevenants quelles que soient les positions qu'ils occupent*', a-t-il déclaré. (Lemonde.fr 16.02)

Ne rigolez pas c'est sérieux, si on le prenait au mot, le Parlement serait à moitié ou au trois quart vide demain, et il n'y aurait plus aucune Chief minister à la tête des Etats et territoires de l'Union indienne tellement ils sont tous corrompus. Le consul de France en poste m'a dit l'année dernière que le Chief minister du Tamil Nadu, ainsi que ses fils et sa fille étaient carrément des "voyous", des "gangsters", traitant même l'un d'"assassin", c'est pour dire que je n'invente rien.

Social.

1- France.

1.1- Préretraite à 58 ans, pas pour vous les gueux, pour les ambassadeurs désœuvrés !

Alors que le gouvernement a martelé en 2010 qu'il fallait travailler plus tard pour sauver les retraites et a reporté l'âge légal, le ministère des Affaires étrangères finalise un système de préretraites accessible à partir de 58 ans pour ses cadres supérieurs.

Le projet de décret permettra aux «*ministres plénipotentiaires*» et aux «*conseillers des affaires étrangères hors classe» (quelques centaines de diplomates destinés aux fonctions d'ambassadeur, de consul important ou de directeur au Quai d'Orsay) de bénéficier d'un «dispositif de fin d'activité*» pendant six mois à trois ans. Les volontaires toucheront une «*indemnité exceptionnelle de départ*», puis conserveront «*une rémunération égale au montant du traitement indiciaire (…) majoré de l'indemnité de résidence à Paris*». En clair, tout leur salaire hors primes. La somme sera partiellement cumulable avec un revenu d'activité, dans le privé mais aussi dans une entreprise publique, voire une administration. (Lefigaro.fr 16.02)

1.2- Chatel et le gouvernement Sarkozy-Fillon en connaissent un rayon en matière de dignité.

Quarante-sept personnes décorées des Palmes académiques, principale distinction de l'Education nationale, ont décidé de les renvoyer, en lançant "*L'appel des 47*" contre la politique éducative du gouvernement dans l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo de mercredi.

Le ministre de l'Education, Luc Chatel, a estimé mercredi que la décision prise par 47 personnes de renvoyer leurs Palmes académiques en guise de protestation contre la politique actuelle n'était "*pas très digne*", dénonçant une "*instrumentalisation à des fins partisanes*".

"*Les Palmes académiques sont un ordre très ancien (...) et qui a été créé pour valoriser, reconnaître l'engagement de nos concitoyens vis-à-vis de leur école et reconnaître les services rendus à l'enseignement*", a déclaré Luc Chatel, à la sortie d'un conseil des ministres d'une durée particulièrement longue (près d'1h45).

"*Ca n'est donc pas un signal de soutien vis-à-vis d'une politique éducative. C'est absurde. Je refuse l'instrumentalisation d'un ordre républicain à des fins partisanes, je ne l'accepte pas*", a-t-il poursuivi.

"*Mais je refuse qu'on instrumentalise un ordre républicain aussi ancien (...). C'est un comportement qui n'est pas très digne vis-à-vis des dizaines de milliers de nos concitoyens dont on a reconnu le mérite*", a-t-il fait valoir. (Libération.fr 16.02)

1.3- Etre payé et mangé avec un lance-pierre.

Pas de journée de travail sans pause déjeuner. Pour 58% des salariés français, le repas de midi est un moment incontournable de la journée de travail. Une exception française, révèle une enquête réalisée par Monster, alors que dans le monde plus de trois salariés sur cinq ne s'arrêtent jamais pour manger.

Les Français restent les champions du monde de l'exercice, devant les Italiens et les Indiens, qui sont 48% à prendre une pause le midi. Au bas du classement figurent les Américains, qui ne sont que 30% à s'arrêter pour manger.

La tendance semble pourtant s'inverser dans l'hexagone. «*Alors que les Français étaient seulement 4 % en 2007 à déclarer ne pas prendre de pause-déjeuner, ils sont aujourd'hui 6 %*», détaille Monster. Et 12% d'entre eux répondent qu'ils «*déjeunent à leur bureau -devant l'écran- pour avancer sur leurs dossiers*». Qu'en pense le droit du Travail? Il stipule qu' «*aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans que le salarié bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes*», même si ce temps n'est pas un «temps de travail effectif». Et il impose aux employeurs de mettre à disposition «des lieux de restaurations permettant de se restaurer dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité». (20minutes.fr 16.02)

Seulement 58%, cela signifie qu'il y aurait déjà 42% de salariés pour sacrifier leur santé au profit de l'entreprise qui les emploie, parfois ils n'ont pas le choix, mais pas toujours, c'est cela le pire. La décomposition de la société s'accélère quoi.

En Inde, c'est carrément inimaginable de bosser et de ne pas s'arrêter pour déjeuner le midi, c'est sacré, autant que la petite sieste qui va avec après avoir avalé une grosse assiette de riz, on se sent forcément lourd, très lourd même, on somnole littéralement la chaleur aidant. Et la plupart des Indiens font un premier repas le matin avant de partir au boulot ou vers 10h, aussi copieux que le déjeuner ou le dîner. S'ils ont déjeuné chez eux le matin avant de partir bosser, à 10h ils remplacent ce petit-déjeuner par un thé au lait généralement agrément d'une petite gourmandise, idem vers 16h, à 10h et à 16h on s'arrête de gratter pendant environ 30 minutes, c'est toujours cela que les patrons n'auront pas. Personnellement, vers 13h je mange une salade de crudité accompagné d'un oeuf dur ou de fromage, un jus de fruit et un verre d'eau suivi d'un café noir.

1.4- Les négriers condamnés.

1.4.1 - Carrefour. La Cour de cassation a donné raison, pour la première fois, à la CGT et la CFDT, qui dénonçaient des salaires chez Carrefour inférieurs au smic. La chambre criminelle de la cour a cassé partiellement, mardi 15 février, un arrêt de la cour d'appel de Lyon du 1er juin 2010, qui avait débouté les syndicats de leurs demandes, en relaxant Carrefour hypermarchés du chef de salaires inférieurs au salaire minimum de croissance (smic). Le non-respect de ce smic constitue une infraction pénale. La Cour a renvoyé le dossier devant la cour d'appel de Dijon pour le volet concernant l'indemnisation des salariés.

L'affaire était partie d'un établissement Carrefour à Givors (Rhône), où cetn soixante-douze salariés avaient été lésés. Carrefour incluait la rémunération des temps de pause dans son calcul du salaire de base, qui doit être d'un niveau au moins équivalent au smic.

'*Cet arrêt donne le la à tous les contentieux en cours*', dont aucun n'est encore arrivé en cassation, s'est félicité Me François Dumoulin, avocat de la CGT. Des recours concernant des milliers de salariés ont été introduits devant de nombreuses juridictions et concernant plusieurs enseignes. Pour le syndicat, '*le rouleau compresseur que représente le groupe Carrefour vient de se gripper*'. '*Carrefour empoche des milliers d'euros par le biais des exonérations de cotisations sociales, mais cela ne l'empêche pas de vouloir encore grappiller sur le salaire de milliers de smicards*', dénonce-t-il dans un communiqué.

Le groupe souligne que '*l'ensemble de ses salariés perçoit une rémunération annuelle supérieure au smic*'. Une hôtesse de caisse en supermarché perçoit une rémunération moyenne supérieure de 18 % au smic, soit un salaire mensuel de 1 612 euros ramené sur douze mois, auquel s'ajoutent un intéressement, une participation aux résultats, une remise sur achats de 7 %, ainsi qu'une mutuelle, selon Carrefour. (Lemonde.fr 16.02)

Aux infos sur TV5Monde Asie avant-hier soir, un salarié de Carrefour en Tunisie expliquait qu'il était en grève avec la totalité du personnel pour exiger une augmentation de salaire, le sien était de 130 euros par mois, 10% du Smic en France, 5% si on ajoute les cotisations sociales et les primes.

1.4.2 - La Poste.

Le conseil de prud'hommes de Bordeaux a condamné, au début de février, La Poste à verser 56 125 euros de dommages et intérêts à une de ses anciennes employées qui a cumulé environ deux cent cinquante contrats à durée déterminée (CDD) en vingt-trois ans, a-t-on appris mercredi 16 février de source syndicale.

De son côté, la direction de La Poste a rappelé qu'elle se réservait le droit de faire appel d'ici à un mois. L'avocate de l'ex-employeur, Me Odile Frankhauser, a expliqué à l'AFP qu''*à l'époque la Poste avait la possibilité de recourir à des contrats d'auxiliaires de droit public qui n'avaient rien à voir avec les CDD actuels*'.

Par ailleurs, l'avocate a assuré qu'à la fin des années 1980 Mme Leblanc avait refusé un CDI en raison de l'éloignement géographique qu'il aurait entraîné. (Lemonde.fr 16.02)

2- Grande-Bretagne.

Le taux de chômage a atteint un nouveau record chez les jeunes Britanniques, grimpant à 20,5%, contre un taux resté globalement stable à 7,9% pour l'ensemble de la population, selon des statistiques officielles publiées mercredi. (Libération.fr 16.02)

Economie.

1- France.

1.1 - Il sera plus facile de les exproprier.

Le groupe pharmaceutique français va racheter la biotech américaine pour 20,1 milliards de dollars au total. (20minutes.fr)

Etats-Unis. Les banques et fonds d'investissements complices de Madoff.

«Ils ne pouvaient pas ne pas savoir». C'est ce que l'escroc américain Bernard Madoff, qui purge une peine de 150 ans de prison, a déclaré dans un entretien publié mardi par le New York Times. Selon lui, un certain nombre de banques et de fonds d'investissements étaient nécessairement au courant de sa fraude. Il affirme ainsi que cela rendait ces établissements non identifiés d'une certaine manière «*complices*» de la gigantesque fraude qu'il avait montée.

«Mais leur attitude était en quelque sorte de dire: "*si vous faites quelque chose de mal, nous ne voulons pas le savoir*"», a ajouté celui que l'on surnomme l'escroc du siècle, dans cet entretien publié sur le site internet du journal. (20minutes 16.02)

1.2

Questions du *Figaro* à C. Lagarde, la ministre des Finances, extraits.

Combien va coûter la tenue de ce G20 Finances à Paris?

Tout compris, il revient à 2,7 millions d'euros, pris pour moitié sur le budget du ministère et pour moitié sur celui de la Banque de France. L'essentiel des dépenses, ce sont les frais de mise en place de structures pour pouvoir accueillir délégations et journalistes du monde entier. La sécurité et le gardiennage ont aussi un coût non négligeable.

La crise étant derrière nous, le G20 -créé en plein cœur de la tourmente financière- est-il encore utile?

Nous devons réussir, cette année sous l'impulsion de la présidence française, à le rendre représentatif et efficace.

Réforme du système monétaire, des marchés des matières premières, gouvernance internationale...

Tous les pays ne sont pas d'accord avec la lutte que nous voulons mener contre la volatilité des prix; c'est normal, chacun étant dans la posture de défendre ses propres -intérêts. À nous de les convaincre.

Paris veut convaincre ses partenaires de définir des indicateurs économiques communs. Lesquels et pourquoi?

Les négociations commencent et il n'y a pas d'accord à ce stade. J'aimerais que nous tombions d'accord (...) Ça ne sera pas facile...

Ne faudrait-il pas faire un lien entre les questions commerciales et monétaires, entre l'OMC et le FMI?

Il semblerait qu'aucun pays n'ose trop s'avancer sur ce terrain. (Lefigaro.fr 16.02)

Je n'ai pas cité entièrement ses réponses, je voulais juste mettre en relief que ces 2,7 millions d'euros étaient en réalité foutus en l'air par la fenêtre ! Des intentions, des voeux pour finalement dire qu'ils ne sont pas d'accord et ne le seront pas plus demain. On s'en réjouit d'avance !

Le 18 février

La révolution citoyenne, la révolution Facebook (prononcer Fessebook), cela en impose aux naïfs, et dire que des intellectuels qui savaient que sans le parti ce genre d'expérience tourneraient court se prêtent à cet aventurisme. Il ne s'agit évidemment pas de regretter que ces mobilisations aient eu lieu, pas plus que Marx lors de la Commune de Paris, qu'on se comprenne bien, disons qu'il était du devoir des militants qui ont étudié les enseignements des révolutions depuis la Commune de Paris de ne pas bercer les militants d'illusions sur ce que les travailleurs tunisiens et égyptiens pouvaient en attendre. D'ailleurs ces derniers ont eu le bon réflexe en se rabattant sur les questions sociales non résolues à ce jour, notamment celle cruciale des salaires pour leur survie et celle de leur famille. Notons que, pendant que le principal bloggueur est devenu ministre de la jeunesse et des sports dans un gouvernement dirigé par l'ex-Premier ministre de Ben Ali, ses semblables en Egypte discutent avec les généraux au pouvoir !

Mais voilà ces intellectuels ont tourné le dos depuis des années aux enseignements de la lutte de classes des XIXe et XXe siècle et aux leçons qu'en avaient tiré Marx, Engels, Lénine et Trotsky notamment, pour rechercher des recettes miracles ou des raccourcis qui n'existent pas.

On est quand même en droit de tirer des enseignements des mobilisations révolutionnaires des peuples tunisien et égyptien et d'analyser leurs points forts et leurs faiblesses ou lacunes pour les corriger ou les combler dans l'avenir, sinon nous n'avancerons jamais. Et ce qui est valable pour le mouvement ouvrier en Tunisie et en Egypte l'est également pour nous.

(J'ai fait un break pour regarder le journal de 20h30 sur TV5Monde Asie et un numéro d'Envoyé spécial en partie consacré à la révolution tunisienne, tourné à Kasserine avant et après le 14 janvier. C'est la jeunesse qui a porté (principalement) la révolution avec un enthousiasme extraordinaire, une rage de vaincre inébranlable d'en finir pas seulement avec Ben Ali, mais bien avec le régime. N'ayant malheusement pas accès aux vidéos sur Internet, ce petite documentaire montrait bien l'ampleur et la profondeur de cette révolution populaire, le rôle de certaines couches de l'armée, c'est elle qui a ouvert les portes de la prison de Kasserine, tandis que les policiers retranchés à l'intérieur tiraient sur la foule à travers les vitres brisées par les manifestants. On a vu aussi que les jeunes improvisaient et se donnaient des objectifs en dehors de toute organisation au fil du déroulement des événements, cette révolution a confirmé qu'elle était bien une force créatrice exceptionnelle, c'était la quasi-totalité des jeunes de cette ville qui étaient dans la rue et hurlaient leur haine du régime, de l'oppression, de la corruption, de la misère sociale...)

A quoi bon écrire (D. Gluckstein dans son dernier éditorial, *Informations ouvrières* n°136) que finalement les travailleurs français exigent la même chose que leurs camarades tunisiens et égyptiens, quand on n'est pas capable ou qu'on se refuse dans le journal de son parti, de mettre à la disposition de ses lecteurs les enseignements de ces soulèvements révolutionnaires. Qu'est-ce qui peut le justifier ?

Car il ne suffit pas de commenter l'actualité politique et sociale et de mettre en avant des revendications ou des mots d'ordre, encore faut-il expliquer aux travailleurs ce qui leur fait défaut aujourd'hui pour renverser les régimes en place et pourquoi leur révolution risque fort d'être confisquée par les tenants de l'ordre établi se camouflant sous différents masques. Question, qui n'étant pas abordée, ne trouvera pas de réponses spontanées de la part des travailleurs, dans ces pays comme en France. Au contraire, c'est notre devoir de les éclairer sur les moyens à mettre en oeuvre pour leur permettre d'aller de l'avant et de vaincre, demain ou plus tard peu importe. C'est quand le fer est chaud qu'il faut le battre, il est plus facile de saisir les faiblesses, les erreurs ou les lacunes qui se sont manifestées lors d'une mobilisation révolutionnaire à chaud ou lorsqu'elle se poursuit sous

nos yeux, que des mois ou des années plus tard, ce qui s'apparente à une désertion politique.

Il précise : "*Dans ces deux pays aujourd'hui, l'aspiration à la démocratie et à la souveraineté—s'exprimant notamment dans l'exigence de l'Assemblée constituante—se conjugue avec le développement des grèves ouvrières.*". Qui s'exprime ici, qui avance l'exigence d'une Assemblée constituante, D. Gluckstein, une minorité ou une majorité de travailleurs égyptiens, certaines couches du mouvement ouvrier égyptien, l'avant-garde ultra minoritaire en Egypte ou les masses, qui ? Que les travailleurs aspirent à la démocratie on veut bien le croire, c'est pour ainsi dire naturel, quant à la souveraineté, je ne pense pas que ce soit pour eux une revendication prioritaire, par contre l'abolition de la Constitution et des instititutions symboles de l'exploitation et de l'oppression, de la dictature et de la misère, figurent bien parmi leurs principales revendications, ce sont à la fois les piliers du régime et du système capitaliste, pourquoi le passer ici sous silence au profit de la "*souveraineté* qui est chère au coeur de tous les nationalistes, y compris l'armée ?

Peut-on avancer l'Assemblée constituante sans tenir compte des conditions dans lesquelles elle verrait le jour, sans indiquer qu'elle est incompatible avec la Constitution et les institutions en vigueur au service de la classe des capitalistes ? Serait-elle la panacée, en quoi constituerait-elle la garantie que les intérêts des travailleurs seront bien pris en compte ? Qu'est-ce qu'une Assemblée constituante qui ne s'appuierait pas sur la mobilisation révolutionnaire des masses, sans qu'elles puissent exercer en permanence un contrôle sur ses décisions, et agir de telle sorte qu'elle applique une politique conforme aux besoins de la classe ouvrière, de sa jeunesse et de la paysannerie pauvre ? Un journal au service des travailleurs ne devrait-il pas avoir pour vocation d'éclairer, guider, éduquer les masses ?

Politique.

1- France.

1.1- En famille. Il est des nôtres...

Le directeur du Fonds monétaire international (FMI) 'pourrait être un parfait candidat de droite', a déclaré jeudi 17 février le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Pierre Lellouche, dans un entretien accordé à I-Télé/Radio Classique.

'*Quand on est patron du FMI, on est dans la mondialisation, on fait les plans de redressement financier des pays qui sont en difficulté, on n'est pas franchement le genre de gauche que connaît la France*', a-t-il ironisé.

Pour Pierre Lellouche, '*Dominique Strauss-Kahn est un grand bourgeois, qui vit la mondialisation des gens en général très riches et des grands chefs d'entreprise*'. Il est '*totalement déconnecté de la souffrance des gens dans nos usines*'. (Lemonde.fr 17.02)

Ces gens-là ne doutent de rien. Il est bien connu que "*la souffrance des gens dans nos usines*" est la préoccupation prioritaire de l'UMP, histoire de tester la résistance des ouvriers à la douleur et d'en rajouter une couche !

1.2- Comme ils les aiment ces dictateurs ! Ils n'hésitent pas à les réhabiliter pour commercer avec eux.

Patrick Ollier, ancien président de l'Assemblée nationale, ancien président de sa commission économique également, est familier du pays dirigé d'une main de fer par le colonel Kadhafi. Président, durant ses longues années de parlementaire, du groupe d'amitié franco-libyen, qu'il a fondé, il a effectué nombre de voyages dans ce pays, le dernier datant du 23 octobre 2010, selon l'ambassade de France en Libye.

Il fut le vice-président de l'association France-Libye. Il est aussi souvent cité pour sa participation à des conférences et autres activités de la Chambre de commerce franco-libyenne, qui regroupe de nombreuses grandes entreprises françaises désireuses d'investir dans ce pays. En 2003, selon Jeune Afrique, Patrick Ollier est chargé par Jacques Chirac d'aller porter auprès de Mouammar Kadhafi un message sur la nécessité de soutenir la France dans la lutte contre la guerre en Irak.

En 2004, le général Rondot commence à enquêter sur les amitiés libyennes de M. Ollier. "*Compromission de POL. Irak, Libye, Syrie*", note l'espion dans ses fameux petits carnets. POL est son code pour le compagnon de Michèle Alliot-Marie, alors ministre de la défense. Pour le général, il est soupçonné d'avoir avec certains pays arabes des "*accointances excessives* ".

Un article de France Soir, en mars 2005, insinue que M. Ollier est soupçonné d'avoir proposé à Thales, entreprise travaillant notamment pour le ministère de la défense, de l'aider à négocier un gros contrat avec le régime libyen.

A partir de 2006, Patrick Ollier fut l'artisan d'une tentative de rapprochement avec la Libye, dont le point d'orgue fut le projet de vendre un réacteur nucléaire civil au pays. M. Ollier explique alors que "*Tripoli veut retrouver sa place dans le concert des nations et a engagé l'ouverture de son économie à l'Occident*".

Celui qui n'est alors que parlementaire regrette, dans Le Nouvel Observateur, que d'autres pays fassent des affaires en Libye tandis que "*la France ne récolte que des miettes*". La raison, selon lui : "*Les Anglo-Saxons savent mettre leur diplomatie au service de leurs entreprises. Nos fonctionnaires en sont loin*".

Le "*guide suprême*" libyen, dont la visite en France, à l'automne, provoque polémique sur polémique, trouve en M. Ollier un indéfectible soutien : "*Le colonel Kadhafi est un homme surprenant. Quand vous lui parlez, vous avez l'impression qu'il est ailleurs mais en réalité il vous écoute et possède des capacités d'analyse et de décision qui sont stupéfiantes. Contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas un personnage fantasque*", explique-t-il au *Journal du Dimanche*. Avant d'ajouter qu'il "doit peut être exister quelques reliquats de pratiques anciennes comme la torture" en Libye.

Dans les colonnes du Monde, le 16 décembre 2007, M. Ollier assure que "*Kadhafi n'est plus le même qu'il y a vingt ans et a soif de respectabilité. Il lit d'ailleurs Montesquieu*".

Selon une note d'Amnesty international fin 2010, "*les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile qui tentent de se rendre en Europe en passant par la Libye se trouvent exposés à la torture et à la détention illimitée*". Mercredi 16 décembre, la police libyenne a dispersé violemment des manifestations dans le nord-est du pays, faisant au moins quatre morts et des dizaines de blessés. (Lemonde.fr 17.02)

2- Irak.

L'agitation sociale, due notamment aux pénuries alimentaires et aux coupures chroniques de courant, s'est poursuivi jeudi dans plusieurs villes d'Irak, notamment à Souleïmanieh, dans le Nord, où un manifestant a été tué par la police.

Trente-trois autres personnes ont été blessées lorsque les policiers ont ouvert le feu pour refouler un millier de personnes manifestant leur mécontentement devant le siège du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, le président de la région autonome irakienne.

A Kirkouk, autre grande ville du Nord, quelque 250 vendeurs de rue ont manifesté contre une décision des autorités de les chasser d'un pont où ils se livraient à leur commerce sauvage.

A Bassorah, grand port pétrolier du Sud, 250 personnes ont manifesté dans le calme pour réclamer du travail. A Nassir, également dans le Sud, un petit groupe de protestataires a mis le feu à un bâtiment public, rapportent des témoins.

"*Les manifestations sont protégées et je dis que les forces de sécurité ne sont pas autorisées à utiliser la force*", a déclaré à Bagdad le Premier ministre Nouri al Maliki, jugeant que "*la plupart des revendications sont légitimes*". (Reuters 17.02)

Social.

1- La Fonderie Messier occupée. Une vingtaine de salariés engagés dans un conflit social retenaient jeudi soir dans son bureau le président d'une fonderie située près de Pau, dans les Pyrénées-Atlantiques, a-t-on appris de source syndicale.

Les salariés demandent une augmentation de salaire et l'interruption d'une procédure engagée contre un délégué syndical.

"*Nous resterons tant que la direction n'aura pas accepté de lever la sanction et accepté une augmentation de salaire de 60 euros*", a dit Jean-Claude Colmuto, un délégué CGT.

Une inspectrice du travail se trouvait sur place en tant que médiatrice.

Une centaine de salariés ont pénétré dans le bureau alors que devait débuter un entretien avec le représentant syndical, en vue d'une sanction disciplinaire.

Des débrayages ont eu lieu ces derniers jours pour des négociations sur les salaires, les congés payés et les heures supplémentaires.

La menace de sanction et l'acte d'un actionnaire de la société, qui aurait forcé un piquet de grève avec son véhicule, ont "*mis le feu au poudre*", selon le délégué CGT.

La Fonderie Messier, qui emploie environ 200 personnes, est le leader européen de la fonderie de précision d'aluminium et de magnésium. (Reuters 17.02)

2- Prime à la répression ou la version de la rémunération au mérite dans la police du ministère de l'Intérieur.

Le syndicat Unité-SGP-Police, majoritaire dans la police nationale, a dénoncé jeudi 17 février à Pau des 'quotas d'infractions imposés' aux policiers de cette agglomération, dans une note comportant une prévision chiffrée d'infractions routières à relever. Le tableau des '*objectifs 2011*', objet d'une note interne de la direction départementale de la sécurité publique des Pyrénées-Atlantiques, précise le nombre de verbalisations attendues au cours de l'année, pour chaque brigade de police de la région paloise et pour chacune des onze infractions routières inventoriées, a révélé jeudi le quotidien Sud-Ouest.

Ces '*objectifs*' concernent aussi bien les excès de vitesse, le défaut d'assurance ou d'équipements obligatoires que les infractions pour conduite en état d'ivresse ou sous l'effet de stupéfiants, le franchissement de feux rouges et le 'refus d'obtempérer'. Le document précise pour cette dernière catégorie de relever cinq infractions par mois pour chaque brigade routière.

'*C'est l'exemple même d'un quota absurde*', a déclaré Frédéric Chauvin, porte-parole d'Unité-SGP-Police des Pyrénées-Atlantiques, au sujet de la catégorie 'refus d'obtempérer' en pratique les conducteurs qui prennent la fuite plutôt que de se soumettre aux injonctions d'un agent de police.

Selon Frédéric Chauvin, ces '*objectifs*' sont bel et bien des '*quotas d'infractions imposés*' dont les responsables des brigades et leurs agents '*savent bien qu'ils déterminent des montants de primes de fin d'année et les avancements professionnels*'. '*Il ne faut pas nous prendre pour des lapins de six semaines*', commente ce responsable syndical. '*Si ces tableaux ne sont pas nouveaux, ajoute-t-il, ils ont pour effet de pousser de plus en plus les agents à verbaliser tout ce qui bouge, au détriment des fonctions essentielles de prévention et de contact avec la population*'. (Lemonde.fr 17.02)

Un attribut d'un régime policier, non ?

Economie.

France. Banksters : des dividendes multipliées par sept !

Les banques françaises devraient afficher de très bons résultats pour l'année 2010. La Société générale a déjà publié des résultats comparables à ceux d'avant-crise. Serge Maître, le président de l'Association française des usagers de banque, estime que ces profits sont disproportionnés. Interview du *Point*.

Que pensez-vous des profits générés par les banques françaises en 2010 ?

Ils sont totalement disproportionnés par rapport à la croissance de l'économie française, qui a été de 1,5 % en 2010. À la Société générale, ils ont été sextuplés. Les dividendes vont être multipliés par sept ! De tels résultats se font sur le dos des clients. Les banques françaises se financent entre 0,5 et 1,5 % et proposent des crédits à des taux d'intérêt entre 3,5 et 4 %. C'est une marge considérable. Par ailleurs, les chiffres publiés par la Banque de France montrent que le volume de distribution de crédits - immobiliers mis à part - n'est pas à la hauteur. Quand les banques expliquent qu'elles maîtrisent le coût du risque, c'est qu'elles ne prêtent pas assez aux entreprises !

Mais une grande partie de ces bénéfices doivent permettre de conforter les fonds propres, ce qui permettra aux banques françaises de continuer à prêter à l'avenir...

C'est vous qui le dites. Les faits montrent que ce n'est pas le cas. Par ailleurs, en ce qui concerne la Société générale, par exemple, environ 30 % des profits ont été générés par la banque de détail. Même si l'Association française des banques dit maintenant que cela ne leur a servi à rien, les banques françaises ont quand même reçu un soutien de l'État et donc du contribuable. Nous réclamons donc en quelque sorte un retour sur investissement ! (Lepoint.fr 17.02)

Haut de page

Le 19 février

La mise à jour des articles de presse concentre l'actualité sociale et politique internationale d'hier.

Qu'entend-on par là, lorsque l'on affirme que l'homme n'acceptera jamais d'être réduit à l'état d'esclave ? Quels facteurs prend-on en compte pour évaluer cet état d'esclavage : les conditions de travail ou les conditions d'existence ou les deux à la fois ? Il faudrait commencer par rappeler qu'on est esclave du système économique et politique en vigueur, qu'on l'admette ou non, de par la nature des rapports (sociaux) de production en régime capitaliste et la place qu'on occupe au sein de ces rapports, c'est donc lorsqu'un certain degré d'exploitation et d'oppression est atteint ou franchi, devient intolérable, que l'on évoque cet état. Notre analyse pour présenter un intérêt et éviter de nous fourvoyer, doit absolument partir de la situation du prolétariat et de

la paysannerie à l'échelle mondiale, de leur évolution au cours du XXe siècle. Elle portera sur la composition des classes dans la société et le monde, les modifications intervenues à l'intérieur des classes au fil de l'évolution du capitalisme mondial lors des dernières décennies.

Vaste programme que l'on ne fera qu'effleurer en essayant de faire ressortir les grandes lignes directrices qui permettront d'ajuster notre stratégie politique. Il reviendra à d'autres militants de développer les arguments que j'aurai exposés, d'en ajouter d'autres ou de les rejeter, l'objectif étant de parvenir à être en phase sur le plan politique avec la classe et les masses telles qu'elles existent aujourd'hui, dans une société et un monde ayant connu de profondes transformation depuis les années 80-90, pour pouvoir les aborder sous un angle qui correspond à leur place dans la société, leur état d'esprit, leur niveau de compréhension du monde et leur niveau de conscience politique. Toujours dans la perspective de la construction du parti et du socialisme évidemment. Et quand je précise que l'objectif est de parvenir à être en phase sur le plan politique avec la classe et les masses, c'est parce que je prétends que tel n'est pas le cas des différents partis ouvriers ou qu'ils en sont incapables à l'heure actuelle, je me dois donc d'expliquer pourquoi.

Cela fera l'objet d'une causerie ou d'un article demain ou les jours suivants, c'est en tout cas la question à laquelle je réfléchis sérieusement depuis hier après-midi. Je n'ai plus le temps de causer aujourd'hui. Bon week-end à tous.

Economie.

Le président de la Réserve fédérale américaine a défendu vendredi le recours dans les pays développés aux mesures d'assouplissement monétaire, accusées de provoquer la surchauffe des marchés émergents.

La hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie fait craindre un accroissement de l'inflation dans le monde entier, et les banques centrales sont nombreuses à envisager des mesures de durcissement monétaire pour préserver la reprise économique.

La politique d'assouplissement monétaire lancée en novembre par la Fed, qui prévoit le rachat de 600 milliards de dollars de dette souveraine, est accusé d'abaisser artificiellement la valeur du dollar, de nuire aux exportations des pays en développement et de créer des bulles financières sur leurs marchés. (Reuters 18.02)

Haut de page

Le 20 février

J'ai mis deux articles en ligne, le premier dans lequel je tire quelques enseignements des soulèvements révolutionnaires en Tunisie et en Egypte, le second dans lequel je commente le communiqué de la réunion hier du G20. Je les ai écrits au petit matin à partir de 6h, comment je fais pour être en forme à cette heure-là de la journée, c'est simple, je pense à notre cause 24h/24, même en dormant apparemment ! Il est évident que si je picolais ou me défonçais le soir comme une bête ce serait impossible, je le dis pour ceux qui s'imagineraient... des choses, ils vont être déçus.

Je suis assez satisfait de ces deux articles, c'est rare pour le préciser, c'est la preuve que je suis en forme, on a tous des hauts et des bas dans la vie, je vous appelle donc à les lire et à en faire la critique si nécessaire, elle sera la bienvenue, comme d'habitude. Vous aurez compris que dans mon trou, mon activité politique se nourrit exclusivement ou presque de l'actualité sociale et politique dans le monde, je n'ai pas eu le temps de lire le moindre ouvrage des marxistes que j'ai mis en ligne récemment. J'en ai même oublié de régler l'assurance de ma moto qui arrivait à échéance le 12 février, ce n'est pas très sérieux.

Au fait, la vente de ma maison est tombée à l'eau, pas dans la mer heureusement, elle se tient tranquille pour le moment, le type qui devait me l'acheter est bourré de dettes, il a ses créanciers aux fesses, les flics ont débarqué chez lui, il comptait que les banques accepteraient d'étaler ses dettes, mais apparemment elles ont refusé, il a même été obligé de fermer sa pompe à essence pendant deux jours parce qu'il n'avait pas réglé sa dernière facture. Cela ne fait pas vraiment mon affaire, je comptais sur cet argent pour financer ma retraite, cependant je n'ai pas tout perdu puisque je conserve le million de roupies (15 000 euros environ) qu'il m'avait versé conformément à la loi en vigueur, je lui ai signifié par lettre recommandée avec accusé de réception, c'était plus sûr avec ce genre de voyou. J'ai remis mon adresse dans la page d'accueil pour ceux qui veulent m'écrire ou soutenir financièrement le site. Du coup, je vais devoir me farcir quelques travaux, ce qui ne m'enchante pas car l'actualité politique est très chargée depuis deux mois ; ah cette foutue lutte des classes, elle ne finira donc jamais, qu'ils dégagent tous et qu'on n'en parle plus !

Je réfléchis toujours à l'article dont je vous ai parlé hier, il me faut juste un peu de temps pour réunir les principaux facteurs qui permettront d'étayer mon argumentation et de fournir une réponse sérieuse, et si possible satisfaisante, à la question que j'ai posée, tout ne me vient pas à l'esprit d'un coup, mes capacités sont limitées et c'est le seul moyen que j'ai trouvé pour contourner cet obstacle. En étant isolé, ce n'est pas facile, il faut seulement être patient et déterminé. Dans la vie beaucoup de

choses dépendent de notre volonté.

Juste un dernier mot, bien que le RCD en Algérie soit un parti corrompu et pourri, soutenu par le PG en France, il était intéressant de voir la réaction de la population algérienne, si elle répondrait ou non à son appel (lire plus loin dans l'article du jour). Par ailleurs, comme tous les partis sans exception ont fait allégeance à la Constitution de Bouteflika, y compris le PT d'Algérie, ils sont tous très mal placés pour critiquer cette initiative ou donnez des leçons aux autres. Nous prenons acte que la jeunesse ne s'est pas saisie de cet appel pour la raison évoquée plus haut et d'autres encore. De notre côté, nous n'avons fait que relayer une information, sans soutenir cet appel ou le RCD, cela va s'en dire.

Bon dimanche à tous, ici il est déjà 12h30, il fait entre 30 et 35°C, l'hiver est bien terminé !

Syndicat.

Monolithisme.

Jean-Claude Mailly a été officiellement reconduit samedi secrétaire général de Force Ouvrière par le comité confédéral national du syndicat (CCN), son «parlement», réuni à Montpellier, a-t-on appris auprès de FO.

Au lendemain de la clôture du congrès de Force Ouvrière à Montpellier, Jean-Claude Mailly, qui était le seul candidat à sa propre succession, s'est vu confier son troisième mandat de trois ans à la tête de Force Ouvrière, avec 5.829 votes sur un total de 5.898, a indiqué un porte-parole.

La trésorière Rose Boutaric a également été reconduite dans ses fonctions -- avec 5.800 voix sur 5.858 -- par le CCN, qui désigne la commission exécutive et élit le bureau confédéral de 12 membres, selon la même source.

Un nouveau membre fait son entrée au bureau confédéral: Philippe Pihet, secrétaire général de l'union départementale du Rhône, remplace Bernard Devy, qui part à la retraite.

Ce cadre à la caisse régionale de sécurité sociale de Rhône-Alpes, adhérent FO depuis 1978 et membre de la commission exécutive depuis 2007, doit prendre en charge les dossiers de protection sociale.

FO, qui revendique 500.000 adhérents, était réunie en congrès de lundi à vendredi à Montpellier.

Durant ces cinq jours, elle a offert l'image d'une organisation soudée autour de son secrétaire général pour défendre fermement «la différence FO», Jean-Claude Mailly fustigeant «l'axe» CGT-CFDT.

Son rapport d'activité, dressant le bilan de la direction depuis le congrès de Lille (juin 2007), a été approuvé par 97,27% des voix, un taux quasi identique à celui du précédent congrès. Son prédécesseur Marc Blondel, davantage contesté, n'avait fait aussi bien qu'une seule fois, en l'an 2000. (20minutes.fr 19.02)

En aparté, c'est le seul article de presse en ligne dans l'actualté que j'ai trouvé sur le congrès de FO ces derniers jours.

Bref, voilà une bien mauvaise nouvelle pour le mouvement ouvrier.

Je l'affirme sans l'avoir vérifié, mais sachant que le parti bolchevik de Lénine et Trotsky avait réussi à conduire le prolétariat au pouvoir en octobre 1917 alors qu'il comptait pas moins d'une dizaine de tendances, on ne peut être que stupéfait et consterné d'apprendre que le rapport d'activité de la direction sortante de FO ait été approuvé par 97,27% des congressistes, à croire qu'il n'existe aucune opposition sérieuse dans ce syndicat à la ligne réformiste impulsée par sa direction.

Voilà finalement des gens heureux dans ce vieux monde, y compris le POI qui était largement représenté lors de ce congrès, comme dans les précédents (PT, PCI, OCI) ! Pitoyable, mais pas vraiment étonnant.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais entre des directions de partis ou de syndicats dont les délégués réunis en congrès soutiennent à près de 100% leur politique, quand ce n'est pas à l'unanimité, et des congrès qui se soldent par l'adoption à la majorité du bilan de leur direction ou plus rarement (exceptionnellement en fait !) encore son rejet, lesquelles selon vous inspirent davantage confiance ou expriment le plus la démocratie, sachant que tous les partis et syndicats sont traversés par d'importantes contradictions, pour ne pas dire qu'ils sont en crise, ou encore que leurs militants ne sont pas franchement sur la même longueur d'onde ?

Il faut croire que dans certains partis ou syndicats, toute opposition à leur direction est étouffée dans l'oeuf ou n'a pas vraiment le droit au chapitre. L'ordre règne à FO, comme dans tous les syndicats et partis, c'est l'essentiel !

Haut de page

Le 21 février

J'ai mis volontairement en ligne la causerie du jour sous forme d'article, cela nécessitera un gigantesque effort de volonté à fournir à ceux qui voudraient la lire, un clic de souris, ainsi ceux qui n'auraient pas envie de la lire ne l'auront pas sous le nez en lisant les infos en bref, je leur épargne ma prose qui leur donne la nausée, excusez-moi, je suis ulcéré par la mentalité détestable qui règne parmi les militants, j'en ai honte pour eux au regard des balles que se prennent les manifestants en Lybie et au Yémen, c'est franchement minable, pitoyable ! Je me demande parfois si on combat vraiment pour la même cause, pour des intérêts collectifs paraît-il... Passons.

Précision à propos des articles de presse et des infos en bref proposés dans le site.

En dehors des articles datant d'un jour ou deux, tous les articles que je reproduis en entier ou en partie sont les plus récents mis en ligne sur Internet au moment où je prépare l'actualisation quotidienne du site, c'est-à-dire le lendemain matin entre 5 et 7h, c'est rare que je me mette au boulot plus tard.

Il faut savoir que sur le Net certaines infos sont actualisées par les agences de presse (AP et Reuters principalement) ou les médias nationaux (le monde.fr, libération.fr, lefigaro.fr, etc.) plusieurs fois par jours, je prends donc les articles les plus récents, les derniers parus au moment où j'actualise le site, avec l'inconvénient sur vous qu'avec le décalage horaire de 4h30 ou 3h30 selon les saisons (sic!), des dépêches de presse sont actualisées ou sont mises en ligne alors que je suis déjà couché, par exemple si une info tombe à 22h en France, il est 2h30 du matin chez moi et en principe je dors, cette info ne sera mise en ligne sur le site que le lendemain matin. L'avantage maintenant, c'est que je mets en ligne les dernières infos qui ont pu vous échapper la veille, car vous devez être peu nombreux à consulter les articles de presse qui tombent entre 22h et minuit ou plus tard encore en fonction du décalage horaire des différents pays.

Tout cela pour dire qu'il peut arriver qu'il y ait un décalage entre l'info que je vous communique et la dernière en date compte tenu que l'information est diffusée en temps réel et en continu sur Internet ; par exemple, quand j'écris qu'il y a eu 84 morts en Lybie, une heure plus tard, il faudrait écrire 85, donc si vous ouvrez votre ordinateur à ce moment-là seulement, mon info ne correspondra plus tout à fait à la réalité puisqu'entre temps la situation aura connu de nouveaux développements. De mon côté, j'essaie de prendre l'info la plus récente au moment où j'écris, dans la mesure où elle me semble fiable, sans certitude absolue.

Par ailleurs, on peut aussi être trompé par les agences de presse qui diffusent une information à 15h, alors que les faits qu'elles relatent datent déjà de plusieurs heures ou de la matinée et que depuis la situation a évolué, par exemple quand Reuters écrit qu'il y a des milliers de manifestants à Tunis, Associated press à la même heure parle de 40.000 manifestants ce qui n'est plus du tout pareil. Il faut donc vérifier que l'info que l'on diffuse correspond bien à la réalité des faits à un moment donné, précis. De votre côté, vous devez tenir compte du décalage horaire qui existe entre la France et l'Inde où je vis afin d'éviter des erreurs d'appréciation sur la qualité des infos que je mets en ligne, cela n'a jamais été le cas jusqu'à présent, mais je pense que cette précision devait être apportée pour éviter tout malentendu entre nous.

Si je peux me permettre une mise en garde, attention aux sites à caractère idéologique genre Rue89, Slate.fr, Médiapart, Le Grand Soir, etc. qui ne transmettent à travers leurs articles que les informations qui les arrangent ou correspondent à l'idéologie dominante dont ils sont également l'expression ou les représentants et qu'ils s'emploient à diffuser dans les masses, c'est la limite de la fameuse presse "indépendante", alors que je m'emploie à mettre en ligne l'intégralité des faits qui sont portés à ma connaissance, sauf toutefois ceux qui sont du domaine de la propagande de la réaction et ne constituent pas un fait important, par exemple quand quelques milliers de supporters de Berlusconi manifestent, c'est une info marginale sans grand intérêt pour nous, par contre s'ils étaient des centaines de milliers, là pour le coup je serais obligé de le mentionner.

Plus le temps de commenter les infos en bref.

Politique

1- France. Alors on danse ? Non, on fait le ménage : dégage !

Les cotes de popularité de Nicolas Sarkozy et François Fillon ont atteint un plus bas depuis leur arrivée au pouvoir en 2007, d'après un sondage Viavoice pour Libération publié dimanche.

Selon cette enquête, le président de la République recueille 30% d'opinions positives, soit une baisse de quatre points en un mois. Soixante six pour cent des sondés ont une mauvaise opinion du chef de l'Etat et 4% ne se prononcent pas. En recul de

six points, la cote du Premier ministre est de 41%. Les sondés sont 54% à avoir de lui une opinion négative. (Reuters 20.02)

Qu'est-ce qu'un chef d'Etat et son gouvernement ultra minoritaire qui se maintient au pouvoir, sinon une dictature ?

Après la Tunisie et l'Egypte, les soulèvements révolutionnaires pour exiger de meilleures conditions d'existence, davantage de démocratie ou la chute des régimes, se répandent à travers tout l'Afrique du Nord jusqu'au monarchie du Golfe et la Corne de l'Afrique.

Ce qui a radicalement changé par rapport aux décennies précédentes, c'est l'impossibilité pour les tyrans d'empêcher que l'information ne se répande comme une traînée de poudre et d'alimenter la colère muselée qui sommeillait au fin fond de tous ces peuples livrés à des régimes de pilleurs et de terreurs soutenus par les différents impérialismes.

Leurs ministères de la désinformation et de la propagande sont devenus obsolètes en quelques années face aux moyens techniques modernes de communication, téléphone portable muni de caméra, Internet, chaînes de télé étrangères par satellite (parabole + décodeur), dont une partie de la population s'est équipée...

2- Tunisie.

2.1- La Tunisie demande l'extradition de l'ancien président Zine ben Ali à l'Arabie saoudite pour qu'il puisse répondre d'accusations liées à la violente répression des manifestations du mois dernier, annonce dimanche le ministère tunisien des Affaires étrangères.

La demande d'extradition présentée par la Tunisie à l'Arabie saoudite fait "*suite à une nouvelle série d'accusations à l'encontre du président déchu (...), accusations relatives à son implication dans plusieurs crimes graves, qui consistent à commettre et à inciter à l'homicide volontaire et à semer la discorde entre les citoyens d'un même pays, en les poussant à s'entretuer*", dit le communiqué diffusé par l'agence Tap. (Reuters 20.02)

2.2- De très importantes sommes en dinars tunisiens et en devises étrangères, ainsi que des bijoux d'une "valeur inestimable" ont été découverts dans l'un des palais du président tunisien déchu Zine El Abidine Ben Ali et de son épouse Leïla Trabelsi sur la colline de Sidi Bousaïd, une banlieue huppée à environ 15km au nord de Tunis, selon des images diffusées par la télévision nationale.

Les images de cette impressionnante "*cave d'Ali Baba*" sont diffusées en exclusivité depuis samedi soir par la télévision nationale tunisienne, qui attribue cette découverte à la commission nationale d'investigation sur la corruption et les abus de l'ancien régime. Le président de cette commission, le juriste Abdelfattah Amor, était présent sur les lieux.

Des rangées entières de liasses de billets de banques -des coupures de 500 euros, des dollars ainsi que des devises égyptiennes, libanaises et turques, en plus de gros paquets de dinars tunisiens- étaient placées dans de grands coffres-forts dissimulés derrière une bibliothèque aux portes glissantes.

Des liasses montrées par la télévision étaient encore cachetées, portant le sceau de la Banque centrale de Tunisie (BCT) datées de 2001 ou de 2009. "*Celle-ci est à elle seule d'une valeur de 100 millions*", a déclaré un membre de la commission en tenant une liasse de coupures de 500 euros toutes neuves.

"*Il y a là des milliards et des milliards, peut-être plus qu'il y en a à la Banque centrale*", s'est exclamé, stupéfait, le journaliste Mehrez Laâmari.

Les coffres contenaient également des parures serties de diamants, d'émeraudes et d'autres pierres précieuses, colliers et ceintures en or massif.

Le Pr Abdefattah Amor a assuré que cette "*fortune*" serait évaluée en présence des membres de la commission et de huissiers notaires. "*Elle sera dès aujourd'hui déposée dans les coffres de la BCT et, après les procédures légales, elle devra retourner au peuple tunisien*", a-t-il ajouté. (AP 20.02)

Economie.

"*Nous ne pouvons rien contre une augmentation immédiate des prix du pétrole ou des matières premières mais, en revanche, nous devons éviter à tout prix ce que nous appelons les effets de second tour, c'est-à-dire le fait que les autres prix se mettent à bouger et s'installent à un niveau supérieur, qui ne serait pas conforme à notre définition*", a dit Jean-Claude Trichet sur Europe 1.

"*Je pense à l'ensemble des autres prix, y compris bien entendu aux salaires, et nous disons aux partenaires sociaux : 'considérez que nous sommes là précisément, dans une perspective de moyen et long terme, pour assurer la stabilité des prix en ligne avec*

notre définition"'.

Interrogé sur l'hypothèse d'augmenter les salaires, il a estimé que «ce serait la dernière des bêtises à faire».

«*Lorsque je regarde le succès, ou le relatif insuccès, au sein de la zone euro, il est parfaitement clair que ceux qui ont su maîtriser leurs coûts connaissent un grand succès en matière de réduction du chômage, ce qui est quand même l'objectif majeur de la plupart des pays*», a-t-il poursuivi.

Il a mis en avant la santé «*remarquable*» de l'Allemagne, parvenue à réduire son chômage pendant la crise, en soulignant que «*depuis la création de la zone euro*», les salaires dans la fonction publique n'avaient augmenté que de 17% outre-Rhin, contre «*environ 35%*» en moyenne en France et dans la zone euro. (Reuters et 20minutes.fr 20.02)

Haut de page

Le 22 février

Parole d'internaute.

J'ai reçu un courriel d'un camarade (ex-OCI) proche ou adhérent du POI. Il était sorti de l'OCI quand j'y entrais. Je l'en remercie et je lui répondrai demain si possible, dans le site évidemment et sans mentionner son nom, on n'a pas de secrets entre nous.

1- Et dire que la Libye de Kadhafi avait présidé en 2003 la Commission des droits de l'homme, ajoutant au discrédit de cette institution remplacée en 2006 par un Conseil piégé à son tour par les dictatures. En 2008 elle avait présidé le Conseil de sécurité puis en 2009 l'Assemblée générale. En 2010 elle avait été élue par 155 voix sur 192 au Conseil des DH avec Bahreïn et d'autres pays liberticides et malgré les ONG qui y voyaient "l'une des plus brutales tyrannies". Kadhafi aura ridiculisé l'ONU.

Commentaire. La Lybie dispose de réserve en pétrole et Kadhafi est un excellent client pour les marchands d'armes, ne cherchez pas plus loin. L'ONU est à l'image de Kadhafi, CQFD.

2- Ce qui est intéressant c'est la gymnastique intellectuelle à venir : comment les diplomaties occidentales vont-elles justifier le brillant retour de popularité il y a 7 ou 8 ans du désormais ami de la France, ami de l'Europe, le colonel K. Ignoraient-ils la barbarie caractérise de ce régime ?

Commentaire. Rien à foutre en vérité, l'Internationale socialiste qui partage en alternance le pouvoir avec le parti de l'ordre est le complice de tous les dictateurs d'hier et d'aujourd'hui de la planète. En dehors de l'UMP et du PS, qui en France a assez de voix et de volonté pour demander des comptes à ceux qui ont soutenu ou qui soutiennent encore les dictateurs pour se faire entendre du plus grand nombre ? Personne, idem dans tous les pays. L'UMP et le PS ainsi que ses satellites sont compromis dans cette affaire, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils se tirent une balle dans le pied ? Dans la tête ce serait mieux, bien sûr, on s'en chargera le moment venu.

3- ... ne croyez-vous pas que la classe politique et médiatique dans leur ensemble se concentrent sur les "faux sujets", justement parce que personne, ni à droite, ni à gauche, n'a la solution pour sortir la France de son marasme ?

Commentaire, c'est le sujet de mon dernier article, bien que je ne pose pas la question exactement dans ces termes. La solution : c'est la voix de l'opposition de gauche !

Politique

Tunisie.

Le ministre tunisien de l'Intérieur Farhat Rajhi a présenté lundi au tribunal de première instance de Tunis une demande pour la dissolution du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), l'ancien parti au pouvoir, rapporte l'agence officielle TAP.

Le RCD, qui revendiquait près de 2,5 millions d'adhérents sur une population de 10 millions d'habitants, pesait de tout son poids sur la scène politique tunisienne.

La dissolution du RCD continue d'être l'une des principales revendications des manifestations qui se poursuivent en Tunisie. Elle figure en tête des exigences des participants au sit-in qui se tient depuis dimanche devant le palais du gouvernement, place de

la Kasbah à Tunis. (AP 21.02)

Syndicat.

Un responsable local de la CGT, candidat FN aux cantonales, a été suspendu par la direction nationale du syndicat, qui estime incompatibles les valeurs de la CGT et du FN.

La CGT n'est pas soluble dans le FN. Le syndicat des agents territoriaux de la mairie de Nilvange (Moselle) a été suspendu par la centrale de Montreuil parce que son responsable était candidat du Front national (FN) aux élections cantonales de mars.

"*Les idées du FN n'ont pas leur place à la CGT. Cet adhérent a défendu publiquement les thèses du FN sur la préférence nationale, l'immigration comme cause du chômage et contre la régularisation des sans-papiers*", s'est indignée la fédération CGT des services publics dans un communiqué reçu à Metz.

"*Les 26 adhérents du syndicat de Nilvange ayant dans leur majorité refusé de désavouer leur secrétaire général, la fédération a décidé, conformément aux statuts confédéraux et fédéraux, la suspension immédiate de l'affiliation du syndicat de Nilvange*", a poursuivi la direction nationale des services publics.

Le cégétiste et candidat frontiste, Fabien Engelmann, a indiqué qu'il "*ne voyait pas d'incompatibilité entre ses convictions affichées et son engagement syndical*".

Il a ajouté qu'il était "*passé du NPA au nouveau Front national de Marine le Pen avec le soutien de ses camarades de section*".

Pour le secrétaire de l'union CGT de la Moselle, Denis Pesce, "*il y a une opposition totale entre les valeurs de la CGT et les thèses du FN*". (Lexpress.fr 21.02)

Vive "*l'indépendance*" des syndicats par rapport aux partis, en voilà la conséquence désastreuse !

Toujours plus fort : Comment expliquez-vous qu'un travailleur puisse passer ainsi du NPA au FN ? Parce que le NPA n'est pas un parti ouvrier mais un véritable foutoir, les camarades du NPA qui se connectent sur le site m'excuseront de ma franchise.

Quant à la CGT, il y a bien au moins un membre du FN qui détenait un poste à responsabilité dans FO, l'éditeur et journaliste, l'ami intime et biographe officiel d'Alexandre Hébert, lui-même ami intime d'un certain Pierre Lambert et inspirateur présumé du PT, cela ne s'invente pas hélas !

Economie.

Gavez-vous pendant qu'il en est encore temps, on vous fera rendre gorge plus tard !

Les grandes entreprises françaises devraient distribuer à leurs actionnaires environ 40 milliards d'euros en 2011, grâce au rebond de leurs bénéfices.

Les entreprises cajolent leurs actionnaires. Cette année, -elles vont leur verser des dividendes records. La moitié environ des groupes du CAC 40 ont déjà publié leurs résultats pour 2010 et dévoilé ce qu'ils comptent distribuer dans les prochains mois. Selon les premières estimations, près de 40 milliards d'euros devraient au total tomber dans la cagnotte des actionnaires. C'est-à-dire 13% de plus que l'an dernier.

«*Cela pourrait même être un peu plus, car les bonnes surprises sont nombreuses cette année, comme Michelin, avec un dividende en hausse de 80%, Danone ou encore Sanofi*», remarque Jean-Charles Mériaux, directeur général de DNCA Finance.

En 2010, comme en 2009, les entreprises avaient réduit les montants servis aux actionnaires. Aujourd'hui, elles se rattrapent. Les dividendes vont même dépasser les niveaux historiquement élevés de 2007. «*Au total, les entreprises du CAC 40 devraient distribuer en moyenne 45% de leurs bénéfices sous forme de dividendes*», précise Pierre Sabatier, stratégiste chez PrimeView. Un niveau élevé par rapport à la moyenne historique. En 2007, -elles se limitaient à 37%. Et la même tendance s'observe dans les autres pays européens.

«*De nombreuses entreprises ont des bilans sains et sont peu en-dettées. Leurs bénéfices ont fortement progressé. Elles ont les moyens de rémunérer leurs actionnaires*», note Nicolas Simar, responsable de la stratégie dividendes chez ING IM.

Cette bonne santé financière augure bien de l'avenir. «*Les -sociétés européennes devraient -encore augmenter leurs dividendes*

de plus de 10% l'an prochain», pronostique Nicolas Simar.

Les sociétés les plus généreuses se recrutent comme toujours dans les secteurs de l'énergie (à l'image de Total, qui distribue 50% de ses bénéfices et consacre plus de 5 milliards à rémunérer ses actionnaires), des services aux collectivités ou encore des télécoms. «*On voit même des sociétés comme France Télécom ou Vivendi chercher à s'assurer la fidélité de leurs actionnaires en s'engageant désormais sur les dividendes qui seront versés au cours des prochaines années*», explique Jean-Charles Mériaux.

Mais, cette année, des secteurs qui avaient coupé les dividendes l'an dernier, pour cause de crise et de résultats en berne, vont aussi de nouveau rémunérer leurs actionnaires. C'est le cas des banques, même si elles se montrent moins généreuses qu'à la belle époque. Parmi les dix sociétés qui consacreront les sommes les plus importantes à leurs actionnaires cette année, figurent notamment BNP Paribas et la Société générale. Le secteur automobile, à l'image de Peugeot, renoue aussi avec une politique de distribution. «Pour l'instant, la seule société du CAC 40 qui a annoncé renoncer à verser un dividende est Alcatel-Lucent», ajoute Pierre -Sabatier. (Lefigaro.fr 21.02)

Haut de page

Le 23 février

Un message reçu ce matin.

Demain soir aura lieu à Lyon un "*Meeting de solidarité avec les peuples et les travailleurs en luttes en Egypte, en Tunisie et ailleurs* ", parmi les organisations qui y appellent, : CCI-T, VP- Partisan, Union pour le communisme, Table Rase, JC, ICO, à 18h30 à l'Université de Lyon 2 (Amphithéâtre Jaboulay), 86, rue Pasteur, Lyon 7e, Tram T1, rue de l'Université, prendrons la parole des militants tunisien, marocain, algérien, iranien et irakien notamment.

Je n'ai pas eu le temps de terminer ma réponse au camarade qui m'a adressé un courriel avant-hier, demain matin.

Ils le disent eux-mêmes.

La diplomatie française réduite à l'état de service d'un VRP du CAC 40 raté ou "***en slip***" au choix.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point", intervient sur les ondes de RMC du lundi au vendredi à 7 h 50 pour sa chronique politique "*Le parti pris*". Extrait.

Question : C'est Christine Lagarde et non Michèle Alliot-Marie qui conduit aujourd'hui la première visite officielle française en Tunisie depuis la chute de Ben Ali. Au-delà du discrédit personnel de la ministre, vous y voyez le symbole d'une politique étrangère qui a perdu la tête. C'est votre parti pris.

Réponse : Disons que si on envoie la ministre de l'Économie, c'est peut-être parce que notre politique étrangère est en quasi-faillite. Tout le monde sait que la France a trop tardé à soutenir la révolte tunisienne, et depuis, les bévues s'accumulent : avec les explications peu convaincantes de MAM sur ses vacances, puis avec le long silence sur l'Égypte, le retard à l'allumage sur la situation en Libye. Et maintenant l'incident navrant qui a opposé notre ambassadeur à Tunis à des journalistes, qu'il a traités avec beaucoup de mépris pour quelqu'un dont la mission consiste justement à rétablir la confiance envers la France.

Question : Cet ambassadeur, Boris Boillon, c'est un protégé de Nicolas Sarkozy. Vous allez dire que c'est la faute du président ?

Réponse : Peut-être pas sa faute, mais sa responsabilité. C'était en effet un conseiller de l'Élysée, il a un style qui plaît à Nicolas Sarkozy - très série télé américaine : lunettes noires, allure sportive, ambition assumée. Il est jeune et prometteur, mais là, il est sûr que si on ne venait pas de virer le précédent ambassadeur et si sa ministre de tutelle avait encore un peu d'autorité, il n'aurait pas fait long feu à Tunis. Au lieu de cela, Boris Boillon est devenu une star d'Internet, puisque sa photo en maillot de bain est un must depuis que Marine Le Pen a décidé d'en faire une affaire. Elle exagère, bien sûr - c'est infiniment moins grave que son dérapage. Mais ce qui frappe, c'est que cet ambassadeur en petite tenue est en réalité le représentant parfait d'une diplomatie arrogante mais... en slip ! Au moment où Nicolas Sarkozy préside le G20, c'est une image qui tombe mal.

Question : Est-ce que vous voulez dire que les difficultés de la France au Maghreb peuvent lui faire perdre de l'influence sur la scène mondiale ?

Réponse : C'est évident, d'autant que notre panne diplomatique se mesure bien au-delà du Maghreb : à tout le continent

africain d'abord - Nicolas Sarkozy a lancé en décembre un ultimatum à Laurent Gbagbo pour qu'il renonce au pouvoir en Côte d'Ivoire. Il y est toujours... On l'a vu aussi avec le Mexique, qui n'a pas digéré les appréciations venues de Paris sur l'affaire Florence Cassez. En même temps, nos relations très proches, presque intimes, avec des pays comme le Qatar, le Maroc ou le Gabon (le président Ali Bongo a été reçu hier à l'Élysée), ou nos rapports très complaisants avec la Chine et la Russie, posent des questions pour l'avenir. Si ces régimes-là tombent un jour - quand ils tomberont -, on pourra difficilement redire qu'on ne savait pas qu'ils n'étaient pas des modèles de démocratie... (Lepoint.fr 22.02)

Parole d'internaute. (à propos de la Lybie)

1- La France n'est pas la première puissance à avoir armé ce pays. Ancienne colonie italienne la Libye est armée d'abord par l'Italie, puis l'Allemagne qui a entraîné la police et l'armée. La France n'arrive qu'en 3e position et loin derrière. La France a beaucoup perdu sur le plan diplomatique dans ces pays et en Afrique. Mais il est vrai que le retour de Khadafi à Paris en Novembre 2007 et le cirque qu'il a mené, poing levé sur les marches de l'Élysée et réception à la Bédouine sous la tente dans les jardins du palais, n'ont pas arrangé l'image de la France !

2- Il faut rappeler qu'en 1984 F. Mitterrand rencontrait en Crète un certain Kadhafi (sans doute pour prendre le soleil ensemble !), puis en 1990 (après l'attentat du DC10 d'UTA) le gouvernement socialiste livrait 3 mirages à la Libye. La vente d'armes à ces différentes dictatures ne date donc pas d'aujourd'hui.

Politique.

1- France.

Il l'annonce sur Facebook après avoir donné la primeur de l'information à des étudiants lyonnais: Dominique de Villepin, président du mouvement politique République solidaire ne va pas renouveller sa cotisation à l'UMP pour 2011. Un pas de plus vers une candidature en 2012. (20minutes.fr 22.02)

2- Egypte.

Le Conseil militaire au pouvoir en Egypte a maintenu mardi à leur poste les ministres de la Défense, de l'Intérieur, de l'Economie, de la Justice et des Affaires étrangères lors d'un remaniement de l'équipe nommée par l'ex-président Hosni Moubarak avant sa chute, il y a 11 jours.

Scandant "*Le peuple veut la chute du gouvernement*", quelques centaines de personnes ont manifesté à la tombée de la nuit sur la grande place du Caire pour obtenir qu'une équipe de technocrates gère le pays durant la période intérimaire.

"*Nos exigences sont le départ d'Ahmed Chafik et de son gouvernement, considérés comme un des vestiges de l'ancien régime corrompu*", rappelaient des tracts de la Jeunesse du 6 avril, à l'origine des premières manifestation place Tahrir.

Un groupe de jeunes, le "*Mouvement populaire national pour le changement*", a donné pour sa part au gouvernement de Chafik jusqu'à mercredi pour démissionner, faute de quoi il appellerait à un grand sit-in jeudi place Tahrir et à une marche vendredi.

"*Nous marcherons pour réclamer la démission du gouvernement de Chafik, la levée de l'état d'urgence (en vigueur depuis 30 ans) et le jugement de Moubarak et de sa famille*", a déclaré un de ses représentants, Mohamed Fahmi.

"*L'appel à la marche d'un million de personnes pour vendredi montrera la colère et la frustration des gens*", a dit Erian, un responsable des Frères musulmans. (Reuters 22.02)

3- Irak.

Plusieurs milliers de personnes ont défilé mardi à Souleimaniyeh, dans le nord de l'Irak, pour réclamer des réformes politiques et l'ouverture d'une enquête sur la mort de deux protestataires, tués par balles, la semaine dernière.

Cette manifestation pacifique, qui a réuni quelque 5.000 personnes dont plusieurs artistes, témoigne de la frustration croissante qu'éprouve la population face au contrôle étroit des partis au pouvoir sur l'économie et la politique dans la région autonome du Kurdistan d'Irak.

Les Irakiens se préparent à manifester vendredi à l'occasion d'une "journée de la colère" comme l'ont baptisée les organisateurs afin d'exiger de meilleurs services et la fin de la corruption. (AP 22.02)

Social.

1- La spéculation sur le pétrole est repartie de plus belle !

Le baril de brut a dépassé lundi les 105 dollars, son plus haut niveau depuis deux ans et demi. Une situation qui pèse directement sur le prix de l'essence des Français.

"*La hausse des prix n'est pas liée à un risque sur les approvisionnements, en France ou ailleurs, mais à un facteur psychologique. Les investisseurs craignent une contagion de la crise à l'ensemble des pays producteurs de pétrole*", explique à 20minutes.fr Guy Maisonnier, économiste à l'Institut français du pétrole. (20minutes.fr 22.02)

2- Hausse du prix du gaz.

Selon Le Figaro, le prix du gaz devrait augmenter entre 4,8% et 5,2% à compter du 1er avril et affecter ainsi les factures de 10,8 millions de clients.

Cette estimation est qualifiée de "*prématurée*" par le ministère.

"*Je ne confirme pas*", a déclaré le ministre de l'Energie, Eric Besson sur RTL. "*C'est quelque chose qui est à l'étude et qui sera annoncé dans les semaines qui viennent.*" (Reuters 22.02)

Après les cantonales ce serait plus judicieux, non ?

3- Hausse du prix des actes notariaux.

Le ministère de la Justice a publié le 19 février dernier un décret au Journal officiel entérinant une hausse des prix des actes notariés. En moyenne, ces prix, qui n'avaient pas évolué depuis 2006, enregistreront une hausse de 6,85%.

A titre d'exemple, l'acte rédigé nécessaire à l'achat d'un bien immobilier passera de 393 euros à 420 euros TTC. Se pacser reviendra à 233 euros, au lieu de 218 euros. Rrédiger un testament ou effectuer une donation entre époux passeront chacun à 140 euros au lieu de 131 euros. (Lefigaro.fr 22.02)

4- Une grève qui finit bien.

Les facteurs du IIe arrondissement de Marseille ont annoncé mardi qu'ils reprenaient le travail après une grève de 138 jours suivie par la totalité du personnel du centre de distribution du courrier.

Les postiers marseillais avaient démarré leur mouvement de grève le 7 octobre dernier pour protester contre le remplacement de deux facteurs en CDD par des intérimaires.

"*C'est une victoire, nous reprenons le travail au terme d'un conflit exceptionnellement long. Nous avons fait échouer la direction de la Poste dans sa volonté d'imposer l'intérim*", a déclaré Alain Croce, délégué CGT du centre de distribution.

"*Il n'y aura plus d'intérimaire dans le service à compter du 31 mars et nous avons obtenu quatre postes supplémentaires* ", a-t-il ajouté.

La direction de la Poste avait mis en place un centre de distribution parallèle du courrier pour cet arrondissement marseillais durant toute la durée du conflit. (Reuters 22.02)

Question : les postiers sont mal payés, alors comment ont-ils fait pour tenir 138 jours, soit quatre mois et demi sans salaire ? Est-ce que c'est la CGT qui a réglé leurs salaires ? Si tel était le cas, comment expliquer que lorsque des travailleurs dans le privé font grève ils ne soient pas systématiquement logés à la même enseigne ?

Pour revenir brièvement sur un autre sujet qui concerne également la CGT, mais pas seulement.

Il ne faut pas s'étonner que des syndiqués adhèrent au FN ou se retrouvent dans les idées qu'ils développent, la responsabilité de cette situation est à rechercher du côté des partis ouvriers les plus médiatisés, PCF, NPA et accessoirement LO empêtrés dans leurs contradictions, qui traduisent leur incapacité à se situer strictement au côté des travailleurs sur toutes les questions sociales ou politiques qui les concernent, les questions dites de société étant ou devant être traitées sur le plan politique.

Il faut admettre que même avec le meilleur parti ouvrier du monde, on ne pourrait pas empêcher qu'une minorité d'ouvriers adhèrent à des partis de la réaction, tout simplement parce que ces travailleurs sont impatients de voir régler leurs problèmes. A défaut qu'ils

le soient rapidement et de comprendre pourquoi, parce qu'on ne leur a pas expliqué ou qu'on ne leur a pas donné l'occasion de s'exprimer, ils s'en remettent à ceux qui leur promettent la lune parce qu'ils manquent de repères politiques ou qu'ils ont développé l'état d'esprit du petit-bourgeois, qui déçu que ces caprices ne soient pas satisfaits, est prêt à s'en remettre au diable.

Cela fait également penser à ces millions de travailleurs allemand prêts à faire une révolution entre 1918 et le milieu des années 20, et qui une fois trahis par les dirigeants de la social-démocratie et du parti communiste allemand, à partir des années 30 vont commencer à se ranger sous le drapeau du nazisme, on connaît la suite.

Ce n'est pas le peuple allemand qui est devenu nazi, ce sont les dirigeants de la social-démocratie et du parti communiste allemand aux ordres de Staline qui l'ont livré aux nazis. J'imagine que cette précision importante ne figure dans aucun manuel scolaire et que la plupart des professeurs d'histoire n'y font pas référence. Ils doivent encore en être à expliquer que l'homme est capable du meilleur et du pire...

On pourrait généraliser ou en faire un point de théorie : c'est la politique contre-révolutionnaire des réformistes et des staliniens qui jette le peuple dans les bras du premier "*sauveur suprême*" venu en désespoir de cause. C'est également leur politique réactionnaire qui permet d'assurer la survie du capitalisme en conduisant une partie des ouvriers et la masse de la petite-bourgeoisie à voter à chaque élection pour des partis qui ne représentent pas leurs intérêts, à faire leur propre malheur et perpétuer la société telle qu'elle est. Chercher une responsabilité ailleurs, c'est forcément faire fausse route et s'égarer.

Il y a un autre aspect intéressant dans la démarche de ce militant de la CGT qui est passé successivement de LO au NPA pour atterrir au FN. Il explique que sa décision a été motivée par la position pour le moins contradictoire du NPA sur la question de la laïcité suite à la candidature d'une militante voilée.

La question de la laïcité lui tient à coeur et c'est tout à son honneur, mais alors pourquoi ne s'est-t-il tourné vers le POI qui tient un discours plus ferme sur cette question, j'imagine par ailleurs qu'il ignore totalement l'existence du comité parlementaire sur la laïcité initiée par la Libre Pensée, donc le POI, auquel participe des dirigeants de l'UMP, puisque le Parti radical de Borloo est une composante de l'UMP ?

Les dirigeants, et à leur suite les militants de ces différents partis (POI, NPA, LO, PCF), s'emploient à diaboliser les autres partis lorsqu'ils ne les ignorent pas, alors qu'il serait salutaire pour le mouvement ouvrier qu'ils puissent y avoir en permanence une véritable et fraternelle confrontation des idées défendues par chacun de ces partis.

Quand vous critiquez la politique d'un parti que vous considérez comme un parti ouvrier et que vous le respectez en tant que tel ou le comportement de ses dirigeants, et qu'un dirigeant (en 2005, du PT et de la Libre Pensée) vous répond que vous êtes un ennemi de la classe ouvrière, si vous n'avez pas une solide conscience politique, puisqu'il vous situe dans le camp de la réaction, il ne vous reste plus qu'à rejoindre un de ces partis. Ce comportement est totalement irresponsable et criminel. En conclusion, dans le cadre de la liberté d'expression accordé à chaque militant, le droit à la critique et de défendre ses propres convictions, attention à ne pas dire n'importe quoi aux militants.

D'après vous, pourquoi je passe autant de temps à expliquer les idées que je défends, sinon afin d'éviter ce genre de situation. Car j'ai parfaitement conscience des dangers qu'elles représentent pour des esprits un peu faible qui pourraient en conclure un peu trop rapidement : ils sont tous pourris, j'arrête le combat ou je bascule dans l'autre camp. C'est la raison, mais pas la seule, pour laquelle je reviens sans cesse sur la nécessité de construire le parti, de rejoindre l'un de ces partis malgré leurs imperfections ou des groupes de militants qui se situent résolument dans le camp de la révolution socialiste.

On pourrait encore épiloguer longtemps en disant que ces partis sont en partie responsables de la désertion de ce genre de militants, dans la mesure où ils s'emploient à expliquer à leurs militants et aux travailleurs que "*tout est possible*", ce que certains prendront à la lettre évidemment, mais comme ce n'est pas vraiment le cas et que les miracles nécessitent encore un certain délai pour se réaliser, de la sorte ils alimentent les illusions des plus impatients, qui à la longue logiquement les lâchent en espérant décrocher la lune ailleurs, cette fois n'importe où, autrement dit, en faisant sauter la barrière qui sépare les classes. Au lieu d'aider ces militants à progresser politiquement et à se situer strictement sur leur terrain de classe, ces partis font en sorte qu'ils soient incapables de se situer sur un terrain de classe, et dans la pratique ils ne se situent plus sur le terrain de la lutte des classes, la frontière n'étant plus étanche entre les classes, plus rien ne les empêche de la franchir et de se retrouver du mauvais côté. En conclusion, on pourrait pointer un manque de démocratie au sein de ses partis repliés sur leurs appareils.

Economie.

1- Espagne.

La note de la dette espagnole reste menacée et le pays doit prendre de nouvelles mesures pour s'assurer qu'il atteindra ses objectifs de déficit l'année prochaine, a fait savoir mardi l'agence de notation Standard & Poor's.

S&P estime que l'Espagne atteindra largement son objectif de déficit publique en 2011, mais devra prendre davantage de mesures pour satisfaire les autres exigences de l'Union européenne.

"*Ils vont devoir prendre des mesures supplémentaires pour atteindre les objectifs de 2012 et 2013*" a fait savoir Marko Mrsnik, analyste chez S&P, lors d'une interview accordée à Reuters. (Reuters 22.02)

2- Lybie.

Après Fitch la veille, l'agence de notation Standard & Poor a abaissé à son tour mardi la note souveraine de la Libye d'un cran, de A- à BBB+, en raison de la révolte qui secoue le pays.

La Libye est le seul pays sans aucune dette publique noté par Fitch. Fin 2009, le pays avait accumulé jusqu'à 139 milliards de dollars (102,4 milliards d'euros) d'excédent grâce à la rente pétrolière. (AP 22.02)

Haut de page

Le 24 février

Un article (réponse à un courriel) sera mis en ligne cet après-midi ou demain matin, dedans je reviens longuement sur la question de l'Assemblée constituante et des comités révolutionnaires.

Le dictateur Ahmadinejad ne manque pas d'air.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a condamné fermement la violence du régime Kadhafi à l'encontre des manifestants: «*Comment un dirigeant peut-il soumettre son propre peuple aux mitraillettes, aux tanks et aux bombes? Comment un leader peut-il bombarder son peuple, et ensuite dire qu'il tuera tous ceux qui diront quelque chose?*» (Slate.fr 23.02)

Sarkozy et Berlusconi complices du bombardement par Kadhafi du soulèvement révolutionnaire.

Selon le chef du Pentagone, la France et l'Italie sont les mieux placées pour imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye afin d'empêcher l'aviation libyenne de bombarder les opposants. Il ajoute que l'avenir de la Libye est une «*question qui reste ouverte*» car le colonel Kadhafi pourrait se maintenir au pouvoir par la violence. (Lefigaro.fr 23.02)

Traduisons : si Kadhafi n'était pas renversé, vous continueriez de commercer avec lui comme si de n'était, pour se faire il serait préférable pour défendre nos prétendus régimes démocratiques qui trompent si bien les peuples de lui éviter de commettre l'irréparable aux yeux du monde, on pourrait ensuite nous accuser de soutenir un tyran, chacun sait ou plutôt la plupart ignore encore que cela a toujours été le cas, il ne faudrait pas que le citoyen lambda s'aperçoive de cette supercherie ...

Le flic-président chef des armées complice du militaire-président-dictateur colonel lybien qu'il s'est empressé de réhabiliter.

Un extrait du discours officiel de Sarkozy lors de la dernière visite de Kadhafi à Paris en décembre 2007:

«*[...] ma conviction, la plus profonde, est que la France doit parler avec tous ceux qui veulent trouver le chemin de la respectabilité et de la réintégration dans la communauté internationale [...]*

Et je peux témoigner de la collaboration des services français avec les services libyens pendant les quatre années où j'étais ministre de l'Intérieur. J'ai dit au président Kadhafi combien il fallait continuer à progresser sur le chemin des droits de l'Homme dans tous ses aspects, tout ce qu'il restait à faire». (Slate.fr 22.02)

Il progresse, il progresse... en bombardant son peuple avec les armes que vous lui avez livrées !

Politique.

1- Lybie.

Les miliciens du colonel Moammar Kadhafi tentaient mercredi de resserrer leur emprise sur Tripoli, la capitale libyenne.

Dans l'autre moitié, les manifestants affirment avoir pris Misourata, qui serait ainsi la plus grande ville de l'Ouest à passer entre leurs mains. Ils appellent à défiler vendredi à Tripoli.

A Sabratha (70km à l'ouest de Tripoli), dont le site archéologique est classé au patrimoine mondial, l'armée libyenne affronte depuis deux jours les manifestants qui ont pris d'assaut des bâtiments officiels, selon un site Internet proche du gouvernement.

Deux pilotes de l'armée de l'air ont préféré s'éjecter en parachute et laisser leur Soukhoï s'écraser plutôt que d'obéir à l'ordre qui leur intimait de bombarder Benghazi, la deuxième ville du pays, maintenant aux mains de l'opposition, rapporte le site de "Quryna", un journal proche de Saïf al-Islam, l'un des fils de Kadhafi. Un résident a confirmé avoir vu les deux pilotes et la carcasse de l'avion de chasse dans une zone inhabitée proche du port pétrolier de Brega.

L'opposition affirme contrôler les villes sur presque toute la moitié Est de la côte méditerranéenne, jusqu'à la frontière égyptienne.

A la frontière justement, les gardes ont fui et les chefs tribaux locaux ont mis sur pied des comités pour les remplacer. "*Bienvenue dans la nouvelle Libye*", proclame un graffiti au point de passage.

Près de Tobrouk (la ville la plus proche de la frontière égyptienne), des habitants armés montaient la garde devant les bases de missiles anti-aériens, autrefois tenues secrètes.

L'opposition dit contrôler toute la côte de la frontière égyptienne à Ajdabiya, sur la rive Est du golfe de la Grande Syrte. Elle gagne ainsi du terrain sur les principaux champs pétrolifères du pays, qui sont situés dans ce golfe.

A l'autre bout du pays, l'opposition affirme s'être emparée de Zouara (à 50km de la frontière tunisienne) après une fraternisation des soldats avec les manifestants.

Dans la ville voisine nommée Zaouia (à 50km à l'ouest de Tripoli), des dizaines de manifestants antigouvernementaux ont hissé un drapeau pré-Kadhafi sur un bâtiment, à en croire les vidéos diffusées sur Facebook, dont l'authenticité n'a pas pu être établie.

Le pays est donc divisé: des secteurs sont contrôlés par les troupes et milices pro-Kadhafi, d'autres par les contestataires, rejoints en certains endroits par des unités de l'armée. Cela ouvre la possibilité que l'opposition décide de marcher sur la capitale. Sur Internet, les contestataires appellent tous les jeunes mais aussi les militaires et les policiers à manifester à Tripoli vendredi.

Les opposants à Kadhafi paraissent contrôler la côte orientale du pays, selon des journalistes de l'Agence France-Presse présents sur place. Le régime affirme au contraire qu'il a toujours la main sur la région.

Des insurgés, dont nombre sont armés, se trouvent tout le long de l'autoroute qui longe la côte méditerranéenne depuis la frontière égyptienne jusqu'à la ville de Tobrouk. Selon les habitants, des soldats expriment leur soutien à la rébellion. Des résidents de la localité d'Al-Baïda ont indiqué que des miliciens loyaux à Kadhafi avaient été exécutés.

Le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini, dont le pays a d'étroites relations économiques avec la Libye, a indiqué lui aussi que la province de Cyrénaïque (côte est) n'était plus sous le contrôle du gouvernement libyen.

L'armée libyenne s'est déployée en force à Sabratah, localité côtière située à environ 80 km à l'ouest de Tripoli, après la destruction par des insurgés de la quasi-totalité des bâtiments des services de sécurité, rapporte le journal libyen Kourina.

Le commandant des forces armées libyennes à Tobrouk, Souleiman Mahmoud, aurait basculé «*du côté du peuple*», rapporte al-Jezira. Le militaire a déclaré à la chaîne de télévison qatarie que Kadhafi était «*un tyran*».

Un avion de chasse libyen s'est écrasé après que son pilote, refusant d'obéir à des ordres de bombarder la ville de Benghazi, s'est éjecté, annonce un journal libyen sur son site internet.

L'ambassadeur de Libye en Indonésie annonce sa démission. «*Des soldats tuent sans merci des civils désarmés. Utilisant des armes lourdes (...) et des mercenaires contre le peuple. Je ne peux plus le tolérer*», a-t-il déclaré au Jakarta Post.

Les diplomates de l'ambassade des Etats-Unis à Tripoli relèvent dans des notes confidentielles que les enfants du chef de l'Etat libyen occupaient tous des positions influentes, chacun dans un domaine bien précis: les télécommunications pour l'aîné, Mohamed, les transports maritimes pour Hannibal, la sécurité nationale pour Muatassim et une unité d'élite de l'armée pour Khamis.

La Libye représente environ 2% de la production mondiale de pétrole. (Lefigaro.fr et AP 23.02)

2- Tunisie. Bas les pattes !

En visite à Tunis, le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des Affaires politiques William Burns a mis en garde mercredi contre les difficultés auxquelles pourraient se heurter la transition démocratique en Tunisie.

"*Le parcours ne sera pas nécessairement facile*", a déclaré le diplomate américain à l'issue d'une entrevue avec le Premier ministre tunisien Mohamed Ghannouchi. "*Les transitions de ce genre peuvent être parfois ardues*".

"*Les Etats-Unis sont déterminés à apporter toutes les contributions possibles, en tant que partenaires de la Tunisie*", a-t-il précisé. (AP 23.02)

3- Bahreïn.

Plusieurs milliers de manifestants ont marché vers la place de la Perle à Manama, capitale de Bahreïn, après la libération mercredi d'une centaine de prisonniers politiques par les autorités, confrontées à un large mouvement de contestation.

La liste des détenus libérés par le roi Hamad ben Issa Al-Khalifa inclut 25 militants chiites jugés depuis l'an dernier pour complot contre l'Etat. Un geste de clémence qui semble démontrer la volonté de la monarchie sunnite d'ouvrir des discussions avec les dirigeants de la contestation.

Les autorités ont annoncé dans un courriel que 308 détenus avaient été libérés mercredi. Les prisonniers politiques ne sont toutefois qu'une centaine parmi eux, et au moins 300 restent en détention, a précisé le président du Centre bahreïni pour les droits de l'homme, Nabil Rajab.

4- Grèce.

Un débrayage de 24 heures, observé par les employés du public et du privé, a paralysé les transports publics et aériens et entraîné la fermeture des écoles. Un service minimum était assuré dans les hôpitaux. Il s'agissait de la première grève nationale de l'année contre la réduction des dépenses publiques.

Environ 100.000 personnes ont traversé la capitale en scandant "*Nous ne paierons pas*" et "*Pas de sacrifice pour la ploutocratie*". Selon des sources policières et des témoins, ce défilé est le plus important observé dans le pays depuis les émeutes de décembre 2008, qui durèrent plusieurs semaines.

La police anti-émeute a fait usage de gaz lacrymogènes et de bombes éclairantes contre des manifestants qui lançaient des cocktails Molotov, enfumant la place Syntagma d'Athènes où des grévistes couraient se mettre à l'abri. Selon les analystes, le mouvement de grève ne devrait pas inciter le gouvernement à infléchir sa politique.

Les affrontements sporadiques ont duré plus de trois heures. Quelque 500 protestataires se sont rassemblés devant le Parlement après le défilé et ont juré d'y rester jusqu'à ce que le gouvernement accepte de faire des concessions. Les organisateurs ont déclaré que ce rassemblement était inspiré par les soulèvements en Afrique du Nord.

Une soixantaine de manifestations étaient prévues dans tout le pays, à l'occasion du premier grand mouvement social de l'année.

A Thessalonique, la deuxième ville du pays, quelque 15.000 personnes se sont rassemblées et des échauffourées ont été signalées.

"*Les gens ont démontré une fois encore leur opposition aux mesures d'austérité. Mais quelle que soit la taille de ces manifestations, elles ne peuvent pas modifier la politique gouvernementale*", note Costas Panagopoulos, chef de l'institut de sondage Alco. "*Mais la majorité des Grecs estiment que la charge n'est pas répartie équitablement et c'est un problème*".

Les syndicats GSEE (secteur privé) et Adedy (public), qui représentent environ 2,5 millions de salariés, soit la moitié des travailleurs grecs, estiment que les mesures d'austérité nuisent à l'économie.

En visite en Finlande, le Premier ministre Georges Papandréou a exprimé sa sympathie envers les Grecs qui manifestaient dans le calme. "*La situation économique est très difficile et parfois, je ressens moi-même le désir de rejoindre les rangs des protestataires*", a-t-il déclaré à YLE. Mais "*nous avons besoin de décision qui puissent véritablement contribuer à régler les problèmes*". (AP 23.02)

Régler les problèmes... des banquiers, et quel cynisme ! Quels pourritures ces "*socialistes*" ! Papandréou dirige actuellement l'Internationale socialiste.

Social.

1- France.

1.1- Le racket des malades.

La prise en charge à 100 % des actes médicaux onéreux par l'Assurance-Maladie, après acquittement d'un forfait de 18 euros, interviendra désormais pour des actes d'un montant minimum de 120 euros et non plus de 91 euros, selon un décret paru mercredi 23 février au Journal officiel. '*Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la maîtrise de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2011*', précise le décret.

Jusqu'ici, quand l'acte médical à l'hôpital ou en clinique était inférieur à 91 euros, l'Assurance-Maladie remboursait 80 % du montant et laissait 20 % à la charge de l'assuré, ou de sa complémentaire santé. Au-dessus de 91 euros, la Sécu remboursait à 100 %, mais après avoir déduit un forfait de 18 euros. Désormais le seuil d'application de ce remboursement, avec un forfait inchangé, passe à 120 euros, ce qui va augmenter la participation de l'assuré social.

Ainsi par exemple, pour un acte de 100 euros, l'assuré ou sa mutuelle ne payaient jusqu'ici que le forfait de 18 euros. Maintenant, avec le relèvement du seuil, le reste à charge sera de 20 euros. Ce relèvement de seuil était inscrit dans le budget 2011 de la Sécurité sociale (LFSS) voté à la fin 2010, qui contient de nouvelles mesures visant à la maîtrise des dépenses de santé. (Lemonde.fr 23.02)

1.2- Disfonctionnement de la justice. Le gouvernement a trouvé son "***bouc-émissaire***".

Les directeurs pénitentiaires manifestent ce jeudi à midi place Vendôme - ministère de la Justice - à Paris en signe de protestation contre l'éviction de leur confrère de Rennes après l'affaire Laëtitia.

La sanction tombée, les directeurs pénitentiaires sont montés au créneau. "*Cette décision ne résout aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés*", s'était indigné Jean-Michel Dejenne, premier secrétaire du Syndicat national des directeurs pénitentiaires. Pour ce syndicat, d'ordinaire discret, la mesure a pour but de livrer un "*bouc-émissaire*" aux hommes politiques qui veulent à tout prix "*des coupables*".

Les confrères du "*bouc-émissaire*" crient leur colère et menacent de démissionner, lundi 21 février, dans un courrier adressé au ministre de la Justice.

Une mobilisation nationale des magistrats, blanchis dans l'affaire Laëtitia Perrais, est prévu mardi prochain. (Lexpress.fr 23.02)

1.3- Grève à l'usine Thalès Alenia Space de Toulouse pour les salaires.

Près de 300 salariés de l'usine Thalès Alenia Space de Toulouse (Haute-Garonne) bloquaient mercredi matin la production de cette entreprise qui fabrique des satellites, a-t-on appris mercredi auprès de l'intersyndicale CGT-FO-CFE/CGC-CFDT. Les salariés protestent contre les dernières propositions salariales de leur direction qu'ils jugent "*insuffisantes*".

Réunis mardi soir en assemblée générale, près de 850 salariés avaient voté le blocage de la production pour soutenir l'action engagée depuis lundi par 400 salariés de l'usine de Cannes (Alpes-Maritimes).

"*La direction propose 2,2% d'augmentation salariale cette année alors que nous demandons 3% de hausse au titre de cette année 2010, exceptionnelle pour les commandes et l'activité*", a expliqué Florence Coppel, déléguée syndicale centrale Force ouvrière.

La direction de Thalès Alenia Space a souligné, dans un communiqué, que "*ses propositions clôturaient la négociation salariale 2011" et qu'elles "sont subordonnées à l'arrêt de tout mouvement social*". (AP 23.02)

Tout cela pour une différence de 0,8% ? No comment !

2- Inde.

Au moins 100.000 militants syndicaux, dont certains adhérents d'une centrale liée au parti du Congrès au pouvoir, ont manifesté mercredi dans les rues de la capitale indienne New Delhi, en direction du parlement, pour protester contre la hausse des prix alimentaires et le chômage.

Il s'agit de la plus grande manifestation dans la capitale depuis des années, et la présence de militants d'un syndicat proche du Parti du Congrès dénote l'inquiétude au sein du parti au pouvoir face à l'inflation sur les denrées, qui a atteint 18% en décembre en rythme annuel.

L'Inde, troisième économie d'Asie, est confrontée à un taux d'inflation à deux chiffres pour les prix alimentaires. Les centaines de millions de pauvres de ce pays de plus d'un milliard d'habitants sont les plus durement touchés.

"*On gagne 100 à 125 roupies par jour (deux à trois dollars). Comment allons-nous survivre avec ça si les prix augmentent autant?*", s'interrogeait un manifestant, Kailash Sain, venu du Rajasthan, dans l'ouest de l'Inde.

"*Les prix vont finir par tuer l'homme de la rue*", lisait-on sur une banderole. (Reuters 23.02)

Le 25 février

Une révolution serait une catastrophe sur le plan économique et social, le chaos, etc., tout comme le socialisme...

Ah bon ! tenez, c'est marrant depuis plus de 10 jours la Bourse égyptienne est fermée et la vie continue comme avant. Comme quoi l'idée de fermer la Bourse, définitivement cette fois n'est pas une idée farfelue ou dangereuse, le véritable danger au contraire en cas de révolution prolétarienne et socialiste, ce serait de la maintrenir ouverte car cela signifierait que finalement rien n'aurait changé, les actionnaires du CAC40 auraient toute lattitude pour organiser et financer la contre-révolution notamment, ils détiendraient toujours le pouvoir, voilà ce que cela voudrait dire.

Je n'ai pas pour habitude de vous raconter des histoires, et comme chacun d'entre nous je me pose de nombreuses questions, il m'arrive aussi d'avancer dans une voie et ensuite de faire marche arrière parce que je me suis rendu compte que je m'étais trompé, c'est ce qui vient de m'arriver en lisant le dernier éditorial (IO n°137) de D.Gluckstein.

Son éditorial est certes facilement critiquable parce qu'encore une fois il met en scène la petite-bourgeoisie et le PS, les ouvriers qui le liront se demanderont encore une fois à qui il était destiné, certainement pas à eux qui n'ont aucune illusion dans le PS, mais là n'est pas l'essentiel.

L'essentiel dans son article, c'est la volonté afficher de rompre avec la Ve République et l'Union européenne, un anachronisme dans le mouvement ouvrier, car en dehors de quelques petites formations politiques, aucun parti n'ose avancer cet objectif politique dans un éditorial, ni ailleurs sauf pour faire bonne mesure pour faire court, sans vraiment combattre dans cette perspective, c'est le cas du NPA et de LO. Je ne prétends pas pour antant que le POI combattrait vraiment dans cette perspective, je précise.

Au lieu de le descendre comme je m'apprêtais à le faire, je me suis dit qu'on pourrait aborder ses faiblesses sous un autre angle, cela n'est possible que parce qu'il avance cet objectif de rompre avec la Ve République et l'Union européenne que je partage, il faut préciser encore.

Un parti ouvrier peut-il dissocier le combat pour les revendications sociales du combat pour l'expropriation du capital et pour en finir avec les institutions politiques en place ? Ne serait-ce pas prendre le risque de dévier de notre objectif : la chute du régime et la prise du pouvoir par la classe ouvrière ?

Abolir la Constitution donc liquider l'ensemble des institutions de la Ve République, donc rendre caduque la dette et tous les traités signés avec des institutions internationales du capital, dont l'Union européenne, c'est indipensable sur le plan politique, mais sur le plan social et économique on ne peut pas se contenter d'évoquer l'ouvertures de classes, d'hôpitaux ou le rétablissement des services publics, il faut indiquer aux travailleurs que cela ne sera possible qu'à condition de s'attaquer aux fondements du capitalisme, c'est-à-dire exproprier les actionnaires (sans indemnité ni rachat), ils se sont déjà que trop goinfrés sur notre dos, un Etat ouvrier ne leur devra rien, par contre les capitalistes doivent tout aux travailleurs, qui par leur travail leur ont permis de s'enrichir.

Revenir à la situation sociale que nous avons connue il y a 30 ans ou plus, pas tous les travailleurs en profitèrent loin de là, ce n'est pas notre objectif politique, notre objectif c'est d'en finir avec le système d'exploitation et d'oppression capitaliste, on ne vise pas des miettes dont se contentent la petite-bourgeoisie, les intellectuels, l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat, on veut prendre le pouvoir, on veut tout, ce qui est impossible sans exproprier les capitalistes. Très subtilement *Informations ouvrières* titre *Révolution ou replâtrage "démocratique" des régimes ?*, faisant croire à ses lecteurs que le POI serait défavorable à un "*replâtrage "démocratique" des régimes* en place, pour finalement nous proposer en toile de fond un "*replâtrage* démocratique du régime capitaliste, la "*meilleure répartition des richesses* cher au NPA, à LO et au PCF. Si vous n'en êtes pas convaincu, vous le serez davantage lorsque vous aurez lu le passage ou l'article sur l'Algérie, édifiant.

En résumé, en finir avec les institutions sans en finir avec le capitalisme, c'est du vent, en finir avec le capitalisme sans en finir avec les institutions, c'est encore du vent, une meilleure répartition des richesses sans en finir à la fois avec les institutions et le capitalisme, c'est toujours du vent ! Le POI, NPA, LO : des maîtres brasseurs de vent !

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans une révolution, c'est que tous les rapports s'inversent du jour au lendemain au profit des travailleurs, il faut donc en profiter pour tout leur prendre aux capitalistes : terminés les privilèges, rien ne justifie l'exploitation, l'oppression ou comme on le voit clairement en Afrique du Nord, et du Moyen-Orient à la Corne de l'Afrique, la répression féroce faisant au total des milliers de morts. La lutte pour le pouvoir est engagée, place au socialisme !

Du coup je n'ai pas eu le temps de terminer ma réponse au courriel du camarade, qu'il m'en excuse, et cet après-midi, je dois faire des travaux chez moi, donc se sera pour demain.

Bon week-end à tous. Et vive la révolution socialiste internationale !

Politique.

1- France.

1.1- Impossible de le "***déminer***". Qui cela ? mais le régime !

27.000 €, ça fait cher le week-end pour aller en... Sarthe. Le vendredi 18 février 2011, François Fillon a utilisé un Falcon 7X au couleurs de la République pour se rendre à Solesmes, à mi-chemin entre Angers et le Mans où il possède un "*petit manoir*".

Mais pourquoi ne pas choisir le TGV ? Sablé-sur-Sarthe dispose d'une gare TGV. Du coup, le fief du Premier ministre est à une 1 h 20 de Paris-Montparnasse. Le voyage est un tout peu plus long qu'en Falcon (durée du vol : 1 heure), mais il est beaucoup plus économique.

Réponse de Matignon : "*Voyager en train obligerait les services de sécurité à déminer systématiquement le TGV, à l'aller comme au retour, causant de graves désagréments pour les passagers. Quant à la voiture, c'est une question de temps, et aussi de sécurité*".

Un raisonnement "*légèrement absurde*", ironise le quotidien qui s'est amusé à calculer le coût du même voyage en TGV et en voiture. En TGV, privatisé pour des questions de sécurité, l'aller-retour aurait coûté 5.800€. En voiture, 110 €, dont 40 € de péages. (Lepost.fr 24.02)

1.2- Manoeuvre et mensonge grossiers du Palais.

Mardi, des diaporamas, auparavant visibles, de la visite du guide libyen, en novembre 2007 à Paris, n'existaient plus sur le site officiel de la présidence, alors même que les clichés avaient été utilisés à l'époque par d'autres sites, comme *La Dépêche*.

L'Elysée, avait assuré n'avoir procédé à aucun retait. "*C'est totalement faux ! Aucune photo de Kadhafi ou de qui que ce soit n'a jamais été enlevée du site de l'Elysée! C'est un mensonge. C'est une information fausse reprise sur Twitter*", avaient répondu les services présidentiels sur LesInrocks.com.

Sur Owni.fr, Jean-Marc Manach et Paul Larrouturou montrent, jeudi 24 février, des coïncidences de dates troublantes. Selon le site, plusieurs clichés montrant un Nicolas Sarkozy très complice avec Hosni Moubarak étaient présents sur le site le 12 février, mais avaient disparu le 14, deux jours après la fuite de Moubarak. Toujours selon le site, l'Elysée a reconnu une "*erreur*", et même demandé la liste des photos pour les remettre en ligne. (Lemonde.fr 24.02)

L'"*erreur*, c'est que ces gens-là existent et continuent encore de sévir !

Commentaire d'internautes.

- Je ne sais si ces retraits sont avérés ou non. Si cela devait etre le cas ce serait un aveu flagrant que ceux qui décident de notre politique étrangère sont des minables qui reconnaissent qu'ils se sont plantés mais qui n'assument pas leurs erreurs et en ont honte. Pathétique!

- Je crois que ce qui aura caractérisé ce quinquennat, c'est le mensonge!

1.3- C'est Cohn à dire !

Daniel Cohn-Bendit a indiqué ce jeudi sur LCI qu'il était "*pour Dominique Strauss-Kahn*" dans le cadre de la primaire PS. (Lexpress.fr 24.02)

Europe Ecologie-Les Verts (EELV) est assurément de "*gauche*", comme le FMI quoi !

2- Algérie. La fausse annonce.

Les marches resteront interdites à Alger malgré la levée de l'état d'urgence annoncée comme étant "*imminente*", a déclaré jeudi à la radio le ministre algérien de l'Intérieur, Dahou Ould Kablia. Il a aussi exclu pour le moment d'autoriser de nouveaux partis politiques.

"*Le moment ne paraît pas être venu pour autoriser les marches à Alger*", a-t-il dit, laissant entendre qu'en dehors de la capitale les manifestations seraient autorisées "*sous réserve (pour leurs organisateur) de présenter un dossier réglementaire trois jours avant*".

Et le ministre d'assurer que "*les marches ne sont pas interdites, elles sont soumises à autorisation*". "*Pour être autorisées, les marches doivent offrir le maximum de garanties quant aux risques*", s'est-il justifié.

En ce qui concerne la politique, il n'est pas envisagé pour le moment d'accorder de nouveaux agréments des partis, a-t-il dit, mais "*cela ne veut pas dire qu'ils ne le seront pas lorsque le moment apparaîtra opportun. Aucun agrément n'a été délivré pour l'instant*". (AP 24.02)

Cela ne signifie-t-il pas clairement que seuls les partis ayant fait allégeance au régime sont autorisés en Algérie, dont le PT d'Algérie ?

Mais non, mais non, qu'allez-vous imaginer camarade, selon le clone de Gluckstein, Lucien Gauthier, en page 5 du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, qui s'exprime comme s'il faisait partie de la direction du PT d'Algérie, son programme est calqué sur celui du POI, nous y reviendrons plus loin : "*Depuis une semaine, la presse française, très « française » et très « démocratique », ne cesse de marteler sur un clou : l'Algérie doit exploser*", quelle horrible perspective en effet, pourvu que rien ne change dans l'Algérie des généraux si "*démocratique*", la stabilité du régime policier doit être assurée coûte que coûte, le POI vole ainsi à son secours, pour conclure "*Pour sa part, le Parti des travailleurs d'Algérie poursuit son combat pour la défense des droits de la jeunesse et de la population algérienne contre l'impérialisme et tous ses agents subsidiaires*", Bouteflika et sa clique au pouvoir n'en feraient pas partie évidemment...

Louisa Hanoune, pour la direction du PT d'Algérie, s'emploie à tenter de justifier le refus de son parti à participer aux marches sur Alger des 12 et 19 février derniers sans convaincre personne, par le fait que les initiateurs à ces marches avortées seraient liés à l'impérialisme américain notamment et n'auraient pas l'intention d'instaurer un véritable « *changement démocratique* ». en Algérie.

Qu'entend-elle par là ? La prise du pouvoir par la classe ouvrière en Algérie ? Ce n'est pas vraiment l'objectif de ce parti, on en sera parfaitement convaincu en lisant la suite, pire, au fil de son argumentation elle ne peut pas s'empêcher de faire allégeance au gouvernement qu'elle soutient.

Il n'est pas si mal que cela ce gouvernement "*les décisions du Conseil des ministres, certes insuffisantes, mais (comporte) des mesures importantes sur le terrain des libertés, de l'emploi et du pouvoir d'achat*" que demande le peuple franchement, merci monsieur Bouteflika pour vos largesses. Et puis voyez-vous cela "*les solutions nationales* (mises en oeuvre par le gouvernement - note du site) *contrarient ses projets*" (ceux du RCD - note du site) parce qu'ils sont bons, la preuve, le peuple en redemande encore et soutient votre cher président, en réalité, que la vie est belle en Algérie. Et d'en rajouter une couche "*Est-il besoin de rappeler que le RCD a voté contre toutes ces décisions ?*", pourquoi, parce que le PT d'Algérie les a votées comme un seul homme à la suite du parti au pouvoir ? Quelle belle solidarité, admirable ce parti "*ouvrier*" !

Il y a pire encore et ce n'est pas terminé, voilà qu'elle justifie le refus du gouvernement d'autoriser les manifestations dans Alger, car elles seraient une "*source de confusion supplémentaire et dessert les intérêts de la nation*" dirigée par Bouteflika et certainement pas pour le compte des masses exploitées, faut-il le rappeler. Autrement dit, le PT d'Algérie et avec lui le POI prennent position ouvertement pour le maintien de l'état d'urgence instauré en 1992 et prennent ainsi la défense du régime en place, bref, une position purement réactionnaire.

Ce qui vient de se passer ici est extrêmement grave camarades du POI, mais pas franchement étonnant, vous avez sous les yeux la preuve que les intentions que vous prêtez à vos dirigeants ne correspondent pas vraiment avec la réalité, avec ce qu'ils sont réellement. La suite confirme malheureusement que je ne m'étais pas trompé (et je ne suis pas le seul militant dans ce cas-là) à leurs sujets.

Louisa Hanoune précise en quoi consisterait une Assemblée constituante "*forte de la confiance du peuple*" toutes classe confondues, à la suite d'élections auxquelles participeraient toutes les classes et toutes les couches de la société indistinctement, puisqu'il ne serait pas possible de trier ceux qui y participeraient en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent, contrairement à l'élection d'un conseil national des comités populaires révolutionnaires à laquelle ne participeraient

que les travailleurs et les partis engagés dans le combat révolutionnaire pour abolir le régime en place et instaurer un Etat ouvrier, ainsi l'Assemblée constituante concoctée par le PT d'Algérie et le POI serait en réalité une entreprise contre-révolutionnaire s'opposant à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, l'Assemblée constituante est un mot d'ordre en apparence révolutionnaire, alors qu'en réalité il a un contenu réactionnaire. Cette auguste assemblée aurait pour objectif de procéder à "*l'expropriation des fortunes mal acquises*", parce qu'ils y en auraient qui seraient forcément bien acquises, de mieux en mieux, pas touche à celles-ci, le PT veille au grain, et c'est ainsi que par la voix du Saint-Esprit " *la paix restaurée (ouvrirait) la voie à l'avènement de la démocratie véritable !*", la paix entre les classes, un véritable miracle, plutôt un mirage aux alouettes pour tromper les plus naïfs.

Et pour finir la cerise (venimeuse) sur le gâteau : "*Le comité central appelle à l'intensification de la campagne de signatures autour de la lettre au président de la République pour renforcer la mobilisation dans notre pays, dans le cadre de la souveraineté nationale*", pour le coup Bouteflika lui-même va la signer ! Et comme toute politique opportuniste peut difficilement camoufler ses propres contradictions à travers lesquelles transpirent les réelles intentions de leurs auteurs, le PT d'Algérie bénéficie d'un traitement de faveur de la part du régime et a pignon sur rue, et pour cause, il réclame dans cette pétition " *l'ouverture des médias lourds* (parce que les médias "*légers*" à l'instar de Fraternité, le journal du PT, peuvent s'exprimer librement, ce qui est évidemment difficilement explicable en dehors de leur complicité avec le régime - note du site) *au débat, pour en finir avec les institutions héritées du système de parti unique et de la tragédie nationale* (Bouteflika va s'en charger, comme si chaque classe vivait de la manière cette "*tragédie*" - note du site), *par la restitution de la parole au peuple* (on se demandera au passage quelle parole représente le PT, apparemment il s'exprime librement - note du site), *pour qu'il définisse la réforme politique à même d'instaurer la démocratie véritable* (là le PT s'en remet ouvertement à Bouteflika pour réaliser cette "*réforme politique*", un aveu - note du site), *lui permettant de choisir ses vrais représentants dans les assemblées élues dans des élections anticipées, libres et démocratiques consacrant une séparation franche entre les affaires et la politique, le respect du mandat.* (vous avez là la véritable nature de ces "*assemblées d'élues*" convoquées par le régime - note du site)." Accablant pour le PT et le POI.

Le camarade proche ou adhérent du POI qui m'a adressé un courriel il y a 3 jours écrivait notamment : " *aujourd'hui je suis en désaccord avec le pt algérien qui devrait se mobiliser contre le gouvernement mais est ce une raison pour rompre en ce moment avec l'entente intern des travailleurs*". S'il avait un doute, en a-t-il encore aujourd'hui, pas seulement vis-à-vis de la politique du PT d'Algérie, mais du POI, envers les véritables intentions des dirigeants de ce parti ? Est-il encore permis d'avoir un doute après ce qu'on vient de lire, franchement n'est-ce pas suffisamment clair pour en avoir une idée précise ?

3- Egypte.

L'armée égyptienne a promis jeudi d'être vigilante face aux efforts supposés de certains proches d'Hosni Moubarak pour se maintenir au pouvoir, ce que les manifestants qui ont provoqué le départ de l'ancien président qualifient de "contre-révolution".

Le Conseil suprême des forces armées, qui a pris les rênes de l'Egypte après la démission de Moubarak le 11 février, a assuré qu'il prenait toutes les mesures nécessaires pour répondre aux revendications de la population.

Relevant l'emploi d'expressions telles que "*contre-révolution*" par certains opposants à Hosni Moubarak, il a aussi dénoncé des "*tentatives de créer des divisions*".

"*Il n'y aura pas de retour au passé. L'objectif suprême consiste désormais à répondre aux espoirs et aux aspirations du peuple*", écrit le conseil sur sa page Facebook.

Une manifestation est prévue vendredi au Caire pour exiger le limogeage de l'actuel gouvernement, dans lequel les portefeuilles de la Défense, de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires étrangères restent confiés à des personnalités nommées par Hosni Moubarak avant son départ.

Les organisateurs de ce rassemblement réclament la formation d'un gouvernement de technocrates afin de marquer une rupture claire avec les caciques de l'ancien régime.

"*La rue est en colère contre tout ce qui se rapporte à Moubarak et cela nous horripile de voir ses partisans rester aux manettes*", a dit Yahya Sakr, du mouvement de la Jeunesse du 25-Janvier.

Sameha Metouali, une autre contestataire utilisant le terme de "*contre-révolution*", a déclaré à Reuters: "*Vendredi est une nouvelle journée de manifestation qui va rassembler les Egyptiens ayant courageusement renversé Moubarak mais qui poursuivent la lutte parce que des survivants de l'ancien régime tentent de s'accrocher et de ruiner la révolution*."

Si nombre d'anciens ministres ou d'hommes d'affaires proches du président déchu font désormais l'objet d'enquêtes, beaucoup d'autres ont jusqu'ici été épargnés.

La télévision publique a rapporté jeudi soir que les autorités avaient libéré 189 prisonniers, dont 159 étaient incarcérés pour délit d'opinion. (Reuters 24.02)

4- Russie.

Vladimir Poutine, Premier ministre russe, a mis en garde jeudi l'Occident contre des ingérences dans les révoltes populaires balayant actuellement le monde arabe, affirmant qu'elles favoriseraient la mise en place de régimes extrémistes. (Reuters 24.02)

La semaine dernière Medvedev a tenu exactement le même discours regrettant à demi-mot la chute des dictateurs Ben Ali, Moubarak et peut-être demain Kadhafi. Ils devaient se sentir plus à l'aise en famille !

Social.

1- Chômage : quand Xavier Bertrand délire.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A a baissé de 0,7% pour s'établir à 2.703.200 fin janvier en France métropolitaine, soit 19.300 demandeurs d'emploi de moins. Sur un an, la hausse est de 1,4%.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), le chiffre est stable, avec 300 demandeurs de moins, à 4.045.200 en France métropolitaine et 4.303.700 avec les départements d'Outre-mer. Sur un an, la hausse est de 4,4%.

"Xavier Bertrand, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé considère ces chiffres comme encourageants mais rappelle que le mouvement de baisse doit maintenant se confirmer", lit-on dans un communiqué du ministère.

Le syndicat CFDT juge au contraire que cette baisse est en "*trompe-l'oeil*". "*Les 19.000 chômeurs en moins correspondent en réalité aux 18.000 radiations supplémentaires par rapport au mois précédent*", écrit-il dans un communiqué. (Reuters 24.02)

2- Patron voyou.

On en rigolerait bien si le sujet n'était pas aussi grave, la veille Bertrand avait déclaré sur TF1 : «*Les chiffres définitifs seront connus demain soir (jeudi) mais la baisse du chômage aura été importante au mois de janvier*», et d'ajouter «Je ne me satisfais pas de ce seul résultat même s'il est bien meilleur que les mois précédents», les 4 ou 5 millions de chômeurs apprécieront !

Lundi, en venant travailler, les dix-huit salariés de ce magasin de prêt-à-porter, dans le centre-ville de Grenoble, en Isère, ont trouvé porte-close.

Le magasin était fermé et le patron invisible depuis deux semaines, précise Le Parisien.

"*On n'a aucun préavis, aucune lettre de licenciement. Du coup, on se retrouve du jour au lendemain sans salaire, sans possibilité de percevoir des indemnités et dans l'impossibilité de se présenter à Pôle emploi. C'est scandaleux. Il nous traite comme des moins que rien*", témoigne dans Le Parisien, Fanny, une vendeuse du magasin.

Les salariés ont assigné leur patron devant les prud'hommes. L'audience est prévue pour le 16 mars. (Lepost.fr 24.02)

3- Habitation.

Près de 18% des Européens, soit une personne sur six, vivaient dans un logement surpeuplé en 2009, selon des données publiées mercredi par le bureau européen des statistiques Eurostat. (Lefigaro.fr 24.02)

4- Les pauvres toujours plus nombreux et plus pauvres.

Plus de 56% des Français craignent que leur pouvoir d'achat baisse dans les semaines qui viennent, selon un sondage publié jeudi. Pourtant, le pouvoir d'achat mesuré par l'Insee (1) suit une tendance de légère hausse.

Comment expliquer dès lors ce grand décalage entre le pouvoir d'achat mesuré par l'Insee et celui que perçoivent les Français?

«*Les prix de certains produits comptent beaucoup plus que d'autres dans la perception du pouvoir d'achat*», note Fabrice Lenglart, chef du département des comptes nationaux à l'Insee. L'augmentation des prix de produits quotidiens, comme la baguette de pain ou le plein d'essence aura en effet un fort impact sur la perception des prix. «*La portée psychologique de ces produits est très importante*», confirme Alexander Law, économiste chez Xerfi, citant le carburant, «*un des seuls biens dont le prix est affiché*

en grands caractères le long de toutes les routes de France».

Or ces dépenses courantes de produits alimentaires ou de carburant ne représentent que 30%, en moyenne, du budget des Français.

«*Cet instrument de mesure n'est qu'un indicateur, et reste une moyenne. Il ya bien sûr des personnes pour qui le pouvoir d'achat est en berne*», note toutefois l'économiste de l'Insee. Les personnes qui consacrent une large part de leurs revenus aux dépenses alimentaires et à l'essence vont ainsi voir leur pouvoir d'achat largement amputé. Or ce sont en majeure partie des personnes pauvres. Ainsi, le premier quintile de revenus en France, c'est à dire les 20% des Français aux plus faibles revenus, consacrent déjà 14,9% de leurs revenus pour l'énergie contre 5% pour les Français aux plus hauts revenus, et dépensent plus de 20% de leur budget en produits alimentaires, contre 15% pour le reste des Français. La hausse des prix risque donc bien d'accroître les inégalités sur ces produits, ainsi que la précarité énergétique. (20minutes.fr 24.02)

Commentaire d'internautes.

- Contrairement à l'Insee, j'achète une baguette de pain, un litre de lait ou un kilo de patates tous les jours, un plein de carburant et l'imagin'R du gosse toutes les semaines. Les charges, le loyer, le gaz, l'électricité, les impôts, tous les mois. La machine à laver ou le téléviseur tous les 20 ans. Normal que nous n'ayons pas la même perception des choses. La baisse de prix de ce que je n'achète pas, ça me change pas beaucoup la vie. Mais je vais expliquer à mon banquier que puisque les prix n'ont pas augmenté, mon découvert doit être fictif.

- C'est vrai que le prix de l'essence n'a que doublé en sept années, la distance entre domicile et travail a elle aussi doublée, doublée également les nouvelles charges, internet , pc , téléphone mobile, en fait il faudrait que certains Français se passent d'une certaine modernité et redeviennent des gueux admirables et pathétiques.

Economie.

1- Automobile.Contrairement aux États-Unis, l'Europe n'a pas pris prétexte de la crise automobile violente pour se restructurer et ajuster ses capacités à une demande qui devrait stagner en 2011 après la fin des dernières primes à la casse.

Seuls deux constructeurs européens ont eu jusqu'ici recours à des fermetures d'usines. Opel (groupe General Motors) a fermé l'an dernier son usine belge d'Anvers, et Fiat a pris la même décision concernant son site de Sicile.

Si le centre de gravité du marché s'est déplacé vers l'Asie, les constructeurs et équipementiers emploient toujours directement quelque 2,3 millions de personnes en Europe, et représentent quelque 12 millions d'emplois indirects, selon l'Acea (Association des constructeurs européens d'automobiles).

Au pays de Ford, General Motors et Chrysler, une restructuration drastique a été jugée incontournable. Selon le Center for Automotive Research, basé dans le Michigan, les trois géants de Detroit prévoient d'avoir fermé 57 usines aux États-Unis et au Canada entre 2005 et 2012. A ce jour, les "Big Three" ont supprimé 134.000 emplois environ en Amérique du Nord depuis la fin 2006.

Sur le Vieux Continent, les surcapacités sont devenues structurelles en Europe occidentale. Dans son dernier panorama de l'industrie, Euler Hermes estimait qu'en France, le taux d'utilisation des capacités était remonté fin 2010 à 65%, après être tombé à moins de 50% en décembre 2008, au plus fort de la crise, mais qu'il n'avait toujours pas retrouvé son niveau de la fin 2005, quand il dépassait 80%.

"*Début 2010, seulement 30% de la production des constructeurs français se déroulaient dans l'Hexagone, contre 52% en 2005, année marquant le début de la vague de délocalisations qui a suivi l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe de l'Est*", ont souligné les analystes de la compagnie d'assurance-crédit.

PSA a délocalisé 107 et C1 en République tchèque, dans l'usine de Kolin qu'il possède avec Toyota, dès le printemps 2005. Du côté de Renault, l'année avait été marquée par la commercialisation en Europe de l'Ouest de la Logan, fabriquée à Pitesti, en Roumanie, une usine qui tourne aujourd'hui à la limite de ses capacités.

D'autres délocalisations ont suivi en Slovaquie et en Espagne pour PSA, en Slovénie et en Turquie pour Renault. (Reuters 24.02)

2- Le FMI au service de l'impérialisme américain.

Le Fonds monétaire international a révélé mercredi sa proposition controversée pour soutenir l'économie de la planète: aider les Etats-Unis à réduire leurs déficits vis-à-vis des autres pays en permettant au dollar de se déprécier.

Cette suggestion figure dans une note aux ministres des Finances et banquiers centraux des pays riches et émergents du G20, qui étaient réunis à Paris vendredi et samedi.

«*Une nouvelle dépréciation effective du taux de change du dollar contribuerait à une baisse durable du déficit des comptes courants des Etats-Unis vers un niveau plus en conformité avec les fondamentaux de moyen terme, apportant un soutien à une croissance plus équilibrée*», affirme le Fonds dans cette note.

Le niveau adéquat du dollar est un sujet controversé entre économistes, banquiers centraux et gouvernements. Aux Etats-Unis, une opinion répandue est qu'il devrait baisser pour aider à combler le déficit commercial.

Ailleurs, des économistes dénoncent les effets pervers de chaque baisse de la grande monnaie de réserve du monde: hausse des cours des matières premières, tensions commerciales, incertitudes pour les entreprises, ou encore spéculation sur les monnaies des pays émergents. (20minutes.fr 24.02)

Commentaire d'un internaute.

- La baisse du dollar aurait comme autre vertu d'affaiblir les réserves de la Chine, d'alléger la dette de certains pays (les USA en tête). Mais elle rendrait la situation de l'euro intenable.

Le 26 février

J'ai rectifié le titre d'un article de presse : *Les exportations d'armement de la France en 2009* (août 2010). Elle a de la gueule la page d'accueil du site, non ? De quoi avoir le moral au beau fixe !

Réduits à la misère, sans avenir, baillonnés, terrorisés, réprimés, les peuples soumis au talon de fer du capital se soulèvent et refusent d'être réduits en esclavage plus longtemps. Mais pour en arriver là, il aura fallu y mettre le paquet, que les Ben Ali, Moubarak, Kadhafi et Cie. chargent la barque au maximum... pour qu'enfin elle coule. Il aura fallu le déclic, qu'un jeune diplômé au chômage et mal traité par la police s'immole en Tunisie, la goutte d'eau qui a fait débordé le vase, l'étincelle qui a déclenché l'incendie salutaire qui depuis s'est répandue sur une région stratégique riche en gaz et en pétrole pour le capitalisme mondial.

Les différents impérialistes n'ont pas pu éviter cet embrasement à leurs portes, comme ils sont impuissants à les faire refluer. Ces peuples les honnissent littéralement pour en avoir été les victimes sous la colonisation, qui d'une certaine manière - sur le plan économique - n'a jamais cessé, par le biais du pillage de leurs richesses par leurs multinationales et leur soutien à tous les dictateurs qu'ils ont armés.

Oui les peuples opprimés ont de la mémoire, et quand ils présentent la note à leur bourreaux, elle n'a pas forcément la couleur d'une révolution de palais ou le parfum d'une fleur, elle est naturellement salée, elle a la couleur et l'odeur du sang de leurs innocentes victimes, des générations de travailleurs et leurs familles broyées par des régimes tyranniques pendant des décennies.

Toutes ces dictatures policières ou militaires étaient vouées à durer pour l'éternité, n'étaient-elles pas réputées toutes puissantes et invincibles, tout comme le système capitalisme, pour finalement être balayées en quelques semaines à peine. Impensable encore la veille, à peine croyable, les plus crédules n'en croient pas encore leurs yeux et leurs oreilles, ceux qui en France se lamentent sur leur sort et ils sont nombreux, mais qui immédiatement après ajoutent, "*on n'y peut rien, c'est comme ça*", vont peut-être se poser des questions et y réfléchir à deux fois avant de se résigner et renouer avec l'espoir qu'il est possible de changer la société, car ce genre de discours fataliste va passer de moins en moins bien, injustifiable hier, il est devenu insupportable aujourd'hui, sauf à s'avouer ignare ou poltron ou les deux à la fois. Et parmi ceux qui vont remettre en cause cette fichue fatalité, il va forcément s'en trouver des dizaines, des centaines de milliers qui vont se mettre en quête d'une voie politique pour concrétiser leur nouvelle certitude, et dans leurs rangs il va s'en trouver pour adhérer directement à la révolution comme méthode pour renverser le régime en place. La dynamique révolutionnaire est enclenchée, à nous de l'alimenter pour qu'elle ne faiblisse pas et s'étende au reste du monde.

Jamais depuis plus d'un demi-siècle ils n'auront entendu prononcer aussi souvent le mot révolution, il est sur toutes les lèvres, il incarne le changement radical tant promis par les uns et les autres et qui ne s'est jamais réalisé, le changement qu'ils plébiscitent à chaque élection pour qu'ensuite la vie continue comme avant. Là sous leurs yeux, ils peuvent observer ce qu'il faut faire pour que ce changement se produise enfin et mettre fin à l'engrenage infernal de la régression sociale : une révolution et en finir avec le régime en place. Oui, dissoudre et interdire l'UMP et le FN !

Hier encore les militants révolutionnaires passaient pour de furieux utopistes ou de doux rêveurs épris d'humanisme, et voilà que les faits leur donnent raison, voilà que le vieux monde pourri est bousculé, se fissure, commence à s'écrouler... Avions-nous

donc raison de prédire sa chute ? Evidemment, il faut le dire, le clamer haut et fort car personne ne le fera à notre place, pensez donc, les ennemis de la classe ouvrière et de la révolution sont terrorisés en voyant ce qui se passe actuellement de l'autre côté de la Méditerranée. A l'occasion, mettons le paquet sur le marxisme et le socialisme, pointons du doigt les pessismistes, les sceptiques, les capitulards...

Demain, avec l'avènement de régimes plus démocratiques en Tunisie, Egypte, Lybie, etc, c'est l'oppression exercée par l'Etat sioniste d'Israël sur le peuple palestinien depuis plus de 63 ans, qui va apparaître aux yeux des peuples du monde entier comme un anachronisme, une véritable dictature intolérable. C'est l'ordre mondial tout entier qui est menacé de s'écrouler sous les coups de boutoir de la révolution et de la crise qui mine le capitalisme.

Kadhafi se dit révolutionnaire, plus personne ne l'écoute, les révolutionnaires sont dans la rue pas retranchés dans un palais, et quand les représentants du capitalisme prétendent soutenir les peuples en marche vers leur émancipation, personne ne les écoute non plus, en dehors de ceux qui ont lié leur destin à la survie du capitalisme, en France l'UMP, le PS et ses satellites.

Rendre compte et commenter les soulèvements révolutionnaires des peuples, c'est bien, les aider à en tirer tous les enseignements, c'est mieux, pas seulement sur le plan strictement politique ou pas forcément en les abordant au départ sous un angle politique, en partant de leur état d'esprit, puisque les travailleurs manifestent une profonde aversion envers la politique et se méfient de tous les partis. Le plus important n'est pas que les travailleurs adhèrent à notre discours, mais qu'on leur donne envie ou qu'ils ressentent le besoin de faire de la politique, de s'organiser et de prendre leur destin en mains.

La bonne nouvelle du jour.

La consommation des ménages est repartie à la baisse (- 0,5 %) en janvier, malgré les soldes. Et avec la nouvelle flambée des prix du pétrole, cette tendance risque de durer. (20minutes.fr 25.02)

Pourvu qu'ils disent vrai !

Laissons-lui le temps de massacrer son peuple et d'organiser sa fuite...

- L'Union européenne a annoncé vendredi qu'elle prendrait une décision en milieu de semaine prochaine au plus tard sur l'imposition de sanctions à la Libye.

- Les Etats-Unis ont décidé d'adopter des sanctions unilatérales contre le gouvernement du colonel Mouammar Kadfhafi.

- Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a quant à lui engagé le Conseil de sécurité à agir rapidement sur un projet de sanctions internationales visant à obliger les dirigeants libyens à mettre fin à leur violente répression. (20minutes.fr 25.02)

Remarquez bien qu'on ne demande absolument rien à ces représentants du capital, on prend acte de leurs positions et on les interprète.

L'heure est au combat résolu classe contre classe plus que jamais, on va amplifier la chasse aux opportunistes de tous poils, les travailleurs qui sacrifient leurs vies actuellement en Lybie, au Yémen, en Tunisie et ailleurs méritent bien cela, non ?

Politique.

Islande.

L'Islande organisera le 9 avril un référendum pour approuver ou pas un nouvel accord dans le dossier Icesave, a annoncé le ministère de l'Intérieur vendredi.

Le président islandais Olafur Grimsson a imposé dimanche dernier la tenue d'un nouveau référendum sur un remboursement de cinq milliards de dollars (3,8 milliards d'euros) à la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas.

Lors du précédent référendum, la vaste majorité des quelque 200.000 votants avait rejeté un premier plan de remboursement.

L'agence de notation Moody's a annoncé mercredi dernier que la note de crédit de l'Islande pourrait être abaissée si le "non" l'emportait.

"*Si l'accord est rejeté, nous déclasserons sans doute la note de l'Islande à Ba1 ou au-dessous, compte tenu des répercussions négatives qui s'ensuivraient pour la normalisation économique et financière du pays*", a écrit l'agence de notation

dans un communiqué.

Moody's ajoute que, dans le cas contraire, elle relèverait sans doute la perspective de la note actuelle - Baa3 - à stable contre négative. (Reuters 25.02)

Après les précédents français et irlandais où le non l'avait emporté lors des référendums organisés sur le TCE en 2005, mais avaient été annulés et piétinés par les chefs d'Etat et les parlementaires de ces pays, c'est au tour d'Olafur Grimsson de vouloir imposer un nouveau référendum au peuple islandais pour le compte des capitalistes britanniques et hollandais, sur fond de chantage des agences de notation. A bas la dictature démocratique des banquiers, vive la dictature démocratique des travailleurs !

Social.

1- La justice est dans la rue, l'injustice siège au Palais.

La coordination nationale des organisations de professionnels de la justice appelle vendredi à une manifestation nationale le 29 mars prochain à Paris afin d'obtenir des engagements "*sérieux sur de nouveaux moyens pour la justice*".

Cette coordination regroupe 22 organisations, dont le Syndicat de la magistrature, l'Union syndicale de la magistrature, la CGT pénitentiaire et l'Association nationale des juges d'application des peines (ANJAP).

Dans un communiqué, elle regrette que le cabinet du ministre de la Justice Michel Mercier n'ait reçu vendredi qu'une partie des organisations professionnelles, sur la seule question de l'organisation de certains services.

Elle exige que toutes les organisations soient reçues "*ensemble*" afin de "*discuter d'une approche globale du service public de la justice*". La coordination demande par ailleurs des "*réponses sérieuses en terme de moyens humains et financiers*", déclarant ne pas tolérer que "*les pouvoirs publics (...) s'obstinent à nier la gravité de la situation*".

Les organisations appellent à une manifestation nationale unitaire le 29 mars à Paris et "*invitent tous les citoyens à les rejoindre*". (AP 25.02)

2- Les marins de la Société nationale Corse Méditerranée toujours en grève.

En grève depuis le 30 janvier, les marins de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) ont annoncé vendredi qu'ils poursuivaient leur mouvement, tout en manifestant leur inquiétude quant à la survie de la compagnie.

Ils ont souhaité que l'Etat, détenteur de 25% du capital, organise une table ronde pour sortir du conflit, déclenché après l'annonce de l'arrêt de la liaison entre la Corse et Nice par le navire à grande vitesse "*Liavone*".

Le trafic est depuis totalement paralysé.

"*Nous sommes face au dépeçage de la compagnie*", a dit Frédéric Alpozzo, secrétaire de la CGT de la SNCM, lors d'une conférence de presse.

Il a dénoncé "*la vente prévue de navires et de biens immobiliers de la compagnie au profit des actionnaires, qui va causer un cataclysme social sans précédent dans les prochaines semaines*" et estimé que "*l'Etat actionnaire et opérateur industriel doit protéger l'emploi et l'intérêt général*".

Le conflit social a commencé le 30 janvier à l'appel de la CGT et du Syndicat autonome des marins.

Veolia Transport est l'actionnaire majoritaire de la SNCM avec 66% du capital. (Reuters 25.02)

Les agents de Pôle Emploi transformés en police des frontières

Des salariés de Pôle Emploi Midi-Pyrénées, qui ont reçu une note demandant de vérifier l'authenticité des pièces d'identité des demandeurs d'emploi, dénoncent une "*politique de flicage*", a-t-on appris vendredi auprès des syndicats. La CGT, Sud et SNU/FSU saisiront lundi le tribunal administratif de Toulouse.

"*Les agents de Pôle Emploi refusent de devenir des auxiliaires de la police de l'Air et des Frontières (...) et considèrent que leur mission ne saurait être assimilée à une fonction policière dans le cadre de la chasse aux étrangers*", souligne un communiqué des syndicats CGT, Sud et SNU/FSU.

Dans une note interne, intitulée "*L'inscription des demandeurs d'emploi dans le cadre de l'Entretien, inscription, diagnostic (IED)*", il est précisé que les agents de Pôle Emploi doivent "*vérifier l'authenticité de la pièce présentée à la lampe à UV. Cette vérification s'effectue en dehors de la présence du demandeur*".

Les salariés de Pôle Emploi contrôlent légalement la validité des cartes d'identité et des cartes de séjour des demandeurs d'emploi mais refusent de devoir se prononcer sur l'authenticité de ces documents d'identité.

La direction générale de Pôle Emploi Midi-Pyrénées confirme l'existence de cette directive nationale mais précise qu'elle n'est pas spécifique à Pôle Emploi. Elle fait partie de la loi adoptée le 10 septembre 2007 contre la fraude aux prestations sociales.

"*Cette vérification de l'authenticité des pièces d'identité fait partie de ce qu'on attend d'un agent qui effectue une inscription. Si un doute subsiste sur ce document, il doit faire remonter le dossier auprès de la direction générale*", observe la direction générale de Pôle Emploi.

"*Pôle emploi se doit d'effectuer ces vérifications pour éviter tout problème vis-à-vis d'un éventuel employeur*", précise-t-elle.

L'avocat des salariés, Pascal Nakache, estime cette disposition "*illégale*". "*Il y a une disproportion entre les mesures mises en place et la réalité des fraudes*", déclare-t-il. (AP 25.02)

Le 27 février

Deux brèves causeries.

1- En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire pour prendre la direction des soulèvements révolutionnaires et indiquer au prolétariat les tâches et objectifs politiques qu'il doit se fixer pour avancer vers la prise du pouvoir, c'est la jeunesse révolutionnaire qui forme le gros des bataillons de la révolution et l'alimente tout en bousculant les calculs intéressés des partis d'opposition liés au régime en place, qui de leur côté se satisferaient bien de quelques réformes démocratiques et d'un partage du pouvoir avec les monarques ou dictateurs.

C'est ce qui ressort de la situation et qui a été confirmé par un journaliste de 20minutes.fr au sujet de Bahreïn :

"*Les revendications de l'opposition ne vont pas aussi loin (que la chute du régime exigée par les jeunes - note du site) : toutes tendances confondues, elle demande de profondes réformes pour établir une véritable monarchie constitutionnelle*" et d'ajouter :

"*De retour de son exil londonien, Hassan Machaimaa, leader d'un autre groupe de l'opposition chiite, a appelé à l'unité nationale et prôné un dialogue entre les opposants et les jeunes manifestants de la place de la Perle pour s'entendre sur les revendications avec les tractations avec le pouvoir.*" (AFP-20minutes.fr 26.02)

2- Quelles que soient les revendications politiques avancées par les travailleurs et jeunes qui se sont soulevés contre les dictateurs, cela va de l'élection du Premier ministre au suffrage universel à la constitution d'une monarchie constitutionnelle à l'espagnol, jusqu'à la chute du régime et la constitution de leur propre pouvoir, fédération des comités révolutionnaires ou Assemblée constituante, chaque fois ces peuples manifestent la volonté de décider de leur destin et d'assumer à cet effet la direction de leurs pays et de n'en laisser le soin à personne d'autres. Sauf qu'il leur manque la maturité politique suffisante et la claire compréhension du processus révolutionnaire qui pourrait les porter au pouvoir, qui nécessite de se fixer comme objectif la rupture totale avec le régime en place, avec le capitalisme et l'impérialisme, deux qualités qui leur font défaut, tout comme le parti marxiste-révolutionnaire qui les aurait développées.

Ainsi ces travailleurs indiquent que la véritable démocratie ne peut pas exister s'ils ne la contrôlent pas et n'en sont pas partie prenante au pouvoir. Que disent-ils par là : la démocratie c'est nous et personne d'autres, sans nous la démocratie n'existe pas. Et encore : la démocratie doit être subordonnée ou reflétée nos besoins, sinon elle incarne ceux des capitalistes. Un formidable enseignement a médité pour les travailleurs des pays occidentaux englués dans des démocraties de façade, où en réalité la démocratie est réduite à une peau de chagrin faite de sueur et de larmes au quotidien ou elle n'existe en réalité que pour la classe dominante.

A notre époque, le prolétariat et sa jeunesse sont éduqués dans la plupart des pays, ils disposent d'outils pour mieux comprendre comment fonctionne la société, société qui a développé une multitudes de besoins et qui dans sa forme actuelle leur interdit d'y accéder ou de les satisfaire, ce qu'ils ressentent légitimement comme une profonde injustice au-delà de leur situation sociale précaire ou misérable. Ils aspirent à la démocratie sans être capable d'en donner un contenu (de

classe) suffisamment précis pour qu'elle ne soit pas en réalité sa négation.

Dans les pays comme la France, la démocratie apparaît de plus en plus comme une et indivisible, comme l'expression ou la forme du pouvoir exclusif exercé par une classe sur une autre, au détriment des intérêts de la classe qui ne détient pas le pouvoir, sa véritable nature de classe apparaît au grand jour, une dictature de classe de fait, le masque tombe, elle ne peut plus supporter de partage entre les classes à l'époque où le capitalisme s'est développé dans des proportions gigantesques à l'échelle de la planète sans remettre en cause la domination et la place que se disputent les différents capitalistes sur le marché mondial, de même que ses propres contradictions la mine et la condamne à disparaître au profit d'une démocratie infiniment plus large exercée par les travailleurs qui constituent la majorité de la population.

Toutes les formes de domination ou de pouvoir de la classe dominante dans le monde sont devenues obsolètes et contestées, insupportables à tous les peuples qui se soulèvent ou vont se soulever pour les renverser, cela va de la dictature policière ou militaire à la dictature démocratique parlementaire en passant par les monarchies constitutionnelles ou non et les dictatures à parti unique.

Depuis la moitié ou la fin du XIX jusqu'au début des années 80-90 au XXe siècle, le capitalisme mondial a connu une longue période de stabilité relative cependant entamée par des guerres et des révolutions, grâce à la colonisation et au pillage des richesses des peuples en Afrique, en Asie et en Amérique latine, continents qu'il s'est employé à balkaniser en une multitude d'Etats pour mieux les opposer entre eux, les asservir, les garder sous sa domination, surexploiter leur main d'oeuvre et piller leurs ressources ou matières premières, afin que les Etats capitalistes dominants puissent satisfaire les besoins qu'ils avaient développés - le capitalisme a impérativement besoin de développer sans cesse de nouveaux besoins pour survivre, autrement dit, que le niveau de vie de leur population puisse continuer de croître ou satisfaire les revendications sociales pressantes de leurs travailleurs tout en leur permettant de consommer davantage (car si la plus-value qu'encaisse le capitaliste est bien produite à la base des rapports de production, pour qu'elle tombe dans son escarcelle faut-il encore que ses marchandises soient accessibles et trouvent preneurs, c'est dans ce sens que les économistes bourgeois disent par exemple que l'économie d'un pays dépend à 70% de sa consommation), et qu'ils conservent leur place sur le marché mondial.

Mais voilà qu'aujourd'hui tous les peuples réclament leur dû et aspirent à la même qualité de vie que dans les pays capitalistes dominants, exigent des réformes sociales (instruction, santé, habitation) incompatibles avec la survie même du capitalisme sur lesquelles viennent se greffer des revendications politiques remettant en cause le pouvoir de tous les régimes tyranniques en place.

Comment le capitalisme dominant (et le capitalisme de manière générale) pourrait-il conserver son pouvoir si sur tous les continents les besoins sociaux des travailleurs venaient à être satisfaits ? Impossible, car d'une part la plus-value réalisée fondrait comme neige au soleil une fois la rémunération de la force de travail considérablement augmentée pour permettre aux travailleurs de satisfaire leurs besoins élémentaires, qui ne cesseraient de croître à leur tour conformément à ce qu'ils exigent et à l'évolution du capitalisme, d'autre part, une fois que leurs profits auraient été fortement revus à la baisse, il lui serait impossible de maintenir sa place sur le marché mondial, il serait concurrencé par le capitalisme des pays dominés qui possèdent les matières premières et demain prendront le contrôle de ce marché, des pays aussi plus peuplés, de plus, en ne pouvant plus tirer des profits gigantesques des peuples surexploités des pays dominés, les Etats capitalistes dominants ne seraient plus en mesure de financer les revendications sociales de leurs propres classes ouvrières ni même de maintenir le niveau de vie actuelle de leurs peuples, ils seraient voués à une dégénérescence ou décomposition sans fin, ce qui est impensable à imaginer un seul instant du point de vue d'un capitaliste.

En conclusion, ils peuvent retourner le problème dans tous les sens, les revendications sociales et politiques de ces peuples sont incompatibles avec l'existence et les contradictions du système capitaliste, elles conduisent à son explosion, à des révolutions et à son abolition à l'échelle de l'humanité. L'heure du combat final et du socialisme a sonné !

Politique.

1- Irlande.

C'est une lourde défaite pour le gouvernement irlandais. Le parti d'opposition Fine Gael a remporté les élections législatives, mais sans réunir une majorité absolue, selon l'enquête diffusée par la radio-télévision publique RTE. Un résultat qui confirme le naufrage du gouvernement sortant.

Le Fine Gael (centre), principal parti d'opposition, recueille 36,1% des suffrages, selon ces chiffres. Il s'agit là de son meilleur résultat depuis novembre 1982. Mais ce chiffre est quelque peu décevant par rapport à de nombreux sondages qui prévoyaient un score plus proche de 40%.

Le parti ne devrait donc pas être en mesure de réunir une majorité absolue de députés, selon la RTE dont le sondage ne donne pas de projections en termes de sièges. Cependant, selon Michael Marsh, politologue au Trinity College de Dublin, le Fine Gael réunirait 72 députés au Dail, chambre basse au Parlement irlandais, soit relativement loin de la majorité absolue de 84

sièges (sur un total de 166). Le Fine Gael compte 51 élus dans la Chambre sortante.

Le vote sanction a aussi semble-t-il profité au parti nationaliste Sinn Féin, qui réalise le meilleur score de son histoire, avec 10,1%. Le Sinn Féin devrait ainsi être à la tête de "14 ou 15" sièges, triplant sa représentation (5 députés actuellement), a calculé le politologue Michael Marsh. Ce résultat serait cependant inférieur aux prévisions d'avant les législatives.

Le parti d'Enda Kenny, 59 ans, serait donc contraint de s'allier à des indépendants ou de former une coalition avec le Labour, une formation de gauche avec qui il a déjà gouverné. Ce parti a remporté 20,5% des voix, selon RTE, soit 38 députés, contre 20 actuellement, a prédit Michael Marsh.

Le Fianna Fail, parti du Premier ministre sortant Brian Cowen, également centriste, ne recueillerait que 15,1% des voix, un chiffre encore plus faible que ce que projetaient les enquêtes avant le scrutin. Le Fianna Fail devrait ainsi voir le nombre de ses députés divisé par plus de trois, ne réussissant à sauver que 20 de ses 73 sièges, selon Marsh, interrogé sur RTE.

Le parti au pouvoir fait ainsi les frais d'un vote en forme d'exutoire à la crise, et de son soutien au plan international de sauvetage de l'île, signé en novembre avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international. Le Premier ministre avait accepté ce programme avec réticence, pliant sous le poids d'un déficit public astronomique (32% du Produit intérieur brut en 2010). Mais l'appel à l'aide de l'étranger a meurtri la fierté nationale, exacerbée dans un pays à genoux.

Le scrutin de vendredi avait ainsi pris l'allure d'un référendum sur le plan, d'un montant de 85 milliards d'euros. Enda Kenny, le leader du Fine Gael, a promis lors de la campagne d'en négocier les conditions les plus contestées et en particulier un taux d'intérêt qu'il n'a eu de cesse de qualifier de "punitif".

Reste que c'est "*une tâche titanesque qui attend le nouveau gouvernement*", avertit samedi l'Irish Sun, sans attendre les résultats officiels qui ne commenceront à tomber que dans la soirée. "*Il devra reconstruire l'économie naufragée par le Fianna Fail. Les responsabilités sur les épaules d'Enda Kenny sont énormes*", ajoute-t-il. (Reuters 26.02)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars

J'ai recadré à plusieurs reprises la portée de ce qu'ils appellent les "réseaux sociaux" du type Facebook, en précisant notamment qu'ils ne pourraient pas remplacer le parti, et le développement de la situation dans les pays où ont éclaté des soulèvements révolutionnaires ou des révolutions n'a fait que le confirmer et le confirmera davantage encore dans les mois à venir. Cette mise au point était semble-t-il nécessaire face à l'engouement excessif de certains intellectuels envers ce moyen de communication relativement récent.

Maintenant il ne s'agirait pas de minimiser le rôle qu'ils ont pu jouer dans le déclenchement de ces révolutions populaires, une fois rappelé que c'était les conditions d'existence et de travail épouvantables du prolétariat sur fond de régimes despotiques qui étaient à l'origine de ces soulèvement révolutionnaires.

Internet a permis à la population à partir d'une multitude de témoignages et de prises de position de prendre conscience que l'immense majorité n'en pouvait plus des régimes tyranniques en place et n'attendait qu'une occasion pour descendre dans la rue et y mettre fin. Occasion qu'aucun parti ne pouvait lui offrir puisque les principaux partis d'opposition étaient interdits ou corrompus par les régimes en place, ou encore parce que les masses n'avaient confiance dans aucun parti ayant une existence légale ou illégale.

Une fois parvenues au bout du rouleau, les masses se sont forgées elles-mêmes la conviction qu'il était possible d'en finir avec ces régimes honnis sans trop savoir comment elles s'y prendraient en dehors d'occuper la rue jusqu'à la chute des dictateurs. Elles y ont été fortement encouragées par la révolution tunisienne qui a signifié aux peuples du monde entier qu'aucune dictature n'était finalement vouée à exister indéfiniment, après des tentatives timides et infructueuses au cours des années précédentes généralement férocement réprimées, elles en sont arrivées à la conclusion qu'en s'y mettant tous ensemble rien ne pourrait leur résister et elles auraient une chance de faire tomber les tyrans au pouvoir depuis de nombreuses décennies.

Internet a juste permis à ce qui germait individuellement dans toutes les têtes depuis souvent de nombreuses années de s'exprimer, de s'affirmer, de se rassembler et de réaliser enfin. Ce n'est pas rien, certes, mais seul le résultat final de ces soulèvements ou révolutions comptera, et ce dernier ne dépendra pas pour atteindre son objectif d'une somme d'individualités, mais bien d'un projet collectif de société que seul un parti peut porter et opposer aux autres partis qui constituent l'ossature des institutions toujours en place. A la première étape de leur mobilisation, Internet a pallié d'une certaine manière l'absence de partis de masse crédibles au sein des masses, mais à l'étape suivante il sera impuissant à rassembler l'ensemble des exploités sur un programme social et politique, bien qu'il puisse encore participer à la maturation politique des travailleurs dans certaines limites.

Medvedev et Poutine se sont inquiétés de la déstabilisation de cette région du monde qui pourrait durer des années, l'un d'eux à même parlé de 10 ans. Sans doute auraient-ils préféré que ces dictatures demeurent en place et craignent-il que des

peuples opprimés de la fédération de Russie s'inspirent de ces révolutions pour se soulever à leur tour. Leur réflexion m'en a inspiré une autre, à savoir que ces révolutions allaient rapidement se retrouver dans une impasse, des deux côtés du pouvoir, du côté du régime en place parce qu'il n'avait pas de solution de rechange au parti unique dont les peuples refusent désormais toute participation à un gouvernement, du côté des opposants au régime parce que les travailleurs ne font confiance à aucun parti existant parlant en leur nom.

Du coup effectivement les deux camps sont dans une impasse. Quelques hypothèses peuvent être envisagées. La première, un coup d'Etat militaire suivi d'une répression féroce des soulèvements pour permettre aux représentants du principal parti de la bourgeoisie à la solde du capitalisme mondial de reprendre le pouvoir ou de l'assumer seul comme par le passé, quitte à lui donner un autre nom après un ravalement de façade pour le rendre plus présentable, à l'étape actuelle, elle semble inenvisageable.

Par contre une variante serait plus crédible, un coup d'Etat sans répression suivie de l'annonce d'élections ouvertes à tous les partis à moyen terme et accompagné de mesures sociales pour diviser les travailleurs et les faire patienter, en espérant qu'au détours de ce répit la mobilisation s'affaiblirait et la vie reprendrait son cours normal.

Autre hypothèse qui serait rejetée par la majorité des travailleurs, mais pas forcément par la majorité des masses, elle présenterait également comme avantage de les diviser, ils pourraient concevoir un gouvernement provisoire d'union nationale composé du parti de l'ordre une fois sa façade ravalée et des principaux partis petits-bourgeois, tout en accordant des concessions sociales importantes à la classe ouvrière et à la petite-bourgeoisie.

Dernière hypothèse, le même schéma que dans l'hypothèse précédente sans le parti de l'ordre, une sorte de front populaire à l'espagnole, c'est-à-dire, sans que la bourgeoisie participe directement au gouvernement dans un premier temps, à elle ensuite de reconquérir le pouvoir sur fond de désillusions qui ne manqueront pas d'intervenir, puisque ce gouvernement ne s'attaquera pas aux fondements du capitalisme, ne pourra et ne voudra pas satisfaire toutes les revendications sociales des travailleurs, ce qui lui ouvrirait la voie pour revenir au pouvoir aux prochaines élections.

Le problème auquel sont confrontés tous les régimes actuels est de deux natures, politique et sociale. Sur le plan politique ils doivent à la fois refonder les institutions et écrire une nouvelle Constitution qu'ils doivent soumettre à l'approbation du peuple, ce n'est pas gagné d'avance, et sur le plan social et économique ils sont confrontés à une contradiction, car ils doivent satisfaire les revendications sociales pressantes des travailleurs dans un contexte de concurrence féroce sur le marché mondial qui ne leur donne qu'une très faible marge de manoeuvre pour intervenir sur ce plan et éviter que leur économie ne s'écroule, qui, si cela se produisait, se traduirait inévitablement par de nouveaux affrontements entre les classes.

En conclusion, Medvedev, Poutine et tous les dirigeants du vieux monde ont de quoi s'inquiéter que la situation dégénère et devienne rapidement incontrôlable à l'échelle internationale. J'ai laissé de côté volontairement et provisoirement l'hypothèse selon laquelle d'autres peuples pourraient se soulever ailleurs dans le monde, compte tenu qu'ils ne sont pas mieux lotis sur le plan politique.

Sans vouloir ressasser une leçon apprise par coeur, il faut bien constater que l'issue de la lutte des classes et de la nouvelle offensive engagée par le prolétariat mondiale dans sa lutte pour le pouvoir, dépendra de sa capacité à se donner une nouvelle direction politique dans chaque pays et à l'échelle internationale. Désolé d'en revenir toujours là, les faits sont têtus que voulez-vous !

En avant vers le socialisme !

J'ai mis cette causerie en ligne au format pdf (Adobe Reader).

Parole d'internaute.

- Un article de presse en Allemagne que l'on ne verra JAMAIS en France, tellement les journalistes font dans le froc. Traduction pour les personnes ne sachant pas lire l'allemand :

Sarkozy vit comme Dieu en France ! Toute la France est concernée par la nécessité d'économie. Un seul n'y contribue pas c'est le Président de la République Française.

Dans les 300 m2 des appartements privés de l'Elysée les fleurs doivent toujours être fraîches : 280 000 € par an.

Les voyages privés de Sarkozy se font toujours dans un avion vide où il est seul au cas où il faudrait qu'il rentre à Paris d'urgence.

Il bénéficie de 61 voitures de service, 2 Airbus et 6 Falcon Jets. (le plus récent de 60M d'euros a été baptisé Carla (comme sa 3ème épouse).

Il a près de 1000 employés (2 x plus que la Reine d'Angleterre), 44 chauffeurs, 87 cuisiniers. Les chefs cuisiniers peuvent se servir librement dans la cave à vin de l'Elysée. Le repas de midi est servi par des Laquais. Carla et Nicolas peuvent manger à toute heure. La cuisine est de service en permanence et 1 M d'€ par an pour les boissons (champagne, ...).

Horripilation ? Protestation ? Nullement. En France c'est une affaire d'honneur que le Chef de l'État représente la renommée de la Nation. C'est le successeur du Roi Soleil et c'est exactement comme cela qu'il vit (avec sa"Madame Pompadour").

Syndicat.

Le secrétaire général du syndicat Bernard Thibault et la CGT a été reçu lundi par le chef de l'Etat.

S'exprimant devant la presse à l'issue de son entrevue, il a dit redouter que le "*pacte de compétitivité*" proposé par Paris et Berlin à leurs partenaires européens débouche sur une "*remise en cause généralisée de la réglementation en matière de temps de travail, de retraite, de salaires*".

"*Ce qui nous inquiète, c'est de voir les gouvernements en Europe, et singulièrement la France et l'Allemagne, se mettre d'accord en considérant que le mal aujourd'hui c'est les droits sociaux des salariés en Europe*", a-t-il dit.

Selon Bernard Thibault, Nicolas Sarkozy "*se veut rassurant sur la portée de ce pacte, mais pas suffisamment pour que ça nous fasse changer d'opinion*".

Dans le prolongement de la réforme des retraites, il a annoncé d'autre part l'organisation d'une journée de mobilisation nationale le 28 avril "*sur la reconnaissance de la pénibilité des métiers (...) et l'obtention de droits au départ à la retraite anticipé*". (Reuters 28.02)

Un véritable syndicaliste, et non un agent du capital, n'aurait jamais mis les pieds au Palais, c'est la première chose. Ensuite il aurait déclaré que le "*mal*", c'est le capital qu'il faut abolir, ce que Thibault ne peut évidemment pas dire puisqu'il en est un des maillons.

Social.

Au cours des dernières semaines, l'exécutif a pointé comme handicap le coût du travail, qui pénalise les entreprises françaises dans la compétition mondiale - et notamment par rapport à son voisin allemand. Il faut dire que les statistiques publiées par l'Insee en décembre l'encourageaient en ce sens. Elles montraient une évolution très rapide du coût du travail entre 2004 et 2008 (+ 28 %) et un différentiel de niveau de l'ordre de 4 euros avec l'Allemagne dans l'industrie.

Seulement voilà, après avoir publié cette estimation et l'avoir envoyé à Eurostat - chiffre cité depuis par l'Institut de conjoncture Rexecode dans un rapport remis à Bercy, et repris par le Medef - l'Insee s'est ravisé, trouvant «*suspecte*» une telle progression en quatre ans. Et il a fini par trouver l'erreur. «*Entre 2004 et 2008, nous avons changé la méthode d'enquête, pour tenir compte de la durée effective du travail*», explique Sylvie Lagarde, chef du département Emploi et Revenus d'activité à l'Insee. «*Afin de nous rapprocher de la réalité, nous avons travaillé sur un échantillon de salariés plutôt que sur une durée du travail standard. Nous avons mal rodé nos calculs sur les RTT, et avons fait une erreur sur la durée du travail. Du coup, nous l'avons sous-estimée, ce qui a renchéri le coût du travail.*»

Les chiffres du coût horaire de la main-d'œuvre recalculés viennent de tomber, et risquent de rebattre les cartes. Certes, entre 2004 et 2008, le coût horaire du travail a augmenté de 12,3 % tous secteurs confondus et de 12,6 % dans l'industrie. Mais surtout, le différentiel avec l'Allemagne est bien moins important que ne le laissait supposer la première estimation erronée. Tous secteurs confondus (industrie, construction et services), le coût horaire de la main-d'œuvre s'élève à 31,53 euros en France et à 28,91 euros en Allemagne. Soit 2,62 euros d'écart. Dans la seule industrie, les coûts sont quasiment similaires… avec même un petit avantage pour l'Hexagone ! (Lefigaro.fr 28.02)

Causerie du 28 février archivée à la date du 1er mars.

Cette causerie sera archivée dans le fichier de mars à la date du 1er. J'ai volontairement daté de demain les articles de presse mis en ligne aujourd'hui.

A propos du site.

Il se peut que parfois j'ai mal recopié l'entête de l'adresse d'un fichier qui doit être précédé de : http://www., parfois j'en ai oublié une partie.

J'ai parfois reproduit (copier/coller) des adresses de fichiers qui m'étaient transmis et qui comportaient des lettres accentuées

que certains navigateurs n'acceptent pas (?), essayez de les ouvrir avec un autre navigateur, j'ai remplacé quelques adresses en retirant les accents. J'ai remis en ligne une vingtaine de fichiers qu'apparemment je n'avais pas recopiés dans le nouveau serveur ou dont j'ai modifié les adresses. J'ai passé plus de trois heures hier après-midi à rechercher les fichiers et à corriger les erreurs, certains fichiers sont définitivement perdus par contre.

Je vous le répète, c'est pour vous par pour moi, prenez une adresse anonyme et envoyez-moi un courriel pour me signaler les liens qui ne fonctionnent pas, je verrai ensuite si je peux faire quelque chose. Ne vous tracassez pas, je ne vous harcèlerai pas, j'ai autre chose à faire et ce n'est pas dans ma mentalité.

132 connections le 26 février, le record !

Le Top 20 des documents téléchargés du 20 au 26 février, environ 5.000 au total.

/textes/tef2011.pdf
/justice/justice78.pdf
/tribune/IO137_2.pdf
/textes/RP2010plusinternet.pdf
/archives2010/causeries0111.pdf
/tribune/IO136_2.pdf
/tribune/dr046-18-02-11.pdf
/marxisme/vletat.pdf
/service/texte_210211.pdf
/archives2010/causeries1010.pdf
/tribune/IO135_2.pdf
/service/texte_250211.pdf
/ldc_sociopoliti_0710.htm
/tribune/IO137_3.pdf
/causeries0211.htm
/service/texte200211.pdf
/tribune/IO133_2.pdf
/textes/tunisie_02.02.11.pdf
/tribune/CPS_algerie_mai010.pdf
/service/texte_230211.pdf
/textes/congres_NPA_15.02.11.pdf

Autre sujet.

Il y a quelques jours j'avais reçu un courriel d'un ex-militant de l'OCI dans lequel il posait une question qui s'adressait au groupe CCI-T, je reproduis ci-dessous cette question suivie de la réponse que ces camarades m'ont adressée hier.

Le courriel du camarade.

"*Je ne comprends pas l'opposition entre Assemblée constituante que condamne comme mot d'ordre le CCI-T (article transmis par toi) et la centralisation des comités de défense et de surveillance ouvrière qui au contraire nourrissent par leur combat ce mot d'ordre jusqu'à ce que cette Assemblée s'épuise au profit exclusif des comités qui termineront avec le parti la réalisation de la victoire ; court-circuiter cette assemblée alors que nous sommes ultra minoritaires aux élections de cette assemblée peut nous couper du mouvement mais nous ne soutenons que des mots d'ordre des comités ; ici nous sommes très conscients de ces pbs de tactique que suggère souvent la lecture de IO*"

La réponse du CCI-T.

"*Cher camarade,*

La discussion sur le mot d'ordre de Constituante Souveraine risque fort de devenir centrale dans le cours de la révolution en Tunisie et en Egypte, et peut-être à nouveau en Iran etc.

Nous estimons pour notre part que la bourgeoisie de ces pays s'est constituée comme classe dominante au cours du XXème siècle au travers d'un Etat, d'une armée etc., au travers d'une indépendance nationale plus ou moins réelle ou formelle selon les cas, à examiner chaque fois avec attention. Mais dans tous les cas, en même temps qu'elles se constituaient comme classe dominante dans ces pays, ces bourgeoisies ont démontré leur incapacité à réaliser les tâches démocratiques, bien au contraire, ce qui est d'ailleurs conforme à la théorie de la révolution permanente.

Evidemment cette situation n'émancipe pas ces bourgeoisies de leur dépendance au marché mondial, à tel ou tel impérialisme, et continue à conférer un caractère plus ou moins compradore à la plupart d'entre elles, là aussi à évaluer de façon précise au cas par cas.

Cette situation est donc différente de celle évoquée dans le Programme de Transition quand il parle du mot d'ordre de Constituante pour l'Inde ou la Chine des années trente.

Les libertés démocratiques, au même titre que les revendications économiques, sont les moteurs de la révolution et de la lutte pour le pouvoir. Dans ces conditions, la tâche centrale des révolutionnaires est de mettre en avant la nécessité des conseils et de leur prise du pouvoir, qu'il y ait ou non campagne menée par d'autres forces, bourgeoises ou petites bourgeoises, pour la Constituante. Si c'est le cas, bien sur, les révolutionnaires peuvent utiliser cette campagne pour développer leur propre orientation pour la prise du pouvoir des conseils, mais il ne faut pas inverser les termes et faire du détour de l'Assemblée constituante le point de passage obligé de la lutte pour le pouvoir.

Le faire aboutirait à se mettre à la remorque de la bourgeoisie et la dialectique n'a rien à faire là-dedans.

C'est en tous cas ainsi, nous semble-t-il, que Lénine avait conduit le combat du Parti bolchévik en 1917 vis-à-vis du mot d'ordre de Constituante souveraine."

Je remercie ces camarades pour leur réponse. Qu'on soit d'accord ou non avec eux, bravo pour cette (brève) confrontation d'idées libre et fraternelle, un exemple à méditer et à suivre par tous les militants si je peux me permettre une remarque.

Pour ma part, j'ai à nouveau abordé la question de l'Assemblée constituante dans le dernier article que j'ai mis en ligne, je n'y reviens pas ici.

Parole d'internaute

1- (selon le groupe de dilomates anonyme «Albert Camus», sur le site de Libération) : "*la question des droits de l'homme doit figurer à l'agenda du G8 et du G20*"

Non mais, vous voulez rire. Avec la stigmatisation incessante de l'étranger, des gens du voyage, l'incitation à la délation, la dérive ultra sécuritaire dans les discours avec aucun effet visible sur le terrain, vous voulez que le président se préoccupe MAINTENANT des droits de l'homme. Vous avez fumé ou quoi. C'est bien le cadet de ses soucis. L'UMP est allé dors et déjà bien plus loin que ce que n'aurait jamais imaginé le FN.

2- (à propos de Longuet) : Co-fondateur du mouvement Occident , rédacteur du premier programme économique du front National, mis en examen à cinq reprises , ce qui l'a conduit à démissionner du gouvernement Balladur en 1994.....

L'aile droite du FN rentre au gouvernement en fanfare, ou plutôt avec un sacré concert de casseroles !

C'est prodigieusement merveilleux.

De son côté, LePoint.fr notait hier "qu'il soit un ancien de la "bande à Léo" constitue un handicap non négligeable : ministre de 1993 à 1995, François Léotard cité aujourd'hui dans plusieurs affaires politico-financières liées à des marchés d'armement a laissé un souvenir exécrable."

Politique.

1- France.

1.1- Intervention radiotélévisée de Sarkozy hier soir commentée.

1.1.1- Que craignent-ils donc ? Une révolution ? Entre psychose délirante de type schizophrénique et paranoïaque.

"*Mon devoir de président est d'expliquer les enjeux de l'avenir, mais aussi de protéger les Français*", a indiqué le chef de l'État qui a "*décidé de réorganiser les ministères qui concernent notre diplomatie et notre sécurité*".

Commentaire. La shizophrénie pour ses rapports délirants à la réalité, la paranoïa pour son obsession de la menace qui pèserait sur les "*Français*". Notez bien que le dictateur Ben Ali tenait exactement le même discours aux Tunisiens avant qu'il ne

soit chassé du pouvoir. Troublante coïncidence, non ? On aurait pu tout aussi bien citer Bush, Moubarak, Kadhafi ou tous les chefs d'Etat de la planète actuellement au pouvoir...

"*Ainsi les fonctions régaliennes de l'Etat se trouveront-elles préparées à affronter les événements à venir dont nul ne peut prévoir le déroulement*", a-t-il expliqué, après avoir évoqué au début de son allocution les révoltes qui secouent le monde arabe.

Commentaire. Quels "*événements*", où, dans quel pays, en France par exemple ? Craindrait-il que le peuple se soulève à son tour ? Ils s'y préparent activement assurément.

"*Nous ne devons avoir qu'un seul but: accompagner, soutenir, aider les peuples qui ont choisi d'être libres*", a déclaré Nicolas Sarkozy. "*Entre l'ingérence qui ne serait pas acceptée et l'indifférence qui serait une faute morale et stratégique, il nous faut tout faire pour que l'espérance qui vient de naître ne meure pas car le sort de ces mouvements est encore incertain*".

Commentaire. ... après avoir armé jusqu'aux dents tous les dictatures qu'affrontent actuellement ces peuples, c'est penser un peu vite que tous les peuples n'auraient pas de mémoire et qu'il serait possible de les tromper indéfiniment, y compris en France. Or, quand la révolution pointe son nez, après des décennies pendant lesquelles la haine du peuple contre le régime fut contenu sans jamais cesser de croître, toutes leurs lois antisociales et liberticides, toutes les saloperies qu'il lui a imposé au nom de la démocratie remontent à la surface et leur éclate à la figure, dès lors le peuple devient sourd et il ne leur est plus possible de contenir sa rage féroce d'en finir une fois pour toute avec la dicature du capital qu'incarne l'Etat et ses institutions bonaparatistes.

Et d'adresser une mise en garde: "*si toutes les bonnes volontés ne s'unissent pas pour les faire réussir, ils peuvent aussi bien sombrer dans la violence et déboucher sur des dictatures pires encore que les précédentes*".

"*Nous savons ce que pourraient être les conséquences de telles tragédies sur des flux migratoires devenus incontrôlables et sur le terrorisme. C'est toute l'Europe alors qui serait en première ligne*", a souligné Nicolas Sarkozy.

Commentaire. Y aurait-il pire dictature que celle de Kadhafi au pouvoir depuis 42 ans ? Rappelons que pendant la révolution tunisienne et tous les soulèvements révolutionnaires de la région, il n'y a pas eu un seul attentat, pas même une menace, les terroristes se sont littéralement volatilisés, les islamistes radicaux ont totalement disparu ou se sont montrés très discrets, Al Qaïda et Ben Laden envolés, bref on n'a pas vu la queue de cette terrible menace qui pèserait sur la démocratie. Une pure invention pour justifier le renforcement de l'arsenal judiciaire et policier de l'Etat en prévision d'un affrontement violent entre les classes.

"*C'est pourquoi la France a demandé que le conseil européen se réunisse pour que l'Europe adopte une stratégie commune face à la crise libyenne dont les conséquences pourraient être très lourdes pour la stabilité de toute la région*", a-t-il ajouté.

Commentaire. En réalité, ils craignent une propagation de la révolution en Europe. Quant à l'afflux d'immigrés fuyant les massacres orchestrés par les régimes dictatoriaux toujours en place, il ne ferait qu'exacerber une situation sociale déjà extrêmement tendue dans tous les pays de l'UE. Il alimenterait la crise polique qui ronge déjà tous les Etats et amplifierait encore les divisions au sein de tous les partis de l'ordre de l'UE quand à la réponse à y apporter, sachant l'extrême droite raciste et xénophobe en embuscade dans la perspective d'élections aux résultats fort incertains. Bref, l'avenir proche, les prochaines semaines ou les prochains mois s'annoncent comme une véritable menace pour tous les régimes en place en Europe qu'ils prennent très au sérieux.

"*L'Union pour la Méditerranée, fondée à l'initiative de la France le 13 juillet 2008, doit permettre à tous les peuples de la Méditerranée de bâtir enfin une destinée commune. Le moment est venu de refonder cette Union à la lumière des événements considérables que nous vivons. La France fera des propositions en ce sens à ses partenaires*", a également affirmé le chef de l'Etat. (AP 27.02)

Commentaire. Sans régler la question palestienne ? Un voeu pieux ! Tous les peuples qui se soulèvent rejettent l'accord passé entre les différents impérialistes avec l'Etat sioniste d'Israël, donc les régimes qui vont être issus de ces révolutions ou soulèvements révolutionnaires ne pourront pas tenir le même discours que leurs prédécesseurs sur cette question.

1.1.2- Le clan mafieux Pasqua en première ligne.

Le secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant (66 ans) succède de son côté à Brice Hortefeux. "*J'ai souhaité (...) confier la responsabilité de ministre de l'Intérieur et de l'Immigration à Claude Guéant qui m'a accompagné depuis neuf ans dans toutes les responsabilités que j'ai exercées, en particulier au ministère de l'Intérieur dont il connaît tous les rouages et dont il a occupé tous les postes de responsabilité*", a souligné le chef de l'Etat.

"*Ainsi les fonctions régaliennes de l'Etat se trouveront-elles préparées à affronter les événements à venir dont nul ne peut prévoir le déroulement*", a-t-il expliqué, après avoir évoqué au début de son allocution les révoltes qui secouent le monde arabe.

Souvent envoyé en mission à l'étranger, l'homme du président était de fait très présent sur le front diplomatique. A l'été 2007, c'est d'ailleurs lui qui avait négocié avec le régime de Moammar Kadhafi le retour des infirmières bulgares et du médecin palestinien détenus en Libye.

Après des études à Sciences-Po Paris et l'ENA (Ecole nationale d'administration), Claude Guéant choisit la voie préfectorale. Directeur de cabinet du préfet du Finistère, puis secrétaire général pour les affaires économiques de la Guadeloupe en 1974, il met le pied dans le monde politique lorsqu'il devient en 1977 conseiller technique chargé des questions de sécurité auprès de Christian Bonnet, alors ministre de l'Intérieur de Valéry Giscard d'Estaing.

Entre 1986 et 1991, il est secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine. Le président du Conseil général Charles Pasqua le repère et le choisit comme directeur adjoint de cabinet au ministère de l'Intérieur. En 1994, il est nommé directeur général de la Police nationale. Entre 1998 et 2002, il exerce la fonction de préfet.

Après la réélection de Jacques Chirac, il entre comme directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur, recommandé par Charles Pasqua. Bras droit du ministre, il le suivra à Bercy, avant de retrouver avec lui la place Beauvau. Et c'est encore lui que Nicolas Sarkozy choisit pour diriger sa campagne présidentielle de 2007.

Quand il est élu, Claude Guéant reste à ses côtés comme secrétaire général de l'Elysée, poste d'où il exerce son influence. Celui que la presse présente comme "*l'homme le plus puissant de France*" expose davantage une fonction traditionnellement dans l'ombre, pour intervenir régulièrement dans les médias à l'instar d'Henri Guaino, le conseiller spécial du président.

Dans un entretien au *Parisien* publié ce dimanche M. Jégo, le vice-président du Parti radical, estimait que .«*Ce remaniement ne peut avoir d'effet politique s'il n'y a pas de changement de Premier ministre. Les Français considéreront alors que rien n'a changé*». (20minutes.fr 27.02)

1.2- Le camp ennemi se fissure.

Le «*groupe Albert Camus*» dénonce ainsi ce dimanche sur le site de Libération «la peur du changement» et l'obsession «de maintenir le statu quo» qui caractérisent, selon lui, la politique étrangère de Paris depuis de nombreuses années.

«*Nous constatons une nouvelle fois que notre pays, malgré ses références mécaniques aux droits de l'homme, éprouve les plus grandes difficultés à intégrer dans sa politique étrangère la défense de la démocratie, le soutien aux dissidents et à la transformation des régimes*», notent-ils. «*Il semble paralysé par la peur du changement, obsédé par la volonté de maintenir le statu quo, la stabilité. La Chute du Mur de Berlin, que nous n'avons pas su accompagner, avait déjà illustré, de façon dramatique, cette singulière difficulté*», poursuivent-ils.

Selon eux, la question des droits de l'homme doit figurer à l'agenda du G8 et du G20, dont la France exerce la double-présidence cette année. Ces diplomates appellent à rompre avec «*une certaine méfiance vis-à-vis de la société civile et de l'individu*» et à «*renouer avec la part généreuse de notre histoire*». (20minutes.fr 27.02)

Je crois qu'ils n'ont pas vraiment réalisé qu'ils avaient porté au pouvoir une bande de nazillons pour faire face au nouveaux développements de la lutte des classes en relation avec la crise du capitalisme qui était déjà rampante avant l'explosion de 2007 et qui imposerait au locataire du Palais et son gang de s'attaquer brutalement à tous les acquis sociaux des travailleurs, lutte de classes qui tôt ou tard prendrait forcément la forme d'un affrontement direct et violent entre les classes comme ce qui est en train de se produire en Tunisie et ailleurs.

Il ne faut pas être naïf. Ces mêmes diplomates ne voyaient rien à redire quand sous Giscard, Mitterrand ou Chirac, les différents gouvernements couvraient et soutenaient toutes les dictatures dans le monde tout encommerçant avec elles...

L'arrivée au pouvoir de Sarkozy signifiait que la crise du capitalisme et de la Ve République était entrée dans une nouvelle phase, ce que ces diplomates semblent ignorer encore aujourd'hui. En langage populaire on dirait qu'ils sont à côté de leurs pompes !

2- Arabie Saoudite.

Cherchant apparemment à éviter que son pays soit gagné par la vague de protestation dans le monde arabe, le roi Abdallah d'Arabie saoudite a ordonné dimanche que les contrats à durée déterminée dans la fonction publique soient transformés en contrats à durée indéterminée.

L'agence ne donne pas de précisions mais selon John Sfakianakis, économiste à la banque saoudienne Fransi, quelque 90.000 personnes devraient profiter de cette mesure.

Il a annoncé l'octroi d'une série d'allocations en faveur des étudiants et des jeunes chômeurs ainsi que des aides au logement, pour un montant total estimé à 36 milliards de dollars.

Aucune réforme politique telle que des élections municipales n'a accompagné ces mesures, en dépit d'appels répétés lancés par des groupes d'opposition.

L'Arabie saoudite ne dispose ni de parlement élu, ni de partis politiques.

Dans une lettre ouverte publiée dimanche, une centaine d'intellectuels, de militants et de professeurs d'université demandent au roi d'engager des réformes politiques et de donner aux citoyens une plus grande voix au chapitre, de se prononcer notamment pour l'instauration d'une monarchie constitutionnelle.

Ils demandent à ce que tous, membres du gouvernement et citoyens, soient soumis à l'état de droit. Des milliers de personnes ont soutenu un appel sur Facebook en faveur de la tenue, le 11 mars, d'un "jour de colère" pour obtenir un dirigeant élu, davantage de liberté pour les femmes et la libération des prisonniers politiques. (Reuters et AP 27.02)

3- Liban.

Des centaines de Libanais ont manifesté dimanche à Beyrouth contre le système politique en vigueur fondé sur des critères confessionnels et communautaires.

Galvanisés par les soulèvements populaires qui agitent d'autres pays arabes, certains manifestants ont scandé le slogan désormais familier : "*Le peuple veut faire tomber le régime*".

Le pays du Cèdre est régi par un système complexe de partage de pouvoir censé maintenir un équilibre très délicat entre les diverses confessions et communautés.

"*Nous sommes venus pour faire tomber le système confessionnel au Liban parce que c'est un système plus dictatorial que les systèmes dictatoriaux eux-mêmes*", a expliqué un protestataire, Rahchan Saglam.

Les organisateurs ont diffusé un tract dans lequel ils exigent "*un Etat laïque, civil, démocratique, socialement juste et équitable*" ainsi qu'une augmentation du salaire minimum et une baisse du prix des denrées de base. (Reuters 27.02)

4- Oman

La police du sultanat d'Oman a tiré dimanche des balles en caoutchouc sur des manifestants lors d'un rassemblement d'opposants dans la ville de Sohar, faisant deux morts selon des témoins.

L'armée a été déployée dans cette cité industrielle pour sécuriser la zone, ont-ils dit.

"*Deux personnes sont mortes après que la police a tiré sur la foule avec des balles de caoutchouc*", a dit à Reuters un témoin souhaitant rester anonyme.

De précédents témoignages faisaient état d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, les uns lançant des pierres, les autres répliquant avec des gaz lacrymogènes.

Il s'agit de la deuxième journée de manifestations à Sohar. D'autres manifestations ont eu lieu dimanche à Salalah, dans le sud de ce petit pays, où des opposants au pouvoir campent depuis vendredi près du bureau du gouverneur provincial.

La révolte sociale dans les pays arabes s'est étendue depuis la semaine dernière à ce sultanat du Golfe, où les partis politiques sont interdits.

Le sultan Kabous ben Saïd a déjà augmenté les salaires de 43% pour les travailleurs du secteur privé et procédé à un remaniement gouvernemental. (Reuters 27.02)

Social.

Etats-Unis.

1- Mercredi, une foule évaluée à environ 30 000 personnes a manifesté à Madison, la capitale du Wisconsin, contre les attaques sur les salaires et les conditions des travailleurs du secteur public déclenchées par le gouverneur Scott Walker. La participation aux manifestations, qui se sont tenues toute la journée, a été la plus forte à midi et en début de soirée. La veille, une manifestation dont la participation avait été évaluée entre 13 000 et 20 000 personnes, et une série de rassemblements, de protestations et d'annulations de cours avaient été organisés à travers l'État.

Les responsables ont ordonné la fermeture du système d'éducation public du Wisconsin après que 40 pour cent des enseignants ont signalé avant mercredi matin qu'ils allaient prendre un congé maladie afin de participer à la manifestation. Des autobus de manifestants venant de partout à travers l'État ont afflué vers la capitale. Près de Milwaukee, une foule évaluée à 1500 personnes s'est rendue jusqu'à la maison de banlieue de Walker. Environ 1000 lycéens ont fait grève dans la ville d'Appleton.

Dans un geste inspiré des manifestants égyptiens de la place Tahrir au Caire, des dizaines de travailleurs et de jeunes ont campé au siège de la législature d'État durant la nuit de mardi à mercredi. Ils ont juré de maintenir l'occupation jusqu'à ce que le projet de loi de Walker soit défait.

On croit que les manifestations vont se poursuivre jeudi et vendredi. Les écoles à travers l'État se préparent à des absences de professeurs et à des grèves étudiantes. Une importante grève des étudiants et des diplômés de l'Université du Wisconsin-Madison est prévue pour jeudi.

2- Mais pourquoi aucune nouvelle dans les médias français sur ces manifs de Madison dans le Wisconsin? Elles sont très importantes. J'ai vu des reportages copieux dans les presses espagnole et allemande. Rien dans le Monde ou Libé ou le Fig.

3- le droit de manifester est garanti par la constitution américaine, et par la nôtre, comme celle de toutes les démocraties. La preuve : on manifeste (on ne s'en prive vraiment pas) et aucune armée d'aucun pays démocratique ne tire sur les manifestants. C'est toute la différence entre une dictature et une démocratie. Il y en a qui ont dû sécher leurs cours d'instruction civique, ma parole. (Des internautes sur un blog de Libération.fr le 27.02)

Commentaire. Ben voyons, pour ne prendre comme exemple que la France, au début du XXe siècle ou même dans les années 30 (Clichy -92), l'armée ou la police n'avait pas hésité à tirer sur des manifestations ouvrières désarmées. Demain quand des millions de travailleurs et jeunes se lanceront à l'assaut des institutions pour les renverser, au départ sans armes, vous croyez vraiment que l'Etat les laissera faire et ne fera pas appel à l'armée pour réprimer leur révolution et sauver le régime ?

Haut de page

Le 2 mars

A propos du site.

Le site a reçu 2955 visites en février 2011.

Les 20 documents les plus téléchargés. Le chiffre après le signe "=" correspond au nombre de fois où le fichier a été téléchargé.

archives2010/causeries0111.pdf = 328
/textes/tef2011.pdf = 327
/justice/justice78.pdf = 197
/tribune/IO135_2.pdf = 180
/tribune/IO137_2.pdf = 122
/tribune/IO134_2.pdf = 90
/marxisme/vletat.pdf = 90
/tribune/RS34.04_europe.pdf = 84
/textes/RP2010plusinternet.pdf = 75
/textes/congres_NPA_15.02.11.pdf = 74
/tribune/IO133_2.pdf = 74
/tribune/IO136_2.pdf = 72
/tribune/GB_Tunisie_290111.pdf = 72
/marxisme/trotskymarxisme.pdf = 67
/marxisme/revolutionrosalux.pdf = 57
/tribune/dr045-04-02-11.pdf = 48
/archives2010/causeries1010.pdf = 46
/tribune/RS34.04_lafargue.pdf = 41

/tribune/dr046-18-02-11.pdf = 40
/service/texte050211.pdf = 38
/tribune/CPS_algerie_mai010.pdf = 35

Apparemment mes causeries vous intéressent plus que mes articles, j'ai donc commis une erreur ces derniers jours en mettant sous forme d'articles les causeries que j'estimais un peu longues, du coup vous ne les avez pas lues. Je ne prétends pas que mes causeries auraient une valeur exceptionnelle, disons qu'elles permettent de réfléchir à pas mal de questions et parfois d'y trouver des réponses ou une piste pour y répondre de manière satisfaisante, soyons modeste, même si c'est un défaut face à des militants souvent en quête de certitudes absolues ou de "grands" dirigeants.

Au total un peu plus de 60.000 fichiers téléchargés (pdf, word, rtf) ou pages html ouvertes en février, moins les fichiers images (jpg, tif, png) qui figurent dans les fichiers html et qu'il faut décompter, on arrive à environ 20.000, soit une progression spectaculaire par rapport à 2010. Si des militants voulaient collaborer au site, on pourrait faire dix fois mieux, dommage. Faites-le connaître au moins ! Laissez les coordonnées du site chaque fois que vous intervenez dans un blog par exemple. Je n'ai pas le temps de le faire moi-même.

Parole d'internaute.

- Tony Blair n'a surement pas de bon conseil à donner à Kadhafi. Il devrait s'inquiéter plus pour son sort pour les 66 milles Irakiens tués, majoritairement femmes et enfants en voulant soutenir son ancien boucher d'homologue américains. (...) Les faits les plus choquants nous parviennent souvent des pays prétendus évolués et démocratiques... Quelle démocratie ? et quelle évolution ? (Lepoint.fr 01.03)

Comme quoi bien des gens sont en train de s'interroger sur la démocratie au profit de la crise économique, sociale et politique dans laquelle le monde est entré et n'est pas prêt d'en sortir.

Leur expliquer ce que serait une véritable démocratie, c'est bien, les aider à comprendre comment on a pu faire croire aux peuples pendant des décennies ou des siècles que les régimes en vigueur étaient démocratiques, alors qu'en réalité ils ne l'étaient pas, comment une telle supercherie a-t-elle pu durer aussi longtemps ?

La réponse est très simple et s'exprime clairement : pour ne pas vous êtes placés sur votre propre terrain de classe, sinon vous auriez constaté immédiatement que la démocratie dont on vous vantait les mérites ne correspondait pas aux besoins et aspirations de la majorité du peuple constituée des masses exploitées.

Les manipulateurs aux commandes des Etats et la multitude de penseurs minables à leur service vous ont servi une démocratie qui correspondait à l'absence de conscience politique de la majorité, tandis qu'elle servait les intérêts de la minorité capitaliste qui avait parfaitement conscience de ses intérêts de classe.

La démocratie bourgeoise repose essentiellement sur l'ignorance des masses, à l'opposée, la démocratie ouvrière ou démocratie véritable repose sur la prise de conscience des masses de leurs intérêts de classe.

On ne peut pas parler de retour à la démocratie, puisque finalement elle n'a jamais réellement existé. La démocratie en vigueur est l'une des formes du pouvoir politique de la classe dominante ou le produit du rapport entre les classes en faveur de celle qui détient le pouvoir. A l'exception de la brève et limitée expérience de la Commune de Paris en 1871 pendant laquelle la classe ouvrière détiendra le pouvoir sans parvenir toutefois à l'étendre à tout le pays, depuis 1789 c'est la bourgeoisie qui dicte le contenu étriqué de la démocratie en fonction du rapport de force fluctuant entre les classes au gré de la lutte des classes.

Quand les rapports juridiques et politiques de l'Ancien régime devinrent des entraves insupportables au développement économique de la classe ascendante, la bourgeoisie, celle-ci procéda à sa révolution et instaura un régime politique de type démocratique, parce qu'elle n'aurait pas pu réaliser seule sa révolution, sans le concours du peuple ouvrier et paysan. Et c'est là qu'est la subtilité, la bourgeoisie étant elle-même une classe minoritaire dans la société, elle ne pourra pas se passer de la plèbe en haillons majoritaire dans le pays pour renverser le pouvoir royal et féodal en place, et désormais elle prétendra gouverner au nom de la majorité pour son bien-être, alors qu'en réalité, cette majorité lui avait servi uniquement à renverser l'ordre établi à son profit principalement, plus tard, cette majorité ignorante du procesus historique qu'elle continuera de manipuler ne lui servira plus qu'à se maintenir au pouvoir ou chaire à canons.

De nos jours, les rapports juridiques et politiques existant sont devenus une entrave tout aussi insupportables à la satisfaction des besoins économiques et sociaux de la majorité du peuple constituée par toutes les couches de travailleurs, ceux-ci doivent procéder à leur tour à leur révolution (socialiste) pour instaurer une démocratie ouvrière ou véritable démocratie, passer de l'état de classe majoritaire numériquement mais minoritaire sur le plan politique, à l'état de classe dominante sur le plan politique pour pouvoir refonder les rapports de production sur la base des besoins de la majorité, d'où la nécessité d'abolir la Constitution et les institutions de la Ve République, l'Etat des capitalistes...

En Tunisie et dans les autres pays où la classe et les masses se sont soulevées, ils n'ont pas encore pris conscience que la révolution politique ne pourrait être menée à son terme si elle n'avait pas pour objectif de réaliser également une révolution sociale, donc remettant en cause les fondements du capitalisme. Sous un régime capitaliste, ne pas associer révolution politique et sociale revient finalement à le conserver et à gérer toujours la société pour le compte des capitalistes décidément toujours aussi indispensables.

Le pouvoir politique ne peut que correspondre au pouvoir économique, dit autrement, la classe qui détient réellement le pouvoir est uniquement celle qui détient le pouvoir économique, là en l'occurrence la classe des exploiteurs, d'où la nécessité impérieuse de les exproprier.

Il en va de même de l'Etat et de la démocratie. Tandis que l'Etat n'est pas situé au-dessus des classes, la démocratie ne peut pas prendre pas en compte les intérêts de toutes les classes en présence puisqu'ils sont antagoniques et irréconciliables, l'un et l'autre sont subordonnés et fonctionnent au profit des intérêts de la classe dominante, de la classe qui détient le pouvoir économique, les moyens de production et l'argent. C'est à partir de ce facteur que l'on peut déterminer avec précision leur nature de classe.

Du coup on comprend facilement pourquoi exiger la démocratie sans exiger l'expropriation des capitalistes, revient à se placer sur le terrain de la bourgeoisie, à ne rien changer en réalité. Exiger une "*meilleure répartition des richesses*" sans exproprier les banquiers et les capitalistes du CAC40 notamment, revient également à ne rien changer à l'ordre établie.

On prend conscience aussi de l'importance du combat contre le capitalisme qui devrait être mené à la fois par et dans les syndicats et les partis ouvriers, ce qui est évidemment le cas dans aucun syndicat, nos révolutionnaires et autres anticapitalistes se contentant du service minimum pour ne pas se brouiller avec les appareils ou prendre le risque de perdre leurs mandats de représentants du personnel.

Autre chose très vite.

Après le remaniement ministériel je vous ai fait grâce du discours du genre : c'est l'expression de l'agonie des institutions, de la décomposition du régime qui s'accèle, patati patata, la rengaine qu'on entend sans discontinuée depuis 53 ans, avec pour seul effet que ceux qui les tiennent n'ont plus aucune crédibilité politique.

Ce n'est ni Hortefeux ni Besson ni Guéant ni Juppé le plus dangereux, mais bien Guaino qui tient le même discours social que Le Pen et rédige la plupart des discours de Sarkozy, tellement proche des ouvriers, de leur histoire, de ses partis ou de ses anciens dirigeants qu'il cite à l'occasion. (A suivre)

Sarkozy et Fillon ont annoncé qu'ils allaient passer à l'offensive sur le plan politique, ne comptons pas sur nos dirigeants pour relever ce défit, ils sont tous bien trop occupés sur le plan électoral. On pourrait les prendre à leur propre jeu.

J'ai commencé la rédaction d'un article avant-hier dans lequel j'écrivais que l'Etat des capitalistes et la société actuelle était en réalité la négation de la propriété privée dont se réclament en coeur l'UMP et le PS, dans la mesure où seule une infime minorité est propriétaire des moyens de production, tandis que l'immense majorité des travailleurs ne possèdent rien en dehors de leur force de travail. Pour remédier à cette situation, il faut que les travailleurs prennent le pouvoir politique et que l'Etat qu'ils auront constitué exproprie les banquiers et les capitalistes des quelque 2.000 grandes entreprises que compte le pays, ainsi une fois les moyens de production devenus la propriété de l'Etat ouvrier, c'est comme si chaque travailleur en était le propriétaire puisqu'elles fonctionneraient sous leur contrôle et uniquement pour satisfaire les besoins de l'ensemble des masses exploitées.

Si on vous accuse d'être contre la propriété privée, empressez-vous de demander laquelle ? Votre démonstration, si elle est efficace, devrait prouver à votre interlocuteur que si elle existe pour les riches dans la société actuelle, elle ne peut pas exister pour le reste de la population, donc pour remédier à cette situation, la seule solution, c'est d'inverser les rôles et tout rentre dans l'ordre, le nouvel ordre bâti sur les cendres de l'ancien bien entendu !

Politique.

1- France. Sarkozy a eu une idée lumineuse en nommant Gérard Longuet ministre de la Défense : qu'il commence par se défendre lui-même !

Le trésorier de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, René Galy-Dejean, a assuré devant le juge Renaud van Ruymbeke être incapable d'expliquer un versement en espèces de 7 millions de francs en faveur du candidat battu en 1995.

Au printemps 2010, Libération avait révélé l'existence d'un document récapitulant un versement de 10 millions de francs (1,5 million d'euros) au Crédit du Nord le 26 avril 1995.

«*Je n'avais jamais vu ce document et ma surprise est totale parce que je n'ai jamais déposé 10 millions de francs au Crédit du Nord*», a dit M. Galy-Dejean au juge, selon son PV d'audition cité par Mediapart et Le Monde. L'ex-trésorier a précisé se souvenir uniquement d'un versement de 3 millions de francs.

Parallèlement, l'avocat de parties civiles, Me Olivier Morice, a annoncé qu'il allait demander l'audition de Gérard Longuet, en tant que président du Parti républicain de 1990 à 1995, par le juge en charge de l'enquête sur l'attentat de Karachi, Marc Trévidic.

M. Longuet, nouveau ministre de la Défense, avait succédé à la tête du Parti républicain à François Léotard, qui a récemment été entendu par le juge. (Libération.fr 01.03)

2- Allemagne. Un exemple "***d'honnêteté et d'intégrité***" !

Le ministre allemand de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, mis en cause pour plagiat, a remis mardi sa démission à Angela Merkel.

Karl-Theodor zu Guttenberg, 39 ans, étoile montante de la politique allemande, est accusé de plagiat dans la rédaction de sa thèse en doctorat de droit. Son titre de docteur lui a été retiré par l'université de Bayreuth.

"*J'étais toujours prêt à me battre, mais j'ai atteint les limites de mes pouvoirs*", a déclaré le ministre démissionnaire lors d'une conférence de presse convoquée à la hâte.

"*J'ai informé la chancelière, lors d'une conversation très amicale, que je renonçais à mes fonctions politiques et demandais à en être relevé. C'est l'initiative la plus douloureuse de ma vie.*"

La popularité de Karl-Theodor zu Guttenberg reposait sur l'image d'honnêteté et d'intégrité qu'il entretenait avec soin.

Or, la presse allemande a relevé de nombreux emprunts dans sa thèse. Anette Schavan, ministre de l'Education, a jugé ses actes honteux. Norbert Lammert, président du Bundestag, a parlé d'atteinte à la confiance en la démocratie.

"*C'est mauvais pour Merkel, et elle est restée beaucoup trop longtemps avec lui*", résume Konrad Jaraush, professeur de sciences politiques à l'université libre de Berlin. "*Il s'agit d'un revers majeur pour elle. Il y a aura des dégâts pour elle aussi dans cette affaire*", ajoute-t-il.

Karl-Theodor zu Guttenberg ne sera pas facile à remplacer à la Défense et certains observateurs parient sur un remaniement plus large. La CSU, aile bavaroise de la CDU dont il est issu, insistera sans doute pour conserver ce portefeuille ou pour l'échanger contre un autre ministère régalien. (Reuters 01.03)

Et de un et de deux, défense d'en rire des deux côtés du Rhin, on va se gêner !

Social.

France.

1- Grève à La Poste le 29 mars.

Le syndicat FO a annoncé mardi qu'il se joignait à l'appel à la grève à La Poste lancé pour le 29 mars par la CFDT, la CGT, Sud et la CFTC. Les syndicats dénoncent une politique "*destructrice d'emplois*", et les conditions de travail dans l'entreprise.

L'organisation syndicale demande "*l'arrêt des réorganisations sauvages, l'arrêt des régimes de travail illégaux, l'arrêt de la déshumanisation des organisations de travail, la prise en compte de la pénibilité des activités*" et "*le respect des accords signés*".

FO "*appelle les postiers de tous les métiers à faire grève le 29 mars 2011*", rejoignant ainsi la décision intersyndicale annoncée vendredi dernier. (AP 01.03)

2- Encore une augmentation du prix du gaz.

GDF Suez va soumettre à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) "*une demande d'augmentation des prix du gaz à effet au 1er avril*", une hausse qui "*sera en principe de 5%*", a annoncé mardi le ministre de l'Industrie et de l'Energie Eric Besson.

Ce chiffre correspond à un "*calcul automatique, en cours de finalisation, sur la base d'une formule qui a été auditée par la CRE et qui reflète le coût réel d'approvisionnement de GDF Suez*", a ajouté M. Besson qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse à l'occasion de l'installation de l'Observatoire national de la précarité énergétique. (AP 01.03)

Une nouvelle augmentation légitimée par la présence des syndicats au sein de la Commission de régulation de l'énergie.

3- Des millions de travailleus et leurs familles ne peuvent plus se chauffer faute de moyens.

En janvier, un Français sur dix ne s'est pas suffisamment chauffé, faute de moyens. Ce matin, et alors que les prix de l'énergie flambent à cause du contexte international, la ministre de l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet (NKM), a mis sur pied l'observatoire de la précarité énergétique. (vous pariez que les syndicats et partis y seront associés ? - note du site)

La situation est la suivante : en France, on estime que 3,4 millions de ménages (13% des foyers) consacrent plus de 10% de leurs ressources à payer leurs factures d'énergie (électricité, gaz, fioul). C'est trop. Et cela se traduit par tout un tas de conséquences, économiques, sociales et sanitaires. Il n'est plus rare aujourd'hui que des ménages modestes basculent dans la spirale du surendettement à cause de factures trop salées et récurrentes d'électricité ou de gaz.

Le problème de la précarité énergétique n'a rien de franchement nouveau. Et il existe depuis longtemps plusieurs «outils curatifs» pour aider les ménages mais qui sont parfois sous-utilisés: les tarifs de première nécessité permettent par exemple aux personnes éligibles à la couverture maladie universelle de bénéficier de prix réduits sur le gaz et l'électricité. Mais encore faut-il que les intéressés soient informés et en fassent la demande (chaque année !). Pointant ces difficultés, parmi d'autres, le rapport sur la précarité énergétique, rendu l'année dernière, «*proposait d'élargir la population cible et d'adapter l'aide à l'énergie aux revenus du ménage en fonction aussi de la taille du ménage.*» On en est toujours là. (Libération.fr 01.03)

Magueswary, mon épouse, m'a téléphoné en précisant qu'elle était blottie contre le seul petit chauffage électrique de son T1 parce qu'il faisait très froid chez elle à Aubagne à côté de Marseille. Elle ne l'allume que lorsqu'elle rentre dans sa glacière, elle ne peut pas en brancher un autre, l'installation électrique est défectueuse et les fusibles sautent, de plus elle n'a pas trop d'argent pour se chauffer 24h/24. Elle loge dans une HLM insalubre de l'OPAC, un immeuble où ils ont casé en majorité des handicapés comme elle. Je lance un appel urgent aux camarades d'Aubagne ou de Marseille qui pourraient intevenir auprès de l'OPAC. Elle m'a dit : "*je préfère ne pas te dire dans quelle condition je vis ici, tu serais fou de rage*". Elle a raison, j'ai déjà trop de raisons d'enrager quotidiennement !

4- Loyer en hausse au-dessus de l'inflation.

En 2010, les loyers des nouvelles locations et des renouvellements de baux dans le parc privé ont progressé en moyenne de 2,5%, contre seulement 0,1% en 2009, sur une base d'environ 250.000 références, selon Clameur.

Cette hausse modérée de ces loyers, appelés «*de marché*», est supérieure à l'inflation (1,5%) .

Les nouveaux baux et les renouvellements de baux concernent environ chaque année 1,5 million de ménages sur les quelque 6 millions qui vivent dans le parc locatif privé.

Le loyer de «*marché*» s'établit en moyenne à 12,3 euros/m2 avec une fourchette de prix très large (de 3,5 à 54,0 euros/m2). Pour 2011, la hausse devrait être «*comparable à celle de 2010*», soit environ 2,5%, selon Michel Mouillart, auteur de l'étude. (20minutes.fr 01.03)

5- A bas les riches !

Les 100 Français les plus riches se sont partagés en 2008 un revenu fiscal de 2,8 milliards d'euros, selon une note confidentielle de Bercy transmise à des parlementaires et citée lundi par le site Internet de Marianne. Une coquette somme très loin de la réalité des ménages.

«*En 2008, le revenu fiscal de référence moyen de l'ensemble des contribuables plafonnait à 22.202 euros*», précise ainsi Marianne.

Dans le détail, 91% de ces 2,8 milliards d'euros proviennent de plus-values mobilières, sur les actions ou obligations; 3% des revenus fonciers et immobiliers; 2% des revenus commerciaux; et 4% des salaires, pensions et retraites.

A contrario, le revenu fiscal de référence moyen de l'ensemble des contribuables français est constitué à une écrasante majorité (85%) par des salaires, pensions et retraites.

Mais en pleine réforme de la fiscalité du patrimoine, cette note de Bercy offre surtout une arme redoutable en faveur de la

suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune.

«*Les 100 plus gros patrimoines taxés à l'ISF gagnent beaucoup moins que les 100 plus gros contribuables. Bref, la spéculation enrichit plus que la propriété», explique Marianne. Le document montre donc «que ces deux populations sont différentes, et que les vrais riches ne sont pas ceux qui payent l'ISF*», poursuit l'article.

Le gouvernement doit annoncer jeudi les pistes pour réformer la fiscalité du patrimoine. Le ministre du Budget, François Baroin, a expliqué mardi qu'il s'orientait vers une modification en profondeur, voire une suppression, de l'ISF. (20minutes.fr 01.03)

6- Comment palier à son isolement ? Connectez-vous !

Un peu plus de 64% des ménages français disposaient en 2010 d'un accès Internet à leur domicile, contre seulement 12% en 2000, selon des chiffres publiés mercredi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Les plus jeunes sont les plus équipés, avec un taux égal ou supérieur à 75%. Ce taux tombe sous les 50% entre 60 et 74 ans et n'est plus que de 8% à partir de 75 ans.

A âge donné, le taux d'équipement "*varie nettement*" en fonction des diplômes: il est "*beaucoup plus faible*" dans les ménages avec un niveau d'études inférieur au bac. Les chômeurs, d'autre part, sont moins équipés (73,9%) que les actifs ayant un emploi (83,4%). Parmi ceux-ci, 96% des cadres et professions libérales étaient équipés en 2010, contre 73% des ouvriers, un écart qui s'est toutefois réduit au fil des années.

Les ménages n'ayant pas Internet invoquent en premier lieu un manque de compétences, puis l'inutilité d'Internet, le coût trop élevé du matériel et celui trop cher de l'accès au réseau. Neuf fois sur dix, l'accès à domicile est à haut débit.

Dans leur quasi totalité, les internautes consultant le web de chez eux utilisent un ordinateur, fixe (38%) ou portable (31%). Mais l'accès à Internet se développe à partir d'autres supports, comme les consoles de jeux et surtout l'Internet mobile, via les téléphones portables, le wifi (sans fil) ou les ordinateurs de poche/assistants personnels. Trente-huit pour cent des internautes, en 2010, utilisaient l'Internet mobile, contre 20% en 2008, une croissance avant tout portée par "*la technologie wifi et les téléphones portables*".

Sept personnes sur dix (71%), par ailleurs, disent avoir utilisé Internet au cours des trois derniers mois. Dans ce cas, près de 80% l'utilisent tous les jours, et 17% au moins une fois par semaine.

La communication via les messageries instantanées et les forums de discussion est surtout le fait des "*jeunes de moins de 30 ans*", tout comme le téléchargement de logiciels.

Internet sert aussi, de plus en plus, à faire des achats: 53% des internautes en ont effectué au moins un en 2010, contre 35% en 2008. Il s'agit surtout de vêtements (49%), de billets de transport (46%) et de séjours à l'hôtel ou en location (42%).

Ces données sont issues de l'enquête sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) d'avril 2010 réalisée en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer auprès de 7.111 ménages. Le champ de l'enquête est l'ensemble des personnes de plus de 15 ans. (AP 01.03)

7- Comment faire baisser statistiquement les chiffres du chômage en vue de 2012 ? Et tout plein de cadeaux pour les patrons.

Nicolas Sarkozy a annoncé mardi pour 2011 une série de nouvelles mesures destinées à favoriser l'emploi. En voici les principales:

DEVELOPPER L'ALTERNANCE

- Réforme de la taxe d'apprentissage: elle devrait permettre de dégager entre 60 et 90 millions d'euros supplémentaires par an, selon le gouvernement.

- Système de bonus-malus:

Dans les entreprises de plus de 250 salariés, le quota de 3% d'alternants sera relevé à 4% et modulé en fonction de l'effort de l'entreprise. Ainsi, le taux de la contribution supplémentaire à l'apprentissage augmentera de 0,1 à 0,2% pour les entreprises employant moins d'1% de jeunes en alternance, restera à 0,1% pour celles qui sont entre 1% et 3%, et sera réduit à 0,05% pour celles qui sont entre 3% et 4%. Les entreprises dépassant le quota de 4% bénéficieront d'une prime de 400 euros par contrat et par an.

Le respect du quota de 4% devrait permettre d'embaucher 135.000 jeunes en alternance supplémentaires par an, selon le gouvernement. Reste que le quota actuel de 3% n'est pas respecté, le taux de salariés en alternance dans les entreprises de plus de 250 salariés étant évalué à 1,7%.

PME (petites et moyennes entreprises)

Exonération totale de charges sociales pendant six mois pour toutes les entreprises de moins de 250 salariés qui embauchent un jeune en alternance supplémentaire. Cette aide s'appliquera à compter du 1er mars 2011.

Avec cette mesure, le gouvernement vise à augmenter de 25% le nombre de contrats en alternance dans les entreprises de moins de 250 salariés, fixant l'objectif de 50.000 contrats en alternance supplémentaires en deux ans.

AUGMENTER L'OFFRE DE FORMATION EN CFA

Programme doté de 500 millions d'euros, financé par le grand emprunt.

- 250 millions d'euros consacrés au financement de 50 projets de développement de l'appareil de formation

- 250 millions d'euros pour créer 15.000 places supplémentaires ou consolider des solutions d'hébergement en direction des jeunes

PARTENARIAT AVEC LES CONSEILS REGIONAUX

Le gouvernement fixe l'objectif de 800.000 jeunes en alternance à l'horizon 2015, et à terme un million d'apprentis.

Pour un euro versé par l'Etat, un euro sera versé par les conseils régionaux.

CONTRAT D'AUTONOMIE

Lancé en 2008, il concerne les jeunes de 16 à 25 ans issus des quartiers.

- 7.000 nouveaux contrats en 2011, soit un total de 15.000 contrats cette année CHOMEURS DE LONGUE DUREE

Entretien dans un délai de trois mois avec un conseiller de Pôle emploi pour les personnes au chômage depuis plus d'un an. Ces entretiens auront lieu entre mars et juin, souhaite le gouvernement.

CONTRATS AIDES

250 millions d'euros de contrats aidés supplémentaires sur les douze prochains mois, qui vont s'ajouter aux 390.000 déjà programmés pour 2011.

L'Etat va prendre en charge le financement de formations supplémentaires en augmentant de 30% les entrées en formation.

DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 45 ANS

Les entreprises qui embauchent un demandeur d'emploi âgé de plus de 45 ans en contrat de professionalisation bénéficieront d'une aide supplémentaire de 2.000 euros par contrat, financée par l'Etat. (AP 01.03)

Bref, des cadeaux, de la main d'oeuvre à pas cher pour les exploiteurs !

Economie.

Zone euro.

1- Selon les chiffres provisoires publiés mardi par Eurostat, le taux d'inflation dans les 17 pays utilisant l'euro s'est établi à 2,4% le mois dernier sur un an.

Eurostat n'a pas fourni les détails qui l'ont conduit à calculer ce chiffre de 2,4%, mais, sans surprise, les économistes attribuent

cette hausse essentiellement à la flambée des cours du pétrole et des prix alimentaires.

Lors de la conférence de presse suivant la réunion de comité de politique monétaire du mois de février, Jean-Claude Trichet, président de la BCE, avait dit que la hausse des prix à la consommation allait se poursuivre pendant une grande partie de l'année dans la zone euro, tout en assurant que cette évolution ne menaçait pas pour autant la stabilité des prix à moyen terme. (Reuters 01.03)

2- Le taux de chômage dans la zone euro est repassé en janvier sous la barre des 10% pour la première fois depuis décembre 2009, à 9,9% de la population active, montrent les données publiées mardi par Eurostat.

Selon les estimations d'Eurostat, 15,8 millions de personnes étaient sans emploi dans la zone euro en janvier.

Il n'y avait pas de données pour la Grèce et l'Estonie en janvier. (Reuters 01.03)

Comme le chômage n'a cessé d'augmenter les mois précédents en Grèce, en ajoutant ce pays le taux de chômage n'a pas baissé en réalité ! En France, Sarkozy a annoncé une batterie de mesures pour "*l'emploi des jeunes et des séniors*" qui auront pour effet mécanique de faire baisser officiellement le nombre de chômeurs dans la perspective des élections de 2012.

Avec l'argent de l'Etat, il a entamé sa campagne électorale... Après "*La conquête*, cela serait étonnant que la suite s'intitule "*La reconquête*"! Mais l'on sait jamais... On y reviendra prochainement.

Haut de page

Le 3 mars

Politique.

1- France.

1.1- Mauvais (et réactionnaire) sur toute la ligne.

La politique économique du gouvernement français est jugée mauvaise par 72% des Français, selon le baromètre de BVA pour les Echos et France Info. (Reuters 02.03)

1.2- La casserole rwandaise de Juppé.

Ministre vedette du remaniement, le remplaçant de MAM au Quai d'Orsay ne fait pas, malgré le concert de louanges de la majorité présidentielle, l'unanimité. Alain Juppé rappelle même «*de mauvais souvenirs*» au Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR), à l'origine de plusieurs plaintes visant des auteurs présumés du génocide rwandais de 1994.

Juppé avait été ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de cohabitation d'Edouard Balladur, de 1993 à 1995. «*De nombreux observateurs ou historiens ont suffisamment mis en cause le gouvernement français de l'époque pour son soutien diplomatique, financier et militaire à un régime aux abois qui commettait un génocide à la face du monde, dans l'indifférence de la communauté internationale*», proteste le Collectif.

«*L'homme qui revient aux Affaires étrangères de la France est un de ceux qui, mis en cause pour le soutien apporté à un régime génocidaire, n'a jamais éprouvé le moindre remord ni évoqué la moindre remise en cause de son action et de celle du gouvernement auquel il participait*», déplore-t-il. (AFP et Libération.fr 02.03)

2- Tunisie.

Plus de 300 personnes détenues pour des raisons politiques ont été libérées ces trois derniers jours en Tunisie à la suite de l'amnistie générale décrétée le 19 février par le président par intérim Fouad Mébazaâ, a-t-on appris mercredi auprès de l'avocat Samir Ben Amor.

Signe de l'instabilité persistante en Tunisie un mois et demi après la chute de Zine ben Ali, la cascade de démissions enregistrées au sein du gouvernement provisoire pourrait amener l'armée à prendre en main elle-même la transition vers la démocratie.

Selon les analystes, ces défections, y compris celles de deux ministres d'ouverture non liés à Ben Ali, affaiblissent l'équipe de transition au point qu'elles font planer des doutes sur sa capacité à organiser comme promis des élections libres d'ici la mi-juillet.

Dès lors, "*une prise en main du processus électoral est un scénario probable*", estime Mohamed el Katiri, spécialiste du Moyen-Orient à l'Eurasia Group. "*L'armée a dit que son travail était de protéger la révolution. Si le gouvernement tombe, elle devra combler le vide*", dit-il.

Les révolutionnaires tunisiens ne sont pas favorables à une ingérence des militaires dans le processus de démocratisation.

Une intervention de l'armée tunisienne "*ne serait pas une évolution bienvenue mais, si les membres des sociétés civile et politique ne sont pas capables d'offrir une solution permettant à la Tunisie d'avancer, le modèle égyptien pourrait s'imposer*", juge Slaheddine Djourchi, analyste indépendant tunisien.

Mais il n'exclut pas que le gouvernement transitoire survive à la vague de démissions qu'il connaît et réussisse à s'ouvrir encore davantage à tous les secteurs de la société, permettant ainsi de reprendre le chemin d'une transition démocratique.

De source proche du gouvernement, on déclare que Caïd Essebsi annoncera cette semaine la mise sur pied d'un conseil représentatif chargé de réformer la Constitution en vue de préparer des scrutins législatif et présidentiel pluralistes. (AP et Reuters 02.03)

3- Lybie.

3.1- Les hasards du calendrier ont croisé ceux du destin incertain de la Libye. A l'heure ou la situation reste volatile, ce mercredi le pays se retrouvait confronté à une étrange célébration: celle du lancement par le Colonel Kadhafi de la «Jamahiriya» (le pouvoir des masses) à la fin dans les années 70. Un mouvement théorisé dans une petit ouvrage baptisé «le livre vert».

A la mi-journée, les habitants de Bengazhi se sont massés devant leur poste de télévision, pour regarder la conférence de presse donnée à Tripoli, devant une poignée de fidèles, par «*le guide suprême*», égal à lui-même. Champion de l'auto-promotion, de la reécriture de l'histoire, et des affirmations rocambolesques. Au point de provoquer l'hilarité chez ceux qu'il terrorisait il y a encore trois semaines. «*Ce type est un pitre, un pantin, et un fou furieux*», dit un professeur de l'Université de Bengazhi. «*Il faut l'envoyer à l'hôpital psychiatrique, ou plutôt directement à la morgue.*»

Une fois l'ubuesque show télévisé achevé, des milliers de personnes sont sorties dans les rues pour célébrer à leur manière l'anniversaire d'une période révolue. Sur le front de mer, devant les bâtiment brulé de l'ancien comité populaire, bâti à la gloire de Kadhafi, s'est déroulée une manifestation hautement symbolique: des centaines de livres verts - ouvrage jusqu'alors sacré, bible de la révolution écrite par Kadhafi, que chacun se devait de lire dès son plus jeune age - ont été brulés dans une atmosphère de liesse et de fièvre extraordinaire.

Des femmes, et des enfants, ont participé à ce moment de déchainement joyeux. Les livres verts ont été déchirés, piétinés avant d'être jeté dans un immense brasier. Des flammes qui ont fait couler des larmes de bonheur dans les yeux d'un vieil avocat libyen: «*Je n'aurais jamais cru qu'un tel instant, synonyme de totale liberté, fut un jour possible*», confesse-il dans un sanglot. (20minutes.fr 02.03)

3.2- Les forces du colonel Kadhafi ont lancé une vaste contre-offensive mercredi dans l'Est libyen pour reprendre le terminal pétrolier de Brega, mais les violents combats semblent avoir tourné à l'avantage de l'opposition. Moammar Kadhafi a déclaré que des milliers de Libyens mourraient en cas d'intervention étrangère.

A plus de 240 km dans le désert au sud-ouest de Tripoli, Nalut, petite localité berbère, vit entre peur et espoir: elle est l'une de ces "*villes libérées*" de l'ouest libyen, dans la chaîne montagneuse des Nafusa, près de la frontière tunisienne. Mais à tout moment, elle craint d'être reprise par les forces fidèles au régime de Kadhafi.

Ils constituent la première ligne de défense de leur ville de 18.000 habitants, loin de tout, dans le désert du nord-ouest de la Libye, qui s'est débarrassée des autorités pro-Kadhafi. "*Nalut libérée*", peut-on lire sur des murs de la ville.

"*Les jeunes ici ont perdu tout espoir en ce pays*", lance Mustafa, un fonctionnaire de 37 ans qui refuse de donner son nom de famille, de crainte des représailles. "*Alors quand le soulèvement a commencé, nous avons pris toutes les armes que nous pouvions trouver et nous avons repris notre ville.*"

3.3- Un journaliste d'Associated Press a passé deux jours avec les "*révolutionnaires*" auto-proclamés à Nalut, une des villes "*libérées*" de la chaîne montagneuse des Nafusa, proche de la frontière tunisienne.

Le point de passage frontalier, à 68 kilomètres de Nalut, est passé brièvement sous contrôle des forces anti-Kadhafi, quelques jours. Mais les unités militaires pro-Kadhafi ont lancé une offensive lundi et l'ont repris.

Cette opération, et la présence d'une base de l'armée un peu plus au nord, fait craindre à Nalut qu'une offensive se prépare sur la ville.

Lundi, les habitants travaillaient donc avec acharnement à organiser leur défense. A l'entrée de la ville, au bulldozer, ils ont empilé de la terre et des pierres afin de dresser un barrage. D'autres ont creusé des tranchées pour que ceux qui se préparent à défendre Nalut puissent se protéger.

Epuisés, les visages marqués par la peur, les chefs de la rébellion, installés dans l'ancien bâtiment des services de renseignements -désormais un centre communautaire- ont téléphoné à d'anciens officiers acquis à leur cause, essayant de recueillir des informations sur les mouvements des unités pro-Kadhafi.

"*Nous n'avons que des Kalachnikov*", hurle un homme dans le téléphone. "*Que crois-tu que nous pouvons faire avec ça?*"

Plus à l'est dans la chaîne des Nafusa, l'armée est passée à l'offensive lundi soir, attaquant Zintan, autre "*ville libérée*". Les soldats, à bord d'une vingtaine de véhicules équipés d'armes lourdes, ont lancé l'assaut, mais ils ont été repoussés par des habitants armés et des militaires ralliés à l'opposition, selon deux habitants de la ville.

"*Nous n'abandonnerons pas, quelle que soit la forme de terrorisme*" utilisée par Kadhafi, a déclaré un homme à Zintan. " *partir de maintenant, le peuple n'acceptera plus que la liberté et un Etat démocratique*".

Au moins trois autres localités de ces montagnes, habitées par la minorité ethnique berbère de Libye, sont également passées aux mains de l'opposition, selon des habitants de Nalut en contact avec leurs camarades.

Aujourd'hui, Nalut, posée dans une vallée étroite et accidentée de l'ouest des Nafusa, ressemble à une ville-fantôme. Les volets en métal vert et blanc des magasins sont fermés depuis des jours. Et les femmes et les enfants ne sortent plus dans les rues.

Les bâtiments gouvernementaux et les postes de police ont été incendiés par des manifestants le 19 février, au début de l'insurrection. Certaines unités de l'armée et de la police dans la ville ont rejoint les rebelles, alors que les fidèles de Kadhafi prenaient la fuite.

"*Le nombre (de manifestants) était si important*", se souvient Shaaban Abou Sitta, avocat qui habite à Nalut, que les forces pro-Kadhafi "*se sont enfuies. Elles ne voulaient pas tirer sur nous, mais elles ont tiré en l'air, et quand elles ont vu nos effectifs, elles se sont enfuies. Il y a eu des affrontements avec des jets de pierres*", a-t-il ajouté.

"*La seule façon pour l'armée de nous reprendre, c'est d'envoyer beaucoup d'unités, ce qui est impossible parce qu'actuellement, le régime n'a pas les effectifs suffisants, et ils sont tous concentrés sur Tripoli*", a-t-il souligné, considérant que les montagnes protègent la localité.

Désormais, les insurgés de Nalut ont pris l'organisation de la vie quotidienne en mains, sous la direction d'un conseil communautaire rassemblant personnalités locales et habitants. Et ils attendent des nouvelles de Benghazi, le centre de l'insurrection dans l'est, pour que, ajoute Abou Sitta, "nous et les autres frères dans l'Ouest commencions à faire mouvement pour libérer Tripoli".(AP 02.03)

4- Oman

Des manifestants réclamant des emplois et des réformes démocratiques se sont rassemblés mercredi pour la cinquième journée consécutive à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, où les partisans du pouvoir ont, eux, défilé en voitures. (Reuters 02.03)

Social.

1- Les lycéens appelés à manifester ce jeudi.

La Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) appelle jeudi à des "*blocus*" d'établissements et à des manifestations dans plusieurs départements d'Ile-de-France pour dénoncer les 16.000 suppressions de postes prévues à la rentrée de septembre et la politique éducative du gouvernement.

De son côté, le président de l'Union nationale lycéenne (UNL) Victor Colombani a indiqué mercredi à l'Associated Press que son organisation "*soutient tous les établissements qui sont en train de se mobiliser*", mais "*sans faire un appel national pour le moment*".

Des manifestations sont prévues dans toute la France le samedi 19 mars à l'appel d'un collectif de 25 organisations, dont l'UNL et la FIDL, les principaux syndicats d'enseignants, et la FCPE (parents d'élèves) pour dénoncer les suppressions de postes, les restrictions budgétaires et plus largement la politique du gouvernement à l'Education nationale. (AP 02.03)

2- Toujours les plus pauvres les principales victimes.

Grande distribution et industriels viennent d'achever un cycle de négociations tendues sur les prix. Résultat: ils augmenteront en moyenne de 2 à 3%, annonce la Fédération du commerce et de la distribution.

+3 à 3,5%, indique pour sa part Michel-Edouard Leclerc, patron des centres du même nom. «*Les farines sont très impactées. Il va y avoir des hausses de 15 à 28% (...), détaille-t-il à l'AFP. Les huiles augmenteront également, avec des hausses de 4 à 6% pour l'arachide et le tournesol.*»

Lait et volaille, déjà touchés par la hausse, augmenteront «*encore un peu*», précise aussi l'entrepreneur.

Les produits les moins transformés sont les plus touchés. Pour les produits très transformés, le poids du prix des matières premières dans le prix final est moindre.

Distributeurs et indutriels répercutent la flambée des prix des matières premières. L'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a bondi de 15% au dernier trimestre 2010. Particulièrement concernés, le sucre, le maïs, le blé et les matières grasses, souligne l'institution.

«*Des hausses importantes avaient déjà été répercutées avant ces négociations*», ajoute Olivier Andrault, chargé d'études alimentation à l'UFC-Que choisir. L'association de consommateurs a récemment publié une étude montrant que distributeurs et industriels ont été très prompts à cet exercice ces derniers mois, notamment sur le prix du lait et de la volaille.

«*En 2007-2008, les cours ont fortement augmenté, ce qui a été répercuté sur les prix en magasins. En revanche, la chute des cours, avec la crise de 2008, n'a pas été ressentie en magasins, ou très mal*», dénonce Olivier Andrault.

Quels sont les ménages les plus touchés?

«*Ces hausses vont impacter les ménages les moins aisés*», analyse Olivier Andrault. L'alimentation est le troisième poste de dépenses des ménages (13,5%).

«*Mais pour les 10% de ménages les plus modestes, cela représente 17%, souligne Olivier Andrault. De plus, ces ménages ont davantage tendance à acheter des produits peu transformés, les plus impactés par les hausses actuelles*». (Libération.fr 02.03)

Souvenir d'enfance et d'adolescence.

Une sardine et demie à l'huile en boîte au dîner ou quatre tranches de cervelas au déjeûner et pas une de plus en guise de viande. "*J'peux avoir un morceau de beurre s'il te plaît maman ?*" Réponse de ma mère : "*Non, il y en a déjà dans la soupe, si elle ne te plaît pas ajoute du sel, ça passera mieux et dépêche-toi de manger ça va être froid, tu commences à m'énerver, ton père va t'en mettre une.*" Une grosse baffe dans la figure avec ses pognes de boxeur comme pratiquement tous les soirs ou plusieurs fois par jour, le bonheur quoi. Ma mère : "*Mange pas tout ton pain, tu n'en auras pas d'autre, le pain c'est fait pour pousser seulement, tu crois peut-être qu'on est riche*. On avait faim quand on se mettait à table, et comme la première chose qu'on avait à portée de la main une fois à table c'était le morceau de pain que venait de nous donner notre mère, on se jettait dessus, non sans risque...

Quand on a vécu la pauvreté, on ne peut pas penser comme quelqu'un qui ne l'a pas vécue. Et on est extrêmement choqué par les discours syndicaux ou politiques axés sur l'amélioration de la condition ouvrière quand on se souvient de n'en avoir jamais profité en réalité, on en déduit forcément que leur politique s'adresse à d'autres couches de travailleurs qui ne vivent pas comme nous, ce que les faits ont confirmé amplement. Mes parents n'avaient pas de conscience politique et ne risquait pas d'en avoir dans de telles conditions. Qu'on se comprenne bien, ceux que je vise ici, ce ne sont pas les travailleurs des couches supérieurs de la classe ouvrière, mais bien ceux qui en principe sont censés représenter les intérêts de toutes les couches de travailleurs, ce qui n'était pas le cas hier et ne l'est pas non plus aujourd'hui.

Autrefois les marxistes, on a envie de préciser les vrais, ils étaient capables de se mettre dans la peau de toutes les couches de travailleurs pour avoir vécu parmi eux ou les avoir étudiées pendant des années (*La situation de la classe ouvrière en Angleterre* d'Engels - 1844), ils n'avaient pas de scrupules ou besoin de prendre des gants pour décrire les modes de vie et les mentalités des différentes couches de travailleurs, des plus misérables aux plus nantis, tout en expliquant que le capitalisme avait bien compris quel avantage politique il pourrait tirer de favoriser certaines couches pour mieux maintenir dans la pauvreté

des millions d'ouvriers et leurs familles, diviser le prolétariat.

Si lorsque j'ai repris à mon compte les discours de Marx, Engels et Lénine mon attention a été attirée par cette question, c'est peut-être parce qu'au cours de ma vie je suis passé d'une couche de travailleurs à l'autre sans jamais oublier ce que j'avais vécu auparavant, y compris lorsque je devins un jeune travailleur sans le sou jusqu'à rester trois jours sans manger, alors que je travaillais comme coursier en mobylette. Est-il possible de renouer avec le marxisme ou de s'en réclamer en demeurant étranger au sort des millions de travailleurs pauvres en France, misérables dans bien d'autres pays ?

Cette situation n'avait pas échappé aux marxistes de la moitié du XIXe et du début du XXe siècle parce qu'en se lançant dans l'étude du fonctionnement du capitalisme, j'ai cité plus haut Engels, on pourrait citer Marx avec *Le Capital* ou encore Lénine à travers son étude magistrale sur la situation économique de la Russie au tournant du XXe siècle ou plus tard en 1916 *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, ils ne pouvaient pas réaliser sérieusement cette étude sans plonger au plus profond de la classe ouvrière et découvrir dans quelles conditions épouvantables elle vivait, les frustrations et les souffrances qu'elle devait supporter au quotidien. Depuis, aucun soi-disant marxiste n'a été capable ou n'a eu suffisamment de volonté pour se livrer à une étude comparable. Ceci explique peut-être cela, pourquoi nos marxistes du XXIe siècle sont déconnectés de la classe ouvrière, et disons-le franchement pour le penser très fort, ils s'en sont délibérément détournés, par facilité sans doute ou par crainte de devoir revoir de fond en comble leur copie...

Quant à ceux qui n'ont que la grève générale ou la révolution à la bouche, le plus souvent des intellectuels totalement déconnectés de ce que vivent les ouvriers au quotidien et incapables de se le représenter un instant, je ne peux m'empêcher de penser en lisant leur littérature absconse (incompréhensible) pour le travailleur lambda, qu'ils veulent faire une grève générale ou une révolution sans eux ou plutôt ils voudraient bien qu'ils y participent mais sans trop se soucier de savoir ce que ces travailleurs pauvres en tireraient à l'arrivée ou si cela changerait radicalement leur situation. On en a confirmation en se penchant sur le traitement que leur réserve les syndicats.

Du côté des syndicats c'est encore pire, chez Airbus, où les travailleurs tous revenus (et avantages sociaux) confondus sont parmi les mieux payés de France, on pourrait prendre d'autres exemples comme Total, on a vu la semaine dernière qu'ils avaient les moyens de mégoter sur une différence misérable de 0,8% d'augmentation de salaire, la direction proposait 2,2 et les syndicats exigeaient 3%, alors que des millions de travailleurs sont en droit d'exiger des augmentations se salaire allant de 30 à 100% ou rêvent d'un salaire minimum qui tournerait autour de 1500 ou 1800 euros net par mois pour sortir de leur condition précaire et insupportable, ce dont se foutent éperdument syndicats et partis dits ouvriers, un simple constat.

Aux prochaines élections, il ne faudra pas s'étonner que les mieux servis votent pour un parti du capital ou subordonné à celui-ci dans l'espoir d'en tirer encore quelque chose, et que les autres se réfugient dans l'abstention ou votent FN en désespoir de cause puisqu'on les pousse dans cette voie-là.

Haut de page

Le 4 mars

J'ai rectifié l'article *Le Conseil pour la protection de la révolution appelle à dissoudre le gouvernement.* (02.03.11), le contenu du fichier concernait un autre article. Je suis en train d'écrire un bref article critique sur le Conseil National pour la Protection de la Révolution en Tunisie. A demain.

Le 4 au petit matin.

Je n'aurai le temps d'écrire rien du tout pendant plusieurs jours tellement je croule sous des emmerdements bureaucratiques :

1- Le fisc indien a rejeté les documents que je lui avais fourni parce que sur mon passeport figurent mes deux prénoms, Jean-Claude et Henry, alors qu'Henry ne figure sur aucun autre document, ces abrutis pensent que je m'appelle Jean-Claude Henry, pourquoi pas Charles-Pierre-Henry pendant qu'ils y sont. Si je ne remplis pas cette formalité je devrais payer 20% sur l'argent que me rapporte l'argent que j'ai déposé en banque sur un compte rémunéré ;
2- A cause de l'inflation qui frôle les 20% et le passage des taux d'intérêt de 6,5 à 10% pour les dépôts bancaires sur 5 ans, je dois aller à la banque pour annuler tous mes placements (l'équivalent du Livret A en France) et remplir de nouveaux formulaires, c'est mon principal revenu (15.000 roupies par mois, 230 euros environ), en n'y allant pas je perds bêtement des milliers de roupies par mois. Et le lendemain il faudra que j'y retourne pour récupérer mes titres de placement... s'ils sont prêts !
3- Je n'ai plus d'encre dans l'imprimante donc impossible de sortir un courrier, là encore je dois aller à Pondichéry ;
4- Je suis allé commander le remplacement de ma bouteille de gaz il y a huit jours, il faut donc que j'y retourne avant de tomber en panne de gaz !
5- Je dois aller payer ma facture d'électricité avant qu'ils ne me coupent le courant, c'est automatique ici ;
6- Je dois retourner au bureau des transports pour la cinquième fois parce que je n'ai pas reçu mon nouveau permis de

conduire depuis deux mois (renouvelé tous les 10 ans) ;
7- Mon passeport et mon visa arrivent bientôt à expiration, je dois donc m'y prendre au moins trois mois à l'avance pour réunir la tonne de paperasse à fournir ; l'an passé Magueswary avait été 10 ou 11 fois au bureau des visas avant que son dossier soit complet, j'espère ne pas battre son record !
8- Je n'ai plus de carte bleue (BNP) depuis mars 2010, impossible de contacter ma banque par téléphone pour cause de boîte vocale, j'ai envoyé une lettre et un courriel, sans réponse, je vais les renvoyer par fax, je dois donc me déplacer pour cela et avoir acheté de l'encre avant ;
9- Magueswary est logé dans une HLM vétuste et elle crève de froid, je dois intervenir d'urgence auprès de l'organisme HML, l'OPAC ;
10- J'ai déjà rendez-vous lundi au consulat, car je n'ai pas eu de réponse à la requête que j'avais adressée au consul suite au rejet de la demande de visa de mon beau-frère.

Je pense ne rien avoir oublié, c'est à devenir fou ! Comment voulez-vous que je me concentre sur une question politique ou que je n'écrive pas parfois des conneries ? Ah oui, je suis un sacré privilégié pour vivre sous les tropiques ! Une vie de dingue en réalité. Pour bien faire je devrais tout arrêter pendant une semaine et essayé de régler tous ces problèmes. Sans compter que je n'ai toujours pas trouvé le temps d'aller faire soigner mon pied qui me fait de plus en plus mal, je dois également retourner chez le dentiste et faire enfin réviser la moto. Je dois aussi me taper toutes les tâches ménagères, nettoyer et arroser le terrain tous les jours, etc. Ma seule satisfaction : j'ai maigri de 6 kilos en deux mois, depuis que Magueswary est retournée en France, il m'en reste 10 ou 15 à perdre pour retrouver un poids normal par rapport à ma taille. Voilà à quoi en est réduit le plaisir dans leur vieux monde pourri ! Heureusement que les Tunisiens sont là ! Allez, on ne se laisse pas abattre, ce n'est pas le moment, au boulot !

Je complète deux heures plus tard.

Au bureau des transports, le fonctionnaire qui s'était absenté hier était bien là, mais il m'a renvoyé vers un autre bureau où le fonctionnaire n'était pas là et ne reviendra que lundi ! Quant à ma visite au bureau d'immigration elle a été tout aussi infrutueuse, pour obtenir une modification de mon visa, on m'a demandé de revenir lundi avec une demande écrite et une copie de mon visa ! J'ai juste eu le temps de faire remplir la cartouche d'encre et de m'acheter de quoi déjeûner à midi. Voilà comment on perd deux heures.

Ambiance à trois semaines des cantonales selon Lemonde.fr d'hier.

Le moment est propice pour toutes les oppositions. Les indicateurs sont presque tous au rouge pour la majorité et pour le gouvernement. Il n'y a pas un sujet autour duquel les élus ou les ministres puissent venir se réconforter. Pas une seule réussite autorisant l'exercice de communication avec les "éléments de langage" façonnés par de l'Elysée qui constituent un des grands apports publicitaires du sarkozysme. Même Xavier Bertrand, jamais avare d'autosatisfaction, n'a pas trop insisté sur l'embellie statistique, il est vrai toute relative, des chiffres du chômage.

Que ce soit en matière sociale ou sur le plan économique, c'est le désert des Tartares pour la majorité. Pas le moindre vermisseau à se mettre sous la dent. Question pouvoir d'achat, les économistes promettent encore du sang et des larmes. Sur le terrain de la fiscalité, le président de la République et son ministre du budget se contredisent au sujet de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune). Jusqu'au débat de société que l'Elysée veut lancer sur l'islam – débat recentré sur la laïcité par Matignon – qui met en évidence une forme d'aveuglement politique : le fiasco d'Eric Besson avec le débat sur l'identité nationale, promoteur des thèmes du Front national, ne semble faire l'objet d'aucune analyse. Comme si l'expérience du passé ne servait à rien.

L'impression qui domine est que Nicolas Sarkozy est paralysé politiquement et que sa cote de défiance va rejaillir, à un moment où à un autre, sur les élus de la majorité. Pendant deux mois, le pouvoir exécutif a été accablé par les dégâts collatéraux de sa politique étrangère. Et rien n'indique que le dernier réaménagement ministériel va changer quelque chose dans la perception négative de l'opinion publique. C'est du reste le contraire qui se passe. Les sondages montrent que c'est maintenant le cœur de l'électorat du chef de l'Etat qui est atteint. Et cet électorat est aussi celui des conseillers généraux sortants de la majorité qui se présentent les 20 et 27 mars.

Paradoxalement, le scrutin, qui s'annonçait à hauts risques pour la gauche ou, à tout le moins, sans grande marge de progression pour elle, risque de devenir un concours de tir au pigeon UMP.

Sans aller jusqu'à pronostiquer un raz-de-marée, il n'est pas impossible de voir se profiler une "vague rose" au soir du premier tour.

Les experts électoraux vont même jusqu'à imaginer la perte d'une dizaine de départements par la droite. Ceux dans lesquels la majorité ne tient qu'à un, deux ou trois sièges et dans lesquels beaucoup de conseillers généraux sortants renouvelables ne mettent pas trop en évidence leur étiquette UMP.

L'hypothèse selon laquelle le nouveau ministre de l'intérieur, au soir du second tour, dessinerait un tableau représentant moins Napoléon au pont d'Arcole que l'empereur à Warterloo, n'est pas à écarter.

Reste que l'inconnue de la participation – attendue faible dans les cantons urbains et légèrement meilleure dans les ruraux –

pèsera lourdement sur le résultat du scrutin.

Dans une telle configuration politique, la mobilisation des électorats les plus politisés ou les plus militants – c'est-à-dire ceux qui s'opposent le plus ouvertement à Nicolas Sarkozy – aurait pour conséquence de produire nombre de surprises désagréables pour la droite. En même temps qu'une faible proportion de triangulaires, il y aurait des duels inattendus mettant en évidence la "renaissance" du Front national, version Marine Le Pen, et la "remontée" du PS, sous la houlette de Martine Aubry. Pas de bonne augure pour l'Elysée si on considère ces cantonales comme le dernier vrai test avant 2012.

Commentaire.

Il n'y a que les militants subordonnés aux institutions qui trouveront matière à se réjouir d'une défaite de l'UMP aux élections cantonales le soir du 27 mars à défaut d'être capables de définir une véritable stratégie révolutionnaire contre le régime. A quoi pourrait conduire que les travailleurs reportent leurs votes sur d'autres formations politiques ? A rien, comme d'habitude depuis des lustres. Cela alimenterait la crise des institutions... Tu parles, pour leur permettre de se survivre à elle-même ou pour les faire crever, devinez ? Quels enseignements politiques pourraient-ils en tirer ? Aucun en dehors de toute perspective politique pour en finir avec le régime.

Dès lors, à quoi bon aller voter, non, sinon pour légitimer une fois de plus les institutions de la Ve République et ses principaux partis ? Seule une abstention massive traduirait clairement le rejet des institutions par les masses, d'où notre appel au boycott de ces élections.

Politique.

France

1- Toujours plus minoritaire et illégitime : dégagez !

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy a baissé de deux points en un mois pour atteindre 22%, soit son plus bas niveau depuis son élection à la présidence de la République en 2007, selon un sondage TNS Sofres à paraître dans *Le Figaro Magazine*.

Le Premier ministre François Fillon perd un point à 33%, atteignant lui aussi son niveau le plus bas depuis son arrivée à Matignon. (Reuters 03.03)

2- Pas de bol pour Sarkozy, un homme, petit certes, mais un vrai !

Une écrasante majorité de Français (91%) seraient prêts à voter pour une femme à la prochaine élection présidentielle, selon une enquête réalisée par l'agence Mediaprism pour le «think-tank» féministe Le Laboratoire de l'égalité. (20minutes.fr 03.03)

3- Les inquisiteurs en deux volets, les blanchisseurs, des procureurs généraux et des élus ripoux tout aussi corrompus.

3.1- Sarkozy en croisade est tombé dans le bénitier.

Nicolas Sarkozy a célébré jeudi le "*magnifique héritage*" chrétien de la France et insisté sur la nécessité de préserver son patrimoine, dans lequel il voit les signes "*les plus tangibles*" de son identité.

Le chef de l'Etat s'exprimait au Puy-en-Velay, un des hauts lieux du catholicisme français, au moment où son parti, l'UMP, a créé la controverse en décidant de débattre avec son aval de la laïcité et de la place de l'islam en France.

"*La chrétienté nous a laissé un magnifique héritage de civilisation et de culture*", a-t-il dit après une visite de la cathédrale de la préfecture de la Haute-Loire, un joyau de l'art roman en même temps qu'un des points de départ du pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle.

Les médias ont évoqué ces derniers temps des visites en projet dans d'autres sites emblématiques de l'histoire de la France catholique - Cluny, Domrémy, Reims, voire le Mont Saint-Michel où Nicolas Sarkozy s'était rendu en janvier 2007 au tout début de sa campagne présidentielle. (Reuters 03.03)

Parmi le "*magnifique héritage*" chrétien, on trouve les inégalités et les injustices de tout ordre qui accablent la classe dominée... parce qu'elle le mérite, notez bien. La curie avance comme explication qu'il faut bien des pauvres pour contrebalancer l'existence des riches, et les plus à plaindre ne sont pas ceux que l'on croit, ce sont les nantis car s'ils trouvent le bonheur ici bas, ils ne trouveront pas le repos de l'âme dans l'au-delà les maheureux, alors que la plèbe peut se réjouir de son triste sort sur terre qui va

lui servir à racheter ses péchés et lui permettra ainsi d'accéder au paradis céleste !

Bref, on aura compris pourquoi Sarkozy vante les bienfaits du "*magnifique héritage*" chrétien, qui en réalité est synonyme de servitude humaine et d'ignorance des masses pour leur interdir de s'émanciper définitivement du règne de l'exploitation et de l'oppression, dont toutes les religions confondues ont sans cesse tiré profit depuis la nuit des temps.

On n'a pas besoin de faire référence ou de pratiquer une religion pour respecter son collègue de travail ou son voisin de palier par exemple. Dans ce domaine aussi les syndicats et partis ouvriers font preuve d'une incurie politique incroyable, ne parlons pas de la Libre Pensée qui est une autre forme de chapelle incapable de défendre des principes sans pratiquer elle-même l'excommunication envers ceux qui osent la critiquer.

3.2- Le voile des dictateurs s'envole

Luc Chatel a écrit aux parents d'élèves d'une école de Pantin (Seine-Saint-Denis), qui ont protesté contre la décision de la directrice d'interdire à une mère voilée d'accompagner son fils de CP lors d'une sortie scolaire, en novembre dernier. Le ministre donne donc raison à la directrice.

Lors d'un déplacement scolaire, les parents d'élèves se placent dans une "*situation comparable à celle des agents publics*" indique le ministre dans sa lettre, ils doivent donc accepter "*de se soumettre aux principes fondamentaux de ce service public*", qui impliquent "*la neutralité*".

Une décision en contradiction avec les positions précédentes du ministère, fondées sur une délibération de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), qui en 2007 avait jugé ce type de refus discriminatoire, souligne LeMonde.fr.

"*Il y a un principe qui doit être non négociable, c'est un principe de neutralité et de laïcité de notre système éducatif*", a expliqué Luc Chatel jeudi en marge d'une visite à Marseille pour l'inauguration du Mémorial de la Marseillaise, selon LePoint.fr.

"*Je pose aujourd'hui une règle claire sur laquelle pourront s'appuyer les directeurs d'école*", estime le ministre dans les colonnes du Parisien. (Lepost.fr 03.03)

On aurait pu titrer : Le règne de l'arbitraire, de la stigmatisation et du bouc-émissaire.

Formidable, ainsi les gosses dont les mères sont voilées et qui n'y sont pour rien, vont pouvoir être montrés du doigt par leurs petits camarades, mis en quarantaine pourquoi pas, isolés des autres élèves. Et ces mères vont se retrouver cloîtrées chez elles comme des parias au lieu de pouvoir avoir des échanges avec les autres mamans, c'est scandaleux !

Quand dans un pays les autorités en arrivent à dicter à la population quels vêtements elle peut porter ou non, cela signifie que la totalité des libertés déjà limitées dont bénéficie la population sont gravement menacées.

3.3- La blanchisserie antidémocratique du régime

Dans le cadre de l'examen d'un texte sur l'élection des députés et des sénateurs, ces derniers ont, mercredi 2 mars, refusé de rétablir une peine de prison pour les parlementaires fraudeurs. Cette peine de prison avait été supprimée lors de la première lecture du texte à l'Assemblée nationale, à l'initiative notamment du patron de l'UMP, Jean-François Copé.

Les centristes ont retiré au dernier moment leur amendement prévoyant de rétablir cette peine de prison de deux ans. Le PS a maintenu un amendement identique qui a été rejeté par 172 voix contre 152. (Lemonde.fr 03.03)

3.4- Le procureur "***ami***" de Sarkozy classe le dossier d'un ex-conseiller de Sarkozy. Chercher l'erreur.

La cour d'appel de Paris a refusé jeudi l'ouverture d'une information judiciaire pour prise illégale d'intérêt concernant la nomination de François Pérol, ex-conseiller de Nicolas Sarkozy, à la tête du groupe Banque Populaire-Caisse d'épargne Natixis (BPCE).

Les syndicats à l'origine de la plainte estiment que l'ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée a joué un rôle clé dans la fusion des deux établissements bancaires avant d'en devenir le dirigeant en 2009, ce qui constitue selon eux le délit de prise illégale d'intérêt.

La chambre de l'instruction a rejeté les arguments des syndicats Sud et CGT ainsi que d'un particulier, qui avaient provoqué l'ouverture de cette procédure en juin 2010. (Reuters 03.03)

3.5- Le même procureur viole la loi pour défendre son "***ami***" Sarkozy.

Le quotidien *Le Monde* a déposé plainte le 24 février contre le procureur de Nanterre (Hauts-de-Seine) Philippe Courroye pour violation du secret de ses sources dans l'affaire visant l'héritière de L'Oréal, Liliane Bettencourt.

Le journal, qui rapporte la plainte lui-même dans un article de son édition de vendredi, estime que le magistrat a violé une loi de 2010 lorsqu'il a demandé à la police de se procurer les factures détaillées ("fadettes") du téléphone d'un de ses journalistes, Jacques Follorou, en septembre dernier.

Le Monde combat par cette nouvelle plainte avec constitution de partie civile un premier classement sans suite ordonné par le parquet de Paris, au motif que la loi ne prévoit pas de sanction pénale pour la violation du secret des sources.

Un juge d'instruction indépendant devra ainsi trancher sur d'éventuelles poursuites. (Reuters 03.03)

3.6- Rififi entre les élus et les dirigeants ripoux du PS

Le président PS du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini, a annoncé jeudi qu'il allait déposer plainte pour "*diffamation*" à l'encontre d'Arnaud Montebourg, député socialiste de Saône-et-Loire chargé de la rénovation du parti, à la suite de la publication d'un rapport mettant en cause le fonctionnement et les pratiques du parti dans les Bouches-du-Rhône.

"*Je m'insurge de la publication par la presse d'un rapport rédigé par Arnaud Montebourg et consacré à la situation de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône. Je m'inscris totalement en faux contre ce texte mensonger, calomnieux et diffamatoire*", déclare le président du conseil général dans un communiqué. "*Cet élu, qui se prend pour un procureur, tient des propos péremptoires sur le conseil général des Bouches-du-Rhône, sa gestion et son fonctionnement. Son attitude, digne d'un inquisiteur, est inacceptable. La rédaction de ce rapport n'est rien d'autre qu'une opération de communication d'Arnaud Montebourg qui cherche à exister par tous les moyens*", insiste Jean-Noël Guérini.

Dans un courrier adressé à Martine Aubry le 8 décembre et révélé mercredi par l'hebdomadaire "Le Point", Arnaud Montebourg "*suggère au premier secrétariat de saisir le bureau national d'une mise sous tutelle de la fédération PS des Bouches-du-Rhône, emportant destitution de droit des dirigeants actuels*". Le député de Saône-et-Loire estime que Jean-Noël Guérini a mis en place "*un système de pression féodal reposant sur l'intimidation et la peur*" et qu'"*il s'est autoproclamé président de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône*" en "*violation caractérisée des statuts*", qui ne permettent pas de cumuler les deux fonctions.

Dans son rapport, Arnaud Montebourg considère que "*le conseil général, machine à distribuer des postes d'élus ou d'employés, est utilisé comme un instrument clientéliste*" et déplore "*la soumission et le culte du chef*". "*Ce système de domination sans limite peut conduire aux dérives les plus graves dans l'usage de l'argent public*", note-t-il encore.

Le rapport fait également état du témoignage anonyme d'un élu local socialiste qui évoque des pratiques d'intimidation au sein de la fédération locale. (AP 03.03)

Mais le PS (et pas seulement, ses satellites aussi) serait-il par hasard autre chose qu'une "*machine à distribuer des postes d'élus ou d'employés*", il faut ajouter les postes de ministres qui ne sont pas élus ?

Social.

1- Le personnel des crèches en grève le 11 mars prochain.

Le syndicat FO a appelé jeudi à se joindre à la nouvelle journée de mobilisation organisée le 11 mars par le collectif "*Pas de bébés à la consigne*", contre le décret gouvernemental assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches.

"*Le gouvernement a organisé la casse du système public et associatif à but non lucratif d'accueil de la petite enfance. Personnels moins qualifiés, sécurité abaissée, enfants entassés, telles sont les conséquences désastreuses du décret (...) publié en juin 2010*", dénonce FO dans un communiqué diffusé jeudi.

Le 2 février dernier, le collectif "*Pas de bébés à la consigne*" a appelé à cette nouvelle journée de mobilisation pour le 11 mars.

Le collectif, qui regroupe les principaux syndicats et plusieurs dizaines d'associations, avait organisé deux journées de grève et de manifestations très fortement suivies les 11 mars et 8 avril 2010, avec des centaines de crèches fermées dans toute la France et des milliers de manifestants, notamment à Paris. (AP 03.03)

2- Les affameurs dictent leur loi.

Les cours mondiaux des produits alimentaires ont battu un nouveau record en février et pourraient encore monter en raison de la hausse des prix du pétrole, a annoncé jeudi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'indice des prix alimentaires de la FAO a progressé de 2,2% en février pour atteindre son plus haut niveau depuis sa création en 1990, précise l'organisation dans un communiqué. Cet indicateur mesure les variations mensuelles des cours mondiaux des céréales, huiles et graisses, produits laitiers, du sucre et de la viande.

L'indice de la FAO a enregistré en février son huitième mois consécutif de hausse. En janvier, il avait déjà atteint un pic historique.

La hausse des prix alimentaires sont une des causes du vent de contestation dans le monde arabo-musulman, et fait craindre une répétition de la crise alimentaire de 2008. (AP 03.03)

Economie.

1- France. Quand la direction de Renault pète grave les plombs !

Pour la première fois, Renault laisse entendre que l'affaire d'espionnage présumé au sein du groupe pourrait être en fait une manipulation, dans un entretien accordé par son numéro deux au quotidien *Le Figaro*.

Renault a porté plainte en janvier contre trois cadres travaillant sur le projet de voiture électrique, sur le fondement d'une enquête privée menée après des lettres anonymes les mettant en cause. La société les accuse d'avoir reçu de l'argent de sociétés en lien avec la Chine.

Les cadres, Bertrand Rochette, Matthieu Tenenbaum et Michel Balthazard, visés par une procédure de licenciement, se disent innocents et ont porté plainte pour dénonciation calomnieuse ou diffamation.

L'enquête menée par la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), sous la conduite du parquet de Paris, vise à vérifier les éléments produits par Renault et provenant d'une enquête privée menée par un seul homme.

"*Un certain nombre d'éléments nous amènent à douter*", déclare Patrick Pélata, dans l'entretien publié jeudi sur le site internet du Figaro.

Si Renault est en fait victime d'une manipulation, "*si tous les doutes sont levés, nous proposerons la réintégration des trois cadres et, dans tous les cas, Renault sera très attentif à réparer toute injustice*", poursuit-il.

"*Quand l'enquête sera terminée, nous en tirerons toutes les conséquences jusqu'au niveau le plus haut de l'entreprise, c'est-à-dire jusqu'à moi. Carlos Ghosn, président de Renault et Nissan, décidera et s'exprimera lorsque l'enquête sera définitivement close et que le procureur en aura donné toutes les conclusions*", déclare encore Patrick Pélata.

Le parquet a sollicité l'aide de la Suisse et du Liechtenstein, où, selon Renault, deux des trois cadres détiendraient des comptes numérotés où aurait été versé l'argent de la supposée corruption.

La Suisse a fait savoir oralement aux enquêteurs que les cadres n'avaient pas de comptes bancaires à leurs noms, mais les recherches ne sont pas encore finalisées, Renault ayant fourni des numéros de comptes, a-t-on appris de source judiciaire.

Le Liechtenstein, traditionnellement peu coopératif en matière d'entraide judiciaire, a donné des "*assurances*" que l'enquête serait réalisée. Le parquet espère des résultats "*très prochainement*", a-t-on expliqué.

Philippe Clogenson, ancien directeur marketing du groupe Renault licencié il y a deux ans, a par ailleurs témoigné jeudi dans la presse pour assurer avoir été victime d'une manipulation qu'il voit comme similaire.

"*Une personne m'a annoncé qu'elle détenait la preuve que je recevais de l'argent de la part des prestataires, via des sociétés écrans sur des comptes à l'étranger, et que ça avait été vérifié par la sécurité du groupe*", a raconté l'ancien cadre sur Europe 1, confirmant un témoignage révélé par Le Parisien.

"*J'ai été abasourdi par rapport à ces accusations*", a-t-il ajouté, parlant de machination. (Reuters 03.03)

Haut de page

Le 5 mars

Au lieu de débiter en boucle nos mots d'ordre ou notre programme dont tout le monde se fout ou qui n'inspirent pas confiance, on ferait peut-être mieux de combattre la propagande gouvernementale sous un autre angle. Un exemple.

Injustice et inégalité sociale. Le Figaro, fer de lance de la réaction, hier :

1- à Neuilly-sur-Seine "*dans la première ville de France en terme d'administrés soumis à l'ISF, les habitants se félicitent de la remise en cause de cet impôt annoncée cette semaine par François Fillon*", que les autres classes sociales paieront à leur place, pour qu'ils puissent continuer de jouer au casino de la Bourse ou se vautrer dans la luxure. Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir, c'est bien connu !

2- "*Notre système de protection sociale n'a plus les moyens de supporter les milliards envolés de la fraude. Un changement de culture autant que de méthode sont inévitables*", les patrons ne peuvent pas en dire autant des centaines de milliards d'euros (cumulés) qu'ils économisent en terme d'exonération de cotisations sociales puisque c'est l'Etat qui leur en fait cadeau, le "*fraudeur*" ou plutôt le voleur, en l'occurrence ce sont les patrons et l'Etat !

On pourrait aussi retourner son propos : Notre système de protection sociale n'a plus les moyens de supporter les milliards envolés dans les paradis fiscaux... Un changement de culture autant que de méthode sont inévitables, passer par exemple de la propriété privée à la propriété collective des moyens se production sous la direction de la classe ouvrière.

3- "*Xavier Bertrand, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui s'apprête à renforcer la lutte anti-fraude. «Chaque euro injecté dans le système de protection sociale doit aller à ceux qui en ont besoin», martèle-t-il*". Pourquoi les pauvres "fraudent"-ils ? Parce qu'ils estiment injuste d'être pauvres, c'est légitime, sauf pour l'Eglise qui estime au contraire que c'est une occasion bénie pour les aider à racheter leurs péchés, bref, si les pauvres n'avaient pas cet état d'esprit disons salutaire, il serait alors permis de s'inquiéter de leur état mental, non ?

On pourrait parodier le bouledogue - nos amis les bêtes nous pardonnerons cette identification peu flatteuse pour eux : chaque seconde de la force de travail d'un ouvrier injectée dans le système de production doit servir à satisfaire ses besoins.

Pour info, toujours tirer du Figaro.fr d'hier, il y aurait en France "*88 contrôleurs à la Cnav, environ 250 à la Cnam, 630 à la Cnaf... Quant aux 2500 inspecteurs du travail et 1550 contrôleurs Urssaf, ils consacrent respectivement 12 et 14 % de leur temps à lutter contre le travail illégal.*"

4- La Cour des comptes suggère un alignement du régime français de TVA à taux réduit sur celui de l'Allemagne, moins favorable et appliqué à un nombre plus réduit de biens et services. Cela pourrait, selon elle, rapporter jusqu'à 15 milliards d'euros de plus par an à l'Etat français. (20minutes.fr 04.03)

Si je ne dis pas de bêtises, la TVA réduite c'est celle à 5% qui s'applique aux produits alimentaires, pas tous d'ailleurs, je crois me souvenir que l'eau minérale est considérée comme un produit de luxe au même titre que les engrais chimiques et autres pesticides qui pourrissent les nappes phréatique, cette augmentation de la TVA serait la plus cynique et la plus injuste qui soit car elle conduirait les plus pauvres à se nourrir encore plus mal ou à les affamer davantage. Pour un peu, les prochaines émeutes de la faim n'auront pas lieu au Mali ou en Algérie, mais en France !

Un extrait du dernier numéro de *Débat révolutionnaire* de camarades du NPA :

"*En 1851, Marx écrivait dans le 18 brumaire de Louis Bonaparte :* « ... la révolution [la lutte des classes] va jusqu'au fond des choses ... Elle mène son affaire avec méthode .... Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction, et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : "Bien creusé, vieille taupe!" » *. Plus d'un siècle et demi plus tard, ce qui se constatait déjà dans les pays les plus avancés s'est généralisé au monde entier. Les dictatures du monde arabe et d'ailleurs sont l'incarnation la plus pure de ce pouvoir exécutif* « réduit à sa plus simple expression ». *Mais les États dits démocratiques relèvent du même processus. Les progrès démocratiques, comme les progrès sociaux, ont toujours été l'oeuvre des opprimés, des travailleurs, imposés par en bas aux classes dominantes qui s'y sont adaptées pour perpétuer leur domination grâce au pouvoir économique, au pouvoir de l'argent.*

La "vieille taupe" *de la révolution jaillit au grand air aujourd'hui, portée par une classe ouvrière rajeunie, démultipliée par la mondialisation, et qui prend conscience de l'immense force qu'elle représente. Cette classe ouvrière n'est certes pas encore en mesure de prendre la révolution en main. Il lui faut maintenant, à travers le combat qu'elle va devoir mener pour* « sauvegarder la révolution »*, imposer, garantir ses droits démocratiques, prendre conscience qu'elle seule est capable, en se battant pour*

ses propres exigences sociales et démocratiques, de faire naître un nouveau pouvoir, émanation de l'organisation démocratique qu'elle se donne pour diriger ses luttes, combattre la réaction, organiser la vie collective. Et qu'elle devra, pour cela, pousser l'affrontement avec le capitalisme jusqu'au bout, n'hésitant pas à contester ses fondements même en expropriant l'oligarchie financière qui contrôle l'ensemble des grands moyens de production et d'échange et en établissant son propre contrôle sur le fonctionnement de la société, le socialisme."

C'est effectivement dans ces termes que les travailleurs du monde entier doivent poser la question du pouvoir pour pouvoir entrevoir la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, et franchir une étape décisive sur la voie de leur émancipation du capital.

Les questions politique et sociale sont intimement liées et procèdent d'un processus dialectique, à l'opposé, les isoler ou les considérer comme des abstractions aboutirait finalement à n'en régler aucune. C'est ce à quoi se sont employés méthodiquement nos dirigeants pendant plus d'un demi siècle, avec le résultat que l'on sait. C'est la raison pour laquelle l'expropriation des capitalistes et la prise de contrôle de l'ensemble de l'économie du pays doit figurer impérativement parmi les objectifs politiques des partis ouvriers et des syndicats, car c'est à la fois la condition indispensable sans laquelle il ne serait pas possible dans un premier temps de satisfaire l'ensemble de nos revendications sociales et d'entrevoir à terme la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, et sans laquelle tout soulèvement révolutionnaire serait condamné à laisser le pouvoir aux mains de la classe dominante, celle des capitalistes, et finalement il ne permettrait pas à la classe ouvrière de renverser l'ordre établi et d'exercer son pouvoir sur la classe des capitalistes, de devenir la classe dominante ou en d'autres termes, de lui imposer à son tour sa propre dictature, la dictature du prolétariat se substituant à la dictature du capital.

L'objectif de la lutte de classe du prolétariat n'est pas de prendre le pouvoir (en soi) pour satisfaire une quelconque soif du pouvoir, encore moins pour à son tour exploiter une autre classe sociale, mais bien pour réunir les conditions politiques afin d'en finir avec le système économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la propriété privée des moyens de production. Dès lors, c'est à partir de cet objectif que doit être définie notre stratégie, le perdre de vue ou s'en détourner un instant ne peut que conduire infaillement à s'adapter au capitalisme au lieu de le combattre, ce que sait faire le mieux et avec une certaine constance ou persévérance le mouvement ouvrier, et il doit figurer dans notre agitation et propagande quotidienne en direction des travailleurs, afin de les aider à prendre conscience des tâches politiques qu'ils devront accomplir pour avancer sur la voie de leur émancipation, du socialisme.

Parole d'internaute.

Introduction. Des Bouches-du-Rhône aux Bouches-du-Nord. Attention, on embraque sur l'étoile des vents histoire de se détendre un instant, on l'a bien mérité.

1- Marseille, a une "*mafia socialiste*" depuis la fin de la 2eme guerre mondiale. Rien de nouveau...même si le parti socialiste fait semblant de découvrir, magouilles et corruptions. Il faut remonter à G.Deferre, aux frères Guerrini (mafieux), etc...pour se faire une idée de l'ampleur de "*cette pieuvre dite socialiste à Marseille*" qui dure depuis 60 ans au moins. Cela m'etonnerait que le bureau parisien du parti, arrive à "*nettoyer au karcher*", je pense que ce serait plutôt le contraire !

2- Tous les vieux militants socialistes savent que depuis plus d'un demi-siècle, au moins, la Fédération des Bouches du Rhone est une féodalité clientéliste. Et puis nous avons quelques soupçons sur celles du Nord qui a gagné le surnom de "*Bouche du Nord*" et aussi du Pas de Calais, peut-être toutefois moins clietèlistes mais plus féodales. Il ne serait pas négatif, au contraire, de faire un peu de ménage.

Un autre internaute qui ne manquait pas d'humour a relevé qu'en inversant Rhône, cela donnait Nord ! Tout le monde ne perd pas encore le nord heureusement !

Il y a aussi une formule populaire qui dit *Etre à l'ouest*, pour dire être à côté de la plaque ou de ses pompes, je raffole des dialogues de Michel Audiard. Normal le soleil se lève à l'est ! C'est de ce côté-là qu'il faut jeter un oeil pour comprendre l'évolution du capitalisme mondial à notre époque. Quant au sud, il fait rêver, mais on en revient vite, il suffit de voir comment le colonel Chavez soutient ouvertement son "*frère*" et colonel Kadhafi ! Entre colonels, on ne perd pas le nord ! Normal, c'est le point d'ancrage du capitalisme dominant depuis plus de deux siècles.

Je me souviens avoir lu un jour qu'autrefois le pôle nord magnétique se situait à la hauteur de Jakarta en Indonésie... De quoi faire tourner la tête à ceux qui ne l'ont pas bien accrochée sur les épaules, heureusement pour nous que Marx et Engels sont passés par là depuis pour remettre celle d'Hegel à l'endroit.

Quant aux girouettes qui pointent souvent à la cime des clochers, à force de tournoyer comme des folles dans toutes les directions à la recherche de Dieu, ses Saints et ses anges qui seraient partout mais que personne n'a jamais approché de près, et qui, selon les caprices du vent aussi impénétrables et imprévisibles que les pulsions soudaines qui agitent le corps envouté d'une jeune femme encore vierge indiquent au passage par fantaisie la direction de la Mecque, en vérité elles connaissent tous un jour ou l'autre un bien triste destin en finissant par s'écraser quelques dizaines de mettre plus bas sur la terre ferme, rendant ainsi à Newton ce qui lui appartient.

Même les pigeons et les baleines perdent le nord, c'est pour dire à quel point tous ces systèmes de navigation ne sont pas infaillibles. Une autre fois on dissertera librement sur le pif auquel eurent recours parfois les maîtres du marxisme, lorsqu'ils n'existaient pas de moyens de transport et de communication rapides.

Mon chien, Yvan, qui pourrait bouffer tout cru le bouledogue dont il fut question plus haut - il en crèverait sûrement empoisonné le pauvre animal, me souffle à l'oreille de faire quand même attention, car en vieillissant il arrive que parmi ses semblables, d'autres races s'empresse-t-il d'ajouter d'un air intéressé, certains chiens n'aient plus de pif et s'en prennent par erreur à ceux qui les ont nourris toute leur vie et que bien des humains leur ressembleraient. D'après vous, à qui pensaient-ils : aux aigris avinés dont les effluves d'alcool remplissent les narines et rendent aveugles ou fou ; à ceux qui s'empiffrent tellement qu'ils ne sont plus capables de roter par la bouche, parmi lesquels les renégats ou certains "vieux bolcheviks" devenus des bureaucrates respectables qui se goinfrent dans les plus fameuses brasseries parisiennes (en référence à un courriel reçu en 2009 par un militant les ayant surpris et qui en fut extrêment choqué, je ne l'ai jamais publié), comment voulez-vous après cela qu'ils aient une pensée charitable pour les travailleurs pauvres, franchement cela ferait désordre et pourrait perturber leur paisibledigestion, leurs odeurs en seraient encore plus incommodantes ; à ceux qui ont forcément toujours raison et qui ont un cerveau tellement sclérosé qu'une légère brise aux fragrances inconnues ne pourrait y pénétrer de crainte de perturber leurs neurones à jamais ankilosés ; aux activistes qui sont obligés de respirer par le nez et dont les sinus finissent par se boucher à cause de la pollution au point de ne plus pouvoir penser sans tomber en syncope, Trotsky les avait pourtant prévenus, mais ils n'en ont fait qu'à leur tête ou celle de leurs crétins de dirigeants, et ce qu'il leur arrive ils l'ont bien cherché, on ne les plaindra pas par conséquence ; aux chercheurs de trésors ou de recettes magiques qui rejettent les enseignements du marxisme pour se réfugier dans les miasmes du réformisme ou de l'anarcho-syndicalisme, qui une fois le pif bouché, lorsqu'ils ouvrent la bouche, dégagent une odeur irrésistible de cadavre puant pareil au stalinisme, on pourrait continuer cette liste encore longtemps...

Son conseil n'est pas tombé dans le pif, pardon, dans l'oreille d'un sourd, j'essaierai d'en faire bon usage. En attendant, mon pif me dit que cette petite fantaisie manuscrite m'a coûté quelques heures précieuses. Il faut bien se changer les idées et se faire plaisir un peu, car si on devait attendre de pouvoir changer le monde pour cela, on mourrait d'ennui ou de tristesse tellement leur monde est laid... et empeste.

Quant à la littérature des partis destinés aux travailleurs, elle est toujours à mourrir d'ennui, d'une tristesse abominable à se coller une balle dans la tête ou leur tourner le dos. Comparez-là avec les visages survoltés de ces jeunes de Bengazhi ou de Kasserine et cherchez l'erreur. Ils pissent de trouille dans leurs frocs et on ne ferait autre chose à leurs places, mais ils partent au combat en première ligne dans la bonne humeur le sourire aux lèvres, ils savent qu'ils risquent leur peau contrairement à nos dirigeants qui risquent tout au plus de se fouler un petit doigt ou de commettre une erreur, fatale évidemment compte tenu de la haute estime qu'ils ont d'eux-mêmes, une malencontreuse faute de goût pourrait les rendre ridicules à jamais, on en aurait presque pitié pour eux, mais la charité chrétienne qui est sans aucun doute un "*formidable héritage de notre culture*", dixit l'épileptique du Palais avant-hier, ne nous a pas encore gagné pour les plaindre, désolé.

Cela nous change des questions théoriques que nous abordons presque quotidiennement. Ca ne plane peut-être pas très haut, dirons certains procureurs généraux, mais nous nous ne prétendons pas péter plus haut que notre cul non plus pour les raisons invoquées plus haut, donc tout est dans l'ordre des choses.

Sur ce, bon week-end à tous.

Politique.

France

1- Rendez-vous des tiers-mondistes hypocrites à la bonne conscience.

Un collectif de plusieurs dizaines d'organisations (partis politiques de gauche, associations, syndicats) appelle à des rassemblements dans toute la France le 9 mars contre le projet de loi Besson sur l'immigration, selon un communiqué diffusé vendredi.

Le collectif "*Non à la xénophobie et à la politique du pilori*" entend s'opposer à la loi Besson "*qui traduit en actes l'orientation xénophobe du 'discours de Grenoble'*", selon le communiqué signé par la CGT, Emmaüs, la FSU, la Ligue des droits de l'Homme, le Parti de Gauche, le Parti socialiste, ou encore le Syndicat de la magistrature. Le projet doit être discuté en deuxième lecture à l'Assemblée nationale à partir de mardi soir.

"*Le nouveau cas de déchéance de nationalité discriminant les Français d'origine étrangère, le déni de droit d'asile par la création de 'zones d'attente fictive', l'allongement de la durée de rétention et les entraves au contrôle du juge, la mesure de bannissement sous la forme d'une 'interdiction de retour', la chasse aux Roms et aux étrangers malades, la mise en place d'un internement administratif de très longue durée de 'présumés terroristes' aggravent la politique de la peur et du rejet, qui fait des étrangers des boucs émissaires alors qu'ils vivent ici, travaillent ici et partagent notre vie de tous les jours*", estime le collectif.

Les signataires appellent "*l'ensemble des forces démocratiques à exiger qu'au lieu de faire des étrangers les cibles d'une politique discriminatoire, les gouvernants actuels, qui n'ont que trop coopéré avec les despotes dans la chasse aux migrants, répondent enfin à l'urgence de solidarité internationale avec les peuples libérés sur l'autre rive de la Méditerranée*".

A Paris, un rassemblement est prévu mercredi soir à partir de 18h30 à proximité de l'Assemblée nationale. (AP 04.03)

Voilà des gens si prompts à se mobiliser dans l'unité pour une cause certes juste, mais qui au premier abord repose sur l'émotion créée par l'histoire, le parcours ou le sort épouvantable que subissent un grand nombre de travailleurs immigrés une fois parvenus en France, livrés en pature à la vindicte publique par le gouvernement, désignés comme boucs émissaires de tous les maux qui accablent les travailleurs par l'extrême droite UMP-FN, histoire de se faire passer pour autre chose que ce qu'ils sont et de faire oublier qu'ils ont toujours refusé de se dresser ensemble contre le régime pour le faire chuter, notamment au moment de la mobilisation sur les retraites.

Comment ne pas voir dans cette opération une vulgaire manoeuvre pour se blanchir de toute accusation de collusion avec le régime. Cela dit, il n'est pas interdit de participer à ce rassemblement sur une ligne politique correcte dénonçant au passage le consensus UMP-PS, ainsi que celui des appareils des syndicats avec le gouvernement.

2- Elus ripoux, même là ils se partagent les rôles.

2.1- Mauvais «*timing*»... pour La Talonnette.

Mauvais «*timing*» pour Gérard Longuet. Une plainte pour prise illégale d'intérêts visant le nouveau ministre de la Défense est déposée ce vendredi par un actionnaire minoritaire de GDF Suez, Jean-Marie Kuhn, auprès du procureur de la République de Paris, rapporte lexpress.fr.

L'ancien sénateur de la Meuse, qui a reconnu avoir été payé pendant quinze mois par GDF Suez pour une mission de conseil, traitait, parallèlement, des dossiers liés à l'énergie au Sénat. Jean-Marie Kuhn reproche à Gérard Longuet ces deux emplois, qui, juge-t-il, constitue une situation de prise illégale d'intérêt.

La plainte contre X pour «*prise illégale d'intérêts, recel, blanchiment, escroquerie, abus de confiance et abus de bien sociaux*» vise également Albert Frère, premier actionnaire privé de GDF Suez, qui a fait bénéficier à Gérard Longuet de ce contrat. (20minutes.fr 04.03)

2.2- Un panier de crabes non comestibles, irrécupérables : poubelle !

Jean-Claude Boscher, est un militant PS de longue date à Marseille, un retraité, dissident, il dénonce publiquement la gestion politique de Jean-Noël Guérini, tout comme Montebourg.

Quel poids peut avoir une voix comme celle-ci, qui vient d'un dissident esseulé ? En effet, M. Boscher reste membre du PS mais a rejoint Convention citoyenne, fondé par un ancien député du Parti socialiste local, Philippe San Marco. Ce dernier est tellement opposé à Jean-Noël Guérini qu'il a accepté de conclure une alliance avec l'homme de droite Jean-Claude Gaudin, pour les municipales. Avant de démissionner avec fracas, raconte La Provence. (Lemonde.fr 04.03)

Le Monde précise que M. Boscher ne doute de rien, c'est moi qui le rajoute, il "*insiste, critiquant le "buzz" de la droite autour du rapport Montebourg : "Nous sommes un mouvement de gauche. Et même, je fais la plus grande confiance, sincèrement, à Martine Aubry*". Cela s'appelle un tour de passe-passe de psychologue à cent balles pour tromper les naïfs : puisque je te fais confiance, tu me fais confiance, dans le cas présent entre canailles, il ne risque pas d'être désavoué par la direction du PS !

Pour notre part, quel bonheur de ne pas nous situer dans ce "*mouvement de gauche*" qui vous donne le tournis ! Bref, des affairistes puants.

Economie.

Espagne. Zapatero le valet zéle des agences de notation ou Wall Street.

L'agence de notation Fitch a ramené vendredi la perspective de l'Espagne de stable à négative, tout en confirmant la note à long terme AA+ et la note à court terme F1+.

Cette perspective reflète le jugement de Fitch concernant l'ampleur et la durabilité de la reprise économique et le coût budgétaire final de la restructuration des caisses d'épargne (cajas).

Elle reflète aussi son analyse des risques concernant le respect des objectifs budgétaires, surtout de la part des gouvernements régionaux et prend en compte le risque d'une volatilité accrue des marchés financiers européens si aucune réponse concrète et crédible à la crise de la zone euro n'est apportée par le sommet européen des 24 et 25 mars.

"*En bien des aspects, l'Espagne a dépassé les attentes en termes de consolidation budgétaire et de réforme structurelle, en particulier pour ce qui concerne les retraites du secteur public et le marché du travail*", explique l'analyste Douglas Renwick de Fitch, dans un communiqué.

L'agence précise que la confirmation de la note AA+ témoigne des solides fondamentaux de l'Espagne, de sa stabilité politique et sociale, d'un marché des capitaux relativement développé et d'un taux d'épargne élevé. (Reuters 04.03)

Précisons, "*stabilité politique et sociale*" acquise grâce notamment au soutien des dirigeants des syndicats.

Haut de page

Le 6 mars

Quand les conditions objectives sont plus que mûres pour la partie de la classe ouvrière la plus frappée par les inégalités sociales, qu'une large couche de la petite-bourgeoisie ne supporte plus de voir son mode de vie se dégrader jour après jour, que ni l'un ni l'autre ne peut pas passer à l'action contre le régime parce que les partis censés représenter leurs intérêts soutiennent de fait le régime, et qu'aucun parti ouvrier révolutionnaire n'est parvenu à s'imposer comme une alternative crédible à ces partis et au parti de l'ordre, la conjonction de ces facteurs les conduit à s'en remettre à l'extrême droite en désespoir de cause.

Ceux qui ont refusé d'envisager dans la foulée de la défaite de la mobilisation sur les retraites un revirement à court terme de l'état d'esprit des masses, souvenez-vous de leurs discours, à les entendre les travailleurs restaient mobilisés et on allait voir ce qu'on allait voir dans les semaines ou mois à venir et on n'a rien vu venir évidemment puisqu'en réalité la mobilisation des masses avaient déjà commencé à refluer, ou qui passaient leur temps à diaboliser le FN au lieu de chercher à comprendre quels facteurs favorisaient sa popularité, ne pouvaient pas prévoir une telle évolution et encore moins l'expliquer aux travailleurs.

En revanche, nous n'avions franchement pas prévu d'intervenir sur ce terrain-là aussi tôt, celui des élections présidentielles qui n'auront lieu que dans 14 mois, mais l'actualité politique nous y oblige, sauf à se défiler lâchement et laisser le champ libre aux interprétations des opportunistes, ce qui n'est pas dans nos habitudes. N'en déplaise encore une fois à ceux qui traitent à la légère les sujets d'actualité qui alimentent les conversations dans les bistrots ou les vestiaires des usines ou des chantiers et à travers lesquels le gouvernement relayé par les médias distille sa propagande réactionnaire.

Dans les pays où la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie sont bâillonnées et toute forme d'opposition au régime férocement réprimée, pour faire entendre leur voix elles n'ont plus d'autre solution que se soulever pour renverser le pouvoir en place dans un premier temps et le régime dans la foulée.

Dans les pays comme la France où la stabilité du régime repose essentiellement sur la collaboration de classe entre l'ensemble des partis qui participent au bon fonctionnement des institutions, il est logique qu'avant d'en arriver à se soulever la classe et les masses s'en remettent aux partis qui n'ont jamais gouverné et qui pourraient se retrouver en position d'y parvenir, or il n'en existe qu'un dans ces cas-là, le FN, étant donné que tous les autres partis qui se réclament de la classe ouvrière ou de "gauche" demeurent marginaux ou n'ont aucune existence nationale ou ne sont pas ancrés dans toutes les couches de la population ou encore apparaissent aux yeux des travailleurs comme des appendices du PS ou du PCF.

C'est la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon soutenue par le PS et ses satellites ainsi que les appareils des syndicats qui est responsable de la montée du FN, ainsi que la politique de l'UE avec laquelle se confond celle du gouvernement. Cette politique résolument antisociale et ouvertement réactionnaire est le produit de la crise que traverse le capitalisme et la concurrence féroce que se livrent les différents impérialismes ou Etats capitalistes pour conserver leur place sur le marché mondial.

Nombreux sont ceux qui mettent l'accent sur la question de l'immigration pour éviter d'aborder les véritables problèmes engendrés par la survie du capitalisme et sa nouvelle orientation depuis au moins deux décennies.

Il y a trois jours, en différé sur TV5Monde Asie, j'ai regardé un numéro de l'émission Envoyé spécial dont la première partie était consacrée aux dizaines de milliers de chauffeurs routiers qui sillonnent quotidiennement les routes de France et dont un certain nombre d'entre eux, des milliers et ce n'est qu'un début, sont originaires de pays d'Europe centrale jusqu'en Turquie incluse, possibilité qui leur a été accordée par une directive de l'UE retranscrite dans le droit français.

Au premier abord, on se dit qu'il faut bien que tout le monde travaille, quel mal y aurait-il ici. Lors d'un contrôle effectué par des douaniers dans une ville dont je n'ai pas noté le nom, le journaliste demande à un douanier combien de chauffeurs routiers il a contrôlé, il répond 120, le journaliste lui demande alors combien parmi eux étaient de nationalité française, il a répondu un seul, et de préciser que la législation actuelle est encore restrictive et qu'à partir de 2014 elle sera totalement libéralisée, ce qui ne fera qu'amplifier le mouvement actuel qui se traduit ainsi, les patrons préfèrent embaucher un chauffeur originaire de Tchéquie, Pologne, Roumanie, Slovénie, Turc, etc. qu'il paie généreusement 800 euros net par mois au lieu de recourir à un chauffeur français dont le salaire net indemnité journalière incluse monte à 2500 euros. Donc si aujourd'hui sur 120 chauffeurs un seul est français, en 2014 il n'y en aura plus aucun, sans doute avant d'ailleurs.

La question n'est pas de s'en prendre à des chauffeurs originaires d'autres pays qui viendraient enlever de la bouche le pain des chauffeurs français, mais de se demander quel emploi il va rester pour les travailleurs français, qu'est-ce qui se passe dans leurs têtes face à cette situation quand ils savent ce qui les attend, pour leurs enfants ou petits-enfants aussi. Quand ils voient que le gouvernement et tous les partis institutionnels y compris leurs satellites se font les complices de l'UE, lorsque d'un côté ils constatent que ces chauffeurs routiers étrangers sont traités comme des esclaves par leurs patrons et qu'on leur réserve le même sort à terme ou le chômage, ils se disent que ce n'est plus possible, qu'il faut immédiatement un changement politique radical, or il se trouve que le FN tient un discours dans lequel il associe la question de l'immigration et de l'emploi tout en expliquant que c'est l'UE qui en est à l'origine avec la duplicité intéressée des patrons transporteurs, du coup, il est logique qu'ils finissent par se reconnaître dans ce parti sans toutefois et loin s'en faut partager son discours raciste et xénophobe.

Malheureusement, un parti comme le POI qui mène campagne depuis maintenant des décennies contre l'UE n'a pas été capable à ce jour de s'implanter dans toutes les couches de travailleurs, de trouver la bonne formule si l'on peut dire pour s'adresser aux travailleurs, à moins que ces dirigeants n'en aient jamais eu l'intention, ce qui est possible aussi, hypothèse que je défends. J'ai pris le POI comme exemple, parce que c'est le seul parti à mener sérieusement le combat sans ambiguité contre l'UE, à quelques réserves près qui demeurent marginales soyons honnête.

La question qu'on doit se poser et qu'aucun commentateur ou journaliste ne posera à notre place, c'est pourquoi 66 ans après la fin de la seconde guerre mondiale, excusez du peu, c'est un parti d'extrême droite qui incarne le mieux aux yeux d'une masse grandissante de travailleurs manuels ou intellectuels leurs intérêts, et non un parti ouvrier. Sans vouloir polémiquer, j'y vois la faillite politique complète de la direction de tous les partis qui se sont réclamés du trotskisme après-guerre. Chacun est libre de partager ou non cette appréciation évidemment.

La victoire du socialisme repose notamment sur la capacité de la classe ouvrière à se doter d'une nouvelle direction politique, jusqu'à présent force est de constater qu'elle en a été incapable. Le sera-t-elle demain, rien n'est moins sûr puisque nos dirigeants s'avèrent à la fois totalement incapables de tirer le moindre enseignement de la lutte des classes, que des profondes transformations qu'ont connu la société et le monde depuis plus d'un demi-siècle, particulièrement lors des dernières décennies au cours desquelles nous avons assisté à une nouvelle division du travail à l'échelle mondiale et à l'émergence de nouvelles puissances économiques.

Quelle coïncidence, dans ma causerie d'hier qui se voulait plus légère que d'habitude, j'ai fait allusion au pif qui nous tenait lieu parfois de guide à défaut de certitudes, je ne pensais pas aussi bien dire, et dans la soirée je me suis mis à réfléchir à une question assez éloignée du sujet que nous venons d'aborder, avant d'en tracer au brouillon les grandes lignes à développer plus tard. Je vous les soumets ici.

On lit ou on entend, on répète parfois soi-même pendant des années une vérité relative qui au fil du temps à acquis une valeur de vérité absolue sans se donner la peine d'y réfléchir à nouveau, par exemple lorsqu'on affirme que les travailleurs voteraient par dépit pour tel ou tel parti, peu importe lequel en réalité puisqu'ils ne savent pas eux-mêmes pourquoi ils agissent de la sorte.

En psychanalyse, on caractérise les gestes répétitifs produits à notre insu qui finissent par perturber notre existence ou lui donner une direction qui ne correspond pas forcément avec notre aspiration au bien-être ou peuvent conduire à remettre en cause notre relatif équilibre mental ou psychologique, comme des actes inconscients de nature obsessionnelle, on dit alors que le patient est atteint de névrose obsessionnelle. Des gestes qui remplissent une fonction précise dans la vie du patient, dont il tire satisfaction ou du plaisir plus ou moins consciemment sans en connaître l'origine profonde, le plus souvent il manifeste un blocage affectif ou émotionnel. Toujours est-il, ils peuvent devenir envahissants ou contraignants en ne procurant qu'une satisfaction furtive, ils remplissent un rôle de substitution sans l'avouer vraiment.

Quand les travailleurs votent par dépit, savent-ils vraiment pourquoi ? Non évidemment. Cherchent-ils à le savoir ? Pas forcément, ils manifestent de la défiance envers tous les partis, ce qui rentre par une oreille ressort aussitôt par l'autre sans qu'il n'en reste quoi que ce soit le plus souvent.

Pourquoi ne progressent-ils pas au cours de leur vie ? Pourquoi terminent-ils leur vie comme ils l'ont commencée en baignant dans la même ignorance du monde qui les entoure ? On pourrait trouver un tas de raisons à cela dont des raisons politiques bien sûr.

Je me souviens qu'à l'âge de 19 ans j'étais un jeune travailleur ignare au possible, un abruti au dernier degré, à faire de la peine à

voir franchement, au point d'être quasiment incapable de lire quoi que ce soit sans l'aide d'un dictionnaire, d'ailleurs je ne lisais pas, cela aurait réclamé de ma part un effort à fournir au-dessus de mes forces. Pareil ou pire encore en écriture, 25 fautes garanties par page et encore en choisissant moi-même les mots que j'utilisais, c'était atroce. J'étais à classer parmi les couches les plus arriérées de ma classe. Pour avoir croisé depuis des gens de toutes catégories sociales, je me situais à l'époque au niveau de notre camarade de l'OCI Pierrot, éboueur de son état, en état d'ébriété avancée ou non, peu importe il était toujours égal à lui-même et moi aussi.

Pour ceux qui jusqu'à présent ignoraient d'où je viens, ils pourront ainsi mieux mesurer le chemin que j'ai parcouru pour en arriver où j'en suis aujourd'hui, très modestement et vous comprenez pourquoi.

Pour sortir de ma crasse ignorance, en tous points comparables à celles qui habitent des millions de travailleurs, j'ai certes rencontré des gens qui m'ont fourni de précieuses indications pour en sortir, dont eux-mêmes ne tiendront pas compte par la suite et ce qui causera leur perte, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes, mais de toutes manières il ne pouvait pas fournir à ma place l'effort exceptionnel que je devrais accomplir pour sortir de cette condition détestable et source de tant d'humiliations, je m'en suis donc sorti tout seul à force de détermination et de persévérance. Comment ? Par la lecture, par l'étude presque de chaque mot que j'allais lire au départ dans des manuels scolaires ou de minuscules brochures de philosophie qui m'avaient été fournis au cours de mes rencontres. Ils étaient rédigés très simplement, mais encore extraordinairement compliqués pour mon cerveau sous-développé, cependant ces compilations de morceaux choisis demeuraient accessibles pour peu que j'avançais lentement à mon rythme, surtout sans essayer de me leurrer sur ce que je comprenais ou non, je devais être impitoyable envers moi-même.

Je n'avais pas choisi la voie la plus simple pour progresser rapidement, surtout que j'interdisais à quiconque de me dicter quel ouvrage je devais lire une fois terminée la lecture de ces petits ouvrages ou quelle méthode de lecture me permettrait de progresser plus rapidement, je voulais me construire seul. Enfin conscient d'être un crétin fini, ce qui était déjà en soi un exploit, je ne tenais pas à ce qu'on interprète mes lectures à ma place, et pour tout vous avouer, je me rendrai compte plus tard qu'en réalité je n'avais pas retenu grand chose de toutes ces lectures pour ne pas dire rien du tout ou presque parce que j'étais passé à côté de pas mal de chose.

Cela étant, j'étais animé par une autre intention que devenir plus intelligent, ce qui aurait été un objectif relativement modeste et facile à atteindre tellement j'étais abruti et je partais de bas. Avant même d'ouvrir mon premier livre, disons les choses ainsi, je vivais très mal ma condition d'ouvrier et la place qu'apparemment la société m'avait réservée. J'avais acquis la sourde conviction que j'étais victime d'une terrible injustice sans que j'en comprenne l'origine, il faut préciser que j'avais fréquenté les écoles des bourgeois et j'habitais dans un quartier petit-bourgeois bien que notre condition ait été misérable, cela avait dû me mettre la puce à l'oreille, bref, je me suis mis en tête qu'en la découvrant je réussirais peut-être à savoir ce qu'il fallait faire pour y remédier, autrement dit changer la société.

C'est à la lumière de cette idée que je jugerai dorénavant le contenu de toutes mes lectures, à savoir si elles m'apportaient ou non des réponses satisfaisantes pour changer le monde de façon à vivre plus heureux, car je ne l'étais pas. Ce qui est marrant et je ne m'en aperçois qu'aujourd'hui en écrivant ces lignes, à aucun moment je n'ai recherché mon petit bonheur personnel, ma démarche a toujours été associée à la volonté et la nécessité de changer le monde, je n'avais aucun conscience politique évidemment, cependant inconsciemment je sentais qu'on ne pourrait s'en sortir que collectivement et non individuellement, cela provient peut-être du fait que baignant quand même dans le milieu ouvrier, chez mes parents, en apprentissage puis dès que j'ai commencé à travailler, j'ai dû ressentir inconsciemment qu'on partageait les mêmes problèmes et souffrances.

Commencer mon apprentissage par la philosophie constituait un sacré défi à relever sans que j'en aie la moindre idée, forgé ainsi à la dure à travers ces lectures souvent absconses, parfois impénétrables pour ne pas dire hermétiques, allez lire La phénoménologie de l'esprit de Hegel et vous comprendrez de quoi je parle, une fois parvenu à ce que Marx définira comme la fin de la philosophie, donc au concept de l'idée absolue développée justement par Hegel, n'étant évidemment pas parvenu tout au long de ces études à trouver des réponses satisfaisantes pour changer le monde, j'allais franchir l'étape suivante qui devait me conduire à découvrir et étudier Marx et Engels, et là surprise géniale, non seulement j'allais trouver les réponses à toutes mes questions, mais c'était d'une facilité déconcertante à lire, au point que je me suis demandé si ces penseurs que je ne connaissais pas étaient vraiment sérieux ou si j'étais en train de m'abuser moi-même encore une fois, puis en lisant et relisant dix fois les mêmes passages du Manifeste du parti communiste, je me convaincus moi-même que j'étais en présence des plus géniaux penseurs de tous les temps. Je me souviens encore que j'étais fortement agité, je ne pouvais plus rester en place, j'ai crié de joie à plusieurs reprises comme pris de démence, j'en avais les larmes aux yeux, je ne plaisante pas, il y a 34 ans de cela et je m'en souviens parfaitement, c'était un jour de printemps ensoleillé.

Peut-on dire que j'aurais perdu près de trois ans de ma vie à étudier la philosophie dont je ne retiendrai pas grand chose plus tard ? Je n'en sais rien, en tout cas j'ai épuisé tous les systèmes qui m'étaient proposés sans trouver mon bonheur, donc cela n'a pas été totalement inutile.

Ce qui m'a laissé vraiment pantois, c'est la simplicité avec laquelle Marx et Engels, puis Lénine et Trotsky s'exprimaient, c'était vraiment à la portée des ouvriers ou des paysans de leur époque, et en lisant récemment qu'Engels donnaient de petites conférences sur l'économie dans des réunions d'ouvriers en Prusse j'en ai eu confirmation, je me suis dit, mais si

c'était possible dans la seconde moitié du XIXe siècle, cela devrait l'être encore plus un siècle et demi plus tard puisque tous les ouvriers ont été scolarisés, pourquoi nous ne le faisons pas, pourquoi nos dirigeants sont incapables de s'adresser aux ouvriers dans des termes qui leur soient accessibles, ils manquent décidément à tous leurs devoirs. C'est là où je voulais en venir.

Quand on nous répète en boucle que les travailleurs votent par dépit pour des partis à chaque élection pendant des décennies, cela ne recouvre qu'une partie de la réalité que nos dirigeants cachent soigneusement aux militants, cela signifie surtout qu'en dehors d'avoir compris qu'ils n'avaient rien à en attendre, leur compréhension du monde dans lequel nous vivons et leur conscience politique n'ont pas progressé d'un pouce en plusieurs décennies, ce qui évidemment augure mal de l'avenir qui nous attend.

Nous n'avons jamais eu autant d'outils à notre disposition pour aider la classe à progresser (et s'organiser) et nous demeurons incapables de s'en servir, quelle incurie, c'est scandaleux ! Les outils ce n'est pas vraiment le point fort des intellectuels qui dirigent les partis, pour ne pas dire que c'est un mot dont ils ignorent jusqu'à l'existence, nous nous situons aux antipodes décidément quand je repense à mon parcours, normal qu'on ne se comprenne pas et qu'ils ne comprennent pas le monde ouvrier. Arrêtons là pour aujourd'hui, nous avons d'autres sujets à aborder.

Revenons à ce sondage et ces élections présidentielles.

Imaginons un instant qu'il se confirme et qu'au second tour Marine Le Pen soit opposé à Sarkozy, pourquoi pas Martine Aubry, tout simplement à cause de la multiplication des candidats dits de gauche, et en admettant qu'à "droite" ils aient limité le nombre de candidats, elle arriverait forcément en troisième position. Vous voyez le tableau Le Pen contre Sarkozy ? Quelle stratégie proposée dès lors aux travailleurs ?

Le boycott du second tour, c'est la première chose. Ensuite puisque les travailleurs n'auraient plus les moyens de s'exprimer lors de cette élection organisée dans le cadre des institutions de la Ve République, il faudrait se retourner contre ces institutions et la Constitution et exiger leur abolition, c'est le second point. Mais sur le moment, que pourrait-on leur opposer ? Pas la centralisation de comités révolutionnaires inexistants et qui dont la création ne se commande pas, c'est le troisième point.

Dès lors, on ne pourrait lui opposer dans de telles circonstances je précise pour la seconde fois, que la convocation d'une Assemblée constituante, le seul processus à la portée des travailleurs sans se faire pour autant d'illusions sur son contenu, comme quoi je ne suis pas un militant borné ou un affreux dogmatique, c'est le quatrième point.

En imaginant que le taux d'absention aurait été tellement important et déboucherait sur l'ouverture d'une crise politique au point que le nouveau président serait privé de toute légitimité et serait contraint de se résoudre à organiser des élections à une Assemblée constituante, ce qui semble impensable aujourd'hui je vous l'accorde, demandez à Ben Ali s'il avait entrevu un instant qu'une telle élection verrait le jour de son vivant et vous admettrez qu'une fois la crise révolutionnaire ouverte tout peu se produire, y compris l'impossible, nous ne mènerions pas le combat pas pour que cette Assemblée constituante assume tous les pouvoirs sans formuler d'importantes réserves, parce qu'elle ne pourrait l'assumer qu'au profit de la classe toujours au pouvoir au regard de sa composition, la classe dominante des capitalistes, d'autant plus que son mode d'élection serait calqué sur celui de l'Assemblée nationale actuelle et qu'elle ne serait pas le produit de la mobilisation révolutionnaire organisée de la classe ouvrière, dans de telles conditions se borner à lui demander d'assumer tout le pouvoir reviendrait à lui demander de servir les intérêts des capitalistes qu'elle représente, c'est le cinquième point.

Enfin, constatant que l'Assemblée constituante ne remplirait pas la fonction pour laquelle elle a été élue, il n'y aurait plus qu'à appeler les travailleurs à s'organiser dans des comités révolutionnaires qui la renverseraient et prendraient le pouvoir, c'est le dernier point.

Un dernier sujet en trois points très rapidement.

La Libye de Kadhafi n'est évidemment pas le Venezuela de Chavez, même si Chavez maintient la majorité de la classe ouvrière dans la pauvreté et a exprimé la volonté de se maintenir au pouvoir pendant 20 ans.

Des opposants à Kadhafi font référence à la monarchie, d'autres s'en remettent aux potentats locaux et à des militaires qui ont rejoint le camp de la révolution, le peuple libyen se raccroche ainsi à ce qu'il peut face à Kadhafi pour le faire tomber, ce qui demeure la priorité sans pour autant pour notre part reprendre à notre compte ses illusions.

Il est un fait certain également que l'impérialisme dans sa condamnation de Kadhafi lorgne sur le pétrole, en contradiction avec les revendications et intérêts des travailleurs libyens qui ne veulent pas de la présence militaire étrangère sur leur sol, revendication que l'on soutient sans réserve.

Politique.

1- France. Les pyromanes crient au feu !

A plus d'un an de la présidentielle de 2012, un sondage Harris Interactive à paraître dans "Le Parisien Dimanche" donne pour la première fois Marine Le Pen en tête des intentions de vote pour le premier tour du scrutin.

Interrogés sur leurs intentions de vote si le premier tour avait lieu le dimanche suivant, 23% des sondés répondent qu'ils voteraient pour la nouvelle présidente du Front national. La fille de Jean-Marie Le Pen, qui a pris en janvier la tête du parti d'extrême droite, devancerait ainsi le président Nicolas Sarkozy et la première secrétaire du Parti socialiste Martine Aubry, crédités chacun de 21%, selon le site du "Parisien/Aujourd'hui en France".

Le président du MoDem François Bayrou serait quatrième avec 8%, devant l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, et l'eurodéputée Europe-Ecologie les Verts Eva Joly, qui récolteraient tous deux 7%. Olivier Besancenot pour le NPA et Jean-Luc Mélenchon pour le parti de gauche recueilleraient chacun 5%.

Interrogée sur Europe-1, Martine Aubry a mis en cause samedi le chef de l'Etat "*Il ne veut pas changer de politique donc il fait peur. Il avait commencé avec l'identité nationale, les roms, maintenant c'est les immigrés*", a-t-elle accusé. "*Au lieu de se réjouir quand le peuple tunisien et le peuple égyptien se lèvent pour la démocratie, il fait peur aux Français comme si ça allait entraîner des hordes d'immigrés*", a jugé la patronne du PS. "*Tout ça n'a aucun sens et c'est purement une stratégie pour masquer ses turpitudes et masquer ses échecs*".

Sur la même ligne, le porte-parole du PS, Benoît Hamon, a dit sur I-Télé . «*Cela appelle de la part de la gauche beaucoup de clarté, beaucoup d'engagement sur la question sociale, sur la question des salaires, sur ce qui préoccupe les gens*».

Laurent Fabius sur RTL. «*Les gens regardent les résultats, il y a un chômage record, il y a des inégalités de toutes sortes, il y a des difficultés sociales, on ferme des écoles, pourquoi voulez-vous que les gens aient confiance ?*» a-t-il demandé.

«Ce sondage n'a ni queue ni tête. (...)C'est une manipulation de l'opinion à des fins mercantiles. On devrait exiger un minimum d'éthique et de transparence. Les instituts de sondage pourraient eux-mêmes s'imposer une certaine forme de retenue», a renchéri Jack Lang dans un communiqué.

Pour Jean-Louis Roumégas, porte-parole d'Europe Écologie-Les Verts, «*l'échec du gouvernement sur le plan économique et social a créé un terreau très favorable à la progression du FN dans les milieux populaires.*"

Jean-Luc Mélenchon a qualifié ce sondage d'«*invraisemblable*». «*C'est aussi stupide que si le père Noël était en tête*», a-t-il ajouté sur I-Télé. «*Tout ça est une guignolisation de la politique, absolument invraisemblable*», a lancé le président du Parti de Gauche. «*Pourquoi voulez-vous que le peuple français soit le seul peuple qui ait envie d'avoir un fasciste à sa tête*», s'est-il interrogé. «*Tout ça est une sorte de fabrication par les instituts de sondage qui mettent des coefficients multiplicateurs et qui espèrent comme ça avoir quelque chose à vendre et créer de l'actualité*», a-t-il conclu.

«*Nicolas Sarkozy en courant après les idées nauséabondes de Marine Le Pen fait bouillir la marmite des sondages*», selon le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent. Mais il s'est cependant dit «*certain que les Français vont siffler la fin de la récréation sondagière*».

La ministre UMP de l'apprentissage, Nadine Morano, s'est interrogée sur l'absence de Dominique Strauss-Kahn du sondage. «Le favori des sondages 14 mois avant la présidentielle a toujours été battu, donc ce serait plutôt une bonne nouvelle», a-t-elle conclu sur RTL.

Pour Dominique Paillé, président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et ex-porte parole de l'UMP, ce sondage exprime le «*désarroi de la population française et une suspicion réelle envers les partis traditionnels*». «*J'appelle l'UMP à s'organiser car cela doit nous faire penser toujours plus au fait que dans notre camp, nous devons avoir qu'un candidat. Le risque est réel de ne pas être au second tour*», a-t-il précisé dans un communiqué.

Le président du MoDem, François Bayrou, y voit le résultat «d'un climat tellement malsain, de tant de désordre, que les Français ont envie de renverser le jeu stérile actuel» qui se traduit «par l'effondrement des deux forces dominantes, l'UMP et le PS».

Le député et président de Debout la République, Nicolas Dupont-Aignan, estime lui que ce sondage montre que les Français «ont compris qu'il n'y avait plus rien à attendre» de la classe politique. «*Néanmoins, souligne-t-il, Marine Le Pen et le FN doivent réaliser qu'ils restent aujourd'hui les meilleurs alliés du 'système' qu'ils prétendent vouloir changer, puisque Marine Le Pen ne peut l'emporter au second tour d'une présidentielle, ni face au candidat de l'UMP ni face à celui du PS*».

Commentant ces intentions de vote la présidente du FN y voit '*les prémices d'un réveil du peuple français*' : '*C'est très à la mode le réveil des peuples en ce moment. Il n'y a pas de raison que le peuple français ne se réveille pas.*' '*Ce sondage me laisse penser*

que Nicolas Sarkozy perdra cette élection présidentielle', a-t-elle en outre déclaré. (AP, Lefigaro.fr et Reuters 05.03)

Tous ces représentants ou agents du capital sont les seuls responsables de la montée du FN, pour avoir refusé de combattre dans l'unité pour la rupture avec l'UE en ce qui concerne ceux qui se réclament de la classe ouvrière. Le pire est encore Mélenchon qui refuse de regarder la réalité en face et qui lui aussi est incapable de rompre avec l'UE.

2- Venezuela. Le voile des illusions de la révolution "bolivarienne" tombe.

Hugo Chávez est resté plutôt discret lorsque la vague de protestations dans le monde arabe a débuté, au risque de susciter la raillerie de ses opposants, habitués à un président intarissable. «*Pourquoi tu te tais?*» titrait le 22 février en Une de son journal antichaviste TalCual, le célèbre éditorialiste Teodoro Petkoff, ex-guérillero et ex-ministre. Alors que le Commandante aurait pu s'approprier ces révolutions populaires sur le continent africain, à l'instar d'autres mouvements de gauche dans le monde, il a laissé son opposition s'en emparer.

Hugo Chavez réagit lui tardivement, le 25 février, via Twitter: «*Vive la Libye et son indépendance! Kadhafi est confronté à une guerre civile», alors que les violences avait déjà fait entre 300 et un millier de morts. Les deux puissances pétrolières nourrissent en effet des relations étroites. Hugo Chavez a rendu visite six fois à Mouammar Kadhafi. En septembre 2009, c'est ce dernier, pourtant réticent à sortir de son pays, qui est venu au Venezuela.*

Le chef de file de la gauche sud-américaine transforme une amitié gênante en une lutte contre l'impérialisme et l'«empire américain».

Il se dresse contre le recours de la force armée par les Etats-Unis et demande à la communauté internationale «*de chercher une solution pacifique au conflit*». Le retour d'une guerre irakienne est agité en épouvantail. Pour Jean-Jacques Kourliandsky la proposition de la mission est une preuve des hésitations du régime vénézuélien:

«*Tout le monde est à peu près d'accord pour s'opposer à une ingérence militaire et demander une mission conciliatrice ne constitue pas non plus une marque de soutien enthousiaste. Il y a un changement de ton depuis la semaine dernière.*»

Dans certains médias vénézuéliens le ton est beaucoup plus dur. Sur la chaîne de télévision sud-américaine Telesur ce mercredi, un présentateur vedette expliquait à ses auditeurs que les Etats-Unis ont travaillé l'opinion par le biais des médias afin de justifier le vol du pétrole libyen. Le journal chaviste Diarìo VEA écrit belliqueusement dans son édito: «*Nous sommes disposés à repousser les actions de l'empire et son intention de s'emparer aussi du pétrole vénézuélien*».

Pourtant au sein même du parti socialiste d'Hugo Chavez des voix s'élèvent contre la politique étrangère du Commandante. La mouvance Marea socialista (Marée socialiste) s'est prononcée «*catégoriquement en solidarité avec le peuple libyen et avec le peuple arabe en lutte pour conquérir la liberté et la démocratie*». (Slate.fr 05.03)

3- Chine. 739.000 policiers et agents de sécurité pour protéger le Parlement. Que craint donc Wen Jiabao ?

3.1- La Chine a adressé samedi une mise en garde contre les appels à la contestation s'inspirant des mouvements d'émancipation dans les pays arabes, prévenant que toute menace portée contre la stabilité garantie par le pouvoir communiste risquerait de déboucher sur un "*désastre*".

"*Chacun sait que la stabilité est une bénédiction et le chaos une calamité*", souligne un éditorial publié par le Beijing Daily, quotidien officiel de l'administration communiste pour la capitale chinoise.

Evoquant les soulèvements populaires qui ont eu raison de Zine ben Ali en Tunisie et de Hosni Moubarak en Egypte et menacent aujourd'hui Mouammar Kadhafi en Libye, cet éditorial, largement repris par de nombreux sites internet officiels, affirme que "*ce trouble a conduit à un désastre massif pour les peuples de ces pays*".

"*Il est utile de noter qu'ici ou depuis l'étranger, certains individus nourrissant des arrière-pensées essaient de déclencher ce chaos en Chine, se servant d'internet pour fomenter des rassemblements illégaux*", poursuit le texte.

Suit un appel à tous les citoyens chinois pour qu'ils "*protègent consciencieusement l'harmonie et la stabilité*".

Cette mise en garde des autorités chinoises, la plus directe depuis le début du "*printemps arabe*", coïncide avec la session inaugurale de l'assemblée annuelle du Congrès national du peuple, devant lequel le Premier ministre, Wen Jiabao, a lui aussi insisté sur la stabilité sociale.

Pour éviter tout trouble lors de la réunion du Parlement, quelque 739.000 policiers et agents de sécurité ont été mobilisés à Pékin et des habitants ont été recrutés pour former des patrouilles de quartier, d'après l'officiel China News Service. (Reuters 05.03)

3.2- Pour tenter de désamorcer la fronde, le Premier ministre promet que les prochaines orientations viseront à améliorer le niveau de vie de la population...

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a reconnu samedi devant le parlement un mécontentement populaire en Chine lié notamment à l'inflation, qu'il veut limiter autour de 4% cette année, tout en fixant un objectif de croissance de 8% à la deuxième économie mondiale.

«*Certains problèmes qui font l'objet de vives réactions parmi la population n'ont pas été résolus complètement*», a reconnu le chef du gouvernement devant les près de 3.000 délégués de l'Assemblée nationale populaire (ANP), réunis pour dix jours dans la capitale chinoise.

«*La pression de la hausse des prix s'est accentuée*» et «*nous devons considérer la stabilisation des prix comme la priorité*» de notre politique économique, a souligné Wen Jiabao.

L'objectif de hausse des prix à la consommation, qui a atteint 4,9% en janvier sur un an, a été fixé à «*environ 4%*» pour 2011, contre 3% l'an dernier, tandis que l'objectif de croissance du Produit intérieur brut (PIB) a été maintenu à 8%.

Le PIB de la Chine est devenu en 2010 le deuxième du monde derrière les Etats-Unis, dépassant celui du Japon. L'an dernier, l'inflation avait atteint 3,3% et la croissance du PIB 10,3%.

Wen Jiabao a qualifié la hausse des prix et les anticipations inflationnistes de «*problèmes dont dépendent étroitement le niveau de vie de la population, la situation générale et la stabilité du pays*».

L'inflation a par le passé provoqué des remous sociaux en Chine. La hausse des prix frappe actuellement davantage les catégories défavorisées parce qu'elle touche plus que le reste les prix alimentaires. Elle rogne aussi l'épargne des Chinois, qui est élevée mais mal rémunérée.

Pour cette année, le gouvernement chinois «*continuera à appliquer une politique de relance*», selon Wen Jiabao, mais en diminuant le déficit budgétaire qui sera contenu à «*environ 2% du PIB*».

Les dépenses prioritaires seront consacrées au «*développement du monde rural*», «*à améliorer le niveau de la population et à développer les secteurs sociaux*», d'après ce discours qui arrête les grandes orientations officielles du pays pour l'année en cours.

«*Les ressources pédagogiques et médicales de qualité manquent et leur répartition demeure inégale*», selon le Premier ministre.

«*Les contradictions sociales suscitées par la réquisition illégale de terrains et la démolition irrégulière de maisons se sont multipliées*», et «*la sécurité alimentaire laisse à désirer*» tandis que «*certains secteurs sont vulnérables à la corruption», a encore reconnu Wen Jiabao, relevant au passage «une augmentation excessive dans certaines villes*» des prix de l'immobilier.

Malgré tous ces problèmes, le Premier ministre a insisté sur «la marche en avant à la fois irrésistible et ferme» du peuple chinois qui «a de bonnes raisons d'être orgueilleux de ses réalisations». (20minutes.fr 05.03)

Economie.

France. Les prédateurs se goinfrent... ils en crèveront !

Pour les grandes entreprises françaises, la crise est un presque un mauvais souvenir. En 2010, les sociétés composant l'indice CAC 40 ont réalisé globalement un chiffre d'affaires de 1.262 milliards d'euros, non loin du chiffre 1.293 milliards d'euros atteint en 2008, selon les données compilées par le cabinet d'audit et de conseil PricewaterhouseCoopers (PwC), révélées par Le Monde, en partenariat avec France Info.

Du côté des bénéfices, le résultat cumulé des entreprises du CAC40 atteint 82,5 milliards d'euros, soit 85% de plus que l'année passée.

Selon les analystes interrogés par Le Monde, cette nouvelle période de croissance devait se poursuivre. Mais les révolutions dans le monde arabe pourraient bien changer la donne. (20minutes.fr 05.03)

Haut de page

Le 7 mars

Entre nous, on se fiche de ce sondage dont tout le monde parle, pour être plus précis, il nous a permis d'avancer une tactique différente dans des conditions particulières, tout en conservant la même stratégie, c'est tout. Et puis quand Lefigaro.fr d'hier écrit : "*Coup de tonnerre. Pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, un sondage donne l'extrême droite en tête au premier tour d'une élection présidentielle*", on ne peut pas faire comme s'il n'avait jamais existé.

Cela dit les conditions sont favorables à la montée du FN puisque les uns et les autres s'emploient à ce qu'il en soit ainsi. En revanche ce qui est intéressant, ce sont les arguments qu'ils avancent pour l'expliquer, aucun ne met en évidence le rôle de l'UE qui favorise le chômage de massse et la mise en concurrence de travailleurs au détriment de ceux qui bénéficient des conditions de rémunération et de travail les plus favorables, pour permettre aux capitalistes de réaliser le maximum de profit sur le dos de l'ensemble des travailleurs de l'UE, conformément à l'objectif qu'ils se sont fixés de tirer à la fois les salaires à la baisse et de liquider la législation du travail qui demeure favorable aux travailleurs, la politique du moins social, quoi.

C'est dans un contexte de crise économique, sociale et politique qu'il faut analyser leurs réactions, car ils prennent l'affaire très au sérieux tout en affirmant le contraire, même dans les petites choses il leur faut systématiquement employer la langue de bois, ce qui témoigne de l'ampleur de la crise du régime, même si elle ne se manifeste pas encore à un niveau comparable dans la rue.

Copé dans le rôle du manipulateur pris à son propre piège.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé a minimisé l'importance du sondage et appelé ses militants à garder leur calme.

"*C'est un sondage parmi d'autres. Personne n'est dupe du rôle qu'on essaye de donner aux sondages dans notre démocratie*", a-t-il dit sur Radio J. Un aveu qui ne manque pas de cynisme, lorsque l'on sait à quel point l'UMP en use sans modération pour soutenir la propagande du gouvernement et abuser les travailleurs sur ses réelles intentions, sans succès dorénavant sur la majorité d'entre eux, la corde est usée et risque de rompre à tout moment... pas celle pour les pendre le moment venu !

Ayrault (PS) dans le rôle périlleux du devin

"*Je pense que c'est le symptôme d'un malaise profond*", a dit le président du groupe PS à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault sur France Info. Non mais sans blague, qui l'aurait cru ! Vous voyez camarades à quoi cela peut les conduire de penser, pitoyable !

Hollande dans le rôle du mauvais joueur.

"*Ce sondage interpelle toute la gauche. Alors que nous avons tous, non pas ce sondage en tête, mais le souvenir du 21 avril 2002, est-ce que nous pouvons continuer à nous présenter aux élections avec sept, huit et parfois davantage de candidats de gauche ? Est-ce que nous pouvons rester comme ça, séparés, dispersés, dans un premier tour ?*", a déclaré F. Hollande, lors d'un déplacement à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise) . "*Notre rôle, c'est de fédérer, c'est d'être capable de rassembler les forces de gauche.*

Ce n'est pas simplement de nous compter dans une élection", a-t-il ajouté, en soulignant qu'une élection présidentielle se joue "*au premier tour*".

"*Quand on additionne tous les suffrages qui se porteraient aux candidats de gauche, nous sommes quasi majoritaires. Et nous pourrions, dans une répétition du 21 avril, même si ce n'est pas le scénario le plus probable, nous retrouver écartés du second tour? Mais qui pourrait le comprendre ?*", a lancé François Hollande. Nous, nous pourrions très bien expliquer pourquoi, par exemple parce que tous ces candidats ne seraient pas vraiment de "gauche", à commencer par celui du PS qui se situe ouvertement dans le camp du capital !

Le chercheur fou dans le rôle de l'oracle.

"*Elle bénéficie du fait que dans les autres partis politiques, personne n'est pour l'instant prêt. Le Parti socialiste cherche toujours son candidat et à droite, il y a une interrogation, est-ce que Nicolas Sarkozy parviendra à sortir de l'impasse d'impopularité où il semble enfermé ?*", a dit sur France Info Pascal Perrineau, président du Cevipof, le Centre de recherches sur la vie politique française. Parce qu'il serait encore possible que Sarkozy se refasse une santé ? Il doit être le seul en France à se poser cette question, grotesque.

La palme revient aux politologues dans le rôle de courtisans.

Selon des politologues interrogés par l'AFP, il traduit la «*mauvaise humeur*» des Français à l'égard du chef de l'Etat, et leur «*malaise profond*» face aux deux principaux partis.

«*Les sondés disent leur humeur ou plutôt leur mauvaise humeur, mais on peut penser qu'ils adopteront un comportement plus responsable et choisiront (au moment du scrutin) quelqu'un d'autre que Marine Le Pen*», souligne Philippe Braud. L'humeur ça va ça vient, l'essentiel c'est que les électeurs votent le moment venu pour l'un des candidats s'engageant à assurer la stabilité des institutions de la Ve République et choisi à cet effet par les faiseurs de monarques dont font partie les politologues.

Un internaute plus perspicace que les autres a écrit : "*L'objectif était de vendre l'idée d'une candidature unique de Sarkozy au sein de la droite dite républicaine mais qui n'a plus rien de républicain depuis 2007*." Autrement dit le résultat de ce sondage bidouillé reflète à la fois la crise qui sévit au sein de l'UMP menacé d'éclatement et l'incapacité de Sarkozy d'obtenir le soutien de la majorité de la population à sa politique antisociale et ultra réactionnaire. Il aurait eu pour seule fonction de l'aider à ressouder son camp autour de lui, ce que confirmerait la seconde visite lundi matin à l'Elysée en dix jours de Villepin. Cela étant, ils ne peuvent pas effacer la montée du FN qui est bien réelle.

Les centristes et certains dirigeants de l'UMP exhortent Sarkozy à se recentrer sur les questions sociales et de laisser tomber la question de l'immigration chère au FN, car manifestement ce n'est pas de la sorte qu'il récupèrera des voix à l'extrême droite, sauf qu'il a épuisé cette question qui a pu faire illusion en 2007 en favorisant méthodiquement les plus riches depuis son élection et en s'attaquant aux retraites notamment ou encore l'affaire Woerth-Bettencourt, dorénavant plus personne n'est dupe sur la collusion d'intérêts qui existe entre l'UMP et les actionnaires du CAC40, il est acculé, son "*travailler plus pour gagner plus*" a fait long feu.

Il est à court de munitions, d'où sa fuite en avant sur le thème de l'immigration et de la lutte contre le terrorisme qui finalement se retourne contre lui et que relève le politologue Jean-Yves Camus : «*En mettant en avant les thèmes que le FN traite depuis plus longtemps, Nicolas Sarkozy donne aux Français l'occasion de dire qu'ils préfèrent l'original à la copie*», quel aveu peu amène pour l'UMP en passant !

Même sa présidence du G20 passe au second plan, car elle est minée par la collusion d'intérêts qui est remontée à la surface entre son gouvernement et les dictateurs Ben Ali, Moubarak ou encore Kadhafi, avant de les lâcher tardivement et à regret.

Il ne manquait plus que des révolutions en Afrique du Nord et aux Moyen-Orient, pas de bol, le mauvais sort s'acharne contre lui, le mal-aimé est détesté, maudit, c'est déjà comme s'il était relégué aux fins fonds des oubliettes de l'histoire, certains un peu vulgaires diraient dans le trou des chiottes, effectivement, il ne reste plus qu'à tirer la chasse ! Mais attention à ne pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué... (source : Lepoint.fr, Lefigaro.fr, Libération.fr et Reuters 06.03)

Parole d'internaute.

1- A propos du sondage du Parisien.

1.1- Relisez vos classiques, comme par exemple "*Les grenouilles qui demandent un roi*" d'Ésope, "*Mortifiées d'avoir un tel roi, elles se tendirent une seconde fois près de Zeus, et lui demandèrent de leur changer le monarque ; car le premier était trop nonchalant. Zeus impatienté leur envoya une hydre qui les prit et les dévora.*"

1.2- Aubry et Hamon accusent Sarkozy de jouer avec les peurs... On se demande si ce n'est pas le PS qui a peur aujourd'hui, peur de ne pas être au deuxième tour. On sent comme un petit vent de panique au PS comme à l'UMP. Hilarant !

2- A propos du CAC40.

- Les résultats ont augmenté avec des chiffres d'affaires qui stagnaient, voire régressaient. C'est la masse salariale qui a servi de variable d'ajustement, mais c'est très dangereux : tous ceux qui ont perdu leur emploi vont fortement réduire leur consommation et ce qu'ils n'ont pas voulu absorber en marge en 2010, ils le paieront en chiffre d'affaires en 2011. Et on ne peut pas virer du monde indéfiniment, il y a un seuil incompressible en-dessous duquel la société ne fonctionne plus correctement. Bref, c'est une vue à court terme qui a motivé les décisions de 2010 et qui vont voir le retour de bâton en 2011, qui va faire très mal à tout le monde.

Politique.

1- Croatie.

Dix mille manifestants ont défilé dimanche dans les rues de Zagreb pour demander la démission du gouvernement croate, jugé incapable de combattre le chômage et d'enrayer la baisse du niveau de vie.

Selon un sondage réalisé par l'institut Hendal et la télévision publique, 70% des Croates soutiennent les manifestants et 62% veulent des élections anticipées.

Le chômage touche près de 20% de la population active, un plus haut depuis huit ans en Croatie. (Reuters 06.03)

2- Japon.

Le ministre japonais des Affaires étrangères, Seiji Maehara, a démissionné dimanche en raison d'un scandale de financement politique.

Seiji Maehara, partisan d'une ligne dure en matière de sécurité et de liens étroits avec Washington, a reconnu vendredi avoir accepté un don de la part d'un Coréen résidant au Japon, sans connaître la situation de cette personne.

Le financement politique par des étrangers est interdit au Japon s'il est accepté en connaissance de cause.

Cette démission risque de fragiliser un peu plus la situation du Premier ministre Naoto Kan face à un parlement divisé. Le nom de Maehara était cité parmi les possibles successeurs du chef du gouvernement. (Reuters 06.03)

Economie.

1- Irlande. La banqueroute.

La nouvelle coalition irlandaise issue des élections législatives anticipées a déclaré dimanche que le plan de sauvetage de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) a échoué à restaurer la confiance dans l'économie irlandaise, et a prévenu que le poids de la dette menaçait d'être insoutenable. (Reuters 06.03)

2- Grande-Bretagne.

Le système bancaire britannique affiche de nouveau des déséquilibres croissants qui pourraient mener à une nouvelle crise financière, a déclaré le gouverneur de la banque d'Angleterre (BoE) Mervyn King, lors d'une interview publiée samedi par le Daily Telegraph.

Il a également critiqué la recherche du profit à court terme et les bonus attribués au sein des banques. "*On a donné des primes aux banquiers pour qu'ils se comportent comme ils l'ont fait. Cela doit changer*", a-t-il déclaré.

"*Le secteur bancaire reconnaît que certains de ses éléments ont mal agi pendant la crise. Mais depuis, le secteur s'est radicalement réformé*", a rétorqué dans un communiqué Angela Knight, qui dirige l'Association des banquiers britanniques. (Reuters 06.03)

Faute avouée à moitié pardonnée, pardon, ces gens-là ne font pas dans le détail, totalement pardonnée !

Haut de page

Le 8 mars

On est le 8 mars, tout ce que la terre compte d'hypocrites et d'opportunistes va célébrer la journée internationale des droits de la femme, cela va des esclavagistes aux féministes en passant par les braves dirigeants des partis ouvriers, sans exception je précise volontairement.

On entend dire depuis plus d'un siècle que les femmes sont moins payées que les hommes, qu'il va falloir se battre pour que cela change sans que rien ne change finalement. Et après ? Après quoi, leurs analyses ne vont pas plus loin. Mais pourtant, la généralisation du travail des femmes n'aurait-elle pas des conséquences souvent désastreuses sur les rapports à l'intérieur des familles, sur les rapports entre les jeunes et la société, sur l'éducation des jeunes ainsi livrés à eux-mêmes en l'absence de leurs parents, qui, lorsqu'ils ne sont pas pris par leur travail, sont occupés à accomplir des tâches domestiques lorsqu'ils rentrent du travail ou réservent le peu de temps libre qu'il leur reste pour se divertir ou se reposer ?

Pensez-vous, c'est une question qu'ils occultent tous, il a été décrété une fois pour toute que la femme était l'égal de l'homme et chacun s'en tient à cette définition gravée dans le marbre, la remettre en cause et vous passer systématiquement pour un affreux phallocrate ou macho. La femme acquerrait sa liberté ou s'épanouirait pleinement par le travail. Tu parles, les mêmes affirment sans davantage réfléchir apparemment qu'elle est ainsi doublement exploitée par la société, ce qui est exacte.

Personnellement, j'ai une autre approche sur cette question qui permet d'expliquer pourquoi tous ce rangent unanimement derrière ce principe inique en contradiction avec la nature.

Pour se développer le capitalisme avait besoin de plus en plus de bras au XIXe siècle. Les capitalistes n'ont pas hésité à faire travailler hommes, femmes et enfants six ou sept jours sur sept à raison de 16 heures par jour pour satisfaire leurs besoins en main d'oeuvre. La lutte de classe du prolétariat est parvenue au fil du temps à réduire le temps de travail des hommes et des femmes et interdire le travail des enfants de moins de 16 ans, redescendu à 14 récemment.

Jusqu'au début du XXe siècle, le combat du mouvement ouvrier avait pour objectif l'émancipation du capital et le socialisme, dans ce cadre-là le combat pour l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes était conçu pour dresser dans l'unité l'ensemble des travailleurs des deux sexes dans la perspective de leur émancipation, qui si elle avait eu lieu aurait remis à l'ordre du jour la question du travail des femmes et des enfants ainsi que celui des salaires des hommes. Comment concevoir la famille quand en réalité la maison est vide parce que tous ses membres sont occupés à travailler comme des esclaves pour assurer leur survie ? Telle est une des questions qui se seraient posées alors.

En tenant compte de l'état d'esprit qui prévalait à cette époque sur les rapports entre les hommes et les femmes dans la société, une société majoritairement rurale il faut rappeler, on pouvait très bien concevoir à cette époque que seul l'homme travaille, puisque la plupart des emplois disponibles étaient concentrés dans l'industrie lourde ou manufacturière, à condition que son salaire soit fortement augmenté et accompagné de nombreux avantages sociaux de façon à satisfaire tous les besoins de sa famille.

Parallèlement, on pouvait décréter qu'à partir de maintenant, les salaires des femmes et des hommes seraient égaux pour laisser aux femmes le choix de travailler si elles le désireraient, tandis que des hommes rempliraient leurs tâches à la maison, l'objectif étant que ni l'un ni l'autre ne soit plus exploité doublement et que l'un et l'autre puissent s'épanouir ou trouver sa place dans la société et s'en trouvent satisfaits, ce qui serait déjà un formidable progrès social, ce qui est totalement impossible lorsque les deux membres de la famille travaillent, on pourrait peut-être le concevoir dans une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme lorsque la totalité des rapports issus des rapports de production capitaliste auraient disparu, mais au début du XXe siècle nous en étions encore loin et nous devons faire dans bien des domaines avec la société que le capitalisme nous a légué en attendant de pouvoir passer du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Sans aller jusque là, ce qui était impensable du début à la moitié du XIXe, jusque là la plupart des femmes et des enfants travaillaient essentiellement aux champs, le deviendra davantage lorsqu'elles viendront grossir les rangs des ouvriers dans les usines, tandis que les enfants travailleront dans les mines dès l'adolescence, les femmes attendant chaque jour avec anxiété leur retour du fond, mais à cette époque le prolétariat était encore faiblement organisé, sans syndicats ni partis jusqu'à la fin du XIXe siècle, il lui était impossible d'avancer une revendication sociale aussi radicale (un salaire permettant de faire vivre toute sa famille) qui impliquait la remise en cause du capitalisme pour être satisfaite.

Lorsque les conditions sont devenues favorables pour engager le combat sur l'objectif d'un salaire ouvrier permettant de faire vivre toute sa famille, sans que la femme et l'enfant soient à leur tour envoyés à l'usine ou à la mine, le travail des femmes notamment était déjà ancré dans les habitudes et les consciences au point que personne ne pensera à mener ce combat auquel se substituera le combat pour la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires ou encore l'amélioration des conditions de travail.

On pourrait contester cette analyse parce que les femmes et les enfants ont de tout temps travaillé à la ferme ou aux champs, à ceci près que l'émergence du capitalisme a été présentée par ses représentants comme une aubaine à ces millions de travailleurs de la campagne qui allaient se ruer vers les villes en croyant y faire fortune ou tout du moins y trouver une vie meilleure, or ce n'est pas vraiment ce que les capitalistes leur avaient réservée, mais plutôt une vie de labeur dans des conditions effrayantes pour un salaire de misère, l'enfer, quoi.

Cette revendication pour un salaire unique (de l'homme ou de la femme au travail) qui aurait pu s'accompagner d'une grève générale illimitée pour renvoyer femmes et enfants dans leurs foyers n'a jamais vu le jour puisque entre temps le mouvement ouvrier avait déjà perdu de vue l'objectif de l'émancipation du capital et le socialisme. Elle aurait pu voir le jour après la seconde guerre mondiale, mais les staliniens et les réformistes étaient trop occupés à reconstruire l'Etat et le capitalisme français pour livrer un tel combat. Par la suite, le combat des droits des femmes sera totalement dévoyé ou dénaturé par le mouvement féministe orchestré par la petite-bourgeoisie qui prendra le relais des préoccupations des capitalistes, au point de parvenir à faire travailler huit ou neuf femmes sur dix de nos jours, de la même manière que gouvernement, patronat et syndicats s'activent aujourd'hui pour faire travailler davantage de vieux travailleurs, travailler et faire travailler l'ensemble des hommes et des femmes jusqu'à leur dernier souffle serait une fin en soi et le seul objectif dans la vie.

A les entendre on ne pourrait s'épanouir dans la vie qu'en travaillant pour un patron ou l'Etat des capitalistes qui nous exploite tout autant, assumer ses responsabilités et accomplir des tâches ménagères quotidiennement ou encore élever ses enfants serait rabaissant, humiliant, abêtissant, alors qu'en réalité elles sont tout aussi gratifiantes, si ce n'est plus, que d'accomplir des gestes répétitifs du matin au soir dans une usine, un chantier ou un bureau, et elle laissent suffisamment de temps libre pour se livrer à d'autres activités éducatives, culturelles, artistiques, etc.

Maintenant qu'ils sont parvenus à imposer à tous les hommes et toutes les femmes de travailler (quand ils ne sont pas livrés au chômage), on s'aperçoit que de plus en plus de familles sont malheureuses, se déchirent ou volent en éclat, que les enfants livrés à eux-mêmes - puisqu'il n'y a plus personne pour s'en occuper, ne respectent plus rien, deviennent incontrôlables, agressifs, violents, embraient connerie sur connerie, leur société a atteint un tel degré de décomposition, que les travailleurs et leurs compagnes ou l'inverse pour défendre leur dignité ou redonner un sens à leur vie, n'ont pas d'autre alternative que de prendre en main leur destin et de faire leur propre révolution pour ne pas subir plus longtemps la décadence et la barbarie capitaliste à laquelle ils sont voués sinon jusqu'à la fin de leurs jours.

A la revendication de l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, j'ajouterai donc celle du salaire unique permettant à une famille de vivre dignement, chaque couple ou famille décidant librement lequel des deux travaille, pourquoi pas en alternance... Que ce salaire soit versé en totalité ou en partie par les patrons et le complément par l'Etat ouvrier.

Cette causerie a été mise en ligne au format pdf (Acrobat Reader)

Politique.

1- France

1.1- Une confirmation. Le Pen monte, Sarkozy chute.

A quatorze mois de la présidentielle, Marine Le Pen arriverait en tête au premier tour dans tous les cas de figure, quelque soit le candidat socialiste, selon un sondage Harris Interactive diffusé lundi.

La seule différence avec le précédent sondage étant que la candidature de Dominique Strauss-Kahn provoquerait l'élimination de Nicolas Sarkozy au premier tour. En outre, la dirigeante du FN gagnerait un point, à 24%, face au "*patron*" du FMI ou à l'ancien Premier secrétaire du PS, François Hollande.

Selon l'enquête diffusée lundi soir, Marine Le Pen (24%) devance Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI (23%), ainsi que Nicolas Sarkozy, en troisième position avec 21%.

Dans un second scénario, Marine Le Pen obtient également 24% des intentions de vote, devant Nicolas Sarkozy (21%) et François Hollande pour le PS (20%).

"*Je n'ai pas besoin d'un sondage par ailleurs douteux (...) pour savoir que la présidentielle de 2012 va être difficile*", a déclaré François Fillon.

Le président de Harris Interactive, Jean-Daniel Lévy, s'est défendu sur Europe 1 d'avoir voulu "*faire un coup*".

"*Sortir une donnée comme cette donnée demande une vraie responsabilité et si nous l'avons fait, c'est parce qu'en âme et conscience, nous étions persuadés que le fait d'avoir Marine Le Pen à 23% était le reflet absolu de ce qui se passe aujourd'hui dans l'opinion*", a-t-il dit. (Reuters 07.03)

1.2- Une seconde confirmation. Toujours plus bas et massivement rejeté.

Nicolas Sarkozy a chuté de 6 points pour atteindre 32% en mars, soit son plus bas niveau pour cet institut depuis son accession à l'Elysée, selon un sondage LH2 pour le NouvelObs.com diffusé lundi.

Nicolas Sarkozy perd 10 points auprès des 65 ans et plus et des catégories les plus aisés, ainsi que 7 points auprès des retraités et 3 points chez les sympathisants de l'UMP. (Reuters 07.03)

Ne cherchez pas pour qui ils vont voter : FN !

1.3- Une troisème confirmation. Un psychopathe au sommet de l'Etat.

Des journalistes de Marianne, Maurice Szafran, directeur du magazine, et Nicolas Domenach, journaliste politique, signent [Off] Ce que Nicolas Sarkozy n'aurait jamais dû nous dire "qui retrace vingt années d'entretiens confidentiels avec le président".

Selon les extraits publiés par Marianne, on découvre un Sarkozy qui "*a le jugement souvent expéditif*". Aux yeux du président de la République, on passerait vite pour des "*nuls*", des "*médiocres*", des "*connards*".

Les deux journalistes révèlent que Nicolas Sarkozy a longtemps considéré le nouvel homme fort du gouvernement Alain Juppé comme un "*fou*".

Ainsi, quand le maire de Bordeaux a appelé Nicolas Sarkozy pour le féliciter pour sa nommination au ministère de l'Intérieur et lui dire qu'il était désolé qu'il ne soit pas promu à Matignon, ce dernier a "*explosé de rage*".

"*Tu es complètement malade. C'est toi qui m'as poignardé dans le dos, et maintenant tu viens me présenter des condoléances !* ", aurait-il dit à Alain Juppé.

"*Juppé, c'était pour lui désormais la figure paroxystique du technocrate devant lequel il se jurait de ne plus faire de complexe. 'Il leur manque une case', nous disait-il. Ces mabouls' ont perdu le contact avec la réalité*", racontent les deux journalistes de Marianne.

Autre épisode croustillant à lire dans Off : nous sommes en 1995, après l'élection de Jacques Chirac, Sarkozy (qui avait soutenu Edouard Balladur) s'estime persécuté par Alain Juppé. "'Du délire, s'indignait encore Sarkozy quinze jours après (l'élection présidentielle, ndlr). Ce malade avait même tourné le dos à Cécilia avant de s'enfermer dans une loge jusqu'à ce que je m'en aille'. Le maire de Neuilly n'en doutait pas : 'Il a perdu les pédales, il veut me tuer'".

"*Au fond, il a peur de moi. Il veut me tuer, consciemment ou inconsciemment*", aurait encore confié le chef d'Etat aux journalistes.

Dominique de Villepin n'est pas épargné non plus par Nicolas Sarkozy. D'après Maurice Szafran, Nicolas Sarkozy aurait aussi dit à une époque de Dominique de Villepin : "*il est fou*" car il considérait que le CPE (contrat première embauche) était "*une folie politique absolue*", a expliqué l'auteur du livre sur Europe 1.

Et tout le monde a droit à son petit qualificatif cash et féroce : Chirac est "*con*", Fillon est "mou", Raffarin une "*serpillière*".

Szafran et Domenach racontent aussi une hallucinante interview d'un Sarkozy... torse nu dans les jardins du ministère de l'Intérieur. (Lepost.fr 07.03)

Et après ils oseraient nous attaquer en diffamation parce qu'on les traite de tous les noms... Ou encore qu'ils sont les seuls à pouvoir gouverner et que les travailleurs n'en seraient pas capables ? Foutaise, renvoyez-moi tout cela au musée des antiquités et plus tôt sera le mieux ! Faisons table rase du passé dit la chanson...

2- Etats-Unis. Obama donne satisfaction aux républicains.

L'administration Obama a levé lundi la suspension des nouveaux procès de détenus devant les tribunaux militaires de Guantanamo et a mis en place un processus de maintien en détention de ceux qui n'ont pas fait l'objet d'inculpations.

Le président Barack Obama a dit avoir ordonné au département de la Défense d'annuler un décret qui suspendait la présentation de nouveaux chefs d'inculpation aux tribunaux militaires du camp. Le président avait fait suspendre les nouveaux procès à la prison militaire début 2009, peu après son entrée en fonctions.

Obama a également signé lundi un décret autorisant le maintien en détention de certains prisonniers de Guantanamo qui n'ont été ni inculpés, ni jugés coupables ni désignés pour un transfert mais qui sont considérés comme une menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis.

La Maison blanche a fait savoir qu'Obama restait déterminé à fermer la prison de Guantanamo à terme, sans toutefois avancer de date.

La prison de la base militaire installée sur l'île de Cuba compte encore 172 détenus dont une trentaine sont censés être traduits en cour d'assises ou en cour martiale. L'opposition républicaine a fait pression pour que les procès aient lieu à Guantanamo. (Reuters 07.03)

Ce serait intéressant de ressortir les articles parus juste avant et après son élection... L'impérialisme américain se crispe, aurait-il par hasard des raisons de s'affoler avec ce qui est en train de se passer en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ? On y reviendra plus tard.

Social.

Les généreuses intentions de la FAO (l'ONU) envers les femmes.

Quelque 925 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2010, a annoncé lundi l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, souligne que mettre fin à la discrimination contre les femmes dans l'agriculture est nécessaire pour faire reculer la faim dans le monde. "*L'égalité des sexes n'est pas simplement un idéal noble, c'est également crucial pour le développement agricole et la sécurité alimentaire*", a-t-il déclaré.

Les femmes représentent 43% en moyenne de la main d'oeuvre agricole dans les pays en développement, selon le rapport de la FAO publié à Rome à la veille de la journée internationale de la femme. (AP 07.03)

Quelle noble intention anime la FAO envers les femmes ! Voyons de plus près ce qu'il en est vraiment dans un pays en développement comme ils disent, l'Inde où je vis depuis plus de 18 ans.

Les négriers, des grands exploitants agricoles aux patrons d'entreprises en passant par les simples boutiquiers, ont bien compris le profit qu'ils pourraient tirer du travail des femmes qu'ils exploitent à la place des hommes en leur versant des salaires souvent inférieur de 50% à celui des hommes, voire davantage encore, cela va parfois du simple au double.

Ce qui explique par exemple qu'à Pondichéry ils emploient des jeunes femmes de préférence chaque fois que les postes de travail le permettent, dans la quasi totalité des commerces, dans les stations services ce sont elles qui vous servent l'essence, les hommes remplissent la fonction de caissier, idem dans l'industrie, les postes de travail pénibles sont réservés aux femmes que les hommes surveillent ou commandent.

Autre avantage à employer des femmes : elles sont jeunes, elles ne sont pas toujours majeures, main d'oeuvre sans défense taillable et corvéable à merci, payée avec un lance-pierres et traitées comme des domestiques ou des esclaves qui baissent la tête en présence de leur patron, c'est ainsi que les hommes traitent le plus souvent leurs propres épouses, disons dans 99% des cas, les patrons savent qu'elles se marieront rapidement, c'est une quasi-obligation en Inde sinon pas un homme ne voudra d'elles après 25 ans, trop vieilles, pas sûr qu'elles soient encore vierges, tout juste bonnes à la casse ou à faire le tapin, du coup le turn-over est exceptionnel et pour ainsi dire naturel, automatique, sans conflits sociaux, quelle aubaine pour les patrons qui les remplaceront par de nouvelles employées payées au salaire minimum et ainsi de suite...

Quant à l'emploi de femmes plus âgées, en échange d'un aménagement de leur temps de travail qui leur est généreusement accordé pour tenir compte de leur rôle de mère de famille, elles doivent accepter des salaires inférieurs de 50% ou davantage à ceux des hommes, c'est le cas de ma belle-soeur Tamayendi qui travaille dans une usine qui fabrique des savons. Au départ c'était des entreprises coréennes ou japonaises qui s'y étaient mises, depuis une dizaine d'années les patrons indiens ont compris quel formidable profit ils pourraient tirer de la main d'oeuvre féminine. Dans de nombreuses usines, le personnel est féminin à plus de 90%, seuls les postes d'encadrement sont occupés par des hommes. Aux champs, rien de changer, ce sont toujours les femmes qui constituent l'essentiel de la main d'oeuvre.

Finalement, plus une activité nécessite de main d'oeuvre, plus les femmes seront nombreuses, non pas que le rapport entre les hommes et les femmes leur serait favorable dans la société, c'est plutôt le contraire en réalité, disons que leur rôle polyvalent dans la société d'épouse et de mères d'un côté, et de femmes travailleuses de l'autre, s'accommode assez bien de la conception de l'employée jetable qu'affectionnent les patrons qui sont de véritables esclavagistes des temps modernes, et si je généralise volontairement, c'est parce que cela correspond à la triste réalité que vivent ces femmes.

Economie.

1- France.

1.1- Racket

Jamais l'essence n'aura coûté si cher. Certains des prix du carburant ont atteint lundi leur record historique à la pompe, où le sans-plomb 95 se vend désormais à un peu plus de 1,50 euros le litre. Le litre de sans-plomb 98, lui, atteint 1,54 euros.

Reste le gazole, le carburant préféré des Français (78 % de la consommation) : il atteint 1,35 euros au litre. (20minutes.fr 07.03)

1.2- On brade... les caisses de l'Etat sont vides !

L'État, qui détient 60 % des aéroports de province, lancera au printemps l'ouverture du capital de ceux de Lyon, Toulouse, Bordeaux et Montpellier. L'opération sera finalisée en décembre.

Les aéroports de province sont détenus à 60 % par l'État, à 25 % par les chambres de commerce et à 15 % par les

collectivités territoriales. (Lefigaro.fr 07.03)

2- Grèce. Chantage.

L'agence de notation Moody's a dégradé à nouveau lundi la note de la Grèce passant de B1 à Ba1, craignant que Athènes qui a obtenu une aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) soit contrainte de restructurer sa dette déjà importante. (AP 07.03)

Haut de page

Le 9 mars

Pressé par le temps pour satisfaire des obligations administratives urgentes, bien que j'aie reçu un courriel d'un militant qui l'a beaucoup apprécié, je crois que j'ai un peu saboté la fin de ma causerie d'hier consacrée aux inégalités salariales entre hommes et femmes. Au choix, un complément ou un rectificatif.

Il était beaucoup plus facile de répondre de façon plus cohérente à la question que je posais hier. Quand dans un couple ou une famille l'un des deux travaille et perçoit un salaire, l'autre qui demeure au foyer devrait recevoir l'équivalent d'un salaire des allocations familiales ou de l'Etat en échange des différentes responsabilités et tâches qu'il ou elle effectue, afin de garantir l'équilibre et le bien-être de chaque membre de la famille tout en ayant les moyens de satisfaires ses aspirations. Cela tout au long de la vie, en sachant que rien n'est figé et que l'un peut prendre la place de l'autre, l'homme ou la femme, et qu'eux seuls doivent en décider librement.

La revendication d'un salaire pour la femme (ou l'homme) au foyer a été évoquée timidement à différentes époques je crois me souvenir, pour être aussitôt abandonnée et classée parmi les revendications utopiques ou impossibles à soutenir, donc à satisfaire puisque incompatible avec le capitalisme. Pourquoi ne pas la remettre sur le tapis en l'étendant aux hommes, ne correspondrait-elle pas à un besoin réel et urgent compte tenu que les rapports familiaux (notamment) sont en train de se déliter dangereusement ? Comment se fait-il que personne n'y pense (à ma connaissance) ? Où ont-ils tous la tête ? Dans le sable ou tournée vers le passé, mais certainement pas vers le futur.

Trois sujets en bref.

1- Ils parlent d'augmenter la TVA à 5% ou dite réduite qui concerne les produits alimentaires histoire d'appauvrir un peu plus les plus pauvres. Mais saviez-vous que les transactions sur les chevaux de course, les chevaux d'agrément ou encore les poneys, qui comme chacun sait concernent les couches les plus défavorisées de la population, bénéficient également de la TVA à 5%. Bruxelles veut y mettre un terme pour appliquer la TVA à taux plein, à Neuilly, Deauville ou Chantilly l'aristocratie en est toute retournée !

2- Qui exploite le pétrole ? Des multinationales cotées en bourse. Qui détient les actions de ces multinationales ? Des millionnaires ou milliardaires en dollars ou euros.

Qui spécule sur l'augmentation du cours du pétrole ? Les mêmes.

Qui profite de l'augmentation du cours du pétrole ? Les mêmes. Ajoutons les Etats producteurs de pétrole.

La chose est entendue, n'est-ce pas ? Les multinationales augmentent leurs marges par le biais de cette augmentation. Sauf pour le gouvernement :

Fillon " *a demandé à la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, de vérifier que les entreprises pétrolières ne profitaient pas de l'envolée des cours du baril pour augmenter leurs marges.*" (20minutes.fr 08.03)

3- Plénel Mélenchon même combat : la tête dans le sable quand quelque chose les dérange ! Ou les enfonceurs de portes ouvertes ou encore, une affaire qui n'en est pas une, une petite dernière : quand les populistes feignent de découvrir... une pratique courante pour faire parler d'eux, leur seul moyen d'exister, le même que la classe dominante pour le reste, tirer profit de l'ignorance populaire.

LeMonde.fr d'hier précisait : "*Les personnes interrogées par Harris Interactive pour ces deux sondages parus dans le Parisien ont été "payées", affirme Mediapart mardi 8 mars. L'institut rétorque qu'il s'agit d'une simple "incitation", comme en promettent la plupart des sondages en ligne.*"

Parole d'internaute.

- Comme c'est drôle ! Habituellement on ne remet pas en cause les sondages ; mais cette fois ci, c'est différent... Les résultats ne convenant pas à nos classes politiques classiques, on a en demandé un autre ! Résultat idem, sinon pire pour eux ! Alors maintenant, ils critiquent la méthodologie du sondage, le fait qu'il ait été rémunéré (comme tant d'autres d'ailleurs...) mais oublient que même dans ce cas les sondés n'ont pas été rémunérés sur leurs réponses pour le FN ! Ridicules, ils sont tous ridicules avec leurs réactions. Ils feraient mieux de se rendre à l'évidence et de faire leur méa culpa ; Mais au moins cette fois ci ils ne pourront pas dire "qu'ils n'ont rien vu venir"... !

Politique.

1- France

1.1- Faisons preuve de davantage de subtilité... De la persévérance bien sûr, mais de la finesse aussi... pour arriver à nos fins.

Le gouvernement français a renoncé mardi à étendre dans l'immédiat la déchéance de nationalité aux auteurs de certains crimes graves, une mesure figurant pourtant dans un projet de loi sur l'immigration.

"*La majorité doit rester soudée. Si on se divise, le texte ne sera pas voté et le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, n'aura pas les moyens de lutter contre l'immigration clandestine*", a mis en garde François Fillon. "*Ne nous privons pas de moyens d'intervention efficaces.*"

Devant l'Assemblée, le nouveau ministre de l'Intérieur Claude Guéant a toutefois estimé que cette disposition pourrait être intégrée "*dans un texte plus général sur la question éminemment importante de la nationalité française*".

Il a souhaité que la mission d'information sur la nationalité trouve "*une traduction législative appropriée dans les meilleurs délais*". (Reuters 08.03)

1.2- Dictature en marche, la remise en question de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance (déjà très relative) de la justice.

Jean-François Copé a lancé mardi le débat sur la justice et l'application des peines à la Maison de la chimie, à Paris.

Plusieurs intervenants ont répondu à l'invitation du patron de l'UMP tels que Rachida Dati, ex-ministre de la Justice, l'avocat Philippe Bilger ou encore Christian Marquès, du syndicat FO pénitentiaire...

"*Après la tragédie de Pornic et le meurtre de la petite Laetitia dans des conditions épouvantables, il faut agir*", lance le député-maire de Meaux à la salle archi-comble, essentiellement composée de quinquagénaires. Pour "*mieux assurer la sécurité des Français*", Jean-François Copé propose une mesure-phare : "*Le parquet, le procureur doit assumer l'entière responsabilité de l'exécution des peines.*" Cette responsabilité est actuellement assurée par le juge d'application des peines, lequel n'est pas soumis hiérarchiquement au pouvoir exécutif. Le patron de l'UMP plaide aussi pour "*supprimer les réductions de peine automatiques*", accélérer la construction de places de prison ou encore généraliser le port du bracelet électronique chez les délinquants récidivistes. Autant de mesures à intégrer dans le programme du candidat de la majorité afin de "*restaurer la confiance*" des Français dans la justice. (Lepoint.fr 08.03)

L'UMP est aux abois, alors Copé dérape et produit un faux quand il dit lors de ce "*débat*" nauséabond : "*"Marine Le Pen propose la peine de mort pour tous les trafiquants. Qui, dans cette salle, peut dire que son enfant n'a jamais consommé de la drogue ou dealé ? Eh bien Marine Le Pen veut la peine de mort pour cet enfant*". Et de conclure : "*Quand on vote FN, on vote pour une présidentiable. Alors, à quinze mois de la présidentielle, je vous dis qu'il faut voter pour des hommes et des femmes responsables.'*"".

Un internaute (infréquentable) précise que "*Marine Le Pen a proposé un référendum sur la peine de mort et concernant la drogue, elle a parlé de "gros trafiquants" et de "meurtriers récidivistes"... Qui mériteraient au moins la prison à vie sans remise de peine...*" et non de petits dealers ou de consommateurs.

Il a encore fallu que le syndicat FO se fourvoie en apparaissant au côté de Copé, sans doute pour convaincre une assistance acquise aux thèses racistes, xénophobes ou anti-jeunes de l'UMP et du FN.

1.3- Jetez-les à la mer ! Faisons le boulot du FN !

"*Il faut rassurer les Français sur toutes les migrations de populations qui viendraient de la Méditerranée. Après tout remettons-les dans les bateaux!*" a déclaré l'ancienne porte-parole de l'UMP à la presse dans les couloirs de l'Assemblée.

"*Le temps n'est plus à la parole mais aux actes et aux décisions*" a ajouté Chantal Brunel. "*Marine Le Pen n'a aucune solution à proposer. Nous, on doit montrer qu'on a des solutions*" a-t-elle ajouté. "*On doit assurer la sécurité en France et rassurer les Français*" a-t-elle conclu.(Lepost.fr 08.03)

2- Libye.

Les insurgés libyens ne poursuivront pas Mouammar Kadhafi pour les crimes qu'il a commis à condition de quitter le pouvoir dans les prochaines 72 heures, a annoncé mardi le président du Conseil national libyen (CNL, rebelle).

"*S'il quitte (...) la Libye dans les 72 heures et met un terme aux bombardements, nous nous abstiendrons de le poursuivre pour crimes*", a déclaré à la télévision qatarie Al Djazira Moustafa Abdeldjeïl, ancien ministre de la Justice passé dans le camp des insurgés.

L'ancien ministre, qui s'exprimait à la mi-journée, a souligné que cet ultimatum ne serait pas prolongé au-delà des 72 heures. (Reuters 08.03)

Les forces loyales à Moammar Kadhafi ont continué à pilonner mardi les rebelles à coups de tirs de roquettes et de frappes aériennes à Ras Lanouf, pour tenter d'empêcher leur progression vers Tripoli. Au moins 26 personnes, selon des médecins, ont été blessées, dont certaines grièvement. Un immeuble a été endommagé par un raid, le premier à toucher une habitation.

D'après un témoin qui a requis l'anonymat, chars et véhicules de combat parcouraient la localité de Zaouia (50km à l'ouest de Tripoli) et tiraient sur des habitations tandis que l'électricité, le téléphone et Internet étaient coupés. "*La ville est en ruines*", a-t-il dit à l'AP après avoir réussi à quitter Zaouia et à gagner un secteur lui permettant utiliser son téléphone mobile. "*Certains bâtiments ont été entièrement détruits*", "*il y a de nombreux blessés mais les hôpitaux vont se trouver à court d'approvisionnements*".

Sur un autre front, l'aviation libyenne a mené au moins cinq raids aériens dans la journée près de positions rebelles dans le port pétrolier stratégique de Ras Lanouf (620km à l'est de Tripoli). Les forces pro-Kadhafi ont aussi tiré des roquettes sur les opposants. Au moins 26 blessés, dont certains gravement touchés, ont été transportés à l'hôpital de la ville, selon des médecins sur place.

Le régime Kadhafi recourt chaque jour davantage à la force aérienne, soulignant du même coup la vulnérabilité des rebelles, qui tentent d'avancer en terrain découvert vers la capitale le long de la côte méditerranéenne. (AP 08.03)

3- Yémen.

La police yéménite a ouvert le feu sur des manifestants, mardi à Sanaa, faisant une cinquantaine de blessés, dont trois graves, rapportent des témoins. (Reuters 08.03)

Une émeute a éclaté dans une prison de la capitale yéménite Sanaa, où environ 2.000 détenus se sont joints au mouvement d'opposition appelant au départ du président Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, selon une source des services de sécurité.

L'émeute a éclaté lundi soir. Les prisonniers ont incendié des matelas, occupé la cour de la prison et pris une dizaine de gardiens en otage, précisait-on de même source.

Les gardiens ont fait usage de gaz lacrymogènes et ont tiré en l'air, sans parvenir à ramener le calme. Plusieurs prisonniers ont été blessés, selon cette source. La sécurité a été renforcée autour de la prison.

Des femmes se sont jointes à une manifestation mardi dans la ville portuaire d'Aden (sud), où un jeune a été grièvement blessé par balle à la tête lors d'un rassemblement lundi.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont également descendues dans la rue dans des villes de la province méridionale d'Ibb, appelant les autorités à traduire en justice les auteurs d'une attaque contre des manifestants dimanche qui a fait un mort et 53 blessés. Des appels à manifester ont été lancés dans tout le Yémen pour soutenir les revendications des manifestants d'Ibb.

Dans la province de Dhamar (sud-est), des milliers de protestataires ont réclamé mardi le départ du président Saleh. D'importantes manifestations avaient également lieu dans la province montagneuse de Shabwa et dans les provinces d'Hadramawt

et Taez.

Par ailleurs, pour la première fois depuis le début du mouvement de contestation au Yémen, des graffitis hostiles au président Saleh ont été découverts dans son village natal de Sanhan, aux portes de Sanaa. La police a annoncé avoir ouvert une enquête pour tenter de découvrir les auteurs du slogan "le peuple veut que le régime se retire", peint sur les murs de la localité. (AP 08.03)

4- Oman.

Plus de 150 manifestants se sont rassemblés mardi devant le siège de la télévision publique dans le sultanat d'Oman afin de demander plus de liberté pour la presse. Lire la suite l'article

La manifestation pacifique s'est déroulée à Mascate, la capitale de cet Etat situé au sud de la péninsule arabique. (AP 08.03)

5- Koweit.

Un millier de manifestants se sont rassemblés mardi devant le principal bâtiment gouvernemental de la capitale Koweït, pour réclamer des réformes politiques et davantage de liberté.

Aucun incident n'a été signalé lors de la manifestation sous la surveillance des forces de sécurité, qui ont bouclé la place Safat dans le centre de Koweït. Une mise en garde à l'adresse des protestataires, dont l'un des slogans est: "*Partez! Nous méritons mieux!*". "*Un nouveau pays avec un nouveau Premier ministre*", lisait-on également sur des banderoles.

Il s'agit des premiers rassemblements au Koweït depuis les soulèvements dans le monde arabe. Mais ce pays du Golfe, aux importantes ressources pétrolières, a déjà connu par le passé des manifestations.

Le Parlement le plus puissant de la région se trouve au Koweït et les députés de l'opposition ont ouvertement bataillé contre le système au pouvoir. Le Premier ministre, Cheikh Nasser Al Mohammed Al Sabah, a failli chuter par deux fois lors de motions de censure.

En février, la police koweïtienne avait fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants qui réclamaient l'obtention de la nationalité koweïtienne et les bénéfices qui l'accompagnent. (AP 08.03)

Social.

Espagne.

Les employés de la compagnie publique chargée de la gestion des aéroports espagnols ont appelé mardi à 22 jours de grève durant la haute saison touristique pour protester contre un projet de privatisation partielle.

Selon le préavis déposé auprès de ministère du Travail, le personnel se mettrait en grève le 20 avril jusqu'au dimanche de Pâques. D'autres jours de grève sont prévus en mai, juin, juillet et août. Le document précise qu'il reste "*assez*" de temps pour négocier et éviter la grève, selon Cesar Revuelta, un représentant syndical d'AENA.

M. Revuelta explique que les employés craignent notamment des réductions de salaire avec la privatisation partielle. (AP 08.03)

Haut de page

Le 10 mars

Pas le temps de vous proposer la causerie que j'avais commencé à préparer ce matin, ce sera pour demain. J'ai encore eu des problèmes avec le serveur situé en Inde (Tata), j'ai dû attendre le début de l'après-midi pour accéder aux dépêches de presse. De plus j'ai passé la moitié de la matinée à des formalités administratives dans un pays réputé pour avoir l'une des pires bureaucratie du monde, mes nerfs sont mis à rude épreuve ! Et demain matin rebelote. Dernière chose, j'ai retiré de l'argent pour m'équiper d'un portable et un autre modem dans les jours qui viennent, en espérant que cela permettra de régler tous mes problèmes et de vous proposer un meilleur service.

J'ai reçu un courriel d'un camarade qui a adressé mon article sur le FN à un de ses collègues de la CGT qui lui a répondu : "*L'article sur le FN est remarquable de justesse.*". Je ne sais pas si je suis autorisé à publier le contenu de son courriel qui ne

manque pas d'intérêt et dans lequel il aborde cette question sous un autre angle. Au camarade de me répondre puisqu'il se connecte tous les jours sur le site, bien à toi en passant.

Lu dans le IO n° 139 paru hier.

Que pensez-vous de la dernière campagne dont les dirigeants du POI ont accouché "*non à la réforme constitutionnelle*" ? Personnellement je suis contre et j'expliquerai pourquoi demain. En deux mots, si nous ne préférerions pas la Constitution de la Ve République au projet de Constitution européenne rejeté en mai 2005 contrairement à D. Glucktein, nous ne préférons pas davantage la Constitution de la Ve République à ce qu'elle pourrrait devenir demain une fois cette "réforme" réalisée, désolé, nous ne nous reconnaissons dans ni l'une ni l'autre. Il mérite bien la caractérisation que j'en ai donné récemment.

Mieux, le POI continue d'entraîner les travailleurs et les militants à s'adresser à la vermine qui soutient le régime "*au conseiller sortant PRG et au maire PS* de la Charente et de la Rochelle. Ils tiennent absolument à les réhabiliter ou à les légitimer. Question : comme la Constitution ?

Mieux encore, saviez-vous qu'il existait des "*municipalité(s) communiste(s)*" en France, sans guillemets ? Ah mais où avais-je la tête, les élus du PCF sont des communistes, et nous, nous sommes quoi au juste, peut-être des arrières petits-enfants du Petit Père des Peuples qui s'ignorent ou de vulgaires gauchistes ? Question : ne tenteraient-ils pas de réhabiliter cette saloperie stalinienne ? C'est quand même marrant l'intérêt que ces dirigeants du POI portent aux staliniens et aux réformistes qui ne sont pas vraiment proches de l'avant-garde de la classe ouvrière ou qui sont carrément étrangers au mouvement ouvrier, et le mépris qu'ils témoignent envers tous les militants avec lesquels ils partagent en principe la même cause mais qui ont des désaccords avec eux, cherchez l'erreur.

A propos des droits des femmes c'est encore plus consternant, ils n'ont retenu que la remise en cause par l'UE de l'assurance automobile à un tarif préférentiel pour les femmes, sans avancer la moindre proposition évidemment, sauf rompre avec l'UE...

Pas un mot sur la question du FN dont tout le monde parle, ce n'est pas nous qui avons décidé d'en parler, on nous a imposé ce sujet et nous y avons répondu en prenant nos responsabilités, à croire qu'au POI ils ne sont pas plus à l'aise pour en parler que dans tous les autres partis. Auraient-ils quelque chose à se reprocher par hasard ? Mais non, mais non, ne changez rien, vous êtes parfaits comme vous êtes.

Politique.

1- France.

Cynisme et mépris. Du "***sang-froid***" il en faut pour faire le sale boulot.

Mardi, lors d'une visite dans le Morbihan, Nicolas Sarkozy, "*il faut du sang-froid*", a-t-il déclaré.

Selon des participants à la réunion hebdomadaire à huis clos du groupe UMP à l'Assemblée nationale Fillon a déclaré "*Il faut toujours garder son sang-froid*".

Jean-François Copé, a également lancé le mot magique au Forum de Radio J, en appelant sa famille politique à "*garder son sang froid*" .

"*Il faut savoir garder son sang-froid*" avait lancé le même jour le ministre du travail, Xavier Bertrand, dans Le Parisien. (Lepost.fr 09.03)

2- Turquie. Encore un Etat fréquentable.

Les incarcérations de Nedim Sener et d'Ahmet Sik sont-elles celles de trop? Connus pour avoir dénoncé les tentatives de coup d'État au sein de l'armée et leur plume antigouvernementale, ces deux journalistes ont été placés en détention dimanche pour «appartenance à une organisation terroriste». Accusés d'avoir participé à un complot pour chasser du pouvoir les islamo-conservateurs, ils rejoignent la cohorte de militaires, mafieux, hommes d'affaires ou journalistes actuellement emprisonnés dans le cadre des affaires «*Ergenekon*» et «*Masse du forgeron*». Leur arrestation suscite un tollé chez leurs confrères et les adversaires du Parti de la justice et du développement (AKP) en place, qui dénoncent la mise en place d'«*une République de la peur*». La confusion gagne également les Turcs qui, jusqu'à présent, soutenaient les procès en cours et s'alarment désormais d'une dérive de la justice.

Pris à partie, le premier ministre a réfuté toute velléité de «*bâillonner la presse*». «*Les inculpations de journalistes n'ont rien à voir avec le gouvernement*», a déclaré mardi Recep Tayyip Erdogan, répétant qu'il fallait laisser la justice faire son travail. Dans

un communiqué, le procureur qui a ordonné les mises en détention a assuré qu'elles étaient motivées par «*des preuves*» et non par leurs écrits. Mais les raisons de l'arrestation des deux journalistes, difficilement soupçonnables d'accointance avec les forces criminelles nichées dans l'appareil étatique, restent pour le moins obscures. Nedim Sener avait récemment publié un livre dans lequel il accuse la police de complicité dans l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink, en 2007. Ahmet Sik est un des journalistes qui ont révélé les plans fomentés par les militaires en 2003-2004 pour renverser Erdogan.

Pour leur comité de soutien, les deux hommes ont en commun de critiquer la puissante confrérie musulmane de Fetullah Gülen. Selon ses détracteurs, le mouvement contrôle désormais la police et est de plus en plus influent au sein de la justice. Alors qu'il était emmené par les policiers, Ahmet Sik a désigné la communauté religieuse: «*Qui s'en approche trop s'y brûle.*» Il s'apprêtait à publier une enquête consacrée à son infiltration dans les services de sécurité.

Ce n'est pas la première fois que les adeptes de l'imam Gülen, installé aux États-Unis, sont accusés d'embastiller leurs opposants. Hanefi Avci, un ancien chef de la police, a publié l'été dernier un ouvrage dans lequel il dénonce le noyautage des forces de l'ordre par les gülenistes. Il est en prison depuis cet automne.

Même des intellectuels sympathisants de la cause de Fetullah Gülen se préoccupent de la tournure prise par les événements, tel Mustafa Akyol qui craint un «*risque de maccarthysme*». La suspicion a gagné le palais présidentiel de Cankaya. Ainsi, un proche d'Abdullah Gül, le chef de l'État, est persuadé que la confrérie a ordonné les arrestations et qu'elle est devenue incontrôlable.(Lefigaro.fr 09.03)

Social.

1- France.

1.1- Un appel qui rencontre un franc succès.

Des enseignants - 250 selon les organisateurs, 100 selon la police - se sont rassemblés mercredi en début d'après-midi devant la Sorbonne à Paris pour protester contre la suppression de postes dans les collèges et lycées d'Ile-de-France.

Trois syndicats de la FSU (première fédération de l'Education) avaient appelé les enseignants à ce rassemblement régional.

Ils entendaient protester contre les conséquences de ces suppressions de postes : "*augmentation conséquente du nombre d'élèves par classe, suppression des cours à effectifs réduits*", "*augmentation des heures supplémentaires*" pour les enseignants et, dans certains cas, suppression d'options.

Un collectif de 25 organisations, dont les principaux syndicats d'enseignants, la FCPE (parents d'élèves), l'UNL et la FIDL du côté des lycéens, appelle à des manifestations dans toute la France le 19 mars pour dénoncer les suppressions de postes. (Libération.fr et AP 09.03)

1.2- Le parquet et le Palais complices des voyous de la finance.

Les enquêtes financières "*sont en danger à Paris*", a estimé mercredi l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), précisant que les effectifs du pôle financier du tribunal de grande instance de Paris ne cessent de diminuer.

Le ministère de la Justice "*réduit significativement les moyens humains et matériels des enquêtes*" financières menées à Paris, affirme l'AFMI dans un communiqué. Selon l'association, les juges d'instruction qui étaient au nombre de 23 en 2009 ne sont plus que 18 aujourd'hui. Quant aux membres du parquet, leur effectif est passé de 23 à 21 sur la même période.

Cette baisse des effectifs touche également les assistants spécialisés. De dix à l'ouverture du pôle financier en 1998, il ne sont plus que quatre, selon ce communiqué.

Depuis plusieurs années, le nombre d'informations judiciaires, c'est-à-dire des enquêtes conduites par des juges d'instruction, n'ont cessé de diminuer au profit d'enquêtes préliminaires, dirigée par le parquet. (AP 09.03)

1.3- Comment tirer profit de la crise du logement. En toute légalité bien sûr.

L'annonce est parue il y a quelques jours sur un site immobilier: propriétaire recherche locataire pour une studette meublée de 9m2 dans un quartier étudiant de la capitale avec kitchenette équipée, douche et WC sur le palier. Le tout pour 740 euros par mois, charges comprises.

«*Les micro-logements non meublés, de 12m2 ou moins, se louent 50% plus cher au m2 que les appartements de 4 ou 5 pièces.*

Ce constat se vérifie partout, à Paris, Lille, Marseille et dans d'autres villes de France», explique à 20minutes.fr Michel Mouillart, professeur d'Economie à l'Université Paris X et auteur de l'étude.

Dans Paris intra-muros, une studette de 12m2 ou moins se louait ainsi en moyenne 32,8 euros le m2 l'année dernière, contre 24,7 euros/m2 pour un studio 1 pièce et 19 euros/m2 pour les 4 pièces. (20minutes.fr 09.03)

2- Grèce.

Le taux de chômage en Grèce a augmenté en décembre, passant à 14,8%, a annoncé mercredi l'Autorité statistique grecque. (AP 09.03)

Economie.

Guinée.

Le président guinéen Alpha Condé a annulé un contrat signé avec le groupe français Getma International pour la gestion du terminal de conteneurs du port de Conakry.

M. Condé a annoncé à la télévision publique mardi soir que son gouvernement mettait fin à ce contrat de 25 ans, qui avait été signé par son prédécesseur. Il a également dit son intention de réexaminer tous les contrats qui ne sont pas bénéfiques à son pays. (AP 09.03)

Haut de page

Le 11 mars

J'ai corrigé le lien vers les articles de presse de mars :

- Mars du 1er au 11 - au format pdf (54 pages)

Le courriel d'un militant de la CGT qu'un camarade m'a transmis avant-hier. Je n'ai plus le temps de le commenter.

"*L'article sur le FN est remarquable de justesse.*

Les luttes de 2009 et 2010 mettaient en cause de façon plus ou moins conscientes l'Union européenne, l'euro et les institutions. Seule, de tous les candidats envisagés, Marine Le Pen prend bille en tête ces questions à bras le corps. De plus, le FN est un parti utilisé par les autres (notamment pour le vote utile qui favorise la bipolarisation) mais il n'est pas ressentit comme ça. Il est ressentit comme un parti à part. Et comme tous les autres partis sont mis dans le même sac, le FN devient la solution. Après on peut évidemment dire (en raccourci comme je l'ai fait) d'aller étudier son programme sur internet qui n'a rien de social, il n'empêche que c'est un parti qui devient populaire.

On peut quand-même faire remarquer aux gens que sur les retraites, que sur les privatisations et les luttes en général, le FN s'est fait discret, on ne l'a pas entendu. Et ce serait bizarre qu'un parti qui ne reconnaissait pas les luttes serait une solution aujourd'hui pour l'aboutissement de celles-ci."

Le même camarade de la CGT a envoyé un autre courriel à mon contact à propos de la lettre de Thibault.

"*Sacré Nanard !*

Je viens de recevoir cette lettre de Bernard Thibault adressée aux organisations de la CGT (pièce jointe).

Sacré Nanard, voilà qu'il passe son temps à diaboliser le FN au lieu de chercher à comprendre quels facteurs favorisent sa popularité !

Décidemment, cette invention de François Mitterrand, le FN médiatisé, sert à toutes les sauces.

C'est tout bon pour le bipolarisation (le vote utile) chère aux institutions de la Ve république.

Admirez la phrase : "Cet entrisme dans les syndicats a clairement pour objectif d'en faire des marchepieds au service d'une stratégie politique"*. Comme si c'était nouveau. Comme si, les syndicats (et pas seulement eux) n'étaient pas l'objet d'influences politiques. La CGT, pour ce qui la concerne, ayant souvent été dénigrée pour ça.*

Si la CGT (et Bernard Thibault) se préoccupaient plus des conditions sociales et ne mettait pas un voile sur les luttes de 2009 et 2010 en essayant de faire croire à un hypothétique changement en 2012 (que personne ne croit), peut-être que le FN aurait moins la cote ?

Le FN est opportuniste. Il est le seul parti qui prend bille en tête (au niveaux des discours) les préoccupations de la population : UE, euro, salaire, travail, indépendance, auxquelles il ajoute la haine de l'autre pour tenir ses propres troupes. Le FN occupe un créneau que toutes les autres formations engluées dans la gestionnite n'osent pas occuper. Elles préfèrent se positionner pour des postes gouvernementaux pourtant illégitimes puisqu'ils appliqueront un traité européen refusé majoritairement par les électeurs en 2005 et des mesures refusées par la population et ses luttes de 2009 et 2010.

A président et gouvernement illégitimes, il reste à répondre à la tunisienne. Apparemment, Bernard Thibault ne semble pas vouloir prendre le chemin. Et si nous lui forcions la main ?"

Commentaire très bref.

Nanard, que je traduirais dans le langage populaire par navet, car je n'admets pas les familiarités envers cette vermine, même ironiques, que voulez-vous je suis bourré de vieux principes.

Ce n'est pas trop que les partis ouvriers n'aborderaient pas les questions qu'aborde le FN, ce serait plutôt qu'ils n'ont plus aucune confiance dans tous ces partis ou qu'ils ignorent parfois leur existence ou encore, bien qu'ils les connaissent, leurs discours leur semblent incompréhensibles, alors que celui du FN est direct et simplet, donc plus facilement saisissables.

Cela ne vous fait-il pas penser à ce que je ne cesse de répéter, à savoir que la plupart des travailleurs sont incapables de se reconnaître dans la littérature des partis comme le POI, le NPA ou LO destinée en priorité à des militants aguerris, à une élite constituée d'intellectuels, mais pas à la classe qui finalement leur est en grande partie étrangère ?

Voyez ici comme les choses sont faciles à exposer et à comprendre. L'air de rien on aborde un tas de questions théoriques et politiques qui ne sont pas à la portée de tous les militants, mais en les traitant simplement, un peu comme les choses se présentent au quotidien dans la vie, sans rechercher des effets de style, sans la moindre citation des marxistes, on arrive à déblayer le terrain tout en respectant nos principes et j'espère les enseignements du marxisme, en s'en tenant à notre programme et à notre objectif.

Vous ne trouvez pas qu'au fil du temps on parvient à y voir plus clair ? Je parle également pour moi évidemment. N'est-ce pas l'un de nos objectifs prioritaires ? Si c'était celui de nos dirigeants nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Quelques sujets de causeries à développer.

1- Pourquoi Merkel et Sarkozy avancent-ils sur cette voie, la "*réforme constitutionnelle*" et le "*pacte de compétitivité*" ? Une politique dictée par les besoins du capital, certes, mais encore ? Le pourraient-ils s'ils ne savaient pas à l'avance qu'ils peuvent compter sur le soutien des dirigeants syndicaux et des partis institutionnels dits ouvriers, sans parler de l'absence d'un parti révolutionnaire ?

2- Entendu lors de l'émission *Complément d'enquête* diffusée en différée sur TV5Monde Asie avant-hier : 10.000 professeurs quittent volontairement l'Education nationale chaque année parce qu'ils ne supportent plus des conditions de travail devenues infernales.

3- Lors de la même émission à propos de la discipline ou plutôt du manque de discipline dans les établissements scolaires : "*quand il n'y pas de règles, il y a plein de problèmes, on a besoin de règles*". C'est évident. Mais vous pourriez aussi remettre en cause votre interprétation du monde qui apparemment est erronée, or c'est justement celle-là que vous enseignez à vos élèves, et c'est bien ce monde-là qui est la cause de leur comportement agressif ou violent. Sortez de ce cercle vicieux qui ne peut mener qu'au chaos. Vous êtes semble-t-il parmi les mieux placés pour le comprendre, sauf que vous préférez vous accommoder de ce vieux monde plutôt que de le combattre, vous portez ainsi une part de responsabilité de la situation actuelle, sans vouloir vous accablez ce qui serait une erreur et une injustice, réfléchissez-y.

Il me reste encore trois sujets de causeries que je n'ai pas le temps d'aborder maintenant : tout est possible, un slogan qui correspond à une conception de la lutte de classe que je ne partage pas ; le front unique et ce qu'en pensent l'avant-garde du prolétariat en Tunisie, pas franchement pour c'est le moins qu'on puisse dire ; conserver la Constitution en l'état, la réformer, la replâtrer, pas vraiment ce que réclament les masses révolutionnaires en Tunisie, l'abroger, sûrement, pour donner naissance à

une nouvelle Constitution conforme à leurs intérêts et aspirations.

On vient d'apprendre qu'"un texte de mise en garde contre le Front national doit être adopté le 14 mars par les membres de l'intersyndicale.

C'est la CGT qui prépare le document de base qui sera discuté et amendé par les quatre autres syndicats (CFDT, UNSA, Solidaires et FSU). Par courtoisie, le texte sera apporté à FO qui ne fait pas partie de l'Intersyndicale.

L'organisation de Bernard Thibault a suspendu l'un de ses syndicalistes (Fabien Engelmann, secrétaire CGT des agents territoriaux de la mairie de Nilvange, en Moselle) qui a annoncé sa candidature aux cantonales sous l'étiquette FN, rappelant que les "principes" et les "les valeurs" de la CGT sont incompatibles avec les thèses du Front national.

De son côté, Force Ouvrière a retiré son mandat (déléguée régionale pour le personnel civil des armées) à l'une de ses militantes (depuis 1980) après avoir appris sa candidature aux cantonales. Non en raison de son appartenance au FN, mais parce que le syndicat estime que "*l'indépendance de FO par rapport aux partis politiques est bafouée.*"

Annie Lemahieu a déclaré: «*Je ne vois pas pourquoi ils me retirent mes mandats. On a le droit d'avoir une vie syndicale et politique. Que la CGT exclue ses délégués, je peux le comprendre, mais pas FO. De toute façon, je sais désormais où est mon choix. Ça m'attriste parce que j'ai un engagement de longue date à FO*». L'ancienne adhérente pourrait engager des poursuites contre son syndicat." (Lexpress.fr et 20minutes.fr 10.03)

Disons en introduction, que l'adhésion de ces syndicalistes ouvriers au FN exprime de façon inconsciente la recherche d'une solution politique à la crise du capitalisme qu'ils n'ont trouvé nulle part ailleurs, elle est également la traduction inconsciente de l'exaspération de millions de travailleurs, qui face à une situation sociale et politique de plus en plus insupportable, cherchent la voie de l'affrontement avec le régime.

Cela fait désordre tous ces travailleurs militant parfois depuis des décennies dans des syndicats ouvriers et qui finissent par adhérer aux idées du Front National, n'est-ce pas ? Cela pose un certain nombre de questions, non ? Sommes-nous si nombreux que cela à nous en poser ? Pas si sûr.

Si ces travailleurs se reconnaissent à la fois dans la CGT ou FO en l'occurrence et le FN, cela n'aurait-il rien à voir avec la conception de la lutte de classe des dirigeants de ces syndicats ?

Cela n'aurait-il rien à voir avec leur subordination totale au capital et n'estimeraient-ils pas à juste titre que la politique du FN se situe dans la continuité de celle de ces syndicats ?

Comment peuvent-ils se reconnaître à la fois dans des syndicats qui reconnaissent la lutte des classes et un parti qui en est la négation ? N'y aurait-il pas quelque part une convergence entre la politique de leurs dirigeants et celle du FN qui n'a évidemment pas pour objectif de remettre en cause la domination de classe du capital ? N'est-ce pas sur ce point précis qu'ils se retrouvent ?

Leur adhésion au FN ne met-elle pas en relief la faillite politique des dirigeants de ces syndicats au point que leurs militants ne savent plus très à quel saint se vouer ? N'exprime-t-elle pas ouvertement le degré de pourriture atteint par les sommets du mouvement ouvrier depuis déjà de très nombreuses années ?

Le comportement de ces militants ne porte-t-il pas le coup de grâce à la soi-disant indépendance des syndicats, lorsque chacun sait que la quasi-totalité de leurs dirigeants sont idéologiquement liés au capital, autrement dit, qu'ils font le jeu des partis politiques liés aux institutions ou au régime sans avoir toujours besoin d'y adhérer, un pas qu'ont franchi ces militants ?

Depuis déjà quelques années je ne me contente pas de dénoncer l'incurie politique de nos dirigeants devenue légendaire depuis plus d'un demi-siècle, je la combat quotidiennement, et lorsque j'ai appelé les militants à faire l'inventaire de la politique menée par tous les partis depuis la mort de Trotsky, pas un dirigeant ou cadre n'a trouvé bon de répondre à cet appel, certains infléchissant malgré tout leur politique, l'air de rien, car ils sont incapables de reconnaître leurs erreurs ou modifiant quelque peu leur stratégie pour finalement retomber systématiquement dans les mêmes travers, du front unique et du gouvernement PS-PCF ou des partis ouvriers, les voilà qui sur leur lancée en coeur avancent l'objectif d'une Assemblée constituante qui n'est rien d'autre finalement qu'un parlement bourgeois ou le clone de l'Assemblée nationale.

Ces syndiqués qui adhèrent au FN montrent à quel point il est difficile de se situer sur un terrain de classe et de s'y tenir. Nos dirigeants étant incapables de leur montrer l'exemple, normal qu'ils soient paumés et atterrissent dans les sales pattes de nos pires ennemis de classe. C'est navrant, pitoyable, tout ce qu'on voudra, je l'interprète comme une condamnation sans appel de tous les dirigeants actuels des partis ouvriers ou dits ouvriers et de leur politique qui se sont détournés de l'objectif du combat du mouvement ouvrier : élever le niveau de conscience politique des travailleurs, les organiser, afin de préparer les conditions

qui permettront au prolétariat de prendre le pouvoir.

La révolution tunisienne a vu le jour spontanément, elle a démontré que même sans parti la classe ouvrière et les masses étaient capables de se dresser contre le régime, mais à l'étape suivante, elle a démontré aussi qu'il lui serait impossible de vaincre sans le parti pour l'éclairer, d'aller plus loin dans sa révolution (démocratique bourgeoise)... Dès lors, notre combat quotidien ne devait et ne devrait pas avoir pour unique objectif des revendications transitoires, encore moins être subordonné à la grève générale ou à la révolution qui verront le jour le moment venu, mais bien de préparer le prolétariat à affronter le régime dans les meilleures conditions possibles, et que parmi ces conditions subjectives figure au premier plan le parti qui sera amené à jouer un rôle décisif dès lors que la lutte pour le pouvoir sera engagée, pour renverser le régime et conserver ensuite le pouvoir...

Au lieu de vouloir faire croire aux travailleurs que l'on peut influer sur le cours des choses sans en avoir réellement les moyens, parce que nos forces sont extrêmement limitées, ce qui revient finalement à se dépenser en pure perte et à démoraliser les militants, ce qui conduit surtout à des compromis pourris avec les représentants du régime et à abandonner nos principes ; de vouloir faire croire aux travailleurs que tout serait possible, alors qu'ils sont les mieux placés pour savoir que c'est impossible, ce qui discrédite ceux qui entonnent ce refrain, nous ferions mieux de leur dire la vérité en face et que rien n'est possible et ne sera possible avant longtemps tant que certaines conditions ne seront pas remplies, et que c'est dès maintenant qu'il faut s'y mettre pour préparer ces conditions, qu'il faut s'organiser, se rassembler, mener le combat ensemble pour construire notre parti, militant par militant, qu'il n'existe ni raccourci ni recette magique pour y parvenir et que tout repose uniquement sur notre engagement politique, notre compréhension que finalement notre activité politique doit être impérativement subordonnée à ce seul objectif dans la situation présente, construire le parti qui portera un jour la classe ouvrière au pouvoir afin d'avancer sur la voie du socialisme. Ne pas avancer dans cette voie, se détourner des enseignements de la révolution russe de 1917, du marxisme, c'est condamner la classe ouvrière au chaos et à la barbarie dans les années et les décennies à venir, c'est inéluctable. Dès lors, à chacun ses responsabilités.

J'ai reçu hier dans ma boîte aux lettres électronique "*L'Éditorial de Jean-Claude Mailly , Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 9 mars 2011*".

De quoi traitait-elle ? De sa dernière "*rencontre avec le président*". Lequel, celui de la République ou celui de l'UMP ? A notre connaissance c'est le même. Tiens donc, auraient-ils des choses à se dire ? Ce président n'aurait-il pas par hasard aucune légitimité, ne serait-il pas ultra minoritaire ou ne serait-il massivement rejeté par les travailleurs ? De qui Mailly détient-il son mandat, quel en est le contenu ? Serait-il de discuter avec ce que chacun s'accorde à décrire comme le président de la République le plus réactionnaire et antisocial depuis plus de 50 ans ? Qu'en attend-il ? Est-ce pour entretenir des illusions sur les réelles intentions de Sarkozy que monsieur Mailly a été réélu secrétaire générale de FO ? Quels intérêts et qui représente au juste Mailly ? Ceux du travail que Sarkozy s'emploie avec constance et persévérance à piétiner, ceux du travail qui honnissent littéralement le représentant du gang du Fouquet's ?

Il écrit : "*À sa demande, j'ai rencontré la semaine dernière le président de la République, qui procède actuellement à une série de rencontres bilatérales avec les responsables syndicaux et patronaux.*". Qu'est-ce que cela a à voir avec le mandat d'un dirigeant syndical ? On vous sonne et en lieutenant zélé du capital vous accourez, c'est bien cela, on ne se trompe pas, n'est-ce pas ?

Non, nous ne nous trompons pas, Mailly termine son éditorial par cette phrase éloquente: "*Sur tous ces points des échanges francs ont eu lieu et sur certains d'entre eux des réponses sont attendues*", la franchise doit être une des nombreuses qualités de Sarkozy, car il faut bien alimenter votre fond de commerce pour entretenir une armée de parasites au service du capital, dont les mieux placés dans les instances de votre syndicat officient à la direction de partis politiques, ce qui ne cause pas de problèmes entre vous puisque finalement vous êtes sur la même ligne politique ou vous partagez les mêmes préoccupations.

Je crois que dans une précédente causerie j'avais pris implicitement position contre la candidature de syndicalistes à des élections sur des listes du FN (ou d'autres partis d'ailleurs), c'était une faiblesse ou une erreur politique et j'explique pourquoi.

Vous avez le droit d'être syndiqué et d'adhérer à un parti politique de votre choix, mais il est préférable que cela ne se sache pas, voilà ce que disent Mailly et Thibault notamment. Secret de polichinelle s'il en est. Vous avez le droit d'avoir une activité politique publique, par exemple participer à des diffusions sur le marché le dimanche matin ou à des réunions publiques de votre parti, dès lors dans votre commune chacun sait précisément qui vous êtes, à quel syndicat et parti vous êtes affilié, par contre vous n'avez pas le droit de vous présenter à une élection politique sous l'étiquette de votre parti, même si vous n'affichez pas officiellement votre appartenance syndicale, c'est prohibé et vous risquez l'excommunication. Donc si les instances d'un parti décidait de présenter à une élection un militant marxiste-révolutionnaire, il devrait obligatoirement abandonner ses mandats syndicaux. Cela présenterait au moins comme avantage pour son employeur de pouvoir le virer plus facilement n'étant plus un "*salarié protégé*".

Trotsky, qui se moquait de ce principe hypocrite qui cache décidément bien mal les réelles intentions de ses partisans, ne reconnaissait pour sa part aux syndicats et aux partis dont à leurs dirigeants ou militants qu'une seule forme d'indépendance, celle face à l'Etat, or en se rendant une nouvelle fois à l'invitation de Sarkozy, on ne peut pas dire que Mailly et les autres dirigeants syndicaux face preuve d'indépendance envers l'Etat au moment où justement il traverse une profonde crise...

Il faut donc voir dans cette visite, un soutien ou une nouvelle manifestation de soumission de Mailly à Sarkozy, aux institutions de la Ve République, ce qui n'a rien de politique puisqu'on vous le dit, au moment répétons-le, où l'immense majorité des travailleurs ont sur le bout des lèvres l'adresse lancée par les travailleurs tunisiens et égyptiens à leurs despotes : dégage ! Mailly et ceux qui l'ont réélu à la direction de FO, ne sont manifestement pas de cet avis, il faut donc en conclure qu'ils ne représentent pas ces travailleurs ou qu'ils ne veulent pas les entendre, du coup on comprend parfaitement dans quelle logique s'inscrit la visite de Mailly chez Sarkozy : la survie des institutions de la Ve République, la survie du capital.

Si vous vous demandiez encore comment faut-il analyser le contenu de la dernière proposition du POI ("non à la réforme constitutionnelle"), parti qui soutient inconditionnellement Mailly si l'on s'en tient (notamment) aux résultats du dernier congrès de FO, vous avez là un début de réponse. J'y reviendrai demain par manque de temps aujourd'hui.

A l'opposée, fidèles à nos principes et nos engagements, nous combattons pour la rupture des relations entre les syndicats et les partis ouvriers avec Sarkozy et l'ensemble des institutions de la Ve République, avec le patronat, ainsi que toutes les institutions internationales du capital, dont l'UE.

Si j'en trouve le temps, je rajouterai un complément après lecture de la lettre de Thibault aux secrétaires généraux des organisations de la CGT.

J'ai mis cette causerie en ligne au format pdf (Acrobate Reader).

Parole d'internaute.

(A propos des "*négociations*" en cours sur les retraites complémentaires et particulièrement sur la retraite de réversion)

- "Bravo Messieurs du patronat et bravo aux syndicats pour avoir aussi bien gérés l'argent que des millions de salariés vous ont confié: qu'avez vous fait de notre argent = "pacifier les relations sociales !!!" Vous n'avez pas mieux géré que nos politiques Si vous aviez géré vos entreposes comme cela : vous seriez poursuivis pour fautes de gestion ou banqueroute. Ou bien, il nous reste à tuer nos conjoints avant 2012 !!! Nous ne vous disons pas merci"

Vous avez raison, ce sont les fossoyeurs du syndicalisme et des droits des travailleurs. Ce sont eux qui les conduisent à adhérer au FN. Allez dire cela à Mailly, Thibault, Gluckstein, Besancenot ou Arthaud, etc., ils vont vous rire au nez ou vous envoyer proprement balader ! Vous avez raison de parler de "*pacification*", il faut que la paix sociale, l'ordre établi règne, ce sont en réalité leur seule préoccupation.

Politique.

1- France.

1.1- Au nom de la "***nécessité de sauvegarder l'ordre public***".

Le Conseil constitutionnel a censuré jeudi treize dispositions de la loi sur la sécurité intérieure (Loppsi 2) votée début février à l'initiative du gouvernement afin de renforcer l'arsenal répressif contre la délinquance et la criminalité.

Parmi les principaux passages retoqués figure la possibilité d'étendre aux mineurs les peines planchers, jusqu'ici réservées aux seuls récidivistes, une disposition jugée «contraire aux exigences constitutionnelles en matière de justice pénale des mineurs», écrit l'institution dans un communiqué.

Pour les mêmes raisons, les Sages ont rejeté la possibilité pour un procureur de convoquer directement un mineur devant le tribunal des enfants sans passer par le juge des enfants.

Toujours concernant les mineurs, le Conseil constitutionnel a validé la possibilité de prendre une décision de «couvre-feu», collective ou individuelle (pouvant être prise par un préfet ou un tribunal des enfants), mais censuré la possibilité de punir pénalement un parent dont l'enfant n'aurait pas respecté la mesure.

Autre disposition invalidée: la possibilité pour un préfet de procéder à l'évacuation forcée de terrains occupés illégalement, sans demander l'avis du propriétaire des terrains.

Cette mesure prise «*sans considération de la situation personnelle ou familiale, de personnes défavorisées et ne disposant pas d'un logement décent*» «*opérait une conciliation manifestement déséquilibrée entre la nécessité de sauvegarder l'ordre public et les autres droits et libertés*», écrit le Conseil constitutionnel.

Concernant le droit des étrangers, les Sages ont aussi rejeté la possibilité, prévue par la Loppsi 2, d'aménager des salles d'audience au sein des centres de rétention administrative.

Ils ont également invalidé l'extension aux agents de police municipaux du droit de procéder à des contrôles d'identité.

Sur le plan de la vidéosurveillance sur la voie publique, le Conseil constitutionnel a accepté l'extension des dispositifs prévue dans la loi. Il a en revanche censuré la possibilité de les exploiter par des personnes de droit privé.

Plusieurs mesures importantes prévues par le texte ont en revanche été validée par le Conseil constitutionnel.

Il a notamment jugé conforme à la Constitution l'extension des peines planchers pour les auteurs de certains délits de violences volontaires avec circonstances aggravantes. Les Sages ont aussi validé l'article 4 de la loi, qui permet à l'autorité administrative d'interdire l'accès aux sites internets diffusant des images pédopornographiques. (Libération.fr 10.03)

1.2- Quelle "***connerie***" ! L'UMP le clone du FN ou l'inverse ? Ne cherchez pas, cela fonctionne dans les deux sens.

Ce jeudi midi à l'Elysée, où Nicolas Sarkozy avait convié à déjeuner la direction de l'UMP, après avoir qualifié les propos de la députée de Seine-et-Marne de "*connerie*" (à propos des Tunisiens débarquant sur la cote - ndlr) , Nicolas Sarkozy a surtout insisté sur l'interdiction de tout accord avec le Front national à l'occasion des cantonales. "*Le président a été très clair: tous ceux qui appelleraient à voter FN seraient exclus de l'UMP*", explique Bernard Deflesselles, directeur général adjoint aux élections. "*On virera ceux qui appellent à voter FN!*", a-t-il lancé, selon Le Parisien.

Selon les estimations, le FN pourrait se maintenir au second tour dans au moins 150 cantons.

En revanche, pas question d'évoquer la possibilité d'un front républicain en cas de duel FN/PS au second tour. Comme Jean-François Copé ou Xavier Bertrand avant lui, Nicolas Sarkozy a renvoyé la question au soir du premier tour. "*On ne va pas commencer à appeler à voter pour la gauche!*", a dit le président, selon un participant. Tant pis pour Nathalie Kosciusko-Morizet ou Gérard Larcher, le président du Sénat: leurs appels à voter PS en cas de duel avec le FN ont été qualifiés d'"*initiatives personnelles*" et jugées inopportunes.

Nicolas Sarkozy ne semble pas sur la même ligne, que son Premier ministre. François Fillon a déclaré samedi dernier dans Le Figaro, au sujet de l'attitude de l'UMP en cas de seconds tours PS/FN : "*Pour ma part, mon attitude sera sans ambiguïté, comme elle l'a toujours été: nous n'avons pas à faciliter l'ascension du Front national.*" (Lexpress.fr et Lepost.fr 10.03)

2- Burkina Faso.

L'association national des étudiants a appelé à une grande manifestation vendredi prochain, après plusieurs jours de troubles dans tout le pays, au cours desquels des étudiants ont brûlé des bâtiments du gouvernement et libéré des prisonniers d'un commissariat, pour protester contre la mort d'un jeune homme.

Les manifestations ont débuté fin février après la mort d'un étudiant en prison. Les autorités affirment qu'il a succombé à une méningite, mais des rumeurs de mauvais traitements ont provoqué des protestations, qui se sont soldées par six autres morts.

Mercredi, le gouvernement a annoncé mercredi la fermeture des écoles jusqu'à nouvel ordre, alors que les étudiants de Ouahigouya, dans le nord du pays, ont incendié le quartier général de la police, la mairie, et le siège du parti au pouvoir.

Ils réclament le limogeage des ministres de la Santé, de la Sécurité et de la justice après la mort le 20 février du jeune homme. Un responsable de la police et un gouverneur ont été renvoyés. (AP 10.03)

Social.

La direction de la Poste a confirmé jeudi la disparition de 11.700 emplois au sein du groupe l'année dernière.

Au cours de l'exercice 2010, le courrier a enregistré un chiffre d'affaires en diminution de 1,2%, à 11,5 milliards d'euros, avec un volume en baisse de 3,5%.

«*Nous avons poursuivi la politique de non remplacement, dans un premier temps de un sur deux et au fur à mesure que la décroissance des volumes s'accélérait (...) des remplacements de un sur quatre, ou un sur cinq*», a ajouté Jean-Paul Bailly.

Selon les données issues du rapport de gestion dévoilées par SUD, la Poste comptait 248.287 agents dépendant de la maison mère en 2009. Ils n'étaient plus que 236.593 en 2010, soit une baisse de 4,7% sur un an.

Au total, depuis 2006, le groupe a perdu 12,9% de ses effectifs (les agents étaient 271.887 en 2006, 264.781 en 2007 et 257.120 en 2008), selon la même source.

La direction de la Poste a annoncé mi-février qu'elle comptait recruter 4.000 personnes en 2011, dont 2.500 en alternance, un chiffre en hausse par rapport à 2010, année au cours de laquelle 2.900 personnes avaient été recrutées, ce qui n'avait pas compensé les nombreux départs non-remplacés. (20minutes.fr et AFP 10.03)

Economie.

1- Espagne.

L'agence de notation Moody's a dégradé la note de l'Espagne, qui passe Aa1 à Aa2, menaçant d'une possible dégradation dans le futur. (AP 10.03)

2- Grèce. Hypocrisie. Pris à son propre piège.

Le ministre grec des Finances, Georges Papaconstantinou, a demandé une action «urgente» contre les agences de notation, dans un courrier adressé aux dirigeants économiques européens et rendu public jeudi, après une nouvelle dégradation de la note grecque par l'agence Moody's. (Libération.fr 10.03)

Comment continuer de vouloir se faire passer pour socialiste quand on est totalement subordonné au capitalisme, c'était plus facile il y a encore 30 ans qu'aujourd'hui, maintenant les masques tombent, c'est la quadrature du cercle.

3- Etats-Unis.

Le déficit du budget fédéral américain a affiché un record mensuel de 222,5 milliards de dollars (161 milliards d'euros) en février, selon les chiffres publiés jeudi par le Trésor.

Le déficit cumulé sur les cinq premiers mois de l'exercice 2011 s'établit à 641,26 milliards de dollars. (Reuters 10.03)

4- Argentine. Barbie persona non grata. Nous nous l'avons en chaire et en os... mais plus pour très longtemps !

Barbie, c'est fini en Argentine. Le pays a fermé mercredi ses portes à tous les produits du fabricant de jouets américain Mattel, dont la poupée Barbie ou les voitures Hot Wheels et Cars, dans le cadre d'une nouvelle série de mesures protectionnistes.

«*Le gouvernement a deux objectifs: l'un avoué, l'autre implicite*», explique à l'AFP Dante Sica, directeur de l'institut d'analyses Abeceb: «*Le premier vise à protéger les industries locales. Le deuxième cherche à préserver l'équilibre de la balance commerciale en pleine année électorale*». L'industrie argentine des jouets est l'une des plus protégées par le gouvernement de la présidente Cristina Kirchner.

L'élection présidentielle doit avoir lieu en octobre. Mme Kirchner n'a pas encore annoncé si elle comptait se représenter. Les jouets fabriqués en Argentine représentent plus de 30% du total, contre environ 5% en 2003 au début du mandat de Nestor Kirchner (2003-2007), le mari et prédécesseur de l'actuelle présidente, décédé en octobre 2010. Le gouvernement a annoncé toute une série de mesures protectionnistes pour tenter de freiner la baisse de l'excédent commercial, qui a chuté de 58% pendant le seul mois de janvier 2011. Le solde, positif, était de 16,9 milliards de dollars (12,1 mds d'euros) en 2009 contre 12,5 milliards de dollars (9 mds d'euros) seulement en 2010.

«*L'excédent commercial étant la seule source de devises étrangères, il s'agit non seulement de protéger les industries locales, mais aussi de diminuer la pression sur la taux de change dans une année électorale*», a dit pour sa part à l'AFP Diego Giacomini, de l'institut Economie et Régions. La Banque centrale argentine mène une politique visant à garder le dollar à 4 pesos. Il s'agit d'une arme dans la lutte contre une inflation annuelle de près de 30% selon les économistes indépendants et de 10% selon les statistiques officielles soupçonnées d'être manipulées.

Les nouvelles mesures protectionnistes concernent 45.000 produits, selon Abeceb, dont des textiles chinois et des voitures Chery assemblées en Uruguay.

Mme Kirchner a dévoilé le 24 février une "*stratégie industrielle pour 2020*" se fixant pour objectif une baisse de 45% du niveau

des importations. (20minutes.fr 10.03)

Haut de page

Le 12 mars

Commentaire d'un camarade de la CGT qui vient de découvrir l'existence du site grâce à un de mes contacts : "*Ce Jean Claude Tardieu, c'est un bon.*". On fait ce qu'on peut ! Vous aussi faites connaître le site, son contenu, on se fout de savoir qui l'anime, l'essentiel c'est que nos idées progressent.

Bon week-end à tous.

Parole d'internaute.

1- A propos du "***débat***" sur la laïcité et l'islam voulu par l'excité du Palais

- "Comment ne pas penser à l'idéologie de l'extrême droite des années 1930 : un bouc émissaire (les juifs à l'époque) afin de drainer les mécontentement populaires. Rien ne change et l'avènement d'un nouvel Hitler (en Europe) ou en France d'un nouveau Pétain (voir Marine) est loin d'être exclu, et l'UMP ouvre la voie. Citoyens réveillés vous! Revenez au valeurs fondamentales de notre démocratie et chassez ces démagogues dangereux."

Si vous vous demandiez quelle est la nature de classe de cette démocratie, vous comprendriez qu'elle peut engendrer le fascisme dans certaines circonstances. Cela vous obligerait à remettre en cause une idée reçue et à reconnaître que la forme qu'a pris le régime à la fin du XVIIIe siècle n'était pas vraiment une démocratie en réaction à l'absolutisme, sans rompre totalement avec l'Ancien régime, puisque ce régime a accouché du bonapartisme : du Consul ou empereur au président de la République sous la III et la Ve République en passant par le président du Conseil sous la IVe.

En réalité, nous vivons toujours sous un régime semi-monarchique ou un seul homme concentre l'essentiel du pouvoir, et la démocratie dont on nous rebat sans cesse les oreilles ne sert finalement qu'à asseoir ou légitimer son pouvoir...

2- A propos de Bernard Henri-Levy, l'envoyé spécial de Sarkozy et TF1 (la chaîne du monarque) en Libye. Juste pour se détendre un peu.

- "Ce qui est dangereux, c'est d'accorder un entretien en anglais lorsqu'on maitrise la langue de Shakespeare à peu prés aussi bien que Sarkozy. Sais-t-il seulement de ce qu'il dit ou est-il vulgaire, ignorant et crétin à ce point ?

Petit lexique indispensable pour mieux comprendre le discours du vieux beau de la place des Vosges :

Blow en anglais = souffler
Job = métier, occupation
Blow job = fellation, faire une pipe

BHL : « It is time when European head of states made blow jobs to dictators is over ».

Autrement dit: « le temps ou les chefs d'états faisaient des pipes aux dictateurs est révolu. »

Bravo B.H.L., Angela Merkel appréciera et on comprend mieux le gout amer resté dans la bouche de notre président. Ce dernier une fois de plus, en bon élève et sans prévenir ses partenaires européens, retourne allégrement sa veste sans aucun gène apparent.

Monsieur Levy ferait mieux de continuer à faire des « blow jobs » à Moshe Katsav, l'ancien président de l'Etat d'Israël, reconnu coupable de deux viols, d'harcèlement sexuel, d'actes indécents, de subordination de témoins et d'entrave à la justice."

Dommage pour sa Barbie ou Dati la gourmande !

Politique.

1 France

1.1- Sarkozy, chef de file de la droite extrême de l'UMP.

L'aile droite de l'UMP multiplie les discours musclés sur l'immigration ou la sécurité, défendant des thèses souvent proches de celles du Front national, au risque de semer la zizanie au sein de la majorité.

Le Collectif de la Droite populaire, lancé symboliquement le 14 juillet dernier, regroupe désormais 44 des 314 membres que compte le groupe UMP de l'Assemblée nationale.

Dans leur charte, ces élus, qui se réclament "*du bon sens populaire*", proposent "*de revenir aux fondamentaux, aux propositions de campagne de Nicolas Sarkozy en 2007*".

Mais leurs prises de position gênent une bonne partie de la majorité, qui craint que les électeurs ne puissent plus faire la distinction entre l'UMP et un Front national en pleine explosion selon les derniers sondages d'opinion.

"*Le groupe UMP est déstabilisé par la Droite populaire*", estime un membre éminent de la majorité. "*Avec leurs positions, les centristes se sentent mal à l'aide.*"

"*Ils sont très actifs et sèment la zizanie*" au sein du groupe majoritaire, ajoute cet élu qui requiert l'anonymat.

Les députés de la Droite populaire, dont beaucoup sont rompus aux joutes parlementaires, ont effectivement décidé de passer à l'offensive pour montrer un image "*décomplexée*", comme le dit l'un d'eux, sur toute une série de sujets. (Reuters 11.03)

1.2- Le beurre et l'argent du beurre

Les musulmans ont été appelés jeudi soir lors d'une rencontre à la mosquée de Paris à quitter l'UMP ou au moins à suspendre leur adhésion au parti pour protester contre le débat qu'il compte lancer le 5 avril sur la laïcité et l'islam. Le recteur de la grande mosquée, Dalil Boubakeur, a appelé le président de la République à annuler ce débat "*qui n'a pas lieu d'être*". "*Les citoyens musulmans de France ne doivent pas être les boucs émissaires d'une situation de crise*", a-t-il martelé. "*Ne touchez pas au sacré de notre religion*", a-t-il par ailleurs mis en garde dans une allusion au souhait de exprimé par M. Copé d'inclure dans le débat la question du prêche en français.

Un militant du Gard, Abdallah Zekri, responsable à la grande mosquée de Paris, chargé de mission au Conseil français du culte musulman (CFCM) et aumônier musulman des hôpitaux, a déchiré sa carte et appelé "tous les musulmans de l'UMP" à l'imiter. "*L'UMP de [Jean-François] Copé c'est la peste pour les musulmans*", a lancé Abderahmane Dahmane, conseiller technique chargé de la diversité à l'Elysée et ancien secrétaire national chargé de l'immigration à l'UMP. Intervenant en tant que président du Conseil des démocrates musulmans de France (CDMF), il a appelé ses coreligionnaires à "*ne pas renouveler leur adhésion*" à l'UMP tant qu'il n'aura pas annulé le débat envisagé par son secrétaire général.

Après avoir comparé la situation des musulmans en France aujourd'hui à celle des juifs pendant la seconde guerre mondiale, il a dénoncé une "poignée de néo-nazis" qui a décidé de lancer le débat et demandé aux musulmans de l'UMP de "ne pas l'accepter dans les sections s'ils ont une dignité et une fierté". "*Ce débat, voulu par Nicolas Sarkozy pour la défense des musulmans a été dévié parce qu'à l'UMP il y a des gens très proches du Front national*", a déploré M. Dahmane. "*Quel mépris a-t-on des musulmans pour croire qu'on va tomber dans le piège des règlements de comptes l'UMP*", a dénoncé Mme Chafia Mentalechta qui s'exprimait au nom d'une association de Franco-Algériens. (Lemonde.fr 11.03)

Vous aurez noté qu'ils ne s'en prennent pas directement à Sarkozy, mais "*a des gens très proches du Front national*" au sein de l'UMP, on ne sait jamais Sarkozy peut peut-être encore servir. Qu'on ne s'y trompe pas, ils avaient leur place dans une démocratie étriquée compatible avec le bonapartisme qui domine la Ve République, désormais ce sont les oripeaux de la démocratie qui sont sacrifiés sur l'autel du bonapartisme par le parti de l'ordre pour tenter de conserver le pouvoir en 2012, et qui par la même occasion s'engage ou fraierait bien la voie à la dictature ou au fascisme...

1.3- Jupé ridiculisé, Sarkozy le complexé caractériel en plein délire ou la risée du monde.

Critiqué pour ses atermoiements face aux révoltes en Tunisie et en Egypte, Paris a décidé d'être très réactif sur la Libye. La France est ainsi devenue jeudi le premier pays à reconnaître l'organe de l'opposition au régime de Mouammar Kadhafi.

L'initiative "*jouée par l'Elysée en solo*", a "*manifestement sidéré Alain Juppé*" et "*nos partenaires européens*", relève Nicolas Demorand dans Libération.

Le 20H de France 2 a en effet montré la surprise d'Alain Juppé lorsqu'il a découvert que Nicolas Sarkozy voulait des "*frappes aériennes ciblées*"

France 2 raconte que le chef de la diplomatie française a appris cette décision de l'Elysée... en lisant une dépêche, jeudi après-midi, à Bruxelles.

Quand Juppé assurait : "*Sarkozy prend des avis autour de lui avant de prendre des décisions*"

"*L'omniprésident*" Nicolas Sarkozy ne laisse donc pas celui que la presse a surnommé le "*vice-président*" avoir le contrôle total de la politique étrangère française.

"*Je me disais que j'aurais du mal à travailler avec Nicolas Sarkozy. Je me suis aperçu au bout de trois mois [quand Juppé était au ministère de la Défense, ndlr] que je n'avais pas de mal à travailler avec lui car on s'écoute, car on se parle et parce qu'il écoute globalement beaucoup plus qu'on ne le pense. Il prend des avis autour de lui avant de prendre des décisions.*" (Lepost.fr 11.03)

Syndicalisme et politique.

Le secrétaire général de Force ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly, a justifié vendredi, sur RTL, la décision de son syndicat de retirer ses mandats à une responsable FO, candidate FN aux cantonales. '*C'est l'application simplement des statuts de Force ouvrière. Quand on a des mandats, on a interdiction d'appartenir aux organes dirigeants d'un parti politique, on a interdiction de se présenter aux élections*', a déclaré M. Mailly. '*Il faut bien faire la distinction entre quelqu'un qui est adhérent et quelqu'un qui a un mandat syndical*', a poursuivi M. Mailly.

'*Je n'en savais rien*', a dit M. Mailly, précisant avoir découvert sa candidature FN fortuitement, en lisant la Voix du Nord. 'Il n'y a pas deux poids deux mesures' s'est défendu le responsable FO, citant pour preuve le cas d'Arlette Laguiller, qui '*chaque fois qu'elle se présentait (...) venait rendre tous les mandats syndicaux qu'elle avait*'. M. Mailly a précisé qu'à sa connaissance, il n'y avait pas d'autre cas au sein du syndicat. '*Pour le moment, je n'en ai pas entendu d'autres*', a dit le responsable. Deux semaines avant la décision de FO de retirer à la candidate Annie Lemahieu son mandat de déléguée régionale, un responsable CGT avait été suspendu en Moselle pour le même motif.

La candidate, qui exerce des fonctions de déléguée régionale dans le Nord-Pas-de-Calais, a affirmé dans la presse qu'elle s'était présentée aux municipales de 2008 sous l'étiquette du Parti socialiste sans susciter cette fois de réaction de la part de FO. (Lemonde.fr 11.03)

La candidate FN à l'Élysée est convaincue qu'une partie des syndicalistes de terrain s'estiment «trahis» par les états-majors des confédérations et sont sensibles à son discours. L'élue du Nord-Pas-de-Calais associe dans un même discours de rejet les chefs des partis de gouvernement, les dirigeants du Medef et ceux de FO ou de la CGT, tous membres, à ses yeux, d'une «*caste*» qui oublierait les intérêts de ses mandants. «*À force de fréquenter les cocktails mondains, les allées du pouvoir et de succomber à ses tentations, Bernard Thibault a perdu tout contact avec la réalité des travailleurs*», affirmait ainsi le FN mercredi.

Marine Le Pen ajoute que les états-majors des confédérations syndicales sont «*complices*» du libre-échange et du «mondialisme» qu'elle critique. «*Nous sommes les seuls à défendre la nation comme structure protectrice*» , soutient-elle. Son souci de paraître le porte-parole des «*petits*» contre les «*gros*» l'a conduite à condamner la réforme des retraites.

Marine Le Pen renoue avec la stratégie qui avait valu au FN ses premiers succès. Aux cantonales de mars 1982, alors que ce parti n'était encore qu'un groupuscule, il a atteint son premier score à deux chiffres - 13,3 % - dans la banlieue ouvrière de Dunkerque. La déception envers François Mitterrand et l'Union de la gauche, qui ne parvenaient pas à enrayer la désindustrialisation et le chômage, ainsi que l'inquiétude d'une partie des couches populaires envers l'immigration et la délinquance ont conduit en quelques années des pans entiers de l'électorat communiste à abandonner le PCF pour le FN. (Lefigaro.fr 11.03)

Analyse.

En introduction. Un camarade de la CGT se demandait dans un courriel comment combattre les thèses du FN. Je lui réponds : en nous situant strictement sur notre propre terrain de classe, en dénonçant et en combattant tous les opportunistes qui parlent au nom de la classe ouvrière, mais qui en réalité sont incapables de rompre avec le capital, les institutions de la Ve République ou encore avec les appareils pourris du PS et leurs satellites. En faisant toujours la distinction entre les appareils pourris des syndicats et les militants de base, c'est valable également pour les partis POI, NPA, LO, déjà moins lorsqu'il s'agit du PCF et du PG, et plus du tout ou presque concernant le PS, disons que pour le PCF et le PS, c'est au cas par cas, suivant que leurs adhérents connaissent ou non l'histoire épouvantable de ces partis, qu'ils en tiennent compte ou non, si leur réponse est négative, c'est par là qu'il faut commencer la discussion avec eux histoire de s'assurer que l'on parle bien de la même chose, sinon vous perdrez votre temps neuf fois sur dix.

Selon Mailly "*quand on a des mandats, on a interdiction d'appartenir aux organes dirigeants d'un parti politique*", un

grossier mensonge, pendant des décennies des dirigeants de l'OCI devenue PCI, puis MPPT, puis PT puis POI ont occupé des mandats dans les instances de FO (Roger Sandri par exemple, alias Angelo Geddo, n°2 de FO du temps de Bergeron, ou encore A. Hébert), mieux ils en étaient permanents et étaient donc rémunérés par FO, donc par l'Etat puisque ce syndicat est subventionné par l'Etat. Pourquoi cet énorme mensonge monsieur Mailly, que nous cachez-vous encore, qui protégez-vous de la sorte, quelles questions ne faudraient-ils surtout pas se poser ?

En passant, ne dites pas qu'ils sont tous aussi corrompus par l'Etat qu'ils prétendent combattre et dont ils prétendent être indépendants, on vous accuserait de leur faire un procès d'intention ou de les calomnier. Comme ils disent si bien pour vous mettre en confiance et ainsi mieux vous berner : les faits, rien que les faits. Questions qui viendront immédiatement à l'esprit des militants disposant encore d'un minimum d'esprit critique : mais alors quelles sont leurs réelles intentions ? Pour qui roulent-ils en réalité ? Sont-ils vraiment à la hauteur de leurs responsabilités ou ne seraient-ce que des aventuriers, des carriéristes, des imposteurs ou tout simplement des renégats, des nuls ? Je vous laisse en juger au regard des faits.

Je suis déjà intervenu à deux reprises sur la question de la montée du FN et l'appartenance de syndicalistes à ce parti d'extrême droite. Je me suis aperçu seulement hier soir que je n'avais pas pris partie sur la question de savoir si un syndicaliste pouvait ou non se présenter à des élections politiques sous l'étiquette du parti auquel il a adhéré, donc je vais combler maintenant cette lacune tout à fait involontaire.

Quand vous militez dans l'entreprise qui vous emploie sous l'étiquette du syndicat auquel vous avez adhéré, vous représentez ce syndicat et rien d'autre, bien que votre appartenance à un parti politique soit un secret de polichinelle pour personne puisque vous n'avez pas à vous en cacher ou que vous n'en faites pas un mystère.

Quand vous militez à l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise qui vous emploie sous l'étiquette du parti auquel vous avez adhéré, vous représentez ce parti, sans que votre appartenance à un syndicat ne soit un mystère dans l'enceinte de l'entreprise où vous travaillez puisque vous vous présentez aux élections professionnelles sous l'étiquette de votre syndicat.

Donc les deux fonctions ne sont pas incompatibles puisqu'elles sont distinctes l'une de l'autre, que vous ayez des responsabilités ou non des mandats dans votre syndicat ou votre parti. Si maintenant vous êtes appelé à vous présenter à des élections politiques, c'est sous l'étiquette de votre parti ou du parti que vous soutenez et non sous l'étiquette de votre syndicat, les choses sont bien claires et ne posent aucun problème, sauf pour des philistins comme Mailly ou Thibault lorsque l'un de leur militant se présente sous l'étiquette du FN.

Pourquoi, qu'est-ce qui les gêne tant ? Que leur faillite politique ou leur trahison soit ainsi mis en évidence, lorsque des syndicalistes estiment compatibles la politique de leur syndicat avec celle nauséabonde du FN ?

On aurait envie de leur dire en sachant pertinemment que cela leur est totalement impossible, donc on s'en abstiendra pour ne pas faire naître des illusions dans la tête des militants : messieurs Mailly, Thibault et consorts, rompez vos relations avec le gouvernement, les institutions de la Ve République, avec le patronat et le Medef, avec l'Union européenne et toutes les institutions issues de l'ONU (l'OIT, l'Unesco, etc.), refusez le milliard d'euros que vous accorde généreusement l'Etat des capitalistes, sortez de tous les organismes tripartites auxquels vous collaborez depuis 1945, refusez le dialogue social, rompez avec le capitalisme, ainsi vous démontrerez à la classe ouvrière que vous vous situez bien résolument au côté des travailleurs, car voyez-vous jusqu'à preuve du contraire ils ont plutôt tendance à penser le contraire, à juste titre, d'où l'intérêt qu'ils portent au FN pour un nombre grandissant d'entre eux.

C'est vous et vous seuls qui portez la responsabilité de cette situation en tant que dirigeants du mouvement ouvrier. C'est parce que vous êtes incapables de représenter les intérêts des travailleurs qu'ils lorgnent du côté du FN. C'est vous qui frayez la voie à la dictature ou au fascisme tout comme vos prédécesseurs à une autre époque.

Si les capitalistes crient victoire en affirmant que la crise est passée, en revanche ils n'ont résolu aucun des problèmes qui en étaient à l'origine... Les gigantesques profits qu'ils ont encaissé, ils les doivent essentiellement à la collaboration permanente des Thibault, Mailly, Chérèque et Cie. avec le capital et ses institutions politiques.

Maintenant pour pouvoir continuer d'assumer leur rôle de lieutenants du capital et assurer du coup la survie du capitalisme et ses institutions tout en se faisant passer pour des dirigeants ouvriers, on comprend parfaitement quel danger représente la candidature de quelques-uns de leurs syndiqués sous l'étiquette du FN, car elle peut conduire les militants à se poser des questions sur la nature sociale des dirigeants des syndicats, sur leurs réelles intentions et au-delà à découvrir le pot aux roses, c'est-à-dire qu'ils ont été associés inconsciemment ou qu'ils sont les victimes d'une formidable escroquerie politique qui dure depuis des lustres et qu'ils osent réclamer des comptes à leurs dirigeants, les critiquer ouvertement ou s'en détourner.

Du coup tout devient clair, Mailly et Thibault ne voient aucun inconvénient à ce que des syndicalistes occupant des responsabilités dans leurs syndicats participent à la direction de parti comme le POI ou ses ancêtres ou encore le PS, le PCF, le NPA ou LO, puisque ces partis sont complices et profitent de l'escroquerie évoquée plus haut, la compatibilité entre leurs appareils est parfaite, ils partagent les mêmes intérêts et finalement les mêmes objectifs, alors qu'avec le FN, c'est directement la

subordination au capital des syndicats et des partis qui les soutiennent qui est mise en lumière.

Conclusion.

Mailly et Thibault dénoncent ces militants qui se présentent sur des listes FN, non pas pour remettre le mouvement ouvrier dans la voie du combat classe contre classe, mais uniquement pour protéger les intérêts du capital qui a absolument besoin que cette supercherie dure indéfiniment.

J'ai mis en ligne cette causerie au format pdf (Acrobat Reader).

Vous trouverez aussi dans cette page dans la rubrique Documents quatre articles de presse sur le syndicalisme.

Un petit complément de novembre 2009. (http://www.agoravox.fr)

Le chauffeur de M. Marc Blondel, secrétaire général du syndicat Force Ouvrière de 1989 à 2004, aurait été longtemps salarié par la mairie de Paris sous M. Chirac et, selon Le Monde.fr (2) citant la juge Xavière Siméoni...

1- Le premier objectif est, à travers le chauffeur qu'on rémunère, d'avoir barre sur le syndicaliste : on ne mord pas la main qui vous nourrit. Il est difficile à un obligé de refuser à son bienfaiteur les menus services qu'il lui demande. Or, quels services un responsable syndical peut-il rendre à un homme politique puissant ? D'abord il est attendu de lui qu'il ne lui nuise pas, modère ses revendications, fasse taire ses « camarades » qui en formulent, et, en cas de conflits sociaux, qu'il se prête à des compromis qui soient favorables à son bienfaiteur, ne serait-ce qu'en étant le maillon faible d'un éventuel front syndical. Simultanément, il peut lui être demandé de favoriser la diffusion des idées de son bienfaiteur et le soutien de ses partisans.

2- Le second objectif est, en outre, d'accueillir et de maintenir le chef syndical dans le groupe social supérieur : ceux qui ont un chauffeur à leur service, forment une aristocratie. Par temps de syndicalisme pauvre, faute de cotisations suffisantes, ce signe extérieur de richesse n'est pas anodin : elle permet d'éloigner le chef des préoccupations de sa base, d'autant que sa reconduction sans cesse à la tête du syndicat et le tête-à-tête permanent avec les hommes de pouvoir l'ont définitivement détaché de ses origines modestes. Non, rien ne vaut que de l'habituer au mode de vie luxueux de la classe dirigeante pour s'en faire un allié fidèle. Tout compte fait, ce n'est pas cher payé pour s'attacher de si bons et loyaux services d'un responsable syndical influent, surtout si c'est avec l'argent du contribuable.

Mais il n'y a de corrupteur que parce qu'il existe des gens qui se laissent corrompre.

(...) il semble que les syndicats aient fait l'objet d'une entreprise assidue de corruption comparable, facilitée par la longévité à leur poste de dirigeants peu enclins à retourner à la base dans les entreprises ou les administrations d'où ils viennent. Un tête-à-tête prolongé avec les hommes de pouvoir est à lui seul corrupteur. Le dirigeant syndical cesse très vite d'être le porte-parole des salariés pour devenir celui du patron. Celui-ci, en échange, n'est pas ingrat : il offre quelques avantages. Pour M. Chirac, ce serait un chauffeur personnel. Le président Mitterrand, lui, a offert aux syndicalistes des postes de ministres, de conseillers ministériels ou de diplomates. Les décorations viennent en plus.

Faut-il s'étonner que les syndicats aient déserté le terrain de la défense des droits de la personne, quand, la déréglementation ultra-libérale aidant, administration et patronat ont décidé de se moquer de la loi et d'écraser toute résistance ? On pleure aujourd'hui, on gémit devant les suicides provoqués par les conditions de travail. Mais à qui la faute ? Qui a laissé faire depuis 25 ans, sinon des syndicats corrompus par le clientélisme, à la fois celui auquel en amont ils appartenaient et celui en aval qu'ils s'étaient constitué ?

Mais il faut dire qu'ils n'ont pas rencontré beaucoup de résistance dans leur besogne : les malheureux qui osaient s'opposer à leurs compromissions et prévoyaient déjà le pire qui ne manquerait pas d'arriver, n'ont rencontré aucune solidarité parmi leurs collègues. Ceux-ci, au contraire, étaient les premiers à leur jeter la pierre et à faire bloc avec le pouvoir ! Et on ose venir se plaindre aujourd'hui de la cruauté de ses dirigeants ! Quelle amnésie ou quelle indécence !

Commentaires d'internautes.

1- "L'histoire d'amour entre Chirac et Blondel s'est terminée avec l'arrivée de Juppé au pouvoir. Primo pas de ministère pour Blondel, secundo une idylle Juppé-Notat qui offrit le rôle traditionnel de syndicat-collabo à la CFDT en lieu et place de FO. Et FO pris le rôle qui est celui d'un syndicat défendant l'intérêt des classes laborieuses. Nicole Notat, ancienne institutrice militant traditionnellement pour les droits des enseignants et autres fonctionnaires s'arrogea le droit de "défendre" ou plutôt "livrer" les salariés du privé."

2 - "Parmi les images que je conserve de Blondel, c'est ce monsieur, assis, en train de lire son journal ou de prendre son café, et son chauffeur, debout à côté de lui, tenant un grand parapluie à bout de bras, pour lui faire de l'ombre.

Typiquement l'image du colon, en afrique, et qui a pris un "serviteur"(pour ne pas dire esclave) pour satisfaire son confort et ses moindres manies.

Très, très choquant, d'autant plus de la part d'un "leader syndical".

Et pour commenter le texte ci dessus, il est depuis longtemps évident pour moi, que les syndicats font partie du "système" en place. On l'a d'ailleurs vu lorsque B.Thibaut a incité à voter pour le traité européen et on en la démonstration actuellement, alors qu'ils ne font rien pour représenter le mécontentement qui grandit.

Leur principale action est de faire défiler entre Bastille et Nation, avec des revendications minimalistes et qui, jamais, ne remettent le système en cause. Et c'est pour eux une grande "victoire" lorsqu'ils ont pu négocier et obtenir 20€ d'augmentation.

Autrement dit, maintenir et organiser les revendications, justement pour qu'elles restent acceptables au système.

Tragique..."

3- "S'agissait il du détachement d'un chauffeur de la ville de Paris, ou de la prise en charge des salaires d'un employ é de F.O, ce qui est sur, c'est que le C.A et le Bureau de F.O ne pouvaient ignorer avoir un employé qu'ils ne payaient pas sur leur trésorerie.

J'imagine mal, les membres dirigeants de F.O succomber à la corruption, moyennant l'usage d'un chauffeur à l'usage du seul Blondel. (c'est bien mal les connaître ! - note du site)

En ce qui concerne les objectifs 1 et 2, il y a une erreur grossière, puisque au moment des faits, Jacques Chirac, candidat à la présidence de la république, n'a pas d'autre ambition que de pêcher des voix, et il sème à tout vent, pour en récolter le plus grand nombre, avec d'autant plus de facilité, que le nerf de la guerre ne sort pas de sa poche."

Social.

Mouvement social pour l'accueil des enfants en crèches et dans les écoles maternelles.

Quelques milliers de personnes (1.200 selon la police, 2.500 selon les organisateurs) ont manifesté vendredi à Paris pour réclamer un "*plan d'urgence*" pour l'accueil des enfants en crèches et dans les écoles maternelles, et le retrait du décret paru en juin 2010 assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches.

Le collectif avait appelé à une journée de mobilisation avec des actions "*diversifiées*". A part le défilé parisien, ce sont essentiellement des rassemblements devant les mairies et les préfectures dans une quinzaine de villes en province qui étaient attendus, dont certains ce vendredi en fin d'après-midi.

Les syndicats avaient déposé des préavis de grève. A Paris, le mouvement a entraîné la fermeture de 144 crèches et l'ouverture partielle de 89 autres, selon l'Hôtel de Ville, sur un total de quelque 440 établissements.

A Lyon, selon la mairie, la fermeture de 18 établissements avait été prévue, tandis que dix autres ne devaient être ouverts que partiellement, sur un total de 48. (AP 11.03)

Mouvement social chez les marins-pêcheurs.

Le dépôt pétrolier de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) est bloqué depuis vendredi matin par les pêcheurs de Méditerranée, a-t-on appris auprès de la préfecture. Ils protestent contre la hausse des prix du gazole et réclament des compensations forfaitaires de la part du gouvernement.

Une centaine d'entre eux ont pris position, dès 5h, devant le dépôt. Seuls les accès terrestres sont entravés. Les accès maritimes du port pétrolier de Fos restent libres, précise-t-on de même source. (AP 11.03)

Ils créeent la misère de masse et ils sont obligés de la subventionner pour éviter une explosion sociale. Jusqu'à quand ?

La crise économique a fait croître de plus de 200.000 personnes les bénéficiaires des minima sociaux. Ils étaient ainsi 3,5 millions de personnes fin 2009, selon des statistiques officielles publiées vendredi.

«*En 2009 le nombre d'allocataires des minima sociaux connaît une hausse exceptionnelle de 6,2% qui efface pratiquement la décrue des trois années précédentes*», indique la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) qui dépend des ministères du Travail, du Budget et des Solidarités.

Cette hausse du nombre des allocataires s'est poursuivie au premier semestre 2010 puis s'est stabilisée, selon la Drees.En France métropolitaine la hausse des bénéficiaires de minima sociaux a été, en 2009, nettement plus forte (+6,7%) que dans les départements d'outre mer (+1,1%).

Le système français de minima sociaux comptait onze allocations différentes au cours de la période sur laquelle porte l'étude. La hausse des allocataires est imputable en premier lieu à ceux touchant le RSA socle (revenu de solidarité active) qui s'est substitué -- en métropole, en juin 2009 -- au RMI (revenu minimum d'insertion) et à l'allocation de parent isolé (API).

Ces allocataires, qui représentent 42% de l'ensemble étaient au nombre de 1,48 million fin 2009, en hausse de 10,5%.

Egalement en forte progression, le nombre de bénéficiaires d'allocations liées au chômage, versées par l'Etat, à ceux qui ont épuisé leurs allocations chômage traditionnelles ou n'y ont pas droit, qui a augmenté de 6,3% avec près de 443.000 personnes.

Enfin le nombre de bénéficiaires d'allocations pour atteindre le minimum vieillesse est reparti à la hausse, progressant de 1,4% pour atteindre plus de 583.000 personnes (soit 4% des 60 ans et plus). (20minutes.fr 11.03)

Economie.

1- UE.

Les dirigeants de la zone euro se sont mis d'accord, vendredi soir, sur le principe d'un "*pacte pour l'euro*" afin d'améliorer leur compétitivité, via notamment une maîtrise de la dépense publique et une modération salariale, dans le but d'éviter de nouvelles crises de la dette. "*Nous avons un accord sur le pacte pour l'euro*", a annoncé le président de l'UE, Herman Van Rompuy, sur son compte Twitter, alors que les chefs d'État et de gouvernement de l'Union monétaire étaient réunis sur le sujet à Bruxelles. Il a toutefois modéré son annonce quelques minutes plus tard, rappelant que les discussions étaient toujours en cours.

Il ne s'agit "*que d'un accord de principe*" qui ne sera finalisé que lorsque toutes les mesures actuellement en discussion au sein de l'Union monétaire pour mettre en place un dispositif anti-crise auront été approuvées, a souligné un diplomate européen. Cette décision finale est attendue les 24 et 25 mars lors du prochain sommet de l'Union européenne à Bruxelles.

Le pacte a pour objectif de renforcer la compétitivité et la convergence des économies européennes en poussant les gouvernements à les réformer, sur une base volontaire toutefois. Il reposera sur des engagements en matière de modération salariale dans le secteur public et de mécanismes de limitation de la dette publique en particulier. (Lepoint.fr 11.03)

Pour les militants qui savent encore lire, ce sont bien "*les chefs d'État et de gouvernement de l'Union monétaire (qui) étaient réunis sur le sujet à Bruxelles*", ce sont donc bien eux qui sont les maîtres d'oeuvre et qui seront les signataires de ce "pacte pour l'euro" appelé aussi "pacte de compétitivité" qui a pour objectif de saigner à blanc la classe ouvrière et éventuellement de la faire marcher au pas, mais là c'est une toute autre question. C'est donc bien contre eux, les chefs d'Etat, qu'il faut engager le combat dans nos pays respectifs et non contre l'UE ou le FMI ou je ne sais quelle institution internationale. Ne pas engager ce combat contre Sarkozy et son gouvernement reviendrait à capituler.

A bas le président et le gouvernement de la Bourse, du CAC40, du gang du Fouquet's, des milliardaires, des riches ou des privilégiés ! Au choix.

2- Portugal.

Le Portugal a annoncé vendredi des mesures d'économies supplémentaires afin de se donner une plus grande marge de manoeuvre pour atteindre son objectif de ramener cette année son déficit budgétaire à 4,6% du produit intérieur brut (PIB).

Le ministre des Finances, Fernando Teixeira dos Santos, a énuméré une série de mesures comprenant notamment une réduction des dépenses de santé et d'aide sociale et le report de projets d'infrastructures.

Le ministre a ajouté que le gouvernement portugais chercherait à renforcer les réformes structurelles, notamment celle du marché du travail pour lequel il a l'intention de diminuer les indemnités de licenciement.

La pression du marché obligataire s'est accentuée cette semaine sur le Portugal pour que ce pays se résolve à être le troisième de la zone euro à recourir à une aide internationale, après l'Irlande et la Grèce. Le rendement du papier à 10 ans a été porté à un

record depuis la création de l'euro, au-dessus de 7,5%, un niveau que Lisbonne considère insoutenable. (Reuters 11.03)

Le 13 mars

Vous trouverez plus loin la causerie et les infos en bref d'hier, car je n'ai pas pu actualiser le site en raison d'un problème informatique dû apparemment à la société OVH, j'en serai plus lundi, en attendant j'ai réussi à m'en sortir. J'ai l'impression qu'ils ont modifié certains paramètres dans leur serveur afin d'obliger leurs clients à utiliser un logiciel spécifique (FTP - net2ftp) pour actualiser leur site. Sauf qu'il est beaucoup moins pratique que celui que j'utilisais quotidiennement, je perds encore plus de temps... et d'argent !

J'ai mis en ligne dans la rubrique *Documents* 4 articles récents ou anciens sur le syndicalisme.

Une causerie encore à propos du FN.

Un camarade m'a adressé un extrait du programme du FN qu'un militant de la CGT a commenté. Hier j'ai donné mon point de vue, à savoir que c'est en nous situant résolument sur le terrain de classe du prolétariat que l'on peut et doit répondre aux questions que se posent les travailleurs. Est-ce que le FN est capable de se situer sur ce terrain-là, chacun sait que la réponse est non, dès lors il me semble inutile d'aller chercher plus loin ou ailleurs des arguments pour convaincre les travailleurs attirés par le FN de s'en tenir à l'écart. Sur le plan social le FN n'a rien d'autre à proposer aux travailleurs que le programme de l'UMP ou du PS, et puis il y a fort à parier qu'un adhérent sur mille du FN a lu son programme, donc c'est faire fausse route d'aborder la discussion sous cet angle.

On peut leur dire que c'est un parti fasciste ou d'extrême droite, ce dont ils se foutent éperdument, ils ont dépassé ce stade, ils ne vous écouteront pas, parce qu'ils sont dans une situation où ils n'écoutent plus personne et s'en remettent uniquement au parti qui donnent le plus de la voix et qui n'a jamais gouverné, le PS et ses satellites sont disqualifiés d'avance, de même que le NPA et LO, quant au POI, la plupart ne le connaissent pas, et compte tenu de l'incapacité de ses militants ou dirigeants d'aborder ces travailleurs avec une approche psychologique adaptée à leur situation particulière, il y a là fort à parier également qu'ils auraient vite fait de tirer les mêmes conclusions qu'avec le NPA et LO. Ces travailleurs rejettent en bloc tous les partis liés de près ou de loin aux partis institutionnels dits de droite ou de gauche, ils disent : poubelle, est-ce que vous comprenez cela ?

Rien n'est jamais acquis dit-on à propos des convictions que les travailleurs se sont plus ou moins forgées, ils sont capables du meilleur comme du pire en politique à défaut d'une conscience de classe bien aiguisée, certains militants aussi. Quand les conditions objectives deviennent insupportables et que les partis qui sont censés représenter leurs intérêts, louvoient, hésitent et se contentent d'explications embrouillées ou de promesses face à l'urgence dans laquelle se trouvent ces travailleurs de trouver des solutions à leurs problèmes, pour finalement capituler devant le capital, après avoir été attirés par ces partis ils s'en détournent et ils se tournent vers le parti qui dénonce bruyamment et violemment les méfaits du capitalisme, sans chercher à savoir quelle est réellement la nature sociale de ce parti. Ce fut le cas dans les années 30 en Allemagne, c'est le cas dans une moindre mesure pour le moment en France.

Le même processus se produit après chaque bataille perdue. Au départ les travailleurs se mobilisent, par pour perdre mais pour vaincre, le gouvernement avec la complicité des appareils font traîner les choses en longueur de sorte que la mobilisation s'essouffle, et lorsqu'elle finit enfin par refluer, si les travailleurs sont incapables d'en tirer des enseignements pour reprendre le combat plus tard sur des bases plus solides, c'est une période de réaction qui s'ensuit et ils se font matraquer dans tous les sens du terme.

Pratiquement dans le sillage de la mobilisation sur les retraites qui a été conduite volontairement dans une impasse par les appareils pour permettre au projet du gouvernement d'aboutir, il y a eu avant et après les congrès de la CGT et de la CFDT qui ont conforté la ligne proposée par leur direction respective d'accompagnement de la crise du capitalisme au lieu de le combattre, ainsi Sarkozy se trouvait encouragé à poursuivre l'application de son programme antisocial, sans que la classe ouvrière qui venait d'enregistrer une nouvelle défaite ne se mobilise. Les partis dits ouvriers, le PS et ses satellites notamment, n'ayant pas été à l'écoute des travailleurs et ayant refusé d'engager le combat contre le gouvernement à leur côté parce qu'ils sont dans le même camp que l'UMP, il n'est pas étonnant ensuite, la campagne électorale de 2012 ayant apparemment déjà démarré, qu'un certain nombre de travailleurs se tournent vers le FN qui s'est déclaré l'ennemi juré de l'UMP.

Quand on nous explique que le comportement de ces travailleurs serait le produit de la capitulation devant le capital des partis ouvriers ou se prétendant tels institutionnels, on oublie, volontairement généralement parce qu'on n'a pas les capacités ou la volonté de reconnaître ou de préciser qu'en amont c'est leur ignorance qui les conduit à adopter ce comportement, vis-à-vis du FN mais aussi de ces partis pourris qui ne doivent leur existence qu'à la survie du régime. Pourquoi, pardi pour épargner ces partis, sinon comment pourrait-on ensuite appeler au front unique avec eux !

On nous explique encore que les travailleurs seraient en mesure de faire la part des choses pour justifier le recours au front unique, manifestement les faits s'emploient à démontrer exactement le contraire avec une constance redoutable pour les

opportunistes qui sont totalement incapables d'avancer une autre tactique pour combattre le capitalisme et les institutions.

Il n'y a que les militants pour le penser, ils ne sont qu'une poignée au regard des quelque 40 ou 45 millions de travailleurs, jeunes ou retraités qui constituent les masses laborieuses. Ils ne cessent de répéter que c'est une infime minorité de capitalistes qui dictent leur loi à la majorité de la population constituée de travailleurs, mais ils ne se rendent pas compte qu'ils agissent de la même manière envers les travailleurs qui ne sont ni syndiqués ni adhérents d'aucun parti ouvrier et qui ne pensent pas forcément comme eux, ils pensent à leur place au lieu d'essayer de comprendre de quelle manière ils pensent et interprète la situation ou les rapports entre les classes. Parce que pour la plupart ce sont des intellectuels qui déterminent la politique des différentes formations politiques, ils s'en tiennent à des schémas préétablis qu'ils ont appris par coeur, et quand on leur propose une autre tactique ou stratégie, ils les rejettent sans même se donner la peine de les analyser, cela ne les intéresse pas, ils s'en tiennent à leur propre vérité et aucune discussion n'est possible, c'est ce dont le site témoigne avec tout autant de constance depuis des années. Et si vous examinez leur littérature ou discours c'est encore plus frappant, pour ainsi dire vous pouvez superposer leurs tracts ou articles, vous retrouverez exactement la même terminologie, la même syntaxe destinée à des militants aguerris ou des intellectuels mais pas à des travailleurs lambda, comme si ce n'était pas à eux qu'ils s'adressaient. Et bien entendu, tous feront l'impasse sur de nombreuses questions que nous abordons dans le site et que n'hésitaient pas à aborder les marxistes autrefois, parce qu'en plus ils sont bourrés de complexes ou de tabous, ils sont foncièrement en majorité dogmatiques, certains complètement sclérosés, ils ont cessé un jour d'évoluer politiquement et ne cessent depuis de répéter à l'infini le même refrain qui n'intéresse finalement personne. Les travailleurs n'ont rien à perdre, voilà ce que je partage avec eux, ce qui n'est pas le cas de ces formations politiques.

Bien entendu que le meilleur moyen de combattre les appareils des syndicats ainsi que le PS et ses satellites c'est encore de combattre sur la base de notre programme, mais cela ne suffit pas pour les travailleurs, pour finalement comprendre qu'on n'a rien à voir avec cette pourriture comme aurait dit Lénine, ils ont besoin de constater qu'on les attaque violemment, qu'on n'est pas prêt de rouler pour cette vermine qui a fait amplement ses preuves, que tout nous distingue de ces partis qui combattent au côté du parti de l'ordre. Puisqu'aucun parti ne veut leur fournir cette assurance ou garantie, car voyez-vous c'est ce dont réclament des millions de travailleurs, c'est ainsi, on doit faire avec ou s'y faire, ils se tournent vers le FN qui lui ne se gratte pas pour démolir l'UMP, le PS et ses satellites.

Cela ne pourra choquer que le petit-bourgeois habitué au confort et aux bonnes manières, au langage châtié, aux circonvolutions cérébrales de ses semblables, qui ne peut prononcer la moindre parole ou lâcher un rot sans reprendre son souffle et d'un air assuré vous assénez une vérité biblique qui tombe évidemment à côté de la plaque ou à laquelle vous ne comprenez rien, il s'en fout notez bien, il se parle à lui-même.

Mais l'ouvrier, le gueux, la plèbe, il aime bien le langage franc et direct, qu'on aille droit au but sans tourner autour du pot, il est prag-ma-tique, il déteste les formules, les citations, les grands discours, il y voit un moyen de l'embobiner, soit il ne retient qu'un mot qui a attiré son attention ou le dernier en se disant : ouf il a enfin terminé de réciter sa leçon ! tout le reste il n'y a prêté qu'une attention distraite ou polie par respect pour son interlocuteur ou pas du tout sans en avoir l'air, lui ce qu'il veut, c'est du concret, du palpable, quelque chose qu'il peut toucher, sentir, bref se saisir.

Pourquoi les travailleurs ne se tournent-ils pas alors vers le PG ou le Front de gauche au lieu de se tourner vers le FN ? Le PG s'adresse aux petits-bourgeois qui s'estiment lésés par le capitalisme qu'ils supportent, il a été ingrat à leur égard, ils en espèrent davantage et c'est ce que Mélenchon leur promet s'ils le soutiennent, les autres ne lui font pas confiance et préfèrent déjà s'en remettre au FN. Quant aux ouvriers, ils peuvent êtes tentés par le discours virulent de Mélenchon, mais voilà, ils ont une mémoire, ils savent d'où il vient, et à juste raison ils estiment qu'il n'a pas vraiment rompu avec le PS, ce que le FN martèle de son côté évidemment. Alors entre un ancien ministre PS et une candidate FN qui n'a jamais participé à aucun gouvernement, ils sont tentés d'essayer cette dernière, pour voir comme au poker, par goût de la provocation ou pour faire bouger les choses comme ils disent parfois, en désespoir de cause.

Donc en conclusion nous serions totalement désarmés face à ces travailleurs qui adhèrent au FN ? Pour ainsi dire, et il est à craindre que cela sera le cas aussi longtemps qu’on s’avèrera incapable de s’adresser aux travailleurs dans un langage à leur portée, ajoutons, d’autant plus que le FN ne risque pas de parvenir au pouvoir demain, reste à savoir s’il aura la capacité d’organiser ces travailleurs, de leur proposer des actions auquel cas ils resteraient dans le giron du FN, dans le cas contraire ils seraient tentés de prendre leur distance avec ce parti pour se rabattre vers un parti ouvrier qui saura trouver la bonne formule pour s’adresser à eux et les organiser. Ce n’est pas gagné d’avance, car il faudrait que ce parti se tourne résolument vers la classe ouvrière et qu’il développe une politique dans leur direction, au lieu de toujours lorgner vers ou de s’adresser aux militants des autres partis, il faudrait surtout que son journal s’adresse aux ouvriers et pas seulement à des syndicalistes ou des fonctionnaires à l’état d’esprit corporatiste, pour parodier Trotsky qu’il soit réalisé par des ouvriers pour les ouvriers, là non plus c’est loin d’être acquis.

Cette causerie est mise en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

Parole d'internaute.

- "Le constat malheureusement est bien connu et juste depuis très longtemps : le politique (et donc aujourd'hui la démocratie) est dépossédé de son pouvoir par le marché mondialisé.

C'était le même constat dans les années 20 et il a entraîné la montée des fascismes. Car le populisme d'extrême-droite fait l'amalgame entre plusieurs haines viscérales que cette situation fait grandir dans l'opinion : les haines de l'étranger et du marché se renforcent l'une l'autre sans distinction. L'extrême droite est donc la réponse naturelle et facile là où l'absence de culture politique nourrit ces amalgames."

Politique.

1- France.

Plus de sept Français sur dix (71%) se disent mécontents de l'action de Nicolas Sarkozy, selon le baromètre mensuel Ifop pour le Journal du Dimanche. (Reuters 12.03)

C'est tout, bon il ne manque plus que 29% pour que nos dirigeants déclarent enfin, peut-être, qui sait : Sarkozy dégage ! Pas seulement, qu'il engage le combat pour qu'il dégage vraiment, tout de suite ! Peu importe que cela soit ou non réalisable dans l'immédiat, mais c'est la seule orientation politique correcte, qui correspond en tout cas aux aspirations de millions de travailleurs de ce pays.

2- Libye.

La Ligue arabe a affirmé samedi que le régime libyen avait «perdu sa légitimité» du fait des «violations dangereuses» commises contre son peuple, et appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à autoriser la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne en

Les ministres des Affaires étrangères et représentants des membres de la Ligue arabe, réunis au Caire, ont également jugé nécessaire de coopérer avec le Conseil national de transition regroupant l'opposition libyenne, et d'assurer la protection du peuple libyen, dans un communiqué au terme de leur rencontre.

Sur le terrain, les pro-Kadhafi ont mené une vaste offensive et repris du terrain face aux rebelles dans l'est du pays.

Des soldats gouvernementaux libyens engagés dans des opérations pour reconquérir la grande ville de Misrata ont déserté samedi et sont passés dans le camp des insurgés, a annoncé un porte-parole des rebelles.

Les forces fidèles à Mouammar Kadhafi ont tenté de reprendre Misrata, la troisième ville de Libye, dans la journée de samedi, mais ont échoué pour le moment, ont déclaré les insurgés.

Selon le porte-parole, Gemal, qui s'exprimait par téléphone de Misrata, la redoutée 32e brigade, commandée par Khamis, l'un des fils du colonel Kadhafi, s'est rapprochée de la ville mais sa progression a été perturbée par une mutinerie.

"*Dans la matinée, les forces de Kadhafi se sont massées avec, apparemment, l'objectif d'attaquer la ville, mais Dieu l'a protégée. Il y a eu des dissensions au sein de la brigade Khamis*", a-t-il expliqué.

"*Nous savons tout cela par des soldats qui ont déserté après ces disputes. Ils ont rejoint les insurgés et ont dit que des dizaines d'éléments du bataillon ont manifesté leur refus de tuer des civils innocents*", a continué Gemal.

"*Certains se sont enfuis. D'autres nous auraient rejoints mais les pro-Kadhafi leur ont tiré dessus*", a-t-il dit.

Ces événements n'ont pas pu être confirmés de source indépendante. (Reuters 12.03)

3- Tunisie.

Le gouvernement tunisien a refusé samedi de légaliser cinq partis, dont trois islamistes, jugeant que ces formations ne sont pas fondées sur des principes démocratiques.

Les trois partis islamistes sont le "Hizb Et-Tahrir" (parti de la libération), "As-Salam" (La paix) et le parti sunnite tunisien. Les deux autres formations sont le "Parti libre populaire démocratique" et le "Parti démocratique libéral tunisien".

Les demandes ont été rejetées pour "*infraction aux dispositions de la loi organique relative à l'organisation des partis*

politiques", explique le ministère de l'Intérieur dans un communiqué diffusé par l'agence officielle TAP.

Selon la Constitution tunisienne, un parti politique ne peut asseoir ses principes ou son programme sur des considérations religieuses, linguistiques, raciales, sexuelles ou régionales. Il doit en outre s'engager à bannir toute forme de violence, de fanatisme et de discrimination.

Si cinq partis ont vu leur demande rejetée samedi, trois autres ont été légalisés: le Parti de la justice et de la liberté, le Parti de l'avenir pour le développement et la démocratie et le Mouvement des patriotes démocrates. Cela porte à 34 le nombre de formations légales en Tunisie, contre neuf sous le régime de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali. (AP 12.03)

Donc un parti qui prone la révolution socialisme et la destruction de l'Etat des capitalistes est interdit !

4- Au Yémen

Cinq manifestants, dont un écolier de 12 ans, ont été tués et des centaines blessés samedi au Yémen.

A Sanaa, la police a lancé un assaut à l'aube contre les manifestants qui campaient depuis le 21 février sur la place de l'Université. Un manifestant a été tué et près de 300 blessés, dont 30 par balles, les autres ayant été intoxiqués par les gaz, selon le comité médical formé par les manifestants, qui a accusé les forces de sécurité d'employer des gaz toxiques.

Dans l'après-midi, un autre manifestant a été tué par les tirs d'un sniper non identifié alors qu'il tentait, avec d'autres, de se joindre au sit-in de l'Université de Sanaa, selon des sources de l'opposition.

A Aden, ville à la pointe de la contestation, cinq personnes ont été touchées par les tirs de la police lors de manifestations nocturnes et deux d'entre d'elles ont succombé à leurs blessures, selon une source hospitalière. La ville a connu en soirée de nombreuses marches demandant la chute du régime.

A Moukalla, dans le sud-est, un écolier de 12 ans qui participait à une manifestation similaire a été tué par des tirs de la police, a-t-on appris de sources médicales et auprès de témoins.

5- En Algérie

Une quarantaine de manifestants tentent à nouveau, à l'appel d'une faction de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), une marche dans Alger mais sont bloqués par un important dispositif policier. En Tunisie

Trois proches collaborateurs du président tunisien déchu Ben Ali, dont Abdel Aziz Ben Dhia et Abdel Wahab Abdallah, déjà en résidence surveillée, ont été placés en détention sur une base militaire près de Tunis. Ils sont poursuivis pour différentes affaires de corruption.

6- En Arabie Saoudite

La «*journée de colère*» n'a pas eu lieu dans le royaume. Aucune manifestation n'a eu lieu à Riyad, la capitale, où les forces de sécurité étaient massivement déployées. De petits rassemblements ont eu lieu dans l'est du pays, où se concentre la minorité chiite.

Une mobilisation qualifiée de «tempête dans un verre d'eau» par le prince saoudien Al-Walid ben Talal. «*On devrait plutôt la nommer la journée de l'allégeance au roi Abdallah, la journée de l'amour pour le roi Abdallah*», a poursuivi ce neveu du monarque, un magnat de l'investissement dont la fortune est évaluée à 20 milliards de dollars.

Il a assuré que le roi réfléchissait actuellement à la manière de répondre à certains problèmes exprimés par sa population mais n'a pas évoqué de réforme de la monarchie absolue aujourd'hui en vigueur. (Libération.fr 12.03)

Economie.

Japon. Cynisme. A vomir.

Les destructions résultant du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon vendredi restent encore difficile à évaluer. Néanmoins, pour de nombreux économistes, qui dressent un parallèle avec le séisme de Kobé de 1995, l'impact de la catastrophe sur la croissance économique japonaise sera, à moyen terme, positif plutôt que négatif.

Certes, le coût du séisme pourrait s'élever à plusieurs dizaines de milliards de dollars.

A moyen terme en revanche, l'économie japonaise pourrait rebondir fortement. Dressant un parallèle avec le séisme de Kobé, en 1995, Takuji Okubo, économiste à la Société Générale, souligne que la reconstruction devrait générer un surcroît d'activité, et le besoin de la population de renouveler ses biens endommagés doper la consommation. Les secteurs du BTP, de la sidérurgie et des télécommunications devraient bénéficier à plein du regain de l'activité post séisme.

Après le tremblement de terre de 1995, le PIB japonais a crû de 1,9% en 1995, puis de 2,6% en 1996, alors que la croissance moyenne de l'économie nippone sur cette période était de 1,5%.

La banque japonaise Nomura, qui anticipe également une forte croissance de l'économie nipponne à moyen terme, souligne de son côté que le stimulus étatique a joué un rôle capital en 1995 pour relancer l'économie. "*Immédiatement après le séisme, le gouvernement a voté un budget d'urgence qui a contribué pour 0,3 point à la croissance du PIB au deuxième trimestre 1995 et pour 0,5 point au troisième trimestre. Nous anticipons une réponse similaire de la part des autorités*", note Peter Westaway, économiste chez Nomura.

Une situation qui ne devrait cependant pas contribuer à améliorer la santé financière du Japon, dont la dette ressort à 200% du PIB.

Mais l'agence Moody's jugeait de son côté vendredi que le séisme ne devrait pas engendrer une prochaine dégradation de la note qu'elle attribue à la dette nipponne. (Lefigaro.fr 12.03)

On comprend, les travailleurs japonais n'ont apparemment pas les mêmes avantages sociaux à perdre que leurs collègues irlandais, grecs, portugais, espagnols... ou français !

Le Figaro est dans son élément naturel ! Le titre de cet article dont ne figure ici qu'un extrait : Japon : l'économie devrait rebondir après le séisme. C'est la seule chose qui les intéresse au Figaro : le profit.

Le 14 mars

Je suis malade et je dois consulter un médecin (lequel ?), fièvre et une grosse infection au niveau des amydales, le corps recouvert de boutons qui me démangent, donc service minimum aujourd'hui.

Parole d'internaute.

1- Le hic, c'est que nos partis dits gouvernementaux n'ont que du vent à opposer. c'est plutot ça qui fait la place au FN. Cela dit ils sont bien arrangés par la montée de MLP, ça leur permet de parler de vote utile sans avoir à proposer le moindre début de programme serieux. (Slate.fr 13.03)

2- En ce qui concerne la "montée" du FN (qui s'annonce depuis trente ans) les médias n'ont jamais cessé de dénoncer, avec la classe politique qui se prétend honorable, l'amalgame qui était fait entre la montée du chômage et de l'insécurité avec l'augmentation de l'immigration.

Il faudrait d'ailleurs s'interroger sur cette affirmation qui voudrait que la population soit assez bête pour associer chômage et immigration. Le vivant au quotidien, elle sait parfaitement qu'une grande partie des emplois occupés par cette immigration ne sont pas les plus attractifs.

Manœuvres, tâches les plus dures que personne ne souhaite à ses enfants. Est-elle si déconnectée des réalités pour ne pas voir que ce à quoi elle est confrontée au quotidien, ce sont les enfants désoeuvrés de ces immigrés. Pas leurs parents avec lesquels elle a le plus souvent entretenu d'assez bons rapports. C'est la deuxième génération qui pose un problème de sécurité en raison de ce que Chevènement qualifiait d'incivilité. Je ne crois donc pas que les électeurs du FN (et non pas les militants) soient dupes de cet amalgame grossier auquel tout le monde fait mine de croire.

Le problème des partis prétendument fréquentables est qu'ils se contentent de dénoncer cet amalgame. Sans pour autant admettre la réalité du chômage. Comme un fait immanent si ce n'est secondaire. En alléguant que ce fléau n'est pas dû aux immigrés, ils dénient l'axiome. Ce qui leur permet au passage d'en nier les deux termes. Et ce faisant ils en profitent pour ne pas traiter le problème du chômage. C'est précisément ce déni qui finit par profiter au FN. Car faisant apparaître par opposition l'axiome comme vrai. Parce que le peuple est directement confronté à cette réalité; Si le chômage était vraiment une priorité absolue des partis, le principal argument du FN s'effondrerait et ce parti retournerait à l'oubli.

Derrière cela, il existe un autre enjeu autrement plus grave. Notre économie moderne a besoin du chômage. Elle est construite sur cette réalité et les gouvernements sont sommés de le maintenir à un niveau le plus élevé possible. Sa dénonciation n'étant qu'une comédie. A charge aux élus de faire passer cette infamie par diverses mesures, quelque en soit le coût. Quelle

importance puisque les aides vont aux employeurs et les charges aux contribuables ? Il existe un indice qui prend en compte cela : le NAIRU (Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment).

Ceci explique pourquoi les partis de gouvernement sont sans réponse face aux slogans du FN.

C'est le nœud de l'affaire. Que ce soit l'OCDE (inventeur de l'indice), l'OMC, l'ensemble des acteurs de la globalisation heureuse et évidemment l'Europe qui en est le plus pur produit, tous instituent le chômage comme étant l'un des moteurs de l'économie. Pour eux, il a bien plus d'avantages que d'inconvénients.

1- L'économie, si elle dépend des consommateurs, n'a besoin que d'un nombre plus limité qu'on ne croit. Juste ce qui lui est nécessaire pour récupérer les liquidités destinées à alimenter la spéculation. Sachant que c'est avec cette spéculation qu'elle s'enrichit. Et non avec les consommateurs. Renault gagne plus d'argent avec ses outils financiers qu'avec ses voitures. L'important étant que l'entreprise ne soit pas amenée à un déséquilibre trop important entre production et ventes.

2- Pour l'essentiel, le chômage est financé par les salariés eux-mêmes.

3- Toutes les mesures d'aides sont autant de profits pour les entrepreneurs.

4- Les conséquences sociales (insécurité en particulier) sont gérées par la police et ne gênent en rien ceux qui habitent loin des quartiers concernés.

5- le délitement des sociétés ne concerne pas les habitants du village global qui on su se ménager des îlots de tranquillité et se foutent des coutumes et des pratiques locales qui construisaient le lien social (d'où leur désintérêt absolu pour le nationalisme ou le patriotisme en dehors des enjeux de conflits).

6- Et surtout, le chômage permet de bénéficier d'une réserve de main d'œuvre prête à accepter tous les reculs du droit du travail. Laquelle exerce la pression indispensable pour obtenir les salaires les plus bas.

Autrement dit, c'est le peuple qui souffre de ce cancer. Pas ses élus. Encore moins les financiers. C'est cette réalité qui a permis au FN de tenir près de trente ans. Jusqu'à ce que la population se lasse des mensonges à répétition. Il a montré à quel point il n'était plus dupe en se prononçant contre le TCE. (Slate.fr 13.03)

Politique.

1- Portugal.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi contre la précarité à Lisbonne et dans une dizaine d'autres villes portugaises, selon les organisateurs de cette initiative lancée par un groupe de jeunes via une page Facebook.

«Pas de liberté dans la précarité», scandaient les manifestants qui ont défilé sur la principale avenue de Lisbonne dans une ambiance festive, a constaté l'AFP.

«*Le pays est aux abois*», proclamait une banderole, faisant écho à la page Facebook intitulée «*Protestation d'une génération aux abois*», à l'origine de ce mouvement qui a recueilli plus de 65.000 signatures.

Selon les estimations des organisateurs du mouvement citées par l'agence Lusa, environ 200.000 personnes se seraient mobilisées à Lisbonne et 80.000 à Porto. Aucun chiffre n'a été fourni concernant les manifestations qui ont eu lieu au même moment dans d'autres villes du pays.

«*La moitié de la population active portugaise est au chômage ou précaire, ce qui montre bien que la situation est intenable*», a affirmé à l'AFP Joao Labrincha, chômeur de 27 ans et l'un des quatre initiateurs du mouvement, qui se dit «*sans parti, laïc et pacifique*».

Avec un taux de chômage record de 10,8% l'an dernier, le Portugal compte 620.000 chômeurs, dont près de la moitié sont âgés de moins de 35 ans et plus de 10% ont un diplôme.

Le pays affiche un niveau de précarité élevé, avec 720.000 personnes sous contrat à durée déterminée fin 2010. A ceux-là s'ajoutent un peu plus d'un million de travailleurs indépendants, dont l'immense majorité serait en réalité des employés illégalement privés d'un contrat de travail, selon les organisations de précaires.

Dans le défilé de la capitale, les pancartes se succédaient pour dire la frustration de nombreux jeunes Portugais: «*il y a trop de mois pour mon salaire*», «*je ne suis pas en solde*», «*révolution précaire*»…

Peu habitué à manifester, Nuno Fortunato, diplômé en technologies audiovisuelles, a abandonné son rêve de travailler dans le monde du cinéma et enchaîne depuis deux ans et demi les contrats à durée déterminée dans un centre d'appels.

«*J'en ai assez du chantage des employeurs et des politiciens qui ne font rien*», a lancé le jeune homme de 26 ans.

Bien qu'en majorité, les jeunes n'étaient pas les seuls à manifester: «*J'ai 40 ans mais je m'inclue dans cette génération aux abois car, comme mon fils de 22 ans, moi aussi je n'ai qu'un contrat à durée déterminée*», a confié à la télévision une femme de Porto.

Les retraites supérieures à 1500 euros se verront notamment imposer une nouvelle taxe. (Libération.fr et Lefigaro.fr 13.03)

2- Etats-Unis.

Près de 100.000 personnes ont manifesté samedi à Madison, capitale du Wisconsin, contre la loi réduisant les droits des syndicats de fonctionnaires dans cet Etat du Nord des Etats-Unis.

Un porte-parole de la police locale, Joel DeSpain, a indiqué que les protestataires étaient entre 85.000 et 100.000 ce qui équivaudrait à la plus grande manifestation dans cette ville paisible du Wisconsin depuis la guerre du Vietnam.

Cette manifestation fait suite à trois semaines de revendications publiques après que le gouverneur républicain, Scott Walker, a promulgué une loi abrogeant une grande partie des pouvoirs de négociations des employés de l'Etat.

La situation du Wisconsin est relativement symbolique car elle a provoqué de nombreux autres débats dans des Etats américains qui tentent de maîtriser leurs dépenses de fonctionnement.

Selon les républicains, ces mesures sont indispensables pour récupérer la maîtrise des déficits budgétaires. Les démocrates font valoir que leurs adversaires cherchent en priorité à étouffer les revendications salariales. (Reuters 13.03)

3- Libye.

Les insurgés libyens affirment avoir repris le contrôle de la ville pétrolière de Brega, sur le golfe de Syrte, rapporte dimanche la chaîne de télévision qatarie Al Djazira.

L'information n'a toutefois pas pu être vérifiée de source indépendante.

"*Nous avons fait prisonniers 20 membres des forces de Mouammar Kadhafi et en avons tué 25 autres. Ils ont du battre retraite à 20 km de la localité*", a déclaré à Al Djazira un certain colonel Hamed al Hassi, qui s'est présenté comme le porte-parole des insurgés à Brega.

Les troupes du n°1 libyen, d'après des témoins, s'étaient emparés dimanche matin de Brega, important verrou sur la route de Benghazi, capitale de la Cyrénaïque et des rebelles.

Plus à l'ouest, l'attaque des troupes kadhafistes lancée la veille contre Misrata, troisième ville de Libye à 200 km à l'est de Tripoli, semblait marquer le pas à la suite de mutineries au sein de l'armée, ont déclaré les rebelles.

Les insurgés affirment qu'une trentaine de gouvernementaux, dont un général, les ont rejoints et que des affrontements opposaient dimanche devant la ville assiégée loyalistes et soldats mutinés. (Reuters 13.03)

4- Yémen.

Deux personnes ont été tuées et des dizaines d'autres ont été blessées dimanche au Yémen lorsque la police yéménite a tiré à balles réelles et recouru aux gaz lacrymogènes contre des manifestants réclamant le départ du président Ali Abdallah Saleh, a-t-on appris de source médicale.

Dans la ville portuaire d'Aden, dans le Sud, une personne a été tuée par balles lors d'affrontements entre protestataires et policiers, selon un médecin.

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées aux abords de l'université, dimanche, et ont érigé des barricades afin de mieux

se défendre face aux policiers anti-émeutes qui ont eu recours à des canons à eau.

Ils brandissaient des banderoles sur lesquelles Saleh était appelé "*Ali le chimique*", allusion au recours par la police à un gaz lacrymogène qui attaque le système nerveux. Le ministère de l'Intérieur a démenti l'utilisation d'une telle substance.

En signe de protestation contre la perte d'indépendance de la justice et la corruption endémique, un juge à la Cour suprême, Abdoul Malek al-Marwani, a présenté sa démission et a adressé son soutien aux protestataires, selon des sites internet d'information.

Sept manifestants ont été blessés par ailleurs lors de manifestations à Al Maafir, dans la province de Taez, et un manifestant est mort sous les balles de la police lors d'émeutes samedi à Aden.

Abdelbari Dougheich, député du parti de Saleh qui représente Aden au parlement, a annoncé qu'il soutenait dorénavant l'opposition. "*Les forces de sécurité sont responsables des morts. Ils tirent à l'aveuglette et font un usage excessif de la violence*", a-t-il dit. Plusieurs autres députés du parti au pouvoir sont déjà passés à l'opposition ou ont démissionné ces dernières semaines.

Quatre personnes au total, dont un garçon de 12 ans, ont été tuées dans les manifestations de samedi, ce qui porte à plus de 30 le nombre de tués en deux mois de troubles. (Reuters 13.03)

5- Bahreïn.

Les manifestants antigouvernementaux ont bloqué ce dimanche l'accès routier au quartier des affaires de Bahreïn, causant les plus grosses perturbations qu'ait connues l'activité économique du royaume depuis le début de la contestation il y a un mois.

En ce premier jour de la semaine, des milliers de contestataires ont bloqué avant l'aube la quatre-voies qui mène au quartier financier de Manama, la capitale, provoquant d'énormes embouteillages et empêchant les automobilistes de se rendre à leur travail.

A environ 3km de là, la police a tenté d'investir la célèbre place de la Perle, occupée depuis un mois par les manifestants. La majorité chiite réclame une égalité des droits, se disant victime de discriminations de la part de la minorité sunnite au pouvoir.

D'après des témoins, les forces de l'ordre ont entouré le camp de tentes des contestataires, faisant usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour les déloger. Au lieu de se disperser, la foule n'a fait que grossir, accueillant de nouveaux protestataires. Ils se comptaient par milieu lorsque, en début d'après-midi, la police s'est retirée de la place de la Perle, selon des témoins.

A l'université de Bahreïn, où étaient rassemblés d'autres opposants, des partisans du gouvernement ont organisé une contre-manifestation. Des heurts ont éclaté. Selon des responsables hospitaliers, deux manifestants ont été grièvement blessés à la tête et des centaines d'autres ont demandé des soins. (AP 13.03)

6- Oman.

Le sultan d'Oman, Qabous bin Saïd, a décidé de céder à un conseil partiellement élu certains pouvoirs législatifs qui lui étaient dévolus, rapporte dimanche l'agence omanaise de presse ONA.

Le sultan, au pouvoir depuis 1970, a décidé en outre de doubler certaines allocations sociales et d'augmenter les retraites, ajoute l'agence. Il est le premier dirigeant d'un pays du Golfe à faire de telles concessions face à la vague de manifestations en cours dans la région.

Jusqu'à présent, seuls le sultan et son gouvernement étaient habilités à légiférer.

Le Conseil d'Oman, qui n'était jusqu'à présent que consultatif, est constitué du Conseil de la Choura et du Conseil d'Etat, composé de membres nommés par le sultan en personne.

Par ailleurs, le personnel de la banque Oman International et de la société d'investissement Oman Invest and Finance (OIFC) s'est mis en grève dans la matinée.

"*Nos revendications sont très simples, nous voulons des hausses de salaires et des heures supplémentaires*", a dit un employé d'OIFC.

Bank Muscat, la plus importante institution financière du pays, a accepté dimanche d'augmenter les salaires, à la suite d'une grève de ses employés samedi. La compagnie aérienne Oman Air a elle aussi fait des concessions ces dernières, afin d'éviter un arrêt

de travail. (Reuters 13.03)

7- Maroc.

Des dizaines de personnes ont été blessées, certaines grièvement, dimanche à Casablanca après que la police marocaine eut tenté de pénétrer au siège d'un parti de gauche où s'étaient réfugiés des manifestants, ont rapporté un journaliste de l'AFP et d'autres témoins. Après la dispersion par la force d'un rassemblement pacifique pour revendiquer des réformes politiques, des dizaines de manifestants se sont réfugiés à l'intérieur du siège du Parti socialiste unifié (PSU), d'opposition de gauche.

Vers 14h00 GMT, les forces de l'ordre ont tenté d'y donner l'assaut mais n'y sont pas parvenues face, notamment, à la résistance des manifestants. Des témoins, parmi lesquesl plusieurs journalistes dont un correspondant de l'AFP, ont vu que des dizaines de personnes avaient été blessées, certaines grièvement.

«J'ai vu une femme enceinte et des jeunes filles sauvagement tabassées par la police. C'était d'une rare violence», a dit Hassan Hamdani, de l'hebdomadaire indépendant Tel Quel, présent lors de l'assaut. «*On était en réunion au sein du bureau politique et on s'apprêtait à publier un communiqué très favorable au discours royal de mercredi quand les forces de l'ordre ont tenté de forcer le siège*», a déclaré à l'AFP Mohamed Bouaziz, historien et l'un des dirigeants du PSU.

«*C'est le préfet de Casablanca qui a donné l'ordre. Je considère cet acte comme une faute politique grave et un acte dirigé d'abord contre Sa Majesté (le roi Mohammed VI), qui a promis un renforcement des libertés individuelles*», a ajouté Mohamed Bouaziz. Des islamistes de Justice et Bienfaisance dispersés

Une centaine de personnes, pour la plupart des islamistes du mouvement Justice et bienfaisance, avaient été dispersées dimanche matin à Casablanca par les forces de l'ordre qui les ont empêché de tenir un rassemblement pour des réformes politiques.

Interdit mais toléré par les autorités, le mouvement Justice et bienfaisance est l'un des plus importants au Maroc.

La place Mohammed V, où la plupart des manifestations ont lieu, avait été entièrement bouclée par les forces de l'ordre qui empêchaient systématiquement les manifestants et les piétons d'y accéder. (20minutes.fr 13.03)

Le 15 mars

Je suis allé me faire soigner hier dans une clinique. Je ne dors pas suffisamment et je suis complètement crevé, toujours sur les nerfs, je fume trop, mes défenses immunitaires faiblissent, la punition était prévisible. Heureusement que j'ai une alimentation équilibrée et que je ne picole pas ! J'ai dû attraper cette saloperie en nettoyant le terrain car on est envahi par les moustiques et les corneilles depuis un moment, je manipule le sable tous les après-midi sans précaution, en grattant un bouton il s'est infecté au point d'atteindre la taille d'un oeuf dans le cou, c'est impressionnant et douloureux.

Au début des années 90 sur la plage je m'étais chopé une sacrée infection dans le dos, un trou de 2 cms de profondeur de la taille d'un pouce, il avait fallu plus d'un mois pour qu'elle disparaisse.

J'interviendrai plus tard sur la lettre de Thibault et sur la "réforme" constitutionnelle. Je voudrais dire un mot ici sur la question de la Libye.

Sur cette dernière question, je n'ai pas retrouvé le passage où Marx avait évoqué la question de la guerre des années 70 (je crois ?) entre l'Allemagne et la France, je me souviens seulement qu'il avait soutenu Bismarck contre la France au nom de la "défense de l'unité de l'Allemagne" (c'étaient ses termes exacts, je m'en souviens parfaitement) fraîchement réalisée (ou sur le point d'être réalisée ?), puis l'avait lâché lorsqu'il avait franchi la frontière française pour se lancer dans une guerre offensive (à l'étape précédente elle était défensive), contre la République, on se souvient qu'ensuite il s'était allié avec les Versaillais pour combattre la Commune de Paris... Je suis absolument certain de ce que j'avance ici, seule la référence à laquelle je fais allusion ici demande à être vérifiée et précisée.

M'inspirant de cet enseignement de Marx, dont les positions politiques évoluaient et reposaient sur les faits et non sur des données théoriques ou des principes figés, je suis favorable à un bombardement des bases militaires restées fidèles à Kadhafi (aviation, flotte, artillerie lourde) par n'importe quelle force étrangère, du moment qu'il n'est pas accompagné d'interventions militaires au sol, conformément à ce qu'exige les forces militaires de la révolution. Si le sort du soulèvement révolutionnaire pour chasser le dictateur Kadhafi du pouvoir en dépend, il n'y a pas l'ombre d'une hésitation à avoir, une tout autre position relève du dogmatisme ou témoigne de l'incompréhension de la situation en Libye. Nous y reviendrons plus tard. En attendant nous condamnons l'intervention militaire saoudienne sur injonction de Washington en Bahreïn : troupes d'occupation dehors !

J'ai acheté ce matin un portable (Dell Inspiron 15R) et un micro-modem. Cela fonctionne, j'ai donc maintenant une connection rapide, illimitée. Avec deux modems et deux ordinateurs, je ne serai plus en panne. Reste à domestiquer la bête, car tout est en anglais, le système est différent, Window 7, je ne suis pas informaticien et mon anglais laisse à désirer, c'est un euphémisme ! Il me reste à le connecter à l'autre ordinateur et le tour est joué. N'oubliez pas de contribuer financièrement au fonctionnement du site, je n'ai pas acheté ce jouet pour me faire plaisir, mais uniquement pour le site, c'est un réel sacrifice pour moi et Magueswary, pensez-y.

Sinon, ici il fait 35°C à l'ombre cet après-midi et la mer est à moins de 50 mètres du bureau où je vous écris, je pourrais tout aussi bien aller m'allonger sous un cocotier dans le jardin et profiter du temps qui passe et qui ne revient plus comme dit la chanson. Vous savez comment je me rends compte que l'hiver est terminé ? Quand je ne peux plus laver la salade à 15h sans me brûler les mains et la salade avec !

Parole d'internaute.

(à propos de la situation au Japon)

- "Comment peut-on spéculer et gagner de l'argent sur un pays qui vient d'être touché de la sorte ? C'est inimaginable et terrifiant !"

En voilà un, un lecteur du Figaro, qui découvre dans quel monde pourri nous vivons !

- "Le monde marche sur la tête. Alors que tous les moyens devraient être mobilisés pour venir en aide aux populations, on mobilise des milliards de yens pour "rassurer les marchés". Ces mêmes marchés qui sont responsables de la crise mondiale, de la destruction de la planète et de bien d'autres fléaux et qui, sans la moindre considération pour les victimes sont déjà en train de chercher comment se faire un maximum d'argent sur les cadavres encore chauds. Ces gens n'ont vraiment pas une once d'humanité ni de dignité. Faudra-t-il en venir à des actions violentes pour éliminer ces barbares dégénérés ?"

Une révolution par exemple ! Rassurez-vous, nous leur infligeront un traitement exemplaire à la hauteur de leurs méfaits, la sentence et son exécution seront radicales, sans appel et immédiate : coupables, fusillés !

Politique.

1- France.

A la fin de leur mandat, les ex-présidents de la République ne redeviennent pas des citoyens comme les autres. Alors que France Soir a estimé à 1 million d'euros le coût annuel du traitement réservé à Jacques Chirac pour les contribuables français, le site MyEurop a montré que ce traitement ne représentait pourtant pas une exception en Europe.

Retraite, château, pension annuelle, personnel (19 fonctionnaires sont affectés à son service), Jacques Chirac conserve encore de nombreux privilèges depuis qu'il a quitté l'Élysée, le 16 mai 2007. En effet, notre ancien président de la République cumule les avantages réservés à ses anciens mandats (président de la République, maire de Paris, conseiller à la Cour des comptes et député de Corrèze) et sa pension actuelle en tant que membre de droit du Conseil constitutionnel.

Selon le quotidien France Soir:

«*Ces privilèges avantages ont été légalisés en catimini par un statut mis en place, en 1983, par le président François Mitterrand en accord avec Valéry Giscard d'Estaing. Curieusement, ces dispositions n'ont jamais fait l'objet de la moindre publicité au Journal officiel et le Parlement n'a pas été consulté à ce sujet.*»

Seule une lettre discrétionnaire de quatre pages du Premier ministre Laurent Fabius datant de 1985, adressée à l'ancien président Giscard d'Estaing, a permis de lever le voile sur ces avantages en nature. (Slate.fr 14.03)

Lire dans cette page l'article d'où sont extraites ces infos.(http://fr.myeurop.info) La "légalisation" de ces privilèges par Mitterrand correspond sans doute à linterprétation que l'on devait faire avant 1981 de l'expropration des capitalistes inscrite dans le programme du candidat à la présidentielle.

2- Grèce. Strauss-Kahn aux travailleurs grecs : Vous avez bien mérité d'être dans la "***merde***"

Les images du documentaire sur Dominique Strauss-Kahn diffusé dimanche sur -Canal + passent en boucle depuis 24 heures sur les télévisions grecques. On y voit le directeur général du FMI voulant jouer la compréhension face aux invectives des manifestants grecs à Athènes. Devant la caméra, «DSK» se lâche: «*La réalité, c'est que ces gens-là, ils sont dans la merde.*

Et gravement Mais, eux-mêmes, ils ont un peu bricolé, ils n'ont pas payé d'impôts, c'est un peu le sport national ici : ça truande un maximum », affirme le directeur du FMI. Dans un pays en récession, humilié et à fleur de peau, il n'en fallait pas plus pour déchaîner l'opinion publique.

Depuis dimanche, presse écrite, journaux télévisés, émissions politiques, éditorialistes et politiciens se relaient pour réagir, parfois violemment au propos de «DSK». «*Venant d'un socialiste, qui en plus, veut être président de la République française, c'est trop !, estime Notis Papadopoulos, directeur de la rédaction de Ta Nea. Il dénigre les sacrifices du peuple grec face à la sévérité du plan de rigueur imposé par le FMI* », critique-t-il. Si la polémique continue, la prochaine visite du directeur général du FMI, à Athènes, s'annonce très mouvementée. (Lefigaro.fr 14.03)

Et les dirigeants du PS en France d'expliquer à qui veut bien encore les entendre, des illuminés ou des crétins ou encore des gens qui y trouveraient leurs comptes, suivez mon regard : ne faites pas d'amalgame entre la politique du FMI et son directeur général qui est de gauche... Ben voyons, continuez de nous prendre pour des abrutis, Marine Le Pen s'en régale !

Economie.

Japon

Alors que le pays reste en alerte ce matin, après une deuxième explosion dans la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, la Banque centrale japonaise (BoJ) prend des mesures exceptionnelles pour contrer les effets de la catastrophe dans les circuits économiques et financiers. La BoJ a en effet procédé ce matin à trois injections massives de liquidités pour un montant total de 15.000 milliards de yens, soit 131,2 milliards d'euros.

Par ailleurs, Market Watch qui cite l'agence de presse japonaise Kyodo, indique que 3000 milliards de yens supplémentaires seront injectés mercredi. En outre, la banque centrale envisage de racheter pour 10 milliards de yens (870 millions d euros) d'actifs et d'obligations d'entreprises. L'établissement espère ainsi soutenir les marchés.

De leur côté, les agences de notation accordent un certain répit aux autorités. Moody's a dit ne pas percevoir les signes d'une crise budgétaire au Japon. La veille, l'agence avait jugé «temporaire» l'impact de la catastrophe sur les finances nippones et n'y voyait pas un facteur d'abaissement de la note souveraine du pays.

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a terminé la séance sur un repli de 6,18%. Le volume des transactions a atteint un niveau historique lundi à la Bourse de Tokyo, avec plus de 4,88 milliards de titres échangés sur le premier marché, soit plus de 2,5 fois la quantité moyenne habituelle.

L'action de la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), qui exploite des centrales nucléaires en difficultés, a été particulièrement affectée, elle a perdu 23,57%, tous les détenteurs de titres se précipitant pour vendre. Les valeurs automobiles figurent également parmi les titres les plus pénalisés: Mitsubishi Motors a plongé de 10,9% et Toyota de 8,1%. En effet, de nombreuses entreprises japonaises doivent faire face à d'importants dégâts sur leurs sites de production. Honda, Nissan, Toyota, Sony, Mitsubishi Motors, Suzuki Panasonic ou encore Toshiba ont suspendu leur activité dans une ou plusieurs de leurs usines.

Autre secteur touché par la catastrophe japonaise, le luxe. L'ensemble des valeurs du luxe en Europe sont mises sous pression en Bourse ce lundi. Bien qu'en repli ces dernières années, le marché japonais compte encore parmi les grands marchés mondiaux du luxe, derrière l'Europe et les Etats-Unis. Il semble aujourd'hui être au coude à coude avec la Chine. L'Archipel représente, selon les estimations des analystes, 11% à 15% des ventes mondiales du secteur, évaluées à 180 milliards d'euros.

La réduction des capacités de production est accentuée par les pénuries d'électricité ou encore la fermeture des ports. Et le fonctionnement au ralenti du pays accroit encore la facture de la catastrophe. Même si les destructions résultant du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon vendredi restent difficile à évaluer, AIR Worldwide, spécialiste de l'évaluation du risque, a avancé un coût de 34,6 milliards de dollars pour les compagnies d'assurances. Et la note totale pourrait être supérieure aux 100 milliards de dollars du séisme de Kobé en 1995, affirme Valérie Plagnol, directeur de la recherche chez Credit Suisse France, au micro de BFM. (Lefigaro.fr 14.03)

Le 16 mars

L'actualisation du site sera minimum pendant quelques jours.

Je dois aller deux fois par jour dans une clinique de Ponddichéry pour des injections intraveineuses d'un antibiotique et je perds

deux heures à chaque fois. Je tape au clavier avec deux aiguilles plantées au-dessus du poignet et un gros bandage, pas très pratique. Ils m'on injecté également un sédatif ou je ne sais quoi, j'ai la tête comme du coton et j'ai une terrible envie de dormir en vous écrivant. Il y en a pour quelques jours. Mon infection dans le cou a la taille d'un oeuf. Bon, il y a pire ! Pour tout arranger, il n'y a pas de courant toute la journée, génial on approche des 40°C ! Je n'utilise pas le ventilateur pour économiser la batterie.

Bien que je ne partage pas la position des camarades qui refusent toute intervention étrangère en Libye, même de simples frappes aériennes sur les installations militaires du dictateur, je suis minoritaire mais j'applique le centralisme démocratique et je me plie à la majorité, vous trouverez donc en ligne une déclaration du groupe Bolchevik qui explique pourquoi ils sont contre une telle intervention.

Pas le temps et la force d'aborder d'autres sujets comme le Japon...

Politique.

1- France.

1.1- Imaginez qu'ils ne s'en servent pas, on n'en vendrait plus, une idée insupprtable !

Interrogé sur la vente d'armes françaises au général Kadhafi, le sénateur UMP Serge Dassault invité du 19h de Public Sénat, dont le groupe a fourni du matériel à la Libye, a répondu " *Quand on vend du matériel, c'est pour que les clients s'en servent.*"

« *Pourquoi est-ce qu'on essaye pas de faire une union nationale avec tous les gens qui sont compétents et qui pourraient peut-être résoudre tous les problèmes? Car il y a des socialistes qui ont des bonnes idées et des gens à droite qui ont des mauvaises idées* », a-t-il ajouté.

Invité à donner son sentiment sur Dominique Strauss-Kahn, favori dans les sondages pour porter les couleurs du PS à la présidentielle, Serge Dassault a répondu: « *Je le connais. Quand il était ministre des Finances, j'ai travaillé avec lui. C'est un des moins mauvais* ». (Publicsenat 15.03)

S'il le dit, croyons-le sur parole pour une fois !

1.2- Loin de la plèbe... Une « ***République exemplaire*** »... bananière !

Les vacances de François Fillon, suite… En vacances en Toscane en 2009, le Premier ministre s'est fait gracieusement prêter une Ferrari par le patron de la marque italienne, Luca di Montezemolo : c'est Charlie Hebdo qui révèle l'info dans son numéro à paraître mercredi.

Ajouté aux vacances en Egypte dans l'avion du président Moubarak, ce cadeau vient saper un peu plus l'image de Père La Rigueur que s'est construite François Fillon, par opposition au bling-bling de Nicolas Sarkozy. Matignon n'a pas voulu commenter les informations de l'hebdomadaire satirique, qui a obtenu confirmation du service de presse de Ferrari :

« *Le président de Ferrari, M. Luca di Montezemolo, est un cher ami de M. François Fillon et de son frère, M. Pierre Fillon [qui est vice-président de l'Automobile Club de l'Ouest (ACO), organisateur des Vingt-Quatre Heures du Mans, ndlr].*»

L'hebdomadaire n'a pas pu savoir quel modèle a été prêté au Premier ministre, que l'on sait grand amateur de voitures de sport. Mais Charlie Hebdo a trouvé que sur le site Just4VIP.com que la location d'une Ferrari va de 748 euros à 12 451 euros par jour, selon les modèles. Un beau cadeau de Ferrari, donc, en 2009, l'année de la pire récession depuis des décennies avec ses centaines de milliers de chômeurs supplémentaires.

Une affaire privée ? C'était déjà l'argument employé pour les vacances de Noël passées par le Premier ministre et sa famille en Egypte, avec la généreuse contribution d'Hosni Moubarak chassé du pouvoir par son peuple deux mois plus tard ; c'était aussi l'argument de Michèle Alliot-Marie et de ses vacances en Tunisie alors que Ben Ali réprimait les manifestations avant d'être contraint au départ.

Dans tous ces cas, rien d'illégal. Mais quel contraste par rapport à l'image lisse et rigoureuse « *vendue* » par François Fillon dans les pages papier glacé de Paris Match ! Et par rapport à l'exemplarité qu'exigerait la direction des affaires publiques, surtout en période de grave crise sociale dans le pays.

Et que dire du projet de loi sur la « *déontologie dans la vie publique* » que Nicolas Sarkozy a demandé à François Fillon de préparer, afin, disait l'Elysée au lendemain du scandale MAM, de « *promouvoir une véritable culture de la déontologie dans la vie publique française* » ? On attend le texte avec trépidation.

La Ferrari bleue (la couleur de l'UMP ?) de François Fillon restera, à côté du bling-bling présidentiel et des vacances tunisiennes de MAM, et de quelques autres extravagances éthiques, un symbole de la faillite de ce beau slogan de campagne sans lendemain que fut pour Sarkozy la « *République exemplaire* ». (Rue89 15.03)

2- Territoires palestiniens.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a approuvé «la revendication des manifestants en Cisjordanie et dans la bande de Gaza qui appellent à la fin de la division, en tenant des élections présidentielle, législatives et au Conseil national dès que possible».

Le chef du gouvernement Hamas à Gaza, Ismaïl Haniyeh, a appelé le président Abou Mazen (Mahmoud Abbas, NDLR) et le Fatah à une «*réunion immédiate ici dans la bande de Gaza ou dans n'importe quel endroit dont nous conviendrons, pour entamer un dialogue national global direct en vue de parvenir à la réconciliation*», dans une déclaration télévisée.

A Gaza, des dizaines de milliers de manifestants ont convergé sur la principale place, selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur du Hamas, Ihab al-Ghoussein. «*Non à la division!*», scandait la foule.

Hassan, qui n'a voulu donner que son prénom, a affirmé que de jeunes hommes, «*peut-être des éléments des services de sécurité en civil, ont empêché des participants de brandir la bannière jeune du Fatah*», parti de M. Abbas.

«*Ni le Hamas ni le Fatah ne tiennent à mettre fin à la division, chacun poursuit ses propres intérêts et le peuple va continuer à se mobiliser*», a prédit Fawzane al-Chawa, employé de l'Université Al-Azhar.

En Cisjordanie, 3.000 personnes ont défilé sur la place centrale de Ramallah, siège de l'Autorité, 2.000 à Naplouse (nord), et autant à Hébron (sud), selon des journalistes de l'AFP.

«Nous voulons l'unité, nous sommes un seul peuple à Gaza comme en Cisjordanie. Le Fatah et le Hamas doivent écouter le peuple», a déclaré Mohammad Saleh, de Tulkarem (nord), étudiant à l'Université de Bir Zeit près de Ramallah.

«*Nous les jeunes devons participer à cet événement pour obtenir le changement mais nous ne pouvons pas arrêter la division si les politiques ne changent pas d'attitude*», souligne une manifestante, Sama Moussa.

«*Je ne suis ni du Fatah ni du Hamas, je suis venu ici avec mes amis pour dire que la division, ça suffit*», a expliqué à Naplouse Saëd, étudiant de 24 ans.

Les militants des différents mouvements ont détourné les consignes unitaires, ceux du Fatah arborant des keffiehs blanc et noir, ceux de la gauche des keffiehs rouges et des sympathisantes du Hamas des voiles verts.

«*Nous sommes heureux que les jeunes aient participé à cette manifestation, aujourd'hui bien que les membres des différentes factions leur aient montré quelle catastrophe est la division*», a déclaré à l'AFP une des organisatrices, Rand Khdaïr, à Ramallah, où une douzaine de jeunes ont commencé dimanche une grève de la faim, selon leur entourage. (Libération et AFP 15.03)

3- Libye.

Pour Mouammar Kadhafi, qui a entrepris une sanglante opération de reconquête, la cause est entendue, il a gagné. Les rebelles «*n'ont plus d'espoir, désormais c'est une cause perdue pour eux*», a-t-il assuré dans un entretien à Il Giornale. Pour les insurgés, il n'y a que «*deux possibilités: se rendre ou fuir*», a poursuivi le dirigeant libyen, en affirmant que «*ces terroristes utilisent les civils comme boucliers humains y compris les femmes* ». Le leader libyen a également déclaré qu'il s'est senti «*choqué et trahi*» par ses anciens amis européens, qu'il menace de mesures de rétorsion.

Sur le terrain, où l'armée fidèle à Kadhafi progresse vers l'est, la réalité semble tout autre. Mardi soir, l'armée a marché sur Benghazi en «*mission humanitaire*». Le port pétrolier de Brega, dans le golfe de Syrte, cible de nombreux combats ce mardi matin, a fini par tomber. Même scénario à Ajdabiah, désormais sous le «*contrôle total*» des forces fidèles à Mouammar Kadhafi, ont rapporté la télévision libyenne et des témoins.

Un journaliste de Reuters a constaté que des rebelles, dont il n'a pas précisé le nombre, s'étaient retiré de cette localité située à 160 km à l'ouest de Benghazi, fief du soulèvement déclenché il y a un mois contre le régime de Tripoli. Depuis la semaine dernière, les forces de Kadhafi se sont emparées de plusieurs villes qui étaient aux mains des insurgés, comme le port pétrolier de Ras Lanouf, aux prix de raids meurtriers.

A l'autre bout du pays, près de la frontière tunisienne, les kadhafistes ont repris lundi Zouara, une des dernières localités que

les rebelles tenaient dans l'ouest du pays. Depuis une semaine, les fidèles du leader libyen ont gagné 160km sur les insurgés. Les troupes gouvernementales appliquent la même tactique pour reprendre les villes tenues par les rebelles.

Parallèlement, la communauté internationale hésite sur des sanctions à prendre concernant le régime du dirigeant libyen. Lors de la réunion du G8, ce mardi à Paris, les ministres des Affaires étrangères ont appelé à de nouvelles mesures à l'ONU pour «accroître les pressions» sur Mouammar Kadhafi, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé. Mais aucune zone d'exclusion aérienne a été mentionnée.(20minutes.fr 15.03)

4- Bahreïn.

Le roi du Bahreïn, Hamad Ben Issa Al-Khalifa, a proclamé mardi 15 mars l'état d'urgence pour trois mois, au lendemain de l'arrivée de troupes du Golfe venues l'aider à contenir la contestation chiite.

Selon un communiqué retransmis par la télévision officielle, le roi a chargé le commandant des forces armées de rétablir l'ordre en faisant appel à l'armée, aux forces de police, aux unités de la garde nationale et à "*toute autre force, si cela s'avère nécessaire*". Cette dernière mention semble faire référence aux unités envoyées au Bahreïn par ses partenaires de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis qui ont décidé l'envoi de 500 policiers, pour aider la dynastie sunnite à faire face à la contestation populaire.

Des milliers de manifestants se dirigeaient, mardi après-midi, vers l'ambassade saoudienne à Manama pour dénoncer l'arrivée de troupes de la force commune du Conseil de coopération du Golfe, appelée "*Bouclier de la péninsule*". Certains, revêtus de linceuls blancs, brandissaient le drapeau bahreïni, rouge et blanc, et répétaient des slogans hostiles à la monarchie. "*Sunnites et chiites, nous sommes unis*", scandaient également les manifestants partis de la place de la Perle, épicentre de la contestation populaire.

Par ailleurs, dans le village chiite bahreïni de Sitra, plus de 200 personnes ont été blessées par balle lors d'affrontements opposant des manifestants à des "*bandes armées*" soutenues par la police, selon une source médicale locale. "*Plus de 200 personnes reçues ici avaient été blessées par des tirs de chevrotine*", a déclaré à l'AFP un médecin, joint par téléphone. Il a affirmé que l'hôpital était assiégé par "des gangs armés" et des forces de sécurité visant les villageois chiites. Un manifestant a également été tué lors de heurts avec les forces de sécurité dans le secteur de Sitra, situé au sud de Manama, selon des sources médicales et des opposants chiites.

D'après le ministère de l'intérieur, un membre des forces de sécurité a été tué après avoir été renversé intentionnellement par un automobiliste faisant partie des "*fauteurs de trouble*". (Lemonde.fr 15.03)

5- Egypte.

Les nouvelles autorités égyptiennes ont invité mardi les manifestants qui protestent au Bahreïn pour plus de démocratie dans ce royaume chiite gouverné par une dynastie sunnite à suivre l'exemple des Egyptiens de la place Tahrir, au Caire, qui ont renversé le régime du président Hosni Moubarak.

"*En ce qui concerne Bahreïn, cet Etat est un pays ami. L'Egypte soutient entièrement toute nation qui se bat pour plus de liberté*", a dit le nouveau chef de la diplomatie égyptienne, Nabil Alaraby, lors de sa première déclaration publique depuis sa nomination.

"*Tout ce que nous demandons, c'est que cela se déroule de manière pacifique comme l'ont fait les jeunes de la place Tahrir*", a expliqué le ministre égyptien des Affaires étrangères lors d'une conférence de presse commune avec son homologue américaine, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton.

Ouvrant la conférence de presse, Alaraby a déclaré: "*Nous espérons que notre relation de grande proximité avec les Etats-Unis se poursuivra en se développant à l'avenir.*" (Reuters 15.03)

Pas de problème, c'est l'armée qui est toujours aux commandes !

6- Syrie.

Une quarantaine de personnes ont manifesté brièvement mardi à Damas, qui avait jusqu'ici échappé au vent de révolte soufflant dans le monde arabe.

Les contestataires ont défilé dans le souk Al Hamidiyé de la vielle ville avant de se disperser des les rues adjacentes pour échapper à la police secrète, dont la présence a été renforcée depuis les événements de Tunisie et d'Egypte, rapportent des témoins.

Selon le président Bachar al Assad, qui a succédé à son père Hafez en 2000, il n'y a aucune chance que la révolte gagne la Syrie. L'opposition n'y est pas tolérée et l'état d'urgence reste en vigueur. Le parti Baas, dirigé par le chef de l'Etat, est au pouvoir depuis 1963.

Dans un bref document vidéo visible sur YouTube, on peut voir quelques dizaines de personnes défiler après la prière de midi aux abords de la mosquée des Omeyyades en scandant "*Dieu! Syrie! Liberté! ça suffit !*", détournant un slogan pro-gouvernemental. (Reuters 15.03)

Social.

1- France.

1.1- Contre la «flichiatrie» !

Lancé après un faits-divers impliquant un patient à Grenoble, le chantier de l'hospitalisation et des soins psychiatriques arrive à un tournant crucial. Les députés débutent ce mardi l'examen du projet de loi, jugé sécuritaire par le monde de la psychiatrie.

«*Le point de départ, on le sait, est une interrogation présidentielle par rapport à la sécurité de l'entourage des malades psychiatriques*», indique dans Libération le rapporteur UMP du texte, Guy Lefrand, qui parle d'une loi «très technique». Mais le collectif des 39 contre la nuit sécuritaire dénonce une «déraison d'Etat» et refuse la «flichiatrie» proposé, selon lui, par le projet de loi.

Le texte modifie les modalités d'hospitalisation en psychiatrie sans le consentement du patient, supprimant par exemple les sorties d'essai. Il introduit par ailleurs la notion de soins sans consentement en ambulatoire, c'est à dire sans hospitalisation. Après l'intervention du Conseil constitutionnel, un disposition prévoit désormais l'intervention d'un juge des libertés et de la détention pour maintenir un patient hospitalisé sans son consentement.

Après le succès de leur pétition, qui a dépassé les 21.000 signataires, le collectif a organisé une manifestation ce mardi à 16h devant l'Assemblée nationale. Les syndicats de psychiatres publiques, eux, appellent à la grève pour protester contre le projet de loi, jugé sécuritaire et inapplicable. (20minutes.fr 15.03)

1.2- Etat de guerre civile.

Un couvre-feu sera instauré dès mercredi soir pour les mineurs de Gennevilliers et Asnières, après la mort d'un adolescent ce week-end et une série de violences entre bandes rivales de ces communes des Hauts-de-Seine, a annoncé mardi à l'AFP la mairie d'Asnières.

«*Un arrêté de couvre-feu pour les mineurs va être pris à partir de demain (ndlr: mercredi) dans certains quartiers d'Asnières et de Gennevilliers. Les zones et les horaires précis seront déterminés par les maires des deux villes*», Sébastien Pietrasanta (PS) et Jacques Bourgoin (PCF), a indiqué Audrey Emery, porte-parole de la municipalité d'Asnières-sur-Seine.

Cette décision a été prise après de nouvelles violences mardi soir: un adolescent a été poignardé dans le bas du dos avec un tournevis, deux jours après la mort d'un autre jeune de 15 ans. Blessé, ce jeune qui serait originaire d'Asnières pourrait toutefois sortir dès mercredi de l'hôpital Bichat où il a été admis, selon la mairie d'Asnières.

Dans la nuit de samedi à dimanche, Samy est mort après avoir été poignardé au thorax lors d'une rixe entre deux bandes rivales de la cité du Luth à Gennevilliers et du quartier des Courtilles à Asnières.

Après la mort de Samy, sa mère a lancé un appel au calme et à un arrêt des affrontements dans une lettre lue lors d'une conférence de presse et diffusée sur Facebook.

La sécurité a été renforcée avec le déploiement d'une centaine de policiers épaulés de CRS, le survol du quartier par un hélicoptère et une série d'interpellations.

«Les forces de police sont là pour empêcher les groupes de jeunes, qui sont extrêmement mobiles, de s'affronter», avait expliqué le préfet des Hauts-de-Seine, Patrick Strzoda.

Le préfet avait également «*demandé au recteur de faire en sorte que les élèves de Gennevilliers scolarisés à Asnières et ceux d'Asnières scolarisés à Gennevilliers n'aillent pas dans leurs établissements (lundi) pour éviter les tensions*».

Mais cela n'a pas enrayé la spirale de la violence. Dimanche, un homme de 22 ans a été passé à tabac et frappé à l'arme

blanche dans le quartier des Courtilles. Lundi, une marche d'hommage à Samy lundi, qui a réuni plusieurs centaines de personnes, s'est déroulée sous haute tension.

Et mardi, après une bagarre près de la station de métro qui a nécessité l'intervention de la police, un autre adolescent a été poignardé.

Après ce nouvel incident, un attroupement de jeunes s'est formé, sans qu'aucun autre incident notable n'ait toutefois été relevé, a indiqué la mairie d'Asnières. (Libération.fr et AFP 15.03)

2- Irlande. La dictature des banquiers.

Le taux de chômage irlandais a touché son plus haut niveau en 17 ans au quatrième trimestre. Ajusté des variations saisonnières, le taux de chômage a atteint 14,7% entre octobre et décembre.

Par ailleurs, plus de 50% des chômeurs sont sans emploi depuis plus d'un an. "*Le chemin sera long et malheureusement cela dépendra toujours du secteur bancaire. Le problème du chômage ne peut être résolu tant que le système bancaire n'est pas en bonne santé.*" (Reuters 15.03)

Economie.

1- Portugal.

Moody's a abaissé mardi la note de la dette souveraine du Portugal de deux crans pour la porter à A3 et déclaré qu'il pourrait l'abaisser une fois de plus en raison de l'impact de la hausse des coûts de financement et des difficultés de Lisbonne à atteindre ses objectifs budgétaires.

L'agence dit son inquiétude de voir Lisbonne et l'économie portugaise dans son ensemble contraintes de se financer à des coûts élevés. (Reuters 15.03)

Alors que ce sont les agences de notation en abaissant la note de la dette souveraine de certains pays qui font grimper les coûts de financement !

2- Japon.

Sur les deux séance de lundi et mardi, le Nikkei 225 a plongé de 16%, soit sa baisse la plus marquée sur deux jours depuis 1987.

Le principal indice boursier australien a clôturé à un plus bas de plus de six mois, affichant un recul de 2,1%.

A la clôture, la Bourse de Séoul cédait 2,4% et celle de Taiwan abandonnait 3,5%.

La Bourse de Singapour affichait un recul de 3% à la mi-journée, celle de Hong Kong abandonnait 4% et l'indice principal de la Bourse de Shanghai reculait de 2,1%.

En fin de matinée, le marché indien était également orienté à la baisse (-1,3%).

A Paris, le CAC 40 a fini en baisse de 2,51%. (Reuters 15.02)

En réalité, toutes les Bourses plongent...

Haut de page

Le 17 mars

Parole d'internaute

- "Comment peut-on se prononcer sans connaître le programme de chacun ! les sondés se prononcent pour la trombine des supposés candidats ! ce qui est extraordinaire c'est qu'ils se prononcent pour quelqu'un qui ne s'est pas encore déclaré candidat ! C'est fort de café quand même ! ou carrément c.."

Cela vous étonne ? Cela correspond sans doute à quelque chose, grattez-vous un peu les neurones, avouons que ce n'est pas facile pour un lecteur du Figaro... Je vous suggère une hypothèse : Peut-être que cela correspond au niveau de conscience politique de la majorité de la population ? Quelque chose me dit que je suis sur la bonne piste, non ? Ah ! je serais l'un des seuls à l'affirmer aussi ouvertement et à en tenir compte. C'est possible. Mais vous savez que cela ne date pas d'hier ? Vous ne vous êtes pas fait cette remarque, ce n'est pas bien grave, rassurez-vous vous êtes loin d'être le seul et partis comme nous le sommes, ce n'est pas près de changer ! Je veux dire par là que nous nous sommes mal barrés...

Je ne suis pas encore très en forme, je suis sous sédatif, mais je ne peux pas rester plus longtemps sans rien écrire sur la situation.

Et comme quoi je ne viens pas de commencer à réfléchir à la situation, il y a déjà 6 ans j'affirmais que l'Afrique serait la dernière cartouche du capitalisme mondiale, un continent surexploité et pillé littéralement par les multinationales, un continent contrôlé par des dictateurs à la solde de l'impérialisme, j'y voyais la dernière source de plus-values gigantesques à la source avant que les esclaves ne réclament leur dû et se révoltent. En réalité, en 2005 pour ne pas avoir été capable d'aller au bout de mon analyse je ne pouvais pas prévoir les soulèvements révolutionnaires et les révolutions auxquelles nous assistons aujourd'hui, à cette époque ce n'est pas que j'aurais négligé le facteur économique, disons que je ne disposais pas des outils nécessaires pour l'aborder de manière satisfaisante, nous avons tous nos faiblesses. Malgré tout, j'indiquais que c'était de ce côté-là qu'il faudrait avoir les yeux rivés assez rapidement, plus rapidement que je ne le pensais alors.

C'est également en 2005 que j'ai mis en relief le facteur démographique qui n'est pas étranger au développement des forces productives en Chine notamment et à la dernière division internationale du travail en date. J'indiquais que les pays les plus peuplés deviendraient logiquement les pays les plus puissants sur le plan économique, ajoutons sur le plan politique, même si le PIB par habitant reste à la traîne par rapport aux vieux pays capitalistes.

Le soulèvement révolutionnaire en Libye et le tsunami qui vient de frapper le Japon ont fait voler en éclat l'Union pour la Méditerranée et le G20, décidément c'est la guigne pour le capitalisme mondial. Ce n'est pas pour autant qu'ils entendent mettre un frein à leur offensive contre le prolétariat mondial, au contraire aux Etats-Unis comme dans l'Union européenne ils entendent le faire marcher au pas, c'est assurément le meilleur moyen pour qu'il se rebiffe ou que le mouvement ouvrier se recompose sur des bases plus solides, notamment aux Etats-Unis, bref les scènes d'affrontements qui se déroulent quotidiennement au Yémen ou en Bahreïn ne font que précéder les crises révolutionnaires qui vont éclater dans l'Union européenne et dans d'autres régions du monde, car les contradictions du capitalisme sont tendues à l'extrême et la patience des peuples a ses limites.

Tandis que l'offensive de l'armée de Kadhafi pour écraser le soulèvement révolutionnaire en cours marquait des points, les uns se sont prononcés contre toute intervention militaire étrangère, même limitée à des frappes aériennes contre les bases militaires fidèles au despote, les autres préconisaient toutes sortes d'actions allant de l'interdiction du survol de la Libye jusqu'à une opération militaire de grande envergure pour renverser le tyran. Face à ces deux positions extrêmes, j'ai proposé une solution médiane qui consisterait à accepter le bombardement de ses bases navales et aériennes pour permettre de stopper son offensive contre les révolutionnaires. Je ne sais pas si dans le mouvement ouvrier quelqu'un a repris cette proposition, par contre j'ai constaté qu'il y en avait qui n'hésitaient pas pour défendre leur position à faire un amalgame avec l'entrée des troupes saoudiennes en Bahreïn, expliquant que toute intervention militaire en Libye se terminerait fatalement comme en Irak ou en Afghanistan, alors que rien ne permet d'étayer cette hypothèse, les forces révolutionnaires libyennes réaffirmant jour après jour refuser ce genre d'interventions au sol.

Il y a quatre jours aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie, ils ont montré Kadhafi sous sa tente de réception en présence des ambassadeurs de Chine, de Russie et d'Inde, le dictateur leur a proposé d'exploiter son pétrole à la place des multinationales américaines et européennes pour les remercier du soutien de leur pays. Trois jour plus tard, donc hier, cela n'a pas empêché Jupé de déclarer qu'une résolution sur la Libye était en bonne voie au Conseil de sécurité des Nations Unis, à croire qu'il ne suit pas l'activité politique internationale ou qu'il n'y comprend rien.

Pendant ce temps-là, l'Union européenne avançait vers la résolution d'un nouveau "pacte de stabilité" encore plus draconien que le précédent, tandis qu'en France Sarkozy mettait la dernière touche à son projet de "réforme constitutionnelle" qui a pour objectif de subordonner un peu plus l'Etat aux besoins insatiables de l'industrie financière. Aux Etats-Unis la même tentative pour museler les syndicats s'est traduite par des manifestations dans les grandes villes du pays, dont la plus importante manifestation dans le Winconscin depuis la fin de guerre du Vietnam (ou Viêt-nam). En France, le POI a lancé une campagne pour dire non au projet de "réforme constitutionnelle". Au premier abord nous n'avions pas envie de dénoncer cette initiative, puis nous nous sommes dits qu'en se situant dans le cadre d'une bataille de type front unique, soit elle échouerait et nous n'en parlerons plus, soit elle aboutirait et la vie continuerait comme avant, dans les deux cas ce n'est pas vraiment l'objectif que nous poursuivons et nous ne voyons pas quel bénéfice ou enseignement les travailleurs pourraient en tirer. Le non à de Gaulle en 1969 avait-il changé quoi que ce soit fondamentalement ? Rien en l'occurrence, les syndicats au lieu de collaborer avec l'Etat à l'intérieur des institutions continueront à collaborer de l'extérieur, et répétons-le la vie continuera tranquillement comme avant, pas pour tout le monde en réalité, puisque déjà à cette époque des millions de travailleurs et leurs familles continueront de survivre dans des conditions de précarité insupportables dans l'indifférence générale.

On voudrait nous faire croire qu'il suffirait que l'Etat décrète que les revendications salariales seraient désormais illégales pour qu'il

n'y ait plus moyen de faire grève dans le pays, de la même manière il suffirait de décréter interdits les partis qui pronent la violence pour renverser l'Etat qu'ils disparaîtraient, or l'histoire de la lutte des classes de la fin du XIXe et du début du XXe siècle nous enseigne exactement le contraire, avec en prime l'émergence de partis sans concession avec le capitalisme et les régimes en place, ce qui n'est pas franchement le cas des partis et des syndicats actuels. Les dynasties des Romanov en Russie ou des Hohenzollern en Allemagne au XIXe et au début du XXe siècle ont tout tenté pour museler le mouvement ouvrier sans jamais y parvenir tout à fait, en réponse à la répression dont elle fut victime, son avant-garde s'est renforcée et a attiré toujours plus de travailleurs, de nouveaux droits furent arrachés... Cela n'a pas été le cas sous Franco en Espagne pendant presque 40 ans, parce que l'avant-garde fut totalement décimée au cours de la guerre d'Espagne avec le soutien du stalinisme. A ce qu'on sache, aujourd'hui il n'existe pas en France une dictature similaire à celle de Franco et le stalinisme n'a plus les moyens d'empêcher une avant-garde révolutionnaire de se constituer et d'attirer vers elle des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs.

Dans leurs discours et dans leur politique les dirigants du courant (CCI) qui dirigent le POI et avant lui le PT, le PCI et l'OCI, s'emploient systématiquement à déformer la réalité en pratiquant l'outrance, à les écouter depuis 30 ans au moins la Sécurité sociale devait disparaître du jour au lendemain, pareil pour les retraites, l'école publique, etc. quand tous les quatre matins ils ne nous annoncent pas que tout a basculé et qu'on aurait changé de régime, ou encore que les institutions sont à l'agonie, ils le répètent depuis 1958, ils remettent cela avec cette "réforme constitutionnelle", qui, si l'on se réfère au projet de "*réforme du Pacte de stabilité* adopté mardi par les Etats membres de l'UE (lire l'article dans cette page), ne mentionne pas les syndicats, il sous-entend que les Etats devront procéder à de nouvelles contre-réformes des retraites pour ne pas dépasser la dette publique autorisée ou limiter la masse salariale de la fonction publique, exactement comme vient de le faire Sarkozy. On aurait tendance à dire qu'ils peuvent bien proclamer ou écrire ce qu'ils veulent dans leurs traités ou Constitutions, ils ne pourront pas empêcher les travailleurs de s'organiser et de passer à l'action quand ils l'auront décidé et éventuellement de se soulever. Doit-on penser que les dirigeants du POI seraient légalistes au point qu'un tel pacte ou une telle réforme leur ferait faire des cauchemars parce qu'ils les empêcheraient de continuer le combat par crainte de représailles de la part du régime actuel ? On cherche à comprendre ce qui les chagrine tant.

Tenez, un exemple tout frais d'hier. Page 2 du numéro 140 d'*Informations ouvrières*, on peut lire : "*Décider d'inscrire dans la Constitution le respect de l'équilibre budgétaire au prétexte de la réduction des déficits publics exigée par l'Union européenne, c'est, en un mot, rendre illégale et illégitime toute revendication.*". On baigne ici en plein délire, cela tient de la schizophrénie, comme quoi je n'ai rien exagéré plus haut. Qui va croire pareille baliverne ? Ils tiennent exactement le même discours depuis parfois 40 ou 50 ans pour les plus vieux d'entre eux, c'est vraiment grave docteur Freud ! Comment un tel discours pourrait-il être crédible ? Je n'ai pas encore eu le temps de lire ce numéro d'IO.

Et alors, si cette réforme est adoptée, qu'est-ce qu'on fait demain, on ne combat plus pour aucune revendication parce quelle serait déclarée illégale et illégitime ? Quelle affaire ! Ils feraient mieux de dire qu'ils n'ont pas trouvé un autre os à donner à ronger aux militants du CCI-POI ce serait plus honnête. Que l'Etat reconnaisse la légalité ou non d'une revendication, c'est une chose, de manière générale tout dépend s'il reconnaît ou non la lutte des classes, et encore, si par exemple vous revendiquez l'expropriation des capitalistes, je ne suis pas certain que cette revendication se verra attribuer le sceau de la légalité tant convoité, mais la légitimité d'une revendication, en aucun cas on ne peut demander à un Etat capitaliste quel que soit le régime en place de reconnaître la légitimité d'une revendication, elle est uniquement du ressort de la classe qui la pose, elle correspond aux intérêts d'une classe déterminée qui en l'occurrence ne détient pas le pouvoir, la classe ouvrière, donc avec ou sans réforme jamais l'Etat bourgeois ne reconnaîtra la légitimité d'une revendication posée par des ouvriers. Quand vous demandez à un patron de partager avec vous son profit, qu'est-ce qu'il vous répond ? Qu'il est le patron et qu'il en fait ce qu'il veut, c'est légitime de son point de vue de classe, comme il est légitime du votre de lui réclamer votre dû puisque c'est vous qui produisez les richesses. Vous n'allez pas demander à votre patron s'il trouve ou non légitime votre revendication, c'est absurde, pour lui elle ne l'est pas évidemment, comme pour vous il n'est pas légitime qu'il empoche la plus-value que vous avez produite, tandis que dans un geste d'une extrême bonté, il vous verse quelques miettes pour épaissir votre soupe et caler votre estomac. Donc sachez-le camarades, vous voilà prévenus : dès que cette réforme sera adoptée, si elle l'est un jour, c'est un autre sujet, toutes vos revendications seront déclarées illégales et illégitimes, mettez votre mouchoir dessus et bonne nuit ! Ou au trou ! Eux-aussi ils tiennent à voir monter la Le Pen ?

De plus, si l'on observe ce qui se passe en Tunisie, en Egypte et dans d'autres pays où viennent de se produire des soulèvements révolutionnaires, on constatera que les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière ne réclament pas une modification de la Constitution, ils ne se battent pas pour en extraire les articles les plus ouvertement opposés à leurs aspirations, ils exigent tout simplement une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions, la fin des régimes en place et une Assemblée constituante ou un nouvel Etat bâti sur la base de leur mobilisation révolutionnaire. Ils ne disent pas non à une réforme de la Constitution en vigueur, ils exigent son abolition et l'adoption d'une nouvelle Constitution, la leur ! On y reviendra plus tard.

Politique

1- France. Kadhafi fera-t-il tomber Sarkozy ?

Le régime libyen va révéler prochainement les détails des versements faits à Nicolas Sarkozy pour financer sa campagne

électorale de 2007, déclare Saïf al Islam, l'un des fils de Mouammar Kadhafi.

Interrogé par Reuters, l'Elysée a démenti que le chef de l'Etat ait bénéficié de fonds libyens.

Prié de dire ce que lui inspire le fait que la France ait été le premier pays à reconnaître le CNT installé à Benghazi, Saïf al Islam répond: "*Tout d'abord, il faut que Sarkozy rende l'argent qu'il a accepté de la Libye pour financer sa campagne électorale.*"

"*C'est nous qui avons financé sa campagne, et nous en avons la preuve. Nous sommes prêts à tout révéler. La première chose que l'on demande à ce clown, c'est de rendre l'argent au peuple libyen*", ajoute-t-il.

Saïf al Islam affirme que cette aide a été accordée à Nicolas Sarkozy "*afin qu'il oeuvre pour le peuple libyen*".

"*Mais il nous a déçus. Rendez-nous notre argent. Nous avons tous les détails, les comptes bancaires, les documents, et les opérations de transfert. Nous révélerons tout prochainement*", ajoute-t-il. (Reuters 16.03)

2- Libye

L'armée libyenne a donné mercredi jusqu'à 22h00 GMT aux habitants de Benghazi pour s'éloigner des positions tenues par les insurgés et des dépôts d'armes. Un texte est apparu à la télévision libyenne pour annoncer aux habitants du bastion de la rébellion que l'armée arrivait «*pour vous soutenir et pour nettoyer votre ville des bandes armées*».

Désormais, il est en position de force. Dans un entretien au Figaro, le colonel Kadhafi a donc répété qu'il excluait tout changement politique en Libye et qu'il entendait rester le «*guide de la révolution*» dans son pays. (20minutes.fr 16.03)

Les forces de Moammar Kadhafi pilonnaient mercredi celles de l'opposition, tant dans l'est que dans l'ouest du pays, le maître de Tripoli intensifiant son offensive pour reprendre le contrôle de la Libye.

En Libye, les bombardements se poursuivaient sans répit sur Ajdabiya, ville de 140.000 habitants, noeud routier et point d'approvisionnement stratégique pour la rébellion, et verrou de l'est. La chute d'Ajdabiya, totalement encerclée, ouvrirait en effet le chemin de Benghazi, bastion de l'opposition, et risquerait de sonner le glas de l'insurrection.

Misrata, dernière ville tenue par l'opposition dans l'ouest, était elle aussi la cible des tirs des forces gouvernementales depuis mercredi matin, selon le porte-parole de l'opposition à Misrata, Saadoun al-Misrati. Les communications y ont également été coupées. "*Les gens sont furieux. Ils attendent avec impatience une action internationale*", déplorait-il. "*Ce que Kadhafi fait, c'est d'exploiter le fait que la communauté internationale traîne les pieds*", a-t-il ajouté. (AP 16.03)

3- Bahreïn

Les autorités ont décrété mercredi 16 mars un couvre-feu de 16 heures (14 heures à Paris) à 4 heures (2 heures à Paris). L'annonce a été faite par un porte-parole de l'armée sur la télévision officielle, qui a précisé que la mesure serait appliquée à partir de mercredi et jusqu'à nouvel ordre. Il a ajouté que les rassemblements, marches et sit-in étaient interdits à travers le pays. Bravant ces prescription, un groupe de jeunes activistes a appelé au nom de la '*coalition du 14 février*' à une manifestation dans l'après-midi aux abords de la capitale, mais ils y ont apparemment renoncé, le Wefaq ayant invité ses partisans à '*éviter toute confrontation avec les forces de sécurité*'.

Selon des images de la télévision officielle, la police quadrillait la place de la Perle, épicentre de la contestation contre la famille royale des Al-Khalifa, et des bulldozers ont dégagé le quartier financier, dont les accès avaient été barrés par des blocs de béton placés par les manifestants.

La place portait encore la trace de la violence de l'intervention: tentes déchirées, restes de foyers d'incendie et débris éparpillés.

L'assaut est intervenu après la proclamation de l'état d'urgence par le roi Hamad Ben Issa Al-Khalifa, fort de l'appui des monarchies voisines du Golfe qui ont envoyé des forces pour l'aider à contenir la contestation.

Des centaines de policiers, arrivés à bord de chars, de transports de troupes et de bus, ont pris le contrôle de la place de La Perle après avoir dispersé les manifestants avec des gaz lacrymogènes.

"*Nous avons maintenant trois morts et un grand nombre de blessés*", a déclaré un député de l'opposition. "*La situation est catastrophique. Les forces ont tiré à balles réelles*", a ajouté Khalil Marzouk, du mouvement chiite Wefaq.

Le ministère de l'Intérieur a indiqué de son côté que deux policiers avaient été tués lors de l'assaut, renversés par des véhicules de manifestants, ce qui porte à quatre le nombre de policiers tués de cette manière en deux jours.

Le ministère de l'Intérieur a affirmé que les manifestants avaient mis le feu pendant l'assaut à des tentes et fait exploser des bouteilles de gaz pour retarder la progression des policiers. Il a ajouté avoir repris le contrôle du complexe hospitalier de Soulaymania, le plus grand de la capitale, où étaient retranchés des protestataires.

"*Il n'y avait aucun moyen de résister*", a déclaré l'un des manifestants de la place de La Perle.

Le chef du Wefaq, cheikh Ali Salmane, a dénoncé sur la télévision Al-Jazira, l'assaut et affirmé que "*la solution ne viendra pas des canons*".

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a pour sa part affirmé que l'intervention lundi de forces des pays du Golfe pour mettre un terme à la révolte populaire était "*un acte hideux voué à l'échec*".

De l'Iran au Koweït, les chiites du Moyen-Orient ont condamné mercredi la violente répression menée par la dynastie sunnite au pouvoir contre les manifestants chiites de Bahreïn.

A Bagdad, des manifestants ont défilé mercredi dans les rues pour afficher leur soutien aux Bahreïniens.

En Irak, les rues de Bagdad ont même été le théâtre de manifestations de soutien aux protestataires. A Najaf, centre spirituel du chiisme à 110 km au sud de Bagdad, un des plus hauts dignitaires chiites basés en Irak, l'ayatollah Bachir al-Najafi, a demandé "*l'arrêt immédiat de cette injustice*". (Libération.fr et AFP 16.03)

Le ministre de la santé du royaume, Nizar Baharna, un chiite, a annoncé sa démission, après l'entrée de la police dans un hôpital de Manama où étaient retranchés des manifestants chiites. Selon des témoins, les forces de sécurité ont démantelé un sit-in devant l'hôpital Salmaniyah et pénétré dans l'établissement, harcelant le personnel et les blessés.

Par ailleurs, douze juges chiites ont annoncé leur démission pour protester contre la dispersion violente du sit-in de la place de la Perle, dans le centre de la capitale, qui a fait cinq morts, trois manifestants et deux policiers. Dans un communiqué, ces juges ont indiqué vouloir ainsi protester contre "*l'usage de la force excessive*" contre les manifestants. Ces juges appartenaient à la section en charge des affaires de la communauté chiite au sein du ministère des Affaires religieuses qui a compétence en matière de statut personnel (divorce, mariage, héritage) pour les chiites, majoritaires dans le pays. (Lemonde.fr 16.03)

4- Yémen

Devant l'Université de Saana, les opposants continuent de manifester ce mercredi 16 mars. Le sit-in en cours depuis le 21 février place de l'Université s'est transformé en un immense camp de toile qui déborde sur les rues environnantes.

Dans la ville de Jouf, au nord-est de Sanaa, la capitale, les combats se sont poursuivis pour la troisième journée consécutive entre des partisans du parti au pouvoir, le Congrès populaire général (CPG) et des sympathisants de l'opposition, selon un responsable local. Trois partisans du CPG ont été blessés, selon cette même source.

Les partisans du régime tentaient de déloger ces opposants retranchés depuis lundi dans les bureaux du siège du gouverneur de la province. Un opposant a déjà été tué, et une vingtaine de personnes blessées, mardi dans cette ville, située à la frontière avec l'Arabie saoudite.

Dans la région de Saada, dans le nord du Yémen, des milliers de manifestants ont défilé dans la localité de Dhahyane pour demander le départ du président Ali Abdallah Saleh.

Cette zone, contrôlée par les rebelles zaïdites qui combattent épisodiquement depuis 2004 les forces armées yéménites, connaît de nombreuses manifestations hostiles au régime.

D'après les observateurs, ces affrontements prennent un caractère tribal. Ils ont constaté que des centaines de membres de tribus se sont joints ces deux derniers jours aux manifestants, installant des tentes marquées au nom de leurs provinces. En face, les partisans du régime qui se sont affrontés aux manifestants font partie des tribus d'Al-Hamad et Al-Hadra, alors que les opposants appartiennent à d'autres tribus.

Cheikh Amine al-Akaimi, chef du congrès des tribus de Bakil, a assuré que cette puissante confédération tribale était "*avec la révolution des jeunes et prêtes à les protéger*". "*Nous demandons au président de partir*", a-t-il ajouté. Des chefs de la confédération tribale des Hached, la plus importante du pays à la structure clanique, s'étaient par ailleurs déjà ralliées à

la contestation.

Du côté des autorités, le ministère de l'Intérieur a limogé le chef de la sécurité de la ville d'Aden, le brigadier Abdallah Qiran, après une vague de démissions de responsables locaux en protestation contre la répression des manifestations anti-gouvernementales. (Reuters 16.03)

Des partisans du gouvernement, armés de bâtons, de couteaux et d'armes à feu, s'en sont pris aux manifestants de l'opposition installés en campement sur une place d'Al-Hodeïda, ville portuaire dans le sud du Yémen, les affrontements faisant des centaines de blessés, selon des témoins.

D'après les témoins, les partisans du président Ali Abdallah Saleh étaient au moins 10.000. Il s'en sont pris à environ 4.000 manifestants de l'opposition dans ce port situé sur la Mer rouge. La police est intervenue pour séparer les deux camps à coups de gaz lacrymogènes, la plupart des blessés souffrant d'intoxication après avoir inhalé ces gaz.

Selon des témoins s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, ces assaillants étaient des membres de la police secrète et des "*voyous à la solde du gouvernement*".

Mardi, les pro-gouvernementaux à Al-Hodeïda ont mis le feu au siège local du parti Al-Islah, un des principaux partis d'opposition. Une attaque qui a fait cinq blessés, selon le parti.

Toujours mercredi, mais dans la province de Taïz, huit jeunes femmes ont été blessées lors de la dispersion d'une manifestation étudiante contre Saleh. (AP 16.03)

5- Syrie

Les forces de l'ordre syriennes ont dispersé mercredi 16 mars des dizaines de parents de prisonniers politiques manifestant dans le centre de Damas. Encadrés par un grand nombre de policiers et d'agents des forces de sécurité en civil, ils s'étaient rassemblés sur la place Marjé, jouxtant le ministère de l'intérieur. Au moins cinq manifestants ont été arrêtés puis conduits à bord d'un véhicule.

Une contre-manifestation de soutien au président Bachar al-Assad a réuni des dizaines d'autres manifestants, rassemblés sur la même place. Ils portaient des drapeaux syriens et scandaient des slogans en faveur du président : '*Avec notre âme, avec notre sang, nous nous sacrifierons pour Bachar.*'

Selon des témoins, plusieurs intellectuels qui étaient venus soutenir les familles des détenus ont été interpellés, parmi lesquels l'écrivain Tayeb Tizini, le militant et blogueur kurde Kamal Cheikho, qui avait été libéré dimanche de prison, ainsi que les militants Mazen Darouiche et Nahed Badaouia. A été également interpellé Omar Labouani, fils d'une importante figure de l'opposition, Kamal Labouani, qui purge une peine de douze ans de prison.

Les familles de 21 militants des droits de l'homme avaient annoncé samedi dans un communiqué qu'ils comptaient se rendre au ministère de l'intérieur pour remettre un message réclamant la libération de leurs proches. '*Après une longue attente et des rumeurs sur une proche libération des détenus de conscience en Syrie, nos espoirs se sont envolés. Nous avons décidé de remettre mercredi à midi une lettre au ministre de l'intérieur qui contiendra nos plaintes et souffrances*', souligne le message de familles publié par l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme (OSDH). Parmi les détenus figurent les avocat des droits de l'homme Anouar Bounni et Mouhannad al-Hassni, ainsi que des médecins, ingénieurs et écrivains. (Libération.fr 16.03)

6- Algérie

La police a fait usage mercredi de grenades lacrymogènes pour disperser à Alger de jeunes manifestants armés de pierres et de cocktails Molotov, a constaté un journaliste de l'agence Reuters.

Les protestataires, qui avaient bloqué une artère de l'est de la capitale, ont affirmé ne pas avoir de revendications politiques. Ils souhaitent obtenir des pouvoirs publics de meilleures conditions de logement.

"*On vit comme des chiens. Nous vivons avec toute la famille dans un même appartement et ce depuis les années 1960*", a expliqué à Reuters un jeune homme.

Les manifestants - une soixantaine au départ pour atteindre ensuite 150 environ - venaient pour la plupart de la cité ouvrière de Diar el Mahsoul et demandaient à être reçus par des responsables pour faire part de leurs doléances. (Reuters 16.03)

Social

1- Etat de guerre civile, suite.

Le couvre-feu instauré ce mercredi soir pour les mineurs à Asnières et Gennevilliers, dans les quartiers des Hauts d'Asnières et du Luth, durera jusqu'au 24 mars, a indiqué ce mercredi matin la préfecture du département des Hauts-de-Seine.

Le préfet Patrick Strzoda a précisé le dispositif du couvre-feu: les mineurs qui seraient à l'extérieur entre 20h et 6h du matin, non accompagnés, peuvent être contrôlés et placés en garde à vue s'ils sont armés. Sinon, ils seront remis aux parents et ceux-ci risquent une amende de 38 euros.

Les auteurs des agressions au tournevis et au couteau n'ont pas été arrêtés, a précisé le procureur ce mercredi matin, mais quatre jeunes majeurs doivent passer en comparution immédiate et quatre mineurs doivent être présentés au juge des enfants ce mercredi après-midi. Au total, 39 personnes, dont 22 mineurs, ont été interpellées depuis samedi.

Le parquet a par ailleurs annoncé la constitution d'un groupe local de traitement de la délinquance à Asnières et Gennevilliers. (20minutes.fr 16.03)

2- Apprentis sorciers

Le nombre d'incidents et d'anomalies sur des centrales nucléaires en France a doublé en dix ans et on en a recensé plus de 1.000 en 2010, selon un rapport de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) cité mercredi par Europe 1.

L'échelle internationale des risques nucléaires compte sept niveaux. Selon l'ASN, l'accident en cours dans la centrale japonaise de Fukushima a atteint le niveau 6.

"*En France, plus de 1.000 incidents ont été recensés l'année dernière, pour la majeure partie sans importance. Seuls trois incidents de niveau 2 ont été recensés, mettant en cause des défaillances importantes des systèmes de sécurité*", peut-on lire sur le site internet d'Europe 1.

Ce niveau de gravité "*peut s'apparenter à une contamination importante ou encore à une surexposition d'un travailleur*", ajoute la radio. (Reuters 16.03)

Economie

1- La Bourse ou la vie

La Bourse de Paris et les autres places européennes ont accentué leurs pertes mercredi après-midi pour finir en net repli, affectées par un regain d'inquiétude des investisseurs sur la situation nucléaire au Japon après des déclarations alarmistes de l'AIEA et du commissaire européen de l'Energie.

L'indice CAC 40 a perdu 2,23%. Londres et Francfort ont respectivement abandonné 1,70% et 2,01%. Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a reculé de 2,26% et l'EuroFirst 300 de 1,61%. Wall Street a chuté de près de 2% mercredi. (Reuters 13.03)

2- Grande-Bretagne

Malgré la mauvaise nouvelle du jour et l'annonce que le chômage en Grande-Bretagne avait atteint 8% de la population active soit 2,53 millions, son plus haut niveau depuis 17 ans, le ministre des Finances George Osborne avait un grand sourire . Il faut dire que son invité Angel Gurria, secrétaire général de l'OCDE, a félicité les Britanniques pour leur plan de réduction des déficits publics, avec un plan d'austérité de 95 milliards d'euros sur 4 ans. «*Quand vous avez un budget qui atteint les deux chiffres, il faut agir très vite, frapper très fort pour retrouver l'équilibre*», a répondu Angel Gurria à un journaliste qui lui demandait si les coupes budgétaires engagées par la coalition des Conservateurs et des libdems n'était pas trop brutales.

Mais les louanges de l'OCDE s'accompagnent tout de même d'un important bémol: pour l'organisation le redémarrage de la croissance britannique sera moins fort que ce qu'annonçaient les chiffres officiels du gouvernement.

La croissance du PIB en 2011 ne serait que de 1,5% avant d'atteindre 2% en 2012. Ces chiffres sont malgré tout optimistes sachant que le PIB s'est contracté de 0,6% sur le dernier trimestre de l'année 2010. «*Une reprise générale s'est amorcée à la fin de l'année 2009, mais l'économie devra affronter de puissants vents contraires en 2011*» met en garde le rapport. Les principaux freins pour l'économie seront les coupes faites dès cette année dans un grand nombre d'allocations sociales et la réduction brutales des dépenses publiques dans tous les secteurs. (Lefigaro.fr 16.03)

3- Italie. L'argent n'a pas d'odeur.

L'Italien Eni a appelé mercredi l'Europe à lever les sanctions imposées à la Libye, alors que l'armée libyenne reprend le terrain conquis précédemment par l'opposition au régime de Mouammar Kadhafi.

Le groupe pétrolier italien, très implanté en Libye, est la première société occidentale à demander que les liens soient renoués avec Tripoli, qui pourrait prochainement rouvrir les vannes d'or noir.

Selon Paolo Scaroni, les relations d'Eni avec la Libye ne sont pas remises en cause.

"*Je ne considère pas qu'elles aient été compromises. Nous avons maintenu des relations avec la National Oil Corporation (NOC), qui est notre principal interlocuteur*" en Libye, a-t-il déclaré.

Mercredi, le directeur de la NOC, Shokri Ghanem, a assuré à Reuters que les contrats existants avec les groupes pétroliers occidentaux seraient honorés.

Eni a investi des milliards de dollars en Libye, et l'Italie importait avant le début des violences 500.000 barils de pétrole libyen par jour, soit 22% de sa consommation.

Le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, était considéré comme le plus proche partenaire de Mouammar Kadhafi en Europe, mais l'a récemment appelé à quitter le pouvoir.

Le guide libyen a depuis déclaré se sentir trahi par ses anciens alliés européens.

"*Il me semble que l'on a trop vite misé sur le mauvais cheval et qu'il sera difficile d'en changer*", a déclaré un des conseillers d'une firme d'analyse du risque travaillant sur la Libye.

"*D'un point de vue pratique, je ne vois pas comment des grandes entreprises comme Eni peuvent revenir au milieu des sanctions, même si Kadhafi appelle Berlusconi pour lui envoyer sa bénédiction*", a ajouté cette source, qui ne souhaitait pas être nommée. (Reuters 16.03)

4- Guinée

La société française NCT Necotrans a déposé plainte pour corruption mercredi au parquet de Paris après avoir perdu au début de l'année la concession du port de Conakry, en Guinée, au profit du groupe Bolloré, ont annoncé ses avocats. Lire la suite l'article

Bolloré a signé vendredi dernier un contrat d'une valeur de 500 millions d'euros pour la gestion du port de conteneurs de la capitale guinéenne. Il se refuse à tout commentaire sur la plainte.

Necotrans dit avoir perdu 40 millions d'euros quand le pouvoir guinéen du président Alpha Condé a dénoncé un précédent accord datant de 2008 et a envoyé l'armée réquisitionner les installations.

La société relate dans sa plainte, remise au procureur Jean-Claude Marin, que le groupe Bolloré, via sa filiale Euro RSCG, a financé la campagne électorale d'Alpha Condé.

Il remarque que le chef d'Etat guinéen sera reçu à Paris la semaine prochaine par Nicolas Sarkozy, ami de Vincent Bolloré. Ce dernier avait prêté son yacht au président français élu après son élection en 2007 et il avait prêté son avion au couple Sarkozy-Bruni pour des vacances en Egypte.

Necotrans admet cependant ne pas présenter de preuves matérielles d'une opération de corruption.

La société avait obtenu en 2007 la concession pour 25 ans du port, confiée à sa filiale Getma et entrée en vigueur en 2008.

Le site est stratégique pour les exportations minières. La concession a été renouvelée en janvier dernier, affirme Necotrans, avant, selon elle, un brusque revirement consécutif à un déplacement de Vincent Bolloré à Conakry en février.

"Le Groupe NCT Necotrans, par ses avocats Cédric Fischer et Pierre-Olivier Sur, dépose plainte entre les mains de Monsieur Jean-Claude Marin procureur de la République de Paris et demande l'ouverture d'une enquête préliminaire pour corruption internationale", annonce NCT Necotrans dans un communiqué.

Interrogé mardi soir sur les conditions de l'attribution du nouveau contrat, Vincent Bolloré a répondu, en marge de la présentation des résultats 2010 de son groupe, que la procédure avait été régulière.

"*On était deuxième de l'appel d'offres, le numéro un a été déclaré défaillant, on passe donc en tête, c'est assez courant, ce n'est pas un gré à gré, c'est simplement une défaillance*", a-t-il expliqué.

"*Il n'y a pas le moindre document qui établirait la moindre défaillance, au contraire*", a déclaré de son côté à Reuters Pierre-Olivier Sur, avocat de NCT Necotrans.

"*Même s'il y avait eu défaillance, il faut dans ce cas-là respecter la procédure. Il a des moyens de sortir d'un contrat et rien ne justifie la réquisition ou qu'on envoie l'armée*", a-t-il ajouté.

Bolloré et NCT Necotrans possèdent respectivement les premier et deuxième réseaux logistiques intégrés en Afrique. S'il sont en conflit à Conakry, tous deux sont partenaires dans la gestion d'autres ports africains, notamment au Gabon et au Bénin. (Reuters 16.03)

5- Japon

Pour la troisième journée consécutive, la banque centrale japonaise est intervenue mercredi pour mettre des liquidités sur les marchés financiers, portant le total des fonds injectés en urgence à 55.600 milliards de yens (494 milliards d'euros).

La dernière offre de financement proposée par la Banque du Japon est intervenue alors que la bourse de Tokyo se reprenait après une chute vertigineuse de l'indice Nikkei, après le tsunami et le séisme dévastateur, qui avait perdu 20% en deux jours, pour atteindre son plus bas niveau en près de deux ans. L'indice a finalement terminé mercredi en hausse de 5,7%. (AP 16.03)

Combien va coûter le séisme? Telle est maintenant la grande question que se pose le Japon. Entre 10.000 milliards et 16.000 milliards de yens (140 milliards d'euros), calculent les banques qui ne prennent pas en compte les investissements nécessaires pour la reconstruction du pays. Or, ceux-ci devraient dépasser les 4000 à 5000 milliards de yens, selon les estimations de Credit Suisse. Les Japonais, pour y faire face, vont être tentés de puiser dans leurs réserves à l'étranger qui sont considérables en actions et en obligations. Elles représentent 59% du PIB japonais (3925,9 milliards d'euros), si l'on en croit l'agence de notation Moody's. Un mouvement qui poussera le yen à la hausse risque, souligne Fitch Ratings, d'être «*plus préjudiciable*» aux industriels que la catastrophe elle-même. (Lefigaro.fr 16.03)

Haut de page

Le 18 mars

Bien que la déclaration de l'intersyndicale jaune ne présente aucun intérêt, je l'ai quand même mise en ligne dans le site. Si la situation sociale est "*grave*", c'est bien parce que vous êtes les fossoyeurs du syndicalisme et de nos droits au profit des capitalistes dont vous êtes les valets.

Comme quoi nous nous faisons des illusions sur le compte du PS ou nous n'y comprenons rien.

Lu dans un article de G. Hoffmann (courant socialiste du POI) intitulé *Où se trouve la solution à la crise économique, politique et sociale ?* (IO n°140 page 7) :

"*Nous sommes, bien entendu, comme socialistes maintenus, hostiles à une alliance de la gauche avec le centre et la droite modérée. C'est toute la politique qui a permis la reconstitution du Parti socialiste à l'époque, en rupture avec les errements à droite de la SFIO, qui serait ouvertement reniée.*". Passons sur "*les errements à droite de la SFIO*", son passage avec armes et bagages dans le camp des ennemis de la classe ouvrière le 4 août 1914, sans doute un "détail" qui en vaut bien d'autres... Où est le tour de passe-passe demanderez-vous ? Fastoche : ceux qui ont reproclamé le Parti socialiste en 1971 n'avait pas besoin d'une alliance avec "*le centre et la droite modérée*" puisqu'ils le représentaient ! Le grand bourgeois Mitterrand décoré de la francisque et qui donna l'ordre de bombarder Sétif (Algérie) le 8 mai 1945, qui comptait parmi ses amis un certain Bousquet, n'était-il pas un homme de gauche ?

Mais pourquoi s'emploient-ils ainsi à manipuler l'histoire du PS ? Pardi, pour vous faire croire que ce parti serait un parti ouvrier. Depuis le 4 août 1914, avant en réalité, la SFIO et le PS ont toujours soutenu les institutions et le régime en place, le capitalisme. Le PC n'a jamais agit autrement. Mais ces gens-là s'en foutent, ce n'est pas un problème pour eux parce qu'ils ne situent pas leur combat politique dans la perspective du socialisme, ils n'ont jamais rompu avec l'idéologie bourgeoise et

s'en trouvent bien ainsi, et les "trotskystes" du POI s'en accommodent.

C'était quoi la "*la politique qui a permis la reconstitution du Parti socialiste*" ? Un programme bidon pour affaiblir le PCF, des paroles aussi vite envolées une fois au pouvoir, voilà sur quoi reposent uniquement leurs convictions pour peu qu'ils en aient. A lire monsieur Hoffmann en 1971 les dirigeants du PS étaient sincères, c'est seulement plus tard qu'ils se sont reniés. Remplacez-les par des dirigeants plus honnêtes et le tour est joué, vous voilà avec un PS tout neuf tout propre prêt à reprendre du service pour la bonne cause, CQFD. Hoffmann est un illuisonniste et rien de plus.

Il enfonce le clou en ajoutant "*La solution, pour unifier et gagner, ne peut exister que sur la base des valeurs fondamentales du socialisme.*" auxquelles certains dirigeants du PS tiendraient tant, c'est bien connu ! Des noms, vite ! Tout cela, ne rigolez pas, pour "*battre la droite*" comme en 81, c'est lui qui le précise, attention c'est que l'affaire est sérieuse, car "*c'est en restant fidèles à la politique de rupture avec le capitalisme, qui seule a fait tous les succès du mouvement ouvrier, que se trouve la solution*", traduisons ou rétablissons les faits, il devait vouloir dire qu'en parole "*en restant fidèles à la politique de rupture avec le capitalisme*"... le PS peut "gagner" le jackpot comme en 81, quant à la rupture avec le capitalisme, on sait ce qu'il en a été, Hoffmann le sait pertinemment et les dirigeants du POI aussi, mais ils s'en foutent tous aussi bien les uns que les autres. Après cela on nous accusera de leur faire des procès d'intention ou de les calomnier, franchement, un peu de sérieux. Notez bien que cet article est paru dans la rubrique Tribune libre d'*Informations ouvrières* dans laquelle s'expriment en réalité des adhérents du POI, à croire que les instances de leur parti ne servent pas à grand chose ou qu'elles ne leur permettent pas de s'exprimer librement. Donc cet article ne nous était pas destiné, il concernait uniquement les militants du POI, désolé.

Dans un autre registre mais tout aussi insupportable, le social-patriotisme ou le produisons français, on peut lire en page 16 : "*on apprend, selon une statistique officielle, qu'entre 1980 et 2007, l'industrie française a supprimé 1 910 000 emplois, soit le tiers des effectifs industriels*", quelle horreur mon Dieu ! l'évolution du capitalisme mondiale a suivi son cours à défaut de passer au socialisme, voilà tout. Ce sont des nostalgiques d'un passé révolu pour ne pas avoir été capables d'entrevoir l'avenir, ils vivent dans le passé, ils ont les yeux braqués vers le passé, comment voulez-vous qu'ils saisissent le présent et ses tendances et qu'ils entrevoient l'évolution futur de la société et du monde, difficile, voire impossible de revendiquer (un jour indéterminé et forcément lointain) la direction du mouvement ouvrier, non ? On ne vit décidément pas dans le même monde et on ne peut pas se comprendre.

Page 16 toujours, Michel Sérac écrit "*Les gouvernements s'avouent esclaves de ces « marchés »*", les marchés financiers qui spéculent sur les matières premières dont celles destinées à l'alimentation. Mais c'est leur faire la part belle, c'est encore les épargner, car en réalité ils ne sont pas plus "*esclaves*" que pris dans un "*piège*", tous les gouvernements savent pertinemment qu'ils ont un sale boulot à faire et ils le font conscienscieusement. Si nous n'avions pas notre conscience politique nous nous adresserions aux dirigeants de l'UMP en les appelant à ne plus être les "*esclaves*" des marchés, lâchez-vous un peu bordel, un peu d'audace ! Au POI ils en sont arrivés à prendre à la lettre ce que disent d'eux-mêmes les gouvernements en guise d'analyses. Ils doivent être bien fatigués... Tous les gouvernements sont les représentants des marchés et mettent en oeuvre une politique qui correspond à leurs intérêts, point barre, c'est net, précis et plus clair, non ? Voilà ce qui doit être le point de départ de notre analyse de la situation politique.

Politique

1- France. Guéant reconnu par ses pairs, un "***adhérent d'honneur du FN***".

"*Les Français, à force d'immigration incontrôlée, ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux, ou bien ils ont le sentiment de voir des pratiques (...) qui s'imposent à eux et qui ne correspondent pas aux règles de notre vie sociale*", a déclaré M. Guéant jeudi sur Europe-1. "*Nos compatriotes veulent choisir leur mode de vie, ils ne veulent pas qu'on leur impose un mode de vie*".

Pour la présidente du FN, le ministre de l'Intérieur "*pourrait être adhérent d'honneur du FN puisqu'il est touché par la grâce, sauf que cela n'annonce que les prochaines élections*". (AP et Lepost.fr 17.03)

2- Libye.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté jeudi 17 mars au soir en faveur d'un recours à la force contre les troupes du colonel Mouammar Kadhafi, ouvrant la voie à des frappes aériennes en Libye. La résolution de l'ONU a été adoptée avec dix voix pour sur les 15 membres du Conseil de sécurité, et cinq abstentions. La Chine et la Russie se sont abstenues mais n'ont pas utilisé leur veto pour bloquer le texte. Alors que Mouammar Kadhafi a annoncé un assaut contre la ville de Benghazi, fief des rebelles, la résolution adoptée par le Conseil autorise "*toutes les mesures nécessaires*" pour protéger les civils et imposer un cessez-le-feu à l'armée libyenne.

A Benghazi, une foule en liesse s'est rassemblée pour saluer le vote. Des coups de feu ont été tirés en l'air en guise de célébration tandis que de nombreux pétards étaient allumés dans la ville. Plusieurs centaines de jeunes étaient rassemblés devant le siège du Conseil national de transition, l'instance dirigeante mise en place par les insurgés, et brandissaient les drapeaux de la monarchie en vigueur avant la prise du pouvoir par le colonel Mouammar Kadhafi en 1969. "*J'ai vu l'annonce du vote sur Al*

Jazira, c'est le plus beau jour de ma vie, tous les citoyens sont heureux", a déclaré un habitant à l'AFP.

La France avait auparavant annoncé des frappes aériennes dès l'adoption de la résolution. "*Il n'est pas question de faire quelque chose au sol. C'est très clair. L'alternative, elle coule de source : c'est effectivement l'utilisation de la force aérienne*", a précisé avant la réunion du Conseil de sécurité Alain Juppé.

"*C'est une opération en coalition, nous sommes avec d'autres, nous ne sommes pas seuls. Ce n'est pas une opération française, c'est une opération internationale*", a-t-il souligné.

Le pouvoir libyen a de son côté dénoncé la décision du Conseil par la voix du vice-ministre des affaires étrangères Khaled Kaaim. "*Cette résolution traduit une attitude agressive de la communauté internationale, qui menace l'unité de la Libye et sa stabilité*", a déclaré M. Kaïm peu après le vote. Le responsable libyen a dénoncé un "*complot*" de la communauté internationale et "*une volonté de pays comme la France, la Grande-Bretagne et les Etats-unis, de diviser le pays*". Selon lui, la résolution est un "appel aux Libyens à s'entretuer". (Lemonde.fr 17.03)

3- Yémen

Des partisans du gouvernement yéménite, soutenus par les forces de sécurité, ont attaqué jeudi des manifestants dans la capitale Sanaa et la province de Taez (sud), faisant au total quelque 90 blessés, selon des sources médicales.

Dans la province de Taez, la police a eu recours aux gaz lacrymogènes pour disperser plusieurs milliers de manifestants, et des partisans du gouvernement ont attaqué les protestataires avec des barres en fer, des bâtons et des couteaux, selon des témoins.

"*Des voyous -des membres des forces de sécurité en civil- nous ont attaqués*", a déclaré un manifestant. Quelques heures plus tard, les manifestants de la province ont subi un nouvel assaut. Selon des sources médicales, quelque 80 d'entre eux ont été blessés, dont quatre par balles. (AP 17.03)

4- Bahreïn

Six personnalités de l'aile dure de l'opposition à Bahreïn ont été arrêtées dans la nuit de mercredi à jeudi, au lendemain d'une répression sanglante de manifestations à Manama, a annoncé l'opposition. Il s'agit de cinq figures chiites et d'un opposant de gauche sunnite. "*Ils ont tous été arrêtés dans la nuit*", déclare Khalil Marzouk, député du mouvement chiite Al-Wefaq .

Selon un communiqué officiel lu à la télévision d'Etat, les six opposants arrêtés étaient "*en contact avec des Etats étrangers*" et avaient appelé "*à la chute du régime*". Le texte précise que "*des mesures judiciaires" seront prises à l'encontre de ces six hommes "qui ont incité à tuer des citoyens et détruire des biens publics*".

L'opposition bahreïnie a assuré, jeudi soir, qu'elle va poursuivre ses manifestations "*pacifiques*" pour la démocratie, affirmant qu'elle ne laisserait pas les forces armées étouffer le mouvement de protestation lancé mi-février.

La police bahreïnie a ouvert le feu, jeudi 17 mars, sur des manifestants du village chiite de Deih, à l'ouest de Manama. Selon Nabil Rajab, directeur du centre de Bahreïn pour les droits de l'homme et proche de l'opposition, qui se trouvait sur place, les forces de l'ordre ont tiré au fusil de chasse et lancé des grenades lacrymogènes sur quelques centaines de personnes descendues dans la rue pour une manifestation spontanée.(Lemonde.fr 17.03)

5- Togo

A Lomé, la capitale togolaise, un rassemblement organisé ce jeudi par l'opposition pour dénoncer un projet de loi réglementant les manifestations publiques a été rapidement dispersé par les forces de l'ordre qui ont tiré des grenades lacrymogènes.

6- Sénégal

L'opposition sénégalaise veut manifester samedi sur la place de l'Indépendance, à Dakar.

La date du 19 mars marque le onzième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du président Abdoulaye Wade, qui avait battu Abdou Diouf à l'élection présidentielle de 2000.

L'opposition, qui dénonce les difficultés économiques et les atteintes portées selon elle par le pouvoir aux libertés individuelles, soupçonne Wade, 84 ans, de vouloir briguer un troisième mandat en février 2012.

Les autorités n'ont pas dit si elles autoriseraient la manifestation de samedi. (Reuters 17.03)

Social

France

Environ 500 salariés de l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, ont débrayé jeudi et bloqué les entrées et sorties de camions pour réclamer un projet industriel assurant l'avenir du site.

"*On bloque les trois accès pour les camions, ce qui fait que l'usine tourne au ralenti. Nous avons décidé de passer à une action dure pour que la direction comprenne bien qu'on ne veut plus être pris pour des imbéciles*", a dit à Reuters le secrétaire du comité d'entreprise Gilles Penel (CGT).

Le blocage devait durer toute la journée.

Mardi, 500 salariés avaient débrayé durant 90 minutes à l'appel de l'intersyndicale.

L'usine avait été cédée en février 2009 au groupe allemand HZ Holding dont le plan de fabrication de pièces d'éoliennes a finalement été abandonné.

L'usine, qui continuera de fabriquer des boîtes de vitesse pour Ford jusqu'en décembre 2011, est repassée en janvier dernier sous le contrôle du constructeur américain.

Ford a mis en place un plan social basé sur 368 départs volontaires pour ramener les effectifs autour de 1 000 salariés.

Stéphane Césaréo, porte-parole de Ford-France, a dit qu'un projet qu'il a qualifié de majeur était envisagé par le constructeur mais n'en a pas précisé le contenu.

"*Ce projet est dans sa dernière phase d'étude*", a-t-il dit à Reuters. "*Des ingénieurs de Ford vont venir la semaine prochaine sur place dans ce cadre. Une réponse devrait être donnée d'ici l'été*".

Les syndicats demandent des engagements écrits de la part de la direction et s'opposent à la signature d'un plan social tant que le projet industriel promis n'est pas connu. (Reuters 17.03)

Economie

France

Malgré le début de reprise économique, le ministère de l'Economie a multiplié en 2010 ses interventions dans des restructurations industrielles, jouant un rôle d'intermédiaire dans des dossiers de "*sortie de crise*".

Au total, 79 entreprises ont été suivies par le Ciri (Comité interministériel de restructuration industrielle), soit 122.000 emplois, dit son rapport d'activité annuel présenté jeudi. Elles n'étaient que 69 pour 97.500 emplois en 2009.

Sur ces 79 dossiers, l'organisme revendique 45 issues positives, soit 62.000 emplois préservés.

Le Ciri, qui se concentre sur les entreprises de plus de 400 salariés, cherche donc à faciliter les discussions avec les banques, les fournisseurs et les actionnaires. Et d'éventuels nouveaux investisseurs, financiers ou industriels, lorsque le besoin s'en fait sentir.

L'industrie, de l'automobile au meuble en passant par l'agroalimentaire, a représenté deux tiers des dossiers traités en 2010 et 70% des emplois concernés. (Reuters 17.03)

Haut de page

Le 19 mars

Me voilà rétablis, mon infection dans le cou est résorbée. Je subirai une petite intervention au pied gauche la semaine prochaine, il

ne restera plus que l'oeil droit à traiter... plus tard. J'ai un autre souci d'un autre ordre à régler, informatique.

Me voilà avec deux ordinateurs ne fonctionnant pas avec le même système (XP pro et Window 7 basic) et je voudrais les connecter ensemble pour gagner du temps. Pour le moment je me connecte à Internet avec le modem qui ne fonctionne qu'avec le portable, je charge les dépêches ou articles dans cet ordinateur, je les recopie sur un CR-ROM, ensuite j'insère le CD-ROM dans l'autre ordinateur et j'actualise le site. Une fois que le boulot est terminé, je copie sur le CD-ROM les fichiers que j'ai modifiés, j'insère le CD-ROM dans le lecteur du portable, je me connecte au serveur du site et je peux enfin l'actualiser, cela fait beaucoup de manipulations avec autant de sources d'erreurs.

Je pourrais passer de XP à Window 7 mais je perdrais tous mes logiciels dont je n'ai pas de copie, et je ne sais pas s'il serait possible de faire fonctionner le portable sous XP. L'informaticien que je connaissais a quitté Pondichéry pour aller travailler à Chennai, donc j'hésite à faire intervenir un informaticien que je ne connais pas. L'autre jour un des mes ex-étudiants m'en a présenté un qui revenait de Singapour, il m'a copié des logiciels depuis inutilisables et que j'ai jetés, il devait aussi régler un problème de mémoire qui persiste toujours, il s'agissait d'un "professionnel" avec une longue expérience, vous comprenez ma méfiance. Passons aux choses sérieuses.

Cinq sujets de causeries.

1- Les hésitations et la volte-face des dirigeants du vieux monde face au soulèvement révolutionnaire en Libye, leur empressement à préciser qu'ils n'enverraient pas de troupes au sol pour combattre l'armée de Kadhafi, le refus de Sarkozy d'envisager une intervention militaire contre les positions stratégiques du dictateur sous commandement de l'OTAN, témoignent de leur embarras à aborder et traiter la question de la remise en cause par tous les peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient des monarchies et des régimes dictatoriaux qu'ils soutenaient encore la veille et qu'ils ont armés aveuglément pendant des décennies pour la plupart d'entre eux. Pour ne rien arranger, voilà que des manifestations éclatent au coeur de l'Afrique, au Togo et au Sénégal notamment, et que la situation est en train de dégénérer en Côte-d'Ivoire, après que leur impuissance à faire plier Gbagbo se soit étalée à la face du monde. On pourrait ajouter la hausse vertigineuse des prix des matières premières dont les produits alimentaires de base, qui à terme pourrait se solder par de nouvelles émeutes de la faim en Afrique et en Asie et déstabiliser encore davantage des régimes déjà instables ou fragiles.

Pour les différents impérialistes, après la révolution prolétarienne en Tunisie et le soulèvement révolutionnaire en Egypte qui a eu raison de Moubarak et qui sont loin d'être terminés, il y a urgence à ce que la situation se normalise pour que les affaires reprennent ou continuent comme avant, il y a urgence à ce que les revendications sociales et politiques des peuples de cette région soient étouffées ou satisfaites a minima, afin que l'ordre mondial qui repose sur leur domination ne soit pas à son tour remis en cause, ils sont prêts pour y parvenir à lâcher certains régimes et à soutenir leurs opposants, sachant qu'ils n'ont pas l'intention de remettre en cause les fondements du capitalisme, les maîtres du monde n'ont pas d'autre alternative que d'accepter de voir fondre leurs profits et de voir ainsi les contradictions de leur système économique se tendre davantage à court terme, ce qui dans l'immédiat est pour eux un moindre mal du moment qu'ils conservent l'essentiel, surtout qu'est venue se greffer sur cette situation déjà dangereuse la dévastation de l'économie japonaise par un tsunami dont ils n'ont pas encore mesuré toutes les conséquences sur l'économie mondiale.

Dans les pays dominants, c'est le capitalisme et ses institutions (UE, FMI) qui sont remis en cause par les travailleurs, dans les pays dominés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, ce sont tous les régimes autocratiques qui sont remis en cause par les travailleurs, pour que le tableau soit un peu plus noir et préoccupant pour eux, aux Etats-Unis les travailleurs sont de plus en plus nombreux à refuser la dictature de l'aristocratie financières et se mobilisent pour faire respecter ou valoir leurs droits, et au Japon c'est la gestion du nucléaire par l'Etat (confié au secteur privé) qui pourrait aboutir à la remise en cause de la quasi-militarisation des esprits depuis la fin de la seconde guerre mondiale qui a permis à ce pays de se hisser parmi les pays les plus puissants du monde, le prolétariat japonais particulièrement docile ou discipliné à outrance ayant voué jusqu'à présent sa vie au travail et accepté de sacrifier littéralement toute son existence sur l'autel du capitalisme.

Quant à la dette insoutenable des Etats et leur situation d'insolvabilité à terme pour certains d'entre eux, leur volonté de la faire systématiquement endosser à leur prolétariat respectif et à la petite-bourgeoisie sans avoir les moyens de les affronter directement, la paupérisation grandissante à travers le monde et la détermination des peuples à refuser de nouveaux sacrifices, à obtenir la satisfaction de leurs besoins ou aspirations croissantes face à l'enrichissement colossale d'une infime minorité d'exploiteurs, cela ajouter au tableau qui vient d'être brossé rapidement, on peut affirmer que toutes les conditions d'une crise économique, sociale et politique mondiale sont en train d'être réunies, elles vont alimenter le combat des peuples pour leur émancipation du joug du capitalisme et favoriser la recherche d'une solution politique pour s'en débarrasser définitivement, c'est une nouvelle étape de la révolution socialiste internationale qui est à l'ordre du jour, qui nécessite pour vaincre la recomposition du mouvement ouvrier mondial sur de nouvelles bases conformes aux besoins de l'immense masse des exploités, l'heure de l'affrontement général entre les classes et d'en finir avec le capitalisme mondial approche.

Certains facteurs importants n'ont pas été cités ici parce qu'ils sont sous-jacents à ceux qui ont été évoqués plus haut, l'inflation en hausse dans la plupart des pays, elle frôle les 20% en Inde, le développement économique à marche forcée dans certains pays comme la Chine ou l'Inde a bouleversé le mode de vie de leurs habitants ; les prix et les salaires ont considérablement augmenté au cours des cinq dernières années au point qu'il faille intégrer de nouveaux besoins dans le coût de la force de travail

et son renouvellement, par exemple, hier en Inde un travailleur pouvait se satisfaire d'un salaire quotidien entre 50 et 100 roupies (1 euro = 60 roupies environ), il se déplaçait en vélo ou en bus bon marché, il ne possédait aucun article électrique en dehors d'un ventilateur, un mixeur et un téléviseur, dorénavant il se déplace en moto et doit acheter de l'essence, de l'huile, leur prix n'ont cessé d'augmenter, il doit régler l'assurance, sa facture d'électricité a été multipliée par 3, 5 ou 10, elle ne dépassait pas quelques dizaines de roupies au début des années 2000, dorénavant il doit régler des centaines de roupies, il possède un réfrigérateur, plusieurs ventilateurs, parfois un climatiseur, il a remplacé le bois qui était gratuit (dans les villages) ou le kérosène par le gaz en bouteille, il n'avait pas le téléphone, dorénavant il ne peut plus s'en passer et dépense des centaines de roupies par mois, etc. ses besoins se sont tellement développés qu'il ne peut plus se satisfaire d'un salaire de misère, il lui est impossible de revenir en arrière, il le refuse, du coup c'est le coût de la main d'oeuvre à bon marché qui ont permis aux multinationales de s'enrichir qui est remis en cause...

Pour revenir aux tergiversations des dirigeants du vieux monde face à l'attitude à avoir envers Kadhafi, hormis la crainte d'un embrasement de la région qui est déjà pour ainsi dire un fait accompli, je me demande s'ils ne craignent pas que les images et les reportages quotidiens rendant compte des soulèvement de ces peuples ne donnent pas des idées au prolétariat des pays dominants ou n'alimentent dangereusement leur opposition à la politique antisociale de leur gouvernement au point de rendre la situation totalement incontrôlable, car il leur serait impossible d'intervenir à la fois pour mater leur propre peuple et soutenir les régimes vacillants à travers le monde, les peuples condamnant majoritairement l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak, toute intervention au-delà des frontières ne ferait qu'alimenter la crise politique à l'intérieur de chaque pays.

J'ai mis cette analyse sous forme d'article au format pdf (Acrobat Reader). Je précise que par manque de temps ou comme j'en ai pris l'habitude, je n'ai lu aucun journal, aucune déclaration ou tract (depuis 8 jours) avant de la rédiger, sauf en diagonal très rapidement, les titres me suffisent généralement pour en connaître les contenus. Je me suis contenté des informations délivrées par les agences de presse et les médias nationaux. En lisant 10 articles d'agences de presse sur la situation en Libye, j'en apprends davantage qu'en lisant n'importe quel journal ou tract et c'est ce dont j'ai besoin pour me forger ma propre idée, avec un peu d'expérience cela donne des résultats satisfaisants neuf fois sur dix, en cas d'erreur, on corrige plus tard dans le site, ce n'est pas un problème.

2- Si les dirigeants syndicaux signent le texte sur les retraites complémentaires qui leur est proposé par le gouvernement et le patronat qui prend en compte la contre-réforme de l'automne dernier, c'est comme s'ils la légitimaient... une nouvelle fois !

3- A Bahreïn, le monarque ne peut pas dissoudre le peuple, alors il ordonne de détruire ce qui est devenu le symbole de son soulèvement. Cela pour dire à quel degré d'impuissance ils en sont rendus face à leur peuple.

4- Ce matin j'ai lu ici ou là "*Non à l'agression impérialiste en Libye !*", n'est-ce pas un peu prématuré de crier au loup ?

Sur le plan de la stratégie militaire, les forces révolutionnaires ont semble-t-il commis une erreur en se retranchant dans leurs bastions, une fois pris dans leur propre piège, il ne restait plus aux forces de Kadhafi d'en faire le siège, de les encercler et de les bombarder, une proie facile, au lieu de regrouper leurs forces et d'aller affronter l'armée du dictateur en terrain découvert en essayant de la prendre en tenaille, c'est plus difficile de pilonner une cible en mouvement qu'une cible fixe, au cas où elle essuierait de lourdes pertes, l'armée de Kadhafi pourrait se disloquer... Reste à savoir si les révolutionnaires libyens étaient suffisamment nombreux et bien armés pour mener à bien ce genre d'opérations sans se faire exterminer. Il leur manque le "*Général*", pas de Gaulle évidemment, F. Engels, c'était aussi le surnom de ce fin stratège !

5- Le saviez-vous ? J'ai regardé hier soir sur TV5Monde Asie l'émission *Envoyé spécial*diffusé avant-hier sur France 2. Ils ont affirmé (les physiciens du Crirad) que si la dalle du réacteur de Tchernobyl avait fondu en 1986, c'est la totalité de l'Europe qui aurait été contaminée dans des proportions extraordinaires, pratiquement au point de devoir vider le continent de ses habitants.

Nous sommes toujours dans la préhistoire, l'homme n'a manifestement pas encore commencé à écrire consciemment sa propre histoire. Personnellement, je suis pour la fermeture de toutes les centrales nucléaires, une telle monstruosité n'aurait jamais dû voir le jour.

Politique

1- France. Le CRIF des musulmans !

Alors que le débat sur l'islam et la laïcité n'en finit plus de susciter des polémiques, l'UMP lance, vendredi 18 mars, une "*Union des français musulmans*" (UFM). D'après le communiqué annonçant sa création, ce groupe est né de la volonté de clarifier ce fameux débat."*Certains adversaires politiques ont essayé de faire croire à nos compatriotes français musulmans que ce débat [sur la laïcité] stigmatisait l'islam*", annonce d'emblée le texte.

Réfutant toute tentative "*d'isoler le monde musulman de la communauté nationale", l'UFM veut lancer un appel affirmant "la compatibilité entre islam et laïcité*", tout en demandant "*à nos compatriotes musulmans de renouveler leur confiance au président de la République*". Il promet de rédiger prochainement "*un mémorandum résumant ses préoccupations*".

L'UFM évoque déjà certaines d'entre elles : "*promouvoir l'intégration*", "*veiller au respect de notre religion musulmane dans l'esprit de la laïcité*", mais aussi "*défendre l'émancipation de nos jeunes générations" ou encore "promouvoir l'épanouissement des femmes françaises musulmanes*".

Le texte n'échappe pas à certaines maladresses. Outre le terme de "*monde musulman*" pour décrire les Français de confession musulmane, qui est opposé à la "*communauté nationale*", on peut également relever l'emploi de "*personnalités franco-musulmanes*", terme sémantiquement douteux : l'usage de "*franco-*" est généralement employé pour définir une double nationalité, pas une religion. Parle-t-on en effet de "*franco-catholiques*" ou de "*franco-juifs*" ?

Mais l'UMP ne semble pas au clair : quelques minutes à peine après sa publication sur son site, la page annonçant la création de cette union, qui reprenait les termes du communiqué envoyé à la presse, a été supprimée. A l'UMP, on explique qu'il s'agissait d'une erreur : "*ce n'est pas une initiative de l'UMP, même si M. Stirn la parraine*". (Lemonde.fr 18.03)

Il ne fait pas bon être jeune, vieux, malade, d'origine arabe ou maghrébine, noir, asiatique, lycéen, étudiant, travailleur, retraité, étranger en France, quoi. Voilà qui ne me donne pas très envie de rentrer à la maison, la mauvaise odeur vient d'en haut et elle empeste !

2- Libye

L'armée de Kadhafi n'entrera pas dans Benghazi pour se conformer aux termes du cessez-le-feu, annonce le numéro 2 de la diplomatie libyenne. Selon un membre du conseil de sécurité américain, les forces de sécurité de Kadhafi continuent pourtant de marcher sur la ville, malgré l'annonce du cessez-le-feu. Pour Kadhafi, la résolution adoptée par l'ONU est «*du colonialisme flagrant*»

Le ministre libyen des Affaires étrangères, Moussa Koussa, a déclaré que la Libye entendait se conformer à la résolution 1973 adoptée jeudi soir par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Auparavant, les forces libyennes ont en effet à nouveau pilonné Misrata, principale ville tenue par les rebelles dans l'Ouest libyen, faisant au moins 25 morts, dont des enfants, selon un médecin sur place. Dans l'est du pays, où la rapide contre-attaque des forces de Mouammar Kadhafi les a amenées jusqu'aux abords de Benghazi, fief de l'insurrection lancée il y a un mois, des habitants ont ainsi qualifié l'annonce d'un cessez-le-feu de ruse.

L'intervention militaire consisterait notamment à clouer au sol l'aviation libyenne, détruire ses systèmes de défense anti-aérienne, couper les communications des forces de Kadhafi et entraver leurs déplacements, dit-on de sources diplomatiques.

Avant cela, la France accueillera samedi un sommet tripartite Union européenne-Ligue arabe-Union africaine pour évoquer d'éventuelles actions en Libye. L'Otan, au sein de laquelle la Turquie s'oppose à une intervention militaire en Libye, est pour sa part en train de se préparer à une éventuelle action. (20minutes.fr 18.03)

Plusieurs heures après l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral en réponse au vote, la veille au soir, du Conseil de sécurité de l'Onu, les forces loyales à Mouammar Kadhafi ont continué vendredi à pilonner la troisième ville de Libye, Misrata, aux mains des insurgés.

"*Il y a toujours des combats en cours*", a rapporté Tariq, un médecin vivant en Grande-Bretagne qui est en contact étroit avec des confrères à Misrata, à 215 km à l'est de Tripoli. "*J'ai parlé à mes contacts à Misrata (...) ils peuvent entendre des bombardements*".

Le Dr Tariq a parlé à ses contacts aux environs de 16h40 GMT, soit quatre heures après l'annonce par le chef de la diplomatie libyenne, Moussa Koussa, d'une cessation de toutes les opérations militaires pour protéger les civils et respecter les termes de la résolution de l'Onu.

Le n°2 de la diplomatie libyenne, Khaled Kaïm, a opposé vendredi un démenti formel à ces accusations.

Interrogé à Tripoli par des journalistes sur ces témoignages de résidents faisant état de la poursuite de bombardements de l'armée à Misrata et ailleurs, le ministre a répondu: "*Nous n'avons procédé à aucun bombardement de quelque type que ce soit depuis l'annonce du cessez-le-feu*".

Auparavant, un médecin présent à Misrata, dernier bastion rebelle dans l'ouest de la Libye, avait affirmé que 38 personnes avaient trouvé la mort lors d'un assaut lancé vendredi matin, soit quelques heures après le vote à New York. (Reuters 18.03)

3- Bahreïn

Les chiites enterraient leurs morts vendredi à Bahreïn, théâtre d'une violente répression de l'opposition, et où l'armée a détruit le monument situé place de la Perle à Manama, qui était devenu le symbole du mouvement de contestation.

Le monument blanc haut de 90 mètres, représentant une perle géante posée sur un socle de six pieds, comme des voiles blanches de boutre stylisées, au pied duquel se tenaient les manifestations depuis un mois, était devenu le symbole de l'insurrection des chiites contre la monarchie sunnite.

Sa destruction vendredi, après le démantèlement par la force, mercredi, du campement de l'opposition, vient souligner la détermination du régime à réprimer toute contestation.

Vendredi, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées pour assister aux obsèques d'un manifestant de 29 ans tué mardi à Sitra, plateforme de l'industrie pétrolière, au sud-ouest de Manama, quelques heures après l'instauration de la loi martiale et de l'état d'urgence. Elles brandissaient des photos du défunt, Ahmed Farhan et scandaient des slogans contre la monarchie, allié-clé des Etats-Unis, qui accueille sur son territoire la 5e Flotte américaine.

D'autres funérailles étaient organisées à Karranah, un village à l'ouest de la capitale.

En Irak aussi, des milliers de chiites se sont rassemblés dans plusieurs villes, dont Bagdad, Bassorah et Nadjaf, pour les plus importantes manifestations dans le pays depuis le début des soulèvements dans le monde arabe.

Le grand ayatollah Ali al-Sistani, le dignitaire chiite le plus vénéré et influent au Moyen-Orient, a suspendu les enseignements dans des écoles religieuses en Irak vendredi, en signe de solidarité avec les Bahreïnis.

Selon un de ses représentants dans la ville sainte de Kerbala, les images des violences en provenance de Bahreïn risquent d'enflammer les passions et de conduire à des troubles intercommunautaires dans la région. "*Des forces militaires ont été envoyées à Bahreïn et cette étape a des conséquences mauvaises et dangereuses*", a déclaré Cheikh Abdul-Mahdi al-Karbalaie.

S'il n'existe pas de liens apparents entre l'Iran et l'opposition chiite de Bahreïn, les Etats-Unis et des dirigeants sunnites se sont inquiétés de l'utilisation que Téhéran pourrait faire du mouvement dans le petit royaume pour étendre son influence dans la région. (AP 18.03)

4- Yémen

De nouveaux affrontements ont éclaté dans la capitale du Yémen, Sanaa, lors d'une manifestation antigouvernementale organisée à l'issue de la prière du vendredi, faisant 25 morts selon le ministère de l'Intérieur, une quarantaine selon des médecins.

Selon des sources médicales et des témoins, les forces de sécurité et des tireurs non identifiés ont ouvert le feu sur la foule et l'on déplore 42 morts et au moins 200 blessés.

"*La police n'était pas présente et n'a pas ouvert le feu. Les affrontements ont opposé des citoyens à des manifestants. Il est clair qu'il y a des éléments armés parmi les manifestants*", a déclaré le président Ali Abdallah Saleh lors d'une conférence de presse.

A New York, le Comité pour la protection des journalistes (CPI) a annoncé qu'un photojournaliste avait été tué par balles vendredi dans les manifestations de Sanaa.

Djamal al Charaabi travaillait pour l'hebdomadaire indépendant Al Masdar, précise le CPI en citant des médias locaux et le syndicat des journalistes yéménites. Un autre photojournaliste, employé par le service arabe de la BBC et non identifié, a été blessé à l'épaule, ajoute le CPI.

Selon des témoins, les forces de sécurité ont d'abord tiré en l'air pour empêcher des manifestants antigouvernementaux de quitter un campement érigé devant l'université de Sanaa, devenu le point de ralliement du mouvement contestataire.

Après les premiers coups de feu, les tirs se sont poursuivis et le bilan s'est alourdi. Des témoins ont signalé des tirs venant de plusieurs directions, ce qui rend difficile d'en identifier les auteurs.

Des manifestants et des dizaines de milliers de Yéménites réunis à Sanaa pour des prières ont accusé des tireurs en civil juchés sur des toits d'avoir tiré sur la foule.

Des jeunes gens se sont précipités sur l'un des bâtiments et ont appréhendé sept tireurs qui avaient ouvert le feu sur des manifestants, a rapporté un militant, Mohamed al Charaby.

"*Nous condamnons avec fermeté les attaques meurtrières perpétrées aujourd'hui contre des manifestants à l'université de Sanaa*", a dit le ministère français des Affaires étrangères.

"*Il est maintenant impératif que cessent les attaques des forces de sécurité et de groupes armés pro-gouvernementaux contre des personnes exerçant leur droit d'expression et de manifestation*", ajoute-t-il.

Le président Barack Obama a condamné les tirs et a exhorté les autorités à protéger les manifestants pacifiques.

"Il est plus important que jamais que toutes les parties participent à un processus ouvert et transparent afin de répondre aux préoccupations légitimes du peuple yéménite", dit-il dans un communiqué.

L'opposition yéménite a estimé ne plus pouvoir négocier avec le gouvernement Saleh après ces effusions de sang.

"*Nous condamnons ces crimes*", a dit Yassine Norman, qui assure la présidence tournante d'un groupe d'opposition. "*Il n'y a plus aucune possibilité d'entente avec ce régime et il n'a d'autre choix que de rendre le pouvoir au peuple.*" (Reuters 18.03)

5- Arabie Saoudite. La panique.

Le montant est colossal. 70 milliards de dollars d'aides sociales ont été annoncés par le roi Abdallah en direct à la télévision saoudienne ce vendredi. Un chiffre conséquent pour les 28 millions d'habitants du pays, dont le tiers de chômeurs sont des jeunes de 21 à 29 ans.

Le souverain a promis l'augmentation de salaires minimaux jusqu'à 800 dollars, l'augmentation des primes de chômage jusqu'à 250 dollars, une prime de deux mois de salaire pour chaque fonctionnaire et une prime de deux mois pour les bourses des étudiants. Cependant près de 67 milliards de dollars du plan d'aide - presque la totalité des aides- seront consacrées à l'allocation de fonds pour la construction de 500.000 unités de logement dans tout le pays, et une enveloppe pour le secteur de la santé. Le roi Abdallah a proposé d'injecter plus de fonds dans les crédits immobiliers en les augmentant jusqu'à 128.000 dollars.

Ces injections de fonds publics sans précédent interviennent après l'annonce par le roi le 23 février d'un premier plan de mesures de 36 milliards de dollars. Elles sont devraient aider à diverdifier l'économie saoudienne, largement dépendante des révénus pétroliers.

Dans son discours télévisé de trois minutes, le souverain a également annoncé la création d'un comité de lutte contre la corruption, qui sera mis sous sa supervision et pourrait contrôler tous les secteurs gouvernementaux. Il a aussi évoqué la création de 60.000 nouveaux postes de sécurité en assurant que les forces de sécurité seront prêtes à faire face à «tous ceux qui envisagent de porter atteinte» au royaume. (Lefigaro.fr 18.03)

6- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont dispersé des manifestants dans deux villes du pays vendredi, selon les médias d'Etat.

Des vidéos amateurs publiées sur les sites de partage YouTube et Twitter montrent d'importants groupes de manifestants dans plusieurs villes de Syrie mais l'authenticité de ces documents n'a pas encore pu être déterminée.

La télévision d'Etat a déclaré que des "*infiltrateurs*" avaient causé "*le chaos et des émeutes*", cassé des voitures et endommagé des propriétés dans la ville de Deraa (sud) avant d'être chassés par la police. Une manifestation similaire aurait été dispersée sans incident dans la ville côtière de Banias (nord-ouest).

Deux des vidéos amateurs montrent plusieurs milliers d'hommes qui seraient réunis à Homs (ouest) et Banias.

A Damas, des officiers de sécurité en civil ont forcé à se disperser une dizaine de manifestants qui exigeaient davantage de libertés, selon des militants des droits de l'Homme. Au moins deux personnes auraient été arrêtées. Ce serait la troisième fois en une semaine qu'une manifestation de faible ampleur est dispersée dans la capitale.

Huit organisations syriennes des droits de l'Homme ont affirmé qu'un procureur avait interrogé et accusé d'atteinte à l'image de l'Etat 32 manifestants arrêtés mercredi alors qu'ils demandaient la libération de prisonniers politiques. Ils ont nié.

Les opposants sont régulièrement jetés en prison en Syrie, un pays à majorité sunnite dirigé par une minorité alaouite. (AP 18.03)

Le fondateur et porte-parole du Réseau Voltaire s'est vu récemment décerné un prix des droits de l'homme par le régime iranien que l'on qualifiera d'infréquentable pour ce qui nous concerne, et Thierry Meyssan vit la plupart du temps en Syrie auprès du

dictateur au pouvoir avec lequel il est en excellent terme apparemment, tout comme avec son homologue iranien, vénézuélien ou russe.

J'apprécie les articles diffusés par ce réseau de journalistes pour le contenu des données qu'ils renferment plus que pour les analyses qu'ils contiennent et qui sont sujets à caution ou à rejeter carrément. J'en profite donc pour modifier leur présentation dans le site, dorénavant les articles du Réseau Voltaire figureront dans la rubrique *Documents* au même titre que des articles ou textes provenant de sources très diverses.

La personnalité de Thierry Meyssan m'est particulièrement antipathique évidemment et cela depuis que je connais le Réseau Voltaire, mais cela ne doit pas nous aveugler et nous priver d'informations qui peuvent nous aider à comprendre le monde dans lequel nous vivons. Il nous arrive parfois d'être amené à réfléchir à des questions posées par des gens totalement infréquentables, cela n'engage à rien, surtout pas à partager leurs idées.

Social

France

Le dernier accord sur les retraites complémentaires Arrco (tous salariés du privé) et Agirc (cadres) avait été signé par tous les syndicats, CGT exceptée, en 2009. Une certitude, à l'issue de la dernière négociation qui, hier, a duré une douzaine d'heures : les nouvelles règles du jeu proposées par le patronat ne recueilleront pas le même consensus. Les conditions pour qu'elles entrent en vigueur (au moins une signature syndicale et pas plus de trois opposants) ont néanmoins de bonnes chances d'être réunies. In extremis.

La CFDT - même si elle s'est gardée d'annoncer une décision avant de soumettre le texte à ses instances internes - se montre plutôt partante mais préférerait éviter de signer seule. Elle apprécie notamment, comme FO, que le projet d'accord assure la reconduction des régimes complémentaires jusque fin 2018 - les renouvellements ne dépassent pas deux ans d'habitude. En outre, les nouveautés intégrées hier au texte effacent une dizaine de milliards d'économies sur vingt ans, envisagées il y a une semaine encore ! Le déficit de l'Agirc-Arrco, cumulé de 2011 à 2030, aurait dû atteindre 117 milliards d'euros sans la réforme des retraites. Avec le recul de l'âge légal à 62 ans et du taux plein à 67 ans, le « *trou*» est réduit à 43,6 milliards. L'application du projet élaboré hier aboutirait sensiblement au même résultat.

Conséquence, les réserves seront consommées vers 2030. D'où l'exigence de la plupart des syndicats de relever les cotisations. « *C'était notre seul préalable*», a souligné la CFTC, tout en reconnaissant avoir obtenu en partie satisfaction sur les majorations pour enfants. Le patronat ne voulait pas en entendre parler, il a tenu bon, acceptant tout juste dans la dernière ligne droite d'examiner « *d'éventuelles ressources*» supplémentaires en... 2015, en cas de comptes très dégradés. « *Laurence Parisot passe son temps à demander au gouvernement de ne pas augmenter les cotisations, elle ne peut pas signer elle-même une hausse, décrypte un négociateur syndical. Le Medef sait que, du coup les comptes ne seront pas équilibrés, sauf si l'âge légal est à nouveau relevé en 2018, à l'issue de la réforme actuelle. C'est son pari*». Un cadre de l'organisation patronale tenait effectivement ce raisonnement à demi-mot, il y a quelques jours...

La CFE-CGC figure parmi les syndicats plus virulents. Le syndicat des cadres reproche au patronat... et à la CFDT leur « *égalitarisme obessionnel*», au sujet de l'alignement des rendements entre cadres et non-cadres (lire ci-dessous). La CFDT rétorque qu'il ne s'agit pas « *de défendre un syndicat ou une institution*» (sous-entendu la CFE-CGC et l'Agirc) «mais les salariés». Elle retient plutôt l'arrêt, pour quatre ans, de l'érosion des rendements.

Sans surprise, la CGT ne signera « *probablement pas*». « *Des engagements pas financés, ce sont des promesses qui ne seront pas tenues*», avertit le syndicat, dont le chef de file n'exclut pas de faire jouer son droit d'opposition. (Lefigaro.fr 18.03)

Economie

1- La Bourse ou la vie.

La Bourse de Tokyo a fini sur un rebond de plus de 2% vendredi après l'accord au sein du G7 sur une intervention conjointe pour freiner l'envolée du yen.

Sur la semaine, le Nikkei a perdu 10,2%, soit sa plus forte baisse hebdomadaire depuis la crise financière en 2008, tandis que le Topix a cédé 9,3%.

Les pays du G7 se sont mis d'accord dans la nuit de jeudi à vendredi sur une intervention concertée pour freiner une flambée de la devise nippone qui complique les efforts de Tokyo pour gérer la crise nucléaire et les conséquences du séisme et du tsunami qui ont dévasté une partie du pays.

Cette décision est intervenue après que le yen a touché mercredi un plus haut historique à 76,25 yens pour un dollar dans un marché très agité.

"*C'est la première intervention coordonnée depuis 2000, donc ça aura un effet de résonnance énorme sur le marché*", juge Kathy Lien, de GFT à New York. (Reuters 18.03)

2- Etats-Unis.

2.1- Goldman Sachs va racheter les cinq milliards de dollars d'actions préférentielles de la banque d'investissement que Warren Buffett avait achetées en pleine crise financière pour signifier au marché qu'il fallait continuer à faire confiance à l'établissement.

La banque d'affaires versait 500 millions de dollars de dividendes annuels, soit plus de 15 dollars par seconde, à Berkshire Hathaway, le véhicule d'investissement de Warren Buffett.

Goldman Sachs paiera une prime de 10% pour racheter les titres ainsi qu'un dividende exceptionnel de 1,64 milliard de dollars, ces termes du rachat des actions préférentielles ayant été convenus lors de l'investissement de Berkshire Hathaway.

"*L'investissement de Berkshire Hathaway en 2008 dans Goldman Sachs a été un gage de confiance placé en notre entreprise et nous en sommes très reconnaissants*", a dit Goldman Sachs dans un communiqué.

Berkshire continuera à détenir des certificats ("warrants"), achetés en même temps que les actions préférentielles, lui permettant de porter acquéreur de près de 43,5 millions d'actions Goldman à un prix de 115 dollars jusqu'en 2013.

Goldman Sachs a précisé avoir eu le feu vert de la Fed pour le rachat des actions préférentielles détenues par Berkshire Hathaway. (Reuters 18.03)

2.2- L'établissement supervisant la liquidation des activités de courtage de Lehman Brothers a porté plainte contre Citibank pour récupérer plus de 1,3 milliard de dollars en numéraire et autres actifs.

L'action en justice porte notamment sur un dépôt d'un milliard de dollars exigée par Citigroup pour continuer à fournir des services relatifs à des positions sur le marché des changes de Lehman Brothers Inc (LBI) après que sa maison mère a fait faillite à la fin de l'été 2008.

Citibank, qui fait partie de Citigroup, a également plus de 300 millions d'autres dépôts, selon le plaignant.

Citigroup a estimé que les demandes du "*trustee*" s'occupant de la liquidation de Lehman étaient "*injustifiées et sans fondement*". (Reuters 18.03)

3- Production. Secteur électronique.

Etant donné l'importance du Japon dans la chaîne de fabrication électronique, les problèmes d'approvisionnement en provenance du Japon commencent déjà à avoir un impact au-delà des frontières de l'archipel.

Selon Mirae Asset Securities, la troisième économie mondiale a exporté pour 7.200 milliards de yens (63 milliards d'euros) de composants et pièces électroniques l'an dernier.

Renault a ainsi annoncé qu'il allait réduire de 15% à 20% la production de son usine de Busan, en Corée du Sud.

Opel, filiale européenne de General Motors, a décidé de suspendre sa production pendant huit heures ce vendredi et pendant 24 heures lundi dans son usine de Saragosse, en Espagne.

La filière électronique est concernée au premier chef par ces problèmes.

Plusieurs composants clés de la nouvelle version de l'iPad d'Apple commercialisé depuis la semaine dernière aux Etats-Unis, dont la batterie et la mémoire flash utilisée pour stocker de la musique et des vidéos sur l'appareil, sont fabriqués au Japon, selon le cabinet de recherche IHS iSupply, qui évoque un risque de pénurie pour la firme à la pomme.

Goldman Sachs a de son côté souligné le risque de goulet d'étranglement dans la production de "*wafers*", les plaques de semi-conducteurs dans lesquelles sont gravées les puces destinées aux appareils électroniques, notamment produites par le

groupe japonais Shin Etsu, ainsi que par des filiales de Sony, Hitachi et Mitsubishi.

"*Si la crise au Japon se prolonge, je m'attends à une pénurie de composants électroniques au deuxième trimestre*", a déclaré James Song, analyste de Daewoo Securities, en précisant que ce pays concentre 57% de la production mondiale de wafers.

Le japonais Jamco, qui fabrique des placards pour le future 787 Dreamliner de Boeing, n'a pas exclu des retards de livraison. (Reuters 18.03)

Haut de page

Le 20 mars

Chacun y va de son pronostic après la déclaration de guerre de la coalition impérialiste au dictateur Khadafi. Il y en a qui prédisent déjà la partition du pays, d'autres que cette intervention militaire n'est que le premier pas pour reprendre pied ou plutôt intensifier leur présence dans cette région du monde afin de mieux protéger les intérêts de leurs multinationales, d'autres encore y voit une opération pour mettre la main sur le pétrole libyen convoité par tous les impérialistes de la planète, enfin certains affirment qu'il s'agit pour eux de mieux encadrer des régimes qui leur sont soumis, mais qui ont été fragilisés par la révolution prolétarienne tunisienne et le soulèvement révolutionnaire en Egypte qui font déjà des émules jusqu'au Yémen ou au Togo, les impérialistes américains et européens craindraient de perdre la main sur les richesses de cette région au produit des impérialistes chinois, russes ou indiens dont les besoins en pétrole et gaz ne cessent d'augmenter...

Nul n'est dupe des arrière-pensées qui animent la coalition impérialiste qui intervient militairement en Libye sous de faux prétextes humanitaires.

Que le "gouvernement provisoire" installé à Benghazi soit dirigé par d'anciens fidèles lieutenants de Khadafi n'est un secret pour personne non plus, tout comme le fait que les travailleurs libyens n'ont rien à en attendre de bon. On pourrait affirmer la même chose à propos du gouvernement militaire en Egypte ou du gouvernement provisoire en Tunisie. Dès le débuts des soulèvements révolutionnaires dans ces pays on savait pertinemment qu'ils parviendraient peut-être à chasser les dictateurs en place depuis des décennies, comme on savait que le prolétariat et la paysannerie pauvre de ces pays ne pourraient mener leur révolution jusqu'au bout en l'absence d'un parti révolutionnaire pour les éclairer et leur montrer la voie à suivre pour renverser réellement les régimes en place et avancer vers le socialisme.

Si à aucun moment nous ne nous sommes faits des illusions sur l'objectif final auquel pouvaient prétendre ces soulèvements, il nous était difficile de prévoir à quelle étape de leur développement les partisans du maintien en place du capitalisme et des liens avec les différents impérialistes réussiraient à imposer leur politique au prolétariat et à stopper ces processus révolutionnaires, qui pour autant continuent de s'approfondir.

Que le "gouvernement provisoire" installé à Benghazi et leurs homologues en Tunisie et en Egypte soient vendus à l'impérialisme est une donnée de la situation qui est le produit du manque de maturité politique du prolétariat, qu'ils ne représentent pas vraiment les intérêts des travailleurs ou qu'ils y soient totalement étrangers en est la conséquence directe et inévitable en quelque sorte, est-ce que pour autant il faudrait regretter que ces peuples se soient soulevés sachant pertinemment qu'ils ne pourraient mener à son terme leur révolution, c'est ce que certains suggèrent en Libye notamment en n'hésitant pas à faire un amalgame entre le prolétariat révolutionnaire qui s'est soulevé spontanément pour en finir avec le régime de Khadafi et les valets de l'impérialisme qui ont pris le commandement des opérations à Benghazi pour leur propre compte et celui de leurs maîtres à penser. Maintenant rien ne dit qu'ils pourront manoeuvrer le prolétariat révolutionnaire aussi facilement qu'ils le souhaiteraient, on voit ce qu'il en est en Tunisie par exemple.

Si la première étape du combat du prolétariat en Tunisie et en Egypte vers son émancipation consistait à se libérer du joug des dictateurs en place depuis de longues années, il en est de même en Libye et dans les monarchies du Golfe, sachant que pour franchir l'étape suivante il faudra au préalable que le prolétariat des pays dominants se lance à son tour dans la lutte pour le pouvoir et parvienne à abattre le capitalisme qui au stade suprême de l'impérialisme exploite et opprime tous les autres peuples.

En principe nous condamnons toute intervention impérialiste dans le monde. Certains affirment que le peuple libyen n'a que le choix entre la peste et le choléra, entre continuer de vivre sous la dictature du colonel Khadafi ou vivre sous un régime soumis à l'impérialisme américain, français, britannique, etc... A une autre époque en France nous avions le choix entre continuer de vivre sous une monarchie ou une république démocratique bourgeoise qui ne représente pas les intérêts des masses laborieuses, là aussi le prolétariat et la paysannerie pauvre n'avaient pas d'autre choix que la peste ou le choléra, sauf à vouloir refaire l'histoire et nous faire croire que les conditions d'exploitation des enfants dans les usines et les mines à la fin du XIXe siècle en France et en Grande-Bretagne ne relevaient pas des pires conditions de travail et de vie qu'on ait pu imaginer, à ce moment-là on a estimé que la république valait mieux que la monarchie, qu'elle permettait de libérer les forces qui permettraient de renverser à leur tour le nouveau régime...

Fort de cette expérience qui s'inscrit dans un processus dialectique qui peut s'étaler sur des années, voire des siècles, puisque nous ne sommes toujours pas parvenus à en finir avec le capitalisme plus de deux siècles plus tard, nous nous abstiendrons pour le moment de condamner ou de soutenir l'intervention de la coalition impérialiste en Libye contre les forces de Khadafi, considérant que l'essentiel à l'heure qu'il est, demeure de chasser le dictateur du pouvoir, la suite dépendra de la mobilisation du prolétariat libyen et des objectifs politiques et sociaux qu'il sera capable de se fixer, de sa capacité à construire son parti révolutionnaire pour avancer sur la voie de son émancipation, du socialisme.

Sarkozy et Obama ont martelé devant les travailleurs du monde entier hier, qu'ils laisseraient les Libyens décidés de leur propre sort et qu'ils n'enverraient aucune troupe au sol et qu'ils se contenteraient de bombarder les positions militaires de Khadafi. Si maintenant ils agissaient différemment, nous serions sans doute amené à réviser notre position. On a envie de dire, une fois la chute de Khadafi consommée, place à la lutte des classes en Libye, place à l'organisation indépendante de la classe ouvrière pour défendre ses droits sociaux et politiques, ce qui a été impossible sous la dictature de fer du tyran pendant 42 ans.

Politique

1- Portugal

Des dizaines de milliers de Portugais ont manifesté contre les mesures d'austérité gouvernementales samedi à Lisbonne, à l'appel de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP).

Le syndicat, qui revendique environ 600.000 adhérents, avait appelé à la manifestation contre les hausses des taxes, baisses des salaires et réductions des prestations sociales décidées par le gouvernement pour alléger la dette. (AP 19.03)

2- Libye

Une coalition de cinq armées occidentales a commencé samedi à pilonner des objectifs ciblés du régime de Mouammar Kadhafi en Libye, frappant depuis les airs et la mer Méditerranée.

La France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Italie et le Canada participent pour l'heure à l'opération baptisée "*Aube de l'odyssée*", la plus grosse intervention militaire dans le monde arabe depuis l'invasion de l'Irak en 2003.

Son objectif est, en application de la résolution 1973 adoptée par le Conseil de sécurité de l'Onu, de faire respecter une zone d'exclusion aérienne et un cessez-le-feu en Libye.

Le colonel Mouammar Kadhafi, qui a réprimé dans le sang l'insurrection partie de l'est du pays il y a un mois, l'a qualifiée d'agression "coloniale" et a déclaré que la Méditerranée et l'Afrique du Nord étaient désormais un "*champ de bataille*".

"*Il est désormais nécessaire d'ouvrir les dépôts et d'armer toutes les masses, avec tout type d'armes, pour défendre l'indépendance, l'unité et l'honneur de la Libye*", a-t-il dit dans une allocution télévisée.

L'aviation française a frappé la première dans la foulée du sommet de Paris, qui a réuni samedi à l'Elysée les dirigeants de 22 pays et organisations, dont l'Onu, l'Union européenne et la Ligue arabe;

Une vingtaine d'avions français ont participé à l'opération sur une large zone autour de Benghazi, détruisant plusieurs chars et véhicules blindés des forces loyalistes, a annoncé le ministère de la Défense.

À partir de 19h00 GMT, des navires de guerre et des sous-marins britanniques et américains ont tiré plus de 110 missiles Tomahawk contre plus de 20 sites libyens, afin notamment de mettre hors d'état les défenses antiaériennes de Kadhafi.

Dans l'Ouest, des frappes aériennes ont visé la base aérienne de Mitiga près de Tripoli, rapporte la chaîne Al Djazira, et une base aérienne à sept kilomètres de Misrata, selon des habitants.

Dans la banlieue sud de Tripoli, des milliers de partisans du colonel ont convergé vers le camp militaire de Bab al Azizia, formant un bouclier humain dans la base de Kadhafi.

Quelques heures avant le déclenchement de l'opération alliée, les forces de Mouammar Kadhafi étaient entrées samedi matin dans les faubourgs de Benghazi, deuxième ville de Libye avec 670.000 habitants et "*capitale*" des insurgés.

Les insurgés ont dit avoir repoussé cette attaque terrestre et aérienne contre Benghazi, désertée par de nombreux habitants.

L'opération internationale a suscité les réprobations de la Russie et du Venezuela et les réserves de l'Allemagne - qui ne participe pas à l'opération mais réclame l'application de la résolution 1973 - et de plusieurs analystes militaires, qui craignent une guerre civile prolongée.

L'opération "*Aube de l'odyssée*" est jusqu'à présent sous commandement américain.

"*Nous sommes à la pointe de l'opération militaire de la coalition*", a dit Bill Gortney, directeur de l'état major interarmes américain. "*Ce n'est que la première phase d'une opération qui en comportera plusieurs*", a-t-il ajouté. (Reuters 19.03)

Dans une brève allocution retransmise par la télévision libyenne, le colonel Kadhafi menace d'attaquer des objectifs « civils et militaires » en Méditerranée, appelle les Libyens à s'armer pour la « *révolution* » et annonce que « *les dépôts d'armes sont ouverts pour défendre la Libye* ». L'opération militaire est une « *agression croisée injustifiée* », estime-t-il, et la Méditerranée est devenue « *un vrai champ de bataille* ».

Les attaques aériennes des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, sont « *coodonnées* » à partir d'un quartier-général américain basé à Stuttgart, en Allemagne, indique un responsable français sous couvert d'anonymat.

Selon le Monde, les rebelles ont admis avoir abattu « *par erreur* » ce matin leur propre avion de chasse au-dessus de Benghazi. Selon Al Jazeera, le pilote n'aurait pas survécu.

Outre Benghazi, des combats ont lieu à Misurata. La ville a été la cible de tirs d'artillerie, mais l'armée n'y est pas encore entrée.

Voici les principaux points de la résolution 1973 de l'ONU, adoptée à New York dans la nuit de jeudi à vendredi, autorisant le recours à la force contre le régime de Kadhafi.

Exigence d'un « *cessez-le-feu immédiat et la cessation totale des violences et de toutes les attaques et exactions contre la population civile* ».

Autorisation des Etats membres « *à prendre toutes mesures nécessaires (…) pour protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya arabe libyenne, y compris Benghazi, tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère* ». Interdiction de « *tous vols dans l'espace aérien de la Jamahiriya arabe libyenne afin d'aider à protéger les civils* ».

Autorisation des Etats membres « *à prendre au besoin toutes mesures nécessaires pour faire respecter l'interdiction de vol* ». (Rue89 19.03)

3- Egypte

Les Egyptiens se sont massivement rendus aux urnes samedi pour le référendum sur les amendements constitutionnels proposés par les autorités militaires du pays, qui assument le pouvoir depuis la démission du président Hosni Moubarak.

Les observateurs ont déclaré qu'il semblait y avoir eu une participation sans précédent pour ce scrutin, le premier depuis fort longtemps en Egypte dont l'issue ne soit pas connue d'avance.

"*Il est trop tôt pour dire quel a été le taux de participation, mais il est clair que c'est sans précédent*", a déclaré à Reuters Ahmed Samih Farag, militant des droits de l'homme et observateur pour ce scrutin.

"*J'ai 53 ans et je n'avais jamais voté avant, parce que toutes les élections étaient truquées*", a déclaré Ahmed al Hami, qui attendait son tour pour glisser son bulletin dans l'urne dans un bureau de vote d'une banlieue du Caire. "*Maintenant, je vote en toute liberté*", a-t-il ajouté.

Si le scrutin s'est dans l'ensemble déroulé dans le calme, un incident s'est cependant produit quand l'ex-directeur général de l'AIEA Mohamed ElBaradeï a voulu voter.

Les militaires du Conseil suprême des forces armées, au pouvoir depuis le départ de Moubarak, le 11 février, avaient mobilisé près de 40.000 soldats pour assurer la sécurité.

Au total, 45 millions d'électeurs étaient appelés à participer à ce référendum, une première depuis des générations en Egypte.

La réforme constitutionnelle est un préalable à l'organisation d'élections législatives et présidentielle censées permettre

l'instauration d'un gouvernement civil et élu en Egypte. Mais le vote a divisé la société égyptienne.

Des organisations de la société civile comme la Coalition du 25-Janvier, le mouvement du 6-Avril ou le collectif Kefaya, en pointe lors des journées révolutionnaires, de même que plusieurs candidats à la présidence comme ElBaradeï et Amr Moussa, ainsi que plusieurs partis politiques, avaient appelé à rejeter le projet qui ne répond pas selon eux aux revendications de la révolution.

"*Les révolutions renversent les Constitutions. Cette insistance à organiser un référendum sur un document obsolète revient à vouloir effectuer une greffe d'organe sur un cadavre*", estimait cette semaine Zakaria Abdelaziz, ancien président d'un influent club de juges.

En revanche, les Frères musulmans et les héritiers du Parti national démocratique (PND) de Moubarak, dont les militants sont habitués à rallier le soutien populaire, sont favorables aux amendements, estimant qu'un remaniement complet de la loi fondamentale prendrait trop de temps.

Pour la plupart des Egyptiens, qui n'ont peut-être jamais lu la Constitution auparavant, les implications des amendements peuvent paraître complexes. Elaborées en dix jours par une commission spéciale, ces propositions n'ont été soumises à discussions publiques que pendant trois semaines.

Si elles limitent les mandats présidentiels à deux fois quatre ans et assurent une supervision des élections, elles ne réduisent pas les pouvoirs étendus du chef de l'Etat sur lesquels s'est appuyé pendant trois décennies le pouvoir autocratique de Moubarak, estiment les détracteurs du texte.

Aussi, ajoutent-ils, accepter ce qu'ils considèrent comme des modifications mineures donnerait une légitimité à la Constitution de 1971, trahissant les idéaux de la Révolution du Nil.

Le projet prévoit que le prochain Parlement constituera une commission chargée de réécrire complètement la loi fondamentale.

Les militaires, auxquels Hosni Moubarak a remis le pouvoir en démissionnant, ont établi un calendrier serré de six mois au cours desquels doivent se tenir le référendum, des élections législatives et un scrutin présidentiel suivi d'un nouveau référendum constitutionnel.

Des militants démocrates estiment que ce programme accéléré pourrait permettre à ceux qui ont manipulé l'ancien système de récidiver ou favorise, par sa précipitation, les Frères musulmans et le PND.

En cas d'adoption des amendements, des élections législatives se tiendront fin septembre.

En cas de rejet, le Conseil militaire publiera immédiatement un décret constitutionnel tenant lieu de loi fondamentale provisoire jusqu'aux élections législatives et présidentielle. Les élections seraient alors repoussées à décembre et début 2012 et l'armée resterait au pouvoir jusqu'à la tenue de ces scrutins, disent des sources proches des services de sécurité. (Reuters 19.03)

4- Syrie

La police a interdit les entrées dans la ville de Deraa samedi, dans le sud de la Syrie, après la mort de cinq manifestants tués par les forces de sécurité la veille, selon Mazen Darouiche, un influent militant des droits de l'Homme dans ce pays qui est l'un des plus répressifs du Moyen-Orient.

Le bilan a été fourni par des activistes ayant requis l'anonymat de peur de représailles.

Le président Bachar el-Assad, qui s'est vanté de ce que la Syrie n'était pas touchée par le vent de révolte qui a déjà fait tomber les dirigeants tunisien et égyptien, a dépêché une délégation à Deraa pour présenter ses condoléances aux familles des victimes, selon un responsable syrien.

Un responsable syrien ayant requis l'anonymat a reconnu la mort de deux manifestants et affirmé à l'Associated Press que les responsables seraient jugés "*quel que soit leur rang*".

Un autre responsable gouvernemental a déclaré que les plus hauts responsables syriens avaient décidé samedi de créer une commission d'enquête pour sanctionner les responsables des décès à Deraa. "*Le président syrien est catégoriquement opposé à ce qu'on répande le sang syrien*", a-t-il assuré.

Un député syrien à Deraa, Khaled Abboud, a imputé les violences à "*un groupe d'extrémistes islamistes qui travaillent pour eux ou pour l'étranger*", a-t-il estimé, sans en dire plus.

Un activiste à Damas en contact avec des habitants de Deraa a pour sa part affirmé que les forces de sécurité avaient tiré des gaz lacrymogènes sur des participants aux funérailles qui scandaient "*Seulement Dieu, la Syrie et la liberté*" samedi. Plusieurs personnes auraient été arrêtées.

L'AP n'a pas pu vérifier ces allégations ni joindre des habitants de Deraa au téléphone. La Syrie limite beaucoup les mouvements des journalistes quand il s'agit de questions de sécurité.

Par ailleurs, dix femmes arrêtées mercredi pour avoir manifesté devant le ministère de l'Intérieur à Damas ont entamé une grève de la faim, selon Abdul-Karim al-Rihaoui, qui dirige la Ligue arabe des droits de l'Homme. Un total de 33 personnes ont été arrêtées pour "*atteinte à l'image*" de la Syrie.

Le gouvernement syrien a annoncé samedi qu'il réduisait le service militaire obligatoire de trois mois, le ramenant à 15 mois pour les hommes ayant fait des études secondaires et 18 mois pour les autres. La mesure entrera en vigueur en juin, a précisé l'agence de presse d'Etat. (AP 19.03)

5- Algérie

Le président Abdelaziz Bouteflika a promis samedi une «*nouvelle page sur la voie des réformes globales*», y compris politiques, a rapporté l'agence APS.

Après avoir évoqué la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis 19 ans, qu'il avait promise et mise en oeuvre le 25 février, le président, dans un discours lu en son absence à Mostaganem, à 350 kilomètres à l'ouest d'Alger, a déclaré qu'il fallait passer à la vitesse supérieure.

«*Ce sera une nouvelle page ouverte sur la voie des réformes globales (…) qui ne sauront être fructueuses en l'absence de réformes politiques*», a dit le président Bouteflika, dans ce texte lu par un de ses conseillers.

La police algérienne s'est positionnée en force dans la matinée dans le centre d'Alger autour de la Grande Poste, lieu de rendez-vous fixé par de jeunes Algériens sur le réseau Facebook pour marcher vers la présidence de la République. (Libération.fr 19.03)

6- Yémen

Des manifestants samedi à Sanaa ont juré de poursuivre leur lutte contre le président yéménite Ali Abdallah Saleh, traité de «boucher» après la répression sanglante de vendredi qui a fait au moins 52 morts à Sanaa.

Pour protester contre ce «*massacre*», l'ambassadeur du Yémen à Beyrouth, Feyçal Amine Abourrass, et le rédacteur en chef de l'agence officielle Saba, Nasser Taha Moustafa, ont présenté leur démission.

Sur la place de l'Université, les manifestants ont reçu le renfort de milliers d'enseignants venus les rejoindre en dépit de l'interdiction de se rassembler. La police était déployée en force dans ce secteur, mais aucun incident n'a été signalé.

Les manifestants ont également accusé les fils du président Saleh, qui dirigeant l'essentiel de l'appareil de sécurité du régime, pour les violences de vendredi.

Les tirs attribués par les manifestants à des partisans du régime ont aussi fait plus de 120 blessés, selon un dernier bilan de source médicale. Ces incidents ont été les plus sanglants depuis le début fin janvier de la contestation du président Saleh. (Libération.fr 19.03)

7- A Bahreïn, le souverain se dit «prêt au dialogue»

Le souverain de Bahreïn a répété samedi qu'il était prêt au dialogue face à une opposition sceptique: «*La porte reste ouverte pour discuter de tous les sujets qui sont dans l'intérêt de tous les citoyens*», a assuré le roi Hamad ben Issa Al-Khalifa, après plus d'un mois de contestation.

L'opposition dominée par des chiites demande l'instauration d'une monarchie constitutionnelle avec la mise en place d'un gouvernement choisi par les élus, dans ce pays où règne la dynastie sunnite des Al-Khalifa depuis 230 ans.

Les autorités de Bahreïn ont annoncé samedi une interdiction de naviguer la nuit dans les eaux territoriales le long de la côte de l'archipel qui fait face à l'Iran, un pays dont Washington et l'Arabie saoudite redoutent l'influence. (Libération.fr 19.03)

Haut de page

Le 21 mars

A propos du site.

Des militants étudient le marxisme, la preuve avec les statistiques du site (du 12 au 18 mars) :

- textes/RP2010plusinternet.pdf = 91
- marxisme/vletat.pdf = 64 (L'Etat et la révolution)
- marxisme/trotskymarxisme.pdf = 60
- marxisme/revolutionrosalux.pdf = 43
- causeries0111.pdf = 32
- press_03_2011.pdf = 29
- IO140_2.pdf = 29
- TC-ContribRevoArabes.pdf = 26
- causeries1210.pdf = 26
- kmfe.pdf = 25

Vous avez ouvert ou télécharger 500 fichiers au format pdf (Acrobat Reader) en une semaine, pour une moyenne de 95 visites par jour.

Au fait, vous ne pourrez pas dire qu'on manque de courage et d'audace parfois pour analyser la situation. Ce serait sympa de m'indiquer en retour les sites Internet de formations politiques qui procèdent de même. Qui m'aime me suive, trop peu pour nous !

Dans la rubrique chercher le lézard.

A propos de l'intervention militaire impérialiste en Libye, lu le 20 mars sur quelques sites Internet.

LO. Coucou, c'est La Palice !

"*lorsque l'impérialisme intervient militairement, ce n'est jamais dans l'intérêt des peuple*", pardi, sauf que l'impérialisme ne maîtrise pas totalement la situation, dans le cas contraire Ben Ali et Moubarak seraient toujours au pouvoir ! Ils ont l'art d'enfoncer les portes ouvertes en guise d'analyse à LO.

A propos de l'épileptique du Palais "*son soutien au « Conseil de transition » libyen, composé en partie d'anciens ministres de Kadhafi qui ne valent pas mieux que lui, est une sinistre farce*", même remarque qu'au paragraphe précédent, à ceci près que Khadafi bâillonnait le peuple libyen, ce qui sera peut-être plus difficile à faire pour ce « *Conseil de transition* » sur lequel par ailleurs nous n'avons rien de plus à attendre que les travailleurs libyens eux-mêmes.

Toujours à propos de La Talonnette "*Il cherche simplement à placer un remplaçant à Kadhafi plus malléable*", il manque ici une précision importante, pour le compte de qui sachant que seules pratiquement des multinationales européennes exploitaient le pétrole libyen, les multinationales en étaient exclues ou avaient jeté l'éponge : réponse pour ces dernières pardi. A LO ils sont mal informés apparemment (lire les articles du Réseau Voltaire qui fournissent les noms des compagnies et des pays qui exploitent le pétrole libyen)

Le PG. Esprit es-tu là ? Et l'ONU de répondre présent aux médiums du PG !

"*Le Parti de gauche (...) approuve l'application de la résolution 1973 dans le cadre strict de son périmètre*", jusque là rien à dire attendons de lire la suite "*Cette résolution exclue toute forme d'occupation du territoire libyen par des forces étrangères et la participation de l'Otan aux opérations, ce qui serait une escalade contraire à l'esprit de l'ONU*" qui comme chacun sait serait tout à fait respectable et conforme aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Principe que respecte l'ONU méticuleusement en soutenant l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan par exemple, sous la forme bien connu qui suit "*... ne pas légitimer l'application du droit international et considérer qu'il ne faudrait pas intervenir reviendrait à nous positionner comme beaucoup de pays européens le firent au moment de la guerre d'Espagne*", le PG reconnaissant ainsi à l'ONU le droit de s'immiscer dans les affaires des peuples. A l'UMP ils ont Raffarin comme "*serpillière*", dixit Sarkozy 1er, chez ses alliés situés à sa gauche, ils se bousculent pour jouer le même rôle peu enviable, on a le talent qu'on peut !

Ces gens-là sont des légalistes jusqu'au bout des ongles, alors comment peut-on leur prêter l'intention de remettre en cause

le capitalisme et les institutions de la Ve République, même lorsque rien ne les y oblige, il faut qu'ils témoignent leur soumission à notre ennemi de classe. Gageons qu'il leur en sera tenu rigueur et qu'ils en seront récompensés.

PCF. palme de la mauvaise foi dans la plus pure tradition stalinienne.

Il apporte "*son plein soutien aux forces qui agissent pour la démocratie en Libye, avec le Conseil National de Transition*", organisme réactionnaire constitué pour empêcher la révolution de se structurer autour des comités que les travailleurs avaient commencé à constituer dans le pays, reconnu par les représentants des différents impérialistes et qui ne cachent pas son intention de ne pas remettre en cause les liens du régime avec les multinationales implantées en Libye.

Le PCF pose une question non pas déplacée, totalement insupportable quand on a à l'esprit la répression qui s'abat sur tous les peuples qui tentent à leur tour de se soulever en Afrique du Nord ou au Proche-Orient : "*Toutes les possibilités d'aide directe ou par les États arabes à la rébellion ont-elles vraiment été étudiées?*". Face à des avions, des tanks ou des orgues de Staline qui vous bombardent jour et nuit, à part leur destruction, quelle autre "*aide*" le prolétariat révolutionnaire serait-il en droit d'attendre ?

Et comme on n'a pas à faire à des demi crétins qui le revendiquent, ils précisent que "*des experts, des journalistes expliquent déjà qu'il faudra envoyer des forces spéciales au sol et que l'objectif est de faire tomber le régime de Kadhafi*", s'ils le disent, alors... Peut-être que cela les chagrine au PCF que le "*Petit Père du Peuple*" libyen doive quitter le pouvoir si précipitamment après un règne aussi court et une aussi brillante carrière...

Pour finir, ils leur fallaient faire l'amalgame avec l'Irak et l'Afghanistan ! Nous y reviendrons plus loin.

NPA. Impossible de décerner un prix de bonne conduite au gouvernement français ? Non, qui l'aurait cru !

Au peuple libyen "*il faudrait donner les moyens de se défendre, les armes dont il a besoin pour chasser le dictateur, conquérir la liberté et la démocratie. Là n'est pas l'objectif des décisions de l'ONU et de la coalition militaire dirigée par le France et l'Angleterre qui s'apprête à intervenir en Libye*", mais entre les réelles intentions des impérialistes que l'on connaît parfaitement et que nous condamnons évidemment, et la manière dont le prolétariat libyen pourrait se saisir de cette opportunité pour aller plus loin dans son soulèvement révolutionnaire au lieu de se conformer au scénario qu'on a concocté dans son dos, il y a peut-être loin de la coupe aux lèvres. Question : quand on est soumis à une terrible dictature depuis 42 ans, qu'avons-nous réellement à perdre ?

Reconnaissons que nous demeurons fort mal informé sur la situation réelle dans l'ensemble du pays, car on ne nous parle que de quelques grandes villes dans un pays d'1,7 million de km² (plus de trois fois la superficie de la France) qui comporte 6 millions d'habitants.

Ensuite ils s'interrogent à voix haute "*Comment donner un quelconque brevet de sincérité humanitaire au gouvernement français*", parce que vous y tenez vraiment à lui décerner ce brevet ? Serait-ce le sujet à traiter ? On a l'impression qu'ils auraient bien voulu soutenir ou peut-être ne pas condamner cette intervention militaire, mais ils sont tellement maladroits qu'ils en sont incapables. Il n'est pas question de soutenir cette opération militaire ni de la condamner, j'opterais prudemment pour l'heure pour la position wait and see, la suite va dépendre de la réaction du prolétariat libyen, laissons-lui au moins le droit de s'exprimer. C'est quand même extraordinaire de ne pas commencer par là.

Le peuple libyen peut déjà avancer une revendication contre toute nouvelle entreprise impérialiste pour mettre la main sur ses richesses naturelles dont le pétrole et le gaz dans la perspective de la satisfaction de ses revendications sociales : nationalisation ou socialisation du gaz et du pétrole. !

POI. Une position fondée sur une analyse tronquée de la situation en Libye.

Dans sa déclaration du 18 mars il cite les termes du communiqué du 5 mars 2011 de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui affirmait notamment "*Une telle intervention serait non seulement tournée contre le peuple libyen mais aussi contre les révolutions en Tunisie et en Egypte. Elle serait tournée contre la souveraineté de toutes les nations de la région, faisant un pas supplémentaire après l'instauration du dispositif Africom (commandement unifié destiné à coordonner toutes les activités militaires et sécuritaires des Etats-Unis sur ce continent)*", et quand on lit l'intégralité de cette déclaration du 18 mars on s'aperçoit qu'ils occultent totalement qu'une fraction du prolétariat libyen s'est soulevé depuis plus d'un mois pour chasser Khadafi, traitant le peuple libyen comme s'il ne faisait qu'un avec son dictateur, ce qui est pour le moins curieux.

Comme à leur fâcheuse habitude devenue légendaire, ils s'érigent en procureurs généraux du mouvement ouvrier, cela nous manquait franchement depuis la décomposition du stalinisme "*Toute organisation se réclamant de la classe ouvrière, de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui donnerait - sous quelque prétexte que ce soit - sa caution à l'intervention accepterait ainsi de se ranger sous le drapeau des gouvernements américain, britannique et français et se disqualifierait au regard des principes qu'elle prétend incarner*", autrement dit, une fois précisé "*sous quelque prétexte que ce soit*", il serait inconcevable qu'il puisse exister une autre position que celle du POI, même avec une légère variante, alors que l'on

vient de voir que l'analyse du POI comportait de graves lacunes. Nous ne nous sentons en aucune manière concernée par ce diktat adressé aux organisations ouvrières compte tenu que nous ne cautionnons ni désapprouvons pour le moment cette intervention militaire, mais des militants pourraient penser autrement, d'où cette précision.

Par curiosité, je suis allé sur le site Internet national du PS, ils se contentent de s'aligner à la lettre sur le discours de Sarkozy.

Autres aspects de ces déclarations.

1- Tous à des degrés divers rappellent le rôle cynique de l'impérialisme en Irak, en Afghanistan, en Bosni, etc.

A ceci près qu'en Afghanistan et en Irak aucun soulèvement de la population ne s'était produit avant que l'impérialisme intervienne militairement dans ces pays. Certains considèreront peut-être qu'il ne s'agit là que d'un détail, un détail qui peut faire toute la différence dans l'appréciation que l'on peut porter sur la situation ou nous amener à modifier légèrement notre position, à moins qu'il faille considérer toutes situations égales entre elles sans tenir compte de la réalité des faits qui s'inscrivent en contradiction avec cette exigence.

2- La plupart précisent que les participants à cette coalition n'ont pas manifesté le même empressement pour soutenir les soulèvements révolutionnaires en Bahreïn ou au Yémen très violemment réprimés depuis le début du mois de mars.

Certes, mais serait-ce une raison suffisante pour se passer de l'opportunité de liquider Khadafi ? Je ne suis pas du tout sûr que le peuple libyen vous suive quand vous voulez (lui) appliquer un principe (figé) à une situation inédite sans vous être donnés la peine de l'examiner en détail ou sur une analyse tronquée de la situation, j'ai envie de dire que pour lui l'essentiel c'est de se débarrasser du dictateur et advienne que pourra ensuite. C'est peut-être léger comme raisonnement de la part des travailleurs libyens, je vous l'accorde volontiers, mais c'est son état d'esprit présent avec sa part d'illusions ou d'inconscience. Vous pouvez rétorquer que je fais ainsi la part belle à ses illusions, de votre côté vous oubliez que leur priorité c'est de chasser Khadafi et sa clique du pouvoir pour y gagner en liberté et engager ensuite le combat sur le terrain social. Le peuple révolutionnaire libyen n'est pas parfait, il faut donc faire avec au lieu de penser à sa place.

3- Ils rappellent que ce sont aux peuples eux-mêmes à oeuvrer à leur autodétermination.

Mais en Libye il s'y active, il a même repris la route pour reconquérir Ajdabiah et toutes les grandes villes du pays.

Il est quand même curieux que ceux qui se réclament du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne veulent pas tenir compte de la position adoptée par l'avant-garde du prolétariat libyen et pas seulement par le « *Conseil de transition* » qui siège à Benghazi, qui consiste à réclamer et soutenir des frappes aériennes d'où qu'elles viennent, pour leur permettre de continuer leur combat afin d'en finir avec le règne de la terreur qu'infligeait Khadafi au peuple libyen.

4- Ils sont unanimes à mettre en lumière les arrière-pensées qui animent les différents impérialistes impliqués dans cette aventure guerrière. Certains ajoutent que cette intervention militaire s'inscrit dans un projet codifié de longue date.

Parce que les travailleurs libyens seraient assez niais pour ne pas le comprendre également ? Ils n'auraient pas entendu parler de l'agression et de l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan par cette coalition impérialiste ? D'après vous pourquoi se méfient-ils comme de la peste du gouvernement provisoire installé à Benghazi soutenu par les impérialismes américain et français notamment ?

Et puis, il y a deux éléments à considérer dans la situation actuelle, d'un côté effectivement il y a les réelles intentions de la coalition impérialisme, de l'autre le fait qu'elle se contente pour l'heure de frappes aériennes qui permettent aux masses révolutionnaires de reprendre l'offensive contre Khadafi. Ajoutons que le rapport de forces sur place se compose de trois éléments :ceux qui restent fidèles au dictateur, ceux qui se sont soulevés et organisés pour le renverser, et enfin ceux qui parmi ceux qui se sont soulevés remettent leur sort entre les mains du gouvernement provisoire constitué à Benghazi par d'anciens membres du régime et de l'armée, tandis que d'autres le rejettent. Le tout en ayant à l'esprit les révolutions ou soulèvements révolutionnaires qui ont eu lieu dans la région depuis trois mois.

C'est donc uniquement en prenant en compte l'ensemble de ces éléments que l'on peut analyser sérieusement la situation, j'ai envie d'ajouter autant que possible, car nous manquons d'informations sur les rapports entre les classes en Libye, sur la situation politique et sociale à l'intérieur du pays avant le déclenchement de l'insurrection, il faut donc accepter le fait qu'il y aura forcément une part d'approximation dans notre analyse et inévitablement des erreurs, mais au moins elle a le mérite d'exister, contrairement à ceux qui se précipitent pour rédiger des déclarations enflammées en s'en remettant uniquement à une théorie gravée dans le marbre pour l'éternité qu'ils agitent comme un hochet.

En complément ce que j'avais rédigé rapidement hier soir.

Tout cela est exact et personne ne peut le nier, nous en tenons compte dans notre analyse. Mais maintenant il y a la situation sur place en Libye et qui est loin d'être uniforme comme certains voudraient nous le faire croire sous prétexte non avouée que le gouvernement provisoire installé à Benghazi serait pourri jusqu'à l'os, ce qu'on n'ignore pas non plus, à notre connaissance, ceux qui se sont imposés aux commandes des opérations lors des soulèvements en Tunisie et en Egypte ne valaient guère mieux non plus. Qu'on se souvienne, c'est la détermination des prolétariats de ces pays et leur degré de mobilisation qui ont conduit à la chute des deux premiers gouvernements provisoires installés à la hâte en Tunisie et précipité le remplacement du Premier ministre égyptien fraîchement nommé...

Tous semblent tabler sur le soutien indéfectible de la majorité du peuple libyen à son bourreau, ce qui s'inscrit à contre-courant des expériences tunisienne et égyptienne, on pourrait encore citer le Yémen ou Bahreïn où le pouvoir est de plus en plus isolé, au point que ce dernier a dû faire appel à l'armée et la police saoudienne (sans doute sous la pression américaine) pour réprimer les manifestations sans parvenir à rétablir un ordre chancelant. Seraient-ils en possession d'informations qui nous font défaut ? Je ne le pense pas.

Il ne viendra à l'esprit de personne que les événements auraient pu prendre une autre tournure en Tunisie et en Egypte, que les soulèvements révolutionnaires auraient pu être retardés ou remis à bien plus tard si les dictateurs en place s'y étaient pris autrement, autrement dit, que rien n'est inscrit d'avance dans un sens ou dans l'autre, que l'histoire ne suit pas un cour linéaire et qu'il suffit parfois ou souvent d'un fait isolé et en apparence bénin pour qu'il bascule. Je trouve cela stupéfiant.

On nous dit encore que l'impérialisme voudrait reprendre la main dans cette région du monde et particulièrement en Libye, à croire donc que ce ne serait pas des multinationales des pays dominants qui exploiteraient le pétrole libyen. Pour en avoir le coeur net, voici un extrait d'un article signé Manlio Dinucci pour le Réseau Voltaire :

"*La Libye possède des réserves de pétrole estimées à environ 60 milliards de barils, les plus grandes d'Afrique, le double des réserves étasuniennes. Les coûts d'extraction sont parmi les plus bas du monde : à peine plus d'un dollar le baril vendu à plus de 100 dollars sur les marchés internationaux. La Libye possède en outre des réserves de gaz naturel estimées à environ 1 500 milliards de m3. Les compagnies qui ont eu les contrats les plus avantageux auprès de la National Oil Corporation libyenne sont européennes, dont l'Eni (Ente nazionale idrocarburi, Société nationale des hydrocarbures, NdT), chinoises et russes. Les étatsuniennes sont restées par contre à la marge ou ont perdu du terrain. Chevron et Occidental Petroleum, qui s'occupaient de la prospection des gisements de pétrole et de gaz, ont décidé en octobre 2010 de ne pas renouveler leurs contrats. Dont s'est accaparée un mois plus tard la compagnie allemande R.W. Dia.*"

Il a oublié Total et d'autres multinationales, peu importe. Le coût d'extraction du pétrole libyen qui est indiqué ici est fantaisiste, il doit être plus élevé. Un jour à la télé dans une émission sur l'environnement, je me souviens qu'au Canada une compagnie pétrolière se plaignait du coût faramineux d'extraction du schiste bitumineux, à l'entendre aux alentours de 100 dollars le baril, autrement dit cette compagnie aurait toujours travaillé à perte dans le passé puisque le baril de pétrole a rarement atteint ou dépassé la barre des 100 dollars sur le marché, sans pour autant faire faillite...

La guerre que l'impérialisme américain mène désormais contre Khadafi n'est qu'un prétexte pour rafler la mise en Libye. Nous assistons simplement à une guerre entre impérialistes interposés qui ne veut pas dire son nom. Le dindon de cette mauvaise farce ne sera pas forcément celui auquel on pense spontanément, le peuple libyen dont les multinationales continueront de piller les richesses, mais Sarkozy, Merkel, Berlusconi et leurs multinationales qui seront évincées si l'impérialisme américain parvient à faire chasser Khadafi du pouvoir par le peuple libyen.

Pourquoi l'Etat israélien s'inquiète-t-il de la démocratisation des régimes au Proche et au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord ? Par crainte d'apparaître comme un régime aussi infréquentable que ceux de Ben Ali, Moubarak ou Khadafi ? Sa raison d'être disparaîtrait comme bras armée de l'impérialisme américain dans la région, comme la présence de la Ve Flotte américaine en Bahreïn, les bases américaines présentes en Arabie Saoudite et d'autres pays de la région n'auraient plus aucune raison d'être, or l'économie d'armement et de guerre demeure l'un des volants d'entraînement de l'économie capitaliste mondial, souvenez-vous du "bon" mot de Dassault ces derniers jours, si l'on vent des armes, c'est bien pour qu'elles servent un jour à quelque chose... et ainsi de suite.

Que craignent également les pays de la Ligue arabe ainsi que les gouvernements tunisien et égyptien inféodés à l'impérialisme américain, qui s'élèvent contre le bombardement des positions des troupes encore fidèles à Khadafi, que cela encourage d'autres peuples à se soulever contre leurs propres tyrans au pouvoir et que la situation dans la région et au-delà dans d'autres pays en Afrique s'en trouve chaque jour un peu plus déstabilisée ou ne deviennent incontrôlable ? Craignent-ils que leur subordination aux Etats capitalistes dominants ne soit mise en évidence par les arrière-pensées qui animent la coalition impérialiste qui intervient en Libye, si elle décidait d'aller plus loin que des frappes aériennes, entraînant dans le même élan des soulèvements contre ceux qui pillent les richesses de leurs pays, qu'un front anti-impérialiste finisse par ne se cristalliser et remette en cause leur propre pouvoir ? N'interprètent-ils pas à la suite de nombreux peuples de la région (non sans réserves) cette intervention militaire en Libye comme un soutien aux soulèvements révolutionnaires en cours, ne craignent-ils pas qu'elle les alimente, qu'ils s'approfondissent encore, qu'ils deviennent de véritables révolutions prolétariennes et socialistes ? Surtout, l'intervention militaire des pays capitalistes dominants en Libye met en lumière la passivité ou l'impuissance des dirigeants arabes, du gouvernement tunisien (issu du sérail du régime de Ben Ali) et égyptien (entre les mains de l'armée) face

à Khadafi, leur dénonciation feutrée et tardive du dictateur, leur véritable nature sociale et politique.

Un dernier mot.

Je n'ai pas trouvé trace ce matin de la manifestation qui a eu lieu hier à Tokyo contre le gouvernement pour sa gestion de la crise après le tsunami, vu hier soir aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie.

Notre prochaine analyse pourrait porter le titre suivant : le prolétariat mondial est en train de prendre conscience de sa gigantesque et irrésistible force.

Bonne semaine à tous.

Politique

1- France. Premier tour des élections cantonales (selon deux sources).

1.1- Pour ce premier tour des cantonales, l'abstention reste «le premier parti de France», et de loin, avec un score estimé autour de 55%. Une participation très faible qui relativise le score de chaque parti. Si le PS vire en tête à l'issue du premier tour, avec environ 25% des voix (1) selon les derniers décomptes du ministère de l'Intérieur, ce n'est pas un triomphe absolu. En 2004, il avait obtenu 26,25% des voix, mais il est vrai qu'il n'avait pas la concurrence d'Europe Ecologie-Les Verts. Le parti écolo, qui souhaitait se positionner comme la deuxième force à gauche, n'a pas réussi son pari. Avec un peu plus de 8,3% des voix, les ex-Verts sont doublés, d'un cheveux, par le Front de gauche, qui obtient autour de 9% des voix. Mais le fait marquant de la soirée, c'est à la fois le tassement de l'UMP, qui tourne autour des 17,13% et la percée du FN, qui talonne le parti majoritaire, à presque 15,26% des voix.

Note 1- Les scores sont ceux donnés par Claude Guéant, le ministre de l'Intérieur. Il a donné Europe Ecologie-Les Verts autour de 8%. Sur la graphique, il est noté 8,6% parce que cela prend en compte le résultat de candidats écologistes non-affiliés à EELV. De même les communistes, sur notre graphique sont crédités de 8%, mais cela ne prend pas en compte l'apport des candidats du Parti de gauche, autour de 1%, le tout constituant le Front de gauche. (20minutes.fr 20.03)

1.2- Selon les chiffres du Ministère de l'Intérieur (à 21h30), le PS (Parti Socialiste) a obtenu 25% pour ce premier tour des élections cantonales, l'UMP du président de la république Nicolas Sarkozy seulement moins de 16% et le FN (Front National) 15%, les écologistes 6,96%, les communistes 7,87%, le Parti de gauche 0,96%.

A Hénin-Beaumont, terre adoptive de Marine Le Pen, le FN obtient 65% et Eric Ciotti, le très droitier élu UMP dans les Alpes-Maritimes 76,84%.

Lors des élections cantonales de 2004, l'abstention avait été de 36,09% au premier tour, et de 33,51% au second tour, et pour celles de 2008, de respectivement 35,12% et 44,53% au second. Le record d'abstention pour des cantonales reste celui de 1988 : 50,8% au premier tour, 52,9% au second. Les élections européennes de 2009 avaient connu enore pire 59,37% (et 57,24% en 2004).

Sachant que le FN n'était présent que dans 75 % des cantons, cela représente entre 21 et 23 % des voix au niveau national. (précision d'un internaute) (La Tribune 20.03)

A 9h du matin en Inde, 4h30 chez vous, les agences de presse n'avaient pas encore donné de résultats définitifs et détaillés. Il semblerait selon ce que j'ai lu dans une dépêche qu'il faille augmenter le score de l'UMP du fait que certains de ses candidats n'ont pas osé se présenter sour l'étiquette de leur parti par crainte d'être évincé dès le premier tour, ce qui expliquerait les 16% annoncés par La Tribune.

2- Libye

2.1- Il est très clair que les Américains sont aux commandes. Lors d'un briefing organisé samedi au Pentagone, le vice-amiral William E. Gortney a précisé que l'opération a été baptisée Odyssey Dawn (Aube de l'odyssée) et qu'elle est placée sous le commandement du général Carter F. Ham, chef du U.S. Africa Command (Africom), basé à Stuttgart (Allemagne). Une force navale portant la dénomination Task Force Odyssey Dawn est commandée à la mer par l'amiral américain Samuel J. Locklear III, dont l'état-major est embarqué à bord du navire de commandement USS Mount Whitney. À ce stade, les conditions précises de l'organisation de l'opération Odyssey Dawn ne sont pas entièrement définies. Les autorités politiques françaises présenteront sans doute une version les plaçant en tête de gondole, mais la réalité est plus prosaïque : les Américains sont aux manettes et assurent le contrôle opérationnel de l'ensemble du dispositif (OPCON, pour Operational Control) en assurant la coordination de l'ensemble des missions et des moyens qui leur sont attribués. La raison en est simple : alors que la coalition pourrait compter jusqu'à une vingtaine de pays dans les jours qui viennent, seuls les Américains sont en mesure de gérer un tel dispositif.

Les Français sont donc des "*fournisseurs de moyens*" à la coalition qui leur a accordé le "*privilège*" (ou vécu comme tel par Nicolas Sarkozy) de prendre l'air les premiers. (Lepoint.fr 20.03)

2.2- Conséquences des frappes aériennes françaises dans l'Est de la Libye, les bataillons fidèles à Mouammar Kadhafi ont fui les abords de Benghazi, bastion de la rébellion. Les insurgés ont progressé en direction d'Ajdabiah, dont ils ne seraient plus qu'à une dizaine de kilomètres.

«*Nous sommes sortis aujourd'hui et nous avons vu la route ouverte*», a déclaré l'un des combattants, Tahir Sassi, surveillant la zone jonchée de véhicules calcinés et de poteaux électriques tordus ou coupés en deux.

Quatorze chars, 20 véhicules blindés de transport de troupes, deux camions équipés de lance-roquettes et des dizaines de pick-ups étaient éparpillés le long de la bande de bitume témoignant de la puissance de feu déployée. L'un des chars était réduit à un amas de tôle noircie et avait perdu sa tourelle. Un peu plus loin, à une centaine de mètres, des munitions continuaient d'exploser et des flammes léchaient les véhicules et les matériels détruits.

«Kadhafi est comme poulet et la coalition est en train de lui arracher toutes ses plumes, de sorte qu'il ne puisse plus voler. Les révolutionnaires vont lui trancher la tête», dit Fathi Bin Saud, un rebelle de 52 ans armé d'un lance-roquettes. «*C'est fini de battre en retraite. A partir de maintenant, nous allons aller de l'avant*», affirme-t-il. «*La coalition n'a pas tout fait. Nous avons aussi contribué. Ils nous encouragent. Nous combattions avant qu'ils n'arrivent. Ils nous remontent le moral*», ajoute-t-il.

«*Dites aux Occidentaux de détruire Kadhafi doucement, par petits morceaux, comme il nous l'a fait pendant 40 ans*», dit Djamal al Madjbouri, propriétaire d'une ferme voisine.

Mais les blindés de l'armée régulière sont entrés dans le centre de Misrata, la plus grande ville tenue par les insurgés à l'ouest du golfe de Syrte. Le contrôle de la ville faisait l'objet d'une violente bataille ce dimanche. Selon un porte-parole des insurgés, Abdelbasset, Mouammar Kadhafi «recourt à la stratégie de la terre brûlée, incendiant et détruisant tout ce qui se trouve sur son chemin».

Abdelbasset, porte-parole des insurgés de Misrata, a déclaré à Reuters: "*Il y a des affrontements entre les insurgés et les forces de Kadhafi. Leurs chars sont dans le centre de Misrata (...) Il y a tant de victimes que nous ne pouvons les compter*". (20minutes.fr et Reuters 20.03)

3- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a limogé dimanche son gouvernement, 48 heures après la brutale répression d'une manifestation contre son régime qui a fait, selon des sources médicales, une cinquantaine de morts.

Cette violence avait continué à provoquer une hémorragie dans les rangs du régime, en butte depuis des semaines à une révolte populaire croissante visant au départ immédiat de Saleh.

Abdallah Alsaïdi, représentant permanent du Yémen aux Nations unies, avait annoncé dimanche sa démission, de même que la ministre des Droits de l'homme, Houda al Ban, seconde membre du gouvernement à quitter le gouvernement depuis vendredi.

"*Cette situation critique nous empêche de poursuivre notre travail sous un régime qui ne respecte pas les droits de l'homme et les libertés*", a déclaré Ban, disant parler également au nom de son adjoint Ali Tayssir.

Deux autres membres en vue du parti, dont le directeur de l'agence de presse officielle, Nasser Taha Moustafa, avaient, eux aussi, depuis, annoncé leurs démissions.

Dimanche les policiers, auxquels les manifestants imputent le carnage de vendredi, avaient disparu des rues de Sanaa, remplacés par des soldats en treillis, armés seulement de bâtons en signe d'apaisement.

"*C'est le signe de l'échec de la sécurité dans la répression de la révolution et les foules qui étaient présentes aujourd'hui montrent qu'elles sont prêtes à de nouveaux sacrifices*", a déclaré un porte-parole de l'opposition, Mohamed al Sabri.

Des chars et blindés étaient en position autour du palais présidentiel et devant les principaux points névralgiques de la capitale. Mais la tension dans la capitale semblait avoir baissé d'un cran. (Reuters 20.03)

4- Bahreïn

Les principaux mouvements d'opposition à Bahreïn ont assoupli leurs conditions pour un dialogue avec les autorités du royaume

après la répression des manifestations en faveur de changements politiques et sociaux.

Emmenés par le Wefaq, principale force chiite du pays, ces mouvements d'opposition réclament désormais la libération de tous les prisonniers arrêtés depuis mercredi, la fin de la répression engagée ce même jour et le départ des troupes envoyées lundi par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis en soutien à la famille régnante sunnite.

"*Favorisez l'instauration d'un climat sain pour permettre d'engager un dialogue politique entre l'opposition et le gouvernement susceptible de placer notre pays sur la voie d'une véritable démocratie l'éloignant de l'abîme*", écrivent-ils dans un communiqué diffusé samedi soir.

Les opposants demandent aussi aux autorités de ne plus attiser les divisions confessionnelles et de retirer les forces qui encerclent depuis plusieurs jours l'un des principaux hôpitaux du pays.

Les autorités de Bahreïn ont tenté de donner le sentiment d'un retour au cours normal des choses ce dimanche, premier jour ouvré après une semaine de vives tensions.

Le couvre-feu a été allégé, les fonctionnaires ont été priés de reprendre le travail et les écoles et universités ont été invitées à rouvrir leurs portes après plusieurs jours de fermeture.

La télévision publique a été mise à contribution pour donner aux habitants le sentiment que la vie avait repris son cours normal. Elle a diffusé des feuilletons, des documentaires et des reportages au sujet d'expatriés manifestant leur soulagement de se sentir à nouveau en sécurité.

Certains centres commerciaux ont rouvert et le nombre de barrages a été allégé dans les rues, même si des hélicoptères continuaient à survoler la capitale, notamment les quartiers chiites.

L'enterrement ce dimanche de Khalil Radhi, l'un des quatre manifestants décédés cette semaine, a toutefois été la source de nouvelles tensions.

Plus de 2.000 personnes ont manifesté à Sitra, le village chiite dont il était originaire, et réclamé la chute du régime en même temps qu'elles lui rendaient un dernier hommage.

Peu après l'enterrement, le Wefaq a annoncé la mort d'un homme arrêté deux jours plus tôt par les forces de sécurité. La police a appelé sa famille pour lui demander de récupérer son corps, a dit le parti d'opposition.

Par ailleurs, Nadil Radjab, responsable d'une organisation de défense des droits de l'homme qui critiquait la répression dans les médias, a dit avoir été brièvement placé en détention dans la nuit de dimanche à lundi. (Reuters 20.03)

5- Syrie

Une foule de manifestants a mis le feu dimanche au siège du Parti Baas à Deraa dans le sud de la Syrie, ainsi qu'aux tribunaux de la ville, ont rapporté des habitants.

Au troisième jour de la contestation dans cette ville proche de la frontière jordanienne, les manifestants ont également incendié les filiales locales de deux entreprises de téléphonie, dont l'une, Syriatel, appartient à Rami Makhlouf, un cousin du président Bachar el Assad.

Deraa, qui compte dans les 75.000 habitants, est située à une centaine de kilomètres au sud de la capitale Damas.

"*Ils ont incendié les symboles de l'oppression et de la corruption*", a expliqué un militant. "*Les banques, aux alentours, n'ont pas été touchées*", a-t-il ajouté.

Makhlouf, qui dirige plusieurs grandes entreprises, est sous le coup de sanctions américaines en raison de ce que Washington considère comme des actes de corruption et les manifestants, dimanche, l'ont traité de "bandit".

A la tombée de la nuit, les manifestants contrôlaient les vieux quartiers de Deraa, et dans le reste de la ville, on signalait une importante présence policière.

Le président Assad, qui est confronté à la première grande vague de contestation depuis son arrivée au pouvoir, a dépêché des représentants du gouvernement à Deraa pour apaiser la situation, mais des milliers de personnes sont descendues de

nouveau dans les rues, dimanche, pour réclamer la levée de l'état d'urgence, qui est en vigueur depuis 1963 dans le pays.

Selon des habitants, un manifestant a été tué dimanche à Deraa par les forces de sécurité. Vendredi, on avait déjà déploré quatre tués et des dizaines de blessés parmi les protestataires.

"*Non! Non à l'état d'urgence! Nous sommes un peuple épris de liberté*", ont repris les manifestants.

Les forces de sécurité ont tiré dimanche des grenades lacrymogènes et une quarantaine de personnes, intoxiquées, ont dû recevoir des soins à la grande mosquée d'Omari, dans la vieille ville, ont rapporté des habitants.

"*La mosquée est désormais transformée en hôpital de campagne. Les forces de sécurité savent qu'elles ne peuvent pas pénétrer dans la vieille ville sans que le sang coule à nouveau*", a expliqué un habitant.

La Syrie vit à l'heure de l'état d'urgence depuis que le parti Baas, aujourd'hui dirigé par le président Assad, a pris le pouvoir à la faveur d'un putsch en 1963 et interdit toute forme d'opposition.

Des dizaines de personnes arrêtées vendredi ont été relâchées, mais des dizaines d'autres sont encore derrière les barreaux, selon des militants.

Samedi, des milliers de personnes venues pleurer les victimes de la veille avaient appelé à une "*révolution*". Des représentants du pouvoir ont rencontré par la suite des notables de Deraa, qui leur ont remis une liste de doléances, parmi lesquelles la libération des prisonniers politiques.

La liste comprend également le démantèlement du siège de la police secrète à Deraa, le renvoi du gouverneur, un procès public pour les responsables de la tuerie de vendredi et l'abrogation de règles stipulant qu'il faut demander une autorisation à la police secrète pour vendre et acheter des propriétés.

Des petites manifestations ont été signalées ces jours-ci à Homs, dans le centre du pays, ainsi que dans la ville côtière de Banias, où se trouvent deux raffineries de pétrole. (Reuters 20.03)

6- Maroc

Ils devaient être 5000 ou 6000 aujourd'hui à Rabat- et des milliers d'autres à Casablanca, Marrakech, Agadir ou Tanger- à manifester pour le changement et la démocratie.

La manifestation avait été maintenue par ses organisateurs en dépit de l'annonce d'une réforme constitutionnelle faite le 9 mars dernier par le roi. Certains manifestants avaient choisi de descendre dans la rue essentiellement pour exprimer leur vigilance, d'autres pour dire leur méfiance, et les plus jusqu'auboutistes pour crier leur rejet d'une constitution "*octroyée*". Pendant plus de cinq heures, sous un chaud soleil, les manifestants ont brandi leurs pancartes et entonné leurs slogans dans une atmosphère bon enfant, en l'absence de tout déploiement des forces de l'ordre.

Beaucoup de slogans pointaient la corruption et la mainmise de certains proches du roi - à commencer par son secrétaire particulier Mounir Majidi- sur l'économie. D'autres avaient directement trait au projet de réforme de la constitution. Pour réclamer une "*monarchie parlementaire*", un "*roi qui règne mais ne gouverne pas*" et une "*démocratie véritable*". Sur plusieurs pancartes on pouvait lire une allusion très directe aux pouvoirs spirituels du roi: "*Article 19 dégage!*", en référence à l'article 19 de la constitution qui fonde la "*commanderie des croyants*". (Lexpress.fr 20.03)

7- Egypte

La réforme constitutionnelle proposée par le pouvoir militaire égyptien en vue d'organiser rapidement des élections présidentielle et législatives libres et pluralistes a été approuvée dimanche à une majorité de 77% des votants.

Mais le taux de participation au référendum n'a atteint que 41,2% des 45 millions d'électeurs inscrits, reflétant la crainte de nombre d'Egyptiens que seuls l'ex-parti au pouvoir, le Parti national démocrate (PND) et les Frères musulmans, principal mouvement d'opposition structuré, ne profitent d'élections précipitées.

Durant ses trente ans de pouvoir, l'ancien président Hosni Moubarak avait fait le vide politique autour de lui et les groupes d'opposition laïques à l'origine de la révolution qui l'a chassé le 11 février estiment qu'il leur faudra du temps pour s'organiser et se mettre en ordre de bataille. (Reuters 20.03)

Social

France.

1- Pour un salaire de misère...

Jean-Paul Agon, qui cumule depuis vendredi les postes de directeur général et de président du groupe de cosmétique L'Oréal, conservera un salaire inchangé de 2,1 millions d'euros en 2011.

Il s'est vu attribuer pour 6,9 millions d'euros de stocks-options l'année dernière. (Lefigaro.fr 20.03)

2- De quoi vous couper la faim !

Déjà, on avait été alerté par le prix du réveillon à l'Espadon du Ritz: 2.011 euros, beaux vins compris. Au Ritz Club, 750 euros orchestre et DJ compris. Pour la nuit de la Saint-Sylvestre, il y avait des clients radieux, des noceurs partout: recette totale du 31 décembre: 600.000 euros, au bas mot. Oui, le Ritz est unique et le brunch dominical est affiché à 120 euros, jus d'orange, sushis et bar en croûte au menu, sans le vin. Dimanche dernier, le chef Girardin, MOF, a servi 180 mangeurs jusqu'à l'heure du thé.

Les complets se succèdent pour le dîner dans tous les monuments de la bonne chère et l'autre soir, au Cinq du George V, Éric Beaumard, Meilleur Sommelier d'Europe, a vendu deux bouteilles de Pétrus 1982 à 15.000 euros l'unité.

A l'Hôtel Balzac, on frôle les sommets: le damier de Saint-Jacques dans un consommé de poule aux truffes coûte 207 euros, la tourtière d'oignons, châtaignes, lard fumé et truffes à 215 euros, la poularde de Bresse en vessie aux légumes et truffes à 232 euros par personne (il faut être deux), la blanquette de veau fermière traditionnelle au jambon et truffes à 220 euros, un record à Paris tout comme le dessert Richerenches aux truffes, un biscuit soufflé à la vanille, sorbet et sablé à… 116 euros.

Autre trois étoiles pour gourmets très fortunés près du Mans ou dans le Val-de-Loire des tarifs cinglants pour des végétaux, les ravioles potagères en consommé à 62 euros, la betterave de longue cuisson à 50 euros, le gratin d'oignons doux à 60 euros, les légumes en arlequin à 67 euros, la tarte aux pommes brevetée, une gâterie à 40 euros.

Si le déjeuner est à 120 euros, le dîner de huit plats est à 340 euros –comptez 1.000 euros pour deux avec les vins, en étant «*raisonnable*». Huit jours de délai pour le vendredi soir.

Chez Ducasse au Plaza Athénée (à Monaco), le pâté chaud de pintade truffée est facturé à 95 euros –c'est une entrée– les langoustines rafraîchies dans une nage au caviar sont à 175 euros, et l'on peut les avoir en demi, ainsi que le menu à 360 euros, au déjeuner et au dîner. (Slate.fr 20.03)

Avec ce qu'ils dépensent en moyenne pour un repas, j'ai calculé que je tiendrais pratiquement pendant deux ans, un Indien le double !

Economie

Etats-Unis

AT&T a annoncé dimanche le rachat de T-Mobile USA auprès de Deutsche Telekom pour environ 39 milliards de dollars (27,5 milliards d'euros) dans le cadre d'une transaction en numéraire et en actions.

AT&T a dit que, sur une base pro forma, le rachat de T-Mobile faisait passer le chiffre d'affaires des activités mobiles d'AT&T de 58,5 milliards de dollars à près de 80 milliards de dollars.

Deutsche Telekom a déclaré de son côté que le produit de la cession de T-Mobile USA réduirait son endettement de quelque 13 milliards d'euros, soit une baisse de 13%. (La Tribune et Reuters 20.03)

Le 22 mars

A situation exceptionnelle, une causerie ou analyse plus longue que d'habitude (sur la Libye) que vous retrouverez au format pdf (Acrobat Reader). La page d'accueil en est alourdie, mais vous devez tous avoir une connection rapide à Internet.

A propos des résultats (partielles) du premier tour des cantonales.

L'UMP au bord de l'implosion. Le coup de la tenaille.

Sarkzoy et Copé refusent d'appeler à voter PS contre les candidats du FN, sans doute en espérant que le FN s'en souviendra en 2012 au cas où Sarkozy serait au deuxième tour face à un candidat du PS. Fillon et les centristes ne sont pas de cet avis, sans doute estiment-ils que l'amalgame UMP-PS dans la tête des électeurs ne ferait que renforcer le FN donc conduire à l'élimination de leur candidat au premier tour en 2012.

Du côté de l'opposition institutionnelle, sans surprise ou presque ils appellent à se rassembler pour "battre la droite", alors qu'ils appliquent sa politique dans les conseils généraux. Il n'y a que le PG qui renâcle, alors que sans son alliance avec le PCF au sein du Front de gauche, il ne dépasserait pas 1%, sans doute estime-t-il que le contenu de la gamelle n'est pas assez substantiel à son goût !

A propos de la situation en Libye.

Je n'ai pas eu le temps de lire tous les documents qui me sont parvenus ou ceux que j'ai été glanés sur Internet. La presque quasi-totalité condamnent sans appel l'intervention impérialiste en Libye, position pour laquelle nous penchons spontanément évidemment, mais pour le moment j'ai préféré m'en tenir à une position intermédiaire entre ni condamnation ni soutien en l'étayant avec forces arguments, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils n'ont suscité aucun débat jusqu'à présent, comme s'il fallait s'en tenir à un principe et s'interdire de réfléchir, comportement facile ou pratique que je rejette.

Je continue de m'interroger sur la situation chaque heure qui passe, il me reste encore au moins deux éléments à analyser plus en détail avant de reformuler ma position si nécessaire, de la maintenir ou d'en changer pour rejoindre l'ensemble des camarades qui se sont déjà exprimés sur cette question.

Le premier élément concerne le développement du processus révolutionnaire en Libye avant le début de cette intervention militaire, la question étant de savoir s'il s'est développé dans l'ensemble ou une grande partie de la Libye ou seulement dans le fief de "tribus" historiquement opposées à celle de Kadhafi. Apparemment la réponse à cette question est positive, reste à le confirmer.

Le second élément concerne la place du soulèvement révolutionnaire des travailleurs libyens dans ce processus révolutionnaire par rapport au gouvernement provisoire installé à Benghazi et soutenu par l'impérialisme français et américain, la question étant également de savoir si ce soulèvement des travailleurs a été spontané à l'origine ou s'il a été orchestré en sous main par ceux qui détiennent le pouvoir à Benghazi, c'est une question déterminante, on pourrait ajouter une autre question : quels sont les rapports entre les deux forces qui s'opposent à Kadhafi, les travailleurs qui ont constitué leurs propres comités et ce gouvernement constitué autour de l'ex-ministre de la Justice de Kadhafi et des militaires qui l'on lâché, comment les travailleurs libyens engagés dans la révolution perçoivent-ils ce gouvernement provisoire, le reconnaissent-ils ou ils le rejettent ?

Tout le monde a parlé d'une révolution ou d'un soulèvement révolutionnaire en Libye depuis un mois sans jamais évoquer de manipulations à ma connaissance, et tout d'un coup voilà que les travailleurs libyens seraient manipulés depuis le début, certains l'affirment, d'autres le sous-entendent, plutôt curieux comme argument et comportement, non ?

Et puis, encore hier qui parlait de la Libye, qui s'y était intéressé au point de savoir ce qui s'y passait réellement ? Apparemment personne, mais là encore tout le monde fait comme s'il maîtrisait parfaitement son sujet, décidément on ignorait que nos dirigeants possédaient des connaissances encyclopédiques, à se demander à quoi elles leur ont servi jusqu'à présent.

Un troisième élément me vient à l'esprit, il concerne la répercussion de cette intervention militaire sur les soulèvements révolutionnaires en cours et ceux qui pourraient couver comme en Syrie ou dans d'autres pays en Afrique ou au Moyen-Orient. Un journaliste hier soir aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie a expliqué que les yéménites étaient galvanisés par l'attaque contre les forces de Kadhafi, ils y voyaient une légitimité à continuer leur combat jusqu'à la chute de leur propre dictateur, que le même phénomène totalement impensable encore la veille était en train de se produire en Syrie.

Donc si l'on comprend bien, cette décision d'intervenir en Libye pourrait avoir des conséquences tout à fait imprévisibles sur l'interprétation qu'en feraient les peuples ou plutôt sur la manière dont ils l'exploiteraient pour passer eux-mêmes à l'assaut des régimes tyranniques qui les bâillonnent.

Cela n'aurait rien de surprenant, pour qui est habitué à prendre en compte les contradictions et les paradoxes qui découlent à la fois de l'évolution et de la survie du capitalisme mondiale et de l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction politique, et analyse les conséquences sociales et politiques de sa survie sur tous les continents pour tous les peuples.

Pour terminer cette analyse, voyons quelques arguments avancés par des camarades.

1- Les différents impérialistes engagés dans cette guerre, ils "*n'ont pas soutenu l'insurrection libyenne pendant des semaines, au moment où elle était la plus forte*", pardi, vous ne voudriez pas non plus qu'ils prennent la direction de la révolution pour abattre

le capitalisme, grotesque !

2- "*Leur vrai but est de contenir les révolutions arabes et de les mener dans l'impasse de la prétendue « transition démocratique »* ", mais ne sont-elles pas condamnées à finir dans une "impasse" ? A moins qu'on puisse se passer du parti... Peut-être faudrait-il s'attendre à voir une révolution socialiste en Tunisie et en Egypte ?

3- "*Ils veulent contrôler la Libye car sa position géo-stratégique est centrale dans la région*", hier ils disaient tous la même chose de l'Egypte, à croire que le tremblement de terre au Japon à modifier la carte du monde !

4- "*ils préfèrent quelqu'un de plus malléable et veulent briser les acquis de l'indépendance*", qui comme chacun sait profitaient de préférence aux travailleurs en Libye ! Vous lirez avec intérêt peut-être dans un article que j'ai mis en ligne, que Kadhafi employait essentiellement des dizaines de milliers de travailleurs immigrés sous-payés dans l'industrie du pétrole et du gaz, et quant aux recettes de la vente du pétrole et du gaz il tombait dans l'escarcelle de l'Etat, donc dans les poches du clan Kadhafi et des multinationales italiennes, françaises, allemandes, etc.

5- "*Sarkozy et les autres impérialistes ont fini par soutenir l'insurrection après avoir trouvé de prétendus « dirigeants » auto-proclamés qui leur prêtent allégeance* ", il n'a pas dû chercher longtemps pour les trouver !

J'ai l'impression que Sarkozy a commis une grave erreur en surestimant la volonté et la capacité des travailleurs libyens à se débarrasser de Kadhafi, il aurait soutenu les "*« dirigeants » auto-proclamés*" par crainte que le prolétariat libyen prenne le pouvoir et remette en cause les accords passés avec les Etats impérialistes et les multinationales (dont Total), il voulait donc assurer ses arrières d'une certaine manière, après avoir soutenu Kadhafi le plus longtemps possible. Je pense que c'est là l'un des éléments essentiels qui permet de comprendre la situation. Il aurait décidé de soutenir le gouvernement provisoire de Benghazi par crainte qu'il ne soit débordé par le prolétariat révolutionnaire ou que le processus révolutionnaire n'aille plus loin qu'il ne faudrait pour protéger les intérêts de l'impérialisme français.

Qu'il s'y soit pris trop tard brouille la compréhension que l'on peut avoir de la situation aujourd'hui, cela est dû à l'absence d'indépendance de la politique étrangère du gouvernement français, il a besoin de l'aval de l'impérialisme américain pour passer à l'action, ainsi que l'accord de l'ONU qui est une machinerie extrêmement lourde et complexe à mettre en oeuvre avant de parvenir à une décision, et souvent quand elle est mise en application, la situation sur le terrain a évolué, elle s'inscrit en contradiction avec le rapport de forces sur le terrain, c'est ainsi qu'ils commencent à bombarder les forces de Kadhafi non pas au moment où il se trouvait en difficulté, ce qui aurait pu précipiter sa chute et l'affaire était réglée en 48h, mais l'inverse, au moment où l'opposition armée vient de subir défaite sur défaite et s'est repliée sur Benghazi.

Il y aurait bien une autre explication, mais elle ne tient pas un instant. Sarkozy, Cameron et Obama auraient planifié les choses de telle sorte qu'en passant à l'action trop tard, au moment où Kadhafi avait repris le dessus sur la révolution, celui-ci n'aurait pas d'autre stratégie pour rester au pouvoir que de replier le gros de ses forces à l'intérieur des grandes villes du pays pour qu'il soit impossible de le déloger autrement que par une intervention militaire au sol. Mais dans ce cas-là, ce serait une guerre du même type qu'en Irak et en Afghanistan, or tous les peuples les condamnent aujourd'hui, d'autre part ce n'est pas sûr qu'ils en auraient les moyens politiques, ni que l'ensemble des impérialistes (indien, russe et chinois notamment) soutiendraient une telle initiative, ne parlons pas des risques de déstabilisation d'autres régimes déjà fragiles en Afrique, sans parler de la crise économique qui pourrait en résulter avec ses conséquences sociales et politiques cette fois dans tous les pays sur tous les continents.

6- "*Kadhafi était en train de reconquérir le pays, ce qui aurait comme conséquence l'arrêt de l'ouverture aux principaux impérialistes, notamment à la France : il avait menacé de les remplacer par la Russie et la Chine*", voilà encore un argument plus qu'approximatif pour ne pas dire erroné, d'une part "*l'ouverture aux principaux impérialistes*" étaient déjà réalisée et ne date pas d'hier, ensuite il a menacé de remplacer les multinationales européennes par les russes, les indiennes et les chinoises une fois seulement que la menace se précisait sur lui, pas avant.

7- "*C'est aussi une question de crédibilité si les impérialistes veulent que les peuples arabes croient à leurs promesses démocratiques*", comme s'ils ne savaient pas quoi en penser depuis belle lurette, ils n'ont pas en tête leur soutien (et leur armement) à l'Etat sioniste israélien contre le peuple palestinien !

8- "*Si la victoire contre Kadhafi était due aux impérialistes, les insurgés en seraient dépossédés et devraient subir le néo-colonialisme direct comme en Irak et en Afghanistan*", encore un argument plus qu'approximatif puisqu'il n'y avait pas d'insurrection en Irak ou en Afghanistan lorsque la coalition impérialiste a décidé d'attaquer ces Etats. Vous est-il venu un instant à l'esprit qu'ils en seraient dépossédés de toutes manières, car dans le cas contraire il aurait pris la direction de leur révolution au lieu de la laisser aux mains d'anciens dignitaires du régime ou de militaires, si les choses se passent de cette manière, c'est justement parce qu'ils n'en avaient pas les moyens. Et puis, comment pouvez-vous savoir à l'avance comment le prolétariat interprèterait cette "*victoire*" sur Kadhafi ? Entre nous, voilà un argument qui pourrait faire évoluer ma position dans votre sens, mais il est encore insuffisant.

Les Irakiens et les Afghans n'ont pas remporté de "*victoire*" sur Saddam Hussein ou sur les talibans pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais trouver les moyens de se mobiliser pour les renverser, de ce fait ils se sont peut-être faits des illusions sur l'issue de ces guerres impérialistes, mais ce n'était que des illusions, ils ne devaient guère en espérer davantage. C'est à se demander qui avaient le plus d'illusions dans l'impérialisme !

9- "*Pour gagner, il leur faut s'organiser politiquement*", quelle bonne blague, il faut, il faut, il faut aller dire cela aux combattants révolutionnaires libyens qui ne doivent pas avoir un niveau théorique ou politique plus élevé que le prolétariat français, s'ils ne le font pas, pourquoi d'après vous ?

Politique

1- France. Elections cantonales

1.1- Avec 55,63%, l'abstention a atteint un niveau record. Alors que plus de 21 millions de personnes étaient amenées à se prononcer, moins de 10 millions d'électeurs seulement se sont rendus aux urnes selon le ministère de l'Intérieur. Le taux d'abstention le plus fort de France a été relevé dans le département de Seine-Saint-Denis avec 67,30%.

Le Parti socialiste est en tête du premier tour avec 25,04% des voix, devançant l'UMP (17,07%) et le FN (15,18%). Le Front de Gauche et Europe Écologie Les Verts ayant obtenu respectivement, 9 et 8% des voix.

14,8% pour les candidats divers droite, c'est le score masqué de ce scrutin, bon nombre de candidats n'ayant pas voulu porter l'étiquette UMP.

Il y aura 394 duels au second tour. Selon l'Expansion, ils seront en «majorité face au PS (204), mais aussi face à l'UMP (89), au PCF (37) ou d'autres candidats, de gauche ou de droite (37)».

5 triangulaires, c'est le nombre de triangulaires entre l'UMP, le FN et le PS. Comme le rapporte le Nouvel Obs, «dans plus de la moitié des cas (204 cantons), le parti d'extrême-droite sera opposé à un candidat du Parti socialiste. Il sera opposé à l'UMP dans 89 cantons. Il y aura 37 duels contre un communiste et aussi 37 confrontations entre le FN et des candidats divers-droite (DVD, majorité présidentielle ou Nouveau centre)». (Slate.fr 21.03)

1.2- Pas d'«*infléchissement*» de la ligne de l'UMP vis-à-vis du Front national pour le second tour des cantonales, dans la perspective des quelque 200 duels qui opposeront PS et FN: ainsi en a décidé Nicolas Sarkozy, lundi matin, lors de la réunion de l'état-major de son parti à l'Élysée. Ce sera donc le «*ni-ni*» - «*ni Front national ni front républicain*» - du moins nationalement. «*Au niveau local, on pourra faire du cas par cas*», a concédé le chef de l'État. Traduction, par Jean-François Copé: «*Il ne sera pas interdit de voter pour un candidat de gauche, ni de s'abstenir.*»

Cette stratégie à double détente a donné lieu lundi à des déclarations plus ou moins contradictoires au sein de la majorité. Hier soir, au bureau politique de l'UMP, le premier ministre a franchi un pas sémantique en appelant clairement à voter «*contre le Front national*» : «*Je le redis, aucune voix de la droite et du centre ne doit se porter sur l'extrême droite, a-t-il martelé. Là où il y a un duel entre le PS et le FN, nous devons rappeler nos valeurs (qui) ne sont pas celles du FN. Nous devons appeler nos électeurs à faire le choix de la responsabilité dans la gestion des affaires locales. Tout cela conduit à voter contre le FN.*»

Mais François Fillon a ajouté que «*cela ne permettait pas de contraindre (les) électeurs (de droite) à mêler leurs voix à celles de l'extrême gauche*», laissant la porte ouverte à l'abstention. «*Il n'est pas favorable au front républicain, mal ressenti par nos électeurs, explique-t-on à Matignon. Mais il ne met pas sur le même plan le "ni FN" et le "ni front républicain". Le FN, c'est non!*» De son côté, le ministre du Travail, Xavier Bertrand, appelle à «*voter blanc*» en cas de duel FN-PS.

Ces derniers jours, les centristes, mais aussi plusieurs ténors de l'UMP - dont des ministres -, avaient déjà dit qu'«à titre personnel», ils voteraient PS en cas de duel avec le FN. «*Copé nous a laissés libres, chacun fait donc son choix en conscience*», justifie un ministre, qui prédit une multiplication de «*positions personnelles*» d'ici au deuxième tour. Sur le terrain, tout n'est pas clair non plus: Alain Schmitz, président UMP sortant du conseil général des Yvelines, a par exemple appelé à soutenir dimanche tous les adversaires du FN, «*sans exception*». Parmi eux, se trouve… un communiste. Lundi matin, Nicolas Sarkozy a estimé que les prises de position de ceux qui appellent à voter pour le PS n'étaient «*rien d'autre que la volonté de se construire une personnalité sur le dos de sa famille politique*». Le président a également ironisé sur la position des socialistes qui, «*il y a huit jours, disaient pas de front républicain*», avant de changer d'avis en découvrant que le PS devra affronter le FN dans 200 cantons.

De son côté, François Fillon s'est inquiété à l'Élysée de l'abstention record: «*Ce sont nos candidats qui en ont souffert le plus. Il s'agit d'une marque de défiance à l'égard du gouvernement et de la majorité.*» (Lefigaro.fr 21.03)

1.3- Le calcul de Nicolas Sarkozy était simple: préserver la possibilité de bons reports de voix entre Marine Le Pen et lui en 2012 et retenir les très nombreux électeurs UMP de plus en plus tentés par un vote FN. Le président voulait ainsi envoyer un message

fort. Le résultat est illisible. (Lexpress.fr 21.03)

Jean-Louis Borloo a souhaité lundi lors d'une déclaration solennelle que toute "*ambiguïté*" soit levée, jugeant que "*faire barrage au Front national est évidemment indispensable*".

Jean-Christophe Lagarde, président exécutif du Nouveau Centre, exhorte les électeurs à voter pour "*le candidat démocrate restant en lice*" et le MoDem déplore une tactique "*irresponsable*".

Malgré les consignes présidentielles, les ministres Valérie Pécresse (Enseignement supérieur) et Nathalie Kosciusko-Morizet (Ecologie) maintiennent leur décision de voter pour le candidat de gauche en cas de duel au second tour avec le FN. (Reuters 21.03)

1.4- Après la photo de famille de dimanche soir sur une péniche parisienne, la gauche s'est rassemblée, lundi après-midi, au siège du PS et a abouti à un texte commun. «*Nous appelons toutes les forces de gauche (...) à s'unir pour battre la droite et l'extrême droite au deuxième tour des élections cantonales, derrière les candidats de gauche et écologistes arrivés en tête au premier tour* », lancent les cosignataires que sont le PS, Europe Ecologie-Les Verts (EELV), le PCF, le PRG et le MRC.

Sus à la droite et tous derrière le candidat de gauche, quelle que soit sa famille. Sauf que cette belle unité se fissure dans les cantons où deux candidats de gauche se retrouvent face-à-face au second tour. «*Cela concerne une quarantaine de cas, détaille François Lamy, conseiller politique de Martine Aubry. Au PS, nous nous désisterons si notre candidat est arrivé deuxième.*» Une position qui n'est pas partagée par les écologistes, qui ont prévu de se maintenir dans la plupart de ces cas de figure.

Et cette position irrite beaucoup le Front de Gauche, notamment Jean-Luc Mélenchon, qui a snobé la réunion de la péniche dimanche, ainsi que celle rue de Solférino, lundi.

Mais Mélenchon connaît surtout les enjeux locaux de ce scrutin. En se maintenant dans certains cantons de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, deux des derniers bastions du PCF, les écologistes gênent les candidats du Front de gauche. «*Un petit nombre de cas mais dans des endroits très importants*», avoue Pierre Laurent, secrétaire national du PCF qui s'est rendu, «*optimiste*» selon ses propres mots, aux premières réunions de dimanche soir et semble avoir depuis changé d'avis.

«*Il y a des partenaires qui n'ont pas été loyaux à son égard. A peine a-t-il tourné les talons qu'Europe Ecologie décidait de se maintenir partout. (...)?La règle est celle du désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé. Peut-être qu'Europe Ecologie procède d'une autre tradition politique et ne le sait pas*», tance Jean-Luc Mélenchon, presque moins offensif que d'autres, qui voient en sous-main des manœuvres socialistes. (20minutes.fr 21.03)

Voilà donc Benoît Hamon contraint d'appeler les électeurs de gauche à glisser dans l'urne "*le bulletin adéquat*" dimanche prochain dans les cantons où le FN affronte l'UMP : "*celui de l'UMP*". "*Oui, comme en mai 2002*", avait-il admis un peu plus tôt au micro de France Inter. (Lepoint.fr 21.03)

2- Libye

2.1- Les frappes aériennes menées par la puissance occidentales sous mandat de l'ONU commencent à faire l'objet de critiques et l'UE montre ses premiers signes de divisions. Le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a critiqué la résolution 1973 qu'il a jugée «déficiente et imparfaite» et l'a comparée aux «*appels médiévaux à la croisade*». Des propos «*inacceptables*» pour le président russe Dmitri Medvedev. Si les insurgés, eux, ont réaffirmé qu'ils étaient favorables aux frappes contre les troupes kadhafistes, ils ont aussi souligné qu'ils étaient opposés au déploiement de forces terrestres étrangères. (20minutes.fr 21.03)

L'arrivée annoncée de l'OTAN divise la coalition. Actuellement, les opérations de la coalition emmenées par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne sont nationales et coordonnées par les QG américains de Ramstein (Allemagne) et Naples (Italie). Mais de nombreux pays ont répété, lundi, qu'ils souhaitaient que l'OTAN soit présente dans la coalition le plus vite possible. "*Mon pays, comme beaucoup d'autres, n'a qu'un seul moyen de s'engager, c'est dans le cadre de l'OTAN*", a résumé le chef de la diplomatie luxembourgeoise, Jean Asselborn. L'Italie est allée jusqu'à dire que si la question n'était pas réglée, elle reprendrait le contrôle des bases qu'elle a mises à la disposition de la coalition. Jusqu'ici, la France ne souhaitait pas que l'Alliance participe à l'effort militaire, estimant que les pays arabes ne voudraient pas s'y rallier et, pire, finiraient par la dénoncer.

Le secrétaire américain à la défense, Robert Gates, a laissé entendre que son pays se désengagerait des efforts militaires dans les prochains jours, sans préciser de quelle façon, selon des propos rapportés par l'agence Interfax. Il a indiqué qu'il souhaitait que la responsabilité de la coordination des opérations dans les jours à venir soient transmise soit "*à la France et à la Grande-Bretagne*", soit à "*la machinerie de l'OTAN*". Cette "*nouvelle phase*" devrait intervenir "*dans les prochains jours*", selon le président américain, Barack Obama. Washington a répété que le départ du pouvoir de Mouammar Kadhafi "*demeure le but ultime*" des Etats-Unis. Mais à l'heure actuelle, les services américains ont reconnu qu'il était très compliqué, voir impossible de savoir où se trouve Kadhafi. Le premier ministre britannique, David Cameron, s'est dit favorable à ce que l'OTAN prenne "*au bout d'un*

moment" les commandes, tout en évoquant la possibilité qu'un officier britannique, américain ou français soit nommé à la tête de l'opération.

Témoignant de la tension grandissante, la Norvège a annoncé qu'elle "*suspendait*" la participation aux opérations de ses avions F-16 arrivés en Italie puis repartis en Crète, "*à une clarification du commandement*". L'Allemagne et surtout la Turquie ont clairement dit qu'ils ne voulaient pas que l'OTAN, si elle devait finalement intervenir, bombarde à son tour comme la coalition l'a fait depuis 48 heures.

Le chef de la Ligue arabe, Amr Moussa, qui avait soutenu l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, a quant à lui estimé que les bombardements s'écartaient de leur but, avant de changer de ton lundi et d'affirmer que ses propos de la veille avaient été "*mal interprétés*". Les Occidentaux s'étaient félicités d'une participation arabe à cette coalition. Mais seul le Qatar s'est véritablement engagé, les Emirats arabes unis ayant précisé que leur rôle en Libye se limiterait "*à l'aide humanitaire*". Le Conseil de sécurité de l'ONU doit tenir une réunion à huis clos sur la Libye lundi. Ces consultations ont été réclamées par la Chine, qui préside le Conseil.

Selon un diplomate, le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra jeudi une réunion pour débattre de la situation en Libye. (Lemonde.fr 21.03)

2.2- Les forces américaines s'en tiennent à des objectifs purement militaires en Libye et n'ont pas pour mission de soutenir une offensive terrestre de l'insurrection, déclare le général américain Carter Ham. De même, aucune troupe de la coalition n'interviendra sur le sol libyen.

L'Iran «*condamne l'intervention militaire en Libye*» des pays occidentaux qui cherchent «*à mettre la main sur le pétrole*», a déclaré lundi le guide suprême iranien l'ayatollah Ali Khamenei, en affirmant que Téhéran «*soutenait*» la révolte en Libye.

Le chef d'état-major de l'armée britannique, le général David Richards, exclut que les forces de la coalition prennent directement pour cible le colonel Kadhafi, contrairement à ce qu'avaient pu laisser entendre deux ministres, dont celui de la Défense.

Le ministre indien des Affaires étrangères, S.M Krishna, appelle à la fin des raids aériens, estimant que les attaques risquent de toucher plus de «civils innocents, de citoyens étrangers et de missions diplomatiques».

L'Irak, en revanche, apporte son soutien à l'intervention militaire étrangère.

Les rebelles libyens souhaitent la poursuite des frappes aériennes menées par la coalition internationale contre les forces de Mouammar Kadhafi mais ils refusent tout engagement au sol de troupes étrangères, a déclaré lundi un porte-parole de l'insurrection. (Lefigaro.fr 21.03)

2.3- Les violences se sont accrues en Libye, lundi 21 mars, alors que les forces de Mouammar Kadhafi affirment avoir pris Misrata, la troisième ville du pays, où les attaques des forces loyalistes ont fait au moins 40 morts et 300 blessés, selon des personnels médicaux sur place. Trois jours après le début des frappes aériennes pour faire cesser le "*bain de sang*", les pays engagés au sein de la coalition hésitaient sur la façon de prolonger les opérations militaires.

Un porte-parole du gouvernement, Moussa Ibrahim, a cependant affirmé que la coalition internationale avait bombardé la ville de Sebha, à 750 km au sud de Tripoli, fief de la tribu du colonel Kadhafi. "*Depuis samedi, la coalition ennemie a mené des raids aériens et par missiles sur Tripoli, Zouara, Misrata (ouest), Syrte et Sebha, visant notamment des aéroports*", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. "*Sebha a été bombardée aujourd'hui", a-t-il répondu, interrogé sur la date de l'attaque. Il affirme que ces attaques ont fait de "nombreuses victimes*" parmi les civils, notamment à "*l'aéroport civil*" de Syrte.

Des tirs de la défense anti-aérienne suivis d'explosions ont également été entendus dans le secteur de la résidence de Kadhafi à Tripoli lundi soir. Selon des témoins, la base de la marine libyenne de Boussetta, située à 10 km à l'est de Tripoli, aurait été touchée par des bombardements. La télévision d'Etat a annoncé que la coalition internationale bombardait Tripoli.

2.4- Le pouvoir d'achat des Libyens n'est pas particulièrement élevé. Il y a une dévaluation du dinar, les salaires de la fonction publique sont bloqués depuis 1981 à un niveau assez bas. On parle d'un salaire dans le secteur public qui est compris entre 100 et 390 dinars libyens soit 60 à 234 euros (660 à 2574 DH).Mais le secteur privé commence à se développer et beaucoup de Libyens se lancent dans les affaires, ce qui engendre une classe sociale aisée. En revanche, l'Etat en lui-même est particulièrement riche, compte tenu des ventes du pétrole. (http://www.leconomiste.com 20/06/2006)

2.5- La Libye assure 2% de la production mondiale de pétrole et 0,5% de celle de gaz. La région située entre l'Algérie et l'Iran produit 36% du pétrole mondial.

Quelque 3,3% des réserves mondiales et 0,8% de celles de gaz sont situées en Libye, selon les statistiques de BP. (http://

www.swissinfo.ch)

3- Syrie

Pour le quatrième jour consécutif, des Syriens ont manifesté lundi à Deraa, dans le sud de la Syrie, a constaté un journaliste de l'Associated Press sur place. (AP 21.03)

4- Yémen

Des chars et véhicules blindés se sont déployés lundi dans la capitale yéménite Sanaa après la décision de trois officiers de l'armée yéménite de rejoindre les rangs de l'opposition.

Le général Ali Mohsen al-Ahmar, proche du président Ali Abdallah Saleh, était le commandant de la 1ère Division blindée, dont les unités se sont déployées lundi sur la place principale de Sanaa. C'est là que se tiennent les rassemblements de l'opposition depuis le début du mouvement il y a un mois. Le général Al-Ahmar a annoncé sa décision dans un message transmis par un de ses collaborateurs aux dirigeants de l'opposition. Deux autres officiers, des généraux de brigade, ont également quitté l'armée. Tous trois appartiennent à la même tribu que le président Saleh.

Des blindés ont été déployés sur la place de Sanaa, ainsi qu'auprès de la télévision publique, de la Banque centrale et du ministère de la Défense.

Un responsable de l'opposition a affirmé que des discussions étaient en cours avec le président pour trouver une issue pacifique à la crise. L'une des hypothèses envisagées prévoit un départ du président et l'instauration d'un conseil militaire pour diriger le pays jusqu'à des élections présidentielle et législatives. (AP 21.03)

5- Afghanistan

Lundi, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel a finalement décidé de publier trois photographies montrant des soldats américains posant à côté du cadavre d'un civil qu'ils sont accusés d'avoir exécuté.

L'un des clichés montre un militaire américain de 23 ans, Jeremy Morlock, tout sourire près du cadavre d'un homme dont il tient la tête par les cheveux pour la montrer à l'objectif. Sur une autre photo, le soldat de 1ère classe Andrew Holmes, 20 ans, est à genoux sur le même cadavre et tient lui-aussi la tête du mort par les cheveux. (20minutes.fr 21.03)

Dans la rubrique chercher le lézard.

Social

1- France

1.1- N'en jetez plus la cour est pleine !

BNP Paribas a accordé un bonus de 1,67 million d'euros à son directeur général Baudouin Prot au titre de l'exercice 2010, a indiqué lundi le groupe bancaire français dans un document mis en ligne sur son site internet.

La rémunération totale de Baudouin Prot pour 2010 est fixée à 2,7 millions d'euros, indique encore ce document. (Reuters 21.03)

1.2- Vous êtes trop bon monseigneur.

«*Après examen de votre dossier, vous êtes admise à bénéficier de l'allocation de solidarité spécifique à compter du 7 mars. Cette allocation vous est accordée pour un montant net journalier de 0,26 euro pour une période de six mois.*» C'est un montant total de 7,8 euros les mois de 30 jours et 8,06 euros les mois de 31 jours que le Pôle emploi du secteur nord-est de la métropole lilloise a accordé à une chômeuse en fin de droit de Tourcoing. Lire la suite l'article

«*Je ne fais pas l'aumône, je veux un emploi*», a déclaré la bénéficiaire. «*Je travaillais dans un laboratoire de Saint-Amand-les-Eaux. J'étais en intérim. On s'occupait de produire le vaccin contre la grippe A, sauf que la production a été arrêtée*», raconte cette technicienne de laboratoire, qui se déclare prête à accepter un emloi moins qualifié. (20minutes.fr 21.03)

1.3- Pour une augmentation misérable.

Les salariés de la filiale française de Mondadori (Grazia, Télé Star, Closer) ont finalement accepté les propositions de leur direction.

Le mouvement de grève entamé le 14 mars chez Mondadori France (Grazia, Télé Star, Closer) a pris fin ce lundi dans l'après-midi. Les 1000 salariés de la filiale française de Mondadori (344 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2010) ont finalement accepté les dernières propositions de leur direction, soit des augmentations de 1,35% à 4,1% applicables à 70% des salariés correspondant à une augmentation de 2,66% de la masse salariale. Ils ont obtenu le versement d'une prime exceptionnelle de 500 euros.

Ce mouvement social fait suite à celui des salariés de Prisma (Gala, Voici, Capital) qui ont obtenu, après un conflit de plusieurs jours au début du mois, une augmentation de salaire conditionnée à la stabilisation du chiffre d'affaires.

Après deux ans de plans de restructuration, les salariés du secteur de la presse comptaient bien profiter de la meilleure santé des groupes, confirmée par les résultats publiés ce lundi par Mondadori et Roularta. (Lefigaro.fr 21.03)

1.4- Mobilisation du monde judiciaire le 29 mars.

Les syndicats de magistrats et une vingtaine d'organisations du monde judiciaire appellent à une nouvelle manifestation nationale, le 29 mars à Paris, pour demander davantage de moyens.

Les magistrats, mais aussi des greffiers, des avocats, des agents de probation, des personnels pénitentiaires manifesteront à Paris entre la place Saint-Michel, près du palais de justice, (5e arrondissement) et l'Assemblée nationale. '*Le mot d'ordre sera 'écoutez-nous !', nous voulons que soient posés les vrais problèmes de la justice en termes de choix politiques et de moyens*', explique Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (majoritaire). (Lemonde.fr 21.03)

1.5- Des services publics en lambeaux

C'est un sévère bilan de l'administration que dresse le Médiateur de la République dans son dernier bilan annuel, lundi 21 mars. "*Le service public ne porte plus son nom. Contacter les administrations est devenu compliqué. L'administration a perdu sa capacité à faire du sur-mesure pour les personnes en difficulté*", déplore Jean-Paul Delevoye. Et de regretter les "*restrictions budgétaires*", le manque de moyens et de personnel qui se traduisent par "*un service dégradé, plus complexe et moins accessible*".

Selon lui, la moitié des quelque soixante réclamations quotidiennes que lui adressent les usagers "*ne sont pas recevables par le Médiateur*", mais devraient être "*réglées d'un simple coup de fil*" auprès "*des structures d'aide existantes*" ou du "*service administratif ad hoc*".

Mais il déplore aussi les "*réformes précipitées*", "*l'empilement législatif*" et la "*jungle normative*" qui "*opacifient l'accès des citoyens à l'information et compliquent la tâche des exécutants*". "*Les enjeux déterminants pour notre avenir ne trouvent pas de réponse politique à la hauteur*", estime le Médiateur, pour qui "*la fébrilité du législateur trahit l'illusion de remplacer par la loi le recul des responsabilités individuelles et de la morale*". "*Les débats sont minés par les discours de posture et les causes à défendre noyées parmi les calculs électoraux*", poursuit-il. Pour lui, "*les ressorts citoyens sont usés par les comportements politiciens*". (Lemonde.fr 21.03)

2- Maroc

Plusieurs centaines d'enseignants ont défilé ce lundi dans les rues du centre de Rabat à l'appui de revendications catégorielles au lendemain d'une série de manifestations dans les grandes villes du royaume, dont Casablanca, contre la corruption et pour des réformes politiques, rapporte Reuters.

Le défilé de ce lundi s'est déroulé dans le calme, comme les manifestations de protestation de la veille. «*Il s'agit d'un sit-in ouvert*», a déclaré Aziz Benjloud, qui fait partie des professeurs qui réclament une hausse des traitements et d'allocations. «*Nous manifesterons quotidiennement jusqu'à l'obtention de nos droits*».

Ce professeur a ajouté: «*Le Maroc compte environ 5.000 enseignants. Aujourd'hui, nous sommes quelque 1.500 à défiler à Rabat et demain d'autres collègues venus de province nous rejoindront*», a-t-il dit. (20minutes.fr 21.03)

Economie

Zone euro

Un accord a été trouvé lundi entre ministres des Finances européens sur la structure de capital du futur fonds permanent de soutien à la monnaie unique, l'une des dernières questions encore en suspens dans la définition d'une réponse "*globale*" à la crise.

Selon l'accord trouvé lundi, le fonds permanent de soutien à la zone euro - le Mécanisme européen de stabilité (MES) - aura une structure de capital de 700 milliards d'euros, dont 620 milliards en garanties et capital souscris et 80 milliards en capital émis, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Cette structure permettra au MES, qui se substituera en 2013 au Fonds européen de stabilité financière (FESF), de se voir attribuer la note de crédit maximale - AAA - tout en disposant d'une capacité effective de prêt de 500 milliards d'euros.

Les ministres des Finances de la zone euro ne sont cependant pas parvenus à un accord sur le relèvement des capacités effectives de prêt du FESF des 250 milliards d'euros actuels aux 440 milliards d'euros envisagés lors de sa création en mai.

Ces discussions interviennent alors que plusieurs sources européennes ont dit à Reuters que l'Irlande pourrait devoir solliciter une aide supplémentaire de l'UE pour soutenir son système bancaire.

Ces sources ont précisé que les membres de la zone euro seraient prêts à fournir une nouvelle aide au delà des 35 milliards d'euros déjà agréés en novembre mais exigeraient que Dublin fournisse une image claire de la restructuration en cours de son secteur bancaire.

"*Il ne suffit pas de remettre de l'argent et que l'on continue comme avant. Ce n'était pas ça l'accord. Si vous lisez bien les engagements, il fallait une vraie restructuration du système bancaire irlandais. On attend toujours*", a dit l'une des sources, tout en précisant que si cette rallonge était nécessaire, "*l'Europe ferait son devoir*".

Un vote sur les dernières mesures d'austérité ne devrait pas avoir lieu avant mercredi au parlement portugais. Il pourrait aboutir à la chute du gouvernement et déboucher sur une crise politique alors que le Portugal tente d'éviter de solliciter l'aide financière de l'Union européenne pour résorber sa dette. (Reuters 21.03)

Haut de page

Le 23 mars

Mon nouveau modem et ma nouvelle connection Internet sont de vrais bijoux, les articles de presse s'affichent en une fraction de secondes, avant cela prenait plusieurs minutes ! Je gagne au moins une heure par jour, sept heures par semaines, trentes heures par mois... J'en profite pour peaufiner mes articles et ce n'est qu'un début !

La causerie, chronique ou analyse qui suit, appelez cela comme vous voudrez, a été mise en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

Il y a quelque chose qui m'agace dans cette précipitation à ne voir qu'un aspect de la situation ou de ne voir la situation que sous un angle étroit, pour ne pas dire par le petit trou de la lorgnette du dogmatisme.

Personne n'est en mesure de savoir au juste comment la situation peut ou va évoluer dans les jours qui viennent en Libye. Bien que personne ne soit dupe que l'impérialisme américain soutient toujours les régimes autocratiques au Yémen et en Bahreïn qui répriment férocement les soulèvements révolutionnaires en cours, il ne viendra à l'esprit d'aucun dirigeant que les masses puissent s'emparer de l'intervention militaire en Libye ou l'interprète à leur manière pour accentuer leur mobilisation et parvenir à la chute des régimes en place.

J'irai même encore plus loin, l'intervention en Libye, qui tranche avec le soutien de l'impérialisme américain aux régimes de Sanaa et Manama, alimente la haine des peuples de ces pays envers l'impérialisme qui y voit deux poids et deux mesures qu'ils estiment injuste. Il s'agit là d'un constat qui prend en compte leurs illusions, alors que nos camarades ne retiennent que ces illusions pour effacer la réalité ou l'état d'esprit de ces peuples parce qu'il ne correspond pas à leurs chers principes, exactement comme ils le font sans cesse à propos de l'état d'esprit ou du niveau de conscience politique des masses exploitées dans leur propre pays.

On nous rétorquera que là n'est pas le problème, une façon comme une autre de ne pas répondre à la question posée et de fuir la discussion.

On notera également que cet engagement militaire est loin de faire l'unanimité au sein des dirigeants du vieux monde, ce qui ne peut que les affaiblir un peu plus politiquement dans leur pays respectif, au moment où une nouvelle crise sociale due à l'augmentation des prix des produits de première nécessité pointe à l'horizon à courte terme.

Comble du paradoxe dont on devrait se réjouir, les chefs d'Etat qui soutiennent cette aventure militaire sont conspués par leurs peuples parce qu'ils sont incapables de régler les graves problèmes sociaux dans leur propre pays (lire plus loin le sondage en France), ils disent qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses de l'Etat et que la population doit se serrer la ceinture, mais ils en trouvent pour faire cette guerre à Kadhafi, et quant à ceux qui la dénoncent et refusent d'y participer, ils sont traités de complices du bourreau Kadhafi !

Dans les deux cas, c'est le capitalisme mondial dans sa version impérialiste qui est sur le banc des accusés, car c'est bien lui qui a soutenu et armé le tyran. Qui s'en plaindrait ?

Les contradictions ou la décomposition du capitalisme ont atteint un tel degré de pourrissement que quoi qu'ils fassent, elles s'exposent désormais crûment à la face du monde et pètent pour ainsi dire au visage des dirigeants du vieux monde pourri.

Elles témoignent ou révèlent, selon le niveau de conscience politique acquis par les prolétaires et de la forme politique qu'a adopté le capitalisme dans chaque pays pour maintenir sa domination de classe, de leur volonté et de leur incapacité de maintenir plus longtemps à la fois l'ordre en place qu'ils font régner sur tous les continents par la force ou par la ruse, par tous les moyens permettant de tromper les travailleurs, ce qui se manifeste concrètement par leur refus de satisfaire les besoins sociaux et les aspirations à la démocratie ou à la liberté des peuples, autrement dit, ils ont de plus en plus de difficultés à maintenir indéfiniment tous les peuples à la fois sous le joug d'un système économique synonyme des pires inégalités et injustices qui soient, chômage, précarité, pauvreté parfois extrême, des pires souffrances et de la guerre, et sous le joug de régimes politiques antidémocratiques ou carrément despotiques pour assurer la survie du capitalisme et plus particulièrement la domination de quelques Etats sur le reste du monde.

Ceci explique pourquoi tous les peuples revendiquent ou se soulèvent à la fois sur le plan social et politique, les deux étant intimement liés désormais dans leur conscience, ce qui représente le plus grand danger pour le capitalisme mondial. Le sursis actuel accordé au capitalisme repose uniquement sur l'incapacité à l'heure actuelle du prolétariat mondial de se doter d'une nouvelle Internationale sur la base du socialisme. On y reviendra demain.

Parole d'internaute.

- Il n'y a pas que les politiques, hommes et femmes de certains partis, énarques, polytechniciens qui savent lire écrire et compter. Il y a également la grande majorité des Françaises et des Français qui n'ont plus aucun sentiment envers ces dirigeants de droite, de gauche, du centre, qui depuis plus de 40 ans nous prennent pour des incultes et des abrutis. Oui des incultes, des abrutis, car ces personnes se permettent de nous donner des consignes de vote, alors que eux sont incapables d'avoir un discourt unique au sein de leur parti respectif, il y a de quoi rêver. Aujourd'hui la majorité silencieuse des Françaises et des Français ne se reconnaissent plus dans ces partis complètement disloqués par des guerres internes.

Si le FN prend de l'ampleur c'est la faute des personnes cités ci-dessus. (de l'UMP et du PS - note du site)

La majorité de ces gens vivent dans une autre sphère celle du bien être, celle ou l'ont ne connait pas de fin de mois difficile, celle ou leurs descendances ne se présentent pas aux guichets de l'ANPE pendant de longs mois pour trouver une place de manutentionnaire en contrat à durée déterminée. (lepoint.fr 22.03)

Politique.

1- France

1.1- A quoi bon voter.

Avec un taux de 67,3 %, la Seine-Saint-Denis a enregistré le record national de l'abstention au premier tour des élections cantonales. Dans quatre cantons, le score dépasse même les 70 % : à Aubervilliers-est, 72,29 % des électeurs ne sont pas allés voter.

La Seine-Saint-Denis concentre en effet un grand nombre de facteurs favorables à une forte démobilisation électorale : c'est un département jeune, alors que le taux de participation augmente avec l'âge, et touché par un fort taux de chômage. Ses habitants ont, souligne Céline Braconnier, maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Cergy-Pontoise et co-auteure de *La démocratie de l'abstention* (Gallimard), un « *niveau de diplôme inférieur à la moyenne nationale* ». A cela s'ajoute, rappelle Philippe Dallier, sénateur UMP du département, un « *grand nombre de non-inscrits* » sur les listes électorales du département.

Hassan Ben M'Barek, porte-parole du collectif *Banlieues respect*, évoque quant à lui un « désaveu » des habitants vis-à-vis de politiques jugés incapables de résoudre leurs problèmes d'emploi et de logement. «*Le débat sur l'Islam et la laïcité a été mal perçu* », ajoute le militant associatif, dans un département où « *beaucoup de gens sont issus de la diversité* ». Philippe Dallier reconnaît le rôle du « *climat politique* » dans cette forte abstention : même certains électeurs de l'UMP ont « *choisi de ne*

pas voter » pour « *envoyer un message clair* » au parti présidentiel, selon le sénateur.

« *Tous les mêmes* », « *ça ne m'intéresse pas* », « *ça ne va rien changer* »… Hassan Ben M'Barek entend régulièrement ces refrains chez les abstentionnistes. Dans ce désintérêt pour l'action politique réside pour Céline Braconnier le moteur essentiel de l'abstention : « *Ces chiffres ne traduisent pas une opposition, mais une indifférence* ». (publicsenat.fr 22.03)

1.2- Vaut mieux supprimer le compteur...

Avec l'arrivée de Jean-François Copé au poste de secrétaire général, le compteur des adhérents à l'entrée du siège national de l'UMP a disparu. "*Dans un souci de transparence*", assure la nouvelle direction.

Au 16 mars, le parti revendiquait 128 000 adhérents. Problème, en novembre 2010, le parti lorsqu'il était dirigé par Xavier Bertrand affichait 240 000 adhérents.

Dans l'entourage du ministre du Travail, on juge tout à fait possible que le chiffre soit passé en dix mois (du 16 mars 2010 au 16 mars 2011) de 107 000 à 240 000 membres. Avant de perdre la moitié de ses effectifs en quatre mois?

Devant une telle guerre des chiffres, il convient de rappeler que l'UMP comptait 370 000 cotisants juste avant la présidentielle de 2007 et que Xavier Bertrand avait fixé un objectif de 500 000 adhérents à atteindre en 2012. (Lexpress.fr 22.03)

Avouons de notre côté qu'avec des zéros en moins, c'est plus facile à compter, et encore !

1.3- Au secours les croisés sont de retour !

Ce mardi, dans un tchat au Figaro.fr, Guéant s'est félicité que Nicolas Sarkozy ait pris « *la tête de la croisade* » pour mobiliser en Libye.

Après le 11 Septembre, George Bush « *Cette croisade, cette guerre contre le terrorisme, va durer longtemps.* »

Un mot a échappé à Guéant ? La belle affaire, dira-t-on. Tout cela ne serait pas en effet si grave si le terme en question ne s'emboîtait pas si parfaitement, telle la pièce d'un puzzle, dans les discours dont le pouvoir nous abreuve sur l'immigration, l'islam, ou les « *racines chrétiennes de la France* ». Ces racines, que Nicolas Sarkozy a décidé de glorifier au Puy-en-Velay, la petite ville d'où est partie, justement, la première croisade. (Rue89 22.03)

1.4- En famille. Une seule et unique politique, un seul camp pour deux partis, chercher l'erreur.

Lors du petit-déjeuner de la majorité, mardi matin à l'Elysée, Nicolas Sarkozy a redit que "*le choix, c'est s'abstenir ou voter PS. La seule chose exclue, c'est de voter FN*", a rapporté en outre le Premier ministre.

"*Quand il y a menace d'une victoire du Front national, il faut choisir le candidat le mieux placé, qu'il soit de l'UMP ou qu'il soit du Parti socialiste*", a dit sur RTL Dominique de Villepin, le président de République solidaire en appelant à un "*vote républicain*".

François Hollande a lui qualifié de "*graves*", sur RMC, les dissonances entre les deux têtes de l'exécutif. (Reuters 22.03)

1.5- Fillon justifie l'intervention militaire française en Libye en affirmant qu'il revient au peuple libyen de "***décider de son destin***"... alors qu'il le piétine en France.

1.5.1- "*Nous ne conduisons pas une guerre contre la Libye mais une opération de protection des population civiles, une opération légitime de recours à la force*" sous l'égide des Nations unies, a expliqué le chef du gouvernement devant les députés.

"*Il s'agit de protéger la population libyenne tout en excluant explicitement l'envoi de forces d'occupation au sol*", a-t-il rappelé.

"*Nous voulons offrir au peuple libyen la possibilité de reprendre courage (...) et de décider de son avenir*", a-t-il assuré. "*C'est au peuple libyen et à lui seul qu'il revient de décider de son destin.*"

Le Premier ministre effectuait mardi une déclaration sur l'engagement militaire français en Libye, suivie d'un débat devant l'Assemblée nationale, avant de réitérer l'exercice au Sénat. (AP 22.03)

1.5.2- Malgré quelques bémols et mises en garde, une quasi-unanimité a prévalu mardi au Parlement dans le débat sur l'intervention militaire en Libye.

A l'exception du Parti communiste, l'ensemble de la classe politique a approuvé les opérations armées lancées samedi pour empêcher le colonel Mouammar Kadhafi d'attaquer sa population.

"*Nous vous demandons solennellement d'assurer que la France ne prendra, en aucune façon, part à un plan caché qui aurait pour objet une seconde phase de l'engagement militaire*", a dit Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée.

"*Le mur de la peur est tombé. Et en tombant, il démontre qu'il n'y a pas de fatalité pour les populations de cette région à être enfermés dans un choix binaire entre pouvoir autoritaire et régime islamiste*", a déclaré Fran,çois Fillon au Sénat. (Reuters 22.03)

Bien sûr que s'il existait "*un plan caché*", Fillon s'empresserait de le révéler !

Le "*mur de la peur est tombé*" en France aussi, les électeurs ne sont plus "*enfermés dans un choix binaire*" UMP-PS, il suffit de voir le score du FN au premier tour des cantonales !

Au fait, les écologistes à 13 ou 15%, c'était du vent ; Mélenchon se voyait déjà passer devant le PS, cela ne mérite même pas un commentaire.

1.5.3- Deux tiers des Français (66%) se disent favorables à l'intervention militaire contre les forces de Mouammar Kadhafi en Libye, selon un sondage Ifop pour France Soir diffusé mardi.

Ce résultat traduit une forte évolution par rapport à une première mesure du même institut réalisée avant l'intervention, les 3 et 4 mars. A l'époque, seules 36% des personnes interrogées étaient favorables à une intervention militaire internationale en Libye, souligne l'Ifop.

L'adhésion mesurée fin mars ne fait l'objet d'aucun clivage partisan : une proportion quasi identique de sympathisants de gauche (69%) et de sympathisants de droite (66%) exprime son soutien. (Reuters 22.03)

1.6- La casserole Longuet passe au grille.

Le parquet de Paris a confirmé à *L'Express* le dépôt d'une "*révélation*" auprès du procureur de la République de Paris, en octobre 2010, par Laurence Zermati, l'ancienne commissaire aux comptes de la société de conseil de Gérard Longuet, Sokrates Group, au sujet des comptes de l'entreprise.

Le dossier qui ne représente "*aucun problème*" pour Gérard Longuet, sera traité par la section financière du parquet. Cette procédure de "*révélation*" de faits délictueux intervient lorsque le commissaire aux comptes d'une société découvre des irrégularités susceptibles de recevoir une qualification pénale. Une nouvelle pierre dans le jardin du ministre, après la plainte contre X déposée, le 4 mars, pour prise illégale d'intérêts, visant sa mission rémunérée pour GDF-Suez alors qu'il était sénateur, membre du groupe d'études de l'énergie. (Lexpress.fr 22.03)

1.7- Mélenchonade.

Jean-Luc Mélenchon appelle «*évidemment*» à voter PS face au FN.

«*Je ne me rallie à rien, le désistement c'est pas un ralliement*», a souligné l'ex-socialiste.

Selon lui, le désistement républicain, «*ça vient de la période où tous les républicains quelle que soit leur allégeance se regroupaient tous au deuxième tour pour empêcher les monarchistes ou les bonapartistes de passer. C'est une vieille histoire, la gauche a toujours fait ça*».

Monsieur Mélenchon oublie que les républicains peuvent se comporter comme des monarchistes et très bien s'accommoder du bonapartisme - note du site.

Mme Duflot «*veut rompre avec cette histoire*», «*cette tradition qui est la nôtre*» mais «*se tirer dans le dos n'est pas une bonne tradition*», a fait valoir le probable candidat du Front de gauche à la présidentielle.

C'est pourtant la tradition du PS envers les travailleurs lorsqu'ils parlent en leurs noms en défendant les intérêts de son ennemi de classe, ça c'est du concret monsieur Mélenchon ! Mais sait-il encore ce que cela veut dire ? - note du site.

«*En politique, on ne s'amuse pas à faire des photos de famille quand on n'a pas réglé les problèmes de fond*», a-t-il ajouté.

(20minutes.fr 22.03)

Parce que voyez-vous, monsieur Mélenchon aurait réglé un jour quelque chose. Sa carrière politique ou son compte en banque, peut-être, non, assurément !

2- Libye

2.1- Les médecins de l'hôpital de Misrata, qui est bondé de blessés, sont contraints d'opérer dans les couloirs les victimes des attaques des forces de Mouammar Kadhafi, qui auraient fait des dizaines de morts.

Selon plusieurs témoins, joints mardi par téléphone, les habitants de Misrata sont terrés chez eux, de crainte, en sortant, d'être atteints par les tireurs embusqués sur des toits ou par les chars qui sont parvenus dans le centre.

Les médecins de l'hôpital de Misrata, qui est bondé de blessés, sont contraints d'opérer dans les couloirs les victimes des attaques des forces de Mouammar Kadhafi, qui auraient fait des dizaines de morts.

Selon plusieurs témoins, joints mardi par téléphone, les habitants de Misrata sont terrés chez eux, de crainte, en sortant, d'être atteints par les tireurs embusqués sur des toits ou par les chars qui sont parvenus dans le centre.

Une demi-douzaine de chars se trouveraient dans la grande artère, la rue Ramdan Souehelli, d'après certains habitants.

Quarante personnes ont été tuées dans les attaques menées lundi par les forces fidèles à Mouammar Kadhafi contre la troisième ville de Libye, située à 200 km à l'est de Tripoli, a rapporté un autre habitant.

Mardi matin, les blindés de Kadhafi tiraient des obus sur Misrata, où quatre enfants figurent parmi les nouvelles victimes, a dit un témoin. (Reuters 22.03)

2.2- Si Al-Jazira a annoncé mardi soir qu'un des chefs militaires de Kadhafi avait été tué à Tripoli par des raids de la coalition, les attaques des troupes fidèles au « *Guide*» restent meurtrières.

La ville de Zentane, non loin de la frontière tunisienne, a également été pilonnée. Un habitant a rapporté que 10 personnes avaient été tuées. La population a fui pour se réfugier dans des grottes dans la montagne. (20minutes.fr 22.03)

- Des insurgés libyens piétinaient mardi à proximité d'Ajdabiah, dans l'Est de la Libye, sans tenter d'avancée sur cette ville stratégique car les forces kadhafistes y restent puissantes en dépit des raids aériens occidentaux.

Les rebelles présents sur la ligne de front à environ 5 km d'Ajdabiah, porte d'accès à la région orientale aux mains des insurgés, expliquent que trois nuits de raids aériens ont détruit une partie de l'armement du colonel Mouammar Kadhafi, mais que ses forces constituent toujours une menace sérieuse.

"*Kadhafi a des chars et des missiles montés sur camions*", explique Ahmed al Aroufi, un insurgé.

La chaîne de télévision qatarie Al Djazira a fait état d'affrontements à Ajdabiah entre insurgés et forces kadhafistes.

"*Nous avons besoin de la zone d'exclusion aérienne afin qu'ils frappent les blindés lourds*", dit Aroufi, en s'empressant d'ajouter que l'intervention de la coalition doit s'arrêter là .

"*S'ils introduisent des forces terrestres, nous laisserons Kadhafi et ils deviendront notre cible suivante*", assure-t-il.

"*Nous ne dépendons de personne d'autre que de Dieu, ni de la France, de l'Amérique. Nous avons déclenché cette révolution sans eux, à la sueur de notre front, et nous la terminerons de même.*"

Face à l'absence de progression rapide, des tensions sont perceptibles sur le front. Aucune structure claire de commandement ne semble en place pour guider un ensemble hétéroclite de combattants enthousiastes mais sans expérience.

Tandis qu'Aroufi s'adressait à l'équipe de Reuters, non loin de lui, un autre insurgé, Rachad Chaafi, lançait: "*Si vous voulez attaquer, allez-y, ou préférez-vous poser devant les caméras?*". (Reuters 22.03)

Mardi 22 mars, des "*affrontements violents*" ont eu lieu dans la région de Yefren entre les rebelles qui contrôlent la région et les forces du régime libyen. A quelques dizaines de kilomètres à l'ouest, à Zentan, les rebelles ont repris une position des

forces gouvernementales qui bombardaient la ville depuis samedi. "*C'est l'euphorie. Les rebelles sont fiers d'avoir fait reculer les forces de Kadhafi sans l'aide de personne. Il n'y a pas eu de frappes de la coalition dans cette zone*", selon un témoin. Il a dit par ailleurs avoir vu "*pas mal de corps à la morgue*", des "*victimes, côté rebelle, des combats des derniers jours*". (Lemonde.fr 22.03)

2.3- Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne se sont mis d'accord sur le rôle de l'Otan dans la mise en oeuvre d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, a annoncé mardi la Maison Blanche.

Les trois dirigeants sont convenus que l'Alliance atlantique doit jouer un rôle important dans cette intervention, sans toutefois lui en confier la direction politique de crainte de heurter les susceptibilités des pays arabes.

"*Ce que nous disons, c'est que l'Otan aura un rôle clé à jouer*", a déclaré Ben Rhodes, conseiller à la Maison blanche pour les questions de sécurité.

Un responsable américain a précisé que pour Washington, il est préférable que l'Otan prenne le contrôle opérationnel des opérations en raison de la qualité de ses structures de commandement.

A Paris, la présidence française a confirmé qu'un accord avait été trouvé sur les modalités de recours à ces structures de commandement de l'Alliance. (Reuters 22.03)

3- Syrie

Le mouvement de contestation s'est étendu mardi dans le sud de la Syrie où des centaines de personnes ont défilé pour réclamer des réformes dans un village jusqu'ici paisible, selon des témoins et des militants.

Ces rassemblements ont eu lieu à Deraa et à Naoua, selon des témoins.

Le gouvernement syrien a tenté de désamorcer le mouvement, premier écho des révoltes populaires qui secouent le monde arabe, en limogeant le gouverneur de la province de Deraa.

Mais ce limogeage n'a pas suffi à calmer la colère populaire et les manifestations ont gagné le village de Nawa, où plusieurs centaines de personnes ont défilé pour exiger des réformes, a confié un militant à l'Associated Press.

Il a expliqué que les forces de l'ordre tentaient d'atteindre la mosquée al-Omari dans le centre historique de Deraa, où les manifestants se sont mis à l'abri. Il a ajouté que les protestataires avaient placé de gros pavés dans les rues près de la mosquée pour bloquer les troupes.

Les manifestations s'étaient étendues lundi aux villes de Jasim et Inkhil près de Deraa, selon des témoins. (Reuters et AP 22.03)

4- Yémen

4.1- Lâché ces derniers jours par une partie croissante de son entourage politique, militaire, tribal et diplomatique, Saleh a dénoncé "*ceux qui veulent prendre le pouvoir par des coups d'Etat*" et prennent le risque d'"*une guerre civile, une guerre sanglante*".

En butte depuis presque deux mois à une révolte populaire qui s'inspire des révolutions tunisienne et égyptienne, qui avaient eu raison en quelques semaines des autocrates Zine Ben Ali et Hosni Moubarak, Saleh a, lui aussi, tenté de lâcher du lest avec l'espoir de calmer la contestation.

Il a ainsi successivement annoncé qu'il ne se représenterait pas à la présidence en 2013, tout en assurant vouloir achever son mandat, et annoncé la semaine dernière une nouvelle Constitution instaurant un véritable régime parlementaire.

Mardi, il a fait une nouvelle concession en faisant savoir qu'il n'entendait pas s'accrocher au pouvoir et qu'il le quitterait après des élections législatives organisées au plus tard en janvier 2012 - une proposition rejetée aussitôt par l'opposition qui prédit que le sort du régime se jouera dans les heures à venir.

Saleh, allié stratégique des Etats-Unis dans la lutte contre Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), a sollicité lundi la médiation de son influent voisin saoudien pour mettre un terme à la crise, mais celle-ci ne semble pas disposée à s'impliquer dans le sauvetage d'un régime qui semble condamné.

Selon un dirigeant de l'opposition yéménite, Saleh s'est vu offrir la perspective d'un départ dans l'honneur et la sécurité si, comme l'ancien président égyptien Moubarak, il acceptait de quitter le pouvoir sans faire davantage de vagues.

A la suite du massacre d'une cinquantaine d'opposants par les tireurs embusqués sur des toits à la sortie de la grande prière hebdomadaire de vendredi dernier à Sanaa, les défections se sont multipliées dans l'entourage de Saleh - ministres, généraux, chefs tribaux et diplomates en vue.

A l'étranger, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a été le premier dirigeant occidental à juger le départ de Saleh "*incontournable*", tandis que le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, s'est déclaré mardi préoccupé par l'instabilité au Yémen.

Une dizaine de milliers de manifestants réclament désormais quotidiennement devant l'université de Sanaa, haut lieu de la révolte populaire yéménite, "*la chute du régime*", reprenant les mots d'ordre des révolutionnaires tunisiens et égyptiens.

Le carnage de vendredi semble avoir été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et les manifestants exigent désormais "*le procès du boucher*".

Si le ministre des Affaires étrangères, Aboubakr al Kirbi, est revenu lundi les mains vides de la mission que lui avait confiée Saleh de solliciter une intervention de Ryad, des chefs tribaux yéménites semblent être encore engagés dans des efforts de médiation.

On ignore les détails de leurs propositions, mais ils semblent centrés sur une "*transition*" en douceur du pouvoir que le président américain Barack Obama a d'ailleurs appelé de ses voeux. Mais, dans ce pays aux structures fortement tribales, aucun successeur évident à Saleh ne semble se détacher.

Cela n'a pas empêché Yassine Nomane, qui assure la présidence tournante de la coordination de l'opposition, de lui proposer mardi une sortie digne: "*Il ne doit pas faire comme Kadhafi en détruisant le pays et en tuant les gens. Après cette longue période de gouvernance, il devrait dire: merci mon peuple, je vous quitte pacifiquement.*"

"*Les jeux sont faits, maintenant. La décision est entre ses mains*", a ajouté Nomane. (Reuters 22.03)

4.2- Les ambassadeurs du Yémen au Pakistan, au Qatar, à Oman et en Espagne ont rejoint les opposants au régime du président Ali Abdallah Saleh, dans un communiqué cité mardi 22 mars par le quotidien Gulf News de Dubaï. "*Nous déclarons notre soutien total aux jeunes et à leurs demandes*", écrivent ces ambassadeurs, accentuant la vague de défections au sein du corps diplomatique yéménite. Lundi déjà, les ambassadeurs en poste à Paris, Bruxelles, Genève, Berlin et Londres, ainsi que le consul à Francfort avaient publiquement demandé la démission du président lui demandant de "*mettre l'intérêt du pays au-dessus du sien*".

Dans leur communiqué de mardi, les quatre ambassadeurs appelent à leur tour "*les dirigeants yéménites, les sages au sein de l'armée, dans les institutions publiques, les penseurs et les religieux à faire prévaloir l'intérêt suprême du Yémen sur leurs intérêts personnels*". Le consul yéménite à Dubaï a également fait défection, selon le Gulf News. Des défections en cascade ont été enregistrées ces derniers jours parmi les cadres de l'armée, de l'administration et même au sein du propre parti de M. Saleh, le Congrès populaire général.

La rédaction du quotidien 14 Octobre, porte-voix du régime yéménite à Aden, a également rejoint la contestation contre le président Ali Abdallah Saleh et décidé de cesser, à partir de mardi, de faire paraître le journal. Cette suspension a été décidée pour "*protester contre les consignes faites par le ministère de l'information*", qui décide de la ligne éditoriale du quotidien, a déclaré à l'AFP l'un des membres de la rédaction. Le PDG de la société éditrice, Ahmed Hobeïchi, a décidé d'arrêter, en signe de solidarité avec les journalistes, le travail dans l'imprimerie où d'autres publications sont confectionnées et de cesser les activités de distribution. (Lemonde.fr et AFP 22.03)

4.3- Lundi, des chars et véhicules blindés se sont déployés dans la capitale yéménite Sanaa après la décision de trois officiers de l'armée yéménite de rejoindre les rangs de l'opposition.

Le général Ali Mohsen al-Ahmar, proche du président Ali Abdallah Saleh, était le commandant de la 1ère Division blindée, dont les unités se sont déployées lundi sur la place principale de Sanaa. C'est là que se tiennent les rassemblements de l'opposition depuis le début du mouvement il y a un mois. Le général Al-Ahmar a annoncé sa décision dans un message transmis par un de ses collaborateurs aux dirigeants de l'opposition. Deux autres officiers, des généraux de brigade, ont également quitté l'armée. Tous trois appartiennent à la même tribu que le président Saleh. (AP 22.03)

Social.

1- Hausse à deux chiffres des prix des denrées alimentaires à venir !

Globalement, les prix des produits alimentaires augmenteront de 2%.

Conséquence de la flambée des cours des matières premières depuis l'été dernier, plusieurs catégories de produits pourraient connaître des hausses de prix à deux chiffres. C'est le cas de la farine (+15% à +20%) ou du café (+10% à +20%), des produits peu transformés dans -lesquels la matière première représente de 50% à 70% du coût de -revient. Rares sont les produits dont les prix resteront stables en 2011: le riz, les plats cuisinés ou encore les eaux minérales.

«*Le seul secteur qui a pu répercuter la totalité de la hausse de la matière première (5% à 6%), c'est celui de la -panification (les pains industriels, NDLR)*», ajoute-t-il. «*Ce qui nous a surpris, c'est qu'un certain nombre d'industriels ont tenté de faire passer des augmentations de prix sous couvert d'augmentation des matières premières*», répond Jacques Creyssel, le président de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), faisant allusion au secteur des pâtes alimentaires. «*Nous avons eu le sentiment que certains industriels qui n'avaient pas obtenu d'augmentations de tarifs dans d'autres pays -essayaient, du coup, de les faire passer en France.*» (Lefigaro.fr 22.03)

2- Hausse du tarif de l'électricté à venir : + 28 à 37% !

EDF a proposé aux pouvoirs publics un dispositif qui amènerait à augmenter la facture d'électricité des particuliers de 5,1% à 6,5% par an jusqu'en 2015, inflation comprise, rapportent *Les Echos* de mercredi.

Ces hausses proposées dans le cadre de la loi réformant le marché de l'électricité reviendraient à augmenter les tarifs de 28% à 37% en cinq ans. (Reuters 22.03)

Prix des prothèses : les dentistes obtiennent gain de cause

Le Sénat a supprimé mercredi l'obligation faite aux dentistes d'indiquer sur leurs devis le coût de revient des prothèses. Les tarifs proposés aux patients varient pourtant quasiment du simple au double selon les praticiens. (Lefigaro.fr 22.03)

La charrette

Alstom a annoncé mardi son intention de réduire les effectifs de sa division Transport de 1.380 postes en Allemagne, en Italie et en Espagne. (Reuters 22.03)

Economie

Etats-Unis

1- La Réserve fédérale des Etats-Unis a réalisé l'an dernier un bénéfice sans précédent de 81,7 milliards de dollars (57,5 milliards d'euros), grâce essentiellement aux investissements destinés à aider l'économie et les banques à traverser la crise financière de 2007-2009. (Reuters 22.03)

2- Un accord des dirigeants européens sur un pacte de compétitivité destiné à mettre un point final à la crise de la dette dans la région renforcerait l'existence d'une Europe à deux vitesses et pourrait menacer la cohésion politique de l'Union européenne, a déclaré mardi l'investisseur américain George Soros.

George Soros écrit dans le Financial Times que cette initiative "*gravera dans le marbre une Europe à deux vitesses*".

"*Cela engendrera un ressentiment qui compromettra la cohésion politique de l'Union européenne*", poursuit-il.

"(L'UE) subira une divergence chronique avec les pays en excédent continuant d'avancer pendant que les pays déficitaires seront tirés vers le bas par le poids de leur dette accumulée", observe-t-il.

Suite à une initiative franco-allemande, les dirigeants de la zone euro se sont entendus la semaine dernière sur une série de mesures invitant les pays européens à fixer les limites de leur endettement dans leur constitution, à revoir les systèmes d'indexation des salaires sur l'inflation et à rendre le marché du travail plus flexible.

"*Les exigences en termes de compétitivité seront imposées sur un terrain inégal, plaçant les pays endettés dans une position intenable*", a estimé George Soros. (Reuters 22.03)

Haut de page

Le 24 mars

Quelques sujets de causerie.

1- Même discours des dictateurs Ben Ali, Moubarak, Saleh, Assad ou Kadhafi en Libye, les opposants sont des "*voyous*", des "*gangs armés*"...

Certains vont jusqu'à faire un amalgame entre ces "*voyous*" et le Conseil national de transition (CNT) en Libye sous prétexte qu'il serait subordonné à l'impérialisme français et américain notamment, certains précisent que ses dirigeants auraient passer un pacte avec Sarkozy pour lui livrer le pétrole libyen - qu'exploite déjà Total - en échange de l'intervention militaire déclenchée depuis quatre jours contre Kadhafi, bref, des secrets de polichinelles qui ne doivent pas occulter l'essentiel.

En l'absence de données précises sur le soutien ou non des travailleurs libyens au CNT, en l'absence d'information sur son rôle exact au cours du processus révolutionnaire en cours, nous nous en remettons au prolétariat libyen pour décider quelle direction il entend se donner afin de parvenir à renverser le dictateur au pouvoir quelle légitimité ils accordent aux CNT, à aucun moment nous parlerons ou déciderons à sa place de quelle manière il entend s'y prendre pour parvenir à ses fins, sachant que les décisions qu'il est amené à prendre ne sont pas sans comporter des illusions de différentes natures qui auront des conséquences plus ou moins graves à terme ou qui l'empêcheront de prendre réellement le pouvoir, de la même manière qu'en Tunisie, en Egypte et au Yémen où il s'agit également d'une véritable révolution prolétarienne.

Que le parvenu de Neuilly-sur-Seine ait choisi le dandy fortuné Bernard-Henri Lévy pour orchestrer une conférence de presse de dirigeants du CNT devant un parterre de furieux va-t-en guerre tel Kouchner est une chose, le contenu du discours des dirigeants du CNT en est une autre. Là encore l'amalgame était trop facile à faire pour qu'on donne le panneau.

2- En Egypte, le référendum sur la Constitution replâtrée organisé l'armée au pouvoir ne remettant pas en cause l'article qui a permis à Moubarak de monopoliser le pouvoir pendant plusieurs décennie, donc ouvrant la voie à la venue au pouvoir d'un autre dictateur, a été boycotté par près de 69% des électeurs et approuvé par 77% de votants, autrement dit, elle a été rejetée par l'immense majorité des travailleurs qui se sont soulevés contre le régime.

En Tunisie, alors qu'il y avait 5 partis politiques autorisés sous Ben Ali, ce nombre est passé à 49 a-t-on appris hier. Du coup on est en droit de se demander comment les travailleurs vont s'y retrouver lors des élections à l'Assemblée constituante, mieux, comment celle-ci pourrait fonctionner sans être immédiatement paralysée, comment elle pourrait être orientée vers la remise en cause de l'Etat bourgeois et ses institutions qui n'ont pas été détruites, comment elle pourrait mettre en oeuvre une politique qui permettrait de satisfaire les besoins des travailleurs.

A ce propos je voudrais préciser que j'ai sous-estimé le rôle de l'UGTT par manque d'éléments sur la radicalisation politique des masses, sans que l'on sache très bien comment elle s'est opérée jusqu'à présent, chaque fois, si on a pu constater une réelle progression de la conscience politique des travailleurs tunisiens sur la base de l'évolution des positions adoptées par la majorité des dirigeants de l'UGTT, on ne sait pas au juste à quelles occasions précises.

Récapitulons. On a souligné depuis déjà plus d'un mois que les revendications sociales qui avaient été à la base des soulèvements révolutionnaires avaient rapidement été rejointes par des revendications politiques dont la principale était la chute des dictateurs avant de déboucher sur la remise en cause des régimes en place. Le premier objectif politique ayant été atteint, la révolution piétine sur les autres, du coup ce sont les revendications sociales qui sont revenues sur le devant de la scène, les unes nourrissant les autres, de telle sorte qu'on s'achemine vers la remise en cause à la fois de ces régimes politiques, du capitalisme de façon limitée à travers des appels à la renationalisation de pans entiers de l'économie, cette formulation est imparfaite, je l'utilise par défaut, car l'Etat demeure entre les mains des capitalistes, et plus significativement du rôle des différents impérialistes majoritairement rejetés par les travailleurs de ces pays.

C'est dans ce contexte qu'il faut également analyser l'intervention de l'impérialisme en Libye.

A travers toutes ces révolutions, les dirigeants du capitalisme mondial ne craignent pas à proprement parler que le prolétariat s'empare du pouvoir, leur crainte réside essentiellement dans la baisse du taux de profit qui en résultera une fois les revendications sociales des travailleurs en partie satisfaites. Ces révolutions alimentent la crise du capitalisme mondial qui pour le moment a été surmonté en concentrant davantage le capital entre quelques mains, au prix de fusions-acquisitions et de restructurationsdébouchant sur des dizaines de millions de travailleurs supplémentaires dans le monde, l'allongement de la durée du travail en reportant l'âge du départ à la retraite ou en allongeant la durée hebdomadaire de travail, en ponctionnant davantage les couches moyennes, en accordant des augmentations de salaire dérisoires, mais ces "remèdes" renferment leurs propres contradictions puisqu'ils conduisent à diminuer le niveau de vie de dizaines de millions de travail qui consommeront moins de marchandises, tandis que dans les pays dominés la forte poussée de l'inflation tend également à réduire la capacité de la population à consommer davantage, pour palier cet inconvénient ils n'ont rien trouvé de mieux que de recourir à son endettement à des niveaux records, conduisant à terme à une crise du même ordre qu'aux Etats-Unis en 2007.

Du coup, pour gagner à nouveau en productivité, ce qui est pratiquement impossible dans les pays dominés, puisque le prolétariat est déjà surexploité dans des limites à peine supportable, on assiste même au phénomène inverse sous la forme de mobilisations sociales en Chine, en Inde, au Bangladesh, au Pakistan et dans de nombreux autres pays, il ne leur reste plus qu'à s'attaquer aux acquis de leur propre prolétariat. Or là aussi ils doivent affronter un problème de taille, outre la paupérisation grandissante dans ces pays, leurs régimes politiques sont en crise et contestés, en France, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Grèce, de manière plus limitée en Allemagne et en Grande-Bretagne jusqu'aux Etats-Unis.

Ils ne survivent que grâce à la complicité des partis traîtres du mouvement ouvrier et des appareils des syndicats subordonnés au capitalisme et à l'absence de partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière, qui seuls seraient en mesure de proposer aux travailleurs une issue à la crise de décomposition du capitalisme en avançant sur la voie du socialisme.

Face aux contradictions et à la crise qui minent à terme le capitalisme, comme un seul homme les dirigeants du vieux monde ont opté pour la fuite en avant dans tous les domaines exposés plus haut, ils n'ont pa vraiment le choix, au risque de provoquer une nouvelle guerre, histoire de remettre les compteurs à zéro une nouvelle fois pour assurer la survie de ce système économique usé jusqu'à la corde.

Dès lors plus que jamais, le combat pour des syndicats indépendants de l'Etat et du capitalisme et pour la construction d'un parti révolutionnaire ayant pour objectif l'abolition des institutions de la Ve République et la remise en cause des fondements du capitalisme, s'impose à tous les militants ouvriers oeuvrant pour le socialisme.

Le problème n'est pas la révolution en soi comme on a pu l'observer en Tunisie et dans d'autres pays ces derniers mois, mais la théorie révolutionnaire dont son avant-garde doit se saisir pour la mener jusqu'au bout. Le parti, l'organisation des masses, la question de l'Etat et des institutions, dont l'armée, de la Constitution, des syndicats, autant de questions dont les militants doivent débattre et éclaircir loyalement et fraternellement pour aller de l'avant, partant du principe que la rupture avec le capitalisme et ses institutions internationales (UE, FMI, ONU, etc), la liquidation de l'appareil administratif, judiciaire et militaire de l'Etat sont des questions incontournables, constitue un préalable à toute transformation de la société et du monde.

3- "*D'ores et déjà, des hommes, des femmes et des enfants sont morts sous les « bombes humanitaires ».*" écrit Lucien Gauthier dans un article de la page 2 du numéro 141 d'*Informations ouvrières* paru hier. Mais il ne dit pas un mot dans cet article sur les hommes, les femmes et les enfants qui meurent tous les jours sous les bombes du dictateur Kadhafi depuis des semaines. Comme l'on dit, en terme d'objectivité peut mieux faire ! Le parti pris du POI les rend aveugles de toute évidence et ne fait que fausser leur analyse de la situation, alors que pour l'essentiel nous la partageons.

Les dirigeants du courant communiste internationaliste du POI dont j'ai vanté sincèrement à plusieurs reprises les qualités, présentent le défaut d'être crispés sur des questions théoriques qu'ils ne maîtrisent pas, comportement qui paradoxalement les a sauvé d'une débâcle politique totale, mais qui les empêchent d'aborder sereinement toute situation, de prendre en considération l'ensemble des facteurs qui la composent, ils en font encore ici la démonstration, pour finalement se retrouver le plus souvent sur une position marquée du sceau de l'opportunisme ou du dogmatisme, qui rend leur discours inaudible ou ne peut qu'inspirer la méfiance. C'est un peu comme un excellent élève à l'école qui rendrait un devoir bourré de fautes d'orthographe et à l'écriture tellement mauvaise que sa copie en serait illisible. Dommage, quel gâchis !

Vous voulez un autre exemple, la quatrième de couverture d'Information ouvrière, la couverture ou première page si vous préférez, ils titres en gros : "*Libye : le coût de la guerre 500 millions d'euros ! C'est l'équivalent des 16 000 postes d'enseignants supprimés en 2011*", alors qu'en Libye le prolétariat révolutionnaire ne se livre pas à ce genre de calcul et s'en réjouit ouvertement. Si vous faites lire ce titre à un révolutionnaire libyen, quelle va être sa réaction immédiate selon vous ? Mais ils sont contre nous, ils veulent notre peau ou quoi, c'est un journal réactionnaire, non ? Et pourtant on ne peut pas soupçonner le POI de ne pas être plein de bonnes intentions à l'égard de leur révolution. Je le répète : quelle maladresse, quel gâchis !

Sarkozy, Cameron et Obama, ceux qui ont déclenché cette intervention militaire sont incapables de savoir quelles vont en être les conséquences sur le processus révolutionnaire en Libye et dans d'autres pays de la région. Un jour ils traitent Kadhafi de "terroriste" et d'ennemi public numéro 1, un autre ils l'encensent et lui vendent des armes pour s'en servir contre son peuple, puis peu de temps plus tard ils le bombardent quand ils les utilisent. Ce qui a fait dire à de nombreux commentateurs ces derniers jours, qu'ils ne savaient pas trop ce qu'ils voulaient et que cette décision avait été prise à la hâte, qu'elle était pure folie, pire, qu'elle allait leur revenir à la figure tel un boomerang, d'où le refus de Merkel d'y participer ou d'autres de s'y opposer catégoriquement à l'instar de Bouteflika.

Cette folie guerrière qui a un prix, au lieu de rassembler la population autour du chef de l'Etat comme Sarkozy aurait pu l'espérer, s'est traduite dimanche dernier par la débâcle de l'UMP au premier tour des élections cantonales, l'UMP est plus minoritaire que jamais dans le pays. Du coup elle pourrait déboucher à la fois sur une crise politique et sociale incontrôlable dans les jours ou les semaines qui viennent. Le même constat vaut dans pratiquement tous les pays, en Belgique ils n'ont toujours pas de gouvernement et voilà que c'est au tour du gouvernement portugais de tomber, ce ne sera pas le dernier dans les mois à venir.

C'est donc dans cette perspective que doit se situer notre combat politique, dans la remise en cause du capitalisme et de

la domination de l'impérialisme à l'échelle mondiale, des institutions politiques sur lesquelles reposent sa légitimité, à défaut de pouvoir justifier l'exploitation de l'homme par l'homme. La révolution socialiste mondiale est en marche.

Soutien inconditionnel à toutes les révolutions et aux processus révolutionnaires en cours dans tous les pays où les peuples ont commencé à se soulever, pour abattre le capitalisme et la domination impérialiste, les Etats fondés sur la domination de classe des capitalistes, place à la révolution prolétarienne, place au socialisme, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, prolétaires de tous les pays unissez-vous et nous vaincrons !

Aucun soutien aux aventures guerrières de l'impérialisme, aucun soutien à des gouvernements provisoires qui seraient subordonnés au capitalisme ou à l'impérialisme, c'est au prolétariat et à sa jeunesse révolutionnaire que revient l'honneur de les combattre et de les vaincre. Organisons-nous, armons-nous théoriquement et politiquement, construisons notre parti et notre Internationale ouvrière, renouons avec la tradition révolutionnaire des syndicats qui avait pour objectif l'émancipation du salariat, armons-nous militairement quand la situation l'impose, unis nous sommes une force invincible et nous triompherons de notre ennemi, divisés nous sommes vulnérables, faibles et nous serons vaincus.

Guerre au capitalisme, à l'impérialisme, guerre à leurs représentants et lieutenants dans le mouvement ouvrier, guerre à toutes les formes d'opportunisme !

Vive le prolétariat révolutionnaire international, vive la révolution socialiste mondiale !

4- Le POI propose dans sa dernière déclaration "*aux travailleurs et aux militants de toutes tendances de constituer ensemble des comités politiques de défense et de résistance. Pour agir en ce sens, il invite celles et ceux qui partagent ses objectifs à prendre leur place dans la construction d'un authentique parti ouvrier indépendant.*" Nous soutenons cette initiative et nous appelons tous les militants à participer à ces "*comités politiques*" dans la perspective de rassembler la classe pour abattre les institutions de la Ve République. Nos désaccords politiques avec le POI ne doivent pas nous rendre aveugles ou sectaires.

Au moment où certains peuples ont commencé à se soulever contre des régimes tyranniques, où tous les peuples opprimés par des régimes autocratiques sont en passe d'emprunter la même voie de la révolution prolétarienne, où tous ces peuples lorgnent sur les régimes en place dans les vieux pays capitalistes en croyant y trouver un exemple de démocratie à suivre, il est de notre devoir de nous mobiliser pour leur démontrer qu'il ne s'agit que de démocraties au rabais, tronquées, une pure illusion ou tromperie, et que pour parvenir à l'établissement d'une véritable démocratie conforme aux intérêts de la majorité de la population constituée par l'immense masse des travailleurs, il faut impérativement détruire de fond en comble l'Etat des capitalistes, c'est la condition pour que la classe des exploitées deviennent la classe dominante et détienne le pouvoir de mettre en oeuvre une politique basée sur la satisfaction des besoins de la majorité.

Parole d'internaute

(A propos de la hausse des prix des denrées alimentaires.)

- "en plus avec les loyers, les énergies qui augmentent sans justificatifs, comment cela va finir !!!!!!"

Comme en Tunisie, Egypte, Yémen, Bahreïn, etc !

(A propos de la situation au Yémen)

- "Quand il y a plein de jeunes quelque part ils discutent ensemble et se forgent des idées de jeunes. Souvent, il s'agit d'envie de changement, ce que ne comprennent pas les présidents qui eux sont vieux. Ils ne le comprennent pas ou font semblant de ne pas le comprendre. "

La jeunesse est révolutionnaire ! C'est elle qui est aux avant-postes de toutes les révolutions, car elle aspire naturellement à la justice et à la liberté, tandis que les autres générations croulent sous le joug de l'exploitation qui a ravalé leur idéal au rang d'utopie, de fantasme... Ce sont aussi les femmes qui refusent que leurs enfants soient sacrifiés, que leur avenir soit synonyme d'angoisse ou de cauchemar.

Politique

France

1.1- Grosse conne toi-même !

Sophia Aram est revenue mercredi matin sur France Inter sur les commentaires qu'elle a entendus depuis dimanche et le score du

FN aux cantonales. "*J'ai retenu une chose sur laquelle tout le monde semble d'accord. Il faudrait arrêter de culpabiliser les personnes qui votent FN. Il faudrait cesser le genre de raccourcis qui consiste à dire que les électeurs du Front national ne sont que des gros cons.*" (Lepost.fr 23.03)

1.2- La lessiveuse du Palais. Longuet blanchi en 48h. Renaud Van Ruymbeke de nouveau menacé.

1.2.1- Blanchi après des années de démêlés judiciaires, Gérard Longuet ne sera pas inquiété par la justice pour les comptes de sa société de conseil. L'irrégularité concernant un débit du compte courant a rapidement été légalisée. Le parquet de Paris va donc classer le dossier. (Lefigaro.fr 23.03) Il n'a pas encore acquis la longue expérience de Pasqua pour être enfin condamné !

1.2.2- Le ministère de la Justice a relancé des poursuites disciplinaires contre le juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke, qui conduit des procédures menaçant l'Elysée, a-t-on appris mercredi de source judiciaire.

Les poursuites avaient été ajournées en 2007 mais ont repris au début de l'année, comme l'écrit *Le Monde* daté de jeudi.

Renaud Van Ruymbeke a été, juste avant cette décision ministérielle, chargé de l'enquête sur une éventuelle affaire de corruption lors de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, dont Nicolas Sarkozy était le porte-parole. Cette affaire pourrait être indirectement à l'origine de l'attentat de Karachi, au Pakistan, où ont péri onze Français en 2002.

Deux rapporteurs vont instruire le dossier puis une nouvelle audience devrait se tenir, devant un nouveau CSM réformé installé en janvier dernier, avec une majorité de non-magistrats, dont deux nommés par l'Elysée. (Reuters 23.03)

1.3- De La Talonnette au garde-à-vous. L'UMP au bord de l'explosion, suite.

Mercredi, en Conseil des ministres, Nicolas Sarkozy a rappelé à l'ordre ses ministres sur la stratégie à adopter face au Front national au second tour des cantonales, rapporte Le Figaro.fr.

"*Si vous voulez combattre le Front national, faites le sur le fond, au lieu de vous placer sur le plan de la morale. Un ministre n'est pas un homme politique comme les autres, il est tenu à un devoir de solidarité dans l'expression collective, surtout en période électorale. Je suis président de la République, je n'ai pas de position personnelle, un ministre n'a pas à avoir de position personnelle. Une ligne a été définie, Il est trop facile de choisir ce qu'on soutient et de prendre ses distances avec le reste*", a lancé le chef de l'Etat.

Le site du quotidien précise que François Fillon est resté silencieux tout au long du Conseil.

Nicolas Sarkozy serait en effet très irrité par la position exprimée par le Premier ministre sur ce sujet. (Lepost.fr 23.03)

Et son aventure guerrière en Libye devrait un peu plus approfondir la crise au sein du parti de l'ordre.

1.4- Les dirigeants syndicaux soutiennent l'Union européenne, ils ne font pas de politique...

"*Nous sommes dans notre rôle syndical quand nous disons qu'il n'y a pas de solution dans le repli national ou l'abandon des réponses européennes*" au niveau social, a déclaré le numéro deux de la CFDT, Marcel Grignard, interrogé sur d'éventuelles consignes de vote pour dimanche.

Pour Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, le Front national "*surfe sur l'insatisfaction sociale*" mais il apporte des "*solutions approximatives, inadéquates et dangereuses*" pour les Français.

"*Cela fait plusieurs années que les syndicats font le lien entre l'absence de construction sociale au niveau européen et la promotion des partis xénophobes*", a-t-il rappelé. (Reuters 23.03)

Nous, nous faisons le "*lien*" entre la présence de fossoyeurs des intérêts de la classe ouvrière à la direction des syndicats avec la montée du FN.

2- Libye

2.1- Une présentation du Comité de transition national (CNT).

2.1.1- Pleinement engagé dans l'affaire libyenne, le philosophe Bernard-Henri Lévy organisait mardi soir une rencontre avec deux opposants au régime kadhafiste, membres du Comité de transition national (CNT), dans un salon de l'hôtel parisien

Raphaël. Tout ce que la capitale compte d'intellectuels et d'écrivains militants des droits de l'homme était présent : Pascal Bruckner, André Glucksmann, Romain Goupil, Yann Moix, Christine Angot... Des politiques étaient également au rendez-vous - Jack Lang, Bernard Kouchner et l'ancien ministre de la Défense Paul Quilés - ainsi que des amis de Bernard-Henri Lévy, dont Pierre Bergé et Claire Chazal. À quoi ressemblent donc ces opposants libyens reconnus par la France comme seule autorité représentative du pays ?

Ali Zeidan, la cinquantaine, joufflu dans un costume sombre, parlant un français impeccable, est membre de la Ligue libyenne des droits de l'homme et "*porte-parole*" en Europe du CNT. Son acolyte, Mansour Saif al-Nasr, cheveux courts et grisonnants, anglophone, est lui un des responsables du comité, exilé aux États-Unis. En introduction de leur présentation, les deux hommes ont tenu à remercier le rôle "*décisif*" de la France et de Bernard-Henri Lévy - qui a favorisé la médiation entre Nicolas Sarkozy et le CNT - dans le vote de la résolution 1973 de l'ONU, qui a ouvert la voie à une intervention militaire de la coalition internationale. "*Aujourd'hui, dans Benghazi, on entend des One, two, three, viva Sarkozy ! Les Libyens remercient la France et des drapeaux français flottent au côté des drapeaux libyens*", rapporte Ali Zeidan. Conscient des interrogations qui entourent la composition du CNT, il assure que le comité "*représente toutes les couches de la population*" : des avocats, des médecins, des professeurs d'université, des petites gens et aussi des membres de la tribu de Kadhafi. Pour exemple, ils citent ce cousin du "*Guide*" libyen engagé dans l'armée et qui a refusé de tirer sur "*ses frères*" avant de rejoindre la résistance et de mourir au combat, tué par les forces loyalistes.

Ils jurent que le peuple libyen est "*ssoiffé de démocratie et de liberté*", qu'il aspire à vivre "*dans la sécurité*". S'agissant du conflit armé, les deux représentants du CNT assurent avoir suffisamment de combattants "*volontaires*" pour tenir tête à Kadhafi, mais ajoutent manquer d'armes. Si les tribus existent en Libye, ils réfutent toute idée de "*tribalisme*" et promettent que le pays, une fois Kadhafi détrôné, ne sombrera pas dans une guerre tribale. Respectueux du droit international, ils souhaitent que le dictateur "*reste vivant*", qu'il soit déféré devant des tribunaux "*pour qu'il paie ses crimes contre l'humanité*". Leur rapport à l'islam est apaisé. Ils considèrent la religion comme "*une affaire privée entre l'homme et son dieu*" et garantissent que le futur État libyen ne sera "pas conduit par des fanatiques" : "*Celui qui veut pratiquer pratique ; celui qui ne veut pas pratiquer sera libre de ne pas pratiquer.*" L'ouverture de la Libye, tel est enfin leur credo : "*Nous avons un pays merveilleux, avec des sites magnifiques. Vous serez les bienvenus !*" Mais pour cela, "*Kadhafi doit partir !*". (lepoint.fr 23.03)

2.1.2- Qui compose ce CNT?

Ce Conseil composé de 31 membres, dont 8 seulement sont connus afin de préserver l'anonymat de ceux qui oeuvrent dans l'ombre dans les zones encore contrôlées par le despote, affirme représenter toutes les régions et tribus, ainsi que toutes les couches sociologiques de la population, et compte en son sein plusieurs femmes. Il se veut instance de transition jusqu'à l'élection du parlement et l'institution d'un Etat démocratique.

"*Kadhafi doit partir; y-a-t-il une seule chose qu'il ait faite de bien?*" ont asséné les deux représentants du CNT. Ajoutant: "*Nous pouvons battre les forces de Kadhafi parce que nous en avons la détermination et que notre peuple aspire profondément à la démocratie. Nous avons les hommes pour mener le combat et reprendre les villes; mais nous manquons d'armement*". Ce qui pose le problème de la 2e phase de l'opération "*Aube de l'Odyssée*", à savoir l'appui terrestre à apporter aux insurgés en l'absence formelle de troupes occidentales (dont l'intervention est interdite par la résolution 1973 de l'ONU).

Le CNT se montre catégorique sur le degré de motivation du peuple libyen, écartant tout risque de partition du pays. "*Nous sommes tous deux issus de tribus traditionnellement alliées à Kadhafi, ont affirmé les deux repésentants du CNT, et pourtant nous sommes engagés contre lui. Ne croyez pas que la Libye soit à ce point tribalisée, elle veut par dessus tout se libérer du tyran*".

La conclusion, rassurante, est que le CNT s'engage résolument à favoriser l'avènement d'une Libye démocratique. "*Nous n'accepterons plus jamais un régime sans démocratie, ni un système dictatorial, ni aucun pouvoir personnel, nous en avons trop souffert. De même nous voulons un Etat laïque*", ont martelé les deux représentants. (lexpress.fr 23.03)

2.1.3- Le président du Mouvement républicain et citoyen a dénoncé le rôle de Bernard Henri Lévy, qui a facilité la rencontre entre Nicolas Sarkozy et les représentants du Conseil national de transition libyen, opposé à Kadhafi.

« *Ce qui était très bizarre c'était l'intervention de M. Bernard Henri Lévy sur le perron de l'Elysée* », souligne le sénateur du Territoire de Belfort.

Devait-il intervenir ? « *Non. Il y a des ministres, une diplomatie, ce sont des choses sérieuses, on ne peut pas engager un pays dans l'improvisation. Tout ça respire un parfum d'amateurisme* », selon Jean-Pierre Chevènement. (publicsenat.fr 23.03)

Chevènement fait partie de ces républicains à la grandeur âme qui n'a rien d'un "*amateur* en politique que ne gênaient pas vraimentles relations entre l'Etat français et les dictateurs africains quand il était au gouvernement sous Mitterrand.

2.2- Des avions de la coalition internationale ont bombardé mercredi des positions tenues par les forces loyales à Mouammar Kadhafi dans la ville libyenne de Misrata, a rapporté un habitant contacté par téléphone.

Ces raids aériens, ajoute-t-on de même source, ont entraîné un arrêt des tirs de l'artillerie et des blindés de Kadhafi sur Misrata.

Mais ce même habitant a indiqué par la suite que des tireurs embusqués des forces loyales à Kadhafi avaient ouvert le feu sur un hôpital, faisant au moins trois morts et trois blessés graves.

La troisième ville de Libye, située à 200 km à l'est de Tripoli, est au main des insurgés mais est le théâtre de violentes attaques des forces régulières qui auraient fait des dizaines de morts.

Selon Saadoun, les raids ont visé une base aérienne située au sud de la ville, où sont regroupées les forces régulières. "*Ils n'ont pas tiré un seul obus d'artillerie depuis cette frappe aérienne*", a-t-il ajouté. (Reuters 23.03)

2.3- Les forces régulières libyennes ont repris mercredi leur bombardement de la petite ville de Zentane, tenue par les rebelles, non loin de la frontière tunisienne, rapportent un habitant.

"*Les brigades de Kadhafi ont repris leur bombardement depuis le secteur nord il y a une heure*", a dit cet habitant, contacté par téléphone vers 11h30 GMT. "*Le bombardement se poursuit, la ville est entièrement encerclée, la situation est très mauvaise*", a-t-il ajouté.

Zentane se trouve à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tripoli. (Reuters 23.03)

2.4- Les forces de Moammar Kadhafi ont intensifié mercredi leur bombardement des positions de l'insurrection en périphérie d'Ajdabiya, ville stratégique au nord de Benghazi, le bastion de l'opposition dans l'est du pays.

Les forces pro-Kadhafi, qui ont assiégé Ajdabiya, une ville de 140.000 habitants considérée comme la porte d'entrée de l'est de la Libye, ont attaqué quelques centaines d'insurgés rassemblés à la périphérie de la ville. Ces derniers ont riposté par des tirs de roquettes Katioucha, mais se sont retrouvés dépassés par la puissance de feu des forces loyalistes.

Des colonnes de fumée s'élevaient dans le ciel de la ville. Les deux camps se font face à Ajdabiya depuis plus d'une semaine, sans aucun n'ait pu jusqu'ici prendre l'avantage pour s'emparer de la ville.

"*Les armes qu'ils possèdent sont des armes lourdes et ce que nous avons ce sont des armes légères*", expliquait Faouzi Hamid, un homme de 33 ans qui avait rejoint l'armée libyenne quand il était plus jeune mais a gagné désormais le camp de l'insurrection. "*Les forces de Kadhafi sont plus puissantes que nous, alors nous dépendons des frappes aériennes*".

2.5- Peu avant le lever du jour, deux explosions ont été entendues mercredi matin à Tripoli, où des tirs de défense anti-aérienne et des déflagrations avaient retenti mardi soir, signalant de possibles nouvelles frappes de la coalition internationale.

Quatre jours après le début de l'opération, la télévision libyenne a diffusé mardi soir des images du colonel Kadhafi, qui promet la victoire. Présentées comme une retransmission en direct, ces images montrent le dirigeant libyen à son balcon, fustigeant la coalition internationale. "*A court terme, nous les battrons, à long terme, nous les battrons*", a-t-il promis lors de cette intervention de moins de cinq minutes, sa première apparition publique en une semaine.

Selon la télévision d'Etat, le colonel Kadhafi s'exprimait depuis sa résidence de Bab Al-Aziziya à Tripoli, un complexe frappé dimanche soir par un missile de croisière. Les journalistes n'ont pas été autorisés à pénétrer dans le complexe alors qu'il parlait. (AP 23.03)

2.6- Si la "*rue arabe*" est incontestablement anti-Kadhafi, le recours à des frappes aériennes, pour l'essentiel occidentales, suscite au Maghreb une grande méfiance.

Beaucoup s'interrogent sur les "*arrière-pensées*" des Occidentaux, accusés de vouloir défendre leurs intérêts économiques. D'autres s'inquiètent des risques d'engrenage. Le précédent irakien est dans tous les esprits.

En Tunisie, la tonalité est la même: compassion à l'égard du peuple voisin, soupçons en ce qui concerne les visées des pays occidentaux.

Les Algériens portent eux aussi dans l'ensemble un regard sévère sur le dictateur libyen, qu'ils sont nombreux à juger "*dérangé*" ou "*sanguinaire*". Mais lorsqu'on leur demande leur point de vue sur la décision des Nations unies, ils sont là encore, pour beaucoup, convaincus que les Occidentaux n'ont qu'une chose en tête: s'assurer du contrôle du pétrole libyen.

Peut-être parce qu'ils se sentent plus proches des insurgés de Benghazi, les Egyptiens semblent avoir mieux accueilli la décision des Nations unies, regrettant même parfois qu'elle ait été si tardive. (lexpress.fr 23.03)

3- Yémen

3.1- Le Parlement yéménite a approuvé mercredi l'instauration de l'état d'urgence, un vote immédiatement rejeté par l'opposition, alors que des blindés d'unités rivales étaient toujours déployés à Sanaa.

Selon les autorités yéménites, 164 députés sur 165 présents au Parlement ont voté pour l'instauration de l'état d'urgence, proclamé le 18 mars par le chef de l'Etat après la mort de 52 manifestants tués par des tirs attribués à des partisans du régime.

Mais un député du parti islamiste al-Islah, Abdel Razaq Al Hejri, a contesté comme "*une falsification éhontée*" le vote du Parlement affirmant que le quorum n'avait pas été réuni, 133 députés seulement sur 301 ayant assisté à la séance, selon lui.

Le chef du bloc du Parti Socialiste Yémenite (opposition, ancien parti unique du sud du Yémen) Aïdarous al-Naqib a affirmé à l'AFP que "*le pouvoir ne pourra pas appliquer la loi d'urgence, car il faudrait pour cela tuer dix millions de yéménites*".

En l'absence d'une loi détaillant ce qu'est l'état d'urgence dans le pays, il n'était pas possible de savoir dans l'immédiat si cette mesure signifiait l'interdiction des manifestations et du sit-in observé par des protestataires depuis le 21 février place de l'Université à Sanaa.

Le parti du président, le Congrès populaire général (CPG) comptait quelque 170 députés, mais entre 40 et 50 d'entre eux sont démissionnaires, selon des sources parlementaires. Ces derniers, ainsi que tous les députés de l'opposition et les indépendants ont boycotté la séance.

"*Un vote en faveur de la loi équivaudrait à approuver le massacre d'innocents*", avait affirmé auparavant un communiqué du mouvement des "*Jeunes pour le changement*" lu par un orateur au micro sur la place de l'Université. (liberation.fr 23.03)

3.2- Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, offrant une nouvelle concession à ses opposants, a proposé mercredi d'organiser l'élection présidentielle dès la fin de l'année au lieu de 2013.

"*Il y aura un référendum sur une nouvelle constitution et ensuite des élections législatives. Les parlementaires élus formeront un gouvernement et les élections pour élire un président de la République se tiendront immédiatement, avant la fin de l'année 2011*", détaille Saleh dans un document transmis à des groupes d'opposition et au général Ali Mohsen, qui a affiché son soutien aux contestataires.

Plus tôt dans la journée de mercredi, des groupes de l'opposition yéménite ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation vendredi pour réclamer la démission du président Saleh, projetant de marcher sur le palais présidentiel de Sanaa.

"*Ce vendredi sera le 'Vendredi de la marche en avant', avec des centaines de milliers de personnes. Nous arriverons jusqu'à vous et nous vous ferons partir*", a dit Mohamed Qahtan, porte-parole de la contestation, s'adressant au dirigeant yéménite par le biais de la chaîne Al Djazira.

La pression de la rue était toujours forte mercredi. "*Non à l'état d'urgence, tu es un boucher*", pouvait-on lire sur une pancarte d'un manifestant, tandis que d'autres arboraient un tee-shirt "*Je suis un futur martyr*".

"*Aussi sûr que le soleil est dans le ciel, il partira*", estime Souleimane Abdoullah, âgé de 28 ans.

La présence militaire était renforcée mercredi aux abords de l'université, où des milliers de manifestants sont présents depuis le début de la contestation en février.

Mais certains soldats avaient placé des roses rouges dans le canon du fusil en signe de solidarité avec les opposants. (Reuters 23.03)

4- Bahreïn

La situation est dans une "*phase très dangereuse*", a déclaré mercredi le ministre des affaires étrangères de Bahreïn, Cheikh Khaled Ben Ahmad Al-Khalifa, à la chaîne de télévision turque NTV. "*Ce qui se passe à Bahreïn constitue une phase très dangereuse. Il y a la stabilité, mais nous redoutons par-dessus tout une division entre les communautés religieuses*", a déclaré le ministre.

Le chef de la diplomatie de Bahreïn, qui s'exprimait en anglais et dont les propos étaient traduits en turc, effectue une visite en Turquie. (lemonde.fr 23.03)

5- Syrie

Au moins quinze personnes ont été tuées mercredi à Daraa dans le sud de la Syrie, théâtre de manifestations sans précédent contre le pouvoir, selon un nouveau bilan donné par des militants des droits de l'Homme.

Le gouverneur de Daraa, Fayçal Khaltoum, a été limogé, a indiqué en fin d'après-midi la télévision syrienne.

Neuf personnes ont été tuées lors des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants avant l'aube, dont deux femmes, un enfant et un médecin, a indiqué l'un des militants.

Six autres personnes ont été tuées lors de funérailles de personnes tuées lors des violences qui ont eu lieu cette nuit, a-t-il ajouté, en enumérant les noms de dix des quinze morts.

«Les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule lors des funérailles», a indiqué un autre militant.

Dans le même temps, des échanges de tirs ont eu lieu entre les forces de sécurité et des protestataires autour de la mosquée al-Omari, devenue leur point de ralliement et autour de laquelle ont eu lieu les affrontements de la nuit, selon un reporter de l'AFP. (liberation.fr 23.03)

6- Egypte

Le nouveau pouvoir militaire égyptien a approuvé mercredi un projet de loi prévoyant des peines de prison et des amendes dans certains cas de manifestations et de grèves, annonce-t-on officiellement.

Les sanctions pourraient s'appliquer aux manifestations qui perturbent les affaires et s'étendre aux personnes encourageant les protestations.

"*Le gouvernement travaille à une nouvelle politique concernant l'emploi et les salaires et dans ce contexte le gouvernement a approuvé un projet de loi qui sanctionnera certains cas de manifestations et de grèves*", dit un communiqué.

Le nombre de grèves est en baisse en Egypte mais des manifestations se poursuivent notamment dans les secteurs de la poste, de la police et de la santé pour réclamer de meilleures conditions de travail et des hausses de salaire.

Le gouvernement estime que ces mouvements doivent cesser car il a déjà répondu aux aspirations des protestataires.

Un autre projet de loi envisage d'autoriser la formation de partis politiques, une demande clé des opposants lors de la révolution qui a chassé du pouvoir Hosni Moubarak le 11 février.

Le pouvoir militaire en place a promis de supprimer les restrictions à la formation de partis politiques après le vote par référendum d'une réforme constitutionnelle samedi dernier.

Pour créer un parti, il faudra réunir 1.000 signatures de membres fondateurs dans au moins dix provinces du pays. Tout parti qui sera discriminant envers une religion, un sexe, une ethnie, une race ou une langue sera interdit.

Les nouveaux partis devront demander une autorisation préalable à un comité formé par un juge et deux membres du Conseil d'état et ne pourront pas percevoir des fonds émanant de gouvernements étrangers et d'étrangers. (Reuters 23.03)

Après le cuisant échec du référendum sur la modification de la Constitution, la junte militaire au pouvoir s'en prend au droit de grève et entend contrôler la "*légalité*" de chaque parti politique qui devrait faire allégeance au régime pour être autorisé.

7- Algérie

La police a tiré mercredi des grenades lacrymogènes sur des jeunes gens qui lui lançaient des pierres et des engins incendiaires pour empêcher des bulldozers de démolir des logements construits illégalement à Alger.

Plus d'une cinquantaine de personnes ont été blessées, dont un bébé, dans ces affrontements entre jeunes d'une cité populaire d'Alger et forces de l'ordre. Les heurts avaient commencé avec l'arrivée d'engins de démolition de baraques illégales dans

la Cité de France. Par ailleurs, la presse indiquait, mercredi, que le pouvoir envisageait de réviser la Constitution pour répondre à la contestation en Algérie. (Lefigaro.fr et Reuters 23.03)

8- Territoires palestiniens

Au lendemain de la mort de quatre militants palestiniens et quatre civils tués par des frappes israéliennes, des militants palestiniens de la Bande de Gaza ont tiré des roquettes et des obus de mortier sur le sud d'Israël mercredi. L'Etat hébreu a riposté par des raids aériens et le Djihad islamique a fait état d'un mort parmi ses combattants.

La police israélienne rapportait qu'un civil israélien avait été blessé par un éclat de roquette à Beersheba, la plus grande ville du sud d'Israël.

Selon le Djihad islamique, ses militants ont tiré des roquettes sur quatre villes israéliennes pour venger la mort quatre militants palestiniens et quatre civils tués par des bombardements israéliens la veille sur la Bande de Gaza.

Parmi eux, figurent trois enfants et leur oncle, tués par des obus qui se sont perdus selon Israël. Le Hamas, au pouvoir dans la Bande de Gaza, a décrété une journée de deuil mercredi et appelé tous les habitants du territoire à participer aux funérailles. (AP 23.03)

Depuis un attentat a été commis à Jérusalem et le Premier ministre a promis une riposte à la hauteur, ce qui risque par se traduire par une nouvelle offensive militaire sur Gaza. A surveiller de très près dans les heures qui viennent.

9- Burkina Faso

Des coups de feu ont été entendus dans la nuit de mardi à mercredi à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, où une source militaire évoque un mouvement de contestation émanant de soldats.

Les tirs, qui ont duré plusieurs heures, provenaient de deux camps militaires de la ville. Ils ont éclaté tard dans la soirée, à un moment où les rues étaient désertes. Plusieurs stations-services ont été pillées.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu dans l'immédiat auprès du gouvernement de Blaise Compaoré, au pouvoir depuis un coup d'Etat en 1987.

Pays de 15 millions d'habitants enclavé dans l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso a été épargné par l'instabilité régionale, même si les autorités ont fait fermer les universités ce mois-ci à la suite de violentes manifestations étudiantes. (Reuters 23.03)

10- Portugal. Crise politique.

Le Premier ministre portugais José Socrates a présenté mercredi soir sa démission après le rejet par le Parlement des mesures d'austérité proposées par le gouvernement socialiste minoritaire.

Tous les partis d'opposition ont voté pour une résolution destinée à rejeter les mesures, qui font partie du programme de stabilité et de croissance pour les années 2011-2014.

Seuls les socialistes, qui détiennent 97 des 230 sièges du Parlement, se sont prononcés en faveur des mesures. (Reuters 23.03)

Social.

1- France. Il faut bien engraisser les actionnaires affameurs.

Farine: +15 à 20%

Elle remporte la palme de la plus forte augmentation de l’année. Une augmentation qui répercute la très forte hausse des cours des céréales lors de ces derniers mois.

Café: +10 à 20% Le grain de café a atteint ses derniers mois des niveaux records, jamais vus depuis 1977. Votre expresso du matin va donc coûter plus cher dans les semaines qui viennent.

Pâtes: +5 à 10%

De même que pour la farine, la hausse des prix des céréales va faire grimper la note des pâtes alimentaires. Seule bonne nouvelle côté féculents: le riz, dont les cours sont restés stables, de même que les prix dans les étals.

Viennent ensuite l'huile végétale, dont le prix devrait augmenter de 5 à 8%, le beurre (4 à 8%) et le fromage (2 à 4%). Le pain va quant à lui augmenter de 5 à 7%, une hausse étonnante alors que le coût des matières premières compte peu dans le prix final de votre baguette.

En ce qui concerne les sucreries, les biscuits vont prendre de 3 à 10% d'augmentation, et le chocolat de 5 à 7%. La faute à la flambée du cacao… et encore et toujours à la hausse des cours du blé. Les viandes (même si elles ne font pas partie des mêmes négociations), vont également prendre cher, puisque leur prix dépend beaucoup du cours des aliments pour animaux et donc des céréales. Comptez par exemple +6% pour le bœuf et +8,4% pour le porc. (20minutes.fr 23.03)

2- Japon

L'inquiétude monte à Tokyo, où les autorités ont demandé de ne plus donner aux bébés de l'eau du robinet, en raison du niveau d'iode radioactive causé par les rejets de la centrale de Fukushima Dai-ichi. La situation sur le site semble toujours très précaire: une nouvelle évacuation a eu lieu mercredi alors que de la fumée noire s'échappait du réacteur numéro 3.

La crainte des conséquences sanitaires de la crise s'est accentuée ces derniers jours avec la découverte de légumes, autres végétaux et de lait cru contaminés dans des zones proches de la centrale mais aussi de niveaux de radioactivité supérieurs à la normale dans l'eau du robinet et même dans l'eau de mer à proximité du site.

Le gouverneur de Tokyo, Shintaro Ishihara, a recommandé de ne plus utiliser l'eau du robinet pour faire boire les bébés de moins d'un an ou préparer les biberons.

Dans le centre de Tokyo, des niveaux de radioactivité liée à l'iode-131 atteignant 210 becquerels par litre ont été décelés, soit deux fois le seuil de 100 recommandé pour les nourrissons, selon des responsables de l'Office de l'eau de la capitale. Le seuil autorisé pour les adultes est de 300 becquerels.

Selon les experts, les concentrations d'iode-131 se dispersent rapidement dans l'air, la moitié disparaissant au bout de huit jours.

Tokyo compte 13 millions d'habitants dans la ville même et 39 millions dans toute l'agglomération. L'annonce des autorités nippones a provoqué une ruée dans les magasins, rapidement à court de bouteilles d'eau minérale. Dans un supermarché du centre-ville, un employé, Toru Kikutaka, expliquait que les achats étaient limités à deux bouteilles de deux litres par personne mais que le magasin avait épuisé son stock presque immédiatement. (AP 23.03)

Economie.

Japon

Le coût du séisme et du tsunami qui ont dévasté les côtes nord-est du Japon pourrait atteindre jusqu'à 309 milliards de dollars (217,4 milliards d'euros), le montant le plus élevé du monde pour une catastrophe naturelle. (AP 23.03)

Haut de page

Le 25 mars

Il n'est pas toujours facile de s'y retrouver à travers les informations contradictoires qui nous parviennent au compte-gouttes sur la question libyenne.

On pourrait se contenter de déclarer : voilà il s'agit d'une guerre impérialiste classique contre un Etat libre et souverain, à bas l'impérialisme et l'affaire est réglée, pourquoi se casser la tête à essayer de comprendre ce qui se passe vraiment en Libye, il est entendu qu'ils veulent mettre la main sur son pétrole, organiser la partition du pays prélude à un redécoupage de l'Afrique prévue de longue date par l'état major américain à Washington pour garantir sa mainmise sur les richesses de ce continent.

Tout cela est exact, à ceci près que les choses ne se passent pas toujours comme ils les ont prévues, parce que non seulement ils ne sont pas en mesure de savoir comment la situation peut évoluer, mais surtout parce qu'ils ont tendance à favoriser un scénario plutôt qu'un autre en partant d'une analyse tronquée de la situation ou des rapports de force sur place, comment, en

se basant sur des éléments qui leur sont favorables ou acquis et en négligeant les autres qui peuvent évoluer et faire basculer la situation dans une direction qu'ils n'avaient pas prévue ou tout du moins pas souhaitée. Ainsi on peut affirmer sans prendre trop de risques, qu'ils doivent se mordre les doigts de ne pas avoir encouragé davantage Ben Ali et Moubarak à engager plus tôt des "réformes" pour rester plus longtemps au pouvoir de façon à assurer leur succession en douceur, ou dans le pire des cas, de ne pas les avoir débarqués plus tôt afin d'éviter que le peuple de ces pays s'en chargent eux-mêmes, le pire scénario pour l'impérialisme évidemment.

En Libye, on ne sait par trop s'ils ont voulu précipiter la chute de Kadhafi avant que la situation leur échappe et que le peuple libyen encouragé par les révolutions tunisienne et égyptienne se soulève à son tour, ou s'ils ont pris le train en marche en tentant de justifier leur intervention militaire sous des prétextes démagogiques qui ne trompent personne finalement, dans les deux cas avec le même objectif, interdire aux peuples de la région de trouver la voie de la révolution socialiste ou tout du moins de procéder à une répartition des richesses entre les classes provenant de l'exploitation des ressources pétrolière de la Libye trop favorable à la classe ouvrière, portant un coup aux gigantesques profits qu'en tirent les multinationales des différents pays de la coalition engagée dans cette guerre, car c'est au bout du compte ce qui les inquiète le plus, même si on ne voit pas comment ces peuples sans partis révolutionnaires pourraient remettre en cause les fondements du capitalisme.

Avant de continuer, un extrait d'un article paru dans le Réseau Voltaire, le 22 mars 2011 :

"*En reconnaissant ce CNLT et en blanchissant son nouveau président, la Coalition se choisit des interlocuteurs et les impose comme dirigeants aux insurgés. Cela leur permet d'écarter les révolutionnaires nassériens, communistes ou khomeinistes. Il s'agit de prendre les devants et d'éviter ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte lorsque les Occidentaux imposèrent un gouvernement RCD sans Ben Ali, ou un gouvernement Suleiman sans Moubarak, mais que les révolutionnaires les renversèrent aussi.*"

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la place et le rôle des différents acteurs en présence pour définir une position conforme aux intérêts des travailleurs en Libye et ailleurs, au lieu de s'en remettre à un principe ou à une théorie qui semble tout droit sorti d'une idéologie figée ou de cerveau sclérosé. Ce principe ou cette théorie qui demeure juste sur le fond, devient totalement incompréhensible quand il est plaqué sur une réalité en apparence contradictoire, car jusqu'à preuve du contraire il ne s'agit pas d'une déclaration de guerre classique d'un Etat impérialiste ou d'une coalition d'Etat impérialiste ou aux intentions impérialistes à un autre Etat, qui plus est appartenant à la catégorie des Etats dominés, la France n'a pas déclaré la guerre à la Libye, elle a déclaré la guerre au colonel Kadhafi, une différence de taille que les uns et les autres ne veulent pas prendre en considération en estimant qu'il suffit de l'éliminer d'un geste du bras pour qu'elle disparaisse, or c'est impossible, car c'est la réalité qui l'emporte, et comme les rapports entre les différents facteurs qui composent la réalité ne correspond pas à celui sur lequel repose la position qui consiste à assimilercette intervention militaire à une guerre classique entre pays dominant et pays dominé, les discours de nos internationalistes professionnels sonnent faux. Et comme ils tombent à côté de la plaque, pour les justifier il ne leur reste plus qu'à enfourcher le cheval du social-patriotisme, de la "*préférence nationale*" chère au FN ! J'exagère, jugez plutôt.

C'est ce que démontre clairement le titre du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°141) : *Libye : le coût de la guerre 500 millions d'euros ! C'est l'équivalent des 16 000 postes d'enseignants supprimés en 2011*

Voilà un exemple flagrant de falsification des faits et de manipulation des militants et des travailleurs que ne renieraient pas les adeptes du "*produisons français*", ou de la "*préférence nationale*", non ?

Guerre à qui ? A un Etat, un pays indépendant, à son peuple ? Ou guerre ciblée à un dictateur bombardant une partie de sa population qui s'est soulevée pour le renverser ? Certains diront, nous n'avons pas à entrer dans ce genre de considération, car nous savons les arrière-pensées qui animent la coalition impérialiste. Mais c'est là tout confondre pour s'interdire de prendre en compte la réalité qui n'est pas aussi simple qu'on voudrait nous le faire croire, c'est en fait réduire la situation et le rapport de forces au combat entre Kadhafi et le CNT, évacuant les travailleurs libyens qui se sont soulevés contre Kadhafi et qui ne se reconnaissent pas dans le CNT composé de gens infréquentables, d'anciens tortionnaires du régime (l'ex-ministre de la Justice et de hauts gradés de l'armée), c'est nier l'exigence du peuple libyen à aspirer à davantage de liberté, à des réformes sociales et politiques, comme si finalement sur le terrain il n'y avait que deux forces en présence et que le peuple libyen devrait se soumettre à l'une ou l'autre, à Kadhafi pour ses partisans et ceux qui voient dans cette guerre une guerre purement impérialiste sans se poser de questions, au CNT pour les différents impérialistes qui le soutiennent.

On nous rétorquera que lorsque l'on parle de guerre ciblée on semble l'approuver. Pas du tout, il faut remettre les choses dans l'ordre, nous avons été placés devant le fait accompli, nous n'avons jamais réclamé ou souhaité cette intervention militaire, entre nous, il y en a plus d'un qui dans son coin hypocritement se réjouit de la racler qu'est en train de prendre Kadhafi, passons c'est tellement minable, il nous faut donc faire avec la situation telle qu'elle est et non telle qu'on aurait voulu qu'elle soit.

J'ai noté un élément qui a été rarement souligné, à savoir que le soulèvement contre Kadhafi était en bonne voie et qu'à partir du moment où le CNT s'est imposé comme direction de la révolution, soudainement il a perdu de la vigueur, Kadhafi est passé à la contre-offensive précipitant l'intervention de la coalition impérialiste. Et j'ai lu ce matin que le CNT peinait à recruter des forces pour continuer la bataille alors qu'il bénéficie du soutien des bombardements aériens des forces de Kadhafi, ses dirigeants ont

indiqué qu'il leur fallait s'unir avec les autres forces qui avaient engagé le combat contre le dictateur, ce qui tend à démontrer d'une part que son pouvoir est loin de faire l'unanimité chez les révolutionnaires libyens, d'autre part que ces révolutionnaires sont organisés dans d'autresstructures du même types qu'en Tunisie associant une plus large part de la population. Ce sont sur cette fraction de la révolution libyenne qu'il faut s'appuyer et qu'il faut soutenir.

Le problème jusqu'à présent, c'est que le CNT occupe le devant de la scène ou est mis systématiquement en scène par la coalition impérialiste pour l'imposer à l'ensemble des révolutionnaires libyens, comme si l'ensemble des forces révolutionnaires se reconnaissaient dans le CNT, ce qui est loin d'être le cas comme on vient de le voir. Du coup, il nous est difficile de soutenir la révolution libyenne qui ne se reconnaît pas dans le CNT sans soutenir ce dernier puisqu'il n'y a que lui qui a le droit au chapitre. Mais là encore, avons-nous véritablement le choix en l'absence d'un commandement militaire unifié des forces révolutionnaires opposées au CNT ? La question est de savoir comment on peut soutenir ces forces révolutionnaires disons indépendantes de l'impérialisme sans soutenir le CNT qui lui est inféodé à l'impérialisme ? Pour répondre à cette question revenons à l'essentiel, quel est l'objectif de cette révolution, qui en est l'acteur principal, qui peut la gagner, qui peut finalement déloger Kadhafi ?

La réponse est simple: la mobilisation de la majorité du peuple libyen en arme pour abattre le dictateur. C'est ce que semble avoir compris les dirigeants du CNT qui se tournent à présent vers les forces révolutionnaires indépendantes qu'ils pensaient manoeuvrer à leur guise et qui seules sont susceptibles de soulever la majorité du peuple libyen. Ils ont cru jusqu'à présent qu'il suffirait d'un coup d'Etat et du ralliement de quelques fidèles du régime pour entraîner la chute du tyran, peut-être que c'est Sarkozy qui leur a soufflé cette idée foireuse, ils se rendent compte maintenant que les choses sont plus compliquées que prévue et qu'il est impossible de déloger Kadhafi sans le soutien de la majorité du peuple. Ils en sont restés à Blanqui et l'on comprend qu'Engels ne soit pas leur tasse de thé !

Voilà la situation à l'heure où nous rédigeons ces lignes.

Essayons de résumer notre position, de l'affiner en fonction de l'évolution de la situation.

Nous ne pouvons pas condamner l'intervention de l'impérialisme sans apparaître comme des partisans de Kadhafi, nous ne pouvons pas la soutenir sans apparaître comme des partisans de l'impérialisme et de Sarkozy notamment, il nous est impossible de soutenir les forces révolutionnaires indépendantes engagés dans ce combat puisqu'elles ne sont pas suffisamment organisées ou structurées pour constituer pour le moment une alternative au CNT, apparemment, soyons prudent, car la propagande et la censure internationale orchestrée par l'impérialisme et le CNT sont à l'oeuvre, nous ne pouvons pas soutenir le CNT inféodé à l'impérialisme, il nous reste comme mots d'ordre : A bas Kadhafi, A bas le CNT aux ordres de Paris et Washington, vive la révolution prolétarienne libyenne ! Ainsi, on ne soutient ni Kadhafi ni le CNT et la coalition impérialiste, on ne soutient que le prolétariat libyen révolutionnaire qui a engagé le combat en vue d'instaurer un régime politique conforme à la satisfaction de ses intérêts sociaux.

Cette ligne politique me paraît claire, cohérente et correcte, elle est conforme au principe d'internationalisme prolétarien qui est le nôtre.

Je ne prétends pas ici avoir traité toutes les questions que pose la situation en Libye. J'y ai réfléchi seul dans mon trou à l'autre bout du monde sans en avoir discuté avec aucun militant, puisque vous préférez vous terrez dans le silence, je respecte votre choix, mais cela ne me facilite pas la tâche.

Certains devaient m'attendre au tournant en se disant : cette fois on le tient Tardieu l'imposteur, pas de bol, ce ne sera pas encore pour cette fois, il faudra qu'ils se fassent une raison. Vous aurez remarqué avec satisfaction peut-être que je me suis abstenu de polémiquer avec les uns et les autres alors qu'il y avait amplement matière à cela.

Il est vrai que si Sarkozy n'avait pas dépensé 500 millions d'euros pour bombarder les forces de Kadhafi dont on n'a rien à foutre finalement, il aurait certainement remis en cause la suppression de 16 000 postes d'enseignants, si, si, puisqu'on vous le fait miroiter... Honte aux dirigeants du POI !

Politique

1- France

Le dictateur, l'uniforme et la pensée unique.

Les usagers des services publics "*ne doivent pas porter de signes religieux*", ni "*manifester une quelconque préférence religieuse*", a déclaré, jeudi matin, le ministre de l'Intérieur Claude Guéant sur i>Télé et Radio Classique. Le ministre était interrogé par i>Télé et Radio Classique sur le débat sur la laïcité et l'islam organisé par l'UMP le 5 avril. (Lepoint.fr 24.03)

Magueswary, mon épouse, porte en permanence un point rouge au milieu du front juste au-dessus du nez, marque distinctive qu'arborent les femmes mariées hindouistes, mais pas seulement, c'est aussi un signe religieux qu'hommes, femmes et enfants revêtent après une prière, certains le portent en permanence d'autres non. Monsieur Guéant, va-t-il falloir qu'elle demande le divorce pour ne plus le porter ou se convertir à votre religion pour pouvoir continuer de prendre le bus ou le train en France ou doit-elle dès à présent faire sa valise et quitter votre pays destiné aux seuls Français comme il faut conformément à la description qu'en donne Marine Le Pen ?

2- Libye

2.1- La coalition internationale a mené mercredi soir et jeudi matin des raids aériens intensifs sur la ville de Sebha, 750 km au sud de Tripoli, fief de la tribu de Guededfa dont fait parti le colonel Mouammar Kadhafi, indique à l'AFP un habitant de la ville.

A Tripoli, le vice-ministre libyen des Affaires étrangères Khaled Kaïm a précisé que les bombardements nocturnes avaient notamment touché le "*complexe militaire*" de Jouffra, une base aérienne située loin de la côte, à l'intérieur des terres.

Sur le terrain, les forces du dirigeant libyen maintenaient toutefois leurs positions aux villes-clé de Misrata (ouest) et Ajdabiya (est). (AP et Libération.fr 24.03)

2.2- En réalité, sous le couvert de porter assistance aux populations civiles, la grande élasticité du texte onusien et l'ampleur du dispositif désignent sans conteste le véritable objectif de l'opération "*Aube de l'Odyssée*": faire chuter le régime de Tripoli et débarrasser le concert des nations d'un homme, Muammar Kadhafi, devenu, dès les années 1970, pour les Européens comme pour certains régimes arabes, un facteur durable de déstabilisation.

Soutien à différents mouvements terroristes de par le monde, tentatives de renversement des régimes voisins africains, rhétorique agressive: les motifs n'ont pas manqué pour mettre le colonel au ban de la communauté internationale. Il aura fallu ce printemps libyen de février 2011 et le risque de voir l'insurrection populaire écrasée dans le sang devant les faubourgs de Benghazi pour que l'ultime assaut soit donné. (Lexpress.fr 24.03)

2.3- Le Libyen Ali Tarhouni, un économiste désigné comme le ministre des Finances du gouvernement de substitution que l'opposition a commencé à mettre en place mercredi, reconnaît que l'insurrection manque d'organisation et a commis des erreurs mais assure qu'elle va s'améliorer et ne manque pas de fonds.

Les rebelles partent de zéro, a-t-il souligné dans une rencontre avec des journalistes mercredi à Benghazi, bastion de l'opposition dans l'est du pays. Car la liberté de réunion et d'expression n'existait pas sous le régime de Moammar Kadhafi, au pouvoir depuis 1969, rappelle-t-il.

Ali Tarhouni, qui enseigne l'économie et les finances à l'Université de Washington, s'est vu confier le poste de ministre des Finances par le Conseil national de transition, qui a commencé mercredi à mettre en place une administration intérimaire sous la direction d'un autre universitaire formé aux Etats-Unis, Mahmoud Jibril.

M. Tarhouni, 60 ans, docteur de l'Université de l'Etat du Michigan, est parti de Libye en 1973 la première fois, puis a quitté le pays pour de bon trois ans plus tard. Il n'est rentré qu'après le début des manifestations contre le régime Kadhafi le 15 février.

"*Jusqu'ici, nous n'avons pas été bons pour ce qui est de définir qui nous sommes*", a-t-il reconnu mercredi, "*je pense que le processus (de transition) a été et est toujours très chaotique*".

En tant que "*ministre des Finances*" notamment chargé de la gestion du pétrole, M. Tarhouni estime que cette ressource ne pose pas de problème pour l'instant, car seuls les seuls revenus significatifs proviennent des gisements de Sarir et Syrte, qui représentent une quantité relativement modeste d'environ 130.000 barils par jour.

"*Pour le moment, il n'y a pas de besoin immédiat et crucial de cash. Nous avons des liquidités qui nous permettent de faire les choses de base*", comme de payer les salariés et répondre aux besoins immédiats, a-t-il assuré. Il a ajouté que de nombreux pays leur avaient consenti des crédits garantis par le fonds souverain libyen et que le gouvernement britannique avait aussi accepté de les laisser accéder à 1,4 milliard de dinars (1,1 milliard de dollars; environ 778 millions d'euros) qui n'avaient pas été envoyés au régime Kadhafi.

Ali Tarhouni a estimé que le Conseil national, formé de représentants des villes de l'Est libyen qui se sont libérées du joug de Tripoli, avait commis de nombreuses erreurs, surtout dues au manque d'expérience des Libyens en matière de libre association notamment. "Il y avait un vide total. Nous allons remettre de l'ordre, je vous le promets", a-t-il dit.

Pour le "*ministre des Finances*", le manque d'organisation vient aussi de ce que l'opposition tablait sur le départ rapide du colonel Kadhafi après le succès initial de l'insurrection. "*Nous avions parié qu'il aurait quitté le pays en 24 heures. Maintenant,*

nous voyons à plus long terme. Il est bien mieux armé et nous ne sommes pas aussi organisés que nous croyions l'être", a-t-il reconnu.

M. Tarhouni a aussi admis que les troupes rebelles étaient faibles et encore en train de s'organiser. "*Je pense (qu'elles) ont un très petit nombre d'hommes, que le nombre de chars est aussi limité et qu'il n'y a pas d'armement lourd*", a-t-il expliqué. De ce fait, elles restent dépendantes des jeunes combattants sans entraînement qui constituent le fer de lance des forces armées de l'insurrection depuis le début du soulèvement. (AP 24.03)

2.4- "*Nous avons besoin d'armes et de munitions. C'est notre seul problème. (...) J'espère que nous aurons les armes nécessaires pour libérer la Libye*", a déclaré le porte-parole des forces armées de la rébellion, le colonel Ahmed Bani.

De nombreux pays ont promis de livrer des armes aux troupes anti-gouvernementales, a ajouté le porte-parole, en refusant de dire lesquels.

Bani a toutefois rejeté toute aide étrangère pour entraîner les forces rebelles sur le terrain.

"*Notre culture ne peut pas accepter des troupes étrangères sur notre sol. Le seul expert étranger que nous avons est Google Earth*", a-t-il dit.

Les forces gouvernementales manqueraient de renforts et les rebelles seraient en train de tenter de convaincre leurs ennemis de se rendre, en utilisant la médiation d'un dignitaire religieux.

"*Nous ne voulons pas tous les tuer. Nous souhaitons les convaincre de faire la paix*", a expliqué Bani.

Le porte-parole des rebelles a également dénoncé la présence de mercenaires serbes aux côtés des forces kadhafistes. Cette affirmation n'a pas pu être confirmée de source indépendante.

Sur le front Ouest, Misrata est toujours aux mains des rebelles, a assuré le porte-parole, réfutant les déclarations contraires.

La principale crainte des forces anti-gouvernementales sur ce front est l'arrivée de mercenaires venus du Tchad pour prêter main forte aux forces kadhafistes. Bani a appelé la coalition à attaquer l'aéroport afin d'éviter ce déploiement.

Bani a en outre annoncé une réorganisation des forces anti-gouvernementales.

Le commandant de la "*nouvelle armée*" sera désormais Khalifa Hefta. Le général Abdoul Fatah Younes, qui a servi pendant 40 ans dans les rangs de l'armée de Kadhafi, sera le chef d'état-major.

"*La révolution a commencé avec le peuple. Il n'y avait pas d'armée. A présent, nous avons un plan pour préparer une nouvelle armée*", a estimé Bani.

Pour la première fois, la conférence de presse s'est déroulée dans un hôtel huppé de Benghazi plutôt que dans leur quartier général en piteux état.

L'objectif déclaré des rebelles est de marcher sur Tripoli, de chasser Kadhafi du pouvoir et d'instaurer la démocratie en Libye. (Reuters 24.03)

3- Syrie

Plus de 20 000 personnes ont participé jeudi à des funérailles à Deraa, dans le sud de la Syrie, où une centaine de manifestants ont été tués la veille par des tirs des forces de sécurité selon des militants des droits de l'homme. Les manifestants, qui se dirigeaient de la mosquée al-Omari vers le cimetière, scandaient : "*Par notre âme et notre sang, nous nous sacrifierons pour toi, martyr.*" Parallèlement, les forces de l'ordre ont arrêté de nombreuses personnes à Deraa, noyau de la contestation en Syrie qui a débordé dans des villes voisines. "*Le nombre des interpellés est énorme*", a dit un militant des droits de l'homme.

Au moins 100 personnes ont été tuées mercredi à Deraa (100 km au sud de Damas) par les forces de l'ordre, ont indiqué, jeudi, des militants et des témoins. "*Il y a sûrement plus de 100 morts, et la ville a besoin d'une semaine pour enterrer ses martyrs*", a affirmé Ayman al-Assouad, militant des droits de l'homme. Un autre militant a affirmé que le nombre de morts à Deraa et dans les localités voisines dépassait "*les 150*". Les autorités avaient imputé, mercredi, les heurts à un "*gang armé*", l'accusant d'avoir tué quatre personnes et d'"*emmagasiner des armes dans la mosquée*" al-Omari à Deraa, point de ralliement des contestataires. Elles ont aussi accusé "*des parties étrangères*" de propager des mensonges et ont affirmé que des messages SMS, envoyés pour la plupart d'Israël, appelaient les Syriens à provoquer des troubles. (Lepoint.fr 24.03)

Le régime syrien a annoncé jeudi qu'il envisageait une levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963 et entendait donner davantage de libertés politiques suite aux manifestations de ces derniers jours à Deraa.

Buthaina Shaaban, conseillère du président syrien Bachar el-Assad, a déclaré que le gouvernement préparait une loi qui autoriserait les partis politiques autres que le parti Baas au pouvoir. Le gouvernement va commencer à examiner une possible levée de l'état d'urgence et la mise en place de mécanismes pour lutter contre la corruption, a-t-elle précisé. Elle a également promis des hausses de salaires pour les fonctionnaires.

Les promesses du régime ont été immédiatement rejetées par de nombreux militants qui appellent à des manifestations dans tout le pays vendredi en réponse à la répression qui, selon les manifestants, a fait plusieurs dizaines de morts à Deraa.

L'accès des médias à la marche funèbre qui a eu lieu jeudi à Deraa avait été restreint par les autorités, mais un reporter de l'Associated Press a entendu des explosions et des tirs sporadiques dans l'après-midi. Presque tous les commerces étaient fermés, les rues quasiment désertes et des soldats et policiers étaient postés à des points de contrôle.

Une foule nombreuse à crié "*Syrie, liberté!*" en marchant vers l'un des principaux cimetières de la ville, a déclaré à l'Associated Press un militant en contact avec des habitants de Deraa. D'autres personnes ont tenu un sit-in dans le quartier d'al-Mahata pour protester contre la mort d'habitants lors d'affrontements entre les forces de sécurité et les manifestants anti-gouvernementaux, a-t-il précisé.

Inspiré par la vague de manifestations pro-démocratie dans la région, le soulèvement à Deraa et dans au moins quatre villages voisins constitue le plus important défi intérieur depuis les années 1970 pour le régime syrien, l'un des plus répressifs de la région.

Jeudi matin, des habitants des villages voisins d'Inkhil, Khirbet Ghazale et al-Harrah ont tenté de se rendre à Deraa, mais les forces de sécurité ont ouvert le feu et les ont frappés à coups de crosse de fusil alors qu'ils approchaient, faisant sept morts et plusieurs centaines de blessés, a déclaré cet habitant s'exprimant sous le couvert de l'anonymat par crainte de représailles.

"*Il y a un couvre-feu non déclaré à Deraa, à chaque fois que les soldats voient quatre ou cinq personnes rassemblées, ils tirent*", a-t-il dit. "*Deraa aujourd'hui est comme une ville fantôme, nous avons très peur.*"

Abdul-Karim Rihawi, qui dirige la Ligue syrienne des droits de l'homme, a déclaré de son côté que les autorités avaient lancé une campagne d'arrestations contre les militants, écrivains et blogueurs dans différentes régions de Syrie. (AP 24.03)

4- Yémen

Des heurts entre militaires hostiles et fidèles au président Ali Abdallah Saleh se sont produits jeudi dans le sud-est du pays, à la veille d'une grande manifestation contre le chef de l'Etat yéménite au pouvoir à Sanaa depuis 32 ans.

Un colonel, dont on ignore de quel côté il se trouvait, a été blessé lors de cet affrontement, qui a eu lieu à Moukalla, une ville de la province l'Hadramaout, sur la mer d'Oman, a déclaré un responsable local.

Parmi les transfuges de poids figurent, outre des ministres, chefs tribaux et diplomates importants, le général Ali Mohsen, considéré comme le second personnage du pays, auxquels les puissants services secrets seraient acquis.

Dans un communiqué diffusé jeudi par Al Djazira, Ali Abdallah Saleh s'est engagé à transférer le pouvoir "*pacifiquement via les institutions constitutionnelles*" et il a annoncé une amnistie générale pour les militaires ayant rejoint les rangs de l'opposition.

La chaîne de télévision panarabe Al Djazira a fait état jeudi de nouveaux signes de délitement du régime. Ainsi dans le Nord du pays, où sévit une rébellion chiite, les gouverneurs des provinces Djouf et Saada, nommés par Saleh, auraient à leur tour tourné casaque.

Des tractations seraient encore en cours entre des groupes de la 'société civile' et le pouvoir. Regroupés sous le nom de "*Bloc civil*", ceux-ci proposeraient la formation d'un conseil transitoire de neuf personnalités "*non impliquées dans la corruption de l'ancien régime*", le temps de préparer des élections dans les six mois.

Mais cette proposition a le défaut, aux yeux des révolutionnaires de Sanaa, de ne pas toucher aux prérogatives de Saleh, arrivé au pouvoir en 1978 au Nord-Yémen avant de devenir en 1990 le président du pays réunifié.

Les principaux mouvements d'opposition se disent désormais las des concessions au compte-gouttes de Saleh, qui avaient débuté en février avec son engagement de ne pas se représenter en 2013, au terme de son mandat actuel.

"*Ces tractations ne visent qu'à retarder l'acte de décès du régime*", a estimé Mohamed al Sabri, porte-parole de la coordination de l'opposition.

Pour l'International Crisis Group, "*le courant politique s'est retourné décisivement contre le président Ali Abdallah Saleh*". "*Ses choix sont limités: il peut s'opposer à sa propre armée, ou négocier un transfert rapide et digne de pouvoir.*"

Ses opposants ont appelé à une "*journée du départ*" vendredi, qui pourrait attirer des centaines de milliers de protestataires dans les rues. Dès jeudi, il étaient une dizaine de milliers à Sanaa à scander "*Fiche le camp, fiche le camp, agent américain!*" (Reuters 24.03)

5- Jordanie

Des centaines de jeunes de tous bords se sont rassemblés jeudi sur une place d'Amman, où ils ont dressé une tente pour appeler à «*des réformes du régime*» et au «*jugement des dirigeants corrompus*». (Lefigaro.fr 24.03)

Social

France

Le projet d'accord sur les retraites complémentaires du privé va s'appliquer alors que Force ouvrière a décidé ce jeudi soir de signer le texte.

C'est désormais quasi-certain : le projet d'accord sur les retraites complémentaires du privé, rédigé vendredi dernier, s'appliquera. Comme l'a révélé lefigaro.fr , Force ouvrière - qui préside l'Arrco en alternance - a décidé ce jeudi soir, lors d'un bureau confédéral, de signer le texte. De quoi soulager la CFDT d'un gros poids : syndicat le plus favorable au projet, la centrale de François Chérèque voulait éviter d'endosser seule la responsabilité d'une signature.

"*Un compromis, ça veut dire qu'on ne remet pas en cause les droits actuels, en particulier la filière seniors, et que la baisse de cotisations doit être conditionnée non seulement à une situation excédentaire sur deux semestres, mais également à une dette réduite*", a résumé le porte-parole de la délégation CFDT Laurent Berger, interrogé jeudi par l'Associated Press.

Elle pourra donc valider le texte sans état d'âme. La délégation FO présente à la négociation avait pourtant jugé «déséquilibré» l'accord qui lui était soumis, déplorant notamment l'absence de hausse des cotisations. Mais l'accord assure le financement des retraites complémentaires jusque fin 2018 et stabilise les rendements pendant quatre ans, a préféré retenir le patron de FO, Jean-Claude Mailly, interrogé ce soir sur BFM-TV. Au risque de provoquer des remous en interne : l'accord entérine de fait le recul de l'âge légal de retraite à 62 ans, alors que le récent congrès de FO s'est fixé pour objectif d'obtenir le retour à 60 ans. (Lefigaro.fr et AP 24.03)

Quel soulagement pour Chérèque... Parisot et Sarkozy !

Le droit de se déplacer librement remis en cause.

Le maire PS de Paris s'est exprimé en faveur de nouveaux péages sur "les autoroutes franciliennes" sur RMC et BFM-TV. Il refuse en revanche d'en installer à l'entrée de la capitale.

Selon lui, "*il serait souhaitable sur les autoroutes urbaines de la métropole parisienne qu'il y ait un péage, et si on pouvait commencer par les poids lourds ça serait bien*".

A terme, "*ce péage, à mon avis, devrait être sur tous les véhicules automobiles et financer l'amélioration des transports en commun*", a ajouté le maire de Paris. (Lexpress.fr 24.03)

Economie

Irlande

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Irlande s'est contracté de 1,6% au quatrième trimestre par rapport au précédent.

En revanche le produit national brut (PNB), considéré par certains économistes comme un indicateur plus précis de l'état de l'économie, a augmenté de 2% sur cette même période

Sur l'année 2010, le PIB est en recul de 1,0%, le PNB recule lui de 2,1%. (Reuters 24.03)

Haut de page

Le 26 mars

Parole d'internaute

- "En soutenant les rebelles libyens la France et les USA incitent tous les autres "révoltés" à descendre dans la rue, à défier leur pouvoir, à semer la pagaille, à paralyser économie et commerce car ils se croient soutenus d'office par cette intervention déplacée en Libye : à jouer avec le feu notre intervention va semer une pagaille incontrôlable demain dans tout l'Orient et Moyen-Orient, et peut-être plus tard en Europe...."

Cet internaute qui est un lecteur du Figaro le regrette, normal. C'est effectivement une des conséquences paradoxales de cette intervention militaire peut-être programmée de longue date mais décidée à la hâte car il y a le feu dans la région, l'impérialisme s'affole. Leurs auteurs n'en maîtrisent ni la portée ni les conséquences possibles ni l'issue d'ailleurs. Finalement au lieu de régler un problème, elle alimente la crise latente ou ouverte sociale et politique de tous les régimes de Casablanca à Sanaa, la lutte des classes et la révolution socialiste mondiale en marche quoi.

Ils ont créé les armes qui les détruiront disait Marx, là ils viennent de décider de mettre en oeuvre une stratégie qui se retourne contre eux, c'était prévisible, tout est dans l'ordre des choses.

Comme quoi ils ne se savent pas eux-mêmes où ils en sont :

"*Je doute que ce soit en jours, je pense que ce sera en semaines, j'espère que ce ne sera pas en mois*", a dit l'amiral Guillaud, apportant un bémol aux propos tenus la veille par Alain Juppé.

Le ministre des Affaires étrangères avait alors parlé de jours ou de semaines avant la destruction des capacités militaires de Kadhafi, mais "*certainement pas en mois*". (Reuters 25.03)

Politique

1- Libye

À Ajdabiya, à 160 kilomètres au sud de Benghazi, une forte concentration de troupes d'insurgés avançait rapidement pour reprendre le contrôle de cette ville clé. Des combats se déroulent à l'intérieur de la ville entre forces de Kadhafi et rebelles.

D'une route située à l'est de la ville, les insurgés ont procédé à des tirs d'artillerie nourris et les forces de Kadhafi ont répliqué en lançant deux ou trois obus qui ont explosé dans le désert, de part et d'autre de la route.

Des chefs de tribus locales ont demandé aux forces du dirigeant libyen de se rendre, lors de pourparlers tenus dans la matinée de vendredi, a raconté à Reuters Ibrahim Faradj, membre du Conseil militaire des rebelles.

"*On leur a dit: 'vous devez vous rendre et déposer les armes et vous aurez la vie sauve'. Ils ont refusé. C'est pourquoi nous prévoyons d'avancer avec des armes lourdes*", a dit Faradj .

Les forces rebelles semblent mieux préparées et mieux organisées que ces derniers jours. De nouvelles routes menant à Ajdabiah ont été bloquées et les rebelles communiquent entre eux par téléphone .

"*Les frappes aériennes de la nuit dernière nous encouragent. C'est la première raison de notre marche (sur la ville). La seconde est l'échec des pourparlers.*"

Le moral semblait bon vendredi parmi un groupe d'une cinquantaine de rebelles rassemblés sur une route menant à Ajdabiah. "*Aujourd'hui nous allons prendre Ajdabiah parce que nous avons avec nous des armes lourdes*", a indiqué Faisal Mhamoud, un des combattants. (Reuters 25.03)

Deux grosses explosions ont retenti près d'Ajdabiya, ville de l'est libyen aux mains des forces pro-Kadhafi, et un énorme panache

de fumée se dégageait à l'horizon, a constaté un journaliste de l'AFP. (libération.fr 25.03)

Les DCA (défense anti-aérienne) sont entrées en action jeudi soir et au moins une explosion a été entendue depuis le centre de Tripoli. Deux autres ont été entendues à Tajoura (à 30 km de la capitale), où une colonne de fumée s'échappait d'un site indéterminé.

Les combats entre pro et anti-Kadhafi se poursuivent aussi à Misrata, troisième ville du pays. Les forces loyalistes y ont tué 109 personnes et en ont blessé plus de 1300 depuis le début de leur offensive vendredi dernier, a indiqué un médecin. (lefigaro.fr 25.03)

2- Yémen

Plusieurs centaines de milliers de militants pro et anti-régime se faisaient face hier à Sanaa au Yémen.

Le "*Vendredi de la tolérance*", rassemblant les partisans de Saleh, s'opposait à la "*Journée du départ*", mot d'ordre des opposants qui ont promis dans la semaine de marcher sur le palais présidentiel.

Vendredi matin, on pouvait rencontrer des fidèles de Saleh armés de pistolets et de poignards. D'autres en deux-roues arboraient des grands posters du président, agitant des drapeaux et jouant de la musique traditionnelle. "*Non au chaos, oui à la sécurité et à la stabilité*", affichaient leurs banderoles.

Dans un autre quartier proche de l'université, haut lieu de la contestation, l'ambiance était tout autre.

"*Je suis venu pour me débarrasser de ce boucher qui a tué mes camarades*", explique Abdoullah Jabali, étudiant de 33 ans, qui ne croit pas aux concessions de Saleh.

"*Je veux juste que le président et sa famille partent pacifiquement. Ils doivent démissionner, pas quitter le pays*", exige Mahdi Mohamed, traducteur de 36 ans originaire d'Aden.

La sécurité était renforcée, avec pas moins de cinq contrôles de police pour rentrer dans la zone où se tenait la manifestation. Des soldats ont tiré en l'air pour empêcher des partisans de Saleh d'atteindre le rassemblement contre le président. Ces tirs n'auraient pas fait de victimes.

Selon l'édition de vendredi du Wall Street Journal, Saleh et le général Ali Mohsen, considéré comme le second personnage du pays et qui a rejoint cette semaine le camp des opposants, auraient évoqué les modalités de leurs démissions afin de parvenir à un gouvernement civil de transition.

Un porte-parole de Saleh a démenti l'information mais a reconnu que le président et le général s'étaient rencontrés ces dernières 48 heures.

Pendant de nombreuses années, Saleh, arrivé au pouvoir en 1978 au Nord-Yémen avant de devenir en 1990 le président du pays réunifié, a été soutenu par les occidentaux et les pays arabes, qui voyaient en lui l'homme idoine pour fédérer les nombreuses tribus qui composent le Yémen.

Les pays occidentaux, dont le Yémen est un allié clé dans la lutte contre Al Qaïda, et l'Arabie saoudite s'inquiètent désormais du vide de pouvoir à Sanaa en cas de départ de Saleh.

Dans ce pays de 23 millions d'habitants, l'opposition dénonce la corruption et la montée du chômage. Quarante pour cent de la population du Yémen vit avec moins de deux dollars par jour et un tiers souffre de malnutrition. Le chômage touche 35% de la population et 50% chez les jeunes. (Reuters 25.03)

3- Bahreïn

Quelques centaines de manifestants ont bravé l'interdiction des rassemblements et défilé vendredi à Bahreïn avant de battre en retraite face à l'arrivée des forces de l'ordre.

Dans le village de Maameer, un homme de 71 ans, Isa Abdullah, est décédé à son domicile après avoir été intoxiqué par des gaz lacrymogènes, a annoncé le groupe d'opposition chiite Wefaq. Il a ajouté que les forces de sécurité bloquaient les issues de Maameer, ce qui avait empêché cet homme de recevoir des soins. Reuters n'était pas en mesure de vérifier la cause du décès.

Dans la capitale Manama, des hélicoptères patrouillaient dans le ciel, des points de contrôle étaient visibles sur les grandes artères et de nombreux soldats indiquaient que le régime comptait faire respecter l'interdiction de manifester.

Dans le village chiite de Diraz, quelques centaines de manifestants se sont brièvement réunis, criant "*à bas le régime*".

Mais à l'approche d'une centaine de forces de l'ordre, qui ont lancé des gaz lacrymogènes, les protestataires ont rapidement battu en retraite.

Dans le village d'Al Dair, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser une centaine de manifestants qui se dirigeaient vers l'aéroport international de Bahreïn. Selon le témoignage de résidents, la police a fait usage de tirs de plomb sur les protestataires.

"Après tous ces morts, tous ces sacrifices, nous continuerons à protester. Nous voulons juste une nouvelle Constitution mais ils (les autorités) ne sont pas prêts pour la démocratie", a confié un habitant, qui a préféré rester anonyme. (Reuters 25.03)

4- Syrie

Des dizaines de milliers de Syriens sont descendus dans les rues de plusieurs villes du pays, aux cris de "*liberté*" et en signe d'hommage et de soutien aux insurgés de Deraa, la ville d'où est partie le mouvement de contestation syrien, il y a une semaine, dans ce sud pauvre et ravagé par la sécheresse.

A Deraa même, l'armée a ouvert le feu après que la foule a incendié une statue de feu Hafez el-Assad, père du "*raïs*" actuel, Bachar el-Assad.

Des tirs nourris continuaient de retentir dans le centre-ville, selon des habitants s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, qui rapportaient des témoignages faisant état de plusieurs victimes.

A Deraa, avant le début de la fusillade, des milliers de personnes, beaucoup venues des villages environnants, avaient investi la place Assad, aux cris de "*Liberté! Liberté!*", brandissant des drapeaux syriens ou des branches d'olivier, ont raconté des témoins.

Des journalistes qui tentaient de se rendre dans la Vieille ville se sont fait refouler hors de Deraa par l'armée, cette dernière leur affirmant que le calme était rétabli.

Un peu plus tard, selon plusieurs témoins, des milliers de manifestants furieux ont réussi à arracher leurs armes aux forces de l'ordre dans la vieille ville, et à reprendre le contrôle de la mosquée al-Omari, coeur du mouvement à Deraa, dont ils avaient été chassés, et de ses environs.

Selon un militant de l'opposition à Damas, en contact avec des militants sur place, il y aurait également eu des tirs à Sanamein, village situé à une quarantaine de km de Deraa, qui selon des témoins auraient coûté la vie à 20 personnes. Aucun des bilans fournis dans toutes les villes du pays n'était vérifiable indépendamment.

Dans la ville côtière de Lattaquieh, où les contestataires étaient un millier, on faisait état d'au moins quatre personnes tuées par balles et de plusieurs autres hospitalisées. Un personnes est morte à Homs, où des centaines d'habitants ont défilé en soutien aux martyrs de Deraa, rapportaient plusieurs militants.

A Damas, devant la célèbre mosquée des Omayyades, un des principaux monuments de la vieille ville, des affrontements ont opposé partisans du régime et manifestants criant leur soutien à ceux de Deraa, se frappant à coups de ceintures de cuir.

Après la tombée de la nuit, les forces de sécurité se sont également mises à tirer sur les manifestants à Maadamiyeh, une banlieue de Damas, a fait savoir un témoin. Un militant des droits de l'homme a dit pour sa part qu'au moins trois personnes avaient été tuées.

La situation avait été tendue toute la journée dans la capitale, sillonnée par des convois de jeunes en voiture, brandissant drapeaux syriens et portraits de Bachar el-Assad dans un concert de klaxons.

Après la grande prière, environ 200 personnes ont défilé aux cris de "*liberté! liberté!*" sur le pont de Thawra, près de la place Marjeh au centre de la ville. Ils ont rapidement été pris en chasse par les "*moukhabarat*" syriens, qui ont passé à tabac certains manifestants et en ont arrêté d'autres, a raconté un militant sous couvert de l'anonymat.

Selon un militant des droits de l'homme, qui faisait état de témoignages sur place, il y avait aussi des milliers de personnes rassemblées à Douma, dans la banlieue de Damas. La foule a été dispersée également par les membres des forces de sécurité.

A Alep, la grande ville du nord, des centaines de fidèles sont quant à eux sortis des mosquées après la grande prière, scandant des slogans favorables au régime, comme "*Dieu, la Syrie, Bachar!*".

On faisait également état de manifestations en faveur des réformes et d'arrestations à Raqqah (nord), ainsi qu'à Zabadani (ouest), près de la frontière libanaise.

Damas, qui se croyait à l'abri, protégé par son rôle de parrain des mouvements contestataires et islamistes de la région, est à son tour atteint par la contagion contestataire partie de Tunisie qui s'est emparée du monde arabe.

Une conseillère du "*raïs*" a ainsi envisagé une éventuelle levée de la législation d'exception en vigueur depuis 1963 et une autorisation des partis politiques, concessions vite rejetées par nombre de dissidents qui ont maintenu l'appel à manifester vendredi.

"*Nous n'oublierons pas les martyrs de Deraa. S'ils croient qu'ils vont nous faire taire comme ça, ils se trompent*", lançait un habitant de la ville interrogé par téléphone.

A Deraa, la répression, impossible à quantifier indépendamment, a fait 34 morts selon le régime, mais peut-être jusqu'à 100 selon l'opposition. (AP 25.03)

5- Jordanie.

Des jeunes qui campaient sur une place d'Amman ont été attaqués et plusieurs d'entre eux blessés dans la nuit de jeudi à vendredi par un groupe de partisans du pouvoir jordanien, sans que les forces de l'ordre n'interviennent, ont annoncé des témoins. Des centaines de "*jeunes du mouvement du 24 mars*", un groupe de différentes tendances, y compris des islamistes, s'étaient rassemblés sur la place "*Jamal Abdel Nasser*" où ils avaient dressé un campement pour appeler le régime jordanien à des "*réformes*" et au "*jugement*" des dirigeants corrompus.

A la tombée de la nuit, la police a tenté de les disperser, puis a coupé le courant électrique sur la place vers 23 heures, heure locale (22 heures, heure française), a constaté une journaliste de l'AFP. "*Près de 50 loyalistes qui s'étaient rassemblés non loin d'eux ont profité de la coupure de courant pour attaquer les jeunes avec des pierres*", a déclaré l'un de ces jeunes, du parti Al-Wahdeh (gauche). "*La plupart [des jeunes touchés] ont été blessés à la tête et ont dû être hospitalisés*", a-t-il dit. Selon un autre témoin, la police qui avait entouré les lieux, n'est pas intervenue.

"*Nous rendons le ministre de l'intérieur responsable de cet incident et nous appelons le roi et le peuple à nous protéger de ces voyous qui nous attaquent*", a déclaré un témoin. Interrogé, le porte-parole de la police a affirmé ne pas avoir été informé de "*blessés*".

En Jordanie, où des manifestations se poursuivent depuis trois mois, l'oppposition islamiste ainsi que les mouvements de gauche et nationalistes, n'ont pas appelé à un changement de régime, mais à de profondes réformes politiques et à la fin de la corruption. Le dialogue national entamé en Jordanie peine à réaliser des progrès, la puissante opposition islamiste ayant refusé de s'y joindre. (lemonde.fr 25.03)

Dans tous les pays où se sont produits des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires, les islamistes, quand ils se sont manifestés, ont pris le train en marche ou ont été marginalisés, la révolution politique et sociale n'est pas leur tasse de thé et ils s'y sentent mal à l'aise, à moins que ce qu'on nous annonçait comme une menace n'a jamais existé ou parce qu'ils n'ont jamais réussi à obtenir l'adhésion d'une grande partie de la population, et quand bien même l'islamisme aurait fait des adeptes sur fond de crise sociale aiguë, la révolution les a convertis à la lutte des classes.

6- Arabie Saoudite

Plusieurs centaines de chiites ont manifesté dans deux villes de l'est de l'Arabie saoudite pour demander la libération de détenus et exprimer leur soutien aux manifestants chiites dans le royaume voisin de Bahreïn, a rapporté vendredi l'agence de presse saoudienne Rasid.

Les manifestants ont défilé dans deux villes de la province de Qatif, selon l'agence chiite. Agitant des drapeaux bahreïnis, ils ont demandé au gouvernement de Riyad de retirer les troupes saoudiennes envoyées à Bahreïn, où elles dirigent une force militaire des pays du Golfe de 1.500 hommes destinée à aider la monarchie sunnite bahreïnie à faire face à la contestation.

Minoritaires en Arabie saoudite, les chiites se disent victimes de discriminations. Ils représentent 10% des 23 millions d'habitants du royaume saoudien. (AP 25.03)

7- Maroc

Des centaines de journalistes se sont rassemblés à Rabat et Casablanca, devant les deux chaînes publiques pour revendiquer une télévision indépendante et l'amélioration de leurs conditions de travail. (Lefigaro.fr 25.03)

Social

France.

1- Gouvernement et patronat pavoisent, ils ont de quoi !

Ambiance satisfaite, vendredi, à la sortie de la dernière séance de négociation de la convention d'assurance-chômage. «*Il y a des éléments positifs, dit Stéphane Lardy (FO). On a évité le pire.*» «*Le texte reprend en partie les objectifs que l'on s'était fixés*» , abonde Laurent Berger (CFDT). Seule la CGT est réservée: «*C'est un texte déséquilibré à l'avantage du patronat*», regrette Maurad Rahbi, qui note toutefois des «*avancées notables*».

L'examen du report de deux bornes d'âge pour les seniors y a été intégré. Le patronat y tenait pourtant, tout comme le gouvernement, car ce changement entérinerait indirectement la réforme des retraites.

Le point le plus épineux portait sur la baisse des cotisations, inscrite dans la convention arrivant à expiration. «*C'est un principe fort sur lequel nous ne voulions pas revenir en raison des charges importantes qui pèsent sur les entreprises*», rappelle Patrick Bernasconi, le chef de la délégation patronale.

Mais pour le Medef, peu importe le délai: l'essentiel est que les syndicats n'abordent plus chaque négociation avec pour objectif d'arracher une hausse de cotisation. Une semaine après l'accord sur les retraites complémentaires, l'entourage de Laurence Parisot savoure sa deuxième victoire sur ce thème quel qu'en soit le prix.

«*Cela fera deux milliards d'euros en moins pour les chômeurs*», déplore néanmoins la CGT, qui voit ainsi «actée» la principale revendication patronale.

Tous les syndicats se prononceront dans les deux semaines qui viennent sur ce projet d'accord. Il pourrait être paraphé par la CFDT, FO, la CFTC et la CFE-CGC. (Lefigaro.fr 25.03)

Savoureux, non ? Hier Le Figaro annonçait déjà que FO allait signer ce texte, les autres syndicats sûrement, la CGT non, le partage des rôles habituel.

2- Sur fond de chômage de masse et de paupérisation croissante.

Une fois n'est pas coutume, les chiffres sont venus confirmer l'impression partagée par nombre de Français. Leur pouvoir d'achat a nettement ralenti en 2010, selon une étude publiée vendredi par l'Insee.

La hausse du pouvoir d'achat a ainsi été divisée par deux par rapport à 2009. «*Mesuré par unité de consommation, ce qui permet de le ramener à un niveau individuel moyen, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a augmenté de 0,4 % (après +0,8 %)*», explique l'Institut.

Car l'augmentation du revenu brut des Français (+2,4% après +1,1% en 2009) a été en grande partie effacée par le retour de l'inflation. Les prix à la consommation ont ainsi progressé de 1,2% sur l'année, après un recul de 0,6%.

En outre, «*les prestations sociales ont ralenti (+3% après +5,3%) et les impôts se sont redressés (+2,6% après -4,4%) du fait notamment de la non-reconduction des mesures exceptionnelles décidées dans le cadre du plan de relance en 2009*», explique l'Insee.

Et les inquiétudes sont vives pour l'année à venir entre la hausse des prix et le chômage qui ne recule pas.

L'opinion des Français «*en matière d'inflation future s'élève*» même «fortement (+15 points), pour atteindre un niveau inobservé depuis juillet 1995», précise l'Insee.

Il faut dire que les perspectives sont moroses. Face à l'envolée des cours des matières premières, certains produits de base vont coûter jusqu'à 20% plus cher dans les semaines qui viennent. Quant aux prix énergétiques, que ce soit pour le carburant, le gaz ou l'électricité, la facture continue de grimper. (20minutes.fr 25.03)

Syndicat

Confusion ?

Franck Pech, employé à la mairie de Toulouse et adhérent à Sud, a tenté dimanche dernier de conquérir le canton de Rieux-Volvestre, en Haute-Garonne. Il a été suspendu en début de semaine par son syndicat, qui a entamé contre lui une procédure d'exclusion.

«*On l'a appris par hasard, en regardant les résultats du premier tour des cantonales*», explique Stéphane Borras, secrétaire adjoint du syndicat départemental Sud des collectivités territoriales. «*Dans la presse locale, il a justifié son adhésion chez nous par le fait que nous serions 'contre la mondialisation', comme lui*».

Pour Sud, syndicat proche de l'extrême gauche, la procédure d'exclusion est d'autant plus aisée que ses statuts exigent, pour être adhérent, la non appartenance à un parti d'extrême droite. (Libération.fr 25.03)

Voilà une précision stupéfiante !

Question : mais pourquoi ces travailleurs se détournent-ils des partis ouvriers qui sont "*contre la mondialisation*" pour se tourner vers le FN ? Le sont-ils vraiment ou leurs discours sont-il à ce point inaudibles pour les travailleurs ?

LO fait dans l'infantilisme débilitant, le NPA dans la caricature grotesque et le POI dans l'élitisme intellectuel.

Economie

1- Zone euro. A la solde de l'aristocratie financière dominée par Wall Street

Face à la crise politique au Portugal, aux incertitudes sur l'état de santé des banques irlandaises et à ses propres difficultés à finaliser les instruments de soutien à l'euro, l'UE s'est donnée vendredi jusqu'à fin juin pour éteindre la crise de la monnaie unique.

Lors d'un sommet consacré de longue date à la réponse "*globale*" à la crise, les Européens ont certes présenté une vaste réforme de la gouvernance économique et des instruments de soutien à l'euro mais ces annonces risquent de ne pas suffire pour calmer les inquiétudes des marchés à court terme.

"*Les avancées enregistrées lors du sommet européen sont, comme attendu, relativement maigres et apparaissent neutres en terme de valorisation des marchés, avec une certaine déception concernant l'Irlande*", expliquent des économistes de Goldman Sachs dans une note publiée vendredi.

Le taux de rendement de l'emprunt portugais à 10 ans a bondi à plus de 8% et touché un nouveau record depuis la création de l'euro. (Reuters 25.03)

2- Portugal. La dictature de l'impérialisme américain.

L'agence Standard & Poor's a annoncé vendredi avoir abaissé la note du Portugal de deux crans, de "A-" à "BBB", et n'a pas exclu un nouveau déclassement la semaine prochaine, quelques heures après une décision d'ampleur similaire de sa concurrente Fitch.

Le Portugal doit remplir les engagements en matière d'économies budgétaires et de réformes structurelles annoncés le 11 mars, a pour sa part déclaré le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet. (Reuters 25.03)

3- Etats-Unis

Washington a revu à la hausse la croissance pour le quatrième trimestre 2010, à 3,1% contre 2,8% estimé précédemment. L'économie américaine a retrouvé ses niveaux de production d'avant-crise. (Lefigaro.fr 25.03)

Haut de page

Le 27 mars

Avec le passage à l'heure d'été chez vous, je n'ai plus que 3h30 d'avance sur vous. Puisque dorénavant j'ai une connection Internet rapide, je peux vérifier que le lien correspondant à chaque document que je mets en ligne fonctionne correctement.

Bon dimanche à tous.

Je recopie des extraits des articles ou dépêches de presse un peu plus longs que d'habitude sur la situation dans les pays où les masses se sont soulevées, afin que les lecteurs puissent se faire par eux-mêmes une idée assez précise de ce qui s'y passe vraiment. J'essaie autant que possible de vous éviter d'avoir à vous demander parfois s'il s'agit d'infos ou d'intox (propagande gouvernementale, pro-impérialisme, états-unienne, onusienne). On peut facilement être manipulé à notre insu, il faut parfois lire une dizaine d'articles sur un sujet précis pour se forger une conviction, faire la part des choses, ne pas sous ou surestimé un facteur, comprendre à quel niveau il intervient, il faut avoir à l'esprit que le rédacteur d'un article n'est pas neutre, qu'il n'a pas notre conscience politique, etc.

Tenez, par exemple la question des islamistes. Ils agissent en coulisse, à découvert c'est plus difficile pour eux, mais ils agissent quand même, pourquoi ne peuvent-ils pas agir en masse à découvert, parce qu'ils sont moins nombreux qu'on nous le dit ou parce que la majorité de la population ne les suit pas ou les deux à la fois, mais on ne peut pas dire qu'ils n'existeraient pas...

L'article d'aujourd'hui sur la Syrie est particulièrement intéressant. Il montre bien que les masses se soulèvent spontanément encouragées par les révolutions et soulèvements révolutionnaires en cours, elles se soulèvent en dehors de toute structure, de manière anarchique, sans dirigeants et sans programme. J'ai noté les précisions suivantes :

1- Les masses se mobilisent "*sans direction revendiquée ou clairement identifiée*".

2- "*Aucun de ces responsables (de la contestation de 2005) n'est aujourd'hui en première ligne. Tous semblent avoir été pris de court, comme le régime, par les manifestations qui ont commencé à essaimer dans le pays*".

3- Il s'agit d'un "*mouvement dépourvu de structures et de dirigeants, la contestation syrienne repose pour l'instant sur une poignée de mots d'ordre*".

Ceci pour tordre le cou à l'intox selon laquelle ce soulèvement en Syrie serait téléguidé par l'impérialisme américain ou l'Etat sioniste d'Israël. De plus, ils ont déjà fort à faire pour endiguer les révolutions ou soulèvements à des degrés divers en Tunisie, en Egypte, au Yémen, à Bahreïn, à Oman, en Jordanie, au Maroc, en Arabie Saoudite, en Libye, pour ne pas en rajouter ! Ils ont aussi d'autres chats à fouetter, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, en Côte-d'Ivoire et d'autres pays africains au bord de l'explosion sociale.

Pour corser le tout, voila que surgissent des manifestations monstres en Grande-Bretagne et en Allemagne, que la crise politique en Belgique s'éternise, et c'est au tour du Portugal, tandis qu'en Irlande la situation économique continue de se détériorer et donne des frissons à l'UE. C'est l'ordre mondial tout entier qui est menacé d'explosion.

On pourrait se demander : mais pourquoi tous ces régimes ne lâchent-ils pas un peu de mou sur le plan social ?

Parce qu'à la fois l'absence de services publics ou leur privatisation, ainsi que la gestion des richesses produites dans ces pays servent de base aux profits gigantesques qu'encaissent le clan au pouvoir ou les quelques familles qui dirigent ces pays ou encore les multinationales étrangères, cet argent sert avant tout à leur bien-être personnel quand il n'est pas investi dans le casino de la spéculation mondiale, le développement de leur pays et le bien-être de leur peuple les laissent aussi indifférents qu'Obama les 40 millions de pauvres que comptent les Etats-Unis ou Sarkozy avec ses cinq millions de chômeurs et ses dix millions d'indigents.

On pourrait se demander : mais pourquoi tous ces régimes ne lâchent-ils pas un peu de mou sur le plan politique ?

Parce que se serait mettre le doigt dans un engrenage infernal pour eux. Accorder des droits politiques à la classe ouvrière et aussitôt elle s'organise, crée des syndicats et des partis pour poursuivre le combat contre le régime en place, ensuite surgissent spontanément des grèves et des manifestations pour obtenir de nouveaux droits sociaux qui vont venir amputer leurs profits et ils n'y tiennent pas du tout, car à terme c'est l'existence du capitalisme lui-même qui sera remis en cause. La conscience de classe des ouvriers et des masses se nourrit de son expérience de la lutte des classes, elle finit par mûrir et trouver la voie pour renverser l'ordre établi, voilà ce qu'ils veulent éviter à tout prix. Cette position est intenable à terme comme on le constate aujourd'hui, ce n'est pas une découverte pour nous évidemment.

Tous les peuples aspirent au progrès social, à plus de liberté, au bien-être.

Hier encore, il leur était possible de museler ces peuples, mais avec l'accélération et l'amplification de la division internationale du travail ou l'évolution du capitalisme des dernières décennies, chacun sait que tous ces pays regorgent d'énormes richesses,

qu'une infime minorité de privilégiés vivent comme des seigneurs pendant qu'eux manquent de tout et connaissent une vie misérable... L'arrivée de la télévision, puis des chaînes satellitaires, et enfin Internet qui permet à chaque travailleur -directement ou indirectement par le bouche à oreille, de savoir ce qui se passe partout dans le monde, y compris dans leur propre pays et qu'on leur cachait minutieusement jusqu'à présent, participent à cette lente maturation des consciences, chacun dans son coin finit par comprendre et être persuadé, il a même la possibilité de le vérifier, qu'il n'est pas le seul à ne plus supporter le régime en place, toutes ces souffrances quotidiennes qu'il endure depuis de nombreuses années et qui lui pourrissent littéralement la vie, il gagne en assurance, ce qu'il n'osait même pas imaginer la veille se transforme en conviction inébranlable, ensemble ils prennent conscience de leur force et finissent par se soulever sans forcément savoir quelle direction donner à leur combat, ils n'ont qu'une seule certitude, un seul objectif, faire tomber le régime en place, ils refusent dorénavant de continuer de vivre comme avant, le processus dialectique de la révolution dont ils sont les principaux acteurs fait son oeuvre, les transporte, plus rien ne peut arrêter ce souffle de liberté qui emporte tout sur son passage, dictateurs, autocrates, monarques, bonapartes...

Ce développement historique de la lutte des classe permet de vérifier et de confirmer au passage le marxisme, la seule théorie révolutionnaire ayant inscrit sur son drapeau : l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

Politique.

1- Grande-Bretagne

Un demi million de Britanniques manifestaient, selon la police, dans le calme samedi à la mi-journée dans le centre de Londres pour protester contre l'austérité. Il s'agit de la plus forte mobilisation en vingt ans.

«*La participation est au-delà de tout ce dont nous avions rêvé. C'est fantastique. C'est la plus grande manifestation depuis une génération à Londres*», s'est enthousiasmé le secrétaire général du syndicat Unite, Len McCluskey. «*Il y a une colère palpable dans ce pays et des centaines de milliers de personnes sont venues ici pour le dire. D'après la police, il y aurait pratiquement un demi million de personnes*», a-t-il assuré.

«*Ne cassez pas la Grande-Bretagne !*», «*défendons nos services publics !*», proclamaient les pancartes des manifestants. Beaucoup étaient venus en famille, avec des poussettes et des vuvuzelas, ces fameuses cornes utilisées par les supporters au moment de la coupe du monde de football en Afrique du Sud. «*Je suis ici parce que le gouvernement nous fait payer pour réparer ce qu'on fait les banquiers. Il est en train de bâtir une société où les riches le sont encore plus et les faibles encore plus démunis*», a expliqué Gillian Siddons, un retraité de 60 ans. «*Nous voulons montrer au gouvernement ce que nous pensons de sa politique*», a renchéri Jim Waters, 62 ans. (Lefigaro.fr et AFP 26.03)

2- Allemagne

Plus de 200.000 manifestants ont défilé samedi dans quatre villes allemandes pour l'abandon de l'énergie nucléaire, sujet qui a été relancé outre-Rhin depuis les accidents à la centrale japonaise de Fukushima-Daiichi.

A Berlin, ils étaient plus de 100.000 à scander des slogans demandant la fin de l'énergie nucléaire, selon les estimations de la police.

Les protestataires étaient 50.000 à Hambourg, 40.000 à Cologne et 40.000 à Munich.

Les organisateurs évoquent la plus grande mobilisation jamais vue en Allemagne sur ce sujet.

Le recul de la CDU, général dans toute l'Allemagne, s'explique en partie par le virage à 180° amorcé par Angela Merkel sur la question de l'énergie nucléaire. Après l'accident japonais, sept des 17 centrales atomiques d'Allemagne ont été fermées pour trois mois, afin de procéder à des contrôles.

La chancelière a décidé lundi de suspendre l'accord prolongeant la durée de vie des centrales nucléaires en Allemagne.

Dimanche se déroule un scrutin difficile pour la chancelière Angela Merkel en Bade-Wurtemberg, fief de la droite allemande depuis 1953. La question du nucléaire pourrait inciter les votants à faire basculer à gauche ce riche Land du sud. (Reuters 26.03)

3- Libye

3.1- La ville stratégique d'Ajdabiya, dans l'est de la Libye, est tombée samedi matin aux mains des rebelles, selon des journalistes de l'AFP sur place. C'est une première victoire essentielle depuis le début des bombardements de la coalition pour des insurgés qui, jusque-là, n'arrivaient pas à vraiment progresser sur le terrain.

Jusqu'à ces dernières heures, les insurgés tenaient le centre-ville, mais étaient soumis aux tirs d'artillerie incessants des forces

pro-Kadhafi postées dans les faubourgs. Vendredi, les avions britanniques et français ont bombardé les environs de la ville, détruisant une batterie d'artillerie et des véhicules blindés.

Dans la foulée, les insurgés ont pris le contrôle de la porte Est vendredi soir, puis de la porte Ouest samedi à l'aube, a rapporté l'un d'eux, Saïf Sadaoui, 20 ans, un lance-roquettes à la main. "*La totalité d'Ajdabiya est libre!*", s'est-il réjoui. "*Sans les avions (étrangers), on n'aurait pas pu le faire. Les armes de Kadhafi sont d'un autre niveau*", a confié Ahmed Faraj, 38 ans, un autre insurgé. "*Avec l'aide de l'aviation, on va foncer vers Tripoli, si Dieu le veut*".

La ville, sur la route entre Benghazi et les terminaux pétroliers de Brega et de Ras Lanouf, avait été repris la semaine dernière par les forces de Kadhafi. (Libération.fr et AP 26.03)

3.2- Les insurgés libyens ont annoncé samedi qu'ils avaient pris le contrôle du port pétrolier de Brega, mais cette information n'a pas été confirmée de source indépendante.

Brega, qui est dotée d'un terminal pétrolier et d'une raffinerie, s'étend sur une vaste zone et il est difficile de vérifier qui en a le contrôle total.

"*Brega est à 100% aux mains des forces de libération*", a déclaré Chamsiddine Abdoulmolah, porte-parole des insurgés à Benghazi. (Reuters 26.03)

3.3- Les Etats-Unis et leurs alliés sont en train d'étudier la fourniture d'armes à l'opposition libyenne, a rapporté samedi le Washington Post.

La France, pour sa part, s'est prononcée pour entraîner et armer les insurgés, selon le Washington Post.

L'Egypte, de son côté, fournirait des armes aux rebelles libyens pour combattre les forces du colonel Mouammar Kadhafi malgré l'embargo sur les armes décrété le 26 février par les Nations unies, avait affirmé vendredi le Wall Street Journal.

Les livraisons d'armes égyptiennes concerneraient essentiellement des armes légères comme des fusils d'assaut et des munitions, selon le quotidien.

Un porte-parole de la rébellion, Mustafa al-Gherryani, a confirmé au quotidien que les forces anti-Kadhafi achetaient des armes, tout en se refusant à préciser leur provenance ni de quels types d'armements il s'agissait. (Libération.fr 26.03)

4- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh s'est dit prêt à quitter le pouvoir "*dignement*", peut-être même dans les prochaines heures, rapporte samedi Al Arabia.

Le chef de l'Etat a toutefois démenti l'imminence d'un accord sur une transition pacifique du pouvoir, ajoute la chaîne à laquelle il a accordé une interview. L'opposition, a-t-il ajouté, a revu ses exigences à la hausse après l'ouverture de négociations. (20minutes.fr 26.03)

5- Syrie

5.1- Comme lors des révolutions tunisienne ou égyptienne, la vague de protestation qui a saisi la Syrie depuis le 18 mars est un mouvement sans direction revendiquée ou clairement identifiée.

En cela, il tranche avec les dernières initiatives contre le régime lancées en 2005 et en 2006.

En octobre 2005, des personnalités de la gauche nationaliste, principalement des avocats et des intellectuels, avaient ainsi rédigé une Déclaration de Damas appelant à des changements drastiques.

Aucun de ces responsables n'est aujourd'hui en première ligne. Tous semblent avoir été pris de court, comme le régime, par les manifestations qui ont commencé à essaimer dans le pays, vendredi 25 mars, même elles sont restées encore embryonnaires dans la majorité des cas.

Ces manifestations ont épargné pour l'instant les régions historiquement rebelles comme le djebel druze, qui se trouve non loin de Deraa, le foyer actuel de la contestation et de la répression. Mountaha Al-Atrach, fille de la grande figure de la lutte contre le Mandat français en syrie et directrice d'une organisation de défense des droits de l'homme, a publiquement interpellé le

président syrien sur les ondes de la BBC.

De même, la région kurde, au nord-est de la Syrie, n'a pas connu pour l'instant de grands rassemblements, sept ans après les émeutes de Qamichli qui avaient contraint le président syrien à des gestes d'ouverture vis à vis d'une minorité très mal intégrée. Selon des observateurs, les principaux responsables kurdes auraient négocié avec les autorités syriennes de pouvoir célébrer librement le 21 mars leur fête de Newroz qui commémore selon la tradition l'affranchissement du joug assyrien.

Mouvement dépourvu de structures et de dirigeants, la contestation syrienne repose pour l'instant sur une poignée de mots d'ordre : la fin de l'état d'urgence imposé en 1963, la libération des prisonniers et la fin de la corruption. Des thèmes que le régime a commencé à évoquer le 24 mars dans l'espoir de porter un coup d'arrêt aux manifestations attendues pour le lendemain, sans pour autant convaincre de sa bonne foi.

La stratégie des manifestants se limite pour l'instant à porter à la connaissance du public, en Syrie et au delà, aussi vite que possible et grâce à Internet, les images des défilés ou des victimes de la répression. Une stratégie primaire mais efficace contre laquelle les autorités syriennes semblent impuissantes. Ainsi, la coupure des réseaux téléphoniques à Deraa n'a pas pu empêcher les manifestants d'utiliser ceux de la Jordanie, toute proche. (Lemonde.fr 26.03)

5.2- Les manifestations de vendredi ont fait entre 13 morts et 25 morts, spécialement dans le sud du pays. Les protestataires sont redescendus dans la rue ce samedi.

Des villageois à Tafias dans le sud de la Syrie ont incendié samedi un siège du parti Baas au pouvoir et une station de police lors des funérailles de trois manifestants tués la veille.

A Deraa, à 120 km au sud de Damas, près de 300 jeunes, torse nu, sont montés sur les restes d'une statue à l'effigie de l'ancien président Hafez al-Assad déboulonnée la veille, en scandant des slogans hostiles au régime, selon des témoins.

Par ailleurs, un appel à une "*révolte populaire*" samedi dans les toutes provinces syriennes a été posté sur Facebook au lendemain des manifestations sanglantes qui ont eu lieu dans les principales cités du pays, spécialement dans le sud.

A Tafas, à dix kilomètres au nord de Deraa, la ville d'où est parti, il y a un peu plus d'une semaine, le mouvement de contestation syrien, les manifestants ont attaqué un commissariat de police et les locaux du parti Baas, a rapporté la conseillère présidentielle Boussaïna Shaaban.

A Lattaquieh, des dizaines de personnes ont manifesté avant de s'en prendre aux bureaux du Baas, a annoncé Ammar Qurabi, dirigeant de l'Organisation nationale syrienne pour les droits de l'homme, exilé en Egypte.

A Sanamein, dans le sud du pays, des habitants ont rapporté que 20 personnes avaient été tuées lorsque des hommes armés ont ouvert le feu sur la foule rassemblée devant un bâtiment utilisé par les services de renseignements militaires.

Au lendemain de nouvelles violences dans le pays, les autorités syriennes ont relâché samedi 260 prisonniers politiques, a annoncé par ailleurs Abdul-Karim Rihaoui, qui dirige la Ligue syrienne des droits de l'Homme. La plupart de ces détenus étaient incarcérés à Saïdnaya, dans la banlieue de Damas, où les prisonniers politiques sont en général écroués, a-t-il ajouté.

La Syrie a relâché de nombreux prisonniers au cours de la semaine écoulée pour apaiser les contestataires et contenir la colère suscitée par la répression violente des manifestations. Mais des dizaines de personnes auraient en revanche été interpellées cette semaine.

Selon Abdul-Karim Riahoui, la plupart des détenus libérés étaient des islamistes, ainsi que 14 militants kurdes. Il a évoqué un "*pas positif*" et exhorté les autorités à libérer tous les prisonniers politiques du pays. Ces libérations n'ont pas été confirmées de sources officielles.

A Deraa, pendant ce temps, les forces de l'ordre se sont repliées en périphérie de la ville, selon un habitant contacté par téléphone. Plus d'un millier de personnes y étaient rassemblées pour un sit-in silencieux à la mosquée al-Omari, coeur du mouvement, utilisé comme hôpital de fortune et refuge par les manifestants. Chassés par un assaut gouvernemental mercredi, les manifestants en ont repris le contrôle vendredi.

Samedi matin, des militants syriens rapportaient qu'environ 200 manifestants avaient été arrêtés dans la nuit de vendredi à samedi alors qu'ils participaient à un sit-in près de Damas.

Le fait que les manifestations aient gagné Lattaquieh est important, la ville étant pour moitié peuplée de sunnites et pour moitié d'Alaouites, cette branche minoritaire de l'Islam chiite, qui ne représente que 10% de la population syrienne mais qui tient

les leviers du pouvoir.

Pour Edward Walker, ancien ambassadeur américain en Egypte, "*les membres de la minorité alaouite, tellement détestés, savent que s'ils perdent le pouvoir, s'ils sont vaincus par la révolution, ils finiront pendus aux réverbères*".

"*Ils sont le dos au mur*", ajoute-t-il.

Abdelhalim Khaddam, ancien vice-président syrien qui a quitté en 2005 le parti Baas, a déclaré samedi que "*le sang des martyrs balaiera ce régime*" et a appelé les forces armées "*à faire un choix patriotique en disant clairement si elles sont avec le peuple ou avec la famille au pouvoir*".

Khaddam, qui n'est pas très populaire dans l'opposition en raison de son rôle passé au service du pouvoir, s'exprimait dans une vidéo diffusée sur le site internet du Beirut Observer.

Maamoun al Homsi, autre figure de l'opposition syrienne en exil, a exhorté vendredi la communauté internationale à intervenir pour mettre un terme "*au massacre des civils*". (Libération.fr, Reuters et AP 26.03)

Economie.

France

Cadeau !

Les 100 lauréats du projet «*Laboratoires d'excellence» se partageront un milliard d'euros, sur dix ans, principalement sous forme de dotations en capital*». Pour François Fillon, «*la connaissance reste le moteur du progrès*». (Lefigaro.fr 26.03)

Rectifions ou précisons, le capitalisme a besoin de la création de nouveaux besoins afin que la population continue de consommer plus ou renouvelle sa consommation, c'est l'une des conditions de la rotation du capital qui dégage chaque fois une nouvelle plus-value.

Capital, production, exploitation, consommation, profit, ce cycle demeure inachevé ou s'arrête s'il n'y a pas consommation, faut-il encore que la consommation corresponde à un besoin, au besoin ils le créent artificiellement.

Ma cafetière électrique a 21 ans et je n'ai nullement l'intention d'en changer, j'ai acheté ma dernière chemise il y a 10 ans, cela fait 20 ans que je n'ai pas mis les pieds dans un cinéma, un théatre ou une salle de concert, je suis un mauvais client pour le capitalisme. Il ne me viendra pas à l'esprit d'acheter une babiole pour la poser sur une étagère, je considère que c'est le comble de la stupidité, alors que je suis obligé de me priver sur pas mal de choses, y compris la nourriture.

En règle générale j'attends que le peu de biens matériels que je possède soient foutus pour les remplacer, à condition que j'en aie encore l'utilité, dans le cas contraire je décide de m'en passer. Comme je suis très limité financièrement, je réfléchis toujours à dix fois avant d'acheter quelque chose, je n'achète que ce dont je suis sûr d'avoir besoin, pas une ou deux fois dans l'année, mais à de multiples occasions, il faut que cela corrresponde vraiment à un besoin que je ne peux pas satisfaire autrement. Je n'étais pas aussi rigoureux autrefois, j'ai mûri sur ce plan là aussi.

Ils profitent du fait que la population est ignorante et incapable de donner un sens à sa vie, consommer devient une fin en soi, un mode de vie, et pour ceux qui en ont les moyens, la consommation ou l'acquisition de biens matériels, les plaisirs éphémères qui naissent de la satisfaction de petits besoins superficiels ou inutiles sans cesse renouvelés font tourner la machine capitaliste, ainsi les esclaves s'emploient inconsciemment à forger leurs propres chaînes et à les entretenir à défaut d'avoir la capacité ou de trouver la voie pour les briser.

Je viens de dépenser plus de 50 000 roupies (800 euros environ) pour le site, à peine plus que le billet d'avion (aller/retour) de Magueswary ou de son allocation mensuelle d'handicapée (700 euros), personnellement je n'avais pas besoin d'un deuxième ordinateur, si cela ne tenait qu'à moi je ne suis même pas sûr que j'en possèderais un car on peut très bien vivre sans. Vous pouvez contribuer même modestement au financement du site puisque vous êtes une centaine à vous connecter quotidiemment, mais ce n'est pas une obligation. A Philippe, tu peux me renvoyer un chèque si tu le souhaitent, parce que le précédent a été perdu manifestement ; surtout bien fermer l'enveloppe, glisser le chèque à l'intérieur d'une feuille de papier pliée en quatre pour qu'il n'apparaisse pas par transparence et écrire très lisiblement mes coordonnées.

Haut de page

Le 28 mars

Politique.

1- France

L'abstention se situait autour de 54,97% après dépouillement de plus de 95% des bulletins exprimés dans un scrutin qui concernait 1.566 cantons. Elle est en léger recul par rapport à celle, record, du premier tour (55,67%) mais progresse de plus de 20 points par rapport au deuxième tour des cantonales de 2004 dans les mêmes circonscriptions.

Le Parti socialiste (PS) est crédité de 35,73% des voix, l'UMP de 20,21% et le Front national (FN), qui avait pu se maintenir dans quelque 400 cantons, de 11,73%. (libération.fr 27.03)

Ces chiffres ne fournissent qu'une indication partielle sur le vote qui s'est exprimé dimanche. Il faut analyser ces résultats sous différents angles.

La majorité de la population n'a pas voté exprimant ainsi un désintérêt ou un rejet grandissant de tous les partis politiques. Ramené au nombre total d'électeurs inscrits sur les listes électorales, le PS obtient 15,75% et l'UMP 9,09%, voilà pour la légitimité des deux partis qui se partagent le pouvoir depuis 53 ans sous la Ve République, ils sont ultra minoritaires dans le pays. Quant au FN, il est peut-être encore plus bas, mais ces 11,73% cachent une autre réalité, où il avait des candidats au second tour ils ont obtenu en moyenne 40% des voix exprimés. Ils nous manquent les chiffres des autres formations politiques, EE-Verts, PC ou Front de gauche.

Après le premier tour, je n'ai même pas cherché à savoir quel pourcentage le NPA et LO avait obtenu, celui du POI figurait dans le IO n°141, tellement il est est ridicule, grotesque quoi. Ces partis, qui n'ont d'indépendant que le nom, paient leur double langage à la remorque des appareils et des institutions, ils ne sont pas crédibles voilà tout. Ils auraient sans aucun doute au moins le même nombre d'adhérents sans se vautrer dans la fange institutionnelle, peut-être davantage, leurs contradictions en moins.

2- Allemagne

Les conservateurs allemands ont perdu dimanche le Land du Bade-Wurtemberg qu'ils contrôlaient depuis 1953, ce qui constitue une cinglante défaite pour la chancelière Angela Merkel, selon les premiers résultats du scrutin régional de dimanche.

Dans un autre Land du sud-ouest de l'Allemagne, la Rhénanie-Palatinat, les sociaux-démocrates, qui dirigent la région depuis 17 ans, perdraient leur majorité absolue mais devraient pouvoir former une coalition confortable avec leurs alliés écologistes.

Dans le Bade-Wurtemberg, des projections créditaient le parti écologiste de 24,2% des voix et le SPD de 23,2%, soit au total de 47,3 % des suffrages exprimés.

Ces deux formations devanceraient ainsi la CDU (39,3%) et ses alliés libéraux du FDP (5%), pour un total de 44,3%.

Le 20 février dernier, les conservateurs allemands avaient déjà perdu la cité-état de Hambourg.

Au delà du nucléaire, les revirements politiques d'Angela Merkel sur la Libye ou encore sur la crise de la dette dans la zone euro ont également transformé ces élections régionales en un référendum sur la politique que la chancelière mène depuis un an et demi avec les libéraux du FDP.

La chancelière n'a plus la majorité au Bundesrat, la chambre haute, où les 16 Länder sont représentés. (Reuters 27.03)

Et le Die Linke, envolé, disparu, au même niveau que le parti de Mélenchon en France ?

3- Libye

3.1- Après avoir repris samedi les villes stratégiques d'Ajdabiya et Brega dans l'est de la Libye, les rebelles ont libéré ce dimanche l'important terminal pétrolier de Ras Lanouf et la ville de Ben Jaouad à 525 km à l'est de Tripoli.

Les combats ont cessé à Misrata, ville aux mains des insurgés libyens située à 200 km à l'est de Tripoli, la troisième ville du pays, a déclaré dimanche à Reuters un insurgé. "*Nous contrôlons 99% de la ville*", a-t-il assuré.

Les raids ont "*préparé le champ de bataille*", et des officiers et soldats ayant rejoint la rébellion ont joué un rôle majeur, a expliqué un porte-parole des insurgés à Benghazi, Chamsiddin Abdoulmolah. Ces militaires ont coordonné leurs attaques avec la coalition, entrant en action entre les salves de tirs aériens.

Les rebelles étaient en fin d'après-midi à Nofilia, petite bourgade entre mer et désert, à 110 km de Syrte, et à plus de 400 km de leur fief, Benghazi. Ils attendent les bombardements internationaux pour s'aventurer jusqu'à Syrte.

Des témoins à Syrte, lieu de naissance du colonel Mouammar Kadhafi, ainsi qu'à Tripoli, ont rapporté avoir entendu des explosions dimanche soir.

Un journaliste de Reuters présent à Syrte, ville à mi-chemin entre Benghazi, aux mains des insurgés, et Tripoli, a dit qu'il était difficile de dire si les quatre explosions qu'il a entendues s'étaient produites dans la ville ou dans sa banlieue.

Syrte est stratégiquement importante parce que l'aéroport civil situé au sud de la ville abrite aussi ce qui semble être une grande base aérienne militaire.

Des images satellite montrent qu'il possède, répartis à chaque extrémité de la piste, une cinquantaine de hangars du type de ceux utilisés habituellement pour des chasseurs.

Les combats autour de Syrte risquent d'être durs car la ville est psychologiquement importante. Elle est non seulement le lieu de naissance de Kadhafi, où habitent de nombreux membres de sa tribu Kadhadfa, mais de plus, il a voulu en faire une deuxième capitale.

3.2- Le Qatar a donné son feu vert aux rebelles libyens pour commercialiser le pétrole extrait dans l'est du pays, contrôlé par les opposants à Mouammar Kadhafi, a-t-on appris dimanche des insurgés.

"*Nous avons conclu un accord avec le Qatar. La prochaine expédition (de pétrole) aura lieu dans moins d'une semaine*", a déclaré Ali Tarhouni, porte-parole pour les questions économiques, pétrolières et financières du gouvernement rebelle.

"*Nous avons contacté la compagnie pétrolière du Qatar et heureusement ils nous ont donné leur accord pour prendre tout le pétrole que nous voulons exporter et le commercialiser pour nous*", a-t-il ajouté.

Tarhouni a également expliqué que la production des puits de pétrole que contrôle l'insurrection, d'environ 100.000 à 130.000 barils par jour, pourrait être portée à 300.000 barils par jour. Il a aussi indiqué que les insurgés ne devaient pas faire face à de sérieux problèmes de liquidité. (source : 20mintes.fr, libération.fr et Reuters 27.03)

4- Yémen

Les négociations sur une transition de pouvoir au Yémen ont été interrompues et ne devraient pas reprendre dans l'immédiat, a déclaré dimanche un collaborateur du général Ali Mohsen, qui s'est rangé dans le camp des opposants au président Ali Abdallah Saleh.

"*Hier soir, ils ont arrêté*", a dit ce collaborateur. Prié de dire s'il s'attendait à une reprise des discussions, il a répondu: "*Pour le moment, absolument pas*".

Un porte-parole de la principale coalition d'opposition yéménite a aussi dit que les discussions étaient interrompues. (Reuters 27.03)

5- Syrie

5.1- Les autorités syriennes ont décidé d'abroger la loi d'urgence en vigueur depuis 1963, a affirmé ce dimanche la conseillère du président Bachar al-Assad, Boussaina Chaabane. Toutefois, aucune date de mise en application de cette décision n'a été donnée.

Cette loi, rédigée en décembre 1962 et instaurée dès l'arrivée au pouvoir du parti Baas en mars 1963, impose des restrictions sur la liberté de réunion et de déplacement, et permet l'arrestation de «suspects ou de personnes menaçant la sécurité». Elle permet aussi d'interroger les personnes, de surveiller les communications et de faire un contrôle préalable sur les journaux, les publications, les radios et tous les autres médias. (lefigaro.fr 27.03)

5.2- Des renforts de l'armée ont été dépêchés à Deraa, épicentre depuis huit jours de la contestation dans le sud de la Syrie, et des militaires patrouillaient dimanche dans les rues de la ville côtière de Lattaquié, dans le Nord, où des affrontements auraient fait douze morts et 200 blessés en deux jours.

Les affrontements à Deraa et dans sa région, près de la frontière jordanienne, ont fait au moins 61 morts en une semaine, selon l'organisation Human Rights Watch. Les obsèques dimanche de plusieurs victimes se sont déroulées sans incidents.

Les violences se sont étendues à Lattaquié, un port du nord du pays où douze personnes - des membres des forces de l'ordre, des civils et deux "*éléments armés*" - ont été tuées en deux jours, rapporte l'agence de presse officielle Sana qui cite une source autorisée.

On affirme de même source que ce ne sont pas les forces de l'ordre qui ont ouvert le feu mais des hommes armés postés sur les toits qui ont tiré sur les civils et les forces de sécurité.

Selon Nadim Houry, de Human Rights Watch, quatre policiers ont été tués alors qu'ils tentaient de s'interposer entre partisans et adversaires du gouvernement. "*Ils ont apparemment été victimes de voyous proches du frère du président*", a-t-il dit.

Aucun blindé ni véhicule de transport de troupes n'était visible dimanche à Lattaquié, où patrouillaient seulement des troupes à pied.

Sur CBS, la secrétaire américaine d'Etat Hillary Clinton a affirmé dimanche que les Etats-Unis ne s'impliqueraient pas pour le moment de la même manière en Syrie qu'en Libye. Soulignant que chaque situation est unique, elle a dans le même temps déploré les violences de ces derniers jours. (Reuters 27.03)

L'impérialiste américain pour assurer sa suprématie sur cette région a autant besoin de l'Etat sioniste israélien que du despote syrien, le régime d'Assad sert à justifier l'existence d'Israël.

Assad avait été reçu en grandes pompes le 14 juillet à Paris, tout comme Kadhafi un autre jour.

Depuis plus de 60 ans et sous six présidents de la République successifs tous les dictateurs de la planète ont défilé à tour de rôle à l'Elysée sans que le peuple y trouve grand chose à y redire finalement.

Il faut dire que c'était chaque fois pour la bonne cause, signer de juteux contrats commerciaux dont ceux d'armement à des tyrans, qui allaient apporter des emplois et financer à bon compte l'aristocratie ouvrière des entreprises nationalisées (depuis privatisées pour la plupart d'entre elles) ou des secteurs de pointe de l'industrie, chacun regardant ce qui tombe dans son assiette ou son compte en banque et se foutant bien du reste, voilà pour le niveau de conscience politique du bon "*peuple travailleur*" que flattent sans cesse les ouvriéristes de tous poils.

Des militants affirment que leurs dirigeants leur ont fait avaler bien des couleuvres ces dernières années ou décennies, s'ils ouvraient un peu plus les yeux, ils se rendraient compte que ce sont plutôt des boas ou des anacondas qu'ils ont engloutis sans broncher ! Pour quel résultat ? Il suffit de constater l'état dans lequel se trouve aujourd'hui le mouvement ouvrier et le niveau de conscience politique des masses pour avoir une réponse assez précise à cette question. Cela n'a rien à voir diront certains. On comprend, c'est la fatalité quoi !

Syndicat. Du jaune au bleu marine.

Après la CGT, FO et Sud, c'est au tour de la CFDT d'entamer une procédure d'exclusion contre un de ses adhérents, pour cause de candidature aux cantonales sous les couleurs du FN.

Daniel Durand-Decaudin, 52 ans, ex-salarié d'une structure d'aide aux adolescents en difficulté en Moselle, est candidat frontiste dans le canton de Boulay. «*Je lui ai expliqué qu'il y avait incompatibilité, pour nous, entre les valeurs de solidarité défendues par la CFDT, et celles d'exclusion prônées par le Front national*», explique Alain Gatti, responsable de la CFDT Lorraine, pour justifier la démarche de son organisation. (libération.fr 27.03)

Social.

1- Obscurantisme et manipulation des masses. Quand une forte émotion peut contribuer à un blocage neuronale ou l'inverse qualifiée de miracle par la curie.

L'Église catholique a reconnu, dimanche, la guérison inexpliquée d'un malade venu prier à Lourdes comme "remarquable" et pouvant représenter un don divin fait à cet homme par l'intercession de la Vierge, ont annoncé les Sanctuaires de la cité mariale. Serge François, un artisan angevin aujourd'hui à la retraite, souffrait depuis des années d'une hernie discale opérée deux fois, d'une paralysie presque totale de la jambe gauche et de douleurs vives quand, le 12 avril 2002, il s'est rendu à la grotte de Massabielle à Lourdes.

Là, à l'endroit où la Vierge serait apparue à 18 reprises à Bernadette Soubirous à partir du 11 février 1858, il a été pris d'une douleur

si fulgurante qu'il a cru mourir, selon son propre récit. Au bout de quelques minutes, la souffrance a fait place à une intense sensation de bien-être et de chaleur. Sa jambe a cessé de le faire souffrir et s'est ensuite progressivement ranimée. Au cours d'un nouveau pèlerinage en 2003, Serge François, réparateur de téléviseurs, a signalé sa guérison au Bureau des constatations médicales de Lourdes. (lepoint.fr 27.03)

Il est bien connu que tout ce qui est du domaine du hasard ou de l'inexplicable serait un don de Dieu et non le produit de l'ignorance de l'homme qui n'est pas un être parfait...

2- Une revendication salariale : un "***dikat social***"

Après une conflit qui dure depuis plusieurs mois, les employés de deux usines ont cessé dans la nuit de vendredi à samedi la production d'électricité à la Réunion. Résultat : le sud, l'ouest puis le nord de l'île se sont trouvés plongés dans le noir. Plus de 100.000 foyers étaient privés d'électricité samedi soir, il seraient toujours 30.000 à 40.000 ce dimanche alors que le préfet a annoncé une reprise partielle de la production.

«*Une tranche de l'usine au Gol est actuellement remise en production*», a indiqué la préfecture, cité par Zinfos974.com. Mais selon le site, une remise en production pourrait prendre entre huit et dix heures. «*Il faut revenir à la discussion et dire non au diktat social*», s'est indigné le préfet Michel Lalande cité par clicanoo.re, tout en se montrant pessimiste sur l'issue du conflit. Les grévistes réclament une prime de vie chère de 53% de leur salaire, comme celle accordée aux fonctionnaires dans l'île. (20minutes.fr 28.03)

Haut de page

Le 29 mars

La médiacratie au banc des accusés.

Lundi sur RMC, Hervé Gattegno, rédacteur en chef au *Point* :

Pour le FN "*à l'arrivée, c'est une défaite assez... catégorique*".

Commentaire lucide de deux internautes :

1- Les chiffres "*montrent que Marine Le Pen n'a pas gagné son pari. Ses candidats étaient présents dans 400 cantons et le FN avait recueilli 15 % au 1er tour ; au second, il est à 11, 7 %*". (...) " *Faire 11, 7% en moyenne nationale alors qu'il n'est que présent sur 400 cantons, ça fait une moyenne dans ces cantons de 36%. Soit en hausse de 26 points par rapport au 1er tour...*"

Surprenant que ce brave monsieur ne mentionne pas ça.

2- "C'est curieux cette espèce de tentative désespérée d'auto-persuasion que le FN a perdu, recule, n'a pas gagné son pari, etc.

Ce que tout le monde a remarqué, c'est qu'au contraire le FN a réussi a faire des 45 % et parfois plus, comme à Henin 52 %, avec contre lui tout le système, les autorités religieuses, Johnny Halliday, l'ensemble des média, les partis politiques... Ce qui n'était jamais arrivé jusque-là !

La réalité est donc toute autre que les désirs des représentants de la classe dirigeante.

Pas besoin d'être grand druide pour prévoir l'avenir. L'UMP va imploser et le FN devenir à droite le grand rassemblement populiste musclé, une sorte de résurrection du SAC.

Faut-il s'en étonner ?

Quel spectacle donnent les "élites" de gauche comme de droite aux yeux du peuple qui souffre, qui craint pour son avenir, qui vit dans la peur de l'insécurité galopante ?

Qu'on fait tous ces gens-là depuis 30 ans, à part se remplir les poches ?"

Ils ont fait leur boulot : assurer la survie du capitalisme et des institutions. Et vivre confortablement, s'enrichir sur notre dos.

Politique..

1- France

1.1- Suite de la revue de presse d'hier sur la défaite de l'UMP et de Sarkozy particulièrement.

Pour *Les Echos* le 27 au soir, il y a le feu au lac : "*Pour l'UMP et Nicolas Sarkozy, il faut tourner la page au plus vite*. et d'ajouter "*si la majorité a limité la casse, le chef de l'Etat et l'UMP sortent un peu plus affaiblis de ces élections locales*", on se demande comment ils peuvent encore parler de "*majorité* " !

Et de préciser "*Surtout, la cacophonie a été vive, au sein même de l'exécutif, sur la position à adopter vis à vis de l'extrême droite. Laissant planer la menace de quitter le giron de l'UMP, Jean-Louis Borloo, le président du parti Radical, a promis de* « tirer les leçons » *des cantonales.* « Il ne faut pas se bercer d'illusions : l'UMP est en très mauvais état. Depuis 2007, nous avons chuté de 50 étages », *insiste un ministre, un autre responsable de la majorité jugeant « irréversible » la popularité du président.*"

« *Le Président ne veut pas comprendre que plus il s'agite sur les questions d'immigration et de sécurité, plus il marque l'échec de son bilan et plus le FN progresse* », s'inquiète un élu UMP, qui « *ne voit pas comment Nicolas Sarkozy peut rebondir* ».

"*Pas question pour autant de délaisser les thématiques chères à la Droite populaireCe sont des sujets de préoccupation des Français* » , tranche l'Elysée. « *La stratégie, grince un ministre, commanderait à Nicolas Sarkozy de prendre un peu de champs. Son caractère fait que c'est impossible...* »

1.2- Quelques réactions à l'UMP après les cantonales. UMP : l'implosion. N'en jetez plus la "*garde-robe est pleine*" ! Bras d'honneur , bras tendu et étoile verte.

1.2.1- Lundi matin, François Baroin, porte-parole du gouvernement, a réclamé l'annulation du débat sur laïcité et l'islam et demandé que l'on "*s'écarte de tout ce qui peut, de près ou de loin, donner l'impression de stigmatiser*". (Lepost.fr 28.03)

1.2.2- Bernard Debré, député UMP de Paris, interviewé par Le Point :

On s'est fait tailler un costard, exactement comme lors des élections régionales de mars 2010... Cela suffit, la garde-robe est pleine ! Ce scrutin est une défaite cuisante pour l'UMP, mais l'abstention massive lors du second tour marque aussi la défaite des grands partis, l'UMP et le PS. C'est un signal très fort qu'envoient les électeurs.

Il faut arrêter de s'agiter pour rallier les Français tentés par le vote frontiste et pour qui la soupe est de toute façon bien meilleure au FN. Cessons de sortir sans cesse des débats sur la laïcité, l'islam ou l'identité nationale. Je suis favorable à la suppression du débat prévu le 5 avril par l'UMP sur la laïcité.

C'est vrai qu'on est très mal parti pour gagner en 2012... On a l'impression que le capitaine a perdu les commandes du navire. Où est donc passé le chef de la majorité ? J'attends du chef de l'État qu'il donne les grandes lignes pour les douze mois à venir et qu'il recadre François Fillon et Alain Juppé pour couper court aux individualités. Quant à Jean-Louis Borloo, s'il décidait de se présenter à la présidentielle, cela ne serait pas très honnête de sa part, mais surtout très dangereux. Cela entraînerait une fracture de l'UMP et le risque évident de se retrouver avec le FN au deuxième tour du scrutin. (Lepoint.fr 28.03)

1.2.3- Le député UMP Etienne Pinte, proche de François Fillon, a indiqué ce lundi sentir le Premier ministre "*très mal à l'aise*" avec le débat sur la laïcité et s'est dit "*totalement d'accord*" avec le porte-parole du gouvernement François Baroin pour souhaiter l'arrêt de ce débat.

1.2.4- Hier soir déjà, Christian Estosi taclait Jean-François Copé, cheville ouvrière de Nicolas Sarkozy dans l'organisation de ce débat. "*Copé a mis en route la machine à perdre*", a lancé le député-maire de Nice, avant d'ajouter qu'"*un seul débat s'impose désormais, autour du thème 'comment allons-nous désormais cesser de perdre?'*" (lexpress.fr 28.03)

1.2.5- «*La logique de Jean-Louis Borloo de constituer une force politique nouvelle se trouve confirmée par la séquence des cantonales*», juge le secrétaire général du Parti radical, Laurent Hénart. Le député voit dans l'échec de l'UMP, l'abstention et le vote extrémiste la traduction «d'une société bloquée», d'un pouvoir qui ne s'occupe pas des vrais problèmes des Français.

«*Cela donne une responsabilité particulière aux radicaux, aux centristes et aux républicains sociaux, dont Jean-Louis Borloo porte l'ambition sociale*», fait-il valoir. L'ex ministre de l'Ecologie et patron des radicaux, qui ne cachait plus ces dernières semaines son intention de quitter l'UMP, devrait s'exprimer en ce sens dans les prochains jours, selon son entourage. «*Il attendait de passer les cantonales pour ne pas être accusé d'avoir favorisé la défaite de son camp*», a expliqué à l'AFP un leader

centriste. (20minutes.fr 28.03)

1.2.6- Le centriste Dominique Paillé s'est déclaré lundi "*extrêmement peiné*" par les propos rapportés de Nicolas Sarkozy contre les centristes.

"*Je suis extrêmement peiné d'entendre des propos*" du chef de l'Etat relatés par "*des gens qui sont proches de lui, du type 'coup de pied de l'âne' de Christian Estrosi*", a déclaré Dominique Paillé sur France Inter. (lepost.fr 28.03)

1.2.7- Leader de la «*droite populaire*», aile droite de l'UMP, le secrétaire d'Etat aux Transports répond à 20 Minutes :

Cette élection, qui n'a pas intéressé les électeurs, a valeur de bras d'honneur pour toute la classe politique. (...)

Nous ne devons pas baisser la garde sur ces thématiques (la laïcité ou l'insécurité). Quand nous les abordions, en 2007, le FN n'a jamais été aussi bas. Il nous faut déplacer aujourd'hui le curseur sur des sujets «*de droite*». (20minutes.fr 28.03)

1.2.8- Nicolas Sarkozy a lancé lundi une mise en garde aux dirigeants de la majorité tentés de prendre leurs distances après le revers de la droite aux élections cantonales, ont rapporté des participants à la réunion hebdomadaire des dirigeants de l'UMP à l'Elysée.

1.2.9- L'ex-conseiller à l'Elysée chargé de la Diversité Abderahmane Dahmane a appelé lundi les musulmans à porter une "*étoile verte*" pour protester contre le débat sur la laïcité et l'islam voulu par l'UMP.

"*L'étoile verte est le signe vestimentaire que les musulmans de France ont décidé de porter pour demander l'annulation du débat sur l'islam et la fin de l'islamophobie de l'UMP de M. Copé (Jean-François)*", selon un communiqué reçu à l'AFP.

Les signataires pévoient de lancer l'opération lors d'une conférence de presse mardi à 11H00 sur le parvis de la Grande mosquée de Paris.

Abderahmane Dahmane, ancien secrétaire national à l'UMP, a été limogé de son poste à l'Elysée le 11 mars après avoir sévèrement critiqué la veille le débat, le qualifiant de "*peste pour les musulmans*" et traité Jean-François Copé de "*néo-nazi*". (libération.fr 28.03)

1.3- A propos du FN

Le Front national a-t-il remporté une victoire, dimanche soir, lors du deuxième tour des cantonales? Il a rassemblé plus de 900.000 voix sur ses candidats, mais n'a finalement emporté que deux sièges de conseillers généraux. Crédité d'un score national de 11,73%, le parti n'était présent que dans environ 402 cantons sur 1.566. C'est-à-dire qu'en moyenne, il a obtenu 40% des voix là où il avait un candidat. Pour Arnaud Mercier, professeur à l'université de Metz, le constat est limpide: «*La percée est majeure, une digue a sauté dimanche soir*», selon le politologue.

Une «*vraie mobilisation*» que souligne également François Miquet-Marty, directeur associé de Viavoice, «*car le FN a réussi à fédérer au-delà de son propre électorat. La nouveauté est qu'il a réussi à mobiliser entre les deux tours électoraux*». Et pourtant, il y avait des obstacles: le mode de scrutin majoritaire à deux tours ne joue pas en faveur des partis sans alliance comme le FN. Autre difficulté: «les cantonales sont typiquement une élection de petits notables locaux. Hors, le Front national n'en a pas, et a placé des inconnus qui ont parfois refusé de montrer leur visage», s'exclame Arnaud Mercier, «*ce qui ne les a pas empêché d'obtenir 40% des voix*».

Selon les calculs du Front national, le parti a progressé de 10 à 15 points, avec un gain de plus de 300.000 voix. Un gain de voix obtenu grâce aux électeurs de l'UMP.

Mais au vu des scores de ces élections, peut-on parler de vote d'adhésion, comme le soutient le FN et nombre de commentateurs? «*Absolument pas, c'est une hérésie!*», s'insurge Arnaud Mercier. «*Parler de lepénisation des esprits est stupide. Premièrement, c'est l'abstention qui a gagné. Ensuite, on est en face d'un vote de désespérance sociale et politique*», ajoute-t-il. Et le politologue de s'exclamer: «*Nicolas Sarkozy a oublié qu'en 2007, il s'est fait élire car il incarnait le président du pouvoir d'achat. Pas sur les relents identitaires. Nous sommes dans une période pessimiste, où les individus ont peur du futur. En votant FN dimanche, les électeurs ont crié au politique «Ecoutez-nous!».* »(20minutes.fr 28.03)

Je retiendrai de cette analyse, tout d'abord que le FN a bien progressé en nombre de voix, ensuite qu'il a enregistré un score très élevé. Maintenant le vote des électeurs est volatile du fait de la faiblesse de leur conscience politique. C'est le petit-bourgeois, le retraité, les couches moyennes qui ont voté FN, les ouvriers pour l'immense majorité d'entre eux se sont abstenus, les autres ont voté pour les partis traditionnellement catalogués à gauche.

1.4- Poupin et Martin remplace le poupon Olivier.

Myriam Martin et Christine Poupin, membres de la direction du Nouveau parti anticapitaliste, ont été désignées dimanche nouvelles porte-parole du NPA, à l'issue du Conseil politique national (CPN) du parti d'Olivier Besancenot.

Depuis plusieurs semaines, Myriam Martin, professeur de lettres et d'histoire en lycée professionnel, était pressentie pour seconder M. Besancenot. Christine Poupin est technicienne dans l'industrie chimique. Olivier Besancenot devrait être candidat pour la 3e fois consécutive à la présidentielle en 2012.

Une conférence nationale, a priori lors du troisième week-end de juin, devra en décider après un "*dernier tour unitaire*" auprès des autres formations de la gauche radicale, du milieu syndical et associatif.

La motion sur les nouvelles porte-parole a été votée par 94% des exprimés (97 pour, six contre, quatre abstentions). Mais près de 30% des membres du parlement du NPA (43 personnes) n'ont pas pris part au vote, souhaitant reporter la décision au CPN de mai. (Lexpress.fr 28.03)

2- Libye

2.1- Les forces de la coalition ont bombardé lundi soir l'ouest de Tripoli, la capitale libyenne, ont rapporté les chaînes de télévision arabes Al Djazira et Al Arabia sans autres précisions.

L'avancée des rebelles libyens a été stoppée lundi matin par les forces de Mouammar Kadhafi à une centaine de kilomètres à l'est de Syrte. L'opposition avait affirmé à tort dans la matinée s'être emparée du fief du Guide mais les journalistes à Syrte ont démenti, notant que le régime de Kadhafi n'avait pas le monopole de la désinformation .

Les rebelles ont d'abord dû refluer à 140 km de là vers Ben Jawad qu'ils ont conquis dimanche, lorsqu'ils ont été pris sous le feu des mitrailleuses lourdes des forces de Kadhafi venues en pick-up. Les insurgés ont été obligés de répliquer à l'artillerie lourde. A en croire la chaîne d'informations al-Jezira, les insurgés ont ensuite grappillé du terrain et se sont emparés de Nofilia, à 120 km de Syrte.

Dans l'après-midi, les rebelles ont repris lentement leur avancée. Fouillant les maisons situées en bord de route, ils semblaient rencontrer moins de résistance de la part des combattants pro-Kadhafi. Ils se trouvent désormais à une centaine de kilomètres de Syrte. (Reuters 28.03)

- Le général Hassi a affirmé que des combats se déroulaient lundi aux portes du hameau de Nofilia, à 100km de Syrte, mais que la route menant à la ville était truffée de mines. Misrata est toujours assiégée par les forces pro-Kadhafi qui l'ont lourdement bombardée lundi, selon des témoins. "*Une partie de la ville est contrôlée par les insurgés et l'autre partie est contrôlée par les forces fidèles à Kadhafi*", a déclaré ce porte-parole sous le sceau de l'anonymat. (AP et Reuters 28.03)

2.2- Le chef du Conseil national de transition (CNT) libyen, Moustapha Abdeljalil, a déclaré lundi soir que Mouammar Kadhafi serait jugé en Libye «*après la victoire*» de l'insurrection. «*Nous jugerons Kadhafi en Libye pour tous les crimes qu'il a commis*», a-t-il affirmé dans une interview diffusée par France 2.

«*Nous essaierons de construire un pays libre, démocratique, qui respecte les droits de l'homme et l'alternance politique*», a-t-il assuré, estimant que le peuple libyen avait fait «*un choix difficile, celui d'affronter un tyran*». Et alors que les combats font toujours rage dans le pays, l'ancien ministre de la Justice - qui vit désormais caché - a fait état pour la rébellion d'un «*besoin urgent d'armes légères*». (lefigaro.fr 28.03)

3- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont lancé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour tenter de disperser des milliers de manifestants lundi à Deraa, ville d'où est parti le mouvement.

Lundi, à Deraa, les forces de l'ordre auraient lancé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour disperser quelque 4.000 manifestants défilant pour plus de libertés politiques près du palais de justice, selon des témoins. D'après eux, les forces de sécurité, qui s'étaient repliées ces derniers jours, sont revenues en force, et les chars et véhicules de l'armée encerclaient la ville.

Dans le même temps, à Lattaquieh, autre point chaud de la contestation sur la côte méditerranéenne, des groupes armés inconnus, dont on ne savait pas s'ils dépendaient du gouvernement, semaient la terreur en ville, poussant les habitants à s'armer à leur tour et organiser barrages et patrouilles pour se défendre.

Ces scènes inhabituelles à Lattaquieh, ville balnéaire il y a peu encore hautement touristique, semblaient donner la mesure de l'anarchie en train de s'emparer de la Syrie. Selon les témoignages des habitants, des soldats étaient déployés en ville et pour protéger des bâtiments stratégiques, sièges locaux du parti Baas ou de la Banque centrale.

Mais dans les villages alentour et aux entrées de la ville, des groupes armés qui semblaient être constitués par des locaux bloquaient les routes avec des poubelles et des rochers, demandant leurs papiers aux passants, a précisé un témoin, jugeant cet état de fait "*extrêmement dangereux*" et les accusant de "*terroriser la population*".

Le régime restreint également très sévèrement la couverture des événements par les médias, de nombreuses zones étant interdites et l'octroi de visas très réduit. Lundi, l'agence de presse Reuters a annoncé la libération de deux de ses journalistes, détenus au secret depuis deux jours à Damas. Ayat Basma et Ezzat Baltaji, un producteur et un caméraman, tous deux de nationalité libanaise, ont pu regagner Beyrouth, a fait savoir l'agence sur son site Web. (AP 28.03)

4- Tunisie

La justice tunisienne a rejeté le pourvoi en appel du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), l'ancien parti tout puissant de Zine ben Ali, qui contestait sa dissolution, rapporte lundi l'agence officielle de presse TAP.

Le 9 mars dernier, le démantèlement du RCD et la mise sous séquestre de son patrimoine avaient été prononcés par un juge du tribunal de première instance de Tunis.

La cour d'appel de Tunis a rejeté le recours du parti, qui ne pourra donc pas présenter de candidats lors des prochaines élections, notamment les législatives du 24 juillet dont sortira une assemblée constituante. (Reuters 28.03)

Syndicat.

Partage des rôles. Le gouvernement et le patronat sont satisfaits, c'est l'essentiel !

Après FO, la CFDT a annoncé lundi qu'elle allait signer l'accord sur les retraites complémentaires négocié entre les partenaires sociaux. La CGT, pour sa part, ne signera pas le texte.

Cet accord doit entrer en vigueur le 1er juillet. Il aligne les régimes de retraites complémentaires sur la réforme du régime général qui repousse progressivement, jusqu'en 2018, l'âge de départ à la retraite de deux ans. C'est "*une des principales raisons*" qui amène la CGT à annoncer dans un communiqué, également diffusé lundi, son refus de signer ce texte. (AP 28.03)

Social.

1- Grève et manifestation à La Poste.

«*Le mal vivre au travail : ça suffit !*». Voici le slogan qui devrait fleurir sur les bannières lors de la manifestation nationale du personnel de la Poste (276.000 salariés), demain mardi. L'appel à la mobilisation est lancé par la CGT, SUD, la CFDT, et la CFTC (FO, l'UNSA et la CFE-CGC ayant appelé à la grève séparément). À Paris, une manifestation est prévue à la mi-journée au départ de la place Denfert-Rochereau vers Vaugirard, à proximité du siège du groupe. D'autres rassemblements sont attendus sur l'ensemble du territoire. (lefigaro.fr 28.03)

2- Grève chez General Motors à Strasbourg

Une partie des salariés de l'usine de boîtes de vitesses General Motors de Strasbourg ont engagé lundi une grève illimitée pour demander l'abrogation de l'accord d'entreprise de 2010 qui prévoyait une réduction des coûts de 10%, a-t-on appris auprès de la CGT.

La CGT, qui n'avait pas signé l'accord, mais s'était engagée à ne pas le contester, assure ne pas être à l'origine du mouvement mais dit en soutenir les revendications.

"*Les ouvriers veulent que les accords de juillet 2010 soient liquidés et qu'on revienne aux 35 heures*", a dit à Reuters Menouba Arbouche, déléguée CGT.

"*C'est le ras-le-bol général*", a-t-elle ajouté en évoquant une "*dégradation des conditions de travail*".

L'arrêt de travail toucherait 80% des effectifs de production selon elle, 30 à 40% selon la CFDT, qui était signataire de l'accord.

Celui-ci prévoyait un gel des salaires pendant deux ans, un renoncement à l'intéressement durant trois années et la suppression de six des seize jours de RTT.

Le constructeur automobile américain s'engageait en contrepartie à reprendre son usine française dont il s'était défait lors de sa mise en faillite et d'y poursuivre la fabrication de boîtes de vitesses automatiques sur le site au moins jusqu'en 2013.

La CFDT reconnaît la dégradation des conditions de travail due à des volumes de production additionnels qui interviennent alors qu'un plan de départs volontaires est toujours en cours, mais se désolidarise de la grève.

"*C'est une récupération politique*", estime son responsable, Jean-Marc Ruhland, secrétaire du comité d'entreprise.

La direction a, selon lui, tenu jusqu'ici ses engagements et les profits générés en 2010 par l'usine strasbourgeoise permettront, en dépit de l'accord, de verser en avril aux salariés l'équivalent d'un quatorzième et d'un quinzième mois. (Reuters 28.03)

3- Mobilisation du milieu judiciaire.

Plus de vingt organisations syndicales et professionnelles (se présentant comme le "groupe des 26") – représentant magistrats, greffiers, personnel pénitentiaire, avocats... – ont appelé à se mobiliser mardi et, pour certaines, déposé des préavis de grève. Des manifestants feront le déplacement depuis les régions, notamment de Bordeaux et du Nord - Pas-de-Calais, où deux cars ont été prévus.

Dès lundi, diverses actions ont été organisées dans les juridictions : réunions avec des parlementaires à Créteil, Lyon ou Bayonne et conférences de presse à Nanterre, Bordeaux, Clermont-Ferrand ou Strasbourg. Des journées portes ouvertes, des tables rondes, des assemblées générales et des rassemblements se sont également tenus à Dijon, Montluçon, Grenoble, Saverne, Lille, Boulogne-sur-Mer, Troyes, Metz, Thionville, Caen. Certaines AG ont voté le renvoi mardi des audiences non urgentes.

Partout, un manque criant de moyens et de personnel a été constaté, en lien avec une "*inflation*" de textes législatifs ayant accru ces dernières années la charge de travail des tribunaux. De nombreux magistrats sont "*épuisés et pensent à quitter leurs fonctions*" face aux "*directives incessantes et schizophrènes*", déclarait à Bordeaux Christine Campan, déléguée de l'USM.

Selon Serge Portelli, vice-président du tribunal de grande instance de Paris et membre du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), le constat est catastrophique : "*personnel en souffrance*", "*service public à l'abandon*", "*jeu de dupes*". "*Le tribunal est en faillite*", a renchéri Richard Semas Santal, pour l'USM (Union syndicale des magistrats, majoritaire). Le livre blanc parisien et les "*états des lieux*" dressés par d'autres tribunaux doivent être remis mardi aux parlementaires. (lemonde.fr 28.03)

4- Tarif du gaz. +5%, + 21%, + 61%

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a approuvé, à la demande du groupe GDF Suez, de relever les tarifs du gaz naturel de 5,2% en moyenne au 1er avril, a-t-elle annoncé lundi, ce qui porte l'augmentation des prix à 21% sur un an.

Depuis juillet 2005, les tarifs du gaz naturel ont augmenté de 61%. Sur la seule année écoulée, la hausse des prix s'élève à 21%. 88% des 10,7 millions de foyers abonnés au gaz sont assujettis aux tarifs réglementés.

La France importe 98% du gaz naturel qu'elle consomme. (20minutes.fr 28.03)

Commentaires d'internautes.

- merci la privatisation... 1/ on gave les actionnaires 2/ on supprime tout les services pour faire travailler des boites privés (je vous raconte pas la magouille) ça coute 3 fois plus chere 3/ on investit a l'etrangé et on fait payer les français

- "Quand même on vient d'augmenter le gaz de 21% en un an, les prix sur le marché mondial a été divisé par trois ! Et personne ne dit rien." F. Bayrou - 10 mars 2011

Que font les syndicats dans la CRE ? Ils servent juste à légimiter ces augmentations. Et ils sont grassement rémunérés pour faire ce sale boulot !

5- Médicaments dangereux

L'UFC-Que Choisir a analysé la liste des 77 médicaments placés sous surveillance renforcée, qui a semé le trouble chez de

nombreux patients, et en a extrait une liste de 31 d'entre eux «à éviter», en s'appuyant sur le travail de la revue indépendante Prescrire.

«*31 d'entre eux sont à éviter, dont 8 particulièrement dangereux, sont à retirer du marché sans attendre: Actos (diabète), Arcoxia (arthrose, rhumatologie), Equanil (sevrage alcoolique), Hexaquine (crampes), Nexen (douleur), Valdoxan (dépression), Vastarel (angine de poitrine, vertige, acouphènes) et Zyban (sevrage tabagique)*», assène l'organisation de consommateurs.

«*Plusieurs de ces médicaments sont d'ailleurs d'ores et déjà interdits à l'étranger*», souligne la revue Que Choisir Santé, dans son numéro d'avril, qui juge qu'il y a encore «*trop de médicaments inutiles ou dangereux en circulation*».

Les autres médicaments à éviter sont le Procoralan (angine de poitrine instable) l'Intrinsa (testostérone pour la baisse du désir féminin), le Ferrisat (carence en fer) le buflomédil (Fonzylane et génériques retirés du marché en février, rappelle la revue), le Cymbalta (dépression), le Protopic (dermite atopique), Victoza, Eucréas et Galvus (diabète) , Multaq (fibrillation auriculaire, un trouble du rythme cardiaque), Praxinor (hypotension), Mépronizine, Rohypnol et Noctran (insomnie), Celance (Parkinson), Alli (obésité), Protelos (ostéoporose postménopause), Arixtra et Xarelto (prévention des thrombo-embolies veineuses), Zypadhera (schizophrénie, récidive de trouble bipolaire), Tysabri (sclérose en plaques), Champix (sevrage tabagique) Ketum gel (tendinites superficielles). (20minutes.fr 28.03)

A quand le procès des trusts pharmaceutiques ? Expropriation !

La question est aussi de savoir dans quelles conditions sont pris des médicaments, associés à quels autres, dans quel milieu vit et travaille le patient, son âge et son état de santé général, comment il s'alimente, etc. Autant de questions que la plupart des médecins ne posent pas en dehors de l'âge et des antécédents du patient. Une consultation sur rendez-vous chez un généraliste homéopathe (sérieux) prend en moyenne entre trois quart d'heure et une heure, dix minutes chez un médecin allopathe, cherchez l'erreur.

Hormis les vieux maintenus en vie artificiellement et qui finissent par souffrir de partout, une meilleure hygiène de vie et une meilleure alimentation permettent de rester en bonne santé très longtemps, de maintenir un terrain sain ou un équilibre biologique... C'est l'objectif qu'Hippocrate assignait à la médecine, objectif oublié ou négligé depuis belle lurette par 99% des médecins !

6- Sarkozy vous rackette et organise une " ***hyper répression inutile***".

En matière de sécurité routière, Nicolas Sarkozy demandait fin janvier une multiplication des actions pour "amplifier" les bons résultats de 2010. Cet été, des radars embarqués sur des motos banalisées feront leur apparition. Une initiative du ministère de l'Intérieur, qui n'est pas du goût des avocats d'automobilistes.

Techniquement, ces radars ne sont pas encore homologués: ils doivent être testés en situation réelle pour évaluer leur fiabilité. Mais les avocats des automobilistes émettent déjà des doutes quant à la faisabilité d'embarquer ce genre d'équipement sur des deux-roues. "*Un radar est un matériel encombrant, difficile à manipuler sur une moto. Il n'est pas question que la police utilise ce système avant une homologation*", explique Me Eric de Caumont, porte-parole de l'association Défense du citoyen automobiliste (DCA).

Me De Caumont regrette la politique de répression excessive du gouvernement en matière de sécurité routière. "*Ces motos-radars permettront de racketter un peu plus les automobilistes*", déplore l'avocat. Ce projet de radars embarqués sur des motos est pervers, ajoute l'avocat. La police contrôle la vitesse des voitures par l'arrière "*pour être sûr de ne pas rater les plaques d'immatriculation*", plutôt que par l'avant pour contrôler l'identité des conducteurs. "*Ce système privilégie clairement la rentabilisation*", dénonce le spécialiste de la défense des automobilistes.

Le conseil remet également en cause l'efficacité de cette mesure. Une politique de prévention serait plus efficace que "*cette hyper répression inutile*", conclut le porte-parole de l'association DCA. (lexpress.fr 28.03)

Commentaire d'internautes excédés.

- N'oubliez pas que cette politique de répression routière qui rackette tous les jours un peu plus l'automobiliste est la même que celle qui consiste à faire sillonner quotidiennement les fourrières dans nos villes pour enlever nos voitures. Tout d'un coup nous sommes tous devenus des délinquants routiers ! Tout d'un coup nous sommes tous devenus de dangereux automobilistes ! Tout d'un coup, les fourrières sont partout ! Tout d'un coup les pervenches nous alignent ! Ne trouvez-vous pas tout cela bizarre ? Entre les écolos qui veulent bannir les voitures de nos villes, les bobos qui n'en ont pas besoin car trop bien lottis dans leur quartier, les associations de lutte contre l'insécurité routière qui mettent un peu plus de pression tous les jours, le gouvernement qui s'acharne à mettre des policiers en faction à tous les carrefours pour traquer les automobilistes en faute au lieu

de courrir après les vrais délinquants, les sociétés privées de fourrières qui s'engraissent tous les jours un peu plus sur notre dos et dont les véhicules (de gros camions), eux, ne se gênent pas pour rouler à 100 Km/h dans nos villes et ne se font jamais attrapés (2 poids 2 mesures, c'est drôle non ?)...nous autres automobilistes, nous sommes pris dans un étau, que dis-je, un racket à l'échelle de l'état ! Nous ne pouvons plus accepter cela et nous nous batterons pour retrouver nos libertés face à tous ces gens sans scrupules. On n'en peut plus !!!

- Ras le bol de toute cette répression ! N'en avez-vous pas assez d'être en permanence harcelés et contrôlés par la Police ? Sommes-nous dans un état policier pour la répression routière ? Pourquoi ne manifesterions-nous pas contre de tels abus et de telles oppressions quotidiennes ? Car oui il s'agit bien d'oppression de la part du gouvernement ! Jusqu'où iront-ils ? Comment peut-on accepter être à ce point contrôlés comme des moutons au nom d'une politique sécuritaire menée par des ayatollah du tout sécuritaire et qui anéantit un peu plus tous les jours notre liberté ! Levons-nous et disons STOP à tout ceci...Pensez aussi à tout cela pour les prochaines élections mais ne vous y trompez pas, la gauche et la droite ont le même combat anti-automobilistes.

Il reste une solution, extrême j'en conviens, quand vous prenez la route posez un chiffre ou une lettre magnétique sur les deux plaques minéralogiques. Quant au compteur électrique, il suffit d'ajouter un fil entre les deux fils situés à l'entrée du compteur pour qu'il tourne plus lentement ou s'arrête, ici en Inde la pratique est courante, autant que les coupures d'électricité ! Pour un service de merde, de plus il faut bien que je récupère le fric que me rackette le petit fonctionnaire chaque fois qu'il vient raccorder les fils au poteau situé à l'extérieur de chez moi, deux ou trois fois par an, et son tarif est de plus en plus élevé, la dernière fois il a exigé 150 roupies (2,5 euros environ).

Economie.

France.

Le nombre de projets d'investissement direct étranger (IDE) recensés l'an dernier a rebondi de 22% par rapport à 2009 pour atteindre 782, son plus haut niveau depuis 15 ans.

La France a été en 2010 le quatrième pays d'accueil des investissements directs étrangers (IDE) derrière les Etats-Unis, la Chine et Hong Kong, avec un montant total de 57,4 milliards de dollars investis, selon la Cnuced, la Conférence des nations unies pour le commerce et le développement (http://www.unctad.org/en/docs/webdiaeia20111_en.pdf).

"*Quand on dit que l'économie française est fermée, que nous sommes des protectionnistes, il faut savoir que 49% de l'économie française est sous contrôle étranger*", a ajouté Christine Lagarde.

Vantant les atouts de la France, de ses infrastructures de transports à son "*mix*" énergétique en passant par son niveau d'éducation et sa productivité, elle a promis que les entreprises étrangères disposeraient prochainement d'un guichet unique leur permettant de simplifier et d'accélérer les procédures administratives, notamment d'immigration pour leurs salariés non-français.

Au total, plus de 20.000 entreprises étrangères sont implantées en France, où elles emploient plus de deux millions de personnes, selon les statistiques de l'Insee. Dans l'industrie, le quart de l'effectif salarié total travaille pour une entreprise étrangère. (Reuters 28.03)

La France est devenue un paradis fiscal !

Haut de page

Le 30 mars

Demain si j'en trouve le temps, nous ferons un nouveau point politique sur la question libyenne et la situation dans le monde. Ici il fait près de 40°C cet après-midi, étouffant !

Politique.

1- France.

1.1- UMP. Après la "***fracture sociale***", la déchirure fatale ? Il règne comme une odeur de fin de régime.

1.1.1- La réconciliation spectaculaire, lundi soir, entre le président sortant du conseil général des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian et Jean Sarkozy, le président du groupe de la majorité présidentielle, provoque de nouveaux remous à droite.

Mardi matin, furieux d'avoir été averti par la presse de la rencontre organisée la veille à l'Élysée pour sceller l'accord qui devrait permettre à Patrick Devedjian d'être reconduit, Philippe Pemezec - en opposition notoire avec Patrick Devedjian - a démissionné de son poste de secrétaire de la fédération UMP du département.

«*J'ai peur que la distance vis-à-vis des politiques augmente encore et que la perte de confiance s'aggrave*…» a dit pour sa part le maire divers droite de Neuilly, Jean-Christophe Fromantin, élu dimanche contre la conseillère sortante de l'UMP Marie-Cécile Ménard avec le meilleur score du département (70,26). (lefigaro.fr 29.03) (Côté perte de confiance, il semblerait que le point de non-retour ait été franchi, non ? - note du site)

1.1.2- Furieux contre Jean-François Copé, après la charge de Jean-François Copé contre François Fillon, accusé lundi soir de ne pas jouer «*collectif*», à propos du débat controversé sur la laïcité prévu le 5 avril, le député des Yvelines Etienne Pinte a appelé à la démission du patron de l'UMP sur Canal+ ce lundi matin, «*s'il n'est pas d'accord avec le Premier ministre» (sur le débat sur la laïcité), c'est-à-dire avec un Premier ministre que le président de la République a choisi, il a toujours la possibilité de donner sa démission de secrétaire général de l'UMP, et à mes yeux, plus tôt il le fera, mieux ça vaudra, afin de ne pas être le fossoyeur de l'UMP*».Il a estimé que «*jamais sous la Ve République un secrétaire général d'un mouvement ne s'est attaqué de façon si violente et brutale à un chef de gouvernement*», ajoutant que cette situation «*pose pour la première fois un problème institutionnel*». (Ah non, s'il vous plaît, ne touchez pas aux institutions, la Constitution de la Ve République telle qu'elle est, on y tient vous savez... même dans nos rangs - note du site)

Garder son calme: Ce serait le bon conseil du ministre des Affaires européennes Laurent Wauquiez ce mardi matin sur LCI et Twitter. Il a invité le patron de l'UMP à garder «*son sang-froid*». «*Que le secrétaire général de l'UMP critique le Premier ministre, à un moment où on a besoin d'unité, n'est pas très responsable. Je crois que l'esprit de Jean-François est de travailler en équipe, il serait salutaire qu'on revienne à cet état d'esprit rapidement*», a poursuivi le ministre. Interrogé sur la perspective de la présidentielle de 2012 alors que Nicolas Sarkozy est donné perdant contre pratiquement tous les candidats de gauche, Laurent Wauquiez a défendu la candidature du président.

«*Il n'y a de place que pour une candidature. Et la seule personne crédible qui peut être candidat, c'est le président de la République. Tout autre candidature pour notre majorité serait suicidaire*», a-t-il affirmé.(liberation.fr 29.03) ("*crédible*" ? il est déjà la risée dans le monde, honni en France, contesté dans son propre parti, il y en a toujours qui ne doutent de rien. - note du site)

Le député-maire de Nice Christian Estrosi, a lui-même regretté sur France Inter "*la course à l'échalote avec le FN*". (T'as raison, les carottes sont cuites, ça pue le faisandé dans la cuisine du Fouquet's ! - note du site)

La députée Michèle Tabarot, déléguée générale de l'UMP, a estimé ce mardi que les membres de la majorité «*doivent plus que jamais être rassemblés autour de Jean-François Copé et entendre son appel à l'unité*». Selon elle, «*Jean-François Copé a simplement exprimé le regret de ne pas avoir entendu le chef du gouvernement défendre avec plus de clarté les lignes définies en concertation avec le président de la République, que ce soit concernant le vote au second tour des cantonales ou bien le débat sur la laïcité*». (Pour la bonne raison qu'il n'en veut pas, t'es sourde ou loufedingue ! - note du site)

Quant à Dominique Paillé, ex-porte-parole de l'UMP, a estimé ce mardi que le secrétaire général de l'UMP devait présenter «*publiquement ses excuses*» à François Fillon, après ses attaques contre lui.

Plus virulent, le député Daniel Garrigue, porte-parole de République solidaire, le mouvement de Dominique de Villepin, a lancé ce mardi que «*l'UMP est morte*», incitant «*ceux qui se sentent mal à l'aise dans la majorité à la quitter*». (20minutes.fr 29.03)

1.1.3- «*Quand on fait la politique de l'extrême droite, on donne des voix à l'extrême droite*», a souligné François Fillon lors de la réunion du groupe UMP à l'Assemblée. (S'il le dit, c'est que cela doit être vrai, quel aveu ! Et après on devrait faire preuve de moins de violence dans notre discours envers Sarkozy et sa politique ultra réactionnaire. - note du site)

1.2- Quand un gugusse en cache un autre.

Comment éteindre les incendies que Claude Guéant allume depuis une semaine à chacune de ses prises de parole? Henri Guaino, conseiller de l'Elysée, a trouvé une méthode originale. Interrogé vendredi au micro d'i-Télé et Radio Classique sur la déclaration de Guéant, la veille, préconisant l'interdiction des signes religieux pour les usagers des services publics, Guaino est monté sur ses grands chevaux et s'est désolé de voir le pays «*dériver dans l'hystérie*» et «*la caricature*».

A l'en croire, cette polémique est une construction. «*Vous avez parlé de signes religieux, lance Guaino à son interviewer. J'ai sous les yeux le verbatim de ses propos [de Claude Guéant ndlr] que vous m'avez passé. Il n'est pas question de signes religieux. Claude Guéant dit, c'est peut-être un raccourci, que les usagers ne doivent pas manifester quelque préférence religieuse quand ils sont usagers du service public.*» Et de conclure : «*Pourquoi lui faire dire ce qu'il n'a pas dit ?*».

Tout simplement parce qu'il l'a dit. Jeudi matin, toujours sur Radio Classique et sur i-Télé, Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, avait déclaré exactement ceci: «*Les agents des services publics, évidemment, ne doivent pas porter de signes religieux, manifester une quelconque préférence religieuse, mais les usagers du service public ne doivent pas non plus*.»

Il faut donc un culot majuscule pour affirmer comme le fait Guaino qu'il n'a pas été «question de signes religieux» dans ses propos. Chose extraordinaire, le conseiller de Nicolas Sarkozy prétend même, quand il affirme ce mensonge, s'appuyer sur le verbatim de la déclaration de Guéant. Bizarrement, les deux interviewers ne corrigent pas cette relecture sélective de propos pourtant tenus à leur micro, la veille.

En fait, sitôt les propos de Claude Guéant prononcés jeudi, la totalité des sites d'information avaient bondi sur cette interdiction du port de signes religieux pour les usagers des services publics et en avaient même fait leurs titres. L'Express: «*Signes religieux : Guéant cible les usagers du service public.*» Le Point : «*Laïcité : Guéant s'attaque aux signes religieux.*» Le Figaro : «*Signes religieux : Guéant plus sévère.*» Autant de journaux qui ont donc été, selon Guaino, victimes d'hallucinations. L'entourage de Guéant a dû ramer péniblement pour rattraper le coup, et expliquer que l'expression du ministre de l'Intérieur avait quelque peu dépassé ses pensées.

En fait d'interdiction de port de signes religieux dans les services publics, le ministre visait surtout «l'hôpital», a expliqué un conseiller du ministère à l'AFP, ajoutant : «*Il entendait bien dire que l'organisation du service public s'impose à l'usager et, comme le service public est neutre, un usager ne peut pas récuser un médecin ou quelqu'un d'autre pour un motif religieux.*» Une explication de texte en forme de petit rétropédalage. Guaino, lui, a trouvé une solution plus radicale : vous êtes gêné par les propos d'un ministre gaffeur ? Facile, il suffit d'affirmer qu'il ne les a pas tenus. (libération.fr 29.03)

Dorénavant, la religieuse sera interdite dans les cantines scolaires de la République, et la mante religieuse dite encore prie-Dieu sera exterminée de nos campagnes ! Tolérance zéro, vous vous souvenez ?

Dès le nomination de Guéant, j'ai précisé que le principal danger était ailleurs et venait des conseillers de Sarkozy, de Guaino en particulier, expert en discours populistes digne d'un Goebbels...

"*Comment s'appelle la fiente d'oiseaux marins*" demande un internaute. Le guano, pauvre bête, votre comparaison est déplacée !

1.3- Terre-à-terre .

Les représentants des six grandes religions de France se prononcent contre le débat sur la laïcité voulu par l'UMP dans une tribune commune que publie mercredi *Le Parisien*.

Ce débat, qui se traduira par une convention organisée par le parti majoritaire programmée pour le 5 avril.

Les représentants des cultes catholique, protestant, orthodoxe, juif, musulman et bouddhiste appellent dans le texte "*à ne pas dilapider ce précieux acquis*" que représente selon eux la laïcité.

Ils recommandent "*pendant cette période pré-électorale, de bien garder sereinement le cap en évitant amalgames et risques de stigmatisation*".

"*Le débat est toujours signe de santé et de vitalité (...) mais un parti politique, fût-il majoritaire, est-il la bonne instance pour le conduire seul ?*", demandent-ils. (Reuters 29.03)

Traduction. Ces dignitaires de l'obscurantisme reprochent en fait à l'UMP de ne pas y avoir été associés. Le citoyen lambda attaché à la laïcité et qui se fout de la religion retiendra seulement l'isolement de l'UMP, encore un mauvais coup pour enfoncer un peu plus le parti du président ultra minoritaire dans le pays.

1.4- PS. Un projet "***compatible***"... avec le FMI. Tout un programme !

« *Le projet socialiste sera compatible avec DSK* » c'est un très proche du directeur du FMI qui le dit. Un lien permanent existe entre les équipes de DSK et Guillaume Bachelay, l'homme qui est en charge de l'écriture du projet. (Publicsenat.fr 29.03)

2- Libye.

2.1- La France a dépêché un "*envoyé spécial*" à Benghazi auprès du Conseil national de transition (CNT), a confirmé mardi le ministre français des Affaires étrangères, lors d'un point presse à l'issue de la conférence de Londres sur la Libye. (Reuters 29.03)

En voilà une excellente idée. Laissons-les s'embourber un peu plus dans leurs contradictions, elles vont finir par leur péter à la

figure, on n'attend que cela et cela ne devrait pas tarder.

2.2- A Sofia, où personne n'a oublié l'emprisonnement arbitraire d'infirmières bulgares et d'un médecin palestinien en Libye, entre 1999 et 2007, la composition du Conseil national de transition - reconnu par la France comme "*seul représentant légitime du peuple libyen*" - laisse perplexe.

Son chef, Moustapha Abdeljalil, était ministre de la Justice du colonel. "*Pour nous, il est surtout l'ex-président de la cour d'appel de Tripoli, qui, à deux reprises, a confirmé la peine de mort des infirmières, souligne Gueorgui Milkov, journaliste arabisant familier de l'affaire. C'était un fidèle parmi les fidèles, qui, en récompense de son intransigeance lors du procès, a été nommé ministre en 2007.*"

Quant à Idris Laga, coordinateur militaire du CNT, il est l'ancien président de l'Association des parents d'enfants infectés. "*Officiellement indépendante, cette organisation a été créée par le régime afin de faire monter les enchères, selon Vladimir Tchoukov, l'un des meilleurs spécialistes du monde arabe en Bulgarie. Laga est un homme avide et sans scrupules, ajoute-t-il, animé par une haine profonde de l'Occident. Je souhaite que la France sache bien qui elle soutient en Libye*". (lexpress.fr 29.03)

De notre côté, nous n'identifions pas la révolution libyenne à ces gens-là que nous avons déjà qualifié d'infréquentables.

2.3- La France est prête à discuter avec ses alliés d'une aide militaire aux rebelles en Libye, a déclaré mardi le chef de la diplomatie française, Alain Juppé.

Un peu plus tôt l'administration américaine n'exclut pas d'armer les rebelles libyens, a déclaré mardi la représentante des Etats-Unis auprès des Nations unies, Susan Rice. (Reuters 29.03)

2.4- Les insurgés libyens ont dû se replier mardi à l'est de Bin Djaouad après avoir essuyé des tirs des forces fidèles à Mouammar Kadhafi à l'approche de Syrte, ville natale du dirigeant libyen.

Un combattant de 30 ans reconnaît les lacunes des rebelles, moins bien équipés et moins organisés que l'armée gouvernementale. "*Les commandants sont dans les casernes. Il n'y a pas de commandant !*", déplore-t-il. (20minutes.fr 29.03)

Leurs commandants ne sont peut-être pas sortables ou fréquentables quand on sait qu'ils ont servi fidèlement le régime de Kadhafi pendant des décennies.

Mardi après-midi, deux fortes explosions ont secoué Tripoli, dans le secteur de la résidence du dirigeant libyen. Des avions avaient auparavant survolé la capitale, cible de raids de la coalition internationale depuis le début de son intervention en Libye. En même temps, sept fortes détonations ont retenti à Tajoura, dans la banlieue-est de la capitale. Selon un habitant du quartier, des avions ont largué cinq bombes sur un site militaire situé dans ce quartier. (lefigaro.fr 29.03)

3- Syrie

3.1- Le gouvernement a démissionné mardi afin de permettre au président Bachar el-Assad de constituer une nouvelle équipe à même d'appliquer les mesures de libéralisation promises, à la suite d'un mouvement de contestation sans précédent en Syrie depuis un demi-siècle. Dans le même temps, le pouvoir a mobilisé des centaines de milliers de personnes pour afficher la popularité du chef de l'État, qui doit annoncer incessamment à la nation une série de mesures figurant parmi les revendications des protestataires, notamment l'abrogation de l'état d'urgence, la libéralisation de la presse et l'instauration du pluralisme politique.

"*Le président Assad a accepté aujourd'hui la démission du gouvernement de Mohammad Naji Otri et lui a demandé d'expédier les affaires courantes*", selon l'agence officielle Sana. Le président syrien a néanmoins reconduit le Premier ministre sortant au poste de chef du gouvernement par intérim, annoncent les médias officiels syriens. Le cabinet, qui comptait, outre le Premier ministre, 32 ministres et secrétaires d'État, était en place depuis 2003. Le dernier remaniement remonte à octobre 2010. Bachar el-Assad s'adressera mercredi au Parlement, selon un responsable syrien. La Syrie est régie par un système présidentiel et le gouvernement applique les directives du chef de l'État. La composition du nouveau cabinet devrait être connue d'ici la fin de la semaine. (lepoint.fr 29.03)

3.2- Plusieurs centaines de milliers de partisans du régime de Bachar el-Assad manifestaient mardi à Damas et dans au moins quatre villes du pays, affichant un soutien massif à leur président, confronté à une contestation rapidement réprimée. (AP 29.03)

4- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, dont l'opposition réclame le départ, a appelé ses détracteurs à quitter le pays, dans des propos reproduits mardi par l'agence officielle Saba. "*Je dis à ceux qui demandent aux autres de partir : c'est à eux de s'en*

aller, c'est aux agents stipendiés de quitter le pays", a lancé à l'adresse de l'opposition M. Saleh, de plus en plus contesté.

"*Ils se sont tous ligués pour faire tomber le régime : Al-Qaida, les Houthis (rebelles nordistes), les séparatistes (sudistes) et le Forum commun (opposition parlementaire), a encore dit le président, plaçant tous ses adversaires dans le même panier. Ceux qui veulent le pouvoir doivent se diriger vers les urnes, et si le peuple leur accorde sa confiance, nous leur remettrons le pouvoir*", a-t-il ajouté, dans une nouvelle indication de son refus d'un départ anticipé.

Par ailleurs, l'explosion lundi dans une usine de munitions dans le sud du Yémen a fait au total 150 morts et plus de 80 blessés, selon un nouveau bilan communiqué mardi par un responsable local. Un précédent bilan faisait état, lundi soir, de 76 tués. Les victimes sont des civils qui sont entrés dans l'usine pour tenter de récupérer des armes ou des munitions, mais les circonstances de l'explosion ne sont pas encore éclaircies. (lemonde.fr 29.03)

Syndicat.

Cinq organisations signeront l'accord... Sans doute pour ne pas gâcher leurs chances lors des élections profesionnelles du 20 octobre, dans lesquelles les non-titulaires pèseront lourd. Lire la suite l'article

Ils seront au moins cinq syndicats à signer, jeudi 31 mars, l'accord portant sur les "*non titulaires*" de la fonction publique. La CGT et l'Unsa viennent, en effet, d'annoncer qu'elles s'associeraient à FO, la CFDT et la CFTC sur ce texte conclu le 8 mars après plusieurs mois de discussion avec Georges Tron, le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique.

En jeu, le sort des quelque 872 000 salariés de l'Etat, des collectivités locales ou des hôpitaux qui ne bénéficient pas du statut de fonctionnaires. L'accord prévoit notamment que les personnes qui auront été employées sur une succession de CDD pendant six ans pourront obtenir un CDI. Et celles qui occupent des emplois permanents pourront passer un concours spécifique pour être titularisées au cours des quatre prochaines années. Dans le premier cas, 100 000 personnes pourraient être concernées, et 40 à 50 000 dans le second.

Mais l'accord n'est en rien synonyme de vague de titularisation massive. Et il est très éloigné des ambitions syndicales au départ de la négociation. Pourtant, cinq organisations syndicales ont préféré s'y rallier. Seuls Solidaires et la FSU ont opposé un refus alors que la CGC n'a pas fait connaître son avis.

Ce texte intervient, en effet, dans un contexte de campagne électorale qui s'annonce féroce. Pour la première fois, tous les agents de la fonction publique d'Etat et hospitalière choisiront leurs représentants lors d'un scrutin unique, le 20 octobre prochain. Et les "*contractuels*", admis dans le même corps électoral pour la première fois, pèseront lourd : près de 500 000 votants sur un total de 2,5 millions. Pas question pour les organisations syndicales de se priver de ces précieuses voix. Même si l'accord ne paraît pas tout à fait à la hauteur des ambitions. (lexpress.fr 29.03)

140 à 150 000 sur 872 000, encore un accord scélérat, au rabais ! Ce ne sont pas les syndicalistes qui se sont présentés sur des listes du FN qui doivent démissionner ou être virés, mais l'ensemble des dirigeants syndicaux. On pourraient ajouter les dirigeants des partis qui les ont soutenus lors de leurs congrès, non ? Qu'en pensent les militants de ces partis ? Encore une grosse couleuvre à avaler, attention vous allez finir par vous étouffer !

Leur double langage me fait penser aux cloisons nasales, quand il y en a une de bouchée on peut toujours respirer par l'autre, ce n'est pas très confortable mais on n'en meurt pas. Cela me rappelle Brassens : mourir pour des idées, mais de mort lente... C'était un hymne contre la guerre si je ne me trompe pas. Parfois il arrive que par conviction on meurt brutalement, mais c'est une autre histoire apparemment, on ne doit pas avoir les mêmes convictions.

Social.

1- France

1.1- Plusieurs milliers de personnes, répondant à l'appel de 26 organisations, défilaient mardi en milieu d'après-midi à Paris afin d'exiger "*un plan d'urgence pour la Justice*". Les manifestants étaient 2.600, selon la préfecture de police. (AP 29.03)

Soyons lucide, comme disait Lénine, ils réclament davantage de moyens pour appliquer consciencieusement la justice telle que la conçoit la classe dominante...

1.2- 13,2% du personnel étaient en grève ce mardi selon la direction, 20% à 25% selon le syndicat Sud, et environ 30% selon la CGT. L'intersyndicale dénonce une détérioration des conditions de travail. (lefigaro.fr 29.03)

2- Japon.

Un ingénieur haut placé chez Tokyo Electric Power (Tepco) avait envisagé en 2007 qu'un tsunami excède les capacités de résistance de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi mais l'opérateur n'a pas retenu ses conclusions.

L'ingénieur chargé de la sécurité des installations estimait à 10% la probabilité qu'une vague sismique dépassant les six mètres, limite maximale retenue pour la sécurité du site, frappe la centrale dans un délai de cinquante ans.

Le 11 mars, la vague qui s'est écrasée sur Fukushima-Daiichi était haute de 14 mètres.

Au-delà de cette étude, plusieurs éléments et témoignages attestent que l'opérateur de la centrale n'a pas tenu compte de nombreux avertissements sur ses failles de sécurité et que les régulateurs du nucléaire japonais n'ont jamais contraint les entreprises à adapter les règles de sécurité de leurs centrales.

"*Du fait des incertitudes qui entourent le phénomène des tsunamis, la probabilité existe toujours que l'amplitude d'un tsunami excède la hauteur retenue pour la conception (de la centrale)*", peut-on lire dans le rapport présenté une première fois en juillet 2007, lors d'une conférence à Miami.

En d'autres termes, l'équipe de l'ingénieur Toshiaki Sakai a déterminé qu'il y avait un risque sur dix qu'une vague géante passe au-dessus des murs d'enceinte de la centrale.

Tepco n'en a pas tenu compte.

Fukushima-Daiichi, centrale vieille de 40 ans, est de plus construite près d'une zone sismique du Pacifique qui, selon l'étude, a produit, en 400 ans, quatre tremblements de terre d'une magnitude égale ou supérieure à 8.

Tepco a obtenu que le réacteur n°1 de Fukushima-Daiichi - où le risque d'une explosion de vapeur est aujourd'hui le plus fort - soit prolongé de dix ans en présentant un projet de maintenance.

L'autre point faible des centrales japonaises réside dans leurs systèmes d'aération. Après l'accident nucléaire de Three Mile Island, en 1979 aux Etats-Unis, les opérateurs de centrales américaines ont renforcé leurs systèmes. La Commission japonaise de sûreté nucléaire a jugé qu'il n'était pas nécessaire de l'imposer.

L'aération d'une centrale nucléaire est l'un des derniers moyens d'empêcher la pression de faire exploser l'enceinte d'un réacteur et de laisser échapper des particules radioactives. (Reuters 29.03)

C'est tout simplement monstrueux d'avoir construit des centrales nucléaires dans un ou des pays en proie à des tsunamis ou en zone réputée sismique. En voilà une excellente raison pour en finir avec le capitalisme.

Haut de page

Le 31 mars

Je n'ai pas eu le temps de rédiger un nouvel article sur la situation en Libye. Pour bien faire, il faudrait tout arrêter et y consacrer tout mon temps et je ne le peux pas. Voici en quelques lignes ce qu'on peut dire aujourd'hui. J'ai laissé volontairement de côté la concurrence entre d'un côté les impérialistes français, britannique et américain et de l'autre chinois, russe et indien, que nous traiterons plus tard.

Je continue de collecter des informations sur ce qui se passe dans ce pays pour vérifier si nous devons conserver la même position ou la faire évoluer vers une condamnation sans réserve de l'intervention militaire impérialiste. Il semblerait que la majorité des Libyens ne soient pas prêts à se mobiliser pour se défaire du dictateur Kadhafi. On pourrait très bien se contenter de ce seul constat et décider de passer à une position strictement anti-impérialiste, ce n'est pas l'envie qui nous manque et ce serait tellement plus confortable, cependant la situation ne se réduit pas à ce seul facteur qu'il faut analyser dans sa totalité.

Effectivement à l'ouest du pays, dans le bastion de Kadhafi qui englobe la capitale et où sont regroupés l'essentiel de ses effectifs militaires, la majorité de la population ne s'est pas soulevée contre le régime, il y a eu bien une amorce de mobilisation plus ou moins spontanée mais elle a rapidement été férocement réprimée, ce qui n'a pas vraiment encouragé les masses à se descendre à nouveau dans la rue, d'autant plus qu'il n'existait pas vraiment d'organisations politiques capables de les rassembler ou de les unir contre le despote afin de poursuivre le combat. S'il est un fait que les masses honnissent le régime, elles ne sont pas forcément prêtes à engager le combat pour le renverser, ce qui s'explique en grande partie par l'absence dans ce pays de tout parti

ou syndicat ou toute autre forme d'organisations dans lesquelles la liberté d'expression de la population pourrait s'exprimer.

Sous une dictature, quand bien même il existerait des parties et des syndicats, cela ne suffirait pas forcément pour engager la lutte pour faire tomber le dictateur au pouvoir, compte tenu que ces partis et ces syndicats sont corrompus idéologiquement et reconnus comme tels par les masses, on en a eu la démonstration avec Franco et Pinochet qui se sont maintenus au pouvoir pendant plusieurs décennies. Cependant l'inexistence d'organisations de masses, syndicats ou partis, constitue un handicap ou un obstacle presque infranchissable pour se libérer d'un despote. Quand ils existent, même s'ils sont pourris, les masses peuvent s'en servir pour mener le combat contre le régime au cours de leur soulèvement, ils constituent des pôles de regroupement et leurs dirigeants sont placés dans l'obligation de définir une orientation et des objectifs politiques dont les masses peuvent se saisir s'ils sont conformes à leurs aspirations. Rien de tout cela en Libye ou en tout cas dans le fief de Kadhafi ou encore en dehors de Benghazi et sa région.

Il nous faut constater l'échec de la tentative des insurgés de Benghazi de rallier la majorité des masses de l'ensemble du pays au combat qu'ils ont engagé pour chasser Kadhafi du pouvoir. La question se pose maintenant de savoir si l'on peut laisser tomber la population de Benghazi et les alentours qui s'est soulevée contre le tyran, et qui, si Kadhafi demeurait au pouvoir, serait à nouveau férocement réprimée ou massacrée dans un véritable bain de sang.

Ensuite, la question est de savoir si à l'intérieur de ce facteur on doit privilégier le CNT qui dirige l'insurrection sachant que ses dirigeants sont infréquentables et à la solde de l'impérialisme ou les masses qui se sont soulevées et dont les revendications sociales et politiques sont légitimes. Notre position actuelle repose sur ces dernières, elle privilégie le soulèvement contre Kadhafi au détriment du CNT pro-impérialiste. Notre position reposait sur l'hypothèse de l'extension de la révolution au reste de la Libye. Elle ne reposait pas sur les bombardements aériens de la coalition impérialiste que nous n'avons jamais soutenus ou encouragés encore moins souhaités, mais sur le soulèvement de la majorité de la population contre le dictateur qui pourrait se réaliser dans la foulée de l'avancée des insurgés sur le terrain. Or, il ne semble pas que ce soit le cas, bien qu'on n'ait aucune information sur ce qui se passe vraiment à Tripoli et les principales villes de l'ouest du pays.

Autre question, comment pourrait-il en être autrement ou comment pourrait-il s'y passer quelque chose quand on sait que le dictateur, ses fils et sa clique sèment la terreur dans cette région qu'ils contrôlent, intimidations, enlèvements, tortures, exécutions sommaires, viols, bref tout l'arsenal de la barbarie ?

Autre facteur à considérer, sur le plan social la situation des masses et de la jeunesse n'est pas à l'avantage du régime.

Le chômage tournerait officiellement autour de 14% (chiffre de 2007), celui des jeunes dépasserait les 20%, officiellement, le niveau de vie de la population serait supérieur à ce qui existe dans les pays de la région, mais là encore on est en présence d'éléments contradictoires.

Le 25 mars 2009, un site Internet malien pro-gouvernemental (http://www.maliweb.net) et soutenant ouvertement le régime de Kadhafi, présentait ainsi le 40è anniversaire de la révolution libyenne : " Avec un revenu par tête d'habitant parmi les plus élevés d'Afrique et une santé économique que la crise financière internationale n'est pas parvenue à entamer, la Libye de 2009 fait figure d'Eldorado." S'ensuivait l'apologie du régime avec la description de ses grandes réalisations sociales, puis un peu plus loin on pouvait lire ceci qui trahissait une toute autre réalité, que l'on ne connaît que trop bien dans les pays dits en voie de développement, par exemple en Inde où je vis où existe la même situation : "... les disparités salariales ont été progressivement résorbées depuis plus de quinze ans par un régime de subvention sur certains biens de consommation et services courants comme l'eau, l'électricité et les carburants", autrement dit, 40 ans après la prise du pouvoir par Kadhafi lors d'un coup d'Etat, une partie de la population est toujours tellement pauvre qu'elle continue de vivre sous le régime des tickets de rationnement pour satisfaire ses besoins les plus élémentaires, se nourrir, avoir accès à l'eau, à l'électricité et aux moyens de transport. Les biens de consommation sont en Inde l'huile, le riz, les lentilles, la farine, le kérosène pour faire la cuisine, etc, quant aux vêtements et aux fournitures scolaires, ils sont distribués gratuitement par les différents partis politiques tout au long de l'année, particulièrement avant chaque élection, s'y ajoute même le versement de sommes d'argent pouvant atteindre 1000 roupies par personne. Après cela on vous expliquera que la pauvreté recule en Inde...

Donc sur le plan social, on ne peut pas dire que les masses libyennes avaient de quoi être satisfaites du sort que leur avait réservé le colonel Kadhafi, on est en droit d'estimer qu'elles devaient souhaiter mieux, notamment pouvoir vivre de leur travail quand elles avaient la chance d'en avoir un.

Cela nous amène à une autre question concernant le régime de Kadhafi. Certains, très rares il est vrai, l'ont qualifié de régime colonial parce qu'il employait une masse phénoménale de travailleurs immigrés dans l'industrie pétrolière notamment, qu'il surexploitait en leur versant des salaires misérables, entre 65 et 130 euros par mois pour un travail dans des conditions épouvantables. Selon le dernier décompte que j'ai relevé dans une dépêche, près de 400 000 de ces travailleurs immigrés auraient déjà quitté la Libye. Il y a 6 millions d'habitants dans ce pays. Si le nombre d'actifs est comparable à ce qu'il est en France, cela signifie que Kadhafi employait entre 25 et 30% de travailleurs immigrés dans l'industrie, c'est comme si aujourd'hui en France il y avait entre 6 et 8 millions de travailleurs immigrés travaillant sous contrat que l'on peut comparer aux 200 ou 300 000 travailleurs sans papiers actuellement.

On constate donc en recoupant les deux facteurs précédemment évoqués, que le régime de Kadhafi n'a pas favorisé l'accès au progrès social du prolétariat et de la paysannerie libyenne et qu'il s'est conduit comme les impérialistes à l'époque de la colonisation, de l'intérieur, précisons qu'on ne peut pas comparer cette situation avec celle d'après-guerre en France où il n'y avait pas de chômage et où il existait au contraire une pénurie de main d'oeuvre, d'où le recours en masse à l'immigration en provenance du Maghreb essentiellement. Non Kadhafi a délibérément privé d'emplois la classe ouvrière libyenne au profit de travailleurs immigrés venus d'Afrique ou d'Asie. Pourquoi ? Pour deux raisons, la première parce que ces travailleurs immigrés étaient une masse taillable et corvéable à merci qu'il pouvait rémunérer avec un lance-pierres, sans droits il pouvait les licencier et les remettre dans le premier avion sans autres formalités, mais surtout, il a ainsi empêché qu'une forte concentration d'ouvriers existe dans le pays et qui aurait pu donner naissance à des syndicats puis des partis politiques comme cela s'était passé auparavant dans tous les pays du monde depuis le milieu du XIXe siècle, en a-t-il eu l'idée tout seul ou quelqu'un lui a-t-il soufflé ce conseil, on ne le saura jamais sans doute, peu importe.

On pourrait ajouter encore une pièce à ce triste tableau. Toutes les tentatives de rébellion contre son régime du début des années 90 jusqu'à 2005 se sont soldées par une répression féroce et l'exécution sans procès de tous ses opposants, ils se comptent par milliers.

En conclusion, on ne peut pas soutenir les bombardements de la coalition impérialiste et on ne peut pas laisser tomber le prolétariat libyen qui s'est engagé dans cette révolution pour chasser Kadhafi du pouvoir. Peut-être a-t-il été manipulé par les dirigeants du CNT ou s'est-il laissé emporter un peu vite à croire que cette fois-ci serait la bonne pour en finir avec la dictature, comment pourrait-on lui reprocher après coup, de quel droit, nous qui vivons tranquillement sous les auspices bienveillantes d'une République démocratique bourgeoise, notons au passage que les plus prompts à déballer leur camelote anti-impérialistes n'appartiennent pas vraiment aux couches les plus défavorisés du prolétariat.

Et puis, il est impossible pour eux ou trop tard, semble-t-il, pour faire marche arrière, car la vengeance que leur réserve Kadhafi va être terrible envers tous ceux qui se sont rebellés contre son régime autocratique, s'il demeure au pouvoir. On ne peut pas non plus souhaiter sa chute par n'importe quel moyen, ce qui signifierait soutenir ouvertement l'impérialisme et nous obligerait à rompre avec nos principes ou vendre notre âme au diable comme aurait dit Marx, ne pas condamner les bombardements de l'impérialisme est à la hauteur du sacrifice payé par une partie du prolétariat libyen pour se libérer du tyran, on peut difficilement envisager d'aller plus loin dans notre soutien à cette insurrection, qui si elle devait être écrasée, signifierait tout simplement qu'elle n'avait pas été organisée dans les règles de l'art (politique et militaire) pour espérer vaincre, la responsabilité retomberait sur les membres du CNT qui ont entraîné les masses dans cette aventure sans issue.

Nous maintenons encore notre position bien qu'elle soit fragilisée par le développement de la situation sur le terrain en Libye. Il suffirait qu'une nouvelle fois les rebelles refluent jusqu'à Benghazi et que les masses ne trouvent pas la force de se soulever dans d'autres villes à l'ouest du pays pour qu'on en change.

C'est douloureux à dire, mais il nous faut bien admettre que toutes les révolutions ne peuvent pas se terminer par une victoire, que la lutte des classes ne se réduit pas à ce qui se passe dans un pays mais se déroule à l'échelle mondiale, et que sur ce plan, c'est bien l'impérialisme qu'il nous faut abattre pour avancer vers le socialisme. (A suivre)

Politique.

1- France.

1.1- Crise à l'UMP. Fillon méprise Copé.

Le Premier ministre François Fillon ne participera pas le 5 avril à la convention organisée par l'UMP sur la laïcité, a indiqué mercredi Matignon, en précisant que cette décision avait été prise de longue date en accord avec Nicolas Sarkozy.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé avait pourtant invité le Premier ministre à ce débat, souligne le site du Figaro. (Reuters 30.03)

1.2- Bachelot en mère maquerelle, elle veut transformer les députés en maquereaux.

La ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale Roselyne Bachelot se déclare mercredi "favorable à la pénalisation des clients" de la prostitution. "*Il faut les punir*", estime-t-elle, dans un entretien publié mercredi par "Le Parisien/Aujourd'hui en France".

Roselyne Bachelot évoque l'exemple de la Suède où les clients sont passibles d'amendes et de peines d'emprisonnement pouvant atteindre les six mois. "*C'est aux députés de regarder si et comment pourrait s'appliquer une telle loi en France*", précise la ministre. (Ils peuvent y mettre les yeux, les mains et autre chose s'ils le veulent. - note du site)

Une proposition de loi "*devrait voir le jour rapidement mais, compte tenu du calendrier législatif et parlementaire, elle ne sera pas*

votée et appliquée avant 2012", note Roselyne Bachelot. (AP 30.03)

Pourquoi, parce que les client sont fortunés et votent UMP ? Un impôt sur chaque passe ? En voilà une idée pour remplir les caisse de l'Etat que Sarkozy et la bande du Fouquet's n'ont de cesse de piller.

2- Libye.

2.1- Du côté du terrain, face à une armée régulière supérieure en nombre et meilleure tacticienne, les insurgés libyens ont battu en retraite ce mercredi sur le littoral du golfe de Syrte, montrant leur faiblesse en l'absence d'un appui aérien allié capable de retourner la situation en leur faveur. Ces revers sont intervenus deux jours seulement après un week-end de victoires en série pour les adversaires de Mouammar Kadhafi repoussés de ville en ville sur la route stratégique longeant le littoral méditerranéen en direction de Syrte, ville natale du «Guide Suprême».

L'armée restée fidèle au dirigeant libyen a, dans un premier temps, tendu une embuscade à un convoi hétéroclite de pick-ups et de voitures particulières rebelles devant Syrte avant de les déborder dans le désert à l'occasion d'une manoeuvre demandant la sorte de discipline qui fait entièrement défaut aux insurgés. Les localités de Nofilia, Bin Djaouad et Ras Lanouf sont ainsi rapidement tombées l'une après l'autre dans le cadre de la contre-offensive éclair de l'armée de Mouammar Kadhafi.

Les rebelles n'ont apparemment pas essayé de tenir à Brega, la ville située après Ras Lanouf, et ont poursuivi en direction d'Ajdabiah où certains d'entre eux se sont regroupés. Des dizaines de pick-ups équipés de mitrailleuses se tiennent à la sortie ouest de cette ville où la confusion paraît grande. Interrogé sur ce qui se passe, un insurgé répond: «*On ne sait pas. Ils disent qu'un groupe de partisans de Kadhafi est peut-être en train d'arriver en provenance du Sud.*» Cela voudrait dire un autre mouvement latéral important à travers les immensités désertiques.

Dans toutes les localités, l'armée loyaliste s'est livrée à de violents bombardements de blindés, de pièces d'artillerie et de roquettes Grad montées sur des camions pour faire fuir ses adversaires. Sans soutien aérien occidental, les insurgés semblent incapables d'avancer ou même de tenir des positions face aux blindés de Mouammar Kadhafi. Des avions militaires ont bien survolé mercredi le champ de bataille, sans toutefois bombarder apparemment les forces régulières libyennes.

A l'ouest de Syrte, le blocus du port de Misrata, ville tenue par les insurgés à 220 km à l'est de Tripoli, a été levé, ce qui a permis à deux navires de débarquer de l'aide humanitaire et d'évacuer des blessés, a déclaré un porte-parole des rebelles.
Des escarmouches opposent toujours dans la troisième ville de Libye les insurgés aux forces gouvernementales, dont les chars poursuivent leurs bombardements, a-t-il dit.

«*Cette révolution n'a que cinq semaines, elle est très organisée au plan politique», explique Moustafa Gheriani, porte-parole de l'insurrection à Benghazi. «Il faut normalement six mois pour former un soldat (...) Il s'agit ici de simples citoyens qui prennent des fusils pour défendre leurs biens.*» (20minutes.fr 30.03)

2.2- Des habitants de la localité tunisienne de Ben Guerdane, proche de la frontière libyenne, ont empêché mercredi des camions-citernes venus de Libye de s'approvisionner en carburant, a-t-on appris de sources concordantes.

Ils étaient rassemblés à l'appel de "*l'initiative civile de protection de la révolution*", une association de la ville de Ben Guerdane particulièrement active dans l'aide apportée aux réfugiés qui fuient la Libye.

Selon le syndicaliste Hassine Bettaieb, relayé par l'agence officielle tunisienne TAP, trois gros transporteurs de carburant d'une capacité de 36.000 litres chacun ont été contraints de rebrousser chemin après avoir franchi le poste frontalier de Ras Jédir, dans le sud tunisien.

Les véhicules se dirigeaient vers les ports de Zarzis, Gabès et Skhira, où ils devaient faire le plein, a-t-il précisé.

"*Les habitants de Ben Guerdane ont de manière pacifique barré la route aux camions-citernes de crainte que le carburant ne serve aux forces de Kadhafi contre le peuple libyen*", a déclaré M. Bettaieb joint au téléphone par l'Associated Press.

En revanche, d'autres camions libyens transportant des produits alimentaires achetés en Tunisie ont continué à franchir la frontière sans embûche, a-t-il indiqué. (AP 30.03)

2.3- Le ministre des affaires étrangères libyen, Moussa Koussa, a démissionné, mercredi 30 mars. Selon un de ses proches, il a quitté ses fonctions en raison des attaques du régime de Kadhafi contre des civils. Parti de Tunisie, où il était arrivé lundi, il s'est rendu à Londres dans l'espoir d'y trouver refuge. "*Il a rompu avec le régime*", a expliqué son ami Noman Benotman, analyste au sein du centre de réflexion britannique Quilliam."*Il n'était pas du tout content. Il ne soutient pas les attaques du gouvernement contre les civils*", a-t-il poursuivi, précisant qu'il espérait être "bien traité" à Londres.

Fidèle serviteur du numéro un libyen Mouammar Kadhafi, Moussa Koussa, était ces dernières années sur toutes les négociations et revirements qui avaient permis le retour de la Libye dans le concert des nations fréquentables. Chef des services de renseignements de 1994 à 2009, Moussa Koussa, 59 ans, était un homme fort des comité révolutionnaires, épine dorsale du régime libyen, et un l'homme de confiance de Mouammar Kadhafi.

Il a été chargé des gros dossiers de la Libye notamment en Afrique et en ce qui concerne ses rapports avec l'Occident. Il avait été ainsi un négociateur clé dans l'affaire des infirmières bulgares ayant conduit à leur libération en juillet 2007, ainsi que dans le démantèlement en 2003 du programme nucléaire libyen qui a ouvert la voie à la levée de l'embargo commercial décrété par les Etats-Unis contre la Libye en 1986.

Il est surtout connu pour son rôle dans l'indemnisation des familles des victimes des attentats de Lockerbie (1988, 270 morts) et du DC-10 d'UTA (1989, 170 morts), levant les derniers obstacles à la normalisation des relations de Tripoli avec l'Occident. Après avoir, deux décennies durant, incarné la face sombre du régime Kadhafi, ce Tripolitain symbolisait ces dernières années l'ouverture.

Issu d'une famille modeste, boursier et titulaire d'un master de l'université américaine du Michigan (1978), il a commencé sa carrière dans les services spéciaux comme responsable de la sécurité des ambassades libyennes en Europe du Nord. En 1980, Koussa a été nommé ambassadeur de la Libye à Londres avant d'être expulsé la même année par les Britanniques après avoir affirmé sa détermination à liquider les "*ennemis de la révolution*" sur le sol britannique.

En 1984, il a rejoint, le Mathaba, une Fondation chargé de coordonner les mouvements de libération à travers le monde, particulièrement en Afrique et en Amérique latine. Vice-ministre des affaires étrangères de 1992 à 1994, il a été nommé ensuite à la tête des services de renseignements, poste qu'il occupe jusqu'à 2009, avant d'être chargé des Affaires étrangères, en remplacement d'Abdulrahman Shalgham, ambassadeur de Libye à l'ONU, qui avait fait défection lui aussi il y a quelques semaines. (lemonde.fr 30.03)

2.4- Barack Obama a récemment signé un décret confidentiel autorisant des opérations secrètes de la CIA en Libye pour soutenir les insurgés contre le régime de Mouammar Kadhafi, ont déclaré mercredi quatre responsables américains à Reuters.

Les responsables américains suivant l'évolution de la situation en Libye jugent que ni les forces de Mouammar Kadhafi ni les insurgés, qui réclament des armes aux pays occidentaux, ne semblent en mesure de remporter des victoires décisives.

Les frappes de la coalition internationale ont grandement affaibli les moyens militaires de Mouammar Kadhafi, selon les experts, mais les insurgés semblent de leur côté inexpérimentés, désorganisés et incapables de s'imposer sans un soutien étranger. (Reuters 30.03)

2.5- Lors d'une rencontre avec son homologue français Nicolas Sarkozy, le président chinois Hu Jintao a critiqué mercredi l'intervention internationale en Libye, estimant que le recours à la force ne réglerait pas la crise.

"*Si l'action militaire entraîne un désastre pour les civils innocents, aboutissant à une crise humanitaire encore plus grande, alors cela va à l'encontre de l'intention initiale du Conseil de sécurité*", a déclaré M. Hu au président français, selon la médias officiels chinois.

Cette déclaration inhabituellement ferme dans une rencontre diplomatique est une nouvelle démonstration de l'irritation de la Chine face à ce qu'elle considère comme une utilisation trop large de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU visant à protéger les civils libyens. (Quand on sait comment le régime de monsieur Hu Jintao traite le prolétariat et la paysannerie pauvre chinoise, on se dit qu'il a d'autres préoccupations en tête, les mêmes que Sarkozy et la coalition qui intervient militairement en Libye. - note du site)

De son côté, la Russie a estimé mercredi que la Libye avait besoin d'un autre régime. "*Il est clair*" que la Libye devrait avoir un "*régime démocratique*", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Mais, a-t-il ajouté, c'est aux Libyens de le mettre en place sans intervention extérieure. (AP 30.03)

2.6- Dans la Libye de Kadhafi, à la différence de la Tunisie et de l'Egypte, il n'y avait aucune place pour les partis politiques, les syndicats, les médias indépendants et la société civile était quasiment inexistante. Ce vide politique rend difficile l'émergence de futurs dirigeants au sein de l'opposition. (lexpress.fr 29.03)

3- Yémen

3.1- Des centaines de milliers de Yéménites manifestaient à nouveau mercredi pour réclamer le départ du président Saleh, notamment dans la capitale Sanaa.

La foule protestait également après l'explosion d'une usine de munitions ayant causé la mort d'une centaine de personnes dans le sud du pays.

Des manifestants étaient également organisées à Saada, où les rebelles chiites combattent les forces du président Ali Abdullah Saleh depuis des années, ainsi qu'à Marib, un fief d'Al-Qaïda, et d'autres zones où le gouvernement central a peu d'autorité. (AP 30.03)

3.2- Jour après jour, le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, lâche du lest face à la contestation. Il a proposé à l'opposition de rester à son poste jusqu'à de nouvelles élections tout en transférant ses pouvoirs à un gouvernement de transition, selon une source proche de l'opposition, où l'on continue d'étudier la proposition.

Mais tout accord entre Saleh et les partis politiques risque de se heurter à l'opposition de la rue. La "*Révolution de la Jeunesse*", coalition de groupes de protestataires, a publié ce mercredi un communiqué affirmant qu'ils ne quitteront pas la place qu'ils occupent près de l'université de Sanaa tant que Saleh et ses alliés seront au pouvoir. "*Un conseil présidentiel provisoire de cinq personnes connues pour leur expérience et leur intégrité devrait diriger le pays pendant une période temporaire (de six mois)*", dit le communiqué, ajoutant que le conseil devrait nommer un technocrate pour former un gouvernement chargé d'expédier les affaires courantes.

Le communiqué réclame aussi des procès pour corruption, la restitution des "*biens publics et privés volés*", la libération des détenus politiques, la dissolution des forces de sécurité de l'Etat et la fermeture du ministère de l'Information - mesures prises en Tunisie et en Egypte après des soulèvements similaires contre des dirigeants au pouvoir depuis plusieurs décennies. Il prône par ailleurs un dialogue entre le Nord et le Sud du Yémen.

Par ailleurs, les opposants au régime soupçonnent que de récents cas de relâchement de la sécurité résultent d'une tentative du gouvernement de montrer aux puissances étrangères que Saleh est seul capable de combattre les islamistes et de maintenir l'unité du Yémen.

Ainsi, des islamistes ont pris le contrôle d'une ville dans le centre du pays dont les forces de sécurité avaient disparu tandis les gouverneurs des provinces de Saada-Nord et de Jaouf abandonnaient eux aussi leur poste, laissant la place à des "*comités populaires*" soutenant le mouvement de protestation. L'opposition affirme que Saleh est responsable de la présence d'activistes, notamment d'Al Qaïda, à Jaar, dans la province d'Abyan, où une explosion dans une fabrique de munitions a fait 140 morts lundi.

Le cheikh Hamid am Ahmar, dirigeant tribal et membre d'Islah, a déclaré mardi à Reuters que l'opposition pourrait, mieux que Saleh, gérer la question des activistes, ajoutant que le gouvernement ne les affronte pas sérieusement. "*Les Yéménites seraient capables de débarrasser le Yémen du terrorisme en quelques mois*", a dit Hamid am Ahmar. (lexpress et Reuters 30.03)

4- Syrie.

Les troupes syriennes ont ouvert le feu mercredi lors d'une manifestation dans la ville portuaire de Lattaquié, dans le nord-ouest du pays, selon des témoins ayant requis l'anonymat de peur de représailles. (AP 30.03)

5- Egypte.

La présidentielle aura lieu un à deux mois après les élections législatives prévues en septembre, a annoncé mercredi le Conseil suprême militaire au pouvoir dans le pays.

Le pouvoir militaire a également annoncé le remplacement de l'ancienne Constitution, suspendue après la démission de Moubarak le 11 février, par un texte intérimaire de 62 articles.

Cette Constitution provisoire prévoit la nomination par le chef de l'Etat d'un vice-président dans les 60 jours après l'élection présidentielle. Une commission de 100 personnes sera également désignée par le prochain Parlement pour rédiger une nouvelle Constitution, qui serait ensuite soumise aux Egyptiens par référendum.

Malgré les demandes de nombreux groupes de jeunes qui ont participé à la révolte contre le régime Moubarak, le nouveau Parlement conservera un quota de 50% de sièges réservés aux "*paysans et ouvriers*".

La Constitution intérimaire conserve de nombreux autres éléments de l'ancien régime contestés par les réformateurs, comme l'article 2, qui stipule que l'islam est la religion d'Etat et que la loi islamique est la principale source de la loi. L'article 4 interdit toutefois les partis politiques fondés sur une base confessionnelle. (AP 30.03)

"*L'issue de la Révolution apparaîtra après les élections, si les gens qui en sont à l'origine réussissent à parvenir au pouvoir, ou si, au contraire, les vestiges de l'ancien régime ou les islamistes prennent le pouvoir*", souligne l'analyste politique Moustafa al Sayyed.

Pour Sayyed Abou el Ela, un des leaders de la Jeunesse révolutionnaire du 25 avril à l'origine de la Révolution du Nil, celle-ci est sans aucun doute incomplète: "*Elle n'a abouti qu'à simplement 10% de ses revendications*", confie-t-il à Reuters.

"*Les gens maintenant se sont repliés sur une réforme, pas sur la Révolution. Mais la jeunesse va continuer à réclamer des changements*", dit-il.

Mais l'analyste Kamrane Bokhari souligne que le Conseil suprême des forces armées (CSFA), auquel la révolution qui a chassé Moubarak a confié les rênes du pouvoir, restera toujours en arrière-plan, comme l'armée de Turquie, qui a joué durant des décennies un rôle de premier plan, et celle du Pakistan, qui continuer à exercer un rôle politique crucial à Islamabad.

Le CSFA a promis la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis l'assassinat, en 1981, d'Anouar Sadate, le prédécesseur de Moubarak, avant les élections. Mais cette promesse, comme plusieurs autres formulées par l'armée, reste à concrétiser. (Reuters 30.03)

Social.

1- France.

1.1- La 26e campagne d'hiver des Restos du Coeur s'achève cette semaine par une nouvelle augmentation du nombre d'inscrits: près de 860.000 personnes ont été accueillies chaque jour, pour 107 millions de repas servis dans toute la France, soit une hausse de plus de 4% par rapport à l'édition précédente.

L'association précise dans un communiqué que sur les trois dernières années, les Restos du Coeur ont accueilli 160.000 bénéficiaires de plus, soit près de 25% d'augmentation cumulée sur la période. (AP 30.03)

1.2-

La revalorisation de 2,1 % des pensions de retraite interviendra vendredi 1er avril.

A la fin 2010, le régime général concernait près de 12,9 millions de retraités, dont la pension moyenne relevant du régime général était de 609 . Le minimum vieillesse, appellation commune de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, augmentera quant à lui de 4,7 % à la même date, a précisé le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, Xavier Bertrand. Cette allocation, que le gouvernement s'est engagé à revaloriser de 25 % en cinq ans, est actuellement fixée à 708,95 par mois pour une personne seule et 1 157,46 pour un couple. (20minutes.fr 30.03)

2- Japon.

La radioactivité enregistrée dans un village situé à 40 km de la centrale nucléaire japonaise de Fukushima dépasse l'un des critères retenus pour l'évacuation des habitants, a annoncé mercredi l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).
Ce développement pourrait relancer les pressions exercées sur le gouvernement nippon pour qu'il élargisse la zone d'exclusion au-delà d'un rayon de 20 km autour de la centrale d'où s'échappent des particules radioactives depuis le séisme et le tsunami qui ont frappé le nord-est de l'archipel le 11 mars.

Le Premier ministre Naoto Kan, auquel est reprochée une gestion médiocre de la crise la plus grave qu'ait affrontée le pays depuis 1945, a affirmé envisager d'élargir la zone d'évacuation pour contraindre 130.000 habitants à partir, en plus des 70.000 qui ont déjà été déplacés. (20minutes.fr 30.03)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril

(la suite de cette causerie et les infos en bref figurent plus bas, j'ai corrigé quelques fautes d'orthographe après relecture) Il est minuit ici, la suite demain matin. En attendant je vous ai mis en ligne des articles d'horizons divers, dont leurs auteurs ont tous pris position contre l'intervention impérialiste en Libye. C'est un camarade qui m'a envoyé l'adresse d'un site Internet dans lequel figuraient les titres de différents articles.

Ne voulant pas me contenter de lire l'article qui figurait à l'écran, j'ai ouvert et lu d'autres articles par curiosité pour en savoir un peu plus sur la tendance, les intentions et le sérieux des idées soutenues par ce site. J'aurais pu me contenter du premier qui mêle vérités et mensonges grotesques présentant Kadhafi comme le sauveur de l'Afrique, pour ainsi dire un bienfaiteur de l'humanité, un saint homme pour son peuple qui l'adore forcément, car cela tourne parfois à la caricature.

Autant je partage en grande partie leurs arguments sur les intentions réelles de la coalition impérialiste qui intervient en Libye, je dénonce une manipulation manifeste des faits qui consiste tout d'abord par nier la véritable nature du régime de Kadhafi, pour ensuite nier qu'un soulèvement spontané se serait produit à Benghazi et dans d'autres grandes villes du pays, pour finir par apporter un soutien inconditionnel au dictateur en place depuis 42 ans en Libye, pays dans lequel il faut rappeler, les syndicats et les partis politiques sont interdits. Si j'en trouve le temps je me livrerai à la critique d'un ou plusieurs de ces articles.

En ce qui me concerne, selon le soutien que les masses libyennes apporteront ou non à la révolution en cours dans le pays dans les jours qui viennent, si ce soutien prenait de l'ampleur je maintiendrais ma position, dans le cas contraire, j'inviterais les révolutionnaires à organiser la retraite dans l'ordre, afin peut-être d'éviter d'être inutilement décapités par le régime dans tous les sens du terme, autrement dit je retirerais mon soutien à cette expérience qui courrait à un désastre politique, car il n'est pas possible de renverser un dictateur sans l'adhésion de l'immense majorité de la population et de gagner une révolution si elle n'est pas organisée, sans direction et orientation politique.

Il est vrai qu'on pourrait toujours estimer que chasser par n'importe quel moyen Kadhafi permettrait par la suite d'envisager l'avènement d'un régime plus démocratique qui permettrait après à la lutte des classes de se développer, à la classe ouvrière de s'organiser indépendamment de l'Etat, même s'il nous répugne de penser que cette avancée démocratique aurait été obtenue par le biais d'une intervention militaire de l'impérialisme, c'est là un des terribles dilemmes de cette histoire, une histoire pleine de paradoxes qui nous joue un sale tour en nous demandant de nous prononcer entre deux positions qui comportent des avantages et des inconvénients et dont aucune n'est pleinement satisfaisante, un peu comme si on nous demandait de prendre position dans une histoire qui ne nous concerne pas.

Il est facile de déclarer : que les libyens se débrouillent entre eux, c'est à eux que revient de prendre leur avenir en mains, quand manifestement on s'aperçoit après 42 ans de dictature qu'ils n'en sont toujours pas capables. Nous non plus après 53 ans de Ve République, ce qui devrait nous inciter à faire preuve de davantage de modestie. Je constate que dans les deux camps,

ceux qui sont favorables à cette intervention militaire et ceux qui sont farouchement contre, on rencontre autant d'arguments fabriqués de toutes pièces ou foireux d'une mauvaise foi incroyable. C'est à cette occasion qu'on s'aperçoit de la faculté limitée de discernement de la plupart des gens, de la dynamique ou de la dialectique qui opère dans la lutte des classes. Nous ne nous intéressons qu'à ceux qui sont contre cette intervention militaire, ceux qui l'approuvent ne nous intéressent pas ici, bien qu'ils ne méritent pas d'être méprisés.

Je n'adopte pas une posture ou je ne cherche pas à me démarquer absolument des autres courants politiques, je me demande seulement pourquoi des dirigeants si sûr de la position qu'ils défendent, ressentent le besoin de recourir à des méthodes malhonnêtes pour les justifier, à de grossiers mensonges ou à procéder par abstractions successives ou encore à comparer des situations sans prendre la peine de s'assurer que les principaux facteurs se présentent bien de la même manière. Cela n'interpelle pas ou ne choque pas la plupart des militants apparemment. Après tout je n'en sais rien, j'ai peu d'échos en retour.

Ce qui distingue ma position de celle de la plupart des camarades, c'est qu'ils ont estimé que le sort de la révolution libyenne était scellé une fois pour toute pour ainsi dire dès le départ des bombardements de la coalition impérialiste, alors que j'ai estimé qu'il fallait un peu plus de temps avant de se prononcer, et qu'il fallait peut-être lui donner l'opportunité, par un détour aussi curieux qu'inattendu de l'histoire, de vaincre Kadhafi. Beaucoup d'arguments avancés par les uns et les autres sont à mesurer au regard des avantages ou des inconvénients que le prolétariat libyen peut ou pourra en tirer dans le présent ou dans l'avenir. En procédant de la sorte on met absolument tout sur la table et pas seulement ce qui nous arrange ou va dans le sens de la position que l'on défend avant même d'avoir réfléchi à la situation ou d'être en possession de suffisamment d'éléments pour se faire une idée précise de la situation, car c'est bien ainsi que les choses se sont passées, aussi incroyable que cela puisse paraître.

Le plus pitoyable encore c'est l'hypocrisie et le manque de courage dont ont fait preuve jusqu'à maintenant, disons les opposants déclarés à cette intervention militaire qui aurait pu faire basculer la révolution en faveur des masses qui s'étaient soulevées, si certaines conditions avaient été réunies ou avaient évolué favorablement, ce qui ne semble pas ou plus le cas aujourd'hui. On ne l'a pas encore évoqué ensemble, mais lors d'une révolution chaque minute compte, son sort tient souvent à peu de choses, à des concours de circonstances favorables, du jour au lendemain l'état d'esprit des masses peut se renverser, à la moindre hésitation ou erreur d'appréciation de la situation vous pouvez perdre en un instant tout le terrain conquis pendant de longues semaines de combats, ne dit-on pas non plus que rien n'est jamais acquis en la matière, vous croyiez tenir la victoire au bout des bras et finalement vous encaissez une défaite aussi soudaine que violente. Sincèrement, lequel d'entre vous avait cela à l'esprit en permanence chaque heure qui passait depuis le début de la révolution libyenne, tout en analysant l'évolution de la situation et du rapport des forces en Libye, afin de déterminer avec le plus de précision possible dans quel sens pouvait évoluer cette révolution, ses chances de triompher ou le risque d'être défaite ? Pour employer un vocabulaire moderne, la révolution est une question de conscience et de détermination, d'organisation, mais aussi de timing, un peu comme la fenêtre de tir pour envoyer un satellite dans l'espace. Je ne veux pas brûler les étapes, mais il semblerait que la fenêtre qui aurait pu permettre à la révolution de l'emporter s'est hélas refermée. Et là je rejoins les camarades, ce qui va compter pour la suite, ce sera la mobilisation contre notre propre bourgeoisie et la coalition impérialiste, qui en finissant par détruire le pays contribuera à renforcer le pouvoir de Kadhafi, lui laissant par la même occasion les mains libres pour mater dans un bain de sang la rébellion.

Si demain je modifiais ma position, j'expliquerais pourquoi ou les explications que je viens de fournir suffiraient, je ne me défilerais pas en me justifiant au nom de grands principes, non, j'annoncerais publiquement que je ne soutiens plus cette révolution qui a avorté faute de combattants et d'organisation, de direction politique pour lui donner une chance de vaincre, qu'elle s'apparente désormais à une aventure tragique conduisant inutilement à une répression féroce, qu'il faut savoir se replier en ordre quand la situation l'impose en attendant des jours meilleurs pour repasser à l'assaut du régime de Kadhafi, que la jeunesse révolutionnaire tire les leçons de cette expérience et construise son parti, dans la clandestinité et l'illégalité, patiemment, lentement, comme l'araignée tisse sa toile pour y piéger sa proie.

Il est 2h25 du matin, j'arrête là. C'est au moment où je devrais aller me reposer que je suis le plus en forme, voilà encore un paradoxe impossible à gérer ! A tout à l'heure pour les infos en bref.

Le 1er avril à la mi-journée.

Les articles de presse avec table des matières du mois de mars seront en ligne au format pdf demain ou dimanche au plus tard.

Comme apparemment des militants pourraient être tentés d'adhérer aux arguments présentés par les admirateurs de Kadhafi et son régime dans les articles que j'ai mis en ligne hier très tard dans la soirée (à 2h30 du matin chez moi en Inde), je ne dis pas cela pour le camarade qui m'a fourni l'adresse de ces articles je tiens à le préciser, en les reprenant un par un je les démonterai dans la mesure où je n'aurai pas à me lancer dans de longues et laborieuses recherches, ce qui sera relativement facile à première vue. Ces articles ou prises de position sont le fait de gens sur lesquels j'ignore tout, je préfère que vous le sachiez. Mais il y a pire, dans nos rangs cette fois, passons sur les positions épouvantables du NPA ou du PG qui en appellent à l'Union européenne ou à l'ONU.

Le POI où l'escalade dans l'opportunisme et le soutien au colonel Kadhafi.

1- A la fin du communiqué de Louisa Hanoune et Daniel Gluckstein, au nom de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, daté du 5 mars 2011 (IO n°139), on pouvait lire : "*Pour l'arrêt de la répression contre le peuple libyen !*"

2- Dans le communiqué du POI daté du 18 mars 2011 (IO n°141), ce mot d'ordre avait disparu, il a cédé la place à l'"*Arrêt immédiat de l'intervention militaire contre la Libye !*".

3- Et dans le IO n°142, le soulèvement révolutionnaire qui a démarré en Libye aux alentours du 17 février en réponse à la répression féroce dont a fait preuve Kadhafi à la suite de manifestations pacifiques, à ma connaissance la première ou l'une des premières manifestations a été celle de femmes sur des revendications sociales, est carrément nié à deux reprises dans un article signé Lucien Gauthier, qui pour ne pas se mouiller a préféré employer des guillemets pour l'évoquer, 1- les *« insurgés »* ; 2- *« l'insurrection »*, assimilant indistinctement les combattants révolutionnaires libyens à une "*milice*" (tout comme ailleurs les combattants de la résistance afghane à des Talibans), autrement dit n'ayant pas grand chose ou rien à voir avec le prolétariat libyen, c'est en tout cas ce que sous-entend son article, méthode commune au dictateur au pouvoir. (les pages de ces trois numéros d'*Informations ouvrières* sont à la disposition des militants dans la *Tribune libre* du site)

Bref, on ne trouve plus trace de critiques de Kadhafi et son régime honni des masses libyennes que sous forme d'allusions en passant, alors qu'il est le principal responsable de l'intervention militaire de la coalition impérialiste en Libye pour avoir maintenu son peuple dans la pauvreté ou l'indigence, tout en lui interdisant la moindre concession sur le plan politique et réprimant dans le sang toute tentative de faire valoir son droit à la liberté d'expression et d'organisation.

Ainsi, le POI n'a pas seulement pris position contre l'intervention militaire impérialiste en Libye, il a pris délibérément position en faveur du bourreau du peuple libyen au pouvoir depuis plus de quatre décennies.

On voudrait qu'on nous explique pourquoi il ne serait pas possible de défendre une position qui soit à la fois contre l'impérialisme, contre Kadhafi et contre le CNT installé à Benghazi, pour la défense de la révolution libyenne ?

Parce que cela serait difficilement saisissable par les militants du POI ? Mais alors s'ils en étaient à ce point-là, ils seraient capables de comprendre quoi au juste à la situation en Libye et ailleurs, en France par exemple ? Il est vrai qu'en France le POI rencontre toutes les difficultés du monde à ne pas se positionner par rapport aux appareils, à se positionner strictement sur le terrain des besoins collectifs des travailleurs. On retrouve le même travers ici en plus accentué encore ou quand l'opportunisme dans sa forme social-patriote et le gauchisme se rejoignent. Apparemment, à la lecture des derniers numéros d'*Informations ouvrières*, les dirigeants du POI rencontrent tellement problèmes avec leurs propres militants ou sympathisants pour justifier leurs positions qu'ils en arrivent à publier dans la tribune libre de leur journal des articles qui les critiquent, ils ne sont pas devenus des adeptes de la démocratie, ils ne peuvent tout simplement plus faire autrement, d'ailleurs on se demande pourquoi la crise qui traverse tous les partis épargneraient par miracle le POI, un parti bourré de contradictions.

Pour nous, le mot d'ordre : A bas l'impérialisme, A bas Kadhafi et A bas le CNT, Vive la révolution prolétarienne libyenne ne pose aucun problème, que l'on maintienne notre position ou qu'elle évolue dans les jours qui viennent, il demeurera valable. Pour être tout à fait honnête, nous avons ajouté *A bas l'impérialisme* pour tenir compte du développement de la situation en fonction des derniers éléments en notre possession sur ce qui se passe véritablement en Libye. Bien que ce ne soit pas un jeu et que je ne sois pas joueur, comme au poker, jusqu'à présent nous étions curieux de voir quelles seraient les conséquences des bombardements de la coalition impérialiste sur le rapport de forces entre le camp de la révolution et celui du régime, nous avons vu et nous adaptons notre mot d'ordre, mais sans épargner pour autant le dictateur au pouvoir dont le renversement demeure l'objectif, demain ou plus tard quand les conditions subjectives seront réunies.

Reconnaissons que sur cette question libyenne plus compliquée que les questions tunisienne ou égyptienne, comme on dit en anglais, on est *on the edge*, sur le fil du rasoir, il suffit de peu de chose, d'un mot ou de l'absence d'un mot, pour basculer dans le camp de l'impérialisme ou de Kadhafi, c'est peut-être ce qui a effrayé plus d'un militant qui ne l'a pas très bien saisi. Par certains aspects la situation en Libye est inédite, ce n'est pas une raison pour ne pas essayer de définir une position qui correspond au mieux aux intérêts du prolétariat libyen, de la région, mondial.

Parole d'internaute.

- "Ok d'accords c'est un pur hasard si les forces de l'ONU prennent le contrôle de l'aéroport, que simultanément les soldats français protègent les quartiers "européens" de la capitale et que les forces pro Ouattara attaquent la capitale, c'est aussi crédible que les marmottes qui emballent le chocolat..."

Au même moment, la France a appelé jeudi Laurent Gbagbo à entendre les appels qui lui ont été lancés "*de manière massive et claire*" à partir. (Reuters 31.03)

En Libye, Sarkonapoléon attaque Kadhafi parce qu'il avait manifesté son intention de commercer davantage et vendre de préférence son pétrole à la Chine, à la Russie et à l'Inde, des concurrents directs des impérialismes français, britannique et américain, sous le prétexte qu'il abusait de la force contre une partie de la population libyenne, autrement dit, qu'il outrepassait

ses droits de président et que cette action contre son peuple était illégitime.

En Côte-d'Ivoire, Sarkonapoléon soutient Ouattara qui s'est déclaré président élu après que la commission électorale qui lui était favorable a rendu public les résultats du second tour des élections présidentielle, Commission électorale qui selon la Constitution ivoirienne n'avait pas le pouvoir de le proclamer président, ce pouvoir revenant au Conseil constitutionnel après vérification du bon déroulement du scrutin, qui en tenant compte des fraudes électorales constatées notamment dans le fief d'Ouattara dans le nord du pays, avait finalement proclamé Gbagbo élu président.

Donc si l'on s'en tient strictement à l'application de la Constitution ivoirienne en vigueur au moment de cette élection présidentielle, la Commission électorale n'a pas outrepassé les pouvoirs qu'elle lui concède, c'est Ouattara qui en s'appuyant sur les résultats qu'elle a fourni au lieu de s'en tenir à ceux fournis par le Conseil constitutionnel, a délibérément violé la Constitution. Peu importe pour le va-t-en-guerre Sarkozy que la Constitution ait été bafoué par Ouattara et qu'il ait mené la Côte-d'Ivoire au bord de la guerre civile, le prétexte "humanitaire" qui prévaudrait pour justifier l'attaque contre Kadhafi n'a pas le droit au chapitre ici, puisque la bande de gangsters qui siègent au Nations Unis et l'impérialisme américain en tête avaient décidé d'avance lequel des deux candidats devrait être le prochain président de la Côte-d'Ivoire.

On est bien d'accord que Gbagbo est une fripouille qui ne vaut guère mieux que Ouattara. L'analyse des faits sert juste à démontrer que l'hystérique du Palais a une conception à géométrie variable de la démocratie, du respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la souveraineté des Etats, en fonction des intérêts matériels de l'impérialisme français notamment, à ce titre il est également responsable des massacres qui ont été commis en Côte-d'Ivoire au cours des dernières semaines et qui risquent de s'amplifier dans les heures ou les jours à venir.

Après que Sarkozy s'est essuyé les pieds sur la Constitution ivoirienne, on peut constater qu'il soutient ouvertement l'entreprise guerrière entreprise par Ouattara pour déloger Gbagbo du pouvoir, alors qu'il a refusé à Kadhafi d'employer les mêmes moyens pour se maintenir au pouvoir, simple constat. Quand il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir, que les Ivoiriens s'entretuent le laisse complètement indifférent.

Notre propos n'a évidemment pas pour objet de soutenir Ouattara ou Gbagbo, Kadhafi ou le CNT installé à Benghazi, mais de démontrer que dans un cas, en Côte-d'Ivoire, Sarkozy accorde le droit à une rébellion (soutenu par l'ONU, l'UE et le FMI) de déloger du pouvoir par la force un président déclaré légitime selon la Constitution de ce pays, et que dans le cas de la Libye il ne reconnaît pas à un président en place la légitimité de mater une rébellion qui use de la force pour le renverser, peu importe ici la nature du régime de Kadhafi, sans que cette contradiction ne le gêne le moins du monde, lui et ses semblables ne sont-ils pas les maîtres du monde, donc du continent africain, de ses richesses ?

De notre côté, nous reconnaissons au peuple libyen la légitimité de s'organiser et de s'armer pour renverser le tyran au pouvoir depuis 42 ans, à condition toutefois que les conditions soient réunies pour avoir une chance de le vaincre et d'instaurer un régime plus démocratique, à défaut de pouvoir instaurer un Etat ouvrier dans l'immédiat.

Dans le cas de la Côte-d'Ivoire, sachant que ni Ouattara ni Gbagbo ne pouvaient représenter les intérêts des masses laborieuses dans ce pays, aucune des solutions qui auraient pu émerger pour éviter un affrontement sanglant entre les deux camps n'aurait été satisfaisante. Cependant, parmi les scénarii possibles pour éviter une nouvelle guerre civile au peuple ivoirien, on aurait pu imaginer un partage du pouvoir, sauf qu'il était inconcevable partant du principe que Gbagbo avait semble-t-il décidé de suivre - en fait de précéder Kadhafi en privilégiant une collaboration économique avec des concurrents de l'impérialisme français et américain, perspective que ces derniers ne voulaient pas entendre parler évidemment, d'où le diktat qu'ils lui ont adressé : quitter le pouvoir ou vous serez renverser par la force, ce qui est en train de se produire aujourd'hui.

Politique.

1- France. Cacophonie à l'UMP. Sarkozy désavoué publiquement.

La liste des personnalités de l'UMP qui bouderont le débat sur la laïcité que le parti majoritaire entend organiser la semaine prochaine s'est encore allongée jeudi.

Dans le sillage de François Fillon, la ministre des Solidarités, Roselyne Bachelot,a annoncé qu'elle n'assisterait pas à la convention programmée pour le 5 avril dans un grand hôtel parisien.

Dominique Paillé, ancien porte-parole de l'UMP, a fait savoir qu'il n'irait pas non plus, de même que le maire de Nice Christian Estrosi.

Le porte-parole du gouvernement, François Baroin, a confirmé son souhait, exprimé lundi, de "*mettre un terme à tous ces débats*".

Le président du Sénat est lui aussi réservé sur la tenue d'un débat que critique l'opposition et qui empoisonne la majorité.

"*Un débat qui stigmatise, c'est le contraire du principe de laïcité. Voilà pourquoi un débat sur telle ou telle religion n'est pas la bonne approche*", a-t-il dit. (Reuters 31.03)

2- Portugal

Le président portugais Anibal Cavaco Silva a annoncé jeudi la dissolution du parlement et fixé au 5 juin la date des élections anticipées un peu plus d'une semaine après la démission du gouvernement socialiste minoritaire du Premier ministre José Socrates. (Reuters 31.03)

3- Koweit

Le gouvernement du Koweït a démissionné jeudi dans le contexte des troubles régionaux, a annoncé l'agence de presse officielle du pays, faisant apparemment référence à la contestation politique au Bahreïn voisin.

L'agence cite "*les développements locaux récents*" et "*les répercussions négatives sur l'unité, la sécurité et la stabilité nationales*" du Koweït.

La démission du gouvernement pourrait relever d'une tentative de trois ministres appartenant à la famille Al Sabah au pouvoir d'éviter des questions sur le fait que le Koweït n'a pas fourni de troupes à la force dirigée par l'Arabie saoudite qui est intervenue au Bahreïn pour défendre la famille régnante.

Le Parlement du Koweït est l'un des plus actifs du monde arabe. Les élus y accusent souvent la famille régnante d'abus de pouvoir, d'irrégularités financières et d'atteintes aux libertés.

Les démissions du gouvernement sont par ailleurs relativement fréquentes dans cet Etat membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Le Koweït est aussi un important allié des Etats-Unis, par où partent la plupart des forces américaines déployées en Irak. (AP 31.03)

4- Libye.

4.1- Depuis 6H GMT, l'OTAN a pris les commandes des opérations aériennes en Libye contre les forces loyales au colonel Kadhafi, ce qui la rend seule responsable des opérations navales et aériennes dans la région.

Les forces libyennes fidèles à Kadhafi ont été réduites «*de de 20 à 25%*» par la coalition mais ne sont «*pas près de la rupture*», selon le chef d'état-major de l'armée américaine Mike Mullen, qui s'exprimait devant une commission du Congrès.

4.2- "*Le sentiment que nous retenons, c'est que le peuple libyen souhaite que l'affaire soit réglée par des Libyens*" a déclaré jeudi Gérard Longuet, le ministre de la Défense.

Interrogé sur l'hypothèse d'une assistance militaire ou de livraisons d'armes à l'opposition libyenne, le ministre a répondu: "*Une telle assistance n'est pas à l'ordre du jour parce qu'elle n'est pas compatible avec la résolution 1973.*" (Reuters 31.03)

4.3- En qualifiant d'«*inadmissibles*» et d'«*inacceptables*» les déclarations de Vladimir Poutine qui avait estimé que «*l'intervention des occidentaux en Lybie fait penser à l'appel des croisés du Moyen-Age*», Dimitri Medvedev a clairement choisi son camp: celui des valeurs occidentales contre le conservatisme anti-atlantiste symbolisé par Vladimir Poutine.

Reste à comprendre les véritables raisons de ce clash et au-delà l'attaque en règle contre les Etats-Unis qui a incontestablement un parfum de guerre froide. La Libye n'est qu'un prétexte. L'abstention russe au Conseil de sécurité qui a permis l'intervention de Libye découle directement d'un changement dans l'attitude russe vis-à-vis de Tripoli. Moscou a interdit le sol russe à Kadhafi et aux membres de sa famille et de son entourage.

En fin stratège, Vladimir Poutine a choisi pour se lancer dans la bataille électorale un terrain qui lui est familier. Il se pose en défenseur non seulement des intérêts de la Russie mais également des valeurs russes face à un président sensible aux sirènes de l'occident. Quant à la population, elle ne comprend ni n'approuve l'attitude de la Russie dans le conflit. Pour preuve, 60% les auditeurs de la radio Echo de Moscou regrettent la décision du chef de l'Etat.

Selon un expert qui souhaite demeurer dans l'anonymat, Poutine a voulu lier les mains de Medvedev à la veille de la visite du secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, à Moscou. Des rumeurs ont couru selon lesquelles, il avait entre autre pour mission de sonder le Kremlin sur une éventuelle participation de la Russie à l'opération en Libye…

Vladimir Poutine n'aurait en outre guère apprécié les conseils du vice-président américain Joe Biden. Lors de son entrevue à Moscou avec Vladimir Poutine, il lui aurait gentiment conseillé de prendre une retraite bien méritée... Des indiscrétions qui n'ont pas été démenties.

Reste que le président Medvedev, au-delà des critiques qu'il a formulées contre Poutine, est contraint bon gré mal gré de tenir compte de l'opinion de son Premier ministre qui jouit du soutien du complexe militaro-industriel et d'une partie de l'establishment. L'appel du ministre de la Défense, un proche de Poutine, pour un cessez-le-feu immédiat en Libye en apporte une preuve supplémentaire. (Slate.fr 31.03)

4.4- Les forces de Moammar Kadhafi poursuivaient leur offensive jeudi avec des tirs nourris d'artillerie contre les rebelles repliés dans la ville pétrolière stratégique de Brega, sur la côte nord-est. Des panaches de fumée s'élevaient au-dessus de la localité.

"*Les forces de Kadhafi sont parvenues à environ 30 kilomètres à l'est de Brega*", a déclaré Fathi Muktar, un combattant insurgé. Il a précisé que les rebelles les avaient temporairement repoussées durant la nuit mais qu'au matin elles se trouvaient aux portes de la ville. (AP 31.03)

Les opposants à Kadhafi, qui ont de nouveau réclamé des armes lourdes, disent ne rien savoir de la présence de soldats étrangers en Libye et reconnaissent qu'un trop net engagement des Occidentaux pourrait nuire à leur crédibilité, comme l'a dit Moustafa Gheriani. (Reuters 31.03)

5- Yémen

Des dizaines de milliers d'opposants au président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, ont manifesté jeudi en mémoire des 82 manifestants morts depuis le début de la contestation dans le pays.

Les manifestants se sont rassemblés à Sanaa, la capitale, et ont une nouvelle fois réclamé le départ du chef de l'Etat, au pouvoir depuis 32 ans.

"*Le peuple veut que le boucher soit jugé*", scandait la foule dans laquelle des manifestants portaient des tuniques blanches avec l'inscription "futur martyr".

La "*Révolution de la Jeunesse*", coalition de groupes de protestataires, a fait savoir mercredi qu'elle souhaitait que les membres du clan Saleh soient traduits en justice.

L'organisation exige une restitution des "*biens publics et privés volés*", la libération des prisonniers politiques, la dissolution des forces de sécurité et la fermeture du ministère de l'Information.

Un haut diplomate occidental a estimé que le président Saleh enchaînait les déclarations contradictoires, laissant un jour entendre qu'il était prêt à quitter le pouvoir et un autre qu'il entendait mener son mandat à terme. (Reuters 31.03)

6- Bahreïn

Les arrestations d'opposants et de blogueurs se sont multipliées ces derniers jours à Bahreïn, où plus de 300 personnes ont été placées en détention et plusieurs dizaines d'autres sont portées disparues, a affirmé jeudi l'opposition.

"*Le gouvernement dit qu'il prend des mesures pour défendre la stabilité et la sécurité, mais c'est tout le contraire qui se passe. Nous nous retrouvons dans une situation des plus dangereuses où il n'y a plus aucune sécurité pour les citoyens*", a dit Mattar Ibrahim

Mattar, membre du parti d'opposition le plus important du pays, le Wefaq.

"*On arrête les gens, on les enlève aux points de contrôle installés un peu partout*", a-t-il ajouté.

De plus en plus de militants d'opposition ont préféré entrer dans la clandestinité pour éviter d'être arrêtés.

"*La situation est dramatique (...) Presque tous les blogueurs et les militants qui ne sont pas en prison aujourd'hui se cachent*", explique Nabil Radjab, qui dirige le Centre bahreïni pour les droits de l'homme.

"*Hier soir, il y a eu des perquisitions dans quinze maisons de mon quartier et ils ont arrêté seulement deux personnes, donc je pense que tous les autres se cachent*."

Mercredi, trois militants actifs sur internet ont été arrêtés. Il s'agit du blogueur Mahmoud al Yousif, du professeur et syndicaliste Sana Abdoul Razzak Zinedine et de l'étudiant et poète Aïat al Kourmozi.

Yousif est depuis des années le chantre de l'unité des Bahreïnis au-delà des clivages confessionnels, sous le slogan "*pas de chiites, pas de sunnites, rien que des Bahreïnis!*". (Reuters 31.03)

Social.

France

1- Suite de la manifestation du milieu judiciaire

"*La manifestation du 29 mars 2011 a constitué une véritable démonstration de force en rassemblant plus de 5.000 personnels du ministère de la Justice*", déclare le collectif d'associations et de syndicats à l'origine de la manifestation nationale du monde judiciaire, mardi à Paris, dans un communiqué diffusé jeudi.

"*Le ministère et le gouvernement doivent désormais entendre la colère de leurs personnels, qui ne peuvent plus assurer leurs missions à moyens constants. Les annonces faites le matin même de la manifestation par le ministre ne peuvent nous satisfaire car elles correspondent à de nouveaux moyens pour de nouvelles missions et non, comme nous l'exigeons, au renforcement des moyens pour les missions à ce jour existantes!*", ajoutent les organisations du collectif.

Elles "*exigent*" notamment l'annonce d'un "*plan d'urgence pour la Justice, qui envisage des moyens de manière pérenne*", et que Michel Mercier reçoive ensemble les organisations du collectif.

Ce dernier précise qu'il se réunira au plus tard le 5 avril pour décider des suites du défilé de mardi dernier. (AP 31.03)

2- Grève des éboueurs de Marseille

Les 139 salariés de deux sociétés privées ne collectent plus les ordures ménagères dans deux arrondissements du centre-ville de Marseille, les deuxième et troisième arrondissements, et dans une partie du premier, apprend-on jeudi de source syndicale.

Réunis en intersyndicale CGT-CFDT-FO et CFTC, les salariés de Véolia Propreté et de Derichebourg-Polyurbaine ont cessé le travail lundi soir pour protester contre "*le projet de la direction de revenir sur différents acquis sociaux, notamment le système de compensation des jours fériés et celui des chèques vacances*". (AP 31.03)

Economie.

1- France

Le déficit public a atteint 7% du Produit intérieur brut (PIB) en 2010, annonce l'INSEE jeudi. La dette publique s'est élevée par contre au niveau record de 81,7% du PIB, à 1.591,2 milliards d'euros.

Le président de la République Nicolas Sarkozy considère, dans un autre communiqué, que ces chiffres "*confortent la stratégie économique du gouvernement fondée sur des réformes favorables à la croissance et une maîtrise stricte et durable de la dépense publique, tout en refusant des hausses générales d'impôts qui seraient préjudiciables à la croissance et à la compétitivité*". (AP 31.03)

2- Irlande

Les quatre banques irlandaises ont besoin de lever 24 milliards d'euros supplémentaires pour pouvoir résister à d'autres pertes potentielles en cas d'aggravation de la situation économique, a annoncé jeudi la Banque centrale d'Irlande. (Reuters 31.03)

3- Portugal

Le déficit budgétaire du Portugal est ressorti à 8,6% du produit intérieur brut en 2010, alors que le gouvernement visait 7,3%, a annoncé jeudi l'institut national de la statistique (INE) portugais.

Le ratio dette/PIB portugais s'est élevé à 92,4% en 2010 et devrait croître pour atteindre 97,3% cette année. (Reuters 31.03)

Haut de page

Le 2 avril

Les causeries, chroniques et infos en bref de mars ont atteint 175 pages, vous ne pourrez pas dire que je n'ai rien foutu ! Oui, je suis absolument tout seul pour actualiser le site, ce travail que je m'impose me permet d'être un peu au courant de la situation pour en parler, apparemment davantage que plusieurs rédactions ou bureaux nationaux réunis !

Tenez, à nouveau depuis hier soir je n'ai plus de téléphone, cela fera la sixième fois que Tata me le remplace en 15 mois, heureusement que j'ai acquis dernièrement un modem indépendant, ce n'était pas un investissement inutile. Merci au passage à Philippe pour son chèque de 60 euros. Dans son courriel il a précisé "*avec le temps, le soutien annoncé aura augmenté de 10 euros !*", tu sais au moins à quoi sert ton argent, et si je peux me permettre, c'est mieux que de le balancer dans des campagnes électorales pour réunir quelque 1% des voix ou de financer des partis oscillant entre social-patriotisme ou gauchisme ou pratiquant en permanence un double langage, prétendant pratiquer la démocratie dans leurs rangs pour s'avérer en réalité de purs dogmatiques ! Vous aussi, si le site vous apporte quelque chose sur le plan politique, soutenez-le financièrement, adressez-nous des contributions politiques, des infos, etc. Merci au camarade qui m'envoie régulèrement des adresses de sites Internet, porte-toi bien aussi.

Un courriel reçu d'un camarade enseignant.

"Il me semble qu'il y a certaines questions essentielles à se poser et auxquelles il convient d'avoir des réponses précises avant de décider d'une position définitive sur la Libye et l'approche à adopter par rapport à l'intervention militaire (condamnation sans condition, ou laisser faire avec éclaircissement des buts réels).

L'armée de Kahafi est elle composée:

- de gens du peuple libyen
- de libyens soldats de métier coupés du peuple lybien
- de mercenaires payés grâce à la fortune cumulée par Kadhafi sur le dos du peuple libyen

ça peut aussi être un mélange de tout ça, et il faut voir dans quelles proportions.

Les villes de l'ouest qui ne se rebellent pas, ne le font-elles pas:

- parce leur population soutient Kadhafi
- parce la population est indifférente en attendant de voir comment ça va évoluer
- parce que la terreur règne sous les forces de répression de Kadhafi

Dans les villes qui se sont rebellées, la rebellion concerne:

- la grande majorité de la population
- quelques groupes armés anti-kadhafi ne représentant pas la population

Les bombardements de l'ONU et l'OTAN s'effectuent:

- uniquement sur les moyens militaires de Kadhafi
- sur l'ensemble des secteurs contrôlés par Kadhafi, y compris sur les civils

Les pro-Kadhafi sont ils constitués:

- d'une partie de la population libyenne
- de libyens intéressés à la survie de la dictature de Kadhafi parce qu'ils en ont toujours été les privilégiés (toute dictature à un minimum de soutien)

Sans avoir d'informations précises on tombe dans le dogmatisme. Je reste à 100% d'accord avec tes positions sur la Libye, et suis effaré du manque d'analyse des partis qui se prétendent révolutionnaires qui semblent totalement oublier la révolution en cours. Ou bien il y a révolution en cours à leurs yeux en Libye, et il faut expliquer pourquoi on abandonne la population en révolte. Ou bien ils considèrent qu'il n'y a pas révolution en Libye, et il convient de donner les éléments et les informations précis qui permettent de l'affirmer."

Ma réponse.

Quand j'étais technicien SAV en bureautique, on devait régler les copieurs couleurs (Canon CLC) qui théoriquement étaient censés proposer à leurs clients 64 millions de couleurs à partir de trois couleurs primaires et secondaires, le cyan, magenta et jaune pour l'encre, plus le noir, pour les filtres, le vert, bleu et rouge. A une autre époque Trotsky expliquait aux gauchistes et aux fétichistes ou dogmatiques forcenés qu'il existait des nuances de gris entre le noir et le blanc... Fidèle à la méthode de Marx et Engels, Trotsky s'employait à couper les cheveux en quatre pour produire des analyses profondes et sérieuses, ce que lui reprocheront ses adversaires politiques peu regardant déjà à l'époque sur la réalité des faits, leur préférant des idées préconçues ou de foutus principes avec lesquels ils s'arrangeaient par ailleurs en guise d'analyse pour justifier leurs positions.

On se retrouve confronter au même problème 71 ans plus tard, comme quoi le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde n'ont en fait réalisé aucun progrès depuis, ils ont même plutôt régressé.

Camarades, vos vaillants dirigeants qui se prétendent internationalistes et se réclament du marxisme vous trompent délibérément, la preuve. Rappel des faits pour les militants atteints par une soudaine perte de mémoire.

Pour répondre à la question d'un camarade, qui par courriel demandait si l'insurrection contre Kadhafi avait gagné l'ensemble de la Libye ou si au contraire elle était restée concentrée à Benghazi et sa région et ne serait que le fait d'une bande de voyous à la solde de Paris et Washington.

Voilà ce que les partisans du colonel Kadhafi passe désormais sous silence, comment ils refont l'histoire à leur manière, la falsifie en réalité pour justifier leur position politique. Il y a comme toujours les militants qui définissent leur position à partir de principes ou de théories, et il y a les militants qui déterminent leur position en analysant méticuleusement la réalité et son évolution...

Quand la réalité ne correspond pas tout à fait aux principes que défendent les premiers, ils passent outre et la violent au lieu d'essayer de voir comment on pourrait adapter nos principes à la réalité sans nous renier. Peu importe ici comment il faut caractériser ce comportement, cela tient de l'incurie politique ou d'intérêts particuliers ou des deux à la fois qui n'ont rien à voir avec les intérêts collectifs du prolétariat.

Infos en bref du site du 24 février.

Les miliciens du colonel Moammar Kadhafi tentaient mercredi de resserrer leur emprise sur Tripoli, la capitale libyenne.

Dans l'autre moitié, les manifestants affirment avoir pris Misourata, qui serait ainsi la plus grande ville de l'Ouest à passer entre leurs mains. Ils appellent à défiler vendredi à Tripoli.

A Sabratha (70km à l'ouest de Tripoli), dont le site archéologique est classé au patrimoine mondial, l'armée libyenne affronte depuis deux jours les manifestants qui ont pris d'assaut des bâtiments officiels, selon un site Internet proche du gouvernement. (Lefigaro.fr et AP 23.02)

Infos en bref du site du 3 mars.

A plus de 240 km dans le désert au sud-ouest de Tripoli, Nalut, petite localité berbère, vit entre peur et espoir: elle est l'une de ces "***villes libérées***" de l'ouest libyen, dans la chaîne montagneuse des Nafusa, près de la frontière tunisienne. Mais à tout moment, elle craint d'être reprise par les forces fidèles au régime de Kadhafi.

Ils constituent la première ligne de défense de leur ville de 18.000 habitants, loin de tout, dans le désert du nord-ouest de la Libye, qui s'est débarrassée des autorités pro-Kadhafi. "*Nalut libérée*", peut-on lire sur des murs de la ville.

Un journaliste d'Associated Press a passé deux jours avec les "*révolutionnaires*" auto-proclamés à Nalut, une des villes "*libérées*" de la chaîne montagneuse des Nafusa, proche de la frontière tunisienne.

Lundi, les habitants travaillaient donc avec acharnement à organiser leur défense. A l'entrée de la ville, au bulldozer, ils ont empilé de la terre et des pierres afin de dresser un barrage. D'autres ont creusé des tranchées pour que ceux qui se préparent à défendre Nalut puissent se protéger.

Plus à l'est dans la chaîne des Nafusa, l'armée est passée à l'offensive lundi soir, attaquant Zintan, autre "*ville libérée*". Les soldats, à bord d'une vingtaine de véhicules équipés d'armes lourdes, ont lancé l'assaut, mais ils ont été repoussés par des habitants armés et des militaires ralliés à l'opposition, selon deux habitants de la ville.

"*Nous n'abandonnerons pas, quelle que soit la forme de terrorisme*" utilisée par Kadhafi, a déclaré un homme à Zintan. "*A partir de maintenant, le peuple n'acceptera plus que la liberté et un Etat démocratique*".

Au moins trois autres localités de ces montagnes, habitées par la minorité ethnique berbère de Libye, sont également passées aux mains de l'opposition, selon des habitants de Nalut en contact avec leurs camarades.

Désormais, les insurgés de Nalut ont pris l'organisation de la vie quotidienne en mains, sous la direction d'un conseil communautaire rassemblant personnalités locales et habitants. Et ils attendent des nouvelles de Benghazi, le centre de l'insurrection dans l'est, pour que, ajoute Abou Sitta, "*nous et les autres frères dans l'Ouest commencions à faire mouvement pour libérer Tripoli*".(AP 02.03)

Infos en bref du site du 9 mars.

D'après un témoin qui a requis l'anonymat, chars et véhicules de combat parcouraient la localité de Zaouia (50km à l'ouest de Tripoli) et tiraient sur des habitations tandis que l'électricité, le téléphone et Internet étaient coupés. "*La ville est en ruines*", a-t-il dit à l'AP après avoir réussi à quitter Zaouia et à gagner un secteur lui permettant utiliser son téléphone mobile. "*Certains bâtiments ont été entièrement détruits*", "*il y a de nombreux blessés mais les hôpitaux vont se trouver à court d'approvisionnements*". (AP 08.03)

Infos en bref du site du 14 mars.

Plus à l'ouest, l'attaque des troupes kadhafistes lancée la veille contre Misrata, troisième ville de Libye à 200 km à l'est de Tripoli, semblait marquer le pas à la suite de mutineries au sein de l'armée, ont déclaré les rebelles. (Reuters 13.03)

Infos en bref du site du 16 mars.

A l'autre bout du pays, près de la frontière tunisienne, les kadhafistes ont repris lundi Zouara, une des dernières localités que les rebelles tenaient dans l'ouest du pays. (20minutes.fr 15.03)

Voilà camarade, tu as là les réponses à la plupart des questions que tu as posées, les réponses à tes autres questions figurent dans les différentes causeries du site ou les nombreux documents d'horizons divers que j'ai mis en ligne depuis le début mars. S'ils y en avaient laissés sans réponses, précise-le, on essayera d'y répondre.

Parole d'internautes.

1- "selon le quotidien Haartz, le gouvernement israélien souhaite le maintien de Bachar Al Assad au pouvoir.. bizarre qu'Israël , Iran et Hezbollah sont tous d'accord sur la même chose..." (libération.fr 01.04)

Non, pas vraiment, ils servent les intérêts de l'impérialisme américain, le régime iranien et le Hezbollah tout comme le Hamas permettent de justifier aux yeux de ce qu'ils appellent l'opinion publique internationale la présence militaire américaine dans la région et l'existence d'Israël, ajoutons les budgets d'armement ou de guerre des différents pays impérialistes. Toujours pour le même enjeu économique en toile de fond : le pétrole, notamment.

2- "Les principaux pays partenaires économiques et financiers de Kadhafi (Russie, Allemagne, Italie, Turquie, Chine) semblent avoir imposé une sorte de "Yalta" partageant la Libye en 2. A l'est, Benghazi bénéficierait du statut de "zone protégée". Le centre (avec le port de Misrata, 3e grande ville de Libye) et l'Est (Yafran, Zita, Nahit, Ghadamès, etc) aurait été abandonnés aux canons de Kadhafi. C'est cet accord secret qui aurait permis l'absence de veto Russo-Chinois et donc, le vote de l'ONU.

Lors de la prise en main par l'OTAN, le 1er Ministre Turc Erdogan a exulté publiquement sur la mise à l'écart de facto de la France (les pays hostiles au bombardement contre les tanks de Kadhafi sont majoritaire à l'OTAN). Conséquence immédiate, depuis ce relai par l'OTAN, les bombardements au sol ont quasiment cessé et ont permis à Kadhafi de reprendre l'offensive sur les 3 fronts (Ouest, centre et est). Les USA reconnaissent que Kadhafi dispose encore de 80% de ses chars et canons qui poursuivent les bombardements.

Question : Pourquoi défendre Benghazi et pas les autres villes ? Pourquoi permettre à Kadhafi d'écraser librement les insurgés du centre et de l'Ouest ? Pourquoi "l'axe Russo-germano-Italo-Turc" interdit fermement la livraison d'armes défensives aux insurgés ? Pourquoi les médias occidentaux n'abordent pas ces points et n'expliquent pas cet incroyable revirement diplomatique et géo-stratégique international sur la Libye et cet abandon des insurgés ? Que des pays africains soient notoirement corrompus par l'argent de Kadhafi et que les pays de l'axe Russo-Germano-Italo-Turc veuillent préserver leurs fructueux liens financiers avec Kadhafi, c'est compréhensible. Mais cet arrêt des intervention Franco-Anglo-US l'est beaucoup moins. Le texte de l'ONU (peu diffusé par les médias) est clair, précis et permet juridiquement de bombarder les tanks et canons de Kadhafi tant que ceux-

ci continuent de tirer sur les villes. Quelqu'un a-t-il une explication ? (lexpress.fr 01.04)

J'ai retenu la formule "*la livraison d'armes défensives aux insurgés*. Il paraîtrait que ce serait la faute du mauvais temps qui règnerait depuis plusieurs jours sur la région qui auraient empêché le bombardement de l'artillerie lourde de Kadhafi et permis ainsi son avancée, c'est l'argument avancé par l'état major de l'Otan.

Politique.

1- Côte-d'Ivoire Des casques bleus de l'Onu ont tué au moins cinq soldats fidèles au président sortant Laurent Gbagbo lors d'un accrochage à Abidjan, révèle un document interne aux Nations unies dont l'agence Reuters a eu connaissance vendredi. (Reuters 01.04)

2- Tunisie

2.1- Des accrochages ont opposé vendredi après-midi à Tunis manifestants et forces de l'ordre au centre-ville et autour de la place de la Kasbah, où se trouve le siège du gouvernement, a constaté sur place un journaliste de l'Associated Press.

Un premier rassemblement a eu lieu dans la matinée devant le théâtre municipal situé sur l'avenue Bourguiba, la principale artère de la capitale. Au cours de cette manifestation pacifique, des revendications à caractère social étaient formulées par des jeunes et moins jeunes.

"*Le gouvernement n'a rien fait de concret. On veut une nouvelle politique qui réponde aux aspirations du peuple*", a lancé K. Gharbi, une fonctionnaire de 46 ans.

Tahar Ouanès, 30 ans, est venu, lui, exprimer son mécontentement pour avoir été "*licencié abusivement*" du temps de l'ex-président Ben Ali. "*Moi, je n'irai pas à Lampedusa, je resterai ici pour lutter pour mon droit au travail*", a-t-il expliqué. (AP 01.04)

2.2- Le ministre tunisien des Finances Jalloul Ayed a annoncé vendredi l'adoption d'un plan de relance économique et social prévoyant notamment la création à court terme de 40.000 emplois.

Adopté en conseil des ministres, ce plan en 17 points comporte un programme de recrutement exceptionnel de 20.000 employés dans la fonction publique, et des mesures en faveur des entreprises pour les inciter à réaliser un nombre d'embauches équivalent.

En outre, 200.000 jeunes bénéficieront d'une allocation mensuelle de 200 dinars (101 euros) sur dix mois dans le cadre de "*mécanismes de la politique active de l'emploi*".

Il a été décidé, par ailleurs, de doubler les montants alloués aux "*programmes d'utilité publique dans les régions*" de l'intérieur du pays et d'y encourager les investissements.

Au niveau social, les aides aux familles défavorisées seront renforcées et des micro-crédits et dotations seront octroyées à 20.000 familles pour améliorer leurs logements.

Quant aux Tunisiens ayant fui la Libye et dont le nombre dépasse les 40.000, une aide leur sera octroyée d'un montant de 400 dinars (202 euros) par personne et de 600 dinars (304 euros) par famille.

Premières mesures concrètes prises par le gouvernement transitoire dirigé depuis environ trois semaines par Béji Caïd Essebsi, ce plan vise à faire face à une situation "*délicate*" malgré "*la bonne tenue des exportations industrielles*", a précisé M. Ayed.

Les secteurs les plus touchés par la quasi-paralysie de l'activité économique depuis fin décembre sont le tourisme, le transport, le commerce, les phosphates et les travaux publics. (AP 01.04)

3- Syrie

En Syrie, au moins quatre personnes ont été tuées et des dizaines blessées vendredi par des tirs des forces de l'ordre à Douma, ville située à 15 km de Damas, où des manifestants s'étaient rassemblés, selon un témoin. Des protestations ont eu lieu dans le Nord, le Sud et à Damas, deux jours après un discours du président Bachar Al-Assad, qui a déçu l'opposition. Le chef de l'Etat n'a annoncé aucune réforme pour calmer la contestation sans précédent contre son régime lancée le 15 mars.

Pour la première fois, des défilés se sont déroulés dans la région à majorité kurde du Nord, à Qamishli, Amouda et Hassaké, selon un militant de défense des droits de cette minorité kurde dont les membres se sont vus dénier depuis un demi-siècle la

nationalité syrienne.

Dans le sud, à Deraa, épicentre de la contestation où plus de cent personnes ont péri depuis le début du mouvement selon des militants des droits de l'homme, des fidèles ont manifesté devant le palais de justice. Ils ont scandé "*la mort plutôt que l'humiliation*", ainsi que des mots d'ordre contre le régime. A Lattaquié, au nord-ouest de Damas, qui avait été également le théâtre de sanglants affrontements, deux cents personnes ont manifesté en faveur de la liberté. (lemonde.fr 01.04)

4- Libye

4.1- En Libye, où le front entre rebelles et forces du dirigeant Mouammar Kadhafi se situait vendredi près du site pétrolier de Brega, les insurgés se sont dits prêts à un cessez-le-feu à deux conditions : "*que nos frères dans les villes de l'Ouest puissent s'exprimer librement et que les forces (pro-Kadhafi) qui assiègent nos villes se retirent*", a déclaré Moustapha Abdeljalil, chef du Conseil national de transition, à Benghazi. Le gouvernement libyen a rejetté, vendredi soir, les conditions de cette trêve et a affirmé que ses troupes ne quitteraient pas les villes.

Selon le plus haut gradé américain, l'amiral Mike Mullen, "*le plus gros problème [de la coalition] ces trois ou quatre derniers jours a été le temps*". Cela a réduit l'efficacité des avions chargés des frappes, qui parfois ne peuvent pas "*voir les cibles avec précision*".

Par ailleurs, Un proche conseiller du clan Kadhafi à Tripoli, Mohammed Ismail, serait en pourparlers avec le gouvernement britannique, le quotidien The Guardian sur son site internet. Peu connu tant en Libye qu'à l'étranger, Mohammed Ismail est un personnage-clé de l'entourage de Saïf al-Islam et a représenté Tripoli dans des négociations d'achat d'armements, selon des télégrammes diplomatiques révélés par WikiLeaks. (lemonde.fr 01.04)

4.2- Les rebelles libyens ont acheminé vendredi du matériel lourd sur le front de l'Est où d'anciens officiers s'efforcent d'organiser les forces insurgées afin de reprendre l'initiative face aux troupes loyalistes.

Dans leur ligne de mire, le contrôle du port pétrolier de Brega, pris alternativement par l'un et l'autre camp ces dernières semaines et où des combats se poursuivent.

A un poste de contrôle installé à la périphérie de la ville, les rebelles interdisent désormais aux jeunes dépourvus d'armes de poursuivre leur chemin.

"*Seuls ceux qui ont des armes lourdes sont autorisés à passer. Pas les civils sans armes*", déclare Ahmed Zaitoun, membre d'une brigade de volontaires qui a été formé au maniement des armes.

"*Aujourd'hui, il y a des officiers avec nous. Avant, nous étions seuls*", ajoute-t-il avant de désigner un homme arrêté au checkpoint: "*C'est un jeune garçon et il n'a pas d'arme. Qu'est-ce qu'il va faire là-bas ?*"

"*Des militaires sont arrivés et ont renforcé les lignes rebelles. Si Dieu le veut, ils commenceront par Ajdabiah et continueront sur Brega et Ras Lanouf*", explique Khaled Fardjani, un capitaine de l'armée de l'air qui s'est rangé du côté de l'insurrection.

Les villes pétrolières de Ras Lanouf et Es Sider sont revenues aux mains des forces loyalistes qui repoussent les rebelles à l'aide de leurs armes lourdes. Malgré les frappes aériennes menées par les Occidentaux, les insurgés n'ont pas réussi à garder le contrôle de leurs gains territoriaux.

Les dirigeants de l'insurrection saluent l'enthousiasme des jeunes, ces "*chebab*" qui foncent vers le front à bord de pick-ups, mais le manque de discipline et de coordination pèse.

Cette nouvelle approche doit encore prouver son efficacité, après la déroute subie cette semaine par les rebelles, qui ont perdu en deux jours les 200 km de route côtière qu'ils avaient gagnés à partir de Brega les deux jours précédents. (Reuters 01.04)

5- Yémen

Des centaines de milliers de Yéménites se sont réunis vendredi dans la capitale et défilaient dans de nombreux villages et villes du pays, dans ce qui semble être les plus importantes manifestations réclamant le départ du président Ali Abdullah Saleh depuis un mois et demi.

Plusieurs mosquées de la capitale étaient fermées, un geste sans précédent pour un vendredi, jour de prières, alors que les fidèles et responsables religieux convergeaient sur la place située devant l'université de Sanaa. (AP 01.04)

6- Bahreïn

Les autorités de Bahreïn ont libéré un blogueur mais arrêté plusieurs personnalités, dont des partisans de l'opposition, dans le cadre de la répression du mouvement de contestation, a-t-on appris vendredi auprès de l'opposition.

D'après Mattar Ibrahim Mattar, élu du Wefaq, le principal parti d'opposition chiite, on dénombrait jeudi 329 arrestations et 31 disparus.

Arrêté mercredi, Mahmoud al Yousif, un blogueur qui milite depuis des années pour l'unité de la population sous le slogan "*pas de chiites, pas de sunnites, rien que des Bahreïnis*", a en revanche été libéré tard jeudi soir.

Contacté au téléphone par l'agence Reuters, il dit avoir été bien traité lors de sa détention. "*Ils ont enquêté sur moi mais n'ont rien trouvé*", a-t-il ajouté. (Reuters 01.04)

7- Oman

Dans le sultanat d'Oman, un manifestant a été tué par des tirs de la police qui a dispersé un cortège de manifestants demandant la libération de prisonniers dans le port de Sohar, à 200 km au nord de la capitale Mascate, selon des témoins. (lemonde.fr 01.04)

8- Egypte

En Egypte, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées sur l'emblématique place Tahrir au Caire pour appeler à "*sauver la révolution*" qui a renversé le président Hosni Moubarak et "*purifier*" le pays des restes de l'ancien régime. (lemonde.fr 01.04)

Ils réclament aujourd'hui un procès pour Fathi Serour, l'ancien président du parlement speaker, Zakariya Azmi, chef du palais présidentiel, et Safwat al-Sherif, l'ancien secrétaire général du parti au pouvoir. (AP 01.04)

9- Jordanie

Une manifestation de centaines de jeunes appelant à des réformes s'est déroulée à Amman, alors qu'une cinquantaine de loyalistes scandaient des slogans à la gloire du roi Abdallah II, sous l'œil vigilant des forces de sécurité. (lemonde.fr 01.04)

Social.

France

Une coordination d'organisations nationales et locales appelle à des rassemblements dans toute la France samedi pour défendre le système de santé et les hôpitaux publics. Près de deux ans après le vote de la Loi Bachelot (HPST), les protestataires dénoncent les fermetures d'établissements et une "*privatisation*" du système de santé.

A Paris, un rassemblement est prévu place de la Bastille à partir de 14h30 à l'appel de la coordination qui regroupe des organisations très diverses, notamment l'AMUF (médecins urgentistes), le PS, la CGT, Solidaires, Act-Up, la Ligue des droits de l'Homme (LDH), Europe écologie les Verts (EELV), le Planning familial, le Parti de gauche, la coordination des élèves infirmiers et "*105 comités, collectifs et syndicats locaux et d'entreprises*", selon l'appel à la mobilisation.

Ailleurs en France, des rassemblements sont prévus dans 20 régions, selon la fédération CGT de la Santé, devant les Agences régionales de Santé (ARS) ou les préfectures, parfois suivis d'un défilé comme à Lyon, Toulouse, Bordeaux, et Rennes.

"*Après des années d'une politique de réduction des moyens et de réformes successives, la mise en place par la loi Hôpital Patients Santé Territoire (loi Bachelot) des Agences régionales de Santé accélère la privatisation de notre système de santé*", estime la coordination.

"*Pour le service public cela se traduit par des fermetures de services, fusions d'hôpitaux et réductions de personnels. Cela aboutit à de véritables déserts médicaux, dans les secteurs urbains comme à la campagne. La permanence des soins est menacée. Pour les malades et leurs proches, les distances augmentent, avec tous les risques et les coûts supplémentaires que cela comporte*", ajoute-t-elle.

Pour la coordination, "*les directeurs des ARS, nommés par le gouvernement, sont des superpréfets sanitaires régionaux. Ils détiennent tous les pouvoirs pour organiser la santé dans son ensemble, en appliquant les directives gouvernementales*".

Les ARS planifient "*la désorganisation et la réduction des soins publics*", et "*favorisent le transfert vers le privé lucratif des soins*

les plus rentables pour le plus grand profit des groupes financiers de la santé et de leurs actionnaires", accuse la coordination.

Quant à la Sécurité sociale, "*de nombreuses mesures ont fait reculer ce principe solidaire: forfaits, franchises, dépassements d'honoraires, pénalités, déremboursements. Ce qui reste à la charge des foyers ne cesse d'augmenter*". "*Tout cela pousse vers l'assurance privée individuelle celles et ceux qui en ont encore les moyens et c'est par millions aujourd'hui que des gens diffèrent ou renoncent aux soins*", selon l'appel.

Dans un communiqué diffusé le 15 mars dernier, la Fédération hospitalière de France (FHF, qui représente les directions des hôpitaux publics) s'inquiétait "*des suppressions d'emploi très importantes*", dans les hôpitaux, "*représentant plus d'un départ à la retraite d'agent sur quatre*".

Sur l'année 2009, "*en dehors du secteur médico-social, plus de 9.800 emplois ont ainsi été supprimés dans les hôpitaux publics, dont près de 5.000 personnels soignants, un chiffre qui devrait encore croître en 2010 au vu de la contraction constatée de la progression des dépenses de personnel dans les comptes des hôpitaux publics*", selon la FHF.

La FHF estimait que cette évolution "*en partie liée à la faible progression de l'enveloppe accordée aux hôpitaux*", est "*considérablement aggravée par la politique de 'convergence' conduite par le gouvernement au bénéfice des cliniques privées*". (AP 01.04)

Economie.

1- FMI.

Le Fonds monétaire international a activé vendredi comme prévu un fonds de crise de 581 milliards de dollars avec le soutien des Etats membres.

"*Les montants disponibles pour le FMI via les mécanismes multilatéraux d'emprunt ont été multipliés au total par dix depuis 2009 (...)*", précise le ministère français de l'Economie et des Finances dans un communiqué. (Reuters 01.04)

2- La Commission européenne et ses commanditaires.

Un porte-parole de la Commission européenne a dit vendredi que la nouvelle Autorité bancaire européenne (ABE) exigerait un ration minimal de fonds propres durs (core) de première catégorie (Tier 1) de 5%.

Ces fonds propres durs sont l'indicateur le plus rigoureux de la santé financière d'une banque et montrent dans quelle mesure elle peut gérer, par exemple, les dépréciations de ses créances.

Trois sources proches du dossier ont dit à Reuters que l'ABE rendrait publique sans doute lundi la définition du capital qu'elle retiendra pour éprouver la santé financière des banques.

Les régulateurs ont récemment accepté d'inclure dans les fonds propres durs des titres hybrides controversés à l'occasion des prochains "stress tests", ce qui doit permettre à des établissements tels que Commerzbank et WestLB de réussir leurs tests de résistance. (Reuters 01.04)

Autant dire qu'ils vont continuer de faire marcher la planche à billets et permettre aux banques de s'endetter jusqu'aux dents, rien de changer, on ne s'attendait pas à autre chose, à rien de leur part en fait.

3- Portugal.

Vendredi, Fitch a abaissé de trois crans, de A- à BBB-, la note portugaise à long terme, soit juste un cran au-dessus de la catégorie des investissements spéculatifs. Elle a également conservé une surveillance avec implication négative sur la note.

Le Portugal a placé vendredi 1,645 milliard d'euros d'obligations à court terme mais a dû proposer un taux de 5,79%, soit 2,5 points de plus que lors des adjudications similaires l'an passé. Cela signifie que pour emprunter dans les 15 mois qui viennent Lisbonne doit payer plus cher que l'Espagne sur 10 ans. (Reuters 01.04)

Haut de page

Le 3 avril

Quel boulot ! J'ai juste le temps de vous souhaiter un bon dimanche.

Vous trouverez plus loin deux citations qui devraient faire réfléchir ceux qui se livrent à un amalgame honteux entre le Conseil national de transition (CNT) et le prolétariat révolutionnaire libyen histoire notamment et inconsciemment de faciliter et justifier le sale boulot de Kadhafi.

Pourquoi dans leurs mots d'ordre on n'en trouve pas un contre Kadhafi et son régime ? Parce qu'en identifiant la révolution libyenne au CNT, ils soutiennent le contre-révolutionnaire Kadhafi et le camp impérialiste (russe, chinois, indien, turc accessoirement) qui le soutient. De la même manière que lorsque Sarkozy, Obama, puis l'UE, ont reconnu le CNT comme un interlocuteur valable, le seul il faut préciser, ils ont indiqué clairement qu'ils soutenaient les gangsters qui détiennent le pouvoir à Benghazi en échange de leur soutien au camp impérialiste occidental contre toute tentative d'indépendance du futur régime libyen, donc contre les aspirations légitimes du prolétariat révolutionnaire libyen.

Un rappel pour les amnésiques et les bonnes consciences à cent balles.

Hier soir aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie, j'ai appris qu'une pièce de théâtre jouée actuellement au théâtre de l'Odéon à Paris était dédiée à F. Mitterrand, le metteur en scène était sur le plateau. Il a expliqué que l'acteur qui joue le rôle de Mitterrand reproduisait les propos exacts de l'ancien président. Je retranscris ici en substance un passage qui m'a interpellé, Mitterrand : " *au Rwanda nous avons envoyé une force humanitaire qui n'avait pas pour mission d'intervenir militairement, imaginez un instant ce qu'on aurait dit si nous étions intervenus au nom du droit à l'ingérence humanitaire dans un pays souverain...*".

On imagine très bien après coup monsieur Mitterrand, il y aurait sans doute eu des centaines de milliers de victimes innocentes massacrés en moins, un détail, rien qu'un infini détail pour les gens farcis de principes figés dans le marbre ou au cerveau complètement sclérosé, vous savez ces internationalistes prolétariens pour lesquels la palette des couleurs se réduit au blanc et au noir, ces grands humanistes en temps de paix qui dès lors que résonnent le bruit effrayant des canons perdent la boule et s'en remettent hypocritement à la boule de cristal de leurs dogmes pour régler une question qui leur échappe totalement ou à laquelle ils ne comprennent rien.

Qui jusqu'en 1994 avait apporté "*son soutien diplomatique, financier et militaire à un régime aux abois qui commettait un génocide à la face du monde, dans l'indifférence de la communauté internationale*", au régime rwandais qui a massacré près de 800 000 Tutsis et Hutus modérés (libération.fr 01.03) ? L'impérialisme français, le même qui par la voix de Mitterrand et Jupé à l'époque ministre des Affaires étrangères (de 1993 à 1995) s'interdira d'intervenir militairement au Rwanda pour faire cesser ce terrible massacre au nom du sacro-saint droit des peuples à décider eux-mêmes de leur destin, le même principe mis en avant en 2011 par nos braves internationalistes prolétariens, qui plus est se réclamant du marxisme et du socialisme, pour laisser Kadhafi massacré tranquillement son peuple qui a osé se dresser contre son pouvoir totalitaire après 42 ans de dictature.

Au Rwanda c'est l'impérialisme qui a armé le bras des génocidaires qui a décidé de ne pas intervenir militairement, en Libye, c'est l'impérialisme qui a armé le dictateur Kadhafi qui maintenant le bombarde. Question : faudrait-il s'en plaindre et soutenir au nom du même principe que Mitterrand a eu raison de ne pas intervenir militairement au Rwanda pour empêcher ou faire cesser ce génocide ? Ceux qui défendent cette position devraient sortir de leur torpeur ou de leur caverne, le monde a subi de profondes transformations depuis un siècle, ce qu'ils semblent ignorer. Le principe qu'ils mettent en avant demeure valable lorsqu'il s'agit d'une guerre entre Etats souverains, plus particulièrement dans le cas d'une guerre déclarée par un pays dominant contre un pays dominé. La différence avec autrefois, c'est qu'il existe dorénavant de nombreux Etats dans le monde dirigés par des dictateurs que l'impérialisme à lui-même armé pour conserver le pouvoir et terroriser sa population. Dès lors, des situations impensables à l'époque où ce principe a été défini et que pour cette raison ses auteurs n'avaient pas pu prévoir peuvent se produire, telle que le retournement de cet arsenal militaire contre son propre peuple. On nous rétorquera que cela a toujours existé, des souverains qui massacrent leur peuple pour demeurer au pouvoir, à ceci près, et ce n'est pas un détail, d'une part qu'ils n'avaient pas été armés par d'autres Etats, d'autre part que l'armement ou la puissance militaire dont ils disposent de nos jours sont sans commune mesure avec tout ce qui a existé dans le passé. Au fil du temps dans ce domaine aussi la quantité s'est transformée en qualité et vice versa, ce qui ne devrait pas être trop compliqué à comprendre pour les camarades qui manient la dialectique.

C'est au regard de cette évolution et de cette réalité qu'il faut adapter notre principe internationaliste, au lieu de faire comme si rien n'avait changé dans le monde en un siècle. Répétons-le une énième fois, ce n'est pas la réalité qui doit s'adapter à la théorie, mais l'inverse, sans pour autant renier nos principes, un exercice apparemment hors de portée des capacités de nos dirigeants malheureusement.

On pourrait nous rétorquer qu'il y a quand même là une contradiction, car en quelque sorte cela reviendrait à soutenir une intervention impérialiste même si à aucun moment on présente notre position de la sorte. Erreur ou confusion camarades, il ne faut pas prendre le train en cours de route et nous accuser ensuite de contradiction, c'est l'impérialisme qui soutenait encore

hier Kadhafi qui doit assumer une contradiction qu'il a créé lui-même, nous de notre côté nous jouons sur un volet de cette contradiction pour la retourner à la fois contre l'impérialisme et contre Kadhafi au profit de la révolution libyenne.

Nous faisons avec le matériel qui existe, désolé, nous n'inventons rien. Cette contradiction, dont l'impérialisme est à l'origine et porte l'entière responsabilité, on a envie de leur dire : poussez-la au maximum... pour que finalement elle vous éclate en pleine figure, car à Paris et Washington ils s'interrogent si vous suivez de près la situation, ils ne savent pas très bien ce qui va en sortir, s'ils ne vont pas être obligés de composer avec Kadhafi une fois qu'ils l'auront suffisamment affaibli, mais pas suffisamment pour que le peuple libyen réussisse à le renverser, si le pouvoir ne va pas échoir entre des mains peu favorables à leurs intentions impérialistes en Libye, si la déstabilisation du pays ne va pas être pire que l'ordre qui régnait sous Kadhafi, ils regrettent peut-être déjà d'avoir été trop gourmands par rapport à leurs concurrents russes et chinois, de n'avoir pas été assez compréhensifs envers les "*fantaisies*" mégalomanes du dictateur, par contre ils n'ont pas à s'en vouloir de ne pas lui avoir accordé plus de respect ou de considération ou de ne pas lui avoir concédé plus de pouvoir dans la région puisqu'ils étaient prêts à lui vendre une centrale nucléaire et des armes notamment.

En résumé, l'impérialisme est empêtré dans une contradiction qu'il a initiée, et il compte développer un des volets de cette contradiction dans l'espoir de tirer les ficelles dans cette affaire, en espérant que cette aventure tournera à son avantage. De notre côté pour lui mettre des bâtons dans les roues, nous appuyons sur la partie de l'autre volet de cette contradiction qui ne rentre pas vraiment dans son plan initial, à savoir le développement de la révolution hors du contrôle du CNT, qui lui-même a impérativement besoin du soutien de la majorité de la population pour renverser Kadhafi. L'impérialisme soutient le CNT contre les forces révolutionnaires indépendantes qui existent dans le pays et contre Kadhafi, de notre côté, nous soutenons le processus révolutionnaire et particulièrement ses éléments indépendants du CNT et de l'impérialisme, de ce fait, nous combattons à la fois le CNT et l'impérialisme, donc Sarkozy et Cie.

Ceux qui condamnent l'intervention impérialiste sans faire preuve du moindre discernement, n'ont en tête que l'objectif et les intentions de l'impérialisme, alors que de notre côté nous privilégions l'objectif des révolutionnaires libyens qui visent au renversement de Kadhafi. On pourrait procéder par analogie et dire, qu'ils surestiment le rôle et le pouvoir des appareils des syndicats et des partis en France par rapport au prolétariat et ses aspirations profondes, prolétariat qui un peu plus tôt un peu plus tard submergera les appareils.

Une dernière objection me vient à l'esprit : ce que vous dites est très bien sur le papier ou à l'écran, mais tout le monde sait d'avance que l'impérialisme va parvenir à ses fins... Qu'en savez-vous au juste ? Là je crains que votre boule de cristal en forme de dogme ne vous sera d'aucun secours ! Et alors, quand bien même en serait-il ainsi, est-ce que ce serait une raison valable ou suffisante pour ne pas défendre une position et un discours qui correspond aux intérêts des masses libyennes, pour les abandonner, pour capituler en rase campagne ? Depuis quand devrait-on s'interdire ou s'abstenir de défendre une cause à partir du moment où l'on estimerait qu'elle serait perdue d'avance ? Pour un peu ne devrait-on pas s'interdire de réfléchir librement pendant qu'on y est ? Mais dites donc, quand vous dites : pas de bombes impérialistes sur les forces de Kadhafi, est-ce que par hasard vous ne lui faciliteriez pas le sale boulot ? Courageux comme vous êtes, vous préférez fermer les yeux et vous boucher les oreilles, du piédestal où vous observez le théâtre des opérations vous décrétez que n'avez pas à répondre à cette question que vous jugez déplacée ou grotesque, désolé, nous nous la sommes posés et nous vous la posons que cela vous plaise ou non on s'en contrefout éperdument.

Le marxisme combat le pessimisme, le scepticisme du petit-bourgeois, il n'a rien à voir non plus avec une forme d'optimisme béat, il est profondément réaliste et tire sa force de la réalité des faits et de ses contradictions, une leçon que nos maîtres nous ont léguée et que de nombreux révolutionnaires ont semble-t-il oublié de nos jours.

Je n'irais pas jusqu'à dire qu'ils se trompent de camp car ce serait les calomnier pour le coup, nous ne tomberons pas dans ce piège qu'ils nous ont tendu, nous dirions tout simplement qu'ils sont incapables de se situer résolument et strictement au côté du prolétariat pour s'en être tenus écartés trop longtemps, quand je parle du prolétariat, j'entends l'ensemble de la classe ouvrière qui ne se limitent pas à quelques couches qui par leurs positions dans la société sont plus proches de la bourgeoisie que de l'ouvrier, les intellectuels, les couches moyennes ou supérieures de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière ou encore un grand nombre de fonctionnaires qui bénéficient de privilèges par rapport au reste de la classe ouvrières, couches qui constituent l'essentiel des syndiqués et des militants des partis politiques en France, soit une infime minorité de la classe ouvrière en réalité. En ayant les yeux toujours rivés ou en s'adressant uniquement à cette minorité pour l'essentiel solidement amarrée au capitalisme et aux institutions, quand ce n'est pas strictement aux syndiqués, aux militants et aux élus des autres partis, on finit par perdre pied avec la réalité et à ne plus être capable de défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière, ce que reflète clairement leur position sur la question libyenne. Leurs discours déconnectés de la réalité, une fois que la mobilisation était manifestement terminée contre la "*réforme*" des retraites vers la mi-novembre 2010, en témoigne si besoin était.

Une dernière chose. Comme quoi nous sommes totalement en phase avec la réalité du terrain en Libye, avant-hier le CNT a déclaré qu'il serait favorable à un cessez-le-feu sous certaines conditions, alors que la veille dans ma causerie j'expliquais que devant une défaite annoncée, il fallait savoir se replier en ordre... Non camarades, je ne vis pas en Libye mais en Inde, je n'ai pas bougé de mon trou !

C'est le meilleur témoignage que l'on pouvait fournir aux militants qui s'interrogeaient légitimement sur le sérieux et le bien-fondé

de notre position. Et nous en sommes fiers !

Les deux extraits de La faillite de la IIe Internationale (1915) de Lénine :

1- "Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme mûri au point que cet abcès bourgeois ne peut plus continuer à subsister comme autrefois au sein des partis socialistes.

Les gens qui ne veulent pas voir la liaison extrêmement étroite et indissoluble du social-chauvinisme avec l'opportunisme se saisissent de faits et de "cas" isolés pour avancer que tel opportuniste est devenu internationaliste, et que tel radical est devenu chauvin. Mais c'est là un argument qui n'a vraiment rien de sérieux quand on discute du développement de courants. Premièrement, le chauvinisme et l'opportunisme ont la même base économique dans le mouvement ouvrier : l'alliance de couches supérieures, peu nombreuses, du prolétariat et de la petite bourgeoisie, qui bénéficient des miettes que leur laissent les privilèges de "leur" capital national, contre la masse des prolétaires, la masse des travailleurs et des opprimés en général. Deuxièmement, le contenu idéologique et politique des deux courants est le même. Troisièmement, l'ancienne division des socialistes en un courant opportuniste et un courant révolutionnaire, qui caractérisait l'époque de la II° Internationale (1889-1914), correspond dans l'ensemble à la nouvelle division en chauvins et internationalistes."

2- "La crise créée par la grande guerre a arraché le voile, balayé les conventions, fait crever l'abcès mûri depuis longtemps, et a montré l'opportunisme dans son rôle véritable d'allié de la bourgeoisie. Il est nécessaire maintenant que celui-ci soit complètement détaché, sur le terrain de l'organisation, des partis ouvriers. L'époque impérialiste ne peut tolérer la coexistence, dans le même parti, des hommes d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et de l'aristocratie semi-petite-bourgeoise de la classe ouvrière, qui jouit de bribes des privilèges que confère à "sa" nation la situation de "grande puissance". La vieille théorie présentant l'opportunisme comme une "nuance légitime" au sein d'un parti unique, étranger aux "extrêmes", est aujourd'hui la pire mystification des ouvriers et la pire entrave du mouvement ouvrier. L'opportunisme ouvertement affirmé, qui répugne d'emblée à la masse ouvrière, est moins terrible et moins nocif que cette théorie du juste milieu, qui justifie la pratique opportuniste par des vocables marxistes, qui entend démontrer par toute une série de sophismes l'inopportunité des actions révolutionnaires, etc."

Politique

1- France

1.1- Pas très "***chrétien***" avec le chanoine de Latran !

Le Parti chrétien-démocrate (PCD) de l'ex-ministre Christine Boutin a annoncé samedi souhaiter présenter son propre candidat à l'élection présidentielle de l'an prochain, tout en se disant prêt à des rapprochements avec d'autres formations.

Une stratégie de candidature unique pour la droite et le centre serait "*irresponsable*", a estimé Christine Boutin dans un communiqué.

Le PCD, qui se présente comme un parti autonome associé à l'UMP, se propose de "*fédérer les intelligences et les énergies*" et précise engager dès à présent des rapprochements avec d'autres formations que le CNIP (Conseil national des indépendants et paysans) et France Ecologie.

Christine Boutin avait recueilli 1,2% des voix au premier tour de la présidentielle 2002 sous la bannière du Forum des républicains sociaux. (Reuters 02.04)

1.1- Après le revers des cantonales, le vert de gris est de retour.

Daniel Cohn-Bendit et José Bové expliquent qu'Europe Ecologie-Les Verts "*vit une crise de croissance assez grave*", dans une tribune publiée sur Libération.fr.

Pour Daniel Cohn-Bendit et José Bové, "*le réseau des coopérateurs d'Europe Ecologie et la société civile toute entière ne peuvent être mis à l'écart des orientations du premier congrès d'Europe Ecologie*" qui se tiendra à La Rochelle du 3 ou 5 juin. Un "*appel*" pour un "*printemps des écologistes*" sera bientôt lancé.

EELV "*doit être une vaste, transparente et démocratique effervescence, pas une cabine de pilotage politicienne réservée à quelques-uns*", concluent-ils. (lexpress.fr 01.04)

L'arbre de la vie n'est pas vert mais gris pour con-bandit et son acolyte. (à l'opposé : « *Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre éternel de la vie.*» parole de Méphistophélès dans Faust de Goethe)

Qu'ils se rassurent, Hulot arrive ! Du vert au bleu marine de l'UMP, si on mélange les deux couleurs cela donne quoi : quelque

chose de bien sombre qui fait penser au crépuscule des Dieux...

2- Libye

Au moins six civils ont été tués samedi à Misrata, où les forces de Kadhafi assiègent et mitraillent sans relâche les insurgés, cherchant à les chasser de la principale ville qu'ils tiennent encore dans l'ouest de la Libye. Parallèlement, la rébellion a indiqué que 13 de ses hommes avaient été tués par erreur par un avion de la coalition internationale près de Brega. L'OTAN a dit avoir ouvert une enquête.

Parallèlement, les forces américains se désengagent de plus en plus des opérations en Libye. Après avoir annoncé jeudi qu'ils retiraient à compter de dimanche leurs avions de combat de la mission désormais sous commandement atlantique, les responsables du Pentagone ont ajouté qu'ils cesseraient également de tirer en Libye des missiles de croisière Tomahawk, qui sont par ailleurs fort coûteux. (AP 02.04)

3- Syrie

Samedi, tandis que quelque 200 personnes manifestaient de nouveau à Deraa (100 km au sud de Damas) épicentre de la contestation lancée le 15 mars au cri de "*La mort plutôt que l'humiliation*", "*Liberté, Liberté*", des dizaines de manifestants ont été interpellés et embarqués à bord d'un autocar, a indiqué un témoin. Quatre contestataires avaient déjà été appréhendés à l'aube : l'architecte Khaled al-Hassan, l'avocat Hassan al-Aswad, l'enseignant Issam Mohammed et Mohammad Fara, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé à Londres.

Dans la cité agricole de Douma (15 km au nord de Damas), où une manifestation s'est terminée vendredi dans le sang avec au moins huit morts et des dizaines de blessés, au moins douze personnes ont été interpellées, a affirmé un militant. Enfin, dans la ville industrielle de Homs (à 160 km au nord), où des manifestations ont également eu lieu, l'OSDH a fait état de 17 arrestations. L'OSDH a exigé dans un communiqué que "*soient libérés tous les prisonniers d'opinion, que cessent les arrestations abusives d'opposants politiques et que les citoyens puisse jouir de leurs droits légitimes de se rassembler pacifiquement et de s'exprimer*". (lemonde.fr 02.04)

Allez camarades révolutionnaires encore un petit effort, continuez sur votre lancée : aucun soutien au peuple syrien qui se soulève contre Assad, il est manipulé par l'horrible impérialisme américain ! Je plaisante bien sûr, nous soutenons ces manifestations.

4- Yémen

Les opposants à Ali Abdallah Saleh ont présenté samedi un plan de transition organisant le transfert du pouvoir détenu par le président yéménite et instaurant un gouvernement d'unité nationale avant la tenue d'élections.

Le plan présenté par les opposants prévoit une restructuration de l'armée et des forces de sécurité sous l'autorité d'un vice-président agissant en qualité de chef de l'Etat provisoire.

Des discussions élargies pourraient alors être tenues sur des modifications constitutionnelles, sur un gouvernement d'union et sur de nouvelles élections, précise un communiqué de l'opposition.

Selon les experts, ces mesures visent à réduire l'influence étendue dont jouissent les proches et les alliés de Saleh au sein de l'appareil militaire et parmi les forces de sécurité. (Reuters 02.04)

5- Oman

Des dizaines de personnes ont manifesté samedi à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, réclamant lors d'un sit-in l'ouverture d'une enquête sur les abus présumés des forces de l'ordre lors d'affrontements violents qui ont fait au moins un mort. Lire la suite l'article

Les troubles de vendredi à Sohar, cette ville industrielle du nord du pays où le mouvement de contestation a débuté il y a plus de six semaines, montrent que les concessions du gouvernement n'ont pas répondu aux exigences des manifestants.

Selon des responsables médicaux, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, un jeune homme de 22 ans est mort dans la nuit des blessures reçues vendredi, et quatre autres manifestants au moins ont été blessés.

Un couvre-feu nocturne a été imposé à Sohar (200 km au nord de Mascate, la capitale), où, selon le parquet, les forces de l'ordre auraient riposté à coups de gaz lacrymogènes, canons à eau et balles en plastique, en "légitime défense" face aux manifestants les caillassant et armés de couteaux. Mais selon les manifestants, la police a tiré à balles réelles.

Les manifestants réclament une plus grande liberté de la presse et une plus grande démocratisation. Ils n'appellent cependant pas au renversement du souverain. (AP 02.04)

Quelle horreur, des monarchistes, on ne va pas les soutenir quand même ? Je déconne, bien sûr qu'on les soutient, cela alimente la crise du régime.

6- Tunisie

Un jeune manifestant a été blessé par "*une balle perdue*" samedi lors d'une manifestation à Tozeur dans le sud tunisien, a rapporté l'agence officielle TAP.

Les manifestants s'étaient rassemblés pour réclamer le départ du gouverneur (préfet) et d'autres responsables de la région.

Selon l'agence, les forces de l'armée sont intervenues et procédé à des tirs de sommation en l'air pour disperser la foule à la suite de jets de pierres en direction du bureau du gouverneur et de "*propos portant atteinte au responsable*".

Transporté à l'hôpital de la ville, le manifestant qui a été atteint à la poitrine, a subi une intervention chirurgicale qui a permis d'extraire la balle. Son état est jugé "*stable*" par les médecins.

A Tunis qui a été le théâtre vendredi d'incidents violents, une nouvelle manifestation s'est déroulée au centre-ville sans donner lieu à des heurts avec les forces de l'ordre. Environ une centaine de jeunes scandaient des slogans hostiles au gouvernement et protestant notamment contre la nomination du nouveau ministre de l'intérieur.

Dans un communiqué, le ministère de l'intérieur a accusé un groupe d'environ un millier de personnes d'avoir semé la veille "*la violence et le désordre*".

Les manifestants se sont attaqués aux forces de l'ordre à coups de pierres, en incendiant un commerce et en détruisant des voitures. La "*situation de panique et de terreur ainsi créée a nécessité l'intervention des forces de l'ordre et des unités de l'armée nationale pour protéger les citoyens et les biens en utilisant les gaz lacrymogènes sans occasionner de blessés parmi les manifestants*", ajoute le communiqué. (AP 02.04)

7- Israël

Israël a demandé samedi aux Nations unies l'annulation du rapport rédigé par Richard Goldstone sur le comportement de Tsahal lors de l'opération "*Plomb durci*" dans la bande de Gaza fin 2008-début 2009.

Dans ce document remis en 2009 au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, le magistrat sud-africain estimait qu'Israël tout comme le Hamas au pouvoir à Gaza s'étaient rendus coupables de crimes de guerre lors du conflit.

Vendredi, le juge écrivait dans une libre-opinion publiée par le Washington Post: "*Si j'avais su ce que je sais maintenant, le rapport Goldstone aurait été différent*".

Quelque 1.400 Palestiniens, dont plusieurs centaines de civils, et 13 Israéliens ont péri lors de l'opération lancée par Tsahal en représailles à des tirs de roquettes sur l'Etat juif.

Dans un communiqué publié samedi, le Premier ministre Benjamin Netanyahu demande à l'Onu de procéder à l'annulation de ce rapport. "*Tout ce que nous avons dit s'est révélé exact. Israël n'a pas nui intentionnellement aux civils. Le fait que Golstone se soit rétracté doit aboutir à classer le rapport*", affirme le communiqué.

De son côté, le chef de la diplomatie israélienne, l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, a déclaré sur la deuxième chaîne de télévision que les civils n'avaient pas été pris pour cible. "*Notre système judiciaire a enquêté sur chaque cas (de mauvaise conduite) sans préjugé (...) la vérité a fini par percer*".

Dans sa tribune libre, Richard Golstone écrit que si Israël avait coopéré avec lui au moment de sa mission, il aurait pu montrer que sa politique n'avait pas consisté à cibler délibérément les civils.

Il ajoute dans les colonnes du Washington Post: "*Je regrette que notre mission d'information n'ait pas eu ces éléments expliquant les circonstances dans lesquelles nous avons dit que des civils ont été pris pour cible parce que cela aurait probablement influencé nos conclusions sur le caractère intentionnel et les crimes de guerre*". (Reuters 02.04)

En représaille à des tirs palestiniens de roquettes qui en 10 ans n'ont fait aucun mort côté israélien (à ma connaissance), l'Etat sioniste a massacré 1 400 Palestiens dont plusieurs centaines de civils, ce sont les faits. Gardons à l'esprit que depuis 1947 les sionistes sont les agresseurs-occupants et les Palestiniens les agressés-occupés.

Entre la réalisation et la sortie de ce rapport en 2009 et le 2 avril 2011 le lobbying sioniste aux Etats-Unis et à l'ONU a poursuivi son oeuvre, voilà tout.

Soudain j'ai un affreux doute : est-ce qu'on ne soutiendrait pas d'affreux terroristes en soutenant la cause palestinienne ? Je plaisante une nouvelle fois...

Social.

1- France

Des milliers de personnes ont participé samedi à des rassemblements contre la politique de santé du gouvernement, organisés dans plusieurs villes à l'appel d'un large mouvement d'associations d'usagers, de syndicats et de partis politiques.

A Paris, entre 2000 (selon la police) et 5.000 personnes (selon les organisateurs) se sont rassemblées place de la Bastille, où plusieurs prises de paroles ont eu lieu sur un podium aménagé pour l'occasion, dont celle d'André Grimaldi, professeur à la Pitié-Salpétrière.

A Lyon, un peu plus de 500 personnes (chiffre de la police) ont défilé dans le centre-ville. A Bordeaux, environ 400 personnes ont fait de même, précédés par des handicapés en fauteuil. Elles étaient environ 300 à Toulouse et 450 à Niort. A La Seyne-sur-Mer (Var), un millier de personnes ont formé un H (pour hôpital), pour défendre la maternité de la commune, menacée de fermeture. Des rassemblements ont aussi été organisés à Nancy, Rennes ou encore Lille.

L'initiative de cette journée d'action, lancée par la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux, a reçu le soutien de dizaines d'associations d'usagers, de syndicats de salariés et de médecins, ainsi que de partis de gauche.

"*Un tel mouvement unitaire, c'est du jamais vu*", s'est félicitée lors du rassemblement parisien Françoise Nay, l'une des responsables de la Coordination nationale, ajoutant qu'il y aurait bientôt de nouvelles initiatives.

Sur le podium, l'intervention du Pr André Grimaldi, pourfendeur des suppressions d'emplois et du financement à l'activité dans les hôpitaux, a provoqué les applaudissements de la foule.

"*Si le président Sarkozy, par malheur, reste à la tête de l'Etat en 2012, les hôpitaux publics pourront déposer leur bilan et être vendus*", a-t-il affirmé, avant de fustiger le patron de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France, Claude Evin. (libération et AFP 02.04)

2- Etats-Unis

Le directeur général de Ford Alan Mulally a perçu une rémunération de 26,5 millions de dollars (18,6 millions d'euros) l'an dernier, en hausse de 48%, dont un salaire de 4,8 millions de dollars.

Ford a dégagé un bénéfice net de 6,6 milliards de dollars en 2010. (Reuters 02.04)

Haut de page

Le 4 avril

Le fichier des articles de presse avec table des matières du mois de mars est en ligne. J'ai rajouté quelques articles de sources diverses sur la Libye dans la rubrique *Documents*.

Faut-il encore ajouter quelque chose à ce que nous avons déjà dit sur la question libyenne sans prendre le risque de se répéter ? Notons pour en avoir peu parlé, que le PS s'est aligné sur l'UMP et que PG s'est empressé de lui emboîter le pas, bref, normal, Mélenchon est rentré au bercaille, pour peu qu'il en soit sorti un jour, quant au PS il est resté fidèle à lui-même.

Sombre rappel. La IVe République dominée par le PS et le PCF n'a pas remis en cause le colonialisme de l'impérialisme français, il

a poursuivi sa guerre au Vietnam jusqu'en 1954, 5 ans auparavant Mitterrand avait fait bombarder Sétif en Algérie (8 mai 1945), 6 ans plus tôt le PS (la SFIO) s'était rangé au côté de sa bourgeoisie pour faire la guerre à l'Allemagne (1939), 3 ans plus tôt, le gouvernement de Front populaire n'avait pas mis fin à la colonisation en Afrique et en Asie de l'impérialisme français (1936), 22 ans plus tôt il s'était également rangé dans le camp de la guerre (août 1914)...

Autre réflexion. On a tendance à analyser les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes dans tous les pays à partir de l'évolution des classes dans le pays où l'on vit, sans forcément tenir compte qu'il existe d'énormes disparités d'un pays à un autre selon leur niveau de développement économique et leur histoire. L'exemple le plus flagrant est celui du taux de scolarisation qui déterminerait le degré d'instruction ou de connaissances générales de la population d'un pays, qui pour un peu servirait à déterminer son niveau de compréhension des rapports qui existent dans la société ou du monde dans lequel nous vivons, puisque c'est dorénavant à cette échelle de grandeur qu'il faut appréhender le niveau de conscience de la population. On commet l'erreur d'appliquer à tous les peuples et à toutes les classes la même échelle de mesure, la nôtre puisque généralement on n'en connaît pas d'autres, ce qui fausse totalement l'approche que l'on peut avoir des rapports entre les classes et de la lutte des classes dans des pays forts différents de celui dans lequel nous vivons, c'est pratiquement inévitable. Dès lors on se gargarise de généralités qui sont très éloignés de la réalité.

Quand on a à l'esprit le degré d'ignorance et l'absence de conscience politique de la majorité de la classe ouvrière et des masses en France, il faut se dire que dans un pays comme la Libye c'est cent fois ou mille fois pire. Ce pays est plus proche de l'Inde que de la France par bien des aspects. On critique à juste titre le contenu des manuels scolaires en France, notamment ceux d'histoire, si vous les compariez avec ceux qui existent en Inde, sans hésitation vous destineriez ces derniers à la poubelle. Imaginez les manuels scolaires dans des pays sous l'emprise de dictatures depuis des décennies, ils célèbrent la gloire du régime, l'histoire de la colonisation est diabolisée, pas besoin pour cela de se rendre dans une madrasa ou école coranique, l'histoire du monde est réduite à peu de choses et falsifiée comme il est difficile de l'imaginer. Prenez les télévisions indiennes les plus populaires dans les langues des différents Etats, elles ne proposent aucune émission, aucun reportage ou documentaire étranger à l'Inde, voir même le plus souvent au-delà des Etats où elles sont diffusées, la vie de leurs téléspectateurs, le monde pour eux se limite à quelques centaines de kilomètres carrés. Quand les masses ne sont pas illettrées ou analphabètes, elles sont incultes ou presque, à l'école elles ont appris à lire, écrire et compter, quant au reste elles en ignorent tout. Et ces masses se comptent par centaines de millions, elles votent, devinez comment. Et pour ce qui concerne la petite-bourgeoisie et les couches moyennes, leurs connaissances sont surfaites, elles ne les entretiennent pas et elles cessent d'évoluer le jour même où elles sortent du cycle scolaire jusqu'à leur mort. Le niveau intellectuel ou plutôt la faculté de raisonnement d'un jeune de 20 ou 25 ans qui a suivi des études universitaires est inférieur à un bon élève en CM1 en France, il faut l'avoir constaté soi-même pour le croire tellement cela paraît incroyable. Ici on ne développe pas des facultés intellectuelles pour ensuite s'en servir dans ses jugements ou applications pratiques dans la vie quotidienne, pour s'élever vers un idéal, non, on ne les conçoit pas comme un acquis, elles permettent tout au plus d'accéder à un statut social supérieur qui permettra d'acquérir des produits de consommations ou des biens matériels sur lesquelles on se rue sans réfléchir. Dans leur vie, chaque expérience est vécue comme une abstraction sans lien entre elles, aucun fil ne les relie entre elles, ainsi leur vie n'a strictement aucun sens. C'est bien simple, on a l'impression étrange d'être face à des gens qui ne réfléchissent pas, qui n'ont pas appris à réfléchir, pour lesquels c'est un exercice pénible autant qu'inutile, qui ne rapporte rien en terme de notoriété ou sur le plan de l'enrichissement matériel personnel, au point que la notion de plaisir est quasiment absente de leur existence, si elle existe c'est uniquement par rapport à son contraire (ou son voisin !) qui lui n'a pas besoin d'eux pour se manifester, on est content d'être en bonne santé, parce que ce n'est pas marrant d'être malade, on est satisfait d'avoir fait un bon repas parce que la faim est difficilement supportable, leur notion de plaisir ne va pas plus loin généralement.

C'est le développement intellectuel qui accompagne le développement des forces productives qui engendre dans la vie l'épanouissement ou le développement des notions de bon, de bien, de beau. Pour eux, c'est l'aspect pratique des choses, bassement matériel qui prédomine, ce qui est normal dans des pays où de nombreuses personnes manquent de tout, tout le reste est superflu. Si le développement économique du pays permet désormais de satisfaire des besoins matériels, pour la majorité de la population ce rapide ou soudain bien-être matériel est vécu comme un don du ciel ou de la sainte providence, il ne s'accompagne d'aucune réflexion, leur mode de vie s'en trouve parfois profondément transformé sans qu'elle n'y comprenne quelque chose, elle se laisse porter par une vague qui les transporte dans un autre monde sans qu'elle ait la moindre emprise dessus, du coup elle conserve les mêmes réflexes que par le passé, elle reproduise par mimétisme les rapports qui existaient lors de leur enfance et ainsi de suite, les mentalités n'évoluent pas ou alors extrêmement lentement, par exemple, si hier encore il était normal qu'une procession religieuse bloque la circulation lorsqu'il n'existait pratiquement pas de voitures et très peu de deux roues à moteur, maintenant que plus de 300.000 deux roues et des milliers de voitures circulent dans Pondichéry et sa banlieue engendrant en temps normal des embouteillages, les mêmes processions sont autorisées aux heures de pointes et crées de gigantesques bouchons où l'on suffoque, et bien tout le monde trouve cela tout à fait normal ou ne s'en plaint pas ou en tout cas n'en dit rien, comme si l'un allait de pair avec l'autre et qu'il faille faire avec. On peut juger le niveau d'ignorance et de soumission d'un peuple à la fréquence avec laquelle il manifestera la faculté de s'en remettre à la fatalité pour répondre à des questions qui le dépassent totalement.

Dans tous ces pays-là le développement des forces productives et la satisfaction de besoins nouveaux n'a pas été le produit direct de la lutte des classes qui s'est traduit en occident par des revendications sociales, dont celles de l'accès à tous à un niveau d'instruction de qualité pouvant être développé ensuite. C'est de l'extérieur, par l'impérialisme en important des masses gigantesques de capitaux dans ces pays que leur développement économique s'est réalisé sans que forcément tous les autres rapports évoluent, d'où la présence de rapports semi-féodaux, les castes en Inde, les ethnies, les tribus ou les clans

en Libye ou dans beaucoup d'autres pays, ou encore les rapports entre les hommes et les femmes ou entre les parents et les enfants qui sont littéralement livrés à eux-mêmes en guise d'éducation.

L'Inde est un pays qui vit relativement en paix, bien que j'aie l'habitude de regarder la réalité en face et de ne pas être choqué pour un oui ou un non, je suis également habitué à m'adapter à bien des situations, quand j'observe le comportement des Indiens je suis extrêment surpris de constater que nous n'avons absolument aucune valeur en commun, je rappelle que ma compagne est d'origine indienne et que nous vivons ensemble depuis 21 ans et que j'habite dans un village de pécheurs et non dans le quartier "blanc" de Pondichéry ou un quartier résidentiel de banlieue. Récemment elle a fait une découverte, elle m'a dit : "*j'ai compris que ce n'était pas facile de vivre ensemble quand on n'a pas la même culture*". Elle a mis 21 ans pour s'en apercevoir la pauvre femme, autant dire que ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, j'avais largement eu le temps de m'en rendre compte, disons 20 ans et quelques mois, c'est pour dire la distance qui nous sépare... Je ne lui en fais pas le reproche évidemment, ce serait injuste et stupide.

Maintenant replacez tout cela sur le plan politique et analyser les discours qu'on nous sert sur un tas de pays, ils sont sans doute très juste sur un plan théorique ou sur un plan historique, mais ils ne peuvent s'adresser qu'à une infime minorité de militants qui se comptent sur les doigts de la main dans ces pays-là et ils sont en grande partie totalement déconnectés de la réalité telle que la vit la majorité de la population de ce ces pays. Si l'on ajoute à ce qui a été dit qu'elles n'ont pratiquement aucune tradition dans le domaine de la lutte des classes, que leur histoire passée n'a finalement concerné que l'élite au pouvoir, que dans ces pays où la corruption est généralisée tous les partis politiques sont complètement pourris jusqu'à la moelle, quand ils existent, ce qui n'est pas le cas de la Libye ou de la Syrie par exemple, et vous aurez compris que même l'instauration d'une république démocratique bourgeoise demeure encore au-delà de leur portée, on peut le déplorer, pire le nier, mais c'est hélas ainsi. En France nous sommes passés par cinq Républiques en plus de deux siècles, toutes très imparfaites, c'est un euphémisme, je n'irais pas jusqu'à dire que tous les pays devront en passer par le même parcours avant de parvenir à un niveau de développement similaire ou comparable de la démocratie, mais on ne peut pas l'exclure, sauf encore une fois à prendre ses désirs pour la réalité.

S'il est aussi facile en France à l'UMP et au PS ainsi que ses satellites de manipuler et tromper les masses avec l'aide des médias et autres instituts de sondage, imaginez un peu ce qu'il en est dans ces pays-là, sous des dictatures, des régimes policiers qui terrorisent leur population... En Libye, Kadhafi s'est inspiré des soviets tels qu'ils étaient devenus sous Staline, on pourrait dire aussi qu'il a expérimenté avant l'heure les bienfaits de la démocratie participative chère à Marie-Ségolène Royal, en organisant des comités populaires contrôlés par l'appareil politique du régime, des sortes de comités de quartiers où la population peut s'exprimer à ses risques et périls sur des projets sociaux, ce qui a fait dire à certains illuminés que son régime était un modèle de démocratie ! Vous pouvez prendre aussi des pays comme la Corée du Sud et du Nord, la Chine ou le Japon, des pays où la population est hyper disciplinée, où l'on chante l'hymne national au garde-à-vous au réveil à la gloire de la nation, elle a le cerveau pour ainsi dire bridé, militarisé de telle sorte qu'avant qu'elle entrevoie une issue politique pour mettre fin au régime en place beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts de Paris...

C'est bien de se conformer à des principes appris par coeur à défaut d'être capable de se forger une conviction sur la réalité et la manière dont elle pourrait évoluer favorablement, pour ma part je préfère cette dernière méthode. La théorie et les principes ne servent que d'indicateurs dans notre combat, ils ne peuvent et ils ne doivent en aucun cas remplacer une analyse minutieuse et impartiale de la réalité.

J'ai écrit ces lignes d'un trait, il serait possible de les écrire en corrigeant la syntaxe et le style, je n'ai plus le temps.

Parole d'internaute

(A propos de la Syrie)

- Amin Haddad : "Si le nombre des manifestants est resté limité, la contestation s'est élargie sur le plan géographique". Cette phrase doit être explicitée pour les lecteurs ayant ayant comme base culturelle la démocratie. En Syrie, "manifester" aujourd'hui demande d'accepter le risque de mourir, d'imaginer ses enfants orphelins. Plusieurs milliers de syriens ont ce courage. Ce nombre augmente et avec diminue le risque de mourir jusqu'au point de bascule,où presque tous sortiront pour faire chuter la dictature. (lemonde.f 03.04)

Ajoutons aux "*lecteurs*" du journal Le Monde, les militants qui suivent aveuglément leurs dirigeants. Demain on nous expliquera qu'il n'y a jamais eu de manifestations spontanées en Syrie, comme il n'y a jamais eu une tentative de soulèvement de la population en Libye de la frontière tunisienne à la frontière égyptienne.

Politique

1- Libye

1.1- Les forces loyales à Mouammar Kadhafi ont pilonné dimanche deux localités situées dans une région montagneuse au sud-

ouest de Tripoli et peuplées de Berbères traditionnellement rétifs au régime libyen, ont rapporté des habitants.

Les forces gouvernementales ont tiré avec leurs blindés sur la ville de Zentane, à 160 km au sud-ouest de la capitale.

Deux personnes ont trouvé la mort dans le pilonnage de la localité voisine de Yefren où les troupes loyalistes fouillent les maisons et tuent "*tout ce qu'elles trouvent*", y compris le bétail (moutons et dromadaires), selon le récit des habitants.

"*Les brigades de Mouammar Kadhafi ont bombardé Zentane avec leurs blindés au petit matin. Il s'agit de pilonnages à l'aveuglette du secteur nord (de Zentane)*", a-t-il ajouté.

Les informations concernant ces deux villes sont pour le moment invérifiables de source indépendante, les autorités libyennes interdisant aux journalistes de s'y rendre.

Les Berbères de Libye sont concentrés dans un massif montagneux qui commence à une centaine de km au sud de Tripoli et court vers l'ouest en direction de la frontière tunisienne. (Reuters 03.04)

Dans l'ouest toujours, la terrible bataille de Misrata se poursuivait, selon les chaînes arabes d'information en continu. La troisième ville du pays, la seule à être restée aux mains de l'opposition en Tripolitaine, est assiégée depuis des semaines, pilonnée jour après jour par l'artillerie lourde gouvernementale.

Misrata est la cible de tirs nourris des forces fidèles à Kadhafi qui ont essayé d'entrer en trois point différents. Des bombardements ont repris dimanche matin. «*Ils ont utilisé chars, roquettes, obus de mortier pour bombarder aujourd'hui. C'étaient des bombardements au hasard et très intenses. On ne reconnaît plus la ville. Les dégâts sont indescriptibles*», a déploré un porte-parole de la coalition à Reuters. Selon les rebelles, plus de 200 personnes, essentiellement des civils, sont mortes dans les combats dans cette ville. En outre, une offensive a détruit les principaux entrepôts assurant l'alimentation de la ville, de farine et de sucre.

Les combats entre forces insurgées et troupes gouvernementales se concentraient dimanche autour de Brega, ce site pétrolier stratégique sur le golfe de Syrte, théâtre de combats acharnés depuis trois jours et où la rébellion semblait reprendre du terrain.

Plus à l'est, à Benghazi, "*capitale*" de la Libye insurgée, Abdel-Hafiz Ghoga, vice-président du Conseil national de transition (CNT), a estimé que du fait de ces facteurs combinés -isolement international, frappes et meilleure organisation de la rébellion- la chute du colonel Kadhafi n'était plus qu'une "*question de jours*". L'opposition veut instaurer une démocratie parlementaire, a assuré dimanche à l'Associated Press cet avocat de 51 ans originaire de Benghazi.

Les forces loyales au colonel Kahafi ont également tiré vendredi et samedi des dizaines de roquettes sur la ville de Ketla au sud-ouest de Tripoli, contrôlée par la rébellion, faisant plus d'une trentaine de morts, selon des habitants de la ville. (AP et lefigaro.fr 03.04)

1.2- Le haut diplomate libyen Ali Triki a démissionné de ses fonctions de conseiller de Mouammar Kadhafi et de représentant de la Libye à l'ONU, ont indiqué dimanche des responsables de la Ligue arabe.

M. Triki, un ex-ministre des Affaires étrangères et des Affaires africaines, qui a aussi représenté la Libye aux Nations unies (2003-2009) et en France (1995-2000), s'est entretenu dimanche au Caire avec le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa mais a refusé de parler à la presse.

Doyen des diplomates libyens, il était le "*Monsieur Afrique*" du colonel Mouammar Kadhafi. Il a ainsi joué un rôle important dans la création de l'Union africaine en 1999 et a participé directement à la médiation de plusieurs conflits en Afrique, notamment au Soudan, au Tchad, et entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

Malgré ses 73 ans et ses problèmes de santé, M. Triki avait été nommé début mars par le colonel Kadhafi représentant de la Libye à l'ONU après la défection d'Abdelrahman Chalgham.

Depuis 2004, il occupait la fonction de secrétaire (ministre) aux affaires de l'Union africaine. (liberation.fr 03.04)

1.3- Par ailleurs, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères libyen Abdelati Obeidi, émissaire du gouvernement libyen, va rencontrer dimanche soir le Premier ministre grec Georges Papandreou à Athènes, a indiqué le cabinet du Premier ministre.

"*Il semble que les autorités libyennes cherchent une solution*", a dit le ministre grec des Affaires étrangères Dimitris Droutsas, après une rencontre avec le vice-ministre libyen des Affaires étrangères, Abdelati Obeïdi.

Un responsable gouvernemental a précisé à Reuters qu'Obeïdi a exprimé le souhait de la Libye de voir les combats s'arrêter. Obeïdi a informé Papandréou qu'il va ensuite se rendre à Malte et en Turquie, a ajouté Droutsas.

La Grèce entretient depuis de nombreuses années de bonnes relations avec le régime libyen et le chef du gouvernement grec a eu une série d'entretiens téléphoniques avec des responsables à Tripoli mais également avec ses homologues britannique et turc et avec des dirigeants qataris au cours de deux derniers jours.

Outre le Premier ministre libyen Al-Baghdadi Ali Al-Mahmudi, M. Papandreou s'est également entretenu avec le Premier ministre du Qatar samedi Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al Thani.

Par ailleurs, il a eu dimanche un entretien téléphonique avec le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, a ajouté le communiqué. (liberation.fr et Reuters 03.04)

2- Yémen

La police est violemment intervenue dimanche à Taiz dans le sud du Yémen contre plusieurs milliers de manifestants réclamant le départ du président Ali Abdullah Saleh, selon des médecins et des témoins.

D'après des témoins, la police a chargé la foule à coups de matraques et gaz lacrymogènes contre les manifestants scandant "*notre manifestation est pacifique*". (AP 03.04)

3- Bahreïn

Les autorités de Bahreïn ont décidé dimanche de suspendre le principal journal d'opposition du pays, l'accusant de diffuser de fausses informations sur les manifestations antigouvernementales et la répression.

L'agence de presse officielle BNA et des journaux gouvernementaux ont annoncé que le journal Al Ouasat avait été suspendu.

"*Le journal a adopté comme ligne éditoriale le mensonge, la falsification et le plagiat dans le but de tromper ses lecteurs en publiant des articles et de photos tronqués*", écrit BNA.

"*Cela pose une menace directe et délibérée pour la sécurité et la stabilité du royaume*", ajoute l'agence.

Mansoor al-Jamri, rédacteur en chef d'Al Ouasat, a décidé de démissionner, précisant ne pas savoir si l'autorisation d'imprimer le journal a été révoquée.

"*Nous travaillons dans des conditions extrêmes, notre personnel a été attaqué physiquement et nous avons été menacés*", a-t-il raconté. "*Je suis personnellement l'objet d'attaques à la télévision nationale depuis trois semaines. Cela ressemble à une campagne orchestrée pour faire taire la dernière voix indépendante du pays*", a-t-il ajouté. (Reuters 03.04)

4- Syrie

4-.1- "*Le président Assad a promulgué un décret chargeant Adel Safar de former le gouvernement*", a annoncé l'agence officielle Sana. Le gouvernement précédent, dirigé par Mohammad Naji Otri depuis 2003, n'a pas survécu à la contestation et a présenté sa démission mardi. Membre du parti Baas et âgé de 58 ans, M. Safar est un spécialiste des questions agricoles. Il a été doyen de la faculté d'agriculture de Damas (1997-2000) avant de devenir ministre en 2003.

Quinze jours après le début de la contestation, le discours très attendu du chef de l'Etat, mercredi, les avait déjà déçu : devant les députés, Bachar Al-Assad n'a annoncé aucune mesure de libéralisation, aucune réforme concrète et encore moins, comme espéré, la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963. Il a par contre mis en garde les opposants contre toute forme de sédition.

Peu convaincus par l'arrivée d'un nouveau gouvernement, ces derniers appellent à une nouvelle semaine de mobilisation : une journée de protestation est prévue mardi, une journée de "*boycott*" mercredi, et des rassemblements jeudi devant les sièges du parti Baas à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de ce parti en 1947. Les opposants ont également demandé à leurs partisans de défiler vendredi dans toute la Syrie pour montrer "*le mécontentement du peuple*". Il s'agira du quatrième vendredi où les Syriens sont appelés à descendre dans la rue pour afficher leur mécontentement face à l'absence de libéralisation du régime.

"*La contestation est limitée dans son ampleur mais elle s'enracine*", a affirmé à l'AFP un homme d'affaires syrien qui a tenu à garder l'anonymat. L'épicentre de la contestation reste Deraa (100 km au sud de Damas), avec des milliers de manifestants, mais dans les autres villes des centaines de personnes osent aussi braver l'état d'urgence pour défiler. Et si le nombre des manifestants est resté limité, la contestation s'est élargie sur le plan géographique. Vendredi, des manifestations se sont

ainsi déroulées pour la première fois dans le nord du pays, à majorité kurde.

Même Al-Watan, quotidien privé proche du pouvoir, a reconnu l'importance du mouvement: "*Plusieurs milliers de personnes sont sorties dans la rue sans confrontation, à part ce qui s'est passé à Douma, où selon Sana, des membres de la sécurité et des citoyens ont été victimes des francs-tireurs*". (lemonde.f 03.04)

4-.2- Des milliers de personnes ont accompagné dimanche les dépouilles de huit manifestants tués vendredi à Douma.
Les protestataires ont annoncé de nouvelles manifestations cette semaine.

"*Huit morts de Douma ont été enterrés aujourd'hui. Il y a trois autres manifestants tués mais qui sont des villages voisins d'Arbine et Sbinah*", a déclaré Mazen Darwiche, directeur du Centre national de l'information et de la libre expression, fermé depuis 2009, qui était présent aux obsèques.

Selon lui, "*des dizaines de milliers de personnes ont participé aux obsèques. Elles ont scandé des slogans en hommage aux martyrs, réclamé la liberté et s'en sont prises à la presse officielle*".

"*Où sont les gangs*", proclamaient des pancartes pour tourner en dérision la version officielle accusant des "*bandes armées d'avoir ouvert le feu vendredi à partir des toits*".

Quelques appels à la "*chute du régime*" ont été étouffés par la foule. Les obsèques sont parties de la grande mosquée de Douma vers le cimetière en passant par les rues de la ville. Il n'y avait aucune présence visible des forces de sécurité.

Pour sa part, Mountaha al-Atrache, porte-parole de l'organisation syrienne des droits de l'Homme "*Sawasiyah*", qui a aussi participé aux obsèques, a assuré que "*les manifestations se poursuivront. Le peuple ne gardera plus le silence car la barrière de la peur est tombée*". (liberation.fr 03.04)

Social

Gabon

Une grève paralyse le secteur pétrolier gabonais, qui produit d'ordinaire 240.000 barils par jour, a annoncé samedi un représentant syndical.

"*Nous pouvons confirmer ce soir que toute la production est arrêtée*", a déclaré Arnaud Engandji, porte-parole de l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep).

Le syndicat, qui représente 4.000 des 5.000 salariés du secteur, a appelé à cesser le travail vendredi soir après la rupture des négociations sur l'embauche de personnel gabonais.

Les pouvoirs publics ont accepté l'an dernier de limiter à 10% le nombre d'expatriés employés dans le secteur pétrolier et de réserver les postes à responsabilité à des Gabonais, mais le texte n'a jamais été promulgué.

Le président Ali Bongo Odimba s'est dit favorable la semaine dernière à la "*gabonisation*" du secteur, mais a souhaité une approche prudente pour garantir le maintien de la compétitivité.

Le français Total et l'anglo-néerlandais Shell, compagnies étrangères les plus actives au Gabon, ont confirmé vendredi l'arrêt de la production.

Septième producteur africain, le Gabon est aussi le plus mûr, mais ses capacités déclinent depuis 1997. Elles étaient alors de 370.000 barils par jour. (Reuters 03.04)

Haut de page

Le 5 avril

Invitation reçue du Cermtri (Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux).

Conférence - débat, le Samedi 9 avril 2011 à 14 h 15, au Centre d'Histoire Sociale, 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-

Paul), Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol, avec Jean-Numa Ducange, le thème : *Deux visions de la Révolution française*.

Ce que je trouve excellent dans la présentation qui est faite de cette "*conférence-débat*", c'est que d'emblée les organisateurs comparent l'ouvrage qu'y a consacré Kautsky en 1889 (donc avant qu'il ne devienne un renégat du marxisme, mais quand il était encore bien jeune, il avait 35 ans) qui faisait une centaine de pages, avec les 2 000 pages qu'avait consacrées Jaurès à la Révolution française, en prenant soin de préciser aux militants qui souhaiteraient y participer sans qu'il faille y voir le moins du monde une tentative d'orienter leur jugement, qu'il n'était pas possible de comparer "*l'analyse de Kautsky, ni par son ampleur, ni par la richesse de la documentation, ni par son point de vue, ni par la vision*" avec celle du bien-aimé et regretté Jean Jaurès, la dernière idylle en date après Trotsky des dirigeants du courant communiste internationaliste du POI ou les curés de la Libre Pensée, ne cherchez pas ce sont les mêmes, sans oublier que certains d'entre eux sont francs-maçons pour tout arranger, ceux que Trotsky depuis passé à la trappe voulait "*brûler*", ce sont ces mots. A ce propos, si vous vous connectez sur Internet et que vous vous intéressez à la Commune de Paris, jetez donc un oeil au rôle infâme que les francs-maçons y ont joué, il est rappelé dans plusieurs sites fort bien documentés.

Vous aurez compris que tout comme la Libre Pensée, le Cermtri est un appendice du CCI-POI qui a pour principal objectif de refaire l'histoire à sa manière et ainsi de manipuler les militants de leur courant politique pour les faire adhérer à la ligne politique de ses dirigeants... Pour que vous puissiez vous faire une libre opinion sur leurs réelles intentions et le jugement que je porte sur elles, car je ne vous demande pas d'adhérer aveuglément à l'interprétation que j'en fais, je mets ce courriels en ligne dans la *Tribune libre*, à vous de vous faire votre propre idée. Et s'ils ne m'envoient plus leurs lettres d'information dans l'avenir, tant pis, vous lirez plus loin dans le passage sur la Chine que la liberté d'expression ne peut souffrir aucune exception.

Avant d'en venir aux infos en bref, les affaires reprennent :

- Pfizer vend Capsugel à KKR pour 2,38 milliards de dollars - Reuters
- ING souhaite 30 à 32 euros par action Tognum- Reuters
- Solvay lance une OPA amicale de 3,4 milliards d'euros sur Rhodia - Reuters
- PAI va racheter Kiloutou à Sagard pour 535 millions d'euros - Reuters
- Vivendi rachète le solde de SFR pour 7,95 milliards d'euros - Reuters
- Un nouveau géant mondial de la chimie est né - Le Figaro
- Sanofi clôture son offre sur Genzyme et en récolte 84,6% - Reuters
- Deutsche Börse ignore s'il relèvera son offre sur Nyse - Reuters
- Minmetals offre 6,5 milliards de dollars canadiens pour Equinox - Reuters
- BP poursuit les cessions et vend ARCO Aluminum - Reuters
- Ingenico se renforce aux Etats-Unis avec Hypercom - Reuters
- SABMiller envisagerait une offre sur le brésilien Schincariol - Reuters

Et ce ne sont que les titres d'une seule journée, pas vraiment de la bricole, c'est du gros gibier à exproprier qu'il s'agit à chaque fois ! Impressionnant, non ? Non, vous avez raison, il en faut plus pour nous déstabiliser et nous atteindre au moral.

C'est marrant, ceux qui ne sont même plus capables d'émettre un mot d'ordre contre Kadhafi et son régime sont les mêmes qui disent non à la "*réforme constitutionnelle*" voulue par Sarkozy, à croire qu'on se trouverait bien sous la Constitution de la Ve République telle qu'elle existe aujourd'hui. Vous ne faites pas le lien entre les deux ? Réfléchissez un peu. On y reviendra.

Ce sont les mêmes qui ont fait campagne pour le "*non*" au référendum en 1969 quelque temps avant que l'UDR - l'ancêtre de l'UMP ne détiennent les deux tiers des sièges à l'Assemblée nationale. Cela n'a pas forcément un rapport, je vous l'accorde, par contre quand ils font preuve d'une excellente mémoire pour nous resservir l'histoire de ce référendum, et qu'étrangement ils se montrent amnésiques quant à l'autre événement qui avait marqué cette année 69, vous ne trouverez pas cela plutôt curieux, non ? Non, décidément vous ne voulez pas vous poser de questions, et bien nous allons continuer à les poser à votre place.

Après s'être planté lamentablement dans le n°141 d'*Informations ouvrières* à propos de la commémoration de la Commune de Paris, le POI dans le numéro suivant s'est rabattu sur la Révolution française de 1789 où ils sont manifestement plus à l'aise. Au fait, les révolutionnaires tunisiens ne sont pas des demeurés, ils n'avaient pas besoin qu'on leur explique en quoi consistaient les réformettes prises par la Communes ou des mesures sociales du genre vente de pommes de terre à prix coûtant pour les plus pauvres, ils peuvent décider librement de fixer le prix de la semoule, par contre ils ont peut-être besoin de conseils pour remettre en cause la propriété privée des moyens de production, ce qu'*Informations ouvrières* n'a pas trouvé bon de leur suggérer, ils devaient avoir la tête ailleurs... Un oubli sans doute ? Pensez-vous, Schivardi et ses semblables en auraient fait un infarctus !

Parole d'internaute.

"Les principaux partenaires économiques de Kadhafi (Russie, Allemagne, Italie, Turquie, Chine) ont clamé leur hostilité à l'initiative franco-britannique (elle-même faiblement soutenue par Obama). Ces "pays neutres" semblent avoir imposé un partage de la Libye en 2, via un accord secret ayant permis l'absence de veto Russo-Chinois et donc le vote de l'ONU= A l'est, Benghazi avec un statut de "zone protégée". Le centre (port de Misrata, 3e grande ville de Libye) et tout l'Ouest abandonnés aux canons de Kadhafi.

Lors de la prise en main par l'OTAN, le 1er Ministre Turc Erdogan a exulté publiquement pour "la mise à l'écart de facto de la France" (les pays hostiles aux frappes anti-tanks sont majoritaires à l'OTAN).

Question: Pourquoi "l'axe Russo-Germano-Italo-Turc" refuse la livraison d'armes défensives aux insurgés? Pourquoi défendre Benghazi et permettre l'écrasement des insurgés de Misrata et de l'Ouest? Les USA avouent que Kadhafi a encore 80% de ses chars et canons. Les attaques au sol se sont estompées et ont permis à Kadhafi de reprendre l'offensive sur 3 fronts (Ouest, centre et est). Des pays africains notoirement corrompus par Kadhafi et l'axe Russo-Germano-Italo-Turc veulent préserver leurs fructueux liens financiers avec Kadhafi: c'est compréhensible. La limitation géographique et le ralentissement des frappes Franco-Anglaises puis le retrait des avions d'attaque US le sont moins. Car le texte de l'ONU, clair, précis, permet juridiquement la frappe des tanks de Kadhafi tant que ceux-ci continuent de tirer sur les villes.

Les armes de contrebande et mercenaires doivent être interceptés. La "no fly zone" actuellement dirigée par les "neutres" (hostiles aux frappes) ne couvre que 50% du territoire libyen et prend soin de ne couvrir aucune des frontières avec la Tunisie, l'Algérie, le Niger, le Tchad, le Soudan et l'Egypte. Une passoire qui laisse librement passer les milliers de nouveaux mercenaires enrôlés par Kadhafi, en totale contradiction avec le texte de l'ONU. Pourquoi AUCUN avion français pour défendre Smirata et l'ouest? Quelqu'un peut-il expliquer cette "hypocrisie organisée" par les "neutres" et l'OTAN? Quels sont les racines de cet incroyable retournement diplomatique et militaire? Merci de nous répondre." (lefigaro.fr 04.04)

Je n'ai plus le temps de répondre aux différentes questions posées ici, il est 16h chez moi en Inde et je n'ai pas décollé de l'écran depuis 7h15 ce matin.

Pour répondre rapidement à la dernière question posée par cette personne, ce n'est qu'une hypothèse, dès le départ ou très rapidement ils ont envisagé la partition en deux de la Libye, se rendant compte qu'ils ne pourront jamais venir à bout de Kadhafi dont les forces sont concentrées à l'ouest du pays, sans devoir se livrer au même carnage qu'en Serbie où ils n'avaient pas frappé les forces militaires mais les infrastructures du pays. Ils ont peut-être cru au départ que les masses libyennes trouveraient la force de se soulever par elles-mêmes à Tripoli et sa région, mais la féroce répression que Kadhafi a déclenchée en réponse aux premières manifestations les ont peut-être persuadés du contraire.

Ne pouvant pas mettre en oeuvre une partition du pays au bout seulement de deux semaines de bombardement, ils font durer le plaisir, et face au constat que tout le monde dressera d'ici quelques semaines qu'il est impossible de venir à bout de Kadhafi d'une part, et qu'il est impossible de le laisser massacrer la population de Benghazi et ses alentours d'autre part, ils passeront à la deuxième étape de leur plan revu et corrigé. Tout dépendra maintenant des ressources dont disposent encore Kadhafi et son régime dans son fief de Tripoli pour continuer cette guerre et de l'attitude à son égard de la population. On y reviendra demain.

Je n'ai pas le temps de corriger les fautes, j'ai écrit directement dans la page d'accueil du site, à l'écran si vous voulez, je me suis juste assuré que le formatage de la page était correct. Pas d'images non plus. Il fait 40°C ici et je crève littéralement.

Politique.

1- France.

1.1- La fuite en avant de la dérive autoritaire du régime.

S'exprimant, lundi 4 avril, en marge d'un déplacement à Nantes (Loire-Atlantique), le ministre de l'intérieur, Claude Guéant, a estimé que '*l'accroissement*' du nombre de musulmans en France et '*un certain nombre de leurs comportements posent problème*'.

'*La question interpelle nos concitoyens : nombreux sont ceux qui pensent qu'il y a des entorses à la laïcité*', a souligné Claude Guéant. 'En 1905, il y avait très peu de musulmans en France, aujourd'hui il y en a entre 5 et 10 millions', a-t-il poursuivi. (lemonde.fr 04.04)

Il y en a 5 ou 10 millions, ce n'est pas vraiment la même chose ! On voit tès bien ici qu'il stigmatise une nouvelle fois les musulmans et que sa réelle intention n'est pas de rappeler à certains qu'ils doivent respecter la loi de 1905. Mais quelle légitimité ont Guéant, Sarkozy et son gouvernement dans le pays ?

Guéant explique par ailleurs qu'il ne touchera pas à la loi de 1905 en en faisant les louanges. Mais qui l'a remise en cause une multitude de fois depuis 30 ans ? Le PS et l'UMP a commencé par Sarkozy lui-même. C'est comme la politique répressive et liberticide des ministres de l'Intérieur qui se sont succédés depuis 2002 qui ont encouragé les policiers à faire du zèle contre les jeunes et les manifestants ou encore l'ensemble de la population lors de contrôles de police, Sarkozy a piétiné la loi de 1905, dès lors les religieux ont été encouragés à l'imiter voilà tout.

1.2- Comment ils ont créé des zones d'exclusion pour ensuite les jeter en pâture à la vindicte publique.

Selon une enquête Ipsos/France Bleu sur les conditions de vie dans les quartiers sensibles rendu public ce lundi, 43% des Français ont le sentiment que la situation des quartiers sensibles -concernant le logement, la sécurité et l'emploi- ne change pas, voire se détériore.

Parmi eux, 16% estiment que les choses se sont beaucoup dégradées. Plus de cinq ans après les émeutes de l'automne 2005, seuls 11% estiment au contraire que la situation s'est améliorée. 42% pensent qu'elle n'a pas vraiment changé.

Ce sondage montre par ailleurs que 21% des habitants des quartiers sensibles (et 13% des Français) jugent que le Front National est le plus apte à apporter une réponse efficace aux problèmes rencontrés dans ces territoires en difficultés.

Les habitants des quartiers sensibles portent néanmoins un regard un peu plus nuancé que leurs compatriotes: 32% (contre 43%) considèrent que la situation s'est dégradée et 18% (contre 11%) perçoivent même une amélioration. Cependant, les trois quarts de ces habitants disent avoir envie de déménager.

Parmi leurs difficultés éprouvées au quotidien: 54% reconnaissent ne pas se sentir en sécurité dans leur quartier, 45% se sentent mis à l'écart ou rejetés en raison de leur quartier de résidence.

Comment améliorer les choses? Les trois principales mesures retenus par les sondés portent sur l'installation d'entreprises qui embauchent dans ces quartiers (44%), une amélioration du système éducatif (36%), avant un renforcement de la présence policière (27%).

Quel est le parti le plus compétent en matière de "*quartiers*"? 36% des Français (et 25% des habitants des quartiers sensibles) considèrent que la Gauche (PC, PS, Verts) est la plus apte à améliorer la situation, tandis que respectivement 15% et 7% d'entre eux désignent l'UMP. C'est moins que les 13% et... 21% du FN révélés par ce sondage. (lexpress.fr et AFP 04.04)

1.3- Quand les médias font grâcieusement la courte échelle aux réacs.

Ils se disent voltairiens, de droite sans être forcément sarkozystes et aucun ne rechigne à se qualifier de '*réactionnaire*'. On les reconnait vite à leur ton, souvent à l'emporte pièce, et plus encore à leurs thèmes de prédilection : une vision catastrophée de l'école, une ironie à l'égard du '*politiquement correct*' (cette autre façon, dans leur bouche, de dire la gauche), un discours parfois très raide sur l'immigration en général et l'islam en particulier et, depuis l'avènement de Marine Le Pen, la certitude affichée que le Front national doit désormais être tenu pour un parti comme un autre.

Entre eux, ils ont vite fait le compte des membres de leur club informel. 'Eric Zemmour est le plus connu et le plus cultivé', récapitule Elisabeth Levy (site Causeur), l'unique femme parmi eux, avant d'énoncer Robert Ménard (ancien secrétaire général de Reporters sans frontières), qui s'apprête à publier un livre carrément intitulé Vive Le Pen, Yvan Rioufol (éditorialiste au Figaro) et Eric Brunet (animateur sur RMC). Cinq donc, c'est évidemment peu dans des médias qu'ils croient 'tenus à 80% par la gauche.' Mais ils cumulent des chroniques régulières dans les télévisions et les radios.

'*Nous faisons trembler la République*', s'amuse Eric Zemmour qui explique avoir '*pénétré dans la machine à propagande par les émissions où se produisent aujourd'hui les nouveaux maîtres à penser : les acteurs, les chanteurs, les people*', en s'inspirant du marxiste italien Antonio Gramsci et des trotskistes français. ' *Je suis dans un combat idéologique et culturel, dit-il, et j'ai retourné contre la gauche ses propres armes.*' (lemonde.fr 04.04)

Il y a une semaine ou 10 jours, Tom Pouce (Marx pour désigner Thiers) en mal d'inspiration et pourtant déjà entouré d'une flopée de réacs pur sucre, a invité quelques "*intellectuels*" dans son somptueux Palais, dont le chroniqueur du Figaro et très réactionnaire Eric Zemmour, condamné récemment pour ses propos racistes tout comme Hortefeux, peu importe pour La Talonnette, il faut qu'il continue de cultiver sa haine des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière pour tenter de piquer des voix au FN ou le faire monter encore plus haut dans les sondages.

1.4- La vie en bleu, accessoirement marine, et en vert ou le candidat écologiste du gang du Fouquet's financé par TF1 et Véolia notamment.

Mécontent du calendrier et du mode d'organisation des primaires écologistes votées par le «parlement» d'Europe Ecologie-Les Verts ce week-end, Nicolas Hulot pourrait se présenter en dehors du cadre imposé par le parti. «*Lui et ses proches réfléchissent à plusieurs hypothèses en conséquence de cet acte politique*», affirme à 20 Minutes Jean-Paul Besset, un très proche de l'animateur. «*Toutes, absolument toutes les options, sont sur la table*», y compris une candidature hors parti, ajoute-t-il. L'ex-initiateur du Pacte écologique devait donner sa décision la semaine prochaine. «*Il n'y a aucune précipitation. Les primaires ont été votées mais on n'en est pas esclave pour autant*», tempère le député européen.

L'animateur d'«*Ushuaïa*» souhaitait des primaires en septembre et ouvertes à tous les sympathisants (et il en compte beaucoup

dans le gang du Fouquet's ! - note du site) Résultat, le «*parlement*» du parti a décidé de primaires en juin, ouvertes aux seuls adhérents du parti. «C'est une logique de boutiquier qui a prévalu: "*on ferme tout*", "*on verrouille*", explique à 20 Minutes Christophe Rossignol, conseiller régional de la région Centre et partisan de la candidature Hulot. «*Il y a eu un vent de panique chez les partisans d'Eva Joly, avec les mauvais sondages, ils veulent limiter les débats*», juge-t-il.

Nicolas Hulot pourrait donc être «*le candidat du peuple de l'écologie*», en dehors d'EELV. Cela pourrait aussi déboucher sur «un appel très vaste» en faveur de primaires ouvertes et en septembre, sous la forme d'une tribune dans un journal. (on lui suggère Le Figaro à tout hasard ! - note du site) (20minutes.fr 04.04)

Commentaire d'un internaute.

- Seul, contre tous, mais avec une certitude : se désister pour Sarko au second tour...(s'il y arrive). La ficelle est un peu grosse !

1.5- Troupes françaises et de l'ONU hors de Côte-d'Ivoire !

Impliquée dans l'opération, la France a autorisé lundi ses unités présentes en Côte d'Ivoire à intervenir aux côtés de la force de l'ONU dans le pays (Onuci) pour neutraliser des armes lourdes de l'armée du président sortant Laurent Gbagbo utilisées contre des populations civiles.

Dans un communiqué, l'Elysée indique que cette intervention répond à une requête du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui a sollicité l'aide de la France dans une lettre à Nicolas Sarkozy. «*Le président de la République a répondu positivement à cette demande et autorisé les forces françaises, agissant conformément au mandat que leur a donné le Conseil de sécurité, à participer aux opérations conduites par l'Onuci en vue de la protection des civils*», lit-on dans le communiqué. (20minutes.fr 04.04)

Contrairement à la Libye, c'est qu'en Côte-d'Ivoire, il y a un président qui s'appelle L. Gbagbo qui a été déclaré élu par la seule institution abilitée selon la Constitution ivoirienne à proclamer les résultats des élections présidentielles, et que c'est son rival qui n'a pas accepté ces résultats, donc qui a violé la Constitution et pris les armes contre le président légitime que Sarkozy et l'ONU soutiennent et veulent renverser.

Sans le soutenir ou l'admettre parce que nous considérons que c'est aux différents peuples eux-mêmes de régler leurs propres affaires, on aurait pu comprendre que l'impérialisme français intervienne pour soutenir le président légitimement élu face à une rébellion armée qui vient de se livrer à un épouvantable massacre dans l'ouest du pays, mais là il fait exactement l'inverse, on ne peut que condamner cette agression de l'impérialisme français contre un Etat souverain.

Question : y aura-t-il des militants qui pousseront la malhonnêteté intellectuelle ou le crétinisme jusqu'à faire un amalgame entre la situation en Libye et celle en Côte d'Ivoire, qui pousseront le cynisme et la démagogie jusqu'à expliquer que l'intervention française en Côte-d'Ivoire serait le produit de son intervention en Libye, alors que la situation est exactement inverse ? Que maintenant elle s'inscrive dans la continuité de celle en Libye qui lui sert de paravent ou de caution "*morale*", nous ne sommes pas abrutis au point de ne pas l'avoir saisi immédiatement, on ajoutera deux précisions, la première, que l'armée française était sur place depuis déjà plus d'un an, je ne sais pas au juste depuis combien de temps, le seconde qui est liée à la première, c'est que cette intervention armée contre Gbagbo aurait eu lieu avec ou sans intervention en Libye, elle était pour ainsi dire déjà programmée avant les élections présidentielles.

2- Libye

2.1- Lundi matin, au lendemain d'intenses combats entre rebelles et forces loyales au dirigeant libyen aux portes de Brega, aucun signe d'affrontements n'était audible à une dizaine de kilomètres à l'est du port pétrolier, situé à 800 km à l'est de Tripoli, selon les journalistes de l'AFP.

"*Peut-être les forces de Kadhafi sont-elles juste un peu plus loin, peut-être que non. Des avions de l'Otan ont survolé la zone ce matin. Aucune bombe n'a été largué*e", explique un rebelle, Mohammad Jahmi. (libération.fr 04.04)

"*Nous avançons. Et aujourd'hui, nous avons le contrôle total de Brega*", a déclaré Salam Idrisi, 42 ans, un rebelle. "Nous sommes plus organisés maintenant et cela a joué un grand rôle" (AP 04.04)

La ville libyenne de Misrata, aux mains des insurgés qui tentent de contenir l'attaque des soldats fidèles à Mouammar Kadhafi, est le théâtre d'un "*massacre*", affirment lundi des rebelles hospitalisés en Tunisie voisine.

"*Regardez ce que Kadhafi et ses fils ont fait, juste parce que l'on manifestait pacifiquement. Je pourrais vivre ou mourir mais je pense à ma famille et à mes amis qui sont bloqués dans l'enfer de Misrata. Imaginez, ils lancent des chars contre les civils. Il (Kadhafi) est prêt à tuer tout le monde là-bas*", dit-il. (Reuters 04.04)

2.2- Le Conseil national de transition (CNT), qui représente les rebelles, a rejeté lundi l'idée d'une transition menée par un des fils du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, dont le New York Times a fait état.

Au moins deux fils du dirigeant libyen proposent une transition vers une démocratie constitutionnelle qui prévoirait le retrait du pouvoir de leur père, a rapporté dimanche soir le New York Times.

Par ailleurs, L'Italie reconnaît le Conseil national de transition (CNT) libyen comme le "*seul interlocuteur légitime*" et estime que les propositions de sortie de crise du régime de Kadhafi "*ne sont pas crédibles*", a indiqué lundi le chef de la diplomatie italienne Franco Frattini. (libération.fr 04.04)

2.3- Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) profite du conflit libyen pour se procurer des armes, dont des missiles sol-air, et les acheminer clandestinement vers son bastion du nord du Mali, a déclaré à Reuters un responsable des services de sécurité algériens.

Un convoi de huit pick-up parti de l'est de la Libye a traversé le Tchad et le Niger avant de gagner le nord du Mali où il a livré ces derniers jours une cargaison d'armes, a-t-il dit.

Parmi ces armes figurent des lance-grenades antichar RPG-7, de fabrication russe, des fusils d'assaut Kalachnikov, des explosifs et des munitions.

Ce responsable, qui s'exprimait à condition de rester anonyme, a ajouté qu'Aqmi s'était également procuré des missiles russes sol-air "Strela", désignés par l'Otan sous le nom de Sam-7.

"*Nous savons que ce n'est pas le premier convoi et que cela continue*", a déclaré ce responsable.

"*Plusieurs casernes ont été pillées dans la région (de l'Est libyen) avec leurs arsenaux et leurs dépôts d'armes. Les éléments d'Aqmi qui étaient présents n'auraient pas pu ne pas profiter de l'occasion.*"

"*Aqmi, qui maintient d'excellentes relations avec les contrebandiers qui traversent la frontière libyenne dans toutes les directions sans la moindre difficulté, leur confiera probablement la tâche d'apporter les armes*", a-t-il dit.

Selon ce responsable algérien, Al Qaïda au Maghreb islamique exploite le désarroi des troupes fidèles à Mouammar Kadhafi et s'est également infiltré parmi les rebelles.

Le groupe armé islamiste a exprimé à la fin février dans un communiqué sa solidarité avec les insurgés, qui nient de leur côté tout lien avec Aqmi et dénoncent des informations fallacieuses qui servent la propagande de Mouammar Kadhafi.

S'exprimant à ce sujet, l'amiral américain James Stavridis, commandant suprême des forces de l'Otan en Europe (Saceur), a toutefois évoqué la semaine dernière devant le Sénat américain des signes ténus d'une présence d'Aqmi parmi la rébellion libyenne, sans rôle significatif dans le soulèvement.

Le responsable de la sécurité a déclaré que la coalition internationale qui intervient en Libye devait envisager la possibilité de voir Al Qaïda profiter d'un éventuel chaos consécutif au départ de Kadhafi pour étendre son influence vers la côte méditerranéenne.

"*Si le régime Kadhafi tombe, ce sera toute la Libye, en tant que pays aux frontières étanches (...), qui disparaîtra, au moins pendant un bon moment, suffisamment long pour qu'Aqmi se redéploie jusqu'à la Méditerranée*", a-t-il estimé.

"*Dans le cas de la Libye, les forces de la coalition doivent faire un choix urgent. Permettre au chaos de s'installer (...) ou préserver le régime libyen, avec ou sans Kadhafi, pour rétablir la situation sécuritaire antérieure au soulèvement.*" (Reuters 04.04)

2.4- Mais où Kadhafi trouve-t-il les fonds nécessaires pour payer ses mercenaires africains ? La résolution 1973 du Conseil de sécurité déplore leur «*usage systématique*», et de nombreux témoignages sur le terrain le confirment : après la défaite de la «*Brigade 32*» de son fils Khamis, frappée par les avions de la coalition, le Guide libyen préfère garder à Tripoli le gros de ses unités spéciales et envoie au front de plus en plus de soldats de fortunes recrutés en Afrique.

Les mercenaires coûtent cher. Plusieurs centaines de dollars par jour et par homme, affirment des sources libyennes. Payées en cash. Malgré le gel de ses avoirs décrété par la communauté internationale, le colonel n'a apparemment aucun mal à trouver les sommes nécessaires. Il y a d'abord les réserves en billets. Elles sont énormes. Selon le *New York Times*, qui cite une source proche du gouvernement libyen, Kadhafi dispose de «*dizaines de milliards de dollars*» stockés en monnaies variées dans son complexe de Bab Azizia à Tripoli. Ce chiffre astronomique ne doit pas surprendre. Avant la crise, la Libye produisait entre 1,6 et 1,8 million de barils par jour. Kadhafi aurait commencé à réaliser une partie des ventes en liquide dès 2003, date de son retour à

la légalité internationale et de la reprise de la production pétrolière à un rythme normal. Le Guide savait qu'un jour, les sanctions pourraient être réimposées.

Une partie importante des revenus pétroliers était directement ponctionnée par Kadhafi et sa famille, estime l'avocat français William Bourdon. Son association Sherpa, conjointement avec l'ONG Transparence international France, a déposé une plainte à Paris pour plusieurs motifs, dont le «*blanchiment aggravé commis en bande organisée du produit de détournement de fonds publics et autres infractions pénales*». La plainte vise les sommes détournés par Kadhafi, sa femme et ses fils. Mais il n'y a pas que le pétrole, il y a aussi le placement de l'argent du pétrole. « *Kadhafi a été l'un des premiers dirigeants à comprendre comment profiter de la mondialisation financière* », dit Me Bourdon. La Libye, à travers ses sociétés d'investissement à l'étranger et son fonds souverain, a beaucoup utilisé Londres pour les placements financiers et Rome pour les prises de participation dans des entreprises. Là encore, il ne sera pas facile de faire la distinction. Il y a l'argent public libyen, qui doit être gelé, et les sommes carrément volées par les Kadhafi, qui appellent des sanctions pénales. «*Mais les deux se juxtaposent parfois* », explique l'avocat.

Dans tous les cas, l'argent continue de circuler, souvent à cause de la mauvaise volonté des gouvernements. L'Italie traîne les pieds, accuse Me William Bourdon. De nombreux émissaires libyens seraient toujours en train de circuler à travers le monde, transportant des valises de liquide. La presse belge fait aussi état de transferts de comptes libyens en Belgique vers le Tchad et le Soudan.

En outre, l'estimation des ressources en liquide de Kadhafi doit tenir compte d'un trou noir : combien de millions de barils de pétrole ont été vendus sous le manteau ? L'ONU soupçonne le régime d'avoir falsifié les chiffres officiels de la production, en réalité plus élevé. Des millions de barils auraient été négociés en contrebande par Kadhafi et son entourage, entre autres pour se constituer un trésor de guerre.

Ces moyens énormes permettent d'alimenter un flot important de merce-naires. Selon Ali Zeidane, l'un des membres du Conseil national de transition, l'instance politique de la rébellion, ces combattants seraient au moins au nombre de 25.000. Certains, ex-acteurs des nombreuses insurrections africaines soutenues par Kadhafi, -Sierra-Léonais, Libériens, Touaregs Nigériens et Maliens, ont été incorporés dans l'armée libyenne bien avant le conflit. Mais d'autres sont arrivés après le déclenchement de la rébellion, principalement du Tchad voisin dont le président, Idriss Déby, aurait envoyé des éléments d'élite de la garde républicaine.

Selon un porte-parole mili-taire des rebelles libyens, Ahmad Beni, ces combattants aguerris auraient même pris en mains par endroits la direction des opérations loyalistes, ce qui expliquerait la nouvelle tactique «*à la tchadienne*» des forces de Kadhafi, menant des attaques rapides à bord de pick-up Toyota. « *Si nous avons dû reculer mercredi, c'est que nous nous sommes trouvés en face de milliers d'éléments de la garde républicaine tchadienne*», a déclaré le porte-parole. (lefigaro.fr 04.04)

3- Yémen

3.1- Dix-sept manifestants ont été tués par balle, lundi 4 avril, à Taëz, au sud de Sanaa, dans une poussée de violence ajoutant aux difficultés du président yéménite, Ali Abdallah Saleh, qui semble avoir perdu le soutien d'un allié de poids, les Etats-Unis.

Les victimes sont tombées sous les balles des forces de l'ordre mais aussi de civils armés postés sur des toits lors d'une marche sur le siège du gouverneur de province, ce qui a alourdi le bilan des victimes, qui était précédemment de quinze morts. "*On a désormais dix-sept morts et le nombre de blessés se compte par dizaines*", a déclaré un médecin qui dirige un hôpital de campagne soignant les protestataires. Ces derniers demandent toujours le départ du président Ali Abdallah Saleh.

Lundi, à Sanaa, on apprenait que des militaires ralliés à l'opposition ont empêché la police de faire mouvement vers les milliers de manifestants qui campent sur une place de la capitale yéménite depuis le 21 février. Les soldats ont empêché sans violence quelque 200 policiers de s'approcher de la place de l'Université. Les militaires relèvent de la première division blindée, dont le commandant, le général Ali Mohsen Al-Ahmar, avait annoncé, le 21 mars, son ralliement au mouvement de contestation.

Parallèlement, plus de quatre cents manifestants ont été blessés lundi matin par les forces de l'ordre yéménites, qui ont tiré en l'air et fait usage de gaz lacrymogène lors d'un défilé en direction de la résidence présidentielle de Hodeida, sur la mer Rouge, a-t-on appris auprès de médecins.

Selon des habitants, la manifestation, qui a réuni quelques centaines d'opposants vers 1 heure, lundi 4 avril, avait été organisée pour protester contre les dispersions d'autres rassemblements à Taëz, en fin de semaine dernière, qui avaient fait deux morts et plusieurs centaines de blessés. "*[Les protestataires] se sont subitement rassemblés autour du siège de l'administration provinciale et se sont dirigés vers le palais présidentiel, mais la police leur a barré la route en tirant en l'air et à l'aide de gaz lacrymogène, a déclaré un témoin joint par téléphone. J'ai vu beaucoup de policiers en civil s'en prendre à eux également.*"

Des médecins de l'hôpital local ont fait état de 59 blessés, dont neuf par balle, et de 350 intoxications dues au gaz lacrymogène.

3.2- Dans la nuit de dimanche à lundi, les monarchies arabes du Golfe ont proposé leur médiation entre l'opposition et le pouvoir au Yémen.

Dans un communiqué à l'issue d'une réunion extraordinaire à Riyad, en Arabie saoudite, les ministres des affaires étrangères des six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, Oman, le Qatar et le Koweït) ont exprimé "*leur vive inquiétude face à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité et l'état de division qui prévaut au Yémen*".

Le gouvernement états-unien est en train de retirer son soutien au président yéménite contesté, Ali Abdallah Saleh, et de faciliter son départ, rapportait, dimanche 3 avril, le *New York Times*, citant des responsables américains et yéménites. Washington, indique le quotidien américain, a soutenu depuis longtemps le président Saleh, au pouvoir depuis 1978, et l'administration du président Barack Obama s'est bien "*gardée de le critiquer publiquement*".

Mais, poursuit le *Times*, des responsables américains ont indiqué à leurs alliés yéménites que sa position était intenable compte tenu de l'important mouvement de contestation populaire auquel il est confronté, et qu'il devrait quitter son poste. Des négociations portant sur son départ ont commencé il y a plus d'une semaine, rapporte le quotidien.

Il s'agirait de proposer à M. Saleh de remettre le pouvoir à un gouvernement provisoire jusqu'à la tenue de nouvelles élections. (lemonde.fr 04.04)

4- Syrie

Les autorités syriennes ont nommé un nouveau gouverneur à Deraa, dans le Sud, épicentre de la contestation qui secoue le pays depuis le 15 mars, a rapporté, lundi 4 avril, l'Agence arabe syrienne d'information (SANA). Mohammad Khaled Al-Hanous a prêté serment devant le président Bachar Al-Assad.

L'ancien gouverneur, Fayçal Kalthoum, honni par la population de la ville, avait été limogé par un décret présidentiel le 23 mars, et sa résidence avait été brûlée, au plus fort des manifestations hostiles au régime, qui s'étaient soldées par des dizaines de morts. '*Ce n'est pas un changement de gouverneur que désirent les habitants de Deraa, mais que les services de sécurité cessent d'opprimer, que la loi d'urgence soit abolie, que les droits de propriété soient respectés, que les détenus soient libérés et que la liberté d'expression soit assurée*', a affirmé un militant des droits de l'homme. (lemonde.fr 04.04)

5- Chine.

Nicholas Bequelin, basé à Hongkong et spécialiste de l'Asie à Human Rights Watch (HRW), s'exprime sur la dernière vague de répression en Chine.

L'artiste Ai Weiwei a été emmené dimanche à l'aéroport de Pékin au moment où il s'aprêtait à prendre un vol pour Hongkong. Comme dans le cas des autres personnes arrêtées, on n'a aucun signe de la part du pouvoir, on ne sait pas d'où vient l'ordre, on ne sait pas ce que ça implique, il n'y aucune information sur les faits qui lui seraient reprochés...la presse chinoise n'en parle pas : en quoi est-ce ces pratiques sont caractéristiques du modus operandi des organes de sécurité chinois?

La détention d'Ai Weiwei et de membres de son studio a certainement été sanctionnée au plus haut niveau, en raison des prévisibles réactions internationales. C'est un signal clair que personne n'est à l'abri de la police, quelle que soit sa renommée, et qui vise à intimider tous les milieux artistiques.

Le recours par l'Etat chinois à des méthodes 'extralégales', ou des arrestations arbitraires sans explications, vise à réaffirmer la toute-puissance de la police politique. La porte-parole du gouvernement l'a d'ailleurs clairement affirmé récemment : pour ceux qui sont considérés comme des ennemis par le pouvoir, '*aucune loi ne peut les protéger*', a-t-elle déclaré.

Le tournant répressif actuel du pouvoir chinois montre la faillite de la diplomatie de l'apaisement des pays occidentaux, basée sur l'illusion que l'absence de pressions sur la Chine favorisait la libéralisation du régime. En fait l'absence de pression a conduit au résultat inverse : l'affaiblissement des réformateurs au profit de l'aile dure, nationaliste et autoritaire. La société civile chinoise paye aujourd'hui le prix de ce manque de soutien de la communauté internationale.

La campagne de répression actuelle a pour la première fois fait 'disparaître' en même temps, une demi-douzaine d'avocats. C'est inédit. (lemonde.fr 04.04)

Qui défendrait demain la Chine dans une guerre contre un autre pays impérialiste ? Ceux qui ont défendu la dictature stalinienne pendant 50 ans ou la dictature castriste au nom de la défense d'un Etat ouvrier dégénéré qui n'avait plus d'ouvrier que le nom depuis les procès de Moscou et la liquidation de l'opposition de gauche en URSS ou dont le nom d'Etat ouvrier a été

usurpé dès le premier jours, en Chine et à Cuba notamment ?

Voilà des dictatures bureaucratiques qui pendant plus d'un demi-siècle ont servi la cause de la contre-révolution mondiale. Ils ont finalement servi de repoussoir aux travailleurs qui auraient pu adhérer au socialisme et au fil du temps ils ont dégoûté du socialisme ceux qui croyaient y avoir adhéré à travers les différents partis dits communistes. Pire encore, avec le régime policier sur lequel repose leur pouvoir, ils ont interdit pendant plus d'un demi-siècle à la classe ouvrière de ces pays de pouvoir s'organiser pour défendre ses droits sociaux et politiques, puisque syndicats et partis indépendant de l'Etat étaient et demeurent interdits. Ces pays étaient et demeurent de véritables prisons pour le prolétariat et la paysannerie. Les capitalistes du monde entier ont compris quels intérêts ils pourraient en tirer en les exploitant dans des conditions dignes du début du XXe siècle en France et en Grande-Bretagne. Kadhafi et son régime, ainsi que bon nombre de dictateurs en Afrique notamment, figurent parmi leurs dignes héritiers.

Le plus incroyable, c'est que ceux qui expliquaient que ces régimes étaient incompatibles avec toute forme d'organisation indépendante de la classe ouvrière les ont finalement soutenus jusqu'au bout, toujours au nom de principes sacrés ou de théories transformées ou pplutôt déformeée depuis fort longtemps en dogmes.

Aujourd'hui, la Chine que certains présentent comme "*l'usine du monde*", sert de point d'appui au combat du capitalisme mondial contre les avantages sociaux conquis par les travailleurs au cours de leurs combats tout au long du XXe siècle principalement dans les vieux pays capitalistes dont la France, quand il ne sert pas cyniquement à le justifier pour préserver leur domination sur le marché mondial.

Aucun régime, aucun Etat quel qu'il soit ne mérite d'être soutenu dès lors que toute tentative de la classe ouvrière pour s'organiser est impitoyablement réprimé. Que ce soit sous Franco, sous Pinochet, Staline, Mao ou Castro, la liste n'est pas exhaustive, la preuve a été largement apportée que sous une dictature il était impossible à la classe ouvrière de s'organiser pour défendre ses droits. On comprend dès lors que ceux qui soutenaient que c'était à la classe ouvrière de les chasser du pouvoir tout en défendant l'Etat tel qu'il existait en URSS, en Chine ou à Cuba et sur lequel s'appuyaient ces régimes dictatoriaux, n'avaient décidément pas compris grand chose à l'évolution du capitalisme mondial et particulièrement à la lutte des classes qui s'était déroulée au cours de la seconde moitié du XXe siècle.

En cas de guerre entre un de ces Etats et un Etat capitaliste, nous appellerions les classes ouvrières de ces deux pays à s'unir et à se soulever pour chasser du pouvoir d'un côté la caste bureaucratique et de l'autre la classe des capitalistes, mais en aucun cas nous ne prendrions la défense d'un Etat ouvrier dégénéré avec lequel se confond un régime dictatorial, de la même manière qu'aujourd'hui nous ne prenons la défense ni de Kadhafi ni de l'impérialisme français ou américain en Libye.

D'après vous camarades, qu'est-ce qui est préférable vivre dans une prison à l'isolement et totalement coupé du monde, donc être condamné à y pourrir jusqu'à la fin de nos jours, ou vivre dans une prison et bénéficier de la liberté d'expression pour espérer un jour en sortir ou s'en échapper ?

Je vous ai raconté un jour l'histoire d'un de mon oncle Roger âgé aujourd'hui de 90 ans et qui avait été enrolé de force dans le STO (service du travail obligatoire) en Allemagne pendant la seconde guerre mondiale, qui avait adhéré au PCF à cette époque et dont le camp de travail avait été libéré par l'Armée rouge. Il a passé le reste de sa vie sur une chaîne comme OS chez Bernard Moteur à Surennes (92). Pendant toutes ces longues années il est resté adhérent du PCF et de la CGT. Puis, je ne sais plus au juste si c'était juste avant ou après avoir pris sa retraite, le comité d'entreprise de Bernard Moteur avait organisé un voyage en URSS, le pays qu'il idéalisait depuis 1945.

Il s'est inscrit à ce voyage avec ma tante Réjanne son épouse et un autre de mes oncles, Marcel, cantonnier de son état qui vouait également un culte à Staline et à l'URSS. A son retour ou plutôt au cours de ce voyage, il était tombé malade, étrangement il ne voulait parler et voir personne, nous habitions deux maisons mitoyennes, un petit bout de jardin les séparait et il n'y avait qu'une petite porte en bois d'un mètre de hauteur à franchir pour aller chez l'un ou chez l'autre, pour dire à quel point ils étaient proche de mes parents. Même à nous il ne voulait pas parler.

Diable, que c'était-il donc passé pendant ces 10 ou 12 jours au pays du Petit Père des peuple ? Il avait découvert la vérité qu'on lui avait caché pendant près de 40 ans, il lui avait même été interdit de sortir seul de son hôtel sans être accompagné d'un "guide" officiel, un membre de la police politique du régime stalinien pourri. Il nous a raconté cela une dizaine de jours plus tard, la tristesse des gens dans la rue, la grisaille ambiante, la laideur du régime dans toute sa splendeur quoi, lui qui s'attendait à voir les réalisations grandioses du socialisme est tombé de haut. Je n'ai pas osé le questionner à l'époque, par contre mon père gaulliste et anti-communiste primaire et qui avait un caractère aussi rude que la vie de merde qu'il avait toujours connue n'a pas eu la même délicatesse que moi envers lui et lui demanda, je vous relate cela en substance, alors Roger maintenant que tu as vu de tes propres yeux, tu préfères vivre en France ou chez les cocos, mon oncle presque sur le point de s'effondrer à nouveau et au bord des larmes lui a répondu qu'à tout prendre il préférait vivre encore ici, mais... Mais quoi Roger, rien, il avait ajouter "mais" puis plus rien parce qu'il n'avait pas compris toute l'histoire, et il va mourrir sans l'avoir jamais comprise car il est trop tard désormais. J'ai parlé avec lui au téléphone récemment, j'ai évoqué avec lui le STO, il m'a dit simplement qu'à l'époque c'était autre chose que maintenant, tout le monde avait "sa carte du parti", on se battait, on ne se laissait pas faire, par délicatesse et par respect pour son grand âge, je n'ai pas voulu le questionner sur son séjour douloureux en URSS au risque de rouvrir une

plaie sans doute mal refermée, cela aurait été inutile. Il préfère sans doute garder en mémoire la fierté et le courage de son engagement politique à cette époque, c'est son choix et je le respecte, il n'y a rien à ajouter.

Et bien camarades, mon analyse politique et ma position envers l'URSS, la Chine ou Cuba peuvent choquer certains parmi vous, je peux parfaitement le comprendre, je les dédie à mes oncles et tante, à tous les vieux ou anciens militants du PCF qui se sont fait berner par ignorance ou malgré eux par le stalinisme et tous ceux qui ont continué de soutenir ces Etats au-delà du raisonnable ou de ce qui était permis conformément aux intérêts du prolétariat de ces pays ou du socialisme, pour une fois je modère volontairement mes propos, car après tout mes détracteurs que je considère dans la même situation que Roger, sont aussi mes camarades de combat et non des ennemis.

On n'a malheureusement guère le temps d'aborder en profondeur tous les sujets qui nous viennent à l'esprit, il m'en est venu un tas en rédigeant ces lignes. Je ne me défile devant aucune question, on les traite au fur et à mesure dans la mesure du possible. On reviendra sur les questions suivantes : l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine, la Yougoslavie et le Kosovo, la guerre de Corée et du Vietnam, les guerres civiles en Afrique au XXe siècle, Ouganda, Tchad, Somalie, la décolonisation en Afrique et en Asie, le pacte Hitler-Staline, la guerre d'Espagne, la révolution hongroise, la révolution chinoise...

Autant de sujets qui ne peuvent pas être abordés à la légère ou sans les avoir étudiés sérieusement au préalable ou à nouveau. On nous a raconté trop d'histoires dont on s'aperçoit plus tard qu'elles ne tenaient pas debout, pour s'y fier une nouvelle fois aveuglément ou sans utiliser les outils qu'on s'est forgé patiemment tant bien que mal à la lumière de l'étude du marxisme ou du matérialisme dialectique et historique, en s'accordant encore le droit à l'erreur parce qu'on en commet toujours, en espérant cependant trouver l'énergie suffisante pour corriger les plus grossières.

Social.

1- Le chiffre 13 porte bonheur.

1. Gérard Mestrallet, PDG de GDF-Suez : -2 985 835 euros
2. Louis Gallois, président d'EADS : -2 277 600 euros
3. Jean-François Cirelli, directeur général de GDF Suez : -1 709 719 euros
4. Henri Proglio, PDG d'EDF : -1 249 920 euros
5. Stéphane Richard, PDG de France Télécom : -1 233 092 euros
6. Jean-Paul Herteman, président du directoire de Safran : -1 051 394 euros
7. Pierre Mariani, président du comité de direction de Dexia : -953 433 euros
8. Carlos Ghosn, PDG de Renault : -887 755 euros (+ de 8 millions en incluant son salaire chez Nissan)
9. Anne Lauvergeon, présidente d'Areva : -715 136 euros
10. Gilles Benoist, directeur général de CNP Assurances : -671 923 euros
11. Pierre-Henri Gourgeon, directeur général d'Air France : -545 100 euros
12. Pierre Graff, président d'Aéroports de Paris : -415 100 euros
13. Luc Vigneron, PDG de Thales : -386 300 euros (Rue89 04.04)

Qu'est-ce qui justifierait ces rémunérations ? Absolument rien, ce sont des parasites et ces entreprises peuvent très bien fonctionner sans eux, c'est du vol pur et simple. Qu'est-ce qui justifierait qu'un dirigeant d'entreprise recevrait une rémunération 20 fois supérieur à celle d'un ouvrier ou d'une employée (la proposition du PS et du PG) ? Absolument rien car ce sont les travailleurs qui produisent les richesses. Ajoutons que le capital qu'un patron investit dans son entreprise (privée) n'est pas tombé du ciel et n'a pas été produit par des anges mais par les travailleurs des générations passées qui ont été spoliés d'une partie du produit de leur (force de) travail.

Qu'est-ce qui peut justifier cette injustice et cette inégalité de traitement entre un ouvrier et un dirigeant ou patron ? Absolument rien en dehors de l'ignorance de l'ouvrier et de son incapacité à les faire cesser immédiatement.

Dans le système capitaliste, l'ouvrier ne mérite pas son salaire, qu'il soit misérable ou non, c'est une faveur que lui accorde généreusement celui qui l'exploite, alors que le dirigeant ou le patron d'une entreprise le mériterait, pas forcément, mais le mériterait tout de même dans 99,99% des cas disons.

Autrefois, lorsque la condition ouvrière était misérable, quand l'ouvrier percevait son maigre salaire, il n'avait pas la possibilité de se poser la question de savoir ce qu'il allait en faire une fois déduit ce qu'il allait dépenser pour assurer sa survie, alors que de nos jours en dehors des couches les plus défavorisés du prolétariat, les ouvriers qui ne sont pas pour autant des nantis se demandent comment ils vont pouvoir dépenser ce qu'il leur reste une fois déduit leurs charges fixes, se retrouvant pour ainsi dire dans le même état d'esprit plus que dans la même situation ou position que les capitalistes qui accumulent toujours plus de capital ou qui se demandent bien ce qu'ils vont pouvoir en faire.

Cela permet de mieux comprendre comment le capital corrompt le travail, comment l'état d'esprit de l'ouvrier a évolué inconsciemment au fur et à mesure que sa condition s'améliorait, pour finalement épouser celui du bourgeois ou du petit-

bourgeois. Quand l'ouvrier était miséreux, son combat s'inscrivait à la fois dans la perspective d'améliorer ses conditions d'existence et d'en finir une fois pour toute avec la condition infernale que lui réservait ses maîtres au quotidien, il était porté à adhérer au socialisme, de nos jours il est davantage porté à combattre pour augmenter la part qu'il lui reste en fin de mois après avoir abandonné la perspective d'en finir avec le capitalisme. Il s'agit là d'un simple constat.

2- Le Président du "***déclin***"... avant la tempête.

Quatre ans après l'élection d'un «*président du pouvoir d'achat*», les frais quotidiens continuent de grimper. A tel point qu'ils pensent réduire leurs dépenses de base: le chauffage, le carburant et même l'alimentation pour un tiers d'entre eux. C'est ce que révèle un sondage CSA/20Minutes, alors que l'Insee annonçait la semaine passée que le pouvoir d'achat avait... augmenté de 1,2 % en 2010.

«*Avec les dépenses alimentaires, on touche au quotidien, à ce qu'il y a de plus vital*», estime Jérôme Sainte-Marie, directeur de CSA. «*Un tiers des Français qui réduit ce budget-là, c'est la preuve d'un malaise profond.*»

Pour cet analyste, les Français vivent «*depuis deux ou trois ans*» dans «*un sentiment de déclin*». Le pétrole, l'énergie, la nourriture deviennent des sources d'angoisse. Beaucoup de foyers vivent même « *avec une double peur : celle de la pénurie, et celle des prix qui montent* ». Pour les Français, les causes de la baisse du pouvoir d'achat sont multiples: passage à l'euro (37 %), hausse du prix des matières premières (36 %), salaires qui n'augmentent pas assez (36 %).

En 2012, le pouvoir d'achat pourrait bien jouer le premier rôle. (20minutes.fr 04.04)

Syndicat.

Sarkozy pourra une nouvelle fois saluer le "***sens des responsabilités***" des dirigeants syndicaux.

Après FO et la CGC fin mars, la CFDT et la CFTC ont annoncé lundi qu'elles signeront la nouvelle convention Unedic qui doit régir les conditions d'indemnisation des chômeurs entre le 1er juin 2011 et le 31 décembre 2013. La CGT, de son côté, devait rendre sa décision "*lundi dans la soirée ou mardi matin*", selon cette confédération.

"*Dans son ensemble, cet accord montre que les partenaires sociaux prennent leurs responsabilités dans le cadre de l'agenda social*", se félicite la CFDT dans un communiqué. (AP 04.04)

Quand c'est un jaune qui le dit, on lui fait confiance, il sait de quoi il parle !

Economie.

1- Le prix du pétrole flambe, les spéculateurs se remplissent les poches.

Le baril de Brent de la mer du Nord a grimpé de plus d'un dollar lundi jusqu'à franchir brièvement la barre des 120 dollars, pour la première fois depuis août 2008. (Reuters 04.04)

2- La Bourse ou la vie. L'union européenne sous-traitant de Wall Street et de la Fed.

Les places financières européennes doivent demeurer fortes à l'avenir et ne pas devenir des sous-traitants, a déclaré lundi le commissaire européen au Marché intérieur, Michel Barnier, au sujet de la bataille entre Deutsche Börse et Nasdaq pour le contrôle de Nyse Euronext.

"*Nous souhaitons que les places financières européennes soient fortes, qu'elles aient une dimension mondiale, qu'elles jouent leur rôle (...) Je ne souhaite pas que l'Europe devienne un sous-traitant*", a-t-il déclaré. (Reuters 04.04)

Ne serait-ce pas déjà le cas par hasard ?

Haut de page

Le 6 avril

Je n'ai pas le temps d'éplucher et faire la critique des propositions du PS, ce serait bien que des camarades s'y collent s'ils en

trouvent le temps ou qu'ils nous fassent parvenir des analyses d'horizons divers, merci d'avance pour nos lecteurs.

Plus le temps d'aborder la situation en Libye ou en Côte-d'Ivoire, d'ailleurs il va falloir que je lève le pied, car je délaisse à nouveau mes affaires et je me retrouve confronter de ce fait à de nouveaux problèmes.

Mélenchon a dit avant-hier que le programme du PS était "*FMI-compatible*", il sait de quoi il cause... et le programme du PG ne vaut guère mieux !

Un rappel ou une précision à la suite de ma causerie d'avant-hier.

Quand je décris de manière réaliste et sans complaisance, dans des termes parfois violents, le comportement en général des Indiens ou les rapports qui existent en Inde, je ne fais que témoigner des rapports que j'ai eu avec des Indiens de toutes classes, âges ou catégories sociales que j'ai eu l'occasion de cotoyés au cours des 20 dernières années tels que la société les a faits et non tels que je les perçois personnellement qui n'a absolument rien à voir.

Des jeunes militants peuvent facilement confondre les deux et des vieux militants formés à une mauvaise école également. Entre la description que j'en fais et qui est strictement fidèle à la réalité et ce que je pense de leur attitude en ayant à l'esprit qu'on appartient à la même classe et qu'on est embarqué dans la même galère, tout un monde les sépare, le vieux monde pourri qui les a rendus tels qu'ils sont et le monde auquel on aspire synonyme de notre émancipation collective du règne de l'exploitation et de l'oppression.

Maintenant il est vrai que lorsque mon voisin me menace ou veut me foutre sur la gueule, ce qu'il met en avant c'est l'individu ignorant tel que la société l'a fabriqué, le plus mauvais qu'elle a produit, si j'affrontais cette situation en me laissant aller à avoir un état d'âme à son égard ou que je lui donnais raison, je serais très mal, autant dire que je légitimiserais son comportement et que je l'encouragerais à persister dans cette voie, ce ne serait pas le meilleur serviec à lui rendre, je peux juste essayer de le raisonner, et s'il persiste et qu'il m'agresse, je n'aurais plus le choix et je me défendrais, je défendrais ma peau qui vaut bien la sienne.

Donc attention de ne pas me prêter un état d'esprit qui n'est pas le mien. Tenez, en rentrant ce matin de Pondichéry il y avait un vieux pécheur de mon village planté à deux pas de chez moi sur la plage. Il me fait signe que quelqu'un est passé me voir en mon absence. Je le remercie et je constate que c'était le facteur parce qu'il y avait une lettre par terre derrière la grille d'entrée. Je rentre la moto et je ne sais pas pourquoi, j'ai été cherché la dizaine de noix de coco qui trainaient dans le jardin depuis plusieurs semaines et je lui ai apportés, comme quoi je suis encore capable de faire la part des choses entre ce que les gens sont et ce qu'ils pourraient être dans une société telle qu'on la conçoit. J'ai d'ailleurs le même comportement avec tout le monde sans distinction, sauf avec les patrons que je hais par dessus tout.

Ce que je viens de dire là a différentes applications. Comme je dis parfois, un ouvrier a le droit de traiter de con un autre ouvrier parce qu'ils sont logés à la même enseigne, pas un patron ou un nantis qui plus est respire la connerie à plein nez, sachant qu'il participe consciemment à la survie du capitalisme dans le seul but d'en tirer profit et qu'il est directement responsable de la décomposition de la société.

Vous comprenez peut-être mieux pourquoi l'ouvriérisme me donne la nausée, et si vous réfléchissez un peu à la manière dont il opère ou à sa signification, vous vous rendrez compte qu'en rendant le plus mauvais service qui soit aux ouvriers les plus arriérés, il agit de la même manière que la collaboration de classes ou poursuit le même objectif qui n'est pas de parvenir à changer un état de fait ou certains rapports sociaux, mais à les perpétuer à l'infini, c'est un peu comme si vous aviez les deux pieds dans la merde, et que pour mieux le supporter et éviter d'être incommodé par son odeur, on déversait dessus un parfum exotique pour que vous y restiez le plus longtemps possible.

Je me souviendrai toujours mes premiers jours d'apprentissage en mécanique dans un garage Renault à Courbevoie (92), c'était en 1971. Grapard qui était l'ouvrier qualifié qui devait me prendre en charge m'a dit : ici on règle les problèmes entre nous, t'as compris, si t'as un truc à dire, quelque chose qui ne va pas, tu m'en parles et si je suis pas là tu en parles à André, t'as bien compris, tu ne vas pas trouver le patron ou le chef de service, les balances on n'aime pas cela, on leur pourrit la vie et il dégage, c'est clair, entre nous on peut tout se dire, tu verras que parfois ça gueule sec entre nous, même si tu as fait une grosse connerie, on s'arrangera et personne ne te fera chier, sinon tu m'en causes ce sera vite réglé crois-moi, et si un jour t'es pas bien ou t'es malade, je t'accompagnerai chez le chef pour qu'il te laisse rentrer chez toi, t'as bien pigé ? J'avais "*pigé*" au quart de tour qu'on était tous pareils et tous solidaires entre ouvriers contre le patron et le chef de service, quelque part j'en fus soulagé, car je n'en menais pas large, j'avais à peine 16 ans. Et surtout quel changement par rapport à mon père, ouvrier également mais dans le bâtiment, qui passait son temps à me taper dessus ! L'usine, l'atelier est vraiment un monde à part dans la classe ouvrière, j'ai presque envie de dire merveilleux. J'ai travaillé dans plus de 45 entreprises différentes sans jamais retrouvé cette ambiance chaleureuse, cette solidarité extraordinaire, sauf deux fois, une fois dans une petite entreprise de mécanique, et l'autre fois quand j'étais technicien à l'atelier chez U-Bix (devenu Konica copieur).

Vous comprendrez également pourquoi cela passe très mal quand on (des intellectuels en général) me fait un procès d'intention parce que je critique le comportement des ouvriers, comme disait encore Grapard : fais attention à tes oreilles et ne t'inquiète pas si

un jour tu vois un marteau traverser l'atelier, c'est que l'autre l'a bien mérité, c'est un avertissement ! Entre nous autres ouvriers ce sont des choses que l'on admet et comprend sans avoir à les justifier, mais dans un parti ou l'on compte les ouvriers sur les doigts de la main, c'est forcément beaucoup plus compliqué.

Politique.

1- France.

1.1- La Talonnette : pied au plancher !

Dans un sondage Paris-Match-IFOPA réalisé après les élections cantonales, à la question "*Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action de Nicolas Sarkozy comme président de la République ?*", 30 % des sondés répondent qu'ils l'approuvent, contre 31 % en mars.

C'est "*un niveau plancher jamais observé depuis le début du quinquennat*", souligne l'institut français d'opinion publique. Nicolas Sarkozy atteint également pour la première fois un autre seuil symbolique, avec 70 % d'opinions défavorables. (lemonde.fr 05.04)

1.2- Scène de guerre civile en banlieue parisienne.

Une voiture de police a été incendiée, touchée par un cocktail molotov ce lundi soir dans le quartier de La Grande Borne à Viry-Châtillon (Essonne), et deux policiers ont été légèrement blessés lors de violences.

Peu avant 20h, alors qu'une patrouille de trois policiers effectuait un contrôle, une dizaine de jeunes gens, cagoulés et gantés, ont surgi de derrière les bâtiments, armés de pavés, cocktails molotovs et boules de pétanque, qu'ils ont lancés sur les fonctionnaires, a précisé une de ces sources.

Les trois hommes se sont abrités derrière la voiture mais l'un d'eux a tout de même reçu un parpaing au visage, un autre a été blessé au bras par un cocktail molotov. Ce dernier a également été aspergé d'essence par ses agresseurs, a-t-on ajouté. Les trois hommes ont été hospitalisés pour examens. La voiture a brûlé.

Des renforts sont rapidement arrivés sur les lieux mais il n'y a pas eu d'interpellation. Après l'incident, le calme est revenu dans le quartier, a-t-on précisé. (lexpress.fr 05.04)

2- Libye.

2.1- Les forces loyales à Mouammar Kadhafi, appuyées par une puissante artillerie, ont repoussé mardi les insurgés à l'est de Brega, au sixième jour de combats pour le contrôle de ce port pétrolier stratégique sur la route de Benghazi, fief de la rébellion.

Contraints de se retirer face à la puissance de feu des troupes gouvernementales, la caravane des pick-up et autres véhicules des rebelles se trouvait mardi soir à l'est de Brega, à mi-chemin de la ville d'Ajdabiah, l'un des derniers verrous vers la capitale de la Cyrénaïque.

Les rebelles libyens ont vivement mis en cause l'attitude de l'Otan, qu'ils accusent de ne pas agir assez rapidement pour leur venir en aide.

"*Soit l'Otan fait son travail correctement, soit nous demanderons au Conseil national de transition (de la rébellion) de soulever la question devant le Conseil de sécurité*" de l'Onu, a dit lors d'une conférence de presse à Benghazi Abdel Fattah Younes, chef des forces insurgées.

L'inaction des Occidentaux, a-t-il ajouté, permet aux forces de Mouammar Kadhafi d'avancer et de massacrer "*chaque jour*" la population de Misrata, la troisième ville du pays à 220 km à l'est de Tripoli.

"*L'Otan opère très lentement, ce qui permet aux forces de Kadhafi d'avancer. L'Otan nous a déçus, elle ne nous a pas donné ce que nous attendions, elle est devenue notre problème*", a poursuivi le chef militaire rebelle.

Au siège de l'Alliance à Bruxelles, le général Mark van Uhm a affirmé que les raids de l'Otan avaient jusqu'ici détruit un tiers des capacités militaires des forces de Kadhafi.

Il a ajouté que ces dernières vingt-quatre heures les attaques occidentales avaient permis de détruire des chars, des véhicules

blindés et des batteries anti-aériennes de l'armée gouvernementale autour de Misrata.

Répondant aux critiques des rebelles, les responsables de l'Alliance assurent que les avions de l'Otan sont toujours aussi présents dans le ciel libyen.

Mais le général Van Uhm a souligné que Kadhafi se servait de civils comme de "*boucliers humains*" et faisait stationner ses troupes blindées dans des zones très peuplées, ce qui force l'Otan à agir avec prudence. "*Quand il y a des boucliers humains, nous ne frappons pas*", a-t-il dit. (Reuters 05.04)

2.2- Par ailleurs, un tanker, d'une capacité d'un million de barils, doit arriver mardi dans le port de Tobrouk pour le premier chargement de pétrole assuré par les rebelles, selon le spécialiste en données maritimes Lloyd's List Intelligence. "*Un tanker devrait arriver dans la journée dans un terminal pétrolier près de Tobrouk*", a indiqué Michele Bockmann, experte des marchés pour Lloyd's List, une publication basée à Londres. "*La taille de ce pétrolier correspond à un million de barils de pétrole*", a-t-elle ajouté. Au cours actuel du baril, une telle cargaison vaut environ 120 millions de dollars. C'est la première fois que les rebelles libyens, qui contrôlent plusieurs ports de l'est de la Libye, mènent une telle opération.

"*Si les revenus (tirés du pétrole et du gaz) ne profitent pas au régime de Kadhafi, alors nous n'avons aucun problème avec les opérations commerciales concernant le pétrole et le gaz libyens*", a dit un porte-parole de la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton. "*Concernant le pétrole, notre ligne de conduite est très claire*", a-t-il poursuivi. L'UE soutient les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU visant à ce que les revenus du pétrole ne parviennent pas dans les mains du régime. "*Pour le reste, ce sont les pratiques commerciales normales qui s'imposeront*", a-t-il conclu.

La Libye produit moins de 2 % du pétrole mondial mais elle recèle les plus grandes réserves d'or noir du continent africain, entre 40 et 60 milliards de barils. Et la qualité de son pétrole, pauvre en soufre, à l'exploitation aisée, est appréciée des raffineurs. Des pays européens, comme l'Italie, la France et l'Allemagne sont les premiers consommateurs de brut libyen, mais aussi de gaz transporté par un gazoduc le long de la frontière tunisienne qui rejoint l'Italie sous les eaux de la Méditerranée.

Les rebelles tiennent dans l'est les champs de la région de Sarir ainsi que des installations de raffinage et d'exportation à Tobrouk et Benghazi, et cette activité représente plus des deux tiers des revenus du secteur pétrolier libyen. Les loyalistes contrôlent les champs d'el Feel, et les installations de Zawiyah et Tripoli. La rébellion a annoncé vendredi dernier avoir passé un accord avec le Qatar pour commercialiser le pétrole brut des zones qu'elle contrôle en échange de livraisons de nourriture, médicaments et carburant. (lemonde.fr 05.04)

3- Yémen.

3.1- Le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, a exhorté mardi au dialogue l'opposition et a appelé à un arrêt des violences, qui ont fait trois nouvelles victimes lors d'affrontements dans la capitale, Sanaa.

Le porte-parole du Pentagone, Geoff Morrell, a déclaré que Washington réclamait "*une transition négociée aussi rapidement que possible*". "*La situation est délicate et plus elle s'éternise, plus elle sera difficile à régler*", a-t-il dit.

Nombre de manifestants estiment que cette offre survient trop tard.

"*Trop tard et vain*", dit ainsi Abdoulsitar Mohamed, un jeune activiste de Sanaa. "*C'est une simple tentative visant à sauver un régime qui sait très bien qu'il doit partir.*"

Selon le ministère de la Défense, trois personnes ont été tuées et 15 autres blessées lors d'accrochages, mardi, entre partisans et adversaires du chef de l'Etat dans la capitale.

Le général Mohsen a vu dans cet incident une tentative d'assassinat, affirmant avoir été pris pour cible par des '*snipers*' alors qu'il sortait pour rencontrer une délégation de médiateurs envoyés par Saleh. "*Il semble qu'il se soit agit d'une ruse pour assassiner Ali Mohsen, des intermédiaires et un groupe de chefs tribaux*", indique un communiqué.

Certains diplomates présents en Arabie Saoudite ont laissé entendre que Riyad souhaitait voir Mohsen remplacer Saleh même si ce dernier a indiqué qu'il n'était pas intéressé par le pouvoir.

"*Ali Mohsen serait sans doute confronté à une opposition intérieure mais aussi internationale s'il cherchait à accéder à la présidence. Dans l'ensemble, les Yéménites voient en lui un homme cynique, préoccupé par ses propres intérêts*", selon une dépêche diplomatique américaine divulguée par WikiLeaks et datée de 2005.

Mardi, des policiers et des hommes en civil ont de nouveau ouvert le feu durant une manifestation qui rassemblait plusieurs

dizaines de milliers de personnes à Taïz, fief de la contestation. De sources médicales, on indique qu'une trentaine de manifestants ont été blessés. (Reuters 05.04)

3.2- L'opposition yéménite a exhorté la communauté internationale et les organisations de défense des droits de l'Homme à mettre fin à la répression sanglante du régime contre les manifestations réclamant le départ du président Ali Abdullah Saleh.

Plus de 120 personnes ont été tuées et 5.000 autres blessées depuis le début des manifestations le 11 février. (AP 05.04)

4- Syrie.

Les militants syriens appellent à une nouvelle vague de manifestations cette semaine pour rendre hommage aux quelque 80 personnes tuées dans la répression des précédents mouvements antigouvernementaux, lancés il y a près de trois semaines.

La page Facebook "*The Syrian Revolution 2011*" appelle à des manifestations dans tout le pays mercredi, jeudi et vendredi, parlant de "*Semaine des Martyrs*". Mardi, la page avait plus de 105.500 fans. (AP 05.04)

5- Haïti

Le chanteur populaire Michel Martelly a remporté l'élection présidentielle à Haïti avec 67,5% des voix contre 31,6% à sa rivale Mirlande Manigat, selon les premiers résultats du scrutin annoncés par le Conseil électoral provisoire (CEP). Les résultats définitifs de l'élection doivent être connus le 16 avril.

A 50 ans, "*Sweet Micky*" Martelly était jusqu'à présent connu pour être un des maîtres du compas, un style de musique haïtien proche du merengue, dansant et très populaire. Il a longtemps joué de sa réputation de fêtard provocateur, amateur de jurons et consommateur de marijuana ou de cocaïne. Un passé révolu, a-t-il souligné durant la campagne électorale. (AP 05.04)

Le sort du peuple haïtien est assurément entre de bonnes mains !

Social.

1- France

1.1- Tartuferie patronale.

Les salariés n'ont jamais été aussi peu satisfaits et peu motivés au travail. Moins d'un salarié sur trois se dit «souvent» heureux au travail, selon le baromètre Ipsos/Edenred que le quotidien La Tribune publie mardi. (20minutes.fr 05.04)

On s'étonnera qu'ils ne soient pas plus nombreux, mais les imbécices heureux cela existent aussi, il faut en convenir, désolé pour les ouvriéristes qui passent leur temps à encenser l'ignorance au lieu de la combattre sur tous les fronts. Quand c'est un ouvrier qui le dit, c'est légitime, quand c'est un patron, c'est inacceptable. Cette précision pour ceux qui ont du mal à faire la part des choses, principalement les intellectuels, entre ouvriers on se comprend très bien et c'est le genre de choses qu'on se dit en face sans problème.

C'est d'ailleurs le genre de sujets et de discussions qui devraient figurer dans un journal ouvrier, l'ambiance dans un atelier ou un bureau, de quoi on cause entre nous et comment on en cause révèle l'état d'esprit de la classe et son évolution, nos intellectuels en général s'en foutent, ils vivent dans un autre monde pour ne pas dire sur une autre planète, celle du conceptuel qui n'a qu'un rapport fort éloigné avec la réalité et les préoccupations des ouvriers.

Prenez un récipient contenant un liquide et divers ingrédients solides de différentes tailles, versez le contenu de ce récipient à travers un filtre ou une passoire, récupérez ensuite le contenu du second récipient pour faire votre tambouille. Le contenu du premier récipient, c'est la réalité dans sa diversité et complexité, le filtre ou la passoire, c'est la théorie, les idées reçues ou préconçues, les a priori, nos connaissances acquises auxquelles se mêlent une part d'inconscience, plus les fibres du filtre seront nombreuses ou serrées ou les trous de la passoire seront étroits, plus ce qui en ressortira sera pauvre en matière première pour interpréter la réalité ou en sera éloigné, étranger dans le pire des cas, où l'on aura du mal à reconnaître les faits qui en sont la matière de base au point de la rendre illisible ou toute lecture impossible.

Pour les gastronomes ou les militants qui sont plus exigeants, passons à l'affinage.

Le contenu de notre premier récipient se compose d'un liquide, les discours, et d'ingrédients solides, les faits, actes ou gestes. Plus les mailles de notre filtre seront serrées plus il retiendra les ingrédients solides et plus notre mixture finale sera liquide, donc notre produit final sera plus liquide qu'épais ou solide et son contenu se composera essentiellement de discours, la majeure partie

des faits étant restés dans notre filtre. On pourrait dire par comparaison plus que par analogie pour être plus précis encore, que la matière que l'on va utiliser à l'arrivée ressemblera davantage à celle qu'utilise les idéalistes pour construire leurs systèmes, procédé qui consiste à discourir sans fin sur les idées qui servent de matériel de base à leur réflexion et à leur interprétation de la réalité ou du monde, qu'à celle du matérialiste qui part des faits et étudient leurs transformations, leurs rapports et ses évolutions.

Conclusion, plus notre produit final sera liquide plus il conviendra aux intellectuels, plus il sera solide plus il conviendra aux ouvriers. Le problème, lorsqu'on prétend s'adresser à la fois aux intellectuels et aux ouvriers, réside donc dans la densité des fibres qui compose notre filtre ou la taille des trous de notre passoire, trouver le bon équilibre entre les faits et la théorie ou plus plus généralement les idées pour résumer.

Terminons dans la bonne humeur, vous aurez compris que je prends également du plaisir à cuisiner depuis plus de 30 ans, comme tous mes livres de cuisine française, indienne et vietnamienne sont partis dans la mer lors du tsunami, dorénavant j'improvise avec les ingrédients et épices que je trouve sur place. Et comme à la base je suis un ouvrier et que je le suis resté quelque part - vous avez dû vous en rendre compte, je déguste avec autant de plaisir une salade verte ou un oeil à la coque qu'un ragoût de mouton ou un carry (ou cari) aux crevettes et pommess de terre agrémenté d'une sauce à la noix de coco. J'ai développé une philosophie ou un art de vivre qui me permet de prendre du plaisir à tout ce que je fais, sans doute parce que j'y mets la même application et détermination, ceci explique cela, y compris quand je balaie ou nettoie la cuvette des toilettes, j'en retire la même satisfaction qu'en vous écrivant ces lignes. Vous devez vous dire que je suis finalement un homme heureux, quelque part oui, mais quand on est très exigeant dans la vie et qu'on a en permanence le sort dramatique de milliards de malheureux dans le monde, bref qu'on a acquis un certain degré de conscience politique, on ne peut jamais l'être totalement.

1.2- Autre tartuferie, le nombre de musulmans en France.

La plupart des enquêtes posant directement la question de l'appartenance religieuse ont été effectuées par des organismes de sondage. Ainsi TNS Sofres avançait en 2007 le chiffre de 3% de la population française. De son côté, CSA donnait 4%. Deux ans plus tard, Ifop donnait le chiffre de 5,8%. Ce qui équivalait tout au plus à 3 ,5 millions.

La dernière étude en date, parue en octobre 2010 sous le titre «Trajectoires et Origines», émane de l'Institut national des études démographiques (Ined) et de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Selon les deux organismes publics, la France compte 2,1 millions de «musulmans déclarés».

C'est l'estimation donnée par le ministère de l'Intérieur, également chargé des cultes. «Aujourd'hui, on estime qu'il y a à peu près 5 ou 6 millions de musulmans en France», affirmait lundi le ministre Claude Guéant, reprenant des chiffres délivrés par la place Beauvau en juin 2010. Mais pour donner cette estimation, le gouvernement, qui n'a pas le droit de poser la question de l'appartenance religieuse, utilise le biais de l'origine géographique des personnes. C'est en comptabilisant le nombre de personnes venant d'un pays à dominante musulmane, ou ayant des parents qui en viennent, qu'il parvient à établir ce chiffre. Or, de l'aveu même du ministère, seuls 33% de ces 5 à 6 millions se déclarent croyants et pratiquants. Soit deux millions, l'équivalent du chiffre de l'enquête Insee/Ined d'octobre 2010. (lefigaro.fr 05.04)

Hier, l'article du monde.fr dont j'ai retranscrit des extraits comportait apparemment une erreur, Guéant n'aurait pas dit qu'il y avait 5 à 10 millions de musulmans en France mais 5 à 6, à moins qu'il s'agisse d'une autre déclaration.

Commentaire d'un internaute

- Infos pour ceux qui pensent être colonisés par les arabes et les musulmans en France. Sachez que ces gens font moins d'enfants que vous ne le pensez, et même dans leurs propres pays. Le taux de fécondité est de 2,1 en France, de 1,71 en Tunisie, de 1,76 en Algérie, et de 2 au Maroc. Désolé pour ceux qui pensaient trouver des boucs émissaires chez les maghrébins...

1.3- Troisième tartuferie, année électorale oblige !

Le gouvernement a fait un geste d'apaisement face au tollé provoqué par la hausse des prix de l'énergie en France en annonçant mardi un gel des tarifs du gaz pendant un an.

L'annonce fait suite au mécontentement provoqué par l'augmentation de 5% des prix du gaz à compter du 1er avril. Une nouvelle hausse qui aurait dû intervenir mécaniquement en juillet et aurait été de 7,5% n'aura pas lieu, a annoncé Matignon.

Pour l'électricité, les factures devraient augmenter au total de 2,9% jusqu'au 30 juin 2012, dit Matignon.

Face à la hausse des prix du carburant, le gouvernement propose d'augmenter les déductions fiscales dont bénéficient ceux qui utilisent beaucoup leur véhicule dans un cadre professionnel.

L'objectif est de revaloriser de 4,6% le barème forfaitaire kilométrique applicable à l'imposition des revenus de l'année 2010.

Cette mesure sera financée par une contribution spéciale des compagnies pétrolières qui sera discutée dans les prochains jours, a indiqué Christine Lagarde de Moscou.

Cette mesure concernera cinq millions de Français, a estimé Eric Besson, repoussant ainsi les critiques de ceux qui attendaient des mesures ciblant les classes modestes, comme des chèques carburant ou un tarif social de l'énergie.

"*Tout ce qui contribue à améliorer le pouvoir d'achat des Français va dans le bon sens*", a déclaré le porte-parole du Parti socialiste, Benoît Hamon. (Reuters 05.04)

Le PS n'en loupe pas une pour louer le gouvernement, normal, il est son plus fidèle allié et poursuit les mêmes objectifs politiques

2- Japon. Apocalypse now version nucléaire.

Une radioactivité plusieurs millions de fois supérieures à la limite légale a été mesurée ces derniers jours le long des côtes japonaises près de la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi, a-t-on appris mardi auprès de TEPCO.

La centrale de Fukushima est fissurée et de l'eau radioactive s'écoule directement dans le Pacifique, dont le rivage n'est distant que de quelques dizaines de mètres. Une brèche de 20cm a été découverte ce week-end dans le béton d'une fosse de maintenance.

Lundi, TEPCO a commencé à rejeter 11.500 tonnes d'eau radioactive accumulée dans les installations accidentées par le tsunami du 11 mars. La procédure devrait durer deux jours. (AP 05.04)

Economie.

Portugal. La dictature du capitalisme financier.

L'agence de notation Moody's a annoncé mardi avoir abaissé d'un cran la notation du Portugal, estimant que le nouveau gouvernement devra demander une aide financière d'urgence à l'Union européenne (UE).

"*Moody's estime que les coûts de financement actuels atteignent des niveaux insoutenables, même à court terme*", apprend-on dans un communiqué.

"*L'abaissement limité de la note à Baa1 (et pas plus bas) décidé aujourd'hui reflète le sentiment de Moody's que les autres membres de la zone euro apporteront une aide si le Portugal a besoin d'un financement d'urgence avant de pouvoir obtenir une aide du Fonds européen de stabilité financière (FESF)*", poursuit Moody's.

Selon le Jornal de Negocios, les principales banques portugaises menacent par ailleurs de cesser d'acheter de la dette souveraine, une décision qui pourrait empêcher le Portugal de se financer sur les marchés et donc contraindre le gouvernement à demander une aide internationale.

Lundi, le directeur de la première banque privée portugaise Millennium BCP Carlos Santos Ferreira a déclaré qu'il était "*indispensable que le pays ait recours à un prêt à court terme*" d'au moins 10 milliards d'euros.

Fitch a annoncé de fait mardi qu'elle déclassait six banques portugaises à la suite du déclassement de la dette souveraine.

Les marchés financiers sont convaincus que le gouvernement portugais va être contraint de demander une aide financière à l'UE et au FMI, à l'instar de la Grèce et de l'Irlande. (Reuters 05.04)

Haut de page

Le 7 avril

Vous n'aurez pas le droit cette semaine aux 2 pages d'*Informations ouvrières* dédiées à la situation en Lybie ou en Côte-d'Ivoire, parce que celles du dernier numéro ne présentent absolument aucun intérêt, ils enfoncent des portes ouvertes ou répètent pour la énième fois le même refrain, ils reprennent leur amalgame favori avec la révolution libyenne et la bande de gangters qui dirige le Conseil national de transition à Benghazi, mieux au chapitre intitulé *Quelle est l'issue ?* , devinez camarades, combattez contre l'impérialisme dans votre propre pays, merci du conseil on n'y aurait pas pensé, voilà qui est faire preuve d'une audace et d'une perspicacité désarmante, je viens juste de les relire avant d'écrire ces lignes.

Quant aux pages sur la Tunisie ou l'Egypte, à peu de choses près vous avez déjà lu la même chose dans les infos en bref de la semaine passée. Si maintenant il y a des militants qui veulent que je leur adresse par Internet, qu'ils me contactent je leur enverrai immédiatement. Passons sur la campagne du POI pour le non à la "réforme constitutionnelle" qui va prendre la forme d'une adresse au PS pour que ses sénateurs ne la votent pas.

Passons également sur la position du POI qui par la voix de Jean-Pierre Raffi justifie le recours à l'énergie nucléaire, une monstruosité aussi grande que défendre l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS avec lequel s'est confondu le stalinisme à partir de la liquidation de l'opposition de gauche ou des procès de Moscou au milieu des années 30. Les centrales nucléaires en construction comporteront une double coque pour des questions de sécurité nous dit-on, ce qui signifie clairement que toutes celles qui ont été construites jusqu'à présent présentent un problème de sécurité à ce niveau-là, alors qu'elles ont toutes été construites quand EDF était une entreprise nationalisée, Raffi balait du bras ce fait incontestable et nous explique que le problème de la sécurité des centrales nucléaires daterait de sa privatisation, encore une grotesque et cynique manipulation. Entre les intérêts de son appareil et les intérêts de la population en danger en présence de centrales nucléaires, le POI a fait son choix.

Il y a peu, nous disions du POI : peut mieux faire, maintenant nous avons plutôt envie de dire qu'on s'attend au pire. Bref, passons, nous perdons notre temps.

Un autre sujet pas vraiment pour se détendre, la situation internationale ne s'y prête pas.

L'insurrection libyenne, une manipulation orchestrée de Paris ou Washington, un fait d'arme d'une minorité de miliciens sortis de nulle part ou plutôt s'étant infiltrés dans l'ouest de la Libye. Un témoignage qui date du tout début du soulèvement prouve à lui seul qu'il s'agissait bien d'une réponse à la répression perpétrée par le régime de Kadhafi suite à des manifestations tout à fait pacifiques de la population excédée de vivre sous une dictature. La suite de cet extrait se trouve plus loin.

- "Le 19 février, 500 étudiants de Misrata sortent dans les rues pour protester contre les tirs sur la foule qui ont eu lieu à Benghazi. La manifestation est attaquée dès le matin, à main nue ou à coups de gourdins par des kadhafistes. Dans l'après-midi, les esprits s'échauffent, l'armée se déploie et tire au 14.5 sur la foule. Il y a un mort du côté des manifestants.

Le lendemain, environ 20 000 personnes envahissent le cimetière pour enterrer le jeune garçon. Une fois la cérémonie terminée, la foule marche sur le centre-ville, avec des bâtons en guise d'armes et attaque systématiquement tous les symboles du régime. C'est le ravage des quelques « lenjen toria », sortes de bureaux du parti « révolutionnaire » kadhafiste, et comme un peu partout en Libye, le départ précipité vers Tripoli d'une large frange des militaires – ce qui fournit aux insurgés leurs premières et seules armes.

Il faut savoir que Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli, était considérée comme une ville commerciale, très calme et exempte d'agitation politique, à l'inverse de Benghazi... "

L'armée se déploie et tire sur des manifestants désarmés, la population réplique, se munit de bâtons et s'en prend aux symboles du pouvoir en place, voilà l'ordre chronologique des faits. A la place de la population, vous auriez fait quoi ? Vous auriez été manifestés paisiblement le lendemain ou vous auriez tranquillement suivi la suite des événements assis devant votre écran de télévision ou d'ordinateur. Moi, j'aurais eu envie immédiatement de prendre les armes. Légitime, non ? Une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse libyenne est révolutionnaire, tandis qu'une grande partie des révolutionnaires en France ne l'est pas tout en croyant l'être.

Mais bon, je vis en Inde depuis près de 20 ans, vous vous vivez en France, on ne porte pas le même regard sur la situation en Libye et ailleurs dans le monde, en dehors du minuscule hexagone qu'on appelle la France. Nous sommes tous animés des meilleures intentions qui soient envers nos frères et soeurs de combat, mais nous n'avons pas tout à fait la même vision de l'évolution du monde. J'ai envie de dire, peu importe, puisque notre voix est inaudible, il ne faut pas se faire d'illusions, on verra bien à l'arrivée lesquels avaient vu juste.

Parole d'internaute.

(à propos de la Côte-d'Ivoire)

- "Les pseudo-négociations avancées par la France et Ouattara : exiger que Gbagbo renie son Conseil constitutionnel et reconnaisse l'élection de son rival. Cela, il ne le fera jamais. Les véritables négociations conduites par l'ONU : reconnaître sa défaite militaire face à la France et l'ONUCI et se retirer. Si les garanties pour lui et ses alliés sont suffisantes, Gbagbo l'acceptera. Aujourd'hui, il est dans la démonstration : "Ouattara et ses Forces Nouvelles ne seraient rien sans le soutien de la France"."

- "Et si Gbagbo avait été élu démocratiquement et que Ouattara qui ne représente qu'une minorité nordiste avait trafiqué les élections ?"

Chut, il ne faut pas le dire !

(à propos de la Libye)

- "On ne peut en premier lieu que s'abstenir de commentaire sur une situation ou des hommes peu armés risquent leur vie face à des militaires entraînés, alors que le seul risque, ici, est de se faire invectiver virtuellement."

T'as raison ! D'autres s'en tapent complètement, qu'ils crèvent bordel, que Kadhafi les bombarde et qu'on n'en parle plus, les principes d'abord ! Après tout qu'est-ce qui leur a pris de se soulever contre un dictateur, franchement ?

Ben Ali et Moubarak aussi étaient des dictateurs, mais ils n'avaient pas réussi à museler totalement la classe ouvrière, en Tunisie et en Egypte il existait des syndicats, alors qu'en Libye tout forme d'opposition au régime était bannie... Sur l'échelle des dictateurs, Kadhafi occupe une place de choix parmi les plus pourris de la planète.

(à propos du gaz de schiste)

- "Quand je vois et j'apprends ce genre de chose, je me dis qu'un système économique basé uniquement sur le profit ne peut tout simplement plus durer sur le long terme, ce système atteint ses limites... Ou plus simple encore: l'humanité sera rayée de cette planète si cela continue dans ces proportions, nous ne pouvons pas survivre face à de telles quantités de pollution...

Mais pour pouvoir créer un autre système plus juste, il nous faut élever nos consciences et davantage ouvrir nos cœurs, réveiller nos consciences, car même des idées extrêmement généreuses et belles (comme l'idée du partage dans le communisme) peuvent être détournées au profit de quelques uns... (Il suffit de voir ce qu'est devenu le communisme en Chine ou en Russie...) !!"

Peut-être, assurément. Les idées progressent parmi la population malgré l'incurie de nos dirigeants, c'est rassurant, non ?

Politique.

1- France

1.1- D'un esclavage à un autre ou tout le monde il est "***bon, gentil et généreux***".

Le poète et homme politique martiniquais Aimé Césaire a reçu mercredi un hommage national au Panthéon en présence de Nicolas Sarkozy.

"*C'est un poète que nous honorons aujourd'hui*", a dit Nicolas Sarkozy au début d'un discours truffé de citations de Césaire, "*homme bon, gentil et généreux*", "*combattant inlassable de la cause martiniquaise et de la négritude*" et "*vieux lutteur politique*". (Au service de la IV et la Ve République pendant 56 ans, une performance qui méritait d'être saluée - note du site)

"*Chez ce poète qui écrivait en français des poèmes antillais qui s'adressaient à tous les hommes, nulle revendication communautariste, nulle tentation de l'entre soi, nul désir de séparatisme, nulle demande non plus de réparation car pour lui le crime était irréparable*", a-t-il souligné. (Ajoutons, et nul combat pour l'émancipation du capital, dans le cas contraire il ne serait jamais entré au Panthéon. - note du site)

"*Une question le hantait : 'Qui suis-je ? Qui sommes-nous dans ce monde de blancs ? Question qui en appelait aussitôt d'autres : Que dois-je faire ? Qu'est-il permis d'espérer ?'*", a dit Nicolas Sarkozy. (un existentialiste à la J-P Sartre dont finalement la liberté de penser n'ira pas au-delà de ce qui était permis ou plutôt compatible avec le vieux monde, pour finir au garde-à-vous devant l'ordre établi. - note du site)

Homme de gauche ayant un temps milité au Parti communiste, Aimé Césaire a été député et maire de Fort-de-France pendant 56 ans. (Reuters 06.04)

Encore un sujet de consensus entre l'UMP et le PS, d'ailleurs le gratin social-libéral était présent au Panthéon hier.

1.2- Au même moment...

Des hélicoptères de la force Licorne sont entrés en action lundi soir pour attaquer les derniers bastions du pouvoir de Laurent Gbagbo à Abidjan et y détruire les armes lourdes "*utilisées contre la population civile*". Cette opération visait à contraindre le président sortant à céder le pouvoir à son rival Alassane Ouattara.

La France ne semblait pas avoir beaucoup le choix. "*Les pays de l'ONU n'étaient pas prêts à se lancer dans le bourbier ivoirien. L'Union africaine impuissante, l'Union européenne inexistante... Une action de l'Onuci (Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire) aurait été préférable mais elle n'a ni les moyens ni l'efficacité de l'armée française*", indique Philippe Hugon.

Pour ce dernier, seuls les Britanniques auraient pu engager des forces militaires dans l'opération Licorne à la place de la France. "*Mais ils n'ont pas voulu, estimant que la Côte d'Ivoire ne fait pas partie de leur champ d'intervention et ils n'ont pas voulu prendre le risque de passer pour le gendarme de l'Afrique*", explique-t-il.

À plusieurs reprises, Nicolas Sarkozy avait assuré que la France ne voulait plus jouer le rôle de "*gendarme de l'Afrique*". "*La France n'a pas vocation à maintenir indéfiniment des forces armées en Afrique. L'Afrique doit prendre en charge les problèmes de sécurité*", avait-il notamment affirmé lors du sommet Afrique-France de juin 2010 à Nice. Plus récemment, il avait assuré lors de ses voeux aux forces armées le 4 janvier que "*les soldats de la France*" n'avaient "*pas vocation à s'ingérer dans les affaires intérieures de la Côte d'Ivoire*".

"*La puissance coloniale, fut-elle quelques décennies en arrière est toujours illégitime à prononcer un jugement sur une affaire intérieure de l'ancienne colonie et vous le savez, et tout le monde le sait...*", assurait encore le président français en janvier dernier, pour justifier la non-intervention de la France en Tunisie. (lepost.fr 06.04)

Cacao, seuls les actes comptent ! Les paroles sont faites pour s'assurer le soutien des ignorants ou des crédules, la majorité de la population, quoi.

Vous saviez que l'épouse d'Ouattara était française ? Simple coïncidence évidemment. Avant-hier, j'ai entendu aux infos du soir sur TV5Monde Asie un porte-parole d'Ouattara expliquer que sans le bombardement par la Licorne (sous commandement français) de l'artillerie lourde de Gbagbo, les forces armées d'Ouattara n'auraient pas pu avancer aussi rapidement dans Abidjan et atteindre la résidence de Gbagbo.

2- Libye.

2.1- Les rebelles ont fait état ce mercredi de violents combats avec les forces de Mouammar Kadhafi à une vingtaine de kilomètres à l'est du port pétrolier de Brega, sur la route conduisant à Ajdabiah et à Benghazi, fief de la rébellion. Les combats ont repris à six heures du matin, les soldats de Kadhafi ayant reçu des munitions avant de poursuivre leur progression sur la route côtière.

2.2- Les rebelles ont poursuivi leurs critiques contre l'Otan, accusée de passivité face à la contre-offensive des troupes gouvernementales. À l'entrée occidentale d'Ajdabiah, Hossam Ahmed, un transfuge de l'armée de Kadhafi, s'est plaint de l'inaction des avions de l'Alliance atlantique. «*Il n'y a pas eu de raids aériens. On entend les avions mais ils ne bombardent pas*», a-t-il dit. «*Que fait l'Otan?*» s'interroge un autre rebelle, Khaled al Obeïdi. «*Qu'est-ce que les Occidentaux attendent ? Nos villes sont en train d'être détruites... Ras Lanouf, Bin Djaouad, Brega et Misrata, dans l'Ouest, que Kadhafi est en train de raser*», renchérit Embourak, 43 ans, un habitant d'Ajdabiah.

L'Alliance atlantique affirme pour sa part que ses raids n'ont pas baissé d'intensité mais qu'elle doit être prudente dans ses attaques pour ne pas tuer des civils.

Elle accuse Kadhafi d'utiliser des «*boucliers humains*» et de cacher ses canons et ses blindés dans des zones résidentielles afin de provoquer des «bavures». Une porte-parole de l'Otan, Carmen Romero, a de nouveau souligné ce mercredi à Bruxelles que la priorité de l'Alliance était de soulager les forces rebelles à Misrata. «*La situation sur le terrain ne cesse d'évoluer. Les forces de Kadhafi changent de tactique, utilisent des véhicules civils, cachent leurs blindés dans des villes comme Misrata et se servent de boucliers humains pour se protéger*», a-t-elle dit. Malgré tout cela, «*le rythme de nos opérations ne faiblit pas (...) Misrata reste notre priorité n°1*», a-t-elle ajouté.

2.3- «*Sur le terrain, la situation militaire est confuse et indécise et le risque d'enlisement existe*», a dit le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. (20minutes.fr 06.04)

Hier j'ai fourni une hypothèse en réponse à l'absence des bombardements des forces de Kadhafi les dernièrs jours à Brega et Misrata, la partition possible du pays en deux, il y en a une autre, justifier une intervention terrestre ou un bombardement similaire à celui qui avait eu lieu en Serbie ou en Irak. Ils ne devaient pas s'attendre non plus à ce que le régime de Saleh au Yémen vacille aussi rapidement ou que la situation se détériore en Syrie. Embourbés en Irak et en Afghanistan, intervenant en Côte-d'Ivoire, leur capacité à intervenir sur plusieurs fronts à la fois semble limitée, sans parler de l'endettement déjà vertigineux de tous les Etats engagés dans ces guerres.

3- Yémen

3.1- Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue mercredi à Taëz et Aden, dans le sud du Yémen,

pour demander le départ du président Ali Abdullah Saleh.

Les commerces et les banques étaient fermés dans le cadre d'une grève générale, et la manifestation était présentée par des militants comme la plus importante à ce jour dans la deuxième ville du pays.

Plus de 120 personnes ont été tuées au Yémen depuis le début du mouvement de contestation contre le président Saleh le 11 février. (AP 06.04)

3.2- Les pays du Golfe espèrent conclure un accord sur le départ du président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, et sur la mise en place d'un conseil de transition réunissant dirigeants politiques et chefs tribaux.

Une proposition de compromis est en train d'être adressée au chef de l'Etat yéménite ainsi qu'à l'opposition, a déclaré mercredi le Premier ministre du Qatar, cheikh Hamad ben Jassim al Thani.

La répression par Saleh du mouvement de contestation sans précédent de son régime, en place depuis 32 ans, aurait eu raison de la patience des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite.

Selon plusieurs sources, Washington et Ryad seraient disposés à écarter cet allié de longue date dans la lutte contre Al Qaïda dans la péninsule Arabique (Aqpa) pour tenter de prévenir l'effondrement du pays. (Reuters 06.04)

Les Etats-Unis ont à nouveau averti leur allié yéménite. "*Les Etats-Unis condamnent fermement l'usage de la violence par les forces gouvernementales yéménites contre des manifestants à Sanaa, Taëz et Hodeïda ces derniers jours, a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney. Les Yéménites ont le droit de manifester pacifiquement et nous rappelons au président Ali Abdallah Saleh qu'il est de sa responsabilité d'assurer la sécurité des Yéménites qui exercent leur droit universel d'exprimer leurs opinions politiques*". (lemonde.fr 06.04)

Social.

1- France

1.1- Il y en a pour lesquels ça roule...

A 62 ans, après seulement quatre ans de bons et loyaux services (juin 2006-mai 2010), Yves-Thibault de Silguy, l'ancien commissaire européen qui fut chargé du passage à l'euro est assuré de toucher une retraite annuelle de 380 000 euros, en sus de sa pension de fonctionnaire. Les conditions de performance requises ont été remplies.

Au cas où cela ne suffirait pas, le diplomate au carnet d'adresses impressionnant garde un pied chez Vinci, comme vice-président administrateur et surtout comme consultant. En échange de ses conseils avisés, sa société YTSeuropaconsultants facture à Vinci 330 000 euros, selon une convention tacitement renouvelable chaque année. (lexpress.fr 06.04)

1.2- ... et d'autres pour lesquels c'est l'inverse, en plus ils se font rouler ou voler !

Le nombre de crédits immobiliers a ainsi progressé de 18% par rapport à 2009 et retrouvé un niveau supérieur aux années qui ont précédé la crise.

Profitant de l'amélioration de la conjoncture et des conditions de taux historiquement basses, 1,38 million de ménages a emprunté en 2010 pour habiter un logement ou l'acquérir pour le mettre en location, et éventuellement pour le rénover.

Paradoxalement, la proportion des ménages français détenant un crédit n'a plus été aussi faible depuis 15 ans. En 2010, 49,5% des ménages détenaient un crédit fin 2010, soit une baisse de 1,3 point par rapport à 2009 et de 3,1 points par rapport à 2008.

Egalement pour la première fois depuis 15 ans, le nombre de ménages détenant un crédit immobilier (30,5%) est supérieur à celui ayant un crédit à la consommation (30,1%). Jamais, depuis 1996, la part des Français ayant un crédit à la consommation n'avait été si basse.

«*Ce recul est essentiellement dû à l'évolution de l'usage du crédit consommation*», a expliqué Michel Mouillart.

La part des ménages ayant recours à un crédit à la consommation pour financer un projet (équipement pour la maison, automobile, travaux d'amélioration du logement) est restée quasiment stable.

Mais, dans le même temps, l'utilisation des crédits à la consommation pour financer des dépenses de loisirs, de vacances, «*voire de consommation*», a fortement reculé (13,8% en 2010, contre 15,8% en 2009).

L'Observatoire relève également le fort recul des cartes de magasins ou de grandes surfaces, que seuls 6,8% des ménages possédaient en 2010 contre 9,6% deux ans plus tôt.

Autre phénomène saillant, l'évolution du comportement des ménages de moins de 30 ans, qui n'ont jamais eu aussi peu de crédit à la consommation depuis le début de l'Observatoire, en 1989. Ils n'étaient plus que 33,8% en 2010, contre 37,2% l'an passé et plus de 40% il y a 5 ans.

Le repli du crédit à la consommation en général aurait même sans doute été plus spectaculaire si les données de l'Observatoire avait intégré le crédit renouvelable, écarté car jugé d'«*une très grande volatilité*» (les données peuvent varier sensiblement au sein même d'une année donnée), selon Michel Mouillart.

En ralentissement continu depuis le début de la crise, le crédit renouvelable a ainsi atteint en 2010 son plus faible niveau depuis 2001. Il reste en retrait sur les premiers mois de 2011, selon l'Association française des sociétés financières (ASF). (20minutes et AFP 06.04)

1.3- Le droit à la santé recule.

Pour la première fois depuis la généralisation du dépistage organisé il y a sept ans, le nombre de femmes testée est en baisse. L'Institut de veille sanitaire (INVS) a rendu publics hier les chiffres de 2009-2010. Ils révèlent que 4,6 millions de femmes se sont fait dépister, contre 4,7 millions sur la période 2008-2009, soit 52% seulement des femmes de 50 à 74 ans concernées.

Les femmes en situation de précarité demeurent sourdes aux messages de prévention, tandis que les plus aisées privilégient la relation avec leur gynécologue à travers le dépistage individuel.

Un paradoxe alors que le dépistage généralisé est non seulement gratuit, mais offre l'avantage d'une double lecture systématique. Un point non négligeable lorsqu'on sait que 7% des cancers échappent à une première lecture. (20minutes.fr 06.04)

Le dépistage est gratuit, mais la prise en charge de l'ensemble du traitement l'est moins.

1.4- Le machiavélisme des trusts pharmaceuthiques

On savait que le Distilbène, médicament prescrit aux femmes enceintes pour prévenir des fausses couches et retiré du marché en 1977, avait des effets néfastes sur la santé des mères et de leurs enfants. Ce que l'on ne savait pas encore, c'est que les effets du Distilbène «*se font sentir sur la troisième génération. C'est tout à fait nouveau*», confie le professeur Charles Sultan, pédiatre endocrinologue au CHU de Montpellier, au Parisien. «*On sait aussi maintenant que leurs petits-enfants (des femmes à qui le médicament a été prescrit) ont eux aussi des problèmes de santé importants*», ajoute-t-il.

Et par «*problèmes de santé importants*», le professeur parle de malformation du pénis. Le risque est «*cinquante fois*» plus élevé pour les enfants dont la grand-mère maternelle a pris du Distilbène. Les femmes qui ont suivi ce traitement ont souffert de malformations de l'utérus et leurs enfants des malformations des trompes, des cancers du col de l'utérus ou des malformations des testicules.

Par ailleurs, relève Le Parisien, l'association Hhorages, qui regroupe des victimes de l'hormone de synthèse, a réuni 1.610 témoignages. La plupart des femmes et des enfants présentent des troubles psychiatriques et/ou physiques. Seuls 122 enfants n'ont aucun trouble, relève l'association, qui a transmis à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé. (20minutes.fr.06.04)

2- Inde

Naître, vivre et mourir avec des dettes jusqu'au cou. La malédiction des villageois indiens a été largement documentée. Elle ne date pas d'hier. Les pauvres sont familiers de ce cercle vicieux, surtout dans les campagnes. Ils empruntent pour essayer d'améliorer leur sort, qu'il s'agisse de tenter de nouvelles récoltes sur des sols ingrats, ou de monter un tout petit «business». Les premiers s'endettent pour acheter des semences et des engrais ; les seconds, des «*sans- terres*» pour la plupart, s'essaient à des commerces lilliputiens. D'autres ont des ambitions plus élevées: avec une machine à coudre, ils espèrent devenir tailleurs ; avec une moto, ils pourraient être livreurs, avec une voiture, faire taxi etc. Il y a des «*success stories*», bien sûr, mais aussi de dramatiques descentes aux enfers.

«Dans les régions les plus pauvres, les gens qui ont recours au crédit sont sur le fil du rasoir. Il suffit de peu de chose pour que leur

vie bascule: un accident, une maladie, une mauvaise mousson, un père de famille qui se met à boire…», confie Venkat Narayana, professeur d'économie à Warangal, dans l'Andra Pradesh (sud-est). Résultat, poursuit-il, «*d'un seul coup, les gens ne peuvent plus rembourser. Ils prennent d'autres emprunts ailleurs pour payer les premiers. Et ils finissent par ne plus pouvoir rien rembourser. Les créanciers les traitent sans ménagement. Certains finissent par se suicider.*» À l'automne dernier, plus de 54 personnes se sont donné la mort dans la région de Warangal. Toutes victimes du surendettement. «*Il arrive qu'une même famille ait 12 emprunts sur le dos. Cela signifie qu'il faut rembourser tous les jours quelques centaines de roupies* », dit-il.

«En Inde, 120 millions de foyers n'ont pas accès aux banques et autres institutions de crédit. Résultat, ils se tournent vers le microcrédit. Les taux d'intérêt sont élevés (entre 24 et 35%), mais beaucoup moins que ceux des usuriers», relève un observateur étranger. Victime de son succès, le secteur a-t-il dérapé? S'il est critiqué aujourd'hui c'est que le microcrédit s'est détourné de son objectif initial. Souvent, il est devenu un crédit à la consommation, alors qu'il avait pour vocation d'encourager la productivité ; et puis les institutions de microfinance se sont «*commercialisées*», cherchant le profit au lieu de se concentrer sur l'aide. (lefigaro.fr 06.04)

Je peux vous fournir les taux officiels des prêts de particulier à particulier.

Jusqu'à 10.000 roupies, 10% par mois, soit 120% par an. Entre 10.000 et 50.000 roupies, entre 5 et 10% par mois, entre 50.000 et 100.000 roupies entre 3 et 5% par mois, au-delà de 100.000 roupies entre 2 et 3% par mois. Je prête depuis 13 ans à une relation de mes beaux-frères qui est devenu riche en partie grâce à l'argent qu'il m'a emprunté, 500.000 roupies à 3% par mois, je lui ai prêté parfois jusqu'a 1,5 million de roupies à 2% par mois, il est aujourd'hui archi millionnaire, mais apparemment en reconnaissance de l'argent que je lui ai prêté en 1997 pour démarrer son business, il continue de me verser des intérêts, c'est la principale source de mes revenus, il achète des terres qu'il aménage et rend constructibles et qu'il revend ensuite sous forme de lots. Précision, cela fait des années que je lui réclame de me rendre mon capital, en vain. Je peux vivre avec les intérêts que me verse la banque, actuellement 9,25% par an pour un petit capital de, attendez je vérifie car je n'ai pas le chiffre en tête, 2,2 millions de roupies (35.000 euros environ) avec les arrhes que m'a versés l'homme d'affaire qui devait acheter ma maison et que j'ai gardé (1 million de roupies), au total la banque me verse 17 343 roupies par mois très exactement (250 euros environ). Il y a trois jours je vous ai décris les Indiens sous un angle abominable, je n'ai rien exagéré hélas, même entre parents, entre frères ils se prêtent de l'argent à des taux usuraires, c'est pour dire disons 8 ou 9% au lieu de 10 ! Moi, je leur ai toujours prêté de l'argent gratuitement, résultat des courses aucun de mes cinq beaux-frères ne m'a rendu l'argent que je lui avais prêté. Tirez-en la morale ou la leçon que vous voudrez, de mon côté c'est sans appel comme je l'ai dit à Maguewary qui est d'accord avec moi : jamais plus nous ne leur prêterons une roupie.

Personnellement j'ai prêté de l'argent à des dizaines de personnes en 20 ans, essentiellement des patrons (industrie cosmétique, électique, transport, restauration). J'ai toujours refusé de prêté de petites sommes à ces taux prohibitifs ou usuraires. Par contre, il n'est pas possible de prêté de petites sommes à un taux dérisoire, sinon les gens ne vous remboursent jamais le capital qu'ils vous ont emprunté. Un jour en 1991, un vieil Indien se présente chez moi avec sa pelle à la main, il voulait me la laisser en gage en échange de 50 roupies, je lui ai donner ses 50 roupies et j'ai refusé de lui prendre sa pelle qui devait être aussi son outil de travail, je ne sais même pas s'il m'a remboursé, je ne lui ai rien demandé. A l'époque pour un pauvre c'était déjà une somme, les billets de 500 roupies étaient pratiquement inexistants, et quant à ceux de 1.000 roupie, je ne sais même pas s'ils existaient à cette époque. Cela ne fait que 20 ans, mais en 20 ans l'Inde a connu de profondes transformations, aujourd'hui les billets de 500 roupies sont aussi courants que ceux de 50 ou 100 roupies. En 1991, 50 roupies c'était le salaire journalier d'un ouvrier, 25 pour les journaliers qui replantaient le riz, aujourd'hui il se situe entre 250 et 300 roupies, à Pondichéry et au Tamil Nadu, dans les autres Etats je n'en sais rien.

En 1997, avec 500.000 roupies on pouvait acheter un terrain d'un demi-hectare environ, aujourd'hui il faut débourser entre 12 et 14 millions de roupies, cela vous donne une idée de l'évolution économique des 14 dernières années. J'aurais pu devenir très riche, mais je n'étais pas venu en Inde dans ce but, et je préfère encore ma situation à celle de mon emprunteur qui lui l'est devenu. Je suis resté fidèle à mes idées et j'ai la conscience tranquille, c'est l'essentiel.

Syndicat.

1- Quand la "***racaille***" se fait procureur général.

Le comité national fédéral de la fédération des services publics CGT, réuni mercredi 6 avril, a décidé, à l'unanimité de ses membres (58 départements représentés à cette réunion), la désaffiliation du syndicat CGT de la mairie de Nilvange (Moselle).

Cela signifie l'exclusion de fait de Fabien Engelmann, responsable CGT du syndicat des agents territoriaux de la mairie de Nilvange, qui s'était présenté aux élections cantonales, en mars, sous l'étiquette du Front national.

La décision de la fédération concerne non seulement M. Engelmann mais aussi les 26 syndiqués de sa section syndicale. (lemonde.fr 06.04)

A qui le tour ensuite ? Je propose de virer de la CGT manu militari : les ordures d'anarchistes, des terroristes en puissance,

les salopards de trotskystes dits aussi hitléro-trotskystes, la pourriture de maoïstes, partisan du péril jaune, les connards de guévaristes, de dangereux blanquistes dégénérés, bref, tout ce qui ne voue pas un culte à Staline, Blum ou de Gaulle !

Monsieur Engelmann partageait apparemment la position du FN sur la question de l'immigration tout en étant engagé sur le plan social dans un syndicat ouvrier, dorénavant il n'aura plus aucune raison de ne pas épouser la totalité du programme de ce parti d'extrême droite. Les fossoyeurs du syndicalisme font bien le lit du fascisme.

2- Quand les dirigeants du SNUIpp-FSU proposent une action symbolique pour casser la mobilisation contre les suppressions de postes dans l'Education nationale.

Le SNUIpp-FSU, premier syndicat des enseignants du primaire, appelle à une journée de mobilisation avec un rassemblement à proximité du ministère de l'Education nationale à Paris, le 18 mai, pour dénoncer les suppressions de postes prévues dans les écoles maternelles et élémentaires à la rentrée de septembre prochain.

"*Avec 8.967 suppressions de postes pour 8.300 élèves supplémentaires attendus en septembre prochain, la prochaine rentrée se prépare sous de mauvais auspices. Les mesures de suppressions de postes dans les écoles maternelles et élémentaires sont dévoilées une à une dans les départements*", déclare le SNUIpp-FSU dans un communiqué diffusé mercredi.

"*Un peu partout, enseignants et parents tirent le signal d'alarme. Grèves, manifestations, rassemblements, occupations d'école, les actions se multiplient pour dénoncer l'application de la règle intangible du non remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite*", ajoute l'organisation syndicale. (AP 06.04)

Economie.

1- Vous êtes trop bon monseigneur ou quand les pilleurs renâclent à les lâcher.

L'aide fournie par les 23 pays du Comité d'aide au développement (CAD), qui réunit les principaux Etats bailleurs de fonds, a «*atteint 129 milliards de dollars en 2010*», selon son bilan annuel.

Il s'agit du «*niveau le plus élevé jamais atteint en termes réels*» et d'une «*progression de 6,5% par rapport à 2009*», ajoute le club des pays les plus riches de la planète. En 2010, l'APD représentait 0,32% du revenu national brut (RNB) de ces pays, contre 0,31% l'année précédente.

Au sommet de Gleneagles (Royaume-Uni) en 2005, «*les donateurs du G8 avaient envisagé une augmentation de l'APD à destination de l'Afrique de 25 milliards de dollars*», rappelle l'organisation. «*Or les estimations préliminaires indiquent que l'Afrique n'a reçu que 11 milliards supplémentaires.*».

La France, deuxième bailleur mondial en volume avec une aide publique représentant 0,50% de son RNB grâce à une augmentation de 7,3% par rapport à 2009, frôle l'objectif, même si cela est essentiellement dû à une progression des prêts plutôt que des dons. (libération.fr 06.04)

Ils sont généreux, les sommes sont ridicules par rapport aux centaines ou milliers de milliards qu'ils empochent en pillant les richesses des pays dits en voie de développement dans le monde.

Et Sarkozy le pingre, le petit malin, certain disent le nain, mais ce n'est pas très avantageux pour les gens de petites tailles de se retrouver dans la même catégorie que le singe bourré de tiques de Neuilly-sur Seine, il prête plutôt qu'il donne parce qu'il n'y a pas de petits intérêts dans ce bas monde, tout est bon à prendre, y compris sur la misère du monde.

2- Total et le Yémen

Interrogé sur la production de Total au Yémen, Christophe de Margerie a répondu, en marge d'une conférence sur le pétrole : "Pour le moment, elle n'est pas affectée, nous produisons normalement."

La production du groupe au Yémen s'est élevée à 66.000 de barils équivalent pétrole par jour (bep/j) en 2010, pour une production moyenne de liquides et de gaz naturel de 2,378 millions bep/j à travers le monde.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a franchi lundi la barre des 120 dollars pour la première fois depuis août 2008. (Reuters 06.04)

Vous imaginez les profits que se font les actionnaires de Total sur la population du Yémen.

3-Total et Bercy

Total réalise les plus gros bénéfices du CAC40 et ne paie quasiment aucun impôt sur les sociétés.

Selon Les Echos de mercredi, le groupe serait même entrain de négocier avec Bercy la possibilité de réduire à nouveau, voire d'annuler, son imposition d'ici à 2013.

Mais Total bénéficie surtout d'une niche fiscale avantageuse accordée à quelques entreprises tricolores (Total, Essilor, Danone, Saint-Gobain, Schneider Electric): le bénéfice mondial consolidé.

Qu'est-ce que le bénéfice mondial consolidé?

Créé en 1965, ce régime fiscal permet à certains groupes de déduire de leur impôt payé en France les résultats de leurs filiales à l'étranger.

Il est donc surtout intéressant pour les entreprises qui réalisent d'importants bénéfices dans l'Hexagone et sont déficitaires dans les autres pays.

L'agrément est délivré pour une période de cinq ans irrévocable. En cas d'éventuelle demande de renouvellement, la durée du nouvel agrément est de trois ans.

Que demande Total au gouvernement?

Total souhaite bénéficier d'un nouvel agrément jusqu'en 2013. Le groupe rappelle qu'il paye 800 millions d'euros de taxes en France et affirme que le dispositif ne lui a pas profité car il ne réalise pas de bénéfices dans l'Hexagone. Il garde cependant espoir de relancer son activité sur le territoire.

Difficile toutefois de penser que le bénéfice mondial consolidé n'a jamais profité à Total. Comme l'explique aux Echos le président de la commission des Finances, le député socialiste Jérôme Cahuzac, les filiales françaises du groupe pétrolier n'ont pas toujours été déficitaires.

Ce dispositif coûte très cher au budget de l'Etat. Bercy estime que 460 millions d'euros lui seront ainsi consacrés cette année. Un montant sous-évalué, pour Jérôme Cahuzac.

Selon lui, le seul groupe Vivendi aurait reçu 580 millions d'euros l'année dernière en vertu de ce régime avantageux. (20minutes.fr 06.04)

4- Portugal.

La demande du Portugal d'une assistance financière internationale sera traitée le plus vite possible, a indiqué mercredi la Commission européenne.

"La situation est entre les mains du gouvernement portugais (...). Il doit prouver à ses créanciers qu'il prend les bonnes mesures", a déclaré Dominique Strauss-Kahn dans un entretien accordé conjointement au journal El Pais, au Washington Post et à La Repubblica. (Reuters 06.04)

La préoccupation principale de Strauss-Kahn : les intérêts des banquiers, mettre les Etats à leurs bottes. En voilà un programme intéressant pour 2012. Je sens qu'on va réaliser un petit front unique avec cet "affameur" comme dit Mélenchon, cela va parfaitement à Strauss-Kahn, cela lui colle à la peau, on est désolé pour le PS qui passe le fer à repasser pour qu'elle soit bien lisse, presque transparente, en vain, personne n'est dupe de la supercherie. On ne pourra pas dire le voile est tombé parce qu'il est devenu inefficace, il n'existe plus, le PS apparaît à visage découvert tel qu'il est vraiment, il s'inscrit comme un parti de gestion de la société sous le régime capitaliste et le revendique au même titre que l'UMP, au point qu'il s'alligne sur la politique étrangère de Sarkozy en Libye... Les deux doigts de la même main qui frappe les travailleurs en France et dans le monde.

5- My gold !

Vers 07H45 GMT (09H45 à Paris), le prix de l'once d'or s'est élevé jusqu'à 1.459,07 dollars sur le marché au comptant, du jamais vu. (20minutes.fr 06.04)

Haut de page

Le 8 avril

A la mi-journée. Quelques éléments de réflexion.

Extrait du IIe Congrès de l'I.C. - Juillet 1920 : Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales

11. A l'égard des Etats et des pays les plus arriérés, où prédominent des institutions féodales ou patriarcales rurales, il convient d'avoir en vue (...) :

Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérées, la duperie organisée par les puissances impérialistes, avec l'aide des classes privilégiées dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des Etats politiquement indépendants qui, en réalité, sont des vassaux - aux points de vue économique, financier et militaire. Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un Etat juif, en ce pays où les juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population indignée des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre. Dans la conjoncture internationale actuelle, il n'y a pas de salut pour les peuples faibles et asservis hors de la fédération des républiques soviétiques.

(On pourrait faire un parallèle avec le Conseil national de transition en Libye qui est manifestement étranger aux intérêts du prolétariat libyen, et dont les intérêts sont dictés par les intérêts de ses dirigeants issus du régime de Kadhafi une fois devenus les vassaux de l'impérialisme français, britannique et américain.

Toutefois, on se gardera bien de confondre cette clique de réactionnaires et les intérêts particuliers qu'elle défend et représente avec le prolétariat libyen qui s'est soulevé contre le dictateur dans la perspective à la fois de conquérir des droits politiques, de briser le carcan de la dictature, et de faire en sorte que l'exploitation des richesses du pays, principalement le pétrole et le gaz, profite effectivement à la classe des producteurs et non à une minorité d'exploiteurs avec à sa tête Kadhafi et son clan, rompant ainsi avec la soumission du pays à un quelconque Etat impérialiste. - note du site)

12. L'opposition séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître, chez les masses laborieuses des pays opprimés, non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs. L'infâme trahison des chefs officiels de la majorité socialiste en 1914-1919, alors que le socialisme chauvin qualifiait du nom de « défense nationale » la défense des « droits » de « sa bourgeoisie » à l'asservissement des colonies et à la mise en coupe réglée des pays financièrement dépendants, n'a pu qu'accroître cette défiance bien légitime. Ces préjugés ne pouvant disparaître qu'après la disparition du capitalisme et de l'impérialisme, dans les pays avancés, et après la transformation radicale de la vie économique des pays arriérés, leur extinction ne peut être que très lente, d'où le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays, de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très long, et de voir aussi à consentir à certaines concessions utiles en vue de hâter la disparition de ces préjugés et de cette défiance. La victoire sur le capitalisme est conditionnée par la bonne volonté d'entente du prolétariat d'abord et, ensuite, des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations.

(Tout devrait être entrepris pour assurer une solidarité sans faille du prolétariat français avec la fraction révolutionnaire du prolétariat libyen qui s'est soulevé courageusement dans des conditions extraordinairement difficiles contre le dictateur Kadhafi, afin que la majorité du prolétariat libyenne trouve la force et l'énergie suffisante pour se joindre à cette révolution. Au lieu de cela, on assiste à une opération qui consiste à briser cette révolution, à ne voir dans la révolution libyenne qu'une tentative de la bourgeoisie de l'est du pays de s'emparer du pouvoir par un coup de force, niant que dès la mi-février c'était dans l'ensemble de la Libye que le prolétariat avait commencé à se soulever contre le régime honni du dictateur, les auteurs de cette version des faits se plaçant résolument au côté du colonel Kadhafi, dans le camp de la contre-révolution, sous prétexte qu'une coalition impérialiste soutiendrait la bourgeoisie installée à Benghazi. - note du site)

La question nationale dans notre programme - Lénine - Publié le 15 juillet 1903 dans le n° 44 de l'Iskra, Œuvres, t. 6, pp. 475-485

La Nouvelle Gazette Rhénane réserva beaucoup de place à la question polonaise, et elle réclama énergiquement non seulement l'indépendance de la Pologne, mais même la guerre de l'Allemagne contre la Russie pour la liberté de la Pologne. Dans le même temps, cependant, Marx s'en prenait à Ruge qui, s'affirmant pour la liberté de la Pologne au Parlement de Francfort , résolut la question polonaise à l'aide des seules phrases démocratiques bourgeoises sur cette « honteuse injustice », sans faire la moindre analyse historique. Marx n'appartenait pas au nombre de ces pédants et de ces philistins de la révolution qui craignent plus que tout la «polémique» dans les moments historiques révolutionnaires. Marx couvrait de sarcasmes impitoyables l'«humanité» du citoyen Ruge, lui montrant, d'après l'exemple de l'oppression du Sud de la France par le Nord, que toute

oppression nationale n'entraîne pas toujours, du point de vue de la démocratie et du prolétariat, une aspiration légitime à l'indépendance. Marx s'appuyait sur les conditions sociales particulières à la suite desquelles « la Pologne était devenue une partie révolutionnaire de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse... Même la noblesse polonaise, qui se tenait encore en partie sur des assises féodales, se joignit avec une abnégation exemplaire à la révolution démocratique agraire.

(Marx réclamant la guerre de l'Allemagne contre la Russie pour assurer la liberté de la Pologne, il y a des militants qui vont avoir une syncope en lisant ces lignes ! Quant à la seconde partie de ce passage il est intéressant aussi, on pourrait oser un parallèle renversé avec la situation existant à l'est et à l'ouest de la Libye, bien que cela ne reflète pas exactement la situation puisque la classe ouvrière a tenté de se soulever aussi bien dans l'est que l'ouest du pays, on pourrait dire que toute oppression à l'intérieur d'un pays exercée par un dictateur légitime du point de vue de la démocratie et du prolétariat son aspiration à le renverser. Que la révolution libyenne s'avère plus puissante, plus déterminée et mieux armée au fur et à mesure qu'on s'éloigne du siège du pouvoir est semble-t-il logique ou normal pour peu qu'on parvienne à se faire une idée assez précise de ce que signifie vivre sous une dictature impitoyable pendant plus de 40 ans. - note du site)

La causerie du matin.

Je m'excuse pour avoir oublié hier de formater la fin de la rubrique économique des infos en bref. J'ai dû sortir et terminer l'actualisation du site plus tard, du coup cela m'a échappé !

(Hier soir 20h35 en Inde) J'écris simultanément en regardant la télé. Hallucinant, question en direct du journaliste de TV5Monde Asie à un responsable d'ACF (Action contre la faim en Afrique) présent à Duékoué en Cote-d'Ivoire : "*est-ce que vous avez constaté des restes des massacres des derniers jours*", il se reprend "*je veux dire est-ce que vous avez vu des traces de ces massacres, rencontrés des rescapés ?*". Je vais répondre à sa place : Oui, effectivement, j'ai trouvé un morceau de cervelle sanguignolant qui pendait à une branche fraîchement carbonisée, les restes d'un barbecue sans doute, un morceau de bras non identifié dans la gueule d'un chien errant apparemment affamé, la pauvre bête, un gosse au visage hagard qui jouait aux billes avec des yeux de différentes couleurs, à part cela rien à signaler, il est l'heure de déjeûner et tout cela m'a donné une petite faim, ce n'est pas le moment de se laisser abattre...

Plus sérieusement, le journaliste de TVMonde Asie lui a demandé s'il comptait rester en Côte-d'Ivoire, il a répondu bien sûr, pensez donc, se passer d'un tel spectacle, en voilà une vocation pleine de compassion ! A 22h50, on a eu le droit au même reportage avec les mêmes propos du journaliste de TV5Monde Asie, cette petite phrase qui trahissait l'état d'esprit nauséabond du journaliste en moins.

Parole d'internaute.

- "DSK l'hypocrite... Menés aujourd'hui par le "socialiste" Dominique Strauss-Kahn et par Robert Zoellick, deux "philanthropes" accomplis, le FMI et la Banque Mondiale sont toutes deux des organisations sous contrôle des Etats-Unis, et des Occidentaux. Appelons un chat un chat. Ce sont le Fonds Monétaire Occidental et la Banque d'Occident.

Tels sont les termes corrects, que tous les journaux honnêtes devraient utiliser. Ces organismes appliquent des mesures injustes et malhonnêtes à tout le monde (en ce sens, ils sont internationals, mondial) mais travaillent pour les riches, les 400 milliardaires états-uniens et du reste du monde, un club transnational plus puissant que les gouvernements.

Après s'être occupé de nombreux pays, dont la Grèce récemment, il s'est jeté, tel un vautour affamé, sur le Pakistan déjà durement touché par des inondations...

Toute l'Europe se retrouve à présent dans son collimateur. Les médias occidentaux utilisent, pudiquement, le terme de "réformer" . Entendez par là "baisser les prestations sociales, privatiser les services publics, démanteler le droit du travail"."Réformer" est en fait piller, saigner, dévaliser !

Depuis la fin des accords de Bretton Woods, cette institution, le FMI, pilotée par les Etats-Unis (majoritaires en voix) a systématiquement prôné la privatisation et la suppression des politiques sociales (fin des remboursements des frais de santé, fin des services publics etc...). Il n'a jamais présenté un éventail de remèdes disponibles à chaque pays selon sa situation propre. Les populations sont toujours ressorties appauvries de ces cures d'austérité, et cela a parfois été jusqu'à les priver de ressources vitales ! Ainsi au Ghana au début des années 2000, la privatisation de la compagnie nationale de distribution de l'eau, suite à un ajustement structurel, a contraint de nombreux villageois à devoir choisir entre boire de l'eau potable et manger. L'entreprise nouvellement en charge de la distribution avait doublé les prix, voire triplé ou quadruplé selon les villes.

Systématiquement, l'élite locale s'est enrichie tandis que le peuple s'est appauvri. Cette politique est criminelle lorsqu'elle prive des citoyens de soins, d'eau potable, de nourriture, ou d'éducation.

Le transfert de richesses s'opère des pauvres vers les riches. L'argent prêté par le FMI doit être utilisé suivant les conditions fixées

par l'organisme "international" : constructions de centrales électriques, de routes, de barrages, par des entreprises occidentales, états-uniennes. La guerre économique et la corruption des élites nationales suffisent souvent à l'empire anglo-saxon, qui sert les intérêts du complexe militaro-industriel et du système financier occidental, pour arriver à ses fins. Si le FMI et les "assassins économiques" échouent, alors vient le temps des bombes et des assassinats, après une habile manipulation de l'opinion des masses populaires.

Ce que l'on nomme "mondialisation", à ce titre, n'est pas autre chose que l'expansion de l'Empire, le FMI étant une arme parmi d'autres. Les plans moralisateurs et culpabilisants du FMI, les discours des "experts" chargés de lui préparer le terrain, ne doivent pas faire oublier que c'est la recherche effrénée de profits, sans limites, avec la complicité de certains ministres, qui a mené des banques à la banqueroute, et qu'au lieu de sanctionner les irresponsables, juger les escrocs, responsabiliser les institutions fautives et les impliquer durement dans leur remise à niveau, c'est par un transfert de richesses publiques, appartenant à toute la population, que le sauvetage des banques et des gros actionnaires a eu lieu. Le FMI, toujours aidé par les complices du premier vol, restés en place, parfois récompensés et promus, voudrait nous piller une deuxième fois.

Par ailleurs, alors que le Fonds impose des gels (voire des baisses) de salaire un peu partout, celui de son directeur géénéral, le "socialiste" français Dominique Strauss-Kahn, a connu une hausse supérieure à 7% lors de son arrivée, pour se stabiliser à un demi million de dollars par an. (un peu plus en réalité 650.000 dollars - note du site)

Saviez-vous qu'en Ukraine, parce que le gouvernement de Viktor Iouchtchenko avait voulu augmenter de 20% le salaire minimum misérable de sa population, fin octobre 2009, le FMI avait de suite suspendu son programme de "sauvetage" ?

La Roumanie, l''Islande sont des exemples flagrants, récents, de prédation du FMI. Pour obtenir l'argent du FMI, que celui-ci possède déjà par transfert des richesses des pays pauvres vers les pays riches, il faut augmenter ses impôts, tailler dans les dépenses publiques, diminuer les salaires des fonctionnaires et fermer des dizaines d'écoles et d'hôpitaux...." (20minutes.fr 07.04)

Rien à ajouter à cette analyse.

Politique.

1- France.

L'UMP a volé en éclats.

Jeudi soir, lors de l'émission «*A vous de juger*» sur France 2, Jean-Louis Borloo, le patron du parti radical valoisien, associé jusqu'alors à l'UMP, a annoncé qu'il quitte la majorité présidentielle pour créer un nouveau parti.

Cette «*alliance républicaine, écologiste et sociale*» sera une «*alternative au PS et une alternative à l'UMP*». Cette décision doit être validée mi-mai par un conseil national du parti radical valoisien. Jean-Louis Borloo a appelé les «*républicains sociaux, les écologistes modernes, la gauche moderne*» à le rejoindre.

Jean-Louis Borloo a cité plusieurs hommes politiques qui, selon lui, le suivront dans l'aventure: l'ancien ministre de la Défense Hervé Morin, l'ancien ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette ou encore le sénateur Jean-Marie Bockel (ex-PS). (20minutes.fr 07.04)

La crise des institutions et du régime bla-bla-bla, pardi !

On reviendra sur cette info, toujours est-il que si Sarkozy est le candidat de la dépouille de l'UMP et que Borloo ou d'autres de leur camp se présentent, il ne sera pas au second tour en 2012. Inutile de se demander qui seront les cocus de cette mauvaise farce, les travailleurs encore une fois, comme toujours en pareille circonstance.

L'idéal serait que le PS choisisse Strauss-Kahn comme candidat contre Marine Le Pen. Il serait élu sans doute, mais avec un taux d'abstention record jamais atteint depuis 1962, avec ou sans bataille de partis pour le boycott de ces élections. Les travailleurs sachant à quoi s'en tenir ne seraient pas sonnés, cela ne veut pas dire qu'ils se mobiliseraient pour autant, par contre ils pourraient être portés à chercher une voie en dehors des institutions desquelles ils n'auraient absolument rien à attendre. Et puis, les dirigeants pourris des syndicats et des satellites du PS ne pourraient pas le soutenir trop ouvertement, cela leur poserait un gros problème par rapport à leurs bases compte tenu des idées récationnaires qu'incarne Strauss-Kahn, inconvénient qui n'existerait pas avec Aubry.

Strauss-Kahn peut très bien être élu président parce que la majorité de la population honnit Sarkozy, mais sans soutien populaire pour autant, il faut bien saisir cette nuance pour comprendre la situation politique après cette élection si ce scénario se produit.

2- Libye.

2.1- Des combats ont éclaté jeudi soir entre rebelles libyens et soldats fidèles à Mouammar Kadhafi sur un axe menant au port de la ville assiégée de Misrata, dans l'ouest du pays, a-t-on appris auprès des insurgés. (Reuters 07.04)

2.2- Le sénateur républicain, John McCain, partisan d'une plus grande implication américaine, a interrogé le général Ham sur les risques de voir le colonel Kadhafi se maintenir au pouvoir.

Prié de dire s'il considérait que la situation en Libye était dans l'impasse, Ham a répondu : "*Je serais d'accord avec (cette analyse) à l'heure actuelle sur le terrain.*" Donc, a réagi McCain, "*nous sommes actuellement confrontés au risque d'une impasse, ce qui signifie que Kadhafi reste au pouvoir*".

"*Ce qui signifie par conséquent, a-t-il ajouté, que nous allons nous retrouver dans une situation très grave avec M. Kadhafi à l'avenir s'il reste au pouvoir*".

Concernant un éventuel armement des rebelles, Ham a estimé qu'il fallait "*avoir une meilleure connaissance des membres de la force de l'opposition*" avant de prendre une telle décision. (Reuters 07.04)

Social.

France.

1- La chasse aux "***faux***" chômeurs est relancée...

Nicolas Sarkozy a annoncé jeudi un renforcement des contrôles des chômeurs, invoquant un impératif de "*justice sociale*" vis-à-vis de ceux qui "*travaillent dur*".

"*Puisque nous commençons à sortir de la crise, il va falloir faire des contrôles - je suis désolé de le dire mais je le pense - plus précis et plus exigeants pour les chômeurs qui bénéficient d'allocations et qui refuseraient des offres d'emploi disponibles*", a dit le chef de l'Etat.

"*C'est un problème de justice, de justice sociale envers les salariés et les ouvriers qui travaillent dur (...) que de s'assurer que celui qui est au chômage et qui a des allocations grâce a la solidarité nationale fera tous ses efforts pour accepter une offre d'emploi ou pour accepter une formation pour s'en sortir*", a-t-il ajouté.

"*Ne pas contrôler, ne pas exiger des résultats de ce point de vue, me semble-t-il, est injuste*", a-t-il encore dit.

Nicolas Sarkozy s'exprimait lors d'une table ronde avec des industriels auvergnats à l'occasion d'une visite dans l'usine d'aluminium Alcan EP d'Issoire, dans le Puy-de-Dôme. (Reuters 07.04)

Objectif de cette campagne scélérate : dresser les différentes couches de la classe ouvrière les unes contre les autres, dresser les couches moyennes et la petite-bourgeoisie contre les couches les plus défavorisées du prolétariat, bref Sarkozy marche sur les pas de Marine Le Pen ou du Maréchal !

2- ...la chasse à l'ISF aussi.

Le seuil d'entrée à l'impôt sur la fortune passerait de 800.000 à 1,3 million d'euros. Les patrimoines compris entre 1,3 et 3 millions d'euros seraient taxés à 0,25 %, et ceux au-delà de 3 millions à 0,5 %, alors que les taux actuels vont de 0,55 % à 1,8 %.

«*L'idée de ne pas toucher à l'ISF gagne du terrain», reconnaît un haut fonctionnaire de Bercy. Motif ? «Si nous réformons l'ISF a minima nous ne ferons que des mécontents sans en tirer le moindre bénéfice électoral*», justifie un fiscaliste proche de l'UMP.

Ultime avantage de ne rien faire : le gouvernement n'aurait pas à relever d'autres impôts. En effet, réformer l'ISF suppose de trouver 1 à 1,4 milliard de recettes nouvelles en cas d'aménagement, ou 3,2 milliards en cas de suppression.

«*On peut se contenter en 2011 d'exonérer les ménages de la première tranche (800 000 à 1,3 million de patrimoine), ce qui coûterait 300 millions. La refonte du barème serait, elle, appliquée en 2012*», propose le député UMP Hervé Mariton.

Enfin, en cas d'aménagement de l'ISF, le gouvernement ne peut ignorer les quelques perdants de cette option : les ménages dont le patrimoine est compris entre 1,3 et 1,4 million d'euros. «*On s'achemine pour eux vers un dégrèvement au cas par cas qui*

leur assurerait une stabilité de leur facture d'ISF» , explique l'entourage de Gilles Carrez. (lefigaro.fr 07.04)

3- Sarkozy dans le rôle du meilleur dirigeant syndical ouvrier de France.

«*Que des actionnaires gagnent de l'argent, tant mieux! Que des entreprises gagnent de l'argent, tant mieux! Mais je ne peux pas accepter que pour les entreprises du CAC 40 on ait pu distribuer plus de 80 milliards d'euros de dividendes pour les actionnaires et que, en même temps, on explique qu'il n'y a pas d'argent pour les salaires*», a-t-il poursuivi.

«*La valeur d'une entreprise, c'est (...) son tour de main, c'est la qualité des salariés, des ouvriers des cadres (...) s'ils sont heureux, s'ils sont considérés, respectés, s'ils sentent que quand ça va mieux, eux aussi en profitent, c'est tout bénéfice*», a également estimé Nicolas Sarkozy.

«*S'ils ont le sentiment que (...) tout va à l'actionnaire et rien au salarié, alors là, on fissure la communauté entrepreneuriale*», a-t-il conclu.

Régulièrement critiqué pour n'avoir pas respecté sa promesse électorale d'être le «*président du pouvoir d'achat*», le chef de l'État s'est inquiété début mars de la faible évolution des salaires, comparée aux montants importants des dividendes, versés par les entreprises à leurs actionnaires. (lefigaro.fr 07.04)

Les salariés de la plupart des entreprises du CAC 40 ont des rémunérations et des avantages en natures très nettement au-dessus de la moyenne des autres salariés, qui lorsqu'ils ont un salaire mensuel net de 1.000 euros par 13 peuvent déjà s'estimer heureux par rapport aux millions de travailleurs qui perçoivent au mieux le Smic brut sans aucun avantage en nature à côté, pas de primes, pas de CE, etc.

Il ne vous aura pas échappé que le discours de Sarkozy en direction des salariés des entreprises du CAC 40 tranche avec son refus d'augmenter plus fortement le Smic, la chasse aux faux chômeurs et aux fraudes aux allocations familiales qui visent les travailleurs les plus pauvres, ceux-là il les matraque sans cesse. Sarkozy ne hait pas la classe ouvrière, il hait les plus pauvres qu'il considère comme responsable de leur situation, la lie de la société en quelque sorte.

Les syndicats devraient travailler à la solidarité et la fraternité entre toutes les couches du prolétariat, mais cela ne les intéresse pas, unir le travail contre le capital, vous n'y pensez pas, seule leur boutique compte à leur yeux.

Maintenant se battre inlassablement pour la hausse des salaires dans toutes les entreprises est indispensable car elle contribue à la hausse générale des salaires, pas toujours mais c'est un autre problème. Ce qui ne va pas dans les combats menés pour des augmentations de salaire ou d'autres revendications relatives à l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs, c'est qu'ils poursuivent systématiquement et uniquement un object immédiat totalement coupé de la perspective d'en finir avec le capitalisme, le plus souvent isolés, ils ne sont pas organisés, et donc vécus par les travailleurs, comme un maillon, un moment ou une étape du combat de l'ensemble de la classe contre le capital, ils ne sont qu'une suite d'abstractions, ce sont des actions sans lendemain, de telle sorte qu'il est impossible aux travailleurs d'en tirer des leçons et ainsi de faire progresser leur compréhension des rapports sociaux et de la société pour leurs combats futurs.

Après certains feignent de s'étonner ou découvrent que la conscience politique des travailleurs régressent ou n'a pas progressé d'un millimètre au cours des dernières décennies. Normal, tout a été fait méticuleusement et systématiquement pour qu'il en soit ainsi.

4- Mobilisation à EDF et GDF Suez.

Les salariés et les retraités d'EDF et GDF Suez se sont mobilisé en masse jeudi un peu partout en France pour défendre leurs tarifs préférentiels d'électricité et de gaz remis en cause par le patronat, un avantage dont bénéficient près de 300.000 agents et retraités.

La mobilisation des électriciens-gaziers a été très forte, avec près de 80% de grévistes, selon les cinq fédération syndicales de l"énergie (CGT, Force ouvrière, CFDT, CFE-CGC et CFTC) qui appelaient à des actions et des rassemblements dans toutes les grandes villes de France.

Cet avantage permet aux électriciens et gaziers de payer entre cinq et 10% de la facture d'un particulier. Ils ne paient ni taxes d'énergie, ni abonnement. (liberation.fr 07.04)

Société.

Il y a moins de musulmans aujourd'hui qu'en 1905. Un rapide calcul l'illustre: le recensement de 1906 se base sur une population française de moins de 40 millions d'habitants, dont 10% de confession musulmane, soit environ 4 millions. Le ministère

de l'Intérieur avance 5 à 6 millions de musulmans sur près de 67 millions d'habitants, soit, environ 8 à 9% de la population totale.

Et de l'aveu même du ministère, seuls 33% de ces cinq à six millions se déclarent croyants et pratiquants. Soit 1,9 million, l'équivalent du chiffre de l'enquête Insee/Ined d'octobre 2010. A noter que les musulmans qui se définissent comme tels se divisent en trois catégories: 33% de croyants et pratiquants, 38% de croyants non-pratiquants, et 28% d'origine musulmane.

Lu sur Le Figaro.fr, Le Monde diplomatique. (Slate.fr 17.04)

Economie.

1- France.

1.1- Les flambeurs ou comment ils piquent dans la caisse, qui est vide évidemment quand il s'agit de l'école ou de l'hôpital...

1.1.1- Matignon a accordé une aide de 550 millions d'euros au fabricant d'hélicoptères, indique La Tribune. Un coup de pouce pour permettre le lancement du successeur du Dauphin. (jdf.fr 07.04)

1.1.2- D'après un rapport publié par Challenges, l'organisation du sommet de l'Otan à Strasbourg en 2009 a coûté 50 millions d'euros. (jdf.fr 07.04)

1.2- Le déclin est irréversible.

Le déficit commercial s'est creusé pour le quatrième mois consécutif à 6,55 milliards d'euros, un niveau jamais atteint auparavant, après 6,12 milliards en janvier, ont annoncé jeudi les Douanes. Du coup, le déficit cumulé des douze derniers mois plonge à 57,11 milliards.

Selon Alberto Balboni, du cabinet Xerfi, «*la facture énergétique, qui a déjà été le principal facteur responsable de la dégradation du déficit commercial de la France en 2010, contribuera certainement à plomber davantage les comptes extérieurs hexagonaux en 2011*».

En outre, ajoute cet économiste, l'ensemble des matières premières «est actuellement concerné par une envolée des cours».

«*Si l'on considère les échanges de la France en faisant abstraction des hydrocarbures, ceux-ci restent déficitaires de 1,35 milliard d'euros*», explique Juliette Hubert du cabinet Asterès, notant qu'il «*s'agit là encore d'un déficit historiquement fort*».

L'industrie française, dont les exportations ne progressent que très légèrement, a donc également contribué à la dégradation de la balance commerciale. Et l'appréciation de l'euro par rapport au dollar risque de handicaper les exportations françaises vers les autres continents. (liberation.fr 07.04)

1.3- Gaz de schiste.

Le gouvernement va déclarer l'urgence pour que soit examinée par l'Assemblée nationale la proposition de loi, déposée par le président du groupe UMP Christian Jacob, sur l'interdiction de toute exploration et exploitation concernant les gaz de schiste. (lexpress.fr 07.04) Mais peut-être que sous le contrôle de l'Etat le POI n'y verrait pas d'inconvénients, comme pour le nucléaire, les OGM, etc.

2- Fusions acquisitions

Au premier trimestre 2011, les rapprochements entre sociétés ont affiché des niveaux record depuis trois ans, les volumes frôlant 800 milliards de dollars. (jdf.fr 07.04)

3- Pétrole

Les cours du pétrole vont dépasser les 130 dollars le baril d'ici fin 2011, montre une enquête Reuters publiée mercredi, et un trader sur cinq prévoit même un baril à 150 dollars cette année, ce qui, selon certains économistes, pourrait provoquer une récession.

Le ministre saoudien du Pétrole, le cheikh Zaki Yamani, a dit à Reuters mardi que les cours atteindraient 200 à 300 dollars le baril en cas de troubles politiques en Arabie saoudite. (Reuters 07.04)

Haut de page

Le 9 avril

Sous prétexte qu'il n'existerait actuellement aucune solution politique satisfaisante ou véritablement conforme aux intérêts des travailleurs engagés dans le combat contre des dictatures en Libye ou ailleurs, comment pourrait-il en être autrement en l'absence d'un partis ouvrier socialiste et révolutionnaire ou quand on sait que les dirigeants du moindre parti d'opposition sont menacés, pourchassés, enlevés, torturés, massacrés, disparaissent ou son voués à l'exil, vaudrait mieux encore que ces régimes honnis des masses de ces pays déjà sous la coupe des différents impérialistes demeurent en place, voilà en résumé la position de nos braves révolutionnaires de salon. Honte à eux ! Ah oui, pour le coup camarades, on a vraiment envie de se démarquer d'eux par crainte que par une terrible méprise des militants ou des travailleurs nous confondent avec eux, c'est même un devoir !

Ainsi ils confirment la caractérisation que j'en ai donné depuis déjà plusieurs années au-delà de tout ce qu'on pouvait espérer, on savait que l'heure viendrait où les intentions de chacun seraient mises à jour, où les faits viendraient infirmer ou confirmer le bien-fondé des positions défendues par les uns et les autres sans avoir besoin de recourir à des procédés malhonnêtes, lesquels d'entre eux auront le courage et l'honnêteté de reconnaître qu'ils se sont fourvoyés, notre propos n'étant pas de les juger mais juste de rétablir la vérité des faits.

Camarades, on vous manoeuvre, on vous manipule, nous avons osé affirmer que cela dure depuis la disparition de Trotsky, apparemment sans rencontrer d'écho jusqu'à présent ou de façon isolée, vous en avez la preuve sous le nez quotidiennement dorénavant.

Plus loin j'aborde la question de la partition de la Libye qui pourrait solder provisoirement le soulèvement révolutionnaire dans ce pays. Récemment un autre pays africain a fait l'objet d'une partition, le plus grand pays d'Afrique en superficie (2,5 millions de km², 5 fois la superficie de la France pour une population d'environ 35 millions d'habitant, le Soudan.

Là encore nos opportunistes professionnels se sont illustrés d'une bien triste manière en hurlant au crime parce que cette partition était organisée sous l'égide de l'impérialisme et de l'ONU, c'était inévitable et la moins pire des solutions, selon eux il était encore préférable que la population du sud Soudan continue de se faire massacrer par le régime dictatorial de Khartoum, après des décennies de guerres civiles qui se sont soldées par plus de 300.000 morts et plus de 3 millions de déplacés dans la région du Darfour sans parler de la famine, des viols et toutes de sévices atroces qu'a subit cette population littéralement martyrisée.

Voyez-vous camarades, la réalité et l'issue de la lutte des classes partout dans le monde devrait être conforme à la description qu'en font nos grands révolutionnaires, marxistes, trotskystes, à leur conception de la lutte des classes qui reflètent peut-être leurs désirs mais qui n'a pas grand chose à voir avec la réalité et ce que les peuples peuvent en attendre dans l'immédiat à défaut de mieux, puisque y compris dans ce domaine, l'idéal peut être formulée mais demeure à l'état de devenir et risque de le rester encore longtemps en s'y prenant de la sorte ou se transformer en utopie s'ils persistaient dans cette voie.

La partition de la Libye (1,7 million de km²) serait un crime. Et la partition de l'Europe ? Comment s'est constituée chaque nation en Europe ? Comment ont été établies leurs frontières ? A l'issue de guerres le plus souvent, de tractations dans le dos des peuples scindés en deux des deux côtés d'une frontières tracée arbitrairement, il existerait même des pays ou des principautés indépendantes dont on peut se demander comment ils ont pu exister un jour et survivre jusqu'à nos jours, notamment le Liechtenstein, le Luxembourg, la Suisse, la Belgique, le Portugal, Malte, Chypre, sans parler d'Andorre ou de Monaco, etc. On pourrait aussi lister les pays en Europe qui ont une superficie ridicule par rapport à la moitié du Soudan ou de la Libye : Danemark (43 098 km²), Pays-Bas (41 526 km²), Belgique (30 528 km²), Suisse (41 285 km²), laissons de côté les pays issus de l'éclatement de l'URSS, de la Tchécoslovaquie ou de la Yougoslavie, dont la superficie de la plupart n'atteint pas 100.000 km², le cinquième de la France ou environ la superficie de la Bretagne et du Val de Loire. On pourrait dresser le même constat en Asie et en Amérique centrale et bien sûr en Afrique ou au Moyen et Proche-Orient. Ces pays sont-ils pour autant invivables ou voués à vivre sous une dictature, dans tous ces pays est-ce que le prolétariat ne pourrait lutter pour son émancipation du capital, pour le socialisme ? Etrange conception en vérité de la lutte des classes.

Evidemment que nous n'avons jamais souhaité l'émiettement de l'humanité, la division des peuples emprisonnés derrières des frontières, soumis à des institutions toutes plus ou moins démocratiques ou pas du tout dans le cas des dictatures ou des régimes autocratiques. Cependant il nous faut bien faire avec, c'est dans ce cadre (national) que la classe ouvrière s'organise et mène son combat pour conquérir des droits sociaux et politiques, ce qui n'empêche pas de lui donner un contenu international. Des Etats se sont constitués et existent dans la forme où nous les connaissons aujourd'hui plus tôt que d'autres, plus ou moins dans la douleur comme nous l'avons dit précédemment. Parce qu'ils ne correspondraient pas à la conception théorique que nous avons d'un Etat ou à l'objectif du combat que nous livrons et dont la finalité est l'extinction des classes et des Etats, des frontières à la surface de la terre, on devrait s'opposer à un processus conduisant à la formation de nouveaux Etats là où ils existaient des Etats dirigés par des dictateurs pour ne prendre que le cas du Soudan ou de la Libye, de nouveaux Etats où les travailleurs pourront s'organiser plus facilement pour lutter contre le pouvoir en place.

Oui, mais ces Etats seront soumis à une pression permanente et insupportable des Etats dominants, pourrait-on objecter. Certes, tout comme l'Etat français avec ses 500.000 km² et ses 67 millions d'habitants qui se retrouve aujourd'hui livrer à la domination de l'impérialisme américain, ses agences de notation, Wall Street, la Fed, le FMI, l'UE et la BCE, la Banque mondiale, l'OCDE, etc., cet argument n'est donc pas valable pour peu qu'on veuille bien faire preuve d'un peu d'honnêteté intellectuelle.

Quel est l'intérêt des peuples et plus particulièrement des masses exploitées de ces pays-là dans la perspective de leur combat pour se libérer du capitalisme, sachant qu'une telle émancipation ne se réalisera qu'à l'échelle mondiale, car voilà la seule question qui devrait nous aider à déterminer notre orientation politique et à définir notre stratégie. Le combat de ces peuples passera forcément par des étapes intermédiaires qu'ils n'auront pas forcément recherchées encore moins souhaitées, écoutez donc ce que disent les révolutionnaires libyens, ils ne veulent pas entendre parler de la partition de la Libye, pour le moment, et pourtant c'est bien ce qui risque de se produire et ce sera certainement un moindre mal pour eux que de rester sous l'emprise de Kadhafi, espérons qu'ils sauront tirer profit de la formidable expérience qu'ils sont en train de vivre et dont ils sont les principaux acteurs, même s'ils ne sont pas maîtres de leur destin puisqu'ils n'ont pas acquis un degré de conscience politique suffisant pour pouvoir le prétendre, cela semble inéluctable, ni vous ni moi n'y pouvons rien, ainsi va la lutte des classe du prolétariat dans cette région du monde et ailleurs, chaotique, débordante d'énergie et à la fois pleine d'illusions, immature certes, mais oh combien faisant preuve d'un courage et d'une détermination extraordinaires.

Nous ne sommes pas plus comptables que les révolutionnaires libyens du cours de leur révolution et de ce qu'il en ressortira, ils se battent à armes inégales contre le dictateur Kadhafi et de notre côté notre voix est ultra minoritaire, étouffée, inaudible, censurée, y compris dans notre propre camp, etc. soutenons-les contre toutes les forces de la réaction coalisées contre eux, y compris contre l'impérialisme qui s'est placé à leur côté dans un but intéressé, ce qui ne leur a certainement pas échappé, plus loin ils pourront conduire leur révolution et moins l'impérialisme et ses alliés du CNT n'auront d'emprise sur eux, plus ils devront concéder des droits politiques et sociaux à la classe ouvrière, c'est donc notre devoir absolu de les soutenir le plus longtemps possible, au nom du principe de l'internationalisme prolétarien qui nous anime et dont nous ne nous sommes jamais écartés un instant, c'est à eux seuls que revient le droit de décider à quel moment ils décideront de cesser le combat...

Politique.

1- France

1.1- L'Etat français en guerre contre la Côte-d'Ivoire

Des hélicoptères français de la force Licorne ont pilonné vendredi soir le secteur de la résidence du président sortant ivoirien Laurent Gbagbo à Abidjan, ont rapporté des témoins. (Reuters 08.04)

1.2- Les impérialismes français et italien violent l'espace maritime tunisien avec l'accord du gouvernement tunisien illégitime.

L'Italie et la France sont convenues ce vendredi de patrouiller ensemble au large des côtes tunisiennes pour contenir l'afflux de migrants vers l'Europe, a annoncé le ministre italien de l'Intérieur, Roberto Maroni, à l'issue d'une réunion à Milan avec son homologue français, Claude Guéant. (20minutes.fr 08.04)

1.3- Le gang du 92 à nouveau sur le banc des prévenus.

Onze personnes, dont les anciens ministres André Santini et Charles Pasqua, ont été renvoyées en correctionnelle pour des détournements de fonds publics présumés de près d'un million d'euros en 2002 et 2003 dans un projet de fondation d'art contemporain.

L'affaire concerne des fonds publics versés par le conseil général des Hauts-de-Seine et la ville d'Issy-les-Moulineaux, dont André Santini est député-maire, à une société chargée du gardiennage et de l'entretien des oeuvres d'art d'un promoteur immobilier, Jean Hamon.

Une structure publique, le Syndicat mixte de l'île Saint-Germain (SMISG), avait été créée en 2001 par les deux collectivités territoriales pour accueillir la donation de ses oeuvres d'art et pour construire et animer un centre d'art contemporain, qui n'a jamais vu le jour.

Dans son ordonnance, la juge d'instruction Nathalie Andreassian conclut que cette structure était une "*coquille vide*" destinée à recevoir frauduleusement des fonds sans contrepartie, ce que contestent les principaux élus mis en cause, qui parlent de négligence et disent avoir été trompés.

L'instruction retient contre Charles Pasqua 750.000 de détournements de fonds et 740.000 contre André Santini. (Reuters 08.04)

1.4-Un "***secret de Polichinelle*** enfin dévoilé

La direction nationale du PCF a exprimé, vendredi 8 avril, sa préférence pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) à la présidentielle de 2012, mettant fin à un secret de Polichinelle qui courait depuis plusieurs mois. Dans son rapport devant le conseil national à huis clos, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, explique : "*Je pense que la candidature de Jean-Luc Mélenchon peut être envisagée par notre parti dans le cadre d'un accord d'ensemble avec nos partenaires*" du Front de gauche. Cet accord doit "*garantir le respect d'engagements collectifs à la hauteur des enjeux*", "*la diversité de notre rassemblement et la place de notre parti*", notamment dans l'accord pour les législatives, selon lui.

Ce qui fait figure de marathon de désignation pour Jean-Luc Mélenchon se poursuivra lors d'une conférence nationale des délégués PCF (4-5 juin). Puis c'est aux militants PCF que reviendra la décision finale par un vote du 16 au 18 juin. L'autre prétendant à l'investiture du Front de gauche, le député PCF André Chassaigne, a assuré qu'il ne se présenterait pas devant les militants si M. Mélenchon était choisi par la conférence nationale dans un "*vrai processus démocratique*". Deux autres candidats PCF, le député "*orthodoxe*" André Gerin et l'"*identitaire*" Emmanuel Dang Tran, militent eux pour une candidature du seul Parti communiste. (lemonde.fr 08.04)

Ils ont raison, ils ont de la suite dans les ides à la direction du PCF, si Mélenchon se ramasse une grosse gamelle, ce sera de sa faute, pas celle du PCF, vaut mieux prévenir que guérir !

2- Danemark

Les étrangers vivant au Danemark pourraient dans un avenir proche avoir à payer leur droit aux prestations sociales, éducation ou soins par exemple, à la différence des Danois. Cette proposition, faite fin mars par le premier ministre libéral danois Lars Løkke Rasmussen, est largement soutenu par une majorité des Danois. Selon un sondage publié par le quotidien Berlingske, 59% des Danois sont de cet avis.

Selon des informations recueillies par le journal Berlingske, le plan pourrait signifier entre autres que les étrangers devraient avoir une assurance privée pour couvrir leurs soins de santé les quatre premières années de leur séjour.

La proposition du premier ministre est soutenue par son parti libéral et par l'extrême-droite. Mais l'autre parti du gouvernement, le parti conservateur, est sceptique, à l'instar du patronat. Il craint que cette discrimination ne décourage les étrangers de venir travailler au Danemark et que cela cause du tort aux entreprises danoises qui auront du mal à recruter la main d'œuvre dont elle a besoin.

Mais depuis l'entrée de l'extrême-droite au parlement danois en 1998, et son soutien au gouvernement minoritaire libéral-conservateur depuis 2001, c'est une grande partie de la société danoise qui a durci son discours vis-à-vis des étrangers, même si ces derniers sont relativement peu nombreux.

La dette publique est en forte augmentation, même si elle demeure très raisonnable comparée aux autres pays de l'Union européenne. Mais la croissance danoise a aussi été parmi les cinq plus basses des pays de l'OCDE, ces dix dernières années. Et le poids du secteur public, et son coût, sont largement en cause.

"62 % des Danois sont soit employés dans les services publics ou dépendent des allocations chômage ou maladie. Cela laisse très peu d'employés du secteur privé pour financer l'Etat-providence", note Mads Lundby Hansen, économiste et vice-président du Cepos, un groupe de réflexion libéral qui prône une réforme de l'Etat-providence.

Ces dernières années, la période d'indemnisation chômage a déjà été réduite de quatre à deux ans pendant la crise financière et les chèques-enfants sont désormais réservés aux gens vivant au Danemark depuis au moins deux ans.

Le gouvernement voudrait aussi supprimer la pré-retraite et augmenter l'âge de la retraite. Les mesures restrictives concernant l'accès aux services sociaux pour les étrangers vont être discutées dans les mois à venir alors que des élections législatives doivent se tenir au plus tard en novembre prochain. (lemonde.fr 08.04)

Le "*modèle social*" du capitalisme vole en éclat... A relier avec mon analyse plus loin à propos du Portugal et plus généralement du capitalisme mondial. Comme quoi nous sommes bien en phase avec la réalité, ce qui n'est pas le cas de tout le monde...

3- Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont déclaré vendredi qu'il était impossible à ce stade de prévoir si les soulèvements démocratiques qui secouent depuis janvier le monde arabe s'enracineront dans la réalité de ces pays.

Dans son rapport 2010 de 7.000 pages sur l'état des droits de l'homme dans 194 pays, le département d'Etat américain ne revient pas en détail sur les révolutions qui ont renversé les régimes d'Hosni Moubarak et de Ben Ali en Egypte et en Tunisie au début de l'année et qui font chanceler le régime à Bahreïn, en Libye, au Yémen et dans d'autres pays arabes comme la Syrie.

"*Les Etats-Unis continueront à suivre de près la situation dans ces pays, en sachant que la démocratie n'est pas automatique et que cela demandera du temps et une très grande attention.*" (Reuters 08.04)

Un tantinet embarrassantes ces révolutions, qui valaient bien euphémisme pour camoufler que l'impérialisme américain est opposé au développement d'une démocratie même partielle ou limitée dans ces pays. Mais il n'a pas indéfiniment le pouvoir de l'empêcher de naître dans tous les pays.

4- Libye

4.1- Le seul front actif de la guerre, qui englobe les villes de Brega et d'Ajdabiah le long du Golfe de Syrte, est dans l'impasse depuis une semaine. Les deux camps opèrent des percées le jour avant de se replier sur des lignes sûres la nuit.

Le général Carter Ham, chef du haut commandement américain pour l'Afrique, a estimé jeudi que le conflit était dans une impasse et qu'il était peu probable que les rebelles parviennent à atteindre Tripoli pour y renverser Kadhafi.

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, s'est exprimé dans le même sens que le général Ham vendredi. "*Il n'y a pas de solution militaire seule. Il nous faut une solution politique*", a-t-il déclaré à la chaîne de télévision Al Djazira.

Oana Lungescu, porte-parole de l'Otan, a tenu des propos analogues en soulignant les difficultés rencontrées pour faire face aux troupes de Kadhafi sans faire de victimes civiles:

"*Le fait est qu'ils utilisent des boucliers humains et placent des chars près des mosquées et des écoles, il est donc très délicat de prendre pour cible du matériel militaire en évitant de faire des victimes civiles.*"

Les rebelles excluent des pourparlers de paix avec Kadhafi.

Les observateurs s'attendent à ce que le conflit perdure et à ce qu'il débouche sur une séparation de l'Est et de l'Ouest.

"*Les forces de l'opposition sont insuffisantes pour sortir de cette impasse et, telles que les choses se présentent, la marche sur Tripoli n'aura pas lieu*", estime John Marks, président du groupe britannique Cross Border Information. (Reuters 08.04)

4.2- L'aviation de la coalition a bombardé aux premières heures de vendredi des dépôts d'armes des forces fidèles à Mouammar Kadhafi près de Zentane, dans l'ouest de la Libye, a rapporté un habitant.

Zentane, situé dans l'intérieur des terres, se trouve à 160 km au sud-ouest de la capitale Tripoli, est l'une des rares villes tenues par les insurgés dans l'Ouest libyen.

Les forces de Kadhafi sont cantonnées dans les environs de Zentane, d'où elles lancent périodiquement des attaques contre la ville, a expliqué cet habitant.

Les frappes aériennes de l'Otan ont visé les dépôts d'armes des forces de Kadhafi vers 00h30 GMT ce matin. Ces arsenaux se trouvent à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Zentane.

Tout comme les insurgés de la ville de Misrata, encerclée par les forces de Kadhafi, Abdoulrahman a réclamé une intervention plus énergique de la part de l'Otan.

"*Elles (les forces de l'Otan) auraient pu par exemple frapper les forces de Kadhafi qui sont toujours stationnées à l'est des dépôts*", a-t-il suggéré.

"*Je vous garantis que je parle au nom de l'ensemble des habitants de Zentane - nous craignons que s'il (Kadhafi) ne part pas et que l'Otan interrompt ses opérations, il reprendra les villes tenues par les insurgés. Et alors, des massacres adviendront*", a-t-il continué. (Reuters 08.04)

Des camarades en France vous enverront de jolies petites lettres de condoléances... Au fait, on nous disait que Misrata était la seule ville de l'ouest aux mains des insurgés...

Quant à l'hypothèse de la partition en deux du pays, on y reviendra plus tard, ce ne serait pas un horrible drame ! J'ai commencé à préparer un article sur ce sujet en prévision, je ne vous en dis pas plus pour le moment, comptez donc le nombre de pays sur chaque continent, prenez en compte la superficie de chaque pays, comment et sur quelles bases leurs frontières ont été constitués, quand et dans quelles conditions, après nous pourrons aborder sereinement cette question au lieu de se balancer à la figure des arguments à l'emporte-pièces. (Rectification : en fait, l'introduction à la causerie d'aujourd'hui écrite plus tard dans l'après-midi remplacera provisoirement cet article.)

5- Syrie.

Des manifestations contre le régime du président Bachar al Assad ont éclaté vendredi à travers la Syrie, où au moins 17 personnes ont été tuées dans la ville méridionale de Deraa, épicentre du mouvement de contestation.

Dans l'Est, des milliers de Kurdes ont de nouveau réclamé des réformes en dépit de la promesse faite par Assad d'assouplir les règles en vigueur qui empêchent nombre de Kurdes de prétendre à la citoyenneté syrienne.

A Kamishli, dans le nord-est du pays, de jeunes Kurdes scandaient : "*Pas de Kurdes, pas d'Arabes. Le peuple syrien est un. Nous saluons les martyrs de Deraa.*"

A Deraa, où les troubles avaient commencé le 18 mars, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des milliers de manifestants selon des habitants. Les protestataires ont incendié un bâtiment du parti Baas au pouvoir et déboulonné une statue du défunt frère du président, Basil.

Selon une liste de noms citée par un bénévole de l'hôpital de Deraa et un militant, 17 personnes ont été tuées. Ce chiffre porte à plus de 90 morts le bilan de trois semaines de troubles.

Des groupes armés ont tué 19 policiers et en ont blessé 75 à Deraa, a affirmé pour sa part la télévision d'Etat syrienne.

Des manifestations ont aussi éclaté à Homs, dans le centre du pays, au nord de Damas.

A Hama, où des milliers de personnes avaient été tuées en 1982, les forces de sécurité ont fait usage vendredi de canons à eau et de bombes fumigènes pour disperser une manifestation d'environ 2.000 personnes, ont dit des habitants.

Selon ces derniers, la manifestation se déroulait dans l'ancien quartier de la ville, qui fut rasé par les forces de sécurité lors du soulèvement de 1982.

Des militants ont par ailleurs fait état de coups de feu vendredi à Harasta, faubourg de Damas. A Douma, autre banlieue de la capitale qui a connu de grandes manifestations ces jours derniers, le réseau téléphonique était hors d'usage vendredi.

A Damas, un Occidental habitant le quartier de Kfar Souseh a dit que la police et les partisans d'Assad avaient attaqué et matraqué des manifestants à la sortie de la mosquée Rifaï. (Reuters 08.04)

Dites-donc cela fait beaucoup "*d'agents de la CIA*" ! De "*miliciens*" monsieur Gauthier, non ? (son article infâme sur la Libye dans IO)

6- Yémen

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé vendredi à Sanaa, la capitale du Yémen, lors de deux manifestations rivales, l'une de soutien au président Ali Abdallah Saleh, l'autre réclamant son départ.

Dans la ville de Taez, dans le sud du Yémen, des témoins ont affirmé que la police avait ouvert le feu, tiré des gaz lacrymogènes et frappé des manifestants qui suivaient les cercueils de victimes d'une manifestation de la semaine dernière. L'un des contestataires a été tué d'une balle dans la tête et plusieurs autres ont été blessés, dont trois gravement, selon le Dr Sadek al-Shuga, qui dirigeait un hôpital de campagne non loin. (AP 08.04)

7- Bahreïn

Le prince héritier de Bahreïn a prévenu qu'il n'y aurait "*aucune clémence*" pour ceux qui cherchent à diviser le royaume du Golfe, secoué depuis la mi-février par un vaste mouvement de contestation.

Cheikh Salman Ben Hamad Al Khalifa, considéré comme un réformateur modéré au sein de la famille régnante, s'est exprimé, jeudi soir 7 avril, à la télévision bahreïnie. "*Dans ce moment important du développement de notre pays, je continuerai (...) à*

rester ferme sur le principe selon lequel il ne peut y avoir aucune clémence pour quiconque cherche à diviser notre société en deux", a-t-il dit.

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a dénoncé vendredi des arrestations arbitraires à Bahreïn et fait état de témoignages d'abus contre des détenus. "*La loi d'urgence n'autorise par les autorités à piétiner les droits humains fondamentaux*", a déclaré Joe Stork, directeur adjoint de HRW pour le Moyen-Orient. (lemonde.fr 08.04)

8- Egypte.

Jusqu'à 200.000 Egyptiens sont retournés vendredi place Tahrir, au Caire, pour réclamer des poursuites judiciaires contre Hosni Moubarak et reprocher aux autorités militaires leur lenteur dans leur lutte contre la corruption.

"*Oh maréchal, nous avons été très patients*", ont-ils scandé à l'adresse du maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui a pris les commandes du pays après le départ de Moubarak, le 11 février.

"*Si Moubarak n'est pas poursuivi, nous irons à Charm el Cheikh*", pouvait-on lire sur une banderole brandie au milieu de drapeaux égyptiens. L'ex-président s'est réfugié dans cette station balnéaire sur la mer Rouge.

En fin d'après-midi, la foule place Tahrir était estimée à 200.000 manifestants, soit l'une des principales mobilisations depuis la chute du raïs, au terme de dix-huit jours de contestation.

Avocats et juges ont organisé une parodie de procès de Moubarak et d'anciens proches collaborateurs, poursuivis pour "*avoir corrompu l'Egypte, politiquement et économique, commis la torture et privé le peuple de ses droits*".

Les manifestants ont réclamé en outre la destitution de responsables encore en poste nommés sous Moubarak. Ils ont aussi pris pour cible la justice égyptienne et ses "*procureurs endormis*".

"*C'est un message fort, le signal que la révolution n'est pas encore terminée, qu'elle se poursuit et qu'elle ne calmera pas tant que ses objectifs n'auront pas été atteints*", a estimé Hassan Nafaa, professeur de science politique et figure de proue du mouvement réformateur.

Les collectifs formés de jeunes cyberactivistes, à la pointe de la révolution égyptienne, avaient appelé à cette nouvelle manifestation contre la corruption dans le cadre d'un "*Vendredi de la purification et des responsabilités*". (Reuters 08.04)

9- Arabie Saoudite

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans deux localités chiites de l'est de l'Arabie saoudite, a annoncé vendredi un militant saoudien des droits de l'homme. Lire la suite l'article

Ibrahim Almugaiteeb, de la Human Rights First Society, précise que les deux rassemblements ont réuni principalement de jeunes hommes dans la ville de Qatif et le village voisin d'al-Awamiya.

Les manifestants ont demandé la libération de dizaines d'hommes arrêtés lors de précédentes manifestations, a-t-il indiqué.

Ils ont également réclamé le retrait des troupes saoudiennes déployées à Bahreïn, où elles sont à la tête d'une force militaire des pays du Golfe de 1.500 hommes destinée à aider la monarchie sunnite bahreïnie à faire face à un mouvement de contestation majoritairement chiite.

Les deux manifestations se sont déroulées pacifiquement. (AP 08.04)

10- Emirat arabes unis

Les autorités des Emirats arabes unis (EAU) ont arrêté le blogueur Ahmed Mansour, qui avait signé des pétitions pour demander un Parlement élu et des libertés politiques dans cet Etat du Golfe arabo-persique, a-t-on appris vendredi.

Il a été arrêté vendredi à son domicile de Dubaï, ont déclaré à l'Associated Press son épouse et un autre militant politique.

Dix policiers ont effectué une perquisition à son domicile, saisissant deux ordinateurs portables et plusieurs documents, selon son épouse, Nadia. Celle-ci précise que les policiers ne lui ont pas permis de parler à son mari pendant qu'ils se trouvaient dans la maison et ont refusé de lui dire où ils l'emmenaient.

Le militant politique et avocat émirati Mohammed al-Mansouri a également fait état de l'arrestation.

Les libertés politiques font l'objet de sévères restrictions dans les EAU, fédération de sept émirats, où il n'existe pas d'opposition officielle et où les partis politiques sont interdits.

Le Parlement actuel des EAU, basé à Abu Dhabi, est une instance consultative dont les 40 membres sont désignés directement par les cheikhs au pouvoir ou sont élus par de grands électeurs. (AP 08.04)

Syndicat.

Des carriéristes à la direction d'un syndicat qui n'a d'étudiant que le nom.

Emmanuel Zemmour, 23 ans, seul candidat en lice, doit être élu samedi président de l'UNEF, lors du 82e congrès du principal syndicat étudiant qui se tient à Montpellier depuis jeudi. Il prendra la suite de Jean-Baptiste Prévost.

Emmanuel Zemmour est étudiant en master d'économie à l'Ecole normale supérieure, et élu au Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (CNESER). Il est également vice-président de l'UNEF.

Jean-Baptiste Prévost compte désormais "*se consacrer*" à son "*mandat au Conseil économique, social et environnemental*" où il a été nommé en novembre 2010, et "passer des concours administratifs", a-t-il confié à l'Associated Press.

Le prédécesseur de Jean-Baptiste Prévost, Bruno Julliard, est maintenant chargé de la Jeunesse auprès du cabinet du maire de Paris Bertrand Delanoë et secrétaire à l'Education au PS. (AP 08.04)

Belle carrière en perpective, à peine la vingtaine d'années et leur avenir est assuré !

Social

Burkina Faso

Plusieurs milliers de personnes ont défilé vendredi dans la capitale Ouagadougou et dans plusieurs autres villes du Burkina Faso pour "*exiger des mesures vigoureuses contre la vie chère*".

La Coalition nationale contre la vie chère, organisatrice de la marche, a également appelé à une grève générale qui a perturbé l'activité dans la capitale.

Les établissements d'enseignement, des services du public et du privé et les commerces étaient fermés à Ouagadougou.

Les manifestants, dont le cortège s'étirait sur plusieurs kilomètres à travers les artères de la capitale, brandissaient des pancartes et scandaient des slogans dénonçant la flambée des prix des produits de première nécessité.

"*La vie chère, c'est devenu grave. L'alimentation de base, le mil, le riz, le maïs, tout a augmenté. C'est tout le pays qui souffre. Moi, je suis enseignante et je peux vous dire que quand les enfants ne mangent pas bien, ils ne peuvent pas apprendre leurs leçons*", affirme Marie Noélie Yameogo, professeur de lycée.

Entre autres revendications, la coalition exige par ce mouvement le relèvement des salaires et des pensions de tous les agents du public et du privé, mais elle revendique également des mesures contre l'impunité et pour les libertés.

"*Nous avons tenu aussi à exprimer, en sortant massivement à travers tout le pays, notre mécontentement quant aux agressions contre les libertés démocratiques. Nous disons que le peuple a faim, mais il n'a pas faim seulement de riz et de haricot, il a faim et soif aussi de liberté*", a affirmé le président de la Coalition contre la vie chère, Tollé Sagnon. (Reuters 08.04)

Il y a déjà eu le Togo et le Sénégal dans une moindre mesure récemment, à qui le tour, ce n'est qu'un début, surtout si les prix du pétrole et des matières premières continus de flamber, on va assister à une explosion sociale à l'échelle mondiale, on en a rêvé en se disant que c'était impossible, mais toutes les conditions sont en train d'être réunies pour qu'elle ait lieu plus tôt qu'on ne le pensait.

Economie.

1- France

L'État compense financièrement le départ de ses militaires. Pour aider les collectivités locales à pallier les déménagements de l'armée dans le cadre de la réforme de la carte militaire, engagée en 2008 par le ministre de la Défense d'alors Hervé Morin, 320 millions d'euros seront investis d'ici à 2014. (lefigaro.fr 08.04)

320 millions d'euros qui permettront à des entreprises privées de s'installer tranquillement au frais du contribuable, pendant qu'une partie de cette somme sera partie dans la poche des élus locaux.

2- Portugal. L'union nationale ou de la dictature de l'industrie financière à la dictature tout court.

Les autorités de la zone euro ont précisé, que le plan d'assistance financière du Portugal qui devrait s'étendre sur trois ans, pourrait représenter environ 80 milliards d'euros et que l'Union européenne en prendrait comme pour la Grèce et l'Irlande les deux tiers à sa charge, le reste incombant au Fonds monétaire international.

Ce dernier a fait savoir vendredi qu'il avait reçu une demande d'assistance financière du Portugal. "*Nous sommes prêts à agir avec diligence concernant cette demande et à tenir rapidement des discussions avec le gouvernement portugais, ainsi qu'avec la Commission européenne et la Banque centrale européenne, sur un programme économique soutenu par les principaux partis politiques*", a dit le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn dans un communiqué.

Le programme reposera sur trois piliers : un plan d'ajustement budgétaire ambitieux ; des réformes structurelles visant à restaurer la compétitivité de l'économie portugaise accompagnées d'un programme de privatisations ; des mesures pour assurer la liquidité et la solvabilité du secteur financier.

"*Les préparatifs vont débuter immédiatement pour parvenir à un accord interpartis permettant que le programme d'ajustement soit adopté à la mi-mai et mis en oeuvre de manière rapide après la formation d'un nouveau gouvernement*", est-il indiqué dans un communiqué des ministres des Finances de la zone euro.

Des élections législatives sont prévues le 5 juin mais des échéances de refinancement importantes en avril et juin, ainsi que la pression des banques nationales, ont finalement convaincu le gouvernement en affaires courantes à demander une aide à l'UE et au Fonds monétaire international.

Le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a indiqué que les discussions allaient commencer immédiatement avec tous les partis portugais.

"*Il est essentiel qu'au Portugal un accord entre tous les partis soient trouvé afin d'assurer que le programme puisse être adopté en mai*", a-t-il dit, avant de signaler que l'objectif était de parvenir à un accord lors d'une réunion des ministres des Finances le 16 mai. (Reuters 08.04)

Avez-vous noté le timing ?

1- Les marchés financiers font tomber le gouvernement ;

2- Ils imposent à l'Etat portugais un prêt de 80 milliards d'euros aux conditions qu'ils vont fixer eux-mêmes par la voix de l'UE, privatisations, coupes sombres dans les budgets sociaux de l'Etat, remise en cause d'autres droits ou acquis sociaux des travailleurs ;

3- Une fois ceci acquis avec l'accord des principaux partis politiques, celui de l'ordre et ses complices dits de gauche, sera organisé un simulacre d'élections législatives, qui n'auront rien de démocratiques puisque aucun parti susceptible de remettre en cause cet accord entre l'Etat portugais et l'aristocratie financière ne sera en mesure de faire entendre sa voix ou de l'emporter à ces élections, ces élections ont donc pour seul objectif de légitimer la dictature du capitalisme financier dirigée depuis Washington et Bruxelles pour le compte des banquiers qui de fait contrôlent l'économie mondiale, d'imposer le joug du talon de fer du capitalisme financier au prolétariat portugais.

On aura compris que ce qui est en train de se réaliser au niveau de l'ensemble des pays de l'UE, car la Grèce, l'Irlande et le Portugal n'est qu'un début, est une copie conforme de ce qui existe déjà depuis plusieurs décennies aux Etats-Unis, c'est-à-dire la mise sous tutelle des Etats sous la coupe des banquiers et des rentiers de l'aristocratie financière.

Pour expliquer cette situation, on pourrait évoquer la féroce concurrence que se livrent les principaux Etats impérialistes de la planète, les Etats-Unis, le Japon, la Chine, la Russie, le Brésil et les pays les plus riches de l'UE, pour conserver ou conforter leur place sur le marché mondial, mais cette explication est très insuffisante.

C'est la phénoménale disproportion, la gigantesque contradiction qui existe entre la raison d'être du capitalisme, accumuler toujours plus de capital, donc maintenir des taux profits élevés, accroître toujours plus la productivité, l'exploitation, et l'évolution de la démographie mondiale des 6 dernières décennies qui se traduit par de gigantesques besoins sociaux à satisfaire, concernant une population toujours plus nombreuses, mieux éduquées, dont la patience est à bout, qui refuse de nouveaux sacrifices ce que manifestent actuellement les insurrections en Afrique du Nord et les régions limitrophes, bref, ce sont directement les fondements du capitalisme, les rapports de production ou sociaux sur lesquels repose le système économique actuel qui sont en cause, car ils conduisent infailliblement à une situation intenable à terme, à des relations entre les classes ne vont cesser de se tendre, à l'éclatement du marché mondial, à la guerre et à la révolution.

Ils ont déjà sacrifié des peuples entiers, une grande partie de l'Afrique qu'ils ont maintenue dans un état d'indigence permanent, dans la pauvreté extrême ou pire conduit à la famine, sans parler des guerres et des génocides qu'ils ont orchestrés, ils n'ont cessé de piller systématiquement ses ressources en en tirant des profits gigantesques, mais cela ne suffit plus, ils ont dans le même temps surexploité dans des conditions abominables des centaines de millions de travailleurs en Asie, en Chine, Inde, Indonésie, Sri Lanka, Bangladesh, etc, sans oublier le Japon, mais cela ne suffit plus, il leur faut maintenant appliquer les mêmes méthodes sur tous les continents et dans tous les pays où les travailleurs par leur lutte de classe au cours du XXe siècle ont conquis des droits sociaux et politique, en Europe et en Amérique Latine et du Sud principalement, mais aussi aux Etats-Unis et en Corée du Sud.

Ils en sont arrivés au point où ils sont obligés de rémunérer des centaines de millions de travailleurs (avec leurs familles) à travers le monde qu'ils ont mis eux-mêmes au chômage, de dépenser des sommes colossales pour survenir aux besoins sociaux d'une population toujours plus importantes qui ne produit rien, aucune richesse, donc pas de plus-value ou profit, qui leur coûtent des centaines, voire des milliers de milliards de dollars par an pour simplement ne pas les laisser crever comme des chiens et éviter que la situation sociale ne dégénère en révolution sociale et politique, pour finalement uniquement assurer la survie du capitalisme tandis que ses représentants continuent de s'enrichir toujours plus. C'est cette contradiction qui à terme est intenable, explosive sur le plan économique et politique.

L'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui coïncidait au début du XXe siècle avec la fusion de l'industrie et de la banque sous le contrôle de celle-ci, a atteint ses limites avec la prise de contrôle des Etats par les banquiers, signifiant par là que la démocratie devait s'effacer ou disparaître face aux exigences grandissant du capital. La démocratie est devenue incompatible avec la satisfaction des besoins de l'infime minorité de rentiers qui contrôlent l'économie mondiale et qui doivent malgré eux pourvoir à la survie de milliards de travailleurs pauvres à travers le monde, d'où la nécessité impérieuse de soumettre tous les Etats à leur dictature.

Pourquoi dit-on que ce sont les fondements du capitalisme qui sont directement en cause ?

Parce qu'ils conduisent à la paupérisation une masse grandissante de travailleurs à travers le monde, dans des proportions inégalées dans le passé ou à une échelle gigantesque, aucun pays n'est épargné, parce qu'ils sont incompatibles avec la satisfaction des besoins et des aspirations élémentaires de l'ensemble des masses laborieuses.

Le développement exponentiel de la population mondiale et des forces productives est plus que jamais incompatible avec l'existence du mode de production capitaliste, du coup, les capitalistes détenant toujours le pouvoir, il leur faut détruire toujours plus de forces productives, ce qu'ils savent très bien faire en recourant à la guerre, mais cela ne suffit plus, car ce n'est qu'un aspect de la contradiction qu'ils doivent affronter, il leur faut également endiguer ou contenir la formidable pression, le danger que représente sur leurs profits l'augmentation de la population mondiale et ses besoins attenants, il leur faudrait détruire cette énorme masse potentielle de forces productives qui aujourd'hui leur est inutile et qu'ils doivent entretenir à rien faire, un paradoxe insupportable pour un rentier qui ne vise qu'à exploiter ceux qui ne possèdent rien et s'enrichir sur leur dos.

En résumé, on pourrait affirmer que c'est l'existence de plusieurs milliards d'hommes, femmes et enfants improductifs qui leur pose un réel problème, parce qu'ils n'ont aucune solution pour satisfaire leurs besoins ou pour les liquider tout simplement, les faire disparaître. Il ne leur reste comme ultime recours pour gagner du temps, que de prendre la direction des différents Etats, la principale mission de l'Union européenne en Europe, afin de soumettre le prolétariat à sa dictature. Et ils comptent pour y parvenir sur la soumission des différents partis se réclamant de la classe ouvrière et des dirigeants syndicaux, ce qui est en bonne voie. La chasse aux sorcières engagée par le gouvernement Sarkozy-Fillon pour débusquer les "*faux*" chômeurs ou les "*fraudeurs*" aux allocations familiales sont les derniers témoignages en date qui confirment ce qui a été dit plus haut.

Dès lors, on aura compris qu'il nous faut impérativement lier le combat pour l'abolition du capitalisme au combat pour l'abolition des institutions de la Ve République, et que l'on ne peut concevoir le moindre compromis ou la moindre conciliation avec une quelconque institution du capital en France, en Europe ou dans le monde.

Haut de page

Le 10 avril

Pas vraiment le temps de causer ou de se détendre, je n'ai même pas trouvé le temps de connecter le portable à l'ordinateur, ni même de changer une ampoule sur la moto ! Tenez à ce propos, j'ai enfin reçu mon nouveau permis de conduire, au bout de trois mois et 20 jours et 14 visites exactement au bureau des transports à Pondichéry, j'ai battu le record de Magueswary qui était allée 10 fois au bureau d'immigration pour le renouvellement de son permis de résident.

Quant au problème que j'ai à régler avec le fisc indien depuis la mi-décembre, toujours en attente d'un règlement, je viens de les envoyer chier, disons sur un ton ironique, pour un peu il faudrait que je prenne un avion et que j'aille à Delhi, à plus de 3.000 kms de chez moi pour essayer de leur faire comprendre qu'un Français à deux prénoms mais qu'on n'en utilise qu'un seul en réalité. Vive les pays immenses où l'on n'a aucun recours où l'arbitraire de l'Etat ou du gouvernement central règne en maître absolu, pour ainsi dire impossible à renverser... !

Il fait plus de 40°C à l'ombre ici. Maintenant ils ne coupent plus le courant entre 6 et 8h du matin, ils font plus fort, de 6 à 9h ou de 8 à 10h, cela dépend des jours, plus quelques heures l'après-midi histoire de bien crever de chaud, le ventilateur brasse de l'air chaud...

Philippe, ton chèque est bien arrivé chez Magueswary, merci encore et porte-toi bien ! Les courriels du dénommé Coquéma partent dorénavant directement à la poubelle sans les ouvrir, donc ne perdez pas votre temps à m'insulter ou me calomnier, vous vous userez avant moi je vous assure, je suis blindé et je résisterais même aux obus de Kadhafi, vous voyez de qui je veux parler, n'est-ce pas ?

S'il n'y a pas d'infos urgentes lundi, je n'actualiserai pas le site, il faut bien que je fasse un break et que je m'occupe un peu de mes affaires. J'ai oublié de vous dire qu'il y avait des élections générales fin avril en Inde, mais cela ne présente aucun intérêt. Magueswary, qui regarde la télévision indienne en France, m'a appris qu'il y avait de nombreuses manifestations en Inde contre la hausse des prix, je n'étais pas au courant, je ne décolle pas de l'écran, je vais essayer de penser à acheter des journaux indiens. Vous aurez constaté que j'utilise aussi le site comme mon propre journal, ce n'est pas forcément passionnant, vous pouvez zapper.

Bon dimanche à tous. Passons aux choses sérieuses.

Il est vrai que la révolution libyenne n'a pas démarré dans les meilleures conditions possibles, c'est d'ailleurs généralement rarement le cas il faut rappeler, pour ainsi dire sans véritable organisation, sans préparation politique ou militaire, sans orientation politique ou stratégique. Mais pouvait-il en être autrement sous un régime entre les mains d'un tyran au pouvoir depuis 42 ans, et soutenu par les différents impérialistes qui commerçaient avec lui, déroulaient le tapis rouge sous ses pieds ou satisfaisaient ses caprices les plus extravagants ?

Rappelons encore une fois que les partis politiques et les syndicats étaient interdits en Libye, que toute manifestation de contestation du pouvoir en place était systématiquement férocement réprimée, que depuis le milieu des années 90, des milliers d'opposants ont été arrêtés, enlevés, torturés puis exécutés sans procès, quand ils n'ont pas tout simplement disparu sans laisser de traces. Essayons de nous mettre un instant à la place des travailleurs libyens qui se sont engagés sincèrement et en toute indépendance dans cette révolution. On comprend pourquoi ceux qui se sont soulevés malgré tout n'ont pas envie que Kadhafi demeure au pouvoir demain, pourquoi ils refusent catégoriquement tout compromis avec son régime, car ils savent très bien le sort qui les attend, arrestation, torture, assassinat, et cette fois ils savent aussi qu'ils ne pourront compter sur personne pour leur sauver la mise.

Le régime de Kadhafi est un régime policier, c'est-à-dire que la population est muselée, fichée, cataloguée, surveillée de près en permanence par un système complexe quasi militaire quadrillant l'ensemble du pays, elle est soumise au contrôle de commissaires politiques sévissant dans chaque quartier de chaque ville du pays, d'un réseau d'indicateurs, de policiers en civil, sans oublier la délation, encouragée, récompensée... Au passage, j'ai oublié de vous signaler que Kadhafi avait offert une prime de 1.500 euros à tout insurgé tué ou capturé. Maintenant il est clair que si ce contrôle policier s'étendait effectivement à tout le pays, la répression méthodique des précédents soulèvements le prouve amplement, il était plus lâche ou poreux à l'est du pays, au fur et à mesure qu'on s'éloignait du quartier général du régime, de la capitale Tripoli. Sans aller chercher bien loin, on en a eu la démonstration à travers des soulèvements qui se sont produits dans des villages isolés situés dans des zones désertiques de l'ouest du pays.

Dès lors que les villes de l'ouest et notamment Tripoli n'étaient pas parvenues à se soulever contre le dictateur au point d'entraîner la majorité de la population dans le combat pour le renverser, contrairement à celles de l'est du pays, il aurait fallu décider de remettre à plus tard l'assaut contre le régime. Mais, les insurgés de l'ouest soutenus par la majorité de la population, qui manifestement étaient prêts à combattre jusqu'au bout pour abattre le régime tyrannique de Kadhafi qui les étouffait depuis des décennies, ont dû être encouragés à poursuivre leur lutte sans tenir compte des conditions défavorables exposées précédemment par les potentats locaux de Benghazi, qui en coulisse avaient déjà lié des contacts avec des représentants de l'impérialisme français qui leur auraient promis de les soutenir politiquement et militairement s'ils avançaient vers Tripoli...

Voilà quelques éléments qui permettent de comprendre pourquoi cette insurrection avortée à l'ouest de la Libye s'est malgré tout poursuivie jusqu'à présent. Il faut aussi avoir à l'esprit qu'au départ une révolution n'entraîne qu'une minorité de la classe ouvrière, ses couches les plus déterminées, et que pour vaincre elle doit impérativement parvenir à entraîner la majorité ou l'ensemble de la classe.

Maintenant on a voulu nous faire croire qu'il serait agi d'un coup de force d'une minorité d'excités originaires de Benghazi tous inféodés à l'impérialisme français, on a voulu réduire cette révolution à l'est du pays, pour ainsi dire à une seule ville, Benghazi, et près de deux mois après les premières manifestations, on constate que des villes et des villages de l'est résistent toujours aux forces de Kadhafi où les combats font rage jour et nuit, où la population dresse des barricades de fortunes, creuses des tranchées, etc.

On se dit alors que la population est véritablement excédée et que ce n'est pas une vue de l'esprit, qu'elle n'en peut plus de ce régime pour résister avec une telle hargne, pour risquer sa peau armée de pelles, de bâtons ou de simples fusils contre une armée professionnelle et des mercenaires disposant de chars ou de lance-roquettes, car c'est plus que du courage qu'il faut pour avoir envie de se battre dans de telles conditions, c'est la force du désespoir qui vous y conduit, portée par un objectif que l'on veut absolument atteindre pour tournée la page de décennies de dictature. Combat d'un courage exceptionnel comme nous l'avons déjà souligné ailleurs, qui malheureusement s'accompagne de nombreuses illusions dans la capacité de vaincre Kadhafi, et dans une certaine mesure dans les dirigeants qui ont pris la direction de cette révolution, sur ce point précis, nous ne sommes pas actuellement en mesure de savoir avec précision quelles sont les forces qui suivent aveuglément le CNT et celles qui n'ont aucune confiance dans ses dirigeants, d'ex-représentants du régime principalement.

On sait aussi que les masses ont une mémoire, qu'elles connaissaient parfaitement les faits d'arme de l'ex-ministre de la justice de Kadhafi qui est à la tête du CNT ou les militaires qui le composent, et qui il y a peu les terrorisaient ou leur tiraient dessus. On sait également que les masses engagées dans cette révolution et qui gardent leur distance avec le CNT ne sont pas organisées politiquement ou pas suffisamment, c'est leur principal point faible. On sait aussi que les dirigeants du CNT ne peuvent pas se passer d'elles, que s'ils prenaient le pouvoir en Libye ou sur l'est du pays au détours d'une partition, ils devraient forcément composer avec elles, leur accorder des concessions politiques et sociales pour se maintenir au pouvoir. Ce sont ces masses qui refusent catégoriquement toutes interventions au sol des troupes de l'Otan, qui se montrent les plus anti-impérialistes tout en ayant été obligées d'admettre la nécessité des bombardements de l'artillerie lourde de Kadhafi par la coalition impérialiste pour pallier la faiblesse de leur armement, et avoir ainsi la possibilité de mener leur combat dans de meilleures conditions pour avoir une chance de vaincre le dictateur.

Doit-on les juger et juger leur soulèvement uniquement sur ce dernier point et nier la situation qui prévalait en Libye il y a encore deux mois, de quel droit pourrait-on se le permettre ? Qu'ils aient commis des erreurs, c'est indéniable, qu'ils aient été en partie manipulés, on peut l'admettre aussi, mais peut-on les abandonner en cours de route et les laisser se faire massacrer par Kadhafi, est-ce que ce ne serait pas le meilleur service à rendre à tous les dictateurs, en Syrie, au Yémen, à Bareïn, mais aussi au gouvernement égyptien et tunisien ou encore au gouvernement algérien et bien d'autres en Afrique, sans oublier la Chine, qui n'attendent que cette occasion pour écraser dans un bain de sang les soulèvements ou les mouvements de contestation de leurs peuples ?

On doit analyser sereinement la situation et les rapports qui existent en Libye ou ailleurs en Afrique, au Moyen ou au Proche-Orient. On ne peut que constater que les conditions sont très difficiles pour parvenir à un changement de régime dans ces pays-là, compte tenu notamment du poids ou du rôle de l'armée, sans oublier les interférences des différents impérialistes qui compliquent encore les choses, qu'il est pratiquement du domaine de l'exploit que ces peuples parviennent à faire chuter des dictateurs et à instaurer un régime plus démocratique qui sera loin d'être satisfaisant sur de nombreux points, on ne doit pas le nier, c'est inévitable en l'absence d'un parti révolutionnaire dans ces pays-là, parfois en l'absence de véritables syndicats indépendants de l'Etat, de tout parti ouvrier digne de ce nom, il s'agira certes d'un petit pas, d'une première étape vers leur émancipation complète du capital, mais il permettra dans les mois et les années à venir à la lutte des classes dans ces pays de s'exprimer avec plus de force que jamais, au prolétariat de s'organiser, etc., alors qu'hier c'était totalement impossible, elle était quasi inexistante du fait de la dictature ou immédiatement réprimées...

Ce sont toutes ces raisons qui nous amènent à soutenir inconditionnellement tous ces soulèvements ou mouvements révolutionnaires, même s'ils n'empruntent pas forcément les mêmes formes ou qu'ils ne passent pas par les mêmes étapes que les révolutions que nous avons connues jusqu'à présent, de la même manière finalement que nous ne sommes pas maîtres des rythmes et des délais dans lesquels le prolétariat de chaque pays sur chaque continent prendra son destin en main pour avancer vers le socialisme, le communisme et enfin aboutir au règne de la liberté.

A une autre époque, n'a-t-on pas soutenu des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires que l'on savait perdus d'avance, la Commune de Paris, en Allemagne en 1918, etc. Les choses se passent rarement comme on les aurait souhaitées, encore moins comme on les avait programmées, cela mérite qu'on y réfléchisse à deux fois. Quand chez nous en France on voit où nous en sommes, on ferait mieux de faire preuve de davantage de circonspection au lieu de se hâter de tourner le dos à la révolution libyenne, au nom d'un principe qui lorsqu'il est mal appliqué ou employé sans discernement peut se transformer en son contraire.

Quoi qu'il arrive dorénavant, et si dans le pire des cas la révolution libyenne débouchait sur une partition du pays, la situation ne sera plus jamais comme avant en Libye. Et si un régime plus démocratique voyait le jour uniquement à l'est de la Libye, Kadhafi dans son nouvel Etat réduit à la région ouest de la Libye actuel, aurait beaucoup de mal à contenir très longtemps les aspirations démocratiques de la classe ouvrière. Ajoutons qu'à Benghazi, après les sacrifices immenses qu'ont consenti les travailleurs et la jeunesse en particulier pour conquérir leur liberté, comme au lendemain de la seconde guerre mondiale en France et en Europe, on ne voit pas trop comment l'impérialisme français et américain pourraient s'y prendre pour leur confisquer, sauf à leur imposer une nouvelle dictature, ce qui conduirait l'ensemble des peuples en Afrique à rejeter encore plus résolument la domination de l'impérialisme sur leur propre pays, alimenterait la lutte anti-impérialiste dans le monde.

Les travailleurs révolutionnaires libyens ne sont pas des socialistes ou des communistes, ce qu'on a tendance à perdre de vue, l'impérialisme lui le sait très bien, il sait qu'ils se satisferont de la liberté d'expression qui leur sera accordée ainsi que quelques droits démocratiques bourgeois, quelques concessions ou avantages sociaux pour améliorer leurs conditions de vie, tandis que les affaires reprendront sous un régime qui restera capitaliste... Les uns auront obtenu en partie satisfaction à défaut de prétendre à mieux dans un premier temps, et les impérialistes continueront d'exploiter le pétrole et le gaz libyen dont ils ont tant besoin, à quelles conditions est une autre affaire que les travailleurs libyens doivent régler au mieux de leurs intérêts, plus à leur avantage que par le passé pour financer le développement du pays et leurs besoins sociaux, cette question ne pourra être définitivement réglée de manière satisfaisante que lors de leurs futurs mobilisations, ne nous faisons pas d'illusions, n'emboîtons pas le pas aux gauchistes, ils ne vont pas passer par on ne sait quel miracle du régime (capitaliste) de la terreur sous Kadhafi au socialisme !

Parole d'internaute.

(à propos de la grève massivement suivie chez Carrefour)

- "Bénéfice net en 2010 : 382 millions d'euros pour Carrefour. Comment est-il utilisé ? Une partie pour agrandir lr groupe, une partie pour augmenter le salaire du PDG (275 000€/mois, soit 13 400€/jour, ou 1 916€/heure!!!), et une partie pour les actionnaires. Et les salariés qui font marcher l'entreprise ? Payés au SMIC ou presque. Cherchez l'erreur !"

- " On a là une idée des emplois de la restauration , de la boulangerie, de la grande distribution et autres , des métiers payés (à la ramasse) , et c'est bien pour cette raison qu'il y a tant de demandes d'emplois dans ces métiers, et que personne ne se bouscule pour les exercer."

Politique.

1- France

1.1- L'UMP entre tension et tentation. Le mur se rapproche !

1.1.1- Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a lancé samedi à Arcachon (Gironde) un appel «*au rassemblement*» à «*toute la famille de la droite et du centre droit*», et a ironisé sur «*le bal des prétendants*» à l'approche de l'élection présidentielle de 2012, précisant que «*La division est toujours suicidaire, la division est toujours synonyme d'échec*».

«*Je respecte les ambitions (...), je ne m'attaque à aucune personne. Mais je fais un appel quand même à toute la famille de la droite et du centre droit: ne nous divisons pas, gardons notre cohésion. Si nous multiplions les candidatures au 1er tour*» en 2012, «*nous sommes sûrs d'une chose: c'est que nous irons dans le mur*», a-t-il affirmé.

«*Il faut faire l'union autour de celui qui sera notre prochain candidat à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, autour du gouvernement et du Premier ministre François Fillon*», a-t-il encore affirmé. (20minutes.fr 09.04)

Voilà qui est bien dit !

1.1.2- Le Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers menace de ne pas soutenir Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2012 "*si la composante souverainiste de la majorité n'est pas davantage prise en compte*".

"*Si, au cours des prochains mois, ces valeurs ne sont pas réaffirmées sans ambiguïté et si la composante souverainiste de la majorité n'est pas davantage prise en compte, nous ne pourrons plus, dans la perspective des échéances électorales de 2012, apporter notre soutien à Nicolas Sarkozy*", ajoute-t-on.

Le parti créé par Philippe de Villiers en 1994 ajoute toutefois être prêt au dialogue. (Reuters 09.04)

1.2- Propagande du capital et conditionnement des masses.

Une très large majorité de Français (88%) pensent que des hausses d'impôts auront lieu après l'élection présidentielle de 2012, quel que soit le candidat élu, selon un sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche.

Selon l'Ifop, «*ces chiffres massifs et sans équivoque dénotent en creux la maturité de l'opinion sur les questions économiques et fiscales mais également un relatif pessimisme ambiant*». Une large majorité de Français «*appréhende l'hypothèse d'une hausse des impôts avec fatalité, conscients (...) de l'état des finances publiques et soucieux de voir la dette diminuer», analyse l'institut de sondage même s'«il ne semble faire aucun doute qu'une part de résignation apparaît à travers*» les résultats de l'enquête.

La question, pour les candidats, portera donc «*sur qui produira l'effort fiscal supplémentaire*» plutôt que sur la légitimité d'une hausse des prélèvements, relève l'Ifop. (20minutes.fr 09.04)

Donc, si vous êtes contre toute hausse d'impôt qui frappera de préférence comme d'habitude la majorité de la population, donc les masses laborieuses, vous savez ce qu'il vous reste à faire en 2012 : boycott des élections présidentielles et législatives puisque celui et ceux qui seront élus seront favorables à une hausse des impôts ou taxes.

Il n'est pas sûr que les conclusions que tirent à la hâte les économistes de l'Ifop de "*la maturité de l'opinion sur les questions économiques et fiscales*" coïncident vraiment avec celles des travailleurs qui finiront bien par refuser de se sacrifier plus longtemps pour sauver le régime capitaliste au bout du rouleau.

1.3- Manifestation à Lyon contre l'extrême droite.

Environ 2.000 personnes ont manifesté samedi après-midi à Lyon contre "'*extrême droite*" et "*le fascisme*", à l'appel de partis, associations et syndicats de gauche et d'extrême gauche. Objectifs principaux : dénoncer la "recrudescence des agressions fascistes à Lyon" et l'implantation d'un "*local néo-nazi*" dans le quartier du stade de Gerland.

Dans le cortège flottaient des drapeaux ou des banderoles de la CGT, de SUD, du NPA, du PCF, de la Gauche unitaire, d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), de la Fédération syndicale étudiante (FSE) ou encore de mouvements anarchistes.

Les manifestants, jeunes pour la plupart, se sont dispersés en fin d'après-midi. "Il n'y a pas eu d'incident", a indiqué la police.

"*Pas de fascistes dans nos quartiers, pas de quartier pour les fascistes*" et "*c'est pas les sans-papiers, c'est pas les ouvriers, c'est les nazis qu'il faut viser*", ont notamment chanté les manifestants. "*A bas le Front national!*", ou bien encore "*le fascisme, c'est la gangrène*", ont-ils également scandé.

Organisée par le Collectif de vigilance contre l'extrême droite du Rhône, qui regroupe plusieurs dizaines d'organisations politiques, syndicales et associatives, cette manifestation visait à dénoncer en particulier la "*recrudescence des agressions fascistes à Lyon*" et l'implantation d'un "*local néo-nazi*" dans le quartier de Gerland.

"*Ce local doit être fermé et ses occupants doivent passer sous le coup de la loi*" après notamment diverses agressions en région lyonnaise attribuées à des groupuscules d'extrême droite, a déclaré à l'AFP l'un des organisateurs, le conseiller régional Front de gauche Armand Creus. (AFP et libelyon.fr 09.04)

Je préfère ne pas vous dire ce que je pense d'une telle initiative car la plupart des militants ne le comprendraient pas, une initiative conduite par les mêmes qui refusent obstinément de réaliser l'unité pour dresser la classe contre le régime, régime qui de ce fait ils soutiennent.

Une façon comme une autre de se donner bonne conscience sur la misère du monde en évoquant les sans-papiers, par ceux qui sont également responsables de la montée du FN pour la raison évoquée au paragraphe précédent. "*A bas le Front national!*", ajoutons A bas l'opportunisme, "*le fascisme, c'est la gangrène*, ajoutons, le réformisme, c'est la gangrène qui ronge lentement mais sûrement le mouvement ouvrier !

2- Egypte

Des manifestants qui ont résisté à l'intervention de l'armée égyptienne dans la nuit de vendredi à samedi sur la place Tahrir, au Caire, ont réclamé samedi que les militaires rendent le pouvoir à la société civile et exigé le procès de Hosni Moubarak.

Des centaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées la veille sur la place devenue le symbole de la révolution égyptienne pour réclamer des poursuites judiciaires contre l'ancien président et reprocher aux autorités militaires, qui ont pris les rênes du pays, leur lenteur dans la lutte contre la corruption.

Dans la soirée, des incidents ont éclaté alors que les forces de sécurité intervenaient, tirant en l'air et faisant usage de pistolets paralysants et de matraques, pour disperser les derniers manifestants et faire respecter le couvre-feu, en vigueur entre 02h00 et 05h00.

Mais plusieurs centaines de militants sont restés sur les lieux, défiant les forces de l'ordre. Plusieurs véhicules de l'armée ont été incendiés et des pierres ont été lancées par les manifestants.

De sources médicales, on indique que deux hommes ont succombé à des blessures par balles après l'intervention de l'armée.

Celle-ci a démenti avoir tiré à balles réelles sur les manifestants qui refusaient de partir et affirme que son intervention n'a entraîné aucune mort d'homme.

Quoiqu'il en soit, ces incidents illustrent le ressentiment croissant d'un noyau dur de la révolution à l'égard des forces armées, soupçonnées de collusion avec les derniers réseaux du régime de Moubarak.

"*Le conseil militaire fait partie intégrante du régime corrompu. Il est constitué de chefs militaires qui ont tiré profit de Moubarak et de ses trente années de vol au détriment du peuple égyptien*", dénonçait samedi matin Abdallah Ahmed, 45 ans, croisé place Tahrir.

En début de matinée, samedi, aucun signe de présence de l'armée n'était plus visible autour de la place. "*Grâce à Dieu, nous leur avons tenu tête et nous sommes toujours là*", a dit un manifestant.

De plusieurs centaines, le nombre de manifestants a augmenté dans la matinée. A la mi-journée, ils étaient plus de 2.000 sur la place-symbole de la contestation qui a abouti au départ du raïs après dix-huit jours de mobilisation. La participation à la manifestation de vendredi organisée par les collectifs formés de jeunes cyberactivistes, à la pointe de la révolution égyptienne, dans le cadre d'un "*Vendredi de la purification et des responsabilités*", en fait l'une des plus importantes depuis la chute de Moubarak.

"*Nous resterons ici tant que Moubarak n'aura pas été jugé*", a promis Mahmoud Salama, qui travaille dans une agence de voyage.

D'autres réclamaient la démission du maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, inoxydable ministre de la Défense sous Moubarak qui dirige aujourd'hui le Conseil suprême des forces armées.

"*Soit le maréchal Tantaoui traduit ces gens - Moubarak, son fils Gamal et les autres - en justice, soit il quitte son poste et laisse quelqu'un d'autre le faire. Car la lenteur du processus rend les gens soupçonneux à l'égard du commandement militaire*", résume Achraf Abdel-Aziz, un commerçant de 36 ans. (Reuters 09.04)

3- Libye.

3.1- Un responsable de l'Otan a annoncé dans la soirée que, vendredi et samedi matin, 15 chars des forces gouvernementales avaient été détruits dans ces attaques près de Misrata et deux autres au sud de Brega, sur le front oriental. C'est apparemment le bilan le plus lourd subi par les soldats de Kadhafi depuis que l'Otan a pris effectivement le contrôle des opérations en Libye le 31 mars.

A Misrata, les forces de Kadhafi ont lancé samedi une offensive sur trois axes, faisant au moins 30 morts parmi les défenseurs, a déclaré un porte-parole des insurgés en citant les témoignages d'habitants et de secouristes. L'attaque des troupes gouvernementales a été repoussée, a-t-il ajouté. (Reuters 09.04)

Malgré l'appui de l'aviation occidentiale, les insurgés libyens ont subi un nouveau revers samedi. Alors qu'ils s'étaient rapprochés dans la matinée à quelques dizaines de kilomètres de Brega, ils ont essuyé des tirs d'obus et de roquettes qui les ont obligés à battre en retraite vers l'est et Ajdabiya, à 80 km.

En fin de journée, les insurgés contrôlaient toujours l'est d'Ajdabiya. (lefigaro.fr 09.04)

3.2- La rébellion a par avance rejeté toute idée d'un cessez-le-feu impliquant le maintien au pouvoir de Mouammar Kadhafi ou de ses fils. «*Nous savons exactement ce que nous voulons. S'ils pensent qu'il peut y avoir une période de transition avec Kadhafi ou ses fils, alors ils doivent se rendre à Misrata (ville théâtre de violents affrontements, ndlr) où des femmes et des enfants ont été violés et leur dire ça*», a averti Moustapha Gheriani, un porte-parole de la rébellion. (lefigaro.fr 09.04)

Dites-le à B-H L. qui doit se rendre à Brega et Adjabia selon libération.fr, vous nous rendrez un service au passage dès fois qu'un sniper de Kadhafi croise son chemin !

4- Yémen

Samedi soir se sont produits à Sanaa de nouveaux heurts entre manifestants et forces de l'ordre, qui ont ouvert le feu et tiré des grenades lacrymogènes. Des dizaines d'opposants ont été blessés et de nombreux autres ont été incommodés par les gaz, ont rapporté des témoins.

Une marche réunissant des dizaines de milliers de manifestants à Taïz, dans le sud du pays, s'est déroulée dans le calme.

Les unités militaires du général Ali Mohsen, qui s'est rallié aux manifestants, s'étaient placées entre la foule et la police pour empêcher tout affrontement, ont rapporté des témoins.

Mais la situation a dégénéré plus tard, lors d'une autre manifestation qui a rassemblé des centaines de personnes. Les forces de sécurité ont ouvert le feu et ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser des protestataires qui tentaient de forcer le cordon de sécurité.

A Aden, dans le Sud, des centaines de jeunes ont défilé dans les rues de la ville, bloquant le trafic et demandant aux commerçants de baisser leur rideau pour protester contre le régime de Saleh. Selon des habitants, la police a tiré en l'air pour disperser les manifestants. (Reuters 09.04)

5- Syrie

Des milliers de personnes ont participé samedi à des funérailles à Deraa (sud), épicentre de la contestation en Syrie, où les forces de l'ordre ont de nouveau tiré sur des manifestants, faisant au moins deux blessés, selon un militant des droits de l'Homme.

Les manifestants, qui portaient dix dépouilles, se sont dirigés de la mosquée al-Omari vers le cimetière de la ville en scandant des slogans hostiles au régime, et rendant hommage aux «*martyrs*», a indiqué ce militant à l'AFP sous couvert de l'anonymat.

Dans un autre quartier de ville, à Al-Joumrouk, les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants. Ces tirs ont fait deux blessés légers, a-t-il dit.

Dans le nord du pays, les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles dans les premières heures de samedi pour disperser une centaine de manifestants pro-démocratie dans le quartier de Sleibeh, un quartier sunnite de Lattaquié.

Selon un témoin, des camions à eau ont également été employés par les forces de l'ordre pour déloger des manifestants.

"*On ne peut pas faire deux pas dans la rue sans courir le risque d'être arrêté. Il est difficile de savoir s'il y a eu des morts mais nous avons entendu des tirs d'AK-47*", a indiqué un habitant. "*Une chose est sûre. Le régime voyou montre ses crocs. Il ne connait que la brutalité.*"

Le ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem, cité par l'agence officielle Sana, a assuré samedi que «*la Syrie respecte le droit à manifester pacifiquement*» mais que des «*saboteurs*» s'étaient «*infiltrés dans les rangs des manifestants*» et avaient «*ouvert le feu sur les manifestants et sur les agents de sécurité*».

Allant dans le même sens, le ministère de l'Intérieur avait parlé auparavant de «*comploteurs, poussés par des parties étrangères*» derrière les heurts, assurant qu'il allait désormais agir fermement.

Les défenseurs des droits de l'Homme contestent la version officielle. «*Ceux qui connaissent la Syrie savent qu'il n'y a pas de bandes armées (…) Le pays est tenu depuis 50 ans par un seul parti, gouverné par l'état d'urgence et possède 17 services de sécurité*», a affirmé M. Qourabi.

Les protestataires réclament notamment l'abrogation de la loi d'urgence qui réduit sensiblement les libertés.

Selon les militants des droits de l'homme, ce communiqué montre que les autorités syriennes ont l'intention d'intensifier la répression des manifestants.

"*Nous craignons qu'après ce communiqué, l'oppression en Syrie (s'intensifie) contre les citoyens sous prétexte d'affronter les groupes armés*", a déclaré Ammar Qurabi, chef de l'organisation nationale des droits de l'homme en Syrie, à Reuters.

M. Mouallem a souligné samedi le caractère «légitime des demandes populaires», affirmant que la Syrie allait adopter «un programme de réformes économiques, politiques et judiciaires» et entendait «*lutter contre la corruption*».

Les diverses annonces de réformes formulées ces derniers jours par le régime n'ont cependant pas entamé la détermination des manifestants.

L'une des figures du mouvement d'opposition et chef de la plus grande tribu du pays, Nawaf Al-Bachir, a lancé une virulente attaque contre le régime, l'appelant à engager un dialogue national sans tarder au lieu «*de s'obstiner à faire couler le sang du peuple syrien*». (liberation.fr et Reuters 09.04)

Question : qui va dénoncer la version officielle contestée pour le moment par les dirigeants du vieux monde, qui la soutiendra si demain ces mêmes dirigeants lançaient une action militaire contre le régime en soutien aux manifestants pour des motifs tout aussi condamnables en soi qu'en Libye ? Une question d'actualité, n'est-ce pas ? C'est mon côté provocateur à destination des bénis oui-oui, et ils ne manquent pas apparemment ! On se détend comme on peut que voulez-vous.

Social.

Zone euro.

Les ministres des Finances de la zone euro ont défendu samedi les mesures d'austérité prises dans plusieurs pays de l'Union européenne, tandis que les syndicats européens manifestaient contre ces mêmes politiques de rigueur.

"*Les gens doivent comprendre que nous ne faisons pas des économies pour les ennuyer, mais pour pouvoir financer l'investissement dans les politiques sociales à l'avenir*", a pour sa part affirmé le ministre du Luxembourg Luc Frieden. "*Il est assez clair que le modèle social européen est protégé*", a estimé de son côté le Suédois Anders Borg. (AP 09.04)

Quand on voit le gouffre qui existe et qui ne cesse de s'approfondir entre leurs discours et la réalité de la situation sociale à laquelle sont confrontés des millions de travailleurs avec leurs familles dans chaque pays, on se dit que forcément il arrivera un moment où le prolétariat demeurera sourd à tout discours, descendra dans la rue et se ruera à l'assaut des régimes en place pour les renverser, c'est inéluctable.

Reste à savoir quand et par quel pays cela commencera, par le maillon le plus faible, celui où la crise du régime et la crise sociale est la plus avancée, où la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie auront été le plus durement frappées, l'Irlande, la Grèce, le Portugal, la France on n'a que l'embarras du choix pour le moment... En fait, une explosion sociale incontrôlable peut désormais se produire dans n'importe quel pays sans qu'on puisse précisément la prévoir.

Haut de page

Le 11 avril

Compte tenu de l'actualité, j'ai brièvement actualisé cette rubrique.

Il y en a qui doivent se demander d'où je sors la position que je défends sur la Libye. Je vous avouerais franchement au risque de vous décevoir que je n'en sais rien, je me suis moi-même posé la question, et en y réfléchissant hier soir en dégustant les deux petits plats que je m'étais cuisiné dans l'après-midi, dans le silence ou presque, on entendait uniquement le ronronnement du compresseur du réfrigérateur et le ressac des vagues sur le rivage, je me suis dit que j'avais dû reprendre inconsciemment la méthode de Lénine dont je m'inspire si souvent, car elle est véritablement une source intarissable d'inspiration pour peu qu'on l'ait étudiée sérieusement. Je ne prétends pas pour autant la maîtriser parfaitement, loin de là malheureusement. Aussitôt après l'être fait cette réflexion inattendue, il m'est revenu spontanément à l'esprit un chapitre de la révolution de 1905 en Russie.

Ceux qui se sont connectés au site au cours des derniers mois de 2010 comprendront assez facilement de quoi je veux parler, quant aux autres militants, je les invite à télécharger les différents textes relatifs à la révolution russe de 1905 afin de pouvoir suivre le développement de ma pensée qui m'a amené à la position que je défends sur la question libyenne.

Sans entrer dans les détails, au début de la révolution d'octobre 1905 en Russie, le prolétariat russe avança des revendications sociales dont la journée de travail de 8 heures et des objectifs politiques. Il se trouva que l'un de ces objectifs politiques était commun à la fois au prolétariat et à la bourgeoisie russe, il concernait l'adoption d'une constitution qui permettrait aux différentes classes de mener le combat à armes égales pour faire bref. Du coup, une alliance s'opéra entre le parti ouvrier social-démocrate de Russie et le principal parti de la bourgeoisie contre le tsar, alliance de circonstance, temporaire et circonscrite à cette question uniquement, l'un et l'autre conservant sa liberté de parole et d'action.

Tandis que la bourgeoisie menait son combat politique contre Nicolas II, de son côté le prolétariat créera son premier soviet sur

la base de ces revendications sociales et politiques. Une grève entre-temps avait éclaté et prenait chaque jour un peu plus d'ampleur, des rassemblements, puis des meetings et enfin des affrontements de plus en plus violents se produisaient avec les représentants de l'ordre, le soviet se renforçait et devenait l'organe de direction de la révolution, les ouvriers commencèrent à imposer dans certaines entreprises la journée de 8 heures... Jusque là, l'espèce de front unique politique constitué entre la bourgeoisie et le prolétariat tint bon, non sans quelques inquiétudes et coups tordus de la part des patrons pour lesquels l'instauration de la journée de 8 heures passait mal. En fait d'alliance politique, il s'agissait plutôt d'une sorte d'accord tacite pour faire front commun contre le tsar.

Puis vain le moment où le tsar fragilisé fit part de son intention de satisfaire l'une de leur principale revendication politique. Aussitôt, il exigera la fin de la grève générale qui commençait à s'essouffler, accentuera la répression et dénoncera la journée de 8 heures, la bourgeoisie saisira la balle au bon et menacera de recourir au lock-out ou de licencier les ouvriers qui ne voulaient pas travailler plus de 8 heures, elle exigera le retour à la situation qui prévalait avant la grève générale, elle demandera au tsar d'envoyer la troupe pour rétablir l'ordre... Constatant que dans de nombreuses entreprises les travailleurs reprenaient le travail, le soviet appellera temporairement à la fin de la grève et à continuer le combat pour obtenir satisfaction sur cette revendication des 8 heures et la chute du tsar...

Je vous raconte cela de mémoire. C'était juste pour vous montrer que des alliances tout à fait inattendues peuvent se conclure et se défaire au cours de la lutte des classes sans pour autant y perdre son âme, pour peu qu'on ne renie pas ses principes et qu'on ne s'écarte pas de l'objectif qu'on s'était fixé, ce qui n'est manifestement pas le cas lorsque des représentants de la bourgeoisie et des dirigeants du mouvement ouvrier participent de manière permanente à des organismes de collaboration de classes comme il en existe tant aujourd'hui et cela depuis de nombreuses décennies, ce que nous dénonçons et combattons sans relâche.

Les dirigeants de la social-démocratie russe n'ont jamais eu l'intention d'essayer de convaincre ceux de la bourgeoisie du bien-fondé de leurs positions, ils ne leur ont rien demandé, c'est la bourgeoisie russe qui a estimé qu'elle avait tout intérêt à soutenir la lutte politique du prolétariat contre le tsar sur une revendication précise, estimant que de son côté elle pourrait aussi en tirer avantage pour continuer son combat à la fois contre le tsar et le prolétariat, tandis que de leur côté les dirigeants ouvriers ont estimé que cette opportunité leur permettrait d'accentuer la pression sur le régime afin de pouvoir conquérir de nouveaux droits politiques qui leur permettraient de continuer le combat à la fois contre Nicolas II et la bourgeoisie.

Finalement, chacun de son côté comptait tirer avantage de la nouvelle situation politique pour continuer son combat dans de meilleures conditions. On a envie d'ajouter : et que le plus fort gagne, la bourgeoisie étant incapable de constituer une alternative au pouvoir féodal et autocratique en place, la classe ouvrière avait tout intérêt à ce genre d'accord dont elle était en droit d'espérer tirer le meilleur parti dans la perspective de la lutte pour la prise du pouvoir qui demeurait son objectif, et ironie de l'histoire, ce ne fut pas vraiment le cas puisque en grande partie la réforme promise par Nicolas II resta lettre morte, par contre cette expérience eu le mérite de démontrer aux ouvriers et aux militants qu'ils n'avaient rien à attendre du côté de la bourgeoisie qui en dernier ressort se placerait toujours au côté du régime par crainte de la révolution et de tout perdre.

En Libye, les révolutionnaires espéraient tirer le meilleur parti des divisions des différents impérialistes sans pour autant leur concéder leur pétrole ou la souveraineté de leur pays, c'était un choix tactique et non stratégique, maintenant quand on confond les deux, il est évident qu'on adoptera une position erronée. Il est facile de prétendre que c'était un pari risqué, à vrai dire, compte tenu de la faiblesse de leur armement face à l'armée de Kadhafi, ils n'avaient pas réellement le choix, c'était simplement une option, une opportunité à saisir pour tenter de chasser le dictateur au pouvoir, sans que l'on puisse dire à l'avance lesquels entre les révolutionnaires et les impérialistes qui bombardent l'armée de Kadhafi tireraient le meilleur parti de cette alliance en principe contre nature.

Quand on observe la tournure que prennent les événements en Tunisie et en Egypte, on peut se dire que quelque part les mêmes impérialistes doivent se mordre les doigts pour ne pas avoir consolidé plus tôt les régimes de Ben Ali et Moubarak dans la perspective d'une insurrection qu'ils auraient peut-être pu affronter dans de meilleures conditions et mâter à défaut de pouvoir l'éviter. En avaient-ils les moyens, cela se discute, pour peu que les dictateurs y mettent les formes et qu'ils lâchent quelques concessions au peuple, il est relativement facile de le manoeuvrer et de faire tenir un régime pourri bien au-delà de ce qui est logiquement concevable ou théoriquement admis, ce ne sont pas les exemples qui manquent dans le monde pour le prouver, par exemple tous les régimes issus de l'éclatement de l'URSS en Asie centrale.

Et bien que les conditions soient sensiblement différentes, aux dictatures en Espagne et en Amérique latine ont succédé des régimes aux contours démocratiques sans passer par des révolutions et sans que les intérêts de la classe dominante ne soient remis en cause, mieux encore, la plupart des institutions qui existaient à l'époque de la dictature existent toujours, les institutions franquistes en Espagne par exemple ou les Constitutions antidémocratiques en Amérique latine, ce qui est normal puisque c'est toujours la même classe qui détient le pouvoir, tandis que des majorités dites de gauche détiennent le pouvoir politique et gèrent le pays pour le compte des capitalistes et des grands propriétaires terriens.

Politique.

1- Islande

Le "non" l'a emporté pour la deuxième fois en Islande lors d'un référendum sur l'accord conclu par le gouvernement pour rembourser la Grande-Bretagne et les Pays-Bas à la suite de la faillite de la banque en ligne Icesave en 2008.

Après dépouillement d'environ 169.000 bulletins de vote, le "non" est en tête avec près de 60% des suffrages, selon les derniers résultats officiels relayés dimanche matin par la télévision islandaise et portant sur cinq des six circonscriptions électorales.

L'Islande compte 230.000 électeurs et on ignore le taux de participation à cette consultation.

Les électeurs de l'île étaient appelés à se prononcer sur un accord portant sur 3,5 milliards d'euros, la somme déboursée par Londres et Amsterdam pour indemniser leurs ressortissants ayant déposé de l'argent sur la banque en ligne gérée par Landsbanki, un des trois établissements du pays emportés par la crise financière.

Le gouvernement islandais assurait que le nouvel accord Icesave avait été mieux négocié qu'un autre arrangement rejeté par un précédent référendum en mars 2010, mais la population refuse d'être mise à contribution pour la faillite de banques jugées irresponsables.

Avec le rejet de l'accord, le dossier Icesave devrait se retrouver devant une cour européenne, une solution qui pourrait coûter davantage au pays, assurent des économistes.

La Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont fait part de leur déception face à un résultat qui, selon le ministre néerlandais des Finances Jan Kees de Jager, n'est "*bon ni pour l'Islande, ni pour les Pays-Bas*".

"*Le temps des négociations est terminé, l'Islande demeure dans l'obligation de rembourser, la question relève désormais des tribunaux*", a-t-il ajouté dans un communiqué.

"*Nous respectons naturellement la volonté du peuple islandais sur ce sujet et nous allons devoir à présenter discuter avec nos partenaires internationaux (...) Il semble désormais que ce processus finira devant les tribunaux*", a réagi de son côté le ministre britannique du Budget, Danny Alexander, au micro de la BBC. (Reuters 10.04)

La population n'a pas à rembourser les dettes d'une banque privée.

2- Cote-d'Ivoire. Troupes française et de l'ONU : dehors !

Des hélicoptères de la force française "Licorne" et de l'Onuci (Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire) ont ouvert le feu dimanche sur la résidence de Laurent Gbagbo et le siège de la radio-télévision ivoirienne à Abidjan, ont rapporté des témoins.

Selon un porte-parole du président sortant ivoirien, la résidence de Gbagbo dans le quartier de Cocody a été partiellement détruite lors de ces raids. Il n'a pas dit si Laurent Gbagbo se trouvait sur place au moment de l'attaque.

"*Des hélicoptères français et de l'Onu continuent de tirer sur la résidence du président Gbagbo qui est partiellement détruite*", a précisé par téléphone à Reuters Ahoua Don Mello. (Reuters 10.04)

3- Libye

3.1- Des avions de l'Otan ont détruit dimanche des chars de l'armée libyenne aux abords d'Ajdabiah, dans l'est du pays, contribuant à briser une importante offensive des forces de Mouammar Kadhafi contre cette ville stratégique contrôlée par les rebelles. L'Otan a déclaré avoir neutralisé onze chars à la périphérie d'Ajdabiah, que les combattants du guide libyen menaçaient de reprendre, et quatorze autres à Misrata, bastion rebelle assiégé depuis six semaines dans l'ouest du pays. (20minutes.fr 10.04)

3.2- "*Nous espérons que la médiation débouchera sur un dialogue constructif, sur une solution politique de la crise basée sur les aspirations du peuple libyen*", a indiqué le chef de l'État mauritanien, le président Mohamed Ould Abdel Aziz, dans un communiqué publié avant le départ du comité pour Tripoli.

"*Le frère dirigeant a accepté la feuille de route que nous lui avons présentée. Nous devons laisser une chance à l'instauration d'un cessez-le-feu*", a déclaré dimanche soir à Tripoli le président sud-africain Jacob Zuma au nom des médiateurs de l'Union africaine. (Reuters 10.04)

«*Il n'y a pas d'autre solution que la solution militaire, car le langage de ce dictateur est l'anéantissement et que les gens qui pratiquent ce langage n'en comprennent pas d'autre*», a déclaré le porte-parole des insurgés, Ahmad Bani à la chaîne Al-Jjazira. (20minutes.fr 10.04)

Le dictateur Libyen est ton "*frère*", pour le peuple révolutionnaire libyen il est l'ennemi à abattre. Quant aux "*aspirations du peuple libyen*", c'est qu'il n'y aura pas de solution politique tant que Kadhafi (ou ses fils) restera au pouvoir.

4- Yémen

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau manifesté dimanche dans les rues de Sanaa, la capitale du Yémen, pour exiger le départ du président Ali Abdallah Saleh. Parallèlement, les ministres des Affaires étrangères du Golfe étaient réunis en Arabie saoudite pour tenter de relancer les efforts de médiation.

Dimanche, les manifestants avaient prévu de défiler vers le siège de la mission des Nations unies dans le pays, non loin du palais présidentiel, mais se sont ravisés par crainte d'une répression violente des autorités.

Le port d'Aden était, lui, paralysé pour la deuxième journée consécutive. Les offices gouvernementaux, les écoles et de nombreux commerces étaient par ailleurs fermés suite à un appel de l'opposition à la désobéissance civile. (AP 10.04)

5 Egypte

5.1- Plus de 1.000 manifestants ont bravé dimanche l'ordre de l'armée égyptienne d'évacuer la place Tahrir, dans le centre du Caire, pour réclamer une transmission rapide du pouvoir à la société civile et une purge des dirigeants corrompus pour le troisième jour consécutif.

Des fils de barbelés bloquaient les rues menant à la place symbole de la révolution qui a renversé le président Hosni Moubarak le 11 février dernier.

"*Révolution! révolution!*", "*Nous voulons un conseil civil*", "*Renversons le ministre de la Défense*", ont scandé les manifestants qui ont brandi une effigie du maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, le ministre de la Défense qui dirige le conseil militaire au pouvoir en Egypte.

Dans des scènes renvoyant aux manifestations qui ont eu raison de l'ancien chef d'Etat, les soldats et les policiers ont utilisé des tasers et de bâtons pour tenter d'évacuer de la place Tahrir les manifestants.

N'y parvenant pas, l'armée s'est finalement retirée de la place. (Reuters 10.04)

5.2- L'ancien président égyptien Hosni Moubarak a démenti avoir abusé de son autorité pour accumuler biens et richesses, dans un message audio diffusé dimanche par la chaîne Al-Arabiya.

Hosni Moubarak, dans son message, a assuré ne possèder qu'un seul compte dans une banque égyptienne, et des biens immobiliers seulement en Egypte. (AP 10.04)

6- Syrie

Cinq personnes ont été blessées par balle dimanche matin devant une mosquée dans la ville côtière de Banias, dans le nord-ouest de la Syrie, selon un témoin qui a attribué les tirs à "*des sbires du régime*". Dans l'après-midi, les forces de sécurité ont ouvert le feu dans le quartier sunnite de Ras al-Nabee, selon des témoins, faisant au moins trois morts.

Un militant des droits de l'Homme, Mazen Darwich a indiqué que les forces de sécurité avait déployé au moins quatre blindés dans la ville, sans doute pour protéger la raffinerie locale. Il s'exprimait également sur la base de témoignages d'habitants.

Ces informations étaient difficiles à confirmer, les lignes téléphoniques, Internet et l'électricité étant coupées à Banias.

Un peu plus tôt, l'opposant Haitham el-Maleh avait affirmé que l'armée avait installé des barrages routiers aux entrées de la ville. (AP, Reuters et lexpress.fr 10.04)

Economie.

Banques. Les "***tests de résistance***" ou l'engrenage infernal qui conduit à la révolution.

La solidité des banques est devenue la préoccupation numéro un des gouvernements en Europe.

Et de trois. L'Europe se prépare à soumettre ses banques à un troisième round de tests de résistance. L'objectif est toujours le même: rassurer les marchés sur la solidité du système bancaire européen. Et donc permettre à ce dernier de se financer sans le secours de la Banque centrale européenne.

Il s'agit cette fois pour les 91 banques européennes soumises au «check-up» de franchir une barre plus élevée de 5% de fonds propres «*durs*», même en cas de tempête sur l'immobilier, de remontée brutale des taux ou encore d'augmentation des coûts de financement. En juillet dernier, les investisseurs avaient jugé les stress tests peu crédibles. D'ailleurs, quatre mois après avoir vu leur bulletin de santé tamponné par la BCE, deux banques irlandaises avaient appelé au secours.

L'an dernier, les tests de résistance avaient mis en lumière un besoin de fonds propres de seulement 3,5 milliards d'euros. Depuis, les Deutsche Bank, BBVA et autres Standard Chartered ont augmenté leur capital de 10,5 milliards, en partie pour financer des acquisitions, en partie pour se préparer aux exigences accrues de Bâle 3. Mais on est toujours loin du compte. En additionnant le «trou» de 24 milliards d'euros des banques irlandaises, les 50 milliards que pourraient coûter les «cajas» en Espagne, les 20 milliards estimés sur les banques italiennes, et même les 11 milliards annoncés la semaine dernière par Commerzbank, la barre des 100 milliards d'euros de besoins de fonds propres est franchie allègrement.

Les annonces se succèdent. Outre Commerzbank, l'italien Intesa a dévoilé la semaine dernière son intention de lever 5 milliards.

Les marchés veulent croire que, quatre ans après l'explosion de la bulle du crédit subprime aux États-Unis, le Vieux Continent est en passe de contenir la contagion. Les gouvernements, en effet, ont commencé à se préoccuper de la solidité de leur système bancaire. La perméabilité entre les banques et les États n'a jamais été aussi manifeste. L'hiver dernier, les déboires des Anglo Irish Bank et autres Bank of Ireland contraignaient l'Irlande à demander l'aide de l'Europe et du FMI. Inversement, c'est sous la pression de ses propres banques, étranglées par la dégradation du risque souverain portugais, que Lisbonne a été contraint, la semaine dernière, à accepter la bouée de sauvetage.

Alors, renforcer les fonds propres jusqu'où? Le fossé se creuse entre, d'un côté, les ratios de solvabilité élevés - au-dessus de 10% - fixés par le régulateur suisse, auquel le britannique pourrait emboîter le pas et, de l'autre, les allemands et les français, qui mettent en garde contre le risque de surenchère. Le débat est loin d'être achevé. (lefigaro.fr 10.04)

Analyse.

Le capitalisme se développe et ne peut survivre que grâce au crédit, à l'endettement des banques et des industriels avec l'accord de l'Etat.

Une banque qui prête à ses clients 100 milliards d'euro est tenue au mieux de disposer d'un capital en fond propres correspondant à 5% de cette somme, soit 5 milliards d'euros. Comme garantie annexe ou fond de roulement ou trésorerie en caisse, elle dispose de l'argent des épargnants qui ont placé leur argent en banque. Les banques empruntent aussi de l'argent à d'autres banques ou institutions financière dont les fonds appartiennent à de riches épargnants.

Elles font de l'argent avec l'argent des autres, la différence entre les taux d'intérêts auxquels elles octroient leurs prêts et ceux auxquels elles empruntent de l'argent constituent leurs profits, s'y ajoute la spéculation sur les marchés financiers de la planète, les actions, les produits dérivés et toute une panoplie de transactions financières plus ou moins opaques, sans oublier les monnaies.

Que survienne une crise et qu'elles doivent soudainement rembourser leurs créanciers et elles en sont incapables évidemment, il en a toujours été ainsi, donc rien de nouveau de ce côté-là. En revanche ce qui est nouveau, c'est qu'ils prétendent qu'il serait possible d'éviter une telle situation, ce qui est impossible et s'inscrit en contradiction avec le fonctionnement même du capitalisme qui par nature comme nous l'avons dit au départ vit, se développe et survit uniquement grâce au crédit qu'il s'accorde à lui-même.

Dès lors on comprend qu'il n'y aura jamais de fin à leurs "*tests de résistance* des banques, c'est un engrenage infernal qu'ils ont mis au point et auquel les banques devraient se soumettre pour assurer la stabilité financière des marchés et des Etats, alors qu'en réalité c'est uniquement un prétexte pour exiger des Etats qu'ils saignent à blanc les travailleurs, qu'ils taillent en pièces leurs droits sociaux et privatisent, aux profits de l'aristocratie financière qui exige toujours plus de garanties de solvabilité de la part des banques auxquelles ils prêtent de l'argent, sachant très qu'il sera toujours impossible aux banques de remplir cette condition.

Ils en sont à 5%, il leur reste donc encore pas mal de marge avant de parvenir à 100%, donc ce chantage inique à la crise et au chaos n'est qu'à son début.

L'aboutissement de ce processus est connu d'avance et infaillible : à force de conduire une masse toujours plus grande de la population à la pauvreté, donc à l'insolvabilité pour rembourser ses crédits, à force de pousser la marchandisation de la société à l'extrême jusqu'à inclure les besoins les plus élémentaire de la population, à force d'imposer des conditions de travail de plus en plus insupportables aux travailleurs, car pour survivre ils vont leur imposer des conditions d'exploitation toujours plus intenables,

ils préparent les conditions nécessaires à une révolution socialiste qui aura pour tâche principale de liquider les fondements du capitalisme et les institutions politiques qui servent uniquement à les légitimer.

On est donc en droit d'affirmer que la théorie marxiste qui repose sur l'effondrement du capitalisme et la lutte de classe du prolétariat pour s'emparer du pouvoir se trouve (une nouvelle fois) confirmée par les faits. Ce que nous aurons maintenant rapidement la possibilité de vérifier.

Il ne reste plus à la classe ouvrière qu'à s'organiser et à construire dans chaque pays un parti basé sur cette perspective, sur le marxisme, et une Internationale ouvrière pour éradiquer de la planète le capitalisme. Place au pouvoir des travailleurs, place au pouvoir des producteurs, place à la révolution mondiale et au socialisme !

Haut de page

Le 12 avril

Dites-nous, c'est quoi votre position ?

Comme chacun sait ou devrait le savoir, l'opposition yéménite est infiltrée par Al-Qaida, l'opposition libyenne est dirigée par d'ex-membres du régime infréquentables et également infiltrée par Al-Qaida et d'autres organisations terroristes.

Yémen.

L'opposition yéménite a rejeté lundi le plan de sortie de crise présenté la veille par les pays du Golfe, que le président Ali Abdallah Saleh a pour sa part accepté.

L'opposition a annoncé qu'elle rejetait ce plan, estimant qu'il garantissait au président l'immunité. (Reuters 11.04)

Libye.

Les révolutionnaires libyens ont rejeté le plan de médiation de l'Union africaine (UA).

« *Le peuple réclame le départ de Kadhafi et de ses fils*», a déclaré Moustapha Abdeljalil, le chef du Conseil de transition (CNT) à l'issue de la réunion avec les représentants africains. «*Toute initiative ne tenant pas compte de cette demande n'est pas digne de considération*», a-t-il ajouté.

La délégation de l'Union africaine arrivait directement de Tripoli où, trop heureux de l'aubaine, Kadhafi avait aussitôt accepté la veille le cessez-le-feu et le plan de médiation. (lefigaro.fr 11.04)

Saleh et Kadhafi sont raisonnables, leurs opposants non, ce sont des extrêmistes manipulés... A tout hasard, prépareraient-ils ainsi ce qu'on appelle l'opinion publique à assister à leur massacre ?

Au Yémen, les masses qui se sont soulevées devraient accepter ce plan, donc capituler afin que la vie puisse continuer comme avant, ce serait la solution du moindre mal, et en Libye les masses révolutionnaires devraient accepter ce plan afin que Kadhafi ou ses fils demeurent au pouvoir pendant encore quelques décennies et les massacre discrètement ou non au passage dans l'indifférence générale comme les fois précédentes, ainsi la vie pourrait reprendre son cours comme avant, comme si finalement rien ne s'était passé dans ces deux pays depuis près de deux mois, la vie y était si agréable avant ces foutus soulèvements, quelle idée franchement de risquer sa peau pour si peu, pour en arriver là, honte à ceux qui ont osé défier ces régimes qui sont des exemples de démocratie.

Vous avez le choix entre soutenir cette thèse ou soutenir inconditionnellement les peuples révolutionnaires au Yémen et en Libye qui affrontent héroïquement leurs dictateurs dans des conditions qu'ils n'ont finalement pas choisies, élément qui apparemment a échappé à de nombreux militants. De notre côté, nous continuons de les soutenir.

Eh oui camarades, dans la vie les choses ne se passent pas souvent, pour ne pas dire rarement, comme on le souhaiterait, malheureusement ou heureusement, cela dépend des cas ! Il en va ainsi également en politique ou au cours de la lutte des classes.

Si vous ne l'avez pas encore fait, je vous invite vivement à lire les derniers articles que j'ai mis en ligne sur la situation en Libye,

dont celui d'un journaliste indépendant qui se trouvait à Tripoli au milieu du mois de février. Son témoignage apporte peut-être des réponses aux questions que vous vous posez, notamment celle qui consiste à savoir si la majorité de la population était prête à descendre dans la rue ou soutenait le régime du dictateur.

Politique.

1- Islande.

L'Islande sera en mesure de payer toute somme qui pourrait être imposée par une décision de justice dans le dossier de la faillite de la banque en ligne Icesave en 2008, a déclaré lundi le gouverneur de la banque centrale.

Le produit de la vente d'actifs Landsbanki servira à rembourser la Grande-Bretagne et les Pays-Bas dans les prochains mois.

Il reviendra à l'autorité de surveillance de l'Association européenne pour le libre-échange (ESA), l'organisation européenne dédié au commerce supervisant les coopérations de l'Islande avec l'Union européenne, de décider si les contribuables islandais devront compléter la facture.

"*Je m'attends à ce que l'Islande soit en mesure de payer (...) dans l'hypothèse que le tribunal estime qu'il y a une dette*", a dit Mar Gudmundsson. (Reuters 11.04)

Vous avez dit "non" deux fois, nous ne paierons pas pour les banksters, peu importe, nous allons demander à l'Union européenne de vous forcer à payer, ainsi va la dictature de l'UE qui se confond avec celle du capital.

2- Etats-Unis. Une démocratie ? Laquelle, pour qui ?

«*Est-ce que ça va?*» Cette phrase, Bradley Manning doit y répondre toutes les 5 minutes, le jour, et chaque fois que son geôlier ne voit pas son visage, la nuit. C'est le seul contact humain que ce jeune soldat américain de 23 ans, suspecté d'être à l'origine des fuites diplomatiques de WikiLeaks, a depuis neuf mois. Parmi les soutiens du jeune homme, qui dénoncent les conditions inhumaines de sa détention, d'éminents juristes américains, dont un ancien professeur de Barack Obama.

Le traitement «*dégradant et inhumain*» de Bradley Manning est «*illégal, inconstitutionnel et pourrait même être assimilé à de la torture*», dénoncent dans une lettre ouverte plus de 290 spécialistes, dont Laurence Tribe, qui a enseigné le droit constitutionnel au président américain. «Si Manning est coupable d'un crime, qu'il soit jugé, condamné et puni conformément à la loi. Mais son traitement doit être conforme à la Constitution et au Bill of Rights», réclament les signataires.

Bradley Manning est détenu depuis juillet sur la base des marines de Quantico, isolé dans une cellule dont il n'est autorisé à sortir qu'une heure par jour. Durant cette heure, le suspect est autorisé à marcher en rond, seul, dans une autre pièce. Selon ses soutiens, le «*fuiteur*» présumé a même été contraint la semaine dernière de dormir nu, sans être autorisé à s'habiller lors des inspections de sa cellule.

Des conditions drastiques pour un détenu qui n'a pas encore été jugé. L'administration justifie le placement de Bradley Manning sous le régime de haute sécurité et sa surveillance spéciale par un risque de suicide, alors que les psychiatres ont émis un avis contraire. Quant à la nudité forcée, le porte-parole de la base a refusé de la commenter, arguant qu'il s'agirait là d'«*une violation de la vie privée de Manning*». (20minutes 11.04)

Obama a annoncé qu'il allait se présenter pour un second mandat. On a appris par ailleurs que ses généreux donateurs de Wall Street auraient déjà mis 1 milliard de dollars sur la table pour financer sa campagne électorale. Il n'a pas fermé la prison de Guantanamo et il poursuit la guerre en Afghanistan et en Irak, et évidemment il n'a satisfait absolument aucune des revendications des travailleurs depuis son élection.

Je vous invite à relire attentivement les articles des journaux des différents partis ouvriers parus avant et juste après son élection qui faisaient la part belle aux illusions de l'électorat noir et des syndicats aux Etats-Unis sur le candidat Obama sans dénoncer parallèlement et vigoureusement la formidable manipulation que constituait cette candidature et l'énorme machine de propagande qui allait se mettre en branle pour accréditer l'idée qu'il constituait une alternative démocratique à Bush, alors que le même lobby militaro-financier finançait sa campagne, la campagne de leur candidat, le noir et le blanc étant finalement les deux faces de la même pièce, tous les deux ayant été désignés par leurs pairs comme les meilleurs candidats du capital. Relisez ces articles, vous y verrez avec quelle complaisance le candidat a été présenté à leurs lecteurs et militants, le tout assaisonné du double langage habituel pour que les militants ne se rendent compte de rien.

Se placer sur le terrain des illusions des masses pour soi-disant mieux les combattre et les aider à s'en délivrer est une véritable escroquerie politique qui consiste en réalité à la fois à entretenir ces illusions et à refuser de les combattre en ne disant pas la vérité en face aux travailleurs. A bas Bush, A bas Obama les deux candidats de Wall Street était le seul mot d'ordre conforme

aux intérêts des travailleurs américains. Cette théorie opportuniste a pour qualité ou défaut selon qu'on est pour ou contre, de ne pas poser les véritables questions que se posent les travailleurs et surtout de ne pas y répondre dans le sens de leurs intérêts. Observez et analysez attentivement la méthode et les arguments employés par nos détracteurs sur la question libyenne, ce sont exactement les mêmes.

3- Libye

3.1- Les forces gouvernementales libyennes ont à nouveau bombardé lundi Misrata (ouest).

3.2- Les révolutionnaires libyens ont rejeté le plan de médiation de l'Union africaine (UA). «*L'initiative qui a été présentée aujourd'hui est dépassée. Le peuple réclame le départ de Kadhafi et de ses fils*», a déclaré Moustapha Abdeljalil, le chef du Conseil de transition (CNT) à l'issue de la réunion avec les représentants africains. «*Toute initiative ne tenant pas compte de cette demande n'est pas digne de considération*», a-t-il ajouté.

La foule rassemblée devant l'Hôtel Tibesti, lors de l'arrivée à Benghazi des chefs d'État de l'UA, manifestait dès le début de la rencontre la méfiance des insurgés à l'égard d'un plan dont le premier effet aurait été de permettre à Kadhafi de se maintenir au pouvoir, au moins pendant une période de transition. «*Médiation entre qui et qui? Entre un assassin et ses victimes?*», demande un manifestant. «*On ne négocie pas avec Kadhafi et sa famille*», disent les pancartes.

«*On ne négocie pas avec ce genre d'individus*», dit Moustapha Gheniani, l'un des porte-parole des révolutionnaires. «*On sait très bien que Kadhafi est prêt à signer n'importe quoi pour gagner du temps. Puis, lorsque la zone d'exclusion aérienne sera levée, il va faire deux choses. La première, ce sera d'aller tranquillement, et un par un, arrêter les responsables du soulèvement, et leur faire payer très cher leurs actes. La seconde sera de se venger des Occidentaux. Vous pouvez en être sûrs, c'est comme cela que fonctionne Kadhafi, c'est dans sa mentalité.*»

La délégation de l'Union africaine arrivait directement de Tripoli où, trop heureux de l'aubaine, Kadhafi avait aussitôt accepté la veille le cessez-le-feu et le plan de médiation. Pourquoi pas? Ayant manqué de peu d'être renversé par une révolte populaire qui avait gagné les rues de Tripoli après avoir soulevé tout l'est du pays, le colonel Kadhafi a montré qu'il était plus coriace qu'on ne l'aurait cru. Depuis l'intervention aérienne de l'Otan, n'importe quelle solution qui lui permettrait de rester au pouvoir serait pour lui une victoire.

L'Union africaine n'a pas très bonne presse, ces jours-ci, à Benghazi. «*Vous voyez cette image?*» dit Nasser al-Cheikh, un ingénieur rallié à la révolution, en montrant une coupure de 20 dinars libyens. Sur le billet, on voit Kadhafi en compagnie d'un groupe de chefs d'État arabes et africains. «*Cette image vous rappelle qu'il a acheté tous les chefs d'État de l'Union africaine. Tous ont reçu des valises de billets et en recevront d'autres encore pour l'avoir sauvé. Mais ce plan est un piège. Kadhafi a annoncé clairement dès ses premiers discours qu'il ne nous laissait qu'une alternative: soit je vous dirige, soit je vous tue.*»

«*Lui et sa famille n'ont aucune légitimité. Ils se sont emparés du pouvoir par la force et s'y sont maintenus par les mêmes moyens. Après ce qu'ils ont fait ces dernières semaines, ils n'ont aucun droit de rester au pouvoir dans ce pays*», dit le Dr Iman Bugaighis, l'un des porte-pa-role des révolutionnaires, qui vient de quitter son poste pour s'occuper de la «*société civile*».

Si la Ligue arabe n'a aucune sympathie pour Kadhafi, qui a personnellement insulté ou presque chaque chef d'État du monde arabe, l'Union afri-caine ne nourrit aucun grief particulier pour le généreux pétromonarque libyen. Ses valises de billets sont allées aider bien des dirigeants africains, alors qu'ils étaient dans l'opposition, ou en panne de liquidités. Ses congrès panafricains de Syrte, tous frais payés, étaient des réunions courues. Et ses tournées en Afrique subsaharienne des événements pittoresques.

Sur un continent où les dirigeants élus régulièrement ne sont pas majoritaires, on n'est pas non plus très favorable à ce que l'Occident s'arroge le droit de chasser par la force les autocrates qui ont cessé de plaire. Bref, que Kadhafi trouve une porte de sortie arrange beaucoup de monde. Sauf bien sûr les révolution-naires de Benghazi, qui savent très bien qu'ils ont tout à perdre dans des négociations léonines. Que Kadhafi se maintienne au pouvoir d'une façon ou d'une autre, et c'est la révolution qui échoue. Sans parler du risque de voir la répression s'abattre sur les régions rebelles dès que l'attention de la communauté internationale se sera détournée. (lefigaro.fr 11.04)

4- Yémen

L'opposition yéménite a rejeté lundi le plan de sortie de crise présenté la veille par les pays du Golfe, que le président Ali Abdallah Saleh a pour sa part accepté.

Ce plan mis au point dimanche à Ryad par les Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui réunit l'Arabie saoudite, le Koweït, Oman, Bahreïn, le Qatar et les Emirats arabes unis, prévoit un transfert des pouvoirs de Saleh à son vice-président Abd Rabbou Mansour Hadi et la création d'un nouveau gouvernement dirigé par l'opposition.

L'opposition a annoncé qu'elle rejetait ce plan, estimant qu'il garantissait au président l'immunité.

"*Qui serait assez fou pour offrir des garanties à un régime qui a tué des manifestants pacifiques ? Notre principale exigence est que Saleh quitte le pouvoir avant tout*", a dit l'un de ses porte-parole.

La présidence yéménite, pour sa part, a accepté le document.

"*La présidence accueille les efforts de nos frères du Conseil de coopération du Golfe visant à résoudre la crise actuelle au Yémen*", a-t-elle annoncé dans un communiqué. "*Il (Saleh) n'a aucune réserve sur une transition pacifique du pouvoir dans le cadre de la constitution.*"

Lundi, des milliers de personnes ont manifesté à Sanaa, la capitale, à Houdaïda, à Ibb et dans la province d'Hadramau, dans le sud-est du pays, pour dénoncer l'initiative du CCG, ont rapporté des témoins.

Le général Ali Mohsen, dont les unités ont pris la défense des manifestants et assurent leur protection à Sanaa, a fait savoir par son porte-parole qu'il acceptait, comme le président, le plan des Etats du Golfe. (Reuters 11.04)

5- Syrie

A Damas, la capitale syrienne, des centaines d'étudiants ont manifesté sur le campus de la faculté des sciences. Un militant pro-démocratie dit avoir reçu un SMS indiquant qu'un étudiant avait été tué par les forces de l'ordre qui encerclent la faculté dans le centre-ville, information qui n'a pu être vérifiée.

Au lendemain d'une fusillade au cours de laquelle au moins quatre manifestants anti-gouvernementaux ont été tués et plusieurs dizaines d'autres blessés, des soldats syriens sont entrés lundi dans la ville côtière de Banias (nord-ouest), ont raconté des témoins. Plusieurs milliers de personnes ont participé aux funérailles des quatre victimes de la veille.

"*Les 'chabbiha' sont descendus des montagnes voisines. Les habitants de Banias savent qu'il s'agit de voyous agissant sur ordre et que des divisions confessionnelles conduiraient à des destructions pour tout le monde*", a dit un défenseur des droits de l'homme, selon lequel des sunnites comme des alaouites ont participé aux dernières manifestations en faveur de changements démocratiques à Banias.

"*Les rues de la ville se sont vidées après ces meurtres. Les gens ont peur. Les chabbiha tirent de manière aveugle et on peut voir les impacts de balles sur les bâtiments*", a-t-il ajouté.

"*Banias est une ville de 50.000 personnes. Nous nous connaissons tous et nous le saurions s'il y avait des agents infiltrés*", a dit un professeur d'université.

Un autre militant des droits de l'homme a déclaré que les routes menant à Banias étaient bloquées.

"*Nous avons essayé de rejoindre Banias à partir de l'autoroute longeant la côte mais la police secrète bloquait la sortie principale et forçait les voitures à faire demi-tour. Les routes voisines étaient également bloquées*", a-t-il dit.

"*L'électricité est coupée depuis hier, les gens sont terrifiés*", a déclaré par téléphone à Reuters Anas al Choughri, l'un des organisateurs des manifestations. "*L'armée est déployée dans les rues et il y a des barrages dans tout le secteur.*" (Reuters et AP 11.04)

6- Tunisie.

Le secrétaire général de l'ancien parti au pouvoir en Tunisie, Mohamed Ghariani, a été arrêté et incarcéré lundi, a annoncé l'agence officielle TAP.

L'ancien patron du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) du président déchu Zine El Abidine Ben Ali a fait l'objet d'un mandat de dépôt émis par le juge d'instruction près le tribunal de première instance de Tunis, ajoute l'agence, qui ne précise pas les chefs d'accusation retenus contre l'inculpé.

Cette arrestation intervient au lendemain de celle d'un frère de l'ancien président tunisien, Slah Ben Ali, annoncée dans un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Ce dernier a été arrêté dimanche soir dans une maison à Sousse, à 150 km au sud-est de Tunis, par les unités de sécurité nationale, après trois mandats d'amener lancés contre lui. (AP 11.04)

7- Egypte

Quelques centaines de manifestants refusaient lundi de quitter la place Tahrir du Caire, malgré l'appel de l'armée à évacuer le haut lieu de la "révolution du Nil". Lire la suite l'article

Ces Egyptiens, des jeunes pour la plupart, affirment qu'ils ne partiront pas tant que le conseil militaire au pouvoir n'aura pas transmis les rênes du pays à un gouvernement civil ni procédé à la purge des dirigeants de l'ancien régime soupçonnés de corruption.

Ils bloquent les accès à la place avec du fil barbelé depuis vendredi, jour d'une des plus grandes manifestations depuis le départ il y a deux mois du président Hosni Moubarak, sorti dimanche de son silence.

L'armée reste à distance des contestataires depuis qu'elle a échoué vendredi soir à évacuer la place. Des militants des droits de l'homme l'accusent d'avoir fait, à cette occasion, un usage excessif de la force contre des manifestants pacifiques.

Rien ne laissait entrevoir une nouvelle intervention de l'armée égyptienne lundi matin. Une vingtaine de militaires ont demandé aux manifestants de quitter les lieux mais leur appel n'a pas été entendu.

"*Le défi, c'est d'occuper la place jusqu'à vendredi. L'opposition a prévenu qu'elle manifesterait place Tahrir ce vendredi donc nous ne sommes pas inquiets*", a dit Ismaïl Ahmed, un manifestant.

Les occupants attendent le renfort d'étudiants dans la journée mais s'inquiètent d'être infiltrés par des "voyous". (Reuters 11.04)

Social.

Inde

Près de 500.000 étudiants indiens se sont affrontés le week-end dernier pour 10.000 places à pourvoir au sein du réseau d'universités le plus prestigieux du pays, selon les chiffres publiés lundi qui soulignent la difficulté d'accéder à l'enseignement supérieur.

Selon les organisateurs, l'examen d'entrée aux Instituts indiens de technologie (IIT) a réuni 485.262 étudiants dont 113.926 filles, mais seuls environ 2% d'entre eux seront finalement reçus.

Les IIT, créés en 1950 et spécialisés dans les sciences, les technologies et l'ingéniérie, sont les universités de l'élite indienne.

Selon le gouvernement, l'Inde aura besoin d'ouvrir 1.000 universités supplémentaires d'ici 2020 pour répondre à la demande. Le taux de jeunes indiens poursuivant leurs études devraient passer de 12% à 30% d'ici 2020.

Le Premier ministre, Manmohan Singh, avait proposé l'an dernier un projet de loi permettant aux universités étrangères d'implanter des campus en Inde dans le cadre de l'ouverture du système éducatif indien aux facultés du monde entier. Le texte est encore soumis à l'approbation du parlement.

Près d'un Indien sur trois au sein de la population de 1,21 milliard d'habitants est âgé de moins de 14 ans. (20minutes.fr 11.04)

Syndicat.

Les syndicats CGT, CFDT, FSU, Solidaires et Unsa, qui avaient défilé ensemble le 1er mai 2010, appellent à de nouvelles manifestations unitaires lors de la prochaine Fête du Travail.

Les organisations entendent notamment exprimer leur soutien aux peuples arabes "*qui se soulèvent pour la dignité et la liberté*", et dénoncer "*les politiques imposées par les Etats membres de l'Union et les institutions européennes pour 'assainir' les dépenses publiques*".

"*En France, le 1er mai 2011 se déroule dans un contexte de crise économique et sociale qui creuse les inégalités et mine la cohésion sociale*", ajoutent les syndicats dans un communiqué.

Ils renouvellent leur appel à mettre fin au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, à privilégier des mesures en faveur des jeunes, à améliorer les salaires, les pensions et le pouvoir d'achat, et à lutter contre les discriminations visant les travailleurs migrants. (Reuters 11.04)

Haut de page

Le 13 avril

Je réfléchis à nouveau à alléger le contenu du site, l'actualisation quotidienne me prend trop de temps. Deux sujets de causerie.

Ce qui gêne le plus certains élus ou dirigeants qui quittent l'UMP, ce n'est pas la course de Sarkozy derrière le FN comme ils le prétendent (le sénateur Le Grand), mais l'absence de politique sociale qui est le résultat de la crise du capitalisme et qui va de paire avec l'absence de résultats sur le plan sécuritaire : la violence individuelle étant le produit du chômage, de la précarité et de la pauvreté, des inégalités grandissantes dans le pays dont l'Etat est responsable.

Bref, après avoir accentué la décomposition de tous les rapports dans la société, c'est la dégénérescence du régime qui est mise à nu et qu'ils ne supportent plus. Ils commencent par fouler aux pieds le peu de droits démocratiques dont disposait encore les travailleurs, jusque là ils n'y trouvent rien à redire, et pour affronter les conséquences inévitables qui en résultent sur le plan social, ils recourent à des lois de plus en plus liberticides ou répressives, après s'en être pris aux jeunes, aux chômeurs, aux handicapés, aux vieux travailleurs, aux retraités, etc. pour finir, ils désignent des boucs émissaires qui seraient responsables de cette situation les immigrés, les Roms, les sans-papiers, les étrangers en général.

Les travailleurs au chômage veulent profiter des allocations chômages jusqu'au bout ou du RSA sans travailler, quand ils ne bossent pas au noir, car ce sont des fainéants et des profiteurs qui refusent des emplois précaires, déqualifiés, payés avec un lance-pierres, parce qu'ils sont responsables du chômage et non les capitalistes ; les jeunes qui traînent les rues ou squattent les cages d'escaliers des HLM, qui s'emmerdent à longueur de temps, qui sont victimes de discriminations, brûlent des bagnoles ou agressent les forces de l'ordre, dealent, se droguent, picolent, volent ou se livrent à toutes sortes de trafics sont des fainéants, des voyous qui refusent d'entrer en apprentissage, en stage où ils seraient amenés à fournir le même travail qu'un salarié pour des clopinettes, pas les actionnaires du CAC 40 qui engrangent des milliards d'euros de profits en dormant ; les familles qui profitent indûment de certains droits sociaux pour simplement survivre, qui profitent des failles de l'administration pour récupérer ce que l'Etat ou les patrons leur ont volé, appartiennent à cette espèce de délinquants qu'il faut envoyer derrière les barreaux, pas les Servier, les Pasqua ou les Dumas ; les vieux travailleurs usés jusqu'à la corde parfois arrivé la cinquantaine et qui ont cotisé toute leur vie prétendent prendre leur retraite avant de devenir impotent, quelle prétention grotesque, encore des fainéants ; les mêmes prétendent aussi accéder aux soins dont ils ont absolument besoin et qui coûtent une fortune à la collectivité, qu'ils prennent donc sur eux-mêmes et changent de régime alimentaire au lieu de gaspiller les maigres ressources de la Sécu, pendant que les patrons que les patrons sont exonérés de charges sociales, etc.

Qu'est-ce que c'est que cette plèbe infâme qui prétend avoir des besoins, pire encore, des droits sociaux, qui revendique, se met en grève, manifeste, et puis quoi encore, qu'elle s'estime heureuse du sort que leur réserve l'impérialisme français qui dans son extrême bonté ne les laisse pas crever comme des chiens...

Travailleurs ou jeunes, jeunes ou vieux travailleurs, retraités, handicapés ou immigrés sans-papiers, pour l'UMP vous êtes tous des saloperies de parasites qui voulez ruiner notre pays, mettre à genou son économie, vous n'avez pas honte d'agir ainsi, vous ne savez pas quelle chance de vivre dans un tel pays... L'esclavage, les privations, les frustrations, les multiples souffrances que vous endurez et la dictature que nous vous imposons sont votre lot quotidien, il faut vous y faire, c'est la fatalité, c'est pour votre bien, c'est encore un moindre pire que le socialisme ou le communisme, même le PS et ses satellites l'affirment, les religions aussi, le capitalisme est indépassable, pour l'éternité.

Oui une véritable chape de plomb pèse sur le prolétariat et le mouvement ouvrier, un complot ourdi contre les travailleurs et jeunes par les représentants du capital et leurs valets qui parlent en leur nom et agissent pour le compte des exploiteurs.

Il est impossible d'aborder la moindre question sociale ou de société sans se positionner à partir des besoins de l'une ou l'autre classe en présence, or on constate que pratiquement aucun parti ou aucune formation politique ne prend on compte les besoins des exploités, au mieux quand ils y font référence c'est pour immédiatement en appeler aux PS et ses satellites qui eux se positionnent résolument dans le camp de la réaction, sur toutes les questions nationales ou internationales, du coup les travailleurs ont légitimement l'impression ou la conviction qu'il n'existe plus aucun parti politique dans ce pays pour représenter leurs intérêts, qu'ils sont tous de mèche pour leur faire suer eau et sang jusqu'à la dernière goutte.

Les écologistes soi-disant de gauche sont subordonnés au capitalisme et le revendique, le PS qui se dit socialiste défend des dictateurs en Afrique et exige que les travailleurs paient les dettes des banquiers, le PG et le Front de gauche qui se disent à la gauche du PS s'aligne sur l'UMP, le PS et l'ONU contre la révolution libyenne, refusent de rompre avec le capitalisme et l'UE, l'avant-garde de la classe ouvrière qui se dit socialiste prend la défense du nucléaire et des OGM notamment, etc. bref, après on s'étonne que travailleurs et jeunes vomissent littéralement la politique et tous les partis, mais ils ont raison en l'état actuel des choses.

Du coup, un certain nombre d'entre eux s'abstiennent de plus en plus souvent aux différentes élections, d'autres ou parfois les mêmes basculent ou lorgnent vers l'extrême droite ou se reconnaissent dans certaines idées xénophobes ou ouvertement racistes développées par l'UMP Guéant, Besson, Hortefeux, Sarkozy, etc. La page des faits divers et des crimes atroces ou crapuleux n'a jamais été aussi bien fournie que ces derniers temps. Certains quartiers sont devenus des Etats de non-droit où un climat de violence permanent s'est instauré avec la complicité de l'Etat et des différents partis institutionnels. Le fanatisme religieux et les sectes multiplient leur nombre d'adeptes qui perdent ainsi le peu d'indépendance d'esprit qu'il leur restait, ce sont des masses manipulables à souhait prêtes à se transformer en chaire à canon, à grossir les rangs du lumpenprolétariat. Les médias aux mains de multinationales de la désinformation, la plupart des artistes et des intellectuels qui ne peuvent pas s'en passer pour exister constituent de leur côté des relais utiles pour distiller la propagande du gouvernement ou plutôt de l'Etat. Ils disent parfois qu'ils ne sont rien sans leurs spectateurs, auditeurs ou lecteurs, pure flatterie à deux balles, ils ne sont rien avant tout sans les capitalistes et les banquiers qui produisent leurs spectacles, leurs émissions, leurs films, leurs disques ou leurs livres. On peut dire la même chose de la plupart des associations qui ont cru bon de se substituer aux partis ouvriers et qui sont en fait subventionnées par l'Etat. Que tout ce beau monde vienne à ruer dans les brancards et les robinets seront fermés ! Corruption ou faiblesse des esprits, crasse ignorance, lâcheté et hypocrisie en tous genres rythme la décadence de leur société pourrie.

Tenez, un dernier mot, dans un court métrage tourné au Québec, en voyant des images d'un élevage intensif de porcs, j'ai été pris du même malaise qu'en voyant Ayrault quelques minutes plus tôt, à ceci près que j'ai éprouvé de la pitié pour ces pauvres bêtes et une haine indescriptible envers ce mauvais acteur. Comment peut-on justifier d'infliger à des animaux de tels traitements ? Pour nourrir cette espèce qui chaque jour dans l'indifférence générale nous fait la démonstration de ses qualités si peu humaines. Heureusement qu'il y a encore des peuples qui se soulèvent pour nous rappeler que l'homme est appelé à connaître un grand destin, car en observant son comportement au quotidien on aurait plutôt tendance à en douter ou à l'oublier.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, dans les couloirs de l'Assemblée nationale j'ai vu Jean-Marc Ayrault (PS) apprêté comme un vieux beau du quartier Latin, maquillé semble-t-il comme un acteur de théâtre s'apprêtant à rentrer sur scène pour jouer un personnage mondain dans une pièce de boulevard, d'un air détaché et hautain comme à son habitude, entendre ce philistin au visage lisse et laiteux réaffirmer héroïquement que le PS avait totalement soutenu l'engagement de la France en Côte-d'Ivoire, ce sont ses termes. C'était renversant et tellement pitoyable à la fois que j'ai bien cru un instant sentir l'épaisse crème dégoulinant de ce masque cynique me tomber sur les pieds et souiller le sol de mon bureau, et dire qu'il y en a qui appellent au front unique avec cette pourriture, ne riez pas, pour les démasquer, alors qu'ils claironnent sur tous les toits que c'est leur état naturel, leur masque ne servant pas à camoufler leur imposture puisque ce n'est même pas nécessaire de leurs propres aveux, ils sont comme Narcisse qui a besoin d'un support qui lui renvoie son image pour se sentir exister, une marre ou un miroir, la crème de jour dont ils se parent les protège de toute déformation ou interprétation douteuse qui viendrait ternir leur image qui doit demeurer immuable à leurs yeux. (Au lieu de perdre mon temps à actualiser ce site, je ferais peut-être mieux de me lancer dans l'écriture...)

Le gang du Fouquet's a son candidat écolo : monsieur Hulot, pas celui de Tati hélas ! Un pur produit marketing fabriqué par les médias.

Il est engagé comme photoreporter de 1975 à 1979 par Göksin Sipahioglu, le célèbre fondateur de l'agence de presse Sipa.

Il est journaliste à France Inter de 1978 à 1987 et fait ses débuts à la télévision en 1980 dans une émission pour enfants «Les visiteurs du mercredi». Il rejoint ensuite TF1 comme animateur de l'émission «Ushuaïa, le magazine de l'extrême» sur TF1, qui devient «Ushuaïa Nature», dont il sera en 1998 l'animateur et le producteur et animateur. C'est aussi lui l'inspirateur de la nouvelle chaîne Ushuaïa TV lancée sur le câble en 2005 appartenant au groupe TF1.

La fondation Nicolas Hulot pour la nature et les hommes est sponsorisée par Bouygues, l'Oréal et notamment EDF, le producteur national d'électricité qui possède des centrales nucléaires. La SNCF a aussi participé au financement de son film Le naufrage du Titanic.Nicolas Hulot gagne 30.000 euros par mois à TF1.

(grand ami de Chirac et Sarjkozy) il est décrit comme «le Dominique Strauss-Kahn des écolos» (slate.fr 12.04)

Politique

1- France

1.1- Honte d'être Français quand on est expatrié ou exilé.

"*Je suis fier que la France ait participé à la défense de la démocratie en Afrique*", a déclaré mardi le Premier ministre François Fillon lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, au lendemain de l'arrestation de Laurent Gbagbo à Abidjan. (AP 12.04)

1.2- Grandes manoeuvres. L'UMP c'est fini, vive l'UMP !

Cinq jours après que ce dernier a annoncé son départ de l'UMP, l'ancien ministre de la Défense a reçu mardi le soutien unanime du bureau politique du Nouveau Centre (NC) pour la création d'une nouvelle confédération centriste avec les amis de Jean-Louis Borloo.

Les deux formations ont été rejointes depuis par l'Alliance centriste du sénateur Jean Arthuis et la Gauche moderne de l'ancien secrétaire d'Etat à la Justice Jean-Marie Bockel. (Reuters 12.04)

2- Libye

2.1- Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a estimé mardi que l'Otan ne jouait pas suffisamment son rôle en Libye.

"*Il faut que l'Otan joue pleinement son rôle. L'Otan a voulu prendre la direction militaire des opérations, nous l'avons accepté, elle doit jouer son rôle aujourd'hui, c'est-à-dire éviter que Kadhafi n'utilise des armes lourdes pour bombarder des populations*", a-t-il dit sur France Info.

Sur le front dans l'est du pays, l'artillerie de Kadhafi a bombardé mardi en milieu de journée l'entrée ouest d'Ajdabiah, sur la route de Benghazi.

Interrogé sur BFM-TV, Saïf al Islam, fils du dirigeant libyen, a jugé ridicule toute idée de départ de son père.

"*Le départ du Guide ne changera rien car le peuple libyen ne permettra pas à ces bandes terroristes de diriger la Libye*", a dit Saïf al Islam.

Amnesty International a accusé les troupes kadhafistes d'avoir commis des crimes de guerre. Des corps de combattants rebelles ont été découverts avec une balle dans la tête, les mains liées dans le dos. Les troupes de Kadhafi ont en outre délibérément attaqué des protestataires sans armes et des civils fuyant les combats, affirme l'ONG. (Reuters 12.04)

2.2- C'est l'histoire de Abdul Hakim Hasadi, un Libyen de 42 ans, monté au front contre le colonel Kadhafi depuis le début des soulèvements en Libye. Un «*homme râblé à la longue barbe noire*» (la barbe des islamistes... radicaux ! - Note du site), raconte le journaliste du Daily Beast en Libye. Abdul Hakim Hasadi est un combattant zélé aux commandes d'un groupe d'environ 200 combattants, à l'est du pays.

«*Lorsque les protestations débutèrent le 16 février, Hasadi a rejoint la foule, en espérant que le pays pourrait insuffler des changements à l'image de ceux qui s'opéraient en Tunisie ou en Egypte (…) Lorsque le régime envoya 500 hommes en renfort sur une base aérienne à 15 km de Darnah (…) Hasadi a réalisé que l'opposition aurait besoin d'une force de frappe organisée et efficace*», rapporte le Daily Beast. (tiens donc, il était inspiré au départ par les révolutions libyenne et égyptienne, un aveu ou un argument suspect ? - Note du site)

Il a alors mis sur pieds un camp d'entraînement dans sa ville d'origine, Darnah, réputée l'une des plus pieuses de tout le pays, rapporte le New York Times. Ici, les hommes étaient familiarisés au maniement de l'AK-47 pour qu'ils puissent ensuite être envoyés sur le terrain chaud de Benghazi. Abdul Hakim Hasadi a alors acquis une certaine réputation. (le New York Times qui ne tient pas ses informations de la CIA ou du Pentagone est très bien informé sur tout ce qui se passe et se trame jusque dans le moindre recoin du désert, évidemment on doit le croire sur parole. - Note du site)

Sufian Bin Qumu, ancien détennu de Guantanamo

Mais au travers de cette histoire individuelle, c'est plus largement celle du parcours et du «background» des rebelles que le Daily Beast met en lumière. Car Abdul Hakim Hasadi est un fervent pratiquant de l'islam rompu aux techniques de l'affrontement armé après un stage de cinq ans dans les camps d'entraînement d'al-Qaida, en Afghanistan. (Il y en a mais ils sont minoritaires, pas de quoi monter cela en épingle, tout dépend ce que l'on veut démontrer aux lecteurs, comment orienter leur jugement. - Note du site)

«*Les religieux ne sont pas nombreux parmi les rebelles, mais la présence d'hommes comme Hasadi ayant reçu une formation militaire dans les camps afghans pose la question du passé de ceux qui combattent le régime de Kadhafi*», souligne le Daily Beast. (Ils sont obligés de l'avouer, ils sont peu nombreux. - Note du site)

Un des camarades de Hasani, toujours selon le Daily Beast, n'est autre que Sufian Bin Qumu, un ancien détenu de Guantanamo. Il est aujourd'hui chargé du recrutement et de l'entraînement des volontaires, sous l'oeil de l'état-major américain. (Tiens donc ! Paraît-il que la CIA et Al-Qaida c'est du pareil au même, au fait qui a dit cela, un provocateur ou un illuminé ou il y aurait du vrai là-dedans ? - Note du site)

Dans un récent témoignage, le commandant des forces de l'Otan en Europe, James Stavridis, évoque d'ailleurs des «*soupçons*» quant à une probable présence de djihadistes parmi les combattants libyens, rapporte le Wall Street Journal. Des soupçons confirmés.

Ceux-là même que Kadhafi évoquait dans une allocution du 2 avril. Lors de cette prise de parole, il accusait l'organisation d'Oussama Ben Laden –al-Qaida– d'avoir donner des drogues hallucinogènes aux jeunes manifestants libyens, accusant également de «*petites cellules dormantes d'al-Qaida*» d'avoir déclenché les soulèvements. (Nous y voilà, le brave colonel-dictateur ne dit pas que des conneries. N'était-ce pas pour cette raison en grande partie fabriquée que l'impérialisme américain soutenait Kadhafi il y a peu de temps encore - Note du site)

Sohaib Mahmoud, professeur d'étude islamique à l'université Ghar Younis de Benghazi et spécialiste des mouvements islamistes en Libye explique que les religieux «*rejoindront probablement le parcours des groupes modérés de la région tels que les frères musulmans en Egypte*». (Slate.fr 12.04)

3- Tunisie

3.1- Pendant les troubles qui ont précédé la chute de son régime le 14 janvier dernier, l'ex-président tunisien Zine El Abidine Ben Ali aurait donné des ordres de bombarder la cité Ezzouhour, dans la ville de Kasserine (centre-ouest), pour mâter la révolte populaire.

C'est ce qu'a révélé mardi le président de la commission d'investigation sur les violations et les abus commis pendant cette période, Me Taoufik Bouderbala, lors d'une conférence de presse. (AP 12.04)

3.2- La purge visant les figures de l'ancien régime tunisien balayé par la "*Révolution de jasmin*" a enregistré un coup d'accélérateur après l'adoption lundi soir d'un décret-loi relatif à l'élection de l'assemblée constituante prévue le 24 juillet prochain.

La principale tâche de ce corps consistera essentiellement à élaborer une nouvelle Constitution devant remplacer l'actuelle loi suprême plusieurs fois amendée "*sur mesure*" par l'ex-président Zine el-Abidine ben Ali.

Intervenant après l'incarcération de plusieurs hauts responsables et les poursuites judiciaires engagées pour "*corruption*" contre les proches de Ben Ali et de son épouse Leïla Trabelsi, ce décret a été adopté au terme d'un débat parfois houleux, à la majorité des 155 membres de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique.

Cette commission "*indépendante*" présidée par le juriste Yadh ben Achour a été mise en place au lendemain de la chute du régime Ben Ali. Elle doit proposer de nouveaux textes législatifs devant régir la vie politique et baliser la voie à ce scrutin que les responsables du gouvernement transitoire et les acteurs de la scène politique ambitionnent d'en faire "*le premier réellement libre, honnête et transparent dans l'histoire de la Tunisie*".

En vertu de ce décret-loi qui doit être promulgué par le président par intérim Fouad Mébazzaâ, toutes les personnes ayant occupé, durant les 23 dernières années, soit durant l'ère Ben Ali, des postes de responsabilité au sein du gouvernement ou des structures de l'ex-parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), sont désormais interdites de candidature à la future constituante. Sont également déclarés inéligibles ceux ayant appuyé le président déchu pour la présidentielle initialement prévue en 2014.

Autre point fort du décret-loi, l'exigence de la parité homme-femme parmi les candidats. Comme certains autres membres de la Haute instance, la juriste Zouhour Kourda y a mis néanmoins des réserves. Elle considère que cette condition risque de pénaliser les partis politiques qui ne disposent pas d'un effectif féminin suffisant et pourraient, le cas échéant, être astreints à "faire du remplissage" en faisant appel à des "*candidates de décor*".

Quant au mode électoral convenu, l'instance s'est prononcée pour un scrutin à la proportionnelle, qui rompt avec le mode de listes majoritaires prévalant auparavant et qui favorisait le puissant ex-parti au pouvoir. Le nouveau mode de scrutin bénéficiera donc aux petits partis, dont la plupart des plus de 50 formations que compte le nouveau paysage politique tunisien. (AP 12.04)

4- Egypte

Des soldats et des policiers égyptiens sont intervenus mardi sur la place Tahrir, dans le centre du Caire, pour en évacuer les manifestants qui l'occupaient depuis cinq jours en réclamant un gouvernement civil et un jugement rapide de responsables du régime précédent. (Reuters 12.04)

5- Syrie

Les forces de l'ordre ont ouvert le feu, mardi 12 avril, à Baïda, un village proche de la ville de Banias, dans le nord-ouest de la

Syrie, encerclée par l'armée depuis trois jours et complètement coupée de l'extérieur, après des affrontements meurtriers au cours du week-end.

"*Il y a une pluie de tirs, deux personnes au moins ont été blessées*", a affirmé à l'AFP un témoin. "*Les forces de sécurité ont pénétré dans le village et mènent des perquisitions dans les maisons*", a-t-il ajouté. Un militant des droits de l'homme a ajouté que tous les jeunes hommes de Baïda étaient extraits manu militari des maisons avant d'être arrêtés. "*L'objectif de l'attaque est probablement l'arrestation de Anas Al-Chouhri*", l'un des chefs de file du mouvement de contestation, a indiqué un militant des droits de l'homme. (lemonde.fr 12.04)

6- Yémen

Plusieurs dizaines de milliers de Yéménites ont manifesté mardi dans les principales villes du pays pour protester contre la proposition du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui accorderait l'immunité au président Ali Abdullah Saleh en échange de son départ.

"*L'initiative ne mentionne pas clairement le départ immédiat du chef du régime et n'évoque pas le sort de ses parents qui sont aux commandes d'organismes militaires et sécuritaires qui continuent à tuer des manifestants pacifiques*", a déclaré dans un communiqué l'"*Alliance civile de la révolution de la jeunesse*", une coalition anti-gouvernementale qui regroupe une trentaine de mouvements de jeunes.

Selon cette coalition, les propositions du CCG visent à faire échouer la révolution pacifique.

Les manifestants ont brandi mardi des banderoles indiquant qu'"*après avoir fait couler le sang, Saleh doit être jugé*". Plusieurs centaines de militaires et d'officiers de sécurité en uniforme, qui ont pris fait et cause pour les manifestants, ont participé au mouvement. (AP 12.04)

7- Algérie

La marche de milliers d'étudiants, mardi 12 avril, dans les rues d'Alger, a '*tourné au bain de sang*'. Selon un journaliste d'El-Watan présent sur place, l'intervention des forces de l'ordre pour disperser la manifestation aurait fait une cinquantaine de blessés chez les étudiants, tandis que d'autres ont été arrêtés. '*Les forces de sécurité ont usé de la matraque jusqu'à mettre en danger la vie de plusieurs étudiants qui se sont retrouvés avec de graves blessures à la tête,*' raconte le journaliste. Entre 2 000 et 3 000 étudiants protestaient dans la capitale, où les manifestations de rue sont interdites, contre un nouveau système de délivrance des diplômes et le mauvais fonctionnement de l'université. Lire la suite l'article

Freinés dans leur progression vers la résidence du président Bouteflika, les étudiants ont dû se replier vers la place de la Grande Poste, point de départ du rassemblement dans la matinée. Plus tôt dans la journée, ils avaient en vain forcé plusieurs cordons de policiers déployés dans le centre de la capitale. Venus de plusieurs wilayas du pays (départements), ils s'étaient dirigés vers le palais du gouvernement, où se trouve le premier ministre, mais toutes les ruelles y conduisant avaient été bloquées par un impressionnant dispositif policier.

Les manifestants scandaient des slogans anti-pouvoir, notamment 'y en a marre du ministère, y en a marre de la misère' ou encore '*Harroubia [ministre de l'enseignement supérieur], dégage !*" (LeMonde.fr avec AFP 12.04)

Social

1- France

1.1- La dictature du CAC 40, suite.

Interrogé dans l'édition de mardi du Parisien pour savoir si un super à deux euros le litre était inéluctable, le PDG de Total, Christophe de Margerie a répondu: "*Cela ne fait aucun doute*". (Reuters 12.04)

1.2- Les vrais profiteurs sont les salauds de chômeurs.

Laurent Wauquiez (UMP) a annoncé mardi 12 avril dans Le Figaro le dépôt prochain par des parlementaires de son groupe, '*la droite sociale*', d'une proposition de loi permettant d'expérimenter un RSA accompagné d'une contrepartie.

Ce texte prévoirait '*qu'en contrepartie du RSA [revenu de solidarité active] soit expérimentée dans des départements la possibilité de demander chaque semaine 5 heures de service social : accueil dans les services publics, nettoyage des rivières, surveillance aux abords des écoles...*', a expliqué le ministre des affaires européennes.

Laurent Wauquiez justifie ce principe 'donnant-donnant' dans Le Figaro : '*N'ayons pas la contrepartie honteuse. On ne peut pas donner le sentiment que les gens peuvent tirer des traites sur l'argent public sans un minimum de coresponsabilité*'. (LeMonde.fr 12.04)

Ils vont rétablir le STO, mais dans chaque pays, il y a Cayenne aussi... Je sens que ceux qui se réclament de la Révolution française de 1789 après avoir abandonné la révolution d'Octobre, vont bientôt en appeler à Spartacus !

1.3- Consensus des maquereaux-racketteurs à l'Assemblée nationale, suite.

Prenant l'exemple de la Suède, des députés proposent de créer un délit pour réprimer le recours à la prostitution. Avec un tel délit, les clients des prostituées pourraient être sanctionnés de six mois de prison et d'une amende de 3 000 euros, dans un rapport parlementaire qui sera publié mercredi 13 avril.

Selon la présidente de la mission d'information, la députée (PS) Danielle Bousquet, le rapport devrait déboucher sur une proposition de loi UMP-PS. (lemonde.fr 12.04)

Jusqu'à présent la prostitution n'était pas un délit en France. On peut donc parler de la criminalisation de la prostitution, une nouvelle loi liberticide et répressive, une de plus.

2- UE

Le commissaire européen à la fiscalité, Algirdas emeta, a annoncé lundi un projet de directive européenne qui va mettre en place une taxe carbone minimum dans les 27 pays de l'UE.

Semblable dans son fonctionnement à la TVA, cette taxe doit, si elle est votée, entrer en vigueur le 1er janvier 2013: chaque Français la paiera un peu à chaque achat.

La taxe sera essentiellement visible sur les prix à la pompe. L'électricité, comme les autres énergies, serait taxée. Le charbon qui produit beaucoup de CO2 par rapport à l'énergie qu'il produit serait beaucoup plus taxé.

La commission doit proposer mercredi un document afin de permettre aux 27 de discuter du projet. Mais des pays comme le Royaume-Uni ou l'Irlande y sont d'ores et déjà opposés. (20minutes.fr 12.04)

Economie

France.

«*La France doit rompre définitivement avec la dérive des comptes publics afin d'éviter que la stabilité macroéconomique ne soit menacée.*» L'étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), présentée lundi, livre un verdict sans appel: Paris n'a plus le choix, c'est désormais une question d'équilibre et de crédibilité.

L'OCDE livre sa propre recette: l'effort de réduction du déficit devra porter en priorité sur les dépenses, «*en rendant les administrations publiques plus efficaces et en maîtrisant mieux les dépenses liées au vieillissement*». Côté recettes, il faut continuer d'élaguer les «*niches*» fiscales et sociales inefficaces et «*envisager de relever les impôts les moins nocifs, notamment les taxes sur les externalités environnementales, la propriété et la TVA*», préconise le rapport. Lequel précise que les taux réduits de TVA pour les biens et services (restauration, bâtiment…) ont un coût avoisinant 15 à 20 milliards et qu'il serait bienvenu de les relever.

Pour éviter toute dérive budgétaire, l'OCDE recommande d'inscrire une «*règle d'or*» dans la Constitution - une règle sur laquelle le gouvernement travaille actuellement, mais qui a peu de chance de voir le jour dans la mesure où toute modification constitutionnelle nécessite une adhésion du Parlement aux trois cinquièmes.

Par ailleurs, l'Organisation recommande d'améliorer le fonctionnement du marché du logement mais aussi de poursuivre la réforme du marché du travail «*dans un pays qui souffre d'un fort déficit d'emplois pour les moins de 25 et les plus de 55 ans*». Ces tranches d'âge accusent un déficit de 1,5 million d'emplois par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE. Une amélioration sur ce front «*soulagerait grandement les finances publiques, renforcerait la cohésion sociale et le niveau de vie*», plaide l'organisation.

Elle préconise notamment de «*continuer à s'inspirer de l'expérience danoise de flexicurité*» - des prestations chômage généreuses et un accès renforcé à la formation et à l'aide à la recherche d'emploi, en échange d'une protection de l'emploi limitée et d'une obligation stricte à accepter des offres valables d'emploi. (lefigaro.fr 11.04)

Ben voilà, quand le gouvernement actuel ou le prochain appliquera les recommandations de l'OCDE, il y en aura encore pour déclarer : c'est un coup de l'OCDE, du FMI, de l'UE, de la Banque mondiale, de Washington, de Wall Steet, de la Fed, etc, entendez par là, le gouvernement est pris au piège le malheureux, que le gouvernement soit dirigé par l'UMP ou le PS notez bien, autrement dit c'est une façon comme un autre de le soutenir et de colporter des illusions à la fois dans l'UMP et dans le PS... Discrètement, l'air de rien, et le pire c'est que ça marche à merveille, leurs militants n'y voient que du feu et approuvent ! C'est à se demander parfois si le mouvement ouvrier mérite bien son nom, tellement il est subordonné au capital, non ?

Haut de page

Le 14 avril

"*Travailler plus pour gagner plus*", et c'est reparti !

Tom Pouce y croit tellement qu'il a cru bon d'affimer devant les députés de l'UMP à propos de son hypothétique réélection en 2012 : «*La situation, je la sens bien*», l'immense majorité des travailleurs beuacoup moins, en tout cas pas dans le sens où il l'entend !

Maintenant, qu'est-ce qui permet à Sarkozy de jouer les pères fouettards des patrons qui s'engraissent sur le dos des travailleurs dont certains peuvent à peine survivre avec leur salaire ?

Comment comprendre que les syndicats avancent des revendications salariales misérables entre 3 et 5%, 5% exceptionnellement, tandis que Baroin évoque une prime de "*1.000 euros minimum*", qui certes n'est pas une augmentation de salaire ?

Comment comprendre que les partis ouvriers et les syndicats n'osent même pas avancer la revendication du Smic ou de la retraite minimum à 1.600 euros net par mois, en dehors peut-être accessoirement du NPA ? Ne parlons pas du PS qui se situe ouvertement dans le camp de la réaction.

En même temps, ne nous y trompons pas, selon "*un rapport de l'INSEE, à peine la moitié des grandes entreprises (plus de 5000 salariés) rémunère ses actionnaires. Et seule une PME sur six verse des dividendes, alors que c'est là que travaillent les trois-quarts des actifs*" (liberation.fr 13.04). Sarkozy ne veut pas se couper de l'aristocratie ouvrière dont les voix sont nécessaires pour assurer la stabilité du régime, indispensables aux syndicats qui le soutiennent pour assurer leur propre stabilité politique.

Mais il prend là un gros risque, car de nombreux travailleurs peuvent interpréter cette dernière sortie du ministre du Budget comme une reconnaissance de la légitimité de leurs revendications salariales et les conduire à lever les hésitations qui jusqu'à présent les avaient retenues de ce mobiliser : si on a le feu vert du chef de l'Etat pour réclamer des augmentations de salaires, alors allons-y ! Ils peuvent l'interpréter comme un soutien à leurs revendications salariales.

Sarkozy joue là exactement sur le même registre que l'extrême droite qui fustige les capitalistes qui se goinffrent pendant que les ouvriers pleurent misère ou hurlent aux inégalités, tout cela pour recueillir leur voix et demeurer au pouvoir uniquement. Hitler et son parti encore minoritaire en Allemagne au début des années 30 tiendra le même discours face aux réformistes et aux staliniens qui refuseront de s'attaquer résolument au capitalisme, offrant ainsi un boulevard aux nazis auxquels pour ainsi dire ils remettront le pouvoir et fraieront la voie à la seconde guerre mondiale.

A propos de la question libyenne.

En toile de fond, la Libye est le théâtre d'une guerre inter-impérialistes qui ne veut pas dire son nom et dont le peuple libyen constitue la chaire à canon. Elle est le point culminant à ce jour de la concurrence acharnée que se livrent les différents Etats impérialistes pour contrôler les ressources de la planète afin de conserver leur place sur le marché mondial ou s'accaparer les matières premières dont ils ont impérativement besoin pour assurer leur développement.

D'un côté, les intérêts des impérialismes russe, chinois et indien coïncident avec le maintien au pouvoir de Kadhafi, et de l'autre, les intérêts des impérialismes français, britannique, italien, allemand et américain coïncident avec sa chute et l'arrivée au pouvoir des représentants du Conseil national de transition (CNT) installé à Benghazi.

Concrètement, en faisant régner un régime de terreur, le dictateur Kadhafi peut s'appuyer sur la population qu'il a prise en otage dans son fief à l'ouest de la Libye, tandis que le CNT se livre à un chantage sur les masses révolutionnaires inorganisées qui demeurent malgré tout mobilisées à l'est du pays, dans les deux cas on aura compris que ce sont les intérêts de l'ensemble du peuple libyen qui risquent d'être sacrifiés inutilement.

Ironie du sort, avant-hier le CNT a chargé un premier tanker de pétrole avec l'aide du Quatar à destination... de la Chine, comme quoi les choses sont plus compliquées qu'on nous les présente.

Pour ne pas être accusés de soutenir Kadhafi et les impérialismes dont ils représentent les intérêts, les opposants forcenés au bombardement de son artillerie vont jusqu'à éviter soigneusement de prononcer son nom à l'heure qu'il est (1 fois en passant page 7 IO n°144) pour ne pas à avoir à évoquer la terreur policière qu'il fait régner dans les villes qu'il contrôle, par contre ils sont particulièrement en verve pour rappeler son alliance passée avec les impérialistes qui le combattent aujourd'hui, vous pouvez le vérifier facilement.

De la même manière, ceux qui sont prolixes pour décrire sous un angle peu avantageux les principaux dirigeants du CNT, à juste titre d'ailleurs, se montrent particulièrement silencieux sur la féroce répression avec laquelle Kadhafi avait réprimé les précédentes tentatives de soulèvements contre son régime et qui s'étaient soldés par plus de 1000 morts, dont la plupart étaient des travailleurs et des jeunes et non des agents à la solde de Paris ou Washington.

Quand ils évoquent à longueur de colonnes le passé peu glorieux au côté de Kadhafi et les intentions douteuses des dirigeants du CNT, on a envie de dire aux dirigeants du POI qui comptent dans les instances dirigeantes de leur parti d'ex-responsables ou élus ou militants qui sont restés de longues décennies au PS, à soutenir sa politique et ses dirigeants, qui n'étaient pas sans savoir le rôle infâme qu'a joué le PS depuis un certain 4 août 1914, son implication sanglante dans les deux guerres mondiales, dans la guerre d'Algérie et d'Indochine, sa trahison constante de la classe ouvrière, etc. qu'ils feraient mieux de se taire parfois, car leurs arguments pourraient se retourner contre eux, surtout quand ces responsables du POI rappellent régulièrement qu'ils n'ont pas rompus avec l'idéologie qu'ils soutenaient quand ils étaient au PS, notamment leur rejet de la révolution... Pour notre part, nous ne reprochons pas à ces militants du POI leur passage par tel ou tel parti ni ne préjugeons de leurs intentions, nous les jugeons à leurs déclarations, leurs actes ou leurs engagements présents seulement.

Les discours qui consistent sciemment à réduire ou à identifier la révolution libyenne au CNT, font volontairement l'impasse sur les intérêts fondamentaux du prolétariat libyen qui n'ont rien à voir avec Kadhafi ou le CNT, pour ainsi dire, ils font passer à la trappe la révolution libyenne sous prétexte qu'une coalition impérialiste soutiendrait un des deux belligérants, sans évidemment jamais abordé la question du sort des travailleurs et des jeunes engagés dans cette révolution, ni celui du peuple libyen si Kadhafi se maintenait au pouvoir, pour leurs auteurs, le sort du peuple libyen est déjà réglé, il doit demeurer sous le joug du dictateur et il faut laisser ses opposants se faire massacrer par le tyran de Tripoli. Ils ne leur demandent d'ailleurs pas leur avis, ils ont décidé une fois pour toute qu'il devait en être ainsi.

Pour notre part, nous n'avons pas à prendre position pour l'une ou l'autre coalition impérialiste représentée par Kadhafi ou le CNT, soutenir les bombardements de l'artillerie de Kadhafi signifierait que les travailleurs libyens sont en droit d'attendre quelques choses des impérialistes fançais, britannique, américain, etc. et s'y opposer signifierait qu'ils sont en droit d'attendre des jours meilleurs sous le règne du dictateur soutenu par Moscou, Pékin et Delhi.

Nous nous rangeons derrière le prolétariat révolutionnaire libyen qui entend poursuivre le combat par tous les moyens à sa disposition jusqu'à la chute du dictateur, sachant qu'il a pris le risque de voir sa révolution confisquée, et nous osons défendre cette position en nous appuyant sur l'hypothèse ou la perspective, qu'à l'instar des prolétariats tunisiens et égyptiens, il trouvera les moyens pour renverser un à un les obstacles que les dirigeants du CNT et l'impérialiste dresseront sur son chemin pour le privé des droits politiques et sociaux pour lesquels il combat et s'est soulevé.

Nous ne suivrons pas les donneurs de leçons qui l'appellent à cesser le combat, à déposer les armes, à se rendre, à se livrer à leur bourreau qui exterminera minuitieusement tous ceux qui ont osé braver son régime dictatorial.

Les prolétariats français, libyen ou des autres pays impérialistes qui sont indirectement partie prenante de cette guerre inter-impérialiste n'ont absolument aucun intérêt à voir triompher le camp de l'une ou l'autre coalition impérialiste. Par contre, aucun d'entre eux et le prolétariat mondial n'ont aucun intérêt à ce que la révolution libyenne se termine par un bain de sang sous la botte du dictateur Kadhafi, ce serait une nouvelle défaite pour le prolétariat mondial, qui servirait d'exemple et encouragerait d'autres dictateurs à recourir de la répression sanglante pour mâter férocement les soulèvements en cours dans leur propre pays.

On ne sait que trop bien quelles en seraient les terribles conséquences pour la classe ouvrière et son combat dans ces pays-là : des longues années supplémentaires de dictature, si ce n'est des décennies, une fois l'opposition à ces dictatures décapitée. Les prolétariats espagnol et chilien qui sont passés par là peuvent en témoigner, et à ce jour ils ne s'en sont toujours pas remis, puisque l'avant-garde révolutionnaire est quasi inexistante dans ces pays. Cette situation prévaut également dans tous les pays en Afrique soumis à des dictatures depuis de longues décennies. On pourrait ajouter la Russie et tous les pays de l'ex-URSS ou encore ses ex-satellites des pays de l'Est ou l'opposition est moribonde, demain la Chine qui vit sous une dictature depuis 1949.

Pour l'heure, nous privilégions le sort du prolétariat libyen aux manoeuvres et aux intérêts des différents impérialistes impliqués directement ou indirectement dans cette guerre, sachant que quelle que soit l'issue de la révolution libyenne, les différents impérialistes continueront leur guerre sous une forme ou une autre sans demander l'avis d'aucun peuple, et de notre côté nous continuerons la lutte de classe pour les abattre tous.

Le meilleur moyen d'aider le prolétariat libyen sans donner l'impression que l'on soutiendrait Sarkozy, c'est de continuer le combat à la fois pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République et avec toutes les formes d'opportunismes. C'est d'expliquer aux travailleurs français (et libyens) qu'ils n'ont absolument rien à attendre de bon de Sarkozy, qu'il faut le chasser du pouvoir, pas en 2012, mais tout de suite. La bataille contre sa réforme constitutionnelle pour l'abrogation de la Constitution, et non pour la conserver en l'état, incarne aujourd'hui ce combat en France. Le combat pour refonder la société sur les bases du socialisme.

Pour compléter cet article, je vous propose un extrait de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* Lénine. Il traite justement de la question du pétrole et des monopoles :

- "L'industrie du pétrole fournit un exemple édifiant d'une tentative de repartage de ce genre, de lutte pour ce nouveau partage.

Le marché mondial du pétrole, écrivait en 1905 Jeidels, est aujourd'hui encore, partagé entre deux grands groupes financiers : la "Standard Oil Cie." de Rockefeller et les maîtres du pétrole russe de Bakou, Rothschild et Nobel. Les deux groupes sont étroitement liés, mais, depuis, plusieurs années, leur monopole est menacé par cinq ennemis " : 1) l'épuisement des ressources pétrolières américaines; 2) la concurrence de la firme Mantachev de Bakou; 3) les sources de pétrole d'Autriche et 4) celles de Roumanie; 5) les sources de pétrole d'outre-Océan, notamment dans les colonies hollandaises (les firmes richissimes Samuel et Shell, liées également au capital anglais). Les trois derniers groupes d'entreprises sont liées aux grandes banques allemandes, la puissante "Deutsche Bank" en tête. Ces banques ont développé systématiquement et de façon autonome l'industrie du pétrole, par exemple en Roumanie, pour avoir "leur propre" point d'appui. En 1907, la somme des capitaux étrangers investis dans l'industrie roumaine du pétrole se montait à 185 millions de francs, dont 74 millions de provenance allemande.

On vit alors débuter ce qu'on appelle, dans la littérature économique, une lutte pour le "partage du monde". D'une part, la "Standard Oil" de Rockefeller, voulant tout avoir, fonda en Hollande même une société filiale, accaparant les sources pétrolifères des Indes néerlandaises et cherchant ainsi à atteindre son ennemi principal, le trust hollando-britannique de la "Shell". De leur côté, la "Deutsche Bank" et les autres banques berlinoises cherchèrent à "garder" la Roumanie et à l'associer à la Russie contre Rockefeller. Ce dernier disposait de capitaux infiniment supérieurs et d'une excellente organisation pour le transport du pétrole et sa livraison aux consommateurs. La lutte devait se terminer, et elle se termina effectivement en 1907, par la défaite totale de la "Deutsche Bank", qui se trouva placée devant l'alternative de liquider ses "intérêts pétroliers" en perdant des millions, ou de se soumettre. C'est cette dernière solution qui l'emporta; il fut conclu avec la "Standard Oil" un contrat fort désavantageux pour la "Deutsche Bank" par lequel cette dernière s'engageait à "ne rien entreprendre qui pût nuire aux intérêts américains"; toutefois, une clause prévoyait l'annulation du contrat au cas où l'Allemagne introduirait, par voie législative, le monopole d'Etat sur le pétrole.

Alors commence la "comédie du pétrole". Un des rois de la finance allemande, von Gwinner, directeur de la "Deutsche Bank", déclenche par l'intermédiaire de son secrétaire privé Stauss, une campagne pour le monopole des pétroles. L'appareil formidable de la grande banque berlinoise, avec ses vastes "relations", est mis en branle; la presse, délirante, déborde de clameurs "patriotiques" contre le "joug" du trust américain et, le 15 mars 1911, le Reichstag adopte, presque à l'unanimité, une motion invitant le gouvernement à présenter un projet de monopole pour le pétrole. Le gouvernement se saisit de cette idée "populaire", et la "Deutsche Bank", qui voulait duper son associé américain et améliorer sa situation à l'aide du monopole d'Etat, paraissait gagner la partie. Déjà les magnats allemands du pétrole escomptaient des bénéfices fabuleux, qui devaient ne le céder en rien à ceux des sucriers russes... Mais, premièrement, les grandes banques allemandes se brouillèrent au sujet du partage du butin, et la "Disconto-Gesellschaft" dévoila les visées intéressées de la "Deutsche Bank"; ensuite, le gouvernement eut peur à l'idée d'engager la lutte avec Rockefeller, car il était fort douteux que l'Allemagne pût réussir à se procurer du pétrole en dehors de ce dernier (la production roumaine étant peu importante). Enfin (1913) le crédit d'un milliard destiné aux préparatifs de guerre de l'Allemagne fut accordé et le projet de monopole se trouva reporté. La "Standard Oil" de Rockefeller sortait momentanément victorieuse de la lutte.

La revue berlinoise Die Bank disait à ce propos que l'Allemagne ne pourrait combattre la "Standard Oil" qu'en instituant le monopole du courant électrique et en transformant la force hydraulique en électricité à bon marché. Mais, ajoutait l'auteur de l'article, "le monopole de l'électricité viendra au moment où les producteurs en auront besoin, c'est-à-dire quand l'industrie électrique sera au seuil d'une nouvelle grande faillite; quand les gigantesques centrales électriques si coûteuses, construites partout aujourd'hui par les "consortiums" privés de l'industrie électrique et pour lesquelles ces "consortiums" se voient dès maintenant attribuer certains monopoles par les villes, les Etats, etc., ne pourront plus travailler dans des conditions profitables. Dès lors il faudra avoir recours aux forces hydrauliques. Mais on ne pourra pas les transformer aux frais de l'Etat en électricité à bon marché; il faudra une fois de plus les remettre à un "monopole privé contrôlé par l'Etat", l'industrie privée ayant déjà conclu une série de marchés et s'étant réservé d'importants privilèges... Il en fut ainsi du monopole des potasses; il en est ainsi de celui du pétrole; il en sera de même du monopole de l'électricité. Nos socialistes d'Etat, qui se laissent aveugler par de beaux principes, devraient enfin comprendre qu'en Allemagne les monopoles n'ont jamais eu pour but ni pour résultat d'avantager les consommateurs, ou même de laisser à l'Etat une partie des bénéfices de l'entreprise, mais qu'ils ont toujours servi à assainir, aux frais de l'Etat, l'industrie privée dont la faillite est imminente ".

Le texte intégral est disponible dans le site à la page *Défense du marxisme*.

Politique.

1- France

La présidente du Front national, Marine Le Pen, a jugé mercredi le projet de l'écologiste Nicolas Hulot compatible avec celui de son propre parti.

Pour la dirigeante d'extrême droite, le Pacte écologique élaboré par l'animateur de télévision, désormais en lice pour l'élection présidentielle de 2012, est beaucoup plus proche du FN que d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV). (Reuters 13.04)

2- Italie

La Chambre italienne des députés a voté mercredi une loi réduisant les délais de prescription judiciaire, mesure qui, si elle est adoptée par le Sénat, aura pour effet d'éviter au président du Conseil Silvio Berlusconi un procès pour subornation de témoin.

Il aurait pour effet d'abréger de huit mois le procès Mills, du nom de l'avocat britannique David Mills auquel le Cavaliere est accusé d'avoir donné 600.000 dollars en échange d'un faux témoignage. Berlusconi s'en défend, mais il est désormais improbable qu'un verdict puisse intervenir avant que l'action soit éteinte. (Reuters 13.04)

3- Libye

3.1- La pression doit être maintenue sur Mouammar Kadhafi pour qu'il quitte le pouvoir et il faut fournir une aide matérielle aux rebelles qui se battent contre lui depuis deux mois, ont estimé mercredi les ministres des Affaires étrangères du "*groupe de contact*" sur la Libye.

"*Kadhafi et son régime ont perdu toute légitimité et il doit quitter le pouvoir pour permettre au peuple libyen de décider seul de son avenir*", dit un communiqué final au ton très ferme dont Reuters s'est procuré une copie.

Ce communiqué, qui marque un succès pour la France et la Grande-Bretagne, souligne que le CNT, "*par contraste avec le régime actuel, est un interlocuteur légitime, représentant les aspirations du peuple libyen.*"

Les membres du groupe se sont aussi entendus avec les représentants du CNT pour réfléchir à la mise en place d'un "*mécanisme de financement temporaire*" pour aider les rebelles à administrer la région orientale qu'ils contrôlent.

Le groupe préconise un règlement politique devant être déterminé par le peuple libyen, l'arrêt des attaques visant des civils et le retrait forces gouvernementales des villes qu'elles occupaient ou assiégeaient, notamment Misrata dans l'Ouest.

Il compte apporter un "*appui matériel*" aux insurgés. Le texte ne donne pas de précisions, mais des diplomates estiment que certains pays pourraient interpréter cette formule comme la fourniture d'armes, objet d'une requête centrale des rebelles.

Le Premier ministre du Qatar, Hamad bin Djassim al Sani, a déclaré à la presse que l'appui matériel pouvait répondre à "*tous les autres besoins, matériels de défense compris*". Le Qatar est un actif partisan arabe du soulèvement libyen.

De leur côté, en Libye, les rebelles ont indiqué qu'ils souhaiteraient exporter davantage de pétrole pour financer des approvisionnements en vivres et en médicaments.

"*Nous faisons face à une situation épouvantable dans l'Est. Manque de nourriture, de carburant, il n'y a aucune source de revenus mis à part le pétrole*", a dit à Reuters un représentant des rebelles chargé de coordonner les livraisons de l'étranger.

3.2- A Ajdabiah, sur le front oriental, les rebelles ont dit être engagés dans des duels d'artillerie avec les forces de Kadhafi à partir d'un secteur situé à 40 km environ à l'est du port de Brega, contrôlé par le gouvernement. Ils ont signalé un raid aérien de l'Otan sur les kadhafistes au nord de la ville.

Les insurgés ont aussi fait état d'intenses combats dans plusieurs secteurs de Misrata, leur unique bastion dans l'Ouest, mais en disant progresser et repousser les kadhafistes vers l'ouest. Il était impossible de vérifier ces informations.

La télévision libyenne a dit que les avions de l'Otan avaient bombardé la rue de Tripoli à Misrata et tué des civils, sans donner de précisions. Elle a ajouté que l'aviation avait aussi attaqué Syrte, ville natale de Kadhafi à l'est de Misrata.

Par ailleurs, les insurgés ont repoussé des unités kadhafistes dans une région montagneuse de l'Ouest à majorité berbère en faisant sept morts dans leurs rangs, a annoncé un autre porte-parole. (Reuters 13.04)

4- Yémen

Des affrontements entre factions rivales de l'armée ont fait deux morts mercredi à Sanaa, la capitale yéménite, a-t-on appris de source militaire.

D'autres heurts entre forces de l'ordre et manifestants ont fait deux morts à Aden et un autre à Yafié, dans le sud du pays, ont rapporté des témoins.

A Sanaa, des soldats fidèles au général Ali Mohsen, chef de la 1re division blindée passé le mois dernier du côté des opposants au président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, ont affronté l'armée régulière.

A Sanaa, la situation reste très tendue près du casernement des forces d'Ali Mohsen, qui ont décidé d'assurer la protection des manifestants antigouvernementaux près de l'université.

Un proche du général Mohsen a dit que les soldats pro-Saleh avaient tiré au lance-grenades et au fusil d'assaut sur les hommes de la 1ère division blindée près d'un barrage routier. Les soldats de Mohsen ont riposté et les tirs ont duré environ une heure, avant que les partisans du président ne se retirent.

A Aden, la police a tiré sur des manifestants, faisant deux morts, ont dit des témoins. Un peu plus tard, les forces de l'ordre appuyées par des tireurs postés sur les toits ont repoussé une foule qui voulait prendre d'assaut un commissariat de police, a rapporté un opposant. Des tirs sporadiques se sont poursuivis à travers la ville.

A Taïz, ville industrielle au sud de la capitale, huit soldats ont été blessés quand leur véhicule a été touché par une roquette, selon l'agence de presse officielle.

A Ibb, également au sud de Sanaa, des policiers en civil ont ouvert le feu sur des manifestants, faisant dix blessés parmi des étudiants qui s'étaient joints au mouvement, rapportent des témoins.

Dans la province méridionale de Lahedj, où opèrent des islamistes d'Al Qaïda et des groupes séparatistes, un homme a été tué alors qu'il tentait d'empêcher un commando de voler des armes à un point de contrôle dans la ville de Yafié. (Reuters 13.04)

5- Syrie

Près de 500 étudiants ont manifesté mercredi à la faculté de lettres de la ville d'Alep, deuxième ville de Syrie et carrefour commercial stratégique à proximité de la Turquie. '*Les forces de l'ordre ont dispersé par la force cette manifestation d'étudiants en faveur de la liberté, qui ont exprimé leur solidarité avec les victimes de Deraa et de Banias*', a indiqué à l'AFP Radif Moustapha, président du Comité kurde pour les droits de l'homme (Rased). '*Les forces de sécurité et les étudiants en sont venus aux mains. Quatre étudiants ont été arrêtés*', selon le militant.

A Damas, une cinquantaine d'étudiants ont manifesté mercredi à la faculté de droit, scandant des slogans pour la liberté, selon le président de la Ligue syrienne de défense des droits de l'homme, Abdel-Karim Rihaoui. '*Les forces de l'ordre sont intervenues rapidement pour les disperser en les frappant avec des bâtons. Il y aurait des arrestations parmi les étudiants*', a-t-il affirmé. (lemonde.fr 13.04)

6- Egypte

Hosni Moubarak a été placé en détention pour 15 jours, a annoncé mercredi la justice égyptienne. La veille, victime d'une «crise cardiaque» au cours d'un interrogatoire, l'ex-chef d'Etat égyptien avait été hospitalisé dans une unité de soins intensifs, avait rapporté la télévision publique. L'ancien «*raïs*», âgé de 82 ans, avait été admis dans un hôpital de Charm el-Cheikh, ville du sud du Sinaï où il est assigné à résidence depuis son renversement du 11 février dernier. Selon l'agence officielle Mena, qui cite une source médicale à l'hôpital, son état de santé serait «*instable*».

Mercredi, les deux fils de l'ex-président, Alaa et Gamal, ont également été placés en détention pour 15 jours dans le cadre de l'enquête sur l'usage de la violence contre les manifestants pendant le soulèvement de janvier et février, a annoncé la télévision d'Etat. Ils sont accusés d'avoir incité à tirer sur les manifestants. Près de 800 personnes sont mortes pendant le soulèvement. (lefigaro.fr 13.04)

7- Swaziland

Un appel au goût amer. Mercredi 13 avril, en milieu de journée, les opposants au roi Mswati III du Swaziland ont appelé à cesser le mouvement de protestation. En cause, la répression subie depuis la veille par les militants pro-démocratie dans ce petit royaume de 1,2 million d'habitants, coincé entre l'Afrique du Sud et le Mozambique.

"*L'Etat a réagi avec une brutalité extrême et les gens ne se sentent pas en sécurité*", a expliqué, à l'AFP, le secrétaire général du syndicat des fonctionnaires, Vincent Dlamini. "*Dès qu'il y a deux ou trois personnes dans les rues, elles se font arrêter*", a-t-il ajouté, avant de promettre : "*nous serons bientôt de retour*".

Prévu pour durer trois jours, le mouvement de contestation n'a jamais vraiment pu prendre son envol, tué dans l'œuf par un régime qui craint pour sa survie en ces temps troublés pour les dictateurs du monde entier.

Avant la manifestation annoncée sur le réseau social Facebook, mardi, 38 ans jour pour jour après que le père du roi actuel eut banni les partis politiques, les autorités avaient méthodiquement pris leurs précautions. La manifestation avait été interdite. Plusieurs responsables d'associations et de syndicats avaient été arrêtés préventivement.

C'est à l'aide de matraques, de canons à eau et de gaz lacrymogène que les forces de l'ordre ont ensuite dispersé les quelques centaines de manifestants qui tentaient tout de même de se rassembler. La police aurait répondu à des jets de pierres, selon les autorités.

Au pouvoir depuis l'âge de 18 ans, le roi Mswati III, 42 ans, fait face, depuis le début de l'année, à un important mouvement de contestation. Le 18 mars, plusieurs milliers de manifestants s'étaient retrouvés à Mbabane, la capitale de la dernière monarchie absolue d'Afrique.

En raison d'une chute des recettes de l'union douanière régionale, le gouvernement swazi est au bord de l'asphyxie budgétaire. Il a dû faire appel au FMI qui lui a conseillé de dégager des économies. Les autorités ont ainsi proposé de baisser les salaires des fonctionnaires de 5 % à 10 %, puis de les geler pendant trois ans.

Scandalisés, les syndicats exigent que le roi réduise d'abord son train de vie et répartisse les richesses nationales. Mswati III aime les voitures de luxe, et a l'habitude d'emmener ses 13 femmes faire des emplettes, en Asie et dans les pays du Golfe. Le roi disposerait d'un trésor personnel accumulé de 100 millions de dollars (70 millions d'euros).

Près de 20 000 personnes avaient été priés d'assister, le 19 avril 2005, au 37e anniversaire du roi Mswati III dans le stade de Manzini. Les festivités avaient coûté 1,2 millions d'euros à un pays dont 65 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Dans ce pays, 10 % de la population, essentiellement des membres de la famille royale, possèdent 60 % de la richesse du pays, alors que 69 % des Swazis vivent avec moins d'un dollar par jour. En raison du très haut taux de sida, on meurt en moyenne à l'âge de 32 ans au Swaziland.

Les syndicats swazis sont soutenus par leurs voisins sud-africains de la Cosatu (Congrès des syndicats sud-africains) qui réclame la chute du régime. Mais son allié actuellement au pouvoir, l'ANC (Congrès national africain), et le président sud-africain, Jacob Zuma, demeurent sourds à cet appel. (lemonde.fr 13.04)

8- Afrique du Sud. A qui a profité principalement la fin de l'apartheid ?

Cyril Ramaphosa, nouveau propriétaire des 145 restaurants McDonald's d'Afrique du Sud pour les vingt prochaines années, est certes un homme d'affaires comblé, mais reste un politicien et révolutionnaire frustré.

Directeur exécutif de Shanduka, l'un des plus grands fonds d'investissement sud-africains, il possède des actions dans le secteur de l'énergie, des mines, de l'immobilier, des banques, des assurances et des télécommunications. De plus, son adhésion à la Coca-Cola Company faisait de lui un candidat de choix pour leur partenaire McDonald's.

Cyril Ramaphosa n'était pas vraiment disposé à devenir millionnaire —encore moins à s'engager dans les restaurants McDonald's, symbole du capitalisme à l'américaine. Grande figure de la lutte contre l'apartheid, il combat l'injustice sociale et raciale d'abord en tant qu'avocat, puis au sein de l'African National Congress (ANC) comme leader du syndicat national des mineurs (NUM). «*Socialiste convaincu*» autoproclamé, il a gagné le respect et le soutien du parti communiste. Favori de Nelson Mandela qui voit en Ramaphosa «*un homme capable de diriger le pays*», c'est lui qui organise sa sortie de prison en février 1990.

Mais la libération de Nelson Mandela révèle toutes les tensions entre les membres de l'ANC. Les anciens exilés reviennent au pays avec un certain mépris pour ceux restés sur place, et chacun veut sa part du gâteau dans la nouvelle démocratie. Thabo Mbeki, Chris Hani et Cyril Ramaphosa rentrent en course pour la présidence de 1999, avant même que Mandela ne commence

son mandat en 1994. Chris Hani, ardent défenseur de la cause noire et considéré trop à gauche, est assassiné par un extrémiste blanc dans des circonstances douteuses en 1993. Ramaphosa, lui, se voit offrir de nombreuses opportunités financières, via la politique de Black Emporwment Economy (BEE).

Le BEE est un système de quotas qui oblige (entre autres) toutes les entreprises sud-africaines ou qui investissent en Afrique du Sud à avoir des actionnaires non-blancs dans son conseil d'administration. De nombreuses figures politiques en bénéficient encore aujourd'hui et sont devenues millionnaires en quelques années. Le principe, louable, voulait former une élite financière plus «mixte» après cinquante années d'apartheid. Dans les faits, le BEE bénéficie trop souvent aux mêmes, politiquement liés à l'ANC.

Cyril Ramaphosa est le symbole de cette «*nouvelle lutte capitaliste*», comme la désigne son biographe Anthony Butler. Reconverti en homme d'affaires, il oublie peu à peu ses ambitions présidentielles. Ramaphosa se console dans ses millions. (slateafrique.com 13.04)

Economie.

1- FMI. Concentration du capital. Eliminer les banques les plus vulnérables.

Le FMI a calculé que l'État japonais devra cette année emprunter sur les marchés l'équivalent de 56 % de son PIB pour refinancer la dette publique qui vient à échéance en 2011. Le Trésor américain arrive en second avec un besoin de financement égal à 29 % du PIB, suivi par la Grèce, l'Italie, la Belgique, le Portugal et la France dont les programmes d'émissions publiques dépassent 20 % de leur PIB.

Du côté des banques aussi, les besoins sont énormes. Les refinancements venant à échéance sur les deux prochaines années s'élèvent à 3600 milliards de dollars.

Mais, dans le monde, «*30 % des banques examinées par le FMI ont des ratios de fonds propres inférieurs à 8 % (de leur bilan), note José Vinals. En Europe, presque tous les établissements en Grèce, en Irlande, au Portugal, de nombreuses petites caisses en Espagne, quelques banques régionales en Allemagne ont perdu l'accès aux marchés. J'attends beaucoup des 'stress tests'qui seront lancés en juin. J'espère qu'ils seront suffisamment crédibles et stricts. Les banques qui ne sont pas viables ne devront plus exister sous leur forme actuelle*».

Le Fonds n'est en revanche pas trop inquiet des conséquences sur le système financier mondial des séismes au Japon. De même, les risques géopolitiques dans les pays arabes auraient des effets limités. L'exposition des banques américaines, européennes et japonaises est «*d'environ 330 milliards de dollars*», pas plus. Avec cette précision pour les banques françaises, «*exposées à hauteur de 12 milliards de dollars dans les Émirats arabes, 22 milliards au Maroc, 19 milliards en Arabie saoudite et 17 milliards en Égypte*». (lefigaro.fr 13.04)

2- Numéro d'illusionnistes.

Un millier d'économistes de 53 pays ont écrit aux ministres des Finances du G20 pour réclamer la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, a indiqué mercredi l'ONG Oxfam France.

"*Même à des taux très bas de 0,05% ou moins, cette taxe pourrait collecter des centaines de milliards de dollars chaque année et tempérer les excès spéculatifs*", indiquent ces économistes dans cette lettre, selon un communiqué de l'organisation non gouvernementale.

Quelques pays européens, dont la France et l'Allemagne, sont favorables à l'instauration d'une telle taxe, dont les recettes sont évaluées à quelque 200 milliards d'euros par an dans la seule Union européenne. (20minutes.fr 13.04)

3- Etats-Unis

Les Etats-Unis ont accusé un déficit budgétaire de 188 milliards de dollars en mars, a annoncé le Trésor mardi.

Le déficit du premier semestre de l'exercice budgétaire 2011, débuté le 1er octobre dernier, atteint le record de 829 milliards de dollars, soit 16% de plus que la période comparable du précédent exercice. (Reuters 13.04)

Haut de page

Le 15 avril

Infos personnelles. J'ai enfin obtenu hier le document du fisc indien pour ne pas payer de taxes sur les intérêts de mon modeste capital placé dans une banque d'Etat, j'avais engagé cette démarche à la mi-décembre ! En fait les élections locales et législatives ont eu lieu avant-hier au Tamil Nadu, je ne sais pas quels autres Etats étaient concernés, les résultats seront connus le 30 mars. Hier c'était férié également pour cause de Nouvel An au Tamil Nadu.

Chronique.

1- Les petites phrases de Sarkozy hier lors de la visite d'un établissement de réinsertion scolaire, à Bagnères-de-Luchon.

Démantèlement de l'Education nationale :

- «*Il faut aussi laisser faire confiance aux équipes pédagogiques, en introduisant de la liberté*» , a déclaré le chef de l'État, confirmant sa volonté d'aller vers une autonomie plus large des établissements scolaires, fer de lance des réformes engagées par son ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel. (lefigaro.fr 14.04)

Une fatalité qu'il faut accompagner :

- «*Je veux que les enseignants ne perdent pas confiance dans leur mission. C'est un métier magnifique dont on a besoin.» «Il ne faut pas avoir peur du changement. Face à des élèves qui changent, nos méthodes doivent changer. Il n'y a aucun avenir possible dans l'immobilisme.*» (lefigaro.fr 14.04)

2- Les petites phrases jeudi du ministre du Budget, François Baroin.

- Il fallait oser le dire : «*La priorité du gouvernement, c'est améliorer le pouvoir d'achat des Français*». (liberation.fr 14.04)

3- Les petites phrases de Dominique Strauss-Kahn jeudi lors de la réunion annuelle du FMI à Washington.

Poursuivre l'offensive contre le prolétariat mondial :

- «*Le plus important est de faire attention à ne pas se reposer sur ses lauriers*», car «*la crise n'est pas finie*», ce qu'on avait plutôt tendance à croire en observant comment les actionnaires des différentes places boursières se sont goinffrés en 2009 et 2010 et depuis le début de l'année 2011.

Vous avez raison monsieur Strauss-Kahn, la crise n'est pas finie, la preuve :

- JPMorgan Chase & Co a annoncé mercredi une hausse plus forte qu'attendue de son bénéfice net au premier trimestre, 5,6 milliards de dollars. (Reuters 13.04)

L'impérialisme américain a les mains libres pour agir à sa guise...

- Il a jugé «*tout à fait bienvenu*» l'annonce avant-hier d'Obama d'assainir les finances publiques américaines. (lefigaro.fr 14.04), bref qu'il fasse comme il l'entend, le FMI ne lui imposera rien, n'est-il pas à son service ? Une dette abyssale de 14.400 milliards de dollars, qu'est-ce que c'est franchement, un détail, et pour cause...

... ce qui n'est pas le cas des Etats de l'Union européenne :

- Concernant l'Europe, il considère que les stress tests sur les banques, qui seront organisés en juin prochain, «*devront être suivis de recapitalisations*». (lefigaro.fr 14.04), il en connaît le résultat avoir qu'ils aient eu lieu, ce qui montre bien que tout cela est savamment orchestré pour ensuite justifier les coupes sombres dans les budgets sociaux de tous les Etats. Inutile de poser la question, qui va encore casquer, on connaît nous aussi déjà la réponse.

Et pour conclure sur une affirmation qui ne manque pas de cynisme :

- La Grèce devrait "*s'en sortir*", les banquiers quoi, dont le PS est également le représentant.

4- Tous les arguments sont bons pour laisser le dictateur Kadhafi massacrer son peuple et rester au pouvoir.

- Interview de Ted Knight, syndicaliste à Unite (IO n°144 page 7) : "*L'objectif est de mettre en place un gouvernement qui permettra l'exploitation sans restriction des ressources pétrolières du pays et imposera l'économie de marché.*".

Mais qu'a donc fait Kadhafi jusqu'à présent ? Voyez-vous camarades, dans cet immense pays faiblement peuplé, 6,5 millions d'habitants environ, jusqu'à hier Kadhafi dans son extrême bonté a favorisé le développement social de son pays car il aime son peuple par dessus tout, si, si, c'est vrai puisqu'on vous le dit. Non, non, il ne se serait pas mis dans la poche quelque 70 milliards de dollars comme certains l'affirment, les profits de sa rente pétrolière et gazière, et puis vous savez, c'est un socialiste, oui, oui, comme Ben Ali, mais attendez là vous êtes rancunier, pourquoi ne pas avoir rappelé que Mitterrand avait fait bombarder Sétif en Algérie, le 8 mai 45, là vous faites dans la manipulation, c'était de l'histoire ancienne, bien sûr quelques décennies plus tard il a continué à entretenir des relations avec tous les dictateurs africains, mais c'était évidemment encore pour la bonne cause...

Kadhafi et ses rejetons ont toujours confondu les caisses de l'Etat avec leur propre compte en banque, mais bon on peut lui passer ce petit caprice, vous savez il est malade, la mégalomanie ne se soigne pas si facilement... Face à ce genre d'arguments, on reste bouche bée !

5- Le POI au chevet du capitalisme en Tunisie.

"*Pour la première fois au sein de ces comités, lemot d'ordre de « congrès national des comités locaux de protection de la révolution » prend forme. Il établit le diagnostic que les seules forces politiques à même de porter les revendications révolutionnaires devant l'Assemblée constituante ne pourront venir que des comités locaux de protection de la révolution et des syndicats de l'UGTT. Car la souveraineté de la nation exige la satisfaction des revendications ouvrières (titularisations, renationalisations, salaires, emplois) qui sont contradictoires avec l'accord d'association avec l'Union européenne et les plans du FMI.*"

Non, "*la satisfaction des revendications ouvrières*nécessite l'expropriation des capitalistes, la prise de contrôle des secteurs clés de l'économie par les travaillleurs eux-mêmes, la création d'un Etat ouvrier dont les comités locaux de protection de la révolution seraient les piliers. Le cours actuel de la révolution tunisienne et la radicalisation de son avant-garde permette d'avancer cette revendication. Ce n'est apparemment pas l'analyse que font le POI et évidemment les dirigeants de l'UGTT.

L'UGTT contre la remise en cause des fondements du capitalisme. Que dit dans une interview Hacine El Abassi, secrétaire général adjoint de l'UGTT : "*la mobilisation des travailleurs de l'hôtel Méridien, qui se prolonge depuis près de trois mois parce que le patron de cette entreprise refuse toute négociation et pose même l'exigence du licenciement d'une partie du personnel, dont les délégués syndicaux.*", et bien, il n'y a qu'à avancer la nécessité de le mettre dehors et déclarer que l'hôtel Méridien est la propriété de l'ensemble des travailleurs de ce pays... Non, non, on ne touche pas à la propriété privée des moyens de production, vous n'êtes pas fou, une telle perspective est suicidaire... Et le POI qui laisse dire, mieux qui acquiesce par son silence.

L'UGTT appelle à s'en remettre au gouvernement pour ensuite prétendre le combattre, un double langage qui masque mal la trahison de ses dirigeants et leur subordination au capitalisme : "*Ce que nous disons, c'est que le gouvernement doit prendre la véritable mesure des revendications formulées, revendications légitimes de statut, de salaires et s'orienter à les satisfaire, faute de quoi nous sommes disposés à prendre nos responsabilités, toutes nos responsabilités.*".

Ben voyons, ce gouvernement à la solde du capital et de l'impérialisme pourrait prendre les mesures que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire seraient à même de décider ! Ces dirigeants de l'UGTT que le POI encense sont des loques humaines, des agents du capital et rien d'autres, il faut les virer aussi, eux aussi ils ont été élus à leur poste sous Ben Ali !

Parole d'internaute.

(à propos du "*revenu citoyen*" de 850 euros par mois proposé par de Villepin)

- aujourd'hui :

RSA célibataire non SDF = 410€
APL (ville moyenne) = 248€
TOTAL REVENUS = 658€

demain : REVENUS CITOYEN + 850€

amélioration survie 850 - 658 = 192€

Réaction d'un internaute : cette mesure ne profiterait pas particulièrement aux plus pauvres.

Ajoutons, surtout qu'il envisage de leur faire payer des impôts et d'augmenter la TVA !

Politique.

1- France

De Villepin torpillé !

Le jour où l'ex-Premier ministre présente son projet pour 2012, le porte-parole de son mouvement "République solidaire" démissionne.

"Ce qui m'a amené à prendre cette décision, c'est les conditions dans lesquelles Dominique de Villepin a préparé le projet qu'il a présenté aujourd'hui", a expliqué le député de Dordogne. "Je regrette que sur ces dispositions qui posent de vraies questions de fond, il n'y ait pas eu la possibilité d'en débattre. Et, cela je ne peux pas l'accepter", a précisé Daniel Garrigue. (lepost.fr 14.04)

2- Bahreïn

Le gouvernement de Bahreïn a annoncé jeudi avoir engagé des procédures judiciaires pour faire interdire les deux principaux groupes d'opposition chiites.

"*Le ministère de la Justice et des Affaires islamiques fait savoir qu'il a engagé une action en justice en vue de la dissolution du parti Action islamique et du groupe Wefak*", dit un communiqué repris par l'agence de presse officielle de Bahreïn.

"*Cette action est dictée par des infractions majeures à la Constitution et aux lois du royaume, aux activités entreprises pour porter atteinte à la paix sociale, à l'unité nationale et pour inciter au non-respect des institutions constitutionnelles*", ajoute le communiqué gouvernemental. (Reuters 14.04)

3- Yémen

L'opposition yéménite a annoncé jeudi son refus d'aller à Ryad négocier un transfert du pouvoir et a exigé le départ du président Ali Abdallah Saleh dans un délai de deux semaines.

De sources proches de l'opposition, on disait, avant cette réunion, que des discussions pourraient s'ouvrir au plus tôt samedi à Ryad.

Mais l'un des chefs de l'opposition, Mohammed al Moutawakki, a douché ces espoirs de reprise du dialogue en annonçant qu'aucun représentant de son camp ne se rendrait dans la capitale saoudienne.

"*Nous soulignons une fois encore la nécessité d'accélérer le processus afin qu'il (le président Saleh) parte dans les deux semaines. En conséquence, nous n'irons pas à Ryad*", a-t-il dit.

"*Nous avons constaté que les éclaircissements fournis par les ambassadeurs étaient incompatibles avec notre exigence d'un départ immédiat (de Saleh)*", a-t-il ajouté.

"*Il n'y avait rien de nouveau dans ce que nous ont dit les médiateurs du Conseil de coopération du Golfe*", a-t-il précisé.

Selon plusieurs analystes, Saleh, qui a perdu ses précieux alliés qu'étaient les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, croit encore à sa survie politique malgré les manifestations quotidiennes contre son régime.

"*Mon analyse de la stratégie de Saleh est que chaque jour de plus qu'il passe au pouvoir lui permet d'affaiblir ceux qui lui ont fait défaut ou l'opposition*", estime Sarah Phillips, professeur à l'université de Sydney.

"*Des Yéménites, en particulier ceux qui sont très vulnérables aux fluctuations des prix sur les marchés locaux, préféreront peut-être le statu quo à la promesse d'une agitation prolongée*", ajoute la chercheuse, qui prédit que Saleh va "*probablement essayer d'exacerber cette peur*".

"*Toutefois, je suppose que plus il persistera dans cette voie, plus il suscitera de l'animosité.*" (Reuters 14.04)

Social.

1- France

1.1- Le Medef ou le vrai visage du capitalisme.

1.1.1- Jeudi, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a jugé que la proposition du gouvernement de contraindre les entreprises distribuant des dividendes à verser une prime de 1.000 euros à leurs salariés était «*incompréhensible*» et «*dangereuse pour l'emploi*».

«Je ne sais que dire tellement ces propos sont incompréhensibles», a déclaré Mme Parisot, soulignant: «On ne sait pas très bien de quel projet il s'agit».

Les problèmes de pouvoir d'achat «relèvent de la responsabilité des partenaires sociaux», a ajouté la responsable patronale, qui a dit souhaiter «*aller plus loin*» sur les salaires.

«*Dans chaque entreprise, chaque année, c'est obligatoire, c'est la loi, il y a des négociations entre les syndicats et les représentants du personnel (…) et la direction de l'entreprise. A l'issue de cette discussion, il y a dans la plupart des cas un accord (…) qui donne les grandes lignes en matière d'augmentation de salaires*», a-t-elle rappelé.

Laurence Parisot a notamment estimé qu'une telle mesure serait «*anti PME et anti TPE*» (très petite entreprise), estimant par exemple que pour une PME de 300 personnes, 300.000 euros représentaient souvent l'intégralité de son bénéfice. (liberation.fr 14.04)

Argument fallacieux, pour preuve, un rapport de l'INSEE rappelle qu'à peine la moitié des grandes entreprises (plus de 5000 salariés) rémunère ses actionnaires. Et seule une PME sur six verse des dividendes, alors que c'est là que travaillent les trois-quarts des actifs.

Et s'il n'y a pas davantage de grèves, c'est parce que ces "*négociations*" servent à légitimer des augmentations de salaires misérables, qu'ensuite les dirigeants syndicaux dénoncent, cherchez l'erreur. Si vous vous demandiez d'où provient le projet de "*réforme constitutionnelle*" de Sarkozy, vous avez ici une grande partie de la réponse. Ce n'est pas Sarkozy le fossoyeur des syndicats, mais bien les dirigeants syndicaux et ceux qui les soutiennent, d'ailleurs si vous observez attentivement, dans leur littérature vous cherchez en vain cette argumentation.

Je suis pour la liquidatiion de ce qu'ils appellent la "*politique contractuelle*" qui n'est qu'une politique de collaboration de classe entre le syndicat et le patronat au profit du capital. La preuve, une de plus.

Pierre-Yves Chanu, conseiller à la CGT : «on attend de voir», et d'ajouter «si le gouvernement se contente d'incitations, d'appels à négocier, les chances que ce dispositif échoue sont très grandes». Donc il est favorable à ce "*dispositif*". Alors que Christine Lagarde a indiqué la veille que, «*évidemment*», le gouvernement réfléchit «*à des mécanismes d'incitation sur le plan fiscal et sur le plan des charges sociales*»... pour compenser cette prime que les malheureux millionnaires ou milliardaires du CAC 40 ne pourraient pas supporter sans courir tout droit à la banqueroute !

Parmi les réactions des dirigeants syndicaux, la palme revient à FO qui dit redouter un "*effet d'aubaine*" qui permettrait aux employeurs de substituer cette prime à d'éventuelles augmentations de salaires. (Reuters 14.04) Parce que voyez-vous, ils avaient l'intention d'augmenter les salaires, sans même qu'on leur demande, sans la moindre grève, sans la moindre occupation d'usines, oh la vilaine chose que voilà ! De toutes petites miettes dont se satisfont les dirigeants syndicaux... pas les travailleurs.

C'est comme la tarte à la crème de ceux qui veulent taxer davantage le capital au lieu de combattre pour son abolition... Ceux qui disent non au projet de "*réforme constitutionnelle*" de Sarkozy parce qu'il vaudrait mieux conserver la Constitution telle qu'elle existe aujourd'hui, car c'est ainsi que les travailleurs l'interprètent, ceux qui veulent "*interdire les licenciements*" mais qui dans le même temps n'avancent pas la nécessité d'exproprier les capitalistes quand cette question est à l'ordre du jour de la lutte de classe, expropriation qui ne pourrait se produire qu'une fois que la classe aurait pris le pouvoir ; ceux qui veulent "*renationaliser*" l'EDF pour que cette entreprise soit gérée par l'Etat pour le compte des capitalistes, alors que la "*renationalisation*" d'EDF pour que la classe ouvrière en ait vraiment le contrôle et le bénéfice ne devrait se concevoir que dans la perspective d'un Etat ouvrier, ne devrait voir le jour que sous la direction d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, etc. Dans chaque cas, cela s'appelle accompagner le capitalisme et non le combattre, la gangrène du réformisme à l'oeuvre quoi ! Camarades, interdisons le voile des illusions dans le capitalisme dans le mouvement ouvrier !

1.1.2- Sur Canal+, la présidente de l'organisation patronale Medef Laurence Parisot a volé jeudi au secours du PDG de Total Christophe de Margerie, estimant que ses propos, critiqués par le chef de l'Etat, sur le litre de carburant à deux euros se voulaient un «*signal d'alarme*». (liberation.fr 14.04)

1.2- Mouvements sociaux en cours.

Depuis mardi, l'usine française de Ferrero à Villers-Ecalle (Seine-Maritime) est à l'arrêt. Plus aucun produit chocolaté ne sort de l'établissement, qui produit normalement 800.000 pots de Nutella et 1,2 million de barres Kinder Bueno.

Néanmoins, bloquer les lignes de production n'est pas anodin. D'autant plus qu'il s'agit là de la première grève depuis trente-sept ans chez Ferrero, de mémoire de syndicaliste. «*Au départ, nous n'avions pas prévu un mouvement dans la durée. Mais la plupart des salariés nous ont soutenus, parce qu'ils ont vraiment besoin d'une augmentation, alors on poursuit le mouvement*», concède Fabien Lacabanne, délégué syndical de Forces Ouvrières.

Les salariés demandent principalement une augmentation de 90 euros par mois et par personne, ce que l'entreprise a, pour l'instant, refusé. Après avoir proposé une augmentation d'1,2%, elle a avancé une hausse de 2% pour ceux qui gagnent plus de 22.500 euros par an, et une hausse de 50 euros brut pour ceux qui gagnent moins. Mais les syndicats tiennent à voir les salaires augmenter plus que les prix à la consommation, qui croissent de 2% en France à cause notamment de la flambée du prix du pétrole. Ils poursuivent donc ce mouvement, radical, de blocage de la production, pour obtenir gain de cause.

Un peu partout en France, de mêmes conflits touchent les usines françaises pour tenter d'obtenir des augmentations de salaires. Le chantier du grand stade de Lille a été arrêté car les salariés de la société de construction Eiffage souhaitent une augmentation de 85 euros net, contre 25 euros proposés par la direction. Les salariés de l'Usine Toyota d'Onnaing sont en grève depuis douze jours pour demander une prime de 800 euros et un treizième mois. (20minutes.fr 14.04)

1.3- Complément. Quelques mouvements sociaux du 8 mars au 11 avril.

LO pousse un cri de consternation : "*Les médias nationaux ne mentionnent pratiquement pas la grève des travailleurs de Toyota Onnaing, qui a démarré il y a douze jours, pour de meilleures salaires, et encore moins celles qui ont lieu dans de plus petites entreprises.*". (11.04)

Ah ben ça alors, nous non plus on n'en revient pas !

Quelques mouvements sociaux du 8 mars au 11 avril (http://www.clicbox.com). La plupart des articles sont extraits du journal *L'Humanité*, on a envie de dire ironiquement : le principal journal ouvrier qui informe les ouvriers dans ce pays !

- Á compter du lundi 11 avril 2011, les avocats du Barreau de la Seine Saint-Denis seront en grève du secteur aidé

- Argentine. Grève dans tous les hôpitaux publics de Buenos Aires ce vendredi 8 avril 2011. Les médecins municipaux de la capitale argentine ne protestent pas contre la politique de santé ou des réductions budgétaires. Victimes d'un conflit entre le gouvernement et la mairie, sur fond d'élections, ils réclament plutôt le retour des forces de sécurité devant les centres de santé.

- Aujourd'hui 6 avril, à 9h, les agents de Prévention Sécurité de l'entreprise SECURITAS travaillant sur le site du Conseil de l'Europe à Strasbourg se sont mis en grève à l'appel d'une intersyndicale C.G.T., UNSA, FO, C.F.D.T. et C.F.T.C. Les agents revendiquent des augmentations de salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail. Ce mouvement a été initié après communication par M. Mathieu, PDG de SECURITAS, le 17 février dernier dans la presse, sur la bonne santé de l'entreprise...

- 25/03. Paris : Grève et mobilisation devant le siège de l'AP-HP (CGT-FO-CFTC-Sud Santé)

Dans le cadre de la loi HPST, de la création des groupes hospitaliers, de la réorganisation des hôpitaux de l'APHP, déjà des hôpitaux ferment (Jean Rostand, Broussais, St-Vincent-de-Paul). De nouvelles fermetures sont annoncées et programmées (Hôtel Dieu, A.Chenevier, G.Clémenceau, C.Foix), ainsi que la vente du patrimoine de Fernand Widal et du Siège de l'APHP. L'objectif affiché : supprimer des milliers d'emplois à l'AP-HP. C'est un véritable plan social «de licenciements...

- 24/03. La grève continue au centre de tri de Rennes Airlande (Ille et Vilaine) : 3ème jour de grève... (Fapt-cgt-35) Rassemblés en assemblée générale hier soir les postiers du centre de tri de Rennes Airlande ont décidé de poursuivre leur mouvement. Ils ont tous voté une motion s'adressant à la direction qui demande des réponses écrites et concrètes sur au moins 2 points...

- 23/03. Aujourd'hui nous sommes au 3ème jour de grève. La mobilisation est toujours aussi importante (90% du personnel distribution, cabine, motorisation...). LA POSTE a mis en place un centre parallèle à quelques mètres du centre courrier. Ceci afin de casser le moral des collègues, mais cela a eu l'effet inverse et les renforce dans leur conviction (LA POSTE est capable de trouver des fonds pour payer des vigiles, des intérimaires et un local). Sur le piquet de grève il y a une bonne ambiance.

- 23/03. Les personnels contractuels de l'Ecole normal supérieure (ENS) en grève

Depuis le 10 janvier les personnels contractuels de cuisine de l'Ecole Normale Supérieur sont en grève pour l'obtention à la fois

de meilleures conditions de travail mais aussi pour leur titularisation. A ce jour, malgré les interventions de la CGT auprès du Ministre de la Fonction Publique et la promesse d'ouverture de négociations, la Directrice de l'ENS Ulm refuse de recevoir les personnels. C'est pourquoi ces derniers ont décidé de se remettre à nouveau en grève et occupent...

- 22/03. Grève Genlis : la Cgt & l' Ugict-Cgt SigmaKalon France appellent à la solidarité avec les grévistes

En grève depuis le 7 mars 2011, les salariés grévistes de Genlis ont entamé hier matin (21 mars) leur 3ème semaine de grève. Depuis ce jour, ils se battent pour ne pas être tondus comme des moutons par un repreneur peu scrupuleux des droits collectifs conventionnels et autres dispositions sociales des accords collectifs d'entreprise et d'établissement qu'ils ont pu acquérir depuis leur embauche dans l'entreprise ; ID LOGISTICS ayant pour objectif à 9 ans de « ramener le coût de la...

- 09/03. Fin de la grève des salariés à Prisma Presse

Les salariés de Prisma Presse (Geo, Capital, Gala Voici, VSD), ont mis fin mercredi 9 mars à la grève qu'ils avaient entamée il y a près d'une semaine, après avoir approuvé les nouvelles propositions de la direction.

- 09/03. Equipementier - Des bénéfices pour Valeo, un site en grève

Alors que l'équipementier français affiche des résultats en progression, un mouvement social a démarré à Amiens

- 08/03. Négociations salariales chez Decaux : des établissements touchés par une grève nationale

Plusieurs établissements de la société d'affichage JC Decaux ont été touchés mardi par une grève, au terme de négociations salariales qui ont débouché sur des propositions jugées insuffisantes par les syndicats, a-t-on appris de sources syndicales et auprès de la direction. "La mobilisation est très forte, dans des établissements en province comme Marseille, Lyon, Bordeaux ou Toulouse, ainsi qu'à Paris", a déclaré Thierry Bertrand, délégué FO. Elle touche surtout l'exploitation,...

Haut de page

Le 16 avril

Politique

1- France

1.1- L'UMP se délite

Le député-maire de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), René Couanau, a annoncé vendredi qu'il quittait à la fois l'UMP et le groupe UMP de l'Assemblée nationale pour rejoindre les non-inscrits.

"*A un moment il faut être clair. Je ne peux pas continuer à faire semblant d'approuver des choses que je n'approuve pas*", a-t-il poursuivi en faisant référence au débat sur la laïcité ou bien encore au projet de loi visant à inscrire dans la Constitution la "*règle d'or*" de maîtrise des déficits publics.

Pour lui, ce texte "*aura pour effet de ligoter les gouvernement à venir*". (Reuters 15.04)

Il "*ligotera*" celui qui acceptera d'être ligoté par lui !

1.2- Le PS ou l'épouvantail pour dégoûter les jeunes de la politique.

Entendu lors de la conférence « *Conscience Politique et modes d'actions chez les jeunes* » du vendredi 15 avril au TNB, avec comme animateurs Rama Yade, ambassadrice de la France à l'UNESCO et Najat Vallaud-Belkacem, secrétaire national au PS.

Question posée par une personne dans la salle : la possibilité d'instaurer un tirage au sort des députés.

Réponse de Vallaud-Belkacem : « *Il ne faut rien s'interdire* ». (liberation.fr 15.04)

Puisqu'il ne "*faut rien s'interdire*", allons-y, j'ai une proposition à vous faire monsieur Vallaud-Belkacem : la roulette russe ! Attention le chargeur est plein, j'allais oublier de vous le préciser.

2- Algérie

Dans un discours très attendu, le président algérien Abdelaziz Bouteflika a annoncé vendredi soir une prochaine révision de la constitution en vue de «*renforcer la démocratie*». «*Pour couronner l'édifice institutionnel visant à renforcer la démocratie, il importe d'introduire les amendements nécessaires à la Constitution*» de 1996, a affirmé Abdelaziz Bouteflika dans ce discours à la nation de 20 minutes.

«*J'ai exprimé, à maintes reprises, ma volonté de faire réviser la Constitution et j'ai réaffirmé cette conviction et cette volonté à plusieurs occasions*», a rappelé le chef de l'Etat algérien en annonçant la création d'une commission constitutionnelle «*à laquelle participeront les courants politiques agissants et des experts en droit constitutionnel*».

La commission «*me fera des propositions dont je m'assurerai de la conformité avec les valeurs fondamentales de notre société, avant de les soumettre à l'approbation du parlement ou à vos suffrages par la voie référendaire*», a-t-il expliqué.

Abdelaziz Bouteflika a également annoncé une révision de la loi électorale et de la loi concernant les partis politiques. (lefigaro.fr 15.04)

3- Libye.

3.1- Les forces du colonel Mouammar Kadhafi ont de nouveau pilonné ce vendredi les rebelles libyens retranchés à Misrata, dans l'ouest du pays, où la bataille pour le contrôle du port de la ville assiégée fait rage.

D'autres affrontements ont eu lieu dans l'est de la Libye, à un kilomètre de l'entrée ouest d'Adjabiah. De son côté, l'aviation de l'Otan a mené des raids sur Syrte. (20minutes.fr 15.04)

3.2- Dans un appel commun vendredi, Barack Obama, David Cameron et Nicolas Sarkozy affirment que l'avenir de la Libye ne peut être envisagé avec Kadhafi.

3.3- Rony Brauman, l'ex-président de Médecins sans frontières s'insurge contre le « *coup d'Etat humanitaire* » d'une guerre légale mais illégitime.

Un mois après le début des frappes aériennes contre l'armée de Kadhafi, Rony Brauman était vendredi l'invité de L'Info.com, une émission commune de France Info et de Rue89, animée par Mireille Lemaresquier.

Professeur à Sciences-Po Paris et à l'université de Manchester, Rony Brauman critique vertement l'action de l'Otan pourtant autorisée par le conseil de sécurité de l'ONU :

« *Le conseil de sécurité étant la source de la loi internationale, cette guerre est légale. Je ne la trouve pas légitime pour autant, je ne la trouve pas utile pour autant et je ne la trouve pas gagnable pour autant.* »

« ***Je ne suis d'accord ni sur la méthode, ni sur les objectifs*** »

Rony Brauman s'explique :

« *J'aurais très bien compris que l'on exerce une pression autour de Benghazi par une pression militaire, par des survols, par une attitude extrêmement active et déterminée dès lors qu'il s'agissait de prévenir un massacre à Benghazi. L'argument selon lequel cette tuerie était imminent est recevable.*

On parle aujourd'hui de "dizaines de milliers de morts évités", ce qui me semble relever du registre de la propagande, mais la menace du massacres proférés par Kadhafi était à prendre au sérieux, et je comprends très bien que dans le contexte des révoltes arabes, dans le périmètre géographique où cela se situait, il y avait quelque chose à faire.

Mon opposition n'était donc pas à "faire quelque chose", mais au "quelque chose" qui a été décidé. Et cette décision a été de protéger la population libyenne dans son ensemble. Ça n'était plus briser le siège de Benghazi, mais étendre son autorité sur l'ensemble du pays.

Pour moi, cela signifiait le renversement du régime – et je n'ai aucun attachement au régime de Kadhafi –, ce qui signifiait

déclencher une situation politique, une réaction en chaîne sur laquelle on n'avait plus aucun contrôle. D'autant plus que c'était fait à partir des airs.

On entrait dans une guerre – car renverser un régime par la force, c'est un acte de guerre – avec les mains liées dans le dos mais en donnant des coups de pieds partout. C'est-à-dire, en étant sûrs de provoquer un chaos partout, sans pour autant se donner les moyens d'atteindre l'objectif.

Je ne suis d'accord ni sur la méthode, ni sur les objectifs. Je pense que l'époque où il était envisageable d'aller révoquer des dirigeants pour les remplacer par d'autres, de choisir les régimes qui convenaient aux puissants est révolue.

Elle n'est pas seulement révolue sur le plan moral, sur le plan politique, elle est aussi révolue sur le plan pratique. Car le niveau de violence qu'il faut utiliser pour imposer sa volonté est désormais interdit. »

« ***La position que je défends est difficile*** »

« *La position que je défends est difficile. Mais nous n'avons le choix qu'entre des positions difficiles : ne rien faire du tout, faire un peu, ou faire trop.*

- Ne rien faire du tout, c'était extrêmement coûteux, moralement, politiquement ;

- faire un peu, c'était le compromis qui aurait été à mon avis souhaitable, c'est-à-dire affirmer un soutien politique et donner au rapport de force en faveur des insurgés une réalité un peu plus substantielle ;

- entrer dans une guerre, qui est, qu'on le veuille ou non, d'agression, une "guerre juste" au titre de la "responsabilité de protéger" des Nations unies. Je suis de ceux qui critiquent ce mécanisme car plutôt que de "protéger", on devrait plutôt parler de "coup d'Etat humanitaire". »

« ***Donner un peu d'air aux Libyens et éviter un massacre*** »

« *Quand on s'insurge, quand on se soulève, on prend des responsabilités, et il faut être capable de les assumer. Lorsqu'on lutte contre un pouvoir, avec l'idée naturellement de le renverser, il faut se donner un rapport de force interne, il fait le construire. S'il s'agit de s'appuyer sur des forces extérieures, là on rentre dans les rapports entre la minorité et les empires qui a caractérisé l'époque impériale, et on va droit à la catastrophe.*

Je ne crois pas que cela soit un service durable à une insurrection que de venir avec les gros sabots des armées étrangères pour en assurer la consistance militaire.

Notre responsabilité est celle d'intervenant extérieur, de spectateur, de voisin aussi, ce qui n'est pas indifférent. Il fallait faire quelque chose de ponctuel, pour leur donner un peu d'air et éviter un massacre. Mais pour le reste, il fallait assumer publiquement que le renversement de Kadhafi était l'affaire des Libyens et pas celle des puissances étrangères. »

L'Afghanistan, scénario catastrophe de la Libye ?

« *L'intervention d'Afghanistan, il y a dix ans, avait un but irrécusable et accepté par tous, qui était de détruire les bases à partir desquelles l'attaque du 11-Septembre avait été lancée. Ça, personne ne le contestait.*

Ensuite, il s'est agi de détruire le régime, et ensuite de construire une nation, puis de construire la paix, de protéger la population contre les talibans… Et ça donne la guerre la plus longue dans laquelle sont engagés les Etats-Unis.

Nous menons là-bas une "guerre des droits de l'homme" qui se solde par des milliers et des milliers de morts, et des bavures, une haine croissante contre les forces d'occupation étrangères, 200 000 hommes au sol, des milliards de dollars dépensés en pure perte, un régime accusé de corruption, redevenu le premier producteur de drogue au monde.

Bien sûr qu'il ne fallait pas aller en Afghanistan ! Il faut d'ailleurs s'habituer à l'idée que le monde ne nous demande pas comme shérifs, que nous ne sommes pas le juge de la planète, que cette époque est révolue, pour le meilleur et parfois pour le pire.

Je suis scandalisé, révolté, de voir que Obama, Cameron, et Sarkozy, peuvent publier une tribune expliquant que Kadhafi doit partir. De quel droit peuvent-ils dire ça ? Du droit du plus fort ? » (Rue89 15.04)

Commentaire d'un internaute.

- "Une position intelligente, motivée, argumentée.

J'ai lu beaucoup de tribunes sur l'impérialisme occidental, le Sarkozy va-t'en-guerre... Mais assez peu avec un point de vue constructif et posé. C'est ici le cas.

Le problème majeur vient finalement du fait que les insurgés sont trop faibles. Ils semblent donc incapables d'incarner une alternative politique crédible rapidement, et de vaincre l'armée libyenne par les armes.

Et c'est bien là le problème. Si on laisse Kadhafi en place alors que les insurgés ne sont pas totalement organisés, on peut imaginer le sort qu'il leur réservera à plus ou moins long terme.

Intervenir de façon très modérée peut permettre un status-quo, mais ne permet pas un règlement du conflit, alors que Kadhafi et les insurgés ne vont rien lâcher.

Finalement, la position des grandes puissances n'est pas vraiment légitime, mais la position de Mr Brauman ne permet pas de sortie du conflit..."

Commentaire.

Je ne partage évidemment pas toutes les positions de Mr Brauman, loin de là, par contre il a raison de condamner la déclaration commune d'Obama, Cameron et Sarkozy ou d'affirmer que le renversement de Kadhafi est exclusivement l'affaire du peuple libyen lui-même. Par ailleurs, libre à lui de s'identifier aux gouvernements français qui se sont succédés depuis 10 ans quand il dit "*nous menons là-bas*", comme si ces gouvernements avaient eu une quelconque légitimité du point de vue des intérêts de la majorité de la population en France, ce que nous récusons, ils ne représentent que les intérês du capital, donc ceux d'une infime partie de la population, à ce titre ils étaient antidémocratiques et celui de Sarkozy-Fillon encore plus que ses prédécesseurs...

Il a raison de dire qu'on aurait pu accepter un "*compromis*" qui aurait consisté à ne pas condamner une intervention militaire ponctuelle, afin d'empêcher que la population libyenne qui s'était soulevée contre Kadhafi ne se fasse massacrer, c'est la position que je défends également.

Ce qu'il n'a pas compris, semble-t-il, bien qu'il l'évoque, c'est que c'était prendre le risque de mettre le doigt dans l'engrenage d'une guerre sans fin, sans en mesurer les conséquences au niveau des destructions et des morts qu'elle causerait inévitablement. Il ne tient pas compte non plus que ce soulèvement ne s'est pas réduit à l'est de la Libye, même s'il a été largement étouffé à Tripoli et sa région, tandis que les va-t-en guerre occidentaux avaient misé sur un soulèvement général qui ne s'est pas produit, non pas que la population y était opposée, mais parce qu'elle n'y était pas préparée politiquement, ajoutons militairement puisqu'elle devait affronter une dictature militaire dirigée par un despote qui n'hésiterait pas à la réprimer férocement et la mitrailler à la première tentative de manifestation, pacifique ou désarmée, ce qui s'est d'ailleurs produit à Benghazi à la mi-février et a signifié le début de ce soulèvement.

Mr Brauman fait peut-être preuve d'un certain courage en développant une analyse qui va à contre-courant des positions défendues par ceux qui soutiennent cette intervention militaire et ceux qui y sont farouchement opposés, mais il ne va pas jusqu'au bout. Il ne tient pas compte non plus de la personnalité du dictateur au pouvoir, il ne mentionne pas, dans sa déclaration dont je n'ai eu que des extraits je préfère le préciser, que ce n'est pas la première fois que le peuple libyen tente de se soulever pour renverser Kadhafi et qu'à chaque fois, cela s'est terminé par des milliers d'arrestations ou enlèvements, et que les opposants ou déclarés comme tels par le régime, ont été torturés, puis liquidés froidement ou ont disparu à jamais, sans qu'ait eu lieu le moindre procès, il ne s'est même pas donné la peine de monter un simulacre de procès pour les juger, non, il les a abattus comme des chiens atteints de la rage.

Effectivement nous sommes face à un dilemme, et l'attitude la plus confortable consiste à se ranger dans le camp de ceux qui soutiennent cette intervention militaire ou celui de ceux qui y sont farouchement opposés, dans les deux cas au nom de principes et sans tenir compte de la complexité de la situation sur le terrain. Cet internaute a raison de dire que "*la position de Mr Brauman ne permet pas de sortie du conflit*" parce qu'il ne va pas au bout de son analyse ou parce qu'il ne prend pas en compte la totalité des facteurs qui composent la situation en Libye et la manière dont ils peuvent évoluer ainsi que leurs rapports.

Soit Mr Brauman connaît mal Kadhafi et son régime, soit il parle à la légère. Il n'a pas condamné le soulèvement du peuple libyen contre le dictateur, mais il ne semble pas comprendre que la seule réponse qu'y apporterait Kadhafi serait forcément une répression féroce et sanglante, sans qu'il soit nécessaire ici d'évoquer une intervention militaire extérieure, par ce seul fait, que la population de l'est de la Libye réussisse cette fois à se soulever en masse contre le dictateur, ce que personne ne nie il faut préciser, ne pouvait se terminer que de deux manières possibles : soit Kadhafi envoyait son armée pour écraser ce soulèvement et on n'en parlait plus, soit il ne parvenait pas à l'écraser et le pays se retrouvait divisé entre deux entités : à l'ouest, la Tripolitaire où règne Kadhafi et son clan, à l'est, la Cynéraïque où le soulèvement de la population a été général, avec

Benghazi comme capitale.

En résumé.

Nous ne sommes ni favorable à une intervention militaire extérieure, nous ne sommes pas davantage favorable à une partition de la Libye, mais nous ne sommes pas non plus favorable à l'écrasement de se soulèvement révolutionnaire par le dictateur Kadhadi. Maintenant compte tenu de la personnalité de Kadhafi, de ses "glorieux" faits d'arme passés contre son peuple, de la dictature qu'il lui impose depuis 42 ans, il paraissait évident que la partition du pays était inscrite dés le premier jour comme la conséquence inévitable du soulèvement à l'est de la Libye, à partir du moment où les insurgés conserveraient le contrôle de cette région.

Par contre, nous sommes contre la poursuite des bombardements à l'ouest de la Libye, parce qu'ils sont les préludes et le prétexte à une escalade militaire de la part de l'OTAN dont la population civile sera la principale victime, de la même manière que nous condamnons la déclaration d'Obama, Cameron et Sarkozy. Par conséquent les forces révolutionnaires présentes à l'ouest de la Libye doivent abandonner leurs positions à Misrata et se replier sur Ras Lanouf ou au-delà de cette ville située à proximité de Syrte, un des bastions de Kadhafi, sur une ligne coïncidant avec le passage en territoire Cyrénaïque.

On peut maintenant extrapoler ou refaire l'histoire et regretter que la population de l'ouest de la Libye n'ait pas trouvé la force de se soulever en masse contre le dictateur, nous avons déjà expliqué pourquoi en détails à maintes reprises pour ne pas y revenir ici ; Kadhafi et son clan tenant d'une main de fer son fief, où se trouve la capitale Tripoli, le siège de son pouvoir et le gros de son armée, la population privée de partis politiques, donc pas préparée politiquement à affronter Kadhafi, il était pratiquement inévitable que le dictateur garde la main sur son fief et c'est ce qui s'est produit.

Une dernière chose.

On a le choix entre analyser la situation en Libye en prenant en compte la totalité des facteurs et des acteurs en présence, soit l'analyser à partir d'a priori, de partis pris ou d'idées préconçues, de principes élevés au rang de dogmes, ajoutons y des exemple tirés du passé ou des situations jugées similaires et qui ne le sont pas vraiment, ou de se livrer à des comparaisons pas toujours très judicieuses ou carrément fallacieuses.

On peut aussi analyser la situation en Libye à partir des intentions affichées, supposées ou camouflées des différentes parties en présence ou qu'on leur prête, leur accorder consciemment ou non une prépondérance sur les faits, toujours est-il et quelles que soient les manoeuvres et les efforts déployés par les uns ou les autres pour que la situation évolue dans un sens ou un autre, ce sont finalement les masses qui décident en dernière instance du sort de leur révolution, avec leurs convictions, leur faiblesse politique, et bien sûr leurs illusions.

Cela étant dit, nous refusons de nous substituer aux masses révolutionnaires libyenne et de décider à leur place de quelle manière elles peuvent mettre fin à cet affrontement armé contre Kadhafi, nous refusons de porter un jugement sur les moyens qu'elles comptent employer pour éviter de se retrouver encore pendant de longues années sous le joug du dictateur et en proie à sa terrible vengeance si elles se rendaient, et nous refusons de condamner toute issue politique qui leur permettrait de conserver leur dignité et leur donnerait la possibilité de conquérir des droits politiques et sociaux, les mettant toutefois sérieusement en garde envers les dirigeants du Conseil national de transition (CNT) qui siègent à Benghazi, car c'est à elles seules que revient le droit de former leur propre gouvernement et Etat éventuellement, si la partition du pays devenait effective. Sur la question précise du CNT, on est en droit de faire preuve d'un optimisme mesuré, si on ne surestime pas le niveau de conscience politique des travailleurs et jeunes engagés dans cette révolution, on ne doit pas non plus les sous-estimer et les prendre pour des demeurés, les éléments qui nous sont parvenues sur les dirigeants du CNT, leur passé au côté de Kadhafi, ces travailleurs et jeunes les ont à l'esprit en permanence et les connaissent beaucoup mieux que nous. La même réflexion vaut sur l'idée qu'ils se font des intentions de la coalition impérialiste qui bombarde l'artillerie de Kadhafi ou sur Al-Qaïda

Faisons confiance aux masses, plaçons-nous résolument à leur côté, de toutes manières que vous le vouliez ou non, il est impossible de revenir en arrière, il n'y a que les poltrons, les hypocrites et les crétins pour ne pas en convenir.

4- Yémen

Cent chefs appartenant aux deux tribus les plus importantes et influentes du Yémen ont appelé vendredi le président Ali Abdullah Saleh, contesté depuis deux mois par la rue, à quitter immédiatement le pouvoir et à retirer à son fils le contrôle des forces de sécurité.

Cette annonce confirme l'effritement des soutiens dont bénéficie le chef d'Etat yéménite, au pouvoir depuis 32 ans, après des semaines de manifestations pour réclamer son départ.

Des manifestations anti-gouvernementales ont à nouveau eu lieu vendredi, réunissant des centaines de milliers de personnes après

la prière devant l'université de Sanaa. Des manifestations massives ont également eu lieu dans les villes de Taëz et Aden (sud) et dans la province d'Hadramawt (est).

De son côté, Saleh a rassemblé des dizaines de milliers de partisans près de son bureau, déclarant à la foule que leur présence témoignait de sa légitimité et d'un "rejet du chaos". (AP 15.04)

5- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont fait usage vendredi de bâtons et de grenades lacrymogènes pour empêcher des milliers de manifestants venus des faubourgs de marcher sur la place des Abbassides de Damas.

"*J'ai compté 15 bus transportant des 'moukhabarat' (police secrète). Ces derniers ont été déployés dans les ruelles situées au nord de la place pour traquer les manifestants. Ils hurlaient 'espèce de maquereaux, espèce d'infiltrés. Vous voulez la liberté, on va vous la donner!'*", a raconté un témoin.

D'après un autre témoin qui a accompagné la foule venue des banlieues de la capitale, ils étaient des milliers à scander "*le peuple veut la chute du régime*".

La foule a déchiré de nombreux posters du président Bachar al Assad placardés sur les murs. (Reuters 15.04)

6- Tunisie

Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés vendredi devant l'ambassade d'Arabie Saoudite à Tunis pour réclamer l'extradition de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali.

A lui seul, l'ancien chef d'Etat fait l'objet de 18 affaires pour "*complot contre la sûreté de l'Etat, homicides volontaires, détention et écoulement de drogue*".

Des pancartes brandies par les manifestants appelaient les autorités saoudiennes à "*respecter la volonté du peuple tunisien*" et à "*livrer l'ancien président pour qu'il soit traduit devant la justice pour les crimes qu'il a commis*". (AP 15.04)

7- Burkina Faso

Le chef de l'Etat burkinabé, Blaise Compaoré, qui résiste depuis février à des mouvements de colère multiples, dont ceux de soldats, a été confronté, jeudi et vendredi, à une nouvelle mutinerie de sa propre garde présidentielle, qui s'est étendue à d'autres militaires. Cette mutinerie a entraîné, vendredi 15 avril, la dissolution du gouvernement dirigé par le premier ministre Tertius Zongo, et le limogeage du chef d'état-major des armées, le général Dominique Djindjéré, remplacé par le colonel-major Honoré Nabéré Traoré.

Le mouvement de révolte avait commencé jeudi soir, et a pris fin dans la journée de vendredi après que les soldats eurent finalement reçu le paiement d'une indemnité de logement et d'alimentation qu'ils réclamaient.

Le mouvement avait débuté jeudi dans une caserne située dans le périmètre d'une vingtaine d'hectares du palais présidentiel, les soldats tirant en l'air pendant plusieurs heures. Il s'était ensuite étendu à une deuxième caserne. Le domicile du général Dominique Diendiéré, chef d'état-major particulier du président Compaoré, situé dans cette caserne, avait été saccagé, selon une source militaire.

Il ne s'agit pas du premier mouvement de protestation de militaires. Fin mars, des militaires en colère, qui protestaient contre la condamnation et l'emprisonnement de certains de leurs camarades inculpés dans des affaires de mœurs et de viols, s'étaient emparés d'armes de guerre dans des garnisons de plusieurs villes.

La révolte de ces soldats avait été précédée par un mouvement de contestation de jeunes étudiants à la suite de la mort, fin février, d'un des leurs, tué lors d'une manifestation. D'autres manifestations s'étaient ensuivies dans tout le pays, faisant au moins six morts, dont quatre étudiants. Cette double protestation, des militaires et des jeunes, avait constitué l'une des plus graves crises qu'ait connues le régime du président Compaoré, un ancien militaire arrivé au pouvoir il y a vingt-quatre ans à la faveur d'un coup d'Etat contre son ancien compagnon Thomas Sankara, figure emblématique de l'émancipation africaine. (lemonde.fr 15.04)

Commentaire d'un internaute.

- Soupçonné d'avoir trempé dans l'assassinat de Thomas Sankara, M.Compaoré est un grand démocrate à n'en pas douter et très aimé de son peuple puisque maintes fois réélu avec plus de 80% des voix. C'est sans doute pourquoi notre président-

guerrier-justicier ne cherche pas à guerroyer contre lui ni à le déposer, au contraire, ayant en outre un point commun: ils ont tous les deux aidé à l'installation d'Ouattara en Côte d'Ivoire.

Social

France

1- Quand le voleur crie aux voleurs.

Vendredi, le ministre du Travail : l'Etat se montrera intransigeant avec la fraude sociale. «*Les contrôles des arrêts de travail ont permis d'économiser plusieurs centaines de millions d'euros*», a précisé Xavier Bertrand.

«*Il faut appliquer et alourdir les pénalités existantes*», qui actuellement ne sont pas mises en œuvre partout, a-t-il expliqué lors d'un déplacement à Rennes. «*Elles doivent être appliquées par toutes les branches*». «*Passer à travers les contrôles va devenir mission impossible*», a-t-il plaidé. (lefigaro.fr 15.04)

Commentaire d'un internaute.

- Claude Brémond le directeur de la CPAM de Nantes a démissionné en 2007, écoeuré, après avoir soulevé le lièvre et découvert de vastes systèmes de fraudes impliquant entre autres le corps médical...on lui avait fait comprendre qu'il ne fallait pas faire de vagues...

2- Pour ***Les Echos***, la hausse de 2% du Smic va être un "***choc***" pour les entreprises.

D'après le quotidien économique Les Echos, le Smic pourrait être augmenté de 2% d'ici à cet été. Cela concerne 2,3 millions de salariés.

En cause, la hausse des prix. Lorsqu'elle atteint 2%, le Code du travail prévoit que le salaire mininimum doit être automatiquement revalorisé. Et ce, dès le premier jour du mois suivant la publication de cette hausse. D'après l'Insee (Institut national des statistiques et des études économiques), cette augmentation ne serait pas mise en oeuvre avant le 1er juin.

"*Le choc serait cette fois-ci plus important pour des entreprises déjà confrontées à la hausse des matières premières* " précise le quotidien.

Actuellement, le SMIC horaire brut est de 9 euros, pour un brut mensuel de 1.365 euros. (AP et lexpress.fr 15.04)

Mais qu'ils s'estiment encore heureux de ne pas subir l'électrochoc de leur expropriation ! Pas encore.

3- Sarkopy et Guéant toujours en "***croisade***" !

«*Aujourd'hui il y a à peu près 200.000 étrangers supplémentaires (par an) qui sont autorisés à séjourner en France (...) Mon objectif, c'est de réduire ce nombre de 20.000, c'est-à-dire de passer de 200.000 à 180.000, dans un premier temps*» a déclaré le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, vendredi soir à TF1.

«*Il faut savoir*», a-t-il ajouté, «*que 24% des étrangers non européens qui se trouvent en France sont des demandeurs d'emploi. C'est presque trois plus que le taux (de chômage) national*».

Dans un rapport remis cette semaine au Premier ministre, François Fillon, le président du Haut conseil à l'intégration (HCI), Patrick Gaubert, estime que «l'intégration à la française, ça marche».

«*Si l'on considère des indicateurs tangibles comme le niveau de diplôme des générations suivantes, la mobilité sociale ou les mariages mixtes, la majorité s'intègre*», a-t-il ajouté.

Au total, 11,5 millions d'immigrés ou enfants d'immigrés résident en France, soit 19% de la population et près de 180.000 personnes arrivent dans l'Hexagone chaque année, selon des chiffres du HCI. (20minutes.fr 15.04)

Depuis la fin décembre 2010, le consul de France à Pondichéry n'a par répondu à ma requête en faveur de la demande de visa de mon beau-frère qui avait été rejetée, sans motif puisqu'ils ne sont pas obligés d'en fournir un, c'est la loi, la loi de l'arbitraire !

Economie.

1- Grèce. A vendre au plus offrant, on brade !

1.1- Le premier ministre grec a présenté vendredi les grandes lignes de son programme budgétaire 2012-2015.

Papandréou a ainsi prévenu que de nouvelles mesures d'austérité seraient prises, qui seront détaillées après les congés de Pâques. Elles comprendront des coupes salariales, le renforcement des contrôles des comptes, notamment dans les hôpitaux, et un coup de frein sur les embauches. L'État grec espère ainsi économiser près de 23 milliards d'euros pour arriver à réduire ses dépenses à environ 44 % du PIB.

Malgré les tensions sociales et l'annonce de nouvelles manifestations début mai, le gouvernement a décidé de lancer au plus vite un large programme de privatisation de 50 milliards d'euros d'ici à 2015. (lefigaro.fr 15.04)

1.2- Sans attendre, l'Etat grec a annoncé, vendredi 15 avril, qu'il allait réduire sa part dans le capital de l'opérateur d'électricité DEI.

Autre mesure qui doit prendre effet dès 2011, la baisse de 20 % de la participation de l'Etat dans l'opérateur téléphonique OTE, dont l'actionnaire principal est Deutsche Telekom. L'Etat veut également privatiser partiellement Trainose, la société d'exploitation des chemins de fer.

La compagnie de Gaz Depa sera également partiellement privatisée dans le courant de l'année, l'Etat ne conservant qu'une minorité de blocage de 34 %.

En 2012, l'Etat entend aussi vendre des parts de la caisse des dépôts et "*d'ici 2013*" réduire sa participation dans la banque postale. Les casinos, usines d'armement, ports et aéroports figurent aussi dans le catalogue des ventes d'ici 2013, avec notamment en 2012 l'extension prévue de la concession actuellement gérée par le groupe allemand Hochtief de l'aéroport d'Athènes, où la participation de l'Etat sera encore revue à la baisse. Au total, les cessions doivent rapporter entre 12 et 16,5 milliards d'euros d'ici 2013 : 2 à 4 milliards d'euros en 2011, 5,5 à 7 milliards en 2012, et 4,5 à 5,5 milliards en 2013.

En matière de réduction des dépenses, les mesures prévues, qui doivent être détaillées après Pâques, incluent le passage aux quarante heures dans la fonction publique, contre 37,5 heures actuellement, des baisses de salaire dans les grandes entreprises publiques, et des coupes dans les dépenses de santé et de défense, précise le document. (lemonde.fr 15.04)

Commentaire d'un internaute

- A 18H00 HEC (16H00 GMT), les taux grecs à 10 ans grimpaient à 13,712 %, contre 13,156 % la veille à la clôture. Les taux portugais à 10 ans montaient pour leur part à 8,868 %, contre 8,767 % la veille. "De plus en plus de personnes très écoutées par les marchés évoquent une restructuration de la dette pour plusieurs pays de la zone euro", a commenté Patrick Jacq, stratégiste obligataire chez BNP Paribas. Ainsi, pour Mohamed El-arian, PDG de Pacific Investment Management Company (PIMCO), le plus gros fonds de gestion obligataire au monde, une restructuration des dettes grecque, portugaise et irlandaise est inévitable, alors que l'Espagne devrait être épargnée, selon un entretien accordé jeudi soir à la chaîne américaine CNBC. Portugal : taux des obligations à 10 ans : 8,997 %. Irlande : taux des obligations à 10 ans : 9,709 %. Le plus hallucinant, c'est la Grèce : Grèce : taux des obligations à 2 ans : 18,504 %. Grèce : taux des obligations à 5 ans : 15,696 %. Grèce : taux des obligations à 10 ans : 13,826 %.

2- Irlande

L'agence de notation Moody's a abaissé vendredi de deux crans la note de l'Irlande, la plaçant au plus bas niveau des emprunteurs fiables. La menace d'une restructuration de la dette irlandaise enfle.(lefigaro.fr 15.04)

3- Etats-Unis

La Chambre des représentants américaine a adopté vendredi un projet de budget pour 2012 qui s'en prend violemment aux grands programmes sociaux de l'Etat providence américain pour tenter de résoudre la question des déficits à long terme.

Le projet de budget républicain pour 2012 présenté par le président de la commission du Budget, Paul Ryan, économiserait selon l'élu 4.400 milliards de dollars sur les dix prochaines années et s'efforcerait de diminuer les régulations qui selon les conservateurs entravent la croissance économique.

Le plan appelle à des réductions d'impôts pour les entreprises et les Américains le plus riches, tout en préconisant la maîtrise des dépenses de santé, en réformant les programmes d'assurance-maladie pour les personnes âgées (Medicare) et pour les plus démunis (Medicaid).

Le Medicare serait réformé pour inclure le choix d'une couverture privée. Les prestations du Medicaid seraient transformées, adaptées en fonction des «besoins» des différents Etats.

Sur la Social Security (assurance sociale contenant des prestations retraite et pour les handicapés) les républicains prévoient de forcer le président et le Congrès à garantir la solvabilité du dispositif. (20minutes.fr 15.04)

4- Chine

Le produit intérieur brut (PIB) chinois a augmenté de 9,7% au premier trimestre par rapport à l'année précédente, après avoir progressé de 9,8% au quatrième trimestre 2010.

Les prix à la consommation ont enregistré leur plus fort rythme de croissance depuis juillet 2008, progressant de 5,4% en mars sur un an.

Les prix agricoles ont été le principal moteur de l'inflation, les prix de l'alimentation progressant de 11,7% en mars sur un an.

Ces chiffres montrent par ailleurs que la consommation locale progresse, contribuant à la croissance à hauteur de 5,9 points de pourcentage au premier trimestre, et l'investissement à hauteur de 4,3 points de pourcentage.

Toutefois, le président chinois Hu Jintao a estimé que la croissance économique chinoise était toujours déséquilibrée.

"*Dans les cinq prochaines années, la Chine fournira d'importants efforts pour soutenir la demande locale, notamment la consommation des ménages*", a-t-il déclaré.

De janvier à mars, la Chine a par ailleurs enregistré un déficit commercial de 1,02 milliard de dollars (700 millions d'euros), son premier déficit commercial trimestriel depuis 2004. (Reuters 15.04)

5- Zone euro

Eurostat a annoncé vendredi une inflation annuelle de 2,7% le mois dernier. (Reuters 15.04)

Haut de page

Le 17 avril

Politique

1- France

1.1- Par nature... au-delà des mots, n'en déplaise à Hollande.

Le président du Parti radical, qui a annoncé le 7 avril que sa formation se séparait de l'UMP et qu'il se tenait prêt pour une éventuelle candidature à la présidentielle de 2012, a participé à un débat sur la laïcité organisé par le PRG.

Le président du PRG, Jean-Michel Baylet, y a vu une possible convergence entre le parti radical et sa formation.

"*Nous nous sommes déjà par nature rapprochés en étant ensemble (dans le débat sur la laïcité de samedi-NDLR), nous allons voir si nous avons davantage à faire ensemble*", a-t-il déclaré après le débat qui s'est tenu à Paris.

François Hollande, qui participait au débat organisé par le PRG, a estimé que ce parti faisait partie de la famille de la gauche, une manière de mettre en garde contre une alliance avec Jean-Louis Borloo.

"*Je sais que l'ancrage des radicaux de gauche, comme leur nom l'indique d'ailleurs, est à gauche*", a-t-il déclaré sur I>Télé. (Reuters 16.04)

1.2- Toujours plus minoritaire... et illégitime : dehors !

Au total, 28% des Français approuvent l'action de Nicolas Sarkozy comme président de la République, soit un point de moins qu'en mars. A l'opposé, 72% désapprouvent l'action du chef de l'Etat, ce qui représente une hausse d'un point par rapport au mois précédent, selon le baromètre Ifop pour "Le Journal du dimanche". (AP 16.04)

1.3- L'UMP se délite, suite.

Les 2.000 jeunes du parti radical ont annoncé ce samedi leur départ de l'UMP et leur engagement dans la future confédération de Jean-Louis Borloo. (lefigaro.fr 16.04)

2- Egypte

Un tribunal administratif égyptien a ordonné samedi 16 avril la dissolution du Parti national démocrate (PND), ancien parti au pouvoir, et la saisie de ses avoirs, selon des sources judiciaires. '*Son siège et ses bâtiments seront transférés au gouvernement*', a précisé cette source.

Nombre de ses anciens cadres font l'objet d'enquêtes pour corruption, et plusieurs sont déjà derrière les barreaux. (lemonde.fr 16.04)

3- Libye.

Après quatre jours de frappes aériennes de l'OTAN, et des combats avec les forces de Moammar Kadhafi, les troupes de l'insurrection se trouvaient samedi à proximité des installations pétrolières de Brega, a déclaré le colonel Hamid Hassy.

Il ajouté que les insurgés avaient également tenu pendant quatre jours leurs positions autour de la ville d'Ajdabiya, à une cinquantaine de kilomètres, permettant aux frappes aériennes de l'OTAN d'affaiblir les forces gouvernementales.

Le colonel Hassy a indiqué que les insurgés étaient accompagnés d'ingénieurs pour réparer d'éventuels dégâts causés par les combats sur les raffineries et le terminal pétrolier de Brega, ville qui a déjà changé plusieurs fois de camp depuis le début du soulèvement en Libye.

Plus à l'ouest, les forces de Moammar Kadhafi poursuivaient samedi leur nouvelle offensive sur Misrata. (AP 16.04)

4- Bahreïn

Les autorités bahreïnies ont arrêté samedi un avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme et deux médecins dans le cadre de la campagne de répression du mouvement de contestation.

Pour l'opposition, l'arrestation de médecins représente une tentative des autorités d'intimidation du personnel de santé pour le dissuader de soigner les manifestants blessés. (Reuters 16.04)

5- Syrie

Bachar el-Assad a annoncé samedi que son gouvernement allait abroger la semaine prochaine au plus tard les lois sur l'état d'urgence instaurées il y a près de 50 ans. Mais le président syrien a averti qu'il n'y aurait ensuite plus d'"*excuse pour organiser des manifestations en Syrie*" à la contestation qui secoue le pays depuis un mois. "*Après ça, nous ne tolérerons aucune tentative de sabotage*", a-t-il prévenu.

Le président a ajouté que le nouveau gouvernement allait entre autres faire adopter une nouvelle loi autorisant la formation de partis politiques et combattant la corruption. Tout cela "*contribuera à mon avis à augmenter la participation tout en étendant les libertés en Syrie*", a-t-il assuré.

"*Il y a un fossé entre les institutions gouvernementales et le peuple*", a lancé Bachar el-Assad au nouveau gouvernement. "*Ce fossé doit être comblé, nous devons ouvrir de nouveaux canaux entre le peuple et nous et cela ne peux se faire qu'en construisant la confiance*", a souligné le chef de l'Etat.

Samedi, plusieurs milliers de personnes ont à nouveau manifesté dans la ville portuaire de Banias (nord-ouest) à l'occasion des funérailles d'un manifestant tué la semaine dernière par les forces de l'ordre au cours d'un précédent défilé, selon des témoins. (AP 16.04)

Traduction, le dictateur entend légaliser les partis qui devront lui accorder leur confiance et qui profiteront de la lévée de

l'état d'urgence pour ne plus manifester dans la rue. Autant dire que l'état d'urgence persistera, il sera simplement allégé. Dans son esprit, les partis qui seront autorisés devront jouer le même rôle que ceux qui étaient légaux en Tunisie et en Egypte et qui soutenaient Ben Ali ou Moubarak, qui leur ont permis de tenir quand même quelques décennies au pouvoir.

Erreur monsieur le tyran, car ces partis en rendant allégeance à votre majesté seront (immédiatement) rejetés par la majorité de la population, et ce n'est pas le jeu minable de partis politiques qui remplira des ventres vides ou comblera les aspirations à la démocratie et la liberté la jeunesse et tout un peuple. Les travailleurs syriens veulent un changement de régime et Assad n'a pas sa place dans le régime qu'ils veulent instituer, ce qu'il ne peut pas concevoir ni accepter évidemment, donc seule une révolution prolétarienne peut le chasser du pouvoir...

6- Yémen

Des milliers de femmes ont manifesté samedi à Sanaa ainsi que dans d'autres villes du Yémen contre des propos du président Ali Abdallah Saleh leur reprochant de participer aux côtés des hommes aux manifestations contre son régime en place depuis 32 ans.

Quelque 5.000 manifestantes ont été recensées à Sanaa et un nombre équivalent à Taëz. (Reuters 16.04)

7- Serbie

Quelque 50.000 personnes se sont rassemblées samedi à Belgrade pour réclamer des élections anticipées, à l'appel du principal parti d'opposition, le Parti progressiste serbe (SNS, nationaliste). (AP 16.04)

Social

France

La coordination nationale des collectifs opposés au gaz et à l'huile de schiste organise depuis vendredi et jusqu'à dimanche une série de rassemblements dans le Sud et l'Est, ainsi qu'en région parisienne, dans des zones où le gouvernement a délivré des permis d'exploration ou en a étudié la possibilité.

Quelque 4.000 personnes, selon la gendarmerie et les organisateurs, ont manifesté à Donzère (Drôme), dont le maire est le ministre de l'Energie, Eric Besson.

A Meaux (Seine-et-Marne), ils étaient entre 1.500 selon la police et 2.000 selon les organisateurs. Des rassemblements ont également eu lieu à Rousson (Gard) avec 200 à 300 personnes selon les organisateurs, à Marseille où une cinquantaine de manifestants ont défilé de la préfecture jusqu'au Vieux-Port.

A Lons-le-Saunier (Jura), ils étaient 200 selon des organisateurs et 120 selon la police.

Des rassemblements ont eu lieu vendredi à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) et à Brignoles (Var).

Dimanche, ce sera au tour de Cahors (Lot), Blyes (Ain) et Nant (Aveyron). (liberation.fr 16.04)

Nous sommes évidemment contre l'exploitation du gaz de schiste. Lire dans les archives des articles de presse d'avril un article exploisif sur cette question.

Haut de page

Le 18 avril

A propos du projet de "*réforme constitutionnelle*".

Je n'ai pas encore développé cette argumentation, mais je pense qu'elle mérite réflexion : la question est-elle de savoir si les représentants du capitalisme pourraient dans certaines conditions mettre en oeuvre une autre politique moins antisociale, ou si la politique qu'ils s'apprêtent à mettre en oeuvre ou qu'ils entendent approfondir, généraliser, correspond à une nécessité pour assurer la survie du capitalisme compte tenu du degré atteint par ses contradictions internes de fonctionnement au stade actuel de son évolution ?

Si l'on privilégie la première question, on se situe sur le terrain du réformisme, de l'adaptation au capitalisme. Cette politique réactionnaire serait le produit d'une volonté politique et non d'une nécessité économique impérieuse. C'est nier le développement historique du capitalisme qui conduit à son effondrement et à la paupérisation grandissante dans le monde, c'est le produit d'une analyse idéaliste ou non scientifique de ce processus dialectique

Si l'on privilégie la seconde, on se situe sur le terrain du socialisme, considérant que les capitalistes ne peuvent pas se payer le luxe de mener une autre politique pour préserver leurs privilèges et leur système économique, que c'est une question de vie ou de mort pour eux, et que cette politique ne peut de toutes manières conduire qu'à une nouvelle crise ou un effondrement de l'ensemble du système capitaliste, ce qu'ils savent, mais ne peuvent éviter, ils peuvent tout au plus retarder le moment ou il interviendra.

Les contradictions du capitalisme ne sont pas le produit de la malformation du cerveau des capitalistes ou leurs représentants, ils sont le fondement même sur lequel repose l'ensemble de ce système économique. Dès lors, ce n'est pas seulement leurs représentants qu'il faut virer du pouvoir pour en mettre d'autres à la place, le PS et ses satellites à tout hasard, c'est le système lui-même qui doit disparaître. C'est la seule vraie question qui mérite d'être posée et discutée avec les travailleurs et les militants pour les aider à rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques. C'est sur cette base que le parti doit se construire.

Rompre avec le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, la BCE, l'OCDE, l'ONU, l'UE et j'en passe, qu'est-ce qu'on en a à foutre franchement, si l'on ne rompt pas avec le capitalisme et que l'on conserve la même base idéologique, celle du capital. (A suivre et compléter)

Un autre sujet

Côté jardin.

Le 16 mars le POI flattait le régime algérien qui pour un peu serait socialiste, entre nous, il pouvait dire exactement la même chose du régime de Kadhafi qui a nationalisé le pétrole... pour son propre compte et non celui de son peuple, une précision qui leur a semble-t-il échappé, à moins qu'il ne s'agisse encore d'une manipulation :

IO n°143 page 13 : "*Algérie : 16 milliards de dollars pour relancer l'industrie publique.*

L'Etat algérien va consacrer 1 100 milliards de dinars, soit 16 milliards de dollars, pour restructurer et relancer le secteur industriel public, a déclaré le ministre algérien de l'Industrie, Mohamed Benmeradi. « Le gouvernement a essayé depuis trois ans de mettre de l'ordre dans le secteur industriel public », a-t-il dit, alors que le poids de ce secteur dans l'économie a chuté ces dernières années àmoins de 5 % du PIB.

Les grandes institutions financières internationales pressent au contraire les autorités algériennes de développer le secteur privé, et surtout industriel."

Vous aurez compris que le "*bon*", c'est celui qui favorise le public, et le "*méchant*" c'est celui qui favorise le privé, voilà où ils en sont arrivés au POI, pitoyable ! Peu importe que le "*bon*" confisque les profits pour satisfaire ses propres besoins ou ceux de l'armée.

Au POI il s'en foute, la plupart de leurs militants et dirigeants sont des fonctionnaires, ils pratiquent le culte du capitalisme d'Etat et s'en portent très bien apparemment. Dès lors, pourquoi voudriez-vous que ce journal et ce parti s'adressent à d'autres couches de la classe ouvrière ? De quoi cause un fonctionnaire qui rencontre un autre fonctionnaire, d'histoires de fonctionnaires !

Et la Syrie, cela vous dit-il quelque chose ?

Toutes les citations qui suivent sont extraites des infos en bref des mois de mars et avril du site, chacun peut le vérifier puisqu'elles sont en ligne.

Côté cour.

Je suis remonté jusqu'au numéro 136 du 17 février pour voir s'ils avaient évoqué la Syrie, même le mot Syrie sera banni d'*Informations ouvrières* jusqu'au numéro paru mercredi dernier (n°144), à l'exception dans le n°140, en citant au passage un extrait d'un communiqué du RCD algérien.

Pas un mot sur ce qui se passe en Syrie, alors que la première manifestation a eu lieu le 15 mars 2011 à Damas, suivie d'une autre plus importante dès le lendemain. Nous somme mi-avril, soit un mois plus tard. Pour le POI, il ne faut pas parler de ce qui se passe en Syrie, comme pour le soulèvement en Libye, ils doivent y voir la main du Mossad ou de la CIA. Nous fournirons

une explication plus sérieuse plus loin.

Le 17 mars des manifestations se déroulaient dans deux autres villes dont Deraa.

Le 20 mars, une foule de manifestants a mis le feu dimanche au siège du Parti Baas à Deraa. (Reuters 20.03), le POI reste résolument muet et il est loin d'être le seul, il est vrai que c'est tous les jours que l'on peut voir des manifestants un peu excités foutre le feu aux locaux du parti de l'ordre, au point qu'on n'y fait même plus attention, pas de quoi relater cette information.

Le 21 mars, les manifestations continuent.

Le 22 mars, elles s'étendent aux villes de Naoua, Jasim et Inkhil.

Le 23 mars, au moins quinze personnes ont été tuées mercredi à Daraa (Libération.fr et AFP 23.03). Le numéro 141 d'Informations ouvrières sort le lendemain, pas un mot, c'est délibéré.

Le 24 mars, on compte déjà entre 100 et 150 morts, plus de 20 000 personnes ont participé jeudi à des funérailles à Deraa. (lepoint.fr 24.03) Le numéro 142 d'*Informations ouvières* restera encore muet sur ces événements qui ont pourtant un rapport avec les révolutions ou soulèvement en cours. Il ne doit pas y avoir encore assez de sang versé et de manifestants pour qu'on en parle et en faire un papier.

Le 25 mars, des dizaines de milliers de Syriens sont descendus dans les rues de plusieurs villes du pays. (AP 25.03)

J'écrivais ceci dans ma causerie du 27 mars :

L'article d'aujourd'hui sur la Syrie est particulièrement intéressant. Il montre bien que les masses se soulèvent spontanément encouragées par les révolutions et soulèvements révolutionnaires en cours, elles se soulèvent en dehors de toute structure, de manière anarchique, sans dirigeants et sans programme. J'ai noté les précisions suivantes :

1- Les masses se mobilisent "*sans direction revendiquée ou clairement identifiée*".

2- "*Aucun de ces responsables (de la contestation de 2005) n'est aujourd'hui en première ligne. Tous semblent avoir été pris de court, comme le régime, par les manifestations qui ont commencé à essaimer dans le pays*".

3- Il s'agit d'un "*mouvement dépourvu de structures et de dirigeants, la contestation syrienne repose pour l'instant sur une poignée de mots d'ordre*".

Ceci pour tordre le cou à l'intox selon laquelle ce soulèvement en Syrie serait téléguidé par l'impérialisme américain ou l'Etat sioniste d'Israël.

Le 27 mars, les manifestations de vendredi ont fait entre 13 morts et 25 morts. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes, Sanamein, Lattaquieh, Tafa, Deraa. Les affrontements à Deraa et dans sa région, près de la frontière jordanienne, ont fait au moins 61 morts en une semaine. (Reuters et AP 26.03)

Le 28 mars, lundi, à Deraa, les forces de l'ordre auraient lancé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour disperser quelque 4.000 manifestants. Ces scènes inhabituelles à Lattaquieh, ville balnéaire il y a peu encore hautement touristique, semblaient donner la mesure de l'anarchie en train de s'emparer de la Syrie. (AP 28.03) Au POI ils sont aveugles !

Le 29 mars, le gouvernement a démissionné mardi. (lepoint.fr 29.03) En voilà une affaire, comme chacun sait, cela arrive tous les mois en Syrie !

Le 30 mars, les troupes syriennes ont ouvert le feu mercredi lors d'une manifestation dans la ville portuaire de Lattaquié. (AP 30.03) C'est rangaine à la fin !

Le 1er avril, pour la première fois, des défilés se sont déroulés dans la région à majorité kurde du Nord, à Qamishli, Amouda et Hassaké. (lemonde.fr 01.04) Ca devait être un poisson d'avril pour les dirigeants du POI !

Le 2 avril, les manifestations s'étendent à toutes les couches d'exploités, dans la cité agricole de Douma (15 km au nord de Damas), où une manifestation s'est terminée vendredi dans le sang avec au moins huit morts, et dans la ville industrielle de Homs (à 160 km au nord), où des manifestations ont également eu lieu. (lemonde.fr 02.04) Ah ben alors, si même la plèbe s'emmêle, il va bien falloir qu'on en parle un jour de ce qui se passe en Syrie. Raté, il n'y aura pas un mot dans le IO n°143 paru le 7 avril.

Le 3 avril, même Al-Watan, quotidien privé proche du pouvoir, a reconnu l'importance du mouvement. (lemonde.f 03.04) Mais pas le POI qui garde obstinément le silence.

Le 8 avril, des manifestations ont lieu dans tout le pays, on compte environ 90 morts et des centaines de blessés. (Reuters 08.04)

Le 9 avril , nouvelles manifestations dans plusieurs villes du pays. (liberation.fr et Reuters 09.04)

Depuis les manifestations se succèdent chaque jour touchant de nouvelles villes, tout le pays en somme.

Etrange silence du POI sur la situation en Syrie, non ?

Par contre ils ont fait fissa sur la Libye, ils ont écrit dans le IO n°137 paru le 24 février, soit environ une semaine après les premières manifestations : "*Au moment où nous écrivons, le régime Kadhafi s'est lancé dans une violence sans commune mesure contre la population : snipers, mercenaires, tirs d'obus sur les foules, bombardements par avion. En même temps, la crise du régime s'est ouverte, des généraux se sont démarqués, des chefs de tribu appellent au départ du « Guide suprême », de nombreuses villes ne sont plus sous contrôle du régime.*"

En Syrie le dictateur n'a pas encore eu recours aux obus et aux bombes contre ses opposants, bon, on attendra qu'il y pense pour lire un article sur la situation en Syrie dans *Informations ouvrières*...

Peut-être de la même manière qu'ils identifient abusivement le Conseil nationale de transition à la révolution libyenne, ou encore qu'ils se livrent à un amalgame entre le bombardement de l'artillerie de Kadhafi et le bombardement de l'ensemble du pays sans distinction, comme en Serbie ou en Irak dans le passé, peut-être estiment-ils délicat de s'en prendre au régime dictatorial d'Assad parce qu'il soutient le Hezbollah au Liban et certaines fractions armées dans les territoires palestiniens, s'attaquer à Assad reviendrait à affaiblir la lutte des Palestiniens, allez savoir jusqu'à quel point ils sont capables d'aller au POI pour couvrir ou soutenir une dictature, discrètement, disons silencieusement !

Tenez, à propos du Conseil nationale de transition installé à Benghazi, j'ai lu quelques articles de presse qui en précisait la composition et j'ai constaté qu'il était très hétérogène en réalité, on y trouve des opposants provenant de villes de l'ouest et de l'est du pays, y compris de Tripoli, ensuite sur le plan sociologique, il y a des enseignants, avocats, architectes, médecins, journalistes, techniciens ou cadres, etc, donc pas seulement d'anciens militaires ou d'ex-ministres de Kadhafi, j'ai constaté également que parmi ceux qui avaient servi le régime et qui figuraient dans cet organisme, il y en avait qui s'en étaient écartés depuis plusieurs années, parfois depuis de nombreuses années, certains ont même été emprisonnés par le régime avant d'être réhabilités, quand ce ne sont pas des membres de leurs familles qui ont été exécutés par Kadhafi.

Ceci juste pour rappeler que les choses ne sont pas aussi simplistes qu'on nous les présente pour nous forcer à adhérer par des moyens malhonnêtes à une position politique, car il est parfaitement clair, que sans une certaine expérience du maniement de la dialectique, sans un minimum d'esprit critique, sans avoir l'habitude (ou le temps) de se poser de nombreuses questions, la plupart des militants tomberont forcément dans le panneau qu'on leur tend, tout est soigneusement fait pour qu'il en soit ainsi.

Ce que je viens de dire du CNT, c'est qu'il est lui-même traversé par des contradictions, certains de ses membres sont totalement subordonnés à l'impérialisme français notamment et sont prêts à lui obéir aveuglément, d'autres seront sans doute plus nuancés à son égard, peut-être parce qu'ils sont plus proches du prolétariat et de la jeunesse libyenne. L'impérialisme français est lui aussi en proie à de terribles contradictions, on les minimise, on les faits volontiers passer au second plan, on les évoque pour la forme et puis basta, c'est si facile.

Sarkozy a fait une énorme connerie en lâchant Kadhafi après s'être compromis avec lui, il s'est foutu dans une sacrée merde entre nous et cela nous réjouit, cela va finir par lui péter à la gueule, certains dans les sphères dirigeantes le pensent tout bas, d'autres commencent à l'évoquer publiquement, on en reparlera bientôt. Qu'il ait agi sur incitation de l'impérialisme américain, on veut bien le croire, il n'en demeure pas moins qu'il va bientôt apparaître comme le dindon d'une mauvaise farce, il en sera d'autant plus affaibli politiquement, on n'en demande pas davantage...

Pour revenir sur la manière fallacieuse de présenter les choses ou de ne rien en dire.

J'avais consacré mes premières causeries de 2008 à cette question précise, d'une part pour expliquer ma méthode, d'autre part parce que j'estimais qu'il existait de nombreuses manières de tromper les militants à leur insue, le non-dit en est une et la plus courante ; rapporter des faits ou citations volontairement tronqués ; relater certains faits mais pas d'autres qui contrediraient votre position politique ; partir d'une affirmation pour échafauder une théorie ou justifier une position, sans vérifier au préalable que cette affirmation était correcte, le coup le plus classique est celui du syllogisme foireux, etc.

Vous aurez constaté que j'ai agi exactement à l'inverse de ces méthodes détestables, je me suis appliqué à mettre en ligne tous

les documents qui allaient à l'encontre de ma position, afin de laisser aux militants la possibilité de se faire leur propre idée sur une question précise.

J'ai consacré des pages et des pages à cette question parce qu'elle me semblait déterminantes pour mes rapports avec mes lecteurs, en précisant bien et en rappelant sans cesse que même si nous faisions preuve d'une honnêteté irréprochable, en aucun cas on devait avoir une confiance aveugle envers quiconque, car on peut toujours commettre des erreurs.

A ce propos j'en ai détecté une dans mon argumentation sur l'Iran, quand il y eu la polémique sur la question de savoir si l'Iran pouvait ou non se doter de l'énergie nucléaire civil, j'ai répondu favorablement, or en dehors de l'énergie nucléaire à usage strictement médical, l'énergie nucléaire civil ou militaire devrait être banni de la planète, il fallait donc être plus circonspect et précis sur cette question. A vouloir absolument prendre le parti d'un pays dominé en toutes circonstances contre les prétentions des pays dominants, on en arrive parfois à adopter des positions erronées.

On peut avoir des principes, c'est même franchement recommandé, mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir et parfois si nécessaires de modifier ou amender nos principes...

Politique

1- Finlande

Le Parti de la Coalition nationale (centre droit) a remporté les élections législatives de dimanche en Finlande avec 20,4% des voix, a annoncé la télévision publique YLE après dépouillement de l'ensemble des bulletins.

Le scrutin a été marqué par la forte poussée du Parti des "Vrais Finlandais", eurosceptique et populiste, arrivé en troisième position, avec 19,00%, talonnant les sociaux-démocrates (19,1%)

Le Parti du Centre, principale composante du gouvernement sortant, n'obtient que 15,8% des suffrages.

Le chef des Vrais Finlandais, Timo Soini, a déjà fait savoir qu'il voulait modifier les modalités du plan de sauvetage du Portugal.

Le Parlement finlandais, à la différence d'autres pays de la zone euro, a le droit de se prononcer sur les demandes de fonds de financement de plans de sauvetage de l'Union européenne. (Reuters 17.04)

2- Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont tiré à balles réelles et fait usage de gaz lacrymogènes contre des manifestants dimanche à Sanaa alors que des centaines de milliers de personnes, dont de nombreuses femmes, défilaient dans tout le pays pour réclamer le départ du président Ali Abdallah Saleh et dénoncer ses propos envers les femmes participant à la contestation.

Cette forte participation laisse penser que l'opposition a su tirer parti de l'indignation suscitée par les récentes déclarations d'Ali Abdallah Saleh. Vendredi, ce dernier avait jugé que la mixité lors des manifestations violait les lois islamiques.

A Sanaa, la capitale, les autorités ont tiré à balles réelles sur les manifestants et procédé à des jets de gaz lacrymogène, selon des témoins. Mohammed el-Abahi, médecin-chef à l'hôpital de campagne installé par les manifestants, faisait état d'au moins 30 blessés, dont deux par balles.

A Damar, dans le sud du pays, au moins 18 personnes ont été blessées dans des accrochages avec les forces de sécurité, selon des sources médicales.

Ailleurs, plus de 100.000 personnes ont défilé dans les rues de Taiz, l'un des foyers de la contestation, et des manifestations ont été organisées dans le port d'Aden et plusieurs autres villes du pays.

Un mouvement de jeunesse en tête de la contestation contre le président avait appelé à des manifestations de masse dimanche, pour une journée de "*l'honneur et de la dignité*".

Si une jeune femme avait pris la tête des manifestations contre le chef de l'Etat sur un campus universitaire fin janvier, les femmes yéménites n'ont rejoint en nombre le mouvement qu'à partir de début mars. Leur participation marquait une évolution notable dans un pays où les traditions conservatrices musulmanes restent profondément ancrées.

Mais le président yéménite s'est accroché au pouvoir malgré des manifestations quasi-quotidiennes et la défection de nombre de

ses alliés clé au sein de l'armée, du corps diplomatique et de puissantes tribus yéménites. (AP 17.04)

3- Syrie

Au lendemain de la promesse du président Bachar al Assad de lever l'état d'urgence la semaine prochaine, des manifestations appelant à la démocratisation du régime se sont poursuivies dimanche en Syrie, cette fois-ci à Soueida, dans le sud du pays, selon un témoin.

"*Dieu, Syrie, liberté, c'est tout!*", a scandé la foule des manifestants. Ils ont également scandé "*Même pas peur*" ainsi que d'autres slogans soutenant les habitants de Deraa.

A Deraa, les manifestants étaient des dizaines de milliers à parcourir les rues de cette ville agricole du sud du pays devenue le foyer de la contestation contre le régime syrien, d'après des témoins joints par téléphone. Ils ont rapporté que la foule scandait: "*Celui qui tue son propre peuple est un traître!*" ou "*Le peuple veut renverser le régime*".

A Hirak, 33 km au nord-est de Deraa, ville de l'extrême-sud du pays d'où est partie il y a un mois la contestation du régime, des milliers de manifestants ont crié: "*Liberté!, Liberté! Bachar dehors!*", ont rapporté par téléphone des participants.

A Talbiseh, entre les villes centrales de Homs et de Hama, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur une foule participant aux funérailles d'un homme tué la veille par des hommes du régime, faisant trois nouveaux morts, rapportent des témoins.

A Banias, dans l'ouest, quelque 1.500 manifestants sont descendus dans les rues, confirmant que l'agitation qui touche la Syrie, un des pays les mieux "*verrouillés*" de la région, ne s'essouffle pas.

A Alep, deuxième ville du pays située dans le nord-ouest, plusieurs centaines de personnes ont scandé dimanche "*Le peuple veut la liberté*" sur la tombe du leader indépendantiste Ibrahim Hananou, selon un militant des droits de l'homme présent sur les lieux.

Cette cité - l'une des plus anciennes au monde, située à l'un des principaux carrefours de l'Orient pendant 4.500 ans - a été jusqu'ici relativement épargnée par le vent de révolte qui souffle actuellement sur la Syrie.

L'agitation persiste donc en dépit du discours prononcé la veille par le président Assad promettant la levée de l'état d'urgence dès la semaine prochaine au profit d'une législation antiterroriste qui ne laissera aucune liberté d'action "*au chaos et aux saboteurs*".

Le chef des services de renseignement allemands, Ernst Uhrlau, a déclaré au journal Hamburger Abendblatt que la longévité de la dynastie Assad - Hafez al Assad a régné 30 ans sur son pays - montrait que le régime syrien était peu susceptible de tomber aussi aisément que ceux de Tunisie ou d'Egypte.

Il a rappelé notamment que Hafez al Assad n'avait pas hésité à écraser dans le sang une révolte islamiste en 1982 à Hama, dans le centre du pays, au prix de quelque 30.000 morts. (Reuters et AP 17.04)

Soueida, Deraa, Hirak, Talbiseh, Banias, Alep, personne ne pourra dire ensuite que les manifestations en Syrie n'auraient concerné qu'un foyer d'opposants retranchés dans une ville isolée du reste du pays qui soutenait Assad.

4- Bahreïn

Plus d'une centaine de fonctionnaires du ministère de l'Education ont été limogés de façon sommaire à Bahreïn pour avoir participé aux protestations anti-gouvernementales, rapporte dimanche l'agence de presse officielle.

Ces employés vont aussi être poursuivis pour "*violations flagrantes*" de la législation sur le service public, rapporte l'agence qui ajoute la grève du syndicat des enseignants le mois dernier avait des motivations politiques et était destinée à désorganiser les écoles. (AP 17.04)

Social

France

"*L'Education Nationale n'a pas de problèmes de moyens*", a affirmé Luc Chatel, ministre de l'éducation, dimanche matin sur Europe 1.

Pourtant, entre 1500 et 3000 classes de maternelle et primaire sont menacées par les nouvelles cartes scolaires. L'estimation haute est fournie par les syndicats d'enseignants, l'estimation basse par le ministère.

Toujours est-il que 8967 emplois vont être supprimés à l'Education nationale, annonce *Le Journal du Dimanche* qui consacre sa une au problème.

Mais pour Luc Chatel, ce n'est pas un problème de chiffres. Lui veut miser sur le "*qualitatif*" plutôt que le quantitatif. "*Est-ce que cette fuite en avant de "toujours plus de moyens" a obtenu des résultats ? La réponse est non ! La France - cinquième puissance mondiale - est entre la 22e et la 26e place dans les classements éducatifs*", a-t-il argumenté sur Europe 1.

Il a également regretté que le coût moyen par élève ait fortement augmenté depuis les années 1980 alors que "*le nombre d'élèves qui accèdent au baccalauréat n'augmente plus*".

Quoi qu'il en soit, sur le terrain, élus et parents d'élèves s'organisent pour faire pression sur les rectorats. A Ecole-Valentin (Doubs), par exemple, où 2 classes sont menacées de fermeture. Même le maire, pourtant UMP, est entré dans la bataille. "*On touche à l'avenir de nos enfants, à nos tripes*", explique une mère de famille.

Dans le Doubs, 35 classes devraient être fermées. La mobilisation dure depuis des semaines. Le 12 avril, enseignants et parents d'élèves ont organisé une "manif à reculons" pour protester.

"*Localement, le rapport de force peut éviter la fermeture d'une classe... au détriment d'un autre territoire pour lequel personne ne se mobilise*", affirme Claude Lelièvre, historien de l'éducation, interviewé par Le JDD. Il estime que ces suppressions de postes mettent "*en péril le principe d'égalité des chances*". (lepost.fr 17.04)

Le ministre de la Justice avait tenu excatement les mêmes propos face aux magistrats qui s'étaient mobilisés récemment, *La justice n'a pas de problèmes de moyens*", idem pour le Ministre de l'Intérieur, etc.

Haut de page

Le 19 avril

Au tour du Burkina Faso et de l'Ouganda de s'enflammer...

A quoi bon causer... dans le vide apparemment. On se lasse à répéter toujours les mêmes choses, en vain. Je vous laisse à vos certitudes solidement établies. L'heure de la confrontation générale approche et comme chaque fois nous l'aborderons dans les pires conditions qui soient...

Parole d'internaute.

(A propos de la situation en Syrie)

- "Ce n'est pas une conspiration de l'étranger, mais une révolution ! Croire que des dizaines de milliers de Syriens vont ... obéir à un "mot d'ordre" venu de l'étranger, pour protester contre la dictature en place à Damas relèvent de la fantasmagorie conspirationniste... (liberation.fr 18.04)

Politique

1- Hongrie

Le Parlement hongrois, dominé par une majorité de droite conservatrice emmenée par le Fidesz, a adopté lundi une nouvelle Constitution susceptible, selon des défenseurs des droits de l'homme et la société civile, d'affaiblir l'état de droit dans le pays. (Reuters 18.04)

2- Ouganda

Pour la deuxième semaine consécutive, la police ougandaise a arrêté, lundi 18 avril, les principaux dirigeants de l'opposition et tentait ainsi d'étouffer dans l'œuf des "*marches*" contre la vie chère, susceptibles de se transformer en manifestations hostiles au régime. Kizza Besigye, leader du Forum pour le changement démocratique, (FDC, coalition d'opposition), a été condamné pour comportement inssurectionnel et incitation à la violence devant un tribunal lundi. Il avait été interpellé par la police alors qu'il sortait de chez lui.

Au moins dix-sept responsables de l'opposition ont été arrêtés dans les mêmes circonstances aux premières heures de la matinée, dont Norbert Mao, leader du Parti démocratique, et Olara Otunnu, le dirigeant du Congrès du peuple ougandais (UPC), selon l'opposition. Leur arrestation n'est pas liée à leur participation à des manifestations, mais a eu lieu dans le cadre "*de plusieurs enquêtes en cours*" contre M. Besigye, a affirmé un porte-parole de la police.

Les forces de l'ordre ont également fait usage de gaz lacrymogènes et de tirs à balles réelles pour disperser des protestataires qui tentaient d'ériger des barricades sur une avenue du nord de Kampala et jetaient des pierres. Deux personnes ont été hospitalisées dans ces affrontements, selon la Croix-Rouge ougandaise.

M. Besigye avait été déjà interpellé le 11 avril à la sortie de son domicile et inculpé "*d'incitation à la violence*", après avoir annoncé son intention de "*marcher*" contre l'augmentation des prix des denrées de base. Devant la pression d'un régime toujours prompt à interdire toute manifestation "*illégale*", il s'agissait pour l'opposition de tester une nouvelle tactique de "*happening*" politique : appeler les Ougandais à se rendre au travail à pied, en une "marche" de protestation contre la vie chère. (lemonde.fr 18.04)

3- Burkina Faso.

Le mouvement de colère des soldats au Burkina Faso semblait s'étendre lundi à l'est et au nord du pays, selon les témoignages d'habitants.

Les soldats protestent pour obtenir leur indemnité de logement et leur prime journalière d'alimentation.

Anatole Kiema, un professeur de la ville de kaya, au nord de Ougadougou, a ainsi affirmé que les écoles de la région étaient restées fermées après une manifestation de soldats qui ont tiré en l'air une partie de la nuit.

Tassere Koanda, un habitant de Tenkodogo, une ville à l'est de la capitale, a également rapporté que des soldats avaient tiré en l'air dimanche soir, avant de rentrer à leurs casernes. Les soldats ont également volé des téléphones portables.

Ancien capitaine, Blaise Compaoré est arrivé au pouvoir en 1987 au Burkina Faso lors d'un coup d'Etat sanglant contre son frère d'armes, Thomas Sankara. Il a été largement réélu en novembre dernier lors d'un scrutin contesté par l'opposition, qui a dénoncé des fraudes. (AP 18.04)

4- Syrie

4.1- Au lendemain de violences meurtrières en Syrie, plus de 5.000 manifestants se sont installés lundi sur la place centrale de Homs, troisième ville du pays, déterminés à occuper le site jusqu'à ce que le président Bachar el-Assad quitte le pouvoir.

A Homs, après les funérailles, plusieurs milliers de personnes se sont dirigées vers la principale place de la ville, la place Sa'a Jadida (place de la Nouvelle horloge), où ils ont scandé "*le peuple veut faire chuter le régime*" et "*pacifique, pacifique*", selon des témoins.

"*Un sit-in jusqu'à la chute du régime*", lançaient les manifestants. Comme en écho à ceux qui, campant pendant 18 jours sur la place Tahrir du Caire, finirent par obtenir la démission du raïs égyptien Hosni Moubarak. Selon des témoins, les protestataires comptaient installer des tentes sur la place et certains habitants ont fait don d'eau et de nourriture. (AP 18.04)

4. 2- Des câbles diplomatiques américains diffusés par le site WikiLeaks montrent que le département d'Etat a secrètement financé des groupes d'opposition syriens, rapporte ce lundi le Washington Post.

Selon ces notes, Washington a fourni jusqu'à six millions de dollars depuis 2006 à un groupe d'exilés syriens pour qu'il gère une chaîne de télévision privée par satellite basée à Londres, Barada TV, et finance des activités à l'intérieur de la Syrie.

Un financement commencé sous Bush, poursuivi sous Obama. (20minutes.fr 18.04)

Ils pratiquent de la même manière dans tous les pays où les régimes ne favorisent pas leurs intérêts économiques. Et dans les pays dominants concurrents des Etats-Unis, ils financent depuis 1945 la propagande en direction des intellectuels et de représentants de partis pourris dits de gauche, genre PS et Kouchner, des médias, etc.

5- Yémen

La police a ouvert le feu à balles réelles et tiré des gaz lacrymogènes lors d'une manifestation lundi dans le sud du Yémen, faisant 45 blessés, selon un militant yéménite.

Les violences se sont produites dans la ville côtière d'Hodeïda, sur la mer Rouge, où des milliers de personnes s'étaient rassemblées pour demander le départ du président Ali Abdullah Saleh.

A Sanaa, plusieurs personnalités et députés, dont bon nombre d'anciens membres du Congrès populaire général, le parti de M. Saleh, ont créé lundi un nouveau parti d'opposition, le "*Bloc justice et construction*", et publié un communiqué demandant que le départ du président yéménite.

Mohammed Abulahoum, un des dirigeant de la puissante tribu Bakil, la deuxième du pays, figure parmi les membres fondateurs, de même que Khaled al-Wazir, ex-ministre des Transports ayant fait défection.

La nouvelle formation comprend également plusieurs femmes, dont Huda al-Ban, qui a démissionné le mois dernier de son poste de ministre des Droits de l'homme. Le Bloc justice et construction dit vouloir "*créer une société civile fondée sur la démocratie, le transfert pacifique du pouvoir et le respect des autres*". (AP 18.04)

6- Libye

Trois responsables sécuritaires libyens ont fait défection et sont arrivés en Tunisie, a rapporté lundi l'agence officielle tunisienne TAP.

Selon l'agence, il s'agit d'un colonel, d'un capitaine et d'un sous-officier appartenant au corps de la sécurité intérieure arrivés dimanche au port d'El Ketf de la localité de Ben Guerdane proche de la frontière libyenne.

La TAP avait fait état vendredi de l'arrivée dans le même port de cinq officiers de l'armée libyenne qui se sont réfugiés en Tunisie en compagnie de 13 de leurs compatriotes. (AP 18.04)

Social

1- France

1.1- Participation. Prime à la subordination au capital.

Selon un rapport de l'Insee publié en 2006, seuls 16,4% des PME versent des dividendes, contre 30,6% des entreprises de taille intermédiaires (entre 250 et 5.000 salariés) et 41% des entreprises de plus de 5.000 salariés. En calculant selon les dernières données disponibles, environ 700.000 salariés de PME, 920.000 salariés d'établissements de taille intermédiaire, et 1,35 million de salariés de grandes entreprises sont potentiellement visés. Soit près de 3 millions de personnes, et plus de 10,5% de la population active. (20minutes.fr 18.04)

Je propose qu'en cas de pertes subies par une entreprise, les salaires des travailleurs de ces entreprises soient amputés d'autant. Je plaisante bien sûr. La subordination du travail au capital pour le meilleur et pour le pire. Tout est fait pour maintenir la paix sociale dans ce pays... et assurer la stabilité politique du régime.

1.2- Un gel pour un dégel social ?

Le ministère des finances devrait annoncer, mardi, la poursuite du gel des salaires dans la fonction publique en 2012, selon des informations publiées, lundi 17 avril, par *Les Echos*.

"*Bercy va annoncer la poursuite en 2012 du gel du point d'indice [base de calcul du salaire des agents] déjà acté pour 2011*", lors du "*rendez-vous salarial annuel*" de la fonction publique qui réunira le ministre du budget, François Baroin, le ministre de la fonction publique, Georges Tron, et les syndicats, révèle le quotidien économique.

Le coût budgétaire d'une hausse du point d'indice est évalué à 900 millions d'euros par an par point supplémentaire pour les trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière), qui totalisent 5,2 millions d'agents, selon la même source.

Pour arrondir les angles, Bercy pourrait proposer aux partenaires sociaux la perspective d'un nouveau "*point d'étape*" en fin d'année, avec l'éventualité d'un "*geste futur*", si la croissance a bondi, "*ou si, à l'approche de l'élection présidentielle, l'urgence politique fait bouger les lignes*", écrit le quotidien économique. (lemonde.fr 18.04)

1.3- Pourquoi des centaines de milliers de demandes d'emploi ne sont pas satisfaites, alors qu'il y aurait 7 millions de chômeurs dans le pays?

Le ministre du Travail a annoncé dimanche son intention de réduire la liste des métiers autorisant le recours à la main d'oeuvre étrangère en raison des difficultés de recrutement, estimant prioritaire de "*former les demandeurs d'emplois pour occuper ces postes*".

Un arrêté de janvier 2008 fixe une liste de trente "*métiers en tension*", dont les difficultés de recrutement justifient un recours à des ressortissants de pays tiers, sans que la situation de l'emploi soit opposable.

"*Vous ne pensez pas que ma responsabilité, c'est plutôt de former les demandeurs d'emploi pour occuper ces postes ?*", a déclaré Xavier Bertrand, citant comme exemple la profession de conducteur de travaux du BTP, lors de l'émission Le Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro. Précisant que "*l'immigration liée au travail*" représentait "*à peu près 20.000 personnes*".

Plus du tiers (37,6%) des prévisions d'embauche butent sur des difficultés de recrutement, selon l'enquête annuelle de Pôle emploi, l'agence nationale pour l'emploi, publiée début avril. "*La façon dont je veux réorienter l'action de Pôle emploi et de tous les acteurs de l'emploi, c'est justement de travailler sur ces métiers en tension*", a souligné le ministre, qui estime "*possible de réduire l'immigration légale, notamment liée au travail*".

CFDT et FO dénoncent un discours anti-immigration du ministre du Travail. Le PS s'insurge. (lepost.fr 18.04)

Son discours est politique évidemment, il marche sur les traces de Le Pen avec 2012 en perspective, mais il pose en même temps une question qui ne manque pas d'intérêt dans un pays qui compte des millions de chômeurs désespérément à la recherche d'un emploi fixe et "correctement" rémunéré.

Encore un sujet tabou, sensible, qui fera le bonheur des dogmatiques de tous poils et des tiers-mondistes à la petite semaine, on leur laissera cet os à ronger, ils nous donnent la nausée par les temps qui courent...

Quant aux dirigeants syndicaux, ils feraient mieux aussi de la fermer, car ils participent aux organismes paritaires dédiés à la formation professionnelle, ils sont donc coresponsables de la situation actuelle, des millions de chômeurs d'un côté, 150 000 postes de travail non pourvus de l'autre (Chérèque hier).

1.4- Guaino s'érige en «***juge de gouvernement***».

La nouvelle prise de parole d'Henri Guaino, dimanche, lors de l'émission politique Dimanche+ sur Canal+, a suscité une réaction quasi-épidermique de la part de certains magistrats. Le conseiller spécial du président de la République a déclaré, sur l'affaire d'un automobiliste qui a tué trois personnes samedi soir à Chelles (Seine-et-Marne), que cet homme ne «*devrait jamais sortir de prison s'il est avéré qu'il conduisait sans permis et en état d'ivresse, et qu'en plus, il avait récidivé dans ce domaine*».

Cette dernière déclaration a fait bondir le Syndicat de la magistrature: dans un communiqué publié sur son site ce lundi, le syndicat s'émeut qu'«*il y a tout dans ce "jamais!"*»: le vol de la souffrance et de la parole des victimes, immédiatement dépossédées de leur histoire par les professionnels du storytelling répressif et réduites au rang de prétextes; le vieux fantasme de l'élimination des *"irrécupérables"*».

Pour ces magistrats, «*le message est passé: honte et gare aux juges qui – pour des raisons obscures aux yeux d'un conseiller de l'Elysée – ne prononceraient pas le maximum*» de la peine. Ils estiment qu'Henri Guaino s'érige en «*juge de gouvernement*», avant d'indiquer qu'il «*n'en est pas à son coup d'essai: en novembre 2008, il avait qualifié de «parfaitement incongrue, scandaleuse, moralement inacceptable*» la décision du tribunal de Paris déboutant Nicolas Sarkozy qui demandait l'arrêt de la commercialisation d'une poupée vaudou à son effigie. (20minutes.fr 18.04)

Sans doute encore un pauvre type pas maître de ses actes et conduit inconsciemment à commettre un acte irréparable qu'il regrettera le restant de ses jours. C'est leur société pourrie qui conduit à ce genre de drames, c'est elle qu'il faut commencer par juger, donc Guaino. A bas le capitalisme !

2- Grèce.

La plus grande organisation syndicale du secteur privé grec a lancé lundi un mot d'ordre de grève générale de 24 heures pour le 11 mai afin de protester contre les mesures d'austérité et le plan de privatisation du gouvernement Pasok.

Le 23 février, quelque 100.000 personnes, dont de nombreux retraités touchés par le "*tour de vis*" du gouvernement, avaient défilé dans les rues d'Athènes pour dénoncer la politique d'austérité. (Reuters 18.04)

Economie

1- La "***catastrophe***" annoncée.

1.1- Grèce

1.1.1- La Grèce a une nouvelle fois déclaré lundi qu'elle n'avait aucune intention de restructurer sa dette, le gouverneur de la banque centrale jugeant une telle éventualité catastrophique.

Soumise à la pression croissante des marchés, Athènes a démenti les informations publiées par le quotidien Eleftherotypia, qui rapporte lundi que la Grèce a demandé en début de mois à l'Union européenne (UE) et au Fonds monétaire international (FMI) de restructurer sa dette.

Le journal grec indiquait également que le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, avait dit au ministre grec des Finances George Papaconstantinou qu'une restructuration de la dette de son pays serait nécessaire.

Des sources gouvernementales allemandes considèrent cependant que la Grèce ne passera pas l'été sans une restructuration de sa dette.

Le gouverneur de la banque centrale grecque George Provopoulos estime, dans un rapport destiné aux actionnaires, qu'une restructuration serait préjudiciable aux banques et aux fonds de pension.

"*La Banque de Grèce explique avec clarté depuis octobre dernier qu'une telle option n'est ni nécessaire ni souhaitable*", écrit-il. "*Cela aurait des conséquences catastrophiques*".

Faisant écho au gouverneur de la banque centrale grecque, la ministre française de l'économie Christine Lagarde a dit ce même lundi qu'une restructuration de la dette grecque, ou encore irlandaise ou portugaise, serait "*catastrophique*".

La Commission européenne pour sa part a déclaré qu'il n'y avait aucune discussion en cours sur une restructuration. (Reuters 18.04)

1.1.2- «*C'est une voie sans issue*», affirme Takis Kamboureas, le président de la banque agricole (ATE) qui expose le dilemme: «*Si les mesures d'austérité continuent, les Grecs, déjà saignés à blanc, vont arrêter de travailler par contestation. Mais si on restructure, c'est la faillite du pays et une catastrophe pour le système bancaire grec*», affirme-t-il. Et pour cause, les banques grecques, principales détentrices de titres de dette grecque aujourd'hui, seront les premières touchées par une restructuration. Très exposées à la dette grecque en 2010, les banques françaises et allemandes notamment auraient profité du plan de sauvetage international pour se débarrasser de leurs titres de dettes. Giorgos Provopoulos, gouverneur de la Banque de Grèce, en convient: une restructuration serait d'abord une «*catastrophe pour le système*» financier grec, avant de contaminer le reste de la zone euro.

«*C'est un faux problème, estime, de son côté, Alexandros Paparsenos, le président du Fonds hellénique de développement. Si les déficits grecs restent dans le rouge, on aura beau restructurer, la dette augmentera encore: ce sera le tonneau des Danaïdes!*» (lefigaro.fr 18.04)

1.2- Le Fonds monétaire international prévient que la réponse apportée par les pays émergents aux afflux de capitaux auxquels ils sont confrontés est insuffisante au risque de provoquer un atterrissage en catastrophe de leurs économies. (Reuters 18.04)

Haut de page

Le 20 avril

Service minimum.

Politique

1- France

Négocier, c'est mieux que se mobiliser, encore mieux que se soulever.

"*Le partage de la valeur, j'y tiens parce que c'est une question de justice*", a déclaré M. Sarkozy un peu plus tôt dans la matinée lors d'une visite dans une usine des Ardennes, La Fonte ardennaise, appartenant au réseau OSEO excellence. Il a ensuite insisté

de nouveau sur l'importance de la "*valeur travail*", reprenant un leitmotiv de sa campagne de 2007, lancée à l'époque dans les Ardennes.

"*Quand il y a la reprise, j'affirme qu'il est normal que les salariés et les ouvriers à qui on a demandé des efforts pendant la crise bénéficient de la reprise, c'est un principe sur lequel je ne céderai pas*", a-t-il affirmé. "*Dans les grandes entreprises, s'il y a une forte augmentation des dividendes, il faudra que les salariés en aient une partie et il faut obliger ces entreprises à négocier*", a ajouté Nicolas Sarkozy.

"*Et, dans les petites entreprises où il n'y a pas de distribution de dividendes, si ça va mieux, si le carnet de commandes se remplit, l'entreprise pourra faire une prime aux salariés qui sera exonérée de cotisations*", a-t-il encore indiqué. (lemonde.fr 19.04)

Aucune exigence salariale de la part des travailleurs du secteur privé ou public, aucune revendication ne devrait passer par des "négociations" dès lors que le patronat a manifesté son intention de s'y opposer, immédiatement il faudrait appeler à la mobilisation dans la perspective de la grève (illimitée) et l'occupation jusqu'à satisfaction.

Il est démontré que c'est la détermination des syndicats à aller jusqu'au bout de ce combat qui détermine à son tour le degré de mobilisation des travailleurs et renforce leur unité et leur détermination.

2- Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont ouvert le feu mardi sur des manifestants à Sanaa, la capitale, et à Taiz, la deuxième ville du pays, faisant au moins trois morts, selon des militants et des sources médicales.

Des milliers de personnes défilaient mardi à Taiz, dans le sud du Yémen, lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu.

Plus tard dans la journée, à Sanaa, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont également manifesté, alors que des milliers d'autres défilaient à Aden, Ibb, Al-Hudaïdah et d'autres villes où la plupart des magasins avaient été fermés en signe de soutien aux protestataires.

A Sanaa, la manifestation a pris une tournure violente quand les forces de sécurité ont ouvert le feu et fait usage de gaz lacrymogènes contre des protestataires qui essayaient d'accéder à la principale artère de la capitale.

Khaled al-Ansi, un organisateur de la manifestation, a affirmé pour sa part qu'une soixantaine de personnes avaient été blessées. Des policiers qui avaient rejoint les rangs des manifestants font partie des blessés, selon des témoins. (AP 19.04)

3- Syrie

Le gouvernement syrien a adopté mardi un projet de loi abrogeant l'état d'urgence en vigueur depuis 1963, mais une nouvelle législation régulera "*le droit à manifester pacifiquement*".

Peu après l'annonce de cette mesure, une nouvelle manifestation en faveur de la démocratie a éclaté à Banias, dans l'ouest du pays. "*Ni salafiste, ni Frère musulman. Nous voulons la liberté*", ont scandé des centaines de personnes.

Selon un juriste international, la nouvelle loi régulant les manifestations, qui étaient interdites sous l'état d'urgence, signifie qu'il sera toujours "*nécessaire de demander l'autorisation de la famille Assad pour manifester*".

Les forces de sécurité ont ouvert le feu mardi contre des manifestants anti-gouvernementaux à Homs, importante agglomération du centre du pays où 17 personnes avaient été tuées dimanche soir par des tirs des forces syriennes.

Des militants des droits de l'homme ont rapporté qu'au moins trois autres manifestants avaient été tués par balles mardi matin. Selon Sana, quatre personnes, deux policiers et deux individus armés, ont été tuées dans des affrontements dans la ville.

A l'Ecole de médecine de Damas, des dizaines d'étudiants ont manifesté mardi pour réclamer "*la fin du massacre*" mais, selon des opposants, les forces de sécurité sont intervenues pour mettre fin à la manifestation.

A Deraa, les habitants rapportent que les forces de sécurité, absentes des rues ces derniers jours, ont fait mardi leur réapparition.

Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur invite les Syriens à "*éviter de prendre part à des défilés, manifestations et protestations*", conformément à l'état d'urgence. (Reuters 19.04)

4- Cuba

Le Parti communiste cubain, réuni en congrès pour la première fois depuis 1997, a officialisé mardi l'accession du chef de l'Etat Raul Castro à sa tête, après avoir avalisé de profondes réformes économiques.

Si le choix de Raul Castro, âgé de 79 ans, était attendu pour succéder à son frère aîné Fidel, l'élection au poste de n°2 du parti d'un communiste de la vieille garde, José Machado Ventura, 80 ans, risque de décevoir nombre de Cubains qui espéraient voir de nouvelles têtes au sommet du pouvoir.

Machado Ventura, qui fait partie des guérilleros qui se sont battus pour la révolution castriste de 1959 ayant renversé le régime de Fulgencio Batista, est considéré comme un idéologue communiste pur et dur.

Médecin de formation, il a rejoint les frères Castro au tout début de leur guerre de maquis dans la Sierra Maestra. En sa qualité de premier vice-président du Conseil d'Etat, il succèderait automatiquement à Raul Castro dans l'hypothèse où ce dernier quitterait le pouvoir.

Cela n'a pas empêché l'adoption de plus de 300 réformes, comme prévu, bien que plusieurs soient déjà en vigueur.

Elles visent à relancer une économie étatique croulant sous l'endettement et marquée par une faible productivité, et dont Raul Castro souligne qu'elle a conduit le communisme cubain au bord de l'abîme.

Ces changements incluent des coupes claires dans les effectifs de la fonction publique, les subventions et les dépenses et une ouverture accrue au secteur privé, dont la possibilité pour les petites entreprises d'embaucher leurs propres salariés.

La fin des rations alimentaires distribuées chaque mois aux Cubains depuis plusieurs décennies est un symbole de l'abandon progressif du système paternaliste. Raul Castro a décrit samedi cette ration comme un "*fardeau insupportable*" pour le gouvernement cubain.

Autre réforme radicale, les Cubains vont pouvoir acheter et vendre maisons et voitures, ce qu'ils réclamaient très largement, même si des restrictions accompagneront probablement ce changement. (Reuters 19.04)

5- Egypte

Au moins 846 personnes ont été tuées lors du soulèvement populaire en Egypte qui a conduit à la chute du président Hosni Moubarak, selon la mission d'information du gouvernement égyptien.

Selon le rapport, les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles, posté des tireurs sur les toits et utilisé des véhicules pour faucher les manifestations.

Le rapport fait état de plus de 6.400 blessés. (AP 19.04)

Social

1- France

1.1- "***Une charge de travail inhumaine***"

Jean-Marc Hubert dirige un magasin depuis 30 ans à Lamballe, dans les Côtes d'Armor. Il constate que les cas de troubles musculo-squelettiques se sont multipliés chez ses salariés et que "*la direction impose une charge de travail inhumaine*".

Malade de devoir répercuter les consignes de la direction nationale de Lidl sur son personnel, il a décidé de faire grève. "*On nous demande une charge de travail insoutenable, on est toujours dans l'urgence*", a-t-il expliqué à Europe 1. "*De plus en plus de gens disent 'on en a marre'. On prend une tournure qui devient à mes yeux dangereuse. J'espère qu'on n'arrivera pas jusqu'aux suicides mais il y a des risques*". (lepost.fr 19.04)

1.2- Fonctionnaires.

Conformément aux informations divulguées dès lundi par Les Echos, le gouvernement a annoncé, mardi 19 avril, le gel de l'indice salarial des fonctionnaires en 2012, pour la seconde année d'affilée. Les syndicats en ont été informés lors d'un rendez-vous à Bercy en présence du ministre du budget, François Baroin, et du secrétaire d'Etat à la fonction publique, George Tron. Déçues

par cette annonce, les organisations syndicales ont quitté prématurément la réunion.

"*Il n'y a pas eu ce matin l'ombre d'une négociation*", a déploré Brigitte Jumel, pour la CFDT. "*Nous savons que les personnels sont très déçus et nous ne pourrons pas ne pas être à la hauteur de la déception*", a-t-elle prévenu. Jean-Marc Canon, de la CGT s'est dit lui "*profondément mécontent*" de cette annonce, évoquant "*une mesure sans précédent depuis la Libération*". Selon lui, le gouvernement n'a annoncé "*aucune mesure qui soit réellement intéressante*" et "*n'entend pas ce que lui disent toutes les organisations syndicales*".

De son côté, François Baroin a promis que "*le gouvernement va continuer en 2011 et 2012 à assurer une progression raisonnée du pouvoir d'achat des fonctionnaires*", tout en arguant que "*le point d'indice n'est [qu'] un élément parmi d'autres de l'augmentation du pouvoir d'achat*".

Le point d'indice sert de base au calcul des salaires des 5,2 millions d'agents des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière). Il a été relevé pour la dernière fois le 1er juillet 2010, de 0,5 %. Cette mesure, accompagnée d'un relèvement du minimum de traitement des fonctionnaires (à 1 365,94 euros bruts), avait représenté un effort d'1 milliard d'euros. Le gouvernement avait ensuite annoncé le gel du point d'indice pour 2011.

En octobre, la Cour des comptes avait estimé que le gel "*jusqu'à fin 2013*" semblait "*techniquement nécessaire*" pour "*respecter l'objectif global de maîtrise des dépenses publiques*". (lemonde.fr 19.04)

2- Espagne

"*Nous avons beaucoup amélioré notre image sur les marchés au cours des derniers mois en raison des réformes majeures que nous avons menées, et ce trimestre sera également un trimestre de réformes*", a déclaré la ministre espagnole des Finances, Elena Salgado sur la radio Cadena Ser.

La ministre a précisé que le gouvernement dévoilerait au cours des deux prochains mois des réformes pour réduire le marché noir en Espagne, libéraliser les heures d'ouverture des commerces et modifier le système de retraite des fonctionnaires. (AP 19.04)

3- Inde

Une foule en colère s'en est pris à un hôpital et a incendié des autobus mardi pour protester contre un projet de centrale nucléaire dans l'ouest de l'Inde.

Au moins 20 personnes ont été blessées dans les troubles, rapporte la police. Lundi, déjà, un militant avait été tué dans des tirs de la police.

Les manifestations, dont des hommes politiques de l'opposition avaient pris la tête, ont entraîné la paralysie de plusieurs villes, dont celle de Ratnagiri, proche du site prévu pour la future centrale de 9.900 mégawatts à Jaitapur dans l'Etat de Maharashtra.

"*La situation est très tendue ici*", a déclaré à Reuters l'un des dirigeants des manifestants. Ces derniers ont attaqué et endommagé un hôpital afin d'empêcher une autopsie du militant tué lundi. Selon eux, cette autopsie n'aurait pas été impartiale. Parmi les blessés se trouvent au moins six policiers, a déclaré le chef de l'administration de Ratnagiri.

Dans le secteur de Jaitapur, la colère engendrée par les expropriations s'est intensifiée depuis la catastrophe nucléaire survenue en mars à Fukushima.

La semaine dernière, le ministre indien de l'Environnement, Jairam Ramesh, a réaffirmé l'intention de New Delhi de procéder à la construction de six réacteurs sur le site, pour un coût de 10 milliards de dollars, ce qui en fera le plus grand complexe nucléaire au monde.

En décembre, le groupe français Areva a signé deux accords visant la fourniture d'au moins deux réacteurs nucléaires de type EPR à l'Inde ainsi que du combustible pour 25 ans.

L'Inde souffre d'une pénurie d'électricité à l'heure de pointe, qui freine son économie et provoque des coupures dans une bonne partie du territoire.

Le pays dispose pour l'heure de 20 réacteurs nucléaires, la plupart de petite taille, répartis dans six centrales. D'ici 2032, le pays compte se doter de près de 30 autres réacteurs. (Reuters 19.04)

Il y a eu des élections législatives dans plusieurs Etats dont le Tamil Nadu où j'habite, les résultats seront publiés à la fin du

mois. Avant ces élections tous les matins le courant était coupé entre 6h et 9h ou entre 8h et 10h, or depuis étrangement plus de coupures de courant.

Mon explication : ici c'est déjà l'été et on crève de chaud, à l'heure où j'écris ces lignes, assis face à l'écran à 7h30 du matin, j'ai une serviette pour m'éponger le visage et le ventilateur fonctionne, il fait plus de 30°C, la situation est habituellement, plutôt quotidiennement et en permanence tendue du fait des problèmes récurrents que rencontre la population, on vit sur les nerfs et cela peut dégénérer en émeute à la moindre étincelle, une coupure de courant et les esprits s'échauffent, les autorités craignent des émeutes à l'annonce des résultats de ces élections, alors ils ne procèdent pas à des coupures de courant en espèrant qu'entre temps les esprits se seront refroidis, voire apaisés...

Economie.

1- France

Le ministère de la Défense revoit à la hausse son budget 2011 pour les opérations extérieures. De 700 millions d'euros, il devrait passer à 900 millions, pour cause d'opérations en Libye et en Côte d'Ivoire. L'ONU ne rembourse que 10 % des missions réalisées dans le cadre des résolutions votées... (lexpress.fr 19.04)

2- My gold !

Les cours à terme de l'or ont touché mardi en séance 1.500 dollars l'once, soit le plus haut niveau jamais atteint par le métal jaune, en raison de la faiblesse du dollar et des inquiétudes persistantes autour de la crise de la dette en Grèce. (Reuters 19.04)

3- Ils baignent dedans.

Le groupe britannique de luxe Burberry a annoncé mardi un chiffre d'affaires de 390 millions de livres (445 millions d'euros) au cours du trimestre de janvier à mars. Vers 10h30 GMT, le titre Burberry progresse de 4,89%.

Au même moment, le titre du géant mondial du luxe LVMH, prenait 3,74%, après l'annonce lundi soir d'une forte accélération des ventes au premier trimestre. (Reuters 19.04)

Haut de page

Le 21 avril

J'ai rompu le service minimum, j'ai failli me mettre en grève ! Hier après-midi et aujourd'hui j'ai mis de nouveaux documents en ligne dans la rubrique *Documents*.

Puisque vous ne voulez pas me faire part de vos réflexions politiques, sans doute parce que vous estimez que c'est inutile, comme vous avez estimé qu'il n'était pas utile de donner suite à mes diverses propositions, c'est votre droit, permettez-moi de mon côté de vous demander mais qu'est-ce qui est utile finalement, pas grand chose si l'on devait porter un constat sur l'état du mouvement ouvrier et le niveau de conscience politique de la classe ouvrière, on serait même porté à condamner la conception de la lutte de classe qui prédomine, y compris celle de l'avant-garde au regard des résultats auxquels ils sont parvenus, aucun parti ou aucune formation politique ne peut affirmer qu'ils ont aidé la classe à rompre avec le capitalisme, à en mieux comprendre le fonctionnement, idem pour les institutions. Fatalité, pas vraiment, un faux argument, vous n'avez jamais entendu vos dirigeants dire que l'action de leur parti pesait sur le cours des choses, allez un peu de mémoire, soyez honnête, je m'en souviens encore parfaitement.

L'activisme de certains militants, les diffusions, les tracts et les journaux, les discussions, les réunions, les meetings et les manifestations, ils ont servi à quoi ? A rien du point de vue de l'objectif final de notre combat. A maintenir des acquis, soyez honnêtes, n'oubliez pas tous ceux qui ont déjà été perdus et cela va continuer ; à conserver des syndicats indépendants, soyez honnêtes et convenez qu'ils ont surtout servi à assurer la stabilité politique du régime, des syndicats corrompus jusqu'à l'os ; à améliorer les conditions de vie et de travail, sans doute pour ceux qui ont la chance d'avoir un boulot où ils s'épanouissent, ils ne doivent pas être très nombreux les travailleurs dans ce cas, sans doute les millions qui ont un salaire ou une retraite de misère, allez donc leur raconter vos salades, vous serez bien accueillis, à croire qu'aucun d'entre vous ne se trouve dans cette situation-là ou ne l'a connu un jour.

Il n'existe même pas de parti révolutionnaire digne de ce nom dans ce pays, ne parlons pas de l'Internationale, vous avez entendu parler d'une action coordonnée des sections d'une Internationale dans le monde au cours des dernières décennies,

non, parce qu'en réalité il n'existe pas d'Internationale, même pas un embryon, pas plus de IVe Internationale version CCI-POI que NPA ou d'Entente internationale soi-disant présente dans 70 pays. Le problème n'est pas trop qu'elle n'existe pas que de faire croire qu'elle existe alors que c'est une pure invention. Pourquoi, je vous laisse y réfléchir.

Si l'on comprend bien, du fait que la majorité des travailleurs disposeraient de conditions de vie relativement confortables ou qu'ils tireraient des avantages substantiels de la survie du capitalisme, ils seraient incapables de réfléchir et de comprendre comment fonctionne la société pour la changer, dans ce cas-là il faut aller au bout de ce raisonnement et en tirer les conclusions qui s'imposent, aller un peu de courage et regardons la réalité en face, autrement dit, l'un des principaux facteurs sur lequel repose le socialisme et qui finalement s'avère déterminant pour envisager de vivre dans une société débarrassée du règne de l'exploitation et de l'oppression serait erroné, bref, le socialisme serait une utopie, aucun ou peu d'entre vous y croiraient encore, ce qui expliquerait très bien qu'il ne faille rien changer à votre conception de la lutte de classe, ce qui inclut de suivre aveuglément des dirigeants qui portent la responsabilité de la situation actuelle ou de continuer à "avaler des couleuvres" sans rien dire pour parodier un militant du POI (CCI), c'est politiquement suicidaire. Le socialisme serait une utopie parce que les travailleurs ne parviendront jamais à comprendre les rapports sociaux sur lesquels repose la société capitaliste. Nous nous sommes d'affreux utopistes et nous estimons qu'en y mettant les moyens on peut les aider à y parvenir.

Cela donne bonne conscience de militer, ne sommes-nous pas des socialistes, des communistes ou des trotskystes, de grands révolutionnaires anticapitalistes, nous ne sommes parvenus à rien, peu importe, comme disait Coubertin à propos des Jeux Olympiques, le principal c'est d'y participer, à la lutte des classes, pour le reste, pour le reste nous imitons les ignorants qui s'en remettent à celui qui cause le mieux ou le plus fort, alors que notre seule chance de nous en sortir est de briser cette spirale infernale, ce n'est pas facile ou donner à tout le monde, certes cela nécessite beaucoup d'efforts, de la volonté et de la persévérance, mais parmi les milliers de militants et cadres il s'en trouve bien qui ont les capacités de comprendre qu'on n'a pas cessé de se fourvoyer depuis la mort de Trotsky, quand on n'a pas été littéralement trahi par nos dirigeants.

Comment peut-on prétendre assurer la continuité du marxisme, alors que manifestement on n'en a pas les capacités, je ne prétends pas les avoir non plus loin s'en faut, je dis seulement que ceux qui l'ont prétendu depuis 1940 nous ont conduit dans une impasse, pire, ils ont institué une sorte de pouvoir héréditaire au sein de leurs partis calqué sur les monarchies en désignant à l'avance leur dauphin que personne ne conteste d'ailleurs sous peine d'exclusion. Notez bien que cela vaut également pour de toutes petites formations politiques. C'est à la fois effrayant et désespérant, décourageant parfois il faut bien l'avouer.

Des militants sont portés à penser que nous sommes des gauchistes parce que nous sommes intransigeants sur certains principes, parce que nous refusons toute forme de collaboration de classes, parce que nous livrons une lutte à mort contre l'opportunisme conjointement au combat que nous menons contre le capitalisme et l'ensemble de ses institutions politiques. On ne peut pas lutter contre le régime en appelant au front unique avec des partis qui le soutiennent ouvertement, on ne peut pas lutter contre les appareils des syndicats en n'engageant pas le combat contre leur financement par l'Etat qu'ils sont censés combattre, on ne peut pas lutter contre le capitalisme sans présenter chaque lutte comme une étape du combat pour l'abolir, on ne peut pas lutter contre les institutions ou la Constitution sans indiquer en permanence que notre combat se situe dans la perspective des les abattre, bref, on ne peut pas militer et se prétendre socialiste, communiste ou trotskyste sans indiquer quel est l'objectif final de notre combat, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, la liquidation de l'Etat des capitalistes et la constitution d'un Etat ouvrier.

Prenons un exemple concret. Que vaut une lutte menée contre des licenciements ou une fermeture d'usine si dans le même temps on n'a pas expliqué aux travailleurs concernés, que pour bien faire ils devraient prendre le contrôle de leur entreprise et virer le patron ou les actionnaires, les exproprier, etc., que les conditions soient requises ou non, leur combat devrait toujours se situer dans cette perspective même s'il n'est pas possible de la concrétiser pour le moment, au moins, si chaque fois ils entendaient le même discours, ils finiraient par y comprendre quelque chose et y adhérer, alors oui, là vous pourriez dire, j'ai fait du bon boulot on a recruté de nouveaux militants sur des bases saines et solides, on progresse, on construit véritablement le parti qu'il nous faut pour prendre le pouvoir quand la situation se présentera, cette perspective ne repose plus sur une théorie mais sur quelque chose de concret et de solide, notre idéal prend corps et se matérialise, on fait véritablement un pas en avant dans la bonne direction, vers le socialisme. Au lieu de cela, on a encore en tête les argumentaires misérables sur ce qu'il est possible ou non d'obtenir en régime capitaliste, c'est la manifestation concrète de la désertion du combat pour le socialisme.

Continuer dans cette voie ou en changer radicalement, telle est l'alternative qui se pose à chaque militant. Vous croyez franchement qu'à l'aube du XXe siècle il était facile pour un ouvrier d'entrevoir ce que pouvait être le socialisme, rompre avec le capitalisme ou le régime en place, et pourtant des partis ouvriers se sont construits sur cette base à travers le monde, et on nous explique que ce serait impossible aujourd'hui, balivernes, qu'on nous disent plutôt qu'on ne sait pas comment s'y prendre serait plus honnête et pas déshonorant pour autant. Notre travail est d'y contribuer avec nos faibles moyens.

D'autres réflexions politiques

1- Leur société est irrespirable.

Après les CV anonymes, les CV sans adresse ? - (LePoint.fr 20.04)

Pourquoi pas le salarié anonyme, masqué, sans culture, sans passé, bref sans histoires, taillable et corvéable à merci ?

2- La dernière sortie de Tom Pouce sur les salaires a donné lieu à toutes sortes de commentaires dont la majorité sont hostiles, y compris à l'UMP.

La Talonnette croyait réaliser un coup sur le terrain social à un an des élections présidentielles, alors qu'il est le président le plus impopulaire de la Ve République, au plus bas dans tous les sondages, et à l'arrivée il a réussi l'exploit de se mettre à dos le patronat, ce qui est bien normal, de nombreux travailleurs vont interpréter cette annonce comme un encouragement à revendiquer des augmentations de salaires, l'horreur pour le Medef, les syndicats, parce qu'il empiète sur leur domaine réservé, les fonctionnaires parce qu'ils ne sont pas concernés, on vient de leur annoncer que leurs salaires seront bloqués ou diminueront jusqu'en 2013 inclus, enfin la majorité des travailleurs qui ne seront pas concernés par cette mesure et qui jugent son discours démagogique ou comme une provocation insupportable.

Selon le décompte réalisé par Le Monde hier "*Au total, donc, 2,8 millions de personnes, soit moins de 10 % de la population active française, seraient susceptibles de toucher la fameuse prime.*" (lemonde.fr 20.04) Et encore, les travailleurs en CDD ou en intérim pourraient en être exclus.

Je me demande au final, si l'objectif n'était pas de faire croire à la majorité des travailleurs qu'ils pourraient y avoir droit, et une fois constaté individuellement que ce n'était pas le cas, ils finiraient par se dire : pas de bol c'était sans doute pour mon voisin, qui lui même se dirait la même chose et ainsi de suite, ainsi chacun penserait que nombreux sont ceux qui en auraient profité, alors que ce sera pas du tout le cas, et que leur tour viendra, ce qui n'arrivera jamais évidemment, puisqu'en tout état de cause s'il était réélu en 2012, il poursuivrait la même politique d'austérité.

Un effet d'annonce foireux en quelque sorte, qui aura eu pour seul effet d'exciter un peu plus les rapports antinomiques entre le capital et le travail, une erreur politique quoi.

3- Rien de particulier à ajouter sur la situation en Libye, vous avez dû avoir les dernières nouvelles par les médias nationaux. Je confirme que dans le numéro d'Informations ouvrières (145) paru hier, le POI continue d'ignorer, plutôt de censurer le soulèvement en cours en Syrie. Ils doivent ne rien y comprendre, le mot Syrie ne figure même pas dans ce numéro.

Il est beaucoup question des revendications sociales des travailleurs en Tunisie et en Egypte que leurs soulèvements révolutionnaires n'ont pas réglées. Question : pourquoi ne pas profiter de la situation pour envisager l'expropriation des capitalistes, pourquoi cette perspective est-elle systématiquement écartée en dehors d'une vague référence au passage à des renationalisations ?

Sur quoi repose l'Etat, le pouvoir politique de la classe dominante sinon sur la propriété privée des moyens de production qui lui donnent les moyens de continuer son combat contre la classe ouvrière, de financer sa propagande contre-révolutionnaire et de s'attirer les bonnes grâces des militaires ? L'argent est le nerf de la guerre, il est aussi celui de la révolution et de la contre-révolution. Exproprier les banquiers, les grandes fortunes du pays, les actionnaires des grandes entreprises, assurer le contrôle du commerce extérieur, etc. sont des mesures économique aussi impérieuses que la liquidation des institutions et de la Constitution sont des mesures politiques indispensables pour changer la nature de l'Etat.

On a parlé à tort et à travers de révolutions, mais aucun des soulèvements des derniers mois n'a remis en cause la nature du régime, de l'Etat, pas plus en Bolivie d'ailleurs. En dehors du fait que les travailleurs tunisiens et égyptiens ont chassé les dictateurs Ben Ali et Moubarak, qu'ils ont arraché le droit de pouvoir s'exprimer et s'organiser librement, et encore avec certaines restrictions en Egypte, qu'est-ce qui a changé fondamentalement dans leur mode de vie, rien en réalité, les chômeurs sont toujours en quête d'un travail et ceux qui se tapaient sur le ventre en ne faisant qu'un repas par jour parce qu'ils avaient des salaires misérables restent sur leur faim.

Entendu aux infos sur TV5Monde Asie il y a trois jours à propos de la mobilisation en Syrie, c'est le journaliste qui parle, je cite ces propos : au début les manifestations ont été spontanées, elles étaient non organisées, puis les opposants au régime ont estimé qu'il fallait coordonner leurs actions et rompre avec leur isolement, enfin ils ont commencé à s'organiser et à structurer leur mouvement de protestation, à cette fin ils ont commencé à constituer des comités pour définir leurs mots d'ordre et se donner une orientation politique en liaison avec l'opposition dans chaque ville du pays.

Bref, on est loin d'un coup de force ou d'une provocation montée de toutes pièces par des agents de la CIA comme certains voudraient nous le faire croire, au contraire on assiste à une tentative de la population de s'organiser par elle-même pour contrecarrer les plans d'Assad et se renforcer pour l'obliger à quitter le pouvoir. A ce titre, ce soulèvement du prolétariat syrien est exemplaire et plein d'enseignements pour le prolétariat mondial.

Ceux qui n'en parlent pas, le censurent, pourraient-ils nous expliquer pourquoi aucun soulèvement ne se produit dans les pays durement frappés par les mesures d'austérité imposées par leurs gouvernements, en Grèce, en Irlande, au Portugal ou

en Espagne où il y a officiellement 20% de chômeurs, nous serions curieux d'entendre leurs explications, de notre côté nous avons notre petite idée, ce que j'ai expliqué dans mes causeries au cours de la mobilisation sur les retraites en France notamment en donne une idée assez précises, ce que nous avons écrit alors demeure tout à fait valable, je n'ai pas le courage d'y revenir ici, ceux que cela intéresse peuvent s'y reporter.

4- Dans son éditorial, D. Gluckstein affirme à propos du soutien du PS au projet de "*réforme institutionnelle*" de Sarkozy : "*C'est mettre le doigt dans l'engrenage qui conduit à organiser la liquidation des droits et des garanties de la classe ouvrière*", on croyait depuis longtemps que le PS avait déjà passé la main, le bras et le corps entier depuis belle lurette en se situant en permanence au côté du parti de l'ordre pour combattre les intérêts de la classe ouvrière, on a dû rêver encore une fois.

Mais comme au POI on ne doute décidément de rien, il poursuit : "*Ou bien rester sur le terrain du mouvement ouvrier et de la démocratie*", parce que voyez-vous le PS se situerait sur le "terrain du mouvement ouvrier" et non sur le terrain du capital, en gouvernant de nombreuses années sous la Ve République bonapartiste et antidémocratique, là encore le PS sans le savoir devait se situer sur le terrain de la démocratie. Le double langage habituelle de Gluckstein.

Et pour ne pas être en reste, il appelle "*à la réalisation de l'unité des rangs de la classe ouvrière et de ses organisations afin de faire prévaloir chacune et toutes les revendications*", y compris le PS on présume ! Quel opportunisme ou quelle incurie politique !

Reconnaissons au POI le mérite d'avoir engagé une campagne contre la Constitution de la Ve République même si nous ne partageons pas son orientation, contrairement à tous les autres partis dits ouvriers qui soutiennent le projet de Sarkozy ou se terrent dans un silence assourdissant, qui ne dit rien consent dit, n'est-ce pas ?

Politique

1- France

1.1- La mesure qui va permettre de financer la campagne électorale de Sarkozy à moindre frais... pour le gang du Fouquet's.

Liliane Bettencourt paiera 4 fois moins d'impôt. La nouvelle ne manque pas de faire grincer des dents les contribuables lambda. Mais qu'on se rassure, cela ne devrait durer qu'un an ou deux. Explication.

Grâce à la réforme de l'impôt sur la fortune et l'enterrement de première classe du bouclier fiscal, "*Liliane Bettencourt verra ses impôts divisés par quatre en 2012*" avant que cela remonte en 2013.

La raison de cette subtilité fiscale: pour compenser la suppression du bouclier fiscal, les contribuables fortunés paieront l'ISF nouvelle formule à un taux plus bas...

Sauf que la réforme de l'ISF doit être mise en application dès 2011 alors que la suppression du bouclier fiscal n'intervient qu'en 2013.

Résultat : durant deux ans les contribuables soumis à l'ISF auront donc le beurre et l'argent du beurre, résume Le Canard Enchaîné.

En effet, les contribuables très fortunés verront leur taux d'ISF largement abaissé et seront encore remboursé du bouclier fiscal qui est calculé sur les revenus perçus deux ans auparavant.

Pour la femme la plus riche de France, 2012, période de transition pour l'instauration de la réforme fiscale, sera donc tout benef pour elle. Elle devrait payer 10 millions d'euros d'impôt, soit quatre fois moins qu'en 2010.

Son taux d'imposition s'élève donc à 4%, c'est à dire autant qu'un contribuable touchant 1.300 euros net par mois. (lepost.fr 20.04)

1.2- Même pas besoin de changer de parti.

Selon Le Figaro et Le Canard enchaîné, le député du Pas-de-Calais serait nommé Défenseur des droits. Cette nouvelle attribution consacrerait Lang, 71 ans, comme l'un des plus actifs papys de la République. Et comme le socialiste le plus choyé par Sarkozy.

C'est bien simple : depuis la fin du règne de Mitterrand, Lang n'a jamais été autant sollicité que pendant l'actuel quinquennat. Il s'est prêté à une forme d'ouverture light tout en sauvant les apparences : pas nommé ministre, à la différence d'un Kouchner, il a pu rester membre du Parti socialiste.

Deux mois après son installation à l'Elysée, Nicolas Sarkozy l'invite à rejoindre le « *Comité Balladur* », le groupe chargé de réfléchir à la « *modernisation* » et au « *rééquilibrage des institutions* ».

Suite logique : il soutient la réforme de la Constitution que le Comité Balladur a inspiré. On est en juillet 2008, à Versailles, où les parlementaires sont réunis en Congrès. La réforme passe, à deux voix près. Un seul socialiste a apporté sa voix : Lang. « *Un choix courageux et très respectable* », salue un Sarkozy tout miel.

Scénario similaire en mai 2009, à l'Assemblée nationale : au sein du groupe socialiste, Jack Lang est le seul député à voter en faveur du projet de loi Hadopi.

Entre-temps, il s'est essayé à un nouveau rôle : émissaire spécial du président Sarkozy.

Le premier voyage a eu lieu en février 2008. Une lettre d'apaisement à porter à Ali Abdullah Saleh, le président du Yémen.

Un an plus tard, en février 2009, cap sur Cuba.

A l'automne 2009, Nicolas Sarkozy l'envoie passer cinq jours en Corée du Nord pour « *réfléchir aux initiatives que la France pourrait prendre pour contribuer à la résolution de la crise nord-coréenne* ». Pyongyang accepte « *un échange sur les droits de l'homme* ».

Il est nommé fin août 2010 conseiller juridique de Ban Ki-Moon, le secrétaire général de l'ONU. Il doit trouver un moyen de juger les auteurs d'actes de piraterie maritime. (Rue89 20.04)

2- Syrie

2.1- Le chef de la police de Banias, ville côtière du nord-ouest de la Syrie, a été arrêté après la mort de cinq civils dans la répression de manifestations pour la démocratie qui s'y étaient déroulées la semaine dernière, a rapporté mercredi un mouvement de défense des droits de l'homme.

Des rassemblements d'opposants se sont poursuivis dans la nuit en divers points du pays, notamment dans le faubourg damascène de Zabadini où certains ont réclamé "la chute du régime". On a également signalé des sit-in à Djabla, sur la côte, une manifestation de femmes à Barzeh (Damas) et une procession aux chandelles à Tel, près de la capitale.

A Homs, les manifestants sont à nouveau descendus en nombre en signe de protestation contre la mort de 20 manifestants abattus par les forces de sécurité depuis lundi.

L'opposant Mahmoud Issa a été interpellé à son domicile à Homs vers minuit par des membres de la police politique.

"*Issa est un ancien prisonnier politique connu. L'arrêter quelques heures après avoir annoncé la levée de l'état d'urgence est répréhensible*", a dit Rami Adelrahman, responsable de l'Observatoire pour les droits de l'homme en Grande-Bretagne.

Plusieurs personnalités connues à Homs, creuset intellectuel et artistique, ont signé une pétition appelant l'armée "*à ne pas verser le sang de Syriens honorables*" et démentant des allégations gouvernementales selon lesquelles des groupes salafistes opéreraient dans la ville.

A Alep, deuxième ville de Syrie, des éléments irréguliers soutenant Assad ont dispersé une manifestation d'étudiants à l'université, frappant un certain nombre de ceux-ci et procédant à 37 arrestations, a déclaré un militant des droits de l'homme. (Reuters 20.04)

2.2- Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté mercredi en Syrie contre le régime de Bachar el-Assad, ce qui semble indiquer que le mouvement de contestation ne faiblit pas malgré l'annonce, la veille, de la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963 dans le pays. Les protestataires ont annoncé des manifestations encore plus importantes pour vendredi.

Selon des militants, plusieurs dizaines d'étudiants ont également manifesté à l'université d'Aleppo, dans le nord du pays, où des affrontements ont opposé sur le campus des étudiants pro et anti-gouvernementaux.

A Daraa, un militant a affirmé qu'"*une énorme manifestation*" serait organisée vendredi.

Un habitant de la ville de Homs, dans l'ouest de la Syrie, a aussi annoncé que des préparatifs étaient en cours pour des manifestations vendredi, mais, interrogé par téléphone, il n'a pas voulu donner de détails. Il a aussi observé qu'il y avait une

forte présence des forces de sécurité dans la ville. (AP 20.04)

3- Yémen

Un homme armé circulant à moto a ouvert le feu mercredi sur un camp installé par des manifestants antigouvernementaux dans la ville d'Houdeida au Yémen, tuant une personne. L'assaillant s'est approché de la place abritant le campement à l'aube et a fait usage de son arme alors que les protestataires participaient à la prière matinale dans cette localité située sur la mer Rouge. L'agresseur s'est enfui. Par ailleurs, les services de sécurité indiquent qu'un policier a été tué par des tirs de manifestants à Aden, mercredi. (lepoint.fr 20.04)

Social

Etat policier. Quadrillage policier de certains quartiers.

Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a annoncé mercredi, lors d'un déplacement en Seine-Saint-Denis, la création de "*patrouilleurs*" pour "*donner plus de visibilité à la police*".

L'objectif est de "*créer un climat de sécurité, une ambiance de sécurité, ce qui signifie donner plus de visibilité à la police, faire en sorte que la population ait plus de facilité pour accéder à des policiers*", a expliqué Claude Guéant aux journalistes.

"*Pour cela, il faut qu'ils soient plus nombreux sur la voie publique en patrouilles d'effectif réduit, afin de multiplier les patrouilles. Ce qui font des patrouilles, c'est des patrouilleurs*", a-t-il ajouté. (Reuters 20.04)

Vous ne trouvez pas que le terme "patrouilleur" fait penser à celui de milicien ?

Le ras le bol des éducateurs

Le score est sans appel. La CGT comptait ce matin 100% de grévistes parmi les éducateurs de l'établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) de Meyzieu. Idem hier à Lavaur (Tarn), et aujourd'hui à Marseille. Dans les six EPM français, on profite de la semaine d'action nationale décrétée par le syndicat pour tirer la sonnette d'alarme.

La semaine dernière, une éducatrice a été prise en otage pendant plus de deux heures par un détenu de 16 ans à l'EPM de Meyzieu. C'était l'agression de trop. A Lavaur, la CGT déplore plus de 500 «*incidents*» signalés en 2010, dont trois incendies de cellules. «*Il est à la fois malheureux et regrettable que nos responsables reconnaissent enfin la dangerosité de notre intervention lors de "faits-divers" dramatiques*», indique le syndicat dans un communiqué.

Les éducateurs réclament la prise en compte de la pénibilité de leurs conditions de travail, et «*de certaines règles pénitentiaires comme la protection des femmes enceintes*». Ils demandent également le respect du numérus clausus qui limite à 60 le nombre de détenus par établissement, alors que celui de Marseille en accueille actuellement 67.

Une nouvelle agression a fait monter la tension d'un cran à Meyzieu dans la nuit de lundi à mardi. Des détenus ont cassé des côtes à un surveillant, et en ont giflé un autre. «*On va te crever avec un tournevis!*» ont-ils menacé. Lors de la fouille qui a suivi, les surveillants ont effectivement trouvé un tournevis dans une cellule. Ce matin à 10h30, les équipes régionales d'intervention et de sécurité venaient de quitter les lieux. «*La situation est extrêmement tendue, nous ne pouvons pas reprendre le travail dans ces conditions*», s'inquiète Alain Dru, qui s'est rendu sur place. «*Maintenant que les jeunes ont compris le cirque que crée ce genre d'incident, nous nous attendons à la reproduction de tels faits*», ajoute la CGT dans un communiqué.

En raison d'un grand nombre de congés, Alain Dru, secrétaire général de la CGT-PJJ, pense suspendre le mouvement jusqu'au retour des vacances scolaires. «*Les collègues sont remontés, ils reprendront de plus belle ensuite*», assure-t-il. En attendant, une très forte participation est annoncée pour demain à Orvault (Loire-Atlantique), et vendredi à Porcheville (Yvelines). (libération.fr 20.04)

Mouvement social chez Continental contre le "***chantage***" de la direction.

Les salariés du site Continental Automotive France à Foix ont débrayé pendant deux heures mercredi (Ariège) pour protester contre les dernières propositions faites par la direction dans le cadre des négociations annuelles obligatoires 2011, source d'un nouveau conflit avec les syndicats majoritaires.

Les salariés ont débrayé de 13h30 à 15h30 alors que se tenaient les négociations engagées avec la direction à Toulouse. Des assemblées générales au cours desquelles les salariés se prononceront sur "*les suites à donner*" au mouvement sont programmées, jeudi à Toulouse et le 26 avril à Boussens (Haute-Garonne).

Après un long bras de fer à l'automne, la direction de Continental Automotive France avait retiré son plan visant à obtenir des sacrifices salariaux dans ses trois sites de Midi-Pyrénées en l'échange d'un maintien de l'emploi jusqu'en 2015.

La CFDT et la CGT dénoncent aujourd'hui le "*nouveau chantage*" fait aux salariés et une "*manipulation inacceptable*" des négociations annuelles obligatoires 2011. "*La direction conditionne l'augmentation des salaires à l'allongement du temps de travail avec la suppression de trois jours de RTT et de six jours de banque de temps. Cela équivaut à du travail gratuit. C'est du racket*", a déclaré à l'Associated Press Ouria Tounès, déléguée syndicale CFDT sur le site de Foix.

Implantée à Toulouse, Boussens et Foix, Continental Automotive France emploie au total 2.500 salariés en Midi-Pyrénées. (AP 20.04)

Economie

Etats-Unis

Entre tolérance et pragmatisme, deux poids deux mesures.Le coup politique du FMI et de Standard & Poor's en faveur des républicains et plus généralement de l'impérialisme américain.

Les Etats-Unis manquent d'un plan crédible à moyen terme pour réduire leur déficit, déclare le chef économiste du Fonds monétaire international, Olivier Blanchard, dans un entretien publié mercredi dans Le Monde.

Il ajoute que les pays de la périphérie de l'Europe doivent mener d'importantes réformes structurelles tout en assainissant leurs finances et qu'ils auront entretemps du mal à revenir emprunter sur les marchés financiers.

L'agence de notation Standard & Poor's a provoqué un coup de tonnerre sur les marchés lundi en abaissant de stable à négative sa perspective de crédit sur les Etats-Unis.

"*Le débat entre les deux partis qui s'est conclu le 8 avril par un plan d'économies de 39 milliards de dollars était insuffisant*", dit-il, "*car le fossé idéologique est énorme entre démocrates et républicains sur la façon de traiter le problème*".

(On aura compris où vont les faveurs du FMI : plus de coupes dans les budgets sociaux, ce que réclament les républicains - Note du site)

Quant à l'Europe, "*les pays européens de la périphérie ne se sauveront pas seulement par des sacrifices budgétaires*", estime-t-il.

"*Ils doivent améliorer considérablement leur productivité ou baisser leurs salaires, ou les deux*", et réformer les secteurs protégés qui ont une faible productivité, comme par exemple le secteur immobilier au Portugal. (Reuters 20.04)

Traduisons : l'impérialisme américain fait ce qu'il peut, normal il est encore le maître du monde, quant aux quantités négligeables que représentent à l'échelle de l'économie mondiale des pays comme la Grèce ou le Portugal, ils doivent s'attaquer d'urgent et à nouveau aux acquis sociaux des travailleurs et engager de nouvelles privatisations des services publics, CQFD.

Haut de page

Le 22 avril

Il y en a qui manifestent "*contre la guerre*", à l'opposé pourrait-on dire, nous nous aurions souhaité une manifestation en soutien aux soulèvements révolutionnaires en Libye et en Syrie. Ceux qui manifestent contre ce qu'ils appellent "*la guerre contre la Libye*", dans l'état actuel des choses, on peut affirmer qu'ils manifestent en réalité pour faciliter l'écrasement de la révolution libyenne par le colonel Kadhafi.

Le POI qui a organisé une telle manifestation le 5 avril s'est plaint qu'aucun parti ou aucune formation politique de gauche ou d'extrême gauche ne se soit joint à cette initiative (IO n°145), bien qu'ils ne valent guère mieux pour la plupart, on ne leur reprochera pas, si le POI n'a même pas publié une photo de cette manifestation c'est peut-être parce qu'elle n'a dû rassembler qu'une poignée insignifiante de bénis oui-oui suivant aveuglément leurs dirigeants. On se demande bien ce qu'ils vont encore commémorer au cimetière du Père-Lachaise le 7 mai prochain, l'enterrement de la Commune de Paris, l'enterrement de son premier décret, l'armement du peuple, l'enterrement des leçons politiques qu'en avaient tiré Marx, Engels et Lénine ? De ce côté-là, c'est déjà fait depuis longtemps.

Lisez les infos du jour, la révolution se poursuit également dans l'ouest de la Libye, la résistance au dictateur a profité des dernières semaines pour s'organiser, ce que nous ignorions, nous pensions qu'en dehors de quelques poches de résistance, l'opposition à Kadhafi avait déposé les armes, ce qui n'est pas du tout le cas. Honte à tous les manipulateurs qui pour justifier leur ligne politique opportuniste n'hésitent pas à tronquer et falsifier volontairement les faits, nous condamnons cette méthode.

C'est seulement hier, le 21 avril, que l'on a pu voir sur TV5Monde Asie le reportage tournée à partir du 19 février en Libye par une équipe de journalistes de France 2 pour l'émission Envoyé spécial, soit deux mois auparavant, il a dû être programmé sur France 2 en France il y a quelques jours seulement ou la semaine dernière.

Au fait, est-ce que vous avez la télévision en France, est-ce qu'il vous arrive de la regarder ? C'est une question que je me suis posé et que j'estime légitime au regard de la réaction des partis dits ouvriers, de gauche ou "d'extrême gauche", de certains militants qui semblent encore méconnaître la situation en Libye.

Si je ne m'abuse, vous disposez également de lignes Internet à haut débit qui vous permettent de regardez des reportages effectués avec des téléphones portables en Libye, sur Face book ou U Tube ou je ne sais quelle interface Internet, donc en principe vous êtes parfaitement informés de la situation sur place, alors expliquez-nous pourquoi vous soutenez la ligne politique de vos dirigeants qu'on a bien envie de qualifier de contre-révolutionnaire, seriez-vous victime d'un tel embrigadement ou lavage de cerveau que vous ne seriez pas en mesure de faire preuve d'un minimum d'esprit critique, on n'ose pas le penser, à vous de nous prouver le contraire par vos témoignages, et ne me dites pas que si vous ne vous manifestez pas ce serait parce que vous partageriez ma position, j'aurais franchement du mal à vous croire cette fois, en tout cas pas aveuglément, pas plus que je vous demande de me faire confiance aveuglément notez bien.

Que voyait-on, qu'entendions-nous dans ce reportage ? La voix d'un peuple qui se dresse pour exiger la liberté étouffée par un tyran pendant 42 ans, un véritablement soulèvement révolutionnaire dans la plupart des villes de l'ouest de la Libye. Je ne sais pas si vous avez regardé ce reportage et je ne vais pas ici en faire le récit complet, je ne prendrai qu'un exemple, la ville de Nalout située au sud-ouest de Tripoli, à environ 200 kms de la capitale libyenne.

Le 19 février la population descend dans la rue, la veille une manifestation a été durement réprimée à Benghazi dans l'est du pays. Kadhafi procède de la même manière. La population ne désarme pas et réplique en s'attaquant aux symboles du régime. Les forces de répression dont dispose le dictateur sont trop faibles pour affronter cette marée humaine qui défie son pouvoir. Les jours suivants le bruit court que Kadhafi est en train d'acheminer des troupes et de l'artillerie lourde vers Nalout. Une nuit la population se mobilise et descend en masse dans la rue et s'empare de la caserne de l'armée située aux abords de la ville, les manifestants s'emparent des armes, de quelques chars pour organiser la résistance et affronter si nécessaire l'armée du dictateur. On ne connaît pas la suite, tout ce qu'on sait c'est que l'armée de Kadhafi va déferler sur Nalout, la pilonner avant d'en reprendre le contrôle, l'armement dont disposaient les insurgés n'étant pas en mesure de rivaliser avec celui du despote.

Ce qu'on a vu, ce sont des milliers de travailleurs de tous âges descendre dans la rue et bien décidés à faire chuter le dictateur. Non, ce n'est pas une poignée de mercenaires ou de miliciens qui se seraient emparés de la caserne de Nalout, mais bien le peuple libyen révolutionnaire au cri de "*liberté*".

Ensuite, devant l'ampleur de ce soulèvement qui a été passé sous silence par nos opportunistes de service et qui il faut bien le dire se font en la matière complice du régime honni par la population, comment peut-on croire un instant que l'opposition au dictateur aurait capitulé, qu'elle aurait accepté de se soumettre à son bourreau après avoir vécu une expérience d'une telle intensité, après avoir eu le courage de l'affronter, comment peut-on prétendre ou sous-entendre qu'elle aurait pour ainsi dire totalement disparu, elle aurait pris les armes et serait rentrer tranquillement dans le rang pour se faire oublier du tortionnaire, camarades, cela tient de la falsification des faits, volontaire, et les derniers éléments qui nous sont parvenus hier sur la situation dans l'ouest de la Libye suffisent amplement à démontrer qu'on est face à une opération de désinformation ou d'intoxication des travailleurs et des militants, y compris par le POI.

De notre côté, notre position demeure inchangée : soutien inconditionnel à la révolution libyenne et syrienne, soutien inconditionnel à tous les mouvements insurrectionnels en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient.

En mai 1871 la Commune de Paris et les communards ont été liquidés dans un bain de sang par l'armée coalisée de Tiers et de Bismarck, parce qu'ils ne faisaient pas le poids sur le plan militaire. Aujourd'hui, pour le moment devrait-on préciser, les révolutionnaires libyens profitent des divisions qui règnent dans les rangs des différents impérialistes qui se partagent le monde et qui s'affrontent pour conserver leur place sur le marché mondial. Ils bénéficient momentanément de l'appui militaire d'une coalition qui ne partage évidemment pas leurs objectifs politiques, maintenant, si c'est leur seul moyen pour affronter à armes égals l'armée du dictateur et obtenir leur liberté et si possible le vaincre sur la totalité de la Libye, qu'ils en profitent au maximum, nous continuons de les soutenir et nous en sommes fiers.

Et comme nous avons parfaitement conscience des intentions réactionnaires de Sarkozy notamment, notre devoir est de redoubler d'effort dans le combat que nous menons en France pour le chasser du pouvoir, dans la perspective d'un

gouvernement ouvrier révolutionnaire, qui s'il voyait le jour entreprendrait tout ce qui serait en son pouvoir pour aboutir à la chute de Kadhafi, ce qui passerait par l'armement de la révolution libyenne et l'envoie de milliers de soldats révolutionnaires.

Vive la révolution prolétarienne, vive la révolution mondiale !

Politique

1- Libye

1.1- Misrata, troisième ville de Libye assiégée depuis près de deux mois par les forces fidèles à Mouammar Kadhafi, a été à nouveau bombardée dans la nuit de mercredi à jeudi. (Reuters 21.04)

1.2- Les rebelles ont gagné du terrain dans l'ouest de la Libye jeudi matin en s'emparant d'un des postes frontaliers avec la Tunisie, jusqu'ici aux mains des forces fidèles à Mouammar Kadhafi.

Après de brefs combats, vers 7 h 30, les insurgés se sont emparé des bâtiments du poste-frontière près de Wazzan, sur la route reliant la ville libyenne de Nalout à la localité tunisienne de Dehiba, selon un témoin.

Des combats secouent depuis plusieurs jours l'Ouest libyen. Plus de cent personnes ont été tuées le week-end dernier à Nalout et Yefren, deux villes au sud-ouest de Tripoli, pilonnées par les forces kadhafistes, selon des habitants de cette région, que des milliers de Libyens ont déjà fuie pour se réfugier en Tunisie. Une grande partie de la région d'Al-Jabal Al-Gharbi est contrôlée par la rébellion, selon des habitants. (lemonde.fr 21.04)

1.3- Mouammar Kadhafi a suffisamment renforcé son contrôle du centre et de l'ouest de la Libye pour éviter de perdre la guerre contre les rebelles, estiment des responsables américains et européens.

"*Les proches de Kadhafi sont plutôt confiants. Une partition de facto (de la Libye), pour une longue période,*" est l'issue la plus probable du conflit, résume une source au sein des services de sécurité en Europe, qui suit de près la guerre en Libye.

Ce responsable justifie sa prévision par les progrès récents de Kadhafi dans le centre et l'Ouest, et par la faiblesse de l'opposition.

Le sentiment que les insurgés ne sont pas en mesure de contester à Kadhafi une grande partie du pays les pousse à réclamer toujours plus de soutien des armées occidentales.

Certaines sources de sécurité occidentales affirment que l'armée de Kadhafi sera bientôt suffisamment forte pour tenter une nouvelle offensive contre Benghazi, le bastion de l'insurrection, où des pays de l'Otan et le Qatar ont commencé à aider les rebelles.

La précédente offensive kadhafiste contre Benghazi avait été arrêtée aux portes de la ville par les premières frappes de la coalition internationale, le 19 mars.

"*Personne ne peut prédire ce que peut faire l'un des dictateurs les plus imprévisibles du monde*", dit un responsable américain.

"*Un pan de la stratégie de Kadhafi est peut-être de consolider sa mainmise sur Tripoli et l'ouest de la Libye*", dit-il. "*Il contrôlerait alors une grande partie de la Libye et pourrait ensuite choisir à quel point il veut être offensif dans l'Est, dans des endroits comme Benghazi.*"

Bruce Riedel, ancien expert du Moyen-Orient à la CIA et ex-conseiller de la Maison blanche, estime que Washington et ses alliés ne peuvent laisser le conflit s'enliser trop longtemps.

"*Un statu quo, soit une partition de facto, serait une plaie ouverte dans la Méditerranée, qui serait exploitée par l'extrémisme*", dit-il. "*Les dirigeants américain et européens ne devraient pas permettre ce scénario de se dérouler.*"

Si c'était le cas, il n'y aurait pas beaucoup d'alternatives à une nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'Onu, qui autoriserait cette fois le déploiement de troupes au sol pour faire partir le colonel Kadhafi.

"*L'armée de Kadhafi n'est pas si redoutable. Une force composée de plusieurs pays de l'Otan, professionnelle, devrait l'emporter rapidement et pourrait ensuite passer le contrôle à une force de stabilisation de l'Onu avec des contingents musulmans*", dit Riedel. (Reuters 21.04)

Cette appréciation de la situation contredit les derniers développements à la frontière tunisienne au sud-ouest de Tripoli. En fait

nous sommes sous-informés sur la situation sur place, sur l'état d'esprit et la combativité des travailleurs libyens, les infos nous parviennent avec des jours ou des semaines de retard, principalement parce qu'elles sont filtrées par les médias aux ordres qui les distillent ensuite au compte-gouttes.

C'est seulement hier, le 21 avril, que l'on a pu voir sur TV5Monde Asie le reportage tournée à partir du 19 février en Libye par une équipe de journalistes de France 2 pour l'émission Envoyé spécial, soit deux mois auparavant, il a dû être programmé sur France 2 en France il y a quelques jours seulement ou la semaine dernière. Pouvez-vous me le confirmer en regardant sur un programme télé ?

2- Syrie

Le président syrien Bachar Al-Assad a promulgué jeudi 21 mars trois décrets, dont un stipulant la levée de l'état d'urgence, en vigueur dans le pays depuis 1963, a indiqué la télévision publique syrienne.

La levée de l'état d'urgence est la principale revendication du mouvement de contestation sans précédent du régime, lancé le 15 mars. Mais les manifestants, qui réclament aussi la démission de M. Al-Assad, poursuivent la mobilisation.

Le président a promulgué en outre un décret "*stipulant l'abolition de la Cour de sûreté de l'Etat*", un tribunal d'exception dont les jugements sont sans appel, selon la télévision. Enfin, un troisième décret vient garantir "*la réglementation des manifestations pacifiques, qui sont un droit essentiel*".

Des policiers syriens en civil, armés de fusils AK-47, se sont déployés dans la nuit de mercredi 20 à jeudi 21 avril dans les rues de Homs, où est prévue une nouvelle journée de grève, jeudi. Cette ville de plus d'un million d'habitants, au nord de Damas, est devenue, depuis quelques jours, l'un des foyers de la contestation contre le régime du président Bachar Al-Assad.

Cent cinquante étudiants ont organisé, jeudi 21 avril, un sit-in dans la ville de Hassaké, à 600 km au nord-est de Damas, en solidarité avec les manifestants dans les autres régions syriennes, ont indiqué un témoin et un militant des droits de l'homme.

Les manifestants se sont rassemblés près de la faculté des lettres à Hassaké, scandant des slogans "*pour la liberté et l'unité nationale*" et contre le racisme, a dit le militant à l'AFP.

Ils ont affirmé également leur solidarité avec les villes de Deraa (Sud), où a commencé la contestation contre le régime, de Banias (Nord-Ouest), de Homs (Centre) et de Douma, près de la capitale, qui ont connu de violentes manifestations.

A Hassaké, les forces de l'ordre ne sont pas intervenues pour disperser la manifestation, selon ces deux sources. (lemonde.fr 21.04)

3- Yémen

3.1- Un militant des droits de l'homme en vue à Bahreïn, arrêté comme plusieurs centaines d'opposants dans le cadre de la répression des manifestations qui agitent le royaume depuis le mois dernier, a comparu jeudi devant un tribunal militaire, selon sa fille. Lire la suite l'article

Abdulhadi al Khaouadja a été arrêté ce mois-ci avec deux de ses gendres. "*Son procès a débuté aujourd'hui mais nous, membres de sa famille, n'avons pas été autorisés à entrer au tribunal. J'ignore quelles charges ont été retenues contre lui*", a déclaré sa fille, Zaïnab al Khaouadja.

"*Mon père a appelé hier soir. Il n'avait pas l'air bien. Je pense qu'il est blessé à la bouche parce qu'il pouvait à peine parler*", a-t-elle ajouté. Selon le Centre Bahreïni des droits de l'homme, il a été sévèrement battu lors de son arrestation.

Exilé pendant douze ans, Abdulhadi al Khaouadja a été autorisé à rentrer dans son pays il y a plusieurs années dans le cadre d'une amnistie. Arrêté en 2004 pour dissidence, il a ensuite été gracié. (Reuters 21.04)

3.2- Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, fortement contesté dans la rue, s'est vu offrir la possibilité de démissionner dans un délai de 30 jours avec la garantie de ne pas être poursuivi en justice, a affirmé ce jeudi un responsable de l'opposition, Hassan Zayd.

Citant les tractations en cours pour une sortie de crise, Hassan Zayd a fait état d'une proposition prévoyant "*la démission du président Saleh et la promulgation d'une loi d'amnistie*", lui offrant la garantie qu'il ne sera pas inquiété après son départ du pouvoir.

Hassan Zayd est secrétaire général du parti islamiste Al-Haq, membre du Forum commun, une coalition de l'opposition parlementaire qui groupe notamment l'influent parti islamiste Al-Islah et le Parti socialiste yéménite (PSY).

"*Cette offre n'attend que l'accord du président*", a ajouté ce responsable, membre d'une délégation de l'opposition qui a eu dimanche dernier à Ryad des consultations avec les ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe (CCG), engagés dans une médiation dans la crise yéménite.

S'il accepte cette offre, le président Saleh devra céder ses prérogatives à son vice-président pour une période de 30 jours, au terme de laquelle il présente formellement sa démission de la magistrature suprême, a-t-il ajouté.

Le vice-président assurera ensuite l'intérim pendant deux mois, une période qui devra être couronnée par des élections prédentielles, a encore dit Zayd en citant une contribution américaine à ce plan. (lexpress.fr 21.04)

4- Egypte

4.1- Le parquet général égyptien a ordonné jeudi que l'ancien ministre de l'Energie Sameh Fahmy et cinq autres hauts responsables de ce secteur soient placés en détention provisoire pour être interrogés dans le cadre d'une enquête sur un marché de fourniture de gaz naturel à Israël, a-t-on appris de sources judiciaires au Caire.

Israël reçoit d'Egypte 40% de son gaz naturel aux termes d'un marché conclu après l'accord de paix de 1979.

Des groupes d'opposition égyptiens affirment depuis longtemps que ce gaz est vendu à des prix préférentiels à l'Etat hébreu.

Dans un communiqué, le parquet précise que l'accord de vente de gaz à Israël s'effectue à des prix très inférieurs à ceux du marchés et a entraîné une perte estimée à 714 millions de dollars pour l'Etat égyptien.

Le parquet a également ordonné la mise en détention d'Hussein Salem, l'un des proches associés d'Hosni Moubarak et principal actionnaire de la compagnie du Gaz de Méditerranée orientale (EMG) qui assure les fournitures à Israël.

Un responsable de Merhav, société israélienne partenaire de l'EMG, a affirmé que "*de tous les pays qui achètent du gaz naturel à l'Egypte, Israël paie le prix le plus élevé au gouvernement égyptien*".

L'Etat hébreu paie plus de trois dollars le million de Btu (British Thermal Unit), soit plus que ce que perçoit le Qatar, le plus gros exportateur de gaz au Proche-Orient, a précisé ce responsable qui a requis l'anonymat.

Le nouveau gouvernement égyptien a indiqué qu'il entendait revoir les contrats de vente de gaz naturel à plusieurs pays, y compris Israël et la Jordanie. Cette révision pourrait entraîner une hausse des recettes estimée à trois ou quatre milliards de dollars. (Reuters 21.04)

4.2- Un tribunal du Caire a ordonné jeudi la suppression des noms du président déchu Hosni Moubarak et de son épouse Suzanne de tous les lieux publics et institutions en Egypte. Lire la suite l'article

La décision, annoncée par le juge Mohammed Hassan Omar, concerne des centaines de stations de métro, écoles, rues, places ou bibliothèques à travers le pays. Le ministre des Transports Atef Abdel-Hamid a réagi en annonçant que le nom du président chassé du pouvoir le 11 février disparaîtrait des lieux dépendant du ministère, dont la station de métro place Ramsès au centre du Caire. (AP 21.04)

Social

France.

A boire ou des matraques, il faut choisir !

Une note interne de la direction supprime le quart de vin ou la bière lors des repas, les CRS protestent...

Le syndicat SGP-FO (premier chez les gardiens de la paix) s'élève ce mercredi dans un courrier contre une note interne du directeur central qui interdit le quart de rouge ou la bière sur les plateaux repas.

«*On veut faire de nous des curés, mais sans le vin de messe*», résume Didier Mangione, secrétaire national SGP-FO chez les CRS, contacté par 20 Minutes. Selon lui, il n'est pas acceptable qu'«*une note interne revienne sur la circulaire Joxe*» qui interdit la consommation d'alcool dans les commissariat mais autorise le vin ou la bière aux repas.

Des photos de CRS buvant de la bière en marge des manifestations lycéennes en octobre dernier avaient ému l'opinion. «*On n'encourage pas la consommation d'alcool, prévient Didier Mangione, mais mes collègues ne sont pas contents et ont l'impression d'être infantilisés.*» D'autant que «*chez les CRS, il n'y a pas plus de personnes touchées par des problèmes d'alcool qu'ailleurs*», affirme le syndicaliste.

«*En 11 ans de présence aux conseils de discipline je n'ai jamais vu de cas de problèmes causés par un collègue en état d'ébriété*», indique Didier Mangione. Un petite quart de rouge, une bière... «*personne n'est en état d'ébriété avec ça*». Déplorant une atteinte à «*la convivialité et aux traditions*», le CRS demande un «*assouplissement*» de la note de sa direction. (20minutes.fr 21.04)

Comment vous avez dit, vous craignez que les CRS soient " *infantilisés*", à de rares exceptions près on pensait plutôt qu'ils avaient subi une lobotisation (du cerveau) pour épouser cette carrière, comment dire, antisociale !

Quant à la "*convivialité*"... autour d'une matraque, qui en redemande ? Et surtout que les CRS ne perdent pas leurs bonnes vieilles "*traditions*" : frapper sur tout ce qui bouge dès lors que la meute est lâchée ! Impayables ces syndicalistes ! Ou non, ils sont bien payés pour faire ce genre de déclarations à vous donner envie de vous enivrer pour oublier qu'ils existent...

«*On veut faire de nous des curés, mais sans le vin de messe*», affirme Didier Mangione, secrétaire national SGP-FO, leur point commun que doit partager Didier Mangione, mieux il doit faire plus fort et cumuler, les premiers ont pour mission d'entretenir l'ignorance des masses, mais comme cela ne suffit manifestement pas pour qu'elles demeurent dociles ou supportent les coups du régimes sans réagir, les seconds qui sont généralement habités par une crasse ignorance viennent à leur secours en matraquant les masses pour qu'elle demeure ignorante... de grès ou de force.

Le sang du Christ ou celui d'un manifestant, ou l'alliance du sabre et du goupillon autour d'un bon verre, cela ne se refuse pas, en toute "*convivialité*", cela va de soi. C'est quand la coupe est pleine que ces gens-là sont heureux, l'heure de la prochaine croisade a sonné !

Economie.

Chine

Le pétrolier chinois Sinopec a conclu jeudi un contrat d'approvisionnement en gaz australien, pour un montant évalué à 85 milliards de dollars sur vingt ans.

L'accord, qui complète un protocole signé en février avec ConocoPhilips et l'australien Origin Energy, prévoit également que Sinopec prendra 15% de leur projet commun dans le gaz naturel liquéfié, dénommé Australia Pacific.

La capacité d'Australia Pacific sera initialement de 4,5 millions de tonnes par an, et à terme de 18 millions de tonnes par an. L'exploitation doit débuter fin 2015.

L'Australie dispose de projets dans le gaz naturel liquéfié pour environ 200 milliards de dollars et la majeure partie des exportations sont destinées à la Chine. (Reuters 21.04)

Haut de page

Le 23 avril

Je vous avoue que j'ai eu un petit coup de fatique ou de déprime passager ces derniers jours, mais nous voilà remonté au front en première ligne. Cette nuit on a essuyé un gros orage avec beaucoup de pluie, la première fois depuis la mi-novembre je crois, pas de courant donc pas de climatiseur, une nuit agitée, du coup je me suis réveillé très tard, à 8h40, la première fois depuis de nombreuses années. J'ai une théorie : vivre à fond, donc peu dormir et crever quand l'heure aura sonné sans essayer de prolonger cette existence brève et passagère au-delà de sa durée normale, sans recourir à la médecine... Bon week-end à tous.

Harcellement. Au fait, monsieur Coquéma, votre dernier courriel a atterri directement dans la poubelle des Spams, un clic et hop disparu, ne vous acharnez pas inutilement contre moi, vous n'aurez jamais le dessus, je suis aussi blindé et déterminé que les gars qui affrontent l'armée de Kadhafi à Misrata !

1- Trois sujets sur lesquels je planche en vue de causeries futures :

1- le rapport entre le développement des forces productives et la lutte des classes, l'évolution de ce rapport dans le temps ;

2- les rapports entre le pouvoir économique et politique sous différents régimes ou Etats ;

3- légalité et légitimité, les rapports et les facteurs qui les déterminent, les travailleurs font-ils bien la distinction entre les deux ?

Vastes questions, effectivement, que l'on ne doit pas hésiter à se poser une nouvelle fois chaque fois que la société ou le monde ont subi de profondes transformations, lorsque la lutte des classes repart de plus belle à l'échelle mondiale, questions ouvertes auxquelles on ne peut pas répondre sérieusement et honnêtement avec des arguments à l'emporte-pièces ou en se référant à une théorie ou des principes.

2- Hommage.

J'y avais pensé mais je l'ai finalement oublié, rendre hommage et témoigner notre solidarité envers les deux journalistes photoreporters Tim Hetherington et Chris Hondros, 41 ans tous les deux, tombés avant-hier à Misrata.

Ils faisaient un boulot formidable et il fallait un courage exceptionnel pour le faire jusqu'au prix de leur vie, ce dont ils avaient parfaitement conscience pour avoir couvert dernièrement les guerres en Afghanistan et en Irak notamment. Nous sommes profondément tristes pour leurs familles. Ils ont rejoint les milliers de martyrs qui combattent au sacrifice de leur vie pour la liberté et les victimes innocentes de la guerre civile déclenchée par le tyran Kadhafi, puisqu'ils ont été tués par un obus de mortier tiré par son armée. Ils figurent dorénavant parmi les 578 journalistes tués lors de reportages sur des guerres ou des révolutions au cours des dix dernières années.

Effectivement, à propos de la LIbye, on doit parler d'une guerre civile initiée par le colonel Kadhafi en réponse à des manifestations pacifiques ou désarmées. C'est lui qui a décidé de réprimer dans le sang les premières manifestations dès la mi-février à l'est et à l'ouest de la Lybie, qui a envoyé l'armée dans l'intention de tuer de simples travailleurs et jeunes qui avaient osé défier son régime dictatorial. L'insurrection et l'armement des opposants à son régime n'ont été que les réponses à cette répression féroce et sanglante, une réponse légitime au bout de 42 ans de dictature.

Ceux qui parlent de guerre entre la Libye et une coalition impérialiste au lieu d'évoquer une guerre civile dont le dictateur est l'instigateur, sont de vulgaires faussaires ou falsificateurs, à ce titre ils méritent le même statut que les révisionnistes de l'histoire qui après coup se sont employés méthodiquement à nier les horreurs commises par les différents Etats impérialistes au cours des différentes guerres ou révolutions au XXe siècle. Honte à eux ! Honte à ceux qui font signer une pétition et osent récolter du fric en prétendant que la France serait en guerre contre la Libye. Bien mal acquis ne profite jamais !

Une note de réconfort ou d'optimisme, hier soir aux infos sur TV5Monde Asie on a pu assister un instant aux combats qui ont lieu en ce moment à Misrata, le journaliste a affirmé que les insurgés étaient de plus en plus nombreux et que le moral ne faiblissait pas, malgré la violence des combats et la faiblesse de leur armement face à l'armée de Kadhafi.

De plus, on a appris que les insurgés étaient repassés à l'offensive dans de nombreuses villes de l'ouest du pays proche de Tripoli, ce qui signifie clairement, si besoin était, qu'il s'agissait bien d'un soulèvement générale de la population contre le dictateur et non d'un coup de force orchestré par une infime minorité retranchée à Benghazi, la thèse que soutiennent les révisionnistes pour justifier leur position politique.

Politique

1- Syrie

Au moins 70 manifestants ont été tués vendredi par les forces de l'ordre syriennes et des partisans armés du président Bachar al Assad, selon le mouvement de défense des droits de l'homme Saouassiah.

Les faits se sont déroulés dans le quartier de Barzeh, à Damas, et dans les localités périphériques de Zamalka, Harasta, Douma, Mouadamiya, Qaboun et Hadjar al Assouad, ainsi qu'à Hama, Lattaquié, Homs et Izra'a, dans le Sud, a précisé un représentant du mouvement interrogé par Reuters. (Reuters 22.04)

2- Yémen

1- Sanaa a connu vendredi le plus gros rassemblement depuis le début des manifestations anti-régime en janvier pour demander le départ immédiat du président Ali Abdallah Saleh. Selon le correspondant de l'AFP, la foule s'étendait sur environ quatre kilomètres dans le centre de la capitale en ce "*vendredi de la dernière chance*". Des responsables du mouvement ont appelé à une grève générale samedi.

A quelques kilomètres de là, les partisans du président ont organisé une marche pour un "*vendredi de la réconciliation*". Des forces de l'armée et de la police étaient déployées en nombre pour empêcher des heurts entre les deux camps. (lexpress.fr 23.04)

2- Les autorités yéménites ont arrêté vendredi des dizaines de militaires qui avaient rejoint le mouvement de contestation contre le président Ali Abdullah Saleh. Deux personnes ont également été tuées lors de nouvelles manifestations.

Des soldats et officiers ayant fait défection assuraient la sécurité de ces opposants au régime. La manifestation de vendredi, à laquelle ont participé de nombreuses femmes, est "*un message (à Saleh) de démissionner immédiatement*", a commenté un militant de l'opposition, Walid al-Ammari.

A Taëz (sud), un foyer de l'opposition, de nombreux manifestants ont également réclamé le départ du chef de l'Etat, selon des témoins.

Lâché par la plupart de ses alliés alors que la rue demande son départ depuis la mi-février, le président yéménite peut compter sur le soutien des meilleures unités de l'armée, dirigées par des membres de sa famille, dont la Garde Républicaine. Il y a un mois, beaucoup d'observateurs pensaient que sa chute n'était qu'une question de jours. Sa propre tribu a demandé son départ et il a enregistré une vague de défections au sein du pouvoir et de l'armée. (AP 23.04)

Au Yémen comme en Libye ou en Syrie après la Tunisie et l'Egypte, l'impérialisme américain et les monarchies du Golfe tentent de récupérer ces soulèvements révolutionnaires à leur avantage, quelque chose leur a soudain échappé, ils n'ont plus le total contrôle de la situation au Yémen et en Egypte, ils manoeuvrent pour que des régimes à leur solde remplacent ceux usés jusqu'à la corde qu'ils ont mis en place ou soutenus depuis de nombreuses décennies, ils craignent par dessus tout que leurs intérêts économiques soient remis en cause dans des proportions incompatibles pour demeurer les maîtres du monde pour ce qui est de l'impérialisme américain en particulier, c'est le fin mot de la politique de tous les Etats impérialistes impliqués en Afrique du Nord, au Moyen- et Proche-Orient.

Comment continuer à piller les ressources naturelles de ces pays-là, comment continuer à profiter du faible coût de leur main d'oeuvre qui a pour corollaire de maintenir à l'écart du progrès social le prolétariat et la paysannerie pauvre ? Comment permettre à nos multinationales de continuer d'engranger des profits gigantesques sur le dos de ces peuples, comment mettre en place des régimes compatibles avec cette exigence dans un monde où les capitalistes de tous les continents se livrent à une guerre économique de plus en plus acharnée ? Comment conjuger profit et sous-développement, comment conjuger un semblant d'ouverture démocratique avec la soif de liberté et de droits politiques de ces peuples qui réclament à juste titre le droit d'accéder à un niveau de vie comparable à celui qui existe dans les pays où le capitalisme est le plus développé ?

Ces peuples sont si excédés par les mauvais traitements qui leur ont été infligés pendant plus d'un demi-siècle par les différents impérialistes et les régimes à leur solde, qu'ils sont prêts désormais à affronter les balles pour conquérir leur liberté et accéder à une vie meilleure. Ils ont pris conscience de la terrible injustice et des inégalités de traitement dont ils ont été victimes pendant trop longtemps, ils ont décidé qu'ils refusaient de se sacrifier plus lontemps pour une cause qui n'est pas la leur, ils réclament leur dû, leur combat est légitime et nous devons les soutenir inconditionnellement.

C'est leur nombre et leur unité qui fait leur force et les rend invincible face à un ennemi armé jusqu'au dent plus que leur tradition de la lutte des classes ou leur niveau de conscience politique. Voilà encore un enseignement intéressant pour la lutte de classe en France, qu'on n'exploite pas suffisamment ou que certains laissent de côté délibérément, par ignorance ou incompréhension.

Comparez l'analyse ou l'argumentation que je viens de développer sommairement avec ce qui figure dans vos journaux attitrés ou les tracts de vos formations politiques, et dites-nous franchement lesquels sont le plus à la portée des travailleurs, lesquels reflètent le mieux la réalité et sont suscepticles d'être saisis par le plus grand nombre.

A la différence de mes détracteurs, je n'ai pas besoin de me référer à telle ou telle théorie pour m'exprimer, j'en appelle à aucun principe en particulier, je peux très bien me passer de citations des marxistes, je ne fais pas non plus appel à des sous-entendus, je n'emploie pas d'arguments à l'emporte-pièces, je ne me livre pas non plus à des comparaisons historiques ignorées du plus grand nombre, les faits suffisent à eux-mêmes la plupart du temps pour définir une position et une perspective politique à partir du moment où l'on conserve en permanence à l'esprit l'objectif politique que l'on s'est fixé une fois pour toute, à chacun de juger sur pièce comme l'on dit, ceux qui y demeurent fidèles et ceux qui s'en sont écartés ou l'ont délibérément abandonné.

Social

France

1- Aucune paix, aucun traité ou aucun accord n'est définitif en régime capitaliste.

Pour faire face à l'afflux de migrants en provenance de la Libye et de la Tunisie, la France envisage, selon une source élyséenne citée par Reuters, de suspendre les accords de Schengen. Ces accords autorisent la libre circulation des personnes et des biens et harmonisent également le contrôle des personnes au sein des Etats signataires des accords.

La présidence française estime que la gouvernance de Schengen est aujourd'hui «*déficiente*», a-t-on dit à l'Elysée. «*Ce qu'il nous semble, c'est qu'il faut réfléchir à un mécanisme qui permette, lorsqu'il y a une défaillance systémique à une frontière extérieure de l'UE, d'intervenir en prévoyant une suspension provisoire, le temps que la défaillance soit réglée*», a-t-on déclaré de même source.

Ce serait la réponse de la France à l'afflux d'immigrés tunisiens et libyens, qui arrivent légalement depuis l'Italie, notamment l'île de Lampedusa. L'Italie a annoncé qu'elle délivrerait des permis de séjour temporaires humanitaires à ces immigrés. Et les Tunisiens, francophones, tentent souvent de se rendre en France.

La France ne veut «*pas subir une vague d'immigration*» tunisienne venue d'Italie où elle renverra des candidats au séjour qui ne rempliraient pas les conditions d'identité et de ressources requises, a prévenu Claude Guéant. Alors que l'Italie se plaignait, l'Union européenne a donné raison à la France. (20minutes.fr 22.04)

L'Union européenne vous protège dormez en paix braves gens martèlent ses initiateurs et ses partisans, alors qu'à travers ce qui pourrait passer pour un banal incident diplomatique entre la France et l'Italie, on s'aperçoit que l'existence de cet organisme censé lier un certain nombre d'Etats par des traités ou des accords ne garantit en rien qu'ils y resteront fidèles indéfiniment, il signifie que tout accord signé peut être détourné ou partir à la poubelle du jour au lendemain selon la volonté d'un chef d'Etat, on le savait déjà, les travailleurs sans doute beaucoup moins, un excellent argument pour alimenter notre combat contre l'Union européenne.

2- La barbarie, la cruauté banalisée, légitimée, encouragée. Insupportable !

Le président de l'Observatoire national des cultures taurines, André Viard, a annoncé, vendredi à Arles, dans les Bouches-du-Rhône, l'inscription de la tauromachie sur la liste du patrimoine immatériel de la France.

Cette décision a été actée par une commission du ministère de la Culture, qui avait donné un avis favorable à cette inscription au mois de janvier.

"*Il s'agit d'un recensement ethnique d'une pratique factuelle. La tauromachie a été inscrite au patrimoine immatériel au même titre que la tarte Tatin, le fest-noz et les parfumeurs de Grasse*" , a précisé à Reuters un porte parole du ministère. "*Cela n'apporte aucune appellation morale particulière, ni aide à cette pratique*".

L'Observatoire des cultures taurines, qui fédère l'ensemble des associations liées à la tauromachie en France, a qualifié d'historique cette décision.

"*La France devient le premier pays taurin à réaliser ce geste*", a dit André Viard. "*Cette mesure constitue la reconnaissance, par l'instance compétente, de la dimension culturelle de la tauromachie telle qu'elle se pratique et telle qu'elle est vécue dans notre pays par les professionnels et par les amateurs qui composent le monde taurin français.*"

Les opposants à la corrida se sont pour leur part déclarés "*surpris et choqués*" par cette décision.

"*Notre gouvernement est le seul à reconnaître au patrimoine immatériel français une activité réprimée par le code pénal partout dans l'hexagone, excepté, par dérogation, dans certaines localités*", s'est indigné dans un communiqué l'Alliance Anticorrida, qui a qualifié de "*honteuse*" cette décision.

"*Chaque année, cela recommence*", a relativisé le vice-président du Comité radicalement anti-corrida (CRAC), Jean-Pierre Garrigues. "*Les pays avaient jusqu'au 31 mars pour proposer de nouveaux dossiers à inscrire au patrimoine immatériel de l'Unesco. La probabilité de voir la France faire une telle proposition est proche de zéro. Le risque est davantage présent avec des pays comme le Mexique*", a-t-il dit.

Introduite en France au milieu du XIX siècle, la corrida est pratiquée dans une quarantaine de villes d'une douzaine de départements français. (Reuters 23.04)

L'espèce humaine dans sa crasse ignorance nous fait horreur parfois, souvent même devrait-on préciser pour être vraiment objectif.

Comment peut-on contempler la souffrance d'un malheureux taureau qui ne vous a rien demandé et y prendre du plaisir ? Pire, payer pour assister à ce misérable spectacle ? Ces gens-la seraient bien des partisans des jeux du cirque de l'Antiquité s'ils

étaient rétablis, où ils pourraient assister en dégustant une glace à la vanille au sacrifice de quelques opposants au régime ayant remplacé les esclaves d'autrefois transformés un moment en gladiateurs.

C'est la décomposition, la décadence, la putréfaction d'une société incapable de dépasser ses contradictions qui s'exprime ici, de quoi haïr un peu plus le monde dans lequel nous vivons et redoubler d'acharnement pour abattre le capitalisme.

Et puis quelle lâcheté, la lâcheté est l'apanage des faibles d'esprit ! Elle fait bon ménage avec l'hypocrisie ou la culture du mensonge qui sont si bien répandues dans la société comme on le constate quotidiennement, y compris dans nos rangs, au point que chacun s'y adonne sans gêne assuré que son voisin les pratique également, d'agir en toute impunité, cela participe à la corruption des esprits, comme la vanité ou la cupidité, la soif de l'argent ou du pouvoir sans lesquels on a le sentiment de ne pas exister.

Dans certain pays comme en Inde où je vis par exemple, c'est si commun qu'on a l'impression qu'un tel état d'esprit est naturel, normal, refuser de s'y soustraire et vous passer pour un excentrique qui veut se faire remarquer, les gens vous évitent de crainte d'entendre de votre bouche ce qu'ils s'emploient à taire ou fuir, vous pensez que j'exagère encore une fois, un Indien cultivé m'a affirmé que cela faisait partie de leur culture, sans plaisanter je vous assure, tellement c'est ancré dans leur mentalité. Je ne porte pas un jugement, ce n'est qu'un simple constat, dérangeant peut-être pour certains, pas davantage que la réalité que nous préférons regarder en face, sinon comment peut-on prétendre vouloir changer le monde si on n'est même pas capable de le regarder tel qu'il est. C'est le cauchemar des dogmatiques ou des esprits sclérosés qui remplacent volontiers l'analyse de la réalité par la théorie ou les principes...

Economie

Etats-Unis

La compagnie américaine Chesapeake Energy, un des principaux producteurs de gaz de schiste de Pennsylvanie, a décidé de suspendre ses opérations de fracturation hydraulique à la suite de l'accident d'un puits qui a entraîné la pollution d'un cours d'eau.

Chesapeake a réussi à combler le puits, endommagé mardi par une explosion, à l'aide de plastique, de boue et de caoutchouc jeudi en fin d'après-midi. Le groupe a ouvert une enquête sur l'origine de l'accident.

La production de gaz de schiste est en pleine croissance aux Etats-Unis. Le président Barack Obama a fait du gaz naturel le pilier de sa politique énergétique qui vise à réduire la dépendance du pays envers le pétrole et les émissions de dioxyde de carbone.

Le gaz de schiste représente aujourd'hui 23% de la production de gaz naturel aux Etats-Unis, alors qu'il était négligeable en 2004.

Mais les défenseurs de l'environnement et les riverains dénoncent les dangers de la technique dite de fracturation hydraulique consistant à injecter un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques pour briser les roches.

Immédiatement après l'explosion, qui s'est produite dans le comté de Bradford (nord-est), des milliers de litres d'eaux usées de forage se sont déversées dans une rivière voisine.

"*C'est le genre d'accident qui devrait à nouveau éclairer le fait qu'en dépit des assurances répétées de l'industrie et des autorités de régulation en Pennsylvanie, les choses continuent à aller de travers*", a estimé Kate Sinding, avocate pour le Conseil de défense des ressources naturelles.

Mais le sénateur républicain de l'Oklahoma Jim Inhofe a défendu la fracturation hydraulique qui selon lui n'a provoqué aucun cas de contamination de nappe phréatique dans son Etat, où la technique est utilisée depuis 1948.

Il a également affirmé à la radio Fox News que l'accident n'avait "*rien à voir avec la fracturation hydraulique*", puisque la fuite s'est produite en surface.

La Pennsylvanie et sa formation schisteuse "*Marcellus*" ont attiré l'attention des grands groupes énergétiques car on estime que la région pourrait contenir de très importantes ressources.

Le débat est également ouvert en France.

Un rapport d'étape publié jeudi estime que les réserves du sous-sol français sont colossales et que cette technologie ne doit pas être écartée, malgré la forte mobilisation ces dernières semaines des habitants des zones concernées. (Reuters 23.04)

Il y a de nombreux pays dans le monde à l'instar de la Hollande qui n'appartient pas particulièrement à la catégorie des pays

sous-développés, qui se passent très bien de l'énergie nucléaire ou du gaz de schiste, simple constat à la portée de chacun

Haut de page

Le 24 avril

Par Internet j'ai essayé de trouver des contacts en Libye, mais toutes mes tentatives ont échoué, je vais essayer à nouveau aujourd'hui. J'ai rajouté des articles dans la rubrique *Documents*

Lu, un article du NPA : *Rassembler les anticapitalistes !* (Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 99 (21/04/11)). Extrait :

- "*Lors des prochaines échéances électorales, le NPA participera au rassemblement le plus large possible des anticapitalistes. À cette étape il met en discussion le contenu, un programme clair, 100 % à gauche, dont les maîtres mots sont la répartition des richesses, la fin du productivisme, la mise sous contrôle des principaux secteurs de l'économie, des banques, des assurances, du crédit, de l'énergie, des transports. Un tel programme peut nourrir des mobilisations sociales mais nous luttons aussi pour qu'un gouvernement, par et pour la majorité de la population, le mette un jour en œuvre. Un gouvernement de cette nature n'a rien à voir avec une coalition gouvernementale mille fois vue et revue avec le PS.*"

Ce rassemblement devrait-il attendre mai 2012 ? N'y aurait-il pas matière à ce qu'ils se rassemblent dès maintenant, pour ne pas dire hier ? Par exemple, contre le projet de "*réforme*" constitutionnelle de Sarkozy par un président ultra minoritaire et de ce fait illégitime.

Une excellente occasion pour concentrer le combat politique contre les institutions de la Ve République et mettre en avant la perspective d'un soulèvement révolutionnaire pour renverser le régime, qui se doterait d'organismes politiques indépendant d'où émergerait un gouvernement ouvrier révolutionnaire...

Pas question pour le NPA, cette question est renvoyée aux calendes grecques "*un jour*" peut-être indéterminé et lointain ils la poseront, alors que la question de l'Etat et du pouvoir politique doit être posée sans attendre que le développement de la situation politique l'impose, car généralement, comme personne n'a été préparée pour y répondre, les masses seront incapables de s'en saisir ou de l'orienter dans la bonne direction.

Quand ils disent "*nous luttons aussi*" pour qu'un gouvernement favorable aux travailleurs voie le jour, tout d'abord le "*aussi*" est de trop et démontre que pour eux ce combat est accessoire, en prime ou en option au choix pour ceux que cela intéresse, sinon on le fait passer à la trappe, ensuite on comprend bien que pour eux il s'agit de deux combats distincts, alors qu'ils devraient être complémentaires ou inséparables et constituer un seul et unique combat pour le socialisme.

Quand vous isolez le combat pour les revendications sociales du combat pour des objectifs politiques ou que vous vous contentez des premières, votre discours est forcément incohérent, mieux vous tendez une perche à vos adversaires qui ne manqueront pas de vous demander comment vous aller financer vos mesures sociales. Question à laquelle vous pourrez répondre de deux manières différentes :

- soit en restant sur le même plan et dans ce cas-là vos mesures consisteront uniquement à modifier légèrement la répartition des richesses en faveur des travailleurs ou certaines couches de travailleurs, il vous sera impossible d'aller au-delà puisque sans révolution sur le plan politique, donc sans que la classe ouvrière soit devenue la classe dominante et impose sa dictature au capital, il vous sera impossible de vous attaquer aux fondements du capitalisme, dont les représentants pendant ce temps-là s'emploieront à saper vos efforts, licenciements massifs, lock-out, fuite des capitaux, propagande effrénée, etc. démontrant ainsi que vos mesures sont dangereuses et conduisent la société au chaos, ce qui aura pour conséquence de diviser la classe ouvrière et de voir se dresser contre elle la majorité de la petite-bourgeoisie, donc avec en prime le danger que la contre-révolution débouche sur une dictature.

On aurait pu se contenter d'affirmer que les travailleurs n'auront jamais le moindre pouvoir ou n'exerceront jamais le moindre contrôle sur l'économie aussi longtemps qu'ils n'auront pas pris le pouvoir politique, prétendre le contraire tient de l'ignorance ou de la charlatanerie ou les deux à la fois ;

- soit vous passez du plan économique et social au plan politique et vous n'avez plus à justifier le financement de vos revendications sociales, car en passant sur le plan politique vous inverser le rapport des classes à la légalité et à la légitimité, vous ne partez plus des besoins des capitalistes mais de ceux des travailleurs, et c'est cette inversion qui va exprimer et permettent justement d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme et une nouvelle perspective politique.

Pour parvenir à ce constat, nous partons du fait que c'est la classe dominante qui définit ce qui est légal et légitime et non la

classe dominée, dont les revendications sociales doivent être compatibles avec le régime capitalisme et les institutions, dès lors qu'elle ne remet pas en cause sa domination sur le plan politique. Demeurer sur le plan social et économique alors que nous sommes sous un régime capitaliste, cela revient à demeurer sur le terrain du capitalisme et ses besoins, donc à demeurer sous la coupe des banquiers qui font en sorte de faire croire aux travailleurs qu'en raison de la crise économique il serait suicidaire de satisfaire des revendications sociales coûteuses, chantage ou argument auquel ne resteront pas insensibles de nombreux travailleurs.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que de nombreux travailleurs estiment qu'ils ont quelque chose à perdre au cas où la crise du capitalisme s'amplifierait ou si elle débouchait sur une crise révolutionnaire aux perspectives aléatoires, ils préfèrent encore rester modérés dans leurs revendications plutôt que de voir leur situation s'aggraver, le capitalisme dans l'état actuel des choses apparaît à leurs yeux comme encore le moindre mal, ils ne sont pas prêts à se lancer dans une aventure révolutionnaire puisqu'ils sont dépourvus d'idéal ou plutôt qu'il leur semble impossible à l'heure actuelle d'en avoir un, changer la société ou vivre dans une société meilleure est pour eux du domaine de l'utopie, vaut mieux en avoir parfaitement conscience camarades et ne pas se bercer d'illusions sur leur niveau de conscience politique ou leur degré de compréhension du monde, pour eux la situation actuelle est sans issue.

C'est la raison pour laquelle il faut absolument réaliser (réaffirmer) l'unité des revendications sociales et politiques, inscrire la satisfaction des revendications sociales dans une perspective politique révolutionnaire rompant à la fois avec le régime capitaliste et les institutions de la Ve République, condition pour que les travailleurs reprennent espoir qu'il est possible de changer la société, que l'idéal d'un monde meilleur n'est pas une utopie et qu'il est à leur portée à partir du moment où ils s'engagent dès maintenant dans le combat politique.

Cela passe par des explications qu'il faut leur fournir pour les aider à comprendre qu'il n'y a pas de fatalité à la décomposition de la société, à toutes les souffrances qu'elle leur fait subir quotidiennement, la question déterminante est de savoir sur quoi repose notre analyse de la société pour définir ce qui est possible ou raisonnable et ce qui ne l'est pas. On doit admettre que généralement pour l'immense majorité des travailleurs leurs propres besoins passent inconsciemment au second plan après ceux des capitalistes, pourquoi, par habitude parce qu'en réalité ils ne détiennent absolument aucun pouvoir dans la société contrairement à ce qu'on leur fait croire ou ce qu'ils imaginent, donc par ignorance bien sûr. Et c'est là qu'on en revient au rapport entre légalité et légitimité.

Ils estiment que ce qui est légitime, c'est uniquement ce qui est légal, mais comme c'est la classe dominante qui décide ce qui est légal et ce qui ne l'est pas, ce qui est légal étant uniquement ce qui lui permet de conserver le pouvoir et de continuer à accumuler du capital, la grande masse des travailleurs en vouant un culte à ce qui est légal, voue également un culte au capitalisme et aux institutions avec lesquels elle doit impérativement rompre pour conquérir sa liberté.

Dès lors que vous avancez une revendication sociale qui n'entre pas dans le cadre de ce qui est légal, elle sera reçue différemment selon le niveau de conscience de classe des travailleurs, par exemple la semaine de travail de 25 ou 30 heures, la retraite à taux plein sans conditions à 50 ans, le Smic et le minimum retraite à 1.600 net par mois. Certes ces revendications correspondent bien à des besoins ou des aspirations bien réelles, mais elles seront jugées délirantes par l'immense majorité des travailleurs, et avec eux ceux qui les avancent qui passeront pour de doux rêveurs ou des excentriques, des gauchistes.

Effectivement elles sont incompatibles avec le capitalisme, mais sont-elles pour autant illégitimes, non évidemment, mais parce que les travailleurs sont avant tout subordonnés à ce qui est légal, au capitalisme, ils ne ne jugeront pas utile de s'engager pour les faire aboutir. Au-delà, leur comportement est compréhensif puisqu'ils ne savent pas ce qu'il faudrait faire pour que leurs besoins soient non seulement légitimes mais deviennent légaux, donc compatibles avec un régime économique qui reposerait sur d'autres fondements dont ils n'ont pas idée ou qui leur échappent totalement.

Bref, ce qui a été défini comme légal et légitime une fois pour toute par le législateur, c'est également ce qui prévaut pour l'immense masse de la population laborieuse. Au-delà, quoi, le vide, le néant, l'aventure, le retour à l'âge de pierre, le chaos, car on trouve toujours une réponse à une question qu'on se pose, correcte ou erronée, peu importe, chaque être humain fonctionne ainsi.

Le plus difficile est donc d'arriver à briser cette limite légale, à entrevoir l'idée qu'il nous faudra la briser pour pouvoir satisfaire nos besoins, briser les chaînes de la servitude, conquérir enfin notre liberté. Même la notion de droit se brise sur le mur de la légalité que fait justement exploser la révolution quand elle éclate. S'en tenir strictement à la notion de droit, c'est demeurer soumis au carcan de la légalité. J'ai le droit de contester mon licenciement, mais je n'ai pas le droit de contester le droit de mon patron de me foutre à la porte quand bon lui semble, encore moins de l'exproprier. J'ai le droit de contester le pouvoir de la classe dominante dans les limites qu'elle a déterminées elle-même, pas au-delà, ce serait violer la légalité...

Le droit est la notion juridique qui légalise, on pourrait dire du point de vue des capitalistes, qui justifie la domination de classe des capitalistes contre laquelle vous êtes impuissant, sauf à renverser l'ordre établi pour instituer un droit (une constitution, des lois) qui repose sur un autre mode de production que le mode de production capitaliste. On ne peut donc envisager une modification du droit ou de ce qui est légal conformément aux besoins que nous estimons légitimes, qu'à partir du moment où l'on envisage de passer du mode de production capitaliste au mode de production socialiste, dans le cas contraire on se soumet

au droit existant et aucun changement radical de la société ne peut se produire.

Dans la conscience collective, ce qui est légal, c'est ce qui est autorisé, permis, admis, possible, ce qui est illégal, c'est ce qui est interdit, prohibé, impossible à réaliser, voire même à concevoir, et à la longue, on finit par ne plus penser notre avenir au-delà de la société telle qu'elle existe, pour le meilleur et plus souvent pour le pire.

C'est seulement lorsqu'on laisse libre cours à ses besoins ou aspirations qu'on s'aperçoit que le respect du droit ou de la légalité, le fonctionnement des institutions et les rapports sociaux de production en vigueur sont incompatibles ou s'opposent à leur satisfaction et qu'il faut au préalable les liquider.

Droit, légalité, légitimité, régime, institutions, tout ces facteurs sont liés en somme, ils ont pour origine les fondements du capitalisme qu'ils expriment de manière contradictoire. Parvenir à le comprendre et le faire comprendre aux travailleurs et jeunes, telle est l'une de nos tâches fondamentales pour aller de l'avant.

Politique

1- Libye

1.1- L'insurrection libyenne a annoncé samedi sa victoire à Misrata, ville portuaire de l'ouest de la Libye assiégée depuis près de deux mois par les forces pro-Kadhafi.

Le régime libyen a annoncé que ses troupes allaient se retrirer de la ville rebelle assiégée de Misrata. Selon le vice-ministre des affaires étrangères, Khaled Kaaim, l'armée est incapable de venir à bout des rebelles en raison des raids de l'OTAN. Tripoli a donc décidé de confier aux tribus loyalistes de la région la mission de mettre fin au conflit dans cette ville par le biais de négociations ou par la force.

L'annonce par le régime de la mobilisation d'habitants des villes environnantes, comme Bani Walid ou Zliten, fiefs de la tribu des Werfella, vise semble-t-il à compliquer la tâche de l'OTAN en impliquant ces "civils". Elle ne devrait cependant pas apporter de changement majeur sur le front, car une grande partie d'entre eux y combattrait déjà, sous la bannière de l'"armée populaire" composée de milices de "volontaires". (AP et lemonde.fr 24.04)

1.2- Les forces de Mouammar Kadhafi ont pris samedi la ville de Yafran, dans la région des Montagnes occidentales au sud-ouest de Tripoli, a annoncé un porte-parole des rebelles.

"*Les brigades de Kadhafi ont pris le contrôle du centre de Yafran mais nous restons dans les villages voisins*", a dit ce porte-parole à la chaîne de télévision Al Arabia.

"*L'armée fait usage de mortiers et de missiles Grad*", a-t-il ajouté, précisant qu'une quarantaine de Grad avaient été tirés en seulement une heure. (Reuters 24.04)

2- Yémen

Le parti au pouvoir au Yémen, où se poursuivent des manifestations contre le régime en place, a informé samedi le Conseil de coopération du Golfe (CCG) qu'il acceptait sans réserves son plan de sortie de crise, qui prévoit un retrait prochain du président Ali Abdallah Saleh.

De son côté, l'opposition yéménite a elle aussi fait bon accueil aux principaux éléments du plan, mais en refusant de participer à un cabinet d'union nationale.

Le projet accorde l'immunité à Saleh, à sa famille et à ses conseillers, qui ne pourraient pas faire l'objet de poursuites judiciaires comme le réclament leurs adversaires.

Cette question posait problème jusqu'ici. Mais la coalition des partis d'opposition qui réclame le départ de Saleh, au pouvoir depuis trente-deux ans, a indiqué samedi qu'elle souscrivait à présent aux principaux points du plan.

A Aden, ville portuaire du Sud, un correspondant de Reuters a constaté que la majorité des magasins, des marchés et des écoles étaient fermés. Les passants étaient rares dans les rues dont la circulation automobile avait pratiquement disparu.

De nombreux commerces étaient fermés à Taïz, troisième ville du pays et fief de l'opposition, et à Hodeidah, sur la mer Rouge. A Al Moukalla, dans la province orientale d'Hadramawt, quelque 6.000 hommes, femmes et jeunes gens ont manifesté pacifiquement dans la rue principale, ont rapporté des témoins. (Reuters 24.04)

3- Syrie

La répression de manifestations vendredi et samedi en Syrie a fait au moins 120 morts, selon un nouveau bilan annoncé par une organisation syrienne de défense des droits de l'Homme. Les dernières violences ont conduit deux députés et le mufti de Deraa (sud) à présenter leur démission, chose extrêmement rare dans le pays.

Plus de 300 personnes ont trouvé la mort en cinq semaines, selon des militants pro-démocratie et des ONG.

Les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles et fait usage de gaz lacrymogène vendredi pour disperser des dizaines de milliers de personnes manifestant contre le régime du président Bachar el-Assad, notamment à Homs (centre) et à Izraa (sud), selon des témoins. Elles ont à nouveau tiré samedi alors que des milliers de personnes étaient rassemblées notamment à Douma, dans la banlieue de Damas, et à Izraa pour les funérailles des protestataires tués la veille.

Ces informations ne pouvaient être confirmées de source indépendante, la Syrie ayant expulsé les journalistes étrangers et restreint l'accès aux sites des manifestations.

Les dernières violences ont conduit deux députés à annoncer leur démission. Nasser Hariri et Khalil Rifaï sont tous deux originaires de Deraa, cette ville du sud du pays d'où est parti le mouvement de contestation. "*Si je ne peux pas protéger la poitrine de mon peuple de ces tirs de traîtres, alors rien ne justifie que je reste au Conseil du peuple. Je donne ma démission*", a déclaré M. Hariri dans un entretien à la chaîne Al-Jazira.

Ces démissions sont largement symboliques dans la mesure où le Parlement syrien n'a aucun pouvoir réel, note Radwan Ziadeh, de l'Institut d'études du Moyen-Orient à l'Université George Washington. Mais elles sont extrêmement rares en Syrie, régime autocratique où la grande majorité des opposants sont soit en prison, soit en exil.

Le mufti de Deraa, Cheikh Rizq Abdul-Rahim Abazeid, a également renoncé à ses fonctions pour protester contre la répression. "*Je ne peux pas tolérer que le sang de nos fils et enfants innocents soit versé*", a déclaré à l'Associated Press le dignitaire religieux musulman. (AP 24.04)

En réalité, le dictateur n'a pas levé l'état d'urgence en vigueur dans le pays depuis 1963, il l'a renforcé !

4- Algérie

Les forces de l'ordre ont bloqué à coups de matraque ce samedi une manifestation de plusieurs centaines d'employés de l'éducation à Alger.

Les forces de l'ordre ont bloqué à coups de matraque samedi uneCoordination nationale pour le changement et la démocratie de l'éducation devant l'Assemblée populaire nationale (APN) à Alger en faveur notamment d'un nouveau statut, ont affirmé les organisateurs. Pratiquement au même moment, une tentative de manifestation organisée par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), tendance partis politiques, était également bloquée par la police à environ deux kilomètres de là.

"*La police a empêché notre rassemblement devant l'APN. Des manifestants ont reçu des coups de matraques*", a déclaré Mourad Fertaki, coordinateur national des surveillants des collèges et lycées. Mais il n'y a "*pas eu de blessé*", a-t-il précisé Un témoin a indiqué avoir vu "*des policiers en train de bastonner des manifestants*" au nombre selon lui "*de plusieurs centaines*".

Selon Mourad Fertaki "*entre 2500 et 3000 personnes ont participé à cette manifestation*" initialement prévue devant la Présidence de la République, sur les hauteurs d'Alger, mais dont l'accès était bloqué par la police. Ces employés, environ 50 000 salariés, réclament le statut de conseillers d'éducation et une revalorisation de leurs salaires.

Place du 1er Mai, la CNCD avait appelé pour la 11e fois et comme tous les samedis à marcher en faveur d'un "*changement de régime*". Une trentaine de manifestants, dont le président d'honneur de la Ligue algérienne des droits de l'homme, Ali Yahia Abdennour, se sont retrouvés encerclés par les forces de l'ordre. (lexpress.fr 24.04)

Social

France

Nicolas Sarkozy a précisé la semaine dernière sa réforme de la fiscalité du patrimoine qui doit être votée cette année.
Pour l'économiste Thomas Piketty, le réaménagement de l'ISF est cependant un gigantesque cadeau fait aux Français les plus riches.

La réforme de la fiscalité doit supprimer le bouclier fiscal, exonérer d'ISF la moitié des quelque 600.000 contribuables assujettis à cet impôt et en baisser les taux.

Thomas Piketty estime toutefois que les contribuables les moins aisés devront payer la facture de la réforme. Car cette dernière pèsera sur les finances publiques, contrairement à ce qu'assure le gouvernement.

«*C'est le plus énorme cadeau fiscal aux plus riches du quinquennat! On remplace un cadeau fiscal, le bouclier, par un autre cadeau fiscal trois à quatre fois plus gros*», a-t-il expliqué dans un entretien publié vendredi par le journal *Le Monde*.

Nicolas Sarkozy assure que le manque à gagner pour l'Etat sera strictement compensé par les contribuables les plus aisés. Mais Thomas Piketty juge que les «*chiffrages sont faux*».

Le gouvernement «*prétend que la perte de recettes sera de 600 millions d'euros avec la baisse des taux, plus 300 millions avec le relèvement du seuil d'entrée à 1,3 million de patrimoine*», a-t-il précisé.

«*En réalité, du fait de ces deux mesures, les recettes d'ISF vont tomber de 4 milliards à 1,8 milliard. La perte sera sans doute encore plus forte (3 milliards) car il faudra aménager les taux pour lisser les effets de seuil*», a poursuivi l'économiste.

Selon lui, «*le plus gros bénéfice sera pour les contribuables ayant plusieurs millions ou dizaines de millions de patrimoine», alors qu'«on va faire payer la baisse de l'ISF par des contribuables non concernés par cet impôt*». (20minutes.fr 24.04)

Haut de page

Le 25 avril

(avec un peu d'avance, suit la causerie du 24)

Hier, en essayant de trouver des contacts en Libye et en tapant le nom de plusieurs villes de l'ouest du pays, je suis tombé par hasard sur plein d'articles dont les titres n'étaient pas apparus dans la page Yahoo news où je pioche quotidiennement des articles pour actualiser le site notamment au mois de mars.

C'est là que j'ai découvert l'ampleur de la mobilisation des travailleurs libyens, en fait à travers tout le pays, les pilonnages quotidiens de l'armée de Kadhafi sur la plupart des villes proches de Tripoli qui n'ont en réalité jamais cessés depuis la mi-février et qui ont fait des centaines, sans doute des milliers de morts dont personne ne parlent non plus, ceux dont la tâche devrait être de nous informer préférant se murer dans un silence.

A ce propos ou plus largement de l'intox qui a envahi Internet, je suis tombé sur un article délirant qui est un modèle du genre, il est daté du 11 avril, nous sommes le 24, il a été publié sur le site Internet Mondialisation.ca, dont les auteurs ont poussé l'audace jusqu'à publier un article intitulé Vérité, propagande et manipulation médiatique pour mettre leurs lecteurs en confiance, il est daté par erreur du 1er mai 2011, donc on ne sait pas à quelle date ils l'ont réellement mis en ligne, peu importe.

En voici le premier paragraphe :

- "*Les voix et les sources d'information honnêtes et indépendantes n'ont jamais eu autant d'importance. En tant que société, nous sommes inondés, submergés par un flot d'informations provenant d'une vaste panoplie de sources, lesquelles servent toutefois généralement de puissants intérêts, ainsi que les individus qui les possèdent.* "

La première phrase nous met en confiance, cependant on ne pourra pas s'empêcher de se demander pour qui ils roulent, vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

L'article en question du 11 avril a été rédigé par un dénommé Rim al-Khatib et dont le titre indiquait à lui seul son orientation politique : Les jeunes syriens ripostent aux tentatives de déstabiliser leur pays. Si l'on ne s'en tenait qu'au titre et qu'on oubliait un instant qu'il s'est écoulé deux semaines depuis sa parution, on serait porté à penser qu'effectivement la mobilisation à laquelle nous assistons en Syrie est orchestrée depuis Washington, Jérusalem ou Beyrouth.

En voici le contenu :

- "Des jeunes hackers syriens ont attaqué le site du Saad Hariri, chef du courant al-Mostaqbal, le mettant en garde de continuer à s'ingérer dans la politique intérieure syrienne et de déstabiliser le pays. Ils ont laissé sur le site une lettre à l'adresse de Saad Hariri et de Badr b. Sultan, l'ancien ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, fauteurs de tous les troubles confessionnels dans la région, et notamment au Liban et en Syrie, leur demandant d'attendre qu'ils aient fini leurs examens pour voir comment la jeunesse syrienne entend riposter à toutes ces attaques étrangères.

Par ailleurs, si les premières revendications populaires syriennes étaient très légitimes, il semble bien que les ennemis des peuples arabes, allant d'une certains opposition syrienne qui a trouvé refuge en France, Belgique, Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, ainsi que les puissances étrangères, comme la France, les Etats-Unis et surtout l'ennemi sioniste, via la Jordanie et les groupes "jihadistes", entendent faire plier l'Etat syrien et le peuple syrien, en semant le trouble dans le pays pour l'obliger à se soumettre à l'Etat sioniste et cesser toute aide aux résistances palestinienne et libanaise.

Ils peuvent toujours courir....

Il n'est plus un secret pour personne pourquoi l'association belge, qui se proclame internationale, AFD international, a décidé de lancer une croisade contre la Syrie, via un communiqué des plus provocateurs, appelant à l'intervention internationale contre la Syrie. Après la Libye, cette association soutenue par Abdel Halim Khaddam, ancien premier ministre syrien, réfugié en France après avoir été impliqué dans des crimes de financement de terroristes, aux côtés de ses amis le saoudien Bandar b. Abbas et le libanais Saad Hariri, souhaite plonger la Syrie dans le chaos, profitant des révoltes qui secouent le monde arabe. Abdel Halim Khaddam a récemment décidé de bouger ses quartiers vers la Belgique, puisqu'il était interdit de pratiquer la politique, dans son pays d'accueil. De Belgique, il tire les fils d'une soi-disant révolte populaire, mais en réalité pour revenir au pays porté par les chars américains et s'emparer du pouvoir en Syrie.

Il peut toujours rêver....

En Syrie, ce n'est pas une révolution, mais le trouble et les tentatives de déstabilisation de l'Etat font partie d'une contre-révolution qui s'étend de l'intervention occidentale en Libye, aux tentatives de briser les mouvements au Bahrayn et au Yémen, aux pressions occidentales sur l'Egypte, jusqu'aux tentatives de dépecer la Syrie. Tout cela pour empêcher que l'Etat sioniste ne soit mis en danger par les peuples arabes, qui réclament la fin de la domination occidentale sur leurs pays."

Depuis et après l'épouvantable massacre d'avant-hier réalisé par l'armée syrienne qui a tué plus de 80 manifestants désarmés, le nombre de mort doit dépasser les 300 et chaque jour qui passe depuis plus d'un mois démontre que c'est l'ensemble du pays qui est en train de se soulever contre le dictateur syrien, pas une seule ville n'est en proie à des manifestations quasi quotidiennes, bref, la situation est devenu révolutionnaire, insurrectionnelle et plus personne ne peut le nier, sauf encore à se terrer dans le silence comme savent le faire très bien certains.

Répétons-le encore une fois, ne confondons pas tout, essayons de faire preuve de discernement, plusieurs pièges nous sont tendus quasi quotidiennement par la propagande officielle et ses opposants qui ne savent réagir aux événements qu'en réaction aux déclarations du camp adverse qu'ils entendent ou prétendent combattre et donc se distinguer, parfois sans tenir compte de la réalité des faits ou son évolution, ainsi et à des fins opposées, ils sont tentés d'utiliser les mêmes méthodes détestables que leurs ennemis pour uniquement justifier leur position politique.

On s'interrogera au passage sur l'intérêt qu'ils peuvent avoir de recourir à de telles pratiques à partir du moment où leur position politique reposerait sur des arguments vérifiables et crédibles, incontestables, qui ne prêteraient à aucune confusion, on pourrait en déduire légitimement que leur position ne sont peut-être pas aussi assurée qu'elle le paraît ou qu'ils veulent nous le faire croire.

Pour revenir à l'article que j'ai reproduit plus haut, dans le site de Mondialisation.ca, il précède une mention présente à la suite de chaque article publié Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation., mais là l'opinion mise en avant n'a strictement rien à voir avec l'esprit qui caractérise ce site, cela tient du fantasme d'un auteur dont la tâche est ici de soutenir des dictateurs au pouvoir depuis des décennies, de nier des révolutions qui sont en train de se dérouler sous nos yeux.

Comme quoi et sans tomber dans la paranoïa, il faut demeurer vigilant et ne faire confiance à aucun site Internet, même les plus recommandables en apparence ou qui prétendent combattre pour notre cause ou pour la démocratie en général. Je l'avais déjà signalé à propos de certains sites comme celui du Réseau Voltaire, Le Grand Soir, Médiapart, Rue89, mais ils pullulent sur la toile.

Tant qu'il s'agit de faits vérifiables, on peut facilement recouper les informations provenant de sources diverses et démêler le vrai du faux , mais lorsque les sources sont peu nombreuses et qui plus est anonymes, ce qui est le cas en Syrie puisque les agences de presse et les journalistes ont été chassés du pays par Assad, on peut facilement colporter ou analyser la situation à partir de faits inventés de toutes pièces ou passés volontairement sous silence, donc se planter à l'arrivée !

Avant de terminer la rédaction de cet article, je me suis connecté sur Internet et par curiosité j'ai été voir ce qu'il y avait de nouveau sur le site du Réseau Voltaire, et comme je m'y attendais, en fait je l'espérais un peu, bingo, encore un article sur la Syrie favorable au dictateur, le dernier en date remonte au 4 avril, il était intitulé Washington veut détruire la Syrie pour compenser la perte de l'Égypte. , ni plus ni moins. Rappelons que Thierry Meyssan est persona non grata aux Etats-Unis, mais que par contre il séjournerait une bonne partie de l'année... en Syrie où il a ses entrées chez le dictateur, une simple coïncidence sans doute avec le contenu plutôt douteux de ces articles, non ?

L'article du 19 avril titrait L'opposition syrienne financée par Bush mais aussi par Obama.

Qu'en est-il au juste ? On apprend - en réalité je l'ai déjà lu ailleurs, que "*le département d'État n'a pas cessé de financer l'opposition syrienne*", ah ben en voilà une découverte stupéfiante, comme dans de nombreux pays dans le monde, de la Georgie ou l'Ukraine à la Chine en passant par l'Iran ou le Nigéria par exemple. Et quel était le projet de Washington, que finançait-il ? "*Le Département d'État des USA a financé secrètement des groupes de l'opposition syrienne pour renverser Assad, et leurs projets parmi lesquels la télévision satellitaire Barada basée à Londres, selon des documents diffusés par Wikileaks et publiés hier par le Washington Post*" On n'en saura pas plus sur ces projets diaboliques, plus loin on lira que cet argent avait servi "*aussi pour financer d'autres activités en Syrie*" sur lesquelles nous n'auront aucun détail, aucune preuve en fait.

Cet article date de 5 jours, gardons cela en tête. Aujourd'hui, ceux qui en France ont la télévision ou un écran d'ordinateur ou sont en mesure de lire un journal, ont pu constater ces dernières semaines que des dizaines de milliers de Syriens étaient descendus plusieurs fois dans les rues des grandes villes pour manifester contre le régime parfois au péril de leurs vies. Comment peut-on les assimiler à des personnes bassement manipulées par l'impérialisme américain, la majorité de la population en réalité, il l'aurait achetée, et comme un seul homme au signal d'Obama elle serait sortie se faire massacrer, pour une poignée de dollars, qui peut croire une histoire pareille, des crétins finis ou des militants dont le cas relève désormais de la psychothérapie. On a envie de dire : à un moment donné il faut arrêter les conneries, cela va trop loin, ils jouent avec la vie de millions de travailleurs et leurs familles comme si elles leurs appartenaient, du moment que le régime d'Assad est sain et sauf, c'est semble-t-il l'essentiel pour eux.

Je mets cet article en ligne pour que vous puissiez juger son contenu par vous-même. Tous les articles que je mets en ligne et qui proviennent de sources diverses ne sont pas pour autant à jeter à la poubelle. Selon vous, pourquoi je n'utilise pas le centième des informations qu'ils contiennent, pourquoi je prends cette précaution ? Tout simplement parce que je n'ai jamais eu les moyens de les confronter avec d'autres sources et d'en vérifier l'authenticité, je les garde en réserve en mémoire et si un jour il se présente un ou plusieurs articles qui confirment leurs contenus ou en procédant par recoupement en faisant preuve d'une extrême prudence, là seulement je me déciderai si nécessaire à les utiliser, pas avant, si j'ai un conseil à vous donner, c'est de faire de même.

Si je peux me permettre, camarades, vous avez tort de ne pas échanger vos réflexions, vos questionnements ou vos doutes avec les autres militants en ne voulant pas utiliser à cette fin le site que j'ai mis à votre disposition, c'est parfaitement votre droit du reste. Je me permets de douter de la capacité de nombreux militants à ne pas tomber dans les pièges qui leur sont tendus par des gens qui au premier abord semblent partager tout ou partie de leurs convictions politiques, mais qui en réalité sont animés par d'autres intentions moins avouables.

Encore une fois, je ne vous demande pas de me faire confiance, je vous mets simplement en garde, y compris ceux qui forts de leurs expériences ne se sentiraient pas concernés, souvent ce sont les plus vulnérables à toutes sortes de manipulations comme on a pu le constater à de multiples reprises dans le passé.

Haut de page

Le 26 avril

L'article que j'ai mis en ligne et qui reproduit ce qui figure à la suite de l'info en bref sur la Syrie n'est qu'une approche, un prejet jet, à affiner, approfondir, corriger si nécessaire, vos remarques sont les bienvenues. Vous verrez que son contenu tranche avec le discours qu'on entend partout, y compris celui que j'ai tenu au cours des dernières semaines, sans toutefois remettre en cause mon orientation politique, il y est davantage question de stratégie que de tactique. Il semble que je sois le premier ou le seul a avancé dans cette voie...

On ne peut pas assigner ou proposer comme objectif politique au prolétariat libyen la constitution d'un Etat ouvrier ni même un gouvernement ouvrier, sauf à ignorer les rapports entre les classes, l'existence de rapports féodaux ou semi-féodaux en Libye. Par contre les bases sociales existent pour avancer le mot d'ordre d'une République, qui ne pourrait être à ce stade qu'une République démocratique bourgeoise, elle présenterait au moins l'avantage de permettre à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre de s'organiser sur des bases de classe, de se constituer en classe, dont de créer ses propres syndicats et partis indépendant de l'Etat. (A suivre)

Politique

1- Irak

Une dizaine de personnes ont été blessées lundi dans des affrontements à Mossoul entre les forces de sécurité irakiennes et des manifestants protestant contre le maintien de la présence militaire américaine, rapportent témoins et médecins.

Les forces de sécurité ont fait usage de canons à eau et ont tiré en l'air pour empêcher quelque 3.000 manifestants de rallier la place principale.

La veille, 5.000 personnes avaient manifesté dans la grande ville du nord de l'Irak, pour exiger le respect du calendrier de retrait des forces américaines du pays, prévu d'ici la fin de l'année.

Samedi, des centaines de partisans de l'imam radical chiite Moktada al Sadr avaient défilé dans les rues de Bagdad, menaçant de reprendre la lutte armée si les forces américaines ne quittent pas le pays, comme prévu.

Jeudi dernier, plus de 5.000 personnes avaient aussi défilé à Bassorah, dans le Sud pétrolier, pour lancer le même avertissement aux Etats-Unis. (Reuters 25.04)

2- Yémen

2.1- Les forces de sécurité yéménites ont tué trois manifestants lundi dans les villes de Taïz, d'Ibb et dans la région d'Al Baïda.

A Taïz, au sud de la capitale Sanaa, des milliers de manifestants qui défilaient dans les rues ont été pris pour cibles par des policiers et des hommes armés, a déclaré l'un des organisateurs de la manifestation, Djamil Abdallah.

Selon des témoins, les forces de l'ordre ont ouvert le feu pour empêcher les manifestants de traverser la ville, à 200 km au sud de Sanaa, en suivant un itinéraire qui passait devant un palais présidentiel.

"*Il y avait un cortège de plusieurs milliers de personnes qui venaient de l'extérieur de Taïz, mais la police, l'armée et des hommes armés en civil les ont affrontées en ouvrant le feu et en tirant des grenades lacrymogènes*", a dit Djamil Abdallah.

A Ibb, des policiers en civil ont abattu un manifestant en ouvrant le feu pour mettre fin à une marche de protestation contre le régime du président Saleh. Trente contestataires ont en outre été blessés, huit par balles et les autres par jets de pierres ou à coups de matraque, a-t-on déclaré de mêmes sources.

A Al-Baïdah, au sud-est de la capitale, «des hommes armés appartenant au parti au pouvoir (le Congrès populaire général) ont tiré contre un sit-in de protestation, tuant un manifestant avant de prendre la fuite», a rapporté un témoin.

Des manifestations ont également eu lieu à Hodeïda, sur la mer Rouge, et à Moukalla, dans le sud-est du Yémen. (Liberation.fr et Reuters 25.04)

2.2- Le porte-parole de l'opposition yéménite a annoncé, lundi 25 avril, que celle-ci avait donné son accord au plan de sortie de crise proposé par le Conseil de coopération du Golfe (CCG). '*Nous avons donné notre accord final au plan du CCG après avoir obtenu des assurances des frères du Golfe et des amis américain et européens au sujet de nos objections sur certaines clauses du plan*', a déclaré le porte-parole, Mohamed Qahtane.

Une des clauses qui posaient problème prévoyait que la coalition forme un gouvernement de réconcilisation nationale placé sous l'autorité du président Saleh.

Le plan de sortie de crise présenté la semaine dernière prévoit un transfert du pouvoir en trois mois. Les six Etats membres du CCG, alliance régionale militaire et politique, demandent au président Saleh de remettre les rênes du pays à son vice-président dans le délai d'un mois après la signature d'un accord. Un responsable de l'opposition devrait prendre la tête d'un gouvernement intérimaire chargé de préparer l'élection présidentielle deux mois plus tard.

Le projet accorde l'immunité à M. Saleh, à sa famille et à ses conseillers, qui ne pourraient pas faire l'objet de poursuites judiciaires comme le réclament leurs adversaires. (lemonde.fr 25.04)

Vous vous souvenez peut-être, les jours précédents la foule scandait son opposition à cet accord et surtout elle tenait à juger Saleh. Les dirigeants de l'opposition au Yémen ne valent guère mieux que ceux du CNT en Libye ou dans les autres pays où se

sont produits des soulèvements révolutionnaires.

3- Libye

A Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli, les forces pro-Kadhafi ont été repoussées hors de la ville, affirment les rebelles.

Plusieurs chefs de groupes de combattants ont déclaré que les forces gouvernementales, durement pilonnées depuis deux jours, s'étaient retirées de la ville et se trouvaient dans ses faubourgs.

Plus à l'ouest, les forces kadhafistes ont bombardé dimanche après-midi des zones proches du poste-frontière de Dehiba, à la frontière avec la Tunisie, pour tenter de reprendre la ville de Wazzan, selon des témoignages recueillis par l'AFP.

La principale ville de cette zone de montagnes principalement rebelle, Zenten, à 145 km au sud-ouest de Tripoli, a été la cible dimanche soir de tirs de roquettes Grad des pro-Kadhafi, qui ont fait quatre morts et neuf blessés, selon des habitants.

Depuis quelques semaines, les habitants signalent une recrudescence des combats dans cette région, avec des tentatives des forces loyalistes de couper les communications entre les localités de cette région à majorité amazighe (berbère) qui s'est soulevée dès le début de la révolte contre le régime à la mi-février. (liberation.fr 25.04)

4- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont lancé, lundi 25 avril, des opérations de reprise en main de certains foyers de la contestation contre le régime du président Bachar Al-Assad, notamment Deraa, où ont commencé les toutes premières manifestations le 18 mars.

Selon un témoin, au moins 25 personnes auraient été tuées dans cette ville, en plus des nombreux blessés. 'Plus de 3 000' membres des forces de sécurité, appuyés par des blindés, ont pénétré dans la vieille ville lundi matin et continuaient à pilonner le secteur en début d'après-midi, selon des militants des droits de l'homme.

Il y a "*des morts et des blessés*", a indiqué un militant ayant pu entrer en contact avec Deraa. Il a ajouté que les habitants ne pouvaient pas confirmer le nombre de morts car "*les corps sont dans la rue et ils ne peuvent pas les récupérer*". "*Des snipers ont pris position sur les toits et les chars sont dans le centre-ville*", a-t-il ajouté. Un témoin indique que huit chars sont déployés dans la vieille ville et que plusieurs cadavres gisent dans la rue.

Un accrochage aurait opposé les membres des services de sécurité à l'armée. La frontière avec la Jordanie a aussi été bouclée par la Syrie, a annoncé le ministère de l'information jordanien.

Au moins 13 personnes auraient été tuées par balle, dimanche, à Djabla, ville côtière de la province de Lattaquié, par les forces de sécurité et les milices loyales au président Bachar Al-Assad, rapporte lundi l'Observatoire pour les droits de l'homme syrien. Les forces syriennes se sont déployées dans le vieux quartier sunnite de la ville, où avait eu lieu une manifestation en faveur de la démocratie au cours de la nuit précédente, ont précisé des militants des droits de l'homme ayant des contacts à Djabla.

Selon des militants, des opérations des services de sécurité sont également en cours à Douma, à 15 km au nord de Damas, et Al-Maadamiyeh, dans la banlieue de la capitale. "*Une patrouille des forces de sécurité est postée à l'entrée de chaque ruelle et empêche les gens de sortir de chez eux, même pour acheter du pain*", a rapporté un témoin. Selon lui, les écoles sont fermées, les fonctionnaires sont restés chez eux, et "*les obsèques de jeunes tués vendredi et samedi n'ont pas pu se dérouler*". Des arrestations ont également eu lieu dans cette ville, selon ce témoin, qui n'a pu fournir de chiffres.

Selon l'organisation indépendante des droits de l'homme Saouasia et un militant, les forces de sécurité ont également fait une descente dans la maison d'un médecin, Zakraiya Al-Akkad, qui avait évoqué peu avant sur la chaîne de télévision Al-Jazira la situation à Djabla.

"*Une guerre barbare contre les démocrates syriens* ". Depuis plusieurs jours, les services de sécurité ont effectué des descentes dans plusieurs villes, arrêtant des militants hostiles au régime. Dimanche, selon des militants des droits de l'homme, une dizaine de personnes ont été arrêtées notamment à Damas, Homs, Deraa, Lattaquié, Hasaka, Deir-es-Zor et Alep. "*Il est clair que les autorités syriennes ont pris la décision d'une solution militaire et sécuritaire*", a déclaré Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme, quelques heures après le début de l'intervention massive des forces de sécurité.

Pour une autre militante, citée par Reuters, "*il s'agit là d'une guerre barbare destinée à annihiler les démocrates syriens. Les intentions du président Bachar Al-Assad sont claires depuis qu'il a publiquement déclaré qu'il était 'prêt à la guerre', dans son discours du 30 mars*". La répression du mouvement de contestation aurait fait environ 350 morts et des dizaines de disparus,

selon des militants des droits de l'homme. (lemonde.fr 25.04)

Commentaire d'un internaute.

- "Tiens !? Pas d'appel à manifestations massives dans toutes les grandes villes de France de la LDH, le NPA, les Verts, le PC, la CGT, la FSU, le MRAP, etc..."

Mieux que cela ou pire encore, c'est l'omerta, silence radio, étrange non, plus de 300 manifestants désarmés abattus par Assad, une bagatelle, c'était tous de dangereux terroristes ou des membres d'Al-Qaida il faut croire, les dirigeants du mouvement ouvrier français sont comme pétrifiés, incapables de la moindre réaction face à la répression sanglante déclenchée par le régime syrien, totalement inexistants, seraient-ils mal à l'aise face au soulèvement révolutionnaire syrien, qu'est-ce qui dérangeraient leur bonne conscience, auraient-il quelque chose à se reprocher qui pourrait surgir à la surface s'ils prenaient position contre le dictateur syrien ? A moins qu'ils ne comprennent rien au développement de la situation des dernières semaines dans ce pays, frappés par une incurie politique irréversible ?

Il existe une contradiction entre le niveau du développement économique et la forme juridique de l'Etat dans la plupart des pays en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient. Pour aborder cette question laissons de côté la période de la colonisation, et partons de la situation qui prévaut depuis et qui a guère évolué.

Quand on évoque le développement économique de ces pays, on ne parle pas de la répartition des richesses ou du niveau de vie de la population, ni de leurs infrastructures, on prend en compte l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leur main d'oeuvre qui se traduit par la production de richesses considérables.

Un pays peut produire d'énormes richesses et la majorité de sa population peut continuer de vivre dans la pauvreté ou être exclue du progrès social. L'exploitation des ressources naturelles d'un pays peut dégager des centaines de milliards de dollars de profits en quelques années ou décennies, tandis que le niveau de vie de la population évoluera très lentement, stagnera ou demeurera misérable.

En Europe au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, le développement des forces productives qui a correspondu avec l'essor de l'industrie s'est traduit par le développement de la lutte de classe du prolétariat pour obtenir une amélioration de ses conditions de travail et d'existence ce qui s'est traduit pas les premiers regroupements ouvriers, puis la création des premiers syndicats, suivis ou précédés selon les pays par la formation de partis politiques. Fort de cette expérience et arrivé à maturité, le mouvement ouvrier déjà engagé dans le combat pour obtenir des droits politiques poussera l'audace jusqu'à remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie, maladroitement ou à tâtons au départ, et c'est uniquement grâce à sa meilleure connaissance du fonctionnement du capitalisme et de la société qu'il parviendra à élaborer une théorie déterminant l'objectif final de son combat politique : abolir le système économique basé sur la propriété privée des moyens de production et s'emparer du pouvoir politique dans un premier temps, dans la perspective d'une société et d'un monde sans classes et sans Etats, débarrassés de l'exploitation de l'homme par l'homme...

C'est uniquement par le biais de sa lutte de classe que le prolétariat a acquis la plupart de ses droits sociaux et la totalité de ses droits politiques.

Rien de tout cela en Syrie, en Libye ou au Yémen notamment.

Dans ces trois pays, la classe au pouvoir s'est enrichie considérablement au cours des dernières décennies mais en étouffant la lutte des classes, en interdisant syndicats et partis ouvriers, en instaurant des dictatures. La forme de l'Etat n'a pas suivi le développement économique de ces pays parce que la lutte des classes a été décrétée hors la loi, ce qui explique aussi la survie de rapports féodaux dans ces pays, de tribus comme se plaisent à le rappeler les médias. Contrairement à des Républiques démocratique bourgeoise où le jeu de la lutte des classes peut s'exercer plus ou moins librement. Avec plus de deux siècles ou un siècle et demi de retard sur la France ou l'Allemagne, le mot d'ordre de République est à l'ordre du jour.

La classe ouvrière et la paysannerie pauvre n'étant pas organisées sur le plan politique, leur niveau de conscience politique n'étant pas suffisamment développé pour prétendre conquérir le pouvoir, on peut concevoir ce mot d'ordre transitoire sachant que le pouvoir leur échappera et que seule les couches les plus progressistes de la bourgeoisie de ces pays-là peuvent substituer la République (démocratique bourgeoise) aux régimes dictatoriaux actuels qui s'appuient sur les clivages entre tribus ou des rapports féodaux entre les classes pour demeurer en place, ainsi que le soutien de différents Etats impérialistes.

Pour qu'une République voie le jour dans ces pays, il faut que la crise de ces régimes et leurs contradictions internes soient poussées à l'extrême, qu'une fracture ait lieu au sein de la classe dominante et qu'une fraction de celle-ci prenne conscience que seul l'exercice de la démocratie au sein d'une République peut encore la sauver du désastre auquel conduit la dictature, car le peuple et principalement le prolétariat qui a parfaitement conscience des richesses produites dans leur pays ne peut plus accepter d'être traité en esclave servile et exclu du progrès social ou du marché pour les plus pauvres et ils sont nombreux.

Il ne faut pas se leurrer, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre de ces pays sont incapables de prendre le pouvoir, elles n'en ont pas les moyens politiques pour le moment, elles peuvent tout au plus renverser les dictateurs en place et pousser le plus loin possible leur révolution pour obtenir un changement de régime, donc liquider la dictature qui reposait largement sur des rapports féodaux pour la remplacer par une République qui leur garantirait le droit de s'exprimer et de s'organiser pour continuer le combat contre la classe dominante et l'impérialisme, pour le socialisme ajouterons-nous en guise de perspective politique, bien que l'on sache pertinemment encore une fois qu'elles sont à mille lieues d'y penser ou de pouvoir s'en saisir.

Je n'ai pas étudié en profondeur l'histoire de ces pays, je propose là une orientation politique qui comporte deux axes, le premier consistant à combattre pour l'établissement d'une République, le second mené conjointement au premier consistant à combattre contre l'impérialisme qui jusqu'à présent a tiré avantage des rapports quasi féodaux qui prévalaient dans ces pays.

Reste à voir dans quelle mesure cette orientation politique serait valable pour d'autres pays présentant les mêmes caractéristiques. La République présente l'avantage d'être basée sur des rapports de classes et non plus sur des rapports de clans ou de tribus, dont la plus puissante impose sa dictature aux autres. Dans un Etat s'appuyant sur un clan ou une tribu au détriment des autres, ce sont toutes les classes des autres tribus ou clans qui sont mises à l'index, du coup les classes dominantes de chaque tribu peuvent revendiquer le pouvoir et l'une d'entre elles peut se lancer dans le combat pour le conquérir dès lors qu'elle s'estime suffisamment puissante pour espérer y parvenir. Ce genre d'Etat est une source de frustrations et de tensions permanente au sein de ces pays, du coup la classe de la tribu ou du clan ou coalition de tribus ou de clans qui détient le pouvoir doit recourir à la dictature pour assurer la stabilité économique et politique du pays, au-delà pour consolider et conserver le pouvoir.

Tous les Etats autocratiques présentent à peu près les mêmes caractéristiques.

Ben Ali et Trabelsi gouvernaient la Tunisie en despote, mais sans s'appuyer sur une tribu ou un clan particulier, certes ces deux familles constituaient un clan à elles toutes seules, ces membres concentraient le pouvoir et une grande partie des richesses du pays, mais leur nombre était relativement restreint si on les compare avec les 60 000 membres des tribus du centre de la Libye que Kadhafi voulait envoyer à Misrata pour déloger les insurgés. De plus en Tunisie il existait l'UGTT et une République confisquée au profit de ces deux familles, et la bourgeoisie tunisienne dans sa majorité n'était pas organisée en fonction de l'appartenance à un clan ou une tribu mais en fonction d'intérêts de classe.

Donc en Tunisie, le combat sera davantage axé sur le respect (la consolidation) des principes de la République afin de permettre à la classe ouvrière de mener son combat politique sans être inquiétée et prendre le risque d'être emprisonnée ou mitraillée, donc de s'organiser librement en partis. Et si le combat pour une assemblée constituante souveraine s'inscrit dans cette perspective, il ne faut pas imaginer un instant que cet objectif pourrait coïncider avec la prise du pouvoir par le prolétariat ou qu'il coïnciderait avec un changement de régime, elle ne peut être qu'une étape vers cet objectif, qui ne pourra être atteint une fois seulement que la classe ouvrière aura construit son parti révolutionnaire... Nous sommes en présence d'un processus révolutionnaire démocratique bourgeois que nous soutenons, et qui ne peut pas se transformer par miracle du jour au lendemain en révolution socialiste.

Pour terminer sur la Libye.

Le risque est qu'effectivement une partition du pays pourrait conduire à perpétuer le régime féodal et dictatorial actuel à Tripoli et à instaurer un régime semblable à Benghazi, l'objectif de Sarkozy, Cameron et Obama. Ce n'est pas certain, mais il existe un risque. Cependant on voit mal comment les milliers de combattants soutenus par une large masse de la population, qui se sont engagés dans cette révolution au péril de leur vie pour conquérir la liberté, pourraient admettre qu'on leur confisque une fois acquise et les combats terminés après avoir consenti tant de sacrifices.

Kadhafi a appelé les tribus du centre du pays à se soulever et à engager le combat contre les insurgés à Misrata, apparemment sans succès, l'information reste à vérifier, hier soir aux infos sur TV5Monde Asie le journaliste a dit que la majorité de ces tribus s'étaient rangés au côté de la révolution, pendant que le soulèvement révolutionnaire progressait cette fois dans l'ouest du pays à proximité de Tripoli, ce qui laisse à penser que la perspective d'une partition s'éloignerait ou serait écartée, tout du moins à l'heure actuelle au regard des éléments en notre possession.

Maintenant je ne sais pas qui a ressorti le drapeau de la monarchie libyenne, qui dit monarchie dit rapports féodaux, tribus, pas forcément d'ailleurs, il existe aussi des monarchies constitutionnelles. Que les jeunes révolutionnaires lui donnent un autre contenu, c'est possible et même probable, ils n'étaient pas nés quand la monarchie a été renversée par le coup d'Etat de Kadhafi en 1969. Qu'ils se raccrochent à ce symbole parce qu'ils n'en ont pas d'autres à leur disposition, c'est probable également et là n'est pas l'essentiel. Si comme on peut le penser ce sont les notables de Benghazi qui ont ressorti ce drapeau, soyons sérieux, il n'allait pas adopter le drapeau rouge, synonyme de leur propre chute !

Au passage, il ne vous aura pas échappé que c'est dans des pays archaïques ou arriérés à régimes féodaux (Afghanistan) ou semi-féodaux (Inde, Pakistan) que l'islamisme radical et plus généralement le terrorisme se sont développés, ou encore que la religion est mise en avant par les différentes couches de la bourgeoisie pour conquérir ou conserver le pouvoir en divisant, affaiblissant et manipulant la classe ouvrière et la paysannerie, quand la situation ne dégénère pas en génocides

ou massacres, ce qui a été le cas ces derniers jours au Nigéria par exemple.

Compte tenu que la poursuite des combats dans tout le pays contre le dictateur écarte pour le moment la perspective d'une partition de la Libye, compte tenu également qu'on ne peut pas soutenir cette révolution dans la perspective de l'instauration d'un régime féodal à Benghazi, compte tenu que Kadhafi a institué en 1969 un régime dictatorial en s'appuyant justement sur la division du pays en tribus, en perpétuant cette division basée sur des rapports féodaux, l'instauration d'une République démocratique semble correspondre à l'objectif autour duquel l'ensemble des classes (incluant les couches progressistes de la bourgeoisie libyenne) pourraient se rassembler et combattre pour abattre la dictature, l'objectif à cette étape pour la classe ouvrière et la paysannerie pauvre consistant à obtenir les droits politiques lui permettant de s'organiser en syndicats et en partis politique indépendant de l'Etat.

Inutile de préciser que cet objectif s'inscrit en contradiction avec l'intention des différents impérialistes de faire main basse sur la Libye ou d'installer un régime taillé sur mesure pour représenter leurs intérêts, et donc qui permet également de les combattre.

Une autre fois on abordera plus précisément les questions syrienne et yéménite.

Social

Japon. Le comble du cynisme.

Chez Tepco, l'exploitant de la centrale accidentée de Fukushima, tous devront se sacrifier financièrement pour rembourser les victimes de la pire catastrophe nucléaire depuis Tchernobyl.

Le PDG et d'autres hauts dirigeants de Tepco vont voir leurs émoluements annuels être amputés de 50%. Les rémunérations des cadres intermédiaires seront abaissées de 25% et celles des simples salariés de 20%. Tepco avait déjà annoncé qu'il ne verserait pas de dividendes à ses actionnaires ni pour 2010, ni pour 2011.

«*Nous appliquerons ces retenues de rémunération en raison de l'impact sur nos comptes des montants à payer en vertu de la loi sur l'indemnisation pour dommages nucléaires aux personnes qui en ont été victimes, et du fait de l'augmentation des frais pour reconstruire les installations électriques*», a expliqué le groupe dans un communiqué. Tepco escompte ainsi faire une économie annuelle de 54 milliards de yens (455 millions d'euros). Recrutements annulés

Par ailleurs, la compagnie a annulé un plan de recrutement de 1100 personnes. Ces embauches, prévues pour 2012, devaient lui permettre de se développer à l'étranger. (lefigaro.fr 25.04)

Haut de page

Le 27 avril

Depuis un peu plus de deux mois qu'a démarré le soulèvement révolutionnaire en Libye contre le colonel Kadhafi, on nous a baladé de Tripoli à Benghazi, on nous a surtout parlé du dictateur et du Conseil national de transition (CNT), et je me demande si on n'a pas sous-estimé un élément qui nous permettrait de mieux comprendre à la fois la situation et comment une coalition impérialiste en est venue à s'engager militairement au côté d'un des deux belligérants en présence. Je pense à la troisième ville du pays, le coeur économique de la Libye, Misrata.

Cette réflexion m'est venue à peine une heure après avoir actualisé le site hier après-midi, car ce n'est pas parce que j'avais bouclé l'actualisation du site que je cessais de penser à la situation en Libye, en fait je l'ai en permanence à l'esprit, au point, et là vous me croirez ou non, il m'est arrivé un matin de me réveiller en sursaut en plein cauchemar, j'étais au volant d'une voiture et je roulais à tombereau ouvert quand je me suis retrouvé bloqué au bout d'une impasse poursuivi par un tank qui allait m'exploser...

Pourquoi Misrata ?

Après avoir pris connaissance du contenu d'un des articles que je n'avais pas encore eu le temps de lire relatant les combats qui se déroulent dans cette ville depuis deux mois, j'ai réalisé que depuis le premier jour des manifestations contre le régime, les habitants de cette ville s'étaient soulevés, or cette ville est située dans la Tripolitaine, à 200 de la capitale Tripoli et du siège du pouvoir du dictateur, donc à 800 kilomètres environ de Benghazi, le fief réputé historique de l'opposition à Kadhafi. On nous dit que la ville était tombée aux mains des insurgés le 18 février, donc avant que Benghazi ne tombe entre les mains de l'opposition.

Par ailleurs, le même jour et la veille les soulèvements les plus massifs et les plus violemment réprimés par le régime avaient eu lieu

à l'ouest de la Libye, à Al-Baïda et à Rijban située à seulement 120 kms de Tripoli. Du coup la théorie selon la quelle un coup de force aurait été orchestré à partir de Benghazi pour faire tomber le dictateur ne tient pas, c'est bien un mouvement de fond de la population résolue à affronter Kadhafi qui s'est produit à partir du 18 février en réponse à la répression féroce des manifestations qui avaient eu lieu les jours précédents.

Misrata est une ville de plus de 400 000 habitants, elle possédait une caserne et des forces de police en proportion suffisante pour faire régner l'ordre en temps normal. Or là, l'armée et la police se sont retrouvées totalement débordées et incapables de faire face au déferlement d'une véritable marée humaine, là aussi la théorie d'un groupe d'agitateurs extérieurs à la ville qui auraient entraîné la population à se soulever ne tient pas. On peut effectivement concevoir que les masses soient manipulables, mais pas au point qu'elles s'exposent aux balles de l'armée pour ainsi dire gratuitement ou sans être véritablement déterminés par une raison précise pour risquer leurs peaux, de plus, pas quotidiennement pendant des jours, des semaines ou des mois.

On s'est focalisé pendant deux mois sur Tripoli et Benghazi et on n'a pas suffisamment porté notre attention sur ce qui se passait réellement dans les autres villes de l'ouest de la Libye, pire, on a bien failli tomber dans le piège que nous avaient tendu la propagande de Kadhafi, du CNT et des médias occidentaux, sans parler des partis qui ont pris position pour ou contre l'intervention militaire en Libye emmenée par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Etats-Unis.

Pendant toute une période on a totalement occulté les combats qui se poursuivaient dans la plupart des villes de l'ouest de la Libye, les médias ne cessant de répéter que Misrata était la dernière ville de l'ouest entre les mains des insurgés, a pour ainsi dire servi d'écran de fumée pour détourner notre attention des environs de Tripoli. A force d'entendre quotidiennement que Misrata était le dernier bastion assiégé des insurgés à l'ouest du pays, on en était arrivé à la conclusion apparemment hâtive que la situation était perdue à Misrata et dans toute la région ouest de la Libye, et que la révolution et les combats ne concerneraient plus que Benghazi et l'est du pays, ce qui pouvait préfigurer une partition à terme. Il faut bien avouer qu'à défaut de mieux, on se consolait en se disant que cette révolution n'aurait pas servi à rien ou qu'elle n'aurait pas été totalement vaincue sans parvenir toutefois à faire chuter le dictateur, au moins le fief de la rébellion et sa population auraient été préservés d'une terrible et sanglante répression...

En procédant par recoupement en confrontant des témoignages d'horizons divers, on peut affirmer que c'est bien la population de Misrata qui affronte depuis 18 février jusqu'à aujourd'hui l'armée de Kadhafi, et non une bande de mercenaires venus d'on ne sait où, ce qui expliquerait d'ailleurs qu'elle ait tenu aussi longtemps sous les bombardements.

En revanche, Kadhafi redoutant que son armée rechigne à bombarder la population civile a fait appel à des milliers de mercenaires venus des quatre coins de l'Afrique, de chez ses amis dictateurs de l'Union africaine qu'il a arrosé au cours des dernières années ou décennies.

On se demandera aussi si Misrata n'a pas servi de prétexte ou d'appât pour justifier une intervention militaire extérieure, dans le genre : regardez ce qui se passe à Misrata Kadhafi va faire la même chose à Benghazi qui comporte trois fois plus d'habitants, cela va être un vrai massacre, on va compter les morts par dizaines de milliers... Pourquoi n'ont-ils pas envoyé des renforts de Benghazi ?

On pourrait également trouver étrange qu'ils ne trouvent pas suffisamment de combattants à Misrata même. Ce serait méconnaître la nature humaine qui peut adhérer à une idée, mais qui n'est pas prête à se battre du jour au lendemain pour la défendre, on en a des millions d'exemples sous nos yeux quotidiennement en France. Alors imaginez un instant quand vous avez en face de vous des soldats armés jusqu'aux dents, il n'y a que les plus déterminés pour avoir suffisamment de courage pour oser les affronter, certains disent les plus fous, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et consentir de lourds sacrifices pour conquérir la liberté.

Ce qui est frappant, c'est que tous les combattants de Misrata qui ont été interviewés ont insisté sur trois points capitaux : 1- qu'ils ne voulaient pas voir de soldats étrangers sur le sol libyen ; 2- qu'ils combattaient depuis le 18 février sans aucune aide extérieur ; 3- qu'ils tenaient à libérer Misrata car elle incarnait l'unité de la Libye, car ils sont farouchement contre la partition du pays.

Or, le CNT installé à Benghazi tient un discours différent ou pour le moins ambigu sur ces trois points cruciaux, certains ont réclamé une intervention militaire terrestre et ne seraient pas totalement opposés à une partition. On pourrait aussi s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'artillerie lourde de Kadhafi n'a pas été bombardée avant qu'elle ne prenne position dans les rues de Misrata.

Misrata la rebelle qui jusqu'à présent s'en tire relativement bien toute seule, ne démontrerait-elle pas qu'il était possible de résister militairement aux forces de Kadhafi sans une intervention militaire extérieure. Bref, tout n'aurait-il pas été fait pour nous démontrer que cette intervention était indispensable, au prix sans doute de davantage de morts en cas d'attaque de Kadhafi sur les villes de l'est de la Libye, dont Benghazi, mais une guerre civile (ou de libération) ne se gagne jamais sans faire des dizaines de milliers de morts et le plus souvent d'énormes destruction, les nord-vietnamiens en savent quelque chose.

A ce propos on pourrait préciser un point et procéder à un rappel à l'adresse de ceux qui se livrent volontiers à des amalgames ou

des comparaisons foireuses entre la Libye et l'Afghanistan ou l'Irak pour justifier la position de leurs dirigeants. Ils feraient mieux de comparer ce qui peut l'être et de se souvenir que l'on avait combattu contre la présence américaine au Vietnam sans pour autant dénoncer l'aide matérielle fournie par la Chine au Viêt-minh. Une grande partie de l'artillerie lourde que Kadhafi utilise pour bombarder la population est le produit de contrats d'armements passés avec le Russie impérialiste de Poutine ou ses prédécesseurs.

Misrata et ses combattants représentent davantage la révolution et l'unité de la Libye, que Benghazi et ses dirigeants un peu trop prompts à marchander une aide de la part de l'impérialisme tranquillement retranchés à l'abri dans leur bastion.

J'ai visualisé rapidement les infos en bref des deux mois qui viennent de s'écouler, dès le 18 mars Reuters annonçait que Misrata était le "*dernier bastion rebelle dans l'ouest de la Libye*", et finalement ce n'est qu'à partir de cette date qui a correspondu avec l'intensification des combats dans cette ville qu'on a commencé à avoir des informations plus substantielles sur ce qui s'y passait vraiment, en fait depuis à peine deux semaines. Il a fallu que les villes portuaires de Ras Lanouf, Brega et Adjabia soient reprises par Kadhafi pour que les médias se penchent davantage sur Misrata, eh oui nous sommes largement dépendants des médias pour nous faire notre propre opinion sur l'évolution de la situation, comme tout le monde d'ailleurs !

J'avais imaginé en fonction des informations en ma possession qu'il était préférable pour les insurgés d'abandonner Misrata et de se concentrer sur Benghazi, et dans la foulée d'accepter l'idée d'une partition de la Libye, maintenant au regard de l'ensemble de ces éléments, il vaut mieux les encourager à tenir à Misrata et à poursuivre le combat dans la perspective de libérer la totalité du pays de l'emprise du dictateur. Et s'ils peuvent obtenir des armes ou une aide matérielle de l'Egypte, de la Tunisie ou d'ailleurs qu'ils les acceptent et conduisent leur révolution jusqu'à la chute de Kadhafi. On ne gagne pas une guerre civile avec des si ou des principes, mais avec des armes !

En ce qui concerne le CNT et la coalition impérialiste qui bombardent l'artillerie lourde de Kadhafi ou ses bases militaires, si vous avez lu comme moi les nombreux articles que j'ai mis en ligne chaque semaine sur le développement de la situation en Libye, vous avez pu constater que les insurgés étaient très critiques envers le CNT et qu'ils étaient résolument anti-impérialistes, pas question pour eux de livrer clés en main la Libye à Sarkozy, Cameron ou Obama, à défaut de pouvoir faire autrement, faisons-leur confiance.

En conclusion, nous renouvelons notre soutien inconditionnel au peuple libyen et aux combattants révolutionnaires de Nalout à Tobrouk en passant par Misrata.

Politique.

1- France

Benoît Hamon, porte-parole du PS, a indiqué mardi, sur le ton de la plaisanterie, que DSK ne pouvait venir manifester le 1er mai, le jour de la fête du Travail, "*car les statuts du FMI lui interdisent*". (lexpress.fr 26.04)

Strauss-Kahn a choisi ouvertement son camp et c'est très bien ainsi. Ce qui n'est pas le cas du PS qui tente de perpétuer l'illusion qu'il serait un parti ouvrier.

2- Libye

2.1- Les troupes de Mouammar Kadhafi ont bombardé mardi la zone portuaire de Misrata pour tenter de priver les rebelles qui défendent la ville de leur seul lien avec le monde extérieur, selon des habitants et des insurgés.

Abdelsalam, porte-parole des rebelles, a déclaré que ceux-ci semblaient avoir refoulé leurs adversaires après des affrontements intenses ayant fait au moins trois morts et dix blessés. Un raid aérien de l'Otan les y a aidés, a-t-il dit.

Dans l'extrême ouest de la Libye, l'armée de Kadhafi bombarde des villes berbères qui se sont soulevées dès février contre le régime, dans la région des Montagnes de l'Ouest.

"*Notre ville est constamment bombardée par les troupes de Kadhafi. Elles ont recours à tous les moyens. Tout le monde fuit*", a déclaré un réfugié, Imad, qui évacuait sa famille de la région. (Reuters 26.04)

2.2- Les rues de la capitale libyenne Tripoli sont calmes et les marchés peu animés, mais cette tranquillité masque une tension qui monte à mesure que les files d'attente s'allongent aux abords des stations-service.

Des échauffourées ont éclaté dans certaines stations, comme l'ont rapporté certains habitants. Des centaines de voitures attendent, klaxonnent périodiquement, bloquant les rues. Un habitant a dit avoir fait la queue toute la journée de lundi, tout ça

pour apprendre, avant que son tour n'arrive, que les pompes étaient désormais à sec.

"*Je suis ici depuis trois jours. Je dors ici, me réveille ici, en attendant que mon tour arrive*", confie un autre habitant, Mohamed al Marini, qui n'est plus qu'à quelques voitures de la pompe. "*J'ai essayé d'autres stations-service mais elles étaient à sec. J'ai pensé que celle-ci était mieux organisée.*"

Le pouvoir libyen a diminué le prix de l'essence, qui est passé de 0,2 dinar (0,17 dollar) le litre à 0,15 dinar le litre au début des manifestations contre Mouammar Kadhafi, en février. Malgré cette mesure, la colère gronde parmi les habitants face aux pénuries, alors même qu'avant la guerre, la Libye produisait à elle seule 2% du pétrole extrait dans le monde entier.

Avant le conflit, la Libye devait importer de l'essence, sa propre capacité de raffinage ne suffisant pas pour sa consommation intérieure. Maintenant que la raffinerie de Tobrouk, en Cyrénaïque, est aux mains des insurgés, et que celle de Ras Lanouf se trouve sur la ligne de front, Kadhafi dépend pour l'essentiel de celle de Zaouïah pour approvisionner l'ouest du pays, tenu en grande partie par le régime. Cette raffinerie a une capacité de 120.000 litres par jour.

Les sanctions des Nations unies, qui interdisent toute transaction avec la société libyenne des pétroles, compliquent un peu plus la tâche du pouvoir.

Les pétroliers acheminant du carburant sont refoulés par les bâtiments de guerre de l'Otan qui font appliquer les sanctions, déclarent les autorités libyennes.

Le régime libyen contourne les sanctions en faisant livrer de l'essence à la Tunisie, d'où elle est transférée vers la Libye par des navires libyens. Tripoli exploite ainsi une faille dans le régime des sanctions qui permet aux sociétés libyennes ne figurant pas sur une liste des Nations unies de firmes interdites de procéder à des achats.

Malgré cela, la quantité de carburant qui parvient aux régions sous le contrôle de Kadhafi est relativement faible. "*Des retards sont constatés du fait du blocus maritime et cela affecte négativement la vie des populations civiles*", déclare à Reuters Moussa Ibrahim, porte-parole du gouvernement. (Reuters 26.04)

3- Syrie

3.1- Des membres de l'opposition syrienne, réunis mardi à Istanbul, ont demandé à la communauté internationale de les aider à convaincre le président Bachar al Assad de mettre fin à la répression brutale du soulèvement populaire en cours dans son pays.

Les violences se sont intensifiées ces derniers jours avec le déploiement de l'armée à Deraa, berceau de l'insurrection, mais des membres de l'opposition vivant en exil se réjouissent d'informations faisant état de dissensions au sein de l'armée.

"*Il semble que Bachar al Assad ait pris la décision stratégique d'écraser un mouvement non violent en Syrie en ordonnant à son frère, Maher al Assad, de donner l'assaut à Deraa*", a dit Anas Abdah, président du Mouvement pour la Justice et le Développement, basé en Grande-Bretagne.

Maher, considéré comme le personnage le plus puissant en Syrie après le président, commande la Quatrième Division, équivalent des forces spéciales dans l'armée syrienne.

Anas Abdah a fait état d'informations selon lesquelles dans une autre division, des officiers, allant du capitaine au général, auraient tenté d'empêcher la Quatrième Division d'entrer dans la ville.

"*Nous disposons d'informations selon lesquelles certains éléments de la Cinquième Division de répondent pas de la manière dont Bachar et Maher le souhaiteraient et se rangent aux côtés du peuple*", a dit Abdah.

La Cinquième Division est basée dans le sud de la Syrie, dans une plaine surplombée par le plateau du Golan, occupé par Israël. Elle compte dans ses rangs de nombreux sunnites.

Depuis un demi-siècle, le pouvoir et l'état-major de l'armée sont dominés en Syrie par la minorité alaouite, une branche du chiisme, mais les hommes du rang sont en majorité sunnites.

"*L'armée syrienne est une armée nationale. Elle finira par se ranger aux côtés de la population*", prédit Rabhan Ramadan, un Kurde syrien basé en Autriche et travaille avec la Fondation Haitan Maleh, mouvement des droits de l'homme basé à Bruxelles.

Anas Abdah a précisé qu'il se trouvait à Istanbul, lui, en tant que représentant des signataires de la Déclaration de Damas de 2005, instance regroupant l'opposition syrienne et qui dispose d'un programme de réformes économiques et politiques.

Il a néanmoins souligné que si les civils devaient continuer d'être pris pour cibles par le régime syrien, parler de réformes n'aurait aucun sens.

Selon ses informations, un soldat au moins a été exécuté pour avoir refusé de tirer sur des civils à Deraa et certains officiers et soldats auraient fui en Jordanie pour y demander asile. (Reuters 26.04)

3.2- Les forces de sécurité syriennes se sont déployées mardi autour de la ville côtière de Banias, en vue d'une opération possible contre des manifestants, dont 2 à 3.000 scandaient des slogans pour le renversement du régime, a rapporté un militant. 20 civils ont été tués depuis le déploiement de l'armée lundi à Deraa ainsi que dans deux faubourgs contestataires de Damas.

Plus de 2.000 policiers en tenues de combat ont également pris position à Douma, faubourg du nord de Damas, avec des camions équipés de mitrailleuses lourdes, a rapporté un témoin. Les forces de sécurité avaient commencé lundi à se déployer dans ce faubourg et celui de Mouadhami, selon des militants.

Rappel. Environ 30.000 personnes avaient été tuées à Hama en 1982.

Les pays arabes, prompts à critiquer la répression des insurgés en Libye, ont gardé le silence sur la Syrie alors que le bilan de plus de cinq semaines de troubles y dépasse 400 morts, selon l'organisation syrienne des droits de l'homme Saouassiah.

Les critiques occidentales sont restées discrètes, en partie de crainte qu'un effondrement de la minorité alaouite au pouvoir déclenche un conflit interconfessionnel dans ce pays à dominante sunnite, mais aussi parce que Washington espérait que la Syrie s'éloignerait de son allié iranien et s'acheminerait vers un accord de paix avec Israël.

Ali Al Atassi, un militant dont le père a été détenu pendant 22 ans sous le régime de Hafez al Assad, estime qu'"*un autre Hama*" n'est pas possible. "*A l'époque, le monde n'avait pas vu une seule image de cadavre, mais hier toutes les photos ont été mises en ligne quelques heures seulement après l'entrée des chars dans Deraa. Ce régime ne comprend pas que le monde a changé, que la région arabe a changé et que le peuple syrien a changé*", dit-il.

Des images diffusées ces derniers jours sur internet par des manifestants montrent des militaires tirant sur des foules non armées. (Reuters et libearation.fr 26.04)

4- Mauritanie.

Des dizaines de jeunes ont organisé mardi un sit-in devant le siège de la police à Nouakchott, en Mauritanie, pour demander la libération de 20 manifestants arrêtés la veille. Lire la suite l'article

Les jeunes protestataires ont scandé "liberté pour nos amis" avant de se disperser sans incident.

La police mauritanienne a arrêté 20 personnes lundi après une manifestation dans la capitale contre le régime du président Mohamed Ould Abdel Aziz.

La Mauritanie est le théâtre de manifestations depuis que des étudiants ont organisé fin février un sit-in pour demander des réformes politiques et le départ du président. (AP 26.04)

Social

1- France

1.1- Ces entreprises qui conduisent leurs salariés au suicide, suite.

Un salarié de France Télécom-Orange âgé de 57 ans s'est suicidé, mardi 26 avril au matin, en s'immolant par le feu sur le parking d'un des sites de l'entreprise situé à Mérignac, près de Bordeaux. Cliquez-ici !

"*Les secours arrivés sur place n'ont pu que constater le décès de ce salarié*", a précisé la direction du groupe, ajoutant avoir mis en place une cellule psychologique. Arrivée sur place en fin d'après-midi, la directrice exécutive d'Orange France, Delphine Ernotte, a assuré qu'"*une enquête sera[it] diligentée*" sur le suicide du salarié, "*en toute transparence avec les partenaires sociaux*".

L'homme qui s'est suicidé était père de quatre enfants. Il était représentant du personnel pour la CFDT et préventeur, c'est-à-dire chargé des conditions de travail, de l'hygiène et de la sécurité, depuis plusieurs années.

"*L'ensemble du personnel est complètement submergé d'émotion, a indiqué Sébastien Crozier, responsable syndical (CFE-CGC - UNSA) à France Telecom. C'est l'horreur absolue.*" Selon lui, le salarié "*avait été très affectée par la période de redéploiement, de suppression d'emploi*" mise en place par l'ancien directeur du groupe Didier Lombard.

Cette politique de modernisation à marche forcée s'est notamment traduite par la suppression de seize mille emplois entre 2006 et 2008 et des mobilités contraintes. "*Fonctionnaire à France Télécom depuis trente ans, il a changé souvent de poste, a indiqué François Deschamps, responsable CFE-CGC - UNSA de la région Sud-Ouest. Cette mobilité imposée lui avait fait vendre sa maison, il avait écrit à plusieurs reprises à sa direction et il n'avait pas eu de réponse à ma connaissance*."

D'autres syndicats ont fait part de leur tristesse après ce suicide. "*C'est un drame*", a déclaré Pierre Dubois de la CFDT. La CGT a indiqué, de son côté, que ce suicide était "*la démonstration que tout n'est pas réglé à France Télécom*".

Ce suicide ravive en effet une plaie chez les salariés du groupe : le suicide de treize salariés en 2008 puis de dix-neuf en 2009, avait déclenché une importante crise sociale au sein de l'entreprise en 2009. Le système de management avait notamment été mis en cause, et Didier Lombard, PDG depuis 2005, montré du doigt. Il avait eu la maladresse d'évoquer une "*mode du suicide*", au plus fort de la controverse. Depuis, ce dernier a cédé les rênes opérationnelles du groupe, le 1er mars 2010, à l'actuel directeur général, Stéphane Richard, avant d'annoncer son départ définitif de l'entreprise en février 2011.

"*Peut-on toujours détecter quelqu'un en période de fébrilité dans une entreprise de cent mille salariés. Peut-on être infaillible ? La preuve que non*", a reconnu mardi la directrice exécutive, tout en affirmant que "*toute la lumière, pour autant qu'on puisse la faire, sera[it] faite. (...) Si ce drame devait renforcer quelque chose, c'est notre détermination qu'il faut poursuivre dans la voie engagée avec Stéphane Richard et continuer cette reconstruction*."

Selon un décompte de l'Observatoire du stress et des mobilités forcées, créé à l'initiative de deux syndicats du groupe (SUD et la CFE-CGC - UNSA), on a encore déploré un suicide en 2011, survenu en janvier au domicile d'un salarié, et vingt-sept suicides et seize tentatives en 2010. Des chiffres que ne confirme pas la direction, qui dit ne pas vouloir établir de "*comptabilité macabre*". (lemonde.fr 26.04)

1.2- Travailler plus pour vivre plus mal.

L'OCDE dans un rapport se félicite qu'en France à "*plus de 76%, le taux d'emploi des femmes de 25 à 54 ans dépasse aussi celui de nombreux autres pays*" et d'ajouter plus loin "*qu'un adolescent sur quatre vit avec un seul parent ou dans une famille recomposée.*" (lefigaro.fr 26.04)

Il pourrait aussi se féliciter du fait qu'un grand nombre de femmes sont obligées de travailler pour faire vivre leur famille car le salaire de leur compagnon ne suffit, et qu'en conséquence, les deux parents travaillant aucun n'a le temps de s'occuper réellement du foyer et des enfants qui sont livrés à eux-mêmes, à leur société malsaine et en pleine décomposition.

On devrait proposer qu'à partir du moment où un enfant naît dans un couple, l'homme ou la femme ait le droit de ne pas travailler et de bénéficier de l'équivalent du Smic pour s'en occuper jusqu'à sa majorité. Cela permettrait de régler ou d'apaiser certaines tensions dans le couple dues à la vie infernale liée au fait que les deux travaillent, de pouvoir mieux assurer l'éducation de leurs enfants et d'accompagner leur découverte progressive de la société et du monde, enfin cela résoudrait immédiatement la question du chômage en libérant des millions d'emplois.

Mais seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait mettre en oeuvre une telle mesure qui n'aurait évidemment aucun caractère coercitif, ce serait au couple de décider celui ou celle qui cesserait de travailler pour élever les enfants, ce qui lui laisserait suffisamment de temps à côté pour se livrer aux activités de son choix afin de participer à la société tout en s'épanouissant. On pourrait aussi imaginer qu'ils pourraient inverser les rôles, que la femme pourrait commencer par s'occuper de ses enfants quand ils sont en bas âge et qu'ensuite l'homme prenne la relève ou pourquoi pas l'inverse.

2- Tunisie

Le premier ministre tunisien Béji Caïd Essebsi a lancé mardi "*un cri d'alarme*" face à la persistance des troubles sociaux qui entravent le redressement de la situation économique, un peu plus de trois mois après le soulèvement populaire qui a fait chuter le régime Ben Ali.

"*Tous les jours il y a des sit-in et des manifestations, ce qui n'est pas pour encourager les investisseurs étrangers qui ne viendront que si la sécurité est instaurée*", a-t-il déploré lors d'une conférence de presse.

Et de dénoncer "*les abus dans le comportement des citoyens*", notant que le gouvernement préfère ne pas recourir à la force pour y faire face.

"*Pour un oui pour un non, des manifestants bloquent des routes et des voies de chemins de fer*", s'est-il exclamé, en recensant 110 actions de ce type.

"*La révolution n'est pas la démocratie, mais une porte ouverte sur la démocratie*", a-t-il ajouté, soulignant l'impératif de faire réussir la transition démocratique en Tunisie "*car le monde nous regarde*". (AP 26.04)

Economie

1- Russie.

Qui pourrait imaginer que le premier producteur mondial de pétrole souffre de pénurie d'essence ? C'est pourtant le triste sort que connaît la Russie ces derniers jours. Dans l'Altaï, au sud de la Sibérie, les stations-service délivrent le carburant au compte-gouttes. Le réseau local du géant Rosneft le réserve à certains clients pour une quantité ne dépassant pas 20 litres. Certains pompistes indépendants ont fermé boutique, d'autres affichent des prix en hausse de 20 %. Des phénomènes similaires sont recensés à Saint-Pétersbourg, Voronej, Nijni Novgorod ou Sakhaline, réputée pour ses réserves pétrolières.

Vendre de l'essence aux automobilistes russes n'est pas assez rentable. Cet hiver, Vladimir Poutine avait ordonné aux compagnies de baisser les prix à la pompe. Mais Loukoïl et TNK-BP savent très bien compter : avec un brent à 123 dollars, mieux vaut exporter son pétrole que de remplir les réservoirs de Lada à des prix administrés. Face à la colère montante des automobilistes, l'autorité de la concurrence menace de poursuivre les pétroliers. Mais ces derniers ont appris à ne plus craindre les rodomontades du gouvernement. Mardi, ils juraient de leur innocence, tout en espérant que l'État passera à la caisse avant eux. (lefigaro.fr 26.04)

2- Grande-Bretagne

Le Royaume-Uni envisage de supprimer la date de péremption qui figure sur les emballages de certains produits alimentaires comme les pâtes, les céréales, le pain. Une mesure radicale, inspirée par une étude réalisée en 2008 et dont les résultats sont choquants. Chaque année, un tiers des aliments achetés par les Britanniques finirait à la poubelle. L'étude évalue ainsi à sept millions de tonnes environ le poids des aliments gaspillés. Et selon les experts 60% des ces aliments (4,1 millions de tonnes) auraient pu être consommés si les ménages avaient mieux géré le contenu de leurs réfrigérateurs et placards.

Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) qui a réalisé une enquête sur le contenu des poubelles de cuisine des Français, nous jetterions chaque année et par personne, 7 kg d'aliments dont l'emballage n'a même pas été ouvert. Si l'on y ajoute les restes laissés dans les assiettes à la fin des repas, le poids d'aliments gaspillés atteint 20 kg par personne. (lefigaro.fr 26.04)

Cet article était réservé aux lecteurs privilégiés du Figaro !

Chez nous, nous ne jetons rien ou exceptionnellement cela va au chien. Chez mes parents quand j'étais gosse non plus, le pain dur servait à faire de la panade ou ma mère le mettait dans le bouillon du pot-au-feu qui était servi en guise de soupe le soir l'hiver. Alors jeter des aliments, impensable, c'est une mauvaise habitude de nantis. Par contre quand je vivais en couple avec mon ex-compagne et qu'on était très à l'aise financièrement, qu'est-ce qu'on jetait, du pain très souvent.

Autant dire que depuis que je vis en Inde, on ne jette absolument rien, même l'intérieur des sacs plastiques dans lesquels est vendu le lait sont rincés pour récupérer les dernières gouttes, c'est un truc de Magueswary dont la famille a connu la misère. Quant à jeter un paquet de pâtes parce que la date de péremption est dépassée, il faut être sacrément con ou plein de tunes et s'en foutre !

3- Etats-Unis.

Ford Motor a publié mardi son meilleur bénéfice au premier trimestre depuis 13 ans, 2,55 milliards de dollars, porté par des ventes solides aux Etats-Unis et par la demande de véhicules moins gourmands en carburant. (Reuters 26.04)

4- Grèce.

Le déficit public de la Grèce se révèle plus lourd qu'attendu: il a atteint 10,5% de son PIB l'an dernier, selon les chiffres annoncés mardi Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Selon Eurostat, la dette grecque a atteint 142,8% du PIB, le niveau le plus élevé de la zone euro. (AP 26.04)

Haut de page

Le 28 avril

Un lien sur la situation en Syrie hier, en anglais et traduit en français : http://video.liberation.fr/video/iLyROoafzp_q.html

Je rajoute à la causerie du jour les notes que j'ai prises hier soir en regardant les infos sur TV5Monde Asie.

Un journaliste du journal Le Monde d'origine algérienne a disparu en Syrie depuis le 9 avril. Par aileurs, 10 journalistes de nationalités différentes et travaillant pour différents médias ont également disparu. Doit-on attendre qu'*Informations ouvrières* daigne bien vouloir en parler pour fournir cette info ou qu'Assad, Sarkozy ou Obama nous y autorise ?

Ce qui suit est édifiant et sans appel, âmes sensibles ou esprits fragiles s'abtenir !

Le POI ou le comble de la désinformation ouvrière.

Notes de lecture du n°146 d'*Informations ouvrières* paru hier.

Syrie.

Vous avez pu lire dans les dernières infos en bref que le régime barbare d'Assad avait déjà massacré plus de 400 opposants manifestant sans armes. Voici au même moment ce qu'écrit le POI en page 7 du numéro 146 d'*Informations ouvrières* paru le mercredi 27 avril 2011 :

"*Violents affrontements en Syrie. Selon la presse, plusieurs dizaines de morts auraient été dénombrés à la suite de la répression de manifestations dans plusieurs villes de Syrie. Le président Obama a dénoncé cette répression et appelé le président Bachar el-Assad à « écouter son peuple ». Le régime syrien, en réponse, dénonce la manipulation par des officines étrangères de groupes de manifestants.*"

Lemonde.fr titrait le même jour, mercredi 27 avril : "*Syrie: plus de 450 personnes ont été tuées depuis le 15 mars*"

Et ils osent employer le conditionnel, alors que plus de 400 manifestants ont été lâchement assassinés par le régime syrien en non une dizaine. Nous sommes scandalisés, indignés à la lecture de cet article d'*Informations ouvrières*. Plus léger ou pourri encore selon notre humeur et notre sens de la rigueur journalistique et militant, ils donnent la parole à Obama et au boucher Assad, pas un seul mot pour contredire ses infâmes allégations ! Assad ou la parole du prophète !

Pour rappel, la première manifestation a eu lieu dans la capitale syrienne, Damas, le 14 mars, soit un mois et 12 jours plus tôt, et les 5 premiers morts abattus par la police lors d'une manifestation à Deraa remontent au 18 mars. Bien entendu le POI a gardé soigneusement le silence à la suite de ces événements.

Attention, ces gens-là ne doutent de rien, rien ne les arrête, ce sont des professionnels de la manipulation en tous genres, ils rivalisent avec les médias aux ordres ou les staliniens dans ce domaine, ils ont osé écrire dans la même page "*Depuis plusieurs jours, la Côte d'Ivoire semble avoir disparu des médias*", comme la Syrie continue à être absente d'*Informations ouvrières* depuis le 14 mars, puisqu'on ne peut pas sérieusement assimiler les trois lignes reproduites plus haut à un article. Des infos censurées, tronquées, approximatives, frelatées : des bricoleurs, des amateurs, des charlatans quoi !

Et ne leur cherchez pas des excuses, ils n'en ont absolument aucune, aucune, imaginez un instant qu'à moi tout seul, je fais mieux le boulot que toute la rédaction de ce journal composé uniquement de dirigeants expérimentés. Non, ils savent parfaitement ce qu'ils font, ce qu'ils écrivent ou pas et pourquoi, vous non !

Rappel.

- Plus de 120 personnes ont été tuées et 5.000 autres blessées depuis le début des manifestations le 11 février. (AP 05.04)

- En 1982 à Hama, dans le centre du pays, la répression s'était soldée par 30.000 morts. (Reuters 17.04)

Au POI, ils doivent attendre qu'il y ait des dizaines de milliers de morts en Syrie pour oser en parler, condamner le régime d'Assad c'est autre chose apparemment, ils y mettent des réserves apparemment. Et après ils osent dénoncer l'absence de prises de position d'autres partis sur telle ou telle question, mais messieurs les philistins commencez par balayer devant votre porte !

Question : Pour qui roule le POI ? Nous plaignons sincèrement les militants de ce parti. Nous les invitons à se poser de sérieuses questions sur l'ensemble des engagements politiques ou des positions défendues par leur parti, un grand nettoyage s'impose !

Libye.

Une revue de presse bâclée en guise d'analyse, l'incurie intellectuelle des dirigeants du POI s'étale au grand jour un peu plus chaque semaine dans leur journal.

Par contre, ils ont relevé le "*coût financier*" des bombardements qui ne viseraient pas l'artillerie de Kadhafi mais "*tuent chaque jour des civils libyens*", ils préfèreraient sans doute au POI que Kadhafi ait les mains libres pour bombarder encore plus massivement la population de toutes les villes de l'est de la Libye qui échappent à son contrôle. Et par conséquent qu'il reste au pouvoir !

Pire encore, en attendant que Kadhafi noient la révolution dans un grand bain de sang qui soulagera les dirigeants du POI, ils écrivent "*A côté du « coût » humain, c'est-à-dire le nombre de morts tués par les bombardements*" suit leur coût matériel en euros, les morts dus à la coalition impérialiste pas à Kadhafi, vous avez déjà vu le brave colonel toucher à un seul cheveu de ces sujets, alors pensez donc, lui bombarder, massacrer son peuple, mais qui vous a raconté cette fable, ils matent des "terroristes", des membres d'"Al-Qaïda", comme Assad en Syrie et Saleh au Yémen. Nauséabond décidément le POI, ils ont touché le fond, on ne voulait pas y croire, tant pis !

Rappel.

- En 1996, 1.200 prisonniers y étaient massacrés par les forces de sécurités libyennes en représailles d'une révolte de Benghazi contre le régime de Kadhafi. (slateafrique.com 27.04)

Yémen.

Le contenu de leur article est en retard sur les infos transmises par les agences de presse d'avant-hier, mieux si vous avez lu les infos en bref d'hier vous constaterez que le POI passe sous silence la foule scandant son opposition à l'accord concocté par le Conseil de coopération du Golfe sous l'égide de Washington, mieux elle rejetait farouchement l'idée que le président Saleh pourrait quitter le pouvoir tranquillement sans être ensuite jugé pour ses crimes. Etrangement encore une fois, c'est la voie la plus radicale qui s'est exprimée lors des dernières manifestations qui passe à la trappe. Vérifions tout cela immédiatement.

Voici ce qui est écrit page 7 du n°146 d'IO :

- "*Il semblerait que le gouvernement Saleh aurait donné son accord, ainsi que deux des principaux partis d'opposition, le Parti socialiste et le parti islamiste.*"

Voici maintenant un extrait d'un article lemonde.fr daté du 28 mais qui évoque les manifestations des jours précédents :

- "*Lundi, le porte-parole de l'opposition yéménite avait annoncé avoir donné son accord au plan proposé par le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui prévoit un départ d'ici quelques semaines du président Saleh. En principe, le pouvoir et le Front commun (une coalition de l'opposition parlementaire) devaient se rencontrer ce mercredi à Riyad pour signer cet accord sur une transition du pouvoir. Mais la date de signature semble désormais incertaine : un responsable du CCG (qui regroupe les monarchies de la région) a indiqué qu'elle interviendrait lundi 2 mai. Afin de "compléter les dispositions pour l'adoption de [leur] initiative", les ministres des affaires étrangères du CCG doivent se réunir dimanche à Riyad.*

C'est contre ce plan de sortie de crise que protestaient justement les manifestants, mercredi, comme ils l'avaient fait ces derniers jours, alors sans incident."

C'est ce qu'on appelle se faire prendre en flagrant délit de manipulation de ses lecteurs et militants.

Ce n'est pas fini, il manquait la cerise sur le gâteau, le comble de l'indécence, cet honneur qu'on ne lui enviera pas revient à Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI, qui en page 15, page consacrée à la commémoration de la Commune de Paris, les communards tombés au champ d'honneur de la révolution prolétarienne vont se retourner dans leurs tombes, il a osé écrire :

"*Je me souviens de l'intervention d'un camarade au bureau national du POI du 12 mars 2011 :* « Combattre l'intervention militaire en Libye, c'est bien, mais qu'est-ce que nous proposons pour défendre le peuple libyen contre toutes les agressions dont il fait l'objet ? » *Dombrowski lui aurait sans doute répondu instinctivement :* « Un peuple opprimé, un peuple en danger… il faut le défendre en le rejoignant et en se battant à ses côtés… Rien n'est plus urgent…».

Cette tradition du mouvement social, après son apogée avec les Brigades internationales de la guerre d'Espagne, se perd, et c'est bien dommage."

Ce n'est pas seulement le "*mouvement social*" qui est dans un état déplorable, mais aussi l'avant-garde de la classe ouvrière, dont on a peine à croire que des opposants à la révolution pourraient en faire partie ou la représenter, et rectifions, il s'agissait d'un mouvement politique et social en 36 en Espagne, car la décision d'exproprier les capitalistes était et demeure une décision politique, une question qui ne peut être réglée que sur le plan politique, car elle touche aux fondements de l'ensemble des rapports sur lesquels repose la société ; la révolution n'est décidément pas la tasse de thé de P. Jeanneney (Je ne suis pas pour le Grand soir, note Pierre Jeanneney - interview du 4 avril 2007), et que le POI lui confie la tâche de rédiger un article sur la Commune de Paris est plus qu'un symbole, cela ne fait que traduire la nature politique petite-bourgeoise de ce parti et conforte au passage notre analyse sur le POI.

Ce constat navrant est davantage le résultat de l'impuissance ou de l'incapacité des dirigeants du POI de définir une position correcte sur la question de la révolution libyenne, car il y avait peut-être une position intermédiaire ou plus nuancée à adopter entre soutenir ou condamner le bombardement de l'artillerie lourde de Kadhafi. "*qu'est-ce que (le POI propose) pour défendre le peuple libyen contre toutes les agressions dont il fait l'objet ?*", rien camarades et c'est bien triste, du vent, une pétition qui partira à la poubelle comme des milliers d'autres dans le passé.

Pire encore, en montant au créneau pour condamner le bombardement des forces de Kadhafi, vous vous mettez à dos une bonne partie des travailleurs qui se placent spontanément au côté des révolutionnaires libyens, votre discours est incompréhensif et contre-productif, car même si vous insistez sur l'hypocrisie de Sarkozy, les travailleurs jugeront qu'il est préférable que le locataire du Palais bombarde Kadhafi que les révolutionnaires libyens, c'est ainsi et vous n'y pouvez rien, il suffit d'être en phase avec l'état d'esprit de la classe ouvrière ou de connaître un tant soit peu comment cela fonctionne dans sa tête pour le comprendre immédiatement, ce qui n'est apparemment pas le cas des dirigeants du POI.

A l'opposé, il était possible de se saisir de la révolution libyenne sur le plan de l'agitation politique en brandissant la nécessité pour la classe ouvrière de se rassembler et de se dresser pour conquérir elle aussi sa liberté, c'est-à-dire le droit politique de décider quelle politique économique et sociale devait être mise en oeuvre dans le pays pour satisfaire ses besoins ou aspirations. C'était et cela demeure tout à fait possible. Pourquoi plutôt sur le plan de l'agitation plutôt que celui de la propagande, parce que c'était plus simple pour aborder et mobiliser les travailleurs et les militants au côté des masses libyennes, ensuite seulement on pouvait entrer dans les détails et expliquer en quoi la tactique de l'impérialisme intervenant en Libye était à double tranchant, car en dernier ressort, c'est le peuple libyen qui décidera de son avenir et personne d'autres à sa place.

Mais pour tenir ce genre de discours, voyez-vous il faut avoir confiance dans les masses libyennes, se placer résolument à leur côté, ne pas craindre éventuellement une nouvelle défaite, il faut aussi considérer qu'il existe en France des pans entiers de la classe ouvrière qui sont prêts à entendre ce genre de discours. Or dans les deux cas, les dirigeants du POI pensent autrement ou le contraire, ils estiment que le sort des masses libyennes est joué d'avance, et en France qu'il n'y a pas de couches entières du prolétariat qui seraient sur le point de rompre avec le capitalisme et les institutions, ce qui est normal de leur part puisque le seul outil qui leur sert à le mesurer ce sont les syndicalistes, qui comme disait Trotsky sont toujours à la droite du parti, donc pas franchement l'avant-garde de la classe ouvrière, malgré les apparences trompeuses en période de réaction sur toute la ligne.

On arrêtera là, car on est au bord de l'asphyxie !

Et nous qui avions tant espéré pouvoir soutenir un parti, le POI de préférence, qui l'avons soutenu à plusieurs reprises, là avec la meilleure volonté du monde c'est franchement impossible et cela risque de l'être de plus en plus rarement dans l'avenir vue la tournure que prend ce parti.

Politique.

1- Syrie

1.1- Selon le militant des droits de l'homme Mustafa Osso, citant des témoins, des troupes supplémentaires sont arrivées tôt mercredi à Deraa.

«*Des chars circulent à Deraa, des hommes armés font des descentes dans des maisons et tuent les hommes (…). C'est un massacre*», a déclaré un Syrien bloqué au poste de Ramtha, à la frontière entre la Jordanie et la Syrie.

Des témoins et militants des droits de l'homme ont également rapporté que des chars étaient déployés à Douma, dans la banlieue de Damas, et dans la ville côtière de Banias, théâtre d'importantes manifestations ces dernières semaines.

A Douma, les forces de sécurité menaient également une opération de ratissage, munies d'une liste de personnes

recherchées, arrêtant leurs proches si elles ne les trouvaient pas, a raconté un habitant.

Dans la ville côtière de Lattaquié, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles sur des manifestants dans un quartier pauvre près du camp de réfugiés palestiniens d'Al-Ramel, selon un militant. Quatre personnes ont été blessées et plusieurs autres arrêtées, a-t-il ajouté. (AP et liberation.fr 27.04)

1.2- Deux cents membres du parti Baas au pouvoir en Syrie ont démissionné dans la province de Deraa et les régions voisines pour dénoncer la répression des manifestations antigouvernementales dans cette ville du Sud.

Quitter le parti Baas au pouvoir depuis 1963 était un geste impensable avant les manifestations démocratiques qui ont débuté le 18 mars à Deraa.

Vingt-huit autres membres de la formation ont également démissionné à Banias, sur la côte, pour dénoncer "*les pratiques des forces de l'ordre à l'encontre d'honorables citoyens (...) ainsi que les actes de torture et les meurtres qu'ils ont commis*", peut-on lire dans une deuxième déclaration transmise à Reuters.

La répression menée par le régime syrien depuis le début de la contestation à la mi-mars a fait plus de 400 morts, dont 120 au cours du dernier week-end, selon les organisations syriennes de défense des droits de l'homme. Le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, Rami Abdul-Rahman, a déclaré que 451 civils et plus de 50 soldats avaient été tués. (Reuters 27.04)

2- Libye

Les forces du colonel Mouammar Kadhafi poursuivent le bombardement de la ville libyenne de Zenten, selon un porte-parole des rebelles.

Une vingtaine de roquettes Grad ont été tirées sur la ville, cible depuis plusieurs jours de bombardements loyalistes, selon des témoignages d'habitants. De nombreuses familles fuient la ville vers l'ouest, en direction de la Tunisie.

Cible mardi d'un bombardement meurtrier des forces du régime, le port de Misrata, situé à douze kilomètres à l'est de la ville, est repassé sous le contrôle des rebelles. Le port de Misrata est essentiel pour ravitailler la ville assiégée depuis deux mois.

La ville reste néanmoins encerclée par l'armée à l'est, au sud et à l'ouest, la seule voie de ravitaillement étant la mer. (lefigaro.fr 27.04)

3- Yémen

La médiation menée ces derniers jours au Yémen par les monarchies du Golfe semblait augurer d'une prochaine sortie de crise. Mais de nouvelles manifestations, mercredi 27 avril, ont été violemment réprimées par le régime : douze personnes, selon un nouveau bilan médical, ont été tuées par balle lorsque les forces de l'ordre ont tiré pour disperser la foule rassemblée à Sanaa, la capitale. Et au moins 130 autres protestataires ont été blessés par des tirs, dont dix se trouvent dans un état grave.

A Aden, dans le sud du pays, des heurts ont également opposé les forces de sécurité à des manifestants armés qui avaient proclamé une journée de '*désobéissance civile*'. Des policiers ont tiré sur des manifestants hostiles au président Saleh qui bloquaient des routes à l'aide de blocs de pierres, tuant un manifestant et en blessant trois autres. La riposte des manifestants a fait deux morts parmi les policiers, selon des sources des forces de l'ordre et médicales.

Lundi, le porte-parole de l'opposition yéménite avait annoncé avoir donné son accord au plan proposé par le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui prévoit un départ d'ici quelques semaines du président Saleh. En principe, le pouvoir et le Front commun (une coalition de l'opposition parlementaire) devaient se rencontrer ce mercredi à Riyad pour signer cet accord sur une transition du pouvoir. Mais la date de signature semble désormais incertaine : un responsable du CCG (qui regroupe les monarchies de la région) a indiqué qu'elle interviendrait lundi 2 mai. Afin de "*compléter les dispositions pour l'adoption de [leur] initiative*", les ministres des affaires étrangères du CCG doivent se réunir dimanche à Riyad.

C'est contre ce plan de sortie de crise que protestaient justement les manifestants, mercredi, comme ils l'avaient fait ces derniers jours, alors sans incident.

Social.

France

Chômage

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi sans aucune activité même réduite (catégorie A), en France métropolitaine, a baissé de 0,8% en mars, selon les chiffres communiqués mercredi par le ministère du Travail. Mais en ajoutant les catégories B et C (personnes en activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse de 0,1% en mars et de 3,8% sur un an.

Fin mars, le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établissait à 2.680.000 personnes, soit 21.100 de moins qu'en février. Les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie B (c'est-à-dire exerçant une activité réduite de 78 heures au plus dans le mois) étaient en revanche en hausse de 2% en mars. Quant à la catégorie C (activité réduite supérieure à 78 heures dans le mois), elle a progressé de 1,9%.

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus progresse de 1,2%.

En ce qui concerne le chômage de longue durée, pour les catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi a progressé de 0,4% en mars et de 12,7% sur un an.

Plus précisément, le nombre de personnes inscrites depuis plus d'un an et moins de deux ans affiche une hausse de 2,8% sur un an.

Celui des chômeurs inscrits depuis deux à trois ans est en hausse de 36,2% sur un an, tandis que pour ceux inscrits depuis plus de trois ans, la hausse est de 18,1% sur un an. (AP 27.04)

Surendettement.

Plus de dix dettes différentes, et plus de 34.000 euros de créances. Voilà ce qu'ont contracté, en moyenne, les 900.000 ménages surendettés français, selon le dernier rapport de la Banque de France.

Plus de 65% des surendettés français vivent seuls, et la moitié n'ont pas de personnes à charge.

Première conséquence de cette solitude, le loyer occupe une large part du budget. Plus de 80% des surendettés sont en effet locataire de leur logement. Pour plus d'un quart des ménages en difficulté, c'est la seule séparation familiale, indépendamment des autres facteurs, qui entraîne une difficulté de paiement et enclenche la spirale du surendettement.

Si l'on regroupe les personnes au chômage, sans profession, en invalidité ou en congés longue durée, près de la moitié des surendettés ne travaillent pas. L'autre moitié, en emploi, est composée largement d'employés et d'ouvriers.

Par ailleurs, plus de la moitié des surendettés touchent des revenus inférieurs ou égaux au Smic, et seuls 17% touchent plus de 2.000 euros nets par mois. La diminution brutale des revenus est l'autre cause majeure de surendettement. Elle est responsable de 27% des dépôts de dossiers, indépendamment de tout autre facteur.

Les tranches d'âge de 35 à 44 ans et 45 à 54 ans restent les plus représentées (respectivement 28% et 26% des surendettés en 2010). Mais leur part tend à diminuer, contrairement à celle des personnes âgées de plus de 55 ans, note la Banque de France. Seuls 13% des surendettés avaient plus de 55 ans en 2001, alors qu'ils étaient plus de 23% en 2010. Enfin, la part des personnes surendettées âgées de plus de 65 ans s'élève à près de 8% en 2010, contre 4% seulement en 2001.

Dans 95% des dossiers, les personnes surendettées ont contracté un crédit auprès d'une banque. Seuls 7% des dossiers concernent des prêts immobiliers, (pour un endettement moyen de 89.100euros), contre 91% pour les des crédits à la consommation (endettement moyen de 23.700 euros). La moitié des dossiers comportent également des découverts et des dépassements, pour un montant moyen de 1.300 euros. (20minutes.fr 27.04)

Haut de page

Le 29 avril

Trois articles suplémentaires sur la Syrie et le Maroc dans la rubrique *Documents*. Rétablissons les faits, suite.

Une dernière dépêche de Reuters datée d'hier qui confirme ce que j'ai écrit hier à propos de faits tronqués par *Informations ouvrières* sur le Yémen :

-"*Les incidents meurtriers de mercredi soir ont clôturé une journée de manifestations ayant mobilisé des dizaines de milliers de personnes.*

Beaucoup protestaient contre le plan de sortie de crise du Conseil de coopération du Golfe (CCG), approuvé par le gouvernement et l'opposition, qui laisse un mois au président Saleh pour démissionner." (Reuters 28.04

- "*Les jeunes qui campent depuis le 21 février sur la "place du Changement" à Sanaa ont manifesté ce mercredi pour dénoncer le plan du CCG, en raison de la clause accordant l'immunité au président Ali Abdallah Saleh*." (lexpress et AFP)

Donc lorsque l'on rend compte de cet accord, on se doit de préciser qu'il est rejeté par "*beaucoup*" ou la majorité des manifestants qui réclame le départ immédiat du président Saleh et qu'il soit jugé ensuite pour ses crimes, ce que ne prévoit pas cet accord dicté par Washington. Si on ne le précise pas, comment comprendre ensuite pourquoi la mobilisation ne faiblit pas ou s'intensifie au contraire ?

Notre boulot consiste tout d'abord à informer, ensuite à analyser les faits, après à définir une position ou une perspective en fonction des éléments en notre possession, enfin chacun se fait librement sa propre opinion.

Désolé, on ne part d'une position arrêtée ou d'un principe gravé dans le marbre pour voir ensuite quels faits pourraient correspondre ou conforter notre position ou principe, au détriment de ceux que l'on passe volontairement sous silence ou qu'on laisse délibérément de côté sous prétexte qu'ils nous obligeraient à revoir notre position ou modifier notre principe et que certains militants ne le comprendraient pas forcément.

A chacun sa méthode, à chacun d'en assumer les responsabilités. Que cela plaise ou non à certains militants, 30% ont déserté le site ces dernières semaines, ne nous fera pas en changer.

Politique

1- Syrie.

A Deraa, l'armée a ouvert le feu à la mitrailleuse jeudi, selon un habitant. Des tireurs embusqués ont fait une quarantaine de morts depuis l'intervention de l'armée lundi, a-t-il dit.

La répression menée par le régime syrien depuis le début de la contestation à la mi-mars a fait plus de 450 morts, dont 120 au cours du dernier week-end, selon les organisations syriennes de défense des droits de l'homme. (AP 28.04)

2- Libye.

Les forces de Moammar Kadhafi ont repris jeudi après-midi le poste-frontière de Dhiba, situé dans le nord-ouest de la Libye à la frontière avec la Tunisie, qui était sous contrôle des insurgés depuis une semaine, a rapporté l'agence officielle tunisienne TAP.

Mais, environ trois heures plus tard, le poste a été de nouveau repris par les insurgés à la suite d'intenses combats, a déclaré un témoin oculaire à l'Associated Press. (AP 28.04)

Les forces fidèles à Mouammar Kadhafi ont pilonné dans la nuit de mercredi à jeudi Misrata

L'armée s'est par ailleurs emparée de Koufra, ville du Sud-Est, dans le désert, tenue jusqu'ici par les rebelles "*et l'ont débarrassée des groupes armés*", annonce la télévision publique. L'information n'a pu être vérifiée.

La chaîne qatarie Al Djazira, qui avait auparavant signalé des combats à Koufra, a en outre fait état d'accrochages dans la région orientale de Tobrouk, près de la frontière égyptienne.

Jeudi, la localité de Zentane, qui est située dans l'Ouest et se trouve aux mains de la rébellion, a été pilonnée par des tirs de lance-roquettes à tubes multiples.

"*Les forces de Kadhafi tirent des missiles Grad pour bombarder la ville, dont ses zones résidentielles. Pour la seule journée d'aujourd'hui, 80 missiles sont tombés sur l'agglomération*", a indiqué un porte-parole des insurgés à Zentane prénommé Abdoulrahmane.

"*Fort heureusement, la majorité des habitants de Zentane ont déjà quitté leurs habitations et se sont enfuis soit vers la frontière tunisienne, soit dans des zones sûres à et aux abords de Zentane*", a-t-il dit à Reuters.

A Benghazi, "capitale" des insurgés, le porte-parole du Conseil national de transition (CNT), Abdel Hafiz Ghoga, s'est ému

de l'utilisation de missiles à moyenne portée Grad de fabrication russe tirés en salves le plus souvent de l'arrière de camions.

"*Nombreux sont ceux dans les localités des montagnes de l'Ouest comme Yefrine, Zentane et Kabau qui sont tués par ces bombardements à l'aveugle*", a-t-il dit. (Reuters 28.04)

3- Bahreïn.

Un tribunal militaire du Bahreïn a condamné quatre manifestants chiites à la peine de mort pour la mort de deux policiers lors de manifestations anti-gouvernementale le mois dernier, ont annoncé jeudi les médias officiels.

Trois autres militants chiites ont été condamnés à la perpétuité. Les sept hommes étaient jugés à huis clos pour meurtre de fonctionnaires du gouvernement, des accusations contestées par leurs avocats. (AP 28.04)

4- Yémen.

4.1- Les jeunes qui campent depuis le 21 février sur la "*place du Changement*" à Sanaa ont manifesté ce mercredi pour dénoncer le plan du CCG, en raison de la clause accordant l'immunité au président Ali Abdallah Saleh. "*La mort de manifestants ce jeudi ne fera que renforcer la détermination des jeunes à réclamer la chute du régime et la traduction en justice de tous ceux qui sont impliqués dans ces crimes*", a déclaré jeudi à l'AFP Wassim al-Qirchi, le coordinateur des protestataires à Sanaa.

Amnesty International a estimé que le président Saleh devrait être tenu pour responsable des violations des droits de l'Homme. "*L'immunité ne doit pas être accordée au président yéménite et à ses alliés politiques, en contrepartie d'une issue à la crise*", a estimé l'organisation dans un communiqué.

Les protestataires et le camp présidentiel se préparent à masser vendredi, comme à l'accoutumée depuis le début de la crise, leurs partisans, le camp du président Saleh ayant baptisé vendredi "*journée de la légitimité constitutionnelle*". (lexpress.fr avec AFP et Reuters 28.04)

4.2- L'opposition yéménite a prévenu jeudi le gouvernement que les violences contre les manifestants qui réclament le départ du président Ali Abdallah Saleh risquaient de faire échouer un projet d'accord pour une transition politique.

Les incidents meurtriers de mercredi soir ont clôturé une journée de manifestations ayant mobilisé des dizaines de milliers de personnes.

Beaucoup protestaient contre le plan de sortie de crise du Conseil de coopération du Golfe (CCG), approuvé par le gouvernement et l'opposition, qui laisse un mois au président Saleh pour démissionner.

Les manifestants de Sanaa cherchaient à atteindre un secteur situé hors du quartier où ils campent depuis février et exigeaient un retrait immédiat de Saleh, ont dit des témoins. (Reuters 28.04)

5- Burkina Faso.

Une mutinerie de policiers qui a éclaté mercredi soir à Ouagadougou, s'est étendue ce jeudi à plusieurs villes du Burkina Faso dont Bobo-Dioulasso (ouest), après des mutineries dans l'armée les semaines précédentes.

C'est la première fois que des policiers se mutinent au Burkina Faso

Des tirs en l'air avaient repris ce jeudi matin au camp des CRS (Compagnies républicaines de sécurité, police) de Ouagadougou (capitale) et se sont étendus au commissariat central de la capitale. Les policiers qui tiraient depuis l'intérieur du commissariat dans le centre-ville, avaient également érigé des barricades tout autour.

Des tirs de policiers ont également été entendus mercredi soir et jeudi matin à Bobo-Dioulasso, deuxième ville du pays. Des tirs continuaient également jeudi matin à Fada N'Gourma (est), après ceux survenus dans cette ville mercredi soir. Dans la nuit de mercredi à jeudi, des policiers ont aussi tiré dans les villes de Dédougou (ouest) et Manga (sud) et à Pô (sud).

La mutinerie de policiers a lieu après une nouvelle manifestation violente de commerçants et de jeunes mercredi à Koudougou, ville du centre du Burkina Faso d'où était partie le 22 février la vague de contestation populaire qui secoue le pays, après la mort d'un jeune dans une manifestation.

Les manifestations de colère contre la vie chère et le régime de Blaise Compaoré au pouvoir depuis 1987, proviennent de la

quasi-totalité des couches de la population: militaires, jeunes, élèves et étudiants, magistrats, commerçants, personnels de santé, producteurs de coton et maintenant policiers. (lexpress.fr 28.04)

Social.

1- France.

En 2008, le salaire médian était de 1.580 par mois pour une personne vivant dans un ménage en France métropolitaine, soit 19.000 euros par an.

Alors que le niveau de vie médian augmentait de 5% par an en moyenne entre 1997 et 2001, la hausse n'est que d'1,6% depuis 2002.

Depuis 2004, le niveau de vie des ménages les moins riches stagne. Celui des plus aisés progresse au contraire sous l'effet de la hausse des revenus du patrimoine. Ces derniers ont ainsi grimpé en moyenne de 11% par an.

Entre la hausse des prix des loyers et des m2, le coût du logement pour les ménages a nettement augmenté depuis 1984.

Sans prendre en compte les aides au logement, le taux d'effort brut médian est ainsi d'un peu plus de 20% des revenus pour l'ensemble des ménages. Mais il dépend étroitement du niveau de ressources et de la situation immobilière.

Pour les locataires du secteur privé, les 25% des ménages les plus modestes ont ainsi un taux d'effort brut médian de 48% contre 24% pour le quart des ménages les plus aisés.

Tous ménages confondus, les locataires du secteur privé consacrent plus de 35% de leurs revenus à leur logement contre moins de 15% pour les propriétaires non accédants. (20minutes.fr 28.04)

2- Ethiopie.

Plus de deux millions d'Ethiopiens ont besoin d'aide alimentaire en conséquence d'une sécheresse provoquée par le phénomène climatique La Niña, ont fait savoir les Nations unies.

Notant que la saison des pluies de mars à mai se révèle très en deçà des besoins dans les basses terres, le Bureau de l'Onu pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) réclame une aide alimentaire de 75 millions de dollars et d'autres formes d'assistance pour deux millions d'habitants.

Un million de personnes de plus nécessitent également une aide humanitaire en Ethiopie. Ce pays compte parmi les principaux destinataires de l'aide extérieure : en 2008, elle représentait plus de trois milliards de dollars, selon l'organisation Human Rights Watch (HRW). (Reuters 28.04)

Economie.

Argent et or.

Les cours à terme de l'argent ont touché un niveau sans précédent jeudi tandis que l'or affichait un nouveau record, le recul du dollar et le maintien d'une politique monétaire accommodante aux Etats-Unis incitant les investisseurs à rechercher une protection contre l'inflation et l'incertitude économique.

L'argent a ainsi frôlé la barre des 50 dollars l'once, à 49,51 dollars, dépassant son précédent record d'il y a 30 ans. L'argent a gagné près de 60% depuis le début de l'année.

"*Le discours d'hier de la Réserve fédérale a été la reconnaissance de la poursuite d'une stratégie de monétisation de notre dette et en fait, de dévaluer le dollar*", explique Robert Lutts, responsable des investissements chez Cabot Money Management, en faisant allusion au discours du président de la Réserve fédérale Ben Bernanke de maintenir les taux d'intérêt à leur niveau très bas aux Etats-Unis.

"*Le marché des métaux entérine ce fait et en tient compte dans les cours. Monétisation veut dire qu'on va avoir plus d'inflation*", ajoute Robert Lutts.

Ajusté de l'inflation, le cours de l'argent est toutefois nettement au-dessous de son record qui équivaut à plus de 100 dollars l'once.

L'or a pour sa part touché un nouveau record à 1.538,35 dollars l'once. (Reuters 28.04)

Fin d'une époque.

Faute de commandes, la dernière usine au monde basée à Bombay a décidé de cesser la fabrication des machines à écrire après plus d'un demi-siècle de production.

L'ordre des touches sur les claviers d'ordinateur est désormais l'ultime vestige de l'ère des machines à écrire. En Inde, la dernière usine au monde fabriquant encore les appareils sur lesquels des générations de dactylos ont abîmé leurs ongles, vient de baisser le rideau.

Le Daily Star a révélé que, faute de commandes, le groupe Godrej & Boyce basé à Bombay a, sans surprise, décidé de cesser la fabrication après plus d'un demi-siècle de production. La faute, évidemment, à l'irrésistible ascension de l'informatique, qui a réduit de 50.000 unités en 1990 à 800 seulement en 2010, le nombre de machines produites annuellement par le conglomérat du sous-continent. (lefigaro.fr 27.04)

Haut de page

Le 30 avril

J'ai ajouté plusieurs articles, dont deux du Réseau Voltaire sur la Syrie. Leurs auteurs prétendent dénoncer la manipulation médiatique occidentale et les coups tordus orchestrés par l'impérialisme américain, français, etc., en cela ils ne nous apprennent pas grand chose qu'on soupçonnait ou qu'on connaissait déjà sans en avoir les détails.

Dans le même temps, ces auteurs caricatures les soulèvements de la population dans différents pays pour n'y voir qu'un affrontement entre des provocateurs armés et payés par les Etats-Unis, Israël, l'Arabie Saoudite ou encore le Liban et les régimes en place, les travailleurs et jeunes avec leurs revendications sociales et politiques ainsi que leurs aspirations à la liberté passant au second plan.

Cette présentation des faits à caractère policier qui va de pair avec leur penchant pour la théorie du complot tend à déformer et occulter totalement le rejet par la majorité de la population de ces pays les dictateurs qui se sont maintenus au pouvoir pendant parfois des décennies en terrorisant leur peuple ou en lui interdisant toute forme d'expression libre, de constituer des syndicats ou des partis indépendant de l'Etat ou de l'Etat. Mieux encore, ils vont jusqu'à expliquer qu'en fait la population soutiendrait les tyrans au pouvoir. En voici la preuve de leurs propres bouches :

- "*C'est le projet de Bachar el-Assad d'instaurer un système régional duquel serait exclu Israël qui est visé. Aussi, la poursuite des réformes, pour isoler les forces déstabilisatrices appuyées et financées par l'étranger, renforcera l'immunité nationale syrienne et permettra l'émergence d'une Syrie forte, indépendante, démocratique et résistante.*" ou encore, c'est "*le président Bachar el-Assad, qui a lancé un vaste chantier de réforme récemment, est allé au-delà des revendications de certaines parties de l'opposition : il a levé l'État d'urgence et autorisé le droit de manifester pacifiquement...*"

Cela présente au moins le mérite d'être clair : le malheureux Bachar el-Assad serait victime de provocations et d'une opération de déstabilisation de la part d'Israël et des Etats-Unis, car voyez-vous ce serait un brave homme qui rêverait d'instaurer la démocratie dans son pays, un véritable réformateur, un progressiste, pourquoi pas un socialiste !

La première assertion n'est peut-être pas fausse et pas nouvelle et concerne un tas de pays à travers le monde. Mais ce qu'ils ne disent pas, c'est que pour que cette provocation ait une chance d'aboutir à la chute du régime, il faut que la population ait une raison valable de se soulever contre le dictateur, or elles ne manquent pas comme chacun sait, et c'est là que les auteurs de ces articles dérapent, car ils nient que ces régimes soient véritablement insupportables pour la majorité de la population, car vivre sous une dictature serait forcément un vrai bonheur, les syriens et les libyens en redemanderaient chaque matin au réveil !

Plus fort encore :

- « *Alors que des centaines de Syriens, civils et militaires, viennent de tomber sous les coups de snipers financés par les saidiris et encadrés par la CIA, les médias occidentaux accusent le gouvernement de Bachar el-Assad de tirer sur sa population et sur ses propres forces de l'ordre.* »

Alors qu'au même moment on voyait les chars et l'armée tirer sur les manifestants à Deera… Question : comment, alors que le pays vit sous un régime policier, ces dizaines de "*snipers*" se seraient-ils introduits dans le pays, ce seraient-ils frayés

tranquillement un chemin à l'intérieur de la population sans que personne ne les remarque ? Etrange, non ?

Allons plus loin. Les auteurs de ces articles comme beaucoup d'intellectuels d'ailleurs interprètent la concurrence à laquelle se livrent les différents Etats ou impérialismes comme le combat entre des blocs, des pays ou des peuples homogènes, niant au passage la réalité de la lutte des classes qui existent à différents degrés dans pratiquement tous les pays, de manières larvées ou souterraines, clandestines sous les dictatures les plus féroces, en surface ou au grand jour dans ce qu'on appelle les républiques démocratiques bourgeoises.

Ils ne peuvent pas comprendre parce que pour eux ce n'est pas l'essentiel, que Bachar el-Assad a annoncé des réformes et la levée de l'état d'urgence suite aux manifestations au cours desquelles des centaines de milliers de travailleurs et jeunes syriens étaient descendus dans la rue, pour un peu spontanément un beau matin le dictateur se serait dit : tient je vais démocratiser le régime pour le bonheur de mon peuple !

En réalité, ce serait plutôt la conjonction de deux facteurs qui l'aurait conduit à contrecoeur à envisager ces mesures qui pour le moment sont restées lettres mortes ou pire ce sont traduites par une terrible répression faisant plus de 450 morts ces dernières semaines. Le premier, effectivement on ne peut pas écarter une tentative de déstabilisation de son régime par les Etats-Unis, sur lequel est venu se greffer le second facteur, la sortie en masse dans la rue de la population contre son régime. Mais pour que des centaines de milliers de syriens osent braver son régime policier, c'est qu'ils avaient de bonnes raisons de le faire comme nous l'avons déjà dit plus haut, on ne nous fera pas croire qu'un mot d'ordre quasi-anonyme balancé sur un blog Internet suffirait à motiver la majorité de la population à affronter un régime dont elle connaît parfaitement la cruauté, non, c'est parce qu'il existait des revendications sociales et politiques profondes et urgentes non satisfaites depuis des années ou des décennies que les travailleurs et jeunes se sont mobilisés, davantage en s'inspirant des révolutions tunisiennes, égyptiennes et libyennes en cours. Si tel n'était pas le cas, soit la population ne serait pas descendus dans la rue, soit elle aurait manifestée son soutien à Assad, or non seulement les manifestants sont descendus dans la rue mais ils ont exigé son départ, il y a bien eu par ailleurs des manifestations en faveur du régime, organisées par le parti de l'ordre, comme à Tripoli ou Sanaa au Yémen.

Maintenant en se plaçant sur le plan de la lutte des classes, ce qui est déterminant, ce n'est pas la poignée de mercenaires ou de tueurs à gage recrutés et rémunérés par la CIA ou le Mossad qui à eux seuls ne peuvent pas décider du sort de la Syrie, mais bien la détermination du prolétariat et sa jeune qui parce qu'ils aspirent à la liberté se sont engagés dans le combat pour chasser le dictateur du pouvoir.

De plus, les auteurs de cette vision policière de l'histoire n'ont pas évoqué une autre hypothèse, celle par laquelle ces tireurs d'élite qui pointent leurs armes sur les manifestants serviraient à provoquer la population pour qu'elle descende encore plus nombreuse dans la rue, afin de fournir un prétexte à Assad pour les réprimer sans ménagement, au nom du maintien de l'ordre qu'elle menacerait. Après tout quel intérêt Israël et les Etats-Unis auraient-ils à vouloir déstabiliser un régime relativement stable avec lequel ils ont commencé à renouer des relations, en partie par l'intermédiaire de la France et du Liban ? Pourquoi déstabiliser un autre pays de la région au moment où de nombreux régimes doivent affronter des soulèvements révolutionnaires ou une opposition de plus en plus virulente ? Quels intérêts auraient-ils à déstabiliser davantage cette région, alors qu'ils ont été jusqu'à présent incapables de stabiliser la situation en Tunisie et en Egypte ?

N'auraient-ils pas senti que le vent de la contestation pourrait prendre une tournure inquiétante au cas où ils ne passaient pas à l'action ou ne devancerait pas la rue, pour ne pas commettre la même erreur qu'en Tunisie ou en Egypte, où ils savaient très bien que ces régimes usés jusqu'à la corde pouvaient tomber du jour au lendemain, et que pour ne pas avoir préparé la relève de ces régimes, ils risquaient de le payer le prix fort, par la mise en place de régime plus critique envers l'impérialisme et plus généreux sur le plan social, sans parler des inévitables avancées politiques que la classe dominante devrait consentir au prolétariat pour conserver le pouvoir.

Souhaitaient-ils faire chuter Assad, ce qui ne semble pas être le scénario le plus avantageux pour eux ou une urgence à l'heure actuelle, ou souhaitaient-ils plutôt lui rendre service en lui fournissant un bon prétexte pour déclencher une répression féroce et ainsi renforcer son pouvoir qu'il savait par ailleurs menacé à plus ou moins brève échéance ?

Peu importe tous ces calculs cyniques réalisés sur le dos du peuple syrien, car l'histoire n'est pas écrite d'avance, leurs coups tordus peuvent très bien se retourner contre eux, car nul ne peut résister au rejet d'un régime par tout un peuple, pas davantage l'armée la plus puissante du monde, au contraire, ils peuvent aiguiser la haine de la population à la fois contre le régime et contre l'impérialisme américain et sioniste.

A la conception étriquée de l'histoire des auteurs de ces articles, étant incapables de saisir que c'est la lutte des classes qui est à l'oeuvre en Syrie, en Libye, etc, il faut ajouter leur penchant pour ainsi dire naturel à donner la priorité ou à surestimer tous les facteurs qui peuvent aboutir à une interprétation des rapports qui existent dans la société sur la base d'une division arbitraire sur d'autres critères que celui des classes, en premier lieu les clans, les tribus (les castes en inde) ou les religions ou encore les conflits inter religions, parce que l'impérialisme ou les tenants de ces régimes s'en serviraient pour se maintenir au pouvoir ou conserver leur influence sur ces pays en montant une partie du prolétariat contre une autre.

Finalement pour les rédacteurs de ces articles, comme pour les médias en général, les conflits majeurs qui voient se lever une masse importante de la population ne pourraient trouver d'issue favorable que par le haut, ils ne pourraient être tranchés que par le régime lui-même ou une couche de la classe dominante entrée en sécession, de préférence subordonnée et soutenue par un impérialiste, la classe ouvrière ne jouant qu'un rôle subsidiaire ou négligeable dans le cours de l'histoire de chaque pays.

C'est là l'interprétation de l'histoire (de la lutte des classes) de gens inféodés au régime capitaliste, car ils ne peuvent pas imaginer un seul instant que la classe ouvrière pourrait jouer un rôle indépendant de la classe dominante ou de l'Etat, à l'instar de cette dernière, ils ne peuvent pas concevoir que le prolétariat pourrait accéder au pouvoir et procéder à un changement radical des fondements de la société, ils s'interdisent même de l'envisager, c'est une utopie, pure folie, un fantasme de gauchiste, pour eux la lutte pour le pouvoir ne peut concerner que les différentes couches de la classe dominante, jamais le prolétariat, ils ont décrété le capitalisme immortel, éternel.

Maintenant on se demandera comment un parti comme le POI a pu en arriver à nier les centaines de morts en Syrie, mieux à les justifier.

Parce qu'ils doivent estimer que le régime d'Assad est en proie à une opération de déstabilisation par l'impérialisme américain, donc il faut se ranger au côté du régime du pays dominé ou le plus faible face à l'impérialisme, et tant pis si des centaines de milliers de travailleurs et jeunes descendent dans le rue pour exiger la chute du régime et se font mitrailler par l'armée et la police du dictateur, ils ont été manipulés, on ne peut rien pour eux.

Le POI a en fait adopté exactement la même position qu'envers la révolution libyenne. Il ne leur est pas venu à l'esprit que les masses syriennes pourraient se saisir des contradictions du régime et de l'impérialisme américains pour mener leur lutte indépendamment des manoeuvres des uns et des autres, ce qu'elles démontrent pourtant tous les jours.

Pour ceux qui seraient curieux de pousser plus loin cette analyse, qu'ils se demandent comment leurs dirigeants (du CCI-POI) ont pu soutenir des Etats qui n'avaient plus d'ouvriers que le nom (URSS, Chine, Cuba) depuis de nombreuses décennies, ils pourront aussi faire la relation avec le curieux penchant de ces dirigeants à privilégier les manoeuvres ou les intentions des impérialistes, en Libye et en Syrie notamment, au détriment du soulèvement des masses dans ces pays, de la même manière que leur attention en France se porte sur les élus ou les syndicalistes ou encore les militants du PS ou du PCF à l'exclusion de l'immense masse de la classe ouvrière qui ne se reconnaît ni dans les uns ni dans les autres, cela devrait vous aider à caractériser plus précisément la nature de ce parti et ses dirigeants.

J'ai rédigé ces lignes à différents moments de la journée hier et aujourd'hui. Pour les compléter il faudrait dresser un tableau des différents acteurs qui se livrent à différentes interprétations de la situation en Libye et en Syrie notamment, leur propagande, et des relais dont ils disposent notamment dans les médias et sur internet. Je l'ai dressé au brouillon et je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir à nouveau.

Disons qu'on est face à un mur de désinformation ou d'intoxication en tous genres, en présence d'un déploiement de moyens exceptionnel pour nous convaincre que les peuples ne seraient bon finalement qu'à faire de la chaire à canons ou à se plier aux injonctions de l'impérialisme ou de tyrans pour demeurer sous leur joug, car tel serait inéluctablement son destin.

Parfois on en sourit quand on repense aux soulèvements révolutionnaires tunisien et égyptien qui se sont joués de tous les pièges qui leur étaient tendus. S'agissant de l'Egypte, je me souviens d'un reportage diffusé sur France 2 lors d'un numéro d'Envoyé spécial, dans lequel on avait entendu comment le responsable d'un blog avait appelé à manifester place Tahir au Caire, ce jeune homme de bonne famille vivant dans un appartement luxueux de la capitale égyptienne... Etait-il manipulé par quelqu'un, était-il en contact avec des membres de l'opposition en exil et lié à l'impérialisme britannique ou américain ? Apparemment personne ne s'est posé la question et tout le monde a applaudi en voyant la place Tahir bourrée de monde et scandant des mots d'ordre contre le régime de Moubarak.

Après coup, tout le monde semble avoir depuis perdu la mémoire et plus personne ne se posera ce genre de questions, trop embarrassantes sans doute. Pensez donc, l'affaire a été bouclée en trois semaines. En Libye et en Syrie les choses s'avèrent plus compliquées et plus longues, plus incertaines surtout, du coup personne n'ose se mouiller et émettre un pronostic. On peut écrire presque sans prendre de risques de longs articles sur la situation en Tunisie et en Egypte, histoire davantage d'endormi le poisson que de se poser des questions sur ce qui se passe réellement en Libye et en Syrie, nous ne sommes pas dupe.

1- Le linge sale de la Ve République.

Le dernier épisode de l'Angolagate qui s'est joué hier au palais de justice de Paris a démontré que l'affaire avait été montée de toutes pièces en 2000 par le juge d'instruction Philippe Courroye, tiens donc, mais ce nom ne nous est pas inconnu, c'est l'actuel procureur de Paris et ami de l'épilectique du Palais.

C'est lui qui avait chargé Pasqua, Falcone et les trafiquants d'armes internationaux Jean-Charles Machiani et d'Arcadi Gaydamak.

A cette époque c'était la rivalité entre Chirac et Pasqua qui avait amené Chirac à saisir la justice et donc lancer cette affaire.

Les trois compères Pasqua, Machiani et Gaydamak s'étaient illustrés en 1995 en participant à une opération commando qui avait abouti à la libération de deux pilotes français retenus prisonniers par les Serbes de Bosnie. Mais voilà que leurs noms se retrouvaient déjà associés dans un trafic d'armes entre la Russie et l'Angola au début des années 90. Il ne restait plus au juge d'instruction de procéder (en 2000) à un amalgame entre les deux affaires pour faire tomber Pasqua, dont le fief était le 92, et qui se trouvait être un des parrains d'un certain... Nicolas Sarkozy, comme par hasard ! Depuis le juge Courroy a renié Chirac et s'est mis au service de Sarkozy, il est actuellement le procureur de Paris.

Au cours de ce procès en appel, on a appris que des pièces apparemment déterminantes du dossier avaient été négligées par le juge d'instruction de l'époque, et étrangement le premier chef d'état-major des armées, le général Jean-Philippe Douin a retrouvé soudainement la mémoire 11 ans plus tard pour charger Chirac...

Falcone, Machiani et Gaydamak qui étaient les principaux acteurs de ce trafic d'armes ont été blanchis, parce que les armes n'auraient pas transitées par le territoire français.

Bref, une histoire qui finit bien, ajoutons, avec les compliments et le soulagement du Palais ! (Source : lefigaro.fr 29.04)

2- Tom Pouce en déplacement hier en Corrèze s'est penché sur la filière bois :

"*Les cours mondiaux remontent, la demande de bois remonte, le besoin énergétique sera considérable, la filière bois a un avenir*", la demande de bois remonte, parce qu'une partie de la population ne peut plus payer ses factures de gaz, de pétrole ou d'électricité, et se rabat sur le bois, et la remontée des cours mondiaux est une mauvaise nouvelle pour elle, je plaisante, à moitié seulement, malheureusement. (source : lepost.fr 29.04)

Politique

1- Syrie.

Malgré un important déploiement de l'armée et des forces de sécurité, des dizaines de milliers de Syriens ont participé à des manifestations à Damas, à Sakba, à Homs dans le centre du pays, dans la ville côtière de Banias, et dans l'est du pays.

Au moins 62 manifestants ont été tués selon des militants des droits de l'Homme. Les autorités ont fait état de leur côté de la mort de sept membres des forces de l'ordre.

Deraa, seize personnes venues apporter des vivres à la ville assiégée depuis lundi ont été tuées et des dizaines d'autres blessées par des tirs des forces de sécurité, selon un militant de droits de l'Homme sur place.Les forces de sécurité ont ouvert le feu aux entrées est et ouest de la ville sur des personnes venues «*par milliers*» des villages voisins «*pour apporter de l'aide et de la nourriture*» aux habitants terrés chez eux depuis cinq jours, ont assuré ces témoins. Vendredi dernier, la répression avait fait plus de 80 morts. Parallèlement, un porte-parole militaire a affirmé que quatre soldats ont été tués à l'aube et deux autres enlevés à Deraa lors d'une attaque par un «*groupe terroriste armé*» contre un poste militaire à Deraa.

A Homs , ville industrielle située à 160 km au nord de Damas, et ses environs, neuf personnes ont été tuées par les forces de sécurité lors d'une manifestation de plusieurs milliers de personnes demandant la chute du régime, a indiqué un militant local des droits de l'Homme.

Un fait nouveau est à noter dans le déroulé de cette journée : les Frères musulmans, mouvement interdit en Syrie et dont la direction vit en exil, ont appelé la population syrienne à descendre dans les rues. Une première pour ce mouvement depuis le début de la contestation.

Dans la matinée, les autorités avaient mis en garde leurs citoyens en interdisant toute forme de manifestation et en prévenant que «*les lois en vigueur en Syrie seront appliquées afin de préserver la sécurité des citoyens et la stabilité du pays*». (lefigaro.fr 29.04) Assad réglemente les manifestations : interdites !

2- Libye.

2.1- Le régime libyen a menacé vendredi 28 avril d'attaquer tout bateau entrant au port de Misrata, affirmant que les aides destinées à la ville devraient désormais être acheminées "*par voie terrestre et sous la supervision de l'armée*" libyenne, selon la télévision officielle.

Tout bateau "*tentant d'entrer au port, quel que soit le prétexte, sera frappé avec force*", a indiqué la télévision. Elle a aussi affirmé

que l'armée libyenne avait "*mis le port hors service*".

Le gouvernement libyen a annoncé vendredi soir qu'il offrait une amnistie aux rebelles de Misrata s'ils déposent les armes d'ici mardi prochain, ajoutant qu'il contrôlait le port maritime de la troisième ville du pays.

Le porte-parole du gouvernement libyen a ajouté qu'aucun navire ne pourrait entrer dans le port sans coordination préalable avec Tripoli.

Vendredi 29 avril, l'OTAN a accusé les forces loyales au colonel Mouammar Kadhafi de miner le port de Misrata, troisième ville libyenne aux mains des insurgés, afin d'empêcher l'envoi d'une aide humanitaire à la population assiégée.

"*Nos navires ont intercepté de petits bateaux qui déposaient [des mines] et nous nous sommes débarrassés des engins que nous avons trouvé*", a affirmé au cours d'un point de presse le général britannique Rob Weighill. "*C'est une nouvelle démonstration éclatante de la façon dont le régime Kadhafi ignore totalement le droit international et tente aussi d'entraver l'envoi de secours humanitaires pour venir en aide à une population assiégée*", a-t-il dit. (lemonde.fr et Reuters 29.04)

22- A Dehiba, ville tunisienne à la frontière avec la Libye, de violents combats ont opposé, vendredi, les insurgés aux forces de Mouammar Kadhafi.

L'armée tunisienne a tenté de s'interposer et de désarmer les combattants libyens, alors que des sources indiquent que de nombreux cadavres joncheraient le sol du poste-frontière, à 5 km de Dehiba.

Selon des témoins, cités par Reuters, les habitants sont terrés chez eux. "*D'intenses fusillades ont lieu en ce moment même dans le centre de Dehiba. Les gens ne peuvent pas sortir de chez eux. La bataille a commencé lorsque les brigades [kadhafistes] ont attaqué les insurgés installés à Dehiba*", a dit l'un d'entre eux.

Un autre homme a déclaré que des obus continuaient de tomber sur des maisons et qu'une Tunisienne avait été tuée.

Jeudi 28 avril, les affrontements avaient lieu aux abords de cette ville, située à environ 200 km au sud de Ras Jdir, principal point de passage entre la Libye et la Tunisie. (lemonde.fr 29.04)

3- Ouganda

Deux personnes ont été tuées vendredi à Kampala lorsque la police ougandaise a ouvert le feu et tiré des grenades lacrymogènes pour disperser des manifestations contre l'arrestation mouvementée, la veille, du chef de l'opposition Kizza Besigye.

Un responsable de la Croix-Rouge, Richard Nataka, a déclaré à la presse qu'une centaine de blessés avaient été soignés dans cinq hôpitaux ou dispensaires, dont 78 à l'hôpital Mulago.

L'opposition proteste contre la cherté de la vie en Ouganda. Le président Museveni, qui impute l'envolée des prix des denrées alimentaires à la sécheresse et la hausse du prix des carburants à un problème local, a prévenu qu'il ne tolérerait pas semblables manifestations. (Reuters 29.04)

Social

Espagne

L'Espagne a battu un nouveau record de chômage pour la zone euro au premier trimestre 2011, à 21,3% de la population active, soit 4,9 millions de personnes sans emploi fin mars, a annoncé le gouvernement vendredi.

Le gouvernement a également annoncé une hausse des prix à la consommation vendredi, avec une inflation de 3,8% en avril en rythme annuel. (AP 29.04)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai

Les articles de presse et les causeries/infos en bref d'avril sont disponibles au format pdf (Acrobat reader)

Le combat contre le régime et les institutions ne suffit pas, il faut combattre également l'opportunisme, un enseignement des marxistes.Le combat contre la manipulation des faits continue. Nous nous répétons peut-être, trop au goût de certains, certes mais ce n'est pas inutile, car nous essayons d'être le plus concis et le plus précis possible, afin qu'aucune fausse interprétation ne soit possible et que personne ne puisse se défiler. Précison que l'exercice qui suit pourrait être exécuté par un élève de CM1.

Yémen.

Page 7 du n°146 d'*Informations ouvrières*, le 27 avril 2011 :

- "*Il semblerait que le gouvernement Saleh aurait donné son accord, ainsi que deux des principaux partis d'opposition, le Parti socialiste et le parti islamiste.*"

Après les dépêches de presse des jours précédents le 27 avril que j'ai déjà mises en ligne, une petite dernière de Reuters du 30 qui confirme leur contenu :

- "*Les principaux partis d'opposition - formations islamistes et de gauche - ont accepté cet accord, rejeté en revanche par les manifestants descendus dans les rues, qui réclament la démission immédiate de Saleh et sa traduction en justice.*"

Constat et conclusion : l'information délivrée par l'hebdomadaire du POI était incomplète ou tronquée, et la nature de l'élément manquant pouvait influencer les lecteurs de telle sorte qu'ils pouvaient croire que les manifestants soutenaient ce projet d'accord concocté par Washington. Nous sommes donc bien en présence d'une manipulation.

Posez-vous ensuite la question : à qui profite le crime et qui soutient le POI au Yémen ?

Syrie.

POI. Paru page 7 du numéro 146 d'*Informations ouvrières*, le mercredi 27 avril 2011 :

- "*Violents affrontements en Syrie. Selon la presse, plusieurs dizaines de morts auraient été dénombrés à la suite de la répression de manifestations dans plusieurs villes de Syrie. Le président Obama a dénoncé cette répression et appelé le président Bachar*

el-Assad à « écouter son peuple ». Le régime syrien, en réponse, dénonce la manipulation par des officines étrangères de groupes de manifestants."

Pourquoi ces gens manifestent-ils, qui sont-ils, quels sont leurs mots d'ordre, leurs revendication ? Comment les lecteurs de ce journal pourraient-ils le savoir, puisque depuis la première manifestation le 14 mars, le POI n'a publié AUCUN article sur la situation en Syrie. Par contre, on apprend ici de la bouche du dictateur Assad que " *des officines étrangères de groupes de manifestants*" seraient entrées à l'action, du coup il n'y a qu'un pas à franchir pour en conclure que ces manifestations sont illégitimes puisque commandées par des buts non avouables avancés en sous-main par Washington.

Posez-vous ensuite la question : à qui profite le crime et qui soutient le POI en Syrie ? Lisez plus loin un extrait d'un article du site lepoint.fr du 30 avril, la réponse y figure en toute lettre à la fin dans le premier paragraphe

NPA. Publié dans *Hebdo Tout est à nous !*, le jeudi 28 avril 2011 :

- "*La répression en Syrie s'est considérablement accentuée au cours de ces derniers jours. (...) Cela fait plus de 400 morts depuis le 15 mars, date du début du processus démocratique.*"

- "*Le pouvoir syrien peut bien, comme le fait également Kadhafi, hurler à un improbable complot salafiste pour justifier la répression des manifestations, il ne peut masquer le ras-le-bol général, notamment d'une partie de la jeunesse qui aspire, comme dans les autres pays qui sont aussi le théâtre de soulèvements populaires, à la démocratie, à la liberté d'expression, à la fin des dictatures. Hugo Chavez peut bien, une nouvelle fois, parler comme pour la Libye, d'un «complot américain», il ne saurait nous convaincre que les jeunes manifestants de Deraa, Latakié et Damas ne sont que des marionnettes manipulées par la Maison Blanche!*"

Inutile de commenter la différence de traitement de la situation en Syrie de la part du POI et du NPA, il n'y a pas photo !

Le Point, sur lepoint.fr du 30 avril 2011 :

- "*Il semble que Londres, comme le gouvernement français d'ailleurs, ait cherché le plus longtemps possible à éviter l'amalgame entre les forces de répression et Bachar el-Assad afin de préserver l'avenir du président syrien."*

- *"Depuis ce jour, ce n'est plus seulement les policiers antiémeute et les forces de sécurité qui interviennent, mais les hommes et les chars de la trop célèbre 4e brigade de l'armée. Une sorte de garde de fer, toute dévouée au régime et dont l'encadrement est composé des fils de ceux qui se sont illustrés de si ignoble façon à Hama. Cette fois, c'est dans la ville de Deraa, où les protestations avaient commencé il y a presque deux mois, que les chars sont entrés. Auparavant, les routes d'accès avaient été fermées, l'électricité coupée, comme l'eau et l'approvisionnement en vivres. Les manifestants blessés se sont même vu interdire l'accès aux hôpitaux par les sbires du régime.*"

Mettre l'accent ou ne citer QUE les provocations, véritables ou supposées, orchestrées par l'impérialisme américain et sans doute le Mossad (services secrets israéliens) ou encore l'Arabie Saoudite, sert avant tout Bachar el-Assad, même le plus crétin des travailleurs est capable de le comprendre, mais après tout, peut- être pas tous les militants une fois bien embrigadés, qui sait ?

Politique

1- Yémen

Le chef de l'Etat yéménite Ali Abdallah Saleh a refusé samedi de signer l'accord de sortie de crise en qualité de président, a déclaré à l'opposition yéménite le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG), Abdoullatif al Zaïani.

Les principaux partis d'opposition - formations islamistes et de gauche - ont accepté cet accord, rejeté en revanche par les manifestants descendus dans les rues, qui réclament la démission immédiate de Saleh et sa traduction en justice.

Des violences ont éclaté samedi au Sud-Yémen, où des inconnus ont ouvert le feu sur des policiers à Aden, faisant deux morts et deux blessés, selon des médias. Des témoins ont rapporté que des hommes armés avaient attaqué un commissariat de police. Des coups de feu ont aussi été entendus près d'une prison voisine.

Peu après, les forces de sécurité sont intervenues pour disperser une manifestation antigouvernementale dans le même quartier, faisant deux morts et une cinquantaine de blessés, a rapporté un médecin, le Dr Kassim Jamil. (Reuters 30.04)

2- Syrie

Six personnes ont péri samedi dans la ville de Deraa assiégée depuis six jours par l'armée syrienne, alors que les militants se préparaient à de nouvelles manifestations dès dimanche, à la septième semaine d'une contestation inédite contre le régime de Bachar al-Assad.

Ils ont appelé à des manifestations dimanche à Deraa, lundi dans les environs de Damas, mardi à Banias et Jableh (nord-ouest) et mercredi à Homs, Talbisseh (centre) et Tall Kalakh, à la frontière avec le Liban. Jeudi, ils entendent organiser des «sit-in nocturnes» dans toutes les villes.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, parmi les 66 civils tués, 36 l'ont été à Deraa, 25 à Homs et trois à Lattaquié (nord-ouest). Depuis le début de la contestation le 15 mars, le nombre des victimes se monte à au moins 539, affirme-t-il.

Le «Comité des martyrs du 15 mars», proche des opposants, a pour sa part décompté au moins 582 morts depuis cette date.

Des militants politiques ont par ailleurs envoyé une liste de 138 nouvelles démissions du parti unique Baas qui dirige le pays depuis 1963 et compte 2 millions d'adhérents. Plus de 230 membres du parti avaient annoncé mercredi leur démission selon des militants. (liberation.fr 30.04)

Economie

Afrique

Ils sont neuf Africains à avoir été répertoriés dans la liste des hommes les plus riches du monde du magazine Forbes. Parmi ces entrepreneurs milliardaires du Nigeria, d'Egypte et d'Afrique du Sud, aucun francophone, et pas de femmes.

L'Afrique et son milliard d'habitants, c'est une classe moyenne évaluée à 100 millions de personnes, contre 27 millions en 1980 selon les estimations de l'Agence française de développement, coiffée d'une minorité ultra-privilégiée de 100 000 millionnaires en dollars, selon le World Wealth Report 2010. (Eco89 30.04)

Commentaire d'internaute :

- "Des rigolos dans Forbes, quand on sait que les 12 banques formant le cartel bancaire de la FED se partage 2500Mds de dollars en moyenne chaque année."

- "Et vous avez oublié les grands milliardaires africains: Moubarak, Mohammed 6, Kadhafi et tous ces autres milliardaires cachés qui enrichissent les banques suisses, françaises, du Liechtenstein ou Monaco."

Haut de page

Le 2 mai

Une petite histoire indienne pour se détendre quelques instants en ce début de semaine.

Comme quoi on peut parfois se fourvoyer involontairement par ignorance ou interpréter quelque chose de travers parce qu'il nous manquait un élément déterminant.

Hier en fin d'après-midi je vois une musaraigne se balader sur le sol à moins d'un mètre de moi. Sur le coup sans mes lunettes je n'ai pas bien distingué s'il s'agissait d'une musaraigne, d'une souris ou d'un rat, la musaraigne ressemble au rat à la différence du museau plus pointu. J'appelle mon chien pour qu'il n'en fasse qu'une bouchée, mais voila-t-y-pas que l'animal la regarde passer sous ses yeux, pour un peu elle allait passer entre ses grandes pattes.

Mon chien est un molosse, mais c'est une vraie crème. J'insiste en lui lançant : va-y Yvan, là devant toi ! Il ne bouge pas et tourne les talons. Alors là je me dis c'est un peu fort, habituellement ils se jettent dessus et les dévorent. Je sombre alors dans une réflexion romantique en me disant qu'il n'attaque que les animaux en fuitent, ce qui n'était pas le cas de cette pauvre bestiole, je me dis qu'il a dû avoir pitié d'elle et qu'il est décidément bien bon, un chien humaniste quoi !

Quelques heures plus tard, Magueswary (mon épouse) m'appelle de France et je lui raconte cette petite histoire. Sur le coup, elle aussi elle me dit qu'Yvan a eu un comportement bien singulier, il a 6 ans, serait-il déjà très vieux, ce genre de chien ne vit que 10 ans en moyenne. On cause ensuite des différences qui existent entre la musaraigne, la souris et le rat, et là elle me dit que

la musaraigne pue, et tout s'éclaire soudain sur l'attitude de ce brave Yvan qui n'est pas plus humaniste qu'un chien sauvage puisque j'ai fait en sorte qu'il conserve son instint naturel de chasseur, il ne voulait pas y toucher par crainte de s'empoisonner ou de bouffer une saloperie, surtout après le copieux dîner que je venais de lui servir, il aurait pu en vomir.

Comme quoi on peut se méprendre facilement. Cela incline à la modestie et à réfléchir à deux fois avant d'écrire une grosse connerie ou de se fourvoyer... ainsi que ses lecteurs. Tout le monde peut se tromper, ce n'est pas un drame, ce qui l'est pas contre, c'est de ne pas corriger ses erreurs ou de se tromper un peu trop souvent, pire de répéter toujours les mêmes erreurs.

Magueswary dans son langage a fait ensuite ce commentaire qui ne m'était pas particulièrement destiné, sachant qu'elle a tendance à vomir la terre entière depuis son opération du coeur et son état de survie artificielle : "*les animaux sont meilleurs que les être humains, ils sont moins bêtes*", à moins que l'espèce humaine soit toujours trop bête et pas encore assez évoluée pour être meilleure, qui sait ?

Autre chose.

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, ils ont diffusé l'interview d'un travailleurs bengladeshi qui disait qu'il manifestait pour revendiquer un meilleur salaire, il est payé actuellement l'équivalent de 43 dollars par mois il en réclame 96, soit plus du double, pour seulement vivre décemment a-t-il ajouté.

Voilà donc des travailleurs qui réclament une augmentation de salaire de plus de 100%, nos dirigeants syndicaux et les dirigeants des partis dits ouvriers feraient bien d'en prendre de la graine, eux qui pour la plupart n'ose même plus mettre en avant le Smic à 1 500 ou 1 600 euros nets par mois, ainsi que la retraite minimum. Il y en a qui se demandent pourquoi les travailleurs ne se mobilisent pas davantage en France, de mon côté je ne supporte pas les augmentations de salaires misérables de 2 ou 5% réclamés par les syndicats, mais peut-être que cela provient du fait que la plupart des travailleurs arrivent encore à s'en sortir, surtout avec deux salaires dans un couple...

Il y a autre chose qui me file la nausée, ce sont les négociations salariales qui se déroulent hors ou sans mobilisation, dans le cadre de ce qu'ils appellent la politique contractuelle, qui profitent de préférence à l'aristocratie ouvrière et la plupart du temps aux fonctionnaires, mais pas aux millions de travailleurs employés dans les petites entreprises ou qui ont des conventions collectives au rabais, ou encore ces distributions de dividendes au titre de la participation dans les grandes entreprises, notamment celles du CAC 40.

Franchement, sachant cela, en tant que militant ouvrier j'aurais honte de les percevoir sans avoir combattu pour les obtenir, car elles proviennent de la surexploitation de ces travailleurs bengladeshi et autres à travers le monde, je considère que la corruption du militant commence là.

Un autre sujet de réflexion.

A propos de la Libye. J'ai lu les dizaines de documents que j'ai mis en ligne sur la Libye et je m'étonne que personne, et là je suis formel pour l'affirmer, je me demande pourquoi personne n'a abordé certains aspects contradictoire de la politique menée par la coalition militaire étrangère qui intervient dans ce pays. Voici au moins trois faits qui ont attiré mon attention :

1- Pourquoi n'a-t-elle pas bombardé toutes les bases militaires de Kadhafi ? Il possédait 800 chars et quelque 200 avions de combat, ils étaient bien stationnés quelque part, cela devait occuper une certaine superficie, avec les renseignements qu'ils ont obtenu de la part des transfuges du régime auxquels il faut ajouter les renseignements qu'ils possédaient déjà, plus les photos fournis par leurs satellites espions, il leur était facile de les localiser puis de les détruire, pourquoi ne l'ont-ils pas fait ?

2- Pourquoi ont-ils laissé toute latitude d'action à la marine de guerre libyenne ?

3- Pourquoi et comment ont-ils pu laisser l'armée libyenne miner le port de Misrata, alors que la flotte de l'OTAN mouille au large ?

J'en déduis qu'ils ont joué la carte de l'enlissement pour ensuite justifier la liquidation de Kadhafi ou le passage à la seconde étape de leur plan qui consiste à occuper la Libye, ce n'est qu'une hypothèse. Ils ont laissé les insurgés s'exténuer à défendre Misrata pour qu'ils comprennent que la partie était perdue d'avance s'ils ne délogeaient pas Kadhafi, sous-entendant que des frappes aériennes n'y suffiraient pas, afin d'amener finalement les insurgés à se ranger à leur stratégie qui inclut une présence au sol de soldats étrangers, c'est une autre hypothèse.

Car comment comprendre avec les moyens dont dispose l'OTAN, il leur soit impossible de venir à bout aussi facilement de Mohamar Kadhafi que Saddam Hussein, il y a là quelque chose qui ne tourne pas rond, d'où les hypothèses que je viens de vous soumettre. Vous pourrez constater ici que j'apporte de l'eau au moulin de ceux qui sont farouchement opposés à toute intervention en Libye, car finalement nous partageons le même rejet de l'impérialisme, avec des variantes que j'accepte contrairement à mes détracteurs qui préfèrent se retrancher derrière un principe au lieu d'essayer de réfléchir à la

complexité de la situation en Libye, qui est inédite à bien des égards, faut-il le rappeler.

J'ai l'impression que les va-t-en-guerre impérialistes ne savent pas trop sur quel pied danser, entre envahir la Libye, ce qui leur coûterait très cher sur le plan financier et politique, et se contenter d'une partition du pays, ils doivent hésiter entre les deux scénarios. Une capitulation des insurgés serait synonyme d'un épouvantable massacre, une victoire totale sur Kadhafi semble inenvisageable, il reste alors l'option d'une victoire partielle sanctionnée par une partition de la Libye. Mais cette solution pourrait ne pas convenir à cette coalition impérialiste, car une fois la partition réalisée, rien ne dit qu'elle pourrait imposer ses vues aux combattants révolutionnaires de Benghazi qui ont sacrifié leurs vies pour obtenir leur liberté, il suffit de voir ce qui se passe depuis les élections au Sud Soudan pour comprendre que la partition ne règle pas tous les problèmes. Il reste une dernière hypothèse, la pire qui rejoint celle d'invasion, le bombardement des infrastructures de l'ouest de la Libye, donc de la population civile comme en Serbie ou en Irak, auquel cas nous rejoindrions les camarades qui ont pris position contre les frappes aériennes des forces armées du dictateur, car il existe un autre moyen de faire chuter Kadhafi, armer les insurgés ou détruire l'arsenal militaire du tyran situé le plus souvent en dehors des villes ou à leur périphérie.

Pour revenir sur notre position, ni soutenir ni condamner le bombardement des forces de Kadhafi. On voudrait nous interdire d'avoir et de défendre cette position. Nos détracteurs soutiennent que cette position revient à soutenir cette opération militaire. Nous ne sommes pas d'accord avec cette interprétation réductrice, mais elle ne nous surprend pas de leur part. Quand on nous propose au vote une mesure ou qu'une élection politique a lieu, on a le choix entre voter oui, non, blanc ou s'abstenir de participer à ce voter ou cette élection, de la boycotter.

Dans tous les cas de figure notre vote ou absence de vote exprime bien une position politique. Vous votez oui, vous soutenez cette mesure, vous voter non, vous la rejetez, vous votez blanc parce qu'elle ne vous convient pas, peut-être que vous aviez une meilleure mesure à proposer, vous vous abstenez, donc vous considérez illégitime ce scrutin ou ceux qui l'organise ou encore vous ne vous sentez pas concernés. Laissez donc chacun pensez librement ce qu'il veut et défendre loyalement, honnêtement, la position qu'il estime être correcte au lieu de vous transformez en procureur, de quel droit au juste dites-nous ? Confrontons fraternellement et librement nos points de vues, nos arguments, les faits sur lesquels ils reposent, au lieu de se livrer à des invectives ou des procès d'intention qui desservent notre cause et ne nous font pas avancer d'un millimètre vers notre objectif. Et si cette discussion prend la forme d'une (violente) polémique, souhaitons qu'elle permette d'éclaircir les idées de chacun pour que tous les militants en profite. Nous ne défendons pas des idées qui nous appartiendraient, nous défendons les intérêts collectifs et fondamentaux de notre classe, on semble parfois l'oublier. Et admettons que nous ne nous exprimons pas tous en employant la même terminologie ou le même style, heureusement d'ailleurs, nous n'avons pas vécu les mêmes expériences et nous n'appartenons pas toujours au même milieu social, essayons de ne jamais l'oublier, c'est difficile, mais il faut faire cet effort.

Une autre réflexion qui n'a qu'un rapport secondaire avec la précédente, mais dont le sujet est d'une extrême importance, le négliger serait criminel ou faire preuve d'inconscience.

On se demandait à propos de tous les Etats vivant relativement en paix avec leurs voisins ou que rien ni personne ne menace, pourquoi au cours des dernières décennies ils ont continué de dépenser des sommes folles dans l'armement, outre les pots de vin et commissions occultes qui accompagnent les juteux contrats de vente d'armes, on voit en Libye et en Syrie à quoi ces armes peuvent servir : notamment à massacrer le peuple quand il se soulève, pour conserver le pouvoir, à nombre de combattants à peu près égal des deux côtés (20 000 du côté de Kadhafi, 17 000 du côté des insurgés), c'est la sophistication de l'armement et sa quantité qui peut faire la différence, donc permettre au régime de vaincre une révolution, d'où la nécessité très tôt au cours de la révolution de programmer ou d'envisager méthodiquement et très tôt la prise d'assaut des casernes et des stocks d'armes lourdes ou leur destruction, sous peine d'être impitoyablement broyé par cette formidable machine de guerre, ce devrait être le premier objectif militaire d'une révolution prolétarienne dès le début de la guerre civile, si elle veut se donner réellement les moyens de vaincre.

En quelque sorte, ici on renoue avec les enseignements de la Commune de Paris et la révolution russe d'octobre 1917, en les adaptant à la situation nouvelle que nous connaissons. Chacun aura compris qu'on ne pourra plus se contenter de gesticulations dans la rue ou de barricades de fortune pour renverser le régime en place, encore moins d'un coup de force du genre blanquiste à une poignée de militants déterminés.

Eh oui, camarades ce ne sera pas au dernier moment qu'il faudra aborder toutes ces questions, car à ce moment-là nous en aurons d'autres toutes aussi urgentes à régler, lors d'une révolution chaque jour compte des années et chaque instant de perdu peut s'avérer fatidique pour l'un ou l'autre camps. De la même manière que notre vision de la situation doit se situer dans le cadre d'une vision globale et historique à l'échelle mondiale.

Aux questions théoriques, tactiques ou stratégiques, pratiques en politiques, il nous faut ajouter les questions d'ordre militaire, sans parler de la discipline que cela requiert impérativement de la part de chaque militant. Plus question de se retrancher derrière ses principes sous peine d'y laisser sa peau inutilement ou bêtement. Je sais que ce discours passe très mal auprès de militants habitués au laxisme ou à posséder leur propre vérité, mais c'est ainsi, et là plus question de tergiverser ou de se quereller pour des broutilles ou encore de confondre ce qui est déterminant de ce qui est secondaire, car dans ces moments-là c'est tout simplement une question de vie ou de mort pour chaque militant et pour la révolution !

Abordons maintenant un sujet encore plus délicat.

Le flic-président et sa police ce sont lancés dans une nouvelle chasse à l'homme, cette fois il s'agit des immigrés en provenance de Tunisie, de Libye ou d'autres pays en Afrique. En réponse, il y en a qui disent : ouvrez grandes les frontières, régularisez tout le monde, cessez les contrôles policiers, c'est généreux de leur part et les honore.

D'un côté maintenant, ces immigrés disent venir en France "*pour travailler*" et la plupart n'ont pas de qualification ou d'expérience, pourquoi pas, le droit au travail est universel. Mais d'un autre côté, on nous dit qu'il y a 7 millions de chômeurs en France (POI), le nombre de chômeurs de longue durée ne cesse de croître, une bonne partie de ces chômeurs n'ont pas de qualification en dehors de l'expérience qu'ils avaient acquise dans l'entreprise qui les employait, et pour finir les idées de l'extrême droite gagnent du terrain dont notamment le racisme, car de nombreux travailleurs ne comprennent pas pourquoi eux devraient rester au chômage, tandis que des gens fraîchement débarqués en France devraient avoir un travail.

Le courage n'étant pas apparemment le point fort des dirigeants du mouvement ouvrier, on s'étonnera que ces farouches partisans de l'internationalisme prolétarien, ces grands humanistes ne commencent pas par montrer l'exemple et par prendre eux-mêmes en charge ces travailleurs immigrés. Après tout en France, il y a suffisamment de syndicalistes et de militants politiques pour accueillir chez eux un de ces travailleurs, ou tout du moins sans aller jusque là bien que cela soit envisageable, les syndicats et les partis dits de gauche pourraient les prendre en charge. Question pourquoi ne le font-ils pas ?

Comme je l'explique plus loin, la Le Pen a un boulevard devant elle, et Sarkozy également. L'incurie politique s'exprime dans les grandes comme dans les petites choses. Laissons faire l'Etat, ils ne disent pas tout à fait cela mais cela revient au même, nous faisons pression sur l'Etat pour qu'il règle cette question favorablement, la solution doit venir de l'Etat, on doit tout attendre de l'Etat, n'est-ce pas le meilleur moyen pour que les travailleurs demeurent subordonnés à l'Etat, aux institutions.

C'est exactement le même procédé opportuniste qui est mis en oeuvre quand ils favorisent la négociation avec le patronat ou le gouvernement au détriment de la mobilisation des travailleurs sur leur propre terrain de classe. En procédant de la sorte ils légitiment les besoins du patronat, alors qu'ils devraient partir uniquement des besoins des travailleurs indépendamment de la situation des capitalistes, de la crise, de la dette qui n'est pas la nôtre, n'avoir de compte à rendre qu'aux travailleurs et non à Sarkozy ou au Medef trop heureux de clamer sur tous les toits que les responsables syndicaux ont un comportement "*responsables*, autrement dit qu'ils privilégient les intérêts du capital auxquels ils n'entendent pas s'attaquer, au détriment des intérêts des travailleurs. D'un côté, il y a la réaction sur toute la ligne, et de l'autre en réponse, l'opportunisme sur toute la ligne, avec cela on est bien barré camarades !

Une dernière chose très vite.

Nous nous permettons de signaler cette dépêche de l'agence Reuters datée d'hier au directeur de la publication *Informations ouvrières*, Daniel Gluckstein, ainsi qu'à son rédacteur en chef, Lucien Gauthier :

- Selon une organisation syrienne de défense des droits de l'homme, au moins 560 civils ont été tués en Syrie depuis le début des manifestations. (Reuters 01.05)

Politique

1- UE. Schengen vole en éclats !

La Commission européenne envisage de permettre aux pays membres de l'UE de renforcer le contrôle de leurs frontières, conformément aux demandes de la France et de l'Italie sur une réforme du traité de Schengen sur la libre circulation des personnes en Europe.

Dans une lettre adressée dimanche au président français Nicolas Sarkozy et au président du Conseil italien Silvio Berlusconi, José Manuel Barroso juge possible de rétablir des contrôles limités aux frontières, abolis depuis l'entrée en vigueur en 1995 du traité de Schengen.

Les nouvelles règles envisagées par la Commission renforceraient la liberté accordée aux Etats, dit-on de source informée de ces projets.

"*A l'heure actuelle, pour réinstaurer des contrôles aux frontières, il faut le justifier par une menace à l'ordre public, a-t-on déclaré de même source. Avec le nouveau système, il n'y aurait plus besoin d'invoquer une menace à l'ordre public. Cela élargirait les possibilités de rétablir les contrôles.*"

L'exécutif européen envisage de soumettre dans les jours à venir ses propositions aux Etats membres.

Si ces projets aboutissent, ils affaibliraient l'un des principaux piliers de la construction européenne, qui permet aux citoyens de l'UE de circuler librement d'un pays à l'autre mais rend plus difficile la lutte contre l'immigration clandestine.

Cette réforme doit toutefois être adoptée par les 27 Etats membres de l'UE et par le parlement européen, ce qui pourrait prendre des mois. (Reuters 01.05)

2- Syrie

Les autorités procédaient dimanche à une vague d'arrestations à Deraa, ville du sud de la Syrie et berceau du mouvement de contestation contre le régime du président Bachar al Assad, ont rapporté des habitants.

Des arrestations ont eu lieu en d'autres points du pays, notamment dans le nord et l'est.

A Rakka, ville du nord de la Syrie, Abdallah Khalil, personnalité en vue chez les militants des droits de l'homme, a été appréhendé par des agents des services de renseignement militaires après avoir critiqué publiquement la réaction des autorités au vent de contestation qui balaie le pays depuis un mois et demi.

A Kamichli, dans le nord-est du pays, les forces de sécurité syriennes ont arrêté deux personnalités kurdes de l'opposition, Abdelkader al Khaznaoui et Abdel Samad Ali, qui avaient appelé à la tenue de manifestations en faveur de la démocratie, a-t-on appris dimanche de source kurde.

A Deraa, des témoins disent avoir vu des autocars bondés de jeunes gens menottés et cagoulés que l'on évacuait vers un vaste centre de détention de la ville, contrôlé par les services de sécurité.

"*Ils arrêtent tous les hommes de plus de 15 ans. Tout ce qu'ils ont, ce sont les vieilles méthodes des services de sécurité, ils cherchent à se venger*", a déclaré un avocat de Deraa, sous le couvert de l'anonymat.

Selon une organisation syrienne de défense des droits de l'homme, au moins 560 civils ont été tués en Syrie depuis le début des manifestations. (Reuters 01.05)

3- Yémen

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a annoncé dimanche le report sine die de l'accord de sortie de crise au Yémen, suite au refus la veille du président Ali Abdallah Saleh de signer le texte. (AP 01.05)

On en connait la raison : la majorité des manifestants sont opposés à cet accord scélérat et exigent qu'il soit jugé pour ses crimes. Il a sous les yeux les exemples tunisien et égyptien où les dictateurs ont été chassés du pouvoir sans toutefois avoir été trop inquiétés par la suite, pour maintenant devoir rendre des comptes à la justice de leurs pays des crimes qu'ils ont commandités et de la corruption dont ils ont largement profité quand ils ne l'ont pas orchestrée eux-mêmes. Il craint donc que malgré cet accord, la pression de la population qui haïssait son régime finisse par avoir sa peau.

4- Libye

Le régime libyen a accusé l'Otan d'avoir voulu tenter d'assassiner Mouammar Kadhafi lors d'une frappe aérienne qui a tué dans la nuit un de ses fils et trois de ses petits-enfants tandis que plus à l'est de Tripoli le port de Misrata, ville assiégée, était en flammes dimanche soir.

Quelques heures après ces frappes, les ambassades d'Italie et de Grande-Bretagne à Tripoli ont été la cible d'attaques.

Selon une correspondante de l'AFP, des manifestants ont mis le feu tôt dimanche aux bâtiments de l'ambassade d'Italie et des résidences de l'ambassadeur d'Italie et de Grande-Bretagne.

La Ligue du Nord, allié clé du gouvernement de centre droit de Silvio Berlusconi, a exigé dimanche que les partisans du Premier ministre italien votent une motion parlementaire fixant une date limite pour les raids aériens auxquels l'Italie participe.

De son côté, Londres a décidé d'expulser l'ambassadeur de Libye à la suite d'«attaques contre l'ambassade britannique à Tripoli et d'autres missions diplomatiques étrangères».

«*Etant donnée l'insécurité*» dans la capitale, les Nations unies ont décidé de retirer l'ensemble de leur personnel de Tripoli, selon une porte-parole de l'ONU.

A Misrata, ville rebelle assiégée depuis deux mois à 200 km à l'est de la capitale, le port était en flammes dimanche soir après de violents bombardements qui ont fait au moins deux morts, ont rapporté des témoins.

A l'autre bout de la ville, les insurgés ont annoncé dimanche être passés à l'offensive et avoir ouvert un nouveau front en attaquant les forces de Kadhafi qui tiennent l'aéroport.

Il se trouve à plusieurs kilomètres au sud de Misrata et les forces de Kadhafi l'utilisent comme base opérationnelle.

A la frontière tunisienne (ouest), l'armée tunisienne déployée dans le secteur de Dehiba a évacué trois positions après l'explosion d'obus tirés de la Libye tombés en territoire tunisien, selon un journaliste de l'AFP. (liberation.fr et Reuters 01.05)

5- Egypte

L'Egypte a l'intention d'ouvrir de manière permanente sa frontière avec la bande de Gaza afin d'alléger les souffrances des Palestiniens soumis à un blocus israélien, mais elle doit encore finaliser les modalités de cette mesure, a annoncé dimanche le ministère des Affaires étrangères.

Cette initiative traduit une nouvelle évolution par rapport à la politique de l'ancien président Hosni Moubarak, dont le gouvernement coopérait avec Israël pour imposer un blocus au territoire contrôlé par le mouvement islamiste Hamas.

L'Egypte n'ouvrait sa frontière que sporadiquement pour laisser passer des vivres, des médicaments ou des personnes, principalement des malades nécessitant des soins médicaux ou des étudiants inscrits dans des universités étrangères.

Ce système était dans l'ensemble resté en place depuis la démission de Moubarak, le 11 février.

Menha Bakhoum, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a déclaré à Reuters que la question était étudiée "*à tous les niveaux*", sans préciser quand l'ouverture permanente pourrait intervenir.

Israël, qui avait formulé l'espoir que les strictes dispositions en vigueur à la frontière entre l'Egypte et la bande de Gaza resteraient en place, s'est montrée très réservée à l'annonce des intentions du Caire.

"*Les Egyptiens sont bien sûr libres de faire ce qu'ils veulent à leur frontière, mais nous voulons croire que, pour leur propre sécurité nationale, ils feront en sorte que des armes et des terroristes ne passent pas du Sinaï à Gaza*", a déclaré un responsable israélien.

L'Egypte a servi d'intermédiaire dans la négociation d'un accord de réconciliation entre factions palestiniennes qui doit être signé cette semaine et le Caire a laissé entendre qu'il était prêt à un rapprochement avec l'Iran alors que les relations diplomatiques avec Téhéran sont rompues depuis une trentaine d'années.

Les observateurs estiment que les nouvelles autorités égyptiennes cherchent en partie, grâce à cette évolution de leur politique étrangère, à gagner en crédibilité auprès d'une population majoritairement pro-palestinienne.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Nabil Elaraby, a qualifié la semaine dernière de "*honteux*" le blocus de Gaza et il a déclaré à la chaîne de télévision Al Djazira que l'Egypte étudierait les moyens d'ouvrir la frontière en 10 jours.

Bakhoum, citée par le journal gouvernemental Al Ahram, a dit que les 10 jours dont parlait Elaraby faisaient référence au laps de temps dont l'Egypte aurait besoin pour étudier les mécanismes d'ouverture de la frontière.

Elle a ajouté que le réexamen de la politique après le renversement de Moubarak ne signifiait pas que le Caire cesserait d'honorer ses engagements internationaux - allusion au traité de paix signé en 1973 avec Israël. (Reuters 01.05)

6- Maroc

Des syndicalistes se sont joints dimanche au Maroc aux appels en faveur de changements politiques dans le royaume chérifien à l'occasion des manifestations du 1er-Mai.

Pour la première fois, des syndicalistes - environ 1.500 - ont apporté un soutien explicite à un rassemblement du Mouvement du 20-Février, l'un des fers de lance de la contestation. Ils étaient issus de l'Union marocaine du travail (UMT), la principale centrale du pays, dont les dirigeants ne se sont toutefois pas joints à cette initiative.

Certains syndicats ont même clairement pris leurs distances avec ce rassemblement.

"*Nous défilons pour défendre un projet social qui n'a rien à voir avec le projet politique du Mouvement du 20-Février*", a déclaré Abdelhak Tafnout, du Syndicat national des banques (SNB). (Reuters 01.05)

Syndicat

1- 1er mai en France.

Dimanche en fin d'après-midi, la CGT déclarait avoir comptabilisé dans toute la France plus de 120.000 manifestants (contre 350.000 en 2010 et 465.000 l'année précédente) au travers de près de 200 rassemblements et défilés. Le ministère de l'Intérieur comptait pour sa part un total de 77.000 manifestants sur tout le territoire contre 195.000 en 2010.

A Paris, 12.000 personnes selon la police, 30.000 selon les organisateurs, ont rallié dans l'après-midi la place de la République et celle de la Nation, derrière une banderole de tête du cortège rappelant les deux mots d'ordre de la journée: "*progrès social*" et "*solidarité internationale*".

L'année dernière, le cortège parisien avait mobilisé entre 21.000 et 45.000 personnes selon les sources, et en 2009 entre 65.000 et 160.000.(AP 01.05)

2- Le refus de l'affrontement avec le régime est à l'origine de la montée de l'extrême droite, du racisme...

Pour le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, le Front national 'offre un cadeau majestueux au patronat avec sa ligne politique principale qui consiste à opposer les travailleurs français de souche aux autres travailleurs'. (lemonde.fr 01.05)

Pour Nadine Prigent, dirigeante de la CGT, la situation est «paradoxale». «*Il y a toutes les raisons de faire un grand 1er mai*», avec un chômage toujours élevé, un pouvoir d'achat en berne, notamment chez les fonctionnaires, et «*le mal-être*» au travail. «*Les salariés se mobilisent sur des questions sur lesquelles ils pensent pouvoir obtenir quelque chose. Mais la convergence interprofessionnelle et nationale est compliquée*» (20minutes.fr 01.05)

"*En réalité, le moment est plus compliqué qu'il n'y paraît*", a jugé pour sa part Mireille Chessa (CGT Marseille). "*Nous vivons ici des luttes très localisées et tellement diverses qu'il est difficile de les faire converger*". (AP 01.05)

"*On est dans une période un peu difficile après la mobilisation sur les retraites et face à un gouvernement qui reste sourd aux revendications*", a déclaré la secrétaire générale de la FSU Bernadette Groison. (AP 01.05)

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a pour sa part estimé que le 1er Mai que "*l'action syndicale ce n'est pas seulement des manifestations*", mais aussi "*des accords interprofessionnels*".(AP 01.05)

Pour François Chérèque, «*le syndicalisme ce n'est pas seulement manifester dans la rue, c'est aussi les accords interprofessionnels*», comme ceux signés ces dernières semaines (assurance chômage, retraites complémentaires, emploi des jeunes). (lefigaro.fr 01.05)

«*Il est très difficile de donner un sens commun à des mobilisations d'ampleur lorsqu'il n'y a pas d'élément fédérateur*» comme les deux années précédentes, expliquait Marcel Grignard, numéro deux de la CFDT. (lefigaro.fr 01.05)

"*Nous sommes à un moment charnière*", a noté Patrick Parra (CFDT marseille). "*Après les fortes mobilisations sur les retraites, les attentes se sont tournées vers 2012 et la présidentielle*".(AP 01.05)

"*On est à un an d'une élection très importante et beaucoup de salariés ont le sentiment que ça va se jouer l'année prochaine par les bulletins de vote, ce qui est quand même largement vrai*", a dit François Hollande.(AP 01.05)

Martine Aubry a déclaré au sujet des défilés clairsemés, que les salariés manifesteraient «*en 2012 dans les urnes*». (lefigaro.fr 01.05)

Commentaire.

Pendant ce temps-là Marine Le Pen paradait, normal tous ceux qui viennent d'être cités lui offrent un boulevard : "*Aujourd'hui, des millions de Français se tournent vers nous, pour nous dire 'délivrez-nous de l'asservissement, brisez nos chaînes, libérez-nous'*", a-t-elle lancé à l'issue du défilé frontiste à Paris. Ou d'entonner '*Sarko t'es foutu, la jeunesse est dans la rue*' en plaçant son défilé 'en l'honneur des travailleurs'. (lemonde.fr 01.05)

Et le refus des dirigeants syndicaux de sortir de la CES, de la CSI et de l'OIT, de rompre leurs relations avec le gouvernement, le patronat et les institutions internationales du capital ou liés au capital, auxquels il faut ajouter les partis dits de gauche qui refusent de réaliser l'unité contre l'Union européenne, permet à Le Pen d'affirmer que l'UE priverait la France de ses "*libertés législative, juridique, monétaire, budgétaire*" et ferait du peuple français son esclave, de se poser en pourfendeur de l'aristocratie financière et de se présenter en défenseur des intérêts de la classe ouvrière.

Et comme il n'y a pas de demi-pourritures mais des pourritures tout court, selon eux, ce serait les travailleurs qui porteraient la responsabilité de la situation sociale difficile ou épouvantable qu'ils connaissent.

Ils expliquent que si les travailleurs ne se mobilisent pas ou pas suffisamment, tout affrontement direct avec le gouvernement est impossible, encore faudrait-il que les dirigeants syndicaux le souhaitent, or l'on sait que cette perspective est un véritable cauchemar pour eux, on en a eu la démonstration à l'automne dernier, et puis les travailleurs feraient une fixation sur 2012, comme s'ils étaient arriérés (politiquement) au point de savoir qu'ils n'ont rien à en attendre de bon, alors qu'en réalité ce sont eux qui se sont calés sur cet agenda à défaut de mobiliser la classe et les masses pour affronter Sarkozy et les institutions.

Un répit d'un an offert au capital, cela ne se refuse pas, cela permet à Sarkozy de pouvoir continuer son oeuvre de démolition sociale, tandis que Marine Le Pen prend ses marques au sein de la classe ouvrière pour mieux la diviser et constituer demain les bataillons du lumpenprolétariat qui s'attaquera à la révolution...

Paradoxe ou ironie tragique de l'histoire, depuis plus de 60 ans nos dirigeants ne veulent pas mener la guerre contre le PS et ses satellites sous prétexte qu'ils seraient de gauche, alors qu'en réalité ils sont les alliés objectifs du parti de l'ordre (UMP), au sein des institutions ces lieutenants ouvriers de la bourgeoisie combattent le prolétariat au côté de l'UMP, et dans la rue ces parasites manifestent au côté de la classe ouvrière pour en fait corrompre ou dévoyer son combat, briser sa résistance, lui interdire toute issue politique indépendante du capital auquel ils sont eux-mêmes subordonnés.

Ils ne veulent pas non plus mener la guerre contre les dirigeants syndicaux qui sont les premiers fossoyeurs des syndicats, contre une conception du syndicalisme mise en place ou réaffirmée après la Seconde guerre mondiale, puis renforcée depuis, qui consiste à privilégier le "dialogue social" et les tractations en coulisses à la mobilisation des travailleurs pour défendre leurs acquis ou obtenir de nouveaux droits sociaux dans la perspective de l'émancipation du salariat, de la liquidation du capitalisme.

De son côté, Marine Le Pen ne s'embarrasse pas de tant de précautions et elle démontre qu'une frange de travailleurs tend une oreille attentive à son discours faussement social. Elle fait ce que nos dirigeants n'osent pas faire mais pour des objectifs diamétralement opposés... en principe, précisons à l'adresse de ceux qui sont tant attachés à leurs chers principes, et qui sur ce sujet sont étrangement silencieux, et pour cause.

Quand la soi-disant gauche et les dirigeants syndicaux ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités, c'est l'extrême droite qui prend le relais, on a déjà vu cela en Allemagne au début des années 30 (en fait depuis 1918)...

Extrait du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx :

- "*Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce.*".

Une bien mauvaise farce en vérité qui guette au tournant tous les partisans du capitalisme, à brève échéance maintenant compte tenu de la crise que traverse le capitalisme mondial et les difficultés grandissantes qu'il rencontre pour maintenir l'ordre mondial qu'il a institué pour se survivre à lui-même.

Quels que soient les fins calculs, les basses manoeuvres, les gesticulations démagogiques ou les érections oratoires des uns et des autres, le murissement des conditions objectives va pousser des millions de travailleurs et jeunes à se révolter contre leurs conditions de travail et d'existence et précipiter la chute du régime et des institutions. Comme en Tunisie...

La période est donc favorable à la construction d'un parti révolutionnaire (et d'une Internationale). Si nous échouons à le construire, là pour le coup, ce serait bien une nouvelle tragédie qui nous attendrait.

3- 1er mai dans le monde.

A Istanbul, environ 200.000 manifestants se sont rassemblés sur la place Taksim, dans le centre-ville. Il s'agit du plus important rassemblement du 1er Mai depuis 1977, année où la manifestation avait dégénéré en bousculade géante.
Les rassemblements n'ont été à nouveau autorisés que l'année dernière.

En Espagne, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Valence pour protester contre l'incapacité du gouvernement à créer de nouveaux emplois. Le taux de chômage s'élève à 23,4% de la population active dans le pays, un record dans l'Union européenne.

Des drapeaux rouges étaient également à l'honneur dans le centre de Londres, théâtre d'un autre défilé, deux jours après le mariage princier. A Paris, le cortège comptait 12.000 manifestants selon la police, 30.000 selon les organisateurs.

A Cuba, plusieurs centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de la capitale La Havane et d'autres villes. Le pouvoir cubain entendait faire de ces défilés une manifestation du soutien de la population aux orientations économiques récemment adoptées lors du VIe congrès du Parti communiste. Le dirigeant du pays Raúl Castro a pris la tête du défilé à Santiago, dans le sud-est de l'île, tandis que son No2 José Ramon Machado Ventura emmenait celui de La Havane.

En Corée du Sud, les manifestants étaient environ 50.000 dans la capitale Séoul pour demander de meilleures protections au travail. Ils exigeaient également du gouvernement qu'il maîtrise l'inflation, une inquiétude croissante en Asie, où les prix alimentaires et du carburant explosent et menacent de pousser des millions de gens dans la pauvreté.

Environ 3.000 personnes ont également manifesté en matinée à Hong Kong, où 5.000 manifestants étaient ensuite attendus dans l'après-midi pour un autre défilé, selon les médias locaux, qui citaient les organisations syndicales. A Taïwan, environ 2.000 personnes ont protesté contre les écarts de revenus, tandis qu'environ 3.000 ouvriers demandaient des augmentations de salaires à Manille, aux Philippines.

Enfin, à Moscou, quelque 5.000 sympathisants communistes et membres de mouvements de gauche ont défilé dans les rues de la capitale russe, munis de drapeaux rouges, à l'occasion de leur fête traditionnelle, connue à l'époque soviétique sous le nom de Journée de solidarité internationale de travailleurs. (AP 01.05)

Social

Egypte

Plusieurs milliers de salariés égyptiens ont manifesté dimanche au Caire sur la place Tahrir, pour réclamer une hausse du salaire minimum mensuel et d'autres droits.

La manifestation était de faible ampleur par comparaison avec celles de janvier et février sur cette même place, qui ont abouti à la démission du président Hosni Moubarak le 11 février.

"*Le salaire minimum à 1.500 livres!*", lisait-on sur l'une des banderoles brandies par la foule. Le salaire minimum mensuel est actuellement de 400 livres égyptiennes, soit 67 dollars.

Les manifestants protestaient d'autre part contre une nouvelle loi restreignant les grèves, les sit-in et les manifestations de travailleurs.

"*Nous ne pouvions pas manifester notre soutien aux salariés sous Moubarak. Maintenant que nous le pouvons, il est de notre responsabilité de le faire*", a déclaré un avocat de 33 ans, Ramy Ghanem, qui avait contribué à l'organisation de cette manifestation du 1er-Mai.

Nombre d'Egyptiens estiment qu'il serait possible d'élever le niveau de vie de la population en récupérant les centaines de milliards de dollars détournés, selon eux, par des fonctionnaires et hommes d'affaires corrompus sous Moubarak.

"*Lorsque la révolution a commencé, c'était au tout début pour des raisons économiques*", a rappelé un homme de 58 ans, Alaa Ibrahim. (Reuters 01.05)

Le 3 mai

Avant de venir à l'actualité du jour je voudrais compléter la causerie d'hier à propos de la Libye et des hypothèses que nous avons émises.

L'impérialisme et les principaux dirigeants du CNT sont de mèche contre la révolution libyenne, mais la partie n'est pas gagnée d'avance pour autant pour eux.

Je ne sais plus dans quelle émission diffusée sur TV5Monde Asie il y a environ une semaine, j'ai entendu un militaire

pilote d'hélicoptère, dont le travail consistait à surveiller les cotes contre les braconniers en mer, expliquer et faire une démonstration intéressante. A l'aide d'une caméra thermique il a montré qu'il était possible de discerner une forme ou un objectif situé à 2,5 kms de la caméra avec une précision inférieure à 50 cms ; il en a fait la démonstration et effectivement, on pouvait discerner clairement tout ce qui se passait à bord d'un navire situé à cette distance.

D'où une question : dès lors il est très facile à l'aide d'un hélicoptère équipé de cette caméra et de lance-roquettes de cibler un véhicule militaire et de le détruire à distance, pourquoi ce matériel n'est-il pas utilisé en Libye ? Vaut mieux peut-être que les insurgés les plus déterminés, la véritable avant-grade de la révolution libyenne, se fassent massacrer les uns après les autres pour qu'à l'arrivée ils acceptent de s'en remettre les yeux fermés au CNT et à la coalition impérialiste qui lorgnent sur les richesses de la Libye ?

Personne ne peut nier qu'il existait une réelle et farouche opposition à Kadhafi à travers tout le pays, après avoir rameuté ses fidèles il n'a pas pu rassembler plus de 2 000 personnes hier à Tripoli pour les funérailles de son fils, lire plus loin l'info. Peut-on affirmer que la mort de Ben Laden annoncée hier serait le prélude à une offensive d'envergure en Libye (ou ailleurs), il est trop tôt pour l'affirmer avec certitude, mais si tel est le cas nous serons rapidement fixé.

Nous ne nous réjouissons pas et nous ne regrettons pas la mort supposée de Ben Laden, car d'un côté c'est un soulagement pour les populations qui subissaient les exactions d'Al-Qaïda, d'un autre côté, pour nombre de populations Ben Laden incarnait la résistance à l'impérialisme américain. Par ailleurs, on condamne sans appel l'incursion de l'armée américaine dans un Etat souverain pour livrer ce type d'actions, le Pakistan, même si les autorités pakistanaises étaient informées et avaient donné le feu vert à son déroulement.

Un dernier mot.

J'ai encore ajouté de nouveaux articles dans la rubrique *Documents*" au chapitre international. Attention, il faut les lire avec une extrême prudence car leurs auteurs participent à leur manière à l'intox générale, ceux qui ne soutiennent pas l'impérialisme américain, britannique, français, etc. disons occidental, soutiennent l'impérialisme russe, chinois, indien, etc, éventuellement les dictateurs arabes ou africains, aucun d'entre eux n'a en tête les intérêts du prolétariat dans quelque pays que ce soit, leur point commun : ils sont absolument tous subordonnées au capitalisme, sans aucune exception.

Abordons maintenant l'actualité du jour.

Nous baignions déjà dedans depuis quelques semaines déjà, voilà que la propagande et l'intox états-unienne est passée au cran supérieur.

Si vous voulez mon avis, les Etats-Unis menacés dans leur rôle de maître du monde de plus en plus contesté par les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), cela annonce une nouvelle offensive sur tous les fronts de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale. Obama a déjà annoncé la couleur en affirmant que le règne de la psychose et de la terreur que fait régner l'impérialisme américain allait continuer, au nom toujours de la lutte contre le terrorisme, bras armé de l'impérialisme pour diviser les peuples et restreindre toujours plus les libertés fondamentales à travers des lois toujours plus liberticides et répressives étendues à tout citoyen.

Un déchaînement de haine après avoir liquidé leur créature ou leur clone, Ben Laden, si c'est bien exact et qu'il n'était pas mort depuis des années.

- "A l'annonce de la mort d'Oussama Ben Laden, des milliers de New Yorkais se sont rassemblés spontanément au Ground Zero jusqu'à l'aube."

Dans la presse américaine :

- «*On a eu le bâtard*», écrit le Philadelphia Daily News. Un journal qui a obtenu trois fois le Prix Pulitzer.

- «*Va pourrir en enfer*», titre carrément le New York Daily News. Lui a eu dix Prix Pulitzer.

A Washington :

- Les envahisseurs se montrent plus vindicatif que jamais par la voix de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton à l'adresse des talibans afghans : «*Vous ne pouvez pas attendre que nous partions, vous ne pouvez pas l'emporter sur nous, mais vous pouvez faire le choix d'abandonner Al-Qaeda.*». Bref l'impérialisme américain est chez lui en Afghanistan !

- Et dans la foulée la force de l'Otan en Afghanistan (ISAF) s'est empressée de promettre sur place des «*mesures appropriées là*

où c'est nécessaire».", annonçant une nouvelle offensive.

- Les Etats-Unis n'avaient pas prévenu les autorités pakistanaises de l'opération contre Oussama ben Laden. Le pays justifie la violation de la souveraineté pakistanaise par «*l'obligation légale et morale d'agir*», indique un haut responsable de l'administration Obama.. On a déjà lu exactement le contraire !

Quand les médias délirent sur la cache supposée de Ben Laden.

- "*un bâtiment de trois étages inhabituellement luxueux et protégé comme une forteresse*".

- "*la forteresse, environ huit fois plus haute que les résidences voisines, protégée par des murs d'enceinte de quatre à cinq mètres et surmontés de fils barbelés*".

- "*Avec ses murs de 5 mètres de haut surmontés de barbelés*".

Quand j'ai regardé les photos prises à l'extérieur et que j'ai lu ces commentaires je me suis bien marré, car en fait cette maison n'avait rien du tout de luxueux, même pas un petit balcon, des fenêtres minuscules comme cela se fait ici, elle était même plus pouilleuse que la mienne et en plus mauvais état aussi. On distingue nettement que les travaux de la terrasse qui surplombe le deuxième étage n'ont jamais été terminés, de plus la peinture des murs blancs était crasseuse.

Une forteresse ? On voit sur les premières photos qui nous sont parvenues que le mur qui entourait cette propriété dépassait à peine le rez-de-chausée dont la hauteur doit être inférieure à 3 mètres. En observant une autre photo sur lefigaro.fr, on s'aperçoit que la maison était située en pleine ville, que des habitants passaient quotidiennement devant, du coup le mur s'expliquait très bien.

Chez moi, mon terrain est fermé par un mur fait de plaques de ciment (la solution la moins onéreuse) qui fait entre 1.70 et 2 mètres de haut selon les endroits, le terrain est en pente et nous sommes sur une plage. On m'a conseillé de le réhausser à cause des voleurs, il est arrivé à deux reprises que des adolescents le franchissent effectivement, j'ai rajouté des feuilles de cocotiers tressés et réhausser ainsi le mur de 80 cms environ, à croire ces journalistes j'habiterais aussi dans une forteresse. Quant aux "barbelés", en fait il s'agissait de deux malheureux fils que l'on appelle bien barbelés qui courraient le long du mur pour empêcher d'éventuels visiteurs de le franchir, généralement ici parce que cela coûte moins cher les maçons ajoutent des tessons de bouteilles tout le long des murs. Cette maison vaudrait un million de dollar, quelle connerie il ne faut pas lire, les Pakistanais de la rue doivent être les premiers à en rire aux éclats !

Décidément cela confirme ce que je pensais, dès qu'il s'agit de traiter une information en dehors de ce minuscule hexagone qui s'appelle la France, les médias étalent leur crasse ignorance, ils ne sont pas les seuls notez bien...

Un assassinat programmé, s'il a véritablement eu lieu bien sûr.

- «*il s'agissait d'une opération destinée à tuer*», a déclaré à Reuters un responsable américain, en soulignant clairement qu'il n'y avait aucune intention de capturer Oussama ben Laden vivant au Pakistan. «*La décision de savoir que faire de Ben Laden [s'il était capturé] n'a jamais été tranchée*», ont indiqué des sources américaines dimanche soir, relaie Politico. Le site américain a rappelé ce lundi une discussion entre les députés et le ministre américain de la Justice Eric Holder sur le sort judiciaire qui serait réservé à Ben Laden. «*Vous parlez d'une hypothèse qui ne se déroulera jamais. La vérité, c'est qu'on lira ses droits au cadavre d'Oussama ben Laden. Il n'apparaîtra jamais devant un tribunal américain. C'est la réalité… Il sera tué par nous ou il sera tué par l'un des siens pour qu'on ne puisse pas le capturer. Nous le savons.*» Pour Politico, la mort de Ben Laden est donc «*une chance politique*» car sa capture aurait soulevé des «*questions épineuses*».

(source : libération.fr, 20minutes.fr et Reuters 02.05)

Questions :

- Pourquoi les autorités américaines n'apportent-elles aucune preuve de la mort de Ben Laden ? Seraient-ils en train de fabriquer un sosi à la tête éclatée mais toutefois reconnaissable, avec un bon logiciel de retouche d'images rien de plus facile à réaliser.

Après de nombreuses années passées enfermé à Guantanamo, ce serait un détenu qui aurait soudainement lâché le morceau, et livrer le nom de son principal coursier et homme de confiance au Pakistan. Une fable sans doute.

- Pourquoi ne l'ont-ils pas capturé vivant ? C'était très facile à réaliser et en un minimum de temps et de moyens, il suffisait de couper l'eau, l'électricité, de faire le siège de cette maison ou éventuellement de l'arroser de dizaines de bombes lacrymogènes pour que ses occupants en sorte et se rendent. Une opération parfaitement à la portée de simples policiers.

- Comment un stratège de premier ordre comme Ben Laden a-t-il pu être inconscient au point de se planquer dans une ville abritant une importante caserne militaire et habitée par de nombreux militaires à la retraite, à seulement 80 kms de la capitale pakistanaise, comment aurait-il pu commettre une telle erreur ? Cela paraît impensable, même en admettant qu'il ait eu d'importants problèmes de santé.

Nous aborderons plus tard la question de savoir pourquoi Washington a choisi cette date et dans quel contexte pour liquider Ben Laden ou pour annoncer sa mort, car selon certains témoignages précédents il serait déjà mort depuis 2005. Le besoin pour l'impérialisme américain de justifier les guerres néo coloniales en cours en Afghanistan et en Irak ou sont engagement militaire en Libye qui pourrait en annoncer d'autres, en Syrie, en Iran...

Parole d'internaute

- " *La longue histoire de la résistance des féodaux arabes à la modernité*

La mort de Ben Laden clôt un chapître important de la longue histoire de la résistance des dirigeants féodaux ou dictatoriaux arabo-musulmans aux idées occidentales de liberté et de modernité.

Comme le raconte avec une grande précision le grand reporter Albert Londres dans son ouvrage extraordinaire "le Juif errant est arrivé", cette histoire commence avec la prise de conscience des dirigeants féodaux palestiniens du danger majeur que constitue pour eux l'installation en Palestine des Juifs d'Europe de l'Est et de Russie.

Les idées socialistes et libérales de ces immigrés représentent en effet un danger majeur de contagion sur le peuple palestinien, qui risque fort de balayer ses dirigeants féodaux si on le laisse s'imprégner des idées occidentales véhiculées par les Juifs occidentaux (à la différences des Juifs orientaux installés depuis longtemps, tout à fait soumis aux dirigeants féodaux et à leur idéologie).

Les dirigeants féodaux palestiniens utilisent alors des mensonges éhontés et le fanatisme religieux pour monter le peuple palestinien contre les Juifs. Ils s'ensuit les terribles pogroms anti-juif de 1929, que le grand reporter Albert Londres décrit dans toute leur horreur.

Mais les immigrés juifs résistent et les dirigeants féodaux ne parviennent pas à les massacrer tous ou à les faire partir.

D'où la seconde étape visant à éliminer physiquement tous les Juifs de Palestine (seul moyen imaginé par les féodaux arabes pour pouvoir continuer à opprimer tranquillement le peuple palestinien, en supprimant les Juifs et donc l'influence occidentale): l'alliance entre les dirigeants féodaux arabes et les nazis pendant la seconde guerre mondiale.

Pas de chance pour eux, les nazis perdent la guerre ...

Suivent de nombreuses tentatives pour étouffer l'état d'Israël dès sa création par l'ONU (dont une ratée d'un cheveu en 1948) puis lors des guerres israélo-arabes, puis via une gigantesque et très efficace campagne de propagande anti-israélienne visant à faire accepter la destruction d'Israël par l'ONU et les pays occidentaux. Là aussi, ils étaient à deux doigts d'y parvenir.

Mais, précisément à ce moment là, à la fin du 20ème siècle survient le phénomène Ben Laden. A cette époque, nombre de dirigeants féodaux arabo-musulmans prennent en effet conscience qu'avec les moyens modernes de communication, le danger de contagion des idées occidentales sur leurs peuples et donc le risque de leur destitution par ces peuples vient désormais au moins autant de l'ensemble de l'occident que d'Israël.

D'où le nouveau crédo d'une partie des féodaux arabes et de Ben Laden qui est leur bras armé: rassembler dans le même opprobre et condamner au même enfer Israël et tous les "chiens" occidentaux. En s'attaquant d'ailleurs davantage aux occidentaux qu'à Israël, car dorénavant le danger majeur de contagion auprès des peuples arabes vient de là. Même phénomène d'opprobre anti-occidental commun depuis l'Iran de Khomeiny, ce n'est évidemment pas un hasard.

Mais autant les féodaux arabes avaint une chance sérieuse de détruire Israël - ils ont d'ailleurs failli y parvenir - autant s'attaquer à tout l'occident était une gageure, même avec les tombereaux de pétro-dollars qu'ils possédaient.

D'où pour finir les échecs de cette lutte des oppresseurs de leurs peuples pour pouvoir continuer à oppresser: la "révolution arabe" d'abord, qui est une révolution "internet" et donc réellement progressiste, puis maintenant la mort de Ben Laden.

Il faut prévoir encore quelques soubresauts dangereux de la bête blessée, mais le résultat final ne fait aucun doute: les jours des dirigeants dictatoriaux ou féodaux arabo-musulmans sont comptés, et les peuples arabo-musulmans vont enfin s'affirmer comme peuples, et non comme marionnettes de leurs dirigeants.

Je m'abstiendrai dans ce post de souligner le rôle particulièrement hypocrite et dangereux de beaucoup d'intérêts occidentaux, qui ont longtemps tout fait pour favoriser les dictateurs ou les féodaux arabo-musulmans pour cause de pétrole; cela s'est terminé en boomerang." (liberation.fr 03.05)

Politique

1- France

Le Parlement français a donné lundi son feu vert au programme de stabilité et de croissance pour la période 2011-2014, que Paris va maintenant transmettre à la Commission européenne.

L'Assemblée nationale a adopté par 163 voix (UMP-Nouveau centre) contre 74 (PS-PC-Verts et apparentés) ce texte que le Sénat avait déjà approuvé le 27 avril par 186 voix contre 151.

Le vote au Parlement a eu lieu en vertu de l'article 14 de la loi de programmation des finances publiques pour 2011-2014, qui dispose "*qu'à compter de 2011, le gouvernement adresse au Parlement, au moins deux semaines avant sa transmission à la Commission européenne, (...) le programme de stabilité*".

Il ajoute que ce programme doit être débattu par le Parlement et suivi d'un vote.

Le ministre du Budget, François Baroin, a saisi l'occasion pour défendre à nouveau le projet de loi, dit "*règle d'or*" budgétaire, visant à inscrire le retour à l'équilibre des comptes publics dans la Constitution, un texte que les députés examinent à partir de mardi en séance publique.

"*Notre objectif est clair et assumé : faire en sorte que la maîtrise de nos finances publiques ne dépendent plus d'engagements politiques de circonstances*", a-t-il souligné. "*Avec cette réforme constitutionnelle, nous exprimons le souhait de léguer à nos enfants un Etat aux finances assainies, un Etat dont le modèle social et la souveraineté nationale seront durablement garantis*".

Hostile à cette réforme, l'opposition conteste la plupart des hypothèses et des prévisions du programme de stabilité et de croissance. (Reuters 02.05)

L'UMP donne le la en chef d'orchestre et la soi-disant opposition bien disciplinée entonne la partition en contestant le rythme auquel il faut la jouer, alors que c'est la partition elle-même qui devrait être rejetée.

Il est question ici de la Constitution et de l'Etat comme le souligne Barouin, raison de plus pour les pilonner et avancer la nécessité politique de les abolir...

2- Libye

2.1- Les troupes pro-Kadhafi ont mené, lundi, une offensive d'ampleur sur Misrata, ville rebelle assiégée depuis deux mois. Quatre ou cinq chars ont tenté d'entrer dans cette ville portuaire, située à 200 km à l'est de la capitale. Les rebelles ont assuré avoir arrêté leur progression. Le port de Misrata, stratégique pour l'approvisionnement en armes et en aide humanitaire de la ville, lourdement bombardé dimanche par les forces gouvernementales, était calme en début d'après-midi, selon des sources rebelles. (lemonde.fr 02.05)

2.2- Lundi, quelque 2.000 personnes brandissant des drapeaux et des portraits de Kadhafi ont assisté aux funérailles du fils cadet de Mouammar Kadhafi et de trois de ses petits-enfants. (Reuters 02.05)

Voilà pour le "*soutien populaire*" au dictateur Mohamar Kadhafi !

3- Syrie

Les forces de l'ordre syriennes ont procédé lundi à près de cent quatre-vingts nouvelles arrestations et ont donné quinze jours aux auteurs d'"infractions" pour se rendre. Selon le site d'opposition Syrian Revolution 2011, les forces de sécurité ont pénétré à l'aube dans la localité de Kafar Nubbol, à 320 km au nord de Damas, perquisitionnant les maisons et arrêtant vingt-six personnes. Elles ont également fait irruption à l'aube à Zabadani et Madaya, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale, et y ont effectué des perquisitions et arrêté cent quarante-sept personnes, selon l'organisation des droits de l'homme Insan.

A Damas, cent cinquante femmes se sont rassemblées en signe de soutien de la ville assiégée de Deraa, foyer de la

contestation contre le régime. Elles ont été dispersées par la force alors qu'une journaliste syrienne a été arrêtée. Les femmes – journalistes, universitaires, artistes et intellectuelles, "de toutes les confessions" – brandissaient des pancartes sur lesquelles il était écrit "*Non à la violence*", "*Non aux tueries*", "*Levez le siège des enfants de Deraa*", selon l'actrice Fadwa Souleimane. (lemonde.fr 02.05)

4- Yémen

Un homme a été tué et un autre blessé lundi à Aden, dans le sud du pays, lors d'une manifestation réclamant la comparution en justice de gardiens de prison soupçonnés d'être impliqué dans la mort d'un détenu.

Dans un communiqué, les jeunes contestataires qui campent sur une place à Sanaa depuis le 21 février pour réclamer le départ du président Ali Abdallah Saleh ont mis en garde contre "*toute tentative du régime de M. Saleh, dont les jours sont comptés, de mener des attentats contre des intérêts étrangers et des les attribuer au terrorisme afin de tenter de se maintenir en place, comme rempart*" contre Al-Qaida. (lemonde.fr 02.05)

5- Algérie

5.1- Plusieurs centaines d'étudiants ont tenté, lundi, de marcher dans le centre-ville d'Alger pour une revalorisation des diplômes et un changement de système, mais ils se sont heurtés à un important dispositif de policiers armés de bâtons et de boucliers. Neuf personnes ont été blessées, dont trois policiers, selon des journalistes de l'AFP. Les étudiants ont manifesté déjà à plusieurs reprises et ont été repoussés de manière musclée, avec des blessés, notamment le 12 avril. (lemonde.fr 02.05)

5.2- Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a annoncé lundi à Alger qu'une commission compétente serait désignée, en vue de la préparation d'un projet de révision de la Constitution, selon ses propos rapportés par l'agence officielle.

"*S'agissant (...) de la préparation du projet de révision de la Constitution, une commission compétente sera désignée par mes soins, pour prendre en charge cette mission*", a déclaré Abdelaziz Bouteflika dans une déclaration à l'ouverture d'un Conseil des ministres.

Une fois son travail achevé, cette commission est appelée à présenter au président de la République le projet de révision constitutionnelle élaboré, dont la mouture finale sera soumise au Parlement. Mais au cas où "*le projet de révision constitutionnelle se révèle profond, le peuple devra, après le Parlement, en disposer en toute souveraineté, par voie d'un référendum transparent*", a souligné le président algérien.

Cependant, a-t-il encore ajouté, la révision ne saurait porter sur le caractère républicain de l'Etat, l'ordre démocratique basé sur le multipartisme, l'islam religion d'Etat, l'arabe langue nationale et officielle, les libertés fondamentales et les droits de l'Homme et du citoyen, l'intégrité et l'unité du territoire national, ainsi que l'emblème national et l'hymne national.

"*Dès lors, hormis ces constantes nationales, les lois qui seront révisées ainsi que le projet de révision de la Constitution refléteront les vues et les propositions qui auront été démocratiquement exprimées par la majorité*", a assuré Bouteflika.

Selon l'agence de presse officielle APS, le projet de révision de la Constitution sera soumis au Parlement après les prochaines élections législatives prévues en 2012. (AP 02.05)

Question : Comment un parti ouvrier pronant en principe la laïcité et la séparation de la religion de l'Etat peut-il voter une Constitution reconnaissant "*l'islam religion d'Etat*" ? Il faudrait poser cette question au PT d'Algérie qui l'a votée et au POI qui le soutient à bout de bras.

Le 4 mai

Zapping sur l'actualité.

Interview à L'Express. Il est bien placé pour en parler.

- Nicolas Sarkozy répète que l'Europe, premier bailleur de fonds de la Palestine, ne peut "*demeurer un nain politique dans ce dossier*". (Reuters 03.05)

Notons que les nains ont habituellement une grosse tête, ce qui n'est pas un gage d'intelligence bien sûr mais ne l'interdit

pas, cependant dans son cas cela se traduit uniquement par la grosse tête rongée par des tiques.

Un monarque en visite à la centrale atomique de Gravelines, dans le Nord-Pas-de-Calais :

- Le chef de l'Etat, qui a visité le bâtiment de stockage du combustible et la salle des commandes du réacteur numéro 4, vieux de 30 ans, a dénoncé la peur "*irrationnelle*" et "*moyenâgeuse*" entretenue selon lui par les détracteurs de l'énergie nucléaire. (Reuters 03.05)

Il est vrai que question rationalisme l'héritier de l'Ancien Régime se pose là, les curés du Moyen-Age étaient mieux placés côté obscurantisme que les enseignants d'aujourd'hui.

Ben Laben. Manipulations grossières.

1- John Brennan, le conseiller de Barack Obama sur l'antiterrorisme au New York Times. «*Si nous avions eu la possibilité de capturer Ben Laben vivant, s'il n'avait pas présenté de danger, les membres du commando étaient capables de l'appréhender*». (lefigaro.fr 03.05)

Contrairement à ses premières annonces, la Maison-Blanche assure que le chef d'al-Qaida n'était pas armé au moment de l'assaut. Quant à son épouse, elle n'aurait pas été tuée, mais simplement blessée. (lefigaro.fr 03.05)

2- Le gouvernement pakistanais s'est défendu des accusations selon lesquelles les mesures de sécurité draconiennes dans le complexe de Ben Laden auraient dû éveiller l'attention des autorités. Il a souligné que la hauteur des murs extérieurs était «conforme» à la tradition «*de la sécurité et du respect de la vie privée*» en vigueur dans le nord-ouest du pays. (lefigaro.fr 03.05)

Ce que j'écrivais hier, réfutant les informations transmises par les journalistes miteux du Figaro, Libération, etc. Regardez bien l'état de la peinture des murs du deuxième étage de la maison où Ben Laden était supposé demeurer. Dégueulasse, le grand "luxe" quoi !

Rectification au passage, le journaliste du Figaro n'a pas dit que cette maison était 8 fois plus élevée que les autres mais 8 fois plus grande en surface, en fait beaucoup plus que cela, passons. Quand au mur d'enceinte, il mesure un peu plus que deux fois la taille d'un policier pakistanais, soit environ 4 mètres de haut. Je ne sais pas si c'est la même chose au Pakistan qu'en Inde, en dessous d'une certaine taille vous ne pouvez pas être recruté dans la police, un de mes beaux-fréres en a fait l'expérience, le minimum doit être 1,70 m je crois.

Ils ont encore écrit hier que cette maison était située "*en plein champs*", si vous avez bien regardé la photo que j'ai mise en ligne hier, vous avez pu constater que cette affirmation était fausse, tout dépend de l'endroit où l'on se situe pour la prendre en photo. Même pour d'infimes détails ils racontent n'importe quoi. Qui et quoi croire ensuite ? Difficile !

3- Le chef d'Al-Qaïda Oussama ben Laden était loin d'être seul quand les forces spéciales américaines ont lancé l'assaut contre son complexe au Pakistan, a-t-on appris auprès d'un responsable américain.

Cette source a précisé à l'Associated Press que 23 enfants et neuf femmes se trouvaient dans le bâtiment. (AP 03.05)

Pas moins ! Et bien sûr parmi tout ce petit monde qui vivait tranquillement là depuis 2005, personne n'était jamais malade, pas de visites en ville de médecins, si au Pakistan c'est comme en Inde, ces fainéants de médecin ne se déplacent pas à domicile, même si vous êtes au plus mal vous pouvez crever, seul le fric les intéresse, sauf peut-être contre de grosses sommes d'argent, mais là encore cela pouvait éveiller l'attention, donc prohibé.

Un début d'explication. Un euphémisme grossier lancé à la face du monde qu'ils méprisent.

Barack Obama, très vivement applaudi à la Maison Blanche où sont conviés des élus républicains et démocrates, les appelle à se servir de la mort de Ben Laden pour surmonter leurs différends et raviver l'unité qui a prévalu juste après les attentats du 11-Septembre. «*Je suis conscient que le sentiment d'unité que nous avions ressenti le 11-Septembre s'est un peu étiolé avec les années et je ne me fais aucune illusion quant aux défis et débats que nous allons devoir affronter dans les semaines et mois à venir*», dit-il. (liberation.fr 03.05)

Bien que leur propagande s'étende à tous les moyens de communication à travers le monde, ils ne peuvent pas empêcher que les travailleurs et la jeunesse du monde entier se saisissent des nouveaux moyens de communication à leur portée pour exprimer leurs aspirations dans un premier temps, puis se soulever dans chaque pays.

Ce sont les contradictions du capitalisme sur le plan économique, social et politique qui sont mises à nu petit à petit, du coup la conscience des masses a commencé à mûrir, elle est encore mal assurée, sans direction précise elle demeure pour le

moment enfermée dans le cadre du régime capitaliste, mais en même temps chacune des revendications sociales et politiques avancées tend (inconsciemment) à le dépasser, à le faire exploser, bref, s'avère dangereuse pour la survie du capitalisme.

Avec Internet et l'accès direct aux dépêches de presse, plus besoins des médias officiels qui appartiennent à des holdings ou qui ne peuvent survivre que grâce aux banquiers pour interpréter les faits, pire encore, chacun par ses connaissances ou son expérience, ses déductions ou ses recoupements, ses analyses et les recherches qu'il a effectuées pour répondre à certaines questions, est en mesure de confondre les médias et les porte-paroles des gouvernements qui mentent délibérément à la population ou interprètent les faits en fonction des intérêts qu'ils défendent et qui n'ont rien à voir avec ceux de la population, bref, c'est l'intégralité du dispositif d'embrigadement des esprits qui est mis à mal.

Au bout du compte, c'est la légitimité de tous les gouvernements qui est remise en cause à l'échelle mondiale à des degrés divers selon les pays, et ce processus enclenché progresse sans cesse, demain, ce sera la légitimité du système économique capitaliste déjà bien entamée qui le sera encore davantage pour s'être avéré incapable de satisfaire les besoins et les aspirations de l'ensemble des 6,5 milliards d'habitants que compte notre planète.

Je me souviens ce que mes parents me disaient quand j'étais jeune, il y a 35 ans, surtout ma mère d'un air menaçant :" tu nous énerves, toi tu sais toujours tout mieux que tout le monde ", parce que j'osais remettre en cause les affirmations des journalistes ou des représentants du gouvernements, du patronat, pour eux c'était parole d'évangile...

A cette époque, c'était ma parole contre celles qu'ils entendaient quotidiennement aux 20h à la télévision. A la limite la mienne pouvait être celle d'une organisation politique qui à leurs yeux n'avait aucune valeur, forcément partisane, parce qu'en face elle ne l'était pas, ils ne se posaient pas la question, c'était ainsi point final et une grande claque dans la gueule si j'insistais... et j'insistais lourdement le plus souvent et les coups pleuvaient, c'était mon père avec ses mains de boxeurs qui s'y collait pour la petite histoire, j'en porte encore la trace derrière l'oreille gauche.

De nos jours il leur serait de plus en plus difficile de tenir le même discours, bien que l'on sache qu'il existera toujours des gens bornés et des masses arriérées au dernier degré, car les nouveaux moyens de communication ont pris une telle importance dans la société, que toute information délivrée par une source officielle est immédiatement ou dans un bref délai accompagnée d'une information contenant un message différent ou donnant lieu à une interprétation divergente, de telle sorte que chacun est amené à se poser des questions et à se demander qui dit la vérité et qui ment, qui triche ou cherche à nous embobiner, bref, à remettre en cause la version officielle ou à ne pas croire systématiquement le premier venu et c'est une bonne chose.

Internet doit être un véritable et épouvantable cauchemar pour tous les falsificateurs ou manipulateurs des esprits, un terrible défi qu'ils sont incapables de relever, ils ne peuvent compter que sur la formidable force d'inertie que constitue l'habitude qui rassure ou réconforte, derrière laquelle on se retranche volontiers par facilité ou ignorance, qui permet à peu de frais de se forger une certitude, mais en aucun cas une conviction, cela nécessite plus de temps et de moyens, c'est la seule chose qui peut les sauver, jusqu'à quand, c'est une autre histoire.

Les falsificateurs ou manipulateurs des masses et des militants possèdent une arme supplémentaire pour ne pas être démasqués ou continuer d'agir dans l'ombre : le silence, l'omerta, en dire le moins possible sur certaines questions délicates, lâcher les infos au compte-gouttes, il leur faut encore plus manoeuvrer en coulisses que par le passé, plus discrètement, organiser des réunions à hui clos, réactiver des comités quasi clandestins ou connus d'eux seuls, comme couverture, se déclarer de grands démocrates sert utilement de camouflage à leurs (réelles) intentions inavouables, qui oseraient remettre en doute la probité de dirigeants, d'ici qu'on découvre le pot aux roses, il aura coulé de l'eau sous les ponts, ils ne peuvent espérer mieux car un jour ou l'autre leur véritable nature sera découverte.

Maintenant, en lisant attentivement et en analysant scrupuleusement leurs discours, on parvient quand même à les confondre et à dénoncer leurs manigances car ils commettent toujours des erreurs. Cela nécessite un minimum d'expérience et une méthode, ne s'en tenir qu'aux faits vérifiables, de la détermination, de la persévérance, du temps et beaucoup de patience, mais le résultat vaut franchement le coup, pour peu bien sûr qu'on ne s'égare pas en cours de route en voulant en tirer un bénéfice personnel, auquel cas même si le résultat était concluant il serait immédiatement entâché du sceau de la vanité et perdrait tout intérêt, bref n'atteindrait pas son objectif initial qui est de faire éclater la vérité, qui comme chacun sait est révolutionnaire !

Voilà une excellente raison pour faire connaître le site, sans être obligé de partager les analyses de son animateur et concepteur, cela va de soi.

Libye. Une distinction intéressante.

Le ministre de l'intérieur algérien, Dahou Ould Kablia, a dit s'attendre à des relations "*très tendues*" entre son pays et la Libye si les rebelles libyens et le CNT arrivent au pouvoir. (lemonde.fr 03.05)

Oui, les rebelles libyens et le CNT sont deux choses différentes, et c'est bien ce qui tracasse l'OTAN !

Israël. S'il pouvait dire vrai dans tous les cas de figure...

Lundi soir, le ministre de la défense israélien, Ehoud Barak, a estimé que le régime du président syrien, Bachar Al-Assad, est voué à disparaître à cause de la "*brutalité*" avec laquelle il réprime les contestataires. (lemonde.fr 03.05)

Combien reste-t-il de prisonniers palestiniens emprisonnés arbitrairement dans les geôles de l'Etats sioniste ?

Parole d'internaute

- "Mensonges, manipulations, intox, désinformation, agression cynique, violence criminelle aveugle sur les peuples et les Etats souverains et indépendants, barbarie au nom des "droits de l'homme" (mon cul), tout cela dans la plus stricte impunité pour leurs auteurs. Voilà l'Empire global économico-politico médiatique du début du vingt et unième siècle, bien plus réel et effectif que celui décrit par Michael Hardt et Toni Negri.

Ses armes: la démocratie totalitaire (la forme de gouvernement la plus achevée des dictatures de la planète) et la technologie (en dernière instance toujours à finalité militaire) la plus sophistiquée pour broyer les consciences et les corps, et les réduire à la merci de ses intérêts égoïstes." (lefigaro.fr 03.05)

Politique

1- Territoires palestiniens.

Les factions palestiniennes, dont les rivaux Fatah et Hamas, ont scellé, mardi, leur réconciliation au Caire, mettant un terme à la division entre la Cisjordanie et Gaza. L'accord prévoit la formation d'un gouvernement d'indépendants pour préparer des élections présidentielle et législatives simultanées dans un délai d'un an.

Des représentants de treize groupes ainsi que des personnalités indépendantes ont signé l'accord après des entretiens avec des responsables égyptiens, dont le chef du renseignement, Mourad Mouafi. Des entretiens entre le président Mahmoud Abbas, chef du Fatah, et le chef du mouvement islamiste Hamas Khaled Mechaal, sont attendus en soirée. Ils participeront mercredi à une cérémonie officielle en présence du chef de la Ligue arabe, Amr Moussa, du ministre des affaires étrangères égyptien, Nabil Al-Arabi, et de M. Mouafi. (lemonde.f 03.05)

2- Syrie

Le journaliste algérien Khaled Sid Mohand, qui travaille pour la station de radio France Culture et le quotidien Le Monde, arrêté le 9 avril à Damas a été libéré mardi, a affirmé un diplomate de l'ambassade d'Algérie dans la capitale syrienne. (lemonde.f 03.05)

Les militants anti-régime ont appelé à des sit-in permanents à partir de ce mardi soir dans toutes les villes de Syrie alors que les arrestations massives se poursuivaient pour tenter d'enrayer le mouvement de contestation sans précédent contre le régime du président Bachar al-Assad.

«*Les arrestations massives menées par les autorités syriennes se poursuivent dans les gouvernorats, notamment à Deraa (sud), dans la province de Damas et à Idleb (nord-ouest)*», affirme un communiqué de l'Organisation nationale des droits de l'Homme (ONDH). Selon elle, le nombre de personnes arrêtées ces deux derniers jours dépasse les 1.000. (libération.fr et lexpress.fr 03.05)

3- Libye

La situation devient dramatique pour les habitants de la ville rebelle assiégée de Yafran, dans les montagnes au sud-ouest de Tripoli, privés de vivres, d'eau potable et de médicaments, ont raconté lundi des réfugiés à la frontière tunisienne. Yafran, à une centaine de kilomètres de la capitale, est située dans le djebel Nafoussa, majoritairement peuplé de Berbères, qui s'est soulevé il y a deux mois contre le régime de Mouammar Kadhafi. (lemonde.fr 02.05) Algérie

Quelque deux cents journalistes ont organisé mardi, à l'appel de l'Initiative algérienne nationale pour la dignité du journaliste, un sit-in devant la Maison de la presse, à Alger, pour marquer la Journée de la liberté de la presse. Selon eux, "*la profession est dans un désordre total*", avec l'absence de statut, de carte de presse, de salaires corrects, de formation.

Lundi, le conseil des ministres a pris une série de mesures pour aider les journalistes et abolir le délit de presse entré en vigueur en 2001 et qui permettait l'emprisonnement de journalistes. Dans un message adressé, mardi, aux journalistes algériens, le chef de l'Etat s'est engagé à une "*révision de la loi organique portant Code de l'information*" et à la mise en place de "*lois ordinaires pour un cadrage juridique*" en concertation avec la profession et la société.

Par ailleurs, il a également été décidé, lundi, en conseil des ministres, une hausse de 25 % des dépenses publiques et la suppression de taxes à l'importation sur des denrées de base dans le but de désamorcer une éventuelle contestation sociale. Les dépenses supplémentaires serviront principalement à augmenter les traitements des fonctionnaires, à relever les subventions de l'Etat sur la farine, le lait, l'huile et le sucre, à créer des emplois pour les jeunes et à construire de nouveaux logements. (lemonde.f 03.05)

4- Tunisie.

En Tunisie également, les professionnels de la presse avaient appelé à un rassemblement mardi devant le théâtre municipal, à Tunis. Ils réclament "*l'inscription dans le préambule de la Constitution du droit d'informer*", ainsi que la rédaction d'un code de déontologie et la multiplication de journaux indépendants. (lemonde.f 03.05)

5- Emirats arabes

Les Emirats arabes unis ont dissous l'Association élue des enseignants, soupçonnée de soutenir des réformes démocratiques dans ce pays du Golfe, a déploré mardi Human Rights Watch (HRW). Cette mesure survenue lundi fait suite à la dissolution, le 21 avril, de l'Association des juristes. Ces deux associations avaient, comme d'autres ONG, signé en mars une pétition appelant à des réformes démocratiques, indiquant qu'elles avaient été accusées de participation à des activités politiques et d'avoir nui à la sûreté de l'Etat.

"*Cette attaque contre la société civile est une preuve de plus que les autorités émiraties voient dans chaque partisan des réformes une proie facile*", a estimé Joe Stork, directeur adjoint de HRW pour le Moyen-Orient. Les autorités détiennent cinq militants, arrêtés pour "*non-respect de la loi*" et "*incitation à des actions de nature à affecter la sécurité de l'Etat*". Certains d'entre eux ont signé une pétition en faveur de réformes politiques, inspirée par les revendications de changement dans d'autres pays arabes. (lemonde.f 03.05)

Social

1- France

1.1- PV : + 55% d'augmentation.

À partir du 1er août 2011, l'amende de stationnement passera à 17 euros. C'est ce que stipule un décret du gouvernement qui va paraître prochainement.

Aujourd'hui, un automobiliste qui ne paye pas son stationnement paye une amende forfaitaire d'à peine 11 euros.

Selon les chiffrages de Bercy, cette hausse de l'amende rapportera 24 à 36 millions d'euros par an aux collectivités locales. (lefigaro.fr 03.05)

1.2- Augmentation du prix du timbre.

Le prix du timbre pour les envois de lettres de moins de 20 grammes augmentera de deux centimes le 1er juillet, passant de 0,58 à 0,60 centimes, a annoncé La Poste lundi dans un communiqué. (libération.fr 03.05)

1.3- Augmentation du prix de l'essence.

Le super sans plomb 98 s'est vendu à 1,5849 euro le litre au cours de la semaine dernière. Le sans plomb 95 s'est lui vendu à 154,69. Les prix de ces deux carburants ont grimpé de plus de 60% en seulement un an et demi.

Le prix du gazole a lui légèrement baissé à 1,3596 euro le litre. Une bonne nouvelle, puisque c'est ce carburant qui alimente les voitures de plus de 74% des français. (20minutes.fr 03.05)

1.4- L'Etat des riches : cadeaux !

Le coût du bouclier fiscal pour l'Etat a été en 2010 de 591 millions d'euros, selon des informations publiées mardi par Les Echos.

Au final, 14.443 personnes ont reçu un chèque moyen de 40.908 euros au titre du plafonnement de leurs impôts à 50% de leurs revenus en 2010.

Mais le dispositif a surtout bénéficié à une petite minorité de contribuables les plus aisés. «*Les 1.000 premiers bénéficiaires, soit 7 % du total, ont obtenu 63 % des dépenses liées au bouclier, soit une restitution moyenne de 365.000 euros*», expliquent Les Echos.

Ces ménages ont déclaré les 10% de revenus les plus élevés et possèdent le matrimoines les plus importants, supérieurs à 16,4 millions d'euros.

A l'autre bout de l'échelle du bouclier fiscal, la moitié des contribuables (47 %) a déclaré l'année dernière un revenu inférieur à 3.467 euros par an et n'étaient pas assujettis à l'ISF.

Ces contribuables ont reçu un chèque moyen de 2.686 euros, soit 3% de la dépense totale de l'Etat pour ce dispositif.

«*Restent les cas extrêmes de contribuables possédant un très gros patrimoine mais ayant des revenus très limités. Ils étaient 17 en 2009, et 32 l'an dernier à posséder plus de 16,5 millions de patrimoine pour un revenu déclaré inférieur à 3.467 euros. Ils ont perçu un chèque moyen de 169.000 euros*», précisent Les Echos. (20minutes.fr 03.05)

2- Italie.

La Confédération générale italienne du travail (CGIL) a appelé à une grève générale vendredi dans tous les secteurs d'activité en Italie pour défendre les droits des travailleurs face à la crise économique. (AP 03.05)

Economie.

Portugal

Le Portugal a conclu mardi un accord avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) sur un programme de renflouement de trois ans et d'un montant de 78 milliards d'euros.

Le nouveau gouvernement qui sera issu des élections du mois prochain devra endosser les modalités du renflouement et José Socrates a dit que ce dernier ne nécessitait aucun changement dans la Constitution. (Reuters 03.05)

Le 5 mai

Il y a des jours avec et des jours sans, aujourd'hui coup de bol : c'est un jour avec, la causerie du jour est bien fournie.

Le POI, qui s'est enfin fendu d'un article sur la Syrie, n'a même pas été foutue de l'écrire seule, et la caution de leurs "*correspondants au Moyen-Orient*" ne comblera pas l'absence de prise de position de ce parti sur le développement de la situation politique dans ce pays. Vous pouvez toujours chercher, ils s'en sont bien gardés, sans parler de la dernière phrase qui est plus qu'ambiguë...

Dans l'encadré consacré à la chronologie de la Syrie de 1918 à 2000, curieusement il manque l'un des épisodes les plus tragiques qu'ait connu la population syrienne, la terrible répression orchestrée par Hafez al Assad en 1982 à Hama et qui s'était soldée par quelque 30.000 morts. (dans les infos en bref du 18 avril, source Reuters ou AP 17.04) Admettons que ce soit un oubli, fâcheux, mais un oubli tout de même qu'il fallait signaler à nos lecteurs.

Décidément, l'ancienne version d'*Informations ouvrières* étaient marquée du sceau de la sclérose, la nouvelle sombre dans l'amateurisme ou l'approximation à chaque numéro, tout semble se déliter dans ce parti, dommage !

Contrairement à ce que pensent certains militants ou sympathisant du POI habités par une haine aveugle et qui se comportent volontiers en procureurs généraux envers tous les militants qui osent critiquer leur cher parti, sa ligne politique ou son fonctionnement, je lui rends un fier service ! Oui, oui, je ne plaisante pas. C'est quelque chose qui les dépasse totalement, qu'ils ne peuvent même pas concevoir en rêve, comme quoi ils ont encore pas mal de progrès à faire avant d'accepter une confrontation d'idées franche et sereine. Je vais vous prouver immédiatement ce que j'ai avancé précédemment.

Et le POI de nous annoncer encore la fin du monde ! Markun, l'un des quatre secrétaires nationaux du POI à propos de la "réforme constitutionnelle" : - "*Si le projet constitutionnel devait passer, ce serait la fin de l'indépendance des organisations syndicales, la fin des partis politiques qui se réclament de la classe ouvrière*" (page 3 IO n°147), donc, camarades du POI apprêtez-vous à déposer les armes si ce projet passait ! Ou à passer dans la clandestinité !

Ils n'ont pas compris apparemment que c'était exactement ce genre d'annonces, que j'ai toujours connues de la part des dirigeants des formations politiques qui ont précédé le POI, qui décrébilisent totalement ce parti. Quand des travailleurs ont lu ou entendu à intervalles réguliers depuis 30 ans que la Sécu allait mourir et qu'ils constatent qu'elle est toujours vivante parce qu'ils y ont recours, bien qu'en mauvais état on est d'accord sur ce constat, ils sont en droit d'être perplexes à l'endroit de ce parti.

Non, il fallait expliquer ou dire que ce projet s'inscrit dans une perspective précise, à la limite programmée de longue date, ce qui n'a pas la même portée et correspond davantage à la réalité comme le souligne justement Gluckstein dans son éditorial. Car lorsque l'on dit aux travailleurs et aux militants, c'est aujourd'hui ou jamais, c'est une question de vie ou de mort, compte tenu de l'état du mouvement ouvrier et du fait qu'il faudra encore attendre pour que les masses descendent spontanément par millions dans la rue, ils seront portés à se dire que c'est foutu d'avance, car plus d'un se le dit déjà dans sa petite tête sans l'avouer ouvertement, à moins qu'on nous prouve que les travailleurs ou les militants seraient portés par un optimisme à toute épreuve en ces temps de réaction sur toute la ligne, vous leur sciez littéralement le moral, il n'y a rien de plus décourageant que ce genre d'annonces, s'ils doutaient qu'on pouvait encore sauver quelque chose, là pour le coup ils vont pouvoir se dire que finalement leur combat ne sert à rien, et certains abandonneront le combat.

Ils manquent aussi décidément de psychologie ou méconnaissent la psychologie des masses, des travailleurs, des militants qui ne sont pas différents des autres travailleurs. Un militant cela se respecte, il a des faiblesses et subit bien des souffrances, il faut le soutenir, il faut le choyer et le former, l'entourer de considérations, en prendre le plus grand soin, lui témoigner de l'affection, de l'intérêt, bon, sans aller jusqu'à le materner mais presque, il faut essayer de lui faciliter la vie, c'est fragile comme de la porcelaine un militant tant qu'il n'est pas devenu un véritable bolchevik, qu'il n'est pas armé de la méthode du marxisme.

Pourquoi l'administration américaine se met-elle aujourd'hui en quatre pour fournir au monde entier la preuve qu'ils ont bien liquidé Ben Laden ? Parce que, d'une part plus personne ne les croit depuis l'histoire inventée des armes de destruction massive de Saddam Hussein qui n'ont jamais existé et a servi de prétexte pour envahir l'Irak, d'autre part, parce qu'à plusieurs reprises depuis 2001 ils ont annoncé sa mort. L'administration américaine n'est plus digne de confiance, quoiqu'elle dise ou fasse, c'est terminé, sauf peut-être aux Etats-Unis ou la majorité des masses est arriérée ou complètement décomposée.

Le POI ne se grandit pas en disant aux travailleurs, je prends trois exemples, que Sarkozy bombarde la Libye, ce qui est faux puisqu'il ne bombarde que les positions de Kadhafi, que le nucléaire serait finalement sans danger si EDF était renationalisé (page 14), ce qui est faux également, et pour finir quand ils font croire que cette réforme constitutionnelle interdirait aux travailleurs de revendiquer de meilleurs salaires "*quand on explique qu'il s'agit de rendre illégale la moindre revendication en matière de salaires ou de postes, la signature de l'appel est immédiate.*" (page 9), tu parles, c'est manifestement un abus de confiance, une contrevérité, imaginez un instant l'état des travailleurs qui ont signé cette pétition le lendemain du jour où ce projet sera adopté, s'il l'est, ils seront KO debout, effondrés, réduits à l'état d'impuissance face au rouleau compresseur des institutions de la Ve République et de l'Union européenne, génial !

On aura du mal à leur faire entendre raison si l'on en juge parce que déclare (page 14) un de ses dirigeants ou cadres, Gilles Champion, ingénieur : "*nous sommes tous d'accord, au POI, pour renationaliser EDF et GDF, pour que l'humanité maîtrise son destin et dispose d'une énergie électrique abondante, bon marché et produite de façon sûre pour les travailleurs, les populations et l'environnement*", parce qu'il n'imaginera pas un instant que l'homme ait pu un jour concevoir puis engendrer une machine infernale qu'il ne maîtrisera jamais totalement, cela ne lui effleure même pas l'esprit, c'est tellement facile d'évacuer cette hypothèse ou plutôt ce constat puisque l'énergie nucléaire représente un véritable danger pour la survie de la vie sur terre, c'est terrible, navrant, pittoyable et effrayant à la fois !

Dans un rayon de 20, 30, 40 kms on ne sait pas au juste, autour de la centrale de Fukushima (comme à Tchernobyl), toute vie sera impossible pendant 48 000 ans, alors que l'homme a réussi jusqu'ici à vivre dans les régions les plus inhospitalière de la planète, c'est la première fois depuis que l'humanité existes qu'il se verra interdit de foulée une partie de son territoire, peu importe, n'en tirons aucune leçon, coulons une bonne couche de béton supplémentaire (double caisson) là-dessus et n'en parlons plus !

Il écrit "*Enfin, en quoi l'ingénieur que je suis et l'ensemble de mes collègues seraient moins « indépendants », donc libres de pensée et de propos*", qu'il nous permette cependant d'émettre une réserve : non monsieur l'homme ne maîtrisera jamais totalement la nature, il demeurera toujours une part d'inconnue au-delà de sa portée, que vous l'admettiez ou non n'y changera rien, pas même les pensées les plus développées ou les propos les mieux intentionnés. Au diktat insupportable selon lequel l'homme propose et Dieu dispose, voilà qu'on renchérit en prétendant que l'homme pourrait décider et la nature lui obéir. Le capitalisme a engendré sa négation, le prolétariat, ne commettons pas l'erreur fatale, s'il n'est pas déjà trop tard, d'engendrer la négation de l'homme tout court.

Ce genre de discours dessert hélas encore une fois la cause que vous défendez et que je partage.

Parole de vieux.

Quand on regarde les photos des meetings et des manifestations en France on a souvent l'impression d'une sortie organisée pour

le troisième âge, regardez la photo de la manifestation contre Assad prise hier à Baniyas en Syrie : jeune, rafraîchissante et pleine d'espoir pour l'avenir.

Au début du XXe siècle le mouvement ouvrier russe était bourré de popes, de flics, d'indics, bref de provocateurs en tous genres, de plus il était férocement réprimé et ne disposait d'aucun droit politique,cela ne l'a pas empêché de parvenir à chasser du pouvoir l'autocrate Nicolas II, avec l'aide du parti bolchevik il faut toutefois préciser, parti qui fait défaut dans tous les pays du monde, c'est bien là le problème de l'heure à résoudre. Avant d'y venir ou d'y revenir, il va falloir que la jeunesse fasse l'amère expérience de ce qu'on appelle les réseaux sociaux (Fesse book, etc) qui ne mènent qu'à une impasse politique.

Se soulever contre un régime autoritaire ou dictatorial, c'est un premier pas qui peut être effectué spontanément, mais il est très difficile de faire le second, installer un régime plus démocratique, quant au troisième qui consiste à instaurer un régime favorable aux travailleurs, il ne faut pas rêver, il sera impossible à réaliser sans une solide organisation centralisée et disciplinée, armée sur le plan théorique et politique, donc un parti ayant la confiance de la majorité des travailleurs et capable de les entraîner au combat pour se lancer à l'assaut du régime en place...

Avant la mort de Ben Laden, c'était normal d'y être...

- Afghanistan : que fait-on encore là-bas ? Il est temps de se retirer - Rue89 (04.05.11)

Un portail de gauche bien sûr puisqu'on vous le répète sans cesse, mais pas une opposition de gauche, révolutionnaire et non réactionnaire comme l'est ce qu'on appelle communément la gauche.

Il faudrait croire sur parole ceux qui mentent comme ils respirent.

- Jay Carney, porte-parole de la présidence, a expliqué que la photo prise peu après la mort de Ben Laden était "atroce" et qu'il fallait ménager les "susceptibilités en ce qui concerne la publication de photographies de Ben Laden". (Reuters 04.05)

Parce que voyez-vous l'Etat terroriste américain, la CIA, le Pentagone, auraient des scrupules, ces gens-là sont des démocrates, de grands humanistes comme chacun devrait le savoir, ils oeuvrent pour le bien-être de tous et la paix dans le monde, qui l'ignore encore... C'est comme lorsqu'ils nous racontent qu'ils se seraient donnés le mal sans le moindre témoin et donc sans y être obligé, d'organiser les funérailles de Ben Laden en respectant les préceptes du Coran, alors qu'ils l'ont tué tandis qu'il ne portait pas d'arme, c'est se foutre de la gueule du monde. Cependant, tordus comme ils sont, ils auraient très bien pu se livrer à une telle mise en scène avec un autre cadavre histoire de dire que de nombreux militaires en ont été témoins, sauf qu'ils n'ont pas pu identifier le corps !

- Une sénatrice américaine, Kelly Ayotte, a déclaré à la presse au Capitole avoir vu elle aussi l'une des photos de la dépouille d'Oussama ben Laden et elle a confirmé qu'il s'agissait bien de lui. (Reuters 04.05)

Parce qu'elle serait capable de le reconnaître alors qu'il n'est pas apparu en public depuis des années, elle serait capable également au premier coup d'oeil de reconnaître une photo originale d'un montage sophostiqué réalisé avec Photoshop par exemple, ben voyons !

- Une fille de 12 ans d'Oussama Ben Laden, détenue au Pakistan avec une de ses épouses et d'autres enfants présents dans la maison au moment du raid, a raconté avoir vu les soldats américains tuer le chef d'Al-Qaeda, a dit à l'AFP un responsable du renseignement pakistanais. (libération.fr 04.05)

A défaut de cadavre et de photos, il faudra vous contenter du témoignage au-dessus de tout soupçon d'un "*responsable du renseignement pakistanais*"!

- Le cerveau d'al-Qaida demande par ailleurs à ses enfants de ne pas rejoindre la guerre sainte. "", écrit-il. À ses femmes - au nombre de quatre -, Ben Laden demande de "*ne pas envisager de se remarier et de se consacrer aux enfants, de les guider sur le bon chemin*" (lepoint.fr 04.05)

Voilà qui devrait en dissuader plus d'un de rejoindre les rangs de cette organisation terroriste et pour un peu ses membres pris de remords seraient prêts à se confesser devant les membres du Congrès américain !

Ce qui est intéressant dans cette histoire, c'est qu'ils sont en train de finir de se déconsidérer aux yeux de la population mondiale, on a franchement envie de les encourager à continuer dans cette voie, car même les plus crédules finiront bien un jour par comprendre qu'on les a manipulés jusqu'à l'os.

En voilà un qui sait de quoi il cause...

Sarkozy : "En Libye, Kadhafi est discrédité pour représenter l'avenir" - L'Express.fr - (03.05.11)

Un des leurs, ils l'affirment...

Question : qui a dit :

- "*D'un côté, le vieux mâle chauvin, politique en fin de course, centriste pour ne pas dire de droite et plus libéral que libertaire.*"

Réponse : Le Figaro (lefigaro.fr 04.05) à propos de Daniel Con-Bandit.

Un régime pris d'incontinence qui se réfugit dans les pissotières.

- (à propos de TF1) "*On en arrive à avoir dix minutes de pub toutes les dix minutes de film. Très franchement on n'a pas envie d'aller pisser toutes les dix minutes.*" (lefigaro.fr 04.05)

Politique.

1- France.

1.1- Quand la nostalgie du colonialisme les torture.

La petite commune de Banyuls-sur-Mer, dans les Pyrénées-Orientales, se déchire après le vote du conseil municipal qui a décidé de baptiser un rond-point du nom du défunt général Marcel Bigeard.

La proposition vient du maire Jean Rède (UMP). Elle avait recueilli quatorze voix pour, sept contre, quatre élus s'abstenant. (AFP 04.05)

1.2- Le Cran d'arrêt du régime.

Le président du Conseil représentatif des associations noires (Cran) Patrick Lozès, compte se présenter à l'élection présidentielle française de 2012, afin de promouvoir «*la dynamique de l'égalité*», a-t-il indiqué à l'AFP dans un entretien téléphonique.

Ce pharmacien de formation, né au Bénin en 1965, est un ancien membre de l'UDF. (libération.fr 04.05)

Histoire de faire perdre des voix à la soi-disant gauche pour faire réélire Sarkozy...

1.3- Ne pas franchir la ligne rouge !

Jean-Pierre Chevènement a confirmé ce mercredi sa candidature à l'élection présidentielle. Le président d'honneur du MRC, âgé de 72 ans, a l'intention de «*faire bouger les lignes*», a-t-il expliqué sur Europe 1 ce mercredi.

En creux, il a fait comprendre que sa candidature s'opposait à celle probable à son sens de Dominique Strauss-Kahn. (20minutes.fr 04.05)

2- Syrie

Le régime syrien a déployé, mercredi 4 mai, des dizaines de chars aux abords de deux places fortes de la contestation et maintenu le siège d'autres villes sans parvenir à briser la détermination des opposants à poursuivre leur "*révolution*".

632 morts, peut-être 8000 arrestations. L'organisation de défense des droits de l'Homme Insan évoque un bilan de 632 morts depuis le 15 mars. Amnesty International parle de 542 morts, un chiffre qui pourrait être, selon elle, plus élevé.

Le nombre de personnes «*détenues ou disparues pourrait dépasser les 8.000*», indique Wissam Tarif, directeur exécutif de l'organisation de défense des droits de l'Homme Insan. Selon lui, Insan avait pu confirmer la détention de 2.843 personnes, dont 891 à Deraa et ses environs. Mais 5.157 autres noms sont en cours de vérification, dont 4.038 à Deraa et ses environs.

A Deraa, "*depuis trois jours, l'armée envoie des renforts à l'entrée nord d'Al-Rastan, place forte de la contestation, a également indiqué un militant. Les renforts continuent d'être déployés et, selon des estimations, il y aurait une centaine de tanks et de*

transports de troupes, sur l'autoroute entre Homs et Hama."

Ce déploiement est intervenu à la suite du refus des habitants de livrer une centaine d'hommes en échange d'un maintien des chars hors de la ville. Les mêmes habitants avaient, il y a quelques semaines, déboulonné une statue de l'ancien président Hafez Al-Assad, père de l'actuel président qui lui avait succédé en 2000.

Le siège de la ville de Baniyas a également été aussi renforcé par les forces de sécurité, lesquelles ont procédé à de nombreuses arrestations aux barrages érigés à l'entrée de la ville et confisqué des camions chargés d'aide humanitaire destinée aux habitants, ont indiqué un militant et un témoin.

"*Nous poursuivrons notre révolution et nos manifestations pacifiques à travers la Syrie jusqu'à ce que nous obtenions notre liberté*", ont affirmé dans un communiqué les comités de coordination des manifestations dans plusieurs villes, dont Baniyas, Douma (près de Damas), Homs et Deraa. Ils ont dénoncé la répression et les récentes arrestations massives de contestataires, faisant état d'au moins cinq cents arrestations par jour à travers le pays.

"*Le régime perd la raison car, en dépit du siège et de la brutalité dont sont victimes plusieurs villes, et les arrestations de centaines de personnes, les manifestations prennent de l'ampleur chaque jour*", ont-ils souligné. Les contestataires, qui exigeaient au départ la levée de l'état d'urgence, la libération des détenus et la fin de la suprématie du parti Baas, réclament désormais la chute du régime.

Manifestation sans précédent à Alep. Hier, plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté avant d'être dispersés par les services de sécurité dans le campus universitaire d'Alep, la deuxième ville dui pays, jusque là très peu touchée par la contestation. (lemonde.fr et libération.fr 04.05)

3- Libye.

Les troupes pro-Kadhafi ont bombardé mercredi la ville rebelle de Zintan, et une route destinée aux approvisionnements dans les régions montagneuses de l'ouest de la Libye.

Près de 40 roquettes Grad ont été tirées mardi soir et mercredi sur Zintan, région montagneuse qui abrite la communauté berbère, a témoigné Khaled Aburaqiqa, un porte-parole de cette communauté. (AP 04.05)

Social.

1- France

1.1- Les fonctionnaires : on les aime !

D'après un sondage TNS-Sofres commandé par la FSU et rendu public mardi matin, 51% des personnes interrogées estiment que l'Etat "*traite mal*" les fonctionnaires, tandis que 39% jugent qu'il les "traite bien". Par ailleurs, 66% pensent que l'Etat leur donne des moyens "*insuffisants (...) pour bien remplir leurs missions*", alors que 26% des personnes interrogés les estiment "*suffisants*".

En outre, 71% des sondés considèrent comme "*une mauvaise chose*" la règle appliquée par le gouvernement du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, et 21% une "bonne chose".

Concernant l'opinion générale qu'ont les Français au sujet des fonctionnaires "*auxquels (ils ont) affaire*", le qualificatif "honnêtes" recueille 75% d'approbation, "*compétents*" 69%, "*au service du public*" 67%, "*à l'écoute*" 63% et "*accessibles*" 59%. (AP 04.05)

1.2- Grève du personnel de La Tribune.

L'horizon s'assombrit pour La Tribune. Son directeur de la rédaction, François Lenglet, et l'un de ses adjoints, Olivier Provost, ont démissionné ce mercredi. D'autres départs pourraient suivre. Motif invoqué : des «*divergences stratégiques*» avec la PDG et propriétaire, Valérie Decamp. S'estimant «*victimes d'un manque d'information*» sur la situation du quotidien, les salariés ont voté la grève. Le journal ne paraît pas ce jeudi.

La Tribune, qui a perdu 9 millions d'euros l'an dernier, a besoin de 15 millions d'euros pour pérenniser son activité. Le trafic du site a, certes, progressé de 57% en un an, mais les recettes publicitaires de latribune.fr ne compensent pas le manque à gagner sur le papier. La diffusion du titre, en retrait de 1,6% en 2010 à 66.185 exemplaires de diffusion France payée, selon l'OJD, a encore décroché de 4,6% de janvier à mars dernier. Les ventes au numéro sont en chute de 15 à 23% depuis le début de l'année.

La double démission d'aujourd'hui intervient alors que la clause de cession ouverte aux journalistes prendra fin vendredi. «*Un sentiment de colère domine* », indique une source interne. La rédaction proteste notamment contre la volonté de la direction de faire passer la part des contributions extérieures, émanant de non-journalistes, de 15% actuellement, à 30 à 40% afin de réduire la masse salariale. Les salariés s'inquiètent des «*propos de Valérie Decamp pour le moins évasifs sur la ligne rédactionnelle, l'emploi et le projet industriel*». Ils craignent qu'une nouvelle réduction d'effectifs n'ouvre la voie à la disparition de la publication papier. Depuis juillet 2010, l'effectif est passé sous la barre des 100 cartes de presse, une quarantaine de journalistes ayant quitté la rédaction. (lefigaro.fr 04.05)

1.3- Comment Merdiator a fait maigrir les finances de la Sécu.

Le Mediator, le médicament utilisé comme coupe-faim à l'origine de 500 à 2 000 morts, a coûté environ 1,2 milliard d'euros de remboursement à la Sécurité sociale, affirme Le Figaro dans son édition de jeudi 5 mai.

Le seul remboursement de cet antidiabétique, dont quelque 145 millions de boîtes ont été vendues en trente-trois ans, a coûté 879 millions d'euros, selon une note confidentielle de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), citée par le quotidien. Les ventes du Mediator n'ont, en effet, cessé de progresser entre 1983 et 2005, un pic ayant été atteint en 2005 avec plus de 9 millions de boîtes vendues.

Le coût de la prise en charge des complications médicales liées à ce médicament, destiné aux diabétiques en surpoids et largement détourné comme coupe-faim, représente, en outre, au moins 315 millions d'euros.

"*Cette estimation part du principe que 1 750 patients ont subi une intervention chirurgicale cardiaque. La CNAM n'a en revanche pas calculé le coût des arrêts de travail liés au Mediator, ni les primes d'invalidité. Elle n'a pas non plus pris en compte les 663 000 courriers envoyés par l'Agence du médicament aux patients ayant pris du Mediator ainsi que les consultations et les échocardiographies qui ont suivi*", raconte le quotidien, précisant que d'autres calculs sont en cours. Contactée par Le Figaro et l'AFP, la CNAM n'a pas souhaité commenter cette information.

Commercialisé en France par les laboratoires Servier de 1976 à novembre 2009, le Mediator, qui a été utilisé par 5 millions de personnes, a été retiré du marché en raison des risques cardiaques qu'il faisait courir aux patients. (lemonde.fr 04.05)

2- Espagne

L'Espagne a battu un nouveau record de chômage pour la zone euro au premier trimestre 2011, à 21,3% de la population active, soit 4,9 millions de personnes sans emploi, a annoncé le gouvernement vendredi. (AP 04.05)

Le 6 mai

En ligne aujourd'hui le n°35 de Révolution socialiste des camarades du Groupe bolchevik, dont je vous recommande vivement la lecture, même si on n'est pas d'accord sur tout, peu importe ici. Vous avez le droit de verser le prix de ce numéro, 1,5 euro, à ce groupe, si vous l'avez trouvé intéressant, cela ne devrait pas trop vous démunir.

Je dis cela à tout hasard, sachant que l'état d'esprit de la plupart des militants n'a apparemment rien à envier à celui du reste de la population : méfiance, mépris, indifférence, suffisance, arrogeance, complexe de supériorité, vanité, individualisme, etc., simple constat tiré de mon expérience personnelle.

A ceux-là je leur dis une chose très simple et sans animosité : c'est comme si vous aviez quelque chose devant les yeux qui vous bouche l'horizon, que vous trainiez un boulet, produit de la société mais aussi de votre propre histoire, que vous le sachiez ou non, que vous l'admettiez ou non, peu importe. Dites-vous bien qu'on ne peut pas progresser politiquement quand on a une telle mentalité, c'est impossible, car pour progesser dans ce domaine comme dans bien d'autres d'ailleurs dans la vie, il faut mettre en adéquation la théorie et la pratique, on ne peut pas avoir dans sa tête de belles et grandes idées progressistes, humanistes, généreuses, etc. et se conduire différemment ou à l'opposé dans la pratique, car ce qui dicte en dernier ressort notre progression intellectuelle, notre émancipation progressive de l'ignorance qui est innée à tout être humain à sa naissance, certains diraient notre élévation spirituelle, dans le sens d'une plus grande prise de conscience du monde dans lequel nous vivons et ce que nous sommes réellement, la place que l'on occupe dans la société, ce ne sont pas nos idées, mais notre comportement et nos rapports dans la vie ou vis-à-vis des autres en général. On ne peut pas évoluer non plus en n'étant pas libre de tout a priori, positif ou négatif d'ailleurs...

Notez bien que je me garderai bien de porter un jugement sur qui que ce soit, et tant pis si ce genre de discours passe très mal... chez ceux sans doute qui se sentent directement concernés. Je sens que je vais encore me faire des amis ! Je me fais à moi-même ces réflexions car je ne me sens pas au-dessus de n'importe quel militant.

Souvenez-vous, il y a quelques jours je vous ai raconté comment je m'étais mépris sur le comportement de mon chien. Vous me direz que cela n'avait pas d'importance, que l'incident était bénin, pour vous peut-être qui n'étiez pas directement concernés, mais pas pour moi qui l'avais très mal pris. Ce fut comme un brutal rappel à l'ordre. Je me suis dit : mon pote, tu ne maîtrises pas assez ta méthode, il y a encore des failles dans ta manière d'appréhender les choses, tu dois corriger cela immédiatement, tu te laisses aller, c'est impardonnable, je ne suis pas aller jusqu'à la mortification je vous rassure.

Alors imaginez dans quel état je suis quand je commets une erreur politique, je ne me laisse absolument rien passer, c'est indispensable pour progresser, sinon on peut être embringué dans une mauvaise voie ou n'importe quelle histoire et persister consciemment en se donnant facilement bonne conscience, en se trouvant des excuses valables, en en inventant si nécessaire, les artifices ne manquent pas quand on a un peu d'imagination, où l'on va alors, de quoi est-on capable encore, car c'est bien ainsi que les choses se passent quand on n'a pas la force ou le courage, la détermination d'affronter la réalité, sa propre réalité aussi.

On doit faire en permanence un travail sur soi-même pour donner le meilleur de soi-même aux autres, sinon on se retrouve mal placé pour espérer que les autres vous donnerons le meilleur d'eux-mêmes, sauf à avoir un comportement possessif, arbitraire ou autoritaire, ce qui m'inspire l'horreur.

C'est un principe ou une règle de vie exigeante que j'ai adopté depuis longtemps et que j'essaie de perfectionner, un travail de toute une vie en somme. J'ai fait assez de grosses conneries dans la vie dont certaines se sont avérées irréparables, comme par exemple le fait d'avoir arrêté mes études en 3e ou le militantisme en 1981 ou d'être parti vivre en Inde, sur un plan plus personnel encore, cela n'a guère été mieux et il n'y a pas lieu d'en être fier croyez-moi, je n'ai fait aucune saloperie à mes compagnes successives, non, j'ai seulement manqué de patience et de discernement à leur égard à un moment donné, au lieu d'être rongé par le remord ou la nostalgie, comme paliatif ou thérapie, pour essayer d'orienter à nouveau ma vie en rapport avec mes idées.

Pour y parvenir, j'ai renoué ou j'essaie de renouer modestement avec la méthode du matérialisme dialectique et de l'appliquer dans tous les domaines, je ne parle même pas de la maîtriser, sans laquelle on est littéralement perdu, ballotté sans cesse entre des certitudes contradictoires ou qui s'annulent de telle sorte qu'on ne progresse jamais, on en arrive à être réduit à l'indécision, à l'impuissance, on se rend compte qu'on est facilement manipulable sans pouvoir l'éviter, bien qu'on prétende le contraire, il n'y a rien de pire que de constater à cause d'erreurs répétées ou reproduites sans cesse, que nos convictions nous conduisent finalement à l'inaction et que la vie que l'on mène ne correspond en rien avec l'idée qu'on s'en était faite, d'où cette nécessité impérieuse d'essayer d'avoir toujours dans la vie une attitude digne des idées que l'on prétend défendre ou représenter, c'est une question d'honnêteté envers soi-même, mais surtout vis-à-vis des autres.

Personne n'est parfait dans la vie, la question n'est pas là, et l'on ne demandera jamais à personne de l'être ou de le devenir, mais quand on a un idéal dans la vie, on doit tout faire pour s'en rapprocher le plus près possible, tout en sachant qu'il nous demeurera toujours inaccessible. Il y a tant de gens de par le monde qui n'ont pas d'idéal et c'est bien triste en vérité, c'est un drame même, c'est un luxe ou plutôt une chance inouie d'en avoir un, alors cultivons-le, entretenons-le soigneusement, cela réclame bien des efforts, eh oui encore et toujours des efforts, Freud et Marx nous ont enseigné que la vie était une lutte incessante, alors luttons, luttons pour une société et un monde meilleur, luttons aussi pour devenir meilleur nous-même, car l'un n'ira pas sans l'autre.

Il y en a qui s'imaginent que je serais un type horrible et infréquentable parce que je polémique ou féraille souvent violemment contre l'opportunisme, mais c'est bien mal me connaître en réalité. Mon combat s'inscrit dans une seule et unique direction : aller toujours de l'avant, briser les obstacles qui nous empêchent de nous rapprocher de notre objectif, mettre un terme à l'oppression et à l'exploitation de la surface de la terre. Donc partager mes connaissances ou mon expérience avec les camarades.

Ce que j'essaie de faire ici, ce qui n'est pas tous les jours facile quand on sent peser sur soi la suspicion, le mépris, le rejet ou la haine, l'incompréhension en un mot, car à la moindre erreur ou au moindre désaccord on vous jette comme un chien, on vous tourne le dos, on vous traite de tous les noms, vous ne valez plus rien du jour au lendemain, le couperet minable du petit juge est tombé, injuste ou illégitime, vous vous sentez bien seul, sur le coup vous pouvez mal le prendre, il faut assumer le choc, et ensuite vous réalisez que cela fait partie de la vie pour être aussi passé par là un jour.

Au sein du mouvement ouvrier, c'est le mépris qui prédomine dans l'état d'esprit des militants, à un degré supérieur chez ses dirigeants, mais pas forcément. Parce qu'on croit avoir compris quelque chose que les autres n'ont pas compris, on se sent supérieur et au bout du compte on se sent autorisé à les mépriser consciemment ou inconsciemment. C'est l'attitude de militants qui ne sont pas capables de défendre les idées qu'ils prétendent représenter, parce qu'elles ne viennent pas d'eux-mêmes ou que fondamentalement ils ne les ont pas comprises, ils ne se sont jamais donnés la peine d'étudier sérieusement et à fond les questions qu'ils abordent publiquement, de même qu'ils sont incapables de comprendre les idées que d'autres militants leur soumettent.

Je terminerai pour aujourd'hui sur un exemple frappant, la question du nucléaire.

Chacun en connaît depuis le début la dangerosité extrêmes et incontrôlable contrairement à ce qu'affirme de dangereux apprentis sorciers, c'est en réalité une monstruosité d'avoir développé cette source d'énergie à grande échelle, mais voilà que le débat est faussé et porte maintenant sur la question de savoir si elle ne serait pas plus sûre si elle était contrôlée par l'Etat au lieu d'être laissée au privé, ce qui ne change absolument rien à notre problème de fond qu'entre temps on a évacué par la petite porte, on n'en parle plus comme si cette question était réglée.

On pourrait faire le même constat et tenir le même discours envers les OGM dont l'humanité s'est très bien passée pendant des dizaines de milliers d'années. Mais voilà, puisqu'ils existent ou qu'ils ont été conçus par le cerveau des hommes, il faut absolument les utiliser, cela ne se discute même pas, l'homme est le maître absolu de la nature et de l'univers.

C'est délirant, grotesque, cynique à souhait, totalement irresponsable, inhumain même, mais tels en ont décidé un panel de scientifiques, chefs d'Etat, capitalistes et militants ouvriers (intéressés très souvent !), y compris parmi ceux qui s'intitulent l'avant-garde de la classe ouvrière, tous ils sont pris dans la spirale infernale que le captalisme a engendré et sont incapables de la remettre en cause pour imaginer que le monde pourrait exister comme hier et survivre demain sans recourir à l'énergie nucléaire ou aux OGM... On a créé littéralement un monstre, mais au lieu de le reconnaître et de le remiser par précaution au musée de l'histoire des sciences et des technologies, non il faut absolument s'en servir, sinon rendez-vous compte le monde scientifique en sera tout retourné et n'y survivra pas. N'y aurait-il pas du bon et du mauvais en toute chose, au point qu'on puisse nier ce qui serait mauvais pour ne conserver que ce qui serait bon, comme si le mauvais côté des choses pouvaient s'évaporer pour autant par miracle. Pour un peu, on croirait entendre la parole divine ! Quand je lis ce genre d'assertions, je suffoque et j'enrage contre leurs auteurs irresponsables, donc illégitimes pour s'exprimer sur ces sujets qu'ils prétendent maîtriser.

Mais où est donc passé dans tout cela l'esprit libre et critique, scientifique et objectif, au service du bien-être collectif des générations présentes et futures ? Vous voyez où cela peut mener quand on se méprend sur le caractère de son chien et qu'on n'en tire aucune leçon ? (lire la causerie 2 mai)

Politique.

1- France. La chute !

Quatre ans après l'élection de Nicolas Sarkozy, seul un Français sur six (17%) juge le bilan de son action "*plutôt positif*", 76% l'estimant "*plutôt négatif*", selon un sondage TNS-Sofres pour l'émission "*La matinale*" de Canal+.

Selon une étude BVA pour BFM, Challenges, Avanquest, à la question "*globalement, depuis quatre ans, diriez-vous que le bilan de Nicolas Sarkozy en tant que président de la République*" est mauvais ou bon, 73% des personnes interrogées répondent "*mauvais*", dans cette étude publiée ce jeudi.

En 2010, Nicolas Sarkozy recueillait 69% de "*plutôt négatif*", et en 2009 63%, rappelle l'étude.

En observant les courbes depuis 1975, on s'aperçoit que Nicolas Sarkozy atteint des niveaux d'insatisfaction records : un an avant l'élection présidentielle, Valéry Giscard d'Estaing était à 43% de jugements "*plutôt positif*" et à un taux égal de jugements "*plutôt négatif*".

François Mitterrand, en 1987, en était à 28% de "*plutôt négatif*". Jacques Chirac en 2001 recevait 36% de jugements "*plutôt négatifs*". (lexpress.fr et lepost.fr 05.05)

Comment un président, pardon, un monarque aussi minoritaire dans le pays, peut-il se permettre de dire ce qui est légitime ou non ? Ne vous fait-il pas penser à ces dictateurs qui gouvernent en s'appuyant sur une minorité (ethnique ou religieuse) depuis qu'ils sont au pouvoir, Kadhafi, Assad, etc. ?

2- Tunisie. La tentation du coup d'Etat militaire pour mater la résistance populaire.

La police a dispersé sans ménagement une manifestation hostile au gouvernement jeudi après-midi à Tunis, procédant dans la foulée à de nombreuses interpellations, a constaté un journaliste de l'Associated Press.

Plusieurs centaines de jeunes s'étaient rassemblés sur l'avenue Bourguiba, principale artère de la capitale, exigeant que soient jugés les "*symboles de la corruption*".

"*On n'a rien vu depuis le déclenchement de la révolution. Bien plus, le pays va en arrière*", a lancé Mohamed Naceur Soussi, un chômeur de 25 ans.

"*On se fout de nous. Aucun parti n'a demandé de tels jugements*", a déploré de son côté Aymen Ben Salem, un autre homme de

25 ans, au chômage technique.

Après plus d'une heure, les manifestants ont été chargés par les forces de l'ordre à coups de gaz lacrymogènes.

Un photographe de l'Associated Press, Hassène Dridi a été violemment pris à partie par des policiers qui l'ont conduit à un poste de sécurité proche, avant de le relâcher dans un état lamentable.

Cette manifestation intervenait au lendemain de déclarations l'ancien ministre de l'Intérieur Farhat Rajhi qui ont provoqué de nombreuses réactions sur Internet. L'ex-responsable de la sécurité dit avoir été démis de ses fonctions par le Premier ministre Béji Caïd Essebsi, qu'il traite au passage de "*menteur*".

Farhat Rajhi affirme que le général Rachid Ammar a été récemment promu chef d'Etat-major des trois armées afin que l'armée prenne le pouvoir au cas où les islamistes gagnaient les élections du 24 juillet prochain ou en cas d'échec du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti au pouvoir sous Ben Ali).

Dans une déclaration à l'agence officielle TAP, le responsable de la communication du gouvernement transitoire Moez Sinaoui a fait part de son "*étonnement*" face à des "*déclarations d'une telle gravité*".

Il a accusé l'ancien ministre de l'Intérieur de propager "*des informations infondées de nature à semer le doute et de porter atteinte à l'ordre public*". Il a déploré que soit mise en cause "*l'intégrité de l'institution militaire qui bénéficie d'un consensus national*" pour le rôle positif qu'elle a joué pendant "*la révolution du jasmin*". (AP 05.05)

3- Syrie

L'armée se retire de Deraa. Trois cent cinquante soldats à bord d'une vingtaine de camions suivis d'une vingtaine de transports de troupes, tous arborant des posters du président Bachar al-Assad, ont quitté Deraa vers 10 h, selon des journalistes de l'AFP présents sur place. L'armée syrienne assiégeait Deraa depuis le 25 avril.

Des chars déployés aux abords de Banias. Les autorités ont déployé des blindés, dont des chars, et d'importants renforts de troupes aux abords de la ville de Banias, dans le nord-ouest de la Syrie, indique un militant à l'AFP.

«Il semble qu'ils s'apprêtent à attaquer la ville comme ils l'ont fait à Deraa», dit un autre militant.

Ainsi qu'autour de deux villes contestataires. Mercredi, des dizaines de charsont été déployés aux abords de deux places fortes de la contestation, Talbisseh et Al-Rastan, situées sur l'autoroute entre Homs et Hama. Il y a quelques semaines, les habitants d'Al-Rastan avaient déboulonné une statue de Hafez al-Assad, père et prédécesseur de l'actuel président.

Le siège de Banias a été aussi renforcé par les forces de sécurité, qui ont procédé à de nombreuses arrestations aux barrages érigés à l'entrée de la ville et confisqué des camions chargés d'aide humanitaire destinée aux habitants, selon un militant et un témoin.

Arrestations dans les hôpitaux. Les forces de sécurité arrêtent des manifestants blessés dans les hôpitaux pour tenter de leur soutirer des informations sur les protestataires, affirme l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

De plus, «*un certain nombre de citoyens arrêtés ces derniers aux alentours de Banias sont portées disparus*», a précisé l'organisation, en demandant aux autorités de «*libérer immédiatement tous les détenus de conscience dans les geôles syriennes*».

Campagne d'arrestations à Saqba. Plus de 300 personnes ont été arrêtées ce matin à Saqba, près de Damas, par les services de sécurité et l'armée syrienne, a indiqué à l'AFP un militant, joint par téléphone depuis Nicosie.

Le «*vendredi du défi*». Les opposants appellent à des manifestations demain, rebaptisé le «vendredi du défi».

«*Vendredi du défi, le 6 mai 2011, Syrie, la liberté approche, le peuple veut faire tomber le régime*», titre le site «The Syrian Revolution 2011» créé par de jeunes militants.

«*Ce vendredi du défi, nous défierons l'injustice, nous défierons l'oppression, nous défierons la peur, nous nous libèrerons*», écrivent-ils. (libération.fr 05.05)

4- Egypte

L'ex-ministre de l'Intérieur égyptien Habib el-Adli, pilier du système répressif sous le président Hosni Moubarak, a été condamné

jeudi à douze ans de prison pour malversations financières par un tribunal du Caire.

Il s'agit de la première condamnation à une peine de prison prononcée contre un haut responsable du régime de M. Moubarak, renversé le 11 février par une révolte populaire.

M. el-Adli a été condamné pour blanchiment d'argent et enrichissement illicite.

L'ex-ministre de l'Intérieur, honni par une grande partie de la population, fait l'objet d'un autre procès, pour des accusations selon lesquelles il aurait ordonné de tirer sur des manifestants durant la révolte anti-Moubarak.

Son arrestation et son jugement s'inscrivent dans une vaste campagne judiciaire visant de nombreuses personnalités politiques et économiques de l'ancien régime.

L'ancien Premier ministre Ahmad Nazif, démis durant la révolte, est également en détention préventive pour des accusations de fraude. De nombreux autres hiérarques du régime déchu et hommes d'affaires proches de la famille Moubarak font aussi l'objet de poursuites. (libération.fr 05.05)

Un coup de canif dans le régime pour rassurer ses opposants qui s'impatientent et leur montrer que l'armée est toujours à leur côté, une concession qui ne lui coûte rien puisqu'elle tient sa légitimité de Washington, tandis qu'elle conserve le contrôle de l'Etat et réprime les manifestations à revendications sociales.

5- Etats-Unis.

Oussama ben Laden et ses compagnons n'ont offert aucune résistance lors de l'assaut, dans la nuit de dimanche à lundi, des forces spéciales américaines contre leur résidence d'Abbottabad, ont affirmé jeudi des responsables pakistanais de la sécurité.

Les versions américaines du déroulement des événements ont fluctué au fil des jours. Après avoir décrit un échange de tirs qui aurait duré une quarantaine de minutes, des responsables américains ont parlé d'un seul homme armé parmi les cinq personnes tuées.

Deux responsables pakistanais de la sécurité ont déclaré qu'ils avaient déterminé après enquête qu'il n'y avait eu aucun échange de tirs parce qu'aucun des habitants n'avait résisté.

"*Les gens à l'intérieur de la maison n'étaient pas armés. Il n'y a eu aucune résistance*", a dit l'un d'entre eux.

Ils ont été tués "*de sang froid*", a répondu l'autre responsable, prié de dire s'il y avait eu échange de tirs. (Reuters 05.05)

Une exécution sommaire, un règlement de compte entre voyous, un meutre quoi !

Je vous ai fait grâce de l'analyse selon laquelle cette opération avait été décidée juste après qu'Obama ait déclaré qu'il se présenterait à la prochaine élection présidentielle, ou encore qu'elle avait pour objectif de faire oublier son désastreux bilan social, ou encore qu'Al-Qaïda était déjà mort politiquement du fait que l'islamisme radical n'a joué aucun rôle majeur lors des révolutions tunisiennes, égyptienne, etc.

J'y vois plutôt l'annonce d'une nouvelle offensive contre le prolétariat mondial une fois qu'Obama ait précisé que le terrorisme n'avait pas disparu pour autant et qu'il fallait continuer de le combattre, autrement dit, la guerre en Irak et en Afghanistan notamment continue, pendant que les multinationales américaines engrangent des milliards de dollars de bénéfices et le chômage de masse persiste. Ressouder l'Amérique autour de ses valeurs : Wall Street, le dollar et la guerre au monde entier ! Viva USA !

Social.

France

1- La monarchie républicaine a enfin ses palaces pour les riches...

La distinction "*palace*" a été décernée, jeudi 5 mai, pour la première fois en France à huit hôtels de luxe censés incarner "*l'excellence à la française*", a annoncé le jury chargé de leur sélection.

La première plaque "*palace*" devait être apposée jeudi en début d'après-midi sur la façade de l'hôtel Le Bristol, à Paris, en présence du secrétaire d'Etat au tourisme, Frédéric Lefebvre. (lemonde.fr 05.05)

2- ... et bientôt de nouvelles prisons pour la plèbe.

L'Etat va construire 25 nouvelles prisons, en rénover 15 et en fermer 36 dans le cadre de son nouveau programme immobilier pénitentiaire, a annoncé jeudi le ministre de la Justice Michel Mercier.

Selon un dossier de presse du ministère de la Justice, ce programme va permettre de créer 7.577 nouvelles places de prison supplémentaires. Il s'agit de parvenir à plus de 70.000 places de prison en 2018, contre 56.500 aujourd'hui. Au 1er avril, 64.148 personnes étaient incarcérées. (AP 05.05)

Un quota de prisons à remplir pour les forces de l'ordre, le ministre de l'Intérieur et celui de la Justice, la caractéristique d'un régime policier, répressif, autoritaire et profondément antidémocratique, réactionnaire. Ce sont les amis bâtisseurs du président qui doivent être ravis. Pour Bouygue, cela compensera la perte d'audience de sa télé merdique TF1 !

3- Qu'il les verse à la Sécu et à ses victimes !

Servier ne pourra pas plaider l'insolvabilité, puisqu'il a 2 milliards d'euros ... dans ses caisses, selon les Echos d'hier.

Le quotidien s'est procuré les comptes du labo, pourtant ultrasecrets. Et ils sont, malgré le scandale, excellents : 2,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2010 (+ 6,4 %), et un profit net multiplié par deux, à 378 millions. Autre surprise : le groupe n'est pas endetté et ne devrait donc pas être contraint de céder des actifs à cause de la crise du Mediator. (libération.fr 05.05)

Jugement d'un tribunal populaire révolutionnaire : Tous les biens et avoirs de cette crapule et ses descendants sont confisqués par l'Etat, son entreprise est nationalisé, tous ses droits civiques lui sont retirés, il lui est interdit de quitter le territoire et il demeurera sous contrôle judiciaire jusqu'à la fin de sa vie, il est également privé du droit à la retraite, qu'il travaille jusqu'à son dernier souffle !

Syndicat.

Luc Béal-Rainaldy, 52 ans, s'est donné la mort mercredi à la mi-journée dans les locaux de la Direction de l'administration générale et de la modernisation des services (DAGEMO), qui dépend du ministère du Travail, dans le XVe arrondissement de Paris.

Le SNUTEFE-FSU a dénoncé jeudi "*le rythme effréné des réformes*" et "*l'incessant simulacre de dialogue social*", au lendemain du suicide de son secrétaire national Luc Béal-Rainaldy, inspecteur du travail.

"*Luc Béal-Rainaldy a 'brutalement' mis fin à ses jours ce mercredi 4 mai 2011, nous laissant désemparés, abasourdis et profondément tristes*", écrit le Syndicat national unitaire travail, emploi, formation, économie (SNUTEFE), membre de la Fédération syndicale unitaire (FSU, premier syndicat de la Fonction publique d'Etat).

Il était secrétaire national du SNUTEFE-FSU (syndicat du travail, de l'emploi et de la formation), regroupant des personnels notamment issus de l'ANPE et du ministère du Travail et «avait un local syndical» dans les bâtiments de la DAGEMO, a-t-elle indiqué.

L'inspecteur, qui exerçait dans les Hauts-de-Seine «*a laissé une lettre à son épouse et ses enfants qui semble laisser penser que c'était pour des raisons personnelles*», a indiqué Nathalie Marthien, précisant qu'une enquête serait menée. (AP et 20minutes.fr 05.05)

Le lieu où il a décidé de mettre fin à ses jours semble indiquer plutôt que ce serait pour des raisons professionnelles.

Economie.

1- Cela valait bien une restructuration et des milliers de licenciements.

1.1- General Motors a publié jeudi un bénéfice net plus que triplé au premier trimestre à 3,2 milliards de dollars. C'est le cinquième trimestre bénéficiaire d'affilée pour le groupe. Le chiffre d'affaires a quant à lui grimpé de 15% à 36,2 milliards de dollars. (Reuters 05.05)

1.2- Continental a annoncé jeudi d'une hausse de 62% de son bénéfice trimestriel. (Reuters 05.05)

2- Portugal.

Le Portugal s'est engagé jeudi dans un plan de sauvetage "*pénible mais juste*" qui le plongera en récession pendant deux ans, avec un possible sursaut en 2013, a déclaré la mission conjointe de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) dans le pays.

Le FMI a annoncé dans un communiqué qu'il avait signé l'accord visant à prêter 26 milliards d'euros au Portugal, soit un tiers des 78 milliards d'euros prévus dans ce plan de renflouement sur trois ans, le reste étant apporté par l'UE.

Les prêts seront vraisemblablement endossés par les ministres des Finances de la zone euro lors de la réunion de l'Eurogroupe de la mi-mai, qui devrait aussi fixer les taux d'intérêt consentis à Lisbonne, principale inconnue qui demeure autour du sauvetage. Le temps est compté car le Portugal doit honorer un remboursement obligataire de 4,9 milliards d'euros le 15 juin.

Le plan, annoncé mardi par le Premier ministre José Socrates, prévoit d'importantes coupes dans les dépenses publiques, une hausse des impôts, des réformes du marché du travail et du système judiciaire ainsi que des privatisations. (Reuters 05.05)

Une formule qui ne trompera personne : ce qui est "*pénible* est réservé à la plèbe, et ce qui est "*juste*" pour les banquiers et capitalistes.

Le 7 mai

J'ai rectifié le lien vers le document : Révolution socialiste n°35. (Groupe bolchevik) (06.05). Avec mes excuses. Je te répondrai demain Philippe.

Affaire Ben Laden. L'intox tout azimut. La voix de son maître ou la version officielle est forcément la bonne.

Vous ne serez pas étonné d'apprendre que cela marche à merveille, tout le monde ou presque croit la fable d'Obama, comme tout le monde a cru à l'époque à celle de Bush sur l'Irak...

Quand je dis tout le monde, je veux parler du mouvement ouvrier qui est en piteux état, c'est un euphémisme. Hier je me suis livré à un petit test, juste pour voir, par curiosité et confirmer ou infirmer l'appréciation que je porte sur le mouvement ouvrier en France, en diffusant à quelques dizaines de militants l'article du Réseau Voltaire qui remet en cause la version de Washington et propose une analyse sur la nouvelle stratégie de l'impérialisme américain.

Bien mal m'en a pris, mais le résultat est instructif à bien des égards, même s'il ne fait que confirmer ce que je savais déjà et que j'ai exprimé à diverses reprises dans le site. En fait, je me suis bien marré. En gros et je n'exagère rien, puisque c'est T. Meyssan qui l'affirme et qu'il a un fâcheux pendant pour la théorie du complot, que j'ai mis en évidence à plusieurs reprises dans le site, tout, je précise bien tout ce qu'il peut écrire est tout juste bon à foutre à la poubelle, ajoutons comme tous ceux qui exploitent ses articles, donc votre serviteur.

Autrement dit et suivant jusqu'au bout ce raisonnement infantile qui témoigne de la médiocrité intellectuelle de ces militants, camarades, ne lisez plus aucun quotidien de la presse nationale, car à travers eux c'est le régime qui vous manipule, ne lisez plus aucune publication provenant d'autres syndicats ou partis que le vôtre, car leurs appareils vous manipulent, désertez les bibliothèques qui regorgent d'ouvrages au contenu tendancieux ou obscur, surtout n'ouvrez pas votre poste de télévision et laissez votre radio éteinte car ils sont la voix du pouvoir en place qui cherche à vous conditionner. N'écoutez pas de musique non plus puisque puisque la plupart de leurs paroles ne sont faites que pour tromper ou endormir le bon peuple, où la personnalité de leurs auteurs présente des similitudes troublantes avec celle des représentants de la classe dominante, fuyez les salles de cinéma et de théâtre pour les mêmes raisons, vous risquez de vous empoisonner l'esprit... Bref, ne lisez pas les articles proposés par le site que j'anime : du monde.fr, libération.fr, de slate.fr, de 20minutes.fr, des agences de presse Reuters, AP et AFP, pire, du figaro.fr, de latribune ou les Echos, quelle horreur des journaux patronaux !

On se croirait dans une caserne ou dans un camp d'internement psychiatrique destiné à redresser les consciences égarées, au moins les neurones emprisonnés dans une camisole de force ne risquent pas de vagabonder librement et de faire de mauvaises rencontres, ils sont bien gardés par ces gardiens de la pensée unique.

Recroquevillés sur eux-mêmes, il ne leur viendra pas un instant à l'esprit tellement ils sont imbus d'eux-mêmes que le complot qu'ils évoquent pourrait venir de leurs propres dirigeants subordonnés à l'ordre capitaliste mondial, contre le socialisme et le communisme qu'ils ont décrété un jour utopique, autoritaire, non conforme à l'objectif du combat du mouvement ouvrier qu'ils ont justement abandonné ou dont ils se sont écartés et qui consistait à mettre un terme à l'existence du capitalisme et à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ils rejettent systématiquement tous les faits ou arguments qu'on pourrait leur soumettre, parce que la source dont ils proviennent ne leur convient pas. Donc si l'on comprend bien, Marx qui a largement tiré partie des ouvrages d'économistes ou d'intellectuels bourgeois, de sacrés réactionnaires le plus souvent, aurait commis une erreur irréparable qui entache à jamais son oeuvre et rend d'avance ses conclusions caducs. En fait, c'est l'oeuvre de tout chercheur ou penseur, qui agit exactement de la même manière que Marx, qui doit être jugé coupable ou suspecté de malversations. Dès lors, on comprend très bien pourquoi ces gens-là sont incapables d'évoluer intellectuellement et politiquement.

Laissons-les macérer dans leur accablante médiocrité. Les militants plus critiques et qui ont manifesté leur capacité à faire la part des choses ne sont pas concernés par mon propos.

Revenons à notre affaire pour tenter d'y voir plus clair.

1- Si une des épouses de Ben Laden affirme que c'est bien lui qui a été tué dans la nuit de dimanche dernier, c'est que c'est forcément vrai, sinon elle ne tiendrait pas ce propos. Cet élément est probant, cela tient debout, on s'incline.

Mais voilà, la famille de Ben Laden avait participé à ses funérailles en décembre 2001. Du coup l'information précédente n'est plus crédible du tout et s'écroule lamentablement.

Qui nous dit que les autorités pakistanaises n'auraient pas fait pression sur cette femme et les personnes qui étaient dans cette maison et qu'ils détiennent maintenant, pour leur extorquer des aveux bidons en échange d'un traitement de faveur ou leur intimant l'ordre de s'exécuter sous peine de mauvais traitements ?

Mais non, mais non, qu'allons-nous inventer là, ils ne seraient pas capables d'une chose pareille. On a déjà oublié que la CIA avait procédé à des enlèvements un peu partout dans le monde, qu'elle avait ouvert des prisons secrètes en Europe où elle aurait détenu pendant des années des prisonniers au secret, qu'elle les aurait torturés, tandis que d'autres auraient tout simplement disparu, ils en seraient morts certainement. Tout le monde le niait jusqu'à ce que cette affaire éclate et que des chefs d'Etat eux-mêmes le reconnaissent. Le coup d'Etat au Chili en 1973 orchestré par Pinochet et la CIA était une fable, puis quelques décennies plus tard l'administration américaine devait le confirmer elle-même, sans que ceux qui prétendaient à l'époque que cette histoire avait été fabriquée par des adeptes de la théorie du complot n'en tirent les conséquences. Ce ne sont que deux exemples bien connus parmi des centaines d'autres.

Ce qui caractérise aussi ces militants, c'est le dilettantisme ou le manque absolu de rigueur intellectuelle, l'amateurisme doublé de l'incapacité ou plutôt le refus de se remettre en question. La vérité des faits ne les intéresse pas, seule leur vérité compte, celle que leur servent leurs dirigeants de préférence.

2- Un internaute qui lui ne manque pas de perspicacité précise :

- "*J'ai une théorie à vous proposer: celle de la théorie de la théorie du complot. Je répète: "la théorie de la théorie du complot". Parce qu'il s'agit d'une théorie. Je m'explique. Chaque fois qu'une thèse se révèle alternative, même si elle est parfaitement étayée, on lui appose immédiatement le label "théorie du complot", par voie que je qualifierais d'officielle, c'est à dire depuis la cellule de communication de l'Etat (américain, souvent) via "l'editocratie" en place dans les médias dominants. C'est le mot "théorie" qui apporte automatiquement le discrédit à votre affaire, quelle qu'elle soit. C'est imparable et l'effet est immédiat.*

La neutralisation du propos qui suit est instantanée, grâce à l'emploi du mot "théorie". Pourquoi, direz-vous ? Parce que dans un monde aussi dégradé sémantiquement (entre autre) que celui dans lequel nous vivons, "théorie" est largement péjoratif, de manière souvent inconsciente, chez une très grande majorité de personnes. Et donc, il suffit que ce mot magique soit placé devant une citation pour que votre attitude ne soit plus neutre, mais méfiante à-priori. "Pratique", au contraire, est un terme vénéré par ces mêmes personnes. Vous remarquerez d'ailleurs qu'elles opposent systématiquement ces deux concepts en un dualisme... Qui n'existe que dans leur esprit.

Platon vous expliquera mieux que moi que La "théorie" se situe dans le monde intelligible et que la "pratique" se situe dans le monde sensible- sans pour autant qu'il y ait un véritable dualisme. Et puisque la grande majorité n'évolue que dans le monde sensible, elle cherche des causes dans ce même monde... Où, malheureusement, il n'y en a pas, ce que Platon vous expliquera également. Ne jamais oublier que pour diriger le monde, même très mal, il faut déployer une grande intelligence. Je vous raconte tout cela parce qu'avec "l'affaire Ben Laden", la bannière "théorie du complot" s'est mise à flotter très vite et très haut sur la marmite." (lexpress.f 06.05)

A propos du consensus UMP-PS, ses satellites et l'ensemble des dirigeants syndicaux, on peut parler d'un vaste complot dirigé contre la classe ouvrière, il est largement reconnu, mais si vous ajouter le mot théorie devant complot, ce consensus disparaît par enchantement ! Pourquoi ? Parce qu'ils ne tiennent pas à les combattre, pardi, ils sont aussi corrompus qu'eux ou ignorants ! Vous avez une meilleure explication ?

3- Un internaute rappelle aux incrédules :

- "*Lundi, version 1 : Ben Laden vivait dans une luxueuse villa évaluée à 1 million de dollars. Il aurait été tué lors d'un échange de tirs nourris, et il aurait utilisé une femme, la sienne, comme bouclier humain, qui aurait également été tuée.*

Mardi, version 2 : Ben Laden n'était pas armé, et n'a pas utilisé sa femme comme bouclier : elle s'est jetée au devant des assaillants. Elle n'est pas morte mais blessée à la jambe.

Mercredi, version 3 : il n'y a pas eu d'échange de tirs. Seul un des messagers de Ben Laden, qui vivait dans la villa, a ouvert le feu dans les premières minutes de l'attaque et a été rapidement abattu. Il est le seul résident à avoir tiré sur les commandos." (lexpress.f 06.05)

Vous croyez que cela va alerter les neurones de nos détracteurs, pensez-vous, ils ont dépassé le stade de la sclérose, ils sont fossilisés !

4- Que pensez de l'affirmation suivante :

"*Ben Laden n'a pas été tué au Pakistan*", aurait déclaré un ancien militaire de l'armée pakistanaise, interrogé par le journal indien Ausaf. Citant plusieurs interviews - réalisées par ses soins ou non, cela n'est pas précisé -, dont une du général Mirza Aslam Beig, et une autre d'un habitant d'Abbottabad, appelé Haidar Ali, l'ancien militaire explique qu'il est impossible que Ben Laden ait pu se trouver dans cette résidence. Une base militaire était installée non loin de la ville, et à Rawalpindi, une garnison était aussi en activité, rapporte le journal. (lexpress.f 06.05)

Et c'est sans compter que le Pakistan est un pays surpeuplé de 200 millions d'habitants. Cela ne vous dira peut-être pas grand chose, en Inde où je vis c'est la même situation, vous ne pouvez pas vous arrêtez sur le bord de la route en pleine campagne pour pisser, sans que deux minutes plus tard un Indien jaillisse de nulle part, c'est imparable au point qu'on en rigole, nerveusement !

Pour les crédules encore, les autorités pakistanaises avaient l'oeil sur cette maison et ses occupants depuis déjà pas mal de temps semble-t-il, ils auraient pu facilement en avoir les oreilles, car au moyen d'appareils très sophistiqués, tout en demeurant à distance de cette demeure, ils auraient parfaitement pu écouter les conversations des personnes qui y logeaient et certifier que Ben Laden s'y trouvait bien. Question : pourquoi ne l'ont-ils pas fait, pourquoi les Américains ne l'ont-ils pas fait ?

J'avais oublié : pourquoi se poser des questions que les représentants de la pensée unique ne posent pas, franchement ?

5- Le double jeu et langage de Washington.

La réaction des dirigeants d'Al-Qaïda est intéressante aussi, si elle provient bien d'eux, l'information selon laquelle Ben Laden serait mort dans la nuit de dimanche à lundi dernier nous vient "*du SITE, organisme de surveillance de ces sites Internet*" (20minutes.fr 06.05), mais admettons-le pour notre démonstration puisque personne ou presque encore une fois ne la remettra en cause.

Ils promettent de venger la mort de Ben Laden et de mettre le Pakistan à feu et à sang, tout en poursuivant le combat en Afghanistan jusqu'au départ du dernier soldat étranger ont-ils affirmé.

Au même moment en Tunisie et en Egypte, mais aussi en Libye et en Syrie, les mouvements islamistes présentés hier encore comme une menace pour ces régimes sont réhabilités par l'impérialisme américain ; hier ils ne voulaient pas livrer d'armes au CNT en Libye sous prétexte qu'elles pourraient tomber dans les mains de membres d'Al-Qaïda au Maghreb, et voilà qu'ils acceptent de les financer... pour en acheter ! Etonnant revirement, non ? En apparence seulement au regard d'autres éléments.

Par exemple, le soi-disant testament de Ben Laden dans lequel il exhortait ses enfants à ne pas lui emboîter le pas, autrement dit, il se renierait et appellerait les combattants d'Al-Qaïda à rentrer dans le rang qu'il ne s'y serait pas pris différemment. A qui s'adressait ce supposé testament sinon à ces derniers ? Contradictoirement, Obama annonçait que le terrorisme n'était pas mort pour autant.

Autre élément, les soi-disant funérailles de Ben Laden organisées en secret par l'armée américaine qui aurait respecté les rites de l'Islam pour ne pas choquer les musulmans. Cette mise en scène n'aurait-elle pas pour objet de rappeler que tout musulman doit être respecté, et que tout compte fait, Ben Laden était certes un terroriste, mais il était un musulman comme un autre, bref que le pire des péchés pouvait toujours être racheté ou que les musulmans pouvaient sans attendre se conduire autrement que des terroristes, là aussi ce message s'adressait apparemment à Al-Qaïda. Servez notre cause contre-révolutionnaire et nous passerons l'éponge sur tous vos crimes.

Ces deux éléments non retenus par Meyssan dans son analyse complètent ceux qu'ils avaient retenus et s'inscrivent dans la perspective qu'il a ébauchée sur la nouvelle stratégie américaine. On verra dans les jours qui viennent s'il y a lieu d'affiner,

de confirmer ou d'infirmer cette analyse, qui ne relève pas de la théorie du complot puisqu'elle oppose l'impérialisme américain allié à des sections de la mouvance d'Al-Qaïda aux acteurs des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires en cours, le prolétariat et sa jeunesse, la paysannerie pauvre de ces pays.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Notons que si de nombreux militants croient la version officielle de la mort de Ben Laden, ce n'est pas le cas de bon nombre de travailleurs inorganisés qui interviennent sur le Webb. C'est paradoxal, en apparence seulement ou bien compréhensif. Devant ce constat consternant, on trouvera normal que les travailleurs et jeunes fuient comme la peste les formations politiques par crainte d'être embrigadés ou manipulés. On le regrette amèrement.

Détendons-nous un instant avant de passer aux infos en bref.

A bas les privilèges et préparer la guillotine !

Louis d'Anjou est un Bourbon, l'arrière-petit-fils d'Alphonse XIII d'Espagne, et le petit-cousin du roi Juan Carlos. Le duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, arrière-petit-fils de Franco par sa mère, s'il montait sur le trône, serait appelé Louis XX.

La République, révérencieuse, lui écrit "*À l'attention de Monseigneur Louis Alphonse de Bourbon, duc d'Anjou*". Elle lui fournit même une carte de stationnement gratuit dans Paris. (lepoint.fr 06.05)

Comme disait Prévert, qu'est-ce que c'est que ces gens-là qui ne savent compter que jusqu'à 16 !

Politique.

1- Grande-Bretagne

Les électeurs britanniques ont massivement rejeté le projet de réforme du système électoral qui leur était soumis jeudi à référendum, infligeant un revers supplémentaire aux libéraux démocrates.

Le "*non*" recueillait 12 millions de voix contre 5,6 millions pour le "*oui*" après dépouillement, vendredi soir, dans 429 des 440 circonscriptions.

Organisées le même jour, les élections locales ont également tourné à la déroute pour les libéraux démocrates, qui paient le prix fort pour leur implication dans la politique d'austérité conduite par le gouvernement du conservateur David Cameron.

En Angleterre, où on renouvelait jeudi 279 conseils municipaux - Londres n'était pas concerné -, les libéraux démocrates ont perdu 695 des 1.850 sièges qu'ils défendaient, selon les derniers résultats disponibles.

Les conservateurs progressent un peu et ajoutent 80 sièges aux 5.000 qu'ils remettaient en jeu. L'opposition travailliste est le grand vainqueur du scrutin local. Le Labour, qui avait obtenu 1.600 sièges aux élections de 2007, en gagne 800 de plus.

En Ecosse, le Parti national (SNP) remporte 69 des 129 sièges du Parlement régional et décroche pour la première fois la majorité absolue. Les travaillistes obtiennent 37 élus, les conservateurs 15 et le Lib Dem cinq.

Au Pays de Galles, la coalition unissant les travaillistes aux nationalistes de Plaid Cymru devrait être reconduite: les travaillistes gagnent 4 sièges pour obtenir très exactement la moitié des 60 élus de l'Assemblée galloise. (Reuters 06.05)

2- Syrie.

Vingt-sept manifestants syriens ont été tués par les forces de l'ordre vendredi, décrété "jour du défi" contre le régime du président Bachar al Assad, selon les dernières informations recueillies dans la soirée auprès de militants des droits de l'homme et de témoins.

De Banias sur la côte méditerranéenne, à Kamichli dans le Nord-Est kurde, de nombreux rassemblements ont eu lieu à travers le pays après la grande prière du vendredi.

C'est à Homs, la grande ville du centre, que la répression a été la plus sanglante. Quinze décès y ont été dénombrés, a déclaré Ammar Kourabi, président de l'Organisation nationale pour les droits de l'homme.

Selon la télévision publique, un militaire et quatre policiers y ont par ailleurs été tués par un "*gang criminel*". Citant des témoins, Wissam Tarif, de l'association Insan de défense des droits de l'homme, a fait état de la défection de neuf militaires désormais ralliés aux contestataires, qui pourraient avoir ouvert le feu sur les forces de l'ordre.

A Hama, où la répression d'un soulèvement des Frères musulmans a fait jusqu'à 30.000 morts en 1982, six personnes ont été tuées par balles lors d'un grand rassemblement dans le centre-ville, selon un habitant.

Quatre manifestants ont en outre trouvé la mort à Deir al Zor, localité située dans la région d'où provient l'essentiel de la production pétrolière nationale. Aucun décès n'y avait encore été signalé.

En bloquant l'accès à la capitale Damas les forces de l'ordre, qui sont entrées le 25 avril dans Deraa, berceau des manifestations dans le sud du pays, ont empêché les contestataires de disposer d'un "*lieu phare*" comme la place Tahrir pour les Egyptiens.

"*Le peuple veut le renversement du régime!*", ont scandé 2.000 contestataires à Sakba, banlieue sud de Damas, en réclamant la libération des centaines de personnes arrêtées ces derniers jours, a rapporté un témoin.

Des vidéos diffusées sur internet et par Al Djazira montrent des manifestants reprenant, dans plusieurs villes, les mêmes revendications. Certains défilaient à moto, en agitant le drapeau syrien et en scandant "*Allahou Akbar!*" (Dieu est le plus grand).

Des chars ont été déployés à Barzeh, un quartier damascène, et des militaires ont arrêté Riad Seïf, chef de l'opposition, lors d'une manifestation aux abords de la mosquée Al Hassan, à Midan, autre quartier de la capitale, ont rapporté sa fille et des défenseurs de droits de l'homme.

Agé de 64 ans, l'opposant souffre d'un cancer de la prostate. Il a passé huit ans en détention depuis 2001 pour "*atteinte au moral de la nation*". Il avait été libéré l'an dernier après avoir purgé une deuxième peine de prison. (Reuters 06.05)

3- Yémen

Des dizaines de milliers de partisans et d'adversaires du régime se sont rassemblés à Sanaa, sur la place des Sittine, près de l'épicentre de la contestation. Tandis que les partisans démontraient leur soutien au régime, les protestataires ont de nouveau appelé au départ du président contesté Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis près de trente-trois ans. (lemonde.fr 06.05)

4- Tunisie

Les forces de l'ordre tunisiennes ont violemment dispersé les deux cents personnes venues manifester dans le centre de Tunis pour réclamer la "*démission*" du gouvernement transitoire et "*une nouvelle révolution*". Des grenades lacrymogènes ont été tirées et la police a chargé les protestataires.

"*Nous sommes ici pour réclamer le départ de ce gouvernement qui est malhonnête. Tout est clair maintenant. Nous voulons qu'ils démissionnent afin que nous ayons un gouvernement dont les membres sont uniquement au service du peuple*", expliquait Sonia Briki, une manifestante.

La police était déjà intervenue dans la journée pour disperser des manifestants rassemblés sur l'avenue Bourguiba. La tension est remontée d'un cran en Tunisie après les propos tenus jeudi par l'ancien ministre de l'intérieur, Farhat Rajhi, sur un possible coup d'Etat de fidèles du président déchu Zine El-Abidine Ben Ali en cas de victoire électorale des islamistes d'Ennahda.

Les forces de sécurité s'en sont prises également à des photographes et ont confisqué les appareils de certains d'entre eux. Selon l'Union nationale des journalistes tunisiens, qui dit redouter "un possible retour aux pratiques tyranniques de l'ancien régime", 14 journalistes ont été malmenés lors de manifestations de ces derniers jours.

Trois journalistes de l'agence EPA, Mohamed Hammi, de Reuters Zoubeir Souissi et de l'AFP Fethi Bélaïd, ont été tabassés dans le hall du journal "*La Presse*", et leur matériel a été confisqué. La veille, un photographe de l'Associated Press, Hassène Dridi avait déjà été brutalisé par des policiers.

Au total, 15 journalistes travaillant pour des médias internationaux et tunisiens ont été brutalisés par les forces de l'ordre lors des manifestations de jeudi et vendredi, précise le syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) dans un communiqué.

Il cite notamment trois journalistes de la chaîne qatarie "*Al Jazeera*", et d'autres du journal Achourouk, de la radio privée tunisienne Chems FM, de la chaîne Hannibal TV et du journal El-Sahafa. Le SNJT dénonce "*les agissements des agents de police visant les journalistes*", et évoque "*un crime contre la liberté de la presse*". (lemonde.fr, AP et Reuters 06.05)

Social.

1- France

La grève a été reconduite à 91 %, jeudi 5 mai, à La Tribune "*pour s'opposer aux suppressions de postes envisagées*", tandis qu'une motion de défiance à l'encontre de la direction a été adoptée à 99 %, ont annoncé dans un communiqué des syndicats du quotidien économique. De son côté, Valérie Decamp, PDG du quotidien, a appelé "*à la responsabilité et au dialogue*" à un "*moment crucial*" de l'histoire du journal. (lemonde.fr 06.05)

2- Maldives

La police a bloqué vendredi des centaines de manifestants réunis dans la capitale des Maldives, Malé, interpellant plusieurs personnes participant à la protestation organisée par l'opposition pour dénoncer la hausse des prix.

Environ un millier de milliers de personnes s'étaient rassemblées sur une petite place après la prière du vendredi, pour demander au président Mohamed Nasheed de démissionner et dénoncer les réformes proposées par le Fonds monétaire international, qui ont provoqué une hausse des prix.

C'était la sixième nuit de manifestation consécutive contre le bond des prix imputée à la mauvaise gestion du gouvernement.

Les Maldives, un archipel de 1.200 îles dans l'océan Indien, compte environ 300.000 habitants. (AP 06.05)

3- Inde

Huit personnes ont été arrêtées dans le nord de l'Inde après la lapidation à mort d'un couple de jeunes gens qui s'étaient mariés bien qu'appartenant à des castes différentes, a indiqué la police vendredi.

Le couple s'était enfui dimanche de son village de Nagla Khuru, dans l'État de l'Uttar Pradesh, et n'était revenu que 24 heures plus tard, marié. Ils étaient attendus par une foule, menée par la famille de la mariée, qui les a lapidés jusqu'à la mort.

Les familles estiment que de telles alliances ternissent leur réputation de manière inacceptable. Aucun chiffre officiel n'existe sur ces crimes d'honneur, mais une étude indépendante publiée en 2010 chiffrait à 900 le nombre de ces meurtres commis chaque année pour seulement trois États dans le nord de l'Inde. (lepoint.fr 06.05)

Quand un jour je me suis présenté avec mon épouse Magueswary pour porter plainte contre les voyous de mon village, l'une des premières choses que lui a demandée l'inspecteur de police a été : de quelle caste êtes-vous ?, sans doute histoire de la rabaisser. J'ai répondu à sa place en lui disant que mon épouse n'avait pas à répondre à cette question qui enfreint la Constitution, et que je devrais porter plainte contre lui s'il persistait, il n'a pas insisté, avant de donner raison à ces voyous, ici la police comme les magistrats sont corrompus, je ne vous apprends rien.

Syndicat.

Toutes les fédérations syndicales de fonctionnaires (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires) appellent à une journée nationale de mobilisation -rassemblements, manifestations, grèves- le 31 mai prochain contre le gel des salaires dans la fonction publique.

Dans un communiqué commun diffusé vendredi matin, les huit syndicats "*condamnent la politique d'austérité salariale menée par le gouvernement à l'égard des agents publics*". "*Celle-ci aggrave encore un contexte marqué par les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail*", estiment-ils.

Les huit organisations "*dénoncent l'absence de véritables négociations salariales qui auraient dû permettre a minima le maintien du pouvoir d'achat des agents publics pour 2011 et 2012*" et elles "*contestent le discours du gouvernement consistant à laisser croire que la fonction publique connaît de véritables hausses de pouvoir d'achat*".

Les syndicats "*appellent l'ensemble des agents des trois versants de la fonction publique à se mobiliser fortement le mardi 31 mai prochain, sous les formes locales ou sectorielles les plus appropriées: rassemblements, manifestations, grèves*". (AP 06.05)

Trois petits tours et puis s'en vont !

Economie.

1- UE. La pagaille et la panique.

Quelques ministres des Finances européens sont réunis vendredi pour discuter de la crise de la dette dans la zone euro, apprend-on de source autorisée.

La réunion, à Luxembourg, est privée, explique-t-on, et portera sur les problèmes de dette de la Grèce et du Portugal.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble et son adjoint Jörg Asmussen sont présents, dit-on de source proche de la coalition au pouvoir. La réunion n'a pas été rendue publique à l'avance et les identités des autres responsables présents ne sont pas connues.

Le magazine allemand Spiegel Online précise que les ministres des Finances de la zone euro se réunissaient vendredi soir au Luxembourg pour discuter de la crise grecque, avec à l'ordre du jour la possible restructuration de la dette du pays.

Un porte-parole du président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker, Guy Schuller, a démenti à Reuters par téléphone l'existence d'une telle réunion alors que le ministère des Finances français a dit ne pouvoir ni confirmer ni infirmer la tenue d'une réunion.

De source européenne, on a indiqué à Reuters que la réunion de Luxembourg était destinée à examiner une série de questions telles que les situations économiques du Portugal et de la Grèce, ainsi que la question de la présidence de la Banque centrale européenne (BCE). (Reuters 06.05)

Etonnant que le ministère des Finances français ne puisse "*ni confirmer ni infirmer la tenue d'une réunion*", avait-il été tenu à l'écart jusqu'au dernier moment ?

2- Etats-Unis. Je te licencie parce ton salaire me coûte trop cher, et je t'embauche au salaire de base pour réaliser plus de profits sur ton dos.

Wall Street a fini en hausse vendredi après quatre séances de baisse, portée par l'annonce d'un nombre de créations d'emplois nettement plus élevé que prévu le mois dernier aux Etats-Unis, ce qui a rassuré les investisseurs sur l'état de santé de l'économie américaine.

Selon le département du Travail, 244.000 emplois non agricoles ont été créés le mois dernier aux Etats-Unis, ce qui représente un plus haut de 11 mois, alors que les économistes attendaient 186.000. Le taux de chômage a en revanche légèrement remonté à 9%. (Reuters 06.05)

Explication.

Le chômage augmente et le nombre de créations d'emplois aussi, c'est une bonne chose pour les capitalistes.

Les travailleurs embauchés percevront des rémunérations inférieurs à ceux qui sont déjà en poste pour effectuer le même travail, et le licenciement de travailleurs permet d'annuler les augmentations de salaires qui avaient réévalué leurs rémunérations au fil du temps, ils vont se retrouver à la case départ avec le salaire minumum correspondant à l'emploi qu'ils ont trouvé.

De plus, les emplois détruits le sont dans la fonction publique, 24 000 en avril, selon Reuters.

Donc, normal que Wall Street se réjouisse de cette annonce.

Le 8 mai

Au camarade qui m'a envoyé deux fichiers hier : ces articles étaient déjà en ligne dans le site, notamment celui d'une religieuse catholique syrienne racontant qu'Assad était un bon papa pour son peuple qu'il adore, comme chacun sait.

On se doit de diffuser quelques articles favorables aux différents tyrans au pouvoir. Ce qui nous intéresse ce sont les faits et les arguments qu'ils utilisent pour étayer leurs positions ou affirmations, et qui se retournent contre eux dès lors qu'on jette un regard objectif et sans a priori sur la situation. On ne combat pas des arguments ou des positions en se contentant de les nier ou en témoignant du mépris envers leurs auteurs, c'était juste la précision que je voulais apporter ici.

Polémique.

Dans le fichier du site consacré au vieux monde figurent 459 articles.

A ma connaissance, il ne m'est arrivé qu'exceptionnellement au cours des dernières années de m'attarder sur un ou plusieurs articles, toujours à la recherche d'une meilleure compréhension du monde dans lequel nous vivons et non pour alimenter la théorie du complot que certains s'empressent de mettre en avant pour justement ne pas réfléchir sérieusement à des questions qui se rapportent à la lutte des classes.

Donc qu'on ne vienne pas me faire un procès d'intention en prétendant que je serais un adepte de la théorie du complot que l'on retrouve dans les analyses contenues dans certains articles, ceux particulièrement du Réseau Voltaire pour ne pas le nommer, cette accusation ne tient pas, chacun peut le vérifier facilement pour peu qu'il fasse preuve d'un minimum de discernement ou d'honnêteté intellectuelle.

Remettons les choses à leurs places.

C'est l'actualité politique à travers l'impérialisme américain qui a remis Ben Laden et Al-Qaïda sur le devant de la scène. Fallait-il traiter cette actualité ou laisser les représentants du vieux monde et les médias à leurs ordres distiller une histoire invraisemblable qui a obtenu les faveurs des partis ouvriers, peut-être tous je n'en sais rien pour le moment, je n'ai pas eu le temps de le vérifier ? Histoire à la gloire de l'impérialisme américain faut-il malheureusement préciser, et que nos détracteurs remisent allègrement au second plan, comme si cela n'aurait aucune conséquence sur l'appréciation que portent les travailleurs sur le capitalisme, alors que notre combat consiste à les aider à rompre avec lui. Sur cette question précise, nos intellectuels se défilent, ils préfèrent botter en touche pour ne pas aborder les questions politiques sérieuses, par exemple pourquoi nous ne sommes jamais parvenus à construire un parti révolutionnaire en France. On a peut-être ici une partie de la réponse.

Mon intervention sur la version américaine de la mort de Ben Laden n'avait pas d'autre objectif que de montrer qu'elle reposait sur une supercherie à laquelle les plus naïfs croient dur comme fer sans trop se poser de questions, et non de faire la part belle à je ne sais quelle théorie qui nous est totalement étrangère et que nous dénonçons par ailleurs, mais que des esprits tordus nous attribuent gracieusement au passage.

Ce qui ne passe pas, c'est que la plupart des intellectuels se servent allègrement des données qui sont fournis par des journalistes indépendants, sans lesquels très souvent elles auraient été étouffées, pour ensuite, soit ne pas citer leurs sources, soit les dénigrer ou nous expliquer qu'il faut rejeter en bloc le contenu de leurs articles, parce qu'il y serait développé des théories nauséabondes, dont celle du complot, autrement dit, du moment que l'auteur d'un article se livre à une analyse farfelue, foireuse, totalement insupportable, cela suffirait à jeter la suspicion sur la totalité des données ou faits qu'il mentionne, même en citant systématiquement ses sources.

Quand je lis un article du Figaro ou du Monde, est-ce que je devrais mettre en doute systématiquement les informations, faits ou données qu'il contient parce que je sais que ces deux médias nationaux sont favorables au régime en place ? Cette attitude ne coïnciderait-elle pas justement avec celle du complot que dénoncent nos intellectuels en question, n'auraient-ils pas exactement le même comportement que celui qu'ils dénoncent ? Pourquoi ? La réponse est très simple, parce qu'ils sont les seuls consciemment ou inconsciemment à détenir la vérité et que seule la leur mérite de l'attention. On baigne là en pleine crise de décomposition schizophrénique où les rapports au monde réel se réduisent finalement à l'idée qu'on s'en fait sans tenir compte de la réalité.

L'évolution du capitalisme des dernières décennies avec son lot de destructions des valeurs collectives à tous les niveaux de la société, privatisations, individualisation croissante des conditions de travail, etc., le tout accompagné du rejet des partis politiques et des syndicats, conduit de plus en plus à l'isolement chaque individu face à la société et aux problèmes auxquels il est confronté, à son atomisation grandissante, de telle sorte qu'il se retrouve également seul à penser face à lui-même, comme si son sort dépendait uniquement de lui-même, sans avoir les moyens de l'assumer et de comprendre qu'il est aussi ou surtout membre d'une classe sociale, Internet ne fait que renforcer cette tendance dans ce contexte, seul il n'est rien, il est terriblement vulnérable, il est à la merci de cette société qui va le manipuler, l'endoctriner, le broyer, le détruire, en faire un esclave.

Cette affaire Ben Laden ne me passionne pas particulièrement, entre nous, on s'en serait bien passé car on a d'autres questions plus importantes à régler. Cependant, ce qui est intéressant ici, c'est le traitement qu'y réservent les uns et les autres, et comme là il s'agit d'une question fermée à la quelle on répond par oui ou par non, on croit ou pas la version officielle qui nous a été délivrée, il est plus facile de cerner le mode de pensée de chacun qui n'est pas réservée à ce genre d'histoires, mais qui reflète un état d'esprit général, une méthode pour interpréter le monde qu'ils utilisent quotidiennement dans la lutte de classe, elle permet de discerner leurs faiblesses ou leurs lacunes ou au contraire leur sens (aigu) du discernement ou leur capacité à faire la part des choses, ce qui n'est pas inutile au regard de la décomposition actuelle du mouvement ouvrier qui s'inscrit dans le sillage de la société toute entière, du capitalisme.

On arrêtera là notre causerie du jour.

Je précise à l'adresse de l'auteur d'un courriel que j'ai reçu qui s'étonne que je fasse référence à des "*renseignements sur les services secrets pakistanais que personne n'a en sa possession*, s'il avait pris la peine de lire jusqu'au bout l'article en question, il aurait pris connaissance des sources qui figuraient en bas de page, personne n'est parfait.

Continuons encore le décryptage de la propagande officielle sur cette affaire.

1- Parmi la quinzaine de personnes arrêtées par les autorités pakistanaises figurent trois femmes du chef d'Al-Qaida et des enfants. L'une d'entre elles, identifiée comme Amal Ahmed Abdoulfattah, a affirmé aux enquêteurs pakistanais qu'elle avait vécu au moins cinq ans avec Oussama Ben Laden à Abbotabad, soit à peu près depuis 2005. Auparavant, ils auraient passé environ deux ans et demi dans le village de Chak Shah Mohammad, dans le district de Haripur dans le nord du pays. Ce qui voudrait dire que Ben Laden aurait quitté les zones tribales bordant l'Afghanistan depuis 2003, pour s'installer, sans être inquiété, dans les zones urbaines du nord du Pakistan.

Ces révélations faites sous couvert d'anonymat par des responsables pakistanais, rapportées par l'agence Reuters et le New York Times. (lemonde.fr 07.05)

Pour un peu il aurait été faire son marché entouré de ses femmes le dimanche matin, ben voyons !

Elles auraient vécu "*au moins cinq ans avec Oussama Ben Laden à Abbotabad*", elles n'en sont pas très sûres, c'est vrai que cinq ans c'est une éternité ! Et pendant ces quelques années passées dans un village avec toute sa smala, ses femmes et ses nombreux enfants, personne n'aurait rien remarqué d'étrange dans leur comportement, aucun gosse ne serait sorti et n'aurait prononcé un mot de trop, les médecins qui devaient s'occuper de Ben Laden faisaient bien sûr partie de la troupe, quand on sait que dans ce genre de villages les gens passent leur temps à s'épier mutuellement et à dégoiser sur le dos de son voisin, car cela doit être la même chose qu'en Inde, cet élément semble des plus farfelu et fabriqué encore une fois.

2- Cinq vidéos sans son, provenant du matériel saisi dans la résidence d'Oussama Ben Laden à Abbottabad (Pakistan) par les forces spéciales américaines, ont été présentées à des journalistes lors d'une conférence de presse.

L'une d'elles, dont la date de réalisation n'a pas été déterminée (...) Assis par terre, il utilise sa télécommande pour passer d'une chaîne à l'autre (...)

Ces images sont connues: Ben Laden en treillis et bâton en main, descendant le long d'une pente, ou le chef terroriste en djellaba blanche accroupi, s'apprêtant à tirer avec une Kalachnikov.

Cette séquence, dont la date de réalisation n'a pas été déterminée (...) Une autre vidéo, réalisée vraisemblablement entre le 9 octobre et le 5 novembre 2010 selon les responsables américains, montre Ben Laden s'adressant à la caméra comme lors des messages vidéo qu'il a périodiquement transmis depuis 10 ans. (libération.fr 07.05)

Pas de date de réalisation, c'est préférable ! Le journaliste de Libération, qui gobe apparemment tout ce que l'administration américaine raconte, fait référence aux "messages vidéo qu'il a périodiquement transmis depuis 10 ans", mais oublie de préciser qu'au cours de ces dix dernières années, il n'est jamais apparu publiquement, en dehors des dirigeants d'Al-Qaïda ou des talibans ainsi que la Maison Blanche, absolument personne jusqu'à présent n'avait certifié l'avoir rencontré au cours des dix dernières années.

Commentaire d'un internaute :

- " Sur le site des "most wanted" du FBI Ben Laden est identifié comme gaucher. Sur leur vidéo, l'homme qui parait tellement vieux par rapport à Ben Laden est un droitier visiblement. Une des autres vidéos est presque identique à une autre parue en 2007 et pour une troisième, semblable à une publiée en 2002 : même allure, même vêtements, etc., sans parler du site qui dans le passé a publié les vidéos dites de Ben Laden dont les serveurs sont localisés à Washington, entre le Département de la Sécurité Intérieure et l'Ambassade israélienne." (lepoint.fr 07.05)

Attention cher monsieur, vous avez cité le FBI et le Département de la Sécurité Intérieure et l'Ambassade israélienne : vous voilà atteint par la théorie du complot !

3- Après les tentatives infructueuses de l'impérialisme américains de "*négocier*" avec des talibans "*modérés*", l'entrée dans le gouvernement du pantin des américains Karzaï de chefs de clans réputés pour leur cruauté et liés au narcotrafic, voilà venu le temps du retour en grâce des talibans. Extrait d'un article de Reuters daté d'hier :

La mort d'Oussama ben Laden pourrait être un "*facteur de changement*" dans le déroulement de la guerre en Afghanistan, a déclaré vendredi Robert Gates, le secrétaire américain à la Défense.

S'exprimant devant des militaires sur une base aérienne de Caroline du Nord, Robert Gates a prédit que l'armée américaine pourrait probablement évaluer les conséquences de la mort du chef d'Al Qaïda dans un délai de six mois.

"*Ben Laden et (le chef des taliban afghans) le mollah Omar avaient une relation personnelle très proche et il y en a d'autres au sein du mouvement taliban qui se sont sentis trahis par Al Qaïda, (qui ont le sentiment) que c'est à cause des attentats d'Al Qaïda aux Etats-Unis que les taliban ont été renversés en Afghanistan*", a poursuivi le patron du Pentagone. (Reuters 07.05)

Embourbés en Afghanistan, ont-ils une autre solution pour en sortir et conserver un régime à leur botte sans avoir à désavouer cette guerre qu'ils ont initiée ?

Commentaire d'un autre internaute :

- "Le retour en force de la barbarie d'Etat On ne me fera pas croire qu'il était impossible de l'avoir vivant. Gaz, taser, siège, les options sont nombreuses. Il faut donc voir dans l'opération une intention délibérée d'assassinat. La soit-disant "guerre au terrorisme" a servi de justification au retour de la torture, aux mesures de guerre fascistes en sol Américain, à la chasse à l'homme (Assange), à toutes les diabolisations et maintenant au lynchage. Pas de quoi se réjouir." (liberation.fr 07.05)

Politique.

1- Libye

Les forces loyales envers Mouammar Kadhafi ont attaqué samedi la petite localité pétrolière de Djalou, dans le désert libyen, aux environs d'Adjabiah, qui est toutefois restée entre les mains de la rébellion, a annoncé le porte-parole du Conseil national de transition (CNT, regroupant les insurgés), Abdel Hafiz Ghoga.

Cette oasis isolée a déjà subi plusieurs attaques des forces loyalistes depuis le début, à la mi-février, du soulèvement contre le Guide libyen.

Les fidèles de Kadhafi ont aussi attaqué dans le passé la localité voisine d'Aoujilah. Les deux villes sont proches d'importants gisements pétrolifères aux main des insurgés.

Des combats ont également éclaté dans le passé dans l'oasis de Koufra, au sud-est de la Libye, non loin de la frontière égyptienne.

Les affrontements qui font rage depuis plusieurs jours entre insurgés et brigades de Kadhafi au niveau de la région de Ghézaya, dans l'ouest libyen, se sont rapprochés samedi à environ un demi-kilomètre de la frontière tunisienne, a rapporté l'agence gouvernementale TAP.

L'agence fait état de la chute de 80 obus de mortier dans des zones inhabitées proches de la localité tunisienne de Dhéhiba.

Les combats tournent autour du poste frontalier de Dhéhiba/Wazen vital pour le ravitaillement des rebelles qui l'ont pris aux troupes loyalistes il y a plus d'une semaine. (Reuters et AP 07.05)

2- Syrie

Six civils au moins ont été tués samedi à Banias lors de l'attaque de cette ville côtière par l'armée appuyée par des chars, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Quatre femmes figurent parmi les victimes, tuées lors d'une manifestation organisée aux abords de Banias. (Reuters 07.05)

3- Yémen

Un manifestant a été tué et onze autres blessés samedi dans une localité du sud du Yémen, où la police a ouvert le feu pour disperser plusieurs milliers de personnes qui réclamaient le départ du président Ali Abdallah Saleh, a rapporté un militant.

Nouh al-Wafi a précisé que les forces de l'ordre avaient fait usage de gaz lacrymogène et tiré à balles réelles pour disperser le rassemblement à Al-Maafir, dans la province de Taez.

Samedi, bureaux et commerces étaient fermés dans plusieurs villes du pays -dont Aden, Saada et Hodeida- dans le cadre d'une campagne de désobéissance civile à l'appel de l'opposition afin d'accentuer la pression sur le chef de l'Etat, après pratiquement trois mois de manifestations quasi quotidiennes.

Le mouvement de la jeunesse à la tête de la contestation a diffusé samedi un communiqué réclamant à nouveau le départ immédiat du dirigeant. (AP 07.05)

4- Tunisie

Le gouvernement provisoire tunisien a instauré samedi un couvre-feu nocturne dans la capitale à la suite des nouvelles manifestations réprimées par les forces de l'ordre.

Le nouveau pouvoir issu de la "révolution de jasmin" a également limogé un ancien ministre de l'Intérieur, Fahrat Rajhi, de son poste à la tête du Haut Comité sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, un organisme financé par l'Etat.

Samedi, pour la troisième journée consécutive, des échauffourées ont opposé à Tunis des policiers armés de matraques et de grenades lacrymogènes à des centaines de manifestants réclamant la démission du gouvernement de transition.

Les nouvelles manifestations sont organisées par une frange de la population qui craint que le gouvernement de transition revienne sur ses promesses de démocratisation.

"*Il nous faut maintenant une révolution qui succède à la révolution (du jasmin)*", a estimé Abdoulrahim Djalouli, en montrant son téléphone portable sur lequel il disposait de photos où l'on voit des policiers pourchassant des jeunes dans les rues, près du centre de la capitale.

"*Vous voyez! Les policiers sont comme avant. Rien ne change!*", a-t-il ajouté.

"*Les jeunes sont toujours en colère. Ils réclament une nouvelle révolution*", a déclaré de son côté un patron de café. "*Les choses sont loin d'être revenues à la normale*". (Reuters 07.05)

Le 9 mai

J'ai mis en ligne *L'Internationaliste* n° 109 du groupe GSI que j'ai reçu hier.

Je n'ai pas le temps de répondre aux courriels que j'ai reçus ces derniers jours. J'en ai reçu un très long d'un militant du POI dont je ne vous donnerai pas d'extraits car il est trop personnel, peut-être dans quelques jours si cela peut servir à développer une causerie. Il confirme mon analyse du mouvement ouvrier français et en grande partie celle que je fais du POI.

L'affaire Ben Laden n'est pas non plus sa tasse de thé, à nous non plus répétons-le, ce qui nous intéresse ici c'est le traitement que les uns et les autres réservent à une information et qui révèle un mode de pensée qui ne s'applique pas seulement à une information isolée, au-delà leur rapport à l'impérialisme, leur conception de la lutte des classes...

Notons que pour ne pas être catalogués à tord ou à raison parmi les partisans de la théorie du complot, tous sans exception ont plus ou moins lâchement adopté la version officielle délivrée par Obama, Sarkozy, l'UMP, le PS et bien entendu l'ensemble des médias à leurs ordres. Dès lors, il nous est impossible de soutenir qu'un seul serait digne de confiance et l'on comprendra très bien pourquoi le prolétariat n'a jamais réussi à se doter d'une nouvelle direction.

Les dirigeants du POI, mais aussi du NPA ou LO, se retranchent derrière des théories ou des principes qu'ils se sont employés à figer à défaut d'être capables d'analyser les importantes transformations qu'ont subit la société et le monde, les rapports entre les classes et les rapports à l'intérieur même des classes, l'évolution des mentalités et des comportements, de l'état d'esprit de la classe et des masses, ils ont cru qu'en utilisant les mêmes discours, les mêmes mots et la même conception de la lutte de classe à un siècle d'intervalle sans tenir compte de ces profonds changements la classe et les masses les suivraient ou adhèreraient à leur parti, or c'est tout l'inverse qui s'est produit, c'est le constat d'une faille qu'on a sous les yeux, qu'ils ne veulent pas reconnaître, car un intellectuel reconnaîtra rarement qu'il s'est fourvoyé, un dirigeant l'admettra d'autant moins, c'est là tout le drame que nous vivons parce que nous en sommes les otages et dont ils portent l'entière responsabilité.

J'ai presque envie de dire avec ce militant du POI que le "*mouvement ouvrier est mort*", ce sont ces mots, ses dirigeants sont morts politiquement assurément en partageant un mensonge aussi grossier et en trompant ainsi travailleurs et militants, on a envie de leur retirer toute légitimité au nom de la classe ouvrière, ils n'en sont pas dignes, étonnant comme constat de la part d'un

militant par ailleurs syndicaliste, c'est dire à quel degré de décomposition le mouvement ouvrier et son "avant-garde" en sont arrivés, disons qu'ils agonisent... en attendant de renaître...

Qu'avaient-ils à craindre ces dirigeants à refuser ou témoigner tout du moins une certaine réserve envers la version de l'administration américaine dans l'affaire Ben Laden, sinon s'alliéner les masses les plus arriérées qui gobent systématiquement tout ce qu'on leur raconte du moment que cela vient d'en haut et qui de toutes manières ils sont incapables d'atteindre par leurs discours, et s'attirer la sympathie des travailleurs les plus avancés qui ne croient plus un mot de ce qu'on leur raconte du moment que cela provient d'un dirigeant du vieux monde. Leur soumission à l'impérialisme en est d'autant plus insupportable. Ils ont encore loupé une bonne occasion de se démarquer de la pensée unique qu'ils cultivent maintenant à leur tour, simple constat.

On ne s'étonnera pas que dans ce contexte, un type comme Onfray dans l'émission *On n'est pas couché* diffusée en différé avant-hier sur TV5Monde Asie, ait pu affirmer sans être contredit, que le capitalisme a toujours existé, faisant référence à la période lointaine au cours de laquelle les coquillages faisaient encore office de monnaie, donc avant son apparition, occultant au passage que les membres d'une même tribu pratiquait ce que l'on a appelé le communisme primitif, qui consistait à mettre en commun les moyens de production qui étaient alors un bien collectif, tandis que le produit du travail était réparti ou distribué entre tous les membres de la collectivité en fonction de leurs besoins respectifs et non en fonction de leur productivité individuelle ou de facteurs subjectifs, et qu'à cette époque-là ni les classes ni l'Etat n'existaient.

Ce n'est certainement pas en cautionnant les fables cyniques et haineuses de l'impérialisme américain qu'on parviendra à ranimer la flamme du socialisme au coeur du mouvement ouvrier.

Consensus avec l'impérialisme.

Comme si depuis le début des années 90 le triomphe du capitalisme sur le communisme sous couvert d'un amalgame frauduleux avec le stalinisme ne leur suffisait pas pour endiguer la résistance des peuples qui luttent pour que soient satisfaits leurs besoins sociaux et faire valoir leurs droits politiques, place au triomphe du mensonge d'Etat avec le soutien de l'ensemble des partis du mouvement ouvrier français (notamment).

On pourrait reprendre à notre compte ce constat édifiant et accablant d'alterinfo.fr : "Hallucination. Ils voient des conspirationnistes partout et des conspirations nulle part."

POI. (IO n°147 page 7 - 4 mai)

- "Dix ans après avoir désigné Ben Laden comme l'ennemi numéro 1, des « unités spéciales » américaines l'ont abattu dans sa coquette villa à 50 kilomètres de la capitale du Pakistan."

NPA. (communiqué du 4 mai)

- "Le gouvernement américain a supprimé celui qui fut son allié contre l'intervention militaire soviétique en Afghanistan." (...) "Les attentats du 11 septembre contre le World Trade Center ne servaient en rien les intérêts des peuples opprimés."

Besancenot a déclaré qu'il ne serait pas le candidat du NPA en 2012 car il préférait se recentrer sur les questions internationales au sein du NPA, c'est plutôt mal barré !

LO. (article du 2 mai)

- "Ben Laden était une crapule et il n'y a certainement pas lieu de pleurer sa mort. Les attentats de 2001 ont été une infamie ..."

PCF. (article du 2 mai)

- "La mort de Ben Laden, devenu le symbole du terrorisme mondialisé, est un événement important pour toutes les familles des victimes des attentats du 11 septembre 2001."

PG. (article du 2 mai)

"Après dix années d'une chasse à l'homme couplée d'un guerre illégale, Ben Laden a été tué par une opération des forces spéciales états-uniennes et des services pakistanais. "

Je vous invite à lire l'article consacré à la déclaration fracassante de "*Steve R. Pieczenik, ancien sous-secrétaire adjoint au ministère des Affaires étrangères sous trois administrations différentes (...), Nixon, Ford et Carter, tout en travaillant sous Reagan et Bush père, et travaille toujours comme consultant pour le ministère de Défense. Ancien capitaine de la marine de guerre,*

Pieczenik a obtenu deux prix Harry C. Salomon prestigieux à la Harvard Medical School, en terminant simultanément son doctorat au MIT. ".

Il accuse l'administration américaine d'avoir orchestré les attentats du 11 septembre 2001 et il explique quand et sans doute comment et où Ben Laden est mort vers la fin 2001. Pour avoir travaillé avec Nixon, il ne doit plus être tout jeune, on n'a pas à faire à un inconnu ou un farfelu, il n'a rien à perdre, il lâche le morceau. Mais il s'en trouvera encore pour mettre en doute ce témoignage, à ceniveau-là, ils sont irrécupérables.

J'ai bouclé cette causerie. Un dernier mot qui servira de réflexion aux causeries à venir.

Quand on regarde bien la situation des deux camps en présence, aucun n'est en situation de l'emporter dans les pays comme la Tunisie, l'Egypte, la Libye, la Syrie, le Yémen, etc, aucune classe n'est en mesure de l'emporter sur l'autre, du coup seule la classe dominante par un coup de force (militaire) peut prendre ou plutôt conserver le pouvoir, elle ne peut pas revendiquer le soutien du peuple après avoir soutenu des régimes dictatoriaux, elle est trop faible et haïe par les masses.

De son côté la classe ouvrière est désarmée théoriquement, politiquement et pratiquement puisqu'elle n'a même pas un parti ouvrier pour représenter ses intérêts fondamentaux, elle n'a aucune idée du développement historique du capitalisme mondial qui conduit à la barbarie ou au socialiste, sa conscience politique ne dépasse pas le stade de ses besoins alimentaires sans être capable de déterminer par quel moyen politique elle pourrait parvenir à les satisfaire, ce qui nécessiterait à la fois de remettre en cause les fondements du capitalisme et liquider ceux du régime, l'Etat, pour construire un Etat ouvrier sur ses ruines.

On est là au coeur du problème que doit résoudre non seulement la classe ouvrière dans cette région du monde, mais dans chaque pays à l'échelle mondiale : liquider le capitalisme et les institutions politiques qui lui permettent de survivre. Mais sans partis révolutionnaires construits sur les bases du marxisme, section d'une Internationale ouvière révolutionnaire, il sera impossible d'atteindre cet objectif, dès lors, ce devrait être notre tâche prioritaire et toute notre activité militante devrait y être subordonnée.

Quelque part la situation est sans issue pour toutes les classes, ce qui a de quoi inquiéter les différents impérialistes qui voient à juste titre une menace dans la radicalisation politique des masses qui cherchent une voie pour s'en sortir malgré tout, ce qui risque par se traduire par une instabilité politique néfaste pour les affaires, la recrudescence de revendications sociales incompatibles avec la survie du capitalisme. D'où aussi la tentation de recourir à des provocations en tous genres (dont Al-Qaïda ou les Frères musulman, etc.) pour justifier le recours à l'armée et rétablir l'ordre.

Politique.

1- France

1.1- Excentricité.

Samedi, au palais des congrès de Versailles, Hervé Morin, Jean-Marie Bockel, Hervé de Charette et Jean-Louis Borloo ont signé l'acte de naissance de leur confédération.

Louant le «*printemps des centres*», le numéro deux du Nouveau Centre, Jean-Christophe Lagarde, se prend à rêver «*d'une force politique qui n'essaye pas de monter les Français les uns contre les autres*». Jean-Marie Bockel, au nom de Gauche moderne, fustige pêle-mêle «*le repli, la frilosité, le discours de Grenoble, la fin de l'ouverture et la stratégie du clivage*».

«*Nous partageons avec beaucoup de Français une amère déception*», témoigne Hervé de Charette, deux ans après sa rupture avec l'UMP. Pour le président de Convention démocrate, «*le ressort de la majorité est brisé*».

Jean-Louis Borloo garde à l'esprit que, dimanche prochain, il devra convaincre ses troupes de rompre avec l'UMP, ce que beaucoup redoutent. «*Je ne vous propose pas de constituer une force supplétive tout juste bonne à faire de la figuration, explique-t-il aux néocentristes. Je vous propose l'indépendance.*» «*Ce n'est pas un accord de boutiquier, ni une alliance de circonstance. Ce sont des retrouvailles, c'est une refondation*», insiste-t-il avant de conseiller à ses «*amis de l'UMP*» : «*N'ayez pas peur d'avoir des alliés indépendants et forts car nous ne nous tromperons pas d'alliance ni de camp.*».

«*Si pour passer le premier tour, le candidat de l'UMP doit être le seul à représenter la majorité, c'est soit que nous avons déjà perdu, soit que le candidat n'est pas le bon*», lance enfin Morin.

Un pilonnage en règle que le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, accueille avec flegme. «*Il faut avancer dans la vie avec un peu moins de certitudes et un peu plus de réserve par rapport à l'avenir*», a-t-il expliqué à propos du pari de Morin, exprimé dans Le Parisien, de voir l'UMP exploser en 2012. (lefigaro.fr 08.05)

1.2- Excentricité, suite.

Interrogé au "Grand Rendez-vous" Europe 1/Le Parisien-Aujourd'hui en France pour savoir s'il rejoindrait cette confédération en cours de création, -à laquelle le Nouveau centre (NC) présidé par Hervé Morin a adhéré samedi- François Bayrou a répondu : "*Je ne laisserai jamais ce combat (du centre, ndlr) s'enliser dans l'ambiguité, dans les entre-deux*".

"*Qu'est ce que ça veut dire d'avoir été hier empli jusqu'au-delà du bord de louanges, d'admiration pour Nicolas Sarkozy, de l'avoir applaudi (...) et puis après, le lendemain, parce que les sondages baissent ou parce qu'il vous a viré de se retourner contre lui en disant que jamais il y a eu quelqu'un d'aussi méprisable dans la vie politique?*", a interrogé le député des Pyrénées-Atlantiques.

"*Ce que Nicolas Sarkozy est aujourd'hui, il l'était en 2007. Simplement, à l'époque, il y avait des gens qui avaient le sentiment que leur carrière passait par l'applaudissement et la lèche à Nicolas Sarkozy et qui aujourd'hui pensent que leur carrière passe par les attaques*", a-t-il conclu. (lexpress.fr 08.05)

En Gros, tous ces partis issus de l'UDF sont plus à droite que l'UMP sur le plan économique, et moins à droite que lui sur le plan politique... en parole. Rappelons que l'UDF est avec le PS à l'origine du projet du Traité constitutionnel européen qui a été rejeté en mai 2005, ils demeurent les plus chauds partisans de l'Union européenne et en réclament toujours plus. Dans les années 70-80, j'estimais qu'ils étaient encore plus réactionnaires que le RPR (ex-UMP), et ce n'est pas un hasard si c'est au sein de l'UDF que se sont regroupés les ex-nazillons des années 60 Devedjian, Madelin, etc.

2- Maroc

Des milliers de manifestants ont défilé dimanche dans les rues de Marrakech pour exiger des réformes au Maroc mais aussi pour s'opposer à la violence terroriste après l'attentat qui a ensanglanté un café-restaurant de cette ville touristique le 28 avril.

La branche nord-africaine d'Al Qaïda, Aqmi (Al Qaïda au Maghreb islamique), a affirmé samedi qu'elle n'était pas responsable de l'attentat de Marrakech, premier attentat de ce genre dans le royaume chérifien depuis ceux de Casablanca en 2003.

Un responsable gouvernemental a parlé de quelque 3.000 manifestants dans les rues de Marrakech mais, de source indépendante, on parlait de 8.000 participants.

Parmi la foule apparaissaient des pancartes avec ce genre de slogans: "*Nous sommes pour la liberté et la sécurité!*", "*Nous nous opposons au terrorisme et à toute forme d'intimidation!*". D'autres banderoles s'insurgeaient contre la corruption.

"*Ce genre de manifestation doit avoir lieu tous les jours afin que notre pays avance dans la lutte contre la corruption*", a déclaré un homme de 44 ans, en marge du cortège.

"*Nous sommes ici aujourd'hui pour dénoncer le terrorisme et soutenir les jeunes qui réclament des changements. Il y a bien trop de corruption et beaucoup d'autres mauvaises choses*", a estimait pour sa part une manifestante, Marie Atif, Française qui habite à Marrakech depuis 1993.

Un groupuscule de 25 à 40 personnes au sein du principal cortège, dont beaucoup avaient le visage masqué, ont scandé des slogans en faveur du renversement du gouvernement et de la monarchie. Cette dernière est populaire chez de nombreux Marocains.

"*Nous voulons la chute du régime et de l'ensemble de ses institutions*", a déclaré à l'agence Reuters un manifestant sous couvert de l'anonymat. "*Nous avons besoin d'une assemblée constituante ouvrant la voie à de véritables élections et à un régime tirant sa légitimité du peuple*", a-t-il ajouté.

Un défilé a rassemblé dans la soirée environ 8.000 personnes, selon des témoins, dans la médina de Casablanca, la capitale économique du royaume, pour réclamer des réformes constitutionnelles et la fin de la corruption.

Les participants ont également demandé le limogeage de deux des plus proches collaborateurs du roi Mohamed VI - Fouad Ali Himma ainsi que le secrétaire particulier du souverain, Mohamed Mounir Majidi - qu'ils accusent d'abus de pouvoirs et d'affairisme. (Reuters 08.05)

3- Tunisie

La police tunisienne a tiré des gaz lacrymogènes, dimanche, pour disperser une manifestation antigouvernementale dans le centre de Tunis, cela pour la quatrième journée consécutive.

De son côté, le Premier ministre par intérim, Beji Caïd Essebsi, a évoqué pour la première fois un éventuel report, pour des raisons techniques, des élections législatives prévues le 24 juillet.

Lors de la manifestation, des jeunes ont scandé des slogans en faveur de la démission de Beji Caïd Essebsi et de son équipe, sifflant et huant les policiers auxquels ils étaient confrontés dans le centre de la capitale.

Les autorités ont répliqué aux dernières manifestations en imposant samedi soir un couvre-feu nocturne.

Dimanche, les forces de l'ordre ont tiré des grenades lacrymogènes pour chasser les dizaines de jeunes manifestants de l'avenue Bourguiba, la grande artère du centre-ville.

"*Nous ne sommes intervenus que lorsqu'ils ont lancé des pierres, pas quand ils nous ont insultés*", a déclaré un policier en civil.

Dans la soirée et malgré l'imposition du couvre-feu, les forces de sécurité se sont heurtées à des bandes de jeunes qui se livraient à des actes de pillage dans plusieurs quartiers déshérités de la capitale. Des coups de feu ont été tirés. (Reuters 08.05)

D'un côté des manifestations légitimes contre le régime, de l'autre des provocateurs payés par l'ex-RCD de Ben Ali qui tente de faire annuler les élections à l'Assemblée constituante prévue le 24 juillet prochain et desquels ses dirigeants ou anciens élus sont écartés.

Social.

1- France

Le ministre des affaires européennes, Laurent Wauquiez, a indiqué dimanche 8 mai au cours de l'émission BFM TV 2012-Le Point-RMC que son groupe "la Droite sociale" déposerait "*dans les 10 jours*" à l'Assemblée une proposition de loi pour contraindre les bénéficiaires du RSA à "*assumer*" cinq heures hebdomadaires de "*service social*". (C'est plus que ne pourrait supporter en une vie, un patron qui perçoit un salaire annuel équivalent à 350 fois le smic (Renault) -note du site)

Dénonçant les "*dérives de l'assistanat*", qu'il qualifie de "*cancer de la société française*", il a émis l'hypothèse "*de plafonner le cumul de tous les minima sociaux à 75 % du Smic, pas plus*". "*Aujourd'hui, un couple qui est au RSA, en cumulant les différents systèmes de minima sociaux, peut gagner plus qu'un couple dans lequel il y a une personne qui travaille au SMIC, a-t-il avancé. Ça c'est la société française qui tourne à l'envers.*"

Le maire du Puy-en-Velay a ensuite jugé anormal que le système de protection social, "*le plus généreux d'Europe*", permette aux étrangers, "*très facilement, de bénéficier de nos différents outils de solidarité*". "*Il est normal que quelqu'un qui vienne en France bénéficie de notre système à condition qu'il ait un minimum contribué*", a-t-il estimé, suggérant d'établir une durée minimale de travail - cinq ans - pour pouvoir y prétendre. L'objectif est, d'après M. Wauquiez, que ces propositions soient expérimentées avant la présidentielle de 2012, et puissent nourrir le débat de la campagne.

En contrepartie, afin de promouvoir le "*sens de l'équilibre (...) au bénéfice des classes moyennes*", le ministre s'est prononcé pour que chaque citoyen résidant plus de trois mois en France soit assujetti à l'impôt, contre six mois actuellement.

A propos du revenu de solidarité active (RSA), il a réaffirmé qu'en contrepartie "*il faut que chacun assume chaque semaine cinq heures de service social*". Cela ne représente "*pas grand-chose*" mais montre que, "*en face des droits (...), pour vous il y a des devoirs*". "*Nous plaidons pour que ce soit une obligation, et on déposera dans les 10 jours qui viennent une proposition de loi en ce sens*", a-t-il indiqué. Il a évoqué comme possibles missions les sorties d'école, les travaux de nettoyage ou encore "*l'accueil de service public*". (lemonde.fr 08.05)

Il y a largement de quoi mener un combat contre le régime sur les salaires à partir de tous les éléments en notre possession. Question : pourquoi partis et syndicats s'y refusent ? Cela ne concerneraient pas des millions et millions de travailleurs ? Apparemment, non !

2- Grande-Bretagne

Malgré la crise, les 1000 plus grandes fortunes britanniques ont vu leur richesse gonfler en moyenne de 18 % sur les douze derniers mois, qui atteint 452 milliards d'euros, selon le classement annuel du Sunday Times . (lefigaro.fr 08.05)

Le 10 mai

Au fait, les résultats des élections en Inde seront rendus publics dans trois jours. Le porte-parole des voyous de mon village, le Chief minister du Tamil Nadu, M. Karunanidhi (DMK) est donné battu par tous les sondages. Espérons que son candidat dans mon district le sera aussi.

Fin (provisoire) de la polémique sur la mort de Ben Laden.

La vérité est révolutionnaire !

Demandez donc à vos dirigeants ou cadres qui l'ont scandé pendant des décennies et qui la piétinent ce qu'ils en pensent. Demandez-leur comment ils peuvent expliquer un tel revirement inexcusable, injustifiable. Demandez-vous aussi à qui profite le grossier mensonge d'Obama. On se demandera également au passage, si ceux qui le cautionnent ne défendraient pas finalement les mêmes intérêts. Question osée, provocatrice, tabou, mais oh combien nécessaire de se poser ! Reliez ensuite la réponse à cette question à tous ce que j'ai écrit à leur sujet depuis 6 ans, vous verrez que tout se tient... hélas, entre incurie politique légendaire et lieutenants du capital.

Dorénavant plus rien ne sera plus comme avant, plus aucun militant ne pourra plus avoir confiance dans ses dirigeants. La sanction est terrible mais largement méritée, on regrettera seulement qu'elle intervienne un peu tard, beaucoup trop tard pour influer sur l'orientation du mouvement ouvrier et servir à sa recomposition sur des bases politiques correctes.

Espérons seulement que les jeunes militants qui constitueront demain l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, conserveront présent à l'esprit le plus longtemps possible cet épisode qui va encore détourner des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier.

Parole d'internaute

- "La bonne nouvelle, c'est que tous les jeunes que je rencontre ne gobent pas du tout la version officielle relatée sans aucun esprit critique par l'ensemble de la presse." (médiapart 08.05)

- " C'est fatiguant de se faire traiter de conspirationnistes sous prétexte que l'on met en doute les services de presse des États qui nous gourvenent" (médiapart 08.05)

- " On aurait aimé que Médiapart ne soit pas sur un tel sujet, à l'unisson d'une presse vouée au spectaculaire et dévouée aux puissants."

Notons que Médiapart, financé en partie par l'Elysée, se range derrière la version officielle. Le plus fort, c'est qu'il y a des internautes connectés sur Médiapart qui dénoncent la version officielle sans s'apercevoir ou qui ont déjà oublié que Médiapart y adhérait ! Après tout, bon nombres de militants pourraient bien les imiter. Dilettantes, sans rigueur, sans réelle formation théorique à part celle frelaté qu'on leur a servi sur un plateau, quand on se souvient que les dirigeants du POI n'ont pas hésité à présenter les anarchistes comme des membres à part entière de la Première Internationale en revendiquant l'héritage du marxisme, alors que Marx et Engels les avaient virés, on se dit qu'il est décidément trop facile de les manipuler.

Hier j'ai encore téléchargé dans mon disque dur une dizaine d'articles sur ce sujet, je verrai plus tard si quelques-uns méritent d'être mis en ligne dans le site, ils proviennent tous de Médiapart ou du site Le Grand Soir.

Je vous ai dit qu'il y avait des militants qui avaient déserté le site récemment, apparemment suite à ma prise de position sur la Libye qu'ils n'ont pas pris le temps d'analyser à fond, peu importe, vous constaterez que je ne fais absolument rien pour retenir ceux qui s'y connectent encore. Cela ne me dédourage pas, au contraire cela me stimule, je redouble de violence dans la polémique pour tester leur résistance, car on a besoin de forger des combattants révolutionnaires capables de résister à toutes les épreuves et non des branquignoles ou des lavettes qui se sauvent en courant en appelant leur mère à la première alerte. Je n'ai rien à vendre, pas d'appareil à défendre et je ne demande à personne d'adhérer aux idées que je défends.

Vos dirigeants pratiquent la politique du qui m'aime me suive, moi je pratique la politique inverse, qui m'aime aveuglément n'a pas sa place à mes côtés et ferait mieux d'aller voir ailleurs si j'y suis. Ferme sur les principes, souple dans leur mise en oeuvre, telle fut la méthode de Lénine pour construire le parti, encore faut-il que les militants se reconnaissent dans ces principes. La promotion et le respect de la vérité en fait partie.

Refuser la vérité, c'est s'interdire toute discussion. Un procédé pratique quand on veut éviter que les militants se posent trop de questions ou confrontent leurs idées. On vous fournit gracieusement un cadre de discussion, vous vous dites que vous êtes en présence de grands démocrates, vous voilà comblés. Mais essayez donc de poser une question qui n'entre pas dans ce cadre, essayez donc de contester les éléments qu'on vous a fournis, essayez donc d'en introduire qui n'en faisaient pas partie, et immédiatement on vous remettra en place ou on vous répondra que vous êtes hors sujet, des milliers de militants peuvent

en témoigner, on a déjà fait cette expérience, alors épargnez-nous de gros mensonges pour essayer de nous convaincre du contraire.

Passons à un autre sujet.

Le document mis en ligne aujourd'hui *The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa.* (le milieu de la pyramide : les dynamiques de la classe moyenne en Afrique), est en anglais, mais il comporte de nombreux tableaux qui permettent de mieux comprendre à partir de facteurs économiques et sociaux pourquoi des soulèvements révolutionnaires ont eu lieu dans certains pays et pas d'autres. Cette étude est datée du 20 avril 2011.

Dans certains tableaux est comparée la place qu'occupe dans la société de chaque pays les différentes classes. Un extrait avec une traduction de certains passages.

Pour commencer, voilà ce qu'ils caractérisent par classe moyenne "*The middle class can be defined in relative or absolute terms. In relative terms, the middle class is defined as individuals or households...*" (La classe moyenne peut être définie en termes relatifs ou absolues. En terme relatif, la classe moyenne représente des personnes seules ou des ménages) (...) "*Using the absolute approach, the middle class is usually defined as individuals with annual income exceeding $3,900 in purchasing power parity (PPP) terms3 or with daily per capita expenditure between $2 to $4 and those with daily per capita expenditures between $6 and $10*" (Concernant l'approche absolue, la classe moyenne est généralement définie commes des personnes disposant d'un revenu annuel supérieur à 3.900 dollars en terme de pouvoir d'achat ou possédant pour leurs dépenses quotidiennes entre 2 et 4 dollars [ramené au nombre de membres d'une même famille] et ceux qui disposent [globalement] d'un capital entre 6 et 10 dollars pour leurs dépenses journalières)

C'est la première définition qui est retenue également ailleurs au-delà d'un certain niveau de revenu, et dont on ne tient pas compte la plupart du temps quand on analyse la situation sociale dans un pays. On parle volontiers de pauvres ou de travailleurs pauvres, qui le sont moins lorsqu'ils vivent en couple ou cumulent deux salaires dans un ménage.

Terrible erreur qui fausse évidemment notre analyse des rapports entre les classes et à l'intérieur des classe, et c'est à partir de cette grossière erreur qu'il faut analyser la tactique et la stratégie des différents partis politique, sinon on racontera n'importe quoi à leur sujet. On l'avait évoquée à l'occasion de la mobilisation sur les retraites si vous vous souvenez, ou encore pour expliquer et comprendre pourquoi les masses ne se mobilisaient pas davantage alors qu'elles étaient durement frappées par les mesures antisociales du gouvernement depuis des années.

Par exemple, on n'a pas tenu compte que c'est à partir du début des années 70 en France que les femmes ont rejoint massivement le marché du travail, comme on n'a pas tenu compte non plus qu'entre 1978 à 2001 le nombre de cadres a triplé en France, selon une étude de l'Insee (merci au passage au camarade qui m'a fourni cette donnée dans un courriel), au-delà, comme on continue de considérer qu'un travailleur employé dans le secteur des services serait identitique à un travailleur travaillant dans une mine ou une usine dans les années 50-60, qu'ils auraient le même état d'esprit, le même mode de pensée, les mêmes réflexes face au capital, ce qui n'est pas le cas. La remise sur les rails du mouvement ouvrier devra impérativement intégrer ces données notamment, sous peine de reproduire indéfiniment les mêmes erreurs.

On comprendra parfaitement, qu'on ne peut pas à la fois les avoir ignorées pendant des décennies et prétendre comprendre comment fonctionne la classe ouvrière dans sa tête, le démenti le plus cinglant à cette prétention provenant justement de la classe qui ne se reconnaît dans aucun parti ouvrier. Ce n'est certes pas la seule explication, mais un des facteurs les plus importants qui permet de le comprendre. Quand j'expliquais qu'on ne pouvait pas concevoir la lutte des classes de la même manière qu'autrefois, c'est tout ce que je voulais dire, en prenant en compte les profondes modifications que la société et les classes avaient connu au cours des 4 ou 5 dernières décennies jusqu'à aujourd'hui, comme dans les années 60 à 80, on ne pouvait déjà plus aborder la lutte des classes exactement de la même manière qu'au début ou lors de la première moitié du XXe siècle. L'atomisation du mouvement ouvrier ou l'existence d'une multitude de formations politiques en est directement le résultat. Là non plus ce n'est pas la seule explication, mais l'une des principales.

Revenons à notre sujet du jour qui vous intéressera sûrement davantage que le cas Ben Laden.

En dehors du Botswana et du Gabon, c'est en Tunisie et en Egypte suivis du Maroc et de l'1Algérie que la classe moyenne est la plus importante en Afrique : "*North African countries have a much higher concentration of the middle class among their population with Tunisia having the highest at 89.5% followed by Morocco and Egypt at 84.6% and 79.7% respectively*". (L'Afrique du Nord a la plus grande concentration de membres de la classe moyenne parmi la population en Tunisie, au Maroc et en Egypte respectivement.)

Mais la situation est loin d'être iddylique pour la classe moyenne dont une partie importante risque de se prolétariser : "*However, a significant number of this middle class belong to the floating category, living on less than $4 per day with the ever present danger of falling into poverty in the event of exogenous economic shocks. This is evident in the Tunisian situation where approximately half of the middle class is in this situation.* (Cependant un nombre important de membres de la classe moyenne parmi la catégorie flottante, vivant avec moins de 4 dollars par jour, est toujours en proie au danger de tomber dans la pauvreté à la suite d'un choc

créé par un événement exogène.)

Ce qui caractérise l'instabilité économique et sociale mais aussi politique de l'Afrique : "*Africa's middle class is characterized by a high concentration in the lower ranks with per capita expenditure levels of $2-$4 per day, thus putting many of these households in a vulnerable position and facing the possibility of dropping back into the poor category in the event of any exogenous shocks.*" (La classe moyenne africaine se caractérise par un niveau très bas de ressources entre 2 et 4 dollars par jour, ce qui rend vulnérable de nombreux ménages confrontés à la possibilité de tomber dans la catégorie pauvre au cas ou un choc choc exogène interviendrait)

Et "*The results of this study show that about 21% of Africa's population falls in this category and remain barely above the poverty line.*" (Les résultats de cette étude montrent que 21% de la population africaine appartenant à cette catégorie demeurent tout juste au-dessus de la ligne de pauvreté.) A tout moment un membre de la classe moyenne peut basculer dans la pauvreté, la perte de l'un des deux emplois par exemple. D'où sa motivatisation à rejoindre les rangs de la classe ouvrière qui se soulèvent contre les régimes en place au lieu de le soutenir.

S'agissant des inégalités dans la répartition des richesses en Afrique : "*However, income inequality in Africa remains very high. About 100,000 Africans had a net worth of $800 billion in 2008 or about 60% of Africa's GDP or 80% of sub-Saharan Africa's.*" (Cependant, l'inégalité des revenus en Afrique demeure très élevée. Environ 100.000 Africains possèdaient 800 milliards de dollars en 2008 ou à peu près 60% du PIB de l'Afrique ou 80% de celui de l'Afrique sub-Saharien.)

Politique.

1- Libye

1.1- Des représentants de vingt-cinq villes libyennes sous contrôle des forces du colonel Mouammar Kadhafi ont affirmé leur soutien à la rébellion lors d'une réunion lundi à Abou Dhabi. Les soixante-dix personnalités représentant les localités de l'ouest, du centre – dont Tripoli – et du sud de la Libye ainsi que les tribus de ces régions ont "*proclamé leur allégeance au Conseil national de transition (CNT)*", organe politique de la rébellion.

Les combats se déroulent toujours à l'ouest de Misrata, grande ville côtière assiégée par les forces de Kadhafi à 200 km à l'est de Tripoli, dans la localité de Bourgueya. Dans le port, une immense colonne de fumée noire se dégageait toujours des dépôts de carburant en flammes après un bombardement samedi matin. Une roquette Grad s'était abattue sur l'un des réservoirs de gasoil près du port, et l'incendie s'est propagé aux dépôts voisins. Par crainte de pénurie, des queues commençaient à se former devant les stations-service.

1.2- Les blessés des combats en Libye soignés au dispensaire de Debiha, à la frontière tunisienne, racontent des pilonnages à l'aveugle sur le Djebel Nefoussa, aux mains des insurgés, ce que corrobore Human Rights Watch.

Le Djebel Nefoussa, ou Montagnes de l'Ouest, peuplé de Berbères, a été l'un des premiers à se soulever contre Mouammar Kadhafi.

Les combats s'y sont intensifiés depuis que les insurgés se sont emparés le mois dernier du poste frontière de Dehiba qui leur a ouvert une voie de ravitaillement vers la Tunisie.

Mais la position des rebelles est précaire et il semble difficile qu'ils puissent progresser face à une puissance de feu très supérieure.

Les forces kadhafistes tiennent les vallées dans le désert, d'où ils tirent obus de mortier et roquettes sur les hauteurs les surplombant.

La plupart des obus d'artillerie semblent avoir été tirés à l'aveuglette et, samedi, des dizaines d'entre eux sont tombés dans le désert, près de la frontière tunisienne et de Dehiba.

L'ONG Human Rights Watch a accusé lundi les forces gouvernementales d'avoir lancé des "*attaques à l'aveuglette répétées*" sur des quartiers résidentiels des villes de Nalout, Takout et Zentane.

Les réfugiés décrivent "*un mode d'attaque violant les droits de l'homme*" avec des obus frappant des mosquées, des installations de distribution d'eau, des maisons, une école et les abords d'un hôpital, rapporte HRW.

Un journaliste de Reuters en a vu l'illustration à Nalout, à 70 km de la frontière tunisienne, où la façade d'une maison érigée dans l'enceinte d'une mosquée a été touchée par un bombardement. (Reuters 09.05)

1.3- Cinquante-sept membres des forces fidèles à Mouammar Kadhafi ont été tués et 17 véhicules militaires détruits lundi lors d'importants combats à l'ouest d'Ajdabiah, a annoncé un chef militaire rebelle, le commandant Hamed al Hafi.

Les combats se sont déroulés aux abords d'Al Arbaïne, un poste avancé à mi-chemin entre Ajdabiah et le port stratégique de Brega, aux mains de l'armée régulière, a-t-il précisé dans un entretien accordé à la chaîne de télévision Al Djazira. (Reuters 09.05)

1.4- Les Libyens devront désormais obtenir un visa pour entrer en Egypte, a indiqué dimanche le ministère des affaires étrangères égyptien, une décision qui rend ainsi plus difficile l'arrivée dans le pays de Libyens fuyant le conflit.

Le ministère a précisé qu'il s'agissait d'une réponse à des mesures similaires prises par Tripoli il y a deux ans. Les polices terrestre, de l'air et de la mer vont appliquer immédiatement cette directive, a indiqué à l'AFP une source aéroportuaire. (lemonde.fr 09.05)

2- Syrie

Des centaines de femmes sont descendues dans la rue à Banias pour réclamer la libération de leurs proches arrêtés ces derniers jours dans la ville, où le mouvement de contestation a appelé à "*un mardi de solidarité avec les détenus*", en dépit de la répression. "*Les perquisitions dans les maisons se sont poursuivies dans la nuit et lundi*", selon Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé à Londres. "*Des milliers d'hommes ont été conduits par les forces armées et de sécurité dans le stade municipal pour interrogatoire. Ils y sont frappés alors que plus de 400 personnes sont toujours détenues par les autorités sécuritaires*", a-t-il affirmé. Des chars s'étaient déployés dimanche sur la corniche et dans les quartiers sud et s'y trouvaient toujours

Mouadamiya, une localité à l'ouest de Damas, est "*encerclée par les forces armées et de sécurité*". Des tirs ont été entendus lundi matin, alors que les communications téléphoniques ont été coupées, selon un militant des droits de l'homme. Dans la capitale, quelque 200 personnes ont manifesté lundi soir pour demander la levée du siège des villes syriennes, avant d'être dispersées par les forces de sécurité qui ont procédé à plusieurs arrestations, dont l'écrivain et journaliste Ammar Daioub et le médecin Jalal Nofal, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Selon les organisations de défense des droits de l'homme, le bilan de la répression des manifestations de l'opposition au régime avoisiné les 630 morts depuis le début de l'insurrection en mars dernier. (lemonde.fr et AP 09.05)

3- Yémen

Les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les milliers de manifestants qui protestaient contre le régime au Yémen, faisant cinq morts et des dizaines de blessés, lundi 9 mai.

Les forces de l'ordre ont lancé, tôt lundi matin, des bombes lacrymogènes et tiré pour déloger des centaines de personnes qui observaient depuis dimanche soir un sit-in sur la principale avenue cette ville située à 250 km au sud de Sanaa.

Les manifestants, rejoints par des centaines de protestataires qui campaient depuis des semaines sur la place de la Liberté à Taëz, ont ensuite dressé des tentes sur l'avenue Jamal, principale artère de la ville, où ils ont passé la nuit, selon des habitants.

Dimanche, les forces de sécurité, soutenues par des unités de l'armée, avaient ouvert le feu sur des manifestants à Hodeïda (ouest) et Taez, faisant trois morts, alors que des dizaines de milliers de personnes étaient descendues une nouvelle fois dans les rues de plusieurs villes pour réclamer le départ du président Saleh. (lemonde.fr et AP 09.05)

4- Tunisie

Plusieurs dizaines de journalistes ont manifesté lundi 9 mai dans le centre de Tunis pour dénoncer les violences dont ils ont été victimes lors des manifestations, qui ont fait au moins un mort ce week-end.

"*Liberté, Liberté pour la presse tunisienne*", ont scandé des journalistes à la face de policiers, qui ont formé un cordon de sécurité sur l'avenue centrale Habib-Bourguiba, à proximité du ministère de l'intérieur, entouré de barbelés et où sont stationnés des blindés depuis plusieurs mois.

"*C'est un mouvement de protestation pour dire au gouvernement que nous refusons ses excuses et que nous exigeons un engagement ferme pour préserver la liberté de la presse dans le pays et que nous exprimons notre refus du verrouillage des médias*", a précisé le syndicaliste Zied El Hani. Le ministère de l'intérieur avait présenté vendredi soir dans un communiqué "*ses excuses aux journalistes et aux citoyens agressés involontairement*", affirmant son "*respect pour le travail journalistique*". (lemonde.fr 09.05)

Social.

France

Haro sur les pauvres ! Le dernier bouc émissaires du gouvernement. Salopards de pauvres, profiteurs !

En France, 2,2 millions de ménages percevaient en 2008 au moins un des minima sociaux (revenu minimum d'insertion (RMI), allocation de parent isolé (API), allocation aux adultes handicapés (AAH), minimum vieillesse ou allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa), note l'Insee.

En moyenne, ces ménages bénéficiaire se voient attribuer 4.700 euros par an, soit 390 euros environ par mois. C'est moitié moins que le seuil de 75% du Smic (804 euros nets) évoqué par Laurent Wauquiez.

Un seuil que très peu de ménages parviennent à dépasser, assure Alice Brassens, responsable des projets RSA à l'Ansa (Agence nouvelle des solidarités actives). Seuls les couples ayant à charge au moins trois enfants y parviennent.

Et pour dépasser le Smic, soit 1.073 euros par mois, comme le donne en exemple Laurent Wauquiez? C'est impossible. Il faut en fait intégrer les prestations sociales dans le calcul du revenu pour dépasser le Smic. C'est à dire prendre en compte les allocations familiales, les aides au logement, etc… Dans ces conditions, seuls les couples au RSA en charge d'au moins trois enfants perçoivent toutes aides confondues 1.166 euros, soit près de 100 euros de plus qu'un couple sans enfant dont une seule personne touche le Smic, selon les calculs de l'Expansion.

Mais comparer un couple sans enfant et un couple qui en a trois semble peu logique. Car, à nombre d'enfants égal, le couple qui travaille touche toujours plus. De plus, plafonner les revenus de ce ménage de cinq personnes à 75% du Smic, soit 800 euros, semble «injuste» alors que le seuil de pauvreté pour une seule personne s'élève à 950 euros, fait valoir Alice Brassens. (20minutes.fr 09.05)

Apparemment, les derniers boucs émissaires n'ayant pas fait recette, les malheureux Tunisiens qui ont échoué en France ces dernières semaines et auxquels le gouvernement a fait savoir qu'ils n'étaient pas les bienvenus sur le territoire français, il a décidé de s'en prendre à nouveau aux travailleurs les plus pauvres qui seraient des fainéants et d'horribles profiteurs qui préfèreraient crouler dans la misère plutôt que travailler, et à côté desquels les nantis du CAC40 qui ne doivent leur richesse qu'à leur dur travail seraient à plaindre.

Il risque, que dis-je, c'est une certitude, il va se mettre à dos une partie des masses arriérées qui faisaient partie de son électorat tradictionnel (ma mère par exemple) et qui par leur situation perçoivent des aides ou des allocations de l'Etat qui leur permettent tout juste de survivre. C'est le meilleur moyen de les pousser dans les bras de l'extrême droite ou dans les rangs des abstentionnistes. Son message s'adresse avant tout à la petite bourgeoisie et à la classe moyenne dont la majorité est actuellement plus proche du PS et des centristes que de l'UMP.

Rappelons que pour le parti de l'ordre et le régime, le plus grand danger serait que la petite bourgeoisie et à la classe moyenne se rapprochent de la classe ouvrière, la crainte de se prolétariser peut les conduire à épouser les thèses de l'extrême droite, mais elle peut aussi les conduire dans une direction opposée. L'UMP surfe sur le fait qu'aucun parti ouvrier n'émerge du lot et ne peut emporter l'adhésion de la petite bourgeoisie et à la classe moyenne.

Economie.

Grèce

L'agence de notation Standard & Poor's a abaissé lundi les notes de crédit de la Grèce à court et long terme, évoquant un risque accru qu'Athènes doive se résoudre à restructurer sa dette.

La note à long terme a été abaissée de deux crans au sein de la catégorie spéculative, de BB- à B, tandis que la note de court terme passe à C contre B précédemment. (Reuters 09.05)

Le 11 mai

A propos du site. Le nombre de connections est remonté en flèche à son plus haut niveau, pourquoi, je n'en sais rien. Le courriel groupé que j'ai adressé à quelques personnes, la fin de vacances scolaires ? Ou peut-être la recherche de la vérité dans un monde rongé par le mensonge et l'hypocrisie, qui sait ?

Je suis désolé de poursuivre brièvement sur l'affaire Ben Laden. J'applique la même méthode que pour traiter tout autre sujet,

une question en appelle une autre et ainsi de suite, ce que les adversaires de Trotsky appelaient couper les cheveux en quatre, celle employée également avant lui par Marx et Engels, une méthode scientifique associée au matérialisme dialectique et historique rappelons-le à l'origine du socialisme scientifique. Mais rien ne vous empêche de passer directement aux infos en bref.

Au fait, les adeptes de la théorie du complot ou de la conspiration, ce ne seraient-il pas ceux non plus qui affirmaient que la révolution était pour demain en France dans les années 60-70, qui entrevoyaient plus tôt une troisième guerre mondiale comme si on y était déjà, qui nous racontaient qu'une révolution politique était possible dans l'ex-URSS ou ses satellites de l'Est, qui nous ont expliqué que l'Irak était voué à la partition ou encore que la Ve République est à l'agonie depuis des décennies ou qui nous expliquaient que l'arrivée au pouvoir d'un président issu d'un autre parti politique que l'UDR (ex-RPR et UMP) était incompatible avec son existence, on a vu ce qu'il en était en réalité avec Mitterrand et j'en passe et des meilleures ?

Ne faudrait-il pas faire l'inventaire de toutes ces théories qui ont germé dans la tête de soi-disant "héritiés" de Lénine et Trotsky et qui se sont toutes avérées fausses ou farfelues, en tirer une bonne fois pour toute les conséquences pratiques ?

Quelques éléments sur le traitement de l'affaire Ben Laden.

1- Un démenti.

- Al-Qaïda affirme dans une vidéo mise en ligne ce mardi, que les vidéos diffusées samedi par les autorités américaines, sont fausses. "*Il faut être vigilant: l'Amérique ment*", affirme le site Shoumoukh al-Islam.

Il s'agit d'"*une réponse à la vidéo diffusée par des médias arabes et étrangers montrant Oussama Ben Laden regardant des images de lui-même*".

Selon le site islamiste, la vidéo montre les différences, notamment au niveau des oreilles et des yeux, entre le chef d'Al-Qaïda et l'homme qui apparaît sur les images dont la barbe est blanche. (lexpress.fr 10.05)

2- Le script de chacun des acteurs et leurs réactions étaient déjà écrits de longue date.

- D'après le quotidien britannique, les deux pays (Etats-Unis et Pakistan - Ndlr) auraient conclu un accord secret il y a presque 10 ans pour permettre aux Etats-Unis d'intervenir sur le sol pakistanais, si elles savaient où Ben Laden se cachait.

L'accord, aurait été conclu entre l'ancien président pakistanais, Pervez Musharraf et le président George W. Bush suite à la fuite de Ben Laden dans les montagnes de Tora Bora à la fin 2001.

Un ancien officier pakistanais affirme aussi au Guardian à propos du raid sur la villa de Ben Laden:

«*Pour ce qui est de nos amis américains, ils ont simplement mis en oeuvre l'accord.*»

Accord qui stipulait que le Pakistan protesterait ensuite vigoureusement contre cette intrusion. D'après un ancien responsable militaire américain, les protestations par le Pakistan sont la «*face publique*» de l'accord:

«*Nous savions qu'ils allaient nier cette affaire*.» (Slate.fr 10.05)

Tout était ficelé de longue date, merci, on avait compris.

Aux infos sur TV5Monde Asie avant-hier, le journaliste a expliqué que c'était l'armée qui allait enquêter sur les éventuelles complicités dont aurait bénéficié Ben Laden pour demeurer tranquillement pendant de longues années au coeur d'une ville-caserne. Il a ajouté qu'aucune enquête confiée dans le passé à l'armée n'avait jamais abouti, par exemple après l'assassinat de Benazir Bhuto.

Effectivement, c'est le meilleur moyen d'étouffer l'affaire, le fait que les sommets de l'armée pakistanaise étaient parfaitement au courant de l'opération orchestrée depuis la Maison Blanche, comme du fantôme de Ben Laden à Abbottabad ce 1er mai 2011.

3- Une maison munie de caméras de surveillance, mais ouverte à tous les vents...

- L'armée pakistanaise tente d'imposer le silence autour de son dernier refuge en interdisant aux voisins de parler et aux médias d'approcher.

L'armée pakistanaise a arrêté le fils d'Haji Zain, Shamrez, employé de temps en temps par les occupants de la maison Ben Laden pour s'occuper du jardin. Il a finalement été libéré vendredi, mais sa détention l'a dissuadé de parler aux médias. «*Il a quitté*

la ville, il est très loin», assure son fils, Qasim Mohammad. (20minutes.fr 10.05)

Il est dit ailleurs dans cet article qu'il s'agissait d'un gosse. Si l'on comprend bien, la maison où soi-disant Ben Laden résidait depuis 5 ou 6 ans avec pas moins de 40 personnes dont 23 enfants était en réalité ouverte à tous les vents, et bien entendu durant ces nombreuses années, absolument rien n'aurait filtré vers l'extérieur, personne parmi les personnes abilitées à y pénétrer dont des gosses n'aurait jamais rien remarqué d'anormal ou rien entendu qui aurait pu parvenir ensuite aux oreilles des autorités pakistanaise ou les alerter, jamais personne n'aurait commis la moindre imprudence qui aurait pu être fatale à son prestigieux locataire, mais non, mais non, puisqu'on vous le dit.

4- Rien n'y fait au royaume des aveugles et des sourds. La voix de son maître, suite.

4.1- La Riposte (PCF) remporte la palme de la soumission à l'impérialisme américain par la voix d'Alan Woods :

- "*Or, en réalité, ses assaillants ne lui ont donné aucune chance de se rendre. Il a reçu une balle dans le crâne et une autre en pleine poitrine.* "

- "*Le lieu de résidence de Ben Laden a confirmé les soupçons des Américains à l'égard de l'ISI.*"

La parole d'Obama est parole d'évangile pour ces philistins qui prétendent défendre le marxisme (voir dans leur site Internet. Ce sont ces gens-là qui témoignent ici qui en sont les principaux fossoyeurs.

4.2- La Tendance Claire du NPA rivalise avec les médias en donnant la parole à Noam Chomsky :

- "*Il est de plus en plus clair que cette opération consistait en un assassinat prémédité qui viole de multiples façons les lois internationales.*"

- "*On a également beaucoup parlé du fait que le Pakistan n'avait pas livré Ben Laden, alors que certains éléments de l'armée et des forces de sécurité étaient sans doute au courant de sa présence à Abbottabad.*"

Obama peut être fier de son coup d'arnaque.

Une personne vous raconte qu'elle a été témoin d'un accident et vous décrit avec maints détails ce qu'elle a vu précisément, une autre qui n'a pas été témoin de cet accident vous sort une autre version à dormir debout qui lui aurait été rapportée par une tierce personne.

Question : Laquelle allez-vous croire ? Spontanément j'aurais tendance à croire la première. Et bien si vous aviez le même réflexe que moi, sachez que vous seriez dans l'erreur. Pourquoi ? Je l'ignore absolument, mais c'est le tour de force qu'a réussi Obama en faisant croire à la confrérie des naïfs réunis que Ben Laden était mort le 1er mai 2011.

Bravo, c'est un coup de maître, de maître du monde !

Parole d'internaute

- "Laurent Wauquiez est normalien et major de l'agrégation d'histoire, il a également fait Sciences Po et l'ENA dont il est également sorti major, et enfin il a fait un petit tour à Harvard, aussi. Vous parliez de diplômes et d'intelligence ?"

- "Il est issu d'une famille d'industriels de la région de Tourcoing , il est le fils de Philippe Wauquiez, ancien directeur d'Indosuez Scandinavie et gérant d'une société de conseil en investissement, et d'Eliane Wauquiez-Motte, actuelle maire du Chambon-sur-Lignon. Après des études secondaires au lycée Louis-le-Grand et au lycée Henri-IV" (libération.fr 10.05)

Normal que Wauquiez déteste tant les chômeurs et les pauvres.

Si la "droite sociale" à laquelle appartient Wauquiez incarne en réalité une politique profondément antisociale et ultra réactionnaire, seul le socialisme incarne une politique sociale et révolutionnaire, alors vive le socialisme !

Vous savez pourquoi est-il si important de dénoncer le mensonge d'Obama ? Pour inciter les travailleurs et les militants à aller plus loin et à remettre en cause tout ce qu'on a pu leur raconter comme mensonge, notamment sur le socialisme et le communisme, démolir l'amalgame savamment entretenu entre le socialisme et le stalinisme sous ses différents masques.

Je prends ici le contre-pied d'un camarade qui apparemment est tombé dans le piège qui lui était tendu, et qui m'a dit hier

au téléphone, puis par courriel, qu'il ne croirait plus en rien ou plus personne dorévanant...

Au contraire, il faut se saisir de ce grossier et gigantesque mensonge pour inciter les travailleurs à davantage réfléchir aux discours mensongers qu'on leur sert tous les jours à travers les médias officiels, à ne prendre en considération ou à partir de leurs besoins et aspirations dans leurs réflexions, au lieu de partir de ceux du capital et de se demander si leurs revendications sociales et politiques sont vraiment raisonnables ou compatibles avec le régime pour finalement se contenter de ce qu'ils ont...

Sur cette question précise comme sur bien d'autres, l'objectif est d'aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme et ses institutions. Tout le monde parle de cette affaire, alors parlons-en, saisissons-nous en comme une arme en la retournant contre les tenants du capitalisme qui la brandissent pour nous soumettre à l'ordre mondial en place.

Dites-vous bien camarades qui êtes pris d'un affreux doute, que si Obama a monté cette grotesque comédie, c'est bien parce que l'impérialisme américain rencontre les pires difficultés qui soient à imposer sa domination au prolétariat mondial. N'oubliez pas, le temps joue contre eux et le futur nous appartient, quoi qu'ils disent quoi qu'ils fassent. Vous n'en êtes pas convaincus ? Lisez plus loin, l'ONU vient d'annoncer que "*la population des pays les plus pauvres devrait doubler d'ici 2050*", voilà ce qui mène inéluctablement le capitalisme à sa perte ou traduit sa faillite.

Politique

1- France

1.1- A bas l'esclavage, à bas le capitalisme !

Sarkozy qualifie de 'premiers crimes contre l'humanité' la traite et l'esclavage. (lemonde.fr 10.05)

Il a raison, l'exploitation de l'homme par l'homme, donc le capitalisme, la forme moderne de l'esclavage est un crime, il faut donc l'abolir ! Les moyens de production devraient être déclarés dans la Constitution bien social collectif inaliénable au service des besoins de l'ensemble de la population.

1.2- A quoi peut servir la mise en scène de la mort de Ben Laden ? Réponse : Pragmatique, Sarkozy ne perd pas de temps...

Sept membres présumés de milieux islamistes ont été placés en garde à vue à la suite d'un coup de filet mené tôt mardi matin par la police française, a appris Reuters de source proche de l'enquête.

Les suspects ont été interpellés dans le cadre d'une enquête sur des filières islamistes au Pakistan.

BFM TV affirme que le coup de filet a été réalisé à la suite l'arrestation en janvier dernier de deux Français à , la ville pakistanaise dans laquelle Oussama Ben Laden a été tué il y a plus d'une semaine.

Ce coup de filet intervient alors que le ministre de l'Intérieur a estimé la semaine dernière que la France pouvait être visée par des «*représailles*» d'Al-Qaida après la mort de Ben Laden. Bernard Squarcini, le patron de la DCRI, avait lui assuré que la France était la «*cible n°2 d'Al-Qaida*» après les Etats-Unis. (20minutes.fr 10.05)

1.3- Un projet de loi constitutionnel qui ne changera rien au cours de l'histoire.

Les députés français ont adopté mardi par 321 voix contre 229 le projet de loi constitutionnelle qui vise à inscrire le retour à l'équilibre des comptes publics dans la Constitution, à l'instar de ce qui existe en Allemagne. (Reuters 10.05)

Nous sommes évidemment contre ce projet de loi, comme nous sommes contre la manipulation du POI qui consiste à faire croire aux travailleurs et militants que s'il était adopté les travailleurs ne pourraient plus revendiquer des augmentations de salaire ou des améliorations de leurs conditions de travail, la preuve en est qu'en Allemagne les travailleurs continuent de revendiquer comme si cette "réforme constitutionnelle" n'avait jamais été adoptée.

Bismarck avait été jusqu'à pondre une loi interdisant le socialisme ou toute référence au socialisme, pour faire bref. Le mouvement ouvrier allemand ne s'en est jamais mieux porté et a continué de se développer... Simple constat qui n'est pas isolé, puisque Nicolas II en Russie qui traquait à l'aide d'indics le mouvement ouvrier réduit à la clandestinité, ses dirigeants exilés, emprisonnés, condamnés à mort, etc., n'a pas pu empêcher la construction du parti bolchevik et la révolution d'Octobre.

2- Yémen

Le Yémen a suspendu sa production de pétrole en raison du mouvement de contestation qui agite le pays, a déclaré un responsable du gouvernement mardi.

Le Yémen produit environ 290.000 barils de brut par jour, une faible quantité à l'échelle mondiale, mais les revenus issus de la vente de pétrole représentent au moins les trois quarts du budget de l'Etat.

Les opposants au régime, dont de puissantes tribus, semblent user de l'arme pétrolière pour tenter d'obtenir la démission du chef de l'Etat. Des représentants des services de sécurité ont déclaré que des tribus avaient empêché des camions-citernes de traverser leur territoire et que des lignes à haute tension avaient été attaquées.

Un haut responsable a déclaré sous couvert de l'anonymat que l'instabilité, les mouvements de grève et des attaques contre des oléoducs avaient provoqué un arrêt de la production pétrolière. (AP 10.05)

3- Syrie

3.1- Dans tout le pays, de la ville de Deraa au Sud, berceau de la contestation, à Banias dans le Nord, les autorités syriennes resserrent chaque jour davantage l'étau sur les manifestants.

Il devient de plus en plus compliqué pour les opposants et les militants, inspirés par les révolutions qui ont renversé les présidents tunisien et égyptien en début d'année, de se déplacer dans le pays.

La plupart des opposants ont été arrêtés ou réduits au silence. L'accès aux principales villes du pays est bloqué par les chars de l'armée et l'accès à internet et au réseau téléphonique est coupé dans de nombreuses régions.

"*Le régime serre les rangs et tente d'étouffer l'opposition*", souligne Patrick Seale, biographe du père du chef de l'Etat, Hafez al Assad. "*Le régime va devenir de plus en plus impopulaire en utilisant ces méthodes brutales mais va se maintenir.*"

La loyauté de l'armée, qui tire à balles réelles sur des manifestants sans armes, et la faible probabilité d'une intervention de la communauté internationale devraient permettre à Assad de garder la main, sauf en cas de rébellion d'officiers sunnites.

Mais le prix de ce maintien au pouvoir par la force grimpe de jour en jour. "*Tant que l'armée et les forces de sécurité restent loyales à Bachar, il survivra mais sa réputation sera ternie*", note Patrick Seale.

Nadim Houry, directeur de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch à Beyrouth, en vient à la même conclusion.

"*Même en ne tenant pas compte de la répression des manifestants par l'armée et par les forces de sécurité, quelque chose s'est brisé en Syrie entre le régime et une large frange de la population*", dit-il.

"*Ça ne peut pas être réparé par la répression. Le régime se leurre en pensant que les tanks peuvent résoudre ce problème. Peut-être pour étouffer les manifestations mais ils ne peuvent rien faire pour régler la situation.*"

Depuis le début des protestations, à l'exception d'interventions au parlement et devant le gouvernement, Bachar al Assad garde le silence.

"*Certains pensent qu'il a été supplanté, qu'il a perdu du pouvoir face aux plus radicaux de la famille*", estime Patrick Seale.

"*Il ne s'est pas adressé au peuple. Il n'a pas dit ce qu'il voulait faire. Il a laissé ça aux forces de sécurité. Quelqu'un pourrait en déduire qu'il ne détient plus les rênes du pouvoir*".

Même perplexité auprès des puissances occidentales qui n'arrivent pas à savoir qui a donné l'ordre de tirer sur les manifestants. Qui de Bachar, ou de son jeune frère Maher, le chef de la quatrième division mécanisée, ou de son beau-frère, Assef Chaoukat, chef d'Etat-major adjoint de l'armée, orchestre la répression ?

En adoptant des sanctions contre des proches du chef de l'Etat sans le nommer, l'Occident semble toujours être d'avis que le président syrien est un réformateur dont la bonne volonté est mise à mal par ses proches.

Moins optimistes, les étudiants syriens considèrent qu'il y a peu de chance que la minorité alaouite, qui dirige un pays dont 75% de la population est sunnite, accepte des réformes.

L'organisation d'élections libres et l'application de la loi signeraient la fin du clan Assad, indiquent-ils.

"*C'est un régime minoritaire. S'ils introduisent de véritables réformes politiques, comme des élections libres, alors ils prennent le risque d'être chassés su pouvoir. Ils ont peur d'être massacrés*", résume Patrick Seale. (Reuters 10.05)

3.2- Le Premier ministre turc Tayyip Erdogan, qui entretenait des liens étroits avec Assad et a, après le début des manifestations, envoyé des émissaires en Syrie pour discuter de possibles réformes, a contesté la version officielle des violences. "*Il n'est jamais juste pour un gouvernement de tirer sur sa population, parce que ce n'est pas sur un groupe armé que vous tirez (...) Ce sont seulement des gens dans ce cas*", a-t-il déclaré lundi soir à la télévision, selon l'agence de presse Anatolienne. (Reuters 10.05)

4- Libye

Mardi, le calme régnait dans le secteur de Zentane, où aucun raid de l'Otan ni aucun bombardement de la ville par les forces régulières n'a été signalé, a déclaré ce porte-parole.

"*Les révolutionnaires ratissent le secteur d'Aouïnia où des brigades (pro-Kadhafi) tiendraient solidement des positions*", a-t-il dit. Cette localité se trouve à 25 km environ à l'est de Zentane.

Les forces de l'Otan ont également bombardé à plusieurs reprises certains points aux abords de Misrata, grande ville de l'Ouest assiégée par les forces de Kadhafi.

De nouveaux combats ont éclaté mardi, dans le secteur de Souk al Arab au sud de Misrata, ainsi que dans le quartier d'Al Ghiran, non loin de l'aéroport que tiennent les kadhafistes, a déclaré un porte-parole des insurgés, Belkacem.

"*Les révolutionnaires (rebelles) sont entrés dans Souk al Arab (...). Des affrontements sont en cours*", a dit ce porte-parole à Misrata.

Les insurgés se sont d'autre part emparés lundi de la localité de Zarik, à 25 km à l'ouest de Misrata.

Un chef militaire de l'insurrection a annoncé à la chaîne de télévision Al Djazira que ses hommes avaient tué 57 soldats et détruit 17 véhicules militaires lors d'un important engagement survenu lundi au niveau d'Al Arbaïne, à l'ouest d'Ajdabiah, localité que tiennent les insurgés et qui représente le dernier "*verrou stratégique*" avant leur fief de Benghazi.

Ce même chef a fait état de deux insurgés tués dans ces combats, qui ont eu lieu à mi-chemin entre Ajdabiah et le terminal pétrolier de Brega, tenu par les kadhafistes.

Il a expliqué à Al Djazira qu'au cours des trois dernières semaines, les insurgés avaient réorganisé leurs forces en vue de repasser à l'attaque.

Le journal Brniek, dirigé par l'opposition, a rapporté pour sa part que des insurgés s'étaient soulevés dans les faubourgs de Tripoli. Ils auraient reçu des armes d'officiers des services de sécurité qui seraient passés à la rébellion.

L'information diffusée sur le site internet du journal n'a pas pu être vérifiée de source indépendante. Un responsable du gouvernement de Kadhafi l'a démentie. (Reuters 10.05)

Social

France

1- Appel à la grève chez Carrefour Market

Après ceux de ses hypermarchés le 9 avril dernier, c'est au tour du personnel des 500 magasins Carrefour Market appartenant au groupe. L'appel à la grève est lancé par la CGT pour le samedi 14 mai. Des débrayages de deux heures sont prévus dans les magasins. Les clients seront aussi sollicités avec des pétitions.

«*Nous souhaitons que les salariés de Carrefour Market bénéficient des mêmes droits que ceux des hypers, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui*», explique Laurent Lamaury, délégué syndical national de la CGT. «*Nous n'avons pas de tickets resto, nous n'obtenons notre prime de vacances qu'après 6 ans d'ancienneté alors que dans les hypers, il faut moins de temps*», précise-t-il.

Mais surtout, la CGT demande à ce que les bases de l'accord salarial négocié à l'échelle du groupe, à savoir la prime exceptionnelle de 200 euros net au 31 juillet, le passage à 10% de la remise sur achats accordée au personnel et le projet de revalorisation de la prime de vacances, s'appliquent au salarié de cette entité. Même si elle les juge encore insuffisantes : «*Cet accord n'est pour nous qu'un point de départ. Nous voulons plus, notamment sur les salaires*».

Contrairement à FO, majoritaire dans les hypers Carrefour, la CGT n'avait pas signé ce projet d'accord qui prévoit une hausse des salaires de 2%. «*Nous réclamons une hausse de 5 à 10% car les 2% ne représentent que la revalorisation à venir du SMIC, le salaire de la plupart des employés ici*».

Enfin, la CGT souhaite saisir cette occasion pour dénoncer les conditions de travail des salariés. «*La nouvelle méthode du 'tous commerçants', basée sur la polyactivité des employés, est très mal vécue. Elle implique une surcharge de travail, une pression supplémentaire et une désorganisation des magasins pour la clientèle*».

Majoritaire dans les Carrefour Market, la CGT veut faire monter la tension d'un cran avant les négociations annuelles obligatoires du 18 mai prochain. Le syndicat attend une mobilisation aussi importante que celle du 9 avril même si «certains salariés ont la pression de la direction qui leur dit d'attendre les négociations», note Laurent Lamaury.

D'après le syndicaliste, l'après-négociation sera justement l'occasion de renforcer la pression sur la direction du groupe, d'autant plus que deux autres réunions sont prévues les 31 mai et 9 juin. «*Nous allons lancer un appel intersyndical à la grève qui, nous l'espérons, sera suivi*», prévient-il. (lefigaro.fr 10.05)

2- Grève chez Continental pour des augmentations de salaires

Les trois sites de Midi-Pyrénées de Continental Automotive France, la filiale française de l'équipementier allemand Continental, étaient en grève mardi matin pour obtenir 5% d'augmentation de salaire dans le cadre des négociations annuelles obligatoires 2011, a-t-on appris auprès de la CFDT.

Après le vote de la grève lundi dans les sites de Toulouse et Foix (Ariège), le personnel de l'usine de Boussens (Haute-Garonne) s'est joint au mouvement mardi matin.

Alors que la direction prévoit 2,4% d'augmentation et un "talon" (l'augmentation minimale) de 50 euros, les salariés demandent 5% d'augmentation de salaire avec un talon de 150 euros ainsi que l'embauche des intérimaires et sous-traitants qui le souhaitent dans les trois sites. Ils seraient 600 au total, selon les syndicats.

"*Après dix séances de négociations, aucune organisation syndicale n'a signé le texte proposé par la direction. Cette grève est l'expression d'un ras-le-bol général. Les résultats du groupe sont de plus en plus importants, ils étaient de 32 millions d'euros en 2009, de 53 millions d'euros en 2010. En 2011, les prévisions portent sur plus de 70 millions d'euros. Les salariés demandent un juste retour pour leur travail*", a déclaré à l'Associated Press Sami Hamida, délégué syndical central CFDT.

Ce conflit fait suite au bras de fer qui a démarré à l'automne dernier entre les syndicats et la direction qui prévoyait de réduire le coût du travail dans les trois sites de Midi-Pyrénées en l'échange d'un maintien de l'emploi jusqu'en 2015. Les deux syndicats majoritaires CGT et CFDT, qui avaient fait valoir leur droit d'opposition pour faire avorter le plan de la direction, dénoncent aujourd'hui "*la manipulation inacceptable*" opérée par la direction sur les négociations annuelles obligatoires.

Implantée à Toulouse, Boussens et Foix, Continental Automotive France emploie au total 2.500 salariés en Midi-Pyrénées. (AP 10.05)

3- Le président des riches contre les pauvres

Que les riches se rassurent: ils sortiront, globalement, encore plus riches de la réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), dont le projet de loi est présenté demain en Conseil des ministres.

Contrairement à ce que laissait croire le gouvernement ces dernières semaines, toutes les tranches actuelles de l'ISF vont ainsi profiter financièrement de la baisse des taux, couplée à la suppression du bouclier fiscal.

Selon les premières estimations basées sur l'ISF 2010 (réalisées par Gilles Carrez, rapporteur UMP du Budget à l'Assemblée nationale), et dont Libération a obtenu une copie, le gain global pour les quelque 600.000 contribuables les plus fortunés de ce pays s'élèvera à 660 millions d'euros.

Pour les redevables de la première tranche (patrimoine compris entre 790.000 et 1,29 million d'euros), qui est supprimée, le gain devrait être, en moyenne, de 1086 euros par personne.

Mais pour les 1700 contribuables de la dernière tranche (patrimoine supérieur à 16,5 millions), le gain sera 30 fois plus important! Ces ultra riches devraient ainsi gagner, là encore en moyenne, près de 30 000 euros suite à la réforme. Car même si une partie d'entre eux y perdront avec la suppression du bouclier fiscal, d'autres profiteront de l'importante baisse des taux d'imposition (de 1,8 à 0,5% pour cette tranche).

Et encore, ces gains ont été calculés sans prendre en compte la niche fiscale liée à l'investissement dans les PME, dont le mécanisme, même réduit, devrait être reconduit l'année prochaine.

Au total, suite à la réforme de l'ISF et à la suppression du bouclier fiscal, l'économie pour les plus riches devrait approcher les 1,1 milliard d'euros. Ou comment la suppression d'un cadeau fiscal peut en cacher un autre... encore plus gros. (libération.fr 10.05)

Economie

1- France

Un géant de la complémentaire santé est né vendredi dernier. Baptisé Istya, il rassemble cinq grandes mutuelles de fonctionnaires, celles de l'Éducation nationale (MGEN), des hospitaliers (MNH), de l'environnement et des territoires (MGET), des Affaires étrangères (MAE) et la mutuelle territoriale (MNT). Istya protège ainsi 6 millions de personnes. Il a dégagé l'année dernière un chiffre d'affaires consolidé de 3,5 milliards d'euros.

Par définition, les mutuelles ne disposent que des capitaux apportés par leurs sociétaires. Elles ne fusionnent donc pas au sens des sociétés cotées. Leur union s'organise, depuis 2008, dans le cadre d'Union mutualiste de groupe (UMG). «*Le but de notre rapprochement est de promouvoir et défendre notre modèle mutualiste, a affirmé Gérard Vuidepot, président du groupe MNH. Aucune des cinq mutuelles ne connaît de difficulté financière, l'année dernière, toutes ont dégagé des bénéfices*.».

L'assurance française, divisée entre sociétés d'assurance, mutuelles d'assurance, mutuelles de santé et institutions de prévoyance, reste marquée par les lois sociales de l'après-guerre. Mais aujourd'hui tous les acteurs sont soumis au même corpus prudentiel européen, Solvabilité II. Pour s'adapter à ces exigences qui entreront en vigueur en 2013, les mutuelles poursuivent une concentration à marche forcée.

En 2005, on dénombrait ainsi 1.300 mutuelles de santé, contre environ 850 à la fin de l'année dernière. Les petites mutuelles encore indépendantes vont se regrouper peu à peu autour des grands pôles tels qu'Istya ou son rival Harmonie Mutualité, qui couvrira, en 2012, 4 millions de personnes. (lefigaro.fr 01.05)

2- Portugal

Olli Rehn a souligné que le taux d'intérêt pour le Portugal serait "supérieur à 5,5% mais clairement en dessous de 6%".

Sur un total de 78 milliards d'euros d'aide, les pays de la zone euro et l'Union européenne financeront 52 milliards d'euros, les 26 milliards d'euros restants provenant du Fonds monétaire international.

Le FMI a annoncé la semaine dernière que le taux d'intérêt de ses prêts oscillerait entre 3,25% et 4,25%.

La Grèce doit actuellement payer un peu plus de 4% d'intérêts pour le plan de sauvetage de 110 milliards d'euros mis en oeuvre l'an dernier, tandis que le taux d'intérêt des aides à l'Irlande, autre pays ayant bénéficié d'un soutien financier international, est de 5,8%. (AP 10.05)

3- Chine

Les exportations de la Chine ont atteint un nouveau record en avril. Elles s'élèvent à 155,7 milliards de dollars. Ces exportations, en hausse de 29,9 % sur un an, ont permis au premier exportateur mondial de dégager un excédent commercial confortable : 11,4 milliards de dollars le mois dernier.

Pour Ken Peng, économiste chez Citigroup, c'est le résultat "*d'importations plus faibles dues à des prix plus faibles des matières premières et d'une demande ralentie en Chine*". Les importations ont en effet également progressé, mais de seulement 21,8 %, pour atteindre 144,3 milliards de dollars. Selon l'analyste, il faut s'attendre à un excédent encore plus important en mai. (lemonde.fr 10.05)

4- Le capitalisme s'impose par la violence aux hommes, la nature s'impose à l'ignorance des hommes.

Les catastrophes naturelles ont déjà causé plus de 300 milliards de dollars de dégâts depuis le début de l'année, soit autant que

pour l'ensemble de 2010, a indiqué une porte-parole de l'Onu, qui cite des statistiques fournies par le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (Cred), organisme qui coopère avec les Nations unies. (Reuters 10.05)

5- La paupérisation ou la faillite du capitalisme.

La population des pays les plus pauvres devrait doubler d'ici 2050 pour atteindre 1,7 milliard d'habitants, selon les prévisions des Nations unies.

Lors de la 4e conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés (PMA), qui se tient depuis lundi à Istanbul, les responsables des Nations unies ont prévenu que cette poussée démographique risquaient d'accentuer la pression sur les services essentiels comme la santé et l'éducation. Selon l'ONU, 60% de la population de ces PMA (48 pays les plus pauvres de la planète - 33 pays africains, 14 pays asiatiques et Haïti) est âgée de moins de 25 ans. (AP 10.05)

Le 12 mai

Intox.

- "*Selon une étude du département américain du Travail publiée en avril, le coût salarial horaire moyen d'un travailleur chinois représentait en 2008 seulement 4% de celui d'un salarié américain. Et seulement 3% du coût salarial moyen pratiqué en zone euro.*" (lefigaro.fr 11.05)

Le titre de cet article : "*L'industrie américaine quitte la Chine pour les États-Unis*". Cherchez l'erreur !

Notez toutefois que les chiffres fournis sont justes. En Inde où le coût de la main d'oeuvre est sensiblement le même qu'en Chine, le salaire d'un ouvrier se situe entre 50 et 100 euros, les fonctionnaires ont des salaires plus élevés. Comparé au smic à 1.300 euros, avec ou sans charges dites patronales on arrive aux mêmes chiffres que ceux fournis par le département américain du Travail.

Un de mes beaux-frères est au chômage depuis un mois pour avoir osé demander une augmentation de 500 roupies (9 euros) en compensation de ses dimanches travaillés, car très souvent il travaille 7j/7 pour un salaire de 5.500 roupies (90 euros environ) sans aucun avantage social. Le patron qui l'employait depuis de nombreuses années comme chauffeur-livreur de copieurs Canon à travers tout le sud de l'Inde, l'a viré sur le champ ! Un recours ? Aucun !

En Inde la revendication sociale prioritaire devrait être la diminution et la limitation de la durée du travail hebdomadaire et l'octroi de deux jours de repos par semaine, applicable à la totalité des salariés. Actuellement la durée du travail est fixée à 8h par jour, mais elle n'est appliquée que chez les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises. Quand vous travaillez autant sur 6, voire 7 jours, vous n'avez pas le temps (ni l'énergie ou la force) à rien ensuite, vous n'êtes qu'une machine à produire et à consommer, tandis que les nantis profitent de la vie.

Les travailleurs ici ont une vrai vie d'esclaves, alors quand trouveraient-ils le temps de lire ou de s'instruire ? Vous imaginez ce qu'il leur passe par la tête, leur vie rime avec souffrance en permanence, d'où la violence latente omniprésente et les explosions qui se produisent à la moindre étincelle.

Je ne le vis pas directement, mais suffisamment à travers les rapports pourris que cela engendre, pour témoigner que c'est insupportable. C'est aussi pour cette raison que je suis très souvent sur les nerfs ou que j'explose moi aussi. Il est vrai que je pourrais facilement employer un ton moins agressif, un style plus feutré comme le font très bien les bureaucrates qui vous causent de la lutte de classe d'un air distant, mais je préfère être honnête jusqu'au bout et montrer qu'il est difficile de se contrôler quand on partage la vie des masses exploitées. Je commets peut-être là une erreur, je l'assume, je préfère rester naturel et me présenter tel quel, agir autrement et j'aurais l'air de tricher, cette idée ou celle de jouer un personnage m'est insupportable.

Parole d'internaute

- "Les américains sont loin d'être stupides et si ils font une comm de merde c'est uniquement parce qu'ils savent pertinemment que ça n'a aucune importance.

Bien sûr qu'ils pourraient faire bien mieux, c'est à la portée de n'importe quel infographiste de faire mieux.

Ils ont compris depuis longtemps que c'est la puissance de feu de l'info qui compte, il savent que les médias soucieux de répéter leur comm reprendront 100000 fois leurs mensonges pour que ça finisse par devenir LA réalité. et que comme le déclarait Joseph Goebbels : « Un mensonge répété mille fois, finit par devenir une vérité ! »

De toutes façon ceux qui n'y croient pas seront vite rangés dans la catégorie des conspirationnistes négationnistes, donc au ban de la société et au risque de ruiner sa carrière aucun faiseur d'opinion (journalistes, homme publics...) ne souhaite être rangé dans cette catégorie" (agoravox.fr)

On connaissait la paix des braves avec ceux qui ont semé la guerre, maintenant il faudra compter avec la paix des lâches qui prétendent combattre les guerres impérialistes !

La voix de son maître, suite

Moïstes (http://servirlepeuple.over-blog.com)

- "*Dans la nuit du 1er au 2 mai, la nouvelle est donc tombée. Après 10 ans de traque (une durée incroyable alors qu'il se trouvait dans une énorme villa, à 50 km de la capitale pakistanaise), Oussama Ben Laden a été liquidé par les forces spéciales US*."

Quelle naïveté !

http://www.contrepoints.org

- "*La mort d'Oussama ben Laden a de nouveau mis en lumière le rôle trouble des services secrets pakistanais dans la lutte contre le terrorisme.* "

Quelle crédulité !

Vidéos de Ben Laden : Les Pakistanais n'y croient pas. (http://www.agoravox.fr/)

Les autorités américaines ont diffusé samedi 7 mai plusieurs vidéos du leader d'Al-Qaïda.

Dans ce reportage de la BBC, il est dit que sur 50 personnes interrogées à Abbottabad, seule une croit à la version des Américains, selon laquelle le vieil homme à la barbe blanche devant sa télé serait réellement Ben Laden. Autrement dit : 2% de confiants et 98% de sceptiques...

A noter, à la 45e seconde, un passant interrogé dans la rue prétend reconnaître l'homme sur la vidéo, il s'agirait de son voisin, dont il donne même le nom, rien à voir selon lui avec Ben Laden.

Politique

1- France

1.1- Institutions

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a présenté mercredi devant le Conseil de ministres le calendrier des élections nationales prévues en 2011 et 2012, qui confirme les dates des dimanches 22 avril et 6 mai pour les deux tours de la présidentielle de 2012.

Les élections législatives auront lieu les 10 et 17 juin suivants, a précisé le porte-parole du gouvernement François Baroin en rendant compte à la presse des travaux du Conseil.

Quant aux élections sénatoriales programmées en 2011, elles auront lieu le 25 septembre prochain, a annoncé François Baroin. (libération.fr et AFP 11.05)

1.2- Encore l'armée, elle revient souvent ces temps-ci...

Les familles des 95 victimes de l'accident d'une Caravelle d'Air France, faisant la liaison Ajaccio-Nice en 1968, ont réclamé mercredi que les débris de l'avion soient tirés du fond de la mer, en mettant en avant un nouveau témoignage accréditant la thèse d'un tir de missile militaire.

Un ancien dactylographe de l'armée a affirmé mardi soir, dans un entretien au journal télévisé de TF1, que l'accident avait été provoqué à l'époque par un missile désarmé tiré depuis l'île du Levant, qui abrite le Centre d'essais de lancement de missiles Méditerranée (CELM). Cet homme, Michel Laty, indique

avoir tapé le rapport de l'armée, classé secret-défense, lorsqu'il travaillait à la préfecture maritime de Toulon. «***On a abattu un avion civil au lieu d'abattre une cible programmée pour ça***», a-t-il déclaré.

L'accident de la Caravelle, survenu le 11 septembre 1968 au large d'Antibes (Alpes-Maritimes), avait fait 95 morts. Les familles soupçonnent de longue date l'accident d'avoir été provoqué par un tir de missile accidentel sur l'avion. (AFP et liberation.fr 11.05)

2- Etats-Unis. Ils revendiquent la barbarie.

L'ancien vice-président américain Dick Cheney a plaidé dimanche pour un retour aux techniques d'interrogatoire musclées instaurées par ... l'administration Bush pour lutter contre le terrorisme. «***Les responsables du renseignement ont tous dit d'une manière ou d'une autre que le programme d'interrogatoires poussés avait joué un rôle***», précise le républicain, en référence à l'élimination d'Oussama ben Laden par un commando américain.

Il a rappelé que «***certains des premiers indices***» qui auraient conduit à la cache du chef d'Al-Qaeda au Pakistan provenaient d'informations obtenues de suspects soumis à la simulation de noyade. Une méthode considérée par beaucoup comme une forme de torture et interdite par Obama. «***Dire que c'est de la torture est faux,a affirmé Cheney. Il est clair que les techniques que la CIA a employées ont marché. Les avoir supprimées […] est sans doute une erreur.***» (libération.fr 11.05)

3- Libye

Après de violents combats avec les forces de Mouammar Kadhafi, les insurgés ont pris le contrôle de l'aéroport de la ville-clé de Misrata, dans l'ouest de la Libye, mercredi 11 mai, selon un correspondant de l'AFP sur place.

A Tripoli, des explosions ont retenti mercredi matin pendant près d'une heure. Vers 14 h 30, heure de Tripoli et de Paris, un témoin indiquait que plusieurs missiles venaient de toucher l'est de la capitale, après un survol intense du secteur par des avions.

Depuis la fin du mois de mars, l'OTAN a pris le commandement des opérations militaires de la coalition internationale, lancées le 19 mars, menant en deux mois plus de 2 300 frappes, sous mandat de l'ONU.

A Genève, mercredi matin, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lancé un appel en faveur d'un "***cessez-le-feu immédiat et vérifiable***". Il a indiqué avoir appelé, lors d'une conversation téléphonique mardi soir avec le premier ministre libyen Al-Baghdadi Ali Al-Mahmoudi, les autorités libyennes à cesser de viser les civils et mettre fin aux combats "***à Misrata et ailleurs***" dans le pays, estimant qu'il fallait "***poursuivre le dialogue politique***".

Mais son appel au cessez-le-feu a été rejeté mercredi par les insurgés libyens. "***Nous n'avons aucune confiance en Kadhafi (...) De toute façon, il ne respecte jamais les cessez-le-feu. Son régime parle de cessez-le-feu et bombarde aussitôt les populations civiles***", a déclaré par téléphone à Reuters Zintane Abdoulrahman, porte-parole des insurgés dans le Djebel Nefoussa, dans l'ouest du pays.

L'Union européenne a par ailleurs annoncé mercredi l'ouverture d'un bureau à Benghazi afin d'apporter de l'aide à l'opposition libyenne.

Cette annonce intervient au moment où le dirigeant rebelle libyen du Conseil national de transition, Mahmoud Jibril, effectue cette semaine une visite à Washington pour y rencontrer divers responsables. (lemonde.fr avec AFP et Reuters 11.05)

4- Syrie

Les chars du régime de Bachar al Assad ont bombardé mercredi des quartiers résidentiels de deux villes de Syrie, qui a vécu l'une de ses journées les plus meurtrières depuis le début du mouvement de contestation avec 19 morts recensés par des défenseurs des droits de l'homme.

Treize personnes ont été tuées à Harra, à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Deraa, a déclaré Ammar Kourabi, de l'Organisation nationale pour les droits de l'homme en Syrie.

La plupart d'entre elles sont mortes lorsque des obus de chars se sont abattus sur quatre maisons. Un enfant et une infirmière ont en outre été victimes d'une fusillade, a dit Kourabi.

Des chars ont aussi bombardé mercredi un quartier de Homs, la troisième ville de Syrie dans le centre du pays, faisant au moins cinq morts dans le quartier de Bab Amro, a dit un militant des droits de l'homme sur place, Nadjati Taïara.

Un chrétien a en outre été tué par un tireur embusqué dans un quartier voisin, Inchaat, a dit Taïara en ajoutant que les autorités cherchaient à attiser les tensions intercommunautaires dans l'espoir de saboter le mouvement de contestation.

L'homme a été tué alors qu'il se tenait devant chez lui. "***Les forces de sécurité terrorisent les centres urbains***", a déclaré Nadjati Taïara.

A Damas, un dirigeant de l'opposition, Mazen Adi, a été arrêté, ont annoncé mercredi des militants des droits de l'homme. Il est membre du Parti démocratique du peuple fondé par Riad al Turk, une figure de l'opposition syrienne. (Reuters 11.05)

5- Yémen

La tension monte à Sanaa, la capitale yéménite, où des militaires et des civils armés ont tiré mercredi 11 mai sur des milliers de personnes qui participaient à une marche de protestation contre le régime du président Ali Abdallah Saleh, blessant des dizaines de manifestants. Partis de la place du Changement, épicentre de la contestation, les protestataires marchaient vers le siège de la présidence du gouvernement.

Des militaires et des civils ont alors tiré sur la foule, a indiqué à l'AFP un des organisateurs, Taoufik al-Himyari. "***Il y a eu des dizaines de blessés***", a rapporté un témoin. "***Des tireurs embusqués participaient à l'attaque contre les manifestants***", a précisé un autre témoin.

Plus tôt dans la journée, deux manifestants avaient été tués par balle et cinq autres blessés à Taëz, au sud de Sanaa, deuxième ville du pays. Les forces de l'ordre ont tiré sur des manifestants qui observent depuis dimanche soir un sit-in sur la principale avenue de la ville, située à quelque 250 km de la capitale. Au total, sept contestataires ont été tués depuis dimanche à Taëz.

Dans plusieurs villes du sud du Yémen, des heurts ont opposé des manifestants et des forces gouvernementales. Un appel à la grève générale avait été lancé par les organisateurs de la contestation populaire.

A Aden, principale ville du Sud, deux manifestants ont été blessés par balle lorsque des militaires ont ouvert le feu sur la foule, qui bloquait l'accès à certaines artères de la ville par des blocs en ciment, selon des témoins. Les commerces ont baissé leurs rideaux dans la plupart des quartiers de la ville où des tirs étaient entendus par intermittence jusqu'en milieu de journée.

Dans la province voisine de Lahej, la grève était bien suivie selon les habitants. A Ibb, également dans le Sud, des centaines de protestataires ont pris d'assaut le siège du gouvernorat et placardé sur la façade du bâtiment "***Fermé par décision du peuple***", ont indiqué des témoins. (lemonde.fr et AFP 11.05)

6- Israël

Israël a révoqué le droit de résidence de 140 000 Palestiniens de Cisjordanie ayant séjourné à l'étranger entre 1967 et 1994 en utilisant une procédure confidentielle, a indiqué mercredi le quotidien Haaretz en citant des documents du ministère de la Justices déclassifiés.

Du début de l'occupation de la Cisjordanie après la guerre de 1967 jusqu'au début de l'application des accords d'autonomie palestinienne en 1994, les Palestiniens qui souhaitaient se rendre à l'étranger via la Jordanie devaient laisser leur carte d'identité au poste frontière situé sur le pont d'Allenby. En échange, ils obtenaient une carte les autorisant à passer. Mais la validité de ce document était limitée à trois ans et ne pouvait être renouvelée que trois fois.

Les habitants qui ne revenaient pas en Cisjordanie dans les délais impartis entraient dans la catégorie

de ceux qui "***ne sont plus résidents***", a ajouté le journal qui précise que les documents du ministère de la Justice n'évoquent aucune information qui aurait pu être fournie aux Palestiniens sur cette procédure. Les Palestiniens pouvaient revenir chez eux six mois après l'expiration de la carte en faisant appel à une commission d'exemptions israélienne.

Interrogé par le Haaretz, le général de réserve Danny Rothshild, ancien coordinateur des activités israéliennes dans les territoires palestiniens de 1991 à 1995 a affirmé ne pas avoir été tenu informé de cette procédure durant l'exercice de ses fonctions.

"***Si on ne m'a pas mis au courant à l'époque, il y a tout lieu d'imaginer que les habitants des territoires occupés ne l'ont pas été non plus***", a affirmé cet ancien militaire.

Actuellement, une procédure du même type est appliquée pour les résidents de Jérusalem-Est, qu'Israël a annexée. Les habitants palestiniens, qui ont un statut de résident et détiennent une carte d'identité israélienne contrairement aux habitants de Cisjordanie, perdent leur droit au retour s'ils séjournent durant plus de sept ans à l'étranger. Quelque 130 000 Palestiniens sont actuellement inscrits sur une liste de ceux qui ne sont plus résidents.

Par ailleurs, le journal a indiqué qu'un nombre inconnu de Palestiniens de la bande de Gaza ont également perdu leur statut de résident, mais les statistiques les concernant restent secrètes.

Le Centre de Défense des Particuliers, une association israélienne, qui avait demandé la divulgation des documents du ministère de la Justice au nom de la loi sur la liberté de l'information, a estimé dans un communiqué que "***l'Etat d'Israël devait réparer ses torts et restaurer les droits de résidence***" aux Palestiniens.

Israël a révoqué le droit de résidence de 140 000 Palestiniens de Cisjordanie ayant séjourné à l'étranger entre 1967 et 1994 en utilisant une procédure confidentielle, a indiqué mercredi le quotidien Haaretz en citant des documents du ministère de la Justices déclassifiés.

Du début de l'occupation de la Cisjordanie après la guerre de 1967 jusqu'au début de l'application des accords d'autonomie palestinienne en 1994, les Palestiniens qui souhaitaient se rendre à l'étranger via la Jordanie devaient laisser leur carte d'identité au poste frontière situé sur le pont d'Allenby. En échange, ils obtenaient une carte les autorisant à passer. Mais la validité de ce document était limitée à trois ans et ne pouvait être renouvelée que trois fois.

Les habitants qui ne revenaient pas en Cisjordanie dans les délais impartis entraient dans la catégorie de ceux qui "***ne sont plus résidents***", a ajouté le journal qui précise que les documents du ministère de la Justice n'évoquent aucune information qui aurait pu être fournie aux Palestiniens sur cette procédure. Les Palestiniens pouvaient revenir chez eux six mois après l'expiration de la carte en faisant appel à une commission d'exemptions israélienne.

Interrogé par le Haaretz, le général de réserve Danny Rothshild, ancien coordinateur des activités israéliennes dans les territoires palestiniens de 1991 à 1995 a affirmé ne pas avoir été tenu informé de cette procédure durant l'exercice de ses fonctions.

"***Si on ne m'a pas mis au courant à l'époque, il y a tout lieu d'imaginer que les habitants des territoires occupés ne l'ont pas été non plus***", a affirmé cet ancien militaire.

Actuellement, une procédure du même type est appliquée pour les résidents de Jérusalem-Est, qu'Israël a annexée. Les habitants palestiniens, qui ont un statut de résident et détiennent une carte d'identité israélienne contrairement aux habitants de Cisjordanie, perdent leur droit au retour s'ils séjournent durant plus de sept ans à l'étranger. Quelque 130 000 Palestiniens sont actuellement inscrits sur une liste de ceux qui ne sont plus résidents.

Par ailleurs, le journal a indiqué qu'un nombre inconnu de Palestiniens de la bande de Gaza ont également perdu leur statut de résident, mais les statistiques les concernant restent secrètes.

Le Centre de Défense des Particuliers, une association israélienne, qui avait demandé la divulgation des documents du ministère de la Justice au nom de la loi sur la liberté de l'information, a estimé dans un communiqué que "***l'Etat d'Israël devait réparer ses torts et restaurer les droits de résidence***" aux Palestiniens. (Reuters 11.05)

Commentaire d'internautes

- Ce genre de pratique porte un nom : ça s'appelle le nettoyage ethnique

- Ou est l'ONU? où sont les droits de l'homme? Où est Al jazeera, où est CNN ? Là on ne dit rien: Israël bafoue toutes les résolutions des Nations Unies mais aucun réaction des Occidentaux. Quelle honte!

7- Afghanistan

La disparition du patron d'al-Qaida pourrait «***rendre le processus de transition plus facile et aider la réconciliation***», a estimé mercredi le ministre des Affaires étrangères afghan, Zalmaï Rassoul. Partant du principe que le lien entre al-Qaida et les talibans afghans repose en grande partie sur la relation personnelle entre les chefs des deux mouvements - Ben Laden et le mollah Omar - le général David Petraeus espère lui aussi que la disparition du premier mènera les hommes du second à rompre avec l'organisation terroriste.

Cette séparation pourrait, selon le commandant des forces internationales en Afghanistan, favoriser l'ouverture de négociations entre le gouvernement d'Hamid Karzaï soutenu par les États-Unis et les talibans. (lefigaro.fr 11.05)

Social

1- France. L'Etat nous rackette pour servir les banquiers.

1.1- La France est l'un des pays où la pression fiscale sur les salaires est la plus élevée, selon un rapport publié mercredi par l'OCDE. Une situation qui met à mal le pouvoir d'achat des ménages.

La part totale des impôts payés par les salariés et les employeurs, diminuée des transferts en espèces, est ainsi supérieure d'au moins 13 points à la moyenne de l'OCDE, quelle que soit la composition du foyer.

Et l'écart avec la moyenne s'est creusé depuis 2000, précise cette étude.

Pour un célibataire sans enfant, le total des impôts et des cotisations sociales, qu'ils soient payés par l'employeur ou par le salarié, atteignait ainsi 49,3% du salaire moyen en France l'an dernier.

Ce taux, en très légère hausse par rapport à 2009 (+0,14 point), est supérieur de 14,4 point à la moyenne de l'OCDE (34,9%).

Elle place la France au deuxième rang du classement des pays membres de l'organisation, derrière la Belgique (55,4%) et juste devant l'Allemagne (49,1%).

A l'autre extrémité du classement figurent le Chili (7%), le Mexique (15,5%) et la Nouvelle-Zélande (16,9%).

La pression est moins forte pour un couple marié avec deux enfants et ne disposant que d'un seul salaire. Mais la France occupe la première place du classement pour cette catégorie, avec un taux de 42,1%, supérieur de plus de 17 points à la moyenne (24,8%).

Dans son rapport, l'OCDE estime donc que «***les gouvernements devraient envisager de modifier la structure fiscale en mettant plus l'accent sur les impôts indirects que sur les impôts directs***». (20minutes.fr 11.05)

1.2- A l'issue du 4e comité interministériel de la sécurité routière, mercredi 11 mai, qui se tenait dans un contexte de forte hausse du nombre de tués sur les routes en avril, le gouvernement a notamment décidé de durcir les sanctions contre la vitesse et l'alcool au volant.

Pour lutter contre "***le comportement irresponsable de ceux qui s'autorisent à rouler à des vitesses très abusives***", les avertisseurs de radar seront interdits et les panneaux indiquant la présence de radars fixes seront supprimés, indiquent les services du premier ministre dans un communiqué. Les cartes d'implantation de radars ne seront plus non plus rendues publiques pour renforcer la vigilance des conducteurs et mille nouveaux radars seront déployés avant la fin 2012. Il s'agira de radars troisième génération, mobiles, permettant de contrôler la vitesse des usagers à partir de véhicules en circulation.

Les excès de vitesse de plus de 50 km/h seront par ailleurs désormais des délits, dès la première infraction, alors qu'ils n'étaient jusqu'à présent qualifiés ainsi qu'en cas de récidive. Le conducteur fautif sera passible du tribunal correctionnel. Actuellement, un excès de vitesse de plus de 50 km/h est sanctionné d'une amende de 1 500 euros et d'un retrait de six points du permis de conduire. En cas de récidive, le véhicule est confisqué et l'automobiliste risque trois mois de prison, 3 750 euros d'amende et six points en moins.

Selon des statistiques de la sécurité routière, conduire avec une alcoolémie supérieure au taux légal multiplie par huit le risque d'accidents mortels. La conduite sous l'emprise de l'alcool est ainsi la première cause de mortalité au volant. Le gouvernement a décidé qu'un taux d'alcool supérieur à 0,8 g/l serait sanctionné par un retrait de huit points sur le permis de conduire, contre six actuellement.

Les autres comportements "***à risque***" comme l'utilisation d'un téléphone au volant, l'envoi de textos, la visualisation d'internet ou d'autres écrans pendant la conduite seront plus durement sanctionnés. Téléphoner en conduisant, l'appareil à la main, sera puni d'un retrait de trois points au lieu de deux actuellement. En France, près d'un accident de la route sur dix est lié à l'utilisation du téléphone au volant.

Les sanctions pour conduite avec un appareil à écran en fonctionnement dans le champ de vision de l'automobiliste - autres qu'une aide à la conduite de type GPS (un lecteur de DVD par exemple) - sont aggravées. L'infraction sera sanctionnée d'un retrait de trois points et d'une amende de 1 500 euros alors que l'amende est actuellement de 135 euros assortie d'un retrait de deux points.

Certaines de ces mesures devront passer devant le Parlement, a précisé à l'AFP l'entourage du premier ministre, sans autre indication.

Le nombre de morts sur les routes françaises a augmenté de 19,9 % en avril (355) par rapport au même mois de 2010. Le nombre de tués sur les routes est en hausse de 13 % pour les quatre premiers mois de l'année.

Les mesures-phares :

Radars. Les panneaux indiquant la présence de radars fixes vont être supprimés et les cartes d'implantation des radars ne seront plus rendues publiques. Les avertisseurs de radar seront interdits et 1 000 nouveaux radars seront déployés d'ici à la fin de l'année 2012.

Contrôle de la vitesse. Un excès de vitesse de plus de 50 km/h par rapport à la vitesse autorisée va devenir un délit dès la première infraction.

Deux-roues : Les usagers de moto qui n'ont pas conduit au cours des cinq dernières années devront désormais suivre une formation. Les plaques d'immatriculation pour les motos et scooters seront de plus grande taille, afin de rendre plus efficaces les contrôles radar. Les conducteurs de moto et de tricycles devront porter un équipement rétro-réfléchissant.

Alcool. Une alcoolémie supérieure à 0,8 g/l serait sanctionnée par un retrait de huit points sur le permis de conduire, contre six actuellement. L'utilisation d'un éthylotest anti-démarrage sera rendue obligatoire sans délai pour l'ensemble des transports en commun de personnes.

Téléphone. Téléphoner en conduisant, l'appareil à la main, sera puni d'un retrait de trois points au lieu de deux actuellement.

Bande d'arrêt d'urgence. La circulation sur une bande d'arrêt d'urgence - interdite - sera désormais sanctionnée d'un retrait de trois points et d'une amende de 135 euros. (lemonde.fr avec AFP et Reuters 11.05)

L'Etat : toujours plus liberticide et répressif. On lui appliquera bientôt la même punition, mais dans un autre contexte, notre vengeance sera terrible !

2- Grèce

Environ 10.000 personnes selon la police ont battu le pavé à Athènes contre les sacrifices imposés au pays.

Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, les syndicats - GSEE pour le privé, Adedy pour les fonctionnaires ainsi que le front syndical communiste Pame - protestaient contre un durcissement de la cure d'austérité, assorti d'une intensification des privatisations (50 milliards d'euros d'ici 2015), un plan qui est actuellement évalué et discuté avec les représentants des bailleurs de fonds du pays (zone euro et FMI), présents à Athènes.

"***Les nouvelles mesures frappent unilatéralement les travailleurs et l'emploi et pas les possédants ni les banquiers, ni tous ceux qui ont fait la crise et en profitent***" a déclaré à l'AFP Stathis Anestis, secrétaire général adjoint de la GSEE.

"***Après un an (d'aide internationale), nous sommes hélas dans une situation pire, le chômage a explosé, les salaires sont au plus bas niveau et le pire c'est qu'il n'y a aucune perspective d'issue,***" a-t-il ajouté.

"***On veut nous supprimer des acquis sociaux de plusieurs siècles***" a renchéri Vangelis Papadoyannis, 46 ans, employé d'Intracom, une société de nouvelles technologies.

"***Dans mon entreprise, on a eu une vague de licenciements, une centaine en janvier, ils nous ont changé nos conditions de travail, ils nous ont baissé le salaire de 15% et ça continue (...) Ce mémorandum (le prêt de l'UE et du FMI) qui selon le gouvernement devait nous sauver, est allé aux banques***", a-t-il regretté.

"***Non au bradage***" indiquaient certaines banderoles critiquant le programme de privatisations qui prévoit d'ouvrir le capital des grands groupes publics (électricité, eau...) afin de réduire la dette, qui a explosé au dessus de 340 milliards d'euros et doit atteindre 152% du PIB d'ici la fin de l'année.

"***Si c'était au profit de l'Etat, on serait prêt à des concessions, mais ils ne nous bradent que pour rembourser nos créanciers***", a regretté Tassoula Carabina, 48 ans, employée du groupe d'électricité DEI-PPC.

"***Le programme de réformes a échoué***," a dit mercredi à l'AFP Platon Monokroussos, économiste pour Eurobank selon qui le gouvernement est en train de négocier "un nouvel accord" .

Les Européens planchent sur les moyens d'empêcher un défaut grec au cas où les taux d'intérêt imposés au pays, actuellement prohibitifs à plus de 15%, continueraient de l'empêcher de se refinancer sur les marchés en 2012. (AFP et 20minutes.fr 11.05)

3- Affameurs et assoiffeurs.

Instaurer une bourse de l'eau au même titre que pour les autres matières premières contribuerait à régler le problème des pénuries de ce bien précieux, a estimé mardi Peter Brabeck, président de Nestlé.

Brabeck (...) relève que la forte augmentation du cours du pétrole, qui a dépassé en avril les 127 dollars le baril de Brent, pourrait en faire baisser la demande. "***Vous voyez ce qui se passe lorsque la demande augmente. Le marché réagit et les gens commencent à utiliser le pétrole de manière plus efficace***.(...) "***Le prix de l'eau est une chose qui ne bouge pas du tout***", note-t-il. (Reuters 11.05)

C'est l'été, vous consommez plus d'eau, le prix de l'eau grimpe, donc vous réduisez votre consommation d'eau pour ne pas alourdir votre facture, mais comme vous ne le pouvez pas, vous payez plus cher votre eau. Voilà ce qu'il préconise ! Pour notre bien évidemment, c'est ce qu'il expliquait ensuite dans sa déclaration.

Le 13 mai

Manipulation des masses. On a le droit d'en rire.

- James Inhofe, un sénateur républicain, a déclaré à CNN que les photos étaient "plutôt horrible" : "Le cerveau sortait de l'orbite", a-t-il déclaré, expliquant qu'une balle avait dû entrer par l'oreille et exploser, ou ressortir par le globe oculaire.

James Inhofe reste pourtant catégorique, malgré les blessures, c'était bien le corps d'Oussama Ben Laden.

Au total, 15 photos auraient été montrées aux élus : neuf juste après le raid à Abbottabad et trois sur le porte-avion américain, ainsi que trois photos de Ben Laden avant sa mort, à titre de comparaison, d'après Le Figaro. (lepost.fr 12.05)

Il est vrai qu'il n'y a rien de plus évident que comparer deux photos montrant un type avec la tête entière et un type avec la tête complètement éclatée !

Sérieusement, vous vivez en France, si vous avez regardé attentivement les photos prises dans les rues d'Abbottabad par le photographe de la BBC lors de leur reportage réalisé après le 2 mai, vous aurez remarqué sur seulement quelques clichés que plusieurs personnes présentaient la même silouhette que Ben Laden. Ici en Inde, à 4 kms de Pondichéry où je vis, je n'ai pas eu besoin de chercher bien loin pour trouver un type qui lui ressemble, un boucher musulman où j'achète parfois du poulet lui ressemble comme deux gouttes d'eau, car le look Ben Laden est devenu à la mode chez certains musulmans depuis 2001. Ici dans le sud de l'Inde, à plus de 4.000 kms d'Abbottabad, alors que dire au Pakistan et en Afghanistan : c'est la guerre...des sosies de Ben Laden ! Ce qu'ignore la plupart des personnes qui seront facilement manipulables.

- M. Gates précise que lui et la secrétaire d'Etat Hillary Clinton craignaient que les photos de Ben Laden ne soient retouchées de telle manière que cela puisse provoquer de vives réactions et mettre en danger les ressortissants américains, notamment les militaires, à l'étranger. (AP 12.05)

N'était-ce pas à l'adresse des esprits faibles le meilleur moyen pour qu'on ne les accuse pas d'avoir produit des photos trafiquées ? Ils nous font le coup du voleur qui crie au vol, du menteur qui exige que la vérité soit faite ! Et dire qu'il y en a qui tombent dans ce panneau plus gros que le nez au milieu du visage. Après cela on aura confiance en leurs capacités de discernement et d'analyse, vous peut-être, pas nous !

Les nostalgiques du régime de Vichy se sentent pousser des ailes, encouragés par Sarkozy et sa bande de nazillons.

Les héritiers de Renault ont déposé une assignation devant le tribunal de grande instance de Paris afin de contester la légalité de la nationalisation de Renault en 1945 et obtenir des indemnités, a-t-on appris jeudi auprès de leur avocat, confirmant une information du Monde.

«L'ordonnance de confiscation des biens est contraire aux principes fondamentaux du droit de la propriété», droit inclus dans la déclaration universelle des Droits de l'Homme, a déclaré l'avocat des héritiers, Me Thierry Lévy.

L'avocat a déposé une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) pour contester l'ordonnance de nationalisation prise en 1945.

Si l'ordonnance est inconstitutionnelle, le tribunal pourra dire que la nationalisation constituait une «voie de fait», a dit Me Levy, dont les clients demandent par conséquent une indemnistation. (AFP et libération.fr 12.05)

Merci de rappeler que la déclaration universelle des Droits de l'Homme est en réalité un hymne à la propriété privée des moyens de production, au régime capitaliste, à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Creusez un peu dans votre mémoire et recensez parmi vos dirigeants ou cadres ceux qui se réclament de ce texte. Il y en a, je ne citerais pas de noms ici, ils sont connus. Les mêmes prétendent combattre pour en finir avec le capitalisme. Cela ne vous pose pas de problèmes ? Vous n'y voyez pas une contradiction ? Creusez donc du côté des libres penseurs, des anarcho-syndicalistes... Encore une nouvelle "couleuvre" à avaler, camarades ! Ce qui est franchement étonnant, c'est que leur venin ne vous ait pas déjà été fatal, à moins qu'il l'ait été et que vous ne vous en soyez jamais rendu compte, au point de ne plus être en mesure de discerner la vérité d'une grossière manipulation. A l'opposé, dans mon jardin j'ai déjà tué quelques serpents, je ne les compte plus.

Pour info, j'ai reçu un courriel et un fichier relatifs à cette info. J'ai effacé le courriel et conservé que le fichier, ils devaient provenir du PCF. Je vous en donne la teneur :

Mardi 24 Mai 2011 de 17heures à 20 heures, à l'Assemblée Nationale, 126 rue de l'université salle 6403 - Louis Renault, *Contre la falsification de l'histoire de l'occupation et pour un droit de réponse* - Introduction à la discussion : Michel Certano syndicaliste de Renault-Billancourt, Annie Lacroix-Riz historienne , une Assemblée présidée par : André Gerin député (PCF)

Parole d'internaute

- "Ce qui m'étonne toujours depuis quelques temps, c'est l'aveuglement des électeurs de Sarkozy en 2007. Ce dernier avait déjà ce penchant pour l'extrême droite. Personne ne l'a vu? n'a compris? Ce n'est pas nouveau cette lepénisation de Sarkozy, c'était son grand succès d'avoir chopé toutes ses voix..." (20minutes.fr 12.05)

La petite-bourgeoisie n'est pas une classe indépendante.

La petite-bourgeoisie a voté en masse, pour ne pas dire comme un seul homme pour Sarkozy en 2007, en se moquant bien de savoir s'il était de droite, d'extrême droite, de gauche ou d'extrême gauche, la petite-bourgeoisie se moque de ce genre de considérations, elle va, penche ou vote du côté où ses intérêts semblent le mieux représentés, telle est sa morale également, on pourrait dire qu'elle n'en a pas.

Elle est laïque, libre penseur, humaniste quand le mouvement ouvrier à le vent en poupe, elle peut même devenir révolutionnaire en certaines occasions, mais quand le mouvement ouvrier enchaîne les défaites, qu'il reflue, qu'aucune issue au capitalisme ne pointe à l'horizon, elle balance par dessus bord tous ces principes et devient réactionnaire sur toute la ligne.

A elle seule, elle est l'antithèse de la lutte des classes. Les positions qu'elle adopte sont fonction du rapport de force entre les deux seules classes véritablement indépendantes, la bourgeoisie et la classe ouvrière, elle est incapable de définir des principes ou de défendre des positions qui lui soient propres.

De nos jours, par rapport aux travailleurs pauvres, elle est particulièrement bien lotie la petite-bourgeoisie, elle vit confortablement et a accumulé des biens matériels non négligeables sous ce régime. Elle peut avoir l'impression d'avoir quelque chose à perdre et refuser de se faire à cette idée, ainsi les conditions sont réunies pour qu'une grande partie d'entre elle bascule à l'extrême droite.

L'avocat Gilbert Collard qui était plutôt étiqueté à gauche vient de rejoindre le FN. Il a expliqué que ce n'était pas lui qui avait changé mais ce parti d'extrême droite. Il a donc suffit que ce parti repeigne sa façade pour qu'un membre de la petite-bourgeoisie le rejoigne, ce qui confirme ce qui vient d'être dit plus haut.

Le petit-bourgeois est une contradiction à lui tout seul. Il est prêt à tout pour parvenir à ses fins, faire taire ses convictions, se renier, peut lui importe, seul le résultat immédiat compte pour lui et peu importe les moyens de l'atteindre, il est prêt à se vendre au plus offrant, on disait autrefois comme une pute, mais c'est bien ce qu'ils sont.

On ne peut pas dire que le petit-bourgeois serait pris dans un dilemme cornélien dans lequel le relatif s'opposerait à l'absolu, parce que pour lui l'absolu, c'est le tout de suite ou maintenant, le relatif et l'absolu se confondent ou se dislovent dans l'immédiat. C'est un être misérable qui en fonction des circonstances fait ou défait sans hésitation ce qu'il a fait la veille, se construit une bonne conscience en fonction de la direction où souffle le vent pour satisfaire ses besoins ou conserver son mode de vie.

Il s'arrange avec sa conscience particulèrement malléable ou élastique, et par dessus tout, il n'est pas digne de confiance.

Politique

1- France.

1.1- Leur morale et la nôtre.

1.1.1- Invité du 19h de Public Sénat, Eric Woerth a affirmé « Il faut toujours se méfier de ceux qui se présentent comme des chevaliers blancs. En général, ils sont beaucoup moins blancs qu'on veut bien le croire. Ceux qui donnent des leçons de morale, en général, en ont plus à recevoir qu'à en donner. C'est une constante dans la vie. Ceux d'ailleurs qui vivent dans une moralité, une intégrité totale, ne donnent pas de leçons. En général, ils ne jugent pas ».

L'ancien ministre s'en prend vivement à la presse : « *En tout cas je pense que nous devons retrouver des règles morales dans la manière de traiter l'information et les faits. Il y a pas de raison qu'on soit une puissance, quand on est la presse, et qu'on ne réponde pas à ce moment là à un certain nombre de responsabilités* ». (publicsenat.fr 11.05)

1.1.2- Marie-Ange Contart raconte comment, le 6 février 1998, elle a échangé un regard avec l'homme qui était en train d'achever le préfet Érignac.

Tandis que la voiture continue sa lente progression, la passagère accroche le regard de l'assassin. Elle le décrira ainsi: la trentaine, 1,70 m environ, blond cendré, la raie au milieu, une barbe naissante de la couleur des cheveux, qui lui paraissent naturels, un visage fin, de petits yeux enfoncés, un regard perçant, une bouche fine et étirée, des plis entre le nez et la commissure des lèvres. La mère et la fille s'éloignent.

Ce témoin n'a pas varié depuis 1998. Quand, en 2003, Yvan Colonna est arrêté, on lui demande si elle reconnaît en lui le tueur de la rue Colonel-Colonna-d'Ornano. «*Non*», affirme-t-elle sans hésiter. «*J'ai eu de gros soucis à partir de ce moment, explique-t-elle. Les policiers sont devenus agressifs, mon appartement a été visité, j'ai été suivie, mise sur écoute…*» Paranoïa? Quoi qu'il en soit, la jeune femme, entendue auparavant à de multiples reprises, refuse désormais de collaborer pleinement. Elle s'en tient au

principal: l'homme qu'elle a dévisagé le 6 février 1998 n'est pas le berger de Cargèse.

Pas un seul des témoins oculaires ne l'a reconnu, d'ailleurs. (lefigaro.fr 12.05)

1.2- La "***lepénisation***" de l'UMP.

Sur Europe 1, Yves Jégo, l'ex secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-mer, également vice-président du Parti radical, explique va «*quitter l'UMP ce week-end*».

«*Je souhaite que le Parti radical prenne la décision de quitter l'UMP ce week-end, pour construire une nouvelle famille politique, avec les nouveaux centres et la gauche moderne*», insiste le député de seine-et-Marne. Il veut un «*parti de la responsabilité sociale, des valeurs républicaines*». Surtout au moment où il juge qu'il « *y a une forme de gangrène de "lepénisation" qui est en train de gagner l'UMP*». (20minutes.fr 12.05)

2- Libye

Jeudi le consul de Libye au Caire, Faradj Saïd al Aribi, a rallié la rébellion. (Reuters 12.05)

3- Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont ouvert le feu pour disperser des manifestants jeudi à Taëz (250 km au sud de Sanaa), faisant des dizaines de blessés, ont rapporté des témoins et des sources médicales.

Des soldats de la garde républicaine et de la sécurité centrale, fidèles au président Ali Abdallah Saleh, ont ouvert le feu sur les manifestants qui réclamaient le départ du chef de l'Etat dans la rue Jamal, la principale artère de la ville.

Deuxième ville du pays, Taëz est un des principaux foyers de la révolte. Ces dernières 24 heures, 16 manifestants hostiles au chef de l'Etat ont été tués par les forces de l'ordre au Yémen. (AFP et libération.fr 12.05)

4- Syrie

Les soldats et les chars syriens se déployaient jeudi dans tout le pays, notamment à Hama, théâtre d'une révolte sunnite qui avait été écrasée dans le sang en 1982, ou encore à Alep (nord), la plus grande ville du pays.

L'armée et les services de sécurité ont pénétré jeudi 12 mai dans des villages proches du foyer de la contestation, à Baniyas, et y ont procédé à des dizaines d'arrestations, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Il sont intervenus à Al-Bayda et Al-Qariri, où ils ont arrêté des "*dizaines*" de personnes, a précisé le groupe basé à Londres. Plusieurs chefs de file du mouvement sont détenus et d'autres continuent d'être pourchassés.

A Alep, ville qui s'était jusqu'à présent plutôt tenue à l'écart de la contestation, les forces de l'ordre ont dispersé à coups de matraque un rassemblement de deux mille étudiants qui manifestaient en faveur de la démocratie, selon un témoin. Selon un autre habitant, la police secrète a bouclé la grande artère qui mène du centre au campus universitaire, situé dans le quartier de Fourkan, dans l'ouest de la ville.

D'après un bilan provisoire établi par des organisations de défense des droits de l'homme, quelque 757 civils ont été tués dans tout le pays en six semaines, depuis le début de la répression.(lemonde.fr et AP 12.05)

5- Tunisie

Les autorités tunisiennes ont décidé mercredi de déférer devant un tribunal militaire le président déchu Zine ben Ali, a annoncé l'agence officielle TAP.

"*Son ancien ministre de l'intérieur et un haut cadre de la sécurité*" devront également répondre de leurs actes devant une juridiction militaire, a précisé la même source.

Tunis a annoncé le mois dernier avoir engagé 18 actions en justice contre l'ancien chef d'Etat, notamment pour "*homicide volontaire*", "*complot contre la sûreté intérieure de l'Etat*", "*incitation à provoquer le désordre, le meurtre ou le pillage sur le territoire tunisien*" et "*trafic et usage de stupéfiants*". (Reuters 12.05)

Social

1- France

1.1- Manifestation des sages-femmes.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté pour une meilleure reconnaissance des sages-femmes, jeudi 12 mai à Paris, à l'appel d'une intersyndicale de la profession et de collectifs d'usagers. Les manifestants (2 900 selon la police, 5 000 à 6 000 selon les organisateurs) ont défilé de Port-Royal aux Invalides derrière une grande banderole proclamant 'une femme, une sage-femme'.

Les sages-femmes, dont le mouvement était soutenu par le conseil de l'ordre de la profession, réclament une autonomie de leur formation initiale au sein de l'université, comme les médecins et les dentistes. Elles souhaitent aussi une évolution de leur statut avec la reconnaissance de leur niveau d'étude (bac +5) ainsi qu'une revalorisation de leur salaire et des cotations de leurs actes médicaux.

Un appel à la grève avait également été lancé à l'occasion de la manifestation, qui coïncidait avec la journée internationale des sages-femmes. Le nombre de grévistes, qui peuvent être réquisitionnés dans les hôpitaux publics, n'étaient pas disponibles en début d'après-midi.

Actuellement, 23 870 sages-femmes exercent en France, dont moins de 2 % d'hommes, selon les chiffres officiels. Le traitement net mensuel d'une sage-femme de classe normale dans la fonction publique hospitalière est de 1 621 euros en début de carrière et de 2 691 euros en fin de carrière, primes et indemnités comprises. (lemonde.fr 12.05)

1.2- L'impôt le plus injuste.

«*... le système socio-fiscal est progressif jusqu'à 20.000 euros de niveau de vie (...), puis il est proportionnel jusqu'à 50.000 euros; au-delà, le système est très probablement dégressif*», a résumé Didier Migaud, le premier président de la Cour des comptes, devant des députés.

(...) L'IR (l'impôt sur le revenu -ndlr) ne pèse plus que 2,6% de la richesse nationale, deux fois moins qu'au milieu des années 1980. Le budget 2011 prévoit que l'impôt sur le revenu rapportera à l'Etat 52,1 milliards d'euros, soit 20,5% des recettes globales, contre 130,6 milliards (51,3% des recettes) pour la TVA. (20minutes.fr 12.05)

1.3- RSA : RAS !

Sur près de 1,8 million de foyers français bénéficiant du RSA au 31 décembre dernier, 1,15 million de personnes n'exerçaient aucune activité.

Or, il y a 12 ans lorsque le RMI existait, le nombre d'allocataires était déjà de 1,1 million, souligne la Fédération nationale des association d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars). Autrement dit, le «*noyau dur*» des exclus du marché du travail (familles monoparentales isolées, chômeurs de très longue durée…) n'est pas plus important aujourd'hui avec le RSA (mis en place en 2009). On n'assisterait donc à aucune diffusion du «cancer de l'assistanat» dans le corps social. (slate.fr 12.05)

1.4- Jugeons-le : Servier emprisonné et condamné à absorber à forte dose du Merdiator jusqu'à ce que mort s'en suive !

Le laboratoire Servier était au courant «*depuis au moins 1995» de la nocivité du Mediator*», écrit Le Monde dans son édition datée de vendredi, sur la base d'un rapport interne au groupe que le quotidien a consulté, une affirmation que Servier réfute fermement.

«*Un rapport de la filiale britannique de Servier établissait, en 1993, que, une fois absorbé par l'organisme, le Mediator donnait un composé, la norfenfluramine, dont il a été établi en 1995 qu'il était dangereux*», écrit Le Monde.

«*Cela n'a pas empêché la firme de continuer à affirmer, en 2008, la tolérance cardio-vasculaire "satisfaisante" du benfluorex, le nom scientifique du Mediator, dans le document de référence remis à ses délégués médicaux*», poursuit le quotidien.

La norfenfluramine, rappelle Le Monde, «*est aussi le composé actif obtenu dans l'organisme lors de la prise de fenfluramine (Ponderal) ou de dexfenfluramine (Isoméride): deux produits de Servier dont il sera établi en 1995 qu'ils sont responsables de graves effets secondaires puis retirés du marché*».

«*Le laboratoire Servier ne pouvait ignorer, depuis au moins le début des années 1990, que le Mediator était dangereux puisqu'il se transformait en norfenfluramine. Il s'est pourtant constamment employé à minimiser ce fait*», poursuit le quotidien. (libération.fr 12.05)

2- Grèce

Le taux de chômage de la Grèce a grimpé à 15,9% en février contre 15,1% en janvier et 12,1% un an plus tôt, atteignant un nouveau record, selon les services statistiques nationaux. (Reuters 12.05)

Le 14 mai

Un aveu.

- "*Terra Nova constate «le divorce» entre la gauche et la classe ouvrière.*" (lefigaro.fr 13.05)

- "*La gauche sans le peuple n'est plus la gauche*", dixit Claude Bérit-Débat, sénateur PS de Dordogne. (publicsenat.fr 13.05)

Ben Laden. Quand l'intox se fait grotesque.

- Une collection de contenu pornographique aurait été découverte dans le complexe où se cachait Ben Laden par les commandos américains qui l'ont tué, selon des sources officielles américaines citées par Reuters. (Slate.fr 13.05)

C'est très sérieux, même que ces "*sources officielles américaines*" se sont demandés qui pouvait bien être porté sur le cul dans cette maison, sinon Ben Laden !

- Après l'opération de la Navy SEALS, on n'a retrouvé pas moins d'une centaine de clés USB dans la forteresse pakistanaise, contenant des archives d'échanges de mail. Malgré un millier de messages archivés et quelques centaines d'adresses e-mail et numéros de téléphone, il n'est pas sûr que les Etats-Unis puissent remonter jusqu'aux interlocuteurs de Ben Laden, car il y a tout lieu de penser que la majorité de ces messageries ont été désactivées à l'annonce de sa mort. (Fluctuat.net 13.05)

Pas de bol ! Mais heureusement qu'il leur a laissé à titre postume un carnet bourré de renseignements et dans lequel il signait par avance ses futurs forfaits, au moins quand ils se produiront, s'ils se produisent un jour, ils pourront dire qu'ils possèdaient la preuve que c'était bien un coup d'Al-Qaïda et non de la CIA.

- Après de longues hésitations, Islamabad a finalement donné son feu vert. "*Les Etats-Unis ont eu accès aux femmes d'Oussama Ben Laden détenues au Pakistan*", a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche Jay Carney, sans donner plus de détails. Mais un autre responsable a précisé que "*rien de particulier*" n'était ressorti de ces entretiens. (lemonde.fr 13.05)

Pas de bol décidément ! Facile de répliquer qu'ils ne se vanteraient pas si le contraire s'était avéré...

Et lemonde.fr de préciser que "*les autorités américaines tentent désormais de rassembler les pièces du puzzle*", il aurait fallu écrire : fabriquer les pièces manquantes de leur puzzle, pour tenter ensuite de rendre plus crédible leur rocambolesque histoire inventée de toutes pièces, car très nombreux sont les gens dans le monde qui n'y ont pas cru une seconde, chat échaudé, craint la pluie !

Parole d'internaute

Liberté pour Yvan Colonna !

- "Pourquoi vouloir que l'assassin soit cet homme alors qu'il n'y a aucune preuve contre lui et que les témoins ne le reconnaisent pas ??? pourquoi ne pas croire Les témoins et aller même jusqu'à se moquer d'eux ??? pourquoi écouter leurs déclaration ??? Pourquoi Mme Erignac veut absolument le condamner sans arriver à prouver que c'est lui qui à tuer son mari???? pourquoi Sarkozy l'accuse depuis le début sans preuve ???? pourquoi cet homme a été condamné à perpétuié et est en prison depuis 10 ans alors qu'il clame son innocence ???? Il y a beaucoup de pourquoi dans ce procès plutôt louche et sur la façon de le mener. Tient bon Yvan" (lexpress.f 13.05)

Vous ne trouvez pas étrange que le mouvement ouvrier ne se soit pas mobilisé pour exiger la libération de ce type qui croupit en prison depuis 10 ans, alors qu'aucun témoin ne l'a reconnu et que le parquet ne dispose d'aucune preuve contre lui. Mais où sont donc passés les défenseurs de la vérité, de la justice, de la démocratie ?

Nos dirigeants ont soutenu la version d'Obama sur la mort de Ben Laden pour ne pas être assimilés aux adeptes de la théorie

du complot, de la même manière qu'ils n'ont pas soutenu Colonna, sans doute pour qu'on ne les accuse pas de soutenir la branche armée du mouvement indépendantiste Corse. Question : Jusqu'où iront-ils dans le reniement par crainte d'un fâcheux amalgame ?

Autrefois ils n'avaient pas hésité à défendre des républicains irlandais emprisonnés (Bobby Sand notamment, ma première bataille politique.)... Vous me direz que cela se passait en Irlande et non en France. Mais comment donner une image respectacle de leur parti et y gagner un républicain, un démocrate, un syndicaliste réformiste, des élus ou des adhérents du PS ou du PCF notamment, tous les quatre fort respectueux des institutions et subordonnés au capitaliste, en soutenant la présomption d'innocence d'un homme accusé par l'Etat d'avoir tué un haut fonctionnaire ? Apparemment cela vaut bien de brader la vérité, telle n'est pas notre position.

Politique

1- Yémen

Des manifestants hostiles au président du Yémen sont descendus en masse vendredi dans les rues de plusieurs villes du pays pour l'exhorter à quitter le pouvoir après des mois de protestations qui ont conduit le pays au bord de la faillite.

Trois personnes ont été tuées et 15 autres blessées lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants à Ibb, une ville du Sud, selon des témoins et des médecins. Des coups de feu ont éclaté dans la troisième ville du pays, Taïz.

Des véhicules blindés, des soldats et des étudiants de l'école militaire armés de bâtons ont été déployés dans les rues de Sanaa pour contenir la marée de manifestants. (Reuters 13.05)

2- Egypte

2.1- Des milliers d'Egyptiens manifestaient, vendredi 13 mai, sur l'emblématique place Tahrir, au Caire, pour 'l'unité nationale' entre musulmans et chrétiens, après des violences confessionnelles qui ont fait quinze morts la semaine dernière.

'Unité nationale', proclamait une énorme banderole accrochée à l'un des immeubles surplombant la place et arborant une croix et un croissant symboles du christianisme et de l'islam entrelacés, selon des images en direct de la télévision d'Etat. (lemonde.fr 13.05)

2.2- L'agence égyptienne de lutte contre la corruption a annoncé vendredi qu'elle avait ordonné le placement en détention de l'ancien président Hosni Moubarak et de son épouse Suzanne, soupçonnés de corruption. (Reuters 13.05)

3- Libye

Les manifestations, combinées avec des pénuries d'essence entre autres, laissent penser à l'opposition que la maîtrise des pro-Kadhafi sur la capitale est compromise.

D'après un militant anti-gouvernement à Tripoli, interviewé vendredi, des manifestations ont eu lieu cette semaine dans au moins trois quartiers de la capitale, avec des échanges de coups de feu avec les pro-Kadhafi. (AP 13.05)

4- Syrie

Des soldats et des membres des services de sécurité sont déployés en force, vendredi, dans les foyers de la contestation. Près de 3 000 personnes ont commencé à manifester après la prière du vendredi à Kamichli, dans le Nord-Est , et 2 500 autres dans un village voisin, Derbassyié, a indiqué un autre militant. Des manifestations pro-gouvernementales devaient par ailleurs se dérouler à Deraa, selon l'opposition. Deux manifestants ont été tués à Homs (centre), et un troisième à Damas par des tirs des services de sécurité lors de la dispersion d'une manifestation, a indiqué un militant sur place.

Selon un autre militant, dans la ville côtière de Baniyas, encerclée depuis samedi par l'armée, "plus de deux mille soldats sont déployés sur la place où manifestent les habitants ainsi que dans les rues adjacentes". Depuis samedi, neuf personnes ont été tuées par les forces de l'ordre dans cette ville de 50 000 habitants. Le ministre de l'information, Adnane Mahmoud, a cependant indiqué en milieu d'après-midi que l'armée avait commencé à se retirer de Baniyas et de Deraa. (lemonde.fr 13.05)

5- Inde

La coalition de centre-gauche au pouvoir en Inde, formée autour du parti du Congrès, est sortie vendredi victorieuse de plusieurs scrutins régionaux, avec notamment un succès symbolique dans l'Etat du Bengale-Occidental gouverné depuis 30 ans par les communistes.

Selon les projections des chaînes de télévision, l'alliance formée autour du Congrès a aussi remporté les Etats d'Assam et de Kérala et le territoire de Pondichéry.

Elle a en revanche perdu l'Etat du Tamil Nadu mais cet échec est avant tout celui de l'allié régional du Congrès, le Dravida Munnetra Kazhagam (DMK), particulièrement impliqué dans le scandale de corruption lié à l'attribution de licences de téléphonie mobile.

Les principaux partis nationaux ne disposent généralement pas de majorité absolue au parlement fédéral et il leur faut nouer des alliances avec des formations régionales.

Les prochaines élections fédérales sont prévues en 2014. (Reuters 13.05)

Je ne suis pas sorti hier et ma connection à la télé par satellite ne fonctionnait pas, donc je ne sais pas si le voyou du DMK qui dirigeait le district où j'habite a été également battu. C'est important pour moi, car je comptais sur sa défaite pour essayer d'obtenir le papier qu'il me manque pour vendre facilement ma maison, en casquant évidemment. A suivre.

Economie

Dans quarante ans, les quelque 9 milliards d'être humains consommeront 140 milliards de tonnes de minerais, d'hydrocarbures et de biomasse (bois, cultures, élevage), selon le rapport du PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement). Soit 16 tonnes de ressources naturelles englouties chaque année par chaque habitant de la planète. «Les responsables politiques comme le grand public ne sont toujours pas convaincus des limites physiques absolues de la quantité de ressources disponibles pour l'humanité», notent les auteurs, une dizaine d'experts dirigés par une Autrichienne et un Sud-Africain.

Cette croissance durable suppose des investissements massifs dans «l'innovation technologique, financière et sociale». L'une des difficultés tient aux disparités considérables de l'exploitation des matières premières. Un habitant d'un pays industrialisé consomme en moyenne 16 tonnes par an, quatre fois plus qu'un Indien.

Au sein des pays riches, les écarts sont aussi impressionnants. Un consommateur du Qatar, d'Australie ou des États-Unis engloutit 40 tonnes de ressources naturelles par an quand un Français, un Allemand ou un Italien en utilise environ 15 tonnes. Ces chiffres ne reflètent la réalité que partiellement, notent les rapporteurs de l'ONU. Car une tonne de cuivre extraite au Chili sera imputée dans leur calcul au consommateur chilien même si elle est employée pour fabriquer un produit vendu en Chine ou en Europe. Ces faiblesses méthodologiques ne modifient cependant pas le risque d'épuisement mondial des ressources naturelles. Même si les pays industrialisés parvenaient à diviser par deux leur consommation de matières premières d'ici à 2050, à 8 tonnes pas habitant, et que les pays en voie de développement rejoignaient ce niveau sans le dépasser, le total s'élèverait à 70 milliards de tonnes, soit 40 % de plus qu'aujourd'hui.

La tendance mondiale à l'urbanisation est paradoxalement favorable à une meilleure utilisation des ressources naturelles. Une zone densément peuplée est plus économe par tête en matériaux de construction, en énergie et en transports, avancent les experts.

Autre motif d'espoir, les pays émergents sauteront certaines étapes du développement en adoptant directement des technologies ou des modèles moins gourmands en matières premières, à la façon dont ils ont adopté le téléphone mobile sans avoir fini de bâtir le réseau de téléphone fixe. (lefigaro.fr 13.05)

Le 15 mai

Nouvelles d'Inde.

Au Kerala et au Bengal oriental, le CPI (M) (Communist party of India - Marxiste) au pouvoir depuis plus de 30 ans a perdu le pouvoir au profit de l'UDF (Union democratic front) coalition constituée autour du Parti du Congrès.

Au Tamil Nadu où j'habite, le parti au pouvoir (DMK), allié de la coalition formée autour du Parti du Congrès et qui dirige le pays, a été littéralement pulvérisé lors des élections législatives qui viennent d'avoir lieu : AIADMK + ses alliés = 203 élus, DMK + ses alliés = 31 élus, dont 22 seulement du DMK. (Deccan Chronique du 14 mai)

Ce résultat est à la fois le produit du rejet de la corruption élevée au rang de méthode de gouvernement par le Chief minister Karunanidhi et son clan, la première fortune du Tamil Nadu (+ de 55 millions d'habitants), corruption généralisée qu'a illustré le scandale appelé ici 2G scam et dans lequel sa fille est directement impliquée, et la condamnation de l'inflation ou de

la hausse des prix qui se poursuit depuis plus d'un an. En relation avec ce second facteur, le Parti du Congrès allié du DMK a enregistré une défaite historique au Tamil Nadu puisqu'il n'aura plus que 5 élus à l'Assemblée à Chennai (la capitale, ex-Madras).

Dans mon district aussi le candidat du DMK a été balayé, le candidat des voyous de mon village qui pour cette raison bénéficiait du soutien ou de la couverture de la police jusqu'à présent. C'est une excellente nouvelle pour moi et mon épouse qui espérons toujours pouvoir quitter un jour ce village une fois vendue notre maison. Le candidat du DMK a également dégagé au niveau régional. Je vais rapidement effectuer des démarches pour obtenir ce foutu papier qui me manque pour vendre ma maison facilement, en casquant, c'est obligatoire ici, mais je m'en fous, la liberté et la tranquillité d'esprit n'a pas de prix, vous ne savez pas ce que c'est que de vivre en permanence avec une menace au-dessus de la tête et sans le moindre recourt. La présidente de l'AIADM et dorénavant Chief minister du Tamil nadu a dit que c'était une victoire contre la corruption et pour la démocratie, je vais la prendre au mot. Entre nous, elle est aussi pourrie que le président du DMK, c'est l'une des plus grosses fortunes du Tamil Nadu, je vais jouer l'un contre l'autre en feignant la naïveté, ensuite on verra.

Une bonne nouvelle avant le retour en Inde de Magueswary (mon épouse) le 18 au petit matin, elle sera peut-être plus détendue. Tous les jours ou presque elle m'appelle inquiète d'Aubagne : "*ça va, pas de problèmes*", mais non Manju, rassure-toi, ils n'ont pas encore eu ma peau, il fait juste un peu chaud, très chaud... Elle vit dans l'angoisse permanente qu'il m'arrive quelque chose, la pauvre femme.

Sur ce, bon dimanche à tous, peu de news à se mettre sous la dent aujourd'hui, habituellement c'est le lundi qui est plus calme, je vais en profiter pour mettre de l'ordre dans mon disque dur où c'est un vrai foutoir !

Politique

1- France

Depuis 2002, le Parti radical de Jean-Louis Borloo était associé à l'UMP. C'est désormais terminé. Réuni en congrès samedi après-midi, le parti a voté son indépendance vis-à-vis de l'UMP.

La mesure a recueilli 96% des voix des militants et des élus radicaux. La motion prévoit la participation du plus vieux parti de France à une Confédération des centres. Et, par voie de conséquence, son départ de l'UMP.

Le texte voté demande également à "*Jean-Louis Borloo de se porter candidat à l'élection présidentielle de 2012*". "*J'ai bien entendu le message. Laissez-moi y réfléchir encore un peu car ce sont des choses graves, des responsabilités importantes qui n'engagent pas que moi-même*", a ajouté l'ancien ministre de l'Écologie.

Toutefois, le leader centriste a nuancé son émancipation vis-à-vis du parti majoritaire : "*C'est une déclaration d'indépendance, pas une déclaration de guerre !*" précisait-il dans un entretien accordé samedi au Figaro.

"*On aurait pu continuer à faire un bout de chemin ensemble, mais ce que l'on appelle communément la majorité a besoin de ses deux piliers, de ses deux forces, de ses deux sensibilités. Or, petit à petit, l'UMP s'est droitisée*", affirme aussi Jean-Louis Borloo.

La stratégie de Borloo ne fait l'unanimité chez les radicaux. Ainsi le député Jean Leonetti restera à l'UMP et affirme représenter une majorité de parlementaires radicaux, ou encore l'eurodéputée Véronique Mathieu qui ne soutiendra pas "*le choix stratégique de rupture de Jean-Louis Borloo*" et restera à l'UMP. (lepost.fr 14.05)

2 Syrie

Au moins huit personnes ont été tuées vendredi et samedi en Syrie par des tirs des forces de l'ordre, en dépit de consignes officielles de ne pas ouvrir le feu sur les manifestants.

Au moins trois personnes ont été tuées samedi et plusieurs autres blessées à Tall Kalakh, près de Homs (centre), par des tirs des forces de l'ordre, a indiqué un témoin à l'AFP.

«*Les forces de l'ordre, qui encerclent depuis ce matin Tall Kalakh, tirent à l'arme automatique*», a-t-il affirmé. (libération.fr 14.05)

3- Yémen

Des hommes en civil ont ouvert le feu samedi sur des manifestants à Taïz, dans le sud du Yémen, blessant au moins quinze personnes, ont rapporté des témoins.

Des tireurs postés sur les toits dans la troisième ville du pays ont tiré sur les manifestants qui réclamaient le départ du président

Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis trente-trois ans.

Vendredi, des soldats avaient ouvert le feu sur la foule à Ibb, au sud de Sanaa, faisant trois morts et quinze blessés.

Ces décès portent à au moins 170 le nombre des personnes tuées depuis le début des troubles au Yémen fin janvier.

Les forces de sécurité ont arrêté samedi Ahmed al Moussaibli, responsable de l'audiovisuel qui avait quitté la télévision nationale pour travailler dans une chaîne de l'opposition, ont déclaré des témoins. (Reuters 14.05)

4- Oman

Plusieurs dizaines d'Omanais qui manifestaient pour l'emploi et les salaires ont été arrêtés samedi à Salalah, ville portuaire du sud du sultanat où des heurts avec les forces de l'ordre ont lieu depuis plusieurs jours.

Des manifestants qui campaient devant les bureaux du gouverneur de la province avaient été ont dispersé jeudi et des dizaines, voire des centaines d'entre eux, avaient déjà été interpellés. D'autres affrontements ont eu lieu vendredi.

"*Les forces de l'ordre ont fait usage de leurs bâtons et ont emporté des manifestants à bord de trois cars de l'armée*", a rapporté un témoin joint par téléphone.

"*Les services de sécurité étaient toujours là samedi matin pour s'assurer que les manifestants ne reviendraient pas. Mais on nous dit que la plupart des gens arrêtés jeudi ont été relâchés*", a ajouté un autre témoin.

Après deux mois de manifestations inspirées des révoltes tunisienne et égyptienne, le sultan Qabous, au pouvoir depuis quarante ans, a promis en avril de débloquer 2,6 milliards de dollars pour répondre aux revendications de l'opposition.

En mars, il a remercié douze de ses ministres, dont celui des Finances, et a promis de céder à un conseil partiellement élu certains pouvoirs législatifs. (Reuters 14.05)

5- Cameroun

Le Cameroun invite à partir de lundi une quinzaine de journalistes français qui célébreront la fête nationale du 20 mai autour de l'inamovible président Paul Biya.

On a tout lieu de craindre que l'emprisonnement d'opposants, la corruption, la déforestation massive ou la longévité du dictateur au pouvoir (plus de 28 ans) seront moins évoqués dans leur reportages que les supposées avancées de ce pays africain.

C'est le quotidien camerounais Le Jour qui révèle l'information, dans un article daté de vendredi. La quinzaine de journalistes, « *triés sur le volet, et issus, pour la plupart, de la presse quotidienne et hebdomadaire française* », bénéficieront d'un traitement de choix pendant leur séjour : nourris, logés, nantis «*d'un chauffeur pour des balades bien encadrées* ». « *Tout cela aux frais du contribuables camerounais* », ajoute le journal.

La plupart du temps, le fait d'accepter un publi-rédactionnel (facturé plusieurs dizaines de milliers d'euros, voire une centaine de milliers dans le cas de cahiers publiés dans des journaux à grand tirage) pousse les médias à taire les aspects problématiques de la gouvernance de ces pays.

Il y a aussi le cas très particulier des médias du groupe Bolloré, qui n'ont pas besoin d'accueillir de la publicité pour se montrer complaisants : Direct Matin, Direct Soir ou Direct 8 déroulent régulièrement le tapis rouge à Paul Biya (entre autres dictateurs africains) afin de servir les intérêts industriels du groupe, qui gère de nombreux ports et plantations en Afrique.

Il va de soi que cette opération de communication s'inscrit dans la préparation de cette prochaine élection. Une nouvelle opération de « *blanchiment d'image* » d'un régime autocratique, comme le fait l'Ouzbékistan, par exemple.

Le quotidien *Le Jour*, lui, parle de « *propagande* » et d'une volonté de « *polir l'image* » du Cameroun. (Rue89 14.05)

Social

1- France

Ce samedi, les salariés de 150 à 200 magasins -selon les syndicats - sur les 600 Carrefour Market en France ont répondu à l'appel

à la grève de la CGT. Ils veulent être logés à la même enseigne que leurs 65.000 collègues des hypermarchés Carrefour, à savoir bénéficier de tickets-restaurants. Ils réclament aussi des augmentations salariales de 5 à 10%. «*5%, c'est vraiment le minimum. Vu les augmentations qu'il y a partout, nous, on ne peut plus vivre avec ça*», a soutenu Laurent Lamaury,délégué syndical national CGT. (lefigaro.fr 14.05)

2- Tunisie. Chantage au lock-out.

Premier producteur de gaz naturel en Tunisie, British Gas a menacé samedi de fermer ses usines installées dans le sud du pays, en raison de blocages sociaux qui persistent depuis plusieurs semaines.

Dans un communiqué, son PDG, Ian Perks, en appelle aux autorités pour qu'elles trouvent une solution rapide, alors que se poursuivent des sit-in menés par des membres des populations locales devant les locaux de l'entreprise à Nakta, au sud de Sfax (côte est). L'entrée du site Hasdrubal/Hannibal de traitement de gaz aurait également été forcée.

A partir des champs qu'elle exploite dans le golfe de Gabès, BG Tunisia dit fournir plus de la moitié de la demande locale et juge sa production "*essentielle*" pour les centrales électriques du pays. Pour répondre aux revendications des populations du cru, qui réclament des embauches locales, BG Tunisia affirme avoir recruté 60 personnes et débloqué des fonds pour l'octroi de micro-crédits dans le cadre d'un programme évalué à deux millions de dollars. (AP 14.05)

Economie

Grèce

Le programme de privatisations du gouvernement grec est devenu l'une de ses premières priorités, explique le Premier ministre Georges Papandréou dans un entretien publié samedi par le Corriere della Sera.

"*Au départ, les privatisations n'étaient pas une priorité. Maintenant, elles sont en tête de l'ordre du jour. Nous allons démontrer que nous sommes capables d'honorer les échéances de notre dette avec une série de projets de développement*". (Reuters 14.05)

Le 16 mai

A propos du site.

73 visites en moyenne par jour. Les 15 fichiers les plus consultés ou téléchargés la semaine passée :

- marxisme/ical.pdf (L'Internationale communiste après Lénine)
- dossier/espagne_300411_rv.pdf
- ldc_sociopoliti_0410.htm
- service/texte_280411.pdf
- tribune/libye_cr_030411.pdf
- dossier/bn_090511.pdf
- dossier/gladio6.pdf
- archives2010/causeries0411.pdf
- vletat.pdf (L'Etat et la révolution)
- tribune/IO148_2.pdf
- causeries0511.htm
- dr052-13-05-11.pdf
- marxisme/trans.pdf (Programme de transition)
- tribune/RS35_A4.pdf
- tribune/IO148_3.pdf

Après la rocambolesque mise en scène de la mort de Ben Laden orchestrée par l'impérialisme américain, voilà qu'à moins d'un mois de la date limite du dépot des candidatures des candidats du PS à l'élection présidentielle de 2012 en France, l'un de ses principaux compétiteurs donné gagnant contre Sarkozy dans tous les cas de figure par tous les sondages publiés depuis des mois, Strauss-Kahn pour ne pas le nommer, serait soudainement disqualifié par une obscure affaire de moeurs sur laquelle nous ne nous prononcerons pas faute d'éléments suffisants pour nous faire notre propre idée sur cette affaire, qui évidemment nous passionne tout autant que celle de Ben Laden !

On a envie de dire que cela tombe vraiment à pic, trop même ! A qui profite le crime ? Devinez ! Coïncidence troublante, quelques jours plus tôt les Américains présentaient Ben Laden comme un adepte de la pornographie ! Autre coïncidence

étonnante, cette affaire fait suite à l'acharnement des médias sur le train de vie de Strauss-Kahn qu'ils connaissaient déjà très bien.

S'il s'avérait que les faits reprochés à Strauss-Kahn étaient vérifiés, nous ne pleurerions pas sur son sort, nous dirions qu'il avait la langue bien mieux pendue que sa queue ! Au passage, on se demandera quand même comment une femme non consentante peut ainsi ouvrir la bouche suffisamment grande pour introduire un corps étranger et ne pas profiter de l'occasion pour le mordre violemment pour se sortir de cette situation inconfortable...

Rappelons que de notre côté nous appelons au boycott de l'élection présidentielle de 2012 qui ne sert qu'à légitimer la monarchie républicaine ou le système bonapartisme en place sous la Constitution de la Ve République instaurée en 1958.

La voix de l'Amérique ou la voix de son maître ayant été cautionnée dans l'affaire Ben Laden des deux dernières semaines par la totalité des partis politiques en France de l'extrême droite à l'extrême gauche, pourquoi l'impérialisme américain ne serait-il pas tenté de pousser son avantage plus loin ? Fort de cette légitimité universelle et inespérée, Obama et sa clique de gangsters de Wall Street auraient tord de se gêner puisque leur parole est d'or. Il faut battre le fer tandis qu'il est chaud. Légitimité qui est très loin de faire l'unanimité parmi la population faut-il préciser.

Au même moment, son plus fidèle allié (britannique) annonçait qu'il allait falloir bombarder les infrastructures et la population libyenne pour venir à bout de Kadhafi, projet qui nous conduit aujourd'hui à modifier notre position et à condamner l'intervention militaire impérialiste en Libye.

J'ai lu plein d'articles et de commentaires sur l'affaire DSK depuis hier soir, sur les Etats-Unis et la pudibonderie hypocrite anglo-saxonne, un Etat qu'on ne peut pas qualifier de démocratique, pas plus que l'Inde.

Une petite histoire indienne pour pimenter cette affaire du jour.

Successivement un vieil Allemand et un vieux Belge, banquier à la retraite, ont séjourné dans mon village. Tous les deux étaient homosexuels et tous les deux ont loué à un moment la même maison. Une maison que je connais bien pour y avoir habité avec Magueswary pendant un peu plus d'un mois après le tsunami.

Le premier avait entrepris des travaux colossaux pour rénover cette ancienne maison sans confort, pas de cuisine, pas d'eau courante et pas de réservoir, pas de toilettes, pas de salle de bain, jusqu'à changer les poutres en teck et faire refaire l'installation électrique. Le second a continué à embellir cette vieille maison qui ne manquait pas de charme. Les deux avaient acheté des meubles et avaient rempli des armoires de vaisselles et autres effets à usage domestique. Tous les deux avaient également avancé le loyer sur cinq ans.

Le premier a été accusé de pédophilie par le propriétaire, résultat : il a été expulsé d'Inde, et comme, lorsqu'il a demandé un nouveau visa en Allemagne il lui a été refusé, il s'est suicidé, le propriétaire de la maison conservant la totalité de ses biens et les cinq ans de loyer payé d'avance, trois ans en fait puisqu'il avait séjourné deux ans dans cette maison.

Le second a également été accusé de pédophilie par le propriétaire, mais cette fois il a eu recours à un autre scénario pour mettre la main sur ses biens. Il a attendu qu'il retourne en Belgique pour refaire son visa pour le dénoncer aux autorités indiennes qui ont averti leur amabassade en Belgique, qui évidemment ont refusé de lui délivrer un nouveau visa.

Un jour un salopard de mon village m'a balancé à la figure qu'il allait répandre le bruit que j'avais des rapports sexuels avec des gosses, j'ai réagi sur le champs et informé immédiatement le consulat de France à Pondichéry. Plus tard il s'est excusé en disant qu'il avait été trop loin dans ses paroles, cela devant témoins, c'est pour vous dire à quelle sorte de crapules j'ai à faire ici.

J'ai acquis une réputation d'incorruptible, de militant contre la corruption, contre la surexploitation des plus pauvres par les plus riches, ils me craignent car ils savent que j'ai une grande gueule et qu'à la moindre menace même voilée j'en fais un scandale histoire de creuver l'absès dans l'oeuf qui finalement les ridiculise. C'est la meilleure défense que j'ai trouvée, elle a été efficace jusqu'à maintenant.

Donc, sans tomber dans la parano, il faut éviter de se retrouver dans des situations qui pourraient être exploitées contre nous, il faut toujours être vigilant. J'ai un avantage sur ces ordures et ils le savent, ce qui explique pourquoi ils hésitent maintenant avant de m'emmerder ou de me menacer, je m'entoure de précautions, je note tout ce qu'ils disent, mieux, j'enregistre leurs propos et parfois je les prends en photos, ainsi je peux apporter les preuves de ce que j'avance en cas de pépin. Vous comprenez peut-être mieux maintenant pourquoi je ne veux plus avoir aucune relation avec les gens de ce village et je refuse que l'un d'entre eux mette les pieds chez nous.

Au fait, le propriétaire de la maison en question est un des ex-élèves de l'Alliance française, une sacrée ordure. Jusqu'au mois d'octobre dernier il venait régulièrement chez moi, comme il était très bavard et idiot il me racontait toutes les histoires pourries du village, il me racontait aussi ses petites histoires personnelles, à vomir, à aucun moment je lui ai montré que

je désapprouvais son comportement pour qu'il m'en dise le plus possible et cela a bien fonctionné, au-delà de ce que j'avais imaginé.

Avec un de ses potes un soir il me raconte qu'il faisait venir des prostituées qu'ils se tapent à plusieurs, de superbes filles très jeunes de Bangalore ou Mumbay (ex-Bombay), pas chère la nuit, 500 roupies, moins de 10 euros. Il me demande si je serais d'accord d'en amener chez moi en précisant que j'en aurais une pour moi tout seul, un coup de fil au maquereau et elles seraient là dans 30 minutes, à ce moment-là mon épouse Magueswary était en France, je lui ai tout raconté par téléphone le lendemain. Je lui ai répondu que je n'étais pas contre mais que je préfèrerais un autre jour, entre temps il m'avait donné maints détails sur leurs orgies dégueulasses, que j'avais accueillis en souriant comme si j'en redemandais pour ne pas laisser paraître ce que j'en pensais réellement.

Je n'avais pas du tout l'intention de donner suite à cette offre, et dès le lendemain, ayant flairé le coup pourri qu'ils avaient tramé et me disant qu'ils étaient vraiment prêts à tout pour s'emparer de ma maison, j'ai rompu définitivement mes relations avec ce sale type, il a 28 ans, marié depuis depuis deux ans à peine et père de deux petites filles. Imaginez que je sois tombé dans ce piège et j'étais expulsable pour peu que la prostituée ait été mineure, ils pouvaient ensuite se saisir de ma maison et mon terrain gratuitement, génial non ?

Quand nous avons acheté ce terrain qui comportait une maison à moitié en ruine, on nous a raconté que les anciens locataires étaient des étrangers et qu'ils étaient partis après avoir eu des problèmes avec les autorités pour avoir eu de mauvaises relations avec des enfants. J'apprendrais quelque temps plus tard que les gens du village leur avaient mis dans les pattes des gosses avec lesquels ils auraient eu des rapports sexuels, avant de les chasser et leur voler tous leurs biens.

Après trois affaires du même genre, je n'allais pas tomber dans le panneau (les prostituées), à moins d'être très con. Je me souviens également que très peu de temps après notre installation des pécheurs du village nous tendaient leurs gosses en nous disant : prenez-les, on vous les donne, vous n'en avez pas. Maintenant nous savons où ils voulaient en venir, cela ne faisait pas un mois que nous avions emménagé. Dorénavant, dans ce village de merde ou n'importe où en Inde, je ne touche même plus la tête d'un gosse en signe de tendresse et je garde soigneusement mes distances avec les femmes.

On est bien loin de l'Inde exotique des cartes postales ou des agences de voyage, cette Inde idyllique des babas cool, ces soixante-huitards attardés qui ne viennent en Inde que pour se défoncer la gueule, ou d'autres pour vivre sans rien foutre, exploiter la misère du monde ou satisfaire leurs besoins pervers.

Parole d'internaute

- "Question naïve : est-il possible d'arrêter "manu militari" un président du F. M. I. (sur simple dénonciation), sans que la présidence des U. S. donne le feu vert ?" (lepoint.fr. 15.05)

Politique.

1- Libye. La limite est franchie.

L'Otan doit élargir l'éventail de ses cibles en Libye sous peine de ne pas parvenir à évincer du pouvoir Mouammar Kadhafi, estime le chef d'état-major de l'armée britannique dans un entretien publié dimanche.

Dans son entretien accordé au Sunday Telegraph britannique, le général David Richards qualifie de "*succès important*" les opérations militaires menées jusqu'ici mais juge nécessaire de les faire passer sur un plan supérieur.

"*Si nous n'augmentons pas la mise, Kadhafi risque de s'accrocher au pouvoir*", estime-t-il.

"*Pour l'instant, l'Otan n'attaque pas les infrastructures en Libye. Mais si nous voulons accentuer la pression sur le régime de Kadhafi, il faut sérieusement envisager d'élargir le champ de nos objectifs*", ajoute le chef d'état-major britannique.

Réagissant sur la BBC aux propos du général David Richards, le ministre britannique de la Défense, Liam Fox, a déclaré: "*Je pense qu'il voulait faire comprendre qu'un certain nombre de pays membres de l'Otan ne sont pas très satisfaits de certaines des cibles choisies et de certains des bâtiments détruits*".

D'autres campagnes de l'Otan, en particulier celle du Kosovo à la fin des années 1990, ont montré que des frappes plus vigoureuses pouvaient être efficaces tout en exposant les populations civiles à des risques accrus.

Selon l'agence tunisienne Tap, un bateau est arrivé dans le port de Zarzis avec à son bord trois officiers libyens qui ont rompu avec les forces gouvernementales. Elle ne précise pas leurs grades mais ajoute qu'ils ont rejoint plusieurs autres officiers libyens arrivés en Tunisie par bateau ces derniers jours, signe possible de divisions croissantes dans l'armée libyenne. (Reuters 15.05)

Répétons ici ce que nous avons dit plus haut, compte tenu de cet élément nouveau, le bombardement pour ainsi dire annoncé des infrastructures et de la population civile libyenne, nous condamnons sans réserve l'intervention impérialiste en Libye.
Si maintenant cette annonce n'était pas suivie d'effets, nous demeurerions sur la position que nous avons défendue depuis le début du soulèvement en Libye, c'est-à-dire, ni soutien et ni condamnation des bombardements des forces militaires du dictateur.

2- Syrie

Sept civils au moins ont été tués dimanche dans le bombardement par l'armée syrienne de la ville de Tel Kelakh, proche de la frontière libanaise, afin de réprimer un soulèvement en faveur de la démocratie, a rapporté un groupe d'activistes.

Les bombardements se sont concentrés sur les quartiers d'al-Bourdj, Ghalioun, Souk et Mahata, dit un communiqué des comités locaux de coordination.

Les comités ajoutent que les blessés n'ont guère accès aux soins parce que le principal hôpital de la ville est bouclé par les forces de sécurité et que la principale route conduisant au Liban est bloquée.

Les comités ont par ailleurs affirmé dimanche que le "dialogue national" annoncé par les autorités ne pourrait s'ouvrir qu'une fois que les tirs auraient cessé.

"*Les manifestations pacifiques et la désobéissance civile se poursuivront (...) Il est moralement et politiquement inacceptable d'avoir un dialogue national avant que cessent toutes les formes de tueries et de violences contre des manifestants pacifiques (...) que l'état de siège des villes soit levé et que tous les prisonniers politiques soient libérés*", dit un communiqué des comités adressé à Reuters.

Les chars de l'armée ont tiré au moins 85 obus à Tel Kelakh depuis samedi, a déclaré dimanche par téléphone un habitant de la ville frontière, Mohammad al Dandachi. "*Il semble qu'ils tirent au hasard, sans viser un quartier particulier... Ils nous punissent parce que nous avons manifesté contre le régime*", a-t-il dit. Il a précisé qu'une quinzaine de soldats étaient postés sur le toit de l'hôpital.

Dans leur première déclaration depuis le début de la contestation, douze partis kurdes ont appelé les autorités à mettre fin aux violences contre des manifestants pacifiques. "*La Syrie se réveille. Le vaste mouvement national en faveur d'un changement démocratique exige des réformes fondamentales, l'arrêt de la répression et la fin du régime de parti unique*", disent-ils. (Reuters 15.05)

3- Maroc

Les forces de l'ordre ont chargé dimanche à la matraque pour disperser une manifestation de quelques dizaines de personnes à la périphérie sud de Rabat réclamant davantage de démocratie au Maroc, a constaté un journaliste de l'agence Reuters.

Les protestataires, membres du Mouvement du 20 février, entendaient organiser un pique-nique contre ce qu'ils appellent un centre de détention secret où seraient retenus des islamistes.

La police anti-émeutes a poursuivi les manifestants avant même que le rassemblement ne débute, frappant certains d'entre eux à l'aide de longues matraques en caoutchouc.

On ne signale pas d'arrestations lors de cette manifestation, qui avait été interdite par le pouvoir qui nie l'existence de tout centre de détention secret.

Une autre manifestation, prévue dans la soirée à Casablanca, la capitale économique, est également interdite par les autorités. (Reuters 15.05)

4- 63e anniversaire de la "Nakba"

Des violences ont marqué dimanche aux confins d'Israël, du Liban, de la Syrie et de la bande de Gaza le jour de la "Nakba", la "*catastrophe*" que représente pour les Palestiniens la création de l'Etat hébreu en 1948.

Ces affrontements ont fait au moins huit morts et des dizaines de blessés.

Les forces israéliennes ont ouvert le feu sur des réfugiés palestiniens venus de Syrie qui voulaient franchir la clôture frontalière érigée sur les hauteurs du Golan, faisant quatre morts et plusieurs blessés, rapportent les médias israéliens.

La fusillade a éclaté dans le village de Madjdal Chams, du côté de la frontière contrôlé par les Israéliens. Dolan Abou Salah, le maire du village, a précisé à la radio qu'entre 40 et 50 manifestants avaient tenté de franchir en force la clôture frontalière.

Selon la télévision syrienne, ce sont quatre ressortissants syriens qui ont été tués alors qu'ils participaient à une manifestation anti-israélienne du côté syrien de la ligne de démarcation.

La radio israélienne a déclaré pour sa part qu'un Syrien avait été tué et trois Israéliens avaient été blessés dans la fusillade.

Israël a conquis sur la Syrie le plateau stratégique du Golan, qui domine le lac de Tibériade, durant la guerre des Six-Jours de juin 1967 et l'a annexé fin 1981. Cette annexion n'est pas reconnue par la communauté internationale.

La Syrie, où le régime du président Bachar el Assad est confronté depuis deux mois à une contestation populaire sans précédent, abrite 470.000 réfugiés palestiniens.

Pour un responsable du gouvernement israélien, "*les autorités syriennes cherchent délibérément à provoquer une crise à la frontière afin de détourner l'attention de l'opinion publique des problèmes internes qu'elles rencontrent*".

A la frontière entre le Liban et Israël, quatre Palestiniens ont été tués par les tirs de soldats israéliens qui voulaient empêcher des manifestants de pénétrer en Israël, ont rapporté des témoins. Des soldats de l'armée libanaise avaient auparavant tiré en l'air pour tenter de contenir la foule.

"*C'est de la pure provocation, inspirée par les Iraniens, à nos frontières avec la Syrie et le Liban, à l'occasion de la 'Nakba'*", a estimé le porte-parole de Tsahal, le lieutenant-colonel Yoav Mordechaï.

Au sud-ouest d'Israël, à la frontière avec la bande de Gaza contrôlée depuis 2007 par les islamistes du Hamas, les tirs israéliens sur une foule qui s'approchait de la clôture de sécurité ont fait une soixantaine de blessés, a-t-on appris de source médicale.

Des jeunes rassemblés près d'un barrage israélien aux abords de Ramallah, en Cisjordanie, ont lancé des pierres en direction des militaires, qui ont riposté en tirant des balles en caoutchouc et de grenades lacrymogènes.

Samedi, un Palestinien de 17 ans blessé par balle la veille lors d'une manifestation à Jérusalem avait succombé à ses blessures. Il avait été blessé dans le quartier de Silouane, haut lieu de tensions, alors que des Palestiniens lançaient des pierres en direction de policiers et de colons israéliens. (Reuters 15.05)

Social

France

Jean-François Copé : je propose un service civique obligatoire de 4 mois pour tous les jeunes entre 18 et 25 ans. L'objectif est que chaque jeune s'engage pour les autres et pour son pays. Il se ferait en deux parties. Un tronc commun de 15 jours - temps de mixité sociale – dédié à la citoyenneté et au cours duquel chaque jeune définirait son projet personnel. Le service proprement dit suivrait. Il s'agirait de missions de service public. Les jeunes seraient rémunérés 350€ par mois. (20minutes.fr 15.05)

Des centaines de milliers d'apprentis, de stagiaires, d'élèves ou d'étudiants en alternance en entreprises, demain peut-être des centaines de milliers de travailleurs au RSA obligés de fournir gratuitement ou pour des cacahuètes 5 heures de travail, auxquels il faudrait ajouter des centaines de milliers de jeunes soumis à un "*service civique obligatoire*" pendant 4 mois pour un salaire de misère de 350€ par mois.

Rétablissez donc l'esclavage tel qu'il existait dans l'Antiquité, les galères et Cayenne pour les récalcitrants !

Le 17 mai

Les agences de presse et les médias sont tous branchés sur la queue de Strauss-Kahn, à croire qu'ils sont tous frustrés ou jaloux !

Aux Etats-Unis, dans cette "*grande démocratie*", la présomption d'innocence n'existe pas, c'est au présumé coupable de prouver son innocence, autrement dit, si pour une raison ou une autre et elles ne manquent pas, vous n'êtes pas clair dans votre déclaration ou pire, vous vous contredisez sous le coup de l'émotion, ou encore que votre avocat n'est pas à la hauteur, vous êtes

bon pour la prison.

A mon avis et fort de mon expérience en Inde (ma causerie d'hier), il se peut que la femme de chambre qui n'était pas sans connaître l'identité du locataire de cette suite, savait parfaitement qu'il ne l'avait pas encore quitté, elle aurait manigancé de le provoquer pour lui imputer ensuite une tentative de viol qui aboutirait en justice à un arrangement financier en sa faveur et dont le montant se chifferait en centaines de milliers de dollars ou davantage encore. J'en suis arrivé à cette hypothèse après avoir lu une vingtaine d'articles sur ce sujet en deux jours, et comme toujours j'ai coupé les cheveux en quatre.

Bref, elle le provoque, il se prend au jeu sans flairer le coup tordu et lui saute dessus, elle se débat et hurle au viol, elle l'accuse, il nie, mais comme aux Etats-Unis c'est l'accusation qui l'emporte contre la présomption d'innocence, tous les soupçons s'abattent sur le soi-disant coupable et aucun sur la présumée victime, le coup classique sans jeu de mots.

Une affaire minable pour soutirer un maximum de fric à une personnalité plein au as, banal, trop apparemment puisque je ne l'ai lu nulle part, y compris dans les commentaires d'internautes. Ajoutons qu'il s'agissait d'une hôtel dans lequel il avait l'habitude de descendre (Selon cette même source, Dominique Strauss-Kahn s'est rendu six fois en dix-huit mois dans l'établissement new-yorkais, dont cinq fois en 2010. C'était son premier séjour cette année - libération.fr 16.05), le personnel de l'hôtel comme celui de toute entreprise n'est pas muet, qui plus est les salariés d'un hôtel de luxe où descendent des personnalités du monde entier, ils doivent en permanence avoir beaucoup de petites choses à se raconter et il est impensable qu'ils aient ignoré la présence dans cet hôtel de l'homme présenté par les médias américains comme le plus puissant de la terre après Obama. Ils viennent de nous faire le coup avec les autorités et l'armée pakistanaise qui ne savaient pas qu'elles hébergeaient Ben Laden depuis 5 ans dans une ville caserne à 80 kms de la capitale...

La femme de chambre serait une sainte femme à en croire son employeur, la police new-yorkaise ou encore les médias :

- Ophelia, la femme de chambre, originaire du Ghana et qualifiée de «*très fiable*» par les enquêteurs (lefigaro.fr 16.05)

- «*C'est une femme bien, très agréable, très amicale. Elle est en état de choc*», a déclaré une de ses collègues de l'hôtel Sofitel au journal.

- Cité par le New York Times, le concierge de l'immeuble où elle réside a raconté qu'elle avait emménagé récemment. «*Ce sont de braves gens*» (liberation.fr 16.05)

- "*elle est triste*". "*Prenez-la simplement dans vos bras lorsqu'elle revient*", aurait ajouté la direction. (lemonde.fr 16.05)

La mienne aussi se fait passer pour un ange, une femme pieuse et croyante, d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon, plus en France qu'ici car cela marche à fond là-bas, le mouvement ouvrier compte plus de pigeons que le Vatican de Saints, alors qu'elle m'avait caché son handicap quand on s'est rencontré il y a 22 ans, une paille ! elle est partie en France pour s'y installer sans me prévenir, un détail ! elle m'a menacé un jour de me faire casser la gueule par frères parce que je ne lui cédais pas, je ne me souviens plus pourquoi d'ailleurs car elle a souvent des idées à la con qu'elle abandonne aussi vite qu'elles lui sont venues à l'esprit, une autre fois de prendre tout le fric et de se barrer avec, génial ! elle a été jusqu'à faire établir dans mon dos un document remettant en cause le titre de propriété qui était à mon nom, elle a entrepris des démarches auprès du consulat de France à Pondichéry dans l'intention de faire venir deux de ses frères en France et avec lesquels elle vivrait ensuite, toujours en cachette, et quand plus tard je lui ai demandé où j'irais vivre si je voulais retourner en France, elle m'a répondu que ce n'était pas son problème et que je n'avais qu'à aller chez ma mère, quand ma fille et sa mère sont venues en vacances chez nous il y a 3 ou 4 ans, elle leur a joué la comédie de la femme malheureuse et je me suis retrouvé sous l'oeil réprobateur de ma fille et mon ex-épouse, depuis je crois qu'elles ont compris qu'elles s'étaient faites avoir, car la comédie ne se limite pas à des mots, y sont associés la posture pour les rendre plus crédibles, les sanglots, les lamentations jusqu'aux larmes, sans fournir le moindre détail qui permettrait de la confondre avec ses mensonges, tout est du domaine de l'émotion et de la subjectivité, c'est très subtil et pervers à la fois, pas un doigt d'objectivité dans tout cela et vous voilà accusé de tout et n'importe quoi.

Je vais vous dire un truc imparable qui corrobore ce que je viens de raconter.

Quand il y a un décès ici, les rôles entre les hommes et les femmes sont bien répartis : les hommes s'occupent des funérailles, les femmes pleurent et poussent des cris. Sont invités à participer à cette mascarade des gens qui n'avaient pas forcément des relations intimes ou proches avec le défunt, les voisins, les collègues de travail, les amis ou copains des membres de la famille, parmi lesquels des femmes qui spontanément se mettent à verser des torrents de larmes et se mettent à gémir, se frappent la poitrine et j'en passe tellement c'est lamentable.

Lors des mariages ou d'autres évènements familiaux, vous assistez à des scènes exactement inverses où chacun se répand en compliments et sourires stupides ou hypocrites, vous vous dites que tous ces gens-là se connaissaient bien, en fait pas du tout, cela fait partie du spectacle que l'on appelle ici (et ailleurs) culture, culture de l'hypocrisie poussée au point qu'il faut être un observateur avisé pour en comprendre le mécanisme ou la démasquer. La tromperie est totale puisqu'absolument personne ne se permettrait d'aborder ce sujet.

Cela fait 17 ans (au total) que je vis en Inde et il m'arrive encore de me faire berner par des gens qui jurent dirent la vérité et me demandent de les croire sous peine de les froisser et d'hurler au scandale, alors qu'elles mentent comme des arracheurs de dents, j'aurais presque envie de dire qu'il faut le vivre pour le croire tellement cela paraît incroyable, incensé, cela dépasse l'entendement.

Dire la vérité est considéré comme un acte de faiblesse ici, c'est Magueswary qui m'a expliqué cela, alors que mentir est normal pour se protéger puisque tout le monde ment. Argument imparable pour se justifier ensuite, pour tout justifier, et moi de répondre que c'est vraiment une vie, des rapports et un pays de merde, car on ne peut jamais vivre avec la conscience tranquille en agissant de la sorte, ce n'est pas possible, jusqu'au moindre petit plaisir qui est littéralement gâché car plane toujours dessus l'ombre de l'hypocrisie.

Ce que je vous ai raconté ici est terrible mais strictement fidèle à la vérité, hélas !

Vous en voulez une petite dernière si vous n'avez pas déjà gerbé.

Le sale type qui devait acheter notre maison et qui avait légalement trois mois pour nous régler la totalité du montant de la vente sur lequel nous nous étions mis d'accord sous peine de perdre les arrhes qu'il nous avait versés, maintenant il m'accuse d'avoir été malhonnête avec lui parce qu'il a changé d'avis et ne veut plus l'acheter, tout cela pour que je lui rende ses arrhes, alors que j'ai respecté à la lettre notre accord.

Mais c'est même dans les choses les plus infimes qu'ils agissent de la sorte, ils n'ont aucun scrupule, absolument aucune dignité et se foutent de passer pour des voleurs.

Avant-hier j'achète des citrons 5 roupies pièce à un marchand où je me rends une ou deux fois par semaine depuis 11 ans, je suis donc un bon client, il me connaît bien, je lui fait la réflexion qu'ils sont plutôt chers ces citrons, il m'assure que c'est le prix normal. Hier j'en ai achetés à un autre boutiquier à cinq cent mètres de l'échoppe du précédent commerçant et je les ai payés moitié moins chers !

Vous voulez savoir ce que me répondrait le boutiquier qui m'a fait payé 5 roupies mes citrons si je lui expliquais que le lendemain je les avais payés moitié moins chers ailleurs ? Je le sais pour l'avoir entendu de la bouche de plus d'un boutiquier. Il me répondrait avec un aplomb extraordinaire, que je lui ai acheté des citrons au prix qu'il me les avait proposés, imposés en fait, et que j'étais libre d'accepter ou non et d'aller voir ailleurs, il ne m'a pas forcé à les acheter, donc il ne m'a pas volé, c'est moi qui ait accepté d'être volé en quelque sorte, après tout je n'ai à m'en prendre qu'à moi-même, c'est moi le coupable, alors que je ne pouvais pas deviner le prix d'un citron pratiqué sur le marché. Ce n'est jamais eux les fautifs, eux ils sont parfaits, de braves et honnêtes gens, qui plus est se rendent au temple, à la mosquée ou à l'église chaque semaine, en réalité ils ont la foublardise dans le sang et gare à celui qui ne le sait pas.

Cela étant dit, la palme du crétinisme toutes catégories confondues revient à la féministe, ouvriériste et tiers-mondiste de service :

- Christine Poupin, porte-parole du NPA, se dit «*choquée par les réactions de compassion à DSK, sa famille et ses proches. Et la femme (de ménage) alors?*». «*La première chose si les faits sont avérés, c'est que ce serait une agression contre une femme*» et donc «*quelque chose d'extrêmement sérieux*» qui «*renvoie aux violences faites aux femmes*». (libération.fr 16.05)

Pensez-vous, une malheureuse femme de ménage face à l'affreux directeur du FMI, il n'y a pas photo, c'est forcément lui le coupable ! C'est marrant, quand un ou des militants de base remettent en cause leurs dirigeants ou leur politique, ce sont forcément ces derniers qui ont le dernier mot ou raison. Voilà qui va encore encourager les travailleurs à s'organiser, bravo ! Quelle médiocrité !

Vous allez peut-être penser que je perds mon temps ici comme avec l'affaire Ben Laden, pas vraiment selon moi, car cela permet de mieux cerner qui est qui, de jauger les capacités intellectuelles de chacun et les facultés psychologique des uns et des autres si importantes en politique et pas seulement dans les actes de la vie quotidienne.

Vous aurez noté que je n'ai pas prononcé d'accusation définitive dans un sens ou un autre à défaut d'éléments suffisants pour affirmer quoi que ce soit, j'ai simplement recadré un aspect de cette histoire qui étrangement a échappé à tous les commentateurs, à l'exception toutefois des adeptes de la théorie du complot qui délirent sur cette affaire, alors qu'ils avaient parfaitement raison dans celle sur Ben Laden. Comme quoi toute hypothèse ou théorie mérite notre attention jusqu'à preuve du contraire et cela sans a priori dans un sens ou un autre.

Je vous ferai grâce de toutes les contrevérités qui ont pu sortir dans les médias sur cette affaire ou sur Strauss-Kahn en général.

Notons que si le NPA a remporté haut la main la palme du crétinisme, l'UMP a remporté celle de l'ordure par la voie de

Bernard Debré :

- "*Il faut sortir de l'hypocrisie. Ce n'est pas la première fois que DSK se livrait à ce genre d'agissements au Sofitel. C'est là qu'il descendait toujours. Ça s'est produit plusieurs fois et depuis plusieurs années. Tout le monde le savait dans l'hôtel*", déclare Bernard Debré, actuellement en déplacement en Chine.

"*Les employés étaient sur le point de se révolter, ajoute-t-il. La direction était au courant mais jusque-là n'osait rien dire. Elle a étouffé toutes les autres affaires. D'autres femmes de chambre avant Ophelia - une femme charmante de 32 ans qui travaillait très bien - avaient été agressées*". (lexpress.fr 16.05)

- Le démenti de Sofitel

La direction d'Accor s'incrit en faux contre les accusations répétées du député UMP de Paris, Bernard Debré, qui évoquait des précédents.

Si, en 2010, le patron du FMI est descendu à cinq reprises au Sofitel de New York, dont une fois en septembre, une en octobre et une en novembre, aucun incident n'a été signalé.

Passons aux infos en bref, on causera politique demain pour nous changer les idées !

Politique

1- Syrie

Une fosse commune a été découverte, lundi 16 mai, à Deraa, dans le sud de la Syrie, par des habitants de la ville, a annoncé un militant des droits de l'homme. Le 25 avril, l'armée avait investi la ville, située à 100 km au sud de Damas, pour mater la contestation, avant d'entamer son retrait, le 5 mai.

"*L'armée a autorisé aujourd'hui des habitants à sortir de leur maison deux heures par jour*", a précisé Ammar Qurabi, de l'Organisation nationale pour les droits de l'homme en Syrie, joint par téléphone par l'AFP en Egypte. "*Ils ont découvert une fosse commune dans la vieille ville, mais les autorités ont aussitôt mis en place un périmètre autour de la zone pour empêcher les habitants de chercher les corps, promettant que certains seraient remis plus tard*", a-t-il ajouté. M. Qurabi a dit ignorer le nombre de personnes enterrées dans la fosse commune.

La répression des manifestations a fait, selon les organisations des droits de l'homme, au moins sept cents morts, dont plusieurs centaines à Deraa.

L'organisation américaine Human Rights Watch a indiqué que le régime traque désormais les proches des opposants politiques et des défenseurs des droits de l'homme. "*Les dirigeants de la Syrie parlent d'une guerre contre des terroristes, mais ce que nous voyons sur le terrain, c'est une guerre contre des Syriens ordinaires – des avocats, des militants des droits de l'homme, des étudiants – qui réclament une réforme démocratique*", a déclaré dans un communiqué Sarah Leah Whitson, directrice de l'organisation pour le Proche-Orient.

Selon l'ONG, les forces de sécurité ont dans certains cas détenu des proches et des voisins d'opposants au régime du parti Baas afin de savoir où ces derniers se trouvent. "*Le gouvernement syrien exploite toutes les solutions possibles pour détenir et punir ceux qui appellent à des réformes civiques dans le pays*", a dit Mme Whitson, ajoutant que beaucoup de militants avaient en réponse décidé de cacher leur famille. (lemonde.fr 16.05)

2- Egypte

La police anti-émeutes a fait usage de gaz lacrymogènes et ouvert le feu au Caire dans la nuit de dimanche à lundi pour disperser plusieurs milliers de manifestants pro-palestiniens rassemblés devant l'ambassade d'Israël. Au moins 353 personnes ont été blessées et 185 interpellées, selon le ministère égyptien de la Santé et un responsable des services de sécurité.

Les manifestants rassemblés au Caire ont mis le feu à un drapeau israélien, scandé des slogans hostiles à Israël et réclamé l'expulsion de son ambassadeur ainsi que la fermeture de la mission diplomatique. (AP 16.05)

3- Algérie

Le ministre algérien des Anciens combattants, Mohamed Chérif Abbas, a estimé dimanche que les massacres perpétrés le 8 mai 1945 par les troupes coloniales françaises à Sétif et sa région (Est) envers des manifestants indépendantistes "*resteront à jamais*

une honte dans l'histoire de ce pays". M. Abbas, qui s'exprimait à l'université de Guelma (540 km à l'est d'Alger) à l'ouverture d'un colloque international consacré à ces événements, a ajouté que des "*crimes d'une telle atrocité et d'une telle sauvagerie ne peuvent être oubliés ou faire l'objet d'une quelconque prescription*", selon des propos rapportés par l'agence officielle APS. Il s'agit, a affirmé le ministre, "*d'une page douloureuse de l'histoire que l'Algérie ne peut tourner*".

Le 8 mai 1945, alors que la France célébrait la victoire sur le nazisme, des manifestations d'Algériens ont eu lieu à Sétif, Guelma et Kherrata pour réclamer l'indépendance. Elles seront réprimées dans le sang par l'armée française et des milices pendant plusieurs jours. Selon les sources, la répression a fait entre 20.000 et 45.000 morts, alors qu'une centaine d'Européens ont été tués.

Lancé par des députés de la majorité présidentielle, une proposition de loi criminalisant le colonialisme a été gelée par le gouvernement. A ce jour, le texte n'est toujours pas programmé à l'agenda du Parlement en raison de "*considérations diplomatiques et juridiques*", d'après le président de l'Assemblée nationale, Abdelaziz Ziari.

Ce projet se veut comme une réponse à la loi française controversée du 23 février 2005 dont l'article 4 vante le "*rôle positif*" de la colonisation. Les relations entre Alger et Paris sont régulièrement parasitées par la polémique sur le passé colonial de la France en Algérie. Ancienne colonie française de 1830 à 1962, l'Algérie a obtenu son indépendance au bout de sept ans et demi de guerre (1954-1962). (lepcf.fr 09.05)

Quel était alors le ministre qui ordonna ce massacre ? Un certain François Mitterrand. Ce qui n'empêcha pas le PCF de s'allier avec le PS ou d'autres formations politiques d'appeler à voter pour lui en 81. Au diable les principes quand on a une conception de la lutte de classe à géométrie variable en fonction des intérêts de son appareil, que l'on fait volontiers passer pour les intérêts de la classe ouvrière.

Social

France

Un mouvement de grève débute mardi dans les crèches parisiennes, à l'appel de six syndicats (CFDT, CFTC, CGT, Supap-FSU, UCP et Unsa). Ces derniers protestent contre un manque d'effectifs dans la capitale.

«*Les personnels sont très fatigués. Il nous est impossible de travailler dans ces conditions, nous sommes obligés de pallier au quotidien le manque d'effectif*», expliquait Françoise Riou, une porte-parole de l'intersyndicale dans Le Parisien. «*Nous réclamons la création d'un volant de remplacement équivalent à deux personnes par établissement et le remplacement de la prime d'assiduité par une prime forfaitaire de 1.500 euros par an.*»

Le mouvement devrait se poursuivre jusqu'à vendredi. (20minutes.fr 16.05)

Le 18 mai

Je suis resté éveillé jusqu'à l'arrivée de ma compagne à 4h30 du matin, ensuite nous avons déballé et rangé ses affaires ce qui nous a emmené jusqu'au lever du jour sur les coups de 6h, ensuite je n'ai dormi qu'1h30 avant de me mettre au boulot, donc je suis claqué pour la journée. Je n'ai pas eu le temps de fignoler cette causerie que je complèterai demain.

J'ai reçu plusieurs courriels dont un assez long sur Strauss-Kahn auquel je réponds ici. C'est intéressant d'observer comment des camarades peuvent faire une lecture totalement différente, voire opposée de ma causerie d'hier. Si je me suis attardé longuement sur la possible manipulation dont il aurait pu être victime de la part d'une femme de chambre, j'en ai expliqué les raisons en faisant un parallèle avec ce que je vis en Inde, et je n'ai pas écarté pour autant qu'il pourrait être coupable des faits qui lui sont reprochés, rappelant qu'en l'absence d'éléments déterminants pour fonder notre opinion, nous nous abstenions de porter un jugement définitif sur cette affaire en cours.

Que le personnage nous soit peu sympathique, c'est un euphémisme, car non seulement il incarne l'ennemi que nous combattons, mais il incarne aussi la pourriture qui a gangrené le mouvement ouvrier. Que son sort nous laisse indifférent, est un truisme, il peut pourrir en prison le restant de ses jours qu'on n'ira pas pleurer sur son sort. En revanche, on ne peut pas se réjouir du traitement que lui inflige le législateur ou les médias en bafouant la présomption d'innocence, car dans le cas contraire on devrait légitimer qu'ils appliquent le même procédé envers des militants du mouvement ouvrier injustement emprisonnés faute de preuves suffisantes pour les innocenter dès le départ d'une instruction judiciaire. La haine qu'on éprouve envers les représentants du capitalisme et la soif de vengeance que suscitent légitimement les injustices et les inégalités qu'ils nous font subir, ne doivent pas nous aveugler au risque de cautionner des pratiques que l'on réprouve et qui pourraient se retourner contre nous.

La conception de la justice du législateur aux Etats-Unis ou ailleurs est une conception de classe qui sert avant tout à protéger

les intérêts fondamentaux de la classe dominante, il ne faut pas le perdre de vue. Pour un Bernard Tapie ou un Bernard Madoff envoyé en prison, des centaines de Tapie ou Madoff passent à travers les mailles du filet de la justice, tandis que les prisons sont pleines de pauvres types qui n'appartiennent pas à leur milieu social et que la société a conduit à commettre des délits. Leur justice s'avère ainsi très sélective envers les nantis, mais implacables envers la plèbe.

On ne peut même pas se réjouir d'un rendu de justice favorable ou correspondant à l'idée qu'on s'en fait, dans la mesure où le reste du temps la main du bourreau s'abat sur les plus faibles, histoire de bien faire comprendre à la classe ouvrière qu'elle n'a pas intérêt à remettre en cause l'ordre établi sous peine d'un sévère châtiment, et il faut avouer que cela fonctionne très bien, puisque les masses témoignent d'un respect presque sans borne pour les institutions et le régime en place.

Quand les représentants du capitalisme se font justice eux-mêmes, ils signifient par là à l'adresse du bas peuple : voyez comme nous sommes puissants, ne vous avisez pas à nous provoquer car nous serions impitoyables à votre égard, restez sagement à votre place, acceptez tranquillement votre (triste) sort et tout ira bien pour vous, et si vous avez des droits à faire valoir, utilisez les outils de la démocratie que nous avons mis à votre disposition à cet effet.

Quand un juge ou un jury condamne un patron, c'est leur justice à travers ses lois et ses institutions qui le condamne et non la nôtre ou les nôtres, car il ne faut jamais oublier qu'elle agit au nom et pour le compte des intérêts de la classe dominante même si elle prétend agir au nom de l'intérêt général, or ce n'est pas notre classe qui est dans cette situation mais bien celle des capitalistes et l'intérêt général correspond à leurs intérêts spécifiques. Non, la justice ne se retourne pas contre ceux qui l'ont forgée, on peut facilement se leurrer à cet égard et se réjouir hâtivement, car elle incarne seulement la domination d'une classe sur autre qui dispose de tous les pouvoirs.

Les lignes suivantes ont été rédigées dans la nuit.

Si on peut justifier que le plus pauvre s'en prenne à moins pauvre que lui et ainsi de suite, c'est la jungle, dans ce cas-là veut mieux opter pour le gangstérisme que la lutte des classes pour s'en sortir. D'autant plus qu'il s'agit d'un moyen individuel pour régler un cas individuel qui ne règle en rien le problème collectif que nous avons à résoudre.

Partant de ce principe n'importe qui peut se considérer frustré ou victime d'une injustice par rapport à son voisin, et à partir de là juger légitime de lui faire la peau par exemple. On met là me semble-t-il le doigt dans un engrenage qui ne connaît pas de limite et doit se terminer par l'extermination des plus faibles par les plus puissants.

C'est d'ailleurs ce qui se passe avec le droit américain que les médias présentent comme impartial en expliquant que le plus faible et le plus puissant sont traités de la même manière et peuvent se retrouver derrière les barreaux, alors qu'en réalité ce sont uniquement quelques brebis galeuses parmi les puissants dont l'élimination ne pose aucun problème, qui subiront un jour ce traitement ou châtiment, pendant que les véritables maîtres du pays, ceux qui détiennent des fortunes colossales ne seront jamais inquiétés.

La débauche ou la perversité sexuelle, l'abus de pouvoir qu'autorise l'argent, sont parmi les aspects les plus sordides du capitalisme avec la luxure. Ils sont l'apanage des puissants qui ont fait des lois pour les châtier sans pour autant qu'elles puissent les atteindre, sauf cas exceptionnellement rare, ce sont plutôt leurs agents, dont leurs représentants politiques, les traders ou autres intermédiaires, qui peuvent facilement être rattrapés par ces lois, dès lors que leurs maîtres n'ont plus besoin de leurs services ou qu'ils sont devenus trop encombrants, c'est un moyen légal de les éliminer.

Bien que j'éprouve une haine viscérale pour le capitalisme et ses représentants, je n'arrive pas à éprouver cette sensation envers Strauss-Kahn dans cette affaire en admettant qu'il soit coupable. Pourquoi, je n'en sais rien, peut-être parce que j'ai trop de mépris à son égard ou parce qu'il ne représente pas grand chose en réalité. Il n'est qu'un vulgaire pion sur un échiquier, que la façade d'une institution dont l'impérialisme américain tire les ficelles. Certes il est riche à millions, mais à ma connaissance il n'est pas propriétaire ou actionnaire majoritaire d'une banque, d'un fond de pension, d'une compagnie d'assurance ou d'une multinationale, en dehors de sa fonction et son titre il n'est rien et ne détient aucun pouvoir. Obama n'est qu'une marionnette entre les mains du club des milliardaires américains qui contrôlent l'économie américaine, comme tous ses prédécesseurs. Au cours de la guerre qu'ils mènent entre eux, ils peuvent être amenés à supprimer un président (JFK) ou le faire chuter avant la fin de son mandat (Nixon).

Pour préciser ma pensée, j'éprouve davantage d'indifférence envers DSK que du mépris, ce qui est pire encore. Je méprise un adversaire qui se présente sans masque, par exemple l'UMP, et je réserve mon indifférence à ceux qui défendent les mêmes idées en les camouflant derrière un masque, par exemple le PS, chez eux c'est à la fois le contenu et le procédé qu'ils emploient pour parvenir à leurs fins qui sont antinomiques avec notre combat et notre objectif politique.

Sarkozy, il annonce la couleur, il est le président des riches, très bien, au moins nous sommes fixés. Au PS ils se présentent comme des représentants des intérêts du peuple, alors qu'en réalité ils représentent avant tout les intérêts des capitalistes, de manière à faire croire que la démocratie existerait pour le plus grand nombre dans le pays, alors qu'elle est réservée à une minorité de nantis. Les jeunes tunisiens fraîchement arrivés en France sont en train de comprendre qu'on les a trompés sur la

marchandise qu'on leur a vendue, ils sont en train de réaliser que la démocratie en général est une façade de la dictature du capital contre laquelle ils ont lutté dans leur pays et dont Ben Ali n'incarnait qu'un aspect parmi d'autres.

L'existence du PS ne sert qu'à légitimer cette démocratie étriquée et assurer sa survie, car s'il n'existait pas, on se retrouverait dans une situation où il n'existerait plus au niveau institutionnel que des partis ouvertement pro capitalistes et il serait alors impossible de faire passer un tel régime pour une démocratie, sans compter que de nouveaux partis ouvriers cette fois verraient le jour et pourraient contester ensuite le pouvoir en place...

Strauss-Kahn peut sortir libre vendredi prochain ou retourner en cellule en attendant d'être juger et de prendre une lourde peine de prison, cela m'indiffère totalement.

Sur le plan politique, je n'ai pas suivi de près les gesticulations des uns et des autres depuis déjà des mois au PS, on avait franchement d'autres questions plus importantes à traiter au quotidien, le développement de la situation révolutionnaire en Afrique du Nord et au Moyen et Proche-Orient notamment.

Si maintenant on doit consacrer une partie de notre temps déjà compté à l'élection présidentielle plus d'un an avant qu'elle ait lieu, autant dire que notre combat politique va se retrouver confiné sur le plan institutionnel. Le jeu qui consiste à savoir quel sera le meilleur pion pour incarner une politique que l'on connaît à l'avance présente peu ou aucun intérêt, on a mieux à faire à dénoncer et combattre l'alliance passée entre l'UMP et le PS pour combattre la classe ouvrière et soutenir le capitalisme et les institutions.

Laissons les choses se décanter, ensuite on pourra tirer à boulets rouges sur la politique incarnée par les candidats à la candidature au PS pour 2012. D'ailleurs, je ne suis pas sûr que cela passionne vraiment les travailleurs qui ont d'autres questions à régler quotidiennement.

Un dernier mot. Un camarade ne partage pas l'appréciation que j'ai portée hier sur la sortie de Christine Poupin, porte-parole du NPA, j'en reproduis ici un extrait :

- «*La première chose si les faits sont avérés, c'est que ce serait une agression contre une femme*» et donc «*quelque chose d'extrêmement sérieux*» qui «*renvoie aux violences faites aux femmes*». (libération.fr 16.05)

Aurait-il agressé un homme dans d'autres circonstances qu'on n'en parlerait même pas, mais là il s'agit d'une femme, qui plus est une femme d'origine africaine, donc le cas mérite forcément une attention soutenue, il doit être jugé "*extrêmement sérieux*. Peut importe qu'elle mesure 1,80 et qu'elle ait 32 ans face à un vieux crouton plus petit qui ne parvient plus tout à fait à maintenir la tête haute au-dessus de ses deux épaules sans fatiguer, et qui présente les mêmes tics ou spasmes au niveau des yeux et des arcades sourcilières que les personnes atteintes du syndrome de Stelle Richardson ou une autre maladie dégénérative du cerveau ou peut-être annonciateurs d'un état grabataire précoce et qui lui donne un regard débile, j'en fus frappé en me souvenant que mon père atteint de cette terrible maladie avait la même expression, mais à un stade avancé il l'avait en permanence.

Une femme serait forcément un être faible et sans défense, vulnérable, alors qu'un homme serait un rustre ou une brute épaisse. Il se trouve que je mesure 1,65m et que j'ai vécu pendant dix ans avec une femme qui mesurait 1,80, qui parfois était prise de crises d'hystérie au cours desquels elle m'envoyait à la figure ce qui lui tombait sous la main, c'est arrivé rarement, mais je m'en souviens suffisamment pour avouer que je n'en menais pas large quand cela se produisait. Bref, on va loin avec de tels clichés.

Je ne tiens pas particulièrement à accuser cette femme de chambre, je remets simplement les choses à leurs places en démolissant des contrevérités grotesques. Je ne me lancerai pas dans la défense des hommes, je préciserai cependant que les femmes ont d'autres cordes à leur arc pour pourrir la vie des hommes ou les tenir à leur merci dont les hommes ne disposent pas, notamment le harcèlement ou le chantage psychologique qui présente l'avantage de ne pas laisser de traces, mais peut provoquer des ravages dans la tête d'un homme, de le pousser à la faute pour obtenir un divorce en sa faveur et la garde des enfants par exemple, le coup classique.

Ne reconnaissant nullement l'égalité des hommes et des femmes sur le plan biologique, morphologique ou psychologique, comme il m'est impossible de reconnaître une égalité dans tous les domaines entre deux hommes, je ne m'aviserai pas à déterminer sans connaître avec précision ce qui s'est réellement passé dans cette suite, lequel des deux était en position de force par rapport à l'autre. A ce stade de l'enquête, bien malin celui qui peut répondre à cette question et peu importe qu'on soit en présence d'un homme et d'une femme, seuls les faits comptent.

J'ai lu ce matin que la direction de l'hôtel diffusait à ses employés la liste des VIP (Very important person), c'est elle qui a communiqué cette information, donc la présence de Strauss-Kahn dans cet établissement était connu de tous les employés, ce qu'a nié cette femme qui ignorait son identité, pourquoi pas.

J'ai lu également qu'elle avait traversé plusieurs pièces avant de se retrouver dans la chambre de DSK située tout au fond de cette suite sans avoir remarqué le moindre effet personnel qui lui aurait laissé penser que quelqu'un était encore présent dans les

lieux et s'en assurer à haute voix des fois qu'une personne s'y trouverait encore, pour ensuite se retrouver face à lui tout nu sortant de son bain.

Pourquoi n'a-t-elle pas fait immédiatement demi-tour ou ne s'est-elle pas aussitôt enfuie en courant, car visiblement elle s'était retrouvée dans une situation plutôt embarrassante, pour un peu il aurait pu porter plainte contre elle à la direction de l'hôtel, pourquoi est-elle restée plantée là ? S'est-il dit que l'occasion était trop belle pour tirer un coup à moindre frais le sachant porté sur la chose ? Nul ne le sait et on s'en fout, encore une fois ce qui nous intéressait ici c'était le traitement qui était réservée à une information qui en dit davantage que de longs discours.

Assez avec cette histoire.

Sur le PdG et mai 81

Le 10 mai 81 vu par Jean-Luc Mélenchon (Lundi, 16 Mai 201)1)

- Que faisiez-vous en mai 1981 ?

- Comme tous les socialistes partisans du programme commun et de la candidature de François Mitterrand qui l'incarnait : je militais. Nous militions. Intensément. Seuls contre tous, au premier tour. Car même au PS, beaucoup s'attendaient à une défaite.

Tiens donc, pour autant que je me souvienne, de notre côté nous étions sûrs de la victoire de Mitterrand. Mais bon, à la différence de Mélenchon, lui quand il dit qu'il militait il veut dire par là qu'il brassait du vent dans les allées des institutions de la Ve République, tandis que nous nous tapions tous les matins et soirs, porte à porte dans les HLM, diffusion sur le marché, à l'entrée des boîtes, distribution de tracts, collages, etc. En écoutant les réactions des travailleurs, nous anticipions que Giscard allait être battu.

- Quel souvenir gardez-vous du 10 mai ?

- Aucun autre que ceux de tout le monde. J'étais cependant glacé par l'immensité de l'évènement. Rappelez-vous ce que vous avez ressenti le soir du 29 mai 2005 quand vous avez appris la victoire du « Non ». Ajoutez-y un programme révolutionnaire victorieux et vous comprendrez ce que je cherche à décrire.

Tu parles, je m'en souviens parfaitement comme si c'était hier, absolument aucun travailleur parmi les centaines et centaines avec lesquels j'ai été en contact pendant la période électorale ne m'a sorti un truc pareil, à savoirs que le PS aurait eu un programme révolutionnaire, pas un seul travailleur n'a cru un instant que le PS allait changer radicalement la société, c'est une pure vue de l'esprit, une invention de Mélenchon.

- Qu'est-ce qui a permis le 10 mai 81? On présente cette victoire comme celle d'un homme ; est-ce aussi simple ?

- L'homme y avait sa part. Son opiniâtreté, sa solidité intellectuelle, son art du combat avaient été décisifs.

T'as raison, valait mieux ne pas s'apesantir sur son passé peu glorieux ou ses effets d'arme franchement réactionnaires. Passons sur ses fréquentations qui étaient encore pire.

A aucun moment il ne dira que les travailleurs avaient ainsi exprimé leur rejet de la politique réactionnaire menée par Giscard (UDF), il oubliera aussi de citer les grèves qui commençaient à se répandre à travers tout le pays. Et pour cause, Mitterrand ne fera que la reprendre à son compte par la suite.

- Un documentaire-fiction sur le 10 mai, réalisé par Serge Moati, explique que l'espoir était trop grand pour ne pas être déçu, qu'en dites-vous ? Est-ce que la rigueur était inévitable ?

- (...) Mai 1981 est une révolution citoyenne qui a gelé sur pied. Mais rien n'était écrit d'avance. Ceux qui dirigeaient notre combat avaient une pratique trop institutionnelle du changement politique et social. L'implication populaire fut absente. Elle ne fut aucunement stimulée.

Gardez-la bien au frais, elle n'est pas près de dégeler ! Remarquable comme réponse pour camoufler que Mélenchon a exactement la même conception de la lutte des classes que ceux qu'ils dénoncent ici, quand on lui parle de réaliser l'unité et d'organiser la montée sur Paris contre les licenciements ou la contre-réforme des retraites, il répond qu'il va déposer un amendement à l'Assemblée nationale ou que la loi est votée et qu'il faut faire avec ! Sa réponse à la question suivante le confirme.

Quand il dit que "*l'implication populaire fut absente*", il ment comme je l'ai rappelé plus haut puisqu'au même moment il y avait de nombreux mouvements sociaux à travers tous le pays. Plusieurs scandales avaient également émaillé la mandature de

Giscard, l'affaire Elf déjà et les avions renifleurs, les diamants de Bokassa notamment. Pour un peu, si Mitterrand n'a pas mis en oeuvre une politique ouvrière, ce serait de la faute des travailleurs eux-mêmes, véritable parole de renégat qui ne vaut guère mieux que les staliniens.

- Quelles leçons tirez-vous pour le futur, 2012 ?

- (...) Il faut un programme de rupture avec le capitalisme et une stratégie politique en cohérence.

Exactement comme en 81, pile poil au mot près ! Ayons un programme qui donne l'impression que l'on va changer quelque chose en profondeur, cela ne mange pas de pain, on va berner les plus naïfs ou profiter de leur profond rejet de Sarkozy, ensuite on poursuivra la politique de Sarkozy à la manière de Papandréou ou Zapatero par exemple, après au nom de la fatalité on expliquera qu'on ne peut pas faire autrement, sinon on collera cela sur le dos des travailleurs qui n'auront aucune raison de se mobiliser autour du PS, pas plus qu'en 81 quand ils n'avaient déjà plus d'illusions dans ce parti. Le procédé qui consiste à prêter des illusions aux travailleurs qui n'en ont pas, permet de camoufler ses réelles intentions qui coïncident justement avec ces illusions. S'il fallait en chercher, c'était du côté des militants du mouvement ouvrier, de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes plutôt que chez les travailleurs en général.

A l'époque, la majorité de la classe ouvrière était déjà bien embourgeoisée, le mot d'ordre unité PS-PCF avait effectivement un sens pour les travailleurs, uniquement dans la mesure où il leur permettait d'espérer que cette tendance se confirmerait sous Mitterrand, mais à aucun moment ils n'ont émis l'hypothèse qu'il pourrait remettre en cause les fondements du capitalisme, ils n'y pensaient même pas, tout comme aujourd'hui ils ignorent totalement ce que cela pouvait signifier et quelles en seraient les conséquences sur la société.

En réalité, en 1981 comme en 2011 tout le problème est là, l'absence totale de conscience politique et de compréhension du fonctionnement de la société par la quasi-totalité des travailleurs manuels ou intellectuels, et aujourd'hui pas un seul parti ouvrier ne popularise les idées ou le contenu du socialisme, et pour cause, ils rejettent cette analyse.

On devrait leur décrire pas à pas et en détail en quoi consisterait le mécanisme et la dynamique qui conduiraient à la transformation de la société sur la base de la remise en cause des fondements du capitalisme, en quoi consisterait précisément cette remise en cause, afin qu'ils comprennent qu'on ne leur propose pas de se lancer à l'aveuglette dans une aventure dont on ne maîtriserait pas les tenants et les aboutissants, mais qu'au contraire on maîtrise parfaitement notre sujet et on sait parfaitement par quelles étapes il faudra impérativement passer pour aboutir à l'objectif que l'on s'est fixé. Sinon inévitablement on passe pour des bricoleurs, des amateurs, des dilettantes, des charlots ou des charlatans et c'est tout à fait normal, j'aurais la même réaction qu'eux à leur place.

On fera ceci, on fera cela, vous verrez que vos revendications seront satisfaites, on se contente de slogans bon marché, mais personne va vous croire sur parole, les travailleurs exigent un programme économique et social qui tienne la route, ils ont l'impression d'avoir quelque chose à perdre, c'est leur état d'esprit, il faut donc faire avec, ils ne sont donc pas prêts à se lancer dans une aventure qui pourrait se solder par la perte de ce qu'ils possèdent, c'est en tout cas ainsi qu'ils réagissent à tout discours de militants bornés et dogmatiques ou des arguments à l'emporte-pièces. Ils préfèrent encore voter par dépit pour des partis susceptibles de parvenir au pouvoir, tout en sachant qu'ils sont pourris et qu'ils n'ont rien à en attendre fondamentalement. Ce n'est pas logique comme attitude au premier abord ou paradoxalement, ils expriment à leur manière leur subordination non pas à des partis, mais dans le régime et les institutions dans une moindre mesure.

Soit il faut que les conditions de travail et d'existence des exploitées se détériorent dans des conditions telles qu'ils ne peuvent plus vivre comme avant ou s'en sortir au quotidien pour commencer à se poser des questions sur leurs conditions d'esclave ou se révolter carrément, c'est le terrain à partir duquel ont démarré des soulèvements révolutionnaires en Afrique du Nord, soit il faut qu'ils prennent conscience des rapports qui régissent la société pour entrevoir les moyens pour les changer.

Comme ni l'une ni l'autre de ces conditions n'est réunie encore moins la combinaison des deux, il n'y a absolument aucun changement politique à espérer dans un avenir proche, d'autant plus que le parti révolutionnaire est quasiment inexistant. Ne pouvant pas compter sur une très violente et profonde dégradation des conditions de travail et de vie des travailleurs dans les mois à venir pour les faire réagir, on ne peut compter que sur le facteur subjectif pour aller de l'avant pas à pas en relation avec la défense de leurs acquis, en gagnant patiemment un par un les travailleurs au socialisme.

Le bêtisier du jour.

- La chanteuse Juliette : «*Pour vivre heureux, soyons ce que nous sommes profondément*» (20minutes.fr 17.05)

C'est assurément ce que doivent se dire les clochards tous les matins au lever du soleil !

Politique

1- France

Un ancien agriculteur cité au procès d'Yvan Colonna a accusé ce mardi des policiers d'avoir «*fabriqué de fausses preuves*» au cours de leur enquête sur l'assassinat du préfet Erignac en 1998, alors qu'ils se concentraient sur la piste dite «*agricole*».

Pendant les mois qui ont suivi l'assassinat de Claude Erignac, le 6 février 1998 à Ajaccio, les enquêteurs avaient soupçonné le milieu du syndicalisme nationaliste corse, qui militait alors pour une annulation des dettes du secteur.

Serge Garracio travaillait à l'époque avec Dominique-Mathieu Filidori, agriculteur et leader syndicaliste, qui avait été arrêté et mis en examen pour complicité d'assassinat, avant de bénéficier d'un non-lieu en 2002.

Parmi les éléments retenus contre Dominique-Mathieu Filidori, figuraient des explosifs hors d'usage découverts sur son domaine agricole lors d'une perquisition en septembre 1998.

Serge Garracio a affirmé, devant la cour d'assises spéciale de Paris, que Roger Marion, ex-patron de la police antiterroriste, et Eric Battesti, de la direction centrale des renseignements généraux, l'avaient contraint à déposer ces explosifs. Roger Marion «*m'a donné les explosifs et un détonateur, et m'a dit de les déposer*», a-t-il assuré. «*M. Marion a fabriqué de fausses preuves*».

«*Avez-vous été entendu par l'IGPN?*», a demandé Me Eric Dupond-Moretti, l'un des avocats d'Yvan Colonna à Serge Garracio, qui a répondu par la négative.

Depuis les premières auditions des policiers et gendarmes ayant enquêté sur l'assassinat, la défense d'Yvan Colonna conteste les méthodes des enquêteurs.

«*Ce sont les mêmes procédures, les mêmes hommes, les mêmes façons de faire*», a affirmé l'un des conseils du berger de Cargese, Me Gilles Simeoni, devant la presse. «*L'enquête a été polluée par ce type de comportements*».

Vincent Andriuzzi, l'un des deux enseignants condamnés en 2003 comme commanditaires du crime, mais acquittés en appel en 2006, a pour sa part évoqué une «*hystérie*» des policiers l'ayant interrogé durant sa garde à vue en mai 2009.

Il a relaté comment le commandant Georges Lebbos, un ancien de la Division nationale antiterroriste (DNAT), avait mimé devant lui une scène de corrida pour lui montrer ce qui lui arriverait aux assises, et avait «prétendu» qu'il était passé aux aveux alors qu'il a contesté tous les faits qui lui étaient reprochés.

Son épouse avait également été placée en garde à vue. Vincent Andriuzzi a affirmé que pour la faire parler, un policier lui avait collé la tête sur son bureau, sur les photos du préfet assassiné, en lui disant: «*Regarde où était ton mari le 6 février!*». (20minutes.fr 17.05)

2- Italie

"*Une gifle*", c'est ainsi qu'est qualifiée la mise en ballottage défavorable de la droite à Milan, fief de Silvio Berlusconi, dans un éditorial en "une" du quotidien milanais Il Corriere della Sera, mardi 17 mai. Alors que le chef du gouvernement italien avait fait de cette élection municipale un test de popularité, elle fragilise l'alliance cruciale de son parti, le Peuple de la liberté (PDL, centre droit), avec la Ligue du Nord.

A la surprise générale, la candidate du parti de M. Berlusconi, la maire sortante Letizia Moratti, à 41,6 % des voix, a été largement devancée par le candidat de la gauche, l'avocat Giuliano Pisapia (48 %), lors du premier tour de municipales partielles italiennes dimanche et lundi. "*Surprise à Milan, Pisapia en tête*", titre Il Corriere della Sera.

"*Le ballottage à Milan est humiliant, surtout pour Silvio Berlusconi, qui faisait du résultat un référendum sur sa personne et son gouvernement. Il reçoit une gifle personnelle et politique*", écrit l'éditorialiste Massimo Franco. Dans l'attente du second tour prévu les 29 et 30 mai, ce résultat "*fait prévoir une période d'instabilité et d'autres règlements de compte dans le centre-droit*" dont M.Berlusconi "*risque de devenir le bouc-émissaire*", annonce-t-il.

En attendant, la gauche, habituée aux défaites face à Berlusconi, ne boude pas son plaisir : "*Les chiffres montrent clairement que nous gagnons et qu'ils perdent*", s'est félicité Pier Luigi Bersani, chef du Parti démocrate (PD, gauche), principale formation de l'opposition. Il évoquait notamment les victoires de la gauche, dès le premier tour, à Bologne et Turin.

Le silence persistant de Sivlio Berlusconi est encore plus éloquent quant à l'impact des résultats du week-end. "*Le conte de fées est terminé, commente, lapidaire, l'éditorialiste du journal de gauche La Repubblica, Massimo Giannini. La réponse des électeurs est sans équivoque : le président du Conseil a perdu son référendum.*" Même son de cloche dans les pages du quotidien modéré

La Stampa, propriété du groupe Fiat, qui décrit un Cavaliere "*déçu, amer, stupéfait*" : "*La forteresse Berlusconi montre des fissures visibles*", conclut le quotidien. (lemonde.fr 17.05)

3- Syrie

L'opposition en Syrie a lancé un appel à la grève générale pour mercredi, défiant une nouvelle fois une répression qui ne faiblit pas: l'armée maintient son siège de la ville de Tall Kalakh, où les forces de sécurité sévissent depuis plusieurs jours.

"*Ce sera une journée de punition pour le régime*", ajoute le texte. "*Faisons de ce mercredi un vendredi (jour habituel de manifestations), avec des manifestations massives, pas d'école, pas d'université, pas de commerces ou de restaurants ouverts et même pas de taxis*".

L'appel à la grève survient alors que des informations font état de dizaines de corps et de blessés gisant dans les rues de la ville de Tall Kalakh (ouest) assiégée par l'armée depuis plusieurs jours.

Des bombardements et des tirs ont été entendus par ailleurs lundi soir dans le quartier de Deir Baalba à Homs (centre), également assiégée par l'armée. "*Tout cela est une riposte aux manifestations qui ont lieu tous les jours et qui sont rapidement réprimées par les forces de sécurité*", a affirmé mardi un témoin ayant requis l'anonymat.

L'agence de presse officielle Sana a fait état de la mort de deux officiers de police lundi à Deir Baalba tués par des tirs d'un "*gang terroriste armé*" sur leur voiture. (lexpress.fr 17.05)

4- Yémen

Mardi, les manifestations se sont poursuivies au Yémen et des dizaines de protestataires ont été blessés par les forces de sécurité, selon des militants.

A Damar notamment (100km au sud de Sanaa, la capitale), un contestataire a été blessé par balle et 14 autres ont été touchés dans des jets de pierres lorsque des hommes ont tenté de disperser un rassemblement.

Six personnes ont été blessées à Aden, ville portuaire du sud du pays, où les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants protestant contre des coupures de courant, a-t-on appris de sources médicales.

A Taez, plusieurs bureaux publics ont dû fermer en raison de manifestants, a déclaré un militant, Bushra al-Maktari. (AP 17.05)

5- Libye

5.1- De violents combats ont opposé mardi rebelles et soldats pro-Kadhafi près de la frontière avec la Tunisie, selon l'agence officielle tunisienne TAP qui fait état d'obus tombés à l'intérieur du territoire tunisien.

Les affrontements ont pour enjeu le contrôle du point de passage de Wazen, proche de la localité tunisienne de Dhéhiba, repris depuis plusieurs semaines par les insurgés. (AP 17.05)

5.2- Le ministre du pétrole libyen Choukri Ghanem, un cacique du régime de Mouammar Khadafi, a '*quitté*' la Libye, et se trouve actuellement en Tunisie, voisine, a indiqué mardi 17 mai une source proche du gouvernement tunisien. Il '*réside actuellement dans un hôtel à Djerba (île touristique dans le sud de la Tunisie) et il n'a pas essayé de contacter les autorités tunisiennes*', a ajouté cette source. (lemonde.fr 17.05)

6- Aghanistan

Les Etats-Unis accentuent leurs efforts pour négocier un règlement politique du conflit afghan avec les talibans, rapporte le Washington Post mardi. Un représentant américain a participé à au moins trois réunions au Qatar et en Allemagne, dont l'une il y a huit ou neuf jours avec un émissaire considéré comme un proche du mollah Mohammad Omar, le chef des "*étudiants en religion*", précise le quotidien, qui cite un responsable afghan.

Selon le Washington Post, le gouvernement américain espère progresser dans les discussions avant juillet et l'annonce par le président Barack Obama d'un premier retrait de troupes américaines du pays, dans le cadre du transfert de la sécurité aux forces afghanes d'ici à 2014. Les négociations pourraient être facilitées par la mort d'Oussama Ben Laden, tué par un commando américain le 2 mai au Pakistan, car il serait alors plus facile pour les talibans de rompre leurs liens avec Al-Qaida.

Les talibans ont abrité Oussama Ben Laden pendant des années en Afghanistan, avant leur renversement à la fin 2001. Le Washington Post explique que les discussions avec les talibans ont été organisées par des intermédiaires non gouvernementaux et l'entremise de gouvernements arabes et européens.

Les talibans ont insisté pour obtenir des négociations directes avec les Américains et ont proposé d'ouvrir un bureau formel. Le Qatar a été évoqué. Les discussions en sont au stade préliminaire, poursuit le Washington Post, selon qui les talibans ont transmis une longue liste d'exigences, parmi lesquelles la libération d'une vingtaine de leurs combattants emprisonnés à Guantanamo. Les insurgés réclament aussi le retrait de toutes les troupes étrangères et la garantie d'obtenir un rôle important au sein d'un futur gouvernement. (lemonde.fr et Reuters 17.05)

Social

1- France

Selon nos informations, la France vient de battre le record du nombre de détenus emprisonnés. Au 1er mai, ils étaient ainsi 64.584 à dormir à l'ombre.

Avec 56.150 places opérationnelles, le taux d'occupation des prisons françaises est donc de 115,02% au 1er mai 2011.

Depuis le mois de janvier, le nombre de détenus ne cesse d'augmenter dans toutes les directions interrégionales des services pénitentiaires.

"*C'est l'affaire Tony Meilhon qui explique cette hausse,*" confie une source à l'administration pénitentiaire. "*Depuis le meurtre de Laëtitia à Pornic, on a demandé d'insister sur l'exécution des peines. Tous les détenus qui traînaient sont donc amenés petit à petit dans les prisons.*" (20minutes.fr 17.05)

2- Nouvelle-Calédonie

Plusieurs milliers de personnes ont défilé, mardi 17 mai, dans les rues de Nouméa pour dénoncer la "*vie chère*" et réclamer une réforme structurelle du système économique.

Fiscalité obsolète, opacité des prix, monopoles, protection de marchés, faible taxation du capital au détriment du travail et évasion de capitaux figurent au rang des griefs mis en avant par six des sept syndicats représentatifs de Nouvelle-Calédonie qui ont appelé à participer à cette manifestation qui a rassemblé sous une pluie battante entre 6 000 et 10 000 personnes selon les sources policières et syndicales. Trois jours de grève générale ont été décrétés et des manifestations similaires sont prévues mercredi et jeudi dans la province Nord, à Koné, et à Lifou, aux îles Loyauté.

"*La mobilisation est là. Nous ne voulons plus de discours, nous voulons des décisions importantes, qui doivent faire l'objet d'accords économiques et sociaux*", a déclaré Didier Guénant-Jeanson, leader de l'Usoenc, proche de la CFDT. Dans un communiqué, la Ligue des droits de l'homme, qui avait appelé à rejoindre cette manifestation, a dénoncé le creusement "*des disparités entre riches et pauvres au cours des dernières années*" et le risque "*à court ou moyen terme d'une explosion sociale*".

"*La France a construit dans tous ses départements et territoires d'outre-mer une économie de transfert aux ménages, un peu artificielle*", a déclaré sur la chaîne de télévision NC Première Mathias Chauchat, professeur de droit public à l'université de Nouvelle-Calédonie. "*Les prix ont tendance à s'adapter à une demande solvable élevée, ce qui génère beaucoup d'injustices. C'est un modèle qui est en échec*", a-t-il ajouté. La semaine dernière, le gouvernement local a annoncé une baisse des prix sur vingt-cinq produits phares. Il s'est engagé, dès le retour à la stabilité des institutions prévue d'ici un mois, à adopter un plan global de lutte contre la vie chère. (lemonde.fr et AFP 17.05)

Le 19 mai

Affaire DSK, suite.

Sur le fond, on se fout de cette affaire, sur la méthode par contre, elle permet de mettre en lumière la capacité des uns et des autres à faire ou non la part des choses ou de faire preuve ou non de discernement, ce qui nécessite comme dans l'affaire Ben Laden un esprit libre de tout a priori ou dogmatisme, de maîtriser notre inconscient, de ne pas juger une situation ou un fait à partir d'éléments figés quelque part dans notre cerveau et qui s'imposent à nous à notre insu ou avec notre consentement pour ne pas remettre en cause les certitudes que nous nous sommes forgées, et sur lesquelles reposent notre fragile équilibre psychologique et parfois notre bonne conscience.

Qu'avons appris de nouveau ?

- Les conseils de Dominique Strauss-Kahn envisageraient de plaider l'acte sexuel consenti, selon le New York Post. (20minutes.fr 18.05)

Il ne nie pas les faits mais la manière dont ils se sont passés. Impossible en effet de faire autrement après une analyse ADN.

- «*Quand les jurés vont entendre son témoignage et la voir, quand elle pourra enfin raconter son histoire publiquement», ils réaliseront que «les allégations faisant état d'une relation sexuelle consentie ou de rendez-vous sont fausses*», a assuré son avocat, Jeff Shapiro sur NBC. (20minutes.fr 18.05)

Parce que les jurés devraient la croire sur parole, pourquoi pas, mais alors pourquoi ne pas faire de même envers l'accusé ? En quoi la parole de cette femme serait-elle plus digne de foi que celle de cet homme ? Parce qu'elle est pauvre et lui riche, parce qu'elle est supposée être la victime et lui le coupable, dès lors un procès est inutile et il faut le déclarer définitivement coupable et on n'en parle plus. Mais qu'on ne nous parle pas de justice ensuite.

- L'avocat et le frère de la jeune femme assure qu'elle ne sait pas à qui elle avait à faire en entrant dans la suite 2806 du Sofitel de New York. Mais les affirmations d'une femme de ménage de l'hôtel mettent à mal ces affirmations.

Cette employée de l'hôtel Sofitel ignorait l'identité du patron du FMI jusqu'au lendemain de son agression présumée (dimanche), a affirmé mardi l'avocat de la plaignante. (20minutes.fr 18.05)

Mais elle savait peut être que c'était un VIP...

C'est ce que laisse entendre une femme de chambre de l'hôtel interrogée par un reporter du *Figaro*. Selon cette dernière, la photo de DSK "*avait été affichée avant sa venue dans l'hôtel dans le local où nous nous changeons*".

Une mesure qui aurait été prise par la direction de l'hôtel afin d'offrir un accueil approprié au "*client VIP*", qui -si elle était confirmée- contredirait donc l'accusation. (lepost.fr 18.05)

Savait, savait pas, serait-elle demeurée, aveugle ? Si elle a menti, pourquoi ?

- Selon *Le Figaro* de jeudi, un employé de l'hôtel (room service) se trouvait dans la chambre au moment où la femme de ménage est entrée –ce qui expliquerait pourquoi elle n'a pas frappé. Le premier employé serait ensuite parti et dit qu'il ignorait que DSK se trouvait dans la salle de bain. (20minutes.fr 18.05)

Encore un employé suffisamment distrait et qui aurait parcouru les différentes pièces de cette suite avant de parvenir à la chambre sans remarquer le moindre objet ou vêtement appartenant au client qui l'occupait, sa valise ou son sac de voyage devait être minutieusement soustrait au regard d'un éventuel visiteur sans doute, étrange pour quelqu'un sur le point de quitter cet hôtel, de plus je crois me souvenir qu'il avait oublié un de ses 7 téléphones portables que le personnel de l'hôtel a trouvé juste après son départ, où était-il, planqué au fond d'un tiroir ou posé quelque part bien en vue ?

Attendons la suite.

Depuis le début j'ai ma propre version des faits sous le coude, mais je ne l'ai pas avancée pour voir, comme au pocker, pour voir la réaction que susciteraient mes causeries. C'est vicieux, une basse manoeuvre dira-t-on, je m'en défends, c'est une technique comme une autre pour mieux cerner la manière dont les uns et les autres interprètent la réalité. Parfois on n'a pas le temps d'analyser une question, alors temporairement on s'en remet à l'analyse formulée par une tierce personne réputée faire preuve de perspiciacité ou pour son esprit critique, son impartialité en toutes choses.

A mon avis, Strauss-Kahn a pété les plombs tout simplement. Comment cela a pu arriver, c'est très facile à comprendre et ne demande pas beaucoup d'imagination pour se le représenter. Il s'est retrouvé soudainement dans une situation totalement inattendue, inespérée dans le cas d'un type particulièrement porté sur le sexe, et les repères qui fonctionnaient habituellement pour l'empêcher d'aller trop loin ou lui signalaient les limites à ne pas franchir, n'ont pas opéré cette fois-ci.

Il s'est fait tout bonnement piéger par l'idée qu'il avait de lui-même et ses pulsions sexuelles tout juste contrôlables en temps normal ou dans un autre contexte. L'inimaginable se produisant, se retrouver seul nu dans une chambre d'hôtel face à une folie jeune femme, le fantasme étant devenu réalité, il a perdu le contact avec celle-ci et commis l'irréparable.

Les faits divers ou les affaires de moeurs sordident dont nous gratifient quotidiennement les médias montrent qu'ils ne sont pas l'apanage d'une classe particulière. Si les hommes sont responsables des agressions sexuels, c'est en partie parce qu'ils sont sous l'emprise de pulsions qui sont disponibles en permanence, alors que chez les femmes elles ont besoin d'un contexte psychologique particulier ou favorable pour être disponibles et s'exprimer. Voyez comment nos plus proches cousins, les bonobos, pratiquent l'acte sexuel en apparence de manière débridée, alors qu'en réalité ils agissent ainsi pour maintenir la cohésion de leur communauté ou régler des conflits, il ne viendrait pas alors à l'dée d'une femelle de se soustraire à cet exercice pratique qui semble combler à la fois les désirs et les besoins des mâles et des femelles.

Strauss-Kahn illuminé par le pouvoir illusoire qu'il incarnait en tant que directeur général du FMI, a dû confondre la société des bonobos avec celle des humains qui réagissent autrement à travers d'autres règles sociales. Dorénavant il aura le temps de méditer à cette question.

Ce n'est qu'une hypothèse, à mon avis la plus crédible, la suite le confirmera ou l'infirmera.

Passons à un autre sujet.

Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI, page 14 IO n°149 du 18 mai 2011 :

- "*Réclamons tout de suite une Assemblée constituante qui permette enfin aux citoyens français de jouir d'une Constitution démocratique ! Une vraie Constitution qui garantisse à tous les citoyens sans exception ce qu'ils attendent d'une démocratie basée sur la liberté, l'égalité et la fraternité. Une vraie Constitution qui leur permette de contrôler et de révoquer leurs élus qui franchissent la ligne jaune et qui ne vivent pas comme eux et au milieu d'eux…Une vraie Constitution qui les aide à lutter contre la dictature financière organisée aux niveaux mondial et européen pour les exploiter au profit de ces mêmes parasites qui sévissent depuis l'éternité et qui semblent indestructibles !*"

Question : en quoi une Assemblée constituante constituerait-elle en soit la garantie d'une vraie "Constitution démocratique" ? En rien en réalité. Et la suite le confirme.

Question : qu'est-ce que c'est "*une démocratie basée sur la liberté, l'égalité et la fraternité*", entre patrons et ouvriers qui seraient logés à la même enseigne, bénéfieraient des mêmes droits, alors que ce seraient toujours les mêmes qui détiendraient le pouvoir, le pouvoir réel, celui de l'argent que procure la propriété privée des moyens de production, sans oublier l'armée toujours aux ordres de la classe dominante, celle des capitalistes ? On sait ce que cela donne, on le vit quotidiennement.

La révolution tunisienne nous a enseigné que sans l'armement du prolétariat, sans le désarmement de l'armée au service du capitalisme, le pouvoir ne changerait pas de mains, la même classe demeurerait au pouvoir. On le savait depuis la Commune de Paris et la révolution russe de 1917, on vient d'en avoir confirmation un siècle plus tard. Il ne peut y avoir d'issue politique, de révolution prolétarienne victorieuse, la classe ouvrière ne pourra jamais devenir la classe dominante et s'emparer véritablement du pouvoir aussi longtemps qu'elle n'aura pas vaincu son ennemi les armes à la main, l'ignorer c'est criminel et conduire le prolétariat à une défaite sanglante.

Question : mais de quoi ou de qui serait donc composée une Assemblée constituante, de quelle nature sociale serait une Constitution qui serait contrainte de comporter un article réservé aux élus qui franchiraient "*la ligne jaune*" ? Pourquoi cette précaution, ces élus auraient-ils des intérêts distincts ou différents de la classe ouvrière, seraient-ils en réalité peu fréquentables avant même d'être élus au point de devoir brandir la menace de les sanctionner ? A croire qu'ils ne seraient pas vraiment digne de confiance, alors de là à penser que cette Assemblée constituante et la Constitution qui en serait issue ne vaudrait guère mieux il n'y a qu'un pas, non ?

Question : Comment peut-on prétendre pouvoir mettre en oeuvre "*une vraie Constitution*" alors que l'aristocratie financière n'aurait pas été expropriée (sans indemnité) et n'aurait pas été dépossédée de son pouvoir de nuisance ? Parce que par dessus le marché il faudrait croire la fable selon laquelle elle permettrait à une nouvelle Constitution contraire à ses intérêts de voir le jour ?

Mieux encore, comment peut-on concevoir qu'une véritable Assemblée constituante, qui serait capable de constituer comme disait Lénine, donc de légiférer en toute indépendance en faveur des exploités et au détriment de la classe des exploiteurs, serait compatible avec le maintien ou l'existence de la "*dictature financière*" ?

Extrait de l'appel du POI du 13 mai :

" *Et tous les partis politiques portugais susceptibles de gagner l'élection du 5 juin se sont vu intimer l'ordre de signer un engagement à appliquer ce plan, quel que soit le résultat de l'élection. Cela veut dire qu'il n'y a plus de souveraineté nationale au Portugal et qu'il n'y a plus aucun contenu démocratique au suffrage universel dans ce pays. Un processus semblable a eu lieu en Grèce. Hier, la Grèce, aujourd'hui, le Portugal, demain, la France ?*"

En réalité, le suffrage universelle n'avait plus depuis belle lurette de "*contenu démocratique*" au Portugal ou dans les autres pays de l'Union européenne, il n'en a jamais eu sous la Constitution bonapartisme et antidémocratique de la Ve République en France. Que signifie faire croire le contraire ?

On nous explique dans cet appel que si le projet de réforme constitutionnel était adopté "*la Constitution pourrait ainsi être opposée aux droits des organisations syndicales à représenter les intérêts de la classe ouvrière et à négocier sur la base de ses revendications.*

Ce serait donc une atteinte d'une gravité exceptionnelle contre la démocratie."

Cela aurait au moins le mérite de remettre les pendules à l'heure et obligerait les opportunistes qui tiennent un double langage :

1- à nier toute légitimité aux institutions de la Ve République, donc à boycotter les élections organisées dans le cadre de cette Constitution,

2- à rompre avec la conception de la lutte de classe qui consiste à négocier avec l'Etat ou le patronat au lieu de mobiliser les travailleurs sur leurs revendications, à organiser le combat classe contre classe au lieu de se compromettre dans des accords pourris passés sur le dos des travailleurs,

3- à lier leur combat à la nécessité d'abolir la Constition et les institutions politiques du capital ou à lier le combat pour les revendications sociales à la perspective de renverser l'ordre établi et à la nécessité d'instaurer un Etat ouvrier ou social, socialiste,

3- à rompre leurs relations avec l'Etat et le patronat, à rompre avec les appareils pourris des syndicats et des partis dits ouvriers tels le PS et ses satellites,

4- à engager le combat contre les appareils pour de véritables syndicats de lutte de classe.

En filigrane, la lecture de cet appel respire la subordination à l'ordre établi que ses auteurs affirment cependant combattre.

Comment une orientation politique pourrait-elle être à la fois conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs et satisfaire des "*démocrates*" ou des "*partisans de la République* qui n'ont nullement l'intention de remettre en cause la Ve République ou le régime capitaliste ? Mission impossible évidemment. Mais le POI a-t-il vraiment l'intention de les remettre en cause ? Tout tend à démontrer le contraire.

Le POI prétend combattre pour l'instauration d'une "*authentique démocratie*" et dans les faits, au lieu de combattre résolument contre la Constitution de la Ve République, pour son abolition, il en défend une mouture qui serait plus démocratique contre une autre qui le serait moins, son combat se situe dans les limites définies par la Ve République elle-même, au lieu de se situer dans une perspective révolutionnaire, on appelle aussi cela faire acte de soumission.

En refusant de s'engager dans cette voie qui aurait le mérite de sceller le sort de la Ve République ou de répondre à la question : mais que deviendrait-elle si une Assemblée constituante voyait le jour, la revendication d'une Assemblée constituante semble tomber du ciel ou sortir de nulle part, un ersatz au vernis plus démocratique sans qu'aucune question de fond n'ait été réglée, qui satisferait peut-être les couches de travailleurs qui constituent le fond de commerce des syndicats et des partis ouvrier dont le POI, mais certainement pas l'immense majorité des travailleurs dont le sort resterait inchangé, exactement comme sous un régime plus démocratique, la IVe République par exemple, ou les années "glorieuses" de la Ve République jusqu'au début des années 80.

Les jeunes travailleurs tunisiens qui ont débarqué récemment en France pensaient que le régime en France était plus démocratique qu'en Tunisie sous Ben Ali, qu'on les traiterait mieux et dignement. Ils viennent de réaliser que tel n'était pas le cas, et qu'en France aussi il va falloir faire une révolution sociale, une révolution qui cette fois ne devra pas se contenter de virer le chef de l'Etat ou de réformer les institutions en place, mais qui devra faire table rase du passé en liquidant les rapports sociaux de production qui sont à la base de tous les rapports dans la société, pour enfin pouvoir satisfaire nos besoins et nos aspirations légitimes.

La question de la réforme constitutionnelle pose directement la question de l'Etat et du pouvoir politique et comment la résoudre. En décidant de ne pas l'aborder sous cet angle, le POI n'y répond pas franchement pour se concilier des "élus", des "démocrates", des "républicains", comme dirait Schivardi, de tous bords ou de tous partis politiques, y compris de droite (avril 2008).

Cela étant dit, constatant (une nouvelle fois) que le POI est le seul parti à combattre ce projet de réforme constitutionnelle, nous estimons que tous les militants ouvriers convaincus de la nécessité d'engager le combat contre les institutions de la Ve République peuvent s'y associer sans avoir à en rougir ou renier leurs convictions. Il ne pourrait y avoir de "bons" prétextes pour demeurer dans l'inaction ; la critique est aisée, l'art difficile, alors employons-nous à devenir des artistes ! La confrontation des idées nourrit la réflexion et permet de l'approfondir, comme la contemplation de la nature toujours changeante nourrit

l'imagination chez l'artiste.

Politique

1- Syrie

L'appel à la grève générale en Syrie a été peu suivi, mais la mort de plusieurs civils a été déplorée dans l'ouest du pays, alors que le président Bachar al-Assad assurait que la crise était «*en passe d'être terminée*».

Au moins huit civils ont été tués mercredi à Tall Kalakh (ouest), ville assiégée depuis plusieurs jours, ont indiqué à l'AFP deux militants des droits de l'Homme. Ils ont fait état de bombardements sur la ville et de tirs à l'arme automatique, ajoutant que de nombreux blessés gisaient dans la rue sans pouvoir être évacués.

S'exprimant mardi devant des responsables locaux, le président Assad «*a donné des assurances que la crise avait été surmontée et que les événements étaient en passe d'être terminés*», selon des déclarations publiées par le journal Al-Watan. Mais il a aussi reconnu des méfaits de la part des services de sécurité, les attribuant au manque d'entraînement. Depuis le début des violences, les autorités attribuent les troubles à des «*salafistes*», des «*gangs criminels*» ou à «*des groupes terroristes armés*», dont certains liés à l'étranger. (20minutes.fr 18.05)

2- Afghanistan

Douze personnes ont été tuées et 80 autres blessées en Afghanistan mercredi lors de violentes manifestations de protestation contre la mort de quatre personnes dans une opération des forces internationales, rapportent les autorités afghanes.

Les manifestants, armés de haches et de piques, sont descendus dans les rues de Taloqan, ville habituellement calme du nord de l'Afghanistan, en scandant "*Mort à l'Amérique*". Ils ont tenté de prendre le contrôle d'une base militaire étrangère située à proximité.

Les forces de sécurité afghanes ont ouvert le feu pour disperser les manifestants, au nombre de 3.000 selon le chef de la police provinciale.

Selon la police locale et les habitants de Taloqan, les quatre personnes tuées dans une opération des forces étrangères sont des civils. L'Isaf (Force internationale d'assistance à la sécurité) parle pour sa part d'insurgés armés.

Le président afghan, Hamid Karzaï, a condamné la mort de ces quatre personnes, qui étaient selon lui des membres d'une même famille.

Le président, dont les manifestants de Taloqan ont conspué le nom, a exigé des explications du général David Petraeus, commandant des troupes américaines et de l'Otan en Afghanistan.

"*Malgré des avertissements répétés du président afghan pour éviter de malencontreuses opérations de l'Otan, il semble que ce genre d'incidents continue*", dit la présidence dans un communiqué.

La semaine dernière, trois jeunes civils afghans ont été tués par erreur par l'Isaf. (Reuters 18.05)

3- Yémen

Après cinq mois de crise politique au Yémen, l'opposition et le président Ali Abdallah Saleh ont accepté hier de signer le plan de transition élaboré par les pays du Golfe. Cette cinquième version du texte légèrement modifié après l'intervention de diplomates américains et européens prévoit le départ de Saleh de la présidence dans un délai d'un mois. Il lui accorde aussi l'immunité ainsi qu'à ses proches collaborateurs.

Reste à voir si Saleh, qui garde le soutien de certaines tribus, quittera définitivement la scène politique. « *Son immunité pourrait lui permettre de revenir, ce qui serait une menace pour le futur gouvernement* », relève Hasni Abibi. (20minutes.fr 18.05)

Social

1- France

1.1- L'Assurance-maladie ne supporte plus la « *dérive* » des dépassements d'honoraires de certains médecins. Hier, l'organisme a publié une étude aux résultats éloquents, qui montre que les honoraires des spécialistes de secteur 2 (ceux qui ont le droit de

fixer leurs tarifs) ont doublé en vingt ans par rapport aux tarifs « *standards* » remboursés par la Sécurité sociale.

En 2010, le montant total des dépassements d'honoraires s'est élevé à 2,5 milliards d'euros. « *Le système dérive depuis trente ans* », a déclaré Frédéric Van Roekeghem, le directeur de l'Assurance-maladie, qui souhaite « *réformer* » le secteur cet été, lors d'une négociation avec les médecins libéraux.

Plus de quatre spécialistes sur dix sont installés en secteur 2. Parmi eux, gynécologues, ophtalmos, chirurgiens et pédiatres sont ceux qui pratiquent le plus le dépassement d'honoraires, surtout en région parisienne, dans les Alpes-Maritimes, le Rhône et l'Alsace. Certaines cliniques privées vont même jusqu'à facturer « *dix fois le tarif standard* », explique le directeur de l'Assurance-maladie. (20minutes.fr 18.05)

1.2- «*On nous casse tout, on nous dit rien. Plus on avance, plus on en a moins*.» C'est sur l'air d'une chanson bien connue de Jacques Dutronc qu'ont défilé ce mercredi après-midi près de 500 enseignants du premier degré aux abords du ministère de l'Education nationale à Paris.

Ils étaient accompagnés de parents d'élèves et de quelques élus locaux venus dénoncer les 9.000 suppressions de postes prévues à la rentrée 2011 dans le premier degré et les 1.500 fermetures de classes. «*Si le gouvernement continue à appliquer le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, ce seront 5.000 classes qui fermeront en 2012*», prévient Sebastien Sihr, secrétaire général du Snuipp, principal syndicat du premier degré. Seule solution d'éviter cette perspective selon lui: multiplier les mobilisations partout en France. (20minutes.fr 18.05)

1.3- L'ensemble exceptionnel de papiers de travail de Robespierre et le fonds du Conventionnel Philippe Le Bas ont été préemptés mercredi pour un total de 979.500 euros par les Archives nationale de France lors d'une vente aux enchères de livres et de manuscrits chez Sotheby's à Paris, selon un communiqué de la maison de vente.

Ces brouillons rédigés entre janvier 1792 et juillet 1794 étaient composés de "*116 pages biffées, barrées, corrigées, de la petite écriture bien lisible du chef des Jacobins et conservées durant plus de deux siècles par les descendants de son ami Le Bas*", souligne Sotheby's. (AP 18.05)

2- Portugal

Le taux de chômage au Portugal est monté à 12,4% de la population active au premier trimestre, période pendant laquelle le pays est entré en récession technique.

Le taux de chômage au Portugal est à son plus haut niveau depuis au moins le début des années 1980. (Reuters 18.05)

Economie.

En 2025, six pays émergents réaliseront plus de la moitié de la croissance mondiale. Ainsi, l'euro et le yuan traiteront d'égal à égal dans un environnement monétaire «multipolaire», prévoit la Banque mondiale.

Le calcul est rapide. En 2025, six pays émergents réaliseront plus de la moitié de la croissance mondiale. La place du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de la Russie, de l'Indonésie et de la Corée du Sud dans le commerce mondial deviendra prépondérante. Ainsi, le système monétaire international ne sera plus dominé par le seul billet vert, estime la Banque mondiale dans un rapport publié mardi . L'euro et le yuan traiteront d'égal à égal dans un environnement monétaire «multipolaire», ajoute l'institution.

Entre 2011 et 2025, les économies émergentes vont croître de 4,7% en moyenne, contre 2,3% de croissance prévu dans les pays développés. Ces puissances en devenir tireront la croissance dans des pays plus pauvres, en dopant les échanges Sud-Sud, via des opérations commerciales mais aussi financières bilatérales.

Mais elles devront revoir la structure de leur développement économique, pour le rendre durable, en le faisant reposer davantage sur la demande intérieure et la hausse de la productivité. Actuellement, elles sont encore souvent dépendantes des investissements étrangers et des exportations.

La Banque mondiale estime que les institutions financières doivent s'adapter rapidement à cette nouvelle donne. (lefigaro.fr 18.05)

Le 20 mai

Hier nous avons abordé l'affaire Strauss-Kahn sous un angle plutôt subjectif. Aujourd'hui nous l'aborderons sur un plan objectif,

des faits et des témoignages des différents protagonistes. Nous n'apportons aucun crédit aux déclarations des médias ou de personnes qui ne sont pas directement impliqués dans cette affaire. Précision : parfois il est difficile de savoir qui est à l'origine d'une info.

Dans une lettre rendue publique par le conseil d'administration du FMI, Dominique Strauss-Kahn nie à nouveau les accusations.

"*Je pense tout d'abord à ma femme, que j'aime plus que tout, à mes enfants, ma famille, et mes amis. Je pense aussi à mes collègues du Fonds. Ensemble nous avons accompli de si grandes choses depuis plus de trois ans".*

"VA tous, je veux dire que je nie avec la plus grande fermeté toutes les accusations portées contre moi", écrit Dominique Strauss-Kahn. "*Je veux protéger cette institution que j'ai servie avec honneur et dévotion, et surtout surtout, je veux consacrer toutes mes forces, tout mon temps et toute mon énergie à prouver mon innocence*". (AP 19.05)

Quelques contradictions relevées dans les déclarations du directeur et des employés de l'hôtel et de la police new-yorkaise :

- Il y avait une caméra dans le couloir qui aurait filmé la femme de chambre sortant en trombe de la suite de DSK, puis plus de caméra !

- la femme de ménage aurait frappé avant d'entrer, puis on apprend que la porte était déjà ouverte parce qu'un employé se trouvait déjà dans sa suite donc elle n'aurait pas frappé. Précaution inutile dans une suite de 150 m², à moins de se trouver à ce moment-là à proximité de la porte d'entrée ;

- personne n'avait indiqué à l'employé qui se trouvait déjà dans la suite que son occupant avait quitté les lieux, lui-même ne l'avait pas vérifié à l'accueil, alors pourquoi a-t-il affirmé à la femme de chambre que la suite était vide, une simple erreur d'appréciation ?

- elle était seule et sans famille à New York, puis elle avait un frère, et voilà que ce ne serait pas son frère, mais qu'elle aurait une soeur aînée, dixit la police ! Celui qui se serait présenté comme son frère serait son petit ami. Bien entendu la police n'avait pas vérifié son identité.

- son mari serait mort, puis il serait toujours vivant ;

- Guinéenne, elle serait passée par le Ghana afin d'obtenir des papiers pour se rendre aux Etats-Unis. Inutile de vous faire un dessin sur la manière de s'y prendre pour obtenir un certificat de réfugié politique de la part des autorités d'un des pays les plus corrompus du monde, en l'achetant. Je ne remets pas en cause le procédé, chacun se démerde comme il peut pour arriver à ses fins ;

- elle ne savait pas qui était DSK, puis on apprend que sa photo avait été diffusée aux employés de l'hôtel par la direction avant les faits ;

- on attend les explication de la direction de l'hôtel qui a mis près d'une heure avant d'appeler la police (911) après le départ de DSK de l'hôtel. A qui a téléphoné la direction de l'hôtel avant de prendre la décision d'appeler la police : Sarkozy, la Maison Blanche ?

- cette jeune femme serait un colosse d'1,80 m et de 90 kilos.

Il y a un truc qui ne colle pas sans vouloir accabler cette femme, je me demande comment le sexe de DSK a pu atterrir dans sa bouche, c'est étrange. Vue sa corpulence, il suffisait qu'elle lui balance un grand coup de coude dans la figure pour qu'il aille voler et puis s'enfuir ou saisir un objet et lui fracasser la tête avec.

Il y en a qui parle d'un complot, je ne suis pas cette piste, je pencherais plutôt pour un concours de circonstances favorables qui a pu permettre de monter cette affaire en épingle pour évincer DSK de la présidentielle, et dont la direction de l'hôtel aurait joué un rôle majeur.

Imaginons, une heure c'est long, on a le temps d'en passer des coups de fil, de réfléchir aux conséquences possibles d'un tel scandale, aux avantages ou inconvénients que les uns et les autres pourraient en tirer, qui avait intérêt à ce que cette affaire prenne une telle tournure ? Certainement pas l'hôtel pour sa réputation, Obama pour reprendre la direction du FMI, Sarkozy donné battu contre DSK en 2012, j'écarte la femme de chambre dont les intérêts ne pèsent pas lourd pour le coup face à Obama ou Sarkozy.

On a encore en mémoire comment Sarkozy est parvenu à déloger Gbagbo au profit d'Ouattara. Surtout on se souvient que c'est seulement les tous derniers jours avant la chute de Gbagbo que les relations entre Sarkozy et Ouattara ont été révélées par les médias ou qu'elles ont refait surface, quand le sort de Gbagbo était scellé, à aucun moment il n'en avait été question pendant

les longs mois qui s'étaient écoulés depuis les élections présidentielles en Côte d'Ivoire, sans doute pour ne pas gêner les manoeuvres de l'Elysée et de monsieur Bolloré, l'ami du président.

De la même manière, c'est seulement maintenant qu'on apprend que DSK était un maniac du cul et que certaines femmes victimes de ses avances un peu trop pressantes se réveillent pour le charger. Apparemment au PS tout le monde était au courant de ces écarts qui pouvaient à tout moment remonter à la surface et leur péter à la figure, mais cela ne les a pas dissuadé de prendre leurs dirstances avec lui, mieux encore, ils le voyaient bien en candidat à la présidentielle. Attendons la suite.

Aucun effet personnel en vue ?

Un autre témoignage pourrait expliquer pourquoi la femme de chambre est entrée dans la suite de DSK sans vérifier que l'ex-patron du FMI en était bien sorti. En effet, un employé du Sofitel de New York était déjà samedi dans la chambre, occupée par Dominique Strauss-Kahn, lorsque la femme de chambre qui accuse le patron du FMI de l'avoir agressée sexuellement est entrée.

La victime présumée de DSK s'est présentée samedi devant la suite 2806 du Sofitel de Manhattan et a constaté que "*la porte était entrouverte*", a expliqué une source policière.

La jeune femme "*a poussé la porte, un employé était en train de débarrasser le petit-déjeuner dans la suite et il lui a dit qu'elle pouvait nettoyer la chambre*", a poursuivi la source proche du Sofitel.

L'accusatrice de l'ancien patron du FMI est ensuite "*revenue dans la chambre avec son chariot et l'autre employé est parti*", a ajouté cette source.(lexpress.fr 19.05)

Parole d'Internaute

- "A quoi joue la police de NY ?

1- La police de NY distille depuis quelques jours des informations [...] qui s'avèrent presque toutes fausses et malveillantes :

- Agression située aux alentours de 13h : rectification deux jours plus tard pour faire coïncider avec l'heure de départ de DSK (peu après 12h)

- Fuite précipitée de DSK : contredite par une cliente française du Sofitel et le déjeuner avec sa fille

- Femme de ménage sortant affolée de la suite de DSK : il n'y a aucune caméra de vidéo-surveillance dans les couloirs

- Traces de griffures sur le torse de DSK : information contredite par un grand journal de NY (Daily News je crois)

A-t-on interrogé l'employé du Sofitel qui était dans la suite ? DSK avait il déjà quitté les lieux pour qu'il invite cette femme à faire le ménage ? Sinon il y a incohérence, faute professionnelle ou... machination.

A-t-on réfléchi au fait qu'un homme de 62 ans qui n'est ni un colosse, ni un sportif ne peut pas physiquement contraindre une femme de 32 ans, grande (1m80), corpulente (témoignage d'un chauffeur de taxi) et probablement très forte physiquement (habituée aux travaux pénibles).

Je crois qu'on ne va pas tarder à découvrir que cette histoire a été inventée de toutes pièces par cette femme. Reste à savoir ses motivations : a-t-elle été payée (mafieux ou adversaires politiques) ou espérait elle se faire un maximum de fric sur le dos d'un VIP dont la photo était publiée à l'office depuis quelques jours ?"

2- "Je suis patronne d'hôtel restaurant, je confirme que le ménage est fait quotidiennement, en l'absence des clients. Quand la chambre est rendue le jour même le ménage est fait une fois que le client a restitué les clés, pas avant, sinon, on est bon pour recommencer ! DSK devait prendre un avion dans l'après-midi, il était donc prévu qu'il restitue la chambre avant que le ménage ne soit effectué, c'est une règle de base."

Souvenirs personnels. Vous pouvez passer cette séquence très personnelle.

Je me souviens quand j'étais délégué syndical chez U-Bix (Konica) qu'au moins 5 femmes m'avaient fait des avances et je n'ai pas rêvé à l'époque.

L'une d'entre elle qui était assise à un mètre de moi dans le même bureau quand je travaillais au service logistique, avant de passer

à l'atelier pour devenir technicien SAV, m'a carrément dit qu'elle était seule et qu'elle cherchait à se caser et que je lui plaisais bien. Une autre qui travaillait dans le bureau voisin m'a fait la même déclaration et ne me lâchait plus, elle a fini par se mettre avec un employé du service informatique.

Une autre, un matin dans le parking sousterrain très sombre, elle a garé sa voiture juste derrière la mienne et m'a fait des appels de phare et a attendu que je la rejoigne, elle attend toujours, en fait elle s'est mise à la colle avec le juriste de la boîte, c'était une suberbe femme mais un peu timbrée.

Une autre, la secrétaire du PDG japonais, la quarantaine passée avec une forte poitrine, je me suis retrouvé dans son bureau un soir, je me tenais debout, elle s'est approchée de moi tellement près que ses seins touchaient mon thorax, sa bouche était à portée de mes lèvres, j'ai reculé et je suis sorti quelques instants plus tard.

Une autre encore, la direction avait organisé une fête dans un hôtel à Rueil, une commerciale que je connaissais un peu a dansé avec moi, puis elle a retiré un de ses bas et l'a fourré dans la poche de ma veste en m'adressant un baiser sur une joue, je n'ai pas donné suite, elle était grande et superbe aussi.

Une petite dernière, un jour dans le local réservé aux élus du personnel, madame P. est entrée et à fermer la porte à clé derrière elle, la quarantaine mais déjà bien marquée et bourrée de problèmes, j'étais occupé de mon côté, un moment donné, elle me tournait le dos, elle était debout penchée en avant vers une table basse, elle tourne la tête en ma direction et me fixe du regard sans parler, je lui jette un coup d'oeil distrait et je continue de bosser et je m'aperçois qu'elle ne me quitte plus du regard, elle finit par mettre une main sur ses fesses et me dit : tu viens, allez viens on est tout seuls, j'ai décliné l'invitation, j'adorais ma compagne, mon ex-épouse, et j'étais comblé sur tous les plans, donc je ne voyais pas l'intérêt d'avoir une aventure avec cette femme ou une autre d'ailleurs, aucune n'aurait pu me procurer ce que ma chère compagne partageait avec moi, comme dirait A. Breton, c'était l'amour fou !

Quelques années plus tard, je venais de décrocher un poste de responsable technique chez un revendeur Canon, en fait j'occupais la fonction d'un directeur technique. Six mois plus tard, l'épouse du patron, Anna, une jolie blonde de 40 ans environ d'origine allemande, a commencé à m'entreprendre, j'avais appris qu'elle avait déjà couché avec plusieurs directeurs de la boîte. Elle m'a invité à plusieurs reprise au restaurant en tête-à-tête, nous partions dans sa voiture, un coupé Volvo, nous allions dans des restaurants très chics, c'est elle qui payait toujours l'addition, mais pas de bol je venais d'épouser Magueswary et j'étais comblé, donc je ne tenais pas à avoir une aventure avec elle ; épilogue, ayant la majorité des parts de la boîte, elle fera en sorte que je sois viré deux mois plus tard, je n'ai aucun regret, mais je me doute qu'à ma place plus d'un n'auraient pas eu les mêmes scrupules que moi. Je suis un mec bourré de principes, je n'ai pas changé, c'est pour cela quand on me sort en politique qu'un principe ferait office d'analyse politique, je ne marche pas, je fais notamment référence à la situation en Libye et la position que j'ai adoptée.

Toujours dans la même boîte, quand je cherchais une secrétaire, son mari reçut avec moi plusieurs candidates dans son bureau. Lui il faisait la même chose que son épouse dans son coin, ils étaient au moins d'accord là-dessus. Une candidate mignonne se présente, elle avait l'air frivole au premier abord et son allure était plutôt provocante, elle en rajoutait même dans ses expressions, au point que lorsque nous nous sommes retrouvés seuls dans le bureau le patron et moi, il m'a dit : tu ne veux pas la prendre celle-là, au moins tu pourras la baiser, c'est une salope, cela se voit au premier coup d'oeil, embauche-la et on la virera si elle ne fait pas l'affaire, etc. Je lui ai répondu qu'elle foutrait le feu dans le service et que cela foutrait le bordel, je tenais à mon job, donc j'ai refusé cette offre. En fait, je trouvais le procédé particulièrement dégueulasse, mais je n'ai pas osé lui dire pour ne pas le heurter de front et me faire virer, déjà que je n'appréciais pas vraiment ses familiarités envers moi, de quoi me faire détester un peu plus les patrons.

J'ai bossé dans plus de 45 boîtes, donc j'en ai vu et entendu des trucs pour en parler en connaissance de cause. Il y en a que je ne peux pas raconter ici. J'ai retenu qu'il suffisait d'avoir un statut particulier (délégué syndical et du personnel) ou d'occuper une fonction supérieure (cadre), pour qu'on vous trouve des qualités que vous n'avez pas forcément, pour qu'on vous flatte ou vous fasse des propositions plus ou moins avouables. Il est donc facile d'user de ces situations pour se livrer à la débauche, le pas que franchissent certains et d'autres non dont je fais partie.

A partir du moment où une relation est faussée dès le départ par un élément parasite, il est méprisable de l'accepter. Tout dépend maintenant de la conception que l'on a des rapports entre les hommes et les femmes, je conçois que cela se discute, ce qui n'était pas mon cas autrefois. J'étais figé dans des principes qu'on m'avait inculqués, mais même avec le recul je ne regrette rien, si j'avais agi autrement avec ces femmes, je me serais toujours reproché de ne pas avoir donné le meilleur de moi-même à celle avec qui je partageais mon existence, j'aurais eu la conviction d'avoir trahi sa confiance, une idée insupportable. Je pensais qu'elle était aussi forte que moi pour continuer à vivre ensemble jusqu'au bout cette expérience, qui a bien des égards laissait penser qu'on avait atteint un idéal, mais tel ne fut pas le cas malheureusement.

On ne peut pas avoir des principes et se conduire autrement dans la vie, tout comme en politique on ne peut pas prétendre adhérer à une théorie et en dévier ou s'en écarter dans la pratique. Il n'est pas toujours facile de ne pas être trop ferme ou trop souple sur certains principes, trouver la bonne mesure s'apprend avec l'expérience. Abuser de la faiblesse de quelqu'un est condamnable dans tous les cas de figure.

Le mensonge, l'hypocrisie, la dissimulation de faits (ou de preuves) pour tromper les autres, sont autant d'attitudes à rejeter catégoriquement et définitivement, sauf envers un patron qui veut vous virer bien sûr, l'exception qui confirme la règle. On ne peut pas prétendre lutter pour un monde meilleur et se comporter n'importe comment dans la vie, c'est incompatible avec la vie d'un militant, comme se bourrer la gueule ou se défoncer à longueur de temps, battre ses gosses, sa femme ou son chien, vivre dans la crasse ou se complaire à rien foutre au lieu de bosser. Pour autant, on n'a pas le droit de juger nos semblables qui tombent dans ces travers, s'ils agissent de la sorte, c'est qu'ils n'ont jamais trouvé les moyens d'agir autrement, on ne leur en a pas donné la possibilité dans cette société pourrie.

Dire les choses telles qu'elles sont aussi dures soient-elles à entendre, permet d'éviter la rancoeur et le mépris, d'être aigri ou injuste envers les autres, c'est parfois difficilement soutenable, certains prétendent que ce ne seraient pas souhaitables dans certains contextes, sans doute, mais cela devient vite un prétexte pour ne jamais les dire et les regarder en face. Tout dépend de la façon dont on veut conduire sa vie, progresser et aller de l'avant en étant le plus léger possible, de manière à se rapprocher le plus près possible de son idéal, ou trainer un boulet qui devient de plus en plus pesant au fil du temps et qui finit par vous tirer en arrière, vous paralyser.

Chacun se trouve constamment placé face à sa conscience. Le respect des autres passe par le respect de soi-même, se leurrer sur soi-même et l'on perd vite pied avec la réalité, c'est peut-être ce qui est arrivé à DSK, dont répétons-le, le sort nous indiffère totalement.

Si ma fille qui se connecte parfois sur le site lit ces lignes, elle s'apercevra que depuis plus de 20 ans ma version des faits n'a pas varié d'une virgule.

Parole d'Internaute

(après le discours hier d'Obama évoquant un Etat palestinien "démilitarisée")

- "Pourquoi pas Israël démilitarisée? après tout ils ont volé les terres, expulsé et massacré les palestiniens, construit un mur déclarée illégale par la cour internationale de justice, attaqué en eaux internationales des citoyens européens, bombardé Gaza avec des armes interdites par l'ONU (bombes à fragmentation, phosphore blanc), assassinats ciblés avec passeports européens, violé depuis 48 les résolutions de l'ONU qui n'ont pas été bloqués par les USA, détiennent la bombe nucléaire sans être signataire du TNP (traité de non prolifération), attaqué le Liban, Syrie, Egypte, Jordanie, Irak.....et pourtant les médias et les lobbys sioniste (CRIF, AIPAC, American jewich comite...) arrivent à faire croire que Israël est victime de ces méchants palestiniens." (libération.fr 20.05)

Cette personne a raison, cet Etat est une monstruosité, il n'aurait jamais dû voir le jour, le pire ce sont encore ceux qui le soutiennent sans que cela ne choque grand monde apparemment.

En très bref.

Yémen

L'accord entre le président yéménite, Ali Abdallah Saleh, et l'opposition sur une transition du pouvoir sera signé dimanche à Sanaa, a annoncé jeudi 19 mai un responsable du parti présidentiel, Soltane Al-Barakani. Voilà ce qu'on peut lire dans une dépêche AFP reprise par *Le Monde*, alors qu'hier soir, donc quelques heures plus tôt, aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a démenti cette information expliquant que Saleh avait réaffirmé qu'il ne quitterait jamais le pouvoir autrement que par les urnes. Question : qui croire ?

Espagne

En Espagne les jeunes se saisissent d'Internet pour se mobiliser contre le gouvernement et plus généralement contre l'Etat et les institutions en appelant au boycott des élections qui doivent avoir lieu dimanche prochain, rejetant la politique d'austérité que le Parti populaire ou le PSOE veut leur imposer ou plutôt continuer de leur imposer. La déroute du PSOE étant annoncée, est-ce que les organisateurs de ces manifestations sont manipulés pour l'accentuer encore plus ? Je n'en sais rien. Ils ont appelé les électeurs à voter pour les "*petits partis*" dénonçant la corruption du Parti populaire et du PSOE.

Il ne peut y avoir d'issue politique dans le cadre des institutions en place, il faut les reverser, faire une révolution sociale et politique, s'attaquer aux fondements du capitalisme et aux institutions (Cortes et vestiges du franquisme), décider qu'elles sont illégitimes, pour ensuite les déclarer illégales et les dissoudre, c'est la voie de la révolution qui conduit à la prise du pouvoir qu'on a peine à imaginer aujourd'hui, qui se matérialisera par la mobilisation et l'organisation des masses pour constituer leurs propres institutions, leur propre Etat, celui de l'ensemble des travailleurs et leurs familles.

Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi un parti qui met en avant la nécessité de liquider les institutions en place et propose la convocation d'une Assemblée constituante souveraine, n'explique pas que sans un puissant parti révolutionnaire la révolution n'a aucune chance d'être menée à son terme, pourquoi le parti qui occupe une place déterminante dans un processus révolutionnaire et l'issue d'une révolution est relégué au second plan.

Immigration

Plus de 300 000 Libyens ont franchi la frontière tunisienne au cours des deux derniers mois sans que cela pose des problèmes insurmontables. Quelques centaines de Tunisiens parviennent jusqu'à la capitale de la France et le ministre de l'Intérieur est sur le pied de guerre pour les chasser !

Le 21 mai

Vous saviez qu'il existait une organisation qui militait depuis des années pour une Assemblée constituante ? Voir les deux articles du jours dans la *Tribune libre*. On en causera plus tard.

Etats-Unis : Etat antidémocratique, mafieux, voyou, terroriste ou quand le pire cauchemar devient réalité.

Après l'homme invisible "balancé" à la mer, Ben Laden, place à la femme invisible.

Certains commentateurs expliquent que la justice serait plus équitable ou juste aux Etats-Unis qu'en France, la preuve en est qu'un personnage très puissant serait traité de la même manière qu'un pauvre type et pourrait se retrouver en prison.

Baliverses, aux Etats-Unis c'est à l'accusé de prouver son innocence et pour avoir une chance d'y parvenir il faut mener une enquête pendant des semaines, voire de longs mois ou des années, déployer des moyens considérables, payer des détectives et des avocats, mieux encore, il faut pouvoir verser une importante caution pour espérer rester en liberté le temps de cette enquête et pouvoir organiser sereinement sa défense.

C'est possible quand on dispose de dizaines ou plutôt de centaines de millions de dollars en banque comme c'est le cas pour DSK, cela le serait moins pour le pauvre type comme nous qui moisirait en prison en attendant de passer en jugement et qui risquerait de passer le restant de ses jours en prison pour un crime qu'il n'aurait pas forcément commis.

Plus fort et injuste encore. Le riche peut plaider coupable et indemniser sa victime (réelle ou non) et retrouver la liberté, tandis que la plèbe qui n'en a pas les moyens en sera privé et croupira en tôle. Autrement dit, un riche coupable d'un crime peut espérer s'en sortir grâce à l'argent dont il dispose, tandis qu'un pauvre pas forcément coupable demeurera en prison pour avoir commis la faute impardonnable de ne pas être riche.

A part cela, il serait exagéré d'affirmer que la justice américaine favoriserait les nantis au détriment de la plèbe.

Pourquoi ne parle-t-on pas du combat contre la corruption aux Etats-Unis ? Parce qu'elle est intégrée dans la Constitution américaine sous couvert du pouvoir que procure l'argent.

Au fait, c'est le procureur de New York qui instruit le dossier à charge et c'est lui qui le premier a porté plainte contre DSK. Aux Etats-Unis les procureurs ne sont pas nommés par le président comme en France, mais élus au suffrage universelle. Or celui qui instruit cette affaire doit repasser devant les électeurs l'année prochaine et serait pratiquement sûr d'être réélu au cas où DSK serait déclaré coupable.

Tenez, le peuple révolutionnaire tunisien peut attaquer le gouvernement provisoire pour ne pas avoir rompu ses relations avec cet Etat voyou qui va jusqu'à employer une armée de mercenaires ayant pignon sur rue aux Etats-Unis destinés à mener des actions illégales et criminelles sur tous les contients, fromenter des contre-révolutions, assassinés des opposants politiques, poser des bombes et tuer des civils innocents, etc.

Ce ne sera certainement pas le cas du Conseil national de transition libyen corrompu qui protège et va remettre en liberté les barbouzes ou hommes de main de Sarkozy, selon un article du monde.fr d'hier :

- Les quatre Français détenus par les rebelles depuis le 11 mai à Benghazi, dans l'est de la Libye, après une arrestation qui s'est soldée par la mort du patron français d'une société de sécurité privée, vont être "très bientôt" expulsés du pays, selon la rébellion. "*L'enquête suit son cours et ils n'ont pas encore été expulsés. Mais ils vont l'être très bientôt*", a déclaré vendredi 20 mai Jalal Al-Gallal, un porte-parole du Conseil national de transition (CNT), l'instance dirigeante de la rébellion libyenne.

Le représentant français à Benghazi, Antoine Sivan, devait rencontrer ce vendredi les quatre détenus, qui seront aidés dans leurs démarches par un agent consulaire français.

La rébellion a accusé les cinq hommes, membres et patron de la société Secopex, dont le siège se trouve à Carcassonne, d'avoir menacé la sécurité de la Libye. Selon plusieurs sources européennes et libyennes, ils étaient soupçonnés d'"*espionnage au profit de [Mouammar] Kadhafi*". (lemonde.fr 20.05)

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire les aurait jugés et exécutés, ce que n'est pas et ne fera pas le CNT à la solde de l'impérialisme français.

Parole d'Internaute

- "La valeur d'une monnaie d'un pays sur le marché des changes est inhérente au solde de sa balance commerciale. Lorsqu'un pays a une balance excédentaire sa monnaie s'apprécie et inversement. La France à l'heure actuelle a une balance commerciale déficitaire mais sa monnaie s'apprécie, cela n'est possible que par un chômage élevé et de l'emprunt public et privé. Indubitable, une dépréciation de la monnaie de la France favoriserait ses exportations et pénaliserait ses importations en réduisant son chômage.

Tous les économistes ou banquiers vous confirmeront que la lutte contre l'inflation seul mandat de la BCE, se fait avec du chômage et que cela ne sert que ceux qui ont du cash en grande quantité, donc les banques. Le projet européen se résume donc à ces quelques vérités simples et intangibles." (lepoint.fr 20.05)

Politique

1- Espagne

La rigueur économique, le chômage de masse et l'imminence des élections locales a provoqué, depuis dimanche dernier, l'émergence d'un large mouvement populaire parmi la jeunesse espagnole cette semaine. «Los indignados», autrement dit les Indignés, comme ils se surnomment, occupent depuis dimanche dernier la place madrilène Puerta del Sol. Le mouvement s'est répandu à travers l'Espagne sous le mot d'ordre «Toma la plaza» (Prend la place). Il est présent dans 57 villes, a compté le quotidien espagnol el Pais.

Cette mobilisation spontanée, aussi appelée Mouvement du 15 mai, s'est organisée, comme les révoltes arabes, via les réseaux sociaux en ligne Twitter et Facebook et sur le principe du «droit à s'indigner». Mercredi soir, El Pais avait dénombré 10.000 participants à Madrid. Les mots d'ordre: la mainmise des grands partis sur la vie politique espagnole, l'injustice sociale et la «corruption des politiciens». En toile de fond, un taux de chômage de 21,19%, le plus élevé de la zone euro, qui touche presque la moitié des moins de 25 ans.

«*Nous ne voulons pas renverser les politiciens, juste les ramener au niveau des préoccupations de la rue*», a expliqué à El Pais Gandara, un des porte-parole du mouvement. «*Nous ne sommes ni des anarchistes, ni des opposants au système. Nous sommes justes des gens normaux.*» Ils réclament une forme de démocratie participative. À minuit vendredi soir, les manifestants sont appelés à s'immobiliser dans «*un cri muet*», la bouche scotchée. (lefigaro.fr 20.05)

2- Syrie

Plusieurs civils, dont un enfant, ont été tués, vendredi 20 mai, par les forces de l'ordre syriennes, qui ont ouvert le feu pour disperser les manifestations pour la démocratie à Homs et dans la région de Deraa, ont rapporté des témoins à l'AFP. Des militants des droits de l'homme font état d'une trentaine de morts. "*Quatre personnes, dont un enfant, ont été tuées lorsque les forces de sécurité ont tiré pour disperser plusieurs manifestations dans la ville de Homs*", a indiqué l'un des témoins. Une cinquième personne est morte dans la ville de Sanamein, dans la province de Deraa, a indiqué un groupe syrien de défense des droits de l'homme. (lemonde.fr 20.05)

3- Yémen

Le président yéménite s'est prononcé pour la tenue d'une élection présidentielle anticipée devant une foule de partisans vendredi à Sanaa, alors que des milliers d'opposants rassemblés sur une place voisine ont scandé des slogans hostiles au chef d'Etat, au pouvoir depuis 32 ans.

"*Nous appelons à des élections présidentielles anticipées pour arrêter l'effusion de sang et préserver les traditions*" de manière "*démocratique*", a déclaré Ali Abdallah Saleh devant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Mais il a également accusé le mouvement de contestation, qui réclame son départ, de "*trahison*", et a promis de rester "*ferme*".

On ignorait dans l'immédiat si le président Saleh avait discuté de la tenue d'une présidentielle anticipée avec l'opposition. Il n'a donné aucune date pour le scrutin ni mentionné la médiation des pays du Golfe, qui ont proposé qu'il quitte le pouvoir en échange d'une immunité judiciaire. (AP 20.05)

4- ONU.

Le Koweït figure parmi les 15 pays élus vendredi 20 mai au Conseil des droits de l'homme des Nations unies après la décision de la Syrie, dont le gouvernement est confronté à une vague de contestation sans précédent, de reporter à 2013 sa candidature.

Les 192 pays représentés à l'Assemblée générale de l'ONU étaient appelés à renouveler comme tous les ans un tiers des 47 sièges du Conseil, principale instance de l'ONU chargée d'examiner périodiquement la situation des droits de l'homme dans les pays membres. (lemonde.fr 20.05)

Social

France.

1- L'UMP soigne son électorat.

Enfin ! Les députés ont terminé l'examen de la loi Fourcade. Il s'agissait de rectifier le tir de la «*loi Bachelot*», votée il y a moins de deux ans par la même majorité, et qui avait agacé les médecins libéraux. Dès avril, l'Assemblée a retiré les dispositions les plus contestées : obligation pour les généralistes de déclarer leurs vacances et amende pour ceux qui refusent d'aller régulièrement en renfort de leurs confrères de banlieue ou de campagne, débordés.

Exit, donc, les mesures contre les déserts médicaux, le nouveau ministre de la Santé, Xavier Bertrand, estimant que la contrainte aurait pour seul effet de diminuer encore les vocations de généralistes. (lefigaro.fr 20.05)

Commentaire d'un internaute : "L'exemple type de laxisme et de lacheté des politiciens face à une corporation qui ne voit que par le dieu argent !!!! Hypocrate doit s'être suicidé dans sa tombe tellement la honte doit l'éclabousser. Aussi une des raisons qui poussent les gens dans la rue."

Je suis toujours à la recherche d'un bon avocat qui au regard du dossier médical de Magueswary accepterait de poursuivre gratuitement (au départ) en justice le chirurgien qui l'a opérée du coeur, ainsi que le médecin qui la bourre de médicaments (9 le soir et 5 le matin !). La faute médicale est avérée, une hémorragie au niveau du coeur juste après son opération qui a nécessité de la réouvrir à nouveau, une couture qui avait lâché, de ce côté-là la culpabilité du chirurgien ne fait absolument aucun doute, une transfusion sanguine qui se solde maintenant par de l'asthme, du cholestérone dans des proportions affolantes, elle a tellement grossi qu'elle se déplace avec peine, un problème aux reins et j'en passe, autant de problèmes qu'elle n'avait jamais eu avant son opération.

Suite à son opération du coeur il lui était absolument interdit de porter ou de se fatiguer jusqu'à la fin de sa vie, or une assistante sociale lui a intimé l'ordre de déménager dans un délai très bref pour atterrir dans un appartement situé dans le quartier le plus pollué de la ville au point qu'elle n'ouvre jamais la fenêtre, Magueswary qui ne voulait pas avoir d'ennui s'est exécutée en déménageant à pied une bonne partie de ses affaires, résultat depuis ce jour-là sa situation n'a cessé d'empirer. Elle ne m'avait pas raconté cet épisode, je viens de l'apprendre. Je l'ai engueulée en lui disant qu'elle n'avait pas à obéir à une assistante sociale débile qui mettait sa vie en danger, merde alors, elle m'a dit qu'en plus elle l'avait traitée comme un chien.

Magueswary n'a pas encore compris qu'elle était littéralement en état de survie, que sa santé était extrêmement précaire, elle n'a pas mesuré la gravité de sa situation. Je lui ai dit que la prochaine fois que quelqu'un voulait lui imposer quelque chose qu'elle ne peut pas faire, elle devrait refuser et porter plainte sur le champ si la personne persistait, contre un fonctionnaire ou n'importe qui s'il le faut, on s'en fout, c'est une question de vie ou de mort. Elle est méconnaissable et je suis extrêmement inquiet, je ne lui ai pas dit évidemment, même ses frères qui sont venus la voir avant-hier n'en reviennent pas de la trouver aussi changée et faible, ils ont même refusé à leurs enfants actuellement en vacances scolaires de rester chez nous pour ne pas la fatiguer. Pendant les 4 mois qu'elle va passer en Inde, je vais continuer à tout me taper à la maison comme si elle n'était pas là, repos total obligatoire, je suis obligé de la traiter comme une gosse, sinon je ne lui donne pas longtemps à vivre, elle respire difficilement, ne peut plus marcher, c'est dingue quoi.

Qu'on ne vienne pas nous parler des médecins (en France), à part détecter une affection courante, et encore, 90% sont des charlatans, des escrocs. Son médecin lui a prescrit du Doliprane à prendre 3 fois par jour, hier elle est allée faire une prise de sang pour contrôler sa pression sanguine auprès du cardiologue indien qui l'avait opérée la première fois en 1986, il lui a dit qu'il fallait supprimer le Doliprane, car à raison de 3 fois par jour son estomac ne résisterait pas longtemps ! Ce n'est qu'un début, sur Internet je vais chercher à quoi correspondent tous les médicaments que son médecin traitant lui a prescrits, si par hasard il y en avait un qui figurerait sur une liste de médicaments interdits dans d'autres pays, on le supprimerait immédiatement, une fois

rentrée en France il faudrait qu'elle trouve un autre médecin, mais où, lequel, pour tomber sur un autre médecin véreux ?

Une prof indienne du lycée français que j'avais remplacée avait consulté un excellent homéopathe indien qui lui avait donné un traitement qui s'était avéré efficace pour dissoudre d'énormes calculs rénaux, je ne savais pas que l'homéopathie pouvait résoudre ce problème et je m'était montré sceptique quand elle m'en avait parlé, mais face au résultat concluant j'ai dû admettre que c'était possible. Je vais aller le consulter avec Magueswary, sinon nous irons consulter la clinique privée la plus réputée du sud de l'Inde à quelques kilomètres de chez nous. Plusieurs fois je lui ai dit d'aller à l'hôpital (public) à Aubagne ou Marseille, elle m'a répondu que c'était impossible, il y avait des mois d'attente ! Merci Sarkozy, Evin, Le Guen et Cie., quand on vous jugera pour crimes ne vous attendez pas à la moindre clémence de notre part : fusillés !

2- Déremboursé mais pas interdit, car trop d'argent en jeu. Criminel !

Commercialisé dans l'Hexagone depuis octobre 2010, et remboursé à 65 %, le traitement de l'arythmie cardiaque Multaq pourrait ne plus être remboursé en France. Le ministère de la Santé en décidera dans les prochaines semaines.

À la suite d'insuffisances hépatiques graves diagnostiquées chez des utilisatrices du Multaq en Allemagne et aux États-Unis, la Commission de la transparence a lancé un processus de réévaluation du service médical rendu (SMR) par ce traitement et elle a émis fin avril un projet d'avis négatif, selon *La Tribune*. Si l'avis final de cette instance est défavorable, le médicament sera logiquement déremboursé.

«*Il est destiné à des pathologies peu courantes, son développement et son lancement ont été compliqués et il a peu de chances, de toutes façons, de devenir un block-buster, c'est-à-dire un médicament dégageant plus d'un milliard de dollars de chiffre d'affaires*», estime l'un d'entre eux. Au premier trimestre 2011, le Multaq a dégagé 63 millions d'euros de chiffre d'affaires dans 29 pays, dont les États-Unis et les principaux États européens, précise Sanofi. (lefigaro.fr 20.05)

Economie

Grèce

L'agence de notation Fitch a abaissé de trois crans sa note sur la Grèce, désormais en territoire "*hautement spéculatif*", à "B+", la ramenant ainsi à un niveau similaire à celui retenu par S&P et Moody's pour leurs notes grecques.

L'aggravation des difficultés du pays est à nouveau au coeur des préoccupations des dirigeants européens. Selon bon nombre d'analystes, la Grèce ne pourra pas échapper à une forme de restructuration de sa dette.

Cité par la presse autrichienne, Christine Lagarde a déclaré qu'il n'y aurait pas de rééchelonnement de la dette grecque, tout en disant que le pays risquait la faillite si son programme de privatisations n'avançait pas. (Reuters 20.05)

La Grèce est déjà en état de faillite, alors si seule le programme de privatisations peut l'en sauver, ce n'est que provisoire, une fois qu'ils auront privatisé tout ce qui peut l'être, qu'adviendra-t-il ?

Le 22 mai

Je vous ai raconté hier que ma compagne Magueswary était mal en point, qu'elle avait grossi énormément ce qui inquiétait vivement son cardiologue. Hier j'ai pris la liste des dix médicaments qu'elle prend quotidiennement. J'ai laissé de côté le préviscan qu'elle prend pour réguler sa pression sanguine. (Sa mère vient d'arriver et fond en larmes en la voyant, c'est pour dire). Sur Internet j'ai recherché des indications sur les 8 autres médicaments, et comme je le supposais, je suis tombé sur une aberration totale.

Son médecin traitant lui a prescrit du Mansérine Téva, de Séroplex et du Lysanxia, plus du Doliprane qu'on a déja supprimé hier. Voilà trois anxiolytiques ou antidépresseurs, outre le fait qu'ils font double usage et que les doses s'additionnent, dans les trois cas il est spécifié qu'ils peuvent entraîner une prise de poids, des problèmes urinaires ou respiratoires, or aujourd'hui ce sont exactement les problèmes qu'elle rencontre et qu'elle n'avait pas avant son opération du coeur.

J'ai décidé qu'elle réduirait de moitié la posologie quotidienne de ces trois médicaments pendant un mois ou deux, pour ensuite les supprimer totalement. Il faut y aller progressivement pour ne pas provoquer un choc, en cas de problème on peut toujours revenir en arrière.

Elle prend aussi du fer comme si elle serait anémiée en permanence, on va faire une prise de sang pour vérifier le taux de fer dans

le sang, si c'est satisfaisant on arrêtera aussi cet espèce de complément alimentaire prescrit par son médecin.

Elle prend aussi deux médicaments pour les aigreurs d'estomac et les reins, or ces problèmes pourraient être causés par le Doliprane et ces saloperies d'antidépresseurs. Mieux encore, celui pour l'estomac (Inexium) peut provoquer des problèmes rénaux, donc elle prend un médicament pour soigner un organe mais qui en attaque un autre, ce qui nécessite la prise d'un autre médicament et ainsi de suite, c'est dingue ! Stop ! On va attendre un peu avant de prendre la décision de les arrêter. Si tout va bien, elle va passer progressivement de 9 médicaments à 2 ou 3. En principe, 4 ans après la pose de ces deux valves cardiaques, elle ne devrait plus prendre que les médicaments permettant un bon fonctionnement du coeur et la régulation de la pression sanguine. Je viens de lire le bilan sanguin et cardiaque qu'elle a fait avant-hier, tout est impeccable. Ce sont ces médicaments qui la détruisent ou plutôt ce charlatan de médecin, criminel !

Je lui ai demandé si elle avait montré la liste de ces médicaments à son cardiologue, elle m'a répondu affirmativement, sans qu'il n'émette la moindre remarque, ce qui est scandaleux, esprit corporatiste oblige, un médecin ne doit pas critiquer un autre médecin, où va-t-on avec ce principe débile ? J'ai failli m'étendre sur ce sujet en m'attaquant à d'autres catégories sociales, puis j'ai tout effacé car j'allais oublier que les militants ne sont pas des patients potentiels, leurs enfants des élèves potentiels, etc. Les travailleurs et leurs enfants non plus, ils ne tombent jamais malade et ne vont pas à l'école... Il ne faut pas culpabiliser les médecins, les enseignants, etc, d'ailleurs moi-même, quand j'écris de grosses conneries, je ne culpabilise pas, je ne suis pas plus responsable que n'importe qui après tout, et oui il faut me l'accorder et pousser votre logique jusqu'au bout, alors je fais comme tout le monde, je m'en tape éperdument, je dirai que c'est la faute du système, de la société, etc.

La prise de conscience collective d'intérêts collectifs ne peut passer que par la prise en compte de ce que vivent individuellement les travailleurs au quotidien, la façon dont ils le vivent, pour ensuite les amener sur un terrain de classe, au lieu de le nier, c'est ce que je voulais dire. Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil en dehors des affreux patrons et les membres du gouvernement, je ne suis pas sûr que ce genre de discours soit très productif.

Un autre sujet.

Les féministes nous emmerdent ! Ce qu'elles réclament ce ne sont pas des droits égaux pour les hommes et les femmes, mais des droits supérieurs pour les femmes, tout comme les capitalistes sur les travailleurs.

Il suffit de constater qu'en cas de divorce, dans 90% des cas, le juge confiera la garde des enfants à la mère, ou encore se sera à l'homme de verser une pension alimentaire à la femme, qui pour avoir refusé de satisfaire les besoins sexuels de son compagnon pourra facilement prouver qu'il a été voir ailleurs pour les satisfaire, par exemple. Je suis passé par là, cela c'est très bien passé et lorsque le juge a proposé d'emblée la garde de notre fille à mon ex-épouse, je n'ai même pas essayé de m'y opposer, j'ai compris que la chose était entendue d'avance, de toutes manières on s'était déjà mis d'accord sur ce point entre nous et nous avions pris le même avocat, un divorce à l'amiable, le moins cher, le plus intelligent et le moins douloureux pour l'enfant.

Ces gens-là sont plus prompts à se mobiliser pour opposer une catégorie de travailleurs à une autre, mais quand il s'agit de se mobiliser contre le régime, là ils répondent aux abonnés absents, simple constatation encore.

Leur société fonctionne selon le principe des vases communicants : elle prend aux uns pour donner aux autres, elle s'en prend aux uns pour ne pas s'en prendre aux autres, elle entretient ainsi un fragile équilibre qui lui permet d'assurer sa survie pendant que les différentes couches d'exploités passent leur temps à s'étriper entre elles, ce qui fait le bonheur des tenants du régime en place.

Les féministes reproduisent les rapports entre les classes. Les femmes sont faibles, dominées, sans défense, il faut donc des lois répressives pour leur assurer un statut égal aux hommes qui sont forts, dominateurs et armés jusqu'aux dents. Quelle connerie ! Le législateur qui est au service d'une société qui a engendré ce genre de rapports ne demande pas mieux.

Plus il y aura de lois pour fixer les règles de conduites des deux sexes et asservir les uns ou les unes et les autres, plus ils seront encadrés et dépossédés de la faculté d'agir librement, moins ils seront tentés de réfléchir à la nature sociale des rapports entre hommes et femmes qui prévalent dans la société, plus ils demeureront soumis à l'ordre établi, cela procède d'un tout qui consiste à retarder le moment où ils prendront enfin conscience de leurs propres conditions d'existence et combattront ensemble pour les changer.

Il y a toujours quelque chose de pernicieux ou contradictoire à réclamer quelque chose au législateur, à recevoir quelque chose de l'Etat, à voir satisfaite une revendication par le gouvernement, défendu ou reconnu un droit par leur justice, par notre ennemi de classe. Tout dépend du contexte et dans quelle perspective ces situations surviennent. Ce qu'on admet généralement avec beaucoup de légèreté ou une certaine inconscience, préférant en tirer un profit immédiat, plutôt que se demander si à terme un avantage consenti ou arraché ne pourrait pas se transformer en son contraire et s'avérer pire encore. La situation des femmes seules qui élèvent leurs enfants est l'une des plus insupportables dans la société, et elles sont nombreuses dans ce cas-là.

Les plus malhonnêtes ou inconscients vont jusqu'à affirmer qu'en obtenant des droits nouveaux on disposerait de nouvelles armes pour combattre notre ennemi. Pas forcément, on n'en disposerait pas en réserve pour continuer notre combat qu'on

les inventerait, les plus efficaces consistant dans les lieutenants bourgeois du mouvement ouvrier qui servent soigneusement leurs intérêts et justement ne situent pas ces avancés juridiques ou sociales dans la perspective d'abolir le régime en place.

En travaillant la femme est l'égal de l'homme et peut revendiquer son indépendance, dans un couple, elle peut retrouver sa liberté ou le plaquer à tout moment, certes, pour ensuite se retrouver davantage sous la coupe de cette société qui est impitoyable aussi bien avec les hommes que les femmes qui travaillent. Elle ne conquière pas sa liberté, elle se forge de nouvelles chaînes en régime capitaliste.

Ce qui est marrant, c'est que ceux qui nous expliquent qu'il ne faut pas céder devant la fatalité, fatalité qui est un concept fabriqué par la classe dominante pour en tirer profit, donc il faut combattre cette fatalité sur le plan politique, ils nous expliquent qu'un droit acquis en régime capitaliste peut se transformer en son contraire et qu'on n'y peut rien, que ce serait une fatalité en quelque sorte, un processus inévitable, sans aller jusqu'à dire qu'il faut s'y résigner mais que les choses sont ainsi. Alors qu'en réalité, elles ne sont que le produit de l'abandon du combat pour changer la société ou pour le socialisme, le refus de situer chaque combat dans cette perspective, du coup on se retrouve enfermer dans cette société ou effectivement les rapports tendent en permanence à dresser les différentes couches d'exploités les unes contre les autres.

On constate, on commente la réalité de ces rapports comme des individus impuissants à agir dessus, mais on n'essayera pas de comprendre pourquoi ils ont pris cette tournure, comment on en est arrivé là. Le combat pour des droits spécifiques aux femmes devrait se situer dans la perspective de l'émancipation de la classe du capitalisme et non simplement pour améliorer leur sort, ce qui est un leurre au regard de ce qu'elles subissent quotidiennement de la part du régime, la même chose que les hommes livrés au système d'exploitation et d'oppression capitaliste.

Les actes les plus simples de la vie quotidienne s'inscrivent dans un processus dialectique dont le contenu deviendra compréhensible ou passera à l'état conscient qu'à partir du moment où on les conçoit comme des éléments ou des étapes qui forment un tout ou un ensemble, pris séparément ou isolément ou encore comme des abstractions, ils n'ont qu'une valeur limitée et demeurent incompréhensibles tant qu'on ne les considèrent pas dans leurs rapports qui interagissent les uns sur les autres ou les influences réciproquement. C'est le mouvement qui permet de définir dans quelle direction est orientée une action, qui permet d'en fournir la signification précise au-delà de ses qualités propres, qui ne doivent pas être négligées pour autant.

Combattre pour une augmentation de salaire en soi ne présente aucun intérêt, sauf celui d'être plus sûrement enchaîné au capitalisme. C'est l'ensemble de la conception de la lutte de classe qui est à revoir pour renouer avec la tradition révolutionnaire de la fin du XIXe siècle et le début du XXe. La crise et la décomposition du capitalisme devrait nous y aider. (A suivre)

Inutile de répondre aux propos infâmes des défenseurs de DSK, les Jean-François Kahn, Bernard-Henri Lévy ou Jack Lang : tirons la chasse !

A bas les partis des riches : l'UMP, le Modem, le FN, le PS !

Et dire qu'il s'en trouve encore pour faire signer des pétitions ou organiser des délégations en direction des élus pourris du PS, qui hier encore appelaient à voter PS, honte à eux ! Et après on s'étonnera que les travailleurs se détournent des partis politiques et finissent par penser comme en Espagne : tous pourris ! Ils font tout pour méthodiquement, consciencieusement pour en arriver-là.

Même plus besoin de faire semblant ou de le camoufler : L'Union européenne : une appendice de l'impérialisme américain.

- Le Prochain Président de la BCE (Banque Centrale Européenne) Mario Draghi est l'ex-vice Président de Goldman Sachs Europe. (un internaute sur liberation.fr 21.05)

Politique

1- France

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy est remontée d'un point en mai par rapport à avril à 29% d'opinions favorables.

Selon le baromètre mensuel Ifop à paraître dans le Journal du dimanche, 4% (+1) des personnes interrogées se déclarent «très satisfaites» du chef de l'Etat et de son action et 25% «plutôt satisfaites» stable). Dans le camp des mécontents, 34% (-4) des sondés se disent «plutôt mécontents» et 37% «très mécontents» (+3). (20minutes.fr 21.05)

Bling-bling peut faire et dire ce qu'il veut dorénavant, la situation sociale et l'atmosphère nauséabonde qu'il s'est employé à créer l'emportent. Il ne profite même pas de la chute de DSK. C'est un signe avant-coureur qui ne trompe pas. L'annonce de la maturation en profondeur en cours, qui lorsqu'elle atteindra la surface explosera dans un mouvement révolutionnaire incontrôlable. La détérioration des conditions objectives a atteint un tel degré que Sarkozy n'inspire plus que le rejet.

On peut très bien avoir encore de quoi vivre presque normalement et en avoir plus que ras le bol de la société, qui en pleine décomposition, rend la vie de plus en plus problématique dans tous les domaines à la majorité de la population. C'est la transformation de la quantité en qualité qui est en train d'opérer au détriment de La Talonnette qui ne dispose plus d'aucun levier pour inverser la situation. Encore un peu de patience...

2- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont tiré samedi à Homs sur une foule qui enterrait des manifestants tués la veille, faisant un mort et plusieurs blessés selon un témoin.

L'enterrement de dix opposants tués vendredi dans cette ville du centre de la Syrie était une nouvelle occasion pour la foule de réclamer "*la chute du régime*", a relaté à Reuters un témoin présent lors de la cérémonie.

Des dizaines de personnes ont été blessés, a dit le témoin, qui a vu cinq personnes touchées par balles et conduites à l'hôpital.

Les forces de l'ordre ont aussi tiré sur des manifestants à Sakba, une banlieue de Damas, a dit un témoin.

"*Une grande manifestation réclamant la chute du régime se déroulait depuis l'après-midi. On aurait dit que tout Sakba était dans la rue, a-t-il dit. Les forces de sécurité sont arrivées dans la soirée et ont commencé à tirer.*"

Oualid al Bounni, un dirigeant d'opposition, estime qu'il est encore temps pour Bachar al Assad de sauver la face.

"*Le président peut encore essayer de se racheter en faisant ce qu'ont fait plusieurs dirigeants d'Europe de l'Est (à la fin de l'ère soviétique), c'est-à-dire en procédant immédiatement à la transition démocratique et en se présentant lui-même, s'il le souhaite, à des élections équitables*", a-t-il dit.

"*Avec tout ce sang que le régime fait couler, les manifestations grandissent et s'étendent géographiquement (...) Les Syriens ont été humiliés et ils ne se tairont plus*", a ajouté Oualid al Bounni.

Des manifestations ont été signalées vendredi dans des banlieues de Damas, à Banias et Lattaquié sur la côte méditerranéenne, dans la région pétrolifère de Deir al Zor, à Kamichli dans l'Est et dans la plaine du Hauran au Sud.

Des arrestations arbitraires ont eu lieu dans plusieurs foyers de révolte, selon des témoins.

Les forces de sécurité auraient par exemple arrêté 12 membres du Parti démocrate assyrien, de la minorité chrétienne de Syrie, dans leurs bureaux de Kamichli.

Plusieurs défenseurs des droits de l'homme ont souligné la violence de la répression à Idlib, une région agricole et prospère, où des centaines d'opposants ont été arrêtés.

Parmi la vingtaine de victimes figurent cinq manifestants tués par les forces de sécurité alors qu'ils se rendaient d'Ariha à Idlib pour rejoindre une autre manifestation.

Un activiste raconte : "*Ils ont pris leurs morts et sont rentrés à Ariha où ils ont brûlé les sièges de la sécurité et du parti Baas (au pouvoir) ainsi qu'une agence de Syriatel*", le premier opérateur mobile du pays appartenant à un cousin du chef de l'Etat. (Reuters 21.05)

3- Tunisie

La torture continue en Tunisie depuis le renversement de Zine ben Ali mais elle ne semble pas être systématique, a déclaré samedi le rapporteur spécial des Nations unies.

La Tunisie devra enquêter "*énergiquement*" sur la torture massive pratiquée sous le règne autoritaire de Ben Ali, renversé le 14 janvier par une révolution populaire, a ajouté Juan Mendez.

L'avocat envoyé par l'Onu concluait une mission d'une semaine en Tunisie, durant laquelle il a rencontré le gouvernement intérimaire, des associations et des victimes. Il a déclaré que les nouveaux dirigeants du pays étaient d'accord avec le fait que la torture devait être éliminée et il les a pressés d'agir rapidement.

"*Il y a encore des cas (de torture) et le gouvernement ne devrait pas être pleinement satisfait*", a dit Mendez à la presse. "*Je ne pense pas que l'on puisse dire que c'est généralisé ou systématique*", a-t-il ajouté.

Sur les centaines de Tunisiens arrêtés au début du mois en marge de manifestations dénonçant la lenteur des réformes, l'avocat argentin a souligné, sur la base des informations obtenues, que 66 avaient été sévèrement traités.

Ces personnes, dont un tiers de mineurs, ont été détenues pendant 12 heures sans pouvoir parler à un avocat ou à leur famille, a dit Mendez.

"*Elles ont été forcées de s'agenouiller et de rester dans des positions inconfortables*", a-t-il dit, ajoutant qu'il y avait des preuves de passages à tabac et de brûlures de cigarettes.

Le rapporteur de l'Onu s'est par ailleurs inquiété de l'avancée, trop lente selon lui, des poursuites contre les dirigeants de l'ancien régime.

"*Je m'inquiète que nous n'ayons entendu parler jusqu'à présent que de poursuites contre M. Ben Ali et une poignée d'anciens ministres et conseillers*", a-t-il dit, ajoutant que les enquêtes en cours visaient 60 hauts dirigeants.

"*Nous aimerions en savoir davantage sur les motifs des poursuites, par quel tribunal, le rythme de l'enquête.*" (Reuters 21.05)

Social

France

Régime policier. Acharnement, sadisme...

Salariés, faites gaffe ! Le Comité national consultatif d'éthique vient de se montrer étonnamment compréhensif. Dans un avis rendu public hier, il ne s'oppose pas à un «*dépistage médical de l'usage des produits illicites en milieu de travail*». Il ajoute même qu'il est «*souhaitable et justifié pour les postes de sûreté et de sécurité*». Et il suggère que ce dépistage soit élargi pour ces mêmes postes «*à l'abus et même à l'usage de l'alcool*».

Le comité insiste sur le fait que le salarié doit avoir été prévenu qu'il pourra être un jour dépisté. Ces précautions mises à part, voilà un coup de canif inédit «*au principe de respect de la liberté des personnes*». (libération.fr 21.05)

Le législateur ignore que la consommation d'alcool, de certaines drogues et de médicaments est une thérapie ou un palliatif pour des millions de travailleurs qui ne supportent plus leurs conditions de travail et d'existence, tout comme la cigarette déjà interdite sur les lieux de travail.

Suer et souffrer en silence, ne cherchez pas à y échapper, c'est votre lot... C'est une manière de pousser à bout les travailleurs et de précipiter l'affrontement inéluctable entre capital et travail.

Les Fleurs du mal de Baudelaire réhabilitées.

Interdite durant près d'un siècle en France sous son nom et dans sa composition d'origine, l'absinthe ou "fée verte", qui a inspiré nombre d'artistes séduits par ses effluves anisées réputées rendre fou, vient d'être définitivement réhabilitée.

Cette décision, publiée cette semaine au Journal Officiel, découle de la "*loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit*" abrogeant celle du 16 mars 1915 qui interdisait cette boisson, titrant 72 degrés d'alcool et contenant une molécule "*épileptisante*", la thuyone.

Née dans le Jura, à Pontarlier (Doubs) en France et à Couvet en Suisse, elle avait été autorisée à nouveau en 1988 en France, avec un taux réduit de thuyone de 35 mg par kilo (illimité auparavant), à la suite d'une directive européenne mais dans une version aussi alcoolisée que sa version d'origine (titrant de 40 à 72 degrés), selon la FFS.

L'abrogation de la loi de 1915 vise à contrer le projet suisse de déposer la dénomination "*absinthe*" comme indication géographique.

En France, une quinzaine de distilleries fabriquent encore l'absinthe, dont Emile Zola a décrit les ravages dans "*L'Assommoir*".

Appelée aussi "*herbe aux vers*" ou "*herbe des vierges*", l'absinthe est issue d'une variété d'armoise, plante aromatique aux fleurs jaunes, à la tige verte argentée et aux feuilles grises et blanches.

Utilisée comme plante médicinale aux bienfaits thérapeutiques reconnus (notamment vermifuges) depuis la Haute Antiquité, elle a aussi souvent été associée au poison et à la mort, notamment dans la Bible. Les poètes grecs utilisaient le mot "absinthion" pour désigner quelque chose d'impossible à boire, puis tout sentiment empreint d'amertume.

C'est la thuyone, présente dans de nombreuses plantes mais reconnue comme substance toxique favorisant l'épilepsie, qui a longtemps été incriminée.

"*L'interdiction de 1915 était motivée par des raisons de santé publique en dépit de l'absence d'étude scientifique sérieuse sur les dangers réels de la thuyone dans l'absinthe*", explique Mme Benech.

"*Son succès était réel. Les gens en consommaient beaucoup donc beaucoup d'alcool. On peut lire qu'à Paris, les rues du Quartier Latin embaumaient l'absinthe... Mais elle faisait aussi beaucoup d'ombre aux viticulteurs alors frappés par une crise viticole*", ajoute-t-elle.

Supposé ou pas, l'effet psychologique de la "*fée verte*", proche de celui de la marijuana pour certains, et lié à un savant rituel, a séduit Baudelaire, Rimbaud, Verlaine, Toulouse-Lautrec, Modigliani, Van Gogh, Picasso et beaucoup d'autres. Tous se sont délectés de la boisson anisée, obtenue en versant de l'eau sur le liquide concentré au travers d'une cuillère en argent perforée contenant un sucre. (AFP 21.05)

En quantité modérée et prise le soir seulement, c'est mieux pour l'équilibre psychologique et le moral que ces saloperies d'anti-dépresseurs ou psychotropes aux nombreux effets secondaires à court ou long terme selon les cas. Pourquoi c'est mieux, parce que cela permet d'alimenter l'imagination en panne chez les gens dépressifs, problème auquel ne remédie pas la pharmacopée chimique, de plus, en prise modorée cela agit comme un stimulateur de l'esprit d'analyse au lieu de vous rendre apathique.

Le législateur ne voit dans la consommation de l'absinthe ou de la marijuara que l'aspect euphorisant, alors qu'elles possèdent des qualités supérieures à bien des médicaments sans en avoir les inconvénients, dont celui de calmer les angoisses, soulager bien des maux et de pouvoir dormir paisiblement. A consommer avec modération bien sûr sans en faire une fin en soi, cela doit être éventuellement, car on peut aussi s'en passer, davantage un moyen de développer sa personnalité en gardant les pieds sur terre, de se développer intellectuellement. A côté, s'ennivrer ou se défoncer ne procure qu'un bref répit artificiel sans intérêt, à éviter.

Le 24 mai

Je suis malade depuis avant-hier soir, et pour tout arranger ma belle-mère et deux de mes nièces se sont incrustées chez nous, elles ont foutu un tel bordel que la maison est méconnaisable, avec l'accord de mon épouse évidemment qui leur donne raison, j'ai juste le droit de fermer ma gueule, en Inde, même chez moi je suis un étranger, normal quoi ! Qu'on ne me parle jamais d'intégration ou de conneries du même genre, on a aucune valeur en commun. Bref, je suis encore sur les nerfs et j'en ai jusqu'au 12 septembre ! Et ce n'est pas la situation politique qui va me détendre, la barbarie a encore de beaux jours devant elle.

Alors qu'a sonné la plus gigantesque crise de l'histoire du capitalisme à l'échelle mondiale, le mouvement ouvrier est toujours en dessous de tout, et comme il fallait s'y attendre pour ne pas se retrouver totalement isolé, chaque parti en rajoute une couche en s'employant à démontrer qu'il n'a pas l'intention de rompre avec le capitalisme ou les institutions, tout en prétendant le contraire à l'adresse des travailleurs qui les avaient rejoints dans cette perspective, double langage qui apparemment passe très bien au niveau de leurs militants qui s'en accommodent, n'y comprennent rien ou en sont parfois les otages malgré eux. Pas autant que cela, puisque tous ces partis demeurent des passoires, gagnent des militants sur "un coup" et en perdent autant une fois que le soufflé est retombé. La minorité qui s'accroche à ces partis, 3.000 militants environs, constituent l'appareil (historique) de ces partis, LO, NPA, POI.

On a le choix entre suivre l'un de ces partis ou adopter une politique différente qu'aucun ne défend et se retrouver inorganisé ou livré à soi-même.

Pourquoi ces partis ne sont-ils pas crédibles, pourquoi sont-ils incapables depuis des lustres de gagner la confiance des travailleurs ? Entre le travailleur complètement arriéré qui refuse de réfléchir parce qu'il est soumis à l'ordre établi et le travailleur à l'esprit plus libre et plus développé, il existe des échelons intermédiaires qui recouvrent des millions de travailleurs. Comment expliquer qu'une question de logique aussi simple à aborder, faire avec ou sans le capitalisme, demeure hors de leur portée, qu'ils soient incapables de s'en saisir ? Que dire de ces intellectuels bien pensants qui osent se prétendre de gauche et pour lesquels le capitalisme est l'horizon indépassable ?

Répétons-le une énième fois, le socialisme repose sur la capacité de la classe ouvrière et des masses à saisir le développement

du capitalisme qui mène l'humanité à la barbarie, et à se doter d'une avant-garde pour liquider le capitalisme et réorganiser la société sur de nouvelles bases... Jusqu'à présent, elles n'ont été capables ni de se hisser au niveau de cette compréhension, ni de s'organiser en conséquence. Si ces conditions ne devaient jamais être réunies la barbarie l'emporterait, la civilisation humaine et au-delà toutes formes de vie sur terre deviendraient impossibles et le socialisme n'aura été qu'une magnifique utopie.

Chacun fort de son expérience quotidienne sent bien que le système économique en vigueur est responsable des problèmes qu'il rencontre, mais chacun se dit aussi que c'est dans le cadre de ce même système que leurs conditions d'existence se sont améliorées par rapport aux générations précédentes, donc chacun se demande pourquoi ce qui était possible hier ne le serait pas aujourd'hui ou demain en conservant le même régime, peut-être qu'il suffirait de rééquilibrer la distribution des richesses entre le travail et le capital pour que tout redevienne comme avant ou mieux encore, personne n'a compris que ce qui leur a permis de vivre mieux hier l'a été au détriment d'autres peuples dont on ignorait le mode de vie misérable. Or depuis un peu plus de deux décennies une nouvelle division internationale du travail est intervenue qui a bouleversé la donne, le prix payé par les patrons pour la force de travail dépensée par un ouvrier chinois correspond à ce qui est nécessaire à la reproduction de sa force de travail, à ses besoins quotidiens qui se réduisent à peu de choses comparés à ceux d'un ouvrier français, il faut donc raboter les besoins de l'ouvrier français, d'où les coups portés contre l'école publique au profit de l'école privée payante, les coups portés contre la Sécurité sociale, l'instauration d'une franchise médicale, le non-remboursement de centaines de médicaments, la privatisation de l'eau et de l'électricité qu'il va payer plus cher, la remise en cause du Code du travail, l'annualisation du temps de travail, etc, toutes les mesures prises pour augmenter la productivité, amplifier l'exploitation en échange d'un salaire qui n'augmente pas ou très peu, quand il ne baisse pas en valeur absolue sous le coup de la hausse de certaines taxes ou impôts, etc, tandis qu'à l'autre bout du monde, des millions et millions d'ouvriers ne tirent aucun profit de la vente à l'exportation des marchandises qu'ils produisent, au contraire, ils sont toujours soumis à des cadences de travail infernales pour des salaires de misère pendant que les patrons et actionnaires encaissent des profits mirobolants, le nombre de milliardaires s'accroît sur le dos des esclaves modernes en Chine comme en France ou ailleurs.

La mise en concurrence dans tous les secteurs d'activité des ouvriers du monde entier n'a pas pour objectif de permettre à terme aux uns et aux autres de vivre mieux ou de travailler dans de meilleures conditions, mais d'enrichir toujours plus les capitalistes qui demeurent une infinie minorité par rapport au reste de la population. C'est la raison d'être du capitalisme d'accumuler toujours plus de profit, le système est ainsi fait, celui qui n'accumule pas du profit ne disposera pas demain des moyens indispensables pour se développer pour en engranger davantage et disparaîtra, on comprendra facilement qu'aucun capitaliste ne souhaite disparaître, c'est un engrenage infernal dont il n'est pas possible de sortir sans briser à la base les rapports sociaux sur lesquels ce système économique repose, la propriété privée des moyens de production qui doivent devenir propriété ou bien collectif de l'ensemble des travailleurs ou de la population.

Ceux qui détiennent le pouvoir sont capables de réduire le monde à feu et à sang comme ils l'ont déjà fait à deux reprises au XXe siècles pour conserver leurs privilèges, pour que le système capitaliste survive. Aujourd'hui il serait possible de satisfaire tous les besoins et aspirations de tous les peuples sur la terre, de vivre en paix et en harmonie les uns avec les autres, de supprimer les frontières, les Etats et les classes, l'argent, mais tel n'est pas le cas parce que ceux qui détiennent les richesses en ont décidé autrement et préfèrent dilapider des dizaines et dizaines de milliers de milliards de dollars dans la spéculation, les guerres, etc. leur objectif n'étant pas le bonheur des hommes, mais leur propre enrichissement et le pouvoir.

Il y a incompatibilité entre la satisfaction des besoins des capitalistes et la satisfaction des besoins du reste de la population, avec la paix et l'harmonie entre les peuples, le bien-être de chacun, voilà ce qu'il faut parvenir à incrustrer dans la tête des travailleurs. Le capitalisme ou le profit fonctionne un peu comme une source qui produirait un liquide pour peu qu'on ne cesse d'en extraire en toujours plus grande quantité, et qui cesserait d'en produire pour peu qu'on ralentisse l'extraction de ce liquide jusqu'à se refermer ou se tarir. Mais la meilleure image pour illustrer ce qu'est le capitalisme, c'est encore le casino qui ne fait jamais faillite parce qu'il engrange plus d'argent qu'il n'en redistribue, il fonctionne selon ce principe qui enrichit leur propriétaire et l'Etat.

On devrait cultiver les métaphores sur ce sujet pour rendre plus accessible le fonctionnement du capitalisme aux travailleurs. Je me demande toujours pourquoi on ne le fait pas. A force de lorgner les uns sur les autres, tous les partis finissent par se ressembler, par présenter les mêmes défauts ou travers, ce qui n'échappe pas aux travailleurs. Bref, je comprends la lassitude qui gagnent certains camarades, et si je devais leur dire franchement ce que je pense, je leur dirais qu'on est vraiment très mal barré pour s'en sortir, à ce jour, ne nous leurrons pas, nous sommes dans une impasse totale. Et ce n'est pas les développements que vous allez lire ci-dessous qui seront matière à démentir ce constat, hélas !

Politique

1- Tour d'horizon en Europe.

1.1- Une Assemblée constituante qui ne changera rien.

Tout a commencé en Islande, ancien pays de cocagne sévèrement frappé par l'effondrement des banques privées après la crise des subprimes américains. Furieux, les citoyens n'ont pas voulu faire les frais de la crise économique et sont descendus dans les rues. A deux reprises, ils ont rejeté par référendum un arrangement destiné à dédommager les investisseurs étrangers au détriment du contribuable local. Puis, ils ont viré les conservateurs au pouvoir, et élu une Assemblée constituante chargée de modifier

la Constitution. Une «*révolution citoyenne*», ont affirmé certains médias.

1.2- Une manifestation sans orientation politique qui débouchera sur rien.

En Grande-Bretagne, le 27 mars, 250 000 personnes protestaient à Londres contre la politique d'austérité du gouvernement et les coupes à tout-va dans les budgets publics. Un quart de million de personnes, soit un raz-de-marée à l'échelle du Royaume-Uni dont le mode préféré de contestation n'est pas la rue, loin s'en faut. La coalition de gouvernement entre les conservateurs et les libéraux n'a pas reculé. Les coupes annoncées sont bel et bien mises en œuvre. Les travaillistes n'ont pas gagné en audience. Et deux mois plus tard, c'est le calme plat.

1.3- Une mobilisation sans structure, sans programme, sans direction qui aboutira à rien

En Italie, les scandales s'accumulent mais les jeunes blogueurs qui entretiennent la vague d'indignation contre le président du Conseil, Silvio Berlusconi, et plus généralement contre la «caste dirigeante» n'ont jamais réussi à remobiliser les centaines de milliers de personnes qui, le 5 décembre 2009, s'étaient réunis dans les rues de Rome pour participer à un No Berlusconi Day. Acclamé par la foule, le cinéaste Mario Monicelli avait lancé à cette foule : «*Nous sommes ici pour virer toute cette classe dirigeante, Parti démocrate compris.*» Faute de structures, de programme détaillé et de vrai leader, cet élan spontané né sur la Toile s'est en partie évaporé. «*Le mouvement a baissé d'intensité, reconnaît le sociologue Antimo Farro, il ne s'est pas transformé en une expression politique classique. Mais, à travers les nouvelles technologies et le Web, les promoteurs mènent des actions plus ciblées sur des thèmes plus précis comme celui de la lutte contre la précarité.*»

Antisystème. Organisé autour de l'acteur comique Beppe Grillo, le mouvement antisystème «Cinq étoiles», qui avait organisé le «Vaffanculo Day» (la journée du va-te-faire-foutre) contre les politiciens corrompus et carriéristes, s'est en revanche enraciné. Les «grillini» - pour l'essentiel des jeunes, dont beaucoup de diplômés - se réunissent ponctuellement, chattent en continu mais se présentent aussi aux élections. Lors des dernières municipales, le mouvement Cinq étoiles a obtenu près de 10% à Bologne, un bastion de la gauche.

1.4- Une mobilisation qui ne s'inscrit pas dans la perpective de la rupture avec le régime aboutira à rien.

En Grèce, la contestation des mesures de rigueur prises par le gouvernement ne faiblit pas. Au-delà du ras-le-bol ou de l'indignation des jeunes ou des moins jeunes, elle est avant tout dirigée contre une politique qui a conduit à un chômage de masse.

1.5- Une mobilisation "***apolitique***" dont il n'y aura rien à attendre.

En Espagne. Le mouvement, qui rassemble beaucoup de jeunes, mais aussi des citoyens de tous horizons, a émergé dès le 15 mai via les réseaux sociaux, pour très rapidement s'amplifier, gagner tout le pays et se structurer. Spontané, coloré, pacifique, laboratoire d'idées pour des réformes à venir, ce mouvement citoyen, qui se veut apolitique, dénonce l'injustice sociale, les dérives du capitalisme, la "*corruption des hommes politiques*".

Mais surtout, il trahit l'angoisse de millions d'Espagnols face au chômage, qui atteint 21,19 % et touche près de la moitié des moins de 25 ans sans emploi. Il montre aussi une grande défiance envers les grands partis politiques.

Les manifestants qui ont pris possession de la place de la Puerta del Sol, au cœur de Madrid, ont décidé, dimanche, de poursuivre pendant au moins une semaine cette occupation. Dans la soirée, une foule de plusieurs milliers de personnes a, comme chaque jour, envahi la place autour du village alternatif de bâches bleues et de tentes devenu le cœur de la contestation. (liberation.fr et lemonde.fr 23.05)

Et en France ? Ma retraite, mon salaire, mon logement, ma classe, mon statut, etc... moi, moi, moi ! Voilà pour le niveau politique. Quelle est la nature sociale de cette Assemblée constituante, quelle est la nature sociale de ces manifestations ou moibilisations ? En aucun cas elles ne sont révolutionnaires ou socialistes, elles sont toutes bourgeoises ou s'inscrivent dans le cadre de la préservation du régime capitaliste en place.

2- France

2.1- Plus on est de fous plus on rit... ou plus on pleurt !

Trente-sept nouveaux partis politiques ont été agréés en France depuis le 1er janvier. Ce qui porte leur nombre à près de 320. Du jamais vu pour la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), qui publie, ce matin, son rapport annuel d'activité. Ce document - que 20 Minutes s'est procuré - consacre un chapitre entier aux micro-partis. Il y a les structures purement locales. Et puis, il y a les micro-partis créés par les ténors de la politique en marge de leur engagement traditionnel. Ils disposent des mêmes droits que l'UMP ou le PS…

Les gros financent les petitsIls peuvent ainsi présenter un candidat à une élection et recevoir des dons de la part des particuliers. Un citoyen peut verser jusqu'à 7 500 € à chaque parti existant. Les organisations sont ensuite libres d'en faire ce qu'elles veulent. Notamment transférer l'argent à un autre parti « *affilié* ». Depuis l'affaire Woerth-Bettencourt, les micro-partis ont la réputation de n'exister que pour recueillir des dons avant de les reverser aux gros partis. « *En fait, ce sont plutôt les gros qui financent les petits* », dément Jean-Louis Méré, chef du service juridique à la CNCCFP. A gauche, le PS a prévu de verser de l'argent aux candidats aux primaires. A droite, les fonds servent à financer les différents courants et à nourrir le « *débat d'idées* », selon un responsable de la majorité. « *Tous ces micro-partis sont une bonne nouvelle pour la démocratie, poursuit Jean-Louis Méré. Mais nous n'avons pas réussi à leur donner une définition claire.* » (20minutes.fr 23.05)

2.2- Voter PS, c'est voter FMI ou UMP !

Plusieurs responsables français, y compris la socialiste Martine Aubry, se sont prononcés dimanche en faveur d'une candidature de Christine Lagarde à la direction générale du Fonds monétaire international.

La première secrétaire du PS, Martine Aubry, a assuré sur France 2 que «*ce serait bien que ce soit la France qui ait ce poste et je crois que madame Lagarde, au-delà des divergences que l'on peut avoir (...), est une femme respectable*».

«*Si l'Europe peut avoir ce poste et si une Française peut l'obtenir, je crois que ce serait une très bonne chose pour notre pays et pour l'Europe*», a-t-elle ajouté. (20minutes.fr 22.05)

Travailleurs, militants, vous rejetez la politique d'austérité du gouvernement complice du FMI, fuyez le PS et tous les partis qui tournent autour, ne signez pas les pétitions destinées aux élus du PS, refusez de vous joindre aux délégations en direction des élus du PS, la seule issue politique possible passe par la rupture avec tous les partis institutionnels à la solde du capitalisme, avec les institutions de la Ve République et le capitalisme.

Le problème une fois qu'on a dit cela, en France comme dans les autres pays évoqués plus haut, c'est qu'il n'existe aucun parti combattant sur cette ligne politique.

3- Italie

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), avec 27,81 % des voix, arrive très loin derrière les conservateurs du Parti populaire (PP, avec 37,58 %), selon des résultats quasi définitifs. L'abstention a été de 33,7%.

Les socialistes ont perdu Barcelone, la deuxième ville du pays, qu'ils contrôlaient depuis 1979 et les premières élections de l'après-franquisme. Ils y sont devancés par la coalition nationaliste conservatrice Convergencia i Unio (CiU). Ils sont également battus à Séville, la quatrième ville espagnole.

Parmi les régions, les socialistes ont perdu l'un de leurs fiefs historiques, la Castille-Manche. Après ces élections, ils ne pourraient gouverner seuls que dans une seule des dix-sept régions d'Espagne, l'Andalousie. La droite conserve sans surprise Madrid et Valence, la troisième ville du pays. (lemonde.fr 23.05)

A la prochaine étape ils rétabliront le franquisme ?

4- Maroc

La police antiémeutes marocaine a pourchassé dimanche à Rabat et Casablanca des centaines de contestataires qui avaient enfreint une interdiction de manifester.

"*Manifester est un droit, de quoi le Makhzen (terme désignant l'appareil d'Etat) a-t-il peur ?*", criait la foule à Casablanca. "*Dehors le Makhzen. Non au despotisme.*"

Les langues se délient pour critiquer le roi Mohammed VI mais les manifestations n'ont pas l'ampleur de celles des rues de Tunis ou du Caire.

À Rabat, les manifestants avaient l'intention de camper devant le parlement mais les autorités sont soucieuses d'éviter la création d'une nouvelle place Tahrir, la place centrale du Caire où les opposants ont campé jusqu'au renversement du président égyptien Hosni Moubarak.

Les policiers, armés de matraques et de boucliers, ont dispersé la manifestation avant même qu'elle ne commence, les contestataires se divisant en petits groupes pourchassés dans les rues de Rabat, comme à Casablanca.

Un journaliste de Reuters a vu sept policiers s'en prendre à un homme, le frappant à la tête et au corps. Le manifestant, âgé d'une trentaine d'années, était en sang.

Le Maroc, longtemps considéré comme une monarchie stable, est agité par de plus en plus de troubles, inspirés des révolutions tunisienne et égyptienne.

Les manifestants réclament davantage de droits et une plus grande répartition des fruits de la croissance. Six contestataires sont morts ces derniers mois.

Vendredi, un groupe d'étudiants au chômage a réussi à approcher le roi Mohammed VI aux cris de "*Votre majesté, nous voulons du travail*". Une inhabituelle violation du protocole, dans un pays où le portrait du roi orne les murs des échoppes et des grandes places et où Mohammed VI est décrit comme le descendant du prophète Mahomet.

Le Maroc a le plus faible produit intérieur brut par habitant du Maghreb et près de la moitié de sa population est illettrée. (Reuters 23.05)

5- Tunisie

C'est désormais chose faite : le président de la Haute Instance indépendante, chargée de superviser l'élection de l'Assemblée constituante prévue le 24 juillet, a proposé hier de reporter le scrutin au 16 octobre. Ces élections seront les premières réellement libres dans l'histoire de la Tunisie : elles doivent désigner l'assemblée chargée de rédiger la loi fondamentale de la future IIe République. Des enjeux aussi importants ne pouvaient s'accommoder d'une consultation organisée à la va-vite et dont les résultats pourraient être facilement contestés.

Les experts électoraux qui se succèdent en Tunisie le répètent à l'envi : il faut un minimum de vingt-deux semaines entre l'adoption d'une nouvelle loi électorale et un scrutin pour qu'il se déroule dans de bonnes conditions. Or, la loi électorale n'a été adoptée par le gouvernement que le 10 mai. Il ne restait donc que dix semaines pour réviser les listes électorales. C'est nettement insuffisant. Une solution consistait à faire voter les Tunisiens avec leur simple carte d'identité, dans la circonscription de leur domicile, sans avoir à s'enregistrer. Mais 2 millions d'entre eux ne disposeraient pas de ce document et 300 000 autres auraient des papiers périmés.

Le report des élections n'est pas seulement un problème technique, mais politique. Partisans et opposants du report se divisent en deux camps tranchés. Les islamistes d'Ennahda, mais ils ne sont pas les seuls, sont les plus pressés d'aller aux urnes : mieux organisés, ils ont démarré la campagne plus tôt et sont au plus haut dans les sondages, qui leur prédisent entre 30 et 40% des voix. Ennahda profite notamment du désarroi d'un grand nombre de Tunisiens dépolitisés et laissés orphelins par la disparition de l'ancien parti quasi unique au pouvoir sous Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique, dissous et interdit depuis la révolution de janvier. En face, la gauche, dont le Parti du travail, proche de la centrale syndicale UGTT, et né il y a une semaine, demande du temps pour faire connaître ses idées, mener campagne, voire constituer une coalition anti-islamiste.
Le gouvernement de transition doit publier demain le décret convoquant les électeurs. (liberation.fr 23.05)

6- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a refusé dimanche de signer un accord sur la transition et menacé d'une guerre civile, amenant les monarchies du Golfe à suspendre leur médiation.

Un manifestant a été tué et un autre blessé sur la route de l'aéroport par des tirs de partisans du président Saleh, qui se sont déployés par centaines dans la capitale, bloquant les principales artères de la ville et faisant craindre le pire aux habitants.

Ali Abdallah Saleh a mis en garde l'opposition contre une «*guerre civile*», multipliant les conditions pour signer l'accord de sortie de crise élaboré par le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et prévoyant son départ dans un mois. Réunis en soirée à Ryad, les ministres des Affaires étrangères du CCG ont annoncé avoir «décidé de suspendre leur initiative en l'absence des conditions propices» pour la réussite de leur médiation. Incidents à Sanaa

Cette mesure survient alors que le président Saleh a refusé dimanche de signer un accord sur une transition du pouvoir au Yémen, paraphé la veille par l'opposition et dimanche par le parti présidentiel et ses alliés en présence du secrétaire général du CCG, Abdellatif Zayani. Abdellatif Zayani a quitté en début de soirée Sanaa pour Ryad sans avoir obtenu la signature par le chef de l'Etat de l'accord.

Le médiateur a été évacué par hélicoptère, avec l'ambassadeur des Etats-Unis à Sanaa Gerald Michael Feierstein, de l'ambassade des Emirats arabes unis où ils avaient été encerclés par des centaines de partisans armés du régime yéménite. Les deux hommes ont assisté au palais présidentiel à la signature par des responsables du parti au pouvoir et de ses alliés -

n'engageant pas le président Saleh - de l'accord sur la transition.

L'ambassadeur américain a ensuite regagné, par hélicoptère, l'ambassade des Emirats d'où il avait pu sortir en milieu de soirée avec ses homologues de Grande-Bretagne, de l'Union européenne et de pays du Golfe, après une intervention des autorités, selon un diplomate du Golfe. Le chef de la diplomatie émiratie, cheikh Abdallah Ben Zayed Al-Nahayane, avait demandé instamment à Sanaa d'assurer la sécurité de l'ambassade et des diplomates qui s'y trouvent. Pour protester contre cet incident, un haut responsable du Congrès populaire général (CPG), le parti de Ali Abdallah Saleh, Ahmed Soufane, a annoncé dimanche à l'AFP sa démission du bureau politique du parti.

Les rues de la capitale étaient vides dimanche soir à l'exception des partisans du régime armés. «*Nous avons peur, la situation peut tourner à l'anarchie avec les hommes de tribus armés acheminés par le président*» à Sanaa, a affirmé un habitant, Nabil Sadek. L'opposition, qui avait signé samedi soir l'accord sur la transition, a averti Ali Abdallah Saleh qu'il serait «*chassé du pouvoir*» sous la pression de la rue s'il ne signait pas l'accord. 181 morts depuis le début de la révolte

Les opposants à Ali Abdallah Saleh ont organisé sur la place du «*Changement*» la plus grande manifestation qu'ait connue la capitale depuis janvier pour réclamer le départ immédiat du président, selon le correspondant de l'AFP. Quelque 1,5 million de personnes ont pris part à ce rassemblement, selon des estimations concordantes dans les milieux de l'opposition. Les manifestants ont maintenu leur sit-in en soirée, protégés par les hommes du général Ali Mohsen al-Ahmar, qui a fait défection en mars et s'est rallié aux contestataires. (20minutes.fr et AFP 23.05)

Social

France

1- Christian Charpy, directeur général de Pôle emploi, a indiqué lundi que les contrôles de recherche d'emploi aboutissent à «*environ 2.000 radiations*» des listes de demandeurs d'emploi par mois. Dans un entretien au quotidien économique Les Echos, Christian Charpy rappelle les formes de contrôle: refus d'emploi, refus de formation ou refus de deux ORE (offre raisonnable d'emploi, c'est-à-dire une offre qui se situe dans un périmètre de 30 km autour du domicile et correspond globalement à ses qualifications, ndlr), actes positifs de recherche. (liberation.fr 23.05)

2- L'Association des maires de France (AMF) a annoncé aujourd'hui son intention de demander au gouvernement l'arrêt des suppressions de postes à l'école primaire. Les maires souhaitent faire part "*de leur vif mécontentement*" concernant la réduction de 8 967 postes d'instituteurs et la suppression de 1500 classes prévues pour la rentrée 2011. Jacques Pélissard, député-maire UMP de Lons-le-Saunier et président de l'AMF, estime que s'il est trop tard pour 2011, il faut éviter de nouvelles suppressions en 2012. (lemonde.fr 23.05)

Economie

1- Grèce

Le gouvernement grec a annoncé lundi une série de nouvelles mesures budgétaires visant à économiser plus de cinq milliards d'euros et à ramener le déficit public à 7,5% du produit intérieur brut (PIB) grec en 2011.

Pour sortir de la crise budgétaire, la Grèce va réduire sa participation dans OTE Telecom et dans l'Hellenic Postbank d'ici la fin de l'année, a fait savoir lundi le ministère grec des Finances.

Le gouvernement procèdera également à la cession immédiate des ports du Pirée et de Thessalonique.

"*Le programme (de privatisations) doit immédiatement s'accélérer*", a estimé le ministère des Finances dans un document transmis au gouvernement. "*Nous voulons lever le terrible fardeau de la dette qui pèse sur le peuple grec*".

Le ministère des Finances a enfin annoncé la création d'un fonds souverain pour accélérer les privatisations et les ventes de biens immobiliers publics.

Ces nouvelles mesures seront détaillées la semaine prochaine, a ajouté le porte-parole du gouvernement. (Reuters 23.05)

2- Italie

Rome n'aura pas tardé à réagir à l'avertissement de l'agence de notation Standard & Poor's. Après que celle-ci a menacé, vendredi soir, de dégrader la note de la dette italienne, le gouvernement a laissé entendre ce lundi qu'il présenterait un plan de rigueur de 35 à 40 milliards d'euros en juin, selon l'agence Reuters qui cite une source gouvernementale. À en croire cette dernière,

la date de présentation des mesures a été avancée pour donner «*un signal aux marchés*», à savoir que l'Italie tient fermement les cordons de son budget. (lefigaro.fr 23.05)

Le 25 mai

J'ai corrigé la date de mise en ligne des derniers articles de presse datés par erreur de janvier (01) au lieu de mai (05).

Note de lecture :

- *Ennemis de l'OTAN en Irak et en Afghanistan, alliés en Libye*. L'auteur de cet article paru sur le site du Réseau Voltaire s'emploie à vouloir nous convaincre que la présence en Irak de 112 "*djihadistes*" provenant du nord-est de la Libye suffirait à en faire la "*capitale mondiale des djihadistes*" ou "*la plus grande concentration de candidats kamikazes*", pensez donc, pas moins de 52 sont issus de la ville de Darna ou de Benghazi, sur une population (de la région) estimée à près de 2 millions d'habitants, pour prouver que les insurgés sont des terroristes et justifier son soutien à Kadhafi. Le reste de l'article est intéressant sur le plan sociologique et politique pour mieux comprendre ce pays, car il revient sur la constitution des différentes tribus en Libye et leurs relations avec le pouvoir avant et depuis l'arrivée de Kadhafi au pouvoir.

- *Les missionnaires de l'AfriCom*. Article très court qui mériterait son pendant sur le rôle de l'Unesco en Afrique, par exemple.

- *Israël, principale référence de la politique des États-Unis au Proche-Orient*. Quelques réactions au Proche-Orient après le discours d'Obama le 19 mai.

Extraits des "*Notes éditoriales*" de CPS n°43 du groupe Pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, du 11 mai.

Directions syndicales : signature tous azimuts avec le gouvernement et le MEDEF, prise en charge de sa politique et « actions » d'accompagnement de celle ci.

(...) FO a tout signé dans les dernières semaines, jetant par-dessus bord la posture faussement radicale adoptée sur les retraites à l'automne dernier. FO signe sur les retraites complémentaires, signature qui valide la contre réforme. FO signe sur l'assurance chômage qui prévoit, certes sous conditions, la baisse des cotisations patronales (Parisot se félicite particulièrement de cette signature ci). FO signe sur l'insertion des jeunes dans le marché du travail (une nouvelle mouture de l'alternance). Et enfin FO signe sur le protocole précarité dans la Fonction Publique.

Les dirigeants CGT et FO prennent en charge la liquidation du statut général de la Fonction Publique ; résistances dans la FSU qui ne peut signer

Nous renvoyons sur ce dernier point à ce qui est écrit dans l'article enseignement à ce propos et qui indique qu'en réalité, il s'agit d'une attaque majeure contre le statut de la Fonction Publique. Notons tout de même que les dirigeants CGT et FO n'ont pu signer que par un coup de force à l'intérieur même des fédérations concernées. La CGT Collectivités territoriales, première concernée par l'accord, était contre. La consultation des syndiqués n'a été qu'un simulacre. Et là où ils ont pu se saisir de la question, ils se sont prononcés contre l'accord. Dans FO, tout s'est décidé dans le secret de l'appareil. Remarquons que dans FO, il n'y a pas trace d'un combat ouvert des militants du POI qui y occupent pourtant des positions importantes. Remarquons encore que, très prolixe contre l'accord avant la signature de FO, Informations Ouvrières, le journal du POI, après la signature de l'accord devient … muet comme une carpe, n'a aucune position et se contente… d'une revue de presse sur l'accord ! C'est parce que le fonctionnement de la FSU rend très difficile une décision dans les mêmes conditions que celles qui prévalent dans la CGT et dans FO (en particulier du fait de l'existence du droit de tendance), que l'appareil n'a pu passer par-dessus l'opposition virulente d'un certain nombre de syndicats (administratifs, enseignement supérieur, recherche, assistants sociaux, notamment).

Une question centrale aujourd'hui : la question des salaires

Des grèves parfois massives, parfois longues se sont développés et se développent pour les augmentations de salaire : Eiffage, Toyota, Carrefour. Mais là encore, même si, ici ou là, les travailleurs peuvent arracher des concessions, les combats sont cadenassés par l'appareil. Carrefour constitue un exemple typique. Souvent la grève a été délibérément limitée par l'appareil à quelques heures, le dirigeant CFDT indiquant ouvertement que le but n'était pas « de mettre en difficulté l'entreprise ». FO a signé pour 2 % tout de suite et une prime de 220 euros quand les travailleurs réclamaient 5 % (le patron proposait lui-même 2 % en deux fois dans l'année).

Par ailleurs aucune direction syndicale n'avance le mot d'ordre que la situation impose, et qui permet la centralisation du combat contre le gouvernement et le patronat : celui de l'échelle mobile des salaires ; alors même que le gouvernement dans son propre domaine de responsabilité a décidé le gel du point d'indice pour la Fonction Publique en 2012. Mieux même, les

dirigeants syndicaux négociant depuis des mois avec le patronat sur le terrain du « partage de la valeur ajoutée » ont facilité l'opération Sarkozy sur la prétendue « prime » dans les entreprises où les dividendes des actionnaires sont en augmentation. Cette prime sera, pour peu qu'elle existe, payée par l'Etat via les exonérations fiscales. Et, alibi commode au refus de toute augmentation générale, elle sera un instrument de baisse du salaire réel. Mais il faut dire que, négocier le « partage de la valeur ajoutée », qu'est ce d'autre que soumettre les revendications de salaire à la bonne marche de l'entreprise et au-delà à la bonne marche du capitalisme ? Une telle négociation est donc parfaitement contradictoire à tout combat pour les salaires.

Armer politiquement une avant-garde pour les combats de classe à venir

Il faut dire la vérité. Pour le moment, en Europe, le prolétariat reste cadenassé par les appareils, et c'est encore plus vrai en France même. L'onde de choc qui s'est produite en Egypte, en Tunisie, qui se propage aujourd'hui en Syrie ne s'est pas encore répercutée dans la vieille Europe. L'unité mondiale de la lutte de classes n'exclut pas les inégalités dans son développement. Mais, puisque l'avenir prévisible est celui d'une brutale aggravation des conditions d'existence pour les masses comme conséquence immédiate d'une nouvelle étape de la crise ou d'une nouvelle vague d'attaques anti – ouvrières – ou de leur combinaison – chômage, vie chère -, le prolétariat et la jeunesse seront poussés à réagir avec force et à briser le carcan constitué par les appareils syndicaux et les partis ouvriers contre révolutionnaires.

C'est dans la perspective de cette modification qu'il faut agir. Et pour cela, il faut combattre en premier lieu contre l'« union nationale » en défense de l'impérialisme français, de ses interventions guerrières en Libye, en Côte d'Ivoire, en Afghanistan. L'ennemi est dans notre propre pays. L'ennemi, c'est le gouvernement Sarkozy Fillon. Préparer l'affrontement avec ce gouvernement pour le vaincre et le chasser, c'est aujourd'hui combattre partout de manière à chaque fois adaptée à la situation concrète pour imposer aux dirigeants syndicaux la rupture du dialogue social avec ce même gouvernement et le MEDEF.

Ce combat est inséparable de celui visant à mettre en évidence l'actualité du combat pour le socialisme. Jamais autant qu'aujourd'hui, n'était apparu aussi clairement le fait que l'impérialisme, c'est « la réaction sur toute la ligne » (Lenine). Du Japon aux Etats Unis, du Portugal à la Grèce, la leçon des événements est claire : il faut en finir avec le capitalisme ; il faut combattre pour le socialisme !

Cet article a le mérite de remettre les choses à leurs places, notamment le rôle de l'appareil de FO qui n'est pas différent des autres syndicats. Par contre, je ne suis pas du tout certain que le rôle contre-révolutionnaire des appareils suffise à expliquer la situation sociale et politique actuelle. La révolution tunisienne a démontré qu'il ne suffisait pas de chasser celui qui incarnait le pouvoir ainsi que son parti pour modifier la nature sociale de l'Etat, que mettre en avant un certain nombre de revendications sociales ou politiques n'aboutissait pas forcément à une issue politique conforme aux intérêts fondamentaux du prolétariat ou que la classe ouvrière soit en mesure de se saisir du programme de la révolution socialiste qui se traduirait par la liquidation de l'ensemble des institutions de l'ancien régime et la remise en cause des fondements du capitalisme.

C'est le manque de maturité politique du prolétariat qui n'a pas permis à ce jour de faire les premiers pas dans cette perspective. Maturité politique qui ne peut pas jaillir spontanément, une conscience politique qui ne peut pas s'improviser ou se forger en quelques mois à partir de zéro ou presque, sans qu'un puissant parti ouvrier révolutionnaire éclaire les masses sur les tâches et les objectifs politiques qu'elles doivent se fixer pour avancer vers leur émancipation. On peut se soulever et mener tous les combats qu'on veut contre le capitalisme ou le régime en place, mais sans le parti pour guider et organiser les masses, il sera impossible de les abattre, c'est l'absence ou l'existence du parti qui détermine l'avenir de la révolution dès lors que la majorité de la classe est mobilisée. On peut faire sauter le carcan des appareils sans jamais parvenir à faire sauter le régime et le capitalisme, ou alors le parti n'est pas aussi indispensable qu'on le prétend et il faut changer de stratégie dans notre lutte pour le pouvoir, abandonner les enseignements de la révolution russe de 1917, il faut choisir.

Et puis cessons de mener les militants et les travailleurs en bâteau : sans discipline et organisation centralisée, sans un commandement militaire pour vaincre l'appareil répressif de l'Etat, sans l'armement du prolétariat et son organisation en milices sous la direction du parti, jamais il ne sera possible d'abattre notre ennemi et de s'emparer réellement du pouvoir politique pour pouvoir s'attaquer ensuite au pouvoir économique des capitalistes, c'est-à-dire les exproprier et saisir tous leurs biens, anéantir leur capacité de résistance et de nuisance, les mater, les réprimer si nécessaire, autant de conditions et d'objectifs qui nécessitent un haut niveau de conscience politique qui ne seront jamais réunis par une Assemblée constituante qui par nature s'inscrit dans le cadre du régime en place.

Ce qu'il y a de particulièrement malsain dans l'avant-garde du mouvement ouvrier en général, c'est cette propension à laisser les militants et les travailleurs rêver ou monter des scénarios de toutes pièces qui ne correspondent rien ou certainement pas à la réalité, qui ne s'appuient pas sur l'expérience des dernières révolutions, comme si par miracle certains facteurs tel que l'armée n'existerait pas finalement ou serait un facteur secondaire, peut-être pour ne pas les effrayer à l'avance devant les obstacles qu'il nous faudra impérativement abattre pour vaincre. J'estime ce comportement irresponsable et contre-productif, car en réalité, c'est l'ensemble de ces tâches, de ces objectifs, des difficultés qu'il faudra affronter qui justifie la construction du parti révolutionnaire. La révolution tunisienne et le soulèvement révolutionnaire en Egypte ont placé sur le devant de la scène politique le rôle déterminant de l'armée, et au lieu de traiter comme il se doit cette question, on préfère l'ignorer, je ne dis pas cela pour ce groupe, je parle en général, je vais au-delà des questions qu'il a abordées.

On nous rétorquera que si l'on aborde la question du renversement du régime sous cet angle, les masses ne nous suivront pas. C'est un faux argument puisque vous pouvez l'aborder sous n'importe quel angle, aujourd'hui personne ne vous suivra, sauf les éléments les plus déterminés du prolétariat qui n'ont plus rien à perdre. Or, c'est justement à ces couches du prolétariat que personne ne s'adresse ou auxquelles on est toujours incapable de s'adresser, ce ne sont certainement pas des fonctionnaires ou des éléments des couches moyennes ou de l'aristocratie ouvrière qui estiment avoir quelque chose à perdre et qui constituent le fond de commerce des syndicats et des partis ouvriers ou encore des différents groupes de militants, qui auront envie demain de s'engager dans cette voie, assez d'hypocrisie ou d'arguments foireux d'une mauvaise foi incroyable.

Tout le monde avait les yeux rivés sur l'armée pendant les premiers mois de la révolution tunisienne et personne n'a osé aborder ce sujet comme je le fais ici. A l'époque, j'ai écrit sur la guerre civile en reprenant les enseignements de la Commune de Paris et de la révolution russe, je ne suis pas un dirigeant ni un cadre de parti, mais j'estime avoir assumé mes responsabilités, afin que les militants ne se fassent aucune illusion sur le cours de la révolution tunisienne. - Oui mais nous nous avions besoin d'y croire diront peut-être certains militants, comme la grève générale en France à l'automne dernier, eh bien qu'ils aillent brûler un cierge dans la première église venue et cela leur fera le même effet que de reprendre en coeur un cantique dans la chapelle de leur parti !

Politique

1- France

1.1- Les radars de la discorde.

François Fillon a déclaré ce mardi midi aux députés de la majorité qu'ils seraient «*entendus*» sur leurs propositions sur la sécurité routière mais qu'il «*ne reviendrait pas sur la fin de la signalisation systématique des radars*», selon des participants à la réunion du groupe UMP à l'Assemblée.

Quelques minutes après, le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a néanmoins annoncé que le démontage en cours des panneaux signalant les radars fixes était suspendu jusqu'à ce que se tienne «*une concertation locale*». Il a ajouté qu'un «*radar pédagogique*», non pénalisant, remplacerait à terme chaque panneau, selon des participants à la réunion du groupe UMP à l'Assemblée.

Le président du groupe UMP à l'Assemblée, Christian Jacob, a estimé que la cause était désormais entendue. «*C'est-à-dire qu'avant chaque radar fixe, il y aura un radar pédagogique*», a précisé Christian Jacob. «*Il y aura aussi parfois des radars pédagogiques sans radar fixe mais il y aura un radar pédagogique avant chaque radar fixe*».

Mais l'entourage de Claude Guéant a précisé ultérieurement que les radars pédagogiques ne remplaceraient pas systématiquement les panneaux de signalisation des radars fixes. «*Ils seront parfois un peu avant, parfois un peu après*», en fonction du terrain, a-t-on ajouté de même source.

Les déclarations des deux responsables sur les nouvelles mesures concernant la sécurité routière semblent contradicatoires. Néanmoins, l'entourage de Claude Guéant a souligné qu'il n'y a «*aucune divergence*» entre le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur. (20minutes.fr 24.05)

On imagine déjà d'ici comment ils gèreraient une crise politique ouverte. Camarades, rira bien qui rira le dernier, et notre tour arrive, au galop, encore un peu de patience...

1.2- Un mouvement spontané ?

Plusieurs dizaines de jeunes français regroupés tous les soirs depuis quelques jours place de la Bastille par solidarité avec les "*indignés*" espagnols appellent à un vaste rassemblement à Paris dimanche prochain.

Des rassemblements sont prévus d'ici à là un peu partout en France mardi et mercredi, notamment à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Strasbourg, Nantes ou Bordeaux.

Le mouvement "*Démocratie réelle, maintenant !*" estime que la mobilisation citoyenne des jeunes Espagnols, qui occupent depuis le 15 mai des places jour et nuit, concerne tous les Européens, qui doivent devenir "*acteurs de cette dynamique de changement.*"

"*La révolte des pays arabes a traversé la Méditerranée. Le réveil du peuple espagnol envoie un message clair à tous les Européens, à nous de saisir cette opportunité*", écrit-il sur son site internet.

"*Nous sommes pris à la gorge par les plans d'austérité qui se multiplient partout en Europe*", ajoute-t-il, estimant que la crise économique et financière "*touche tout le monde*".

"*Démocratie réelle, maintenant !*" estime qu'en France, où les profits du CAC 40 ont doublé, le chômage des jeunes atteint 25 %. "*En Espagne, c'est 40 % des moins de 35 ans qui sont sans emploi.*"

Le mouvement a reçu le soutien de Génération précaire, qui souligne qu'en France aussi, "*les jeunes en ont ras-le-bol*".

"*Nous sommes des millions. Le mouvement est suivi dans toute l'Europe avec des manifestations en Grande-Bretagne ou encore en Grèce sous le slogan " People of Europe Rise Up* " (Peuples d'Europe, soulevez-vous !), écrit le mouvement dans un communiqué.

Pour l'association, les jeunes, premiers touchés par la crise, "*se révèlent une véritable variable d'ajustement et revendiquent un droit au travail qu'on leur refuse sous prétexte de crise économique mondiale.*" (Reuters 24.05)

Je n'en sais pas suffisamment sur ce "*mouvement*" pour en parler. Je me demande comment on peut créer une page sur Facebook ou un autre support et se retrouver du jour au lendemain propulsé sur le devant de la scène et être connu par des milliers ou plus d'internautes. Je crois avoir compris que des camarades avaient créé de telles pages sans jamais avoir jamais rencontré un tel succès. Je suis peut-être naïf ou hors circuit dans mon trou à l'autre bout du monde, je voudrais bien qu'on m'explique ou m'éclaire sur cette question. Je n'ai pas d'a priori, je cherche juste à comprendre.

2- Egypte

L'ex-président égyptien Hosni Moubarak et ses deux fils Alaa et Gamal seront jugés devant un tribunal pénal pour meurtres de manifestants lors les trois semaines de Révolution du Nil ainsi que pour abus de pouvoir et gaspillage de deniers publics, a annoncé mardi le parquet.

L'un des chefs d'accusation, celui de meurtre prémédité, est passible de la peine capitale.

Cette décision met fin aux spéculations voulant que l'ancien raïs de 82 ans ait obtenu la garantie de se voir épargner une humiliation publique de la part de l'armée qui l'a poussé vers la sortie le 11 février dernier sous la pression de la rue après 30 ans de pouvoir, et a repris en main les affaires du pays.

L'ancien chef des services de renseignement Hussein Kamal al Dine Ibrahim Salem, est lui aussi poursuivi pour les mêmes faits, mais il est en fuite.

La décision de juger les Moubarak a été annoncée trois jours avant une nouvelle démonstration de force des révolutionnaires de la place Tahrir du Caire, coeur de la Révolution du Nil, qui ont obtenu leur éviction à l'usure grâce à la bienveillance de l'armée.

Cette manifestation avait pour objet de demander à l'armée, qui a promis de remettre rapidement les rênes du pays à un pouvoir civil démocratiquement élu, d'accélérer le rythme des réformes et le jugement public de Moubarak et de son clan.

"*Chaque fois que la jeunesse menace de retourner sur la place Tahrir en masse, ils font quelques concessions*", note Hassan Nafaa, un politologue critique de longue date du régime de Moubarak. (Reuters 24.05)

3- Libye

3.1- Le colonel Mouammar Kadhafi serait prêt à abandonner le pouvoir à condition qu'il puisse rester en Libye, écrit France Soir dans son édition de mercredi.

Citant des "*sources sûres, proches du pouvoir libyen*", le quotidien affirme que des émissaires du colonel Kadhafi rencontrent depuis quelques semaines, dans le plus grand secret, des responsables occidentaux, y compris français, "*chaque partie voulant en finir vite*".

Interrogé par Reuters, le ministère français des Affaires étrangères n'a pas confirmé l'existence de contacts avec des responsables français.

Selon France Soir, le colonel Kadhafi a été "*traumatisé par la mort de son plus jeune fils et de trois de ses petits enfants dans un bombardement de l'Otan le 1er mai dernier et est las d'être traqué*".

"*Dans ce contexte, Kadhafi serait prêt à céder le pouvoir, d'autant plus que son entourage aurait désormais envie de tourner la page*", ajoute-t-il.

Mouammar Kadhafi se sentirait "*comme un lion en cage*" et souffre de l'impossibilité de se déplacer, notamment dans le désert qu'il affectionne.

"*Il passe chaque jour plusieurs heures sur internet en arabe, en anglais ou en italien. Il veut savoir ce qui se dit, savoir de quoi on parle, et quelles sont les dernières informations sur le web*", ajoute France Soir. (Reuters 24.05)

Info ou intox ?

3.2- Le ministre libyen du Pétrole, Chokri Ghanem, n'a pas fait défection et travaille en secret pour Mouammar Kadhafi afin de rester en contact avec les grandes compagnies pétrolières, a appris Reuters auprès de plusieurs entreprises occidentales.

Deux sources, dans l'opposition libyenne et chez un acteur majeur du secteur pétrolier, ont rapporté que Ghanem avait invité des représentants de compagnies pétrolières à venir le rencontrer la semaine dernière en Tunisie pour discuter des contrats d'approvisionnement. (Reuters 24.05)

4- Tunisie

Le gouvernement tunisien de transition a décidé de maintenir au 24 juillet l'élection cruciale d'une Assemblée constituante, contre l'avis de la commission électorale qui proposait de la reporter au mois d'octobre pour des raisons techniques et logistiques.

«*Le Conseil des ministres a discuté longuement de la proposition de la Haute instance pour les élections et il a décidé de respecter la date fixée par le gouvernement et le président, c'est-à-dire l'organisation des élections le 24 juillet*», a déclaré le porte-parole du gouvernement Taïeb Baccouche. «*La Haute instance a proposé ce report sans discuter avec le gouvernement*», a-t-il souligné. (liberation.fr 24.05)

5- Yémen

Le mouvement de contestation contre le président Ali Abdullah Saleh se durcit au Yémen. Des combattants membres d'une des plus grandes tribus du pays ont bloqué l'accès à des bâtiments gouvernementaux et barricadé des rues dans le centre de Sanaa mardi, affrontant les forces gouvernementales.

Les combattants tribaux semblaient avoir pris le contrôle d'un quartier de Sanaa où se trouvent notamment des ministères et le siège du parti au pouvoir, après les combats les plus violents enregistrés depuis le début du soulèvement il y a trois mois. Au moins 12 personnes ont été tuées dans des affrontements ces deux derniers jours, selon des chefs tribaux et des sources médicales.

La décision du cheikh Sadeq al-Ahmar, chef de la puissante tribu des Hached, d'impliquer ses hommes dans le conflit renforce la pression contre le président Saleh, et pourrait entraîner une confrontation encore plus meurtrière entre les milices tribales fortement armées et les troupes pro-Saleh. Le président yéménite a refusé de quitter le pouvoir malgré trois mois de soulèvement presque ininterrompu.

Les combattants tribaux, armés de Kalachnikov, ont dressé des barricades dans le quartier d'Hassaba, où des bâtiments ont été criblés de balles.

Les affrontements ont commencé après que les forces gouvernementales eurent essayé de rentrer dans la maison de Sadeq al-Ahmar, dans le quartier d'Hassaba. Après avoir repoussé les forces pro-Saleh, il a prévenu le président qu'il devait rappeler ses troupes, faute de quoi il s'exposerait à des combats plus violents.

"*Nous faisons preuve de retenue*", a déclaré Sadeq al-Ahmar à l'Associated Press. "*Nous appelons le régime à retirer ses troupes.*"

Certains chefs de l'armée ont déjà rejoint l'opposition. Mais le choix de Sadeq al-Ahmar de s'impliquer dans les combats pourrait entraîner le Yémen dans une voie dangereuse en contraignant les autres chefs de clan du pays à prendre partie, et à encourager d'autres dirigeants de l'armée à se désolidariser du gouvernement.

Le Yémen est un patchwork de tribus disposant de puissantes milices dont le soutien est essentiel pour le président Saleh, qui est aussi membre de la tribu des Hached. (AP 24.05)

Média

Le monarque dans le rôle de tartuffe ou quand un bouffon se fait remettre en place par ses maîtres.

Nicolas Sarkozy a appelé mardi au dialogue entre les acteurs de l'internet et les Etats en vue de définir des règles communes pour encadrer la "révolution" du web sans en brider le développement, dans le cadre d'un e-G8 dont les conclusions s'annoncent toutefois vagues.

"***Le document final n'a pas besoin d'être un document consensuel. Il peut présenter des contradictions. Il pourra présenter des désaccords***", a déclaré Maurice Lévy, président du directoire de Publicis et organisateur de l'événement.

"***Nous avons besoin de comprendre vos attentes vos aspirations, vos besoins. Et vous avez besoin d'entendre nos limites, nos lignes rouges***", a-t-il expliqué, citant la protection des enfants, la lutte contre le terrorisme ou encore la propriété intellectuelle parmi les thèmes à aborder.

Conscient des craintes suscitées par l'initiative française d'inscrire internet au menu du G8, Nicolas Sarkozy a insisté sur le fait que son intention n'était pas de nuire à la croissance d'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie mondiale.

"***Vous avez changé le monde au même titre que Colomb et Galilée***", a-t-il lancé à l'assistance. Mais les acteurs de l'internet doivent comprendre qu'ils ne peuvent s'affranchir "***de valeurs minimum, de règles minimum***", a-t-il nuancé.

"***Je pense que le gouvernement a effectivement un rôle à jouer pour encourager l'innovation sur internet : c'est de rester hors de notre chemin***", a dit à Reuters Jimmy Wales, le fondateur de Wikipedia.

Le président de Google Eric Schmidt a pour sa part mis en garde contre toute précipitation dans l'adoption de mesures de régulation, en soulignant que les innovations technologiques apportaient parfois des solutions plus efficaces.

"***Le point le plus important aujourd'hui c'est de ne pas faire de mal***", a souligné de son côté le directeur général de Dailymotion, Martin Rogard, en marge du Forum. "***Il faut faire attention à préserver un écosystème dans lequel les lois ne changent pas tous les six mois***". (Reuters 24.05)

Social

1- Corée du Sud

Des milliers de policiers anti-émeute, soutenus par des canons à eau et des hélicoptères, sont intervenus mardi dans une usine de pièces automobiles, fournisseur du constructeur Hyundai, pour déloger une partie des employés en grève, a indiqué la police.

Quelque 2.700 policiers, soutenus par cinq canons à eau et quatre hélicoptères, sont intervenus à l'usine Yoosung, à Asan, à 80 km au sud de Séoul, selon un communiqué de la police. Plus de 500 employés s'étaient mis en grève pour obtenir une amélioration des salaires et des conditions de travail et occupaient l'usine. Plus d'une centaine d'entre eux ont été interpellés et les autres ont été dispersés, selon la police.

"***La police est intervenus dans l'usine, pour le moment sans violences***", a indiqué à l'AFP une porte-parole de la police de Asan. L'intervention s'est produite alors que l'usine était bloquée depuis six jours. Selon la direction de Yoosung et la police, le blocage de l'usine de Asan était illégal dans la mesure où les grévistes empêchaient les non-grévistes d'entrer dans l'usine et occupaient les lieux.

Yoosung fabrique des éléments pour moteurs, notamment des segments de pistons et des arbres à cames pour différents constructeurs automobiles sud-coréens, dont certains, en rupture de stock, avaient dû suspendre leur production. La grève avait sérieusement affecté le premier constructeur sud-coréen, Hyundai qui a indiqué mardi avoir arrêté, dans son usine de Ulsan (sud-est), la production sur deux chaînes de moteurs diesel équipant ses modèles SUV Starex, Santa Fe et Tucson et camions Porter. Selon l'agence Dow Jones Newswires, Hyundai redoutait un déficit de production de 50.000 véhicules, soit 14% de ses ventes mensuelles, si la grève se poursuivait jusqu'à la fin mai. Il n'a pas été précisé quand la production à l'usine de Yoosung allait reprendre. (20minutes.fr 24.05)

2- Japon

2.1- Le combustible nucléaire a fondu dans les réacteurs 1, 2 et 3 de Fukushima, a reconnu mardi l'opérateur de la centrale, Tokyo Electric Power (Tepco), alors que des experts de l'AIEA entamaient une enquête sur la grave crise qui frappe le site.

Tepco avait déjà annoncé la semaine dernière que les barres de combustible du réacteur 1 avaient fondu, dans les jours qui ont suivi la panne des systèmes de refroidissement suite au tsunami du 11 mars.

L'analyse des dernières mesures effectuées sur les réacteurs 2 et 3 de Fukushima Dai-ichi (Fukushima 1) montre que les barres de combustible sont dans le même état, a déclaré mardi une porte-parole de Tepco, Aya Omura.

Les techniciens de Tepco ont pompé des tonnes d'eau dans les coeurs des réacteurs pour les refroidir. Conséquence, les conteneurs provisoires destinés à recueillir l'eau radioactive sont presque pleins, ce qui fait craindre un risque de nouvelles fuites d'eau contaminée dans le Pacifique. (AP 24.05)

2.2- Il faudrait encore évacuer quelque 70.000 personnes résidant au Japon dans des zones contaminées par les retombées du panache radioactif de la centrale nucléaire de Fukushima, estime l'Institut de radioprotection et de sécurité nucléaire (IRSN).

Au delà de la zone des 20 km située autour de la centrale accidentée qui a déjà été évacuée, des dépôts importants d'éléments radioactifs ont été relevés dans la direction du nord-ouest, avec une radioactivité de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions de becquerels au mètre carré. (libération.fr 24.05)

Economie

1- France

Comme nous l'indique la dernière enquête de l'association de consommateurs UFC-Que choisir, c'est lors des incidents de paiement effectués avec les cartes bleues (qui ne sont pas encore indispensables, mais presque) que les banques se servent largement en frais bancaires : pas moins de 2,7 milliards d'euros de frais bancaires sur les incidents de paiement.

Et c'est une marge de 83 % qu'elles font sur ces opérations. Pas mal non ?

L'UFC-Que choisir trouve ces frais disproportionnés, mais les banques, par l'intermédiaire de la Fédération Française des banques, se justifient : l'alimentation et la sécurité des distributeurs coûtent cher : 3 milliards d'euros par an. (lepost.fr 24.05)

2- Chine

La Chine a dépassé fin avril les 900 millions d'utilisateurs de téléphone portable, dont près de 70 millions utilisant la 3G (téléphonie mobile à haut débit de 3e génération), a annoncé mardi le ministère de l'Industrie et de l'Information.

La semaine passée, le gouvernement chinois a également annoncé une hausse de 20 millions du nombre d'internautes, à 477 millions. (AFP 24.05)

Le 26 mai

Je vous proposerai demain une analyse politique.

Politique

1- Grèce

1.1- Quinze mille Grecs inspirés par les "*indignés*" d'Espagne se sont rassemblés mercredi devant le siège du Parlement, à Athènes, pour protester contre les mesures d'austérité aux cris de "*voleurs!*".

"*Dehors, la junte du FMI!*", clamait l'une des banderoles brandies lors de cette première manifestation apolitique depuis le début de la crise liée à la dette publique. (Reuters 25.05)

1.2- La Grèce n'organisera pas de référendum sur les nouvelles mesures d'austérité ou sur l'euro, a dit mercredi le porte-parole du gouvernement d'Athènes.

"*Il n'y pas d'intention particulière, pas plus que de projet précis, de procéder à un référendum*", a déclaré Georges Petalotis, lors d'une conférence de presse. (Reuters 25.05)

Que craignent-ils donc ?

2- Espagne

Après l'euphorie de la première semaine, la mobilisation des jeunes '*indignés*' commençait à s'essouffler, mercredi 25 mai, sur la Puerta del Sol à Madrid, selon l'un des porte-parole du mouvement lancé le 15 mai sur le Web.

Si le '*village alternatif*' installé sur la place madrilène continue à s'étendre, les rassemblements qui réunissaient tous les soirs de la semaine dernière des milliers ou des dizaines de milliers de personnes ont moins d'ampleur cette semaine.

'*L'esprit reste intact mais la mobilisation a un peu baissé après l'euphorie du début*', a indiqué l'un des porte-parole de ce mouvement. '*Maintenant, on travaille plus calmement, on continue à se structurer pour que le mouvement continue même si le campement sur la Puerta del Sol disparaît*', a ajouté ce biologiste au chômage depuis cinq mois.

Le mouvement a décidé le maintien du rassemblement jusqu'à au moins dimanche prochain. '*Pour la suite, nous n'avons encore rien arrêté*', a indiqué mercredi Pablo Prieto. '*L'idée est de créer des assemblées dans tous les quartiers pour diffuser nos propositions pour une démocratie plus juste*', a-t-il précisé.

Les '*indignés*' prévoient d'organiser samedi des réunions dans les différents quartiers de Madrid, avant de décider dimanche de la suite de la mobilisation. (LeMonde.fr avec AFP 25.05)

3- Egypte

L'Egypte rouvrira sa frontière avec la bande de Gaza au point de passage de Rafah "*sur une base quotidienne*" à compter du 28 mai afin d'alléger les restrictions pesant sur la population palestinienne de cette étroite bande côtière soumise à un blocus israélien, a annoncé mercredi l'agence de presse officielle Mena.

Cette mesure, qui a toutes les chances de soulever des objections de la part de l'Etat hébreu, est, semble-t-il, une nouvelle illustration de l'inflexion de la politique égyptienne depuis "*la révolution du Nil*" qui a renversé le 11 février le président Hosni Moubarak.

Sous le "*raïs*" aujourd'hui déchu, les autorités égyptiennes n'entrouvraient que périodiquement le poste-frontière de Rafah pour faire entrer des vivres, des médicaments ou des personnes, essentiellement des blessés ou des étudiants cherchant à se rendre en Egypte ou dans des pays tiers via ce pays.

La nouvelle décision - la frontière sera ouverte tous les jours, sauf vendredi, jour férié, de 09h00 à 17h00 - s'inscrit "*dans le cadre des efforts déployés par l'Egypte pour faire cesser les divisions entre Palestiniens et mettre un point final à leur réconciliation*", a ajouté l'agence égyptienne.

Début mai, le ministère égyptien des Affaires étrangères avait annoncé que Le Caire envisageait d'ouvrir le poste-frontière de Rafah de manière permanente pour soulager la vie du million et demi de Palestiniens soumis au blocus israélien. (Reuters 25.05)

4- Yémen

Des partisans d'un chef tribal rallié à l'opposition ont pris, dans la nuit de mardi 24 à mercredi 25 mai, le contrôle de l'agence de presse officielle yéménite SABA. De violents combats opposent depuis lundi, à Sanaa, les partisans du chef de la puissante tribu des Hached, Cheikh Sadek Al-Ahmar, aux forces fidèles au président contesté Ali Abdallah Saleh. Ces affrontements auraient fait au moins 44 morts dans la capitale.

Les hommes de Cheikh Al-Ahmar ont également pris le contrôle de la compagnie aérienne nationale Yemenia et tenté d'occuper le ministère de l'intérieur, a ont indiqué un haut responsable et des témoins. D'intenses combats se sont poursuivis tard dans la nuit à Sanaa. (lemonde.fr 25.05)

5- Grande-Bretagne. Déjà ! Ils n'ont pas changé.

Une nouvelle exposition, Pirates: l'histoire du capitaine Kidd, s'est ouverte à Londres le 20 mai. Elle révèle une connivence de haut niveau entre les hommes d'affaires et les «*pirates*» au XVIIe siècle. Ces «*pirates*», pour la plupart, avaient été enrôlés dans la marine pendant la guerre; au chômage ensuite, ils auraient alors été payés par les élites britanniques pour piller leurs ennemis et protéger la compagnie des Indes orientales.

Tom Wareham, conservateur du musée des Dockland de Londres, espère mettre fin aux mythes qui perdurent encore aujourd'hui sur les pirates. Il explique:

«*Lorsque la Grande-Bretagne a commencé à étendre son empire, les pirates pouvaient très bien se trouver marchant dans les rues de Londres. […] Il y avait dans cette ville des affaires louches avec des bailleurs de fonds mystérieux et puissants [qui avaient] financé une grande partie de la piraterie dans le monde entier.*»

L'exposition révèle que le célèbre capitaine Kidd était en fait la marionnette de l'élite londonienne la plus riche. Tom Wareham raconte:

«*C'était en fait un corsaire, un mercenaire autorisé par le gouvernement à piller les navires marchands, arborant les couleurs des ennemis de l'Angleterre –principalement la France et l'Espagne.*»

Ce pirate était en fait embauché par cinq leaders politiques britanniques. «*C'était un arrangement qui puait la corruption*», explique l'historien Angus Konstam.

Cependant, lorsqu'il est devenu gênant, il a été liquidé. Il menaçait alors les intérêts commerciaux de la Grande-Bretagne. Officiellement jugé pour le meurtre de William Moore, il n'aura pas le droit de témoigner lors de son procès, le 23 mai 1701. Il avait alors tenté d'obtenir un sursis en écrivant une lettre qui proposait de partager un trésor caché, constitué de butins pillés. Le capitaine Kidd avait alors été pendu, recouvert de goudron et abandonné en mer dans une cage de fer en guise d'avertissement pour les autres pirates. Son «*trésor*» n'a jamais été retrouvé. (slate.fr 25.05)

Le 27 mai

La causerie qui suit n'a rien à voir avec ce que j'envisageais d'écrire hier. J'ai rédigé un autre article qu'il me reste à compléter avant de le mettre en ligne demain. A vrai dire je n'en suis pas satisfait, mais bon, je ne suis pas très en forme en ce moment.

J'ai entendu une réflexion intéressante hier sur TV5Monde Asie, un Bulgare vivant au Québec a écrit un livre sur son pays d'origine en disant que c'était la distance qui l'avait aidé à prendre conscience de certains aspects de la vie de son pays natal, qu'elle avait été l'instrument sans lequel il en aurait été incapable, qu'il avait fallu en sortir pour le percevoir ou en avoir une approche différente, plus objective. J'ai trouvé cette réflexion très juste. On ne peut se représenter la forme de la terre que vue d'une certaine hauteur ou distance, et plus on s'en éloigne et mieux on peut discerner qu'elle est ronde. On doit analyser les choses sous des angles différents pour pouvoir se les représenter dans leur totalité, c'est un peu comme le regard que l'on porte sur une surface plane qui sera différent d'un objet que l'on scrute en trois dimensions. Vive la dialectique, quoi ! Passons à notre sujet du jour, improvisé et sans brouillon ou notes.

Au sein du mouvement ouvrier deux théories s'affrontent, la première qui consiste à affirmer que le capitalisme pourrait s'y prendre autrement s'il le voulait bien, la crise du capitalisme correspondrait à une crise de mauvaise volonté de la part des affreux capitalistes et non à l'évolution du capitalisme en proie à des contradictions exacerbées liées à ses lois de fonctionnement interne, à ses origines ou fondements, auxquels il ne faut évidemment pas s'attaquer, la crise du capitalisme aurait une origine purement subjective ou idéaliste, pour ainsi dire immatérielle ; la seconde reposant justement sur ces contradictions qui poussées à l'extrême conduisent infailliblement à la paupérisation, à la guerre et à la barbarie conduisant le prolétariat à se soulever pour renverser l'ordre établi et instaurer le socialisme...

Entre les deux on trouve les nihilistes, les philosophes en mal d'idéal et les illuminés de tout ordre qui finalement se situent sur le même plan que ceux qui nient le développement historique du capitalisme qui conduit l'humanité à la barbarie.

S'indigner... mais en demeurant apolitique, tout un programme ! C'est sans nul doute le meilleur moyen pour ne jamais changer la société.

Après avoir créé de toutes pièces la plupart des mouvements terroristes dans le monde dont Al-Qaïda, encouragé, soutenu et financé le mouvement altermondialiste, financé partis et syndicats corrompus qui servent de remparts aux institutions et

au capitalisme, les représentants du vieux monde pourri seraient-ils en passe de servir la soupe aux anarchistes et autres capitalistes libertaires (Onfray) pour tenter de soulager la pression qui ne cesse de monter dans la société et qui risque de l'emporter à la moindre étincelle ?

Ils ont acquis une solide expérience dans l'art de canaliser, détourner et étouffer la révolte de la jeunesse. Ce mouvement en fait-il partie ? Je n'en sais rien. Leurs initiateurs peuvent être honnêtes et sincères et facilement se faire manipuler à leur insu, dès lors qu'ils ne possèdent aucune expérience sur le plan politique ou de la lutte des classes, selon leurs propres témoignages.

Troublante coïncidence qu'il soit né en Espagne à peine une semaine avant les élections municipales et régionales, sachant qu'il allait favoriser l'abstention et permettre au parti de l'ordre, le Parti populaire, de remporter une victoire encore plus large sur le PSOE. Cela dit nous ne verserons pas une larme sur le PSOE à la botte du FMI et de l'UE, du capitalisme en général ou des institutions héritées du franquisme qu'il a soigneusement conservé au lieu de les abolir.

Aussi troublante que l'affaire DSK qui intervient à peine un mois avant la clôture du dépôt des listes des candidats à la candidature à l'élection présidentielle de 2012 au PS, alors qu'il était donné largement favori devant tous les autres candidats potentiels.

Tout comme la coïncidence tout aussi troublante entre la soi-disant présence de Ben Laden pendant des années dans une ville-caserne située à 80 kms de la capitale pakistanaise, et la présence de Ratko Mladic dans une maison située au beau milieu d'un village à moins de 100 kms de la capitale serbe, dont l'arrestation intervient une semaine avant une importante réunion entre les autorités serbes et les représentants de l'Union européenne, à mettre en parallèle avec les difficultés croissantes que rencontre l'impérialisme américain pour maintenir sa domination en Afrique du Nord, au Moyen et Proche-Orient à travers des régimes dictatoriaux et corrompus jusqu'à la moelle.

On pourrait aussi évoquer le cas de la Libye ou de la Syrie. Avant cela déjà en Egypte et en Tunisie, des opposants s'improvisant bloggeurs et apparemment sortis de nulle part, avaient réussi l'exploit de se retrouver en première ligne sur le Net, avant qu'on apprennent qu'ils avaient déjà des contacts avec des représentants de l'impérialisme britannique, américain ou français. Ils ont pris le mouvement en route (Tunisie) ou ils l'ont plus ou moins initié avant qu'il ne les dépasse (Egypte et Syrie).

Quoi que fasse l'impérialisme pour manipuler les masses, les faits démontrent que l'impérialisme, malgré les puissants moyens financiers, militaires ou de propagande dont il dispose, ne peut empêcher indéfiniment qu'une tension croissante s'exerçant sur un régime ne débouche pas sur une explosion sociale inaugurant un processus révolutionnaire posant à terme la question de sa liquidation.

Le développement de la situation au Yémen le prouve une nouvelle fois.

Il prouve que l'impérialisme est incapable de maintenir en place un régime qui lui était acquis ou dont il avait favorisé la mise en place au-delà d'une certaine limite, sous les coups de butoirs des masses exploitées confrontées à des difficultés sociales grandissantes dès lors qu'elles se soulèvent. Si Saleh n'a pas voulu signer l'accord concocté par l'impérialisme américain et les monarchies du Golfe, c'est parce qu'il craint par dessus tout qu'une fois débarqué du pouvoir les masses n'en restent pas là et réclament malgré tout sa tête. Il a sous les yeux le sort qui est maintenant réservé à Ben Ali et Moubarak qui devraient être jugés et lourdement condamnés et il n'a pas du tout envie de subir à terme le même traitement. Il aura été soutenu à bout de bras jusqu'au bout par l'impérialisme américain, en vain.

D'une certaine manière, tous ses plans ont également échoué en Irak si on y regarde de plus près, car aucun des scénarios qu'il avait concoctés pour l'après Saddam Hussein n'ont pour le moment abouti parce qu'à chaque fois les Irakiens se sont dressés pour les faire échouer, ils ont tout juste mené le pays au chaos, or ce n'était certainement pas leur objectif, même si temporairement il en retire un bénéfice substantiel à travers l'exploitation du pétrole qui a redémarré.

Pour qu'il puisse y avoir un régime stable en Irak, il faudrait que l'Etat soit souverain et qu'il ait les moyens financiers pour satisfaire les besoins sociaux élémentaires de la population et reconstruire les infrastructures du pays, ce qui aurait pour conséquence de réduire le pouvoir politique des différents clans ou des différentes factions qui sèment la terreur dans le pays, pour y parvenir rapidement il ne pouvait compter que sur la nationalisation du pétrole et autres richesses du pays, or ce sont les multinationales américaines (notamment) qui en retirent le plus grand profit, du coup la guerre et le chaos se poursuivent.

Maintenant un autre problème se trouvait posé en Irak, que la dictature de Saddam Hussein n'avait réussi à contenir qu'en recourant à la répression ou en faisant régner la terreur et qu'il avait pour ainsi dire contribué à masquer de la sorte, le fait que le développement de ce pays reposait essentiellement sur l'exploitation du pétrole, alors qu'il demeurait largement sous-développé en dehors des grandes villes ou des centres industriels et que les rapports féodaux ou semi féodaux se perpétuaient, rapports moyenâgeux dont se nourrissent aujourd'hui les différentes factions (ethniques ou religieuses) qui s'affrontent les armes à la main et qui rendent l'unité et la gestion du pays quasiment impossible.

Pas plus hier sous Saddam Hussein qu'aujourd'hui sous domination impérialiste, l'Irak présentait les caractéristiques d'un pays économiquement développé capable de passer d'un régime féodal ou une monarchie à une république démocratique bourgeoise.

Il a été révélé que le niveau de développement économique atteint par l'Irak n'étant pas diversifié et uniforme au niveau de tout le territoire, reposant essentiellement sur une mono industrie, celle du pétrole, il était impossible que le niveau juridique et la forme politique de l'Etat s'élève au-dessus des rapports sociaux moyenâgeux qui continuaient d'exister dans le pays sur fond de divisions religieuses qui les alimentaient en sous-main.

On retrouve la même situation et les mêmes rapports à des degrés divers en Libye et dans de nombreux pays en Afrique et au Moyen et Proche-Orient.

A l'époque de la décolonisation il aurait été possible de faire en sorte que les choses se passent autrement, que les énormes profits issus de l'exploitation des richesses du sous-sol de tous ces pays participent au développement de leurs infrastructures et au bien-être de leur population, afin d'aboutir à un développement économique plus équilibré permettant de satisfaire la majeure partie des besoins de leur population, mais tels ne furent pas les intentions ou les objectifs des impérialistes ou des dictateurs qui les remplacèrent à la tête de ces pays.

Leur objectif était de conserver ces pays dans un état de sous-développement permanent pour mieux continuer de les dominer et tirer profit de la surexploitation de leur main d'oeuvre, tout en vendant des quantités monstrueuses d'armes aux nouveaux régimes en place pour qu'ils puissent faire régner l'ordre dans leur pays et que les affaires se poursuivent tranquillement, leur stabilité étant impossible à garantir par d'autres moyens que la force, puisque de leur côté, les militaires, clans, ethnies ou tribus parvenus au pouvoir devaient accaparer l'essentiel des richesses ou profits qui revenaient à l'Etat, vouant leur peuple à la misère, à végéter ou à s'entretuer.

Chacun savait que s'il mettait le doigt dans l'engrenage du développement économique et des insfrastructures, les besoins de la population en matière d'éducation et de santé notamment suivraient automatiquement, que les masses réclameraient sans cesse une amélioration de leurs conditions de travail et de leur niveau de vie pour profiter du progrès social rendu possible par le développement économique, c'est pour éviter ou pour retarder le plus possible cette échéance qu'ils ont mis en place ou soutenu des dictatures ou des régimes archaïques ou des monarchies autoritaires et d'un autre âge.

Aujourd'hui tous les peuples sont en train de prendre conscience qu'on les a bernés pendant des décennies, qu'on les a maintenus dans la misère uniquement à la suite d'un froid calcul qui avait pour seul objectif de permettre à la fois aux différents impérialistes de continuer de dominer le monde en pillant notamment leurs richesses, pendant que des régimes fantoches et corrompus à leur solde maintenaient l'ordre par la force.

Il est permis de penser que le développement des réseaux de télévisions par satellite et Internet a contribué à accélérer cette prise de conscience, notamment chez la petite-bourgeoisie et les jeunes diplômés jusqu'à se répandre au fin fond du prolétariat et de la paysannerie, et qu'il est dorénavant impossible d'arrêter de manière autoritaire ce processus en pleine maturation, encore moins de revenir en arrière.

Il est dit que le capitalisme a engendré sa négation, qu'en naissant il a fait naître la classe qui viendra à bout de sa domination un peu plus tôt un peu plus tard, on se rapproche à grand pas désormais de cette échéance qui sera fatal au capitalisme. Il ne reste plus à la classe ouvrière internationale qu'à renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, ainsi que les enseignements de la révolution russe de 1917, pour trouver enfin la voie qui lui permettra de vaincre le capitalisme à l'échelle mondiale.

On poursuivra cette causerie dans les jours qui viennent en évoquant la situation en Europe.

Un dernier mot

Lu dans l'éditorial (Internet) de J-C Mailly daté du 25 mai :

- "*Aujourd'hui, si l'Europe est de plus en plus impopulaire, c'est bien parce qu'elle est restrictive, qu'elle suit la doctrine du capitalisme libéral, qu'elle est génératrice de chômage, de précarité et d'inégalités croissantes.*

C'est d'ailleurs pourquoi mobiliser pour l'Europe sociale c'est revendiquer une autre Europe, avec d'autres modalités, une Europe facteur de progrès social. C'est le sens de la revendication de clause sociale dans les traités."

La même Europe, l'Union européenne pourrait être "*facteur de progrès social*", si elle le voulait bien, ben voyons ! Il suffirait d'inclure une "*clause sociale dans les traités*" et le tour serait joué, envolée la crise du capitalisme !

Et pour parvenir à ce fabuleux miracle "*Cela exige des syndicats au niveau européen, donc de la CES, une combativité, une fermeté et une détermination.*", alors qu'elle est une création de l'UE des multinationales !

Ce n'est pas fini, et l'espoir est permis, sans rire "*le congrès d'Athènes a montré que la CES prenait ce chemin,*, ah ben alors, nous voilà rassurés, ouf !

Bref, cela mérite bien un consensus avec l'appareil pourri de FO, n'est-ce pas messieurs les dirigeants du POI ?

Au fait, bon congrès aux camarades du POI. Sans aucune illusion !

Politique

1- Serbie.

L'ancien chef militaire des Serbes de Bosnie Ratko Mladic a été arrêté jeudi en Serbie, seize ans après son inculpation pour le massacre de Srebrenica, la pire atrocité en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Son arrestation, annoncée par le président serbe Boris Tadic, lève un obstacle majeur au rapprochement de Belgrade avec l'Union européenne, a souligné Bruxelles.

L'arrestation de Mladic était une condition posée par l'Union européenne à l'intégration future de la Serbie et le commissaire européen à l'Elargissement, Stefan Füle, a confirmé que sa capture levait un obstacle majeur.

L'ancien général a été appréhendé tôt jeudi dans une ferme appartenant à un proche dans le village de Lazarevo, à une centaine de km au nord-est de Belgrade, près de Zrenjanin, a précisé un responsable de la police serbe.

La communauté internationale a salué une victoire du droit.

Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a parlé de "*jour historique pour la justice internationale*", d'"*étape importante dans notre combat collectif contre l'impunité*".

L'annonce de son arrestation à une centaine de kilomètres de Belgrade ne devrait pas manquer de susciter des interrogations sur la manière dont il a pu échapper pendant des années à la justice. Sa capture aurait été permise grâce à un informateur anonyme. (Reuters 26.05)

Cela ne vous fait pas penser à une autre affaire récente du même genre ? Hier soir le journaliste aux infos sur TV5Monde Asie a dit qu'il habitait dans une maison située au milieu du village dans l'artère principale, un endroit discret, à l'abri des regards, incognito, comme Ben Laden au milieu d'une ville-caserne, et absolument personne ne savait où il se trouvait pendant ces longues années, ben voyons. Le journaliste a ajouté qu'une importante réunion devait avoir lieu dans une semaine entre les autorités serbes et l'Union européenne. Cela tombe à pic pile poil, quel heureux hasard vraiment !

2- Georgie

La police géorgienne a fait usage de grenades lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de canons à eau dans la nuit de mercredi à jeudi à Tbilissi pour disperser des centaines d'opposants réclamant la démission du président Mikheïl Saakachvili.

Les affrontements ont également fait au moins 37 blessés.

Ancienne alliée de Saakachvili, Nino Bourdjanadze a déclaré à la télévision que l'opposition poursuivrait son mouvement contre le chef de l'Etat.

La manifestation avait lieu dans le centre de la capitale géorgienne, devant le siège du Parlement, sous une pluie diluvienne.

L'opposition réclame depuis des jours le départ du chef de l'Etat, accusé de monopoliser le pouvoir depuis "la révolution de la rose" de 2003, et la tenue d'élections anticipées. (Reuters 26.05)

3- Tunisie

L'élection d'une assemblée constituante en Tunisie aura lieu le 16 octobre, a annoncé jeudi le président de la commission électorale indépendante, Kamel Jandoubi.

Mardi, le gouvernement intérimaire avait pourtant déclaré que le scrutin serait maintenu au 24 juillet, la date initiale.

"*Il nous faut beaucoup de temps pour les élections (...) il ne nous reste pas assez de jours pour organiser la consultation. De ce fait, le scrutin aura lieu le 16 octobre*", a déclaré Kamel Jandoubi.

"*Il y a beaucoup de problèmes, comme le fait que près de 400.000 Tunisiens ne disposent pas dans le pays de carte d'électeur (...) En outre, nous devons recruter près de 24.000 agents pour organiser le scrutin (...) ils doivent être formés (...) tout cela prendra beaucoup de temps*", a-t-il ajouté.

Il y a deux jours à peine, le gouvernement avait maintenu la date du 24 juillet, répondant ainsi favorablement aux demandes exprimées par la rue au début du mois. (Reuters 26.05)

4- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont tiré à balles réelles jeudi soir sur des centaines de manifestants qui s'étaient rassemblés dans les rues de Deraa, dans le sud du pays, pour réclamer le départ du président Bachar Al-Assad, ont rapporté deux témoins.

Des manifestations ont lieu quotidiennement le soir, désormais, à Deraa et dans d'autres villes du pays, pour mieux échapper, à la faveur de l'obscurité, à l'important dispositif de sécurité qui s'est mis en place ces dernières semaines pour étouffer le mouvement de contestation. (Reuters 26.05)

5- Yémen

Une quarantaine de Yéménites ont trouvé la mort à Sanaa jeudi dans des affrontements entre forces de l'ordre et adversaires du président Ali Abdallah Saleh qui menacent de dégénérer en guerre civile.

Déflagrations et tirs d'armes automatiques ont retenti dans la journée aux alentours de la place où plusieurs milliers d'opposants campent pour demander au président Saleh de quitter le pouvoir.

Le parquet a ordonné l'arrestation des dirigeants "*rebelles*" de la famille de Sadik al Ahmar, puissant chef tribal qui a rejoint l'opposition et dont les hommes affrontent depuis lundi les forces gouvernementales dans la capitale.

Un représentant du gouvernement a déclaré sans plus de détail que le siège de la chaîne de télévision de l'opposition avait été "*détruit*".

"*Ali Abdallah Saleh est un menteur, un menteur, un menteur!*", a déclaré Sadik al Ahmar, interrogé par Reuters. "*Nous sommes intraitables. Il quittera ce pays pieds nus*", a-t-il poursuivi, excluant toute médiation. (Reuters 26.05)

Social

France

Les personnels de la petite enfance réclament une augmentation des effectifs ainsi qu'un nouveau calcul de la prime d'assiduité.

Les personnels des crèches parisiennes ont déposé un préavis de grève pour ce jeudi, vendredi et lundi prochain. Ils réclament une augmentation des effectifs ainsi qu'un nouveau calcul de la prime d'assiduité.

Concernant les effectifs, ils réclament une augmentation de 250 personnes alors que la Mairie de Paris en propose 90. Quant à la prime d'assiduité, elle comporte une part forfaitaire de 60% du montant et une part variable de 40%. Alors que la municipalité propose un calcul à 50/50, les personnels ont voté en assemblée générale un partage 80/20.

Le préavis de grève de ce jeudi concerne les auxiliaires puéricultrices, les personnels de service et des éducateurs de jeunes enfants. Tous les personnels sont appelés à la grève de ce vendredi. Une AG se tiendra à Paris pour se prononcer sur la reconduite éventuelle de l'action.

Au cabinet du maire de Paris, on indique que les négociations "*se poursuivent*". Les organisations syndicales seront reçues ce jeudi à 15h par l'adjoint au maire chargé de la petite enfance, Christophe Najdovski.

Au 31 décembre 2010, il y avait 6651 personnels affectés aux établissements de la petite enfance dans la capitale. (lexpress.fr 26.05)

Economie

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir !

La vague de fusions-acquisitions qui déferle sur le luxe devrait se poursuivre, portée par la nécessité pour les acteurs du secteur d'accroître leurs parts d'un marché mondial en pleine expansion.

Dans une industrie gorgée de liquidités et qui connaît des taux de croissance dont peu de secteurs peuvent s'enorgueillir, les grands groupes de luxe veulent renforcer leurs positions et compléter leurs portefeuilles d'actifs.

Le montant des opérations de fusion-acquisition réalisées depuis janvier (près de 6,0 milliards de dollars) dans le secteur a déjà atteint le double de celui de l'ensemble de l'année 2010 (2,9 milliards), selon les données de ThomsonReuters.

Bulgari repris par LVMH, numéro un mondial du luxe, Jean-Paul Gaultier par l'espagnol Puig, Cerruti par le chinois Trinity, dont la holding Li & Fung a également acquis Robert Clergerie, le chausseur anglais Jimmy Choo racheté par l'allemand Labelux, autant d'opérations permises par la croissance et les liquidités.

"*Les groupes disposent d'une trésorerie très importante, accumulée grâce à la croissance et aux restructurations opérées pendant la crise. Elles doivent l'utiliser*", explique François Arpels, directeur général de la banque d'affaires Bryan Garnier.

Pour les acteurs du private equity (capital investissement), il y a des perspectives de création de valeur, ajoute-t-il.

Lors du sommet de Reuters, le distributeur chinois Trinity s'est dit à l'affût d'autres marques européennes, tandis que Roberto Cavalli et Zadig et Voltaire ont tous les deux déclaré qu'ils repoussaient régulièrement les propositions de fonds d'investissement.

"*La crise est clairement derrière nous, la confiance est revenue, les bilans des entreprises regorgent de cash. La consolidation va se poursuivre*", a estimé pour sa part Scilla Huang Sun, gérante de Swiss & Global Asset Management, lors du sommet.

Les groupes de luxe ont dépassé toutes les attentes au premier trimestre, en dépit de la triple catastrophe qui a frappé le Japon en mars.

Portés par une dynamique qui ne se dément pas dans les pays émergents, en Asie bien mais aussi au Brésil, par une nette reprise de la consommation aux Etats-Unis et par d'importants flux touristiques en Europe, ils ont publié des taux de croissance interne souvent supérieurs à 20%.

Cette croissance est d'autant plus remarquable qu'elle intervient après un très vif rebond du secteur en 2010 (+19% pour Hermès, +24% pour Richemont +13% pour LVMH, +12% pour PPR).

Sauf choc exogène majeur susceptible d'entraver la consommation ou les flux touristiques, le luxe devrait, aux dires des analystes, profiter de taux de progression largement supérieurs à sa moyenne historique (+7%). (Reuters 26.05)

Le 28 mai

Je vous en parlais il y a quelques jours.

- Quimper : atteint d'un cancer, un patient est soigné... du mauvais poumon -

La direction du centre hospitalier de Quimper a réagi : "C'est une erreur rare et grave. Dans cette affaire, la direction de l'hôpital et l'équipe ne peuvent que reconnaître et assumer l'erreur". (LePost.fr 27.05)

Au bout de 40 séances de chimiothérapie tout de même, mieux vaut tard que jamais !

Je vous ai raconté que le médecin traitant de mon épouse Magueswary habitant à Aubagne, lui avait prescrit une quinzaine de médicaments à prendre quotidiennement, et que dans cette liste j'avais trouvé notamment pas moins de trois psychotropes ou antidépresseurs, plus du Doliprane à prendre trois fois par jour.

Depuis quatre jours, elle a cessé d'en prendre 7 sur les 15 prescrits et abandonné le Doliprane et ne s'en porte pas plus mal, elle se sent même mieux dit-elle. Quotidiennement on observe ensemble l'évolution de son état de santé, règle obligatoire à appliquer à cause de ces deux valves cardiaques. Elle est allée faire son deuxième contrôle sanguin depuis son retour en Inde le 17 mai,

la pression est stable et son cardiologue indien est satisfait. On décidera dans un mois si l'on peut encore supprimer certains médicaments, espacer les prises ou réduire les doses de certains, on procède progressivement afin d'éviter tout accident qui pourrait mettre sa vie en danger.

Les trois quarts au moins des médecins sont tout juste bons à remplir des ordonnances, je le sais depuis très longtemps. Ils n'ont pas choisi ce métier par vocation mais uniquement pour s'assurer une rente à vie et vivre confortablement, la notoriété due au statut étant la cerise sur le gâteau si l'on peut dire. En Inde, les médecins prescrivent systématiquement peu de médicaments à leurs patients, parce qu'ils savent qu'ils n'auront pas forcément les moyens de les acheter. Ce ne sont pas pour autant de meilleurs médecins, nous ne commettrons pas l'erreur de le penser. Ce que nous faisons, en fonction de ce que nous disent les médecin français et indien, nous tranchons, d'où camarades l'intérêt d'être en mesure de faire la part des choses encore plus ici qu'en politique, cela ne s'improvise pas non plus, je conseillerais donc à personne de nous imiter aveuglément.

A la place des psychotropes et autres saloperies d'antidépresseurs qui vous pourrissent les reins, l'estomac, le sang et parfois même le cerveau, faites comme certains médecins qui le prescrivent à leurs patients (aux Etats-Unis), essayez donc le cannabis en petite quantité le soir, vous passerez une bonne nuit sans effets indésirables à long terme, je ne plaisante pas. Ces mêmes médecins prescrivent depuis des décennies à leurs patients atteints d'artériosclérose de boire un verre de Bordeaux rouge (riche en tanin) à chaque repas, sans qu'ils deviennent alcooliques pour autant. Tout est une question de mesure. Le thé vert présente les mêmes propriétés, encore faut-il qu'il soit de bonne qualité.

Si j'écarte le cursus des sciences du langage que j'ai suivi tardivement à l'âge de 45 pour passer mon premier diplôme universitaire, je suis autodidacte depuis plus de 31 ans, j'ai donc acquis une solide expérience, une méthode qui a fait ses preuves pour examiner une question et pousser le plus loin possible la réflexion sur n'importe quel sujet, ce qui nécessite pour mener à bien une telle étude de n'avoir aucun a priori et de faire preuve de beaucoup de modestie, jusqu'à admettre ne rien connaître ou presque sur une question précise ou dans un domaine de recherche.

Je me sers ici exactement du même outil qui me sert en politique, le matérialisme dialectique que l'on nomme parfois et à tort marxisme. Sans la lecture d'Anti-Dühring d'Engels, je ne pense pas que je serais parvenu à forger cet outil exceptionnel par mes propres moyens, sauf à me prendre pour ce que je ne suis pas, ce qui n'est pas le cas. J'en ai parfaitement conscience, et c'est la raison pour laquelle je serai éternellement reconnaissant à Marx et Engels pour ce qu'ils m'ont apporté, que j'estime irremplaçable et d'une valeur inestimable.

La valeur d'un intellectuel ne se juge pas à ses diplômes, au cursus universitaire qu'il a suivi, au nombre de livres qu'il a écrits, à l'emploi qu'il occupe ou la fonction qu'il remplit, mais à sa capacité à aborder n'importe quel sujet et à émettre une réflexion satisfaisante à l'issue de son analyse, étude ou recherche. Elle se juge surtout à son comportement face à une question qu'il ne maîtrise pas, à sa capacité à refuser de répondre à une question à laquelle il n'a pas de réponse. On juge surtout un intellectuel à sa modestie, la plupart ignore même l'existence de ce mot, qu'on ne me catalogue pas parmi ceux qui les envient car tel n'est pas du tout le cas, je préfère de loin demeurer un ouvrier qui essaie de penser par lui-même.

Avant de savoir penser, il est préférable de savoir se servir de ses mains, c'est parfois une question de survie et c'est très pratique dans la vie quotidienne. L'homme ou l'hominidé a survécu et s'est développé avant d'apprendre à penser et de pouvoir parler, de s'exprimer, je crois que parfois on a tendance à l'oublier ou à inverser l'ordre du développement propre à l'espèce humaine, ce qui est impardonnable quand on se prétend matérialiste. Dommage qu'on n'ait pas le temps d'approfondir cette question sur le plan anthropologique en liaison avec le développement économique ou social vers la fin du paléolithique.

Chez l'homme, il y a le côté brut, animal, sauvage, instinctif, émotionnel, matériel, pratique, et il y a l'aspect raffiné, esthétique, réfléchi, intellectuel, organisé, rêveur, imaginatif, spirituel, les deux sont plus ou moins présents ou développés, cohabitent en permanence ou sont mis au service des uns ou des autres de telle sorte qu'on ne sait plus très bien ce qui appartient à quoi, à quoi correspond tel comportement ou geste, de quoi ils sont faits en réalité, qu'est-ce qui les compose, dans quelle proportion ces différentes facultés sont présentes, dans quels rapports, etc.

Le développement des forces productives a abouti à la division du travail, il en est plutôt le produit, à la division de la société en classes distinctes puis en Etat. Cette dichotomie a pris la forme du travail manuel et intellectuel au point de les rendre antagoniques, de s'exclure mutuellement plutôt que d'être en concurrence, l'ouvrier est incapable de penser sa condition et l'intellectuel est incapable de penser sa nature qui n'est pas différente de celle de l'ouvrier, les deux évoluent côte-à-côte comme deux droites parallèles qui ne se rencontrent jamais comme s'ils ne puisaient pas leur existence au même tronc commun, à la même source, l'inconscience de l'un rivalisant avec celle de l'autre, à ceci près que contrairement à l'ouvrier, l'intellectuel dispose en principe des moyens lui permettant d'appréhender sa nature dans sa complexité ainsi que celle de l'ouvrier, or on s'aperçoit que pour des raisons économiques ou sociales il en est incapable ou il ne le souhaite pas, il se considère différent ou supérieur à un ouvrier, alors qu'en réalité ils sont uniquement complémentaires, mieux encore, ils sont indispensables l'un à l'autre, encore qu'au stade de développement auquel nous sommes parvenus, le boulanger n'a pas besoin de l'intellectuel pour vivre, ce qui ne sera pas le cas de l'intellectuel qui ignore tout de la panification.

L'intellectuel veut bien reconnaître que le cantonnier est utile et qu'il ne peut pas se passer de ses services, mais il n'ira pas jusqu'à estimer que son travail et sa vie ont autant de valeur que la sienne. Au contraire, il estimera normal qu'après de

longues années d'études il perçoive un salaire deux, trois ou dix fois supérieur à celui de l'OS en usine qui a quitté l'école à 16 ans et remplit une tâche répétitive qui ne réclame qu'un effort physique mais aucun effort intellectuel, l'aspect intellectuel ayant selon lui une valeur supérieure au côté physique.

Les intellectuels le revendiquent, pire, le mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde le revendiquent, en expliquant très hypocritement que les salaires supérieurs des uns tireraient l'ensemble des salaires vers le haut, ce qui est parfaitement faux, ou alors il faudrait qu'on nous explique pourquoi 75 ou 80% des salariés ont des salaires inférieurs, équivalents ou à peine supérieur au smic.

Ils justifient ces différences de traitement en reprenant les mêmes arguments avancés par les intellectuels, arguments, qui lorsqu'on y regarde de plus près ressemblent étrangement à ceux avancés par les capitalistes pour justifier la plus-value qu'ils extorquent aux travailleurs ou encore la division de la société en classes sociales. Ce n'est pas tout, leur bonne conscience ne s'arrête pas là, comme ils sont parvenus à quasiment institutionaliser leur position dans la société ou qu'ils bénéficient tous de statuts particuliers, ce qui n'est pas le cas de la plupart des ouvriers, on ne leur reconnaîtra que le statut d'esclave salarié, ils s'appuient sur ces statuts pour continuer de profiter des privilèges que la société leur acccorde, ils se mobilisent pour les défendre afin de perpétuer la situation existante, se moquant bien que l'ouvrier doit s'user la santé et se démener comme un forcené pour tout juste survivre, chez l'intellectuel seul son intérêt comptera.

Bien que ce ne soit pas mon propos ici, allez donc imaginer devant un intellectuel une société où les travailleurs manuels et intellectuels seraient traités exactement de la même manière, il pousserait des hurlements de désapprobation tellement est ancré dans leur cerveau que la vie d'un ouvrier ne vaut pas celle d'un intellectuel. La question ne serait pas de diminuer les salaires des intellectuels mais de hausser ceux des ouvriers à la hauteur des leurs une fois confisqués les profits des capitalistes et réorganisée la production et mis fin à l'anarchie qui y règne...

Nous savons parfaitement que ce sont des intellectuels qui sont à l'origine de tous les partis ouvriers depuis le milieu du XIXe siècle, donc la question n'est pas de s'en passer, mais de leur faire comprendre que de nos jours ils sont à côté de la plaque, qu'ils ne comprennent par grand chose à l'ouvrier, et que, comme pour réussir une révolution il est impossible de se passer des ouvriers, ils ont intérêts à se bouger les méninges ou revoir la manière dont ils perçoivent la classe ouvrière, leur manière de l'aborder et les rapports qu'ils ont avec elle, car il y a là de toute évidence un énorme problème à régler.

On ne peut pas mettre en doute la sincérité ou l'honnêteté intellectuelle de tous les dirigeants de tous les partis ouvriers dont la plupart sont des intellectuels, ce serait stupide et injuste, par contre on est en droit de s'interroger sur leur capacité à appréhender correctement le milieu ouvrier, à comprendre comment cela fonctionne dans la tête d'un ouvrier ou d'une employée à notre époque, comment il ou elle appréhende à leur tour la société et le monde, il semblerait qu'ils aient beaucoup de mal à le saisir malgré tous les efforts qu'ils font pour y parvenir.

Cette causerie n'est pas celle que j'avais prévue de publier aujourd'hui, elle est totalement improvisée. On verra donc demain, si l'article dont je vous ai parlé hier sera terminé.

Quelques sujets en très bref.

1- Le résultat des courses à Deauville nommées G8 pour l'occasion et qui a coûté la bagatelle de 20 millions d'euros :

- Les Etats-Unis abandonnent leurs menaces contre le roquefort - Libération.fr

Quand on vous le dit que l'argent n'a pas d'odeur : le pétrole, le roquefort...

2- Les camarades de Démocratie révolutionnaire ont écrit dans leur dernier numéro à propos de l'affaire Strauss-Kahn : "*des faits eux-mêmes, qui semblent de toute évidence vrais, univers des puissants de ce monde qui croient que tout leur est dû, univers de l'argent roi, du mépris des faibles et des femmes*"

Qu'est-ce qui seraient "*vrais*" ? Vous en savez quoi ? Rien de plus que nous à ce que je sache, étonnant comme déclaration. Et que vient faire là-dedans le "*mépris des faibles et des femmes* ? Parce qu'on serait une femme, on devrait avoir plus de droits qu'un homme ? Je ne suis pas certain qu'on se situe là sur le terrain de la lutte des classes, mais plutôt sur celui d'un féminisme de bas étage qui nous répugne tout autant que l'injustice sous couvert d'ouvriérisme.

Sous prétexte d'être une femme, d'être faible, un ouvrier par exemple, d'être un étranger, d'être noir, comme mon épouse, on serait différent des autres, pour un peu on serait forcément meilleur et on mériterait plus d'égards dans cette société. Mais dans quel monde vivez-vous ? Vous réclamez quoi au juste de cette société pourrie qui applique votre principe à sa façon ? Qu'elle les applique à l'inverse de ce qu'elle fait actuellement, c'est-à-dire au profit des hommes, des forts ou des puissants, des "bons" Français, des "Blancs", parce que vous imaginez qu'elle pourrait tenir compte de vos observations. Autrement dit, la société telle qu'elle existe pourrait suffisamment se transformer de manière à résoudre les problèmes que vous avez soulevés,

sans avoir besoin de la changer radicalement ? Lors d'un reportage réalisé aux Etats-Unis et diffusé sur TV5Monde Asie il y a déjà quelque temps, on a pu constater que la discrimination envers les Noirs n'avait pas disparu 50 ans après qu'ils aient obtenu des droits civiques, comme quoi il en faudra beaucoup plus pour que justice soit faite aux plus faibles, aux femmes, etc.

Tenez, on vient d'apprendre que les avocats de la présumée victime pourraient finalement praider au civil, ce qui pourrait rapporter au bas mot un million de dollars à la femme de chambre. On a appris, mais je n'ai pas vérifié cette info, que la femme de chambre serait entrée dans la suite de DSK pour y faire le ménage, alors qu'elle n'avait pas amené avec elle le chariot et le matériel pour la nettoyer. On a appris également que deux policiers accusés de viol par une femme viennent d'être relaxés par le parquet de New York, et contrairement à DSK on ne leur a pas passé les menottes, ils n'ont pas été incarcérés et n'ont pas été jetés en pâture aux médias, ils sont rentrés tranquillement chez eux. Mieux encore, ils ont reconnu avoir utilisé un préservatif qui fait partie des pièces à conviction, selon elle, ils auraient profité pour la pénétrer qu'elle était dans un semi-coma dû à l'alcool, alors qu'ils prétendent qu'il s'agissait d'un acte sexuel consenti.

Dans l'affaire DSK, pour le moment nous sommes en présence d'un présumé innocent et d'une présumée victime et nous nous en tenons là.

Politique

1- Syrie

1.1- Les forces de sécurité syriennes ont ouvert le feu vendredi sur deux manifestations antigouvernementales dans la province de Deïr al Zor, dans l'est du pays, ont rapporté des témoins et des militants des droits de l'homme.

Dans la ville d'Albou Kamal, à la frontière irakienne, des manifestants ont brûlé des photographies du chef du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, qui a prononcé cette semaine à Beyrouth un discours favorable au président Assad.

Près de la frontière libanaise, à Zabadani, cinq manifestants ont par ailleurs été blessés par les tirs des forces de l'ordre, a déclaré un habitant de la ville.

Des tirs ont également retenti à Homs, dans le centre du pays, où des milliers de personnes se sont rassemblées. (Reuters 27.05)

1.2- L'opposition est de plus en plus structurée: 15 comités locaux se sont rassemblés en une coordination, LCC Syria (pour «Local coordination committees»). Ils ont créé un service médias, alimentant les journalistes en informations, sélectionnant parmi les nombreuses vidéos amateurs, recensant les victimes. Le pays est toujours complètement fermé aux journalistes. (liberation.fr 27.05)

2- Egypte

Trois mois et demi après la démission de Moubarak, des dizaines de milliers d'Egyptiens sont de retour place Tahrir, au Caire. Des appels à manifester «*pour une seconde révolution*» et pour «*mettre fin à la corruption politique*» ont été lancés. Une partie de la population notamment la jeunesse, est frustrée de la lenteur du processus de démocratisation, en colère contre l'armée qui poursuit des manifestants devant des tribunaux militaires. Elle demande un jugement plus rapide des responsables du régime. (liberation.fr 27.05)

3- Jordanie

Des Jordaniens ont manifesté, vendredi 27 mai, à Tafileh, dans le sud du pays, pour demander la chute du gouvernement et dénoncer la corruption, ont affirmé des participants. A l'appel des '*Jeunes de Tafileh*', les manifestants ont scandé '*le peuple veut la chute du gouvernement*', ou bien encore '*nous ne nous tairons pas et nous continuerons à dénoncer la corruption*'. Ils étaient environ un millier, selon des participants.

Le roi Abdallah II a violemment critiqué mercredi '*ceux qui prennent pour excuse la dénonciation de la corruption pour porter atteinte à la réputation des gens*'. Il a également sommé le gouvernement de '*protéger les victimes innocentes de la diffamation et de la haine, y compris même des membres de [s]a famille, malgré leur représentativité symbolique, nationale et noble*'.

Le premier ministre, Maarouf Bakhit, a pour sa part affirmé jeudi que '*le gouvernement prendra[it] les mesures légales nécessaires contre tous ceux qui accusent des officiels de corruption, sans avoir de preuves*'. (lemonde.fr 27.05)

4- Yémen

Des avions militaires ont bombardé, vendredi 27 mai, un barrage militaire de la garde républicaine au nord-est de Sanaa,

pris quelques temps plus tôt par des combattants tribaux.

"*Nos hommes ont attaqué tôt le matin trois barrages militaires de la garde républicaine dans la zone de Fardha [à environ 75 km au nord-est de Sanaa]. (...) Nous avons réussi à prendre le contrôle de l'une de ces positions*", a déclaré une source tribale, qui a également indiqué que six assaillants ainsi qu'un militaire ont été tués lors de ces affrontements. L'attaque a été menée, selon lui, par la tribu des Naham.

L'armée a lancé des raids aériens sur la zone pour tenter de reprendre le contrôle de cette position et rouvrir la route entre la capitale et Marib, a indiqué une autre source tribale. (lemonde.fr 27.05)

Social

France

Les conditions de vie des étudiants se dégradent, un quart d'entre eux déclarant rencontrer des difficultés pour "*joindre les deux bouts*" pour leurs dépenses courantes et pour se soigner, révèle une enquête de la LMDE publiée jeudi.

La précarité sociale des étudiants est aujourd'hui un véritable fait de société et la période des études n'est plus "*une sorte de sas d'insouciance dorée entre l'adolescence et l'entrée dans la vie active*", souligne Gabriel Szeftel, président de La Mutuelle des étudiants.

Les étudiants sont 26% à déclarer avoir "*rencontré de réelles difficultés pour faire face aux dépenses courantes*": alimentation, loyer ou encore factures d'électricité.

Ils dépendent dès lors beaucoup de leur famille puisque pour 73% des étudiants, celle-ci "*constitue la principale source de revenus loin devant les aides sociales*" dont bénéficient "*seulement 38% des étudiants*" (bourses sur critères sociaux, aide au logement, allocations familiales)".

Le salariat étudiant "*ne permet pas d'éviter la précarité*" car près de la moitié des étudiants vit avec moins de 400 euros par mois.

En matière de santé, l'enquête témoigne d'un "*accès aux soins des étudiants en recul et d'un niveau de protection sociale insuffisant*": un étudiant sur cinq renonce à se soigner et de nombreux étudiants ne bénéficient pas d'un niveau de protection sociale suffisant.

Seuls 32% des étudiants déclarent avoir bénéficié d'une visite médicale obligatoire, en recul puisqu'en 2008, ils étaient 59%. "*Cet affaiblissement du suivi sanitaire à l'université se retrouve aussi dans l'enseignement secondaire*".

Par ailleurs, près d'un tiers des étudiants montre des "*signes de mal-être*". Près de quatre étudiants sur 10 (38%) "ont ressenti un sentiment constant de tristesse ou de déprime dans les 12 derniers mois: perte d'intérêt pour tout, sentiment de tristesse durant toute la journée...

Enfin, près des trois quarts des étudiants ont "*le sentiment d'être une génération sacrifiée*". "*Plus que leur propre regard sur la société, c'est bien le regard de la société sur les jeunes qui leur apparaît défavorable*".

Cette troisième enquête nationale de la LMDE devait être présentée lors de son congrès qui se tient jusqu'à vendredi à Tours. (AFP 26.05)

Economie

Grèce

La pression s'accroît sur la Grèce. Sommée par ses partenaires d'accélérer ses réformes, Athènes se voit aussi menacé d'un possible gel de l'aide du FMI en cas de manque de garanties financières.

Vendredi, les partis politiques locaux ont échoué à s'entendre sur un nouveau plan d'austérité. Les représentants des formations politiques devaient se -prononcer sur un programme de rigueur mêlant accélération des privatisations - télécoms, Banque postale - et coupes budgétaires à hauteur de 6 milliards d'euros.

Ce programme est pourtant un préalable au déblocage, fin juin, de la cinquième tranche de 12 milliards d'euros sur les 110 milliards de prêts consentis l'an dernier. Une mission de la troïka BCE-UE-FMI envoyée sur place devrait rendre son verdict dans les jours

à venir. «*Il y a des règles spécifiques au FMI et l'une de ces règles est que le FMI ne peut agir pour débloquer une tranche de prêts que lorsqu'il y a une garantie de refinancement pour les douze mois suivants*», a souligné jeudi soir le patron de l'eurogroupe, Jean-Claude Juncker. Une règle confirmée à Washington par une porte-parole du Fonds

Or la Grèce doit théoriquement retourner dès 2012 sur les marchés pour lever 30 milliards d'euros - une hypothèse de plus en plus irréaliste, compte tenu des taux prohibitifs qu'elle devrait affronter. Bref, l'horizon s'obscurcit.

Si le FMI n'obtient pas les assurances nécessaires au déblocage de son prêt, le problème tournerait au casse-tête, le Fonds estimant qu'il reviendrait aux Européens de prendre en charge cette part de l'aide. «*Ce ne sera pas possible car dans certains Parlements nationaux, en Allemagne, en Finlande, aux Pays-Bas et dans d'autres pays, on n'est pas prêts à faire cela*», a prévenu Juncker. Dimanche, le premier ministre grec, Georges Papandréou, a averti qu'un refus de versement équivaudrait «*selon toute probabilité à la banqueroute*» du pays. Un saut dans l'inconnu pour l'ensemble de la zone euro. (lefigaro.fr 27.05)

Le 31 mai

J'ai rédigé l'essentiel de cette causerie hier matin, mais suite à la chaleur écrasante et une coupure d'électricité (et d'eau) de 9h du matin à 18h, j'ai préféré garder la batterie pour les ventilateurs, et puis je n'ai toujours pas connecté l'ordinateur au portable.

Au fait, la fréquentation du site est remontée à son plus haut niveau, peut-être que certains sont venus voir si j'avais des infos sur la préparation du congrès du POI, ils seront déçus, je n'ai contacté sur cette question aucun militant du POI qui se connectent régulièrement sur le site, j'ai estimé que cela ne présentait aucun intérêt, je suis comme tout le monde, à un moment donné on se lasse. J'ai décidé de ne jamais harceler les militants et je m'y tiens. Je pense qu'ils apprécient aussi ma discrétion.

Je n'ai pas mis non plus en ligne les pages d'*Informations ouvrières* dédiées à leur congrès, puisqu'il n'était question que de signatures sur des pétitions qui partiront à la poubelle, comme chaque fois ou presque. Il faut bien occuper les militants à défaut de prendre le temps de les former par exemple ou d'envisager d'autres formes d'actions en direction des travailleurs. La tête et les jambes... L'essentiel, c'est d'avoir l'impression d'être utile à quelque chose, peu importe le résultat. Vous comprendrez aisément qu'on ne puisse pas adhérer à une telle conception de la lutte de classe, avant tout par respect pour les militants.

J'ai mis en ligne l'article dont je vous avais parlé avant-hier, il n'est pas terrible, mais bon, il fait une chaleur à crever et je n'ai qu'une hâte, c'est de quitter au plus vite le bureau. Il n'a rien à voir avec la causerie qui suit. J'ai supprimé provisoirement la rubrique *Actualité en images* pour gagner du temps.

Trouvé dans la poubelle de la Ve République.

- "Le capitaine Paul Barril, subordonné du Commandant Prouteau, créateur de la cellule anti-terroriste de l'Elysée, déclare en audience publique le 29 avril 1997 : « Je me rappelle qu'on nous avait alerté pour stopper l'enquête sur le réseau pédophile « Coral » à cause des personnalités mises en cause. » Parmi ces personnalités présumées : Jack Lang, le ministre de la culture, mais aussi le neveu du président Mitterrand. Ce réseau Coral impliquait plus de 340 personnalités dans le monde politique, artistique, judiciaire et journalistique qui auraient abusé d'enfants handicapés et autistes. Coïncidence, le comité de soutien de Roman Polanski comprend plusieurs personnalités mises en cause dans le réseau Coral.

Déjà en 1977, Jack Lang défendait ses amis pédophiles en signant une pétition publiée dans Le Monde appelant à libérer trois hommes ayant eu des 'relations sexuelles sans violence' avec des mineurs de moins de 15 ans, garçons et filles. En plus, ces trois hommes se sont amusés à photographier leurs 'jeux sexuels'. Tout cela n'était pas bien grave, selon les signataires... on y retrouve des politiciens (Jack Lang), des médecins (Bernard Kouchner), des psychiatres et psychologues, des intellectuel-le-s (J-P Sartre, Simone De Beauvoir). Ces signataires défendaient alors un discours similaire à celui tenu aujourd'hui par des associations pro-pédophilie (NAMBLA aux USA, Paidika aux Pays Bas, ... en France ?) plaidant pour la décriminalisation de la pédophilie." (lefigaro.fr 28.05)

Cela ne vous tente pas un petit front unique avec ces gens-là ? Allez, c'est pour la bonne cause... Question : Laquelle ?

Oui, le PS a toujours été une saloperie immonde, infréquentable, à vomir, notez bien que publiquement leurs dirigeants ne s'en cachaient même pas, par contre les militants de LO, de la LCR ou de l'OCI (dont je faisais partie) transformés en activistes forcenés et qui n'avaient pas le temps de lire autre chose que la littérature de leur parti respectif n'en sauront rien, contrairement à leurs dirigeants qui épluchaient quotidiennement la presse et étaient parfaitement au courant du degré de pourriture de ce parti, au-delà des questions purement politiques. Le quotidien *Le Monde* est le journal par excellence des intellectuels comme chacun sait.

Jeunes militants nous avons été bernés, trompés par nos dirigeants, qui de plus entretenaient dans notre dos des relations avec

ceux du PS notamment, lire à ce propos le témoignage d'ex-dirigeants de l'OCI en ligne dans le site. C'est marrant que ce soient les mêmes qui soient les plus enclins à se dresser contre la théorie du complot, alors qu'on a l'impression ou plutôt la certitude en recoupant les informations qui nous sont parvenues avec hélas quelques décennies de retard, qu'ils faisaient partie d'un vaste complot contre la classe ouvrière ou tout du moins, que leur incurie politique légendaire les avait conduits à faire la courte échelle au PS au détriment des principes et du programme qu'ils prétendaient représenter et défendre.

Que dire de ceux qui ont adhéré au PS à cette époque, dans les années 70-80, et qui par leur position sociale ne pouvaient pas ne pas savoir où ils mettaient les pieds et qui aujourd'hui se retrouvent à la direction du POI par exemple, nous dirions la même chose s'il s'en trouvait au NPA ou à LO, mais il semble que ce ne soit pas le cas. Que dire de ces ex-dirigeants de l'OCI (ou PCI) ou de la LCR qui étaient bien placés pour savoir qui étaient vraiment les dirigeants du PS et qui n'ont pas hésité à rejoindre ce parti.

Heureusement que ces organisations ou partis ne se réduisaient pas à leurs dirigeants, mais on ne peut pas s'empêcher de penser qu'ils se sont servis de leurs militants à des fins personnelles qui n'avaient rien à voir avec ceux collectifs affichés par leurs partis et dont seuls les militants relevaient le flambeau. Cela vous dit la théorie de la tête et les jambes dans les partis...

J'ai déjà raconté dans le site que j'avais été amené à soutenir la candidature de Mitterrand en 81 en tant que militant de l'OCI, alors que j'ignorais absolument tout de son passé, alors que je lisais *Informations ouvrières* toutes les semaines comme on apprend une leçon par coeur, ainsi que la malnommée revue théorique de cette organisation *La Vérité*. J'accuse les dirigeants de l'OCI, que l'on retrouve aujourd'hui à la tête du courant communiste internationaliste du POI, d'avoir sciemment trompé leurs militants sur la nature du PS et ses dirigeants incompatible avec tout soutien aux candidats de ce parti. Nous avons été utilisés, manipulés à seule fin de porter Mitterrand au pouvoir ainsi qu'une majorité de députés du PS et du PCF. Vous comprendrez ou non qu'on ne l'ait jamais digéré, peu importe, cela ne passera jamais.

De nos jours et le temps passant les langues se délient, certains règlent publiquement leurs comptes ou égrènent leurs souvenirs nauséabonds, on dispose de plus de temps et d'autres moyens pour mieux s'informer qu'autrefois, malheur à ceux qui demeurent enfermés dans leur parti ou suivent aveuglément leurs dirigeants, qui ne prennent pas le temps nécessaire pour s'informer auprès de différentes sources.

Trotsky avait raison de dénoncer l'activisme qui sévissait dans certains partis, il expliquait en substance qu'un militant qui ne peut pas se développer sur le plan personnel ne sera jamais un bon militant, parce qu'il aura en permanence l'esprit occupé par des questions personnelles qu'il n'aura pas eu le temps de résoudre, ajoutons-y qu'il ne pourra pas non plus se développer librement sur le plan politique. Demandez-vous à qui profite un tel parti à part son appareil.

C'est par le biais de l'activisme que les appareils tiennent bon nombre de militants, qui évidemment ne s'en rendent pas compte ou refuseraient de le reconnaître si notre discours parvenait jusqu'à eux, je ne parle même pas de ceux qui y trouvent un intérêt personnel par la place qu'ils occupent au sein des instances de leur parti et/ou leur syndicat, car ces militants à qui on n'a jamais appris à penser par eux-mêmes ou auxquels on n'a jamais réellement donné l'occasion ou le temps pour y parvenir, sont totalement incapables d'aborder une question sous un autre angle que celui de leurs dirigeants. Vous constaterez chez eux jusqu'à l'existence d'un mimétisme pratiquement parfait dans la terminologie utilisée, comme si finalement ils n'avaient aucune personnalité, qu'ils avaient tous été fondus dans le même moule et connus les mêmes expériences, alors que dans la vie on est amené à rencontrer des travailleurs ou jeunes qui abordent un tas de questions sous des angles différents, inattendus ou qu'on n'a pas forcément imaginés, au point de constater que la véritable liberté de penser nécessaire à la confrontation des idées pour progresser sur le plan politique, il faut la rechercher ailleurs que dans ces partis ou parfois parmi les militants qui ne sont organisés dans aucun courant, chez les travailleurs et jeunes, chez lesquels ce qu'ils disent correspond à ce qu'ils vivent réellement et comment ils le vivent avec leurs illusions, sans artifice, sans tricher, sans arrière-pensées, sans but précis, sans détours ou avec une franchise admirable.

La force du parti bolchevik et particulèrement de Lénine reposait au contraire sur sa capacité à s'émanciper de cette contrainte ou de la dépasser, et c'est parce qu'il avait confiance dans les idées qu'il défendait autant que dans la classe ouvrière, parce qu'il estimait que les militants de base de son parti adhèreraient finalement à ses analyses si effectivement elles correspondaient à la réalité, qu'il n'avait pas besoin de recourir à des moyens coercisifs envers les militants pour qu'ils reprennent à leur compte les positions qu'il défendait le plus souvent contre la majorité des dirigeants du parti. Mais le fonctionnement du parti bolchevik était véritablement démocratique, contrairement à tous ces partis.

Lénine (et le parti bolchevik) développait sa politique indépendamment des autres partis et des institutions. C'était sa force contrairement à tous les partis que nous connaissons aujourd'hui et qui sont sans cesse en train de lorgner sur les militants et les appareils des autres partis ou les institutions, qui n'ont d'indépendant que le nom, ce qu'on peut expliquer par la faiblesse théorique de leurs dirigeants ou la met en lumière. Ce ne sont pas les travailleurs qui sont incapables de saisir la politique que leur proposent les différents partis ouvriers, ce sont plutôt ces partis et leurs militants qui sont incapables de se mettre à la portée des travailleurs et jeunes.

Les partis s'imaginent que les travailleurs seraient des machines à militer en puissance tout comme leurs militants, ils se trompent lourdement, la simple lecture de leurs journaux et le résultat auquel ils sont parvenus le prouvent suffisamment depuis plus d'un demi-siècle. Les dirigeants du PCF et de LO l'ont compris mieux que d'autres, ce qui expliquent en partie pourquoi

ils continuent d'exister, c'est plus vrai pour LO.

Un parti ne peut pas prétendre s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière, quand dans son journal il emploie la même terminologie ou tient le même discours qu'envers ses militants, ce n'est pas possible. Ne pas l'admettre ou le comprendre alors que cela saute aux yeux, c'est à désespérer.

On n'a décidément pas la même conception de la lutte de classe, on ne prend pas en compte les mêmes facteurs ou on ne leur attribue pas la même importance ou place dans la société, on ne combat pas pour construire le même parti et finalement on ne partage ni la même tactique ni la même stratégie pour nous rapprocher de notre objectif. On ne porte pas non plus le même regard sur les transformations qu'ont subies la société et le monde depuis un siècle ou les rapports à l'intérieur des classes, bref, plus le temps passe et plus j'ai l'impression de m'éloigner du parti où j'ai milité, plus je me sens proche des idées et des objectifs, des moyens pour les atteindre que je défendais autrefois.

Je ne prétends pas détenir la vérité, après avoir affirmé à de multiples reprises que les différents courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier en détenaient une partie et que l'ensemble de ces parties y contribuaient, mais hélas il semble que les dirigeants de ces courants ou tendances ont tous été formatés dans le même moule et qu'ils sont incapables de porter un regard critique dessus ou d'en sortir. Ils en font une affaire personnelle, d'appareil, ce qui m'est totalement étranger et ne peut en rien nous aider à rassembler nos forces et aller de l'avant.

Entendu avant-hier à la Bastille.

- «Démocratie réelle maintenant», «Paris, réveille-toi», «Paris debout, soulève-toi», «Mai 1968 demandait l'impossible, mai 2011 réalisera l'impossible».

- «Tous ces jeunes là réclament la démocratie réelle maintenant. On demande un renouvellement démocratique»

- «Il faut que les jeunes s'investissent davantage et exigent un Etat social contre la précarité et le chômage mais aussi pour les droits des femmes et le logement.»

- «Tout le monde peut parler, donner son opinion, on n'est pas embrigadé par les partis politiques et c'est ce qui est intéressant car notre mouvement est apolitique.» (Reuters 29.05)

- Ils sont un millier d'«Indignés» à avoir tenté d'imiter leurs camarades de Madrid dimanche à la Bastille à Paris, avant d'être contraints en début de soirée de quitter la place emblématique de la gauche française. Après une journée de contestation des institutions et de rêves de démocratie directe, ils ont laissé sans heurts la police évacuer la place vers 21h30, démonter les tentes et faire descendre les protestataires des marches de l'Opéra. (20minutes.fr 29.05)

Un mouvement qui se cherche, les masses exploitées et leurs différentes couches cherchent une issue politique conforme à leurs intérêts, mais sans représentation, donc sans parti politique, il ne peut qu'échouer face à un Etat régit par des partis politiques, une classe dominante consciente de ses intérêts et organisée en puissants partis politiques, dont le parti de l'ordre, l'UMP.

Les institutions ont pour fonction de permettre aux rapports entre les classes de s'exprimer par le biais de leurs représentants organisés en partis politiques lors d'élections, de telle sorte que dans ce cadre (ou carcan) il soit impossible de remettre en cause le régime en place et de permettre aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires, de la même manière qu'il est impossible qu'un parti ouvrier (révolutionnaire) représentant réellement les intérêts des exploités y obtienne la majorité et renverse le rapport de force au sein des institutions favorable à la classe dominante depuis leur avènement.

Ces institutions ont été forgées pour permettre au parti de l'ordre ainsi qu'à ses valets accessoirement d'exercer directement le pouvoir pour le compte des capitalistes, leurs fondements reposent donc sur la propriété privée des moyens de production qu'ils ont pour mission de perpétuer. Dès lors on comprend pourquoi ces institutions sont incompatibles avec les intérêts de la classe ouvrière, et pourquoi le remise en cause des fondements du capitalisme est incompatible avec l'existence de ces institutions. Un pommier est fait pour donner des pommes et ne donnera jamais des cerises, c'est facile à comprendre.

En résumé. Les partis sont l'expression organisée des intérêts d'une classe sociale distincte. Les institutions sont l'expression du pouvoir économique d'une classe sociale déterminée organisée en partis politiques.

Mais alors pourquoi la classe et les masses ne parviennent-elles pas à renverser l'ordre établi qui est nuisible à leurs intérêts ? Parce que d'un côté vous avez une classe organisée qui est consciente de ses intérêts, celle des bourgeois ou capitalistes, alors que de l'autre côté nous trouvons une classe très hétérogène toujours incapable de prendre conscience de ses intérêts spécifiques, et qui de ce fait demeure très largement inorganisée, donc incapable de devenir la classe dominante bien qu'elle regroupe l'immense majorité de la société.

A partir du moment où l'on ne possède pas une conscience de ses intérêts de classe, on peut facilement se faire manipuler et défendre ou prendre position pour des intérêts qui vont à l'encontre des nôtres, sans s'en apercevoir ou en estimant qu'on ne peut pas faire autrement ou que ce serait la moins pire des solutions qu'on nous propose, au nom éventuellement de la fatalité.

Et si maintenant les partis et les dirigeants syndicaux qui sont censés représenter la classe des exploités en sont incapables, si ces partis continuent d'exister malgré de multiples reniements ou trahisons, et si des lieutenants de la bourgeoisie sont toujours à la direction des syndicats, si les uns et les autres ont failli à leur mission ou sont corrompus, s'ils représentent finalement les intérêts des capitalistes, il ne faut pas en chercher les raisons du côté des capitalistes ni même de celui des dirigeants des partis ouvriers et des syndicats qui sont ce qu'ils sont, c'est avant tout le produit de la faiblesse de la conscience politique de l'immense majorité des masses exploitées qui demeurent inorganisées et subordonnées au capitalisme, mais c'est aussi le produit de la faiblesse de la conscience politique des travailleurs qui ont commencé à se poser des questions sur le fonctionnement de la société capitaliste et les institutions ou qui ont commencé à prendre leur destin en main (non sans illusions ou souvent sous un angle corporatiste, individualiste), à s'organiser, qui sont tout autant subordonnés au capitalisme et aux institutions.

S'il y avait davantage de travailleurs conscients et syndiqués dans le pays, les dirigeants des syndicats ne pourraient pas se permettre indéfiniment de soutenir le régime en place, à un moment donné ils seraient mis en minorité et balayés, de la même manière on peut expliquer la faiblesse de l'avant-garde du mouvement ouvrier par l'incapacité des travailleurs à comprendre les rapports de production et le fonctionnement des institutions, au-delà le même argument permet également d'expliquer la crise que traverse la direction de l'avant-garde depuis 71 ans, incapable d'assurer la continuité du marxisme ou d'adapter ses enseignements en fonction des profondes transformations qu'a subi la société depuis le milieu du XXe siècle, incapable de supporter la confrontation des idées pour finalement se diviser à l'infini à coup d'exclusions ou d'excommunications à la manière des staliniens, pour à l'arrivée s'affaiblir davantage et demeurer marginale, voire totalement inconnu de la majorité des travailleurs.

Le régime, les institutions, les partis pourris dits de droite ou de gauche, les dirigeants des syndicats, leur pouvoir repose toujours sur l'ignorance des masses qui se traduit par leur inorganisation. Quant à celui de partis comme le POI, le NPA ou LO, le pouvoir de leurs appareils et la faiblesse de ces partis reposent sur le refus de leurs dirigeants d'admettre qu'eux-mêmes présentent de graves faiblesses ou lacunes, qu'ils n'ont jamais été capables de trouver la bonne formule pour s'adresser aux masses exploitées et de les organiser.

La faiblesse de ces partis s'exprime aussi à travers leur incapacité d'attirer des intellectuels ou des éléments de la petite-bourgeoisie en rupture avec le capitalisme ou encore des bourgeois évincés par des concurrents plus puissants, contrairement aux partis ouvriers du milieu du XIXe siècle ou de la première moitié du XXe. On peut mettre cela sur le compte du développement de la situation politique, mais cette réponse reste insuffisante.

Les masses vouent un culte aux puissants, à ceux qui détiennent le pouvoir, à leurs représentants. J'ai été élevé dans une famille ouvrière qui pratiquait ce culte aveuglément et j'étais bien parti pour lui emboîter le pas jusqu'à l'âge de 19 ans. J'ai pour ainsi dire été chassé de chez mes parents à 20 ans parce que je commençais à contester la société, du coup et par un concours de circonstance favorable je me suis radicalisé et j'ai trouvé la voie de la politique et du marxisme.

Je sais ce que cela signifie que vivre dans un milieu borné et arriéré au possible, entouré de gens qui n'ont jamais évolué au cours de leur vie, qui n'ont connu que la soumission et le respect de l'ordre établi. Je sais à quel point il est difficile de leur faire admettre quoi que ce soit qui ne leur a pas été dicté par en haut, je connais leurs arguments par coeur et je sais sur quoi ils reposent, ils se basent sur la notoriété ou le statut social de la personne qui s'adresse à eux ; par exemple, ma mère qui se bourrent de médicaments depuis des décennies est devenue obèse notamment, elle souffre de partout aussi, il ne me viendra jamais à l'idée de lui dire que son état pourrait provenir de ces médicaments, car la parole de son médecin est quasiment divine et ne souffre aucune contestation possible, surtout provenant d'une personne comme moi qui n'est pas médecin, pour elle je suis un pauvre type qui ne sait pas de quoi il parle et qui ferait mieux de la fermer, ce que je fais d'ailleurs.

A l'OCI puis au PT par exemple on a eu des dirigeants qui étaient des intellectuels tels des professeurs d'université ou des historiens, des médecins, etc, et au lieu de les mettre en avant, on leur a préféré un Lambert employé de la Sécu, un Cauquelin ou un Gluckstein professeur des écoles ou un petit-patron maçon, peut-être histoire d'imiter le PC avec son conducteur de train ou son boulanger, comme si on en était encore à l'époque de Pagnol et Marius, ou encore LO avec Laguiller employé du Crédit Lyonnais. Je sais qu'il y en a qui vont dire qu'un ouvrier doit représenter les ouvriers, c'est exact mais pas en toutes circonstances, pas en tant que porte-parole d'un parti qui s'adresse aussi bien à la classe qu'aux masses en général. On veut absolument aborder les masses sous un angle politique, alors qu'elles n'ont pas une conscience politique suffisamment développée pour le supporter, il faut déjà commencer par franchir l'obstacle psychologique qu'elles ont intégré comme facteur politique par le biais de leurs illusions pour les mettre en condition, pour qu'elles soient prêtes ensuite à entendre le discours politique qu'on leur adresse. C'est ainsi qu'elles fonctionnent, dès lors on en tient compte ou non.

On pourrait aussi se demander pourquoi le discours élémentaire et direct du NPA et de LO fonctionne mieux en direction des travailleurs et jeunes, beaucoup moins bien quand on s'y cantonne. Pourquoi les ouvriers lisent Le Parisien ou France Soir et les intellectuels Le Monde ou le Figaro, les jeunes plutôt Libération ?

Quel intérêt y a-t-il à répéter sans cesse que les partis et les dirigeants sont pourris ? Aucun si on n'a pas compris qu'ils se nourrissent de l'ignorance des masses et que c'est à ce facteur qu'il faut s'attaquer en priorité, mais pour cela faudrait-il encore être capable de s'adresser à eux sous un angle et dans des termes dans lesquels elles se reconnaissent, dont elles peuvent se saisir. C'est comme si l'on s'adressait à un ouvrier ou un jeune des banlieues en tentant un exercice de style, en utilisant un langage soutenu digne de la littérature du XVII ou du XVIIIe siècle et qu'on s'étonne ensuite qu'il trouve cela très beau mais qu'il n'accroche pas au bout du compte, normal il vit dans un autre monde !

Le manque d'indépendance ou d'autonomie des militants constitue le second facteur dont se nourrissent les appareils, leur manque d'expérience politique, leur faiblesse théorique, mais surtout leur manque de maîtrise de la dialectique ou du matérialisme dialectique pour penser librement ou se faire leur propre opinion. Recevoir une formation théorique et politique ne garantit en rien qu'on sera capable un jour de penser par soi-même, or ce devrait être l'objectif de tout militant, de tout ouvrier qui aspire au socialisme, à la liberté.

Sans un minimum de maîtrise du matérialisme dialectique, on sera incapable d'utiliser nos acquis théoriques et de les adapter aux transformations de la société, de les faire évoluer, on sera incapable d'utiliser à bon escient l'ensemble des connaissances que nous avons acquises ainsi que notre expérience de la vie, on deviendra un militant au cerveau sclérosé, aux connaissances figées, un dogmatique, bref on sera incapable d'évoluer aussi bien en tant que militant qu'en tant qu'homme ou femme. De ce fait on ne supportera pas la confrontation des idées avec d'autres militants, on ne supportera pas non plus la critique, on sera aussi incapable de corriger nos erreurs, encore moins de les reconnaître.

Je porte un regard sur ces partis de l'extérieur, un regard sur ma propre expérience de militant au sein d'un de ces partis à la fin des années 70. Ma réflexion repose aussi sur les nombreux témoignages que des camarades militant dans ces partis m'ont adressés au cours des six dernières années, je n'en ai publié dans le site qu'une infime partie.

Vue de l'extérieur, à travers la presse hebdomadaire qui sert de vitrine à ces partis, on a très vite l'impression à leur lecture qu'on entre dans un autre monde, qu'on y aborde un tas de questions sous un angle bien déterminé qu'on ne parvient pas à saisir, on se demande où veulent en venir les rédacteurs de ces articles, comme on n'y parvient pas une impression désagréable s'empare de nous, on ne doute pas forcément de la véracité du contenu des articles qu'on nous propose, on se prend à douter des intentions de leurs auteurs ou plutôt on se dit qu'ils savaient à l'avance ce qu'ils allaient écrire et on se demande si leur seul objectif ne serait pas de nous influencer ou de conduire notre réflexion dans une direction précise, ce qui ne serait pas un problème en soi si on nous disait clairement en quoi elle consiste, or là on n'obtient pas de réponse, on se trouve confronté à un mystère, du coup on en arrive à se demander à quoi et à qui servent ces partis, qu'est-ce qu'il y a derrière qu'on nous cache peut-être, finalement ne sont-ils pas comme les autres partis, aucun ne vise la prise du pouvoir ou de participer à un gouvernement, peut-être sont-ils finalement destinés à demeurer éternellement marginaux, ultra minoritaires ou inconnus du plus grand nombre, à demeurer dans l'ombre, à jouer indéfiniment les aiguillons des syndicats et des autres partis dit de gauche, apparemment ils ne manifestent pas du tout l'envie de sortir de cette situation dans laquelle ils semblent se complaire, impression renforcée par le fait que tous les articles semblent sortis du même moule, écrits par la même personne à quelques exceptions près, à l'arrivée on se demande ce qu'ils veulent, ce qu'ils cherchent, pourquoi ils existent, autant de questions pour ainsi dire laisser sans réponses ou qui sont diluées dans la masse des articles, qui ne sont pas de nature à créer un climat de confiance ou de sérénité.

Le plus frappant à la lecture de ces journaux, bien qu'ils abordent des questions qui nous préoccupent, on ne s'y retrouve pas, les faits sont présentés suivant une logique qui est étrangère à la manière dont les travailleurs abordent la réalité ou la vivent tout simplement, tout est si fluide et s'enchaîne si admirablement qu'on a l'impression d'être face à quelque chose qui semble aller de soi, alors que les chose nous paraissent plus compliquées, on se dit qu'on a dû louper quelque chose, qu'il y a quelque chose qui nous échappe sans pouvoir mettre un nom dessus, l'incompréhension et un malaise nous submergent, parfois on se dit qu'on a bien compris de quoi on nous parle, mais sans savoir quoi au juste, on est d'accord mais on reste sur sa faim, on se dit qu'on est en présence de quelque chose de vivant, d'un processus dynamique, mais on est incapable de situer dans quelle direction il est orienté, à quoi il peut mener, c'est évoqué ou cela transpire du journal, mais on est incapable de lui donner un nom, cela demeure insaisissable, immatériel, pour ainsi dire idéaliste, pour un peu une vue de l'esprit, une vision brillante comme une étoile filante qui serait figée dans le ciel ou une utopie qu'on croyait enterrée pour toujours et à laquelle on nous inviterait à se raccrocher en désespoir de cause, pas de quoi avoir envie d'y consacrer du temps ou son énergie.

Combien de militants s'entendent dire : c'est bien ce que vous faites, je suis d'accord avec ce que vous dites ou écrivez, mais de là à vous imiter, il y a un pas que nous n'avons pas envie de franchir, j'essaie ici simplement de comprendre pourquoi.

Un dernier mot.

A Madrid, « *les jeunes réinventent les principes libertaires* » - (Rue89 29.05)

Pas vraiment puisque les jeunes vomissent les partis institutionnels mais appellent en revanche à renforcer les "*petits partis*", alors que les anarchistes ne construisent pas de partis, ce n'est pas leur objectif ; logique puisqu'ils n'entendent pas non plus remplacer l'Etat des capitalistes par un Etat ouvrier ou social, selon eux on pourrait se passer de l'Etat et des institutions ou passer du règne de la nécessité à celui de la liberté du jour au lendemain, mettre fin à des siècles d'exploitation et d'oppression se décrèterait et les mentalités suivraient automatiquement...

Comment analyser cette mobilisation spontanée de milliers de jeunes et travailleurs ? Est-elle si spontanée qu'on nous l'explique ? Que des jeunes et des travailleurs s'y rallient spontanément, c'est certain, cela l'est moins du côté de ceux qui appellent à ces rassemblements qui peuvent être manipulés.

Ce mouvement se veut "*apolitique*", donc n'entend pas remettre en cause l'ordre existant. En même temps il avance des mots d'ordre contradictoires : il se veut apolitique mais réclame la "*démocratie maintenant*", or la démocratie est incompatible avec le maintien de l'ordre en place, la démocratie est incompatible avec le maintien de la classe des capitalistes au pouvoir, la démocratie est incompatible avec la dette de l'Etat que l'aristocratie financière entend nous faire payer jusqu'au dernier centime, la démocratie ne peut être que le produit d'une révolution sociale renversant l'ordre établi une fois abolis la Constitution, les institutions, l'Etat capitaliste, la démocratie demeurera en devenir ou un objectif impossible à atteindre ou mettre en oeuvre aussi longtemps que la classe ouvrière ne sera pas devenue la classe dominante, donc tant qu'elle n'aura pas chassé du pouvoir les représentants du capital et pris en main le contrôle de l'économie, expropriée (sans indemnité) les capitalistes...

Ce mouvement véhicule de nombreuses illusions même si son orientation semble correcte, contre le gouvernement, le FMI, la BCE, l'UE, etc. On peut l'encourager et y participer sans occulter ses faiblesses et ses limites, car sans représentation politique aucun mouvement ne peut vaincre. Il peut servir de tremplin pour construire le parti, à condition qu'un parti revendique le pouvoir ou la direction de la classe ouvrière, or aucun parti n'est sur cette ligne. Là encore, on peut douter de la capacité des partis existant à trouver les bonnes formules pour s'adresser à ces jeunes sans qu'ils s'enfuient en prenant leurs jambes à leur cou !

A force de dire que cela va péter, cela va bien finir par arriver un jour, et à ce moment-là la confrérie réunie des opportunistes de s'écrier en coeur : vous voyez, on vous l'avait bien dit, comme s'ils avaient toujours eu raison et qu'il s'agissait d'une fin en soi, comme en mai 68, or ce n'est pas notre objectif, notre objectif doit être la liquidation de la Constitution et des institutions couplée à l'expropriation des banquiers et des capitalistes des grandes entreprises, la constitution d'une République sociale ou socialiste, un Etat ouvrier ou qui ne soit plus capitaliste. Notre objectif nécessite dès le début de la mobilisation révolutionnaire des masses un haut niveau de conscience politique. Est-ce le cas aujourd'hui en Espagne, au Portugal, en Grèce ou en France ? On est en droit d'en douter fortement.

Ce qu'il faut proclamer, c'est qu'il nous faut faire une révolution à la fois sociale et politique et qu'une fois lancé à l'assaut du pouvoir, plus rien ne doit nous arrêter ou nous faire reculer, les travailleurs et jeunes doivent prendre conscience que c'est les armes à la main une fois organisés qu'ils conquièreront leur émancipation, pas avant et pas autrement. La révolution pacifiste ou par les urnes, cela n'a jamais existé, n'existe pas et n'existera jamais où alors il ne s'agit pas d'une révolution.

Ce qu'il ne faut surtout pas faire, c'est soutenir un mouvement populaire en mettant dans notre poche le programme de la révolution socialiste. Le mouvement en cours échappe au contrôle des appareils, il est également dirigé contre eux, cependant en étant incapable de rompre avec le capitalisme et les institutions, initié par des éléments de la petite bourgeoisie étranger au socialisme, il démontre par là que sa nature demeure bourgeoise, autrement dit, il ne résoudra par lui-même aucun des problèmes auxquels est confrontée la classe ouvrière.

Politique

1- France

1.1- Le changement dans la continuité

Martine Aubry a appelé les socialistes à "*rester soudés dans l'adversité*" lors de la convention réunie à Paris, ultime étape avant la primaire.

Le projet socialiste pour l'élection présidentielle de 2012 a été adopté samedi à l'unanimité, lors d'un vote à main levée, par les délégués de la convention réunie à Paris par le parti de Martine Aubry. Le projet baptisé "*Le Changement*", qui compte trente propositions pour "*redresser la France*" et "*rassembler les Français*", a été adopté à l'unanimité des délégués, qui brandissaient leurs cartons rouges. Quelque 2.000 personnes étaient présentes à la Halle Freyssinet (Paris XIIIe). (lexpress.fr et AFP 28.05)

Avec un tel titre "*Le changement*", ils vont faire un tabac ! Leurs mots d'ordre ont comme un relent insupportable d'union nationale, vous ne trouvez pas : "*redresser la France*", "*rassembler les Français*" ?

1.2- Le parti de l'union nationale.

La Confédération des centres, alliance des centristes de la majorité qui entendent présenter un candidat en 2012, est entrée en vigueur samedi avec l'adhésion de la Gauche moderne, de Jean-Marie Bockel, qui a appelé les socialistes, orphelins de DSK, à la rejoindre.

Le parti de l'ancien secrétaire d'Etat (ex-PS) a voté son adhésion à la Confédération à la quasi-unanimité (95%) des 91 membres de son conseil politique national, dans le cadre de la convention qu'il organisait samedi à Paris devant quelque 130 personnes. Ce rassemblement, qui portera le nom de "l'Alliance" (pour "Alliance républicaine, écologiste, sociale") comprend désormais le Nouveau centre d'Hervé Morin, le Parti radical de Jean-Louis Borloo, la Convention démocrate d'Hervé de Charette et donc la Gauche Moderne de Jean-Marie Bockel.

Jean-Louis Borloo a expliqué à une salle conquise: "*vous êtes les véritables héritiers de Jaurès, Mendès et Blum. Vous êtes en train de construire cette véritable sociale-démocratie introuvable que le PS ne sait pas assumer*". (lexpress.fr et AFP 28.05)

C'est fou le nombre de gens qui se disent les héritiers de Jaurès, comment une telle récupération est-elle possible demanderons-nous ironiquement. A la place de certains militants on se poserait de sérieuses questions, les intéressés se reconnaîtront.

1.3- La contre-révolution en marche.

L'UMP "*concentre ses forces pour faire de ces quatre années de changement le socle d'une transformation durable et solide du modèle français*", a dit Fillon qui, devant un millier de cadres du parti présidentiel, a de nouveau assuré la promotion du bilan de son gouvernement.

Comme il avait eu l'occasion de le faire pour le 4e anniversaire de l'élection de Nicolas Sarkozy, au début du mois, il a insisté sur la quantité et la profondeur des réformes entreprises depuis 2007.

"*Nous avons tenu la quasi-totalité des engagements (...) malgré la crise*". "*Surtout, nous avons fait évoluer en profondeur la société française*", a-t-il fait valoir, évoquant une "*révolution culturelle*".

A titre d'exemple, il a mis en avant les reformes relatives à l'autonomie des universités, au dialogue social et à la représentativité syndicale, au service minimum et aux retraites.

"*Ce sont des réformes structurelles, profondes qui ne génèrent pas des résultats immédiats mais qui changent la société française*", a martelé le Premier ministre. (libération.fr 28.05)

Bref, que des "*réformes*" qui puent la régression sociale, réactionnaires !

2- Espagne

2.1- Vendredi 27 mai, plus de 2 000 personnes ont afflué sur la place de la Puerta del Sol, au centre de Madrid, pour crier leur colère et se montrer solidaires des manifestants de la capitale catalane, dont la police avait fait évacuer, dans un climat très tendu, le campement pour faire "*place nette*" avant les célébrations de la finale de la Ligue des champions.

Pendant près de deux heures, la foule a agité des fleurs et des bouquets de toutes les couleurs, les mains souvent peintes de blanc, pour signifier son refus de la violence, scandant "*Barcelone n'est pas seule*" ou "*Nous ne sommes pas des délinquants mais des citoyens*" et brandissant des pancartes indiquant "*Moins de policiers et plus d'éducation*". Aux abords de la place, les forces de l'ordre se tenaient immobiles, devant une dizaine de fourgons.

"*Il est inadmissible qu'une telle manifestation de violence ait eu lieu à l'encontre d'un mouvement qui n'a cessé d'être pacifique, s'offusque Eduardo, psychologue de 33 ans. Les autorités ont voulu nous faire peur. Mais nous n'avons pas peur !*". "*Cela ne change en rien notre mobilisation, confirme Miquel, professeur d'histoire de 56 ans. Au contraire, ces événements vont renforcer le mouvement, nous souder davantage.*"

A Madrid, les manifestants sentent d'autant plus solidaires que la police a déjà tenté de les déloger de la place emblématique de la ville, où campent encore plusieurs centaines de personnes. Le ministre de l'intérieur, Alfredo Perez Rubalcaba, a aussi annoncé que les autorités "étudiaient" une éventuelle évacuation de la place, suite aux demandes insistantes du gouvernement régional et des commerçants.

"*Le maintien d'une adhésion forte au mouvement du 15-Mai dépendra en grande partie du comportement des autorités,* souligne Jaime Pastor Verdu, politologue espagnol. *Si elles se livrent à la répression et évacuent les campements, la mobilisation gagnera en force et bénéficiera d'une solidarité accrue de la population.*" (lemonde.fr 28.05)

Les Indignés espagnols ont voté la poursuite de l'occupation de la Puerta del Sol, dans le centre de Madrid, et leur mouvement contre la gestion de la crise économique et financière fait des émules en France et en Grèce.

La prolongation de l'occupation, au moins jusqu'à jeudi, a été décidée tard dimanche soir par les centaines de personnes qui se trouvaient sur la place.

3- Allemagne

L'Allemagne fermera toutes ses centrales nucléaires d'ici 2022, a décidé la coalition gouvernementale lors d'une réunion qui s'est achevée aux premières heures de la journée de lundi.

Lors d'une réunion dimanche soir entre l'Union chrétienne démocrate (CDU) de la chancelière, son alliée bavaroise de la CSU et les libéraux du FDP, la coalition gouvernementale a décidé la fermeture définitive des huit plus vieux réacteurs d'Allemagne, qui en compte 17 au total.

Des responsables de l'opposition, sociaux-démocrates et Verts, ont participé à cette réunion afin de dégager le consensus le plus large.

L'objectif principal prévoit de diminuer de 10% la consommation électrique de l'Allemagne d'ici 2020.

La décision prise dimanche soir doit être validée par le parlement. Elle risque d'être vivement contestée par les compagnies RWE, E.ON, Vattenfall et EnBW, qui exploitent les 17 centrales d'Allemagne, notamment en raison du maintien envisagé d'une taxe sur le combustible nucléaire.

Avant la fermeture provisoire des centrales les plus anciennes en mars, le nucléaire fournissait à l'Allemagne 23% de son électricité. (Reuters 30.05)

4- Italie

Revers cinglant pour Silvio Berlusconi. Les candidats de droite soutenus par le président du Conseil italien ont été battus à Milan et Naples au second tour des élections municipales, selon les résultats définitifs annoncés lundi.

A Milan, bastion berlusconien dirigé depuis près de 20 ans par la droite, la maire sortante Letizia Moratti (Peuple de la liberté, PDL) a recueilli environ 45% des voix, contre 55% à son rival de centre-gauche, Giuliano Pisapia (Parti démocrate).

A Naples (sud), troisième ville du pays, le candidat du petit parti de gauche Italie des Valeurs, Luigi de Magistris, l'a emporté encore plus largement avec 65% des voix contre 35% pour le candidat pro-Berlusconi, l'entrepreneur Gianni Lettieri (PDL).

Silvio Berlusconi espérait une victoire de son candidat à Naples alors que la ville, dirigée de longue date par le centre-gauche, est confrontée à une crise récurrente liée au ramassage des ordures et à un chômage élevé, notamment chez les jeunes.

Ces élections étaient considérées comme un test pour le président du Conseil, qui avait appelé les Italiens à exprimer leur soutien à son gouvernement en votant pour les candidats de son parti, le Peuple de la liberté.

5- Egypte

L'ancien président Hosni Moubarak et deux autres anciens responsables égyptiens ont été condamnés samedi à une amende de 540 millions de livres égyptiennes (90,64 millions de dollars) pour avoir suspendu internet et le réseau de téléphone mobile pendant les manifestations de janvier, a-t-on appris de source judiciaire.

Le tribunal administratif a condamné Moubarak à une amende de 200 millions de livres, l'ancien Premier ministre Ahmed Nazif à 40 millions de livres et l'ancien ministre de l'Intérieur Habib al Adly à 300 millions de livres pour atteinte à l'économie nationale, dit-on de même source.

Le ministre des Communications et de la Technologie, Magued Osman, a déclaré que son ministère avait l'intention de verser une indemnisation estimée à une centaine de millions de livres aux opérateurs de téléphonie mobile pour les pertes causées par la suspension du service, rapporte l'agence officielle Mena en précisant que la somme a été calculée par des instances indépendantes.

Le parquet égyptien a par ailleurs inculpé samedi l'ancien ministre de l'Information Anas el Fekky pour avoir privé l'Union de radio-télévision (RTU) d'environ 1,9 million de dollars de revenus en exemptant des stations de télévision privées de redevances pour la retransmission en direct de matches de football pendant la saison 2009-2010 et au début de la saison 2010-2011.

Selon l'acte d'inculpation, Fekky a agi de la sorte "*par intérêt personnel pour tenter d'imposer son contrôle et sa politique à ces stations*", alors qu'à l'époque la RTU était endettée à hauteur de 14 milliards de livres (2,4 milliards de dollars). (Reuters 28.05)

6- Yémen

Au moins 30 personnes sont mortes dans le sud du Yémen depuis dimanche, opposants tués par les forces de sécurité à Taëz ou militaires et civils disparus dans les combats pour le contrôle de Zinjibar.

Trois militaires ont péri lundi dans une embuscade près de Zinjibar a dit une source de sécurité, et le bilan de la répression à Taëz s'élève à 15 morts au moins, selon des sources médicales.

Treize habitants de Zinjibar ont également été tués par les bombardements de l'aviation yéménite.

"*La ville est dévastée. Tous les habitants sont partis, même les animaux l'ont abandonnée*", a dit un membre de l'opposition locale sous le sceau de l'anonymat.

Des milliers d'habitants se sont réfugiés à Aden.

La ville côtière de 20.000 habitants, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Aden, est contrôlée depuis plusieurs jours par des centaines de combattants affiliés à Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa).

La situation reste tendue dans la capitale où la trêve semble toutefois tenir entre les forces loyales au président, au pouvoir depuis près de trente-trois ans, et les membres d'une puissante fédération tribale ralliée à l'opposition, après une semaine de violents combats qui ont fait 115 morts.

Des explosions ont été entendues dans la nuit de dimanche à lundi dans le quartier de Hassaba.

Taëz, fief de la contestation qui secoue le pays depuis le mois de janvier, a été le théâtre dimanche d'une violente répression des forces de sécurité.

Les soldats ont ouvert le feu sur des manifestants réunis pour réclamer la libération d'un des leurs arrêté la veille, rapportent des témoins. Il y a eu au moins 15 morts et des centaines de blessés, la plupart par balles, mais certains aussi renversés par des bulldozers, a-t-on appris auprès des hôpitaux.

Al Djazira a fait état de 57 morts à Taëz depuis dimanche, sans citer de source.

Les militaires ont incendié les tentes installées sur la "*place de la Liberté*" par les manifestants et interpellent des dizaines d'habitants, pour empêcher de nouvelles manifestations.

"*Les forces de sécurité ont bouclé les accès à la ville et pourchassent les jeunes dans les ruelles*", a déclaré un militant pro-démocratie, Bochra al Maktari.

Sadik al Ahmar, le chef de la fédération tribale Hached désormais opposée au chef de l'Etat, a condamné un "*nouveau massacre de Saleh*" à Taëz. (Reuters 30.05)

7- Libye

7.1- Huit officiers de l'armée libyenne ont donné lundi une conférence de presse à Rome pour annoncer leur défection, précisant qu'ils faisaient partie d'un groupe de 120 militaires qui refusaient de continuer à servir Mouammar Kadhafi contre la population libyenne.

Les huit officiers - cinq généraux, deux colonels et un commandant - ont dénoncé, lors de cette conférence de presse organisée à la hâte par le gouvernement italien, le meurtre de civils par l'armée libyenne et les violences dont sont victimes les femmes.

"*Ce qui arrive à notre peuple nous terrifie*", a déclaré le général Oun Ali Oun. "*De nombreux meurtres, un génocide (...), des violences contre les femmes... Aucune personne sensée, douée de raison, avec un minimum de dignité, ne peut accepter ce que nous avons vu de nos propres yeux - et qu'il (Kadhafi) nous a demandé de faire*", a-t-il ajouté.

Le général Salah Giouma Yahmed, pour sa part, a souligné que l'armée de Kadhafi, de plus en plus affaiblie, n'avait plus que 20% de ses capacités opérationnelles.

"*Les jours de Kadhafi sont comptés*", a-t-il dit. (Reuters 30.05)

7.2- Le Conseil national de transition (CNT), représentation politique de la rébellion libyenne, ne veut pas exercer le pouvoir après la chute éventuelle du dirigeant libyen. « *Je mets l'accent sur une décision du Conseil qui interdit à chacun de ses membres de briguer un poste dans la période suivant la chute de Kadhafi* », a expliqué samedi Moustapha Abdeljalil, le président du CNT. « *Je garantis à tout le monde que nous ne recherchons pas le pouvoir* », a-t-il poursuivi, indiquant que l'objectif en cas de victoire sera de rédiger une Constitution et d'organiser des élections dans un délai d'un an. (20minutes.fr 30.05)

7.3- l'ancien ministre Roland Dumas et Jacques Vergès, ont annoncé dimanche à Tripoli qu'ils comptaient déposer plainte contre le président français, Nicolas Sarkozy, pour "*crimes contre l'humanité*" en Libye.

Au cours d'une conférence de presse à Tripoli, un représentant du ministère de la justice libyen a indiqué que les deux avocats s'étaient portés "*volontaires*" pour soutenir une plainte des familles des "*victimes des bombardements de l'OTAN*" contre le président Sarkozy, dont le pays a pris la tête des opérations de la coalition internationale en Libye.

"*Les deux avocats vont porter plainte au nom des familles libyennes devant les tribunaux français*", a déclaré Ibrahim Boukhzam, en présence d'une trentaine de représentants de familles qui ont signé des procurations aux deux avocats. Me Dumas, ancien ministre socialiste, a indiqué avoir été "*stupéfait de constater que cette mission [de l'OTAN] qui vise à protéger les civils est en train de les tuer*".

Il a dénoncé "*une agression brutale contre un pays souverain*", et affirmé qu'il était prêt à défendre le colonel Mouammar Kadhafi au cas où il serait jugé par la Cour pénale internationale. Qualifiant les pays de l'Alliance atlantique d'"*assassins*", Me Vergès a fustigé de son côté un "*Etat français conduit par des voyous et des assassins*". "*Nous allons briser le mur du silence*", a-t-il dit. (lemonde.fr 30.05)

8- Syrie

Pour la première fois depuis le début du mouvement de contestation contre le régime du président Bachar el-Assad, des habitants ont pris les armes pour résister aux troupes gouvernementales dans deux villes du centre de la Syrie, rapportent des militants syriens.

Selon ces sources, des habitants des villes de Talbiseh et de Rastan, qui sont assiégées par l'armée depuis dimanche dans la province centrale d'Homs, ont décidé de riposter avec des tirs de fusils automatiques et de grenades RPG. Au moins quatre civils ont été tués, d'après ces militants.

"*Ils ont pensé qu'ils ne pouvait plus rester sans rien faire et prier Dieu qu'il les aide*", expliquait un habitant d'Homs possédant des contacts étendus dans la province. Il a requis l'anonymat par crainte de représailles, comme tous les habitants interrogés par l'Associated Press.

"*L'armée rencontre une résistance armée et ne peut pas entrer dans les deux villes*", a expliqué l'habitant d'Homs. "*L'armée est encore à l'extérieur des villes et on m'a dit que des véhicules de l'armée, dont des véhicules blindés de transport de troupes, avaient été incendiés*".

Un second militant a confirmé que des habitants avaient riposté, mais précisait de son côté qu'ils s'agissait d'habitants qui tentaient individuellement de se défendre et pas d'une résistance armée organisée. "*Les manifestations ont démarré pacifiquement mais les pratiques des forces de sécurité qui humilient les gens ont fini par conduire à l'usage des armes*", a-t-il dit. Il ajoutait qu'il était courant que les Syriens possèdent chez eux des armes légères, précisant que ces dernières années des armes sont passées en contrebande de pays voisins comme le Liban et l'Irak.

Les Comités locaux de coordination en Syrie précisaient que les forces du régime avaient frappé Tabliseh tôt lundi avec des tirs d'artillerie et que des tireurs étaient postés sur les toits des mosquées. Les troupes syriennes, appuyées par des chars, mènent des opérations à Tabliseh, Rastan et la ville voisine de Teir Maaleh depuis dimanche.

"*La situation est complètement désespérée*", racontait un habitant de Rastan, joint par téléphone chez lui où il disait s'être barricadé. "*Il y a des cadavres dans les rues et personne ne peut aller les chercher*", a-t-il dit. "*La ville est complètement encerclée par les chars*", a-t-il hurlé avant que la ligne ne soit coupée. (AP 30.05)

Social

France

Le ministre de l'Education, Luc Chatel, juge probable la suppression d'au moins 16.000 postes l'an prochain dans l'Education nationale, soit autant que cette année, par non-remplacement d'un départ en retraite sur deux.

Dans un entretien au Journal du Dimanche, il ajoute qu'il souhaite que le nombre de classes de primaire soit maintenu à la rentrée 2012, après 1.500 fermetures de classes cette année. (Reuters 28.05)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin

J'ai ajouté des articles dans les rubriques politique et internationale. Les articles de presse de mai et les causeries de mai sont en ligne au format pdf (Acrobat reader).

Non D. Gluckstein, jusqu'à preuve du contraire les travailleurs n'ont rien à perdre et rien d'autre que leur force de travail leur appartient, absolument rien ne leur appartient pas plus en Grèce qu'en France ou ailleurs : "*Alors on vend, on brade tout le patrimoine du pays, comme en Grèce*" (extrait de l'éditorial d'*Informations ouvrières* n°151 paru ce jour. Aurait-il une mentalité de propriétaire ? Désolé, en tant qu'ouvrier on ne sent pas concerné.

J'ai lu les extraits de leur congrès qu'ils ont publiés : à mourir d'ennui, on se croirait davantage dans un syndicat que dans un parti politique, c'est la première remarque. Ensuite, pas le début d'une analyse sur les rapports entre les classes, encore moins à l'intérieur des classes. Pas un mot non plus sur l'état d'esprit et le niveau de conscience politique des travailleurs, des différents couches de travailleurs, cela ne les intéresse pas apparemment, ils ont les yeux rivés sur les appareils et le PS et ses satellites, on ne peut pas avoir les yeux partout, on comprend. Avant-hier j'ai relu quelques passage du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx, là au moins on avait une image précise et détaillée des différents acteurs qui constituaient la situation, on pouvait se faire une idée exacte de leur rôle et du fonctionnement des institutions. Si Marx et Engels avaient été aussi bornés que ces dirigeants, leur littérature aurait tenu en un seul feuillet qu'il aurait suffi ensuite de reproduire à l'infini !

Le POI appelle à combattre pour la défense de la démocratie et en même temps pour la liquidation de la Ve République qui serait incompatible avec la démocratie. De deux choses l'une, soit le combat pour la défense de la démocratie peut déboucher sur un succès et dans ce cas-là, il est infondé de dire que la Ve République serait incompatible avec la démocratie, soit le combat pour la défense de la démocratie ne peut déboucher que sur un échec et il n'a aucun sens.

En réalité, la démocratie (ouvrière) ne verra le jour que sur les cendres des institutions de la Ve République et ne se gagnera que les armes à la main, ce qu'on nous a vendu jusqu'à présent pour la démocratie n'était qu'une forme assouplie de la dictature du capital qui reposait sur les profits qu'octroyaient au capitalisme français ses positions sur le marché mondial et qui lui ont permis de financer les droits sociaux conquis par la lutte de classe du prolétariat des générations passées et de corrompre les chefs du mouvement ouvrier... Cette époque étant révolue, le POI, au lieu de porter son regard vers le futur, demeure les yeux braqués sur le passé dont il est nostalgique.

La lutte pour le pouvoir engagé entre les différents Etats capitalistes à l'échelle mondiale, sous la direction de l'aristocratie financière qui favorise les économies réalisant le maximum de profit sur le coût du travail, est incompatible avec le maintien des oripeaux de la démocratie, ainsi la fraction la plus réactionnaire de la classe dominante est engagée dans une lutte à mort contre le prolétariat mondial pour le soumettre en esclavage, et pour y parvenir elle s'appuie sur les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier.

On peut constater que l'immense majorité des travailleurs se détournent des syndicats et des partis ouvriers, que les appareils constituent ou non un obstacle à la mobilisation des masses exploitées ne règle en rien la question de leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société qui demeure trop faible pour envisager une issue politique qui romprait avec le capitalisme et ses institutions politiques.

On est dans la même situation qu'un renard qui aurait réussi à détourner l'attention du propriétaire d'un poulailler, mais qui ne saurait pas encore comment faire pour en ouvrir la porte et atteindre sa proie. Le POI est obnubilé par la majorité des syndicalistes qui n'ont toujours pas compris le manège du propriétaire de notre poulailler, tandis que la majorité des travailleurs l'ont compris depuis belle lurette. Comme la majorité de ces syndicalistes seront parmi les derniers à le comprendre parce qu'ils ne figurent pas parmi les catégories de travailleurs les plus affamés, d'ici là notre renard aura eu le temps de crever de faim !

Participera ou ne participera pas aux élections de 2012, apparemment les dirigeants et les militants du POI sont divisés sur cette question. Depuis l'époque de l'OCI dans les années 70, ils ont dépensé une énergie et des sommes folles dans des campagnes électorales qui ont servi strictement à rien sinon cautionner l'existence des institutions en place. (A suivre)

Indigeste. Le plus court chemin du Tron à la Lang.

Sur le plateau du «Grand Journal» de Canal+, lundi soir, l'ancien ministre de l'Education, Luc Ferry, a rappelé l'histoire d'«un ancien ministre qui s'est fait poisser à Marrakech dans une partouze avec des petits garçons» il y a quelques années.

« L'affaire m'a été racontée par les plus hautes autorités de l'Etat, en particulier par le Premier ministre», affirme Luc Ferry, qui refuse cependant de citer quelque nom que ce soit. Déclarant n'avoir aucune preuve de ce qu'il avance, l'ex-ministre assure pourtant détenir «des témoignages des membres de cabinet au plus haut niveau». (20minutes.fr 31.05)

Les anciens n'ont pas oublié l'histoire étouffée des "ballets bleus" auxquels était mêlée la mère Pompidou s'envoyant des gamins sur la Riviera française...

A l'époque du capitalisme ascendant ses représentants soutenaient un idéal philosophique qui s'exprimait dans les arts où pouvait s'épanouir l'illusion d'un monde meilleur pour tous à l'horizon, un mirage produit de la colonisation... Quelques guerres et crises plus tard, il ne reste plus de cet idéal que les miasmes immondes liés au culte du pouvoir et de l'argent que l'aristocratie financière a monté au pinacle.

La morale infâme et perverse de l'esclavagiste n'a pas disparu avec le passage d'un mode de production à un autre au cours des siècles ou des millénaires, de rustique ou raffinée à l'époque de l'Antiquité glorieuse puis décadente, à l'aube de la civilisation humaine, elle est devenue violente et glauque à son crépuscule, la merveilleuse époque dans laquelle nous vivons...

Le règne de l'exploitation et de l'oppression à travers les différentes formes qu'il a pris au cours de la préhistoire de la civilisation humaine, dans cette société divisée en classes dominante et dominée, le législateur s'est constamment employé à encadrer et policer les moeurs et les rapports auxquels devaient se soumettre les plus faibles, la plèbe, au nom de la morale chrétienne ou plus précisément pour des raisons économiques, tandis que les détenteurs du pouvoir pouvaient les enfreindre en toute liberté et satisfaire leurs fantasmes en toute impunité.

Aux orgies de l'Antiquité a succédé le libertinage et la prostitution des courtisanes à l'époque de la monarchie absolue, pour sombrer de nos jours dans la prostitution tout court des consciences qui inclut toutes les formes de prostitutions qu'on a du mal à imaginer et qui de ce fait se trouveraient justifiées sans avoir de compte à rendre à personne.

L'ère de la domination du capitalisme financier est synonyme de pouvoir absolu exercé par une infime minorité, de dictature, d'absence de démocratie et de tolérance zéro envers les plus faibles condamnés à vivre dans d'effroyables conditions et disparaître dans l'indifférence générale, elle est synonyme de dégénérescence et de réaction sur toute la ligne, un seul mot suffit à la résumer : barbarie.

A l'heure où le capital abandonne les oripeaux de la démocratie tout en prétendant agir hypocritement en son nom, nous ne devons pas revendiquer la démocratie dont il se réclame également, nous ne devons pas combattre pour la démocratie qui lui a permis d'assoir sa domination, nous n'exigeons rien de son bourreau, de notre bourreau, qu'il l'épargne pour mieux perpétuer sa domination sur les masses exploitées, nous ne nous reconnaissons pas dans cette soi-disant démocratie en trompe l'oeil, cette démocratie qui s'est prostituée avec tous les dictateurs au pouvoir au XXe siècle en Afrique, en Asie ou en Amérique, nous devons engager le combat pour le terrrasser et le vaincre définitivement, l'éradiquer de la surface de la planète, ensuite seulement une véritable démocratie pourra s'épanouir.

D'où la nécessité impérative de rompre toutes relations avec le capital et ses représentants, ses institutions politiques nationales, européennes ou internationales, de mener une guerre impitoyable contre toutes les formes d'opportunisme qui

se traduisent par des compromis avec notre ennemi et ses valets, les appareils des syndicats, le PS et ses satellites inféodés au capital.

Gare à ceux qui n'auraient pas suivi l'évolution du capitalisme mondial ou voudraient nous tromper plus longtemps et qui seraient tentés comme hier encore de mettre de l'eau dans le vin du capital pour le rendre plus supportable, car désormais ce vin est devenu un puissant acide qui au contact de l'eau leur explosera à la figure, les pulvérisera.

Je vais vous dire un truc, quand on a connu la pauvreté, la misère même, le chômage, qu'on a vécu toutes sortes de frustrations et d'humiliations au cours de sa vie ou au travail, au milieu des années 70 j'ai même testé la soupe populaire à l'angle de la rue Richelieu à Paris; dans une immense salle au 1er étage je m'en souviens encore, une autre fois je suis resté trois jours sans manger bien que je travaillais, quand on a accepté n'importe quel emploi à n'importe quel salaire pour tout juste survivre, notamment balayeur dans une entreprise du bas de Rueil, on ne peut éprouver que le plus profond rejet des institutions, de leur société, et je suis absolument certain que c'est la conviction qui habite des millions de travailleurs qui connaissent aujourd'hui la même situation ou pire encore.

Quand on a cet état d'esprit, je peux vous dire que tout ce qui pourrait améliorer notre vie quotidienne nous semble aléatoire, artificiel, illusoire, tellement insuffisant tant notre souffrance est grande et permanente. On a tellement l'impression d'être totalement impuissant face au sort qui nous est réservé, à cette terrible injustice, qu'on se sent étranger à toutes les couches d'exploités qui s'en tirent mieux que nous et que les syndicats et les partis ouvriers mettent tout le temps en avant ou dont ils se préoccupent, alors que notre propre sort ne les intéresse pas du tout. Rien que voir leurs dirigeants à la télé vous donne la nausée, les entendre parler de négociations, d'augmentations de salaire ou d'élections vous met littéralement en rage, vous ne pouvez pas vous empêcher de penser qu'ils se moquent de vous, qu'ils sont finalement tous complices, tous vendus, corrompus par le système qui vous pourrit la vie et les engraisse, à côté les représentants du parti de l'ordre semblent presque plus honnêtes, au moins ils affichent la couleur et on sait à quoi s'en tenir.

Les syndicats et les partis dits ouvriers, y compris le POI, le NPA et LO, ne représentent pas la classe ouvrière, ils ne représentent que l'aristocratie ouvrière, les couches privilégiées de la classe ouvrière, les couches moyennes, les fonctionnaires qui bénéficient de la garantie de l'emploi, les intellectuels à la bonne conscience, les petits bourgeois en général attachés à leurs avantages et qui se foutent bien du reste.

Je suis d'autant bien placé pour tenir ce discours, que lorsque j'ai cessé de militer en 1981, au cours des années suivantes avec mon ex-compagne nous disposions d'un tel niveau de vie, qu'à aucun moment nous avons éprouvé le besoin de participer à une action politique, pas une manifestation, pas une réunion, pas un meeting, pas même la lecture d'un journal traitant de politique, alors que nous étions auparavant des activistes forcenés qui militions 24h/24. Par contre nous étions tous les deux syndiqués et représentants du personnel.

Avant-hier je me suis fait cette réflexion : si nous ne nous étions pas séparés, aujourd'hui nous disposerions d'un revenu confortable d'environ 5 000 euros net par mois (13e et 14 mois inclus), pour des charges fixes d'environ 2 000 euros mensuelles, il nous resterait 3 000 euros pour vivre à l'aise, nous vivrions en HLM (3 pièces, 75m²), nous aurions chacun une mutuelle qui nous rembourserait à 100%, nous bénéficierions tous les deux de la garantie d'emploi, de la générosité de nos comités d'entreprise, location d'un studio à la montagne pour une bouchée de pain, un voyage au bout du monde à un prix imbattable une fois tous les trois ans et j'en passe, j'aurais une voiture de fonction (2 places) que je pourrais utiliser toute l'année y compris pendant les vacances, en cumulant nos mandats, on bosserait à trois quart ou quart temps en ce qui me concernerait, et la cerise sur le gâteau, avec l'ancienneté on aurait aujourd'hui une sixième semaine de congés payés, elle ne serait pas belle la vie ! C'est évidemment ce que se disent tous ceux qui sont aujourd'hui dans cette situation qui n'a rien d'extraordinaire. Ils seront tentés de se laisser vivre, si vous avez cru qu'ils descendraient dans la rue l'automne dernier pour défendre leurs retraites, vous vous êtes mis le doigt dans l'oeil. Mais dites-moi, à 1 000 ou 1 500 euros près en moins, c'est la situation dans laquelle se trouvent tous les couples ou ménages de notre âge qui cumulent deux salaires et qui ne vivent pas au-dessus de leurs moyens, non ?

Restos, bonne bouffe et bons vins, fringues de luxe, meubles de style, week-end à la campagne, sports d'hiver, vacances d'été exotiques au soleil, la routine quoi, et surtout pas un centime de dette et des dizaines de milliers d'euros d'économie placés et qui vous rapportent, on ne sait jamais... La retraite, on se la paie, et puis on va hériter de la maison des parents en Bretagne, de leur compte en banque qui doit dépasser les 100 000 euros, pourquoi se casser la tête, on la prendra le plus tôt possible, on revendique parce qu'on ne veut pas régresser socialement, et puis il faut bien justifier nos mandats, c'est plus un réflexe comparable à l'instinct de survie que le produit d'une prise de conscience, une fois pour toute on sait que le monde est pourri et qu'on ne pourra pas le changer, on s'est fait une raison, on a déjà donné...

C'est terrible d'avoir cet état d'esprit-là, n'est-ce pas ? Il n'a rien à envier à celui des bureaucrates ou des dirigeants qui n'auront finalement bossé que quelques années au cours de leur vie, les permanents planqués dans les organismes sociaux ou les comités d'entreprise. N'allez pas croire que j'aurais soudain l'impression d'être passé à côté de quelque chose, surtout que la vie que je mène en Inde depuis 1996 n'a rien du bagne, je ne me plains pas, je n'en ai pas le droit, disons que contrairement à beaucoup de gens qui ont fait une croix sur leur passé, je n'en ai pas perdu une miette, c'est même une source d'inspiration politique inépuisable. J'ai commis beaucoup d'erreurs dans ma vie et j'essaie d'en tirer des enseignements au lieu de les nier ou les minimiser.

Quand on a connu tout cela et qu'on sait à quoi on a échappé, la routine est mortelle, qu'on a bossé dans plus de 45 boîtes, qu'on a été viré à de multiples reprises pour ses idées, qu'on a fini par s'exiler pour ne pas finir dans la rue, on ne peut pas porter le même regard sur la société et le monde, sur la luttte des classes et le mouvement ouvrier, que quelqu'un installé à son bureau et qui a passé sa vie à attendre la retraite ou pour qui la misère du monde ou la précarité n'a finalement été qu'un concept, la lutte de classe un moyen accessoire de briser cette routine sans trop se soucier du résultat.

Pourquoi par millions les travailleurs ont désertés les syndicats et les partis pour se rabattre sur des associations ? Pourquoi ce sont ces associations qui sont chargées de prendre en charge les plus malheureux, les plus démunis parmi les nôtres ? Pourquoi portent-ils un regard si négatif sur les syndicats et les partis en général ? Pourquoi n'avons-nous pas été foutus de construire un parti révolutionnaire digne de ce nom en un demi-siècle ? Pourquoi l'avant-garde est-elle éparpillée ou atomisée dans une nuée de formations politiques ? Pourquoi aujourd'hui n'existe-t-il aucune issue politique au capitalisme ? Pourquoi aucun parti n'aborde-t-il pas ouvertement ces questions ? Parce que la responsabilité de leurs dirigeants pourraient se trouver mise en cause ?

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, entre la classe ouvrière et les appareils, la conception de la lutte de classe telle que l'ont défini et mis en oeuvre nos dirigeants ainsi que leur interprétation du monde, n'ont jamais été orientés de telle sorte qu'ils auraient pu permettre aux couches les plus déterminées du prolétariat de rompre avec le capital et les institutions, de s'organiser et contruire le parti. C'est ce constat d'échec qu'il faut analyser au plus vite pour corriger le tir, s'il n'est pas déjà trop tard.

Politique

1- France

1.1- Ah le bon vieux temps des dictateurs !

Gérard Longuet ne cèdera pas. Mis en cause pour un séjour en Tunisie tout frais payés par le régime de Ben Ali en 2006, le ministre de la Défense a exclu ce mardi toute démission, se disant toutefois prêt à rembourser. L'information a été révélée par le magazine Les Inrockuptibles et confirmée à l'AFP par un responsable de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT). (20minutes.fr 31.05)

1.2- Décomposition politique. Populisme et infantilisme.

Daniel Cohn-Bendit, dont la motion n'a recueilli que 27% des voix (contre 50% pour celle de Cécile Duflot), a décidé de ne pas participer au congrès d'Europe Ecologie-Les Verts à La Rochelle ce week-end. (Rue89 31.05)

Commentaire d'un internaute :

- "Cohn-Bendit, pense que de nombreux services publics comme celui de l'énergie doivent être privatisés. Il est très à l'aise avec les patrons de la finance et autres industriels qui le trouvent gentil garçon. Danny prône une «croissance verte», et une «écologie de marché», normal, dans ses déclarations on apprend qu'il est pour le capitalisme avec tout ce qui va avec, du travail le dimanche aux délocalisations."

2- Espagne

Interview de Daniel Innerarity, professeur de philosophie politique et sociale à l'Université de Saragosse, extraits :

Quel est l'avenir du mouvement?

Le mouvement aborde un virage décisif. Lorsqu'on discute autour d'idées générales et de lieux communs, il n'y a pas de compromis à trouver ni de négociations à mener. Tout le monde est d'accord. C'est ce que faisait jusqu'alors le mouvement des Indignés. Maintenant, ils doivent concrétiser leur opposition, et envisager des solutions concrètes. C'est à ce moment-là que des divisions peuvent apparaître. Le mouvement a besoin aujourd'hui d'une organisation, d'une structure semblable à celle d'un parti politique. Le mouvement est face à un dilemme. Soit il reste en dehors du système politique et il se conforte dans les belles paroles sans être efficace, ou alors il rentre dans le jeu politique. Si les Indignés choisissent cette solution, ils devront alors prendre des positions et avancer vers une certaine efficacité par la compromission.

Le mouvement a-t-il un avenir en dehors du système politique?

Malheureusement je ne crois pas. Il faut que le mouvement trouve un moyen d'entrer dans le système politique et de le renouveler.

En restant en marge de la politique, la critique est trop théorique, trop généralisée, et elle devient inefficace. Elle est alors instrumentalisée par les partis d'opposition et sert à stabiliser le fonctionnement du système. En cela, si l'Indignation reste en marge de la politique et de ses décisions, elle ne permet pas le changement auquel elle aspire et devient une posture conservatrice.

Cette situation est-elle différente en France?

Le mouvement des Indignés aurait plus de chance d'intégrer la sphère politique en France. Ainsi, son influence en serait plus grande.

Le système politique espagnol, composé de deux grands partis, est plus rigide qu'en France. Il est imperméable. Les deux partis nationaux espagnols (PSOE à gauche et PP à droite) représentent 80% des voix. Intégrer le système politique français, est plus facile car il est plus diversifié. Les Indignés pourraient trouver des alliés et faire entendre leur voix. D'ailleurs, l'une des propositions intéressantes du mouvement espagnol est d'améliorer la représentativité des petits partis. Mais les deux partis traditionnels n'ont pas intérêt à modifier ces règles électorales. (lexpress.fr 31.05)

3- Yémen

De violents combats ont repris, mardi 31 mai, dans le nord de Sanaa autour de la résidence du plus puissant chef tribal yéménite, le cheikh Sadek Al-Ahmar. Des tirs de mortier ont d'abord été entendus, suivis par des échanges de tirs. Les combats se sont concentrés autour du quartier général de la police militaire, dans l'avenue de la Ligue-Arabe, et autour de la résidence du cheikh Ahmar. Selon des sources médicales, sept personnes auraient été tuées.

D'autres heurts se sont déroulés près du siège de l'agence officielle d'information SABA. Les autorités ont accusé Sadek Al-Ahmar d'avoir rompu la trêve qu'il avait annoncée vendredi après trois jours d'affrontements, qui avaient fait soixante-huit morts. Le site Internet du ministère de la défense, 26sep.net, a affirmé que les hommes du chef de la tribu Hached ont pris le contrôle du siège du Congrès populaire général (CPG, parti du président Ali Abdallah Saleh) et de celui de la compagnie des eaux.

Des sources proches de Sadek Al-Ahmar ont accusé au contraire les autorités d'avoir repris les tirs sur sa résidence. Des témoins ont indiqué qu'une colonne de fumée noire s'élevait de la résidence du chef tribal. Aucune indication n'a pu être obtenue pour le moment sur d'éventuels morts ou blessés dans ces nouveaux combats.

De violents affrontements touchent également la ville de Taëz. Selon le Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, plus de cinquante personnes y sont mortes depuis dimanche, "*tuées par l'armée yéménite, la garde républicaine et d'autres éléments affiliés au gouvernement*". (lemonde.fr 31.05)

Social

France

Malgré un appel lancé par tous leurs syndicats, la moblisation des fonctionnaires contre le gel des salaires, mardi, n'aura été que symbolique. Le gouvernement a comptabilisé environ 5% de grévistes et les rassemblements et manifestations organisés un peu partout en France ont rassemblé peu de monde.

A Paris, plusieurs centaines de fonctionnaires (750 selon la police) se sont rassemblés à la mi-journée devant leur ministère de tutelle avant un défilé dans le calme jusqu'à la place de la Bastille. La mobilisation a été similaire un peu partout en France, selon des sources syndicales.

Certaines organisations (FSU, CGT et Solidaires) avaient déposé des préavis de grève chacune de leur côté, mais aucun appel national unitaire à cesser le travail n'avait été lancé. Le ministre du Budget et de la Fonction publique François Baroin a rejeté la demande de négociations sur le point d'indice -qui sert de base de calcul au salaire des fonctionnaires- formulée par les huit fédérations à l'origine de cette journée. Assurant vouloir maintenir le "*dialogue*" avec les syndicats, il a notamment promis la semaine dernière de poursuivre la discussion, "*mais pas sur le point d'indice*".

Avec cette mobilisation, les fédérations de fonctionnaires CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNSA entendaient condamner "*la politique d'austérité salariale menée par le gouvernement à l'égard des agents publics*", alors que les salaires dans la Fonction publique seront gelés en 2012 pour la deuxième année consécutive. (AP 31.05)

Economie

Grèce

La Grèce s'est entendue avec l'Union européenne, le FMI et la BCE sur une baisse de la TVA, a déclaré mardi une source de la coalition au pouvoir en Allemagne, décision visant à rallier l'opposition grecque et à éviter un défaut de paiement.

Le quotidien financier grec Imerissia écrit que la troïka autorise la Grèce à abaisser le taux plafond de TVA de 23% à 20% et le taux plancher de 13% à 10%.

L'opposition n'a pas tardé à réagir. L'un de ses responsables a dit mardi à Reuters que la baisse de la TVA serait bienvenue mais ne suffirait pas à relancer l'économie et à assurer au gouvernement la bienveillance de ses adversaires politiques.

"*La baisse de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés que nous proposons aurait davantage de répercussions, coûterait moins et n'aurait pas d'impact immédiat sur le cash flow*", a expliqué un responsable du parti Nouvelle Démocratie. (Reuters 31.05)

Haut de page

Le 2 juin

La vocation du parti et du militant, sa raison d'être, son devoir, sa mission, son objectif numéro 1 sans lequel les autres ne seraient que dilettantisme, aventurisme ou gauchisme, c'est d'aider par tous les moyens possibles à sa disposition la conscience de classe des travailleurs à progresser, pour finalement au cours de la révolution être capable de s'élever au niveau du programme du socialisme pour vaincre son ennemi et s'emparer du pouvoir.

Le principal obstacle à la mobilisation révolutionnaires des masses exploitées réside dans leur subordination au capitalisme et aux institutions. Donc notre objectif est de tout faire pour les aider à rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques, à se défaire de leurs illusions qui sont le produit de leur ignorance du fonctionnement de la société.

La question est ensuite de savoir si on doit se transformer en porte-parole de ces illusions en les reprenant à notre compte comme si elles traduisaient la réalité sous prétexte que c'est ainsi que les masses se la représente (à travers le prisme déformant de leurs illusions), ou se refuser à leur présenter la réalité sous cet angle et se situer exclusivement sur le terrain conscient de la lutte des classes.

Ces illusions traduisent la difficulté ou l'impossibilité de se situer sur un terrain politique correspondant effectivement à leurs intérêts de classe, ainsi elles traduisent la confusion entretenue notamment par la propagande gouvernementale et patronale, selon laquelle l'ensemble des classes sociales aurait finalement les mêmes intérêts ou des intérêts communs supérieurs aux intérêts spécifiques de chaque classe, de manière à ce que la classe exploitée reprenne à son compte les intérêts de la classe dominante ou s'incline devant. Ces illusions traduisent un état de soumission (éducation, habitude, inertie de l'histoire...) envers la classe des capitalistes et ses institutions politiques.

Dès lors, doit-on ou peut-on employer dans nos discours écrits ou oraux le même langage, la même terminologie, les mêmes formules utilisées par les représentants des capitalistes qui ne servent qu'à tromper les travailleurs et les tenir solidement enchaînés au capitalisme ? Ne serait-ce pas contradictoire et antinomique avec l'objectif que nous nous sommes fixés ?

S'agirait-il que d'un compromis linguistique, les mots et la syntaxe perdraient leur signification, ce qui est bien sûr un argument insoutenable. Prenons un exemple.

On nous dit que le pays n'est pas à vendre, que l'Etat brade le patrimoine ou encore que les patrons délocalisent à tour de bras, quelle horreur ! En réalité voilà un affreux constat, qui formulé de la sorte, partageront les nationalistes de tous poils, y compris les plus réactionnaires d'entre eux, les social-nationalistes du FN, les partisans du capitalisme d'Etat parmi lesquels les républicains bourgeois, y compris les monarchistes, enfin les champions en titre du produisons français, les staliniens.

Mais le pays il appartient à qui, le patrimoine il appartient à qui, les entreprises ils appartiennent à qui, pas aux travailleurs à ce qu'on sache, eux ils ne sont propriétaires que de leur force de travail, or on emploie un langage qui perpétue l'illusion que les travailleurs bénéficieraient d'un statut égal à celui des patrons, des riches actionnaires, des châtelains et autres collectionneurs d'art.

"*Le consensus est l'ennemi de la démocratie*" lit-on dans la lettre adoptée par le IIIe congrès du POI, très bien, mais dans ce cas-là toutes les formes de consensus avec l'ennemi sous quelque masque qu'il revêt sont les ennemis de la démocratie, y compris

dans le langage que l'on emploie pour traduire la place qu'occupe chaque classe dans la société, laissons de côté ici les consensus qui peuvent exister entre les appareils des partis ouvriers avec ceux des syndicats, laissons de côté la participation des partis ouvriers aux institutions et autres organismes qui en sont issus au côté du parti de l'ordre et qui consiste à légitimer en coeur ces institutions...

Le consensus entre les classes est avant tout l'ennemi de la révolution prolétarienne et socialiste. Il n'a pas seulement un contenu réactionnaire, il s'inscrit dans une perspective contre-révolutionnaire. Le consensus traduit l'illusion que l'ensemble des classes sociales en présence auraient les mêmes intérêts, c'est une supercherie. Le consensus entretient cette confusion, l'alimente.

On ne peut pas adhérer à cette formule "*Le consensus est l'ennemi de la démocratie*", car elle sous-entend que ce consensus n'a pas toujours existé et que par conséquent hier encore existait dans ce pays une démocratie avec laquelle on pouvait s'accommoder, or hier comme aujourd'hui cette démocratie n'a pas changé de nature sociale, ce qui a changé en revanche, c'est que sa véritable nature de classe apparaît plus clairement, s'exprime plus violemment, ce dont on devrait se féliciter car du coup il va devenir plus facile d'en prendre conscience et de l'opposer à la démocratie ouvrère, de la dénoncer pour ce qu'elle est vraiment et la combattre plus efficacement.

Pire encore, cette formule tend à masquer le fait ou à nier qu'il a toujours existé un consensus entre l'ensemble des partis institutionnels dits de droite ou de gauche, consensus sur le fond et c'est bien ce qui nous intéresse pour aider la conscience de classe du prolétariat à progresser, à rompre avec tous ces partis pour se tourner vers le ou les partis ouvriers combattant pour le socialisme, l'objectif prioritaire demeurant la construction du parti à ce stade.

Le défaut de cette formule, c'est qu'elle est trop approximative lorsqu'elle s'adresse à des travailleurs ou des militants qui n'ont pas un niveau politique suffisant pour l'interpréter correctement. Le capitalisme au stade suprême de l'impérialisme, dans sa phase descendante, en décomposition, n'est-il pas l'ennemi de la démocratie, ne l'a-t-il pas toujours été dès lors qu'il avait pris conscience de la puissance de la classe ouvrière, sa négation, encore faut-il se demander laquelle, pour qui, pour comprendre de quelle démocratie on parle, pour ne pas parler de la démocratie telle que la conçoit la bourgeoisie, Lénine fustigeait violemment ceux qui en appelaient à la démocratie en général.

A l'adresse des militants aguerris, on pourrait dire que la démocratie est incompatible avec le pouvoir absolue de l'aristocratie financière, pour laquelle la soif insatiable de profit nécessite la liquidation de tous nos droits ou acquis sociaux et politiques, dont les syndicats et les partis ouvriers, leur soumission totale à l'ordre établi, un consensus avec la Bourse, leur intégration au sein des institutions, processus largement entamé depuis 1945. Attention, soumission qui n'a jamais pu empêcher la lutte des classes de continuer d'exister, voir les Etats policiers qui existaient en Allemagne et en Russie à la fin du XIXe siècle par exemple.

L'ennemi de la démocratie n'est pas en soi le consensus des syndicats et du PS ainsi que ses satellites avec le parti de l'ordre, ce sont les lieutenants du capital qui dirigent les syndicats, les soi-disant partis ouvriers inféodés à l'ennemi de la classe ouvrière, le capital, qui en sont les mettre d'oeuvre, prétendre autre chose signifierait que ces dirigeants syndicaux pourris et ces partis pourraient un jour défendre les intérêts fondamentaux du prolétariat, qu'ils pourraient rompre avec le capitalisme, alors que cela ne se produira jamais (voir le Programme de transition), une illusion criminelle que nous refusons de colporter auprès des travailleurs et des militants.

Les dirigeants du POI ne peuvent pas partager cette analyse, parce qu'à travers le front unique ils s'emploient à entretenir cette illusion, le front unique qu'ils appellent de leur voeu ne fait que la traduire, la perpétuer depuis 70 ans avec le succès que l'on sait.

Jamais aucun gouvernement, aucune Assemblée constituante issue de la "*mobilisation de millions de travailleurs*" majoritairement composé de représentants de ces partis, dont l'existence repose uniquement sur le régime en place, ne rompra avec le capitalisme et les institutions, ne prendra "*les mesures d'urgence et de sauvegarde du peuple et de la démocratie*" contrairement à ce qu'affirme le POI. Comment un tel gouvernement, une telle Assemblée constituante pourrait-elle seulement voir le jour et incarner un autre pouvoir que celui de la classe dominante toujours au pouvoir à défaut de l'avoir préalablement mâtée, réprimée, écrasée militairement, vaincue définitivement ? Qu'on nous fournisse un seul exemple tiré du passé qui prouve le contraire de ce que nous avançons ici.

Nous ne sommes pas bornés et nous sommes prêts à étudier sérieusement et sans a priori les arguments sur lesquels reposent les perspectives politiques qu'on nous propose, encore faut-il que ces arguments existent et qu'ils ne sortent pas de l'imagination de leurs auteurs, qu'ils ne posent pas davantage de questions qu'ils n'en résolvent ou les laissent sans réponse.

Le POI pose correctement la question des déficits publics, mais son argumentaire est incomplet.

Jusqu'à présent les impôts directs et indirects que nous payions servaient à financer l'école publique, les hôpitaux, etc, disons les budgets sociaux de l'Etat, notamment mais pas seulement. En quelque sorte cet argent que nous versions à l'Etat provenait de

nos salaires, il correspondait à la part de la plus-value engendrée par notre travail que nous reversions à l'Etat en échange d'un service qui prenait la forme d'une classe, d'un lit d'hôpital, d'une route ou d'une ligne électrique par exemple, l'Etat en était le dépositaire mais il nous appartenait, il nous était rendu en partie sous forme de services qui pour cette raison nous n'avions pas à payer ou plus exactement, que nous n'avions pas à payer au prix fort, l'école était gratuite, le droit à la santé était garantie pour tous, de même que le prix de l'électricité, du gaz, de l'eau et du téléphone, etc. était le même pour tous...

Ces services étant le monopole de l'Etat, ils n'étaient pas assujetis aux lois de la concurrence et de la spéculation qui existaient dans le secteur privé, le marché n'ayant pas de prise sur ce secteur des services, c'était la notion de service qui l'emportait sur celle de la recherche du profit maximum, et de fait que l'on soit riche ou pauvre, qu'on ait contribué dans des proportions minimines ou importantes au budget de l'Etat, peu importait, nous avions tous droit à la même qualité de service, aux mêmes droits, pour ainsi dire l'inégalité des salaires était en partie compensée par cette redistribution des richesses sous forme de services ou droits sociaux.

Voilà ce à quoi l'aristocratie financière a décidé de mettre fin, estimant qu'il était anormal qu'un service ne soit pas réglée à sa valeur réelle par une partie de la population, la moins bien nantis et la plus nombreuse de la société, tandis que les privilégiés réglaient cette part à sa place, elle a estimé que cette injustice envers les plus riches devaient cesser et que le meilleur moyen pour y remédier serait de privatiser petit à petit tous ces services, et en attendant, à la fois d'en augmenter toujours le coût et de détourner l'argent que l'Etat y consacrait chaque année pour les mettre littéralement en faillite, d'où le recours au marché pour les financer, autrement dit créer un déficit en augmentation constant une fois les patrons ayant bénéficié de baisses d'impôts, et d'exonérations de cotisations sociales pour ce qui est des comptes des organismes sociaux conduit artificiellement cette fois à la banqueroute.

Ce que je voulais expliquer par là, c'est que la partie de notre salaire que nous versions jusqu'à présent à l'Etat et dont une partie nous revenait sous forme de services, ne devait plus servir qu'à financer les missions régaliennes de l'Etat, son appareil bureaucratique, judiciaire et policier, et que tout le reste devait être livré à la rapacité des marchés.

Hier encore, on percevait un salaire, puis on reversait une partie de notre salaire à l'Etat qui nous en rendait une partie sous forme de services, d'écoles, d'hôpitaux, etc, donc à ce qui nous restait une fois déduit les impôts directs et indirects (dont la TVA) que nous payions, l'ensemble constituait la part de la plus value total que nous avions perçue en échange de notre travail, je simplifie ici pour faire bref, aujourd'hui, de cet ensemble il faut déduire la part qui ne nous revient plus sous la forme de services puisque nos impôts ne couvrent plus ces services, pour se faire soigner il faut payer une franchise médicale, les frais d'hospitalisation sont de plus en plus à la charge du patient de même que ses médicament qui ne sont plus remboursés, les frais d'inscription à l'université ne cessent d'augmenter tout comme le prix de l'électricté ou du gaz, etc. bref, nos impôts qui couvraient en grande partie nos dépenses correspondant à des services ne les couvrent plus, non seulement cet argent est détourné de sa raison d'être par l'Etat, mais il faut débourser toujours plus pour satisfaire nos besoins élémentaires, la société est de plus en plus inégalitaire, pire, elle est ouvertement basée sur cette inégalité de traitement entre les riches et les plus pauvres. L'Etat perçoit toujours l'impôt qu'il redistribue généreusement aux banquiers et aux capitalistes ou qu'il gaspille pour assurer son train de vie de monarchie républicaine dégénérée.

En fait, l'évolution du capitalisme des dernières décennies n'a pas seulement mis en concurrence les travailleurs du monde entier dont les revenus s'étalaient sur une échelle allant de 1 à 100, tandis qu'un ouvrier chinois ou bangladeshi perçoit un salaire mensuel compris entre 50 et 100 euros pour 48 h de travail hebdomaire, son équivalent en France perçoit un salaire d'environ 1000 ou 1500 euros cotisations sociales (ouvrières) inclues pour 35h de travail hebdomadaire, je n'ai pas inclu ici les cotisations sociales dites patronales puisque les patrons en sont exonérés, il a mis en concurrence également tous les services auxquels ils pouvaient prétendre de la part de l'Etat et qui s'étalaient sur une échelle équivalente à celle des salaires, par exemple le coût de la prise en charge d'un collégien sera infime en Chine ou en Inde par rapport à ce qu'il est en France, cela vaut aussi pour le prix de l'eau, des transports en commun par exemple, il faut ajouter à cela les exonérations de cotisations sociales dont bénéficie le patronat et que prend en charge l'Etat français et qui n'existe pas en Chine.

En résumé, ce n'est pas seulement le prix de la force de travail qui a été mis en concurrence à l'échelle mondiale tel qu'on le perçoit à travers sa feuille de paie, mais le taux d'exploitation net tel qu'il ressort une fois pris en compte l'ensemble des facteurs qui le constituent une fois qu'on y a intégré la part que l'Etat redistribue à chaque travailleur sous forme de services. Il manque à cette analyse brouillon que je viens d'improviser, la différence au niveau des impôts payés en Chine et en France par la population que je ne connais pas. En Inde par exemple, je paie mensuellement 1,5 euro l'eau à volonté, et seulement 1,5 euro de taxe d'habitation par an, quant à la TVA je n'en sais rien, autour de moi personne n'en sait rien, je crois qu'elle est prélevée à la source et tourne autour de 20%, les transports en commun sont bon marché, une centaine de roupies pour aller de Pondichéry à Chennai, 2 000 en taxi.

Ce ne sont donc pas seulement les salaires qui sont écrasés en France ou en Europe, mais aussi l'ensemble des services qui correspondent à des besoins élémentaires, que demain les plus pauvres ne pourront même plus satisfaire.

Les déficits publics sont le produit de la mise en concurrence de la force de travail à l'échelle mondiale ainsi que la marchandisation de tous les besoins humains accentuant les inégalités entre les riches et les pauvres, conduisant à la paupérisation une masse toujours plus importante de la population qui ne peut être atténuée ou en partie masquée que par l'accentuation

de l'exploitation à laquelle vont être livrés tous les travailleurs. Affirmer que le capital nous a déclaré la guerre est un euphémisme.

Politique

1- Syrie

Les forces syriennes ont tué mardi 41 civils à Rastan, dans le centre du pays, au cours d'une opération de répression des manifestations en faveur de la démocratie, a déclaré mercredi à Reuters Razan Zaitouna, une avocate de la cause des droits de l'homme. (Reuters 01.06)

2- Yémen

Des explosions ont été entendues mercredi dans le nord de Sanaa, la capitale du Yémen où s'affrontent les groupes tribaux opposés au président Ali Abdallah Saleh et les troupes fidèles au pouvoir.

Des fusillades ont également eu lieu pendant la nuit près de l'aéroport de Sanaa, qui a brièvement été fermé la semaine dernière.

Quatorze soldats ont été tués, dit le ministère de la Défense sur son site internet. Au moins cinq autres personnes sont mortes dans les derniers combats, a-t-on appris de source médicale.

De même source, on ajoute que l'opposition dispose désormais de blindés, laissant à penser que l'armée a subi de nouvelles défections. (Reuters 01.06)

3- Libye

Le ministre libyen du Pétrole Choukri Ghanem a indiqué mercredi à Rome avoir "*quitté son pays*" pour rejoindre la rébellion et "*combattre pour un Etat démocratique*", selon l'agence italienne Ansa.

"*Dans la situation actuelle, on ne peut plus travailler, j'ai donc quitté mon pays et mon travail pour rejoindre le choix des jeunes Libyens de combattre pour un Etat démocratique*", a déclaré M. Ghanem. (libération.fr 01.06)

Social

La méthode Coué au secours de la collaboration de classes.

La 100ème Assemblée de l'organisation créée en 1919 (qui s'est réunie parfois plus qu'une fois par an depuis) doit être selon l'OIT "*historique*".

"*Plus de 90 ans après la naissance de l'organisation (...), nos valeurs et nos politiques sont toujours indispensables pour mettre en place un monde meilleur et plus juste*", explique M. Somavia dans un rapport réclamant "*une nouvelle ère de justice sociale*".

Pour cela, "*le moteur doit changer*", a-t-il martelé, estimant que le tripartisme de l'OIT, composé de représentants des gouvernements, employeurs et travailleurs, "*est à même de faire intervenir le changement*".

Elle marque de fait une nouvelle légitimité de l'organisation qui a retrouvé, avec la crise, une place au premier rang des institutions internationales, à commencer par le G20.

Cette nouvelle autorité est illustrée par le panel important d'invités de marque, parmi lesquels la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre russe Vladimir Poutine attendus les 14 et 15 juin. (AFP 01.06)

Où a-t-il vu un "*un monde meilleur et plus juste*" ? Sous l'égide de l'ONU dont l'OIT est issue ? De Merkel et Poutine, de l'heure de travail rémunérée 1 euro et du chef d'un Etat mafieux ? L'OIT intégrée au G20 et il faudrait en attendre quelque chose ? C'est une blague ou une provocation ?

Le tripartisme, c'est la collaboration de classes à laquelle s'adonnent quotidiennement les dirigeants syndicaux depuis plus d'un demi-siècle et que nous combattons. Que penser de ceux qui mettent en avant la rupture avec le capitalisme et ses institutions et qui soutiennent l'OIT, l'ONU ? Qu'ils ne sont plus à une contradiction près.

Economie

Grèce

Moody's a abaissé mercredi la note de la dette souveraine grecque de trois crans pour la ramener à un niveau extrêmement spéculatif (Caa1), jugeant qu'une restructuration était probable et prévenu que d'autres dégradations n'étaient pas à exclure. (Reuters 01.06)

Haut de page

Le 3 juin

La crise, quelle crise, pour qui ?

(en France)

1- Près de 300 kilomètres de bouchons ce jeudi midi - 20minutes.fr

(au Portugal)

2- À 41 ans, mère d'un garçon de 7 ans, Veronica est sans emploi, comme son mari qui a dû fermer sa microentreprise. Criblé de dettes, le couple dispose pour tout revenu de 400 euros d'allocation chômage, pour 2500 euros de charges de remboursement ! Ils n'ont pas moins d'une dizaine de crédits sur les bras : immobilier, auto, personnel, cartes d'achat… sans compter le passif de l'entreprise, arriérés de sécurité sociale et d'impôt. Aujourd'hui, Veronica ne voit plus d'autre issue que de déclencher une procédure d'insolvabilité. «*Pour repartir à zéro, espère-t-elle. Tous nos biens seront confisqués, on sera sous tutelle d'un administrateur pendant cinq ans, mais ensuite finies les dettes, elles seront effacées.*»

Si Pedro recourt à Deco, c'est pour tenter de renégocier deux crédits : un prêt à la consommation de 8500 euros contracté auprès de Cofidis et une hypothèque de 15.000 euros à la Caisse centrale des dépôts qu'il n'a pu rembourser malgré la vente de sa maison en août 2010. «*J'espère obtenir un rééchelonnement, voire payer uniquement les intérêts, le temps de remonter la pente.*»

Les difficultés pour ce jeune professeur ont commencé après le licenciement de sa femme en 2009, puis en janvier il a perdu 200 euros sur son salaire, résultat des premières mesures d'austérité du gouvernement, si bien qu'aujourd'hui ses revenus n'excèdent pas 1500 euros, pour payer un loyer de 650 euros, les charges courantes et les études universitaires de ses deux enfants. «*On n'y arrive plus. On a bien demandé l'aide de la famille, mais c'est dur pour tout le monde* », confesse le quadra. *Pour la première fois de ma vie, je suis allé à la banque alimentaire*.»

Des exemples comme ceux de Pedro ou de Veronica, l'association en reçoit plus de vingt par jour, sans compter les nombreux courriers. Ils ont entre 30 et 45 ans, ils sont ingénieurs, professeurs, avocats, simples employés… un niveau d'études secondaires ou supérieures, un revenu moyen de 1500 euros, en moyenne cinq crédits à leur passif mais souvent bien plus. En 2010, Deco a reçu 17.372 demandes, soit deux fois plus qu'en 2008, dues pour beaucoup à une perte d'emploi.

En 2009, selon la Banque du Portugal, le taux d'endettement des ménages s'élevait à plus de 130 % de leur revenu disponible. Et, pour Natalia, c'est sûr, le problème va s'amplifier dans les prochains mois avec la récession et les mesures de restriction imposées par l'accord FMI-UE. «*Il y aura un effet cumulatif entre la suppression des abattements fiscaux, les coupes des aides sociales, les gels de salaires et pensions, la hausse des prix et des taux d'intérêt* », détaille la responsable de la division du surendettement chez Deco. (lefigaro.fr 02.06)

Les ouvriéristes de service vont les plaindre, c'est dégueulasse ce qui leur arrive... C'est surtout très con quand on est professeur ! Moi je suis un ouvrier, mais je ne me suis jamais foutu dans une telle merde, franchement à ce niveau-là, il faut le chercher. Je n'ai jamais vécu au-dessus de mes moyens, je n'ai jamais voulu péter plus haut que mon cul bien que je ne sois pas très grand !

Je me souviens encore lorsque je vivais avec mon ex-épouse, nous avions deux salaires supérieurs au smic par 14 mois (elle était sténodactylo dans une caisse de retraite et j'étais technicien SAV en bureautique), tous les mois on était sollicité par la BNP pour nous endetter. On vivait très simplement et on évitait de gaspiller, on vivait confortablement mais sans superflu, plus fort encore, plus on dépensait et plus on économisait. Explication : pendant que mes collègues achetaient chaque années quatre à cinq paires de chaussures à 200 ou 300 francs la paire, donc dépensaient au bas mot 1000 francs par an, j'en achetais une seule en solde à 1500 francs (Bailly made in Suisse, genre Church, rue du Louvre à Paris) qui me ferait au minimum 10 ans, je les ai encore et elles sont impeccables, eux en 10 ans ils auront dépensé 10 000 balles en chaussures. Comme je n'avais qu'une seule

paire de chaussures pour aller travailler, je la faisais ressemeler le samedi matin et je la récupérais en fin de journée. Je n'en avais rien à foutre de porter toujours la même paire de chaussures, puisque j'étais bien dedans et qu'elles me plaisaient, après tout les chaussures c'est fait uniquement pour marcher, pas pour se mirer dedans ! Mes principes : confort et esthétique, ceux de mes collègues, quantité et esbroufe. Je suis un conservateur et je préfère la qualité à la quantité. Et puis je sais compter !

Idem pour les fringues, ils achetaient tous les mois des vestes et des pantalons histoire de frimer ou d'avoir l'air riche, moi j'avais acheté deux vestes et pas une de plus, Yves Saint-Laurent, j'ai oublié le prix, 2500 balles environ la veste. 5000 balles pour deux vestes, payées cash évidemment, toujours cash, cela peut paraître cher, mais sur 10 ans, cet investissement m'a coûté 41 francs par mois là où mes potes dépensaient 4 ou 5 fois plus avec des dettes sur le dos par dessus le marché et pas un rond en poche à la fin du mois. Ce n'est pas une question de savoir gérer son budget, c'est une question de mentalité, d'art de vivre et un peu d'intelligence.

J'avais le même salaire que mes collègues, leurs compagnes travaillaient également, tandis qu'ils étaient toujours dans la merde et couverts de dettes, avec ma compagne non seulement nous n'avions pas de dettes mais nous avions des dizaines de milliers de francs à la banque, et on ne se privait pas, resto deux fois par semaine, mais à 40 balles le menu dans une pizzeria de quartier, apéritif et vin compris, souvent le pousse café gratuit en supplément, pas la brasserie ou le resto gastronomique 3 ou 4 fois plus cher, les vacances en camping deux étoiles seulement ou dans des campings municipaux, etc.

Dans les années 70 jusqu'au début des années 80, nos salaires augmentaient tous les ans de 10 à 30% par le biais des augmentations générales ou de promotions, chaque fois que je changeais de boîte je m'arrangeais pour que mon salaire augmente, il n'y avait pas de chômage à l'époque. Notre secret, c'est que nous n'avons jamais changé nos habitudes parce que nous avions plus de fric pour vivre, nous avons continué de vivre modestement. Nous n'avons jamais acheté de camescope ou de magnétoscope par exemple, nous n'avons jamais loué une cassette vidéo, et pour changer de téléviseur ou de réfrigérateur nous attendions qu'ils soient foutus, on recousait nos chaussettes au lieu de les jeter, mais quand notre fille s'est mise sérieusement au piano, on n'a pas hésité à acheter cash un piano Yamaha à 40 000 balles. Elle n'est pas belle la vie des couches moyennes, des petits bourgeois, franchement ?

En Inde je vis exactement de la même manière. J'économise tous les mois, et par exemple je ne mange plus de mouton parce que le prix est prohibitif, imaginez, 6 euros le kilo pour se voir servir 500 grammes d'os et de gras, je préfère manger du poulet trois fois moins cher que je cuisine moi-même et dont je me régale.

Le capitalisme c'est le miroir aux alouettes, un mirage qui nourrit la cupidité.

Pour revenir à l'extrait de l'article du figaro.fr, ces travailleurs sont enchaînés plus que jamais au capitalisme, au-delà même de ce que les capitalistes avaient rêvés eux-mêmes. Par des moyens sournois et intéressés on les a poussés à s'endetter, entre nous, il n'a pas été nécessaire de beaucoup les y pousser. Un ignorant aura l'esprit médiocre d'un comptable sans idéal, qui parce qu'il passe son temps à additionner des pertes ou des profits croit sans cesse s'enrichir. Acquérir sans cesse des biens matériels nouveaux, les renouveller pour les modèles dernier cri, les accumuler sans forcément les utiliser, les stocker dans un coin puis les jeter encore en bon état serait une source de plaisir supérieure à tout autre, de pouvoir, une liberté qui donnerait un sens à notre vie. Cela fait surtout marcher la machine capitaliste et entretient l'esclavage salarié !

En fait une faiblesse récurrente, le témoignage d'un malaise, d'un complexe d'infériorité dans une société basée sur le superficiel, le clinquant, et qui flatte l'inconscience, toutes les tares de l'être humain tel que la société l'a façonné, ne sachant pas par quel bout exister, le pauvre bougre qui n'est pas forcément un crétin - ingénieurs, professeurs, avocats, il est écrit plus haut, va s'employer à serrer la corde qu'on lui a passé autour du cou jusqu'à s'étouffer lui-même, au lieu de la laisser suffisamment lâche pour se donner un peu d'air et rechercher son salut ailleurs, se donner un idéal plus élevé et trouver la force nécessaire pour se donner les moyens de l'atteindre, ce qui est impossible quand on est à l'agonie.

Le travailleur ignorant creuse ainsi sa propre tombe, n'ayant pas suffisamment souffert dans le passé apparemment, il en redemande et il va être servi au-delà de toute espérance, il s'emploie méthodiquement à se pourrir davantage l'existence tout en croyant bien faire, et si vous lui demandiez à quoi cela rime au bout du compte, il serait bien en peine de vous répondre, il n'est plus en l'état pour y réfléchir, il ne l'a jamais été et c'est bien son drame, le fin mot de cette tragédie.

A défaut de conscience pour nous guider dans l'existence, on singe les autres sans imaginer un instant qu'on n'est pas forcément exactement dans la même situation. Le prolétaire qui a cru accéder au même statut que le bourgeois a oublié qu'en dernière instance on ne prête qu'aux riches dans cette société, même aux riches endettés, mais pas au pauvre définitivement insolvable.

Je ne crois pas être parano ni différent de mes frères de classe, je me dis que lorsque l'on observe dans quel état sont la société et le monde, de quelle manières ils évoluent dangereusement, on se doit d'envisager l'avenir avec la plus extrême prudence, sans cesser de vivre pour autant entendons-nous bien, je ne prône pas l'ascétisme, on se doit de ne pas s'engager à l'aveuglette pour des années au point de risquer de mettre un jour en péril son existence et celle de sa famille, on doit savoir raison garder en toutes circonstances ce que le commun des travailleurs est malheureusement souvent incapables de penser ou de faire.

La vie nous prend souvent en traître ou plutôt leur société pourrie, alors que c'est quand on est encore jeune qu'il faut se donner un idéal, qu'il faut établir la liste des critères, des qualités, des principes qui nous semblent les plus importants dans la vie, la fougue de la jeunesse nous pousse à croire que tout est possible, alors que ce n'est pas le cas et on déchantera plus tard, bien plus tard sans comprendre comment on a pu se mettre dans une merde pareille, parce que depuis on a oublié le jour où on a mis le doigt dans cet engrenage infernal qui a fini par nous broyer littéralement.

Nos semblables sont suffisamment à plaindre pour ne pas avoir besoin de juger leur comportement, cela n'a jamais été notre propos d'ailleurs. On voudrait juste les aider à remettre les pendules à l'heure en leur signalant que l'heure du crépuscule du capitalisme responsable de tous leurs malheurs a sonné, et qu'il n'est pas encore trop tard pour rejoindre les rangs de ceux qui le combattent afin de précipiter sa chute finale et le plus tôt sera le mieux.

Inutile de se morfondre dans son coin, de chercher des coupables ici ou là, de s'accuser mutuellement, le seul responsable et coupable est le capitalisme, il faut trancher et extraire le mal à la racine qui gangrène toute la société, c'est une question salutaire pour tous les exploités, une question de salut public pour la civilisation humaine et l'humanité entière.

Ce genre de discours tranche avec celui qu'on a l'habitude d'entendre. Il s'adresse aux travailleurs sous un angle très personnel, mais il n'en demeure pas moins politique, bien plus politique en réalité que bien des discours politiques que les militants reprennent en boucle à l'adresse des travailleurs. Si j'employais le même discours que celui que vous trouverez dans la Tribune libre du site, j'aurais l'impression de répéter ce que d'autres ont fort bien dit, cela ne présenterait aucun intérêt. Non, volontairement j'emploie le discours de l'ouvrier qui pense tout haut tel qu'il perçoit la société.

Il y a d'autres sujets que j'aurais bien voulu aborder dans le site, mais je n'ose pas par crainte d'être incompris. Ce sont des sujets d'actualité dont les travailleurs parlent forcément, mais curieusement pas les militants qui ne savent pas par quel bout les aborder, du coup comme des crécelles ils entonnent leur refrain habituel qui fait un flop. Du coup la réaction a le champ libre pour propager tranquillement dans les masses ses saloperies. Je pense notamment aux déclarations du ministre de l'Intérieur qui emploie la même méthode que les dirigeants du FN pour monter les différentes couches d'exploités les unes contre les autres.

Les constats qu'ils dressent sont souvent justes, en revanche leurs conclusions sont insupportables, et comme on ne sait pas comment faire pour aborder ces questions sans prendre le risque d'être accusés d'aller sur leur terrain, on préfère nier leurs constats, on se retranche derrière un principe en guise d'analyse, mais le travailleur qui est au prise avec un problème soulevé par Guéant, lui il ne peut pas nier son existence, il ne peut pas se satisfaire de l'énoncé d'un principe, il veut qu'on lui propose une solution pour le résoudre, il va écouter de préférence ceux qui osent aborder de front ses problèmes et se détournera de ceux qui les fuient ou leur parlent d'autres choses.

Ainsi Guéant ou Le Pen apparaissent aux yeux des travaileurs comme des gens qui détiennent un certain pouvoir et qui peuvent régler leurs problèmes, alors que le militant leur apparaîtra comme quelqu'un d'impuissant qui pour cette raison leur parle de tout sauf des questions qui les intéressent, sous l'angle qu'ils ont choisi de les aborder, maladroitement certes, du coup votre argumentation aussi valable soit-elle tombera à côté de la plaque ou sonnera creux.

Quand Guéant dit par exemple "*on n'a pas besoin de maçons en France*", il a parfaitement raison, et nous ici en Inde on n'a pas besoin de "*spécialistes français*" pour nous montrer comment faire un trou dans le sol pour trouver de l'eau ! Il y a 5, 6 ou 7 millions de chômeurs en France, alors pourquoi des centaines de milliers d'offres d'emploi ne sont pas pourvus ? Si une entreprise cherche un maçon et n'en trouve pas, c'est normal qu'elle en fasse venir un de Tunisie, et si une entreprise tunisienne ne trouve pas un technicien en informatique, c'est normal qu'elle en fasse venir un de France, où est le problème ? La France manquerait de main d'oeuvre mais pas de chômeurs. Le problème ne serait-il pas là ?

Pourquoi tandis qu'il manque de médecins en France, ils en recrutent à l'étranger ? Parce que depuis des décennies par l'intermédiaire du numerus clausus ils ont limité le nombre de places au concours de recrutement des étudiants en médecine, pendant que la population augmentait, il manque maintenant de médecins en France. Vaut mieux qu'un médecin soit formé à l'étranger, sa formation n'aura rien coûté à l'Etat français, un autre aura payé à sa place ou l'étudiant lui-même selon le pays d'où il vient. Ce serait donc simplement un problème purement comptable, mesquin ? Exactement.

A quoi bon faire venir des étrangers qui se retrouveront au chômage et que l'Etat devra prendre en charge ensuite, donc la collectivité comme ils disent. Mais pourquoi viennent-ils, pourquoi quittent-ils leur pays, pourquoi étaient-ils déjà au chômage dans leur pays, dans leur pays n'y aurait-il pas par hasard des multinationales étrangères qui exploiteraient ses richesses, ceux qui sont à la tête du pays ne seraient-ils pas complices du régime corrompu qui sévit dans leur pays ? Chacun tente sa chance, essaie de s'en sortir comme il peut, c'est humain, naturel, ne sommes-nous pas tous dans la même situation à défaut de détenir le pouvoir de changer cette situation ? La vrai question ne serait-elle pas celle-ci : comment faire pour changer la société et le monde ?

La violence dans les banlieues ouvrières, la décomposition de pans entiers de la jeunesse voués à la misère, à la drogue ou à l'obscurantisme, sans autre avenir, ce n'est pas une fatalité, elle est à l'image de la violence de l'Etat et du régime capitaliste qui interdisent à l'ensemble des travailleurs de travailler et de pouvoir vivre décemment de leur travail, aux jeunes de pouvoir suivre les études de leur choix, d'apprendre un métier et de préparer un diplôme tout en recevant un vrai salaire et non une aumône.

Ils ont fabriqué des monstres pour mieux les jeter ensuite en pâture à la vindicte publique, pour après dénoncer leur refus ou leur incapacité à rentrer dans le rang. A qui la faute, à ces jeunes désoeuvrés qu'ils ont pourris ou à l'Etat qui était responsable de leur avenir ? L'Etat a manqué à tous ses engagements envers ces jeunes, il a failli à ses responsabilités, c'est lui le véritable responsable et coupable de la situation actuelle, ce n'est pas à ces jeunes ou leurs parents qui ne disposent d'aucun pouvoir pour inverser la situation qu'il faut s'en prendre, mais à cette racaille cynique et infâme qui dirige le pays, qui possède les richesses.

On nous dit que chacun serait maître de son destin. Or c'est totalement faux dans une société qui n'a jamais connu un tel niveau d'inégalités et d'injustices. Et encore, pour s'en sortir il faut accepter de consentir d'énormes sacrifices, il faut adopter une mentalité individualiste et marcher sur la tête de son voisin qui est en concurrence avec nous. (A suivre)

Ceux qui se prénomment les indignés de Madrid à Athènes en passant par Paris, accusent les partis institutionnels, les partis de la IIe Internationale et leurs satellites qui en sont issus ainsi que les débris du stalinisme et les dirigeants syndicaux d'être corrompus par le capitalisme, et au même moment on nous demande de combattre pour réaliser l'unité avec eux, mais c'est vouloir sciemment tirer la conscience des masses en arrière.

Il faut leur répondre qu'ils ont parfaitement raison, qu'ils n'ont définitivement rien à attendre de ces partis qui défendent les intérêts des capitalistes contre ceux du prolétariat et sa jeunesse, pas davantage des institutions politiques du capital, des dirigeants syndicaux tout aussi corrompus qu'il faut chasser des syndicats, que leur avenir repose uniquement sur leur propre mobilisation révolutionnaire et leur capacité à se tourner vers les partis ouvriers qui ont inscrit dans leur programme et qui luttent quotidiennement pour la rupture avec le capitalisme et la liquidation de ses institutions politiques, pour la rupture avec le FMI, la BCE, l'UE.

A eux de voir quel parti incarne le mieux leurs intérêts fondamentaux, combattre à ses côtés ou le rejoindre, car seul un gouvernement dirigé par ce parti et issu de leur mobilisation sera à même de les guider pour vaincre le capitalisme, prendre le pouvoir et ensuite décider des mesures à mettre en oeuvre pour enfin pouvoir satisfaire leurs revendications sociales et leurs aspirations.

En France, seul le POI est engagé dans une voie proche de celle que nous préconisons (depuis des années) et que par conséquent nous soutenons, avec toutefois la réserve suivante : nous rejetons son appel à l'unité en direction des dirigeants des partis qui combattent la classe ouvrière au côté du parti de l'ordre, par contre nous soutenons son appel à constituer des comités d'action politique et nous appelons tous les militants à y participer.

La lutte engagée contre le gouvernement, les institutions, le FMI, la BCE et l'UE prendra à la prochaine étape la forme et le contenu de la lutte pour le pouvoir, voilà à quoi nous devons nous préparer et préparer les travailleurs.

Politique

1- Yémen

Les combats entre les forces fidèles au président Ali Abdallah Saleh et les groupes tribaux ralliés à l'opposition se sont poursuivis dans la nuit de mercredi à jeudi à Sanaa, portant le bilan des affrontements à 135 morts au moins en dix jours.

Le trafic à l'aéroport de Sanaa a été suspendu pendant plusieurs heures, avant de reprendre dans l'après-midi.

Les forces présidentielles et les combattants de la puissante fédération tribale Hached s'affrontent dans les rues à coups de mitrailleuses, de mortiers et de lance-grenades.

La capitale est divisée entre le nord contrôlé par les groupes tribaux ralliés à l'opposition et le sud tenu par les forces loyalistes.

Les habitants estiment que des dizaines de combattants ont probablement été tués dans les dernières batailles de rue pour le contrôle des bâtiments gouvernementaux et des bases utilisées par les ennemis de Saleh.

A Taëz, foyer de la contestation à 200 km au sud de Sanaa, les soldats yéménites ont effectué des tirs de sommation jeudi face à une foule de manifestants. (Reuters 02.06)

Syrie

La répression se poursuit en Syrie: les forces syriennes ont tué au moins 15 personnes jeudi dans la ville de Rastan (centre), selon les Comités de coordination locaux en Syrie, qui participent à l'organisation des manifestations.

On ne faisait pas état de nouvelles protestations jeudi à Rastan. Mais l'opposition syrienne a appelé à la tenue de nouvelles manifestations vendredi, jour de prière pour les musulmans, pour rendre hommage à la trentaine d'enfants tués dans les violences.

Les autorités syriennes ont libéré mercredi plusieurs centaines de prisonniers politiques et mis en place une commission en faveur d'un dialogue national, afin de tenter de mettre fin au mouvement de révolte en cours depuis dix semaines. Mais les concessions ont coïncidé avec des attaques meurtrières dans des localités considérées par Damas comme les foyers les plus menaçants de l'insurrection. (AP 02.06)

3- Burkina Faso

Des soldats se sont livrés à des pillages jeudi à Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du Burkina-Faso, ont affirmé des témoins.

Des habitants de la ville ont brûlé des voitures et se sont également livrés à des pillages pour protester contre le comportement des militaires. Le gouverneur a décrété un couvre-feu de l'aube au coucher du soleil. (AP 02.06)

Economie

1- Grèce

La Grèce a accepté de prendre de nouvelles mesures d'austérité budgétaire pour 2011, représentant 6,4 milliards d'euros.

"*Les mesures comprennent une baisse des exonérations d'impôts sur le revenu, la suppression d'autres exonérations et éventuellement une taxe sur les boissons et le gaz naturel*", a déclaré jeudi à Reuters un haut fonctionnaire du gouvernement. (Reuters 02.06)

2- UE. Le Talon de fer.

L'Union européenne doit envisager de développer la centralisation de ses politiques économiques si elle ne parvient pas à juguler la crise de la dette dans la zone euro, a déclaré jeudi le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet.

A l'occasion de la remise d'un prix pour sa contribution à l'unification européenne, Jean-Claude Trichet a avancé plusieurs idées comme la formation d'un ministère des Finances européen ou un droit de veto européen sur certaines décisions économiques nationales.

"*Dans un premier temps, il est justifié de fournir une assistance financière dans le cadre d'un programme d'ajustement fort*", a déclaré Jean-Claude Trichet. "*Mais si un pays n'y arrive toujours pas, je pense que tout le monde est d'accord pour dire que le deuxième stade doit être différent*", a-t-il poursuivi.

"*Irait-on trop loin si on envisageait, à ce deuxième stade, de confier aux autorités de la zone euro un droit de regard plus marqué et qui fasse autorité dans la définition des politiques économiques d'un pays, si celles-ci dévient dangereusement?*"

Poursuivant son raisonnement, Trichet a dit: "*On pourrait imaginer que les autorités européennes aient un droit de veto sur certaines décisions de politique économique nationale. Cette attribution pourrait concerner en particulier certaines dépenses budgétaires majeures et des choix essentiels à la compétitivité du pays*".

A plus long terme, Jean-Claude Trichet a suggéré la création d'un ministère central des Finances pour l'UE, dans la lignée du marché unique, de la monnaie unique et de la banque centrale européenne.

"*Pas nécessairement un ministère des Finances chargé d'un important budget fédéral. Mais un ministère des Finances qui aurait des responsabilités directes dans au moins trois domaines*".

"*Premièrement, la surveillance des politiques budgétaires et de compétitivité. Deuxièmement, toutes les responsabilités typiques du pouvoir exécutif en ce qui concerne le secteur financier intégré de l'UE. Troisièmement, la représentation de la confédération européenne auprès des institutions financières internationales*", a-t-il détaillé. (Reuters 02.06)

Haut de page

Le 4 juin

A bien des égards Sarkozy et l'UMP font penser à Louis Bonaparte et la société du Dix décembre au gang du Fouquet's, le parti de la finance et de la Bourse, et l'élection de La Talonnette en 2007 a constitué une sorte de coup d'Etat à froid comparable à celui du 2 décembre 1851.

Lisez et relisez attentivement le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx, vous constaterez peut-être comme moi que ces parallèles parmi bien d'autres sont en grande partie justifiés et riches en enseignements pour mieux comprendre la situation politique actuelle.

Dans un autre registre, personne n'est obligé de lire les articles du Réseau Voltaire, mais à la lecture par exemple des derniers articles mis en ligne sur les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis ou encore avec la Chine, on est bien obligé d'admettre qu'une grande partie des analyses qui nous ont été proposées ont été confirmées par les faits et permettent de mieux comprendre comment se disposent les différents impérialistes et dans quelle perspective à l'échelle mondiale. Vous pouvez le vérifier sur le champ en lisant dans cette page les deux articles parus à quelques jours d'intervalle sur les dernières tensions entre la Chine et les Etats-Unis.

Il n'y aura que les indécrotables dogmatiques ou des intellectuels bornés et sclérosés pour n'y voir que la théorie du complot et les rejeter en bloc, alors qu'on peut facilement identifier pas à pas en toile de fond la lutte des classes et la lutte que mènent les différents Etats pour le pouvoir à l'échelle mondiale. (spécialement à l'adresse du crétin qui continue de me harceler avec ces courriels débiles.)

On peut évidemment faire l'économie de la lecture de ces articles comme on peut se passer des enseignements du marxisme, mais dans ce cas-là on se demandera qu'est-ce qui nous resterait pour interpréter correctement le monde, sur quoi reposerait l'interprétation qu'on en fait, au-delà, pourquoi notre propre interprétation serait plus crédible que d'autres ou digne de confiance. Nous mettons en ligne ces articles qui regorgent d'informations, afin que chaque militant puisse s'en servir pour se forger sa propre opinion, c'est cela la démocratie.

Notez bien que certains dirigeants s'en servent allègrement sans toutefois les nommer, imaginez un instant que cela se sache... Du coup les militants un peu naïfs se disent : que nos dirigeants ont de grands yeux, que nos dirigeants ont de grandes oreilles, que nos dirigeants ont de gros cerveaux, comme ils en savent des choses, ben oui gros balot, les informations dont ils disposent ne sont pas tombées du ciel, et avant eux d'autres ont souvent déjà produit les mêmes analyses ou des analyses similaires, ils n'ont plus qu'à les reprendre à leur compte ou à en modifier la perspective pour qu'elles soient compatibles avec ce qu'on est en droit d'attendre d'un parti ouvrier et le tour est joué.

Souvenez-vous, Marx n'avait fait que mettre en lumière des facteurs et leurs rapports décrits auparavant par des économistes bourgeois en les situant dans une autre perspective, tandis que ces partisans du capital les avaient naturellement (aveuglément) interprétés en faveur de la classe à laquelle ils devaient leur statut dans la société... Marx a corrigé leurs erreurs parce qu'il était dépourvu d'a priori, mais il leur doit toutes les données sans lesquelles il n'aurait pu mener à terme son oeuvre génial, ce qu'il n'avait pas manqué de signaler lui-même. Ce rappel figure dans une des notes de la préface de 1885 d'Engels du *18 Brumaire de Louis Bonaparte*.

Marx était très modeste, son pouvoir reposait uniquement sur ses qualités et particulièrement sur sa faculté à analyser en profondeur n'importe quelle question, il n'avait pas besoin de recourir à des méthodes déloyales ou malhonnêtes pour que ses interlocuteurs soient convaincus de sa supériorité intellectuelle ou pour que sa théorie s'impose finalement.

Ne vous étonnez pas de trouver dans la rubrique *Social* des *Infos en bref* deux articles signés tf1.fr, ces infos étaient disponibles dans la News letter de Yahoo.com consacrée aux grèves et mouvements sociaux en cours.

Aveu : le pire c'est de mourir con ! Le terrible drame des nantis du vieux monde.

- Jean-François Kahn : "*Il faut admettre le droit à la connerie*" - LePost.fr - ven. 3 juin 2011

Un peut trop facile quand la connerie ne vous coûte rien, à l'opposé le plébéien la paie toujours comptant !

Non monsieur Kahn, car à votre niveau la connerie se nourrit exclusivement de la misère du monde dans laquelle vos amis le maintienne ou l'ont plongé, et si vous en étiez une de ses victimes vous la condamneriez sans appel.

Cela dit, les intellectuels de votre trempe, qui demeurent incapables d'envisager le monde autement que placé sous le joug de la barbarie capitaliste, une fois avancée la contrevérité selon laquelle l'exploitation de l'homme par l'homme aurait toujours existé, méritent bien qu'on les traîte pour ce qu'ils sont : de cons !

Vous pensiez peut-être qu'en vous faisant juge et partie, vous éviteriez ainsi qu'on vous juge pour ce que vous êtes, c'est raté, vous auriez dû savoir que la misère humaine est sans pitié envers ses maîtres et leurs laquets dont vous faites partie.

En fait d'élévation intellectuelle, vous venez de faire la démonstration que parvenu au crépuscule de votre vie vous n'aurez aucun mal à retourner en enfance pour n'en être jamais réellement sorti, tout du moins dans ce domaine-là, et comme la vie est fort injuste ou plutôt votre société, vous n'aurez même pas à souffrir de cet atterrissage qui s'effectuera tout en douceur. Et une, deux ou trois marches plus bas, vous serez arrivé à votre destination finale, votre point de départ en somme que vous n'avez jamais vraiment quitté. On ne vous envie pas monsieur Kahn. En guise d'adieu, on ne vous salue pas et sachez qu'on vous méprise bien bas.

Parole d'internaute

- "Elle est tragique, la France des assistés : Liliane Bettencourt, dans le besoin a dû être secourue par une aide de 30MEUR de l'Etat français ; tous ces actionnaires qui doivent compter sur des dividendes pour assurer leurs fin de mois ; tous ces managers qui seraient en détresse sans leurs indemnités de départ et leur retraite chapeau ; ces banques qu'il a fallu secourir.

Heureusement que les salariés sont là pour financer par leur travail et leurs impôts cette solidarité nécessaire.

Une chose m'inquiète cependant. Tout ces rentiers et actionnaires contribuent-ils au développement de la France ?

Les rentes et dividendes réinvestis en produits financiers ou dans l'immobilier ne contribuent pas à ce développement. Et les dividendes obtenus en accroissant la rentabilité par des délocalisations ou des licenciements n'augmentent pas la richesse du pays.

Danger : en perpétuant ce système, il n'y aura plus de salariés pour assurer cette solidarité envers nos riches.

Question : Combien coûte le RSA à l'Etat et aux collectivités ? A combien s'élèvent les bénéfices des sociétés du CAC40 et des banques ? Et les dividendes perçus par leurs actionnaires ?" (lefigaro.fr 03.06)

Politique

1- France

1.1- Une seule issue : la révolution socialiste !

La "French revolution" est-elle en marche ? C'est en tout cas ce qu'espèrent ces milliers d'"indignés" français qui tentent de reproduire le mouvement espagnol lancé le 15 mai dernier.

En dehors de Paris, où la place de la Bastille a du être évacuée par la police le 30 mai, de nombreuses autres places dans des villes françaises sont devenues le lieu de réunion de ces indignés depuis le début du mouvement espagnol.

À Quimper, Lille, Besançon ou encore Dijon, la presse régionale fait état de différentes mobilisations sur les grandes places de ces villes. En général, les personnes se rassemblent plusieurs fois par semaine en assemblée générale et en diverses commissions ou initiatives.

Au total, entre 20 et 30 villes sont concernées par le mouvement, selon l'agenda mis en ligne sur le site Réelle Démocratie. (Lepost.fr 03.06)

1.2- Terrorisme d'Etat et exécutions sommaires.

Philippe Legorjus, ancien patron du GIGN, affirme que des indépendantistes kanaks ont été exécutés en 1988 lors de l'assaut de la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie. "*Je n'ai pas assisté aux exécutions mais j'ai vu des choses. Par exemple la manière dont Alphonse Dianou a été traité après l'assaut. Il est mort d'un manque de soins*", déclare l'ancien militaire dans les Nouvelles Calédoniennes. "*Pour les autres [deux Kanaks], les debriefings ont bien montré qu'il y avait eu exécution. Effectivement*", ajoute-t-il.

Emmené par le militant indépendantiste Alphonse Dianou, un commando du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste) a attaqué le 22 avril 1988 la gendarmerie de Fayaoué, tuant quatre gendarmes. Les activistes avaient ensuite emmené une quinzaine d'otages dans la grotte de Gossanah, en pleine élection présidentielle française.

Le 5 mai 1988, l'opération "Victor" était déclenchée pour libérer les otages. Deux militaires trouvèrent la mort et 19 Kanaks

étaient tués, suscitant ensuite une vive controverse sur les conditions de leur mort. "*Il y a eu une loi d'amnistie dans le mois qui a suivi. Je trouve cela aberrant*", déclare également Philippe Legorjus, qui a quitté la gendarmerie peu de temps après le drame d'Ouvéa. (lemonde.fr 03.06)

Qui a donné l'ordre de ce massacre en règle, le décoré de la francisque, le boucher de Sétif ? (Mitterrand)

1.3- Voilà à quoi on en arrive quand on gère la société pour le compte du capitalisme.

Le maire écologiste de la ville, Stéphane Gatignon, a provoqué un choc jeudi en réclamant une force d'intervention de type «casques bleus» dans Sevran, où des écoliers ont été privés de récréation en raison de coups de feu répétés.

«*C'est Chicago. Il y a eu des tirs samedi, des tirs lundi, des tirs mercredi. La situation ne peut plus durer comme ça*», a-t-il dit en réclamant une présence de l'armée «s'il n'y a pas assez d'effectifs pour installer des agents 24h/24h».

«*Dans un Etat démocratique, c'est à la police républicaine, sous le contrôle de la justice, de rétablir la sécurité*», a répliqué Claude Guéant en se rendant dans la cité Montceleux, point névralgique du trafic de drogue.

Stéphane Gatignon a fait le parallèle vendredi entre Sevran et des pays en guerre, estimant que les gardiens de la paix ne sont plus suffisants.

«*Aujourd'hui on envoie des gens en mission dans le monde entier pour justement s'interposer entre des belligérants pour éviter qu'ils ne s'entretuent. Eh bien là je dis à Sevran, dans d'autres endroits bientôt, c'est un peu la même chose*», a-t-il dit sur France Info. (20minutes.fr 03.06)

Communiqué de presse du POI - 29 mai 2011 : "*Le rétablissement de la démocratie réelle passe par une Assemblée constituante souveraine chargée d'instaurer une vraie République.*"

Heureusement que Guéant est là pour donner une signification hautement révolutionnaire à ce mot d'ordre ! Accessoirement, mais à voix basse, osons vive le socialisme ! Si vous lisez ce communiqué sur leur site Internet, ne cherchez pas le mot socialisme, il n'y figure pas, tandis que République y figure une fois et démocratie deux fois.

2- Grèce

Des manifestants se sont emparés vendredi matin du bâtiment abritant le ministère des Finances à Athènes, déployant sur la façade une immense banderole appelant à la grève générale, à l'heure où la Grèce boucle des négociations difficiles avec des responsables internationaux sur de nouvelles mesures d'austérité.

Quelque 200 protestataires de l'organisation syndicale PAME soutenue par le parti communiste ont bloqué à l'aube l'entrée du ministère, empêchant les employés de pénétrer dans le bâtiment. Ils ont déployé une banderole géante sur la façade de l'immeuble et enlevé le drapeau européen au sommet du ministère pour le remplacer par le drapeau de leur syndicat, précisant que leur action durerait toute la journée.

3- Tunisie

Le président déchu tunisien Zine el Abidine Ben Ali et son épouse Leila Trabelsi seront jugés par contumace «*dans les jours ou les semaines à venir*» pour deux premières affaires, a déclaré vendredi à la presse un porte-parole du ministère de la Justice.

«*Les juges d'instruction ont terminé leurs enquêtes. Elles seront transférées à la cour pénale «dans les jours ou les semaines à venir*», a-t-il ajouté. Le premier procès portera sur «*la découverte d'armes et de drogues dans le palais présidentiel de Carthage*», selon lui.

La deuxième action en justice portera sur les 27 millions de dollars en liquide découverts en février par la commission tunisienne anti-corruption dans un palais de Ben Ali à Sidi Bou Saïd, dans la banlieue nord de Tunis.

Au total, 88 enquêtes sont en cours concernant le couple Ben Ali, sa famille et d'anciens ministres et responsables du régime déchu, a indiqué le porte-parole du ministère de la justice.

Ces affaires concernent des cas d'homicides volontaires, d'abus de pouvoir, de malversation, de trafic de pièces archéologiques, de blanchiment d'argent et de violation de la réglementation sur les marchés publics. (20minutes.fr et AFP 03.06)

4- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a été blessé vendredi dans le bombardement de son palais.

Dans un discours dont seul le son a été diffusé, il a annoncé que sept personnes avaient trouvé la mort dans cette attaque, qu'il a imputée à la fédération tribale des Hached, dirigée par Sadek al Ahmar, qui affronte ses forces dans Sanaa.

"*Je salue nos forces armées et nos forces de sécurité qui se sont tenues fermement pour faire face au défi lancé par cette bande hors-la-loi qui n'a rien à voir avec la soi-disant révolution de la jeunesse*", a dit le président yéménite.

Selon la chaîne de télévision Al Arabia citant un responsable de son parti, Saleh a été soigné dans un hôpital militaire.

Les forces loyalistes ont répliqué au bombardement du palais en pilonnant les résidences des chefs tribaux Hached, a-t-on appris de source proche des services de sécurité.

Sadek al Ahmar, ancien allié de Saleh, a démenti catégoriquement que ses hommes soient responsables des tirs et a dénoncé en retour une manipulation de Saleh pour envenimer la situation.

Les affrontements ont fait 370 morts depuis le début des troubles, dont 155 au cours des dix derniers jours dans les affrontements entre miliciens tribaux et les troupes loyalistes qui ont fait basculer le pays dans la guerre civile à Sanaa et dans d'autres régions du pays.

Des combats acharnés se poursuivaient vendredi dans la capitale yéménite dont les habitants restaient à couvert chez eux tandis que la ville était secouée par des explosions. (Reuters 03.06)

5- Syrie

Alors que des dizaines de milliers de personne ont de nouveau manifesté vendredi en hommage aux enfants "martyrs" du mouvement de contestation contre le régime de Bachar Al-Assad, le réseau Internet n'était plus accessible vendredi matin à Damas et à Lattaquié, dans le nord-ouest du pays. Selon un premier bilan des associations de défense des droits de l'homme, 34 personnes auraient été tuées dans le pays au cours des manifestations.

D'après un militant anti-Al-Assad cité par l'AFP, plus de 50 000 personnes ont manifesté à Hama, à quelque 200 km de Damas.

Les forces de sécurité ont "*ouvert le feu directement*" sur les manifestants près du siège du parti Baas au pouvoir, selon des militants. Cette ville, hautement symbolique pour le mouvement de contestation, avait été le théâtre de violents affrontements lors de la révolte de 1982, entre les Frères musulmans et l'armée syrienne. Entre 10 000 et 25 000 civils avaient alors été tués pendant les vingt-sept jours de siège.

La plus importante mobilisation. Selon des militants, il s'agit de la plus importante mobilisation depuis le début du mouvement mi-mars.

Manifestations dans le Nord. Dans le Nord, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées à Maaret al-Nouman, a déclaré un militant sur place. Plus de 5 000 personnes ont également manifesté à Qamichli, Amouda et Ras al-Aïn, a affirmé un militant kurde des droits de l'homme.

Des milliers de manifestants étaient aussi réunis à Damas et dans des localités proches, a déclaré le chef de la Ligue syrienne des droits de l'homme, Abdel-Karim Rihaoui.

Dans le Sud, les forces de sécurité ont tiré en l'air pour disperser une manifestation à Jassem, près de Deraa, le foyer de la contestation, selon un militant des droits de l'homme. (lemonde.fr 03.06)

6- Libye

Les rebelles libyens ont marqué des points en mettant fin au siège imposé par les forces de Moammar Kadhafi à deux villes du Djebel Nafoussa, zone de montagnes située dans l'ouest du pays, et avec l'annonce d'un premier contact diplomatique entre la Chine et le Conseil national de transition, a-t-on appris vendredi.

Le colonel Jumaa Ibrahim, un chef rebelle, a déclaré vendredi que ses troupes avaient brisé le siège de Yefren et Chakchouk, une ville abritant une importante centrale électrique qui alimente un certain nombre de localités dans la région.

Les forces de Kadhafi avaient coupé le ravitaillement des deux villes et les soumettaient à des bombardements depuis le mois d'avril, a-t-il précisé dans un entretien via Skype.

Il a expliqué que les insurgés avaient libéré les deux villes jeudi avant de faire mouvement vers le nord pour affronter les forces gouvernementales dans le village de Bir Ayyad. "*Notre objectif est la capitale*", a-t-il dit. Il est toutefois peu probable que les rebelles de la zone, relativement peu nombreux, soient en mesure de prendre Tripoli, située à 70 km au nord-ouest. (AP 03.06)

7- Bahreïn

La police a fait usage vendredi de gaz lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc alors que des manifestants marchaient en direction de la place de la Perle à Manama, capitale de Bahreïn, ont rapporté des témoins sous couvert d'anonymat.

La marche organisée vendredi à Manama intervient deux jours après la levée de l'état d'urgence par les autorités. La mesure avait été imposée en mars pour réprimer les rassemblements, organisés par la majorité chiite en vue de réclamer plus de libertés, sur le modèle de précédents soulèvements dans le monde arabe. (AP 03.06)

Social

France

1- Tout est parti, mercredi, d'un comité d'entreprise extraordinaire au sein de l'équipementier automobile MBF Technologies. Selon les syndicats, la direction de cette entreprise basée à Saint-Claude, dans le Jura, a annoncé 199 suppressions de postes sur 450 salariés. Mais les salariés craignent que la crise n'aille plus loin encore. Aussi, pour protester contre "*la fermeture à terme de l'usine*" et demander une "*pérennité de l'emploi sur le bassin de Saint-Claude*", ils ont décidé de retenir le directeur, Christophe Eded, et le directeur des ressources humaines, Georges Escamilla, à l'intérieur de leurs bureaux.

La séquestration dure depuis mercredi soir. Près d'une centaine de salariés bloquent toutes les entrées et sorties du site. Du côté de la direction, on veut faire preuve de compréhension vis-à-vis de l'angoisse qu'expriment les salariés. "*Il n'y a pas de débordements, ni de pression particulière sur nous et nous ne cherchons pas à provoquer les salariés, dont nous comprenons et respectons l'émoi*", a témoigné le directeur des ressources humaines, Georges Escamilla. Mais si la direction a admis qu'une réorganisation et une restructuration étaient en cours, elle n'a ni confirmé ni infirmé le chiffre de 199 suppressions de postes, estimant qu'il fallait "*respecter une certaine confidentialité*" sur ces données.

La crise dure en fait depuis longtemps à MBF Technologies. Ce sous-traitant automobile spécialisé dans la fonderie sous pression fait partie du groupe Arche depuis juillet 2007. Ses principaux clients sont Peugeot et Renault. En 2009, 76 postes avaient été supprimés et l'entreprise a régulièrement connu des périodes de chômage partiel depuis décembre 2008. En février, les salariés avaient suivi plus d'une semaine de grève. Ils avaient repris le travail contre l'assurance du maintien d'une activité suffisante sur le site si la conjoncture automobile le permettait. Et aujourd'hui, d'après Nail Yalcin, délégué CGT de l'entreprise et secrétaire du CE, la direction estime la restructuration nécessaire parce que le sous-traitant automobile "*n'arrive pas à être rentable*". (tf1.fr 03.06)

2- La question des salaires est source de crispations croissantes chez Carrefour. L'une après l'autre, les diverses branches du groupe de distribution sont touchées par des mouvements sociaux plus ou moins durs.

Ce vendredi, et pour deux jours, ce sont les salariés des 600 Carrefour Market (soit environ 32.000 personnes) qui sont appelés à cesser le travail.

L'appel à la grève émane de la CGT, syndicat majoritaire, et vise à peser sur les négociations salariales, alors que la troisième réunion de négociation obligatoire a eu lieu mardi. Pour la direction, "*les négociations continuent*". La CFDT, qui avait appelé à une grève le 14 mai, n'appelle pas à la mobilisation cette semaine.

La direction a proposé une augmentation de deux pour cent au 1er juillet, ce qui fait seulement un pour cent sur l'année, ainsi que des titres restaurant de quatre euros pour les salariés avec plus de deux ans d'ancienneté, a indiqué Laurent Lamaury, délégué CGT. "*Les titres restaurant, ce n'est pas négligeable, mais l'augmentation de deux pour cent au 1er juillet, c'est insuffisant. La CFDT n'appelle pas à la grève ce week-end, on veut d'abord consulter la base. Par contre, tous les collègues qui voudront la faire, on ira les soutenir*", a expliqué Franck Dutertre, délégué CFDT.

La direction du groupe indique pour sa part que lors de la réunion de négociation mardi, elle a proposé 2,5% d'augmentation salariale pour la majorité des salariés, de plus de six mois d'ancienneté, et deux pour cent pour les autres. Autre concession, selon elle : une hausse de 7% à 10% de la remise sur les produits vendus dans l'enseigne. (tf1.fr 03.06)

2- Sri Lanka

Des centaines de moines bouddhistes ont manifesté vendredi devant la résidence du président du Sri Lanka pour réclamer le rétablissement des droits des travailleurs et des étudiants, après la répression violente par la police d'une manifestation qui a causé la mort d'un ouvrier.

Lundi, la police a tiré des coups de feu et des gaz lacrymogènes pour mettre fin à une manifestation contre des propositions du gouvernement sur les retraites. Une personne a été tuée et près de 200 ouvriers et policiers ont été blessés. (AP 03.06)

Rappel : le Sri Lanka fait partie dorénavant des alliés de la Chine depuis l'assaut lancé contre le LTTE, alors qu'elle était précédemment celui de l'Inde, et bien que les Etats-unis aient débarqué en force à l'occasion du tsunami qui avait ravagé la côte sud du pays, apparemment ils n'ont pas réussi à prendre pied au Sri Lanka.

La manifestation ouvrière de lundi était légitime, celle des moines de vendredi est en revanche à prendre avec des réserves, car leur démonstration peut s'inscrire dans la perspective de déstabiliser le pays au profit des Etats-Unis, comme en Chine où ils sont manipulés sur fond de question tibétaine.

Economie

1- Grèce.

1.1- La Grèce recevra sans doute en juillet une nouvelle tranche d'aide de la part de ses bailleurs de fonds internationaux, ce qui lui permettra d'éviter le défaut, en échange d'un nouveau train de mesures d'austérité.

Après avoir examiné pendant un mois entier la mise en oeuvre par la Grèce du premier plan de sauvetage de 110 milliards d'euros décidé en mai 2010, les inspecteurs représentant la Commission européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne ont déclaré vendredi que la Grèce avait accompli des progrès considérables mais qu'il fallait accélérer les réformes structurelles.

Une des conditions pour la poursuite de l'aide sera que les porteurs d'obligations du secteur privé aident eux aussi la Grèce, mais sur la base du volontariat, a précisé Jean-Claude Juncker. Il n'a pas dit comment. Cette question fait l'objet de très vifs débats.

Le gouvernement grec a esquissé un projet de budget à moyen terme qui prévoit de nouvelles réductions de dépenses, des mesures pour accroître les recettes de l'Etat et la vente plus rapide des actifs publics.

C'est ce plan que George Papandréou à présenté à Jean-Claude Juncker durant leur réunion de deux heures. Athènes a accepté notamment de créer une agence indépendante pour gérer les privatisations.

L'idée d'un nouveau programme d'austérité a suscité une forte opposition des syndicats et des jeunes ainsi que de certains membres du Pasok, le Parti socialiste au pouvoir de George Papandréou.

Les nouvelles réductions devront être ratifiées par le Parlement, où les socialistes au pouvoir disposent de la majorité. Plusieurs députés socialistes ne se sont cependant pas privés d'émettre de vives critiques, poussant le gouvernement à annuler cette semaine deux rendez-vous prévus avec ses parlementaires.

Seize députés socialistes ont en effet signé une lettre appelant à un vaste débat sur les nouvelles réductions proposées avant leur ratification, l'un des signataires, Thomas Robopoulos, menaçant même vendredi sur la chaîne de télévision NET de ne pas voter les mesures si le texte était présenté au Parlement "*sans discussions préalables*". (Reuters et AP 03.06)

Discuter de ces mesures antisociales afin de leur donner un vernis légitime, démocratique, et les présenter comme une fatalité, pour ensuite les faire accepter par les masses exploitées, CQFD ! Pas sûr que cela suffira pour qu'elles les acceptent...

1.2- La crise grecque profite aux banques suisses. Le ministre grec des Finances, Georges Papaconstantinou, chiffre entre 10 à 15 milliards d'euros par an le montant de la fraude fiscale à destination de la Suisse. Un mouvement qui s'accélère avec la traque contre la fraude et la perte de confiance dans les banques grecques.

Dimitris Kouselas, le secrétaire d'État au ministère grec des Finances, évalue à «*280 milliards d'euros, soit 120% du PIB grec*» les fonds helléniques en Suisse. Il a récemment indiqué au quotidien économique allemand Handelsblatt: «*Depuis dix-huit mois, les comptes courants en Grèce ont perdu 38 milliards d'euros, transférés en majorité vers la Suisse.*» (lefigaro.fr 03.06)

Haut de page

Le 5 juin

A propos du site

2 600 connections, 10 000 documents lus ou téléchargés.

Les documents les plus téléchargés, le titre puis le nombre entre parenthèses.

1- tribune/RS35_A4.pdf (504)
2- archives2010/causeries2009.pdf (216)
3- marxisme/ical.pdf (161)
4- marxisme/vletat.pdf (103)
5- eco/Crise_2008_Wiki.pdf (92)
6- archives2010/causeries0411.pdf (90)
7- dossier/espagne_300411_rv.pdf (82)
8- presentation.htm (81)
9- service/texte_280411.pdf (79)
10- causeries0511.htm (67)

Vous avez plébiscité le dernier numéro de *Révolution socialiste* du Groupe bolchevik avec 504 téléchargements et entre le 1er et le 2 juin vous avez déjà été 125 a téléchargé le numéro 101 de *L'Internationaliste* du Groupe GSI. Comme le fichier des deux pages du numéro 147 d'Informations ouvrières paru début mai n'a été téléchargé que 23 fois, j'en déduis que c'est en grande partie des militants du POI, puis du NPA et de LO qui ont effectué ces centaines de téléchargements, bravo camarades !

Pour vous encourager à nouveau à lire et étudier le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx (1852), un extrait de la préface d'Engels de 1885 :

En effet, c'était un travail génial. Immédiatement après l'événement qui surprit tout le monde politique comme un éclair dans le ciel serein, qui fut maudit par les uns avec des cris d'indignation vertueuse, et accueilli par les autres comme l'acte apportant le salut hors de la Révolution et comme le châtiment du trouble provoqué par elle, mais fut un objet d'étonnement et d'incompréhension pour tous, Marx en fit un exposé court, épigrammatique. Il y expliquait toute la marche des événements survenus en France depuis les journées de Février dans leurs rapports internes, montrait comment le miracle du 2 Décembre n'était que le résultat naturel, nécessaire de ces rapports, sans avoir besoin de traiter le héros du coup d'État autrement qu'avec un mépris bien mérité. Et le tableau était brossé avec une telle maîtrise que toutes les révélations faites depuis n'ont fait qu'apporter de nouvelles preuves de la fidélité avec laquelle il reflète la réalité. Cette compréhension remarquable de l'histoire quotidienne vivante, cette intelligence claire des événements, au moment même où ils se déroulaient, est, en effet, sans exemple.

Qui doute encore du génie de Marx ?

Le parti, notre parti, le parti de la révolution socialiste, il est encore très faible mais il existe, il est seulement éclaté par la volonté de nos dirigeants qui en portent la responsabilité. Souvenez-vous de l'état du parti bolchevik en avril 1917 quand Lénine retourna en Russie. Il était sur une ligne opportuniste et quand Lénine soumit ses fameuses thèses qui étaient aux antipodes des positions défendues par la majorité du comité central, il ne se trouva pas un dirigeant du parti pour se ranger au côté de Lénine. Un mois plus tard la direction du parti avait repris à son compte les thèses de Lénine et avait effectué un virage à 180°. En voilà une formidable leçon de démocratie ouvrière dont nos dirigeants feraient bien de s'inspirer.

Lénine seul contre tous, il n'a pas été viré du parti bien qu'il fut unaniment traîté de fou furieux, pas par les militants de base ou les cadres intermédiaires du parti notez bien. Les dirigeants qui ont organisé la résistance contre les thèses de Lénine devenues majoritaires au bout d'un mois après d'âpres discussions et qui s'opposaient de fait à la perspective de la prise du pouvoir et sa préparation, question oh combien déterminante tout le monde en conviendra, ces dirigeants qualifiés de contre-révolutionnaires par Lénine n'ont pas été virés, ils n'ont même pas été démis de leurs mandats quand ils se sont retrouvés minoritaires à leur tour, mieux encore, à quelques exceptions près ils ont tous adopté la ligne défendue par Lénine tout en continuant de la combattre pour certains, il aurait été possible et facile de déclarer qu'un tel comportement était inacceptable et contraire aux principes de fonctionnement du parti et les exclure, il n'en sera rien.

La ligne politique défendue par Lénine correspondait au développement de la situation et à l'état d'esprit des masses et de la majorité des militants du parti, dès lors elle était légitime et majoritaire, alors pourquoi pour combattre celle qui s'y opposait (c'était à la bourgeoisie de prendre le pouvoir et non à la classe ouvrière) il aurait fallu exclure des dirigeants et provoquer une crise dans le parti à un moment décisif de la révolution, laissons faire la démocratie dans nos rangs et tout se passera pour le mieux, pas besoin de prendre des décisions autoritaires ou arbitraires pour combattre cette ligne opportuniste, faisons confiance aux masses

et aux militants, ayons confiance dans la ligne que nous défendons et la vie fera le reste, telle fut la ligne de conduite de Lénine et les faits lui donnèrent raison.

Pourquoi nos dirigeants (successsifs) sont-ils incapables depuis 70 ans de reprendre à leur compte cette méthode qui a fait ses preuves ? Parce qu'ils n'ont pas le talent, le charisme, l'autorité d'un Lénine pour défendre leur ligne politique ? Que craignent-ils au juste, que l'opportunisme s'empare de leur parti, diable, mais il n'a cessé de dominer alternativement à la direction du parti ouvrier social-démocrate de Russie ou du parti bolchevik avec la ligne révolutionnaire défendue par Lénine sans lui être fatal ou l'emporter pour autant. Le parti de Lénine était tout sauf un parti monolithique, sclérosé, antidémocratique. Le parti est un corps vivant dont la bonne santé repose sur un fragile et savant équilibre, qui fabrique ses anticorps pour se défendre contre des agressions venues de l'intérieur et de l'extérieur du parti, Lénine fut sans conteste le plus puissant anticorps pour combattre l'opportunisme et assurer la survie du parti, comme parti devant prendre la direction de la révolution socialiste et assurer sa victoire.

Comme quoi nos dirigeants manquent singulièrement de perspicacité. Ils savent pertinemment que sans Lénine la révolution d'Octobre n'aurait pas vaincu, Trotsky l'a signalé à plusieurs reprises. Cela peut paraître incroyable qu'une révolution ou plutôt son sort repose sur un seul homme, mais c'est ainsi, voilà, on fait avec la réalité au lieu de la nier ou de la réécrire parce qu'elle ne nous convient pas en l'état. On ne peut pas soupçonné Trotsky d'avoir pratiqué le culte de la personnalité envers Lénine au regard de leurs relations personnelles qui n'étaient pas aussi idylliques qu'on le croit souvent par ignorance, je rappellerai seulement que lorsque Lénine fut alité entre 1922 et 1923 pendant près d'un an et qu'il logeait chacun à une extrémité de la Place Rouge, Trotsky fut le seul dirigeant bolchevik à ne pas rendre une seule visite à Lénine.

Ils savent que depuis la disparition de Lénine puis l'assassinat de Trotsky par Staline, pas un seul dirigeant dans le monde de leur trempe n'a vu le jour jusqu'à présent, qu'aucun d'entre eux n'a réuni leurs qualités ou ne possèdent leur charisme et leur maîtrise du marxisme. Partant de ce constat qui n'a rien d'humiliant ou de choquant, ils auraient dû s'en tenir à une direction collégiale de leur parti afin de palier leurs faiblesses ou lacunes en mettant en commun leurs compétences, de telle sorte que le meilleur de chaque dirigeant soit mis au service du parti, ainsi auraient-il pu peut-être combler l'absence d'un dirigeant de la hauteur d'un Lénine ou Trotsky, réunir les conditions qui à une certaine époque étaient contenues dans un seul homme.

Pourquoi se sont-ils détournés de ce constat, pourquoi ne l'ont-ils pas conservé précisieusement à l'esprit en permanence, rien que cette faiblesse inexcusable leur enlève toute autorité sur les militants. Pourquoi au contraire n'ont-ils pas cessé de se déchirer entre eux, de se diviser pour aboutir à la situation que nous connaissons aujourd'hui où finalement il n'existe plus aucune autorité ou direction qui mérite la confiance des militants.

L'absence d'un dirigeant capable d'analyser le développement de la situation en France et à l'échelle mondiale avec la même profondeur d'esprit qu'un Marx, Engels, Lénine ou Trotsky et de ralier les autres dirigeants à son analyse, a été paliée par le recours à des méthodes indignes d'un parti se réclamant des enseignements du marxisme. La direction du parti s'est cristalisée autour d'un dirigeant qui ne le méritait pas, une cour s'est formée ensuite autour de lui qui est devenue l'appareil du parti. Ce processus a été favorisé par la faiblesse de l'avant-garde après guerre en bute à l'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier.

A l'intérieur du parti bolchevik, il existait un contre-pouvoir à celui de l'appareil dirigé par les adversaires politiques de Lénine, ses milliers ou dizaines de milliers de militants révolutionnaires en contact avec le prolétariat, ces militants qui avaient été formés à l'école du combat théorique et politique contre toutes les formes d'opportunisme, principalement contre les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes, ces militants à qui on n'avait pas demandé aveuglément de prendre partie pour telle ou telle position, mais qui avaient appris à se déterminer librement sous le feu de la violente polémique entretenue par Lénine contre l'opportunisme, en fait Lénine n'a fait qu'entretenir la flamme révolutionnaire qui les habitaient et que les opportunistes s'employaient à atténuer ou vouloir éteindre par crainte de la révolution elle-même...

Alors qu'en 1945 et les années suivantes, l'avant-garde en France se réduira à une poignée de militants, ceux possédant le plus d'expérience s'autoproclamant dirigeants.

Hier soir j'ai expliqué à Magueswary, qui ne comprenait pas pourquoi deux femmes avec un homme passaient leur temps à se jalouser ou s'engueuler, que si elles étaient plus nombreuses ce problème n'existerait pas et que ce serait sans doute le meilleur ou le seul moyen de le résoudre, sauf que cette société ne peut accepter ce genre de rapports où les hommes et les femmes disposeraient librement de leurs corps et de leur sexualité, car pour que les capitalistes exploitent les hommes et les femmes il faut que tous leurs rapports soient solidement encadrés ou régimentés par le législateur, cette loi ne doit souffrir aucun exception sous peine de créer une brèche dans le système de servitude qu'ils nous imposent, et que le souffle de la liberté ne s'y engouffre et finisse par avoir raison du capitalisme lui-même, vaut mieux encore une société d'esclaves frustrés où la perversité, le viol, la prostitution prospèrent.

Bref, on aurait pu dire tout simplement, plus on est de fous plus on rit, mais cela ne ferait pas très sérieux et ce serait faux en l'occurrence, car je ne pense pas que les militants qui sont plus nombreux aujourd'hui aient de quoi être particulièrement optimistes en observant l'état lamentable du mouvement ouvrière, l'éparpillement de nos forces et le regard critique que portent sur lui de très nombreux travailleurs qui préfèrent s'en détourner.

Le fait d'être peu nombreux présente le danger qu'un désaccord politique se transforme en bataille d'ego dans laquelle on ne s'affronte pas sur le terrain politique mais sur un plan personnel, du coup l'intérêt collectif qui doit guider le combat politique cède la place à l'intérêt individuel qui n'a rien à voir avec notre combat et notre cause, au-delà tous les coups et toutes les manoeuvres sont permises y compris les plus tordues. Parvenu à ce stade, un dirigeant a perdu toute légitimité, il n'est plus que l'ombre de ce qu'il était censé représenter précédemment.

C'est pour éviter cet écueil que j'ai prôné une direction collective du parti. Mais qui dit direction collective du parti ne doit pas signifier dilution et affaiblissement de son niveau théorique, de devoir brader nos principes ou notre programme, au contraire, elle devrait être conçue pour les renforcer afin que chaque militant puisse s'en saisir et que leur niveau politique progresse. Il ne s'agit pas de changer la nature ou de type de parti, si la Commune de Paris fut la forme enfin trouvée de l'Etat ouvrier dont s'inspireront les bolcheviks lors des révolutions russes, le parti bolchevik a été et demeure le type de parti dont il faut s'inspirer pour construire notre parti, en l'adaptant à nos époques, dans un tout autre contexte.

Notre problème, ce n'est pas la société ou le monde tels qu'ils sont devenus, ce n'est pas la nouvelle division internationale du travail, ce n'est pas la dictature que l'aristocratie financière veut nous imposer, ce n'est pas non plus l'embourgeoisement de larges couches des masses exploitées, ce n'est pas davantage les appareils pourris des syndicats ou les partis corrompus par le capitalisme s'exprimant au nom des travailleurs, notre problème ce sont les faiblesses de nos dirigeants, leur manque de crébilité et de légitimité qui se reporte sur leurs partis et se traduisent par l'émiettement de l'avant-garde et un formidable gaspillage d'énergie qui finalement décourage les militants, plus précisément c'est le refus de ces dirigeants de l'admettre, d'admettre leur terrible responsabilité dans l'absence du parti aujourd'hui. Cela s'adresse aux dirigeants du POI, du NPA et de LO mais aussi des formations politiques qui en sont issus dont les responsables reprennent les mêmes travers à des degrés divers.

Mon propos n'est pas d'accuser qui que ce soit, c'est simplement d'expliquer simplement pourquoi nous sommes toujours incapables de faire un pas en avant vers notre objectif. Personnellement je n'ai pas l'étoffe d'un dirigeant et je ne me considèrerai jamais comme tel, si je n'avais pas à l'esprit mes propres faiblesses et limites je ne tiendrais pas ce genre de discours, je n'ai donc aucun souci avec cette question, par contre les dirigeants actuels de ces partis ont le droit, que dis-je le devoir de se la poser sérieusement.

J'ai encore en tête des accusations ou des menaces portées contre des militants que j'ai entendues quand je militais à l'OCI, j'ai également en tête celles que nous ont rapportées d'autres militants qui ont été exclus ou qui ont démissionnés du parti dans lequel ils s'étaient sincèrement investis parfois durant de nombreuses années, j'ai aussi en tête toutes les erreurs politiques qui ont été commises par ces dirigeants, j'ai aussi en tête de quelle manière ils les ont couvertes, les méthodes condamnables qu'ils ont employées pour se séparer de militants devenus trop encombrants parce qu'ils posaient trop de questions...

On pourrait dresser un tribunal révolutionnaire et les juger, les déclarer coupables pour tous ces crimes, mais je ne pense pas que ce serait le meilleur moyen à l'heure actuelle pour aller de l'avant et résoudre notre problème. Je me dis au contraire qu'il existe des dirigeants ou des cadres de grande valeur qui séparément ne possèdent pas les qualités suffisantes pour diriger un parti ou définir sa ligne politique, son fonctionnement, leur passé synonyme d'incurie politique qu'on peut leur opposer joue plutôt contre eux, mais qu'ensemble et animés des mêmes principes, débarrassés de l'esprit de cour qui règne dans leur parti, des bassesses, des flatteries, de la culture du mystère et des manoeuvres mesquines qui l'empoisonnent, une fois débarrassé de ce fatras tout serait possible.

Quand on se trouve fasse à un gosse qui ne sait pas trop ce qu'il deviendra plus tard, qui n'a aucune idée sur ses prédispositions pour autant qu'on puisse en avoir, on se dit qu'il y en aura forcément une qu'il pourra développer un jour pour peu qu'on l'encourage et dès lors qu'il fera preuve de persévérance, mais on n'exigera pas de lui qu'il développe les dispositions requises pour devenir pilote d'avion ou dessinateur, boulanger ou archéologue, pianiste de concert ou théoricien de la lutte des classes, on sait d'avance qu'il ne pourra jamais réunir les conditions ou les qualités pour remplir toutes ces fonctions. Beaucoup de prétendants mais peu d'élus, tout le monde n'est pas Léonard de Vinci, tout le monde ne devienvra pas Diderot ou d'Alembert, donc on ne peut pas l'exiger de nos dirigeants, à eux d'en prendre conscience et de réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Un autre sujet. Elections législatives au Portugal.

- ... les principaux partis se sont engagés à respecter strictement les conditions du prêt de 78 milliards d'euros accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international en échange d'un exigeant programme de rigueur et de réformes. (liberation.f 04.06)

Boycott ! A bas le Parti social-démocrate (PSD, centre-droit), le CDS-PP (parti de droite), le PS ! A bas les institutions inféodées au FMI, à la BCE, à l'UE, aux agences de notation américaines, à bas la Bourse et le capitalisme, tout le pouvoir aux travailleurs !

Et en France en 2012, ne serait-ce point la même situation qui pointe à l'horizon, les dés ne sont-ils pas déjà jetés, tous les partis institutionnels ayant déjà annoncé qu'honorer la dette de l'Etat était leur priorité absolue ? Boycott des présidentielles et des législatives, tout autre position devrait être interprétée comme un moyen de légitimer les institutions politiques qu'il faut

abattre pour enfin pouvoir s'attaquer au capitalisme et satisfaire nos besoins et aspirations.

A bas la dictature du capital, à bas la dictature des institutions politiques du capital ! A bas tous les partis inféodés au capital !

Politique

1- France. Un Nicolas peut en cacher un autre.

"*Nicolas Sarkozy a cherché à me voir il y a quelques semaines*", a confié Nicolas Hulot lors d'un dîner, vendredi, à La Rochelle, en marge du congrès écologiste. L'ex-conseiller officieux du chef de l'État et désormais candidat à la présidentielle a décliné l'invitation. S'il a accepté de voir DSK (avant l'affaire new-yorkaise), Borloo et Bayrou, Hulot concède qu'avec Sarkozy, c'est plus délicat. "*Là (pendant la campagne des primaires), ce n'est pas le moment, mais...*" Mais, l'écologiste inclassable n'exclut rien pour l'avenir. "*Il est chef de l'exécutif, il y a des sujets sur la table, comme l'énergie...*" Et de préciser : "*On a convenu qu'on se reparlerait plus tard.*"

Nicolas Hulot, candidat à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), a assuré ce samedi qu'un partenariat avec Jean-Louis Borloo, qu'il avait un temps envisagé, était encore possible si ce dernier disait «*très clairement qu'il est en phase avec les valeurs de la gauche*».

Après avoir la veille révélé qu'il avait caressé pendant un «*court temps*» l'idée d'un tandem avec le président du Parti radical pour 2012, Nicolas Hulot a déclaré sur Europe 1 que cette hypothèse avait été «*très vite écartée*», le positionnement de l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy n'ayant pas été jugé «*compatible*» avec celui d'Europe Ecologie-Les Verts.

«*La priorité et la cohérence pour moi c'est de travailler avec EELV et il aurait fallu pour envisager cette hypothèse (d'un partenariat) que Jean-Louis Borloo s'affranchisse très clairement de la majorité et passe dans ce camp-là*», a dit Nicolas Hulot. Il s'est toutefois refusé à rejeter cette possibilité.

«*La cohérence et la logique aujourd'hui c'est d'envisager plutôt un partenariat avec le socialistes. Mais pour autant, si dans quelques mois Jean-Louis Borloo - par rapport à nos propositions, par rapport au programme d'EELV - veut nous rejoindre, je ne vois pas pourquoi il faudrait (lui) fermer la porte. Mais enfin on n'en est quand même pas là*», a-t-il dit.

Il faudrait que le patron du PR «*dise très clairement qu'il est en phase avec les valeurs de la gauche*», a insisté Nicolas Hulot. «*De la même manière qu'on a tous évolué (...) si demain il y a une plus grande convergence et cohérence, je pense qu'Europe Ecologie-Les Verts sera ravi d'élargir son territoire. Mais c'est aux uns et aux autres à venir vers nous, et pas le contraire*», a encore dit le responsable écologiste. (lepoint.fr et 20minutes.fr 04.06)

Laissons le soin à une adepte de l'enfumoir de commenter cet aveu qui n'en est pas un, Voynet : «*Il faut qu'il apprenne à gérer sa parole*», à ne pas dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas ou fait. Il a le droit d'être sur la même ligne que Borloo ou Sarkozy, mais chut, il ne doit pas le dire !

2- Grèce

Seul un millier de Grecs sont descendus dans la rue samedi pour protester contre de nouvelles mesures d'austérité. Les syndicats, qui avaient appeler à défiler massivement, semblent peiner à mobiliser.

«*Nous résistons*». Voila ce qu'on pouvait lire sur la pancarte de l'un des manifestants descendus dans les rues d'Athènes ce samedi, pour protester contre les mesures additionnelles d'austérité adoptées par le gouvernement grec afin d'assainir ses comptes publics. Répondant à l'appel des deux principaux syndicats du pays, la GSEE (salariés du secteur privé) et Adedy (secteur public), le millier de manifestants recensé a dénoncé la «*barbarie sociale*» issue de la tutelle renforcée des institutions internationales sur leur pays. «*Nous nous opposons au gouvernement et au mémorandum pour ces mesures barbares et antisociales*» a déclaré Gregoris Kalominis, un responsable d'Adedy. Dans un communiqué commun diffusé en marge de la manifestation, les deux organisations syndicales ont appelé à «*une politique économique différente, avec des mesures de développement et des mesures sociales qui préservent les emplois et augmentent nos droits sociaux et économiques*».

Après neuf grèves générales, la mobilisation a donc été modérée ce samedi. Les manifestants étaient essentiellement des salariés de la compagnie électrique publique PPC, des employés du port et des enseignants. Une manifestation qui s'est déroulée sans heurts. Rien à voir avec les débordements constatés lors de précédentes manifestations.

La mobilisation et la dégradation du climat social semble plutôt se déplacer sur un autre front, moins encadré par les organisations syndicales ou les partis politiques. Déjà expérimenté en Espagne, un mouvement spontané parti d'internet illustre le ras-le-bol des Grecs, celui des «*Indignés*». Désormais, ceux-ci n'hesitent pas à prendre à parti publiquement et physiquement la classe politique, responsable selon eux de la situation actuelle. Depuis une dizaine de jours, ces «*Indignés*» se rassemblent

chaque soir sur la place de la Constitution, juste devant le Parlement Grec. (lefigaro.fr 04.06)

Commentaire d'un internaute

- "Ceci s'appel de la désinformation. Depuis plus de dix jours les indignés grecs se rassemblent sur plusieurs places, dans plusieurs quartiers des grandes villes du pays. Selon le reportage d'une chaine parmi les plus objectives du pays (skai), environ 300 000 personnes avaient participé au rassemblement (trans-classe, trans-age, et trans-courant) de la place Syntagma (devant le parlement), depuis le début. Depuis trois jours les attaques physiques contre les députés se multiplient (jeudi la foule empêchât à une vingtaine de députés de sortir du parlement)."

3- Vaticanerie. Le pape VRP de l'UE !

"*Je pense que la majorité des Croates pense avec une grande joie*" au moment de la prochaine adhésion à l'UE, a déclaré le pape dans l'avion qui le conduisait vers Zagreb. "*Depuis ses origines, votre nation appartient à l'Europe*", a-t-il lancé ensuite sur le tarmac de l'aéroport, en s'adressant au président croate Ivo Josipovic. Il a vanté "*treize siècles de liens forts et spéciaux*" avec le Saint-Siège. "*Puisse cette chère nation contribuer à ce que l'Union européenne valorise pleinement sa richesse culturelle et spirituelle*", a-t-il encore insisté.

"*À vingt ans de la proclamation de l'indépendance et à la veille de la pleine intégration de la Croatie dans l'UE, l'histoire passée et récente de votre pays peut offrir un motif de réflexion à tous les autres peuples du continent, en aidant chacun d'eux et tout son ensemble à conserver et à revivifier l'inestimable patrimoine commun des valeurs humaines et chrétiennes*", a-t-il dit à l'aéroport. Il faisait une référence transparente à l'indifférence religieuse et au refus de certains dirigeants européens de reconnaître leurs "*racines chrétiennes*".

Benoît XVI a décrit à nouveau la culture contemporaine de manière pessimiste. Elle est, selon lui, caractérisée "*par le peu de stabilité, (...) un individualisme favorisant une vision de la vie sans obligations et la recherche continue d'espaces privés*". (lepoint.fr 04.06)

Qu'on ne s'y trompe pas, le chantre de l'anticommunisme international est favorable à tout principe collectif du moment qu'il est coercitif envers la population, et il est opposé à toute forme indépendante ou libre de pensée qu'il nomme individualisme.

4- Yémen

Blessé la veille lors du bombardement de son palais de Sanaa par des insurgés, le président yéménite Ali Abdallah Saleh est en route pour l'Arabie saoudite afin d'y recevoir des soins, a déclaré samedi un responsable saoudien sous le sceau de l'anonymat.

"Il est en route. Il arrivera ce soir. Il vient pour se faire soigner. Nous sommes le pays le plus proche et nous avons les capacités", a-t-il ajouté.

Prié de dire si Saleh quittait le pouvoir, le responsable a répété: "Il vient pour se faire soigner".

Quitter le Yémen en pleine instabilité, même pour des soins médicaux, pourrait être considéré comme une première étape de transfert du pouvoir et rendre difficile un retour de Saleh à la tête d'un pays qu'il dirige depuis près de 33 ans.

Le cessez-le-feu paraissait respecté samedi soir et le calme régnait dans les rues de Sanaa.

Selon la BBC, qui cite des "*sources proches du président*", Saleh aurait reçu un éclat de shrapnel long de 7,6 cm sous la région coeur et serait brûlé au second degré au thorax et au visage.

On ignore qui gouverne le pays si Saleh est effectivement parti.

Des milliers d'habitants de Sanaa ont fui samedi la capitale.

Le chef de la fédération tribale Hached, Sadek al Ahmar, a démenti pour sa part être derrière le bombardement du palais présidentiel.

Les forces loyalistes ont riposté à l'attaque du palais en pilonnant les résidences des chefs tribaux incriminés, qui mènent une guérilla urbaine contre le régime, parallèlement aux manifestation pacifiques pour la démocratie qui se déroulent quasi quotidiennement depuis le début de l'année. (Reuters 04.06)

5- Syrie

Plusieurs dizaines de milliers d'habitants de Hama, dans le centre de la Syrie, ont participé samedi aux funérailles des dizaines de victimes tuées la veille par les forces de sécurité syriennes, qui ont ouvert le feu sur une manifestation contre le régime de Bachar el-Assad.

Samedi après les prières de la mi-journée, des dizaines de milliers de personnes sont sorties des mosquées, portant des cercueils vers les deux principaux cimetières de la ville, a expliqué M. Abdul-Rahman. La plupart des magasins étaient fermés, en signe de solidarité.

"*Les gens sont en état de choc*", a témoigné un habitant sous couvert de l'anonymat, par crainte de représailles. "*Dieu sait s'ils vont tuer encore plus de gens lors des obsèques*", a-t-il ajouté. Selon les organisations syriennes de défense des droits de l'Homme, au moins 1.270 personnes ont été tuées depuis le début du soulèvement. (AP 04.06)

D'autres sources ont fait état de 100 000 manifestants. A ce niveau, on peut dire tout un peuple contre un dictateur, au-delà des manoeuvres provocatrices orchestrées par l'impérialisme américain pour déstabiliser le régime. Il y loin de la coupe aux lèvres, il a échoué au Vietnam, contre Cuba, il n'a pas pu maintenir Moubarak au pouvoir, etc. rien ne dit que demain il parviendra à ses fins en Syrie et en Libye, on en reparlera.

6- Tunisie

Trois personnes ont été tuées et 90 autres ont été blessées dans de violents affrontements dans la nuit de vendredi à samedi entre des factions tribales à Metlaoui, ville minière du sud-ouest tunisien, a rapporté samedi l'agence officielle TAP.

Selon l'agence, ces violences ont éclaté à la suite de "rumeurs" relatives à la politique de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), principal employeur dans la région.

Citant "une source militaire de haut niveau", l'agence a indiqué que les forces de sécurité et l'armée avaient été empêchées de s'approcher des lieux des affrontements dans la ville, où les membres des factions ont utilisé des cocktails Molotov et des fusils de chasse.

Les belligérants ont dressé des barricades aux entrées de la ville, barrant la route aux renforts sécuritaires et militaires, ajoute la TAP, qui fait état de dégâts importants occasionnés par les affrontements. Des locaux commerciaux ont été pillés et incendiés. (AP 04.06)

Haut de page

Le 6 juin

Dit autrement. Arguments.

1- La théorie de la fatalité à laquelle adhère encore la majorité des masses exploitées est le produit de leur incapacité à se saisir du socialisme qui constitue la seule alternative au capitalisme.

Le soutien que les couches moyennes et la petite bourgeoisie accorde encore au PS et à ses satellites, témoigne qu'elles estiment encore possible une redistribution des richesses en leur faveur dans le cadre du régime capitalisme auquel elles sont subordonnées et qu'elles soutiennent. Par conséquent, elles ne sont pas encore poussées à rechercher une issue politique au-delà du capitalisme et ses institutions politiques.

S'adresser notamment à cette fraction des exploitées ne constitue pas une erreur politique, se tourner vers elle ou déterminer sa politique en fonction de ses intérêts en est une dans la mesure où elle a toujours les moyens de les satisfaire, ce qui n'est pas le cas des ouvriers et des employés qui doivent se battre quotidiennement pour assurer leur survie.

Un parti dit ouvrier doit se tourner résolument vers la classe ouvrière, vers ses couches les plus exploitées, les plus durement frappées par la crise du capitalisme, définir sa politique en fonction de ses besoins dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, perspective à laquelle ne peut adhérer que des travailleurs ayant conscience de n'avoir rien à perdre à la chute finale du capitalisme et des institutions, ce qui ne sera pas le cas du petit bourgeois qui doit son niveau de vie actuel relativement confortable au régime en place.

La crise actuelle du capitalisme et la dette de l'Etat qui servent de prétexte à la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques

sont présentées comme des fatalités avec lesquelles il faut faire avec, autrement dit il faudrait accepter sans broncher de vivre de plus en plus en plus mal en sachant que le pire est encore à venir parce qu'il existerait aucune alternative économique et politique à la situation actuelle.

Soit on se borne à ce constat et on dépose les armes, soit on tire la conclusion que la crise du capitalisme et la question de la dette de l'Etat ne peuvent trouver une issue politique qu'en remettant en cause les fondements économiques de la société qui reposent sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, en rompant avec le capitalisme.

La situation économique et sociale pose directement la question de la liquidation du capitalisme, question que la classe et les masses demeurent incapables d'aborder car trop complexe en apparence, elle leur semble inaccessible, ce qui est normal puisqu'elle implique un changement radical de la société et de tous les rapports que nous connaissons aujourd'hui et qui règisssent notre vie quotidienne. Le poids des habitudes constitue une formidable force d'inertie qui agit comme un obstacle à tout changement social ou politique.

En quoi consisteraient les premières mesures économiques que prendrait un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour permettre de satisfaire dans un premier temps les revendications sociales portées par la révolution socialiste.

- annulation de la dette de l'Etat et des ménages envers les gangsters de l'industrie financière ;

- expropriation sans indemnité des propriétaires ou des actionnaires des grandes entreprises, dont l'ensemble des banques, assurances et institutions financières, confiscation de tous leurs biens et avoirs ;

- fermeture de la Bourse, la spéculation et l'évasion fiscale seront décrétée hors la loi et sévèrement réprimées ;

- planification de la production en fonction des besoins de la population afin de pouvoir les satisfaire, moyens qui permettra d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, de faire disparaître la violence individuelle et les comportements anarchiques qui sévissaient sous l'ancien régime en réponse à sa politique antisociale.

L'ensemble des institutions financières et des grandes entreprises passeraient sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes et leurs syndicats, l'Etat aurait le monopole du commerce extérieur, les prix et les loyers seraient bloqués dans un premier temps, l'impôt serait progressif en fonction des revenus, les plus hautes revenus seraient plus lourdement imposés en attendant la suppression de la TVA...

On ne va pas entrer ici dans les détails, je voulais juste montrer qu'on pouvait avancer quelques mesures qui permettraient d'assurer le travail et le salaire de chaque travailleur, le fonctionnement de la société, et que la remise en cause du capitalisme ne se traduirait pas obligatoirement par le chaos ou une vie pire qu'aujourd'hui.

Maintenant il faudra aller plus loin avec les travailleurs qui poseront d'autres questions, des questions très précises et elles ne manqueront pas, c'est légitime et salutaire.

S'agissant de la réaction des nantis et des moyens dont ils disposeront pour organiser la résistance et combattre ces mesures économiques, empêcher qu'elles se concrétisent, ils disposeront dans un premier temps de l'appareil judiciaire et répressif de l'Etat, ces tribunaux d'exception et ses prisons, la police, les forces spéciales et l'armée pour tenter de briser le processus révolutionnaire, s'ils s'en servent, en situation de légitime défense pour défendre la révolution, immédiatement le gouvernement décrètera l'armement générale de la population et la dissolution de toutes les forces de répression nées sous l'ancien régime.

L'ancien régime prendra l'initiative de la répression armée contre la mobilisation révolutionnaire des masses, de déclencher la guerre civile, dès lors la seule réponse possible sera l'armement des masses pour y mettre un terme rapidement et écraser les forces de la réaction. On va nous rétorquer qu'il s'agit là d'un scénario de guerre, effectivement, un scénario de guerre civile inévitable car les nantis n'accepteront jamais de bonne grâce ou pacifiquement qu'on les dépouille de leurs privilèges et leur pouvoir au profit des masses laborieuses.

2- La théorie de la fatalité à laquelle adhère encore la majorité des masses exploitées est aussi le produit de leur embourgeoisement qui se traduit par leur subordination au capitalisme, condition qui s'oppose à la nécessité de rechercher une alternative au capitalisme.

On pourrait dire aussi que les conditions objectives ne sont pas encore mûres pour la révolution, les conditions matérielles d'existence des masses ne se sont pas dégradées au point d'envisager de devoir engager le combat contre le régime. On comprendra très bien que cette absence de maturité des conditions objectives se traduit sur le plan des conditions subjectives, leur état d'esprit, leur combativité, la manière dont elles perçoivent les syndicats, les partis et les institutions, la situation politique en général.

Bien entendu, il y a des couches entières du prolétariat qui sont au bout du rouleau et qui ont déjà dépassées ce stade depuis longtemps, mais il n'existe aucune représentation politique dans laquelle elle pourrait se reconnaître, elles demeurent inorganisées, elles n'intéressent personne, ni syndicat ni parti qui les considèrent comme des parias ou pire les assimilent au lumpenprolétariat, elles forment le gros des troupes des abstentionnistes lors de chaque élection.

L'absolue nécessité de lier chaque revendication à la perspective de la liquidation du capitalisme est capitale, car elle matérialise le combat contre les illusions que les masses ont encore dans le capitalisme pour les aider à s'en défaire, à prendre conscience que leur condition ne pourra pas s'améliorer dans le cadre du capitalisme, que persister à croire le contraire c'est creuser leur propre tombe. Elles n'ont point de salut à attendre sous le régime capitaliste et leur situation ne peut qu'empirer année après année, des milliers et des milliers de travailleurs et jeunes peuvent le comprendre et s'organiser sans attendre d'être confrontés à une situation encore plus difficile que celle qu'ils vivent aujourd'hui.

L'être humain étant ce qu'il est, il est malheureusement à prévoir qu'il faudra attendre que le capital frappe encore beaucoup plus fort et plus violemment les masses exploitées pour qu'enfin elles se soulèvent contre le régime. Bien entendu on ne peut pas rester les bras croisés à attendre que cette condition se réalise. La question est de savoir quelle orientation politique on propose aux travailleurs dans la perspective d'un affrontement direct entre les classes, pour les y préparer, pour qu'elles soient prêtes à aborder cette situation dans les meilleures conditions.

Un sujet que l'on pourra aborder plus tard (encore une fois) : République bonapartiste contre République sociale.

Bonne semaine à tous.

Politique

1- France

1.1- UMP ou PS, la dictature en marche.

Extrait de l'interview de Marie-Ségolène Royal parue sur lemonde.fr 05.06 :

- Violence urbaine à Sevran : "*Moi, le maire demande l'intervention de l'armée, il a parfaitement raison.* " - Cannabis ; "*On ne peut pas relâcher la répression sur le trafic. Pas de légalisation.*"

- Question : Des policiers en permanence dans les quartiers, c'est ça ?

Réponse : Bien évidemment. Le maintien de l'ordre public c'est le rôle de la police républicaine. (lemonde.fr 05.06)

Commentaire d'un internaute : "*Heureusement que les metteurs en page de Lemonde.fr n'ont pas oublié, cette fois-ci, d'écrire qui parle. J'ai cru un instant que c'était Marine Le Pen. A part le paragraphe Strauss-Kahn, tout y est: envoyer l'armée, réprimer sans faillir, non au non-droit, fermer les frontières...*"

Le PS, le FN, le front populaire et le fascisme, les derniers remparts contre la révolution socialiste pour sauver les institutions et le capitalisme. Flics, soldats, barbelés, prisons, etc. le programme du PS pour accompagner la faillite du capitalisme responsable de tous les maux de la société dont les plus faibles sont en premier les victimes...

1.2- Imprévu. Mélenchonade et grandes manoeuvres.

Tout devait se passer comme prévu entre la direction du PCF et Jean-Luc Mélenchon.

- Pierre Laurent se prononçait pour la candidature du dirigeant médiatique du PG la veille du conseil national du PCF les 7 et 8 Avril

- Le Conseil National se prononçait largement pour Mélenchon

- L'Humanité et le site national du PCF mettait en avant les compte-rendu de sections et fédérations favorables à Mélenchon pour créer un courant sur sa candidature

- et la conférence nationale allait parfaire le processus en votant massivement pour Mélenchon, conduisant Chassaigne à se retirer

- le vote des communistes étaient alors un plébiscite pour la stratégie en plein succès de la direction nationale

Pierre Laurent avait donc bien raison de répondre à tous les médias "*il y aura un candidat soutenu par le PCF aux présidentielles, Jean-Luc Mélenchon*"

Jean-Luc Mélenchon avait déjà organisé son arrivée triomphante à la conférence nationale du PCF, ovationné par les délégués venant de le désigner, bras dessus bras dessous sur sa gauche avec Pierre Laurent, sur sa droite avec Marie-Georges Buffet...

Mais que s'est-il passé ?

Si le conseil national a bien voté à 75% pour Mélenchon (avec 7% d'abstentions et ... 46% d'absents !), la conférence ne lui accorde qu'un résultat étonnamment bas de 64% (avec 3% d'abstentions et 16% d'absents...), et surtout, la direction a du se résoudre à un vote ouvert avec l'ensemble des candidats, vote demandé par plus de la moitié des interventions...

Si entre les 126 votants du conseil national et les 672 de la conférence, Mélenchon perd déjà 11%... on se demande ce qu'aurait donné un cumul des votes des conférences fédérales, et encore plus ce que donnera le vote des communistes eux-mêmes... à 10% de moins par niveau de délégation, Mélenchon se retrouve minoritaire largement à la base !

André Gerin, qui a annoncé se retirer pour permettre le rassemblement des communistes, avait bien raison d'interroger la direction nationale, "*faut-il prévoir un second tour si aucun candidat n'obtient la majorité...*"

Dans ce contexte, pas d'ovation pour Mélenchon, il a du faire annuler son déplacement à Montreuil... (lepcf.fr 05.06)

2- Portugal

Selon des résultats officiels portant sur 80% des circonscriptions, le Parti social-démocrate (PSD, centre-droit) a recueilli 40,6% des voix. Il devance ainsi largement le Parti socialiste au pouvoir, qui obtient 28,5% des suffrages. Le parti minoritaire de droite CDS-PP reste la troisième force politique du pays avec 10,9% des voix. La gauche antilibérale enregistre un net revers par rapport aux dernières législatives de 2009, avec 7,2% pour la coalition communistes-verts CDU et 4,5% pour le Bloc de gauche. (lefigaro.fr 05.06)

Complétons cet article : L'abstention 40% aura été le principal vainqueur des élections législatives de dimanche au Portugal (Rue89 05.06)

Il m'a fallu lire cinq articles pour enfin en trouver un où figurait le taux d'abstention. Il faut vraiment de la détermination et consacrer de plus en plus de temps pour fournir une information la plus complère possible et donc exploitable ensuite.

Donc en réalité le PSD et le CDS-PP gouverneront avec une majorité de... 30%. Et la réaction poivoise : on a gagné, repris en boucle par les médias aux ordres. Pas sûr que cela suffira pour tromper les masses qui se déterminent avant tout par rapport aux conditions objectives (matérielles et morales) qu'elles subissent.

3- Grèce

Plusieurs milliers de personnes se sont de nouveau rassemblées dimanche dans le centre-ville d'Athènes pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité prises par le gouvernement face à la crise de la dette du pays.

La manifestation de dimanche était la 12e en autant de jours dans la capitale grecque, où le centre-ville est occupé par les manifestants. (AP 05.06)

4- Espagne

Les jeunes «indignés» qui participent à une fronde sociale inédite en Espagne ont maintenu dimanche leur campement de la Puerta del Sol à Madrid, symbole de ce mouvement alternatif soutenu par l'opinion publique mais menacé d'asphyxie.

Faute de consensus sur le maintien ou non du village de tentes, des représentants du mouvement ont annoncé que le campement «*restait en place*», malgré des dissensions de plus en plus visibles dans leurs rangs, le temps d'organiser d'autres manifestations pour les semaines à venir.

«*C'est une évolution. Nous avons fini notre travail et maintenant nous essayons d'avancer*», expliquait Raquel Pintado, une étudiante en effets spéciaux de 28 ans, occupée à déménager des monceaux de matériel. «*Nous voulons occuper moins d'espace, moins déranger*», disait-elle.

Le mouvement des «indignés», vecteur du malaise de millions d'Espagnols étranglés par le chômage (21,29% des actifs) et la précarité sociale, continue à bénéficier d'un large soutien trois semaines après son apparition le 15 mai.

66% de la population éprouve de la «*sympathie*» pour le mouvement contre 21% qui exprime son «rejet», selon un sondage publié dimanche par El Pais.

81% estiment que les manifestants «*ont raison*» sur le fond, selon ce sondage effectué les 1er et 2 juin auprès d'un échantillon de 1.001 personnes.

Depuis vendredi, les représentants de 56 «acampadas», les campements organisés sur les places de toute l'Espagne pour protester contre les retombées de la crise et «*l'inaction*» des politiques, se sont relayés à la Puerta del Sol pour témoigner des actions menées dans leurs villes et villages.

Les «*indignés*» espèrent ainsi «*étendre le mouvement aux quartiers, aux villages, aux villes et à tous les citoyens*» à travers l'Espagne, a expliqué un porte-parole, Paco Andres.

Des manifestations sont prévues le 11 juin, le jour où les maires désignés lors des élections locales du 22 mai prendront leurs fonctions, avant une journée nationale de manifestations le 19 juin.

Ce jour-là, cinq «*caravanes*» devraient quitter différentes régions d'Espagne et parcourir le pays pour converger à Madrid lors d'une grande manifestation le 17 juillet. (AFP et 20minutes.fr 05.06)

5- Palestine. Tir à bout portant sur des Palestiniens désarmés ou assassinats ouvertement revendiqués

Des soldats israéliens ont ouvert le feu dimanche sur des centaines de Palestiniens qui tentaient de pénétrer sur la partie du Golan conquise en 1967 par Israël, faisant 18 morts et plus 200 blessés, selon un dernier bilan de l'agence de presse officielle syrienne.

Selon la radio israélienne, un grand nombre de Palestiniens ont été victimes d'une mine antichar dont l'explosion a été déclenchée par un feu de broussaille à Kouneïtra, la principale ville du Golan, un des lieux de rassemblement des protestataires.

"*J'ai donné pour instructions à nos forces de sécurité d'agir avec détermination, avec le maximum de retenue mais avec détermination afin de protéger notre souveraineté, nos frontières, nos communautés et nos citoyens*" a déclaré dimanche le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou lors du Conseil des ministres.

«*Quiconque essaiera de franchir cette frontière sera tué*», ont prévenu par haut-parleurs les militaires israéliens déployés face à la foule des Palestiniens qui entendaient marquer le 44e anniversaire du début de la guerre des Six-Jours.

En Cisjordanie, une centaine de manifestants ont marché en direction d'un point de contrôle israélien. Les soldats ont tiré des cartouches de gaz lacrymogène et la foule s'est dispersée. De source médicale palestinienne, on fait état de 14 protestataires blessés par des balles de caoutchouc. (20minutes.fr et AP 05.06)

6- Yémen

Deux personnes sont mortes et 15 autres ont été blessées dimanche à Sanaa dans une attaque à la grenade contre une installation utilisée par le général Ali Mohsen, opposé au président Ali Abdallah Saleh, a-t-on appris d'une source médicale.

Une source militaire a toutefois mis en doute l'hypothèse d'une attaque, ajoutant que l'explosion était peut-être d'origine accidentelle.

Des tirs nourris et des explosions ont retenti dimanche dans la capitale yéménite, au lendemain d'une trêve obtenue par l'Arabie saoudite, rapportent des témoins.

Les tirs étaient concentrés dans le quartier de Hassaba, principal théâtre des affrontements qui opposent depuis deux semaines les forces loyales au président Ali Abdallah Saleh aux combattants de la confédération tribale Hached. (Reuters 05.06)

7- Syrie

Vingt-cinq personnes -19 civils et 6 agents de sécurité- ont été tuées en 24 heures en Syrie dans la région de Jisr al-Choughour (nord-ouest) où des opérations se poursuivent, a indiqué dimanche Rami Abdel-Rahmane de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

«*Vingt-cinq personnes ont été tuées dans des tirs dans la région de Jisr al-Choughour: 10 hier et 15 aujourd'hui*», a affirmé le chef de l'Observatoire à l'AFP. (Liberation.fr 05.06)

Economie

Grèce

Une nouvelle aide à la Grèce pourrait dépasser les 100 milliards d'euros, écrit Der Spiegel, dans un article à paraître lundi.

Le ministère des Finances allemand et la "troïka" (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne) estiment possible un tel montant si la Grèce doit encore s'appuyer sur l'aide internationale en 2013 et 2014, ajoute le magazine. (Reuters 05.06)

Haut de page

Le 7 juin

Précision.

Grèce.

La police a déclaré que plus de 80.000 personnes s'étaient rassemblées dimanche sur la place Syntagma, devant le parlement. (Reuters 06.06)

Parole d'internaute.

1- Ado-pitbull

- "Le plus simple est de télécharger un logiciel libre de peer-to-peer, je vous conseille aussi de télécharger un proxi qui s'intercalera entre votre bécane et celles avec lesquelles vous échangez des fichiers, vous deviendrez très difficilement décelable pour les hadopittbull." (lefigaro 06.06)

Ecrire pit-bull ou pitbull. (Le Grand Robert de la langue française).

2- Dictature de l'aristocratie financière. Réaction à un article du banquier du PS, J. Attali, paru hier sur Slate.fr.

- "Vous ne dites rien du système inique de la BCE qui prête à - de 1% des sommes folles à des organismes Européens qui ensuite vont prêter ces mêmes sommes à des taux de 8% ou plus à aux EM de l'Union...empochant au passage la différence...

Je ne vais même pas m'étendre sur l'idée de "démocratie financière" qui est absurde par essence, comment accepter en se disant démocrates que des étrangers des technocrates fmieste ou Banque mondialiesque ou même BCEsque décide de l'avenir d'une nation, et se dire en même temps démocrates ?

Le système international des marchés ou des organisations "politiques" c'est l'absence de démocratie."

Vous avez raison, la démocratie financière est un oxymore, la démocratie est incompatible avec la prise du pouvoir par le lumpenprolétariat de la bourgeoisie (Marx), l'aristocratie financière. (Oxymoron ou oxymore : Figure qui consiste à allier deux mots de sens incompatibles pour leur donner plus de force expressive. Ex. : Une douce violence. « Cette obscure clarté… » (Corneille). (Le Grand Robert de la langue française).

L'inquiétude hypocrite mais bien réelle manifestée ces derniers jours par l'ONU, suites à l'envolée des prix des matières premières destinées à l'alimentation sur les marchés, qui est le produit de la spéculation orchestrée par l'industrie financière, témoigne à la fois de sa complicité avec les voyous de la finance internationale et de son impuissance à prévenir (à terme) les explosions sociales et la déstabilisation politique de régimes déjà fragiles qui viendrait s'ajouter aux soulèvements révolutionnaires en cours depuis le début de l'année, et qui posent la question de la survie du régime capitaliste ou s'inscrivent dans la perspective de la remise en cause de ce système économique sur fond de chômage de masse et de corruption généralisée.

L'ONU craint que dans sa folie l'aristocratie financière mette le monde à feu et à sang et finisse par créer les conditions favorables au regroupement des exploités pour abattre le capitaliste, à la révolution socialiste.

Ils ont dû prendre connaissance d'un sondage effectué en Grèce pour le journal To Vima le week-end dernier relaté par leparisien.fr le 4 juin : "*seulement 40% jugent qu'un "gouvernement élu démocratiquement" est capable de faire face à la crise, 30% souhaitant "un groupe d'experts et de technocrates" et 22,7% préférant un "dirigeant puissant auquel parlement et élections ne puissent pas faire obstacle". Plus inquiétant, les sondés sont 57% à "approuver ou plutôt approuver" les agressions verbales et physiques contre les responsables politiques.*".

Ce qu'indique ce sondage, c'est que le temps des discours est terminé ou sur le point de l'être, que les masses laborieuses ne veulent plus rien entendre, que le temps de l'action, de l'action violente pour régler nos problèmes est venu, est en train de s'imposer à la majorité des masses exploitées qui ne supportent plus la violence de l'Etat qui veut leur imposer toujours plus de sacrifices, que la situation est en train de mûrir pour devenir révolutionnaire et menace l'édifice des institutions, l'Etat des capitalistes et le capitalisme lui-même, et qu'une telle brèche une fois ouverte pourrait constituer rapidement un appel d'air pour le prolétariat de chaque pays soumis à la même dictature à se soulever pour remettre en cause l'ordre établi, s'engager dans la lutte pour le pouvoir et trouver les moyens pour vaincre.

Les médias aux ordres ne s'y sont pas trompés lorsqu'ils ont généreusement couvert les mouvements sociaux qui ont pris le nom des "*indignés*", parce qu'ils y voyaient une soupape de sécurité salutaire à la colère grandissante des masses pour le capitalisme qui les effraie. Ils s'en sont faits les relais (intéressés) quasi quotidiennement, parce qu'ils estimaient qu'ils ne présentaient pas un danger pour les institutions en place puisqu'ils n'étaient pas dirigés par des partis révolutionnaires, que sans orientation ou objectifs politiques précis, ni représentation, ils se termineraient fatalement dans une impasse, tandis que les partis dits ouvriers et les syndicats continueraient de soutenir le régime et feraient tout pour empêcher les travailleurs de trouver une issue politique à la crise du capitalisme.

De notre côté, peu importe jusqu'à un certain point que ces mouvements sociaux aient été et ou soient manipulés ou qu'ils aient vu le jour à l'initiative de personnes incapables d'inscrire leur action dans une perspective politique consciente, de toutes manières ils sont incapables de contrôler de quelle façon les travailleurs et jeunes qui y participent l'interprètent et quelles leçons ils vont en tirer pour la suite.

Cette mobilisation spontanée alimente la crise politique dans chaque pays et nourrit la réflexion de chaque travailleur ou jeune qui cherche la voie du combat politique pour résoudre les problèmes sociaux auxquels ils sont confrontés. Confrontés à des conditions d'existence et de travail qui vont continuer de se dégrader, ils auront le choix entre continuer de se mobiliser sans objectif politique précis pour finalement se résigner à vivre de plus en plus mal ou chercher la voie de l'affrontement avec le régime qui passera forcément par le regroupement et l'organisation pour le renverser et ouvrira l'ère des révolutions socialistes. A condition toutefois qu'au cours de ce processus ils parviennent à construire le parti révolutionnaire sans lequel il leur sera impossible de vaincre...

Répétons ce que nous avons dit hier : l'évolution du capitalisme mondial et ses conséquences dramatiques pour le prolétariat international pose aujourd'hui directement la question de l'abolition du système économique capitaliste et la liquidation de la totalité des institutions politiques existantes qui ont pour seule raison d'être d'assurer la pérénité du capitalisme. Le sort du prolétariat mondial et de l'humanité entière repose sur la capacité des masses exploitées à s'élever au niveau de la compréhension de la nécessité d'éraditer le capitalisme de la surface de notre planète.

Ces mouvements sociaux sont révolutionnaires dans la mesure où ils réclament l'impossible aux capitalistes, ils sont bourgeois dans la mesure où ils ne s'inscrivent pas dans la perspective de l'abolition du capitalisme et des institutions.

Politique

1- France. Attac, sa véritable nature, confirmation.

L'association altermondialiste Attac a proposé lundi sa propre coprésidente, pour prendre la succession de Dominique Strauss-Kahn, à la direction générale du Fonds monétaire international (FMI).

"*Le FMI joue un rôle décisif dans la régulation, ou plutôt l'absence de régulation, de la finance internationale. C'est pourquoi l'association Attac a décidé de proposer une candidature*", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

La candidate d'Attac propose une réorientation fondamentale du FMI pour lutter contre la spéculation financière qui "*fait aujourd'hui rage sur les matières premières et les titres des dettes publiques*". (libération.fr 06.06)

Touchant, confondant, Attac se propose de diriger l'institution du capitalisme mondial à la pointe du combat pour la destruction de

tous les droits sociaux des travailleurs au profit des gangsters de la finance internationale et organise la marchandisation des besoins élémentaires des peuples en prônant ou exigeant la privatisation des services publics.

Attac est une organisation contre-révolutionnaire au service du capital, était-il besoin de le démontrer ? Normal que cette organisation postule à la direction du FMI qui incarne le capitalisme, honnit des travailleurs du monde entier.

2- Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique a bien l'intention de mener à terme son plan de rigueur. Quitte à durcir le droit de grève si les syndicats répliquent à sa politique par un mouvement social, a prévenu lundi le ministre des Entreprises, Vince Cable.

La cure d'austérité dévoilée par le gouvernement de David Cameron prévoit une réduction des dépenses publiques de 91 milliards d'euros environ sur les quatre prochaines années. Ce tour de vis pourrait se traduire par la disparition de plus de 300.000 emplois et une baisse des pensions de retraite.

Face à cette menace, des syndicats de la fonction publique menacent d'appeler à une journée de grève le 30 juin. Devant les délégués du syndicat GMB, qui l'ont sifflé, Vincent Cable a appelé au sang froid.

Rappelant que les journées perdues pour cause de grève étaient retombées à leur plus bas niveau depuis les années 1930, le ministre Lib Dems a également déclaré: «*Sur cette base, et à condition que cette tendance se poursuive, il n'y a nulle contrainte à changer la loi sur le droit de grève. Cependant, si cela devait changer et si des grèves devaient infliger des dégâts sérieux à notre tissu économique et social, la pression nous poussant à agir s'accentuerait.*»

Pour Len McCluskey, secrétaire général d'Unite, la principale organisation syndicale du pays, «*évoquer une répression contre les travailleurs, c'est un cirque imaginé par un gouvernement qui n'a pas la moindre idée des véritables problèmes auxquels le pays est confronté*». (20minutes.fr 06.06)

Len McCluskey, le mauvais clown : dégage ! Le gouvernement sait parfaitement ce qu'il fait et c'est bien pour cette raison qu'il brandit cette menace, parce qu'il n'est pas au service du pays comme vous dites, le contraire signifierait qu'il tiendrait compte des besoins de toutes les classes, alors que seuls ceux de la classe dominante qu'il représente l'intéressent... pour les satisfaire.

Len McCluskey craindrait-il de perdre le contrôle de son syndicat si le gouvernement mettait sa menace à exécution et que les travailleurs passaient outre, ce qui entraînerait une réaction violente du gouvernement et une réponse tout aussi violente des masses ? Que craint-il le plus, la réaction du gouvernement ou celle des travailleurs ou les deux à la fois parce qu'elles sont liées ?

3- Maroc

De nouvelles manifestations antigouvernementales ont eu lieu dimanche au Maroc, à Rabat et Casablanca, et la police ne les a pas dispersées violemment contrairement aux précédentes.

Le mouvement a semblé prendre de l'ampleur, quelque 60.000 personnes ayant défilé à Casablanca selon les organisateurs, et 10.000 à Rabat.

La police antiémeutes a été discrète, tandis qu'elle avait arrêté et frappé de nombreux manifestants ces dernières semaines.

"*Ils ont fait les choses tactiquement et intelligemment, pour ne pas réveiller la colère contenue qu'a suscité la répression policière lors des précédentes manifestations*", a dit Mounaim Ouihi, l'un des organisateurs.

A Rabat, les manifestants criaient "*Le peuple veut la fin de la tyrannie ! Le peuple veut la fin de la corruption !*".

Lors des révolutions tunisienne et égyptienne, la répression n'avait fait que renforcer le mouvement d'opposition.

Dimanche, la police a calmement regardé les défilés, où les manifestants réclamaient la chute du gouvernement et davantage de travail, de protection sociale et d'éducation. (Reuters 06.06)

4- Yémen

Des groupes d'hommes armés ont abattu sept soldats et en ont blessé 12 autres lundi à Zindjibar dans le sud du Yémen, ont rapporté un responsable et des témoins.

Une unité de l'armée a tenté de reprendre le contrôle de cette ville de 20.000 habitants, chef-lieu de la province d'Abyan.

En mai, des dizaines d'hommes en armes, qui appartiendraient à Al Qaïda, ont fait irruption dans Zindjibar, en chassant les forces de sécurité et s'emparant des bâtiments officiels. (Reuters 06.06)

5- Syrie

Des combats entre les forces de sécurité syriennes et des centaines d'hommes en armes à Djisr el Choghour, une ville du nord-ouest de la Syrie, ont fait au total 120 morts, a rapporté lundi soir la télévision d'Etat syrienne.

Quatre-vingts des morts sont des membres des forces de sécurité, a affirmé la télévision.

Djisr el Choghour, ville de 50.000 habitants, est située sur la route reliant la ville portuaire de Lattaquié, sur la côte méditerranéenne, à Alep, la deuxième ville de Syrie. Sa population est majoritairement sunnite mais, selon des militants, la région compte des villages alaouites (une branche du chiisme, dont est issu le clan Assad, au pouvoir) et chrétiens.

Des groupes armés ont mis le feu à des bâtiments officiels de cette ville, où ils ont dérobé cinq tonnes de dynamite et tiré sur des civils et sur les forces de sécurité à la mitrailleuse et avec des lance-roquettes, a continué la télévision officielle.

Selon elle, "*Les forces de sécurité ont réussi à lever le blocus d'un des quartiers (de la ville) qui était sous le contrôle des groupes armés, et elles sont passées à l'attaque pour lever le blocus d'autres quartiers*".

C'est la première fois que les autorités syriennes font état d'une confrontation d'une telle ampleur en onze semaines de contestation du régime autoritaire du président Bachar al Assad.

Un peu plus tôt, des militants de l'opposition avaient déclaré qu'une opération de sécurité était en cours dans la ville depuis samedi, et qu'au moins 37 habitants et dix policiers avaient péri.

Selon des habitants, les violences à Djisr el Choghour ont éclaté samedi quand des tireurs embusqués sur le toit de la poste centrale ont ouvert le feu sur un cortège funèbre dont les participants portaient en terre six manifestants tués la veille.

Les membres du cortège funèbre ont alors mis le feu à la poste, a témoigné un habitant de la ville. La télévision d'Etat a indiqué que huit membres des forces de sécurité avaient été tués dans l'attaque de la poste. (Reuters 06.06)

6- Libye

Les insurgés libyens sont entrés lundi dans la ville de Yafran, à environ 120 km au sud-ouest de Tripoli, a rapporté un photographe de Reuters sur place.

La ville, qui était assiégée depuis plus d'un mois par les forces de Mouammar Kadhafi, semble avoir été désertée par les troupes fidèles au colonel libyen, visées il y a quatre jours par un raid des forces britanniques.

Yafran est située dans le djebel Nafoussa, région montagneuse dont la population majoritairement berbère s'est soulevée contre le régime de Tripoli. (Reuters 06.06)

7- Pérou

Le candidat de gauche Ollanta Humala a revendiqué la victoire à l'élection présidentielle au Pérou et a adopté aussitôt un ton conciliant à l'adresse des investisseurs et de ses adversaires, inquiets d'assister à un coup d'arrêt de la croissance économique du pays.

Après dépouillement de 87,8% des bulletins de vote, Ollanta Humala, 48 ans, était crédité dimanche soir d'une courte mais croissante avance de 2,5 points sur son adversaire de droite Keiko Fujimori. Les sondages de sortie des urnes lui attribuaient près de 53% des voix.

"*Nous voulons instaurer un gouvernement d'unité nationale*", a-t-il lancé devant plusieurs milliers de ses partisans lors d'un rassemblement dans le centre de Lima qui s'est prolongé jusqu'aux premières heures de la journée de lundi. "*Nous voulons la croissance économique avec un volet social. Nous pouvons construire un Pérou plus juste pour tous*", a-t-il ajouté.

L'ancien officier, qui a troqué l'uniforme pour le costume-cravate et les armes pour un chapelet, s'efforce d'adopter un style conciliant et acceptable par les milieux financiers.

Il a promis de maintenir un budget en équilibre, d'inclure dans le gouvernement des technocrates expérimentés et de respecter les investisseurs étrangers qui prévoient d'injecter 40 milliards de dollars dans des projets miniers et pétroliers au cours de la prochaine décennie.

"*C'est la fin de la droite traditionnelle et des hommes d'affaires tout puissants*", juge l'universitaire Cesar Lecca qui estime que Humala a affiné son discours politique.

Le candidat de la gauche a également promis d'accorder aux pauvres une plus large part de la richesse nationale et de mettre fin aux conflits sociaux récurrents.

Les milieux d'affaires craignent, pour leur part, que le futur chef de l'Etat ne soit tenté par une politique interventionniste et un accroissement des dépenses sociales qui plomberaient le succès économique du Pérou ces dernières années.

Ses détracteurs assurent qu'il reste un dogmatique dans l'âme et ne renoncera pas à la tentation des nationalisations et d'une réforme constitutionnelle pour se maintenir au pouvoir, à l'instar du Vénézuélien Hugo Chavez. Certains redoutent même d'assister à un retour à l'époque militaire.

Ollanta Humala soutient que son passé marxiste est derrière lui, promet qu'il n'accomplira qu'un seul mandat et a fait de nombreux efforts pour apparaître comme un modéré, à l'image du Brésilien Luis Inacio Lula da Silva. (Reuters 06.06)

Social

France.

Jean-François Copé (UMP) propose que certains des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) travaillent "*entre cinq et dix heures par semaine*" au service d'une collectivité, sans quoi ils pourraient le voir progressivement diminuer, dans un entretien à *La Voix du Nord* à paraître mardi 7 juin.

Marc-Philippe Daubresse, secrétaire général adjoint de l'UMP, précise ce projet dans un entretien au *Parisien* à paraître mardi : "*Le principe novateur du RSA, visant à ce que toute personne qui travaille, ne serait-ce qu'une heure, gagne plus qu'en ne faisant rien, n'est pas apparu clairement. (...) Nous allons proposer un contrat d'utilité sociale rémunéré de cinq a dix heures par semaine*", indique-t-il, estimant que cette idée "*répond aux interrogations de Laurent Wauquiez, mais garde la philosophie de la loi Hirsch*".

"*C'est un élément de valorisation et d'insertion pour les personnes, et c'est un premier pas dans le retour vers l'emploi*" continue Jean-François Copé. "*Voilà une des pistes que nous ouvrons. Nous ferons mercredi avec Marc-Philippe Daubresse d'autres propositions pour une politique sociale plus juste et plus efficace*", ajoute-t-il. (lemonde.fr 06.06)

Haut de page

Le 8 juin

J'ai mis en ligne quelques articles dans les rubrique Justice, Economie, International. J'ai actualisé la page Economie du site.

A propos des articles politiques du Réseau Voltaire, Mondialisation.ca et Alterinfo.net. Leurs auteurs réduisent parfois ou souvent la situation à un affrontement entre Etats, nouvelle mouture de la théorie des blocs, au détriment de la lutte des classes, ce qui est logique de leur point de vue puisque pour eux une seule classe ne peut accéder au pouvoir, celle des capitalistes, du coup leurs analyses sont faussées en partie ou en totalité.

Ils ne se souviennent de l'existence des masses laborieuses, que lorsqu'elles se sont mobilisées et ont contrecarrées les plans minutieusement mis au point par les représentants de l'ordre. Leurs analyses peuvent indiquer une tendance, des intentions ou rappeler un penchant de certains acteurs, sans pour autant que la réalité ou l'évolution de la situation politique s'y conforme ou y corresponde obligatoirement.

Mes causeries des derniers jours n'étaient pas fameuses parce que je suis de nouveau accaparé par des problèmes personnels qui s'accumulent, donc j'ai un peu l'esprit ailleurs.

Hier soir je me suis dit que notre priorité devrait portée sur l'éducation politique des travailleurs parallèlement à celle des militants, et qu'on ne pouvait évidemment pas l'aborder sous le même angle.

Si l'on partage le constat que le problème numéro un demeure la faiblesse du niveau de conscience politique des travailleurs, il faut chercher sur quoi elle repose, comment elle se manifeste, dans quel contexte, pour déterminer les moyens qui permettraient de la faire progresser rapidement et durablement.

Autrefois on avait le choix entre se résigner ou adhérer à un parti ouvrier, leur nombre était limité à partir de 1905, SFIO ou PC, après la stalinisation du PC au milieu des années 20 plusieurs groupes puis partis se réclamant du trotskisme virent le jour au cours des années 40, de 1945 à 1958 le PS et surtout le PC dominaient (contrôlaient) le mouvement ouvrier et apparaissaient toujours aux yeux des travailleurs comme des partis représentant leurs intérêts, de 1958 à 1980 la confiance des travailleurs dans ces partis ne cessa de s'effriter ou plutôt elle prit un autre contenu, les travailleurs sachant dorénavant qu'ils ne changeraient jamais radicalement la société, bien avant les années 80 pour la majorité des travailleurs le socialisme n'était plus qu'une utopie ou un vague souvenir, ils étaient devenus incapables de lui donner un contenu précis tant les social-libéraux et les staliniens s'étaient employés à le déformer ou l'avaient carrément abandonné.

A partir des années 80, les travailleurs se détournèrent davantage de ces partis sans pour autant se tourner vers les différents partis se réclamant du trotskisme ou du maoïsme, parallèlement une multitude d'associations et d'organisations allaient voir le jour, organisations politiques et associations dites apolitiques. Si pendant plus de 20 ans les travailleurs n'avaient cessé de se détourner du socialisme, ce n'était pas pour y adhérer du jour au lendemain à partir de mai 81, la théorie opposée qu'on nous avait servi jusqu'en 1981 était erronée ou carrément farfelue.

L'Etat a compris tout l'intérêt qu'il aurait à encourager et financer généreusement une miriade d'associations qui ne se donnaient pas pour objectif d'abolir le capitalisme, mais agir pour accompagner sa décomposition en atténuant ses conséquences sur les travailleurs de manière finalement à assurer la stabilité politique du régime, processus que ne pouvait évidemment pas comprendre les travailleurs et qui devait contribuer utilement à affaiblir davantage les partis PS-PC, ces partis étant le plus souvent à l'origine de la création de ces associations.

Le but de l'opération consistait à diluer la question du pouvoir, à en éloigner le plus possible les travailleurs, à la faire disparaître littéralement, de manière à renforcer l'impression qui prédominait déjà chez les travailleurs que dorénavant il faudrait faire avec le capitalisme et qu'il n'existait aucune alternative à ce système économique, qu'il faudrait définitivement accepter de vivre sous un régime capitaliste. En détournant les travailleurs des partis politiques, ils renforceront l'idée qu'il n'existait pas de solution collective à la crise du capitalisme, que c'était uniquement au niveau individuel qu'il fallait chercher une solution à nos problèmes, cet état d'esprit présentera l'avantage de faciliter la privatisation des entreprises et des services publics entreprise par les gouvernements successifs depuis les années 80.

En procédant de la sorte, chaque problème est traité comme une abstraction de manière à ne pas avoir à se demander quelle en est l'origine, pour ne pas pouvoir remonter à sa racine, autrement dit aux fondements du capitalisme qu'il ne fallait surtout pas remettre en cause. Désormais on ne devait s'attaquer qu'aux conséquences de la survie du capitalisme pour tenter de les atténuer pour maintenir en place l'ordre établi. Rompre le lien de cause à effet était pour eux une priorité, rompre le fil qui reliait chaque difficulté auxquelles le prolétariat était confronté, de façon à ce que tout mouvement social ne puisse se cristaliser contre l'Etat et les institutions, contre le capitalisme, qu'il n'ait aucune orientation politique de manière à pourrir sur place ou à être récupéré facilement par les valets du capital que sont le PS et ses satellites.

Empêcher à tout prix et par n'importe quel moyen que les travailleurs et jeunes accèdent à la compréhension du fonctionnement de la société, leur interdire de chercher une issue à la crise du capitalisme, les couper du socialisme, favoriser l'individualisme, l'atomisation des masses exploitées, faire en sorte d'opposer leurs différentes couches de travailleurs entre elles pendant que le capital tirait les ficelles, renforcer l'esprit corporatiste, opposer les travailleurs du secteur public à ceux du secteur privé, opposer les générations entre elles, diviser pour mieux régner, le procédé classique quoi, bien que plus raffiné et sournois qu'autrefois.

Ils se sont employés à faire en sorte que les travailleurs considérent leurs problèmes par n'importe quel bout sans qu'ils soupçonnent un instant que les rapports de production pourraient en être à l'origine. Les travailleurs y ont été encouragés par les syndicats qui ne situaient plus le combat pour les revendications sociales comme un moment ou une étape du combat pour l'émancipation du capital, ils ont définitivement abandonné cette perspective ou objectif. Tous les partis à des degrés divers leur ont emboîté le pas, chaque combat, chaque bataille qu'ils ont menée sur une question sociale ou politique était totalement détachée de la question du pouvoir qui n'apparaissait plus que dans leur programme inconnu des travailleurs ou hors de leur portée.

L'amélioration du niveau de vie général n'a fait que renforcer l'illusion qu'on pourrait toujours s'en sortir individuellement et a contribué à subordonner davantage les travailleurs au capitalisme, en aucun cas elle leur a permis de mieux comprendre son fonctionnement puisqu'ils étaient inconscients du processus qui était en train de se dérouler sous leurs yeux, ils ont

été encouragés à se détourner de cette question, laissant les différents partis qui se relayaient au pouvoir s'en occuper à leur place.

A la multitude de formations politiques, puis d'associations, vient se greffer maintenant ce qu'ils appellent les "réseaux sociaux" sur le Net qui se disent apolitiques. L'explosion des sites et des blogs marque l'apogée et la limite du processus initié au milieu des années 80 avec le déferlement d'associations en tous genres. De façon déformée et désordonnée, elle témoigne de la volonté de la population de prendre en main son destin, de pouvoir s'exprimer librement, et bien que ce soit souvent un mode d'expression individuel, paradoxalement il a pour but de partager des expériences, de rompre avec un certain isolement qui pèse de plus en plus lourdement au fur et à mesure que la crise sociale s'amplifie, de rompre avec le silence et être entendu.

Si le narcissisme accompagne la création artistique et libère l'imagination de l'artiste, il est permis de penser que le même phénomène se produira chez l'internaute qui a notamment besoin de s'exprimer librement autant qu'il quête à découvrir la vérité qu'on lui cache, à se saisir de cet outil de communication dans un but avant tout pratique. Il est en train d'en faire l'expérience, et à la prochaine étape il se rendra compte des limites de cet outil dans sa forme actuelle, que l'éparpillement de la pensée et des actions, que l'addition d'individualités ne peut pas concurrencer des partis politiques, ébranler les institutions ou le capitalisme, ne garantit pas une interprétation correcte (consciente) du monde dans lequel nous vivons, ne suffit pas pour constituer un organisme de pouvoir et changer la société.

Avec Internet, on a l'impression de vivre à la fois dans un monde réel et virtuel, le virtuel domine logiquement chez l'individu qui n'a pas encore pris conscience de sa situation, cela peut l'occuper pendant un temps, mais le monde réel va le rattrapper, il n'a jamais complètement rompu avec lui puisqu'il y ait violemment confronté quotidiennement. La question est donc d'hâter le moment où il prendra son sort en main. Il se fourvoie, il perd son temps et s'égard sur Internet, cela ne servirait à rien à essayer de le dissuader de changer ses habitudes, laissons-le épuiser ainsi toutes ses illusions. Notre responsabilité est de l'aider à trouver la voie du combat politique quand il remet les pieds sur terre, puisque finalement c'est le seul moyen qui existe pour changer la société.

Une fois l'individualisme poussé à l'extrême, une fois épuisé ce moyen pour s'en sortir et constaté que c'était impossible par cette voie-là, il restera à chaque travailleur à se convaincre qu'il n'y a rien de tel que la vieille recette du parti qui a déjà fait ses preuves. Pourquoi y reviendrait-il plus qu'hier ou aujourd'hui ? Parce qu'entre temps il aura acquis une expérience critique qui le mettra en confiance. Eh oui ! on en revient toujours à la même question, le manque de confiance en soi des masses.

Et qu'on ne nous dise pas qu'elle reposerait sur son expérience de la lutte de classe, c'est vrai en partie seulement ou prête à de nombreuses réserves. Quand un travailleur n'est pas capable de tirer les leçons d'une expérience, c'est comme s'il ne l'avait jamais vécue, il n'y a que les dogmatiques pour croire encore le contraire, et cela vaut dans la vie en général. Une formule foireuse parmi des dizaines d'autres que des dirigeants incapables se sont employés à incruster dans le cerveau de militants qui ne se sont jamais donnés la peine d'en vérifier la véracité ou qui en étaient incapables eux-mêmes, je sais ce que c'est pour être passé par là.

En conclusion, il nous faut éduquer les travailleurs, les aider à prendre en main leur destin, à considérer que leurs besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes contrairement à ce que martèlent les représentants du capitalisme et leurs valets, à renouer avec l'idéal du socialisme.

Dictature du capital.

Côté jardin.

- Fillon contre l'intégration des œuvres d'art dans l'ISF - (Liberation.fr 07.06)

Côté cour.

- Jean-François Copé veut lier le RSA à un travail obligatoire - (Liberation.fr 07.06)

Politique.

1- France.

1.1- La soumission à l'ordre établi par la force en guise d'éducation et de prise de conscience.

« *Il y a quelques propositions qui me semblent intéressantes pour réinsérer des délinquants multi-récidivistes. Je pense à l'encadrement militaire, je l'ai toujours dit.* » Questionné sur son alignement sur Ségolène Royal qui propose elle-aussi l'encadrement militaire, il a répondu par l'affirmative. « *Oui mais je pense effectivement qu'il y a des moyens, on l'a déjà dit, moi je l'ai écrit. Il y a des moyens pour retirer des jeunes multi-récidivistes, pour éviter même qu'ils soient en prison parce que la prison, telle qu'elle est aujourd'hui, surchargée, c'est plutôt une école du vice qu'une école de la réinsertion.* »

Ségolène Royal est d'ailleurs revenue sur le sujet ce matin sur Canal + : « *Oui je suis favorable à l'encadrement militaire des [jeunes] délinquants et d'ailleurs je propose que ce soit expérimenté dans la région Poitou-Charentes que je préside* », a précisé la candidate à la primaire socialiste.

Selon François Rebsamen, que des délinquants fréquentent l'armée pendant quelques temps ne peut que leur permettre une meilleure réinsertion. « *Les écarter ou les retirer de la société pendant un an ou deux, pour leur permettre d'acquérir une formation, d'apprendre les règles de la vie en société, ce ne sont pas des choses qui me choquent.* » (publicsénat.fr 07.06)

Finalement, l'épileptique du Palais pourrait très bien être réélu en 2012, non ?

1.2- Une troublante coïncidence, non ?

Un journaliste américain, spécialiste de la police, décrit sur son blog les nombreux liens, qui existent entre le chef de l'Etat français et l'un des principaux protagonistes de l'affaire DSK.

Dans l'affaire DSK, les premiers rôles sont joués par l'accusé, la victime, les avocats, le procureur, mais aussi les policiers new-yorkais, et particulièrement leur chef, Ray Kelly.

Or, un journaliste, spécialiste du milieu policier new-yorkais, Leonard Levitt raconte sur son blog, que le même Ray Kelly est proche de Nicolas Sarkozy. De quoi alimenter la théorie, selon laquelle des fuites préjudiciables à DSK seraient organisées en haut lieu.

Leonard Levitt écrit qu'en 2006, le Président français, alors ministre de l'Intérieur, a décoré l'Américain de la légion d'honneur pour sa lutte contre le terrorisme.

Cet ancien responsable des douanes américaines sous Bill Clinton, francophile, a été également invité l'été dernier par le Président à la remise de la légion d'honneur à Alain Bauer, criminologue et expert français des questions de sécurité. Ce qui fait dire à Leonard Levitt que les relations du chef d'Etat et du commissaire ont "prospéré" depuis 2006, soulignant la tendance de Ray Kelly à accorder des faveurs aux "*personnes puissantes et influentes qui sont susceptibles de lui rendre des services*".

Il pointe ensuite le manque d'entrain de Ray Kelly à identifier l'origine des fuites concernant l'ancien directeur du FMI, aux conséquences pourtant dévastatrices pour l'accusé, alors qu'il avait déployé des moyens considérables lors de fuites similaires dans l'affaire Imette St. Guillen.

Sur la base de cet article de Leonard Levitt, Bruno Roger-Petit, chroniqueur politique du *Nouvel Observateur*, s'interrogeait ce matin sur le silence de la presse française à propos de cette amitié. Une connivence décrite comme "*éclairante*" dans la lecture du traitement de l'affaire DSK.

A ces informations sur le lien entre la police new-yorkaise et l'Elysée, est venue s'ajouter la révélation, le 3 juin par le site du Point, d'une rencontre le 16 mai (deux jours après l'arrestation de DSK), à New York, entre le procureur en charge de l'affaire, Cyrus Vance Jr. et le procureur de Paris Jean-Claude Marin. Le magistrat français a eu beau rappeler qu'il était invité de longue date pour une réunion sur la coopération anti-terroriste et assurer n'avoir pas abordé le sujet DSK, l'information est venue relancer les soupçons de manipulation par l'Elysée. (lexpress.fr 07.06)

2- Grèce

Le gouvernement grec n'est pas parvenu mardi à convaincre les députés sceptiques au sein du Parti socialiste au pouvoir (Pasok) de soutenir le plan d'austérité exigé par le Fonds monétaire international et l'Union européenne.

Vasso Papandreou, qui préside la commission des Affaires économiques au parlement, a évoqué Mirabeau, figure de la Révolution française, pour résumer ce qu'elle avait dit au ministre des Finances.

"*D'après Mirabeau, lorsque le parlement est soumis à du chantage, c'est la démocratie qui est soumise à du chantage*", a rapporté aux journalistes cette responsable n'ayant pas de lien de parenté avec le Premier ministre, George Papandreou. "*Vous n'avez aucun projet (...) Ce que vous entreprenez ne vous mènera pas très loin.*"

Ces députés socialistes relaient l'hostilité d'une grande partie de la population à l'égard des projets du gouvernement après avoir déjà subi une cure d'austérité depuis un an dans le cadre du premier plan de sauvetage décidé par le FMI et l'UE.

La réunion avec les députés socialistes a duré si longtemps qu'elle a entraîné le report à mercredi du conseil politique du Pasok. La réunion ministérielle censée donner le feu vert du gouvernement au plan d'austérité pour le faire examiner par le parlement a de même été repoussée d'une journée, de mercredi à jeudi. (Reuters 07.06)

3- Syrie

De nombreux Syriens fuyaient Jisr al-Choughour dans le nord du pays mardi, craignant des représailles sanglantes du régime au lendemain de la mort de 120 membres des forces de sécurité. Damas accuse des groupes armés, mais des habitants et activistes évoquent une mutinerie sans précédent contre la répression du soulèvement anti-gouvernemental.

La thèse de Damas, selon laquelle des "*groupes armés*" auraient attaqué Jisr al-Choughour, n'explique pas comment des officiers lourdement équipés ont pu subir de telles pertes.

Un homme se faisant appeler Abdul-Razzaq Tlass et se présentant comme un déserteur de l'armée syrienne a appelé mardi les autres soldats à protéger les manifestants contre le régime. "*Souvenez-vous de votre devoir*", a-t-il lancé sur la chaîne panarabe Al-Jazira.

Selon l'habitant interrogé par AP, les tensions à Jisr al-Choughour remontent surtout à la semaine dernière, lorsque les forces de sécurité et des tireurs isolés ont ouvert le feu sur des manifestations pacifiques puis les funérailles des victimes, tuant une trentaine de personnes.

Un certain nombre de soldats auraient finalement fait défection, révoltés par le comportement des redoutées milices pro-gouvernementales, les "*Shabiha*", chargées de terroriser la population et d'attiser les tensions religieuses. La région est à majorité sunnite mais compte aussi des villages chrétiens et alaouites. Les Alaouites sont une branche du chiisme à laquelle appartiennent les Assad et les élites au pouvoir, qui représente environ 11% de la population syrienne.

Des militants des droits de l'Homme ont eux aussi fait état d'une mutinerie à Jisr al-Choughour, où des soldats ayant tourné casaque se seraient défendus contre les attaques des forces de sécurité.

Selon d'autres témoignages, de nombreux habitants auraient pris eux-mêmes les armes pour se défendre. Une thèse jugée peu crédible par un habitant de Jisr al-Choughour réfugié dans un village voisin. "*Les habitants de Jisr al-Choughour n'ont plus le droit de posséder des armes, même des fusils de chasse, depuis les années 1980. Comment pourrait-il y avoir une résistance armée?*", a-t-il réagi.

Un militant en exil influent, possédant des contacts dans la région a pour sa part affirmé que la mort de manifestants avait amené de nombreux Syriens à s'armer mais que les affrontements des derniers jours avaient surtout opposé des sympathisants des Frères musulmans aux forces de sécurité. Les armes passent selon lui par la Turquie et "*les forces de sécurité syriennes ont de fait perdu le contrôle de la zone*".

Ammar Qurabi, chef de l'Organisation nationale des droits de l'Homme en Syrie, a de son côté déclaré qu'on ignorait comment un grand nombre d'officiers avaient pu être tués à Jisr al-Choughour. Il a privilégié l'hypothèse d'affrontements au sein des forces armées mais a ajouté qu'il était possible que des habitants aient individuellement pris les armes pour se défendre contre les soldats. (AP 07.06)

4- Yémen

Quatre mille personnes environ ont manifesté mardi devant la résidence du vice-président yéménite à Sanaa pour exprimer leur refus du retour du président Ali Abdallah Saleh, évacué samedi en Arabie saoudite après avoir été blessé la veille dans une attaque contre son palais.

Le vice-président Abd-Rabbou Mansour Hadi assure l'intérim à la tête de l'Etat et de l'armée. Il a déclaré lundi que Saleh, qui a été opéré en Arabie saoudite, rentrerait dans les prochains jours.

"*Le peuple veut qu'on forme un conseil transitoire. Nous ne dormirons pas, nous n'arrêterons pas avant que ce conseil soit formé*", ont scandé les manifestants, qui réclament depuis cinq mois que Saleh quitte le pouvoir.

"*Notre révolution est yéménite, pas du Golfe ou d'Amérique*", proclamaient certaines banderoles agitées par les manifestants qui ont juré d'assiéger la résidence du vice-président jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction. (Reuters 07.06)

Syndicat

L'union syndicale Solidaires, qui réunit notamment les syndicats SUD, tient à partir de mardi son 5e congrès, qui s'annonce plutôt paisible et se concentrera sur son développement, dans un paysage où il tient une place encore modeste.

Trois cents délégués débattront pendant trois jours à Villefranche-sur-Saône (Rhône) de l'avenir de l'organisation, qui "va passer la barre des 100.000 adhérents" à l'occasion de ce congrès triennal, selon Annick Coupé, l'une des deux porte-parole, et tirera le bilan des dernières années, marqué par une notoriété en expansion.

Porteur d'"*un syndicalisme de lutte*", le plus contestataire des syndicats bénéficie d'"*une visibilité médiatique assez forte*", selon l'universitaire Jean-Michel Denis, qui les suit depuis plusieurs années et se dit "*assez bluffé par leur capacité à mobiliser dans les manifestations ces dernières années*".

On a vu ses militants nombreux dans les cortèges lors du conflit sur les retraites de l'automne 2010, même s'ils ne jouent pas dans la cour des grands (CGT et CFDT).

"*Depuis trois ans, on a réussi à bien marquer l'identité de Solidaires*", affirme Annick Coupé.

Solidaires a recueilli près de 4% des voix aux élections prud'homales de 2008. Mais il dispose de positions fortes dans le secteur public (SNCF, La Poste, la santé...).

Né en 1998 du regroupement de syndicats autonomes (de fonctionnaires notamment) et de syndicats SUD rejoints par de nombreux dissidents de la CFDT, Solidaires a su s'intégrer dans le paysage, grâce notamment à sa participation pleine et entière à l'intersyndicale, qui toutefois végète depuis l'échec du mouvement sur les retraites.

Sa présence dans cette structure unitaire ne fait pas débat dans ses rangs. Solidaires y a plaidé sans succès pour un durcissement du mouvement face à l'intransigeance gouvernementale tout en reconnaissant que le mot d'ordre de grèves reconductibles ne prenait pas.

Solidaires a su aussi établir des liens privilégiés avec la FSU, avec des colloques communs sur le partage des richesses, l'écologie, la précarité.

Quelques changements au secrétariat national interviendront lors ce congrès. Les départs les plus notables sont ceux de Pierre Khalfa, par ailleurs figure de l'association altermondialiste Attac, qui prend sa retraite, et de Jean-Michel Nathanson, le responsable de la fonction publique. (lepoint.fr 07.06)

Haut de page

Le 9 juin

Il est tard ici, 17h50 et je n'ai plus le temps de me relire, tant pis pour les fautes, j'ai perdu 2 heures ce matin à régler une affaire de famille et d'argent qui traînait depuis... 5 ans, vous ne m'en tiendrez pas rigueur j'espère. Une histoire indienne dont je vous causerai plus tard. Hier à Mysore dans le Karnataka, dans le sud de l'Inde pas très loin de chez moi, deux éléphants se sont faits la belle en pleine ville massacrant plusieurs vaches au passage, tuant un homme et détruisant tout ce qui leur tombait sous la trompe... Réflexion avec Magueswary : il n'y a qu'en Inde que ce genre de choses peut arriver !

Education des masses. Argumentaire.

Vous devez tout à la lutte de classe des générations précédentes. Les travailleurs ignorent d'où viennent les droits sociaux et politiques dont ils bénéficient....

Les travailleurs ignorent pourquoi en Inde par exemple un salarié travaille 48 heures par semaine sans congés payés, ne dispose d'aucun avantage social, aucun droit, même pas un contrat de travail, il peut être viré comme un chien sur le champ sans aucun recours, alors qu'en France il travaille 35 heures, bénéficient de congés payés, d'un contrat et d'un certificat de travail, il peut saisir l'inspection du travail, les prud'hommes pour défendre ses droits, etc. En France le salarié à le droit à la retraite, en Inde ce droit n'existe pas (sauf dans la fonction publique et dans les grandes entreprises).

C'est parce que les travailleurs se sont organisés massivement en syndicats et en partis politiques et qu'ils se sont mobilisés contre l'Etat des capitalistes par la grève, les meetings et les manifestations dans la rue, qu'ils ont réussi à obtenir tous ces droits sociaux ou politiques dont sont privés les travailleurs en Inde.

Parfois il est arrivé que par crainte qu'une trop puissante mobilisation des travailleurs se produise et mette en péril l'Etat des capitalistes, les représentants des capitalistes négocient avec les représentants des travailleurs des avantages sociaux ou politique, leur objectif étant de préserver le système économique capitaliste. Sans un rapport de forces favorable aux

travailleurs, jamais l'Etat n'aurait accepté de céder le moindre avantage social aux travailleurs, il faut que les travailleurs en prennent conscience.

Il est arrivé autrefois que les capitalistes décident eux-mêmes d'améliorer le sort des exploités, mais c'était parce que sans régler des problèmes comme l'élévation du niveau des connaissances de la classe ouvrière, il aurait été impossible d'élever son niveau de formation professionnelle pour faire tourner les usines, utiliser des machines de plus en plus perfectionnées. De la même manière, pour amplifier l'exploitation des travailleurs, il fallait résoudre le problème de l'absentéisme pour cause de maladies à répétition et la faiblesse physique des travailleurs lié à des conditions de vie et de travail épouvantables, ils ont été obligés de prendre des mesures pour améliorer les conditions d'hygiène et de santé, de logement des travailleurs, par par souci de leur bien-être, mais pour mieux pouvoir les exploiter.

Jamais depuis que le capitalisme a vu le jour un patron ou un capitaliste n'a pris une mesure sociale (gratuitement) en faveur des travailleurs, il a toujours agi en fonction de ses seuls intérêts pour soutirer le maximum de profit de leur force de travail. Ainsi c'est un leurre de croire qu'il existerait de bons et de mauvais patrons, il n'existe que des exploiteurs qui vivent au dépend des exploités. C'est seule l'ignorance des travailleurs qui permet à cette forme moderne d'esclavage qu'on appelle salariat de continuer d'exister. (A suivre)

Pour développer et peaufiner cet argumentaire il faudrait y consacrer tout son temps, comme pour toutes les questions que j'aborde dans le site, seul un parti a les moyens de le faire sérieusement, les camarades peuvent le comprendre. Du coup ici on se contentera chaque fois d'aborder certaines questions sous un angle seulement.

En lisant les articles de presse des derniers jours ou des dernières semaines, on ne peut que constater que les facteurs d'une gigantesque crise du capitalisme à l'échelle mondiale sont sur le point d'être réunis aussi bien sur le plan économique, social que politique frappant de nombreux pays, dont les Etats-Unis, le Japon et l'UE.

A de multiples reprises on a expliqué que la crise du capitalisme qui a éclaté en 2007 n'était pas terminée, et que ce n'était pas les quelques dizaines de millions de chômeurs supplémentaires dans le monde qui suffiraient à atteindre le feu qui couve et empêcher la formidable explosion sociale qui se prépare d'avoir lieu, les soulèvements révolutionnaires en Afrique du Nord n'en sont que les symptômes apparents.

On en veut pour preuve que les tenants du capitalisme mondial n'ont rien trouvé de mieux que de faire chauffer à blanc la planche à billets pour tenter de juguler la crise qu'ils avaient provoquée, en fait ils n'ont fait que l'alimenter, jeter des braises dessus pour la rendre à terme encore plus gigantesque et incontrôlable. Chaque capitaliste entend recevoir une part du gâteau toujours plus grande, leur nombre a augmenté, leur rapacité aussi, mais à l'opposé le nombre d'affâmés à qui il faut bien distribuer une part de ce gâteau à défaut de les laisser crever ou de les faire disparaître a augmenté encore plus vite, c'est cette contradiction, cet antagonisme tendu à l'extrême qui menace d'exploser à tout moment.

On a déjà expliqué en long en large et en travers ce processus au cours des causeries des derniers mois, on en donne ici qu'un modeste aperçu.

Maintenant il existe deux conceptions de la lutte de classe du prolétariat, l'une consistant à lutter pour faire payer les capitalistes, obtenir des concessions de leur part, c'est celle adoptée par tous les partis quand on y regarde de près, l'autre pour leur faire rendre gorge et abolir le capitalisme reprise par aucun parti, parce qu'elle serait à contre-courant de l'état d'esprit des masses subordonnées au capitalisme, occultant le fait qu'elle colle parfaitement à la réalité de la crise que subit le capitalisme.

On en a un parfait exemple dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* qui se réjouit de la "belle victoire" obtenue par les salariés des hôpitaux Sainte-Marie, bataille qui a aucun moment ne s'est inscrite dans la perspective de la rupture avec le capitalisme ou l'expropriation des actionnaires de ces établissement hospitaliers privés, on en veut pour preuve le compte-rendu qui en a été donné, dans la présentation de cette bataille, comme si finalement le combat pour une revendication partielle était une fin en soi, une pure abstraction totalement coupée du combat politique, dès lors il ne faudra pas s'étonner que la conscience politique des travailleurs qui y ont participé n'évolue pas. Son orientation politique n'est pas difficile à identifier : vivre mieux ou faire en sorte de mieux supporter le capitalisme, et au diable le combat pour le liquider. Ces travailleurs sont satisfaits, ils ont obtenu le maintien de leur accord d'entreprise, ils peuvent aller dormir le combat est terminé pour eux. On est très heureux pour eux, bravo, la question n'est pas là. De leur côté, les capitalistes ont perdu une bataille mais conservé l'essentiel, ce n'est que partie remise, pas de quoi en faire un plat la vie continue comme avant.

Des centaines de milliers de travailleurs ont été confrontés à des situations similaires au cours des 50 dernières années, ont fait grève ou participé à des mouvements sociaux sans jamais en retirer le moindre enseignement politique, sans que jamais leur conscience politique progresse. Cela ne vous interpelle pas, cela ne vous pose aucun problème ? Vous ne vous dites pas qu'il y a quelque chose qui cloche quelque part, non, du moment qu'on appuie sur le bouton et que l'ampoule s'allume tout va bien. Dites-vous bien que pour certains il ne se passe rien et que ce n'est pas nouveau. Ce serait un autre problème, facile de se défiler quand on a le ventre plein.

Mais, mais, bégaient-ils, on ne peut pas concevoir le syndicalisme, une action syndicale dans une telle perspective, cela diviserait les syndicats et les travailleurs, on n'arriverait à rien, avec de la mauvaise volonté en effet on arrive toujours à rien, mais si c'était à prendre ou à laisser, et si cela correspondait à ce que de nombreux travailleurs pensent tout bas ou qu'ils se disent sans l'avouer ou encore qu'ils n'osent même pas imaginer mais qu'ils ont à l'esprit, la petite lumière qui brille au fin fond de chacun se serait-elle éteinte à tout jamais, secrètement l'idéal d'une société meilleure qui a jailli un jour au cours de notre adolescence aurait-il disparu pour toujours au fil des ans, les travailleurs seraient-ils résignés à vivre dans cette société sans espoir de la changer un jour tout en constatant quotidiennement qu'elle devient de plus en plus pourrie, si c'est le cas, abandonnons le combat pour le socialisme, décrétons que le marxisme était une mauvaise farce.

On voit ici que ce qui prime pour le POI ce n'est pas l'élévation du niveau de conscience politique des travailleurs dans la perspective d'abattre le capitalisme, mais des résultats immédiats qui sont les seuls objectifs de leur combat. Tandis que les va-t-en-guerre capitalistes orchestrent des guerres qui ne devraient faire aucune ou peu de victimes dans leurs rangs, de nos jours toute forme de souffrance doit être bannie, déclarée illégitime dans cette société psychotique et en proie à une paranoïa généralisée, les partisans de la lutte des classes dans les rangs du mouvement ouvrier adoptent la même conception, ils veulent bien concevoir la lutte de classe à partir du moment où elle devrait se traduire par une victoire, peu importe son contenu, qu'elle ait ou non une valeur politique, ils s'en moquent, cet objectif est une victoire en soi, cela leur suffit, leur horizon s'arrête là, tout le reste, leurs discours sur le socialisme n'est que du baratin auquel ils ne croient pas eux-mêmes, ils ne cessent d'en faire la démonstration. C'est un peu comme si on disait : moi je suis bien pourvu, je ne manque de rien, tout va bien merci, si cela pouvait être encore mieux je ne cracherais pas dessus, à défaut en attendant on se contentera de ce qu'on a. J'ai l'impression que leur combat pour le socialisme se réduit à cet état d'esprit.

Mais si on enregistre une défaite au lieu d'une victoire, et bien quoi, ce serait un drame, un de plus voilà tout, tous les jours dans le pays des batailles se terminent par des défaites, et pourquoi êtes-vous défaitistes à ce point, vous ne la voyez donc plus luire cette petite lumière dans chaque travailleur ? Victoire ou défaite, au point où nous en sommes, qu'est-ce que cela change ? Rien, alors qu'est-ce que cela nous coûterait de situer chaque bataille dans une perspective politique, sans confondre les deux bien sûr, ne soyez pas de mauvaise foi et ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit, j'ai seulement voulu dire qu'on pouvait se battre sur une revendication sociale tout en la situant dans un contexte politique qui n'est pas figé et qui dans certaines conditions pourrraient devenir favorable aux travailleurs, autrement dit que leur expérience sur le plan social pourrait leur profiter sur le plan politique, que les enseignements qu'ils pourraient tirer de leur bataille pourraient leur servir sur le plan politique, n'est-ce pas l'objectif que nous nous sommes fixés en tant que militants révolutionnaires, à moins qu'un peu de beurre dans les épinards suffisent à faire notre bonheur, dans ce cas-là on évitera de se proclamer révolutionnaire, réformiste serait plus approprié.

Je ne sais pas si je me suis correctement exprimé, je ne remets pas en cause le combat pour des revendications sociales, je dis seulement que ce qui n'était qu'une tendance autrefois, une déviation de l'objectif du mouvement ouvrier défini par les combattants révolutionnaires au milieu du XIXe siècle et confirmé au début du XXe, est devenu un penchant opportuniste sans cesse accentué depuis, au point que cet objectif a totalement disparu de toute bataille sociale, de tous les discours syndicaux, même la grève générale ne devrait plus avoir de contenu et d'objectifs politiques.

Une dernière réflexion très vite sur l'Assemblée contituante et la République.

Sur la République, dès lors qu'elle est chapeautée par un président de la République ou du Conseil ou tout autre personnage qui s'octroie un pouvoir absolu, la République n'est plus que l'ombre d'une République, ce qui n'a pas échappé à tous ceux qui s'en sont réclamés du haut de leur trône. Une monarchie sans couronne ni roi, un régime autocratique.... Pour approfondir cette réflexion, voyez le nombre de pays qui se proclament des républiques et la nature de ces régimes, les Etats-Unis, l'Iran ou la Chine par exemple. Autant dire que c'est le contenu plus que la forme de ces régimes qui en détermine la nature ou plutôt le fonctionnement, nature en dernière analyse déterminée par les rapports de production...

Prenez la IVe République sans le président du Conseil ou la Ve République sans le président de la République et le Conseil constitutionnel, et vous voilà flanqués d'une Assemblée constituante, un vrai bonheur paraît-il ! Il en faut de l'audace et de l'imagination pour avancer une telle perspective, une connaissance aiguë de la lutte des classes des trois derniers siècles...

Il paraîtrait que Papandréou envisagerait d'organiser un référendum sur sa politique d'austérité, cela doit être une farce ou il est complètement inconscient, à moins qu'il s'inspire de l'Irlande et de la France pour transformer un non en oui, sauf que là l'exercice va s'avérer autrement plus risqué dans un contexte plus explosif encore...

Il faut rompre avec le capitalisme, c'est la seule idée qui doit s'inscruster profondément et durablement dans la tête de tous les travailleurs en Grèce comme ailleurs. Tout le reste est secondaire, hormis la liquidation des institutions politiques qui va avec.

Rompre avec le FMI ou la BCE, c'est bien, mais cela veut dire quoi dans la tête d'un travailleur, rien, ils ne savent même pas ce qu'est le FMI, d'où il vient, depuis quand il existe, comment il fonctionne et qui tirent les ficelles, admettons qu'ils n'aient pas besoin de se poser ces questions, d'accord, mais le FMI, ce n'est pas ici, c'est ailleurs, où, aux Etats-Unis, c'est loin, inabordable, c'est une institution au fonctionnement plus ou moins opaque, nous ici on a des institutions, un gouvernement et un parlement qui appliquent une politique antisociale que l'on rejette, ce sont eux que l'on doit virer, renverser, remplacer pour faire une autre politique...

A bas le FMI, des travailleurs le disent, c'est bien, ce serait peut-être mieux si le FMI était de notre côté, il y en a qui doivent en rêver chaque nuit, je ne pense pas que cela va les avancer à grand chose. En attendant certains parmi les chantres du capitalisme ont saisi l'occasion pour faire parler d'eux.

Quand Attac nie que les fondements, le fonctionnement et l'évolution du capitalisme reposent uniquement sur le profit.

Lemonde.fr : Attac, au début, plaidait pour une suppression du FMI. Vous voulez maintenant le diriger : vous avez évolué ?

Aurélie Trouvé : Non. Depuis le début, nous proposons une refondation totale du FMI et c'est le sens de ma candidature : nous voulons revoir les fondements et la gouvernance du FMI. Les fondements, c'est rompre avec la politique libérale qui impose depuis de nombreuses années des plans d'austérité drastique en échange des prêts accordés aux pays en difficulté.

Dans les années 80, cette politique s'appelait "ajustements structurels" et s'appliquait aux pays pauvres. De façon générale, dans les milieux économiques et politiques, on considère que cela a été un échec. Pourtant, c'est ce que le FMI applique aujourd'hui aux pays européens. C'est inefficace : par exemple, la dette de la Grèce a continué d'augmenter ces derniers mois, malgré les plans d'austérité. C'est aussi injuste : on fait payer la crise aux salariés, aux chômeurs et aux retraités, alors que les banques, elles, ont recommencé à augmenter leurs profits. (lemonde.fr 08.06)

La satisfaction des besoins de 6,5 milliards de travailleurs et les familles est incompatible avec l'accumulation du capital par quelques dizaines de millions de nantis qui accaparent toutes les richesses produites à travers le monde, voilà tout.

Le capitalisme était encore viable ou il avait encore de beaux jours devant lui quand quelques centaines de familles en Europe et aux Etats-Unis dirigeaient le monde qui n'était peuplé alors que de quelques centaines de millions d'êtres humains. Quand la population mondiale a atteint les un milliard, il y a eu la Première guerre mondiale, au seuil des trois milliards il y a eu la Seconde guerre mondiale, une fois dépassée les six milliards, l'existence du capitalisme est devenue impossible, pire encore, c'est la civilisation humaine et toute forme de vie sur la planète qui sont menacées de disparaître.

Sur un air de déjà vue, une nouvelle ère de guerres et de révolutions vient de s'ouvrir. Socialisme ou barbarie capitaliste, telle est la seule alternative dont dispose l'humanité.

L'économie mondiale en titre. L'effondrement annoncé.

- Wall Street termine en baisse pour la sixième fois de suite - Reuters
- La Fed entraîne l'Asie boursière dans le rouge - LeFigaro.fr
- Bernanke constate un ralentissement de l'économie américaine - Reuters
- L'économie du Japon devrait se contracter de 0,7% cette année, selon le FMI - AP
- La France enregistre un déficit commercial record - LeFigaro.fr
- Grèce : une restructuration jugée inévitable et effrayante - LeFigaro.fr

Politique.

1- Libye

Le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a déclaré mercredi que l'Alliance atlantique n'enverrait pas de troupes au sol en Libye pour maintenir l'ordre, une fois le conflit terminé.

Il s'est exprimé au premier jour d'une réunion des ministres de la Défense des 28 pays membres de l'OTAN qui se tient jusqu'à jeudi à Bruxelles. (AP 08.06)

2- Yémen

Les rues de Zinjibar, dans le sud du Yémen, sont le théâtre de violents combats entre forces gouvernementales et activistes islamistes, a rapporté mercredi un responsable local.

Dans la capitale yéménite, une trêve conclue entre les forces de Saleh et les combattants du cheikh Sadek al Ahmar, chef de la puissante fédération tribale Hached, semble tenir.

Certains adversaires de Saleh l'ont accusé d'avoir délibérément laissé des militants d'Al Qaïda prendre la ville pour démontrer les risques encourus s'il venait à perdre le pouvoir.

Des informations contradictoires circulent par ailleurs sur l'état de santé du président yéménite Ali Abdallah Saleh, soigné en Arabie saoudite après avoir été blessé vendredi à Sanaa dans le bombardement de son palais. (Reuters 08.06)

3- Syrie

France 24 a diffusé mardi un message audio dans lequel une personne présentée comme l'ambassadrice de Syrie à Paris annonce sa démission. Lamia Shakkour dément et accuse la chaîne de désinformation et de falsification. (Reuters 08.06)

Manipulation impliquant les plus hauts sommets de l'Etat ? Lequel ou lesquels ? Paris, Washington ? Les paris sont ouverts...

4- Tunisie

Les élections en Tunisie pour désigner une Assemblée constituante auront finalement lieu le 23 octobre, a annoncé mercredi le Premier ministre tunisien, Beji Caid Essebsi.

En effet, les autorités doivent notamment inscrire 3 millions d'électeurs supplémentaires sur les listes électorales; et plus de 400.000 Tunisiens n'ont toujours pas de carte électorale. En outre, "*La commission électorale estime que les listes du ministère de l'Intérieur sont incomplètes, et constituées sur des critères non démocratiques*", explique Slah Jourchi, politologue tunisien.

Il faudra également organiser l'inscription des Tunisiens de l'étranger, appelés à voter pour la première fois. Quelque 19 sièges sur 218 leur seront réservés au sein de l'Assemblée constituante. Puis, le jour de l'élection, 8.000 bureaux de vote et 40.000 agents scrutateurs devront être prêts, et "*il faut encore mettre le système électronique en réseau*", explique le président de la Commission de réforme politique, Yadh Ben Achour, qui juge la tâche simplement "*inconcevable*" en deux mois.

"*Le plus important, c'est la transparence des élections (...) notre mission consiste à organiser des élections qui soient libres et transparentes. Nous devons préserver les acquis de la révolution*" a estimé le Premier ministre, qui dans un premier temps était favorable au maintien du scrutin en juillet. (lexpress.fr 08.06)

Si cet agent de l'impérialisme revendique "*la transparence*" pour reporter cette élection, c'est sans doute qu'ils estiment que les conditions ne sont pas réunies pour obtenir les résultats qu'ils escomptaient pour museler cette Assemblée constituante ou qu'elle soit à la botte de la classe dominante. On en aura confirmation au fil des jours jusqu'au 23 octobre, ils doivent compter sur le pourrissement de la situation qui profiterait aux partis issus du RCD, pour les propulser sur le devant de la scène...

Social.

1- France

1.1- AFP en grève

Une grève de 24 heures à l'Agence France-Presse a été votée mercredi 8 juin en assemblée générale à l'appel de plusieurs syndicats pour s'opposer à une proposition de loi visant à réformer la gouvernance de l'AFP. Une mise à l'ordre du jour de cette proposition de loi doit être décidée mercredi soir par la Conférence des présidents du Sénat.

Les présidents de groupe peuvent soit l'inscrire à l'ordre du jour de la session ordinaire qui s'achève fin juin, soit repousser cette décision à la rentrée parlementaire à l'automne. L'appel à la grève de 24 heures, qui concerne la diffusion de la production de l'AFP sur la France, a été lancé par les syndicats CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, SAJ-UNSA et SUD. De leur côté, le SNJ et la CFDT avaient appelé à deux heures d'arrêt de travail de 19 heures à 21 heures pendant la tenue de la Conférence des présidents du Sénat.

L'arrêt de travail, qui a débuté à 14 heures, sera suspendu si la proposition de loi n'est pas mise à l'ordre du jour, ont indiqué les syndicats. L'ensemble des syndicats regrette notamment que cette proposition de loi n'ait pas fait l'objet de débats internes à l'AFP et estime que son contenu menace l'indépendance de l'Agence en renforçant le rôle de l'Etat, tant du côté de la gouvernance que du contrôle des finances de l'entreprise.

La proposition de loi relative à la gouvernance de l'Agence France-Presse a été déposée le 17 mai par le sénateur Jacques Legendre (UMP, Nord). Cette proposition amende la loi de 1957 portant création de l'AFP en prévoyant en particulier une modification de la composition du conseil d'administration de l'Agence et la mise en conformité de sa mission d'intérêt général avec les règles européennes en vigueur. (lemonde.fr 08.06)

1.2- Le personnel des crèches en grève à Paris

L'intersyndicale de la petite enfance de la Ville de Paris a lancé un nouveau préavis de grève pour la journée de mercredi. Alors que le conflit entre dans sa troisième semaines, les grévistes restent fermes sur leurs revendications.

Elles portent notamment sur le calcul de l'ancienne prime d'assiduité transformée en "prime petite enfance". La mairie propose que celle-ci soit composée à 60% d'une part forfaitaire et à 40% d'une part variable basée sur l'assiduité. Les syndicats demandent un partage 80/20. En outre la municipalité propose l'embauche de 90 personnes mais les syndicats en réclament 250.
Les professionnels de la petite enfance touche cette prime deux fois par an avec une part fixe et une autre variable selon la présence. (lexpress.fr 08.06)

1.3- La Bourse n'a plus la cote, tant mieux !

Les Français sont de plus en plus méfiants à l'égard de la Bourse et rechignent à y placer leurs économies. C'est ce qui ressort de l'enquête TNS Sofres pour la Banque Postale et *Les Echos* publiée aujourd'hui par le quotidien économique.

A l'appui, *Les Echos* citent une autre étude réalisée en mars 2011 auprès de 12 000 personnnes, qui indique que la population des actionnaires individuels (hors actionnariat salarié) est passée au printemps sous la barre symbolique des 10 % contre 13,8 % en décembre 2008. En exprapolant ces données, cela signifierait que ce sont pas moins de 2,2 millions de petits porteurs qui ont abandonné la Bourse depuis 2008. Ils ne seraient plus que 4,2 millions actuellement.

Cette désaffection s'explique par la frilosité constatée actuellement à l'égard des marchés boursiers. 87 % des personnes interrogées jugent les placements en bourses risqués. Dans ce contexte, les sondés préfèrent des placements prudents tels que les livrets et comptes épargnes : 83 % d'entre eux déclarent en posséder. (lemonde.fr 08.06)

2- Grèce.

Le taux de chômage grec a augmenté en mars pour atteindre 16,2% de la population active. En mars 2010, le taux de chômage grec était de 11,6%.

Athènes a également publié les chiffres de sa production industrielle. Elle a chuté de 11% au mois d'avril après une baisse de 8% en mars. (Reuters 08.06)

3- Espagne. La baudruche sans orientation politique ni représentation se dégonfle.

Les manifestants, qui occupent depuis le 15 mai dernier la place madrilène, ont décidé de quitter leur campement dimanche

De tous âges et de tous milieux, le «réveil espagnol» avait attiré au total plusieurs dizaines de milliers de personnes. Néanmoins, ces dernières semaines le mouvement avait perdu de la vitesse et les indignés se sont fait moins nombreux. Seules quelques dizaines de manifestants continuaient d'assurer les permanences nocturnes.

Bien décidés à quitter la Plaza del sol, les manifestants n'ont pas pour autant l'intention de laisser s'éteindre leur mouvement: « *Notre révolution ne disparaît pas, elle évolue juste vers une nouvelle approche*», soulignait sur Twitter l'un des porte-parole du mouvement. «*La lutte ne peut pas s'arrêter là. Les actions des indignés seront plus ponctuelles mais nous souhaitons qu'elles soient inscrites dans la durée*», précise le jeune militant. (20minutes.fr 08.06)

Tu parles d'une "*révolution*" ! Twitter et Facebook (prononcer fesse book) : le parti, encore le parti, toujours le parti !

Economie.

1- France

Le déficit commercial de la France a inscrit un niveau record en avril, creusé par l'effet conjugué de la baisse des exportations et de la hausse des importations sur fond d'appréciation de l'euro.

Le solde de la balance commerciale a atteint 7,144 milliards d'euros après 5,906 milliards (révisé) en mars, selon les données CVS/CJO publiées mercredi par les Douanes.

Quant au taux de couverture, le rapport entre exportations et importations, qui gomme l'impact de la croissance des volumes d'échanges, il continue de se dégrader à 82,8% en avril contre 88,4% en moyenne en 2010.

Une dégradation qui découle d'un double mouvement de hausse des importations (+1,4% en avril à 41,5 milliards) et de baisse des exportations (-2% à 34,4 milliards).

Le déficit commercial cumulé depuis le 1er janvier s'établit à -25,7 milliards d'euros, soit dix milliards de plus que sur les quatre premiers mois de l'an dernier. Et sur les 12 derniers mois, la balance commerciale accuse un solde négatif de 61,3 milliards d'euros.

"*Les exportations vers la zone euro représentent pratiquement 60% de nos exportations, il n'y donc pas de risque de change*", a déclaré à Reuters François David, le président de l'assureur crédit Coface. "*À cela, vous pouvez ajouter les marchés sur lesquels les entreprises françaises sont en concurrence avec des entreprises de la zone euro et où, par conséquent, la question du taux de change ne se pose pas.*"

"*Donc, finalement, l'impact de l'euro ne concerne qu'un quart de nos exportations; c'est important mais ce n'est pas essentiel, sauf bien sûr pour quelques secteurs comme l'aéronautique.*" (Reuters 08.06)

2- Grèce

La zone euro a fait un pas de plus vers un compromis sur un deuxième plan d'aide à la Grèce qui verrait créanciers privés être invités à échanger leurs titres de dette souveraine contre des obligations à maturité plus longue.

Plusieurs banques européennes, dont le Crédit agricole fortement impliqué en Grèce avec sa filiale Emporiki, se sont déclarées favorables à un allongement de la dette souveraine du pays, une solution qui permettrait à Athènes de disposer de plus de temps pour atteindre ses objectifs budgétaires tout en évitant une restructuration plus radicale.

La Banque centrale européenne (BCE), qui pendant des mois avait manifesté son opposition à toute forme de restructuration, s'est ralliée cette semaine à l'idée d'une prolongation des échéances ("rollover") sur la base du volontariat des détenteurs de dette grecque. (Reuters 08.06)

Ils n'ont pas vraiment le choix. Et puis c'est une aubaine pour les banques, car au cours des années supplémentaires elles continueront de percevoir des intérêts à un taux exhorbitant, allez trouver des placements garantissant un rendement supérieur à 10% par an pendant 10 ou 15 ans, cela n'existe pas ou plus. A moins que l'économie mondiale s'écroule entre temps...

Haut de page

Le 10 juin

Note personnelle

Il y a environ 5 ans j'avais soldé les dettes de mes beaux-frères en proie à des usuriers en échange d'une parcelle de terrain minuscule, hier j'ai enfin réussi à m'en débarrasser. Non seulement je n'ai pas gagné une roupie dans cette transaction, j'ai plutôt perdu des dizaines de milliers de roupies que m'aurait rapporté cet argent si je l'avais placé en banque il y a 5 ans. Bref, je ferais un piètre capitaliste ! C'est sur ce terrain de 12m sur 18 qu'était située la maison où vivait la famille de Magueswary avant qu'elle ne soit détruite lors d'une rixe, le dernier bien qu'il leur restait. L'économie indienne tourne au ralentit, j'en ai eu la preuve hier en constatant que le bureau où sont enregistrés les actes de vente était quasi désert en fin de matinée, alors qu'il y a quelques années encore il y avait une cohue indescriptible du matin au soir. A cause de l'inflation galopante.

J'attends une réponse d'un jour à l'autre du type qui doit nous acheter la maison, j'ai accepté de baisser encore le prix pour m'en débarrasser.

Depuis 10 jours on héberge mon beau-frère qui est au chômage, sa tendre épouse lui a dit que s'il n'était pas capable de trouver un boulot payé au moins 8.500 roupies par mois, il pouvait dégager, ce qu'il a fait sur le champ. Depuis il veut divorcer. C'est tellement courant ici que les deux avocats qu'il a contactés n'ont rien pu lui dire sur la démarche à suivre ! Il n'est pas perdu puisqu'il a rejoint sa mère que nous hébergeons aussi. Je suis peut-être loin du terrain en France, mais pas de la vie quotidienne des travailleurs indiens.

Depuis que Magueswary a arrêté de prendre la moitié des médicaments que son médecin lui avait precrits, elle ne se porte pas plus mal, même plutôt mieux. Je lui ai prescrit de la pomme et de l'orange en guise de traitement à son obésité. En jetant un coup d'oeil sur le Net, j'ai peut-être découvert d'où vient sa surproduction de cholestérole, du cortisol produit par les glandes surrénales. Cela peut provenir du stress, à défaut de pamplemousse inexistant ici ou pas comestible, pour remédier à

ce problème on s'est rabattu sur la pomme riche en flavonoïdes.

La plupart des médecins ont rompu avec le serment d'Hippocrate en se contentant de bourrer de médicaments leurs patients, ce sont des charlatans. Et ceux qui ironisaient il n'y a pas si longtemps sur la propagande gouvernementale ou médiatique en faveur des légumes et des fruits pour rester en bonne santé ne valent guère mieux, ce sont des ignares, les mêmes qui ont rompu avec les principes du marxisme et l'objectif du combat du mouvement ouvrier pour finalement prescrire aux travailleurs le réformisme ou une amélioration progressive de leurs conditions de vie et de travail.

J'ai rajouté provisoirement une rubrique Dictionnaire dans la page d'accueil du site, histoire de vous faire profiter du Grand Robert de la langue française que Magueswary m'a ramené de France sous forme de CD-ROM.

Un mot rapide de politique.

Le capitalisme n'est pas en faillite. Si vous tenez ce genre de discours aux travailleurs, comme ils identifient le capitalisme et la société, ils vont croire que la société est en faillite ou au bord de la faillite et se terrer chez en attendant que le ciel leur tombe sur la tête !

Je l'ai affirmé également, entre nous on se comprend et ce n'est pas erroné, il faut donc trouver une autre formule à destination des travailleurs. Cela n'a l'air de rien mais si l'on n'y prête pas attention, c'est ce genre de petits détails qui peut rendre un discours audible ou insaisissable. Les capitalistes s'emploient à créer les conditions d'une faillite pour faire accepter aux travailleurs de nouveaux sacrifices, mais en réalité il n'y a jamais eu autant de richesses produites en France et dans le monde, le seul problème c'est qu'une minorité de nantis se les accaparent, n'en ont jamais assez et veulent en accumuler toujours plus...

D. Gluckstein s'émeut dans son dernier éditorial (IO n°152) : "*les Parlements nationaux perdraient tout zeste de souveraineté*" si l'UE imposait "*leur veto à certaines décisions de politique économique nationale*", à croire que les "*décisions de politique économique nationale*" qu'adoptent ces parlements nationaux quand ils sont souverains seraient favorables aux travailleurs. Voilà encore une sortie maladroite qui tend à légitimer les institutions en place. Qu'il faille combattre la dictature de l'UE et freiner par tous les moyens possibles la construction de l'UE pour empêcher qu'on se retrouve dans une situation similaire à celles des différents Etats-Unis, on est d'accord, mais pas sur la manière.

Il est tellement embourbé dans ses contradictions, certains diraient ses compromis honteux avec les institutions de la Ve République, qu'il lui est impossible d'affirmer à la fin de son article qu'il faut rompre avec la Ve République qu'il identifie encore avec la démocratie, car "*des Parlements soumis à un veto supranational* signifierait "*la suppression de la démocratie*, démocratie assurée ou qu'il faut croire garantie sous la Ve République, qu'il ne nous reste plus pour ainsi dire qu'à vénérer ou lui souhaiter encore une longue existence.

Pour se sortir des griffes de l'UE, il en appelle à la Ve République, il tient le même discours qu'en 2005, lorsqu'il avait vanté les mérites de la Constitution de la Ve République par rapport au projet de Constitution européenne (TCE) n'hésitant pas à en appeler à de Gaulle ! Comme quoi Gluckstein n'a pas dérapé une nouvelle fois, c'est une constante chez lui.

Contrairement aux militants qui lisent ce genre de discours comme s'il leur était adressé, je le lis comme s'il était adressé aux travailleurs, et quand on le lit de cette manière on ne peut s'empêcher de constater que le POI colporte autant d'illusions dans les institutions ou le capitalisme qu'il ne les combat par ailleurs. Il y a là sans doute une contradiction ou tout du moins une confusion quelque part direz-vous, effectivement, elle n'est pas de mon ressort, je ne fais que la mettre en lumière.

De mon côté, je me demande si je ne dois pas corriger mon approche de l'OIT, j'avais aussi brocardé le POI sur ce sujet, peut-être à tort et vous allez comprendre pourquoi.

Ce n'est pas un canular. L'Entente Internationale ses travailleurs et des peuples a organisé une rencontre à Genève en défense des conventions de l'OIT et de l'indépendance des syndicats, excusez la longueur de l'intitulé. On peut lire dans le compte-rendu qui a été publié dans le n°152 d'Informations ouvrières à la page 12 :

"*Refuser l'intégration de l'OIT (et singulièrement des syndicats) aux institutions de la gouvernance mondiale, tel est bien l'enjeu*"

Vous avez bien lu, or l'OIT est une création de l'ONU qui figure bien parmi les "*institutions de la gouvernance mondiale*". Oui ou non, vérifions-le encore une fois en se connectant sur le site de l'OIT (http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/lang--fr/index.htm), voici ce qu'y figure :

- "*L'Organisation internationale du Travail est l'organisme chargé au niveau mondial d'élaborer et de superviser les normes internationales du travail. C'est la seule agence des Nations Unies dotée d'une structure tripartite qui rassemble des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, pour élaborer ensemble des politiques et des programmes et promouvoir le travail décent pour tous.* ". Précisons qu'elle a été crée par les États signataires du Traité de

Versailles en 1919 sous l'égide de la Société des Nations (SdN).

Il est bien écrit que c'est une " *agence des Nations Unies*". Et selon le POI il faudrait veiller à ce que l'OIT ne soit pas intégrée dans les "*institutions de la gouvernance mondiale*, mais peut-être ne considèrent-ils pas que l'ONU en fasse partie, mais qu'est-ce donc alors ?

Je me suis livré à une rapide recherche dans les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (1919 à 1922), pas trace de l'OIT. Ni Lénine ni Trotsky n'ont envisagé un seul instant que les syndicats puissent adhérer à une institution fondée par le capital. Or tous y adhèrent de nos jours sans que cela ne pose aucun problème aux dirigeants du POI. Que font les syndicats dans l'OIT, ils collaborent avec les représentants des Etats et du patronats qui sont en nombres supérieurs à ceux des travailleurs, vous pouvez le vérifier en consultant les statuts de l'OIT en ligne dans le site.

Donc nos trotskistes de service se sont employés année après année à réhabiliter l'ONU à travers une de ses agences. Pourquoi ? Parmi les réponses que l'on peut apporter à cette question, je vous en propose une. Une fois liquidé le PCI et enterré leut téhorie foireuse de "*l'imminence de la révolution*" au milieu des années 80 au profit du PT puis du POI, ils ont considéré que le combat politique devait passer au passé au second plan au profit du combat syndical. Ils ont abandonné pendant plus de deux décennies la question du pouvoir (pour y revenir timidement aujourd'hui) pour privilégier les revendications sociales dans lesquels pouvaient se reconnaître des militants du PS et du PCF ainsi que des syndicalistes.

Chacun aura pu remarquer qu'en dehors des grandes déclarations prononcées à l'issue de manifestations politiques, le PT puis le POI n'avançait aucun objectif politique qui aurait pu effrayer les militants sur lesquels il avait jeté son dévolu, se transformant ou apparaissant de plus en plus comme un syndicat plutôt qu'un parti politique, ses militants étant appelés à se conformer à se tournant ou aller voir ailleurs.

Quand vous lisez les interventions des militants du POI dans la lutte des classes dans *Informations ouvrières*, sauf depuis la bataille engagée contre le projet de "réforme constitutionnelle" et nous y reviendrons plus loin, ils se comportent exclusivement comme des syndicalistes, en terme politique cela s'est traduit par l'abandon des enseignements de la révolution d'Octobre au profit du socialisme réformiste que combattirent sans relâche les marxistes de Marx à Trotsky que traduit parfaitement la perspective d'une Assemblée constituante s'inscrivant dans le cadre de la préservation du capitalisme.

S'agissant de la bataille qu'ils ont engagée contre le projet de "réforme constitutionnelle", ils lui ont donné un contenu qui pourrait convenir à des militants n'entendant pas rompre avec les institutions de la Ve République pour ne pas se les mettre à dos, une fois de plus ils ont bradé leurs principes et leur programme pour flatter les illusions de leur fond de commerce comme de vulgaires boutiquiers.

En se contentant de dire non à cette réforme, que disent-ils ou plutôt comment ceux qui signent peuvent l'interpréter, sinon comme un appel à ne pas rompre avec la Constitution de la Ve République, à conserver leurs illusions dans les institutions, de la même manière qu'il ne faut pas rompre avec l'OIT, donc l'ONU, comment le pourrait-on d'ailleurs une fois qu'on a éliminé toute alternative au capitalisme et ses institutions, qu'on a fait passer à la trappe le socialisme, le léninisme dont le parti, les enseignements de la révolution russe et les soviets ou comités qui constitueraient les piliers d'un Etat ouvrier.

De reniements en concessions, les dirigeants du POI (CCI), comme ils sont bien obligés de constater que cela ne suffit pas ou ne fonctionne pas, ils en viennent à réécrire l'histoire, peut-être s'agissait-il d'une maladresse, une de plus qui s'ajouterait à beaucoup d'autres, à la longue un penchant devient une tendance, qui lorsqu'elle se confirme prend la forme d'un état permanent ou d'un fait accompli, on a encore en mémoire comment ils ont réhabilité Bakounine et ses amis anarchistes virés de la Première Internationale par Marx et Engels pour justifier à la fois la forme de leur parti et justifier la présence d'anarcho-syndicalistes à sa direction, voilà maintenant qu'ils prétendent que l'ONU ne serait pas une *institution de la gouvernance mondiale*, jusqu'où vont-ils aller pour justifier les liens de leur appareil avec celui des syndicats dont celui de FO ? Si au moins cela se traduisait par la construction du parti dont la classe ouvrière aura impérativement besoin pour vaincre, on leur accorderait le bénéfice du doute, mais ce n'est pas le cas, de telles manoeuvres ne servent en rien notre cause.

Cela dit, doit-on défendre ou non l'existence de l'OIT. A priori je répondrais non, pour les mêmes raisons avancées autrefois par Lénine et Trotsky. Oui, mais, car il y a un mais, dans certaines circonstances précises et très rares des travailleurs ont eu gain de cause en s'appuyant sur les conventions de l'OIT. Certes, mais là encore c'est favoriser le mouvement spontané des masses au détriment de leur prise de conscience de l'objectif politique pour lequel ils doivent combattre. C'est favoriser le recours à une institution du capital au détriment de la mobilisation pour faire valoir nos droits. Comment voulez-vous les convaincre de rompre avec le capital quand ils doivent leur salut à une de ses institutions ? Comment souhaiter la mort de celui qui vous nourrit ?

Ce tour de force ressemble à s'y méprendre à un tour de passe-passe qui consiste à occulter le fait qu'on a changé d'objectif, qu'on ne combat plus vraiment pour abattre le capitalisme, et qu'on s'accommoderait bien de quelques arrangements à la marge qui nous permettraient de vivre relativement confortablement, non ?

Après on s'étonne que des travailleurs soient gagnés lors d'une bataille et qu'ils disparaissent quelque temps plus tard ou que

les partis comportent plus d'adhérents que de militants sur le modèle des syndicats, les syndiqués paient leur timbre une fois par an, voilà à quoi se réduit généralement leur activité syndicale.

Cela dit, mes critiques ne m'aveuglent pas ou ne m'empêchent pas de faire la part des choses et je soutiens toujours le POI. Je crois quelque part être plus honnête en exposant mes désaccords avec le POI que bien des militants ou des sympathisants de ce partis qui me considèrent comme un "ennemi" du POI, et qui, si je peux me permettre modestement et sans animosité, pourraient en prendre de la graine.

On se détend un peu. On essaie !

La République flanquée d'un bicorne, c'est les cornes sans la République ! Les islamistes radicaux ont raison de nous traiter d'infidèles ! Ainsi le Français tient plus du taureau que du coq ! Les Anglais de la fourmi, les Italiens du paon, les Indiens du corbeau... A compléter. Les Japonais n'entre pas dans ce bestiaire, aucun animal n'a l'air suffisamment martial, il dame le pion aux Allemands dans l'ordre et la discipline, un militaire au pays de l'empereur.

Qui dirige le monde ?

Ploutocratie, définition du Grand Robert : Gouvernement par les plus fortunés (timocratie). État d'une société où l'influence politique des riches, la puissance de l'argent sont prépondérantes. - La monstrueuse ploutocratie d'un pays.

J'appelle ploutocratie un état de société où la richesse est le nerf principal des choses, où l'on ne peut rien faire sans être riche, où l'objet principal de l'ambition est de devenir riche, où la capacité et la moralité s'évaluent généralement (…) par la fortune, de telle sorte, par exemple, que le meilleur critérium pour prendre l'élite de la nation soit le cens. RENAN, l'Avenir de la science, OE. compl., t. III, p. 1060.

Politique

1- Grèce. La réaction mobilise ses intellectuels.

Osez ! Osez gouverner, osez privatiser, osez licencier ! C'est, en substance, la supplique adressée au gouvernement d'Athènes par 32 personnalités grecques des arts et des lettres, de gauche comme de droite. A l'heure où des "indignés" hostiles aux mesures d'austérité remplissent par dizaines de milliers les places du pays, cette lettre ouverte constitue un pavé dans la mare. "Notre initiative n'a rien à voir avec l'aide supplémentaire demandée par la Grèce", explique l'écrivain Petros Markaris, le très populaire "Simenon" grec. "Le gouvernement accuse un retard inadmissible dans les réformes à mener et il n'ose pas dire aux Grecs combien la situation est tragique, ajoute-t-il. Quant à l'opposition, elle multiplie des propositions irréalistes car elle veut gagner des voix."

Les auteurs de ce manifeste s'adressent au gouvernement en particulier, mais aussi à la classe politique en général. "Un peu de sérieux, quoi! s'emporte Markaris. Peu importe la dureté des mesures. Qu'ils les appliquent! A force de se concentrer sur l'arbre, à savoir le mémorandum d'austérité, on perd de vue la forêt, à savoir l'avenir de la Grèce."

Takis Théodoropoulos, écrivain et chroniqueur dans le quotidien Ta Nea, proche du pouvoir, enfonce le clou: "*Nous disons à voix haute ce que le gouvernement craint d'expliquer. Ce n'est pas un hasard si les "indignés" se réunissent chaque jour devant le Parlement. Nos dirigeants ne sont pas capables de gérer cette crise, et les gens l'ont compris.*"

Dans leur texte, plutôt court, les 32 signataires ne proposent pas de solutions mais tirent la sonnette d'alarme: "*Changez de mentalité, cessez de naviguer à court terme avec pour seule boussole les intérêts politiciens de chacun et dites vraiment aux Grecs les choses telles qu'elles sont! Il est encore temps de sauver le pays si on se met réellement au travail.*" (lexpress.fr 09.06)

Commentaire d'un internaute grec (j'ai corrigé les fautes de français sans changer un seul mot) :

- "... Je suis Grec et je dois signaler à la rédaction et aux lecteurs que ce drôle de manifeste du 'groupe de personnalités des arts et des lettres de tous bords ' comme vous le désignez n'a connu que la moquerie et le mépris de la majorité des Grecs vu que ca n'a point correspondu ni à la profondeur à la complexite non plus de l'état social, économique et politique actuel en Grèce en ce moment difficile. Connaissez vous chers rédacteurs que certains 'membres' de ce groupe ont 'osé' proférer à la télé grecque des éloges de la dictature des Colonels (67-74) peu de jours après ce manifeste?

Faites une petite enquetes sur les ...Grecs BHL et de Vargas Yosa des articles néolibéraux de El Pais....Le démérite de la plupart des ces...'sages' est déjà préétabli à la concience des Grecs il y a bien longtemps de la rédaction de cette bourde...Déjà où étaient-ils depuis tant d'années....je pourrais y répondre...pas mal de ceux ils dévoraient des subventions étatiques soit aux facultés (faites une petite enquête....) soit en offrant 'leurs services' au même pouvoir politique corrompu et pourri...Surtout messieurs Markaris dont vous citez les bourdes et un si grand auteur agenouillé à ses patrons allemand de la maison d'édition, si digne de

son manager (quel pensée profonde et néo-liberale!!!), qul a 'accepte' pex à changer la fin de son livre à la traduction allemande et bien évidemment il crie depuis longtemps que la Grece doit payer absolument ses dettes surtout aux banques allemandes.... ça vend bien là-bas...Alors chers rédacteurs approfondissez votre reportage et j'espère bien que le prochain article là-dessus intègrerait le démérite de ce groupe comme il est bien exprimé par des dizaines de blogs et d'articles dans la presse..."

2- Yémen

Barack Obama a décidé d'intensifier la guerre secrète que mènent les Etats-Unis au Yémen, nous apprend le New York Times. Profitant du chaos ambiant, les forces américaines multiplient les attaques sur les militants d'al-Qaida à partir de drones et d'avions de combat.

Pendant que le Yémen s'enfonce dans la guerre civile et que le président Saleh, allié des Etats-Unis, soigne ses graves blessures en Arabie saoudite, le rythme des attaques américaines contre les membres du groupe terroriste s'accélère.

Les opérations sont menées par le commandement interarmées des opérations spéciales en étroite collaboration avec la CIA. Les équipes au sol disposent d'un poste de commandement à Sanaa, duquel elles traquent les militants d'al-Qaida et identifient les cibles à frapper.

Le président Saleh avait donné son feu vert à ces frappes au Yémen en 2009, tout en déclarant publiquement qu'elles étaient conduites par l'armée de l'air yéménite, rappelle le journal. (slate.fr et lemonde.fr 09.06)

Bien que j'ai lu les titres de dizaines d'articles et lu des dizaines articles en entiers depuis des semaines consacrés au Yémen, jamais je n'ai soupçonné que l'impérialisme bombardait le sud du Yémen, Reuters et Associated Press ont su rester particulièrement discrets !

Social

Santé

1- L'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) a décidé de suspendre l'autorisation de mise sur le marché du Nizoral (kétoconazole), un traitement des infections provoquées par un champignon, en raison de la toxicité de cet antifongique pour le foie. (AP 08.06)

2- Les antidiabétiques Actos et Competact, responsables d'une augmentation significative du cancer de la vessie chez les hommes, sont "*suspendus du marché immédiatement*", a annoncé, jeudi 9 juin, le directeur général de l'Agence du médicament (Afssaps). (lemonde.fr 09.06)

Economie

Grèce

Le gouvernement grec a donné jeudi 9 juin son feu vert pour le dépôt au Parlement du plan budgétaire pluriannuel 2012-2015 comprenant de nouvelles mesures d'austérité et une vague de privatisations.

Après de longs débats dans les organes politiques du parti socialiste, le Pasok, et dans la commission parlementaire socialiste, le conseil des ministres a finalement approuvé ce plan, dicté par l'Union européenne et le Fonds monétaire international et comprenant des économies de 28,4 milliards d'euros d'ici 2015, dont 6,4 milliards à réaliser en 2011. Très attendu par les créanciers du pays, ce feu vert doit être suivi par le dépôt jeudi soir au Parlement du texte, qui doit être voté d'ici la fin du mois. Les socialistes ont une majorité de 156 sièges sur un ensemble de 300.

Le plan prévoit l'accélération des privatisations (qui doivent rapporter 50 milliards d'euros d'ici 2015) ainsi que de nouvelles hausses d'impôts, la réduction de la masse salariale de la fonction publique et de certaines allocations sociales.

Le projet de loi prévoit également l'introduction d'une contribution obligatoire exceptionnelle. Cette mesure de dernière minute remplace l'abaissement du plafond d'exemption sur l'impôt sur le revenu qui avait initialement été annoncé. Une augmentation exceptionnelle pour 2011 des taxes sur les signes extérieurs de richesse que sont yachts, piscines et voitures de luxe est également prévue, tandis que certains produits qui bénéficiaient jusqu'à présent d'une TVA réduite à 13 % vont rejoindre le taux commun à 23 % à partir du mois de septembre.

Les retraités de moins de 60 ans touchant une pension sont soumis à une contribution fiscale exceptionnelle de 8 %, qui doit apporter 176 millions d'euros sur 2011 et 2012. Le gouvernement prévoit un renforcement du contrôle du travail au noir, qui

doit rapporter 1,3 milliard d'euros à partir de 2013, et ce jusqu'à 2015. Au chapitre des privatisations, le gouvernement a avancé dès cette année la date d'une cession cruciale initialement prévue en 2012 : celle de l'organisme de paris sportifs du pays. (lemonde.fr 09.06)

Haut de page

Le 11 juin

J'avais écrit une très longue causerie personnelle, puis j'ai décidé de ne pas la mettre en ligne, je crois qu'à trop parler de soi nuit plus à notre échange politique qu'autre chose. C'est peut-être un moyen de briser mon isolement, j'ai décidé de m'en passer définitivement. Et puis vous en savez déjà plus sur moi que sur n'importe quel dirigeant ou militant.

Déjà que les causes de désaccords politiques ne manquent pas entre nous, alors si on ajoute ceux qu'on peut avoir sur la vie en général, on n'est pas près d'avancer ! J'oublie souvent que tout le monde n'est pas en mesure de prendre du recul quand c'est nécessaire, je corrige donc cette faiblesse.

Bon week-end à tous.

Un peu de politique.

"*Le Conseil constitutionnel s'est transformé progressivement, de l'aveu même de son président, M. Jean-Louis Debré, en véritable « Cour suprême » semblable à celle des Etats-Unis.*"a écrit Fabrice Toscan dans la Tribune libre du n°152 d'*Informations ouvrières*.

En réalité, c'est la crise du capitalisme qui prend à un moment donné la forme d'une crise sociale et politique qui met en lumière l'aspect antidémocratique de la Constitution, qui conduit les représentants de l'Etat à recourir en dernière instance à cette autorité suprême, ce pouvoir d'exception digne d'une monarchie absolue ou d'une dictature dirigée par un bonaparte.

Non, le Conseil constitutionnel ne s'est pas "*transformé progressivement*", c'est la situation politique qui s'est modifiée, la crise du capitalisme qui s'est accentuée au point que l'Etat s'en remet de plus en plus souvent à ce pouvoir d'exception pour gouverner en lieu et place du Parlement qui n'est plus apte à remplir cette mission.

Puis il cite "*l'adoption de la procédure dite de la question préalable de constitutionnalité (QPC), qui donne le pouvoir au Conseil constitutionnel de « casser » chacune des lois en vigueur dans la République.*"

Elle date de 2008. Avant l'adoption de cette modification de la Constitution, le Conseil constitutionnel se prononçait sur la constitutionalité des projets de loi qu'on lui soumettait. Depuis il peut agir avec effet rétroactif sur des lois déjà votées pour annuler s'il le décide. Si cette modification n'existait pas, il leur suffisait de rédiger une nouvelle loi qui par son contenu annule la précédente et le tour était joué .

Il pose ensuite une question : "*Qui l'a voulu ? Personne ne peut répondre à cette question tant on est surpris par le résultat du jeu des forces aveugles qui agissent sur les institutions de la République.*"

Aveugle est qui ne veut pas voir, la Constitution date de 1958 quand même.

Et de constater que "*les députés ont peut-être signé là une certaine mort de leur fonction.*"

On ne s'en plaindra pas, les choses sont plus claires ainsi, même pour les aveugles !

Pour terminer par le constat : "*Les chefs de l'Etat qui se sont succédé depuis des décennies se sont ainsi rendus coupables du coup d'Etat permanent dénoncé en sont temps par l'un d'entre eux.*"

Et la lumière fut ! Et oui, la Constitution de la Ve République est profondément antidémocratique, bonapartiste, depuis le jour où elle a été rédigée puis adoptée il y a plus d'un demi-siècle.

Pendant la période allant de 1958 au début des années 90, sur fond de reconstruction du pays et de reconstitution du capitalisme français après quatre années de guerre dévastatrices et de pillage continu des richesses en Afrique et en Asie, il y avait du "*grain à moudre*" pour les réformistes, staliniens et tous les collaborateurs du système capitaliste, pour que le jeu de la lutte des classes et des institutions fonctionne sans avoir à recourir au pouvoir suprême du Conseil constitutionnel pour museler

la démocratie.

Depuis, la démographie mondiale galopante, les génération d'après guerre étant parvenues à l'âge adulte dans les pays où la population a le plus augmenté, pour satisfaire leurs besoins et leurs aspirations au progrès social, elles ont été appelées à participer à la nouvelle division du travail qui a profondément modifié l'ordre social mondial établi depuis le début du XXe siècle ou la première moitié du XIXe siècle, processus toujours en cours, et dont la principale conséquence pour les travailleurs se traduit par la remise en cause de tous leurs droits sociaux et politiques incompatibles avec le taux d'exploitation en vigueur dans les nouveaux pays capitalistes développés où une grande partie de la production industrielle notamment a été délocalisée.

L'accélération de la construction de l'Union européenne à partir de 1992 signifiait que l'époque au cours de laquelle les articles de la Constitution reconnaissant la lutte des classes était sur le point d'être révolue, que le vernis démocratique dont l'avaient parée ses rédacteurs allait bientôt disparaître, tandis que la dictature qu'elle incarne allait violemment apparaître au grand jour et s'imposer sous les traits notamment du pouvoir du Conseil constitutionnel dont les membres ne sont pas élus. Il faut préciser que si le régime s'était retrouvé en grande difficulté dans les années 60, 70 ou 80, les représentants de l'Etat auraient agi de la même manière qu'ils le font aujourd'hui. En passant, comme quoi la question de l'Etat et du pouvoir n'aurait jamais dû être occultée ou remisée au placard comme ce fut le cas.

L'auteur de cet article termine par cette phrase : "*Mais en mettant au centre de leur système la question de la Constitution, ils rendent aveuglante la nécessité d'une Assemblée constituante souveraine*".

Pardi, mais ce fut le cas à une multitude de reprises dans le passé, lors de chaque modification de la Constitution depuis 1958, lors de la signature de chaque traité, lors de chaque élection, lors de chaque référendum, etc. Ce ne sont pas les occasions qui ont manqué en un demi-siècle pour lier le combat politique à cette question, mais la volonté politique de nos dirigeants qui a fait défaut, ces véritables moulins à poivre qui pouvaient faire éternuer le patronat jusqu'aux larmes sans inquiéter pour autant le régime.

Présentée de cette manière l'objectif stratégique de l'Assemblée constituante souveraine ne manque pas d'intérêt, encore faut-il préciser qu'il s'agira de liquider toutes les institutions inclues dans la Constitution de la Ve République, toutes les institutions antidémocratiques, dont les représentants n'ont pas été élus directement par le peuple ou dont le peuple ne peut exercer aucun contrôle sur leurs mandats. Comme il faut préciser que cette Assemblée constituante souveraine ne pourrait exister ou fonctionner véritablement conformément aux intérêts des masses exploitées, qu'à partir du moment où elle s'appuierait sur la mobilisation du prolétariat révolutionnaire, où elle en serait l'émanation. J'arrêterai là, car c'est ici que mon point de vue diverge avec cet objectif, car on ne voit pas comment une institution dans laquelle les représentants de l'idéologie bourgeoise seraient finalement majoritaires, pourrait permettre au prolétariat d'exercer un contrôle sur ses activités, c'est antinomique.

Pour conclure, voici les articles de la Constitution consacrés au Conseil constitutionnel. Elle figure en ligne en entier dans la page d'accueil du site. (Rubrique Documents, chapitre politique)

Titre VII LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

ARTICLE 54. Si le Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, par le Premier ministre, par le président de l'une ou l'autre assemblée ou par soixante députés ou soixante sénateurs, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution. ARTICLE 56. [Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application (article 46-I de la loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)] Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable à ces nominations. Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée concernée.

En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil constitutionnel les anciens Présidents de la République.

Le président est nommé par le Président de la République. Il a voix prépondérante en cas de partage.

ARTICLE 58. Le Conseil constitutionnel veille à la régularité de l'élection du Président de la République. Il examine les réclamations et proclame les résultats du scrutin.

ARTICLE 59. Le Conseil constitutionnel statue, en cas de contestation, sur la régularité de l'élection des députés et des sénateurs.

ARTICLE 60. Le Conseil constitutionnel veille à la régularité des opérations de référendum prévues aux articles 11 et 89 et au titre

XV. Il en proclame les résultats.

ARTICLE 61. Les lois organiques, avant leur promulgation, les propositions de loi mentionnées à l'article 11 avant qu'elles ne soient soumises au référendum, et les règlements des assemblées parlementaires, avant leur mise en application, doivent être soumis au Conseil constitutionnel qui se prononce sur leur conformité à la Constitution.

Aux mêmes fins, les lois peuvent être déférées au Conseil constitutionnel, avant leur promulgation, par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs.

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. Toutefois, à la demande du Gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.

Dans ces mêmes cas, la saisine du Conseil constitutionnel suspend le délai de promulgation.

ARTICLE 61-1. [Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application (article 46-I de la loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)] Lorsque, à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soutenu qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, le Conseil constitutionnel peut être saisi de cette question sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour de cassation qui se prononce dans un délai déterminé.

Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

ARTICLE 62. Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61 ne peut être promulguée ni mise en application.

Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61-1 est abrogée à compter de la publication de la décision du Conseil constitutionnel ou d'une date ultérieure fixée par cette décision. Le Conseil constitutionnel détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause.

Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.

Juste un dernier mot.

En résumé, le Conseil constitutionnel est garant des traités, des lois, des institutions, de la Constitution, et de l'élection du Président de la République, de l'Etat des capitalistes. Bref, c'est cette institution qui détient la quasi totalité du pouvoir et qui en temps normal dirons-nous, le délégue aux différentes institutions de l'Etat, qui sont chargées à leur tour d'appliquer une politique conforme aux besoins de la classe dominante, d'assurer la pérénité du régime. La position du curseur correspondant au pouvoir qu'assume telle ou telle institution et il est appelé à changer de place en fonction de l'évolution de la situation économique, voilà tout.

Plus la crise du capitalisme s'amplifie et nécessite des mesures radicales contre la classe ouvrière, plus l'illusion de la démocratie qui s'exprimait à travers les joutes oratoires des représentants des différents partis politiques s'estompe au profit d'une dictature sous la direction du Conseil constitutionnel qui concentre tous les pouvoirs.

Les rapports entre les classes ne jouent qu'un rôle auxiliaire ou secondaire dans cette affaire, dans la mesure où ils sont faussés du fait que les partis censés représenter la classe ouvrière ne prendront jamais aucune mesure ou ne proposeront jamais aucune loi remettant en cause le capitalisme ou les institutions. Comme il est impossible qu'un véritable parti ouvrier devienne majoritaire un jour au sein de l'Assemblée nationale ou des institutions, ce qui justifie si besoin était la nécessité de liquider cette Constitution et la totalité des institutions de l'Etat.

Une dernière précision, le Conseil d'Etat, qu'il ne faut pas confondre avec le Conseil constitutionnel, n'a qu'un rôle consultatif dans la Constitution, c'est la plus haute juridiction administrative du pays, il rend des avis ou conseille le gouvernement sur un certain nombre de questions.

Pour ou contre le redoublement au collège ?

-...le redoublement coûte cher : il a été évalué à un milliard d'euros, l'équivalent de 25.000 postes d'enseignants par Philippe Meirieu, sociologue de l'éducation. (lefigaro.fr 10.06)

On a bien compris l'objectif de cette question... il est chiffré !

Politique

1- France

Ce sont donc un peu moins de 33 000 sympathisants écologistes qui pourront départager les quatre candidats à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts qui se tient courant juin par Internet et par courrier.

Outre les favoris Eva Joly et Nicolas Hulot, sont candidats l'élu alsacien Henri Stoll et le militant anti-nucléaire Stéphane Lhomme.

Ils seront environ "32 900" à pouvoir participer à la primaire, dont 15 000 adhérents, 16 000 "coopérateurs" EELV (sympathisants non adhérents) et 600 militants venus du Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter, a indiqué Alexis Braud, responsable de la commission primaire à EELV.

Ce chiffre n'est "pas tout à fait définitif", a-t-il précisé, soulignant que le nombre final ne serait connu qu'en fin de soirée après des dernières vérifications. La date limite d'inscription était fixée à vendredi 14h00.

En 2009, les écologistes ne comptaient que 8000 adhérents. Ils étaient 15 000 militants et seulement 2000 "coopérateurs" il y a encore un mois. (lexpress.fr 10.06)

Commentaire d'un internaute

- "Un peu comme avec les primaires socialistes, on se demande combien de "trolls" se sont inscrits pour saboter ou orienter le vote...."

Entre nous, qu'est-ce que cela change ? Rien !

2- Otan. Militarisation du monde, budget de guerre.

L'Alliance atlantique s'exposera à un risque d'"*inutilité militaire collective*" si ses membres européens n'augmentent pas leurs dépenses militaires, a dit vendredi le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates.

Au total, les pays de l'Otan, y compris les Etats-Unis, comptent plus de deux millions de soldats sous les drapeaux. Mais, note Gates, le commandement allié éprouve des difficultés à maintenir entre 25.000 et 45.000 militaires en Afghanistan.

"*Pas seulement des soldats sur le terrain, insiste-t-il, mais aussi des moyens de soutien cruciaux comme des hélicoptères, des avions de transport, des unités de maintenance, de renseignement, de surveillance et de reconnaissance.*"

Rappelant que les Etats-Unis contribuent à hauteur de 75% aux dépenses de défense de l'Otan, Robert Gates prévient que le débat en cours à Washington sur le déficit budgétaire et les moyens de le juguler n'est pas de nature à conduire les Etats-Unis à "*dépenser de plus en plus de fonds précieux au nom de nations qui ne veulent visiblement pas allouer les ressources nécessaires ou entreprendre les changements nécessaires pour devenir des partenaires sérieux et capables pour ce qui relève de leur propre défense*".

Robert Gates s'exprimait devant le Security and Defense Agenda, un groupe d'étude et de réflexions de Bruxelles, au terme de deux jours de réunion des ministres de la Défense de l'Otan dans la capitale belge. (Reuters 10.06)

3- Libye

Le bilan des affrontements opposant vendredi les forces gouvernementales libyennes aux insurgés contrôlant Misrata, la grande ville de Tripolitaine aux mains des insurgés, s'établit à 31 morts, a annoncé un médecin travaillant à l'hôpital Hekma.

Les insurgés rapportent que les forces kadhafistes ont aussi bombardé jeudi soir leurs positions dans le djebel Nefoussa.

Un autre porte-parole des insurgés, Juma Ibrahim, a déclaré que les villes de Yafran et de Nalut avaient aussi été bombardées et que les forces kadhafistes se massaient près de la frontière tunisienne pour tenter de reprendre aux rebelles le point de passage de Wazin. (Reuters 10.06)

4- Yémen

4.1- Des dizaines de milliers de Yéménites sont descendus dans les rues de Sanaa vendredi pour réclamer, les uns, que

revienne rapidement le président Ali Abdallah Saleh, les autres, séparément, qu'il reste à l'étranger.

Sur l'avenue Sitine, au coeur de Sanaa, la capitale, des milliers d'opposants à Saleh ont réclamé vendredi que celui-ci se démette au profit de Mansour Hadi.

Un plus petit nombre de manifestants se sont rassemblés parallèlement près du palais présidentiel après la grande prière hebdomadaire pour appeler de leur voeux son retour. (Reuters 10.06)

4.2- L'attentat dont a été victime le président yéménite, Ali Abdallah Saleh, le 3 juin était une tentative d'assassinat probablement montée de l'intérieur, ont affirmé, jeudi 9 juin, des experts du renseignement américain.

Le cabinet Stratfor affirme que l'explosion a été provoquée par une bombe placée dans la mosquée faisant partie du complexe présidentiel à Sanaa, et non par un obus tiré par mortier ou par char.

La thèse des experts est fondée sur l'analyse de photos prises à l'intérieur et à l'extérieur du site de l'explosion, et obtenues mardi. '*En regardant ces images de très près, nous avons pu établir qu'il s'agissait bien d'un engin explosif, et non d'une munition militaire*', a déclaré Scott Stewart, vice-président chargé du renseignement tactique chez Stratfor.

Les photos montreraient, en particulier, que les briques du bâtiment ont été poussées vers l'extérieur plutôt que vers l'intérieur. Il en est de même pour les encadrements de fenêtres. (lemonde.fr 10.06)

Ils sont très forts ces "*experts du renseignement américain*" pour établir un diagnostic sur simple photo, leur argumentation semble tenir la route. C'est marrant, le 11 septembre 2001 pas le plus infime débris du Boeing qui se serait écrasé sur un bâtiment du Pentagone, pas le moindre morceau d'un passager ou d'une valise, d'un sac, d'un vêtement n'a été retrouvé sur place, ce qui n'a pas empêché ces experts de soutenir la thèse officielle livrée par Bush, alors qu'il était sur place.

5- Syrie

Des hélicoptères de combat ont, pour la première fois, été utilisés vendredi par le régime syrien du président Bachar al Assad afin de réprimer une manifestation de masse en faveur de la démocratie dans la localité de Maarat al Noumaane, entre Alep et Hama.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme a déclaré que les aéronefs ont ouvert le feu sur la foule après la mort de cinq manifestants tués par les forces de sécurité au sol, mais qu'apparemment ils n'auraient fait aucune victime.

Selon un témoin, au moins cinq hélicoptères ont tiré à la mitrailleuse pour disperser des dizaines de milliers de protestataires. "*Les gens se sont précipité à couvert dans les champs, sous les ponts et dans les maisons mais les tirs se sont poursuivis durant des heures sur les rues quasi désertes.*"

"*Il y a eu des manifestations pacifiques aujourd'hui pour réclamer la liberté d'expression et la chute du régime. Les forces de sécurité nous ont d'abord laissés manifester, mais quand elles ont vu que la foule grossissait, elles ont ouvert le feu pour nous disperser*", raconte un autre témoin.

"*Durant la manifestation, deux officiers et trois soldats ont refusé d'ouvrir le feu, alors nous les avons portés en triomphe. Après cela, nous avons été surpris de voir des hélicoptères tirer sur nous*", a ajouté ce manifestant de Maarat al Noumaane.

Selon des groupes de défense des droits l'homme, les combats dans cette région du nord-ouest du pays opposaient des militaires loyalistes à des mutins et ont fait des dizaines de victimes civiles, dont encore 28 à Djisr al Chougour pour la seule journée de vendredi.

Ailleurs dans le pays, les manifestations se sont également poursuivies. Il y a eu deux morts et de nombreux blessés dans le village de Bousra al Harir, dans le Sud, et un autre tué à Lattaquié, sur la côte méditerranéenne.

A Damas, les tirs des forces de sécurité sur une manifestation dans le quartier de Kaboune ont fait deux morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Des milliers de manifestants réclamant "*la chute du régime*" ont également manifesté à Daïr az Zour, dans l'Est, à Hama et à Homs dans le centre, et dans la région de à Rakka, dans le Nord, à Alep et dans des faubourgs de Damas. (Reuters 10.06)

Haut de page

Le 12 juin

Un camarade a répondu par courriel à ma causerie d'hier dans laquelle j'annonçais renoncer à publier des infos personnelles :

"*Non! non! c'est communiquer! , quand ont apprend la vie des dirigeants à qui on a fait confiance pendant des années il est trop tard pour constater que c'était des cons.*

Je ne suis pas un dirigeant. Il est vrai que si l'on avait pris connaissance plus tôt comment certains se comportaient dans la vie de tous les jours, on se serait peut-être posé plus tôt des questions sur leur conception du fonctionnement du parti ou leur politique.

Ce que je voulais dire, c'est qu'il y avait des militants qui pouvaient être amenés à porter un jugement sur mes positions politiques , plus qu'à les analyser sérieusement, à partir de renseignements que je fournissais sur ma façon de vivre la société et qui pouvaient les indisposer, tout confondre quoi. Avec toutes les données que je vous ai fournies sur moi dans le site, mon passé et mon mode de vie, vous en savez plus que mes proches ou certains membres de ma propre famille, à côté une fiche des RG ferait pâle figure !

Cela dit, ce n'est pas parce que quelqu'un à un comportement que l'on jugera inqualifiable, qu'il serait dénué de talents, voyez A. Rimbaud, poète, marchand d'armes et d'esclaves ou J-J. Rousseau qui a abandonné les quatre ou cinq gosses qu'il a faits à des femmes différentes. En politique cela passe plus mal ou présente une certaine gravité, car il s'agirait de taire un comportement qui trahirait des intentions inavouables ou incompatibles avec les idées ou la cause que l'on défend. Maintenant personne n'est parfait. J'ai connu des militants qui bastonnaient leur compagne, on trouvait cela insupportable, par contre un cadre qui méprisait ouvertement des militants, cela passait relativement bien.

Non, le plus grave c'est de faire en sorte de se caser pour ne pas bosser et avoir une vie relativement confortable, sans forcément s'enrichir, devenir simplement un bon gros bureaucrate vers la trentaine en légitimant cette situation au moyen d'arguments politiques, ce ne sont pas les exemples qui manquent. J'aurais pu embrasser autrefois cette carrière peu enviable à force de persévérance et de soumission, j'ai choisi une autre voie plus indépendante et je ne le regrette pas. Je suis du genre à tout dire et rien cacher, donc cela n'aurait jamais pu coller. C'est aussi pour cela que j'ai bossé dans un tas de boîtes et que j'ai atterri dans ce trou en Inde.

Ce qui est le plus significatif, c'est le caractère et la personnalité des dirigeants auxquels on nous demande d'accorder un minimum de confiance, et qui déteignent sur la direction et le fonctionnement de leur parti. Vous n'avez jamais remarqué à quel point les non-dits étaient nombreux dans les partis. Les militants s'interdisent de poser certaines questions somme toute souvent banales, pourquoi selon vous, la réponse figure au début de ce paragraphe. Oser porter un jugement sur les capacités d'un dirigeant est un crime de lèse-majesté intolérable, oser mettre en doute ses intentions relève du procès d'intention ou de la calomnie, c'est insupportable et mérite l'exclusion, bref, fait ce qu'on te dit et ferme ta gueule, voilà comment cela se passe encore dans tous les partis à des degrès divers. Cela n'encourage pas les travailleurs à s'engager dans un parti, mille fois hélas !

Ce qui importe ce n'est pas que l'on commette de petits ou gros mensonges que l'on taira par exemple, mais l'état d'esprit général d'un individu. Je vais vous avouer un truc. La causerie d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celle que je n'ai pas publiée hier, j'improvise totalement.

Je vis au quotidien depuis de nombreuses années dans un milieu arriéré au possible, à côté les plus arriérés des travailleurs en France sont de véritables lumières, je ne plaisante pas, ce fut mon milieu pendant toute mon enfance et une grande partie de mon adolescence chez mes parents. Je ne le supporte pas toujours très bien évidemment, je me retrouve confronté à des situations invraisemblables, à devenir dingue, où mes faiblesses et ma vulnérabilité sont mises à rudes épreuves, je me retrouve totalement désarmé pour les affronter, donc parfois il m'arrive d'avoir des pensées peu enviables qu'il vaut mieux garder pour moi, d'autant plus que je me corrige, je ne me passe absolument rien, s'il y a au moins un domaine ou je fais preuve de rigueur c'est bien celui-là, et bien je suis sûr que si je vous révélais ces réflexions et les corrections que j'y avais apportées immédiatement, il y en aurait parmi vous qui privilégieraient ces mauvaises pensées et oublieraient la manière dont je les ai corrigées pour en déduire que je suis un sale type.

Voyez-vous le langage n'est pas quelque chose de parfait, et chacun comprend ce qu'il peut ou veut bien entendre, c'est ainsi et je dois en tenir compte.

J'ai mauvaise conscience quand un oisillon meurt dans le creux de ma main, parce que je n'ai rien pu faire pour le sauver, cela a bien dû m'arriver une douzaine de fois en Inde. L'autre jour, je n'ai pas eu le courage d'achever un petit caméléon que des corneilles (gros corbeaux) avaient attaqué et crevé les yeux, je l'ai balancé de l'autre côté du mur pour ne plus le voir souffrir. C'est pour vous dire à quel point je suis attentif et sensible au moindre détail, mon attitude m'a dégoûté pour tout vous dire, la prochaine fois que je tomberai sur un animal blessé, je ferai en sorte de réduire au minimum sa souffrance, c'est l'enseignement que j'ai tirée de cette expérience. Pour me convaincre, je me suis dit : si tu n'es pas capable de le faire, tu n'es qu'un pauvre

type incapable d'évoluer. J'ai suffisamment de courage pour affronter seul 50 pécheurs armés de machettes au risque de ma vie, mais je n'en ai pas suffisamment pour achever un petit animal. Ce n'est pas une question existentialiste, c'est plus qu'un cas de conscience, c'est une épreuve, un véritable problème qu'il me faut résoudre pour progresser dans la vie.

Etant donné que j'affronte chaque expérience de la même manière, pour autant que j'en trouve le temps, je me questionne à l'infini de la même manière qu'en politique. Donc je ne suis presque jamais satisfait, je ne le serai jamais de moi même, du coup j'ignore ce que signifie avoir bonne conscience, cela pourrait être un idéal à se fixer à défaut de l'atteindre. Jamais rien ni personne ne sera parfait dans ce bas monde, les choses seront toujours ainsi et quelque part tant mieux, car dans le cas contraire on se retrouverait dans un monde uniforme et sans avenir où l'on s'ennuierait à mourir.

Pour conclure, ce camarade a raison, à ceci près que les militants ne vous jugent pas forcément par rapport à vos qualités personnelles qui en principe devraient être reléguées au second rang, et quand ils le font ils commettent souvent l'erreur d'inverser les valeurs, étalez vos faiblesses, faites état de vos limites, soyez modeste en toute circonstance et ils vous tourneront le dos ou vous prendront pour un fanfaron, ils préfèrent avoir à faire à des dirigeants plutôt autoritaires, qui ont l'air armés de connaissances jusqu'aux dents, qui assurent comme l'on dit, qui ont réponse à tout, qui enchaînent les mots sans hésitation aucune comme d'autres enfilent des perles machinalement, cela les rassure, ils se sentent en confiance, c'est ce qui leur manque le plus peut-être, c'est leur propre faiblesse que par aveuglement ils reconnaîtront davantage dans mon comportement, avec lequel ils s'identifieront et qu'ils détestent.

On reproche souvent aux autres ce que l'on est soi-même, comme on reproche à d'autres ce qu'ils sont devenus et que l'on a été incapable de devenir soi-même. En psychologie, le premier travail consiste à analyser ses propres pulsions ou ses propres réactions, au lieu de s'occuper de celles des autres qui sont souvent inconsciemment le reflet des nôtres. On devrait y consacrer sa vie pour ne pas perturber inutilement celle de notre entourage. Je suis bien placé pour savoir ce que signifie *loin des yeux loin du coeur*, et témoigner qu'il est en réalité plus difficile de penser aux autres en leur présence qu'en leur absence... ou de les supporter parfois !

Politique

1- France. En famille, on se rend visite, on se rend service...

Lors d'une visite du musée qui lui est dédié à Sarran (Corrèze), Jacques Chirac, accompagné de François Hollande, président PS du conseil général de Corrèze, a lancé samedi : "*Je vais voter pour lui [M. Hollande], sauf si Juppé se présente parce que j'aime bien Juppé*". Comme M. Hollande lui désignait les micros penchés au dessus d'eux, l'ancien chef de l'Etat a répliqué en disant : "*Je peux dire que je voterai Hollande*".

Devant la presse, M. Hollande a mis sur le compte de la plaisanterie la déclaration de l'ancien président. "*C'est une plaisanterie, c'est pour énerver ses amis, c'était sur le mode du sourire*", a-t-il dit en faisant valoir qu'il ne fallait "*pas voir là une déclaration*". Interrogé par BFMTV sur cette déclaration de M. Chirac signifiant ainsi qu'il ne voterait pour Nicolas Sarkozy en 2012, le député PS Jean-Marie Le Guen a fait valoir que celle-ci "*exprim(ait) la disponibilité de beaucoup de Français qui ne veulent pas d'une solution sarkozyste en 2012*".

François Hollande affirme ne pas vouloir qu'un tel compliment soit «*instrumentalisé*» ou «*récupéré*». «*Ca serait le pire service que je pourrais rendre, et à son livre et à ma candidature.*» (lemonde.fr et lefigaro.fr 11.06)

Une partie de la bourgeoisie française pourrait penser que pour affronter la tornade qui s'annonce sur l'économie mondiale et celle de la France en particulier, le candidat du PS serait mieux à même de défendre le capitalisme, les institutions et d'affronter le prolétariat, que son propre candidat Sarkozy.

Chirac incarne le capitalisme industriel français, Sarkozy le capitalisme financier. C'est le capitalisme financier, qui domine le capitalisme mondial et dont les Etats-Unis est le chef de file, qui a pris le pouvoir. Cependant il est impossible de concevoir un pays comme la France sans industrie, d'où la concurrence féroce que se livrent partisans du capitalisme industriel et financier.

Le courant politique qu'incarne Chirac plonge ses racines dans le capitalisme industriel, tout comme le PS (SFIO) dont les origines remontent au développement de l'industrie. Maintenant ni l'un ni l'autre n'entend s'opposer à la main mise du capitalisme financier sur le capitalisme et l'Etat, car c'est l'évolution naturelle du capitalisme qui a conduit l'industrie financière à prendre la direction du capitalisme, s'y opposer signifierait lutter contre un régime avec lequel ils s'identifient et auquel ils doivent tout, ce serait comme s'ils signaient leur arrêt de mort, impensable évidemment.

Chirac devient vieux, gâteux, comme tous les vieillards il a ses caprices et personne n'ose s'y opposer, personne ne peut lui imposer de se taire. En 1981, il paraîtrait que l'UDR (ex-UMP) avait donné la consigne de faire voter Mitterrand pour faire chuter Giscard (UDF), en cas de bataille au second tour en 2012 entre un candidat de l'UMP et du PS, Chirac vient simplement d'appeler ses amis à récidiver.

Après tout, les institutions de la Ve République dont certains affirment à tort et à travers qu'elle serait à l'agonie depuis des lustres a très bien résisté à cette épreuve, soi-disant qu'elle ne survivrait pas si le chef de l'Etat n'était pas le candidat du parti de l'ordre, la réalité a démontré le contraire, Chirac est rassuré et peut dormir tranquille sur ses deux oreilles si Hollande devait être élu en 2012.

La connivence qui existe entre l'UMP et le PS dépasse amplement et depuis belle lurette (depuis toujours en fait) le consensus qu'ils affichent au sein des institutions contre le prolétariat. On aurait dû avoir de cesse de la mettre en lumière depuis 1958, on aurait dû montrer aux travailleurs de quelle manière quotidiennement ils s'y prennent pour les duper au profits des capitalistes, les partis dits ouvriers auraient dû démonter minutieusement ce mécanisme, cette supercherie, chaque semaine dans leur journal.

Ils ne l'ont jamais fait ou pas suffisamment, pourquoi, on peut oser l'explication suivante : en procédant de cette manière envers le PS et le PCF, de nos jours il faut y ajouter ses autres satellites, il aurait été impossible de mettre en avant ensuite le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF qui selon leurs auteurs incarnait au plus haut niveau le front unique ouvrier, ils se seraient retrouvés sans stratégie politique et auraient dû se couper des appareils pourris des syndicats avec lesquels ils avaient tissé des liens, pour masquer cette compromission et cette démission politique pour ne pas dire pire encore, ces dirigeants expliqueront aux militants que c'était pour ne pas se couper des masses, pour répondre à leur aspiration ou leurs illusions, les leurs en réalité, et comme dès cette époque la plupart des militants étaient déjà gangrenés par le socialisme réformiste ou étaient incapables de penser par eux-mêmes, d'interpréter un texte autrement qu'à la lettre ou de manière dogmatique, ils reprendront en coeur ce mot d'ordre, j'en ai fait partie hélas !

Il n'est pas exagéré de parler d'un complot permanent contre la classe ouvrière. Comme d'habitude, on s'est attaqué à la face visible de la collaboration de classes, notamment en dénonçant les briseurs de grève, aux conséquences de la survie du capitalisme, mais on ne s'est pas employé suffisamment à montrer aux travailleurs et aux militants comment le parti de l'ordre et le PS s'y prenaient en amont, sur le plan institutionnel, au sein des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat notamment qui peaufinaient les projets de loi qui allaient être adoptés, comment ces commissions fonctionnaient et fonctionnent encore à huis clos.

Dans ces commissions les élus peaufinent surtout les discours qu'ils vont ensuite tenir publiquement, le jeu de rôle ou la mauvaise farce qu'ils vont jouer au peuple, ils s'entraînent comme des comédiens au théâtre et s'entraident en quelque sorte, de quelle manière les élus des différents partis vont se répartir les rôles de façon à faire croire à leurs auditeurs sans expérience que sont les travailleurs ou qui ignorent tout de ce qui se trame dans leur dos, qu'ils assistent à un véritable exercice de la démocratie.

Ils s'entendent comme larrons en foire, qui, comme de vulgaires voleurs s'échinent au moment du partage du butin. De même qu'au sein du parti de l'ordre, leurs désaccords portent essentiellement sur la manière de mieux servir les intérêts du capital sans être lésés sur le plan politique, au moment de passer devant les électeurs les apparences doivent être sauvées, le salut du régime en dépend, l'essentiel.

Cohn-Bendit aurait bien voté Strauss-Kahn au premier tour en 2012, il n'aura qu'à voter pour Sarkozy qu'il voyait bien en Président de l'Union européenne si cette fonction existait, Hulot se verrait bien ministre dans un gouvernement présidé par Borloo, il n'aura qu'à voter pour son clone du PS, Chirac voterait bien pour Hollande s'il était candidat à la présidentielle, un juste retour des choses après avoir appelé à voter pour lui lors du deuxième tour de la présidentielle en 2002, le PCF n'a plus de candidat du tout, on ne le regrettera pas, il appellera à voter PS au second tour pour maintenir artificiellement en vie son cadavre, le Front de gauche qui n'a eu aucune peine à se frayer un chemin jusquà leur table pour l'avoir toujours fréquenté, compte bien en présentant son propre candidat récolter quelques miettes du festin permanent que réserve la Ve République à ses serviteurs ou laquais, surtout si le candidat du PS était élu.

Tout cela n'est pas nouveau, cela date de l'époque déjà lointaine ou le PS et le PC étaient passés armes et bagages dans le camp des ennemis de la classe ouvrière.

Vous remarquerez le mimétisme presque parfait qui existe entre les discours des dirigeants de tous les partis, qui un beau matin nous font le coup de découvrir une situation ou des rapports qui existaient en réalité depuis des lustres et qu'ils ont couverts de différentes manières, par le silence ou en s'adressant à eux comme s'il fallait en attendre quelque chose.

Il faut matraquer sans relâche quotidiennement l'UMP, le PS et ses satellites, montrer aux travailleurs qu'au fil des ans ils ont soigneusement tissé des liens et des rapports qui ne servent qu'à maintenir solidement prisonnière leur proie, qu'il ne s'agit pas de faits isolés, de simples coïncidences, de banals incidents de parcours, mais l'expression de la volonté de servir au mieux le régime pour assurer sa survie et la leur du même coup.

Leur République est une forfaiture, leur démocratie une imposture, seul le socialisme pourra les réaliser pleinement une fois que par sa révolution la classe ouvrière aura pris le pouvoir et liquidé les institutions de la Ve République.

L'élection d'un Président de la République est incompatible avec La République, les institutions de la Ve République sont incompatibles avec la démocratie puisque la majorité du peuple et ses intérêts se retrouvent évincés du pouvoir, niés, dès lors participer à l'élection présidentielle, c'est cautionner cette forfaiture, participer aux élections législatives, c'est légitimer

cette imposture.

Autrefois il suffisait qu'un seul élu maîtrise l'éloquence et possède suffisamment de charisme pour que sa voix résonne au-delà de l'hémicycle de l'Assemblée nationale et enflamme jusqu'aux chaumières les plus reculés du pays, avec la toute puissance des médias ce temps-là est définitivement révolu, son discours est littéralement étouffé, ses paroles ne parviennent qu'aux oreilles de ses partisans, sa prestation, malgré ses talents, est devenue inutile.

2- Etats-Unis. L'Empire contre-attaque ou quand l'impérialisme américain ne supporte pas la concurrence d'un prédateur aux besoins insatiables.

L'Afrique doit prendre garde au "*nouveau colonialisme*" incarné par la Chine, a déclaré samedi la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton à Lusaka, première étape d'une tournée de cinq jours en Afrique.

Interrogée par la télévision zambienne sur l'influence croissante de Pékin sur le continent, la chef de la diplomatie américaine a estimé que les Africains devraient se méfier de partenaires qui ne traitent qu'avec les élites.

"*Nous ne voulons pas voir un nouveau colonialisme en Afrique*", a-t-elle dit. "*Nous ne voulons pas voir (les investisseurs) saper la bonne gouvernance en Afrique*." (Reuters 11.06)

Commentaire d'un internaute

- "En Haïti, suite au séisme, les USA ont pris le pays en otage. 92% des contrats à la reconstruction sont attribués à des entreprises américaines. Le président de la Commission pour le Reconsturction est le mari de Mme Clinton, Bill, ceci expliquant cela. Un étranger à la tete d'une commission nationale ! Ces dernières années, les Etats-Unis, toujours en Haïti, ont éradiqué la production nationale de riz afin de la remplacer par les importation de riz américain en utilisant un savant système de montant compensatoire en leur faveur. Les USA ont un monopole économique complet sur Haïti.

Mme Clinton affirme que la Chine traite en Afrique avec les élites ! Depuis quand les Etas-Unis négociaient leurs investissements avec les pauvres ? En vérité, l'Occident est à court d'argument devant l'influence chinoise."

Voilà encore une manifestation de la tension grandissante entre les Etats-Unis et la Chine.

Social

France

Chez Carrefour Market, l'appel à la grève ce samedi a été «*très suivi, notamment en région parisienne*», d'après la CGT. Un constat des syndicats que ne partage pas la direction. Pour la première fois, FO et la CFDT ont rejoint le mouvement. Les salariés de ces magasins principalement en centre-ville, dénoncent des hausses des salaires insuffisantes et réclament l'attribution de titres-restaurants à l'ensemble du personnel. Ils souhaitent être traités comme leurs collègues des hypermarchés Carrefour.

Depuis le samedi 14 mai, la CGT appelle les 32 000 salariés à des débrayages tous les samedis. Cette semaine, la centrale syndicale elle a été rejointe par FO et la CFDT. «*On n'avait jamais vu une telle mobilisation chez Carrefour Market*, a dit de son côté Jean-Marc Robin de FO. *Certains magasins ont été bloqués comme à Reims.*» Laurent Lamaury, délégué syndical national CGT, premier syndicat chez Carrefour Market, a estimé le nombre de magasins touchés, à divers degrés, par le mouvement social à quelque 300- 350. Certains salariés ont décidé d'observer une grève toute la journée, d'autres ont débrayé quelques heure. «*Le mouvement est très suivi, notamment en région parisienne*», se réjouit-il.

La direction a fait état de 50 magasins touchés. Seuls «2 à 4% des salariés» du groupe, «*étaient en grève*», a-t-elle affirmé à l'AFP à la mi-journée. «*Tous les magasins sont ouverts et accueillent les clients de façon normale*», selon elle. La direction avait accordé fin mai entre 2% et 2,5% d'augmentation salariale selon l'ancienneté, applicable au 1er juillet. Les syndicats ont jugé la mesure insuffisante, 2,5% d'augmentation au 1er juillet ne se traduisant que par 1,25% de hausse sur l'année. (leparisien.fr 11.06)

Economie.

France

La note maximale accordée à la France, 'AAA', pourrait être menacée à l'horizon 2020, indique l'agence de notation Standard & Poor's. '*Si les autorités françaises ne poursuivent pas la réforme des retraites, ne continuent pas de modifier la Sécurité sociale et ne consolident pas le budget face au risque d'accroissement des dépenses liées aux retraites et à la santé*', alors 'il est incertain que Standard & Poor's maintienne la note AAA', souligne une étude consacrée aux conséquences du vieillissement de la population.

Si la France parvient à équilibrer ses comptes publics d'ici 2016, la France pourrait conserver son 'AAA' jusqu'en 2050 environ, '*toutes choses étant égales par ailleurs*', ajoute-t-elle.

A l'inverse, en l'absence de réformes, Standard & Poor's évoque une éventuelle dégradation progressive de la note à long terme du pays, passant à 'AA' à l'horizon 2020 et entrant dans la catégorie des investissements spéculatifs (inférieure à 'BBB-') avant 2040. Sans mesures de redressement, la dette du pays atteindrait presque 370 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2050, anticipe l'agence. (lemonde.fr 11.06)

2020, 2040, 2050, ils sont complètement cinglés décidément ! Ils poussent à l'affrontement violent entre les classes, ils savent aussi qu'on n'est pas prêt pour affronter une telle situation.

J'ai lu quelque part qu'ils s'étaient félicités de la chute de Lehman Brothers qui avait donné le signal de la crise financière en 2007. Ils l'auraient provoquée pour rebattre les cartes et permettre ainsi à l'impérialisme américain de reprendre la main, alors que sa domination sur le monde était de plus en plus contestée. Son offensive en Afrique (Libye, Syrie) et en Asie (Ben Laden Pakistan) rentrerait dans cette stratégie.

A l'approche des élections en France, les agences de notation vont faire pression sur le gouvernement pour qu'il adopte un plan d'austérité encore plus drastique contre les masses, et sur lequel les différents candidats devront se prononcer pour le rendre incontournable, comme ils l'ont déjà fait avec l'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Espagne.

Haut de page

Le 13 juin

J'ai reçu un nouveau courriel du camarade qui m'en avait déjà envoyé un avant-hier, il se termine par ces mots : "*je t'en pris continue comme avant tes causeries.*". Alors c'est bien pour toi. Quant aux militants que cela emmerdent, ils peuvent zapper cette rubrique ou se contenter de télécharger les fichiers qui les intéressent, on ne leur en voudra pas.

Dans le dernier numéro (152) d'*Informations ouvrières*, le mot socialisme ne figure pas une seule fois, par contre le mot socialiste a été employé 13 fois, chaque fois associés aux partis de la IIe Internationale ou des gouvernements dirigés par eux, cherchez l'erreur ! Les mots république et démocratie ont été employés respectivement 13 et 14 fois.

Le socialisme, laisson les partis de la IIe Internationale l'incarner... Un socialisme subordonné à l'évolution du capitalisme mondial, un socialisme qui au mieux défend quelques avancées sociales à la marge, pendant que des pans entiers de nos acquis sociaux collectifs disparaissent. Un socialisme qui progresse à rebours pour ne pas mettre des bâtons dans les roues du capitalisme.

Un socialisme qui au mieux défend quelques avancées sociales à la marge et qui trouve son pendant ou son complément dans le socialisme version POI, NPA ou LO qui se réduit finalement à la défense de nos acquis sociaux. Il ne s'agit pas là de faire un amalgame, mais simplement de mettre en évidence que ces deux versions du socialisme se complètent ou s'inscrivent dans la continuité l'une de l'autre plus qu'elles ne s'opposent, parce qu'elles ont en commun de ne pas se situer dans la perspective de l'abolition du capitalisme.

Si maintenant on avance l'objectif politique d'une Assemblée constituante souveraine, il faut expliquer pourquoi, autrement qu'en se contentant de déclarer que les institutions de la Ve République seraient antidémocratiques.

En bref, en quoi la Constitution de la Ve République est-elle antidémocratique ?

- Un Président de la République concentre les mêmes pouvoirs qu'un monarque ou un empereur, par exemple il a le pouvoir de décider l'entrée en guerre du pays, donc il dispose du droit de vie ou de mort sur ses sujets comme à l'époque de la royauté ou de l'empire ;

- Un Conseil constitutionnel dont les membres non élus constituent la cour du monarque, une véritable institution d'exception qui dispose d'un pouvoir discrétionnaire ou supérieur à celui des élus du peuple ;

- Une Assemblée nationale dont les députés sont élus par le peuple, mais qui peut être dissoute sur simple décision du locataire du Palais de l'Elysée, c'est comme s'il avait le pouvoir de dissoudre le peuple ;

- Un Sénat non élu par le peuple qui constitue un contre-pouvoir arbitraire à l'Assemblée nationale dont les membres sont élus par

le peuple.

- Le Conseil économique, social et environnemental non élu par le peuple, assemblée consultative qui constitue l'arrière-cour des laquais du monarque et légitime son pouvoir ;

Dans une monarchie ou un régime impérial, c'est le roi ou l'empereur qui détient le pouvoir, alors que dans une république c'est le peuple qui détient le pouvoir. Or, on vient de voir que sous la Ve République c'est le Président de la République et le Conseil constitutionnel qui concentrent ou exercent le pouvoir et non les élus du peuple qui ne sont que la caution légale qui légitime leur pouvoir.

La forme de la domination de classe que peut prendre la domination de classe de la classe dominante correspond à la nature sociale de l'Etat, Etat qui ne se situe pas au-dessus des classes mais exprime ou se confond avec les intérêts de la classe dominante, la classe qui détient le pouvoir économique détient et excerce sous une forme ou une autre le pouvoir politique nécessaire à sa domination de classe, là en l'occurence la classe des capitalistes pour continuer d'exploiter les travailleurs et accumuler toujours plus de profits.

Le mode de production en rapport avec le niveau de développement des forces productives et la lutte des classes, plus précisément les rapports entre les classes, déterminent quelle forme politique prendra l'Etat pour assurer le domination de classe de la classe dominante sur la classe dominée, mais c'est en dernier lieu la lutte des classes et le rapport de force entre les classes qui détermineront le degré de républicanisme et de démocratie existant dans un pays.

La lutte des classes et le rapport de force entre les classes à un moment donné peut se traduire par l'adoption de mesures ou de lois favorables à la classe dominée, qui continueront d'exister quand bien même ce rapport de force se sera inversé. A partir de ce moment-là, le législateur, autrement dit le monarque au pouvoir, sera tenté de revenir sur ces mesures ou ces lois défavorables aux intérêts de la classe qu'il représente. Cela peut déboucher ou non sur un nouveau développement de la lutte des classes ou l'alimenter.

Le flux et le reflux de la lutte de classe du prolétariat est fonction à la fois de son niveau de conscience politique et de son niveau d'organisation, les deux sont intimement liés. Voyons comment ils peuvent interagir.

- Un bas niveau de conscience politique et d'organisation ne sera pas propice à une action de masse.

- Un bas niveau de conscience politique et un haut degré d'organisation pourra être propice à la mobilisation, mais pas forcément si les dirigeants qui contrôlent le mouvement ouvrier privilégient ou s'appuient sur le bas niveau de conscience politique des militants, en tout état de cause dans ce cas de figure, en cas de mobilisation ils en garderont le contrôle et la conduiront dans une impasse.

- Un haut niveau de conscience politique et un bas degré d'organisation ne pourra se traduire que par une mobilisation limitée.

- Un haut niveau de conscience politique et un haut degré d'organisation réunissent les conditions pour une mobilisation massive et une issue victorieuse, encore faut-il déterminer ce qu'on entend par un haut niveau de conscience politique, au minimum il correspondra à l'expression politique indépendante des masses, c'est-à-dire que la classe et les militants se disposent uniquement par rapport à leurs besoins, indépendamment de ceux des capitalistes et de leurs valets au sein du mouvement ouvriers qui soutiennent le régime, à un degré plus élevé, qu'ils situent leur combat dans une perspective politique ou qu'ils lient leur combat à des objectifs politiques, ce qui leur permettrait de poursuivre leur mobilisation au-delà des objectifs initiaux qu'ils s'étaient fixés.

C'est seulement quand ces conditions seront réunies qu'il sera possible de submerger tous les obstacles, y compris celui des appareils pourris du mouvement ouvrier.

L'erreur commise le plus souvent consiste à oublier que l'une de ces conditions n'est pas réunie, parce nous militants, nous disposons de ce haut niveau de conscience politique (en principe !) et nous sommes organisés (en principe !). Cela transpire à chaque page de la littérature qui figure dans les documents de la Tribune libre du site si vous voulez le vérifier, à moins qu'elle ne s'adresse qu'à des militants aguerris ou une élite d'intellectuels.

Il semble qu'à l'heure actuelle, le principal obstacle à la mobilisation des masses, que je distingue de la mobilisation des militants du mouvement ouvrier, soit principalement leur subordination au capitalisme, cela vaut également pour les militants, mais dans leur cas ce n'est pas le seul.

En réalité, l'obstacle des appareils n'est pas un obstacle en soi pour les militants, il est obstacle dans la mesure seulement où ils n'ont pas franchi le premier obstacle qui se présentait à eux, en amont, et que nous devrons tous franchir un jour pour espérer aller de l'avant. Il consiste à déterminer librement nos propres besoins ou accepter l'idée que nos aspirations sont parfaitement légitimes en toute circonstance, ce qui doit traduire un minimum de prise de conscience du fonctionnement du capitalisme et non

correspondre à un caprice ou être le produit d'un comportement infantile, petit bourgeois ou anarchique.

J'ai vécu jusquà l'âge de 20 ans dans un milieu ouvrier profondément arriéré, j'étais apparemment destiné à demeurer arriéré toute ma vie, mes soeurs le sont restées en reproduisant le mode de vie et de pensée de mes parents. Je ne soupçonnais pas un instant vivre dans un tel état d'arriération que j'avais commencé à reproduire arrivé à l'adolescence. C'est en me faisant des copains à l'esprit critique ou plus libre envers la société, que j'ai découvert brutalement à quel point j'étais arriéré au dernier degré. J'en ai été tellement choqué, humilié, que je ne me suis pas contenté de réduire l'écart intellectuel qui existait entre mes potes et moi, j'ai décidé de découvrir pourquoi, j'étais habité par une résolution inébranlable, je ne voulais plus simplement ne pas reproduire le mode de vie ou de pensée de mes parents, ne pas vivre comme eux en résumé ou vivre mieux, et c'est à partir de cette démarche que j'en suis arrivé au marxisme, à comprendre l'origine de ma condition d'esclave à laquelle je ne pourrai pas échapper malgré tout, mais armé d'une conscience politique pour changer la société, mon bien le plus précieux.

J'aurais très bien pu me contenter de lectures et de persévérer dans les études pour devenir ingénieur, avoir une vie confortable et m'estimer arrivé à quelque chose dans la vie, sauf que mon passé et mon milieu me collaient à la peau, je n'étais pas issu du même milieu que mes potes, je ne pouvais pas me contenter des apparences, de biens matériels, je voulais absolument comprendre pourquoi la société produisait des riches et des pauvres, pourquoi il existait tant d'inégalités et d'injustice dans la société et le monde, je ne pouvais arrêter ma réflexion en chemin, c'était impossible de laisser des questions sans réponses satisfaisantes, je devais aller à la racine de mes problèmes et de mes souffrances, je voulais savoir, tout savoir.

Très naïvement voilà ce qui m'a poussé à progresser depuis 1974, sans plus jamais me demander ce que cela pourrait me rapporter sur le plan matériel, je ne me suis plus jamais posé cette question - ce qui m'a joué bien des mauvais tours, dès lors que mon combat contre l'ignorance occupait toute ma vie. Savoir qu'on ne sait pas, l'admettre et s'atteler à changer cette situation est vraiment la plus riche et la plus formidable expérience que l'on peut faire dans la vie. On sait quand elle a commencé et on n'a pas besoin de se demander quand elle prendra fin, le dernier jour.

Après cette digression, revenons à notre sujet.

L'obstacle des appareils est le produit de l'ignorance des militants, de leur trop faible niveau théorique et politique qu'ils partagent avec les masses exploitées. C'est de cette faiblesse que se nourrissent les appareils, c'est principalement cette faiblesse qui leur permet d'exister, tout comme le régime et non l'inverse. C'est la raison pour laquelle les militants feraient bien de revoir sérieusement leur copie avant de tout mettre sur le dos des appareils, car on a l'impression qu'ils prennent les problèmes à l'envers.

Les appareils recyclent ou se font l'écho quotidiennement de la propagande gouvernementale ou patronale en direction des syndiqués (et des travailleurs), mais ce n'est pas pour cette raison que les syndiqués y adhèrent majoritairement, mais bien parce que leur niveau de conscience politique correspond au discours qu'on leur sert, parce qu'ils sont toujours incapables de comprendre comment fonctionne le capitalisme et la société, quelle place ils occupent dans les rapports (sociaux) de production. Oui, mais si les dirigeants n'étaient pas ce qu'ils sont, avec des si on peut tout imaginer au lieu de s'attaquer aux véritables problèmes que nous avons à régler.

Si un gosse pose la main sur une plaque de fonte et se brûle, c'est parce qu'on ne lui a jamais appris qu'elle pouvait être froide ou brûlante et non parce qu'elle est brûlante. Ceux qui nous expliquent que les appareils constituent l'obstacle à la mobilisation des masses sont en vérité de piètres pédagogues, car ils commettent cette erreur. On en a eu une démonstration flagrante au moment de la mobilisation sur les retraites. Tout serait possible, ben voyons ! Comment est-ce possible ?

Que fait le gamin qui se brûle, comment faut-il traiter cette situation ? La brûlure doit-elle être traitée de préférence comme le produit ou la conséquence de son ignorance ou parce que cette plaque de fonte était chauffée à blanc, parce que son état pouvait changer ? Quand on commence à militer, avant cela même, le jour où l'on commence à se poser de sérieuses questions sur son avenir dans cette société, sur les problèmes quotidiens que l'on rencontre, on cherche avant tout à les résoudre, on cherche quelles réponses il existe, on fait face aux conséquences de rapports sur lesquels on ignore tout et on s'attaque tête baissée à ces conséquences pour ne pas avoir à les subir indéfiniment.

On est comme le malade qui prend des médicaments pour recouvrer la santé, c'est son seul objectif et c'est à la fois la seule chose qui le préoccupe, accessoirement il se demandera pourquoi il est tombé malade sans trop s'attarder sur cette question parce qu'il n'est pas médecin. Or, s'il ne veut pas un jour retomber malade pour les mêmes raisons, il ferait bien d'en chercher l'origine ou de s'attaquer sérieusement à sa cause.

Le travailleur ou le militant qui subit les conséquences de la crise du capitalisme va s'attaquer à ces conséquences en combattant par exemple pour conserver ses acquis, mais cela ne l'aidera en rien à découvrir l'origine ou à comprendre les causes de cette offensive du capitalisme, du coup il est vulnérable, on pourra lui raconter n'importe quoi qui entamera sa détermination, le fera douter, qu'il gobera ou qui l'incitera à accepter de supporter de nouveaux sacrifices selon les cas, il n'a pas le choix, il n'a pas les moyens de contredire l'explication qu'on lui a fournie puisqu'il ne s'est jamais penché sérieusement sur cette question.

On a bien conscience qu'on s'attaque toujours aux conséquences d'un problème avant de s'attaquer à sa ou ses causes dans la vie en général, mais on commet une grave confusion en estimant que le niveau politique des travailleurs progresseraient par le seul fait de s'attaquer aux conséquences de la crise du capitalisme, comme si cela allait de soi ou serait automatique, comme disait Lénine cette prise de conscience ne peut venir que de l'extérieur, du parti, de militants qui ont déjà acquis cette conscience et qui la transmettent aux travailleurs pour qu'ils réfléchissent plus profondément à leurs conditions.

Mais si maintenant on se contente uniquement de s'attaquer aux conséquences sans jamais viser les origines d'un problème social, jamais la conscience de classe des travailleurs ne progressera, jamais elle ne sera en mesure de se hisser au niveau du programme de la révolution socialiste.

Comment mieux expliquer pourquoi des millions de travailleurs de différentes générations au cours des décennies passées ont participé à des grèves ou des mouvements sociaux sans jamais parvenir à comprendre le fonctionnement de la société ?

On nous reproche parfois de trop poser de questions, de couper les cheveux en quatre, une manie pompée (une approche scientifique) sur Marx que personnellement j'avais adoptée avant même de faire sa connaissance ou plutôt ses ouvrages, un procédé qui appliqué aux choses matérielles et à la société ne peut que nous conduire à découvrir la loi unique qui régit toute chose et tout être, le monde, la nature, l'univers, le matérialisme dialectique et historique.

Une question en entraîne une autre et ainsi de suite, qui du pain nous conduit à la graine que l'agriculteur a semé quelques mois plus tôt en passant par toutes les étapes qu'elle a subie pour finir sur notre table, un formidable voyage qu'on ne peut pas explorer, dont l'entendement nous échappe en contemplant un grain de blé ou un morceau de pain, à moins d'être poète, mais c'est un autre exercice.

Même les questions existentielles méritent d'être posées, pour se rendre compte de leur inanité ou qu'elles ne mènent nulle part, et passer rapidement à des choses plus sérieuses, plus terre à terre (ou terre-à-terre).

Le socialisme, le nôtre, celui de Marx et Engels, est scientifique, on ne prétend pas qu'il aurait une base scientifique pour se faire plaisir ou se faire passer pour de grands intellectuels, on se fout bien de ce qu'on peut penser de nous, mais tout simplement parce qu'il décrit la réalité matérielle (sociale) et son évolution, tout ce qui en est issu d'immatériel, abstrait, idéologique, théorique, etc. le mouvement qui est la loi suprême qui régit toute chose, inhérente à toute chose et sans laquelle rien n'existerait, y compris le capital qui ne peut pas y échapper, la réalité sur laquelle on peut avoir une emprise dès lors qu'on en a compris le fonctionnement, qu'on en a pris conscience pour la changer, sinon à quoi bon. C'est seulement quand on est animé par un idéal très élevé qu'on estime à notre portée, qu'on trouve la force pour vouloir changer le monde, sinon on s'arrête en cours de route. (je devrais me spécialiser dans les aphorismes !)

La loi du mouvement explique à peu près tout à elle toute seule, c'est pour cela que lorsqu'on commence à maîtriser cette méthode pour interpréter le monde qu'on appelle marxisme ou plutôt le matérialisme dialectique, qui ne fait que traduire de quelle manière elle s'applique, on comprend un peu mieux dans quel monde on vit et l'on n'a plus à se demander qui nous sommes ou d'où nous venons, nous avons trouvé les réponses à ces questions.

J'ai improvisé cette causerie que j'ai rédigée d'une traite. J'y ai passé quelques heures évidemment, je ne récite pas une leçon que j'ai apprise par coeur, j'en suis incapable et c'est très bien ainsi.

On passe aux infos en bref, c'est lundi pas grand chose à se mettre sous la dent.

Politique

1- Espagne. Plouf !

Les "Indignés", ces jeunes Espagnols qui campaient sur la Puerta del Sol à Madrid depuis près d'un mois pour dénoncer le chômage et la corruption politique, ont quitté la place dimanche non sans promettre de poursuivre leur action. (AP 12.06)

Eh non, le miracle n'a pas eu lieu ! Nous n'avions pas suivi ceux qui avaient manifesté un intérêt démesuré à ce mouvement social et nous avons eu raison. On va bien être obligé d'en revenir aux fondamentaux de la lutte de classe du prolétariat, au marxisme, au léninisme, encore un peu de patience camarades.

2- Turquie

Les élections législatives en Turquie ont offert une victoire attendue au parti conservateur AKP du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan qui n'obtient toutefois pas le nombre de sièges requis pour convoquer un référendum constitutionnel.

Après le décompte de 99,7 % des bulletins, le parti conservateur est crédité de 49,9% des suffrages, mais cela n'est pas suffisant pour réunir les 330 élus nécessaires sur les 550 que compte le Parlement.

Selon les projections, l'AKP devrait obtenir 325 sièges, soit cinq de moins que le nombre exigé pour la convocation d'une consultation référendaire.

Le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche) obtient 25,9% des suffrages (135 sièges) et la troisième force politique du pays, le parti du Mouvement nationaliste (MHP) est crédité de 13,1% des voix (54 sièges).

Quinze partis concourent à ces élections pour 7.695 candidats, y compris les indépendants.

Pour obtenir une représentation au Parlement, un parti doit obtenir au moins 10% des voix sur le plan national. Ce seuil, l'un des plus élevés au monde, empêche beaucoup de petites formations d'avoir des députés. (Reuters 12.06)

Haut de page

Le 14 juin

Avant de commencer la lecture de cette longue causerie que je viens tout juste de terminer, une bonne nouvelle, en principe ma maison sera vendue la semaine prochaine et je déménagerai la semaine suivante.

C'est la deuxième fois que mon ordinateur me plante en quelques jours, et comme j'écrivais sur un bloc-notes où il n'y a pas de sauvegarde automatique, tout ce que j'avais écrit depuis la dernière sauvegarde a été effacé, 30 minutes de boulot à recommencer.

Du coup je bascule du Notepad (bloc-notes) à Word, décision que j'aurais dû prendre depuis des années, comme quoi on se trimballe bien des mauvaises habitudes ou qu'on manque parfois singulièrement d'à propos, pour ne pas dire de rigueur. Je trouvais bien pratique le Notepad, tant pis.

Ce qui s'est passé, c'est que j'ai commencé à bosser à 6h du matin et il est déjà 10h50, il fait déjà 35°C et je n'ai pas nettoyé l'intérieur de l'ordinateur depuis quelques mois, du coup la poussière s'est accumulée au niveau du ventilateur du microprocesseur, la température a atteint 56°C activant une sécurité qui déclenche la coupure de l'alimentation à l'entrée de l'ordinateur. Il y a quelques jours, je ne l'ai pas nettoyé, j'avais mis en route la climatisation et c'était reparti 15 minutes plus tard à mon grand soulagement.

J'avais écrit que j'avais reçu ces derniers jours plusieurs courriels de différentes organisations, et qu'hier j'en ai reçu de plusieurs camarades, dont un d'un militant qui me demande à ce que notre correspondance demeure confidentielle, ce sur quoi il peut compter, je suis une tombe ! Par contre je vais lui demander si je peux évoquer le contenu de son ou ses courriels à venir pour en faire profiter les militants, en respectant bien sûr les règles habituelles et strictes de discrétion que je me suis imposé et qui n'ont jamais posé de problèmes à aucun camarade depuis 2005.

Tout d'abord, partant du constat que le site comporte ses propres limites, que sa fréquentation est confidentielle et le restera si on ne développe pas les moyens pour le faire connaître, on doit se poser la question de savoir s'il ne pourrait pas servir à autre chose qu'à informer et échanger des réflexions, si à un moment donné il ne pourrait pas une tournure pratique, laquelle je n'en sais rien encore. J'ai toujours pensé que le site ne pourrait pas déboucher sur une forme d'organisation, mais avec l'intérêt croissant que portent les travailleurs et les jeunes à Internet, je me demande si on ne pourrait pas s'orienter vers cet objectif ou quelque chose d'informel qui permettrait aux militants qui se connectent sur le site de se rencontrer et pourquoi pas agir ensemble.

Ensuite, je ne suis pas informaticien et je ne connais rien à ce qu'ils appellent les réseaux sociaux, Facebook, Twitter, etc., par contre je suis sûr que des camarades sont branchés sur ces nouveaux moyens d'information. Quand on voit quel impact ont eu ces réseaux sociaux dans les soulèvements des derniers mois, on se dit que cela doit être un moyen d'entrer en contact avec des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs et jeunes à condition de savoir s'y prendre.

On pourrait créer une page sur ces différents supports qui renverraient au site. Mais si ces pages s'adressaient aux travailleurs en général, contrairement au site qui ne s'adresse qu'à des militants, il faudrait que le contenu de ces pages soit rédigé dans leur langage pour ne pas les rebuter, un peu comme je le fais parfois dans mes causeries quand je n'emploie pas la terminologie politique du militant, mais celle du simple travailleur qui exprime directement ce qu'il ressent ou s'exprime dans des termes compréhensibles par tous.

Mais en renvoyant au site, il faudrait que de mon côté je modifie la présentation du site, j'ai commencé à y réfléchir hier soir.

La difficulté est de trouver la bonne formule pour s'adresser aussi bien à des ouvriers qu'à des intellectuels. La difficulté est double, parce qu'il ne s'agit pas seulement de la terminologie à employer ou du niveau de langue, de la tournure syntaxique, mais aussi du contenu proprement dit. Un ouvrier va lire Le Parisien, un jeune Libération, un intellectuel Le Monde. Les deux premiers emploient de préférence des phrases courtes, le troisième développe davantage par exemple. Le premier emploie un langage plus proche de la langue orale et des mots d'usage courant, plutôt que la langue écrite et des termes moins connus dans le troisième.

Et puis il ne s'agit pas seulement d'une question de compréhension des expressions employées, mais de faire en sorte que le lecteur trouve agréable à la lecture les articles qu'on lui propose, qu'il ne se dise pas que c'est mal écrit ou à l'opposé que c'est trop compliqué à lire. Existe-t-il un style qui convienne à tous les types de lecteur ? Ce n'est pas certain. Celui de Marx, Engels et Lénine par exemple, mais je ne possède pas leurs qualités pour m'exprimer avec autant de clarté et de profondeur à la fois. On peut s'inspirer de leur style qui est finalement le produit de leur développement intellectuel puisque nous marchons dans leurs pas, même sans prétendre rivaliser avec eux, ce serait un bon compromis.

Sinon il y aurait bien une autre solution, distinguer dans le site ce qui s'adresserait aux ouvriers et serait rédigé dans un style plus relâché et au contenu moins théorique, de la partie réservée à des lecteurs avertis ou qui ont suffisamment de connaissances pour lire, qui comporterait des articles mieux construits et au contenu plus soutenu, mais sans dresser une barrière entre les deux, en conservant l'unité du site qui s'adresserait aussi bien au bleu de travail qu'au col blanc, de manière à ce que personne pense que le site reproduirait ce qui se passe dans la plupart des partis où il existe la tête et les jambes, ou encore reproduire dans le site les rapports entre les classes, ce qui serait intolérable. Un site populaire pour intellectuel dans lequel les ouvriers se reconnaîtraient en résumé.

Il y a sans doute de nombreux militants qui ne comprennent pas la finalité du site tel qu'il existe aujourd'hui, qui sont sceptiques sur son utilité, puisqu'il ne débouche pas sur des actions ou ne se traduit pas en terme d'organisation il ne sert à rien, c'est de la masturbation intellectuelle ou une érection d'eunuque, c'est l'œuvre d'un type isolé que l'on ne connaît pas et qu'on ne peut même pas rencontrer, qui n'est organisé nulle part et qui n'a aucune légitimité, etc. bref, il ne mérite pas qu'on lui accorde la moindre importance.

Ceux-là ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre que l'organisation est une chose, élever son niveau de conscience politique pour être capable de penser par soi-même en est une autre, et que c'est uniquement à cette tâche qu'était dédié le site jusqu'à présent, favoriser la libre réflexion des militants et si possible confronter les idées des uns et des autres pour progresser ensemble sachant que l'on combat pour la même cause. Ceux-là doivent être les mêmes qui considèrent que les appareils seraient le seul obstacle à la mobilisation des masses, alors que ce n'est pas le cas.

Ils ont oublié ce que disait Trotsky, qu'il serait beaucoup plus difficile dans l'avenir pour le prolétariat de s'emparer du pouvoir et que pour y parvenir, il faudra impérativement qu'il ait élevé son niveau de conscience politique à un niveau beaucoup plus élevé qu'il en fallut au prolétariat russe pour vaincre, autrement dit que ce facteur dans un contexte totalement différent serait amené à jouer un rôle encore plus déterminant que par le passé. C'est à partir de ce constat ou de cette réflexion, que je me suis dit il y a quelque temps déjà que ce facteur pourrait peut-être contrebalancé le manque de maturité des conditions objectives qui déterminent le passage à l'action des masses...

Avant d'en venir à modifier le site, les militants qui se connectent sur le site pourraient essayer de le faire connaître autour d'eux, sur Internet où ils vont tous les jours. Par exemple en intervenant dans des blogs d'information, ceux des médias nationaux ou dans ceux comme Médiapart, Le Grand Soir, Agoravox, etc. en laissant chaque fois l'adresse du site. On laissera tomber les blogs des partis car vous seriez censurés immédiatement, ce serait une perte de temps. Vous devez bien lire des articles dans lemonde.fr ou libération.fr, non ? Cette proposition rejoint ce que j'ai dit plus haut. Si vous ne le faites pas, c'est que vous n'êtes pas convaincus de l'utilité du site, bien qu'apparemment vous en tiriez quelque chose, vous avez des convictions mais vous doutez de tout, mais si vous refilez votre doute aux autres, ce n'est pas ainsi qu'ils auront davantage confiance en eux-mêmes.

Je ne fais pas le site pour m'amuser ou me distraire parce que je n'aurais rien de mieux à foutre, pour me donner bonne conscience, qu'est-ce que vous croyez, il y a mille manières de se rendre utile sans faire de politique, avec tous les domaines que j'ai étudiés depuis 36 ans je n'aurais que l'embarras du choix, je suis un passionné, je pourrais me lancer à fond dans l'ethnologie ou l'anthropologie, je voudrais bien savoir ce que sont devenus les Trobriandais étudiés jadis par B. Malinovski, la linguistique ou les médecines dites parallèles, l'astrophysique et les phénomènes dits paranormaux comme la télékinésie, la physique quantique et l'étude des ondes invisibles, les ondes hertziennes n'ont été découvertes qu'à la fin de XIXe siècle, c'est relativement récent sans cette découverte extraordinaire pas de télévision ni radio, pas de téléphone portable, pas d'Internet, je suis persuadé qu'il doit exister d'autres forces physiques sous formes de fluide ou d'ondes dont on ignore encore l'existence et qu'il y a des chercheurs qui planchent pour les découvrir. J'étais aussi passionné de photo et de musique, en mélomane seulement, il n'y a que la biographie de Beethoven que je connais à fond…

Au départ je pensais faire ce site pour rendre service aux militants, je ne pensais qu'un jour je m'exprimerais dedans, je suis plutôt du genre effacé, second rôle, demeurer dans l'ombre me va très bien. Ensuite je me suis rendu compte que de nombreux militants étaient inorganisés tandis que d'autres se trouvaient mal à l'aise dans leur parti, certains étaient au bord du désespoir, cela m'a bouleversé pour tout vous dire. Et voilà que maintenant des camarades me supplient de continuer comme si le site était

leur seule planche de salut, je vous dis la vérité, je n'oserais pas plaisanter sur ce sujet vous vous doutez bien. C'est pour cela que parfois je laisse éclater ma rage contre les dirigeants, plus que je ne leur en veux pour quoi que ce soit d'ailleurs, ils devraient être capables d'écouter ces (vieux) militants qui sont des gars honnêtes, sincères et d'une grande valeur pour notre combat.

Moi je vous propose quelque chose, cela vous intéresse on essaie de voir ensemble comment on peut avancer, si vous avez d'autres idées, soumettez-les moi on y réfléchira ensemble, qu'est-ce que je peux vous proposer de mieux, rien, cela ne vous intéresse pas, tant pis, je continue comme avant.

Ce qui me motive aussi et je l'ai évoqué hier, c'est le fin fond de l'ignorance d'où je suis sorti, seul sans l'aide de quiconque, en disant trois ans à peine, il y a plus 35 ans. J'en ai déjà parlé dans d'autres causeries car je considère que cela à valeur d'exemple. Imaginez un type totalement abruti, ignare au possible, même pas capable de comprendre une ligne de cette causerie parce que le vocabulaire lui fait défaut, qui est né et a grandi dans un milieu complètement arriéré, qui a été à l'école mais n'a pas appris grand-chose, certainement pas à réfléchir, qui n'a jamais ouvert un livre en dehors des manuels scolaires qu'ils apprenaient par cœur pour avoir la moyenne et passer dans la classe supérieure l'année suivante, idiot, crétin, stupide, le demeuré quoi, c'était moi à 19 ans.

De droite bien sûr, comme mon père, réactionnaire par mimétisme, pas vraiment porté à m'intéresser au sort d'autrui, à rien du tout en fait à part les courses de bagnoles, petit voyou un court moment à 16 ans, un brin alcoolique pour imiter mes potes à 17, puis camé au cannabis avec d'autres potes à 18, sans perspective dans la vie, sans idéal, sans avenir, voué à végéter toute sa vie, sans imagination, pas vraiment une épave, le type voué à avoir une vie de merde toute sa vie, à vivre en HLM et à rester scotché devant sa télé après une journée passée à l'usine, bref, à finir ses jours à s'abrutir.

Je mets souvent sur le compte des paradis artificiels (un clin d'œil à Baudelaire que j'aborderai plus tard grâce à A. Breton et les surréalistes) le déclic qui s'est produit dans ma tête, c'est possible mais je ne peux rien affirmer, peu importe, entre la fin de 1973 où j'ai ouvert un manuel scolaire de philosophie qu'un pote m'avait prêté (il est mort, il s'est tiré une balle dans la tête 10 ans plus tard), et le moment où j'ai découvert Marx il s'est passé seulement trois ans et demi ou quatre ans tout au plus, puisqu'en 1976 j'avais déjà pris contact avec un militant de l'OCI, Albert, un vieux pote à Lambert. De l'abruti fini que j'étais encore en 1973, en 1976 j'étais devenu un jeune travailleur voulant s'engager dans le combat pour le socialisme. Bordel, quel chemin parcouru en si peu de temps, et je le répète sans avoir échangé la moindre réflexion avec quiconque, mes potes planaient, à part se défoncer, la musique et les concerts, les sorties, les filles et les vacances, ils se foutaient du reste ou causaient à tort et à travers, c'est donc tout seul en continuant de vivre dans le même milieu arriéré que j'ai réussi à progresser. Et c'est à force de lire et d'étudier sans cesse pendant plus de 30 ans que j'en suis arrivé où j'en suis, très modestement avec les casseroles que je traîne derrière moi, des faiblesses et des lacunes que je ne pourrais jamais combler, j'en ai parfaitement conscience.

Du coup, je me dis que c'est possible à quiconque le décide d'évoluer, de passer de l'obscurité à la lumière, surtout quand quelqu'un vous encourage, vous aide, vous pousse à persévérer. Et ce qui est marrant, c'est que dès le premier jour où j'ai découvert le marxisme je me suis dit : bordel quel boulot nous attend pour changer le monde, la tâche s'annonçait titanesque, cela dépassait tout ce que j'aurais pu imaginer à l'époque, c'était très décourageant en fait, je me souviens avoir subi un véritable choc ce jour-là, ce fut terrible, un coup à faire une dépression, comme si à peine après être sorti de l'obscurité j'allais y replonger, mais je me suis vite repris en ne lâchant plus jamais le fil qui m'avait sauver d'une noyade assurée…

Il faut préciser que je vivais chez mes parents et que ce ne sont pas mes conditions matérielles d'existence qui auraient joué un rôle décisif dans ma démarche, même si quelque part je haïssais déjà la société, dites-moi quel jeune porte dans son cœur la société, hier comme aujourd'hui aucun en dehors des rejetons des privilégiés, mes potes (à 19 ans) qui étaient issus de la petite bourgeoisie ou des couches moyennes pour la plupart vomissaient la société. Non je crois que ce qui a été décisif, ce fut le fait que dans leur société il était impossible de donner un sens à sa vie, de se raccrocher à un idéal et que la perspective de vivre ainsi une vie entière était insupportable.

A y regarder de plus près, nous sommes tous dans ce cas-là, nous les exploités, voués à vivre toute notre vie sous le joug d'exploiteurs, à être humiliés par des patrons à qui il faut dire merci en plus ou des petits chefs misérables qu'il faut saluer chaque matin, à courber l'échine sans cesse, à obéir à ou respecter un ordre débile et malsain, à ne jamais réaliser nos rêves, même quand on a des aspirations raisonnables, et à vivre dans un état de frustration perpétuel, quand bien même on a des besoins limités, à voir bafouer tous nos droits, même les plus élémentaires, à être réduits à l'impuissance ou être traités comme les sujets d'un monarque, réduits à l'état de pions, rien quoi ou plutôt esclaves, opprimés, voilà notre statut d'être inférieur que nous réserve leur société pourrie.

En fait, notre destin serait déterminé dès notre naissance, leur société en aurait décidé ainsi une fois pour toute à notre place et il n'existerait aucun moyen d'y échapper. Voilà la terrible fatalité qu'ils voudraient nous faire avaler et contre laquelle nous devons lutter par tous les moyens à notre disposition, et l'un d'entre eux est de s'élever à la compréhension du fonctionnement de leur société. Ce n'est pas seulement leur République qui n'est pas la nôtre, leur démocratie qu'il faut renverser, c'est le vieux monde dans sa totalité dont il faut faire table rase pour conquérir notre liberté. Vive le socialisme !

Yes, we can do it ! Oui, nous pouvons le faire si nous le décidons et que nous nous y tenons.

J'arrête là pour aujourd'hui.

Un dernier mot.

Je ne vous l'ai jamais dit je crois, il y a des camarades qui pensent que j'aurais une dent contre les fonctionnaires, ils se trompent lourdement.

Entre 1978 et 1981, le seul travailleur que j'ai recruté à l'OCI était un fonctionnaire, un contrôleur de la SNCF que j'avais rencontré lors d'un porte-à-porte au foyer des jeunes travailleurs de la SNCF situé à Clichy (92). Il était jeune, il s'appelait Patrick Braquier, il était du Mans je crois, et j'avais accroché un de ses potes qui était de la Mayenne. Il a ensuite été rattaché à la cellule de Paris Saint-Lazare et je l'ai perdu de vue. Cela m'est revenu hier et je me suis dit que cette précision ne serait pas inutile pour éviter les malentendus entre nous.

Manipulation.

La blogueuse, qui se faisait appeler "Amina Abdallah Arraf", était en fait Tom MacMaster, un barbu américain de 40 ans qui étudie en master à l'Université d'Edimbourg, en Ecosse.

Un Américain de 40 ans étudiant en Ecosse a avoué se cacher derrière la jeune lesbienne blogueuse de Damas, devenue icône du mouvement démocratique en Syrie, semant la colère parmi ceux qui avaient soutenu l'opposante et illustrant une nouvelle fois les dérapages de la Toile.

Son blog, intitulé "Gay Girl in Damascus" ("Une lesbienne à Damas") était suivie par des dizaines de milliers de personnes, émues du combat mené par cette soi-disant jeune militante pro-démocratie contre la répression du régime syrien.

Un vent de solidarité avait soufflé sur les réseaux sociaux quand, sur le même blog, une personne se présentant comme un parent de la blogueuse annonçait il y a une semaine qu'elle avait été "enlevée" à Damas. Un groupe "Libérez Amina Abdallah" avait réuni sur Facebook près de 15.000 membres.

Tom MacMaster milite depuis des années pour la cause démocratique au Moyen-Orient. Sa femme étudie également à Edimbourg en vue d'un doctorat sur l'économie syrienne.

Selon le Washington Post, Tom MacMaster utilise le pseudonyme "Amina" depuis au moins cinq ans et a démarré le blog "Gay Girl in Damascus" en février dernier.

La révélation du faux blog a suscité la colère parmi les partisans de la "Syrienne" qui s'était mobilisée après son "enlèvement". "A M. MacMaster, je dis: Honte à vous!!!... Ce que vous avez fait en a heurté beaucoup et nous a tous placés dans un position dangereuse", écrit l'éditeur syrien du site "GayMiddleEast.com".

Le faux blog soulève une nouvelle fois la question de la fiabilité des réseaux sociaux sur internet, largement utilisés dans le cadre de la couverture du "Printemps arabe", où l'accès à l'information sur le terrain est très restreint. (liberation.fr 13.06)

Ce monsieur a été approché par le Washington Post qui semble bien informé sur son passé, étrange, vous ne trouvez pas ?

Ca pète de partout

Espagne.

Un engin explosif placé devant le bureau du parti populaire espagnol (PP) en Galice a brisé les vitres, sans faire de blessé, a annoncé lundi la police. (AP 13.06)

Turquie

Onze personnes fêtant la victoire de candidats kurdes aux élections législatives en Turquie ont été blessées dimanche soir par l'explosion d'une bombe assourdissante dans le sud-est du pays, ont déclaré des responsables policiers et hospitaliers. (Reuters 13.06)

Pakistan

Une bombe, placée sur une route, a explosé lundi au passage d'un convoi militaire dans une zone tribale du Sud-Waziristan, près

de la frontière avec l'Afghanistan, tuant trois soldats, ont annoncé des responsables des renseignements pakistanais. (AP 13.06)

Irak

Quatre personnes ont été tuées lundi par un kamikaze, qui a projeté son véhicule rempli d'explosifs contre un bâtiment de la police à Bassora, dans le sud de l'Irak, ont annoncé des responsables irakiens. (AP 13.06)

On pourrait rajouter à cette liste, l'Afghanistan, le Mexique, la Somalie, le Nigéria and so on (etc.). Sur tous les continents, le capitalisme, un vrai cauchemar pour tous les peuples !

Politique

1- France.

On va lire ensemble un article de Libération d'hier, dont j'ai surligné en gras les expressions qui fournissent des indications sur les réelles intentions qui animent la personne interviewé, en ajoutant quelques remarques entre parenthèses.

José Bové est le leader de l'aile altermondialiste au sein de la coopérative d'Europe Ecologie - les Verts (EE-LV). Il explique pourquoi il soutient Nicolas Hulot à la primaire écologiste. (quoi de plus naturel : l'altermondialisme et Hulot sont financés par des multinationales !)

Pourquoi choisissez-vous Nicolas Hulot ?

Dans le contexte de 2012, il est le candidat le mieux à même de représenter la diversité de l'écologie. A partir des européennes de 2009, nous avons entamé une évolution qui a permis, à l'initiative de Dany Cohn-Bendit et avec le soutien de Cécile Duflot, d'élargir le champ politique de l'écologie. Rassembler des gens qui étaient membres de partis et issus du mouvement associatif ou social, comme Eva Joly, Yannick Jadot ou Sandrine Bélier, a permis de montrer que tous ces engagements allaient dans le même sens, même s'ils avaient pris des chemins différents (en se situant tous à droite, puisqu'aucun n'entend rompre avec le capitalisme) . Ce mouvement s'est renforcé aux régionales avec Robert Lion à Paris, Philippe Meirieu à Lyon ou Laurence Vichnievsky à Marseille. A chaque fois, on a démontré notre capacité à ouvrir et à élargir. Si on veut être fidèle à cette dynamique, c'est avec Nicolas Hulot comme tête de liste. (Fidèle à l'idéologie qu'ils partagent)

On vous attendait plus du côté d'Eva Joly, l'ex-juge en lutte contre les puissants, qu'avec Hulot, à l'image plus consensuelle...

J'ai dit pendant des mois que le meilleur candidat, c'était Eva Hulot ou Nicolas Joly. Je ne les oppose pas. Eva fait déjà partie de la grande famille de l'écologie. Si aujourd'hui on veut être capable de faire un saut qualitatif de plus pour permettre à des tas de gens de voter pour la première fois écologiste (détourner les travailleurs des questions politiques déterminantes au profit de questions de sociétés que le capitalisme pourrait régler, une escroquerie politique de fait, autrement dit ils roulent pour le capital) , à mon sens, c'est avec Nicolas. Il peut incarner les nouveaux électeurs d'EE-LV grâce à son parcours : il a été animateur de télé, sa fondation a été subventionnée par de grands groupes, mais il est arrivé à un engagement clair dans la famille écologiste. Et il est pour l'heure impératif de renforcer le vote écologiste au premier tour, afin d'aboutir non pas une alternance, mais une alternative politique en 2012.

(l'opération consiste à la fois a attiré les jeunes électeurs qui pourraient être tentés de voter FG, NPA ou LO, et à détourner les couches moyennes attentives aux questions environnementales qui seraient tentées de voter PS, bref d'affaiblir tous ces partis pour le compte du candidat de l'UMP qui risquerait sinon de ne pas passer le 1er tour, autrement dit ils roulent pour le candidat officiel du capital, Sarkozy.)

Qu'il ait envisagé un duo avec Jean-Louis Borloo ne vous chiffonne pas ?

Il n'a jamais caché avoir rencontré Borloo et en avoir tiré la conclusion qu'il n'y avait pas de possibilité de ce côté-là d'avancer vers la mutation écologique à laquelle il aspire. Et il a refermé la porte. A La Rochelle, il a joué la transparence, et un mauvais procès d'intention lui a été fait. Le même avait été intenté avant les européennes à Eva Joly, quand certains s'étaient offusqués qu'elle ait eu des contacts avec Bayrou.

(Le seul fait de rencontrer deux représentants du capital suffit à comprendre quels intérêts représentent EE-LV : ceux du capital auxquels ont lié leur sort les couches de la petite bourgeoisie qu'EE-LV représente.)

En 2007 vous étiez candidat «antilibéral», comme Olivier Besancenot. Vous vous êtes recentré à Bruxelles ?

Moi, j'ai l'impression de ne pas avoir changé. Il est vrai que quand on se regarde, on trouve que ça va toujours ! (autrement dit, derrière sa fausse modestie, il reconnaît faire partie du club des imbéciles heureux !) La vraie rupture c'est ce qu'il s'est passé en 2009 : la capacité à proposer une alternative globale avec l'écologie, tout en étant pragmatique dans la façon d'y parvenir. J'ai toujours dit qu'il fallait être radical et pragmatique. Je ne change pas. Et Nicolas Hulot dit la même chose, à sa manière. Dans son dernier film, le Syndrome du Titanic, il est dans une critique globale et sans ambiguïté du mode de développement.

(on sent poindre chez Bové l'impatience vulgaire du petit bourgeois qui est prêt à tout pour arriver à ses fins, ici pragmatique à même valeur qu'éclectisme, et chez lui dans la pratique le pragmatisme l'emporte sur la radicalité qui n'est qu'une posture, une forme d'opportunisme, c'est ce que prouve son soutien à Hulot qui n'a pas changé dit-il, l'ami des Bouygue et du gang du Fouquet's, merci au passage pour cette précision qui ne s'imposait pas. En fait, on a à faire à l'idiot du village qui estime que pour faire avancer les valeurs auxquelles on croit, on devrait saborder nos principes, notre idéologie et notre morale et adopter ceux de la classe dominante, car les leurs seraient finalement compatibles avec nos valeurs, un non-sens de toute évidence, sur le plan politique une capitulation ou un ralliement au capitalisme.)

2- Grèce

Plus de 20.000 Grecs ont manifesté dimanche pour la 19e journée d'affilée dans Athènes pour dénoncer la politique d'austérité tandis que les employés de la compagnie de services PPC annonçaient leur intention de se mettre en grève contre les projets de privatisation.

Les manifestants ont de nouveau convergé vers la place Syntagma, dans le centre de la capitale, devant le Parlement, aux cris de "*Voleurs !*"

"*Nous ne partirons pas si vous ne partez pas*", pouvait-on lire sur une des banderoles déployées devant le parlement. "*Nous ne devons rien, nous ne paierons rien*", proclamait une autre.

"*Nous sommes hostiles à la liquidation de notre pays. Nous ne fermerons pas les yeux*", prévient le syndicat GENOP DEH qui appelle à une grève de 48 heures chez PPC (compagnie d'électricité) à compter de lundi.

Les manifestations sont désormais quotidiennes. Une journée nationale de grève et de mobilisation est programmée par ailleurs pour mercredi prochain. (Reuters 13.06)

3- Italie

Humilié aux municipales, Silvio Berlusconi a essuyé un nouveau revers lundi en raison d'une mobilisation des Italiens aux référendums promus par l'opposition sur l'abolition de son immunité pénale, l'interdiction du retour au nucléaire et la privatisation de l'eau.

La participation au vote organisé dimanche et lundi jusqu'à 13H00 GMT en Italie a été très forte, environ 57%, soit bien davantage que le quorum, le taux indispensable pour que les référendums soient valables, selon des résultats officiels portant sur la moitié des villes italiennes. Cela faisait 16 ans que le quorum (50% plus une voix) n'était pas atteint en Italie pour ce type de référendums d'initiative populaire.

En outre, d'après un sondage de l'institut EMG, une écrasante majorité d'Italiens - plus de 90% sur chaque question (94 à 96 % selon Le Monde) - a rejeté les lois de M. Berlusconi prévoyant un retour au nucléaire, l'ouverture au privé pour la gestion et la distribution de l'eau et une forme d'immunité pour le chef du gouvernement.

Mis en cause dans trois procès, dont celui portant sur le scandale sexuel Rubygate, le président du Conseil italien redoutait également référendum prévoyant l'annulation d'une loi dite d'"*empêchement légitime*", qui lui permet de ne pas se présenter en justice en raison de ses obligations de chef du gouvernement.

Les médias ont souligné à quel point la position de l'homme fort du pays ne faisait pas l'unanimité dans son camp. Alors qu'Umberto Bossi, le numéro un de la Ligue du Nord, principal allié du Cavaliere, disait "*espérer que les gens n'aillent pas voter*", l'un des ténors de son parti, Luca Zaia, président de la région Vénétie, a été aux urnes pour s'opposer au nucléaire, à une privatisation de l'eau et même à l'immunité du chef du gouvernement. (20minutes.fr et lemonde.fr 13.06)

Il y a là de quoi écrire un article sur l'illégitimité des institutions et de la Constitution.

4- Tunisie

Le tribunal de première instance de Tunis a condamné lundi le directeur de deux journaux, Abdelaziz Jéridi, à quatre mois de prison ferme et une amende de 10.000 dinars tunisiens (près de 6.000 euros) pour diffamation envers un journaliste, a-t-on appris auprès de l'avocat du plaignant Chawki Tabib.

La plainte a été déposée par le journaliste tunisien Mohamed Krichène de la chaîne qatarie Al-Jazira à la suite de plusieurs articles jugés "*diffamatoires*" publiés sous le régime Ben Ali dans les hebdomadaires "*Kol Ennass*" (Tous les gens) et "*Al Hadath*" (L'Evénement). Le dernier en date était paru le 1er janvier dernier à deux semaines de la fuite du président déchu.

Dans ces écrits, dont plusieurs portaient la signature du patron de presse, le journaliste était traité tantôt de "*traître*" tantôt "*d'agent des islamistes*".

Le plaignant s'est déclaré "*satisfait*" de ce jugement qu'il considère comme "*un signe positif quant au recouvrement par la justice de son intégrité*". "*C'est aussi un message rassurant qui signifie que nul ne pourra désormais bénéficier de l'impunité en cas d'atteinte à l'éthique de la profession journalistique*", a-t-il dit l'Associated Press. (AP 13.06)

Donc si demain en Tunisie vous écriviez dans un journal, que le gouvernement provisoire trahissait la révolution tunisienne en faisant acte de soumission envers l'Union européenne par exemple, vous seriez poursuivi en justice par un gouvernement illégitime !

5- Syrie

Un habitant de Jisr al-Choughour réfugié en Turquie indique avoir vu des chars syriens s'affronter entre eux dimanche lors de la prise de la ville. "*Les soldats [syriens] sont divisés. Quatre chars ont fait défection et les chars ont commencé à tirer les uns sur les autres*", explique Abdullah, un Syrien de 35 ans, qui se trouvait dimanche à Jisr al-Choughour, et qui est entré clandestinement en Turquie pour chercher de la nourriture.

Les troupes syriennes "*ont d'abord encerclé la ville avec les chars*". "*Ils ont commencé à tirer depuis l'extérieur, ils ont arrosé avec des mitrailleuses, ils ont utilisé des armes lourdes. Ils sont entrés, ils avaient dit qu'il y avait des hommes armés à l'intérieur, mais en fait il n'y avait personne. La ville était vide*", poursuit ce témoin, qui se présente sous le seul prénom d'emprunt d'Abdullah. Un autre réfugié syrien en Turquie, Ali, 27 ans, avait déjà fait état dimanche de conflits au sein de l'armée syrienne. "*Il y a maintenant une séparation au sein de l'armée et un groupe essaie de protéger les gens : ils ont fait sauter deux ponts à Jisr al-Choughour*", avait déclaré le jeune homme, affirmant tenir son information de personnes ayant fui la ville le jour même. Abdullah a par ailleurs affirmé que des forces de sécurité syriennes sont arrivées "*à 6 km de la frontière turque*".

"Ils ont brûlé les récoltes avec des munitions incendiaires, ils ont tué les chèvres, les vaches. Dans la ville, les épiceries, les supermarchés ont été pillés, il ne reste plus rien. Les portes sont défoncées", a-t-il témoigné. "*Ils ont bombardé la prison, l'ont détruite. Ils ont tiré sur les mosquées, ils ont tiré sur certaines maisons. Les bâtiments publics aussi ont été dévastés : l'état civil, la poste.*" "*Les habitants de Jisr al-Choughour et des alentours n'ont pas le droit d'aller ailleurs, vers une autre ville. Il y a des postes de contrôle sur les routes de Lattaquié, d'Alep. Les entrées et les sorties sont interdites. Ils arrêtent ceux qui veulent passer et on ne sait pas ce qu'il advient d'eux. Tout ça parce qu'on veut la liberté*", a ajouté ce témoin. Il explique que "les soldats n'ont pas approché les villages alaouites" [communauté à laquelle appartient le président Bachar Al-Assad]. "*Ce sont les villages sunnites qu'ils ont attaqués. Les villages sunnites ont été détruits… Les gens, les enfants, sont sous la pluie, beaucoup sont tombés malades*", a-t-il dit.

Le principal groupe d'opposants syriens a annoncé dimanche que la répression a entraîné la mort de 1 300 civils et plus de 1 0000 arrestations depuis la mi-mars. Dans une déclaration traçant les grandes lignes d'une solution politique à la crise, le Comité de coordination nationale estime que le pouvoir doit être remis à l'armée et souhaite la tenue d'une conférence sous l'égide de la communauté internationale dans les six mois pour rédiger une nouvelle Constitution et "*empêcher la Syrie de sombrer dans le chaos et garantir un transfert pacifique du pouvoir*". (lemonde.fr avec AFP et Reuters 13.06)

6- Liban

Le Liban a un nouveau gouvernement. Le Premier ministre sunnite désigné Najib Mikati a annoncé lundi, après cinq mois de négociations ardues, un nouveau gouvernement de 30 ministres dominé par le puissant Hezbollah chiite et ses alliés.

«*Nous avons surmonté les obstacles et nous allons nous mettre tout de suite au travail*», a affirmé Najib Mikati à la presse à l'issue de l'annonce de la formation du gouvernement. Le Hezbollah et ses alliés, notamment le chrétien Michel Aoun, se sont taillés la part du lion avec 19 portefeuilles, dont la Justice et la Défense, le reste (11) étant réparti entre les partisans du président chrétien de la République Michel Sleimane, de M. Mikati et du leader druze Walid Joumblatt, considérés comme «neutres». Message d'unité

Sur ces 19 postes, deux vont au Hezbollah, les 17 autres reviennent à ses alliés. Le nouveau cabinet est boycotté par le camp de l'ex-Premier ministre Saad Hariri, désormais en minorité parlementaire et dans l'opposition. «*Que vous soyez au pouvoir ou dans l'opposition, c'est votre gouvernement à tous (...) ce gouvernement sera celui de tout le Liban et œuvrera pour tous les*

Libanais», a affirmé M. Mikati, dans un message d'unité. (20minutes.fr 13.06)

Aux infos hier soir ils ont annoncé qu'un des ministres alliés du Hezbollah avait déjà démissionné. Et même que les Belges sont jaloux parce qu'ils ne peuvent pas en dire autant !

Social

1- France

Le syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civilesyndicat autonome (SNMSAC), organisation autonome qui regroupe des personnels chargés de la maintenance des appareils, appelle à un arrêt de travail '*de durée illimitée*' à partir de 5 heures pour obtenir des augmentations de salaires. '*Il y aura des arrêts de travail, pas forcément la journée complète*', a annoncé à l'AFP l'un des responsables du SNMSAC, Marc Saladin.

Le syndicat réclame des revalorisations salariales d'un montant brut de 200 à 300 euros. Trois réunions avec la direction n'ont pas permis de trouver une solution, la compagnie jugeant la revendication '*irréaliste*', selon M. Saladin. (lemonde.fr 13.06)

2- Espagne

La police espagnole a annoncé lundi que des pirates informatiques avaient brièvement bloqué son site Internet, apparemment en représailles de l'arrestation de trois membres présumés du collectif de cyberactivistes Anonymous.

Selon la police, l'attaque informatique contre son site s'est produite vers 2h du matin lundi (0h gmt) et été revendiquée par les Anonymous. La police avait arrêté vendredi trois membres présumés du groupe, considérés comme les responsables du collectif en Espagne. (AP 13.06)

Avant-hier c'était les ordinateurs du FMI qui avaient été visés par des "*pirates informatiques*", vrais ou faux, allez savoir !

Economie

1- France

La diffusion de la presse magazine a baissé de 2 % en 2010, selon les chiffres fournis par l'Office de justification de la diffusion (OJD). Certaines familles s'en sont mieux sorties que d'autres. C'est le cas des magazines féminins, qui ont progressé de 2,13 %. D'autres secteurs ont souffert : la presse de l'informatique, des jeux et d'Internet (- 11,75 %) ; du voyage et du tourisme (- 10,87 %) ; la presse pour adolescents (- 9,97 %). La presse people, après avoir atteint un pic en 2008, connaît un certain déclin (- 4 %).

Si les ventes au numéro baissent, la diffusion par abonnement résiste bien. Les plus gros titres restent les magazines de télévision, qui se situent au-dessus du million d'exemplaires : dans le peloton de tête, on trouve Télé Z, Télé 7 jours, Télé Loisirs et Télé Star. Mais même ce secteur souffre, avec une baisse de diffusion de 2,97 % en 2010.

Le directeur général délégué du groupe Marie Claire tire un bilan contrasté de l'année 2010. "Certaines familles de presse ont souffert, mais 2010 a aussi vu l'explosion des sites des marques de presse sur Internet. La publicité s'est aussi bien comportée avec une hausse de 6,3 % en volume et de 9,1 % de chiffre d'affaires et 146 700 pages."

"*La presse magazine résiste bien,* confirme Xavier Dordor, délégué général du SPM. *De janvier à mai, le chiffre d'affaires publicitaire a progressé de 3,9 % quand les télévisions nationales sont à 4 % de progression. Elle apparaît comme un média stable, en qui les annonceurs peuvent avoir confiance.*"

Chaque jour, 54 % des Français lisent au moins un magazine, affirme le SPM. Celui-ci a trouvé un autre argument choc pour prouver que ses journaux résistent à la crise : "On vend chaque jour plus de magazines que de yaourts !" (lemonde.fr 13.06)

2- Grèce. La casino va fermer, the game is over !

1- Les banques européennes qui ont de la dette grecque au bilan semblent s'acheminer vers un accord de reconduction (rollover) par lequel elles prendraient possession de nouveaux titres de dette se substituant aux obligations arrivées à échéance.

L'Allemagne a proposé la semaine dernière un échange de titres obligataires qui, dans les faits, reviendrait à proroger les échéances de la dette grecque de sept ans. Mais les banques paraissent privilégier l'option plus douce du "*rollover*".

La participation du privé dans un deuxième plan d'aide à la Grèce serait de l'ordre d'une trentaine de milliards d'euros, avaient dit des sources officielles de la zone euro. Le reste des 120 milliards d'euros du plan d'aide serait financé par des privatisations et de nouveaux prêts d'urgence du Fonds monétaire international et de l'Union européenne.

Peu de banques se sont pour l'instant prononcées publiquement pour un rollover, soit un allongement de la dette publique grecque, à l'exemple du Crédit Agricole, propriétaire de la banque grecque Emporiki.

"*C'est une solution bancale mais c'est la moins pire des solutions, parce que c'est celle qui permet d'éviter de s'aventurer dans des phénomènes de restructuration-défaut qui pourraient être assez violents sur le marché et le secteur bancaire*", explique Pierre Nebout, responsable de la gestion actions européennes chez Edmond de Rothschild AM.

On estime que les investisseurs privés détiennent à peu près les deux tiers des 270 milliards d'euros de dette souveraine grecque en circulation, les banques grecques à elles seules représentant une cinquantaine de milliards d'euros, selon IFR, un service de nouvelles et d'analyses de Thomson Reuters.

Les banques non grecques détiendraient elles aussi 50 milliards de dettes, 35 milliards étant propriété d'assureurs et 55 milliards de fonds tels que fonds de pension et FCP. On ne sait pas si assureurs et fonds, à l'exemple des banques, seraient sollicités.

Les banques françaises et grecques sont le plus exposées à la dette grecque, selon la Banque des Règlements internationaux. On pense que des hauts fonctionnaires aux Finances sondent les banques pour savoir jusqu'à quel point elles participeraient à la manoeuvre, et ce avant une réunion des ministres des Finances européens le 20 juin.

Pour convaincre les banques, il se peut que les autorités financières doivent lâcher du lest, par exemple leur apporter l'appui du Fonds européen de stabilité financière (FESF), comme le suggère Jacques Cailloux. (Reuters 13.06)

2- Standard & Poor's a abaissé lundi la note grecque à long terme de trois crans à CCC, jugeant que le pays risque de plus en plus de devoir restructurer sa dette d'une manière que l'agence de notation qualifierait de défaut.

Un partage de la charge de la dette avec le privé par le biais d'un échange de titres ou d'une prorogation des échéances serait considéré comme un défaut de facto, explique S&P. (Reuters 13.06)

Haut de page

Le 15 juin

Je n'ai plus le temps d'ajouter trois articles de presse intéressants qui seront mis en ligne demain, dont un consacré à la sortie d'Hollande sur la "*démocratie sociale*". Plus des articles sur la Syrie, l'Irak et la Grèce.

Pour revenir sur la causerie d'hier.

Vous pouvez parcourir tous les continents, vous constaterez qu'on est des milliards à savoir que la société est pourrie, à affirmer que les gouvernements et tous les partis qui gouvernent ou ont déjà gouvernés sont tous pourris, et pourtant rien ne change. Voilà qui à de quoi sérieusement nous questionner, non ? Non, parce qu'on y répond en dogmatique avec des formules, des principes ou des thérories prêtes à l'emploi ou passe partout qui ne fonctionnent pas, qui sont justes pour la plupart mais incompréhensible au plus grand nombre, simple constat.

Avant d'écrire ces lignes, j'en ai fait un exposé orale à mon épouse Magueswary pour voir si elle comprenait ce que je voulais expliquer ici, je suis parti du commentaire que j'ai rédigé à la suite de l'info économique sur la France que vous trouverez plus loin. Vous pouvez peut-être le lire et revenir ensuite à cette causerie. Pour vous montrer qu'elle a bien compris mon discours, elle vient de me relater la discussion qu'elle a eu ce matin avec son frère qui parcourait tout le sud de l'Inde comme chauffeur-livreur, et qui lui a raconté qu'il suffisait de faire 500 kilomètres pour se croire dans un autre pays.

Le problème n'est pas de savoir qu'on vit dans un monde pourri, on en est tous convaincus, on le vit quotidiennement, le problème c'est que personne ne comprend comment il fonctionne.

Dites à un gosse qui fait une bêtise : ne fais pas cela, ce n'est pas bien, c'est dangereux, si je te le dis c'est que c'est vrai, tu dois m'obéir... Si vous ne lui expliquez pas pourquoi, il ne risque pas de comprendre pourquoi et de vous obéir ou de changer d'attitude. Et bien là c'est un peu pareil. S'il joue avec des allumettres et que vous lui sortez une théorie savante sur

l'invention du feu pour le convaincre de ne pas recommencer, cela serait étonnant qu'il vous écoute et qu'il ne recommence pas. Maintenant allumez une allumette, approchez un morceau de papier ou de plastique de la flamme et demandez-lui d'observer ce qui se passe et s'il a envie que ses doigts finissent pareil, il y a fort à parier qu'il n'aura pas vraiment envie de tenter l'expérience. S'il vous semble qu'il ne soit pas encore convaincu après cette démonstration, demandez-lui d'approcher un doigt de la flamme pour qu'il constate par lui-même le résultat, là vous pouvez être garantie qu'il aura compris.

Quand j'ai écrit qu'il fallait éduquer les travailleurs, je voulais dire par là que le problème n'est pas de les convaincre de quelque chose, de leur imposer quelque chose, mais qu'ils parviennent par eux-mêmes à comprendre la société, notre rôle étant de les aider à y parvenir, puis de les organiser, etc. Mais comment peut-on les aider si on ne se met pas à leur portée ?

Vous imaginez mon épouse, elle est issue des couches parmi les plus arriérées de la planète et par bien des côtés y appartient toujours, comparez son niveau de connaissance avec le mien ou notre niveau de développement intellectuel, notre niveau de conscience politique, vous admettrez qu'il y a autant de différence entre nous qu'il peut y en avoir entre une frêle embarcation, une barque en bois, et un trimaran de course. Et pourtant tous les deux ont déjà traversés les océans, alors pourquoi nous ne pourrions pas renouveler cette expérience dans un autre domaine que la navigation ?

Les premiers navigateurs ne se dirigeaient pas au pif sur les océans avant l'invention des premiers outils de navigation, ils se servaient de l'observation des planètes et de la voute céleste qu'ils se transmettaient oralement. Ils ont bien dû se servir d'un moyen de communication adapté à leur niveau de développement pour se transmettre ces connaissances. Comme outils ils ne disposaient que de leurs yeux et de la parole.

Nous disposons exactement des mêmes moyens qu'eux quelques milliers d'années plus tard en plus perfectionnés, et parce qu'ils sont plus perfectionnés nous sommes infoutus de nous en servir correctement pour entraîner les masses d'un rivage à l'autre. Nous sommes dans la même situation qu'un mathématicien qui expliquerait à un enfant de quatre ans que la fonction logarithme est la fonction réciproque de la fonction exponentielle pour qu'il réalise rapidement des progrès en mathématiques, et qui s'étonnerait ensuite que cela ne marche pas ou prendra plus de temps que prévu. Normal, non ?
En commençant par les algorithmes de bases (addition, soustration, etc) notre mathématicien serait sans aucun doute plus utile à cet enfant qui aurait une chance de progresser et d'apprendre à compter.

Il y a le contenu qui pose problème et la manière de le présenter. Si notre mathématicien réalise son erreur et s'en tient sagement aux algotithmes élémentaires mais qu'il utilise son jargon d'intellectuel, le gosse n'y comprendra strictement rien et il n'aura rien à se reprocher, la faute incombera uniquement à ce piètre pédagogue.

Donc, outre le contenu des connaissances à transmettre qui doit être en rapport avec le niveau de développement intellectuel de la personne à laquelle il s'adresse, se trouve poser la question du moyen le plus approprié pour véhiculer jusqu'à elle ces connaissances, si on veut qu'elles lui parviennent vraiment et lui soient utiles à quelque chose ensuite. On a décidé qu'on allait commencer par apprendre à cet enfant à compter en commençant par l'addition, 1+1=2, ensuite on lui a présenté un cube en lui faisant répéter un cube, on en a pris un second en répétant la même chose, ensuite on les a réunis en disant un cube plus un cube égal deux cubes en lui demandant de répéter lui-même l'opération et ainsi de suite une fois qu'il a bien enregistré la première leçon, ensuite seulement on passera à la table d'addition. A deux ans, ma fille Maggy savait lire, écrire et compter lorsqu'elle est entrée en maternelle, aujourd'hui elle est institutrice, je me sers ici de cette expérience qui a apparemment bien fonctionnée.

Comment faire avec les masses en l'absence de recette miracle ? En procédant méthodiquement, en adaptant la méthode que je viens de décrire. Les choses ne sont aussi simples quand on s'adresse à une multitude d'individus, évidemment. Une fois qu'on a déterminé le contenu et la méthode pour transmettre des connaissances on a déjà fait les trois quarts du boulot, il reste à déterminer le moyen, par le langage écrit ou oral, le journal, les tracts, les affiches, Internet, sites, blogs, etc.

On a vu que notre enfant bénéficiait d'une structure, l'école, le travailleur aussi il a besoin d'une structure, le parti ; on a vu que notre enfant bénéficiait d'un encadrement, un professeur, le travailleur aussi il a besoin d'un encadrement, le militant ; notre enfant bénéficiait d'un support pour faire son apprentissage, les cubes, les travailleurs aussi ont besoin d'un support, les documents que le parti met à sa disposition, qu'il va fabriquer avec une attention toute particulère spécialement pour lui tout, tout comme les cubes ont été fabriqués spécialement pour les tous petits enfants.

Chez l'enfant la théorie et la pratique se rejoignent et s'affermissent à travers le jeu, c'est la même chose chez le travailleur à travers le militantisme qui ne doit pas devenir une contrainte ou une obligation, mais l'expression de plus en plus consciente de son propre engagement et développement et de celle du parti, l'un et l'autre étant lié.

On continuera cette causerie une autre fois car il est déjà tard, cependant je viens m'apercevoir que ma démonstration était incomplète. On n'a pas abordé le contenu des connaissances à transmettre.

Notre gamin qui apprend à compter, il additionne un cube plus un cube et ainsi de suite, il apprend également que trois est supérieur à deux et deux supérieur à un par exemple, il n'apprend donc pas seulement à additionner mais aussi à comparer des quantités

entre elles, il se dote d'un outil logique qui ne va simplement lui servir à comparer des quantités de cubes mais pour n'importe quelle quantité nombrable par la suite (nombrable : que l'on peut compter ou additionner, contrairement à la farine qui est indénombrable, on ne compte pas une, deux, trois farines, mais son poids).

Les travailleurs que nous sommes appelés à rencontrer juste après une journée de boulot, on ne va pas leur farcir la tête avec des chapitres de la lutte des classes des siècles passés, n'importe quel support fera l'affaire, on va s'employer à les aider à acquérir des outils logiques pour parvenir à penser par eux-mêmes, et qu'ils pourront ensuite employer pour analyser n'importe quelle situation ou aborder n'importe quelle question, y compris ou surtout dans leur vie quotidienne, car ces outils logiques ne sont pas seulement valables en politique.

On ne va pas leur faire un cours didactique sur les différents outils qui existent pour réfléchir à un sujet donné, c'est bon pour les étudiants ou des intellectuels qui présentent des lacunes, mais pas avec les travailleurs en général, ce serait rébarbatif ou incompréhensif. On va repérer avec eux comment sont mis en oeuvre les différents éléments qui composent le matérialisme dialectique en partant de situations simples ou de leurs propres expériences, la manière dont ils vivent la société et l'interprètent, pas à pas, tranquillement mais sûrement.

On partira des faits pour commencer, notre matière à réflexion en éliminant tout le reste, rien que cela demande déjà une attention de chaque instant, c'est déterminant pour la suite, car si l'on part sur une mauvaise base, c'est inutile d'aller plus loin. Il faudra déterminer précisément ce qu'on appelle des faits pour ensuite déterminer à quelle catégorie de faits appartient chaque acte, un mouvement, un geste, une discussion, un discours, une rencontre, une activité, un écrit, une décision, etc. On apprendra à repérer les différents éléments qui constituent une situation, en premier ceux qui sont repérables facilement, qu'on a sous les yeux, en second ceux qui sont sous-jacents, des éléments qui interviennent ou influent sur la situation qu'on examine sans être présent directement, dans le discours sous forme de sous-entendus ou que notre interlocuteur est censé connaître ou savoir, ce qui est du domaine de l'implicite. Au fur et à mesure on apprendra à déterminer à quel type de facteurs appartient chaque élément.

On étudiera parallèlement quels rapports il existe entre ces différents élements et facteurs, mais avant on se sera posé la question de leur propre évolution, des limites dans lesquels ils évoluent. Une fois cette étape franchie, on s'attaquera à l'évolution de ces rapports, quelles tendances ils ont développées, dans quelle direction. A chaque étape de ce processus, on se sera attelé à détecter les contradictions qui ressortent de la situation qu'on analyse, les paradoxes quand il en existe, les anachronismes, tout ce qui semble incompréhensible ou inexplicable au premier abord. On verra chaque fois comment la quantité se transforme en qualité et l'inverse...

Parvenu à ce stade, on commencera à maîtriser les lois qui sont à l'oeuvre dans l'évolution et la transformation de la matière ou de la société, agir pour changer la société et nous débarrasser du capitalisme nous apparaîtra comme une nécessité qui s'inscrit comme la suite logique d'un processus historique qui a ses racines dans la nuit des temps, on aura acquis le niveau de conscience suffisant pour rendre ce changement possible et faire en sorte que le socialisme ne soit pas seulement un idéal ou une utopie.

Nationalisme, populisme, démagogie, hypocrisie, mensonges...

- L'Etat veut obliger Air France à acheter Airbus – lefigaro.fr 14.06

J'ai lu dans un commentaire d'un internaute que les Boeings étaient plus confortables que les Airbus, alors je vote Boeing ! 30% sont fabriqués en Europe.

- Sarkozy veut "*faire le ménage*" sur le marché des matières premières – lemonde.fr 14.06

Voilà que cela lui reprend, La Talonnette maître du monde, ils doivent se marrer les JP Morgan, Citigroup et Cie !

- L'Assemblée nationale adopte la taxe sur les transactions financières – lemonde.fr 14.06

Les voyous de l'aristocratie financière en tremblent déjà !

- Guéant va renforcer l'arsenal des polices municipales – lefigaro.fr 14.06

A éviter !

Secret de polichinelle et intention sans lendemain.

- Un an après s'être engagée à réduire le pouvoir des agences de notation financière, l'Union européenne reste à leur merci alors que les mesures promises tardent à venir. (Reuters 14.06)

- Un procès à Lisbonne contre Moody's, Fitch et Standard & Poor's ? On n'y est pas encore, mais le procureur général de la République portugaise a déjà rassemblé des éléments à charge et étudie la possibilité de donner suite à des plaintes déposées par des économistes. (liberation.fr 14.06)

Comme si personne ne savait qui se cache derrière ces agences de notation : les milliardaires américains qui se disputent la Maison Blanche depuis plus d'un siècle.

Parole, parole, parole...

"*Notre première préoccupation concerne l'approvisionnement et la production de matières premières*", a affirmé M. Sarkozy. "*En 2050, la planète comptera 9 milliards d'habitants : pour les nourrir, il faudra augmenter la production agricole de 70 % et nous n'en sommes pas encore capables*", a-t-il fait remarquer.

Le président français a dénoncé la "*financiarisation*" des marchés qui fait que les spéculateurs peuvent échanger chaque année en produits dérivés jusqu'à "*46 fois la production annuelle mondiale de blé*", "*24 fois celle du maïs*" et "*35 fois celle du pétrole*".

"*Qu'est-ce qui peut justifier cela ?*" s'est-il interrogé. A ses yeux, "*il ne s'agit pas d'interdire cette financiarisation, ni d'intervenir sur le niveau des prix*" mais "*de prévenir certains abus*". "*Si un pays ne combat pas les mafias, doit-on renoncer à combattre les mafias ?*" n'a-t-il pas hésité à lancer.

Enfin, il a soutenu l'introduction de limites de positions sur ces marchés et de limites à l'effet de levier, en imposant un dépôt minimal en cash pour chaque transaction. "*Il ne s'agit pas d'interdire [la] financiarisation, ni d'intervenir sur le niveau des prix, mais de s'assurer que le processus de formation des prix fonctionne correctement*", a-t-il insisté. (lemonde.fr 14.06)

"*Qu'est-ce qui peut justifier cela ?*", le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme : rien, c'est la raison pour laquelle il faut l'abolir.

Parole d'internaute

- « A bas les OGM, laissons donc la nature faire comme depuis l'origine des temps sa sélection naturelle et adaptons nous à elle, au lieu de vouloir tout modifier artificiellement au risque de créer des anomalies difficilement contrôlables et peu être irréparables »

Politique

1- France

1.1- La course à la gamelle

Les quatre formations de la nouvelle Alliance centriste ont installé mardi leur direction collégiale, avec pour perspective la présentation d'un candidat à la présidentielle 2012, malgré l'opposition de l'Elysée. «*Cette alliance a vocation à élargir considérablement la majorité sur son aile sociale, républicaine, européenne et écologique*», a déclaré à la presse l'ancien ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo, qui fait figure de favori pour incarner cette candidature. Réunissant le Nouveau Centre (NC) d'Hervé Morin, le Parti radical de Jean-Louis Borloo, la Gauche moderne de Jean-Marie Bockel et la Convention démocrate d'Hervé de Charette, l'Alliance républicaine, écologique et sociale (Ares) fera ses premiers pas avec la présentation de candidats communs aux sénatoriales de l'automne.

Interrogé mardi matin sur Europe 1, l'ancien ministre avait reconnu subir «des pressions» pour le dissuader d'être candidat à la présidentielle, Nicolas Sarkozy et l'UMP estimant qu'une multiplication des candidatures de droite au premier tour compromettrait les chances du président sortant d'accéder au second. «*Les menaces et les pressions n'ont jamais empêché les idées d'avancer*», a-t-il dit à l'issue de la réunion de la direction de l'Ares. (20minutes.fr 14.06)

1.2- Vous auriez un doute ?

Selon le directeur de campagne d'Eva Joly, sur les 32 896 personnes inscrites officiellement pour voter à la primaire, près de 8 000 sympathisants non adhérents au parti n'ont "*pas transmis de justificatif d'identité*". Or, c'est là une condition pour pouvoir participer à la primaire, rappelle-t-il dans une lettre envoyée mardi à la secrétaire nationale d'EELV, Cécile Duflot, et au président du conseil fédéral, Philippe Meirieu.

L'équipe d'Eva Joly a fait savoir que cette question ne devait pas être traitée de manière "*désinvolte*", car "*si les règles acceptées par tous n'étaient pas in fine respectées, je crains qu'on n'ouvre la porte à la contestation et à la suspicion, malheureusement.*"

L'anti-nucléaire Stéphane Lhomme, également candidat à la primaire, a publié un communiqué dans lequel il dit "*s'attendre à un coup de force du clan Hulot par l'intermédiaire d'un vote électronique opaque*". Il a jugé "*impensable d'accepter le vote de 8 000 inconnus*"…

Pour M. Meirieu (président du conseil fédéral), le vote se fait au contraire dans "*une grande clarté*" avec des "*garanties de procédures*" sur le "*plan technique et déontologique*" par une "*entreprise spécialiste qui a les meilleures références*" en la matière. (lemonde.fr 14.06)

1.3- Ils en pissent de rire dans leur culotte à Wall Street !

Les députés français ont adopté mardi 14 juin à la quasi-unanimité (477 voix contre deux) une résolution européenne visant à instaurer au niveau de l'Union une taxe sur toutes les transactions financières, un pas supplémentaire mais largement symbolique vers la création d'un tel instrument visant à financer l'aide au développement.

Issu d'une initiative conjointe du Parti socialiste français et du Parti social-démocrate (SPD) allemand, le texte prévoit l'instauration d'une taxe de 0,05 % couvrant la totalité des transactions financières, au comptant comme à terme, boursières et non boursières, qu'elles portent sur des actions, des obligations, des produits dérivés, ou des monnaies. (libération.fr 14.06)

Commentaire : La tarte à la crème qui revient périodiquement sur le devant de la scène depuis… 1978 ! Les États-Unis, le Canada, le Japon et la plupart des pays émergents y sont farouchement opposés, donc même en admettant qu'elle soit adoptée un jour, dans quelques décennies, d'ici là l'économie mondiale aura déjà explosée depuis longtemps.

Les représentants de la Bourse taxer la spéculation, c'est une plaisanterie pour distraire le bon peuple… Mais qui illustre la guerre de clans qui existent y compris au sein de l'aristocratie financière. Qui a eu la peau de Lehman Brothers et s'est partagé sa dépouille, pas la classe ouvrière, mais ses concurrents américains.

2- Portugal

Le Parti social-démocrate (PSD) portugais a conclu mardi un accord avec le CDS-PP (droite) pour constituer une coalition de gouvernement, a annoncé mardi une source proche de Pedro Passos Coelho, futur Premier ministre et chef de file du PSD. "*Les deux partis sont prêts à signer dans la semaine et en public un accord politique et une ébauche de programme gouvernemental*", a-t-on déclaré de même source. (Reuters 14.06)

3- Tunisie. Ne touchez pas à l'armée !

La mobilisation grandit autour du cas de Samir Feriani, officier de police arrêté le 29 mai 2011. Le policier, rappelle Afrik.com, avait dénoncé dans une lettre au ministre de l'Intérieur Habib Essid les agissements de l'Agence de renseignements de Tunisie et du ministère de l'Intérieur durant les manifestations du début d'année qui ont mené à la chute du président Ben Ali, reprochant à certains d'avoir laissé tuer des protestataires sans être inquiétés. Il avait également critiqué la corruption au sein du ministère de l'Intérieur et la destruction de dossiers sensibles de la période Ben Ali.

Une manifestation de soutien a été organisée dimanche 12 juin avenue Bourguiba, à Tunis, par l'association de lutte contre la torture en Tunisie (ALTT) et l'ONG Human Rights Watch (HRW). Selon Cibletrade, elle a réuni la famille de l'officier ainsi que des internautes ayant répondu à l'appel lancé, entre autres, sur Facebook.

Samir Feriani avait également pointé du doigt la répression menée à l'encontre de sites Web jugés trop critiques à l'égard de l'armée. La réapparition de la censure d'Internet, évoquée par Afrik.com, a donné lieu à la fermeture récente de plusieurs pages Web à la demande de l'armée.

Feriani est accusé devant le tribunal militaire, en vertu du code pénal, de porter atteinte «*à la sécurité extérieure de l'Etat*» et de répandre des «*informations susceptibles de nuire à l'ordre public*», toujours selon Afrik.com.

«*En le détenant, les autorités découragent d'autres personnes qui voudraient alerter l'opinion, et révèlent à quel point il est urgent, pour la Tunisie post-Ben Ali, d'amender ses lois répressives, en particulier celles qui prévoient des peines de prison pour des délits liés à la liberté d'expression*», souligne Sarah Leah Whitson, directrice de la division Afrique du Nord de HRW. (slateafrique.com 14.06)

4- Syrie

L'offensive de l'armée syrienne contre la rébellion hostile au parti Baas au pouvoir depuis 48 ans s'est poursuivie mardi près de la frontière avec la Turquie, qui doit faire face à un exode inédit de réfugiés syriens.

Selon de nombreux opposants, les combats ont en fait opposé les troupes fidèles à Bachar al Assad à des militaires qui refusaient d'ouvrir le feu sur la foule des opposants.

L'armée régulière a repris le contrôle de la ville rebelle dimanche et semble désormais se diriger vers Maarat al Noumane, entre Alep et Hama, sur l'axe principal nord-sud menant à Damas.

Osmane al Bedeïoui, professeur de pharmacie dans cette ville, a déclaré à Reuters que des hélicoptères avaient transféré des troupes dans la camp d'Oued al Deïf, non loin de là.

"*Nous avons rencontré le gouverneur aujourd'hui et il nous a assuré que l'armée n'entrerait que pour arrêter 360 personnes figurant sur ses listes, mais les gens de Maarat sont sceptiques. Mon nom est sur la liste alors que je n'ai jamais porté une arme de ma vie*", a-t-il précisé.

Pour leur part, les Etats-Unis, qui ont dénoncé les "*actes barbares*" commis à Djisr al Chougour, ont sommé Assad de présider à une libéralisation de son régime ou bien de quitter le pouvoir.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, estime de son côté que le gouvernement syrien a réagi par des "*attaques horribles*" au désir de changement de son peuple et que la situation dans ce pays est pour lui un motif de "*grande préoccupation*". (Reuters 14.06)

5- Libye

L'Allemagne et le Canada deviennent les treizième et quatorzième pays à reconnaître le CNT, après les Emirats arabes unis dimanche, et, avant eux, la France, le Qatar, le Royaume-Uni, l'Italie, la Gambie, Malte, la Jordanie, le Sénégal et l'Espagne, l'Australie et les Etats-Unis. (lemonde.fr 14.06)

6- Yémen

6.1- Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté mardi au Yémen, réclamant des poursuites judiciaires contre la famille et les proches collaborateurs du président contesté Ali Abdallah Saleh.

Des dizaines de milliers de jeunes se sont rassemblés à Sanaa devant la résidence du président par intérim Abed Rabbo Mansour Hadi, promettant de rester sur place tant que leurs revendications ne seraient pas satisfaites. Certains ont averti qu'Hadi devrait endosser "*la responsabilité légale et éthique de tous les crimes qui pourraient être commis*" par les défenseurs du régime.

A Taëz, deuxième ville du pays, des affrontements ont opposé les manifestants à des unités de la garde républicaine en charge de la sécurité du palais présidentiel de la ville. Il n'y avait pas de bilan officiel concernant d'éventuelles victimes dans l'immédiat. Des manifestations ont également eu lieu dans l'Hadramaout et à Hodeida, Ibb, Damar et Saada. (AP 14.06)

6.2- Un colonel de l'armée yéménite fidèle au président Ali Abdallah Saleh, Mouti'a al Sayani, a été tué mardi dans l'explosion de sa voiture à Bouraïka, non loin d'Aden, a-t-on appris de source autorisée sur place. (Reuters 14.06)

Social

France

1- Front unique Medef, la CGPME et l'UPA

Les députés devaient entamer mardi soir l'examen en séance de la création d'une «prime contre dividendes» imposée par Nicolas Sarkozy. Cette prime sera obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés qui distribuent des dividendes en hausse par rapport à la moyenne des deux dernières années et assortie d'exonérations de charges jusqu'à 1200 euros de plafond. Facultative dans toutes les autres, elle est combattue par le Medef, la CGPME et l'UPA qui ont - fait unique - publié lundi un communiqué commun pour rappeler leur opposition. « *Ce projet méconnaît la réalité économique des entreprises, pour lesquelles le versement de dividendes répond à de nombreux critères, et ne dépend pas seulement du niveau du résultat ou de la performance de l'entreprise*», ont martelé les trois organisations. «*Le mécanisme envisagé par le gouvernement n'est pas efficace, pas juste, pas équitable», a précisé mardi Laurence Parisot, parlant d'un dispositif «dangereux et néfaste*». Selon le ministère du Travail, quatre millions de salariés pourraient être concernés.

«*Tout sera une question de tuyauterie et de vases communicants*», selon Jean-René Boidron, PDG de DL-Santé, leader français de l'informatique des laboratoires de biologie médicale qui emploie 200 ingénieurs, par ailleurs numéro deux de l'association patronale CroissancePlus. Pour lui, l'employeur ne modifiera pas l'enveloppe globale de rémunération qu'il a prévue et arbitrera entre les différents éléments qui la composent. «*Il jouera sur les augmentations de salaire à venir, le plan d'intéressement ou le nombre d'actions gratuites distribuées, juge-t-il. Il provisionnera cette année le montant à distribuer et se récupérera l'année prochaine. Ce dispositif va faire le bonheur des avocats fiscalistes qui vont bidouiller les résultats pour que l'actionnaire garde le même avantage sans que l'entreprise ait à verser de grosses primes.*»

«*La majorité des entreprises assujetties verseront une prime dont le montant sera dérisoire afin de ne pas trop dégrader leurs résultats*», pronostique quant à lui Daniel Martins, directeur de la prospective chez Leyton, société spécialisée dans l'optimisation de coûts. Pour lui, la pression sera telle que les négociations avec les syndicats échoueront et le patron décidera unilatéralement de son montant. (lefigaro.fr 14.06)

2- Peugeot

De nouveaux documents, publiés mardi par Mediapart, montrent que PSA Peugeot Citroën a bien envisagé de fermer son site d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Dans ce document interne de PSA, qui a servi de base à une réunion du comité de direction générale de PSA le 13 juillet 2010, le coût de la fermeture du site d'Aulnay est précisément chiffré, et le document retrace les différentes étapes avant la fermeture de l'usine.

Selon ce document, à partir de septembre 2010, le nombre des équipes devrait être passé de trois à deux par jour, et une partie de la production transférée à Poissy (Yvelines). Ce document prévoit ensuite d'annoncer à l'automne 2012 "la constitution d'un pôle industriel majeur en région parisienne" à Poissy, selon Mediapart.

Début 2013, les équipes se réduiraient à une par jour, et l'usine d'Aulnay serait fermée fin 2013, début 2014, toujours selon ce document. L'avenir du site de Madrid et de ses 2 550 salariés, en Espagne, serait aussi menacé.

Ces documents confirment donc les informations de la note de synthèse interne de PSA dévoilée la semaine dernière par la CGT et dont PSA a expliqué qu'elle était caduque.

La CGT du Nord-Pas-de-Calais a lancé mardi un appel à la grève pour le 7 juillet dans l'ensemble des entreprises industrielles du Nord pour dénoncer les projets de fermeture, "*afin d'exiger le maintien du site de Sevelnord et sa pérennisation avec la mise en production de nouveaux modèles.*"

"*Il est important de marquer le coup et de se mobiliser au plus tôt afin de marquer notre détermination à ne pas laisser PSA délocaliser*", a annoncé Jean-Pierre Delannoy, responsable régional CGT. Lundi 13 juin, une vingtaine de représentants syndicaux des entreprises automobiles du Nord-Pas-de-Calais s'étaient réunis à Valenciennes pour évoquer la possibilié d'une mobilisation. Le syndicaliste Jean-Pierre Delannoy a déjà prévu trois assemblées générales avec les représentants syndicaux CGT entre le 22 juin et le 1er juillet, afin d'organiser la lutte syndicale. (lemonde.fr 14.06)

3- Carrefour épinglé

Le tribunal de police d'Evry a condamné mardi 14 juin l'enseigne de grande distribution Carrefour à 3,66 millions d'euros d'amendes pour non-respect du smic auprès d'environ 1 200 salariés en France, a-t-on appris de source judiciaire.

Carrefour Hypermarchés a été déclaré coupable de 'paiement par un employeur de salaire inférieur au minimum mensuel garanti', ce qui constitue une infraction. Douze magasins sont concernés dans l'Essonne, la Seine-et-Marne, le Gard, les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes et le Rhône.

La direction de Carrefour n'aurait pas pris en compte le forfait pause pour atteindre le niveau du smic. Une étude de l'inspection du travail avait évalué le manque à gagner de 4,53 euros à 45,148 euros par mois, selon les catégories de salariés.

Le tribunal de police d'Evry a condamné Carrefour à verser des amendes de 2 000 euros. Le nombre d'amendes a été calculé magasin par magasin, en fonction des salariés lésés. L'enseigne a dix jours pour faire appel. (lemonade.fr 14.06

Economie

1- UE.

Les ministres des Finances de la zone euro et de l'Union européenne ne sont pas parvenus mardi à résoudre leurs divergences sur l'implication du secteur privé dans un deuxième plan de soutien à la Grèce, à dix jours d'un sommet européen décisif.

De nouvelles réunions de l'Eurogroupe et du conseil Ecofin auront lieu lundi prochain à Luxembourg afin de parvenir à un accord final les 23 et 24 juin lors du Conseil européen.

Elles devront également permettre de finaliser les négociations sur ce dossier ainsi que sur les détails de la création d'un mécanisme permanent de stabilité financière, sur le réhaussement des capacités du mécanisme temporaire créé en mai 2010 et sur la réforme du Pacte de stabilité.

La réunion de mardi devait notamment permettre de faire un tour de table politique sur l'idée de l'Allemagne d'offrir aux créanciers privés la possibilité d'échanger leurs obligations grecques actuelles contre de nouvelles, dont la maturité serait allongée de sept ans. Une majorité de pays européens, ainsi que la Banque centrale européenne, sont contre l'idée allemande d'un "*swap*" entre obligations existantes et de nouvelles.

Ils font valoir qu'il s'agirait d'un "*événement*" de crédit dont les conséquences pourraient être incalculables pour la zone monétaire unique.

Berlin, appuyé par la Finlande et les Pays-Bas, estime de son côté que ce plan déclencherait sans doute de nouvelles dégradations de la note de la dette souveraine grecque mais qu'il ne s'agirait pas d'un "*défaut*" au sens strict.

La Commission européenne travaille à une solution répliquant l'"*initiative de Vienne*" qui avait vu au début de la crise les banques et autres créanciers privés maintenir de manière volontaire leur exposition aux pays d'Europe de l'Est afin de les aider à traverser les turbulences.

Plusieurs banques françaises et allemandes ont d'ailleurs dit récemment soutenir une telle initiative si elle était appuyée par une large base d'investisseurs.

Selon plusieurs sources proches des négociations, il s'agirait d'obtenir des créanciers privés un engagement sur une somme totale d'environ 30 milliards d'euros, qui s'ajouterait à 30 milliards d'euros tirés du programme de privatisations annoncé en janvier et à 60 milliards d'euros de nouveaux prêts de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI). (Reuters 14.06)

2- France.

La France devrait accélérer la réduction de son déficit public pour renforcer sa qualité de crédit, tout en améliorant sa compétitivité, selon le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer.

Si ces questions sont traitées, les perspectives économiques sont favorables pour le pays, dont le système bancaire est solide, estime Christian Noyer, qui est également membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

Rappelant l'engagement de la France de ramener son déficit public à 3% du produit intérieur brut en 2013, Christian Noyer met en garde contre la tentation de différer cet ajustement "*dans un contexte de difficultés économiques et sociales*".

"*Il est primordial, au contraire, de garder fermement le cap*", écrit-il dans une lettre aux autorités françaises diffusée mardi. "*Il est même hautement souhaitable d'accélérer le rythme de baisse des déficits, en profitant de toutes les opportunités permises par la croissance*".

Christian Noyer pointe en particulier du doigt les déficits des comptes sociaux, qui, souligne-t-il, constituent intégralement des dépenses courantes. "*Leur financement par l'emprunt est un non-sens économique*", écrit-il.

La Cour des comptes a estimé en février que des mesures supplémentaires seraient nécessaires pour parvenir à réduire le déficit à 3% fin 2013.

S'appuyant sur des prévisions de croissance moins élevées que celles du gouvernement, la commission des Finances du Sénat chiffrait quant à elle fin avril l'effort supplémentaire nécessaire à 6 à 10 milliards d'euros en 2012. "*La qualité de la signature française est aujourd'hui reconnue et respectée, c'est un atout qu'il faut défendre et préserver*", poursuit Christian Noyer.

L'Etat français est noté "*triple A*", la meilleure note possible, par les trois principales agences de notation financière internationales, ce qui lui permet d'emprunter à des taux avantageux sur les marchés financiers pour couvrir ses déficits et refinancer sa dette publique.

Christian Noyer souligne que l'ajustement budgétaire est essentiel pour anticiper une remontée des taux d'intérêt, dont le niveau actuel est historiquement bas, ce qui n'est pas durable. "*Les politiques monétaires très accommodantes conduites dans les*

pays avancés vont, tôt ou tard, prendre fin".

Autre "*condition de notre prospérité future*", le renforcement de la compétitivité de la France, dont la performance peu favorable est illustrée par la faiblesse persistante de la balance des paiements.

Outre la maîtrise des évolutions des salaires, Christian Noyer estime que les autorités peuvent agir pour contenir la hausse des prix du logement qui "*contribue à donner le sentiment d'une perte de pouvoir d'achat et avive les revendications salariales*" susceptibles de peser sur la compétitivité. (Reuters 14.06)

Voilà le fin mot de l'histoire. Chut ! Ce n'est pas le genre de discours qu'il faut tenir à 11 mois d'élections présidentielles ! Il tient le même discours que Trichet (BCE) sur les salaires, normal.

Que ce soit l'UE ou l'économie mondiale, ils sont condamnés à connaître des crises et à terme à exploser, et la différence des coûts salariaux n'est qu'un élément parmi bien d'autres des disparité économiques qui existent entre les Etats capitalistes.

Matières premières (abondantes ou plus rares, importées ou exportées), richesse du sous-sol (réserves plus ou moins importantes ou inexistantes), climat (tempéré, aride, désertique, montagneux), industrie lourde, industrie de transformation, industrie dédiée au marché local, industrie dédiée à l'exportation, industrie technologique à haute valeur ajoutée, coût de l'électricité, du pétrole, de l'eau, des télécommunications, des transports (variable selon les pays), impôts et taxes, coût de la santé, de l'éducation, du logement (variable selon les pays), coût de l'alimentation, de l'habillement, des biens d'équipement des ménages (variable selon les pays), législation du travail et sociale (variable selon les pays), droits politiques (existance ou absence de syndicats et de partis indépendants, etc.

Au premier coup d'oeil et sans avoir eu besoin d'avoir fait de hautes études, en partant de ces différents facteurs on se rendra compte immédiatement que finalement aucun pays ne ressemble à un autre et se comporte de la même manière, alors que l'UE et l'impérialisme américain qui domine le marché mondial veulent imposer les mêmes lois ou règles à tous les pays, obligatoirement cela ne peut pas fonctionner ou mal prendant un certain temps seulement, entraînant des tensions sociales ou politiques à l'intérieur de chaque pays et entre tous les pays, d'où les guerres incessantes depuis que le capitalisme existe ou qui ont prises le relais des guerres qui avaient lieu à l'époque de la féodalité. Ceci parce que c'est la recherche du profit qui sert de point de repère à la politique de chaque Etat ou de chaque capitaliste en concurrence permanente avec tous les autres, chacun voulant détenir une place plus importante que les autres sur le marché mondial.

3- Grèce

Le déficit budgétaire de la Grèce a augmenté de 13% sur la période janvier-mai, par rapport à la période comparable de 2010, dépassant l'objectif intermédiaire fixé par le plan de sauvetage du pays, a annoncé mardi le ministère des Finances.

Ce déficit représente 10,28 milliards. Ce déficit exclut les collectivités locales et la sécurité sociale. Il est différent du déficit public qui sert de base à l'Union européenne pour établir son diagnostic du programme de politique économique de la Grèce.

Les recettes nettes ont diminué de 7,1% à 18,36 milliards d'euros sur la période, alors que l'objectif était 20,52 milliards.
Les dépenses, avant service de la dette, ont augmenté de 4,3% à 21,29 milliards d'euros (objectif: 19,92 milliards d'euros).

La hausse des dépenses, en dépit d'un an de rigoureuse austérité, est, elle, due au déblocage d'une ligne de crédit de 375 millions d'euros pour acquitter une part des lourdes dettes des hôpitaux, et au poids du service de la dette, avec des dépenses en hausse de 8,3 % sur un an, à 5,844 milliards.

Frappée par l'austérité, l'économie grecque a subi une contraction annuelle de 5,5% au premier trimestre. L'UE et le Fonds monétaire international ont révisé leur projection de contraction du PIB grec en 2011 la semaine dernière. (lemonde.fr et Reuters 14.06)

4- Portugal

Un procès à Lisbonne contre Moody's, Fitch et Standard & Poor's ? On n'y est pas encore, mais le procureur général de la République portugaise a déjà rassemblé des éléments à charge et étudie la possibilité de donner suite à des plaintes déposées par des économistes. «*Déjà, on crée un précédent. Tout le monde courbait l'échine face aux agences de notation. Maintenant, elles sont dans le viseur de notre colère citoyenne.*» José Manuel Pureza, professeur de fac à Coimbra et député du Bloc de gauche (BE), est l'un des quatre plaignants portugais. Il se fait le relais d'un sentiment d'hostilité généralisé contre les agences de rating américaines, qui n'ont cessé d'abaisser la note de l'économie portugaise.

La centaine de mesures d'austérité (dont la baisse des salaires et la hausse de la TVA) imposées par le FMI n'a fait que renforcer cette aversion contre les agences. Dans les débats télévisés, sur les bancs des facs ou dans les réseaux sociaux, le

sujet est devenu omniprésent.

Pour José Reis, autre plaignant, également économiste à Coimbra, «*ces trois agences ont péché à trois titres : elles concentrent 90% de la notation financière, ce qui est une entrave à la libre concurrence ; elles possèdent des fonds d'investissement, il y a donc conflit d'intérêts ; et elles bénéficient d'infos privilégiées. Nul ne conteste les problèmes structurels de l'économie portugaise, mais nous refusons que des intérêts privés dictent notre sort*».

Même analyse de Manuel Brandão Alves, prof d'éco à Lisbonne. «*A travers ces agences, nous voulons pointer du doigt leurs clients, les principaux responsables : intermédiaires financiers, fonds de pension, et même certains Etats…*» (liberation.fr 14.06)

Une idée à reprendre par les syndicats et les partis ouvriers, non ? Lesquels, lequel ? Je donne ma langue au chat !

Haut de page

Le 17 juin

On a eu deux sales coupures de courant qui ont provoqué la fermeture de l'ordinateur, malgré le convertisseur de courant relié à une batterie qui prend en principe le relais automatiquement et délivre une tension correcte et un signal pur, et l'onduleur sur lequel était branché l'ordinateur. Ils ont dû couper le neutre au lieu de couper la phase en premier ! On a pas eu de courant le reste de la journée jusqu'à 18h, alors qu'il faisait plus de 40°C, je suis complètement crevé, j'écris ces lignes jeudi soir.

Bref le boulot de la journée a été perdu, l'ordinateur fonctionne, par contre le sytème est bloqué, je verrai cela demain, je travaille donc avec l'autre l'ordinateur de secours que j'ai acheté il y a quelques mois.

Je n'ai pas eu le temps de terminer la critique de l'article de F. Hollande sur sa conception de la "*démocratie sociale*" qui conduit en fait au corporatisme.

A propos du site.

Provisoirement, pour la journée seulement peut-être, je suis obligé de mettre en ligne des documents au format word, parce que je n'ai pas de copie d'Adobe Acrobat pour les enregistrer au format pdf. J'ai perdu aussi plusieurs logiciels et pas mal de documents que je n'avais pas sauvegardés sur un support externe. En principe un informaticien que je connais doit passer ce soir chez moi.

Je travaille sous le système Windows 7 au lieu d'XP, en anglais évidemment, il faut donc que je m'y habitue. Vous excuserez les défauts d'affichage ou d'autres petits problèmes que je n'aurais laissé passer.

Dans quel pays je vis ?

Entendu avant-hier soir aux infos de TV5Monde Asie : 1 milliard de personnes sous-alimentées dans le monde, 40% des enfants sous-alimentés dans le monde vivent en Inde, 1000 enfants meurent de faim chaque jour en Inde, 80 millions d'enfants sous-alimentés en Inde, 20 millions de tonnes de céréales sont jetés faute d'être distribués ou conservés dans de bonnes conditions et qui pourrissent.

Cette misère me ronge. J'ai quitté la France pour y échapper personnellement, tout en sachant très bien ce qui m'attendait en Inde pour y avoir déjà vécu deux ans auparavant, de plus la famille de Magueswary était très pauvre. C'est quelque chose à laquelle on ne peut pas s'habituer, surtout quand on l'a connue soit-même, vous me direz que la plupart des gens qui en sont sortis ont oublié ce que cela signifiait, ce n'est pas mon cas parce que je ne crains pas de baigner dedans et je la combats. Pour rien au monde on voudrait être à la place de ceux qui en sont responsables. Le plus étonnant encore, ce sont les gens qui s'emploient à soulager la misère du monde et qui ne se rendent pas compte qu'elle ne cesse de s'étendre, et que tous leurs efforts ne servent pas à grand chose ou sont réduits à néant.

Un mot de politique sur la situation en Grèce. Je vais essayer de retrouver les idées que j'avais exposées hier et que je n'ai pas eu le temps de sauvegarder.

La violence des coups portés par le gouvernement aux travailleurs grecs ne peut conduire qu'à leur radicalisation politique et à se soulever. C'est à partir de ce constat et dans cette perpective qu'il faut définir des mots d'ordre, une tactique et une stratégie, intervenir dans la lutte des classes en Grèce.

Les mesures dictées par le FMI et l'UE déjà adoptées par le gouvernement, n'ont faites qu'aggraver la situation dans tous

les domaines économique, social et politique. Il a ainsi démontré que le PASOK était incapable de rompre avec le capital et ses institutions internationales qui sont dirigées par les Etats capitalistes dominants, en premier lieu par l'impérialisme américain, qui, à travers ses agences de notation, s'érige en maître du monde et indique à tous les gouvernements dans quelle voie ils doivent s'engager, pour ne pas contrarier l'évolution du capitalisme mondial qui a placé à sa direction l'industrie financière et qui est tributaire des lois de fonctionnement du capitalisme.

Le gouvernement a épuisé toutes ses cartouches, il est placé le dos au mur. Avec des taux d'intérêt à 10 ans qui dépassent les 17%, il est la proie et le complice des usuriers, les banquiers qui se goinffrent sur le dos des travailleurs grecs.

Lors des dernières élections législatives l'abstention a été massive, essentiellement populaire. La crise couve au sein du PASOK, une crise stérile puisqu'aucun député de ce parti n'a jusqu'à présent avancé la nécessité d'annuler cette dette de plus de 330 milliards d'euros. Une crise politique à laquelle le gouvernement et aucun parti n'est en mesure de faire face. Papandréou peut remanier son gouvernement, cela ne fera pas faiblir la détermination des travailleurs qui refusent de nouveaux sacrifices, eux aussi ils ont dorénavant le dos au mur et n'entendent rien céder. Il peut difficilement dissoudre le Parlement puisqu'il vient tout juste d'être élu. Il peut tenter de s'allier avec le parti de l'ordre, mais jusqu'à présent celui-ci préfère que le PASOK se débrouille seul face aux travailleurs mobilisés, il serait l'ultime recours avant que les militaires reviennent au pouvoir.

En l'absence d'un parti révolutionnaire construit, en l'absence de l'organisation des masses exploitées, que faire ?

On peut évidemment avancer les mots d'ordre de rupture avec le FMI et l'UE, proposer l'annulation de la dette, mais il faut y adjoindre un ou des objectifs politiques, une perspective politique. Il est impensable de proposer un gouvernement des partis ouvriers qui comprendrait le PASOK puisqu'il est déjà occupé à gérer la crise du capitalisme pour le compte de l'aristocratie financière. De plus aucun parti ouvrier ne peut prétendre avoir la confiance de la majorité des travailleurs ou même prendre la direction du mouvement ouvrier. Dans le cas contraire, il aurait été possible d'avancer le mot d'ordre d'un gouvernement des partis et organisations ouvrières luttant pour la rupture avec le FMI et l'UE qui incarnerait la rupture avec le capital, sans être pour autant en contradiction avec le refus précédemment d'avancer ce mot d'ordre ou cette perspective, quand la situation change brutalement il faut savoir adapter sa tactique et sa stratégie si nécessaire... Ici la question ne se pose pas pour les raisons évoquées plus haut.

Au précédent mot d'ordre, il faut ajouter la nécessité de liquider la Constitution et les institutions en place qui servent à légitimer la gestion de la crise du capitalisme par le gouvernement, qui ne servent que les intérêts de la classe dominante, les travailleurs en font l'expérience quotidiennement. La servilité des institutions vis-à-vis du FMI et de l'UE n'est plus à démontrer, il n'y a rien de plus à en attendre que dans le gouvernement qu'il faut chasser également.

Le problème qui se trouve posé aux travailleurs grecs, mais aussi à ceux de tous les pays de l'UE, c'est qu'il n'existe aucune solution à leurs problèmes dans le cadre du régime capitalisme et qu'ils n'en ont pas encore pris confiance. En rejetant tous les partis institutionnels, tous les partis qui sont en position de gouverner, finalement ils sont parvenus à la fin d'un processus politique, ils ont sciés les piliers sur lesquels reposent les institutions qui sont en train de s'effondrer, les partis qui en assurent le fonctionnement. Jusqu'à présent ce processus s'est largement déroulé inconsciemment, il leur reste à en prendre conscience et c'est le plus difficile en l'absence du parti pour les y aider.

Si maintenant la Constitution et les institutions ont fait la démonstration qu'elles ne pouvaient pas servir pour résoudre cette crise sociale et politique, il faut envisager la création d'un organisme politique indépendant du capital qui serait composé de représentants élus de travailleurs organisés ou non, et dont l'activité ou le mandat serait contrôlé par les travailleurs eux-mêmes, cela pourrait être une Assemblée constituante souveraine ou autre chose, c'est aux travailleurs grecs avec leurs partis et organisations d'en décider.

L'idéal - c'est un luxe d'employer ce terme ici, serait que lors de leur mobilisation ils se dotent de ce genre d'organismes politiques indépendants, que leur mobilisation débouche sur leur organisation pour capitaliser leur expérience au lieu de repartir chaque fois de zéro ou presque, car à ce rythme-là il ne risque pas d'aller bien loin. On pourrait imaginer que les partis ouvriers et les syndicats appellent dans chaque ville du pays les travailleurs à participer à une Assemblée populaire qui élirait ses délégués, et l'ensemble de ces délégués éliraient à leur tour un gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire, ainsi ils se doteraient de véritables organes de pouvoir pour envisager la suite de leur combat et définir des tâches, des objectifs politiques et sociaux.

Maintenant, dans ces assemblées où des travailleurs proposeraient leurs candidatures, il existe un moyen qui permettrait d'éviter qu'un trop grand nombre de délégués inféodés au stalinisme ou au réformisme soient élus, on pourrait envisager que des mesures ou des projets de loi soient proposés au vote de l'Assemblée populaire avant le vote des délégués, ainsi ces délégués seraient les véritables porte-parole et maître d'oeuvre des mesures sociales adoptées par la majorité des travailleurs, ces mesures constitueraient le contenu du mandat qu'ils devraient impérativement respecter à la lettre sous peine de leur être retiré immédiatement. En procédant de la sorte on découragerait la racaille et les provocateurs de présenter leurs candidatures, les travailleurs conserveraient le contrôle du processus révolutionnaire engagé pour le mener à son terme.

Cette proposition s'inspire des enseignements de la révolution russe de 1917 en les adaptant à la situation grecque, en tenant

compte de l'absence à ce stade du parti qui ne peut pas assumer le pouvoir temporairement pour le compte des masses exploitées tout en s'appuyant sur leur mobilisation révolutionnaire. On conserve les comités ou soviets, mais au lieu que ce soit un gouvernement issu d'un ou plusieurs partis qui au départ concentre le pouvoir en attendant que les comités ou soviets en soient capables, c'est le gouvernement issu de ces comités ou soviets qui en a le mandat et assume cette tâche.

On peut ajouter pour s'assurer que les délégués et le gouvernement respectent le mandat que leur ont confié la majorité des travailleurs, qu'ils doivent chaque mois convoquer dans leur ville l'Assemblée populaire pour rendre compte aux travailleurs de l'avancée de leurs travaux, et se voir renouveler leur mandat ou renvoyer. Une alternative à la proposition précédente : chaque Assemblée populaire doit se doter d'une structure et d'un bureau qui aura notamment pour mission d'appeler les travailleurs à se réunir chaque mois ou chaque fois que nécessaire, afin de débattre de la situation et d'entendre les délégués leur rendent compte de l'avancée de leurs travaux, ce qui permettra de contrôler qu'ils respectent bien le mandat qui leur a été confié, d'en modifier le contenu éventuellement...

A côté, la proposition d'une Assemblée constituante souveraine fait pâle figure ou si on la conserve prend davantage de consistance. Il est hors de question d'envisager l'élection d'une Assemblée constituante sur le modèle de celui de l'Assemblée nationale ou ce qui est en train de se passer en Tunisie, ne parlons pas de la Bolivie de Morales. Comme il est hors de question de conserver en France en l'état les institutions telle que le maire, le conseil départemental, régional, etc. chers aux Schivardi et Cie.. A partir du moment où l'on part des besoins de la population, c'est à elle seule que revient pas à pas de déterminer la politique sociale qui sera appliquée, il est impensable qu'un maire dispose d'un pouvoir discrétionnaire pendant des années comme c'est le cas aujourd'hui, il s'agit de faire table rase du passé et de tout ce qui symbolise le vieux monde et non de copier le modèle d'institutions qu'il nous aura légué. Le maire et le conseil municipal avec sa majorité et son opposition ne sont que des caricatures de la démocratie que nous devons mettre en place.

Tout repose sur la capacité ou non des masses grecques à s'organiser. J'ai oublié de signaler au passage que le processus que je viens d'évoquer permettait de briser l'obstacle des appareils, de les marginaliser avant de leur retirer tout pouvoir de nuisance. Si par exemple une Assemblée populaire prenait position contre la fermeture de tout service public et pour la réouverture de tous ceux qui ont disparu, tous les parasites social-libéraux et staliniens ou leurs semblables qui soutiennent le capitalisme ou ont participé à des gouvernements qui les ont fermés, seront systématiquement écartés par les travailleurs eux-mêmes, ainsi évidemment que tous les représentants du parti de l'ordre quel que soit le masque sous lequel ils se présenteraient, seuls des travailleurs ou des militants ayant rompu avec le capitalisme et ses institutions politiques pourraient prétendre à être élus délégués d'une Assemblée populaire souveraine.

L'air de rien, vous ne pensez pas qu'on avance ! J'allais écrire à pas de géant, mais je n'ai pas osé.

Manipulation.

Ben Laden: le Pakistan arrête des informateurs de la CIA titre Associated Press le 15 juin. On se dit, tiens, ils seraient en mesure de fournir un témoignage probant de la présence de Ben Laden vivant au Pakistan le 2 mai dernier, alors qu'on le croyait mort depuis longtemps, aurions-nous été manipulé dans l'autre sens ? Voyons de quoi il retourne.

Les services de renseignements pakistanais ont interpellé le propriétaire d'une maison louée à la CIA pour surveiller Oussama ben Laden, avant qu'un commando américain abatte le chef d'Al-Qaïda, ainsi qu'une "poignée" de Pakistanais, a annoncé mardi soir tard un responsable américain. (parce que le propriétaire savait que Ben Laden était présent dans cette maison, il l'aurait vu, non, la CIA lui a soufflé qu'il était forcément là puisque qu'une partie de ces proches y étaient -note du site)

Au Pakistan, un responsable occidental a confirmé l'information rapportée par le "New York Times" selon laquelle cinq informateurs pakistanais, qui avaient travaillé pour la CIA, avant l'opération du 2 mai dernier, avaient été arrêtés par la puissante direction pour le renseignement d'inter-services (ISI).

Parmi les personnes interpellées, figurerait un commandant de l'armée pakistanaise, d'après un article posté sur son site internet mardi soir. L'officier aurait communiqué les plaques d'immatriculation des voitures entrant dans le complexe où vivait Ben Laden quelques semaines avant l'opération commando. (En voilà un témoignage, un militaire qui devait se demander ce qui se trafiquait dans cette maison et qui avait relevé les plaques d'immatriculation des voitures qui en sortaient, savait lui aussi forcément que cette maison abritait Ben Laden, par déduction sans doute. Ne s'agirait-il pas plutôt pour la CIA de mettre la main sur toutes les personnes susceptibles dans l'avenir de livrer des détails qui compromettraient définitivement la version officielle fournie par Washington, de les intimider pour qu'ils n'en fassent rien ou les faire disparaître avec la complicité des hauts gradés de l'ISI ?)

La jeunesse sacrifiée, réduite en esclavage.

Statistiques de l'OCDE au premier trimestre 2011:

- chômage des 15-24 ans: 36,1% des jeunes actifs

- chômage total: 14,1%

- moyenne européenne pour le chômage jeune: 20,6%

Pour Glenda Quintini, économiste à l'OCDE et spécialiste de la politique de l'emploi des jeunes en Europe, la situation en Grèce et en Espagne est assez similaire:

« *(...) c'est un problème de précarité. Je ne parle pas forcément de CDD, mais aussi de stages, ou de "faux emplois": on demande à un jeune de travailler officiellement à son propre compte alors qu'en réalité, il travaille pour un employeur qui ainsi, ne paie pas de charges.* »

La ministre du travail grecque Louka Katseli a récemment défendu la mise en place d'une mesure qui diminue le salaire des travailleurs de moins de 25 ans de 20% (passant de 839 euros à 592 euros mensuels) et permet leur licenciement sans indemnités pendant les trois premières années d'embauche. «Le taux de chômage des 18-25 ans est de 40%, a-t-elle justifié selon l'agence EFE. La mesure n'a pas pour but de réduire le coût du travail, mais d'inciter les entreprises à créer des emplois pour ceux qui, aujourd'hui, n'ont aucun revenu.» (Slate.fr 15.06)

Accélération de la décomposition de la société.

Charline Delporte, Présidente de l'Association de défense des familles et des individus(ADFI) du Nord-Pas-de-Calais Picardie, réagit au rapport du gouvernement rendu public mercredi. Interview à l'express.fr 15.06.

Les dérives sectaires ont-elles de beaux jours devant elles?

Notre rapport d'activité fait état d'une augmentation de l'offre sectaire de 63% entre 2009 et 2010. Un tel bond est affolant! Notre société se cherche et est en demande. Une faiblesse dont les gourous se servent. Ils font ensuite tout pour répondre aux différentes demandes. Mais les méthodes actuelles sont souvent des reprises d'anciens leaders de sectes parfois décédés et des profils types se retrouvent. Souvent il ou elle est bardé(e) de diplômes obtenus aux Etats-Unis, propose des concepts nouveaux de bien-être... Le réseau n'est pas immense et les noms finissent par se croiser.

Comment expliquer le succès de ces manipulations?

Si Internet est un outil formidable sur de nombreux points, c'est aussi une niche à dérives sectaires. Son utilisation aisée est donnée à tout à chacun. Quiconque a un peu de bagou, une sacrée dose d'imagination et un minimum de charisme pourra créer un site déviant. L'étendue de la Toile multiplie et diversifie cette offre. Le prosélytisme reste toutefois l'outil le plus fort. Les adeptes d'une secte vont évoquer des pseudo-miracles réalisés par leur "*maître*" autour d'eux et le système du bouche à oreille s'enclenche.

L'OIT, une tribune pour un Etat mafieux.

- Le chef du gouvernement russe, Vladimir Poutine, s'est vanté mercredi devant l'Organisation mondiale du travail (OIT) d'avoir réduit le chômage dans son pays. (Reuters 15.06)

Politique

Grèce

Selon la police, plus de 20 000 personnes ont manifesté au total à Athènes, alors que la ville était paralysée par une grève générale observée par les principaux syndicats. Une forte mobilisation a été observée, notamment dans le secteur public et les transports maritimes et urbains. Les médias grecs évoquent pour leur part une manifestation qui aurait rassemblé plus de 40 000 personnes.

«*La Grèce est en danger, c'est la plus importante mobilisation dans le pays*» depuis les années 70 contre la junte militaire, estime Maria Chira, une brune trentenaire, enroulée dans un drapeau grec, qui a rejoint le mouvement des Indignés depuis fin mai. Elle dit n'avoir jamais appartenu à aucun parti ni syndicat auparavant.

L'agence de notation Standard and Poor's a annoncé ce mercredi avoir abaissé de trois crans la note de quatre banques grecques à «CCC», et averti de la possibilité d'une crise de liquidités à court terme affectant tout le système bancaire de ce pays.

Ces quatre banques, la Banque nationale de Grèce, l'Eurobank EFG, Alpha et Piraeus, sont «exposées à des risques renforcés

en raison de la détérioration de la solvabilité de la Grèce», relève l'agence.

Problème, d'un côté, les marchés lui interdisent l'accès au refinancement. De l'autre, ses créanciers, l'UE et le FMI, lui demandent des efforts d'austérité en échange de leur secours financier.

Les Européens eux cherchent ainsi à boucler un nouveau plan d'aide financière pour la Grèce au bord de la faillite, mais ils ne parviennent pas pour le moment à s'entendre sur les modalités. La question d'une participation du secteur privé au sauvetage d'Athènes notamment divise les esprits.

Le chef économiste de la BCE, Jürgen Stark, a répété le refus de la Banque centrale européenne de toute solution qui serait contraignante pour les créanciers privés. «*Nous ne sommes pas opposés à une implication du secteur privé, mais elle doit être totalement volontaire*».

Mais, d'un autre côté, il «*comprend très bien l'argument*», avancé principalement par l'Allemagne, d'une répartition nécessaire de l'aide entre secteur privé et secteur public. Mardi, plus de six heures de réunion n'ont pas permis aux ministres de parvenir à un accord.

Pour le moment, le gouvernement socialiste de Georges Papandréou a décidé de poursuivre la rigueur.

Ce mercredi a commencé l'examen du projet de loi budgétaire comprenant un nouveau volet d'austérité d'ici à 2015.

Le Premier ministre Georges Papandréou a répondu à la mobilisation en soulignant qu'il allait «*assumer ses responsabilités*» et «*continuer d'avancer et prendre les mesures nécessaires pour sortir le pays de la crise*».

Il s'est ensuite entretenu au téléphone avec son rival de droite, Antonis Samaras, et selon la télé publique Net, les deux hommes ont entamé un intense marchandage autour d'une ouverture du gouvernement au delà des rangs socialistes.

Pour l'instant, c'est donc toujours le parti socialiste qui tient le pouvoir, mais il est de plus en plus dans l'embarras. Mardi soir, le député de la majorité Georges Lianis a démissionné de son groupe parlementaire, en déclarant que le gouvernement «avait échoué». Sur 300 sièges, les socialistes n'en ont plus que 155 alors que le plan budgétaire doit être voté fin juin.

«*Le Pasok a atteint ses limites*», a titré du coup ce matin le journal libéral Kathimérini. Pour le quotidien de gauche Elefthérotypia «*le gouvernement tient à un fil*».

Selon le gouvernement, le vote par le Parlement du plan budgétaire est la condition pour le versement de la cinquième tranche du prêt de 110 milliards d'euros accordé en 2010 par l'UE et le FMI, dont 53 milliards au total ont été versés à ce jour au pays.

Les investisseurs s'inquiètent de plus en plus des conséquences que pourrait avoir la crise grecque sur le secteur financier européen. L'agence d'évaluation financière Moody's envisage d'abaisser la note des banques françaises BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole du fait de leur exposition à la Grèce. La belge Dexia serait également menacée.

Le Crédit Agricole est concerné via sa filiale Emporiki et est donc principalement touché par des créances privées. Pour BNP Paribas et Société Générale, en revanche, c'est avant tout le portefeuille de titres d'Etat qui est concerné. Il atteignait, fin mars, 2,5 milliards d'euros pour Société Générale et 5,0 milliards pour BNP Paribas.

Le ministre français des Affaires européennes Laurent Wauquiez a minimisé ce mercredi les risques liés à la menace de Moody's d'abaisser la note de trois banques françaises, soulignant que le secteur bancaire français était «*moins exposé*» que l'allemand.

Selon des chiffres publiés le 6 juin par la Banque des règlements internationaux (BRI), les banques allemandes détenaient fin 2010 un total de 22,6 milliards de dollars (15,3 milliards d'euros) de dette publique grecque, contre 15 milliards de dollars (10,5 milliards d'euros) pour les banques françaises.

L'euro perdait du terrain face au dollar ce mercredi, mais selon l'économiste en chef de la BCE, Jürgen Stark, le destin de la monnaie commune européenne «ne dépend pas» de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande.

«*La Grèce contribue pour 2,5% à la création de valeur*» de toute la zone euro, «*si vous ajoutez le Portugal et l'Irlande on arrive à 6%*», a-t-il expliqué.

Selon Derek Halpenny, analyste chez Bank of Tokyo-Mitsubishi, il «*devient de plus en plus évident que les dirigeants européens ne parviennent toujours pas à trouver un accord sur un nouveau plan de sauvetage de la Grèce*», donc la pression contre l'euro

devrait s'accentuer dans les jours à venir. (lemonde.fr avec AFP et liberation.fr 15.06)

2- Espagne

Des responsables politiques catalans ont eu recours mercredi à des hélicoptères de la police pour accéder au parlement de la région, que près de 2.000 manifestants ont tenté de bloquer, en signe protestation contre les réductions budgétaires dans l'éducation et la santé.

La situation était extrêmement tendue à l'arrivée des députés, aux abords du parc de la Ciutadella, dans le centre de Barcelone, a souligné une porte-parole de la police. Le président de la région Artur Mas et une dizaine de politiciens sont arrivés par hélicoptère. Des incidents ont éclaté quand la police a repoussé les manifestants pour permettre aux députés arrivés à pied d'entrer dans l'enceinte du parlement.

Les politiques ont été chahutés et au moins deux aspergés de peinture, a précisé la policière, qui n'a pas relevé de blessé. Le quotidien "El Pais", qui cite des sources médicales, évoque 23 personnes traitées pour des blessures.

Environ 400 policiers avaient été déployés dans le parc de la Ciutadella. (AP 15.06)

3- Côte-d'Ivoire. Le dictateur de Neuilly.

Les anciennes Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) forment désormais l'ossature de la nouvelle armée depuis la chute de l'ancien président Laurent Gbagbo le 11 avril dernier.

"*Le manque de discipline et la violence de la part de l'armée nouvellement établie, les FRCI, qui est composée de différents groupes sans claire structure de commandement, sont (...) une source de sérieuse préoccupation*", a déclaré dans un communiqué Navi Pillay, haut commissaire aux droits de l'homme des Nations unies.

"*Des témoignages accusent ces soldats d'implication dans des violations des droits de l'homme à Abidjan comme dans le reste du pays, incluant des exécutions sommaires, des arrestations arbitraires, des actes de torture, des viols, des pillages et de l'extorsion*.".(Reuters 15.06)

4- Biélorussie

Près d'un millier de personnes ont manifesté mercredi à Minsk contre la politique économique du gouvernement biélorusse, malgré l'avertissement du président Alexandre Loukachenko.

La police avait fermé les accès à la place d'Octobre, où se trouvent les principaux bâtiments administratifs de la capitale, mais les manifestants se sont rassemblés dans les rues adjacentes.

Ils répondaient à un appel relayé sur les réseaux sociaux dont les auteurs s'en prennent violemment au chef de l'Etat. De telles manifestations sont rares en Biélorussie.

Tapant en rythme dans leurs mains, les contestataires n'ont scandé aucun slogan et sont restés pratiquement muets. La police n'est pas intervenue.

Le chef de l'Etat avait promis la veille de "*réprimer fermement*" les manifestations contre les mesures d'austérité destinées à sortir le pays de la crise.

La situation économique et sociale s'est dégradée dans l'ancienne république soviétique où la crise a provoqué fin mai une dévaluation du rouble de 36% et entraîné une forte hausse de l'inflation.

Durant le week-end, la police a dispersé sans ménagements des rassemblements organisés à la frontière polonaise pour protester contre la décision des autorités de restreindre les quantités d'essence et d'autres produits qui peuvent être revendus hors du pays.

Les appels à manifester se multiplient via les réseaux sociaux sur internet et, la semaine dernière, des automobilistes se sont rassemblés dans le centre de Minsk pour dénoncer la hausse du prix de l'essence.

Une vidéo de l'opposition diffusée sur internet appelle la population à manifester dans la capitale et à entamer une grève générale à compter du 3 juillet.

Minsk estime que l'inflation pourrait atteindre 39% cette année et la banque centrale biélorusse a perdu depuis janvier un quart de ses réserves de change en essayant de soutenir le rouble.

La Biélorussie, qui vient de relever ses taux directeurs de 14 à 16%, attend de la Russie une assistance financière de l'ordre de trois milliards de dollars (deux milliards d'euros), en échange d'un plan de privatisations. (Reuters 15.06)

5- Etats-Unis. La CIA-Al-Qaïda veut étendre son pouvoir de nuisance au Moyen et Proche-Orient.

Les Etats-Unis construisent une base aérienne secrète pour la CIA dans la région du golfe Arabo-persique afin de combattre des terroristes d'Al-Qaïda au cas où les forces américaines seraient chassées du Yémen, selon des informations obtenues par l'Associated Press auprès de responsables américains.

A la demande de ces sources, qui ont requis l'anonymat du fait que les missions de l'armée et de la CIA au Yémen sont partiellement classées secret-défense, l'AP ne précisera pas la localisation exacte de la base.

La Maison Blanche a déjà renforcé le nombre d'officiers de la CIA au Yémen en prévision d'une éventuelle victoire des factions anti-américaines. Elle a aussi accéléré le calendrier de construction de la base, ramené de deux ans à huit mois. D'après un responsable américain, des groupes d'opposition yéménites ont prévenu qu'ils mettraient fin au programme américain de contre-terrorisme s'ils arrivaient au pouvoir.

Pour l'heure, c'est une unité militaire du contre-terrorisme, le Commandement interarmées des opérations spéciales (Joint Special Operations Command, JSOC), qui mène les attaques contre Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), avec le soutien du renseignement de la CIA. Le JSOC a obtenu en 2009 l'autorisation du gouvernement yéménite pour réaliser des frappes limitées sur son territoire.

Récemment, les alliés du président Ali Abdallah Saleh ont également permis aux Etats-Unis d'utiliser des drones (avion sans pilote commandé à distance) et même des avions de combat afin de frapper des membres d'Al-Qaïda qui veulent profiter du soulèvement contre le régime pour prendre le pouvoir dans certaines régions.

Le directeur de la CIA, Leon Panetta, a déclaré la semaine dernière que des officiers de l'Agence travaillaient au Yémen avec le JSOC, ainsi que dans d'autres zones d'activité d'Al-Qaïda. La CIA a cependant refusé de confirmer que la Maison Blanche ait décidé de construire la base ou d'étendre les opérations de la CIA au Yémen.

La construction d'une nouvelle base suggère un engagement à long terme des Etats-Unis contre Al-Qaïda dans la région, sur le modèle du Pakistan, où des drones de la CIA armés de missiles traquent les djihadistes avec l'accord tacite du gouvernement d'Islamabad.

Les autorités yéménites préfèrent des drones plutôt que la présence sur leur sol d'équipes du contre-terrorisme américain, qui passe mal auprès des populations locales. Mais la nouvelle base permettrait de poursuivre des opérations sans l'approbation du Yémen.

Si les Yéménites cessaient de coopérer avec les forces contre-terroristes américaines, la CIA prendrait probablement la direction de la traque d'Al-Qaïda au Yémen, estiment de hauts responsables américains.

Pendant que le débat sur cette stratégie se poursuit à Washington, les forces spéciales américaines basées aux frontières du Yémen visent presque quotidiennement des membres d'Al-Qaïda que les troubles amènent à sortir davantage de leurs repaires. Grâce à des renseignements américains, les forces yéménites ont arrêté des agents qui ont fourni des informations sur les opérations et caches du réseau, permettant de se rapprocher d'une cible majeure, l'imam extrémiste d'origine américaine, Anwar al-Awlaki, ont affirmé les sources américaines. Trois tentatives de l'atteindre ont cependant échoué depuis le début mai.

Les forces américaines ont aussi intensifié leurs attaques parce que le gouvernement yéménite les y encourage pour essayer de garder le pouvoir, ajoutent les mêmes sources.

Les Etats-Unis doivent maintenir la pression pour briser l'élan d'AQPA, a estimé mardi Daniel Benjamin, coordinateur du contre-terrorisme au Département d'Etat (Affaires étrangères). Il a fait état d'une inquiétude croissante de voir Al-Qaïda profiter des troubles pour s'armer et renforcer ses relations avec les milices somaliennes al-Shabab, dont certains membres ont fait allégeance au réseau terroriste. (AP 15.06)

Social

1- France

1.1- Cheminots manifestation.

1.1.1- Les fédérations syndicales de cheminots CGT, CFDT, UNSA et Sud-Rail appellent à une manifestation nationale, jeudi à Paris, contre les restructurations à la SNCF et la poursuite de l'ouverture à la concurrence du secteur ferroviaire. Les syndicats, qui attendent 25.000 manifestants, réclament aussi l'ouverture de négociations sur l'emploi et accusent la direction d'avoir supprimé plus de 22.000 postes à la SNCF "en moins de 10 ans".

Les manifestants sont appelés à se rassembler à partir de 13h place d'Iéna pour un défilé jusqu'aux abords de la gare Montparnasse, où se trouve le siège de la SNCF. Cette mobilisation ne s'accompagne pas d'un mot d'ordre national de grève. La direction de la SNCF, jointe par l'Associated Press, ne prévoit pas de perturbations particulières.

"*L'exemple de Fret SNCF est particulièrement éloquent sur les effets néfastes de l'ouverture à la concurrence. Depuis la libéralisation du transport ferroviaire de marchandises, la part modale de la route n'a cessé d'augmenter, et cela à l'opposé des orientations du 'Grenelle de l'Environnement'*", déclarent les quatre fédérations de cheminots dans un communiqué commun.

"*Aux dégâts économiques et écologiques s'ajoutent des conséquences sociales dramatiques avec la suppression massive et continue d'emplois à la SNCF, avec des conditions sociales des cheminots tirées vers le bas*", ajoute le communiqué. "*Ainsi, et ce dans toutes ses activités, la SNCF a supprimé en moins de dix ans plus de 22.000 emplois, créant ainsi les conditions d'un affaiblissement de la qualité de service et une dégradation sans précédent des conditions de vie et de travail des cheminots*".

Les quatre syndicats dénoncent également "*de nouveaux cadeaux fiscaux (...) aux grosses fortunes*", et dans le même temps, "*une cure d'austérité et de rigueur pour les fonctionnaires, les cheminots, les services publics*".

"*A l'instar des mobilisations contre les réformes de retraites en 2007 et 2010 et celles engagées sur les questions des salaires*", les fédérations estiment que "*les cheminots sont légitimes à exiger la préservation et l'amélioration de leurs conditions sociales*". (AP 15.06)

1.1.2- Plusieurs milliers de cheminots, dix-huit mille selon la CGT, ont manifesté, jeudi, pour exprimer leur opposition à l'ouverture à la concurrence dans le transport régional de voyageurs et leur attachement au service public.

Les cheminots ont quitté à 14 heures la place d'Iéna, siège du Conseil économique, social et environnemental (CESE), en direction de la gare Montparnasse et du siège de la SNCF. Dans le même temps, se tenait au CESE un colloque sur l'ouverture du rail à la concurrence, au cours duquel ont été annoncées la saisine du CESE sur ce thème et des assises nationales du ferroviaire à la rentrée.

Selon Gilbert Garrel, secrétaire général de la CGT Cheminots, ces deux initiatives seront "*une opportunité de prolonger le débat*". Pour autant, il a déploré auprès de l'AFP qu'avant même d'entamer le débat, "*on s'attaque déjà aux droits du salarié*", faisant allusion à un propos de la ministre des transports, Nathalie Kosciusko-Morizet. Celle-ci a déclaré lors du colloque que la SNCF ne pouvait pas "*faire durablement l'économie de l'adaptation à de nouvelles organisations du travail*". (lemonde.fr et AFP 16.06)

Traduisez : Prolonger la collaboration de classes, à quoi d'autre pourrait servir le CESE ?

1.2- Monoprix en grève.

Officiellement, Monoprix indique sur des affichettes qu'il doit faire face à "des problèmes de transport" de marchandises. En réalité, l'enseigne est confrontée depuis plusieurs mois à un conflit social.

"*Il n'y a pas de problèmes de transport, il y a une grève des salariés. Nous bloquons les entrepôts parce que la direction refuse d'intégrer 50 euros de prime par mois sur les salaires*", fustige sur Libération Douha Manoubi, déléguée CGT d'une plate-forme logistique de Samada, une filiale de Monoprix.

Le contentieux concernant les primes des salariés remonte au 15 avril dernier. A l'époque, les employés de Samada avaient organisé un premier blocage des entrepôts. "*A la suite de ce mouvement, nous avions eu la promesse orale que les 1.000 salariés obtiendraient leur prime de 50 euros*", explique au Post Douha Manoubi.

Finalement, seuls 600 des 1.000 employés ont bénéficié de cette prime de 50 euros. Explication de la direction : les 400 autres employés n'étaient, soit pas assez anciens, soit pas assez productifs.

Contacté mercredi soir par Le Post, la déléguée syndicale de la CGT assure que les employés ont voté la reconduction du blocage en AG. (lepost.fr 15.06)

1.3- La crise sert aussi à dégraisser le cacao.

Fin de partie pour les 182 salariés de la chocolaterie marseillaise Netcacao, tous anciens de Nestlé. L'entreprise créée pour poursuivre la production de chocolat sur un site où le groupe suisse s'était installé en 1952 a finalement été mise, mercredi, en liquidation par le tribunal de commerce de Marseille après moultes rebondissements. Depuis l'annonce de Nestlé, en mai 2004, de son intention de fermer l'usine qui employait 425 personnes, les salariés ont remués ciel et terre pour conserver leurs emplois.

«*Cela fait cinq ans que tout le monde veut que nous nous cassions la figure. Nestlé notamment qui est encore en conflit avec d'anciens salariés* », commente amère Véronique Théry, l'ancienne présidente. Pour cette dernière, « *Il y a deux coupables, le procureur qui a rejeté le projet de fiducie qui aurait permis un projet de reprise et le tribunal de commerce qui a fait trainer le dossier, nous condamnant à une mort à petit feu*». Cette dernière pointe du doigt des appétits immobiliers, pour des actifs qu'elle estime entre 15 et 25 millions d'euros.

Un groupe de repreneurs s'était pourtant manifesté mais il n'a pas convaincu le tribunal. (lefigaro.fr 15.06)

Le retour du travail des enfants en France ou la fin de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans annoncée. On n'arrête plus le progrès!

Les députés examinent à partir de mercredi une proposition de loi UMP sur le développement de l'apprentissage, destinée à booster l'emploi des jeunes, dont un article controversé propose d'abaisser à 15 ans l'âge minimum d'accession à cette formation.

L'exécutif a engagé la procédure accélérée pour l'examen de ce texte présenté par Gérard Cherpion (UMP, Vosges) portant sur "*le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels*" dont le vote est prévu le 21 juin.

Les moins de 16 ans doivent avoir "*accompli la scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire*" avant d'entrer en apprentissage. (AFP 15.06)

2- OIT : la domesticité à l'honneur.

Les 183 Etats membres de l'Organisation mondiale du travail (OIT) ont adopté jeudi une Convention "*historique*" sur les travailleurs domestiques, destinée à améliorer le cadre de protection de millions de personnes dans le monde, sous-payées et soumises à des horaires extensibles.

Pour l'OIT, l'adoption de cette 189ème convention constitue de fait une réalisation majeure dans la mesure où il s'agit du premier instrument juridique contraignant concernant ces travailleurs de l'ombre dont le nombre ne cesse de grandir. (Faux, les mesures adoptées par l'OIT n'ont aucune valeur coercitive sur les Etats, c'est écrit dans ses statuts - note du site)

Selon les données de son secrétariat (BIT), les domestiques -- essentiellement des femmes dont beaucoup sont des migrantes -- représentent un minimum de 52,6 millions de personnes dans le monde, soit 4 à 10% de l'emploi dans les pays en développement et jusqu'à 2,5% dans les pays industrialisés.

Un chiffre qui a augmenté de 89% entre 1991 et 2008 et pourrait même déjà atteindre les 100 millions de personnes, certains pays sous-évaluant leurs statistiques, selon le BIT.

Nombre d'entre-eux sont sous-payés, le travail domestique faisant partie des professions les plus faiblement rémunérés, d'après le BIT, sans horaire ni protection sociale.

Ainsi, 56% des travailleurs domestiques n'ont pas de lois fixant des limites d'heures de travail tandis que 45% n'ont pas de jour de repos, a rappelé M. Somavia, soulignant qu'il était grand temps de s'attaquer à cette part informelle de l'économie pour la rendre enfin visible.

La convention prévoit comme mesure principale de garantir à ces femmes de ménages, gardes d'enfants ou cuisiniers... un traitement similaire à celui dont bénéficient les autres catégories d'employés.

Elle stipule également de leur assurer un jour de repos par semaine et entend empêcher leurs employeurs de les obliger à rester sur leur lieu de travail pendant leurs congés.

Le document doit désormais être ratifié par au moins deux pays pour entrer en vigueur. Pour ces derniers, il aura un caractère contraignant.

Ainsi, "*son approbation n'a pas été une tâche facile*", a reconnu M. Somavia.

Si la grande majorité l'ont accepté y compris les pays du Golfe, l'Inde, l'Indonésie ou encore le Bangladesh, très réticents au départ, certains pays se sont abstenus, comme la Grande-Bretagne.

La représentante britannique a expliqué que Londres "*ne sera pas en mesure de ratifier le texte*", offrant déjà selon elle "*une large protection aux travailleurs domestiques*".

Malgré tout, la directrice du programme sur les conditions d'emploi du BIT, Manuela Tomei se veut optimiste quant à la ratification du texte qui a été conçu, selon elle, avec beaucoup de "*flexibilités*" pour pouvoir être plus facilement adaptable aux lois nationales.

"*La volonté politique est là*", a assuré Mme Tomei. D'ores et déjà, les Philippines et l'Uruguay ont fait part de leur intention de le ratifier.

Reste, selon les ONG, que la partie n'est pas encore gagnée.

"*Il y a encore beaucoup à faire*", a reconnu la responsable du Réseau international des travailleurs domestiques, Myrtle Witbooi, se félicitant malgré tout "*de ce grand jour*". (AFP 16.06)

Quand on lit que des pays comme les pays du Golfe, l'Inde, l'Indonésie , le Bangladesh ou les Philippines auraient l'intention de ratifier ce texte et d'en respecter le contenu, on se dit que c'est une bien mauvaise blague quand on a à l'esprit que dans ces pays-là justement les travailleurs toutes catégories confondus sont traités comme des esclaves, et qu'ils n'ont jamais respecté aucune des conventions précédemment signées avec l'OIT, alors pourquoi respecteraient-ils celle-là ?

Haut de page

Le 18 juin

On a eu une coupure de courant de 7 heures hier, et apparemment c'est reparti ce matin depuis déjà 10 heures. Du coup l'informaticien n'est pas passé chez moi hier soir, le courant est revevu à 21h15. On s'est dépêché de remplir le réservoir d'eau ce matin avant la coupure, car on n'a pas pu le remplir hier. C'est vraiment galère et malgré la chaleur écrasante je n'ose pas trop utiliser le ventilateur dans le bureau de crainte de vider la batterie et qu'ils ne remettent pas le courant le soir s'il pleuvait, le temps peut tourner à l'orage à cette saison, je la garde pour la nuit car sans ventilateur, c'est impossible de dormir, et quant à dormir dehors, avec les moustiques c'est risqué ! Bref, je bosse et je transpire !

J'ai modifié une donnée de l'affichage du fichier des causeries du mois de juin, car j'ai cru repérer un problème en travaillant sur un écran d'une nouvelle dimension et une résolution d'écran différente, avertissez-moi si cela causait un problème.

Hier j'ai oublié quelque chose à propos de la Grèce.

Apparemment l'aristocratie financière a décidé de ne rien lâcher, quitte à provoquer un affrontement direct entre les classes. En nommant le ministre de la Défense à l'Economie, le Premier ministre Papandréou a indiqué hier qu'il se disposait ouvertement dans cette perspective. A la prochaine étape ce sera un militaire qui occupera ce poste. Les travailleurs ne sont pas prêts malheureusement à affronter cette situation et leur ennemi le sait très bien.

A deux reprises au XXe siècle, ils ont démontré qu'ils étaient prêts à mettre le monde à feu et à sang pour assurer la survie du capitalisme, oseront-ils récidiver ? Pendant ce temps-là, chacun s'interroge sur l'avenir du monde, les conséquences de la survie du capitalisme provoque une profonde réflexion chez les travailleurs du monde entier qui n'est pas encore parvenue à maturité.

L'affrontement entre les travailleurs et l'Etat en Grèce est en train de démontrer aux travailleurs engagés dans un processus révolutionnaire en Afrique du Nord, qu'il ne suffit pas de combattre pour la démocratie pour pouvoir satisfaire des revendications sociales, mais qu'il faut lui donner un contenu politique, fixer des objectifs politiques à leur combat pour lui donner un contenu, objectifs qui une fois atteints permettra ensuite de prendre les mesures sociales qui s'imposent pour pouvoir enfin satisfaires leurs besoins sociaux, car il sera impossible de satisfaire leurs revendications sociales sans exproprier les capitalistes, et il sera impossible d'avancer dans cette voie tant que l'Etat qui a été fondé pour servir les intérêts des capitalistes n'aura pas été démoli pièce par pièce.

Pourquoi faut-il absolument liquider au préalable l'Etat des capitalistes ?

Parce que les appareils judiciaire et policier de l'Etat ont pour principale fonction d'assurer la pérénité du capitalisme, vous ne pouvez pas exproprier un patron ou des actionnaires sans vous attirer les foudres de leur justice et sans vous exposer aux balles

de leur soldatesque. La Constitution - donc la totalité des institutions dont l'armée permanente, et les lois en vigueur doivent être abolies, ensuite seulement, lorsqu'une nouvelle Constitution a été rédigée et adoptée, de telle sorte que l'Etat se compose désormais des institutions démocratiques créés par la nouvelle classe dominante, la classe ouvrière, institutions qui concentrent et exercent le pouvoir, Etat qui ne représente plus les intérêts de la classe minoritaire des capitalistes, mais ceux des masses exploitées qui composent l'immense majorité de la population, donc lorsque rentre en vigueur une Constitution qui entérine l'inversion des rapports entre les classes en faveur de la nouvelle classe dominante, quand le nouvel appareil judiciaire et policier est au service des travailleurs et non plus à celui des capiitalistes, le pouvoir et la légitimité ont changé de camp, et il est désormais possible de s'attaquer aux fondements du capitalisme, de mater ou réprimer la résistance des capitalistes en se servant du nouvel Etat créé notamment pour en venir à bout et avancer sur la voie du socialisme.

Il est impossible de s'attaquer au capitalisme en conservant des institutions et des lois favorables aux capitalistes, la loi est de leur côté, elle protège la propriété privée des moyens de production, et si malgré tout vous passez outre, ils en appelleront à l'armée pour faire respecter la propriété privée des moyens de production. C'est la raison pour laquelle il faut commencer par abolir la Constitution qui définit le rôle et le fonctionnement de chaque institution au service du capitalisme. En abolissant la Constitution, les institutions ne peuvent plus se prévaloir de la moindre légitimité, elles tombent sous le coup de l'illégalité, elles ne peuvent plus justifier leur existence autrement qu'en se référant au régime qui vient d'être renversé par une révolution prolétarienne.

Il faut donc commencer par faire une révolution politique qu'on appellera une révolution prolétarienne, avant de pouvoir faire une révolution sociale qu'on appellera une révolution sociale. On commence par se doter d'un outil politique qui nous permettra ensuite de s'attaquer aux fondements du capitalisme proprement dit, à la source des rapports entre les classes qui sont déterminés par les rapports sociaux de production, en prenant le contrôle des piliers de l'économie (institutions financières et grandes entreprises), de façon à pouvoir réorganiser la production à partir des besoins de la population pour pouvoir les satisfaire.

L'intervalle ou le temps qui s'écoulera entre la révolution prolétarienne et la révolution socialiste, sera déterminé sur le plan objectif par le niveau de développement économique du pays et son degré d'intégration dans le capitalisme mondial. Dans le cas de pays comme la Grèce ou la France, ce délais sera d'autant plus court qu'il est devenu impossible de satisfaire la moindre revendication sociale collective sans s'attaquer directement aux fondements du capitalisme, en rompant immédiatement avec la soumission de la production et plus généralement de l'économie au marché mondial dominé par l'aristocratie financière, en ne cherchant plus à rivaliser avec les capitalistes du monde entier, en brisant la spirale infernale de la concurrence à laquelle se livrent les différentes économies qui a été à l'origine de la situation sociale catastrophique des masses exploitées et les a amenées à renverser le régime en place, puisque le nouvel Etat (ouvrier ou social) sera animé dès le départ par une autre préoccupation que la quête effrénée du profit, la satisfaction des besoins ou des aspirations des masses laborieuses, leur bien-être, vivre en paix et en harmonie avec tous les peuples. Bien entendu, ce délais dépendra surtout du degré de maturité politique des masses et de leur niveau d'organisation, de leur capacité à les développer pour s'élever au niveau des tâches et des objectifs du programme de la révolution socialiste.

En observant ce qui se passe aujourd'hui en Grèce, on a un avant-goût de ce qui nous attendra en plus brutal quand la révolution pointera son nez, pour la faire échouer et la réprimer : évasion des capitaux, chute de la Bourse, épuisement du crédit bancaire, fermeture des marchés à l'importation et à l'exportation, envolée des prix, lock-out et licenciements massifs, organisation de la pénurie de produits de première nécessité, recours aux forces spéciales et à l'armée pour tenter de maintenir l'ordre et réprimer les manifestants, emprisonnements arbitraires de militants, tortures, assassinats ou disparitions de dirigeants ouvriers, suspension des libertés publiques, des institutions, interdiction des partis et organisations ouvrières, etc.

Et cela dès le jour où le régime se sentira menacé, alors imaginez le niveau de mobilisation de la réaction le jour où elle sentira que le pouvoir lui échappe, quand on s'attaquera aux institutions, puis au capitalisme, pour parvenir à la vaincre, il n'y aura pas d'autre alternative que d'anéantir par la force son pouvoir de nuisance, lui retirer un à un tous ses pouvoirs, ce qui ne se fera pas en un jour et nécessitera une détermination sans faille des dirigeants de l'avant-garde, un niveau de mobilisation et d'organisation exceptionnel des masses.... Quand on constate qu'ils sont prêts à déduire un pays pour mettre la main sur ses richesses, que ne seront-ils pas tentés de faire le jour où ils seront menacés de tout perdre.

La liste des questions qu'il faudra régler sur le champ, la multitude des obstacles que nous devront affronter que je viens de dresser rapidement, pose la question suivante : sachant que des décisions ou des décrets devront être pris et appliqués sans délais et dont dépendra le cours et le sort de la révolution, comment peut-on envisager qu'une assemblée de plusieurs centaines de délégués provenant d'horizons politiques divers disposera d'un niveau de conscience suffisant, d'une compréhension globale de la situation, de son développement et de son orientation, de l'évolution du rapport de force entre les classes à chaque instant, etc. pour prendre les décisions qui s'imposeront, ajoutons et ce n'est pas la moindre des choses, en l'absence du parti ? Est-ce franchement raisonnable de prêter une telle capacité, un tel niveau de conscience politique à des délégués fraîchement élus, et dont la plupart n'ont qu'un rapport lointain avec le marxisme ou qui ignorent tout ou presque du socialisme ? (A suivre)

Politique

1- France

1.1- L'UMP se délite, suite.

1.1.1- Après un vote au conseil de Paris, la liste UMP dissidente pour les sénatoriales est en mesure d'emporter un siège. Une voix UMP s'est même portée sur la liste PS… La guerre de tranchées continue, sur fond d'ambitions municipales pour François Fillon. (publicsenat.fr 17.06)

1.1.2- L'instance pour coordonner la majorité présidentielle résiste difficilement aux tensions qui traversent la droite. Depuis qu'il a quitté le gouvernement, Jean-Louis Borloo s'est attaché à créer son «Alliance» des forces centristes et se présente comme son «*candidat naturel*» pour 2012. Hervé Morin et Jean-Marie Bockel l'ont rejoint dans cette aventure. Frédéric Nihous, lui, a franchi le pas en annonçant jeudi son entrée dans la course présidentielle. Christine Boutin, qui n'en faisait plus mystère depuis plusieurs mois, officialisera sa candidature mercredi. Et le Mouvement pour la France est à la recherche du successeur à Villiers qui pourra relever le gant. Une multiplication de candidatures qui rend plus d'un nerveux à l'UMP (lefigaro.fr 17.06)

1.1.3- Mercredi dernier, le ministre de l'Industrie a quitté le plateau en plein enregistrement de l'émission «Capital», présentée par Guy Lagache sur M6. Alors qu'il était invité pour échanger sur le thème du nucléaire (...), le ministre, en désaccord avec le journaliste, a subitement quitté le plateau en déclarant: «*Allez, je vous laisse. Je me casse*». (lepost.fr 17.06)

1.1.4- La démission de Rama Yade de son poste d'ambassadrice de l'Unesco pour participer aux côtés de Jean-Louis Borloo à la compétition présidentielle a ravivé jeudi à l'UMP les craintes d'un 21 avril à l'envers, soit une élimination de son candidat dès le premier tour. (lexpress.fr 17.06)

2- Maroc

Le roi Mohammed VI a annoncé vendredi la tenue d'un référendum le 1er juillet au Maroc sur un projet de nouvelle Constitution censée renforcer les pouvoirs du gouvernement. (Reuters 17.06)

3- Syrie

Les manifestations contre le régime du président Bachar al Assad se sont poursuivies en Syrie vendredi, jour de la grande prière hebdomadaire, malgré la répression menée par l'armée qui a poussé 10.000 personnes à se réfugier en Turquie.

Au total, les forces de sécurité ont abattu en une journée 16 protestataires à travers le pays, rapportent les Comités de coordination nationale.

Un manifestant a pour la première fois été tué à Alep, deuxième ville syrienne et grand carrefour commercial.

Deux manifestants qui arrachaient des portraits du président Bachar al Assad et de son père Hafez ont été tués par des agents des services de renseignement militaires à Daïr az Zour, dans l'est du pays, ont rapporté des témoins.

Trois soldats qui refusaient de tirer sur la foule ont par ailleurs été blessés par les hommes du renseignement militaire, ont-ils ajouté. La télévision publique syrienne fait état d'un membre des forces de sécurité blessé par des hommes armés dans la même ville.

Des dizaines de milliers de personnes se sont de nouveau rassemblées dans la province méridionale de Deraa, berceau du mouvement de protestation, ainsi que dans les régions kurdes de l'est du pays.

Des rassemblements on également eu lieu dans les villes de Homs et de Hama, au nord de Damas, et dans des faubourgs de la capitale.

Dans le Nord, l'armée encercle toujours les villes de Khan Sheikhoun et de Maarat al Noumaan, sur la route Damas-Alep, cinq jours après l'occupation par les soldats de la ville rebelle de Djisr al Choghour. (Reuters 17.06)

Social

France

1- Le Revenu de solidarité active (RSA) était versé fin mars 2011 à 1,82 million de foyers en France métropolitaine (2.006.000 en comptant les DOM), soit une hausse de 5% sur un an, selon les chiffres diffusés vendredi par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Sur ce total, en France métropolitaine, 1.179.000 foyers percevaient le RSA socle seul, c'est-à-dire sans exercer une activité, un chiffre en hausse de 4% depuis mars 2010. Par ailleurs, 198.000 foyers percevaient un RSA socle et activité fin mars 2011 (en

hausse de 9% depuis fin mars 2010), et 443.000 un RSA activité seul (hausse de 6.

En comptant les DOM, sur la France entière fin mars 2011, 1.340.000 foyers percevaient le RSA socle seul, 208.000 un RSA socle et activité et 458.000 un RSA activité seul. (AP 17.06)

2- Le gouvernement français prévoit de supprimer environ 30 500 postes de fonctionnaire en 2012, en vertu de la règle de non-remplacement d'un départ en retraite sur deux, annoncent, vendredi 17 juin, Les Echos et Le Figaro. Le ministère du budget et de la fonction publique de François Baroin s'est refusé à commenter cette information dans l'immédiat. (lemonde.fr 17.06)

Economie

1- Italie

Moody's a annoncé vendredi examiner la note souveraine italienne Aa2, pour éventuellement l'abaisser ensuite, jugeant l'économie transalpine mal préparée à un relèvement de taux d'intérêt par la Banque centrale européenne.

Fragile, l'économie italienne aurait du mal à affronter une hausse du loyer de l'argent dans un contexte marqué par la difficulté de plus en plus forte de se financer pour les Etats européens fortement endettés, explique l'agence de notation.

Des taux d'intérêt plus élevés, conjugués à une croissance économique faible, pourraient en outre compliquer la génération des excédents nécessaires à la réduction des ratios dette/Produit intérieur brut, écrit-elle encore.

Le communiqué publié par Moody's évoque les fragilités structurelles de l'Italie, comme sa faible productivité ou "*les rigidités de sa législation sur le travail et les marchés*" qui ont plombé la croissance au cours des dix dernières années. (Reuters 17.06)

A qui le tour ?

2- Etats-Unis

Le Fonds monétaire international a abaissé vendredi ses prévisions de croissance pour les Etats-Unis, qu'il met également en garde, comme les pays européens, contre les risques de ne pas maîtriser leurs déficits publics.

Le FMI déplore notamment le manque d'orientation politique claire sur des dossiers tels que la crise de la dette grecque ou le plafond de financement de celle des Etats-Unis.

"*L'économie mondiale ne peut se permettre de voir reporter ces décisions importantes; ce serait vraiment jouer avec le feu*", a mis en garde José Vinals, directeur du département "marchés monétaires et financiers" au sein du FMI.

"*Nous sommes très clairement entrés dans une nouvelle phase de la crise financière, qui est selon moi la phase politique*", a-t-il ajouté. (Reuters 17.06)

Le FMI ne fait que relayer ici la voix des plus extrémistes de la finance américaine, à moins qu'il ne relaie l'inquiétude de certains Etats dont les BRICS ou les deux à la fois.

Haut de page

Le 19 juin

Hier j'ai commis une erreur en téléchargeant les deux fichiers d'*Informations ouvrières*, j'ai rectifié le contenu de ces fichiers ce matin, la rédaction d'*Informations ouvrières* et le POI m'excuseront.

Un informaticien est passé hier soir, non seulement il n'a résolu aucun problème mais il a foutu un vrai bordel dans mon portable ! Je l'ai fait causer et avec les renseignements qu'il m'a fournis, je vais essayer de m'en sortir. En attendant je dois jongler entre les deux ordinateurs et le serveur du site, et le risque est grand que je commette des erreurs. Par chance, l'autre ordinateur a redémarré sans qu'on y touche à noueau, par contre il refuse d'ouvrir le modem, c'est un nouveau problème. Bref, je vous passe les détails, je perds déjà un temps fou. Du coup, j'ai du mal à me concentrer sur notre sujet. Hier encore on a eu une coupure de courant qui a duré 7 heures, c'est très pénible.

La vérité qui tue !

Jean-Claude Juncker, président de l'eurogroupe : «*Nous savons tous ce qu'il faut faire. Ce que nous ne savons pas, c'est comment être réélus si nous le faisons.*» (slate.fr 18.06)

Parole d'internaute

"....En France, par l'article 25 de loi du 3 janvier 1973, sous la présidence de Pompidou et de son ministre de l'économie de l'époque Giscard d'Estaing, un changement important s'opère sans que les citoyens soient consultés. Il passe totalement inaperçu du grand publique. L'Etat Français n'est plus autorisé à emprunter pour ses investissements à sa banque centrale (La Banque de France).

Ce que cela a changé :

Avant 1973, la France empruntait régulièrement à sa banque centrale (la Banque de France) pour permettre a l'Etat d'investir dans des infrastructures d'interet général (autoroutes, hôpitaux, écoles...). La Banque de France créait par exemple 1 milliard de francs (toujoursà partir de rien) et cela sans intérêt puisque la Banque de France appartient à l'Etat. L'Etat remboursait le milliard emprunté et l'argent qui avait été créé, était ensuite détruit par la Banque de France (monnaie scripturale). Le temps de l'emprunt, il y avait 1 milliard de francs en plus en circulation. Le fonctionnement permettait à l'Etat d'anticiper ses besoins futurs et cela sans avoir à augmenter les taxes et impôts. Mais les banques commerciales qui avaient déjà le quasi monopole de la création de l'argent scriptural (prêt aux particuliers et aux entreprises) en voulaient encore plus, et voyaient d'un mauvais oeil que l'Etat ait le contrôle sur l'économie du pays. Le lobby très puissant des banques commerciales, après des années de lutte acharnée contre Charles De Gaulle pour interdire à l'Etat de recourir à la Banque de France pour financer ses investissements, réussit son coup après son départ de l'Elysée avec l'aide de son successeur (G.Pompidou). Au passage, notons que Georges Pompidou a été à 2 reprises directeur général de la Banque Rothschild.

Un calcul de l'INSEE a dressé un comparatif de ce que serait la dette de l'Etat en 2006 si l'ancien système (avant 1973) n'était pas tombé et avec le nouveau système (après 1973). Pour les mêmes emprunts et les mêmes remboursements :

L'ancien système, si il était toujours en place, la dette de l'Etat serait nulle, et il y aurait environ 100 milliards d'euro en positif dans les caisses.

Nouveau système (le systeme actuel) : La dette en 2006 était d'environ 1150 milliards d'euro avec environ 45 milliards d'euro d'intérêt par an.

L'Etat a payé depuis 1973 environ 1200 milliards d'euro d'intérêt. En fait, il ne fait que rembourser les intérêts. Les finances publiques ne permettent pas de rembourser le capital. Si l'on fait le bilan des finances publiques en France, on s'aperçoit que ce qui nous met dans le rouge, ce sont les intérêts de la dette. Le système est très pervers, il ne permet pas de rembourser le capital et oblige l'Etat a emprunter plus pour rembourser.

Ce que nous coûtent les intérêts de cette dette par an, est environ équivalent a l'impôt sur le revenu de tous les ménages français.

Contrairement à une société (dépôt de bilan) ou un particulier (décès), un état est immortel et a une solvabilité colossale. L'intérêt qu'il paie (enfin que nous payons par le biais des impôts et taxes) n'est ni justifié sur sa capacité à rembourser (qui est très bonne car la France est solvable), ni sur la compensation au préteur (puisque l'argent est créé toujours à partir de rien).

La valeur de la France par Français est d'environ 170 000 euros (ne sont pas pris en compte les biens personnels, mais uniquement les biens publiques). La dette de l'Etat par français est de 18 000 euros. L'endettement n'est pas très important au final (environ 10%). Le problème est qu'il y a un transfert progressif (qui a commencé grâce à la loi du 3 janvier 1973) de nos biens publiques au secteur privé. Nous vendons et nous vendrons pour stopper cette gangrène qui nous grignote avec les intérêts de cette dette, nos bijoux de famille : patrimoines immobiliers de l'Etat, France Télecom, La Poste, Air France, Les auto-routes, EADS, SNCF, EDF.... Nous sommes en train de nous faire vampiriser nos biens nationaux pour payer cette foutue dette qui n'a pas lieu d'être.

Alors pourquoi nos gouvernements successifs (de droite ou de gauche) ne changent-ils pas ce système ? Parce qu'ils n'en ont pas intérêt ou parce qu'ils n'en ont plus le pouvoir ? Je pense que les 2 réponses sont bonnes. D'un coté les banques commerciales, les assureurs, les multinationales... ont maintenant plus de pouvoir que les Etats. Un homme politique avec des idées réformistes sur le système financier et monétaire ne percerait pas. Le corporatisme politico-affairiste est trop bien en place pour laisser des chaises vides à d'éventuels râleurs aux visions humanistes.

Un nouveau Bretton Woods? Pas encore malheureusement, car nous n'avons pas encore touché le fond. Quand les actifs de l'Etat qui peuvent être bradés l'auront étés, alors on passera par une phase d'augmentation des taxes et impôts pour régler les intérêts de

la dette. Le peuple sera dans la rue quand cela lui deviendra insupportable (baisse méchante du pouvoir d'achat). Le système changera sûrement en mieux, mais le transfert du patrimoine publique vers le privée sera déjà terminé. Il ne restera à la charge de l'Etat que la police, la justice, l'éducation... enfin en résumé, ce qui n'est pas ou peu commercialisable. Cette société, c'est l'Europe du libéralisme à l'excès. Elle est très loin de l'Europe à laquelle j'aspire.

La non-connaissance du grand publique du fonctionnement de l'argent dette est la force du système. Documentez-vous, parlez-en, notre seule force est notre nombre. Si le sujet était connu de tous, les politiques n'auraient d'autre choix que de mettre le débat sur la table.

Petit exemple de ce que l'Etat pourrait faire si il pouvait emprunter à la Banque de France (création monétaire). Imaginons un prêt de 100 milliards d'euros (sans intérêt), pour fabriquer du logement. Ce qui représente environ 1 million de logement pour une famille de 4 personnes. L'Etat fabrique par le biais d'entreprises privées des logements (= emplois + recettes fiscales :TVA + IS+ IR...). Les loyers modérés, moins les charges de fonctionnement et entretient seraient d'au minimum 200 euros par foyer pour l'Etat et par mois. Il faudrait entre 20 et 30 ans pour rembourser le prêt à la Banque de France. L'Etat serait à terme propriétaire d'un parc immobilier beaucoup plus important, qui lui rapporterait du bénéfice net après plusieurs décennies. Les loyers du parc privé baisseraient ainsi que les prix des biens à la vente. La part du budget des foyers pour le logement ne serait plus asphyxiante, la qualité de vie augmenterait au lieu de baisser. Un seul verrou, le monopole des banques commerciale à créer de l'argent dette pour le secteur publique." (lefigaro.fr 18.06)

Politique

1- France

1.1- Leur cauchemar.

Devant 2 000 personnes réunies à l'Acropolis de Nice (Alpes-Maritimes), le premier ministre a lancé vendredi soir un appel sans concession à l'union de la majorité pour 2012.

«*Le nombre de nos adversaires nous interdit de multiplier les candidatures à la présidentielle, nous interdit de fractionner la majorité au gré de nos sensibilités, aussi légitimes soient-elles*», a averti François Fillon.

S'adressant implicitement à l'ancien numéro deux du gouvernement, Jean-Louis Borloo, qui veut s'imposer comme le porte-drapeau des idées centristes et radicales en 2012 (sans dire s'il sera candidat pour le moment), le chef du gouvernement a martelé : «*L'unité n'est pas une faculté, elle n'est pas une option parmi d'autres, elle est une nécessité vitale ! Le morcellement de la majorité n'a aucun sens, ni électoral ni idéologique !*» (lefigaro.fr 18.06)

Cela pourrait s'adresser à monsieur Hulot qui avait envisagé de s'allier à Borloo, donc avec le PR qui est une composante de l'UMP, à Marie-Ségolène Royal qui avait envisagé en 2007 de s'allié avec Bayrou, donc avec le MoDem issu de l'UDFqui tout comme le Nouveau Centre partage la même idéologie.

Alors que les candidatures au trône se multiplient dans le camp des "*adversaires*" de l'UMP, que craint-il donc, que leur poulain, pardon, que leur poney ne franchisse pas le premier tour malgré tout ? C'est qu'ils s'attendent à recevoir une sacrée râclée. Seule l'abstention des masses populaires pourra désormais peut-être les sauver d'une débâcle annoncée.

1.2- Vampirisme. La mélenchonade a pris.

Jean-Luc Mélenchon a été élu candidat du Front de gauche pour 2012 par les militants communistes, devenant ainsi le premier non communiste à représenter le PCF à une présidentielle depuis François Mitterrand en 1974.

Avec «*près de 60%*» des voix des quelque 130.000 adhérents communistes revendiqués et une forte participation, selon l'ex-ministre des Sports, l'eurodéputé et coprésident du Parti de gauche est donc largement élu par les communistes, mettant ainsi fin à son parcours du combattant.

Faisant suite à la «préférence» affichée début avril par Pierre Laurent après des mois de faux suspense, les 670 délégués communistes avaient déjà approuvé, le 5 juin dernier, à 63,6% des voix, le choix de l'ex-sénateur et ex-ministre socialiste pour représenter le Front de gauche (FG) en 2012. Mélenchon était opposé à deux candidats: André Chassaigne, député PCF du Puy-de-Dôme favorable au Front de gauche (FG) et l'«*identitaire*» Emmanuel Dang Tran, responsable d'une section PCF parisienne, opposé au Front de gauche (très minoritaire).

Il faut remonter à 1974, avec le soutien des communistes dès le premier tour à François Mitterrand et au «*programme commun*», pour trouver une présidentielle sans candidat PCF. Depuis 1981 et Georges Marchais (15,3%), le score du PCF a lourdement chuté: 6,7% pour André Lajoinie en 1988, 8,6% puis 3,37% pour Robert Hue en 1995 et 2002, avant le calamiteux 1,93% de

Marie-George Buffet en 2007.

Dans les sondages, Jean-Luc Mélenchon recueille entre 4 et 7% des intentions de vote au premier tour de la présidentielle, une des raisons pour lesquelles les militants communistes se sont prononcés pour lui, encore traumatisés par le score de Buffet en 2007. (lefigaro.fr 18.06)

Où l'on va bien se marrer, cela va être entre les deux tours de la présidentielle. Le PCF sera obligé d'appeler à voter pour le candidat du PS s'il parvient au second tour pour espérer conserver des députés dans la foulée, suffisamment pour constituer un groupe à l'Assemblée nationale. Là vous verrez que Laurent, Chassaigne et Guérin s'entendront comme larrons en foire... y compris avec Mélenchon !

2- Grèce

2.1- Des milliers de manifestants ont défilé samedi en direction du parlement grec, dans le centre d'Athènes, signe que le remaniement gouvernemental effectué par le Premier ministre socialiste Georges Papandréou n'a pas calmé la colère de la population contre le nouveau plan d'austérité.

Espérant apaiser la grogne au sein de sa propre formation, le Pasok (Parti socialiste), Papandréou a remplacé l'impopulaire ministre des Finances Georges Papaconstantinou par Evangelos Venizelos.

Papandréou veut faire adopter un plan d'austérité sur cinq ans, condition préalable fixée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) pour débloquer autour de 120 milliards d'euros d'aide à la Grèce pour l'aider à se financer jusqu'en 2014.

Le nouveau gouvernement Papandréou devrait remporter mardi soir un vote de confiance à la Vouli, le parlement, et boucler ensuite son plan d'austérité, qui prévoit 28 milliards d'euros de hausse d'impôts et de réductions de dépenses publiques d'ici 2015.

La plus grande centrale syndicale grecque, GSEE, qui représente deux millions de salariés du privé, a appelé à une grève de 48 heures autour de la période où le parlement se prononcera sur le plan. Le gouvernement espère qu'il sera adopté d'ici la fin du mois.

Samedi, 5.000 sympathisants de l'organisation communiste PAME ont manifesté samedi jusqu'à la place Syntagma en scandant des slogans comme "*Les mesures (d'austérité) nous tuent*!"

"*Qu'est-ce qui a changé avec le remaniement? Rien!*", s'exclamait un étudiant de 22 ans, qui campe sur la place Syntagma depuis le début du mois. "*Nous ne comptons pas partir de là tant que les mesures n'auront pas été retirées*."

Papandréou semble avoir eu raison de la fronde au sein du Pasok, en incluant dans son nouveau gouvernement certains des plus ardents détracteurs du plan d'austérité, ce qui risque d'affaiblir les réformes exigées par Bruxelles et le FMI.

Peu après sa nomination, Venizelos a déclaré qu'il se rendrait dimanche à Bruxelles pour demander aux bailleurs de fonds de la Grèce certaines "*améliorations (...), au nom de la justice sociale*", en ce qui concerne le plan d'austérité.

Le même jour, les ministres des Finances de la zone euro doivent s'entendre à Luxembourg sur le déblocage d'une tranche d'aide de 12 milliards d'euros, dans le cadre du plan convenu en mai 2010.

"*Ils ont gagné du temps jusqu'en septembre*", a estimé Howard Wheeldon, stratège chez BCG Capital Partners à Londres, à propos des dirigeants grecs.

De son côté, le président de l'eurogroupe Jean-Claude Juncker, a estimé que les pressions de l'Allemagne pour inclure les créanciers privés dans le mécanisme d'aide à la Grèce faisaient augmenter le coût de son sauvetage financier.

"*Parce que nous devons rechercher la contribution des créanciers privés du fait de la politique intérieure allemande, tout coûtera plus cher*", a-t-il dit, cité samedi par le journal allemand Süddeutsche Zeitung.

"*Nous jouons avec le feu*", a-t-il dit, ajoutant que dans le pire des cas, les agences de notation pourraient déclarer la Grèce en état de banqueroute, ce qui aurait des conséquences désastreuses pour l'union monétaire, a-t-il expliqué.

"*La contagion d'une telle banqueroute pourrait gagner le Portugal et l'Irlande, et ensuite, à cause de leur dette élevée, l'Italie et la Belgique, avant même l'Espagne*", a-t-il poursuivi. (Reuters 18.06)

2.2- Près de la moitié des Grecs souhaitent le rejet au Parlement du nouveau plan d'austérité élaboré par le gouvernement pour obtenir une nouvelle aide internationale et éviter une faillite des comptes publics, selon un sondage à paraître dans l'édition dominicale de To Vima.

Ils sont ainsi 47,5% à souhaiter l'échec parlementaire du projet, la dissolution du gouvernement et la tenue d'élections anticipées. Les partisans de l'adoption sont quant à eux 34,8%. L'enquête de Kapa Research a été effectuée avant le remaniement ministériel de vendredi.

Pour Constantinos Routzounis, directeur de l'Institut de sondage, les Grecs ne sont pas hostiles aux mesures d'austérité proprement dites, mais jugent les plus modestes trop lourdement mis à contribution, alors que les nantis, les adeptes de l'évasion fiscale et les responsables politiques corrompus sont, selon eux, épargnés.

«*Les gens ne veulent pas que la Grèce quitte la zone euro. Ils veulent des mesures d'assainissement budgétaire, mais des mesures justes*», souligne-t-il. (20minutes.fr 18.06)

3- Maroc

Le Mouvement du 20-Février pour la démocratie au Maroc a appelé à manifester dimanche dans le pays pour demander davantage que les réformes constitutionnelles présentées vendredi soir par le roi. Le projet annoncé par Mohammed VI, qui va selon lui dans le sens d'une "monarchie constitutionnelle, démocratique, parlementaire et sociale", sera soumis à un référendum le 1er juillet.

Dans cette nouvelle Constitution, le souverain demeure le chef des armées, mais un nouvel article officialise son rôle de Commandeur des croyants. "*Avant, nous avions un monarque absolu. Maintenant, nous avons un monarque absolu qui, en plus, est pape*", a réagi Elaabadila Chbihna, militant du Mouvement du 20-Février, dénonçant des changements "cosmétiques". Le Mouvement du 20-Février, qui organise des manifestations chaque semaine dans tout le pays, appelle les jeunes à protester dimanche dans un message sur son site Web.

La nouvelle Constitution attribue de nouveaux pouvoirs au Premier ministre, désormais "chef du gouvernement" et issu du parti politique arrivé en tête des élections au lieu d'être simplement choisi par le roi.

Le Premier ministre pourra proposer et démettre les membres de son gouvernement. Il pourra aussi choisir certains autres responsables gouvernementaux, même si la nomination des puissants gouverneurs des provinces demeure une prérogative royale. Le roi présidera le conseil des ministres, comme c'est déjà le cas, ainsi que le Conseil suprême de sécurité nouvellement créé.

Les pouvoirs du Parlement sont également renforcés en matière d'enquête sur des responsables et de motion de censure contre les ministres. La justice devrait devenir plus indépendante grâce à un Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, présidé par le roi mais dont la vice-présidence est exercée par le président de la Cour de cassation et non plus le ministre de la Justice. (AP 18.06)

4- Etats-Unis

Les Etats-Unis, qui doivent entamer en juillet un début de retrait de leurs troupes d'Afghanistan, sont en contact avec les taliban concernant un possible règlement de la guerre qui dure depuis près de 10 ans dans ce pays, a déclaré samedi Hamid Karzaï.

"*Des négociations de paix sont en cours avec les taliban. Des militaires étrangers et en particulier les Etats-Unis participent à ces négociations*", a dit le président afghan lors d'un discours.

Environ 100.000 soldats américains se trouvent actuellement en Afghanistan, contre 34.000 lorsque Barack Obama est arrivé à la Maison blanche en janvier 2009.

Karzaï s'est exprimé samedi quelques heures après la décision du Conseil de sécurité des Nations unies de scinder en deux la liste des taliban et des membres d'Al Qaïda visés par des sanctions de l'Onu. Cette initiative vise à inciter les taliban à se joindre à des négociations de paix.

Alors que Karzaï intervenait à Kaboul pour évoquer ces contacts, trois kamikazes vêtus d'uniformes militaires ont attaqué samedi un commissariat du centre de la capitale, tuant neuf personnes et en blessant 12 autres, ont annoncé les autorités. Les taliban ont revendiqué cette attaque. (Reuters 18.06)

Après voir orchestré la soi-disant liquidation de Ben Laden et écarté leur création, Al-Qaïda, ils vont nous faire croire que les taliban sont des gens tout à fait respectables avec lesquels il est possible de s'entendre. Entre voyous et en leur proposant un

partage du pouvoir et l'impunité pour leurs crimes dont l'impérialisme américain se fout bien, cela ne devrait pas trop poser de problèmes à l'arrivée.

Social

France

Après la fronde parlementaire, la contestation dans la rue. Décidement, les dernières mesures gouvernementales en matière de sécurité routière sont très loi de faire l'unanimité.

Des milliers d'usagers de la route, essentiellement des motards, ont manifesté samedi à l'appel de plusieurs associations, contre les récentes mesures gouvernementales en matière de sécurité routière.

Selon les organisateurs, les manifestants étaient environ 15.000 à Paris, 7.000 à Lyon, 5.000 à Lille. La préfecture de police n'en a comptabilisé que 6.000 dans la capitale, partis dans un concert de klaxon de l'esplanade du château de Vincennes (Val-de-Marne) en direction du Trocadéro, où devaient les rejoindre des automobilistes et piétons.

Selon la préfecture des Bouches-du-Rhône, ils étaient un millier à Marseille et selon le Centre régional d'information et de coordination routières (CRIRC), le quart nord-ouest a vu défiler quelque 10.000 participants à Caen, Rouen, Le Mans, Rennes, Quimper, Chartres et Nantes. Dans le nord-est, environ 5.600 usagers ont occupé le bitume de Strasbourg, Besançon, Belfort et Nancy contre environ 6.500 dans le sud-ouest, notamment à Bordeaux.

Partout les motards ont fourni l'essentiel des troupes: seulement 15 voitures comptabilisées dans la manifestation nantaise parmi 1.500 motos. En revanche, 2.800 piétons se sont joints au défilé. (20minutes.fr 18.06)

Cette info, juste pour montrer que les travailleurs et ici les jeunes en particulier se mobilisent contre le gouvernement dès qu'ils en ont l'occasion.

Haut de page

Le 20 juin

J'ai ajouté dans l'article que j'ai publié hier les commentaires que j'ai récupérés dans l'ordinateur qui était tombé en panne. J'ai ajouté plusieurs articles dans la rubrique *Documents* chapitre *International*. Il va me falloir encore au moins 2 ou 3 jours de boulot pour mettre le portable aux normes de l'autre ordinateur pour pouvoir passer de l'un à l'autre sans perdre des données ou oublier d'actualiser des dossiers.

Dernières nouvelles, l'autre ordinateur est complètement hors service, un problème physique, carte mémoire ou je ne sais quoi, on verra cela demain.

Il est 18h, je bosse depuis 7h du matin et je n'ai plus le courage de me relire pour corriger. J'ai bossé sans la climatisation parce qu'il manque deux phases au compteur électrique, il fait 38°C dans le bureau, je suis claqué !

Parole d'internaute

- " Heu, c'est quoi, votre solution ? On dit "merde" aux créanciers, et on arrête de payer ? Bon, et ensuite ? Plus aucun financement n'ira vers la Grèce et au contraire tous les capitaux ficheront le camp à vitesse grand V. Vous voulez la guerre civile ? Votre réaction est typique du déni de réalité des gens qui, pour des raisons purement idéologiques, sont prêts à plonger un pays dans la guerre civile. Votre logique, c'est la Terreur, le communisme de guerre, la Révolution maoïste... " (lemonde.fr 19.06)

Parce que pour des "*raisons purement idéologiques*" il faudrait accepter d'être réduit en esclavage ou revenir aux conditions de travail et de vie du début du XXe siècle ? Capitalisme ou socialisme, la société doit-elle être organisée en fonction des besoins ou aspirations de l'immense majorité des exploités ou pour qu'une infime minorité d'exploiteurs monopolisent les richesses produites et vivent comme des seigneurs ?

De quel côté est la légitimité, du côté de la minorité qui se gave sur le dos de la majorité selon l'idéologie bourgeoise ou du côté de la majorité qui refuse les sacrifices que la minorité veut lui imposer selon l'idéologie prolétarienne ?

La légitimité appartient à la majorité qu'elle en ait conscience ou non, elle appartient particulèrement à ceux qui parmi eux ont conscience des intérêts collectifs de cette majorité et s'en font les porte-parole, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

La légitimité appartient à la classe majoritaire dans la société et non à la classe minoritaire qui détient le pouvoir, pouvoir qui repose uniquement sur l'ignorance de la majorité du fonctionnement de la société.

Le problème en régime capitaliste, c'est que la classe minoritaire, celle des capitalistes, est la classe qui détient le pouvoir économique et en a parfaitement conscience, qui pour cette raison est la classe dominante sur le plan politique. A l'opposé, la classe majoritaire, la classe ouvrière qui englobent l'ensemble des exploités, est la classe qui ne détient aucun pouvoir économique, sa survie dépend uniquement de la vente de sa force de travail quotidiennement et n'en a pas conscience, qui pour cette raison est la classe dominée sur le plan politique.

Quelle légitimité peut-on accorder à un Etat dans lequel la classe minoritaire exerce ou impose son pouvoir sur la classe majoritaire ? Aucune !

Quelle légitimité peut-on accorder à un Etat dans lequel la classe dominante concentrant le pouvoir politique est la classe minoritaire dans la société ? Aucune !

La classe qui détient le pouvoir économique détient également le pouvoir politique, elle concentre tous les pouvoirs, puisque c'est la classe des capitalistes qui détient ces pouvoirs, l'Etat est façonné et fonctionne de telle sorte que cette classe conserve le pouvoir.

Il est évident que le jour où la majorité exigera d'exercer le pouvoir économique, la classe minoritaire qui le détient en appelera à l'Etat dans lequel elle exerce le pouvoir politique, pour que par la force si nécessaire elle conserve ce pouvoir. Autrement dit, c'est la classe minoritaire des capitalistes qui par son refus de transmettre le pouvoir économique à la classe majoritaires des exploités, en appellera à l'Etat qui prendra l'initiative de déclencher la guerre civile.

On comprendra immédiatement qu'un tel Etat se dressant violemment contre la majorité pour préserver les intérêts de la minorité, ne pourra jamais servir les intérêts de la majorité, que par conséqence il doit être liquidé et que sur ses cendres il faudra bâtir un nouvel Etat, un Etat ouvrier.

C'est la crise du capitalisme qui conduit à la guerre civile en s'opposant violemment à la satisfaction des besoins et aspirations de la majorité de la population, et c'est à l'Etat que reviendra la charge de l'organiser pour le compte de la classe dominante, d'où la nécessité de renverser cet Etat par une révolution prolétarienne et socialiste. (A suivre)

Vous remarquerez camarades que toutes les questions que j'aborde depuis des mois dans le site sont soulevées les unes après les autres par des gens qui interviennent sur le Net, comme quoi je ne suis pas le seul à qui elles sont venues à l'esprit, parce qu'elles sont directement le produit de la situation sociale et politique.

Certains d'entre vous ont dû penser que je soulevais des questions qui n'étaient pas à l'ordre du jour et que c'était une forme de gauchisme... Grave erreur, le rôle de l'avant-garde n'est pas de commenter l'actualité ou d'attendre qu'une question émerge pour la poser, son rôle est d'indiquer aux militants et aux travailleurs dans quelle direction la situation peut évoluer ou évoluera forcément, afin d'être prêt à y répondre le moment voulu sur le plan pratique, après s'y être préparé sur le plan théorique et politique. Contrairement à ce que pensent ces camarades, c'est ne pas avoir posé ces questions à temps qui aboutit au gauchisme ou à l'aventurisme. La révolution ne s'improvise pas.

On ne peut pas aborder une révolution en s'en remettant à des principes ou une théorie, il n'existe aucun manuel qui nous indiquerait la marche à suivre pour la mener à son terme. La révolution est l'expression d'un processus dialectique très long qui est parvenu à un certain degré de maturité, un processus dont il faut être capable d'appréhender chaque transformation, chaque étape, pour intervenir dans la lutte des classes en tenant un discours qui part de la réalité et prend en compte chacun de ses facteurs et leur évolution probable.

L'Etat, le gouvernement, les capitalistes s'arc-boutent sur leur pouvoir qu'ils sentent menacer à terme si la crise actuelle prenait la forme d'une lutte pour le pouvoir entre les classes. Ils l'évoquent plus ou moins ouvertement, certains représentants de la classe dominante l'expriment sur le Net, preuve s'il en est que je ne raconte pas d'histoire.

Si maintenant ils se demandent ce qui se passeraient si les masses déferlaient par millions dans la rue, de quelle manière ils s'y prendraient pour les affronter, s'ils émettent cette hypthèse, c'est que cette question est dans l'air ou qu'ils sont en train d'y réfléchir, en réalité cela fait des décennies qu'ils s'y préparent, ils ne vont pas attendre que ce jour arrive pour y réfléchir et prendre le risque de se retrouver le dos au mur. Alors pourquoi de notre côté nous devrions l'aborder complètement désarmé, sans avoir jamais pris la peine d'y réfléchir sérieusement, sans l'avoir inscrite dans notre perspective politique. Quand l'heure de la révolution aura sonné, nous serons totalement accaparés par des tâches pratiques urgentes à définir et à mettre en oeuvre, des questions d'organisation, on n'aura pas un instant ou très peu à consacrer à des questions théoriques qui devront déjà avoir

été résolues, et je suis prêt à parier que ce jour-là, les militants, qui aujourd'hui s'écharpent sur des questions secondaires qu'ils ont décrétées de la première importance, trouveront minables leurs désaccords de la veille, car je crois fermement à l'unité de toutes les forces révolutionnaires que compte le pays le jour de la révolution.

Aucun parti ouvrier n'aborde aujourd'hui la question de l'Etat, des rapports entre les classes dans ces termes. Aucun n'ose dire ouvertement aux travailleurs qu'il va leur falloir affronter l'Etat et son appareil policier, personne ne parle du rôle et de la place de l'armée qui sera déterminant au cours de la révolution. Tout semble être fait pour que les travailleurs et les militants découvrent les problèmes qu'ils devront résoudre au dernier moment, quand ils y seront directement confrontés, ce qui est irresponsable ou criminel. Aucun ne veut dire aux travailleurs ce qui les attend, cela revient à leur cacher la vérité, à les envoyer au casse-pipe désarmés.

De toutes manières une chose au moins est sûre, c'est que l'affrontement direct et violent entre les classes aura bien lieu, qu'on le veuille ou non. Ce qui est en train de se passer dans plusieurs pays (Grèce, Espagne) va également se produire en France et dans bien d'autres pays dans un délai assez rapproché maintenant, c'est inévitable. Observons attentivement ce qui se passe dans ces pays, comment la situation évolue, dans quelle direction elle peut évoluer, dans quelle direction elle ne manquera pas d'évoluer quand certaines conditions seront réunies, lesquelles, etc.

Qu'on fait les régimes en Tunisie et ailleurs lorsqu'ils se sont sentis menacés ? Face à la mobilisation de plus en plus massive du prolétariat révolutionnaire, ils ont tenté de la briser en recourant à des nervis et aux forces de police, et voyant que cela ne suffirait pas, ils ont fait appel à l'armée pour neutraliser provisoirement la révolution, en l'absence d'une solution politique de rechange, ils ont gardé l'armée en réserve pour défendre l'Etat et prendre le pouvoir au cas ou la révolution prendrait une tournure socialiste.

Dans des pays comme la Grèce, l'Espagne ou la France les choses se passeront autrement, parce que les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes sont différents.

En Tunisie, la classe ouvrière n'a pas fait l'expérience d'une république démocratique bourgeois, du parlementarisme, les travailleurs tunisiens croient que le parlement ou une Assemblée constituante permettra à la lutte des classes de s'exprimer, de telle sorte que leurs revendications sociales pourraient être satisfaites, c'est jusqu'à un certain point une illusion, et la période de transition qu'ils sont en train de vivre jusqu'aux élections de l'Assemblée constituante leur donne un avant-goût de ce qui les attend.

Si aujoud'hui la majorité des travailleurs tunisiens estiment que c'est pas la voie du parlementarisme qu'ils parviendront à obtenir satisfaction à leurs revendications sociales et politiques, les travailleurs grecs, espagnoles ou français sont en train de prendre conscience qu'ils n'ont plus rien à en attendre, ils en ont déjà fait l'expérience pendant de longues années, des décennies, le parlement et l'ensemble des institutions de l'Etat est leur ennemi, l'ennemi qu'il va falloir qu'ils abattent pour prendre le pouvoir, ce qu'ils ignorent encore.

Tout conduit infaillement à ce que cette situation devienne réalité à court terme, d'un côté, l'intransigeance des gouvernements et de l'aristocratie financière qui ne veut rien céder, qui ne peut rien céder serait plus juste, de l'autre, le refus des masses laborieuses d'accepter de nouveaux sacrifices et dont des couches de plus en plus nombreuses se retrouvent acculées à la misère, tandis que d'autres plus favorisées refusent de voir leur mode de vie remis en cause gravement et sans perspective d'amélioration dans le futur.

Cette intransigeance des deux camps en présence traduit ou est le produit de l'exacerbation des contradictions du capitalisme poussées à l'extrême, qui ne pourra trouver une issue que dans un affrontement entre ces deux classes et dont l'un sortira victorieux.

La question qui nous intéresse n'est pas de savoir quand cette explosion se produira, mais d'y préparer les militants et les travailleurs pour aborder cette nouvelle situation dans les meilleures conditions possibles, pour avoir une chance de vaincre, encore faudra-t-il qu'ils aient trouvé la voie et les moyens appropriés, ce qui nécessite de tout faire pour élever au plus vite leur niveau de conscience politique.

Pour y parvenir, on n'a pas le droit d'évacuer des questions qui figurent dors et déjà en toile de fond de la situation. Des questions qui se trouvent posées ou auxquelles on arrive forcément dès qu'on se demande pourquoi il est impossible de satisfaire nos revendications sociales, pourquoi une usine ferme et laisse sur le carreau des centaines d'ouvriers et leurs familles, pourquoi ils s'en prennent aux malades, aux vieux, aux retraités, aux jeunes, aux travailleurs immigrés, à toutes les couches de travailleurs que compte le pays, à leurs enfants ou petits-enfants, pourquoi les banksters et les gangsters du CAC 40 continuent de se gaver comme si de rien n'était, pourquoi le gouvernement les couvre de cadeaux somputueux pendant qu'il décide le déremboursement de médicaments que ne peuvent plus se payer les plus pauvres, etc.

Ajoutons, pourquoi tous les partis institutionnels ou qui participent aux institutions soutiennent la politique du gouvernement ou proposent une politique similaire, pourquoi aucun dirigeant syndical n'explique qu'il faut s'attaquer aux fondements du capitalisme, exproprier les patrons ou les actionnaires des grandes entreprises, pourquoi il n'existerait aucune autre issue à la crise

du capitalisme que vivre toujours plus mal, alors qu'il n'y a jamais eu autant de richesses produites dans le monde, que les riches n'ont jamais été aussi nombreux et qu'ils n'ont jamais été aussi riches ?

Pourquoi ? Pourquoi nous retrouvons-nous dans une impasse ou face à un mur apparemment infranchissable en posant toutes ces questions ? Serait-ce inscrit quelque part, l'humanité serait-elle vouée finalement au chaos et à la barbarie avant de disparaître, serait-ce inévitablement son destin ? Tout cela pour cela, des millénaires de développement pour finir ainsi ? On n'y pourrait rien, on serait impuissant à inverser cette tendance suicidaire, une terrible fatalité se serait abattu sur la civilisation à sa naissance et auquel elle ne pourrait pas échapper ?

C'est le scénario que l'on voudrait nous faire avaler, où ne règnerait plus que la loi du plus riche et du plus fort, un régime permanent de terreur et d'esclavage sordide, la loi de la jungle à laquelle serait soumise l'humanité, après avoir réalisé des progrès gigantesque pour sortir de l'obscurantisme qui l'habitait autrefois, l'homme serait voué à régresser sans cesse...

Dès lors, nous avons le choix entre : subir passivement et inexorablement la dégradation de nos conditions de travail et d'existence, la décomposition de la société à laquelle nous sommes promis, du moment où l'on se figure que le capitalisme est éternel ou qu'il a toujours existé (Onfray), qu'il est indépassable, aussi infranchissable que notre mur, qu'on est incapable ou qu'on se refuse à envisager le contraire ou toute autre perspective ; et se dire que toute société repose bien sur quelque chose qu'on ignore peut-être et dont il faut prendre conscience, que tout développement pour avoir lieu doit partir de quelque part, que tout développement comporte ses propres lois de fonctionnement, comporte une origine, des racines, des fondements ou qu'il repose sur des rapports qu'il nous faut découvrir, et qu'en les modifiant on pourrait envisager une toute autre société, on pourrait sortir de la spirale infernale dans laquelle on s'enfonce un peu plus chaque jour, franchir ce mur réputé infranchissable.

Bref, on peut rester enfermés dans la logique du capitalisme pour le meilleur si on appartient à la classe des exploiteurs, des banquiers, etc. pour le pire si on appartient à la classe des exploités qui triment quotidiennement pour survivre, ou envisager d'en sortir.

Voilà la question qui est posée aujourd'hui à chaque travailleur ou militant avec plus d'acuité encore que dans le passé. Il faut rompre avec l'idéologie bourgeoise ou capitaliste, avec le capital et ses représentants, ses institutions politiques.

Un dernier mot.

Il y a des camarades qui doivent s'y perdre entre idéologie, théorie, doctrine. Pour faire bref, cet internaute en reprochant à une personne de nier la réalité pour des raisons idéologiques, lui a reproché d'interpréter la réalité à partir de ses propres besoins au lieu de l'interpréter à partir des besoins exprimés par les capitalistes, interprétation qu'il partage en retour des privilèges que la société doit sans doute lui accorder ou par crasse ignorance.

L'idéologie repose sur des rapports qu'elle s'emploie à justifier, ainsi figés, elle les théorise et forme le corps d'une doctrine. Je ne sais pas si cela correspond à la définition habituellement admise, c'est la mienne.

L'idéologie bourgeoise repose sur la propriété privée des moyens de production, elle justifie l'exploitation capitaliste, la domination de classe de la bourgeoisie qui est minoritaire dans la société, les inégalités, elle est par définition antidémocratique. C'est son fond de commerce. Elle justifie l'existence des classes, de l'Etat avec lequel se confond le pouvoir des capitalistes. Elle justifie tout comme les religions, l'existence des pauvres et des riches. Elle justifie le recours à la force, à la violence, à la guerre pour soumettre les récalcitrants, les plus faibles, les peuples rebelles à sa domination si nécessaire. Elle est prête à tout faire et tout justifier pour que les capîtalistes conservent le pouvoir, leurs biens et privilèges. Elle est impitoyable envers les plus faibles qu'elle traite comme de la vermine, et extermine ceux qu'elle estime nuisible à ses intérêts ou dont elle n'a plus besoin.

Elle ne reconnaît la lutte des classes que pour mieux se soumettre la classe dominée, lorsque c'est devenu impossible ou que ce n'est plus nécessaire (provisoirement), comme elle est prête à suspendre tous les droits politiques conquis par la classe ouvrière, elle peut recourir à l'armée pour assurer la pérénité de sa domination de classe.

L'idéologie bourgeoise ne reconnaît comme juste et légitime que l'idée qu'elle se fait elle-même du pouvoir, d'elle même comme produit d'une classe consciente de ses intérêts distincts par rapport aux autres classes de la société, de son propre pouvoir, pouvoir qu'elle estime de droit divin et que personne ne doit lui disputer. L'idéologie bourgeoise est la doctrine des esclavagistes des temps modernes.

L'idéologie bourgeoise soutient la théorie que par le pouvoir que confère la possession des moyens de production aux capitalistes, elle seule à travers ses représentants est à même d'exercer le pouvoir et d'établir les lois auxquelles tous ses sujets devront se plier, de gouverner le pays et le peuple, elle interdit à quiconque de revendiquer ce pouvoir, elle implique la soumission des autres classes à sa volonté, ses fantaisies ou ses pires caprices.

L'idéologie bourgeoise doit dominer la société, envahir les esprits, polluer les pensées, empêcher que germe dans les têtes

l'idée qu'elle pourrait être vulnérable, et lorsqu'elle est bien obligée d'admettre quelques imperfections, ellle s'empresse d'affirmer qu'ils sont accidentelles ou dues seulement aux hasards de l'existence, elle refuse de reconnaître sa responsabilité, elle ne prétend pas être parfaite mais refuse de reconnaître ses défauts, elle se comporte comme si elle l'était pour finalement mieux asseoir son pouvoir, sa dictature.

L'idéologie bourgeoise a une conception du progrès et de toute manifestation ou tout rapport dans la société qui correspond à ses intérêts du moment. Elle peut revendiquer certains principes un jour et les rejetter le lendemain sans autre forme de procès... Quant à sa morale, elle est pareille à une femme qui vendrait son corps par cupidité pour se faire de l'argent sans en avoir vraiment besoin, et un bénitier servira le plus souvent de récipient pour recueillir sa bonne conscience.

L'idéologie dominante dans la société est l'idée de la classe dominante, l'idéologie bourgeoise, celle des capitalistes. On ne rompt pas totalement du jour au lendemain avec l'idéologie bourgeoise qui empoissonne notre existence depuis notre naissance, qui se manifeste à travers tous les rapports dans la société, elle est omniprésente, envahissante, et s'en défaire ou ne pas tomber dans les mailles de son filet réclame une attention et un effort de chaque instant pour ainsi dire.

Il ne suffit pas d'adhérer à un parti ou de militer pour se croire à l'abri de l'idéologie bourgeoise. Elle s'infilte partout, s'invite au théâtre, au cinéma, dans tous les arts qu'elle voudrait à son image ou qui devraient célébrer sa gloire et sa toute puissance, jusque dans sa décadence et sa médiocrité elle les entraîne, comme elle entraîne dans son sillage toute la société. Ce qui est somme toute normal, puisqu'en refusant d'admettre que le développement des forces productives et la lutte des classes conduit à sa déchéance, c'est comme si elle voulait suspendre la loi suprême du mouvement qui régit toute chose, effort inutile et vain puisque toute chose entrera un jour en putréfaction.

L'idéologie bourgeoise fait mauvais ménage avec l'idée qu'on peut se faire de la liberté qui doit demeurer emprisonnée dans son carcan. Si elle ne supporte pas la contradiction, elle est aussi anti-dialectique et privilégie l'idéalisme au matérialisme, attention, quand cela l'arrange, quand il s'agit de créer de nouveaux besoins pour faire tourner la machine capitaliste, elle chevauchera l'un et l'autre à la suite sans que cela lui pose un cas de conscience, une figure qu'elle ignore autrement.

On pourrait écrire des pages et des pages sur ce sujet, car ce qui caractérise fondamentalement l'idéologie bourgeoise en dehors de l'aspect économique et politique, c'est l'art de produire des contradictions à l'infini et de se mouvoir à l'intérieur, de dire et faire tout et son contraire selon son bon plaisir ou les circonstances. C'est un object dialectique à elle seule, qu'on aura du mal à saisir parce qu'elle revêt de nombreux masques, il est ainsi difficile de décrypter à quel moment ou quel occasion elle s'insinue sournoisement et s'incruste ensuite dans les esprits pour ne plus en sortir.

Elle a aussi l'art de privilégier les apparences, ce qui flatte l'ego, frappe de préférence les esprits faibles pour mieux les manipuler et les gagner à sa cause, car elle livre un véritable combat dans la peau de l'acteur qu'elle a corrompu à son insu, du comédien, du chanteur, de l'humoriste, du poète, de l'écrivain, du scénariste, du réalisateur, du metteur en scène, du journaliste, de l'animateur télé ou radio ou de portail webb, du publicitaire, du patron, du syndicaliste, du militant, etc. ils doivent tous être à son service et reproduire à l'infini les mêmes pensées, les mêmes mots, les mêmes gestes pour que toutes les générations s'en imbibent jusqu'à la nausée.

Ainsi bien imprégnié de cette idéologie, plus personne ou presque n'ose contester sa supériorité qui semble remonter à la nuit des temps, seules les conditions objectives seront en mesure de contrarier ses plans cyniques quand elles parviendront à maturité, quand se dressera face à elle le pendant de la classe dont elle représente les intérêts, l'immense masse des exploités qui armée de l'idéologie socialiste la terrassera... On n'a pas seulement une classe, un ennemi à vaincre, mais aussi l'idéologie qui l'a accompagnée durant toute son existence.

Pour terminer en apothéose le cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme que célèbre l'idéologie bourgeoise, nous lui promettons une fin digne de tous les crimes qu'elle a commis ou justifiés, à côté desquels les jeux du cirque de l'Antiquité, l'inquisition et la guillotine passeront pour de pâles divertissements.

Politique

1- France

Le ministre de l'Intérieur juge que la consultation organisée par le Parti socialiste pour désigner son candidat en vue de 2012 est légale. Mais il souhaite que les listes des participants soient rapidement détruites après le scrutin.

Le conseiller de Nicolas Sarkozy, Franck Louvrier, avait dit jeudi vouloir éviter «*un détournement politicien des fichiers électoraux*». Vendredi, le député Édouard Courtial a fait part de son intention de saisir la Cnil. Dimanche enfin, dans un entretien au Journal du Dimanche, Jean-François Copé a de nouveau dénoncé «un gigantesque fichage politique».

Dimanche soir, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a voulu mettre les choses à plat. Il a fait part de son souhait d'obtenir

des garanties sur la destruction «*rapide*» des listes des participants. «*Il y a un problème qui se pose : la possession de la liste électorale comme la possession de la liste d'émargement, après la consultation, (...) va permettre d'obtenir une sorte de liste des opinions politiques des Français*», a relevé Claude Guéant dans le cadre de l'émission «*Dimanche soir Politique*». «*La loi informatique et libertés condamne absolument cette éventualité*», a-t-il rappelé, cité par l'agence Reuters . « *Je pense que ce n'est pas l'objectif, évidemment, du Parti socialiste que d'aboutir à cela*», et «*ce que je demande, pour éviter tout malentendu, toute suspicion, c'est que le Parti socialiste dise très clairement comment il va détruire ses listes, très vite, tout de suite*». Alors que la Commission nationale informatique et libertés (Cnil) a donné un mois au PS pour détruire les listes après la primaire, le ministre y voit un délai trop long.

Les sympathisants de gauche appelés à participer à la primaire, système inédit en France, doivent être inscrits sur les listes électorales et pourront voter moyennant une contribution minimum d'un euro et la signature d'une charte d'adhésion aux valeurs de la gauche. Le vote est prévu les 9 et 16 octobre prochains. (lefigaro.fr 19.06)

Je me demande si à l'UMP ils ne craignent qu'on découvre que des milliers de leurs adhérents et sympathisants participent à ce scrutin, pour faire élire le candidat qui poserait le moins de problèmes à leur propre candidat, Sarkozy ?

Après l'abolition du vote censitaire, ce parti, partisan de l'économie de marché, est en train d'inventer le vote payant, on n'arrête plus le progrès... à l'envers ! La marchandisation jusqu'au bulletin de vote, en voilà un bel exemple de démocratie ! Imaginons qu'il y ait 3 millions de votants, cela fera 3 millions d'euro qui iront dans les caisses du PS, il n'y a pas de petits profits ! Une mentalité de vulgaire boutiquier, détestable !

2- Grèce

2.1- Le Premier ministre grec Georges Papandréou a demandé dimanche au Parlement de lui accorder sa confiance à un "*moment crucial*" pour le pays plongé dans la crise de la dette. Il a souhaité un référendum à l'automne sur des "*modifications du système politique*", comprenant une révision de la Constitution grecque.

En ouverture de trois jours de débat parlementaire qui s'achèveront mardi soir par un vote de confiance, le chef du gouvernement a mis en cause le secteur public grec dans la crise de la dette et promis de profonds changements. Il a ajouté que la révision de la Constitution faciliterait les poursuites contre des responsables du gouvernement.

"*Une faillite ou une sortie de l'euro auraient des conséquences catastrophiques immédiates pour l'immobilier, les banques et la crédibilité du pays*", a-t-il expliqué.

"*Je demande un vote de confiance parce que nous sommes à un moment crucial (...) la dette et les déficits sont des problèmes nationaux qui ont placé la Grèce dans un état de (souveraineté limitée) qui a pu nous protéger de la faillite mais dont nous devons sortir*", a-t-il expliqué.

"*A l'automne, nous nous dirigerons vers un référendum sur les grandes réformes engagées dans ce pays*", a ajouté le chef du gouvernement. (AP et Reuters19.06)

2.2- Des milliers de personnes de tous âges ont manifesté devant le parlement à Athènes pour le quatrième dimanche consécutif à l'appel du mouvement paneuropéen des 'indignés' contre l'austérité. Cette manifestation a rassemblé vers 19 h 30 locales (18 h 30 à Paris) près de 3 000 personnes, selon la police, un nombre beaucoup moins important que dimanche dernier où 15 000 personnes avaient manifesté sur les lieux.

Aux cris de '*Voleurs*', en sifflant et en brandissant des drapeaux grecs, les manifestants se sont rassemblés devant le parlement où quelques heures plus tôt le premier ministre grec, Georges Papandréou a demandé le vote de confiance des députés à son nouveau gouvernement, nommé vendredi lors d'un remaniement ministériel. (lemonde.fr 19.06)

3- Espagne

Contre la crise et le chômage, des dizaines de milliers d'Espagnols de tous âges et tous horizons ont envahi ce dimanche les rues de Madrid, aux cris de «*cette crise nous ne la paierons pas*», un mois après la naissance du mouvement des «indignés» qui s'est propagé à tout le pays.

La foule, arrivée en six cortèges de tous les quartiers de Madrid, s'est rassemblée près du parlement, dans le centre, face à une rangée de barrières bleues et à une douzaine de fourgons de police barrant la rue.

«*Contre le chômage. Organise-toi et lutte. Marchons ensemble contre le chômage et le capital*», proclamait une grande pancarte ouvrant la marche de la «*colonne sud-ouest*», partie le matin de Leganes, une ville-dortoir à une quinzaine de kilomètres au sud de Madrid.

«*Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiciens et des banquiers*», affirmait une autre banderole en lettres rouges.

Les cibles: le pacte de stabilité de la zone euro et ses impératifs de rigueur budgétaire, les hommes politiques accusés de corruption et de ne pas entendre la voix des citoyens, le chômage qui frappe 21,29% de la population active en Espagne, presque la moitié des moins de 25 ans.

«*Nous devons préparer une grève générale. Nous allons paralyser ce pays*», lançait un orateur au micro.

«*Les banques et les gouvernements qui ont provoqué cette situation doivent savoir que nous ne sommes pas d'accord avec les mesures et les coupes budgétaires, que nous avons l'intention de nous faire entendre, et que nous le ferons*», assurait la plate-forme appelant à manifester dans toute l'Espagne.

Dans le cortège qui descendait la grande avenue de la Castellana, traversant Madrid du nord au sud, des manifestants de tous âges, familles avec poussettes, jeunes, chômeurs et retraités, venaient témoigner d'une même lassitude face à la crise qui étrangle la société espagnole. Et de l'espoir que cette fronde soudaine, qui a surpris le pays il y a un mois, sera entendue de la classe politique.

Cinq semaines après l'apparition du mouvement, la mobilisation ne semblait pas faiblir puisque la foule était estimée à plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le quotidien El Mundo, citant la police, avançait le chiffre de 35.000 à 40.000 manifestants.

«*Ils appellent cela démocratie, mais ce ne l'est pas*», «*cette crise nous ne la paierons pas*», hurlait la foule rassemblée dans le calme près du parlement, alors que des dizaines de cars de police étaient stationnés dans les rues voisines.

«*Nous n'en pouvons plus. Tous les politiciens se renvoient la balle, mais ils ne font rien*», remarquait une chômeuse de 36 ans, Yolanda Garcia, qui survit comme des millions d'Espagnols grâce à quelques petits boulots au noir.

«*Je pense que ce mouvement peut changer les choses s'il continue de cette façon, et s'il a le soutien des gens d'en bas*», assurait-elle.

Dimanche dernier, les «indignés» avaient démantelé leur campement de la Puerta del Sol à Madrid, symbole de cette vague de contestation. Profitant d'un large soutien populaire, ils veulent maintenant consolider leur mouvement via des assemblées de quartier et d'autres manifestations ponctuelles.

«*Nous devrions prendre la rue vraiment*», affirmait Braulio Lopez, un employé du métro de 45 ans. «*Il faut leur dire que nous en avons assez, aux hommes politiques, aux grands chefs d'entreprise qui les contrôlent. Ce mouvement va changer les choses. Je viendrai à chaque fois qu'il se passera quelque chose*».

«*Je pense qu'ils finiront par nous entendre et que quelque chose sortira de tout cela*», lançait Gloria Fernandez, une enseignante de 50 ans.

D'autres manifestations étaient prévues en fin de journée, notamment à Barcelone et Valence, ainsi que dans plusieurs villes étrangères, dont Paris où près de 450 «indignés» se sont rassemblés. (20minutes.fr 19.06)

4- Maroc

Une manifestation évaluée de plusieurs milliers de personnes a dénoncé dimanche 19 juin à Casablanca le projet de réforme constitutionnelle présenté vendredi par le roi Mohammed VI. Les manifestants avaient répondu à l'appel du Mouvement du 20 février qui exige des réformes politiques et l'avènement d'une véritable monarchie parlementaire au Maroc.

'Nous ne lâcherons pas prise', a assuré Ahmed Mediany, l'un des membres de la section locale du Mouvement, en commentant les réformes annoncées par le roi qui prévoient notamment un rôle accru pour le premier ministre. 'Ce projet de réforme est insuffisant car il ne permet pas au Maroc de passer de la monarchie absolue à la monarchie parlementaire', a-t-il ajouté.

'*Non à l'injustice*', '*Nous voulons une vraie démocratie*', '*constitution dégage*', criaient les manifestants.

Des centaines de personnes favorables au projet de constitution, brandissant des drapeaux et des portraits du roi Mohammed VI, ont tenté d'empêcher les manifestants mais ces derniers ont changé de quartier pour éviter l'affrontement. A Rabat, des dizaines de manifestants du Mouvement se sont trouvés face à d'autres manifestants favorables au projet du roi dans le quartier populaire de Takadoum.

Economie

Grèce

La zone euro a renvoyé dimanche soir la balle dans le camp de la Grèce en refusant de débloquer la cinquième tranche de l'aide à Athènes et de valider un second plan d'aide au pays tant que le parlement grec n'aurait pas voté un nouveau programme d'austérité.

Alors que la date de ce vote n'est pas encore arrêtée, les ministres des Finances de la zone euro, qui se sont réunis huit heures durant à Luxembourg, se sont donnés jusqu'à début juillet pour prendre une décision sur ces deux dossiers, faute de quoi la Grèce ferait défaut sur sa dette dans les jours suivants.

Ils ont en revanche d'ores et déjà clarifié la manière dont les créanciers privés seraient associés à un second plan de soutien. Il s'agira d'une participation informelle et volontaire, correspondant à ce que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel avaient décidé à Berlin vendredi. (lemonde.fr 19.06)

Haut de page

Le 21 juin

En très bref.

1- Côté pile, le FMI, l'UE, la BCE, côté face l'Otan, l'ONU, les deux faces de la même pièce. Les masses en Europe sont en train d'en faire l'amère expérience, ce qui alimente leur réflexion politique. Il ne leur reste plus qu'à se retourner contre leur gouvernement et leur Etat qui en sont les complices, les valets, les exécutants de la politique concoctée par l'aristocratie financière américaine pour son propre compte, pour assurer la pérénité de l'hégomonie de l'impérialisme américain sur le monde.

2- Le président du Nouveau centre a dévoilé hier son projet économique pour 2012, en voici un aperçu : suppression du CDI et des 35 heures, augmentation de la TVA de 3%, instauration d'une taxe carbone européenne, diminution des charges sociales patronales, déduction de l'impôt sur le revenu jusqu'à 200.000 euros investis dans une PME, inscription dans la Constitution d'une «règle d'or» stipulant que le déficit public structurel ne doit pas dépasser 0,50% du PIB, aller vers un fédéralisme budgétaire au sein de la zone euro. (source : lefigaro.fr 20.06)

J'ai écrit récemment que j'estimais à la fin des années 70, que l'UDF, dont est issu le Nouveau centre, était plus à droite encore que l'UDR (ex-UMP), disons que depuis ils se sont rejoints : la réaction sur toute la ligne !

3- A Kasserine, en Tunisie, foyer de la révolution.

- «*L'emploi passe avant les revendications politiques*», «*Un emploi ou la révolution*».

- La politique ne leur semble pas être la solution. «*On n'en veut pas, et jusque-là, on n'a rien compris*», dit l'un, citant le nombre de partis politiques (82) parmi lesquels il faudra choisir, lors de l'élection de l'Assemblée constituante, le 23 octobre. (libération.fr 19.06)

La politique est justement la "*solution*", mais ils en sont encore trop éloignés pour en avoir conscience. Il faut résoudre la question du pouvoir politique, la question de la nature sociale de l'Etat, pour ensuite pouvoir s'attaquer au règlement des questions sociales, voilà tout.

Observez comment se disposent tous les partis ouvriers depuis un demi-siècle, ils sont tous arc-boutés sur des questions sociales et chez eux les questions politiques figurent en option, résultat des courses, ces réflexions désabusés de travailleurs tunisiens qui pourraient être celles de travailleurs français, grecs, espagnoles, etc.

En l'absence de conditions favorables pour faire prendre conscience aux travailleurs des questions politiques qu'ils auront à résoudre le moment venu, on a préféré les laisser de côté, on les a volontairement négligées, terrible erreur politique en réalité que dans tous les pays les travailleurs paient comptant aujourd'hui.

Les militants des partis ouvriers se sont transformés en simples syndicalistes, même quand ils abordent la question du projet de "*réforme constitutionnelle*" ils sont incapables d'aborder la question de l'Etat et du pouvoir politique, leur discours pour l'essentiel tournent tous autour des revendications sociales qu'il ne serait soi-disant plus possible de défendre si ce projet était

adopté. Ils croient ainsi faire de la politique, alors qu'ils en sont réduits à faire du syndicalisme dans une situation qui met au premier plan des questions politiques, toute cela pour coller à ce qu'on appelle le mouvement spontané des masses, ce qui relève de l'opportunisme ou de la capitulation politique, car il n'aide pas le niveau de la conscience politique des travailleurs à progresser.

L'illusion des masses consiste à croire que sans un changement radical sur le plan politique il serait possible de satisfaire leur revendications sociales, or c'est impossible, et au lieu de leur dire d'emblée qu'ils se trompent on préfère qu'ils conservent cette illusion. Vous savez pourquoi ? Cela relève de la théorie qu'en mûrissant cette illusion débouchera bien un jour d'elle-même sur des questions politiques, spontanément, or les questions sociales dont celles des salaires et de l'emploi qui préoccupent l'ensemble des travailleurs relèvent des entreprises, des rapports sociaux de production, alors que les question politiques relèvent de l'Etat, des institutions, de la Constitution, elles ne situent pas sur le même plan. Imaginez que vous voliez avec un vieux coucou des années 20 à quelques centaines de mètres d'altitude et qu'on vous disent que demain ce ne sera plus possible et que vous devrez voler à 10 000 mètres d'altitude, il vous faudra bien changer d'avion pour atteindre cette altitude.

C'est comme si on prétendait que, parce qu'un paysan s'est endetté auprès d'une banque pour cultiver du blé et élever des vaches, il devrait forcément un jour parvenir en comprendre le fonctionnement du monde de la finance, ce sera impossible s'il ne se met pas à étudier sérieusement les bases de l'économie, ce dont il sera toujours incapable sans l'aide d'une personne qualifiée en économie.

Autant prendre un manuel d'agronomie pour interpréter l'économie, c'est stupide, un non-sens. Cela vous fait marrer, mais c'est le non-sens qu'on reproduit à l'infini depuis des décennies.

Il faut bien faire la distinction entre la politique menée par les partis ouvriers qui s'abstiennent de combattre sur des objectifs politiques, et l'évolution de la crise économique et sociale qui débouche sur une crise politique.

Ce n'est pas parce que la crise économique se transforme en crise sociale, puis prend la forme d'une crise politique, que les masses seraient forcément en mesure de prendre conscience de ce processus dialectique, encore moins d'envisager comment cette crise politique pourrait évoluer favorablement. Encore trouveraient-ils la voie conduisant à une issue politique, qu'ils seraient incapables de l'emprunter sans se retrouver immédiatement confrontés à des obstacles quasi insurmontables du fait qu'ils n'ont pas un niveau de conscience politique correspondant à une vue d'ensemble de la situation, qu'ils découvrent au fur et à mesure. Or, leur ennemi et leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier en ont parfaitement conscience et ils sont puissamment armés pour y faire face, ils mettront tout en oeuvre pour leur interdire d'avancer dans cette voie, ils en ont les moyens, ils disposent de l'Etat, des médias, des finances, du soutien de tous les partis institutionnels de "droite" comme de "gauche", des appareils des syndicats, pour arriver à leur fin, corrompre la mobilisation révolutionnaire des masses, la faire refluer, la conduire finalement dans une impasse avant qu'elle retombe, s'ils ne la répriment pas dans un bain de sang.

C'est l'absence du parti révolutionnaire qui est responsable de cette situation sans issue politique. Il n'y pas si longtemps, quand on expliquait que la politique du parti devait être entièrement subordonnée à sa construction, on passait pour des illuminés, des enragés du léninisme, des dogmatiques nostalgiques de la révolution d'Octobre qui ne voulaient pas admettre que ses enseignements étaient avariés, obsolètes, inappropriés, etc. Pour ne pas accepter de faire une priorité le combat pour les revendications sociales, nous passions pour des ennemis de la classe ouvrière, je n'exagère rien je vous assure. Au diable le parti, autrement dit le léninisme, l'époque ouverte par la révolution d'Octobre a pris fin avec la disparition de l'URSS, etc.

Tout le monde a traité la question du parti par dessus la jambe, à distinguer de celle de leur appareil qui elle a été privilégiée, au point que finalement on pouvait construire n'importe quel type de parti avec pratiquement n'importe qui, le PCI et la LCR ont été remodelés pour mieux coller aux revendications sociales en abandonnant le programme de la révolution socialiste, parce que l'heure de la révolution n'était pas prête de sonner, il valait mieux s'occuper de questions plus terre-à-terre, alimentaires, en réalité leurs dirigeants n'ont jamais réussi à articuler les questions sociales et politiques pour construire le parti, encore moins de s'adresser à la classe ouvrière dans un langage qu'elle aurait pu saisir, à moins que cela n'ait jamais été leur objectif.

Ils ont ouvert leurs partis à différents courants politiques ou militants opposés à la révolution socialiste, sous prétexte de rassembler les travailleurs et les militants qui entendaient résister à la politique réactionnaire du gouvernement une fois que le PS et le PCF avaient refusé de mener ce combat. Résultat : le PT devenu POI et le NPA comptent autant de militants que le PCI et la LCR 30 ans plus tôt, je ne parle que des militants, pas de leurs adhérents fantômes ou qui n'ont aucune activité politique. Donc ils ont bradé leurs partis et le programme de la révolution pour mieux coller (notamment) aux appareils des syndicats en pure perte, pour rien, ces partis demeurent totalement marginalisés, pratiquement inexistants en dehors des lieux de travail où ils interviennent.

Ne leur dites surtout que cela suffit amplement à démontrer leur erreur stratégique et leur incurie politique, leurs dirigeants vous répondront qu'on aurait déjà pu leur adresser les mêmes reproches 30 ans auparavant. Je confirme, avec des réserves pour la stratégie et je vais expliquer pourquoi, mais assurément pour leur incurie politique.

La stratégie des années 60 à 80 n'était pas totalement erronée, ce qui l'était, c'était de ne pas avoir saisi que les conditions objectives n'étaient pas mûres pour déboucher à bref délai sur une révolution, et qu'au lieu de tenter de relier les revendications sociales à la perspective imminente de la révolution, il aurait mieux valu consacrer ces longues années à éduquer les militants et les travailleurs dans la perspective de la révolution pour qu'ils y soient préparés le moment venu, à renforcer le parti,

à améliorer la formation et le niveau politique des militants, à tisser des liens permanents avec des dizaines de milliers de travailleurs afin d'en recruter des milliers au fur et à mesure, entretenir sans cesse ces liens mêmes distendus, pas forcément sur un plan politique formel, un peu comme je le fais dans le site en abordant des questions de société, etc. ainsi ces partis auraient sans doute pu conserver dans leurs rangs des milliers de travailleurs qu'ils avaient recrutés et qui les ont quittés à la première occasion, sans parler des exclusions à répétition qui n'étaient pas forcément justifiées d'un point de vue politique. Quel énorme gâchis et perte de temps ! Finalement pour rien, notez-le bien, pour absolument rien puisque tout fout le camp quand même !

Aujourd'hui on se retrouve dans une situation où le parti n'existe pas, où les masses se sont détournées des partis et de la politique, donc de l'Etat, des institutions, de la question du pouvoir, après on s'étonnera qu'elles n'y comprennent rien ou qu'elles se tournent encore une fois en désespoir de cause vers les partis institutionnels ou un sauveur suprême à l'occasion des élections présidentielles...

Si tout n'est pas perdu pour autant, nos dirigeants n'y sont pas pour grand chose, c'est dû uniquement au mûrissement des conditions objectives à l'échelle du capitalisme mondial qui poussent les masses à se mobiliser ou à passer à l'offensive parce que pour elles c'est devenu une question de survie, encore que, ce n'est pas parce que la situation est en passe de devenir révolutionnaire dans un certain nombre de pays qu'une révolution verra forcément le jour, encore moins qu'elle pourra vaincre, il faudrait qu'elles trouvent la voie de l'organisation et posent correctement la question de l'Etat, ce qui n'est pas gagné d'avance, que le parti se construise au cours du processus révolutionnaire...

Un peu plus tôt, un peu plus tard elles y parviendront, notre combat doit consister à les aider à avancer dans cette voie et à se donner les moyens pour briser les obstacles qui se dresseront sur leur chemin. Aux sceptiques qui ne croient que ce qu'ils voient ou qui ont tourné le dos à la révolution socialiste pour se réfugier dans l'inaction, à l'optimisme béat des dogmatiques, opposons le réalisme du marxisme qui s'appuie résolument sur la capacité des masses à s'élever au niveau du programme de la révolution socialiste. Les adeptes du front unique à toutes les sauces sont les premiers à se déchirer entre eux depuis des lustres, à détruire le parti plus qu'à le construire, cela aussi devrait faire réfléchir les militants.

Un internaute a écrit quelque part à la suite de la mobilisation des travailleurs en Grèce et en Espagne : et en France ? Et en France , en France, mais où avez-vous la tête c'est bientôt les vacances, puis les élections présidentielles...

Un thème de réflexion que je vous propose et qui fera l'objet d'une autre causerie.

La Grèce, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande, sont de petits pays, faiblement peuplés, qui ne possèdent pas de matières premières ou très peu, de par cette situation ces pays devraient se trouver au même niveau que bon nombre de pays africains ou asiatiques qui présentent les mêmes caractéristiques, si on excepte les richesses qu'ils renferment et que pillent les multinationales étrangères.

Ces pays-là vivent donc au-dessus de leur moyen au regard de la nouvelle carte du marché mondial qui privilégie les pays plus grands et fortement peuplés (forces productives et marché intérieur), ils ne méritent plus la place qu'ils occupaient encore hier sur le marché mondial, ils doivent rétrograder de gré ou de force.

Demain, ce sont les pays densément peuplés ou qui possèdent des richesses naturelles en abondance qui devraient se tailler la part du gâteau du marché mondial. Une fois que des pays comme la France auront perdu l'avantage qu'ils possèdaient grâce à leur avance technologique, ils devraient suivre le même chemin que la Grèce, le Portugal, etc.

Avec un demi-siècle de retard, la décolonisation politique est en train de donner naissance à la décolonisation économique de certains pays sous l'impulsion des masses qui aspirent au progrès social, les autres pays devraient suivre dans les années ou décennies à venir. Cette profonde modification du rapport de force entre Etat est engagée, elle pourrait encore s'accélérer à l'occasion de révolutions en Europe... La bête immonde n'est pas encore à l'agonie, des tensions, des guerres et des révolutions peuvent hâter sa fin. C'est dans cette perspective qu'il faut analyser les soulèvements des peuples en Afrique du Nord, au Moyen et Proche-Orient, ou encore l'intervention militaire de l'impérialisme français, britannique, italien et américain en Libye.

A vos claviers pour nous faire part de vos réflexions ou si vous disposez d'analyses sur l'orientation du capitalisme mondial, vous pouvez nous les adresser afin qu'on les publie dans le site.

Parole d'internaute

1- A propos de la condamnation d'Yvan Colonna.

- "Cette condamnation est inacceptable en regard de ce que la justice sait

Cette décision me semble entachée de forfaiture

Personne à ce jour ne peux être capable de prouver la culpabilité d'Yvan Colonna

Contrairement à ce que pensent certains, plusieurs témoins - ni Corses, ni bergers, ni douaniers ni comploteurs, ni mafieux - n'ont varié dans leurs témoignages innocentant Y Colonna.

Et cette concordance des témoignages, en Droit - tel que je l'ai appris - devait suffire à l'innocenter.

Et devrait le faire acquitter, si le verdict n'avait pas été rendu sous les lambris Parisiens

Les pistes à suivre pour tenter de trouver les commanditaires de cet assassinat d'une lâcheté sans nom existent encore aujourd'hui.

Il suffit de se souvenir que le Préfet Erignac en suivait une - explosive - menant à des institutions et à ses dirigeants, qui mixaient politique, délits financiers et détournements de fonds et de subventions publiques.

Cette piste était qualifiée de "particulièrement dangereuse" tant les hommes impliqués étaient influents, le système rodé et les sommes en jeu colossales.

J'ajouterai - simple fait du hasard ? - que cette enquête était sur le point d'aboutir.

Dans une affaire d'état aussi dramatique, aucune piste ne peut être négligée..

Quelque soit la main qui a appuyé sur la détente, il faut trouver le cerveau qui a armé ce bras.

Je ne crois pas encore aujourd'hui à la thèse d'autonomistes radicaux, assassinant un préfet pour une cause perdue.

La raison est ailleurs, plus complexe et plus opaque que toutes les omertas et que tous les taiseux identifiés.

Ce préfet n'était en aucun cas, l'ennemi d'une Corse diverse et pacifiée; il était apprécié de toutes les mouvances et courants - souvent contradictoires - dans l'île.

Sans doute une raison supplémentaire de le faire disparaître." (Reuters 20.06)

2- L'impérialisme américain dans sa course folle conduit le monde à l'abîme.

- "99,99% des articles concernant la crise de la dette dans la zone Euro adoptent la grille de lecture anglo-saxonne (Financial times and Wall St Journal). Or la crise de la dette est AUSSI ET SURTOUT une opération spéculative visant à dénigrer l'euro pour présenter le dollar comme monnaie de secours par le biais des bons du trésor US. Les US ont ABSOLUMENT besoin sous peine d'une crise de défaut majeure que tous les investisseurs du monde entier continuent à leur acheter des dollars même dévalués." (Le Monde économique 20.06)

Politique

1- Tunisie

La chambre criminelle du tribunal de première instance de Tunis a condamné lundi soir par contumace l'ex-président tunisien Zine El Abidine Ben Ali et son épouse Leïla Trabelsi à 35 ans d'emprisonnement chacun pour des délits de détournement de fonds publics et de malversations, a-t-on appris de source judiciaire.

La Cour a condamné également l'ancien chef de l'Etat à une amende de 50 millions de dinars (environ 25 millions d'euros) et son épouse à 41 millions de dinars (environ 20 millions d'euros), et ce dans l'affaire relative au palais de Sidi Dhrif.

L'affaire relative au palais de Carthage a été reportée au 30 juin à la demande de la défense. (AP 20.06)

2- Maroc

La Confédération démocratique du travail (CDT), l'un des principaux syndicats marocains, a lancé lundi un appel au boycott du référendum constitutionnel promis la semaine dernière par le roi Mohammed VI.

"*Le projet de Constitution renforce ce qui a toujours eu cours par le passé et ne répond pas à ce qui a été promis*", a jugé Noubir Amaoui, secrétaire général de la CDT.

Trois autres petits partis politiques de gauche et le Mouvement du 20-Février, qui regroupe les jeunes contestataires inspirés du "*printemps arabe*", avaient déjà appelé au boycott de la consultation.

"*Ce que nous voulons, c'est une démocratie au sens large et une totale transparence, dont personne ne serait exclu. Qui plus est, la copie définitive (du projet de réforme constitutionnelle) ne correspond pas à celle qui nous a été remise. Certains articles ont été modifiés sans que nous ayons été consultés*", a poursuivi Noubir Amaoui.

Le syndicaliste juge en outre le délai trop court pour que les Marocains comprennent les conséquences de la réforme.

"*Ils utilisent encore la vieille tactique de la surprise (...) Certaines personnes semblent ne pas comprendre les changements qui ont lieu autour d'eux*", a-t-il ajouté. (Reuters 20.06)

Social

1- France

La CGT propose l'organisation d'une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle unitaire "*fin septembre, début octobre*" pour la défense des salaires et du pouvoir d'achat.

"*Les préoccupations liées au pouvoir d'achat et à l'emploi restent prioritaires chez les salariés et les retraités et se traduisent par un développement des luttes dans les entreprises, parfois de manière inédite dans certains secteurs comme le commerce*", déclare la CGT dans son communiqué.

"*En Europe, le contexte est marqué par la résistance des peuples concernés par les mesures d'austérité (Grèce, Espagne, Portugal, etc.) et par la préparation de nouvelles politiques visant à réduire les garanties sociales des populations. L'affrontement entre les logiques financières et les justes revendications sociales sont plus que jamais d'actualité*", ajoute l'organisation syndicale.

"*Dans ce cadre*", la CGT "*réaffirme son opposition au pacte Euro Plus préparé par les chefs d'Etat et de gouvernement et aux recommandations de la Commission Européenne pour peser sur les politiques économiques des Etats*".

La confédération estime qu'il "*y a urgence sur la question des salaires*", et "*dans ce sens*" réclame "*un SMIC mensuel brut à 1.700 euros*", contre 1.365 euros actuellement.

La CGT se prononce donc "*pour l'organisation d'une journée d'action interprofessionnelle unitaire à la rentrée de septembre destinée à obtenir un autre partage des richesses créées*".

"*Outre la question des salaires et du pouvoir d'achat, cette journée sera l'occasion pour les salariés de s'exprimer sur les conditions de travail et l'emploi, la protection sociale et la défense des services publics. Cette initiative se situerait fin septembre-début octobre*", précise la confédération. (AP20.06)

Haut de page

Le 22 juin

Hier il a fait près de 45°C, il fait tellement chaud que mon chien en perd l'appétit. Je dois renouveler mon visa avant le 23, c'est-à-dire demain, donc pas de causerie ce matin. Je sais, j'ai attendu le dernier jour, le bureau de l'immigration, c'est l'horreur ! En principe vendredi je dois me déplacer pour enregistrer la vente de notre maison, cela ne se passe pas comme en France devant un notaire, c'est l'administration qui s'en charge directement, pas de bol ! Si tout se passe bien, samedi je devrais aller à la banque déposer l'argent de la vente en espèces, surtout pas de chèque malheureux, le type m'en avait déjà filer un... en bois !

A la banque, avant de me donner mon reçu ils vont compter les billets, ils ont une machine pour cela, mais ils s'y reprennent à 2 ou 3 fois, j'aurai le temps d'aller faire des courses pendant ce temps-là ! Ici dans un magasin une caissière doit vous rendre 3 billets de 10 roupies par exemple, elle en prend 3 dans la caisse, elle les recompte une fois, puis une seconde fois, en fait elle les aura comptés trois fois au total avant de vous les tendre. Je ne les recompte pas évidemment, mais tous les Indiens les recomptent systématiquement en les examinant soigneusement, on ne sait jamais ! C'est cocasse parfois.

La semaine prochaine je déménagerai et le site ne sera peut-être pas actualisé un jour ou deux.

Je n'ai pas terminé de formater l'ordinateur portable sur le modèle de l'ordinateur de bureau. Tout est une question d'organisation et d'ordre ou de discipline pour s'y retrouver, et de rigueur bien sûr. L'affichage du site n'est pas terrible et mes connaissances en informatique sont très limitées, cependant avec les fonctions disponibles avec les navigateurs, il est relativement facile de calibrer l'affichage en fonction de la taille et de la résolution de votre écran. Si cela vous pose un problème, vous pouvez me contacter.

Un dernier mot avant de me mettre à mes affaires personnelles, quelle angoisse !

Vous avez été 446 militants à télécharger les pages du n°153 d'*Informations ouvrières* (IO153_2) et 303 (IO153_3) du 15 au 21 juin, bravo camarades ! Si des camarades du NPA et de LO m'adressaient les journaux de leur parti respectif en pdf, j'en mettrai également en ligne quelques pages. Rien de telle que la confrontation des idées.

Sans orientation politique, sans objectif politique, sans représentation politique, sans direction politique, absolument rien ne changera, c'est ce qu'il faut dire en face aux travailleurs qui descendent spontanément dans la rue pour manifester leur ras-le-bol de la politique d'austérité du gouvernement en Grèce, en Espagne et partout en Europe.

Il faut leur dire aussi, voyez ce qui s'est passé en Tunisie ou en Egypte ou plus récemment en Espagne. Est-ce que les questions du chômage, de la précarité, des salaires, etc a été réglée dans ces pays ? Non. Les travailleurs se sont-ils donnés les moyens politiques pour pouvoir y répondre ? Réponse : non. Les travailleurs disposent-ils de davantage de pouvoir politique qu''hier ? Réponse : non. Sont-ils parvenus à infléchir la politique social de leur gouvernement ? Réponse : non.

Récapitulons ensemble : les partis qui sont censés représenter les intérêts des travailleurs se sont placés au côté du FMI et de l'UE, des banquiers. Donc vous aviez raison de ne leur accorder aucune confiance. Vous êtes descendus spontanément dans la rue par centaines de milliers ou millions sans y être appelés par des partis ouvriers, parfois pendant plusieurs jours ou semaines de suite et cela n'a rien changé. Il faut donc en déduire qu'il devait manquer quelque chose à votre mobilisation pour qu'elle prenne encore plus d'ampleur et qu'elle ait une chance d'aboutir à de premiers résultats, non ? Tous ces mouvements se sont déroulés dans le cadre des institutions, sans appeler à leur dissolution, sans objectif précis (en Grèce, Espagne, Portugal), ils sont demeurés inorganisés, sans orientation ni objectifs politiques, sans un parti pour les soutenir et le représenter.

Tout a été fait pour vous détourner de la politique pendant des années, des partis en général, le problème ne serait-il pas qu'il n'existe aucun puissant parti ouvrier pour représenter et exprimer les intérêts des travailleurs, pour les rassembler dans l'unité par millions, pour leur proposer un programme d'action qui prennent en compte leurs revendications sociales et propose des objectifs politiques pour les atteindre, qui ne se situeraient pas dans le cadre des institutions en place et du capitalisme sachant qu'ils ont fait la démostration qu'il n'y avait absolument rien à attendre dans ce cadre, ce ne sont ni des élections ni un changement de gouvernement qui changera quelque chose ?

Ne serait-il pas urgent de se doter d'un tel parti, de rejoindre ceux qui depuis des décennies luttent quotidiennement au côté des travailleurs, s'opposent au paiement de la dette, de se soumettre au FMI et à l'UE, qui s'opposent aux guerres impérialistes et à la dictature des agences de notation, des banquiers, des actionnaires, de la Bourse ? Pourquoi les travailleurs ne se sont pas tournés vers ces partis ? Parce que ceux qui monopolisaient et monopolisent encore le pouvoir et les médias vous les ont présentés comme des partis peu sérieux, dangereux, gauchistes ou d'extrême gauche, ce sont qui n'ont cessé de vous mentir quotidiennement qui vous les ont présentés ainsi et vous les avez crus, c'était une erreur que vous payez très cher aujourd'hui et ce n'est qu'un début...

Pourquoi aucun parti ne s'adresse-t-il pas aux travailleurs dans ces termes ? En quoi ce discours présenterait-il un problème ? Ces partis qui n'ont eu de cesse d'entonner le front unique pendant des décennies ne seraient-ils pas en grande partie responsable du désarroi dans lequel se trouvent aujourd'hui plongés les travailleurs qui cherchent une issue à la crise du capitalisme ? Adressez-vous aux dirigeants ou aux élus du PS et du PCF (en France), et après ? Après rien, le néant, des travailleurs et jeunes qui se regroupent sur une place où ils passent leur temps à piétiner et broyer du noir face à une impasse politique.

Chut ! pour faire passer la pillule amère à leurs propres militants qu'ils ont menés en bâteau, les dirigeants de ces partis ont mis provisoirement en sourdine le front unique, ils l'ont remisé silencieusement au fond d'un placard, sans fournir la moindre explication à leurs militants notez bien, sans un mot d'excuse pour les avoir embarqués dans une galère sans lendemain pendant parfois des décennies, cette stratégie s'avère aujourd'hui avoir été une véritable catastrophe pour le mouvement ouvrier et son avant-garde, le passage obligé qui atterrit dans le goulot d'un entonnoir bouché par l'épaisse vase des illusions qu'on y a déversée méticuleusement pendant de longues années.

La plupart des militants ne s'en rendent même pas compte, parce que souvent ils ont été les premiers à en bénéficier sur le plan syndical ou tout simplement parce qu'ils n'ont jamais été confrontés à des difficultés insurmontables, acculés comme le sont les couches les plus défavorisées du prolétariat, par effet de miroir ou inconsciemment le front unique sur le plan politique leur semblait aussi naturel que sur le plan syndical.

Allez dire aux travailleurs grecs *gouvernement des partis ouvriers*, ils vont vous jeter des pierres ! Les partisans de cette formule droitière l'ont mise en sourdine, on ne les entend plus, ils ont raison de se faire oublier, qu'ils revoient leur copie, tout le monde peut se tromper.

Mais alors, si la stratégie du front unique et le mot d'ordre du gouvernement des partis ouvriers étaient ce qu'on pouvait proposer de pire aux travailleurs en terme d'illusion, ajoutons la subordination de la stratégie à la tactique ou la confusion entre les deux, le fait de sacrifier le combat politique pour des revendications alimentaires, de refuser d'inscrire son combat systématiquement dans une perspective politique, de faire l'impasse sur les objectifs politiques, méthode éculée qui allait finir de gangrener le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, de l'éloigner le plus possible du socialiste au profit du réformisme, mais alors, constatant le résultat misérable auquel on est parvenu, cela signifie qu'il aurait peut-être fallu s'y prendre autrement, subordonner notre combat à un autre objectif, à un objectif politique à notre portée, bien que cela ne nous protège en rien de l'opportunisme remarquez bien, il se trouve qu'il existait bien un objectif à notre portée, moins spectaculaire que la chute des institutions il est vrai, mais pour autant tout aussi solide et déterminant pour la suite de notre combat, la construction du parti, construction du parti dont je disais hier qu'elle avait toujours été conçue dans le sillage des partis PS et PCF ou des appareils des syndicats, jamais en totale indépendance et sur la base du programme de la révolution socialiste qui inclue le programme transitoire des revendications démocratiques bourgeoises, et je persiste et signe des deux mains, j'affirme qu'on n'a jamais été capable de s'adresser aux travailleurs, qu'on ne s'en est jamais donné les moyens ou pire qu'on n'en a jamais eu réellement la volonté, les seuls qui savaient le faire c'était les staliniens et dans une moindre mesure Lutte ouvrière jusqu'à la caricature.

Lorsque j'ai commencé à entretenir une corrrespondance avec des militants et quelques cadres à partir de 2005, j'ai eu l'occasion de m'en apercevoir immédiatement, le mimétisme était tellement bien rôdé, pour ainsi dire si parfait, que je n'ai eu aucune peine à me reconnaître tel que j'étais quand je militais à l'OCI 25 ans plus tôt. J'en ai été troublé, bien que j'y aie été préparé après avoir constaté à la lecture du premier numéro d'Informations ouvrières en 2002, que j'avais pour ainsi dire sous les yeux le derner numéro que j'avais lu 20 ans plus tôt, avec les mêmes refrains à chaque page, les mêmes formules dans chaque article, la même syntaxe en boucle parsemée de syllogismes qui ne vous invitent pas à réfléchir par vous-mêmes, c'est ce détail qui m'a mis le plus mal à l'aise.

Car pendant les 20 ans qui s'étaient écoulés depuis ma démission de l'OCI, j'avais continué d'étudier et de penser par moi-même, je n'étais parvenu à aucune vérité, ce n'était plus mon objectif, tout du moins sur le plan politique, j'étais définitivement convaincu de la justesse du marxisme que j'avais compris très imparfaitement autrefois et j'en étais resté là, je ne pouvais plus me reconnaître dans un mode de pensée, dans un discours, dans un journal et dans un parti qui ne parlaient pas le même langage que moi, celui d'un simple travailleur et non celui d'un militant puique je vivais déjà en Inde depuis 6 ans, ils me paraissaient étrangers, et je suis absolument convaincu que 9 nouveaux lecteurs 10 devaient ressentir exactement la même chose que moi, et je peux vous assurer que j'ai renoué avec la politique et le PT avec les meilleures dispositions qu'on peut imaginer, je me suis malgré tout abonné immadiatement à Informations ouvrières.

Ce que je ne pouvais plus supporter surtout, c'était le fait qu'on ne m'expliquait pas le pourquoi de telle ou telle position que j'ai malgré tout reprise à la lettre au début à défaut d'être armé théoriquement pour comprendre ce qu'elles recouvraient, j'étais prêt à adhérer les yeux fermés au PT. Ce n'est qu'en lisant très attentivement le journal armé d'un solide sens critique, que je suis parvenu à comprendre ce qui n'était qu'un malaise au début à la lecture du journal, et qui allait prendre la forme d'un désaccord de fond aussi bien sur la question du parti que sur son orientation politique et sa stratégie une fois que je me serais réapproprié les bases du marxisme à raison de lecture/étude à un rythme effréné, à deux heures du matin je lisais La Capital, je ne ferai plus que cela pendant trois ans 12 à 15 heures par jour.

Certes, j'avais loupé un épisode important en ne militant pas de 1981 à 2001, je vivais et travaillais en France quand même, je n'ai pas vécu sur une autre planète ou totalement coupé de l'actualité sociale et politique, au cours de ces 20 années je n'ai vécu que 7 ans en Inde. Je veux bien admettre que je sois passé à côté de quelque chose, mais depuis en 10 ans j'ai largement eu le temps de rattrapé le temps perdu en lisant des tas de documents sur cette période. Je me suis réapproprié l'essentiel, les faits, la matière qui sert de base à notre réflexion, et je me suis employé à essayer de maîtriser la méthode du marxisme avec plus ou moins de bonheur, je crois quand même avoir saisi comment il fallait s'y prendre pour pousser une analyse à fond, notamment à travers toutes les questions que j'ai abordées ensuite dans le site à partir de 2008.

Tout cela pour dire qu'aujourd'hui je suis davantage un travailleur et un militant conscient qui s'est formé à force d'observations et d'études, d'expériences, formé à l'école de la vie quoi, plus proche du travailleur inorganisé ou lambda que du militant, dont le mode de pensée et le discours ressemblent davantage au contenu d'un livre plutôt qu'à la réalité telle que les travailleurs la vivent quotidiennement, militants et discours dans lesquels je ne me reconnais pas plus que les travailleurs en général.

Ces militants sont enfermés dans un discours pour ainsi dire hermétique, qu'eux seuls et leurs semblables peuvent comprendre, il ne semble destiné qu'à des militants ou des intellectuels qui ont acquis des connaissances sur la lutte des classes ou en sociologie ou en histoire. Ils savent de quoi ils causent et causent souvent très bien en s'adressant à des gens qui ne possèdent ni leurs connaissances ni les outils pour décrypter leur langage, alors dites-moi comment pourraient-ils se comprendre, comment la personne à laquelle ils s'adressent pourrait-elle les comprendre, dites-moi comment la transmission des connaissances pourrait-elle se réaliser, c'est quasiment impossible.

Il m'est arrivé de faire quelques remplacements au lycée français de Pondichéry comme prof de français. J'avais des élèves de 6e, 5e, seconde et terminale, donc des gosses de 10 ou 12 ans et des adolescents jusqu'à 17 ou 18 ans. D'une heure à l'autre je passais d'une classe de 6e à une classe de terminale, je ne pouvais pas m'adresser de la même manière à ceux qui venaient d'entrer au collège et ceux qui allaient en sortir, comme dirait l'autre, sans transition et sans filet je devais changer d'attitude et de langage pour faire mon boulot correctement et ne pas être ridicule, c'est plus facile quand on affecte une rigidité et une certaine distance avec ses élèves, pour ne pas dire un certain mépris ou complexe de supériorité, ce qui n'était pas mon cas, je les considérais tous comme mes propres gossses et ne souhaitais que leur réussite. C'est une formidable expérience, dont je n'ai pas perdu une miette, cela m'a fait dire que j'avais raté ma vocation, c'est pour dire que l'ai vécue passionnément. Et que je l'ai analysée à fond aussi.

Et bien c'est un peu la même chose dans le militantisme, dans le parti même, sauf que nos partis n'ont pas ce réflexe, comment dire, ce recul suffisant, comme si le travailleur devenu militant n'était plus vraiment un travailleur comme les autres, il ne l'est plus tout à fait puisqu'il a commencé à prendre conscience du monde et s'est organisé pour le changer, mais pour un travailleur vous demeurer un travailleur, vous n'êtes pas différents de lui, de la même manière que le gosse de 6e à 11 ans n'était pas différent du gosse que j'étais à 11 ans , comme l'adolescent de 17 ans n'était pas foncièrement différent de celui que j'avais été à son âge, à aucun moment en classe je me suis comporté comme un gosse de 11 ans ou de 17 ans, cela aurait été le bordel car j'aurais perdu toute autorité sur eux, mais à aucun moment j'ai oublié que l'un n'avait que 11 ans et l'autre 17 pendant que j'en avais 50, si je peux me permettre, je crois que c'est la bonne recette pour que la sauce prenne.

Je me sens évidemment très proche des camarades des différents partis ou groupes de militants, je comprends parfaitement leurs discours, ils sont parfaits pour un congrès ou une réunion entre militants, parfait sur le plan théorique, mais ils manquent d'envergure pour s'adresser à de simples travailleurs, même des intellectuels très souvent, vous savez que très souvent l'être humain se détourne à la première occasion qui lui tombe sous la main de ce qui réclame de sa part un effort, qui plus quand il s'agit d'un effort intellectuel, soit parce qu'il en fournit déjà trop au boulot, soit parce qu'il n'y est pas habitué, il a le cerveau saturé ou plutôt lent à la détente comme l'on dit.

Si je comprend le discours des camarades, je me refuse à entrer dans leur logique ou à les imiter, j'aurais littéralement l'impression d'étouffer, d'être pris dans un cercle infernal qui défie ou contrarie la dialectique, je ne peux pas ou plus me fondre dans un moule d'où sortent des idées déjà formatées ou en grande partie formatées, j'ai absolument besoin de penser par moi-même, de relier chaque facteur qui constitue la réalité en fonction de ma propre expérience de la vie et de la société, et je pense que c'est de la sorte que chaque travailleur l'appréhende également. (A suivre)

En fait, après être revenu du bureau de l'immigration sur les coups de 13h, j'ai cassé la croute vite fait et je me suis remis au boulot, j'arrête il est 18h10.

Parole d'internaute

(Les fraudes sociales estimées à 20 milliards d'euros par an - lefigaro.fr 21.06)

- "La différence entre la fraude fiscale et la fraude sociale, c'est aussi que les professionnels qui profitent de la première vivent souvent déjà bien, et surtout votent bien ; ceux qui profitent de la seconde sont souvent plutôt pauvres, et ne votent pas ou mal.

Les priorités du gouvernement découlent de cette constatation banale."

Les patrons du CAC 40 n'ont même pas besoin de frauder : c'est cadeau, et des sommes colossales !

Politique

France.

1- Douste-Blazy et Servier, une amitié de longue date.

Des lettres saisies lors d'une perquisition au siège des laboratoires Servier le 7 février dans le cadre de l'enquête sur le Mediator montrent que le groupe a financé des activités promues par l'ancien ministre Philippe Douste-Blazy, révèle, mardi 21 juin, le Canard enchaîné.

Dans son édition datée du 22 juin, le Canard enchaîné cite des extraits de lettres témoignant de liens d'intérêt répétés entre Jacques Servier et Philippe Douste-Blazy, au cours des années 1990. Dans l'un de ces courriers, datant de 1992, M. Douste-Blazy écrit ainsi au fondateur du groupe Servier pour le remercier "*très sincèrement*" d'une subvention mise "*à la disposition du Forum européen de la santé afin d'organiser la première université de la santé*".

Dans une autre lettre, datée du 19 février 1993, l'ancien ministre demande un financement pour le "*projet Monica*" consacré à

l'étude "*des infarctus du myocarde de Haute-Garonne*". Financement accordé quelques mois plus tard, avec un chèque de 85 392 francs [13 000 euros], selon le Canard enchaîné.

Autre échange évoqué par le quotidien satirique : un chèque de 300 000 francs [46 000 euros] signé par Servier le 10 avril 1998 à l'attention de la section rugby du FC Lourdes, ville dont M. Douste-Blazy était alors le maire. Réponse de l'ancien ministre dans un courrier : "*Merci pour votre amitié, que je savais déjà fidèle." Auditionné le 5 mai par la mission parlementaire sur le Mediator, Philippe Douste-Blazy a juré n'avoir jamais eu de "liens d'intérêt (...) vis-à-vis du laboratoire Servier*". (lemonde.fr 21.06)

2- Le prix de la guerre

Environ 100 millions d'euros sur trois mois : c'est l'estimation des surcoûts liés à l'intervention de la France en Libye, selon le ministre français de la défense, Gérard Longuet. Cette information est délivrée trois mois après le début des opérations, le 19 mars, alors que dans les pays de la coalition la presse s'interroge sur la légitimité et le coût de l'intervention.

Cette somme ne sera pas supportée par le budget du ministère de la défense, a-t-il précisé mardi lors d'une conférence de presse au salon aéronautique du Bourget. "*Tout dépassement des Opex (opérations extérieures de l'armée) par rapport à la prévision de 630 millions d'euros*" du budget 2011 "*ne sont pas à la charge de la défense mais à la charge du gouvernement*", a-t-il indiqué. (lemonde.fr 21.06)

Social

France.

1- Salauds de pauvres !

Début juin, le ministre du Travail Xavier Bertrand estimait à «*plusieurs milliards d'euros*» le montant des fraudes sociales et des abus annuels, détectés ou non. Ce mardi, un rapport parlementaire publié par l'AFP donne un chiffre un peu plus précis : plus de 20 milliards d'euros. «*Soit 44 fois plus que la fraude actuellement détectée*», écrit le rapporteur des travaux de la Mission d'évaluation des comptes de la sécurité sociale (Mecss) de l'Assemblée nationale, Dominique Tian, député UMP des Bouches-du-Rhône.

Effectivement, la Mecss, qui a procédé depuis près d'un an à 28 auditions et six déplacements dans les régions, avait détecté l'an dernier 458 millions d'euros de fraudes. Le parlementaire se dit «convaincu que la fraude sociale représente des montants financiers bien plus importants que ce que les premières évaluations réalisées laissent supposer».

Concrètement, le rapport évalue la fraude aux prélèvements (cotisations patronales et salariales non versées en raison du travail au noir) entre 8 et 15,8 milliards et celles aux prestations (indemnités d'arrêts maladie, allocations familiales, RSA etc..) entre 2 et 3 milliards. Pour ce qui est travail illégal, l'élu UMP juge que «*la pratique est courante, pour ne pas dire banalisée, dans certains secteurs de l'économie*». Selon lui, «*entre 10% et 12% d'entreprises sont en infraction et entre 5% et 7% de salariés ne sont pas déclarés*». Le rapport s'inquiète aussi du développement d'«*escroqueries organisées par des réseaux de fraudeurs*».

En matière d'arrêts maladie abusifs, le rapport suggère de développer les «contre-visites» dans le privé et ce qui serait nouveau, chez les fonctionnaires. (lefigaro.fr 21.06)

28 auditions et 6 déplacements ont donné 458 millions d'euros de fraudes, alors pour 12, 18, 24 déplacements disons 1 milliard d'euros, 2, 5, 10, 20, qui dit mieux, personne, 20 milliards d'euros adjugé !

2- Les centres d'appels se mobilisent.

Hier, les salariés des centres d'appels étaient appelés à se mobiliser partout en France à l'appel de plusieurs syndicats (CFDT, CGT, CFTC, FO et SUD). Des débrayages et des manifestations ont donc eu lieu dans plusieurs villes de France. En tête des revendications : la question de la rémunération. « *Près de 80 % des salariés des centres d'appels sont payés au niveau du smic et le dernier accord salarial remonte à 2008* », explique Isabelle Lejeune-To, secrétaire nationale de la CFDT, en charge de ce secteur.

Autre source de mécontentement : les conditions de travail jugées difficiles par beaucoup, à l'instar de Xavier, téléconseiller en région parisienne : « Pour satisfaire ses clients, l'entreprise nous demande d'être de plus en plus flexibles. On peut commencer à travailler un jour à 7 h et le lendemain à 14 h. C'est destructeur pour la vie de famille et pour la santé. » delphine bancaud (20minutes.fr 21.06)

3- La pitrerie électorale.

Nicolas Sarkozy a annoncé lors d'un déplacement la fin des suppressions de classes dans le primaire.

Selon le SNUipp-FSU, "*si le budget 2012 maintient le recrutement de seulement 3 000 postes au concours de professeurs des écoles alors que 11 000 départs à la retraite sont programmés au 1er juillet 2012, ce sont 8 000 postes d'enseignants du primaire qui seront encore supprimés l'année prochaine*". (lexpress.fr 21.06)

Qui croit-il encore pouvoir tromper ?

Economie

Espagne.

Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré mardi que l'assainissement de l'économie espagnole restait incomplet et que les risques pesant sur celle-ci étaient considérables.

"*Il ne peut y avoir aucun relâchement dans le rythme des réformes, y compris dans l'amélioration de la crédibilité de la consolidation budgétaire et dans l'accomplissement de la restructuration du secteur financier*", déclare le Fonds dans un rapport publié à l'issue de sa visite annuelle dans le pays.

Même si les réformes engagées ont contribué à apaiser partiellement les craintes, la prime exigée par les investisseurs pour détenir de la dette espagnole plutôt que des Bunds allemands stagne à un plus haut depuis la création de la zone euro.

Selon le FMI, les réformes doivent donc être renforcées, y compris dans le secteur de l'emploi et des retraites. (Reuters 21.06)

Science et technologie

Informatique

Un super-calculateur japonais, développé par le groupe informatique Fujitsu et un institut de recherche nippon, a été classé premier du Top 500 mondial des ordinateurs les plus performants. Une première depuis 2004, dont se sont félicités, lundi 20 juin, les concepteurs du super-ordinateur K. Ce 37e classement mondial a été révélé lors de la conférence internationale sur les super-calculateurs (ISC'11) qui se déroule à Hambourg, en Allemagne.

Le système informatique K, actuellement en phase de configuration, totalise 68 544 processeurs. Il s'agit d'un super-ordinateur "*entièrement fabriqué au Japon, de la recherche au développement des processeurs, en passant par la conception du système et sa fabrication*", ont insisté ses créateurs. Cet ensemble, encore inachevé, affiche déjà une performance de calcul de 8,162 petaflops (8,162 millions de milliards d'opérations en virgule flottante par seconde).

Cet exploit "*résulte de l'intégration, dans le super-calculateur K, d'un nombre massif de processeurs, des méthodes d'interconnectivité qui les unit et du logiciel capable de faire ressortir les meilleures performances du matériel*", ont insisté Fujitsu et l'institut Riken.

Le super-calculateur K doit être exploité conjointement par ses codéveloppeurs à partir de novembre 2012, date à laquelle il est censé atteindre une capacité de calcul de 10 petaflops. K sera utilisé dans une variété de domaines des sciences informatiques, comme la recherche climatique, la météorologie ou la prévention des catastrophes.

Le classement Top 500, créé en 1993, est mis à jour deux fois par an, en juin et en novembre. Lors du dernier classement, la Chine était apparue comme l'une des puissances émergentes dans le secteur des super-ordinateurs. Le pays compte désormais deux machines en deuxième et quatrième place. Le Tera 100 français, du Commissariat à l'énergie atomique, figure en neuvième place du classement de juin. (lemonde.fr 21.06)

Génial le cerveau humain, non ? Pour le meilleur et le pire !

Haut de page

Le 23 juin

J'ai avancé dans le bandeau défilant en haut de l'écran le mot d'ordre : "*tout le pouvoir aux travailleurs*", parce qu'il répond le mieux

à l'état d'esprit actuel des travailleurs. Lire plus loin dans quelle perspective politique il faut le situer.

A l'unanimité les députés du PASOK ont voté l'adoption de nouvelles mesures d'austérité contre les travailleurs, la confirmation du 3 août 1914 quand la social-démocratie passa avec armes et bagages du côté de la réaction en votant les crédits de guerre. 53 ans plus tard, ce fut le début de la dictature des colonels. 64 ans après une dictature succède à une autre : celle du capital. En réalité, la même dictature sous un autre masque...

J'ai écrit il y a un ou deux ans qu'il faudrait dorénavant parler d'une crise permanente du capitalisme, et non plus de crises qui revenaient périodiquement tous les 10 ans, puis 7, 5 ou 3 ans. J'estimais que le capitalisme était entré dans sa dernière phase de décomposition. J'indiquais que les dixaines de millions de chômeurs supplémentaire dans le monde ne suffirait pas pour clore la crise ouverte en 2007. J'ai ensuite précisé que la distorsion entre la poignée de riches à un pôle et le gigantesque développement démocraphique mondial à l'autre pôle, constituait une contradiction insoluble pour le capitalisme, qu'il signifiait son arrêt de mort, encore faudrait-il l'abattre pour qu'il disparaisse.

J'ai lu hier qu'on sera 7 milliards à la fin de l'année 2011, confirmant que le temps joue contre le capitalisme, que cette contradiction ne va cesser de se tendre jusqu'à la rupture, ouvrant la voie à une nouvelle période de guerres et de révolutions. Un peu plus tôt j'avais expliqué que l'Afrique (y compris le Moyen et Proche-Orient) serait la dernière cartouche du capitalisme mondial. Depuis des soulèvements révolutionnaires ce sont produits en Afrique et le capitalisme mondial sous sa forme impérialiste a manifesté son intention de garder la main mise sur ce continent particulièrement riche en matière première et en main d'oeuvre bon marché.

La Chine hier a reconnu le CNT (en Libye) indiquant par là qu'elle ne comptait pas jouer le rôle de figurant en Afrique tant ses besoins en matières premières sont gigantesques, confirmant son implantation sur ce continent et la rivalité qui existe entre les principaux Etats impérialistes. J'avais également soumis l'idée en 2005 ou 2006 que la hausse des prix en Chine se traduirait par la hausse des salaires par le biais du développement de la lutte des classes dans ce pays, on en a eu la confirmation à plusieurs reprises depuis, dont encore les derniers jours. Je m'étais basé sur ce que je pouvais observer en Inde où je vis, pour en conclure qu'un processus similaire se produirait en Chine et les autres pays soumis aux mêmes conditions économiques et sociales.

Les camarades qui se connectent sur le site depuis des années peuvent le vérifier pour le confirmer, j'ai peut-être écrit des conneries ici ou là, mais je ne leur ai pas raconté de blagues sur l'évolution à venir du capitalisme mondial, ce qui pouvait notamment les aider dans leur combat politique quotidien.

Hier on a eu confirmation de cette tension croissante entre les deux pôles de la principale contradiction du capitalisme, à savoir le milliard qui à travers le monde vivent dans un état de sous-alimentation, estimation officielle, auxquels il faut ajouter plusieurs milliards de prolétaires qui survivent en étant soumis à des conditions d'exploitation et d'oppression de plus en plus insupportables, et une poignée de privilégiés qui entendent continuer à se gaver comme si de n'était. Voici ce qu'on pouvait lire dans un article du monde.fr daté d'hier, extrait :

"Le monde comptait, en 2010, 10,9 millions de millionnaires en dollars, un record qui surpasse même le niveau atteint juste avant la crise financière, selon une étude, publiée mercredi, par Merrill Lynch Wealth Management et le groupe français de conseil Capgemini. La population concernée est celle des individus qui disposent d'un patrimoine financier de plus de un million de dollars, hors résidence principale, biens durables et collections.

Après un très fort rebond en 2009, la progression enregistrée en 2010 a été moindre, mais elle a permis de dépasser le chiffre de 10,1 millions observé en 2007, avant la crise financière. En 2009, le nombre de millionnaires dans la région Asie et Pacifique avait égalé celui de l'Europe. Un an plus tard, l'Asie-Pacifique compte 3,3 millions de millionnaires, contre 3,1 millions en Europe. La région Amérique du Nord conserve néanmoins la tête des principales zones du monde, avec 3,4 millions.

Quant à la fortune cumulée de ces millionnaires, elle a aussi dépassé le niveau de 2007, avec 42 700 milliards de dollars, soit un patrimoine moyen de 3,9 millions de dollars par millionaire.

Par pays, le palmarès reste dominé par les Etats-Unis (3,1 millions de millionnaires), le Japon (1,7) et l'Allemagne (0,9). Encore à distance, la Chine poursuit sa progression soutenue (+12 %, à 535 000). "

Un internaute a écrit en réaction à cet article :"*Ce qu'ils appellent "crise" n'est rien d'autre qu'un transfert de richesses*, un transfert de 7 milliards d'exploités avec leurs familles en direction de 11 millions de nantis prêts à tout pour conserver les privilèges qu'il nous faut absolument abolir, soit 0,15 % de la population qui impose sa dictature au reste du monde...

Question : en quoi la politique que veut imposer 0,15% de la population au reste du monde pourrait-elle être légitime ? Voilà un argument de taille à opposer à tous les serviteurs du régime qui estiment qu'il serait légitime, démocratique ou agirait dans le sens de "*l'intérêt général*".

Quelque 11 millions à un pôle qui monopolisent les richesses produites, près de 7 milliards à l'autre pôle qui devraient se contenter des miettes tombées de la table des capitalistes. Plus le nombre de millionnaires croît, plus le nombre de miséreux s'accroît dans le monde dans des proportions phénoménales, cela débouche forcément sur des tensions sociales et politique, une situation explosive à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent des tensions sociales voyaient le jour périodiquement dans certains pays ou continents en particuliers pendant que les autres étaient épargnés, dorénavant cette époque est révolue, ces tensions concernent tous les pays et continents sans exception.

Le rejet du capitalisme est international, sauf peut-être en Chine où l'élévation du niveau de vie des travailleurs dans les grandes métropoles est due à la réintroduction du capitalisme dans le pays, et où les travailleurs chinois associent (encore) inconsciemment le développement économique et le développement de leur lutte de classe, tandis que le régime hésite à réprimer brutalement leur mobilisation pour obtenir de meilleures conditions de travail et d'existence, leur accordant quelques concessions pour garder la situation sous contrôle...

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la mobilisation spontanée de millions de travailleurs en Europe contre la politique d'austérité imposée par leurs gouvernements aux ordre du FMI et de l'UE, qui pose la question de leur organisation et de leur représentation politique, pas seulement pour faire entendre leur voix, mais pour obtenir satisfaction à toutes leurs revendications sociales et politiques. Au niveau nationale, cette question de l'organisation et de la représentation politique des masses pose directement la question du parti, et au niveau internationale, elle pose la question de l'Internationale ouvrière pour coordonner l'action du prolétariat mondial contre le capitalisme mondial, pour le vaincre et l'éradiquer de la surface de la terre.

Dès lors on aura compris l'extraordinaire responsabilité qui pèse sur chaque militant, cadre ou dirigeant du mouvement ouvrier et son avant-garde, sur les partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, seule alternative possible au capitalisme, dans le rôle déterminant qu'ils vont avoir à jouer pour organiser, rassembler et guider les masses quand les combats décisifs pour le pouvoir vont s'engager. Est-ce que chacun d'entre nous en a vraiment pleinement conscience ?

En ce qui me concerne, j'ai décidé conformément aux engagements que j'ai exprimés à plusieurs reprises dans le site, de soutenir le POI qui me semble être le parti le plus approprié pour remplir cette mission et défendre notre cause dans l'état actuel des choses. J'invite les camarades à s'associer au combat qu'il a engagé contre la Constitution de la Ve République, à adhérer au POI s'il estime pouvoir y trouver leur place. On y reviendra.

N'y voyez aucune malice ou manoeuvre de ma part, je m'adresse là tout particulièrement aux camarades du POI, je n'ai jamais souhaité la destruction du PT ou du POI, et les militants qui l'ont quitté et qui vont lire ces lignes peuvent en témoigner, avant ou parfois après avoir pris leur décision que j'ai toujours respectée, j'ai toujours essayé de les maintenir dans leur parti, avec des arguments loyaux et sincères, je les ai invités à réfléchir et réfléchir encore avant de prendre une décision lourde de conséquences pour eux et leur parti. Très souvent ces camarades avaient déjà arrêté leur décision avant de m'en parler et je n'ai rien pu faire pour les convaincre d'en changer, il faut dire que la distance qui nous séparait ne jouait pas en mon avantage. De plus, généralement ces militants ont mis leur responsable devant le fait accompli également, ils n'ont parlé ensemble qu'une fois qu'il était trop tard, on pourrait encore s'interroger sur les relations qui existaient dans ce parti.

J'ai toujours dit ce que j'avais à dire à propos de ce parti et je n'ai pas l'intention de changer de comportement. J'entends conserver ma liberté de parole ou d'opinion, maintenant la critique et la polémique sont une chose, le combat politique proprement dit en est une autre, j'entends désormais privilégier cet aspect de mes relations avec ce parti en espérant que de nombreux militants rejoindront son combat ou s'y associeront, d'une certaine manière je montre l'exemple et je ne me contente pas de bonnes intentions à l'égard de ce parti ou d'étaler mes divergences avec lui. Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et pourquoi on combat réellement et en être digne, telle est ma ligne de conduite que certains ne comprendront pas ou de travers, c'est inévitable, cela fait partie de la vie.

Ma pensée, dont je vous fais part dans mes causeries, a évolué au fil du temps et n'a pas suivi un chemin rectiligne tracé d'avance, c'est la raison pour laquelle j'ai recommandé à plusieurs reprises aux militants de ne m'accorder aucune confiance aveugle, c'est aussi la raison pour laquelle j'ai été si prolixe à vous livrer son cheminement parfois chaotique. J'ai toujours indiqué que chaque militant devait se faire sa propre idée sur les analyses que je proposais à la réflexion en fonction de sa propre expérience, j'ai même pris la précaution de préciser qu'en procédant autrement, toute évolution ou tout changement de position de ma part pourrait devenir incompréhensible et qu'on me le reprocherait ensuite, ce en quoi je refuserai d'endosser la moindre responsabilité, j'ai déjà assez à faire pour détecter mes propres erreurs et les corriger, je ne tenais pas à ce qu'on me colle ensuite sur le dos les errements de certains militants ou les décisions qu'ils avaient prises à un moment donné et qu'ils pouvaient regretter par la suite, ma seule responsabilité à consister à toujours essayer de m'exprimer le plus libre possible et le plus explicitement ou simplement possible, ce à quoi je crois m'être tenu à la lettre par respect envers tous les militants et sans me prendre pour ce que je n'étais pas.

Je n'ai pas eu le temps de lire le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (154). Avant de formater les fichiers que j'allais mettre en ligne extrait de ce journal, j'ai lu quelques lignes d'un article de la page 2 signé Christel Keiser qui m'a fait pousser un cri de protestation tellement il est teinté d'illusions envers les députés du PASOK : "*Une vraie guerre contre les députés du Pasok qui hésiteraient à voter le plan*", tu parles, les faits viennent justement de démontrer exactement le contraire, où elle a vu jouer cela, ne viendrait-elle pas du PS, même le titre de cet article est à côté de la plaque, "*Grèce : un nouveau gouvernement pour, coûte*

que coûte, imposer un consensus", quel consensus, pas au Parlement en tout cas, alors que l'opposition a refusé de voter avec le PASOK dans la nuit de mardi à mercredi... Quelle manque de perspicacité, quelle approximation ou erreur d'analyse ! (la suite demain si j'ai le temps)

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais j'ai la conviction que l'heure des combats décisifs se rapprochent à grand pas, peut-être pas en France au début, mais la France suivra forcément, il est donc indispensable de resserrer les rangs dans cette perspective au lieu de se disperser et de gaspiller son énergie. Tous les matins en me levant, j'ai hâte de prendre les dernières nouvelles du vieux monde dès fois qu'il aurait commencé à sombrer pendant mon sommeil.

Un dernier mot sur la situation en Grèce au lendemain du vote de confiance des députés du PASOK au gouvernement, on devrait ajouter au FMI et à l'UE.

Ainsi, le PASOK, le gouvernement, les institutions grecques ont démontré qu'ils étaient à la solde des créanciers internationaux qui estiment que pour renflouer les caisses de l'Etat capitaliste et honorer sa dette qui dépasse les 330 milliards d'euros, les travailleurs devraient consentir de nouveaux sacrifices, alors qu'ils viennent de les saigner à blanc.

Ils ont signifié par là au prolétariat grec qu'aucune issue politique favorable à leurs revendications sociales ne pouvait être envisagée dans le cadre de l'Etat tel qu'il existe, qu'il constituait au contraire un obstacle à la satisfaction de leurs revendications. Dès lors il ne peut concevoir une issue politique qu'une fois renversé ou aboli cet Etat, ses institutions et la Constitution dans laquelle se trouvent codifiés leur place et leur rôle. Cette issue politique ne descendra pas du ciel, elle ne peut être que le produit de sa mobilisation révolutionnaire et de son organisation, il faut donc se donner comme objectif le renversement du Parlement illégitime et de se doter d'organismes politiques capables d'assumer le pouvoir et de former un gouvernement ouvrier révolutionnaire, une Assemblée constituante souveraine ou une Assemblée populaire souveraine qui constituera l'un des piliers du nouvel Etat social (ou socialiste).

C'est à l'ensemble des partis et organisations ouvrières luttant pour l'émancipation du capital, la rupture avec le FMI et de l'UE, ainsi que les syndicats ouvriers, d'appeler les masses exploitées à se mobiliser pour constituer ces organismes de pouvoir politique et élire leurs délégués à l'Assemblée constituante souveraine, une fois adopté le programme social et politique qui constituera le mandat de ces délégués, de cette Assemblée constituante et du gouvernement qu'elle constituera. Ils doivent commencer par appeler dans l'unité l'ensemble des masses laborieuses à se préparer à marcher en direction du Parlement, dans cette perspective ils doivent appeler les travailleurs à se mobiliser et à s'organiser dans chaque ville et village afin d'élire leur Assemblée constituante ou populaire qui aura pour tâche de préparer le soulèvement contre le régime en place et prendre le pouvoir.

Voilà à grands traits ou brièvement la ligne et les objectifs politiques que le prolétariat révolutionnaire et ses organisations doivent se fixer en Grèce.

Parole d'internaute

- "Les Grecs peuvent déprimer, car c'est eux qui trinquent, leurs dirigeants, ceux qui les ont plongés dans la mouise, ceux-là se portent bien, tout comme ces fichus banquiers toujours responsables mais jamais punis. Cependant, au-delà de la déprime,qui rend passif, il faut que les Grecs réagissent, se serrent les coudes, jettent à terre leur classe dirigeante, refusent ce que leur dicte l'Union européenne, ce que leur impose le FMI et fassent une réelle révolution en brisant leurs chaînes. Un beau rêve!" (lemonde.fr 22.06)

Une seule solution : la révolution ! Voilà qui est bien parlé ! Une idée qui lentement mais sûrement va germer dans la tête de millions de travailleurs à travers toute l'Europe et finira pas s'imposer. Dommage qu'elle ne soit pas déjà relayée avec les mêmes mots par nos dirigeants.

Politique

1- France. La tentation est un vilain péché !

Christine Boutin, la présidente du Parti chrétien-démocrate - mouvement associé à l'UMP - s'est déclarée ce matin candidate à l'élection présidentielle de 2012, lors d'une conférence de presse organisée à Montfermeil, en Seine-Saint-Denis.

"*Aujourd'hui, la situation de la France m'oblige. Je vous le dis donc, je suis candidate à l'élection présidentielle* ", a-t-elle annoncé. " *J'invite les Français à résister à leurs peurs, j'invite les Français à construire sans crainte leur avenir* ", a-t-elle scandé devant une centaine de personnes.

Estimant que " *le clivage droite-gauche est totalement dépassé* ", Christine Boutin a indiqué que le gouvernement a essayé de " *faire passer le cap de la mondialisation*", mais que " *les questions essentielles* " ont été laissées de côté. " *Trop souvent, les effets d'annonces ne sont souvent que des annonces* ", a expliqué l'ancienne député des Yvelines. (elle.fr 22.06)

Je n'y suis pour rien si Yahoo a été pécher cette info dans ce magazine. Ex-ministre, ex-député, elle doit se refaire comme un joueur : à la gamelle, youpi !

2- Grèce

Le gouvernement socialiste grec a remporté dans la nuit de mardi à mercredi un vote de confiance au parlement, une victoire qui ouvre la voie à l'adoption d'un plan d'austérité, condition sine qua non pour obtenir l'aide financière du FMI et de l'UE.

Plus de la moitié des 300 députés du parlement (155 voix pour, 143 contre, deux abstentions) ont apporté leur soutien au gouvernement socialiste du Premier ministre Georges Papandréou qui a procédé à un remaniement de gouvernement la semaine dernière pour faciliter l'adoption de nouvelles mesures d'austérité.

Tous les députés du parti socialiste ont accordé leur confiance au gouvernement.

Le vote de confiance était le premier des trois tests à réussir pour éviter la faillite au pays. Le gouvernement devra faire adopter d'ici mardi prochain le principe d'un ensemble de mesures d'économies s'élevant à 28 milliards d'euros sur cinq ans, décidées avec l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI).

Les lois d'application de ces diverses mesures - économies, hausses d'impôts et privatisations - devront ensuite être adoptées avant un Eurogroupe exceptionnel le 3 juillet. Il s'agira probablement de l'obstacle le plus difficile à franchir.

Les ministres des Finances de la zone euro ont décidé de n'accorder la prochaine tranche d'aide (12 milliards d'euros) à Athènes qu'en cas d'adoption de ce plan d'austérité.

Dans un communiqué, l'actuel directeur général du FMI, John Lipsky, a fait savoir que le FMI était déterminé à aider les économies de la zone euro si ces dernières continuaient à mener des réformes.

La chancelière allemande Angela Merkel s'est pour sa part déclarée optimiste sur un règlement de la crise grecque et a réaffirmé la position de l'Allemagne, qui demande une contribution des créanciers privés.

"*La compétitivité de la Grèce doit être améliorée, la dette grecque doit être réduite et le gouvernement doit prendre les bonnes décisions au Parlement*", a-t-elle dit lors d'une conférence de presse organisée mardi à l'issue d'une rencontre à Varsovie avec son homologue polonais, Donald Tusk.

Plus de 20.000 manifestants anti-austérité assiégeaient mardi soir à Athènes le parlement grec. (Reuters 22.06)

C'est aux cris de « *voleurs, voleurs !* » que le très prévisible verdict a été accueilli vers 1 h du matin : la confiance a été votée.(20minutes.fr 22.06)

3- Bahreïn

Le Bahreïn a condamné mercredi à la prison à perpétuité huit dirigeants politiques chiites, accusés de complot en vue de renverser le gouvernement.

Vingt et un dirigeants d'opposition étaient jugés pour leur rôle lors des grandes manifestations du début de l'année, dont six par contumace.

Parmi les condamnés figure le dissident chiite Hassan Mouchaimaa. Ce chef du parti d'opposition Hak avait pu rentrer d'exil au printemps après avoir été grâcié par le roi au sujet de précédentes accusations de préparation de coup d'Etat.

A aussi été condamné à la réclusion à perpétuité Abdel Wahab Hussain, chef du Wafa, autre mouvement ayant réclamé en février et mars, comme le Hak, l'abolition de la monarchie et l'instauration d'une république.

Ibrahim Charif, dirigeant sunnite du parti laïque de gauche Waad, a été condamné à cinq ans de prison. Comme le Wefak, premier parti chiite de Bahreïn, le Waad avait réclamé des réformes dans le royaume, où ont eu lieu plusieurs manifestations d'envergure.

Au total, quelque 400 personnes ont été traduites en justice pour leur rôle dans les manifestations, a affirmé le Wefak au début du mois, et certaines ont été exécutées.

Après le verdict, les accusés ont, selon des témoins, levé le poing et promis de continuer à réclamer des réformes "*de manière pacifique*".

L'agence de presse officielle a rapporté qu'ils étaient accusés de "*tentative de renverser le gouvernement par la force en liaison avec une organisation terroriste à l'étranger*", allusion voilée à l'Iran.

La sentence devrait attiser les tensions dans le pays, où des manifestations de moindre envergure ont eu lieu depuis la levée de la loi martiale, le 1er juin. Après le verdict, de petites manifestations dans des villages chiites ont été dispersées par les forces de l'ordre, ont rapporté des témoins.

Un dialogue politique doit être organisé en juillet avec l'opposition, sous l'égide du roi Issa ben Hamad el Khalifa.

Lors d'une conférence de presse, le Wefak s'est dit inquiet pour la bonne tenue de ce dialogue après les condamnations de mercredi et n'a pas exclu de boycotter les discussions.

"*Ces condamnations ne contribuent pas à une atmosphère de dialogue (...) Les condamnés représentent une partie importante de notre mouvement. Comment peut-il y avoir un dialogue s'ils sont en prison?*", a dit le porte-parole du parti, Khalil al Marzouq. (Reutesr 22.06)

Social

1- France.

Dans un rapport daté de septembre 2010 et consacré à la fraude, la Cour des comptes évoquait le cas particulier de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), qui a fait l'objet, en 2009, d'une évaluation précise à partir d'un échantillon de 10 000 dossiers. La fraude aux prestations atteindrait, d'après cette étude, 675 millions d'euros par an. Mais elle touche de manière très inégale les différentes prestations : la Cour évalue ainsi à 0,46 % des allocataires la fraude aux allocations familiales, à 0,24 % la fraude à la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). L'allocation parent isolé (API) ou le revenu de solidarité active (RSA) afficheraient des taux plus importants, de l'ordre respectivement de 3,1 % et 3,6 %. Qu'on peut là encore rapporter aux 10 % à 12 % estimés d'entreprises fraudeuses.

Le rapport de M. Tian parle des manques à gagner dus à la fraude mais fait l'impasse sur un point pourtant essentiel : la récupération de ces sommes. Dans son rapport de 2010, la Cour des comptes précise ainsi que pour la CNAF, le montant de 675 millions d'euros de fraude est à relativiser : une "*part importante de ces montants (...) aurait été détectée et les indus correspondants récupérés pour la plus grande part. Le préjudice financier final lié aux fraudes serait donc plus limité, de l'ordre de 170 millions d'euros*".

Le président de la CNAF, Jean-Louis Deroussen, avait pris position en avril 2010 sur la question, expliquant que ses services récupéraient "*quasiment 90 %*" des montants des fraudes. De fait, les efforts de la majorité sur ces questions de "*triche*" ont conduit à une augmentation des détections et donc des sommes récupérées : 458 millions pour 2010, selon Xavier Bertrand, le ministre du travail.

Autre question, celle de l'intentionnalité des fraudes : à partir de quand peut-on parler d'une volonté délibérée de toucher une allocation indue plutôt que d'une mauvaise déclaration ou d'un changement de statut envoyé en retard ? La question est difficile à trancher. Sur 60 milliards de prestations versées en 2009, le président de la CNAF estimait que la fraude délibérée représentait "*environ 80 millions d'euros*", soit 0,13 % du total.

Entreprises et fiscalité en tête des fraudes détectées

Selon les chiffres dévoilés par le ministre du budget François Baroin mercredi 22 juin, 3,3 milliards d'euros de fraude ont été détectés en 2010. Sur cette somme, 2,4 milliards, soit 72%, sont attribués à la fraude fiscale. Les 457 millions restants concernent les cotisations et prestations sociales. Dans le détail, les fraudes aux cotisations sociales ont représenté à elles seules 186 millions d'euros (+43% par rapport à 2009), celles à l'assurance-maladie 156 millions (+3%) et celles aux caisses d'allocations familiales 90 millions (+5%), les autres fraudes ne représentant chacune que quelques millions d'euros. (lemonde.fr 22.06)

Commentaire d'internautes.

1- Qui ferme les yeux sur la fraude ou négocie à l'amiable au coup par coup pour l'évasion fiscale, si ce n'est la droite au pouvoir ? Qui pleure au déficit public, clame haut et fort la nécessité de la rigueur budgétaire, et fait cadeau à son électorat de la moitié de l'ISF, si ce n'est Sarkozy ? Qui, dans ce rapport, occulte habilement la responsabilité du patronat dans le travail au noir, si ce n'est

un député UMP ? Et le rôle de Mme Lagarde dans ses petits arrangements avec l'ami Tapie ?

2- Merci pour cet article qui propose une réelle analyse du rapport publié. Les comparaisons avec les chiffres de la cour des comptes sont particulièrement utiles. La conclusion inéluctable est que ce rapport de la majorité est douteux sur ses chiffres, flou sur sa méthode, injuste et inefficace dans ses propositions, et trompeur dans son utilisation médiatique. Bref, un pur produit de l'UMP !

2- UE. Le grand écart ou la quadrature du cercle.

Eurostat a publié mardi ses premières estimations sur les écarts de richesse en Europe pour 2010. Et le fossé continue de se creuser entre les pays du Nord et du Sud.

Mesuré en «*parités de pouvoir d'achat*», c'est-à-dire hors effets de l'inflation, le PIB par habitant varie ainsi de 43% par rapport à la moyenne de l'UE pour le pays le plus pauvre, la Bulgarie, à 283%, pour le pays le plus riche, le Luxembourg. (20minutes.fr 22.06)

J'ai abordé cette question sous différents angles il y a trois jours dans une causerie.

Economie

G20

Les pays du G20 se sont mis d'accord mercredi sur des mesures pour lutter contre la volatilité des cours des matières premières agricoles, mais pas sur l'aspect régulation financière du dossier, a-t-on appris de sources proches du forum.

"*Sur la question de la spéculation, le jury est encore divisé*", a déclaré la ministre britannique de l'Agriculture Caroline Spelman.

"*Je pense qu'elle n'est pas seule responsable de la volatilité des cours. Je pense que c'est surtout l'offre et la demande et c'est pourquoi il nous faut nous préoccuper des fondamentaux du marché si nous voulons avoir des prix stables*", a-t-elle dit.

Les propositions françaises ont suscité également des réticences du Brésil et l'Argentine s'agissant de la prévention des crises alimentaires, ainsi que de la Chine et de l'Inde pour ce qui est du partage des données agricoles. (Reuters 22.06)

Ils veulent "*réguler*" quoi, décider l'ordre dans lequel les droit sociaux et politiques des peuples devront être sacrifiés pour assurer la survie du capitalisme...

Haut de page

Le 24 juin

"*En France, c'est l'un des principaux dirigeants parlementaires de l'UMP, le député Gilles Carrez, qui « déconseille formellement » à Sarkozy d'aller plus avant dans la procédure d'examen du projet de « règle d'or » constitutionnelle interdisant les déficits publics.*

En effet, au Sénat, le PS a voté contre, François Hollande avançant pour 2012 son propre projet", peut-on lire dans un article signé Yan Legoff.

Pas de problème, le PS imitant le PASOK fera voter cette "règle d'or" concoctée par l'UMP ou sont équivalent s'il parvient au pouvoir en 2012. Pourquoi ne pas le dire franchement ? Après tout, vaut mieux que ce soit un parti qui se dit de gauche qui fasse le sale boulot, l'UMP sera toujours prêt à prendre le relai ou à servir de force d'appoint si nécessaire.

A Athènes le PASOK disposait de la majorité absolue pour s'opposer au nouveau plan d'austérité annoncé par Papandréou, il n'a même pas eu besoin de l'apport des voix du parti de l'ordre pour le faire adopter, comme un seul homme à l'unanimité les députés du PASOK l'ont voté.

Après tout qui sait peut-être qu'il se trouverait de la graine de révolutionnaire dans ce parti et que les intéressés eux-mêmes l'ignoreraient encore, qui sait ce qu'on pourrait tenter de vouloir nous faire croire. Une question, entre nous à voix basse dans le creux de l'oreille camarades : dans quel but, que recouvre cette illusion ? Je vous laisse y réfléchir, par contre j'affirme que les dirigeants de ce parti (PASOK, PS, etc) et leurs élus entre rompre avec le capitalisme ou nous livrer pieds et mains liés à notre ennemi n'hésiteront pas un instant, comme ils l'ont fait autrefois, hier et remettront cela demain si nécessaire.

On nous rebat les oreilles avec le "consensus" entre l'UMP et le PS ou leurs équivalents dans les autres pays de l'UE, comme s'il y avait besoin que les dirigeants de ces partis le clament haut et fort pour qu'il existe. En réalité, il constitue la toile de fond de la situation politique depuis, depuis quand au fait, depuis des décennies, près d'un siècle en vérité.

On nous rétorquera qu'il est bien arrivé que le PS rue dans les brancarts et rompent ce consensus, c'est exact, quand ce n'était pas une question de vie ou de mort pour le régime, or aujourd'hui s'opposer frontalement aux mesures pronées par l'industrie financière qui détient le pouvoir, c'est s'exposer à de terribles représailles de sa part qui forcerait les partis de l'Internationale jaune à se démasquer encore davantage devant les travailleurs et de prendre si la situation politique dégénérait, des mesures répressives pour tenter de faire refluer leur mobilisation, ce qui aurait pour conséquence de précipiter des pans entiers de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie vers les partis ouvriers pour le moment encore marginaux et qui sont engagés dans la lutte contre le capital et ses institutions ou les conduiraient à rechercher activement une issue politique indépendante de l'Etat, ce qui reviendrait au même à l'arrivée, scénario à éviter à tout prix et qui tournerait au cauchemar pour le régime qui se retrouverait plus menacé que jamais jusque dans ses fondements.

En Grèce, ils ont gardé le parti de l'ordre comme dernier recours, alors qu'il adhère évidemment à cent pour cent à la motion adoptée par le PASOK, qui pourrait en douter un seul instant, personne. Le consensus entre la Nouvelle démocratie et le PASOK existe sans même avoir besoin d'un vote. Ils se partagent les rôles à défaut de pouvoir toujours se partager les places au sein des institutions comme chacun le voudrait, l'essentiel, c'est que le régime soit préserver, et au diable la droite et la gauche qui forment les deux faces de la même pièce frappée aux effigies de l'euro dont l'original se trouve à Washington.

Dans un autre article Christel Keiser a écrit : "*Si les mots ont un sens, cela ne devrait-il pas se traduire dans le combat pour l'unité pour le retrait du plan du gouvernement, premier pas vers la rupture avec la politique de la troïka ?*", pour que les travailleurs qui se sont massivement abstenus lors des dernières élections législatives se tournent à nouveau vers le PASOK, pour que les travailleurs qui ont manifesté d'une certaine manière leur rejet des institutions se tournent à nouveau vers elles et renouent avec les illusions qu'ils avaient commencé à abandonner ?

Il est hors de question d'exiger quoi que ce soit de ce gouvernement haït par les masses et qui n'en attendent plus rien, Christel Keiser se croit au PS ou quoi ? On croirait qu'une issue politique favorable aux travailleurs passerait par ce gouvernement, qui plus est serait amené à rompre avec le FMI, la BCE et l'UE, on croit rêver !

A l'inverse, on doit combattre pour exiger le retrait de ce plan d'austérité et les précédents déjà adoptés en expliquant aux travailleurs que c'est seulement par leur mobilisation massive qu'il serait possible d'atteindre cet objectif.

Comparez les deux lignes politiques.

Dans le premier cas, c'est le gouvernement qui prendrait l'initiative de retirer son plan suite à la mobilisation des travailleurs, c'est lui qui reprendrait la main ou plutôt la conserverait, dans le second nous rejetons l'idée que le gouvernement pourrait retirer son plan en expliquant que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent s'en charger en se mobilisant et en s'organisant dans l'objectif d'abattre les institutions, conditions sans laquelle ils ne pourront pas former leur propre gouvernement révolutionnaire qui décidera l'abrogation de toutes ces mesures d'austérité qui étouffent les masses exploitées.

Dans le premier cas, la mobilisation des travailleurs se situe dans aucune perspective politique, si le gouvernement retirait son plan face à une mobilisation massive, il tomberait et à la faveur de nouvelles élections marquées par un taux d'abstention encore plus élevé, il passerait le témoin à l'opposition pour le faire passer, et si celle-ci n'y parvenait pas, il n'y aurait plus qu'à s'en remettre aux militaires pour y parvenir.

Dans le second cas, la mobilisation des travailleurs s'inscrit dans une perspective politique qui ne laisse place à aucune illusion dans les partis institutionnels et les institutions elles-mêmes, elle est conçue comme un moment ou une étape du combat de la classe ouvrière dont l'objectif doit être le renversement du régime et la prise du pouvoir, et non comme une abstraction qui ne serait reliée à aucun objectif politique.

Si maintenant à un moment donné le niveau de mobilisation des travailleurs grecs s'avère suffisant pour que le gouvernement retire son plan, en admettant que cela soit possible, immédiatement la propagande gouvernementale relayée par l'ensemble des médias qui pèse encore un poids considérable sur l'état d'esprit des travaiilleur se mettra en branle pour expliquer que finalement il n'est pas aussi borné et sourd que certains veulent le faire croire, et qu'à aucun moment il n'a souhaité que la situation sociale des travailleurs empire, il regagnera en légitimité auprès de certains travailleurs, en fera douter d'autres sur les réelles intentions du PASOK, de telle sorte que l'unité des rangs ouvriers se fracturera ou retrouvera son niveau de division des derniers mois, en aucun cas les travailleurs n'auront pu tirer des enseignements de cette expérience et leur degré de conscience politique n'aura pas progressé.

En revanche, dans la même situation, si les travailleurs prennent conscience que c'est uniquement par leur mobilisation qu'ils sont parvenus au retrait des plans d'austérités parce qu'elle s'inscrivait dans une perspective politique précise, ils pourraient être amenés à se poser la question des moyens à mettre en oeuvre pour aller plus loin, car le retrait de ces plans ne changeraient

rien au chômage, à la précarité et à la pauvreté qui s'étaient déjà développés avant leur adoption, ils pourraient prendre conscience que c'est parce qu'ils se sont fixés des objectifs politiques que le gouvernement a finalement pris peur et reculé, pour les empêcher d'avancer dans une voie qui indiquait clairement aux masses exploitées qu'une issue politique en rupture avec les institutions et le capitalisme existait.

Le combat ou la mobilisation contre les plans d'austérité du gouvernement doit être subordonné à des objectifs politiques, ce n'est pas ce qu'on nous propose ici, car la solution aux problèmes sociaux que rencontrent les travailleurs se situe au niveau politique, or en ne leur fixant pas des objectifs politiques, on fait comme si une solution pourrait exister à un autre niveau, c'est comme si l'on estimait que le retrait de ces plans serait une fin en soi et que la question du régime ou du pouvoir ne devait pas être posée, qu'elle figurerait en option, bref que continuer à vivre sous ce régime ne constituerait pas vraiment un problème, question : pour qui, en répondant à cette question vous trouverez la réponse à la question de savoir qu'elle est le contenu social de cette ligne politique, petite bourgeoise puisqu'elle serait susceptible de satisfaire uniquement ceux qui peuvent encore vivre confortablement sous ce régime, ce qui n'est pas le cas de millions de travailleurs et leurs familles.

Que ce soit en France, en Grèce ou ailleurs, aucun parti ouvrier a suffisamment d'influence sur le mouvement ouvrier et le prolétariat pour influencer l'orientation de leur combat, sauf à se leurrer. Alors, je voudrais qu'on nous explique pourquoi dans chaque pays les formations politiques qui se prétendent être l'avant-garde organisée de la classe ouvrière, devrait s'abstenir de situer la ligne politique qu'ils proposent aux travailleurs et militants dans une perspective qui ne serait pas politique, sans lier systématiquement leur combat pour des revendications sociales à des objectifs politiques puisque qu'ils le fassent ou non cela ne changera rien au degré de mobilisation des travailleurs, à son contenu et à son orientation, les travailleurs se mobilisent uniquement sur la base de leur vécu quotidien et la façon dont ils l'interprètent et non après avoir entendu les discours de ces partis qui la plupart du temps ne sont même pas parvenus jusqu'à eux.

Par contre, en liant revendications sociales et objectifs politiques, on indique aux travailleurs et aux militants qui sont susceptible de nous lire ou nous entendre quel contenu et quelle orientation politique ils doivent donner à leur combat, on les aide à l'entrevoir au-delà du régime en place, à entrevoir une issue à la crise du capitalisme, à renouer avec l'idée qu'un avenir meilleur est possible, que c'est possible de changer la société, on favorise l'élévation de leur niveau de conscience politique qui pour le moment est prisonnier du régime.

Notre objectif n'est pas le retrait de ces plans qui seraient remplacés par d'autres équivalents, la chute du gouvernement qui serait remplacé par un autre pratiquant la même politique, notre objecif est de se saisir de ces plans et le rejet qu'ils suscitent chez les travailleurs pour qu'au cours de leur mobilisation les plus déterminés d'entre eux cherchent une issue politique et s'organisent ensuite pour qu'elle finisse par s'imposer à la majorité des masses exploitées, autrement dit, notre objectif est à la fois d'aider le niveau de conscience politique des travailleurs les plus avancés à progresser et les organiser pour construire le parti.

On nous propose la même ligne politique que lors de la mobilisation sur les retraites à l'automne dernier, alors qu'entre temps le POI l'a modifiée en intégrant l'objectif politique de la chute des institutions faisant place à une Assemblée constituante souveraine, on se retrouve donc en présence d'un double discours de la part de dirigeants du POI, dont les articles devraient figurer dans la Tribune libre comme l'expression d'un courant politique, au lieu de figurer comme la ligne politique du POI. J'ai cru comprendre que le POI était à l'initiative de la constitution de comités d'unité politiques, qui comme son nom l'indique inclus un contenu politique, une perspective et des objectifs politiques, dès lors la ligne d'intervention dans la lutte des classes du POI et ces comités doit demeurer fidèle à ce discours ou ces déclarations, ce qui n'est pas le cas ici.

Il y en a qui estiment que l'objectif c'est de faire descendre dans la rue des millions de travailleurs. Bien, cela s'est déjà produit dans plusieurs pays sans qu'aucun parti n'en ait tiré le moindre profit en terme de construction, sans que la classe ouvrière n'en ait tiré le moindre enseignement, simple constat.

A ce stade, le parti, qui n'en a pas les moyens, n'a pas pour objectif de soulever les masses par millions, mais de construire l'outil qui permettra demain de guider le prolétariat sur la voie qui le conduira à la prise du pouvoir. Notre objectif n'est pas d'aider les masses à mieux supporter le joug du capitalisme, car ce serait le meilleur moyen d'assurer sa pérénité ou de retarder sa chute, mais de trouver la voie et les moyens pour l'abattre ainsi que les institutions politiques à son service.

Les travailleurs et jeunes indiquent l'objectif à abattre, le Parlement grec devant lequel ils manifestent tous les jours depuis des semaines ou campent, histoire de conquérir la liberté politique que le régime a confisqué à son profit, de conquérir la liberté tout court. Ils montrent la voie, il n'y a plus qu'à persévérer dans cette voie, où se trouve le pouvoir politique, pour prendre la place, c'est plus que symbolique, c'est déterminant, car si l'on reste dans un état d'exploitation et d'oppression, de soumission, on ne risque pas de vivre mieux et libre un jour.

Annulation de la dette, retrait du plan de la troïka (CE, BCE, FMI), mais quel gouvernement prendra ces mesures, un gouvernement issu des partis institutionnels dans le cadre des institutions inféodées au capital ou un gouvernement ouvrier révolutionnaire issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat avec les partis ou organisations qui luttent à ses côtés ?

Deux lignes politiques s'affrontent au sein du mouvement ouvrier pour répondre à cette question, une seule correspond vraiment

aux intérêts de la classe ouvrière.

En très bref pour se détendre.

1- Aux ordres de Washington !

- Après les Etats-Unis, la France annonce son retrait d'Afghanistan (LeMonde 23.06)

2- Pédagogie en période pré-électorale.

- Les panneaux signalant la présence d'un radar seront supprimés et remplacés par des radars pédagogiques, indiquant la vitesse mais ne sanctionnant pas. (lexpress.fr 23.06)

Parole d'internaute

-"il ne faut pas s'y tromper, l'UE cherche à sauver les banques, ni l'Etat Grec, ni le peuple.

Que va t il se passer ? on va obliger la Grèce à accepter un plan d'austérité phénoménal pour leur prêter de l'argent afin qu'ils remboursent des préteurs privés. Ensuite, comme ils ne pourront se redresser on annulera une partie de leur dette contractée auprès d'investisseurs publics (...nous !!!) et hop, les peuples européens paieront pour des banquiers affamés trop proches des pouvoirs.

La cerise sur le gâteau, c'est que la Grèce va se séparer de ses "bijoux de famille" : loterie nationale, etc... vendus pour une misère... au privé !!" (20minutes.fr 23.06)

Politique

1- France

Seulement 3.100 militants du Nouveau parti anticapitaliste ont voté lors des congrès locaux qui ont précédé la conférence nationale du parti, qui se tient ce week-end à Nanterre et doit décider de la stratégie et du candidat du NPA pour 2012.

En février dernier, lors de son congrès à Montreuil, le NPA avait indiqué qu'il comptait officiellement 6.000 adhérents, mais seulement 4.500 à jour de cotisation.

Lors du lancement du NPA en février 2009, sur les bases de la Ligue communiste révolutionnaire (3.000 adhérents), plus de 9.000 militants étaient revendiqués par le parti d'Olivier Besancenot alors en pleine dynamique.

«*3.100 militants ont participé au vote sur les trois textes issus du Conseil politique national (CPN, parlement) et des textes locaux*», indique le NPA dans un communiqué.

«*On est passé de 9.000 membres au congrès de fondation à 3.000 votants maintenant, on n'est plus très loin de la LCR, ça devrait inquiéter tout le monde et provoquer un sursaut dans le NPA*», s'inquiète Pierre-François Grond, du comité exécutif. Cette «*nouvelle baisse de participation et sans doute des effectifs, n'est une bonne nouvelle pour personne*», selon lui.

Mais d'autres à la direction minimisent ce chiffre, estimant que «*toute une partie des militants ne sont pas intéressés par les congrès et donc ne votent pas*».

Lors de ces congrès locaux, les adhérents se sont prononcés à 50,20% des voix pour le «texte A» soutenu notamment par Olivier Besancenot et la porte-parole Christine Poupin. Porté notamment par l'autre porte-parole Myriam Martin et Pierre-François Grond, le «texte B», qui plaide pour une poursuite des discussions avec le reste de la gauche radicale dont le Front de gauche, contrairement au «texte A», a recueilli 40,20%. Le «texte C» pour un vrai «pôle révolutionnaire», a obtenu 5,75% et les plateformes locales 3,85%.

La conférence nationale, qui réunit les délégués du NPA samedi et dimanche à Nanterre, devrait confirmer ces chiffres. (liberation.fr 23.06)

C'était écrit d'avance, il n'y avait absolument aucune illusion à avoir dans le NPA, pas davantage dans LO. Sans même parler de politique, une fois que l'on a lu un peu la littérature du POI, du NPA ou de LO ou qu'on a discuté avec leurs militants, on s'aperçoit immédiatement que le POI est le seul parti vraiment sérieux, je parle en général, car il existe des militants formidables

dans les trois partis.

A force de les lire, j'en suis arrivé à la conclusion qu'ils étaient d'accord sur l'essentiel, et que c'était seulement pour des raisons purement personnelles qu'ils ne se trouvaient pas dans le même parti. Pour certains au NPA comme dans les groupes issus du PCI ou du PT, j'ai l'impression qu'ils se trouvent bien dans une petite structure qui leur permet de faire et dire ce qu'ils veulent sans avoir de compte à rendre à personne, comme s'ils se sentiraient noyer dans la masse d'un parti plus important, frustrés qu'on ne les considère pas à leur juste valeur, valeur dont ils devraient être les seuls juges, peut-être qu'ils n'ont pas totalement tort et que les torts sont partagés, je ne suis pas là pour jouer le rôle de procureur, d'aucun militant d'ailleurs, c'est dommage qu'on ne soit jamais parvenu à dresser une passerelle entre tous ces camarades pour qu'ils militent ensemble, ils y viendront un jour pour la plupart d'entre eux.

On pourrait me reprocher de leur ressembler et de ne pouvoir m'intégrer dans aucune structure, je rejette catégoriquement ce reproche dans la mesure où je demanderais mon adhésion au POI (CCI) si je retournais en France. En admettant que ma demande ne serait pas refusée d'emblée, je demanderais juste à être traité comme n'importe quel militant, à savoir que mes compétences et mon expérience profitent à l'ensemble du parti sans rien réclamer en échange, si cela m'était refusé je verrais ensuite si je pourrais vraiment trouver ma place dans ce parti, en cas de réponse négative j'envisagerais de reconsidèrer ma demande d'adhésion.

Je ne suis pas du genre à me battre comme un forcené pour qu'on veuille bien avoir l'obligence de seulement m'écouter, encore moins pour imposer mes idées ou convaincre qui que ce soit. Je pars du principe que je m'adresse à des dirigeants suffisamment intelligents pour comprendre où sont les intérêts de leur parti, et que dans ce parti chaque militant sincère et honnête peut trouver sa place et s'y sentir bien, pour peu qu'on prenne en compte son expérience et ses compétences, s'il en a qui peuvent profiter au parti. Je ne suis pas du genre à vouloir forcer le destin à tout prix. Comme le militant doit le faire en s'adressant aux travailleurs, je m'en remets au meilleur des dirigeants, à moi aussi d'être capable de faire appel chez eux à ce qu'ils ont de meilleur, sans manoeuvrer ou faire appel à des moyens déloyaux car cela me fait horreur, c'est peut-être naïf de ma part ou une erreur, mais c'est ainsi, je suis incapable de procéder autrement au risque de me faire jeter, j'en ai pleinement conscience quand des dirigeants ont autres choses en tête que les seuls intérêts du parti ou la cause commune pour laquelle nous sommes censés nous battre, c'est le risque que je prendrais et advienne que pourra.

Je me dis en dernière analyse que soit nos arguments tiennent la route et ils finiront par s'imposer, soit ce n'est pas le cas et il faut revoir sa copie car ils ne méritent pas d'être pris en compte. On doit admettre ses faiblesses, ses lacunes, ses limites, ne pas nier les erreurs qu'on a pu commettre dans le passé, ne pas se prendre pour ce qu'on n'est pas, ne rien réclamer encore moins exiger, comme dans la vie en général c'est sur soi-même qu'il faut travailler pour être digne d'un minimum de confiance de la part des autres, cela se mérite effectivement, cela doit être la consécration d'un travail de longue haleine pour s'élever à un niveau de conscience supérieur, un militant capricieux, envieux, autoritaire, méprisant, mérite ni l'estime ni la confiance de ses camarades, il peut demeurer dans le parti mais sans prétendre à des responsabilités tant qu'il n'aura progressé et changé de comportement. Un ouvrier comme moi peut l'admettre facilement pour avoir toujours été considéré au travail comme un sous-produit de la société par sa hiérarchie, un intellectuel l'admettra beaucoup plus difficilement ou devra se faire violence pour le supporter plus ou moins bien, d'où les conflits incessants entre dirigeants ou aspirants à le devenir parmi les intellectuels.

Un ouvrier sait qu'il a une petite tête et qu'il est programmé pour obéir, qu'on le considère de la sorte ne lui posera pas forcément de problèmes, il y est habitué depuis sa naissance, alors qu'un intellectuel a plutôt la grosse tête et ne supporte pas qu'on lui tienne tête ou qu'on le contredise, il estimera que s'il a fait des études, c'est pour occupé un poste à responsabilité, disposer d'un minimum de liberté pour prendre des décisions, y compris dans le parti. Le rôle des dirigeants d'un parti devrait être de veiller en permanence à ce que l'ouvrier ne manifeste pas une attitude de soumission et que l'intellectuel fasse preuve d'une modestie exemplaire, sinon le parti tend à reproduire (inconsciemment) les rapports sociaux qui existent dans la société jusqu'au jour ou l'ouvrier et l'intellectuel se sentent tellement mal dans leur peau qu'ils quittent le parti.

Voilà pourquoi j'évoque parfois l'éducation des militants, comme le faisaient autrefois Lénine et Trotsky notamment, faut-il le rappeler. Il ne s'agit pas de stigmatiser une couche ou une autre de militants, mais de développer les rapports et facultés psychologiques permettant aux unes et aux autres de vivre en bonne intelligence dans le même parti, puisqu'un parti ouvrier ne peut pas se construire sans ouvriers ou sans intellectuels.

2- Grèce

2.1- La Grèce a trouvé un accord avec les inspecteurs dépêchés à Athènes par le Fonds monétaire international et l'Union européenne sur un plan d'austérité sur cinq ans, qui sera présenté au parlement la semaine prochaine, a annoncé jeudi le gouvernement grec.

Le gouvernement grec prévoit notamment d'abaisser le seuil minimum d'imposition sur le revenu à 8.000 euros par an au lieu de 12.000 euros actuellement.

L'abaissement du seuil d'imposition n'épargnera que les jeunes de moins de 30 ans, les retraités de plus de 65 ans au revenu

annuel inférieur à 12.000 euros par an, et les handicapés.

Un impôt exceptionnel de solidarité sur les revenus sera également instauré. Il sera compris entre 1% à 5% des revenus en fonction de leur montant.

Les taxes seront aussi augmentées sur le fuel de chauffage, plus lourdement pour les entreprises, tandis qu'une taxe exceptionnelle de solidarité de 1 à 5% frappera les revenus de plus de 12.000 euros annuels. Les professions libérales et auto-entrepreneurs seront en outre astreints à une taxe professionnelle «*en moyenne de 300 euros par an*». Le ministre a reconnu que ces mesures allaient exercer «*une forte pression surtout sur les classes moyennes qui devront soulever un poids très lourd*» et étaient «*susceptibles d'avoir un effet négatif sur la croissance*».

Evangélos Vénizélos a indiqué que le texte incluant ces mesures, et comprenant également un plan de privatisation, sera déposé lundi au parlement, en vue d'un vote jeudi 30, comme le pays s'y est engagé auprès de ses créanciers. «*Nous devons prouver notre crédibilité et prouver que nous tenons nos engagements*», a-t-il insisté, alors que l'eurozone a conditionné à cette échéance la poursuite de la protection du pays contre la menace d'un défaut.

Il a appelé l'opposition de droite en Grèce à soutenir le plan d'austérité du gouvernement socialiste. «*Cela a marché en Irlande et au Portugal, pourquoi ça ne marcherait pas en Grèce?*», s'est-il interrogé. Mais le chef de file de l'opposition, Antonis Samara, a refusé à nouveau à Bruxelles, critiquant les hausses d'impôts prévues qui vont à ses yeux aggraver la récession. «*Cela pose des problèmes évidents*», a-t-il dit. (Reuters et 20minutes.fr 23.06)

2.2- Les principales centrales syndicales grecques ont appelé jeudi à une grève générale les 28 et 29 juin, lors du vote au parlement du nouveau plan pluri-annuel de rigueur exigé par la zone euro.

«*En vue du vote du plan budgétaire à moyen terme (...) convenu entre le gouvernement et ses créanciers usuriers, nous avons décidé une grève générale de 48 heure les 28 et 29 juin*», annonce un communiqué de la GSEE, la principale centrale syndicale grecque.

L'Adedy, la centrale des fonctionnaires se rallie à cette protestation.

Le principe d'une grève générale, la quatrième de l'année contre l'austérité, prolongée cette fois sur 48 heures, avait été annoncé depuis plusieurs jours par les syndicats, mais les dates exactes en ont été fixées à la suite de la publication mercredi par le ministère des Finances du calendrier du débat et vote au parlement.

Les «indignés» grecs qui campent devant le parlement depuis le 25 mai et ont été à l'orgine, début juin, d'imposants rassemblements de citoyens contestant le nouveau plan d'austérité et de privatisations ont également appelé à de nouvelles manifestations aux mêmes dates que les syndicats. (liberation.fr 23.06)

3- Sénégal

Face à la contestation, le président sénégalais Abdoulaye Wade a renoncé jeudi à l'intégralité de son projet de réforme électorale, y compris la disposition prévoyant la création d'un poste de vice-président, a annoncé le ministre de la Justice.

Abdoulaye Wade avait déjà retiré quelques heures auparavant sa proposition consistant à abaisser de 50% à 25% des suffrages le seuil nécessaire pour être élu président dès le premier tour de scrutin.

Cette disposition, ainsi que le projet de création d'un poste de vice-président, ont conduit l'opposition à manifester jeudi et de violents affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre.

Estimant que la réforme du code électoral favoriserait sa réélection face à une opposition morcelée au scrutin présidentiel de février 2012, les adversaires politiques du chef de l'Etat avaient menacé de déclencher un soulèvement populaire.

"*Je pense que le gouvernement ne s'attendait pas à une réaction aussi forte de l'opposition et de la société civile*", a estimé l'analyste politique Djiby Diakhaté. "*Derrière tout cela, il y a les problèmes quotidiens des Sénégalais - les coupures de courant, les inondations, la corruption et le coût de la vie.*"

Pour l'opposition, le projet de création d'un poste de vice-président visait à transmettre le pouvoir au fils du chef de l'Etat, Karim, qui est déjà "*super ministre*" et chargé du quart du budget de l'Etat.

Elle s'est réjouie de l'abandon du projet de réforme électorale.

"*Nous saluons la détermination du peuple sénégalais qui a rejeté la forfaiture. Maintenant, la moitié du programme des forces vives de la nation est atteint, il reste maintenant le départ de Wade que nous exigeons*", a déclaré Ibrahima Sène, l'un des représentants de Benno Siggil Senegaal, la coalition au sein de laquelle s'est regroupée l'opposition.

Des milliers d'étudiants et d'autres protestataires s'étaient rassemblés devant l'Assemblée nationale, criant "libérez le Sénégal" et lançant des pierres. Des incidents ont été signalés en d'autres points de Dakar.

"*Ecoutez-nous, nous sommes la voix du peuple !*", a crié un manifestant à un rang de policiers en tenue anti-émeute.

Des journalistes de Reuters ont vu plusieurs véhicules en flammes. Des accrochages sporadiques ont aussi opposé des adversaires et des partisans du président Wade. (Reuters 23.06)

4- Afghanistan

Les Etats-Unis ont annoncé le départ de 33.000 soldats d'ici à l'été 2012, la France a fait état du rappel d'un millier d'hommes jeudi, l'Allemagne et la Grande-Bretagne prévoyant également de retirer des contingents dans les prochains mois.

Le président américain Barack Obama a déclaré mercredi soir que le retrait américain commencerait comme prévu en juillet, avec 5.000 hommes, suivis par 5.000 autres d'ici à la fin de l'année, puis, d'ici septembre 2012, par les quelque 20.000 soldats envoyés en renfort en décembre 2009.

Il restera encore près de 70.000 militaires américains en Afghanistan mais, même après la fin prévue de la mission de combat en décembre 2014, une bonne partie des hommes pourraient prolonger leur séjour, avec un rôle différent.

Après un entretien téléphonique entre le président Nicolas Sarkozy et M. Obama, Paris a annoncé jeudi "*un retrait progressif de renforts envoyés en Afghanistan, de manière proportionnelle et dans un calendrier comparable au retrait des renforts américains*".

Cela correspondra, a précisé le ministre de la Défense, Gérard Longuet, à un millier des 4.000 hommes actuellement déployés en Afghanistan, principalement dans l'est du pays.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a seulement souligné de son côté que son pays comptait réduire son contingent composé de 4.900 hommes à la fin de l'année.

Quant à la Grande-Bretagne, elle a déjà prévu de retirer ses près de 10.000 soldats d'Afghanistan d'ici à 2015 au plus tard, voire un an plus tôt, et environ 450 hommes en mission ponctuelle devraient être partis d'ici février.

En Afghanistan, le président Hamid Karzaï a salué l'annonce de Barack Obama, qualifiant le plan de "*bonne mesure*" et affirmant que les forces afghanes étaient prêtes à prendre le relais.

Aux Etats-Unis, le calendrier de retrait partiel présenté par Barack Obama est jugé trop lent par de nombreux élus de la majorité démocrate qui insistent sur le poids de cette guerre sur l'économie américaine encore fragile. Or les chances de réélection du chef de la Maison Blanche reposent largement sur sa capacité à relancer l'emploi alors même que le pessimisme économique gagne du terrain. (AP 23.06)

Social

1- France

Le Samu social, soumis à des restrictions budgétaires par l'Etat, son principal financeur, a annoncé jeudi qu'il fermerait le 30 juin son seul centre d'hébergement d'urgence parisien accueillant des femmes, "*une population tout particulièrement vulnérable*".

La direction générale du Samu social a confirmé l'information: "*Certaines femmes seront envoyées dans des hôtels, ou dans d'autres centres d'hébergement d'urgence d'autres associations. Mais le fait est qu'on n'aura plus ces 38 places*", qui ne seront pas totalement compensées par d'autres structures.

Les locaux du centre Yves Garrel, "*extrêmement vétustes, étaient mis à disposition par la Ville de Paris. En attendant la construction d'ici 4 ou 5 ans d'un nouveau centre - très hypothétique -, un bâtiment provisoire a été trouvé dans le XVe arrondissement pour accueillir les hommes. En revanche l'Etat refuse de financer un centre pour les femmes*", explique Julia Peker.

Le Samu social est financé à 92% par l'Etat. L'hébergement des sans abri à l'hôtel fait lui aussi l'objet de drastiques

restrictions budgétaires, de 25%.

Quant aux centres d'hébergement, c'est-à-dire accueillant des précaires dans leurs murs, ils sont "*totalement saturés*", selon la mairie de Paris, qui estime "*qu'il manque 13.000 places en Ile-de-France*".

"*C'est plein, archi-plein toute l'année*", renchérit la direction du Samu social.

"*La politique est de créer zéro place d'hébergement d'urgence, la priorité est donnée au logement d'abord. Mais dire que l'hébergement d'urgence n'a pas d'utilité, c'est une erreur*", déplore la même source.

D'autant que les femmes concernées, "*souffrant de pas mal de problématiques*" (femmes battues, alcooliques, jeunes filles rejetées par leurs familles...), sont "*souvent des personnes qui ne sont pas en capacité de supporter un hébergement autonome*". "*On les a informées officiellement de la fermeture du centre, mais beaucoup ont même du mal à se projeter jusqu'au 1er juillet*", ajoute-t-on à la direction du Samu social.

"*Totalement engorgés, les rares centres des autres associations ne pourront en aucune manière compenser*" cette fermeture, estime Julia Peker, accusant le Samu social de se rendre "*coupable d'une discrimination envers une population tout particulièrement vulnérable, négligée depuis des années et aujourd?hui totalement abandonnée*". (AFP 23.06)

Il n'y a pas de petites économies, surtout sur le dos de la plèbe !

Economie

1- France

La capitalisation boursière des 37 entreprises françaises du CAC 40 était détenue à 42,4% par des non-résidents fin 2010, soit 2,2 points de moins qu'en 2009, selon une étude publiée jeudi par la Banque de France.

Ces 42,4% représentent 395,5 milliards d'euros sur une capitalisation boursière de ces sociétés de 933,2 milliards.

Le taux de détention des actions françaises du CAC 40 par des non-résidents a eu tendance à progresser sur la période allant de 1999 à 2006, avant un net fléchissement en 2007 et nouvelle une hausse en 2008 et 2009.

A 41,6% fin 2010, le taux de détention des actions cotées françaises dans leur ensemble suit une évolution globalement similaire à celui des sociétés françaises du CAC 40, poursuit l'étude. (Reuters 23.06)

2- Suède

Saab a annoncé jeudi qu'il ne pouvait verser les salaires du personnel, faute de financements.

L'usine Saab de Trollhattan, dans le sud de la Suède, a été en chômage technique deux autres semaines au moins, pendant que le constructeur discute avec ses fournisseurs.

Swedish Automobile a accepté ce mois-ci une proposition de renflouement de Saab soumise par deux sociétés chinoises, Zhejiang Youngman Lotus Automobile et Pangda. Les problèmes de financement à long terme seraient résolus par cette proposition si elle était approuvée par les autorités chinoises et européennes. (Reuters 23.06)

3- Etats-Unis

Les investisseurs américaines sont toujours inquiété par le discours pessimiste de la Fed, hier. À l'issue d'une réunion de deux jours, la Réserve fédérale américaine a réduit sa prévision de croissance, qu'elle voit entre 2,7 % et 2,9 % sur 2011, contre plus de 3 % auparavant, et décidé de laisser inchangée sa politique monétaire. Par ailleurs, un rapport du bureau du budget du Congrès (CBO) publié mercredi met en garde contre une explosion de la dette publique nette, susceptible d'atteindre 100% du produit intérieur brut en 2021 si rien n'est fait pour corriger la trajectoire actuelle.

Toujours du côté macrocéconomique, une mauvaise nouvelle est tombée sur le front de l'emploi: les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté aux Etats-Unis lors de la semaine au 18 juin, à 429.000, a annoncé jeudi le département du Travail.

Les ventes de logements neufs ont de leurs côtés reculé de 2,1% au mois de mai, pour la première fois depuis trois mois, selon les chiffres du département du Commerce.

En Chine, le ralentissement de la croissance se confirme aussi. L'expansion de l'activité manufacturière est tombée en juin dans ce pays à son plus faible niveau en 11 mois, enregistrant une quasi-stagnation. (lefigaro.fr 23.06)

4- Bangladesh

Depuis l'indépendance, en 1971, Dacca est passée du statut de ville provinciale de 300.000 habitants à celui de mégapole de 15 millions d'âmes, selon la Banque mondiale. Entre 1990 et 2005, la taille de Dacca a doublé, passant de six à 12 millions.

Cette explosion s'est produite de manière quasi anarchique: Dacca n'a connu que deux plans d'urbanisation, en 1959 et en 1995.

La ville, la 9e plus grande du monde, grossit de 4% par an et devrait abriter 20 millions de personnes en 2025 selon les Nations unies. Parmi les mégapoles dans le monde (villes de plus de 10 millions d'habitants), elle est celle qui grossit le plus vite, selon la Banque Mondiale.

La plupart du demi-million de nouveaux arrivants chaque année s'installent dans de tentaculaires bidonvilles.

Mais la croissance sans plan d'ensemble a aussi rendu la vie infernale pour des millions de membres de la classe moyenne.

"*Vivre ici est vraiment dur*", confie Sultana, dont les problèmes au quotidien sont le lot des résidents de tous les nouveaux quartiers ayant poussé "*spontanément*", selon un spécialiste de l'urbanisation, A.K.M. Abul Kalam.

Les autorités municipales sont mal organisées, sous-financées et manquent de main d'oeuvre pour faire appliquer le plan de développement de Dacca, estime cet expert, à la tête du département d'urbanisme à l'université Jahangirnagar.

Les lois d'aménagement du territoire sont systématiquement bafouées et les quartiers résidentiels ont été construits sans système d'évacuation des eaux, dénonce M. Kalam.

En raison des pénuries chroniques de gaz et d'électricité, la gouvernement a interdit depuis fin 2009 les nouvelles connections, ce qui signifie que de nombreux nouveaux arrivants ne peuvent tout simplement pas avoir accès aux services publics.

Mais même pour ceux qui ont la chance d'être connectés aux réseaux de distribution, la rapide expansion de Dacca et la croissance économique ont créé ce que l'on a appelé "*la pire crise mondiale des services publics en temps de paix*".

Dacca manque chaque jour de 2.000 mégawatts pour répondre aux besoins de la population, ce qui correspond à la moitié de la production moyenne quotidienne du pays tout entier.

"*On a quatre ou cinq heures de coupure par jour. S'il fait chaud, les coupures sont plus fréquentes, c'est terrible*", lâche Mahamudal Hasan, 25 ans, qui vit à Keraniganj depuis quatre ans et possède une échoppe de téléphonie mobile.

La capitale a besoin de 2,2 milliards de litres d'eau par jour mais la compagnie des eaux de la ville ne peut en fournir que 1,9 milliard, selon les chiffres officiels.

"*L'eau du robinet est verte et sent mauvais. Je dois attendre deux heures pour avoir une eau claire*", se plaint Rukia Begum, employée de la compagnie pétrolière PetroBangla.

Le gaz manque aussi cruellement: la demande par jour est d'environ 70 millions de m3 alors que l'offre disponible n'est que de 56 millions de m3.

Pour mettre fin à la crise énergétique à Dacca, le gouvernement a accéléré la procédure permettant à des groupes étrangers d'installer de nouvelles centrales de production.

"*Il y a une amélioration. Nous avons ajouté au cours des trois derniers mois quelque 1.800 megawatts*", assure le président du Conseil de développement énergétique, Alamgir Kabir. (AFP 23.06)

5- Matières premières.

Le terbium, le dysprosium, ou l'holmium, vous connaissez? Pas sûr. Pourtant, l'écran que vous regardez actuellement, vos ampoules basses consommation où la batterie de votre voiture en contiennent probablement. Ils font partie de la famille des «terres rares», composée de 17 métaux précieux utilisés dans la fabrication de très nombreux produits récents.

Problème: même s'ils sont présents en assez grande quantité à la surface de la terre, beaucoup plus par exemple que le plomb ou l'argent, leur coût d'extraction est très élevé. La Chine est l'un des seuls pays à en extraire aujourd'hui, grâce notamment à son gisement géant de Bayan Obo, et exporte à elle seule 95% des «terres rares» en circulation aujourd'hui.

Depuis plusieurs mois, la Chine a commencé à réduire les volumes exportés. Ces derniers ont déjà reculé de 72% entre les deuxièmes trimestres 2009 et 2010, révèle le Figaro. Et Pékin a annoncé à la fin mai de nouvelles restrictions. Si bien que les prix ont explosé depuis, dépassant les 100% de croissance en un mois seulement par exemple pour plusieurs d'entre eux.

Produits chimiques ou pétroliers: Plus d'un tiers des «terres rares» mondiales servent de catalyseurs, c'est-à-dire qu'ils sont indispensables à la préparation de produits chimiques ou à la transformation de produits pétroliers. Des substituts existent, mais ils sont beaucoup moins efficaces.

Ampoule basse consommation: Le terbium permet de réduire de 80% la consommation d'électricité. Autant dire qu'il n'y aurait pas d'ampoule à basse consommation sans terbium. Sauf que les ressources en terbium sont assez faibles, et son prix a augmenté de 128% depuis trois semaines.

Voitures électriques, lasers… et réacteurs nucléaires: Pour fabriquer un moteur électrique, il faut des aimants. Plus de 10% des «terres rares» mondiales, notamment le dysprosium, qui a l'avantage d'être très léger, sont consacrées à cet usage. Ce métal est aussi très utile pour les réacteurs nucléaires, les lasers et les sonars. Depuis début mai, son prix est passé de 700 dollars le kilo à près de 1.500 dollars.

Ecrans LCD ou tubes fluorescents: Pas d'écran fin sans europium. Le recours à ces métaux représente 10% de la consommation annuelle de «terres rares». De même, pour les éclairages fluorescents, il faut du terbium ou de l'europium. Deux matériaux dont les prix ont plus que doublé en un mois.

Téléphones portables, disques durs, éoliennes: Là encore, il faut des aimants (le plus souvent du neodyme mais aussi du terbium, gadolinium ou dysprosium). C'est grâce à un alliage entre une «*terre rare*» et un métal ferromagnétique que les disques durs ou les téléphones portables fonctionnent. Problème, le prix du neodyme a augmenté de 74% depuis début mai.

Seule bonne nouvelle, cette augmentation pourrait pousser les entreprises à développer le recyclage de ces métaux. Aujourd'hui, la pratique est quasi inexistante alors que l'extraction des terres rares provoquent de véritables ravages environnementaux. (20minutes.fr 23.06)

Haut de page

Le 25 juin

Tous pareils, tous pourris, ils s'engueulent devant les caméras mais derrière ils s'entendent comme cul et chemise, en fait ils sont tous d'accord pour nous faire payer la crise, ils nous prennent vraiment pour des cons, franchement, combien de fois lors de chaque diffusion les militants entendent ce discours ou plutôt ne veulent pas l'entendre ?

Le consensus entre le parti de l'ordre et le PS se décline à l'infini sous différents masques selon la situation et les époques. Les travailleurs le savent parfaitement, plus particulièrement ceux qui sont réputés pour être les plus arriérés politiquement et qui les mettent dans le même sac, qui s'abstiennent lors des élections, tirent à pile ou face pour lequel des deux ils vont voter, quand ils ne sont pas tentés de voter pour une liste "extrême", NPA, LO ou FN.

Partant de ce constat, on se demandera quel intérêt les travailleurs auraient-ils à participer à un combat contre ce consensus, et quels enseignements pourraient-ils en tirer ? Aucun, sinon de faire naître dans leurs têtes des illusions dans le PS, leur faire croire que toute issue politique devrait passer par ce parti, après avoir exprimé le contraire notez bien.

Ainsi on piétine, on a l'impression de ne jamais avoir décollé de la case départ.

La légitimité du PS repose uniquement sur le fait qu'il est présenté comme le pendant de l'UMP, alors qu'il n'est qu'un côté de la même pièce. Il tient sa légitimité du régime qu'il représente et défend, tout comme l'UMP, et qu'il nous faut abattre.

Ce consensus se briserait qu'il se reformerait aussitôt sous un nouveau masque, parce que l'existence du PS repose sur celle du régime dont par conséquent il doit assurer la survie par n'importe quel moyen, et de son côté le régime a bseoin de ce consensus pour assurer sa stabilité.

On s'est souvent posé parfois la question de savoir si ce parti voulait vraiment gouverner, beaucoup en doutaient en se disant qu'il vivait finalement très bien cantonné dans son rôle d'opposition parlementaire. Sauf qu'il est arrivé parfois qu'il ait plus à gagner en terme d'élus, de prébendes et autres avantages en nature à passer de l'opposition au pouvoir. Pour se faire, il lui a fallu entretenir l'illusion qu'il était différent de l'UMP, qui servirait à justifier le jour des élections à justifier le vote par dépit des électeurs en faveur de son ou ses candidats, vote qui n'aurait aucune valeur de soutien à ce parti ou à son programme, ce dont il ne doute pas lui-même et se fout bien.

A une autre époque, après guerre, il a participé au pouvoir sous la IVe République, il y a été porté par la lutte de classe des ouvriers qui majoritairement s'étaient tournés vers le PC. La IVe République s'était donnée comme tâche prioritaire de reconstruire le capitalisme français pour qu'il soit en mesure de maintenir la place qui était la sienne sur le marché mondial avant la guerre de 39-45. A aucun moment de 1946 à 1958 le PS ou le PCF ne se sont engagés dans la voie de la rupture avec le capitalisme quand ils détenaient le pouvoir.

Sous la Ve république et dans un autre contexte, ces partis ont démontré aux travailleurs qu'ils n'étaient bons qu'à gérer la société pour le compte du capital, dans le respect des institutions. Ils ont été jusqu'à accepter de se placer sous l'autorité d'un président issu du parti de l'ordre, Chirac, histoire de témoigner de leur soumission totale au régime.

Et voilà que maintenant ils se plient volontiers à la dictature de la dette orchestrée depuis Washington et relayée par Bruxelles que les travailleurs devraient payer en acceptant de nouveaux sacrifices.

Récapitulons, depuis 1914 pour le PS, le milieu des années 20 pour le PC, ces partis participent à un consensus permanent avec la bourgeoisie (ou temporairement avec le Kremlin pour le PC jusqu'à la disparition de l'URSS) contre la classe ouvrière. Chaque génération de travailleurs au fil des décennies écoulées a pu constater et mesurer les effets de cette amère expérience, davantage depuis le début des années 80 où le capital s'est lancé dans une nouvelle offensive pour regagner le terrain qu'il avait perdu en raison de la guerre...

Tout comme le PC n'a jamais été véritablement un parti communiste (Lénine et Trotsky), la SFIO ou le PS n'a jamais été un parti socialiste au sens marxisme du terme, malgré leurs programmes aux relents communiste ou socialiste où figuraient la rupture avec le capitalisme, jusqu'en 1983 en ce qui concerne le PS.

Qu'est-ce que les travailleurs pourraient attendre de la rupture de ces partis avec le parti de l'ordre sachant qu'ils sont subordonnés au régime, en terme de conscience de classe, d'organisation, de construction du parti, car notre objectif n'est pas qu'ils rompent ce consensus pour que les travailleurs supportent mieux les conséquences de la crise du capitalisme ?

Absolument rien, sauf à sauver ces partis et le régime avec, et ce qu'ils craignent le plus, c'est que les masses exploitées aillent encore plus loin dans leur rupture avec ces partis et finissent par rompre avec les institutions, trouver la voie qui conduit à la liquidation du régime.

A l'inverse, au lieu de dénoncer ce consensus, il faut s'en servir pour accélérer le processus qui conduira à une recomposition du mouvement ouvrier où le PS sera marginalisé ou exclu, ce sera plus long ou plus difficile avec le PC, notre objectif est à la fois la liquidation du régime et de ces partis qui se confondent avec lui, pilonner le PS et le PCF aidera les masses à finir de se détacher de ces partis, à s'orienter vers d'autres partis.

On ne doit laisser croire ou faire naître dans la tête des travailleurs l'illusion qu'ils auraient quelque chose à attendre de la rupture de ce consensus.

Quels sont les arguments en faveur du combat contre ce consensus ?

Le principal argument repose sur une analyse fausse des rapports entre la classe ouvrière et les masses avec le PS (et accessoirement le PCF) qui remonte aux années 45 à 81 lorsque le PCF et le PS étaient à leur apogée, période définitivement révolue, aujourd'hui plus aucun travailleur n'a confiance dans ces partis, sauf exceptions qui confirment la règle. Le consensus rompu ouvrirait une crise politique. Parce que le PS et ses satellites ne se précipiteraient pas pour colmater les brèches apparues dans le régime, en se partageant les rôles comme d'habitude.

Maintenant, quand on compare la situation économique en 1981 et en 2011, on s'aperçoit qu'en 1981 le PS croyait disposer encore d'une marge de manoeuvre, ce que confirmait d'une certaine manière son programme et se traduira par l'adoption de quelques mesures sociales comme la retraite à 60 ans ou la cinquième semaine de congés payées, avant de faire volte-face en 1983 et d'adopter officiellement l'économie de marché, donc de rompre avec la perspective de remettre en cause les fondements du capitalisme, avec le socialisme, décision qui sera finalement conforme à sa nature de classe (bourgeoise), qui ne fera que la confirmer, qui signifiera également que ce parti n'a jamais eu l'intention de rompre le consensus de fond qui le liait depuis toujours au capital et aux institutions bonapartistes de la Ve République dans lesquelles il se fondra totalement.

En 2011, la crise du capitalisme mondial est entrée dans une nouvelle phase, la dernière avant sa chute finale, la financiarisation de toutes activités humaines à l'échelle de la planète n'a fait que renforcer les contradictions du capitalisme et la rapacité des différents capitalistes, qui pour assurer leur place sur le marché mondial et se partager un gâteau qui demeure limité doivent s'assurer de nouvelles sources de profits, livrer à la marchandisation, privatiser tout ce qui peut l'être encore, et comme ce n'est pas encore suffisant, il leur faut abaisser le coût du travail et augmenter la productivité dans les pays où les travailleurs bénéficient de rémunérations et de conditions de travail supérieures à ceux des travailleurs des pays dits émergents, bref, les pays appartenant à la catégorie des pays capitalistes dominants ne peuvent plus espérer tirer profit comme autrefois des pays où sont concentrées les matières premières qu'ils ont pillées et qui ont participé à leur développement, du fait que ces pays sont en train de développés leur marché intérieur, une classe moyenne et d'élever le niveau de vie de toutes les couches de la population, et que pour le financer les gouvernements et les capitalistes entendent conserver l'essentiel ou une partie de plus en plus grande des profits issus de l'exploitation des travailleurs de leur pays.

Le capitalisme mondial privilégie les nouveaux marchés au détriment des marchés déjà existant qui sont saturés et présentent moins d'intérêt qu'hier. Les pays dits émergents ont d'énormes besoins en terme d'infrastructures et d'équipements en tous genres qu'il faut financer en se servant des profits extorqués aux travailleurs, et comme cela ne suffit pas, souvenons-nous que par définition le capitalisme se développe et ne vit qu'à crédit, les profits soutirés aux travailleurs du monde entier doivent être injectés dans l'économie de ces pays-là pour produire et que la population consomme davantage, toujours plus car c'est un cycle infernal qui ne peut pas connaître de répit, sinon l'économie capitaliste ralentit, tombe en panne ou en récession et doit face à une nouvelle crise.

Les capitalistes sont contraints de mener une guerre sur plusieurs fronts à la fois qui nécessite de mobiliser des sommes colossales d'argent, ils mènent cette guerre impitoyable contre leurs principaux concurrents, contre ceux qui sont en passe de les rattraper, ils doivent disposer de fonds pour réaliser de nouvelles acquisitions, pour moderniser les outils de production, pour développer la recherche et créer sans cesse de nouveaux besoins, pour développer des marchés inexistants ou encore balbutiants, sans oublier qu'il leur faut honorer leurs dettes, disposer d'une importante trésorerie de réserve pour palier les imprévus, et pour finir, pour spéculer et se faire de l'argent facilement.

S'ils négligent par malheur un de ces secteurs économiques, ils savent que cela sera au profit d'autres capitalistes prêts à leur faire la peau, du coup ils sont tous engagés dans une course folle au profit qui prend l'allure d'une fuite en avant, qui dans les pays où le capitalisme était le plus avancé prend la forme d'une formidable régression sociale et politique.

Une fois planté le décor, on comprendra au premier coup d'oeil qu'à côté du gigantesque et nouveau défit que doit relever le capitalisme mondial, nos acquis et nos revendications sociales ne pèsent décidément pas lourd dans la balance, et il n'est pas besoin d'être devin ou de sortir d'une grande école pour comprendre que le gouvernement issu des élections de 2012 quel que soit le parti ou les partis au pouvoir n'entrendra rien qui puisse contrecarré les intérêts du capitalisme mondial, sachant par ailleurs que sa marge de manoeuvre pratiquement nulle, sauf par naïveté ou ignorance ou encore par opportunisme lui prêter des intentions qui ne seront jamais les siennes.

Dès lors, la question est-elle de combattre pour briser ce consensus ou au contraire de combattre pour liquider le régime sur lequel repose ce consensus, donc faire d'une pierre deux coups, abattre le régime et les partis qui le soutiennent. Je vous laisse le soin de caractériser ces deux lignes politiques contradictoires ou antinomiques.

La stratégie du front unique en direction des dirigeants et élus du PS et ses satellites qui va de pair avec la première proposition, mérite la même sanction et la même caractérisation, parce qu'elles aboutissent au même résultat.

Combattre pour briser ce consensus, c'est explicitement prétendre que les travailleurs auraient quelque chose à attendre de cette rupture ou d'un des partis y participant, c'est en tout cas la manière dont les travailleurs pourraient l'interpréter. Alors qu'en leur fixant comme objectif politique la liquidation du régime, on signifie par là au prolétariat qu'il n'a rien à attendre des partis qui participent aux institutions, confortant cette idée qui a commencé à germer dans sa tête et qui ne demande qu'à mûrir au profit de l'approfondissement de la crise du capitalisme.

Certes, sur une telle ligne politique nous ne pouvons pas pour le moment espérer soulever les foules, mais il est possible d'apporter un début de réponse aux travailleurs qui cherchent une issue politique, n'est-ce pas l'essentiel ? (A suivre)

Politique

1- France. Manipulation des masses : flagrant délit.

Révélée sur le site de France Info, TF1 a diffusé jeudi au JT de 13h un sujet sur le contrat de responsabilité parentale (CRP), dispositif mis en place de la loi contre l'absentéisme scolaire et qui «rappelle aux parents leurs devoirs, les oblige à s'engager concernant le comportement de leur enfant sous peine de sanction». Dans le reportage, selon la radio, on voit une mère qui «exprime sa détresse face à l'absentéisme de son enfant et son soulagement de voir son désarroi pris en charge par ce dispositif».

Or, révèle France Info en citant Jacques Victor, président du groupe communiste au Conseil général, cette femme n'a pas d'enfant et, de surcroît, elle est attachée de presse du président du Conseil général, le député UMP Eric Ciotti. «*Je n'étais pas au courant. C'est une faute professionnelle*», déclare Eric Ciotti au site Web de la radio, précisant que sa collaboratrice était intervenue «*à la demande de TF1*». Ce n'est cependant pas la rédaction de TF1 qui a réalisé le sujet, mais des journalistes de Nice Matin, souligne la chaîne.

«*On a subi un préjudice assez important, a réagi à l'AFP Catherine Nayl, la directrice de l'information de TF1. Je suis en colère par rapport à la façon dont les journalistes de Nice Matin, qui travaillent dans le cadre de nos accords avec la presse quotidienne régionale, ont réalisé leur reportage*.»

Contacté par l'AFP, Frédéric Touraille a souligné que l'affaire ne concernait «*absolument pas*» la rédaction de Nice Matin. «C'est une filiale qui réalise les reportages dans le cadre de contrats de correspondance avec TF1, pas la rédaction. Je ne veux pas que cette affaire lui porte préjudice», a insisté Touraille, gérant de la filiale en question, NMTV. «*J'ai rencontré les jounalistes [auteurs du reportage] brièvement ce soir et je dois les revoir mardi pour avoir leur version des faits, précise et circonstanciée, qui me semble nécessaire*», a-t-il expliqué, évoquant des faits «*regrettables*» s'ils étaient avérés. (20minutes.fr et AFP 24.06)

2- Grèce

Lors d'une conférence de presse au sommet européen vendredi à Bruxelles, George Papandréou a dit ne pas douter que malgré la protestation populaire les députés socialistes feront preuve de maturité et voteront le plan. Il a une nouvelle fois souligné que le système fiscal grec lui apparaissait d'une grande injustice et a promis de le réformer.

Le Premier ministre s'attend par ailleurs à ce que le second programme d'aide à la Grèce soit à peu près équivalent en taille aux 110 milliards d'euros du premier. "*C'est un prêt gigantesque*", a-t-il dit. "*Le second prêt - je ne peux donner de chiffre particulier - pourrait être l'équivalent (du premier)*".

L'un des députés socialistes, Thomas Robopoulos, a annoncé qu'il voterait contre le plan d'austérité. "*Des commerces ferment tous les jours et on veut prendre des mesures qui bloquent la croissance*", a-t-il déploré. "*Je vais prendre la parole au parlement pour dire qu'il faut faire quelque chose. Il faut former un gouvernement d'unité nationale et Papandréou ne peut pas le faire tout seul*", a-t-il dit à Reuters.

La Nouvelle Démocratie a annoncé qu'elle voterait contre le plan mais son chef, Antonis Samaras, a précisé que son parti était favorable à certaines mesures, notamment sur les privatisations. (Reuters 24.06)

3- Portugal

Le nouveau Premier ministre portugais Pedro Passos Coehlo a annoncé vendredi que son gouvernement de coalition se préparait à accélérer et peut-être à élargir les mesures d'austérité promises par Lisbonne en échange d'un plan d'aide de 78 milliards d'euros sur trois ans accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Pedro Passos Coelho, qui a pris ses fonctions cette semaine à la tête d'une administration de centre-droit, a précisé qu'il envisageait également une réorganisation plus rapide des entreprises publiques déficitaires.

A l'issue du Conseil européen à Bruxelles, il a déclaré qu'il annoncerait les détails des mesures prévues la semaine prochaine.

"*Le Portugal, aujourd'hui, grâce au consensus de sa classe politique, peut faire face à ses différentes échéances*", a estimé le président français Nicolas Sarkozy lors d'une conférence de presse après le Conseil. (AP 24.06)

4- Etats-Unis

La Chambre des représentants, à majorité républicaine, a rejeté vendredi une résolution autorisant pendant un an une participation limitée des Etats-Unis à l'intervention militaire en Libye. (20minutes.fr 24.06)

5- Yémen

Des dizaines de milliers de Yéménites ont manifesté vendredi à Sanaa pour réclamer la démission du président Ali Abdallah Saleh, en convalescence en Arabie saoudite après avoir été victime d'un attentat, le 3 juin dans son palais.

L'explosion d'une voiture piégée a par ailleurs fait cinq morts - quatre soldats et un civil - et 16 blessés, dont 13 militaires, dans la cité portuaire d'Aden, a-t-on appris de source médicale et auprès de témoins.

Selon une source proche des services de sécurité, l'explosion a été causée par une voiture piégée à un poste de contrôle de l'armée.

Peu auparavant à Aden, les forces de sécurité avaient abattu un manifestant et en avaient blessé six autres en tirant sur la foule aux funérailles d'une personne morte en prison, ont rapporté des témoins.

A Sanaa, la capitale, des partisans de l'opposition ont envahi le centre-ville à l'occasion d'un "*Vendredi de la Volonté révolutionnaire*".

"*La liberté ne consiste-t-elle pas à choisir nos propres dirigeants ainsi que vous le faites dans vos pays?*", a lancé, à l'adresse des pays occidentaux, le prédicateur présidant la grande prière du vendredi.

Des manifestations similaires ont été signalées dans d'autres villes, notamment à Taëz, Ibb et Hodeïda, sur la mer Rouge. (Reuters 24.06)

6- Syrie

Des dizaines de milliers de personnes sont encore descendues dans les rues de Syrie vendredi pour manifester contre le régime de Bachar al Assad, ont rapporté des témoins et des défenseurs des droits de l'homme, qui font état d'une quinzaine de morts.

Les Comités de coordination régionale, un groupe militant, a dit avoir une liste de 14 civils tués à Homs, à Kissoua, au sud de Damas, et à Barzeh, un quartier résidentiel de Damas.

Un autre manifestant a été tué par balle à Kousair, a rapporté un mouvement de défense des droits de l'homme.

A Barzeh, un témoin a rapporté que des tireurs embusqués de la police avaient abattu trois manifestants.

"*La sûreté a d'abord utilisé des gaz lacrymogènes puis ils ont tiré des toits quand les slogans hostiles à Assad se sont poursuivis*", a dit cet habitant, Houssam, contacté par téléphone. "*Trois jeunes ont été tués et j'ai vu deux corps touchés à la tête et à la poitrine.*"

Des défilés ont également eu lieu à Homs et Hama, dans le centre du pays, où les manifestants ont crié "*le peuple veut la chute du régime*", à Deraa, berceau du mouvement dans le Sud, ainsi que le long de la côte méditerranéenne et dans les provinces orientales de Kamichli et de Daïr az Zour.

A Deraa, les manifestants ont invité les habitants de Damas à suivre leur exemple. La capitale a jusqu'à présent été relativement calme. "*Peuple de Damas, ici à Deraa, nous avons renversé le régime*", ont-ils scandé. (Reuters 24.06)

Social

France

Les fédérations syndicales FO et CGT appellent les salariés de l'ensemble des transports routiers (marchandises, voyageurs, convoyeurs de fonds) à une grève nationale à partir de lundi pour dénoncer le recul de l'âge de leur départ en retraite de 55 à 57 ans à partir du 1er juillet.

Dans un communiqué commun diffusé vendredi, les deux organisations syndicales dénoncent un accord conclu fin mai concernant leurs congés de fin d'activité (CFA). FO et la CGT -opposés à ce texte signé côté syndicats par la CFDT, la CFTC, la CGC et la FNCR- appellent donc à une grève "Và partir du lundi 27 juin à 0h".

"*Pour la durée du mouvement, on ne s'interdira rien. Tout dépendra des forces mobilisées*", a déclaré vendredi à l'Associated Press Dominique Cornil, l'un des porte-parole de la CGT transports.

Les signataires, de leur côté, mettent notamment en avant le fait que l'accord permet de maintenir un départ cinq ans avant l'âge légal de la retraite, qui va passer progressivement de 60 à 62 ans pour tous les salariés du régime général à compter du 1er juillet. (AP 24.06)

Haut de page

Le 26 juin

A propos du site.

J'ai repéré un problème d'affichage dans certains fichiers sous Windows 7 (système d'exploitation) qui n'existait pas apparemment sous XP, en dessous des sous-titres le premier lien s'affichait avec un décalage dans une police et une taille différente, j'ai rajouté une balise (écriture) après celle figurant à l'endroit du sous-titre et le problème est résolu. J'en ai profité, en prenant mon courage à deux mains, pour vérifier les pages d'accueil de toutes les rubriques avec Internet Explorer et Firefox, j'y ai passé toute l'après-midi. Je les ai actualisées. J'ai regroupé tous les fichiers sur l'économie dans le même fichier et j'ai amélioré un peu la présentation.

La semaine qui vient, on abordera des sujets qui ne nous passionnent pas mais qui sont d'actualités, notamment la question du cannabis et du mariage gay.

Politique

1- Espagne.

Le mouvement espagnol des "indignés" s'apprête à organiser, mercredi 29 et jeudi 30 juin, une assemblée populaire sur la Puerta del Sol, à Madrid, portant sur l'état de la nation et visant à créer un espace de réflexion sur les questions de citoyenneté, rapporte El Pais. (lemonde.fr 25.06)

2-Grèce.

Le gouvernement grec a appelé samedi les députés récalcitrants du Parti socialiste (Pasok) à "*faire leur devoir*" la semaine prochaine au Parlement, en adoptant le nouveau plan d'austérité réclamé par les bailleurs de fonds de la Grèce.

Le vote devrait être serré mercredi prochain lorsque les députés se prononceront sur le plan d'austérité de cinq ans mis au point avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (UE). Ils voteront le lendemain sur la loi d'application de ce programme.

Le gouverneur de la banque centrale de Grèce, Georges Provopoulos, a estimé samedi que le temps était compté pour la Grèce, qui doit en finir avec les débats et prendre des mesures concrètes pour redresser son économie et rassurer ses partenaires ainsi que les marchés financiers.

"*Désormais, nous devons convaincre, par des actes, du fait que la Grèce ne veut pas s'autodétruire, nous devons sortir de la rhétorique et lancer des réformes*", a-t-il dit au journal Kathimerini.

Selon lui, il est illusoire de croire qu'il y aurait une sortie indolore de la crise. Il a écarté l'idée qu'il existerait une autre solution que les mesures d'austérité ayant fait l'objet d'un accord avec l'Union européenne et le FMI.

Au parlement, la majorité du gouvernement Papandréou est réduite: le Pasok au pouvoir compte 155 députés sur 300.

Deux députés socialistes ayant annoncé qu'ils voteraient contre ces mesures, la majorité ne tient plus qu'à trois voix.

Après les élections législatives d'octobre 2009, les socialistes comptaient 160 députés mais les mesures d'austérité, contestées tous les jours dans la rue, ont provoqué cinq défections.

Le nouveau ministre des Finances, Evangelos Venizelos, a proposé de discuter avec tous les députés hésitants.

"*Je pense que le sens de responsabilité l'emportera au final; le Dieu de la Grèce est grand*", a-t-il dit sur la chaîne de télévision grecque Alter.

Pour le ministre de la Justice Miltiadis Papaioannou, les élus socialistes "*doivent boucher leurs oreilles face à toutes les critiques et faire leur devoir.*"

L'un des dissidents, Thomas Robopoulos, n'est pas de cet avis. "*Des commerces ferment tous les jours et on veut prendre des mesures qui bloquent la croissance*", a dit à Reuters ce concessionnaire de Thessalonique, l'un des rares hommes d'affaires membres du Parlement.

Les mesures d'austérité ont fait plonger la Grèce dans la récession, la plus violente depuis 37 ans, avec un produit intérieur brut en baisse de 4% l'an passé. Le chômage a atteint le niveau record de 16,2% en mars, et 43% chez les jeunes.

Une grève générale de 48 heures est organisée la semaine prochaine, coïncidant avec les votes du Parlement. (Reuters 25.06)

3- Egypte.

La justice égyptienne a condamné samedi par contumace l'ancien ministre du Commerce Rachid Mohamed Rachid à une peine de cinq ans de prison, rapporte l'agence de presse égyptienne Mena.

Rachid, qui a également été condamné à payer l'équivalent de 1,10 million d'euros d'amendes, était poursuivi pour réalisation de bénéfices excessifs et dilapidation de fonds publics. (Reuters 25.06)

Et les militaires corrompus ?

4- Tunisie

Le directeur de la radio tunisienne Kalima, dissidente sous le régime Ben Ali, Omar Mestiri, a annoncé samedi avoir décidé d'entamer une grève de la faim illimitée pour protester contre ce qu'il qualifie de "*déni d'existence légale*".

Dans un communiqué transmis à l'Associated Press, Radio Kalima s'élève contre la non obtention de l'autorisation devant lui permettre d'accéder aux fréquences, malgré une promesse faite par le gouvernement. Elle déplore également "*l'inertie*" de la nouvelle instance de réforme de l'information et de la communication (INRIC).

La direction de la radio estime que "*six mois après la révolution, l'audiovisuel est toujours accaparé par les mêmes monopoles mis en place par la volonté de l'ancien président*" tunisien Zine El Abidine Ben Ali, qui a fui en Arabie Saoudite en janvier dernier à la suite d'un soulèvement populaire.

Elle considère comme "*un paradoxe*" le fait que "*les médias alternatifs qui ont combattu l'appareil*" du régime "*et contribué à le discréditer, en payant le prix fort, demeurent rejetés hors de l'espace médiatique légal*". "*La scène publique a vu apparaître plus de 90 nouveaux partis politiques, mais aucun média audiovisuel*", regrette le communiqué.

Les responsables de la station proclament leur refus d'utiliser des fréquences pirates ce qui "*serait une insulte à la Révolution tunisienne*", optant pour un "*combat pour la légalité et une reconnaissance légale de Kalima et de toutes les radios libres*".

Opposante notoire au régime de Ben Ali dont elle dénonçait régulièrement les atteintes aux libertés et aux droits de l'Homme, la fondatrice de cette radio, Sihem Ben Sédrine, a été emprisonnée et longtemps en butte aux harcèlements de la police du président déchu qui avait fermé les locaux de la station et saisi ses équipements. (AP 25.06)

Voilà une question à creuser. Le régime se veut démocratique et légalise plus de 80 partis, mais refuse qu'ils puissent faire entendre leur voix par le biais de médias indépendants qui leur permettraient de toucher la totalité de la population, ce que la diffusion de journaux ou de tracts usr un trottoir ne permet pas. Que ou qui craint-il ?

Au lieu de dépenser des sommes colossales inutilement dans des campagnes électorales, un parti ouvrier ferait mieux de se doter d'une radio et si possible d'une chaîne de télévision pour fidéliser ses sympathisans et en gagner d'autres.

5- Afghanistan

L'Afghanistan s'est enfoncé samedi un peu plus dans la crise politique avec le limogeage par les députés des cinq juges les plus haut placés à la Cour suprême, dont son propre président.

Il s'agissait pour les parlementaires de riposter à la décision de la cour spéciale nommée par décret du président Hamid Karzaï d'invalider jeudi pour fraudes 62 députés élus l'an dernier.

Les adversaires du président afghan reprochent à celui-ci d'avoir nommé cette cour spéciale - contestée en Occident - après les élections controversées du 18 septembre pour minimiser les gains politiques qu'ils y avaient enregistrés.

La décision de Karzaï, actuellement en Iran, de remettre en cause le quart du parlement, a amené les députés à évincer les cinq principaux membres de la Cour suprême, dont son président Abdul Salam Azimi, pour ne s'être pas opposés à la décision de cette cour spéciale à la main du président.

Fatima Aziz, une parlementaire de la province de Kunduz, a déclaré que 183 de ses collègues sur 190 avaient voté en faveur de

la destitution des cinq juges suprêmes.

L'assemblée élue en septembre 2010 n'a pas siégé avant le 26 janvier dernier et cela lui a pris des semaines avant de choisir Ibrahimi comme président.

Pour sa part, Karzaï n'est toujours pas en mesure de nommer un gouvernement complet en raison de l'opposition qu'il rencontre au parlement. En attendant, plusieurs portefeuilles clés sont aux mains d'intérimaires. (Reuters 25.06)

Social

1- France

Se promener place Wilson à Toulouse une canette à la main fait désormais de l'assoiffé moyen un contrevenant.

Il est en effet interdit depuis vendredi 24 juin de consommer de l'alcool «sur l'espace public dans tout l'hyper-centre». Toulouse ville étudiante, au régime nord-américain depuis la Garonne jusqu'aux boulevards et du palais de justice jusqu'à la place Arnaud Bernard.

La maire PS Pierre Cohen n'est pas un «sécuritaire». Il dit à qui veut l'entendre que la répression, c'est pas son truc. Il vient pourtant de signer cet arrêté. Lequel arrêté est assorti d'un deuxième point: Les «établissements de vente à emporter», autrement dit des enseignes se présentant comme épiceries de nuit mais distribuant de l'alcool pour l'essentiel, seront contraints de tirer le rideau à 2h en semaine et 3h les samedi et dimanche.

Le Capitole durcit ainsi la règle imposée en février par la justice administrative, obligeant déjà les bars de Toulouse à fermer à 3h le week-end plutôt que de rester ouverts toute la nuit comme il y était exception. Plus d'alcool, donc, jusqu'à pas d'heure.

Ce n'est pas encore la prohibition, mais cela pourrait y ressembler. Le décès d'un étudiant, tombé ivre dans les eaux du fleuve au mois de mai et les mauvaises humeurs des riverains de la place Saint-Pierre semblent avoir fait basculer le pouvoir municipal.

Il n'est pas rare dans les rues de New York ou de Montréal où les agents ne rigolent pas avec cette règle, de croiser un passant, ou une passante, biberonnant la bouteille. Mais une bouteille emballée dans un sac de papier non transparent... C'est parce qu'il sait que toutes les règles peuvent être contournées et que la répression n'est pas toujours la solution que le maire a tardé à sévir.

Pour ne pas se laisser doubler sur ce terrain là par Pierre Cohen, le leader de son opposition municipale, l'UMP Jean-Luc Modenc a tout de suite proposé que l'interdiction de consommer de l'alcool sur l'espace public soit étendu de l'hyper-centre à toute la ville. Non, mais ! (libetoulouse.fr 26.06)

Commentaire de quelques internautes.

1- Et bien, c'est du joli...ça promet une France socialo ... on va pas vraiment voir la différence !!!!!!!

2- Avec un type qui se différencie aussi peu de l'UMP, c'est une raison de plus de ne pas voter socialiste.

3- Une société qui contrôle, encadre, réprime à ce point sa jeunesse est une société réactionnaire. Cohen n'aura plus jamais mon bulletin de vote.

4- Le PS va vous surprendre lorsqu'il sera au pouvoir, par les mesures qu'il sera "obligé" de prendre si on eut que notre société demeure un peu agréable et vivable.

5- De toute façon cet arrêté municipal vise surtout à chasser de l'hyper-centre, non pas les étudiants, mais les clochards et autres SDF imbibés. Chassez ces pauvres que nous ne saurions voir! Merci pour cette leçon de "socialisme réel" Mr Cohen.

6- Ce maire de gauche a raison de faire une politique de droite puisque c'est nécessaire. D'ailleurs, ce n'est pas une loi liberticide puisqu'il s'agit de défendre la liberté des uns contre celle des autres: ceux qui veulent une ville propre et conviviale contre ceux qui veulent pouvoir beugler ivre et pisser partout. Vive la droite, même sous étiquette PS.

Braves gens, si Mr Cohen était vraiment socialiste, croyez-vous qu'il prendrait ce genre de mesures ? Cet élu comme ses semblables de "gauche" gère sa ville dans l'intérêt de la société bien pensante, qui vit confortablement, se plaint la panse pleine et le compte en banque bien garni, ces gens qui ne supportent pas les dérives qui sont le produit de l'idéologie à laquelle ils adhèrent...

Les témoignages d'incivilité incommodent tout le monde un jour ou l'autre. Mais apparemment pas le chômage, pas la précarité, pas la pauvreté, pas la jeunesse sacrifiée, désoeuvrées, sans avenir...

Messieurs et mesdames du PS, s'il vous plaît, changez le nom de votre parti, bannissez de votre langage le mot socialiste, bannisez de vos discours toute référence au socialisme ou alors disparaissez ! Sinon, de deux choses l'une : soit vous finirez comme Allende, soit le peuple aura votre peau le moment venu !

Non, nous ne nous trompons pas d'ennemi. Vous avez décidé de gérer la société pour le compte du capitalisme, de vous ranger à ses côtés, personne ne vous y a forcés, vous avez pris vos responsabilités, vous avez décidé de les assumer jusqu'au bout, demain vous enverrez la mitraille pour mater la révolution prolétarienne, ne nous loupez pas car nous ne ferons peuve d'aucune indulgence à votre égard, et ne comptez pas sur votre étiquette de socialiste pour tenter de vous en sortir, nous veillerons scrupuleusement à vous faire payer tous vos crimes, ainsi que ceux dont vous avez été les complices.

La survie du capitalisme entraîne la décomposition de toutes les couches et classes de la société. Plus de lois liberticides, toujours plus d'interdictions, plus de policiers, plus de surveillance, plus de répression, plus de prisons, etc. voilà tout ce que vous avez trouvé pour assurer la tranquillité des classes dominantes.

Dites-donc braves gens, qu'est-ce qu'il y a de socialiste là-dedans ? Rien, c'est le mode d'emploi d'un régime antisocial, profondément réactionnaire. Cette racaille a mis la main sur l'étiquette socialiste, demandez-vous s'ils ne l'ont pas volée, si ce ne seraient pas une escroquerie, une imposture, une forfaiture...

Grande-Bretagne

«C'est un appel aux armes», assure solennel Dave Prentis, secrétaire général d'Unison, le plus important syndicat britannique de la fonction publique (1,2 million de membres), qui n'a pas fait dans la dentelle. «*Nous espérons le meilleur, nous espérons des négociations, mais nous nous préparons pour le pire*», a-t-il emphatiquement déclaré devant ses délégués réunis à Manchester pour leur congrès annuel. Le pire, a-t-il promis, sera la plus importante grève générale qu'ait connue le Royaume-Uni depuis 1926. Et ce pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement de coalition (conservateurs et libéraux-démocrates) en général et la réforme des retraites en particulier.

La grève de 1926, lancée par les mineurs qui protestaient contre une réduction de leurs salaires, avait duré neuf jours. Mais le gouvernement conservateur n'avait pas cédé et les mineurs avaient été contraints d'abandonner leur mouvement. Les dernières grandes grèves au Royaume-Uni datent de 1984-1985, à nouveau initiées par les mineurs. Et, encore une fois, le gouvernement, alors dirigé par Margaret Thatcher, avait remporté le bras de fer. «Mais cette fois-ci, ce sera différent, parce que nous gagnerons», a affirmé Dave Prentis.

Le premier pas vers une grève générale historique se tiendra donc le 30 juin avec l'appel à l'arrêt de travail de plus de 750 000 employés de la fonction publique, essentiellement des enseignants. Ironiquement, Unison ne participera pas à cette grève… pour des raisons techniques. Pour déclencher un mouvement, les syndicats britanniques doivent organiser un scrutin auprès de tous leurs membres, puis déposer un préavis d'au moins sept jours. Avec plus d'un million d'adhérents, «*nous avons besoin de 17 semaines pour voter une grève*», explique une porte-parole d'Unison. Les enseignants souhaitant faire grève avant les vacances scolaires d'été, Unison a été pris de court. «*Mais ce n'est que partie remise, nous prévoyons un automne de grèves si les négociations n'avancent pas.*» Ces négociations, qui doivent reprendre lundi, concernent le report de l'âge de la retraite pour le secteur public et des pensions. Le gouvernement propose de repousser le premier de 60 ans actuellement à 66 ans à partir d'avril 2020, et d'augmenter la contribution des fonctionnaires au régime des secondes.

«*L'attaque contre les retraites du secteur public pourrait être l'élément qui rassemble l'opinion*» autour d'un vaste mouvement de protestation générale, a affirmé Liz Chinchen, porte-parole du Trade Union Congress (TUC), la confédération des syndicats britanniques. La réforme des retraites entre dans le cadre du vaste programme d'austérité entamé juste après l'arrivée au pouvoir, il y a exactement un an, du gouvernement du conservateur David Cameron.

Pourtant, en dépit de coupes sévères dans tous les budgets, de gels des salaires et d'une économie toujours très fragile, la réaction de l'opinion publique est restée jusqu'à présent modérée. Certes, le pays a connu en mars sa plus grande manifestation du secteur public jamais vue, avec un demi-million de personnes dans la rue. Pourtant, les syndicats espèrent contraindre le gouvernement à faire machine arrière, confortés par une série de revirements récents de la coalition.

Le gouvernement a en effet renoncé successivement aux points les plus polémiques de sa réforme du système de santé publique (NHS) et vient également de revenir sur celle de son système de justice. «*Au Royaume-Uni, nous avons cette tradition qu'un gouvernement se doit de poursuivre les mesures qu'il a préconisées, même quand elles sont clairement mauvaises. Thatcher l'a fait avec la poll-tax [impôt local non modulé sur le revenu, ndlr] et cela a précipité sa fin, Tony Blair l'a fait avec la guerre en Irak et cela ne l'a pas particulièrement aidé, explique Tony Travers. David Cameron semble pencher vers l'opposé, en positivant ses revirements ; c'est une attitude qui pourrait à terme payer.*»«*Je ne vais pas m'excuser d'écouter les gens et de vouloir changer les choses*», s'est défendu le Premier ministre. Et c'est sur cette capacité à réagir face à la grogne sociale que comptent sans

aucun doute les syndicats. (liberation.fr 25.06)

Economie

France. Détournement de fonds publics, cadeau aux patrons, corruption, mode d'emploi.

Les autorités françaises ont annoncé vendredi le lancement d'un "*Fonds national d'amorçage*" doté de 400 millions d'euros destiné à soutenir les jeunes entreprises innovantes.

Ce fonds ne financera pas directement les entreprises mais investira dans 15 à 20 fonds qui investiront eux-mêmes, poursuit le communiqué conjoint du ministère de l'Economie, du Commissariat général à l'investissement et de la Caisse des dépôts.

Le Fonds national d'amorçage sera géré par CDC Entreprises, filiale de la Caisse des dépôts, et les 15 à 20 fonds par des équipes de gestion professionnelles.

Ce régime d'intervention publique en capital-investissement auprès des jeunes entreprises innovantes a été validé par la Commission européenne le 20 avril, précise le texte. (Reuters 25.06)

Commentaire d'un interanaute

- "15 à 20 fonds qui se serviront grassement au passage, il va rester combien des 50 millions pour les entreprises, c'est la crise mais des millions apparaissent .. et disparaissent."

Haut de page

Le 27 juin

Mais dites-moi, j'ai cru comprendre que la France nous avait rejoint sous les tropiques, il fait une chaleur à crever chez vous, non ? Ici on se maintient entre 40 et 45°C, et je ne sais pas ce qui se passe : pas de coupures de courant depuis deux jours, étrange ! La signature de la vente de notre maison a encore été reportée d'une semaine...

Au fait, bonnes vacances à ceux qui ont la chance d'en prendre. Vous êtes les bienvenus si vous passez dans le coin, mais apparemment cette destination n'est pas prisée par les militants, il faut dire qu'en juillet et août le prix des billets d'avion augmente de 50 à 90% !

Un article de libération.fr d'hier et un commentaire pour se mettre en forme dès le lundi, car ici on continue de bosser !

La manière d'exercer la justice est un marqueur parfait d'une époque et d'un pays. Pour connaître l'état des mœurs d'une société, rien ne vaut les arrêts de jurisprudence, révélateurs des seuils de tolérance d'une population à un moment donné de son histoire. Voilà pourquoi la justice et la délinquance sont un terrain privilégié des politiques qui font là leur miel de tout «accident» capable d'émouvoir une opinion malléable. Les faits divers, que jadis la presse qualifiait de «chiens écrasés», font la part belle aux cruelles aptitudes des humains.

En période électorale, le crime devient le filon idéal pour faire trembler les chaumières et prétendre apporter la solution au «mal». C'est exactement le sens de la réforme des tribunaux, adoptée vendredi, qui joue les jurys populaires contre les juges professionnels. Une réforme qui renoue avec l'archaïsme de la seule sanction pénale et refait de la loi du talion la potion magique, censée apaiser les victimes des délinquants décrétés irrécupérables. Ce cercle vicieux, vieux comme la politique pseudo-vertueuse dénoncée par Michel Foucault, est remis au goût du jour : flatter les instincts de vengeance ne relève pas seulement du paternalisme de bas étage. C'est aussi un mépris de la conscience d'un peuple diminué par l'exploitation de la peur. Nier la peur n'a guère plus de sens. Apprendre au contraire à la maîtriser est le seul moyen de vivre dans un monde réel, parfois sauvage. Inconvénient majeur : il faudrait dire la vérité. (liberation.fr 25.06)

Alors disons la vérité : le régime qui ne doit son salut qu'à l'ignorance des masses exploitées, flatte l'ignorant, le frustré, le faible, le complexé, l'envieux, le couard, pour mieux le maintenir dans sa condition en le dressant contre lui-même ou ses semblables. Il lui balance un os à ronger en lui désignant un bouc-émissaire, sur lequel l'ignorant peut se venger de l'injustice ou des inégalités que le régime lui fait subir et dont il n'a pas conscience.

On pourrait écrire longtemps sur les imperfections et les faiblesses de l'homme, mais ce qu'il faut retenir, c'est que quel que soit son degré d'ignorance ou sa condition il demeure assoiffé de justice, et s'il aspire au progrès social à notre époque, c'est parce

qu'il estime injuste d'en être écarté ou de ne pas en profiter au même titre que les nantis.

Le gouvernement et les médias exploitent la violence issue de la décomposition de la société pour faire oublier qu'ils en sont responsables et en tirent profit. Cette exploitation nauséabonde et cynique de la misère humaine leur sert à manipuler la conscience des masses afin de dresser leurs différentes couches les unes contre les autres, car ils ne craingnent rien de plus que leur unité qui coïnciderait avec la prise de conscience de leur force qui les rendrait invincible.

L'ignorant qui se livre à la violence aveugle ne fait que reproduire les rapports sociaux de production en agissant de la même manière que la classe dominante envers la classe dominée. L'homme fort frappe sa femme plus faible, qui bat ses enfants, qui martyrisent leur chien. Dans un film d'Alain Resnais récemment diffusé sur TV5Monde Asie, le réalisateur s'exprimait en toile de fond et affirmait que les instincts de domination et de possession étaient fondamentalement étrangers à l'homme, que c'était la société qui avait fait naître en lui ce genre de rapports destructeurs dans leurs têtes, rapports dont on a souligné l'origine plus haut.

Ce film, dont je n'ai pas relevé le titre, se terminait par cette phrase : l'homme ne sera vraiment libre que le jour où il aura réussi à vaincre cette domination, autrement dit, lorsque la société ne reposera plus sur des rapports basés sur la domination d'une classe par une autre, lorsque le capitalisme aura été éradiqué de la surface de la terre et que les classes auront disparu.

Autre réflexion.

Les intellectuels qui interviennent sur le Net sont des fainéants à l'esprit étroit ou borné hantés par le stalinisme qu'ils identifient au socialisme ou au communisme. Du coup, ils s'en trouvent de plus en plus parmi eux qui se demandent comment on pourrait sortir du capitalisme sans se tourner vers ce qu'ils croient être le socialisme et qui leur fait horreur, et qui avancent l'idée d'un monde sans argent.

Je l'ai noté, car j'avais avancé l'idée en 2005 que cela règlerait effectivement tous nos problèmes, et j'avais émis un instant l'hypothèse qu'on pourrait peut-être passer directement du capitalisme à une société démonétisée, ce qui demeurera malheureusement irréalisable aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été vaincu à l'échelle mondiale. Cependant, c'est un fait que cette idée peut gagner les esprits plus facilement que celle du communisme plus compliqué à mettre en oeuvre, une utopie économique dans le sens où elle dispense de réfléchir à la manière dont on pourrait changer le monde en attendant qu'elle se réalise et cesse d'être une utopie.

Quand on entend Marie-Ségolène Royal (plus loin) se réclamer du socialisme, on a instantanément envie de lui faire connaître le même sort que Jeanne d'Arc pour qu'elle se taise définitivement.

En entendant par hasard sur TV5Monde Asie le panégyrique d'Inès de la Fressange par le maire de Paris, Bertrand Delanoë, à l'occasion d'une sauterie donnée en son honneur, on se serait cru retourné trois siècles en arrière à Versailles en présence d'un bouffon poudré à l'éloquence empoulée flattant les riches atours de la reine, j'ai ressenti la même impression à vomir qu'en présence d'une crème solaire au beurre de karité qui aurait tourné, je me suis demandé s'il était possible d'être plus ridicule et de tomber plus bas sur l'échelle de la médiocrité humaine. Je me suis demandé également comment un type aussi pitoyable avait bien pu devenir maire de Paris, les mystères de Paris !

Ces gens-là n'appartiennent manifestement pas au même monde que nous, ils ne sont pas prétentieux, ils sont carrément hautains, suffisants, méprisants, ce sont des bourgeois qui transpirent la haine de la plèbe, ils le portent sur eux, au point qu'on en soit incommodé avant même qu'ils aient prononcé le moindre mot. On se dira alors qu'il ne faut pas avoir grand chose dans la tête pour ne pas s'en apercevoir au premier coup d'oeil ou qu'il ne faut pas avoir beaucoup de principes pour les supporter ne serait-ce qu'un instant, qui plus est pour adhérer à leur parti. Ce sont les champs lexicaux de l'hypocrisie et de la forfaiture dans lesquels ils se complaisent qui leur sied le mieux.

Vous me direz que ceux qui adhèrent au PS se moquent de ces critères, et qu'ils le rejoignent sur un critère idéologique qu'ils partagent avec lui. Sans doute, ce qui signifie qu'ils partageaient déjà cette idéologie avant d'y adhérer, ce qui expliquerait qu'ils se trouvent à l'aise dans cette assemblée de dandys et d'arrivistes qui sont entrés en politique uniquement pour faire carrière et goûter du pouvoir. Ce qui me fait dire que ceux qui en sortent n'ont eu aucun effort à produire pour se séparer de l'idéologie qui les habitait quand ils y sont entrés, puisqu'ils la possédaient avant même d'y adhérer et l'on conservé en réalité après en être sorti, sauf exceptions rarissimes. Ils quittent le PS sans jamais (totalement) se défaire de l'idéologie qui leur sert de point de repère pour interpréter la société. Leur mode de pensée, leur statut social, leur mode vie, chacun de leur geste porte l'empreinte de cette idéologie bourgeoise décadente. Les en priver ou s'en défaire serait vécu par eux comme une castration aurait dit Freud, ce n'est pas Delanoë qui me contredira sur ce point !

Que l'on puisse laisser cette vermine paumadée parler au nom du socialisme est une véritable torture, pire, la fréquenter ouvertement ou discrètement comme on arpente à pas feutrés les allées du pouvoir à l'insu des militants, alors que rien ne vous y oblige, révèle un attachement à des illusions profondément enracinées ou relève d'une régression généralisée sur les principes et sur le plan idéologique.

Je n'avais pas prévu d'écrire cette causerie. Il nous restera cette semaine à aborder la question du cannabis (un article dans IO et ma réponse) et du mariage gay. Sur ce sujet, je n'ai rien à dire de particulier, hormis qu'il me semble que le développement de l'homosexualité dans la société va de pair avec sa décomposition, qu'il en est un des aspects, au même titre qu'à l'époque de la décadence de la Grèce antique ou de l'empire romain, mais je peux me tromper.

Quant au cannabis, sachant qu'il est consommé par des millions de personnes dont une majorité de jeunes, l'interdire, verbaliser, cela ne revient-il pas à pratiquer une répression de masse spécialement en direction de la jeunesse ? Pour la sauver, contre elle-même, franchement, vous y croyez ? S'il faut l'interdire sous prétexte que certains en font un mauvais usage aux conséquences parfois dramatiques, dans ce cas-là il faut absolument tout interdire ! Et qui peut l'interdire ou verbaliser ? L'état. Quel état ? Le nôtre, non, alors contentons-nous de nous occuper des problèmes qui sont de notre ressort et il y a du pain sur la planche, au lieu de mêler notre voix à celle d'un état policier.

A ce que je sache, à une autre époque tous les paysans ne sont pas devenus systématiquement des alcooliques invétérés, la petite bourgeoisie et les poètes qui pouvaient s'envoyer en l'air en buvant de l'absynthe ou en fumant de l'opium n'ont pas tous fini leurs jours au fond d'un caniveau, alors laissons chacun s'enivrer comme il le souhaite pour oublier un moment ce vieux monde pourri à défaut de pouvoir le changer dans l'immédiat.

Eh oui, c'est encore un paradoxe de leur société qu'il nous faut essayer de gérer au mieux, sans juger ou jouer au procureur ou au gendarme ! Hier ils ont interdit le port du voile, demain comme hier ils traiteront de putains les femmes qui portent des mini-jupes. Puritain ou libertin, c'est les deux faces de la même pièce frappée du sceau du pouvoir que l'argent octroie.

Bonne semaine à tous.

Politique

1- France

1.1- L'erreur !

Ségolène Royal a fait officiellement dimanche acte de candidature pour la primaire socialiste pour la présidentielle de 2012 en assurant avoir compris les erreurs de sa précédente campagne.

Ségolène Royal a assuré vouloir être "*la présidente des solutions, celle de la morale de l'action, celle du socialisme qui marche et qui obtient des résultats*". (Reuters 26.06)

Démagogie délirante produit de l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme.

1.2- Le NPA à hue et à dia.

1.2.1- Philippe Poutou, ouvrier dans l'automobile, a été élu samedi soir candidat du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) pour la présidentielle de 2012, par 53% des délégués réunis à Nanterre en conférence nationale, succédant ainsi à Olivier Besancenot.

Selon le décompte final, 122 délégués ont voté pour sa candidature, 50 contre, il y a eu 11 abstentions et 47 personnes n'ont pas pris part au vote, donnant un score de 53% sur le total des délégués et de 66,67% des exprimés.

Ouvrier de l'usine automobile Ford de Blanquefort (Gironde), où il est syndicaliste CGT, M. Poutou a déjà été tête de liste du NPA aux élections régionales en Aquitaine (2,52%) mais aussi aux législatives de 2007 (2,7%) en Gironde sous l'étiquette de la Ligue communiste révolutionnaire (devenue NPA).

En début de semaine, la commission de candidatures du NPA s'était "*majoritairement prononcée*" pour Philippe Poutou pour remplacer Olivier Besancenot qui s'est retiré début mai après avoir représenté deux fois la LCR, en 2002 (4,25%) et 2007 (4,08%).

Réunis à l'université de Nanterre en conférence nationale, sorte de mini-congrès, les délégués ont donc confirmé, après des débats longs et parfois tendus, la candidature de M. Poutou.

A la tribune, plusieurs militants se sont toutefois demandé pourquoi aucune des deux femmes porte-parole, Christine Poupin ou Myriam Martin, n'avait été désignée. Mme Martin a estimé que la commission des candidatures qui a récemment sorti le nom de M. Poutou, avait été mise en place pour "*éviter*" la sienne.

Un vote serré dans une ambiance de division. Les délégués ont en effet confirmé le vote des congrès locaux, coupant quasiment

en deux le NPA : 50,4% des militants soutenant la ligne "*identitaire*", contre 40,1% favorables à des discussions avec le reste de la gauche radicale dont le Front de gauche (FG), pour l'après-2012.

Le premier texte était soutenu notamment par Mme Poupin, MM. Besancenot et Poutou, le deuxième étant porté par Myriam Martin et Pierre-François Grond. (Liberation.fr et AFP 26.06)

1.2.2- Très pugnace, cet homme de 44 ans a en tout cas toujours su mener de front aussi bien ses activités syndicales que politiques. Aujourd'hui, il est secrétaire CGT de Ford Aquitaine Industrie (FAI) alors que pour le compte du NPA, il s'est déjà présenté à trois élections. C'est à partir de 2007 que le nom de Philippe Poutou, alors délégué CGT à l'usine, a commencé à apparaître dans les médias, quand Ford a annoncé la fin de la production en 2010 de boîtes automatiques sur le site de Blanquefort, faisant planer des menaces pour l'emploi de quelque 2 000 salariés.

Toujours disponible, excellent orateur, cet homme au look très décontracté s'est vite imposé comme un interlocuteur privilégié des journalistes au sujet de l'avenir de ce site. Aux côtés d'autres syndicalistes, il a participé à des dizaines de réunions avec la direction ainsi que les représentants politiques de tous bords. Le combat a fini par payer, puisque début mai, le géant de l'automobile américain a confirmé un plan industriel permettant de pérenniser 955 emplois au sein de FAI. (lemonde.fr 26.06)

2- Azerbaïdjan. Bruit de bottes.

Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, s'est engagé dimanche à accroître les dépenses militaires de son pays et à reprendre le contrôle des territoires revendiqués et occupés par l'Arménie.

Il a fait ces déclarations au cours d'un défilé militaire dans la capitale Bakou, le plus important depuis la fin de l'Union soviétique et l'accession à l'indépendance en 1991.

L'Azerbaïdjan et l'Arménie, qu'une guerre a opposés avec pour enjeu la région du Haut-Karabakh, ont conclu un cessez-le-feu en 1994. Depuis ce conflit, qui a fait environ 30.000 morts de part et d'autre, les Etats-Unis, la Russie et la France ont tenté de rapprocher les positions des deux camps, en vain.

"*Je suis totalement persuadé que nous recouvrerons notre intégrité territoriale, quels qu'en soient les moyens*", a dit Aliev, dont le discours et le défilé militaire ont été retransmis par la télévision nationale. "*Par conséquent, il nous faut être encore plus fort*", a-t-il ajouté.

Le Haut-Karabakh, région d'altitude peuplée majoritairement d'Arméniens de souche, faisait partie du territoire de l'Azerbaïdjan. Des troubles y ont éclaté dès 1988, avant même l'éclatement de l'URSS, et les Arméniens de souche en ont chassé les troupes de Bakou.

Dans son intervention, Aliev a indiqué que son pays, producteur de pétrole et de gaz, porterait dès cette année ses dépenses militaires à 3,3 milliards de dollars, contre 2,15 milliards l'an dernier et seulement 160 millions en 2003.

"*Le Haut-Karabakh est un pays traditionnellement azerbaïdjanais, il l'a toujours été, mais il est temporairement sous occupation, ce qui ne pourra pas durer éternellement*", a déclaré Aliev, en ajoutant que Bakou allait poursuivre ses efforts diplomatiques.

Bakou et Erevan ne sont pas parvenus à s'entendre sur un accord cadre fixant les conditions d'une résolution de leur conflit, lors d'un sommet en présence du président russe Dmitri Medvedev, vendredi dernier à Kazan au Tatarstan russe. Les deux pays rivaux se sont rejeté la responsabilité de cet échec. (Reuters 26.06)

3- Yémen

Des dizaines de milliers de personnes ont une nouvelle fois manifesté à Sanaa dimanche, demandant à Saleh de quitter le pouvoir et condamnant la politique des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite, accusés de ne pas prendre nettement position contre le chef d'Etat.

"*La position des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite est contre notre révolution (...) Nous voulons voir la mise en place d'un conseil de transition et le départ des suppôts du régime*", glisse Imar Naji, un manifestant. (Reuters 26.06)

4- Syrie

Trois mois après le début de la révolte syrienne, le président Bachar el-Assad n'a pas réussi à mettre fin à la contestation, malgré une répression sanglante. Mais les opposants ne sont pas parvenus non plus à faire pencher la balance en leur faveur; pour cela, il leur faudrait le ralliement des classes moyennes, un tel basculement pourrait alors pousser l'armée à se soulever contre le régime.

Plus de 1.400 Syriens ont été tués par les forces de l'ordre et 10.000 autres emprisonnés depuis le début des révoltes, selon le bilan des organisations de défense des droits de l'Homme.

Certes, la contestation essaime dans toute la Syrie. Mais pour l'instant, elle n'a pas gagné les grandes villes, faute d'avoir convaincu les classes moyennes.

Le pays de 22 millions d'habitants est un puzzle fragile de sunnites, de chiites, d'alaouites, de chrétiens, de Kurdes, de Druzes, de Circassiens et d'Arméniens, entre autres. Bachar el-Assad tente de se présenter comme le seul rempart contre le chaos, jouant sur la peur de conflits communautaires qui dégénéreraient en une guerre civile à la libanaise.

En outre, la Syrie jouit de sa position stratégique au Proche-Orient. Frontalière de cinq pays, elle entretient des liens étroits avec l'Iran et avec des groupes palestiniens comme le Hezbollah (Liban) et le Hamas (Bande de Gaza). Elle contrôle l'alimentation en eau de l'Irak, de la Jordanie et d'une partie d'Israël. Même si elle est officiellement en guerre avec l'Etat hébreu, qui occupe son Plateau du Golan depuis 1967, elle a gardé avec lui des contacts discrets qui ont parfois contribué à éviter un embrasement. Nombre d'acteurs régionaux n'ont donc pas envie de voir une Syrie déstabilisée.

Les sunnites sont majoritaires dans le pays et parmi les militaires du rang. Mais les hauts gradés sont majoritairement des alaouites. Cette branche du chiisme est minoritaire (11% de la population syrienne) mais elle est présente à tous les postes clefs.

La famille el-Assad est alaouite, tout comme la plupart des hauts gradés dans l'armée, et les "*chabiha*", les miliciens à la solde du régime. La Garde républicaine, chargée de la sécurité de la capitale, Damas, est aussi majoritairement alaouite, tout comme la 4e Division qui, sous la direction de Maher el-Assad, le frère du président, écrase les manifestations d'ampleur.

Tandis que les sunnites se plaignent de discriminations à l'emploi, les alaouites considèrent, eux, qu'ils seraient opprimés pour hérésie s'ils venaient à perdre le pouvoir.

Pour que les officiers alaouites tournent le dos à Bachar el-Assad, il faudrait d'abord que les classes moyennes fassent de même. Or, pour l'heure, le président syrien peut compter sur le soutien de cette part, petite mais croissante, de la population.
Ces commerçants et ces petits entrepreneurs, qui vivent surtout à Damas et à Alep, ont vu leur niveau de vie augmenter depuis que Bachar a succédé à son père Hafez el-Assad en 2000 et que l'économie du pays s'est ouverte.

"*Jusqu'à maintenant, ils pensent que le régime d'Assad assure la stabilité*", analyse Hilal Khashan, professeur de sciences politiques à l'Université américaine de Beyrouth. "*S'ils parviennent à la conclusion qu'Assad n'est pas leur homme et qu'ils ne peuvent pas se reposer sur le régime, ils se joindront au mouvement de protestation*".

C'est alors que les militaires pourraient entrer en jeu. (AP 26.06)

Haut de page

Le 28 juin

Je suis retourné ce matin au bureau de l'immigration, je croyais mon dossier complet, pas de bol, ils me réclament le certificat de naissance en anglais de Magueswary et un certificat de mariage traduit en anglais visé par le consulat de France à Pondichéry et certifié par the ministry of External Affaire à Chennai, de mieux en mieux, je suis reparti pour un marathon adminstratif ! On est mariés depuis 21 ans et ils ont déjà reçu en plusieurs exemplaires les documents qu'ils me réclament. No comment !

Quelques sujets en très bref.

1-- Des tâches d'intérêt commun comme nouvelle sanction scolaire - Liberation.fr (27.06)

Effectuées gratuitement à la place d'un employé de service ou un chômeur ? J'oubliais que les chômeurs sont tous des fainéants en puissance, de vulgaires profiteurs... Après cela ils vont aimer l'école, c'est sûr !

2-- Dimanche, lors de l'émission politique Le Grand Jury/RTL/LCI/Le Figaro, Alain Juppé a estimé "*utile*" de revenir aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, dans le cadre du projet de l'UMP pour la présidentielle de 2012.

"*Quelles sont les valeurs de l'UMP? Tout simplement, les valeurs de la République. (...) Liberté, égalité, fraternité. On se rend compte que quand on décline ces trois thèmes, on retrouve leur modernité, leur actualité*", a ajouté Alain Juppé.

A l'occasion d'un point de presse, le maire de Bordeaux a également redit qu'il était favorable au mariage homosexuel, reconnaissant qu'"*on n'a pas aujourd'hui sur le mariage homosexuel, le même regard que celui qu'on avait il y a 20 ou 30 ans*".

"*Les responsables politiques ne sont pas toujours là pour suivre l'opinion, mais ils doivent malgré tout tenir compte, en démocratie, de l'évolution de l'opinion et dans ce domaine, l'opinion a beaucoup évolué*", a-t-il déclaré. (AFP 27.06)

C'est surtout "*utile*" en campagne électorale, puisque Marine Le Pen se réclame de la République, c'est pour dire que ce terrain est une planche pourrie ! En revendiquant une République sociale, on donne un autre contenu de classe aux valeurs de la République...

3-- La jeunesse d'aujourd'hui est toujours rêveuse mais moins idéologue. Elle tourne pragmatique: elle veut des solutions. L'utopie est belle pour qui a un job. Des générations n'en n'ont pas. Les jeunes veulent du concret, du possible. Les ONG en proposent, pas le NPA. (slate.fr 27.06)

Erreurs :

1- Avec l'approfondissement de la crise du capitalisme, l'idéologie va de plus en plus alimenter les discussions dans les mois et années à venir. Quand la jeunesse s'oppose au racisme ou à la xénophobie, elle mène un combat sur le terrain idéologique, même si en grande partie elle l'ignore ;

2- La jeunesse "*veut des solutions*", mais il n'en existe pas sous ce régime ;

3- Si les travailleurs et les jeunes qui ont un emploi avaient une utopie en tête cela se saurait, le problème c'est justement qu'ils n'en ont pas ;

4- Le "possible", un salaire de misère, la surrexploitation, occuper un emploi sans rapport avec sa qualification ou ses diplômes, etc., il faut l'état d'esprit d'un esclave pour s'en trouver bien ou celui d'un larbin comme l'auteur de cet article, Eric Le Boucher (Les Echos, Le Monde notamment) ;

5- Les ONG proposent d'accompagner la destruction des services publics et les conséquences de la crise du capitalisme dont sont victimes les travailleurs au lieu de les combattre en s'attaquant à leurs racines.

Les ONG, financés par les liquidateurs de nos droits sociaux, gouvernements et capitalistes, ont pour fonction d'associer des travailleurs inconscients à leur oeuvre destructrice, afin de la légitimer et de renforcer l'idée que le meilleur et surtout le pire relève d'une terrible fatalité contre laquelle évidemment nous serions impuissants, un sparadrap sur une jambe de bois.

Le Boucher n'a pas inventé le fil à couper le beurre, tout le monde aspire à une solution à ses problèmes, tout de suite, immédiatement, mais par le fait qu'il n'en existe pas de satisfaisantes sous ce régime, cela force chacun à réfléchir davantage sur sa condition, la place qu'il occupe dans la société, à la société elle-même, comment elle fonctionne, c'est ainsi que mûrit l'idée qu'il existe bien une solution, mais au-delà de ce régime qu'il faut commencer à abattre.

La crise du capitalisme est une aubaine, car elle conduit des millions de travailleurs et jeunes à se poser un tas de questions qu'ils ne se seraient pas posés autrement, à chercher une issue politique...

4-- "*La Libye (...) n'accepte pas les décisions de la CPI (Cour pénale internationale) qui est un instrument du monde occidental pour poursuivre les dirigeants du tiers-monde*", a déclaré le ministre de la Justice, Mohammed al Kamoudi, lors d'une conférence de presse à Tripoli. (Reuters 27.06)

Le CPI est un tribunal d'exception, illégitime, qui a pour fonction de juger des bouc-émissaires du capitalisme mondial parmi ceux aqui le représentaient encore hier, et dont il n'a plus besoin aujourd'hui ou qu'il estime devenu trop encombrants. Bush devrait être condamné à mort par la CPI pour avoir bombardé et envahi l'Irak sous un faux prétexte, l'existence d'armes de destruction massive qui en réalité n'ont jamais existé, non ?

Parole d'internaute

(A propos d'Arnaud Montebourg)

- "Si, si je le connais, je l'ai rencontré plusieurs fois dans le TGV Paris -Le creusot. j'ai rarement vu quelqu'un d'aussi arrogant dans son attitude et c'est aussi le seul homme politique que j'ai rencontré dans le train qui n'avait aucun dossier et qui a bullé tout le temps du trajet." (slate.fr 27.06)

Cet internaute confirme ce que j'ai écrit hier à propos des dirigeants puants du PS.

Politique

1- France

Jean-Louis Borloo, président du Parti radical, continue de jouer avec les nerfs de l'UMP. Il inaugurait, dimanche 26 juin à Epinay (Seine-saint-Denis), la nouvelle confédération des centres baptisée Alliance républicaine, écologiste et sociale (Ares).

Ce mouvement pérenne se veut "*une force politique alternative entre un PS dépassé par les enjeux du XXIe siècle et une UMP qui s'est rétrécie, incapable d'entrer dans l'action*", a lancé celui qui était encore numéro deux du gouvernement il y a huit mois.

"*Nous avons un cap, une vision, des valeurs*", a souligné Jean-Louis Borloo. Notre "*force doit avoir un candidat à l'élection présidentielle*", a-t-il ajouté. "*J'en ai marre de la politique de dénonciation de l'autre et de la politique spectacle. Nous avons une obligation d'action immédiate et concrète*", a-t-il lancé, en présentant l'union des centres comme "*la force anti-FN*". "*C'est nous la force anti-21 avril parce qu'on répond aux Français par l'action. Si on laisse s'affronter le vainqueur de la primaire entre énarques socialistes et l'UMP actuelle, je vous garantis qu'on aura un FN au second tour*", a-t-il prédit, retournant l'argument de ceux qui l'accusent de favoriser une percée de l'extrême droite en divisant la majorité.

Sur RMC, Xavier Bertrand, le ministre du travail, a également mis en garde son ex-collègue centriste. "*S'il est candidat, c'est de la division. S'il y a de la division, il y a effectivement le risque que la droite et le centre ne soient pas représentés au second tour.*" Sur France 2, Nadine Morano, ministre de l'apprentissage et fidèle sarkozyste, a aussi expliqué que la candidature de son ancien collègue au gouvernement n'avait pas de sens."*Il n'y a aucune différence entre Jean-Louis Borloo et nous. Nous sommes vraiment dans la même famille politique*", a-t-elle conclu. (Le Monde.fr avec Reuters et AFP 27.06)

Mais nous n'en avons jamais douté, ce qui n'est pas le cas de tout le monde...

2- Espagne

La chambre basse du Parlement espagnol a approuvé lundi le projet de loi du gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero reculant l'âge de la retraite de 65 à 67 ans.

Le texte doit a présent être examiné dans les prochaines semaines par le Sénat, qui peut l'adopter ou le renvoyer avec des amendements vers la chambre des députés.

Les Espagnols, selon la législation actuelle, peuvent prendre leur retraite à taux plein à 65 ans après 35 années de cotisations à la sécurité sociale. Si le projet de loi est définitivement adopté par le Parlement, l'âge de la retraite sera progressivement reculé à 67 ans à partir de 2013, avec 37 ans de cotisations. Il sera possible de partir en retraite à 65 ans, mais 38,5 années de cotisations seront nécessaires. (AP 27.06)

Antisocial le PSOE, le PASOK, le Labour Party, le PS, etc, mais non, mais non, vous n'avez pas envie de monter une petite délégation en direction des élus de ces partis, comment, le front unique ne vous tente plus, non, mais alors dites-nous, il va falloir que vous nous expliquiez pourquoi.

3- Syrie

Quelque 190 intellectuels et critiques du régime syrien se réunissaient lundi à Damas pour discuter des stratégies permettant une transition pacifique vers la démocratie. Ce rassemblement d'une journée est le premier d'opposants au régime du président Bachar el-Assad.

Les autorités syriennes ne se sont pas opposées à la tenue de cette réunion, dans un hôtel du centre de Damas. Elle a commencé par l'hymne national, avant une minute de silence à la mémoire des victimes de la répression.

"*Nous sommes ici pour mettre en avant une vision sur les moyens de mettre fin à la tyrannie et assurer une transition pacifique et sûre vers l'Etat espéré: un Etat de droit, de démocratie et d'égalité*", a déclaré l'écrivain Louay Hussein, une des figures de l'opposition syrienne et un des organisateurs du rassemblement. Le régime de Bachar el-Assad doit "*disparaître*", a-t-il lancé.

D'autres militants de l'opposition, en Syrie et à l'étranger, ont critiqué la tenue de cette réunion. Le gouvernement syrien va "*l'exploiter*" pour faire croire à sa volonté réformatrice et "*dissimuler les arrestations, les meurtres et les tortures quotidiens*", a ainsi estimé Walid al-Bunni. Il dit ne pas avoir été invité à la conférence, en raison du "*véto*" mis par les autorités syriennes à la présence de certaines personnalités.

"*Nous aurions été plus heureux si les organisateurs de la conférence avaient été libres d'inviter qui ils voulaient. En tant que telle, ce n'est pas une conférence de l'opposition*", a-t-il dit à l'Associated Press.

La Coordination de la révolte syrienne, un autre mouvement d'opposition, a également exprimé son mécontentement, estimant qu'on donnait au gouvernement syrien une occasion de propagande.

Rami Abdul-Rahman, directeur de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme, a lui appelé l'opposition à surmonter ses divisions. "*Cette rencontre à Damas est consultative. Ce n'est pas une rencontre avec le régime syrien*", a-t-il souligné. "*L'objectif est de trouver une transition vers la démocratie, d'arrêter le glissement vers la guerre civile*".

Michel Kilo, un des écrivains et militants syriens pour la démocratie les plus reconnus, a appelé le régime à autoriser les partis d'opposition et supprimer l'article de la Constitution instituant la prééminence du parti Baas de Bachar el-Assad dans "l'Etat et la société".

Le salut ne peut venir que d'une transformation politique pacifique, a de son côté déclaré lors de la conférence l'universitaire Munther Khaddam. "*L'alternative est sinon l'inconnu, et la destruction de la société*", a-t-il ajouté. (AP 27.06)

4- Soudan

Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé lundi à l'unanimité le déploiement de 4.200 militaires éthiopiens dans la région soudanaise d'Abyei, pour une durée initiale de six mois.

Cette résolution, soumise par les Etats-Unis, doit répondre à la multiplication des conflits dans cette région riche en pétrole, source d'un contentieux entre le gouvernement de Khartoum et le Sud-Soudan.

Khartoum a envoyé ses blindés en mai dans la région, provoquant un exode de dizaines de milliers de personnes. Le Sud doit proclamer son indépendance le 9 juillet.

Les deux gouvernements ont conclu un accord prévoyant la démilitarisation de la région et le déploiement de la force éthiopienne. Cette force tampon sera distincte de la mission des Nations unies au Soudan (Minus), dont Khartoum exige le départ avant le 9 juillet. (Reuters 27.06)

Une mesure pour protéger les puits de pétrole ?

Social

France

"*On a l'impression qu'on nous pousse dehors*", témoigne Agnès, enseignante en mathématiques et mère de trois enfants. 30 000 fonctionnaires, mères de trois enfants, partiront en retraite anticipée au 1er juillet 2011, a révélé Les Echos. C'est "*deux fois plus qu'une année classique*", selon le quotidien économique. Un afflux prévisible après la réforme des retraites. Mais ni avec une telle ampleur ni avec ce sentiment de malaise.

Jusqu'ici, les mères fonctionnaires de trois enfants et plus pouvaient partir en retraite anticipée après quinze ans de service. La loi du 10 novembre 2011 supprime ce droit à compter du 1er juillet 2011, date de l'entrée en application de la réforme des retraites.

En clair, les fonctionnaires, mères de trois enfants ont eu un choix à faire: profiter de ce droit immédiatement ou y renoncer complètement. Sans poids, ni mesure. "*Si je ne prenais pas ma retraite cette année, je perdais tous mes avantages. Du coup, je me suis sentie obligée de signer, même si je me sens encore capable de continuer quelques années*", raconte Agnès, jeune retraitée âgée de 50 ans.

"*Je n'ai pas spécialement bien vécu cette réforme. Les règles du jeu ont changé en cours de route, raconte Florence, conseillère d'orientation-psychologue. J'envisageais de prendre ma retraite vers 56 ans et je la prend à 48 ans. Je vais toucher 49% de mon traitement comme pension, si j'avais pu continuer cinq ou six ans de plus, j'aurai pu toucher 65%. C'était ça ou continuer jusqu'à 62 ans*."

Même phénomène à l'hôpital. Le directeur de la Caisse de retraite des agents des hôpitaux et des collectivités territoriales (CNRACL), cité par Les Echos , indique que "*18 900 départs sont intervenus durant le premier semestre*" dans les hôpitaux. (lexpress.fr 27.06)

Economie

France

La volatilité des prix des produits alimentaires va obliger les agriculteurs à "*jongler entre les bonnes et les mauvaises années*", conclut un rapport sur les prix et les marges du secteur, qui constate les tensions croissantes entre producteurs, industriels et distributeurs.

Ces derniers, constate ce rapport, ont fortement accru leurs marges sur un certain nombre de produits de grande consommation, comme le beurre, l'emmental ou la viande de porc par exemple.

Ce document de 240 pages remis lundi au ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Bruno Le Maire, synthétise les travaux de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires, créé à l'automne dernier dans le but d'assurer un "*juste équilibre*" dans la répartition de la valeur ajoutée des filières concernées, au profit des producteurs.

Et les données compilées dans le rapport permettent de mesurer l'ampleur du chantier. Elles montrent entre autres une tendance régulière à la hausse des marges brutes des grands industriels des produits laitiers d'une part, de celles des distributeurs d'autre part sur les dix dernières années.

Ainsi, entre 2001 et 2011, la marge brute de la distribution en grands magasins spécialisés a augmenté de près d'un tiers pour l'emmental, d'environ 50% pour la côte de porc et de quasiment 100% pour le beurre en plaquette.

L'exemple de la longe de porc, cité par Les Echos, illustre bien cette répartition et ces évolutions. En 2000, 45 % du prix final du produit revenait à l'éleveur, qui touche aujourd'hui seulement 36 %. La part de l'industriel, chargé de l'abattage, a également chuté, passant de 11 % à 8,8 %, tandis que le distributeur a augmenté sa marge, passant de 39 % du prix final en 2000 à 55 % aujourd'hui.

Parmi les premières réactions à la publication du rapport, les chambres d'agriculture de France estiment que l'Observatoire "*démontre que souvent les producteurs ne peuvent tout simplement pas vivre de leur travail*".

"*Si les professionnels ont systématiquement répercuté les hausses de prix agricoles en 2007, ils se sont bien gardé de faire de même pour les baisses observées dès le deuxième semestre 2008*", constate l'UFC-Que Choisir dans un communiqué. (Reuters et lemonde.fr 27.06)

La Talonnette a montré l'exemple en augmentant son salaire de 172% en arrivant au Château, les banksters et les gangsters du CAC 40 lui ont emboîté le pas, tous leurs semblables qui pouvaient les imiter s'en sont donnés à coeur joie, normal.

Haut de page

Le 29 juin

Suite de mon calvaire administratif en Inde. Je suis allé ce matin au consulat de France avec une copie en anglais de mon acte de mariage (1990) pour leur demander de le certifier. Impossible, je dois écrire à la mairie où nous nous sommes mariés pour obtenir un acte de mariage intégral, ensuite je devrai le faire traduire en anglais par un avocat à Pondichéry, après je devrai retourné au consulat pour qu'ils le certifient, le tout étant à mes frais évidemment. Ce matin j'ai reçu mon nouveau passeport (biométrique) après un délai de 3 semaines. Impossible de changer l'adresse dessus, donc si je déménage dans une semaine, je devrai retourner au consulat avec des photos, attestation de domicile, etc. et attendre à nouveau 3 semaines. A ce rythme-là, j'aurai mon nouveau visa dans 3 mois car il va me falloir remplir de nouveaux formulaires avec les références de mon nouveau passeport, etc. Restons calme !

On va laisser tomber le cannabis, le mariage gay et les autres questions de société secondaires pour se recentrer sur l'économie dans les jours qui viennent. J'ai commencé à écrire quelques lignes, mais sans électricité et plus de 40°C, je crève littéralement, j'arrête de bosser et je sors de cette fournaise. En attendant j'ai mis en ligne dans la rubriques *Documents* section *Economie*, un article intéressant qui résume bien la situation : *Sortir de l'impasse monétaire*. Son auteur revient sur les modifications intervenues au niveau de la banque, la monnaie et l'Etat de 1945 à 2010. Il et facile à lire et comprendre par tous les militants.

En très bref.

1- Chine. Colossal !

Selon un premier rapport public, les collectivités locales chinoises ont en effet accumulé une dette de 1.160 milliards d'euros fin 2010. Un chiffre colossal qui représente 27% du produit intérieur brut (PIB) et ferait grimper le total de la dette chinoise à plus de 80% de son PIB, selon les calculs de plusieurs experts.

En cause, les milliards prêtés par les banques de l'empire du Milieu en 2009 et 2010 pour accompagner le plan de relance adopté fin 2008, alors que le pouvoir central redoutait un ralentissement économique. (lefigaro.fr 28.06)

2- Grèce. "***Il n"y a pas de plan B***"

2.1- "*Les investisseurs anticipent une issue favorable (du vote en Grèce) et un règlement d'une manière ou d'une autre. Personne n'a vraiment envie que la Grèce fasse défaut parce qu'on est incapable de prédire l'impact qu'aurait un défaut de l'un des pays de la zone euro*", a commenté Anita Paluch, trader d'ETX Capital.

Eclipsant les nouveaux affrontements à Athènes entre forces de l'ordre et manifestants anti-austérité, plusieurs facteurs ont contribué à cette embellie, au premier rang desquels les progrès apparents dans les discussions sur la participation du secteur privé au nouveau plan soutien financier à Athènes.

Principale difficulté de ces pourparlers : ils doivent aboutir à un engagement volontaire des créanciers privés d'Athènes à reconduire une partie de leur prêts; dans le cas contraire, les agences de notation pourraient en effet considérer leur contribution au plan comme le déclencheur d'un défaut de la Grèce sur sa dette de 340 milliards d'euros. (Reuters 28.06)

2.2- Les marchés d'actions en Europe ont fini en hausse mardi, dopés par un optimisme croissant sur les chances de résolution de la crise grecque, notamment sur le vote au Parlement d'un nouveau plan d'austérité dans le pays.

L'annonce dans le Wall Street Journal, qui cite des sources au gouvernement, que le Portugal compte renforcer ses mesures d'austérité, destinées à réduire le déficit public, a également contribué à une accélération des gains en fin de séance.

Les valeurs bancaires, profitant de l'optimisme concernant la crise de la dette grecque, ont figuré parmi les plus fortes hausse du CAC. (Reuters 28.06)

2.3- Si le parlement grec ne vote pas le programme d'austérité présenté par le gouvernement, cela aura pour conséquence que le pays se retrouverait immédiatement dans une situation de défaut, a déclaré mardi Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires.

"*La seule manière d'éviter un défaut immédiat consiste en ce que le Parlement soutienne la nouvelle version du programme économique (...) Il doit être approuvé pour que la prochaine tranche du plan d'assistance financière soit versée*", souligne-t-il dans un communiqué.

"*A ceux qui spéculent sur d'autres options, je dis clairement, il n'y a pas de plan B pour éviter un défaut*", ajoute Olli Rehn. (Reuters 28.06)

3- NPA. La crise.

Entendu lors du congrès du NPA. «*Nous ne sommes pas au bord de la scission mais il y a une fracture*», dit, amer, Frédéric Borras, membre de la direction.

Les derniers unitaires ont pactisé avec ceux qui tenaient la barre du parti, aujourd'hui minoritaires, comme Pierre-François Grond : «*On ne peut pas passer de 9 300 à 3 000 votants en disant que tout va bien ! Un petit parti en crise ne peut pas être une réponse à lui seul.*» La crise ? «*Un passage obligé*» pour Besancenot.

Les féministes hurlent au scandale d'avoir choisi un homme alors que deux femmes porte-parole ont été nommées en avril. Candidate potentielle mais victime du «*tout sauf*», l'une d'elles, Myriam Martin, sort de l'amphi en retenant ses larmes après son intervention. (liberation.fr 27.06)

Rageant, on récolte ce qu'on a semé, non ? Des illusions.

Parole d'internaute

- "la Grece n'était pas un pays surendettés jusqu'au sauvetage des banques par le gouvernement précédent, suite a la crise des subprimes (80 miliard de dette en 2008, contre 350 miliards actuellement). Sans cette dette contractee pour renflouer les banques, le budget grec sera equilibre !

Donc non on ne peut pas dire que les contribuables européens financent les fonctionnaires grecs, ni la Grèce en général. ils financent plutôt les banquiers à cette heure-ci." (lefigaro.fr 28.06)

Politique

Sénégal

Des soldats ont été déployés, mardi 28 juin, autour des bâtiments publics de Dakar. Des véhicules blindés gardaient la présidence et au moins un hélicoptère de combat survolait la capitale sénégalaise au lendemain d'une nuit d'émeutes provoquée par des coupures de courant chroniques et prolongées.

De nombreuses maisons et entreprises de la capitale étaient toujours sans courant trente heures après la rupture de l'électricité, exacerbant le ressentiment envers les autorités, jugées incapables d'assurer l'alimentation normale des foyers.

Dans la nuit de lundi à mardi, plusieurs bâtiments publics de Dakar et des environs, notamment ceux de la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec), ont été incendiés par des habitants excédés par les coupures d'électricité de plus en plus longues et fréquentes.

Dans le quartier des Parcelles assainies, les locaux de la Senelec étaient également en feu et les rues étaient jonchées de pierres et de débris, signe du passage de manifestants en colère, qui n'étaient plus présents sur place, pas plus que les forces de l'ordre. La mairie de ce quartier a aussi été saccagée et brûlée.

Dans la banlieue de Pikine-Guiédawaye, c'est le siège des services fiscaux qui a été totalement saccagé et incendié. Les pompiers tentaient de maîtriser l'incendie.

Un policier présent sur les lieux a affirmé que les manifestants "*ont tout emporté avec eux, y compris le coffre-fort*". Selon lui, "*c'est toute la ville de Dakar qui s'est embrasée*", avec des bâtiments de la Senelec également incendiés dans les quartiers de Yembeul et de Daroukhane. Un peu partout dans la ville, des pneus incendiés étaient visibles.

Plus tôt dans la journée de lundi, des manifestations de colère populaire contre la Senelec s'étaient également produites à Mbour, ville du littoral située à environ 80 kilomètres au sud de Dakar. Des forces de l'ordre étaient intervenues pour les disperser à coups de grenades lacrymogènes. Les protestataires s'étaient ensuite disséminés dans les quartiers, bloquant des voies, brûlant des pneus, et saccageant les locaux de la Senelec.

"*Tout est cassé à la Senelec*", ordinateurs et véhicules, a raconté un témoin ajoutant que "*les vingt-sept quartiers de Mbour ont chacun*" leur foyer de tension. Il a parlé d'"*émeutes des délestages*".

Le Sénégal est en proie à des coupures régulières d'électricité depuis des mois, qui se sont aggravées ces dernières semaines, durant parfois deux jours d'affilée dans certaines zones. Ces "*délestages*", qui touchent la plupart des villes, ont un impact négatif sur l'activité économique, en particulier pour les petits commerces, très nombreux.

Ces manifestations de colère ont éclaté quatre jours après une journée d'émeutes, jeudi, à Dakar, provoquée par un projet de loi du président Abdoulaye Wade visant à permettre, dès février 2012, l'élection simultanée d'un président et d'un vice-président avec un minimum de 25 % des voix au premier tour. (lemonde.fr 28.06)

Hier, chez nous (en Inde), ils ont encore coupé le courant de 6h à 9h du matin, on y est habitué depuis près d'un an, à cette heure-là la température est supportable. A 20h hier soir à l'extérieur le thermomètre affichait encore 38°C, la journée il a dû faire aux alentours de 45°C. Tenez, ils ont recoupé à midi, il est 16h30 et on n'a toujours pas de courant, donc pas de climatisation, quant au ventilateur, il brasse de l'air bouillant, vaut mieux encore sortir à l'ombre d'un cocotier et profiter du brin d'air qui va qui vient...

Le problème, c'est la faiblesse de la production alors que la consommation a fortement augmenté avec l'élévation du niveau de vie de la population d'une part, et d'autre part la consommation industrielle qui a explosé avec l'implantation de nombreuses usines étrangères dont Ford et Renault au Tamil Nadu où j'habite.

Egypte

Un tribunal égyptien a ordonné mardi la dissolution de plus de 1.750 conseils municipaux considérés comme l'un des derniers

vestiges du régime d'Hosni Moubarak.

La décision du tribunal administratif, annoncée par le juge Kamal el-Lamei, répond à l'une des revendications majeures du mouvement de contestation qui a entraîné la chute du président Moubarak en février.

Les instances locales, dont les sièges sont pourvus lors d'élections largement considérées comme truquées, étaient l'un des puissants soutiens du parti au pouvoir de Moubarak.

Elles étaient devenues particulièrement importantes après les amendements constitutionnels de 2005, qui exigeaient des candidats à la présidentielle d'obtenir l'appui d'un certain nombre de représentants des conseils locaux ainsi que de membres du Parlement égyptien.

La décision, qui fait suite à une action en justice intentée par un ingénieur, Hamdi el-Fakharani, peut encore faire l'objet d'un appel, mais l'opposition populaire pourrait rendre difficile toute contestation émanant des militaires actuellement au pouvoir en Egypte.

D'après Hamdi el-Fakharani, qui dit avoir été rejoint dans son action par dix membres indépendants des conseils attestant de faits de corruption au sein de ces instances, 97% des membres des conseils municipaux appartenaient au Parti national démocratique, la formation de Moubarak désormais dissoute.

Un important rassemblement doit avoir lieu la semaine prochaine en signe, notamment, de soutien en faveur de la dissolution des conseils à l'approche des législatives prévues en septembre. (AP 28.06)

Social

France

En mai, Pôle emploi a enregistré, en France métropolitaine, 17.700 demandeurs d'emplois supplémentaires en catégorie A, ceux qui n'exercent aucune activité. Soit une augmentation de 0,7% par rapport à avril.

Ce fort revond concerne aussi ceux qui exercent une activité réduite: +0,7% pour la catégorie B (moins de 78h travaillées dans le mois), +2,2% pour la catégorie C (plus de 78h).

Au total, catégories A,B,C confondues, 4.078.500 personnes sont considérées comme demandeurs d'emplois. Leur nombre n'a jamais été aussi élevé depuis au moins 14 ans, selon nos calculs. Sur un an, il augmente de 1%.

Si l'on inclue des départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emplois dans les catégories A, B et C atteint 4.341.400. Un chiffre en hausse de 0,9% sur un mois et de 4,1% sur un an.

Fait notable: les jeunes (et en particulier les hommes) sont particulièrement concernés par cette hausse: +1,3% pour les moins de 25 ans (catégorie A). Un retournement complet par rapport à la tendance observée sur un an (-6,6%). C'est la classe d'âge la plus touchée ce mois-ci. Avec les plus de 50 ans (la hausse est de 0,9% sur un mois et elle atteint 12,3% sur un an) qui, catégories A,B,C confondues, enregistrent la même hausse.

Qu'est-ce qui explique cette remontée brutale du nombre de demandeurs d'emploi? Pas les licenciements économiques (-7%). En revanche, le nombre de «premières entrées» a fortement augmenté: +15,7%. le nombre de démissions, de reprises d'activité, de fins de mission d'intérim aussi. Les fins de CDD fournissent toujours le gros des arrivées.

Autre tendance confirmée: l'importance du chômage de longue durée. Le nombre de personnes inscrites au chômage depuis un an ou plus a augmenté de 0,8% en mai pour les catégories A, B et C et affiche une progression de 10,5% par rapport à mai 2010. (liberation.fr et Reuters 28.06)

Economie

1- FMI

Christine Lagarde, choisie mardi pour diriger le FMI, a déclaré que son objectif premier serait que l'institution continue dans la même voie et a appelé à une entente nationale en Grèce.

Christine Lagarde, première femme à diriger le FMI après dix hommes, a été soutenue par l'Europe, les Etats-Unis et des pays dits émergents comme la Chine, la Russie et le Brésil.

"*L'action du FMI doit être pertinente, proactive, efficace et légitime, pour assurer une croissance plus forte et durable, la stabilité macroéconomique et un avenir meilleur pour tous*", a dit Christine Lagarde dans un communiqué.

"*Le FMI a été au service de ses 187 pays membres pendant la crise économique et financière mondiale, ce qui l'a amené à évoluer profondément. Mon objectif premier à la tête de notre institution sera de faire en sorte qu'elle continue dans cette voie avec la même détermination et le même engagement*", poursuit-elle.

Sur TF1, la ministre française a appelé l'opposition grecque à une entente nationale avec le parti au pouvoir pour sortir le pays de la crise.

"*Si j'ai un message à faire passer ce soir concernant la Grèce, c'est un appel à l'opposition politique grecque pour qu'elle rejoigne dans une entente nationale le parti qui est actuellement au pouvoir. Il y va vraiment du destin d'un pays, de sa sécurité*", a dit la ministre.

Interrogée sur une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro, elle a répondu : "*C'est le scénario du pire qu'il faut impérativement et par tous les moyens éviter*". (Reuters 28.06)

La voix de Washington ! Un "*avenir meilleur pour tous*", ben voyons, les Grecs n'y croient plus et bientôt les travailleurs de l'ensemble de l'UE, du monde !

2- Nouveau coup tordu de la BCE.

Une banque européenne sur six pourrait échouer aux tests de résistance, a-t-on appris mardi de sources de la zone euro au fait du dossier.

Ces résultats, dont la Banque centrale européenne (BCE) espère qu'ils persuaderont les investisseurs que l'UE est finalement au clair avec ses problèmes bancaires, devraient inciter les Etats réticents à soutenir celles de leurs banques qui ne peuvent se financer elles-mêmes.

Selon les sources interrogées, l'Autorité bancaire européenne (ABE) devrait annoncer dans les semaines à venir qu'entre 10 et 15 des 91 banques qui ont passé ces stress tests ont échoué. Il s'agit notamment de banques grecques, allemandes, portugaises et espagnoles.

Les tests 2011 ont cherché à déterminer si les établissements européens possédaient les fonds propres nécessaires pour faire face à des scénarios de chocs économiques sévères avec leurs conséquences telles que des prêts non remboursés. Ils ont également mesuré l'impact d'une dépréciation des titres détenus par les banques, notamment de ceux émis par la Grèce.

Les banques européennes doivent afficher un ratio de fonds propres "*durs*" supérieur à 5% pour réussir les nouveaux tests de résistance qui simulent une récession de deux années, dans le cadre d'une opération visant à rassurer les contribuables et à redorer l'image du secteur.

"*Combien de banques devraient échouer? Je dirais entre dix et 15*", a déclaré une source de la BCE, laquelle a élaboré les tests conjointement avec l'ABE.

Selon une autre source, l'ABE souhaite que le nombre d'échecs approche ce niveau afin de prouver que ces tests sont sérieux. Toutefois, le nombre de banques en échec ne devrait pas être plus élevé car l'ABE ne veut pas provoquer une panique sur les marchés, susceptible d'aggraver la crise budgétaire européenne.

"*Afin de démontrer que ces tests sont crédibles, l'ABE devra montrer que le nombre d'échecs est significatif sans être considérable*", a dit une source. "*Un chiffre autour de dix semble adéquat*".

Ces tests ont également une envergure politique.

"*Tous les régulateurs nationaux se battront pour qu'aucune de leurs banques ne figure sur la liste*", commente une source. "*C'est une marque d'incompétence*".

L'ABE s'efforcera toutefois de ne pas concentrer la pression uniquement sur les pays les plus fragiles, comme l'Espagne, pour ne pas créer une aversion des créanciers internationaux envers ces pays et leurs banques.

"*Ils vont éviter de faire ressortir un épicentre*", explique une source. "*Si c'était l'Espagne, ce serait une très mauvaise nouvelle.*

Un échec de banques allemandes aux stress tests serait beaucoup moins risqué."

En attendant les résultats officiels, dans les ministères des Finances des Etats européens, on se prépare désormais à agir pour soutenir les banques qui n'auront pas réussi les tests. (Reuters 28.06)

Il s'agit pour la BCE, à partir de critères arbitraires choisis pour l'occasion, de démontrer que certaines banques dans certains pays présenteraient des faiblesses afin de légitimer leur renflouement par les Etats concernés, qui ainsi verront leur endettement augmenter, pour justifier ensuite des coupes claires dans leurs budgets sociaux, de nouvelles privatisations, l'adoption de nouvelles mesures d'austérité...

La BCE, la Fed, Wall Street et les agences de notations américaines, on a compris, c'est la même boutique.

3- France. La dictatiure des trusts.

Lactel, Président, La Laitière, Rondelé… Toutes ces marques appartiennent au même groupe, Lactalis. Son nom, méconnu, n'est pas présent sur les étiquettes. Mais ses dizaines de produits sont partout dans les étals et en font un géant multinational du lait. En achetant l'italien Parmalat ce mardi, le groupe pourrait même bien devenir le numéro un mondial. (Dernière minute: Le groupe Lactalis a bien pris le contrôle de Parmalat mardi à 19h)

Déjà présent dans 148 pays, où il collecte près de 10 milliards de litres de lait chaque année, le groupe Lactalis pourrait en effet atteindre avec cette acquisition un chiffre d'affaires de 14 milliards d'euros, et devancer Danone et Nestlé, ses deux concurrents. Une ambition de plusieurs décennies pour ce groupe familial né en commercialisant Président, le premier camembert pasteurisé, dans les années 60. (20minutes.fr 28.06)

4- Portugal

Le nouveau gouvernement portugais de centre-droit a présenté mardi au parlement un programme sur quatre ans visant à remplir ses obligations liées au plan d'aide international de 78 milliards d'euros.

Comme convenu avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (UE), le gouvernement veut céder des participations de l'Etat dans la société de services aux collectivités Energias de Portugal (EDP) et dans l'exploitant du réseau d'électricité REN en 2011.

L'Etat devrait également se défaire de l'activité assurance de Caixa Geral Depositos, ainsi que de la compagnie aérienne TAP, mais n'a pas donné de calendrier pour ces deux cessions.

"*L'Etat portugais doit scrupuleusement remplir toutes les obligations attendues à l'international et nécessaires pour pouvoir se financer sur les marchés et pour renouer avec la croissance et la création d'emplois*", lit-on dans le programme, qui sera discuté par le parlement jeudi et vendredi.

La presse portugaise estime que l'application de ce plan pourrait être accélérée afin d'atteindre l'objectif fixé pour 2011 de ramener le déficit à 5,9% du produit intérieur brut.

Le document ne mentionne cependant pas de dates butoirs pour la plupart des mesures, qui incluent également le relèvement de la TVA sur certains produits, la suspension du projet de liaison grande vitesse entre Madrid et Lisbonne, et une réduction des contributions sociales patronales. (Reuters 28.06)

5- Soudan.

Le président soudanais Omar Hassan al Bachir est arrivé mardi à Pékin pour une visite d'Etat qui devrait se focaliser sur les conséquences de la partition du pays et de l'indépendance prochaine du Sud-Soudan.

Le président soudanais devrait profiter de cette visite de quatre jours pour rassurer les dirigeants chinois au sujet de la pérennité de leurs investissements au Soudan, notamment dans le secteur énergétique, malgré la sécession du Sud-Soudan, dont l'indépendance sera proclamée le 9 juillet.

La Chine est un grand acheteur de pétrole brut soudanais, dont les réserves sont majoritairement situées dans le Sud, et Pékin voudra s'assurer que ses approvisionnements ne seront pas perturbés par d'éventuels affrontements Nord-Sud.

"*Les deux parties discuteront des moyens de consolider l'amitié traditionnelle entre les deux pays dans un nouvel environnement*", a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Hong Lei.

Dans ses interviews accordées aux médias chinois, Bachir a à la fois affirmé sa détermination à garantir une sécession pacifique le 9 juillet et prévenu que celle-ci comportait des risques.

Il y a de nombreuses "*bombes à retardement*" dans la division du Soudan et la possibilité d'un nouveau conflit Nord-Sud, après la guerre civile de 1983-2005 qui a fait deux millions de morts, ne peut être exclue, déclare ainsi le président soudanais dans un entretien publié lundi par le Quotidien du Peuple.

Les échanges commerciaux entre Chine et Soudan se sont envolés à 8,6 milliards de dollars en 2010, en hausse de 35% par rapport à 2009. Cette augmentation s'explique en partie par la hausse en valeur des importations pétrolières chinoises, selon les statistiques des douanes chinoises.

Le Soudan était l'an dernier le sixième fournisseur de pétrole brut de la Chine, avec 12,6 millions de tonnes, à comparer aux 44,6 millions de tonnes de son premier fournisseur, l'Arabie saoudite.

L'émissaire spécial de la Chine en Afrique, ancien médiateur au Darfour, Liu Guijin, a confié la semaine dernière que Pékin avait beaucoup oeuvré pour persuader le Nord d'appliquer l'accord de paix de 2005 qui a mis fin à la guerre civile et d'accepter le référendum d'autodétermination du Sud.

Le 21 mai dernier, les forces nordistes se sont emparées de la région pétrolifère d'Abyei, à cheval entre Nord et Sud, faisant craindre une reprise des affrontements.

Mais les armées des deux camps ont convenu la semaine dernière de retirer leurs troupes pour les remplacer par une force éthiopienne de maintien de la paix. (Reuters 28.06)

Ne serait-ce pas plutôt l'ONU qui aurait imposé aux deux belligérants la présence de son armée d'occupation pour préserver les intérêts des multinationales occidentales ?

Haut de page

Le 30 juin

Ils ont recoupé le courant depuis 10h ce matin, il est 14h et je cuis littéralement. Ils avaient déjà coupé de 6 à 9 heures. Vous avez vue ce qui s'est passé au Sénégal , dites-vous que je suis dans le même état d'esprit prêt à foutre le feu au bureau d'électricité de mon district et je ne dois pas être le seul. Comment voulez-vous bosser, merde à la fin !

Juste un mot très bref sur les dernières mesures adoptées par la Commission européenne (CE). Dans plus plusieurs pays la TVA a augmenté ou devrait l'être un jour ou l'autre, la CE a décidé d'augmenter le pourcentage de la TVA qu'elle prélevait dans chaque pays, donc cela viendra en déduction des recettes des Etats, attention trop de recettes pourraient tuer la dette ! ; la taxe sur les transactions financières doit bien faire rire les banquiers : leur soutirer de l'argent d'une poche qui atterira dans l'autre, un tour de passe-passe pour amuser la galerie ! ; le gel des volumes financiers alloués à la PAC se traduira par la disparition des exploitations agricoles les moins rentables.

Acte de contrition. Après avoir consacré une page à E. Badinter bien connue pour son combat contre le capitalisme, fille du richissime patron de Publicis, Marcel Bleustein-Blanchet, les mêmes "*trotskystes*" qui conspuaient hier Andreï Sakharov et Elena Bonner pour être des suppôts de l'impérialisme américain consacrent aujourdhui une pleine page à Elena Bonner après son décès. J-J Marie peut y mettre les formes, cela ne change rien. C'est marrant que vous n'ayez pas les mêmes attentions envers des dirigeants du mouvement ouvrier décédés en France ou encore l'avocat Dechezelles qui a combattu à vos côtés. Une mémoire et une conception de la fraternité à géométrie variable qui ne vous grandit pas.

Au fait, comme il cite le combat que nous avons mené pour la libération du mathématicien Léonid Pliouchtch en 1976, j'étais au meeting à la Mutualité, c'est maintenant que j'apprends que vous étiez en relation avec Andreï Sakharov et Elena Bonner, comme il m'a fallu attendre plus de 20 ans pour apprendre que Jospin faisait de l'entrisme dans le PS ou que vous arpentiez discrètement les allées du pouvoir sous Mitterrand. La tête et les jambes...

Grèce. J'avais vu juste, même dans les détails, non ?

Même pas besoin d'un "*consensus*" pour faire passer le principe d'un nouveau plan d'austérité en Grèce, pas de bol pour Christel Keiser (IO n°155 page 5). Je rappelle à l'occasion que je suis contre l'analyse qui tend à présenter "droite" et "gauche"

ou gouvernement et "opposition" comme faisant partie de deux camps qui s'affrontent et que le mot "*consensus*" valide. Dès lors que l'on considère que la Nouvelle Démocratie et le PASOK en Grèce figurent dans le même camp, celui du capital, il est incorrecte de parler de consensus car cela pourrait faire naître des illusions dans la tête des travailleurs, à moins qu'ils vous rient au nez et vous prennent pour des charlots !

Le front unique FMI-BCE-PASOK a fonctionné à merveille, comme prévu. Les partis de l'Internationale jaune n'ont pas le choix, ils sont pieds et mains liés non pas par le FMI ou la BCE, mais par l'idéologie qu'ils ont adoptée et que par conséquent ils doivent soutenir jusqu'au bout, surtout en période de crise aiguë.

Les dirigeants de ces partis n'appartiennent pas ou sont étrangers au mouvement ouvrier, quand ce ne sont pas carrément des bourgeois ce ne sont pas des travailleurs comme les autres, ils ont adopté une idéologie en parfaite connaissance de cause contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, Dès lors, ils sont passés consciemment dans le camp des ennemis de la classe ouvrière et ils doivent être traités et combattus de la sorte au même titre que le parti de l'ordre.

Nous ne sommes pas en présence de gens qui aurait un jour sincèrement adopté l'idéologie socialiste, et qui parce qu'ils ne sauraient plus très bien où ils en sont, se seraient fourvoyés un temps. Non, il s'agit chez eux d'une constante, d'un engagement conscient au service du capitalisme dont ils tirent personnellement profit.

Aujourd'hui, adopter l'idéologie socialiste cela signifie concrètement rompre avec la politique impulsée par l'impérialisme américain relayée par le FMI et l'UE, avec la dictature de l'aristocratie financière qui a conduit tous les Etats de l'UE à la faillite au profit des banquiers, rompre avec le capital.

Quand on dit qu'il y a incompatibilité totale entre les deux idéologies en présence, cela signifie qu'il est pratiquement impossible de passer de l'une à l'autre sans se renier totalement. Quand des gens tirent personnellement profit de l'idéologie qu'ils ont adoptée, rien ne les fera en changer, sauf exception très rares qui confirme la règle.

Question : doit-on baser notre ligne politique, notre tactique, notre stratégie et notre intervention dans la lutte des classes sur ces exceptions rarissimes ou en tenant compte de la règle évoquée plus haut ?

Doit-on définir notre politique en fonction des illusions que l'on prête aux masses exploitées, quitte à les entretenir au lieu de réellement les combattre si toutefois elles existent, ou au contraire doit-on se disposer en fonction des tâches que le prolétariat devraient accomplir dans une situation sociale et politique donnée, afin de réaliser un pas vers l'objectif final de son combat, la prise du pouvoir, un pas qui consiste à réunir les conditions sujectives qui nous permettraient d'aborder une situation révolutionnaire dans les meilleurs conditions possibles pour vaincre notre ennemi.

La politique qui consiste à se disposer en fonction des illusions (supposées ou inventées) des travailleurs, coïncide avec la recherche de résultats immédiats ou accessibles, qui une fois atteints, s'ils le sont, demeurera sans lendemain et sans profit aussi bien sur le plan de la conscience politique des travailleurs qui auront le sentiment d'avoir obtenu gain de cause, ils sont avant tout pragmatiques et ne pensent pas leur condition sur le long terme, ils sont donc incapables d'en tirer des enseignements politiques pour la suite de leur combat, que par conséquent sur le plan de la construction du parti , car les rares qui seront tentés de le rejoindre le feront encore sur la base d'illusions en croyant qu'en renouvelant la même expérience il serait possible d'obtenir des résultats sur des revendications qui concernent l'ensemble de la classe (licenciements, retraite, Sécu, etc), or, comme il en sera rien, déçus ou se lassant et découragé un jour ils disparaîtront dans la nature. Et ceux qui ne m'emprunteront pas ce chemin, ils resteront dans le parti uniquement parce qu'il combat pour défendre leur statut en permanence menacé par le régime, leur niveau de conscience politique ne va pas plus loin.

Voilà comment on aboutit à un parti passoire dont le turn over frôle les 50% tous les deux ou trois ans (POI), quand il ne s'écroule pas (NPA), tandis que la base de ses militants se compose pour moitié de révolutionnaires, l'autre moitié étant composée de réformistes, pour lesquels le parti doit davantage jouer le rôle d'un syndicat qu'un parti politique, et lorsqu'il engage une bataille sur le plan politique, au-delà des grandes déclarations qui se terminent parfois par l'énumération d'objectifs politiques, chaque fois il faut que cette bataille se situe sur le terrain des illusions des masses pour ne pas heurter leur susceptibilité, pas question d'aller à contre-courant de leurs illusions, on évitera de lier ces objectifs politique à cette bataille par crainte de ne pas pouvoir les mobiliser ou obtenir un nombre significatif de signatures sur une pétition, la dictature du chiffre, caricature ou détournement du principe objectif résultat, on dit non à un projet de "réforme constitutionnelle" mais sans le placer systématiquement dans la perspective de l'abolition de la Constitution de la Ve République, on est dans le domaines des apparences, de la posture, de la légalité qui rassure.

Il n'y a pas de politique plus opportuniste que celle qui consiste à s'adresser aux élus du PS et ses satellites. Imaginez-vous un instant militer en Grèce. Si la majorité des travailleurs grecs avaient eu la moindre illusion dans le PASOK, c'est par centaines de milliers qu'ils auraient manifesté hier devant le Parlement pour exiger qu'ils ne votent pas le nouveau plan d'austérité concocté par la CO, la BCE et le FMI. Or, ils n'étaient que quelques dizaines de milliers. Allez donc leur faire signer une pétition en direction des élus du PASOK, au mieux ils vont vous rire au nez, au pire vous allez être accueillis à coup de pierres !

Bien des militants seront portés à penser que cela tient à la situation actuelle, gravissime erreur qui pour le prouver nécessiterait une longue démonstration.

Disons pour le moment que la pire chose qui pouvait nous arriver, c'était qu'ils parviennent à avancer dans la construction de l'Union européenne, et que cette politique opportuniste qui a donné des résultats à une autre époque en permettant d'améliorer la condition ouvrière a largement contribuer à endormir les masses, pendant que dans leurs dos les capitalistes fourbillaient leurs armes dans la perspective de s'attaquer à tous nos droits sociaux, ils étaient tranquillement en train de réunir les conditions politiques qui leur permettraient le moment venu étape par étape, de nous imposer la dictature du capital dans sa version la plus brutale et impitoyable jusqu'à nous oter pour ainsi dire tout pouvoir politique pour finalement nous livrer pieds et mains liés à l'UE, politique constante adoptée par le PS et ses satellites.

Pendant que sur le plan objectif les masses exploitées n'avaient pas trop à se plaindre de leurs conditions matérielles d'existence, à l'exception toutefois des couches du prolétariat les plus défavorisées qui ont toujours été sacrifiées sur l'autel du réformisme, sur le plan politique, institutionnel et jurique, notre ennemi peaufinait sa stratégie et avançait un à un ses pions sur le plan économique à moyen terme pour rafler la mise à l'arrivée, ce qui est en train de se produire en Grèce et au Portugal, les autres pays de l'UE vont suivre évidemment le même chemin.

Formidable, bravo, vous avez fait en sorte que certains acquis sociaux demeurent en vie plus longtemps que l'aurait voulu ou l'escomptait notre ennemi, c'est ce qui figure dans un plateau de la balance, mais il faut regarder ce qui figure dans l'autre avant de crier victoire, et dans l'autre qu'y a-t-il, un ennemi armé jusqu'au dent avec l'euro et la BCE et prêt à nous terrasser, ainsi que des masses dont le niveau de conscience politique et d'organisation n'a pas évolué malgré la crise qui durent depuis 2007. Hier l'aiguille de la balance penchait en faveur de la politique que vous appliquiez, cela pouvait donner l'illusion aux travailleurs qu'il en serait toujours ainsi, mais voilà ce n'est plus le cas et plus personne n'y comprend rien, les masses se font matraquer et sont totalement désarmées politiquement pour y répondre.

On nous rétorquera que si on avait laissé filer nos droits sociaux - ce qui ne veut pas dire qu'on n'aurait pas combattu pour les préserver, disons qu'on aurait subordonné ce combat à des objectifs politiques - on aurait été finalement dans la même situation qu'aujourd'hui. Faux, car à l'époque, il y a 30 ou 40 ans en arrière ou plus, l'Union européenne ne disposait pas des moyens qu'elle a aujourd'hui pour soumettre les peuples en Europe, les disparités dans tous les domaines entre les Etats et la situation politique internationale ne permettaient pas de passer à l'euro et de créer la BCE...

Objection : mais cela ne dépendait pas de nous. Il faudrait savoir, un jour on nous dit que les appareils on été obligés de se positionner par rapport à l'avant-garde et quand cela nous arrange on prétend l'inverse ! Maintenant, que l'état d'esprit des travailleurs ait été différents dans les années 60-70-80, c'est un fait que l'on ne peut nier, mais on ne peut nier non plus que la construction du parti n'a pas été au centre de la politique du parti contrairement là encore à ce qu'on a pu croire par erreur ou nous faire croire. D'ailleurs, je ne me souviens pas quand je militais à la fin des années 70, que l'on se soit vraiment soucié du rôle croissant qu'allait jouer l'Union européenne, et la loi de 1973 qui modifiait une nouvelle fois les rapports entre l'Etat et la Banque de France ou plutôt les banques et le marché, dont on voit aujourd'hui dans quelle perspective elle s'inscrivait, jusqu'à récemment je n'en avais jamais entendu parler.

En réalité à cette époque nous oscillions en permanence entre réformisme et gauchisme comme à continuer à le faire la LCR et LO par la suite, le PT privilégiant le réformisme en adoptant la ligne politique de la défense de la démocratie. Soit nous nous battions pour des revendications sociales et les objectifs politiques passaient à la trappe, soit nous avancions des objectifs politiques qui n'étaient pas reliés à la situation sociale, nous ne disposions même pas d'un programme transitoire de revendications sociales. On avait adopté le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF (sans ministres bourgeois) car il était censé intégrer les illusions que les travailleurs avaient dans ces partis, alors que leurs illusions concernaient essentiellement les institutions et le capitalisme lui-même, ce qui explique que la "trahison" du PS et du PCF ne se traduisit pas la mobilisation des masses, elles s'en détournèrent aussi vite qu'elles avaient voté pour eux, sans se tourner pour autant vers le PCI, la LCR ou LO pour au moins deux raisons, la première parce que ces partis avaient encore une existence très marginale, la seconde, parce que les illusions limitées qu'elles pouvaient avoir dans le PS et le PCF se confondaient avec les revendications sociales qu'elles souhaitent voir satisfaites immédiatement et non un changement de régime, dit autrement, c'étaient normal que les masses se tournent vers des partis qui étaient en situation de pouvoir accéder au pouvoir et il était normal qu'elles se détournent des partis qui n'étaient pas dans cette situation, puisque leur niveau de conscience politique n'allait pas plus loin que leurs revendications alimentaires ou immédiates. L'attitude des masses témoignait principalement leur subordination au capitalisme et aux institutions, tout comme 30 ans plus tard. En février 1917, ce sont les masses russes qui avaient porté au pouvoir les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui se sont empressés de le remettre à la bourgeoisie, elles avaient de profondes illusions dans ces partis alors qu'elles se détournaient du parti bolchevik, et c'est seulement une fois qu'elles commencèrent à se défaire de ces illusions avec l'aide des bolcheviks qu'elles se tournèrent vers le parti de Lénine, elles n'avaient pas d'illusions dans le régime, le tsar avait abdiqué laissant vacant le pouvoir.

Pour les militants qui militaient à l'époque à l'OCI puis au PCI, ils se souviennent sans doute qu'on nous avait expliqué aussi que ce mot d'ordre gouvernement PS-PCF était une manière de poser la question du pouvoir, or les travailleurs y donnaient un tout autre contenu comme je viens de le rappeler, sauf que nous, pauvres pommes qu'on était encore jeunes militants, nous nous imaginions à la suite des discours de nos dirigeants que les conditions étaient réunies pour que la situation et les

masses deviennent révolutionnaires du jour au lendemain, ce qui ne se produisit pas parce qu'en réalité les conditions objectives n'avaient même pas commencé à mûrir, nos dirigeants avaient tout simplement ignoré le b.a-ba du marxisme.

On s'aperçoit aujourd'hui à travers l'expérience grecque et espagnole pour le moment, que c'est seulement lorsque tous les acquis sociaux des travailleurs sont remis en cause, que leurs conditions de travail et d'existence, leur moyens d'existence ne leur permettent plus de vivre normalement ou comme avant qu'ils se dressent en masse contre le régime, que sinon ils ne se mobiliseraient pas davantage qu'en temps normal ou pas du tout. Aujourd'hui dans tous les pays les travailleurs sont durement frappés par des plans d'austérité sans avoir les moyens politiques de s'y opposer, car à aucun moment ils n'ont été préparés à affronter cette situation, on pourrait dire que dans le cas contraire cela se verrait à travers le parti révolutionnaire et l'Internationale qu'ils auraient largement eu le temps de construire au cours des 3, 4 ou 5 décennies écoulées, mais qui n'existent pas hélas !

On a cru peut-être échapper à un mal pour être finalement confrontés à une situation encore plus difficile, pire que tout ce qu'on a pu imaginer, et ce n'est pas faute d'avoir été mis en garde par Trotsky.

Il ne fait aucun doute qu'ils ne sont qu'au début d'une vaste offensive contre le prolétariat européen pour briser sa résistance et réduire ses conditions d'existence, les coups vont redoubler d'intensité dans tous les pays les uns après les autres dans les mois qui viennent, c'est donc dans cette perspective qu'il faut se disposer.

Comment notre ennemi procède-t-il ?

Ils se serrent des institutions nationales et des partis qui participent à leur fonctionnement pour imposer la dictature de Bruxelles et Washington. C'est donc à la fois contre les institutions, le parti de l'ordre et l'ensemble des partis qui refusent d'avancer le mot d'ordre de l'annulation de la dette qu'il faut mener le combat, tout en indiquant aux travailleurs qu'il n'existe aucune issue politique sous ce régime qu'il faut par conséquent balayer, et que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire issu de leur mobilisation révolutionnaire rompra avec la dictature du capital incarnée par le FMI et l'UE.

Au-delà, on doit préciser que sans un puissant parti profondément enraciné dans toutes les couches exploitées de la société et incarnant cette rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, un tel gouvernement ne verra jamais le jour, c'est la raison pour laquelle sans attendre chaque travailleur ou jeune doit prendre ses responsabilités et rejoindre un des partis qui combat dans cette perspective ou l'incarne à ses yeux, sans attendre un jour de plus.

C'est triste à dire, on a l'impression de pisser dans un violon, car aucun parti n'est encore capable aujourd'hui de tenir un tel discours aux travailleurs et jeunes. Absolument aucun parti ne précise la place et le rôle qu'il devrait occuper ou remplir au cours d'un processus révolutionnaire, cela doit être une question en option !

Dans la "*Lettre aux comités et aux adhérents du Parti ouvrier indépendant* du 18 juin (IO n°154 page 9) , le bureau national du POI a effectué une reculade, plus question de l'abolition des institutions de la Ve République, elles aussi elles doivent jouer un rôle secondaire dans la situation actuelle il faut croire, dans ces conditions on se demandera comment il serait possible d'"*ouvrir la voie à la reconquête de la démocratie*" ? Le POI ne s'adresse pas à l'ensemble de la classe ouvrière, il continue de s'adresser aux élus du PS et du PCF, aux syndicalistes et aux intellectuels quitte à " *partager ou non l'ensemble des positions du Parti ouvrier indépendant*", peu importe, on a franchement l'impression que leurs dirigeants s'en foutent, comme si les non-dits pouvaient passer à la trappe, notamment celui évoqué au début de ce paragraphe et à la fin du paragraphe précédent, pour ne conserver que les seuls mots d'ordre "*« Dehors la dictature des déficits publics », « Dehors l'Union européenne, le FMI et la BCE », « Oui aux droits et revendications des peuples d'Europe »*".

Si on parvient à s'en sortir malgré tout et c'est loin d'être gagné, ce sera surtout parce que le temps jouait contre le capitalisme mondial.

Ils respirent... pour combien de temps ?

- La Grèce vote le plan d'austérité 2012-2015 - LeFigaro.fr - mer. 29 juin

- Les Bourses européennes en forte hausse, Paris gagne 1,88% - Reuters - mer. 29 juin

Parole d'internaute

- "Christine Lagarde ne serait pas jugée avant plusieurs années" et "Parmi les potentiels candidats au poste de procureur général figure Jean-Claude Marin, considéré comme proche de l'actuelle majorité" Aucun risque pour Lagarde, c'est ce qu'on appelle la réforme de la justice réalisée par Sarkozy." (lefigaro.fr 29.06)

- "Tout le monde sait que la CJR (Cour de justice de la République) n'a jamais condamné personne à une peine exemplaire.

Pourquoi les ministres auraient droit à une justice spéciale, avec au final des copains pour rendre la sentence. On est vraiment dans une république de crapules. (lefigaro.fr 29.06)

Politique

1- France.

1.1- Histoire incestueuse.

Bertrand Delanoë a un argument bien particulier pour expliquer à ses proches pourquoi il soutient Martine Aubry et non François Hollande, son ex-allié du congrès de Reims: "*Jacques Delors a eu deux enfants spirituels, l'une est de gauche, c'est Martine, et l'autre est de droite, c'est François.*" (lexpress.fr 29.06)

1.2- Des têtes sans corps.

Eva Joly a frôlé l'exploit. L'ancienne magistrate, dont les sondages prédisaient depuis des semaines la défaite a déjoué les pronostics et failli mettre fin avant l'heure à la primaire écolo.

Le sourire légèrement crispé, Cécile Duflot, soutien de Nicolas Hulot, détaille les résultats. Eva Joly obtient 49,75% (12 571 voix), l'ancien animateur 40,22% (10 163 voix), Henri Stoll 5,02% (1269 voix) et enfin Stéphane Lhomme clôt la marche avec 4,44% (1172 voix). Malgré sa déception apparente, Cécile Duflot s'est félicitée du "*grand succès de cette primaire tant par le nombre de personnes inscrites (32 896 ndlr) que par le formidable taux de participation, 77,33%*".

"*Personne ne connait vraiment le corps électoral d'Europe-Ecologie*", souligne l'eurodéputé Yannick Jadot. "*La base militante des Verts a fait le choix du repli identitaire plutôt que celui de l'ouverture, c'est regrettable!*", soupire l'un des rares partisans d'Hulot présents dans la salle. (lexpress.fr 29.06)

2- Grèce

Le Parlement grec a adopté, mercredi 29 juin, le nouveau plan d'austérité proposé par le gouvernement sur l'insistance du FMI et de l'Union européenne. Le texte a obtenu 155 voix pour, 138 contre et cinq abstentions sur un total de 298 députés présents (sur 300).

Un seul député Pasok, le parti socialiste au pouvoir, a fait défaut. Panayotis Kouroublis, qui a refusé de cèder au '*chantage*' de la zone euro. Son retrait a été compensé par la voix de la députée de Nouvelle Démocratie, Elsa Papadimitriou qui a voté en faveur du plan, contrairement aux consignes de son parti.

Les députés ont voté à main levée, égrénant chacun un 'oui' ou un 'non', dans une ambiance silencieuse au début, qui est devenu plus chahutée quand l'un des principaux opposants au plan, Alexandros Athanasiadis, est revenu sur son choix et a pris la parole pour annoncer qu'il votait oui, sous les applaudissements de ses collègues.

Immédiatement après le vote, le Premier ministre, Georges Papandréou, a annoncé l'exclusion du groupe parlementaire de Panayotis Kouroublis . Celui-ci avait lancé peu avant le vote qu'il ne «*pouvait pas accepter le chantage*» posé par la zone euro entre la faillite du pays et l'adoption du plan jugé «*injuste*». (lemonde.fr et liberation.fr 29.06)

Lisez ou relisez les analyses parues ces derniers jours dans vos journaux préférés et dites-nous lequel avait pronostiqué ce qui vient de se passer en Grèce. Je ne parle pas des médias nationaux qui avaient formulé leur voeux à voix haute.

3- Sénégal

L'armée sénégalaise a annoncé mercredi qu'elle avait déployé des soldats aux points stratégiques de Dakar pour mettre fin aux émeutes qui ont semé le chaos ces derniers jours dans la capitale.

D'ordinaire paisible, le Sénégal a été secoué par des manifestations contre des coupures de courant répétées qui ont dressé une partie de l'opinion contre le président Abdoulaye Wade. La police anti-émeute a par moments été débordée par cette explosion de mécontentement.

"*A présent nous ne plaisantons pas*", a dit à Reuters Serigne Mbacké Ndiaye, porte-parole du chef de l'Etat, en confirmant le déploiement de l'armée aux points clés de la ville.

Un autre responsable a dit que le déploiement militaire libérerait de 4 à 500 policiers anti-émeute et gendarmes qui pourraient

ainsi faire face à des émeutiers en cas de besoin. (Reuters 29.06)

4- Egypte

Des affrontements entre plusieurs centaines de jeunes et la police qui ont débuté mardi au soir au Caire ont fait un millier de blessés, rapporte mercredi le ministère égyptien de la Santé.

Pour certains, les violences sont à mettre sur le compte de fauteurs de troubles décidés à en découdre avec la police. Pour d'autres, les motifs sont politiques.

"*Les gens sont furieux que les poursuites contre les hauts responsables soient sans cesse retardées*", a expliqué Ahmed Abdel Hamid, employé d'une boulangerie âgé de 26 ans.

L'ancien ministre de l'Intérieur Habib al Adli a été condamné début mai à douze ans de prison pour blanchiment d'argent et corruption mais il n'a pas encore comparu en justice pour la mort des manifestants tués pendant les 18 jours de contestation qui ont poussé Hosni Moubarak vers la sortie, le 11 février.

Les affrontements se sont poursuivis mercredi. En début de matinée, des jeunes ont lancé des pierres sur la police alors que les Cairotes se rendaient au travail et des manifestants ont par la suite érigé des barricades de pneus auxquelles ils ont mis le feu aux abords du ministère de l'Intérieur.

D'autres rassemblements, motivés par la répression de ceux de la vieille, ont par ailleurs eu lieu mercredi place Tahrir.

"Je suis ici aujourd'hui parce que j'ai appris que la police avait agi violement contre la foule, cette nuit", a expliqué un manifestant. (Reuters 29.06)

Social

Le PDG du constructeur d'automobiles japonais Nissan, Carlos Ghosn, a annoncé mercredi avoir perçu 8,4 millions d'euros pendant l'année 2010-2011, ce qui fait de lui l'un des patrons les mieux payés du Japon.

Cette somme en yens, en hausse de 10% sur un an, recouvre uniquement les rémunérations touchées au cours de l'exercice du 1er avril 2010 au 31 mars 2011 en tant que PDG de Nissan, et ne comprend pas les honoraires perçus en tant que responsable du constructeur français Renault, dont M. Ghosn est également PDG.

Détenu à 43,8% par Renault, Nissan a multiplié par plus de sept son bénéfice net lors de l'année budgétaire 2010-2011, à 319 milliards de yens (2,8 milliards d'euros), grâce à des ventes record de voitures. (20minutes.fr 29.06)

Economie

Etats-Unis. Juge et partie.

Le Fonds monétaire international a appelé mercredi les parlementaires américains à relever le plafond d'endettement des Etats-Unis, avertissant que ne rien faire pourrait provoquer une hausse des taux d'intérêt nuisible à l'économie américaine et aux marchés financiers internationaux.

Ce plafond, fixé à 14.300 milliards de dollars (9.900 milliards d'euros), représente le montant maximal que l'Etat fédéral peut emprunter pour financer ses activités. Les Etats-Unis l'ont atteint en mai et pourraient faire défaut sur leur dette s'ils ne la relèvent pas d'ici le 2 août.

La limite doit être relevée "*rapidement pour éviter un choc sévère pour l'économie et les marchés financiers mondiaux*", déclare le FMI dans son rapport annuel sur l'économie américaine.

Le dossier oppose le président américain Barack Obama et les parlementaires républicains. Ces derniers demandent en préalable des coupes budgétaires substantielles, notamment dans le programme d'assurance-santé aux personnes âgées Medicare. Les démocrates estiment de leur côté que tout accord doit inclure des hausses d'impôts.

Le FMI note dans son rapport que la hausse des déficits publics américains représente un risque pour l'économie, mais prône une stratégie de longue haleine pour les résorber. Réduire le déficit trop rapidement pourrait ralentir la faible reprise de l'économie américaine, explique-t-il.

Les agences de notation Standard & Poor's et Moody's ont récemment averti qu'elles pourraient dégrader la note de crédit des Etats-Unis en l'absence d'accord sur le plafond de la dette et de progrès dans la lutte contre les déficits.

La dégradation de la note américaine aurait des "*répercussions mondiales importantes*" étant donné "*le rôle central des obligations du Trésor américain sur les marchés financiers mondiaux*", souligne le FMI. AP

Le FMI ne demande pas à l'impérialisme américain de réduire son endettement comme il le fait envers les pays de l'UE, mais de relever son prafond, autrement dit à s'endetter encore plus.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet

Des partis inféodés au capitalisme depuis un siècle.

- Ce jeudi, tous les députés socialistes, plus la députée conservatrice Elsa Papadimitriou qui avait apporté la veille sa voix au gouvernement pour l'adoption du plan-cadre d'austérité, ont approuvé le texte «*sur le principe*». (lefigaro.fr 30.06)

Il y a des militants qui croient lorsqu'on affirme qu'il n'y a rien à récupérer dans les partis de l'Internationale jaune, que c'est une gravissime erreur de refuser de s'adresser aux élus et aux dirigeants de ces partis, que notre position reposerait sur un a priori ou je ne sais quoi défavorable envers ces partis, alors que notre analyse repose uniquement sur des faits vérifiables et connus de tous.

Quand je reçois des courriels, comme ce fut le cas encore hier, je m'étonne toujours que les militants esquivent systématiquement les arguments sur lesquels reposent nos positions pour répéter en boucle ce que leur rabâchent depuis des années leurs dirigeants. Chaque fois que dans une causerie je mets le POI face à ses contradictions, le lendemain je reçois un ou plusieurs courriels de militants du POI qui les escamotent, dès lors toute discussion est impossible entre nous.

La démocratie dans un parti consiste à discuter et réfléchir à toutes les questions soulevées par les militants, j'ai envie d'ajouter, y compris ou surtout celles qu'ils ne posent pas, car lorsqu'on est un militant libre, à partir d'une question posée d'autres questions que personne n'a posées ne peuvent manquer de surgir et ainsi de suite, c'est seulement ainsi que l'on peut vérifier la validité des arguments que l'on avance et sur lesquels repose la ligne politique que l'on a adoptée. On ne justifie pas une position par une formule ou un principe ou en appelant à la rescousse Marx, etc.

On doit rejeter toute méthode qui consiste à ne prendre en compte que les arguments sur lesquels repose notre analyse politique dans le seul but de confirmer son bien-fondé, en excluant d'avance tous les arguments ou facteurs qui ne rentreraient pas dans ce cadre, pardi, qui sait, on pourrait arriver à la conclusion que cette ligne politique pourrait être bancale ou erronée.

Dans ce cas de figure, le seul but de la discussion est de convaincre le maximum de militants d'adhérer à la ligne politique définie par la direction et non de vérifier si elle est juste ou non. Maintenant il suffit d'avoir défini un cadre assez large dans lequel la discussion devait avoir lieu pour donner l'impression que la démocratie s'exercerait réellement dans le parti, et les voix discordantes qui pourraient se faire entendre seront noyées dans cette masse hétérogène, au point qu'elles n'auront aucune chance d'être prises en compte, même si elles correspondaient à une analyse sérieuse et profonde de la situation, mais généralement ce genre de militants préfèrent garder le silence. Toutes les voix peuvent se faire entendre, à condition qu'elles arrivent toutes aux mêmes conclusions.

L'intérêt d'avoir dans le même parti des militants qui prônent la révolution et des militants qui y sont farouchement opposés, c'est de pouvoir camoufler les véritables intentions de ce parti et ses dirigeants, et de proclamer pour rendre cette manoeuvre encore moins évidente aux yeux des militants, que c'est la preuve que la démocratie fonctionne dans le parti, alors qu'en réalité la seule chose qui fonctionne c'est que la direction parvienne à ses fins ou l'objectif qu'elle s'est fixée.

L'éclectisme et l'arbitraire sont antinomiques avec le fonctionnement démocratique d'un parti pour les mêmes raisons : dans le premier cas vous pouvez dire ce qui vous passe par la tête, seul ne sera retenu ce qui entre dans le cadre qu'on vous a fixé, comme la majorité des militants s'y conforment, vous n'avez aucune chance d'être entendu, votre voix sera étouffée, et dans le second ce sera la même chose, sauf que vous serez exclu sous un prétexte ou un autre. Je n'invente rien, les militants qui m'écrivent en sont les meilleurs témoins qui soient pour ce qui est de l'éclectisme, pour ce qui est de l'arbitraire ma propre expérience me suffit.

Pendant des décennies vous avez entraîné des travailleurs et des militants en direction des élus ou dirigeants du PS qui s'avèrent être viscéralement et définitivement (on finit par ne plus savoir dans quelle langue il faut s'exprimer pour se faire comprendre !) des suppôts du capitalisme, ce qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer avec une constance sans faille au fil des décennies depuis près d'un siècle. Apparemment cela n'est toujours pas suffisant ! Pour quel résultat en terme de construction du parti ? S'agissant du POI pour un nombre de militants équivalents ou nettement inférieurs à ce qu'il était il y a 30 ans plus tôt. A l'époque avec nos contacts, l'équivalent pour ainsi dire des adhérents aujourd'hui, on remplissait l'ancienne salle du Zénith à Paris ou lors de Journées d'étude sur deux jours (samedi et dimanche) on remplissait la Mutualité. A cette époque-là aussi on visait déjà les 10 000 militants.

Le consensus qui nous intéresse, ce n'est pas celui entre l'UMP et le PS, mais celui de tous les partis institutionnels avec le capitalisme et ses institutions politiques nationales ou internationales. Décidément on n'a pas la même conception de la lutte de classe.

Qui se tournent vers le PS, qui le rejettent ? Ce sont les petits bourgeois qui se tournent vers le PS, dont les étudiants qui une fois qu'ils auront leurs diplômes espèrent bien partager le mode de vie des bourgeois plutôt que celui des ouvriers, sinon à quoi bon avoir fait des études pendant de longues années. Ils espèrent que le PS fera en sorte que les miettes tombées de la table des capitalistes seront plus substantielles que celles que leur réserve l'UMP. Ce sont les ouvriers et les employés qui rejettent à la fois l'UMP et le PS parce que par expérience ils savent qu'ils n'ont rien à en attendre.

Les premiers ne sont pas disposés à rompre avec le capitalisme et les institutions ce que signifient leurs illusions dans le PS, illusions qui seront de toutes manières en grande partie satisfaites que ce soit l'UMP ou le PS qui soit au pouvoir, car il y a quand même relativement peu d'avocats, de médecins ou d'ingénieurs, etc. qui partagent les conditions de vie des ouvriers dans la société actuelle. Les seconds en se détournant du PS et de l'UMP indiquent clairement non seulement qu'ils n'ont plus d'illusions dans ces partis, mais qu'ils en ont de moins en moins dans les institutions et le capitalisme qui n'arrêtent pas de les matraquer violemment.

Les premiers arriveront toujours à s'en sortir d'une manière ou d'une autre, quitte à faire l'impasse sur certains besoins, alors que les seconds se retrouvent littéralement pris à la gorge et se demandent quotidiennement comment ils vont pouvoir nourrir leur famille et payer leurs factures. Les premiers seront les derniers à chercher une voie pour rompre avec le capitalisme et les institutions, je parle en général, tandis que les seconds sont dors et déjà disponibles pour entendre un discours qui rompt avec le consensus ambiant ou la pensée unique, encore faut-il être capable de s'adresser à eux dans des termes qu'ils peuvent saisir, ce qui est encore loin d'être le cas.

En Grèce et en Espagne, la situation économique et sociale s'est tellement dégradée que la petite bourgeoisie et les étudiants ont commencé à se détourner du PASOK et du PSOE, ce sont eux comme en Tunisie ou en Egypte hier, qui ont initié ce qui a été appelé le mouvement des "indignés". Et s'ils sont pour le moment incapables de se doter d'une représentation politique, c'est parce qu'elle ne pourrait pas s'assigner des objectifs dans le cadre des institutions en place, elle devrait se donner pour objectif de les briser pour rompre ensuite avec le capitalisme, or elles n'y sont manifestement pas prêtes, il leur manque le parti qui pourrait les guider sur cette voie ou leur ouvrir le chemin, ils en sont encore à espérer qu'un miracle se produise en guise de conscience politique. Mais l'ouvrier ou l'employé qui a déjà le dos au mur et à qui on annonce que sa situation va encore empirer dans les mois et les années à venir, il a conscience ou il est en train de prendre conscience qu'il n'a plus rien à perdre, il est pour ainsi dire mûr pour la révolution.

Le petit bourgeois s'agite parce qu'il a plus à perdre que l'ouvrier, servez-le et il redeviendra un serviteur servile ou zélé du régime. On en a eu la démonstration en 68 en France. L'ouvrier, c'est la crainte du ventre vide qui le fait adhérer au début au socialisme, alors que le petit bourgeois s'est l'idée qu'il s'en fait (du ventre vide) qui le rapproche du socialisme ou l'en éloigne lorsque cette idée lui est sortie de la tête parce que sa condition s'est améliorée. Je n'ai peut-être pas été très clair, j'ai trouvé une meilleure démonstration.

On dit que lorsque les conditions objectives sont mûres les masses passent à l'action. Bien, on est tous d'accord là-dessus. Question : d'après vous, parmi les masses exploitées lesquelles vont connaître les premières des conditions matérielles d'existence les plus difficiles, les couches les plus défavoriées du prolétariat ou ses couches supérieures, les couches moyennes ou la petite bourgeoisie, à toutes les époques notez bien ? Dès lors vers quelle classe ou couches faut-il se tourner de préférence

pour construire le parti ? Je vous laisse répondre à ces questions, selon moi les seules réponses valables qu'on peut y apporter étaient déjà valables il y 70 ans et pas seulement aujourd'hui, or on n'en a jamais tenu compte, simple constat.

A toutes les époques des millions d'ouvriers et leurs familles ont connu des conditions d'existence extrêmement pénibles ou précaires, plus insupportables que toutes les autres couches ou classes de la société, je peux en parler à mon aise puisque c'est le milieu dans lequel je suis né et j'ai passé toute mon enfance jusqu'à mon départ de chez mes parents à 20 ans, pour me retrouver dans la même situation qu'eux en plus grave encore puisque je n'avais même pas de quoi bouffer tous les jours. J'attends que quelqu'un veuille bien répondre à cette question : pourquoi nous ne nous sommes jamais tournés vers ces millions de travailleurs, pourquoi ? Ceux qui sont en train de les rejoindre ne comprennent pas ce qui leur arrive, et ils ne risquent pas de le savoir en le demandant à ceux qui connaissent ces conditions dramatiques depuis des lustres, puisqu'on les a condamnés à croupir dans leur ignorance.

On n'a plus le temps d'aborder la désindustrialisation et la baisse de la syndicalisation, les modifications importantes qui ont eu lieu au sein du prolétariat au cours des 40 dernières années, la prépondérance du secteur tertiaire par rapport à l'industrie, on verrait qu'en mettant tous ses oeufs dans le même panier, on a fini par faire une omelette au goût plutôt amer ou insipide !

Deux dernières réflexions rapidement.

Pour rappel, sous la IVe République il exista un consensus MRP-PS-PC qui perpétuera la politique coloniale de la France en Algérie et au Vietnam notamment... Alors qu'on ne vienne pas nous faire croire que le consensus entre le parti de l'ordre et ses laquais de "gauche" daterait des années 2000.

C'est marrant, les travailleurs seraient capables de comprendre pourquoi on appelle au front unique PS-PCF, bien que ces partis soient passés avec armes et bagages dans le camp de la réaction, mais ils n'en seraient plus capables dès lors qu'on se servirait du consensus entre ces partis et le parti de l'ordre pour leur indiquer les objectifs politiques qu'ils devraient se fixer. En réalité, à partir de la ligne politique ou la tactique qu'on a décidé d'adopter, les travailleurs n'auraient plus le même niveau de conscience politique, plutôt étrange, non ?

Ils ont décidé de frapper très fort. Racket de l'Etat en faveur des banquiers : "***Voleurs***" !

- Pedro Passos Coelho, qui faisait sa première apparition au Parlement depuis son élection le 5 juin, a déclaré que le gouvernement imposerait en 2011 un prélèvement de 50% sur l'ensemble des primes de fin d'année, soit la moitié d'un salaire mensuel, reçues par les Portugais.

Cette taxe exceptionnelle devrait permettre de lever 800 millions d'euros.

Le Premier ministre a précisé que seuls seraient exonérés ceux qui perçoivent le salaire minimum. (Reuters 30.06)

Un internaute précise que "*celle-ci va être appliquée sur le montant dépassant le salaire minimum (485, 00 €uros).*"

Parole d'internaute

- "La dette repose sur un un mensonge : elle ne vient pas d'une orgie de dépenses publiques, mais de l'érosion organisée des recettes fiscales. Les niches et les cadeaux consentis aux ménages les plus riches et aux grandes entreprises se sont multipliés à l'infini. En empruntant sur les marchés financiers pour financer ces déficits, les États se sont encore enfoncés davantage, puisqu'ils ont dû payer des taux d'intérêts souvent excessifs. Cette dette est donc largement illégitime.

La crise financière de 2008, la récession et le sauvetage des banques ont alourdi le boulet. Affolés par l'envolée des dettes publiques les marchés financiers se sont alors mis à spéculer contre les États qui les ont sauvés. Dans toute l'Europe, des plans d'austérité drastiques déferlent pour « rassurer les marchés ». Mais en voulant nous faire payer la crise financière, les gouvernements nous enfoncent dans la récession et sacrifient les investissements vitaux pour la reconversion écologique de l'économie. D'autres solutions sont possibles à condition de s'attaquer à la mainmise des marchés financiers. Il faudra replacer la création monétaire sous contrôle démocratique et promouvoir un autre partage des richesses, sans hésiter à dénoncer une partie de la dette. La manière dont sera traitée la dette publique dans les années qui viennent, loin d'être une question technique, déterminera en grande partie l'avenir de nos sociétés." (lefigaro.fr 30.06)

Politique

1- France

1.1- La cote dans les talonnettes !

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy a progressé de trois points en juin, avec 25% de Français satisfaits de l'action du président contre 73% de mécontents, selon le baromètre de juillet de l'institut TNS Sofres pour "Le Figaro Magazine" en kiosque samedi. Le Premier ministre François Fillon gagne deux points, à 35%.

C'est le deuxième mois consécutif de remontée pour le chef de l'Etat, dont la popularité avait atteint son niveau le plus bas en mai dernier, à 20%. (AP 30.06)

Je n'avais pas suivi et je ne savais pas qu'il était tombé si bas dans les sondages.

1.2- Comment ils se partagent le sale boulot.

Le Conseil constitutionnel a rejeté jeudi les requêtes de plusieurs départements gérés par la gauche, qui exigeaient de l'Etat la compensation financière d'allocations de solidarité nationale dont la charge a été transférée aux conseils généraux ces dernières années.

Les Sages ont écarté quatre questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) présentées par les départements de la Seine-Saint-Denis, de la Somme, de l'Hérault et des Côtes-d'Armor, concernant le financement de quatre allocations: RMI, RSA, APA (allocation personnalisée d'autonomie) et PCH (prestation de compensation handicap).

"*Le Conseil a estimé que les questions qu'on lui soumettait n'étaient pas de nature constitutionnelle*", a-t-on expliqué au Conseil. Il s'est appuyé, a-t-on ajouté, sur sa jurisprudence constante concernant la libre administration des collectivités territoriales.

L'article 72-2 de la Constitution, dont les dispositions étaient bafouées selon les requérants, "*n'impose pas, au fil du temps, une compensation glissante et permanente des charges transférées, il appartient seulement à l'Etat de maintenir le niveau des ressources transférées*", selon un communiqué des Sages. En bref, l'Etat n'a pas à suivre l'explosion des dépenses sociales, conséquence de la crise financière. (lexpress.fr 30.06)

1.3- La lobotomie pratiquée par les sectes encouragée par l'Union européenne.

La France a été condamnée jeudi pour violation de droit à la liberté de religion des Témoins de Jéhovah par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) dans une affaire de redressement fiscal liée aux dons reçus par cette association. Cet arrêt de la Cour est susceptible d'appel.

L'association Les Témoins de Jéhovah contestait la taxation par le fisc français à hauteur de 60% des dons qu'elle avait reçus de 1993 à 1996 alors qu'elle demandait à bénéficier de l'exonération fiscales dont bénéficient les associations cultuelles.

En France, Les Témoins de Jéhovah revendiquent 250.000 fidèles et ont été catalogués comme secte en 1995 par un rapport parlementaire. En mai 1998, les témoins de Jéhovah se virent notifier un redressement fiscal d'environ 45 millions d'euros, dont la moitié au titre des indemnités de retard. La justice française avait débouté ce mouvement chrétien de ses recours.

La CEDH a considéré que la taxation des dons, constituant "*la source essentielle de son financement*", a coupé les "*ressources vitales*" de cette association, la privant "*d'assurer concrètement à ses fidèles le libre exercice de leur culte*", selon un communiqué du greffe de la CEDH.

"*La Cour de Strasbourg reproche à l'Etat français d'avoir détourné la législation fiscale de sa finalité. La taxation des offrandes des fidèles a été conçue pour priver l'association de ses ressources financières*", a indiqué dans un communiqué l'avocat des Témoins de Jéhovah, Me Philippe Goni. (AP 30.06)

J'ai croisé un jour un Témoins de Jéhovah. Un ouvrier de Citroën d'une quarantaine d'année accompagné de sa soeur devait reprendre le T1 que je louais rue d'Alsace à Clichy en 1978. Ils ont rapidement fait le tour des lieux, je me suis ensuite adressé à ce monsieur à l'air craintif ou très timide, qui a bafouillé quelque chose d'incompréhensible, j'ai demandé à sa soeur de traduire, elle s'est excusée en me disant que le pauvre n'avait pas toute sa tête, qu'il était incapable de prendre une décision seul parce qu'il était sous l'emprise des Témoins de Jéhovah depuis des années. J'ai observé une dernière fois discrètement ce pauvre monsieur, il était recroquevillé sur lui-même et manifestement très mal à l'aise.

La Cour européenne des droits de l'Homme est illégitime au même titre que l'ensemble des institutions de l'Union européenne

2- Grèce

Après une première victoire hier aboutissant à l'adoption du texte par 155 voix contre 138, le gouvernement socialiste de

George Papandréou vient de franchir avec succès la dernière étape : le vote de la loi d'application de ce nouveau plan-cadre. Le projet de loi a recueilli 155 voix contre 136, soit la majorité absolue au parlement, où siègent 300 députés.

Ce jeudi, tous les députés socialistes, plus la députée conservatrice Elsa Papadimitriou qui avait apporté la veille sa voix au gouvernement pour l'adoption du plan-cadre d'austérité, ont approuvé le texte «*sur le principe*». Les 136 députés présents de l'opposition de droite et de gauche ont voté contre, tandis que cinq dissidents centristes de l'opposition conservatrice votaient blanc. Le vote a été marqué par l'écart d'une députée socialiste, Chryssa Arapoglou, qui a voté «*non*» sur des dispositions relatives aux privatisations.

Les députés du grand parti d'opposition de droite Nouvelle-Démocratie ont par contre tempéré leur rejet «*sur le principe*» d'un soutien à 22 articles du texte. Leur consigne de vote était de soutenir les privatisations, l'exploitation du foncier d'Etat et les baisses des dépenses de l'État. Mais il ont rejeté le volet fiscal de la loi d'application.

Pour le ministre des Finances grec, Evangelos Venizelos, ce vote est un soulagement: «*Je suis très satisfait parce que je peux rencontrer l'Eurogroupe, renforcé par un vote de confiance et deux projets de loi approuvés*», a déclaré le ministre. (lefigaro.fr 30.06)

3- Allemagne

Le Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand, s'est prononcé jeudi à une écrasante majorité en faveur d'une sortie de l'Allemagne du nucléaire à l'horizon de 2022.

L'opposition composée des sociaux-démocrates (SPD) et du parti des Verts ont joint leurs voix à celles des élus de la coalition de centre droit soutenant la chancelière Angela Merkel lors de la troisième et dernière lecture du projet de loi gouvernemental. (Reuters 30.06)

4- Italie

Le gouvernement italien prépare un plan d'austérité de 47 milliards d'euros destiné à montrer aux marchés financiers et à l'Union européenne qu'il est déterminé à équilibrer le budget de l'Etat.

Le plan concocté par le ministre des Finances Giulio Tremonti devait être annoncé après une réunion du gouvernement jeudi.

Selon la presse, ce plan inclut de nouvelles taxes sur les transactions financières, une supertaxe sur les 4x4, l'extension d'un gel des embauches dans la fonction publique, la réduction des budgets des ministères et des mesures contre l'évasion fiscale.

Ce nouveau tour de vis budgétaire intervient après des mesures de 25 milliards adoptées l'an dernier pour les années 2011-2012. (AP et liberation.fr 30.06)

5- Pologne

Au moins 20.000 personnes ont défilé jeudi dans les rues de Varsovie pour réclamer relèvements de salaires et hausse de prestations sociales, un jour avant que la Pologne assume la présidence tournante de l'Union européenne.

Les manifestants ont scandé "*voleurs, voleurs*" et d'autres slogans en passant devant le Parlement, où ils ont mis le feu à une pile de chaises en plastique, et devant les bureaux du Premier ministre Donald Tusk.

Comme d'autres pays européens, la Pologne, où des élections sont prévues en octobre, fait face à une aggravation du chômage et à un important déficit budgétaire bien qu'elle soit le seul Etat de l'UE à avoir évité une récession durant la crise financière internationale.

"*Nous sommes ici pour obtenir des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail dans notre usine, et pour être mieux traités que cela n'a été le cas jusqu'ici*", a déclaré un manifestant qui a demandé à garder l'anonymat.

Des responsables syndicaux ont fait état de 80.000 personnes mobilisées environ, mais des médias locaux ont estimé le nombre des manifestants aux alentours de 20.000. Un porte-parole de la police de Varsovie a dit qu'elle ne disposait pas d'estimation en propre. (Reuters 30.06)

Social

Grande-Bretagne

Des centaines de milliers de professeurs et de fonctionnaires ont fait grève et ont défilé jeudi en Grande-Bretagne dans le cadre d'une journée d'action contre la réforme des retraites du secteur public.

Le mouvement, qui fait écho à la contestation des mesures d'austérité adoptées ailleurs en Europe, a entraîné la fermeture de nombreuses écoles, de quelques tribunaux et autres services administratifs. Des milliers de personnes ont aussi défilé dans les villes du royaume.

Le gouvernement a jugé l'impact du mouvement limité en notant que beaucoup de fonctionnaires ne s'étaient pas joints aux débrayages.

"*La journée d'aujourd'hui a montré que la vaste majorité des employés du service public n'a pas soutenu cette grève prématurée et s'est rendue au travail*", a déclaré Francis Maude, membre du Parti conservateur du Premier ministre David Cameron.

Les cortèges ont été de taille modeste et n'ont pas donné lieu à des débordements, contrairement aux manifestations de décembre et de mars derniers. Quelques échauffourées ont cependant conduit la police à procéder à 35 interpellations.

Selon les forces de l'ordre, environ 15.000 personnes ont manifesté dans les rues de Londres.

Le PCS, l'un des grands syndicats de la fonction publique, a qualifié la journée d'action "*de plus grande grève du service public depuis une génération*", ajoutant que 84% de ses 285.000 adhérents avaient suivi l'appel à la protestation. Environ la moitié des écoles anglaises et galloises sont restées portes closes.

Le plan d'austérité prévoit entre autres la suppression de quelque 500.000 emplois publics et une baisse importante des prestations sociales. En outre, l'âge de la retraite sera repoussé de 65 à 66 ans d'ici 2020, soit quatre ans plus tôt que prévu, ce qui représente une économie potentielle de cinq milliards de livres (5,6 milliards d'euros).

L'opposition travailliste juge également les grèves prématurées du fait de la poursuite des négociations, mais l'agitation sociale reste une étape délicate pour l'équipe de David Cameron.

La coalition au pouvoir, première du genre en Grande-Bretagne depuis 65 ans, a dû renoncer récemment à ses projets de réorganisation du système de santé publique (NHS) sous la pression du lobby médical et des libéraux démocrates, partenaires des conservateurs au gouvernement.

"*Cela pourrait être le début d'une assez longue série de grèves*", estime Alastair Newton, analyste politique au bureau d'études Nomura.

Les organisations syndicales britanniques ont en grande partie perdu leur puissance depuis les batailles remportées dans les années 1980 par le gouvernement de Margaret Thatcher contre les syndicats des mines ou du livre, épreuves qui ont transformé le monde du travail dans le pays.

Aujourd'hui, le Royaume-Uni ne compte plus qu'environ sept millions de syndiqués, contre 13 à l'époque et, selon Craig Phelan, professeur d'histoire moderne à l'université de Kingston.

Certains représentants de la droite du parti préconisent un durcissement législatif pour limiter les grèves. Le maire conservateur de Londres, Boris Johnson, affirme quant à lui que des grèves sont votées avec une "*très faible*" participation et qu'il faut durcir le code du travail pour empêcher cela.

Même le chef du Parti travailliste, Ed Miliband, qualifie la grève d'"*erreur*" et de "*signe d'échec des deux camps*" sur son blog. Les syndicats font valoir que les règles en vigueur sont déjà très restrictives. (Reuters et AP 30.06)

Economie

1- FMI. Commencez par balayer devant votre porte !

M. Carstens, gouverneur de la banque centrale du Mexique, a déclaré que sa candidature à la direction du FMI avait été un 'vote de protestation' contre la manière dont les pays industrialisés gèrent les questions d'importance.

'*La réalité, c'est que ces institutions nous ont toujours demandé de faire acte de transparence. Elles nous ont demandé d'adopter*

des principes démocratiques qu'elles n'appliquent pas elles-mêmes', a-t-il dit à la radio mexicaine.

'*Il est difficile à nombre de pays membres de recevoir, a fortiori d'accepter les recommandations du Fonds s'ils ne constatent pas que ces recommandations sont formulées par les meilleures personnes qui soient*', a-t-il continué. (lemonde.fr 30.06)

2- France

La dette publique de la France a augmenté de 54,9 milliards d'euros au premier trimestre pour atteindre fin mars 1.646,1 milliards, soit 84,5% du PIB, montrent les statistiques publiées jeudi par l'Insee.

Ce ratio dette/PIB correspond à une hausse de 2,2 points par rapport au trimestre précédent.

La dette de l'Etat a augmenté de 41,5 milliards d'euros sur la période janvier-mars pour s'élever à 1.286,5 milliards, précise l'Insee dans un communiqué.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens de Maastricht inclut celles des administrations de sécurité sociale (191,2 milliards fin mars) des administrations publiques locales (156,5 milliards) et des organismes divers d'administrations centrales (11,9 milliards).

La dette nette des administrations publiques s'élève à 1.504,8 milliards d'euros fin mars, soit 77,3% du PIB, contre 76,5% fin décembre, en progression de 26,2 milliards sur trois mois, ajoute l'Insee.

"*L'écart de 28,7 milliards entre cette hausse de la dette nette et l'augmentation de 54,9 milliards de la dette brute traduit notamment la forte augmentation de la trésorerie de l'État (+22,0 milliards) et de celle des organismes de sécurité sociale (+4,2 milliards)*", explique l'Institut national de la statistique. (Reuters 30.06)

3- Grande-Bretagne

Lloyds a annoncé jeudi la suppression de 15.000 postes, des réductions de coûts et des ventes d'actifs dans le cadre d'une nouvelle stratégie destinée à redynamiser la banque britannique, qui a été partiellement nationalisée pendant la crise financière.

A la suite de la présentation de ces orientations, le titre Lloyds bondissait vers la mi-journée de 8,6%.

"*Nous anticipons une réduction de 15.000 postes à la suite d'un programme de simplification*", précise la société dans un communiqué.

La banque espère dégager quelque 1,5 milliard de livres (1,67 milliard d'euros) d'économies annuelles à partir de 2014, ce qui lui permettrait d'investir deux milliards de livres de plus dans son coeur de métier qu'est l'activité de détail. Lloyds prévoit également de réduire sa présence à l'étranger.

L'Etat britannique détient 40,6% de la banque depuis qu'il a volé à son secours au début de l'année 2009. A l'époque, Londres avait également sauvé de la faillite Royal Bank of Scotland, désormais publique à quelque 83%.

Les nouvelles suppressions d'emploi annoncées porteront à 27.000 le total des postes supprimés depuis la crise financière de 2008. Lloyd's emploie à l'heure actuelle 103.000 personnes. (Reuters 30.06)

4- Italie

Banco Popolare a annoncé jeudi prévoir un quasi-doublement de son bénéfice net d'ici 2013 (603 millions d'euros) grâce à un nouveau plan stratégique entraînant notamment la suppression de 1.120 emplois, une annonce qui fait bondir le titre de la banque italienne de quelque 2,5%.

Banco Popolare a précisé qu'elle fusionnerait trois de ses filiales bancaires, rationaliserait les activités de son siège social, tout en procédant à la fermeture de 180 agences.

La banque, qui emploie actuellement quelque 20.000 personnes, a achevé en février une augmentation de capital de deux milliards d'euros. (Reuters 30.06)

5- Turquie

Le produit intérieur brut (PIB) de la Turquie a bondi de 11% en rythme annualisé au cours du premier trimestre.

Les données publiées jeudi par Ankara mettent en outre en évidence l'une des faiblesses de l'économie turque : son déficit commercial de plus en plus marqué.

En mai, ce dernier s'est accru de 104% pour atteindre 10,06 milliards de dollars, après une hausse de 42,6% des importations et de 11,7% des exportations.

Le rythme de la croissance du PIB devrait ralentir pour le reste de l'année, pour finalement s'établir à 5,7% sur l'ensemble de 2011. En 2010, il avait atteint 8,9%.

Les analystes craignent que la politique mise en place en décembre par la banque centrale turque ne soit pas adaptée à la situation. Depuis janvier, celle-ci a maintenu son taux directeur à 6,25%, un plus bas historique en Turquie. (Reuters 30.06)

Haut de page

Le 2 juillet

Et cela continue, pas de courant depuis hier soir 22h, il est 13h15. Il a plu quelques gouttes et il y a eu un peu de vent, c'est suffisant. Le boulot est terminé, j'arrête car la batterie va être à plat dans peu de temps, bonne lecture et bon week-end.

Parole d'internaute

A propos de l'affaire Strauss-Kahn. Aux ouvrièristes qui ont hurlé avec les loups.

- "Se faire violer par un homme dans une chambre. Puis aller, comme si de rien n'était, faire le ménage dans une autre chambre. Et ensuite revenir dans la chambre des tortures pour en sortir, crachant, pleurant, dénonçant l'acte odieux dont on a été victime,…"

- "1m80 32 ans force de la nature fellation obligée par un obèse de 62 ans qui se tape les putes de luxe du monde entier quand il veut ? hôtel de luxe ? on rentre quand le client est là ?" (liberation.fr 01.07)

On ne s'était pas planté en doutant de la version de cette brave femme de chambre, bien que tout accusait son "agresseur" qui n'en demeure pas moins infréquentable. Il y a quelque chose qui me dit que nos partis vont encore ressortir grandis de cette histoire pour avoir une nouvelle fois manqué singulièrement de perspicacité. Ceux qui ont soutenu même à mot couvert la version officielle, c'est à dire tous les partis, sont les mêmes qui n'hésitent pas à s'encanailler avec les élus ou dirigeants du PS, cherchez l'erreur. Quelle confiance leur accorder ?

Reste à savoir si cette femme a monté ce scénario toute seule ou si on lui a soufflé. Autre question, dès que les faits ont été connus par la direction de l'hôtel, quelle rôle a-t-elle joué précisément, qui a-t-elle joint par téléphone, depuis combien de temps le procureur savait qu'elle avait passé juste après un coup de fil à un gangster ?

Cette affaire surgit alors que le FMI est en proie à d'importantes contradictions, alors que tous les sondages le donnent gagnant contre Sarkozy en 2012, et elle s'arrête alors que son remplaçant à la tête du FMI vient d'être désigné et les candidats à la candidature du PS viennent de se manifester, simple coïncidence ou coup monté ou les deux à fois l'occasion faisant le larron ? Je pencherai pour la dernière version, l'occasion était trop belle pour se débarrasser de lui à la fois à la tête du FMI et d'un candidat sérieux à l'élection présidentielle, il ne restait plus qu'à déterminer l'ordre dans lequel serait rendu public les différents chapitres d'un scénario inespéré, de façon à en faire porter le chapeau à la femme de chambre qui serait le dindon de cette mauvaise farce et la boucle était bouclée. Elle va garder pendant longtemps le goût amer de cette expérience !

Encore un mot.

Il est de plus en plus difficile de démêler le vrai du faux. Non seulement les dépêches de presse ou les articles des médias sont de moins en moins fiables, ceux qui paraissent dans les journaux des partis ouvriers ne le sont pas davantage, parce que leurs infos proviennent des mêmes sources ou parce que leurs comités de rédaction se laissent berner facilement, on a envie de dire parfois sans aucune excuse quand ces infos datent de plusieurs jours et auraient dû être soigneusement analyser avant d'être diffusées.

Nous ne faisons évidemment pas exception à la règle et il ne nous viendrait pas à l'esprit de le prétendre, en présence d'une information à polémique où dont la source peut avoir été manipulée la prudence doit être de rigueur, il faut s'interroger dans quelle contexte elle nous parvient et quels sont les intérêts en jeu, il faut prendre un maximum de recul et ne pas réagir précipitamment, autrement c'est là que le pif fait la différence.

On peut facilement être trahi par ses propres intentions ou penchants conscients ou inconscients. Il m'arrive assez souvent de laisser passer plusieurs jours avant de réagir à une infos, cela me laisse le temps de réunir suffamment d'éléments, d'y réfléchir tranquillement pour ensuite me prononcer, ce qui ne garantit rien à 100%.

Il existe un autre écueil à éviter. Quand on récupère ces infos sur le Net, elles sont souvent suivies de commentaires d'internautes qui peuvent aussi bien nous aiguiller dans la bonne direction que nous induire en erreur, là aussi il faut être d'une extrême prudence et ne pas se laisser emporter par l'avis général qui s'en dégage, parce qu'il correspondrait à l'interprétation des faits qui nous arrangerait.

Quand l'enjeu est important, il faut lire plusieurs articles d'horizons divers à plusieurs jours d'intervalle pour comparer leur contenu, ensuite seulement on commence à se faire une idée sur ce qui a bien pu se passer réellement. C'est un vrai boulot d'investigation qui prend beaucoup de temps, et c'est d'autant plus ingrat qu'on est tributaire des infos qu'on veut bien nous donner et qui nous parviennent souvent au compte-gouttes. Sur un tas de sujets, quand l'actualité est très chargée, on laisse forcément passer un tas de contre-vérités qui sont rectifiées au fur et à mesure, encore faut-il pour que les lecteurs en soient informés que l'on suive ces sujets jour après jour et que l'on continue de lui délivrer ces infos, ce fut le cas notamment sur la Libye, la Syrie mais aussi la Tunisie ou l'Egypte. J'ai laissé de côté la propagande gouvernementale que l'on prend toujours avec des précautions extrêmes.

C'est un avantage et un inconvénient d'être loin de la France, d'être loin de tout en fait car je vis totalement isolé dans mon trou en Inde, disons que l'on manque parfois d'infos mais on évite aussi le trop plein qui constitue une pression constante, peut nous embrouiller et facilement nous induire en erreur, c'est plus facile de prendre du recul sur tous les sujets d'actualité.

Tenez, au moment même où je vous écris ces lignes, j'entends des tambours qui résonnent sur la plage car la fête annuelle du temple de mon village a débuté hier, je ne peux pas ne pas les entendre et j'y prête attention quelques instants malgré moi, je décroche de notre sujet pour l'aborder à nouveau dans un autre état d'esprit. Inconsciemment je viens de passer d'un monde à un autre, c'est parfois suffisant pour qu'une ou plusieurs questions qui ne m'étaient pas venues à l'esprit précédemment surgissent pour ainsi dire de nulle part, une fois dégagées du contexte contraignant dans lequel ma pensée évoluait la minute d'avant. Pour un peu je dirais que cela aide à réfléchir sans avoir à produire beaucoup d'efforts, les idées jaillissent et il n'y a plus qu'à suivre le fil.

J'avais déjà remarqué que c'est lorsque je jardine ou que je sirotte un cocktail le soir, que je n'ai l'esprit occupé à rien de particulier, qu'il suffit que je pense à un sujet pour que les idées affluent à un rythme effréné, comme si ce moment de détente suffisait au cerveau pour remettre de l'ordre dans sa boutique, pour ensuite mener encore plus loin notre réflexion ou l'enrichir. Le cerveau a besoin de se reposer, de faire le vide autour de lui avant de recharger ses batteries. Mais c'est peut-être aussi parce que j'ai une petite tête !

Du foutre à... va te faire foutre !

- François Hollande s'est quant à lui montré ouvert à un report de la clôture des candidatures à la primaire. "*Je suis tout à fait prêt à ce que cette date soit reportée à la fin du mois d'août pour qu'il n'y ait aucune réserve, aucune restriction*" à une candidature DSK en cas de retour de ce dernier dans le jeu politique, a-t-il dit sur France-2. (AP 01.07)

Je ne pensais pas si bien dire les derniers jours : ils sont à vomir ! Vous imaginez un instant un candidat à l'élection présidentielle se présentant au nom du socialisme ayant le train de vie d'un seigneur sous l'Ancien régime et considérant toutes les femmes comme des putains. Pour l'ensemble des dirigeants du PS ce n'est pas vraiment un problème, autant dire qu'ils ne valent guère mieux. A bas le PS !

Politique

1- France. La "***carotte***" ou le nerf de la collaboration de classes

L'UMP n'a pas vraiment renoncé à se débarrasser des 35 heures. Après avoir lancé le débat au début du mois de janvier, le secrétaire général du parti majoritaire, Jean-François Copé, avait calmé le jeu devant les réticences de sa propre majorité et de Nicolas Sarkozy. Mais, têtu, il va remettre le sujet sur le tapis, mardi, à l'occasion d'une convention consacrée à "*la refondation du dialogue social*".

Chargé de la préparation de la convention, le secrétaire général adjoint du parti veut donc contourner le problème en proposant, après l'élection présidentielle, des "*assises de la démocratie sociale*" pour inciter "*les partenaires sociaux à discuter de la représentativité des syndicats, de leur financement et de leur niveau d'autonomie par rapport à l'exécutif*". Et "*redonner ainsi une place éminente aux contrats par rapport à la loi*", notamment sur le temps de travail... Dans ce schéma, ce n'est plus l'État qui fixerait la durée du travail, mais des accords de branche ou d'entreprises, comme "*dans les autres pays européens qui fixent*

le temps de travail à ces niveaux plutôt que par la loi", souligne Hervé Novelli, qui détaillera la façon de les imiter dans un document mardi.

Encore faut-il convaincre les partenaires sociaux de s'emparer de ce sujet. Or, ni les syndicats ni le patronat (qui n'entend pas perdre les allègements de charges liés aux 35 heures) n'y sont pour l'heure favorables. Pour les convaincre, l'UMP a prévu d'agiter une carotte : la possibilité d'augmenter le financement public des syndicats qui accepteraient de négocier sur le temps de travail. Mardi, les partenaires sociaux seront d'ailleurs tous présents pour se voir exposer le deal de l'UMP. (lepoint.fr 01.07)

Les syndicats appelés à fixer la durée du travail en collaboration avec le patronat, autant dire le degré d'exploitation que les travailleurs devraient consentir... L'exploitation à la carte qui permettrait aux patrons des entreprises où les travailleurs ne sont pas représentés ou faiblement de les exploiter davantage.

Quant à la "*carotte*" du financement public, elle contribue largement à la corruption des syndicats dans tous les sens du terme. A quand une campagne contre le financement public des syndicats pour qu'ils retrouvent leur indépendance vis-à-vis de l'Etat ? Allez, un peu de courage et d'audace camarades ! Affimer que les syndicats seraient indépendants alors qu'ils sont financés par l'Etat est une escroquerie pure et simple, puisque ce sont leurs appareils dirigés par des bureaucrates à la solde du régime qui en sont les principaux bénéficiaires, appareils qu'on serait censé combattre.

2- Espagne.

L'Espagne a adopté un arrêté rendant les dépenses publiques dépendantes de la santé de l'économie.

Cette mesure de contrôle du déficit a été annoncée vendredi par le vice-président du gouvernement Alfredo Perez Rubalcaba à l'issue d'un conseil des ministres hebdomadaire.

Le cabinet a invité les autorités régionales semi-autonomes à faire de même, mais n'a pas le pouvoir de leur imposer la mesure.

Les déficits de certaines régions sont devenus une source de préoccupation alors que l'Espagne tente de dissiper les craintes sur la nécessité d'un sauvetage financier semblable à ceux que la Grèce, l'Irlande et le Portugal ont été contraints de demander.

A l'heure où le taux de chômage s'élève en Espagne à 21,3%, le gouvernement a également adopté des réformes destinées à aider les propriétaires ne pouvant s'acquitter de leurs remboursements d'emprunt. (AP 01.07)

Un, cela ressemble comme deux gouttes d'eau à la "règle d'or" que Sarkozy veut inscrire dans la Constitution, deux, si l'Etat n'a pas le pouvoir de restraindre les dépenses des régions, en revanche il peut continuer de les asphyxier économiquement....

3- Portugal

Le Parlement portugais a adopté vendredi le plan d'austérité présenté par le nouveau gouvernement, l'opposition n'ayant pas soulevé d'objection qui aurait nécessité l'organisation d'un vote formel.

Le gouvernement de Pedro Passos Coelho, arrivé au pouvoir le mois dernier, a promis d'honorer les engagements pris par son prédécesseur en l'échange de l'octroi d'une aide par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne.

"*Le gouvernement dispose désormais du soutien complet du Parlement pour son programme*", a déclaré le Premier ministre portugais.

Paulos Portas, le ministre des Affaires étrangères, a loué "l'esprit de compromis et l'ouverture qui ont marqué les discussions au Parlement". (Reuters 01.07)

Ils sont tellement cul et chemise qu'ils ont fait l'économie d'une discussion au Parlement ! Il y en a qui vont devoir revoir sérieusement leur copie, non ? Au fait, vous discutez de quoi au juste dans vos partis ?

4- Tunisie

La commission de réforme politique tunisienne a annoncé vendredi l'adoption à la majorité d'un "pacte républicain" visant à servir de socle à la future constitution, qui stipule notamment le refus de toute forme de normalisation avec Israël.

La presse arabophone a publié le contenu de ce pacte qui définit la Tunisie comme un pays démocratique et libre, sa langue est l'arabe et sa religion est l'Islam. (liberation.fr 01.07)

La nouvelle constitution est rédigée par une commission désignée par un gouvernement illégitime avant même l'élection à l'Assemblée constituante, autant dire qu'ils sont en train de définir avec le RCD et les militaires quel sera son champ d'action et les limites à ne pas dépasser pour maintenir sous une forme plus ou moins déguisée le régime en place. Problème : les revendications sociales des travailleurs qui demeureront largement insatisfaites...

5- Syrie

Les forces de sécurité ont fait onze morts et au moins 12 blessés parmi les centaines de milliers de manifestants qui ont défilé contre le régime dans toute la Syrie.

Plus d'un demi-million de personnes ont manifesté vendredi 1er juillet à Hama, dans le centre de la Syrie, pour appeler à la liberté, ce qui constitue "*la plus grande manifestation*" depuis le début du mouvement de contestation dans ce pays, le 15 mars, ont affirmé des militants sur place.

A Homs, à 160 km au nord de la capitale syrienne, «plus de 100.000 personnes ont participé aujourd'hui aux manifestations dans plusieurs quartiers», a raconté un militant des droits de l'Homme.

Des milliers de personnes se sont en outre rassemblées dans la province d'Idleb (nord-ouest) et dans les régions kurdes du Nord-Est, à Amouda et à Hassaké. A Alep, deuxième ville de Syrie, les forces de l'ordre ont arrêté trois contestataires. (liberation.fr 01.07)

6- Yémen

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté ce vendredi au Yémen pour demander le départ des proches du président Ali Abdallah Saleh, hospitalisé en Arabie saoudite.

"*Nous voulons le départ de ce qui reste du régime pour accélérer la mise en place d'un Conseil présidentiel de transition*", a déclaré à Sanaa Ouassim al-Quorachi, porte-parole des "*Jeunes de la révolution*". Il faisait allusion à l'entourage familial du chef de l'Etat qui ne veut pas lâcher les rênes du pouvoir en dépit d'une contestation de six mois. "*Marchons main dans la main pour atteindre notre objectif*" et "*le peuple veut un Conseil de transition*", ont scandé les manifestants à Sanaa, dont le nombre a été évalué par les organisateurs à environ 250.000 personnes. Le défilé a eu lieu dans le nord de la capitale sous la protection des soldats du général dissident Ali Mohsen al-Ahmar.

Les partisans de Saleh ont, quant à eux, renouvelé leur "*fidélité*" au chef de l'Etat au cours d'un rassemblement dans la capitale Sanaa après la prière du vendredi. Dans le sud de Sanaa, des dizaines de milliers de partisans de Saleh se sont rassemblés, brandissant des portraits du président et proclamant leur fidélité à sa personne et à l'institution militaire, dont les unités d'élites sont dirigées par son fils Ahmed et ses cousins.

A Taëz, au sud de la capitale, les manifestants ont scandé des slogans hostiles à l'Arabie saoudite, soupçonnée de freiner une véritable transformation du régime yéménite. "*Dites à l'Arabie saoudite que le Yémen est une république*", a repris la foule en affirmant que "*le Yémen n'est pas Bahreïn*", où les Saoudiens ont envoyé des troupes pour aider à contenir la contestation de la famille royale des Al-Khalifa.

D'autres manifestations ont eu lieu à Saada, dans le Nord, et dans la province du Hadramout, dans le Sud-Est, tandis que dans le Sud la situation reste tendue autour de Zinjibar, aux mains depuis fin mai, de combattants présumés d'Al-Qaïda. (lexpress.fr 01.07)

Social

Grande-Bretagne. Colonialisme et esclavagisme moderne.

Le ministre britannique du Travail a appelé vendredi les entreprises à employer en priorité les jeunes chômeurs britanniques, avant les travailleurs immigrés au Royaume-Uni, dans un discours à Madrid.

Plus de la moitié des nouveaux emplois créés au Royaume-Uni depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition libérale-conservatrice en mai 2010 ont été pourvus par des étrangers, a reconnu le ministre Iain Duncan Smith, lors d'une conférence devant une fondation de recherche sociale espagnole près de Madrid.

Selon les statistiques officielles, ce sont 87% des 400.000 nouveaux emplois créés pendant la première année au pouvoir de la coalition libérale-démocrate, qui sont allés à des travailleurs immigrés. (AFP 01.07)

Pourquoi, parce que les emplois créés sont sous-payés, les conditions de travail insupportables et les travailleurs britanniques refusent d'être réduits en esclavage, tandis que les travailleurs immigrés n'ont pas vraiment le choix ?

Haut de page

Le 3 juillet

Un courriel reçu d'un militant du POI.

(J'ai corrigé la ponctuation) - "*Cher camarade. Il est naturel que nous soyons attentifs aux problèmes de la transition. J'observe que tu vilipendes nos dirigeants parce que ils seraient réformistes et j'en passe. Dans mon comité POI, il y une vraie discussion sur ces problèmes de transition qui ne sont abordés dans aucun autre parti.*

Tu nous décris comme ayant, militants de base, aucune expérience alors que beaucoup d'entre nous lisons, discutons et diffusons depuis des dizaines d'années ; contrairement à ce que tu dis nous nous préparons à ce qu'ont vécu nos ancêtres il y a 220 ans y compris en passant par une constituante où siégeaient dans le tiers état 80% de monarchistes constitutionnels mais avec le peuple des faubourgs au cul ! Je te suggère de revenir dans notre pays pour préparer avec nous le changement décisif que tu réclames, nous ne sommes pas de trop. Bien cordialement."

Ma réponse.

Tout d'abord je te remercie pour ton courriel.

Chacun prend dans ce que j'écris ce qui correspond à sa situation et dont il a plus ou moins conscience. Mon discours ne s'adresse pas forcément à tous les militants, souvent je vise une catégorie particulière de militants, il peut arriver que je ne le spécifie pas clairement, autant pour moi dans ce cas-là.

220 ans tu dis, tu fais donc référence à la Révolution de 1789 et non à la Commune de Paris de 1871, merci de cette précision. Drôle de préparation, non ? Si j'ai bien compris ton raisonnement, avec une Assemblée constituante composée à 80% de partisans du capitalisme, en réalité pratiquement 100%, tout serait possible dès lors que les masses seraient mobilisées, y compris rompre avec le capitalisme. Quelle illusion !

Je te rappelle que c'est une minorité qui en a remplacé une autre au pouvoir en 1789, alors que la révolution prolétarienne a pour objectif de porter au pouvoir une classe qui constitue la majorité de la population, donc les tâches que le prolétariat aura à résoudre ne se poseront pas du tout dans les mêmes termes. C'est la raison pour laquelle il est impossible de prendre la révolution de 1789 comme modèle, sauf si l'on n'a pas vraiment l'intention de porter la classe ouvrière au pouvoir.

Qui vous met ces idés dans la tête ? Je ne doute pas que vous discutiez dans votre parti, mais de quoi au juste ? Des monarchistes qui avaient rallié la révolution et la bourgeoisie, qui ont perdu leurs privilèges mais ce sont vu restituer leurs biens par la suite, ceux qui ont coupé la tête à Robespierre et ses amis ? Vous ne vous tromperiez pas de révolution et d'époque par hasard ?

Je ne me suis pas penché sur cette question, mais il me semble que des constituantes ont vu le jour depuis dans pas mal de pays (en Amérique latine ou en Afrique) avec le résultat que l'on sait, est-ce cela qui vous sert de modèle ?

Qu'est-ce qui s'est passé en Espagne au cours du mois écoulé ? Des milliers de travailleurs et jeunes, qui n'ont confiance dans aucun parti politique, sont descendus dans la rue, puis ils ont constitué l'ébauche d'une assemblée populaire, ensuite ils ont élu ou désigné (?) des délégués pour lui donner un semblant d'existence permanente, un début de représentation politique.

Ce début d'organisation politique indépendante des masses a été largement improvisé et a dépassé les attentes de leurs organisateurs, qui ont été incapables de définir des tâches et des objectifs politiques à ce mouvement pour qu'il s'amplifie et s'unisse au niveau national, parce qu'il n'a pas été capable d'entraîner le gros des troupes du prolétariat, et si celui-ci ne s'est pas mobilisé, c'est parce qu'il n'y était pas préparé, reste à savoir pourquoi, sur quel plan, objectif, subjectif ou politique ou les deux à la fois.

Cela me fait penser à une de mes récentes causeries, dans laquelle j'émettais l'hypothèse que la classe ouvrière et sa jeunesse pourraient se doter d'un organisme politique indépendant au cours de leur mobilisation, et qu'elles pourraient s'en servir comme moyen dans leur lutte pour abattre les institutions en place et prendre le pouvoir, à condition d'y associer les partis et organisations ouvrières qui luttent à leur côté pour le socialisme, et j'ajouterai, d'obtenir la participation des syndicats, comités de grève, etc.

Maintenant, j'affirme que la classe ouvrière ne parviendra jamais à prendre le pouvoir dans le cadre d'un tel processus ou

par l'intermédiaire d'une Assemblée constituante en l'absence du parti qui seul pourra les guider dans la bonne direction et prendra les premières mesures sociales et politiques révolutionnaires. Je ne remets pas en cause ce processus mais son contenu.
Par exemple, en Espagne il était possible d'y participer en lui donnant un contenu révolutionnaire, dirigé contre les institutions, sans se faire d'illusions sur ce qu'on pouvait en espérer pour le moment, l'essentiel étant d'intervenir au cours de ce processus politique sur cette base, pour à la fois aider la conscience de classe du prolétariat à progresser et construire le parti.

On peut tout improviser, sauf la lutte pour le pouvoir qui requiert pour vaincre un niveau d'organisation et de conscience politique supérieur auquel ne parviendra jamais le processus évoqué plus haut ou une Assemblée constituante. Qu'est-ce qui peut l'incarner le mieux que le parti ? Une leçon de léninisme que beaucoup ont oublié ou ne connaissent pas. Chacun peut évidemment avancer n'importe quelle théorie en dehors du temps et de l'espace ou sans tenir compte de la réalité, et imaginer que les choses se dérouleront selon son bon vouloir ou que l'histoire se renouvellera à l'identique pour ne pas nous contredire, c'est sans doute le meilleur moyen de se préparer à une terrible défaite.

Autant on peut imaginer possible d'improviser avec succès de faire descendre des centaines de milliers de travailleurs dans la rue sans objectif politique précis, autant il sera impossible d'engager la lutte pour renverser le régime et affronter son appareil policier, d'abolir les privilèges de la classe dominante et la réprimer pour l'empêcher d'organiser des actions contre-révolutionnaire, donc de vaincre notre ennemi sans y avoir préparé les masses, sans une solide organisation, sans un puissant parti révolutionnaire, croire le contraire relève de l'utopie ou de l'aventurisme. Des gros malins vont s'exclamer : mais nous le savons, vous nous prenez pour des débiles ou quoi, pas du tout, alors pourquoi en faire un mystère, pourquoi ne pas le dire aux travailleurs et aux militants pour lesquels cela ne coule pas de source ? Ce n'est pas une question à l'ordre du jour. Parce que tous les matins, en se levant il y aurait des travailleurs qui penseraient à l'Assemblée constituante ? Non, et pourtant il faut bien leur fixer un objectif politique ou poser la question du pouvoir ou de l'Etat. C'est au moins le mérite du POI par rapport au NPA et à LO ou même à toutes les autres organisations.

On peut bien sûr formuler un tas d'objections pour rejeter la stratégie que je propose, comme à l'opposé on peut exagérer les forces dont notre ennemi disposera au moment de la révolution ou les obstacles qu'il nous faudra abattre ou contourner, il n'en demeure pas moins que la question de la place et du rôle du parti sera déterminante. Qui en a conscience aujourd'hui ? Vous, moi, j'ai envie de vous répondre qu'on s'en fout, ce qui nous intéresse c'est de savoir où en est le niveau de conscience politique des travailleurs pour le faire progresser, et de trouver le moyen d'intégrer cette question du parti dans leur réflexion puisqu'il en est absent. Les médias martèlent sans cesse que les travailleurs se sont détournés des partis et de la politique, et bien raison de plus pour marteler qu'ils se trompent, qu'on les a trompés...

Au lieu d'avancer la perspective de l'élection à une Assemblée constituante encore une fois en direction d'une poignée d'initiés, car pas un travailleur sera foutu de vous dire ce que cela signifie au juste, pour clarifier les choses et répondre aux questions que les travailleurs peuvent se poser, on ferait peut-être mieux d'insister sur la nécessité de s'organiser et de construire le parti dans la perspective de rompre à terme avec les institutions, en attendant de voir quelle forme prendra concrètement leur organisation lorsque la lutte pour le pouvoir sera engagée. Je veux bien admettre que l'Assemblée constituante à le mérite de préciser la forme que pourrait prendre un Etat ouvrier ou une République sociale ou socialiste, mais cela demeure très flou et peut prêter à confusion.

Je n'ai aucun a priori sur l'Assemblée constituante, je ferais seulement remarquer que ceux qui la réclament sont incapables d'expliquer en quoi elle serait différente de l'Assemblée nationale, tant sur son fonctionnement que sur sa composition, ce qui ne favorise pas l'adhésion à cet objectif politique. En dehors de l'affirmation qu'elle serait souveraine, c'est-à-dire qu'elle concentrerait le pouvoir législatif et exécutif, qu'elle n'aurait de compte à rendre à aucune autre institution ou à aucun bonaparte ou monarque, on ne voit pas très bien ce qui la distinguerait de l'Assemblée nationale dont il faut se débarrasser, ni comment le mandat de ses élus pourrait être contrôlé par le prolétariat.

En Bolivie, il y a un parlement élu et un gouvernement qui appliquent une politique favorable aux capitalistes, et à côté le peuple est appelé à se rassembler dans des assemblées populaires qui n'ont aucun pouvoir réel et qui tournent à la farce, tandis que l'ensemble des institutions existantes avant l'élection de Morales et de ce parlement sont demeurés en place, y compris la constitution.

En conclusion, si le mouvement amorcé en Espagne peut servir d'exemple à suivre dans une certaine mesure ou d'indicateur sur l'état d'esprit des masses pour les pays similaires, on ne pourra pas en dire de même de l'expérience bolivienne qui mène à une impasse ou prépare le retour de la réaction au pouvoir.

Pour répondre à la fin de ton courriel, si je rentrais en France, je serais considéré comme un paria ou pire encore par les membres de ton parti, franchement je crois que je supporterai mieux ce statut en Inde ! Et à 56 ans, je vivrais de quoi, comment ? Ici je peux vivre normalement avec quelques centaines d'euros jusqu'à la fin de mes jours, qui osera me le reprocher ? Je ne rentrerais en France que si la situation politique en France prenait une tournure franchement révolutionnaire, et encore, j'y réfléchirais à deux fois car à mon âge on n'a plus le droit à l'erreur.

Ils annoncent la couleur, bleu marine !

- L'UMP veut la fin des 35 heures si Sarkozy l'emporte en 2012 - Liberation.fr

- Si Sarkozy gagne en 2012, les 35 heures seront supprimés - L'Express.fr

Enfin travailler plus pour gagner...toujours moins ! (lire dans cette page l'intervention de Novelli et mon commentaire)

Le saviez-vous ?

- Il faut dire que la Constitution chilienne est encore celle dictée par le général Augusto Pinochet. (lire l'article complet dans cette page) (Rue89 02.07)

Tiens donc, depuis la fin de la dictature n'y aurait-il pas eu un parti de l'Internationale jaune au pouvoir dans ce pays ? En Espagne ils ont conservé les institutions hérités du franquisme... Tous pourris jusqu'à la moelle ces partis issus de la social-démocratie ! Tout comme les partis issus des Partis communistes stalinisés. Qu'ils disparaissent tous !

Politique

1- Maroc

Les Marocains ont voté, vendredi, à une écrasante majorité pour le "oui" au référendum sur le projet de révision constitutionnelle. Plus de 98 % des électeurs ont voté pour le "oui" dans 94 % des bureaux de vote, a déclaré le ministre de l'intérieur marocain, Taib Cherkaoui. Ce dernier a également indiqué que le taux de participation a atteint 72,65 %.

Le Mouvement des jeunes contestataires du 20 février, qui revendique plus de 62 000 membres et qui avait appelé au boycott, a contesté ce résultat. "*C'est un référendum illégal car il a été marqué par des violations massives du princip démocratique. Les autorités ont profité des conditions sociales des gens et les ont forcés à aller voter pour le "oui"", a déclaré Najib Chaouki, un membre du Mouvement du 20 février. Le Mouvement va manifester pacifiquement dimanche pour protester contre ce résultat ridicule*".

Les Etats-Unis - un allié du Maroc et des monarchies arabes - a salué l'organisation du référendum, le département d'Etat estimant qu'il s'agissait d'"*un pas important dans le développement démocratique en cours au Maroc*". Plus enthousiaste, le ministre des affaires étrangères français Alain Juppé a parlé d'une "*décision claire et historique*". (lemonde.fr 02.07)

Commentaire d'un internaute.

Comment voulez-vous croire à "*une réforme démocratique*" avec des tel résultats ? 98% de oui ! Personne n'est dupe... Les Ben Ali et autres Moubarak doivent bien se marrer dans leur lit d'hôpital respectif !

2- Jordanie.

Le gouvernement jordanien du Premier ministre Marouf al Bakhit a été profondément remanié samedi à la suite d'une cascade de démissions, dont celle de trois ministres dans un scandale de corruption. (Reuters 02.07)

3- Syrie

Bachar al Assad a limogé samedi le gouverneur de la province de Hama, au lendemain d'une une manifestation qui a réuni plusieurs dizaines de milliers d'opposants au président syrien, rapporte l'agence de presse officielle. (Reuters 02.07)

Haut de page

Le 4 juillet

Parole d'internaute

A propos de la Grèce et de la dictature du capital financier.

1- "Malheureusement la lecture d'ouvrages concernant la composition de la Feds aux states et sur les délits d'initiés pour les

grandes banques américaines comme Goldman and Sachs me font dire, que les complotistes qui voient la mainmise de quelques dynasties de banquiers cupides anglo saxon (...) sur les nations occidentales et par là sur une partie du monde, sont fondées. Le monde va vers une nouvelle guerre."

2- "Mes chers amis d´Europe, vous êtes en plein dans les programmes d´ajustement structurel que les Chicago boys avaient expérimentés dès les années 1970 au Chili sous le régime sanguinaire du sinistre Pinochet, installé au pouvoir après le meurtre de Salvador Allende. Après le Chili, ces programmes ont été étendus à toute l´Amérique latine sous des dictature militaires pro-américains d'une grande cruauté. après l'Amérique latine, ça été le tour de l'Afrique depuis les années 1980.

La conséquence en a été la casse de l´économie, la privatisation sauvage des ports, des aéroports, des entreprises publiques, de la gestion des hôpitaux et des universités ; la mise sous tutelle des pays, les guerres civiles (Congo, Sierra Leone, Rwanda, Tchad, Côte d´Ivoire, etc.). On en est encore là aujourd´hui.

Le problèmes est l´Europe des peuples a refusé d'écouter le cri de détresse des Africains. Les économistes, les sociologues, les philosophes d'Afrique et d'Amérique latine ont réalisé des travaux de qualité sur l´ajustement structurel. comme toujours, ces travaux n'ont reçu aucun écho dans les pays du nord où ils ont éte accueillis avec le plus grand mépris.

Peuples d´Europe, lisez donc l´économiste ègyptien Samir Amin (l´un des plus grands économistes de notre temps). lisez la sociologue malienne Amina Traoré; lisez le philosophe camerounais Nkolo Foé, et vous comprendrez ce qui vous arrive; ce que les prédateur du capitalisme vous imposent...." (Reuters 03.07)

Politique

1- Thaïlande

Cinq ans après avoir été renversé par l'armée, l'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra tient sa revanche. Son parti, le Pheu Thaï, a nettement remporté les législatives de dimanche et sa soeur Yingluck Shinawatra, son "*clone*", devrait devenir la première femme à diriger ce pays du Sud-Est asiatique. Reste à savoir quelle sera la réaction des élites, notamment au sein de la monarchie et de l'armée.

Après le dépouillement de 98% des bulletins, le Pheu Thaï (Parti pour les Thaïs) de Thaksin Shinawatra obtenait une large majorité, avec 264 sièges sur les 500 de la chambre basse du Parlement, selon les résultats préliminaires communiqués par la Commission électorale. Le Parti démocrate du Premier ministre sortant ne récoltait que 160 sièges.

Quelque 47 millions d'électeurs avaient été appelés aux urnes pour ces législatives censées ramener la stabilité dans un pays en crise politique depuis cinq ans et le départ forcé de Thaksin.

Le scrutin s'est résumé essentiellement à un duel entre le parti Pheu Thaï, piloté à distance par Thaksin, et le Parti démocrate au pouvoir. Troisième mouture du parti Thaï Rak Thaï de Thaksin, Pheu Thaï défend traditionnellement les populations rurales du pays, notamment du nord, tandis que le Parti démocrate rassemble les élites urbaines et la classe moyenne, notamment à Bangkok et dans le sud. (AP 03.07)

2- Syrie.

2.1- Appel au boycott de Bernard-Henri Lévy et les complices de la vermine sioniste.

Invitées à participer à un meeting organisé par la revue La Règle du jeu de Bernard-Henri Lévy, lundi 4 juillet à Paris, plusieurs personnalités représentatives de l'opposition syrienne à l'étranger, ont renoncé publiquement à leur présence à cette manifestation. «*Car le message de soutien aurait pu être entendu si l'identité du messager n'était pas si problématique,* » selon l'un d'entre eux.

« *Celui qui se fait l'ennemi des droits d'un peuple ne peut prétendre soutenir une révolution fondée sur les mêmes droits* », écrit Suhair Atassi, figure emblématique de l'opposition de l'intérieur depuis sa cachette syrienne.

Dans un texte diffusé samedi matin par ses amis, elle « *appelle les Syriens qui ont accepté de participer à la conférence de Paris lundi, organisée avec l'appui dudit Comité pour le salut de la Syrie, mis en place par Bernard-Henry Lévy, à se retirer et à déclarer publiquement leur retrait* ».

« *De même, j'appelle les Syriens libres et toutes les vraies consciences à boycotter cette conférence et à expliquer les raisons de ce boycott.* »

Malgré leur difficile combat pour la liberté dans leur pays, les opposants syriens ne transigent pas sur certains principes. Rejetant le « *scénario libyen* », ils sont hostiles à ce qu'ils considèrent comme une récupération de leur cause par BHL et certains de ses amis qui ont souvent affiché un soutien actif à Israël.

Suhair Atassi rappelle :

« *Bernard-Henri Lévy a considéré les enfants tués à Gaza comme des* “ dommages inévitables de la guerre contre le terrorisme ” *et en réponse au massacre dans le camp de réfugiés de Jénine en 2002, il avait visité le camp à bord d'un char israélien et la presse avait publié ses photos et sa déclaration selon laquelle :* “ L'armée israélienne est l'armée la plus humaine de l'histoire moderne.”

Il a en outre transmis au gouvernement de Netanyahou une fausse promesse de la part du Conseil libyen de transition d'établir des relations diplomatiques avec Israël, obligeant le CLT à démentir l'information. A quel titre vient-il maintenant soutenir une révolution pour la liberté. »

Fin mai déjà, trois des intellectuels les plus consensuels de l'opposition syrienne en France avaient signé un appel titré : « *Bernard-Henri Lévy, épargnez aux Syriens votre soutien !* »

Burhan Ghalioun, écrivain, professeur à la Sorbonne, Subhi Hadidi, écrivain et journaliste, et Farouk Mardam Bey, éditeur ont considéré les initatives de BHL comme : « *Des manœuvres sordides qui visent à détourner l'opposition démocratique syrienne de ses objectifs et portent atteinte à sa crédibilité devant son peuple.* »

Une soirée à Paris avec le seul BHL ? Ils se disent piégés.

Alertés par leurs amis en France, plusieurs invités syriens venant des Etats-Unis, d'Egypte ou d'ailleurs ont renoncé à participer au meeting.

Parmi eux :

- Ammar Qorabi, qui dirige l'Organisation nationale des droits de l'homme, exilé au Caire ;
- Omar Al-Azm, anthropologue, professeur à l'université de l'Ohio ;
- Adib Shishakli, petit fils d'un ancien président de la République syrienne, également installé aux Etats-Unis,
- Georgette Alam.

Conviés à Paris pour rencontrer des responsables français, ces personnalités se sont aperçues qu'il n'y avait d'autre rendez-vous sur leur agenda que cette soirée aux côtés de BHL.

Ils considèrent avoir été piégés par les partenaires syriens de La Règle du jeu, des militants séduits par la force de frappe politico-médiatique de BHL qui ont semé la discorde au sein de l'opposition.

Plusieurs groupes d'opposants syriens en France, dont Souria Houria (Syrie-Liberté) ou le Collectif Urgence solidarité Syrie ont en effet clairement signifié leur hostilité à cette réunion.

Sur le site de La Règle du jeu, le programme de la soirée est ainsi présenté :

«Prendront la parole, entre autres, Laurent Fabius, Bertrand Delanoë, Cécile Duflot, François Bayrou, Rama Yade, Fadela Amara, Axel Poniatowski, ainsi qu'André Glucksmann, Bernard Kouchner, Kendal Nezan, Aalam Wassef et Bernard-Henri Lévy.

L'opposition syrienne s'exprimera par la voix de plusieurs témoins récemment sortis de Damas ou d'autres villes de la Syrie martyre.

Des témoignages écrits, également venus de l'intérieur de la Syrie, seront lus par les acteurs Xavier Beauvois et Jane Birkin. » (Rue89 03.07)

Commentaire d'un internaute

Je connais un opposant au régime syrien, exilé en France depuis plus de vingt ans, qui a vu son nom sur cette liste d'opposant qui devaient soit-disant faire partie de cette réunion de BHL. Il m'a demandé comment il pouvait faire pour que son nom n'apparaisse plus dans cette mascarade qu'il n'a jamais souhaitée.

2.2- Hama : un nouveau massacre en perspective ?

L'armée syrienne a déployé des chars aux entrées de la ville de Hama, deux jours après une manifestation de grande ampleur contre le président Bachar al Assad, ont rapporté dimanche des habitants et des militants.

"*Des dizaines de personnes ont été arrêtées dans les environs de Hama. Les autorités semblent avoir opté pour la solution militaire afin de soumettre la ville*", a dit Rami Abdel Rahman, président de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme.

Hama, située à 210 km au nord de Damas, a été le théâtre de la plus sanglante répression dans l'histoire moderne de la Syrie. Lors d'une intervention en 1982, l'armée avait tué près de 30.000 personnes afin de mater un soulèvement islamiste contre l'ancien président Hafez al Assad.

Un habitant a dit que les communications avaient été coupées dans Hama, à l'image de ce qui a été fait dans d'autres villes avant des interventions de l'armée. Cet habitant a ajouté que les forces de sécurité et des miliciens à la solde du régime avaient été aperçus dans plusieurs quartiers.

"*Ils ont tiré à l'aveuglette ce matin dans le quartier de Machaa. Les arrestations ont essentiellement eu lieu dans des secteurs proches du stade de football et dans le quartier de Sabounia*", a dit cet habitant, un commerçant disant s'appeler Kamel, interrogé au téléphone par Reuters dans un secteur en périphérie de Hama où les communications n'ont pas été coupées.

3- Algérie. Armement du régime. Le premier client en Afrique des marchands d'arme.

Le conseil de sécurité du gouvernement allemand a donné son feu vert à la vente de matériel militaire à l'Algérie pendant 10 ans, a déclaré dimanche une source industrielle à Reuters.

Sont concernés quatre projets représentant au total une dizaine de milliards d'euros, a ajouté la source. (Reuters 03.07)

Commentaire d'un internaute

- Selon Roman Trotsenko, président du Groupe unifié de construction navale russe (OSK), la Russie construira deux corvettes Tigre pour l'Algérie, rapporte jeudi l'agence de presse russe RIA NOVOSTI. Selon cette source, cette nouvelle vente d'armement à l'Algérie a été conclue entre les deux parties "*lors du Salon naval de Saint-Pétersbourg avec le soutien de l'agence russe d'exportation d'armements Rosoboronexport*".

Pour l'heure, on ignore toujours le montant déboursé par l'Algérie pour acquérir ces deux nouvelles corvettes. Cependant, cette nouvelle acquisition d'armement russe confirme que le premier fournisseur de l'Algérie reste la Russie.

Il faut savoir que le dernier rapport de l'Institut international de recherche de Stockholm pour la paix (Sipri) a révélé que l'Algérie représente 13 % des ventes d'armes russes sur la période 2006-2010. Ce rapport a souligné également que l'Algérie est le huitième acheteur d'armes au monde sur cette même période et le premier acheteur d'armes du continent africain devant l'Afrique du Sud.

Il est à signaler enfin que 48 % du total des armes vendues en Afrique sont achetées par l'Algérie !

Social

France. Travailler toujours plus et plus longtemps.

1- Travail le dimanche

Le travail du dimanche est de moins en moins exceptionnel. En 2009, plus de 6 millions de salariés, soit 27,5% d'entre eux, travaillaient ce jour-là en France. Principalement dans le secteur tertiaire, mais également dans l'industrie. Certes, la plupart - 15,2% de l'ensemble des salariés - ne le font qu'«*occasionnellement*».

Reste que la proportion de Français contraints de se lever le jour du Seigneur pour se rendre au travail ne cesse d'augmenter depuis vingt ans. Ils n'étaient ainsi que 5,4% à œuvrer «*habituellement*» le dimanche en 1990, selon le ministère du Travail, contre 12,2% aujourd'hui. Une progression qui se double d'un autre phénomène : le cumul avec le travail du samedi. Ainsi, plus de 95,3% de ceux qui travaillent «*habituellement*» le dimanche sont également sollicités la veille… Bref, pour près de 2,5 millions de salariés en France, c'est l'ensemble du week-end qui est compromis. (liberation.fr 03.07)

2- Retraite

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) va rendre un avis préconisant un nouvel allongement de la durée de cotisation nécessaire pour une pension à taux plein, à 41,5 années pour les générations nées à partir de 1955, a affirmé le *Figaro* dimanche sur son site internet.

Cette durée de cotisation est actuellement de 40 ans et trois trimestres (pour la génération 1951) et doit passer en 2012 à 41 ans (pour la génération 1952). La réforme des retraites de 2010 a prévu qu'elle passerait ensuite à 41 ans et un trimestre en 2013 (pour les générations 1953 et suivantes), mais rien n'est encore décidé pour après, et le COR doit justement donner un «*avis technique*» sur ce point mercredi.

Selon le Figaro, il se prononcera pour un allongement à 41,5 ans pour les générations nées à partir de 1955. Ce chiffre résulterait d'une «*application mathématique*» de la réforme Fillon de 2003, qui prévoit que la durée de cotisation doit être relevée quand l'espérance de vie à 60 ans augmente. Si le gouvernement décidait de suivre un tel avis, il devrait publier un décret en ce sens avant la fin de l'année.

Créé en 2000, le COR est une instance indépendante composée de représentants des partenaires sociaux, des parlementaires et de l'Etat. Il a un rôle d'expertise et de consultation. Ses rapports en 2010 avaient notamment évalué les besoins de financement des retraites en amont de la réforme. (20minutes.fr 03.07)

Economie

1- Grèce

La Grèce est confrontée à de sévères limitations de sa souveraineté et doit privatiser, autant que cela a été fait pour les entreprises d'Allemagne de l'Est dans les années 1990 après la chute du communisme, a déclaré le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker.

"*La souveraineté de la Grèce sera énormément restreinte*", déclare-t-il au magazine allemand Focus, dans un entretien publié dimanche, ajoutant que des équipes d'experts de toute la zone euro se rendraient en Grèce.

"*Pour la vague de privatisations à venir, il leur (aux Grecs) faudra, par exemple, une solution qui se fonde sur le modèle de la 'Treuhand' allemande*", explique Juncker, faisant référence à l'organisme qui avait vendu 14.000 firmes est-allemandes de 1990 à 1994.

Le Parlement grec a voté jeudi la création d'une agence de privatisation conformément à un programme d'austérité convenu avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) qui a provoqué de violentes manifestations dans les rues d'Athènes.

Une nouvelle expérience Treuhand risquerait d'être amère pour les Grecs, qui souffrent déjà d'un chômage élevé dans le contexte d'une récession qui dure depuis trois ans.

La Treuhand était censée revendre les actifs publics en faisant un bénéfice mais elle a clôturé ses comptes sur un énorme déficit de 270 milliards de marks (172 milliards de dollars, 118,4 milliards d'euros), un souvenir fort déplaisant pour les milliers d'Allemands qui y perdirent leur emploi.

Quatre millions d'Allemands étaient salariés des entreprises passées dans le giron de la Treuhand en 1990. Seulement 1,5 million d'emplois demeuraient lorsque l'agence ferma en 1994.

Christian Noyer, membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), a dit avoir bon espoir que la Grèce applique son programme d'austérité et de rallier les banques au deuxième plan de sauvetage.

"*La quasi-totalité des banques et des autres entités financières qui pourraient prendre part au renflouement de la Grèce en tireraient avantage*", dit-il à l'hebdomadaire grec Proto Themas. (Reuters 03.07)

Tous les pays sont appelés à perdre leur souveraineté dans le cadre de l'Union européenne, elle a été construite dans cet objectif, afin d'interdire aux différents prolétariat de pouvoir poser la question du pouvoir une fois placées sous la coupe d'un Etat fédéral du type de celui qui existe aux Etats-Unis notamment.

Remettre en cause l'Etat serait rudement plus compliqué et difficile, alors qu'il l'est déjà tellement dans le cadre d'Etats peuplés de seulement quelques dizaines de millions d'habitants. C'est l'hypothèse formulée par Trotsky que l'on peut lire dans *Défense du marxisme* qui est en train de se réaliser sous une forme légèrement différente, mais dont les conséquences seraient exactement les mêmes ou pires encore pour la classe ouvrière.

Pas de quoi pour autant défendre l'Etat dans sa forme actuel, sous aucun prétexte (République, démocratie, statuts, etc), le meilleur moyen de combattre les intentions affichées de l'Union européenne est de combattre pour le renversement du régime dans chaque pays dans la perspective des Etats-Unis socialiste d'Europe. Notre seul salut repose sur la liquidation des Etats capitalistes avant qu'ils ne parviennet à leur fin. Après, on n'ose même pas imaginer la suite. D'ici là, ils ont encore du pain sur la planche... (A suivre)

Haut de page

Le 5 juillet

J'ai mis en ligne un document qui retrace (en date) une partie de l'histoire de l'économie française depuis la création de la Banque de France jusqu'à l'euro, de 1800 à 2005, à partir de quelques documents que j'ai trouvés sur le Net. Cela permet de mieux comprendre comment la financialisation de l'économie s'est réalisée à partir du milieu des années 80 (sous Mitterrand), comment l'aristocratie financière a étendu son pouvoir sur les entreprises ou encore comment ils ont organisé sous couvert de l'indépendance de la Banque de France la subordination du budget de l'Etat à la BCE via les marchés financiers dominés par l'impérialisme américain, qui à travers ses agence de notation qui servent de paravents aux banquiers américains, ont conduit les Etats à s'endetter auprès des marchés au point de se retrouver en faillite, et de justifier pour y échapper (en vain) les plans d'austérité que tous les gouvernements mettent en place les uns après les autres contre les travailleurs dans chaque pays. C'est également dans ce cadre et à cette fin que fut créé l'euro.

La perte du pouvoir des Etats d'agir sur leur politique monétaire se traduit par l'obligation pour l'Etat d'emprunter sur les marchés à des taux d'intérêts fixés par ses créanciers eux-mêmes (supérieurs à l'inflation), l'augmentation exponentielle ou sans fin de la dette de l'Etat avec l'accord de la BCE suite à la baisse des recettes due aux concessions accordées aux capitalistes (baisse de l'impôt sur les bénéfices, exonérations de cotisations sociales prises en charge par l'Etat, cadeaux fiscaux accordés aux plus riches, etc.), au point que le service de la dette (les intérêts versés par l'Etat à ses créanciers, banquiers et institutions financières) est devenu le premier poste budgétaire de l'Etat.

Non seulement ce sont des centaines et des centaines de milliards d'euros qui sont ainsi détournés en quelques années des caisses de l'Etat, en privant l'Etat de l'outil financier qui lui permettait d'emprunter sans intérêts (privatisation du crédit au profit des banques privées), de dévaluer sa monnaie (depuis le passage à l'euro), de financer à moindre frais des grands travaux (la BCE l'interdit), l'Etat se retrouve dans une situation où il ne peut plus faire face à l'augmentation de ses dépenses courantes, ce qui est dû notamment à la revalorisation de l'euro par rapport au dollar qui augmente le coût de ses importations, on peut ajouter le coup social de sa politique d'austérité qu'il est obligé de prendre en charge pour que les plus pauvres ne se révoltent pas ou assurer un minimum de stabilité sociale, du coup son endettement ne peut que croître.

Si l'Etat français en est réduit à cette situation avec des taux d'intérêts relativement modestes consentis par les marchés financiers, comment pourrait-on imaginer que l'Etat grec puisse s'en sortir, alors qu'il doit faire face à des taux usuraires entre 12 et 20% ? Impossible. Et le pire ou le meilleur est à venir sur le plan social en Grèce, car les privatisations qui vont intervenir vont en grande partie servir à payer les intérêts que l'Etat doit verser aux prédateurs de la finance, tandis qu'ils vont se traduire obligatoirement par une importante montée du chômage qui a déjà atteint des records ou un niveau insupportable pour le prolétariat et particulièrement sa jeunesse, c'est ce qui s'est produit à partir du milieu des années 80 en France. D'autres pays sont dans la même situation que la Grèce, le Portugal et l'Espagne qui bat tous les records de chômage en Europe.

L'annulation de la dette doit être reliée à la question des salaires et du chômage de masse qui va s'amplifier dans toute l'Europe et qui va prendre à la gorge littéralement les travailleurs et les pousser à passer à l'action. Maintenant la question de l'annulation de la dette pose directement la question de la rupture avec le capitalisme et les institutions politiques à son service, la question de l'Etat et du pouvoir.

On ne doit pas la mettre en avant à la manière des réformistes qui font de la question de la dette la condition préalable à la satisfaction des revendications salariales ou de la baisse du chômage, un leurre ou une illusion criminelle qui une fois avérée, pousserait les travailleurs à se tourner vers le FN ou les conduirait au désespoir, ce qui reviendrait au même.

A l'opposé, il faut expliquer aux travailleurs que la question de la dette qui sert de moyen de chantage à l'Etat (le gouvernement et l'ensemble des partis qui participent aux institutions) pour imposer sa politique d'austérité, cette question et celle des salaires et du chômage sont intimement liées, et que pour cette raison elles ne peuvent trouver une solution qu'au niveau politique, au niveau de l'Etat, des institutions contre lesquels il faut combattre, il faut s'organiser dans la perspective de les renverser et prendre le pouvoir.

L'Etat et les institutions étant totalement soumis à la dictature de l'aristocratie financière incarnée par l'UE (le FMI, etc.), pour qu'une issue politique favorable aux travailleurs voie le jour, il faut abattre les institutions de la Ve République pour briser cette machine infernale qui nous lie à l'UE afin de pouvoir reconstruire la société sur de nouvelles bases, autrement dit s'attaquer

aux fondements du capitalisme...

Tout le monde prétend que la sortie de la Grèce de l'euro est impossible sans remettre en cause l'existence de l'Union européenne ou créer une telle crise que son existence serait menacée. Admettons-le, bien que je n'en sois pas du tout convaincu. La sortie en soi de l'euro ne résoudrait aucun des problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés . Alors que la fin des institutions mettrait du même coup un terme aux traités signés par l'ancien régime avec l'UE, permettrait à l'Etat de retrouver sa souveraineté pleine et entière, briserait le lien qui unissait précédemment l'Etat aux marchés financiers, et permettrait de poser les fondements d'une société basée sur la satisfaction des besoins de la population.

Si notre objectif est la prise du pouvoir politique, c'est pour ensuite pouvoir s'attaquer au capitalisme, notre objectif final est bien l'abolition du capitalisme, son pouvoir étant incarné par des institutions, en lui retirant ce pouvoir il n'a plus les moyens de son existence.

Dans une voiture, il y a un moteur qui fonctionne grâce à l'essence. Si maintenant vous disposez d'essence mais que vous n'avez plus de moteur pour propulser votre voiture, votre essence ne vous servira à rien et fera du surplace (ou sur-place). L'essence c'est le capitalisme, le moteur, les institutions, la voiture, la société de consommation sur laquelle est basée le capitalisme ou sans laquelle il ne serait pas viable (voir le cycle complet du capital).

La crise du capital et la crise du pouvoir politique sont liées à un niveau jamais atteint dans le passé dans les pays où le capitalisme est le plus développé, avec des répercussions à l'échelle mondiale. C'est l'ordre mondial qui est menacé d'explosion.

La rupture avec l'UE ou la sortie de l'euro ne changerait absolument rien aux conditions d'exploitation que connaissent les travailleurs. Sans détenir le pouvoir politique, il est impossible d'agir sur les rapports sociaux de production, or ce n'est ni l'UE ni l'euro, mais les institutions qui sont garantes du bon fonctionnement du capitalisme, ce sont donc elles qu'il faut liquider pour retirer toute légitimité (institutionnelle) à l'existence du capitalisme, toute justification possible à cette terrible injustice que constitue l'exploitation de l'homme par l'homme, l'existence du pauvre et du riche, du misérable et du nantis.

La question de la dette, dans la mesure où elle a été imposée à l'Etat par l'évolution du capitalisme mondial, où les représentants de l'Etat l'ont repris à leur compte parce qu'ils sont subordonnés au capitalisme (PS et ses satellites) ou parce qu'ils en sont les représentants officiels (UMP), pose la question de la rupture avec le capitalisme, question qui ne peut pas être abordée directement (encore moins résolue) mais qui passe par l'abolition des institutions politiques dans chaque pays.

Le PS et ses satellites prétendent à l'inverse, que l'évolution du capitalisme mondial ne serait pas le produit de ses propres lois de fonctionnement, qui n'ont pas changé depuis que ce système économique a vu le jour, mais celui de capitalistes avides de profits qu'il serait possible de rendre à la raison, mais comme cette explication à laquelle ils ne croient pas eux-mêmes ne tient pas la route, à défaut de pouvoir envisager une rupture avec le capitalisme, ils en arrivent logiquement à se ranger au côté des capitalistes et à admettre que les travailleurs devront payer cette dette quitte à formuler quelques aménagements, par exemple répartir leurs sacrifices sur une durée plus longue pour que ses conséquences soient moins brutales sur le moment, pour finalement parvenir au même résultat.

L'ensemble de ces éléments et leur développement à court terme permet d'affirmer que l'heure de l'inévitable affrontement entre les classes se rapprochent à pas de géant.

Pourquoi perdre son temps à discuter sans fin avec des militants qui n'appartiennent pas aux couches les plus défavorisées du prolétariat, et qui pour cette raison notamment entendent accompagner le capitalisme dans sa chute au lieu de rejoindre les militants qui le combattent ainsi que les institutions pour les abattre, pendant qu'il y a des millions et millions de travailleurs et jeunes qui parce qu'ils sont frappés violemment par la crise du capitalisme se posent des tas de questions pour essayer de comprendre pourquoi on leur inflige un traitement aussi injuste et sur la manière d'en sortir, en d'autres termes cherchent une issue politique ?

Politique

France

1- Mediapart dans le rôle de l'imbécile heureux utile au régime.

Le ministre du Travail Xavier Bertrand a été mis en examen jeudi dernier pour diffamation à la suite de ses propos en pleine affaire Bettencourt contre le site Mediapart, qu'il avait accusé de "*méthodes fascistes*", ont annoncé lundi ses avocats. (AP 04.07)

Bientôt, grâce à des gens comme Mediapart, on ne pourra plus qualifier pour ce qu'ils sont selon nous les agissements d'une personne, d'un dirigeant ou d'un élu, d'une formation plitique ou d'une simple association, sans se voir traîner devant les tribunaux pour diffamation. Merci monsieur Plénel pour votre perspicacité, vous rendez un fier service au régime !

Vous vous plaindrez ensuite que la liberté d'expression est muselée dans ce pays, après avoir apporté votre concours à ceux qui n'attendaient que ce genre d'occasions pour légiférer et la restreindre davantage, à défaut de ne pouvoir la supprimer... pour le moment.

2- Les sionistes imposent leur dicature jusque dans les manuels d'histoire.

Des passages de nouveaux manuels d'histoire contemporaine à destination des classes de première générale, contestés par des associations juives, vont être "*modifiés*" à l'occasion de l'impression des versions définitives, a indiqué lundi l'éditeur Hachette Education.

Ces passages étaient relatifs au "*partage de la Palestine*", a-t-on précisé de même source. Ils étaient inclus dans des manuels "*spécimens*" dont la version définitive reste à imprimer, avant distribution aux classes de premières L, S et ES à la rentrée 2011, dans le cadre de nouveaux programmes.

Or, "*après relecture, il est apparu que certains passages contestables devaient être modifiés. A l'occasion de l'impression, ils seront changés*", a-t-on ajouté, sans préciser le détail des passages mis en cause ni la teneur des modifications.

Contacté par l'AFP, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Richard Prasquier, a évoqué une "*présentation du conflit israëlo-palestinien tout à fait scandaleuse*".

Il a notamment dénoncé "*une idéologisation*", via par exemple l'emploi du mot "*nakba*" ("catastrophe", selon l'appellation dans le monde arabe de la création de l'Etat d'Israël en 1948 et de l'exode des Palestiniens qui s'en est suivi), quand le terme Israël "*n'apparaissait pas*".

Il a par ailleurs dénoncé "*des erreurs factuelles*", sans préciser lesquelles.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) a reproché aux auteurs du manuel "d'interpréter les faits historiques, de tronquer la vérité, de prendre parti". (AFP 04.07)

Commentaire d'un internaute :

- "Je suis prof d'Histoire. J'en tire une leçon immédiate : je ne prends plus les manuels Hachette."

On peut avancer que tous les manuels scolaires de français, d'histoire, de géopraphie et de sciences de la vie sont conforme à la propagande du règime et ceux qui en tirent profit, à l'idéologie de la classe dominante.

C'est bien ce que dit ce prof, à ceci près que cela a toujours existé sans qu'ils réagissent contre, entendez par là qu'ils ont contribué à remplir le cerveau de leurs élèves de telle sorte qu'ils en ont fait des ignorants soumis au régime, et c'est seulement quand les choses prennent une tournure disons plus radicale, systématique et public, quand il est trop tard qu'ils réagissent.

Si j'étais prof d'histoire, à partir du programme qui est imposé, je fabriquerais chacun de mes cours sans tenir compte d'aucun manuel scolaire, bien qu'il faudrait bien en choisir un parmi ceux proposés par les éditeurs. On peut fabriquer chaque cours à partir de nos connaissances personnelles, en puisant dans différentes sources, livres disponibles dans les bibliothèques, documentaires de l'INA, etc.

Je vous avais raconté que j'avais trouvé scandaleux quand je travaillais au lycée français de Pondichéry que des élèves ayant un contrôle sur la "guerre froide" n'aient jamais entendu parler des accords de Yalta et Potsdam. Je m'étais demandé ce que leur prof d'histoire avait bien pu leur raconter sur la période d'après-guerre.

L'école ne fabrique pas des hommes ou des femmes libres, elle formate des esprits qui seront soumis au régime, dans la mesure où elle ne leur enseigne pas les moyens d'acquérir la méthode qui leur permettrait de comprendre comment fonctionne la société et le monde, elle leur enseigne une interprétation du monde fidèle à l'idéologie bourgeoise.

Maroc

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche dans les grandes villes du Maroc - Casablanca, Rabat ou encore Tanger - pour protester contre les réformes constitutionnelles défendues par le roi Mohammed VI, qui, à leur avis, ne vont pas assez loin.

A Tanger, à 450 km au nord de la capitale Rabat, 10.000 manifestants, selon l'estimation d'un journaliste de Reuters, ont défilé dans un quartier de banlieue, Beni Mekada. Un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur a assuré de son côté qu'il n'y avait eu

qu'un millier de manifestants de l'opposition à Tanger, tandis qu'un autre cortège, fort selon lui de 3.000 personnes, défilait en faveur des réformes approuvées par référendum.

"*Le ministre de l'Intérieur est un menteur!*", ont scandé les manifestants tangérois hostiles au référendum. Ils brandissaient d'autre part des boîtes vides et criaient "*Vides, vides, les urnes étaient vides!*"

"*Nous voulions faire comprendre que même après ce référendum frauduleux, nous sommes toujours ici*", a expliqué un manifestant de l'opposition.

Le mouvement de contestation du 20-Février, inspiré par les soulèvements populaires de Tunisie et d'Egypte, organise régulièrement des rassemblements de protestation, depuis plusieurs mois. Les manifestations de dimanche étaient les premières depuis la tenue du référendum.

A Casablanca, selon des militants du mouvement du 20-Février, 20.000 personnes se sont rassemblées pour protester contre le référendum. Un membre du conseil municipal de la ville a parlé quant à lui de 8.000 manifestants.

Le fonctionnaire du ministère de l'Intérieur a dit de son côté que 20.000 personnes avaient manifesté à Casablanca en faveur des réformes constitutionnelles.

Dans la capitale, Rabat, un journaliste de Reuters a estimé à 4.000 le nombre de manifestants, que la police a tenus à distance de plusieurs centaines de partisans du gouvernement. Le ministère de l'Intérieur a parlé de 1.500 manifestants de l'opposition. (Reuters 04.07)

Tunisie

1- Le porte-parole du ministère tunisien de l'Intérieur, Néji Zaïri, a été remplacé par un officier de la police, le colonel Mohamed Hicham Mouaddeb, a annoncé le ministère sur son site Facebook lundi. L'intéressé a confirmé sa démission à l'Associated Press.

Journaliste de formation, M. Zaïri était connu pour son esprit d'ouverture envers les médias. Sa décision est survenue à la suite d'un point de presse le week-end dernier au cours duquel il avait critiqué l'attitude des agents de l'ordre lors de l'attaque, par des islamistes salafistes présumés, d'une salle de cinéma à Tunis où devait être projeté un film sur la laïcité.

Il avait admis que les policiers de service avaient fait montre de laxisme avant d'intervenir tardivement pour mettre fin aux violences, et assuré que les agents incriminés seraient traduits devant un conseil de discipline pour être éventuellement sanctionnés.

"*Peut-être que c'était utopique de ma part, mais j'aurais souhaité une plus grande marge de manoeuvre pour fournir aux journalistes les informations dont ils ont besoin*", a-t-il confié à l'AP, se disant un peu "*démoralisé*". (AP 04.07)

Un militaire porte-parole du ministère de l'Intérieur, ça commence à sentir très mauvais en Tunisie...

2- L'ex-président tunisien Zine Ben Ali a été condamné lundi à 15 ans de prison par contumace pour possession de drogue et d'armes. (Reuters 04.07)

Egypte

Des centaines d'Egyptiens attaquaient lundi un tribunal du Caire qui venait de libérer sous caution des policiers accusés de la mort de manifestants pendant le soulèvement anti-Moubarak.

Des proches des opposants tués ont par ailleurs bloqué la circulation sur la route reliant Le Caire à Suez en s'allongeant sur la chaussée.

Dix policiers ont comparu lundi pour le meurtre de 17 manifestants à Suez. La cour les a libérés sous caution et a repoussé leur procès au 14 septembre.

Près de cinq mois après la chute du président Hosni Moubarak, seul un policier a été reconnu coupable de la mort d'au moins 846 personnes au cours de la répression gouvernementale de la contestation. Il était jugé par contumace. (AP 04.07)

Syndicat

France

Les fédérations de retraités CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, UNSA et la Fédération générale des retraités de la Fonction publique (FGR-FP) appellent à une journée de manifestations le 6 octobre prochain pour une prise en charge de la dépendance par la Sécurité sociale et une hausse du pouvoir d'achat des retraités.

"*Le gouvernement annonce une réforme de la prise en charge de la perte d'autonomie, dont le débat en cours peine à faire percevoir des mesures de financement innovantes, ne permet pas de réduire le reste à charge des familles et ne répond pas à l'ampleur des besoins*", dénoncent les syndicats dans un communiqué commun diffusé lundi.

Par ailleurs, "*à la dégradation de la situation des retraités, pensions, pouvoir d'achat, santé, autonomie, vont s'ajouter les effets du pacte européen d'austérité (...) mis en place par le Conseil européen pour faire face à la crise économique, politique et sociale actuelle*", ajoutent-ils.

Pour les syndicats, "*ce pacte (...) fait peser de nouvelles menaces sur la retraite et la protection sociale, dénonce 'une trop grande protection de l'emploi' en France, prône une modération du salaire minimum, dessinant une nouvelle dégradation de la situation des salariés et des retraités Français*".

Les fédérations syndicales de retraités appellent donc à manifester le 6 octobre pour "*une prestation universelle de compensation de la perte d'autonomie quel que soit l'âge*", "*la prise en charge par la solidarité nationale, dans le cadre de la Sécurité sociale*", "*une augmentation significative des retraites, en particulier pour les basses retraites*" ou encore "*un minimum de pension au niveau du SMIC*". (AP 04.07)

Une nouvelle journée d'action sans appel à la grève ce jour-là ?

Social

France. Coup d'Etat contre les retraites.

Un fois publié, mercredi, l'avis du Conseil d'orientation des retraites, le décret officialisant le passage à 41,5 ans de cotisation dès la génération 1955 pourrait être pris rapidement. La Cnav le demande, pour informer au plus vite ses ressortissants. Les bénéficiaires du dispositif «carrières longues» nés en 1955 sont, en effet, susceptibles de partir en retraite dès le 1er janvier.

Le ministère du Travail ne semble pas y voir d'objection, estimant n'avoir de toute façon guère de choix : «*La loi Fillon est rédigée de façon très impérative. Les choses s'appliquent mécaniquement, en fonction de l'espérance de vie*», analyse un responsable. (lefigaro.fr 04.07)

Il leur suffira sur ordre des banquiers, assureurs, fonds de pension et agences de notation de décréter que l'espérance de vie à augmenter pour repousser toujours plus près de la mort l'âge du départ à la retraite.

Russie

Le nombre de Russes qui vivent sous le seuil de pauvreté a bondi au premier trimestre 2011 de 26,5 %, soit 4,8 millions de personnes, par rapport au quatrième trimestre 2010, et de 11,2 % par rapport au premier trimestre 2010, pour s'établir à 22,9 millions de personnes, selon des chiffres du service russe des statistiques (Rosstat).

Au total, sur les trois premiers mois de l'année, 16,1 % de la population russe vivait sous le seuil de pauvreté officiel. Le minimum vital, déterminant ce seuil, était fixé entre janvier et mars à 6 473 roubles (160 euros) par mois, en hausse de 9,7 % par rapport aux trois mois précédents.

Cette augmentation est due à l'envolée des prix alimentaires et des services, soulignent les quotidiens Vedomosti et Novye Izvestia.

L'inflation s'est déjà établie depuis le début de l'année à 5 %, une hausse qui pèse sur le revenu réel disponible des ménages russes, qui lui, selon des estimations révisées de Rosstat, a baissé en mai de 5 % sur un an.

Pour Mikhaïl Deliaguine, directeur de l'Institut des problèmes de globalisation, interrogé par Novye Izvestia, cette tendance est inquiétante dans la mesure où elle intervient dans un contexte de reprise économique. '*Le nombre de pauvres augmente aujourd'hui alors que les prix du pétrole sont élevés, il n'est donc pas possible de mettre cela sur le compte de la dégradation de la conjoncture*', a-t-il déclaré. (lemonde.fr 04.07)

Grande-Bretagne. Les salariés Kleenex.

Le constructeur aéronautique et ferroviaire canadien Bombardier doit annoncer la perte de 2.000 emplois dans son usine de Derby, dans le nord de l'Angleterre, a annoncé lundi Sky News.

Bombardier emploie actuellement 3.000 personnes sur ce site, a déclaré une porte-parole.

Les licenciements résultent de la perte d'un important contrat ferroviaire à Londres, son rival allemand Siemens ayant été préféré par le gouvernement britannique pour le contrat Thameslink, explique Sky. (Reuters 04.07)

Economie

Allemagne. Marchand de canons.

L'Arabie saoudite achètera à l'Allemagne 200 de chars d'assaut Leopard 2A7+, ont révélé lundi des sources militaires saoudiennes.

L'Etat pétrolier du Golfe a déjà acheté 44 chars Leopard dans le cadre de cet accord, a indiqué l'une des sources.

Les chars d'assaut sont construits par Krauss-Maffei Wegmann et par Rheinmetall.

Der Spiegel avait révélé dimanche que le conseil de sécurité du gouvernement allemand avait donné son feu vert la semaine dernière à cette transaction. (Reuters 04.07)

Grèce

Standard & Poor's a jeté lundi de nouveaux doutes sur l'issue de la crise grecque en prévenant que les solutions proposées par Paris pour rééchelonner la dette grecque par des échanges de titres reviendraient à placer Athènes en situation de défaut sélectif.

Après le court répit de la semaine, les primes de CDS (credit default swaps) de la Grèce sont d'ailleurs repartis à la hausse. D'après le fournisseur de données Markit, les CDS à cinq ans, qui protègent contre un défaut de la dette publique grec, ont augmenté lundi de 48 points de base.

En Allemagne, on explique que les déclarations de S&P présentent quelques aspects positifs.

"Elles donnent une direction à suivre pour les banques allemandes sur ce qu'elles doivent modifier pour éviter un défaut", a réagi dans un communiqué l'association des banques publiques allemandes. (Reuters 04.07)

Rectifions la dernière infos : les déclarations de S&P donnent une direction à suivre pour les banques allemandes pour qu'elles ne capitalisent que les profits et non les pertes ou que leurs profits soient garantis quoi qu'il arrive.

Haut de page

Le 6 juillet

J'ai dégotté (ou dégoté) quelques infos sur la Grèce dans un blog grec en français (A propos de la dette de la Grèce. - 10.12.09), elles datent de la fin 2009, mais c'est très intéressant, il y est aussi question de l'endettement des différents pays "riches", du PIB et du PNB, etc.

Par exemple : "*La Grèce en 1980 avant d'entrer dans l'U.E n'avait que 22,9% de dette publique, en 1985, elle était déjà passée à 47.8%, en 1990 elle avait déjà atteint 79.6 %*", 10 ans plus tard elle est à 150% du PIB.

Quand je recopie des extraits de blogs ou des commentaires d'internautes en général je corrige l'orthographe ou complète les mots (problèmes pour pbs), cela prend du temps, mais je ne peux franchement pas vous livrer des textes en l'état.

Gauchitude

Invité de Rue89, Manuel Valls :

- Quant au mot « socialiste », oui, je crois qu'il est dépassé. Autant le mot gauche, la « scierda », la « sinistra » […] est un mot magnifique et je regrette qu'on se soit fait piquer par Mélenchon le mot de « Parti de gauche ». Le mot « socialiste » a fait vibrer des millions des gens mais je pense qu'il ne veut plus dire grand-chose.

Mais ces partis organisés en sections, en fédérations, tels qu'on les imaginait à la fin du XIXe siècle comme une classe sociale pour lutter contre la bourgeoisie, contre le capitalisme… Tout cela, à l'heure d'Internet, est dépassé. (Rue89 05.07)

Ce qui n'est pas dépassé, c'est le capitalisme !

Carry trade ou à quoi sert l'euro.

- «La première explication qui justifie que l'euro se renforce et que le dollar s'affaiblit réside dans les taux d'intérêts : en Europe, ils vont vraisemblablement être relevés jeudi prochain par la BCE, pour atteindre 1,50% tandis que ceux de la Réserve fédérale américaine restent et vont encore rester longtemps entre 0 et 0,25%», note Bruno Rodier, banquier privé et gérant de portefeuille à la banque Pictet & Cie. Ce différentiel de taux incite les investisseurs à profiter du «carry trade», cette technique qui permet de dégager des rendements en empruntant en dollar, à un taux exceptionnellement bas, et de le placer en euro, qui rémunère mieux.

«Il y a aussi l'effet 'fin de la suprématie mondiale' du billet vert qui joue, avec notamment le rapport de la Banque mondiale qui a récemment anticipé que d'ici à 2025, c'est-à-dire demain, le marché des devises sera dominé aussi par le yuan chinois, et non plus seulement par le dollar et l'euro», relève Vincent Juvyns, stratégiste chez ING IM. (lefigaro.fr 05.07)

Extrait d'un article intitulé ***Gauche ou Droite, le politique ne fonctionne plus*** par Omar Aktouf (mondialisation.ca) - 13 mai 2011

"(...) aucune «politique» ne semble en mesure de sortir notre monde du marasme, aggravé depuis 2008. Cela parce que l'idéologie économique dominante a atteint ses ultimes limites.

(...) tout l'édifice économique néoclassique, devenu néolibéral, est avant tout basé sur la prémisse insoutenable qu'il peut y avoir croissance infinie. Nul n'est besoin de savantes démonstrations pour comprendre que dans le monde fini qu'est le nôtre, il ne saurait exister quoi que ce soit d'infini. Nul ne peut réaliser d'infinis profits sur l'exploitation de forêts infinies, ni de bancs de morues infinis. Notre planète ne donne rien de maximum ni d'infini. L'idée de «croissance permanente» ne se peut que si l'on accepte celle de destruction permanente : les «profits» impliquent désormais, globalement, moins de qualité de vie, d'emploi, de santé de la nature… et plus de spéculations financières donnant les résultats que l'on sait depuis 2008.

(...) la biologie nous enseigne que la nature «fonctionne» selon la loi incontournable des équilibres stationnaires et des boucles de rétroactions négatives. Ainsi, si nous prenons un bosquet avec loups et lièvres, cette loi implique que les populations de ces deux espèces évoluent entre deux seuils : celui où les loups dépassent la capacité de reproduction des lièvres et celui où les lièvres permettent aux loups de se nourrir et se reproduire. Rien d'infini, rien de maximum. Il ne viendra à l'idée d'aucun loup de «lancer une entreprise» pour capturer le maximum de lièvres, sous hypothèse que leur croissance est constante! Le premier loup venu comprendrait que ce serait là, à terme bref, la fin des loups eux-mêmes.

(...) lois de l'énergie. En effet, la thermodynamique montre (principe d'entropie) que nous ne faisons que dégrader l'énergie qui est, en termes utilisables, constante à l'échelle de l'univers. Nul ne saurait «fabriquer» du pétrole, du gaz naturel ou de la houille ! Nous ne pouvons que les utiliser. Toute autre forme d'énergie devient «liée» (non utilisable directement comme les énergies fossiles) nécessitant une autre énergie avant d'être utile : panneaux pour l'énergie solaire, centrales nucléaires pour celle de l'atome… ce à quoi il faut ajouter l'énergie nécessaire pour contrôler les conséquences d'usage des énergies liées : déchets et accidents nucléaires par exemple avec leurs retombées inestimables sur la nature, l'air, l'eau, la santé... C'est la non-durabilité et la fuite en avant vers des sources d'énergie de plus en plus… énergivores et destructrices.

(...) la financiarisation de l'économie. La crise de 2008 a montré la différence entre économie réelle et économie virtuelle. On s'est mis à parler de «capitalisme financier» et ses «débordements». Il s'agit de l'inévitable transformation de pans entiers de l'économie réelle en économie de spéculation (croissance oblige). Les profits continus-maximaux ne sont pratiquement que bricolages financiers et produits dérivés, de bulles en bulles, jusqu'aux subprimes en 2008. «Économie-casino» qui ne peut durer sans «crises» plus dévastatrices. Les plans de sauvetage du système financier mondial n'ont été que réalimentation de l'insoutenable cercle vicieux : «offre de crédit – emprunt-dette – consommation». "

Commentaire.

C'est marrant qu'ils soient tous incapables de remettre en cause le système économique capitaliste. Du coup ils passent à côté de l'essentiel, d'une contradiction insoutenable : à un pôle, 11 millions de millionnaires en dollars dans le monde qui s'accaparent les richesses produites, à l'autre pôle près de 7 milliards d'hommes, de femmes et d'enfants dans le monde revendiquent la

satisfaire de leurs besoins qui ne cessent d'augmenter.

Il est évident que l'homme doit cesser de se reproduire à cette cadence, que la population mondiale doit redescendre à ce qu'elle était au tournant du XXe siècle, soit un milliards d'habitants. Il est évident que les ressources de la planète ne sont pas inépuisables. Il est évident que consommer ne doit pas être une fin en soi, encore faut-il que les besoins élémentaires de chacun soit satisfait ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

On vit vraiment dans un monde d'ignorants qui s'imaginent que la terre pourrait supporter un jour 10, 15, 20 ou 30 milliards d'humains. Si on se laissait aller à formuler un état d'âme, on dirait que c'est effrayant.

Extrait d'un article intitulé ***Pourquoi la crise frappe l'Union européenne*** par Éric Toussaint (mondialisation.ca) - 28 juin 2011

"Plus largement, elle est la conséquence des logiques qui dominent l'intégration européenne : la primauté donnée aux intérêts des grandes entreprises industrielles et financières privées, la large promotion des intérêts privés, la mise en compétition à l'intérieur de l'espace européen d'économies et de producteurs qui ont des forces tout à fait inégales, la volonté de retirer aux services publics un nombre croissant de domaines d'activité, la mise en concurrence des salariés entre eux, le refus d'unifier vers le haut les systèmes de sécurité sociale et les règles du marché du travail. Tout cela poursuit un objectif précis, celui de favoriser l'accumulation maximum de profits privés, notamment en mettant à disposition du Capital une main d'œuvre la plus malléable et précaire possible.

(...) alors que les besoins de crédit des gouvernements des autres pays développés, dont celui des Etats-Unis, peuvent être satisfaits par leur banque centrale, notamment par l'intermédiaire de la création monétaire, les pays membres de la Zone euro ont renoncé à cette possibilité. De par ses statuts, la Banque centrale européenne a l'interdiction de financer directement les États. De plus, en vertu du traité de Lisbonne la solidarité financière entre les États membres est formellement interdite. Selon son article 125, les États doivent assumer seuls leurs engagements financiers, ni l'Union ni les autres États ne pouvant les prendre à leur charge : « *L'Union ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique. Un État membre ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un autre État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique.* » L'article 101 du traité de Maastricht, repris intégralement par le traité de Lisbonne dans son article 123, ajoute : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres […] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales, aux autres autorités publiques* ».

L'UE se place donc volontairement au service des marchés financiers puisque les gouvernements des pays de la Zone euro dépendent totalement du secteur privé pour leur financement. Les investisseurs institutionnels (banques, fonds de pension, assurances) et des hedge funds se sont attaqués en 2010 sur la Grèce, maillon le plus faible de la chaîne européenne d'endettement, avant de s'attaquer à l'Irlande, au Portugal et à l'Espagne. En agissant de la sorte, ils ont réalisé de juteux profits car ils ont obtenu de ces pays une rémunération importante en termes de taux d'intérêt versés par les pouvoirs publics pour pouvoir refinancer leurs dettes. Parmi ces investisseurs institutionnels (les zinzins), ce sont les banques privées qui ont fait le plus de profit car elles pouvaient directement se financer auprès de la Banque centrale européenne en lui empruntant des capitaux à 1% de taux d'intérêt (1,25% depuis fin avril 2011), alors que dans le même temps elles prêtaient sur une durée de trois mois à la Grèce à des taux d'environ 4 ou 5%. A dix ans, elles n'acceptent d'acheter des titres grecs, irlandais ou portugais que si l'intérêt dépasse 10%. En lançant leurs attaques contre les maillons les plus faibles, les *zinzins* étaient également convaincus que la Banque centrale européenne et la Commission européenne devraient d'une manière ou d'une autre venir en aide aux Etats victimes de la spéculation en leur prêtant les capitaux qui leur permettraient de poursuivre les remboursements. Ils ne se sont pas trompés. La Commission européenne a plié et a octroyé, en collaboration avec le FMI, des prêts aux Etats membres de l'Eurozone. Elle n'a donc pas respecté à la lettre l'article 125 du Traité de Lisbonne."

Commentaire.

Comme il arrive parfois, l'analyse de la situation est correcte, mais les conclusions qu'en tire son auteur son défectueuse, je vous en fais grâce, de même que dans l'extrait précédent.

La Grèce est endettée à hauteur de 300 milliards d'euros environ, le FMI et la BCE vont lui prêter 100 milliards d'euros, sans doute beaucoup plus à terme, elle va devoir rembourser en plus de ce capital de 400, 450 500 milliards d'euros, les intérêts qu'elle verse déjà à un taux usuraire aux marchés financiers plus ceux qu'elle doit verser au FMI et à l'UE, déduction faite des privatisations annoncées qui permettra d'alléger le poids sous lequel elle croule, alors que l'augmentation du chômage qui suivra ces privatisations conduira à une baisse des recettes de l'Etat, donc annulera en partie l'effet escompté par les privatisations. Dès lors on voit mal comment l'Etat grec pourrait s'en sortir, cela semble totalement impossible.

Parole d'internaute

Il faut prendre en compte les quantités en jeu, par exemple les QE de la FED rajoutent des dollars dans le circuit monétaire, affaiblissant d'autant le dollar, car la production économique restant à peu près fixe s'il y a plus de monnaie alors cette monnaie vaut moins(car devant toujours refléter la même quantité de production réelle), ce qui se concrétise en général avec un temps de décalage par de l'inflation pour le consommateur(les prix s'adaptent car la monnaie vaut moins).

A la base, si une monnaie monte ou baisse c'est lié aux quantités émises en circulation, ce n'est pas lié "directement du moins" à la santé du pays émetteur.

Par exemple si un pays exporte beaucoup de machine-outils, il reçoit en contrepartie une monnaie étrangère, l'acheteur a du emprunter (pour cet investissement) ce qui a augmenté sa quantité de monnaie en circulation, et donc la monnaie de l'importateur baisse, faisant du même coup remonter celle de l'exportateur si on compare cette parité.

Si un pays émet peu de monnaie supplémentaire (à cause d'une crise économique par exemple) face à un autre qui en émet beaucoup (car il est émet beaucoup de monnaie), la monnaie du 1er va monter et celle de l'autre va baisser.

Il est tout à fait logique que l'eurodollar monte, les américains ayant quasiment doublé leur masse monétaire circulante en quelques années(les américains se prennent l'inflation en pleine poire), en fait pour faire baisser l'euro il faudrait que la bce émette des QE comme la FED, ou alors que l'euro soit menacé dans son existence et alors les possesseurs d'euro vont se dépêcher de les revendre (on vide les réserves), augmentant alors temporairement la masse d'euros en vente. (lefigaro.fr 05.07)

Politique

1- France

1.1- La cour du monarque ne connaît pas l'austérité.

Le Sénat a décidé d'attribuer fin juin une prime exceptionnelle de 3.531,61 euros aux sénateurs, selon un document de la questure dont l'AFP s'est procuré mardi une copie.

Cette somme correspond, selon le document, «à un rattrapage exceptionnel sur un complément d'Indemnité représentative de frais de mandat (IRFM) versé en une seule fois fin juin».

Un sénateur touche une indemnité de base mensuelle de 5.514,68 euros bruts, à laquelle s'ajoute une indemnité de résidence de 165,44 euros et une indemnité de fonction de 1.420,03 euros, soit 7.100 euros brut au total. A cette somme s'ajoute l'IRFM d'un montant de 6.240,18 euros par mois au 1er mai 2011, destinée à «faire face aux diverses dépenses liées à l'exercice du mandat».

Les dignitaires, présidents, vice-présidents, questeurs et secrétaires disposent d'une indemnité supplémentaire. Cette indemnité est de 5.170 euros brut par mois pour les questeurs qui touchent chacun, en plus, des frais de représentation de 11.600 euros par an. (liberation.fr et AFP 05.07)

1.2- En vacances ou en campagne électorale ou les deux à la fois ? Echange de bons procédés.

Nicolas Sarkozy a confié à l'ancien Premier ministre Edouard Balladur la mission d'envoyé du G8 pour la mise en oeuvre du "*partenariat de Deauville*" en faveur des pays arabes.

Réunis en sommet à Deauville (Calvados), le 27 mai dernier, les pays du G8 se sont engagés à fournir une aide à long terme - 40 milliards de dollars - en faveur des pays qui suivraient l'Egypte ou la Tunisie sur la voie de la démocratisation. (Reuters 05.07)

2- Syrie

Les tirs de l'armée syrienne ont fait dix morts mardi à Hama, ville assiégée dont la population a entrepris d'ériger des barricades, ont rapporté des témoins.

Des chars ont pris position autour de Hama, ville de 650.000 habitants dans le centre-ouest du pays. Les tirs des forces gouvernementales mardi se sont concentrés sur deux quartiers au nord du fleuve Oronte qui partage la cité en deux.

L'armée est par ailleurs intervenue au nord-ouest de Hama, dans des villages de la province d'Idlib proches de la frontière

turque, tandis que les forces de l'ordre multipliaient les arrestations. Un demi-millier de personnes ont ainsi été interpellées en quelques jours, selon les mouvements de défense des droits de l'homme.

Parmi elles figure Ahmad Touma, ancien prisonnier politique et secrétaire général de la Déclaration de Damas, signée en 2005 par plusieurs personnalités de l'opposition pour réclamer la démocratie. Il a été arrêté à Daïr az Zorn, dans l'Est, selon des proches interrogés par Reuters. (Reuters 05.07)

Social

France

Quatrième fortune mondiale d'après le magazine américain Forbes , Bernard Arnault reste l' homme le plus riche de France, selon un classement établi par le magazine Challenges . Avec une fortune estimée à 22,76 milliards d'euros, le PDG de LVMH devance Gérard Mulliez, le fondateur d'Auchan et ses 19 milliards, et l'héritière de L'Oréal, Liliane Bettencourt dont le patrimoine s'élève à 14,45 milliards. A noter que la quatrième place est occupée par un dirigeant d'un autre groupe de luxe, Bertrand Puech, le porte-parole des familles actionnaires d'Hermès , qui fait l'objet d'un intérêt grandissant de LVMH .

Le top 10 est compléte par un certain nombre d'héritiers de grand groupes comme Louis-Dreyfus (5e avec 8,5 millions d'euros), Serge Dassault, propriétaire du Groupe Figaro (6e avec 6,8 millions) ou encore François Pinault de PPR, (7e avec 6,2 millions d'euros). Le très controversé Jacques Servier est neuvième avec 3,8 millions d'euros. Selon une étude Société Générale Private Banking/Forbes, deux tiers des grandes fortunes françaises sont héritées alors que deux tiers de leurs homologues américains, chinois ou brésiliens, sont à l'origine de leur propre fortune.

Challenges précise que «*la fortune totale des 500 plus gros patrimoines professionnels français a augmenté en un an de 25%, passant de 194 à 241 milliards d'euros*». (lefigaro.fr 05.07)

Economie

1- France

Les grandes entreprises composant l'indice CAC 40 bénéficient d'une pression fiscale inférieure de 20 points à celle que subissent les petites et moyennes entreprises, selon un rapport d'information de l'Assemblée nationale que s'est procuré le quotidien Les Echos.

Ce document, que doit présenter mercredi le député UMP Gilles Carrez, rapporteur général du budget à l'Assemblée, met notamment l'accent sur les écarts d'impôt sur les sociétés acquitté par les groupes du CAC 40 et par les PME, ajoute le quotidien économique.

En moyenne, précise-t-il, les 40 groupes composant l'indice phare de la Bourse de Paris n'ont payé que 86 millions d'euros d'impôt sur les sociétés par an (pas même 1 % de leur chiffre d'affaires - Les Echos) entre 2007 et 2009 et quatre d'entre eux n'ont "rien payé du tout".

A titre de comparaison, les profits du CAC 40 ont atteint 82,3 milliards d'euros en 2010. (Reuters 05.07)

2- Portugal

L'agence de notation Moody's a abaissé mardi de quatre crans la note souveraine du Portugal de Baa1 à Ba2, avec perspective négative.

La dette souveraine à long terme de Lisbonne se trouve donc désormais en catégorie spéculative ("junk").

Le gouvernement portugais a aussitôt réagi à la décision de Moody's, qui selon Lisbonne met en évidence la vulnérabilité de l'économie portugaise dans le contexte de la crise de la dette. (Reuters 05.07)

3- Chine

3.1- Un panel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) juge que les restrictions à l'exportation de certaines matières premières appliquées par la Chine sont contraires au droit du commerce international.

Cette décision annoncée mardi constitue une victoire pour les Etats-Unis, l'Union européenne et le Mexique.

Les USA, l'UE et le Mexique avaient saisi l'OMC en 2009, estimant que ses restrictions à l'exportation sur des minerais tels que la bauxite et le magnésium procuraient un avantage indû aux producteurs chinois vis-à-vis de leurs concurrents.

Cette décision était très attendue par les sidérurgistes comme ThyssenKrupp et ArcelorMittal dont la production dépend largement des importations de coke en provenance de Chine, également réduites par Pékin.

La Chine produit 97% des terres rares dans le monde, des éléments vitaux pour les secteurs high tech. Pékin a réduit les quotas d'exportation de 35% au premier semestre, en sus de précédentes limitations. (Reuters 05.07)

3.2- Le distributeur YGM Trading envisage d'acquérir des marques de luxe européennes pour accroître son portefeuille en Chine, un marché prometteur qui pourrait bien devenir le premier au monde en l'espace de 10 ans.

D'après les analystes, YGM dispose d'une trésorerie largement suffisante pour se lancer dans des acquisitions, soit 54,85 millions de dollars au dernier exercice fiscal, près du double de l'année précédente.

La semaine dernière, YGM a fait état d'un bénéfice annuel en hausse de 42,4% pour l'exercice fiscal achevé fin mars, à 36 millions de dollars. Porté par une forte demande en Chine, son chiffre d'affaires est ressorti en hausse de 16,4%. (Reuters 05.07)

Haut de page

Le 7 juillet

J'ai mis en ligne plusieurs documents sur la dette ou la situation économique aux Etats-Unis et au Japon. Ils figurent dans la rubrique *Documents* de la page d'accueil. Ils proviennent de divers horizons. La date qui figure à côté du titre de l'article est la date de sa parution sur le Net et non la date de la mise en ligne dans le site. Les articles ne sont pas classés par ordre chronologique parce que je les mets en ligne au fur et à mesure que je les découvre. Dommage que vous ne m'envoyez pas des articles trouvés sur le Net ou que vous ne vouliez pas participer à cette chronique quotidienne. Je ne peux pas avoir la tête partout à la fois !

Là encore, malgré la richesse des données que contiennent ces articles, les analyses intéressantes que fournissent leurs auteurs et qui fourmillent évidemment d'illusions, constatons qu'ils ne sont pas encore parvenus à la conclusion que l'issue à la crise du capitalisme sera politique ou ne sera pas. Ils ne veulent dédidément pas s'attaquer aux fondements du capitalisme, ils veulent faire avec à croire qu'ils s'en trouvent bien ainsi, il faudra donc qu'un parti s'en charge ou montre la voie aux masses...

Complément à la causerie d'hier sur la Grèce.

Dans les arguments avancés hier pour expliquer que l'Etat grec courrait inéluctablement au défaut de paiement, j'ai évoqué les privatisations qui se traduiraient par une augmentation du chômage, donc une baisse des recettes pour les organismes sociaux, une baisse de la consommation une fois le niveau de vie réduit de ces travailleurs, qui aura pour conséquence une baisse des recettes dûes à la TVA rentrant dans les caisses de l'Etat.

On peut ajouter que les entreprises auront les pires difficultés qui soient pour financer leur développement, y compris à l'exportation, si elles ne peuvent pas accéder au crédit ou s'endetter encore plus, ce qui se traduira par la perte de contrats et la baisse ou la stagnation du PIB.

Ajoutons que la baisse de la consommation de la population sera amplifiée par le refus de s'endetter par ces temps incertains de crise ou le refus des organismes de crédit d'accorder de nouveaux prêts à des gens souvent déjà très endettés. Pour finir, ce n'est pas la tension sociale de plus en plus explosive dans ce pays qui va tenter les touristes éventuels, alors que ce secteur d'activité est important pour l'économie grecque.

Pour s'en sortir, ne pouvant pas jouer sur la monnaie il leur reste l'arme de l'inflation, mais dans la situation actuelle elle prendrait la forme d'un boomerang qui leur reviendrait en pleine figure, la hausse des prix se traduirait par le renchérissement des marchandises entraînant une baisse de la consommation, des exportations, sans compter qu'elle se combinerait avec des revendications salariales, car il n'est pas dit que les travailleurs grecs accepteront encore de nouveaux sacrifices.

L'UE freine des deux pieds pour éviter que l'augmentation de la masse monétaire ne se traduise par la hausse de l'inflation dans la zone euro, mais à terme cela paraît inévitable, c'est en tout cas ce que l'on commence à constater, notamment en Allemagne.

Bon, je pense qu'on a fait le tour de l'essentiel sur cette question.

L'annulation de la dette, l'expropriation des banquiers et des actionnaires des grandes entreprises, la fermeture de la Bourse, la confiscation des biens et avoirs des grandes fortunes , la liquidation des institutions et de la Constitution forme un tout indissociable et cohérent.

Ce n'est pas seulement la dette qui est illégitime, c'est le gouvernement et le Parlement qui veut imposer aux travailleurs de la payer, les institutions, les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises, le capitalisme qui sont illégitimes.

Il y en a qui réclament un moratoire sur la dette des Etats, d'autres un rééchelonnement, d'autres encore de "*placer les banques sous contrôle citoyen*" afin "*de permettre que la BCE finance directement les Etats*", parce qu'elle n'aurait pas été créée de même que l'euro, comme moyen pour liquider la souveraineté des Etats et mieux les asservir au marché, à l'aristocratie financière...

Conséquence de la crise aux Etats-Unis

Depuis 2006, année du début de la chute des prix des maisons, on estime que 14,4 millions de familles se sont trouvées dans l'impossibilité de rembourser et ont perdu leur logement. Cela explique la baisse de 20 % depuis 2007 de la richesse des ménages, la plus importante jamais enregistrée depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, l'effondrement de l'industrie de la construction a entraîné la perte de plus de 2 millions d'emplois.

Au total, la récession a détruit près de 8 millions d'emplois. Si l'on considère le chômage et le sous-emploi, qui concernent 16,1 % de la population économiquement active, les États-Unis comptent plus de 25 millions de personnes en situation de précarité relative à l'emploi. Dans un pays où la couverture santé dépend de l'emploi, un taux aussi élevé de sous-emploi est véritablement dramatique. (source, un portail québécois, un article du 21 juin 2011 : http://www.pressegauche.org)

La dette de l'Etat en France

A la fin 2003, la dette de l'État est composée à 98 % de titres négociables sur les marchés financiers contre 47 % en 1980. (l'Etat dépend donc à 100% des marchés pour se financer.)

La dette de l'État était de 64 milliards d'euros en 1980, 799 milliards d'euros en 2003, 1 646 milliards d'euro en 2009, elle dépasse les 1 700 milliards d'euro en 2011.

L'augmentation de la dette de l'État a progressé de 14,9 % du PIB en 1980 à 51,3 % du PIB en 2003. (Le décrochage s'est accéléré entre l'endettement de l'Etat et la création de richesse)

Les charges d'intérêt de la dette sont passées de 4 % du budget général de l'État en 1980 à 15 % en 2003. Elles augmentent de plus de 2 % par an depuis 2001. Depuis le service de la dette a explosé à quelque 50 milliards d'euros par an. (http://www.vie-publique.fr)

Rectificatif sur la mobilisation en Espagne.

J'ai peut-être sous-estimé l'importance du mouvement des "indignés" en Espagne.

Certes il a pris la forme de comités dans les quartiers et d'assemblées générales hebdomadaires sur le plan local, mais il demeure incapable de se doter d'une ligne politique et de se fixer des objectifs politiques. Pour le moment, il en est réduit à organiser des actions ponctuelles limitées, dont les participants pourraient bien finir par se lasser s'il en restait là, mais il pourrait se transformer en organisation de l'insurrection contre le régime s'il parvenait à se doter d'un contenu politique contre les institutions, encore faudrait-il qu'un parti ou des militants lui donnent une telle orientation.

Ce que ce mouvement réalise correspond à ce que j'avais proposé dans une causerie récemment, à savoir qu'on devrait s'adresser directement aux masses autrement qu'à une élite de militants ou d'intellectuels afin des les organiser sur le plan local puis national. Les travailleurs étant souvent alergiques aux partis, des comités politiques déjà constitués dans des communes ou des militants pouvaient prendre une telle initiave.

J'ai remarqué que lors de ces assemblées générales hebdomadaires les participants proposent des revendications ou des actions qui sont ensuite soumises au vote avant d'être adoptées ou rejetées, ce que j'avais aussi proposé, en précisant qu'ainsi les délégués pour représenter ces assemblées générales seraient élus sur la base de ces mandats et qu'ils devraient en rendre compte lors des assemblées générales suivantes ce qui permettraient de contrôler qu'ils le respectent. J'avais employé l'expression d'assemblée populaire, cela revient au même.

L'évolution actuel de ce mouvement en Espagne est important pour le prolétariat de l'UE (et du reste du monde), car il leur indique la voie à suivre pour se mobiliser dans l'unité contre le régime, à la fois en contournant l'obstacle des appareils des partis soit-

disant ouvriers qui le soutiennent, et en se situant sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat. Je ne peux pas en dire plus, parce que j'ignore comment fonctionne exactement ce mouvement, qui en est vraiment à l'origine, je me suis même peut-être trop avancé avec le peu d'infos dont je dispose.

Parole d'internaute

(A propos des agences de notation)

- A toutes fins utiles, je rappelle que Fitch est une agence de notation désormais française (et non américaine comme semble le dire l'article), que des dizaines d'agences de notation existent déjà à travers le monde et que rien n'oblige une société ou un Etat de se faire "noter". Certaines sociétés cotées sur Euronext Nyse ont d'ailleurs toujours refusé de se faire noter et ne s'en portent pas moins bien. Cela change quand même un petit peu les données du problème... (Reuters 06.07)

Je n'ai pas eu le temps encore de vérifier l'info à propos de Fitch

Politique

1- France

1.1- Il existe encore !

Le président du Parti radical de gauche, Jean-Michel Baylet, sera candidat à la primaire socialiste pour la présidentielle de 201. Ce n'est pas lui qui l'annonce, mais le sénateur PRG Yvon Collin lors de l'émission «Preuve par trois» AFP-Public Sénat. (liberation.fr 06.07)

1.2- Quand tradition rime avec réaction.

Frédéric Nihous, le candidat de Chasse, pêche, nature et traditions, s'arroge pour la présidentielle les services d'un homme issu de l'extrême droite : Bruno Larebière. Ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire Minute et ancien dirigeant du Bloc identitaire, celui-ci devient "*conseiller en communication*", selon Frédéric Nihous, interrogé par le blog *Préférence nationale*.

C'est notamment sous la direction de Bruno Larebière que Minute était entré en conflit ouvert avec Marine Le Pen, la présidente du FN. L'hebdomadaire avait même été interdit d'accréditation au dernier congrès du parti.

M. Larebière est aussi un ancien du Bloc identitaire, le petit parti d'extrême droite qui a fait de la dénonciation de l'islam son principal cheval de bataille, co-organisant notamment les controversés apéros "*saucisson-pinard*". Certains de ses membres ont entretenu des contacts avec le Front national, à l'ombre duquel le parti tente de se faire une place, comme le rappelait récemment le blog du Monde Droite(s) extrême(s).

Depuis 2009, CPNT est membre du comité de liaison de la majorité présidentielle et a présenté des listes communes avec l'UMP aux régionales de 2010. (lemonde.fr 06.07)

Commentaire d'un internaute.

- Un ancien rédac'chef de Minute devient le conseiller en communication du très droitier Frédéric Nihous, candidat du groupuscule Chasse, Pêche, Nature et Traditions (1,15 % en 2007)... Quoi d'étonnant ou de scandaleux ? En revanche, il est toujours désopilant de rappeler que Patrick Buisson, ancien journaliste puis dirigeant du même Minute de 1981 à 1987, est, depuis 2005, conseiller très proche de Nicolas Sarkozy.

2- Egypte

Des centaines de personnes ont criblé de pierres des bâtiments officiels mercredi dans la ville égyptienne de Suez, où un tribunal avait rejeté un appel contre la libération sous caution de dix policiers accusés d'avoir tué des manifestants, ont dit des témoins.

On n'a pas signalé de blessés dans ces incidents, au cours desquels des proches de certains des manifestants tués lors du soulèvement qui a renversé en février le président Hosni Moubarak ont attaqué à coups de pierres le tribunal et le siège de la police de Suez.

"*Le palais de justice, les bureaux de la direction de la sécurité et des dizaines de véhicules de police ont été endommagés*", a déclaré un témoin à Reuters. Il a ajouté qu'environ 300 manifestants étaient restés devant les locaux surveillés par des soldats.

Des dizaines de personnes ont participé à un autre rassemblement dans le centre-ville.

Une série de manifestations sont prévues vendredi en Egypte, où beaucoup de militants accusent le Conseil supérieur des fores armées au pouvoir de retarder les procès de représentants du régime déchu et la mise en oeuvre de réformes.

Un tribunal pénal du Caire avait décidé lundi de libérer sous caution les dix policiers, qui étaient accusés d'avoir délibérément tué des manifestants en janvier. Le tribunal de Suez examinait un appel interjeté contre cette décision par le procureur général.

Le tribunal cairote avait aussi repoussé à septembre l'audience à charge contre les dix policiers, parmi lesquels figure l'ancien chef de la sécurité de Suez.

La décision a ulcéré des centaines de parents et de proches des victimes qui étaient venus de la capitale. En repartant, ils ont bloqué plusieurs heures la principale route reliant Suez à la capitale. (Reuters 06.07)

Social

1- France

1.1- 10% de parasites à éliminer.

Selon l'Insee, les 10% des Français les plus riches reçoivent plus d'un tiers de leurs revenus grâce à leur patrimoine, et cette part atteint même 66% pour les 3.500 Français les plus riches. Grâce à l'envolée de la Bourse, mis à part l'année ayant suivi la faillite de Lehman Brothers, et à la flambée du prix de l'immobilier, note l'hebdomadaire Challenges. (20minutes.fr 06.07)

A bas les privilèges des nantis ! Il faut tout prendre à ces voleurs !

1.2- Grève à La Tribune.

La Tribune était absente des kiosques mercredi 6 juillet. Les salariés du quotidien économique se sont mis en grève pour protester contre un plan social présenté le 28 juin par la direction, qui prévoit la suppression de dix-sept postes à la rédaction du quotidien économique, dont treize au service "édition". La Tribune compte aujourd'hui 181 salariés, dont 85 journalistes.

Actuellement, les cinq plus hauts salaires de l'entreprise se partagent une enveloppe annuelle de 900 000 euros.

1.3- Pourquoi le Medef est contre la remise en cause des 35h qui a ouvert la boîte de Pandore

Lors de la convention de l'UMP mardi après-midi.

À la tribune, le représentant du Medef, Stéphane Brousse, n'a pas mâché ses mots. "*Le retour en arrière est impossible (...) c'est gravissime et ça nous inquiète*", a-t-il lâché devant les responsables UMP. Il faut dire que le parti entend profiter de la fin de la durée légale de travail pour revenir sur les allègements de charges pour les entreprises liés aux 35 heures, soit, selon ses calculs, 12 milliards d'euros sur un total de 22 accordés en faveur des emplois à bas salaires.

"*On ne pourra pas dire à nos salariés de retourner travailler 39 heures pour le même salaire !*" explique Stéphane Brousse, interrogé par Le Point.fr. Et si, au contraire, tous les salariés devaient être payés plus, alors le gain pour la compétitivité des entreprises serait nul à cause de la baisse des allègements de charges.

Sa volonté de revenir sur les 35 heures s'explique en fait par la nécessité de redresser les finances publiques. Jean-François Copé et son secrétaire général adjoint, Hervé Novelli, estiment qu'il n'est plus possible de faire un cadeau de 12 milliards d'euros pour financer la réduction du temps de travail, à l'heure où la note souveraine de la France AAA pourrait être remise en cause par les marchés. "*La question de l'augmentation de la durée du travail, ce n'est pas un sujet tabou, tout le monde en parle. On en parle en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne, on en parle en Italie ; on en parle en fait dans tous les grands pays d'Europe*", a expliqué Jean-François Copé aux militants du parti. Les allègements sont d'autant moins justifiés qu'ils bénéficient autant aux secteurs protégés par la concurrence qu'aux autres, ajoute Hervé Novelli, à l'origine de la proposition du parti.

Un argument qui ne convainc pas vraiment le Medef. Les entreprises à forte concentration de main-d'oeuvre, dans le nettoyage ou le bâtiment par exemple, certes non délocalisables, sont déjà "*très pénalisées par la réforme de la taxe professionnelle*", assure Stéphane Brousse. Selon lui, elles pourraient souffrir fortement d'une éventuelle baisse des allègements de charges sur les bas salaires et pénaliser l'emploi. En réalité, le patronat se satisfait plutôt de la situation actuelle, dans laquelle "*il n'y a pas une entreprise qui applique le même temps de travail*", grâce notamment aux heures supplémentaires défiscalisées. (lepoint.fr 06.07)

La durée du travail est largement déréglementée et convient parfaitement au Medef, le patronat profite de l'allègement fiscale sur les heures supplémentaires, il peut ainsi moduler le temps de travail sans avoir à embaucher ou licencier, c'est toujours cela de gagner en plus...

Non mais imaginez un peu, passer de 35 à 39 en augmentant d'autant les salaires, vous n'y pensez pas, vous voulez notre ruine ou quoi s'exclament en coeur les négriers patronaux.

2- Grande-Bretagne.

Comment réduire la masse salariale ? La municipalité britannique du Shropshire, un comté anglais des West Midlands, a trouvé une solution simple pour faire des économies : licencier la totalité de ses 6 500 employés, avant de les réembaucher avec une baisse de salaire de 5,4 %.

'*Nous ne sommes pas la seule municipalité à faire cela,* a-t-il affirmé. *Nous sommes un peu en avance par rapport à d'autres, mais il y a des municipalités qui sont en train de faire la même chose que nous.*'

Unison, le principal syndicat de la fonction publique au Royaume-Uni, envisage de consulter ses membres pour décider ou non d'un mouvement social parmi les employés du conseil de Shropshire. (lemonde.fr 06.07)

Cornélien, en voilà une question : l'employeur de 6 500 salariés décide de réduire leur salaire et un syndicat se demande s'il faut ou non réagir !

Economie

1- UE

1.1- La Commission européenne a vivement critiqué mercredi la décision de Moody's de placer la note du Portugal en catégorie spéculative et a prévenu qu'elle allait désormais sévir contre les agences de notations.

Le président de l'exécutif communautaire, José Manuel Barroso, a accusé les trois agences Standard & Poor's (McGraw Hill), Moody's et Fitch (Fimalac) d'encourager la spéculation au sein de la zone euro et a dit qu'il était souhaitable de les rendre responsables devant les juridictions civiles et de les mettre en concurrence avec une nouvelle agence européenne.

José Manuel Barroso a de son côté expliqué qu'il était aussi envisageable de rendre les agences civilement responsables de leurs décisions et qu'une nouvelle agence européenne pourrait être créée pour concurrencer la suprématie américaine en matière de notation financière.

Même si cette réforme est réclamée une majorité d'Etats membres de l'UE et par les eurodéputés, elle a toutefois peu de chance d'aboutir rapidement.

Suspendre la notation d'un pays bénéficiant d'un plan d'aide ou rendre les agences civilement responsables se heurtent à une série de problèmes techniques et les points de vue sont extrêmement divergents sur la forme et les missions d'une éventuelle agence européenne, indique-t-on à Bruxelles. (Reuters 06.07)

Ouf, quel soulagement, pour un peu il y en a qui y aurait cru !

1.2- La décision de l'agence de notation Moody's de déclasser mardi le Portugal en catégorie "junk" a choqué les marchés financiers mercredi et jette une ombre sur les efforts européens en vue de renflouer les pays en difficulté de la zone euro sans restructurer leur dette.

Le coût d'assurance contre un défaut pour l'ensemble des pays les plus faibles de la zone euro a augmenté. L'écart de rendement entre l'emprunt à 10 ans portugais et son équivalent allemand a atteint un record post-euro. Lisbonne a dû payer plus cher pour adjuger des bons à trois mois.

Ce déclassement, intervenu alors même que Lisbonne avait annoncé peu auparavant un programme d'austérité allant au-delà des exigences de bailleurs de fonds internationaux, remet en cause la stratégie de l'Union européenne face à la crise de la dette souveraine.

Moody's estime que le Portugal aura peut-être besoin d'un second plan de renflouement, alors que les gouvernements et les banques négocient un tel plan pour la Grèce, laquelle a un ratio d'endettement bien plus élevé.

Une analyse de Reuters publiée la semaine passée estimait qu'il faudrait également à Dublin un deuxième plan de renflouement car la croissance ne serait sans doute pas suffisante pour revenir sur le marché en 2013 comme projeté.

Moody's évoque la gestion de la crise par l'Union européenne, et plus particulièrement le projet de faire partager au privé la charge financière de tout futur renflouement, pour justifier son déclassement abrupt de quatre crans.

Pour l'agence, un tel choix risque de décourager toute implication du privé dans des financements futurs de la dette publique et accroît le risque économique des investisseurs, empêchant ainsi le Portugal de revenir rapidement sur le marché dans des conditions acceptables.

Les marchés ont de plus en plus le sentiment, combattu publiquement par les pays de l'UE, que la Grèce, et peut-être aussi le Portugal et l'Irlande, devront tôt ou tard restructurer leur dette et obliger les souscripteurs obligataires à passer d'importantes pertes.

Mais selon des sources du FMI, les pays membres non européens du Fonds sont de plus en plus fébriles à l'idée de financer une crise dont le dénouement paraît lointain.

"*Je pense que c'est une mauvaise nouvelle, pour l'Italie et l'Espagne également*", en conclut Jay Bryson (Wells Fargo Securities). (Reuters 05.07)

Le privé veut bien participer au financement futurs de la dette publique de la Grèce, le problème n'est pas là, à condition que ce soit sans risque et qu'ils puissent continuer à se goinfrer tranquillement.

1.3- Les rendements de la dette portugaise sont mercredi en forte hausse, au lendemain de la décision de Moody's d'abaisser la note souveraine du Portugal de quatre crans, pour la placer en catégorie spéculative.

Le cours des obligations à deux ans a plongé, faisant bondir leur rendement de 121 points de base, à 14,60%. Le rendement de la dette à dix ans gagne 50 pdb à 12,68%.

La dette irlandaise à dix ans gagne quant à elle onze points de base, à 11,88%.

Les swaps de défaut de crédit (CDS) sur les titres portugais à cinq ans avancent de 82 points de base à 850 pdb.

Egalement sur la dette à cinq ans, les CDS atteignent 1.975 pdb pour la Grèce (+59), 780 pdb pour l'Irlande, (+42), 297 pdb pour l'Espagne (+21) et 220 pdb pour l'Italie (+24).

Les signes de contagion envoyés par les marchés poussent les investisseurs à se réfugier sur les Bunds, dont les contrats à terme gagnent 42 "ticks", à 126,04. (Reuters 06.07)

2- France

Les PME ne sont pas très loin du taux de 33 % d'IS [impôt sur les sociétés]. Les grandes entreprises, au-delà de 2 000 salariés, c'est 13 %. Les sociétés du CAC 40, c'est seulement 8 %. La plus grande entreprise de France, Total, c'est 0 %.

En 2009, l'IS a rapporté un peu plus de 50 milliards d'euros, chiffre en baisse à cause de la crise.

Que faire ? "*Il est possible qu'en loi de finances pour 2012, on revoie, voire on supprime le bénéfice mondial consolidé (BMC)*", a avancé M. Carrez. Le BMC a permis à Total d'échapper à l'IS en France en 2010, malgré quelque dix milliards d'euros de bénéfice.

La chasse aux niches fiscales doit être "*progressive*", a estimé M. Carrez (UMP) : "*L'intérêt national commande que les grands groupes soient les plus compétitifs*". (lemonde.fr 06.07)

Commentaire d'un internaute.

- Quand on aura compris que le bonheur (relatif) des salariés des grandes entreprises (publique également) est bâti sur la précarité et la flexibilité dans la myriade de PME sous traitantes on aura bien avancé en France. Non seulement ces grandes entreprises paient très peu d'impôts mais elles bénéficient de tous les dégrèvements et avantages sociaux que leur offrent nos lois complexes.

3- Vietnam

Une jeune femme en robe argentée moulante pose devant une berline haut-de-gamme, au salon de l'automobile de Hanoï. Cette voiture représente près de deux siècles de salaire pour un Vietnamien moyen, mais les Audi et autres Mercedes se multiplient dans les rues de la capitale.

Un signe des inégalités sociales grandissantes et de la "*consommation ostentatoire*" dans un pays communiste qui s'est ouvert progressivement à l'économie de marché depuis 1986, selon John Hendra.

"*L'écart de richesse augmente entre les riches et les pauvres*", soulignait-il récemment avant de quitter son poste de patron de l'ONU dans le pays.

Jadis, le communisme vietnamien considérait les bourgeois comme des ennemis du peuple. Mais désormais, la richesse est acceptable, qu'elle provienne de la bulle immobilière, du commerce, de l'industrie ou d'une corruption endémique. Et les vendeurs de voitures en profitent.

"*Nous doublons nos ventes chaque année et je pense que nous allons continuer*", se réjouit Laurent Genet, directeur général d'Automotive Asia Ltd, importateur officiel d'Audi.

Au total, la vente de voitures particulières et de 4x4 a augmenté de 38% sur un an lors des quatre premiers mois de l'année, selon l'Association des constructeurs automobiles du Vietnam.

Si le Vietnam connaît depuis de nombreuses années une forte croissance, il se bat aussi contre de graves déséquilibres: 12,4 milliards de dollars de déficit commercial en 2010, une monnaie en chute libre et une inflation qui a atteint en juin 21% sur un an. (AFP 06.07)

Haut de page

Le 8 juillet

J'ai rajouté dans la *Tribune libre* le fichier suivant que j'avais oublié de mettre en ligne, ces camarades du NPA m'en excuseront : Débat révolutionnaire n°55. (animé par des militants du NPA) (24.06). J'ai mis en ligne plusieurs articles dans la rubrique *Economie* qui permettent de mieux comprendre la gigantesque crise actuelle du capitalisme. Ces articles ont été rédigés par des économistes et non des journalistes.

De mon trou en Inde.

Tous les jours en ce moment on subit jusqu'à une dizaine de coupures de courant par jour qui vont de quelques minutes à quelques heures, c'est délirant, parfois on a trois coupures en dix minutes ! J'ai rempli à moitié de bouteilles d'eau le compartiment congélateur du réfrigérateur pour éviter que la température monte trop dans la partie réfrigérateur en cas de longues coupures. Dès que le courant revient on se précipite pour mettre en route le moteur qui alimente le réservoir d'eau ; souvent une lumière reste allumée toute la nuit ; la nuit quand la climatisation est coupée on met en marche le ventilateur pour pouvoir dormir, puis 30 minutes plus tard le courant revient, alors il faut se relever pour éteindre le ventilateur, cela parfois 2 ou 3 fois dans la même nuit ; je n'ose même plus utiliser l'ordinateur de bureau la journée, je ne travaille plus que sur le portable dont je recharge la batterie quand il y a du courant ; la journée j'hésite à utiliser le ventilateur quand il n'y a pas de courant car on ne sait jamais s'ils vont le remettre dans 10 minutes ou 10 heures, du coup je crève littéralement dans la petite pièce où je bosse, j'ai une serviette à portée de la main pour m'éponger ; je programme de regarder le soir une émission ou un film sur TV5Monde Asie, pas de bol pas de courant où ils coupent à ce moment-là ; hier soir j'ai encore dîné dehors éclairé par une lampe de secours rechargeable, il faut aussi penser à la recharger systématiquement, etc. tout cela n'est pas bien grave, certes, mais quand vous essayez de vous concentrer sur un sujet et qu'en permanence vous devez penser à autre chose, cela vous perturbe, bref, il y a de quoi être sur les nerfs !

Le prix de la bouteille de gaz est passé de 340 à 410 roupies, le litre d'essence dépasse 1 euro, le litre d'huile végétale a atteint 1,5 euro, le kilo de boeuf et de poulet hier encore très bon marché dépasse les 2 euros le kilo, bref tout augmente ou presque à une allure folle et dans des proportions inconnues jusqu'alors. Hier il y a eu une manifestation à Pondichéry contre le chômage, plein de boîtes ferment ou sont menacées de fermeture. Je confirme que les salaires ont pratiquement doublé en 2 ou 3 ans, alors les boîtes qui fonctionnaient jusqu'à présent grâce à la main d'oeuvre bon marché ferment les unes après les autres.

Depuis un mois on héberge un de mes beaux-frères au chômage et qui s'est séparé de son épouse qui le harcelait en permanence pour qu'il trouve un emploi mieux pays. Je croyais que son salaire devait tourner autour de 3 000 roupies, alors que son dernier saliare était de 5 000 roupies, son épouse lui a demandé d'en trouver un à 8 000 roupies ce qui est quasiment impossible pour un chauffeur-livreur. On a décidé qu'après la vente de la maison on lui achèterait une voiture d'occasion, pour

qu'il fasse le taxi à son compte et puisse emmener Magueswary (mon épouse) à l'hôpital chaque semaine ou quand elle doit se déplacer hors de Pondichéry parce qu'elle n'est plus en état de faire de longs trajets en moto, quant aux transports en commun (le bus) il vaut mieux ne pas y penser ! Me voilà avec une nouvelle charge familiale sur le dos, mais j'estime que c'est normal.

En principe mon beaux-frère va rester vivre avec nous, il occupe le premier étage de la maison. Quand Magueswary sera repartie en France on va rester seuls tous les deux, je ne sais pas comment va se passer la cohabitation, normalement sa vieille mère devrait nous rejoindre et lui préparera ses repas, car un Indien est totalement incapable de s'assumer, depuis sa naissance il est assisté et on ne lui demande rien, sa mère et ses soeurs quand il en a lui servent de bonniches. Il lave lui-même son linge, c'est déjà pas mal, une excentricité pour 99% des Indiens, je parle des hommes qui considèrent leur épouse comme leur esclave, les femmes en général.

Infos économiques en très bref

1- Officiellement l'inflation est de 2,7% dans l'UE.

2- Les grandes banques internationales, sous la pression des autorités gouvernementales européennes pour s'entendre sur un roulement volontaire de la dette grecque, se sont réunies jeudi à Rome sans parvenir à un accord au lendemain de discussions inabouties à Paris. (Reuters 07.07)

3- A qui appartiennent les agences? Moody's est une société américaine cotée et indépendante, détenue à hauteur de 13% par le milliardaire Warren Buffett. Fitch appartient en majorité à la société financière française Fimalac, fondée par Marc Ladreit de Lacharrière et à hauteur de 20% au groupe Hearst. Standard & Poor's est détenu par l'éditeur américain McGraw-Hill Companies. (lefigaro.fr 07.07)

Social

1- France

1.1- Etre pauvre et vieux est une tare dans leur société.

Déclarée grande cause nationale en 2011, la solitude touche 4 millions de Français de plus de 18 ans, soit 9% de la population, selon la Fondation de France.

Ce nombre est multiplié par deux chez les personnes pauvres, selon une étude de la Fondation de France publiée mercredi. "*18% des personnes déclarant des revenus inférieurs à 1.000 euros par mois, sont en situation d'isolement objectif*", souligne le rapport

"*La déficience de moyens financiers engendre un accès restreint aux transports, à des lieux de sociabilité et une réticence à accueillir des invités à domicile, par manque de place notamment*", note Odile de Laurence, responsable de l'observatoire de la Fondation de France, citée par le journal catholique La Croix.

Ainsi, les personnes pauvres ont plus de mal à créer ou à entretenir des relations stables, qu'elles soient familiales, amicales, professionnelles, associatives ou de voisinage, note la Fondation de France. (AFP 07.07)

1.2- Comment casser la mobilisation avant qu'elle ait lieu, mode d'emploi.

Ce jeudi 7 juillet était une journée d'action pour les salariés de PSA Peugeot Citroën confrontés à une menace de fermeture des sites d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et de Sevelnord (Nord).

A Aulnay, qui produit actuellement la Citroën C3 et où 3 600 salariés travaillent, environ 600 salariés ont débrayé pendant une heure, de 8 h 30 à 9 h 30. "*Toute l'usine a été à l'arrêt complet, tous secteurs confondus*", a déclaré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT. Les salariés de l'équipe du soir sont également appelés à cesser le travail jeudi entre 16 h 50 et 17 h 50.

La centrale souhaite obtenir un "*engagement devant le gouvernement et les syndicats*" : "*Nous nous sommes donné rendez-vous en septembre pour exiger des garanties écrites de la part de PSA pour maintenir l'emploi jusqu'en 2016*", a indiqué Jean-Pierre Mercier. Lors d'un comité paritaire stratégique, représentants syndicaux et direction se rencontreront le 19 juillet prochain pour évoquer le sort de l'usine.

En parallèle, environ 1 200 personnes, selon les organisateurs, ont défilé jeudi matin à Valenciennes à l'appel de la CGT pour protester contre les délocalisations industrielles et le projet supposé de fermeture du site Sevelnord d'Hordain, qui compte 2 800 salariés et fabrique des monospaces et des utilitaires. Les salariés et des sous-traitants avaient été appelés à débrayer deux heures pour participer à la manifestation.

"*Il s'agit de marquer le terrain et réaffirmer notre position de fond, c'est-à-dire le maintien et le développement de l'outil et la projection d'un nouveau véhicule sur les chaînes de Sevelnord pour 2014*", a indiqué Jean-Pierre Delannoy, responsable CGT Nord - Pas-de-Calais.

Selon lui, la mobilisation a été notamment forte chez les petits équipementiers. "*Les salariés des PME-PMI sont très réactifs parce qu'ils savent que d'ici la fin de l'année il y a un risque très important pour le site. Entre 10 000 et 11 000 personnes pourraient être impactées*", selon M. Delannoy.

Toujours selon la note confidentielle dévoilée par la CGT, deux options auraient été examinées par la direction concernant ce site : fermer le site avec la reprise de l'activité par l'usine de Vigo, en Espagne, ou par une nouvelle unité dans un pays où la main-d'œuvre est moins chère, et maintenir la production avec le soutien financier de l'Etat. (lemonde.fr et AFP 07.07)

2- Ukraine

Des milliers de personnes ont manifesté jeudi devant le siège du Parlement ukrainien avant l'adoption finale par les députés d'un projet de réforme visant à repousser progressivement l'âge légal de la retraite de 55 à 60 ans pour les femmes et de 60 à 62 ans pour les hommes. (lemonde.fr 07.07)

3- Maroc

Les forces de sécurité marocaines ont utilisé jeudi matraques, canons à eau et gaz lacrymogènes pour disperser de nouvelles manifestations de chômeurs dans le centre du pays.

Ces incidents se sont déroulés dans la région de Khourigba, riche en phosphates, dont le Maroc détient les plus importantes réserves mondiales. En mars, des manifestations similaires avaient eu lieu à Khourigba devant le siège de l'Office chérifien des phosphates (OCP).

Le responsable local de la principale organisation de défense des droits de l'homme au Maroc, Hadjaj Assal, a rapporté qu'une trentaine de manifestants avaient été arrêtés depuis mardi et que certains d'entre eux étaient passés devant des tribunaux jeudi.

"*Les émeutes continuent dans un quartier de Khourigba et dans les villes voisines de Hattan et de Boujniba*", a-t-il dit à Reuters.

"*Elles ont commencé lorsque l'OCP a publié une liste d'attribution d'emplois destinés à quelques centaines de personnes, alors qu'il y avait plus de 30.000 candidats. Ceci a beaucoup déçu les jeunes de la région*", a-t-il ajouté.

Des habitants de Khourigba ont confirmé ces informations.

"Plusieurs personnes ont été blessées parmi les manifestants et la police. Les manifestants jetaient des pierres et les forces de l'ordre utilisaient des canons à eau et des gaz lacrymogènes", a confié l'un d'entre eux sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 07.07)

Economie

France. Déficit commercial record.

A 7,42 milliards d'euros, le déficit aggrave encore un peu sa précédente pire performance, enregistrée le mois précédent lorsqu'il avait franchi pour la première fois le seuil des sept milliards (7,17). Le déficit cumulé des 12 derniers mois s'établit à 63,42 milliards.

Sur les cinq premiers mois de l'année, le déficit commercial français s'établit ainsi à 33,4 milliards: un chiffre en hausse de 60% sur un an et qui représente déjà près des deux tiers du déficit annuel 2010 (51,4 milliards).

Le commerce extérieur français file donc à toute vitesse vers une nouvelle année noire après le solde négatif de 2010 (-51,5 milliards). En 2011, le déficit devrait même battre, et de loin, le record de plus de 55 milliards atteint en 2008, au plus fort de la crise.

Ce creusement accéléré s'explique notamment par la conjonction des faiblesses françaises à l'export et de la vigueur de ses importations.

"*La France est, parmi les grandes économies industrialisées (hormis le Japon), celle qui a affiché la plus faible croissance de ses exports après le creux de la crise*", souligne Alberto Balboni économiste du cabinet d'études Xerfi.

Alberto Balboni, du cabinet d'études Xerfi, prévoit un chiffre proche des 70 milliards, qui devrait peser sur la croissance. "*L'environnement économique actuel ne laisse pas présager d'amélioration*", prévient l'économiste, qui énumère les facteurs négatifs: ralentissement du commerce mondial, prix de l'énergie "*à des niveaux historiquement élevés*", et un euro fort par rapport au dollar, qui pénalise les exportations.

Parallèlement, les importations s'installent à plus de 41 milliards par mois, un niveau supérieur à celui d'avant crise. Cela s'explique entre autres par l'envolée des prix des hydrocarbures, qui gonfle la facture énergétique de la France.

Mais ce facteur structurel ne suffit pas à lui seul à expliquer la dégradation régulière de la balance commerciale: il ne fait qu'amplifier la faiblesse persistante de l'industrie française à l'export.

Ainsi, alors que le déficit commercial de l'industrie manufacturière a plus que doublé en moins d'un an (à 4,8 milliards en mai), l'excédent des matériels de transport a été divisé par trois et celui des industries agroalimentaires a augmenté de moins de 200 millions d'euros.

Pour le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Pierre Lellouche, cette évolution traduit la concurrence de plus en plus vive à l'échelle mondiale dans des secteurs comme le transport ferroviaire ou le nucléaire.

"*Pendant très longtemps, les faiblesses du commerce extérieur en France ont été masquées par ce qu'on appelait les 'grands contrats'*", a-t-il déclaré jeudi à des journalistes. "*Mais les clients d'hier sont devenus les compétiteurs d'aujourd'hui.*"

Même si les services se portent probablement mieux que le secteur manufacturier, ces chiffres confirment un ralentissement marqué de la croissance économique au deuxième trimestre, estime Dominique Barbet, économiste senior chez BNP Paribas.

"*La croissance du produit intérieur brut au deuxième trimestre (+0,3% au mieux) devrait être très inférieure à celle du premier (+0,9%)*", écrit-il dans une note de recherche. (liberation.fr et Reuters 07.07)

Haut de page

Le 9 juillet

J'ai reçu hier un long courriel d'un ex-militant du POI (CCI). Je vais voir avec lui si je peux évoquer son contenu (ou une partie) dans le site. On a l'impression de vivre sous le régime de Beria ! Les robespierristes du POI feraient bien de réserver la terreur à notre ennemi de classe. Passons. "*Briser le consensus pour ne pas être brisé par lui*" écrit Gluckstein dans son dernier éditorial, si je me suis exilé en Inde il y a 15 ans, c'était justement parce que ce "consensus" menaçait de briser ma vie, cela ne date donc pas d'hier, et il en avait déjà brisée bien d'autres au cours des décennies précédentes, un simple rappel pour ceux qui l'ignoreraient encore.

Sur ce, bon week-end à tous.

Les masses restent mobilisées en Espagne et en Grèce, mais leur mouvement piétine ou peine à progresser. Les travailleurs des autres pays de l'UE observent ce qui se passent dans ces pays, et ils peuvent constater que la mobilisation des dernières mois en Espagne et en Grèce n'a donné aucun résultat, donc ils ne sont pas franchement poussés à les imiter en France, tout du moins pour le moment. On a vu également que ces mouvements n'étaient pas hostile aux syndicats ou aux "petits partis" ouvriers, parfois ils les ont rejoints ponctuellement.

Les masses exploitées cherchent manifestement une issue à la crise du capitalisme qui les frappe violemment, ils rejettent tout nouveau plan d'austérité qui ne pourrait qu'aggraver leur situation déjà extrêmement précaire (à des degrés différents selon les pays). Pour le moment, elles se sont détournées des partis institutionnels, mais elles demeurent incapables de se retourner contre les institutions, contre l'Etat, contre les fondements du capitalisme. Si elles sont désarmées politiquement, elles doivent commencer à comprendre qu'elles ne trouveront pas d'issue dans le cadre du régime en place, il leur faut le balayer par une révolution prolétarienne et socialiste. Elles n'en sont pas encore à se poser cette question du pouvoir aussi nettement, alors la question est de savoir comment on pourrait les aider à avancer dans cette voie, comment faire en sorte qu'elle s'empare de cette question et qu'elle mûrisse au sein de toutes les couches d'exploités.

C'est en dressant ce tableau hier soir qu'il m'est venu une idée qui pourrait débloquer la situation. Tous les soirs je fais le point de la journée à la manière d'un bureau politique, je fais le tour de l'actualité du jour et j'essaie de tracer une perspective politique ou d'affiner mon analyse de la situation.

En Espagne et en Grèce les masses et la jeunesse ne comptent pas vraiment sur les partis institutionnels ou les dirigeants syndicaux pour les aider à aller de l'avant. Ils n'ont pas vraiment confiance non plus dans les "petits partis" ouvriers qu'ils ne connaissent pas la plupart du temps. Jusqu'à présent ils ne sont pas parvenus à fédérer leur mouvement et à lui donner une orientation politique, encore moins des objectifs politiques clairs auxquels la majorité du prolétariat pourrait adhérer, ils ne sont pas parvenus non plus à entraîner la majorité des travailleurs dans leur mouvement. Leur faiblesse est à la fois organisationnelle et politique.

Faire sauter l'obstacle des appareils et virer les bureaucrates, c'est possible.

On ne peut pas les orienter vers les partis pourris réformiste ou stalinien, par contre les avant-gardes révolutionnaires grecque et espagnole pourraient s'adresser à eux dans ces termes : il existe dans notre pays des syndicats qui sont trop faibles pour remplir leur rôle, de plus ils sont dirigés par des bureaucrates ignares ou corrompus par le système, adhérez-y par centaines de milliers ou millions et alors ce qui vous paraît impossible aujourd'hui ne le sera plus demain, vous serez en position d'imposer votre point de vue, vous en prendrez le contrôle et ferez sauter cet obstacle à la mobilisation générale de notre classe contre les capitalistes et leurs institutions, rejoignez en masse les "petits partis" ouvriers qui combattent pour la rupture avec le capitalisme, l'UE, le FMI et les institutions en place dans le pays, pour constituer la force politique qui servira de guide à la révolution...

Nous sommes tous des "indignés" face à la politique d'austérité du gouvernement complice de l'aristocratie financière et que nous rejetons en bloc... C'est en s'adressant aux travailleurs et aux jeunes dans les mêmes termes que ceux qui ont initié ces mouvements populaires de protestation qu'il serait possible de les toucher, de les organiser et de les recruter pour construire le parti, et non par un discours élitiste destiné à une minorité. Ce mouvement des masses n'aurait-il pas permis de vérifier le bien-fondé de la tactique que je n'ai de cesse de proposer en vain ? Il aurait été appelé directement par un parti qu'il n'aurait pas été suivi, on a déjà pu le vérifier en France. Il faut donc contourner cet obstacle et s'adresser aux masses (localement) à partir des "comités politiques de résistance" ou à partir d'une assemblée de travailleurs sans qu'elle paraisse pilotée par un parti, mais sans non plus faire passer le parti à la trappe, la mention avec le soutien de tel ou tel parti ou telle ou telle organisation suffirait.

Je pense ici à la France où la situation est sensiblement différente toutefois. Il semblerait que seules certaines couches de la classe ouvrière soient durement frappées par la crise, et que le chômage n'ait pas atteint un niveau insupportable pour que les travailleurs se sentent aussi concernés qu'en Grèce ou en Espagne pour se poser la question de leur mobilisation, ou que leur niveau de vie n'ait pas suffisamment baissé du fait qu'il y a souvent encore deux salaires qui entrent dans un ménage et qui permettent de régler leurs dépenses.

Les travailleurs veulent résister mais inorganisés ils sont désarmés pour affronter l'Etat, il est donc impératif qu'il trouve la voie de l'organisation, c'est le discours qu'il faut leur tenir, tout le reste est du baratin qui entre par une oreille et ressort par l'autre sans qu'il en reste quelque chose.

On attend qu'un parti veuille bien daigner prendre en compte sérieusement cette orientation politique, je n'ai fait qu'en tracer les grandes lignes, j'allais écrire on espère, mais cela ne serait pas sérieux de notre part. C'est aux militants du POI, du NPA et de LO de l'imposer à leurs dirigeants. Tous les militants ne sont pas des militants professionnels, et les travailleurs ne sont pas des militants, le jour où nos dirigeants auront compris cela, on aura fait un bond en avant dans la bonne direction. J'ai envie de dire aux militants : faites parler votre coeur, soyez spontanés et direct au lieu de jouer aux théoriciens de la lutte de classe, vous verrez que cela marche mieux.

Tous les jours sur le Net on peut lire le témoignage de dizaines de travailleurs espagnols ou grecs qui expliquent qu'ils n'ont jamais fait grève de leur vie, qu'ils n'ont jamais participé à une manifestation ou une réunion politique, et qui se retrouvent là à piétiner sur une place avec des dizaines de milliers de travailleurs dans la même situation qu'eux, et d'ajouter qu'ils n'auraient jamais pensé un jour descendre dans la rue, ils en sont les premiers surpris, apparemment ils ne sont pas les seuls. Si nous ne sommes pas capables de tirer les premiers enseignements des expériences que sont en train de vivre les travailleurs de ces pays et qui nous serviront demain, c'est qu'on n'a pas les qualités requises pour diriger un parti ou qu'on va entraîner les militants de son parti dans une nouvelle impasse. Cela mérite réflexion, non ?

Politique

1- Israël. Dictature sioniste sans frontière.

1.1- Des associations ont obtenu d'Hachette la modification de deux pages concernant la question palestinienne de son manuel d'histoire.

A Hachette, Myriam Simonneaux, adjointe au directeur de la communication, cherche à désamorcer la polémique qui enfle depuis le 5 juillet. Oui, des associations se sont plaintes de la manière dont le chapitre consacré à la Palestine (« L'ONU et la question de la Palestine ») était traité et oui, Hachette en a tenu compte : « *L'éditeur et l'auteur l'ont examiné de près et ont décelé sur deux pages des mots et des imprécisions qui peuvent prêter à interprétation.* » Et d'ajouter : « *Les modifications sont en train d'être effectuées en toute indépendance, il n'y a aucune raison de s'exprimer sur un processus en cours.* »

Les deux pages constituent un corpus de cinq photos, textes et cartes choisis pour que les élèves de première générale travaillent sur la question suivante : « *Comment l'Organisation des Nations unies (ONU) a-t-elle tenté de régler la question palestinienne ?* »

Cette présentation des faits déplaît fortement à l'association pro-israélienne (et hostile aux Etats arabes de la région) Europe-Israël. C'est l'été et les professeurs doivent choisir le manuel scolaire avec lequel ils travailleront à la rentrée.

Certains, proches de l'association, l'ont alertée après avoir lu la double page. Le président Jean-Marc Moskovicz n'est pas resté les bras croisés : « *J'ai tout de suite envoyé une lettre au président d'Hachette, au Premier ministre et au ministre de l'Education nationale.* »

Jean-Marc Moskowicz est scandalisé : selon lui, le professeur qui a dirigé la rédaction de l'ouvrage « a pris des positions pro-palestiniennes ». Il déplore qu'Israël ne soit cité « qu'une fois en tout petit » et que le terme « *nakba* » (« catastrophe » en arabe) soit utilisé. La définition donnée, selon laquelle les populations palestiniennes ont été expulsées par l'armée israélienne pendant la guerre de 1948, est pour lui un pur mensonge : « *Ce sont les armées arabes qui ont appelé les Arabes de Palestine à s'enfuir. Tous ceux qui ont voulu revenir après la guerre ont pu le faire. C'est la Transjordanie, le Liban et la Syrie qui ont parqué les réfugiés dans des camps et les ont empêchés de revenir. Israël n'a expulsé personne.* »

D'autres associations se sont jointes à l'appel d'Europe-Israël. Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) et son président Sammy Ghozlan redoutent que « *cet enseignement puisse amener les enfants à interpréter l'histoire, à haïr les juifs* ». Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) conteste également le contenu des pages.

L'auteur, Pascal Zachary, professeur dans un lycée de Nancy, est lui très agacé par cette polémique. Contacté par Rue89, il rappelle que le dossier ne porte pas sur la création d'Israël, qui n'est pas au programme, mais qu'il fait partie du chapitre « *Espoirs de paix au lendemain des conflits* », qui aborde le rôle de l'ONU. Selon lui, la polémique est creuse et il refuse de s'exprimer davantage. Il assure n'avoir subi aucune pression de la part d'Hachette.

L'historien Henry Laurens, titulaire de la chair « *Histoire contemporaine du monde arabe* » au Collège de France et qui a rédigé de nombreux ouvrages sur le question de Palestine, regrette que l'éditeur soit influencé par les critiques qui ont été formulées par le président d'Europe-Israël, connu pour sa lecture extrêmement partiale de l'histoire du conflit israélo-palestinien. Pour l'historien, sollicité par Rue89, les arguments avancés ne tiennent pas la route : « *Cela fait longtemps qu'il existe un consensus chez les historiens sérieux, israéliens compris, pour dire que les expulsions ont bien eu lieu. Il y a aussi eu des départs volontaires, mais comme c'est le cas à chaque conflit. Les populations veulent éviter les combats, comme en France en 1940 en France. Les Palestiniens ne sont pas gentiment partis de chez eux.* »

Il admet néanmoins que les deux pages rédigées sont maladroites : « *Il est dur de résumer un problème aussi complexe en deux pages. Cela manque d'une mise en contexte. Il ne faut pas oublier qu'en 1947, l'ONU est encore une petite institution qui n'a pas de pratique pour régler ce genre se situation.* »

Les modifications demandées par Europe-Israël sont cependant pires selon lui que la rédaction initiale de la double page. Pourtant, des changements vont bien être opérés. Selon Les Inrocks, la définition de la nakba sera étayée, pour préciser qu'il y a aussi eu des départs volontaires. L'expression « *conflit entre deux nations* » devrait être modifiée en remplaçant « *nations* » par « *peuples* ». (Rue89 08.07)

1.2- Environ 200 militants pro-palestiniens n'ont pas été autorisés à monter vendredi à bord d'avions à destination d'Israël, où les autorités ont mis en place un dispositif pour expulser ceux qui parviendraient tout de même à rejoindre l'Etat juif, a déclaré la police israélienne.

Plus de 300 passagers ont été interrogés vendredi à leur arrivée à Tel Aviv et ont été autorisés à rester tandis qu'au moins 65 personnes ont été expulsées, a dit Micky Rosenfeld, porte-parole de la police israélienne.

Après le blocage par la Grèce d'une flottille visant à briser le blocus maritime imposé par Israël à la bande de Gaza, des militants avaient prévu d'envahir l'aéroport Ben-Gourion, près de Tel Aviv, pour défier les restrictions d'accès imposées par les autorités à la Cisjordanie occupée. (Reuters 08.07)

2- Grèce

De crainte que ne soit perturbée la saison touristique qui vient de s'ouvrir dans la capitale grecque, le maire d'Athènes, Georges Kaminis, a appelé, vendredi 8 juillet, les représentants des '*indignés*' '*à trouver une solution pour rétablir l'image de la place*' Syntagma, dans le centre-ville, où ils campent depuis un mois et demi, en marge d'une mobilisation populaire inédite.

Selon le bureau de presse de la mairie, M. Kaminis a organisé une rencontre vendredi soir avec des représentants des

commerçants, des '*indignés*' et des employés municipaux pour '*trouver une solution et faire partir les campeurs sans violence*'. L'objectif est '*de rétablir en pleine période touristique l'image de la place Syntagma*', où la relève de la garde présidentielle des evzones constitue une attraction prisée des visiteurs, a ajouté une responsable du bureau de presse.

Les représentants des '*indignés*', qui doivent faire le point ce week-end sur la suite à donner à leur mouvement, ont réservé leur réponse à l'invitation du maire. Les '*indignés*' grecs, qui se sont inspirés des précurseurs espagnols de Madrid, ont rassemblé lors du lancement du mouvement, fin mai, des dizaines de milliers de sympathisants, mais ont vu leur nombre se réduire fortement ces dernières semaines.

La place Syntagma, située devant le Parlement, ainsi que des bâtiments voisins, dont deux hôtels de luxe, ont subi des dommages lors de violents incidents en marge d'une manifestation organisée le 29 juin contre le vote d'une loi d'austérité controversée. La mairie avait dit avoir recensé trois cents poubelles détruites et avoir ramassé plus de 20 tonnes de pierres et fragments de marbre, arrachés des trottoirs et de façades, utilisés comme projectiles tant par les manifestants que par des policiers. (lemonde.fr 08.07)

3- Egypte

Une manifestation monstre a pressé, vendredi, l'armée à rompre plus rapidement avec l'ancien régime.

Initialement convoquée par les forces libérales et laïques pour réclamer une nouvelle Constitution avant les élections législatives (programmées fin septembre), la manifestation de vendredi a donc changé d'objectif. Un recentrage qui a convaincu les Frères musulmans et les salafistes de revenir sur Tahrir, pour la première fois depuis de longs mois.

Sur la place, redevenue une gigantesque agora, n'en cohabitent pas moins des demandes diverses. Certaines sociales, comme la hausse du salaire minimum. D'autres politiques, comme la purge du ministère de l'intérieur et des médias officiels, ou l'exclusion des prochaines élections des membres de l'ex-parti au pouvoir.

Vendredi soir, les plus déterminés des manifestants ont promis de rester sur la place jusqu'à ce que toutes leurs demandes soient satisfaites. (lefigaro.fr 08.07)

4- Syrie

Des centaines de milliers de manifestants ont défilé vendredi sur la place al-Assi, dans la ville rebelle de Hama, dont le pouvoir tente depuis une semaine de reprendre le contrôle.

«*Plus de 150.000 personnes défilent sur la place al-Assi en affirmant le refus du dialogue avec le pouvoir et en appelant à la chute du régime* », a d'abord indiqué le chef de l'OSDH Rami Abdel-Rahmane.

Une estimation revue à la hausse quelques minutes plus tard: ils étaient en fait quelque 450.000, selon Abdel Karim Rihaoui, chef de la Ligue syrienne des droits de l'Homme. «*Aucune présence des forces de sécurité n'a été signalée*», a-t-il ajouté.

«*L'ambassadeur américain a rencontré à Hama des saboteurs (...) qui ont érigé des barricades, coupé des routes et empêché les citoyens d'aller à leur travail. L'ambassadeur a incité ces saboteurs à la violence, à manifester et à refuser le dialogue*», accuse au contraire le ministère de l'Intérieur syrien.

«*Nous sommes franchement un peu consternés*», a réagi en retour le secrétariat d'Etat.

On apprend également ce vendredi que l'ambassadeur de France, Eric Chevallier, s'est lui aussi rendu à Hama, jeudi, pour témoigner de «*l'engagement de la France aux côté des victimes, de la population civile*».

«*Eric Chevallier s'est rendu notamment dans l'un des principaux hôpitaux de la ville où il a rencontré les équipes médicales, des blessés et leurs familles*», a déclaré à la presse le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero.

Le secrétarait d'Etat américain a affirmé que ces deux visites n'avaient pas été coordonnée entre les deux diplomates.

Au moins treize civils ont été tués, selon des militants. Dont deux dans le quartier Midane à Damas.

Les forces de sécurité ont tiré à balles réelles dans la ville côtière de Banias pour y disperser une «grande manifestation». «Les manifestants sont sortis des mosquées des quartiers sud de cette ville et des dizaines d'entre eux ont été arrêtés», selon l'OSDH.

Plus au nord, à Lattaquié, plus de 1.000 manifestants ont défilé de la Mosquée al-Rahmane. «*Les services de sécurité, armés, sont venus dans plus de 20 cars, ont dispersé les manifestants et ont arrêté certains d'entre eux*», a indiqué un militant sur place dans cette ville côtière.

A Alep (nord), peu touché par les manifestations jusqu'à présent, «*des milliers de personnes ont manifesté à Seif al-Daoula et Salheddine. Ils ont été attaqué par les forces de sécurité et la milice pro-régime*», a indiqué un témoin à l'AFP.

Des manifestations ont eu lieu également à Homs (centre), à Qatana: «*Plus de 7.000 manifestants ont défilé à Qatana, une localité au nord de Damas*», ainsi qu'à Saqba et à Jdeidet Artouz, dans la province de Damas.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, la ville de Homs est «*en ébullition*». «*Les manifestants ont recommencé à défiler dans cette ville*» en fin de journée, en protestation contre «*la répression*». «*D'intenses tirs ont été entendus dans le quartier d'al-Qoussour*», selon la même source, qui a précisé qu'«*un grand nombre d'agents de sécurité sont déployés*».

Dans la ville de Raqqa (nord), «*les forces de sécurité ont tiré à balles réelles et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser plus de 1.000 manifestants. Au moins un d'entre eux a été blessé*», selon un militant sur place qui a requis l'anonymat.

Des milliers de manifestants ont défilé dans les régions kurdes: 4.000 à 5.000 personnes à Qamechli, et des milliers à Amouda. Ils ont exprimé leur solidarité avec Hama, et appelé à la chute du régime, a indiqué le militant des droits de l'Homme Radif Moustapha. (libération.fr 08.07)

5- Biélorussie

Le décor avait pourtant été particulièrement soigné. Des milliers de soldats alignés au millimètre près, des citoyens sagement regroupés dans les tribunes officielles, un défilé d'engins militaires savamment orchestré et une immense estrade dressée à la démesure de celui qui se trouvait en son centre : Alexandre Loukachenko, l'homme fort de la Biélorussie. Ce dernier, souvent qualifié de "*dernier dictateur d'Europe*", se livrait comme d'habitude à une diatribe contre l'opposition biélorusse, contre l'Europe, contre le monde entier...

Tout semblait bien rodé, donc, pour ce jour de fête de l'Indépendance, le 3 juillet dernier. Sauf que quelque chose d'inhabituel s'est produit pendant cette cérémonie. Un détail qui aurait presque pu passer inaperçu. Le silence. Un silence assourdissant qui s'est abattu sur le discours du président Loukachenko. Aucune réaction du public, aucun cri, aucune manifestation de joie ou même, pourquoi pas, de colère. Et surtout, aucun applaudissement. Chaque envolée lyrique de l'orateur se concluait par un blanc, aussi pesant qu'inhabituel (voir la vidéo ci-dessous). Alexandre Loukachenko, de son côté, ne semblait guère ému par cet apparent désintérêt à son discours. Et pour cause, c'est lui qui a interdit à son peuple de l'applaudir.

Un pays "*à bout de souffle*"

Une décision qui ne doit rien à un sursaut d'humilité du dictateur biélorusse. Bien au contraire. Loukachenko a pris cette mesure inédite après que ses détracteurs eurent décidé d'un moyen d'action plutôt inédit : des applaudissements incessants, dans toutes les villes du pays, comme signe de protestation au régime en place. L'appel a été largement diffusé à travers les réseaux sociaux du pays, Facebook, mais aussi son équivalent russophone Vkontakte. Et dans un pays confronté à sa plus grave crise depuis l'arrivée au pouvoir d'Alexandre Loukachenko, en 1994, l'idée a fait tache d'huile. Ainsi, pendant plusieurs semaines, en juin, les rues de Minsk et des autres villes du pays ont offert l'étonnant spectacle de passants applaudissant à tout rompre un spectacle de pauvreté et de désespoir. (lepoint.fr 08.07)

Social

1- France

Avec la crise, les Français ont changé leurs comportements alimentaires, créant des listes d'indispensables, faisant la chasse aux promos et achetant plus de sec que de frais ou encore des saucisses plutôt que de la viande rouge, indique vendredi une étude de FranceAgrimer.

Selon cette étude qualitative portant sur 2008 et 2009 et réalisée par le cabinet CCCM, les familles frappées par la crise ont modifié leur rapport à l'approvisionnement: augmentation du temps consacré aux courses, établissement d'une liste d'indispensables, montant à ne pas dépasser, utilisation plus importante des tickets de réduction ou chasse aux promos.

Dans le même temps, la cuisine "*maison*" a progressé alors que les sorties au restaurant ont baissé, selon l'établissement public.

La viande n'est plus indispensable à tous les repas et la viande rouge a été délaissée au profit de la viande blanche moins chère.

De même un transfert s'est opéré des produits carnés vers des produits dérivés: saucisses, nuggets, raviolis ou boulettes.

Quant aux produits de la mer, ils ont eu du mal à résister à la baisse de revenus des ménages, les espèces les moins chères comme la sardine étant préférées au thon. Côté fruits et légumes, les produits hors saison sont sortis du panier de la ménagère et le reste plutôt acheté chez les discounters etc.

La part de l'alimentation dans les dépenses des ménages français est passée de 34,6% dans les années 60 à 19,8% en 2009, soit le deuxième poste derrière le logement (25,7%, contre 11,8% il y a 50 ans). (AFP 08.07)

2- Corne de l'Afrique

Un demi-million d'enfants risquent de mourir de faim rapidement dans l'est de l'Afrique en raison de la sécheresse et de la hausse des prix des denrées alimentaires, a prévenu vendredi l'Unicef.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance souligne que, sur l'ensemble de la région, plus de deux millions d'enfants souffrent de malnutrition.

Il ajoute que la situation s'est fortement dégradée en raison de "*la pire sécheresse qu'ait connue la région en 60 ans, (de) la hausse des prix des denrées alimentaires de base et (du) conflit qui déchire la Somalie depuis des années*", ce qui provoque de *"grands déplacements de population*".

Le taux de malnutrition dans la Corne de l'Afrique a ainsi augmenté de 50% au cours de l'année écoulée.

"*Nous avons plus de deux millions d'enfants qui souffrent de malnutrition. Un demi-million de ces enfants sont en danger de mort à l'heure actuelle*", a dit Marixie Mercado, porte-parole de l'Unicef, au cours d'une conférence de presse. (Reuters 08.07)

3- Etats-Unis

L'économie américaine a créé très peu d'emplois au mois de juin et le taux de chômage s'est accru, douchant les espoirs de ceux qui pensaient voir se confirmer la reprise économique des Etats-Unis.

Le mois dernier, 18.000 emplois non-agricoles ont été créés, selon les statistiques officielles publiées vendredi par le département du Travail.

"*Cela indique que la stagnation de l'économie se poursuit. La croissance des revenus est marginale et rien n'indique donc une dynamique*", commente Pierre Ellis, analyste chez Decision Economics à New York.

Le département du Travail a en outre révisé à la baisse les chiffres des mois d'avril et mai, qui indiquent désormais 44.000 créations d'emploi de moins qu'initialement annoncé.

Le seul secteur privé a créé en juin 57.000 postes, et contribue à l'ensemble de la hausse mensuelle, puisque la fonction publique a de son côté supprimé 39.000 emplois.

Pour simplement absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail, il faudrait entre 125.000 et 150.000 créations d'emploi par mois.

Et il paraît difficile de compter sur la Réserve fédérale pour donner un coup de coupe dans la mesure où celle-ci a bouclé la semaine passée son deuxième programme d'assouplissement quantitatif, qui a passé par l'achat de 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor.

La durée hebdomadaire du travail a diminué à 34,3 heures en moyenne contre 34,4 heures. Le patronat hésite à faire travailler plus au vu de l'incertitude qui entoure la reprise.

Le salaire horaire moyen a diminué d'un penny, signe que l'inflation par les salaires n'est pas un réel problème. (Reuters 08.07)

Economie

1- UE.

1.1- Les pays de l'Union européenne s'apprêtent à promettre de soutenir les banques ayant échoué aux tests de résistance dans

le cas où elles ne pourraient pas lever des capitaux dans les six mois, selon un projet de document préparé pour les ministres des Finances.

"*Dans le cas où les banques concernées sont incapables de mettre en oeuvre un plan crédible en fonds propres aux dates spécifiées, il est prêt à prendre les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité financière*", lit-on dans le document obtenu par Reuters. (Reuters 08.07)

1.2- Les pays de la zone euro devraient renoncer à leur souveraineté en matière d'émission de dette et confier ces pouvoirs à Bruxelles, a déclaré vendredi Lorenzo Bini Smaghi, membre du directoire de la Banque centrale européenne.

Il souhaite que le pouvoir d'émettre des obligations d'Etat soit confié à Bruxelles, ce qui éviterait que les membres aillent au-delà des limites qui devraient être les leurs. "*Les Etats membres pourraient transférer leurs droits d'émission à une autorité supranationale, jusqu'à un certain point qui serait fixé par le Conseil.*" (Reuters 08.07)

2- France

2.1- Quelle crise ?

Les valeurs européennes du luxe ont atteint des plus hauts vendredi portées par les récentes fusions et acquisitions, les anticipations de bons résultats semestriels, les marchés émergents et par l'appétit des investisseurs pour des entreprises disposant d'une bonne marge de fixation de leurs prix.

Alors que les premières publications semestrielles vont commencer la semaine prochaine, des analystes s'attendent à une année record pour le luxe européen en termes de ventes et de marges. (Reuters 08.07)

2.2- Patrons voleurs.

75.468 foyers fiscaux ont déclaré détenir un ou des comptes à l'étranger sur leur déclaration de revenus 2009, faite en 2010, contre 29.612 deux ans plus tôt!

D'une manière générale, le contrôle fiscal est une activité rentable pour les finances publiques: en 2010, il a rapporté 16 milliards d'euros, d'après Bercy. Selon la même note de la Direction générale des finances publiques, les contrôles fiscaux externes, c'est-à-dire les contrôles avec visite dans l'entreprise ou chez les particuliers, qui vont plus loin que les simples contrôles sur dossier, ont à eux seuls généré 7,95 milliards d'euros de redressements d'impôt.

Les redressements d'impôt sur les sociétés (IS) suite à un contrôle externe ont atteint 3,4 milliards en 2010, au lieu des 2,5 milliards retrouvés habituellement chaque année. Et l'IS a dépassé l'an passé la TVA comme principale source de redressement. Comme les années précédentes, l'impôt sur le revenu a représenté à peine 9% des redressements. Il est vrai que sur les 51.572 contrôles externes, un peu plus de 3800 ont concerné des particuliers. Le fisc se concentre d'abord sur les entreprises. (lefigaro.fr 08.07)

2.3- Ménager les trusts pharmaceutiques au détriment des plus pauvres.

La baisse en France du taux de remboursement de certains médicaments devrait avoir un impact limité sur les grands groupes pharmaceutiques mais elle pourrait affecter les petits laboratoires dont le portefeuille de produits est plus ancien et moins diversifié.

Afin de réduire la facture de la Sécurité sociale, l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) a décidé de passer au crible 100 à 200 molécules avant la fin 2011 afin de juger de leur efficacité.

Au total, l'ensemble des produits qui on eu une autorisation de mise sur le marché avant 2005, soit 4.000 médicaments, sont potentiellement menacés de déremboursement si, selon le jargon de la Haute Autorité de Santé (HAS), leur "service médical rendu" était jugé insuffisant où faible.

L'Afssaps se prononce à partir des préconisations de la commission de la transparence de la Haute Autorité de santé (HAS) qui, régulièrement, passe en revue toute la pharmacopée française.

Ces mesures ont abouti l'an dernier à la réduction de 35% à 15% du taux de remboursement de près de 200 médicaments.

Sur fond de suspicions d'effets secondaires hépatiques entourant le médicament, la HAS vient également de juger insuffisant le service médical rendu par le Multaq, l'anti-arythmique de Sanofi, aujourd'hui remboursé à hauteur de 65%.

Cette recommandation ouvre la voie à un déremboursement d'un médicament que le champion tricolore avait un temps classé comme un produit pouvant générer un milliard d'euros de ventes annuelles.

En présentant en juin dernier sa réforme du médicament, le ministre Xavier Bertrand avait été clair : la collectivité cessera de prendre en charge les produits au service rendu insuffisant.

"*On va travailler dans ce sens et passer au crible à terme la pharmacopée et tous ceux qui feront l'objet d'un service médical insuffisant feront l'objet d'un déremboursement. C'est un processus qui est assez long*", souligne-t-on au ministère de la Santé.

Toutefois, l'impact de cette décision est jugé marginal sur la santé d'un secteur dont la croissance est alimentée par les défis liés au vieillissement et par une demande de nouveaux médicaments.

De fait, commente l'analyste d'une grande banque, "l'impact des déremboursements est limité pour les grands laboratoires car ils concernent la queue de portefeuille, surtout des produits de confort, et non des produits innovants".

En tout état de cause, les laboratoires dont les médicaments ne seront plus remboursés auront toujours la possibilité de vendre leurs molécules en libre accès là où les prix ne sont pas réglementés ce qui peut permettre de compenser partiellement la baisse de volume liée aux déremboursements.

Reste que les plus petits laboratoires ne sont pas toujours équipés pour poursuivre la vente de leurs produits dans ce circuit. (Reuters 08.07)

Décryptage :

1- ils déclarent que des médicaments ne sont pas efficaces.

2- ils décident de moins les rembourser.

3- pour palier la perte de certains clients (leur vocabulaire), les plus pauvres, ils vont mettre ces médicaments en vente libre plus chers pour ceux qui auront les moyens de les acheter, cela compensera la baisse de leur chiffre d'affaires dûe à la baisse de la consommation des plus pauvres, sinon ces derniers se saigneront pour soulager leurs souffrances.

4- épuration, en procédant au déremboursement des médicaments de petits laboratoires qui ne vivent que grâce à la vente de ces médicaments, ils vont les évincer du marché ou les obliger à se faire racheter par un trust pharmaceutique.

3- Chine. Endettement massif, bulle immobilière, inflation, un coktail explosif à terme.

Le risque lié au gonflement de la dette "*cachée*" des régions et entreprises parapubliques chinoises s'apparente à la crise des "subprimes" que personne n'avait vu venir, estime le directeur des gestions d'Amundi.

Cette dette périphérique en forte croissance risque un jour d'être ramenée dans le périmètre de la dette souveraine de la Chine à la faveur d'un dégonflement de la bulle immobilière, a expliqué Romain Boscher lors d'une interview accordée à Reuters.

"*La hausse de la dette s'est faite surtout dans les régions chinoises. On parle de "shadow accounting", une part de la dette est laissée dans l'ombre. C'est un peu comme les "subprimes" qui étaient une dette que l'on n'avait pas trop vu grandir parce qu'elle était portée par des véhicules hors bilan*", a-t-il dit.

"*En Chine, c'est un peu cela aussi : quand on voit des régions ou des entreprises parapubliques s'endetter, cela n'apparaît pas trop dans les chiffres. Comme ces régions ont vécu, un peu comme en Espagne, sur la bulle immobilière, si celle-ci se calme, elles ne pourront pas rembourser leur dette, qui risque de revenir dans la périmètre de la dette d'Etat.*"

"*Les 'subprimes' du moment, c'est un peu toute cette dette périphérique chinoise. On se demande à quel moment elle va être reconnue comme étant une dette d'Etat*", a-t-il précisé.

Face à un manque de transparence, le risque de mauvaises surprises en provenance des pays émergents sur la question de la dette, mais aussi de la croissance et de l'inflation, fait peser des incertitudes bien plus lourdes sur les marchés financiers que la crise de la dette européenne, estime Romain Boscher.

"*C'est dans les zones émergentes qu'il y a un risque inflationniste, un risque de dette cachée.*"

"*On a deux mondes: un monde de valeurs financières toujours enfermé dans une problématique qui est le risque d'augmentations de capital, (...) alors que dans le monde non financier, au contraire, non seulement il n'y a pas d'augmentations de capital, mais au contraire des rachats d'actions*", a-t-il dit.

A moyen terme, la capacité des pays occidentaux à juguler leur surendettement sans provoquer de crise systémique dépendra beaucoup du rythme de la croissance mondiale, a-t-il ajouté.

"*Le vrai risque est que la croissance ne nous permette plus de rembourser notre dette, pas seulement en Grèce*", a-t-il dit. (Reuters 08.07)

Haut de page

Le 10 juillet

Une assemblée constituante, pourquoi pas, mais pour quoi faire nous interrogions-nous dernièrement, réponse :

Un article du 2 juillet du journal algérien *Le Soir*, à propos du 21e anniversaire du Parti des travailleurs (PT).

Titre : *Algerie : Louiza Hannoune représentant personnel du président de la République?*

"*... le parachèvement du processus de réconciliation nationale passe à ses yeux par la* «dissolution du Parlement» *et la tenue d'une «assemblée constituante». «C'est la seule voie qui nous mènera à en finir avec les résidus du parti unique»,* a-t-elle déclaré. Une démarche, ajoute- t-elle, que partage le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. "Lui-même est partisan de cette idée et a avoué qu'il était nécessaire d'aller vers une assemblée constituante, que l'actuelle législature est invalide pour rédiger une nouvelle Constitution*."* "

(http://iferhounen.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/07/02/algerie-louizahannoune-representant-personnel-du-president-d.html)

Ah ben si même Bouteflika est favorable à l'élection d'une assemblée constituante, c'est forcément qu'il doit y trouver son compte quelque part, sans oublier la classe qu'il représente et l'armée, non ?

Et puis il peut exister deux sortes d'assemblée constituante : une qui a pour seule tâche la rédaction d'une nouvelle constitution, et l'autre qui en principe constitue ou légifère, mais en réalité dans les deux cas l'assemblée constituante s'inscrit dans le cadre du régime en place sans le remettre en cause, elle s'octroie des pouvoirs et prend des mesures qui seront soumises au contrôle des institutions existantes et qui en aucun cas ne devront porter atteinte à l'ordre établi sous peine d'être dissoute ou d'être réduite à l'impuissance par un moyen ou un autre.

Il faut bien comprendre qu'au moment de sa formation, l'assemblée constituante ne peut être composée dans son immense majorité que de partisans de l'ancien régime ou du capitalisme, elle est ainsi une institution typiquement bourgeoise, ce qui explique et permet de comprendre pourquoi la bourgeoisie n'est pas finalement contre sa convocation, bien qu'elle préfèrerait garder les institutions en l'état et s'en passer, car elle sait qu'à l'arrivée elle lui sera favorable. Une assemblée constituante ainsi composée ne prendra jamais des décisions révolutionnaires ou socialistes. En imaginant un instant le contraire, l'armée interviendrait immédiatement pour la dissoudre.

J'attendais avec une certaine impatience l'assemblée constituante en Tunisie pour remettre les pendules à l'heure sur cette question ou ajouter cette précision à mon argumentaire, c'est fait plus tôt que prévu grâce à Louiza Hannoune et Abdelaziz Bouteflika.

Un fait divers, une loi liberticide ou plutôt un arrêté municipal qui a valeur de loi. Une milice privée.

L'arrêté municipal a été pris, le 19 mai, à la suite de deux affaires graves qui ont marqué le village et concerné de jeunes adolescentes : un coma éthylique et un viol.

Lassé de la tournure prise par les événements, Gérard Schivardi a décidé de prendre une décision, dont il a fait contrôler la légalité par les services de l'État. Il interdit de fait aux moins de 17 ans de circuler dans les rues du village entre 22 h et 6 h.

À défaut de police municipale, c'est lui-même qui patrouille quotidiennement pour vérifier le respect de ce texte. Et depuis lors,

selon lui, le calme est revenu. (midilibre.fr/ 06.07)

Et Schivardi d'en rajouter une couche dans un autre article du *Midi Libre* : "Si on remettait la peine de mort pour les barbares qui s'en prennent aux gamins, je serai d'accord. Je pense aux parents du garçon dont on a retrouvé une jambe (NDLR : à Pau)."

Communiqué de Gérard Schivardi

J'étais au Parti socialiste lorsqu' en 1981 le ministre Badinter a fait voter une loi interdisant la peine de mort dans notre pays.

Je me suis félicité à l'époque de cette loi du gouvernement Mitterrand (l'une des rares mesures de progrès à mettre à son actif) qui reste en vigueur aujourd'hui. Je m'en félicite encore aujourd'hui.

On comprendra que les propos qui me sont prêtés par la presse selon lesquels je serais favorable au rétablissement de la peine de mort ne correspondent ni aux propos que j'ai tenus comme maire de Mailhac ni aux positions du Parti ouvrier indépendant dont je suis l'un des secrétaires nationaux. Mailhac le 7 juillet 2011

Schivardi dit une chose puis sort un communiqué pour nier qu'il l'aurait dit. Voilà où en est rendu le POI !

Précisons que ces incidents ont eu lieu dans l'après-midi du 1er mai dans le premier cas, dans le second nous n'en savons rien. Messieurs, personne ne vous oblige à vous présenter aux élections municipales (ou législatives) pour ensuite devoir jouer au justicier (ou au milicien) dans votre commune, faire respecter par tous les citoyens la Constitution bonapartiste de la Ve République ou appliquer la politique du gouvernement. Ayez au moins le courage d'en affronter les conséquences. La participation aux institutions antidémocratiques de la Ve République a un prix et vous le connaissez parfaitement, de notre côté nous refusons d'y participer car nous considérons cette concession totalement inacceptable et contraire au combat politique que nous menons.

En tant qu'élu vous êtes amené à exécuter les basses oeuvres que le régime est incapable d'accomplir ou dont il vous délègue la responsabilité, ainsi que vous le vouliez ou non vous en êtes bien le complice. La décomposition de tous les rapports dans la société est le produit de la survie du capitalisme qui conduit à la barbarie, jusque dans les actes les plus insignifiants de la vie quotidienne rendant l'existence quasiment insupportable à la population. Vous n'êtes pas sans le savoir, n'est-ce pas ?

Vous pouviez vous contenter de combattre le régime en place, ce ne sont pas les moyens qui manquent, mais pour des raisons politiques qui nous paraissent totalement injustifiées vous avez décidé de mettre la main à la pâte en participant aux institutions qui le supportent, du coup vous voilà contraint d'emprunter ses méthodes pour réprimer une partie de la population dont le comportement est l'expression et le produit de la décomposition de la société. En passant vous faites le jeu des adeptes des milices de la Droite populaire de l'UMP et du FN.

Schivardi n'est pas un maire comme les autres, il est un des quatre porte-parole du POI et sans doute le plus connu dans le pays. J'ai lu derrnièrement plusieurs articles parus dans le Midi Libre (disponible sur le Net) dans lesquels les journalistes assuraient que Schivardi était déjà en campagne électorale pour la présidentielle suite aux discours qu'il leur avait tenus, alors que le POI n'a pas encore pris la décision de participer ou non à la prochaine élection présidentielle. Les camarades du POI apprécieront sans doute, trois ans auparavant c'était par les médias qu'ils avaient appris que leur parti, le PT, allait disparaître par la voix de monsieur Schivardi qui ne faisait même pas partie du PT, une conception plutôt curieuse de la démocratie, mais qui ne nous étonne pas du tout. Les militants de ce parti qui estiment que le POI est démocratique ont vraiment de gros problèmes politiques à régler, à moins qu'ils ne fassent l'autruche.

Interdire à des jeunes de moins de 17 ans de sortir de chez eux après 22h me rappelle les terribles frustrations que j'ai connues quand j'avais cet âge et lorsque mes parents m'interdisaient de sortir le soir, alors que mes potes allaient au cinéma à la scéance dite de minuit, mais qui en réalité se situait entre 22 et 22h30, et tous les week-end ils sortaient jusqu'à 23h ou minuit pendant que je ruminais ma haine contre mes parents. Du coup mes copains me tenaient un peu à l'écart, je ne faisais pas vraiment partie de la bande, je ne partageais pas les mêmes distractions qu'eux, je n'avais rien à raconter le lendemain, au point de se demander pourquoi ils acceptaient ma présence parmi eux, pour un peu j'étais devenu un paria (déjà, quel destin !), leur souffre-douleur comme il y a des têtes de Turc à l'école. J'ai terriblement souffert de cette discrimination, la solitude est aussi difficile à supporter quand on est jeune que lorsqu'on est vieux.

Heureusement, j'ai réussi à reporter la haine que je vouais à mes parents sur la société, mais si j'en juge par le constat que chacun a pu déjà faire depuis longtemps, ce n'est pas le cas de la majorité des jeunes qui sont à la fois plus fragiles et plus matures qu'autrefois, donc même sur ce plan-là on ne peut pas soutenir la décision de Schivardi. De plus son arrêté municipal est particulièrement discriminatoire envers les jeunes de sa commune, car les jeunes des communes environnantes iront passer leur soirée ailleurs qu'à Mailhac, tandis que les jeunes de cette commune resteront cloîtrés chez eux après 22h, y compris pendant les week-end et les vacances scolaires ou d'été, ce qui est une injustice qui s'ajoutent à bien d'autres dont les jeunes sont victimes. Imaginez un instant les gosses de Mailhac qui ont entre 15 et 17 ans et qui ont des potes dans les communes environnantes ou l'inverse : plus possible d'envisager une sortie le soir ensemble, ils devront rester cloîtrer dans leur village respectif.

Schivardi fait penser à ces maires hypocrites qui prennent des arrêtés pour chasser de la vue des citoyens repus ou à la bonne conscience les épaves que la société a produites et qui dérangent leur petit confort, je parle des clochards de plus en plus nombreux et de plus en plus jeunes qui déambulent ivres, camés, bruyants ou agressifs dans les centres villes et que chaque maire verrait bien en dehors des murs de sa commune. Place nette comme à Madrid ou à Athènes !

Monsieur Schivardi, à votre place je démissionnerais car voyez-vous, plus la société va se décomposer et plus la situation qui consiste à avoir un pied dans chaque camp va devenir intenable. Vous voilà pris à votre propre piège, cela va en faire marrer plus d'un je vous assure ! En 1937 les "*socialistes*" ont envoyé la mitraille contre les manifestants à Clichy pour faire respecter l'ordre dit républicain dont vous vous réclamez également, demain vous serez amené à prendre la même décision pour maintenir l'ordre dans votre commune.

On ne peut pas se réclamer du socialisme et prendre des mesures policières contre une partie de la population pour maintenir l'ordre en vigueur qui n'est pas le nôtre. D'où contrairement à vous, notre refus de défendre cette République dans laquelle vous vous reconnaissez.

Il rétorquera que cela n'a rien à voir avec le régime, qu'il s'agit d'un problème de "*salut public*", il aurait employé cette expression. On vous accorde volontiers d'être animé de bonnes intentions envers les jeunes de votre commune ou les jeunes en général, loin de nous l'idée de le remettre en cause, la question n'est pas là, elle est politique, vous militez dans un parti politique et vous êtes le porte-parole d'un parti politique qui combat sur une ligne politique pour des objectifs politiques, donc chaque décision que vous prenez se charge d'un contenu politique.

Là en l'occurrence il s'agissait d'une question qui avait un rapport direct avec la situation dans laquelle se trouve la société, particulièrement sa jeunesse, fragile et fougueuse par essence, un rapport entre la jeunesse et les valeurs morales minimums que chacun devrait respecter dans la société pour qu'elle ne retourne pas à l'état de sauvagerie qu'elle connaissait à l'aube de la civilisation humaine, valeurs que l'Etat lui-même et ses représentants piétinent à longueur de temps. C'est donc contre l'Etat qu'il fallait mener ce combat au lieu de vous substituer à lui, en intervenant de la sorte vous êtes sorti du terrain de la lutte des classes sur lequel devrait se mener notre combat, pourquoi, parce qu'il vous faut à tout prix trouver un rémède à un problème qui vous dépasse et pour lequel il n'existe pas de solution dans l'état actuel des choses, en dehors de la répression que manie à loisir le régime contre la jeunesse.

Quand on réfléchit un peu, on constate que l'attitude de Schivardi est conforme à la politique menée par les dirigeants du POI et leurs prédécesseurs depuis toujours, qui consiste à favoriser le mouvement spontané des masses, à privilégier la recherche de résultats immédiats, à subordonner les objectifs politiques à des revendications sociales au lieu de faire l'inverse, pour finalement abandonner ces objectifs politiques et se retrouver 70 ans plus tard au même point. Des administrés de votre commune vous interpellent sur une question, au lieu de vous en tenir à la lutte des classes et de leur répondre sur le terrain politique, vous prenez un arrêté liberticide pour leur donner satisfaction et finalement emboîter le pas à Sarkozy, Guéant et Cie. vous avez tout faux sur toute la ligne.

Démissionnez monsieur Schivardi, cela s'adresse à tous les élus qui prétendent combattre pour le socialisme, sinon demain vous serez amenés à prendre en charge les conséquences des dérives du régime et à vous en faire le complice. Voudriez-vous être assimilé à la députée-maire de Montaubant, lire ci-dessous ?

Politique

France

1- Montauban des accusés.

Brigitte Barège, députée-maire de Montauban a fait savoir à la presse qu'elle allait prendre deux arrêtés.

Le premier arrêté "*interdira de se promener torse nu hors des lieux de baignade*" et sera applicable jusqu'au 4 octobre prochain.

Le deuxième arrêté "*interdira les rassemblements et attroupements troublant manifestement l'ordre public*", annonce la Maire

La Dépêche rappelle les interdictions qui sont déjà en vigueur dans cette ville : "*il est interdit de mendier, de consommer de l'alcool sur les lieux publics, d'étendre du linge aux fenêtres, de faire du bruit hors certains horaires, de cracher, de laisser traîner ses poubelles... et la circulation des mineurs est également réglementée...* " (lepost.fr 09.07)

1.2- Ordre, légalité, arbitraire, abus de pouvoir.

Hermann Fuster, condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir empoigné par la veste Nicolas Sarkozy, a été

suspendu provisoirement de son emploi au Conservatoire de musique et de danse d'Agen et passera en conseil de discipline, a indiqué samedi 9 juillet la mairie de la ville.

Hermann Fuster est '*un employé de la mairie d'Agen, titulaire de la fonction publique territoriale et donc soumis, comme tous les fonctionnaires, à des obligations', explique dans un communiqué le député-maire d'Agen, Jean Dionis du Séjour, qui estime que 'par rapport à ces obligations, l'acte d'H. Fuster est clairement une faute avérée*'. '*C'est pourquoi, en application des textes en vigueur, la municipalité d'Agen a décidé de saisir le conseil de discipline de la mairie qui sera présidé par un magistrat du tribunal administratif*', poursuit le maire.

Estimant la présence du jeune homme 'non souhaitable parmi le personnel municipal', la mairie lui a notifié vendredi 'sa suspension a effet immédiatjusqu'à la réunion du conseil de discipline', dont la date n'a pas été précisée.

Hermann Fuster, 32 ans, a été condamné à six mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel d'Agen pour avoir violemment agrippé par la veste le président de la République Nicolas Sarkozy, lors du déplacement de ce dernier, le 30 juin, à Brax, à côté d'Agen. Le tribunal a assorti sa peine d'une mise à l'épreuve de trois ans, d'une obligation de soins en milieu hospitalier et d'un stage de citoyenneté de deux jours. Le parquet n'a pas fait appel de cette condamnation.

A l'audience, l'employé municipal avait assuré avoir plutôt voulu pousser '*un coup de gueule*' que '*mettre un poing dans la gueule*' du président de la République qui n'a pas porté plainte. (lemonde.fr 09.07)

Monsieur Fuster n'était pas en service à ce moment-là, donc le maire exerce un abus de pouvoir. Il faudrait défendre ce monsieur. Qui en aura le courage ?

Un jour discutant avec une secrétaire du consulat de France à Pondichéry et abordant une question politique, elle a refusé de me dire ce qu'elle pensait en ajoutant "*je suis fonctionnaire, je ne fais pas de politique*". No comment.

2- Belgique. On ne veut pas lui "***enlever***", on lui laisse !

Dans un long entretien à la revue française Politique Internationale qui paraîtra le 12 juillet, le leader indépendantiste flamand Bart De Wever confie à plusieurs reprises son admiration pour Nicolas Sarkozy et affirme que s'il vivait en France, il serait membre de l'UMP. Pour le chef de l'Alliance néo-flamande (NVA), dont l'essentiel du propos est publié samedi 9 juillet par La Libre Belgique, le président français fait preuve "*de conviction, d'intelligence et de travail". "Il ose réformer et a une authenticité qu'on ne peut lui enlever*", ajoute M. De Wever, seulement surpris par "*le style plutôt latin*" de M. Sarkozy.

La NVA veut, poursuit M. de Wever, "*une politique plus sévère en matière d'asile (racisme et xénophobie -ndlr), une justice plus efficace (moins laxiste plus répressive -ndlr), la réduction de la dette publique (austérité renforcée -ndlr), l'augmentation des pensions (stabilité électorale - ndlr), une réduction des impôts les plus élevés d'Europe (pour les riches - ndlr)*". (lemonde.fr 09.07)

3- Italie

La cour d'appel de Milan a condamné samedi le groupe Fininvest du Premier ministre italien Silvio Berlusconi à 560 millions d'euros de dommages et intérêts au groupe CIR, qui avait été évincé du rachat de la maison d'édition Mondadori au début des années 1990. Cette sanction est un peu moins forte que les quelque 750 millions infligés en première instance en 2009.

Dans cette affaire, trois proches de M. Berlusconi ont été condamnés pour avoir notamment corrompu un juge afin qu'il casse un jugement favorable à l'industriel Carlo De Benedetti dans la bataille pour le contrôle de Mondadori. (AP 09.07)

4- Tunisie

Les incidents qui ont empêché la tenue du meeting du PCOT, le dimanche 3 juillet à la Cité Ettadhamoun ont fait couler beaucoup d'encre. Le chef de ce parti, Hamma Hammami a accusé les forces de l'ordre de ne pas être intervenues à temps et annoncé son intention de porter plainte contre le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur. Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, M. Hichem Meddeb s'est inscrit en faux contre ces accusations au cours d'un briefing avec la presse jeudi, affirmant que «ce parti n'avait pas informé son département de la tenue de cette réunion comme le stipule la loi de 1969. (http://www.leaders.com.tn 07.07)

5- Malaisie

La police a procédé à plusieurs centaines d'arrestations et tiré des gaz lacrymogènes samedi à Kuala Lumpur en Malaisie, où plus de 20.000 manifestants se sont rassemblés à l'appel de l'opposition pour réclamer des réformes électorales.

Interdite par le gouvernement, la manifestation était organisée par plusieurs organisations, mouvements et partis d'opposition unis sous la bannière de la coalition Bersih, qui réclame des lois électorales plus équitables et transparentes pour les prochaines élections générales attendues d'ici 2013. La Malaisie, pays d'Asie du Sud-Est de 28 millions d'habitants, est dirigée depuis son indépendance en 1957 par une coalition, le Front national.

La manifestation a rassemblé 50.000 personnes selon les organisateurs, 6.000 selon la police. D'après les observateurs sur place, entre 20.000 et 30.000 personnes ont défilé en plusieurs endroits de la capitale malaise. La police, qui affirme avoir procédé à 1.667 arrestations, a tiré à plusieurs reprises des gaz lacrymogènes pour tenter de disperser la foule, également visée par des canons à eau. Selon des témoins, des policiers armés de bâtons ont frappé des manifestants avant de les emmener dans des camions. (AP 09.07)

6- Israël.

6.1- Israël va expulser samedi au moins 120 passagers soupçonnés d'être des militants pro-palestiniens venus apporter leur soutien à la cause palestinienne à l'aéroport de Tel Aviv, a rapporté un porte-parole de la police.

"*Plus de 120 passagers ont été interdits d'entrée et sont dans l'attente de leur expulsion pour des raisons de sécurité, ils quitteront le pays dans les prochaines 48 heures*", a indiqué le porte-parole de la police, Micky Rosenfeld.

Vendredi, des militants pro-palestiniens de plusieurs pays européens avaient tenté d'embarquer à bord d'avions pour Tel Aviv où ils entendaient envahir l'aéroport Ben-Gourion pour défier les restrictions d'accès imposées par les autorités israéliennes à la Cisjordanie occupée.

Cette manifestation survient après le blocage par la Grèce d'une flottille visant à briser le blocus maritime imposé par Israël à la bande de Gaza.

Des centaines de passagers ont été interrogés à leur arrivée à l'aéroport Ben-Gourion de Tel Aviv vendredi et ont été autorisés à rester, a indiqué Rosenfeld. Les derniers militants pro-palestiniens sont arrivés tôt samedi matin en Israël. (Reuters 09.07)

6.2- Cent vingt personnes ont été interpellées après s'être rassemblées samedi 9 juillet après-midi près de l'Hôtel de Ville de Paris pour demander la libération de militants pro-palestiniens arrêtés vendredi à Tel-Aviv. Les manifestants ont été évacués de la place vers 16 heures et conduits dans différents commissariats de la capitale française. Ils n'avaient pas déclaré leur rassemblement auprès des autorités, a expliqué une source policière.

Réunis derrière une banderole '*Halte au fascisme israélien. Honte à la France complice*', vêtus de tee-shirts verts ('Free Palestine', 'Palestine vivra') et équipés de pancartes ('Non au blocus de Gaza'), ils ont scandé des slogans hostiles à Israël et demandé la libération des militants pro-palestiniens. Selon les services de l'immigration israéliens, 124 militants de la cause palestinienne arrivés d'Europe et interdits d'entrée en Israël restaient détenus samedi dans l'attente de leur expulsion. (liberation.rf 09.07)

Economie

Chine

La hausse des prix en Chine s'est accélérée en juin à 6,4 %, son plus haut niveau en trois ans.

Un coup dur pour les autorités chinoises qui font de la lutte contre la hausse des prix leur priorité économique numéro un. Et pour cause : l'inflation qui érode la valeur de l'épargne, très élevée, des Chinois, et frappe d'abord les ménages les plus pauvres a provoqué par le passé des remous sociaux dans le pays.

A cet égard, l'évolution des prix des produits alimentaires est particulièrement inquiétante : ils ont enregistré, en juin, une hausse de 14,4 %, soutenue notamment par une flambée du prix du porc (+ 57,1 %), la première viande consommée dans le pays, a rapporté le Bureau national des statistiques (BNS). Cette envolée des prix s'explique notamment par les intempéries qui ont frappé la Chine au printemps, mais aussi par le rôle joué par les capitaux spéculatifs sur les marchés agricoles. (lemonde.fr 09.07)

Haut de page

Le 11 juillet

Politique

1- Maroc

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 10 juillet à Casablanca et Rabat à l'appel du Mouvement du 20 février qui revendique des changements politiques et une plus grande justice sociale au Maroc.

A Casablanca, dans le quartier populaire d'Oulfa, plus de 8 000 personnes, selon un journaliste de l'AFP, ont scandé pacifiquement des slogans hostiles à la classe politique marocaine, réclamant '*moins de corruption et une répartition équitable des richesses*'. Né dans le sillage des révoltes arabes au début de l'année, le Mouvement du 20 février regroupe, en plus des islamistes du groupe Justice et bienfaisance, un important mouvement illégal mais toléré, des 'cyber-militants' indépendants et des militants d'extrême-gauche.

'*Non au cumul de la fortune et du pouvoir*', '*La souveraineté au peuple*', '*Nous voulons plus d'égalité*', scandaient les manifestants à Casablanca qui étaient encadrés par un imortant dispositif policier. A Rabat, la capitale du royaume, plus d'un millier de personnes dont des islamistes ont également manifesté à la place Bab El Had, dans le centre ville. (lemonde.fr 10.07)

2- Egypte

Les manifestants qui occupent la place Tahrir au Caire ont promis, dimanche, de poursuivre leur mouvement en faveur de plus de réformes et de justice, en dépit de mesures d'apaisement annoncées samedi soir par le Premier ministre, Essam Charaf.

Les manifestants, qui ont passé leur deuxième nuit dans un village de tentes au milieu du vaste carrefour fermé à la circulation, se sont déclarés déterminés à ne pas quitter les lieux avant d'avoir obtenu satisfaction. «Plus nous resterons sur la place, plus on répondra à nos revendications», lance Dina Mohammed, une militante.

Plusieurs mouvements de jeunes pro-démocratie, très actifs sur Internet, ont également appelé à la poursuite de l'occupation entamée vendredi de ce haut lieu du soulèvement contre le président Hosni Moubarak en début d'année. Un piquet de grève a été formé au sud de la place devant la «Mougamma», immense complexe gouvernemental, emblématique de l'appareil administratif tentaculaire du pays.

Après deux semaines de tensions marquées par des affrontements entre la police et les manifestants, le Premier ministre s'est engagé à satisfaire certaines revendications lors d'un discours télévisé. Il a ainsi annoncé le renvoi des policiers accusés d'avoir tué des manifestants lors du soulèvement anti-Moubarak. Et promis une justice plus rapide et plus ferme pour les personnes tenues responsables de ces violences -qui ont fait officiellement près de 850 tués civils- ainsi que pour les notables de l'ancien régime jugés pour corruption.

Au sujet des réformes sociales, il s'est cependant contenté d'annoncer avoir demandé au ministre de la Solidarité sociale de prendre en charge les problèmes de sécurité sociale, d'éducation, de salaires et de retraites.

Ce discours a été fraîchement accueilli par les manifestants, qui accusent Premier ministre d'être trop faible face au Conseil militaire qui dirige le pays.

Les manifestants continuent d'exiger le renvoi et la mise en examen de tous les policiers impliqués dans des affaires de meurtres ou de torture, pendant les événements de janvier-février mais aussi avant et après cette période. La fin des procès militaires pour les civils et l'éviction de l'ensemble des membres de l'ancien régime encore présents dans sphères du pouvoir figurent également parmi les revendications principales.

A la périphérie du Caire, environ 300 manifestants ont bloqué l'autoroute principale menant à Suez, à l'est de la capitale, et ont menacé de multiplier les actions si leurs exigences n'étaient pas satisfaites. (liberation.fr 10.07)

3- Algérie

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika s'est engagé dimanche à prendre en considération les contributions et les propositions recueillies par la commission des réformes politiques qu'il a mise en place en mai. Critiquée par l'opposition, cette instance doit oeuvrer à la révision de la Constitution et à la réforme de la loi sur les partis politiques.

"*Les contributions et vues recueillies seront prises en considération dans l'élaboration de tous les projets de textes, y compris celui relatif à la révision de la Constitution, en ayant à l'esprit les principes, les constantes et les intérêts de la nation*", a assuré M. Bouteflika en ouverture du conseil des ministres. (AP 10.07)

Social.

Le maire (UMP) de Thonon-les-Bains, en Haute-Savoie, a décidé de «restreindre» à la rentrée prochaine l'accès des enfants de chômeurs aux cantines scolaires en raison «du manque de place», a dénoncé vendredi un parent d'élève.

«*Lorsque j'ai voulu inscrire mon fils de 10 ans à la cantine pour la rentrée, comme je le fais depuis quatre ans, on m'a rétorqué que quatre jours par semaine ce n'était pas possible car j'étais au chômage*», a raconté Christophe, demandeur d'emploi depuis le mi-mai, confirmant une information du Dauphiné Libéré. «*Il est difficile d'expliquer à un enfant que d'un seul coup, parce que son père est au chômage, il n'a plus le droit d'aller à la cantine. C'est une affaire d'adulte qui ne le regarde pas*», a souligné le père de famille joint par l'AFP. (liberation.fr 09.07)

Eh oui quel que soit le parti auquel ils appartiennent, les élus gèrent la crise du capitalisme qui se répercute jusqu'au niveau de la mairie ! Ils pratiquent une forme infâme de sélection naturelle : les plus faibles ou les plus démunis dérangent, considérés comme des parasites pour ces gestionnaires du capitalisme, ils doivent dégager.

Tous ceux qui se présentent comme candidats le savent pertinemment, ils devront faire face à de cruels dilemmes, ils devront se faire les complices du système en place, mais cela ne les empêchera pas de dormir pour autant, ils trouveront toujours un argument valable à leurs yeux pour justifier leurs décisions, moi je suffoquerais, cela m'empêcherait de respirer, comme quoi on n'appartient pas vraiment au même monde. Ce que beaucoup de militants ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre, c'est que lorsqu'on a mis le doigt dans l'engrenage, on est foutu, dès lors on peut tout justifier, même les pires injustices.

Quand j'étais technicien j'avais la belle vie, bien payé sur 14 mois plus encore des primes, voiture de fonction à l'année, je ne bossais pas trop, en moyenne 5 à 6 heures par jour pendant plus de 10 ans. Puis un jour, parce que j'en avais les capacités, j'ai postulé pour un poste de cadre, responsable technique. Bien mal m'en a pris, je n'avais pas pensé que j'occuperais une place intermédiaire entre les salariés de mon service et la direction et que je devrais appliquer sa politique, donc mettre en oeuvre des mesures allant contre les intérêts des techniciens. Quand ce moment fatidique arriva, et il arrive toujours rapidement, cela prit moins de 6 mois, j'avais le choix entre défendre mes principes et convictions politiques ou tailler à la hache dedans en me disant que ce n'était que provisoire et limité au risque de ne plus me reconnaître, d'abandonner tout ce que en quoi je croyais. Finalement je n'ai pas pu et j'ai été viré, c'est cette expérience qui m'a décidé de partir en Inde.

L'hypocrisie et le mensonge envers soi-même (et les autres) me font horreur, s'en accommoder est un signe de faiblesse, c'est trahir le regard ou la confiance que le autres vous portent, ils vont vous prendre pour ce que vous n'êtes pas vraiment, c'est une tromperie consciente donc détestable. Vous me direz que les gens vous prêtent souvent des idées qui ne sont pas les vôtres, certes, mais la différence ici c'est que c'est vous qui directement les induisez en erreur, vous en portez la lourde responsabilité.

La plupart des gens se disent pour avoir bonne conscience : si ce n'est pas moi qui le fait ou qui suis à cette place, ce sera un autre et cela reviendra au même, mieux encore, certains se disent qu'il vaudrait mieux que ce soient eux plutôt que d'autres pour limiter les dégâts, alors qu'il n'en est rien en réalité... Les principes de ces gens-là se situent au niveau du caniveau ou ils reposent sur des sables mouvants. Ils oublient une chose essentielle, c'est qu'en se comportant de la sorte, ils brisent les bases sur lesquels reposaient leurs principes, ils se retrouvent dans une situation qui leur interdira de les défendre par la suite, et quand ils prétendront en être les représentants on leur rira au nez ou on ne pourra plus les prendre au sérieux, ils se seront définitivement déconsidérés aux yeux des autres dont ils ne méritent plus la confiance.

Un principe n'a de valeur quà partir du moment où on le met en pratique, si maintenant dans la vie quotidienne on a un comportement qui contredit ce principe, il ne vaut plus rien, pour soi en premier, pour les autres ensuite. Quand on en arrive à la situation où l'on tire profit ou avantage du reniement à un principe, généralement il est trop tard pour faire marche arrière et c'est la dégringolade.

Etre ferme sur les principes et souple dans leur application ne signifie pas qu'on peut tout se permettre. Prenons par exemple un couple qui a adopté un certain nombre de principes dont celui de la fidélité, le jour où l'un d'entre eux aura trompé l'autre, leurs relations ne seront plus jamais les mêmes, cela vaut uniquement pour ceux qui auraient adopté ce principe que je ne défends pas particulièrement ici, ce n'est qu'un exemple.

C'est comme le militant qui a accepté de prendre des responsabilités dans son syndicat à condition tacitement ou ouvertement de ne pas défendre des positions contraires à celles de ses dirigeants, soit il se conforme à cet engagement qui limite volontairement son terrain d'action, soit il le viole et accepte de perdre ses mandats et de redevenir un militant de base ou un simple délégué syndical. Est-ce que cela signifie que l'on ne pourrait pas accéder à certaines positions dans les syndicats sans forcément passer des compromis sur nos principes ? Généralement oui, sûrement au niveau des permanents, mais c'est aussi un moyen efficace pour corrompre les meilleurs militants dont l'état d'esprit suivra une évolution qui les écartera de plus en plus de leurs principes, ils deviendront consciemment ou non un rouage de l'appareil qu'ils étaient censés combattre.

Le brave candidat à l'élection municipale est plein de bonnes intentions, admettons le pour notre démontsration, puis lorsqu'il a été élu, il se retrouve à la merci d'un système sur lequel il n'a pratiquement aucune emprise, il ne lui reste plus qu'à évoluer à l'intérieur

de ce système qui le domine, il est totalement impuissant pour mettre en oeuvre ses bons principes qu'il va devoir troquer contre d'autres, qui la veille encore lui faisaient horreur, il mettra cela sur le compte du système lui-même, car voyez-vous lui il n'a pas changé, puisqu'il l'affirme admettons-le, cela signifie qu'en réalité il ne tenait pas plus à ses principes qu'à une vieille chemise, que ses convictions ne reposaient pas comme il le prétendait fièrement auparavant sur quelque chose de très sérieux ou de fondé, en un clin d'oeil il sera devenu le porte-parole des idées qu'il combattait encore la veille et qu'il partage dorénavant avec ses ennemis d'hier, qui ne manqueront pas d'ironiser sur son comportement contradictoire et sa manière de le justifier maladroitement, Schivardi vient d'en faire une démonstration éclatante.

Etre ferme sur les principes et souple dans leur application ne doit pas signifier que leur application serait élastique à l'infini, et que finalement on pourrait se permettre de faire n'importe quoi sous prétexte qu'on pourrait le justifier, on perd de vue que la dialectique est à l'oeuvre dans ce domaine là aussi, et la plupart du temps, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que cette justification emprunte le même mécanisme qui nous a amené à renier nos principes, mais pas forcément en intervenant sur le même plan ou en se réfèrant à des situations différentes, du coup personne ne trouve rien à y redire, c'est normal, cela passe comme une lettre à la poste, d'autant plus facilement que le commun des mortels agit exactement de la même manière quasi-quotidiennement. Franchement, vais-je dénoncer ou condamner un comportement qui est le mien également ?

On passe déjà notre vie à consentir des concessions à notre ennemi dans sa société pourrie, on n'a pas le choix, raison de plus pour ne pas en rajouter. Un emploi est à pourvoir dans une entreprise, vous êtes assis dans une salle d'attente en présence d'une vingtaine de travailleurs qui postulent au même emploi que vous, eux aussi ils sont au chômage et ont besoin de ce boulot pour faire vivre leur famille. On se regarde, on estime la chance qu'on a par rapport aux autres de décrocher le gros lot. Chacun va se battre pour l'obtenir sans se soucier des autres qui sont dans le même cas que nous. C'est un cas de conscience camarades, combien de fois j'ai vécu cette expérience éprouvante, il m'est arrivé d'engager la conversation avec certains candidats et de m'apercevoir qu'ils étaient dans une situation encore plus délicate que la mienne pour finalement leur céder ma place, si je n'avais pas agit ainsi j'aurais eu l'impression de leur enlever le pain de la bouche, j'étais franchement mal à l'aise alors que je n'y étais pour rien, et d'autres fois je suis passé à mon tour parce qu'il fallait bien que je bosse aussi.

On milite dans un syndicat sans situer son action dans la perspective de l'abolition du capitalisme, puisqu'aucun syndicat ne situe son intervention dans cette perspective, je ne fais pas de vague non plus en n'engageant pas de campagne dans mon syndicat contre son financement par l'Etat pour ne pas déplaire à mes dirigeants, et à côté je suis un brave militant révolutionnaire qui lutte occasionnellement avec mon parti pour abattre le capitalisme et les institutions, alors que la plupart du temps je continue de me comporter en syndicaliste pour me conformer à la ligne de mon parti et ne pas déplaire à mes dirigeants. Tous les partis s'en accommodent parfaitement puisqu'ils se composent essentiellement de syndicalistes, les autres militants (du secteur privé) démissionnent à la première occasion ou deviennent des adhérents fantômes. Ainsi ils restent entre eux, en famille, personne pour les contredire...

Ainsi, d'une concession à une autre on finit complètement corrompu par des idées qui au départ n'étaient pas les nôtres, la meilleure, au nom des principes qu'on prétend avoir conservés intact et vous voudriez que l'on gobe cela ? A force de marcher plier en deux, on finit à plat ventre ou par se vautrer, ne serait-ce pas plutôt cela la réalité qu'on ne tient pas à regarder en face ? Vous haïssez les militants qui posent ces questions embarrassantes, et c'est bien normal comme me l'a rappelé un militant dans un courriel avant-hier.

Ce qui pour nous est primordial, c'est l'éducation politique des masses exploitées, nous estimons que notre intervention dans la lutte des classes devrait y être subordonnée pour construire un parti de combattants révolutionnaires conscients capables demain de prendre la direction de la révolution.

Les manoeuvres malhonnêtes et les calculs merdiques des appareils ne nous intéressent pas contrairement aux partis qui s'en repaissent. Nous ne sommes pas des girouettes qui changeons de principes quand le vent souffle dans une autre direction, et nous avons prouvé à une multitude de reprises depuis quelques années déjà que c'était en maintenant ce cap qu'on pouvait éviter de se fourvoyer.

Nous ne suivons pas la mode si répandue de nos jours qui consiste à reprendre à notre compte, à flatter le mouvement inconscient des masses qui les conduit tout droit dans un mur. Nous ne craignons pas de marcher à contre-courant du mouvement des masses qui espèrent encore sauver leur peau dans le cadre du régime en place. Tout comme les prédicateurs et diseuses de bonnes aventures qui pullulent à notre époque, les donneurs de leçons ne manquent pas non plus qui assènent des vérités qu'ils abandonnent aussitôt dans la pratique ou dont ils ne savent pas quoi faire eux-mêmes, au choix.

La dictature de l'aristocratie financière impose à tous les élus quelles que soient l'institution qu'ils représentent, de ramper comme des gastéropodes sans se retourner sur les traces visqueuses qu'ils laissent sur leur passage, qui sèchent aussitôt, mais qui procurent de profondes blessures à leurs innocentes victimes. Nous préférons nous passer de cette opportunité malsaine qui prête à confusion, nous plions l'échine mais nous demeurons debout pour continuer le combat.

A l'heure où la question qui est posée aux travailleurs est celle de la rupture avec le capitalisme et les institutions, à combattre exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, on comprendra aisément que pour aider leur conscience de classe à progresser, on doit s'interdire plus que jamais toute conciliation avec le régime, qu'il faut être parfaitement claire dans notre

discours et nos positions, et que le moindre écart par rapport à ce principe ne pourrait qu'embrouiller les esprits et desservir la cause pour laquelle nous combattons.

Ces derniers temps on n'entend plus clamer que Sarkozy et le gouvernement sont minoritaires, que les institutions sont illégitimes tout autant que l'existence du capitalisme, pourtant cela devrait figurer dans tous les tracs et journaux des partis ouvriers, non ? Deux petites lignes, c'est trop ? Apparemment oui, demandez-vous pourquoi...

Je profite de cette causerie pour aborder un autre aspect de la faiblesse humaine.

Je viens de m'entretenir au téléphone avec la personne qui me sert d'intermédiaire avec l'hypothétique acheteur de ma maison. J'ai adressé hier à ce dernier une lettre de quatre jours retraçant tous les mensonges qu'il m'a sortis depuis le mois d'avril en le traitant de pourri (bastard en anglais) au passage, cette histoire a commencé à la mi-octobre 2010 et elle aurait dû être terminée le 1er décembre, nous sommes le 11 juillet. Cet ordure nous voue ouvertement un mépris qui mériterait une bonne correction, ses salariés le haïssent m'a-t-on dit, normal.

Mon intermédiaire m'a dit qu'il allait le rencontrer ce soir. Je l'informe sur la teneur de ma lettre et je lui explique qu'il ne doit pas se laisser faire, que si ce sale type estime les termes de ma lettre inacceptables, il faut lui répondre que c'est la réponse à son comportement insupportable depuis des mois, où chaque semaine on s'apprêtait à déménager pour finalement en être toujours au même point, ce qui fait qu'on a les nerfs à fleur de peau, qu'il n'inverse pas les rôles et qu'il porte l'entière responsabilité de la situation actuelle, y compris ma réaction qui est demeurée mesurée jusqu'à présent, puisque je ne m'en suis tenu qu'à des mots.

Ce garçon n'a rien compris, il a donc fallu que je lui explique lentement une seconde fois en m'assurant qu'il suivait bien le cheminement de ma pensée. Il est habitué à courber l'échine depuis sa naissance, c'est dans leur éducation ; dès qu'ils sont en présence d'une personne réputée avoir un statut supérieur à eux, ils baissent la tête, écoutent et acquiessent sans rien dire, ils sont pour ainsi dire tétanisés de trouille, ce garçon à 40 ans et il est père de famille, il connaît ce sale type depuis qu'il était dans la même classe à l'école, alors imaginez s'il ne le connaissait pas.

Bref, ils vivent dans un état de soumission absolue qui fait de la peine à voir, on en est malheureux pour eux. J'ai terminé en disant à ce garçon de ne pas se faire piétiner par ce vaurien bourré de fric et qu'il valait mille fois mieux que lui. Il est tellement timide qu'il n'osera pas lui dire la moitié de ce que je lui ai dit, comme d'habitude.

Tout cela pour dire que ce garçon est tellement habitué à avoir un tel comportement, qu'il lui a été très difficile de comprendre un discours qui sortait de l'ordinaire et le conduisait indirectement à se mettre en avant, il s'agissait simplement de remettre les choses à leur place, de ne pas confondre cause et conséquence, quelque chose somme toute assez facile à comprendre, et Augustin n'est pas le crétin du coin, il est responsable du département français dans une importante société d'édition sur le Net et son épouse est institutrice, quand j'ai écrit plus haut que je m'y étais repris à deux reprises pour lui expliquer la situation, en réalité j'ai dû m'y reprendre à plusieurs reprises, car il ne comprenait pas ma démarche qui se résumait à dire que c'était ce sale type qui était à l'origine de tous nos problèmes et non pas nous qui en étions les victimes impuissantes, situation banale et commune quoi.

Je me suis fait la réflexion qu'il était extrêmement difficile pour la plupart des gens d'admettre qu'il puisse exister un autre mode de pensée que le leur, je ne parle même pas de leur en faire changer mais d'accepter seulement l'idée que cela puisse exister, cela demande un effort gigantesque de la part de ces personnse. Alors de là à imaginer qu'elles pourraient changer de comportement du jour au lendemain ou interpréter différemment le monde, il ne faut pas rêver.

Ce garçon, Augustin, avec lui je parle souvent politique ou de l'économie mondiale, de l'Inde et la corruption, des inégalités et des injustices encore plus criantes ici qu'en France, il n'est pas idiot et comprend bien les choses dès lors que j'emploie un langage simple, j'ai eu l'occasion de m'en apercevoir à travers nos échanges ou ses propres réflexions, mais il manque terriblement de logique.

Vous avez peut-être entendu parler du "karma", la théorie selon laquelle on serait le produit de nos actions passées ou que chaque action aura une conséquence heureuse ou malheureuse sur notre existence. Une forme de yoga y est consacrée. Les Indiens y croient, mais étrangement, pour eux généralement cela demeure une théorie qu'ils sont incapables d'utiliser sur le plan pratique. Je crois savoir pourquoi, à cause de la religion qui leur interdit de passer de l'un à l'autre, de la théorie à la pratique ou de comprendre leur relation, puisque leur destin est fixé à l'avance par un dieu, et ce qui leur arrive dans la vie demeure du domaine du mystère dès qu'ils en cherchent l'origine, alors que c'est la société telle qu'elle est qui en est responsable.

Comme on est loin du socialisme ici, n'est-ce pas ? Cela pourrait en décourager plus d'un de baigner en permanence dans un gigantesque océan d'obscurantisme, moi au contraire cela me stimule. Plus je suis convaincu de vivre dans un milieu, un pays en fait éloigné du socialisme, plus je m'en rapproche, non pas par esprit de contradiction, mais parce que par cette expérience que je vis au quotidien et qui me ramène à une étape ancienne de l'évolution du capitalisme et de la société, je peux tester, vérifier la puissance et la justesse d'analyse de la méthode du marxisme.

Bon, n'exagérons rien, ce n'est quand même pas une partie de plaisir de vivre en Inde, pas plus en France d'ailleurs, vous

avez l'avantage de militer dans un pays qui est à l'avant-garde de la lutte des classes et demain de la révolution, même si parfois il vous arrive d'en douter fortement, pour moi c'est une certitude.

Haut de page

Le 12 juillet

J'ai passé une nouvelle nuit blanche à cause d'une panne de courant, un cable mal fixé au transformateur du village ! Normal, ils étaient déjà intervenus pour le même problème en journée il y a 8 jours. Il y a quelques mois j'ai renouvelé mon stock de shorts, j'ai dû tous les porter chez un couturier parce qu'ils se sont tous décousus entre les jambes. C'est cela l'Inde pour les petites ou grandes choses c'est la même punition, ici tout le monde se fout de tout et c'est normal, c'est la norme, la médiocrité. Hier encore un train a déraillé provoquant quelques dizaines de morts. Il y en a officiellement 300 par ans, on n'y prête même plus attention. Je n'ai jamais pris le train en Inde.

Je suis complètement crevé donc pas très disposé pour causer. J'ai vu à la télé que des gosses (en pleurs) de 16 et 17 ans avaient été emprisonnés en Israël avant d'être expulsés, ils faisaient partie d'un groupe qui voulait se rendre en Cisjordanie. Les parents et les organisateurs sont inconscients ou totalement irresponsables de les avoir emmenés dans cette galère. Un Français d'une trentaine d'années également arrêté en Israël ne s'attendait pas à connaître un tel traitement, il dit qu'il s'est fait traiter d'"*ordure, de chien, de petit pédé, d'enculer*" et j'en passe, par des soldats israéliens.

Mais qu'est-ce qu'il croyait, ils ont la même mentalité que les nazis en 39-45, la même que les geôliers de Guantanamo ou que les généraux d'Amérique latine dans les années 70-80 ou encore les dictateurs africains et leur garde prétorienne, on peut ajouter un paquet de policiers et de CRS en France, plus Hortefeux, Guéant, Besson, Sarkozy, Devedjian, Madelin, Longuet, j'en oublie un tas de saloperies finies, la Droite populaire de l'UMP, le FN, etc.

Vous voulez changer le monde en tendant un bouquet de fleurs ou en offrant un paquet de bonbons à ceux que vous voulez déloger du pouvoir : vous êtes morts, ce sont des barbares ! Vous l'ignoriez, tiens donc, ouvrez donc vos yeux et vos oreilles, la démocratie se conquerra les armes à la main au prix de nombreux sacrifices au cours de la guerre civile... Les branleurs, les couilles molles, les trouillards en tous genres

A propos du site.

Le site a reçu 2600 visites au mois de juin, soit 87 visites par jour en moyenne.

Le palmarès des 10 premiers téléchargements en juin :

- IO153_2 : 451
- I_110 : 316
- IO153_3 : 307
- justice_78 : 252
- causeries0211: 186
- causeries0411:132
- auclairedelalutte8 : 123
- causeries2009 : 93
- causeries0311 : 91
- IO151_2 : 87

J'ai mis en ligne quelques articles sur la monnaie, l'inflation et la planche à billet qui sont accessibles aux militants. (rubrique économie)

Quelques éléments pour comprendre l'économie.

1- L'inflation est en fait simplement la croissance de la masse monétaire. La hausse des prix n'est qu'une conséquence de l'inflation. De nos jours, mêmes les économistes les plus réputés mélangent ces deux concepts.

Évidemment, si la quantité de biens en circulation augmente, cela fait baisser les prix.

Ces baissent de prix devraient normalement engendrer une hausse du pouvoir d'achat et du niveau de vie, mais celles-ci sont accaparées par les banques et par l'État qui crée de la monnaie pour exproprier cette richesse. (http://owni.fr)

2- L'État introduit ces nouveaux billets en s'endettant pour financer ses dépenses.

Il émet des titres de dette qu'il échange à la banque centrale en échange d'argent frais, puis il introduit cette nouvelle monnaie dans l'économie en la dépensant.

Le prêt ne sera jamais remboursé, il sera sans cesse renouvellé. Et l'argent du prêt est créé ex nihilo par la banque centrale. (http://owni.fr)

3- "sur les banques " Celles-ci ont le pouvoir de convertir des dettes en actifs et de générer un rendement sur ces actifs".

Qu'est-ce que cela veut dire ?"

Cela veut dire que lorsque vous déposez votre argent à la banque dans un compte chèque, cet argent vous appartient toujours, mais la banque peut quand même l'utiliser pour faire un prêt. L'argent est donc à deux endroits en même temps…

"j'ai toujours entendu dire que les banques n'aimaient pas l'inflation, car cela permet au gens de rembourser plus facilement leurs crédits. Or là, c'est l'inverse. La première affirmation est vraiment fausse ?"

Les banques aiment que les prix montent lentement (2% par an). Elles ne veulent pas d'hyperinflation car elles savent que cela aura des conséquences catastrophiques sur l'économie et sur leurs profits.

Lorsque l'inflation accélère, les taux d'intérêt augmentent, ce qui compresse les marges de profit des banques.(http://owni.fr)

4- The Economist du 26 mars dernier:

« L'un des facteurs qui devraient recevoir plus d'attention est le rôle du secteur financier. Les banques centrales ont constamment réduit ou maintenu bas les taux d'intérêt au cours des dernières 25 ans en tentant de survolter les profits des banques et propulser à la hausse les prix des actifs. Avec cette subvention en place, est-il surprenant que les salaires des financiers ont crû plus rapidement que les salaires des autres emplois requérrant des compétences?

Les tentatives d'éliminer cette subvention ont rencontré des menaces des banques. Un peu comme les services de protections de la mafia: 'c'est une belle économie que vous avez là; il serait dommage qu'il lui arrive quelque chose de mal…' »

Effectivement, il serait temps que la population réalise que l'inflation est inéquitable et que le système bancaire actuel consiste en l'octroi d'une immense subventions aux banques, financée à même le pouvoir d'achat de la monnaie. (http://owni.fr)

Politique

Egypte

Plus de 2.000 Egyptiens ont bravé la chaleur lundi pour descendre dans les rues du pays pour le quatrième jour consécutif et réclamer une accélération des réformes et des procédures judiciaires contre l'ancien président Hosni Moubarak et ses alliés.

Le trafic a été interrompu sur la place Tahrir du Caire, épicentre de la contestation populaire qui a chassé l'ancien chef d'Etat du pouvoir le 11 février dernier. Des tentes ont été dressées à l'endroit même où il y a quatre mois des campements avaient été érigés au coeur de la capitale égyptienne.

A Alexandrie, une centaine de manifestants ont installé des tentes sur l'une des places principales de la deuxième ville du pays. (Reuters 11.07)

Social

France

1- Les fédérations de cheminots CGT, UNSA, Sud-Rail et CFDT menacent d'appeler à une grève à la SNCF à l'automne prochain, avec des revendications portant sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la restructuration du fret ou encore l'avenir du service public ferroviaire, selon un communiqué intersyndicale diffusé lundi.

Dans ce communiqué, les quatre fédérations annoncent "*mettre en débat*" auprès des cheminots la "*perspective*" d'une

mobilisation nationale de "*haut niveau*", c'est-à-dire une grève dans le langage syndical à la SNCF, pour "*fin septembre/ début octobre*".

Cette période correspond à celle que vise la CGT pour une mobilisation interprofessionnelle et intersyndicale unitaire. Le 20 juin dernier, la confédération de Bernard Thibault a en effet proposé l'organisation d'une journée nationale de mobilisation "fin septembre, début octobre" pour la défense des salaires et du pouvoir d'achat. Le syndicat réclame notamment un SMIC mensuel brut à 1.700 euros.

Cette question est actuellement en débat au sein de l'intersyndicale nationale CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires. (AP 11.07)

2- Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL, majoritaire) a confirmé lundi avoir déposé un préavis de grève couvrant toutes les compagnies françaises pour la période du 5 au 8 août prochain. Le SNPL réclame la publication d'ici fin juillet des décrets d'application de la réforme de la caisse de retraite des personnels navigants.

L'information a été révélé par le quotidien "La Tribune" paru lundi. "Nous avons déposé ce préavis car nous voulons que le gouvernement tienne ses engagements de publier ces décrets à l'été. Cette réforme date de 2008", a déclaré à l'Associated Press le président du SNPL Yves Deshayes.

La réforme prévoit un allongement de la durée de cotisation en échange d'une augmentation des pensions versées.

Outre les discussions ardues avec le gouvernement, ce dossier fait également l'objet d'un désaccord entre les pilotes et les syndicats de personnels navigants commerciaux (PNC) qui estiment que cette réforme conduira à une forte hausse des pensions des pilotes, au détriment des autres catégories de personnels navigants. (AP 11.07)

Economie

1- France

Sans donner d'estimation de la hausse, le patron de Total, Christophe de Margerie, assure que pour l'instant elle ne serait "*pas énorme*". Mais, précise-t-il : "*Les prix étant plutôt à la hausse, il ne faut pas s'attendre à ce que sur le long terme les prix baissent*", et d'ajouter : "*si on ne répercute pas la hausse du baril, la boîte coule*". (lepost.fr 10.07)

2- Italie

Les marchés d'actions en Europe ont terminé en forte baisse lundi, plombées par une peur croissante de contagion de la crise de la dette grecque à d'autres pays voisins, tels que l'Italie notamment.

"*On est en train de partir sur une crise du souverain élargie avec contagion à des pays comme l'Italie, l'Espagne, la Belgique et pourquoi pas la France*", renchérit un analyste d'un grand broker, basé à Londres, qui n'a pas voulu être identifié.

D'après la Banque des règlements internationaux, les banques françaises sont les plus exposées à l'Italie avec une exposition de 393 milliards de dollars, soit près de 36% de l'exposition consolidée des banques étrangères à l'Italie.

Dans un mouvement de "*flight to quality*" sur le marché obligataire, le taux à 10 ans italien est passé de 4,91% lundi dernier à 5,63% ce lundi, alors que le taux 10 ans allemand est passé sous les 3%, de 3,02% à 2,67%il y a une semaine. Les taux des obligations espagnoles ont atteint un plus haut depuis début 2000, à 5,95%, et le Portugal et l'Irlande ont également été malmenés. (Reuters 11.07)

3- Grèce

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schaüble, a insisté lundi auprès de ses pairs de la zone euro pour que l'option d'un échange d'obligations grecques existantes contre de nouveaux titres aux maturités allongées soit de nouveau étudiée, a dit une source familière des positions allemandes.

Cette option, qui permettrait de réduire de manière conséquente le fardeau de la dette grecque via une participation du secteur privé, avait déjà été discutée début juin avant finalement d'être écartée car elle impliquait un "défaut sélectif" de la Grèce, auquel s'opposait la BCE et la France.

"*Nous avons besoin d'une participation du secteur privé (...) ce qui est différent d'un renflouement des banques. Nous avons un modèle (les "bond swaps") sur la table qui permet cela*", a déclaré cette source en marge de la réunion mensuelle de l'Eurogroupe, qui doit avancer sur les contours d'un second plan de soutien à la Grèce. (Reuters 11.07)

4- Grande-Bretagne

Le plus gros opérateur privé de maisons de retraite au Royaume-Uni, en état de quasi-faillite, a annoncé, lundi 11 juillet, la fermeture progressive du groupe et le transfert vers d'autres structures des 750 établissements sous son contrôle. Dans le même communiqué, le groupe a annoncé la suspension immédiate de sa cotation à la Bourse de Londres.

Southern Cross était en discussion depuis plusieurs semaines avec ses créanciers pour trouver une issue à des problèmes financiers devenus quasi inextricables, mais seule une restructuration totale du groupe s'est révélée possible.

Avec la crise économique, Southern Cross s'est retrouvé incapable de faire face à des loyers en hausse continue tandis que ses revenus baissaient. Le groupe avait financé sa rapide expansion au début des années 2000 en vendant ses locaux afin de générer des fonds, mais s'est ainsi retrouvé à la merci de ses propriétaires.

Environ un tiers d'entre eux sont des opérateurs de maisons de retraite concurrents et devraient reprendre les activités de ces établissements, a assuré Southern Cross. Pour les autres, des arrangements sont en cours et "*des annonces seront faites en temps utile*", a indiqué le groupe, tout en assurant que l'avenir des 31 000 pensionnaires et de ses 44 000 employés étaient "*une priorité*".

Southern Cross avait provoqué une onde de choc nationale en annonçant fin mai qu'il se trouvait dans un "*état financier critique*" et suspendait une partie du paiement de ses loyers. Le premier ministre, David Cameron, avait alors dû publiquement intervenir pour promettre qu'aucun pensionnaire ne se retrouverait à la rue.

Les difficultés de Southern Cross ont aussi relancé le débat sur les conséquences du désengagement, depuis vingt ans, de l'Etat britannique de secteurs clés liés à la santé. Les maisons de retraite britanniques sont désormais contrôlées aux deux tiers par le secteur privé, le service public de santé et des associations se partageant le dernier tiers. (lemonde.fr 11.07)

Société

Légalement !

De plus en plus de drogues de synthèse sont apparues en un an dans l'Union européenne, où elles sont vendues légalement malgré leurs dangers et leurs effets similaires à l'ecstasy ou la cocaïne, a dénoncé lundi la Commission européenne.

Selon un rapport de la Commission publié lundi, quelque 41 substances de ce type ont été recensées dans l'UE en 2010, contre 24 un an plus tôt.

Ces nouvelles drogues sont souvent basées sur des produits chimiques qui ne font l'objet d'aucune réglementation sur le plan international.

Quelque 5% des jeunes Européens (15-24 ans) déclarent en avoir consommé, une statistique qui atteint 16% en Irlande, 9% en Pologne et Lettonie et 8% au Royaume-Uni et 7% au Luxembourg. En France la proportion est de 5%. (AFP 11.07)

Haut de page

Le 13 juillet

Parole d'internaute

1- "*en faisant baisser le pouvoir d'achat des populations, le consommateur n'a plus le choix entre les biens pourris produits en Chine et ceux haut de gamme produits en Europe.*

Tout cela est le fruit d'une manipulation de gande ampleur destinée à faire cautionner ces situations aux peuples en les paupérisant. Du coup, en consommant chinois sans autre choix, nous creusons nous mêmes notre tombe." (liberation.fr 12.07)

Je ne sais pas si le taux de profit est supérieur dans la production de "biens pourris" que dans celle de produits "haut de gamme", ce qui est certain en revanche, c'est que les produits "bien pourris" et moins chers sont destinés à davantage d'acquéreurs potentiels, donc à l'arrivée à court terme donnant lieu à un profit total supérieur.

2- "*Malheureusement -comme bien souvent- deux choses sont indispensables pour qu'un humain commence à réfléchir sainement :*

- une bonne information et un bon esprit critique.

- un estomac vide.

J'ai peur donc qu'il faille attendre la pire des extrémités pour que les occidentaux (le ventre vide) ou les exploités (au cerveau "vide") commencent à réfléchir et à agir en conscience." (liberation.fr 12.07)

C'est à craindre, c'est l'hypothèse la plus probable qui nous vient spontanément à l'esprit et que rien ne permet d'infirmer jusqu'à présent.

C'est la raison pour laquelle en tant que militant ou parti politique on n'a pas le droit de se lamenter sur la situation sociale qui ne cesse de se dégrader ou la crise actuelle du capitalisme, qui sont une aubaine pour faire prendre conscience aux travailleurs manuels et intellectuels du fonctionnement de la société.

L'être humain est ainsi fait qu'il n'apprend et progresse en général qu'à travers sa propre expérience, en l'ocuurence ici qu'en étant confronté lui-même aux difficultés de l'existence que la société lui fait subir. Allez donc faire comprendre à un enfant ce que vivent les adultes ou les vieux, c'est tellement difficile qu'une fois vieux ils s'en prennent aux jeunes dont ils ne comprennent pas les difficultés, ce qui prouvent au passage qu'ils n'ont pas compris grand chose au cours de leur existence, qu'ils sont passés à côté de tout ou de l'essentiel, dans le cas contraire nous n'en serions pas là.

3- "*Que reste t il de pays communistes ? la Corée du Nord ? quand la Chine se dit communiste, il y a de quoi se marrer, esclavagiste oui ! conditions de vie et protection sociale quasi nulles salaires aussi nuls tout cela pour inonder le monde de produits ou inutiles ou pourris. Où est le temps de la "Révolution Culturelle" qui faisait tant rêver nos soixante huitards ....de Mao qui envoyait ses médecins et ingénieurs repiquer du riz dans les "camps de rénovation par le travail" au PC chinois d'aujourd'hui il ne reste pas grand chose.*

Le Parti s'est emparé du pouvoir et ne le lâchera pas, le mot "communiste " est une monumentale dérision de l'idéal de ceux qui y ont cru. Pire que les plus capitalistes de la Planète."

Tenez, encore une réflexion sur le communisme, comme quoi bien des gens sont en train de repasser au crible de la critique toutes les théories, maladroitement, certes, c'est inévitable à ce stade du développement de la lutte des classes, mais cela prouve qu'il suffirait que le mouvement ouvrier renoue avec sa tradition révolutionnaire pour que des millions de travailleurs révisent l'idée fausse qu'ils se faisaient jusqu'à présent du socialisme ou du communisme, et s'emparent de cet idéal synonyme de bien-être, de justice, de paix et d'harmonie entre les peuples, de liberté.

Exercice pratique : copiez ce passage en trois parties, distribuez-le dans les boîtes aux lettres de votre quartier ou sur un lieu de passage très fréquenté de votre commune, appelez à une réunion pour discuter et approfondir librement et fraternellement les idées qu'il contient. Ajoutons, en étant guidé (dans votre tête) par un seul objectif : construire le parti, la prise du pouvoir.

Politique

1- France.

1.1- Le consensus des va-t-en-guerre.

Le gouvernement a aisément obtenu mardi le feu vert du Parlement pour poursuivre l'intervention de l'armée française en Libye afin de faire plier le régime de Mouammar Kadhafi, une "*cause juste*" selon lui.

Le "*oui*" l'a emporté à l'Assemblée nationale avec une très large majorité de 482 voix contre 27. Le Sénat a ensuite donné son feu vert par 311 voix contre 24.

Au 30 juin, l'opération militaire en Libye a coûté 104 milions d'euros, a précisé le ministre de la Défense Gérard Longuet. (AP et Reuters 12.07)

Cela fait un moment que je ne me suis pas exprimé sur ce sujet, j'attendais de voir la suite. Après le parachutage récemment d'armes aux rebelles et l'envoyé de conseillers militaires, on ne peut que condamner cette intervention militaire étrangère.

Nous constatons également qu'au bout de quatre mois d'un conflit armé entre une partie de la population libyenne et le

dictateur Kadhafi, la majorité de la population n'a toujours pas rejoint les rangs de l'opposition au tyran. Nous en déduisons donc qu'un gouvernement issu de la rébellion qui ne serait pas soutenu par la majorité des Libyens ne pourrait consituter une solution politique satisfaisante susceptible de répondre aux problèmes sociaux et politiques que rencontraient les Libyens sous le régime de Kadhafi.

Cette guerre est à la fois une réponse aux revendications de plus en plus pressantes sociales et politiques du prolétariat africain, afin de lui interdire toute expression politique indépendante qui mettrait à mal la domination des différents impérialistes sur la région, après la révolution tunisienne et les soulèvements révolutionnaires qui ont eu lieu depuis le début de l'année en Afrique du Nord et au Moyen et proche-Orient, et l'expression de la concurrence effrénée qui s'est accélérée ces dernières années entre les différents impérialistes de la planète, pour s'assurer le contrôle des matières premières dont regorge ce continent, afin de poursuivre leur développement ou de conserver leur place sur le marché mondial soumis à des tensions et des contradictions quasi insurmontables.

Nous avons voulu donner une chance au peuple libyen de se défaire (rapidement et à moindre frais) du dictateur Kadhafi au pouvoir depuis 42 ans, nous pensions que le bombardement de son artillerie pourrait décider la majorité des travailleurs libyens à se ranger au côté des rebelles, tel ne fut pas le cas, dont acte.

L'analyse sur laquelle reposait notre position jusqu'à présent, ni soutien ni condamnation des bombardements, privilégiait la chute du dictateur suite à l'adhésion de la majorité du peuple libyen au processus révolutionnaire sans soutenir pour autant le CNT installé à Benghazi. Pour nous dans cette histoire, le principal acteur était le peuple libyen et non Kadhafi ou le CNT ou l'Otan, c'est aussi lui qui sera le dindon de cette mauvaise farce. Manipulé par le CNT d'un côté, manipulé par Kadhafi de l'autre, il demeure encore trop arriéré politiquement pour se sortir à la fois des griffes du dictateur et de l'impérialisme qui intervient sous le masque du CNT.

L'impérialisme a littéralement acheté le CNT en faisant miroiter un avenir meilleur aux opposants à Kadhafi, pendant que Kadhafi faisait preuve de largesse envers la population sous son contrôle pour la convaincre de ne pas rejoindre les rebelles, deux opérations largement couronnées de succès. Voilà où nous en sommes aujourd'hui.

Comment la situation va évolué dans les mois à venir et quelle en sera l'issue, il est difficile de le dire. Une chose est sûre, c'est qu'une solution politique intervienne avec ou sans Kadhafi, il y a tout lieu de penser que les masses libyennes tireront profit de cette guerre pour imposer des réformes politiques qui lui permettront de s'organiser (syndicats et partis) et de continuer le combat sous une autre forme, ce qui aurait été inenvisageable si la rébellion avait été écrasée par l'armée libyenne à Bengahzi.

Nous disons aux camarades qui ont eu le courage et l'audace de partager notre position - une toute petite minorité, qu'ils n'ont pas à rougir de la position que nous avons adoptée, car désormais plus rien ne sera plus comme avant en Libye et c'est bien là l'essentiel. Oui, nous sommes fiers de la position que nous avons adoptée dès le début du soulèvement libyen, remarquez bien qu'on aurait pu se tromper, quant à ceux qui ont défendu aveuglément le principe de la non intervention militaire, ils ne peuvent pas en dire autant, si les choses s'étaient passées comme ils l'entendaient, Kadhafi aurait noyé dans un terrible bain de sang le soulèvement de Benghazi et de la province à l'ouest de Tripoli, et les Libyens seraient partis pour conserver le dictateur au pouvoir ou ses fils pendant encore des décennies, là au moins ils échapperont à ce châtiment et ils seront plus libres pour s'exprimer et mener leur combat politique.

S'agissant maintenant des plans des différents impérialistes, avec ou sans Kadhafi, c'était se faire une grave illusion que de croire qu'ils auraient pu y renoncer ou qu'ils n'auraient pas pu les mettre en oeuvre avec Kadhafi au pouvoir, on ne sait pas qui est à l'origine de cette théorie foireuse ou de ce coup de force. Ce serait trop d'honneur de l'imputer à Sarkozy, disons que la stratégie adoptée par le trio américano-franco-britannique correspond à leur manière de concevoir la région sur le plan politique pour garantir la satisfaction de leurs besoins énergétiques ou en matières premières. Il n'en changera pas pour autant, car il s'agit d'une question cruciale pour eux comme pour les impérialistes russes, chinois ou indiens.

Kadhafi ne constituait pas vraiment un obstacle à leur plan, qu'ils aient voulu se séparer d'un associé lunatique ou un peu trop encombrant, on peut le concevoir, à la place ils devront affronter les travailleurs libyens, qui une fois organisés en syndicats et en partis, n'accepteront pas aussi facilement qu'ils l'imaginaient de voir spolier leurs intérêts Au lieu de devoir composer avec un dictateur, ils vont devoir compter avec la lutte des classes qui n'existait pas jusqu'à présent en Libye, je ne suis pas du tout certain qu'ils y aient gagné au change, l'avenir nous le dira.

Je peux me tromper, il ne faudra pas attendre longtemps pour le constater, la chute du dictateur sera tellement chargé d'espoir de liberté et d'une vie meilleure, même de la part de ceux qui seront restés jusqu'aux derniers jours sous le joug du tyran, souvent parce qu'ils étaient terrorisés à l'idée d'affronter la police politique du régime, que ceux qui sont intervenus militairement en Libye pourraient le regretter amèrement, car le peuple libyen pourrait bien suivre les exemples tunisiens et égyptiens et ne pas s'en tenir à la chute du dictateur, et exiger notamment des réformes sociales radicales qui n'entraient pas dans les plans de l'impérialisme ou contraire à ses intérêts, réformes sociales qui ne pourraient être financées que par la manne pétrolière et gazière sur laquelle l'impérialisme comptait justement.

1.2- Les liens mafieux des dirigeants de l'UMP.

Mediapart vient de révéler des liens étroits qui lient plusieurs proches de Nicolas Sarkozy à Ziad Takkiedine, l'un des protagonistes majeurs de l'affaire Karachi : intermédiaire présumé dans des contrats d'armement, il est au coeur des enquêtes menées par des juges d'instruction parisiens.

Un peu comme les Français qui partent en vacances chez des amis ou la famille pour économiser de l'argent. Jean-François Copé et Brice Hortefeux ont pu décompresser grâce au sulfureux homme d'affaire.

Mediapart dévoile plusieurs photos inédites qui attestent de liens jusqu'ici insoupçonnés avec le premier cercle du chef de l'État. L'ancien ministre de l'intérieur Brice Hortefeux, l'ancien conseiller de Sarkozy Thierry Gaubert, l'actuel secrétaire général de l'UMP et ex-ministre du budget Jean-François Copé, et Dominique Desseigne, le patron du Fouquet's, où Nicolas Sarkozy a célébré sa victoire à l'élection présidentielle en mai 2007.

En août 2003, Jean-François Copé, Brice Hortefeux et leurs épouses sont partis en mer sur "*La Diva*", le yacht de Ziad Takkiedine :

Jean-François Copé a séjourné dans la villa du cap d'Antibes de l'intermédiaire en ventes d'armes, comme ici en août 2003 également :

En octobre 2003, Ziad Takieddine fait aussi visiter le Liban à Jean-François Copé, celui qui est alors secrétaire d'État des relations avec le Parlement :

On ne choisit pas sa famille, mais ses amis oui. Et Ziad Takieddine n'est peut-être pas la meilleure fréquentation pour des hommes politiques. Suite à la publication de ces clichés, les familles des victimes de l'attentat de Karachi ont réclamé, lundi l'audition de Copé et Hortefeux par la justice. (lepost.fr 12.07)

1.3- Verte est l'illusion "***au-delà des frontières politiques***"

Eva Joly a remporté une victoire assez large face à Nicolas Hulot à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts, avec 58,16% des voix.

"*Eva Joly a fait une campagne interne très axée sur la gauche identitaire, maintenant son salut pour la campagne présidentielle c'est d'être ouverte et se servir de la complémentarité avec Nicolas Hulot*", souhaite Virginie Votier, récemment passée du MoDem à EELV, qui milite pour une écologie "*au-delà des frontières politiques*". (liberation.fr 12.07)

2- Egypte.

2.1- Le Conseil militaire égyptien, qui assure l'intérim à la tête du pays, a lancé une mise en garde aux manifestants qui font le siège du plus important bâtiment gouvernemental au Caire et menacent de s'installer dans d'autres lieux de la capitale.

Ils ne doivent pas "*nuire à l'intérêt public*", a prévenu le Conseil alors qu'une manifestation était prévue dans la journée pour demander une vaste purge des membres du régime déchu du président Hosni Moubarak, chassé par la rue en février après quasiment 30 ans au pouvoir, et la comparution devant la justice des policiers accusés d'avoir tué des manifestants pendant la révolte. (AP 12.07)

2.2- Le chef du gouvernement égyptien Essam Charaf a accepté la démission de son vice-Premier ministre, Yehia el Gamal, réclamée par les manifestants, a annoncé mardi le gouvernement sur sa page Facebook. (Reuters 12.07)

Economie

1- UE. De nouveaux cadeaux aux banquiers en perspective

Alors que les résultats des tests de résistance bancaire doivent être dévoilés vendredi, l'Union européenne s'est d'ores et déjà engagée à soutenir les banques qui échoueraient. "*Le Conseil a confirmé que des mesures appropriées seraient prises pour remédier à la situation*", indique un texte adopté mardi 12 juillet par les ministres européens des finances lors d'une réunion à Bruxelles.

Ces mesures incluront une participation du secteur bancaire lui-même mais aussi "*un soutien des gouvernements*" européens "*en cas de besoin*" et dans le respect des règles de concurrence en Europe, pour ne pas avantager certains établissement en difficulté, ajoute-t-il.

Les banques européennes sont très exposées à l'Italie. Le secteur financier allemand est engagé à hauteur de 116 milliards d'euros dans ce pays, selon les chiffres de la Bundesbank. Les établissements français seraient pour leur part exposés "*à hauteur*

de 290 milliards", selon un analyste parisien s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

Les tests de cette année menés sont présentés comme plus "*sévères*" que les précédents et concernent 91 banques représentant 65 % des actifs bancaires européens. (lemonde.fr 12.07)

2- Euro. "***roll-over***" ou plutôt game over !

La réunion mensuelle de l'Eurogroupe n'a pas permis de clarifier quelle participation des banques, compagnies d'assurance et fonds d'investissements était envisagée pour aider la Grèce et les ministres se sont limités à charger un groupe technique de les étudier au cours des prochains jours.

Surtout, ils sont revenus sur leur promesse d'éviter coûte que coûte un "*événement de crédit*" et un "*défaut sélectif*" en Grèce, perspective qui avait pourtant été spécifiquement écartée lors d'une précédente réunion de l'Eurogroupe puis par les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept.

Seule l'opposition de la Banque centrale européenne à cette possibilité a été reprise dans la déclaration finale, laissant le champ libre à l'Allemagne, aux Pays-Bas, à l'Autriche et à la Finlande pour faire passer le message, en public ou en privé, qu'il fallait désormais l'envisager sérieusement.

De source gouvernementale française, on indiquait mardi que le sujet ne serait pas tant de savoir s'il fallait choisir entre l'option française ou allemande de participation du secteur privé à un second plan d'aide à la Grèce, les deux étant jugées comme un défaut de crédit, mais d'apaiser les marchés.

Cette dernière solution, qui permettrait de réduire de manière conséquente le fardeau de la dette grecque, avait déjà été proposée par Berlin et discutée début juin avant d'être finalement écartée car elle impliquait un "*défaut sélectif*" de la Grèce, auquel s'opposaient la BCE et la France.

L'ensemble de la zone euro s'était rallié à cette position après un accord entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel mais ce consensus a volé en éclat lundi, une semaine jour pour jour après que l'agence de notation Standard & Poor's n'indique que la troisième option, celle proposée par la France d'un "roll-over" de la dette grecque arrivant à maturité d'ici 2014, entraînerait également une situation de défaut.

De manière inattendue, les ministres ont en revanche décidé de revoir à nouveau les conditions et le champ d'intervention du fonds de sauvetage "*zone euro*" (FESF), via notamment un allongement des maturités et un abaissement des taux d'intérêt des prêts versés au pays en difficulté.

Mardi matin, le Premier ministre français François Fillon a par ailleurs assuré que l'UE, si besoin, pourrait encore augmenter la capacité effective de ce fonds, qui vient d'être portée à 440 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent des prêts du Fonds monétaire international.

Pour la première fois depuis 1997, le rendement de la dette à dix ans de l'Espagne comme de l'Italie a franchi la barre des 6,0%. (Reuters 12.07)

3- Irlande

L'agence de notation financière Moody's a annoncé mardi avoir rétrogradé la note de l'Irlande en catégorie spéculative avec perspective négative, soulignant que le pays aura sans doute besoin d'un nouveau plan de sauvetage.

La dette de l'Irlande, qui était notée Baa3, tombe à Ba1, le grade le plus élevé dans la catégorie spéculative.

L'agence américaine explique sa décision par la probabilité accrue à ses yeux d'un nouveau soutien financier qu'il faudra accorder au pays après le plan de sauvetage accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international. (Reuters 12.07)

4- Etats-Unis

Le déficit commercial américain s'est creusé à 50,23 milliards de dollars en mai, a annoncé mardi le département du Commerce. Il est le plus élevé depuis octobre 2008.

Les importations ont progressé de 2,6% à 225,1 milliards de dollars. Quant aux exportations, elles ont reculé de 0,5% par rapport à avril pour s'inscrire à 174,86 milliards de dollars. (Reuters 12.07)

Haut de page

Le 14 juillet

Quelques réflexions très rapidement.

1- En Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, en France, les partis de l'Internationale jaune dévoilent au grand jour leur véritable nature contre-révolutionnaire, réactionnaire, renvoyant à leurs études les partisans du front unique...

2- A propos de la sortie de l'euro. Elle est souhaitable évidemment, tout dépend dans quelles conditions ou quel contexte elle pourrait se produire, question que les partisans de la sortie de l'euro n'abordent pas ou pas suffisamment. Ils agitent ce slogan comme un hochet en dehors du temps et de l'espace. On se demande s'ils ont vraiment réfléchi aux conséquences qui en découleraient dans tous les rapports économiques au niveau national et international. On rompt avec l'euro et on verra ensuite comment on gère la situation, un caprice de petit bourgeois ou d'aventurier en mal d'imagination. A les entendre on a l'impression que le pays serait seul au monde ou qu'il pourrait imposer sa loi aux autres qui s'empresseraient de la respecter, ben voyons, ce n'est pas sérieux.

L'euro empêcherait de résoudre les problèmes du chômage, de la précarité et de la pauvreté selon Jacques Nikonoff (son article : «Aucune politique de gauche n'est possible avec l'euro»), on se demandera pourquoi lorsque le PCF était au pouvoir avec le PS et que le franc était en vigueur ils ne les ont pas résolus, tout simplement parce qu'ils n'en ont jamais eu l'intention. L'euro aurait "bloqué" la croissance, il a oublié que cette tendance était largement amorcée dès le milieu des années 80, alors que le franc était en vigueur et que la production en Asie était en train de supplanter la production industrielle en Europe.

A l'écouter, il suffirait d'une décision politique dans le cadre des institutions en place (après une "*victoire électorale*", encore un adepte de la "*révolution par les urnes*"), de quelques mesures économiques auxquelles s'associeraient de bonne grâce banquiers et assureurs pour que le tour soit joué, quelle criminelle illusion ! Encore un nostalgique de l'époque de "*la Libération*", de la IVe République, il fait l'impasse sur le plan Marshall, il passe sous silence l'augmentation de la productivité due au remplacement de l'outil de production (obsolète) détruit pendant la guerre (sinon à quoi bon une guerre !), plus loin il confond la situation au début des années 70 avec le monde d'aujourd'hui ou encore Dubaï et l'Argentine avec la France, comme d'autres confondent la situation sociale dans un pays comme la Norvège faiblement peuplé avec sa rente pétrolière, et des pays qui ne disposent pas de matières premières et qui comptent des dizaines de millions d'habitants. Franchement, cela fait penser à quelqu'un qui veut absolument imposer son point de vue et qui est à court d'arguments pour le défendre honnêtement.

Il suffirait de créer de la monnaie à tour de bras pour résoudre tous les problèmes, de la monnaie de singe dont aucun pays ne voudrait, alors expliquez-nous comment vous feriez pour vous fournir en matières premières sur le marché mondial si personne ne voulait de votre franc ? Pas de problème dit-il en tentant de s'en sortir avec une pirouette : tous les pays imiteraient la France, et si tel n'était pas le cas, en attendant vous feriez quoi ? Sans blague, il compte sur Chavez pour lui vendre du pétrole à bon prix ou lui échanger contre des marchandises, alors que les clients du Venezuela se trouvent être les différents impérialistes, dont les Etats-Unis. Dans son délire, il passe au cran supérieur et prévoit de monter les stocks de pétrole de 90 jours à un an, pourquoi pas dix pendant qu'il y est ! Il faudrait prendre la même mesure pour le gaz et la plupart des matières premières importées, le pays se transformerait en un gigantesque entrepôt ! Et le coût du stockage, encore un regrettable oubli, passons.

Il n'est pas plus crédible quand il suggère de ressortir la Charte de la Havane enterrée avant même d'avoir vu le jour. Et pour cause, elle était inapplicable, car elle impliquait (sur le papier) une sorte de répartition des richesses équitable à l'échelle mondiale antinomique avec les lois de fonctionnement du capitalisme qui privilégient l'accumulation du capital entre les mains des plus riches, et non une répartition des richesses entre les différents pays pour assurer le bien-être de leurs peuples, dont les capitalistes n'ont strictement rien à foutre, un point essentiel que Nikonoff a négligé. Selon cette Charte, tous les pays auraient été solidaires les uns des autres pour assurer un développement harmonieux de chacun, le monde aurait baigné dans le bonheur sans remettre en cause le capitalisme, dont les lois ne s'appliquent pas seulement au niveau d'un pays mais à l'échelle mondiale, par exemple un pays qui ne produirait que des cacahuètes se verrait livrer par les autres pays en échange de sa production toutes les matières premières et les marchandises à hauteur de ses besoins, décidément des philanthropes les capitalistes de Wall Street ; je n'ai pas lu en détail cette Charte, je dirais une utopie destinée à rester lettre morte, une illusion ou une forfaiture, une profession de foi pleines de bonnes intentions sans lendemain, j'en fais peut-être ou sans doute encore une lecture trop généreuse.

Point besoin de révolution, une élection fera l'affaire, on conserve les institutions et la Constitution de la Ve République retoquée, donc point besoin d'un parti révolutionnaire, pas de guerre civile, et pour cause il n'est pas question d'exproprier les capitalistes (sans les indemniser). Nikonoff stalinien for ever !

Nous nous sommes écartés de notre sujet, la sortie de l'euro. Elle serait envisageable au plan intérieur, le franc servirait aux échanges au plan national, tandis que l'euro serait conservé comme monnaie de change pour les transactions internationales pour ne pas se retrouver du jour au lendemain coupé du marché mondial. On peut interpréter cela comme une concession au

capitalisme dans la mesure où il serait impossible de procéder autrement, en attendant que le prolétariat d'autres pays se soulève et que la révolution sorte de son isolement qui à terme signifierait sa mort.

Il y a les principes et il y a la réalité qui nous impose d'ajuster nos principes, refuser de l'admettre serait suicidaire... L'essentiel, c'est d'inscrire cette mesure, qui d'une certaine manière nous serait imposée, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, de la révolution permanente à l'échelle mondiale.

En famille. Plus royaliste que le roitelet.

François Hollande : «*Alors moi, je vais prendre un engagement devant vous : c'est que, si je suis élu président de la République, ma première priorité (...), ce sera de réduire et de maîtriser la dette publique*» a-t-il dit sur Europe 1.

«*Parce que la dette publique, c'est l'ennemie de la gauche et c'est l'ennemie de la France*» a-t-il ajouté. (20minutes.fr 13.07)

Raison de plus pour boycotter les élections de 2012 ! Annulation de la dette, c'est non négociable !

L'ennemi de la "gauche", c'est celui qui veut faire payer la dette de l'Etat aux travailleurs au lieu de la faire payer aux banquiers, à l'aristocratie financière et aux capitalistes en général.

Vous avez dit hystérique ?

«*C'est à ne rien y comprendre,* soupire Sylvain Broyer chez Natixis. *Car il n'y a pas de raison objective de s'attaquer à l'Italie. Ses finances publiques ne mettent pas en péril ce pays qui a su, contrairement à d'autres, faire certaines réformes.*»

Pour Jean-Luc Proutat, chez BNP Paribas «*Les marchés sont simplement devenus hystériques*». (liberation.fr 13.07)

Ils veulent le beurre, l'argent du beurre et le cul de la crémière en prime, c'est marrant que ces gens-là dont c'est le métier de comprendre l'économie n'y comprennent finalement pas grand chose. C'est ce qui arrive à tous les gens qui croient détenir la vérité !

Comment ça marche.

L'anarchie du capitalisme concerne aussi la finance. Tous les gouvernements complices mais aucun ne veut assumer, normal.

Alors que l'Europe se déchire autour des plans de sauvetage, les fonds d'investissement internationaux spéculent sur l'avenir incertain de la Grèce, de l'Italie ou encore de l'Irlande. En face, les détenteurs de Credit Default Swaps (CDS) misent sur la faillite.

La dictature de l'euro et la lutte des classes en question.

Leurs finances au bord de la faillite sont au coeur du débat européen. Cette instabilité résulte principalement d'un manque de souplesse de leurs mécanismes d'ajustement face à un euro fluctuant. D'autre part, ces pays souffrent d'une situation sociale conflictuelle née d'un taux de chômage élevé.

Les hedge funds... comme au casino.

Les banques d'un État surendetté craignent pour leurs propres finances. Elles cherchent donc à se défaire rapidement de leurs dettes. Entrent alors en jeu de nouveaux investisseurs prêts à prendre des risques. C'est le créneau des hedge funds. Ils rachètent cette dette à moindre coût en pariant sur une amélioration de la situation.

Spéculer, une "*réaction normale*".

Rien de scandaleux à cela, selon les investisseurs. "*Ce n'est pas de la spéculation, mais une réaction normale aux signaux du marché. Ceux qui sont à blâmer sont les gouvernements de ces pays qui ont laissé filer leur déficit. Si cette situation se présentait dans le cadre d'une entreprise, celle-ci aurait fait faillite depuis longtemps*", nous confie le président d'une société d'investissement française. (Faux : avant son "redressement" la dette de General Motor dépassait les 70 milliards de dollars et la plupart des grandes entreprises fonctionnent à crédit, cela ne pose pas de problème en temps normal, mais quand les ventes baissent durablement, c'est la faillite. - note du site)

Quand le malheur des uns fait le bonheur des autres.

Autres profiteurs potentiels, les détenteurs de CDS. Cette prime à l'assurance peut s'avérer extrêmement rentable si l'acheteur a anticipé les difficultés financières de l'État. Il touchera cette prime et les bénéfices liés en cas de rupture de contrat si le pays fait défaut.

Opportunisme.

Les fonds d'investissement sont souvent montrés du doigt, accusés d'avoir un comportement opportuniste face aux pays en crise. S'il est clair qu'ils ont gros à jouer dans les pays endettés, les conséquences de leur implication ne sont pas forcément néfastes. (pour qui ? - note du site)

Tirer profit d'un cadavre.

La participation du secteur privé dans le rachat de la dette profite indirectement aux institutions financières, notamment au FMI et à l'UE, qui voient le montant qu'elles auront à déverser, si le pays fait défaut, diminuer à vue d'oeil.

Ceux qui misent sur la faillite.

À l'inverse, les détenteurs de CDS tentent d'influer sur la confiance des investisseurs en soulignant les faiblesses du pays concerné afin de le conduire à la faillite.

Juge et partie à la fois ou marché de dupes.

Les notes attribuées à chaque pays par les agences de notation pèsent directement sur la confiance des investisseurs. Or, les anticipations de ces derniers sont auto-réalisatrices. S'ils jugent qu'un pays est en passe de faire faillite, ce pays fera effectivement faillite. "*Le résultat dépendra donc de celui qui aura été le plus convaincant.*"

La crise de la dette se résumerait donc à un vaste terrain d'affrontement entre des agents économiques aux intérêts opposés. Le jeu d'influence des deux parties explique notamment les difficultés rencontrées par les institutions financières et l'Union européenne pour trouver un accord et le mettre en pratique. Leur décision de sauver ou non les pays endettés sonnera la fin du combat. (lepoint.fr 13.07)

Politique

1- France

"*Ce qui va peser, parmi bien des paramètres, c'est la façon dont chacun se comportera durant les dix prochains mois*", a estimé François Fillon devant les députés et sénateurs de l'UMP et du Nouveau centre à l'Hôtel de Matignon.

François Fillon s'est dit persuadé que la "*crédibilité*" de Nicolas Sarkozy fera la différence en 2012. (lexpress.fr 13.07)

Que sous-entend et dit Filllon ?

Ce qu'il sous-entend. Que si lors du Congrès (députés et sénateurs) le PS ne vote pas l'introduction de la "règle d'or" dans la Constitution, il portera la responsabilité de la dégradation économique des comptes de l'Etat après avoir été sanctionnée par les agences de notation, parce qu'il estime que la majorité de la population serait convaincu du bien-fondé de cette modification de la Constitution. Dans ce cas-là pourquoi n'organise-t-il pas un référendum ? Parce qu'il en connaît d'avance le résulat qui serait négatif.

Ce qu'il dit. En évoquant la "*crédibilité*" de l'épileptique du Château qui plafonne à 30% dans les sondages, il compte sur la propagande du gouvernement relayée en boucle quotidiennement jusqu'au mois de mai 2012 par les médias aux ordres pour faire oublier son bilan catastrophique. On fait confiance à l'UMP pour user de tous les moyens à sa disposition pour orchestrer une campagne délétère contre son principal adversaire à l'élection présidentielle, le PS pour ne pas le nommer, pour redorer le blason de La Talonnette littéralement haït par l'immense majorité.

Cette bataille de chiffonniers ne nous intéresse pas, qu'ils s'étripent entre eux, on comptera les points. Par contre, on mettra en lumière leurs coups tordus pour mettre en garde les travailleurs contre ce qui les attendra quand ils se soulèveront contre le régime, histoire de leur montrer de quoi ils sont véritablement capables, en leur précisant qu'ils n'ont encore rien vu, qu'ils n'ont là qu'un avant-goût des méthodes qui caractérisent la mentalité misérable de ces représentants du lumpenprolétariat de la bourgeoisie aux abois.

2- Espagne

Les députés espagnols ont approuvé mardi soir la limite de budget pour 2012 (117,353 milliards d'euros), qui prévoit un recul des dépenses de 3,8% par rapport à 2011, le gouvernement souhaitant poursuivre sa politique d'austérité afin de réduire son déficit public. (liberation.fr 13.07)

3- Italie

Le ministre italien de l'Economie et des Finances, Giulio Tremonti, a annoncé mercredi que le plan de rigueur (40 milliards d'euros) allait être "*renforcé*" et "*approuvé d'ici vendredi*" par le parlement afin de rassurer les marchés qui craignent une contagion de la crise de la dette à l'Italie.

"*Le décret sera renforcé sur les quatre années*", soit de 2011 à 2014, et "*approuvé d'ici vendredi*" par le parlement, a déclaré le ministre lors de l'assemblée de l'association bancaire italienne à Rome, sans donner plus de précisions.

L'Italie inquiète les marchés en particulier en raison de son énorme dette publique de près de 1.900 milliards d'euros (environ 120% de son PIB) qui est l'une des plus élevées du monde en valeur absolue.

Répondant à l'appel à l'unité du président de la République Giorgio Napolitano et du chef du gouvernement Silvio Berlusconi, majorité et opposition sont tombées d'accord mardi pour accélérer l'adoption du plan par le Parlement. (liberation.fr 13.07)

4- Egypte

Le ministre de l'Intérieur égyptien Mansour el-Issawi a annoncé mercredi le limogeage de 587 officiers supérieurs de la police, ce qui était l'une des revendications des manifestants campant place Tahrir depuis six jours pour réclamer une accélération des réformes.

Dans le même temps, l'agence de presse officielle a annoncé que les élections législatives, dont on attendait la tenue en septembre, devraient avoir lieu un ou deux mois plus tard, un report annoncé par la junte assurant l'intérim du pouvoir et qui va également dans le sens des demandes des manifestants.

Selon la télévision publique, 37 des officiers limogés seront inculpés pour avoir tué des manifestants. (AP 13.07)

5- Algérie.

Le mouvement de grève des personnels navigants commerciaux (PNC) d'Air Algérie, entamé lundi, s'est radicalisé mercredi avec l'annulation de l'ensemble des vols intérieurs et extérieurs, a annoncé mercredi la radio algérienne, recommandant aux voyageurs "*d'appeler avant de se déplacer à l'aéroport*".

Devant la tournure dramatique prise par cette grève mardi soir, le directeur général d'Air Algérie, Mohamed Salah Boultif, avait annoncé que "les meneurs de la grève sont licenciés et leur réintégration se fera au cas par cas après la reprise du travail".

Cette radicalisation a également poussé la Coordination des sections syndicales de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) à lancer "*un appel à la sagesse et à l'apaisement des esprits*".

"*La revendication du personnel navigant commercial, même légitime, ne peut aboutir que dans un cadre consensuel et concerté entre tous les syndicats et l'entreprise*", ajoute la Coordination de son communiqué.

Par ailleurs, l'Associated Press a appris mercredi par la voix d'un haut responsable de l'Union générale de travailleurs algérien (proche du pouvoir) que "*des discussions sont en cours actuellement pour débloquer rapidement la situation dans la journée*".

Le syndicat revendique une augmentation des salaires de l'ordre de 106%, alors que le nouveau directeur général Mohamed Salah Boultif, avait expliqué lundi qu'"*il ne pouvait aller au-delà de 20% d'augmentations pour tous les personnels de la compagnie, faute de quoi l'équilibre financier, au demeurant très fragile de l'entreprise, risque d'être affecté*". (AP 13.07)

6- Israël. Boycott !

La loi adoptée par la Knesset (Parlement israélien), qui érige en infraction le fait d'appeler à un boycott contre l'État d'Israël ou ses colonies de Cisjordanie, aura un effet délétère sur la liberté d'expression en Israël, a déclaré Amnesty International mardi 12 juillet.

Cette loi controversée, votée dans la nuit du 11 juillet, érige en infraction civile le fait d'appeler au boycott économique, culturel ou intellectuel de personnes ou d'institutions en Israël ou dans les territoires palestiniens occupés pour des motifs politiques.

Toute personne appelant à un tel boycott peut faire l'objet de poursuites et être frappé d'une amende (jusqu'à 50.000 shekels, environ 10.000 euros).

Les partisans de cette loi, initialement présentée en juillet 2010 par le député de la Knesset et président de la coalition Ze'ev Elkin, ont clairement fait savoir que ce texte visait principalement à sanctionner les personnes qui appellent à boycotter pour faire campagne contre les colonies illégales d'Israël dans les territoires palestiniens occupés ou dénoncer les violations des droits des Palestiniens actuellement induites par ces colonies.

« *Bien que ses partisans allèguent le contraire, cette loi est une tentative flagrante de museler la dissidence et le travail de campagne pacifiques en attaquant le droit à la liberté d'expression, que tous les gouvernements se doivent de respecter* », a indiqué Philip Luther, directeur adjoint du Programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International.

« *La définition vague du boycott peut s'appliquer à tout citoyen utilisant cet outil de dissidence non violente pour critiquer une personne ou une institution impliquée dans des atteintes aux droits humains ou des violations du droit international en Israël et dans les territoires palestiniens occupés.* »

Plusieurs ONG israéliennes de défense des droits humains ont fait savoir qu'elles comptaient se pourvoir devant la Haute Cour de justice israélienne.

Les parties qui portent plainte n'auront pas à prouver que l'appel au boycott a engendré des dommages réels : les tribunaux pourront ordonner aux personnes ou aux organisations concernées de verser des dommages et intérêts indépendamment des torts causés.

En outre, la loi autorise le ministre des Finances à annuler l'exonération d'impôts des ONG appelant à un boycott, ce qui menace le financement de nombreuses ONG israéliennes de défense des droits humains. Les sociétés ou les associations prenant part à un boycott risquent également de perdre le droit de postuler pour des contrats gouvernementaux. (Amnesty International 12.07)

Social.

France

Déjà en forte augmentation au premier trimestre, l'indice de référence des loyers (IRL) qui sert de base à la révision des loyers a poursuivi sa croissance entre mai et juin. Les locataires doivent s'attendre à une progression de 1,73%. (lefigaro.fr 13.07)

Economie.

1- UE

La zone euro continuait mercredi d'être divisée sur la question d'un possible défaut grec, qui devrait finalement être tranchée la semaine prochaine lors d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 17 pays de la monnaie unique.

Berlin, qui avait mercredi matin largement refroidi les espoirs de voir une telle réunion être organisée, a fini par en accepter le principe, a indiqué une source diplomatique de haut rang, qui a ajouté que la date finale dépendrait de l'avancement des discussions en cours sur la participation du secteur privé à un second plan d'aide à la Grèce.

Pratiquement au même moment, l'agence de notation Fitch annonçait l'abaissement de la note de la Grèce, qui était déjà en catégorie spéculative, de B+ à CCC en invoquant l'absence d'un programme crédible dans le pays.

" *Le principe d'avoir une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro est accepté par les principaux acteurs, dont l'Allemagne* ", a dit ce diplomate, avant de préciser que le sommet aurait lieu la semaine prochaine et non vendredi comme évoqué initialement.

Il a par ailleurs indiqué que la date finale en serait arrêtée en fonction de l'état d'avancement des discussions en cours entre les membres de la zone euro sur le double dossier de la participation du secteur privé et d'un " *défaut sélectif* " de la Grèce qui serait déclaré par les agences de notation et dont les conséquence potentielles sont incalculables.

Apportant de l'eau au moulin allemand, le Fonds monétaire international a estimé que cette participation privée à un nouveau plan grec était primordiale alors que la dette du pays devrait atteindre un pic à 172% en 2012, contre 159% précédemment attendu.

Selon plusieurs diplomates, trois idées restent sur la table: celle d'un rachat d'obligations grecques sur le marché secondaire avec l'aide du fonds de soutien "zone euro" (FESF), celle d'un " *swap* " d'obligations existantes pour de nouveaux titres à la

maturité allongée, poussée par l'Allemagne, et celle d'un " *roll-over* " de la dette grecque, soutenue par la France.

Au-delà des cas grecs, irlandais et portugais, les trois pays bénéficiant d'un plan d'aide, c'est aussi et surtout désormais les situations de l'Italie et de l'Espagne, des pays jugés trop gros pour être secourus, qui inquiètent les marchés.

Avant de se replier légèrement mercredi, les rendements des obligations italiennes et espagnoles ont touché des plus hauts historiques ces derniers jours. " *Les grands pays sont désormais en crise. Cela devient assez dangereux* ", a estimé un trader. (Reuters 13.07)

2- Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis est prête à poursuivre l'assouplissement de sa politique monétaire en cas de faiblesse économique et de recul de l'inflation, a déclaré mercredi le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke.

Il présentait devant la commission des services financiers de la Chambre des représentants son exposé semestriel sur l'état de l'économie.

" *Il reste possible que la récente faiblesse économique se montre plus tenace que prévu et que les risques déflationnistes ressurgissent, induisant la nécessité d'un soutien monétaire supplémentaire* ", a déclaré Ben Bernanke.

Il a souligné que les prévisions de la Fed de juin, déjà nettement révisées à la baisse par rapport à celles d'avril, ne comprenaient pas les derniers indicateurs et notamment les chiffres très décevants de l'emploi en juin.

Wall Street a bondi aussitôt après ce discours, sur l'espoir d'un nouvel assouplissement monétaire. Les trois grands indices avaient gagné plus de 1% en matinée. Ils restaient en hausse dans l'après-midi mais avaient réduit leurs gains.

Prié de dire si la Fed serait disposée à relancer un programme de rachat d'obligations si la situation économique se dégradait, Bernanke a répondu: " *Tous les choix doivent être disponibles; nous ne savons pas comment l'économie va évoluer* ".

Questionné sur le budget, le président de la Fed a répété que si le plafond de la dette n'était pas relevé, ce serait un gros coup dur pour la reprise économique mondiale.

" *Réduire des programmes ou relever les impôts de telle manière que cela diminue la demande cumulée (...) voilà qui ralentira l'économie* ", a-t-il expliqué. (Reuters 13.07)

Haut de page

Le 15 juillet

En famille. Édouard de Rothschild est de gauche, si, si...

Selon le directeur de la publication et de la rédaction du quotidien *Libération*, Nicolas Demorand, dans une interview publiée par L'Express, Libération est '*aujourd'hui en France le seul grand quotidien de gauche*' et '*a pour vocation de restituer la totalité des débats qui peuvent traverser cette famille politique*'. (lemonde.fr 14.07)

Consommer toujours plus...

La France compte 16,6 millions d'abonnés à une offre payante, selon Médiamétrie. (lefigaro.fr 14.07)

Parole d'internaute

(Sur le bras de fer entre démocrates et républicains aux Etats-Unis.)

- "*Je ne comprends pas comment une banque qui possède 1 dollar peut en prêter 30 voire 32. Il fallait que cela pète. Aux US, les Bush Tax cuts depuis 10 ans ont eu un impact négatif sur l'economie: très peu de croissance économique, l'emploi n'en parlons plus, et les recettes du Gouvt ont baissé + le cout des guerres... Un courrier d'investisseur récent dit que cette crise de la dette va déboucher sur "a Major Global financial Collapse", un effondrement global du système financier très douloureux.*" (lemonde.fr 14.07)

Mais cher monsieur, c'est ainsi que fonctionne les banques et le capitalisme en général. Lire plus loin l'article sur JP Morgan Chase.

- "*Imaginez vous que les républicains ont refusé un plan de réduction de $4T composé de 85% d'économies et de 15% d'extra revenus....car la proposition de la Maison Blanche proposait 87%/13%. Tout est la*." (lemonde.fr 14.07) (4T signifie 400 milliards de $ - notde du site)

Imaginez un instant ce que représente 2% en plus d'impôt sur des dizaines et dizaines de milliards de dollars de bénéfices...

- " *L'impôt sur le revenu est le plus bas depuis plusieurs décennies aux USA. Reagan lui-même avait augmenté les impôts, d'ailleurs. Non, ce qui coince aujourd'hui, ce sont ces républicains intransigeants (fanatiques?) dont la ligne est de garder les avantages fiscaux pour les ménages gagnant plus de $250k/an. Voyez vous, si les républicains cédaient, le "Tea Party" s'en prendrait à coeur joie et pourrait même se présenter seul à la présidentielle. Je crois que c'est ça, le cauchemar des républicains*." (lemonde.fr 14.07)

Vous avez dit "*fanatiques*, c'est le mot correct, et ce sont des fanatiques qui a deux reprises ont mis le monde à feu et à sang au XXe siècle, ont orchestré le 11 septembre 2001 pour justifier la guerre contre l'Afghanistan puis l'Irak, puis la Libye...

Quel sale type...

- "*N'est ce pas M. Sarkozy qui a décoré de la légion d'honneur le 1er janvier dernier ce grand patriote qu'est Marc Ladreit de Lacharrière, patron de Fitch. Le même dont l'incompétence est affigeante et reconnue, et dont on peut dire qu'il est en partie responsable de la crise de subprimes. On ne comprend toujours pas pourquoi une procédure judiciaire n'a pas été ouverte contre ce type*."

Contre qui, la particule ou La Talonnette ou les deux ?

Le stalinisme n'est pas mort. Le plus sérieusement du monde, quand leur trahison devrait servir de guide aux travailleurs !

Le PRCF prône l'alliance du drapeau de la Commune avec celui tricolore de ses bourreaux, les Versaillais, sans rire : "*pour marcher au socialisme dans les conditions de notre époque*" !

Côté cour : "*En un mot, engager la rupture totale avec l'Union européenne du capital et avec le système capitaliste.*"

Côté jardin : "*Comme nous l'ont appris Maurice Thorez et Jacques Duclos à l'époque du Front populaire, réapproprions-nous l'alliance victorieuse du drapeau tricolore et du drapeau rouge frappé des « outils » pour remettre la classe travailleuse à l'offensive face à l'énorme crise du capitalisme, de l'UE et de l'euro qui ne cesse de s'aggraver.*

Vive la République sociale, souveraine et fraternelle qui permettra à notre peuple d'en finir avec le capitalisme destructeur pour marcher au socialisme dans les conditions de notre époque !" (extrait d'un tract daté du 12 juillet reçu hier)

Le PRCF se réfèrent aux responsables du Front populaire qui ont refusé de rompre en 1936 avec le capital et la IIIe République et qui ont livré le prolétariat français au régime de Vichy, à Hitler, comme quoi on ne se refait pas.

Si dans le site vous ne trouvez plus de documents émanant du Front syndical de classe, c'est parce qu'ils ne m'en envoient plus, ils ont dû juger mes critiques et mes rappels historiques un peu trop embarrassants, ils doivent avoir comme bien d'autres une conception amnésique ou sélective, étriquée de la démocratie. Il faut dire qu'ils sont issus du même tonneau que les dirigeants du PRCF et qu'ils ne s'en cachent pas en faisant référence au stalinien Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT de 1982 à 1992, successeur et dauphin désigné du stalinien de choc Georges Séguy, conspué, éjecté en mai 68 avec les dirigeants de la CGT de l'usine Renault de Boulogne Billancourt...

Pour nous la démocratie ne se décrète pas et ne serait se limiter à un moment particulier de la lutte des classes, elle englobe la totalité de l'activité des partis et de leurs dirigeants. Si certains sont incapables d'assumer leurs discours et leurs actes dans le temps, nous n'y pouvons rien, c'est du domaine de leur responsabilité et non de la nôtre, car de notre côté, nous n'avons absolument rien à cacher aux militants et aux travailleurs, y compris nos erreurs quand nous en avons commises.

Si le PRCF demeure un pur produit du PCF, je m'interroge sur le courant ou la tendance qui se prénomme *La Riposte* dont autant les analyses, la phraséologie et la terminologie sont étrangères au PCF, pour tout dire, elles ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles du courant CCI du POI ou à celui issu de la LCR au sein de la tendance 1 ou 2 du NPA, ou encore l'association *Le Militant* ou les militants qui en sont issus (ex- La Lettre de Liaisons) et ont rejoint le Parti de gauche (dont Vincent Présumey, Raymond

Debord et Eric Augnet). Lisez leur article intitulé *Il y a 90 ans : la naissance du PCF* et vous en serez totalement convaincu, il ne peut pas avoir été écrit par un cadre ou dirigeant du PCF, car un tel parti ne peut sécrété de tels militants ou de telles analyses.

Ce courant ou cette tendance fait la retape auprès des militants et des travailleurs pour s'évertuer à présenter le PCF comme un parti révolutionnaire ou un véritable parti communiste qui se serait égaré du droit chemin (sic !), car ils doivent estimer que ce parti est indispensable et qu'aucune solution politique conforme aux intérêts des travailleurs ne serait possible sans qu'y soit associée le PCF et bien entendu le PS, c'est nous qui ajoutons cette précision. Lors récemment de l'élection par les militants du PCF de leur candidat à la candidature du Front de gauche pour les présidentielles de 2012, ils ont soutenu un apparatchik du PCF depuis 30 ans, André Chassaigne, sans doute un "*vrai communiste*".

J'ai lu quelques-uns de ses discours et tout comme dans ceux que j'ai lu de La Riposte, il y ait bien question de renationalisations et quelques autres réformes, de la rupture avec l'Union européenne, mais nulle part je n'ai trouvé trace de la nécessité de mener le combat pour l'abolition des institutions de la Ve République, pas plus que l'expropriation sans indemnité des capitalistes, il faut que je précise que je n'en ai lu qu'une dizaine sur leurs sites ou différents blogs. Le PRCF tient exactement le même discours, le Comité Valmy ou l'Arc également.

La méthode. Les staliniens et les crypto-staliniens avancent des revendications qui se veulent radicales sans l'être vraiment quand on y regarde de plus près, dans l'objectif de répondre partiellement à l'état d'esprit de l'avant-garde du prolétariat et acquérir leur confiance ou endormir leur méfiance, mais ils y manquent toujours le petit quelque chose qui inscrirait ces revendications dans la perspective d'une rupture avec le capitalisme qui passera obligatoirement par une solution politique, la liquidation des institutions et l'élévation de la classe des exploités au rang de classe dominante. Cela fait penser à la technique de marketing des supermarchés qui mettent en tête de gondole des produits bon marché pour attirer le client et dont on pourrait très bien se passer, tandis que plus vous avancez dans leur boutique vous décrouvrez que les produits qui vous intéressent sont hors de portée de votre bourse. On aurait pu prendre l'exemple des morceaux de poisson disposés au fond d'un casier métallique pour attirer des proies, et dont ils ne peuvent plus s'échapper.

La technique bien rodée consiste à avancer des revendications sociales quand il est évidemment impossible de les satisfaire, pour les abandonner quand les conditions sont réunies pour les satisfaire sous divers prétextes fallacieux. Ce fut le cas en 36, 47, 68, 81 et lors de chaque mouvement social d'ampleur nationale (Sécu, retraite, etc). Et comment procèdent-ils pour s'en sortir ? C'est très simple, en prétendant que les conditions (le rapport de forces par exemple) ne sont pas réunies alors qu'elles le sont, ce que les militants peuvent difficilement comprendre, puisqu'on ne leur a jamais expliqué en quoi consistaient vraiment ces conditions, conditions qui se situent sur le plan politique, souvenez-vous, un plan qui a été volontairement délaissé au profit des seules revendications à caractère social. A ce stade, les militants qui n'ont pas vraiment de repères (politiques) doutent, se divisent, et l'appareil du parti en profite pour liquider le mouvement engagé et soutenir à fond le régime l'air de rien.

On pourrait affirmer que c'est la raison d'être du PC et du PS et ses satellites. Ce sont des partis fondamentalement contre-révolutionnaires, qui ont pour seul objectif d'attirer vers eux les travailleurs en rupture partielle ou totale avec le régime, à la fois pour les dégoûter et les détourner du socialisme, leur interdire de trouver une issue politique en dehors du régime (les institutions), les empêcher de se tourner vers d'autres partis ouvriers du type POI, NPA ou LO, pour finalement assurer la survie du régime en place.

Cela ne signifie pas que l'on ne puisse pas combattre avec des militants de ces partis qui peuvent être parfaitement sincères dans leurs intentions, mais cela signifie aussi qu'il est impossible de proposer une politique de front unique en direction de ces partis ou leurs dirigeants dont il n'y a absolument rien à attendre, ce que l'immense majorité des travailleurs ont compris depuis belle lurette.

L'entrisme dans ces partis qui conduit à les présenter autrement que ce qu'ils sont vraiment ou qui conduit à faire naître l'illusion dans la tête des travailleurs que ces partis et leurs dirigeants pourraient évoluer favorablement, est une entreprise criminelle vouée de toutes manière à l'échec, comme les expériences passées l'ont amplement prouvées.

Je rajoute quelques lignes après avoir trouvé quelques renseignements intéressants sur le Net.

C'est difficile de s'y retrouver dans cette multitude de courants, après réflexion bien que je ne puisse rien affirmer, La Riposte serait bien pilotée par des militants du courant *Le Militant* qui pratique l'entrisme dans différents partis. (http://www.marxist.com)

Dans sa présentation on peut lire ceci :

- "*Les communistes sont tous d'accord sur la nécessité de lutter contre le capitalisme et d'en finir avec ce système. C'est un acquis très important, qui forme le socle commun de l'ensemble du parti.*".

L'"*ensemble du parti*" lutterait pour en finir avec le capitalisme, il y en a qui sont déjà en train d'étouffer de rire en lisant cela, voilà à quelle falsification honteuse on en arrive pour justifier sa place dans le PCF et ne pas s'en faire éjecter.

- "*nous avons besoin d'un PCF puissant et doté d'un programme et d'une stratégie qui frappent au cœur du problème, c'est-à-dire à la propriété capitaliste des banques, de l'industrie et de la grande distribution.*"

Pas une seule référence aux institutions de la Ve République qu'il nous faut abattre, je confirme. (A suivre)

Extrait de Wikipédia :

- Le Militant est une association, créée en 2004, issue de la tendance trotskiste internationale « Militant » de Ted Grant, dont ils ont tiré un bilan critique.

Ses adhérents sont également membres du Parti socialiste, du Parti communiste français, du Parti de Gauche et des responsables syndicaux de la CGT de FO et de la FSU

A la différence d'autres tendances issues du trotskisme, les rédacteurs de Militant cherchent à combiner présence dans les partis de gauche (PCF, PG), construction des organisations syndicales (principalement CGT et FO) et action à la base dans les milieux populaires délaissés.

Sur le site www.marxist.com, j'ai commencé à lire un article fort intéressant où j'ai appris qu'il existait deux tendances principales au sein de la IVe Internationale en 1946, une prétendant que le capitalisme en Europe (et dans le monde) allait connaître une nouvelle période de stabilité et de développement, donc que la révolution ne serait pas à l'ordre du jour pendant toute cette période ou qu'elle n'aurait aucune chance de vaincre, ce qui fut amplement confirmé par ce qui a été appelé les *Trente glorieuses* et l'échec de tous les mouvements sociaux ou politique à caractère plus ou moins révolutionnaire, et l'autre prétendant exactement le contraire défendu notamment par Pierre Lambert (ex-dirigeant de l'OCI-PCI-PT), autrement dit la théorie foireuse de "*l'imminence de la révolution* qu'on nous concoctait encore à l'OCI à la fin des années 70 ne datait pas de la veille, elle était le produit d'un dirigeant névrosé qui s'était toujours avéré incapable d'analyser correctement les conditions objectives, cela vaut évidemment pour tous ceux qui l'ont suivi aveuglément et son dauphin, D. Gluckstein.

Je suis capable de faire la part des choses et je ne partage pas pour autant les positions opportunistes défendues par ce courant politique.

Ce qui est totalement intolérable dans cette histoire, ce n'est pas que Lambert ait commis une erreur, cela arrive à tout le monde, mais qu'il se soit entêté dans son erreur pendant 30 ans, que pendant 30 ans il ait trompé des milliers et milliers de militants, dont votre serviteur, qu'il ait systématiquement écarté ou exclu les militants, cadres ou dirigeants qui osaient remettre en doute son analyse de la situation qui était foireuse. C'est terrible camarades, terrible !

J'avais déjà abordé ce sujet dans plusieurs articles ou causeries, mais j'ignorais jusqu'à présent à quelle époque précise elle remontait. Lambert n'était pas un crétin, il avait largement eu le temps de se rendre compte de son erreur et pourtant il a persisté dedans pendant trois longues décennies, à ce stade-là, ce n'était plus une simple erreur d'appréciation passagère, mais un penchant avéré, délibéré, conscient à tromper les militants de son parti.

Je répète que je ne partage pas les positions souvent brouillonnes ou opportunistes défendues par ce courant, cependant par moment ils ont des moments de lucidité sur la situation, dont d'ailleurs ils sont incapables de tirer partie, on en recausera sûrement prochainement. Ils développent une analyse conforme au marxisme que tout développement du capitalisme se traduit à un moment donné par le développement de la lutte des classes, et qu'il faut s'attendre à ce développement dans les pays comme la Chine, ce que nous avons commencé à observer ces toutes dernières années, d'où la nécessité pour nous de nous pencher davantage sur l'évolution de la situation en Chine et les pays dits émergents. (A suivre)

Politique

1- France. Surprise, surprise.

Mercredi, cinq soldats français ont été tués et quatre autres grièvement blessés dans un attentat en Afghanistan, dans la province de Kapisa (nord-est). Ces morts portent à 69 le nombre de soldats français tués dans ce pays depuis 2001.

La veille, Nicolas Sarkozy s'était rendu en visite surprise en Afghanistan.

Nicolas Sarkozy a expliqué avoir décidé de réunir un conseil de sécurité jeudi midi à l'Elysée pour organiser "*les nouvelles conditions de sécurité du travail de nos soldats, dans la période de transition qui s'ouvre entre aujourd'hui et le départ des forces françaises d'Afghanistan*".

"*Nous sommes maintenant davantage face à des actions de type terroriste que seulement des actions militaires*", a constaté le chef

de l'Etat à l'issue de cette visite. "*Il y a donc un nouveau contexte, et face à ce nouveau contexte il faut de nouvelles mesures de sécurité*". (AP 14.07)

Foirée la parade militaire de Sarkonapoléon, pas de bol !

En France, quand un fait divers défraie la chronique, le parvenu de Neuilly se jette dessus et pond dans la foulée une nouvelle loi liberticide qui ne change rien aux conditions à l'origine de ce fait divers, en Afghanistan, à défaut de pouvoir pondre une loi dont les Afghans se foutraient éperduement, après la mort de ces soldats le voilà qui requalifie une guerre en acte terroriste pour masquer l'impuissance ou l'incapacité de l'armée d'occupation de vaincre la résistance afghane.

2- Egypte

L'idée insolite de lancer des chameaux et des chevaux contre les manifestants de la place Tahrir au Caire en février faisait partie d'un plan élaboré par l'ancien président de la Choura (Sénat), Safouat el-Chérif, un proche du président Moubarak, ont indiqué jeudi des enquêteurs.

La commission chargée d'enquêter sur les événements de la journée du 2 février, l'une des plus violentes du soulèvement, a déterminé que M. el-Chérif, également chef du parti présidentiel, était le «cerveau» d'une vaste opération visant à briser la contestation ce jour-là.

M. el-Chérif fait partie d'un groupe de 25 personnes que le parquet a décidé la semaine dernière de traduire en justice pour avoir orchestré les violences ce jour là. On y trouve également l'ancien président de la chambre des députés, Fathi Sorour. (liberation.fr 14.07)

Economie

1- Grèce

Après l'agence de notation Standard & Poor's, c'est au tour de Fitch de dégrader de trois crans la note souveraine de la Grèce à CCC, contre B+ auparavant. (lemonde.fr 13.07)

2- Etats-Unis

2.1- Faites sauter la banque.

La deuxième banque américaine, JP Morgan Chase, a inscrit un bénéfice net de 5,4 milliards de dollars (3,80 milliards d'euros) au deuxième trimestre.

Le produit net bancaire a progressé de 7% à 27,4 milliards de dollars.

L'encours de créances était de 689,74 milliards de dollars à la fin du trimestre contre 686 milliards fin mars. (Rreuters 14.07)

Le produit net bancaire est une dénomination spécifique aux établissements bancaires, équivalent au chiffre d'affaires. Il s'agit de la somme des produits d'intérêts et des produits non productifs d'intérêts. (http://www.boursereflex.com/lexique/pnb)

2.2- Deux poids et deux mesures

La tension est brusquement montée autour de l'impasse du débat budgétaire aux Etats-Unis. Le pays risque en effet de perdre sa note de crédit maximale AAA dans les semaines qui viennent si le Congrès ne parvient pas à trouver un accord pour relever le plafond de la dette nationale, a annoncé l'agence de notation Moody's, mercredi 13 juillet.

Les risques d'un défaut de paiement sur les obligations d'Etat américaines, qui passent pour être l'investissement le plus sûr au monde, ont augmenté depuis que l'Etat a atteint, le 16 mai, le plafond légal d'endettement de 14 294 milliards de dollars.

Les républicains, majoritaires à la Chambre des représentants, refusent de voter un relèvement et demandent qu'on s'attaque au déficit. Ils ne se satisfont pas des coupes dans les dépenses sociales proposées par M. Obama, car le président démocrate souhaite également augmenter la fiscalité des plus riches, un chiffon rouge pour ses adversaires, partisans de faire des économies mais tenants d'une ligne anti-impôt. Les réunions quotidiennes organisées depuis dimanche à la Maison Blanche n'ont jusqu'ici abouti à aucun résultat concret.

Le sous-secrétaire au Trésor chargé des finances intérieures, Jeffrey Goldstein, a réagi en déclarant que l'annonce de Moody's était un rappel opportun de la nécessité pour le Congrès de s'accorder avec la gouvernement pour éviter un défaut de paiement des Etats-Unis.

La réunion quotidienne de négociations s'est ensuite tenue à la Maison Blanche, dans une ambiance très tendue. En guise de conclusion à la réunion, Barack Obama leur aurait signifié qu'il ne ferait plus de concession, même s'il devait mettre son mandat en péril. "*J'en suis arrivé au stade où je dois dire : 'ça suffit !' Est-ce que Ronald Reagan resterait assis ici ? J'ai atteint mes limites. Cela peut peut-être entraîner la fin de ma présidence, mais je ne céderai pas sur ce point*", a-t-il affirmé selon l'attaché parlementaire républicain. (lemonde.fr 14.07)

Moody's ne s'en prend pas à la dette faramineuse des Etats-Unis comme il le fait envers l'Irlande, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, tous les pays de la zone euro, non? il presse les républicains et démocrates à s'entendre pour en relever le plafond ! Et qui paiera ? Les travailleurs des pays déjà cités.

2.3- La quadrature du cercle.

Des coupes claires trop profondes dans les dépenses publiques risquent de mettre à mal une reprise déjà fragile aux Etats-Unis, a prévenu le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke jeudi.

"*Tout ce que je demande, alors que le Congrès examine le calendrier et les modalités des amendements au budget, c'est que ce dernier prenne en compte qu'à très court terme la reprise reste fragile et que des coupes profondes et excessives à très court terme seraient préjudiciables à cette reprise*", a-t-il dit, devant la commission bancaire du Sénat.

Ben Bernanke a ajouté qu'un défaut sur la dette américaine serait dévastateur. "*Ce serait un résultat calamiteux*", a-t-il dit. "*Cela créerait un grave choc financier qui aurait des répercussions non seulement sur l'économie américaine mais aussi sur l'économie mondiale*".

Ne pas relever le plafond de la dette dans les temps constituerait une "*auto-mutilation*" pour l'économie, a-t-il jugé. (Reuters 14.07)

Haut de page

Le 16 juillet

Schivardi qui a toute notre sympathie n'a décidément pas de bol, c'est une véritable source d'emmerdements pour le POI -il ne doit pas être le seul dans ce cas-là, le préfet de l'Aude vient de le contraindre à retirer son arrêté municipal, interdisant aux jeunes de moins de 17 ans non accompagnés de figurer dans la rue après 22h dans sa commune de Mailhac.

Messieurs les dirigeants du POI, avant de prendre un arrêté municipal d'une telle portée, on commence par consulter les lois en vigueur ou un spécialiste dans ce domaine si l'on ne s'en sent pas capable ou qu'on n'est pas sûr de son coup, excusez-nous, vous vous êtes comportés là comme des amateurs ou de vulgaires aventuriers.

Rappel. On peut parler d'un véritable acharnement de l'Etat contre le POI. Après l'invalidation des affiches du POI sur lesquelles figurait la mention "*candidats des maires*", l'annulation lors des cantonales de son poste de conseiller général de Ginestat dans l'Aude pour quelque 235 euros qu'il avait déboursés de sa poche, voilà que c'est son arrêté municipal qui est retoqué, alors que dans le fief sarkoziste de Montauban, la maire a fait passer une batterie de lois liberticides... mais légales.

Pour des gens qui respectent scrupuleusement la légalité et qui n'hésitent pas à exclure sur le champ tout militant qui ne s'y conforme pas (pour usage de drogue par exemple), cela la fout plutôt mal et doit jeter le trouble dans la tête de plus d'un militant du POI.

Et presque chaque fois que Schivardi ouvre la bouche, il en rajoute une couche !

Dans le portail *Forum des marxistes révolutionnaires*, un dénommé Loriot qui se présente comme un militant du POI, courant CCI, a écrit le 27 juin à 22h29 : "*Tu penses sérieusement que le tournant Schivardi a été applaudi par tous les militants du POI et particulièrement du CCI ? Je te laisse le soin de prendre comme indicateur de ce tournant les abonnements IO depuis 4 ans, c'est à dire avant et après, inutile d'en dire plus ...*" et plus loin répondant à un autre militant du POI intervenant sur ce forum (NPA) "*Et Schivardi, et la campagne du candidat des maires de France pour 400k €, ça t'a pas fait mal au c.. ?*". Quel gâchis en terme d'énergie dépensée par les militants et d'argent gaspillé, pour quel résultat ?

Camarades du POI, Gluckstein et les vieux cerveaux sclérosés révisonnistes qui dirigent le CCI vous feront boire le calice de la honte jusqu'à la lie ! Remuez-vous, réagissez ! "*On aurait bien dû s'apercevoir que quand on renverse une bouteille, la lie monte et gâte le vin !* " (Balzac, les Paysans)

Extraits de quelques passages du *Programme de Transition* (1938) qu'ils n'ont jamais été capables d'interpréter correctement. Ils s'y fient à la lettre, alors que les conditions décrites par Trotsky n'existent plus ou ont subi de profondes transformation.

On ne peut pas mettre leurs erreurs répétées inlassablement depuis 70 ans sur le compte de Trotsky, puisqu'il n'a pas vécu assez longtemps pour corriger son programme ou le refondre en fonction des modifications intervenues immédiatement après-guerre, comme il ne pouvait pas prévoir quelle forme prendrait la lutte des classes à partir de 1945 en France et dans le monde.

Ajoutons qu'il faut être d'une mauvaise foi incroyable ou pratiquer le culte de la personnalité pour ne pas s'en apercevoir au cours d'une simple lecture ; en comparant de quelle manière il décrivait l'évolution prévisible de la société ou du monde à l'issue de la guerre et ce qui s'est passé réellement, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que cela n'avait pas grand chose à voir, notamment sur la question clé des conditions objectives et des ressources dont disposerait encore le capitalisme pour assurer sa survie pendant plus de sept décennies supplémentaires. A partir d'une analyse basée sur ce programme et qui n'allait rien avoir à voir avec la situation telle qu'elle allait se présenter à partir de 1945, fatalement la stratégie qui allait être adoptée pour construire le parti ne permettrait jamais d'atteindre cet objectif ou allait s'avérer désastreuse. C'est là qu'est la véritable origine de la crise de la IVe Internationale qui a éclaté en 1952-53, on y reviendra une autre fois.

1- "*Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes.*"

En réalité les forces productives ont continué de croître, même si une partie s'est transformée en forces destructives ; au contraire les nouvelles inventions et les progrès techniques ont conduit à un accroissement de la richesse matérielle dont presque chacun peut profiter en France et dans les pays similaires, sous forme de biens d'équipement (voiture, réfrigérateur, téléviseur, téléphone, machine à laver, etc. ; quant aux privations et aux souffrances, elles ne concernent pas les masses mais uniquement les couches les plus défavorisées du prolétariat, Trotsky n'a pas connu la société telle qu'elle existe aujourd'hui et depuis déjà plusieurs décennies où les hommes et les femmes travaillent, où deux salaires dans un ménage vous placent au rang des couches moyennes vivant confortablement, etc.

2- "*La crise actuelle, qui est encore loin d'avoir dit son dernier mot, a pu déjà montrer que la politique du New Deal aux États-Unis, pas plus que la politique du Front populaire en France, n'ouvre aucune issue dans l'impasse économique.*"

Ce constat concernait uniquement la période qui allait déboucher sur la seconde guerre mondiale, mais en aucun cas la période suivante au cours de laquelle l'extraordinaire potentiel industriel des Etats-Unis et son vaste marché intérieur allait tenir le rôle d'entraînement du capitalisme mondial... Trotsky n'a jamais affirmé qu'il serait impossible qu'une nouvelle période de prospérité (et de stabilité) du capitalisme voie le jour après guerre ou alors c'était une erreur.

3- "*Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir.*"

C'est exact, tout dépend à quoi on se réfère. D'un point de vue historique ou théorique, c'est exact, si maintenant on fait référence aux conditions objectives que connaissent les masses c'est faux, il faudrait que les conditions de travail et d'existence du prolétariat retombent au niveau qu'ils étaient autrefois pour que cette affirmation soit correcte. Les Lambert, Gluckstein et Cie. ont tout simplement confondu les deux en permanence jusqu'à nos jours. C'est seulement si la crise actuelle devait s'approfondir encore et encore que cette affirmation retrouverait toute sa justesse. Comme disait Marx à Bismarck : allez-y mesdames et messieurs Sarkozy, Cameron, Zapatero, Merkel, etc. frappez, frappez encore plus fort sur la tête du prolétariat, vous allez réussir l'exploit de déclencher une révolution prolétarienne dans votre pays...

4- "*Des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution.*"

On les chercheraient en vain de nos jours et depuis belle lurette, en tout cas en France ou en Europe.

5- "*L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier*"

Précision qui est tombée dans l'oreille d'un sourd nommé Lambert, puis Gluckstein. C'est la dégradation des conditions objectives des masses qui les conduisent à passer à l'action, or elles n'ont cessé de s'améliorer entre 1945 et le début des années 80, ce que Trotsky ne pouvait pas prévoir évidemment, par contre les dirigeants qui se réclament du trotskisme ont vu se dérouler

ce processus sous leurs yeux sans en tenir compte, ils ont continué d'agiter ce programme comme un fétiche.

6- "*Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière*".

On est passé depuis à 8% en incluant les cadres, 5% seulement dans le secteur privé ou marchand, dont les trois quart sont concentrés dans les grandes entreprises où les ouvriers sont les mieux payés ou disposent d'avantages importants par rapport aux autres travailleurs, leurs luttes ont généralement un caractère purement corporatiste, tout comme les fonctionnaires.

7- "*C'est pourquoi les sections de la IVe Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats. S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées ("progressistes"). Le syndicat n'est pas une fin en soi, mais seulement un des moyens dans la marche à la révolution prolétarienne.*"

En totale contradiction avec ce qui est écrit ici, il existe des liens organiques entre l'appareil du POI et celui de FO notamment. Ainsi nos valeureux "trotskystes" respectent à la lettre un programme qu'ils ont élevé au rang de dogme quand cela les arrangeait, et s'en détournait ou l'interprètait à leur manière quand il leur posait problème. Vous imaginez Gluckstein et ses amis s'engager dans la voie d'"*une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats*"...

8- "*Que la propagande pour les comités d'usine ne soit ni prématurée ni artificielle, c'est ce que démontrent amplement les vagues d'occupations d'usines qui ont déferlé sur un certain nombre de pays. De nouvelles vagues de ce genre sont inévitables dans un prochain avenir. Il est nécessaire d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste.*"

Vous en avez entendu parler lorsque le POI a lancé sa campagne pour l'interdiction des licenciements ? Non. Là le *Programme de transition* n'était plus une référence pour nos "trotskystes" à l'esprit ramoli, de même qu'ils ne mettront jamais en avant le mot d'ordre d'expropriation sans indemnité ni rachat.

9- "*Les comptes entre le capitaliste isolé et la société constitue un secret du capitaliste*", beaucoup moins de nos jours, depuis la création des Comités d'entreprise après guerre, puis notamment les lois Auroux au début des années 80, mais comme les syndicats sont contrôlés par des syndicalistes subordonnés au capitalisme, ces informations leur servent à mieux asservir les travailleurs au capitalisme au lieu de les aider à le combattre. Donc ce qui devait être un avantage s'est transformé en son contraire, un moyen supplémentaire pour subordonner les revendications des travailleurs à la bonne marche de l'entreprise. D'outil de combat contre le patronat, il est devenu un élément essentiel de la collaboration de classes, au même titre que la politique contractuelle.

On poursuivra plus tard cette lecture commentée du *Programme de transition*. J'ai rédigé ces lignes très rapidement, elles demandent à être complétées ou corrigées.

Trotsky avait rédigé ce programme sans tenir compte suffisamment de la place et de l'importance que prendrait le stalinisme après guerre, notamment dans les syndicats, il ne pouvait pas le deviner non plus. Un certain nombre de questions qu'il proposait de mettre en avant ne tenait pas compte de ce facteur.

Je ne sais pas si l'on peut dire qu'il a sous-estimé la nature bourgeoise que prendrait inévitablement le combat du mouvement ouvrier pour l'amélioration de la condition ouvrière, dès lors qu'il serait dirigé par des réformistes ou des staliniens principalement, et qui aurait pour conséquence de rendre aux ouvriers le capitalisme plus supportable et de les éloigner d'autant du socialisme et des conditions objectives indispensables pour qu'une révolution ait lieu. Trotsky a commis l'erreur selon moi de ne pas avoir tenu compte des conditions dans lesquelles la lutte des classes se développerait pendant une période de prospérité du capitalisme, sachant que le mouvement ouvrier serait dirigé par des lieutenants de la bourgeoisie, à sa décharge il ne pouvait pas prévoir que cette période allait durer environ 30 ans.

Il faut tenir compte aussi qu'il a écrit ce programme lorsque l'agriculture occupait encore environ un travailleur sur deux dans le pays, que l'industrie n'en occupait qu'un sur quatre ou légèrement plus et que le dernier quart ou légèrement moins concernait le secteur des services, vous corrigerez cette approximation, alors que de nos jours, les actifs dans le secteur de l'agriculture représentent à peine 4% de la totalité des travailleurs du pays, ceux du secteur des services 65 à 75%, et le reste dans l'industrie proprement dit.

Cela pour dire qu'on ne peut comparer que ce qui peut l'être, et qu'une grande partie de ce programme s'est avérée dépassée dès le lendemain de la guerre et bien davantage depuis, ce qui n'enlève rien aux analyses qu'il contenait et qui se sont avérées

exactes bien entendu. Il contient encore quelques éléments dont nous pouvons encore nous servir, mieux, certains qui ne correspondaient plus à la réalité d'hier et qu'ils auraient fallu abandonner, vont de nouveau se retrouver d'actualité. On ne jette pas le bébé avec l'eau du bain, on prend la peine de réfléchir avant.

Pour nous le marxisme n'est pas un dogme, aucun programme, au ouvrage rédigé par un marxisme ne doit être pris à la lettre, on peut en tirer des enseignements pratiques pour notre combat ou théoriques pour comprendre l'évolution du capitalisme et de la lutte des classes, de la société et du monde en général, mais pas davantage.

A ceux qui estiment insupportables de critiquer les oeuvres des marxistes ou leurs chers dirigeants, nous leur disons ceci : imaginez ce que serait devenu le Capital de Marx, quel usage il en aurait été fait s'il était paru dans sa version inachevée où des chapitres entiers comportaient de grossières erreurs d'analyse, excusez du peu, un volume sur trois selon Engels qui a juste eu le temps de le corriger avant de disparaître à son tour, vous l'auriez appris par coeur, vous l'auriez récité pendant des décennies, peut-être même toute votre vie, et bien dites-vous qu'ils ont dû laisser derrière eux pas mal d'erreurs qu'ils n'ont pas décelées ou qu'ils n'ont pas eu le temps de corriger.

Ajoutons qu'on ne peut pas leur imputer l'usage qui a été fait par la suite de leur oeuvre par une tripotée d'incapables ou d'opportunistes en tous genres, pour tromper les travailleurs, prendre le pouvoir ou tout simplement assurer la survie alimentaire de leur appareil. Ceux qui prétendent ne pas détenir la vérité, précisons à seul fin de mettre en confiance les militants, les ignorants ou les naïfs, sont généralement ceux qui se comportent comme s'ils la détenaient, ce n'est pas une affirmation, un simple constat, par expérience.

En famille. La réaction parade.

Qu'est-ce qu'il y a de plus réac qu'un dirigeant UMP-PS-FN admirateur de la police ou de l'armée ?

Touche pas à mon armée ! Pour défendre l'ordre des prédateurs, des affameurs, des parasites, des privilégiés, des ordures qui ruinent quotidiennement la vie de millions de travailleurs et leurs familles et bien davantage dans le monde et qu'il faut balayer de ce vieux monde pourri aurait dit Lénine.

«*Je pense que le temps est venu de supprimer les défilés militaires du 14 juillet parce que ça correspond à une autre période*», a déclaré la candidate d'Europe Écologie - Les Verts pour 2012, Eva Joly, fustigeant «*cette France guerrière*».

«*Si chaque année nous rendons hommage à nos forces armées le jour de la fête nationale, c'est parce que nous rendons hommage à une institution qui assure la défense des valeurs de la République française, de la liberté, de la fraternité, de l'égalité*», a estimé le premier ministre. «*Les forces armées françaises concourent au bon fonctionnement de la démocratie dans notre pays et c'est normal de leur rendre hommage. Je pense qu'il y a bien peu de Français qui partagent l'avis de Mme Joly*».

La présidente du Front national, Marine Le Pen, n'a pas non plus mâché ses mots sur RTL. «*Et pourquoi pas des stands pour fumer le chichon ?*», a-t-elle ironisé. «*Les propos d'Eva Joly sont consternants et démontrent qu'elle ne comprend pas le lien très profond qui existe entre les Français et leur armée. L'armée est le synonyme de notre liberté*», a-t-elle déclaré, assurant que l'ancienne magistrate n'était pas «*légitime*» pour la présidentielle.

Le rendez-vous de la honte.

Manuel Valls a jugé sur Twitter que «*tout cela n'est pas très sérieux*». Harlem Désir, le premier secrétaire du PS par intérim, a quant à lui évoqué sur France info «*un grand moment de rencontre entre la défense nationale et les citoyens*» et un «*grand rendez-vous*».

Un avis partagé par Ségolène Royal, également candidate à la primaire PS, qui a jugé sur France info qu'il était «*normal qu'on rende hommage au moins une journée par an à nos forces armées*». (source : lefigaro.fr 15.07)

Quelle grande famille quand même, sur tous les fronts ils se retrouvent, jusque dans les bas fonds de l'ignominie ! A bas l'armée des Versaillais, à bas la guerre, à bas toutes les forces de répression de ce régime qui tournent à la dictature.

Politique

1- Italie

Les députés italiens ont adopté vendredi un plan d'austérité de 70 milliards d'euros.

Il comprend notamment une augmentation de la participation aux soins de santé, des réductions des avantages fiscaux et des retraites les plus élevées, un report de l'âge de la retraite et des gels des salaires dans le secteur public. Le gouvernement

souhaite aussi privatiser des groupes publics comme les chemins de fer ou la police, une fois le pic de crise passé.

L'opposition italienne estime que le plan d'économies pèse injustement sur les faibles et a voté contre. Elle n'a toutefois pas présenté d'amendements qui auraient pu empêcher son adoption accélérée. Quant au président Giorgio Napolitano, qui avait demandé une approche non partisane du traitement de la crise, il a qualifié le vote du Sénat de "*miracle*". (AP 15.07)

2- Tunisie

La police tunisienne a tiré vendredi des grenades lacrymogènes pour disperser des centaines de manifestants venus demander une accélération des réformes, six mois après la chute de l'ancien président Zine ben Ali.

Plus de 700 manifestants se sont rassemblés sur la place de la Casbah à Tunis, le quartier historique de la ville, là où se trouvent les bureaux du Premier ministre Béji Caïd Essebsi, avant d'être chassés par les forces de l'ordre.

Les manifestants scandaient des slogans tels que "*Nous n'avons pas peur*" lorsque la police tentait de les disperser.

Des manifestations ont également eu lieu à Sidi Bouzid, où s'est immolé en décembre Mohamed Bouazizi, dont le geste a été le facteur déclenchant de la révolution tunisienne.

"*Nous voulons une nouvelle révolution*", criaient les manifestants, déçus par la lenteur des réformes qu'ils attendent maintenant depuis des mois.

"*Les gens sont en colère. Rien n'a changé et la frustration est bien là, chez tout le monde*", a dit à Reuters l'un d'entre eux, Mehdi Alharchana. (Reuters 15.07)

3- Egypte

Des milliers d'Egyptiens se sont massés vendredi place Tahrir, au Caire, afin de maintenir la pression sur les dirigeants militaires pour qu'ils accélèrent la démocratisation et jugent au plus vite l'ancien président Hosni Moubarak, ainsi que ses anciens collaborateurs.

Mais au-delà de ce grand rassemblement, l'absence des Frères musulmans, le mouvement politique le plus structuré de l'Egypte post-révolutionnaire, a été particulièrement remarquée.

Présents lors de la dernière grande manifestation organisée il y a une semaine en Egypte, les Frères musulmans ont justifié leur décision en expliquant qu'il fallait du temps aux autorités pour répondre aux demandes du peuple.

Selon les analystes, l'actuelle prudence de la confrérie des Frères musulmans s'expliquerait par le fait que ses responsables ne souhaitent pas froisser l'armée, qui dirige le pays depuis la chute du président Hosni Moubarak, en février.

"*Les jeunes rejettent en bloc le langage des menaces employé par le Conseil suprême des forces armées. Il rejettent aussi ce mode de dialogue*", a dit Mohamed Adel, un responsable du mouvement du 6-Avril.

Les mécontents de la place Tahrir, dont certains campent depuis une semaine à cet endroit, ont dit n'avoir pas du tout apprécié le ton utilisé cette semaine dans des communiqués de presse diffusés par l'armée, au sein desquels les manifestations étaient décrites comme des menaces pour l'ordre public.

Les autorités égyptiennes avaient prévenu qu'elles utiliseraient tous les moyens légaux, sans violence, pour faire cesser ces mouvements. Mais pour l'heure, aucune action dans ce sens n'a été mise en oeuvre à travers le pays.

Place Tahrir, vendredi, les slogans hostiles au pouvoir intérimaire ont fusé.

"*A bas le régime militaire!*", scandait notamment un groupe de personnes venues manifester.

D'autres demandaient que soient jugés tous les policiers qui ont tué des manifestants pendant les grands mouvements de contestation du début d'année.

Tous avaient un point commun, celui de demander que leurs revendications, en termes de démocratie et de justice, ne restent pas lettres mortes. (Reuters 15.07)

4- Syrie

La Syrie a été le théâtre vendredi des plus importantes manifestations depuis le début, en mars, du soulèvement contre le régime de Bachar al Assad, dont les forces de sécurité ont abattu au moins 20 contestataires pour cette seule journée, ont rapporté des témoins et des opposants.

Malgré une répression ayant coûté la vie à 1.400 civils depuis mars, selon le bilan des opposants, des centaines de milliers de Syriens sont descendus dans les rues après les prières hebdomadaires et la contestation semble désormais avoir atteint Damas, pourtant plus aisée et mieux quadrillée par l'appareil de sécurité.

Encouragés par cette évolution, les opposants restés en Syrie et ceux vivant en exil devraient tenter de se structurer samedi en créant un Conseil national de 75 membres.

"*Il s'agit des plus grandes manifestations à ce jour. C'est un défi lancé ouvertement aux autorités, notamment quand on voit la forte affluence enregistrée pour la première fois à Damas*", a déclaré Rami Abdelrahman, directeur de l'ONG Observatoire syrien des droits de l'homme.

La police n'a pas hésité à tirer à balles réelles sur la foule à Damas et dans ses faubourgs, où 11 personnes ont été tuées, ainsi qu'à Deraa, berceau de la contestation dans le sud de la Syrie, où l'on déplore quatre morts, ont rapporté des témoins et des militants de l'opposition. Trois autres personnes ont été tuées par balles dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, et deux autres à Homs.

A Hama, grande ville où en 1982 le régime baassiste a durement réprimé un soulèvement, une foule immense s'est rassemblée sur la place centrale, place de l'Oronte, en scandant: "*Le peuple veut le renversement du régime!*", pouvait-on voir sur des vidéos. La présence de blindés aux entrées de la métropole n'a pas dissuadé les contestataires de descendre dans les rues.

Au moins 350.000 personnes ont manifesté en outre dans la province orientale de Daïr az Zour, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Bien qu'étant le coeur de la modeste industrie pétrolière syrienne, la province de Daïr az Zour est l'une des régions les plus pauvres de ce pays de 20 millions d'habitants. Cette zone désertique souffre de pénuries d'eau depuis six ans, phénomène dû essentiellement, selon des experts, à une mauvaise gestion et à la corruption ambiante.

Parallèlement à cette répression, Bachar al Assad a promis d'engager des réformes et lancé un "dialogue national", qui a été boycotté par ses principaux opposants.

"*Les autorités sont en train de réagir au refus de l'opposition de participer au dialogue que le régime souhaitait mettre en place pour couvrir ses meurtres*", a déclaré Louay Hussain, personnalité de l'opposition restée à Damas et interrogée au téléphone par Reuters.

Des opposants ont prévu d'organiser une conférence samedi à Istanbul, en coordination avec une autre réunion d'opposants prévue à Damas.

Radouane Ziadeh, l'un de ces opposants, a déclaré à Reuters que cette conférence déboucherait sur l'élection d'un Conseil national de 75 membres, dont 50 issus de l'opposition restée en Syrie et 25 de celle en exil.

"*C'est la première fois que nous aurons un dialogue commun (entre) l'opposition en Syrie et les Syriens exilés*", a-t-il dit d'Istanbul. (Reuters 15.07)

5- Libye

Les pays de l'Otan et les puissances arabes membres du groupe de contact sur la Libye, réunis à Istanbul, ont reconnu vendredi le Conseil national de transition (CNT) mis en place par les insurgés comme seule instance représentative du peuple libyen.

Les puissances occidentales ont parallèlement annoncé qu'elles allaient accroître la pression militaire contre le régime de Mouammar Kadhafi et prévenu qu'il n'y aurait pas de pause pendant le ramadan, le mois de jeûne de la religion musulmane, qui commence cette année le 1er août.

La reconnaissance des insurgés de Benghazi comme "*autorité gouvernante légitime en Libye*" est d'importance: elle pourrait conduire au déblocage de milliards de dollars d'avoirs libyens actuellement gelés (plus de 34 milliards de dollars sont gelés aux Etats-Unis). (Reuters 15.07)

6- Bahreïn

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé vendredi à un rassemblement du Wefaq, principal parti de l'opposition chiite à Bahreïn, pour réclamer des réformes politiques dans le royaume.

Après avoir écrasé par la force un soulèvement majoritairement chiite en février et mars, la famille régnante sunnite a ouvert un dialogue national depuis deux semaines.

Devant environ 30.000 partisans agitant des drapeaux bahreïnis et scandant "un homme, une voix", le chef du Wefaq, le cheikh Ali Salman a réclamé vendredi des réformes offrant au peuple davantage de pouvoir dans la conduite des affaires du pays.

"*La véritable victoire est de parvenir à un consensus national sur de profondes réformes démocratiques répondant aux exigences du peuple en faveur de la justice et apportant sécurité, stabilité et développement*", a-t-il dit.

Il a aussi annoncé que le Wefaq déciderait dimanche du maintien ou non de sa participation au dialogue national.

Les délégués de cette formation ont claqué la porte des discussions mardi après l'emploi par un représentant sunnite d'un terme péjoratif pour désigner les chiites. Quelques heures plus tard, ils ont annoncé qu'ils souhaitaient se retirer définitivement des consultations, déjà contestées en raison du faible poids donné à l'opposition, représentée par 35 délégués sur 300.

Le gouvernement s'est engagé à poursuivre ce dialogue même en cas de départ du Wefaq mais un retrait de cette formation perçue comme modérée fragiliserait le processus.

Le Wefaq doit prendre en compte le poids croissant au sein de la communauté chiite des plus radicaux réclamant l'abolition de la monarchie et l'instauration d'une république. Ces derniers soulignent la faiblesse des résultats obtenus par le Wefaq avec son approche plus modérée.

"*Nous ne sommes pas pour renverser le régime, nous sommes pour le réformer*", a répété vendredi Ali Salman, ce qui a conduit certains radicaux à quitter le rassemblement de dépit.

"*Mais soyons clairs, nous sommes pour de profondes réformes démocratiques*", a-t-il ajouté.

La colère continue de gronder au sein de la communauté chiite, majoritaire dans le pays. Des manifestations bourgeonnent quotidiennement dans les villages entourant Manama, la capitale, et la police anti-émeutes tente de les disperser à l'aide de grenades assourdissantes, de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes. (Reuters 15.07)

Social

1- Grande-Bretagne

Les journalistes de la BBC ont entamé une grève de 24 heures, vendredi 15 juillet, contre les suppressions d'emplois programmées au service international, le prestigieux World Service, du fait des coupes budgétaires imposées par le gouvernement.

Le programme d'information du matin de la radio nationale Radio 4 a été très perturbé. Selon un porte-parole de la BBC, 387 postes doivent être supprimés au World Service du fait de la baisse du financement gouvernemental.

La plupart seront des départs volontaires mais 'plus de 100 postes devront être supprimés de façon contraignante', a affirmé ce porte-parole.

'*Nous poursuivrons nos efforts pour réduire le nombre de licenciements, mais il semble impossible de l'éviter complètement*', a précisé un communiqué de la BBC. Le syndicat NUJ (National Union of Journalists) a jugé '*honteux*' que la direction 'provoque' la grève pour des suppressions d'emplois qui pourraient, selon lui, être évitées en négociant des départs volontaires.

Le World Service est financé par le ministère des affaires étrangères, qui a exigé 16 % d'économies sur quatre ans à compter de 2011. Le service international a perdu l'an dernier 14 millions d'auditeurs, à la suite de la fermeture de plusieurs services de langues.

Dans le monde, 166 millions de personnes ont écouté le World Service chaque semaine en moyenne pour l'exercice 2010-2011 terminé en mars, contre 180 millions en 2009-2010.

En juin, le gouvernement britannique a rétabli 2,5 millions d'euros de fonds qui avaient été ponctionnés sur le service arabe de la BBC au nom de l'austérité. (lemonde.fr 15.07)

2- Ethiopie

Cinq millions de personnes sont exposées au risque de choléra en Ethiopie, pays touché par une grave sécheresse et où des cas de diarrhées aiguës, l'un des symptômes de cette maladie, ont été signalés, a fait savoir vendredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

"*Au total, 8,8 millions de personnes sont exposées au paludisme et cinq millions au choléra (en Ethiopie)*", a déclaré le porte-parole de l'OMS, Tarik Jasarevic.

Les autorités sanitaires éthiopiennes ont confirmé des cas de diarrhées aiguës dans les régions de Somali, d'Afar et d'Oromiya, a-t-il dit à Reuters.

La sécheresse qui frappe la Corne de l'Afrique touche actuellement une dizaine de millions d'habitants, aussi bien en Ethiopie, à Djibouti, au Kenya qu'en Somalie, et elle aggrave le risque de propagation de maladies infectieuses comme la polio, le choléra et la rougeole, précise l'OMS. (Reuters 15.07)

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que pendant ce temps-là les marchands de canon continuent de vendre des armes au régime éthiopien corrompu.

Economie

1- UE

1.1- Huit banques européennes (sur 90) ont échoué aux tests de résistance qui devaient évaluer leur réaction en cas de récession prolongée, a annoncé vendredi l'Autorité bancaire européenne.

Ces examens, qui ne prenaient pas en compte l'hypothèse d'un défaut de la Grèce.

Ils ont révélé que les banques qui ont échoué avaient besoin de 2,5 milliards d'euros de capitaux frais, bien moins que ce qu'anticipaient la plupart des analystes.

Cinq banques espagnoles, deux grecques et une autrichienne ne sont pas parvenus à surmonter le scénario le plus rude.

"*Avec seulement huit banques qui échouent, et la nécessité pour ces banques de lever 2,5 milliards d'euros de capital, ce n'est pas la solution si l'on veut restaurer la confiance*", a commenté Michael Symonds, analyste credit de Daiwa Capital Markets à Londres.

"*Ce dont nous avions besoin, c'était de voir davantage de banques échouer et devoir à terme lever davantage de capital.*"

Les banques qui ont échoué ont désormais jusqu'au mois de septembre pour détailler la manière dont elles comptent combler leur déficit en fonds propres, tandis que leurs gouvernements doivent se tenir prêts à intervenir, avec de l'argent public si besoin.

"*Les résultats des stress tests montrent que les banques européennes sont plus fortes et mieux à même de résister aux chocs*", ont réagi les commissaires européens au Marché intérieur et aux Affaires économiques et monétaires Michel Barnier et Olli Rehn dans un communiqué commun.

L'opération n'est pas sans détracteurs. Ces derniers soulignent l'absence de l'hypothèse d'un défaut, même partiel, de la Grèce, qui entraînerait de lourdes pertes pour les banques françaises et allemandes.

La crainte que la crise grecque s'étende à l'Espagne et à l'Italie a fait s'envoler les taux de rendement de la dette de ces deux pays et de leurs banques. (Reuters 15.07)

Commentaire.

Ils ont réalisé ces tests à partir d'un scénario particulièrement optimiste qui n'a pas lieu d'être, et qui sera démenti dans les jours ou semaines à venir, preuve de leur désarroi et de leur impuissance à juguler cette crise qui finira bien un jour par prendre une tournure incontrôlable, un peu de patience...

1.2- Le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy a annoncé vendredi avoir convoqué un sommet extraordinaire des dirigeants des pays de la zone euro pour le 21 juillet sur la crise de la dette et l'aide à la Grèce.

«*J'ai décidé de convoquer une réunion des dirigeants des Etats de la zone euro jeudi 21 juillet à 12H00 (10H00 GMT) à Bruxelles*», a-t-il indiqué sur son site de messageries twitter. «*Notre ordre du jour sera la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble et le futur financement du programme (d'aide) grec*», a-t-il précisé. (20minutes.fr 15.07)

Vendredi, un consensus ne semblait toutefois pas encore à portée de main entre les membres de la zone euro sur les contours d'un second plan d'aide à la Grèce et notamment sur la double question d'une participation du secteur privé et d'un possible "*défaut sélectif*" du pays.

"*Nous supposons que Van Rompuy a lancé l'invitation en jugeant qu'une solution pour la Grèce aurait été trouvée d'ici là*", a déclaré une porte-parole du gouvernement allemand. (Reuters 15.07)

2- Etats-Unis.

Citigroup (la troisième banque américaine par les actifs) a fait état vendredi d'une hausse de près de 24% de son bénéfice net au deuxième trimestre à 3,34 milliards de dollars (2,36 milliards d'euros).

C'est le sixième bénéfice trimestriel consécutif pour Citigroup, qui avait bénéficié de l'injection de 45 milliards de dollars d'aide fédérale américaine pour s'extirper de la crise financière.

Ces résultats ont été publiés au lendemain de ceux de JPMorgan Chase & Co, également ressortis meilleurs qu'attendu.

Citigroup a fait savoir que son produit net bancaire au deuxième trimestre ressortait à 20,6 milliards de dollars. (Reuters 15.07)

Haut de page

Le 17 juillet

Voilà comment ces gens-là s'en sortent avec une pirouette.

Selon le comédien et metteur en scène Denis Podalydès qui a interprété Nicolas Sarkozy dans "La conquête", Beckett répondait à la question "*pourquoi écrivez-vous ?*" : "*Bon qu'à ça*", pour justifier son refus de s'engager en politique ou plutôt pour justifier son ignorance du fonctionnement de la société avec laquelle d'ailleurs il s'accommode très bien.

A cette catégorie des masses on peut ajouter les membres des professions libérales (médecin, avocat, architecte, etc) qui sont très souvent dans le même cas et qui utilisent les mêmes subterfuges pour justifier leur choix politiques ou leur ignorance. Cela ne concerne pas seulement la politique, en dehors de ce qui se rattache à l'exercice de leur profession, ils sont pratiquement incultent dans tous les domaines ou dans le meilleur des cas en dehors d'un hobby ou deux ils ne possèdent que des connaissances superficielles qui suffisent à assouvir leurs petits besoins quotidiens. Ils sont en fait dans la même situation que les nantis du régime qui appuient sur un interrupteur et qui s'exclament : Youpi et la lumière fût !

Allez demander à un intellectuel de réparer une prise de courant ou de changer la courroie de l'alternateur de sa bagnole, la plupart en sont incapables, ils ne savent rien faire de leurs dix doigts.

Tous ces gens-là sont des handicapés de la vie qui en imposent par leur statut social dans cette société, et ils ne méritent certement pas le statut supérieur que leur attibuent les ouvriers, qui eux n'ont pas à rougir du leur mais qui manquent singulièrement de confiance en eux, c'est là que je voulais en venir, sans évidemment exclure ces gens-là du combat que nous menons contre le régime.

Que dit ce comédien, parce qu'il se consacre à son métier il n'aurait pas de temps à consacrer pour essayer de comprendre comment fonctionne la société, car c'est cela également la politique. Donc lorsqu'il va voter ou doit s'exprimer sur une question sociale traiter au niveau politique, il le fait en toute inconscience, en fait sa décision est uniquement guidée par des considérations d'ordre purement individuelles, du genre : à titre personnel quel intérêt ai-je à soutenir telle ou telle idée ou mesure, qu'est-ce que cela va me rapporter, en s'en foutant pas mal de savoir si elle va nuire à la majorité, il l'ignore et ne tient pas à le savoir, car sa bonne conscience ne peut exister sans une bonne dose d'hypocrisie.

A la question de savoir qui doit diriger la révolution, quelle classe doit prendre le pouvoir, la réponse est claire, certainement pas

ces couches de petits bourgeois dont le niveau de compréhension de la société se limite à ce qui leur permet de vivre confortablement en régime capitaliste et se résume finalement à leur nombril.

Le film *La conquête* dans lequel ce comédien interprètait Sarkozy a été un bide, paraît-il, tant mieux, conseillons à ce comédien et aux autres de consacrer davantage de leur temps à étendre leur champs de connaissances au-delà de leur panse...

Le combat contre l'ignorance ne concerne pas uniquement les ouvriers ou les employés, ils s'adressent à toutes les couches exploitées de la société.

Bien dit

- Dette : Hollande s'aligne sur l'objectif du gouvernement - LeFigaro.fr (16.07)

Pas d'ostracisme, tous les candidats du PS sont sur la même ligne politique réactionnaire, d'ailleurs à l'unanimité ils ont adopté récemment le programme que leur direction leur a soumis.

Politique

1- France.

En famille. Comment préparer les esprits à une nouvelle de cure d'austérité encore plus brutale que la précédente. Mode d'emploi.

Dans *Le Monde* daté du 17 juillet, François Hollande estime que le déficit de l'Etat doit être réduit à 3% dès 2013, soit l'échéance fixée par l'actuel le gouvernement

Le député de Corrèze explique qu'il ne s'agit pas de céder à une quelconque pression des marchés ou des agences de notation, mais de créer les conditions pour que la France retrouve confiance en elle.

"*Nous ne pouvons pas laisser gonfler la dette publique au risque de faire de la charge de nos intérêts le premier budget du pays, ce qui altèrerait toutes nos marges de manoeuvre*", explique-t-il.

François Hollande assure que s'il est élu, la première réforme du quinquennat sera la réforme fiscale. "*Le candidat qui annonce qu'il n'y aura pas d'effort supplémentaire après 2012 sera un président qui se parjurera*". (Reuters 16.07)

Traduisons : Hollande est sur la même ligne réactionnaire que Sarkozy, parce qu'il partage avec lui son interprétation de la situation économique et sa détermination à faire payer cette crise aux travailleurs. Il le revendique et s'en défend à la fois, exercice périlleux qui ne trompera que ceux qui veulent bien l'être, il le revendique "*pour que la France retrouve confiance en elle*", les marchés ne fonctionnent qu'à la confiance c'est bien connu, Hollande en est un représentant, il s'en défend parce que lui s'il était élu il disposerait de "*marges de manoeuvre*", mais comme c'est un grossier mensonge, il doit bien admettre qu'il y aura un *effort supplémentaire (à faire) après 2012*", inévitablement évidemment, lui il n'y est pour rien le philistin, c'est de la faute à Sarkozy responsable de l'envolée de la dette et du déficit, alors qu'il vient de nous expliquer qu'il allait en réalité poursuivre sa politique. En tant que représentant des intérêts de la même classe sociale, celle du CAC 40, a-t-il vraiment le choix ?

Pourquoi affichent-ils tous ainsi la couleur pour l'après 2012 ?

D'une part, parce qu'ils sont tous soumis aux lois du marché, à l'UMP, puisque c'est naturel chez eux ils ne prennent pas trop la peine de le camoufler ou de le nier, au PS comme cela l'est moins du côté de leurs électeurs par rapport à ses dirigeants totalement inféodés au capitalisme, ils louvoient en permanence entre des vérités qui ne sont finalement que des constats et des contre-vérités (fatalité) qu'ils enrobent pour donner l'illusion que leur parti et leur programme seraient différents de l'UMP, et si les lois du marché s'imposent également à eux, voyez-vous c'est bien malgré eux... après s'en être réclamées, quand on boit le calice de l'infâmie mesdames et messieurs c'est jusqu'à la lie !

D'autre part, c'est pour préparer les esprits à ce qui attend les travailleurs à partir de mai 2012 et les empêcher de trouver une issue politique à la crise du capitalisme en dehors dur régime en place, ils n'auraient le choix qu'entre la peste et le choléra à défaut de pire, le FN par exemple... ou la révolution.

Hollande et les autres candidats du PS tiennent sur le fond exactement le même discours tout en se réclamant du socialisme qu'ils foulent aux pieds en permanence ou qui leur est totalement étranger. Si leur candidat est élu en 2012, il va appliquer au nom du socialisme la même politique que Papandréou ou Zapatero contre la classe ouvrière.

Dès lors je suggère qu'à partir de cette date tous les partis, organisations, groupes, comités de militants qui se réclament du socialisme et de la révolution prolétarienne unissent leurs forces et leur énergie, concentrent tous leurs moyens matériels, humains et financier, dans une énorme campagne nationale pour réhabiliter le socialisme et démontrer point par point aux travailleurs que le socialisme se situe aux antipodes de la politique antisociale appliquée par le gouvernement, que les partis qui sont au pouvoir et se réclament du socialismes y sont en réalité totalement étranger, en appelant à construire ensemble un parti ouvrier révolutionnaire sur les bases et dans la perspective du socialisme.

Pour ainsi dire, au lieu de participer à cette farce électorale inique dont on connaît l'enjeu, on vient de l'évoquer, le POI, le NPA ainsi que LO devraient dès maintenant étudier cette proposition et se préparer à mener cette bataille tournée évidement contre la Constitution et les institutions de la Ve République, histoire de montrer aux travailleurs qu'il existe bien une alternative au capitalisme et au régime bonapartiste en place : le socialisme.

Cette campagne pourrait parfaitement s'inscrire dans le prolongement de la bataille engagée par le POI contre le projet de "réforme constitutionnelle" présenté par Sarkozy, parallèlement à celle qui vient d'être lancée par des syndicalistes en défense des syndicats, deux batailles que nous soutenons en invitant tous les militants à y participer quel que soit le parti ou le syndicat dans lequel ils militent ou s'ils sont inorganisés.

Nous sommes face à un problème politique et c'est au niveau politique que se situe l'issue à la crise du capitalisme.

Nous ne quémandons pas des miettes au régime pour mieux le supporter demain, notre objectif est de l'abattre et d'avancer sur la voie du socialisme, de la démocratie et de la liberté, afin de sortir un jour du royaume de la nécessité qui nous réduit en esclavage depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe, et compromet gravement de nos jours jusqu'aux moyens d'existence des générations futures que le capitalisme s'emploie quotidiennement à hypothéquer pour assurer sa survie.

Les travailleurs sont en proie à une grave crise de confiance en eux, parce qu'ils sont incapables de relier leurs besoins ou leurs aspirations à une perspective politique, qui, si elle se réalisait leur permettrait d'entrevoir les conditions dans lesquelles il serait enfin possible de les satisfaire. A chacun de prendre ses responsabilités.

En étant confronté quotidiennement à des problèmes de plus en plus insolubles et dramatiques, les travailleurs doivent déployer des génis d'imagination pour contourner ces obstacles et trouver des solutions partielles et temporaires pour survivre.
Alors accompagnons leur démarche, nourrissons-là, faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à entrevoir le bout du tunnel, le meilleur moyen c'est encore de les aider à donner une orientation politique correcte à leur résistance ou à leur combat.

On a beau dire ce qu'on voudra, on ne se dresse pas contre l'infâmie, si quelque part on n'a pas conscience qu'on n'est pas seul à partager cet état d'esprit et qu'on finira bien un jour par en venir à bout.

Organisez-vous, syndiquez-vous, rejoignez le parti politique qui semble le plus proche de vos convictions, qui entend rompre avec les institutions de la Ve République, avec l'UE et toutes les institutions internationales du capital, rejoignez les comités qui regroupent des travailleurs et des militants qui combattent pour la même cause que la vôtre.

Aider la classe à prendre confiance en elle-même, de sa gigantesque force qu'aucun régime ne peut vaincre dès lors qu'elle est en marche et orientée dans la bonne direction, l'aider à rompre avec son isolement, son atomisation qui en fait une proie facile pour les diseuses de bonnes aventures, du genre Hollande, Aubry, Laurent, Mélenchon, la propagande gouvernement relayé par les médias aux ordres, telle est la tâche de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat organisée.

2- Yémen

Les manifestants yéménites hostiles au président Ali Abdallah Saleh ont mis sur pied samedi un conseil de transition constitué de personnalités de l'opposition, chargé de conduire les efforts visant à contraindre le chef de l'Etat à renoncer à ses fonctions.

Des groupements de jeunes, qui ont été à la pointe des manifestations anti-Saleh depuis le début de l'année, ont déclaré lors d'une conférence de presse que ce conseil, fort de 17 membres, comprendrait l'ancien président Ali Nasser Mohamed et des dirigeants de plusieurs organisations d'opposition, dont des exilés.

Un responsable de la coalition des partis traditionnels d'opposition a fait savoir qu'elle ne soutiendrait pas le nouveau conseil provisoire.

"*Ce conseil ne reflète pas (nos points de vue), car nous avons un projet différent. Il ne représente que ceux qui l'ont créé*", a déclaré à Reuters Hamid Assim, secrétaire général adjoint d'un parti nationaliste d'opposition. (Reuters 16.07)

Economie

Chine-Iran

L'Iran et la Chine ont signé samedi 16 juillet une série d'accords pour des projets d'infrastructures, d'un montant total de 4 milliards de dollars, dans les domaines de l'énergie, de l'eau, de l'industrie, des mines et de l'environnement, ont rapporté les médias iraniens.

La Chine doit notamment vendre à l'Iran une soixantaine d'incinérateurs avec récupération d'énergie, d'une valeur de 500 millions de dollars, qui seront installés d'ici un an dans les grandes villes du pays et le long de la région touristique de la mer Caspienne. Pékin doit de son côté augmenter ses importations de minerais iraniens, selon la télévision d'Etat.

'*La Chine est désormais le premier partenaire économique de l'Iran et il est prévu de faire passer le volume des échanges de 30 milliards de dollars l'année dernière à 100 milliards de dollars dans le futur*', a déclaré, sans donner d'échéance, le vice-président iranien Mohammad Javad Mohammadi-Zadeh à la télévision d'Etat. Selon l'ambassadeur de Chine à Téhéran cité par Irna, '*les échanges bilatéraux vont atteindre plus de 40 milliards de dollars cette année*' (2011).

La Chine a fortement renforcé sa présence économique et commerciale en Iran au cours des dernières années, notamment dans le secteur pétrolier et gazier, profitant de l'embargo occidental qui a obligé de nombreux partenaires européens de l'Iran à se retirer. Pékin achète désormais près de 20 % du brut iranien. (lemonde.fr 16.07)

Haut de page

Le 18 juillet

Monsieur Coquéma je ne répondrai pas à votre courriel qui est parti directement à la poubelle, sans lecture je précise, vous comprendrez que je n'ai pas de temps à perdre avec des gens complètement sclérosés.

Un camarade (ex- POI-CCI) m'a adressé un courriel contenant des infos et des liens en rapport avec la polémique intervenue à la suite de l'arrêté municipal pris par G. Schivardi, puis retiré sur ordre de la préfecture de l'Aude, et je me suis demandé si je devais les traiter ou les utiliser ou non, et si oui de quelle manière. En réalité c'est très délicat, mais pas impossible à condition de bien faire la part des choses, ce que je vais essayer de faire ici.

Que des gens aussi infréquentables que l'organisation d'extrême droite Egalité et Réconciliation d'Alain Soral (http://www.egaliteetreconciliation.fr) soutiennent Schivardi a de quoi questionner plus d'un militant du POI. Maintenant il faut être honnête et reconnaître qu'il était pratiquement inévitable que des personnes animés par des idées à mille lieux de celles du POI récupèrent cette affaire, précisons, dans certaines proportions seulement. Donc attention de ne pas tomber dans le piège de l'amalgame

Si le POI se serait bien passé de cette publicité plutôt embarrassante, on est quand même en droit de se demander comment ce parti a-t-il pu en arriver à s'attirer le soutien d'une formation d'extrême droite, sans parler de certains élus de l'UMP qui ont dû applaudir des deux mains à cet arrêté municipal.

Maintenant si l'on se demandait d'où venait cet engouement pour le POI de la part de gens d'extrême droite, on s'apercevrait qu'il ne datait pas d'hier. S'ils se sont reconnus dans cet arrêté municipal, c'est parce que pour eux il s'inscrit dans la continuité de leur combat pour la défense de la nation que partage effectivement le POI et d'autres formations politiques soit-disant de gauche précisons, le MRC de Chévènement par exemple, mais aussi plusieurs formations politiques de droite issues de l'UMP.

De notre côté, nous n'avons jamais manqué une occasion d'indiquer selon nous que la ligne politique consistant en la défense de la démocratie, de la République, de la nation tel que le POI la concevait constituait une dérive droitière en rupture avec le marxisme, dans la mesure où elle n'était pas orientée systématiquement dans la perspective d'une République sociale ou socialiste ou d'un Etat ouvrier.

Nous avons aussi pointé à plusieurs reprises que le POI concentrait son intervention dans la lutte des classes sur ces valeurs ou principes, la démocratie et la République au détriment du socialisme qui passait systématiquement ou presque à la trappe. Du coup, il est tout à fait normal que des gens de droite ou d'extrême droite se reconnaissent dans le POI, s'en disent très proches ou sympathisants, certains affirment même avoir adhéré un temps au POI.

On se souviendra des interviews de Schivardi qui ne prêtaient à aucune confusion sur les intentions des dirigeants du POI, ce qui nous fait dire aujourd'hui qu'ils ont récolté ce qu'ils ont sem, deux extraits suffiront :

1- "*Nous sommes plus partisans de sauver la France qui va très mal actuellement*" (interview de Schivardi - Le Midi Libre -

décembre 2008).

2- A propos de la transformation du PT en POI "*Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant, dont le congrès fondateur se tiendra les 14 et 15 juin à Paris. Ce sera un parti des Français pour les Français, dans une Europe des pays libres.*" (Interview de Schivardi - France Soir 24 avril 2008)

Pas de quoi s'étonner quelques années plus tard que l'on trouve ce genre de commentaires dans la bouche d'une personne se présentant comme un "*sympathisant du POI*" dans le site Egalité et Réconciliation :

"*De mémoire, Alain Soral a mentionné quelques fois le POI dans d'anciennes interviews :*

"La nation est le dernier rempart contre la mondialisation libérale, et ça même les trotskystes l'ont compris. Les trotskystes intelligents hein, le POI, pas Besancenot".

"On a envoyé une délégation E&R au POI. Ils ont refusé notre main tendue sous prétexte qu'on a été proches du FN, alors qu'on est d'accord sur tout".

Peut-être Alain pourrait-il nous éclairer un peu plus ? Sinon, bravo à E&R pour ce soutien. "

Un adhérent de cette formation politique enchaînait :

- "*Est ce qu'il y aurait pas une pétition à signer pour soutenir M. Schivardi ? (Je sais que les pétitions ne mènent nul part mais c'est surtout un geste en guise de soutien)*"

Question : comment est-il possible qu'un adhérent de ce mouvement d'extrême droite en arrive à la conclusion à propos du POI "*on est d'accord sur tout*", sinon parce que le POI privilégie l'aspect nationaliste de sa ligne politique au détriment du socialisme dans lequel ces gens-là ne pourraient pas se reconnaître ?

Cependant les choses ne sont pas aussi simples, car l'extrême droite s'approprie une grande partie des idées du socialisme pour détourner les travailleurs des partis ouvriers et constituer une armée de lumpenprolétaires qui demain combatteront au côté de la réaction contre la révolution, ce en quoi le POI ne porte aucune responsabilité évidemment.

Gageons seulement que si le POI et avant lui le PT avait engagé le combat pour la rupture avec l'UE strictement dans la perspective de l'abolition des institutions de la République et l'établissement d'un Etat ouvrier, le socialisme, il y a fort à parier un, que des gens comme Schivardi ou des "*gens de droite*" n'auraient jamais adhéré à un tel parti, ce que le passage du PT au POI devait permettre et confirme mon analyse sur l'origine de cette opération lamentable, je le rappelle au passage ; deux, qu'aucune confusion n'aurait pu s'installer (durablement) dans la tête de travailleurs entre les intentions et les objectifs politiques du POI et une formation d'extrême droite ou qu'elle aurait été rapidement dissipée, au lieu de se maintenir pendant des années comme on peut le constater ici.

C'est sur ce plan-là que la politique droitière du POI est insupportable, inexcusable et doit être combattue. Les dirigeants du POI en portent l'entière responsabilité. L'opportunisme sans frontière entre les classes ne peut aboutir qu'à la plus grande confusion possible dans la tête des travailleurs, alors que notre combat doit consister à les aider à y voir plus clair parmi tous les partis qui parlent en leur nom ou se réclament abusivement du socialisme.

Non, on ne peut pas faire feu de tout bois sous prétexte de combattre contre l'Union européenne afin de freiner sa construction. Le POI peut se défendre d'avoir franchi la frontière qui existe entre les classes, cependant la collusion qui existe dans sa ligne politique aux relents nationalistes dans laquelle se reconnaissent des formations politiques de droite ou d'extrême droite revient finalement exactement au même, autrement dit, ce que ses dirigeants critiques chez d'autres partis, le PS et ses satellites en l'occurrence.

Quel militant du POI pourrait soutenir un instant, que si le POI avait situé son combat pour la défense de la souveraineté de la France, puisque c'est bien de cela dont il s'agit à l'opposé du régionalisme intégré à l'UE faisant disparaître les nations ou les Etats indépendants, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, qui peut soutenir sérieusement que dans cette perspective que ne partagent évidemment pas ces gens d'extrême droite ou de droite, ceux-ci se seraient précipités pour soutenir Schivardi ou auraient affirmé être sur la même longueur d'onde que le POI ? Impossible évidemment, dès lors qu'ils sont férocement contre la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, mot d'ordre révolutionnaire qui implique l'abolition du système capitaliste dont ils sont des représentants.

Les dirigeants du POI et avant eux ceux du PT ou du PCI, en fait les mêmes ou leurs disciples, n'ont cessé avec une remarquable constance au cours du demi-siècle passé, de prendre bien soin de séparer le combat pour des revendications

sociales ou transitoires des objectif politiques pour lesquels le prolétariat devrait combattre pour s'émanciper du capital, reprenant à leur compte la méthode des réformistes ou des staliniens qui devait aboutir à mieux subordonner la classe ouvrière au capital, ce que l'on retrouve dans leur combat pour la défense de la nation qu'ils ne situent pas dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe qu'ils ont troqué pour une "*Europe des nations*" ou une "*Europe des pays libres*" compatible avec le programme de formation de droite ou d'extrême droite.

On pourrait ajouter à ce palmarès qu'on n'enviera pas, les staliniens du PRCF avec lesquels les dirigeants du POI flirtent ouvertement (Compte-rendu de la rencontre POI-PRCF du 25 juin 2011 sur Internet), au nom du front unique, mais cela vous l'aviez déjà deviné.

Le PRCF vient encore de s'illustrer en hurlant avec les loups (Sarkozy, Fillon, Le Pen, Valls et Cie) contre les propos tenus par Eva Joly à l'occasion du défilé militaire du 14 juillet, il estime que "*son attaque contre le défilé militaire du 14 juillet n'a d'autre sens que de démolir ce qui demeure une expression de l'indépendance et de la souveraineté nationale*", donc sous prétexte de défendre l'existence de la nation contre la tentative de l'UE de la faire disparaître, ils en arrivent à soutenir une manifestation à la gloire de l'armée française, pourquoi, parce que comme au POI, pour eux la défense de la nation est un principe supérieur à celui du socialisme, alors qu'à l'opposé nous estimons que la défense de la nation devrait être subordonnée au combat pour le socialisme, l'inverse consistant en pratique à abandonner le combat pour le socialisme. Ils en sont restés à la révolution de 1789, au drapeau tricolore, à la Marseillaise, ceci explique cela.

Le PRCF revendique un opportunisme tout azimut qui n'a rien à envier au POI lorsqu'il affirme "*s'adresser aux forces progressistes, républicaines, qui combattent pour la sortie de l'euro et de l'UE*", y compris des gaullistes précisant qu'"*il est d'ailleurs engagé présentement dans la démarche de l'Arc républicain de progrès*", tandis que le POI s'encanaillent avec le Parti Radical (membre de l'UMP) de Borloo à l'Assemblée nationale au sein d'un comité pour la défense de la laïcité par le biais de la Libre Pensée, à la direction de laquelle les militants du POI ont élu un pur produit de l'anticommunisme d'après-guerre et bureaucrate syndical de son état, Marc Blondel, sans oublier leur appartenance revendiquée à la franc-maçonnerie où se retrouve côte à côte représentants du capital et de soit-disant trotskystes, ainsi la boucle est bouclée, on a envie de dire que les uns ne valent pas grand chose de mieux que les autres tellement ils se ressemblent finalement.

Contrairement aux dirigeants du POI, ceux du PRCF ont cru bon de préciser que leur politique tournée contre l'UE ne constituait pas un « *repli national* », dés fois que des militants un peu trop curieux auraient pu croire le contraire ou percer leurs véritables intentions, ils ont préféré prendre les devants en avançant un argument partagé par le POI, selon lequel : "*sortir de l'UE peut contribuer à l'ouverture de la crise révolutionnaire. Si la France ou un autre pays sortait de l'UE, cela provoquerait une onde de choc au moins continentale.* ", alors qu'en réalité cela ne changerait absolument rien aux conditions objectives que connaissent les masses ni à leur niveau de conscience politique, deux facteurs qui ne sont manifestement pas mûrs si l'on en juge par leur faible niveau de mobilisation ou d'organisation. La France sort de l'UE, elle adopte le franc, le dévalue et la vie continuerait comme avant sous la Ve République... A ce que je sache, la Grande-Bretagne n'a pas adopté l'euro, question : la situation du prolétariat est-elle plus enviable que celle du prolétariat des pays de la zone euro ? Non ! Etc. etc. etc.

Le PRCF a cru bon de préciser lors de cette rencontre avec le POI, que son objectif n'était pas "*d'en revenir à une situation de type 1945*", ce qu'on aurait pu deviner sans peine après s'être encanaillé avec des gaullistes pur jus qui ne doivent pas être des adeptes forcenés de la IVe République !

A l'opposé, nous affirmons que le combat politique devrait se concentrer contre les institutions de la Ve République qui sont les représentants politiques du capitalisme, les piliers de l'Etat, et subordonner notre activité dans la perspective de les abattre, notre combat consistant à aider les travailleurs à se saisir de cet objectif politique, à donner une orientation politique correcte, révolutionnaire à leur combat, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui comme hier, chacun a pu le constater lors de la dernière mobilisation sur les retraites. Passons sur le fait qu'il peut très bien exister une situation révolutionnaire sans que les masses trouvent la voie de la révolution, ce qu'ont cure ces messieurs.

Sous prétexte que la révolution et le socialisme n'était pas pour demain, ils ont abandonné cette perspective, ils n'ont pas voulu y préparer les masses ou les organiser dans cette perspective, et le jour où la situation sera révolutionnaire, vous verrez qu'ils seront les premiers à s'étonner que les masses s'avèrent incapables de s'en saisir ou d'orienter leur combat dans la bonne direction, on leur rétorquera qu'ils ont vraiment tout fait pour qu'il en soit ainsi et qu'ils en portent la responsabilité.

Comme je l'expliquais dans une précédente causerie, Lambert et sa cour n'ont pas été capables d'assurer la continuité du marxisme après l'assassinat de Trotsky en 1940 qu'ils ont confondu avec l'application à la lettre du contenu du *Programme de transition* de 1938, programme d'action qui s'est avéré dépassé par bien des aspects dès 1945.

D'après ce que j'ai cru comprendre en lisant des documents retraçant les discussions ayant eu lieu à cette époque au sein de la IVe Internationale, ni Lambert ni Pablo n'ont été capable d'analyser correctement la situation qui allait naître à la sortie de la guerre et les décennies qui allaient suivre. Lambert a commencé par faire une interprétation réductrice du *Programme de transition* sans tenir compte du contexte dans lequel il avait été rédigé et de la période spécifique qu'il concernait, s'en apercevant rapidement et pour rompre avec l'isolement dans lequel il était avec la poignée de militants qui le suivaient, il a offert ses services aux réformistes farouchement anticommunistes, moyennant quoi il s'engageait à bien séparer le combat syndical du combat politique

pour montrer sa loyauté et leur inspirer confiance, engagement qu'il théoriera sous la forme de l'indépendance des syndicats par rapport au parti, peut-être en s'appuyant sur quelques citations des marxistes sorties de leur contexte, mais cela ne résolvait pas son principal problème, comment exister sur le plan politique, reconstruire un appareil dont il serait l'unique dirigeant, qu'il contrôlerait sans partage, il ne trouva rien de mieux que d'élever la tactique du front unique au rang de stratégie ou d'unique objectif à atteindre, quitte à balancer les uns après les autres les principes qui étaient à l'origine du programme dont il continuera de se réclamer, à devenir un renégat, ce qui n'a rien d'exceptionnel en soi, Bernstein, Kautsky, Plekanov et bien d'autres dirigeants avaient emprunté le même chemin bien avant lui. Vous connaissez la suite de 1981 à nos jours sous les traits de son dauphin D. Gluckstein qui marche dans ses pas.

Une fois le front unique devenu une stratégie ou l'unique objectif à atteindre de son combat, le PS et le PCF devenaient forcément plus fréquentables, il faudrait dire plus ouvertement fréquentables aux yeux de ses militants, car les militants de son organisation ignorait qu'ils se rencontraient derrière leur dos on l'appris que plusieurs décennies plus tard, l'objectif du front unique qu'il s'était donné il le dire lui-même devait coïncider avec l'arrivée au pouvoir de Mitterrand. Du coup une fois cet objectif atteint, le PCI n'avait plus aucune raison d'exister, il le liquidera tout simplement. Mais il se retrouvait confronté au même problème qu'autrefois, comment continuer à exister (son appareil), une fois la théorie foireuse de l'immense de la révolution s'étant évaporée, il allait la remplacer par celle de la défense de la démocratie et de la République en s'adressant aux élus et aux dirigeants du PS et du PCF, ce qui lui permettait de donner un nouveau souffle à la théorie du front unique usée jusqu'à la corde, cette fois en désignant un objectif quasiment impossible à atteindre, pour ainsi dire surréaliste, la rupture avec l'Union européenne. Cette tâche s'avérant plus ardue que prévue et les concessions consenties lors du passage du PCI au PT n'y suffisant pas, le tandem Lambert-Gluckstein liquida le PT pour fondé le POI, autrement dit ils en rajoutèrent une couche (de concessions) pour finalement obtenir l'adhésion à leur parti d'une poignée d'ex-élus du PS et peut-être quelques cadres du PCF.

La création du PT et du POI, qui devait permettre à d'autres courants du mouvement ouvrier de rejoindre le courant trotskyste de leur parti, s'est avéré un échec sur toute la ligne 26 ans plus tard. Voilà le bref et rapide constat que l'on peut dresser. Je vous concède volontiers qu'il est approximatif, mais l'esprit ou dans les grandes lignes il doit être exact, c'est cela l'essentiel. Cependant, toutes ces concessions droitières au programme de la révolution socialiste n'ont pas eu que des aspects négatifs, elles ont permis au moins à ce parti de se maintenir à flot, de renouveler ses militants, de recruter des syndicalistes qui sont sur une ligne réformiste ou franchement réactionnaire, de nos jours les deux se confondent, donc de faire vivre son appareil et ses permanents.

Lambert et ses amis se sont employés en permanence à préserver l'existence du PS et du PCF, à faire croire que ces partis seraient encore des partis ouvriers, pire encore, qu'ils pourraient un jour devenir de véritables partis socialiste ou communiste, de leurs côtés au NPA et à LO ils n'ont jamais douté qu'il en fut ainsi un jour dans un passé lointain, encore une légende à laquelle avaient tordu le cou Lénine et Trotsky, des partis ouvriers sans aucun doute, des partis socialiste ou communiste c'est une autre affaire, ne confondons pas tout.

C'est leur incapacité à construire un véritable parti ouvrier récolutionnaire au cours des 71 ans écoulées depuis la mort de Trotsky, donc l'inexistence de ce parti qui explique en grande partie pourquoi le PS et le PCF ont finalement pu donner naissance à des partis qui à leur tour se réclament du socialisme ou du communisme, le Parti de gauche et le PRCF, on pourrait ajouter le courant La Riposte du PCF, sans généraliser à la ribambelle d'organisations, de groupes ou de comités qui auraient tout de même vu le jour comme à chaque époque dans tous les pays.

Les militants du POI sont peut-être passés à côté de la polémique entre Jean-Jacques Marie et Domenico Losurdo (PRCF ?) à propos de "*l'imminente médiocrité*" (Trotsky) nommée Staline. Vous trouverez l'article en question sur le site du PRCF si cela vous intéresse, il date du 28 juin.

Cette causerie s'éternisant je serai bref, j'ai noté cette phrase qui résume à elle seule l'état d'esprit de Domenico Losurdo : "*Trotski se convainc (à tort) qu'il y a eu une contre-révolution à Moscou et agit en conséquence.*" à propos de la mainmise de Staline sur l'appareil du parti bolchevik et de l'Etat avant ou juste après la mort de Lénine en janvier 1924.

Domenico Losurdo s'emploie ensuite à faire passer Staline pour un fin stratège, pour un peu sans lui l'armée rouge n'aurait pas vaincu l'armée du Troisième Reich :

"*Je démontre que cette liquidation totale de Staline (sur le pan intellectuel en plus de moral) ne résiste pas à l'enquête historique, en réclamant l'attention sur deux points : d'éminents historiens (dont aucun ne peut être suspecté d'être pro-stalinien) parlent de Staline comme le « plus grand leader militaire du vingtième siècle ». Et vont plus loin encore : ils lui attribuent un « talent politique exceptionnel » et le considèrent comme un homme politique « extrêmement doué » qui sauve la nation russe de la décimation et de la mise en esclavage auxquelles la destine le Troisième Reich ; et ceci grâce non seulement à son accorte stratégie militaire mais aussi à des discours de guerre « magistraux », parfois véritables « morceaux de bravoure » qui arrivent dans des moments tragiques à stimuler la résistance nationale. Ce n'est pas tout : des historiens fervents anti-staliniens reconnaissent la « perspicacité » avec laquelle il traite de la question nationale dans son écrit de 1913 et l' « effet positif » de sa « contribution » sur la linguistique (p. 409).*"

Bref, Staline était un génie, Lénine et Trotsky ne s'en seraient pas aperçus les malheureux, Jean-Jacques Marie non plus, quel

crime abominable ! Question que peut se poser tout militant : qu'est-ce que les dirigeants du POI ont-ils à faire avec ces gens-là ? C'est encore au nom du front unique qu'ils les fréquentent ? Comme ils savent si bien dire hypocritement : "*on cherche à comprendre*" !

Pour terminer et revenir une dernière fois sur l'histoire de l'arrêté municipal de Schivardi, je répète qu'il ferait mieux de démissionner.

Qui ignorait que les maires étaient placés directement sous les ordres des préfets, véritables gardes-chiourmes des institutions ? Les maires sont un des rouages des institutions, qui l'ignorait ? A ne vouloir considérer la réalité que sous l'aspect qui nous intéresse sous des prétextes plus ou moins avouables, on est pris un jour ou l'autre à son propre piège car elle finit par nous rattraper et nous rappeller à l'ordre...

Comme d'habitude j'ai rédigé cette causerie d'un trait, alors qu'il aurait fallu y consacrer plusieurs jours pour rendre une copie satisfaisante et plus consistante. J'assume les imperfections qu'elle comporte.

On pourrait poursuivre une autre fois sur le thème : la lutte de classe est nationale dans sa forme, internationale par son contenu, en repartant du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels... adaptée à notre époque.

On vous la laisse telle qu'elle est bien volontiers !

Valls ne laissera pas "*la Nation à la droite et l'extrême droite*" - L'Express.fr - (17.07)

A bas la nation du gang du Fouquet's et des Versaillais, vive la République socialiste française membre des Etats-Unis socialistes d'Europe !

Cela m'étonnerait que l'extrême droite reprenne à son compte ce mot d'ordre !

Politique

France

En famille.

Ségolène Royal a déclaré dimanche sur France 2 qu'elle s'efforcerait de rassembler jusqu'aux gaullistes, si les primaires socialistes la désignent comme candidate du PS pour l'élection présidentielle de 2012.

«*Et nous rassemblerons ensuite, bien sûr, les écologistes, l'extrême-gauche, mais aussi les centristes humanistes, mais aussi la droite gaulliste*», a-t-elle ajouté. (20minutes.fr 17.07)

Commentaire d'un supporter de Royal : "*Attention Ségolène a vouloir ratisser trop large, tu risques de ne plus être crédible.* "

Mais monsieur, c'est le cas d'absolument tous les partis à des degrés divers.

2- Syrie

Les forces syriennes, appuyées par des hélicoptères et des blindés, encerclaient dimanche la ville de Bou Kamal, dans l'est du pays, où des dizaines de milliers de manifestants, encouragés par des défections au sein de l'armée, sont descendus dans les rues pour dénoncer le régime de Bachar al Assad.

Selon certains activistes, le mécontentement grandit au sein de l'armée, majoritairement sunnite, et la mort de civils, tués en grande partie par une unité ultra-loyale commandée par le frère d'Assad, Maher, a entraîné des défections jusqu'ici inimaginables.

Dans la nuit de samedi à dimanche, un millier de soldats et de forces de sécurité, épaulés par des blindés et des hélicoptères, ont encerclé Bou Kamal, située près de la frontière avec l'Irak, au lendemain de la mort de cinq manifestants, dont un adolescent de 14 ans, tués par des agents du renseignement militaire.

Face à cette nouvelle vague de répression, plusieurs milliers d'habitants sont descendus dans les rues de Bou Kamal, ville de la vallée de l'Euphrate, pour dénoncer le régime de Bachar al Assad, qui a succédé à son père en 2000.

Selon des habitants, une centaine de membres des renseignements des forces aériennes syriennes et les militaires d'au moins quatre blindés ont rejoint les rangs de la contestation.

"*Les manifestants ont fait état de plusieurs défections de soldats aujourd'hui. Le régime sait qu'il va rencontrer une forte résistance s'il attaque Bou Kamal et que les tribus irakiennes de l'autre côté de la frontière viendront en aide à leurs frères*", a indiqué un militant qui a requis l'anonymat.

"*L'ensemble des habitants de Bou Kamal sont descendus dans les rues après la mort (des manifestants). Plusieurs soldats sont venus dans le centre de la ville pour les en empêcher avant de finalement rejoindre leurs rangs*", a ajouté un autre militant.

Dans la ville de Zabadani (sud-ouest), les forces de sécurité et les unités de l'armée ont mené plusieurs raids sur des habitations dans la nuit de samedi à dimanche et ont arrêté 70 personnes, ont rapporté les habitants.

"*Ils les ont poussées dans des bus. Les arrestations étaient arbitraires. Beaucoup n'avaient rien à voir avec les manifestations. Un homme handicapé et son fils de 15 ans ont été emmenés*", a dit à Reuters par téléphone un médecin de Zabadani. (Reuters 17.07)

Haut de page

Le 19 juillet

Ils essaient de se rassurer à coup de tests bancaires bidons disions-nous récemment, c'est confirmé avec la chute des principales places boursières. A ce jeu-là ils ne peuvent se leurrer éternellement affirmions-nous, la réalité a une longueur d'avance sur eux, non seulement elle les rattrape mais elle court plus vite qu'eux, et quand ils courent après c'est généralement mauvais signe, pour eux bien entendu et l'on s'en réjouit, par les temps qui courent on prend son plaisir où l'on peut, c'est si rare.

- Les Bourses européennes ont lourdement chuté lundi, pénalisées par les valeurs financières, les résultats des tests de résistance des banques n'ayant pas dissipé les craintes de contagion de la crise de la dette souveraine dans la zone euro. (Reuters 18.07)

On nous dit que la crise est le produit de l'accumulation du capital au cours de la période qui a commencée tout juste après la dernière crise jusqu'à maintenant, et on nous dit également que cette crise correspond à une faillite, bref c'est à rien n'y comprendre et nous sommes certains que 90% au moins des militants n'y comprennent rien, j'aurais pu écrire 99% puisque même chez les économistes dont c'est le métier le même pourcentage ne savent plus où en est l'économie ni où elle va.

En fait, le capitalisme est riche de ses dettes qu'il a contracté sur le futur.

Il y a d'un côté des milliardaires et des millionnaires en dollars ou euros qui ont forgé leur fortune sur l'endettement des sociétés qu'ils contrôlent, sur l'endettement des banques et des institutions financières qui leur ont octroyé des centaines de milliards de crédits, sur l'endettement des citoyens ou des ménages qui se sont vus octroyer des crédits par les banques et institutions financières pour acheter les marchandises ou biens d'équipement qu'ils produisent, l'endettement de l'Etat auprès des marchés financiers qu'ils contrôlent également.

La fusion du pouvoir politique et de la finance conduit à une situation où l'entité, le clan ou la personne qui décide du niveau d'endettement total d'un pays (établissement financier, entreprises, Etat, particuliers) et celle qui empoche les intérêts versés sur cette dette est la même.

Plus la dette est importante, plus les intérêts versés aux créanciers sont importants en volume, ajoutons plus il y a d'argent en circulation pour spéculer, argent qui prend artificiellement de la valeur par le biais de la spéculation, alors que la valeur de l'actif n'a pas changé en réalité. Plus la distorsion entre la valeur réelle d'un actif et sa valeur sur le marché s'accroît plus le risque s'accroît également que l'emprunteur se retrouve un jour dans l'impossibilité de rembourser son créancier, cela s'explique par le fait qu'il a acquis un bien à une valeur surévaluée qui incluait l'hypothéque de ces conditions de remboursement dans les années ou décennies à venir, cela correspond à une traite tirée sur l'avenir que le banquier a émise qui inclut le capital et les intérêts qu'il a déjà perçus par le biais de différents mécanismes financiers, donc en se basant sur une vision optimiste de l'évolution de la situation économique sans qu'elle soit forcément en rapport avec la réalité ou pas du tout, réalité représentée par la solvabilité ou non à terme du débiteur, pour être complet ajoutons que le créancier s'en moque tant que l'argent rentre dans ses caisses.

Rien ne peut justifier qu'une maison qui valait 100.000 euros en 2000 en vaille le double ou davantage encore dix ans plus tard, alors qu'au cours des décennies précédentes sa valeur n'avait que modestement progressé. La personne qui en 2011 va l'acheter 200.000 euros, dans ces 200.000 euros est inclus une partie de la plus-value qu'elle sera censée percevoir au cours des décennies suivantes sous forme de salaire, cela sous-entend que la personne continuera de travailler et de percevoir au moins le même salaire ou un salaire supérieur puisque le coût de la vie ne cesse d'augmenter, cela implique aussi que la valeur de

sa maison sur le marché augmentera de telle sorte qu'il pourra la revendre en cas de besoin ou par nécessité.

Quand le banquier vous a prêté 200.000 euros, il a créé dans sa comptabilité une ligne de crédit d'une valeur de 200.000 euros, mais il ne dispose pas de cet argent, il n'existe pas, il le crée de toutes pièces, c'est comme s'il avait fabriqué cet argent avec la planche à billet. Dans ces 200.000 euros, il y a la partie qui correspond à la valeur réelle de la maison, plus celle correspondant à sa valeur fictive produit de la spéculation immobilière, et c'est sur l'ensemble qu'il va calculer les intérêts que vous allez lui verser pendant 20 ou 30 ans.

La partie fictive de la valeur de votre maison que vous lui versez plus les intérêts correspondent à une ponction sur vos revenus futurs, donc sur la plus-value qui sera dégagée par l'entreprise qui vous emploie durant toute la durée de votre emprunt, ce qui suppose d'une part que cette entreprise sera toujours en mesure de produire plus de plus-value pour survivre, d'autre part qu'elle en produira suffisamment pour régler votre salaire durant toute cette période.

Donc tout ce mécanisme repose uniquement sur la confiance que le système économique a en lui-même, dans sa capacité à produire toujours plus de richesses sans connaître de failles ou de crises, crises qui correspond en partie à une perte de confiance des investisseurs dans le marché, et dans l'intenabilité à terme de la distorsion grandissante entre la valeur réelle des richesses produites et la valeur fictive que lui attribue le marché par le biais d'une spéculation effrénée qui est à la base de l'enrichissement rapide et colossale de ceux qui contrôlent le marché, enrichissement qui n'a là rien de fictif, mais qui repose à son tour sur un endettement abyssal de l'ensemble de la société, et si maintenant on compare cet enrichissement personnel de quelques dizaines de milliardaires ou millionnaires dans le monde avec cette dette qui se chiffre en centaines de milliers de milliards de dollars, on se rend compte immédiatement que même en confisquant toutes les richesses accumulées par ces milliardaires, il serait impossible de rembourser 1% du total de la dette mondiale des banques, des institutions financières, des entreprises, des Etats et des particuliers.

Voilà en gros pourquoi on peut parler de faillite du capitalisme, tandis qu'une poignée de nantis ont accumulé des dizaines de milliards de dollars qui à l'échelle de l'économie mondiale ne pèse pas aussi lourd qu'on pourrait le penser.

La faillite du capitalisme correspond à l'impossibilité grandissante des débiteurs à travers le monde de régler cette dette qui se chiffre en centaines de milliers de milliards de dollars.

Quand on dit que la crise est le produit de l'accumulation du capital, je pense qu'il faut entendre par là capital réel et capital fictif. La crise éclate lorsqu'un établissement financier demain un Etat) fait défaut ou la Bourse s'écroule, mais en réalité la crise n'a cessé de creuser son sillon ou d'être alimentée au cours des années précédentes et c'est seulement lorsqu'elle atteint un certain stade, qu'elle s'emballe ou se propage, que l'on parle à proprement dit de crise.

Qui décide : le parlement européen, la Commission européenne ou les chefs d'Etat ?

Vous me direz si j'ai loupé un chapitre, depuis que la crise grecque a éclaté, ce sont les chefs d'Etat et leurs ministres de l'Economie qui la gèrent directement au niveau de l'UE, la Commision européenne est relayée au second plan et le parlement européen s'est littéralement évaporé, pincez-moi si je me trompe.

On nous dit que c'est le FMI ou l'UE qui ont imposé une politique d'austérité à la Grèce, alors qu'en réalité c'est Sarkozy, Merkel, etc. en tant que représentant des intérêts des banquiers et de l'aristocratie financière. Et en France, c'est encore Sarkozy qui refuse d'augmenter le smic le 1er août, qui octroie cadeau sur cadeau aux patrons...

Contradiction ou paradoxe.

- Lyon: colère des commerçants après l'interdiction de la vente d'alcool le soir - AFP (18.07)

Côté consommateur, l'avis est quasiment unanime : cet arrêté, "*c'est une atteinte à la liberté*" ! (Reuters 18.07)

La survie du régime conduit à un individualisme débridé ou des comportements insupportables ou asociaux, et dans le même temps chacun revendique plus de liberté parfois au détriment de celle des autres. Les problème engendrés par la survie du régime sont quasiment inextricables, ingérables autrement que par la répression ou des lois de plus en plus liberticide dans la mesure où elles s'adressent à tous indistinctement.

D'où l'impossibilité de participer aux institutions, sauf à vouloir jouer au procureur ou au justicier contre la majorité de la population dès lors que les lois restreignant les libertés touchent absolument tous les domaines et toute les catégories de la population.

Vous vous voyez maire face à des demandes urgentes de logement et décider à quelle famille il en sera attribué un et laquelle devra rester sur la touche, vous aurez beau le justifier comme vous voudrez, vous apparaîtrez toujours comme l'exécutant de la politique du gouvernement, à juste titre ajoutons puisque personne ne vous a forcé à tenir ce rôle.

A ne pas confondre avec certains boulots ingrats, gardien de prison est un emploi comme un autre, il faut bien bosser pour survivre, le maton n'est pour rien dans l'état de la société. On ne dira pas la même chose du contrôleur de la SNCF ou du policier, qui n'ignorera pas que la définition de fonction de son poste comporte un volet répressif dont il a parfaitement conscience, à eux d'en assumer les conséquences.

Je me souviens que lorsque notre fille était toute petite et marchait à peine, nous avions été interpellés violemment par le gardien du parc de Clichy, parce qu'elle avait osé poser ses petite pieds sur l'herbe. Avec sa mère nous l'avions envoyé chier vertement !

Parole d'internaute

- "Il ne manque plus qu'à faire signer aux électeurs de la primaire une charte d'adhésion aux valeurs de résignation de la droite. On comprend mieux Emmanuel Todd lorsqu'il disait qu'au dernières présidentielles il y avait eu trois candidats de droites si on compte le PS" (lemonde.fr 18.07)

Soyez l'avant-garde, osez dire que le candidat du PS est de droite, osez dire que le PS est étranger à la classe ouvrière.

Politique

1- France. En famille.

1.1- Quand il s'agit de défendre notre patrimoine, les hommes politiques parviennent parfois à dépasser les clivages partisans. Lundi, le député socialiste des Landes Henri Emmanuelli et le président de Chasse Pêche Nature et Tradition (CPNT) Frédéric Nihous l'ont une nouvelle fois prouvé en protestant unanimement contre la décision du Salon agroalimentaire de Cologne de ne pas accueillir en octobre les producteurs de foie gras.

Dans un communiqué, le président du conseil général des Landes, s'élève contre "*cette discrimination qui pénalise notamment une dizaine d'entreprises du sud-ouest et landaises en particulier et tous les producteurs*".

"*Au nom de la sécurité (en raison des opposants au gavage), je ne peux accepter cette entrave aux règles de la concurrence, ceci d'autant plus que l'industrie agroalimentaire allemande est importatrice et exportatrice de produits de la filière gras et que les exportations françaises à l'international sont en progression*", ajoute Henri Emmanuelli.

Dans une autre communiqué, le patron de CPNT s'emporte contre des "*extrémistes anti-gavage*" qui "viennent ainsi, grâce à quelques bien-pensants allemands, de remporter une victoire dans leur combat obscurantiste". (lexpress.fr 18.07)

1.2 La maire de Lille a adopté la même position que son principal rival : "*Nous nous sommes engagés, dans le projet socialiste, à respecter les engagements de la France, 3 % en 2013 puisque c'est la règle aujourd'hui*", a assuré dimanche 17 juillet la maire de Lille lors du "*Grand Rendez-Vous Europe 1-Le Parisien*", se félicitant de son "*accord*" avec M. Hollande sur la question. Elle ajoutait que le PS a "*construit le quinquennat et la première année, sur laquelle nous travaillons actuellement, sur ce principe-là*".

Benoît Hamon, porte-parole du PS et soutien de Martine Aubry pour la primaire, a expliqué lundi 18 juillet que son parti respecterait l'objectif de retour sous les 3% avant 2013. (lemonde.fr 18.07)

2- Egypte

2.1- Plus de cinq mois après la chute d'Hosni Moubarak, l'armée égyptienne célébrée en février pour son rôle dans l'éviction du raïs est désormais accusée de tarder à mettre en oeuvre les changements démocratiques. Pour un nombre croissant d'Egyptiens, les méthodes du Conseil suprême militaire au pouvoir ressemblent de plus en plus à celles du régime du président déchu.

Depuis le 8 juillet, des manifestants occupent de nouveau la place Tahrir du Caire, épicentre de la révolution en début d'année, accusant l'armée de détourner le processus de transition et de rechigner à mener une purge contre les membres de l'ancien régime.

Pour ne rien arranger, des informations font état de violations des droits de l'Homme par les militaires. De nombreux cas de torture de détenus ont été rapportés. En cinq mois, plus de 10.000 civils ont été traduits devant des tribunaux militaires, dont des manifestants, des militants et au moins un journaliste auteur d'un article critique sur l'armée, selon des organisations de défense des droits de l'Homme. Le recours à ces tribunaux, connus pour leurs jugements expéditifs, atteindrait ainsi un niveau sans précédent.

"*La révolution a été volée*" par le Conseil suprême des forces armées au pouvoir, estime Issam, le "*chanteur de la révolution*" qui

avait galvanisé la foule en début d'année place Tahrir, en jouant des chansons politiques à la guitare. "*Nous avons fait la révolution et nous l'avons donnée au Conseil militaire sur un plateau en argent. Mais tout le monde doit savoir que nous avons appris à dire 'non'.*"

L'armée était déjà un des piliers du régime Moubarak. Le Conseil est composé de généraux âgés d'une soixantaine d'années pour les plus jeunes et de plus de 80 ans pour les plus anciens, tous nommés par l'ancien président.

Après la chute du raïs, le Conseil militaire s'est présenté en "*protecteur*" de la révolution, profitant de sa décision de ne pas tirer sur les manifestants durant le soulèvement.

Le Conseil dit vouloir instaurer le changement démocratique auquel le peuple aspire et assure consulter fréquemment l'ensemble des partis politiques. Mais, bien souvent, il n'a modifié son plan de transition ou pris des mesures contre des cadres de l'ancien régime que sous la pression de nouvelles manifestations de rue. Et même ainsi, ses concessions sont restées limitées.

En réponse au nouveau campement de protestation installé place Tahrir, le général Mohsen el-Fangari, un membre du Conseil, a répété à la télévision la promesse des militaires de transférer le pouvoir après la tenue d'élections démocratiques. Il a toutefois averti que l'armée n'accepterait pas des "*écarts*" des manifestants susceptibles de "*nuire aux intérêts de la nation*".

Peu d'Egyptiens pensent que le Conseil, dirigé par le maréchal Hussein Tantaoui, veuille continuer à diriger le pays après les élections. Mais les manifestants craignent que l'armée ne cherche à préserver autant que possible ce qu'il reste de l'ancien régime et à maintenir son rôle d'arbitre suprême. (AP 18.07)

2.2- Le Premier ministre Essam Charaf a désigné dimanche un nouveau ministre des Affaires étrangères, nouvelle étape du vaste remaniement promis lors de sa dernière allocution. Mohammed Kamel Amr remplace Mohammed Al-Orabi, qui avait démissionné samedi.

Amr a été ambassadeur de son pays auprès de l'Arabie saoudite et a également travaillé à l'ambassade d'Egypte à Washington. Il a également été le représentant de l'Egypte auprès de plusieurs organisations africaines et de la Banque mondiale.

Selon des sources gouvernementales une vingtaine de ministres seraient remplacés. Charaf s'est déjà choisi samedi deux adjoints à la tête du gouvernement, un économiste expérimenté, Hazem Beblawi, et Ali al-Silmi, un membre influent du Wafd, un parti libéral dans l'opposition. Beblawi supervisera la politique économique dans le futur gouvernement remanié et Silmi sera chargé des questions liées à la "*transition démocratique*".

Le très médiatique, mais controversé, secrétaire d'Etat aux Antiquités, Zahi Hawass, déjà en place sous Moubarak, est lui aussi donné partant, selon des sources gouvernementales.

Finalement, la liste des ministres est publiée sur le quotidien égyptien Masry al-Yioum(en anglais). (lexpress.fr 18.07)

3- Jordanie

Le ministre jordanien de l'Intérieur Mazen Saket a déclaré lundi qu'une manifestation qui s'est tenue vendredi à Amman présentait un risque de conduire à un "*renversement du régime*", a rapporté un député jordanien.

M. Saket s'est exprimé lors d'une réunion à huis clos avec la commission des droits de l'homme du Parlement, a précisé le député Jamil Nimri.

Vendredi, des affrontements ont opposé des policiers à des manifestants qui tentaient d'installer un campement de protestation à Amman, faisant au moins 15 blessés. C'est l'incident le plus sérieux depuis que les manifestations ont commencé en mars dans le pays.

M. Saket a fait état de craintes de la sécurité jordanienne selon lesquelles "*la manifestation de vendredi pouvait conduire à un sit-in illimité susceptible de troubler l'ordre public et de conduire au renversement du régime*", a déclaré M. Nimri, qui a participé à la réunion.

M. Saket a précisé que les autorités avaient été informées que certains manifestants voulaient faire monter le niveau de violence pour que des "*civils soient tués dans des affrontements avec la police*", a ajouté M. Nimri.

Inspirés par les révoltes en Tunisie et en Egypte, les Jordaniens descendent régulièrement dans la rue depuis plusieurs mois pour demander des réformes.

Les manifestants ne demandent pas le départ du roi Abdallah II, mais réclament celui du Premier ministre Marouf al-Bakhit, un ancien général accusé de tarder à mettre en oeuvre des réformes politiques. Les manifestants veulent également davantage de libertés politiques, des créations d'emploi et la fin de la corruption au sein de l'Etat. (AP 18.07)

4- Yémen

Des affrontements entre les forces de sécurité et des membres de l'opposition ont fait six morts lundi à Sanaa, la capitale du Yémen, ont rapporté des opposants au président Ali Abdallah Saleh.

Sanaa n'avait plus connu de tels affrontements depuis le départ, en juin, du président pour se faire soigner en Arabie saoudite, après avoir été blessé dans l'attaque de son palais présidentiel. (Reuters 18.07)

Social

France

Un préavis de grève des hôtesses et des stewards d'Air France a été déposé pour une période allant du 29 juillet au 1er août, annonce lundi l'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, SNPNC, SUD, UNAC et UNSA. Les syndicats accusent notamment la direction de la compagnie aérienne de vouloir revenir sur les accords sociaux de 2007 et d'appliquer le modèle des low-cost au personnel navigant commercial (PNC).

"*Nous refusons de devenir les victimes de la productivité. Nous refusons de sacrifier la sécurité des vols. Nous refusons que la direction, sous couvert de règles européennes ultralibérales (...) impose unilatéralement ses projets au mépris de l'intégrité physique et psychologique des PNC*", dénonce l'intersyndicale dans un communiqué en affirmant qu'une augmentation de la charge de travail est "*inadmissible*". (AP 18.07)

Economie

1- UE.

Les banques européennes pourraient devoir lever 80 milliards d'euros, pour rassurer les marchés. Un rapport de JPMorgan Cazenove, piloté par l'analyste Kian Abouhossein, estime que, si le niveau des réserves obligatoires est strictement respecté à 7%, près de vingt banques devront lever de l'argent frais. Les banques françaises Société Générale, BNP Paribas et Crédit Agricole auraient besoin de vingt milliards d'euros.

Mais les banques françaises ne sont pas les seules à être montrées du doigt par JPMorgan Cazenove, qui chiffre les besoins en capitaux frais à 25 milliards d'euros pour les établissements britanniques et 14 milliards d'euros pour les prêteurs allemands, dont la Deutsche Bank. L'italienne UniCredit, Crédit Suisse et l'espagnole Santander sont également citée dans le rapport.

Cette étude est dévoilée après les résultats des tests de résistance publiés vendredi dernier par l'Autorité bancaire européenne. Ces tests, bâtis sur des exigences de fonds propres de 5% seulement, ont conclu à un besoin de refinancement de 2,5 milliards d'euros pour huit des 90 banques évaluées, dont aucune française. Mais les investisseurs jugent ces tests insuffisants, les critiquant notamment pour ne pas avoir suffisamment pris en compte le risque de défaut de la Grèce. JPMorgan Cazenove souligne ces critiques dans son étude, indiquant que ces stress tests ont «*une valeur limitée*».

En mars dernier, l'agence de notation Standard & Poor's avait mené ses propres tests de résistance. Sa conclusion : les banques européennes auraient besoin de 250 milliards d'euros de capitaux supplémentaires. (lefigaro.fr 18.07)

2- Etats-Unis.

L'agence de notation Moody's a suggéré lundi aux Etats-Unis d'éliminer simplement le plafond imposé à la dette extérieure du pays afin de réduire l'incertitude chez les détenteurs d'obligations souveraines.

Moody's souligne avoir toujours jugé le risque d'un défaut américain comme très faible, car le Congrès a déjà autorisé une dette plus élevée à de nombreuses reprises depuis des dizaines d'années, le plus souvent sans grande controverse.

N'hésitant pas à s'immiscer plus avant dans le débat politique, Moody's suggère aux Etats-Unis de s'inspirer d'autres exemples, et cite notamment le cas du Chili, généralement considéré comme le bon élève de l'Amérique latine en matière de politique budgétaire.

"*Ailleurs, le niveau des déficits est déterminé par une 'règle budgétaire', ce qui signifie que le creusement de la dette est restreint, mais pas limité techniquement*", ajoute Moody's en précisant que ce système s'est montré efficace au Chili.

L'agence de notation évoque également le critère de Maastricht en vigueur pour l'Union européenne, qui fixe à 60% du produit intérieur brut le seuil à ne pas dépasser pour le volume de la dette. Moody's indique toutefois que cette règle est fréquemment enfreinte par les Etats membres. (Reuters 18.07)

Haut de page

Le 20 juillet

J'ai actualisé les pages d'accueil des différentes rubriques du site en ajoutant tous les liens qui figent dans cette page.

Nous attendons d'en savoir un peu plus sur le scandale News of the World en Grande-Bretagne avant d'aborder ce sujet, car cela ressemble davantage à un coup tordu de la part des concurrents (aux Etats-Unis) de Rupert Murdoch pour démenteler son empire et mettre la main dessus ou tout du moins pour réduire son influence, et non un coup porté en direction de Cameron, sachant que les travaillistes sont aussi mouillés que les conservateurs dans cette affaire.

Qui décide de soutenir l'Etat grec, d'engraisser en fait les prédateurs de la finance qui l'ont conduit à la faillite et d'en faire payer le prix aux travailleurs, la Commission européenne, la BCE, le FMI ? Réponse :

- "Nous n'avons cessé depuis un mois de faire des propositions aux gouvernements", a souligné le président de BPCE (Banque populaire-Caisse d'épargne), François Pérol, lors d'une conférence de presse. (Reuters 19.07)

Tiens donc "les gouvernements", cependant il semblerait que dans aucun pays le mouvement ouvrier oriente son combat contre le gouvernement et les institutions en place, pincez-moi si je me trompe. Tous ces gouvernements sont illégitimes, tous les partis institutionnels sont rejetés par la majorité des travailleurs et jeunes, et malgré cela aucun parti n'a osé poser la question de la nécessité de les chasser du pouvoir... Même lorsque Sarkozy était au plus bas dans les sondages aucun parti n'a osé titrer : qu'il dégage !

Question : si aucun parti ne combat sur cet axe, il y a bien une explication, alors formulons une hypothèse : cela ne proviendrait-il pas du fait que plus aucun parti ne combattrait dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, sans l'avouer ouvertement, évidemment ? Pourquoi construire un parti dans cette perspective si on n'y croit pas soi-même, n'est-ce pas ? Cela se tient, non ? Reliez bout à bout tous les éléments que nous vous avons fournis au cours des mois et des années précédentes, réfléchissez-y encore une fois sérieusement et il se pourrait bien que vous en arriviez vous-même à cette conclusion, épouvantable, nous vous l'accordons et partageons ce triste constat avec vous. Si de mon côté je soutiens le POI, c'est vraiment sans la moindre illusion...

Parole d'internaute

(Après la mise en examen de Berlusconi hier)

- "Mais il y a tout de même une question que je me pose. Comment les populations, et c'est valable pour la France aussi, arrivent à mettre des gens aussi cons au pouvoir ? Parce que pour moi, franchement, ça reste un mystère..." (Reuters 19.07)

Le plus étonnant c'est de se poser ce genre de questions depuis le temps que cela dure, non ? C'est le genre de réflexion qu'on peut se faire quand on se fie aux apparences, ce qui n'est pas non plus le témoignage d'une intelligence très développée...

Cela prouve le niveau de médiocrité de la conscience politique des masses exploitées qu'une belle gueule ou un bon discours plein de promesses qu'on voulait entendre suffit à convaincre. Un simple constat que tout les opportunistes et gauchistes rejettent, car prétendre de nos jours que les masses sont ignorantes est une infâmie pour les ouvrièristes, du coup on comprend pourquoi ils préfèrent affirmer que la faible mobilisation ou le faible niveau d'organisation des masses serait uniquement de la responsabilité des appareils, parce qu'ils sont incapables de regarder la réalité en face et de s'adresser aux masses dans des termes saisissables par elles. Et s'il en est ainsi, c'est également parce qu'ils prêtent aux masses un niveau de compréhension de la société qui n'est pas le leur, inconsciemment le plus souvent, ils leur prêtent volontiers leur propre niveau de conscience, ce qui explique qu'à l'arrivée ils ne comprennent pas grand chose à la situation.

Notez bien qu'ils commettent la même erreur quand ils analysent les conditions objectives des masses, généralisant et considérant que les masses dans leur majorité en sont déjà réduites pour ainsi dire à un état d'indigence, alors qu'en réalité la majorité continue de vivre comme avant, ils en ont tellement peu conscience qu'ils commettent ensuite une double erreur : ils produisent un discours en direction des travailleurs qui finalement leur ressemblent, en direction de la majorité, dans des termes

(la forme) inadaptés à la plupart des travailleurs qui sont inorganisés ou n'ont aucune expérience du militantisme, et dont le contenu s'adresse davantage à ces travailleurs (de par leur condition) qu'à ceux auxquels ils s'adressent dont l'état d'esprit est avant tout corporatiste.

Dit autrement, leur tournure sémantique est étrangère aux plus larges masses, alors que le contenu de leurs discours sera saisi par les couches de travailleurs qui ne figurent pas parmi les plus défavorisés, cherchez l'erreur.

Politique

1- France.

L'horizon politique s'est brusquement éclairci sur le front de la défense de la note "*triple A*" de la France, les principaux prétendants à l'Elysée s'accordant sur la nécessité d'assainir les comptes publics dans un contexte de très forte tension sur les marchés financiers.

Après des mois d'incertitude, les socialistes ont clarifié leur position, les deux favoris de la primaire du parti pour la présidentielle de 2012 promettant de respecter l'engagement français de ramener le déficit public à 3% du PIB en 2013. (Reuters 19.07)

Après cela, il s'en trouvera encore pour emmener des travailleurs en délégation en direction des élus du PS, front unique oblige ! Ces militants et dirigeants sont les seuls dans le pays à spéculer sur les intentions du PS.

2- Espagne

Le chef de file de l'opposition espagnole, le conservateur Mariano Rajoy, administrera une "*thérapie de choc*" au pays en cas de succès lors des prochaines élections, a-t-on appris auprès de membres du Parti populaire (PP).

"*Il y aura une thérapie de choc pour convaincre les marchés que nous pouvons stimuler la croissance économique*", a promis un élu du parti conservateur.

Mariano Rajoy, qui caracole en tête des sondages avec 14 points d'avance sur les socialistes, s'est déjà dit prêt à affronter la colère de la rue et à résister à des manifestations et des grèves s'il est porté jusqu'à la Moncloa, le siège de la présidence du gouvernement.

"*Les mesures seront dures et nous allons avoir des problèmes avec beaucoup de personnes mais les gens devront comprendre que nous vivons au-dessus de nos moyens. Les Espagnols comprendront*", a assuré un membre du PP.

Parmi les propositions déjà actées figure le projet de libéraliser davantage encore le marché de l'emploi, en créant un seul contrat de travail souple, permettant aux sociétés d'embaucher et de licencier plus facilement. Le PP souhaite également réduire les impôts payés par les PME et encadrer davantage la dette et les dépenses des 17 régions autonomes espagnoles. (Reuters 19.07)

Italie

Le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, a été mis en examen dans le cadre de l'affaire "*AnnoZero*", du nom d'une émission politique qu'il aurait tenté de faire supprimer, a-t-on appris mardi de sources judiciaires.

Le chef du gouvernement italien est soupçonné d'avoir fait pression pour que l'émission politique, présentée par le journaliste et polémiste Michele Santoro, critique déclaré de la politique de Berlusconi, soit retirée de l'antenne en 2009, la jugeant trop favorable à l'opposition, ont précisé ces sources.

L'ancien directeur général de la RAI, Mauro Masi, et l'ancien responsable de l'autorité des communications AGCOM, Giancarlo Innocenzi, ont également été mis en examen, a-t-on appris de mêmes sources.

Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont ouvert le feu mardi sur une procession funéraire à Homs, dans le centre du pays, faisant au moins dix morts, ont affirmé des militants syriens.

Selon des militants, cette nouvelle fusillade survient au lendemain de raids au cours desquels les forces de sécurité ont tué dix personnes à Homs. Et depuis samedi, les violences ont fait une cinquantaine de morts dans cette ville, d'après des militants, des mouvements des droits de l'Homme et des témoins. (AP 19.07)

Social

France

1- Qaund l'Etat "***méprise***" ceux qu'elle a réduits à l'état d'épaves.

Dans un entretien à paraître mercredi dans l'hebdomadaire satirique "*Charlie Hebdo*", où il annonce sa démission, M. Emmanuelli estime que la situation du Samu social "*n'est plus gérable*" après la baisse, depuis le printemps dernier, des moyens attribués par l'Etat.

Cette annonce intervient alors que le 29 juin dernier, une trentaine d'associations d'aide aux plus démunis ont dénoncé dans un communiqué des dizaines de suppressions de places d'hébergement "*conséquence de réductions budgétaires inacceptables en 2011*", parlant de "*mépris*" de la part des "*plus hautes instances de l'Etat*".

Les associations, parmi lesquelles la Fondation Abbé Pierre, Emmaüs, Médecins du Monde ou encore le Secours catholique et la FNARS, disaient avoir "*vu se multiplier, ces dernières semaines, des mesures d'une grande brutalité*", en premier lieu la "*fermeture de places d'hébergement et d'hôtel, sans qu'aucune solution ne soit proposée aux personnes*". (AP 19.07)

2- Comment join-dre les deux bouts ? Génération sacrifiée.

Quelque 100.000 personnes, des rabatteurs ou petits dealers, vivent en France grâce au trafic de cannabis, une "*économie de survie*" ou de la "*débrouille*", loin des gros revenus des caïds de la drogue, estiment policiers, chercheurs et élus.

Il y a 1,2 million de fumeurs réguliers de cannabis en France, selon l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies. Et le chiffre d'affaires du trafic est estimé entre 700 millions et un milliard d'euros.

Un "*secteur économique*" hiérarchisé, qui compte au bas de l'échelle quelque 100.000 personnes, des petits dealers, selon Christian Ben Lakhdar, économiste des drogues à l'Université catholique de Lille. Ils gagneraient entre 4.500 et 10.000 euros par an.

A leur côté, le guetteur, souvent un adolescent, est payé en moyenne 100 euros par jour, et la nourrice, un habitant du quartier où a lieu le deal, touche quelques centaines d'euros par mois pour stocker.

Ils sont loin des grossistes et des premiers intermédiaires, quelques centaines ou milliers de personnes, dont le chiffre d'affaire est estimé à plusieurs dizaines voire centaines de milliers d'euros par an.

"*En bas de l'échelle, beaucoup vivotent, se font un peu d'argent, c'est l'économie de la débrouille*", dit Christian Ben Lakhdar. "*Le taux de chômage dans les quartiers est très élevé, il faut bien manger*" et "*l'argent de la drogue vient en complément du chômage, du RSA, des petits boulots*", poursuit l'économiste.

Ces petits trafiquants souvent âgés de moins de 25 ans ont pour la plupart grandi dans les quartiers populaires, sont en décrochage scolaire ou au chômage. Mais ce sont aussi parfois des actifs qui arrondissent leur petit salaire.

Le trafic "*rapporte à ceux qui en vivent directement, les trafiquants en premier lieu, et à une partie de leurs proches pour faire les courses*", selon une source policière.

"*La majorité gagne peu, l'équivalent d'un Smic, ce qui est énorme quand les parents sont au chômage, ça permet d'accéder à la consommation, de faire vivre des familles*", explique-t-on au parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

"*C'est l'économie de la survie*", poursuit cette source, qui raconte que lors des perquisitions, "*il n'y a rien à saisir, (...) il y a très peu de signes de richesse, peut-être un écran plat, mais c'est tout*".

"*Dans les commerces (de Sevran), beaucoup de clients paient en liquide, et pas mal de cet argent vient du trafic*", affirme Stéphane Gatignon, maire (EELV) de cette ville de Seine-Saint-Denis, un des principaux lieux du trafic de cannabis en France. Il milite pour une dépénalisation.

Une source policière de Seine-Saint-Denis se dit persuadée que "*le trafic de cannabis, souvent mêlé à d'autres trafics comme la cocaïne, soutient l'économie des quartiers*", où le chômage des jeunes peut atteindre 40%.

Dans ce département, il y a du deal dans 42 cités, selon cette source policière. Si plus de 1.000 personnes ont été interpellées pour trafic de stupéfiants en 2010, il y aurait une quarantaine de gros trafiquants, qui tiennent des halls, dont le chiffre d'affaires peut atteindre 15.000 euros par jour.

Pour Etienne Apaire, président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt), les petits dealers sont les "manoeuvres de la drogue": "*Tous les risques sont répartis sur les jeunes dans la rue ou dans les cages d'escalier*".

"*Ils pensent qu'ils vont passer au stade du dessus, mais il y a une sélection impitoyable*".

Pour le magistrat, l'enjeu est de "*convaincre que la formation est plus payante*", qu'"*il est plus sûr d'avoir 1.000 euros avec un petit emploi plutôt que 600 euros sur une semaine, puis plus rien, puis prison*". (AFP 19.07)

Ces jeunes se savent rien faire d'autre le plus souvent. Si le cannabis était légalisé cela leur enlêverait le pain de la bouche, il ne leur resterait plus qu'à se rabattre sur les bracages ou les vols pour survivre ainsi que leurs familles, à verser dans le banditisme.

Un gouvernement ouvrier leur proposerait d'entrer en apprentissage moyennant un revenu équivalent au smic à 1600 euros net par mois dès le premier jour, histoire de les sortir de ce cycle infernal...

Economie

1- UE

Les négociations menées à un rythme inédit entre financiers privés et autorités publiques en Europe ont débouché sur un document intitulé «*proposition pour une initiative de long terme*». Ce texte formule une réponse technique à l'exigence politique de Berlin: faire participer le secteur privé à l'effort européen en faveur de la Grèce, dans le cadre du second plan de sauvetage qui doit lui allouer 90 milliards d'euros supplémentaires sur la période 2011-2014. Concrètement, il propose que tous les créanciers privés d'Athènes puissent choisir entre trois options: échanger leurs créances contre de nouvelles obligations à 5 ans, participer au «*plan français*» initial qui prévoit de nouveaux crédits à Athènes à 30 ans, ou vendre leurs créances sur la Grèce à 60% de leur valeur faciale lors d'une opération de rachat que financerait le Fonds européen de stabilité financière (FESF).

Cette solution panachée signifie que l'Europe prendra le risque d'un «*défaut sélectif*» de la Grèce. En tablant sur le fait que son consensus politique permettra de fléchir la position de la BCE et convaincra les marchés que le défaut de la Grèce sera cantonné dans le temps.

Plusieurs capitales, dont Paris, mettent aussi sur la table une proposition de taxe bancaire, assise sur les revenus de chaque banque européenne (produit net bancaire). Une idée «*étrange*», ironisait mardi François Pérol, le patron du groupe BPCE et président de la Fédération bancaire française (FBF). La Fédération allemande des banques s'y est opposée elle aussi: si taxe il y a, elle devra «*s'appliquer à tous les concitoyens*», argumente-t-elle. De fait, il n'est pas impossible qu'outre-Rhin, une taxe bancaire dédiée au renflouement grec pose un problème constitutionnel.

Un de ses confrères, en privé, ne décolère pas: «*On est en train de saccager la monnaie européenne, alors que nous avions l'opportunité d'en faire une grande devise, face au dollar dont l'hégémonie commençait justement à être battue en brèche! Entre la baisse des actions européennes et la hausse des taux d'emprunts, cette crise a déjà eu un coût astronomique. Dans le meilleur des cas, celui où les États trouvent bien un accord jeudi, il nous faudra dix ans, vingt ans peut-être pour reconstruire la crédibilité de l'Europe*».

Ce qui manque, c'est la cohésion politique. Jeudi, les dirigeants de la zone euro devront «parler d'une seule voix, une seule fois, pour dire clairement quelle est leur stratégie», plaidait mardi François Pérol.

"*On nous a indiqué que cette implication du secteur privé devait se faire dans un cadre volontaire*", a-t-il rappelé.

"*S'il s'agit d'un cadre volontaire, il faut que les investisseurs, en fonction de leurs positions, aient un intérêt à venir aux opérations qui leur sont proposées.*"

"*Il appartient aux autorités européennes de décider ensemble, en parlant d'une seul voix et en parlant une seule fois, ce qu'est leur stratégie (...) pour l'euro*", a insisté François Pérol. "*Ce n'est pas un sujet technique, c'est un sujet politique.*"

"*Les marchés ont besoin d'être guidés. C'est aux autorités politiques de les guider.*" (lefigaro.fr 19.07)

Résumons par une lecture entre les lignes ou les mots :

1- S'il doit y avoir une nouvelle taxe, pas question qu'elle s'applique aux banques, elle devra «s'appliquer à tous les concitoyens» ;

2- Effectivement dans l'esprit des fondateurs de l'UE puis de l'euro, cette institution supranationale et cette monnaie n'avaient pas

pour objectif de rivaliser avec les Etats-Unis ou le dollar ;

3- Quant au manque de "*cohésion politique*", elle fait plutôt l'affaire de Washington tant que tous les Etats n'accepteront pas de céder leur souveraineté, en revanche la cohésion politique est souhaitable (ponctuellement) quand le diktat de l'impérialisme américain est appliqué à la lettre.

4- Une fois constaté avec quelle délicatesse les chefs d'Etat s'adressent aux banquiers et bien des ronds de jambes, on est absolument convaincu que ce sont plutôt les marchés qui guident les "autorités politiques", n'en sont-ils pas les représentants. S'ils prétendent le contraire, c'est uniquement pour ne pas saper ouvertement l'autorité de l'Etat dans chaque pays (auprès de la population) qui doit continuer de faire illusion en attendant que l'Union européenne soit en mesure de prendre le relai.

2- Etats-Unis

2.1- Wells Fargo a annoncé mardi un bénéfice trimestriel en hausse de 30%, après avoir de nouveau puisé dans les fonds initialement alloués aux créances douteuses.

La quatrième banque américaine a ainsi dégagé un milliard de dollars de ces réserves, comme au premier trimestre, ce qui lui a permis de publier un bénéfice net de 3,73 milliards de dollars (2,62 milliards d'euros). (Reuters 19.07)

2.2- Bank of America a fait état mardi de la plus lourde perte trimestrielle de son histoire, 8,8 milliards de dollars (6,2 milliards d'euros) et annoncé une chute de ses marges de crédit en raison de la faiblesse des taux d'intérêt.

BofA avait indiqué fin juin prévoir une charge de plus de 20 milliards de dollars après le règlement de son contentieux Countrywide.

La banque a soldé la quasi-totalité d'un contentieux relatif à des titres liés à des créances hypothécaires (MBS) de la société de crédit immobilier Countrywide, moyennant le versement de 8,5 milliards de dollars en cash.

La première banque américaine par les actifs a donc fait état mardi d'une perte nette de 8,8 milliards de dollars. Hors éléments exceptionnels, la banque a dégagé un bénéfice de 3,7 milliards de dollars au deuxième trimestre.

Le produit net bancaire a plongé de 54,0% pour tomber à 13,5 milliards de dollars en raison de la provision passée dans le cadre du règlement du litige portant sur les MBS. En excluant cette charge, le produit net bancaire serait ressorti à 26,5 milliards de dollars.

Les revenus tirés des intérêts sont quant à eux ressortis en nette baisse. Son encours de crédit s'est fortement réduit en raison notamment de la distorsion entre taux longs, auxquels prête la banque et qui baissent, et taux courts auxquels la banque emprunte.

"*C'est le reflet d'une banque qui essaye de s'en sortir, mais qui reste empêtrée dans ses problèmes de crédit immobilier*", a réagi Rick Meckler, président de LibertyView Capital Management.

"*Ce n'est pas aussi négatif que ce beaucoup pensaient, cela montre qu'il y a une certaine stabilité dans cette banque*." (Reuters 19.07)

Haut de page

Le 21 juillet

Encore une nuit blanche car pas d'électricité ! Du coup à 5h30 ce matin j'avais terminé d'actualiser le site. En attendant le lever du soleil je vous écris un petit mot.

On est crevé, sur les nerfs, bref la routine ici. Comme il a fait environ 40°C hier, les murs en brique ont conservé la chaleur, il fait plus de 30°C à l'intérieur de la maison, impossible d'ouvrir les fenêtres à cause des moustiques et impossible de sortir car il a plu hier soir. Quelle patience il faut avoir pour vivre dans ce pays ! Et j'en manque souvent, parfois, de moins en moins mais il arrive qu'on soit poussé à bout.

En France on est habitué à ce que tout roule ou fonctionne, démarre au quart de tour, on appuie sur le bouton et hop c'est bon, ici c'est tout le contraire, quand quelque chose fonctionne normalement on est surpris, on se dit que cela ne va pas durer et presque à tous les coups on gagne !

Voilà qu'il fait jour, il est 5h45. C'est le réveil en fanfare avec les corneilles et quelques oiseaux, on entend à peine la mer. Ce qui est agréable en revanche, c'est que neuf fois sur dix après une soirée pluvieuse on a une journée ensoleillée. J'arrête là, je vais économiser la batterie du portable sur lequel je travaille, car je ne sais pas à quelle heure le courant va revenir, à 8h, à 10h, à midi ? Bonne journée à tous et bonne continuation.

Nous avions annoncé que nous allions nous recentrer sur l'économie, actualité oblige, nous continuons donc par quelques extraits provenant de la lecture des articles que j'ai mis en ligne dernièrement et que vous n'avez peut-être pas eu le temps de lire, je vous avoue que je n'avais pas eu le temps de les lire attentivement non plus jusqu'à présent, je m'étais contenté de les lire en diagonal pour voir s'ils présentaient un intérêt avant de les mettre en ligne.

1- Clés pour comprendre.

Ils peuvent créer de l'argent à gogo, mais pas de la richesse.

Qui est la principale victime de l'inflation ?

- Penser la valeur des actifs réels (or, pétrole, et ainsi de suite) en monnaie (dollar), est trompeur. La bonne approche consiste à concevoir la valeur de la monnaie en terme d'actifs (or, pétrole), car ces actifs sont la richesse. La Fed peut créer de l'argent, mais elle ne peut créer de la richesse.

Les banquiers centraux sont suffisamment avisés pour savoir que s'ils peuvent créer de l'argent, ils ne peuvent créer de la richesse. Pour arrimer la monnaie à la richesse, les banques centrales doivent lutter contre l'inflation comme s'il s'agissait d'une peste. Mais la règle de base de la croissance économique indique que pour créer de la richesse grâce à la croissance, une inflation doit être tolérée.

La solution consiste alors à faire subir aux salariés pauvres le poids de l'inflation, en donnant aux riches une plus grande part de la richesse monétaire nominale créée par l'inflation, de sorte que la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation est principalement supportée par les bas salaires et les salariés pauvres et non pas par les détenteurs du capital, dont la valeur monétaire est mise à l'abri de l'inflation par les bas salaires. Ainsi, les salariés pauvres sont les perdants, à la fois durant les périodes de croissance et de récession. (Par Henry C K Liu, Asia Times, 27 mai 2009)

2- Clés pour comprendre.

Les forces productives ne peuvent être contenues dans le mode de production capitaliste.

L'outil de production est surdimensionné par rapport au marché.

Le marché ne peut absorber toutes les marchandises produites. Surproduction permanente.

Les bas salaires responsables de l'insolvabilité des débiteurs qui sont endettés, de la rétraction du marché.

- L'inflation est considérée comme bénigne par le monétarisme aussi longtemps que les salaires augmentent à un rythme plus lent que les prix des actifs. La loi d'airain monétariste sur les salaires a prévalu durant l'ère industrielle, dans laquelle les capacités excédentaires résultantes étaient absorbées par la consommation ostentatoire de la classe aisée - même si cette époque a été également celle des révolutions. Mais la loi d'airain des salaires ne fonctionne plus à l'ère postindustrielle dans laquelle la croissance ne peut venir que de la demande de masse, car la surcapacité de production a augmenté au-delà de ce que peut absorber dans une démocratie économique la capacité de consommation ostentatoire d'une minorité.

Cela a été le problème fondamental de l'économie mondiale au cours des trois dernières décennies. Les bas salaires, même en période de croissance ont conduit le monde dans son triste état actuel de surcapacité, masquée par une demande non soutenable résultant d'une bulle de la dette qui a finalement implosé en Juillet 2007. Le monde entier produit désormais des biens et des services avec des travailleurs à bas salaires qui ne peuvent se permettre d'acheter ce qu'ils produisent, sauf à avoir recours à la dette sur laquelle ils ont fini par faire défaut parce que leurs faibles revenus ne leur permettaient pas de la rembourser.

Toutes les relances budgétaires de tous les gouvernements perpétuent ce dysfonctionnement. Il n'y aura pas de reprise économique en provenance de ce système financier dysfonctionnel. Seules des réformes vers le plein emploi et la hausse des salaires sauveront cette économie complètement malade. (Par Henry C K Liu, Asia Times, 27 mai 2009)

3- Clé pour comprendre.

La dette est celle du secteur privé.

L'Etat complice.

L'économiste Paul De Grauwe rappelle que la dette souveraine n'a gonflé qu'en raison de l'insouciante prodigalité du secteur privé et non du public. « Derrière chaque euro supplémentaire de dette publique, il existe un euro de dette privée qui a été repris ou soutenu par l'Etat, » note-t-il.

«Les marchés contraignent aujourd'hui les gouvernements à s'engager trop tôt à réduire leurs dettes et les déficits, mettant ainsi en danger la solvabilité d'une grande partie du secteur privé. ».

4- Clés pour comprendre.

La crise. Un optimisme excessif. Endettement massif.

Avant la crise, les marchés financiers ont donné à croire que la valeur des actifs allait augmenter indéfiniment et que les risques étaient faibles. Cette sous-estimation systématique des risques a conduit à une accumulation excessive de la dette privée et s'est finalement terminée par un crack.

5- Clés pour comprendre.

La crise de la dette a été sciemment provoquée.

Les marchés financiers et les agences de notation sont de retour, et cette fois-ci se vengent. A ceci près que cette fois, ils font exactement le contraire de la façon dont ils agissaient avant l'irruption de la crise. Ils estiment désormais qu'un nombre croissant d'obligations souveraines sont à haut risque, ce qui conduit les investisseurs à vendre ces obligations, précipitant ainsi une crise de la dette dans la zone euro.

6- Clés pour comprendre.

L'accumulation de capital conduit à la crise.

Une seule solution : la fuite en avant.

Valorisation excessive (artificielle) des actifs (subprimes).

Elle est le résultat des déséquilibres macroéconomiques mondiaux, particulièrement de l'afflux massif des réserves de capitaux en provenance des économies émergentes d'Asie (notamment la Chine), des exportateurs de pétrole, de quelques pays à haut revenus, auquels sont venus s'ajouter les surplus de trésorerie des entreprises de nopmbreux pays.

Dans cette perspective, les banques centrales et les marchés financiers n'ont fait que réagir à l'environnement économique global. L'excès d'épargne induit non seulement des taux d'intérêt réels bas, mais crée aussi le besoin de générer une offre face à cette demande dans les pays importateurs de capitaux, au premier rang desquels se trouvaient les Etats-Unis.

Le dilemme de la Fed a été que le seul moyen dont elle disposait pour soutenir la demande intérieure à un niveau suffisamment élevé pour faire face à cet afflux de capital (d'état et du secteur privé), était d'entretenir le boom du crédit.

Celui-ci a entraîné une valorisation excessive du prix des actifs, particulièrement dans l'immobilier.

La prolifération des liquidités a changé en profondeur le fonctionnement du capitalisme. (Par Martin Wolf, Financial Times, 22 septembre 2008)

7- Clé pour comprendre.

L'inflation

L'inflation est une hausse durable du niveau des prix : le résultat de trop d'argent (ou de pouvoir d'achat) cherchant à acquérir des biens et des services offerts en trop petit nombre. L'envol ponctuel des prix des matières premières n'est pas de l'inflation. Et cet évènement ne devrait pas nécessairement provoquer une inflation. Par contre une hausse continue du prix relatif des matières premières est un symptôme d'un processus inflationniste.

Comment pouvons-nous avoir un début de processus inflationniste mondial alors même que l'économie américaine et celles des autres grands pays à fort niveau de revenu sont en ralentissement ? La première raison est que leur poids relatif dans l'économie mondiale est bien moindre qu'auparavant. Mais l'explication des causes sous-jacentes est à rechercher dans les forces qui influent sur l'offre et la demande au niveau global.

8- Clé pour comprendre.

Pourquoi il n'y a plus de "grain à moudre".

Désindustrialisation.

L'Etat ne peut être le garant de l'intérêt général.

(...) les échanges marchands dans le modèle fordien et dans celui qualifié de « Wall Street » ne sont pas de même nature. Dans le premier cas, il s'agit d'une division effective du travail aux fins d'élévation effective de la productivité. Dans le second, il s'agit d'une division, non pas pour partager le risque, mais bien plutôt pour le transférer.

D'où la difficulté de mesurer le gain de productivité qui serait associé à l'échange. Il existe néanmoins un fait objectif : c'est bien le transfert du risque lui-même - résultant de la marchandisation de tous les actifs imaginables - qui a permis l'endettement croissant, et en retour une valorisation accrue des patrimoines, autorisant une croissance continue de la consommation. Plus brutalement exprimé, si dans le fordisme les gains de productivités pouvaient être redistribués, et donnaient naissance à ce qu'on a appelé les « trente glorieuses », c'est l'endettement croissant, qui tient lieu de gain de productivité dans le modèle « Wall Street ». C'est le processus de titrisation généralisée, qui a permis la mondialisation, comme la société de capitaux au 19ième siècle a facilité la révolution industrielle.

Mais si la révolution industrielle a pu déboucher sur le fordisme, évidemment avec le recours des marchés politiques, la mondialisation n'a pas encore débouché, ou ne pourra pas déboucher sur un fordisme mondial, le fonctionnement des marchés politiques, s'enracinant encore sur des bases étatiques nationales.

Au niveau des Etats, l'utilisation de la contrainte publique à des fins privées, a donné lieu à un nouveau type de fonctionnement, largement favorable aux entrepreneurs de la finance, et interdisant la vieille redistribution des gains de productivité. L'entreprise mondiale titrisée, fragilisée dans son corps en raison de la titrisation possible de chacune de ses parties, obéissant à de nouvelles normes comptables, elles-mêmes mises en place dans le cadre d'une adéquation avec la titrisation généralisée, n'a plus à redistribuer aux salariés les gains de productivité. La mondialisation (concurrence) comme les actionnaires (nouvelle gouvernance) sont d'ailleurs là pour lui interdire. Si l'entreprise fordienne générait des débouchés par redistribution des gains de productivité, l'entreprise titrisée laisse la place à la finance pour assurer, par un endettement croissant, les débouchés dont elle a besoin. Pour être juste, la mondialisation qui s'est servie de la titrisation généralisée, assure aussi un « revenu supplémentaire » résultant du prix bas des marchandises importées ... mais qui tuent le fordisme ancien. Comme quoi la titrisation généralisée, avec tout ce qu'elle implique, notamment la liberté de circulation du capital, est cause essentielle de la désindustrialisation des anciens pays fordiens.

La croissance était ainsi - pour l'essentiel - non plus tirée par les gains de productivité, mais par un endettement croissant reposant sur le transfert généralisé du risque, et impulsant un effet d'enrichissement.

Les produits politiques (dépenses budgétaires) étant affectés de façon croissante au service de la dette publique, imprudemment titrisée depuis trente années, les entrepreneurs politiques deviennent ainsi massivement délégitimés, car devenus incapables de promulguer l'idéologie d'un intérêt général. (Réflexion sur le gigantisme financier, par Jean Claude Werrebrouck)

9- Clés pour comprendre

Comment la "mondialisation" a commencé.

Comment l'aristocratie financière a pris le pouvoir sur les Etats.

Le point de départ du nouveau paradigme est la fin de Bretton Woods, fin proclamée par le président des Etats Unis le 15 août 1971. Désormais il n'y aura plus de limite au « déficit sans pleurs » (Rueff) et l'aventure de la mondialisation peut commencer, avec ce que nous appelons l'édification des « autoroutes de la finance ». La construction est un fait juridique, lourd et massif, donc produit par les entrepreneurs politiques. Ce sont les Etats qui vont fabriquer les marchés financiers et la mondialisation. Ce sont donc les entrepreneurs politiques qui vont choisir de « renverser le monde », et de ne plus avoir une finance enkystée dans les Etats, mais des Etats enkystés dans la finance. (...)

Ce partenariat exemplaire, faussement libéral et tout aussi faussement keynésien, entre financiers et entrepreneurs politiques développe deux conséquences.

La première est la plus évidente : les Etats se font dans le monde des apparences beaucoup plus petits, et la finance complètement tentaculaire....avec les revenus correspondants. La réalité est autre : le gigantisme financier est le moyen nouveau de l'aventure étatique. Ce sont toujours les Etats et leurs entrepreneurs qui tiennent les ficelles règlementaires, et donc fixent les règles du jeu. Et un jeu qui permet au moins de gagner du temps, c'est-à-dire de prolonger un fordisme - désormais malade car amputé dès la fin des années 70 de ses magiques gains de productivité - par d'autres moyens : maintenir l'emploi en stimulant les demandes globales par le fantastique développement du crédit, donc de la dette privée (USA, Irlande, Grande Bretagne, Espagne, etc.) ; maintenir l'Etat providence malgré les pertes de ressources fiscales du fordisme déclinant en développant une dette publique d'autant moins couteuse qu'elle se trouve davantage internationalisée (France notamment) ; et en raison des mêmes causes et avec les mêmes moyens, maintenir la puissance (USA). Le fordisme triomphant n'avait guère besoin d'une finance développée. Son agonie, et l'affolement des entrepreneurs politiques qui s'en nourrissaient, justifient de la part de ses mêmes entrepreneurs, un fantastique investissement vers une finance qui deviendra tentaculaire. Le politique ne s'efface pas, derrière un faux libéralisme et la gigantesque construction financière, et ses entrepreneurs ont besoin de pérenniser un partenariat équilibré avec les banques : Il faut sauver ces dernières durant la crise... pour que les entrepreneurs en question se sauvent eux-mêmes. Clientélisme et irresponsabilité, restent les objectifs du mariage entre désormais le « petit Etat » et la « grosse Banque ». Mariage qui jusqu'ici ne supporte pas l'infidélité.

La seconde ne concerne pas directement cet article centré sur le gigantisme financier. Pour autant elle est aussi la conséquence du partenariat entre banquiers et entrepreneurs politiques. Dans le fordisme devenu mutant, le citoyen va apparaitre à tout le moins dissocié. Jadis, en fordisme, au centre de trois cercles concentriques (citoyen/salarié/consommateur), il est désormais, en tant qu'enfant du « petit Etat » et de la « grosse Banque » un être dissocié : il tue involontairement son statut de salarié, en satisfaisant ses désirs consuméristes de marchandises mondialisées acquises à l'aide d' un crédit facile ; Il aime ce sous produit du mariage des Etats et de la finance qu'est la drogue-euro, laquelle lui procure un pouvoir d'achat élevé, souvent invisiblement dissocié de sa productivité... dissociation dangereuse pour son emploi ; partiellement issu d'obscures pyramides financières (CADES, ACOSS etc.), il sait que le service public dont il est usager pourrait s'effondrer ; Par ailleurs Il ne voit plus pourquoi il financerait par l'impôt le service d'une dette qui gave la finance et aggrave son gigantisme. Jadis enchâssé dans le politique et les institutions de la nation, il se sent à la fois perdu et libéré et veut chaque jour se libérer davantage.

Il creuse sa tombe, non, la nôtre !

Mélenchon : "*Nous serons alors le coeur d'un nouveau front populaire*". (lexpress.fr 20.07)

Politique

1- France

1.1- Ils vont placer La Talonnette sur des échasses.

1.1.1- Est-ce un début de retour en grâce? Depuis deux mois, la popularité de Nicolas Sarkozy est orientée à la hausse.

Selon le directeur général d'Ipsos-Public Affairs, Jean-François Doridot, "*c'est une remontée certes spectaculaire, mais qui part de très bas!*"

Nicolas Sarkozy a été au plus bas en avril, avec 29% d'opinions positives, après le gros décrochage des régionales 2010. Peut-être l'actualité nationale, moins conflictuelle en ce moment, favorise-t-elle cette remontée. On est plutôt dans un retour à la normale, qui demande confirmation à la rentrée. (libération.fr 20.07)

1.1.2- Soixante-six pour cent des Français ne souhaitent pas que Nicolas Sarkozy soit réélu en 2012, contre 29% qui sont d'un avis contraire, selon un sondage Ipsos pour le magazine Le Point.

L'institut souligne que "*Nicolas Sarkozy accuse un très net déficit de soutien chez les jeunes (près de 80% des moins de 35 ans ne souhaitent pas sa réélection), les plus diplômés (72% du même avis), que ne compense pas le ralliement finalement pas si unanime que cela de son socle électoral traditionnel*". (Reuters 20.07)

1-2- Le temps des colonies...

Dans une interview à LCI, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a indiqué que Kadhafi pourrait être autorisé à rester en Libye à condition de renoncer clairement à toute activité politique dans le pays.

Un tel engagement du dirigeant libyen permettrait de déclencher le processus politique du cessez-le-feu, a-t-il ajouté.

"*J'entends dire qu'il ne veut pas quitter la Libye. Mais l'une des hypothèses qui est envisagée, c'est effectivement qu'il séjourne en Libye à une condition, c'est que très clairement il se mette à l'écart de la vie politique libyenne*", a expliqué le chef de la diplomatie française. (Reuters 20.07)

2- Italie. Berlusconi trafiquant d'armes.

Le gouvernement italien a officiellement bloqué l'enquête sur une mystérieuse disparition d'un stock d'armes, révèle le Corriere Della Sera, repris par The Independent.

Le procureur qui enquêtait sur la disparition de ces stocks a été rappelé à l'ordre par le bureau du président du Conseil Silvio Berlusconi en invoquant les lois sur le secret d'Etat. De fait, aucune information sur le sujet ne peut être rendue publique.

Les armes disparues provenaient d'une saisie sur un navire en provenance d'un pays de l'ex-URSS et à destination de la Croatie en 1994, en plein période de guerre dans les Balkans.

Selon le Corriere Della Sera, la cargaison contient «*assez de matériel pour équiper une armée entière*». Dans les détails, il s'agit d'un arsenal pesant plus de 19 tonnes avec 5.000 roquettes Katiouchas, 400 missiles Fagot (aussi appelés AT-4 Spigot), 30.000 AK-47 (Kalashnikov) et de 11.000 roquettes anti-char. (slate.fr 20.07)

Social

1- France-Italie. Interdire la grève et grève interdite.

1.1- En cette période de chassés-croisés estivaux, la compagnie Air France est confrontée à plusieurs menaces de conflits prévus pour la fin de juillet et le début d'août. Une situation à laquelle le député UMP des Alpes-Maritimes, Lionnel Luca, propose de mettre fin en interdisant la grève durant les périodes de grands départs ou de retours de vacances, à l'instar de l'Italie, qu'il cite en exemple.

Pour Lionnel Luca, cofondateur avec Thierry Mariani, le ministre des transports, du collectif Droite populaire, '*ce mépris pour ceux qui ne sont en rien responsables du conflit avec la direction et les pouvoirs publics est insupportable*', et '*la seule solution est (...) l'interdiction de la grève durant les périodes de départs et de retours massifs de vacances*'. (lemonde.fr 20.07)

1.2- La législation italienne sur la réglementation des grèves dans les transports est destinée à concilier deux droits fondamentaux inscrits dans la constitution transalpine : le droit de grève et les libertés individuelles dans lesquelles s'inscrit le droit à se déplacer librement. Adoptée en 1990 et confirmée en 2000, la législation interdit les grèves dans les entreprises de transport aussi bien privées que publiques - même les taxis y sont soumis - durant les périodes de vacances.

Les périodes protégées sont du 19 décembre au 7 janvier pour les fêtes de Noël, du jeudi précédant Pâques au jeudi suivant la fête religieuse, du 24 avril au 2 mai pour la fête nationale italienne, du 27 juin au 4 juillet pour les premiers départs en vacances, du 27 juillet au 5 septembre pour l'exode des aoûtiens et du 30 octobre au 5 novembre pour la Toussaint.

La loi prévoit également une interdiction de grève dans les transports trois jours avant et trois jours après les consultations électorales. En dehors de ces périodes appelées "*franchises*", la législation impose en cas de grève dans les entreprises de transport la suspension de l'arrêt de travail de 7 heures à 10 heures du matin et de 18 heures à 21 heures.

Une autorité indépendante, dont les membres sont nommés par le président de la République, est chargée de faire respecter la législation. En cas de non-respect des règlements, elle peut sanctionner pécuniairement les syndicats en suspendant les financements publics qu'ils reçoivent.

Elle peut également imposer individuellement des amendes aux grévistes, sans toutefois arriver jusqu'à un licenciement. Les sanctions sont rares, car tous les grands syndicats qui ont participé à son élaboration la respectent.

Mais la liberté de se déplacer des Italiens peut également être limitée par des grèves induites par des sociétés de transport étrangères qui desservent la péninsule. Rome a donc fait les premiers pas pour étendre sa législation aux réglementations européennes. (lepoint.fr 20.07)

2- France

L'Office national des forêts (ONF), gestionnaire des forêts publiques, a perdu plus du tiers de ses effectifs en 25 ans, des

réductions qui devraient se poursuivre, provoquant un mal-être croissant chez les 9.500 agents, selon les syndicats. Ce malaise s'est traduit par plusieurs suicides ces dernières années - dont trois depuis le 20 juin - touchant surtout des agents patrimoniaux, les ex-gardes forestiers. Direction et syndicats comptabilisent 23 cas depuis 2005, même si tous ne sont pas liés au travail.

Tout en essayant d'enrayer le malaise des agents, l'Office, qui gère un quart des forêts françaises (4,7 millions d'hectares), voit ses effectifs baisser. Cet établissement public sous double tutelle (Agriculture et Environnement) comptait 15.000 employés en 1986 contre 6.300 fonctionnaires (dont 3.000 agents patrimoniaux) et 3.200 ouvriers privés aujourd'hui. Or le Contrat d'objectifs 2012-2016, soumis mercredi au Conseil d'administration de l'ONF, prévoit près de 700 nouvelles suppressions de poste.

La CGT-Forêt y voit «*l'arme qui va servir à l'assassinat prémédité de l'ONF*». Le Snupfen-Solidaires réclame que ce contrat avec l'Etat soit examiné au Parlement «*pour un véritable débat démocratique et citoyen*». Au cours d'un Comité central hygiène et sécurité (CCHS) le 12 juillet, les syndicats (Snupfen-Solidaires, CGT-Forêt, FO et Unsa) ont réclamé «un moratoire immédiat» sur les baisses d'effectifs. Ils redoutent à terme une privatisation de l'ONF, depuis la divulgation d'une note de la direction du Trésor, datée de décembre, évoquant la possibilité de «*déléguer la gestion des forêts communales à des prestataires privés*». Mais le gouvernement a assuré à plusieurs reprises être opposé à cette idée.

Le directeur général de l'ONF, Pascal Viné, a expliqué à l'AFP que l'Office ayant «*fait le choix de rester un établissement public*», il devait appliquer «*les règles générales des établissements publics*», soit une baisse des effectifs «de 1,5% par an par le non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite».

Mais pour les gardes forestiers, c'est la nature même du travail qui a changé, la surface à leur charge ayant augmenté depuis une réforme de 2002, selon Jean-Noël Schmidt (SNTF-FO). Pour François Sittre (Snupfen), le travail des forestiers, «*garants d'un fragile équilibre entre la production de bois et son renouvellement*», «*n'a plus aucun sens*». «*La réforme de 2002 nous a basculés dans la marchandisation. On essaye de faire de nous des commerciaux. Du coup, on n'est plus en forêt*», déplore ce quinquagénaire qui gère près de 14.000 hectares en Franche-Comté. «*C'est un métier qui fout le camp. On oublie nos missions de forestiers, de police et de surveillance, pour faire du chiffre*», affirme Claude Ammerich (CGT), agent dans le Val-d'Oise.

L'Office, qui produit chaque année plus de 14,5 millions de m3 de bois, a enregistré un déficit de 14 millions d'euros en 2010 pour un budget de 700 millions. (20minutes.fr 20.07)

3- Somalie.

L'Onu a décrété mercredi l'état de famine dans deux régions du sud de la Somalie et prévenu que d'autres zones de la Corne de l'Afrique pourraient connaître pareil sort dans les prochaines semaines.

"*Si nous n'agissons pas maintenant, la famine va s'étendre aux huit régions du sud de la Somalie d'ici deux mois, en raison des faibles récoltes et de la multiplication des foyers d'infections*", a estimé Mark Bowden lors d'une conférence de presse organisée à Nairobi.

"*Chaque jour de retard dans l'acheminement de l'aide est au sens propre une question de vie ou de mort pour les enfants et les familles des zones touchées par la famine*", a-t-il ajouté.

Selon l'Onu, près de 3,7 millions de Somaliens, soit environ la moitié de la population du pays, sont en situation de danger.

Dans les zones les plus exposées, près d'un enfant sur deux souffre de malnutrition. "Il est probable que des dizaines de milliers d'enfants soient déjà morts", a estimé Mark Bowden. (Reuters 20.07)

Aux infos du soir sur TV5Monde Asie, ils ont dit avant-hier que 250.000 enfants étaient menacés de mort à brève échéance. On a vu des enfants décharnés portant la mort dans leur regard, des mères désespérées, c'est terrible, dégueulasse, et pendant ce temps-là ils dépensent des milliards de dollars dans la guerre...

Haut de page

Le 22 juillet

Les banques se sont octroyées, pardon, se sont vus octroyer une rente de 30 ans sur la dépouille grecque, elle n'est pas belle la vie ! Avec de l'argent qui ne leur appartient pas de préférence, qu'elles créeront pour la circonstance ou qu'elles emprunteront elles-mêmes à un taux inférieur de celui qu'elles pratiqueront envers la Grèce, quelle aubaine ! Passagère tout de même, car si tous les commentateurs bourgeois poussent un cri de soulagement, il n'en demeure pas moins que la dette grecque n'a pas

disparu pour autant.

Le Figaro jubilait hier :

- Français, quel que soit le prochain président de la République, préparez-vous à vous serrer la ceinture ! Jeudi, selon les documents servant de base à la négociation, Paris s'apprêtait à prendre l'engagement, comme toutes les capitales de la zone euro qui ne sont pas sous le coup d'un programme d'aide, de passer sous la barre de 3 % de déficit public en 2013 «au plus tard». Un chiffre inscrit dans le traité de Maastricht en 1992, piétiné depuis des années, et qui semble donc sur le point de revivre…

Un avant-goût du "***Front populaire***" avancé par Mélenchon et une bonne raison de s'y opposer :

- Quant au Parti socialiste, déjà en campagne pour sa primaire, il va devoir rapidement détailler comment il compte respecter un engagement qui s'impose désormais à tous les camps politiques s'il revenait au pouvoir l'an prochain. Parce qu'il veut jouer la carte du sérieux, l'objectif d'un retour à 3 % en 2013 est aussi inscrit dans son programme. Mais, pour cela, il insiste moins sur une réduction des dépenses que sur une pression fiscale accrue de 50 milliards. (lefigaro.fr 21.07)

Le Front de gauche en annonçant qu'il se désisterait en faveur du candidat du PS au second tour de la présidentielle de 2012, a de fait adopté le programme du PS qui sur le fond ne se distingue en rien de celui de l'UMP. Tout le reste est du baratin... électoral !

Politique

1- Egypte. Le peuple propose, l'armée dispose.

Le nouveau gouvernement égyptien du Premier ministre Essam Charaf a prêté serment jeudi dans le cadre d'un remaniement réclamé depuis plusieurs jours par les manifestants de la place Tahrir, qui exigent une accélération des réformes.

Les ministres ont prêté serment devant le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, le chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige l'Egypte depuis la chute de l'ancien président Hosni Moubarak, le 11 février.

"*Cela risque de calmer un peu le peuple et ce n'est toujours pas suffisant car (...) les gens attendaient des changements aux ministères de l'Intérieur et à la Justice*", confie un expert à la tête d'un groupe de réflexion égyptien, Adel Soliman.

"*Mais il est évident que le Premier ministre ne dispose pas des pleins pouvoirs pour les remplacer et qu'il est sous pression*", ajoute cet analyste. (Reuters 21.07)

2- Sénégal

Les autorités sénégalaises ont interdit jeudi tout rassemblement politique dans le centre de Dakar, à deux jours d'une manifestation programmée par l'opposition pour protester contre l'intention du président Abdoulaye Wade de briguer un nouveau mandat en février 2012.

Des observateurs craignent que cette mesure d'exception exacerbe les tensions entre les membres de l'opposition et les partisans d'Abdoulaye Wade, d'autant qu'une marche prévue par ces derniers dans la banlieue de la capitale sénégalaise ne tombera pas sous le coup de cette interdiction.

Jeudi, le ministre de l'Intérieur a expliqué que la décision d'interdire tout rassemblement politique à Dakar avait été prise pour des raisons de sécurité.

L'annonce de cette mesure intervient quelques jours après la promesse d'Abdoulaye Wade de réprimer durement toute manifestation qui s'inscrirait dans la lignée de celles de la fin du mois de juin.

"*Cela prouve que les positions se durcissent au gouvernement contre les manifestants qui lui sont hostiles*", a dit à Reuters un diplomate basé à Dakar. (Reuters 21.07)

3- Malawi

Au moins dix personnes ont été tuées dans des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre au Malawi, théâtre depuis deux jours d'un mouvement de contestation inédit du régime du président Bingu wa Mutharika, rapportent des responsables et des proches de victimes.

Sept personnes auraient été tuées par balle par la police, mercredi 20 juillet dans la ville de Mzuzu, a affirmé jeudi un militant des droits de l'homme, qui se trouvait jeudi matin à la morgue de l'hôpital de la ville.

Selon lui, les victimes ont été tuées lorsque la police a tiré sur une foule qui s'attaquait à des magasins appartenant à des Chinois et à des bureaux du Parti progressiste démocratique, le parti du président Mutharika.

Selon le témoignage de ses proches, un homme a également été tué par balle à Blantyre, la capitale économique du pays, où policiers et soldats ont tiré des gaz lacrymogènes pour tenter de disperser la foule de manifestants venus réclamer la démission de Mutharika. Dans la capitale, Lilongwe, des heurts ont éclaté pour la deuxième journée consécutive entre les manifestants et les forces de l'ordre, selon la radio privée locale MIJ.

D'après l'AFP, deux mille personnes environ étaient rassemblées dans les rues de chacune de ces deux villes. Le bilan n'a pas été confirmé par la police et Amnesty International fait état de plusieurs enfants présentant des blessures par balle. (lemonde.fr 21.07)

Social

France.

1- Usine occupée.

Les salariés de Veninov, premier producteur européen de toile cirée, placé en liquidation judiciaire, ont voté jeudi 21 juillet l'occupation de l'usine de Vénissieux, en banlieue lyonnaise, pour empêcher le départ des machines, a-t-on appris de source syndicale.

'*Pour nous, l'usine est viable, on préfère attendre un repreneur, on ne va pas nous enlever notre outil de travail tant qu'on a encore un espoir de redémarrer l'activité*', a déclaré à l'AFP Stéphane Navarro, délégué syndical CGT.

Comme prévu, le tribunal de commerce de Nanterre a entériné jeudi la liquidation judiciaire de Veninov, aucune offre de reprise n'ayant été déposée dans les délais impartis pour cette filiale du groupe allemand Alkor-Venilia, qui emploie 87 salariés dans son usine de Vénissieux.

Les lettres de licenciement seront envoyées le 28 juillet par le liquidateur judiciaire à l'ensemble des 88 salariés, avec effet au 1er août, a précisé M. Navarro.

Créée en 1874, l'entreprise Veninov réalisait près de 20 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont environ un tiers à l'export, selon son site Internet. (lemonde.fr 21.07)

2- La servilité récompensée.

Après des mois de négociations, l'Assurance-maladie et les médecins libéraux ont signé dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juillet un protocole d'accord comprenant un projet complet de nouvelle convention médicale. Le texte ouvre la voie à une généralisation des primes à la performance pour les médecins et jette les bases d'un "secteur optionnel", nouveau secteur tarifaire permettant d'encadrer les dépassements d'honoraires de certains spécialistes.

L'accord "*est loin d'être parfait*", a estimé le président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), Michel Chassang. "*Mais c'est une convention qui va bouleverser l'exercice médical*", a-t-il ajouté. "*Nous généralisons un mode de rémunération dont l'objectif est de soigner mieux*", s'est félicité de son côté le directeur de l'Assurance-maladie, Frédéric van Roekeghem. Pour mettre en œuvre la convention qui régira pour cinq ans les relations entre les médecins et la Sécu, les instances des syndicats doivent encore se prononcer, ainsi que le gouvernement et les complémentaires santé (mutuelles, assurances privées).

Les nouvelles primes à la performance sont réservées pour l'instant aux médecins généralistes, mais elles ont vocation à s'étendre à d'autres spécialités. Elles généralisent une formule comparable déjà proposée à titre individuel aux généralistes depuis 2009, qui complète le paiement à l'acte. Une liste d'une trentaine d'objectifs a été établie. Pour engranger des points, un médecin devra par exemple atteindre un taux défini de patientes de 50 à 74 ans participant au dépistage du cancer du sein, prescrire une proportion donnée de génériques ou encore transmettre suffisamment de feuilles de soins électroniques.

En atteignant l'ensemble des objectifs fixés, les 45 000 généralistes éligibles pourront espérer toucher une prime d'un peu plus de 9 000 euros par an.

Le point le plus difficile de la négociation aura été l'encadrement des dépassements d'honoraires, qui s'est soldé par un résultat

en demi-teinte. La Sécu et les médecins sont convenus de ressusciter le projet d'un "*secteur optionnel*", un nouvel espace tarifaire à mi-chemin entre les actuels secteurs 1 (médecins pratiquant les tarifs Sécu) et 2 (honoraires libres). L'enjeu est de régler le problème croissant d'accès aux soins posés par les dépassements, qui ne sont pas remboursés par la Sécu et le sont de manière inégale par les complémentaires santé.

Le secteur optionnel ne concernerait que les chirurgiens, anesthésistes et obstétriciens actuellement en secteur 2 (sauf exceptions). Les médecins qui choisiraient d'y exercer s'engageraient à plafonner leurs dépassements, dans une limite de 50 % au-dessus du tarif opposable qui sert de base de remboursement à la Sécu. Ils s'engageraient aussi à réaliser un minimum d'actes (30 %) sans dépassements. Les complémentaires santé s'engageraient quant à elles à prendre en charge ces dépassements encadrés pour leurs assurés. Mais elles n'ont pas paraphé le texte d'accord Sécu-médecins, exigeant au préalable une série d'engagements de la part du gouvernement.

La mise en œuvre du secteur optionnel reste donc une nouvelle fois suspendue. Ce dispositif avait déjà été négocié dans les mêmes termes en 2009... sans jamais entrer en vigueur. Ce projet a été qualifié de "*désastreux*" par l'association de consommateurs UFC-Que Choisir, qui y voit une "*aubaine*" pour les médecins, mais estime que les patients verraient leurs cotisations aux complémentaires santé exploser. (lemonde.fr 21.07)

Syndicat

France. Allégeance aux institutions.

Six syndicats (CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, SNPST, Solidaires) demandent aux parlementaires de l'opposition de saisir le Conseil constitutionnel afin "*d'obtenir le retrait*" de deux articles du texte de loi réformant la médecine du travail, qui, selon eux, remettent en cause ses missions et l'assujettissent aux employeurs.

Le texte relatif à l'organisation de la médecine du travail a été adoptée par le Sénat le 8 juillet, en deuxième lecture, après avoir été adopté par l'Assemblée nationale le 5 juillet.

Dans un communiqué diffusé jeudi, les six organisations syndicales dénoncent le fait que "*l'article 1er confie aux présidents des SST (Services de santé au travail), émanation des employeurs, qui génèrent les risques professionnels, la mission de 'conseiller les employeurs, les travailleurs et leurs représentants*' et d'assurer ' *la surveillance de l'état de santé des travailleurs en fonction des risques'*".

"*L'article 13 subordonne l'équipe pluridisciplinaire au projet de service approuvé par le conseil d'administration, réduisant les professionnels à n'être que de simples exécutants de celui qui génère les risques professionnels*", poursuivent les syndicats.

Ils estiment que cet article "*heurte frontalement le code de déontologie médicale, qui stipule*" que "*le médecin ne peut aliéner son indépendance sous quelque forme que ce soit*".

Les six organisations syndicales demandent donc aux députés et sénateurs de l'opposition "*de saisir, de toute urgence et selon les formes appropriées résultant de l'article 61 de la Constitution, le Conseil constitutionnel, afin d'obtenir le retrait de ces dispositions, qui menacent la prévention de la santé des salariés et l'indépendance médicale*". (AP 21.07)

Haut de page

Le 23 juillet

Ils en rêvent tout bas, mais le disent tout haut...

De quoi au juste ? Pardi, de "*plus d'intégration européenne*", d'un "*gouvernement économique supranational*", d'un Etat à l'américaine, les Etats-Unis capitalistes d'Europe, l'antithèse des Etats-Unis socialistes d'Europe

Pour se faire "*Le pacte de stabilité ne suffit plus*" selon un haut responsable européen rapporte *Le Figaro*.

Mais il leur faut avancer masqué "*les propositions franco-allemandes en faveur d'une meilleure gouvernance européenne mettront de côté toute option supranationale* ", pourquoi, parce que "*les opinions publiques ne sont pas prêtes* ", ah c'est là que ça coince, encore cette foutue lutte des classes !

C'est que l'on ne peut pas confier à n'importe qui la gestion politique de ce monstre qu'est l'UE, mais au fait qui s'en charge ?

Le Parlement européen, apparemment non "*Sylvie Goulard (MoDem), défend l'idée d'une association du Parlement européen aux grandes options fiscales*", parce qu'il en est exclu, ?

La Commission eupéenne, cela n'est pas le cas et certains s'en plaignent "de nombreux «*fédéralistes*» estiment qu'il faudrait confier plus de moyens à la Commission européenne" selon la même source.

C'est donc toujours les chefs d'Etat qui dirigent l'UE, des chefs d'Etats indépendants dont l'existence et le pouvoir proviennent de la Constitution de leur pays respectif et non de l'UE, c'est cette contradiction incontournable entre l'existence des Etats indépendants qui possèdent leurs propres contraintes et de l'UE qui possède les siennes qui mine la construction européenne.

Un internaute disciple du *Figaro* et admirateur de cette cynique institution européenne à l'américaine exprime à haute voix ce que les Sarkozy, Merkel, etc. pensent tout bas : "*Il faut un vrai gouvernement fédéral supranational d'une Europe unie homogénéisée et ce gouvernement doit être élu par l'ensemble des citoyens européens; il prendra les décisions non seulement économiques mais aussi politiques majeures. L'UE sera la première puissance économique et politique mondiale.*" (lefigaro.fr 22.07)

Il a oublié une chose au passage : c'est que la place est déjà prise par l'impérialisme américain et que l'impérialisme chinois est déjà sur les rangs pour la revendiquer à brève échéance.

Mais alors, cela signifie qu'ils ne sont pas près d'en voir le bout, et que d'ici là cet édifice bancal pourrait s'écrouler, éclater, disparaître, tout est possible tant qu'ils ne sont pas parvenus à leurs fins.

Il ne faut pas s'emballer pour autant, certes on sait que le temps joue contre eux, chaque jour qui passe à la faveur de la crise permet à chaque travailleur de s'interroger afin de mieux cerner comment fonctionne leur société, cependant de notre côté et dans l'état actuel des choses, si tout demeure possible cela inclut le meilleur comme le pire, le meilleur serait que les travailleurs trouvent la voie de l'organisation sur la base d'une orientation politique posant la question du pouvoir, de l'Etat et la remise en cause des fondements du capitalisme, le pire serait qu'ils n'y parviennent pas et qu'ils plébiscitent une solution contraire à leurs intérêts, autrement dit l'extrême droite rejointe par une partie de la petite bourgeoisie.

Maintenant on ne peut pas tenir ce genre de discours et ne pas soutenir ou participer aux comités politiques mis en place par le POI. Pourquoi ceux-là plus que d'autres ? Déjà parce que par leur dénomination ils annoncent la couleur si je puis dire, si ces comités présentent un caractère politique ce n'est pas pour se cantonner à avoir des discussions uniquement à caractère social ou de type para-syndical, ils doivent permettre aux travailleurs et aux militants de confronter leurs idées, de réfléchir aux moyens à mettre en oeuvre pour sortir de cette crise du capitalisme, de comparer les différentes hypothèses en présence, de voir sur quoi elles reposent, l'objectif étant que ces travailleurs et militants arrivent à la conclusion qu'il existe bien une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme, le socialisme, et que c'est en unissant nos forces, en organisant toujours plus de travailleurs et militants que cette idée finira par s'imposer à la majorité des travailleurs du pays, condition sans laquelle il sera impossible de vaincre notre ennemi de classe, parce que nous aurons été incapables de construire le parti indispensable à la victoire de la révolution.

Des camarades rétorqueront que bien des militants du POI sont opposés à cette perspective. Je leur répondrai qu'il en existe un certain nombre dans ce parti qui y sont favorables, donc en rejoignant ces comités, vous aurez la possibilité d'exposer et en défendre loyalement vos idées, et si de la sorte vous soutenez également indirectement le courant révolutionnaire qui existe au sein du POI et qui partagent vos idées, je ne vois pas où il y aurait un problème, au contraire, en additionnant vos voix cela donnera plus de poids à vos idées qui seront ensuite partagées par davantage de travailleurs et militants, donc tout le monde y gagnera à l'arrivée.

On ne milite pas pour satisfaire des intérêts particuliers ou pour imposer ses idées aux autres, on milite uniquement pour convaincre les travailleurs et militants de la justesse des idées que l'on défend, donc l'orientation et les objectifs politiques qu'on leur propose...

On milite pour une cause qui nous est commune et qu'on estime juste, une cause qui incarne les intérêts collectifs de l'ensemble des masses exploitées, une cause qui repose sur un processus dialectique et historique, une cause qui repose donc sur une base scientifique et non sur un coup de tête, une cause qui ne correspond pas à une lubie, on ne milite pas pour se faire plaisir ou pour passer le temps, pour avoir l'impression de seulement exister dans une société qui tend à broyer la personnalité de chacun.

On milite en gardant toujours à l'esprit qu'il nous faut toujours faire des efforts pour progresser sur le plan théorique et politique, qu'on est perfectible, ce qui nécessite de faire preuve en permanence d'une très grande modestie, par exemple avant de réfléchir à une question, seul ou en présence de travailleurs ou de militants on doit systématiquement remettre les compteurs à zéro, c'est une méthode sûre qui va nous permettre (une nouvelle fois) de vérifier sérieusement et honnêtement la validité de nos principes ou des théories sur lesquels reposent nos convictions, et si maintenant lors d'une discussion il s'avère que l'on ne soit pas sûr de soi, qu'on doute et qu'on ne sache plus quoi penser, il n'y a pas de quoi à en avoir honte ou en faire un drame, ce n'est pas non plus une raison pour se recroqueviller sur soi-même et se mettre à égréner des vérités toutes faites qui ne convaincront personne,

qui au contraire vous feront passer pour un dogmatique ou un sectaire, dans ces cas-là on y gagne à dire la vérité, qu'on n'a pas suffisamment étudié une question pour se prononcer, évidemment cela ne doit pas être un moyen employé pour se défiler, quand ce cas de figure se présente on ajoute qu'on en reparlera ensemble, on se fixe un nouveau rendez-vous, bref, on garde la maîtrise de soi, on reste digne, on ne se ridicule pas, on ne culpabilise pas, on témoigne qu'on ne fait pas de notre combat politique une affaire personnelle.

Quand on milite depuis des années ou des décennies, on s'imagine qu'on a acquis suffisamment d'expérience pour savoir forcément de quoi on parle, or c'est rarement le cas, parce les militants n'ont pas abordé ou étudié sérieusement de nombreuses questions, ou les réponses qu'on leur a fournies étaient calquées sur une théorie réputée infaillible et gravée dans le marbre, en contradiction avec les profondes transformations que la société et le monde ont connues depuis qu'elles ont vu le jour, théorie encore juste par endroits et fausse ou dépassée ailleurs, qui de ce fait aurait nécessité une nouvelle étude.

On se croit capable d'avoir réponse à tout, de se prononcer sur tous les sujets, de concurrencer les dirigeants de notre partis, alors que bien souvent ce sont les illusions que l'on avait placées dans notre militantisme et dont on n'avait pas conscience qui nous conduise à adopter cette attitude, qui en réalité ne fait qu'exprimer notre impatience d'aboutir à certains résultats ou objectifs qui tardent à venir, plus généralement notre incompréhension de la situation, ce que l'on refusera d'admettre évidemment.

Des militants m'écrivent qu'ils vont quitter leur parti ou qu'ils l'ont déjà quitté, je leur réponds que cela ne m'intéresse pas du tout, par contre je voudrais bien savoir pourquoi sur le plan politique uniquement, quels étaient leurs désaccords politiques avec leur parti, voilà ce qui peut intéresser les militants en général car cela participe de la confrontation des idées, pour les faire avancer. Je vous avoue que neuf fois sur dix les arguments avancés par ces militants ne tiennent pas la route ou ne sont pas très sérieux, sans leur dire (comme cela c'est fait !) je ne partage pas leur attitude qui consiste à reporter sur leur parti leurs propres incompréhensions ou impatience, ce qui ne signifie pas que leur parti et ses dirigeants ne portent pas en partie la responsabilité de leur état d'esprit et de leur décision. S'ils croient trouver en moi un opposant farouche ou pire un ennemi du POI, ils se mettent profond le doigt dans l'oeil, cela je l'ai déjà dit, je le martèle ici.

Quand l'affrontement direct entre les classes va se déclencher, il sera d'une rare violence dont la plupart des militants ne peuvent même pas imaginer l'intensité, ce jour-là, il sera plus urgent que jamais que les militants révolutionnaires se regroupent, dans les pires conditions, vers quel parti vont-ils s'orienter, vers le PCF, ils sont morts, vers LO, autant disparaître ou s'enfermer tout de suite dans une cave, vers le NPA, s'ils se sont forgés une mentalité de martyrs inutiles, il retera quoi d'autres comme parti à ceux qui n'ont pas un état d'esprit suicidaire à part le POI, je vous pose la question, réfléchissez bien camarades.

Je ne tenais pas exactement les mêmes propos avant cette crise du capitalisme qui ne peut déboucher que sur une situation révolutionnaire à court terme dans la plupart des pays de la zone euro, mon propos est de se disposer dans cette perspective, se s'y préparer dans tous les domaines, de l'aborder si c'est encore possible dans les meilleures conditions, ce qui implique le regroupement de nos forces, de siffler la fin de la récréation, certes pas tout à fait inutile au cours de laquelle les militants ont privilégié au mieux leurs désaccords politiques, au pire leur conception de la lutte de classe qui les a conduit très souvent à reproduire sur une échelle réduite ce qu'ils reprochaient au parti qu'ils avaient quitté sans pour autant faire progresser le mouvement ouvrier dans la bonne direction.

Comme je sais également que bien des militants ont la rancune coriace, j'invite de leur côté les militants et cadres du POI qui se connectent sur le site à bien réfléchir également aux questions que je viens d'aborder et à modifier leur comportement envers les militants de leur parti, ainsi qu'envers les militants qui pourraient les rejoindre.

Qu'on se comprenne bien, je ne prends parti ni pour les uns ni pour les autres, je ne me sens concerné ni par l'attitude des militants qui reprochent tout et son contraire au POI, ni par celle des militants ou cadres du POI qui se prennent pour des êtres supérieurs sans en avoir forcément les qualités, je suis dans la peau du militant qui partage une partie des positions de ce parti tout en se montrant très critique envers ses dirigeants et certaines de leurs positions ou méthodes de fonctionnement que je partage pas, j'essaie comme dans toute chose de faire la part des choses afin de ne pas sacrifier l'essentiel à ce qui me paraît secondaire, et dans l'ordre des choses, on peut effectivement reprocher beaucoup de choses au POI, mais a-t-il changé de position face à l'Union européenne, face à la dette, face au gouvernement et au patronat, à quel moment s'est-il compromis avec les partis pourris institutionnels, vous connaissez la réponse, jamais, n'est-ce pas cela l'essentiel ?

Maintenant on peut trouver intolérable la manière dont il se comporte avec les appareils des syndicats, je suis d'accord pour estimer que c'est une grave défaillance sur une question essentielle, je vous l'accorde, cependant je ne vais pas renier ce que j'ai écrit ailleurs où j'expliquais que le faible taux de syndicalisation dans le pays reléguait finalement cette question au second plan, il me semble qu'on en a eu la preuve lors de la mobilisation sur la contre-réforme des retraites, on peut aussi observer ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Portugal ou dans d'autres pays similaires pour constater que les syncalistes peuvent se mobiliser une multitude de fois sans entraîner une modification du rapport de force en faveur des travailleur du pays concerné, et je ne parle même pas de leur comportement le jour où ils devront affronter la mitraille, je ne suis pas sûr qu'il faille compter ce jour-là sur la mobilisation de beaucoup de syndiqués pour entraîner le gros des troupes des masses, tout comme les "démocrates" et les "républicains" qui se volatiliseront au premier coup de canon tiré en leur direction, laissant seule la véritable avant-garde du prolétariat organisée ou non affronter le régime.

Bien que je ne conteste pas la place déterminante des syndicats au sein du mouvement ouvrier, je ne vais pas les idéaliser tels qu'ils existent aujourd'hui, surtout à l'heure où toute lutte va prendre de plus en plus une tournure politique qui débordera du cadre du syndicalisme pour se situer sur le plan politique, plan sur lequel il faut impérativement se situer pour entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme.

Je comprends que lorsqu'on ne partage pas cette analyse, on puisse se focaliser sur les relations entre le POI et les appareils des syndicats et décider de tourner le dos à ce parti, j'estime que c'est une erreur politique pour les raisons que j'ai évoquées plus haut.

Le problème de ce parti et ses dirigeants, c'est que jusqu'à présent ils ont été incapables de développer ce genre de discours avec leurs militants et leurs contacts. Ils ont négligé la formation des militants pour se concentrer sur des questions purement politiques, alors que l'évolution du niveau d'instruction des travailleurs et l'existence de nouveaux moyens d'informations à leur disposition mettaient à l'ordre du jour de nouvelles tâches au sein même de leur parti pour résoudre des problèmes qui se posaient sans doute autrement autrefois, admettons-le bien que je pense que ces problèmes ont toujours existés sans jamais avoir été abordés sérieusement.

La formation des militants, des cadres et des dirigeants ne devrait pas concerner que des questions de théorie ou de politique, elle devrait aborder aussi la question des rapports entre les militants dans le parti, avec les militants des autres partis, avec les travailleurs en général, sans oublier l'acquisition de la méthode du matérialisme dialectique et historique, l'approfondissement de l'acquisition de cette méthode pour interpréter le monde afin de parvenir à la maîtriser le mieux possible.

Le mouvement des "indignés" intitié à partir des "réseaux sociaux" a fait long feu, Facebook est plus un foutoir qu'un guide pour s'orienter politiquement ; le milieu associatif est tout juste bon à accompagner le capitalisme dans sa chute ; la baudruche du NPA s'est dégonflée aussi, bref, rien ne peut remplacer le parti, et demain, espérons avant qu'il ne soit trop tard, on s'apercevra qu'on a absolument besoin d'un parti de militants conscients, disciplinés, au caractère trempé comme l'acier, aux convictions et à la détermination inébranlable pour entraîner les masses au combat, on chantera les louanges du léninisme un peu vite enterré au profit de formules ou de raccourcis foireux pour construire le parti.

L'esprit de cette causerie se veut fidèle à la méthode de Lénine, fermeté sur les principes, souplesse dans leur application, ce qui implique que le parti soit capable d'aborder et de prendre en charge les différents niveaux de conscience qui s'y côtoient, je ne parle pas sur le plan politique, je parle sur un plan plus général, ce qui est d'autant plus indispensable de nos jours que tous les rapports se délitent à une vitesse folle dans la société. Il faut comprendre que ces rapports prennent le dessus ou interfèrent sur le comportement, les décisions où les positions que privilégient les militants, qui pour cette raison apparaissent incompréhensibles ou la discussion impossible. J'ai laissé de côté volontairement l'appréciation portée par certains militants qui m'écrivent que tout va très bien au POI, laissant entendre que je me ferais des idées, alors que davantage de militants m'ont écrit exactement l'inverse, toujours anonymement par crainte de représailles ou de se faire casser la gueule, ce qui témoigne de la bonne santé de ce parti et de ses militants...

Politique

Egypte

Des centaines d'Egyptiens ont bravé les fortes chaleurs vendredi pour manifester contre le Conseil militaire au pouvoir, refusant de démanteler le campement qu'ils ont installé il y a deux semaines au centre du Caire.

"*A bas, à bas le pouvoir des militaires*", ont-ils scandé après une séance de prières organisée place Tahrir, épicentre de la contestation qui a renversé le président Hosni Moubarak en février.

Les manifestants continuent à protester malgré le remaniement ministériel intervenu jeudi et les promesses officielles d'accélérer les réformes. (Reuters 22.07)

Syrie

Des centaines de milliers de Syriens ont défilé dans les rues vendredi à l'issue des traditionnelles prières hebdomadaires, ont rapporté des témoins et des membres de l'opposition, plus que jamais déterminés à faire plier Bachar al Assad malgré sa politique de répression.

Le régime syrien a répliqué et le bilan de la journée fait état de 11 personnes abattues par les forces de sécurité, selon des militants des droits de l'homme.

Les principaux rassemblements appelant au départ du président syrien ont eu lieu à Damas, Homs, Latakié, Deraa ainsi qu'à Daïr az Zour, ont rapporté des témoins. (Reuters 22.07)

Syndicat

France.

Le syndicat FO appelle les salariés de l'ensemble des transports routiers (marchandises, voyageurs, convoyeurs) à une semaine de grève fin septembre pour exiger des augmentations salariales et la prise en compte de la pénibilité, alors que des mobilisations sont en préparation dans plusieurs secteurs pour la même période.

Dans un communiqué diffusé vendredi, l'organisation syndicale appelle ainsi à une "*semaine de mécontentement social des salariés du transport par route et activités auxiliaires*", du dimanche 25 septembre à partir de 22h au vendredi 30 septembre.

Cet appel de FO intervient alors que la CGT, au niveau confédéral, propose une journée nationale de grève unitaire interprofessionnelle "*fin septembre début octobre*" contre les plans d'austérité et pour la défense des salaires et du pouvoir d'achat.

Un mot d'ordre de grève nationale à la SNCF pour cette période est en discussion depuis le 11 juin dernier parmi les fédérations syndicales de cheminots. La proposition de la CGT est également en débat au sein de l'intersyndicale nationale interprofessionnelle CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires qui doit se réunir le 18 août.

Par ailleurs, les principales fédérations d'enseignants (FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education et FERC-CGT) appellent d'ores et déjà à une journée de grève nationale le 27 septembre contre les suppressions de postes et les restrictions budgétaires à l'Education nationale. (AP 22.07)

Je n'ai plus le temps de commenter cette info, notons que la mobilisation sociale semble se focaliser à la fin septembre, en désordre évidemment et sous la forme de journées d'action, pour les dirigeants syndicaux il faut à tout prix éviter la jonction de tous ces mouvements sociaux...

Social

France. Allégeance aux institutions. Les inégalités et les injustices sont constitutionnelles.

Le Conseil constitutionnel a jugé vendredi que les dispositions de la Journée de solidarité, destinée à financer la prise en charge des personnes âgées et dépendantes, respectent le principe de l'égalité devant la loi et l'impôt, ce que contestaient des salariés.

Deux questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) avaient été soulevées pour contester les dispositions de la Journée de solidarité créée en 2004. «*L'ensemble des dispositions*» visées a été jugé conforme à la Constitution, a indiqué le Conseil constitutionnel dans un communiqué.

Les requérants, dont le syndicat des services CFDT du Maine-et-Loire, estimaient qu'en s'appliquant exclusivement aux salariés et fonctionnaires et en exonérant les professions libérales et les retraités, la Journée de solidarité «*portait atteinte au principe d'égalité*» devant la loi et devant les charges publiques. Selon eux, «*la dimension nationale de la Journée de solidarité devait être rétablie en la faisant supporter par tous les Français et non par les seuls salariés*».

Le Conseil constitutionnel a pour sa part reconnu au législateur la possibilité de «*faire spécialement appel à l'effort*» des salariés du privé et agents du public.

Le principe d'égalité «*n'interdit pas au législateur de mettre à la charge de certaines catégories de personnes des charges particulières en vue d'améliorer les conditions de vie d'autres catégories*», a expliqué le Conseil constitutionnel. (libération.fr 22.07)

Ils s'attendaient à quoi ? A bas le Conseil constitutionnel : abolition des institutions de la Ve République !

Economie

UE. Ils s'offrent un répit... jusqu'à quand ? Qui va payer, devinez ?

Les grandes banques européennes sont parvenues à limiter leurs pertes sur la dette grecque à 5,4 milliards d'euros, en négociant une décote de 21% sur leurs avoirs lors des débats sur le deuxième plan de sauvetage.

C'est la française BNP Paribas qui devrait subir les plus lourdes pertes du secteur, avec l'évaporation d'environ 950 millions d'euros

de ses créances. La première banque française est l'établissement européen le plus exposé à la dette d'Athènes, hors Grèce.

Le fait que les pertes du secteur bancaire ne soient pas plus lourdes a soulagé les investisseurs et apaisé les craintes d'une contagion de la crise à l'Espagne et à l'Italie.

"*Le danger d'un défaut (grec) incontrôlable est écarté. Cela ne signifie pas que tout va bien, seulement qu'une catastrophe a été évitée*", a déclaré Oliver Flade, gestionnaire de fonds chez Allianz Global Investors.

"*Une décote de 40-50% aurait été logique sur le plan économique. Mais entre les banques qui voulaient 0% et les dirigeants politiques qui demandaient bien plus, un consensus de 21% a été conclu. Pour les banques, c'est mieux que ce qu'elles pouvaient espérer.*"

Le coût pour les assureurs européens, qui détenaient en fin d'année dernière 24 milliards d'euros de dette grecque, devrait être similaire à celui des banques.

Mais la crainte d'un alourdissement des pertes anticipées par les banques demeurent. Les obligations grecques s'échangent actuellement à un cours impliquant une décote de 45%, contre 50% la semaine dernière.

"*Nous pensons depuis longtemps que l'issue la plus probable est que les détenteurs de dette grecque devront subir d'abord une petite décote, puis une plus importante plus tard. Pour que la Grèce ait une chance de s'en sortir, ils devront probablement renoncer à environ 65%*", a estimé Gary Jenkins, du cabinet d'analyse Evolution.

Quatre possibilités s'offrent aux créanciers, notamment des offres d'échange de titres et de roulement (rollover), ainsi qu'un dispositif de rachat de dette.

Le programme reposant sur le volontariat afin d'éviter un défaut complet, certains établissements pourront tout à fait ne pas y participer.

La dette grecque détenue par le secteur privé atteint environ 150 milliards d'euros. Une participation de 90% permettrait d'agir sur 135 milliards d'euros, dont environ 54 milliards d'ici à la mi-2014.

La contribution nette du secteur privé équivaudra à ce montant de 54 milliards, minoré du coût, assumé par la Grèce, du service des nouvelles obligations à 30 ans.

BNP Paribas détient 4,5 milliards d'euros de dette grecque. Elle est suivie par la franco-belge Dexia et la chypriote Marfin, toutes deux à 3,4 milliards d'euros.

Ces deux banques pourraient donc subir une perte de 700 millions d'euros chacune.

On trouve ensuite Commerzbank avec 3 milliards d'euros d'avoirs, et Société générale, avec 2,4 milliards. Leurs pertes devraient atteindre respectivement 630 millions et 500 millions d'euros.

Les assureurs les plus exposés sont l'italien Generali, avec 3 milliards d'euros, le français CNP Assurances avec 2 milliards et l'allemand Allianz, avec 1,3 milliard d'euros, selon les chiffres de Barclays Capital. (Reuters 22.07)

Haut de page

Le 24 juillet

J'ai mis en ligne quelques articles économiques trouvés sur le Net.

Généralement leurs auteurs commettent l'erreur de sous-estimer les facteurs social et politique, très souvent s'y étale l'impuissance du capitalisme face à ses contradictions poussées de nos jours à l'extrême, le reste du temps ils préconisent des solutions impossibles à metttre en oeuvre et témoignent de l'angoisse que suscite chez eux la fuite en avant à laquelle on assite depuis 2007, avec des taux d'endettements abyssaux qui grèvent à l'avance toute croissance économique dans les pays dits développés sur fond de chômage de masse, pour un peu, on pourrait croire qu'ils n'attendent plus que l'apocalypse s'abatte sur le monde, qui coïncidera avec la chute annoncée du capitalisme mondial ... sur fond de révolution ! Place au socialisme !

Pour revenir sur ma causerie d'hier.

Elle avait pour seul objectif d'inciter les militants inorganisés à participer activement au combat politique, certainement pas de blanchir les dirigeants du POI, notamment Gluckstein et son courant politique que je tiens responsable de l'inexistence du parti.

J'ai consacré une partie de la matinée à relire des articles de sources diverses, notamment d'anciens cadres ou dirigeants sur les trois partis issus du trotskysme depuis les années 40. Ce qui en ressort ou l'impression générale qui se dégage de cette lecture : LO : autoreproduction, secte, scéloré ; LCR/NPA : crypto-stalinisme, guévarisme, gauchisme, opportunisme, réformiste au sens réactionnaire du terme ; OCI/POI/PT/POI : culte de la personnalité, centralisme bureaucratique, esprit d'appareil, éclectisme, aventurisme.

Ces partis peuvent guère avancer la question du pouvoir, parce que leurs dirigeants sont trop occupés par la question de leur propre pouvoir à l'intérieur de leur parti. Les caméléons remportent logiquement la palme de l'opportunisme tout azimut, la LCR/NPA suivi de près par OCI/POI/PT/POI.

Le retard considérable pris par la révolution socialiste au cours de la seconde moitié du XXe siècle a donné naissance à toutes sortes de cuisines gauchistes ou franchement droitières de la part des dirigeants de ces partis. Quand on observe leur parcours on est pris de vertige, on se dit qu'il ne s'est jamais trouvé un dirigeant capable de les orienter dans la bonne direction, d'où cette profusion de dirigeants ou cadres voulant imposer leurs points de vue pour finalement atterrir au PS (ou au PG), faire carrière dans les médias ou pire encore, car ils ne valaient pas mieux que les dirigeants qu'ils critiquaient, ce qu'ils ont prouvé amplement par la suite.

Ce constat a franchement de quoi donner la gueule de bois ou plutôt cela ressemble à un cauchemar, car évidemment on aurait souhaité que les choses se passent autrement. Le plus singulier, c'est leur propension à renier leurs principes et leurs convictions dont on se demandera sur quoi elles avaient bien pu reposer, pas grand chose de sérieux il faut en déduire.

Même en cas d'incapacité (intellectuelle), la moindre des choses auraient dû être de le reconnaître humblement, en tout cas c'est ainsi qu'aurait dû agir tout dirigeant responsable et honnête, au lieu de s'en tenir à des vérités qui n'en étaient pas et que chacun finirait bien un jour par découvrir. C'est la personnalisation du pouvoir au sein de ces partis qui les a pourris pour l'essentiel. On retrouve le même travers dans les syndicats.

Dans ces partis, ce qui importe le plus, c'est que les militants adhèrent à la ligne politique impulsée par la direction et non la manière dont les militants analysent la situation, autrement dit, seuls ce qui se traduit par des objectifs quantitatifs, comptables ou matériels importe pour eux, nombre de journaux vendus, signatures et collecte d'argent, notez bien ce qui permet d'assurer l'existence de leur appareil, par contre l'aspect qualitatif de la construction du parti ne les intéresse pas, la formation des militants et les discussions qu'ils peuvent avoir dans leur parti sont uniquement conçus comme des supports permettant d'atteindre ces objectifs matériels, et non de permettre aux militants de progresser dans la maîtrise de la méthode du marxisme pour interpréter le monde, on comprend pourquoi cela ne peut pas constituer un objectif pour leurs dirigeants puisqu'eux-mêmes ce sont écartés du marxisme, l'ont abandonné ou l'ont renié. Même un principe aussi élémentaire que la fraternité n'existe pas dans ces partis, pas davantage dans les syndicats d'ailleurs, ou quand elle s'exprime c'est toujours de manière intéressé, une sorte d'humanisme au rabais.

Bref, tous bien entendu étaient en mesure de justifier leurs reniements ou leurs égarements qu'ils se refusaient à reconnaître, mettant cela sur le compte du stalinisme ou des conditions objectives ou plus généralement sur la situation qui serait "difficile", jamais à aucun moment ces dirigeants ne se remettront en question, jamais il ne leur viendra à l'idée que ce seraient eux le véritable problème et obstacle à la construction du parti, non, ils sont au-dessus de toute critique ou considération de cet ordre, ils sont intouchables, après avoir bien ancré cette idée dans la tête de leurs militants, ils peuvent faire la pluie ou le beau temps dans leur parti sans produire une vague qui les submerge et les emporte, ils le savent, en usent et en abusent à loisir.

Hier je lisais dans le dernier numéro de *Débat révolutionnaire* que des militants faisant partie de la tendance majoritaire du NPA en appelaient à la "*refonte du NPA*", deux ans à peine après sa fondation, afin d'adopter une nouvelle stratégie, etc. Voilà qui va s'ajouter à la déjà longue et tortueuse histoire de la LCR que personnellement je n'ai jamais pris au sérieux. Cette histoire figure dans Wikipédia, elle est franchement à couper le souffle, une telle constance, une telle détermination dans l'opportunisme tout azimut mérite de figurer dans le Guinness book des records !

Le plus extraordinaire, c'est que les militants s'en accommodent, c'est valable partant de ce constat, on comprend qu'ils pensent la même chose vis-à-vis des travailleurs envers le capitalisme, car dans ces conditions ils ne peuvent pas croire un instant que les travailleurs trouveront la voie pour briser leurs chaînes, dès lors qu'eux-mêmes sont prisonniers d'un parti qui ne sera jamais en mesure de prendre la direction de la révolution pour la mener à la victoire.

On milite dans un but bien déterminé sans être tributaire des rythmes et des délais pour l'atteindre, ce qui ne veut pas dire qu'on pourrait s'en écarter ou le ranger au fond d'un tiroir en attendant des jours meilleurs, c'est ce qu'on fait ces trois partis avec la question déterminante du pouvoir, dont Lénine rappelait qu'elle n'avait pas besoin d'être d'actualité pour être posée. Sur

quoi reposait le léninisme, qu'est-ce qui a permis de construire le parti bolchevik, qu'est-ce qui a assuré la victoire de la révolution russe en 1917, sinon le respect indéfectible par Lénine des principes qu'il avait adoptés, qu'il appliqua au parti bolchevik, puis au soviets, et qui servit de fil conducteur à la révolution.

Il y a des militants qui vont jusqu'à expliquer que la révolution russe a vaincu parce qu'elle aurait bénéficié de conditions extraordinairement favorables, c'est oublier un peu vite ou ignorer qu'il existait aussi des conditions toutes aussi défavorables en Russie, la preuve en est que ce sont les mêmes qui ont fait la révolution d'Octobre qui se sont retournés contre elle en portant Staline au pouvoir, si ce n'est pas un témoignage de l'extrême faiblesse des conditions qui avaient prévalu lors de la révolution russe, alors qu'est-ce que c'est ?

Clandestinité, déportation ou emprisonnement des principaux dirigeants, régime policier, libertés d'expression baillonnées, répression sanglante, mouvement ouvrier réprimé, mainmise de l'église othodoxe sur la classe ouvrière et la paysannerie, alcoolisme endémique, illettrisme ou analphabétisme des masses, moyens d'information désuets par rapport à ce que nous connaissons aujourdhui, etc. voilà les conditions autrement plus difficiles que de nos jours dans lesquelles le parti bolchevik s'est construit.

Contrairement aux trois partis dont il a été question plus haut, le parti bolchevik ne s'adressait pas à une catégorie particulière de travailleurs, à son élite cultivée, aux intellectuels, aux couches supérieures du prolétariat, aux syndiqués, aux militants des autres partis, mais à l'ensemble des travailleurs. Toute la différence est là.

Et qu'est-ce qui s'est passé entre février et octobre 1917 ? Le gouvernement formé en février 1917 et dirigé par les menchevik et les socialistes-révolutionnaires avaient été portés au pouvoir principalement par les couches de travailleurs citées dans le paragraphe précédent. Ce sont les masses (en partie sous l'uniforme) qui n'avaient pas participé à la révolution de février qui s'y sont engouffrés par la suite sur l'impulsion du parti bolchevik alors minoritaire dans les soviets, qui ont permis de balayer le gouvernement Kerenski.

Dans la première phase de la révolution, les travailleurs qui avaient chassé le tsar avaient donné le pouvoir à des partis qui estimaient que l'heure n'avait pas encore sonné pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir, mais que c'était à la bourgeoisie que devait revenir le pouvoir et de prendre des mesures pour satisfaire leurs revendications sociales. La quasi-totalité des dirigeants bolcheviks étaient sur la même ligne politique liquidatrice de la révolution. C'est seulement à partir d'avril 1917 et le retour de Lénine en Russie, que le parti bolchevik opérera un revirement à 180 degrès de sa stratégie pour mettre à l'ordre du jour le combat pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le parti qui l'incarnait, refusant toute participation au gouvernement bourgeois de front populaire, rejetant tout compromis avec les partis qui y participaient parce qu'il aurait été perçu à juste titre par les masses comme une trahison, Lénine est resté inflexible sur ces principes et c'est de la sorte qu'entre avril et octobre des centaines de milliers de travailleurs ont rejoint le parti bolchevik, ajoutons-y les dizaines de milliers de militants qui étaient organisés dans une multitude de formations politiques, ainsi que l'aile gauche des partis menchevik et socialiste-révolutionnaire.

Ce qui a payé à l'arrivée, cela n'a pas été la recherche de raccourcis pour construire le parti, cela n'a pas été des manoeuvres d'appareil, cela n'a pas été de réduire le programme de la révolution à une peau de chagrin, cela n'a pas été de remiser au fond d'un tiroir la nécessité d'abattre le régime et de rompre avec le capitalisme, cela n'a pas été de s'encanailler avec des démocrates ou je ne sais quels éléments progressistes de la société, cela n'a pas été de lorgner sur les militants des autres partis, c'est tout simplement de n'avoir jamais changé de principes, de cap, d'objectif, d'avoir toujours tenu le même discours aux travailleurs, de montrer à la face de la Russie toute entière qu'il existait un parti capable de tenir ses engagements jusqu'au bout, ce qu'aucun parti en France ne peut revendiquer aujourd'hui.

Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et se donner les moyens de l'atteindre, voilà tout.

On est dimanche, on se détend un instant.

Lorsque j'ai quitté la France pour l'Inde la première fois en décembre 1990, je n'étais pas fier, croyez-moi, je partais en terre inconnue, mal armé pour affronter les difficultés de ce pays, mais je m'étais convaincu du contraire, un peu comme l'on veut toujours avoir raison, sinon je n'aurais pas pris cette décision. Je vous passe les détails, ce fut un échec et je retournai en France deux ans plus tard.

Trois ans plus tard je repartai armé de cette expérience que j'avais eu le temps d'analyser attentivement, depuis il s'est écoulé 15 ans et je vis toujours en Inde où j'ai réussi à faire mon trou, très modestement. Honnêtement je ne voyais pas comment j'aurais pu m'en sortir en France, alors qu'en faisant preuve de détermination et fort de cette expérience j'avais estimé que c'était jouable.

J'ai galéré pendant ces 15 années pour me maintenir à flot, mais l'embarcation a tenu le coup. J'ai dû affronter bien des obstacles, j'ai connu des moments de découragements, de déprimes, mais jamais je n'ai pensé faire marche arrière, le capitalisme avait voulu ma peau en France, il ne l'aurait pas en Inde, j'étais déterminé plus jamais à lui faire la nique et emporter le morceau, j'en avais fait une question de vie ou de mort rien de moins.

Que je renoue avec la politique et le militantisme à partir du 11 septembre 2001, 20 ans après avoir cessé de militer, était la suite logique de cette aventure, à laquelle je ne m'attendais pas du tout. Ma détermination à vaincre le capitalisme sur le plan personnel, s'est transformé depuis en la rage de le vaincre sur le plan politique. Mes illusions ou mon aveuglement ont bien failli faire capoter mon projet de m'installer en Inde et peut-être me coûter la vie, vous comprendrez d'autant plus que je ne sois pas disposer à connaître ce sort sur le plan politique.

Il y a des gens qui s'accommodent de tout, avec leur bonne conscience surtout, je n'appartiens pas à cette espèce sans principe et je n'y appartiendrai jamais, je crois même que c'est le seul endroit où je place un peu de fierté. Si nos dirigeants étaient capables de modestie, d'humilité, de reconnaître leurs erreurs, d'admettre leurs lacunes et leurs faiblesses, de cesser de faire de leur combat politique une affaire personnelle avant tout, il y a tout lieu de penser qu'on pourrait encore s'en sortir, en disant on je pense évidemment à tous les exploités, qu'ils mériteraient la confiance des militants et qu'ils parviendraient à construire le parti qui nous fait terriblement défaut aujourd'hui. C'est à eux de prouver qu'ils en sont capables.

Plus fort que l'avant-garde organisé du prolétariat.

- Témoins de Jéhovah : 25.000 fidèles rassemblés à Villepinte - AFP (23.07)

UE et le capitalisme à bout de souffle.

Grèce. Une goutte d'eau dans un océan de dettes.

- "*Total: 26 milliards d'économies pour Athènes sur 9 ans, soit 12% du PIB grec, selon Laurence Boone économiste en chef Europe de Bank of America Merrill Lynch. Ça paraît peu par rapport aux 350 milliards (160% du PIB).*"

Toujours plus endettée... mais dans le temps !

- "*On lui accorde de nouveaux prêts, moins chers, mais qu'il faudra quand même rembourser, autrement dit l'austérité va se poursuivre à Athènes, l'emploi et les salaires vont encore être rabotés et la croissance va toujours manquer.*" - "*... toute solution se résume à accroître l'endettement des pays, même si les remboursements sont lissés dans le temps, (comme pour un foyer qui, pour s'endetter plus sans augmenter ses remboursements mensuels, négocie un plus longue durée de crédit).* "

Austérité à vie

-"*... ce nouveau plan de sauvetage qui ajoute de la dette à la dette (...) a l'ambition de régler le cas de la Grèce avec une promesse de trente ans d'austérité. Quel gouvernement peut s'engager sur de telles durées?*"

La quadrature du cercle.

- "*Comment rétablir une croissance équilibrée dans une zone de pays disparates avec une seule monnaie, des cultures, des histoires, des structures et des productivités différentes et sans mobilité intérieure des travailleurs comme aux Etats-Unis?*"

Ils sont loin d'en avoir vu le bout.

- "*Mais évidemment, derrière la crise financière, les problèmes économiques demeurent.* "

Et en France, cela vaut guère mieux

- "*L'explosion de la dette publique en Europe rend inaccessible son remboursement. Prenons le cas de la France. Par rapport au PIB, la dette publique a augmenté du tiers en trois ans. Mais surtout, le service de la dette –45 milliards en 2009, un peu plus aujourd'hui– atteint des sommets où l'on tombe par asphyxie.*

Il s'agit, comme pour tout emprunt, des intérêts que l'Etat doit payer dans l'année. Lorsque les montants étaient de l'ordre de 15 à 20 milliards d'euros voilà vingt ans, les débats allaient bon train pour dénoncer le niveau insupportable du service de la dette qui pénalisait la croissance. Aujourd'hui, à 45 milliards et plus, on semble pouvoir le supporter. Impossible! Malgré tout, les responsables politiques gardent le silence.

Si les contribuables doivent faire les frais des restructurations à venir, ils n'accepteront pas indéfiniment d'être placés devant le fait accompli.

... pour eux, les périodes de vaches maigres commencent. Et pour longtemps, si l'on en croit la Cour des comptes qui tire la sonnette d'alarme dans son rapport annuel, pronostiquant une dette à 100% du PIB et des intérêts de 90 milliards d'euros dans le cas d'une gestion au fil de l'eau."

L'impossible issue politique sous le régime actuel

- "*C'est là qu'une autre politique s'impose. La logique financière a atteint ses limites. A de tels niveaux, un Etat ne peut continuer à recourir à l'endettement, à s'interdire toute stimulation de l'économie et à pénaliser les générations à venir uniquement pour ne pas remettre en question un modèle d'économie libérale dont les excès placent les populations sous pression.* "

De nouveau la quadrature du cercle.

- "*Pas de manichéisme: il ne s'agit pas d'opposer un système collectiviste à un système libéral, mais à introduire de vraies régulations, au niveau au moins européen.* "

- "*Les gouvernements ne pourront longtemps conserver leur légitimité s'ils continuent à pratiquer des politiques fondées sur des logiques uniquement financières au détriment de leurs électeurs et de leurs aspirations sociales.*"

La même politique appliquée directement par l'Union européenne à la place des gouvernements des Etats.

- "*La solidarité européenne devra bien être consolidée par de véritables structures politiques et pas seulement laissée à l'appréciation des gouvernements en place, en fonction du moment. Ce qui passera par des abandons de souveraineté nationale (sur la fiscalité, par exemple).* "

(source (deux articles) : Slate.fr 23.07)

Parole d'internaute

- "Qui a de bonne raisons d'en vouloir aux Norvégiens????

Bref rappel:

1- ils ont refusé de rentrer dans l'Union Européenne et ils n'a pas été possible de magouiller une "adhésion en entrant par la fenêtre" (comme pour la France et l'Irlande.
2- ils ont refusé d'abandonner leur monnaie pour l'Euro, et leur économie va bien.
3- ils ont accepté une 1ere fois de donner (200 millions?) de l'argent aux banquiers internationaux pour "sauver la Grèce". A nouveau sollicités pour remettre ça ils ont répondu: "non merci".
4- ils sont décidés à reconnaitre officiellement l'état de Palestine.
5- ils ont annoncé leur retrait total des opérations de guerre illégales (qui enfreignent les résolutions de l'ONU) contre la Libye à compter du 1er aout.

Ont-ils contrarié des "terroristes islamistes"?

Oui: les Al-Qaeda de Benghazi qui essayent de mettre BHL à la place des Kadhafi au pouvoir en Libye et de saisir les tonnes d'or de la Banque Nationale de Tripoli (qui garantissent la valeur du Dinar-or libyen).

Mais le blond aux yeux bleus a agi seul bien sûr: juste une "bonne" coincidence au bon moment..." (Reuters 23.07)

C'est le mouvement de jeunesse du Parti travailliste norvégien qui était visé.

Paradoxe ? Cela tombe à pic pour casser la campagne électorale du FN et renforcer inopinément l'UMP. Tout dépendra si les médias utiliseront ce massacre en mettant l'accent sur la place prise par les travailleurs immigrés dans la société auquel cas cela renforcerait le FN, et au cas où ils mettraient en avant le massacre d'innocentes victimes sans les désigner précisément, cela produira le résultat inverse.

Haut de page

Le 25 juillet

Nous avons rendez-vous à 16h aujourd'hui pour signer la vente de notre maison, sauf rebondissement de dernière minute toujours possible, et en principe nous devrions commencer à déménage à partir de demain ou après-demain. On doit organiser le démontage de la climatisation et son installation le même jour et on doit s'assurer que le chien ne pourra pas sortir du jardin.

Comme quoi il arrive qu'on manque d'à propos, en anglais on me disait que ce chien était un great dane, un grand danois, en allant sur Internet j'ai compris que c'était en fait un dogue allemand, à ceci près qu'il n'a ni les oreilles ni la queue coupées. C'est une belle bête très calme et affectueuse, au caractère agréable contrairement à bien des roquets auxquels on ne peut pas tirer une oreille ou la queue sans qu'ils essaient de vous mordre. Il fait le bonheur de tous les gosses qui nous visitent, cependant il n'est pas joueur contrairement au berger allemand ou d'autres chiens, il obéit quand il a le temps, bref, il est indépendant, comme son maître qui est aux petits soins avec lui. L'espace canin est clos, passons aux choses sérieuses.

Temps pourri sur la France, la grenouille monte, monte...

Il y a 6 ou 8 mois, feignant la naïveté je trouvais étrange que les instituts de sondage à la botte du régime situent Sarkozy aussi bas, j'ajoutais qu'il devait s'agir d'une opération consistant à le faire descendre très bas conformément à l'opinion qu'en avaient les gens, pour ensuite le faire remonter au fil des mois jusqu'à l'approche des élections où il devrait se situer en bonne position pour espérer l'emporter au second tour, leur objectif quoi. On y est, en un mois selon Ipsos il aurait grimpé de 6 points pour atteindre 36%. Qu'ils ne s'emballent pas tout de même, car à ce rythme-là il dépassera les 50% avant la date fatidique... et pourrait redescendre pour de bon cette fois !

On a souvent tendance à oublier que l'on vit dans une société et un monde largement dominés par l'ignorance des masses. On le sait mais on l'oublie volontiers quand on formule nos analyses parce que l'on baigne dans un milieu politisé ou l'on ne fréquente que des militants, on s'imagine alors que la plupart des travailleurs partagent notre mode de pensée alors que ce n'est pas du tout le cas, bref on s'illusionne inconsciemment et notre analyse de la situation est erronée.

C'est peut-être moins vrai aujourd'hui qu'à l'époque où je militais sur le terrain car en comparaison la situation est devenue franchement exécrable en France, du coup c'est plus difficile de se leurrer soi-même sur l'état d'esprit réel des masses, quant à leur niveau de conscience politique, comme toujours j'imagine il vaut mieux ne pas se poser la question de crainte de s'apercevoir qu'on fait fausse route ou qu'on est à côté de la plaque.

On a là la différence que je soulignais il y a quelque temps entre état d'esprit et conscience politique, l'état d'esprit fluctue au gré de l'évolution de la situation, l'état de conscience est plus profondément ancrée en soi, enracinée, plus stable également, plus réfléchie, davantage inscrite dans la durée, moins sujette aux variation saisonnières ou aux états d'âme passagers comme l'on dit.

Le Figaro d'hier précise que "*dans ce sondage, le président reprend aussi du terrain chez les retraités, les commerçants et les artisans qui constituent le cœur de son électorat.* ", la partie de l'électorat (pas toute) qui craignait hier que ses petites économies ou ses placements boursiers ne partent en fumée avec la crise, et qui le coeur soulagé se tourne à nouveau vers son sauveur suprême, cela existe plus qu'on ne le croit, il ne faut pas se leurrer.

Rien ne remplace la compréhension du fonctionnement de la société que l'on peut situer dans la même catégorie que le savoir que l'on a acquis (durablement) dans des domaines très divers. C'est là que le bât blesse et sur lequel on devrait concentrer nos efforts d'éducation des masses. Je n'insiste pas sur ce sujet puisque tout le monde s'en fout...

Un autre sujet de réflexion.

Pour ajouter un mot à la causerie des deux derniers jours, vous vous souvenez peut-être que j'avais expliqué il ya quelque temps que le POI était en fait le PT plus Schivardi, c'était schématisé mais pas vraiment faux, j'ai retrouvé un extrait d'une interview de D. Gluckstein par Christine Ockrent du 1er avril 2007, dans France Europe Express sur France 3 qui le confirmait :

- Christine Ockrent : (...) C'était déjà, me semble-t-il, votre plate-forme en 2002.

- Daniel Gluckstein : C'est exact, mais à l'époque, il n'y avait pas de maire qui se présentait : c'est ce qui fait la différence...

Donc le POI, c'est bien le PT de 2002, plus les braves élus de "*tous bords*" (Schivardi et Cie.) et de nouvelles concessions sur les principes à la clé, sinon à quoi bon changer de parti pour accueillir ces gens-là qui ne sont pas franchement ni des communistes ni des révolutionnaires.

Des mauvaises langues avaient cru bon d'affirmer que la transformation du PT en POI avait pour seul objectif de faire une place à des élus de différents partis afin de garantir les 500 signatures nécessaires pour pouvoir présenter un candidat lors des élections présidentielles à venir, les travailleurs n'ayant rien à attendre de ces élus en dehors peut-être d'arrêtés

municipaux liberticides, on se demande après coup s'il n'y avait pas du vrai dans tout cela, une misérable manoeuvre pour renforcer l'aile droitière du POI sur fond de nationalisme, voire de patriotisme, le tout pour présenter le POI comme un parti institutionnel, un parti comme les autres, en vain.

Un sujet de société qui doit exiter les mâles, je déconne, le lundi c'est le lendemain de dimanche et l'actualité est moins chargée, alors on en profite pour se détendre à défaut de vacances !

Le vrai visage du féminisme. Des "salopes", non, oui, peut-être, des provocatrices irresponsables assurément.

C'est à Toronto, au Canada, que le mouvement a démarré, en avril. Lors d'un exposé sur la sécurité, un officier de police déclare aux étudiants d'une école de droit : 'Les femmes ne doivent pas s'habiller comme des salopes si elles veulent éviter de subir des violences.' Des propos qui provoquent aussitôt un tollé un peu partout dans le monde. (lemonde.fr 24.07)

La réaction d'une internaute censée :

- "Je suis une femme mais je me pose des questions sur la relation homme/femme. Que veulent ces femmes exciter les hommes en les provoquant de façon outrancière mais qui'ls ne les touchent pas. On va où comme ça ? Certes un détraqué n'a pas besoin d'une mini jupe pour violer mais par contre celui qui n'y pensait pas aura l'idée en pensant que c'est une fille facile, comment savoir ce qu'a dans la tête une fille habillée/maquillée de telle sorte ?

Sans revenir au mode de nos grands mères avec les robes longues ou à la burka un peu de retenue à l'extérieur ne ferait pas de mal, chez soi ou sur les plages on peut se promener à moitié à poil mais pas dehors, dans les rues, les magasins, les lieux publics les seins à moitié dénudés, le nombril à l'air la jupe jusqu'aux fesses, pensez qu'il y a des hommes sans femme en manque de sexualité, en sachant se respecter on vous respectera."

A agir sans tenir compte du contexte dans lequel on se trouve, une société décadente en pleine décomposition, il arrive qu'on en paie le prix fort et cash. Leur société est ainsi faite, elle sécrète un puritanisme nauséabond qui rappelle les heures noires de l'inquisition, et à l'autre extrême elle sécrète un libertinage qui s'ignore ou souvent inconscient qui nourrit malheureusement l'esprit perverse ou les fantasmes sexuels de déséquilibrés que la société a produits.

Une bonne nouvelle n'arrive jamais seule.

Titre d'un article du Figaro.fr d'hier : *La Grèce coûtera moins que prévu aux banques*, ouf quel soulagement ! Mais qu'en est-il au juste ?

Il faut savoir tout d'abord que "*le débat sur le sauvetage d'Athènes continue* au sein de l'UE, on l'aurait deviné car sur le fond ils n'ont rien réglé du tout ! A se repasser la patate chaude elle va bien finir par atterrir dans les mains d'un pigeon, un pigeon qui pourrait les plumer à l'arrivée, chinois par exemple, c'est marrant, ils n'en parlent pas, de la même manière que la plupart des travailleurs dans le monde ignorent que c'est la Chine qui finance le déficit américain, la guerre en Irak, en Afghanistan ou en Libye notamment. Vous aurez remarqué qu'ils ont également totalement occulté les centaines de milliards d'euros que les capitalistes grecs avaient placés en Suisse dès le début de la crise en Grèce, j'avais lu cela dans un article.

Un aveu. Les chefs d'Etat de l'UE à la botte des banquiers.

"*Les banques et les assureurs avaient milité pour un menu à la carte permettant de choisir à quelle sauce ils seraient mangés. Les dirigeants européens ont accepté.*", on se disait aussi qu'il y avait une large part d'esbroufe dans la déclaration de Sarkonapoléon qui ne devait avoir qu'une valeur électoraliste.

Ils s'en sortent bien.

"*Ces dernières semaines, en effet, les analystes soucieux de calculer la perte potentielle des banques et des assureurs avaient appliqué à leurs engagements sur la Grèce une décote massive de 50%, en ligne avec les transactions observées sur les marchés. Finalement, les créanciers s'en sortent avec une perte économique de 21%. Mais cela le vaut bien pour les acteurs privés: à ce stade, grâce au programme européen financé largement par l'Europe et le FMI, les engagements sur l'Irlande, le Portugal et surtout l'Espagne et l'Italie semblent sécurisés*"... avec de l'argent public, mais cela *Le Figaro* ne pouvait pas le mettre en lumière, car qui financent l'Europe et le FMI sinon les Etats avec les impôts directs et indirects des contribuables.

Une bonne intention dans la bouche d'un banquier n'est jamais gratuite, foi de banquier !

"*Les banques françaises ont d'ores et déjà fait savoir qu'elles participeraient à l'effort en faveur de la Grèce*, en réalité elles n'ont pas

le choix puisqu'elles sont impliquées dans les emprunts grecs.

Et un jeu d'écritures comptables plus tard...

"*BNP Paribas pourrait devoir passer une provision avant impôt de 945 millions d'euros. Pour la Société générale, l'addition s'élèverait à 368 millions d'euros avant impôt.* ", ces banques déclareront moins de profits et paieront moins d'impôts ou pas du tout, pour un peu c'est une aubaine pour sauver leurs peaux, surtout que c'est de l'argent qui ne leur appartient pas.

Et puis il y a urgence à reprendre la titrisation (spéculation) sur les dettes des Etats encore solvables, histoire de se refaire, comme au casino quoi !

"*Mais au-delà de l'impact sur les profits, le véritable enjeu de la crise pour les banques réside dans la réouverture des marchés obligataires. Depuis quelques semaines, en effet, les émissions à moyen et long terme se sont taries, comme cela avait été le cas en 2008 après la faillite de Lehman.* ", nous y voilà.

(Marché des obligations alimenté principalement par l'Etat et le secteur public. Selon le groupe de cotation auquel appartiennent les obligations, la cotation s'effectue en continu par le système NSC ou par fixing. Les opérateurs admis à négocier sur le marché obligataire sont les banques ou les sociétés de Bourse. Les particuliers doivent passer par ces intermédiaires. - http://www.boursereflex.com) Le marché obligataire correspond au compartiment du marché financier où s'échangent les titres de créances à moyen et long terme. - http://www.vernimmen.net)

Ensuite Le Figaro explique ouvertement comment les banquiers et les gangsters de la finance ont réalisé des profits "***faciles***" sur le dos de l'Etat grec, donc des travailleurs grecs.

"*C'est d'ailleurs cette crise précédente qui avait incité les banques à acheter à tour de bras des obligations souveraines, grecques notamment. Les régulateurs avaient conclu que les emprunts d'État étaient plus sûrs que tout autre placement. À l'époque, cela arrangeait tout le monde. Les banques trouvaient là de bons rendements pour placer les ressources fournies à bas prix par la BCE. Et ces profits «faciles» devaient leur permettre de renforcer leurs fonds propres afin de faire face aux nouvelles exigences des régulateurs. Quant aux États, ils bénéficiaient d'une demande infinie pour leurs émissions de dette, toujours plus grandes. Les Cassandre avaient prédit que cette situation n'était pas tenable. Mais elle a explosé plus vite que prévu, au vu des mécomptes de la Grèce.*", prévisibles évidemment vu le niveau d'endettement de l'Etat ! Ces obligations remplissaient le rôle d'actifs avec la garantie d'un Etat, et en plus ils encaissaient des profits, spéculaient avec, le bonheur quoi !

On va se cotiser pour sauver les banques

"*Les banques, dès lors, se retrouvent face à une équation difficile. Car si les profits sont entamés, les régulateurs, eux, n'ont pas baissé la garde. Ainsi la semaine dernière, alors même que les résultats des tests de résistance étaient accueillis par une quasi-panique boursière, la Commission européenne a chiffré à 84 milliards d'euros les fonds propres supplémentaires que les 8200 banques européennes devront réunir d'ici à 2015 afin de se conformer aux règles de Bâle 3. D'ici à 2019, le besoin de capitaux est porté à 460 milliards. Au-delà de la crise souveraine et de ses risques immédiats, c'est bien cela que les Bourses sanctionnent: l'inéluctable glissade de la rentabilité des banques européennes.*"

Faisons un petit calcul savant : 84 milliards d'euros divisés par 82 000 banques divisés par 3 ans (2012-13 et 14) égal la somme faramineuse de 341 463 euros par banque et par an à réunir en fonds propres, mais mon bon monsieur où les malheureux banquiers vont-ils pourvoir trouver une telle somme ! Non, ce n'est pas se foutre du monde, ils ont tout, ils veulent tout et ils ne veulent pas qu'on taille dans leurs privilèges, c'est tout.

En attendant l'or a continué de grimper comme quoi les marchés ne sont pas aussi rassurés qu'ils le prétendent. A suivre...

Politique

Espagne

Des milliers d'"indignés" ont envahi de nouveau ce week-end la place de la Puerta del Sol dans le centre de Madrid, point de ralliement de manifestants venus de plusieurs villes d'Espagne, dont certains ont parcouru plusieurs centaines de kilomètres pendant des semaines.

Cinq cortèges ont convergé samedi vers la place au coeur de la capitale espagnole, où des manifestants avaient campé pendant trois semaines au mois de mai pour exprimer leur révolte devant conséquences de la crise économique dans le pays, qui frappe durement les jeunes et les plus pauvres.

Après avoir salué les douze coups de minuit à l'horloge de l'hôtel de ville, la foule s'est dispersée, des centaines de manifestants dressant leurs tentes ou déroulant leurs sacs de couchage sur le Paseo del Prado, un grand boulevard au coeur de Madrid.

Un grand rassemblement célébrant l'arrivée des marcheurs était prévu dimanche plus tard dans la journée. Certains envisageaient désormais de continuer jusqu'à Bruxelles. (AP 24.07)

Egypte. Qui perdra patience en premier ?

Des milliers d'Egyptiens ont marché samedi dans le calme sur le ministère de la Défense au Caire pour exiger de l'armée une accélération du processus de réformes au lendemain de la dispersion par la force d'une manifestation à Alexandrie, ont rapporté des témoins.

Des véhicules de l'armée bloquent le principal accès au ministère de la Défense, où siège le CSFA, et des gendarmes armés de Tasers et de matraques sont déployés pour faire face aux manifestants.

"*Si on ne nous laisse pas passer, nous resterons jusqu'à ce qu'ils perdent patience*", a prévenu un manifestant.

Le maréchal Tantaoui a quitté son ministère avant l'arrivée des manifestants.

Les gendarmes ont par la suite procédé à des tirs de semonce en l'air après des incidents entre radicaux et partisans du régime devant le ministère de la Défense, ont rapporté des témoins.

"*Le peuple veut le départ du maréchal Tantaoui*", scandaient des manifestants en se dirigeant sur le ministère de la Défense tout en paralysant la circulation.

Les jeunes Egyptiens qui campent depuis deux semaines sur la place Tahrir ont juré de rester jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.

A la veille du 23 juillet, la gendarmerie a tiré en l'air et battu des manifestants qui bloquaient une rue d'Alexandrie vendredi, selon des témoins.

Un autre accrochage dans la ville portuaire de Suez a alimenté la colère des jeunes révolutionnaires. (Reuters 24.07)

Lettonie. Au-delà des parlementaires ce sont les institutions qui sont illégitimes.

Les Lettons ont massivement approuvé samedi par référendum un projet de dissolution du parlement qui débouchera sur des élections anticipées un an seulement après les législatives d'octobre 2010.

Selon un décompte des voix publié par la commission centrale électorale et portant sur 822 des 1.028 bureaux de vote de cet Etat balte, le "oui" l'emporte à 94,7% des quelque 475.000 suffrages exprimés.

Le référendum, le premier du genre dans l'histoire de la Lettonie, a été organisé à l'initiative de Valdis Zatlers, alors chef de l'Etat, qui a prononcé fin mai la dissolution face au refus des députés de lever l'immunité parlementaire d'un homme d'affaires accusé de corruption.

Aux termes de la Constitution, la dissolution du Parlement doit être confirmée par référendum.

Valdis Zatlers, battu début juin lors de l'élection du président par les députés, accuse les parlementaires de veiller davantage aux intérêts d'une petite élite oligarchique représentée par un trio de riches hommes d'affaires, dont deux sont au parlement, qu'aux intérêts de la population.

"*Le Parlement a fait preuve d'irrespect et de méfiance à l'égard des compétences des autorités judiciaires*", a-t-il expliqué en annonçant sa volonté de dissoudre et de demander aux électeurs de soutenir sa décision.

Zatlers, qui a fondé son propre parti et gagné en popularité depuis son coup d'éclat, pourrait rejoindre un nouveau gouvernement si sa formation obtient un bon résultat aux législatives. Un sondage paru vendredi le créditait de 17,5% des intentions de vote, en première place à égalité avec un parti représentant la minorité russe.

Un tel résultat placerait l'ancien président en position de former un nouveau cabinet, d'autant que l'assise électorale du parti le

plus puissant de la coalition au pouvoir, Unité, est tombée à 9%, contre 31% aux dernières élections d'octobre 2010.

Son chef de file, le Premier ministre Valdis Dombrovskis, a voté en faveur de la dissolution.

La Lettonie émerge à peine de la pire récession économique des pays de l'Union européenne - son PIB a chuté de 18% en 2009 du fait de coupes claires dans la dépense publique pilotées par Dombrovskis. Le pays balte s'est fixé pour objectif d'adhérer à l'euro en 2014.

Dombrovskis s'est allié il y a un an avec l'Union des verts et des paysans, qui avait alors recueilli près de 20% des voix mais que les sondages ne créditent plus que de 8% aujourd'hui.

L'Union des verts et paysans est dirigée par Aivars Lembergs, maire de la ville portuaire de Ventspils et l'un des trois hommes d'affaires dont Zatlers promet d'éliminer l'influence sur les affaires du pays. (Reuters 24.07)

Cela fait penser au 92% de députés et sénateurs qui étaient favorables au TCE en France en mai 2005. C'était largement suffisant pour affirmer à l'époque que les institutions de la Ve république étaient illégitimes. Qui l'a dit ? Personne évidemment, pire encore, il y en a qui ont trouvé le moyen de vanter la Constitution de la Ve République, D. Gluckstein pour ne pas le nommer. Les militants ont la mémoire courte ou sélective, on va s'employer à leur rafraîchir autant qu'il le faudra.

Iran. Cible du terrorisme d'Etat

Les autorités iraniennes ont imputé dimanche aux Etats-Unis et à Israël l'assassinat la veille à Téhéran d'un physicien iranien spécialiste du nucléaire, rapporte l'agence de presse Fars.

Darioush Rezaie, docteur en physique âgé de 35 ans, a été abattu devant son domicile à Téhéran par un homme circulant à moto.

Le président du Parlement, Ali Larijani a imputé à "*l'aventurisme américain*" la mort de plusieurs membres des Gardiens de la révolution, dont un commandant de cette force d'élite, tués vendredi dans une explosion.

"*Les Américains considèrent que ce type d'opérations est acceptable dans le cadre de leur prétendue gestion du monde, ils devraient bien réfléchir aux conséquences*", a poursuivi le président du Parlement iranien. (Reuters 24.07)

Haut de page

Le 26 juillet

Hier enfin nous avons signé la vente de notre maison, la fin d'un cauchemar qui dure depuis des années. Nous l'avons vendue à un type riche qui va construire un hôtel à 50 mètres des premières vagues, l'argent rend fou décidément ! Je changerai mon adresse postale dans le site dans quelques jours. J'ai placé l'argent de cette vente sur un compte rémunéré à 9,50% par an dans une banque d'Etat, ce qui devrait assurer mes vieux jours, sans faire de folies évidemment. Du coup j'envisage de faire un voyage en France au printemps prochain...

Chercher l'erreur ou la manip

1- Les Bourses européennes ont clôturé la séance en net recul, les investisseurs s'inquiétant de l'enlisement des négociations sur le budget américain et doutant de l'efficacité du nouveau plan d'aide à la Grèce.

Les valeurs bancaires européennes, notamment les françaises particulièrement exposées à la Grèce, retombent lundi après leur fort rebond de la semaine dernière, les investisseurs doutant encore de l'efficacité de l'accord européen visant à contenir la crise de la dette en zone euro. (Reuters 25.07)

2- ... le chef de l'État (Sarkozy - ndlr) -auréolé du succès du plan de sauvetage de la Grèce- veut apparaître comme au-dessus de la mêlée et soucieux de l'intérêt général. (lefigaro.fr 25.07)

Un internaute résume bien la situation, la comparaison animalière en moins, bien que... : - "*Zut! J'avais cru comprendre qu'il fallait rassurer les marchés. Si même eux n'y croient pas... Mais rassurons l'opinion, les veaux se sentiront mieux...*" (Reuters 25.07)

Très souvent un évèvement est traité à deux niveaux, l'un en direction des acteurs du marché ou des décideurs politiques,

l'autre destiné aux médias via l'opinion publique qu'il faut façonner pour qu'elle demeure subordonner à l'idéologie dominante. Oui, on part du postulat que la majorité de la population est subordonnée à l'idéologie dominante, de la réalité telle qu'elle existe, et non pas telle qu'on voudrait qu'elle soit ou de notre idéologie opposée à celle de la classe dominante.

Il ne vous aura pas échappé que le ton emprunté ces dernières semaines par les médias témoignent qu'ils sont entrés en campagne pour faire réélire l'épileptique du Château, on en a la preuve ici.

On trouve davantage d'analyses correctes ou de raisonnements fidèles à la réalité chez certains internautes que chez les agences de presse et autres médias.

Parole d'internaute

1- "Qui a dit que faire des crédits pour payer d'autres crédits étaient une bonne solution ? Le cumule de crédit n'est pas uniquement fatal aux citoyens ! Pour les pays c'est la même chose mais à une autre échelle ! L'Europe est comme un requin dans l'eau, une fois sorti, elle n'est guère plus plus dangereuse qu'un poisson rouge ! L'heure de payer l'addition approche !" (Reuters 25.07)

Ne vous emballez pas quand même, si vous examinez la situation des Etats-Unis et du Japon vous constaterez que le premier survit avec un endettement de plus 14 500 milliards de dollars et le second supporte une dette qui atteint ou dépasse 200% de son PIB.

Le réel danger pour ces Etats et l'UE, ce sont les conséquences sociales de cette situation qui pèsent d'un poids de plus en plus considérable sur les épaules des travailleurs, le point de rupture qui sera atteint quand leur capacité à accepter toujours plus de sacrifices dans la perspective de vivre demain encore plus mal qu'aujourd'hui aura atteint sa limite.

L'économie capitaliste repose en grande partie sur la consommation de marchandises (inclu les serrvices), dans le sens où le cycle du capital est achevé quand une marchandise trouve un acquéreur solvable ou pouvant accéder au crédit. En résumé, pas de profit sans production, pas de profit sans consommation des marchandises produites.

Le marché mondial n'est pas extensible instantanément, autrefois il fallait un demi-siècle pour développer un nouveau marché, hier, quelques décennies suffisaient, aujourd'hui il faut à peine dix ans pour parvenir au même résultat, mais dix ans c'est encore trop puisque les crises du capitalisme qui hier encore se produisaient tous les dix ans en moyenne tendent à se reproduire dorénavant dans un lapse de temps de plus en plus réduit, la crise latente ou rampante du capitalisme telle qu'elle existe depuis pratiquement sa naissance tend à devenir permanente au fur et à mesure que s'épuisent les expédients qu'ils ont inventés pour assurer la survie du capitalisme, dont l'endettement généralisé de la société (Etats, entreprises, banques, particuliers).

Recourir à cet expédient devient de plus en plus risqué parce que la société est globalement surendettée, tout totalement cependant car tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, une bonne partie de la population dispose encore de revenus supérieurs à ses besoins quotidiens, la question est donc pour les tenants du capitalisme de faire en sorte que cette partie de la population solvable consomme davantage, dépense plus, s'endette encore et encore.

La marchandisation des services publics procède de cette logique, hier l'école était gratuite, demain vous paierez pour envoyer vos enfants à l'école, idem pour la santé, le logement, etc. Mais là aussi la limite est vite atteinte, au-delà c'est le fragile équilibre social qu'ils ont construit qui pourrait être remis en cause et qui pourrait remettre en cause l'existence du régime, ce qui n'est pas souhaitable de leur point de vue.

Pour pousser la population solvable à consommer davantage, ils l'incitent à renouveller ses besoins existants et à s'en créer de nouveaux qui demain lui sembleront tout aussi indispensables que ses besoins élémentaires d'autrefois et d'aujourd'hui, personne ne pouvait plus se passer du téléphone hier seulement, depuis et très rapidement c'est le téléphone mobil qui est devenu indispensable.

Le capitalisme en est rendu à l'étape où la population doit consommer de plus en plus et de plus en plus rapidement, tout s'accélère. On pourrait penser que l'épargne de la population solvable qu'utilisent les banques pour spéculer sur les marchés financiers serait une aubaine pour elle, c'est vrai et faux à la fois, dans la mesure où seule la production de richesses dégage des profits réels et non fictifs comme dans la spéculation, car à l'arrivée pour tout dollar ou euro créé artificiellement doit correspondre son équivalent en valeur réelle, en plus-value produit de la force de travail dans le cycle de production. (A suivre)

2- "l'Union européenne est née sur des bases économiques. Elle s’est basée sur des principes faussés au départ. Les règles économiques on été perverties, par un usage qui remonte à des décennies, alors que les conditions de ses applications ont évoluées. D’autant plus que cette perversion entra?ne l’appauvrissement des pauvres par l’enrichissement des riches parmi les pauvres se trouvent également les Etats ! Autant les USA que la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Irlande... et la France.

Ces règles, autrefois encore inoffensives se trouvent affectées aujourd'hui de deux défauts, hélas, bien implantés dans l'esprit de la plupart des citoyens du pays et du monde. Et que confortent les économistes et les structures économiques tel l'Institut National des Statistiques et des Études Economiques

- 1er mensonge : l'inflation est l'augmentation des prix à la consommation

- 2ème mensonge : les PNB et PIB sont faussés

A priori, cela semble bien anodin, mais l'exposé ci-dessous montrera qu'ils induisent la dégaradation catastrophique de l'économie.

1) l'inflation : serait l'augmentation des prix. Faux, L'augmentation des prix n'est que la conséquence de l'inflation. L'inflation est la production excédentaire de monnaie.

Ainsi, incontestablement, la richesse du pays ou du groupe de pays, est produite par les salariés et les travailleurs indépendants (produits productifs). Cette richesse devrait donc être représentée par une masse de monnaie M, saine, répartie dans la population.

Du temps des 30 glorieuses,c'est-à-dire de 1945 à 1975 les profits financiers ne représentaient qu'une petite part m prise sur M en produisant de la monnaie pour les rétribuer.

La richesse M produite par les travailleurs n'est plus représentée par M monnaie, mais par (M+m) soit déjà une perte de valeur de la monnaie, relativement minime, mais inflationniste.

Depuis que la production s'est exportée en pays en voie de développement, produisant donc un chômage de plus en plus abondant, la spéculation, les investissements financiers, les prêts aux entreprise financières, donc les profits financiers ont remplacé, de façon de plus en plus importantes les profits productifs (travail des salariés et indépendants).

Pour financer ces produits financiers, il a donc fallu accroître, de façon exorbitante la production de monnaie, donc une inflation clandestine, que l'INSEE cache derrière les 120 ou 130 articles de très grande consommation. Les brutales montées des prix des œuvres d'art en sont une flagrante c,onséquence, ainsi que tous les produits de luxe et produits sortant de cette liste INSEE.

Exemple l'emprunt Giscard d'Estaing

Lancé en 1972 pour un montant de 4 milliards de francs , indexé sur l'or, intérêt de 7% Remboursé 100 milliards au bout de 15 ans soit une inflation de 17%(occulte, non publiée). Evidemment cette expérience révélatrice ne fut pas renouvelée publiquement

2)- Le pire est que l'INSEE additionne (revenus financiers + revenus salariaux + revenus producteurs indépendants) dans le Produit Intérieur Brut (PIB) alors que la réalité devrait l'amener à soustraire les produits financiers des revenus productifs de richesse puisque pris sur eux

Les gouvernements successifs se satisfont d'avoir un PIB mensongèrement en progression ou ± stables, alors que les multinationales, et les investisseurs de tout poil, nous grugent par leurs profits financiers. Il y a là une énorme tromperie qui permet de faire croire que la situation économique est satisfaisante alors qu'au contraire elle se dégrade inexorablement.

Bref, à cause de ce processus mensonger, pour s'enrichir toujours plus les riches appauvrissent les pauvres sans que l'on s'en aperçoive, ce qui est absolument intolérable.

Les finances publiques, aussi sont appauvries par ces profits financiers. D'où l'accroissement des des dettes de l'Etat, qui laisse prévoir une faillite du pays si l'on n'y remédie pas.

Pour atténuer, puis éliminer les effets néfastes de la course , de plus en plus effrénée, aux profits financiers, il est absolument nécessaire de les juguler, jusqu'à les supprimer.

Responsables donc des dettes des États européens et autres, ce sont les banques et les spéculateurs qui devraient aider sans contrepartie, les pays à gestion conforme mais en difficultés financières." (Reuters 25.07)

Politique

1- France. En famille.

Manuel Valls : "*Si nous voulons gagner – et je le souhaite –, gouverner dans la durée – c'est nécessaire pour mener des réformes –, notre rassemblement devra aller au-delà des rangs de la gauche*" et d'ajouter "*je reste convaincu que des hommes et des femmes comme Dominique de Villepin, Français Bayrou ou Corinne Lepage, pour ne citer qu'eux, peuvent faire partie, s'ils le souhaitent, d'une majorité de large rassemblement.*" (lemonde.fr 25.07)

Quel dommage que Chirac, Pasqua, Giscard, etc. soient trop vieux pour figurer sans son gouvernement idéal !

2- Syrie

Le gouvernement syrien a approuvé un projet de loi instaurant le multipartisme et autorisant la formation de partis politiques adhérant aux "*principes démocratiques*", rapporte lundi l'agence officielle de presse Sana.

"*La fondation d'un parti doit reposer (...) sur un engagement à respecter la Constitution, les principes démocratiques, l'état de droit et les libertés et droits fondamentaux*", écrit l'agence.

Le parti Baassiste a interdit les partis d'opposition après le coup d'Etat militaire qui l'a porté au pouvoir, en 1963.

Mais pour Yasser Saadeldine, figure de l'opposition syrienne en exil dans un pays du Golfe, cette nouvelle loi "a été conçue pour montrer sur le papier que le régime tolère les opinions dissidentes tout en poursuivant les meurtres et la répression".

"*Chaque fois que ce régime est soumis à une pression internationale, il entreprend de fausses mesures de réforme pour tenter de se donner des références démocratiques. Mais les arrestations de militants se poursuivent et la répression s'accentue*", a-t-il ajouté. (Reuters 25.07)

3- Yémen

Plusieurs centaines de milliers de personnes manifestaient lundi dans la capitale du Yémen, Sanaa, et dans plusieurs autres villes du pays pour réclamer un changement de régime.

Le chef tribal Sadeq al-Ahmar, qui a rejoint les protestataires exigeant depuis quatre mois le départ du président yéménite, a mis en garde l'armée lundi, lui demandant de ne pas attaquer les milliers d'étudiants qui campent près de l'université de Sanaa.

Selon un mouvement de jeunesse, le gouvernement s'apprête à intervenir dans ce camp. (AP 25.07)

4- Libye. Le bourbier.

L'OTAN est actuellement dans une '*impasse*' en Libye, a estimé lundi 25 juillet le chef d'état-major interarmées américain, l'amiral Michael Mullen, tout en affichant son optimisme sur la réussite finale de la stratégie de l'Alliance. Les raids de l'OTAN 'ont considérablement amoindri' les forces du colonel Kadhafi et ont constitué '*une pression supplémentaire*' sur l'armée loyaliste, a-t-il relevé. '*A long terme, je pense que c'est une stratégie qui fonctionnera (et permettra) de chasser Kadhafi du pouvoiR* ', a-t-il affirmé. (lemonde.fr 25.07)

Economie

1- La Bourse ou la vie.

Les Bourses européennes ont clôturé la séance en net recul, les investisseurs s'inquiétant de l'enlisement des négociations sur le budget américain et doutant de l'efficacité du nouveau plan d'aide à la Grèce.

Autre conséquence, les écarts de rendements entre les obligations des pays dits périphériques de la zone euro et les Bunds allemands se sont creusés lundi.

Les valeurs bancaires européennes, notamment les françaises particulièrement exposées à la Grèce, retombent lundi après leur fort rebond de la semaine dernière, les investisseurs doutant encore de l'efficacité de l'accord européen visant à contenir la crise de la dette en zone euro.

"*Il y a un problème de crédibilité du plan (européen) : pour nous il devrait rassurer, mais les investisseurs en demandent encore davantage. Depuis que le risque de contagion à l'Italie et à l'Espagne est avéré, la charge de la preuve est plus élevée*", commente un analyste parisien qui n'a pas voulu être identifié.

"*Le marché se demande aussi comment le Fonds européen de stabilité financière (FESF) va mener de front le refinancement de la Grèce et le soutien aux autres pays avec les moyens dont il dispose*", ajoute-t-il pour expliquer les prises de profit. (Reuters 25.07)

That is the question !

2- Or

Le cours de l'or a atteint lundi un nouveau record en réaction à l'enlisement des négociations sur la dette américaine, à quelques jours seulement de la date butoir à laquelle Washington pourrait connaître une situation de défaut. (Reuters 25.07)

3- Grèce

Moody's a abaissé lundi la note souveraine de la Grèce de "Caa1" à "Ca", le dernier cran au-dessus du défaut, perspective dont l'agence de notation évalue désormais la probabilité à "virtuellement 100%".

Comme Fitch la semaine dernière - qui a indiqué qu'elle placerait la note grecque en défaut partiel - Moody's a précisé qu'elle réexaminerait la note grecque à la suite de l'échange de dette. (Reuters 25.07)

4- Inde

Alors que l'Inde est traversée par un vif débat sur l'évasion fiscale, l'agence de presse indienne Press Trust of India, citant la banque centrale suisse, révèle que des entreprises et de riches particuliers indiens détiennent 1,95 milliard de francs suisses (environ 1,7 milliard d'euros) sur des comptes en Suisse.

Ces chiffres sont divulgués dans un contexte particulièrement sensible. La Cour suprême indienne a en effet ordonné ce mois-ci l'ouverture d'une enquête sur la fuite de capitaux, tout en accusant le gouvernement de "sérieux manquements" dans la lutte contre les fonds illégaux à l'étranger.

En novembre, un groupe de réflexion basé aux Etats-Unis, Global Financial Integrity, avait estimé qu'entre 2004 et 2008, la fuite illégale de capitaux avait fait perdre à l'Inde 19 milliards de dollars par an.

Le problème de "*l'argent noir*", de l'argent placé sur des comptes à l'étranger et soupçonné de provenir de pots-de-vin ou de transactions illégales, agite depuis des mois la vie politique indienne.

Selon des chiffres de la banque centrale suisse, des Indiens ont retiré depuis 2008 quelque 500 millions de dollars déposés sur des comptes en Suisse. L'organisme bancaire n'a pas précisé les raisons de ces retraits, mais selon des sources officielles indiennes, il pourrait s'agir d'un transfert vers des comptes plus difficiles à repérer, comme à Singapour ou à Dubaï. (lemonde.fr 25.07)

Ils viennent de découvrir l'existence des paradis fiscaux !

Haut de page

Le 27 juillet

Pas le temps de causer, j'ai ajouté un long commentaire politique après l'article sur Sarkozy et sa "*règle d'or*". Je devais déménager, sauf que le propriétaire a loué la maison à une autre personne sans m'avori averti, génial ! Bref, je cavale pour trouver au plus vite une autre baraque où loger.

Parole d'internaute

1- "*je pense qu'un jour il faudra faire beaucoup plus que s'indigner, c'est incroyable ce qu'un peuple peut supporter avant de vraiment se révolter, la coupe n'est pas encore tout à fait pleine...*"

Faire une révolution par exemple ! Si l'idée vous vient à l'esprit alors que vous n'avez rien d'une révolutionnaire ou d'une militante de choc, c'est que vous devez être de plus en plus nombreux à le penser. Question : quel parti est prêt à accueillir cette catégorie de travailleurs ? Réponse : aucun.

2- "*Il y a deux ans,environ, j'ai été le témoin d'une scène qui ne devrait pas être dans un pays comme la France. Une jeune*

femme, son bébé dans les bras, sous la pluie à Montreuil, sans logement, et sans un sou. Personne ne s'est occupé d'elle, ni les services sociaux de la ville, ni les pompiers, ni la police, ni le samu. J'avais un parapluie, je le lui ai donné avec aussi un peu d'argent pour acheter, à manger et au moins du lait pour le bébé. J'en garde encore aujourd'hui beaucoup d'amertume contre ceux qui devraient être là pour secourir les gens dans cette situation. C'est insupportable mais il semble que nos politiciens, nos banquiers qui s'empiffrent sans vergogne s'en foutent. Du moment qu'on fait du pognon, le reste n'a pas d'importance!"

Vous êtes une brave dame et votre geste vous honore. Les institutions de la Ve République légitiment et justifient la situation insupportable que vous décrivez, et hélas tout les partis politiques se précipitent pour y participer.

3-"*Les dirigeants actuels du PS prétendent défendre les pauvres et les exclus mais ne poussent pas le devoir jusqu'à les fréquenter. Comme pourrait dire DSK les pâtes c'est très bon, mais c'est quand même meilleur quand il y a des truffes dedans.*"

La PS est un parti de bourgeois, alors d'autres qui roulent pour lui s'en chargent à sa place, vous ne l'avez pas encore compris ?

4- "*La démocratie ne résoud finalement pas tous les problèmes...*", donc vous ne croyez pas un mot ou vous ne comprenez rien au discours qui consiste à dire qu'il faut "*rétablir la démocratie*", parce que vous êtes convaincue de vivre en démocratie...

Politique

France

"*Le candidat socialiste devra gagner ou bien le parti risque vraiment cette fois de disparaître. Nous ne sommes pas au gouvernement depuis 10 ans, et cela fait 23 ans qu'un socialiste n'a pas été élu à l'Elysée*", avertit M. Hollande dans une interview pour le quotidien italien Il Corriere della Sera. (lexpress.fr 26.07)

Qu'il disparaisse, bon débarras !

Israël

Confronté à un déferlement de protestations contre la hausse vertigineuse des prix du logement, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a tenté mardi d'apaiser l'opinion en annonçant un plan d'urgence pour résoudre la crise.

Le Parlement doit voter la semaine prochaine une réforme législative "*énorme*", qui permettra "*de faire sauter les verrous freinant la planification et la mise sur le marché des logements*", a affirmé M. Netanyahu lors d'une conférence de presse.

Il s'est prononcé contre "*le monopole*" des terrains à bâtir détenus par l'Administration foncière, qu'"*elle libère au compte-gouttes*".

Le Premier ministre a aussi annoncé la construction en an et demi de 50.000 logements, dont 10.000 à prix réduit "avec l'aide du gouvernement" et réservés à l'acquisition ou à la location à prix modéré.

Son plan prévoit enfin de subventionner les transports publics pour les étudiants sur l'ensemble du territoire national "*afin qu'ils puissent facilement se rendre aux universités*".

En un an, les prix du logement ont bondi de 32% à Tel-Aviv et de 17% à Jérusalem, une tendance qui vaut pour l'ensemble du pays, alors que les salaires stagnent.

Il a ainsi répondu à "*la révolte des tentes*" déclenchée par des dizaines de milliers de manifestants qui sont descendus dans la rue depuis une douzaine de jours et ont créé des campements de toile dans les grandes villes du pays.

Celui de Tel-Aviv s'étend sur plus d'un demi-kilomètre dans un quartier huppé, et compte des centaines de tentes igloo.

Des milliers de jeunes Israéliens clament en outre tous les jours leur détresse en défilant dans les rues de Tel-Aviv, Holon, Jérusalem ou Beersheva, bloquant le trafic automobile et scandant des slogans hostiles à M. Netanyahu.

Mobilisés par le biais de Facebook, ils reprennent ce mot d'ordre: "*Nous luttons pour un toit*". Samedi soir, 30.000 d'entre eux se sont rassemblés à Tel-Aviv, et le lendemain un millier d'autres ont bloqué les accès de la Knesset (Parlement).

Selon un sondage publié mardi par le journal Haaretz, 87% des Israéliens soutiennent ce mouvement, et 54% se disent "*mécontents*" de la gestion de cette crise par M. Netanyahu, contre 32% qui l'approuvent et 14% sans réponse.

Israël jouit paradoxalement en moyenne depuis 2004 d'un taux de croissance de 4,5%, et le chômage est tombé à 6%, mais la très forte hausse du coût de la vie, notamment dans l'immobilier, a provoqué la colère.

En particulier au sein des classes moyennes, laissées-pour-compte de la prospérité, qui supportent l'essentiel de la charge fiscale et constituent le vivier électoral de prédilection du parti Likoud de M. Netanyahu.

"*Les membres des classes moyennes ont beaucoup contribué au développement du pays et ne parviennent plus aujourd'hui à boucler leurs fins de mois*", a déclaré mardi le chef de l'Etat Shimon Peres.

Selon le sondage de Haaretz, en cas d'élections, le Likoud conserverait 27 mandats, comme en 2009. En revanche, le parti travailliste, jusqu'ici en chute libre, remonterait à 12 sièges sur 120 au total. (AFP 26.07)

Social

France

1- La France du début du XXe siècle.

La Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) a analysé sur la seule journée du 20 juillet les réponses apportées aux personnes sans abri qui sont à la recherche d'un hébergement d'urgence. Et ces chiffres font froid dans le dos. On s'aperçoit que seule une demande sur trois aboutit : sur 1701 demandes, seules 596 personnes ont eu un toit au-dessus de la tête pour la nuit. Encore plus inquiétant : la majorité des familles ont effectivement été laissées sans hébergement. Le 20 juillet, si 780 personnes avec enfants ont appelé le 115, 576 d'entre elles n'ont pu être prises en charge. La cause ? Pas de place disponible. Les femmes seules avec enfants sont ainsi 60% à ne pas avoir obtenu de solution d'hébergement. Il y a donc en France, en 2011, des enfants qui dorment à la rue. (elle.fr 26.07)

Rappel d'une internaute

"... Nicolas Sarkozy a promis, lundi 18 décembre au soir (2006), que "plus personne ne serait obligé de dormir sur le trottoir" d'ici à deux ans s'il est élu président de la République.

"Je veux si je suis élu président de la République que d'ici à deux ans plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid", a lancé le président de l'UMP lors d'un meeting à Charleville-Mézières, dans les Ardennes.

"Le droit à l'hébergement, c'est une obligation humaine. Si on n'est plus choqué quand quelqu'un n'a plus un toit lorsqu'il fait froid et qu'il est obligé de dormir dehors, c'est tout l'équilibre de la société, où vous voulez que vos enfants vivent en paix, qui s'en trouvera remis en cause", a ajouté M. Sarkozy, sans expliquer comment il ferait pour atteindre cet objectif..."

2- Décomposition de tous les rapports sociaux.

Le "3919", numéro d'appel national destiné aux victimes de violences conjugales, a traité 50.396 appels en 2010, soit 50,2% de plus qu'en 2009, a annoncé mardi la Fédération nationale Solidarité femmes (FNSF) qui gère la plateforme téléphonique.

La majorité des appels au 3919 (violences conjugales info, VCI) donnant lieu à une fiche spécifique, soit 19.707 appels, concernait les violences conjugales, indique dans un communiqué la FNSF, fédération de 68 associations d'aide aux femmes victimes de violences.

Dans 95% des appels pour violences conjugales, il s'agit d'une femme victime d'un homme, et dans 2,1% des cas d'un "*homme victime/femme-auteure*".

En 2010, année où la lutte contre les violences faites aux femmes a été désignée "Grande cause nationale", 223 victimes déclarent avoir été visées par une tentative de meurtre, contre 122 en 2009.

Sur 91.308 appels reçus dont 50.396 traités en 2010, 1.873 mentionnaient d'autres violences (viols, mariages forcés, harcèlement au travail, etc.), et 2.255 étaient relatifs à des informations ou renseignements.

Les violences psychologiques sont présentes dans 87,1% des appels, les violences physiques dans 79,6% et les violences sexuelles dans 5,3% des appels. L'étude révèle en outre que 397 viols conjugaux ont été mentionnés, soit 30% de plus qu'en 2009.

La FNSF note par ailleurs que seulement 42,6% des victimes ont effectué des démarches auprès de la police ou la gendarmerie

(une baisse de 7,2% par rapport à 2009), et que près d'un tiers des victimes ont consulté un professionnel de santé (-3%).

Le nombre d'appels par jour pour violences conjugales a été deux fois plus important lors des campagnes médiatiques, qui "*participent incontestablement à une meilleure connaissance du numéro d'écoute par les femmes en particulier*" mais aussi par les enfants.

La fédération relève aussi un nombre croissant d'appels de jeunes femmes (environ 25% ont moins de 30 ans), "*de plus en plus sensibilisées*".

Sur deux ans, 663.000 femmes ont été victimes de violences physiques ou sexuelles au sein de leur ménage, selon une étude de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales publiée mi-juillet. Moins d'une victime sur dix a déclaré avoir appelé un numéro vert ou rencontré des membres d'une association d'aide aux victimes.

Depuis 1992, la FNSF gère le service téléphonique national d'écoute "Violences Conjugales - Femmes Infos Services", et depuis mars 2007, le service VCI répond au 3919. Les appels sont gratuits et anonymes. (AFP 26.07)

Haut de page

Le 28 juillet

Cette semaine vous n'aurez le droit qu'aux deux pages d'*Informations ouvrières* consacrées à la Tunisie, l'Egypte et la Libye, déjà que j'avais hésité à mettre en ligne leur dossier 4 pages *spécial été 2011* tellement je le trouvais médiocre, leur compte rendu de la "crise" grecque gérée la semaine dernière par les chefs d'Etat et l'UE associé au FMI est en dessous de ce que vous avez pu lire dans le site, je ne sais pas si c'est le site qui s'améliore ou si ce sont eux qui s'enfoncent dans la médiocrité, aux lecteurs d'en juger librement.

De mon côté, j'ai décidé de mettre le paquet sur le volet économique et d'y consacrer le peu de temps libre qu'il me reste, pour essayer de pénétrer davantage dans les rouages les plus complexes de l'économie mondiale afin d'en mieux comprendre le fonctionnement. La plupart des outils financiers qui existent de nos jours existaient déjà à l'état embryonnaire à l'époque où Marx et Engels ont rédigé le Capital, dans certains cas ils figuraient seulement dans le cerveau d'économistes car ne trouvant pas d'applications pratiques au regard du développement de l'économie mondiale à la fin du XIXe siècle, ainsi on peut y puiser des éléments qui peuvent nous mettre sur la bonne piste pour comprendre certains mécanismes, l'examen de passage consiste à ne pas s'y perdre !

En attendant je dois résoudre mon problème de logement, c'est en bonne voie. Pour me faire perdre encore du temps, j'ai appris ce matin au bureau de l'immigration que je dois aller dans un ministère à Chennai (ex-Madras) pour faire valider mon extrait de mariage, traduit en anglais, déjà visé par un notaire, le consul de France à Pondichéry, alors que nous sommes mariés depuis 21 ans, bref, je vais y passer la journée aller/retour. Ils sont devenus complètement cinglés avec leurs formalités débiles, du coup, alors que mon dossier était prêt trois jours avant l'expiration de mon visa (24 juin), cela fait maintenant cinq semaines que je vis en Inde sans visa ! D'ici qu'ils rejettent sur moi la responsabilité de cette situation... Je m'attends à tout de leur part, ils ne doutent de rien. Bref, de la patience, encore de la patience, toujours plus de patience !

Lu dans l'éditorial de D. Gluckstein (IO n°159)

Ce n'est pas une question de volonté, mais une nécessité.

"*Isolé, déstabilisé, le gouvernement Sarkozy oserait-il s'engager dans cette voie périlleuse si, la semaine passée, les dirigeants du Parti socialiste ne s'étaient pas prononcés pour le retour aux 3% dès 2013 ? Poser la question, c'est y répondre.*"

Minoritaire, illégitime, le gouvernement Sarkozy l'est assurément, mais il ne s'agit pas de cela ici, "*isolé, déstabilisé*", ah bon, Sarkozy vient de recevoir le soutien de De Villepin et de Bayrou, et Borloo est apparu ces derniers jours au côté de je ne sais plus quel dirigeant de l'UMP, alors qu'on les croyait fâchés !

Pardi, Sarkozy se gênerait, d'ailleurs Hollande, Aubry, Valls et Cie. n'avaient même pas besoin de réaffirmer que le PS s'alignerait sur le programme réactionnaire de l'UMP à partir de 2012, car en réalité si on reprend toutes leurs déclarations depuis août 2007 (début de la crise), à aucun moment ils n'ont manqué de soutenir le gouvernement, cadeaux aux banquiers, paiement rubis sur l'oncle des intérêts de la dette, "sauvetage" de l'euro, de la Grèce, de l'UE, guerre en Libye ou en Afghanistan, etc. Décidément Gluckstein ne sait plus quoi dire ou inventer, c'est pathétique.

Par ailleurs, et c'est là notre plus grande divergence avec le POI, nous estimons qu'il ne s'agit pas là d'une question de volonté ("oser"), c'est une nécessité pour le représentant du capitalisme en France de s'aligner sur les exigences formulées par l'impérialisme américain qui domine le capitalisme mondial pour lui permettre de placer ses pions et conserver ainsi son rang, ce qui nécessite que les travailleurs de toute la zone euro acceptent de nouveaux sacrifices pour que l'Amérique continue de consommer au même rythme effréné qu'avant la crise, puisqu'au trois quart son économie repose (à coup d'endettement et grâce à la planche à billet) sur sa consommation intérieure, consommation qui absorbe (tant bien que mal) le surplus de la production mondiale dont une partie importante provient de la zone euro.

On aurait pu penser que face à l'avalanche de coups portés par le gouvernement contre les travailleurs, le POI aurait axé son combat contre lui et les institutions, vous n'y êtes pas du tout, les travailleurs doivent chercher le responsable du côté de "*la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne*", et pour à la fois faire diversion et éviter qu'on se demande pourquoi dans cette énumération il manque étrangement le gouvernement et les institutions de la Ve République, Gluckstein pousse l'opportunisme jusqu'à situer sa ligne politique opportuniste "*dans le cadre de l'internationalisme ouvrier*", une manière de la justifier à défaut d'autres d'arguments, ce qui en imposera sans doute aux naïfs ou aux ignorants qui ne comprennent pas ou ne cherchent pas à comprendre pourquoi le mouvement ouvrier est réduit à l'impuissance... C'est dur de porter un regard objectif sur le passé, n'est-ce pas ? On vous y encourage tout de même, c'est dans la souffrance qu'on trouve les remèdes à nos problèmes.

Il y a quelque temps déjà un militant du NPA m'avait soufflé que si on ne parvenait pas à construire un parti dans chaque pays en Europe, il faudrait peut-être s'orienter vers la construction d'un parti ouvrier européen, je lui avais répondu sur un ton ironique qu'il n'a semble-t-il pas apprécié, pourquoi pas un parti mondial pendant qu'il y était, cela permettrait du même coup de résoudre aussi la question de l'Internationale. Bref, rien de sérieux dans tout cela.

Strasbourg, Bruxelles, Washington, non, Paris et ses Palais, c'est moins loin et plus pratique, l'Elysée, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel, le Conseil économique et social...

Procédons dans l'ordre s'il vous plaît, chaque chose en son temps, nous sommes des inconditionnels de l'ordre, de la discipline, de la rigueur, du respect des principes que nous avons adoptés, des objectifs que nous nous sommes fixés, à bas l'opportunisme dans sa version aventurisme ! Il y en a que les grandes phrases ou déclarations impressionnent, désolé.

Je n'ai pas trouvé utile de revenir sur le fait que c'était les chefs d'Etat qui avaient directement négocié à quelle sauce seraient mangé les travailleurs grecs, pas un militant qui se connecte sur le site n'est censé l'ignorer. Lisez attentivement l'interview de J-C Trichet dans cette page, il rappelle qu'il a attendu que Sarkozy et Merkel le sifflent pour accourir, on ne peut être plus explicite, après il faut être d'une malhonnêteté intellectuelle incroyable pour nier dans quel ordre les décisions sont prises au niveau de l'UE et de chaque pays.

Parole d'internaute

A propos de Lagarde et le rapport sur la France du FMI publié hier.

- "*Après 4 ans à Bercy, la liste des records battus par la vice-recordwoman (derrière V.G.E.) de durée au ministère de l'économie et des finances est impressionnante et atteste de son immense compétence, vantée urbi et orbi par la nomenklatura financière internationale et ses médias, et tout à fait digne de celle de son illustre prédécesseur à la tête du F.M.I.:*

(1) Le déficit public français est passé de 56 milliards d'€ en 2008 à 150 milliards d'€ en 2010 et de 2,7 % du P.I.B. en 2007 à 7 % en 2010.

(2) D'après le magazine Challenges du 22 Juin 2011, la dette de la France dépasserait les prévisions en 2011 et 2012. Elle devrait s'établir cette année à 85,4% du produit intérieur brut, avant de culminer (on peut toujours rêver) en 2012 à 86,9%. D'après l'INSEE, la dette française à la fin 2007 était de 1 211,6 milliards d'euros, soit 64,2 % du PIB.

(3) Le déficit du commerce extérieur vole de record en record. En Avril 2011 il dépasse pour la première fois la barre des 7 milliards d'€ mensuels, et bat un nouveau recors en Mai à 7,42 milliards..

(4) Le chômage a augmenté de 0,7 % en Mai, progression record depuis octobre 2009 dans cette catégorie. Sur un an, la hausse atteint 3,8% et représente 151.000 chômeurs de plus inscrits en catégorie A, B et C, ce qui donne un total officiel de 4,1 millions de chômeurs en France métropolitaine et 4,3 avec les domtom.

(5) L'âge de la retraite a été reculé à 62 ans pour permettre aux seniors de cotiser plus longtemps aux caisses de retraite. Or le nombre des chômeurs de plus de 50 ans a progressé de 14,1% en un an avec un nouveau bond de 1,3% en mai.

(6) En 2010, le déficit de l'assurance vieillesse a été de 9,3 milliards d'€ ce qui a servi de prétexte au recul de l'âge de la retraite et l'assurance maladie enregistre un déficit record de de 13,1 milliards d'€, ce qui a servi de prétexte à demander aux français

une économie de 2,5 milliards d'€ sur leurs dépenses de santé en 2011, afin de financer l'augmentation de la consultation de 1 € qui va coûter exactement cette somme à la sé@#$%.

(7) Les achats de biens des ménages français ont diminué de 0,8 % en mai après s'être repliés de 1,4% en avril et de 0,9% en mars. Il faut remonter à l'été 2008, juste avant l'éclatement de la crise financière, pour retrouver trois mois @#$%écutifs de baisse de la consommation en France.

(8) La croissance française est revue à la baisse : 0,9 % au premier trimestre et la BdF prévoit un ralentissement au deuxième trimestre à 0,4 %.

(9) Suite au dessaisissement par lagarce de la justice ordinaire pour un tribunal d'exception, tapie a reçu des contribuables français une somme de 285 millions d'€ d'indemnités, dont la somme record de 45 millions d'€ non imposables pour "préjudice moral". Il est vrai qu'il a sans doute partagé la somme.

Mais restons optimistes. Comme le dit l'adage : les records sont fait pour être battus." (Reuters 27.07)

Politique

France.

Le procureur de la République de Paris Jean-Claude Marin a été nommé mercredi en conseil des ministres procureur général près la Cour de cassation, selon le communiqué diffusé à l'issue du conseil.

Ce poste était vacant depuis le départ à la retraite, le 30 juin, de Jean-Louis Nadal.

Jean-Claude Marin avait été proposé le 6 juillet à ce poste par le ministère de la Justice. Le 19 juillet, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), organe de nomination et de discipline des magistrats, a émis un avis favorable à cette nomination.

M. Marin, 61 ans, pourrait être installé d'ici la mi-septembre dans ses nouvelles fonctions. (AP 27.07)

Chine

Des émeutes ont éclaté dans une ville du sud de la Chine après la mort d'un vendeur de fruits handicapé qui aurait été battu à mort par la police municipale, rapporte le quotidien officiel China Daily.

Des milliers d'habitants de la ville d'Anshun, dans la province de Guizhou, ont exprimé leur colère en jetant des pierres sur la police et en renversant un véhicule gouvernemental, précise le journal.

Les habitants soupçonnent des agents de la gestion urbaine, une sorte de police locale chargée de la lutte contre la mendicité et les infractions mineures, comme la vente à la sauvette, d'avoir frappé à mort le vendeur à l'entrée d'un marché.

Une trentaine de manifestants ont été arrêtés et dix policiers blessés, selon l'agence Chine nouvelle. Les émeutes de ce genre se sont multipliées ces dernières semaines en Chine. (Reuters 27.07)

En réalité il y en aurait de la sorte en permanence que cela ne m'étonnerait pas, c'est le lot quotidien en Inde et personne n'en parle, il faut qu'un incident hors du commun se produise ou un événement particulier intervienne pour que les médias en parlent et le reste du monde en soit informé.

En Inde, au quatre coin du pays se produisent des émeutes quotidiennement, des centaines de manifestations, la précarité touche plus des trois quart de la population et les inégalités sont tellement criantes que la tension est permanente, la violence latente peut exploser à tout moment à n'importe quelle occasion, malheur à celui qui par exemple renverse un piéton ou est impliqué dans un banal accident de la circulation même sans gravité, attroupement, échange de coups, destruction de la moto, de la voiture, du camion ou du bus par des gens qui n'ont rien vu et n'ont aucun lien avec l'accident en question, ils saisissent cette occasion pour se venger aveuglément de l'injustice qu'ils subissent en permanence sur le premier venu.

Et si vous avez le malheur d'être blanc ou étranger par dessus le marché, vous risquez le lynchage pour une simple égratignure à un bras, donc par précaution je ne sors jamais sans emmener un couteau histoire de tenir à distance d'éventuels assaillants, j'ajouterais que ce genre d'incident m'est déjà arrivé et les policiers n'ont rien trouvé à redire que je brandisse un poignard pour assurer ma sécurité face à un individu déchaîné, comme quoi cette précaution n'était pas le fait d'un parano mais était motivée par l'état d'esprit arriéré de la population.

Il faut être blindé ou complètement inconscient pour ne pas angoisser dès que l'on sort de chez soi en Inde, car on risque à tout moment d'être impliqué dans un accident qui peut très mal tourner et vous coûter très cher. A Pondichéry peut-être moins qu'ailleurs en raison de la présence du consulat de France, disons qu'il faut bien tomber, mais bon on ne compte pas sur la chance pour rester en vie !

La plupart du temps on ne peut avoir qu'un point de vue très approximatif de la situation qui existe dans chaque pays, il nous faut donc prendre les informations qui nous parviennent avec beaucoup de prudence avant de les analyser. (Reuters 27.07)

Social

France

1- Le chômage toujours en hausse.

Le chômage a augmenté en juin pour le deuxième mois consécutif en France, les jeunes, les seniors et les chômeurs de longue durée étant particulièrement touchés, montrent les statistiques publiées mercredi par le ministère du Travail et Pôle Emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité au cours du mois) en France métropolitaine a augmenté de 33.600 (+1,3%) pour s'établir à 2.720.400. Sur un an, la hausse est de 1,5%.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a ainsi atteint en juin son plus haut niveau depuis décembre 2010.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), la hausse du nombre de demandeurs d'emploi atteint 0,6%, soit 25.200 personnes de plus en un mois, pour atteindre 4.103.700. En rythme annuel, la hausse est de 4,0%.

En juin, les jeunes, les personnes âgées de plus 50 ans et les chômeurs de longue durée ont été particulièrement touchées.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an en catégories A, B ou C a ainsi augmenté de 1,0% en France métropolitaine, portant la hausse sur un an à 10%.

En fonction de l'âge, le nombre de personnes de moins de 25 ans inscrites a augmenté de 1,4% (-4,4% sur un an) en catégorie A et de 1,2% en catégories A, B, C (-1,8% sur un an).

Le nombre des plus de 50 ans a quant à lui augmenté de 2,0% (+13,0% sur un an) en catégorie A et de 1,5% (+14,3% sur un an) en catégories A, B et C. (Reuters 27.07)

2- Voleurs «***au fil de l'eau***».

Mercredi soir, le rapporteur du budget à l'Assemblée, l'UMP Gilles Carrez, qui juge que le compte n'y est pas, a présenté à Valérie Pécresse ses propositions pour trouver 5 milliards d'euros en plus (2 milliards sur les dépenses et 3 milliards sur les niches). Il plaide pour un nouveau coup de rabot de 10 %, visant «*non pas à réduire les taux de chacune des niches mais l'abattement en bout de course*». Ainsi, un contribuable pouvant jusqu'ici déduire 10.000 euros de son impôt sur le revenu n'aura plus droit qu'à 9000 euros. Il prône, concernant la partie non risquée des placements d'assurance-vie, une récupération «*au fil de l'eau*» des prélèvements fiscaux, comme c'est déjà le cas pour les cotisations sociales.

Il suggère également de rendre moins favorables les abattements de prélèvements sur les plus-values immobilières (le gouvernement pourrait par exemple décider que ces prélèvements, qui ne frappent pas les résidences principales et sont réduits au fil des ans, ne soient plus annulés au bout de 15 ans mais de 25 ans). Carrez veut encore mettre fin à certaines pratiques d'optimisation fiscale des grosses entreprises.

Côté dépenses, le rapporteur du budget suggère trois mesures. D'abord, «*équilibrer le bonus-malus automobile qui coûte encore 500 millions d'euros*». Ensuite, «*appliquer un rabot à tous les crédits qui vont aux opérateurs de l'État*» (CSA, Cnil, AMF, Conseil de la concurrence...). Enfin, réduire de 70 % à 50 % la part des économies découlant du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux «*rendue*» aux agents sous forme de hausses de salaires catégorielles. (lefigaro.fr 27.07)

Vous ne trouvez pas qu'ils font preuve de plus d'imagination ou d'audace que nos dirigeants moux, frileux, légalistes, etc. ?

Economie

Or

Le cours de l'or a poursuivi mercredi son irrésistible ascension, s'approchant de 1.630 dollars l'once, dans un marché toujours inquiet de l'impasse des discussions aux Etats-Unis sur le plafond de la dette fédérale.

Les inquiétudes persistantes sur la zone euro contribuaient également à renforcer le marché de l'or. "*L'accord de la semaine dernière sur la dette grecque ne semble pas avoir apaisé le marché, et on voit les taux longs italiens et espagnols continuer de monter... Cela soutient le prix de l'or*", a observé Kathleen Brooks, analyste de Forex.com. (liberation.fr 27.07)

France - FMI

A neuf mois de l'élection présidentielle en France, le FMI invite implicitement les candidats à poursuivre une politique mêlant rigueur et soutien à l'économie et prône une autre réforme des retraites.

Le Fonds monétaire international salue dans son rapport annuel sur la France publié mercredi l'effort de redressement finances publiques engagé dans le pays et juge sa poursuite "*cruciale*" pour soutenir la note "*triple A*" qui lui permet d'emprunter sur les marchés à des taux avantageux.

L'adoption d'une "*règle d'or*" budgétaire accroîtrait la crédibilité de l'engagement des autorités françaises à réduire les déficits, poursuit le FMI, au moment où majorité et opposition se querellent sur le sujet.

"*Le programme de stabilité français trouve un bon équilibre entre les préoccupations de croissance et de soutenabilité*", écrit le FMI, en soulignant qu'"*une importante consolidation budgétaire a été mise en mouvement*" pour réduire le déficit à 3% du PIB en 2013 et 2% en 2014.

Selon l'institution, "*la France ne peut prendre le risque de rater ses objectifs budgétaires à moyen terme, étant donné le besoin de renforcer la mise en oeuvre du Pacte de stabilité et de conserver les coûts d'emprunts à un niveau peu élevé en confortant sa note AAA*".

Garantir la "*soutenabilité*" des finances publiques de la France à long terme nécessitera de réformer plus profondément les systèmes de retraite et de santé, ajoute le FMI.

"*Une nouvelle hausse future de l'âge légal de la retraite liée à l'accroissement de l'espérance de vie éviterait la poursuite de la pression budgétaire*", écrit-il, en soulignant que les travailleurs français passent plus de temps à la retraite que tous leurs homologues des pays avancés.

Le FMI avait déjà appuyé en 2010 la décision de la majorité de reporter de 60 à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite sous le règne de son ancien directeur général, le socialiste Dominique Strauss-Kahn, s'attirant des critiques au PS.

Quant aux dépenses de santé, "*des gains de productivité continus sont nécessaires pour éviter une hausse non-soutenable des dépenses de santé et de soins de longue durée*", lit-on.

La France doit aussi s'améliorer sur d'autres fronts déjà bien connus, poursuit le FMI, en relevant sa compétitivité et en facilitant l'emploi des jeunes et des personnes peu qualifiées. (Reuters 27.07)

Chypre

L'agence de notation a abaissé de deux crans la note de Chypre, membre de la zone euro. La destruction d'une centrale électrique et la dépendance de l'île à l'économie grecque fragilise le plan de réduction de sa dette.

Sa dette est désormais évaluée à Baa1, contre A2 auparavant, décision assortie d'une perspective négative. En clair, Chypre, qui se retrouve désormais à deux crans de la catégorie «spéculative», pourrait encore être abaissée dans les prochains mois. (lefigaro.fr 27.07)

Grèce

Standard & Poor's a annoncé mercredi un nouvel abaissement de la note de crédit de la Grèce, la ramenant de "CCC" à "CC" ce qui relègue un peu plus encore le pays en catégorie spéculative.

L'agence de notation, qui a attaché une perspective négative à sa note, a souligné que le plan de restructuration de la dette du pays contenu dans le deuxième sauvetage de la Grèce plaçait cette dernière dans une situation de "*défaut sélectif*".

Selon la restructuration proposée pour la Grèce, qui demandera aussi une contribution des détenteurs d'obligations du secteur privé estimée à 50 milliards d'euros d'ici la mi-2014, les banques et les assureurs pourront volontairement échanger leurs obligations grecques contre des titres à échéances allongées et à taux plus bas.

"*A notre avis, les termes de l'échange et aussi les termes du roulement semblent défavorables aux investisseurs*", écrit S&P qui considère la Grèce comme un emprunteur en difficulté.

"*Selon nos critères, nous caractérisons un emprunteur en difficulté comme ne pouvant, sans aide, rembourser sa dette à temps et en totalité*".

S&P ajoute "*la probabilité d'un défaut futur sur les nouveaux titres devrait rester élevée*."

"*Nous pensons que nous assignerons une notation basse en catégorie spéculative à la Grèce, compte tenu du fait que nous pensons que la Grèce continuera à être affectée par un niveau élevé de dette par rapport à son produit intérieur brut (PIB), à un peu moins de 130% du PIB à la fin 2011 et par des perspectives de croissance incertaines même après la conclusion de la restructuration de la dette*," écrit l'agence. (Reuters 27.07)

Ce qui les rongent littéralement ou ce que ces parasites ont du mal à digérer, c'est qu'ils vont devoir moins se gruger que prévu sur la bête en étant conduit à échanger leurs obligations grecques contre des titres à échéances allongées et à taux plus bas comme il est dit plus haut. Ils ont trop tiré sur la corde, ils doivent donc lâcher du lest pour éviter qu'elle ne rompe et prendre le risque de tout perdre.

Ils se rattraperont sur le prolétariat des autres pays de l'UE que les différents gouvernements s'apprêtent à nouveau à saigner. Maintenant la question est de savoir où se situe la limite au-delà de laquelle la classe ouvrière refusera tout sacrifice supplémentaire, avec la poursuite de la hausse du chômage et des prix dans tous les pays de l'UE à l'exception de l'Allemagne, il arrivera bien un jour où cette limite sera atteinte, alors la quantité se transformera en qualité et débouchera sur une explosion sociale incontrôlée, sur l'ouverture d'une crise révolutionnaire,

Ils ne pourront pas échapper à ce processus dialectique inéluctable, la question qui devrait nous occuper devrait être de s'y préparer et d'y préparer les travailleurs pour affronter cette situation dans les meilleures conditions possibles, ce qui est loin d'être le cas...

On se demandera aussi s'ils ont bien mesuré quelles seraient les conséquences d'une révolution dans un pays de l'UE ou de la zone euro, je n'en suis pas du tout certain. Souvenons-nous qu'à la veille de la Seconde guerre mondiale, les Français et les Britanniques ont espéré qu'Hitler n'irait pas jusqu'à mettre le monde à feu et à sang, alors que la chose était entendue et que rien ne le ferait reculer, l'industrie de guerre tournant déjà à plein régime...

Plus proche de nous, on aura à l'esprit que la chute de Lehman Brothers a été sciemment provoquée par des requins de la finance et concurrents qui préfèraient que la bulle immobilière dont ils avaient parfaitement conscience éclate pour ainsi dire sous contrôle plutôt qu'à l'improviste, afin jugeaient-ils de pouvoir garder la maîtrise de cette nouvelle crise et définir eux-mêmes les moyens d'en sortir, les imposer aux différents gouvernements qui s'en feraient sans surprise les complices.

Cette analyse n'a guère été reprise par les partis ouvriers incapables de prendre du recul sur les évèvements, car pour eux il est inimaginable que les auteurs du déclenchement d'une crise soient ceux qui en profiteront eux-mêmes, alors que cela tombe sous le sens quand on y réfléchit un instant, il n'est pas obligatoire que les choses se passent ainsi, mais là cela fut bien le cas.

Lehman Brothers avaient camouflé des actifs pourris en quantité colossale, ses concurrents également, dans le milieu de la finance tout le monde le savait plus ou moins, certains économistes avaient tiré la sonnette d'alarme depuis un moment déjà, d'autres avaient préféré faire l'autruche, Les J-P Morgan, Goldman Satch, City groupe et Cie. ont eu sa peau, ils se sont partagés sa dépouille à moindre coût et les affaires sont reparties de plus belles comme si rien ne s'était passé.

On peut ajouter comme élément clé à cette argumentation, que les agences de notation avaient attribué la note AAA à Lehman Brothers la veille de sa chute, tout comme à ses concurrents, alors qu'elles étaient particulièrement bien placées pour savoir à quel niveau ces banques et institutions financières s'étaient livrées à la titrisation d'actifs douteux susceptibles à tout moment de devenir pourris les défauts de paiement de leurs clients devenant chaque mois plus nombreux. Normal, puisque les acteurs qui sévissent dans les agences de notation américaines sont les mêmes qui dominent les marchés financiers et qui occupent une place dominante au sein de la Fed. On comprend mieux comment fonctionne ce mécano quand on a à l'esprit que la Fed, les principaux établissements financiers et les marchés ne font qu'un, ce qui n'empêche pas évidemment les différents secteurs financiers de se livrer à une guerre sans merci.

Et si on se demandait pourquoi les agences de notation avaient maintenu malgré tout la plus haute note à ces institutions financières, c'était tout simplement pour éviter d'affoler leurs millions de clients qui sinon se seraient précités à temps pour retirer le capital qu'ils y avaient déposé ou solder leur plan de retraites ou d'assurance vie, il était entendu qu'ils devraient être les

principaux perdants de cette vaste escroquerie, le solde de l'ardoise serait payé par les travailleurs du monde entier, principalement par ceux des pays où ils disposent d'un niveau de vie supérieur aux autres, ceux de la zone euro en priorité.

Un autre exemple me viens à l'esprit, General Motor endettée à hauteur de 70 milliards de dollars, colossale n'est-ce pas ? Un simulacre de cessation de paiement, l'Etat renfloue GM, la firme américaine ferme des milliers de points de vente, quelques usines, licencie des dizaines de milliers de salariés avec l'argent reçu de l'Etat, et quoi, deux ans plus tard elle renoue avec les bénéfices et les actionnaires se remplissent à nouveau les poches. Cela fait penser à un dérapage contrôlé.

Les choses auraient pu mal tourner cependant, loin de nous l'idée de le nier, on ne prétend pas qu'ils peuvent tout prévoir ou maîtriser, car il ne suffit pas de provoquer le déclenchement d'une crise pour en conserver le contrôle, il faut aussi que les acteurs les plus violemment frappés par cette crise soient neutralisés ou réduits à l'impuissance, ce qui est rendu possible avec des syndicats corrompus et des travailleurs qui ont un niveau de conscience politique au ras des pâquerettes, sans parti pour organiser leur résistance et leur mobilisation, c'est valable pour les Etats-Unis comme pour les autres pays du monde à des degrès différents en fonction du développement du mouvement ouvrier.

Haut de page

Le 29 juillet

Notre prochaine causerie portera sur la Fed (la banque centrale américaine), si j'en trouve le temps. En attendant je mettrai en ligne les articles les plus intéressants que j'ai trouvés sur le Net. J'ai réussi à faire repartir le système de l'ordinateur de bureau.

En principe je déménage le 1er, le 2 ou le 3 août. Lundi matin je dois encore me rendre au bureau d'immigration et cette après-midi je dois aller faire un tas de photocopies pour compléter mon dossier. Ce matin j'ai essayé de téléphoner au Minister of external affaires à Chennai pour éviter d'y aller et de perdre une journée, en vain, la ligne téléphonique était trop mauvaise ! Ici la moindre petite chose prend des proportions sidérantes, c'est à se taper la tête contre les murs.

Hier je vous disais qu'en Inde il y avait des centaines de manifestations quotidiennement à travers tout le pays, en jetant un coup d'oeil à l'écran du téléviseur pendant que Magueswary regardait les infos sur une chaîne en tamoul, en dix minutes, j'ai vu des images de trois manifestations qui s'étaient déroulées dans la journée dans des grandes villes du Tamil Nadu, vous ajoutez celles qui ont eu lieu dans des villes moins importantes et vous multipliez le total par 24 ou 25 Etats incluant les Territoires de l'Union indienne et vous dépasserez la centaine de manifestations par jour.

L'article que j'ai évoqué sur les "retrouvailles" entre Sarkozy et Bayrou datait du 27 juillet.

La méthode Coué a du plomb dans l'aile ou quand la réalité les rattrape plus vite que leur ombre !

Un vrai régal... ou un cauchemar.

Le 21 juillet Sarkonapoléon avait "*sauver l'euro*" lors d'un accord "*historique*", du coup miraculeusement il remontait de 6 points dans les sondage, et patatras voilà qu'une semaine plus tard on nous dit à propos de la Grèce et de la zone euro qu'absolument rien ne serait réglé et que la situation pourrait rapidement dégénérer, dans "*un jour ou deux comme celui-ci et le pays se retrouvera dans une situation pire qu'avant*» selon Paul Donovan, économiste chez UBS, tandis que chez Bank of America Merril Lynch on "*estime qu'il faudrait 290 milliards d'euros pour défendre l'Italie et l'Espagne s'ils étaient attaqués par les marchés. Or, il n'a que 220 milliards d'euros à disposition.*".

Plus fort encore, "*Un membre de la Banque centrale européenne (BCE) a estimé qu'il faudrait augmenter l'enveloppe du FESF (Fonds européen de stabilité financière) jusqu'à 1000 milliards d'euros. Les économistes du centre d'étude européen CEPS estiment pour leur part le besoin à 4000 milliards d'euros.*", qui dit mieux, en fait le niveau d'endettement de l'UE devrait atteindre ou dépasser celui des Etats-Unis, la course folle vers l'abyme est en train de prendre une tournure aux conséquences imprévisibles et incontrôlable. Car il faut ajouter à ce scénario plutôt pessimiste l'effet combiné que produirait un défaut des Etats-Unis sur leur dette colossale, pour que les choses s'emballent à l'échelle mondiale et que leur systèmes'écroule pour de bon, 2007 n'ayant été qu'une répétition générale avant le grand saut dans l'inconnu que constituerait la dislocation du marché mondial.

A quoi bon produire plus si on ne peut pas consommer davantage, non, il faut tout détruire et tout reconstruire... Vous ne pensez pas que plus d'un parmi les maîtres du monde se livrent à ce cynique calcul ? Seront-ils assez dingues pour le mettre en pratique ? S'ils jugent qu'il en va de leurs intérêts fondamentaux, on peut craindre le pire.

La volonté ne fait que suivre la nécessité.

On ne confondra pas avec la situation du pauvre type qui accepte n'importe quel emploi uniquement par nécessité, pour survivre, il n'a pas le choix sur le plan économique et humain, c'est son existence qui est en jeu, contrairement aux capitalistes auxquels la nécessité ne s'applique que sur le plan économique, pour préserver leurs privilèges, c'est d'ailleurs uniquement sur ce plan-là qu'ils peuvent s'employer à les justifier, même si rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme. Et quand la doctrine sociale de l'Eglise justifie l'existence des riches et des pauvres, elle se place sur le même plan que les capitalistes pour justifier l'existence du système économique actuel avec les inégalités et les injustices qui l'accompagne, et non sur un plan strictement humain qu'elle revendique mais qui lui est totalement étranger, car rien ni personne ne peut justifier l'esclavage.

Politique

France

Europe Ecologie-Les Verts. Hulot : Un déchet des multinationales non recyclable.

Evoquant un «*immense gâchis*», Nicolas Hulot estime que «*cela ne sert à rien d'insister*», «*si je ne leur apporte pas grand-chose (à EELV)*» et que dans ce cas, «*il vaut mieux que je reprenne une autre forme d'engagement*».

«*La personnalisation de la politique, on peut la regretter. Mais dans ce cas-là, à quoi bon me faire la danse du ventre pendant des années pour que je vienne les rejoindre? C'est tout le paradoxe de leur attitude*», poursuit Nicolas Hulot. «De Jean-Vincent Placé à Dany Cohn-Bendit, en passant par Cécile Duflot et Noël Mamère, ils n'ont eu de cesse de me demander de les rejoindre. Mamère m'a dit que j'étais le seul candidat possible. Et pourtant, il fut le premier à m'envoyer des banderilles à partir du moment où je me suis présenté. À un moment, je ne sais pas quel diplôme de psychologie il faut avoir pour comprendre leur fonctionnement», insiste-t-il.

«*Les médias sont conditionnés par la façon traditionnelle de faire de la politique. Les électeurs aussi. Et plus que les électeurs, les militants. Ils aiment les formules, ils aiment les ennemis désignés. Prononcez cinq fois le mot Sarkozy dans un discours: vous provoquez des orgasmes…*», estime-t-il. Et d'ajouter: «*Ce qui est très étonnant chez les écologistes, c'est que certains ne s'appliquent pas à eux-mêmes les valeurs qu'ils prônent pour les autres. La sensibilité écologiste dans la société ouvrait une voie royale à Europe Écologie. Mais, à mon avis, là, tel que c'est parti, c'est raté.*» (liberation.fr 28.07)

Il lui reste ses amis Borloo, Chirac, Sarkozy, Bouygue, etc. Ce type-là est répugnant, il incarne la négation de la lutte des classes, l'état de conscience du petit bourgeois prêt à tout pour préserver son petit confort, un cadre de vie agréable. On pourrait se dire que ce n'est pas une tare et que tout le monde aspire légitimement au bien-être.

Le problème, c'est que ces gens-là s'en foutent que le prolo n'ait pas les moyens de se poser ce genre de questions parce qu'ils croulent sous un tas de problèmes liés à la précarité et la pauvreté. Ils font partie des petits bourgeois qui conçoivent qu'il faut s'attaquer aux conséquences désastreuses de la survie du capitalisme, celles qui les concernent directement, mais sans jamais s'attaquer à leurs origines qui poseraient la question de la nécessité d'abolir le capitalisme.

Comme ils mettent en avant des questions qui concernent l'ensemble de la population, ils peuvent facilement se faire passer pour des défenseurs de l'intérêt général, alors qu'en réalité ils ne visent que leur petit bien-être qu'ils tiennent à préserver et qui coïncide avec celui de la classe dominante. Leur niveau de conscience ne va pas plus loin que la plupart des militants qui finalement se contentent de défendre leurs intérêts particuliers ou leurs statuts et qui prétendent défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière.

Les rôles sont ainsi bien répartis entre ceux qui défendent l'intérêt général et qui se réclament ouvertement du marché, et ceux qui défendent les intérêts collectifs de la classe ouvrière et qui s'accommodent du capitalisme. On aurait pu ajouter concernant ces derniers, au nom du socialisme.

Estrosi et Borloo des anti-FN ? Pas vraiment.

Borloo, l'anti-Le Pen? Il n'en a pas toujours été ainsi. Dans une interview parue le 10 février 1993 dans l'hebdomadaire Minute, "*Jean-Louis Borloo avec Le Pen, pourquoi pas?*", celui qui est alors maire de Valenciennes est interrogé sur ses alliances. "*Personnellement, j'ai des rapports corrects avec les gens du FN de ma région, et je ne serais pas contre, répond Jean-Louis Borloo. Mais s'il devait y avoir des alliances, il faudrait que toute la droite suive. Celui qui prendrait cette initiative tout seul se ferait descendre politiquement*."

Tout à sa volonté de se démarquer de "*l'ambiguïté de l'UMP vis-à-vis du Front national*", Jean-Louis Borloo aime rappeler ces temps-ci qu'il "*avait refusé de devenir président de la Région Nord-Pas-de-Calais grâce à l'appui d'une voix FN en 1992*". Le conseiller régional du Nord, Jean-Pierre Gendron, conteste cette version. "*Nous avions passé un accord avec Jean-Louis Borloo, alors sans étiquette, pour lui donner nos voix afin que la présidence de la région ne bascule pas à gauche, explique l'élu FN. L'accord a achoppé à cause d'un maire RPR de la région, mais Borloo était d'accord sur le principe.*" Après avoir quitté

Génération Ecologie, Jean-Louis Borloo cherchait à se repositionner au sein du jeu politique afin de préparer les élections législatives de 1993.

En mars 1998, Christian Estrosi, le futur ministre de l'Industrie de Nicolas Sarkozy plaidait pourtant pour une alliance entre le RPR et le FN en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). L'ancien maire frontiste de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, raconte: "*Christian Estrosi avait participé aux négociations et aurait été mon vice-président en cas d'entente.*" Mais Jean-Marie Le Pen a finalement rejeté les conditions de la droite et l'accord a capoté.

Malgré la stratégie du cordon sanitaire édictée dès les années 1980 par Jacques Chirac, de nombreux accords locaux ont été signés. Selon le politologue Erwan Lecoeur, les régionales de 1998 sont un moment particulier dans la relation entre la droite et l'extrême droite. "*Lors des législatives de 1997, le FN avait réussi à se maintenir dans 133 circonscriptions et avait provoqué de nombreuses triangulaires. En 1998, l'idée d'une alliance avec le Front apparaissait comme l'unique alternative pour que les régions ne basculent pas toutes à gauche*". Dans cinq d'entre elles, défiant la consigne nationale, la droite pactise alors avec les élus frontistes.

Avec l'essor de la Droite populaire au sein de l'UMP, c'est la fin d'une certaine imperméabilité idéologique, selon l'historien Stéphane François. "*Au nom d'un combat contre le politiquement correct, un grand classique de l'extrême droite, la frange réactionnaire de l'UMP fait tomber certains tabous, rendant floues les frontières entre la droite de gouvernement et l'extrême droite.*" (lexpress.fr 28.07)

Economie

Japon

Dommage collatéral de la crise «sans précédent» que connaît le Japon, selon le gouvernement, le pionnier nippon Sony vient d'annoncer un vaste plan de restructuration censé lui faire économiser 830 millions d'euros. Résultat : il va supprimer 8 000 emplois (sur 160 000).

«Quasi impuissant». Le groupe vient de fermer son usine de bandes magnétiques en France (à Dax) et se prépare dans la douleur à une réduction de 30 % de ses investissements l'an prochain (notamment en Europe). Cadors traditionnels de leur secteur, les rivaux japonais de Sony, maîtres de la puce, de l'informatique, des télécoms ou des écrans plats, vacillent eux aussi, déstabilisés par une concurrence étrangère, surtout asiatique, beaucoup plus agressive. «*C'est très simple, résume Jacques Colleau, consultant Asie et Japon en électronique. Depuis des années, le Japon constate, quasi impuissant, le grignotage incessant de ses parts de marché par ses voisins coréens et chinois dans le domaine des technologies B2C [de professionnels à consommateurs, ndlr]*». Le voici par exemple distancé dans les écrans plats par la Corée du Sud, nouveau champion incontesté, avec ses leaders mondiaux Samsung - auquel Sony a été contraint de s'associer - et LG allié au néerlandais Philips. Malgré son savoir-faire dans les écrans plats, un fleuron japonais comme Sharp souffre. Autre exemple frappant, celui de la télévision sur téléphones mobiles, devenue possible au Japon… trois ans après la Corée du Sud. «*Quant à la Chine, assure Jacques Colleau,elle rattrape son retard dans bon nombre de niches de pointe, comme les nanotechnologies, à un rythme souvent très impressionnant. Les élèves ne sauraient tarder à dépasser le maître.*»

Pionniers. Ce n'est pas tout. L'effondrement de la demande mondiale dans les composants et l'électronique grand public (micro-ordinateurs et téléphones portables surtout) et la forte et récente hausse du yen (face au dollar et à l'euro) pénalisent gravement la compétitivité et les exportations des industriels électroniques nippons soudain contraints, comme les douze constructeurs automobiles japonais (Libération de mardi), de stopper carrément la production ou de licencier en masse. La production industrielle du Japon s'est effondrée de 8,1 % en novembre par rapport à octobre, soit le pire recul enregistré depuis cinquante-cinq ans, et affiche un repli de 16 % sur un an. Le pays a essuyé un déficit commercial de 1,8 milliard d'euros, le deuxième d'affilée, en raison de la chute abyssale des exportations vers les Etats-Unis, l'Europe et la Chine.

Hitachi (premier ou second fabricant d'électronique grand public selon les niches au Japon) et Toshiba (premier fabricant nippon de semi-conducteurs), qui avaient déjà supprimé 20 000 emplois chacun entre 2002 et 2004, s'apprêtent à licencier de nouveau. Idem au sein des pionniers Nec et Fujitsu, contraints à de nouvelles réductions d'effectifs. L'électronique japonaise n'en finit pas de tomber de son piédestal. (liberation.fr 28.07)

Haut de page

Le 30 juillet

J'ai ajouté quelques articles sur la Fed, le cartel des banques américaines, décapant, stupéfiant, à couper le souffle, à tomber littéralement sur le cul ! Je n'ai pas encore eu le temps de les lire. Je verrai par la suite si j'ajoute des articles en anglais et

des vidéos. Pour le coup, on va de nouveau revoir entièrement notre copie pour voir s'il faut lui apporter des modifications, à quel niveau et lesquelles.

Faire tourner la machine capitaliste, forger ses chaînes...

Entre 2005 et 2010, le marché mondial a très largement été soutenu par le passage du tube cathodique à l'écran plat. L'avancée technologique, visible à l'œil nu, constitue un véritable avantage pour l'utilisateur. Est ensuite venu le passage de l'analogique au numérique (TNT). La télé en 3D devait prendre le relais. (lefigaro.fr 29.07)

Les partisans de la décroissance crient au scandale et les adeptes du productivisme hurlent à l'hérésie dès qu'on évoque une baisse de la production. Les uns et les autres ont raison et tort... mais pas au bon endroit ! Les premiers pratiquent l'amalgame, ils prennent en compte la croissance globale sans tenir compte qu'une grande partie de la population mondiale n'a pas accès au marché, tandis que les seconds procédent par abstraction et refusent de prendre en considération qu'une partie de la population surconsomme, gaspille les ressources de la planète qui ne sont pas illimitées, comme si le fait qu'elle consomme toujours plus serait un facteur de progrès, on se posera la question pour qui, alors que c'est exactement l'inverse qui est vrai, tant qu'elle continuera de surconsommer le reste de la population pourra continuer de végéter et de fournir aux marchés les matières premières et la manoeuvre à bon marché.

Bref, on aura compris que pour les uns et les autres, l'essentiel c'est que les couches de la population qu'ils représentent continuent de consommer en s'en foutant bien du reste, leurs discours servent également à se donner bonne conscience.

Nous condamnons la théorie de la décroissance, mais pas pour une raison idéologique ou aveuglément. Les arguments avancés par les adversaires de la décroissance font penser à ces gens qui défendent leur droit de pouvoir consommer à outrance et qui se mobilisent pour défendre leurs privilèges par rapport aux autres couches de travailleurs, en se moquant bien de savoir si tout le monde peut consommer au même niveau qu'eux et peut se mobiliser pour des revendications sociales ou leur situation qui ne les concernent pas directement.

C'est cet état d'esprit qui règne majoritairement dans la population et le mouvement ouvrier notamment, qu'on nous permette de ne pas le partager et de faire preuve d'un peu plus de conscience de classe et de discernement. Voilà qui va faire hurler les ouvrièristes et opportunistes de tous poils, cela tombe bien car c'était le but de cette réflexion.

De la même manière que nous prenons en compte la situation sociale de l'ensemble des travailleurs à l'échelle mondiale, nous considérons que l'ensemble des exploités forme un tout indivisible, travailleurs du secteur public et privé confondus, qu'ils devraient bénéficier des mêmes droits et de la même protection sociale. Le faire comprendre aux travailleurs et aux militants devrait être une de nos tâches dans le cadre de leur éducation politique.

Les arguments des uns et des autres ne peuvent que conduire à diviser les masses exploitées qui devraient être unies dans un même combat à la fois contre le patronat et l'Etat. Difficile à imaginer quand on a des syndicats financés par l'Etat et quand les fonctionnaires ignorent qu'ils ont un patron ou que l'Etat n'est pas au-dessus des classes mais possède une nature sociale, celle de la classe dominante.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, la crise actuelle conduit tous les acteurs à enchaîner les analyses économiques, mais apparemment aucun parti ne tient vraiment à la relier aux contradictions qui constituent les fondements du capitalisme, du coup et c'est logique, ils minimisent ou font abstraction du rôle de l'Etat et des institutions, cela se tient, non ?

On a là une occasion rêvée pour faire prendre conscience aux travailleurs et jeunes comment fonctionne la société capitaliste. On a essayé dans ces causeries d'aborder très simplement les questions économiques qu'il est essentiel de comprendre pour analyser correctement la situation et de quelle manière elle pourrait évoluer.

Dans le bandeau défilant en haut de l'écran : « *Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.* » (Henry Ford), allez donc dire cela à nos dirigeants...

La plupart de ces causeries étaient accessibles à la plupart des travailleurs et des militants. On a volontairement laissé de côté les questions relatives aux rapports de production, au procès du capital, etc. pour se concentrer sur les manifestations de cette crise telles qu'elles apparaissent au grand jour. Nous n'allons pas y revenir ici, c'était juste pour signaler qu'un parti ouvrier digne de ce nom aurait dû profiter de la réflexion qui parcourt toutes les couches de la société pour les aider à comprendre que le capitalisme repose sur le vol, le pouvoir arbitraire qu'il s'attribue de créer de la monnaie (de l'endettement surtout) pour assurer sa survie, de spéculer sur le bien d'autrui, de l'hypothéquer pour s'enrichir davantage, etc. le tout le plus légalement du monde et justifier par les institutions politiques qui sont à son service...

L'Etat, les banques, les institutions financières, les grandes entreprises disposent de pouvoirs exhorbitants que n'a pas le simple travailleur qui pourtant produit les richesses, et gare à lui s'il s'avise de remettre en cause ces privilèges. Au nom de quoi,

il n'existe pas de réponse satisfaisante à cette question, les partisans du capitalisme le savent très bien, c'est la raison pour laquelle un des leurs l'a dit explicitement récemment en affirmant que le capitalisme avait toujours existé (Onfray, lors d'un passage à l'émission *On n'est pas couché*), une manière comme une autre d'évacuer cette question déterminante et de se donner bonne conscience au passage, ses maîtres auront apprécié à n'en pas douter.

On peut également assimiler le capitalisme à un coup de force permanent, à une violation d'un droit fondamental, celui de disposer librement de l'intégralité du produit de son travail, de déterminer à quoi va servir son travail, à une guerre de rapine, à une guerre de classe qui se déroule à armes inégales, le capitaliste n'ayant pas à justifier le recours à l'exploitation de la force de travail, pourquoi, comment, combien, pour qui il produit des marchandises (services inclus) tandis que celui qui crée les richesses a tout juste le droit de se plier aux exigences du capitaliste, d'en subir la loi, comme s'il n'était qu'un pion insignifiant dans la société que l'on peut facilement remplacer par un autre en période de chômage de masse.

Le capitaliste peut s'endetter à coup de millions ou milliards d'euros, il fixe le prix de la force de travail, des matières premières, des marchandises qui seront vendues aux producteurs, il dispose de tous les pouvoirs, tandis que le travailleur n'en dispose d'aucun dans les domaines qui viennent d'être cités. Une infime minorité dispose donc de tous les pouvoirs y compris politiques et impose sa loi à une majorité qui n'en dispose d'aucune, voilà pour leur république et démocratie.

Le capitaliste a la liberté d'imposer sa loi, le travailleur a la liberté de refuser de s'y plier et de crever de faim. Parler ensuite d'égalité entre eux est grotesque et indécent, en quoi consiste-t-elle au juste, le capitaliste a le droit d'être ce qu'il est ou son contraire, il a donc le droit de revendiquer son statut et les privilèges qui vont avec, c'est son choix librement consenti d'exploiter des travailleurs ; du côté du travailleur, il a le choix entre sa situation ou devenir à son tour capitaliste, ah ben non, cela ne fonctionne pas ou très rarement dans ce sens, comme c'est étrange, l'égalité n'existe pas alors, c'est un leurre ! Quant à la fraternité entre l'affameur et l'affamé, le licencieur et le licencié, le propriétaire et son locataire expulsé, l'exploiteur et l'exploité, on ne doute pas un instant qu'elle alimente les discussions chez les réformistes, les social-libéraux, les altermondialistes, les francs-maçons, etc. c'est une misérable escroquerie, tous ceux qui s'en réclament pratiquent en fait la collaboration de classes.
(A suivre)

Si j'ai un conseil à donner aux lecteurs : lisez les articles que j'ai mis en ligne sur la Fed et le cartel des banques américaines à la lumière de cette causerie et des précédentes qui traitaient d'économie et dites-nous franchement qui de nous ou des partis ouvriers s'activent le plus pour aider les militants à comprendre la situation. Avons-nous raison ou tort d'être intransigeant sur les principes face à un ennemi au pouvoir tentaculaire et aux moyens phénoménaux pour le conserver ? Comment ne pas comprendre ou ne pas être convaincu qu'on aura absolument besoin d'une armée de combattants révolutionnaires conscients pour terrasser notre ennemi ?

Lisez attentivement ces articles, je le répète, c'est démentiel, cela dépasse tout ce qu'on pouvait imaginer (qu'on savait déjà plus ou moins, les détails en moins), pas de quoi pour autant baisser les bras. J'ai l'impression qu'on est vraiment des bricoleurs du dimanche, pour ne pas dire des charlots, je veux parler des partis ouvriers qui possèdent ces données mais ne les ont jamais exploitées, encore une fois il faut hélas se poser la question : pourquoi ? Pourquoi ? Et dire que 99,99% des militants et travailleurs en ignore tout... Les mots nous manquent...

Politique

1-France

1.1- En famille. Quand le flic-président reçoit un soutien Royal...

Eric Ciotti, député et secrétaire national de l'UMP en charge de la sécurité, a déclaré vendredi au quotidien *Le Parisien* qu'il avait déposé une proposition de loi visant à créer une sorte de service citoyen pour les mineurs récidivistes, encadré par d'ex-militaires, une mesure "*voulue*" selon lui par le chef de l'Etat.

Mme Royal, a relevé que "*Nicolas Sarkozy se rallie à une de mes propositions de la présidentielle de 2007 et d'aujourd'hui*" et elle le met au défi d'agir.

"*J'ai trouvé une solution, la droite s'en empare, qu'elle le fasse tout de suite, les Français en ont assez des promesses sans lendemain*", a déclaré Mme Royal en marge d'une visite dans le quartier sensible du Mirail à Toulouse.

M. Ciotti a indiqué que sa proposition "*consiste, pour un mineur de 16 ans qui a été condamné, à exécuter sa peine au sein d'un Etablissement public d'insertion de la Défense (Epide)*".

Pour Ségolène Royal la proposition de loi de M. Ciotti "*est un prétexte pour reporter la mesure à des lendemains incertains*".

Elle a aussi demandé un "*moratoire sur la fermeture des régiments car on ne peut pas dire à la fois qu'on va mettre en*

place l'encadrement éducatif militaire des jeunes délinquants et, de l'autre côté, continuer à fermer" les casernes. (lexpress.fr 29.07)

Ne vous frottez pas les yeux, vous avez bien lu ! Alors on le fait ce front unique avec cette racaille militariste ? A bas le PS, le bras gauche du parti de l'ordre !

1.2- Racket de l'Etat et impunité des patrons.

35 euros. C'est ce qu'il faudra débourser en timbres fiscaux à partir du 1er octobre pour pouvoir engager une procédure aux prud'hommes – juridiction chargée de statuer sur les litiges entre employeurs et salariés. La mesure a été votée le 6 juillet au Sénat lors de l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 2011.

L'article 1635 bis Q.-I. précise qu'«*une contribution pour l'aide juridique de 35 euros est perçue par instance introduite en matière civile, commerciale, prud'homale, sociale ou rurale devant une juridiction judiciaire ou par instance introduite devant une juridiction administrative*».

Les autres instances étaient déjà payantes mais, historiquement, l'accès aux prud'hommes avait toujours été gratuit.(liberation.fr 29.07)

1.3- Lagarde et le fisc français n'était pas sans le savoir.

Les affaires de Bernard Tapie recèlent encore quelques zones d'ombre. Selon une enquête de Charlie Hebdo complétée par Rue89, l'homme d'affaires aurait cherché à se soustraire au fisc en transférant une partie de ses avoirs en Belgique.

Cette opération aurait été réalisée en deux fois. En octobre 2010 tout d'abord, Bernard Tapie créé en Belgique une société baptisée «GBT Holding» dotée, selon Rue89, d'un capital de seulement 20.000 euros. En atteste un acte consigné par le greffe de Bruxelles et dont le site s'est procuré la copie.

Deux mois plus tard, l'homme d'affaire procède à une augmentation de capital de cette holding, en lui transférant 60.999 parts du Groupe Bernard Tapie (GBT) basé en France, pour une valeur de plus de 215 millions d'euros. Une façon discrète de transférer son patrimoine à l'étranger, dans un pays où la fiscalité est plus avantageuse. Rue89 relève par ailleurs qu'à la même période, Bernard Tapie assurait au député socialiste Jérôme Cahuzac qu'il ne lui restait que 100 à 120 millions d'euros de patrimoine…

Ventures Limited, pour dissimuler des sommes d'argent à l'expert-comptable chargé de liquider ses dettes, révèle cette semaine le Canard Enchaîné. L'avocat de Bernard Tapie dément l'existence même de cette société. De son côté, le journal satirique, qui ne cite pas de source, fournit un extrait de bordereau de virement en provenance de Superior Venture Ltd.

Filiale d'une société établie en Malaisie et détenue pour moitié par Bernard Tapie et pour moitié par André Guelfi, homme d'affaires notamment condamné dans le cadre de l'affaire Elf pour abus de biens sociaux, Superior Ventures Limited encaissait notamment les revenus liés à ses prestations musicales - 120.000 euros de droits d'auteur pour avoir chanté «C'est beau la vie» sur un album de Doc Gyneco - et publicitaires - 250.000 euros de cachet pour la campagne des magasins Connexion -.

Grâce à la Superior Ventures Limited, Bernard Tapie aurait également perçu 12.000 euros par mois de salaire entre 1997 et 2000. Selon l'expert-comptable interrogé par le journal satirique, cette société ne serait jamais entrée dans le périmètre de liquidation des dettes de Bernard Tapie. (lefigaro.fr 29.07)

2- Espagne

Le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a annoncé vendredi que des élections législatives anticipées auraient lieu en novembre, soit quatre mois plus tôt que prévu.

L'opposition conservatrice est donnée favorite du scrutin et les analystes notent que la seule question douteuse est de savoir avec quelle marge de manoeuvre.

"*Les marchés réagiront sans doute positivement au départ, jusqu'à ce qu'ils s'aperçoivent qu'il n'y aura peut-être pas de plan de rechange comme on l'espérait*" estime David Bach, l'économiste à l'école de commerce IE.

Une étude du Centre d'enquêtes sociologiques menée du 4 au 11 juillet crédite les socialistes d'une cote de popularité de 36%, contre 43,1% pour le Parti populaire (PP, opposition).

En ce qui concerne José Luis Rodriguez Zapatero, 81,5% des personnes interrogées ne lui font pas confiance, ou peu.

(Reuters 29.07)

3- Egypte

Une trentaine de partis politiques et de mouvements laïques ont quitté la manifestation organisée vendredi sur la place Tahrir, dans le centre du Caire, en accusant les islamistes de l'avoir détournée de son but.

Des slogans religieux comme "*il n'y a pas d'autre Dieu qu'Allah*" ou "*l'Egypte est islamique*" ont été scandés par les Frères musulmans et les salafistes

De nombreux manifestants présents vendredi sur Tahrir appartenaient à des mouvements fondamentalistes salafistes.

Un communiqué signé par une trentaine de partis politiques et de mouvements laïques, libéraux ou de gauche, a dénoncé la mainmise des islamistes sur la manifestation.

Selon le texte, tous les participants s'étaient mis d'accord sur un ordre du jour dénonçant "*les tentatives du Conseil militaire (au pouvoir) de diviser les révolutionnaires et de déformer leur image*", mais les islamistes ont "*violé cet accord*".

Des jeunes Frères musulmans, en conflit ouvert avec leur hiérarchie, ont cependant exprimé leur malaise.

"*Il y a certainement des membres de la confrérie qui sont agacés par la façon dont les groupes salafistes ont pris le contrôle de la place*", a-t-il assuré.

Certaines banderoles proclamant que "*la loi islamique est au-dessus de la Constitution*" ont ravivé l'inquiétude des libéraux et des laïques qui craignent que les islamistes ne cherchent à imposer un Etat religieux s'ils remportent les élections législatives de l'automne prochain.

Selon le calendrier fixé par l'armée et validé en mars par référendum, le Parlement désignera une assemblée constituante qui sera chargée de rédiger la nouvelle Constitution.

Les libéraux plaident pour l'adoption d'un Etat "*civil*" et moderne, mais ils ont peu de chances d'être entendus.

Les tensions entre salafistes et laïques ont gagné d'autres villes du pays, notamment Suez (est), où le parti libéral Wafd et la Coalition révolutionnaire de Suez ont également quitté la manifestation.

"*Nous avons décidé de ne pas y participer quand il est devenu évident que les groupes religieux tenaient à scander des slogans qui sèment la division*", a expliqué Ali Amin, un membre du Wafd, cité par l'agence officielle Mena.

Les islamistes disent vouloir laisser du temps à l'armée, alors que les libéraux, comme le Mouvement du 6-Avril, entendent maintenir la pression pour obtenir une accélération des procès des symboles de l'ancien régime, la purge des institutions étatiques ou la fin des procès devant des tribunaux militaires. (Reuters 29.07)

4- Syrie

Deux civils ont été tués et des dizaines blessés par des tirs des forces de sécurité lors de manifestations réclamant la chute du régime et dénonçant l'inertie de la communauté internationale face à la répression menée par Damas. Un jeune homme est mort à Lattaquié, un autre à Deraa.

Les défilés ont débuté, comme chaque vendredi depuis la mi-mars, après la prière musulmane hebdomadaire, cette fois sous le slogan «*Votre silence nous tue*», les militants pro-démocratie ayant dédié cette journée au manque de réaction, selon eux, du reste du monde face aux violences secouant la Syrie.

A Hama (centre), «plus de 500.000 personnes ont participé aux manifestations», a indiqué Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Il n'a pas fait état de violences dans cette ville.

En revanche, les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants dans un quartier de Homs, ainsi qu'à Harasta, près de Damas. A Deir Ezzor (est), au moins 50.000 personnes auraient défilé en hommage aux quatre personnes tuées la veille dans cette ville.

Selon des militants, des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs villes dans l'Ouest à majorité kurde, dans le gouvernorat d'Idleb (nord-ouest), à Maarat al-Naamane (ouest), Douma (sud), Boukamal (est) et Hassakeh (nord-est). (liberation.

fr 29.07)

5- Yémen

Plusieurs dizaines de milliers d'adversaires et de partisans du président Ali Abdallah Saleh, ont manifesté dans le calme à Sanaa, la capitale.

Rassemblés massivement pour une journée de «patience et de résistance», les premiers ont manifesté sur la rue Sittin, jouxtant la «*place du Changement*», près de l'Université de Sanaa, épicentre de la contestation.

Les deuxièmes étaient moins nombreux que d'habitude. Leur rassemblement était placé cette fois sous le signe de «la fidélité» au président Saleh.

Des manifestations hostiles au régime ont par ailleurs eu lieu dans plusieurs provinces du pays, dont Taëz, Ibb, Chabwa, Marib et Saada. (liberation.fr 29.07)

6- Libye

Des centaines de personnes ont participé vendredi à Benghazi aux funérailles du chef militaire des rebelles libyens, Abdel Fattah Younès, tué la veille dans des circonstances mystérieuses. Selon un rebelle, il aurait été tué par une faction de l'insurrection.

Un neveu, Hisham al-Obaidi, qui assistait aux obsèques, a raconté à l'Associated Press, que des hommes armés avaient tiré sur Younès, avant de lui trancher la gorge, de mettre le feu à son corps et de l'abandonner près de Benghazi, le fief de rebelles dans l'est de la Libye.

Younès a été tué alors qu'il avait quitté son quartier général, proche de la ligne de front dans l'est du pays, pour Benghazi, où il devait être interrogé.

Mohammed Agoury, un membre des forces spéciales sous le commandement de Younès, a accusé une faction rebelle de l'avoir tué. Il a déclaré vendredi à l'Associated Press qu'il était présent lorsque des membres de cette faction, la Brigade des martyrs du 17 février, sont arrivés dans son QG avant l'aube mercredi et l'ont emmené pour l'interroger.

La Brigade des martyrs du 17 février est composée de centaines de civils qui ont pris les armes pour rejoindre la rébellion. Ses hommes participent aux combats sur le front contre les troupes de Kadhafi, mais le groupe fait également office de force de sécurité intérieure officieuse de l'opposition.

Une partie de ses dirigeants sont issus du Groupe de combat islamique libyen (LIFG), qui a mené une campagne de violence contre le régime Kadhafi dans les années 1990. Selon Mohammed Agoury, la Brigade en voulait à Younès, car ce dernier, ancien ministre de l'Intérieur de Kadhafi, avait été impliqué dans la répression contre le LIFG.

Quelques heures avant l'annonce de sa mort, le porte-parole des rebelles Mohammed al-Rijali avait déclaré que Younès avait été emmené à Benghazi pour être interrogé sur des suspicions de liens entre sa famille et le régime de Kadhafi.

Sa mort suscite toutefois des craintes à Benghazi, où des coups de feu ont retenti tôt vendredi. Des habitants redoutent qu'elle n'affaiblisse les forces rebelles. Des querelles intestines entre rebelles pourraient également saper la crédibilité du CNT auprès des 32 pays, dont les Etats-Unis, qui l'ont reconnu il y a deux semaines comme le gouvernement légitime de la Libye.

Les Etats-Unis ont appelé vendredi l'opposition libyenne à rester unie face au régime de Kadhafi. Le porte-parole du département d'Etat américain Mark Toner a estimé à Washington qu'il était important que les rebelles "*respectent leurs promesses et leur engagement en faveur de l'unité et de la représentation de l'ensemble du peuple libyen*". (AP 29.07)

7- Tunisie

L'ancien président tunisien Zine el Abidine ben Ali a été condamné par contumace à 16 ans de prison jeudi soir dans deux affaires relatives à des malversations immobilières remontant à 2006.

Sa fille Nesrine et son gendre, l'homme d'affaires Sakhr Matéri, ont écopé respectivement de huit ans et 16 ans de prison pour avoir bénéficié, "*sur intervention personnelle*" du président déchu, de "*l'acquisition frauduleuse*" de deux terrains situés dans un quartier chic de Tunis à des prix nettement inférieurs à leur coût réel, a-t-on précisé de source judiciaire.

Les trois accusés ont été en outre condamnés à verser à l'Etat des dommages et intérêts d'environ 25 millions d'euros dans la première affaire, et 47 millions d'euros dans la deuxième.

Zine el Abidine ben Ali a déjà été condamné à 50 ans de prison dans deux autres affaires, et son épouse, Leïla Trabelsi, réfugiée avec lui en Arabie Saoudite, à 35 ans de prison. (AP 28.07)

8- Bahreïn

Le principal groupe de l'opposition chiite de Bahreïn, Al-Wefaq, a rejeté les conclusions du dialogue national, remises vendredi 29 juillet au roi Issa Ben Hamad Al-Khalifa. L'organisation a estimé en effet que ce dialogue ne représentait pas la volonté du peuple.

Dans un communiqué mis en ligne sur sa page Facebook, le Wefaq écrit que les conclusions du dialogue, dont il s'était retiré deux semaines après son lancement, sont '*nulles*' et '*ne le concernent en rien*'. Le forum du dialogue auquel avaient été conviées trois cents personnalités, avec l'ambition de relancer les réformes politiques après la violente répression à la mi-mars d'un mois de protestations populaires '*ne représente pas la volonté du peuple*' bahreïni, ajoute-t-il.

Le Wefaq a réclamé de nouveau '*un gouvernement élu*', '*une Assemblée élue disposant des pleines prérogatives pour légiférer et contrôler*' l'action de l'exécutif, '*une justice honnête et indépendante*' et '*la sécurité pour tous*' à Bahreïn, un pays à majorité chiite, dirigé par une dynastie sunnite.

Il a prévenu que les conclusions du dialogue risquaient de '*compliquer la crise politique*', alors que le roi a exprimé son 'appui' à ces conclusions.

En recevant, vendredi, un rapport final sur le dialogue national, le souverain bahreïni a déclaré avoir donné des directives pour sa mise en oeuvre dans le cadre '*des institutions constitutionnelles*', et a annoncé une hausse des salaires des fonctionnaires et des soldes des militaires. (lemonde.fr 29.07)

9- Turquie

L'ensemble de la direction militaire turque a démissionné, vendredi 29 juillet, pour protester contre la position du gouvernement concernant la promotion de généraux incarcérés pour leur implication supposée dans des complots contre le pouvoir, ont rapporté les chaînes de télévision du pays.

Outre le chef d'état-major, le général Isik Kosaner, les commandants des armées de terre, air et mer ont quitté leur poste, ce qui constitue une première en Turquie, pays membre de l'OTAN.

Quarante-deux généraux et plusieurs dizaines d'officiers d'active ou à la retraite sont actuellement en prison dans le cadre de divers complots présumés visant à renverser le gouvernement affilié au Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis 2002.

L'armée souhaiterait que ces militaires puissent a priori bénéficier d'une promotion, même s'ils sont en prison dans l'attente de la fin de leur procès, alors que le gouvernement pousse pour qu'ils partent en retraite. (lemonde.fr 29.07)

Social

France

Une dizaine de familles sans logis avec des enfants ont été évacuées par la police d'un square où elle dormait, dans le VIIe arrondissement de Paris, vendredi 29 juillet, a-t-on appris de source policière.

Les familles '*ont été invitées à quitter les lieux*', un trottoir qu'elles occupaient rue de Sèvres, juste devant le square Boucicaut, et '*raccompagnées au métro le plus proche*', a indiqué la source policière, affirmant par ailleurs qu'il n'y a eu '*aucun incident et aucune interpellation*'. (lemonde.fr 29.07)

Economie

1- Espagne

C'est un nouveau signal d'alarme pour l'Espagne et l'ensemble de l'union monétaire : vendredi 29 juillet, l'agence de notation financière Moody's a annoncé qu'elle envisageait de dégrader dans les trois mois la note souveraine de la quatrième économie de

la zone euro, actuellement à "Aa2".

L'agence américaine met en avant les tensions persistantes auxquelles Madrid est confronté pour emprunter de l'argent sur les marchés financiers et boucler ses fins de mois. Tensions qui risquent d'être exacerbées avec l'accord adopté par les dirigeants européens, le 21 juillet, pour voler au secours de la Grèce en mettant à contribution les créanciers privés (banques et compagnies d'assurance). Les agences ont maintes fois averti qu'une telle participation risquait de faire basculer la note de la dette grecque dans la catégorie "défaut" et constituerait un dangereux précédent pour les autres pays vulnérables de la zone euro.

Moody's s'inquiète aussi de la situation budgétaire des dix-sept régions autonomes espagnoles. Celles-ci sont très endettées (121 milliards d'euros en cumulé) et se sont montrées jusqu'à présent peu enclines à réduire leur déficit. L'agence a d'ailleurs simultanément abaissé d'un cran, vendredi, les notes de six régions, dont l'une des plus puissantes du pays, la Catalogne.

Pour continuer dans cette série noire, Moody's a menacé de dégrader les notes de quatre banques espagnoles, dont la numéro un en zone euro, Santander, ainsi que celle de la Confédération des caisses d'épargne espagnoles.

Les marchés ont immédiatement réagi à ces annonces : les taux auxquels le pays se finance en faisant appel aux investisseurs sont repassés au-dessus de la barre des 6 %. (Le Monde 29.07)

2- Etats-Unis

Le produit intérieur brut (PIB) de la première puissance économique mondiale n'augmenté que de 1,3% (taux annuel) au cours du deuxième trimestre.

Les économistes jugent en général qu'il faut une croissance minimale de 2,5% pour que le taux de chômage connaisse une embellie.

La consommation, qui représente environ 70% de l'activité économique américaine, a connu là son rythme de croissance le plus faible depuis sa sortie de récession, il y a deux ans.

La croissance enregistrée sur les trois premiers de l'année a en outre été révisée très fortement pour faire ressortir une hausse limitée à 0,4% contre 1,9% annoncé précédemment.

Les chiffres du quatrième trimestre 2010 ont également été révisés en baisse à +2,3% contre +3,1% estimés lors de précédentes estimations, ce qui montre que l'économie américaine connaissait déjà des signes d'essoufflement avant même que les prix de l'essence ne repartent à la hausse et que ne se fassent sentir les retombées du séisme qui a ébranlé le Japon au mois de mars.

Ces chiffres montrent également que la récession observée entre 2007 et 2009 a été bien plus grave que ne le montraient les précédentes statistiques avec, par exemple un recul de 5,1% de la production au lieu de 4,1%.

Entre 2007 et 2010, l'économie américaine s'est contractée à un rythme annuel moyen de 0,3%. (Reuters 29.07)

Haut de page

Le 31 juillet

Je n'ai pas le temps d'actualiser les infos en bref, on verra cela demain matin. Mon déménagement pourrait être repoussé de quelques jours, c'est encore une galère ! Mon dossier pour le service de l'immigration est prêt, 25 pages sans compter les pages recto/verso, en deux exemplaires, on frôle le délire ! J'ai passé ma journée assez perturbée par plusieurs visites à écrire un article que je vous soumets, il est disponible au format pdf.

Quand j'avais découvert à quel niveau se situait la propagande de l'impérialisme américain notamment à travers les articles du Réseau Voltaires entre autres, les moyens qu'il avait déployés depuis les années 30-40 jusqu'à nos jours pour finalement assurer la survie du capitalisme, j'ai cru recevoir un coup de massue sur la tête.

En découvrant au détour d'articles d'horizons divers, dont une partie a été rédigés par des économistes, les mécanismes complexes et véreux que l'aristocratie financière a inventés pour contrôler (toujours plus) l'économie mondiale et soumettre tous les peuples à sa dictature, je me suis demandé si je ne rêvais pas, si j'étais en pleine science fiction ou s'il s'agissait bien de la réalité dont on nous parle tant, mais dont finalement nous savons si peu de choses, bref, les bras m'en sont tombés comme vaincus par un ennemi au pouvoir invincible, avant de me reprendre aussitôt je vous rassure.

Il y a des gens que plus rien n'étonne dans la vie, je n'en fais pas partie, pour un peu on serait émerveillé par l'ingéniosité dont font preuve les voyous de la finance.

Voici l'article en question que j'ai rédigé d'un trait.

A propos de la dictature de l'aristocratie financière.

"*Le monétarisme n'est pas la conséquence du capitalisme mais d'une élite qui veut affaiblir les peuples en déconnectant la monnaie de la production réelle.*" (un internaute sur agoravox) Faux !

Le développement du capitalisme fait face à une contradiction, d'une part il induit le développement du marché, d'autre part il favorise l'apparition de nouveaux concurrents. Mais le capitalisme, qui a précédé les autres et qui est le plus puissant, ne peut envisager de se voir ravir ses parts de marché, autrement dit de perdre son rang, il lui faut donc s'émanciper des limites imposées par le marché qui se développe sans qu'il en maîtrise tous les paramètres (le contexte nationale, géographique, historique, institutionnel de chaque pays).

L'un des moyens qu'il a trouvé pour parvenir à ses fins, c'est de déconnecter artificiellement la production et le contrôle de la monnaie de la production de marchandises (y compris de l'or qui est une marchandise comme une autre et lié par les mêmes lois) qui est à l'origine de la création de la richesse (capital et plus-value ou profit), puis de créer un système de pouvoir politique qui lui soit entièrement soumis au plan national comme international (UE).

Concrètement, cela s'est traduit par la possibilité de fabriquer à volonté de la monnaie sans la moindre contrepartie et sans aucun contrôle, sans limite finalement.

Maintenant cet argent en soi n'a aucune valeur, plus précisément pas davantage que la force de travail qui a été nécessaire pour le fabriquer, pour qu'il acquière de la valeur il faut qu'il soit introduit dans le marché ou le circuit économique déjà existant en échange de marchandises bien réelles, mais en procédant de la sorte il va parasiter le marché et l'économie toute entière, puis les vampiriser ou en tirer des profits puisque c'est son objectif.

Pour atteindre cet objectif, cet argent créé artificiellement va servir à faire main basse sur la majeure partie de l'économie et de la production de marchandises, afin que les capitalistes les plus puissants continuent d'accroître leur richesse et leur domination sur l'économie mondiale, pour être plus précis, il va leur permettre de demeurer à la tête des banques et des institutions financières dont dépend la quasi-totalité de la production de marchandises.

En étant à la fois maître de la création monétaire et des secteurs de la production déterminant de l'économie mondiale, ces capitalistes vont pouvoir manipuler à leur guise les Etats, les secteurs productif et financier, leur pouvoir est tellement gigantesque et tentaculaire qu'ils sont en mesure de décider quel pays se développera et à quel rythme, dans quelle secteur d'activité, en fonction de critères sociaux et politiques précis, une fois seulement cette condition remplie.

Les capitalistes américains ont investi leur monnaie de singe dans des pays au pouvoir fort ou des dictatures, des pays où la main d'oeuvre n'était pas seulement bon marché et inorganisée, mais était réputée docile, obéissante, disciplinée, à l'esprit militarisée, qui plus est, nombreuse et bien formée, les "Dragons" et les "Tigres" asiatiques. Cela leur a permis de liquider des pans entiers de leur production nationale trop coûteuse ou pas suffisamment rentable et d'empocher des profits mirobolants.

Ainsi ils ont recyclé leur monnaie de singe en développant artificiellement et à marche forcée la production industrielle d'un pays, par exemple la Corée du Sud. Il faut préciser que ce développement n'a pas été purement artificielle, il a bien fallu qu'il soit réel dans certains domaines qui dépassaient les fins pour lequel il avait été provoqué, la réalisation d'infrastructures était indispensable au développement industriel, mais l'emploi induit qu'allait en faire la population devait lui échapper ainsi que les conséquences sur son niveau de vie, la hausse des prix, etc. et alimenter l'aspiration croissante et légitime de la population à vivre mieux...

En résumé, si les investisseurs américains étaient à l'origine de ce processus, dès lors que leur monnaie de singe allait entrer dans le cycle du capital (productif), elle devait infailliblement subir les mêmes contraintes et contradictions inhérentes au fonctionnement du capitalisme pour faire bref. Une fois ces contradictions parvenues à un certain niveau au bout d'environ une décennie, ils allaient revouveler la même opération dans d'autres pays, dans les mêmes secteurs d'activité ou en l'étendant à d'autres, la Chine notamment, dans le domaine de la production de biens de consommations courantes destinées à l'exportation vers des pays développés afin de dégager des marges gigantesques. Pendant que dans ces pays développés, soit la production sera à son tour délocalisée, soit elle disparaîtra tout simplement, d'où le chômage de masse permanent.

La facilité qui est accordée aux institutions financières (également aux industriels) de créer des lignes de crédit correspondant à la valeur (réelle, fictive ou hypothétique) des actifs qu'elles ont en portefeuille, s'assimile à de la création monétaire.

Un Américain veut acheter une maison qui vaut 300 000 dollars. Il se présente chez son banquier pour lui emprunter. Ce dernier ne dispose pas de cet argent, il va donc le créer sur le champ pour lui prêter. Il en a le droit puisque cet argent correspond à un actif d'une valeur équivalente, cette maison. Dans ce cas de figure, c'est l'acquéreur de cette maison qui s'endette sur plusieurs décennies, le banquier ne se retrouvera endetté que si son client ne peut pas honorer ses créances, car une fois que l'argent qu'il a créé est entrée dans le cycle de l'économie, pour équilibrer son bilan, il faut qu'il récupère cet argent, dans le cas contraire il devra inscrire en négatif le solde manquant dans ses comptes, une perte.

Donc tant que le créancier peut rembourser son prêt, les comptes du banquier s'équilibrent et la création d'argent n'apparaît pour ainsi dire nulle part, c'est seulement en cas d'insolvabilité de son client que la perversion de tout le système éclate au grand jour. Pourquoi ? Tout simplement parce que en dernier ressort le fonctionnement de la banque est régi par les mêmes lois que toute entreprise en régime capitaliste. On pourrait dire encore que la dette de la banque était virtuelle tant que son client était solvable, et elle devient réelle dès lors qu'il devient insolvable. Est-ce suffisamment clair ?

A tout dollar créé et en circulation doit correspondre un actif à l'état réel (ou fictif). La spéculation par le biais de la titrisation tend à donner une valeur virtuelle à un actif de plus en plus éloignée de sa valeur réelle ou qui n'a plus rien à voir avec sa valeur réelle.

On a vu que la population s'endettait parce que la banque était autorisée à s'endetter, si maintenant la valeur de la maison à laquelle le client de la banque l'a acquise correspondait davantage à sa valeur fictive ou spéculative plutôt qu'à sa valeur réelle, si sa valeur sur le marché devait chuter un jour au point de ne pas pouvoir la revendre en cas d'insolvabilité de son client, l'acheteur de cette maison aurait tout perdu et la banque qui la saisirait devrait la revendre en enregistrant une perte.

Ce qui vaut pour un particulier vaut pour les entreprises et l'Etat à des degrès divers et des mécanismes particuliers. Ainsi, c'est l'ensemble de l'économie qui fonctionne à crédit, le développement du capitalisme ou plutôt sa survie est financée à crédit en prévision d'une croissance hypothétique (ou réelle) à venir.

Pour que la dette du particulier ne se transforme pas en perte, il faut qu'il demeure solvable, donc que son revenu augmente en rapport avec la hausse du coût de la vie ou qu'il ne subisse aucun incident de parcours pendant des décennies dans le cas de l'achat d'une maison ou d'un appartement, chômage, divorce ou séparation, accident, maladie, etc.

Pour que la dette d'une entreprise ne se transforme pas en perte, il faut que le marché sur lequel elle intervient ne flanche pas ou ne devienne pas encore plus concurrentiel, elle doit conserver ou accroître ses parts de marché, conserver ses marges et condolider ses profits pour rembourser ses dettes et obtenir de nouveaux prêts pour financer son développement, créer une chaîne de nouveaux produits...

Quant à l'Etat, pour qu'il conserve la maîtrise de sa dette et la réduise, il a le choix entre réduire ses dépenses et augmenter les recettes (impôts directs et indirects) ou procéder sur les deux plans à la fois, si maintenant sa dette ne cesse d'augmenter, les intérêts de la dette vont croître également, jusqu'au jour où il ne lui sera plus possible de rembourser ni sa dette ni le capital qu'il a empruntés aux marchés et sera déclaré en état de faillite.

En cédant la faculté de créer de la monnaie aux banques, aux institutions financières et aux grandes entreprises (obligations), l'Etat a perdu tout contrôle sur l'économie du pays et le pouvoir politique. Laissons de côté ici le rôle des banques centrales qui est différent d'un pays à l'autre.

Le capitalisme américain a emprunté cette voie une fois constaté qu'il ne suffisait plus de faire endosser à l'économie mondiale le poids de ses propres contradictions, il lui fallait désormais que l'ensemble du monde dont en premier lieu la zone euro, lui emboîte le pas sur la base des règles qu'il avait lui-même édictées afin de conserver son statut de première puissance mondiale. Par ce biais, il lui est possible de pénétrer et de parasiter l'économie de pays ou de continent entier qui sera la proie des voyous de l'aristocratie financière américaines…

La méthode est simple à comprendre, elle consiste à transformer tous les pays à l'image du modèle américain, totalement dérégulé sur le plan financier, les services privatisés au maximum, insignifiant sur le plan social, le rôle de l'Etat devant se réduire strictement à ses fonctions régaliennes, tandis que sur le plan politique, seuls les partis inféodés au secteur financier auraient le droit de citer et de prétendre gouverner, les syndicats étant réduits à être des rouages des institutions et de ces partis.

C'est le prix à payer pour tenter de compenser - en partie seulement, car cela ne suffira pas - l'écart gigantesque qui existe entre le développement de l'économie fictive et l'économie réelle au cours des deux décennies précédentes et qui risque à tout moment de se traduire par la dislocation de l'économie mondiale.

C'est la raison pour laquelle il est faux d'affirmer que l'impérialisme américain aurait le choix ou que l'orientation prise par le capitalisme depuis le début des années 70 serait uniquement le produit de la volonté de quelques banquiers américains qui auraient perdu la tête.

Le salaire horaire des travailleurs américains, leurs conditions sociales, leur niveau d'endettement, l'arrivée sur le marché mondial de nouveaux concurrents plus compétitifs, etc. ce sont tous ces facteurs qui ont conduit les prédateurs de la finance américaine à passer à la vitesse supérieure dès le début des années 90 (une fois l'URSS et ses satellites disparus) dans la perspective de réduire à l'état de vassal le reste du monde, ajoutons avec la complicité des autorités chinoises et des pays émergents qui y trouvent leur compte provisoirement.

Mais en s'engageant dans cette voie, tous les pays seront rapidement amenés à connaître les mêmes contradictions que les Etats-Unis, sauf qu'à ce moment-là il n'existera pour eux plus aucun exutoire pour s'en sortir, aucun pays ou ensemble de pays où il sera possible de saigner les travailleurs pour éviter la faillite.

Les prédateurs et leurs disciples vont se livrer une guerre sans merci qui pourra déboucher sur des tensions politiques extrêmes, des guerres, des révolutions dans un proche avenir. Ils comptaient sur la Chine pour les sortir d'affaire, mais elle est en train de suivre le même chemin que la Corée du Sud avec une inflation galopante, hausse des prix en général, hausse des prix des matières premières, des revendications sociales de plus en plus pressantes, un colossale endettement des régions et des membres de la classe moyenne, le vieillissement de la population, etc.

L'endettement de l'impérialisme américain a atteint un niveau insupportable pour l'économie mondiale, alors que tout ce qui peut être endettés dans le monde a déjà atteint une limite impossible à franchir. A bout de souffle, il leur reste la microfinance pour endetter les plus misérables, qui évidemment ne pourront jamais honorer leurs créances dans des pays où l'inflation annule les hausses de salaire et où les aléas de l'existence atteignent des sommets en l'absence de toute protection sociale et une législation du travail favorable aux esclavagistes.

Je me demande si Marx et Engels avaient prévu ce scénario, je veux dire aussi précisément, franchement je n'en sais rien, je ne le pense pas, pas à ce niveau-là en tout cas, Trotsky l'avait entrevu sans développer à fond son analyse, il avait envisagé un autre scénario où le monde serait dirigé par une bureaucratie totalitaire sur le modèle stalinien, alors que le modèle vers lequel s'oriente le capitalisme consiste dans la fusion de l'Etat et de l'industrie financière sous la direction de celle-ci, pour le pire à venir uniquement, il ne faut pas oublier de préciser.

Pour le meilleur, il ne faudra compter que sur les forces du prolétariat, sa capacité de résistance, son refus de nouveaux sacrifices, sa faculté à trouver la voie de l'organisation et du socialisme. Chacun comprendra après ce qui vient d'être dit ici, qu'il est totalement illusoire et grotesque de prétendre à des réformes progressistes dans le cadre de la domination du monde par l'aristocratie financière dont le cynisme est impitoyable et sans borne.

De la même manière, il apparaît complètement illusoire et criminel de prétendre affronter et vaincre un tel ennemi avec un parti fait de bric et de broc. Je ne pensais pas parvenir à une telle conclusion au terme de cette analyse qui demeure très succincte, j'ai envie de dire que l'acharnement dont faire preuve le capitalisme à détruire méthodiquement toutes les valeurs sociales ou démocratiques qui ont émergé au cours de la lutte des classes depuis le milieu du XIXe siècle, suffit à témoigner sa détermination farouche à éliminer par tous les moyens à sa disposition tous ceux qui oseront se dresser sur son chemin, d'où la nécessité impérieuse de renouer avec le léninisme et de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik.

Ils nous ont déclaré la guerre, ils se sont donnés les moyens de la mener, ils iront jusqu'au bout, et nous de notre côté on devrait tenir des discours mielleux aux travailleurs, employer un ton mesuré, on devrait adopter une attitude apte aux compromis, on devrait s'encanailler avec des gens qui ont un pied de chaque côté de la barricade ou qui refusent d'analyser à fond la situation par crainte d'arriver aux mêmes conclusions que nous, on devrait brader nos principes et notre programme, on devrait s'abstenir de s'armer d'un parti de combattants conscients, de guerriers au caractère trempé comme l'acier, de mercenaires prêts à se sacrifier pour notre cause, bref, on devrait s'abstenir de livrer cette guerre au même niveau que notre ennemi, on devrait demeurer faible et désarmé théoriquement, mais ce serait le meilleur moyen pour qu'à la fin il nous liquide et nous impose un ordre équivalent à la loi de la jungle !

Nos dirigeants n'en ont pas conscience apparemment, malheureusement, ils sont dépassés par les évèvements ou ils sont corrompus par le capitalisme, à moins qu'ils y trouvent personnellement des compensations qui leur rend supportable, à moins encore qu'ils ne croient plus dans le socialisme qu'en parole.

Vous est-il déjà arrivé au cours de votre vie de vous retrouver face à des gens complètement enragés ? Je ne vous souhaite pas de vivre une telle expérience, cela m'est arrivé à plusieurs reprises depuis que je vis en Inde. Selon le contexte, soit j'ai simulé une rage supérieure à la leur et ils en ont été surpris ce qui les a calmés, soit j'ai simulé l'indifférence et ils se sont calmés eux-mêmes, dans le troisième cas un affrontement a eu lieu à armes égales sans qu'il y ait de vainqueur ou de vaincu, eux craignaient de finir en prison et moi de me faire expulser d'Inde.

Face à la dictature de l'aristocratie financière, on ne peut pas feindre l'indifférence car l'on sait que rien ne l'arrêtera, elle nous piétinera sans même se retourner sur nos cadavres, il ne reste plus comme méthode que se préparer à l'affronter dans un combat à mort et que le meilleur gagne.

Je vais sans doute passer pour un enragé ou un cinglé auprès des militants aux cerveaux ramolis par les discours de leurs dirigeants ou qui refusent de regarder la réalité en face, ce n’est pas mon problème, ces lignes sont destinés uniquement à des militants qui sont sincèrement convaincus qu'ils n'ont rien à perdre à la disparition du capitalisme, d'ailleurs je pense que ce sont les seuls militants réellement capables de saisir ce genre de discours, la jeune génération qui prendra la relève de notre combat quand nous ne serons plus là.

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

1er août

J'ai reçu quelques courriels sur lesquels nous reviendrons dans quelques jours quand j'aurai réglé des affaires personnelles urgentes. En attendant un camarade s'interroge à juste titre sur l'origine des articles économiques que j'ai mis en ligne et qui proviennent du blog "nouvelordremondial.cc". Je ne dispose pas de plus d'informations. D'après la liste des rubriques qui figurent dans ce blog, je classerais ce blog dans la même catégorie que le Réseau Voltaire.

Ce camarade écrit "*une analyse critique nécessite de savoir clairement à qui l'on a affaire* ".

La question est de savoir ce que l'on recherche dans ce genre d'articles et d'autres en général. Je pense qu'il ne faut pas y chercher des analyses ou retenir celles qui y figurent, mais uniquement des faits ou des données précises dont on vérifiera la véracité ailleurs si nécessaire.

Il est parfaitement clair et les camarades doivent en avoir conscience, que si nous disposions d'une organisation, nous utiliserions le matériel contenu dans ces articles pour rédiger nos propres analyses et articles, à défaut d'organisation ou de parti, on fait au mieux en se contentant de diffuser une information pour enrichir les données à la disposition des militants et qui les aideront à parfaire leurs propres analyses.

Ce genre de blogs ou de sites se veut critique par rapport au capitalisme et ses représentants, mais ils ne sont pas animés par des marxistes ou des gens qui ne partagent qu'une partie de notre interprétation du monde, ils sont généralement anticommunistes par ignorance ou intérêt, je dirai qu'ils sont animés par des humanistes ou des démocrates progressistes qui ne vont pas jusqu'au bout de leurs analyses, les conclusions de leurs articles sont du domaine de l'utopie ou ils n'ont aucune alternative au capitalisme à proposer, donc leur idéologie est bourgeoise.

En principe, si le lecteur tient compte des précisions que je viens d'apporter, il ne devrait pas se fourvoyer et reprendre à son compte les analyses qui figurent dans ces articles et dont l'orientation ne correspond pas à l'objet de notre combat ou notre objectif politique. Régulièrement dans le site j'ai mis en garde les lecteurs sur l'utilisation qui pouvait être fait de ce genre d'articles.

Ce camarade aborde ensuite deux questions qui devraient intéresser les militants :

"*J'ai toujours pensé que l'une des tâches prioritaires d'une organisation luttant contre le capitalisme était d'armer théoriquement ses militants sur les questions économiques en produisant régulièrement des analyses économiques à jour, et en formant les militants aux bases économiques pour les aider à comprendre.*

Je me souviens que dans les années 90, à une époque où je militais encore, j'avais rédigé un document proposant de la manière

la plus simple possible une analyse économique du moment montrant l'impasse du capitalisme et la nécessité d'en finir avec ce système économique et politique, sur la base duquel j'abordais des jeunes du patelin où je vivais, et que c'est cette approche, plus que tout discours sur des bases revendicatives ou sur les campagnes du moment décidées par la direction du PT, qui les intéressait. Tu as donc tout a fait raison d'y accorder de l'importance. Il resterait à écrire un document, une sorte de cours d'économie politique, fournissant aux militants les concepts de bases permettant de comprendre clairement les économies monétaires et boursières, les plus ardues mais aussi les plus fondamentales aujourd'hui, et comment elles s'articulent avec les concepts de base de l'économie productive développées par Marx. Si des marxistes formés aux questions économiques voulaient s'y atteler, ce serait un outil incomparable. "

Si tu as lu mes causeries où je traitais de l'économie, tu as pu constater qu'effectivement on peut aborder cette question très simplement de manière à ce qu'elle soit abordable pour tous les militants et les travailleurs. C'est d'autant plus déterminant que c'est cette question qui alimente toutes les discussions depuis des mois ou les quatre dernières années et que forcément les travailleurs et disons 99% des militants n'y comprennent absolument rien.

De plus les gouvernements à la solde de l'aristocratie financière justifient la politique d'austérité qu'ils appliquent à partir de facteurs économiques, il est donc pratiquement impossible d'aborder la situation sociale avec des travailleurs si l'on n'est pas capable de leur expliquer simplement comment fonctionne le système capitalisme.

Si maintenant on en est incapable, les travailleurs et militants, qui est-il besoin de le rappeler sont toujours subordonnés au capitalisme, se demanderont consciemment ou non si quelque part le gouvernement n'a pas raison, s'il n'a pas des raisons valables qu'ils ignorent, car ce n'est pas avec des slogans ou des arguments à l'emporte-pièce qu'ils comprendront grand chose à l'économie et ce qui motive le gouvernement d'agir de la sorte.

La manière d'aborder la situation par le POI, le NPA et LO est affligeante à plus d'un titre, pour ne pas dire qu'une fois de plus leurs dirigeants sont en dessous de tout. La crise est une aubaine, la dette des Etats permet d'aborder facilement la question des fondements du capitalisme qu'il nous faudra abolir et qui constitue l'objectif du combat du mouvement ouvrier depuis la seconde moitié du XIXe siècle, objectif dévoyé (répartition des richesses, renationalisation partielle ou au compte-gouttes) ou abandonné puisque non relié aux revendications sociales et à la nécessité d'abattre au préalable les institutions de la Ve République.

On est en présence d'un système économique pratiquant l'arbitraire dans le seul but de permettre à une infime minorité d'accumuler toujours plus de capital, un système basé sur le vol, un système voyou et illégitime dont rien ne peut justifier l'existence, un système qui octroie des privilèges (lignes de crédit, création de monnaie, endettement) aux banques et institutions financières, etc. pendant que le chômage de masse continue de se développer, ainsi que la précarité et la pauvreté, pendant que la majorité de la population connaît des conditions de vie et de travail de plus en plus insupportable.

Le pouvoir politique a abdiquer son pouvoir en faveur de la mafia de l'aristocratie financière, l'Etat ou les institutions politiques lui sont acquises. C'est elle qui décide de la valeur de l'habitation que vous voulez acquérir, du taux d'intérêt qui sera appliqué à votre emprunt, du montant de votre salaire, du prix des matières premières, de toutes les marchandises et services dont vous avez besoin, de la durée pendant laquelle vous allez travailler, etc. C'est aussi elle qui décide dans quel pays il doit y avoir la guerre, dans quel pays la population va connaître une famine effroyable, dans quel pays le terrorisme va se développer puisque c'est elle qui l'arme directement, etc.

Bref, l'aristocratie financière concentre tous les pouvoirs et elle bénéficie du droit de vie ou de mort sur les 7 milliards d'habitants de la planète, planète qu'elle s'emploie en plus à pourrir pour compléter le sombre tableau de ses forfaits.

De quel droit ? Voilà la question déterminante, de quel droit. Faut-il la laisser faire en sachant que le pire reste à venir ou faut-il lui confisquer tous ses privilèges, la réduire à l'impuissance pour qu'elle cesse de nuire à l'humanité toute entière ?

Pour revenir sur ton courriel, à travers ta propre expérience de militant, tu as pu constater que ce que je m'acharne à expliquer répondait à un besoin réel, qu'aborder les travailleurs à partir de grandes théories - la plupart transformées en dogmes insipides, ne permettait pas de les aider à comprendre comment fonctionne la société, ce qui vaut pour l'économie est également valable sur le plan social et politique.

Je n'ai malheureusement pas le temps d'écrire un petit manuel d'économie à destination des travailleurs et des militants. Je n'ai même pas le temps de compiler tout ce que j'ai écrit ces derniers temps sur ce sujet, en y mettant de l'ordre on aurait peut-être les grandes lignes d'un tel manuel.

Le capitalisme repose sur quelque chose de si simple à comprendre, de si évident ou banal que personne ne s'en aperçoit ou ne veut le croire, du coup personne n'y comprend rien, ce n'est pas plus compliqué que cela. Que ce système ne soit qu'une vaste escroquerie paraît impensable et pourtant c'est la stricte vérité. Pourquoi faire compliqué pour expliquer l'économie capitaliste quand on peut faire simple ? Si nos dirigeants n'étaient pas si étrangers à la classe ouvrière, s'ils étaient en mesure de prendre conscience de leurs besoins et de leur état d'esprit, on n'aurait pas besoin d'aborder de la sorte ce genre de questions.

Ce camarade abordait une autre question essentielle.

"*L'autre point fondamental, que tu abordes régulièrement, est celui de la place de l'Etat et de la prise du pouvoir. Il est curieux de constater que ce sont 2 points qui étaient abordés dans la formation marxiste que j'ai eue lorsque je suis entré à l'OCI dans les années 70 et considérés comme fondamentaux à l'époque, et que ce sont généralement ceux les plus occultés par les organisations se réclamant du mouvement ouvrier aujourd'hui alors qu'elles devraient faire l'objet de points systématiques dans la presse de ces organisations.*"

J'irai plus loin encore, la question du pouvoir dans sa forme la plus rudimentaire, la nécessité d'abattre les institutions de la Ve République et d'abolir la Constitution n'aurait jamais dû cesser d'être présent tout au long de notre combat depuis 1958. En toutes circonstances comme disait Lénine.

Pourquoi Lénine en avait fait une question de principe ? Pourquoi avait-il en permanence cet objectif à l'esprit, y compris dans ses écrits ou ses discours ? Pourquoi était-il tendu vers cet objectif ? Parce qu'il construisait un parti dans cet unique objectif, chasser le tsar du pouvoir, abattre les institutions semi-féodales en Russie, permettre à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, il avait tiré de l'expérience de la Commune de Paris et de la révolution de juin 1848 en France, que sans ce parti il serait impossible de vaincre, la débâche de la social-démocratie en août 1914 lui donna raison, le cours de la révolution russe ensuite.

Tout se tient, c'est d'une logique (dialectique) implacable, car basée uniquement sur les faits. Maintenant, dès lors qu'on ne construit pas ou plus un parti sur le modèle du parti bolchevik qui a fait ses preuves, on peut se débarrasser également de la question du pouvoir ou la remiser au placard ou encore ne plus en faire une question de principe, un objectif non négociable, tout comme la méthode pour l'atteindre, la révolution prolétarienne et socialiste, dit autrement ou plus simplement, ne plus contruire ce type de parti revient dans la pratique à abandonner l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, à ne plus combattre dans cette perspective puisque les deux sont intimement liés et indissociables.

Tout a été fait depuis 1945 pour que le niveau de conscience politique des travailleurs retombe à celui qu'avaient les ouvriers au détour de la fin du XIXe siècle, la perspective du socialisme en moins toutefois, autrement dit, pour qu'ils considèrent que le processus qui avait conduit à l'amélioration de leurs condtions d'existence et de travail au cours des décennies qui ont suivies la fin de la guerre, se perpétuerait dans l'avenir à l'infini, qu'aucun retour en arrière ne serait possible, bref, que c'était la voie toute tracée pour aller progressivement vers une société où les inégalités et les injustices seraient aplanies ou disparaîtraient, pour un peu le capitalisme réaliserait le socialisme. Si cela n'a pas toujours été dit de façon aussi explicite par nos dirigeants ou que cela ne sautait pas aux yeux en pratique comme c'est le cas aujourd'hui, la manière dont ils ont mené la lutte de classe contribuait à ce que les masses exploitées en arrivent à cette conclusion, soyons honnête et précisons qu'ils n'ont fait que s'adapter à l'état d'esprit ambiant majoritaire, vous savez, le fameux *mouvement spontané des masses* qui sert à justifier les dérives opportunismes, droitères, les compromis pourris ou tous les reniements.

La dictature de l'aristocratie financière telle qu'elle s'exprime de nos jours avec plus de cruauté que jamais, dont le gouvernement et les institutions sont le bras armé contre la classe ouvrière, pose directement la question du pouvoir.

La soumission des institutions et de tous les partis institutionnels aux gangsters de la finance pose directement la question de l'abolition des privilèges de cette classe de parasites aussi inutiles que nuisibles à la société, quelle classe doit s'emparer du pouvoir pour y mettre un terme le plus tôt possible.

De son côté LO et le NPA posent la question d'une meilleure répartition des richesses, mais ils se refusent à lier cet objectif à la nécessité au préalable de liquider les institutions de la Ve République, tandis que de son côté le POI le fait figurer discrètement dans certaines déclarations pour l'oublier aussi vite sur le terrain, comme en témoigne chaque semaine dans leur journal les comptes rendus de l'intervention de leurs militants dans la lutte des classes, ce que j'ai déjà signalé dans plusieurs causeries.

Ces partis ne cherchent pas à recruter l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat prête à en découdre et qui pourrait se saisir de cette perspective, non, ce qui les intéressent ce sont les militants ou les travailleurs qui n'entendent combattre que sur le terrain social, pour être plus précis, pour leurs intérêts individuels, pour leurs statuts, leurs acquis particuliers, à aucun moment il n'est question des intérêts collectifs de l'ensemble des exploités qui dès lors qu'on les met en avant posent ou devraient déboucher sur la question du pouvoir ou du gouvernement ouvrier dont l'existence coïnciderait avec le règlement de l'ensemble des questions sociales et politiques auxquelles la classe ouvrière est confrontée et qu'elle doit résoudre.

Et quand bien même ils combattraient pour des revendications sociales à caractère collectif (retraites, Sécu, etc.), ils s'arrangent toujours pour qu'elles ne débordent pas sur le terrain politique, allant jusqu'à faire croire aux travailleurs que tout serait possible sous ce régime. Ainsi ils agissent consiemment ou non comme de bons petits soldats du réformisme, d'où la caractérisation petite bourgeoise de ces trois partis.

Si un chien ne fera jamais un chat, un réformiste ne fera jamais un combattant révolutionnaire prêt à se sacrifier pour une cause, le socialisme. Mourir pour une cause, d'accord, mais de mort lente (Brassens), tant qu'on peut continuer à vivre comme avant, ce

n'est pas vraiment un problème, nos principes et nos convictions peuvent bien attendre aussi… que la gangrène les emporte !

Ce courriel et ma réponse figure dans le site au format pdf (1Acrobat Reader). Demain nous traiterons le courriel d'un autre camarade, si j'en ai le temps car je dois régler la question de mon déménagement, le propriétaire avait loué gratuitement sa maison à une famille indienne de sa connaissance jusqu'au 25 juillet, or elle ne veut plus quitter les lieux jusqu'à la fin de ses vacances, début septembre, et la personne qui a acheté ma maison me tane pour que je dégage le plus rapidement possible. Le propriétaire arrive à Pondichéry demain, j'espère qu'il va tenir parole. Quant au bureau de l'immigration, j'y ai passé plus d'une heure ce matin, une prise de tête incensée, je croyais mon dossier complet, et voilà qu'ils me demandent de fournir de nouveaux documents, cela dépasse l'entendement, je n'ai jamais vu des gens aussi tarés et je mesure mes paroles, je parle du responsable de ce bureau.

Les causeries du mois et les articles de presse seront prêts au format pdf demain ou dans deux jours au plus tard. Je vis à un rythme de dingue !

Un régime de plus en plus liberticide.

- Les trois-quarts des Français veulent bannir la cigarette des bords de mer, affirme un sondage Ifop. (lexpress.fr 30.07)

400 de trop.

- la fortune des quelques 400 milliardaires (1370 milliards $) équivaut au revenu annuel de plus de 3 milliards d'individus les plus pauvres soit 45% de la population mondiale. (agoravox.fr 28.07)

Politique

Syrie

1- Des chars appartenant aux forces syriennes ont bombardé Daïr az Zour, la grande ville de l'est du pays, tuant cinq civils, rapporte samedi un groupe d'activistes.

"*De nouvelles colonnes de chars se dirigent vers Daïr az Zour (environ 130.000 habitants). En utilisant des armes lourdes, les forces de sécurité partent en guerre contre leur propre peuple*", a déclaré le groupe de l'Union de la coordination de la révolution syrienne, dans un communiqué envoyé à Reuters. (Reuters 30.07)

2- "*Cent civils ont été tués dimanche à Hama par des tirs des forces de sécurité qui accompagnaient l'armée lorsqu'elle a pénétré en force dans la ville de Hama*", a déclaré Abdel Karim Rihaoui, président de la Ligue syrienne de défense des droits de l'Homme (LSDDH). (AFP 31.07)

Egypte

Près d'une trentaine de partis politiques et d'organisations de jeunesse égyptiennes ont annoncé dimanche leur décision de suspendre leurs manifestations durant la période du ramadan, qui débute lundi et tombe cette année en plein dans les fortes chaleurs estivales.

La majorité des groupes qui ont décidé de faite une "*pause*" pendant le ramadan sont ceux qui ont quitté, vendredi, la grande manifestation organisée sur la place Tahrir du Caire après avoir accusé les islamistes d'avoir "*pris en otage*" le rassemblement. (Reuters 31.07)

Israël

Des dizaines de milliers d'Israéliens ont protesté samedi contre le coût de la vie et ont demandé au Premier ministre Benjamin Netanyahu de lancer des réformes économiques d'envergure.

Selon la police, plus de 60.000 personnes ont défilé à Tel Aviv, Haïfa, Jérusalem, Beersheba et dans six autres villes, dans ce qui est perçu comme la colère de la classe moyenne.

"*Les personnes avant le profit*", pouvait-on lire sur une affiche, tandis que les manifestants scandaient "*Le peuple veut la justice sociale*".

"C'est le printemps israélien", indiquait une autre pancarte, allusion au "printemps arabe".

Au lendemain de manifestations monstres en Israël contre la cherté de la vie, le gouvernement de Benjamin Netanyahu a répondu que l'application des réformes demandées conduiraient le pays à une crise économique similaire à celle que traverse l'Europe et les Etats-Unis.

Dimanche, le directeur général du ministère israélien des Finances, Haim Shani, a démissionné sur fond de contestation sociale grandissante contre le coût de la vie.

"*J'ai pris cette décision difficile en raison de désaccords de longue date sur des questions essentielles et sur la gestion globale*", explique Shani dans un communiqué. (Reuters 31.07)

Aux infos hier soir sur TV5Monde Asie le journaliste a parlé de 100 à 150 000 manifestants et non 60 000.

Economie

Italie.

L'ancien président de la Commission européenne et ancien premier ministre italien, Romano Prodi, accuse l'Allemagne de faire preuve d''*égoïsme*' à travers la vente massive d'obligations italiennes par la Deutsche Bank, dans une tribune publiée samedi 30 juillet dans Il Messaggero (non disponible en ligne).

Selon l'ancien chef du gouvernement italien, les taux élevés auxquels l'Italie est contrainte d'émettre ses obligations en raison des turbulences du marché rendent '*vaines*' les mesures d'austérité entérinées à la mi-juillet par le Parlement.

'*Nous devons réagir face à l'égoïsme allemand*', écrit M. Prodi, citant des chiffres récemment publiés par le Financial Times selon lesquels la Deutsche Bank a vendu la presque totalité de ses avoirs en obligations italiennes d'une valeur de 8 milliards d'euros. Cette décision constitue '*un signal impressionnant d'absence de confiance*' en direction des investisseurs, regrette M. Prodi, qui presse le gouvernement italien de protester contre cette cession massive d'obligations auprès du gouvernement allemand. (lemonde.fr 30.07)

Haut de page

Le 2 août

Les articles de presse et les causeries de juillet sont disponibles en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

Ce matin, j'ai lu les titres des articles économiques en ligne sur le Net et j'en ai sélectionné six en me disant que cela devrait être suffisant pour traiter l'accord entre les démocrates et les républicains sur le relèvement de la dette américaine. J'ai lu et relu ces articles (Reuters, AP, lemonde.fr) car je ne trouvais pas un élément précis dont j'avais absolument besoin, en vain, chaque fois il y était question de la réduction de la dette qui était chiffrée, mais étrangement pas celle du relèvement du prafond de cette dette gigantesque.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont dit que le relèvement de la dette américaine correspondait aux 2 400 milliards de dollars de coupes budgétaires prévues sur dix ans et que dans le meilleur des cas ce nouveau plafond de la dette serait atteint dans deux ans posant à nouveau la question de son relèvement car les dépenses continueront de croître plus rapidement que les recettes, et personne ne croît que le gouvernement pourra tailler à la hache dans les budgets sociaux à hauteur de 240 milliards de dollars par an, on peut ajouter au tableau la croissance du PIB quasiment au point mort.

Pour confirmation de ce qui a été dit plus haut, l'agence Reuters rapportait hier que "*le Trésor américain a annoncé lundi qu'il prévoyait d'emprunter 331 milliards de dollars (232 milliards d'euros) lors du troisième trimestre 2011*", et "*selon Troy Davig, économiste de Barclays Capital, l'accord annoncé ne réduirait les dépenses publiques que de 25 à 30 milliards de dollars au cours de la première année, ce qui pourrait entamer la croissance économique d'un dixième de point de pourcentage.*".
331 milliards de dollars d'un côté, 25 à milliards de dollars de l'autre, le compte n'y est pas !

Bref, la fuite en avant continue, parce qu'ils n'ont pas d'autre alternative, sinon de déclencher l'effondrement de l'économie mondiale dans leur sillage qui interviendra tôt ou tard, parce qu'il arrivera bien un moment où le prolétariat européen acculé refusera tout nouveau sacrifice, ce qui entraînera la panique chez les investisseurs dont la réaction brutale provoquera des réactions en chaîne qui se traduiront par des faillites en cascade, donc une violente dégradation de la situation sociale déjà tendue à l'extrême et alimentera la mobilisation des masses...

Ce qu'il faut bien comprendre, pour répondre birèvement à un long courriel qu'un camarade m'a posté hier après-midi, c'est que du côté de ceux qui détiennent le pouvoir, il leur est toujours possible d'assurer artificiellement la survie du capitalisme en augmentant l'endettement générale, de l'Etat, des banques, des institutions financières et des grandes entreprises, mais il leur sera impossible d'en faire porter le fardeau au prolétariat mondial (dont celui de la zone euro) indéfiniment, il arrivera un moment où il se soulèvera.

Effectivement, c'est notamment ce facteur sur lequel repose la perspective du socialisme et qu'il faut toujours garder à l'esprit, qui fera que le socialisme se réalisera ou qu'il n'aura été finalement qu'une belle utopie, et si tel était malheureusement le cas, l'humanité serait condamnée à connaître une barbarie effroyable qui précèderait la fin de la civilisation humaine et peut-être toute forme de vie sur la planète. Tout militant doit en avoir parfaitement conscience, et notre devoir est d'aider les travailleurs à en prendre également conscience, car l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-même, personne d'autres pourra accomplir cette tâche à leur place.

Pourquoi croyez-vous que nous soyons si remonter contre le POI, le NPA et LO, si ce n'est que leurs dirigeants semblaient agir apparemment comme s'ils n'en avaient pas pleinement conscience ?

Vous vous plaignez quotidiennement que tout se délite dans la société en France, mais camarades, en Inde où je vis depuis de longues années j'ai envie de dire que j'ai une petite longueur d'avance sur vous, je vis (ou mon entourage, ma famille) au quotidien ce qui vous attend, c'est terrible, cauchemardesque, je peux vous garantir que vous ne connaissez plus un seul moment de répit, vous ne pouvez pas savourer plus d'un instant une bonne nouvelle, chaque plaisir est littéralement gâché avant même que vous pouviez en profiter, tellement vous croulez sous des problèmes inextricables ou vous faites face à une situation insupportable sans qu'aucune solution n'existe à l'horizon, tellement les rapports avec les gens sont pourris, mais cela vous ne pouvez pas l'imaginer, à ce point je pense que c'est pratiquement impossible sans y être confronter, je généralise volontairement et je sais parfaitement ce que je dis, la guerre ou la guerre civile en moins, c'est déjà l'enfer !

En France, vous êtes déjà les champions du monde de la consommation d'anxiolytiques et autres antidépresseurs, personnellement je n'en ai jamais pris de ma vie, dites-vous qu'en Inde ils ne vous seraient d'aucune utilité parce que dès que vous ouvririez un oeil le matin vous vous retrouveriez accablés par le même cauchemar que la veille. La plupart des peuples sur tous les continents vivent déjà une telle situation à des degrès divers, jusqu'à présent seuls les pays de la "*vieille*" Europe étaient relativement épargnés par ce triste sort, alors si vous ne tenez pas un jour à rejoindre ce club livré à l'arbitraire et à la barbarie, vos dirigeants ont intérêt à changer immédiatement et radicalement leur approche de la lutte des classes, sinon vous serez broyés comme les autres peuples. A chacun ses responsabilités, c'est à vous de mettre vos dirigeants aux pieds du mur. (A suivre)

Je suis obligé d'arrêter là aujourd'hui car la location que j'avais en vue est annulée, je vous passe les détails, cela confirme ce que j'ai écrit plus haut. Je me demande si je ne vais pas être finalement obligé en catastrophe d'acheter une petite maison, selon l'adage : un petit chez soi vaut mieux qu'un grand chez les autres !

Je répondrai aux courriels des camarades quand j'en trouverai le temps, ils m'excuseront pour ce délai, au fait, en attendant Philippe, porte-toi aussi bien que possible, ce camarade est à nouveau en traitement pour un cancer.

Politique

Egypte.

L'armée a dispersé lundi le campement installé depuis plus de trois semaines sur la place Tahrir, la grand-place du Caire devenue l'épicentre de la contestation politique en Egypte.

Les partis politiques et organisations de jeunesse ont décidé vendredi d'évacuer cet important carrefour pendant la durée du mois de ramadan, qui s'est ouvert lundi, mais quelques centaines d'irréductibles y poursuivaient leur mouvement.

Selon des images de la télévision, des véhicules militaires ont pris position sur la place où tentes et estrades ont été démontées. On ne signale pas de violence, hormis quelques tirs en l'air.

Vendredi, les islamistes, salafistes en tête, avaient fait une démonstration de force sur Tahrir, obligeant les partis et organisations laïques à quitter la manifestation. (Reuters 01.08)

Quand les islamistes préparent le terrain à l'armée...

Syrie.

Des blindés de l'armée syrienne ont fait irruption lundi, peu après les prières du soir, dans la ville de Zabadani, près de la

frontière libanaise, ont rapporté des témoins.

Une vingtaine de chars et de blindés de transport de troupes sont entrés dans cette ville située au pied des montagnes de l'Anti-Liban, à la suite d'une manifestation des habitants qui voulaient marquer leur solidarité avec la population de Hama, foyer de la contestation de nouveau bombardé lundi par les forces gouvernementales. (Reuters 01.08)

Social

Grèce

Les chauffeurs de taxi ont bloqué lundi les principaux axes routiers à travers la Grèce, intensifiant leur mouvement de protestation contre les réformes imposées par le gouvernement à la demande de l'Union Européenne et du FMI et perturbant l'activité touristique en pleine saison estivale.

Les manifestants, qui ont arrête le travail il y a deux semaines, s'opposent aux projets de libéralisation des secteurs réglementés de l'économie exigés par les Vingt-Sept et le FMI en échange d'une importante aide financière. Parmi ces mesures, l'une consiste à délivrer de nouvelles licences de taxi.

Les propriétaires de taxi ont occupé le pont suspendu le plus long du pays à Rio, qui relie la Grèce continentale au Péloponnèse, et ont bloqué la route reliant Athènes à Patras, important port vers l'Italie..

D'autres taxis ont bloqué les routes conduisant à l'aéroport d'Héraklion, en Crète, obligeant les touristes à marcher 500 mètres avec leurs bagages pour prendre des bus ou d'autres transports en commun.

Dimanche, les propriétaires de taxi avaient empêché 1.600 passagers d'un bateau de croisière de visiter le site archéologique de Cnossos, en Crète.

L'association grecque des hôteliers a fait savoir que la grève était sérieusement en train de mettre à mal le tourisme, grand pourvoyeurs de devises, ainsi que les efforts entrepris pour remettre à flot une économie en pleine récession.

Elle a également accusé le gouvernement socialiste de George Papandréou d'être incapable d'arrêter le mouvement de protestation sociale.

Le gouvernement a quant à lui menacé de prendre des mesures drastiques contre les manifestants. "*Cela ne peut pas durer*", a déclaré son porte-parole, Ilias Mosialos, sur le média public TV Net. "*Le problème ne se limite pas aux chauffeurs de taxi. Il concerne la société grecque dans son ensemble et son économie* ", a-t-il dit. (Reuters 01.08)

Economie

L'Union européenne au chevet de l'impérialisme américain, son maître à penser.

Alors que plusieurs agences de notation ont menacé d'abaisser la note de la dette du gouvernement américain, qui dispose aujourd'hui de la note la plus prestigieuse l'autorisant à emprunter aux taux les plus bas, le président de l'Eurogroupe, M. Juncker affirme qu'"*on n'a jamais vu un État de la taille et de la nature des États-Unis perdre la meilleure note. Il est évident qu'une telle décision des agences de notation viendrait ajouter la méfiance à une absence déjà perceptible de confiance*", dit-il. "*Et il serait surprenant que le reste de la planète, l'Europe en particulier, échappe aux répercussions.*"

Dix jours après le sommet de la zone euro, le président de l'Eurogroupe réaffirme que "*tout sera fait pour garantir la stabilité de la zone*". "*Si des lacunes sont constatées, elles peuvent être réparées*", précise-t-il. Mais il met en garde les gouvernements de la zone euro en soulignant qu'"*il n'y aura ni automatisme ni chèque en blanc*" après le plan de sauvetage de la Grèce. "*Les gouvernements créanciers sont responsables devant leur Parlement. À la solidarité des créanciers répond la solidité des engagements des débiteurs. Cela veut dire des conditions clairement édictées, appliquées et vérifiées*", explique-t-il. (lemonde.fr avec AFP et Reuters 01.08)

Mais qui sont les véritables "*débiteurs*", ceux qui vont payer une dette qui n'est pas la leur et qui n'ont jamais pris des "*engagements*" pour la régler à la place des gangsters de l'aristocratie financière.

Qui paie la facture quand les banquiers sont priés de mettre la main au portefeuille ?

Après Goldman Sachs, Lloyds Banking ou Intesa Sanpaolo, HSBC s'apprête à son tour à donner un sérieux tour de vis dans ses effectifs : le géant britannique envisage de supprimer 25.000 emplois dans le monde d'ici à deux ans, en plus des 5000

déjà annoncées en Amérique latine, États-Unis, Grande-Bretagne et France.

Les établissements tentent de s'ajuster à leurs nouvelles contraintes réglementaires et à l'environnement économique houleux, qui minent les profits de leurs activités de financement et d'investissement.

Au total, environ 10 % des effectifs d'HSBC seront concernés par la vague d'économies. «*Une restructuration brutale qui plonge des milliers d'employés dans l'incertitude*», selon le syndicat Unite. L'objectif de l'établissement est de réduire d'ici à deux ans ses coûts fixes d'au moins 2,5 milliards de dollars.

Les marchés ont exprimé leur satisfecit : dans un environnement boursier très déprimé, le titre de la banque a bondi lundi de 2,19 %. Les investisseurs saluaient au passage la publication de résultats semestriels de bonne facture, marqués par un bénéfice imposable de 11,5 milliards de dollars (8 milliards d'euros), en hausse de 3 % sur un an.

Le plan d'économies d'HSBC doit aussi préparer l'établissement aux réglementations bancaires à venir. Plus exigeantes en termes de mobilisation de fonds propres et de liquidités, les nouvelles règles ont incité les banques à revoir à la baisse leurs niveaux d'activité. Les perspectives économiques mondiales moroses, alimentées par la crise de la dette, poussent également les dirigeants à la prudence. D'autant que pour profiter de la reprise, les établissements avaient massivement embauché il y a deux ans, dans les activités de trading, notamment.

Depuis le printemps, l'industrie bancaire multiplie donc les annonces de réduction d'effectifs. Goldman Sachs va se séparer pour des «raisons économiques» d'environ mille employés à partir de septembre. Barclays aurait supprimé 600 postes dans sa division de banque d'investissement, BarCap, et 2 000 dans ses activités de détail, depuis le début de l'année. Son compatriote Lloyds Banking Group s'apprête à se délester de 15 000 emplois afin de se recentrer sur le Royaume-Uni. L'irlandais Allied Irish Bank a prévu de son côté de se passer de 2 000 salariés. L'allemand Commerzbank a déjà supprimé 7 400 postes. Credit Suisse anticipe 2 000 suppressions de postes dans sa banque d'in-vestissement, Intesa Sanpaolo 3 000… (lefigaro.fr 01.08)

1- leurs profits diminuent en raison de la crise qu'ils ont provoquée, rendez-vous compte,ils n'ont réalisé qu'un "bénéfice imposable de 11,5 milliards de dollars (8 milliards d'euros), en hausse de 3 % sur un an" ;

2- ils en veulent plus, toujours plus ;

3- pour remédier à ce terrible drame, car 11,5 milliards de dollars ce n'est pas suffisant : ils licencient massivement ;

4- ils vont récupérer 2,5 milliards de dollars principalement sur la masse salariale ;

5- dans cette perspective alléchante, les investisseurs (actionnaires) jubilent, le titre bondissait en bourse.

On a là en quelques lignes une démontration qui permet de comprendre comment fonctionne aujourd'hui le système économique, dont l'unique raison d'être n'a pas changé depuis que le capitalisme existe : permettre à une poignée de nantis de s'enrichir toujours plus, objectif que rien ni personne ne peut justifier en dehors des intéressés eux-mêmes, cela va de soi.

Haut de page

Le 3 août

Le bonjour à une lectrice de choix qui m'a adressé un courriel hier, ma chère et tendre fille à qui je pense tous les jours. Elle a appris que j'avais vendu la maison en se connectant sur le site parce que je n'ai pas trouvé le temps de l'en informer.

J'ai ajouté deux articles sur la Chine dans la rubrique *International* et un dans celle *Justice*. Il est 7h43 et j'ai terminé l'actualisation du site. Je me suis levé plus tôt pour pouvoir aussi m'occuper de mes affaires dans la journée. Quelques petites histoires indiennes... pas vraiment pour se détendre !

Quand vous êtes en présence de personnes qui s'accusent mutuellement d'être des menteurs après un incident ou dans une affaire à laquelle vous êtes mêlé malgré vous et dont vous êtes la victime, et que ces gens se retournent contre vous en vous accusant d'être également un menteur et d'être à l'origine d'un incident à leur place, quelle est votre réaction ? Pour moi c'est très simple, sans hésitation je romps immédiatement mes relations avec ces gens-là qui ne sont qu'une source d'emmerdements. C'est ce qui vient de m'arriver avec le propriétaire de la maison que je devais louer.

Avec ce monsieur, un Indien vivant en France, j'ai eu une discussion plutôt virulente. Quand intervient un incident entre Indiens et

que vous y êtes mêlés, comme ils sont incapables d'assumer leur responsabilité et qu'ils se ressemblent, je veux dire par là qu'ils sont aussi menteurs l'un que l'autre, systématiquement cela se termine qu'ils se retournent contre vous, le "Blanc", l'étranger.

J'en ai discuté le soir avec mon épouse Magueswary, je lui ai dit notamment, tu vois ces gens-là agissent ainsi en France comme en Inde, ils ont un comportement détestable, ils ne respectent rien et piétinent nos valeurs, ils ignorent le sens ou l'existence du mot respect, je n'ai jamais rencontré en 20 ans un Indien qui agissait autrement, en France ils alimentent le racisme ou fournissent des arguments à des gens qui n'ont pas grand chose dans la tête et qui sombrent facilement dans le racisme. Sans conscience de classe, ils reproduisent en France les rapports pourris qui leur tenaient lieu d'éducation dans leur pays.

Je sais de quoi je parle mais il pourrait encore s'en trouver pour douter des faits que je relate, alors je vais enfoncer le clou. Mon épouse dont l'hypocrisie est légendaire m'a encore joué un sale tour pas plus tard qu'avant-hier. Comme nous venons de toucher l'argent de la vente de la maison, étrangement presque chaque jour un de mes beaux-frères nous rendait visite depuis plusieurs semaines. Dans mon dos, elle a prévu de donner 200 000 roupies à un de ses frères pour qu'il puisse aller travailler en Allemagne, je l'ai appris au dernier moment parce qu'elle était bien obligée de m'en parler, lorsqu'il a fallu qu'il verse une avance de 100 000 roupies. J'étais prêt à lui avancer cette somme, la question n'est pas là, mais c'est le fait de préparer leur coup dans mon dos que je ne supporte pas, cela a donné lieu à une énième explication car ce n'est pas la première fois qu'elle agissait ainsi, en fait depuis 22 ans que je la connais. Alors imaginez jusqu'où cela peut aller quand il s'agit d'une personne qui n'a aucun lien avec vous.

J'ai mis en garde mon beau-frère en lui donnant cet argent : tu vas aller travailler en Allemagne, mais sais-tu quel salaire on va te verser, pour combien d'heures de travail par jour, car en Allemagne tu pourras te retrouver à travailler 10 heures par jour pour un salaire de misère, non seulement il ne te permettra pas de vivre décemment, tu ne pourras pas envoyer d'argent à ton épouse et tes deux filles et tu ne pourras jamais me rembourser, sais-tu que tu pourrais travailler pour un salaire horaire de 1 euro, à raison de 10 heures par jour sur 24 jours, ton salaire mensuel serait de 240 euros, soit environ 14 000 roupies (son salaire en Inde est d'environ 10 000 roupies) tout en vivant dans des conditions épouvantables, il est prévu qu'il partage une maison avec une vingtaine d'Indiens, à raison de 5 personnes par chambre qui dorment à même le sol sur des nattes ou des matelas de fortune, comme en Inde quoi, il m'a répondu qu'il n'en savait rien (à propos du salaire, le reste c'est lui qui me l'a raconté), qu'il n'avait posé aucune question, pour lui l'essentiel c'était de partir et rien d'autre, parce qu'il en a marre de son épouse et ses gosses qui lui rendent la vie impossible, je me devais de le préciser.

Je vous avais déjà expliqué que les rapports étaient pourris en Inde, c'est à ce niveau là, entre époux ils se haïssent, y compris leurs enfants, et contrairement aux Indiens en général, ils se sont choisis, ils ont fait un mariage d'amour et non un mariage forcé comme c'est encore la règle dans plus de 90% des cas.

J'ai essayé de le mettre devant ses responsabilités, je lui ai exposé en détail et calmement la situation, il m'a répondu par un sourir l'air de dire qu'il n'en avait vraiment rien à foutre. Il est technicien en climatisation avec 15 ans d'expérience, mais il ignore tout des critères de qualité exigés en Allemagne, ici il fait un boulot de merde, ce n'est pas un problème puisqu'on trouve mieux nulle part. Chaque fois qu'il intervient sur mon climatiseur, il fait une connerie et doit repasser le lendemain, de plus il dégueulasse le mur et le sol que je dois nettoyer ensuite, etc. Mieux encore, il ne faut rien lui dire, il a toujours raison, c'est la raison pour laquelle il ne progresse pas, tout le problème est là, c'est récurrent et il n'y a rien à faire, du coup j'ai laissé tomber depuis longtemps au lieu de m'engueuler avec lui. J'ai essayé de lui rendre service, en vain.

Je lui ai demandé s'il avait une petite idée, pourquoi un technicien Indien en climatisation irait travailler en Allemagne alors que dans ce pays il y a plus de 8 millions de chômeurs, sinon que les travailleurs allemands refusaient de travailler pour 1 euro de l'heure, pour un emploi qualifié, car avec un tel salaire il est impossible de vivre dans ce pays, de payer un loyer, etc. Il ne m'a pas répondu, je pense qu'il ne me croit pas, comment le pourrait-il puisqu'ici tout le monde ment pour un rien, il doit penser que puisque je n'étais pas favorable à son départ en Allemagne, je raconte n'importe quoi pour l'en dissuader, bref, un dialogue de sourd. Vous voyez par quoi il faut en passer pour essayer de faire comprendre quelque chose à un Indien, en pure perte (de temps), vous comprendrez que je n'ai pas la même patience avec tous les Indiens ou que j'ai franchement mieux à faire, c'est malheureux à dire, c'est ainsi.

J'ai connu un Indien informaticien qui était parti en Allemagne et qui a vite déchanté, lui aussi il avait un salaire médiocre et il devait partager une maison avec 25 autres Indiens, sauf que lui il était issu de la classe moyenne en Inde, il a signé deux contrats, puis à la première occasion il est parti rejoindre son épouse enseignante et son flis en Russie pour essayer de vivre une vie normale.

On fera un peu de politique demain ou on continuera sur la méthode pour interpréter la société et son évolution.

Du particulier au général et du général au particulier, cela vous cause ou non ? Je dis cela puisqu'on s'évertue à traiter les conséquences de la survie du capitalisme ou de la crise et qu'on délaisse ses origines, ses fondements. Comment pourrait-on comprendre l'un sans comprendre l'autre ? Comment annuler un effet si on n'en connaît pas la cause ? Dans ce cas-là il est impossible de rompre avec le capitalisme et les institutions.

Ceux qui ont pour fond de commerce les fonctionnaires, à quel moment font-ils leur éducation en leur expliquant la nature, la place, le rôle et le fonctionnement de l'Etat, de quelles manières ils ont évolué ? On se bat pour défendre son statut et basta, le reste ne nous concerne pas, c'est cela ? Un véritable syndicalisme de classe devrait être tourné résolument contre l'Etat, est-ce vraiment le cas, je n'en ai pas vraiment l'impression, un euphémisme ! Ils sont prolixes quand il s'agit du capitalisme en général, mais dés qu'on évoque l'Etat employeur complice des banquiers, on touche à un tabou, ils esquivent la question...

Dés lors que le syndicalisme ne s'inscrit pas dans la perspective du socialisme qui inclut la liquidation de l'Etat tel qu'il existe, un syndiqué estimera que l'Etat doit rester en l'état, sinon qui est-ce qui va régler son salaire à la fin du mois ? Ils ont vidé le syndicalisme de sa substance révolutionnaire, il ne faut donc pas s'étonner qu'il ait un contenu ou une orientation bourgeoise ou réactionnaire, c'est l'un ou c'est l'autre qu'on le veuille ou non.

Ce que je me demande aussi, c'est qu'est-ce que peuvent bien foutre les délégués et autres cadres syndicaux en dehors des périodes de mobilisation sur un thème précis (Sécu, retraites, etc), sachant qu'ils ne doivent pas non plus passer leur temps à combattre pour des revendications ayant obtenu un refus de l'Etat ou des patrons, ils rabâchent toujours les mêmes choses dans leurs tracts, ce que les travailleurs savent déjà ou qu'ils ont déjà entendu ailleurs, des tracts qu'ils ne lisent même plus ? Puisqu'ils ne peuvent pas faire avancer ces revendications, ils font quoi au juste d'utile pour les travailleurs en dehors de régler des questions alimentaires, administratives ? En quoi les aident-ils à rompre avec le capitalisme et l'Etat, c'est la seule question qui nous intéresse et qui mérite d'être posée, non ?

C'est une obsession me direz-vous. Effectivement, et le jour où elle sera partagée par la majorité des militants, le mouvement ouvrier sera de nouveau en ordre de bataille pour affronter dans de meilleures conditions notre ennemi et si possible le vaincre ou lui infliger des défaites, c'est bien ce que souhaitent tous les militants, n'est-ce pas, alors il faut s'en donner les moyens.

Le saviez-vous

- Depuis fin 2010 la Banque fédérative du Crédit mutuel (BFCM) est devenu le premier groupe français de presse quotidienne régionale, elle détenait notamment L'Alsace-Le Pays, Le Républicain lorrain, Le Progrès, Le Dauphiné libéré, Le Journal de Saône-et-Loire et Le Bien public. Elle a ajouté à son portefeuille L'Est républicain, Vosges Matin, Le Journal de la Haute-Marne et Les Dernières Nouvelles d'Alsace. (lemonde.fr 02.08)

Rien de tel, si besoin était, pour propager l'idée que la défense des intérêts des banquiers est prioritaire et correspond à l'intérêt général !

La propagande sur la dette américaine en titres.

- Les Etats-Unis repoussent à 2013 le spectre du défaut de paiement - LeMonde.fr

Quel soulagement ! Mais...

- Dette américaine: Pourquoi l'accord ne règle pas tout - 20minutes.fr

Ah bon, pas même jusqu'en 2013 !

- Dette américaine : qui sont les gagnants, qui sont les perdants ? - LeMonde.fr

Devinez ?

Dette américaine: Une baisse de la note des Etats-Unis pourrait passer (presque) inaperçue - 20minutes.fr

Tiens donc ! Mais...

L'économie américaine continue d'inquiéter les marchés financiers - AP

Qui l'aurait cru !

La propagande sur la dette de la zone euro en titres.

- Le plan européen n'aidera que modérément la Grèce, estime l'OCDE - Reuters

N'était-il pas pourtant le produit d'un accord "*historique*" (Sarkozy) ?

- Crise de la zone euro : Aucun plan de sauvetage pour l'Espagne, l'Italie et Chypre - 20minutes.fr

Pas nécessaire ils prétendent, et demain ils diront le contraire ! Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir !

En consultant les titres des dépêches de presse à plusieurs moments de la journée, on peut constater que d'une heure sur l'autre ils écrivent tout et son contraire : ouf tout va pour le mieux, c'est signer écrivent-ils, et deux heures plus tard, rien n'est réglé pour autant, du coup je compte les points et j'attends que la situation se stabilise pour comprendre réellement ce qui s'est passé, sinon un coup sur deux on va commenter une information fausse ou tronquée et raconter des conneries à notre tour.

C'est très délicat de traiter l'information à chaud. Les journalistes doivent prendre l'initiative d'écrire un article, puis leur direction doit confirmer ou infirmer leur orientation d'où ces changements incessants, je m'avance en disant cela mais je ne dois pas être loin de la vérité, les journalistes pratiquent aussi l'auto-censure.

Grâce au décalage horaire, je consulte les infos le soir et je recommence au réveil le lendemain matin, je ne garde que les infos les plus fraîches, mais parfois je constate aussi que certains éléments intéressants ont bizarrement disparu entre temps, je les intègre dans mes propres infos en fournissant la source, mais si vous cherchez cette dépêche ou article sur le Net vous ne le trouverez pas forcément s'ils se sont empressés de le retirer. Il arrive même parfois que l'on clique sur un titre et que la page ne s'ouvre pas, l'article a déjà disparu, cela m'est arrivé hier, c'était un article du monde.fr ou de libération.fr, je me suis senti frustré, je plaisante !

Politique

Espagne.

La place Puerta del Sol a été évacuée au petit matin, ce mardi. Une décision prise au nom de l'ordre public par le ministère de l'Intérieur et le maire de la ville.

"*Reveillez-vous, vous avez cinq secondes pour ramasser vos affaires et quitter la place.*" Voilà ce qu'on dit les policiers aux "indignés" de Madrid, ce mardi, au petit matin. Le ministère de l'Intérieur espagnol et la mairie de Madrid ont décidé d'un commun accord de l'évacuation totale de la place Puerta del Sol et celle du Prado. La police a donc évacué les campeurs en deux heures "*sans incident*", selon le quotidien espagnol *El Pais*. La semaine dernière, la tentative d'évacuation avait avorté.

C'est une question d'ordre public selon le gouvernement et le maire de la ville. Certains indignés se demandent si cette évacuation n'est pas liée à la visite du pape prévue dans la capitale entre le 16 et le 21 août. Avec cette évacuation, les indignés perdent un lieu devenu un symbolique de la lutte pour un meilleur pouvoir d'achat, pour plus d'Etat providence. (lexpress.fr 02.08)

Social

France.

Les employés des Samu sociaux ont fait grève et ont manifesté mardi dans plusieurs villes de France pour protester contre la diminution des places d'hébergement d'urgence, a-t-on appris auprès de syndicats ayant appelé à ce mouvement. L'appel à la grève était "*bien suivi*", selon Sud Santé-Sociaux, tandis que la CGT Santé faisait état d'une "*assez bonne mobilisation*". (AP 02.08)

Chine. Terrorisme ? Non, «***la vraie question est celle de la justice sociale***».

L'enquête menée par la police pour déterminer les circonstances et l'origine des violences qui ont fait 19 victimes ce week-end à Kashgar, dans la province du Xinjiang, n'a pas traîné. Quelques heures après les faits, il était certain pour le gouvernement local que les deux attaques, qui interviennent moins de quinze jours après les émeutes de Hotan, étaient des actes «*terroristes*».

Seule la chaîne privée Phoenix TV a souligné que, certes, «*des terroristes cherchaient à diviser*», mais aussi que les divisions existent déjà entre Chinois hans et ouïghours qui se sentent marginalisés. Et que «*la vraie question est celle de la justice sociale*». (libération.fr 02.08)

Economie

1- La Bourse ou la vie. Ou quand la "***réalité***" les rattrape !

1.1- Les Bourses européennes ont clôturé la séance de mardi sur leur plus forte baisse en 11 mois, les avancées sur la

dette américaine ayant été largement occultées par les craintes d'un ralentissement de l'économie mondiale et de la contagion de la crise de la dette à l'Italie.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a chuté à son plus bas niveau de clôture depuis la fin du mois d'août 2010. (Reuters 02.08)

1.2- L'indice phare de la Bourse de Milan a touché mardi son plus bas niveau depuis 27 mois, plombé par la chute des banques affichant une forte exposition à la dette italienne.

La pression des marchés sur l'Italie s'est intensifiée mardi, mettant en danger la capacité du deuxième pays le plus endetté de la zone euro à se financer et poussant les autorités italiennes à se réunir d'urgence.

Le rendement des obligations italiennes à 10 ans a atteint en séance son plus haut niveau depuis la création de la monnaie unique, il y a 11 ans, atteignant sensiblement le même niveau que le taux du papier espagnol de même échéance, lui aussi en hausse, soit respectivement 6,101% et 6,273%. (Reuters et lefigaro.fr 02.08)

1.3- En Espagne, le président du gouvernement José Luis Rodriguez Zapatero a décidé mardi de retarder son départ en vacances, afin de suivre les derniers développements de la crise, et notamment la nouvelle envolée de la prime de risque attachée à la dette de Madrid.

L'écart de rendement entre les obligations espagnoles et allemandes à 10 ans est passé au-dessus du seuil symbolique des 400 points, un niveau jamais atteint depuis la création de la zone euro, avant de se replier.

De son côté, le papier italien à 10 ans a vu son rendement dépasser la barre des 6% au-delà de laquelle se sont accentuées les inquiétudes sur la capacité de Rome à se financer.

"*La barre des 6% était vue comme une ligne jaune pour les rendements italiens et maintenant qu'elle est franchie, les gens ne veulent accepter aucun risque à part l'Allemagne*", juge un trader.

Conséquence de cette forte demande d'obligations allemandes, le Bund à 10 ans a cessé mardi d'offrir une prime vis-à-vis de l'inflation, une première depuis plus d'un demi-siècle. (Reuters 02.08)

1.4- Le regain de tension sur les taux italiens et espagnols est d'autant plus spectaculaire qu'au même moment l'Allemagne bénéficie sur les marchés de conditions d'emprunt historiquement généreuses. C'est ainsi que le taux de rendement du Bund (à dix ans) est tombé à 2,395%, un chiffre qui est en deçà du taux d'inflation en Allemagne sur les douze derniers mois (2,4%). Un tel cas de figure est totalement inédit, depuis 1957 que les statistiques existent. «*Les écarts de taux s'élargissent au sein de la zone euro, les investisseurs concentrant leurs achats de titres d'État sur l'Allemagne et dans une moindre mesure sur la France, car les gérants ne peuvent pour des raisons techniques ne posséder que du papier allemand!*», explique Jean-Christophe Caffet, économiste à Natixis. Du coup, les taux de rendement sur les OAT françaises à dix ans sont de nouveau orientés à la baisse (3,12% mardi), même si l'écart avec l'Allemagne a doublé depuis le début de l'été, dépassant désormais les 70 points de base. (lefigaro.fr 02.08)

1.5- Les valeurs américaines ont fini en nette baisse mardi, les investisseurs s'interrogeant sur la croissance économique aux Etats-Unis et craignant de voir le pays perdre sa note triple A malgré le vote au Congrès du compromis sur le relèvement du plafond de la dette.

L'indice S&P, la référence des gérants de fonds, a accusé sa septième séance de baisse d'affilée, tombant sous sa moyenne mobile à 200 jours, un mauvais présage pour les marchés. Il s'agit de la plus longue baisse de l'indice S&P depuis octobre 2008, au plus fort de la crise financière.

"*Les investisseurs sont passés de Washington à ce que j'appelle les réalités économiques*" commente Fred Dickson, spécialiste des marchés chez Davidson. (Reuters 02.08)

2- Etats-Unis. L'intox, décryptage.

2.1- Après la Chambre des représentants la veille, le Sénat américain a adopté à son tour mardi le compromis sur le relèvement du plafond de la dette américaine. Sans un accord au Congrès avant mardi minuit, les Etats-Unis se seraient retrouvés en défaut de paiement. (en réalité ils y sont depuis des lustres, depuis les années 60 le plafond de la dette a été relevé plus de 70 fois ! - note du site)

Le chef de la Maison Blanche avait un peu plus tôt salué l'adoption du compromis, estimant qu'il s'agissait d'un premier pas permettant aux Etats-Unis de vivre dans la mesure de leurs moyens. (traduction : continuer de dépenser ou consommer sans

compter comme si de rien n'était et en faire porter le fardeau au reste du monde - note du site)

Il avait cependant estimé que les parlementaires devaient encore fixer leur attention sur la bonne santé de l'économie et la création d'emplois. (accessoirement ! - note du site). Il a estimé que le budget ne pouvait être équilibré sur le dos de ceux qui ont "*fait les frais*" de la "*récession*". (alors que c'est justement sur leurs dos que ce compromis pourri a été trouvé entre démocrates et républicain ou l'art de dire le contraire de ce qu'on fait à l'intention des marchés et non des travailleurs américains qui ne seront pas dupes. - note du site)

Issu de négociations de dernière minute qui ont abouti à un compromis ce week-end, le relèvement du plafond de la dette américaine s'accompagne d'un plan drastique de réduction des dépenses de plus de 2.000 milliards de dollars (1.408 milliards d'euros) sur dix ans. (d'une dépêche à l'autre ce chiffre fluctue entre 2.000 et 2.400 milliards de dollars, par contre pas question de donner le chiffre du relèvement de la dette qui est en fait équivalent à celui de la réduction des dépenses. - note du site)

Pour autant, les marchés financiers continuent de s'inquiéter devant la crise de la dette en Europe. (si nous devions chercher qui selon eux doit faire les frais de cette politique de fuite en avant, nous avons la réponse : l'ensemble des travailleurs de la zone euro. - note du site) (AP 02.08)

2.2- Les États-Unis pourraient perdre leur note de crédit triple "A" auprès d'une agence de notation au moins cette année, mais, au bout du compte, ceci pourrait finalement s'avérer être un non-événement. (il existe donc deux poids et deux mesures selon le pays. - note du site)

Aussi étrange que cela puisse paraître, une dégradation de la note américaine pourrait presque passer inaperçue dans les salles de marchés alors qu'un tel abaissement n'a cessé d'être présenté comme un cataclysme par des responsables politiques et monétaires au cours des derniers mois. (un psychodrame orchestré à destination des travailleurs pour qu'ils ne leur viennent pas à l'idée de se rebeller contre le système. - note du site)

L'histoire nous apprend qu'une dégradation ne susciterait sur le marché obligataire aucun des remous que certains redoutent tant. Le Japon a perdu son triple "A" il y a plus d'une décennie et bénéficie toujours des taux d'intérêt les plus faibles des économies développées.

Comme cela fut le cas pour le Japon, le problème majeur pour les marchés est surtout la faiblesse de l'économie américaine, qui pourrait ralentir davantage en réaction aux réductions de dépenses décidées en contrepartie du relèvement du plafond de la dette.

Cette rigueur budgétaire pourrait restreindre la consommation, les créations d'emploi et l'inflation. (c'est en fait la spirale infernale. - note du site)

Pour les investisseurs, la situation des États-Unis n'a rien à voir avec celle de pays en crise comme la Grèce. Aussi endetté soit-il, le pays est toujours en mesure de payer ses factures, tandis que les obligations du Trésor américain bénéficient toujours d'une demande et d'une liquidité solides. (si la Grèce pouvait s'endetter à l'infini sans avoir de compte à rendre, elle pourrait encore tenir quelque temps ainsi, mais la BCE lui interdit. - note du site)

Le marché obligataire est l'arbitre ultime des inquiétudes entourant les dettes souveraines. Or la faiblesse actuelle des rendements des Treasuries ne traduit aucunement l'anxiété qui avait fait flamber les coûts d'emprunt de la Grèce au plus fort de sa crise budgétaire.

Les rendements de l'emprunt américain de référence à dix ans atteignent actuellement 2,74%, soit seulement 0,7 point de pourcentage au-dessus de leur plus bas historique. (le Trésors emprunte aux marchés à 2,74% qui eux-mêmes empruntent à la Fed à 0,5% environ, la différence sur des centaines de milliards de dollars représente un sacré paquet de dollars acquis à moindre frais, sans risque et en dormant ! C'est ainsi également que la dette de l'Etat ne cesse de croître, volontairement, là encore c'est un cercle infernal. - note du site) (Reuters 02.08)

Haut de page

---

4 août

Le POI n'est qu'un satellite du PS ou l'art d'entretenir les illusions dans un parti représentant les intérêts du capital. Mode d'emploi.

Dans son dernier éditorial (IO n°160), D. Gluckstein commence par donner la parole à un "*sympathisant du PS*" réel ou fictif

qu'il nomme "*camarade*", on l'imagine déjà appeler Dominique Strauss-Kahn (Ex-FMI et grand bourgeois), Pascal Lamy (OMC), Jacques Attali (banquier) ses "camarades", le ton est donné.

Et que dit de si intéressant ce brave "*sympathisant du PS*", je vous le donne en mille, Gluckstein a dégotté (ou dégoté) une personne - on n'ose pas dire un travailleur, qui ignore encore ce qu'est réellement le PS et quelles sont ses réelles intentions : "*j'ai l'impression que, sur le fond, les candidats proposent la même politique, pas très différente d'ailleurs de celle de Sarkozy.*".

Non, franchement, vous le croyez vraiment, vous avez encore un doute, comme la vie est cruelle, vous appartenez à la minorité des masses exploitées qui ne savent toujours pas qu'ils n'ont rien à attendre de ce parti viscéralement inféodé au capital. Cela tombe bien c'est justement le fond de commerce sur lequel spécule le POI.

Et au lieu de tenter de l'en convaincre, Gluckstein va s'employer à nourrir ses illusions dans ce parti de la Ve République.

Comment procède-t-il ?

Il revient sur les conditions dictées par le PS pour participer aux primaires qui départageront les candidats (PS et PRG) à la présidentielles de 2012, qui consisteront à "*verser un euro et signer la « charte d'engagement aux valeurs de la gauche »*".

Puis après avoir énuméré ce qui selon lui seraient des "*valeurs de la gauche*", il revient sur les déclarations récentes d'Aubry et Hollande qui sont dans la droite ligne de la politique de Sarkozy : "*Non, les seules valeurs qui sont ici défendues sont celles, bien palpables, des actions, obligations, devises et autres produits dérivés qui s'entassent dans les coffres- forts des banquiers et des spéculateurs. Le reste n'est que rideau de fumée pour tromper le peuple.*"

A ce stade, on se dit qu'effectivement le soutien aux banquiers et au marché financier affiché par le PS le situe clairement dans le camp de l'UMP et des capitalistes contre les intérêts de la classe ouvrière, donc il n'y a rien à attendre d'un tel parti. Mais ce n'est pas du tout ce que veut dire Gluckstein ou la conclusion qu'il en tire, bien au contraire, bande d'ignares (cela s'adresse aux militants et travailleurs qui n'ont aucun illusion dans le PS), vous ignorez que le PS serait en réalité un parti ouvrier qui s'ignore, si, si, en lui forçant un peu la main cela s'entend, un véritable parti socialiste, dans ce bas monde tout peut arriver, même les miracles : "*Pourtant, « valeurs de la gauche » se chargerait d'un tout autre contenu si cela se traduisait par un appel à la mobilisation pour rejeter la dictature de la troïka*", ben voyons, le PS appelant la classe ouvrière à se débarrasser de la tutelle du FMI, de la BCE et de la Commission européenne, alors qu'il n'y a pas plus farouche partisan de l'Union européenne !

Il va réussir par faire vomir ou s'étouffer les militants de son propre courant politique...

Attendez, ce n'est pas terminé, après l'hors d'oeuvre et le plat de résistance tout aussi indigeste, il va vous falloir avaler le dessert, prenez votre respiration avant : "*Ces valeurs-là reposent sur les principes de la lutte de classe, qui fondent l'existence du mouvement ouvrier. Il est à craindre qu'on ne les retrouve pas au fond de l'urne des élections primaires*" (du PS-PRG). Sans blague !

Vous avez bien lu camarades : "*il est à craindre*" que les véritables valeurs de la gauche ne se "*retrouve(ent) pas au fond de l'urne des élections primaires*", laissant planer le doute qu'elles pourraient y figurer, par quel miracle serait-ce possible, lui seul le sait !

Comment imaginer un seul instant que le PS s'engagerait un jour dans une voie par laquelle "*puisse s'ouvrir une issue conforme aux besoins du peuple.*", on frôle le délire ou il a perdu la tête se dit-on en lisant ces lignes, non, non, le professeur a bien pesé chaque mot, vous ne rêvez pas. Quand il prête des illusions dans le PS à ce "*sympathisant du PS*", c'est pour qu'on ne l'accuse pas d'en avoir autant dans ce parti, c'est classique comme méthode.

Les choses sont suffisamment claires ici pour que plus aucun militant n'ait de doute sur les véritables intentions de ce dirigeant, qui n'a rien à envier aux parasites qui se sont employés méticuleusement à gangrener le mouvement ouvrier au nom du socialisme ou du trotskysme pour qu'il finisse par être totalement subordonné au régime. Chimères, illusions, miracles ou hypothèses insensées, attrape-nigauds, voilà sur quoi repose notamment l'orientation politique du POI.

Ce qui est formidable avec ce genre d'articles, c'est qu'on n'a pratiquement pas besoin de l'interpréter pour que les militants en comprennent la signification et au passage les intentions de son auteur. On ne critiquera pas les militants qui caractérisent le POI comme un satellite du PS ou le placent dans le même panier de crabes, nous en sommes sincèrement désolés pour les militants de ce parti.

On comprend mieux pourquoi des militants inorganisés ou non ayant rompu ou ayant été exclus du PCI ou du PT qui sont prêts sincèrement à combattre au côté des militants du POI, s'y refusent catégoriquement. C'est franchement désolant d'en arriver là.

Ce genre d'articles brise net d'un coup tous les efforts que j'ai pu entreprendre pour essayer de convaincre des militants isolés ou non de s'associer aux batailles engagées par le POI, il faut que les militants du POI le sachent et ne le perdent pas de vue. Vouloir

à tout prix associer le PS et ses satellites à la perspective d'une issue politique favorable à la classe ouvrière est totalement insupportable.

Les militants du POI doivent prendre conscience de ce que cela signifie : que leurs dirigeants ne construisent pas un parti dans la perspective de la révolution et de la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans lesquelles ils ne croient pas ou plus ou encore n'ont jamais cru, mais qu'au contraire leur engagement politique ne sert qu'à faire la courte échelle à ces partis dans des formes moins explicites qu'autrefois, avant 1981 ; qu'ils se souviennent pour les plus vieux d'entre eux qu'en 1972, soit à peine un an après le Congrès d'Epinay, Pierre Lambert dans un interview donné à l'Express ou au Point (je n'ai pas réussi à remettre la main sur cet interview sur le Net après que le disque dur de mon ordinateur a brûlé) répondant à un journaliste avait dit que son objectif était de porter le PS au pouvoir, car déjà à cette époque pour lui et les autres dirigeants de l'OCI, porter le PS au pouvoir ouvrirait une crise révolutionnaire, autrement dit, indirectement le fait de porter au pouvoir PS et le PCF suffirait à ouvrir une issue politique à la crise du capitalisme, stratégie qu'ils avaient été jusqu'à théoriser et connue des militants comme concrétisant la période de "l'imminence de la révolution", on connaît la suite.

Ainsi, Gluckstein n'invente rien, c'est le clone de Lambert, ils sont toujours scotchés sur la même ligne opportuniste, cela démontre aussi qu'ils n'ont jamais corrigé leurs erreurs et qu'ils sont incapables d'en tirer le moindre enseignement, je suis désolé d'affirmer que plusieurs décennies plus tard ils en ont parfaitement conscience et c'est incurable.

On a essayé de croire le contraire, on a voulu sincèrement y croire, certains militants m'en veulent d'ailleurs pour cette raison, on ne pourra pas m'accuser d'avoir manqué de patience ou d'avoir usé d'arguments à l'emporte-pièce pour arriver à ce bien triste constat. Les camarades comprendront qu'en se rapprochant rapidement du déclenchement de l'affrontement violent entre les classes, on ne peut plus se permettre de tergiverser ou d'entretenir artificiellement un espoir dans un parti qui ne le mérite pas ou dont les dirigeants s'acharnent à tout faire pour dégoûter les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière de le rejoindre.

Dans ces conditions, ne craignons pas de regarder la réalité en face et d'affirmer que non seulement aucune issue à la crise du capitalisme ne verra le jour avec la bénédiction du PS et ses satellites, et quand la situation sera révolutionnaire le mouvement ouvrier sera incapable de vaincre, puisque tout aura été entrepris pour qu'il en soit ainsi.

Je vois déjà des camarades sortir leurs mouchoirs et se lamenter, rassurez-vous chers camarades, c'est dans la douleur et au prix de grands sacrifices que les solutions apparaissent et l'horizon se dégage enfin, certes nous allons encore connaître de terribles et douloureuses défaites dans un proche avenir, espérons qu'elles coïncideront ou donneront un élan suffisant à la recomposition sur des bases saines du mouvement ouvrier et de son avant-garde révolutionnaire.

Le capitalisme n'a pas d'avenir, gardez patience, demeurez intransigeants sur les principes, gardez à l'esprit les précieuses connaissances que vous avez acquises, qui sont indestructibles et sur lesquelles reposent ou devraient reposer vos convictions, ne vous laissez pas envahir par des états d'âme ravageurs ou démoralisateurs, nous vaincrons, et peu importe si nous ne serons plus là pour voir le socialisme triompher, nous ne menons pas ce combat à des fins individuels, mais pour libérer l'humanité du cycle infernal de l'exploitation de l'homme par l'homme, tel est le sens et le seul objectif de notre engagement politique, soyons en digne en y restant fidèle jusqu'au bout.

La lecture rapide du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (160) ne m'a pas convaincu de l'intérêt de mettre en ligne une page de ce journal. Je m'y suis repris à trois fois avant de le décider. Entre la feuille de chou syndicale et la gazette des maires : ça suffit !

J'ai mis en ligne (pdf) cet article sous le titre : *Où va le POI?*

Parole d'internaute.

- "Les mécanismes actuels mènent à la catastrophe générale, chacun le sait. Le pouvoir politique doit retrouver la main en affirmant sa souveraineté et en décidant une re négociation générale des dettes. Les créditeurs et même la Chine comprendront vite qu'il vaut mieux négocier et s'assurer de quelque chose en permettant aux économies de repartir, plutôt que de risquer de tout perdre... " (lemonde.fr 03.08)

Politique

France.

1- Corruption. Woerth l'amnésique.

Trois services de l'Etat avaient averti l'ancien ministre du budget Eric Woerth de la sous-estimation de l'hippodrome de Compiègne, rapporte *Le Canard enchaîné*, documents à l'appui, mardi 2 août. Accusé d'avoir '*bradé*' le domaine à la société des courses de Compiègne pour un montant de 2,5 millions d'euros, Eric Woerth avait pourtant affirmé n'avoir '*jamais connu d'autre évaluation*'.

Les courriers du directeur de l'Office national des forêts, Bernard Gamblin, et du président de la commission pour la transparence des opérations immobilières de l'Etat, Philippe Dumas, avaient déjà été diffusés par l'hebdomadaire. Ces notes, rédigées en juillet 2009 et en mars 2010, précisent notamment que '*la valeur réelle de ces terrains est au moins dix fois supérieure à l'estimation*' faite par les fonctionnaires de France Domaine.

Un troisième courrier de Philippe Parini, directeur général des finances publiques, envoyé le 1er septembre 2009, insiste quant à lui sur le caractère indispensable d'un appel d'offres. Il note également qu'il est '*indispensable de recourir à une expertise privée pour établir la valeur de ce bien*'.

Le Canard enchaîné publie ces documents alors qu'Eric Woerth a annoncé début juillet son intention de déposer une plainte contre le journal pour diffamation. L'ancien ministre reproche en effet au journal satirique d'avoir écrit que l'hippodrome de Compiègne a été vendu '*pour un prix préférentiel et sous-évalué*'. Depuis le début de l'affaire, Eric Woerth affirme en effet n'avoir commis aucune erreur dans ce dossier. '*Si j'avais à refaire ce que j'ai fait sur Compiègne, je le referais immédiatement aujourd'hui*', avait déclaré l'ancien ministre du budget, lors d'une conférence, avant d'ajouter : 'J'ai bien fait et je le referais tel quel.' (lemonde.fr 03.08)

2- Qu'est-ce qui les motive ? Pardi, la gamelle.

La division aux sénatoriales guette aussi l'opposition. Dans le rôle des mécontents prêts à dégainer des listes concurrentes : Jean-Luc Mélenchon et son Parti de gauche (PG). L'ancien sénateur de l'Essonne n'apprécie pas de voir l'union entre socialistes, communistes et écologistes n'offrir aucune place éligible à son parti. «*Il est hors de question que le Parti de gauche disparaisse du Sénat*», tempête Eric Coquerel, secrétaire national du PG.

Sérieusement remontés depuis le printemps, Mélenchon et les siens ont sorti la semaine dernière l'arme de dissuasion massive : présenter une liste concurrente dans la capitale emmenée par Danielle Simonnet, conseillère de Paris. Si elle est exécutée, la manœuvre ferait une victime : Pierre Laurent, rien de moins que le patron du PCF… neuvième sur la liste d'union de la gauche - soit la dernière place éligible si la droite reste divisée en septembre. Il suffit de quelques voix de grands électeurs en faveur d'une éventuelle liste PG, et l'entrée de Laurent au palais du Luxembourg échouerait. Pour des camarades alliés au sein d'un «Front de gauche» pour la présidentielle derrière Mélenchon, la division ferait quelque peu désordre… «*Pour le moment, on en est au stade pédagogique*», prévient Coquerel.

Au PCF, on parle plutôt d'«arme nucléaire». Si le PG est aussi menaçant sur Paris et dans d'autres départements d'Ile-de-France, c'est qu'il s'estime maltraité en Essonne. Dans l'ancien fief socialiste de Jean-Luc Mélenchon, le PG revendique la deuxième place pour sa sortante Marie-Agnès Labarre. Or, emmenée par l'écologiste Jean-Vincent Placé, la liste compte, en numéro 2, une sénatrice PS, Claire-Lise Campion, suivie du communiste Bernard Vera, eux aussi élus en 2004. «*En Essonne, le PCF c'est 250 grands électeurs, et le PG c'est 31, pointe Lydie Benoist, responsable des élections au PCF. Nous n'avons aucun souci avec Marie-Agnès Labarre, mais elle a remplacé Jean-Luc Mélenchon qui lui avait été élu en tant que socialiste ! Sauf à décider que nous aurons un parlementaire en moins, ce qui n'est pas concevable, on ne peut pas laisser cette place.*»

Le PG réclame une «*réouverture des négociations*» jugée pour l'instant inconcevable par ses partenaires. «*Le PG ne peut pas en rester à un simple pouvoir de nuisance, alerte Christophe Borgel au PS. Faire perdre un siège à la gauche, c'est prendre le risque de laisser le Sénat à droite.*» «*Ce sont les forces de gauche qui ont négocié cet accord qui prennent ce risque*», rétorque Coquerel, reprochant au PS, au PCF et à Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) de ne pas avoir associé son parti aux discussions. «*Il n'y a pas eu de demandes particulières*», renvoie Borgel. «*C'est un problème que le Front de gauche doit résoudre, appuie Jean-Vincent Placé à EE-LV, pour qui chacun doit s'occuper de ses satellites. Le PCF doit traiter le PG en tant que partenaire, comme nous le faisons avec le Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter ou le PS avec le PRG.*»«*Ce n'est pas avec le PCF qu'il faut qu'on règle ce problème mais avec toute la gauche !*» défend Coquerel. (libération.fr 02.08)

Satellite of love chantait Lou Reed dans les années 70, pas vraiment le cas ici !

Ces gens-là se détestent royalement rongés par la seule chose qui les intéresse : des postes et les prébendes qui vont avec. Au-delà de la défense du régime en place qu'ils ont en commun, si on cherchait les réels intentions de ces laquais du capital, elles sont exposées ici, et s'ils se bouffent le nez entre eux, c'est parce que les places sont limitées et chères et que chacun estime qu'en retour des services rendus à leurs maîtres il a le droit à sa part du gâteau.

A défaut d'aller bosser, ces parasites préfèrent faire carrière au service de la Ve République, on pourrait les classer au bas de l'échelle dans la catégorie des prostituées, car tout ce qu'ils ont à vendre relève de l'escroquerie.

Economie

France

Ce n'est pas sur le crédit à la consommation qu'il faudra compter pour améliorer la morosité ambiante. Selon les chiffres publiés mardi par la Banque de France, le montant de ces crédits accordés en France sur douze mois ont atteint en juin leur plus bas niveau depuis 2006. Une tendance confirmée par l'étude de l'Association des sociétés financières (ASF), parue le mois dernier. Il en ressort notamment une baisse moyenne de 1,7% de la production de crédit au deuxième trimestre 2011 après quatre trimestres consécutifs de progression (+9,3% au 1er trimestre 2011).

Quant au crédit renouvelable réformé par la loi Lagarde, il poursuit et accélère sa décrue. En 2010, son poids dans la production totale de crédits à la consommation est passé de 40% à 37% puis de 37% à 34% sur le 1er semestre 2011.

Par ailleurs, la consommation en berne de ces derniers mois n'améliore pas la situation. À défaut de renoncer à acheter, les consommateurs français optent pour des produits moins chers et empruntent donc moins. Les financements des biens d'équipements des foyers reculent ainsi de 10,3% au 2e trimestre. Et, pour couronner le tout, le taux moyen sur les crédits remonte progressivement depuis le début de l'année (6,2% en juin). (lefigaro.fr 03.08)

Haut de page

Le 5 août

Je n'ai pas trouvé le temps de traiter les deux derniers courriels que j'ai reçus, on verra cela plus tard. Ce matin je dois encore me rendre au bureau d'immigration et je n'ai pas encore trouvé de quoi me loger.

J'ai mis en ligne le fichier de juillet contenant les articles de presse (9, 24 pages) traitant de l'économie.

Il y a à peine 4 ou 5 ans on hésitait à aborder les questions économiques, parce que nous avions conscience de nos faiblesses dans ce domaine, depuis on s'est employé à essayer de combler cette lacune, et on continue avec la même détermination ! Marx s'était planté sur tout un chapitre du *Capital* qu'Engels a corrigé par la suite, ne prétendant pas rivaliser avec eux, qu'on nous accorde de nous tromper parfois. Cela ne nous gêne pas de l'avouer contrairement à bien d'autres qu'il n'est plus nécessaire de citer. Ce n'est pas de la fausse modestie, il faut bien regarder la réalité en fasse pour se corriger et progresser, sinon c'est impossible.

L'actualité et la lutte des classes nous imposent de consacrer plus de temps à l'économie qu'à l'ethnologie, à la biologie, à l'astrophysique ou aux nanotechnologies par exemple, c'est plus ingrat et moins passionnant, mais on n'a pas le choix ! Passons à l'actualité justement.

Difficile de faire boire un âne qui n'a pas soif dans une version légèrement modifiée pour l'occasion, on ne peut pas forcer la population à consommer quand elle n'en a pas les moyens, quand elle est endettée jusqu'aux dents ou quand elle craint pour son avenir. Autrement dit quand la réalité revient au galop ou s'impose, les rattrape. A force de tirer sur la corde, elle va bien finir par se casser. Leur crise nous inspire ! Sauf le respect, cela va de soi.

Chômage massif, généralisation de la précarité au travail, hausse des salaires nulles ou presque, paupérisation grandissante, endettement massif de la population, insécurité sociale généralisée, le tout pousse à la réduction de la consommation, donc à la baisse de la production qui conduit à une augmentation du chômage, etc. le cycle infernal de la crise qui prépare les conditions d'une gigantesque explosion sociale.

Si elle n'a pas encore eu lieu, c'est le fait de la combinaison d'au moins deux facteurs, la capacité de la majorité des masses exploitées à y faire face, donc l'absence de prise de conscience de la nécessité de rompre avec le capitalisme, et l'absence d'alternative au capitalisme que traduit le manque de confiance des travailleurs dans les partis parlant en leur nom ou l'absence d'un parti révolutionnaire incarnant le socialisme.

La question des appareils, qui servent d'obstacles à la mobilisation des masses contre le régime, se nourrit du premier facteur, le mouvement ouvrier sur le plan syndical n'est pas orienté vers la rupture avec le capitalisme mais s'en accommode, tandis qu'elle conduit à l'impuissance ou dans une impasse sur le plan politique les partis ouvriers incapables de rompre le cordon ombilical avec le PS et ses satellites, ainsi que les institutions. Entre ceux qui prétendent que tout serait possible et ceux qui affirment au contraire que rien n'est possible, les travailleurs ont de quoi être perplexes ! Ce qui est possible, c'est de relier chaque revendication sociale au combat pour l'abolition des privilèges de l'aristocratie financière et des capitalistes en général que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire réalisera une fois abattues les institutions de la Ve République.

La crise, la dette, les bas salaires, l'exploitation, le chômage, les attaques incessantes contre l'école, l'hôpital, etc sont les conséquences des privilèges que le système octroie aux capitalistes, privilèges qui remontent jusqu'aux fondements de ce

système économique, sans lesquels il ne pourrait pas fonctionner ou survivre. Par ailleurs, ce sont ceux qui profitent de ces privilèges et leurs représentants qui justifient ou légitiment leur existence, d'où la nécessité politique de mettre un terme à leur capacité de nuisance, donc de rompre avec les institutions de la Ve République et ses partis dans un premier temps, dans la perspective de les liquider par la suite.

La dette de l'Etat correspond aux intérêts sur emprunts (obligations) versés aux marchés financiers au cours des dernières décennies, à des prêts consentis à des banquiers et des industriels, aux cotisations sociales versées par l'Etat à la place des patrons, à la réduction de l'impôt sur les bénéfices des entreprises par le biais de mécanismes les conduisant à ne plus payer d'impôts ou presque, donc en aucun cas cette dette ne peut être imputée aux travailleurs, elle est de la seule responsabilité de l'Etat qui représente les intérêts de la classe des capitalistes. C'est facile à expliquer et à comprendre.

C'est l'Etat (ses institutions, ses partis, ses représentants) qui a accepté de se soumettre à la BCE, c'est l'Etat qui a accepté de se soumettre à la loi des marchés financiers, c'est donc en direction et contre l'Etat que nous devons concentrernotre combat. En développant cette orientation politique, la question du gouvernement ouvrier révolutionnaire, de l'Etat ouvrier qu'il va nous falloir construire coule de source ou n'est plus qu'une formalitée.

Pour un militant la difficulté est de faire le lien entre les revendications sociales, le fonctionnement du capitalisme, la question de l'Etat et celle du gouvernement ouvrier qui inclut celle du parti. La crise aplanit cette difficulté dans la mesure où le régime apparaît de jour en jour tel qu'il est réellement, permettant ainsi à un plus grand nombre d'en prendre conscience à des degrés divers.

Si maintenant on n'est pas capable de faire ce lien ou qu'on s'y refuse, cela revient à analyser un processus en s'arrêtant en cours de route, une telle analyse ne peut être que d'aucune utilité aux travailleurs, chacun en tirera les conclusions qu'il veut ou qui correspondent à sa situation personnelle, sans que l'on puisse évoquer une élévation de leur niveau de compréhension du fonctionnement du capitalisme et ses institutions, bref, on n'aura pas avancé d'un pouce.

Politique

France

Après avoir deux fois reporté sa décision, la Commission des requêtes de la CJR (Cour de justice de la République) a annoncé jeudi, par la voix de son président Gérard Palisse, qu'elle émettait "*un avis favorable à une mesure d'instruction concernant Mme Lagarde*". Un avis immédiatement transmis au parquet général de la Cour de cassation.

Ce dernier, tenu de suivre l'avis, a précisé que les chefs retenus par la Commission des requêtes de la CJR étaient ceux de complicité de faux et de complicité de détournement de biens publics.

Au cours de l'arbitrage Tapie/Crédit Lyonnais, "*il y a modification des termes d'un document à deux stades de la procédure", explique-t-on au parquet général, qui y voit là "une anomalie de nature à constituer un faux*".

Ces deux chefs sont plus graves que celui d'abus d'autorité qui avait été retenu par l'ex-procureur général de la Cour de cassation, Jean-Louis Nadal, aujourd'hui à la retraite, lorsqu'il avait saisi la CJR le 10 mai. La complicité de détournement de biens publics est passible de dix ans de prison.

Par ailleurs, "*quelqu'un a bénéficié de fonds publics qu'il n'aurait pas dû obtenir*", ajoute-t-on de même source, en évoquant les "*centaines de millions d'euros*" perçus par Bernard Tapie.

Cécile Petit, qui fait fonction de procureure générale à la Cour de cassation, va saisir "*dans les prochains jours*" la commission d'instruction. Au cours de cette information judiciaire pour complicité de faux et complicité de détournement de biens publics, Christine Lagarde, actuellement directrice générale du FMI (Fonds monétaire international), ne pourra être entendue qu'en tant que témoin assisté ou mise en examen.

En octobre 2007, Christine Lagarde, alors ministre de l'Economie, avait accepté un recours à l'arbitrage dans le litige opposant Bernard Tapie au Consortium de réalisation (CDR), chargé de liquider le passif du Crédit Lyonnais, au sujet de la vente d'Adidas en 1994 par la banque.

Le 7 juillet 2008, trois juges arbitres, dont l'un a vu ensuite son impartialité mise en cause, avaient accordé à Bernard Tapie près de 400 millions d'euros (285 millions d'euros dont 45 pour préjudice moral, auxquels s'ajoutent les intérêts de retard).

Pour M. Nadal, le CDR, structure privée mais filiale de l'Etablissement public de financement et de restructuration (EPFR), ne pouvait pas recourir à l'arbitrage, le Code civil interdisant le recours à un tribunal arbitral pour les structures publiques. (AP 04.08)

Espagne

La police anti-émeutes espagnole a interdit, jeudi 4 août, pour la troisième journée d'affilée, l'accès à la place de la Puerta del Sol à Madrid pour empêcher les protestataires de s'y réinstaller. La police avait évacué, mardi à l'aube, le campement emblématique des 'indignés' de la Puerta del Sol, où était né, le 15 mai, le mouvement de protestation contre les effets de la crise et la politique du gouvernement socialiste.

Des policiers munis de boucliers étaient alignées en rangs derrière des barrières dans les rues menant à la place pour en bloquer l'accès. La station de métro de la place, la plus fréquentée de la ville, a été fermée pendant plusieurs heures, de même que l'arrêt d'un train de banlieue.

Environ deux cents manifestants se sont rassemblés, jeudi en fin de journée, face aux policiers en scandant '*Honte, honte*' ou '*Jamais le peuple uni ne sera vaincu*'. Ils se sont ensuite dirigés vers le centre-ville et ont bloqué plusieurs fois la circulation en s'asseyant au milieu de la rue. (lemonde.fr 04.08)

Social

Somalie

Plus de 29.000 enfants de moins de cinq ans sont morts à cause de la famine provoquée par la sécheresse en Somalie, a affirmé Nancy Lindborg, une responsable de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

D'après l'ONU, 640.000 enfants somaliens sont extrêmement mal nourris, ce qui laisse penser que le nombre d'enfants en bas âge qui vont mourir va augmenter. (AP 04.08)

Economie

La Bourse ou la vie

La Bourse de New York a fini en baisse de 4,31%, le S&P-500, plus large, a perdu 4,78%, sa plus mauvaise performance sur une séance depuis le 10 février 2009, et le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 5,08%.

L'indice de la volatilité, parfois surnommé indice de la peur, a bondi de 35,41%.

L'indice CAC 40 a clôturé en chute de 3,9%, son plus bas niveau depuis le 25 mai 2010.

Les Bourses de Londres et Francfort ont toutes les deux perdu 3,43%, tandis que l'indice paneuropéen Eurostoxx 50 (-3,32%) est tombé à son plus bas niveau depuis juillet 2009.

La Bourse d'Athènes (-1,35%) retrouve ses niveaux d'il y a 14 ans et la place de Lisbonne (-3,26%) ceux d'avril 2009. Milan - 3,21%, Ruzich - 3,61%, Amsterdam -3,17%, Bruxelles - 2.94%

Depuis le début de la semaine, les marchés d'actions européens ont perdu environ 290 milliards d'euros de leur valeur, soit deux tiers des 440 milliards dévolus au Fonds européen de stabilité financière (FESF).

Or

Du côté des métaux, l'once d'or a touché un nouveau plus historique à 1.677,90 dollars. (Reuters 04.08)

Pétrole

Les prix du pétrole ont fortement chuté jeudi 4 août à New York, plombés par les craintes pour la santé de l'économie mondiale et donc pour la demande d'or noir. Le baril a clôturé à son plus faible niveau depuis le 18 février, chutant de 5,8 %.

Les signes de ralentissement de l'économie américaine, premier pays consommateur d'or noir au monde, font craindre aux marchés un ralentissement de la demande mondiale de pétrole.

'Il est difficile de s'accrocher aux marchés du pétrole si l'on estime qu'il n'y a pas de croissance', a noté Rich Ilczyszyn, de MF Global. (lemonde.fr et Reuters 04.08)

BCE

"*Il y a deux points importants dans le discours de Jean-Claude Trichet qui sont assez contradictoires: la volonté de maîtriser l'inflation, ce qui signifie à terme un nouveau relèvement des taux; et l'injection de possibles liquidités à travers le rachat d'obligations*", indique Alexandre Baradez, analyste marchés chez Saxo Banque.

Si la partie du discours de Jean-Claude Trichet sur les rachats d'obligations était attendue par le marché, permettant aux indices d'effacer alors une partie de leurs pertes, le discours sur l'inflation n'est pas nécessairement ce qui est le plus approprié dans le contexte actuel, explique Alexandre Baradez.

"*L'inflation ronge la dette et une hausse des taux ne serait pas très adaptée alors que leur niveau est déjà élevé en Europe. On voit d'ailleurs que l'on ne se pose pas cette question aux Etats-Unis*", souligne-t-il. (Reuters 04.08)

La BCE n'a pas réussi, jeudi 4 août, à calmer les marchés. La Banque centrale européenne va pourtant prolonger sa politique de liquidités « accommodante », et son programme de rachats d'obligations publiques des pays en difficultés de la zone euro n'est « *pas en sommeil* », a indiqué Jean-Claude Trichet. L'ampleur de l'intervention ne sera connue que lundi au plus tôt, la BCE ne communiquant qu'une fois par semaine à ce sujet.

Jusqu'ici la BCE n'a jamais acheté d'emprunts d'Etat des deux pays récemment en difficulté, Espagne et Italie, même si des hypothèses d'opération sur des titres italiens agitaient les marchés, jeudi après-midi. On sait seulement que, depuis mai 2010, la BCE a acquis des titres portugais, irlandais et grecs pour un total de 75 milliards d'euros environ.

La Banque centrale européenne va donc en outre lancer une opération exceptionnelle de refinancement sur six mois dès 9 août, en réaction aux «*tensions renouvelées sur certains marchés de la zone euro*», a annoncé son président. L'allocation illimitée de crédits aux banques, à taux fixe et sur des périodes allant jusqu'à trois mois, est quant à elle prolongée d'un trimestre, jusqu'à janvier 2012, a ajouté Jean-Claude Trichet. « *Des données récentes indiquent une certaine décélération dans le rythme de la croissance* », a-t-il par ailleurs relevé, mais les risques pour l'économie restent « *équilibrés dans l'ensemble*», a-t-il estimé. (Les Echos 04.08)

«*Les investisseurs paniquent, ils ont perdu tous leurs repères*», explique Djillali Hacid, analyste technique chez XTB France. Comme sur les marchés d'actions, les opérateurs ne semblent pas convaincus par les différents plan de sauvetage destinés à sécuriser les dettes souveraines, en Europe et aux États-Unis. «*Pour les investisseurs, il n'y a pas d'issue pour ces problèmes de dettes. Ce qui est proposé est du rafistolage qui ne rassure pas et qui ne semble pas en mesure d'éviter la contagion*», assure l'analyste. (lefigaro.fr 04.08)

Commission européenne

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, a plaidé jeudi pour une réévaluation des mécanismes de soutien européen, y compris de la taille du Fonds, dans un courrier daté de mercredi adressé aux dirigeants de l'Union européenne. (Les Echos 04.08)

Italie

La justice italienne a annoncé jeudi enquêter sur les agences de notation Standard & Poor's et Moody's, à la suite de plaintes d'organisations de consommateurs concernant d'importantes fluctuations sur les marchés financiers.

Des perquisitions ont eu lieu dans des bureaux en Italie des deux agences. Certaines de leurs notes et commentaires équivalaient à mettre l'Italie en "*faillite*" avant même que le gouvernement puisse agir et "alors que les marchés étaient ouverts", a déclaré le procureur Carlo Maria Capristo. (AP 04.08)

Etats-Unis

Une barre symbolique est franchie. Le Trésor des Etats-Unis a indiqué aujourd'hui avoir fait passer la dette publique au-delà du seuil de 100% du produit intérieur brut, dès le relèvement mardi par le Congrès du plafond de la dette. Les chiffres publiés mercredi confirment ce que disait l'exécutif depuis plusieurs mois: au soir du 2 août, le Trésor aurait été pratiquement à sec de liquidités s'il avait dû continuer avec le même plafond de la dette.

Selon le point quotidien sur les finances publiques publié par le ministère, la dette de l'Etat fédéral à la date de mardi a grimpé de plus de 238 milliards de dollars en une journée, pour atteindre 14.580,7 milliards de dollars et dépasser le PIB de 2010 (14.526,5 milliards).

La dette de l'Etat fédéral a dépassé 10.000 milliards de dollars en septembre 2008, 12.000 milliards en novembre 2009, et 14.000 milliards en décembre 2010.

Les Etats-Unis rejoignent le groupe des quelques pays dont la dette publique est supérieure au PIB, qui compte selon les données du Fonds monétaire international le Japon (229%), la Grèce (152%) ou encore la Jamaïque (137%). (lefigaro.fr 04.08)

Japon

Les autorités japonaises sont intervenues jeudi sur le marché des devises pour freiner la progression du yen qui fragilise la reprise de l'économie nipponne après le séisme et le tsunami du mois de mars.

Le ministre japonais des Finances, Yoshihiko Noda, a indiqué que le Japon avait prévenu ses partenaires mais qu'il était intervenu de façon unilatérale pour mettre un terme à des mouvements spéculatifs sur les changes.

Au cours du mois écoulé, la devise japonaise s'était appréciée de près de 5% face au billet vert, flirtant lundi avec son niveau record et pénalisant dangereusement les exportations japonaises.

L'intervention japonaise survient au lendemain de l'initiative prise par la Banque centrale suisse pour contrer ce qu'elle considère comme une "*surévaluation extrême*" du franc suisse. (Reuters 04.08)

Haut de page

Le 6 août

Ceux que la polémique effraie peuvent aller voir ailleurs, la causerie d'aujourd'hui n'est pas destinée aux âmes sensibles ou aux esprits faibles farcies de vérités toutes faites, je préfère prendre les devants et vous prévenir.

Rappelons que nul n'est obligé de se connecter sur ce site, et nul n'est obligé de partager les idées de son auteur, encore moins de lui faire confiance aveuglément. Ce site s'adresse uniquement à des militants et des travailleurs qui entendent réfléchir librement et se forger leurs propres convictions. La seule devise qui nous guide : *l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*, ce qui inclut l'émancipation intellectuel des dogmes et des sectes.

En guise de réponse au crétin qui m'a envoyé un courriel que je n'ai pas ouvert, mais dont le titre était prometteur (Ah les Indiens!), j'ai mis en ligne un article sur la corruption en Inde, corruption sous forme sonnante et trébuchante mais pas seulement, corruption qui touche l'éducation, les idées, les valeurs, les principes, tous les rapports dans la société au point de la rendre détestable, invivables, j'en fais l'expérience quotidiennement depuis de nombreuses années et je peux affirmer qu'elle concerne la totalité des classes de la société. C'est tellement ancré dans la mentalité de la population qu'il est naturel par exemple de mentir effrontément, de manquer de respect envers les autres indistinctement, d'essayer de tirer profit ou tromper son semblable ou plus faible que soi, toutes les occasions sont bonnes à prendre, y compris vis-à-vis de la personne qui partage votre vie, vos enfants, votre famille, vos voisins, vos collègues de travail, etc. bref, un seul mot d'ordre : ma gueule avant tout, tout le reste passe après, n'a pas aucune importance ou n'existe pas, la loi de la jungle quoi !

Ce serait un crime d'affirmer qu'un brave fonctionnaire profite de sa situation pour extorquer de l'argent à plus pauvre que lui, car voyez-vous pour un certain nombre d'intellectuels et de militants à l'esprit sclérosé ou corrompu -sans doute eux-mêmes fonctionnaires de leur état, un petit fonctionnaire a des excuses, on ne doit pas le critiquer, allez donc raconter cela au pauvre type à qui il soutire du fric sans se demander s'il a les moyens de nourrir correctement ses enfants, alors que les fonctionnaires forment le gros des troupes de la classe moyenne en Inde.

Désolé de prendre la défense du plus pauvre, du plus faible, pas pour le monter contre les fonctionnaires corrompus, mais contre l'Etat et les classes dominantes.

Quand maintenant vous êtes vous-même confronté à ce genre de situations, c'est-à-dire quotidiennement en Inde, ce serait un crime de défendre vos propres intérêts, vous devriez non seulement accepter de vous faire escroquer, vous devriez remercier celui qui vous a ainsi soulager par un procédé malhonnête pour ne pas être en contradiction avec vos idées, pour un peu on devrait l'encourager et se laisser dépouiller, voilà ce que préconisent nos valeureux intellectuels à l'esprit borné ou ignorants.

Contrairement à eux j'ai la conscience parfaitement tranquille, car lorsque je prends à partie un de mes semblables je n'en fais jamais une affaire personnelle, je n'ai aucun effort à faire pour situer mes propos ou mes actes dans une perpective générale ; ce n'est pas parce que les classes dominantes se conduisent comme des vauriens qu'il serait justifié de les imiter, sinon on finit par

vivre dans une société infernale, il suffit de faire référence aux rapports qui existent déjà en Inde pour que notre interlocuteur le comprenne très bien.

Quel crime y aurait-il à conseiller aux gens de faire preuve d'un minimum d'honnêteté, pour leur propre bien-être et celui de leur entourage, car mes propos se limitent à cela en réalité ? Je partage leur vie, je ne vis pas dans une bulle entourée de "Blancs" ou de privilégiés, s'ils estiment qu'ils ont le droit de vouloir me tromper ou de me voler, j'ai de mon côté le droit de résister et de refuser de marcher dans cette combine pourrie. Je termine toujours cette démonstration en leur expliquant que si leur pays ne se développe pas, c'est avant tout parce qu'il est rongé par la corruption, à commencer par l'Etat, les classes dominantes et leurs partis politiques, car finalement mes intentions comme mon discours demeurent toujours sur le terrain de la lutte des classes, même quand je défends mes intérêts individuels, je ferais mieux de dire, au détriment de mes intérêts personnels, puisque ce n'est pas parce je tiens ce genre de discours à un Indien qu'il change pour autant de comportement envers moi, s'il y a une victime ou un pigeon dans cette affaire à l'arrivée, c'est bien moi, ce dont j'ai conscience sans en faire un drame personnel.

Je m'en tiens au rôle du militant qui essaie d'éduquer les masses tout en devant bien défendre sa peau, ici des masses complètement arriérées, profondément malheureuses, croulant sous d'inombrables difficultés de leur naissance à leur mort.

Vous aurez remarqué qu'à aucun moment je n'ai prétendu que ma vie valait mieux que la leur sous prétexte d'avoir un niveau de conscience politique supérieur, s'il ne s'agissait pas de moi je dirais que c'est une erreur politique, faut-il encore admettre que mon activité présente un intérêt pour notre cause, ce que je pense mais que je ne me permettrai pas d'affirmer, je laisse le soin aux militants d'en juger. Ma démarche est totalement désintéressée, ce que certains ne parviennent apparemment pas à comprendre, comme quoi ils ont été formés à mauvaise école.

Cela en fait chier plus d'un au POI que je me permette de critiquer la classe à laquelle j'appartiens, voyez-vous ces procureurs généraux vont jusqu'à s'arroger le droit de me refuser cette légitimité. Qui sont-ils? Pour qui se prennent-ils, peut-être qu'ils ne se sentent pas vraiment à l'aise pour se permettre de critiquer des ouvriers parce qu'ils auraient un problème à régler avec leur conscience ou ils se sentent étrangers à cette classe au nom de laquelle ils osent pourtant s'exprimer. On ne peut rien pour eux, qu'ils consultent un psychothérapeute ou revoient leur conception de la lutte des classes.

On ne peut pas plaire à tout le monde comme l'on dit, ce n'est pas l'objet de mon engagement politique. Je me contente des messages d'encouragement que m'adressent régulièrement des militants de différents partis, y compris du POI, du CCI plus précisément, leurs témoignages valent plus que toutes les accusations que peuvent porter contre moi des militants déjà morts politiquement.

Je vous mets des adresses d'articles qu'un camarade (ex-POI-CCI) m'a adressées récemment.

A propos de Schivardi :

http://fr.novopress.info/92005/je-suis-un-homme-en-colere-entretien-avec-gerard-schivardi-audio/

http://www.ndf.fr/la-une/21-07-2011/gerard-schivardi-je-defends-ma-population-cest-ma-famille

http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=24299&returnto=accueil/main&artyd=2

A propos du PT d'Algérie :

http://www.tsa-algerie.com/diplomatie/les-messages-de-jean-francois-cope-aux-dirigeants-algeriens_16486.html

http://www.djazairess.com/fr/elwatan/147055

http://www.leaders.com.tn/article/les-incidents-qui-ont-precede-la-tenue-du-meeting-du-pcot-a-la-cite-ettadhamoun-la-version-du-ministere-de-l-interieur?id=5702

http://iferhounen.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/07/02/algerie-louizahannoune-representant-personnel-du-president-d.html

A propos de l'AJR. (un courriel interne de l'AJR, l'organisation de jeunesse du POI) :

TRÈS IMPORTANT : MODIFICATION DU LIEU DU CAMP D'ÉTÉ DE L'AJR :

Camarades,

Ces dernières semaines, une importante campagne de presse, qui va en s'accroissant, entoure Gérard Schivardi, dirigeant du Parti ouvrier indépendant (POI), et maire de Mailhac, lieu où devait se tenir le camp de l'AJR.

Cette campagne de presse relais des propos prêtés à Gérard Schivardi que l'AJR ne peut cautionner, bien qu'il existe dans cette opération médiatique sans aucun doute une part importante de manipulation pour contrer la politique menée par le POI et l'AJR. Quoiqu'il en soit, tous les ingrédients sont réunis pour qu'une provocation éclate contre Gérard Schivardi, et en fait derrière lui le POI et l'AJR, et ce dans les prochaines semaines.

Dans ces conditions, il apparaît que nous ne sommes plus en mesure de tenir notre camp d'été à Mailhac, pour des raisons de sécurité sur place, mais également pour se préserver au maximum des provocations qui ne manqueront pas de venir. Déjà, des camarades AJR ont fait état de provocations de la part de petits groupes d'extrême-droite. Pour l'instant marginal, ceci pourrait se multiplier, et ce d'autant plus si nous restions à Mailhac. Nous voulons éviter de donner du grain à moudre à nos ennemis, qui n'en demandent pas tant pour nous calomnier.

Comme il n'est absolument pas question d'annuler le camp de l'AJR lui-même, nous travaillons actuellement à chercher un nouveau lieu pour l'organiser. Celui-ci ne se trouvera de toute façon pas dans la même région que Mailhac, mais probablement plus proche de la région parisienne. C'est pourquoi nous demandons :

- à tous ceux qui avaient d'ores et déjà pris des billets de train pour Narbonne, de nous prévenir, afin que les frais éventuels d'annulation soient pris en charge ;

- à tous ceux qui se sont inscrits de confirmer que la modification du lieu (qui ne modifierait pas les jours et les heures auxquels il se tiendra) n'empêche pas leur participation.

Nous vous tiendrons au courant au plus vite dès que nous aurons avancé dans nos recherches. Pour toute question à ce sujet, n'hésitez surtout pas.

Amitiés révolutionnaires,

La permanence nationale de l'AJR

Si l'on comprend bien, Schivardi ferait mieux de la fermer ! Il parle trop, dommage, car il ne dit pas que des conneries loin de là, par exemple à propos de l'euro, on partage apparemment la même position qui n'est pas celle des dirigeants du courant communiste internationaliste qui dirigent de fait le POI. Eux ils veulent rompre avec l'euro, alors que Schivardi veut conserver cette monnaie pour les transactions internationales à côté du franc comme monnaie intérieure. Comme ils ne le supportent pas, vont-ils le traduire devant une commission de discipline ou vont-ils le forcer à se livrer à une séance d'auto-critique pour expier ses horribles crimes ?

C'est qu'ils ont une conception de la démocratie bien particulière, généralement quand les militants s'en aperçoivent, c'est qu'il est trop tard. La même punition vaut pour les cadres ou dirigeants qui voudraient prendre leur distance avec l'appareil ou développeraient soudainement un esprit critique. Il leur sera reproché d'avoir été les complices de ce qu'ils dénoncent un peut tardivement et seront balayés. Car ce qu'il faut comprendre, c'est qu'en ayant couvert la politique opportuniste de leur direction ou ses méthodes antidémocratiques pendant parfois des décennies, ils ont commis une erreur fatale, ils ont mis le doigt dans l'engrenage qui va finalement les broyer.

La technique est classique : ce ne sont pas eux mais les dirigeants qui détiennent le pouvoir dans leur parti, et ces derniers ne vont pas s'accuser eux-mêmes, comme rien ne les arrête ils pourraient porter les mêmes griefs envers ces militants, cadres ou dirigeants qu'on pourrait leur reprocher à eux-mêmes, mais ils s'en garderont bien, non, ils les vireront pour avoir eu cette faiblesse, il leur sera reproché d'avoir camouflé leur opposition à la politique impulsée par leur direction, d'avoir manqué de loyauté envers leur parti, et qui sait peut-être pire encore, il ne restera plus ensuite qu'à les jeter en patûre à la meute inconsciente des militants qui sanctionneront leur exclusion, avec l'expérience qu'ils ont acquise dans ce domaine, ils peuvent faire virer un dirigeant pour ainsi dire sans mettre la main à la pâte, il leur aura suffi d'initialiser le processus et de le piloter de près pour que leur objectif soit atteint. La méthode est bien rodée.

Il n'y a pas que dans un parti que cette méthode existe, dans les entreprises ou dans des rapports avec des gens malhonnêtes à l'esprit tordu ou qui ne tiennent pas à ce qu'on révèle leurs véritables intentions ou leurs propres faiblesses. J'ai vu des employés imiter leur patron ou leurs chefs sans qu'ils leur disent quoi que ce soit jusqu'au jour où ils ont saisi ce prétexte pour les virer ou les forcer à démissionner, ces employés sont tombés des nus, "je croyais que c'était autorisé...", grave erreur, mais il était trop tard quand ils comprirent ce qui leur arrivait.

C'est la même chose qui se produit dans un pays régit par des lois sans rapports avec le développement économique de la société, en principe vous devriez respecter un tas de règles mais vous êtes trop pauvre pour cela, et puis personne ou presque ne

les respecte, c'est l'anarchie tout le monde s'en fout, pardons, c'est la démocratie paraît-il, les gardes-chiourmes du régime ferment les yeux car ils devraient verbaliser à tour de bras et ils n'en ont que deux, croisés la plupart du temps pour ne pas les perdre ou se donner de la contenance au choix, mais si par malheur vous osez leur tenir tête ou que vous avez une tête qui ne leur revient pas, ils vous récitent vos droits et vous rappellent à vos devoirs et vous n'avez plus qu'à la fermer, vous pouvez invoquer leur laxisme pour vous défendre, rien n'y fait, ils ont le droit ou le pouvoir de leur côté, je vous en parle par expérience puisque c'est le cas en Inde.

L'éclairage des voitures de police est souvent défectueux, un phare seulement fonctionne ou il n'y a pas du tout de lumière à l'arrière de leur véhicule, peu importe, la plupart des véhicules à moteur en circulation présentent aussi ce genre d'anomalies, peu importe aussi, ils passent devant un commissariat ou un policier en faction dans la rue sans problème, mais si par malheur un tel véhicule est mêlé à un accident après la tombée de la nuit, crac la législation se rappellera au bon souvenir de son conducteur qui risquera gros ! C'est injuste, oui, c'est la loterie, il ne faut pas tirer le mauvais numéro ou être au mauvais moment au mauvais endroit, comme il est injuste de reprocher aux autres de faire quelque chose que l'on fait soi-même, absolument, et nous avons honneur des injustices.

Schivardi dit librement ce qu'il pense, c'est tout à son honneur, le déshonneur retombe sur ceux qui ne le supportent pas dans leur parti, en le recrutant et en en faisant leur égérie, leur porte-parole, ils savaient parfaitement à qui ils avaient à faire et ce qu'ils faisaient, qu'ils assument leur responsabilité s'ils en sont capables.

Les dirigeants du POI prennent des libertés avec la vérité, les faits, l'histoire de la lutte des classes comme il nous est arrivé de le signaler à plusieurs reprises, ils sont donc bien mal placés pour reprocher quoi que ce soit à leurs militants. Quand on s'y entend pour donner des leçons aux autres, on commence par balayer devant sa porte. En fait, ce qui leur arrive ici n'est que le produit de leur propre comportement.

Parole d'internaute

Tous les commentaires qui suivent ont été postés hier à la suite d'un article de l'agence Reuters sur la chute des Bourses en Europe et un autre du Figaro d'hier.

Si vous les lisez attentivement vous constaterez que de plus en plus de travailleurs s'interroge sur l'origine de la crise dont ils font les frais, et ce qui est intéressant, c'est qu'ils n'hésitent pas à revenir sur le passé et à remettre en cause les interprétations des faits qui leur avaient été donnés officiellement et qu'ils avaient crues à cette époque.

Vous souvenez-vous que j'ai écrit à plusieurs reprises que rien ne justifiait de brader nos principes et notre programme ou de les conserver au fond d'un placard, qu'il ne fallait pas craindre de faire la propagande pour le socialisme, mieux, que rien ne justifiait l'abandon de la construction d'un parti révolutionnaire sur le modèle du parti bolchevik car ce serait ce type de parti dont nous aurons absolument besoin pour vaincre, les commentaires qui suivent le confirme, certes avec des illusions ou en partie inconsciemment, les masses cherchent à tâtons la voie pour en finir avec le capitalisme.

Voilà un démenti cinglant adressé aux aventuriers qui dirigent le POI qu'aucun militant ne pourra nier, et ce n'est qu'un début, ceux qui ont suivi aveuglément leurs dirigeants n'ont pas fini de de s'apercevoir qu'on les a trompés ou qu'ils se sont gravement fourvoyés pendant parfois de longues années, des décennies. Comme disait le groupe Trust dans une chanson, "le temps perdu qu'on ne rattrape plus", cependant rien n'est joué et une réaction salutaire de leur part serait la bienvenue, salutaire pour notre cause commune, si c'est encore possible.

Cela s'adresse également aux militants révolutionnaires du NPA, de LO et pourquoi pas du PCF et de tous les groupes de militants issus de ces partis : rassemblez-vous, constituez un authentique parti communiste avec autant de tendances qu'il faudra, constituez des organismes de lutte de classe pour accueillir tous les travailleurs et militants qui ne sont pas encore gagner par le souffle de la révolution mais qui entendent remettre en cause les fondements du capitalisme et les institutions, une fois cette dynamique lancée le mouvement ouvrier et son avant-garde se remettront rapidement en ordre de bataille sur une orientation politique correcte pour affronter le capital.

Lisez bien ces commentaires, que disent-ils : et si on nous avait menti sur toute la ligne, et si on avait été "manipulés" (au pluriel on ayant le sens de nous) ou on s'était laissé manipuler ? (laissé invariable quand il est suivi par un verbe à l'infinitif) A l'issue de leur réflexion qui s'approffondit et mûrit, se nourrit de la crise, ils en arriveront au constat qu'il existe bien une alternative au capitalisme : le socialisme ! Ce serait dramatique qu'à ce moment-là ils ne puissent pas se tourner vers un parti qui incarne la révolution et le socialisme parce qu'il n'existe pas.

A l'heure actuelle aucun parti n'incarne ces objectifs politiques, tous ceux qui existent se sont trop fourvoyés dans le passé pour inspirer confiance à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et aux travailleurs en général, aucun parti ne sera en mesure de les regrouper, on a voulu croire le contraire trop longtemps, en vain, il nous faut un nouveau parti expurgé de ces éléments corrompus par le capital, liés aux institutions ou aux appareils, un parti irréprochable, honnête ou sans tâches, dont l'activité doit être subordonnée à l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, un parti dont le programme ne serait

rien d'autre que le programme de la révolution socialiste mondiale et le drapeau celui de la Commune de Paris et de la révolution russe d'octobre 1917.

Dans l'immédiat on peut se saisir de la dette (et ses conséquences) pour dresser les travailleurs contre l'Etat, ensuite poser la question du pouvoir, du gouvernement ouvrier et du parti coule de source ou devient naturel, s'impose logiquement, dialectiquement. Certes on n'a pas encore les forces nécessaires pour les entraîner concrètement dans cette voie et on ne leur cachera pas, mais en leur proposant cette perspective et ces objectifs politiques, on précise les outils à construire pour réunir les conditions qui permettront de les atteindre, dont le parti et un réseau de comités politiques et populaires à construire à travers tout le pays pour appeler les masses exploitées à la résistance et à la mobilisation générale.

Je viens d'expliquer cela très simplement à mon épouse Magueswary qui n'a aucune expérience politique, les gens ont identifié le socialisme au stalinisme, par erreur, faiblesse ou manque de discernement, je lui ai demandé si elle avait compris, elle m'a répondu oui en ajoutant que c'était toujours ainsi que les choses se passaient, la vérité est révolutionnaire !

1- "Tout cela n'est que profits au bénéfice que des riches. Et pourquoi ne pas annuler la dette de tous les pays. On repart à zero.L'argent ne devrait qu'etre un moyen pratique d'échanges."

2- "L'heure est grave le monde est en crise ! Les gouvernement maquillent tout !

Les pays de l'Europe (et même le monde) est dans le rouge comme depuis longtemps et c'est la faute des gouvernement qui n'ont pas prient les mesures contre.

Ce qui me fait rire c'est que les pays "riches" de l'Europe se réunissent pour aider les pays "pauvres" de l'Europe alors qu'on est tous dans le même panier !

Quand on sera dans le cas de la Grèce qui va nous aider !? La mère Michel et le père Lustucru !?

"Nous nous sommes battu en mai 68, vous devrez vous battre pour garder ses acquis" c'est ce que disait les revolutionaires mais nous nous sommes pas battu depuis, donc le gouvernement nous reprend tout !

Des hommes comme Coluche et M.Balavoine disaient la vérité sur cette politique et ils ne sont plus de ce monde ! Et personne est là pour les remplacer ?

C'est pas en restant chez soi en écrivant des commentaires que cela changera ! Il faut faire pression sur le gouvernement avec une révolution ! Et ne pas attendre qu'il s'écroule !"

3- "Jusqu'à quel degré d'impudence ou d'hypocrisie un homme tolère-t-il le mépris dont il est accablé ? La question devrait se poser à ces représentants du peuple qui, n'ayant jamais représenté qu'eux-mêmes, ne représentent plus aujourd'hui que les intérêts des multinationales, dont ils sont les hochets, fièrement ou piètrement agités, de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'hémicycle.

La même question s'adresse à ceux qui les élisent, à ces citoyens graduellement dépouillés des acquis sociaux au bénéfice d'une économie qui pressure le vivant, en soutire un lisier financier et le deverse dans les égouts de la spéculation boursière: « Jusqu'à quel degré de résignation et d'avilissement allons-nous tolérer d'être spoliés du droit à la santé, à l'éducation, au logement, à une alimentation naturelle, à la retraite ? »

C'est à nous de briser la mainmise des agioteurs sur l'enseignement, sur la santé, sur l'alimentation, la sécurité, le logement, la culture, le textile, la métallurgie, les services publics et les prestations sociales d'entraide et de solidarité. Et cette emprise, nous ne l'anéantirons pas si nous ne proclamons pas: Ces biens n'appartiennent ni aux intérêts privés ni à l'état qui les leur solde, ils sont à nous, nous les avons acquis par nos luttes, par notre travail, par les taxes et impôts que nous payons, et par dessus tout, par l'usage humain que nous prétendons en faire. Puisque la gestion des gouvernants consiste à les envoyer à la casse au nom des économies budgétaires cotées (de plus en plus mal) en bourse, nous allons les gérer nous-mêmes. C'est cela l'autogestion."

4- "C'est l'implosion du système libéral . Un système qui ne tient pas compte de l'élément Humain est voué a l'échec ! A ce rythme, le monde sera bientôt géré par une poignée d'individus ! et l'Etre Humain deviendra un numéro pas plus!"

5- "Une seule chose.

La puissance économique et sociale de l'Europe a été vendue aux financiers par la faute très grave de certains dirigeants européens, français y compris et c'est même pas la peine de citer de noms. Alors que l'Europe devait être avec l'euro, un monde de stabilité et de prospérité, c'est tout l'inverse qui s'est produit. Les tergiversations boursières ne sont rien en comparaison de la souffrance de plus en plus grande des populations. Nous n'entendons plus que "satisfaire les marchés" Or, les marchés

détruisent tout. Alors quand vous aurez compris ça une fois pour toutes, ce sera déjà bien.

Et pour la France, rien ne va s'arranger. 40 milliards d'euros de déficit commercial pour le premier semestre 2011. Pourquoi ? Parce qu'à force de délocaliser pour faire plaisir aux marchés, on ne fabrique plus rien de bon dans ce pays. Alors il faut que tout cela cesse. Et c'est à nous qu'il revient le devoir d'expliquer à nos dirigeants actuels que nous avons compris leur petit manège et que maintenant, c'est terminé ! Ou bien ce pays bouge une fois pour toutes, ou bien ce sera la misère. Et pour très longtemps."

6- " Au vu des commentaires que je découvre au jour le jour, j'en arrive à penser que nous devrions faire un retour en arrière, jusqu'aux" années de plomb" et demander la réhabilitation des membres de "la bande à Baader", des "brigades rouges", et"action directe". Aucun d'eux n'a essayé de vous "piquer" votre porte-monnaie. Nous ne les avons pas suivis, par soucis de démocratie, mais nous étions manipulés, nous baignions dans l'imaginaire collectif. Force est de reconnaitre,qu'aujourd'hui, cette démocratie n'a plus que le nom et devrait s'écrire : démocrassie, la démonstration de la crasse. On est en train de nous refaire le coup de la crise!!! Pourquoi pas? Ca a très bien marché,les pauvres en ont "pris plein la tronche", les riches s'en sont mis plein les poches,bingo! De quelque coté que vous vous tourniez, les "maquereaux" sont là pour "relever les compteurs". Pour le départ de vos vacances, Paris-Marseille, 130 euros, attendez lundi : 80 euros. Total a détourné dix milliards sur la misère humaine,sans état d'ame.

Qui sont les véritables criminels de ce monde? Les prisons du monde entier sont surpeuplées, ça prouve bien que la solution est inadaptée. On incarcère les puces du dragon au lieu de lui trancher le cou... On prete cette phrase à notre président : "Méfions nous,le peuple français est un peuple régicide". Et si nous lui donnions enfin raison? Sans haine particulière pour ce monsieur qui n'est qu'un rouage parmi tant d'autres, une molécule du dragon,poussé aux fesses par une foultitude de"meme que lui", déterminée à lui piquer son job. Je crains fort que l'indignation,très à la mode, ne soit un "détonateur"suffisant, il va falloir passer un cran au-dessus. "

7- "Privatiser les profits, et nationaliser les pertes. Voilà ce que les marchés financiers exigent. En vertu de quelle légitimité ? Tout simplement parce qu'ils nous tiennent en otage. Si on les laisse se débrouiller avec le pétrin où ils se sont mis, ils nous feront couler avec eux."

8- "Cet article démontre, s'il en était besoin, le niveau de corruption idéologique des grands organes de presse.

On en arrive à souhaiter que cette nouvelle crise produise pour de bon ce chaos dont elle nous menace en permanence avec son chantage baissier. Alors nous verrons bien qui rira le dernier : les Etats ne réitéreront jamais ce cadeau qu'ils ont fait en 2008 de nationaliser les pertes et il faudra bien que quelqu'un paye.

Or, j'ai bien peur que cette fois-ci, le corps social ne cherche à ce faire payer en nature avec "une livre de chaire"...

9- "Quand les marchés financiers imposent leur dictature, il est urgent d'imposer une nouvelle nuit du 4 Août.

La crise c'est eux, la solution c'est nous.

P.S : Bravo à l'essentiel des réactions que je viens de lire. Celà montre un niveau de compréhension et d'un refus des manipulations."

10- "J'adore le titre "L'aléa politique dans les marchés doit disparaître" ! Et si on commençait par faire disparaître l'aléa des marchés ?? En mettant en prison tous les financiers, et en les remplaçant par des gens qui ont un tout petit peu une vision humaine du monde ?" (le titre était du Figaro ! - note du site)

Politique

Ukraine

Agissant sur ordre d'un juge, la police ukrainienne a arrêté vendredi l'ex-chef du gouvernement Ioulia Timochenko pour violations de la procédure dans le cadre de son procès pour abus de pouvoir devant un tribunal de Kiev.

L'ex-Premier ministre âgée de 50 ans est accusée d'avoir abusé de son pouvoir en signant en 2009 un contrat d'importation de gaz avec la Russie à des tarifs jugés trop élevés. Ioulia Timochenko se dit innocente, affirmant être victime d'un complot fomenté par Viktor Ianoukovitch pour l'écarter des prochains scrutins législatifs et présidentiel et écraser l'opposition. (AP 05.08)

Egypte

La police militaire a dispersé vendredi soir par la force un repas de rupture du jeûne de ramadan organisé sur l'emblématique place Tahrir, dans le centre du Caire, ont indiqué des témoins. Plusieurs militants démocrates se trouvaient à cet 'iftar',

auquel participaient également des familles.

'*Nous étions environ 150 personnes, réunies près de la mosquée Omar Makram, quand la police militaire, armée de bâtons, nous a dispersés et a commencé à nous frapper*', a affirmé Ahmed Farès, qui se trouvait sur place. '*Après l'iftar, certaines personnes ont commencé à lancer des slogans et à appeler à la pendaison de Moubarak. Les policiers sont intervenus avec des bâtons, nous avons dû courir nous réfugier dans la station de métro*', a précisé Ahmed Naïm, un autre militant. (lemonde.fr 05.08)

Economie

1- La Bourse ou la vie

1.1- Les marchés européens ont terminé sur des baisses prononcées, qui portent leur repli hebdomadaire à des niveaux sans précédent depuis près de trois ans, sur fond de double crainte de la crise de la dette et du ralentissement des grandes économies mondiales.

A Paris, le CAC 40 a perdu 1,26% . C'est la dixième séance de baisse d'affilée pour le CAC, qui a abandonné 10,6% au cours de la semaine écoulée. Il a perdu 17% en un mois. (lefigaro.fr 05.08)

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a perdu 1,78%, clôturant au plus bas depuis 13 mois, en recul de 9,8% sur la semaine, sa plus forte baisse hebdomadaire depuis octobre 2008.

Les reculs à la clôture atteignent 2,71% à Londres et 2,78% à Francfort.

En ce qui concerne les Bourses des pays "*périphériques*" de la zone euro, déjà très éprouvées jeudi, le recul a atteint 1,2% à Lisbonne et 2,25% à Athènes, mais Milan et Madrid ont fini sur des replis plus légers de 0,70% et 0,18% respectivement. (Reuters 05.08)

1.2- Pour Benoît de Broissia, gérant de KBL Richelieu interviewé par Le Figaro.

- Ce qui est sûr, c'est que le phénomène de baisse est tellement violent et rapide qu'il apparaît clairement que les marchés financiers ont intégré un scénario que jusque-là tout le monde n'avait pas voulu voir : la récession économique mondiale. Et par conséquence la révision à la baisse des bénéfices des entreprises. Cette situation ressemble fortement à une capitulation. La visibilité économique manque, la volatilité est très élevée, les volumes d'échanges également. Nous sommes rentrés dans un «bear market» (marché baissier sur une longue période).

Comment réinstaurer la confiance sur les marchés financiers ?

Tout le monde attend que la BCE soit le pompier de service. Mais Jean-Claude Trichet n'a jamais été très efficace pour rassurer les investisseurs. La Banque centrale européenne réagit souvent avec retard et sous la pression des marchés. Sa politique monétaire est trop calquée sur celle de l'Allemagne. Une politique plus expansionniste et donc plus favorable à celle des pays fragiles financièrement serait plus judicieuse puisque le risque d'inflation, alimenté par une hausse des matières premières et une reprise de la croissance vigoureuse, est en train de disparaître.

(Sachant que tous les pays sont frappés par cette crise, il dit que le seul recours qu'il leur reste consiste à fragiliser ceux qui le sont moins que les autres, jusqu'au moment où ils en seront tous rendus au même point... de non-retour ! - note du site)

Le rachat d'actifs n'est-il pas de nature à rassurer les marchés ?

Les actions de la BCE, à savoir l'injection de nouvelles liquidités à douze mois dans le système bancaire et le rachat de titres italiens et espagnols, sont insuffisantes. Elles ne soulageraient que temporairement les marchés financiers. Le stress que nous connaissons actuellement n'est plus seulement un stress de liquidités mais de confiance. Et pour redonner de la confiance aux investisseurs aujourd'hui, il faut rétablir l'équilibre budgétaire.

(mission impossible ! Il nous dit tout de suite pourquoi. - note du site)

Le retour de la confiance est-il donc de la responsabilité des responsables politiques ?

Tout à fait. La responsabilité des dirigeants politiques est forte dans la dégringolade des marchés financiers. Jusque-là, ils ont plus réagi qu'agi. Et surtout ils ont plus provoqué la panique chez les investisseurs qu'instaurer une certaine sérénité. Les Européens ont du mal à trouver un consensus solide et durable pour la zone euro. De même, l'accord de dernière minute entre les républicains et les démocrates est trop fragile. Devant l'ampleur de la chute des marchés, il serait temps que les

responsables politiques adressent un signe fort et ramènent un peu de calme. Il faut se débarrasser de l'aléa politique et pour cela, faire des réformes institutionnelles comme la «règle d'or». Mais comment mettre en place une politique budgétaire restrictive avec une croissance faible ? L'équation sera difficile à résoudre. Surtout en cette période pré-électorale.

(Le marché mondial n'est pas extensible à volonté, de plus il y a de plus en plus de concurrents pour se partager le gâteau, ce qui complique encore la situation. Les solutions qu'il préconise ne peuvent que conduire à accroître la proportion de la population n'ayant pas accès au marché ou à une consommation de masse, donc à accentuer la crise actuelle.

Pour que leur "*équation*" voie le jour, il leur faudrait infliger une grave défaite au prolétariat ou supprimer les acquis politiques dont il bénéfice, liquider ses organisations et ses partis, afin d'imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs, mais même en admettant qu'ils y parviennent, ils ne profiteraient que d'un court répit car les travailleurs ne le tolèreront pas indéfiniment, dans ce domaine-là aussi il existe une limite au-delà de laquelle la quantité se transforme en qualité. - note du site)

1.3- Les marchés d'actions américains ont terminé vendredi leur plus mauvaise semaine en plus de deux ans au terme d'une séance particulièrement volatile qui a vu les principaux indices new-yorkais souffler le chaud et le froid.

Près de 16 milliards d'actions ont été échangées sur la seule séance de vendredi, du jamais vu en plus d'un an.

Les dégagements observés cette semaine ont avant tout reflété les craintes d'investisseurs qui redoutent que la première économie mondiale renoue avec la récession alors que les dirigeants politiques américains et européens apparaissent de plus en plus impuissants face à la crise de la dette souveraine.

En Europe, les principaux chefs d'Etat et de gouvernement ont multiplié les coups de téléphones et les déclarations selon lesquelles il est urgent de mettre en oeuvre les décisions prises lors du sommet européen du 21 juillet afin d'endiguer la propagation de la crise de la dette. (ajouter de la dette à la dette, leur solution ! - note du site)

Sur la semaine, le Dow a cédé 5,8%, le S&P 500 -7,2% et le Nasdaq -8,1%. (Reuters 05.08)

2- Etats-Unis

2.1- L'agence de notation Standard & Poor's a annoncé vendredi pour la première fois la baisse de la note souveraine des Etats-Unis à AA+, en raison notamment du déficit public croissant du pays. La perspective est négative, a ajouté S & P, ce qui indique que la note pourrait être à nouveau dégradée entre les 12 et les 18 prochains mois.

L'agence avait évalué à 4.000 milliards de dollars sur dix ans le montant nécessaire pour pouvoir confirmer la note triple A des Etats-Unis. L'accord finalement conclu mardi dernier au Congrès sur le relèvement du plafond de la dette jusqu'en 2013 prévoit moins de 2.500 milliards de dollars d'économies budgétaires. (20minutes.fr 05.08)

2.2- Alors que les investisseurs célèbrent l'accord entre Démocrates et Républicains sur le relèvement du plafond de la dette par une reprise sur les marchés, le célèbre chroniqueur économique du *New York Times*, Paul Krugman, fustige ce lundi 1er août une "*capitulation*" du président Barack Obama et prédit des conséquences désastreuses sur l'économie américaine.

"*L'accord, compte tenu des informations disponibles jusqu'à présent, est un désastre, et pas seulement pour le président Obama et son parti. Il causera des dommages à une économie déjà en crise. Cela va probablement aggraver, et non améliorer, le problème de déficit des Etats-Unis sur le long terme*", s'inquiète le Prix Nobel d'économie 2008. Et de prédire plusieurs années de déclin pour l'activité américaine.

"*La pire chose que vous puissiez faire dans ces circonstances est de réduire les dépenses du gouvernement, car cela aggravera encore plus la dépression économique. Ne tenez pas compte de ceux qui invoquent la fée 'confiance', et qui prétendent que la rigueur budgétaire rassure les investisseurs et les consommateurs, les encourageant à dépenser plus. Cela ne marche pas comme ça, l'Histoire l'a déjà prouvé de nombreuses fois*", écrit-il, avant d'ajouter: "*Ceux qui demandent aujourd'hui des coupes dans les dépenses sont comme les docteurs du Moyen-âge qui traitait les malades en les saignant, les rendant au final encore plus malades*".

"*Ne vous y trompez pas, nous assistons ici à une catastrophe sur plusieurs niveaux*". Economique et politique, précise l'économiste, les Démocrates venant de prouver qu'ils étaient incapables de faire pression sur leurs opposants Républicains. Mais pire encore, s'inquiète Paul Krugman, "*comment la démocratie américaine peut-elle fonctionner quand un parti, suffisamment préparé pour être impitoyable et pour menacer la sécurité économique de la nation, parvient à dicter sa politique ?*". (challenges.fr 01.08)

2.3- Fannie Mae a annoncé vendredi qu'il demanderait 5,1 milliards de dollars supplémentaires (3,6 milliards d'euros) au Trésor, la fragilité du marché de l'immobilier contribuant à creuser les pertes du géant américain du rehaussement de crédit.

Le numéro un américain a par ailleurs fait état vendredi d'une perte nette part du groupe de 5,2 milliards de dollars, soit 90 cents par titre, au deuxième trimestre.

Avec le chômage élevé et la poursuite des saisies immobilières, Fannie Mae prévoit que le marché immobilier continue de rencontrer des difficultés avec des pressions baissières sur les prix. (Reuters 05.08)

Haut de page

Le 7 août

On essaie de se détendre un peu, c'est dimanche.

Je n'ai pas pu aller visiter une maison que j'ai en vue hier et aujourd'hui, parce que ce sont de "*mauvais*" jours ! Ici la superstition est omniprésente, c'est directement un produit de la religion, une forme d'obscurantisme qu'entretiennent les classes dominantes, Magueswary m'a dit que le propriétaire possédait "*une grosse bagnole*" et qu'il était sans doute le plus riche et le plus influent du village. Gageons une fois de plus qu'il faille employer ce superlatif associé à toutes les valeurs négatives qui nous passent par la tête sans craindre de se tromper, au bout de 17 ans passé en Inde le taux de réussite s'est révélé être de 100%, on m'excusera de ne pas croire aux miracles.

Pas davantage quand le gouvernement indien prétend en finir avec la corruption, car si c'était le cas, l'Inde se retrouverait dans la même situation que la Belgique, c'est-à-dire incapable de former un gouvernement !

La corruption a tellement rongé les esprits qu'elle les a rendus inaptes à fonctionner normalement. Vous demandez à quelqu'un de fixer un rendez-vous, il va vous répondre à 14h lundi, mais il aurait pu très bien vous dire à 17h jeudi, cela n'a aucune importance puisque votre interlocuteur n'est pas en mesure lui-même de savoir s'il n'aura pas mieux à faire pour ne pas se rendre au rendez-vous qu'il vous aura fixé. Vous lui posez une question, il vous répond, estimez-vous satisfait et n'en demandez pas plus. S'il se présente à ce rendez-vous, tant mieux pour vous, s'il ne s'y présente pas vous n'aurez rien à lui reprocher puisqu'il avait mieux à faire, et si vous osez lui reprocher de vous avoir posé un lapin, vous vous ferez salement engueulé pour prétendre savoir mieux que lui ce qu'il avait de mieux à faire, non mais franchement !

Je me rends au bureau d'immigration avec le dossier qu'on m'a réclamé, je l'ai préparé méticuleusement pour ne pas avoir à y retourner une énième fois. Le responsable de ce bureau le consulte, il épluche chaque document, il recommence au moins trois fois, puis il trouve le moyen de me dire qu'il n'est pas complet, qu'il y figure des documents qu'il ne m'a pas demandés et qu'il y manque certains papiers. Bref, l'histoire va durer une heure montre en main, la meilleure c'est que c'est lui qui me le signale l'air de dire que je lui ai fait perdre son temps, car en plus d'être tordu, débile et malhonnête, il ne manque pas d'air, s'il est incapable de faire son boulot correctement, c'est de ma faute ! C'est comme avec l'histoire du rendez-vous manqué, c'est de votre faute, vous avez été trop con de croire que la personne s'y rendrait ! Ah mais c'est que cela va très très loin. J'ai eu à faire en 17 ans à des médecins, des avocats, des ingénieurs, des commerçants, des dirigeants de grandes entreprises ou de cliniques, des directeurs de banques, des hauts fonctionnaires, des élus de différents partis, des intellectuels en tous genres, profs, artistes, etc. tous agissent indistinctement de la sorte, j'ai oublié les policiers, mais chez eux c'est normal.

L'autre jour Mageswary prend soin de téléphoner à son cardiologue pour lui demander si elle pourra le consulter après sa prise de sang hebdomadaire, il lui répond positivement à partir de 10h du matin. Elle attendra dans sa clinique jusqu'à 18h30 et retournera à la maison dans un tel état d'épuisement qu'elle ira directement se coucher. Elle m'a dit qu'une femme qui crachait du sang était arrivée à la clinique à 5h du matin et l'avait attendu toute la journée. Et puis, si cela ne vous plaît pas personne ne vous a sonné, vous n'étiez pas obligé de vous rendre dans cette clinique, vous avez le droit d'aller vous faire voir ailleurs ! Voilà pour la notion de respect made in India ! Et je vous assure que tout ce que je vous raconte là est rigoureusement exact, je ne caricature pas.

Je dois écrire une formule sur un papier timbré d'une valeur de 100 roupies à destination du bureau de l'immigration. Je me rends à Pondichéry pour acheter ce papier timbré, je tombe sur une femme qui m'en propose un à 250 roupies, je lui réponds qu'un à 100 roupies me suffira, elle me répond que cela n'existe pas et que c'est à prendre ou à laisser. Je la traite de voleuse comme il se doit, puis je me renseigne ailleurs. Je trouve enfin un endroit où je peux me procurer ce foutu papier. La femme me dit que deux feuilles à 50 roupies chacune fera l'affaire, je lui dis d'accord, elle me tend les deux pages, je lui donne 100 roupies, elle me dit alors que cela fera 120 roupies, alors que la valeur des papiers est de 100 roupies, elle baragouille quelque chose que je ne comprends pas, comme je n'ai pas de temps à perdre pour 20 roupies, je lui donne et je m'en vais toujours en la traitant de voleuse.

J'achète une douzaine d'oeufs dans une petite échoppe où je me rends plusieurs fois par semaine depuis 11 ans. Le boutiquier me tend un petit sac plastique transparent avec les oeufs dedans, je le prends délicatement évidemment et au moment de le

ranger dans mon sac je m'aperçois qu'il y en a un de casser et qui commence à couler dans le sac, je parcours les quelques mètres qui me séparent du commerçant et je lui tends le sac en lui montrant l'oeuf cassé, il le prend et enlève les oeufs qu'il place dans un autre sac, pendant ce temps-là je regarde ailleurs, enfin je récupère mes oeufs et je rentre à la maison. Arrivé chez moi je sors les oeufs de leur emballage et à ma surprise je constate qu'il en manque un. Car évidemment c'est moi qui avait cassé l'oeuf manquant et non ce boutier de merde qui ne tenait pas à perdre 3 roupies, une somme rendez-vous compte !

Je continue ou cela n'est pas la peine ? Une petite dernière.

Hier j'ai enfin pu changer la batterie de l'onduleur qui était à l'agonie. Précédemment à trois reprises j'étais allé à la boîte qui me l'avait vendue et chaque fois le type qui m'avait reçu m'avait répondu de repasser le lendemain car il n'en avait pas en stock, les deux fois précédentes j'ai commis l'erreur de le croire et j'étais repassé le lendemain pour rien, cette fois j'ai laissé passer une dizaine de jours et j'ai pu obtenir cette batterie. Le mec, il s'en fout complètement que je me sois déplacé à trois reprises dont deux fois pour rien, si j'ai été assez con pour le croire à deux reprises je n'ai qu'à m'en prendre qu'à moi-même !

Quand vous leur demandez poliment et calmement je précise, s'ils ne se foutraient pas de votre gueule par hasard, vous savez ce qu'ils vous répondent systématiquement : mais monsieur ici vous êtes en Inde, c'est comme cela, c'est partout comme cela, vous ne le saviez pas ? Si vous vous énervez vous avez le droit à un complément : retournez dans votre pays, agréable, non ? L'anarchie et l'arbitraire qui règne dans ce pays, qu'on ne peut pas qualfier d'Etat de droit, est le prétexte tout trouvé pour justifier ce genre de rapports et le manque de respect généralisé envers les autres, et je dois m'estimer heureux, car en tant qu'étranger on me traite avec égards, si, si vous ne vous en êtes peut-être pas aperçus dans les exemples que je vous ai fournis plus haut, alors imaginez leur comportement quand ils ont en face d'eux un pauvre bougre...

J'en vois déjà qui doivent se dire : on n'en est pas encore là en France heureusement, cela va venir camarades... J'ai oublié d'inclure dans la liste des différentes catégories de gens que j'ai rencontrés en Inde, les Indiens qui vivent en France depuis de nombreuses décennies et qui se comportent exactement de la même manière que s'ils n'avaient jamais quitté l'Inde, quelque part ils sont même encore pire, ce sont généralement les plus prompts à vous traiter de racistes ou à vous dire que c'est déjà bien beau que l'Inde vous ait accueilli les bras ouverts et que si vous n'êtes pas comptant personne ne vous retient ici, c'est charmant comme relations !

Ce que je vous raconte là est une tranche de vie, il ne faut pas le prendre autrement, vaut mieux le préciser.

Je crois qu'il vaut mieux toujours regarder la réalité en face avant d'adopter une position que l'on pourrait être amenée à regretter par la suite. Il faut partager un minimum de valeurs pour envisager des relations avec des gens, sinon c'est totalement impossible. Il y a des gens qui ont font l'expérience mais se refusent à l'admettre, ce sont de dangeureux apprentis sorciers.

Dans ce contexte la lutte des classes se présente sous un angle encore plus déformé qu'en France. Elle existe en Inde comme partout ailleurs dans le monde, mais en partant de beaucoup plus loin ou bas, dans une confusion totale, sans points de repère, sans même pouvoir prendre appui sur les valeurs fondamentales qui constituent le socle de la civilisation humaine ou de la démocratie. Développer le mouvement ouvrier en Inde s'avèrera forcément une tâche extrêmement compliquée et longue, j'avoue que je n'ai jamais eu le temps de m'y intéressé étant trop pris par l'actualité des pays plus développés. Pour paraphraser Trotsky qui évoquait avec F. Zeller les dirigeants de l'avant-garde en France dans les années 30, je sais qu'il nous faut faire avec la classe telle qu'elle est à défaut de mieux, c'est possible dans un pays où le prolétariat a une longue expérience derrière lui de la lutte des classes, cela le sera beaucoup moins dans un pays comme l'Inde, notez bien que je n'ai pas dit que ce serait impossible.

Il nous faut évidemment soutenir le mouvement ouvrier indien, mais vaut mieux savoir où l'on met les pieds et ne pas se bercer d'illusions, c'est tout ce que je voulais dire. Il y a tant de militants qui se sont leurrés sur l'issue des mouvements révolutionnaires des derniers mois en Afrique du Nord et dans le Moyen et Proche-Orient, qu'il valait préciser certaines choses.

Souvenez-vous encore de la mobilisation sur les retraites à l'automne dernier où soi-disant tout était possible et comment de nombreux militants se sont fourvoyés ou leurrés. Si leurs dirigeants leur avaient donné une analyse correcte de la situation et de l'état d'esprit des masses, ils auraient compris que la position des dirigeants syndicaux reposait sur le manque de maturité politique de la majorité de la classe et la faiblesse de son organisation pour briser le carcan des appareils, et que l'accord passé entre ces derniers et Sarkozy nécessitait d'orienter le combat contre les institutions pour aider les masses indécises ou désorientés à comprendre qu'elles ne pourraient vaincre qu'en unissant leurs forces sur un objectif politique, chasser Sarkozy. Ils ont préféré s'en tenir aux arguments avancés par leurs dirigeants pour lesquels seul l'obstacle des appareils posait problème, sans chercher à comprendre sur quoi reposait au juste cet obstacle. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient subordonné leur combat à un objectif immédiat qu'ils pensaient possible d'atteindre, au lieu d'en faire un moment de la lutte de classe sur le chemin du combat pour la prise du pouvoir, en subordonnant la tactique à la stratégie ils ne pouvaient que faire naître des illusions dans la tête des militants.

Si les travailleurs en ont marre de Sarkozy et du régime, des institutions et des élus en général, s'ils n'ont aucune confiance dans les partis ouvriers ou dits ouvriers, pas davantage dans les dirigeants syndicaux, comment se fait-il alors qu'ils ne se mobilisent

pas davantage, comment se fait-il que par millions ils ne cherchent pas la voie de l'organisation pour mettre un terme à une situation qu'ils disent ne plus supporter ? Ils ne peuvent plus la supporter ou ils espéraient avoir une vie meilleure ? Ils ne la supportent plus mais tant bien que mal continuent-ils de vivre comme avant, oui ou non ? Qu'est-ce qu'ils ne supportent plus au juste, de devoir vivre dans la pauvreté et l'indigence ou de devoir aller au restaurant et au cinéma moins souvent, de devoir passer deux semaines de vacances sous les tropiques au lieu de trois ou de devoir se passer de viande un jour sur deux, de devoir attendre les soldes pour acheter à leur gosse une paire de baskets à 100 euros au lieu de 150 ou de craindre de l'envoyer à l'école nus pieds à la rentrée ?

Le b.a.- ba de la lutte de classe nécessite d'être capable de répondre précisément à ces questions, de connaître et tenir compte de la nature humaine dont la capacité d'adaptation à la souffrance est plus grande que l'on ne pense. Si maintenant on ne veut prendre en compte que leur faculté de résistance à la remise en cause de leurs acquis sociaux, on se plante forcément. Vivre dans la précarité et la pauvreté n'est pas une partie de plaisir, mais si à côté l'Etat fait en sorte qu'elle soit supportable à moindre frais avec des aides diverses, après tout pourquoi pas en profiter si on peut assumer le quotidien sans bouger le petit doigt, combien de travailleurs font ce calcul ?

Ecrasées sous le poids des inégalités et des injustices qu'elles ont toujours connues, il arrive un moment ou les masses finissent par devenir fatalistes et se complaisent dans cette situation, qui n'a rien d'enviable on est bien d'accord, c'est ainsi et il faut le savoir, pas par le biais d'un libre choix consenti mais parce qu'elles y sont contraintes, elles se disent que leur situation pourrait être pire encore, ce qui explique pourquoi il leur arrive de remercier ou soutenir leurs bourreaux ! Ce qui ne les empêche pas d'être révoltées contre le sort injuste que la société leur a réservé et de le faire savoir à travers des explosions sporadiques et isolées, car au fond d'elles-mêmes elles aspirent au même bien-être que les autres classes de la société.

La révolution est possible, mais une situation révolutionnaire ne donne pas lieu forcément à une révolution. Pourquoi le plus nombreux et le plus puissant demeure soumis à la domination d'une minorité plus faible ? Parce que cette minorité a conscience de ses intérêts de classe et s'organise pour les défendre, alors que la majorité n'a pas confiance en elle-même et demeure faiblement organisée pour imposer la satisfaction de ses besoins. On en revient toujours à ces deux facteurs liés à la question du parti qui nous fait défaut et à l'absence de perspective politique.

Vous n'avez pas remarqué que généralement les travailleurs agissaient comme si tous les acquis sociaux dont ils profitent leur tombaient tout cuits dans le bec sans se poser de questions, tenez, encore une fatalité, sauf qu'ils n'ont pas existé de toute éternité. Leur vie se réduit à ce qu'ils vivent au présent, bien peu sont capables de se pencher sur le passé et encore moins de se projeter dans l'avenir. Faire leur éducation est un travail de longue haleine pour qu'ils se réapproprient leur propre existence, qui n'est pas seulement aliénée par le travail mais par la société toute entière. Imaginez que l'on pourrait remédier à ce problème ou le résoudre du jour au lendemain au détour d'une situation révolutionnaire est du domaine de l'utopie. Faire l'économie de ce travail ou en laisser le soin à d'autres qui sont également subordonnés au capital et leur niveau de compréhension de la société n'évoluera jamais ou pas suffisamment pour envisager de pouvoir changer la société.

La question du parti ne se réduit pas à former une armée de combattants révolutionnaires conscients qui demain assumeront des tâches de direction dans la nouvelle société que nous voulons construire, elle doit aussi consister à associer ces millions de travailleurs à notre combat dans la perspective du socialisme, c'est d'autant plus important qu'ils sont les seuls à avoir conscience de n'avoir rien à perdre à la liquidation du régime, contrairement aux travailleurs qui se sont embourgeoisés et qui s'estiment plus ou moins heureux de leur sort, même au prix de sacrifices, par exemple quand dans un ménage, les deux doivent impérativement travailler et n'ont pas de temps à consacrer à l'éducation de leurs enfants. C'est d'autant plus important de conquérir la confiance de ces travailleurs, qu'ils formeront au cours de la révolution les bataillons ouvriers les plus déterminés qui entraîneront à leur tour le gros des troupes des masses exploitées au combat, y compris les couches les plus arriérées.

La France demeure le pays par excellence de la lutte des classes. Même déformé, l'état d'esprit des travailleurs est plus développé que dans la plupart des autres pays du monde, en comparaison avec l'Inde, il existe une base solide ou des repères propices au mûrissement de leur conscience de classe.

On reviendra sur la situation en France sous un angle disons plus politique dans quelques jours. Contrairement à ceux qui considèrent que la notion de parti serait dépassée, si nous souhaitons la disparition du PS et ses satellites ce n'est pas pour les remplacer par un désert, mais bien par un parti ouvrier authentiquement révolutionnaire et construit sur les bases du marxisme ou du léninisme.

Cette causerie n'a pas la valeur d'un article de fond, n'y prêtez pas plus d'importance qu'elle en a ou que je lui accorde, dites-vous simplement que c'est le genre de propos qui entrent dans la catégorie d'une discussion à bâtons rompus entre militants.

Dans l'actualité à suivre les prochains jours, la suite de la crise aux Etats-Unis et en Europe bien sûr, Standard & Poor's roule pour les républicains, c'est tellement évident que le correspondant de TV5Monde Asie à Washington l'a reconnu aux infos hier soir, ensuite les rapports de plus en plus tendus avec la Chine, lire l'article que j'ai mis en ligne aujourd'hui.

Emplette d'été avant la tempête d'automne ou du printemps.

- Pistolets automatiques et fusil d'assaut de type kalachnikov sont vendus 700 euros en moyenne, d'après une source syndicale policière. (Reuters 06.08)

Mais on peut aussi attendre les soldes du printemps ! Au fait, c'est à Marseille, pas à Kaboul, Mogadiscio ou Beyrouth !

Hier la résistance afghane a abattu un hélicoptère de l'armée d'occupation américaine, bilan 38 morts dont 31 soldats américains. Je me suis toujours demandé pourquoi ils n'utilisaient pas leurs lance-roquettes ou leurs lance-missiles pour descendre tout ce qui volait à leur portée, pas vous ?

Parole d'internaute

1- "Après les récentes critiques de Poutine qui reproche aux Américains de vivre au-dessus de leurs moyens (via les crédits "poubelles" ou autres credit default swap, créés par la JP Morgan) et mettant ainsi en danger toute l'économie au niveau mondial, c'est au tour de la Chine de fustiger les Américains. Bon. On peut s'attendre, pour très bientôt, à un monde coupé en deux : les pays B.R.I.C. et l'US/UE (avec ses dettes abyssales) qui coulera inévitablement. Un grand merci à Rotschild & Co qui se sont bien servis de nous pour s'enrichir en mettant le chaos à notre économie. Attendons-nous à une vraie descente en enfer. Sortons vite de ce "serpent" avant qu'il ne soit trop tard et mettons fin à l'emprise de tous ces imposteurs, inventeurs de ces soi-disant crises economiques." (lefigaro.fr 06.08)

J'ai mis en ligne ce commentaire pour la citation de Poutine, et un peu plus tard je me suis dit qu'il allait peut-être y avoir des petits malins pour nous ressortir l'histoire de l'affrontement entre deux blocs en guise de lutte des classes pour fourvoyer le mouvement ouvrier dans une nouvelle impasse...

2- "La Chine suggère à Washington de réduire ses dépenses militaires et sociales.

C'est marrant de la part d'un pays "communiste" de dira ça!!" (Reuters 06.08)

Communisme et réduction des dépenses sociales sont incompatibles, merci de le relever, mais il faut aller plus loin et en conclure que le régime chinois n'a pas grand chose à voir avec le communisme qui reste à découvrir. Dépêchez-vous, c'est l'avenir !

Politique

France

1- Pathétique

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy remonte, mais ne se porte toujours pas au mieux. Le baromètre mensuel Harris-Interactive pour Le Parisien donne trois points de mieux au chef de l'Etat (à 24%).

Quelque 70% de Français restent toutefois mécontents de l'action du chef de l'Etat mais ses proches s'en satisfont après des mois de stagnation autour de 21%. (lexpress.fr 06.08)

Et l'Express devra faire avec ! Que d'efforts déployés pour camoufler qu'en dehors des nantis l'immense majorité n'en peut plus de ce régime.

2- Double rejet !

Selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche, alors qu'on leur présentait deux hypothèses de finale en 2012, Sarkozy-Aubry ou Sarkozy-Hollande, les sondés étaient invités à dire à laquelle des deux personnalités ils font «le plus confiance pour réduire la dette et le déficit publics si elle est élue président de la République en 2012».

Dans la première hypothèse, 52% des personnes interrogées ne font confiance à aucun des deux sur ce chapitre. 28% font confiance à Nicolas Sarkozy et 20% à Martine Aubry.

A la même question concernant le second scénario, 48% disent ne faire confiance ni à l'un ni à l'autre, 27% font confiance au président sortant et 25% à François Hollande. (liberation.fr 06.08)

Ce qui s'est exprimé ici, c'est plus que le rejet des trois candidats du capital, c'est le rejet de la dette elle-même, car il est certain que si à la question posée il avait été précisé que ce serait aux travailleurs de la payer à la place des voyous de la finance, le pourcentage du rejet serait monté à 80 ou 90%.

On ne peut pas demander à un institut de sondage de poser correctement une question, même en tentant de manipuler les personnes sondées en la posant de travers ils ont toutes les peines du monde à obtenir le résultat qu'ils escomptaient, là en l'occurence il est inexploitable.

Il ne vous aura pas échappé que ces personnes interrogées n'ont pas plus confiance dans l'UMP que dans le PS pour trouver une solution à la crise et à leurs difficultés croissantes.

3- La voix du caniche

Premier Etat à réagir en Europe, la France a affirmé samedi sa "*totale confiance*" dans la solidité de l'économie des Etats-Unis, dont la note souveraine a été dégradée par Standard and Poor's, et dans la capacité du gouvernement américain à sortir de "*cette mauvaise passe*".

"*La France pour sa part a une totale confiance dans la solidité de l'économie américaine. On a confiance dans les fondamentaux de cette économie qui est l'une des plus puissantes au monde et dans la détermination du gouvernement américain à mettre en oeuvre le plan qui a été approuvé par le Congrès cette semaine*", a ajouté François Baroin. (Reuters 06.08)

Le caniche est docile et facile à dresser, il colle aux basques de ses maîtres, c'est le chien à la baballe, ma grand-mère a toujours eu des caniches et un de ses frères (Dédé) présentaient un numéro de cirque avec des chiens et des perruches que l'on pouvait voir notamment à la télé à la Piste aux étoiles. Je préfère mon chien (un dogue allemand) parce qu'il est plus indépendant et inspire le respect... contrairement à ce gouvernement.

Israël

Deux cent mille manifestants à Tel Aviv, plus de 300 000 dans l'ensemble d'Israël sur une population de sept millions d'habitants : samedi soir, le « Printemps israélien » a fait le plein une nouvelle fois, trois semaines après le début d'un mouvement spontané de protestations contre la vie chère qui a pris l'allure d'un vaste happening social et culturel.

Samedi soir, plus de 10000 manifestants défilaient en direction de la résidence du premier ministre, comme l'indiquait le site +972 sur Twitter.

Jusqu'ici, le mouvement a largement conservé un caractère apolitique, et évité la récupération par les partis politiques existant, même si, dans les sondages, la gauche et l'extrême gauche retrouvent des couleurs qu'elles avaient perdu ces dernières années.

Les grands rassemblements de ce type étaient jusqu'ici le fait des pacifistes de La paix maintenant ; Mais la question de la paix avec les Palestiniens est largement absente de cette mobilisation, même si certains tentent de l'inclure. Qu'il s'agisse des partisans de la paix, comme des colons juifs des territoires occupés qui tentent de profiter de la situation pour pousser leur agenda.

Cette semaine, d'ailleurs, le gouvernement israélien a autorisé la construction de nouveaux logements dans un secteur contesté de Jérusalem-Est, s'attirant la condamnation des grandes capitales étrangères et des Palestiniens.

L'absence de politisation de ce mouvement social est à la fois sa force, lui permettant de rassembler dans la rue et dans les sondages une large proportion des Israéliens ; C'est aussi sa faiblesse potentielle, puisque, comme le rappelle dans le quotidien Haaretz ce weekend, le professeur Zeev Strernhell, une grande figure pacifiste, les mouvements spontanés qui ne se donnent pas de perspective politique sont voués à se désintégrer, citant en exemple … mai 68 (Sternhell a fait ses études en France !).

L'ampleur de la mobilisation est, quoi qu'il en soit, historique, et il est évident qu'elle aura un impact politique dans un pays situé au coeur du Proche Orient, dans une région en pleine ébullition, entre révolution égytienne qui se cherche, le massacre à huis-clos en Syrie, et des territoires palestiniens prêts à exploser si, une nouvelle fois en septembre, ils se voient privés de toute perspective étatique. (Rue89 06.08)

Le professeur Zeev Strernhell a bien résumé la situation qui vaut également pour tous les pays. Nous non plus nous ne tenons pas à renouveler l'expérience de mai 68 qui s'est soldée par un échec.

Au fait, hier soir aux infos sur TV5Monde Asie ils ont montré des images de la nouvelle mobilisation qui a eu lieu samedi en Espagne où les masses ont réinvesti les places des principales villes du pays. Je n'en ai pas trouvé traces ce matin dans les articles de presse proposés sur le Net.

Le boulot d'hier après-midi mis en ligne hier vers 13h en France.

Avec un peu d'avance sur demain, pour ainsi dire en temps réel, je vous fais profiter de mon travail.

Comme il est beaucoup question de l'UE et la BCE, enfonçons le clou et démontrons si besoin était qu'en réalité ces institutions aussi indépendantes soient-elles, sont dirigées par les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE et qu'elles n'existent que par leur volonté en tant que représentants des intérêts de la classe des capitalistes, d'où la nécessité d'orienter dans chaque pays le combat contre l'Etat et non contre l'UE, la BCE ou le FMI, ce que se refusent obstinément tous les partis dits ouvriers.

Voici le bref article que je viens de réaliser.

Qui de l'Union européenne ou des Etats nationaux détient réellement le pouvoir ?

Pour ne pas orienter le combat politique contre l'Etat et ses institutions, principalement l'Assemblée nationale et les partis qui y participent, on nous explique depuis de nombreuses années que l'Etat aurait abdiqué son pouvoir au profit de l'UE, ce qui justifierait de concentrer notre combat contre l'UE. Qu'en est-il vraiment ?

Nous allons voir qu'il n'en est rien en réalité.

Le pouvoir dont dispose l'Union européenne lui a été accordé selon le principe de subsidiarité qui lui a été accordé par le Traité de Maastricht (1992). Le pouvoir dont elle dispose et qui leur a été délégué par les Etats n'a rien de définitif, il demeure du bon vouloir des Etats de faire en sorte que l'UE continue d'assumer ce pouvoir ou de le réintégrer dans leurs prérogatives en tant que nations souveraines. Nul accord ou traité n'a une valeur éternel, de la même manière que ce qui a été fait un jour peut être défait à une autre occasion.

Le fonctionnement de l'ensemble de l'Union européenne y compris la BCE respecte ce principe.

La BCE peut se prévaloir d'être indépendante, il n'en demeure pas moins que la composition des instances décisionnaires de la BCE relève des chefs d'Etat, autrement dit, l'existence et le fonctionnement de la BCE demeure suspendu au bon vouloir des chefs d'Etat des 27 pays de l'UE.

S'agissant maintenant de la primauté accordée au droit international sur le droit national, cela ne date pas d'hier, ce principe existe depuis 1946, donc depuis la IVe République, sous réserve toutefois est-il précisé dans la Constitution de la Ve République "*pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie*".

Donc cette supériorité du droit international ne date pas d'hier et demeure librement consenti par les Etats qui à tout moment peuvent le dénoncer ou refuser de s'y plier au nom de l'intérêt supérieur de la nation par exemple.

Ce bref aperçu suffira à prouver aux militants qu'en réalité l'Union européenne et la BCE ne doivent leur indépendance et leur pouvoir qu'à la volonté des chefs d'Etat des 27 pays qui en sont partie prenantes, et que ce sont donc ces Etats qui disposent toujours du pouvoir de décider si l'existence de l'UE et de la BCE est pertinente ou non, de leur participation ou non à ces institutions, car finalement rien ne les y oblige, si ce n'est les engagements que leurs représentants ont pris auprès de la classe des capitalistes dont ils défendent les intérêts.

Ce n'est pas parce qu'un Etat abdique un certain nombre de ses pouvoirs au profit d'une institution internationale qu'il perdrait sa qualité d'Etat ou que l'Etat n'existerait plus en tant que tel, puisque c'est le chef de l'Etat et les parlementaires qui ont le pouvoir d'en décider, ce sont eux qui abdiquent leur propre mandat ou souverainement en tant qu'élus ou plutôt leur légitimité au profit d'institutions dont les membres n'ont pas été élus par les citoyens. Donc pour que l'Etat retrouve sa souveraineté par rapport à une institution supranationale et antidémocratique, pour rompre avec cette institution, ce sont bien ses représentants qu'il faut commencer par chasser du pouvoir.

Quand vous lirez les passages suivants, ne perdez pas de vue par la grâce de qui telle institution dispose de tel pouvoir, sinon votre interprétation des rapports entres les Etats et ces institutions sera forcément erronée et au-delà les conclusions politiques que vous en tirerez.

Pour étayer cette argumentation, vous trouverez ci-dessous des extraits de documents officiels émanant de l'Union européenne ou de l'Etat français avec leurs sources Internet, afin que chacun puisse vérifier par lui-même que l'auteur de cet article n'a pas cherché à les manipuler.

On ne va pas demander à Sarkozy de rompre avec l'UE ou la BCE, quoique cela puisse se discuter, tout dépend dans quelle perspective on situerait un tel mot d'ordre, en revanche on peut mettre en avant la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire et d'un Etat qui rompent avec l'UE et la BCE.

(http://europa.eu/about-eu/institutions-bodies/ecb/index_fr.htm)

Structure - Les instances de décision de la BCE sont les suivantes:

1- Le Directoire en assure la gestion quotidienne. Il comprend six membres (le président de la BCE, le vice-président et quatre autres membres), désignés par les chefs d'État ou de gouvernement des pays de la zone euro pour un mandat de huit ans.

2- Le Conseil des gouverneurs définit la politique monétaire de la zone euro et fixe les taux d'intérêt auxquels les banques commerciales empruntent des fonds auprès de leur banque centrale. Il comprend les six membres du Directoire et les gouverneurs des seize banques centrales de la zone euro.

3- Le Conseil général contribue aux travaux de consultation et de coordination de la BCE et assiste les nouveaux pays souhaitant adopter l'euro. Il est composé du président et du vice-président de la BCE, ainsi que des gouverneurs des banques centrales nationales des 27 États membres de l'UE.

La BCE est totalement indépendante. Ni la BCE, ni les banques centrales nationales de l'eurosystème, ni les membres de leurs instances de décision ne peuvent solliciter ou accepter d'instructions d'un autre organisme. Les institutions de l'Union européenne et les gouvernements des États membres sont également tenus de respecter ce principe.

(http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/action/euro/quel-est-role-banque-centrale-europeenne.html)

La BCE est par ailleurs chargée de la conduite de la politique de change arrêtée par le Conseil Ecofin, réunissant les ministres de l'Économie et des Finances de l'Union.

(http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/fonctionnement/france-ue/comment-constitution-francaise-preserve-t-elle-primaute-ordre-juridique-interne.html)

Par son article 54, la Constitution préserve néanmoins sa primauté dans l'ordre juridique interne : si le Conseil constitutionnel déclare « qu'un engagement international comporte une clause contraire à la constitution », une révision de celle-ci doit précéder sa ratification ou son approbation.

C'est pourquoi la ratification du traité de Lisbonne a nécessité une révision de la Constitution française. Le Conseil constitutionnel ayant jugé le traité de Lisbonne contraire à la Constitution dans sa décision du 20 décembre 2007, une révision de celle-ci était nécessaire avant de débattre de la ratification du traité de Lisbonne.

(http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/fonctionnement/france-ue/quelles-sont-relations-entre-droit-europeen-droit-national.html)

Cette situation est la conséquence de la supériorité du droit international sur le droit national. En effet, depuis la Constitution de 1946, le droit français n'est plus considéré comme indépendant du droit international (conception dualiste) ; tous les deux forment un ordre juridique uniforme (conception moniste). Et l'article 55 de la Constitution de 1958 reconnaît aux « traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés […] une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie ».

En France, depuis l'arrêt Nicolo du 20 octobre 1989 pris par le Conseil d'État, les juridictions administratives doivent vérifier la compatibilité des dispositions de la loi avec les engagements internationaux, une exigence déjà exprimée par la Cour de cassation et le Conseil constitutionnel.

(http://www.credit-ssima.fr/credit-immobilier/actualites/actualite-credit-immo_1157.html)

Le capital de la BCE vient des banques centrales nationales qui sont des actionnaires. La BCE dispose d'un portefeuille de fonds propres et tire des revenus du placement des réserves de change. La BCE perçoit une commission sur l'encours de billets en circulation, vend de l'or et perçoit des revenus sur son activité de prêt aux établissements bancaires.

La BCE joue un rôle très important pour le crédit : lorsqu'elle abaisse son taux directeur, elle réduit le taux minimum auquel les banques lui empruntent des fonds. Cette action permet un refinancement à moindre coût pour les banques, ce qui se traduit par l'octroi de crédits plus avantageux aussi bien pour les entreprises que les particuliers.

La suite demain, bon week-end à tous en attendant.

Haut de page

Le 8 août

Pas de courant toute la journée, pas le temps de causer !

Parole d'internaute

- "Allez encore tout le monde à genou devant les "marchés". Notre vie dépend que des "marchés" : je pers mon boulot à cause des "marchés", je paie encore plus d'impôts pour rassurer les "marchés" etc... Etait ce cela l'esprit initial du capitalisme?" (Reuters 07.08)

Accumuler toujours plus de capital, de profit, de richesse, par n'importe quel moyen, effectivement c'est "l'esprit initial du capitalisme" et sa finalité, son seul objectif depuis qu'il existe.

Vous voyez bien camarades que la crise pose la question du fondement du capitalisme, qu'elle y conduit fatalement la réflexion de tout travailleur normalement constitué, alors pourquoi ne pas mener campagne sur ce thème pour aider la classe à ce poser cette question, et lui proposer une réponse qui posera à son tour la question du pouvoir politique : qui produit les richesses, qui décide quelles richesses il faut produire, qui doit gouverner, de quel Etat avons-nous besoin, etc ? Doit-on produire pour permettre à une minorité de s'enrichir et dicter sa loi à l'ensemble de la société qu'elle prend en otage ou au contraire faut-il produire en fonction des besoins de la population pour les satisfaire ?

- "Tout ce remue ménage confirme que c'est bien les banques qui dirigent les Etats, et non le contraire. Nos politiques ne sont donc que des pauvres pions depuis le Traité de Mastricht. On est à la botte d'une poignée de voyous bien pire que les petits loubards de banlieue. Honte à nous car comme dans la scène du film Le jouet où le patron disait : quel est le monstre, moi qui vous demande de baisser votre pantalon ou vous qui vous apprêtiez à le faire ?" (Reuters 07.08)

La réflexion des masses mûrit. Petit à petit chacun en arrive à remettre en cause l'ensemble du régime qu'il supportait il y a peu encore et personne ou presque n'imaginait un jour en arriver à cette conclusion qu'il réservait généralement aux gauchistes ou aux anarchistes.

L'Etat complice des voyous de la finance pires que ceux des banlieues ouvrières, nous avions une longueur d'avance en évoquant le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'aristocratie financière, à la suite de Marx, vous vous souvenez camarades. Quant à savoir qui a baissé son froc, j'ai une autre réponse à proposer : nos dirigeants !

Politique

France

Interview de Borloo par Le Figaro hier : "*Au-delà de la règle d'or, il faut jouer l'union nationale chez nous et l'union sacrée en Europe*". (lefigaro.fr 07.08)

Social

1- France. Etat antisocial.

Le ministre du Travail et de la Santé, Xavier Bertrand a emboîté le pas de Thierry Mariani dimanche. Dans des propos rapportés par Le Figaro, il a annoncé la mise en place d'"*un fichier unique des allocataires sociaux avant la fin de l'année*", selon lui "*la meilleure façon de renforcer la lutte contre des fraudes sociales*". "*Je suis tout à fait d'accord avec Thierry Mariani*", a-t-il affirmé.

"*On saura exactement qui touche quoi. On pourra éviter les doublons et on s'apercevra des incohérences de versement*" des prestations (indemnités d'arrêts maladie, allocations familiales, RSA...), a-t-il ajouté. Xavier Bertrand a également souligné sur le fait que la lutte contre les fraudes visaient "*aussi bien celles sur les prélèvements (cotisations patronales et salariales non versées en raison du travail au noir, ndlr) que sur les prestations*". (lepost.fr 07.08)

2- Grande-Bretagne. Etat antisocial.

2.1- Un commissariat de police éventré, un bus à impériale réduit à une carcasse fumante, des magasins d'électronique et de

sports saccagés, des bâtiments rasés par les flammes : le quartier de Tottenham, dans le nord de Londres, ressemble à un champ de bataille. De violentes émeutes ont secoué, dans la nuit de samedi 6 à dimanche 7 août, ce quartier pauvre du nord de Londres, lors des pires incidents que la capitale britannique ait connus depuis des années.

Les troubles ont éclaté dans la foulée d'une manifestation organisée samedi soir pour réclamer "*justice*" après la mort d'un homme de 29 ans, Mark Duggan, tué jeudi par la police à Tottenham. Les pompiers s'activaient encore dimanche en fin de journée pour venir complètement à bout des incendies. Les affrontements ont cessé au petit matin seulement.

Les fauteurs de troubles ont aussi saccagé des distributeurs de billets et des magasins, d'où des personnes cagoulées sont sorties en poussant des chariots remplis de marchandises, et s'en sont pris aux forces de police à coups de cocktail Molotov et autres projectiles.

Downing Street a dénoncé ces violences "*totalement inacceptables*". "*Il n'y a aucune justification pour les agressions auxquelles la police et le public ont été confrontés et pour les dégâts*" causés, a affirmé le bureau du premier ministre, David Cameron.

La famille du jeune homme tué jeudi a appelé au calme, dimanche. "*Nous ne tolérons pas ce genre d'actions*", a déclaré le frère de la victime, Shaun Hall, sur Sky News. "*Je sais que les gens sont frustrés, ils sont en colère en ce moment, mais je vous dis 's'il vous plaît arrêtez'.*" "*Ce gars n'était pas violent. Certes, il était impliqué dans des trucs, mais ce n'était pas une personne agressive*", a affirmé une amie du jeune homme sur Sky News.

Mark Duggan a été tué lors d'une opération de la police contre la criminalité au sein de la communauté noire. Sa mort est "*absolument regrettable*", a estimé dimanche un responsable de Scotland Yard, Adrian Hanstock, "*mais cela ne donne pas le droit à une minorité de délinquants de détruire des commerces (...) et de voler*".

Selon plusieurs habitants, la colère montait depuis un certain temps contre les contrôles policiers. "*J'habite à Broadwater Farm depuis vingt ans et depuis le premier jour, la police soupçonne toujours les Turcs et les Noirs*", a expliqué à Reuters un travailleur social d'origine turque. Un habitant d'une cinquantaine d'années disait comprendre les émeutiers : "*Nous savons que le gouvernement nous prend pour cibles, nous néglige. Quand on met un million de jeunes au chômage, comment voulez-vous que nous nous taisions ?*"

Tottenham compte un grand nombre de minorités ethniques et certains secteurs affichent des taux de chômage parmi les plus élevés de Londres. Le quartier avait déjà été le théâtre de très violentes émeutes en 1985, après une descente de police chez des particuliers, qui s'étaient soldées par le décès d'une femme de 49 ans à la santé fragile. Lors des affrontements qui avaient suivi, un policier avait été tué à coups de machette. (lemonde.fr 07.08)

2.2- Des groupes de jeunes ont attaqué dimanche soir des magasins et des voitures de police dans le nord de Londres, au lendemain d'émeutes dans le quartier de Tottenham.

Les violences ont éclaté à Enfield, à quelques kilomètres au nord de Tottenham. Plusieurs personnes ont été arrêtées, selon la police. (20minutes.fr 08.08)

Qui sème vent récolte la tempête ! Les jeunes et les travailleurs immigrés sont les principales victimes de la cure d'austérité imposée par tous les gouvernements en Europe. A la moindre étincelle la contestation du régime prend la forme d'une émeute, normal. Ce n'est qu'un début ou un avant-goût de ce qui les attend avant que la société toute entière s'embrase.

La misère sociale plus la répression policière : trop c'est trop !

Ce qui me fait sourire ce sont les commentaires postés par des membres des couches moyennes qui suivent les aléas de la crise en espérant que les dirigeants du vieux monde vont y apporter une solution sans spolier leurs intérêts, et qui oublient systématiquement le facteur social qui en est l'obstacle.

Quand on regarde bien la société américaine dont s'inspirent les dirigeants de la planète, on s'aperçoit que la marchandisation de tous les besoins et services de la population nous ramène aux conditions d'existence qui prévalaient au du XIXe siècle dans tous les pays industriels, et qui n'avaient rien à envier à celles qui existaient dans les pays à dominante féodale.

Au-delà d'une certaine limite ou d'un certain développement à l'échelle mondiale, l'évolution du capitalisme n'est plus synonyme que de régression sociale ou de réaction sur toute la ligne.

3- Allemagne

Les contrôleurs aériens allemands, qui réclament une augmentation de salaires, vont faire grève six heures mardi matin, a annoncé

ce lundi leur syndicat, GDF.

GDF, qui avait menacé d'une grève semblable jeudi dernier avant d'y renoncer, a appelé à une grève de tous les salariés à travers le pays de 6h à midi. Le syndicat, qui représente plus de 3.000 des 5.500 contrôleurs aériens du pays, réclame une augmentation de leurs salaires de 6,5%. Mais il demande aussi de «meilleures conditions de travail» dans l'intérêt de «la sécurité de l'espace aérien allemand», a-t-il fait valoir dans son communiqué.

La direction allemande de la sécurité aérienne, la DFS, leur employeur, qui s'était pourvue avec succès en justice contre la première tentative de grève, avait évoqué sur son site internet des salaires annuels compris «*entre 72.000 et 130.000 euros*». Le personnel nécessaire sera toutefois mis à disposition pour une partie des vols prévus, afin de garantir un service minimum, a ajouté le syndicat. (20minutes.fr 08.08)

Ben alors les gars, et la "*règle d'or*" en vigueur depuis 1949, elle ne vous empêche de revendiquer et de vous mobiliser, je n'y comprends plus rien, le POI ne nous avait-il pas expliqué que cela ne serait plus possible (en France)... Mais les contrôleurs aériens dépendent du droit privé, ce ne sont plus des fonctionnaires depuis 1992. Je comprends mieux, en fait elle ne concerne que les fonctionnaires, tout du moins sur la question salariale ou des conditions de travail.

C'est étrange, on avait cru qu'elle concernait l'ensemble des travailleurs telle que le POI l'avait présentée, on avait peut-être mal lu, vérifions-le : "*Le gouvernement adopte le 16 mars un projet de réforme constitutionnelle. Par ce texte directement dicté par l'Union européenne et les marchés financiers, il voudrait interdire, au nom de la « réduction des déficits », toute revendication.* " (IO n °140 page 2) Nous avions bien lu "*toute revendication*" privé et public confondu, c'était faux alors ou inexacte, évidemment, puisque l'Etat ne peut pas dicter la politique salariale des entreprises privées. Cela explique qu'ils ont recentré leur bataille en direction des fonctionnaires. Et les 75% qui travaillent dans le privé ? Qui ? Connaît pas !

4- Syrie

L'armée syrienne a poursuivi dimanche sa répression sanglante de la contestation populaire, lançant un raid sur la ville de Deir el-Zour (est) et donnant l'assaut à Houleh (centre), faisant au moins 52 morts, selon des militants syriens.

Parallèlement, l'armée maintenait dimanche le siège de Hama, l'un des principaux foyers de contestation, où l'électricité, le téléphone et l'Internet sont coupés depuis sept jours. Selon les organisations de défense des droits de l'Homme, au moins 100 personnes ont été tuées dans la ville. (AP 07.08)

Economie

1- La Bourse ou la vie

Après le plongeon de 5,5% à la Bourse de Ryad samedi, à Tel-Aviv, le principal indice a chuté de 7% ce dimanche. De Dubaï à Abou Dhabi, tous les compteurs sont au rouge.

En fin de journée, l'indice de la Bourse de Dubaï a terminé en baisse de 3,69%. Dans l'émirat voisin d'Abou Dhabi, la Bourse a clôturé en baisse de 2,53%. La Bourse du Koweït a clôturé sur une baisse de 1,61%. Le marché de Bahreïn reculait de 0,33% à la clôture et celui d'Oman de 2,08%. (lefigaro.fr 07.08)

La Bourse de Tokyo a perdu 2,18 %. La Bourse de Séoul a fini sur une baisse de 3,8 %, après avoir chuté de plus de 7 % en séance. La Bourse de Bombay a chuté de 3 % et a atteint son plus bas niveau depuis juin 2010. "L'atmosphère ne pourrait pas être pire", a résumé un analyste d'une société de gestion de fonds à l'agence Dow Jones Newswires.

La Bourse de Hongkong finissait également en chute à la clôture, l'indice hang seng abandonnait 3,8 %. La Bourse de Shanghaï perdait 3,79 %. La Bourse de Sydney a clôturé en baisse de 2,9 %. Elle avait déjà perdu 4 % vendredi. (lemonde.fr 08.08)

2- Euro.

Paris et Berlin ont affirmé l'engagement de l'Europe à mettre en oeuvre rapidement la réforme du FESF décidée le 21 juillet, encouragé l'Italie et l'Espagne à agir, et souligné l'importance du rôle de la BCE, à quelques heures de l'ouverture des marchés asiatiques.

La déclaration commune de la présidence française et de la chancellerie allemande n'évoque en revanche pas la situation des Etats-Unis, dont la dégradation de la note souveraine par S&P constitue l'autre point de tension le plus brûlant.

Une conférence téléphonique des responsables financiers membres du G20 s'est tenue dimanche matin, selon la Corée du

Sud, tandis qu'une source britannique jugeait probable une conférence téléphonique des responsables des finances du G7 dans la soirée, avant l'ouverture des marchés en Asie à 00h00 GMT.

De sources proches de la Banque centrale européenne, l'institution devait pour sa part tenir dimanche une conférence téléphonique sur la question en suspens d'éventuels achats de titres de dette espagnols ou italiens, dont les taux ont bondi à leurs plus hauts niveaux en 14 ans.

"En ligne avec les décisions du 21 juillet, la France et l'Allemagne sont confiantes dans le fait que l'analyse de la BCE constituera le fondement approprié pour des interventions sur le marché secondaire dans la mesure où elle contribuera à déterminer le cas où il existe un risque pour la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble", lit-on dans la déclaration commune. (Reuters 07.08)

3- G20. Communiqué diffusé lundi par le ministère français des Finances.

"Nous, ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des pays du G20, affirmons notre engagement à prendre toutes les initiatives nécessaires de manière coordonnée pour soutenir la stabilité financière et promouvoir une croissance économique plus forte dans un esprit de coopération et de confiance. Nous resterons en contact étroit au cours des semaines à venir et coopérerons en tant que de besoin, en étant prêt à prendre les actions assurant la stabilité financière et la liquidité des marchés financiers. De plus, nous continuerons à travailler intensément pour obtenir des résultats concrets en faveur d'une croissance forte, durable et équilibrée dans le contexte du Cadre du G20 pour la croissance." (20minutes.fr 08.08)

4- G7.Communiqué diffusé dans la nuit de dimanche à lundi.

"Face au regain des tensions sur les marchés financiers, nous, ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des pays du G7, affirmons notre engagement à prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir la stabilité financière et la croissance dans un esprit de coopération étroite et de confiance. "Nous nous engageons à réagir pour apaiser les tensions créées par les défis récents auxquels nous sommes confrontés s'agissant de nos déficits budgétaires, notre dette et notre croissance, et nous saluons les actions décisives prises aux Etats-Unis et en Europe.

"Les Etats-Unis ont adopté des réformes qui génèreront à moyen terme des réductions substantielles du déficit. En Europe, le sommet de la zone euro a adopté le 21 juillet un ensemble complet de mesures visant à améliorer la situation de la Grèce et des autres pays faisant face à des tensions pour leur financement, notamment en accordant plus de flexibilité dans le fonctionnement de la FESF. Nous sommes maintenant concentrés sur la mise en oeuvre rapide et complète des décisions prises. Nous saluons la déclaration de la France et de l'Allemagne à cet effet. Nous saluons aussi la déclaration du Conseil des Gouverneurs de la BCE.

"Nous sommes déterminés à agir de manière coordonnée chaque fois que cela est nécessaire, à assurer la liquidité et soutenir le bon fonctionnement des marchés, la stabilité financière et la croissance économique. Ces actions, jointes à la poursuite des efforts de discipline budgétaire, assureront la soutenabilité de nos finances publiques à long terme. Aucun changement dans les fondamentaux ne justifie les tensions financières subies récemment par l'Italie et l'Espagne. Nous saluons les mesures additionnelles annoncées par l'Italie et l'Espagne pour renforcer leur discipline budgétaire et soutenir l'activité économique et la création d'emplois. "Les chefs d'Etat et de Gouvernement de la zone euro ont clairement indiqué que l'implication du secteur privé dans le cas de la Grèce est une mesure exceptionnelle liée à des circonstances uniques et ne sera en aucun cas appliquée à un autre membre de la zone euro.

"Nous réaffirmons notre intérêt commun dans un système financier international fort et stable, et notre soutien pour des taux de change déterminés par les marchés. Une volatilité excessive et des mouvements désordonnés des taux de change a des implications négatives pour la stabilité économique et financière. Nous nous consulterons étroitement sur les actions sur les marchés des changes et coopérerons en tant que de besoin. "Nous resterons en contact étroit au cours des semaines à venir et coopérerons en tant que de besoin, prêts à prendre toute action nécessaire pour garantir la stabilité et la liquidité des marchés financiers." (20minutes.fr 08.08)

Haut de page

Le 9 août

Comme je suis crevé (lire plus loin) et que je vis sur les nerfs, j'ai trouvé la force de compléter le boulot de la nuit dernière en ajoutant une causerie sur la dette que voici.

La dette de l'Etat correspond notamment aux exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons, à la réduction de l'impôts sur les bénéfices des entreprises, au train de vie de l'Etat auquel on peut ajouter ses entreprises guerrières. On

pourrait ajouter l'argent soi-disant investi dans la recherche et le développement qui va en réalité dans la poche de certaines entreprises et que l'on peut considérer comme des cadeaux.

On peut donc considérer que la dette de l'Etat se résume en une opération consistant à augmenter la plus-value ou profit des entreprises en détournant une partie du salaire différé et nos impôts que nous réglons avec notre salaire. Il s'agit donc d'un pillage en règle des travailleurs au profit des nantis de la finance et des capitalistes en général.

Les patrons ne pouvant pas imposer directement aux travailleurs une augmentation brutal de la productivité et une baisse des salaires ou du coût du travail, ils y parviennent par le biais de ce mécanisme mis au point conjointement par les Etats, les institutions internationales (UE, FMI) et les marchés financiers. Pour le justifier ils avancent la nécessité de demeurer compétitif sur le marché mondial face à leurs concurrents asiatiques afin de sauver des emplois et éviter des délocalisations, tandis que le chômage continue d'augmenter, donc la disparition de pans entiers de la production.

C'est la division internationale du travail qui concerne dorénavant pratiquement tous les secteurs d'activité et l'immense réserve de main d'oeuvre dont disposent les pays émergents dont la Chine, qui se traduit par l'amplification de la concurrence des travailleurs entre eux à l'échelle mondiale, et exerce un forme de chantage ou une pression croissante à la baisse sur les salaires et les conditions de travail et de vie dans les pays capitalistes les plus développés.

Quel intérêt aurait un capitaliste à produire en France une marchandise identique à celle qu'il peut produire en Chine à un moindre coût ? Le prolétariat français est voué à la misère ou à disparaître, voilà les seules perspectives que le capitalisme peut offrir de nos jours aux travailleurs.

Dans un proche avenir, il n'y a aucune raison que ce processus s'inverse, au contraire il devrait s'amplifier quand le coût de la main d'oeuvre en Chine aura atteint le niveau où il deviendra plus rentable de recourir à des machines ou des robots pour les remplacer, comme cela s'est produit progressivement dans les pays développés au cours du XXe siècle, sauf que là la transition pourrait intervenir plus rapidement et plus brutalement puisque la technologie et les machines existent déjà, laissant sur le carreau des dizaines et dizaines de millions d'ouvriers avec tous les risques sociaux et politiques que cela comportera pour le régime.

Dans le pire des cas, si le mouvement ouvrier (international) s'avérerait incapable de se doter d'une nouvelle direction, on pourrait imaginer à l'échelle mondiale une société composée d'une poignée de riches ou nantis, une importante classe moyenne et une gigantesque armée de prolétaires en guenilles, les premeirs et les seconds soutenant des régimes dictatoriaux.

Au cas où le prolétariat opposerait une farouche résistance au destin qu'ils lui ont réservé, l'impérialisme américain, qui demeure le pays le plus puissant de part son implantation militaire dans le monde, pourrait décider avec ses alliés qu'une guerre mondiale serait salutaire pour procéder à de gigantesques destructions et évincer au passage leurs principaux concurrents, procéder à un nouveau partage du monde, ce qui permettrait de donner un nouveau souffle au capitalisme mondial.

Aujourd'hui le plus inquiétant en France, c'est qu'aucun parti ouvrier ne mène campagne en mettant en évidence le fait que Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays et illégitime, comme s'ils tenaient à tout prix à les protéger.

La causerie de la nuit et du petit matin.

Le courant est revenu en fin de journée hier, pas le temps de recharger la batterie de secours qu'ils ont recoupé à cause de la pluie, résultat plus du tout de courant à 4h du matin, plus de ventilateur, trop chaud, impossible de dormir... J'ai actualisé le site jusqu'à 7h30, je suis crevé donc pas de causerie.

Parole d'internaute

(Suite aux émeutes en Grande-Bretagne.)

1- "À opprimer ses minorités et à rejeter ses pauvres dûment créés depuis des décennies, le réveil de la Grande-Bretagne va être dur !" (lemonde.fr 08.08)

2- "Les gens qui n'ont rien ne peuvent pas payer la dette, faite par les gouvernements et les spéculateurs. Comment ces gens croient-ils que vit le peuple qui n'a rien?" (lemonde.fr 08.08)

Vous aurez remarqué qu'ils ne condamnent pas le recours à la violence des jeunes qui n'en peuvent plus.

(A propos de leur dette)

3- "Pourquoi serait-ce aux Etats (donc aux citoyens) de combler ce trou en non à ceux qui se sont gavés sur leur dos durant des années dans un systeme ou les bénéfices étaient privatisés et les pertes mutualisées ! Le systeme ultra libéral s'écroule, basé sur une croissance infinie pour nourrir la spéculation à court terme qui masquait le peu de rentabilité productive réelle des entreprises." (Reuters 08.08)

Politique

1- France

1.1- En famille, une "***règle d'or***".

L'ancien ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo a estimé que la France devait ramener ces déficits dès 2012 à 3% de son produit intérieur brut et le socialiste Manuel Valls a appelé le gouvernement à "*prendre dès à présent*" les mesures nécessaires au rétablissement des comptes publics.

Dans Les Echos de mardi, François Hollande "*Le risque aujourd'hui est celui de l'éclatement de la zone euro. Il n'y a plus de temps à perdre. Il faut faire fort, vite et clair !*"

1.2- Record infâme !

Le ministre de l'Intérieur a ainsi jugé lundi que si son objectif de 30.000 reconduites d'étrangers en situation irrégulière était atteint en 2011, il s'agirait du "*meilleur résultat historiquement enregistré*" par la France. Alors qu'en début d'année, l'objectif fixé par son prédécesseur Brice Hortefeux "*avait été fixé à 28.000 reconduites, j'ai décidé de (le) remonter à 30.000*", a-t-il rappelé.

"*Pour l'instant, il semble que nous puissions atteindre cet objectif*", a-t-il estimé, et "*si nous l'atteignons, ce sera le meilleur résultat que nous aurons historiquement enregistré*", a souligné Claude Guéant.

"*A ce jour, sur les sept premiers mois de l'année, nous avons reconduit 17.500 étrangers en situation irrégulière, soit 4% de plus que l'année dernière*", a indiqué le ministre. (lexpress.fr 08.08)

2- Grande-Bretagne

Londres, sous le choc, a connu une troisième journée consécutive de violences et de pillages, qui ont gagné plusieurs quartiers de la capitale ainsi que la ville de Birmingham.

De nouveaux affrontements ont éclaté lundi dans le quartier défavorisé de Hackney, dans l'est de la capitale, après les premières violences survenues samedi à Tottenham et tout au long du week-end dans plusieurs quartiers.

Selon le reporter du Guardian Paul Lewis, qui rend compte des événements sur son compte Twitter, les violences à Hackney sont pires qu'à Enfield la nuit dernière : "*Des émeutiers ont pris le contrôle d'une propriété. Ils ont monté des barricades sur plusieurs routes*", explique-t-il dans le live de la BBC. Les scènes de violence menaçaient de s'étendre en dehors de la capitale lundi en soirée. Des incidents ont éclaté à Birmingham, dans le centre de l'Angleterre, a annoncé la police. Elles auraient également gagné Leeds.

La police a également dû intervenir à Croydon, Lewisham et Peckham, dans le sud de Londres. A Peckham, des commerces étaient en feu et les flammes menaçaient de se propager à d'autres immeubles alors que des jeunes ont tenté de mettre le feu à un autobus à impériale, selon des images de télévision.

La nuit précédente, des petits groupes de jeunes ont harcelé les forces de l'ordre dans d'autres quartiers, endommageant plusieurs de leurs véhicules, détruisant des devantures et pillant des magasins. "*Des actes criminels inspirés*", selon les services de sécurité, par ceux survenus samedi dans le quartier multiethnique et déshérité de Tottenham (nord).

A Walthamstow, Enfield, Islington (nord), Brixton (sud) et même à Oxford Circus, en plein cœur du Londres touristique, les mêmes scènes se sont reproduites.

"*C'est parti visiblement de ce qui s'était passé à Tottenham... Mais ça ressemble fort à une excuse, ça n'a vraiment pas de sens*", a déploré Williams Falade, 28 ans, responsable d'un club de gym à Brixton.

Un sentiment partagé par le numéro deux du gouvernement, Nick Clegg, qui s'est rendu à Tottenham lundi et a condamné une "*vague de violence gratuite*", n'ayant "*absolument rien à voir avec la mort de Mark Duggan*", un père de famille.

Une commission de contrôle indépendante a ouvert une enquête sur les circonstances de la mort de Mark Duggan, alors que certaines informations de presse laissaient entendre que les forces de l'ordre avaient ouvert le feu sans avoir été attaquées. Les résultats des expertises balistiques sont attendus mardi.

Abattu par la police alors qu'il se rendait en taxi chez son amie, l'homme transportait une arme à feu, selon les premiers éléments de l'enquête. Au cours de la fusillade, un officier de police avait été blessé par balle, mais d'après des sources policières, la balle pourrait avoir été tirée par un autre officier de police. L'IPCC s'est refusée à commenter l'avancée de l'enquête, mais devrait annoncer d'ici à mardi soir si Mark Duggan avait ou non utilisé une arme avant d'être abattu.

Si les photos de bâtiments en feu faisaient la "*une*" lundi de tous les journaux britanniques, beaucoup se gardaient de toute interprétation trop rapide. A Tottenham, la question faisait aussi débat parmi les habitants. "*On ne peut pas se contenter de dire que ces évènements sont dus simplement à ce décès ou à des criminels*", estime Osagyefo Tongogara, un résident de longue date. "*J'appelle ça une rébellion. Les gens sont frustrés et en colère*". (lemonde.fr 08.08)

3- Libye

3.1- Les rebelles libyens ont dissous leur gouvernement en raison d'"*erreurs administratives*" de certains de ses membres dans la gestion de l'assassinat de l'ancien chef militaire des insurgés, Abdel Fattah Younès, a annoncé lundi un porte-parole.

Les 14 membres du comité exécutif du Conseil national de transition (CNT), dont les responsables de la défense et de l'intérieur, ont été limogés, et le Premier ministre Mahmoud Djibril a été chargé de former un nouveau gouvernement, a précisé le responsable presse du CNT, Chamsiddine Abdoulmolah.

"*Ils ont tous été limogés. Il y a eu des erreurs administratives pour lesquelles ils ont été tenu responsables*", a-t-il expliqué.

Un autre porte-parole du CNT, Abdelhafez Ghoga, avait auparavant déclaré sur la chaîne Al Jazira que la décision de remplacer le gouvernement avait été prise en raison de "*l'insuffisance de la performance de certains membres du comité exécutif dans la gestion de la crise*" provoquée par l'assassinat d'Abdel Fattah Younès. (Reuters 08.08)

3.2- La moitié des Français (51%) se disent défavorables à la participation de la France à l'intervention militaire en Libye, selon un sondage Ifop paraissant mardi dans "L'Humanité". Quarante-neuf pour cent des personnes interrogées disent être favorables à cette intervention.

La précédente enquête Ifop, menée les 21 et 23 juin, montrait la même répartition. Fin mars, au début de l'intervention alliée, le soutien était de 66% pour 34% d'opposition. (AP 08.08)

4- Yémen

Le journal Achark al Aoussat, basé à Londres, cite des sources américaines selon lesquelles Washington serait parvenu à convaincre le président Saleh de revenir sur sa décision de rentrer au Yémen.

Selon ces sources, il a été très affecté par le spectacle de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak traduit en justice sur une civière la semaine dernière au Caire.

L'ambassadeur des Etats-Unis au Yémen, Gerald Feierstein, a demandé au département d'Etat de ne pas donner trop de visibilité aux pressions exercées sur le président yéménite parce qu'il s'agit d'une "*personne obstinée*" que l'on ne "*peut pas mettre au coin*". (Reuters 08.08)

Economie

1- La Bourse ou la vie

Le Dow Jones a fini sa journée en recul de 5,42 %. Le Nasdaq a reculé de 6,83 %.

Le CAC 40 a perdu 4,68 % lundi soir.

En passant de 3842,70 points à 3125,19 points en onze jours, le Cac 40 a chuté de 18 %. Il n'y a pas de définition économique précise d'un krach mais, dans la pratique, cette expression s'applique à une baisse soudaine et précipitée des actions (plus de 20 % en quelques jours).

A Londres, le Footsie-100 a terminé en baisse de 3,39 % à la clôture. La Bourse de Francfort a clôturé sur un plongeon de 5,02 %. La Bourse de Madrid a terminé sur un repli plus modéré que les autres places européennes, perdant 2,44 %. La Bourse de Milan a perdu 2,43 %. La Bourse d'Athènes a achevé sa séance sur un plongeon de 6 %. La Bourse suisse a terminé la séance avec un net repli de 3,95 %.

Les deux Bourses de Moscou ont clôturé sur un plongeon, alors que les prix du pétrole étaient en nette baisse. Le RTS a terminé la séance sur une chute de 7,84 % .

En Amérique du Sud, les places financières de Sao Paulo (8%) et Buenos Aires (10,73%) ont plongé. Au Chili, la Bourse de Santiago (-6,96%) n'avait pas enregistré pareille baisse depuis 13 ans. A Lima, un recul de 7,03% a même entraîné une suspension des cotations d'une demi-heure pour enrayer la panique peu avant la clôture. En Amérique centrale, la bourse de Mexico a subi une chute de 5,88%, soit la baisse la plus forte enregistrée sur la place depuis septembre 2008. (lemonde.fr 08.08)

Commentaire d'un internaute.

- "*Pour mémoire, suite à la formation d'une bulle spéculative dite « bulle Internet », le CAC 40 atteint son plus haut historique le 4 septembre 2000 à 6 944,77 points en séance, avant de s'effondrer jusqu'à 2 401,15 points le 12 mars 2003 (son plus bas niveau en séance depuis 1997)* "

2- Matières premières

Les investisseurs se détournant des actifs les plus risqués comme les actions, l'or a touché un nouveau plus haut historique au-dessus de 1.715 dollars l'once, son onzième record en 19 séances.

L'or a gagné plus de 20% depuis le début de l'année.

L'indice Reuters-Jefferies CRB, une référence pour les prix des commodities qui prend en compte 19 matières premières, reculait de 1,86% vers 15h45 GMT, après avoir chuté de près de 4,5% la semaine dernière, son plus fort recul depuis début mai.

Le baril de pétrole a perdu un temps plus de 4% et l'étain plus de 6,4%. Le cuivre a enregistré une baisse de 2,68% à Londres. Les cours du cuivre avaient déjà reculé de 7,9% la semaine dernière.

"*A notre avis, le plus gros risque dans l'immédiat pour les cours des matières premières n'est pas la dégradation (de la note américaine) mais la poursuite de la montée de l'incertitude en ce qui concerne l'économie mondiale et le risque politique*", a résumé Walter de Wet, analyste chez Standard Bank, dans une note à sa clientèle. (Reuters 08.08)

3- BCE et banques centrales

3.1- Des banques centrales européennes ont procédé dans l'après-midi à des rachats d'obligations italiennes et espagnoles, ont dit lundi à Reuters plusieurs traders.

Ces mouvements surviennent au lendemain de la décision de la BCE de racheter de la dette italienne et espagnole pour tenter d'enrayer la crise budgétaire qui secoue la zone euro.

"*J'ai vu des banques centrales - la Banque d'Italie et d'autres - de nouveau actives sur le marché*", a rapporté un trader.

Selon des professionnels, la BCE avait procédé dans la matinée à des rachats de dette italienne et espagnole sur le marché par tickets de 20 à 25 millions d'euros. Elle devrait en avoir acquis pour plusieurs milliards d'euros en fin de journée.

Selon une note des analystes de la Royal Bank of Scotland, la BCE pourrait racheter une moyenne de 2,5 milliards d'euros de bons espagnols et italiens chaque jour, soit l'équivalent de 600 milliards d'euros en un an. (Reuters et AP 08.08)

3.2- Alors que la Banque centrale européenne (BCE) a commencé le rachat de la dette publique de pays de la zone euro, le quotidien italien Il Corriere della Sera révèle les conditions que pose l'institution financière pour venir en aide à l'Italie.

Une lettre "*secrète*" adressée au chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, et révélée, lundi 8 août, par le quotidien, détaille les exigeances de la BCE : une libéralisation de l'économie et la privatisation des sociétés municipales qui, en Italie, gèrent souvent les transports publics, la collecte des déchets ou la distribution d'électricité et de gaz. Fait nouveau, la BCE demande également une réforme du marché du travail italien et ne se prive pas pour détailler ses exigeances.

"*Moins de rigidité sur les contrats à durée indéterminée, interventions sur l'emploi public, modification du modèle fondé sur l'extrême flexibilité des jeunes et précaires et la totale protection des autres, contrats de travail stimulant la productivité*", écrit-elle notamment dans cette missive envoyée jeudi ou vendredi, selon le Corriere, qui n'hésite pas à qualifier le document de quasi "*programme de gouvernement*". (lemonde.fr 08.08)

4- France

Le coût de l'assurance sur un défaut de paiement de la France a atteint un niveau record lundi, le déclassement de la note des Etats-Unis par l'agence Standard & Poor's suscitant l'inquiétude quant à la capacité des autres émetteurs de dette "triple A" à conserver la confiance des agences de notation.

Les CDS ("credit defaut swaps") à cinq ans sur la dette française ont bondi en séance de 15,5 points de base à 160 points de base, un niveau sans précédent, d'après les données Markit. Cela signifie qu'il en coûte 160.000 euros pour assurer 10 millions d'euros d'exposition aux obligations françaises. (Reuters 08.08)

5- Etats-Unis

American International Group (AIG) poursuit Bank of America, lui réclamant plus de 10 milliards de dollars (7 milliards d'euros) pour des pertes liées aux crédits hypothécaires, peut-on lire dans le texte de la plainte.

Selon ce document, dont Reuters a obtenu copie, AIG estime avoir été induit en erreur par la banque à propos de valeurs mobilières adossées à des crédits hypothécaires, ce qui a occasionné des pertes.

L'assureur veut poursuivre Bank of America devant la cour suprême de l'Etat de New York, à Manhattan. (Reuters 08.08)

6- OCDE

En juin par rapport à mai, "*des signaux plus forts d'inversion des cycles de croissance ont fait leur apparition aux Etats-Unis, au Japon et en Russie*", relève l'OCDE dans un communiqué. Le climat de dégradation est général dans les principales économies mondiales, souligne l'organisation.

"*Les [indicateurs] CLI pour le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, le Brésil, la Chine et l'Inde continuent à pointer vers des ralentissements de l'activité économique*", commente-t-elle. L'organisation économique des pays développés base ses observations sur son indicateur composite avancé (CLI), conçu pour anticiper les retournements économiques. Les inversions de tendance de l'indice précèdent généralement les inversions de l'activité économique d'environ six mois, selon l'OCDE.

Pour les 34 pays membres de l'OCDE, ainsi que pour les économies du G7, l'indice s'est dégradé en juin pour le troisième mois de suite, selon les chiffres de l'OCDE. (lemonde.fr 08.08)

Haut de page

Le 10 août

L'Etat n'a pas capitulé devant la BCE ou le FMI, il en est le complice. L'UE, la BCE et le FMI n'ont aucun pouvoir ou pour être plus précis, le pouvoir qu'ils détiennent leur a été donné par l'Etat, ils n'existeraient pas sans la volonté de l'Etat de leur déléguer ses pouvoirs, et de les financer. C'est donc contre l'Etat qu'il faut orienter notre combat, c'est l'Etat et sa dette qui concentre les contradictions du régime capitaliste dominé par les gangsters de la finance.

De la même manière, si l'Etat n'a plus le pouvoir de battre monnaie ou aucune influence sur la politique monétaire, c'est parce qu'il a abdiqué ce pouvoir au profit de la BCE qui roule pour l'aristocratie financière et les multinationales.

L'Etat détient le pouvoir de défaire demain ce qu'il a fait hier, s'il ne le fait pas c'est parce que cela l'arrange. Il en serait autrement si les chefs d'Etat cessaient de nommer les dirigeants de l'UE, de la BCE et du FMI. La soumission de l'Etat à la dictature du capital financier aboutit à la fusion de l'Etat (du pouvoir politique) et des marchés financièrs qui de fait dirigent le monde et imposent sa loi à tous les peuples.

Un dernier mot qui nous tient particulièrement à coeur et que partagerons tous les camarades j'en suis sûr au-delà de nos divergences.

Tous les Etats, tous les gouvernements, tous les partis qui détiennent la majorité au sein des parlements sont aujourd'hui coupables de laisser crever de faim et de soif le peuple somalien, quel atroce et injuste destin, les mots nous manquent devant l'ampleur du désastre ! tandis qu'ils financent à coup de milliards la guerre en Afghanistan et en Libye notamment. Voilà le véritable visage du capitalisme, sordide, inhumain, un véritable cauchemar, synonyme de famines, de guerres et mille autres souffrances infligées à d'innocentes victimes.

Nous faisons nôtres les paroles de Trotsky "*le léninisme guerroie des pieds à la tête*" (Cours nouveau - 1923) : guerre au capitalisme, guerre à ses représentants officiels, guerre à tous ceux qui le soutiennent en prétendant s'exprimer au nom des opprimés, en France le PS et ses satellites qui profitent de l'ignorance des masses exploitées pour justifier leur soumission à la BCE, à l'UE, à l'ONU.

Oui "*l'heure est au combat politique contre l'union sacrée*", oui il faut "*aider politiquement la lutte de classe à surgir et à balayer les plans meurtriers*", oui "*le peuple travailleur, mobilisé et organisé, a la capacité (...) d'ouvrir la voie à un véritable gouvernement des travailleurs et de la démocratie appuyé sur une authentique Assemblée constituante, rompant avec l'Union européenne et le FMI*" (D. Gluckstein dans son dernier éditorial), ajoutons-y de balayer les institutions de la Ve République au cours de sa révolution.

Je n'ai plus le temps, je voudrais juste préciser un point.

Autant on doit dire la vérité aux travailleurs, il nous faut être le plus précis possible dans notre discours, ainsi on devrait éviter de parler de "*faillite*" du capitalisme, pas par crainte qu'ils en soient effrayés, mais parce qu'ils peuvent l'interpréter comme la faillite de la société tout court, autrement dit qu'elle ne disposerait pas de moyens pour s'en sortir, ce qui est faux une fois qu'on aurait exproprié les capitalistes et qu'on aurait liquidé leur faculté de nuisance sur la société. La société n'a jamais produit autant de richesses que de nos jours, il est possible de satisfaire l'ensemble des besoins de la population, la question est juste de s'emparer du pouvoir politique pour pouvoir s'en rendre maître à titre collectif...

Il y a plein de petites choses comme celles-ci qui peuvent induire les travailleurs en erreur ou nourrir leur indécision, la crise par exemple, on dit qu'elle est inévitable, mais en même temps on dit qu'ils la provoquent, c'est à n'y rien comprendre, alors qu'en réalité les deux affirmations sont vraies, elles se complètent et ne s'excluent pas, la crise est rendue inévitable parce que le capitalisme repose des contradictions qu'ils ne peuvent pas maîtriser, les capitalistes qui la provoquent espèrent qu'ainsi ils pourront s'en sortir mieux que les autres, les Goldman Sachs, JP Morgan et Cie. ont coulé Lehman Brothers, puis ils se sont partagés sa dépouille à moindre frais ou plutôt au frais du contribuable... La crise est inévitable parce qu'il arrive un moment où elle prend la forme d'une panique générale des investisseurs qui retirent tous leurs billes en même temps, sauve qui peut, quoi. Elle est inévitable parce qu'ils n'ont pas les moyens politiques pour affronter le prolétariat et lui imposer une brutale régression sociale, ils sont obligés de s'y reprendre à plusieurs fois, de faire traîner les choses sur des décennies. Elle est inévitable parce que le marché n'est pas extensible au doigt et à l'oeil, là aussi il faut des décennies pour qu'il se développe, pour qu'une nouvelle classe moyenne voie le jour, etc. C'est la lutte de classe du prolétariat le principal obstacle, son propre développement (du capitalisme) au cours duquel il a forgé son antithèse, l'arme qui en viendra à bout s'il n'y prend pas garde... Il n'y aurait plus d'argent, cela dépend pour qui, alors que l'accumulation et la concentration du capital entre quelques mains atteint des sommets, etc.

Une réflexion sur l'agriculture. On nous dit que pour nourrir la population mondiale qui ne cesse d'augmenter la solution passerait forcément par les OGM, après qu'on nous ait fait le même coup autrefois avec l'agriculture intensive à coup d'engrais, pesticides, herbicides chimiques ou de synthèses. Bref, on n'aurait plus le choix et Monsanto serait le sauveur de l'humanité ! Alors qu'en réalité une agriculture intelligente basée sur la rotation des cultures, l'utilisation de fertilisants naturels à base de plantes, d'algues, de composte (copeaux de bois, poussière d'os, de plumes, etc) présente un rendement égal ou supérieur à l'hectare sans dénaturer ou appauvrir les sols ou polluer les nappes phréatiques, sans compter que la valeur biologique et gustative des céréales, légumineuses, fruits ou légumes s'en trouve préserver.

Hier j'ai commis une affreuse erreur en affirmant qu'au PS ils étaient tous sur la même longueur d'onde que Hollande plus royaliste que Sarkozy sur la dette (lire plus loin), j'avais oublié qu'Arnaud Montebourg était un farouche opposant à la "règle d'or" et un militant sincère de la cause ouvrière, au point qu'il aurait même quelques problèmes avec la réalité, ce qu'on n'osera pas lui reprocher, c'est un "socialiste", quand il estime qu'il faudrait procéder à "*la mise sous tutelle du système financier avant que celui-ci ne nous mette sous tutelle lui-même*" (lexpress.fr 09.08), car voyez-vous ce ne serait pas déjà le cas... depuis fort longtemps !

Ne serait-ce pas en 1983 que le PS avait instauré l'austérité par crainte de la réaction des marchés ? 38 ans déjà, ça fait un bail dites donc ! Chut, il ne faut pas le dire vous allez briser le moral des militants plutôt naïfs ou ignorants qui hier encore misaient tout sur le front unique avec le PS, vous savez ce parti ouvrier sans ouvriers, ce parti qui n'a de socialiste que le nom depuis un siècle...

Autre chose.

Accepter ou refuser de "*garantir la note AAA de la France*", telle est effectivement la question qui est posée à la classe ouvrière et ses partis ou organisations (IO n°161 page 6)

Mais que vaut un article qui se termine par cette alternative, alors que nulle part le POI n'explique aux travailleurs et militants quelles seraient les conséquences d'un refus, par quoi cela se traduirait concrètement dans la vie de tous les jours des travailleurs, qu'est-ce qu'impliquerait un refus sur le plan économique, social et politique, etc.

Le gouvernement, le PS et ses satellites ainsi que les médias mettent en garde les travailleurs contre un tel refus qui signifierait le chaos et la faillite, une situation pire que celle qu'ils connaissent aujourd'hui, ce qui a de quoi les faire douter ou ébranler leur détermination.

Une explication à deux niveaux.

La première concerne la réaction des institutions financières, de la Bourse, des agences de notation, des patrons.

La seconde se rapporte à leurs conséquences pour les travailleurs.

Qu'est-ce qui se passerait si l'Etat refusait de se plier au diktat des marchés financiers ? Chacun se pose cette question ou peut être amené à se la poser, et chacun est incapable d'y répondre, sauf à envisager un scénario catastrophe du genre 1929 propre à effrayer les plus déterminés à refuser de payer cette crise à la place des capitalistes. Du coup, une large partie de la population est prête à se ranger derrière ceux qui incarnent à des degrés divers ou plus ou moins ouvertement la dictature du capital.
Tout d'abord, pourquoi ne pas le dire, serait-ce devenu un crime que se livrer à un simple constat ?

Il serait possible de dresser les travailleurs contre la dette qu'on veut leur faire payer en ignorant leur état d'esprit et les questions qu'ils se posent forcément, c'est bien ainsi que procède une fois de plus le POI, le NPA et LO n'agissent pas autrement il faut préciser. A quoi cela aboutirait-il ? Forcément à rien, à un imbroglio inextricable ou une impasse. Chacun élabore dans son coin son propre scénario sans tenir compte de la réalité, parce que personne ne veut prendre en compte les illusions des masses exploitées et finalement les combattre. Cette gesticulation ou cet activisme forcené ne peut avoir pratiquement aucun effet, peu importe, la recherche à tout prix d'un résultat même médiocre est leur seul objectif, ils brassent du vent en donnant l'impression de faire quelque chose c'est l'essentiel pour continuer d'exister politiquement, et puis il faut bien occuper les militants.

Si maintenant ils expliquaient aux travailleurs et militants qu'un refus de régler cette dette se traduirait obligatoirement par un effondrement de tout le système économique, la fermeture de milliers d'entreprises et des millions de chômeurs supplémentaires, la ruine de tous les petits épargnants, etc. la suspension des institutions et des libertés fondamentales, la guerre civile, etc. ils prendraient le risque qu'ils leur tournent le dos et ne signent pas leur pétition, n'achètent pas leur journal et ne leur versent aucun soutien financier, les seuls objectifs de ces partis. S'ils fournissent une argumentation tronquée aux travailleurs, c'est parce qu'ils visent un objectif immédiat qu'ils prétendent pouvoir atteindre, c'est lui qui leur dicte leur ligne de conduite et celle de leur parti. On à là la traduction de la subordination de la tactique à la stratégie.

Il en serait autrement s'ils ajoutaient que tôt ou tard cela se produira, parce qu'il existe une limite au-delà de laquelle les contradictions de l'économie mondiale conduiront à son explosion... Mais pour avancer et s'appuyer sur cet argument, il faut subordonner son action à la perspective de la chute du régime et de la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Oui, pour s'émanciper de la dictature du capital qui s'exprime aujourd'hui à travers le diktat de la dette, pour mettre en place une véritable démocratie, avancer sur la voie du socialisme et conquérir notre liberté, il va falloir endurer des sacrifices, se donner les moyens pratiques de vaincre notre ennemi de classe, il faut s'organiser, construire un parti, jour après jour inlassablement il faut aider nos frères et soeurs de classe à comprendre comment fonctionne le capitalisme et ses institutions pour qu'ils rompent à leur tour avec avec eux, car ils n'offrent aucune perspective aux travailleurs, ils leur réservent un avenir pire que tout ce qu'ils ont connu ou qu'ils ont pu imaginer un jour.

Oui, nous devons construire un parti de travailleurs qui doivent avoir conscience que se libérer du joug du capitalisme ne sera pas une partie de plaisir.

Vous ne voulez pas leur dire la vérité par crainte de les effrayer, mais de quoi au juste, c'est se leurrer camarades, car les travailleurs n'ont pas attendu après vous pour se dire en observant quotidiennement la détresse dans laquelle se débattent des millions de travailleurs et leurs familles dans le monde, qu'ils ont de la chance de ne pas connaître le même sort. Ils disposent des mêmes informations que vous, alors si vous leur racontez des histoires ou que vous les laissez désarmés face aux doutes qui les rongent ou que vous ne voulez pas leur apporter des réponses parce qu'elles sont pénibles à entendre, excusez-moi, mais c'est normal qu'ils ne vous accordent pas leur confiance.

Les commentaires postés sur le Net tous les jours par des travailleurs suite à des articles de presse traitant de l'actualité économique et sociale, démontrent qu'ils se posent des questions de plus en plus précises sur l'origine de la crise du capitalisme, qu'ils n'hésitent plus à remettre en cause les versions qui leur ont été données ici ou là, ils exigent des réponses claires et cohérentes à leurs questions, mieux encore, ils vont jusqu'à remettre en question leurs propres convictions qui reposaient jusqu'à présent sur une interprétation erronée de la société, ce processus est en marche, notre devoir est de l'encourager et les

aider à le mener à terme, c'est-à-dire se réapproprier le socialisme.

De la même manière qu'on ne peut pas se contenter de plaquer le mot socialisme dans un éditorial, sans jamais expliquer en quoi il changerait la vie des travailleurs par rapport à ce qu'ils connaissent aujourd'hui. Surtout quand on sait qu'il a pour eux une connotation négative la plupart du temps.

Autrefois les travailleurs devaient se fier à se qu'on leur racontait, tandis que les militants devaient se fier à ce que leur racontaient leurs dirigeants, dorénavant cette époque est révolue, tout le monde ou presque a accès aux mêmes informations et peut recouper les dire des uns et des autres et se forger plus facilement sa propre conviction, ce qui ne garantit pas qu'elle soit correcte, mais au moins on peut le vérifier ensemble, il est plus difficile de manipuler impunément très longtemps les masses et les militants.

Un dernier mot.

"*la BCE, comme le FMI, partage avec le capital financier le même objectif : faire pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent rapidement des plans de régression sociale* (IO n°161 page 2), c'est exact, mais il ne faudrait pas oublier de préciser qui finance la BCE et le FMI : les Etats, et qui financent les Etats déjà endettés, les marchés financiers, et qui finance les marchés financiers, les banques centrales en faisant marcher la planche à billet... avant de repasser la patate chaude aux Etats et ainsi de suite, à eux ensuite de faire payer la note aux travailleurs.

Parole d'internaute

- "Faux-cul, voilà le mot qui s'impose. Hollande se rallie au principe de la règle d'or. En plus, pour masquer son ralliement, il fait de la surenchère, il propose d'anticiper son adoption. "Respecter sa trajectoire", qu'est-ce donc ce charabia? Quand il dit "nous socialistes avons" : c'est aller plus vite que la musique. On peut douter que son "amendement" fasse consensus au sein de son parti. Peu à peu, il va être difficile de discerner ce qui le différencie de Sarkozy si n'est un jeu de postures." (lemonde.fr 09.08)

Lisez bien ou écoutez bien les propos de l'ensemble des dirigeants du PS, sur le fond ils tiennent tous le même discours.

Politique

1- France

Sur France Info et dans un entretien aux Echos, François Hollande "*Je suggère que soit ajouté au projet de loi de finances pour l'an prochain un amendement dans lequel la France s'engage à respecter sa trajectoire de retour sous la barre des 3 % en 2013*".

Selon lui, cet amendement "*montrerait la détermination de l'ensemble de la nation à tenir les engagements pris. Le débat politique en 2012 porterait alors sur les moyens d'y parvenir et sur les conditions d'un retour à la croissance*". Sur France Info, le président du conseil général de Corrèze ajoute que "c'est dans le budget 2012 que nous aurons à donner nos positions respectives. Le gouvernement a fixé son calendrier et nous socialistes avons aussi à dire comment nous ferons pour atteindre ces 3 %. Nous aurions là un grand débat".

Pour M. Hollande, la question n'est plus de savoir s'il faut augmenter les impôts, mais quels impôts augmenter. "*Un effort collectif sera nécessaire. Le débat en 2012 ne sera pas entre ceux qui veulent augmenter les impôts et ceux qui le refusent, mais entre ceux qui voudront augmenter certains impôts et ceux qui voudront baisser beaucoup de dépenses*", estime-t-il, rappelant qu'il y a "*d'ores et déjà des niches fiscales qui vont être rabotées, supprimées, et donc il y aura des augmentations d'impôt*".

"*La seule question qui vale c'est qui va payer l'effort ? Est-ce que ce sont toujours les mêmes – c'est-à-dire une grande majorité de nos concitoyens – ou est-ce que ce sont ceux qui ont quand même beaucoup gagné grâce aux cadeaux accordés par Niocolas Sarkozy depuis 2007 ?*" ajoute M. Hollande sur France Info.

Le programme du Parti socialiste prévoit de remettre à plat la fiscalité et de revenir sur les niches fiscales et sur certaines mesures mises en place par Nicolas Sarkozy, comme la défiscalisation des heures supplémentaires. Les socialistes chiffrent les gains à 50 milliards d'euros, et promettent d'en affecter la moitié à la réduction de la dette. Les socialistes qui jugeaient jusqu'au début de l'été l'objectif de ramener le déficit sous les 3 % avant 2013 "*irréaliste*" s'y sont discrètement ralliés les uns après les autres. (lemonde.fr 09.08)

Autrement dit, ils sont bien tous sur la même longueur d'onde... que Sarkozy, tout le reste est du baratin de philistins !

2- Grande-Bretagne

La vague de violence qui a saisi la Grande-Bretagne semble révéler un mal-être profond de la jeunesse auquel il sera difficile de répondre à court terme.

Autant les soulèvements populaires qui secouent le monde arabe depuis le début de l'année sont motivés par l'espoir de changement, autant les émeutes en Angleterre prennent une tonalité nihiliste, se traduisant davantage par des pillages que par un réel désir de changement.

"*C'est triste de voir tout ça*", résume Adrian Anthony Burns, un électricien de 39 ans. "*Mais ces gamins n'ont pas de boulot, pas d'avenir et les coupes budgétaires n'ont fait qu'empirer la situation (...) Ce n'est que le début.*"

En Grande-Bretagne, les mesures d'austérité mises en place par le gouvernement pour résorber un déficit public record sont venues s'ajouter aux tensions sociales existantes.

Touchée de plein fouet par la crise économique, la jeunesse des pays développés ne trouve souvent pas d'emploi conforme à ses qualifications. Loin d'être inédites, les émeutes londoniennes rappellent celles qui ont éclaté en 2005 dans les banlieues françaises, ou encore en Chine ou en Amérique latine.

La couverture médiatique de la nuit d'émeutes à Tottenham et le bouche à oreille sur internet et les réseaux sociaux ont pu inciter d'autres jeunes britanniques à faire de même.

Pour John Bassett, ancien haut responsable à l'agence de renseignement britannique, "*il semble que les réseaux sociaux modifient l'équilibre des pouvoirs entre l'Etat et le citoyen, que cela se traduise par un changement de régime au Caire ou dupillage à Tottenham*".

"*On a une génération qui est comme chez elle sur les réseaux sociaux et des responsables gouvernementaux qui s'en méfient.*"

Pendant les périodes de prospérité, les gouvernements européens ont eu tendance à répondre aux soulèvements populaires en renforçant la présence policière ou en débloquant des fonds pour les secteurs défavorisés.

Mais sur fond de crise économique, cette approche se révèle être un casse-tête pour des pays comme la Grèce, l'Espagne ou l'Italie, qui se sont engagés à toujours plus de rigueur pour rassurer marchés financiers et créanciers.

"*Ce qui ressort de tout cela est le même mécontentement des jeunes, qui sont les seuls à avoir l'énergie de descendre dans la rue et de participer à des émeutes. Et pas seulement en Grande-Bretagne*", note Louise Taggard, spécialiste de l'Europe chez AKE, une entreprise de consultants de Londres.

"*Si les autorités ne règlent pas les problèmes à l'origine du mécontentement, elles courent le risque de voir le mouvement prendre de l'ampleur*."

"*Une grande partie des problèmes qui se posent aujourd'hui reflètent un manque d'intégration socio-économique et culturelle (...) qui a conduit à des privations et à une ghettoïsation*", estime Peter Buzzi, psychologue et économiste.

A court terme, forces de l'ordre, chefs d'entreprise et dirigeants politiques feraient bien de se préparer à un mouvement de contestation d'ampleur.

"*Il y a des causes économiques et politiques (à ces évènements) mais on ne peut pas vraiment dire qu'il s'agit d'un mouvement politique*", note toutefois Carino O'Reilly, spécialiste de la sécurité européenne chez IHS Jane's.

"*C'est un mouvement nihiliste et criminel. Avec des jeunes, souvent de très jeunes, qui sont en colère, et pauvres et qui ont réalisé qu'ils pouvaient faire ça et s'en tirer*." (Reuters 09.08)

Commentaire d'un internaute.

- "La vérité c'est : Touchée de plein fouet par la crise économique, la jeunesse issue des pays du tiers monde et/ou des anciennes colonies européennes ne trouve souvent pas d'emploi conforme à ses (généralement faibles) qualifications et en prime refuse de s'intégrer à la culture dominante du pays d'accueil!"

Ceci est la cause de cela il serait plus juste de dire, mais le constat est juste.

Libye

Plusieurs dizaines de civils, dont des enfants, ont été tués dans un raid de l'Otan lundi soir dans le village de Madjar, près de Zlitane, à 150 km à l'est de Tripoli, affirme mardi la télévision d'Etat libyenne.

Un porte-parole de l'Otan a reconnu que l'Alliance avait mené un raid à Zlitane dans la nuit de lundi à mardi. "*Nous menons une enquête (...) L'Otan fait tout son possible pour éviter les victimes civiles, contrairement au régime de Mouammar Kadhafi qui les vise délibérément*", a-t-il dit.

Le gouvernement libyen a décrété trois jours de deuil après cette attaque, ajoute la télévision d'Etat. (Reuters 09.08)

Ceci n'excuse pas cela. Finalement l'Otan bombarde de plus en plus souvent des infrastructures causant la mort de nombreux civiles, comme elle l'avait fait systématiquement en Irak ou en Serbie. C'était prévisible à partir du moment ou les Libyens s'avèreraient incapables de se dresser dans l'unité contre Kadhafi, perspective sur laquelle nous avions tablé au départ et qui malheureusement ne s'est pas réalisée, ce qui nous a conduit à modifier notre position et à condamner ces bombardements.

Economie

La Bourse ou la vie

Les Bourses européennes ont fini mardi en ordre dispersé mais en meilleur état que la veille, Londres, Paris et Milan ayant rebondi sensiblement tandis que Francfort et Madrid ont clôturé en légère baisse au lendemain de l'effondrement de lundi.

Commentant la séance de mardi, un trader souligne la "*très forte volatilité du marché*", un marché de panique, qui ne savait pas comment digérer l'effondrement de Wall Street.

"*Aujourd'hui on a vu les valeurs défensives craquer et des flux se porter sur les cycliques qui ont été massacrées depuis le début de la chute des marchés commencée il y a deux semaines*", explique-t-il.

"Normalement, cela devrait être le signe d'un rebond technique qui pourrait durer quelques jours. Mais, dans le marché de panique que nous connaissons aujourd'hui, on ne peut pas prévoir la tendance", ajoute-t-il. (Reuters 09.08)

Grande-Bretagne

La production industrielle britannique a chuté contre toute attente en juin, tandis que le déficit commercial du pays a atteint son plus haut niveau depuis décembre, selon les chiffres publiés mardi par l'Office national de la statistique.

La production industrielle a signé sa plus forte baisse trimestrielle depuis mai 2009.

Le déficit du commerce extérieur britannique vis-à-vis du reste du monde a quant à lui atteint son plus haut niveau depuis décembre, ressortant en juin à 8,873 milliards de livres (10,18 milliards d'euros). (Reuters 09.08)

Allemagne

L'Allemagne a appelé mardi à la création d'un "*conseil de stabilité*" pour la zone euro qui pourrait imposer des sanctions aux pays membres trop dépensiers.

Le vice-chancelier Philipp Rösler, également ministre de l'Economie, souhaiterait également que les Etats membres soient soumis à des tests de compétitivité pour mesurer entre autres la souplesse de leurs marchés du travail.

"*Nous avons besoin d'un nouveau pacte de stabilité pour l'euro*", a-t-il déclaré, précisant que l'objectif est d'assurer la stabilité à long-terme de l'euro. Il présentera cette proposition à ses homologues européens lors de leur prochaine réunion.

Il proposera entre autres l'introduction d'un frein budgétaire, basé sur le modèle allemand. (Reuters 09.08)

On vous prête de l'argent à condition que vous introduisiez plus de "*souplesse*" dans votre marché du travail, on a là selon eux la réponse à la question *qui doit payer* : pardi ceux qui travaillent, pas les nantis qui s'enrichissent en dormant.

Fed

La banque centrale américaine promet de maintenir ses taux entre 0 et 0,25 % jusqu'à la mi-2013, signe de la gravité de la

situation économique. De nouvelles mesures de soutien sont envisagées.

Selon elle, «*les risques pour l'économie se sont accrus*» et la croissance est «*considérablement plus lente que prévu*».

«*La Fed joue une partie difficile avec les mots: elle doit montrer qu'elle prend la situation au sérieux, sans en faire trop pour ne pas que les marchés s'inquiètent d'un retour dans la récession*», commente Philippe Bruneau, directeur central de la banque Neuflize OBC. .

"*En s'engageant à maintenir des taux d'intérêt à un niveau extrêmement bas jusqu'à une date éloignée dans l'avenir, la Fed sous-entend qu'elle anticipe une période de faible croissance beaucoup plus longue que prévu*", a estimé Omer Esiner, analyste marchés chez Commonwealth Foreign Exchange

Il n'est pas sûr que le message de ce soir de la Réserve fédérale rassure. D'autant que trois membres du comité monétaire ont voté contre la décision de maintenir les taux entre 0 et 0,25 % jusqu'en 2013. Preuve que la division règne aussi désormais au sein de la banque centrale. Jamais depuis une réunion de novembre 1992, trois membres du comité de politique monétaire s'étaient opposés aux décisions prises par le comité dans son ensemble.

Prenant acte du ralentissement à l'œuvre, la Fed a indiqué envisager «d'autres mesures pour promouvoir une croissance économique plus forte». Mais sans en dire davantage. «*Ben Bernanke était obligé d'envoyer un message aux investisseurs pour leur dire qu'il continuera à soutenir le prix des obligations d'État américaines, fragilisées par la décision de S & P* », explique Antoine Brunet, directeur d'AB Marchés. Mais en ne prenant pas d'engagements précis, Ben Bernanke montre combien sa marge de manœuvre est étroite pour mettre en pratique cette nouvelle politique non conventionnelle.

La Chine, premier prêteur des États-Unis dont elle détient plus de 1300 milliards de dollars de dette, est farouchement opposée à ces mesures, et en particulier au quantitative easing, qui consiste pour la Réserve fédérale à acheter directement la dette du Trésor américain. «*Faire marcher la planche à billets permet aux États-Unis de s'endetter sur le dos des créditeurs extérieurs à faible coût*», résument les économistes de HSBC. En outre, «*cela permet de maintenir le dollar à des niveaux faibles et met la pression sur les devises émergentes, le yuan notamment*». Les autorités chinoises se retrouvent alors face à une alternative : laisser leur devise s'apprécier ou empêcher ce mouvement, ce qui nécessite de créer à leur tour de la monnaie. Une action contradictoire avec leur objectif de lutte contre l'inflation. «*Dans un sens comme dans l'autre, la Chine est perdante*», concluent les experts de HSBC. La précédente campagne de quantitative easing avait été très mal accueillie en Chine. Une nouvelle pourrait provoquer un véritable casus belli. Avec à la clé la menace, par Pékin, de ne plus acheter de bons du Trésor américain. (lefigaro.fr et Reuters 09.08)

Il y a toujours un pigeon ou un cocu dans ce genre d'histoires. On pourrait en rire si on ne savait pas à l'avance qui en fera les frais, toujours les mêmes, les travailleurs.

Haut de page

Le 11 août

En France les émeutes des banlieues ouvrières à l'automne 2005 avaient précédé de peu la mobilisation de la jeunesse contre le CPE au printemps 2006. En Grande-Bretagne, c'est l'inverse qui se produit après la mobilisation de la jeunesse contre la hausse des inscriptions à l'université. Il ne manque plus que la liaison s'effectue entre le milieu ouvrier et la jeunesse pour que la crise économique, sociale et politique prenne la forme d'une situation révolutionnaire.

A Santiago au Chili les jeunes et leurs parents se mobilisent massivement pour exiger le respect du droit aux études et la grauité de l'école bafoué par le régime de Pinochet et qui ne leur a pas été accordé par le précédent gouvernement Bachelet qu'on n'osera pas appeler socialiste.

Nouveau plan d'austérité en Italie annoncé le 18 août, idem en France le 24 août. L'automne s'annonce très chaud pour eux ! (A suivre)

Je suis obligé d'écourter cette causerie d'une part parce qu'il n'y a pas de courant depuis hier soir 21h, il est 10h du matin, et d'autre part je dois retourné pour la 7é fois au bureau d'immigration, avant je dois refaire des photos d'identité, ils m'en demandaient deux, maintenant ils en veulent trois, je dois retourner à la banque car ils ont commis une erreur en transmettant un chèque au bureau d'immigration à Chennai correspondant au tarif de mon visa, et enfin je dois à nouveau refaire des photocopies de plusieurs documents, bref, où comment perdre son temps ! On a trouvé une location, on déménage en principe dans dix jours, en principe il vaut mieux préciser !

Parole d'internaute

- "Les tribunaux, les mairies, les préfectures, les hôpitaux, la police, les pompiers, et surtout l'éducation....on n'a pas besoin de ça pour un pays. Il a raison sarko, il faut liquider tous ces servics publics inutiles. Par contre, ne surtout pas toucher aux banques. Il est normal qu'elles fassent des bénéfices, car ce sont elles qui produisent la richesse, en travaillant durement. J'espère qu'on arrivera à un pays de rentiers, où personne ne travaille et tout le monde spécule: c'est comme ça qu'une société tourne. Courage, tous avec sarko!"

Vous avez raison, tous contre Sarkozy, c'est contre le gouvernement et les institutions à la botte des marchés financiers qu'il faut se dresser. A bas la Ve République, à bas le capitalisme, pour une République sociale, tout le pouvoir aux travailleurs, vive le socialisme !

Politique

1- France

1.1- La France adoptera le 24 août de nouvelles mesures destinées à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de réduction des déficits publics, a annoncé mercredi le ministre de l'Economie, François Baroin.

"*Le président de la République a réaffirmé à cette occasion la détermination absolue de la France d'atteindre les objectifs en matière de déficits publics*", a déclaré François Baroin dans la cour du palais de l'Elysée.

"*Ce qui est intangible, c'est ce qui est fixé pour l'exercice du budget 2011. Ce qui est intangible, c'est ce qui est fixé dans le cadre de la loi triennale pour la perspective 2012. Ce sont ces objectifs de déficits publics qui constitueront la matrice des mesures que nous serons amenés à prendre.*" (Reuters 10.08)

1.2- Dans une interview dans l'édition de jeudi du Figaro, Jean-François Copé estime en outre que l'Assurance maladie et les collectivités, et pas seulement l'Etat, doivent être mises à contribution pour la réduction des déficits publics.

Evoquant la préparation du projet de budget 2012, Jean-François Copé estime qu'il faudra faire "un double effort sur les niches fiscales et sur la poursuite de la réduction des dépenses", ajoutant : "*Mais il ne faut plus se limiter à l'État : la Sécurité sociale comme les collectivités locales doivent être concernées*". (Reuters 10.08)

2- Italie

Silvio Berlusconi s'est engagé, mercredi 10 août, à faire adopter d'ici au 18 août de nouvelles mesures d'économies, sous la pression intense de la BCE (Banque centrale européenne), qui a accordé un répit à l'Italie en rachetant une partie de sa dette mais a exigé en contrepartie une cure d'austérité plus sévère.

Le gouvernement entend recourir à la procédure du décret-loi, plus rapide qu'un projet de loi classique. "*Nous devons faire vite, nous avons pris des engagements douloureux", a souligné M. Berlusconi. Dans une allusion aux turbulences sur les marchés, parmi lesquels Milan a été la lanterne rouge, mercredi, avec une chute de plus de 6 %, son éminence grise, Gianni Letta, a souligné combien la situation est en train de "se précipiter*".

Le Cavaliere a aussi rappelé que Rome voulait insérer au plus vite dans la Constitution la règle d'or de l'équilibre des comptes publics, soulignant que "*le travail était déjà en cours*".

Les nouvelles mesures visent à économiser 20 à 25 milliards d'euros de plus que la cure d'austérité de 48 milliards d'euros sur trois ans adoptée à la mi-juillet par le Parlement.

Parmi les hypothèses envisagées figurent un plan de libéralisation des services publics locaux – gaz, électricité, transports publics – ainsi que la cession de participations de l'Etat dans de grandes entreprises, ou encore une hausse de l'impôt foncier sur les résidences secondaires. La taxe sur les revenus financiers pourrait aussi monter à 20 % et une réforme du droit du travail est à l'étude.

D'autres mesures comporteront des coûts politiques pour M. Berlusconi, déjà très affaibli au Parlement. Ainsi, une réforme des retraites est envisagée avec notamment le passage de l'âge de départ à la retraite des femmes à 65 ans dans le privé ou l'adaptation accélérée de l'âge de la retraite à l'espérance de vie.

Le gouvernement pourrait ainsi réduire le nombre de parlementaires, mais aussi faire disparaître des provinces. La seule mesure annoncée officiellement par le gouvernement italien jusqu'à présent est l'anticipation d'un an d'une réforme prévue de

l'aide sociale, qui devrait permettre d'économiser 20 milliards d'euros. (lemonde.fr 10.08)

Social

1-Grande-Bretagne

1.1- Lorsque les premières émeutes ont éclaté samedi soir, certains journaux et politiques britanniques ont immédiatement dénoncé les «gangs», à l'origine des attaque selon eux. Quatre jours plus tard, alors que les violences et les pillages se sont propagés en dehors de la capitale, la réalité semble plus complexe. Si une majorité des émeutiers sont bien de jeunes hommes issus des quartiers pauvres, les premières comparutions révèlent des profils très atypiques.

Parmi les personnes qui ont défilé à la barre, un homme qui s'apprête à intégrer l'armée, un chauffeur de chariot élévateur, un graphiste, un ouvreur dans un opéra de Londres. Un cuisinier d'un restaurant bio âgé de 43 ans et son frère de 47 ans ont également comparu pour avoir dévalisé une enseigne de restauration rapide à Clapham, un quartier relativement aisé du sud de Londres. La plupart des accusés ont un casier judiciaire vierge, rapporte le Times.

D'autre part, les différents témoignages recueillis par les journalistes britanniques montrent que l'origine ethnique des émeutiers est très diverse. Les pilleurs sont indifféremment asiatiques, noirs, blancs ou d'origine turque. Les foules de casseurs ne sont pas plus anarchistes ou altermondialistes. Le manque de revendications politiques est patent.

Mais les parents censés aider la police à ramener le calme n'ont pas été les derniers à descendre dans les rues. «*J'étais dans les émeutes et c'est ma fille de 16 ans qui m'appelait pour savoir où j'étais*», glousse Jackie, une mère de famille de 39 ans. Elle n'est pas la seule femme à avoir participé, loin s'en faut. Une autre mère avec deux enfants a par exemple été filmée par une caméra en train d'essayer des chaussures qu'elle venait de dérober dans un magasin de sport de Tottenham, au nord de Londres.

En dépit de la grande variété des situations et des profils identifiés, David Cameron persiste à incriminer les «*gangs*», comme s'ils formaient une entité homogène. «*Il n'est que trop clair que nous avons un grand problème avec les gangs dans notre pays*», a déclaré le premier ministre mercredi matin, ajoutant qu'ils n'étaient «*en rien représentatifs de l'énorme majorité des jeunes gens de notre pays qui les méprisent.*» (lrfigaro.fr 10.08)

Qu'il méprise les pauvres n'étonnera personne, c'est pour cette raison qu'ils se révoltent !

1.2- Dans le quartier de Hackney, un jeune homme de 29 ans se présente à un journaliste du Parisien sous le nom de Yemoko Baboss. Lundi à 16 heures, il était sur Mare Street, là où les émeutiers s'étaient donné rendez-vous. "*Il faut se révolter, assène-t-il avant d'argumenter : Les taxes sont trop élevées, on n'a pas de travail et il y a eu trop de coupes dans le budget. Pour le gouvernement aujourd'hui, les jeunes sont d'abord un problème. Il ne faut pas s'étonner de ce retour de bâton.*"

"*Il y a des Noirs, mais pas seulement, affirme-t-il. J'ai vu des gens de toutes les origines.*" Pour lui, participer aux émeutes, c'est avant tout entrer en guerre contre "*le système*". En "*ciblant les richesses*", en mettant l'économie "*à terre*", le jeune homme espère faire bouger les choses.

Mais, lucide, il sait que tous les émeutiers ne partagent pas cette conviction : "*Il y en a qui profitent de l'opportunité. Quand tu es jeune et qu'il y a des affaires sympas à prendre, c'est sûr que tu te sers.*"

Le Financial Times cite une femme sortant d'un magasin, une télévision sous le bras : "*Je récupère ce que m'ont pris les impôts*".

Celui qui se présente au New York Times sous le nom de Louis James a 19 ans. Lundi, il participait aux émeutes à Camden.

S'il a pris part aux pillages, c'est parce qu'il est "*en colère contre tout ce système*". Son seul butin : un sweatshirt de la marque Fred Perry. Après coup, il se sent un peu coupable de l'avoir volé. Il insiste : "*Je voudrais juste trouver un travail.*" (lemonde.fr 10.08)

2- Chili

Une nouvelle manifestation pour une réforme du système éducatif a eu lieu mardi 9 août au Chili, réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Des affrontements entre manifestants et policiers ont éclaté en marge de la mobilisation, faisant trente-neuf blessés, dont vingt-trois policiers, et deux cent soixante-treize personnes ont été arrêtées, selon le ministère de l'intérieur chilien.

Le cortège, composé majoritairement d'étudiants, a rassemblé dans la capitale cent mille protestataires selon les organisateurs, soixante mille selon la police. Des cortèges ont également défilé dans les villes de Calama, La Serena, Arica, Concepcion et Valparaiso. A Santiago, le défilé s'est déroulé d'abord dans le calme, les manifestants arborant des pancartes réclamant notamment la gratuité dans l'enseignement public.

Le président Sebastian Piñera est confronté depuis plusieurs mois à la colère du monde étudiant contre les frais de scolarité. Il a tenté d'amadouer les manifestants en proposant un fonds de quatre milliards de dollars pour l'éducation ainsi que diverses réformes. Ces propositions ont été jugées insuffisantes par le mouvement étudiant, qui veut la garantie constitutionnelle d'une éducation publique gratuite et de qualité.

Le ministre de l'éducation, Felipe Bulnes, a signalé que l'heure du dialogue est à ses yeux passée.

Au plus bas dans les sondages, Sebastian Piñera ne bénéficie plus que de 26 % d'opinions favorables. Car, outre les étudiants, le président millionnaire, qui a fait fortune dans le transport aérien, doit également affronter la colère des écologistes et des mineurs. (lemonde.fr 10.08)

3- Ouganda

La police ougandaise a tiré des grenades lacrymogènes, mercredi, pour disperser des milliers d'opposants qui dénonçaient les prix élevés des produits alimentaires et de l'essence à Masaka, une ville du sud-ouest du pays. (Reuters 10.08)

Economie

La Bourse ou la vie

Le Dow Jones a perdu 4,68 % et le Nasdaq, 4,12 %.

Le CAC 40 a perdu 5,45 %. L'indice Footsie-100 des principales valeurs était en clôture en baisse de 3,05 %. L'indice vedette de la Bourse de Francfort a plongé de 5,13 %. L'indice Ibex-35 de la Bourse de Madrid est reparti à la baisse mercredi, abandonnant 5,49 %. L'indice vedette de la Bourse de Milan, le FTSE Mib, a plongé de 6,65 %.

A Tokyo, l'indice Nikkei a fini la journée en hausse de 1,05 % après avoir perdu plus de 7,5 % lors des trois précédentes séances. Séoul a rebondi de 4,22 % à l'ouverture, avant de finir en hausse de 0,27 % alors que Sydney restait sur sa lancée de mardi et prenait 2,6 %. (lemonde.fr 10.08)

Or

Pour la première fois de son histoire, les futures sur l'or ont dépassé le seuil des 1.800 dollar l'once. (Reuters 10.08) France

L'activité de l'industrie dans son ensemble a baissé de 1,6% après la progression de 1,9% enregistrée en mai, montrent les statistiques publiées mercredi par l'Insee.

La production manufacturière, c'est-à-dire hors énergie mais en incluant l'agroalimentaire, a reculé plus nettement encore, de 1,9% après une hausse de 1,4% en mai.

Le détail des statistiques de juin montre entre autres un recul de 3,8% de la production d'équipements électriques, électroniques, informatiques et autres machines et de 2,8% de celle des matériels de transport, même si l'activité du secteur automobile est restée quasi-stable (+0,1%).

L'activité des biens de consommation durables a reculé au total de 3,3%, celle des biens intermédiaires de 2,4%.

Avec le recul subi en juin, le niveau de la production industrielle est de nouveau inférieur de plus de 10 points à son pic du printemps 2008, avant la crise financière.

Parallèlement au secteur industriel, l'activité de la construction a reculé de 0,1% en juin après une baisse de 0,8% le mois précédent. Elle diminue de 1,5% sur l'ensemble du deuxième trimestre par rapport aux trois mois précédents mais progresse de 0,6% sur un an. (Reuters 10.08)

Chypre

Le gouvernement chypriote a présenté mercredi un plan d'austérité de 600 millions d'euros pour lutter contre son déficit public dont l'ampleur pourrait le forcer à solliciter une aide extérieure.

Fitch Ratings a dans le même temps annoncé avoir abaissé de deux crans sa note sur Chypre, de "A-" à "BBB", avec

perspective négative, en estimant probable que le pays appelle à l'aide pour assurer ses besoins en financement, ce qui en ferait le quatrième membre de la zone euro à demander un plan de sauvetage international.

Les principales mesures d'austérité présentées sont une hausse de deux points de la TVA, à 17%, le passage de 30% à 35% du taux de prélèvement pour les contribuables gagnant au moins 60.000 euros par an et une augmentation de la taxation des intérêts bancaires.

Dans la fonction publique, les traitements seront gelés pendant trois ans et les recrues entameront leur carrière avec des traitements moins élevés et des charges sociales plus lourdes, a-t-il ajouté. (Reuters 10.08)

Haut de page

Le 12 août

Un truc à 2 balles sur la présidentielle de 2012.

Le nombre de candidats dits de gauche ou assimilés sera proportionnel ou supérieur à ceux de droite afin que Sarkozy ait une chance de figurer au second tour. L'UMP donnera des consignes aux maires pour qu'ils parainnent des candidats qui sinon n'obtiendraient pas les 500 signatures nécessaires pour se présenter au premier tour et le tour est joué !

Du coup, le PS va pouvoir justifier de faire campagne sur le thème du vote utile pour "*battre la droite*", mot d'ordre qui sera repris sans surprise par les valets de "gauche" et "d'extrême gauche" du régime !

On ne doit a priori évacuer aucune question ou plutôt, en fonction de l'évolution de la situation on doit se poser à nouveau des questions auxquelles on avait apporté des réponses pour vérifier si ces réponses sont toujours correctes ou d'actualité.

Nous aurions bien été tentés d'appeler à voter pour le candidat du PS (voir plus loin dans quels termes) s'il figurait au second tour, mais en quoi cela favoriserait-il l'organisation et la mobilisation des masses contre le régime, en quoi cela aiderait-il leur niveau de conscience politique à progresser, dans quelle situation sommes-nous exactement et dans quelle direction peut-elle évoluer, quels sont les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, en quoi cela servirait-il la construction du parti ? Qu'est-ce qui se passe dans des pays comparables, comment les choses se sont déroulées dans le passé à situation similaire ou presque ? Quel est l'état d'esprit des masses, leur niveau de conscience de classe ?

Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à attendre de l'UMP, pas davantage dans le PS. Que représente le PS, de quoi est-il composé, au-delà quelles couches ou classes de la société le supportent sans toutefois y adhérer ? Quelle serait leur attitude une fois qu'elles auraient constaté que le PS au pouvoir et poursuit la politique de Sarkozy ou imite Zapatero ou Papandréou ? Comment interpréteraient-elles après coup cet appel à voter pour le candidat du PS ? Ne nous reprocheraient-elles pas d'être son complice et de valoir guère mieux ? En quoi cela favoriserait-il la rupture de pan entier de la petite bourgeoisie et des couches moyennes avec le capitalisme et les institutions ? Est-ce que pour autant elles se dirigeraient vers un autre parti tel le POI embourbé dans ses contradictions, plus probablement vers le PG, certainement pas vers le NPA ou le PCF en pleine décomposition, encore moins vers LO ?

Il y a des militants qui croient que l'on adopte des positions sur un coup de tête ou pour se distinguer des autres ou je ne sais quoi encore, à la légère pourquoi pas, alors qu'en réalité on se pose de très nombreuses questions avant de définir quelle tactique ou stratégie on va adopter. Si d'un côté cette élection tend à légitimer la Constitution et les institutions, d'un autre côté on sait que les conditions objectives conduisent inexorablement les masses à s'y opposer. Quel degré de maturité ont atteint les conditions objectives ? Si elles ont atteint le niveau qui précède le soulèvement des masses, quel est le niveau des illusions qu'elles placent encore dans les institutions ?

Si on estimait que les conditions objectives étaient mûres pour une mobilisation générale du prolétariat et de la petite bourgeoisie contre le régime, il faudrait en conclure que le PS au pouvoir pourrait se retrouver rapidement face à un mouvement de contestation qui pourrait prendre la forme d'une grève générale suivie d'un soulèvement révolutionnaire, au cours duquel l'avant-garde se regrouperait et le parti pourrait se construire, on ose encore l'espérer, on n'a pas vraiment le choix, dans ce cas-là on aurait tout intérêt à ce que le candidat du PS soit élu.

Et l'obstacle des appareils dans lequel interviennent le PS et le PCF, qu'est-ce que vous en faite ? Il volerait en éclat, et si tel ne fut pas le cas en 1981, c'est tout simplement parce que les conditions objectives n'étaient pas mûres, les conditions de vie des travailleurs ne s'étaient pas suffisamment dégradées. Ils se détournent des appareils ou subissent moins leur influence quand leurs conditions de vie et de travail se sont nettement dégradées, ils interprètent leurs appels au compromis ou à la modération comme une trahison.

La question est de ne sous-estimer ou surestimer ni les facteurs objectifs ni les facteurs subjectives ce qui nécessite une analyse précise de la situation et de l'état des différentes forces en présence, ce qu'il est impossible de faire sérieusement en quelques dizaines de minutes.

Si nous arrivions à la conclusion qu'il vaudrait mieux que le candidat du PS l'emporte en 2012, nous n'appellerions pas à voter pour lui, nous appellerions à chasser Sarkozy comme nous le faisons depuis qu'il a été élu président du gang du Fouquet's, pas davantage, en précisant qu'il ne s'agirait en aucun cas d'un soutien au candidat du PS ou son programme qu'on continuerait de matraquer.

Si maintenant nous estimons que les conditions objectives ne sont pas encore suffisamment mûres pour que les masses se soulèvent à brève échéance, dès lors la question posée ici n'a plus lieu d'être, nous nous en tiendrons à l'appel au boycott de ces élections.

Quant aux conditions subjectives, elles sont encore loin d'être mûres si l'on en juge par l'état d'esprit des masses que résume plus loin Mélenchon en s'en remettant à Sarkozy pour combattre l'emprise des marchés financiers sur l'Etat et la société et leur faible niveau d'organisation. Il faut observer comment les travailleurs interprètent la crise du capitalisme, plus que les conséquences dont ils sont les principales victimes, selon eux quelle est la nature ou l'origine de cette crise et sur quoi ils fondent l'espoir d'en sortir si ils en ont une petite idée, s'ils s'en remettent au capitalisme lui-même et aux instiutions pour en sortir ou s'ils leur tournent le dos sans savoir vers quoi au juste s'orienter et les remplacer. Il faut observer pour cela les grèves et les mouvements sociaux en cours, quelles catégories de travailleurs ils concernent, dans quels secteurs d'activé, combien de travailleurs cela concerne-t-il, etc. Quelle est l'attitude de la petite bourgeoisie et des couches moyennes ? L'absence de perspective politique n'est pas forcément un obstacle à la mobilisation des masses, en revanche l'absence d'une orientation correcte constitue un obstacle (division) pour aller de l'avant ou vaincre.

On part des faits uniquement, tout en sachant d'une part qu'il ne suffit pas que les conditions objectives soient mûres pour qu'un soulèvement des masses se transforme en révolution, et d'autre part que l'absence du parti représenterait un obstacle insurmontable pour vaincre, cependant la conscience des masses peut mûrir très rapidement et rien n'est joué d'avance.

On sait également que la subordination des masses au capitalisme et aux institutions constitue la toile de fond de leurs illusions, donc la position que nous devons adopter doit concourir à les aider à s'en défaire et non à les renforcer. Mais cela risque de ne pas être suffisant comme je l'ai écrit récemment, il faut qu'elles entrevoient par quoi il serait possible de les remplacer, d'autant plus si elles estiment qu'elles ont encore quelque chose à perdre.

Il n'est pas non plus dans notre intention de forcer le cours des choses, de toutes manières aujourd'hui personne n'en a les moyens.

J'ai encore rédigé cette causerie en cavalant, bon, j'espère avoir été suffisamment clair, j'avais autres choses à ajouter on verra cela demain ou plus tard. Ce serait plus facile et plus rapide si nous étions borné ou dogmatique ou que nous avions réponse à tout, ce qui n'est pas le cas.

Je suis obligé d'arrêter là car je n'ai même pas pris le temps d'aller visiter la maison que mon épouse a louée, en espérant qu'elle n'a pas fait une grosse connerie, en principe on déménage vendredi prochain.

La déliquescence de l'impérialisme britannique

- Scotland Yard estime à 250 le nombre de gangs dans la capitale britannique (lefigaro.fr 11.08)

Comment en sommes-nous arrivés là ? Un ou deux gangs peuvent passer inaperçus, dix c'est déjà plus difficile, alors 250 relève de la volonté délibérée des autorités de les laisser fleurir. On devrait plutôt dire que c'est le produit de l'évolution du capitalisme qui en a parfaitement conscience et qui lui servira de prétexte le moment donné pour réprimer l'ensemble du prolétariat, lors d'une crise par exemple, quand il s'agira d'en faire payer les conséquences à la classe ouvrière en tentant de monter ses différentes couches les unes contre les autres.

A la profonde crise sociale qui sévit en Grande-Bretagne et frappe les plus pauvres qui se révoltent, Cameron n'a qu'une réponse : la répression !

Hier soir, aux infos sur TV5Monde Asie, un journaliste rapportait les propos de Cameron qui était décidé à expulser de leurs logements sociaux les familles des jeunes ayant participé aux émeutes des derniers jours, que l'Etat leur couperait les allocations auxquelles elles avaient le droit, pire encore, que leurs employeurs seraient contactés pour qu'ils les licencient, ce sont les mots employés par ce journaliste et que j'ai retrouvés ce matin dans un article du Figaro.fr, comme quoi j'ai bien entendu et vous ne rêvez pas en lisant ces lignes. Passons sur le renforcement de la police et le recours à l'armée lors des prochaines émeutes.

On se souvient des conditions de travail et de vie effroyables que connaissait le prolétariat britannique au milieu du XIXe siècle ou au début du XXe, ce qu'on sait moins c'est que ce cauchemar sous une autre forme a refait surface depuis des décennies, peut-être depuis les années 70 et qu'il n'a cessé de s'amplifier avec les crises successives du capitalisme.

Et quand on décrit les Etats-Unis comme une dictature davantage qu'une démocratie, on oublie qu'ils n'ont fait que copier le modèle britannique connu pour son cynisme et sa haine froide et farouche de l'ouvrier, du pauvre antithèse de la City et de Wall Street, le tout justifier par les différentes églises protestantes qui ne font que mettre en pratique la doctrine antisociale de l'église catholique

Le visage hideux, cynique du capitalisme.

Alors qu'on nous dit qu'il faudrait 1,6 milliards de dollars pour répondre aux besoins alimentaires d'urgence de millions de Somaliens frappés par une terrible famine, et qu'il est apparemment impossible de trouver cette somme ridicule à côté des milliers de milliards engloutis par les banques centrales pour venir en aide aux voyous de la finance mondiale, on apprend selon le Wall Street Journal qu'en une semaine le fonds américain Bridgewater Associates aurait gagné 3 milliards de dollars. (lefigaro.fr 11.08)

Une seule question mérite d'être posée : qu'est-ce qui peut justifier une telle situation, l'existence d'une telle société basée sur une si terrible et si violente injustice ? Un tel système économique doit-il continuer à exister ou doit-il disparaître de la surface de la planète ?

Il s'agit d'une question fermée à laquelle on ne peut répondre que par oui ou par non, il n'existe pas de demi-mesures ou d'échappatoires possible, oui et il est normal qu'un enfant meurt de faim ou de sous-nutrition toutes les 20 secondes dans le monde, non et on s'engage dans le combat politique pour en finir avec le capitalisme.

Politique

1- France

1.1- En famille. Ils font campagne... pour Sarkozy.

Marie-Noëlle Lienemann et Paul Quilès, animateurs du club "*Gauche avenir*" appellent à la tenue "*d'un sommet des dirigeants de la gauche*" pour proposer "*une stratégie de sortie de crise commune*".

"*Nous demandons que soit convoqué de toute urgence un sommet des dirigeants de la gauche, afin de déterminer un 'socle' commun de propositions, présentant une stratégie de sortie de crise et susceptible de mobiliser une majorité de Français, pour répondre à leur inquiétude et à leur désarroi*", expliquent les deux anciens ministres.

Selon eux, "*la grave crise qui affecte le système économique international aura des conséquences de grande ampleur en France, notamment sur le plan social. Pour la gauche, qui aspire à gouverner en 2012, rien ne serait pire que de présenter un front désuni, alors que l'histoire s'accélère à ce point*".

Crée en mai 2007 après la défaite de la gauche à la présidentielle, "*Gauche Avenir*" regroupe des personnalités notamment du PS, du PCF, du Parti de gauche et de la société civile. (lexpress.fr 11.08)

Qu'est-ce qui les unit ? Les critères de Maastricht et la soumission à l'UE, aux marchés financiers !

Ainsi bien des électeurs non éclairés se diront en 2012 qu'entre l'original et la copie, il vaut mieux encore choisir l'original, même à contrecoeur si le locataire actuel du Palais leur donne envie de vomir.

1.2- Quand Mélenchon donne des conseils à... Sarkozy !

Selon Jean-Luc Mélenchon, «*la bande d'hypocrites à la tête de l'Europe, qui aujourd'hui jette des grosses larmes sur les agences de notation, c'est elle qui a décidé - M. Barroso et les autres, c'est-à-dire M. Sarkozy, Mme Merkel - de donner des pouvoirs étendus aux agences de notation*».

«*On a institué des agences comme une espèce d'autorité indépendante qui décide à la place des peuples, des gouvernements, des parlements! Vous avez vu M. (Jean-Claude) Trichet (à la tête de la Banque centrale européenne, ndlr) donner des ordres aux Italiens? Mais qu'est-ce que c'est que cette affaire? C'est les banquiers qui commandent maintenant?*», a-t-il poursuivi.

«*Non, je crois que ce sont les peuples. Donc, je dis à M. Sarkozy, à Baroin et aux autres: ne cédez pas, résistez, donner des coups puisqu'on va vous en donner*».

«*Le président de la République française, qui n'est pas un petit pays, qui est la deuxième économie du continent, a les moyens de taper du poing sur la table et de dire: "maintenant ça suffit. Les agences de notation, à la niche"*», s'est-il exclamé. (20minutes.fr 11.08)

Il a raison, les chefs d'Etat donnent aux agences de notation ou aux marchés financiers en général l'importance et le pouvoir qu'ils veulent bien leur donner pour finalement se soumettre à leur volonté, ce qui est tout à fait normal puisqu'ils sont les représentants du capitalisme, ce que par contre Mélenchon semble ignorer ou feindre d'oublier, peut-être parce qu'il ne peut pas faire autrement étant lui-même un de ses agents, ce qu'il confirme d'ailleurs lui-même en s'en remettant à son représentant officiel en France : Sarkozy !

On a là la vrai nature sociale du PG et du Front de gauche, merci monsieur Mélenchon pour cette sortie, on voit que ses vacances lui ont été profitables.

Voilà ce qui arrive quand on ne veut pas rompre avec le capital, on s'en remet à ses représentants !

Quand on lit attentivement la prose de Mélenchon on se rend compte qu'il se fout de ce qu'il dit, ses approximations ou contre-vérités trahissent ses véritables intentions, par exemple quand il dit "*On a institué des agences*" comme si elles existaient depuis hier seulement alors que Moody's a été fondée en 1909, Standard & Poor's a été formée en 1941, FitchRatings en 1997. (dans le site à la rubrique économie)

Ce que je disais hier ou avant-hier est également valable pour vous monsieur Mélenchon : c'est terminé l'époque où les dirigeants pouvaient raconter n'importe quoi aux travailleurs et aux militants, on a dorénavant les moyens de vérifier 90% de vos affirmations. La vérité vous pose un problème, soyez donc révolutionnaire et elle ne vous en causera plus !

Social

1- France

«*Interdit de mendier et de fouiller les poubelles*». Dans la banlieue de Lille, le maire de La Madeleine, Sébastien Leprêtre (UMP), vient de signer deux arrêtés municipaux destinés aux Roms, qu'il traduit en roumain et en bulgare. Il évoque «*des actes de mendicité avec des enfants*» et une fouille «*systématique et organisée*» des poubelles. Il parle d'une «*réalité visible*», résultat de «*comportements d'individus d'origine roumaine ou bulgare*».

Il a fait distribuer ces arrêtés, sauf que «*90% des Roms ne savent pas lire*», signale Patrick Vigneau, directeur de l'Association d'action sociale auprès des Roms (Aréas) à Lille. (liberation.fr 11.08)

Commentaire d'un internaute :

- "*Il veut laisser en priorité les poubelles pour le citoyen français de base, ruiné par la politique de sa clique et qui en sera bientôt réduit à mendier dans les rues et fouiller les ordures.*"

Mais mon bon monsieur, cela existe déjà et depuis fort longtemps. Quand j'étais gosse et que nous habitions au numéro 6 de la rue Joubert dans le 9è arrondissement de Paris (au 6è étage sans ascenseur sous les toits dans une ancienne chambre de bonne sans toilettes ni salle de bain), en allant à l'école tous les matins je croisais une flopée de clochards crasseux au possible recroquevillés dans les recoins des porte cochères, ils vivaient de mendicité et de ce qu'ils trouvaient dans les poubelles, c'était des Français, de sang, de souche, de "bons" Blancs.

Je m'en souviens encore parce qu'en me voyant ils m'adressaient leur plus beau sourire et quelques mots gentils, désintéressés, plus humains que bien des gens qui s'apitoient sur leur triste sort et qui trouvent toujours un bon prétexte pour ne pas s'engager dans le combat pour en finir avec le capitalisme, non pas qu'ils faillent dresser les uns contre les autres mais placer chacun devant ses responsabilités à un moment donné.

Pour ceux qui connaissent Paris, je passais par la gare Saint-Lazare pour aller à l'école, c'était le refuge de dizaines de clochards qui crevaient de froid l'hiver, sinon on en trouvait sur les grands axes affalés sur les bouches d'aération du métro qui recrachaient de l'air chaud. A cette époque les digicodes n'existaient pas, alors ils pouvaient pousser les portes cochères et se réfugier pour la nuit dans les cours des immeubles, avant d'en être chassés le matin par les concierges. C'était dans les années 60, pour autant que je m'en souvienne il y avait des clochards dans toutes les rues de ce quartier de la capitale.

Tous les jours ma grand-mère camelot, qui habitait dans le même quartier que nous, en nourrissait quelques-uns sur ses deniers, elle leur donnait aussi des vêtements chauds pour l'hiver, elle les appelait par leurs prénoms, elle avait vraiment de l'affection pour

eux et haïssait d'autant la société. Elle me disait "*Titi, tu sais ce n'est pas de leur faute, c'est la société qui est comme cela, les gens sont égoïstes, c'est ainsi, il faut faire avec, tu dois bien étudier à l'école pour ne pas finir comme eux*", sauf que cela ne suffit pas toujours Mémé, elle est morte sans jamais parvenir à le comprendre, comme la plupart des gens.

A l'opposé, cet élu de l'UMP transpire la haine du pauvre, normal qu'il l'inspire, non ? Sa place est dans une poubelle et interdiction de soulever le couvercle, qu'il en crève vermine !

2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce est reparti à la hausse en mai, atteignant un nouveau record à 16,6%, a annoncé jeudi l'agence grecque de la statistique, alors que les programmes d'austérité appliqués dans le pays ont sapé l'activité. (Reuters 11.08)

Economie

1- La Bourse ou la vie

1.1- Wall Street a clôturé en hausse de près de 4% la séance de jeudi. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 14,69%).

L'indice américain Standard & Poor's 500, référence des gérants de fonds, a perdu à lui seul plus de 710 milliards de dollars de capitalisation cette semaine après avoir effacé 850 milliards la semaine précédente.

Les Bourses européennes ont finalement clôturé en forte hausse jeudi, au terme d'une séance encore très mouvementée. L'indice CAC 40 a clôturé en hausse de 2,89%. La Bourse de Milan a gagné 4,1%.

L'indice paneuropéen EuroStoxx 50 a pris 2,86% tandis que Londres et Francfort ont rebondi respectivement de 3,11% et de 3,28%. (Reuters 11.08)

1.2- Bruxelles, Madrid, Paris et Rome ont décidé jeudi soir d'interdire les ventes à découvert sur les valeurs financières afin d'enrayer la chute et l'extrême volatilité en Bourse des titres des banques et des compagnies de leur pays respectifs.

L'Esma, le régulateur européen des marchés financiers, a annoncé dans un communiqué que l'interdiction des ventes à découvert prendra effet à compter du vendredi 12 août, avec la possibilité le cas échéant d'être prolongée.

Les ventes à découvert consistent pour un opérateur de marché à emprunter des titres pour les revendre en espérant les racheter ultérieurement moins cher et empocher la plus-value.

Les ventes à découvert sont accusées d'amplifier les mouvements baissiers sur les marchés et leur interdiction est régulièrement envisagée durant les crises financières.

"*Les ventes à découvert peuvent être des stratégies de trading conformes aux règles mais elles deviennent clairement abusives quand elles sont associées à de larges et fausses rumeurs de marché*", souligne le régulateur.

Cette interdiction s'applique à partir d'aujourd'hui jeudi, depuis 22h45, et s'étendra sur une durée de 15 jours. Elle pourra par la suite être prorogée, a précisé l'AMF.

L'interdiction concerne entre autres Axa, BNP Paribas SA, le Crédit agricole ou encore la Société générale.

Le régulateur boursier belge, qui avait déjà interdit les ventes à découvert à nu, a décidé d'élargir la mesure à toutes les formes de ventes à découvert. Elle porte sur quatre titres financiers, à savoir KBC, Ancora, Dexia et Aegas.

Les ventes à découvert sont interdites à la Bourse de Bruxelles partir du 12 août, et ce pour une durée indéterminée.

Le régulateur des marchés espagnols, la CNVM, a également déclaré que l'interdiction des ventes à découvert sera effective pendant 15 jours à partir d'aujourd'hui et sera prolongée si nécessaire. (Reuters 11.08)

2- France

Une banque en Asie a coupé ses lignes de crédit aux grandes banques françaises et cinq autres banques asiatiques sont en train de revoir leurs crédits, ont indiqué jeudi à Reuters six sources bancaires.

Le responsable de la gestion des risques au sein d'une banque basée à Singapour a expliqué avoir coupé ses lignes de crédit aux banques françaises en raison des risques de contrepartie qu'elles présentent.

"*Nous avons coupé. Les limites ont été retirées du système. Il faut obtenir des autorisations pour chaque cas (de crédit, NDLR)*", a-t-il expliqué, refusant d'être nommé en raison de la sensibilité du sujet.

Il n'a pas non souhaité donner le nom des banques visées par cette décision.

"*Il est évident que nous réexaminons (les crédit, NDLR)*", a souligné le responsable des risques d'une autre banque à Singapour.

"*Tout est en rapport avec notre position sur le risque crédit des banques françaises*", a expliqué un autre banquier au sein d'une banque japonaise. (Reuters 11.08)

3- Etats-Unis

Le déficit commercial des Etats-Unis s'est creusé en juin à son plus haut niveau depuis octobre 2008, en raison d'un déclin des exportations et des importations signalant un ralentissement de la demande mondiale, selon les chiffres publiés jeudi par le département du Commerce.

La balance des échanges affiche un déficit de 53,07 milliards de dollars.

En mai, le déficit s'était élevé à 50,83 milliards (50,23 milliards en première estimation). Les exportations ont diminué de 2,3% contre -0,5% en mai, plus vite que les importations (-0,8% après +2,9% en mai). (Reuters 11.08)

Haut de page

Le 13 août

Je n'ai pas le temps de causer.

Parole d'internaute

- "*Le vrai visage du capitalisme*

Cameron montre le vrai visage du capitalisme déclinant : devant la colère du peuple, afin de conserver malgré tout le pouvoir, le recours à la force brutale. Toute prétention démocratique oubliée, telle est la réalité de la dictature…" (liberation.fr 12.08)

Politique

1- France. En famille.

Martine Aubry (PS) détaille quelle serait, si elle était élue à l'Elysée, sa «*règle d'or*» pour réduire la dette et favoriser l'emploi, dans une tribune au Monde daté de samedi, où elle demande à Nicolas Sarkozy «*des mesures*» «*dès maintenant et pour le budget 2012*».

«*C'est ainsi que je respecterai l'engagement européen de la France d'un retour de ses déficits en dessous de 3% en 2013*», assure-t-elle. A court terme, elle juge que Nicolas Sarkozy doit «*prendre plusieurs décisions positives, et cela dès maintenant et pour le budget 2012*».

Il s'agit de «*supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires*» pour financer «*un grand plan de création d'emplois pour les jeunes*», «*abaisser à 20% l'impôt sur les sociétés des entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices et l'augmenter sur celles qui privilégient les dividendes*» et «*engager un premier train de réduction des niches fiscales*».

«*Parce que la situation de notre pays est grave (...), je dis à Nicolas Sarkozy de ne pas perdre de temps dans de faux débats sur une pseudo-règle qui ne règle rien*», lance-t-elle.

«*Dans une démocratie, le débat avec l'opposition doit être naturel (...) Je fais aujourd'hui des propositions précises. Discutons-en, dans l'intérêt de notre pays!*», demande Martine Aubry. (20minutes.fr 12.08)

Elle demande à Sarkozy d'accélérer la mise en oeuvre d'un nouveau plan d'austérité contre les travailleurs. Abaisser les impôts sur les sociétés, ben voyons, Aubry la candidate du capital ! Ce serait plus facile à elle de le faire que Sarkozy, au nom du socialisme évidemment... Un président issu du PS n'a pas que des mauvais côtés pour le capital, loin de là, en réalité il y gagne plus qu'il n'y perd !

Quelle "*démocratie*" quand le gouvernement et le parlement sont minoritaires, quand leur politique antisociale est massivement rejetée ? Ils sont illégitimes et se maintiennent au pouvoir, on ne doit pas parler de démocratie mais de dictature.

Pour compléter la causerie d'hier sur la présidentielle de 2012.

La petite bourgeoisie et les couches moyennes continuent de vivre comme avant, il faudrait qu'elles sombrent massivement dans la paupérisation pour qu'elles en arrivent à se dire qu'elles n'ont plus rien à perdre avec ce régime, ce qui n'est pas encore le cas, sous cet angle il est impossible d'appeler à chasser Sarkozy puisque l'élection du candidat du PS ne changerait rien ou très peu à cette situation.

La paupérisation croissante de pans entiers de la classe ouvrière qui n'ont pas davantage confiance dans l'UMP que le PS, est incompatible avec un mot d'ordre consistant à favoriser l'arrivée au pouvoir du candidat du PS, ce qui pourrait être assimilé à colporter des illusions dans ce parti et les institutions de la Ve République.

Par ailleurs, nous n'assistons pas au début d'un mouvement de masse en direction des autres partis dits ouvriers à tort ou raison, vers le PG, vers le PCF ou le POI ou encore le NPA, il faut donc en déduire que si le candidat du PS était élu, on se retrouverait dans une situation politique pratiquement identique à celle de 1981, l'espoir d'un quelconque changement même superficiel en moins, malgré la détérioration de la situation économique et sociale il faut préciser, pourquoi, en grande partie parce que nous avons été incapables de construire le parti au cours des 30 dernières années, laissant ainsi au PS et ses satellites le contrôle des syndicats qu'ils s'emploieront à associer à la politique réactionnaire du gouvernement et à interdire toute mobilisation de masse.

Il y en a qui veullent croire que le PG et le Front de gauche pourrait jouer les trouble-fête, un leurre, il suffira au PS de satisfaire les couches de la petite bourgeoisie ou des couches moyennes qu'ils représentent et quelques postes ministériels pour qu'ils rentrent dans le rang. On peut prévoir que cela alimenterait la crise au sein du PCF et pourrait conduire à son éclatement, à moins que ce soit le Front de gauche qui vole en éclat, histoire de sauver son appareil... avec l'aide du PS. Le PS peut aussi émettre des promesses pour satisfaire en partie les attentes du Front de gauche pendant la campagne électorale, pour les renier après les élections, ce que les dirigeants du PG et du PCF savent pertinemment mais dont ils se foutent éperdument, évidemment.

On s'est moqué de la formule des anarchistes "*élection piège à cons*", mais il faut bien reconnaître qu'elle correspond bien à la situation politique depuis au moins 30 ans.

Dès lors, en s'appuyant sur ce constat, sans présumer du développement de la situation au cours des mois à venir qui pourrait nous amener à modifier notre position, nous maintenons notre mot d'ordre de boycott des élections présidentielles de 2012, car il correspond à la nécessité et à l'objectif politique pour la classe ouvrière et les masses de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République. C'est dans cette perspective politique qu'il faut les organiser et construire le parti.

Nous avons constaté dans une précédente causerie, qu'une intense et profonde réflexion parcourait toutes les couches et classes de la société dans le sillage de la crise du capitalisme, c'est à nous de la mener jusqu'au bout avec les travailleurs que nous rencontrons, jusqu'à son terme logique, dialectique : la nécessité de rompre avec le capitalisme et de réorganiser la production sur de nouvelles bases pour pouvoir satisfaire les besoins et les aspirations élémentaires de l'ensemble des travailleurs du pays, la nécessité de se débarrasser des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République créées pour servir les intérêts de la classe des capitalistes, afin de se doter d'organes politiques de pouvoir au service de la classe des exploités qui constitue la majorité de la société, instituer une véritable démocratie, ce qui ne pourra pas se faire sans une révolution prolétarienne et socialiste qui consistera à confisquer tous les pouvoirs économiques et politiques dont dispose aujourd'hui la classe des capitalistes, cette infime minorité qui impose sa dictature à la majorité.

Le capitalisme appartient au passé, l'avenir est au socialisme synonyme de satisfaction des besoins et des aspirations des travailleurs, de l'éradication du chômage, de la précarite, de la pauvreté, conditions pour stoper la décomposition de la société et entrevoir un avenir meilleur... Socialisme ou barbarie, telle est la seule alternative qui se présente à l'ensemble des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes.

Dans la perspective d'un affrontement direct entre les classes, l'urgence est d'expliquer aux travailleurs en quoi consisterait le socialisme, les amener à réfléchir à la société à partir de leurs propres besoins ou aspirations qui sont parfaitement légitimes, alors que rien ne peut justifier la survie du capitalisme avec son cortège de souffrances qu'il impose à tous les peuples.

Redresser la tête, cesser de courber l'échine, se tenir debout, revendiquer la légitimité (collective) de nos besoins et aspirations, déclarer ceux des capitalistes illégaux et illégitimes, refuser tout nouveau sacrifice, rejeter toute légitimité aux

arguments avancés pour justifier les inégalités et les injustices croissantes, rejeter tous les discours ou programmes pronant des compromis avec les capitalistes et leurs institutions, se syndiquer et s'organiser sur la base de ces droits ou principes pour que la majorité finisse par les partager et qu'ils triomphent.

Voilà ce qu'on peut proposer à chaque travailleur pour les aider à prendre confiance en eux, à leur faire prendre conscience qu'ils sont la majorité et qu'unis sur ces objectifs, ils représentent une force invincible qu'aucune armée ne pourrait vaincre. Il faut absolument leur dire la vérité en face, il n'existe pas de recette miracle ou de raccourci possible pour sortir de la situation actuelle et entrevoir une vie meilleure pour construire le parti, pour avancer sur la voie du socialisme.

Pour peu qu'on s'y prenne correctement, que l'on sache s'adresser à la classe ouvrière, alors que des centaines de milliers ou des millions de travailleurs et jeunes sont prêts à en découdre avec le régime, il est possible de les organiser et de construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui intègre des éléments de toutes les classes et couches exploitées.

La preuve est faite, on l'a sous les yeux quotidiennement depuis au moins trois ans, que malgré une situation particulièrement favorable à la construction du parti sur des bases politiques saines, aucun parti n'en a été capable, les différents types de partis qui existent aujourd'hui ont démontré qu'ils étaient incapables de regouper l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, qu'ils étaient incapables de s'implanter profondément dans toutes les couches du prolétariat, bref, qu'ils n'inspiraient pas confiance, et quand bien même ils gagnaient des militants, c'était pour en perdre autant d'un autre côté, n'étant pas capable de garder leurs propres militants, dans leurs formes actuelles et dans les rapports qu'ils entretiennent avec les masses exploitées, ils ont largement démontré qu'ils étaient inaptes à constituer le parti révolutionnaire qui sera indispensable pour vaincre notre ennemi de classe. Qu'ils continuent dans cette voie et de terribles défaites nous attendent.

2- Grande-Bretagne

Alors qu'il fait face à sa pire crise depuis son arrivée au pouvoir il y a quinze mois, Cameron semble s'en être bien sorti. Faute d'opposition, surtout. Les travaillistes veulent éviter toute controverse dans un pays qui, traumatisé par les images de pillages et d'incendies, favorise une forme d'«*union nationale*». Leur leader, Ed Miliband, partage la ligne de fermeté, ne faisant qu'effleurer les problèmes sous-jacents : «*Il faut se demander pourquoi des gens pensent qu'ils n'ont rien à perdre, et tout à gagner, à s'adonner au vandalisme et au pillage*.» Sinon, «*on risque de se retrouver avec une répétition de ces actes à l'avenir*». Pour Miliband, «*il n'est pas acceptable que la prochaine génération pense qu'elle va moins bien réussir que celle qui l'a précédée*».

Selon Cameron «*Ce n'étaient pas des actes politiques ou de protestation, mais du vol*.» Et le leader conservateur d'asséner : «*Le responsable d'un délit, c'est toujours le délinquant.*»

Certes, il y a un «*contexte*» :«*Beaucoup d'enfants grandissent sans connaître la différence entre le bien et le mal*.» Mais «*ce n'est pas une question de pauvreté, mais de culture*». Cette culture «*qui glorifie la violence, ne respecte pas l'autorité, ne parle que de droits et pas de responsabilités. Trop souvent, les parents de ces enfants - s'ils sont encore présents - se fichent de savoir où et avec qui ils sont, ce qu'ils font*». Conclusion : «*la négligence et l'immoralité*» sont les mamelles de mauvais comportements. Il n'y a pas de malaise social, juste une crise des valeurs. C'est pourquoi David Cameron déclare-t-il la guerre aux gangs : les combattre devient «*une priorité nationale*».

Certes, la ministre de l'Intérieur conservatrice, Theresa May, admet de «*graves problèmes sociaux*», au nombre desquels le fait que «*deux millions d'enfants grandissent dans des familles où aucun parent ne travaille…On ne peut continuer à les ignorer*». Mais elle colle à la stratégie définie : «*La seule cause des délits, ce sont les délinquants*.» Les inégalités croissantes, le chômage ? Circulez, y'a rien à voir.

«*A un an des Jeux [olympiques], nous devons montrer que la Grande-Bretagne n'est pas un pays qui détruit, mais qui bâtit, dit Cameron. On ne va pas se laisser dominer par la minorité violente*.» Quelque 1 500 personnes ont été arrêtées depuis le début des émeutes, samedi, et ce n'est pas fini. «*On va vous pourchasser, […] vous punir. Vous allez payer*», lance Cameron à la «*minorité sans foi ni loi*». Opportunément, quinze minutes avant sa prestation, les chaînes de télé diffusaient les images d'une descente de police musclée au matin à Londres. Et plusieurs tribunaux continuent leur marathon jour et nuit pour juger les personnes arrêtées.

Economie

1- France

La baisse de la consommation des ménages s'est traduite par une croissance nulle de l'économie française au deuxième trimestre.

"*On retrouve le contrecoup de l'extinction de la prime à la casse automobile*", explique Jean-Luc Proutat, économiste de BNP Paribas. "*Les dépenses des ménages en produits manufacturés n'avaient pas autant baissé depuis l'extinction des 'balladurettes' de 1993*."

La contribution à la croissance des variations de stocks, qui avait atteint 0,8 point au premier trimestre, a ainsi été nulle au deuxième. Quant aux exportations, elles sont restées stables après une hausse de 1,8% sur le début de l'année.

Dans un communiqué Michel Sapin, le secrétaire national du Parti socialiste à l'économie et à la fiscalité, a noté que "*seul le repli des importations (-0,9%) évite le retour à une croissance négative*". (Reuters 12.08)

2- Grèce

La Grèce est toujours plongée dans une profonde récession économique ainsi que des statistiques officielles en ont apporté vendredi la confirmation.

Le service national des statistiques a rapporté que l'économie s'était contractée de 6,9% au deuxième trimestre 2011 par rapport à la même période l'an dernier.

Au premier trimestre, l'économie grecque avait ralenti de 8,1% par rapport à l'année précédente, mais dans la mesure où il s'agit de données corrigées des variations saisonnières, elles ne sont pas directement comparables.

Selon le service des statistiques, des dépenses de consommation plus faibles ont contribué au ralentissement. (AP 12.08)

3- Chine

"*Nous soutenons les mesures de stabilisation prises par les pays concernés mais nous espérons que ces pays vont prendre des mesures pour contrôler leur endettement (...)*", a déclaré vendredi le ministre chinois du Commerce, Chen Deming.

La Chine, premier détenteur mondial de réserves de changes avec un total de 3.200 milliards de dollars (2.256 milliards d'euros), a investi presque toutes ces réserves en dollars et en euros. (Reuters 12.08)

Haut de page

Le 14 août

Un mot sur le site.

Les infos en bref ne seront pas actualisées avant demain après-midi, et il se peut que le site ne sera pas actualisé pendant plusieurs jours à la suite de mon déménagement qui est repoussé de quelques jours, en principe, on est en Inde ! N'ayant pas de trouvé de maison à louer avec un petit jardin pour mon chien pour un prix convenable, je suis obligé d'acheter en catastrophe une petite maison très chère pour ce qu'elle vaut vraiment et qui ne me convient pas, mais qui fera au moins le bonheur de mon chien, c'est déjà pas mal. Je vous passe les détails, c'est complètement dingue ! Du moment que je pourrai continuer mon activité politique et ma bête sera heureuse, le reste n'a guère d'importance.

Le site contient à ce jour environ 3 300 fichiers (et 35 dossiers) une fois retirées les images et les fichiers dédiés à la mise en page.

- économie : environ 700 (incluant des articles classés dans le fichier "dossier")
- dossier vieux monde : environ 600 (une fois déduit les articles économiques)
- articles du site : 600
- tribune libre : 570
- causeries et articles de presse : 269
- marxisme : 199
- textes divers (constitutions, etc) : 148
- éditos (anciens) et articles du site : 125
- construction du parti : 101
- courriel : 67
- divers : 62
- pages d'accueil des rubriques : 49
- dictionnaire : 9

Voici maintenant le contenu du courriel que j'ai adressé ce matin en réponse à un vieux militant qui n'a pas du tout le moral.

L'heure n'est pas au pessimisme ou à la démobilisation mais bien le contraire cher camarade. Il est vrai qu'on peut se lasser à la longue de devoir sans cesse expliquer les mêmes choses sans résultats tangibles.

Il suffit d'observer la classe qui se lève à Santiago, Athènes, Madrid, Londres ouTunis et dans d'autres pays du monde pour comprendre que les capitalistes se retrouvent face à des défits sociaux et politiques colossaux, et rien ne permet d'affirmer que les développements à venir de la lutte des classes ne finiront pas par remettre à l'ordre du jour la révolution socialiste, comment pourrait-il en être autrement, comme dit la formule un peu plus tôt un peu plus tard, mais apparemment on se rapproche de cette échéance, à nous de nous y préparer et d'y préparer la classe.

Cela ne saute pas forcément aux yeux, mais chacun s'accordera à reconnaître que la situation est grosse d'une situation révolution dans bon nombre de pays à la fois, immédiatement ou à court terme, c'est dans l'air comme l'on dit, c'est une question que se posent de plus en plus de travailleurs et particulièrement la jeunesse. Les plans d'austérité adoptés par les différents gouvernements en Europe vont se traduire par une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, donc une baisse de la consommation, donc de la production, donc une augmentation du chômage, la récession guette bon nombre de pays...

Ils sont en train de réunir les conditions d'une formidable explosion sociale qui peut se propager comme une traînée de poudre à travers toute l'Europe et au-delà. Voilà de quoi garder le moral, même si la réponse que je t'adresse ci-dessous ne pousse pas un optimisme démesuré j'en conviens, vaut mieux toujours garder les pieds sur terre et regarder la réalité en face.

Quand j'ai lu le titre d'un article de presse hier soir, *Près de 800 kilomètres de bouchon sur les routes en France*, je me suis dit que la crise ne frappait pas toutes les couches exploitées de la même manière, avant d'ajouter : qu'ils en profitent, on ne sait pas de quoi sera fait l'avenir demain, ce pourrait être aussi leurs dernières vacances avant longtemps...

Pour répondre à tes réflexions.

Quelque part il est vrai que l'on fait les frais de l'expérience désastreuse du stalinisme que les travailleurs ont identifé par ignorance avec le socialisme. On pourrait en dire autant du réformisme, à ceci près que le communisme l'avait supplanté au début du XXe siècle, et le problème depuis les années 70-80 jusqu'à nos jours, c'est que rien n'est venu supplanté à son tour le stalinisme. Cela n'explique pas tout cependant.

Autrefois il était facile de présenter le socialisme ou le communisme comme une alternative au capitalisme, les travailleurs pouvaient se saisir de cet idéal ou de cette perspective, les relier à leur combat. Il était relativement facile pour ainsi dire évident d'orienter leur combat dans cette direction-là, de donner un contenu politique à leur combat, les éléments les plus avancés de la classe pouvait se reconnaître et se rassembler sur cet objectif, il constituait une issue politique à la crise du capitalisme.

Depuis tous cela a disparu, ils ne peuvent plus se raccrocher à cette perspective politique, ils sont totalement désorientés, ils ne parviennent pas à entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme. C'est dans ce contexte que le mouvement ouvrier s'est retrouvé fragilisé et encore plus vulnérable aux mirages du réformisme que par le passé, il a perdu son indépendance politique en dehors de toute perspective politique.

Est venu s'ajouter à ce cauchemar l'incapacité des dirigeants se réclamant du trotskysme d'en comprendre la signification, toute la portée ou l'étendue des dégâts les a totalement submergés, ils ont attendu des décennies avant d'en prendre la mesure, dès lors que la chute de l'URSS n'était plus qu'une question de quelques années, mais il était beaucoup trop tard, pendant 30 ans ils ont été incapables de tisser des liens profonds avec le prolétariat et de construire l'embryon du parti, de sorte que leur parti n'inspire pas confiance et ne constitue pas pour les travailleurs un pôle de regroupement dans lequel ils auraient pu se reconnaître et entraîner les masses derrières eux.

Ils en ont pris la mesure, mais accablée par les mêmes faiblesses et lacunes que décrivait Trotsky dans les années 30 à propos des dirigeants français de l'avant-garde, sauf qu'eux au lieu de le reconnaître et les combattre, ils les ont méticuleusement entretenues, pire, ils les ont théorisés pour finalement substituer au centralisme démocratique une direction arbitraire et en partie opaque du parti fortement emprunte du culte de la personnalité. Trotsky avait prédit qu'ils finiraient complètement sclérosés et que le parti dégénèrerait si le prolétariat ne prenait pas le pouvoir à l'issue de la guerre, c'est exactement ce qui s'est produit malheureusement.

Est venue se greffer là-dessus l'absence d'un dirigeant à l'autorité incontestable après la mort de Trotsky, capable d'analyser la situation mondiale et de définir une orientation politique et de rassembler autour l'ensemble des militants se réclamant du léninisme.

Au lieu de partir de ce simple constat en toute humilité, les différents militants qui pouvaient prétendre avoir la carure pour devenir des dirigeants, mais qui n'en avaient manifestement pas les capacités, ont prétendu incarner l'héritage de Trotsky, comme si un seul homme pouvait suffire à remplacer un dirigeant d'une telle stature, ils n'ont assurément pas hérité de la modestie de Trotsky, qui des années encore après la mort de Lénine, n'hésitait pas à affirmer qu'Illitch Oulianov était irremplaçable et qu'aucun autre dirigeant du mouvement ouvrier international possédait des qualités équivalentes, pas même lui précisait-il.

Du coup chaque dirigeant se croyant investi d'une mission sacrée, assurer la continuité du marxisme, fera l'impasse sur ses propres faiblesses et celles de ses camarades en ayant plus comme seul objectif d'assurer leur propre survie politique quite à employer des méthodes déloyales et détestables. Ce sont leurs faiblesses théoriques et politiques qui sont à l'origine des dérives dogmatiques et sectaires que l'on a observées après-guerre chez ces dirigeants. On n'en nommera pas pour ne pas en oublier et faire des jaloux.

On peut imaginer qu'ils en aient eu parfaitement conscience au début, qu'ils s'en sont accommodés assez rapidement par la suite, pour finalement ne plus les distinguer eux-mêmes puisqu'ils savaient qu'ils étaient incapables d'y remédier. La tragédie que vit actuellement le mouvement ouvrier et son avant-garde est ainsi un drame humain parfaitement compréhensible, il n'existe aucun mystère autour de leur dégénérescence et leur incapacité à accomplir leurs tâches, notamment celle de se doter d'une nouvelle direction, la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire sur les bases du léninisme, produit et expression la plus élevée de la lutte de classe du prolétariat depuis que le capitalisme existe et sans lequel la révolution d'Octobre n'aurait pas eu lieu ou se serait soldée par une défaite.

La liquidation du PCI au milieu des années 80 au profit du MPPT puis du PT, on devrait dire en fait dès l'élection de Mitterrand en 1981, tout comme celle de la LCR il y a deux ans au profit du NPA, n'a fait qu'entériner ou confirmer le constat qui vient d'être établi à grands traits, elles en ont été le prolongement ou l'aboutissement logique, elles ont démontré que leurs dirigeants demeureraient toujours incapables à la fois de mener le combat politique en reliant les revendications transitoires à la perspective de la révolution socialiste et de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik, ceci expliquant cela.

C'est le retard pris par la révolution et l'extraordinaire faculté du capitalisme de repousser les limites de ses propres contradictions qui les a conduits à liquider le PCI et la LCR, non pas parce que ces partis ne correspondaient plus aux tâches que le prolétariat devraient accomplir au cours d'une nouvelle période, on en veut pour preuve que cette période ouverte avec la disparition de l'URSS ne devait guère durer longtemps et n'éviterait pas au capitalisme de connaître rapidement à nouveau une nouvelle crise, d'ailleurs l'implosion de l'URSS s'est déroulée sur fond de crise du capitalisme dès l'année 1990, ce qui en soi pourrait suffire comme témoignage à charge contre leurs théories foireuses.

Ces dirigeants ont décrété du jour au lendemain du haut de leur piédestal (ceux du PCI, le POI-CCI aujourd'hui) que le mouvement ouvrier et le prolétariat étaient revenus à la case départ, très loin en arrière, si loin que leur parti ne fera plus référence dans son programme à la révolution russe, pas même à la révolution notez bien, encore moins au léninisme et on a compris parfaitement pourquoi après l'avoir renié, à la Commune de Paris en occultant soigneusement les enseignements qu'en tirèrent Marx et Engels, ainsi que Lénine qui les mit en pratique avec le succès que l'on sait, pour finalement faire disparaître Marx au profit de Jaurès qui incarnait la social-démocratie dont le vieil Engels et avant lui Marx avaient déjà estimé qu'elle appartenait à un passé révolu et supplantée par le communisme à la fois plus rigoureux sur les principes et mieux armé pour représenter l'objectif de la lutte de classe du prolétariat mondial, balayant, méprisant, faisant disparaître d'un coup l'expérience acquise du mouvement ouvrier au cours d'un siècle et demi de lutte des classes pour revenir à l'époque primitive de la formation du mouvement ouvrier au milieu du XIXe siècle, et justifier ainsi le type de parti qu'ils entendaient dorénavant construire ouvrant leur porte à des militants issus de différents partis ou des syndicalistes opposés à la révolution prolétarienne comme moyen pour permettre à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir, autrement dit à des réformistes n'ayant pas rompu avec l'idéologie bourgeoise.

Cette terrible régression politique ou ce reniement, ils se sont employés à la théoriser comme l'avaient fait avant eux leurs prédécesseurs. Leur parti est calqué sur la SFIO sur le plan nationale et sur l'Association Internationale des travailleurs sur le plan international. Il existe depuis 26 ans. Et il a produit quel résultat ? Nul ! Les dirigeants de la LCR les ont imités un peu plus de 25 ans plus tard, avec quel résultat au bout de deux ans d'existence ? Nul !

Je continue ou cela suffit et j'arrête-là ?

Avec l'approfondissement de la crise du capitalisme qui a éclaté au milieu de l'année 2007, on s'aperçoit que les représentants du capitalisme sont capables de faire preuve d'un cynisme inouï et d'une violence extrême - en grande partie en parole seulement pour le moment, contre la classe ouvrière et certains militants commencent à prendre conscience que rien ne les arrêtera pour défendre le régime de la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Bientôt ils en arriveront au constat qu'ils ne sont pas armés pour affronter et vaincre un tel ennemi, que le parti dans lequel ils militent parfois depuis des décennies en sera totalement incapable - ils savaient depuis longtemps que leur parti était une passoire et s'en accommodaient, ils n'étaient pas sans savoir non plus que leur parti présentait des faiblesses congénitales qui lui seraient un jour fatal, cela c'est moi qui le rajoute, quand il va éclater sous les coups de boutoirs de la réaction, ils vont regretter amèrement d'avoir avalé sans broncher tant de couleuvres de la part de leurs dirigeants, pour reprendre une expression employée par plusieurs militants du POI-CCI dans des courriels qu'ils m'ont adressés, oui ils auront le droit de se dire : toute cela pour en arriver là, eh oui, hélas camarades, car nous partageons d'avance votre profond désarroi.

Ils pourront se dire que cela ne valait pas la peine de liquider le PCI, la question sera alors de savoir s'il est ou non trop tard pour corriger le tir, ce qui est certain en tous cas, c'est qu'ils aborderont cette période révolutionnaire dans les pires conditions

qui soient, je ne parle même pas du prolétariat.

La dictature de la dette dans laquelle se débattent les Etats qui en sont les complices, qui incarne celle de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme au stade suprême du capitalisme, quelle question pose-t-elle direction, que met-elle en lumière ? On vient de le dire, la place et le rôle de l'Etat au service exclusif des intérêts de la classe dominante. Dès lors c'est la question de l'Etat qui est à l'ordre du jour?

Question : faut-il encore attendre ou tempérer avant de la poser devant l'ensemble des masses exploitées pour qu'elles s'en saisissent ? Elle se trouve posée brutalement au détours d'une crise que les capitalistes ont provoqué eux-mêmes sans véritablement avoir le choix puisque encore une fois il s'agissait pour eux de repousser les limites dans lesquelles les contradictions du capitalisme doivent être contenues pour assurer sa survie, leurs profits.

Le lien entre l'Etat et le capital saute aux yeux du plus naîf des travailleurs. Mais pour se libérer du joug du capital, il faut impérativement liquider cet Etat forgé pour servir ses intérêts, que la classe ouvrière oriente son combat dans cette direction pour se rapprocher de cet objectif. Si nos dirigeants étaient comme Lénine tendus vers cet unique objectif, ils y auraient déjà pensé, d'eux-mêmes sans qu'on ait besoin de leur souffler, alors pourquoi ce n'est pas le cas ?

Ne pas poser aujourd'hui la question de l'Etat et du pouvoir revient à soutenir le régime.

Pour poser la question de l'Etat, il faut être indépendant de l'Etat. Or, en ayant tissé des liens étroits pour ne pas dire organiques depuis des décennies avec les appareils des syndicats financés par l'Etat, en adoptant systématiquement sauf exceptions rarissimes les résolutions des directions confédérales, il est impossible de poser cette question sans devoir affronter violemment l'opposition des directions des syndicats, d'autant plus que la poser directement revient à remettre en cause l'ordre capitaliste que soutiennent les dirigeants syndicaux ou auquel ils sont totalement subordonnés, auquel ils appartiennent en tant que lieutenants au sein du mouvement ouvrier. Il arrive un moment où les contradictions du régime atteignent un tel niveau de tension, que poser cette question devient totalement incompatible avec tout compromis mêmes limités avec les appareils des syndicats.

Poser la question de l'Etat sur le plan syndical est inséparable de la question de la rupture des relations des syndicats avec l'Etat et les représentants du capitalisme, le Medef notamment. Cette question pose la question du rejet du financement des syndicats par l'Etat. Elle se traduit aussi par la nécessité de cesser immédiatement de collaborer à tous les organismes tripartites (ou triparties) au côté des représentants de l'Etat et du patronat. Poser la question de l'Etat pose la question de l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat. On a envie de dire que l'heure de vérité a sonné pour les dirigeants du POI, du NPA et de LO.

Pendant des décennies, et cela est à mettre au compte des faiblesses dont il était question plus haut, les dirigeants de ces partis se sont gargarisés de la formule de l'indépendance des syndicats par rapports aux partis, nous leur avons opposé le principe de l'indépendance des syndicats et des partis par rapport à l'Etat en affirmant qu'ils ne le respectaient pas, ils ont peut-être cru qu'ils échapperaient indéfiniment à cette question, c'était peine perdu comme sur beaucoup d'autres questions d'ailleurs.

Pendant longtemps les paroles et les actes peuvent entrer en contradiction sans que personne ne s'en aperçoive ou trouve à y redire, jusqu'au jour où ils coïncident dans un sens ou dans l'autre.

Haut de page

Le 15 août

J'ai ajouté quelques articles dans les rubriques *Economie*,*Polique* et *International*.

Si entre nous leur lecture se passe pour ainsi dire de commentaires, quelle abondance d'arguments pour aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme ! Quand on voit l'usage qu'il en fait ou plutôt l'absence d'usage, je comprends que des militants soient littéralement désespérés !

Plus on creuse, plus on tombe sur des infos tellement incroyables qu'on se demande comment il est possible qu'il se trouve encore un seul militant ouvrier pour soutenir le capitalisme. La faute à qui, pas aux travailleurs évidemment, à qui alors ? Demandez à vos dirigeants, ils doivent avoir une certaine part de responsabilité dans cette histoire ou alors il n'y a plus qu'à se pendre effectivement. Ils vont vous répondre : c'est pas nous, c'est les autres, les appareils, le stalinisme, pour un peu, la faute à pas de chance ! Pas très convaincant tout cela à la longue, non ?

En Israël c'est la petite-bourgeoisie et les couches moyennes qui se mobilisent, la masse des exploitées la plus instruite. Elle cherche à faire la liaison avec la classe ouvrière, excellente idée. Mais c'est sous la direction de cette dernière seulement

qu'une révolution peut vaincre.

D'où en France et ailleurs la nécessité de se tourner résolument vers les millions de travailleurs les plus durement frappés par la crise du capitalisme pour construire le parti. Il est évident maintenant que si on s'adresse à cette couche de travailleurs de la même manière qu'on s'adresse à des intellectuels ou des militants aguerris, on ne risque pas de les recruter et de construire quoi que ce soit, soit on en prend conscience, soit rien ne changera.

Recruter un ouvrier ou un employé sur une accord minimum ne pose pas vraiment un problème, c'est sa condition et le rejet qu'elle lui inspire qui est déterminant, du moment qu'il oriente sa réflexion et son combat contre le capital on peut s'en contenter... On se passera de lui faire de long discours auquel il ne comprendra ou ne retiendra pas grand chose.

Recruter un intellectuel ou des travailleurs plus instruits des couches moyennes nécessitera un accord sur des bases plus solides puisque par leurs conditions d'existence ils auront davantage tendance à lorgner du côté du capitalisme et de l'idéologie bourgeoise. Tout l'effort portera ensuite sur leur formation économique et politique pour qu'ils progressent, sinon à un moment donné ils vous claqueront dans les doigts.

Il sera toujours impossible de construire le parti, si l'on demeure incapable de s'adresser à toutes les couches d'exploitées. L'ouvrier et l'intellectuel possèdent des qualités particulières complémentaires qu'il faut mettre à contribution, et chacun trouvera sa place dans le parti et n'aura plus envie de le quitter s'il s'y trouve bien, s'il y trouve son compte. Cela nécessite un changement de mentalité chez de nombreux militants qui manquent de patience envers les ouvriers ou qui ont tendance à mépriser les intellectuels, cela vaut pour les dirigeants qui doivent montrer l'exemple. En sont-ils capables, en auront-ils la volonté ?

J'anime ce site mais je me considère plus comme un ouvrier qu'un intellectuel. Quand je lis la littérature qui figure dans la Tribune libre du site, en tant que militant je suis comblé, en tant qu'ouvrier je n'y comprends rien et c'est bien là qu'est tout le problème. Bon je ne suis peut-être qu'un pauvre type qui a atterri dans un trou en Inde et qui se demande ce qu'il fait là, mais je crois avoir compris en quoi consistait le véritable pouvoir de Lénine, il avait réussi à combiner son développement intellectuel tout en pensant en ouvrier, en vivant comme un ouvrier jusqu'à son dernier souffle, peut-être parce qu'il a toujours vécu dans le dénuement ou des conditions plutôt austères. Je ne prône pas l'ascétisme, mais on peut concevoir que l'embourgeoisement des conditions de vie soit un obstacle quand la pensée d'un dirigeant y est attentif ou y porte un intérêt, y consacre du temps.

Je ne sais pas si c'est de Lénine ou du matérialisme dialectique que je tiens cette manière de vivre qui consiste à me libérer de toute contrainte matérielle qui pourrait devenir une entrave au développement de la pensée, qui pourrait m'occuper l'esprit inutilement ou me distraire de l'essentiel. Cela vient peut-être du fait que la vie est courte, et que lorsqu'on a peu de moyens pour vivre, on essaie de vivre le plus intelligemment possible afin d'éviter des problèmes inutiles et d'en créer aux autres par la même occasion.

J'ai cité Lénine, mais j'aurais pu faire référence à Marx qui a vécu au bord de la misère ou la misère tout court, ce que beaucoup de militants ignorent. Ils ont tout sacrifié pour notre cause, le moins que l'on puisse faire est d'essayer d'en être digne, et au-delà si on en a la force, s'en inspirer dans la vie de tous les jours. C'est un art de vivre.

J'ai engueulé Magueswary (mon épouse) parce qu'elle m'a acheté cinq chemises, alors que j'en ai quatre ou cinq dans l'armoire, qui datent de quelques années d'accord, mais qui ne sont pas encore totalement usées. Elle a voulu que je mette une chemise neuve pour aller à un mariage ce matin, j'ai refusé pour ne pas faire comme les Indiens cossus qui arborent des fringues neuves quand ils sont invités à une cérémonie ; et puis cette chemise était déjà sortie, il fallait bien que je finisse de la salir avant de la mettre au lavage ! Voilà ce que la question du parti m'inspire aussi. J'arrête là, j'ai du boulot chez moi, il est déjà 17h. J'ai encore parlé de moi et je n'aurais pas dû, peu importe puisque tout le monde s'en fout !

Quelques extraits de lectures

France

- La Cour des comptes dénombre « 293 niches fiscales pour les entreprises (35 Mds € soit 47 % des dépenses fiscales), des dispositifs dérogatoires divers (71 Mds €) et 64 niches sociales (66 Mds €), soit un total de 172 milliards d'euros ! Cela représente 56 % des recettes de l'Etat français. (http://contreinfo.info) (18.10.10)

- Cette année, en France, quelque 200 milliards d'euros sont allés aux bénéfices, alors qu'ils seraient allés aux salariés si l'on avait gardé l'équilibre salaires-bénéfices du début des années 80. « Sans la hausse de la dette des ménages, la croissance serait nulle en zone euro depuis 2002 », explique Patrick Artus, directeur de la recherche et des études économiques de Natixis. En Grande-Bretagne, la dette des ménages dépasse 160 % du revenu disponible. Une étude récente montre que, sans augmentation de la dette des ménages, la Grande-Bretagne serait en récession depuis 2002 ! (http://contreinfo.info) (26.10.08)

- Depuis 2002, le revenu moyen des français n'a augmenté que de 0,06% par an, et en 8 ans, de 5,9%. Mais les 1% les plus riches

ne sont pas concernés par cette cure d'austérité : ils ont vu les leurs croitre du triple, soit 19%. (http://contreinfo.info)

Etats-Unis

- Leçon de libéralisme : aux Etats-Unis, le gain moyen des 400 plus hauts revenus a augmenté de 36% en 2007, pour atteindre 345 millions de dollars, contre 263 en 2006. Ensemble, ces 400 ménages ont perçu 185 milliards de dollars, chiffre comparable au PIB du Chili. Depuis 1993, les revenus de cette tranche ont été multipliés par 8 en dollars courants. Et le taux d'imposition effectif est passé de 29% en 1995 à 16,6% en 2007. Les trois quarts de ces gains proviennent de plus values. (http://contreinfo.info) (20.02.10)

- Aux USA, les 1% les plus riches gagnent plus que le total des revenus des 40% les plus pauvres. L'augmentation du revenu des 5% les plus riches entre 2003 et 2005, a été de 681 milliards. (http://contreinfo.info)

Chine

(chez KYE qui produit des périphériques informatiques pour Microsoft et plusieurs marques américaines.)

- Les salariés indiquent qu'avant la récession, ils passaient 97 heures par semaine dans l'usine, dont 80 heures et demie au travail. En 2009, les travailleurs passaient 83 heures par semaine à l'usine, dont 68 heures de travail.

Les travailleurs sont payés 65 centimes de dollars de l'heure, ce qui revient à un salaire net de 52 centimes de l'heure, après déductions pour la nourriture fournie par l'usine.

Les employés doivent se présenter très tôt le matin pour effectuer des exercices de type militaire qui ne sont pas rémunérés. L'encadrement contrôle chaque seconde de leur vie. (http://contreinfo.info) (13.04.10)

Politique

France

Selon un sondage IFOP pour Sudouest.fr, publié samedi 13 août, 82 % des Français disent se sentir 'inquiets' à l'égard du déficit public et de la dette, dont un quart 'très inquiets'.

En outre, un Français sur deux (50 %) considère la réduction de la dette publique comme un objectif 'tout à fait prioritaire'.

La préoccupation budgétaire arrive après d'autres priorités chômage (59 %), santé (59 %) et éducation (55 %) mais reste au même niveau que la lutte contre la délinquance (50 %) ou le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat (51 %).

Concernant les solutions avancées pour enrayer l'augmentation du déficit public, une majorité de Français préconisent de revenir sur quelques unes des mesures phares de Nicolas Sarkozy : la politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (53 %), la défiscalisation des heures supplémentaires (57 %) mais surtout la baisse de la TVA accordée aux restaurateurs (62 %).

Autre solution pour résorber le déficit, une augmentation d'impôts. Mais moins d'un quart des Français (24 %) sont prêts à accepter cette solution. (lemonde.fr 14.08)

En fait le défit public inquiète les "Français" parce qu'ils craignent qu'on leur impose de la payer, ce qu'ils rejettent massivement. Donc ce sondage qui participe du matracage politico-médiatique ne constitue pas un soutien à la politique d'austérité du gouvernement mais le contraire, c'est raté, pas de bol !

Syrie.

Vingt-et-une personnes ont trouvé la mort, dimanche, lors du pilonnage de Lattaquié, premier port de la Syrie, par les blindés et la marine, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

D'après cet organisme, la plupart des victimes ont été touchées par des tirs de mitrailleuses à gros calibre montées sur les chars déployés dans les quartiers sud de la cité portuaire. Ces quartiers ont également été la cible de tirs d'unités de la marine de guerre croisant au large. (Reuters 14.08)

Tunisie

Les inscriptions sur les listes électorales pour la désignation d'une Constituante seront closes dimanche à minuit (23H00 GMT), seule la moitié des électeurs potentiels en Tunisie se sont volontairement inscrits, a indiqué un membre de l'Instance indépendante des élections (ISIE).

«*Nous avons atteint voire dépassé les 3,7 millions d'inscrits, ce qui fait un taux de 52%*», a déclaré M. Larbi Chouikha.

La barre des 50% d'inscrits est franchie «*si on ne comptabilise pas les Tunisiens résidant à l'étranger*», pour lesquels les statistiques n'étaient pas encore disponibles dimanche, a-t-il indiqué.

«*Le corps électoral sur le territoire national est composé d'environ 7 millions d'électeurs*», a-t-il précisé, le reste formant le nombre d'électeurs résidant à l'étranger (700.000 à 800.000 environ) (liberation.fr 13.08)

Social

France.

Un tiers des effectifs, soit une soixantaine de personnes, ont décidé, pendant les traditionnelles vacances d'août, de participer à la surveillance de Fralib Gémenos, usine appartenant à la multinationale anglo-néerlandaise, qui doit fermer fin septembre. Ils se battent bec et ongle pour faire aboutir leur projet de reprise du site. Le thé Eléphant est conditionné là. Une marque créée à Marseille il y a plus de cent ans, longtemps produite en ville avant que le site soit transféré dans cette banale zone industrielle près d'Aubagne. Une marque que ces salariés considèrent comme la leur et qu'ils veulent conserver.

"*En juillet, le TGI de Marseille a finalement validé le plan de sauvegarde de l'emploi, et nous avons reçu nos propositions de +reclassement+*", explique Gérard Cazorla, 55 ans, secrétaire CGT du CE, "*et depuis trente ans au service de l'Eléphant*". Car contrairement à la juridiction marseillaise, les "fralibiens" ne trouvent pas les propositions de reclassement vraiment sérieuses. "*On nous propose des postes en Pologne, en Belgique, en Alsace... en-dessous de nos qualifications. Par exemple un technicien se voit proposer un emploi de simple opérateur sur machine, avec à la clé des baisses de salaire de 30% à 50%. En Pologne, le salaire annuel tourne autour de 5.000 euros*", détaille Gérard Cazorla.

Des propositions "*dissuasives, uniquement pour se débarrasser de nous,*" affirme-t-il. Un avis que partage Gérard Affagard, délégué CFE-CGC et responsable des services généraux. Soixante et un ans, "*36 ans de boîte*" et des faux airs de Jean Réno, avec sa barbe courte poivre et sel et ses lunettes rondes. "*A mon âge, j'aurais pu partir, mais maintenant pas question que j'abandonne la lutte*", dit-il, expliquant avoir déjà connu un plan social il y a 13 ans.

En 1998, il avait été "*reclassé*" à Gémenos quand la multinationale avait fermé un site du Havre. "A l'époque, on a eu droit à de véritables reclassements, pas des propositions pour la forme comme aujourd'hui". Jhonny ("presque comme Johnny"), 45 ans, faisait aussi partie des 150 salariés du Havre.

"*A l'époque, on nous avait dit que l'usine de Marseille allait devenir le site européen pour la production des thés et tisanes parfumées. Je suis venu tout seul, toutes mes affaires dans ma voiture. C'est dur de s'installer dans une ville que vous ne connaissez pas*." Maintenant Jhonny est marié (avec une fralibienne) et a deux enfants. Il ne veut pas imposer à sa famille le déchirement d'un nouveau départ. Comme ses collègues, il croit au projet pour sauver l'usine, "*avec ou sans repreneur*".

"*On a fait faire une étude, et le rapport d'étape montre que le site est profitable à partir de 1.000 tonnes de production annuelle. Nous, on sort 2.900 tonnes. On veut conserver le site, les machines, et qu'Unilever nous donne la marque Eléphant*", dit Gérard Cazorla. "*C'est pas utopique, Unilever l'a déjà fait pour un site de fabrication de soupe +Royco+ à Poitiers, cédé à un fabricant de thé*", précise-il. "*La marque Eléphant, qui est une marque franco-française, ils ont essayé de la tuer au bénéfice de Lipton, leur +marque milliardaire+ (marque présente à l'international sur plusieurs marchés). L'Eléphant était devenu tout petit sur les boîtes,*" explique le syndicaliste dans une analyse digne du magazine Capital. Puis, il ajoute, "*puisqu'ils n'en veulent pas, qu'ils nous la donnent*." (20minutes.fr 13.08)

Italie

Susanna Camusso, à la tête de la confédération CGIL des travailleurs, a expliqué dimanche que la grève était le seul moyen de "changer l'inéquité du plan" et précisé à "La Repubblica" que la direction du syndicat se réunirait le 23 août pour décider d'une date d'action. (AP 13.08)

Israël

De nouvelles manifestations contre la vie chère, un mouvement sans précédent qui agite Israël depuis un mois, rassemblaient samedi soir des dizaines de milliers de personnes dans une douzaine de villes israéliennes, en dehors de Tel-Aviv et Jérusalem.

Quelque 70.000 personnes se sont mobilisées dans l'ensemble du pays, selon les estimations de la police.

«*L'essentiel pour nous, c'est de montrer que le peuple est uni, que nous vivons dans un seul et même pays et qu'il faut tout faire pour combler les disparités sociales*», a plaidé Stav Shafir, une des dirigeante du mouvement. Les foules les plus nombreuses étaient rassemblées à Haïfa, dans le nord d'Israël, avec plus de 30.000 manifestants. A Beersheva (sud), un peu plus de 10.000 personnes étaient réunies, selon la police, moins que ne l'espéraient les organisateurs.

Sur une grande place de Beersheva, une immense banderole était déployée, sur laquelle était écrit: «*Le Néguev se réveille*», tandis que des manifestants brandissaient des pancartes: «*Israël m'est cher*», «*Le Sud en colère*», «*Pour un Etat providence maintenant*».

Des rassemblements ont également eu lieu à Afula, en Galilée, dans le nord, à Modiin (centre) et Eilat (extrême sud).

Les foules ont de nouveau scandé: «*Le peuple exige la justice sociale*», le slogan adopté par la contestation depuis son début à la mi-juillet avec l'apparition des premières tentes de protestations le long du boulevard Rothschild, dans le quartier le plus chic de Tel-Aviv.

Samedi, l'objectif déclaré des organisateurs n'était pas seulement de diversifier le mouvement sur le terrain mais de mobiliser des couches de la population particulièrement défavorisées afin de ne pas apparaître comme une protestation «*bobo*».

Jusqu'à présent, ce sont surtout les classes moyennes et les étudiants qui ont été les plus actifs.

Samedi dernier, plus de 300.000 personnes avaient manifesté à Tel-Aviv.

Selon un sondage rendu public mardi, une très grande majorité de la population israélienne (88%) soutient cette grogne sociale, la première du genre d'une telle ampleur en Israël, et 53% d'entre eux se disent prêts à participer à des manifestations.

Soumis à cette pression, le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est dit prêt à infléchir son approche ultra-libérale de l'économie pour répondre aux exigences des manifestants.

Il a créé une commission chargée de proposer des réformes avec les partenaires sociaux et de présenter des recommandations au gouvernement d'ici un mois. (liberation.fr 14.08)

Chine

Des accrochages se sont produits dimanche dans le nord-est de la Chine entre des centaines de policiers en tenue anti-émeute et plus de 12.000 habitants qui exigent le déplacement d'une usine chimique de peur d'une fuite toxique après le passage d'une tempête tropicale, selon l'agence de presse officielle Chine nouvelle (Xinhua). Les autorités ont ordonné la fermeture du site.

Des milliers de personnes de la ville portuaire de Dalian se sont rassemblés devant le bureau de la mairie pour protester contre la présence de l'usine Fuija Chemical, qui produit du paraxylène, ou PX, utilisé dans la fabrication de plastiques, polyester et film. Une courte exposition au PX peut irriter les yeux, le nez et la gorge, selon le réseau américain des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Une exposition chronique peut affecter le système nerveux central et causer la mort.

Les appels au déplacement de l'entreprise se sont multipliés après le passage du typhon Muifa à l'origine de vagues qui ont brisé une digue protégeant l'usine la semaine dernière. Xinhua affirme qu'aucune fuite toxique n'a été signalée, pas plus que des blessés dans les affrontements de dimanche.

D'après l'agence de presse, le plus haut responsable de la ville, Tang Jun, a tenté avec le maire, Li Wancai, d'apaiser la foule en promettant le déplacement du site extra-muros, mais des manifestants ont refusé de se disperser sans qu'un calendrier soit fixé. Selon Chine nouvelle, le comité municipal du Parti communiste et le gouvernement ont ordonné la fermeture immédiate de l'usine. (AP 14.08)

Haut de page

Le 16 août

J'ai mis en ligne quelques articles économiques sur le Japon, nous aborderons cette question plus tard.

Dernières nouvelles : les Bourses repartent à la baisse en Europe sur fond de stagnation de l'économie allemande...

Pour que leur système s'écroule il ne manque plus qu'une condition : que les investisseurs soient convainvus que les Etats ne pourront jamais rembourser leurs dettes parce que les travailleurs n'accepteront pas de nouveaux sacrifices et que dans un mouvement de panique ils retirent leurs billes.

Extrait de lecture

- "La crise a eu pour effet un effondrement des cours boursiers entre mai 2007 et fin 2008. Depuis, les fortunes des plus riches se remettent à croître. Ainsi, le classement de Forbes, la fortune de Bernard Arnault a augmenté de 8 milliards, soit + 40 % en 2010." (http://metiseurope.eu/)

Un morceau choisi de ***L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*** (Lénine -1916).

- « Et, parlant de la classe ouvrière anglaise, l'investigateur bourgeois de "l'impérialisme britannique du début du XXe siècle" est obligé d'établir systématiquement une différence entre la "couche supérieure" des ouvriers et la "couche inférieure prolétarienne proprement dite". La première fournit la masse des coopérateurs et des syndiqués, des membres des sociétés sportives et de nombreuses sectes religieuses. C'est à son niveau qu'est adapté le droit de vote qui, en Angleterre, "est encore suffisamment limité pour qu'en soit exclue la couche inférieure prolétarienne proprement dite" ! !

Pour présenter sous un jour plus favorable la condition de la classe ouvrière anglaise, on ne parle généralement que de cette couche supérieure, qui ne forme qu'une minorité du prolétariat : par exemple, "la question du chômage intéresse surtout Londres et la couche inférieure prolétarienne, dont les hommes politiques font peu de cas (103) "... Il aurait fallu dire : dont les politiciens bourgeois et les opportunistes "socialistes" font peu de cas.

(Engels a exposé la même thèse dans sa préface à la deuxième édition de La situation des classes laborieuses en Angleterre, 1892). »

Note 103 : SCHULZE-GAEVERNITZ : Britischer Imperialismus, p. 301.

Vaut mieux que ce soit Lénine que moi qui le dise, les militants n'oseront pas l'accuser de calomnier les couches de la classe ouvrière à laquelle ils appartiennent souvent ou qui sont le fond de commerce de leurs partis...

Un autre extrait suivi d'un long commentaire, le brouillon d'un article.

- "Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux cotés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards".

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir."

Commentaire.

Ceci explique peut-être pourquoi on n'est jamais parvenu à construire le parti dans la mesure ou l'OCI, la LCR ou LO, leurs dirigeants ont toujours privilégié cette "*couche d'ouvriers embourgeoisés*", donc solidement amarrée au capitalisme, au détriment de celles plus défavorisées qui étaient plus aptes à rompre avec le capitalisme ayant conscience de n'avoir rien à perdre.

Trotsky avait été jusqu'à affirmer en s'appuyant sur les faiblesses théoriques des dirigeants des sections de la IVe Internationale, qu'à l'issue de la guerre au cas où la révolution socialiste ne verrait le jour dans aucun pays, que les partis issus de l'opposition de gauche étaient voués à dégénérer.

Ces paroles ont été soigneusement soustraites à la vue et à la réflexion des militants des débris des sections de la IVe Internationale après guerre par leurs dirigeants, et quand on ose les ressortir et les mettre sous le nez des militants des générations suivantes, ils ne le supportent pas, ce qui peut se comprendre facilement puisqu'eux-mêmes sont incapables de faire

la critique de leurs dirigeants et de leur politique qu'ils estiment irréprochables, ils n'ont pas été formés à l'école du bolchevisme qui forment avant tout des militants à l'esprit libre ou critique capables de penser par eux-mêmes pour devenir les cadres de la révolution socialiste. Les militants passés par l'OCI-PCI, la LCR ou LO ou qui ont rompu avec ces organisations pensent le contraire, on leur laisse le droit de le penser, qu'ils nous permettent d'en douter, puisqu'en réalité ils ne font que perpétuer inconsciemment les faiblesses et lacunes de ces dirigeants.

Trotsky affirmait également qu'un parti composé essentiellement d'intellectuels au moment de sa fondation dégénèrerait en un parti petit-bourgeois s'il s'avérait incapable de tisser des liens profond avec la classe ouvrière, d'autant plus sûrement au cas où la révolution serait encore retrardée.

Ce qu'il voulait dire par là, il le précisera à la section américaine en affirmant que la direction du parti devait comporter des ouvriers ou que les ouvriers devraient occuper une place particulière dans le parti, dont la tâche serait de s'assurer que l'orientation politique définie par la direction était bien conforme au programme de la révolution socialiste.

Par là Trotsky ne pensait pas à des ouvriers devenus dirigeants mais pensant comme des intellectuels, puis s'identifiant à des intellectuels, pour finalement cesser de penser comme des ouvriers et être couper du milieu ouvrier. Or, à côté des intellectuels, c'est ce genre de dirigeants ouvriers qui ont pris la direction des partis de la IVe Internationale, des dirigeants ouvriers qui comme par hasard priviligieront le travail du parti en direction de l'aristocratie ouvrière dont parlait justement Lénine, à partir de 1945.

Ce qu'ils justifieront en expliquant qu'elle constituait le bastion organisé de la classe ouvrière, accusant ceux qui leur reprochaient de vouloir se détourner des organisation de masse du prolétariat (les syndicats), alors qu'en réalité ce qu'il leur était reproché était de définir leur politique en fonction de ces couches privilégiées de la classe ouvrière dont les aspirations sociales et politiques se situaient dans le cadre de la préservation du système capitaliste, au détriment des autres couches d'exploités, d'une politique fidèle aux intérêts collectifs de la classe, et d'avoir abandonné du même coup l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du capital, autrement dit, d'être devenus de vulgaires réformistes bourgeois au même titre que les dirigeants des syndicats.

Ces dirigeants ont confondu la nécessité de militer dans les syndicats et de s'adresser à toutes les couches d'exploitées, y compris ses couches supérieures, avec la nécessité de s'appuyer sur les couches les plus exploitées qui avaient le moins intérêt à passer des compromis pourris avec la bourgeoisie et de contrebalancer ainsi la tendance droitière ou bourgeoise des couches les plus favorisées du mouvement ouvrier, y compris son avant-garde.

Que dit cet ouvrier qui s'exclame en lisant un tract syndical d'une administration ou d'une grande entreprise : « *si au moins on avait le dizième de vos avantages sociaux on aurait quelque chose à défendre* » ? Que la jalousie est un vilain défaut ? Qu'il n'a qu'à se battre pour obtenir les mêmes avantages ?

Ce qu'il dit, c'est qu'on l'a abandonné, que le syndicalisme tel qu'il est conçu aujourd'hui n'est pas adapté à sa situation, s'il était conçu dans la perspective de l'émancipation du salariat il pourrait peut-être s'y reconnaître, or il n'est conçu que dans la perspective d'un résultat immédiat, réformiste et non révolutionnaire, et comme il sait qu'il n'a rien à attendre dans l'immédiat ni dans le futur, il a raison de penser que le syndicalisme n'est pas fait pour lui.

On doit évidemment se battre pour des réformes ou des mesures progressistes. De quelle manière ? En dressant par exemple un parallèle entre nos revendications sociales et l'enrichissement des capitalistes à coup de dizaines de milliards d'euros, ce qui présente l'avantage de rendre particulièrement grotesques et insupportables leur situation et les arguments qu'ils avancent pour refuser de les satisfaires aux yeux des travailleurs, donc cela ne peut que les aider à prendre leur distance avec eux, à renforcer l'idée encore mal assurée que leurs revendications sont parfaitement légitimes, à rompre avec le capitalisme et à s'interroger sur les conditions nécessaires pour réorganiser la production et la société sur de nouvelles bases.

On pourrait tenir le même raisonnement ou faire la même démonstration sur le plan politique. Lorsqu'on nous dit que tout serait possible et que chacun se rend compte que ce n'est pas le cas, logiquement on en arrive à se dire que finalement rien n'est possible non plus dans l'avenir.

On peut avoir des difficultés à comprendre comment l'opportunisme a fini par gangrener profondément le mouvement ouvrier dans la mesure ou les combats syndical et politique sont intimement liés, mais artificiellement isolés par leurs dirigeants au nom d'une indépendance qui sert à le justifier, alors qu'elle ne sert qu'à entretenir la rupture de l'unité du combat du mouvement ouvrier vers un seul objectif, l'abolition du capitalisme, et l'unité du mouvement ouvrier lui-même détournée du socialisme, donc impossible à réaliser sur une orientation conforme aux intérêts de la classe ouvrière.

Comment concevoir qu'un mouvement social national pourrait aboutir ou plutôt nourrir la conscience de classe du prolétariat s'il aboutissait, quand il a un contenu spécifiquement bourgeois ou s'il ne s'inscrit pas dans une perspective révolutionnaire, s'il n'est pas conçu comme une étape du combat pour en finir avec le régime ? C'est impossible.

On voudrait nous faire croire qu'il suffirait de vivre une expérience pour en tirer des enseignements pour la suite, c'est une vue de l'esprit si on ne possède pas les outils adéquats pour l'interpréter correctement, si tel était le cas il y a longtemps que la classe aurait acquis un niveau de conscience supérieure et qu'on se serait débarrassé du vieux monde !

On nous rétorquera que c'est au cours de telle expérience qu'on acquière ces outils, si une telle automaticité existait dans ce domaine et bien d'autres, cela se saurait, or ce n'est pas le cas, la génération spontanée a du plomb dans l'aile !

La conception du militantisme et de la lutte des classes telle que se les représentent les dirigeants repose sur des a priori, des principes archaïques ou figés déconnectés de la réalité ou correspondant aux couches de travailleurs dont ils sont issus et dont finalement ils représentent uniquement les intérêts.

Quand ils prétendent s'adresser à l'ensemble de la classe, ils le pensent peut-être sincèrement, dans ce cas-là qu'ils nous expliquent pourquoi elle ne s'y reconnaît pas, là ce ne sont ni les travailleurs ni nous qui avons un problème à régler mais bien ces dirigeants. Ils se refusent à l'admettre, les cadres leur emboîtent le pas et les militants suivent parce qu'eux-mêmes y trouvent leur compte. Et les appareils n'y sont pas pour grand chose puisqu'il n'y a que 8% de syndiqués en France. Quand les travailleurs réfléchissent à une question, ils ne se demandent pas ce que pensent Thibault, Mailly, Chérèque et Cie, l'immense majorité d'entre eux s'en foutent éperdument pour la bonne raison qu'ils n'en savent rien !

Ce sont les médias nationaux et régionaux, télévision et presse écrite (ou électronique sur Internet) qui relaient la propagande gouvernementale, qui conditionnent pour l'essentiel la conscience politique des travailleurs, et non la littérature des syndicats ou des partis comme le POI, le NPA ou LO qui demeure très marginale ou inaccessible à l'immense majorité des travailleurs, inaccessible dans tous les sens du terme, matériellement et intellectuellement. Que les militants commencent par cesser de se leurrer et d'agir comme s'il en était autrement, et ils seront en mesure de porter un regard sur la situation plus objectif ou plus proche de la réalité.

Il y a tout au plus que quelques dizaines de milliers de militants ouvriers syndicalistes et/ou politiques dans ce pays de plus de 60 millions d'habitants, le reste sont des cadres, des retraités, des élus, des adhérents ou des encartés. Il serait tant de redescendre sur terre camarades et qu'éclate enfin la bulle dans laquelle le militantisme se complaît depuis des lustres. Et je ne parle même pas du militantisme qui se transmet de père en fils sur des bases plus ou moins consciente et souvent inconsistantes où la mémoire des anciens à valeur d'expérience, leurs erreurs et lacunes en prime.

C'est bien parce que c'est la propagande gouvernementale qui forgent la conscience politique des travailleurs à travers les médias, que notre combat doit se concentrer contre le gouvernement et les institutions, ainsi que le patronat.

(Je fais référence ensuite à un commentaire rédigé par un internaute à la suite d'un article de presse où figurait l'exigence de Pékin que les gouvernements en Europe s'attaquent résolument à ce qui reste des acquis sociaux des travailleurs, exigence que cet internaute estimait à juste titre contraire au communisme.)

Le socialisme et le communisme en apparaissant dans l'esprit collectif des masses sous le masque hideux du stalinisme ne peut plus constituer un idéal pour les exploités. C'est l'un des plus grand crimes ou le plus grand commis par le stalinisme.

Comme le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, une fois cette alternative envolée il ne reste plus qu'à s'adapter au capitalisme, tenter de le réformer, de lui donner un visage plus humain, bref, de parvenir ainsi progressivement au socialisme malgré tout.

Du coup, à des degrés divers tous les partis ouvriers inscrivent leur combat et leur programme dans cette unique perspective, qui n'est rien d'autre qu'une capitulation devant le capital.

Cela ne saute pas forcément aux yeux, chacun camoufle à sa manière sa propre capitulation politique, pour les uns il s'agira de refuser d'avancer des objectifs politiques, tandis que les autres en avanceront d'un autre âge en se trompant au passage d'époque, de classe et de révolution, leur point commun, leur refus de faire la propagande en faveur du socialisme, de réhabiliter le socialisme dans la mémoire collective des masses exploitées, les laissant ainsi désarmées théoriquement et facilement manipulables par leur ennemi. L'adhésion au socialisme peut même faire l'objet d'un vulgaire marchandage !

Le plus pitoyable dans tout cela, c'est que ce sont parmi les masses les esprits les plus libres ou perspicaces (sur Interent) qui donnent des leçons aux dirigeants, dont on se demandera au passage s'ils croient encore eux-mêmes au socialisme, quand ils sont outrés de l'attitude des dirigeants chinois qui se prétendent communistes et osent appeler les gouvernements de la zone euro à s'attaquer aux acquis sociaux de la classe ouvrière pour régler la dette des Etats, comment, alors c'est cela le communisme s'exclament-ils ou feignent-ils d'être surpris, ce qui montre qu'ils ne sont pas complètement dupes malgré la propagande anticommuniste qui sévit depuis la révolution russe de 1917 (le milieu du XIXe siècle en réalité), même sans savoir au juste ce qu'est le communisme ils l'assimilent à autre chose qu'au maoïsme qui n'est que la mouture chinoise du stalinisme, pour eux et sans ironie de leur part, le communisme est synonyme de bien-être social, d'un certain idéal humaniste, etc, donc quelque chose de fort honorable plus proche de la réalité que le régime chinois.

Cette initiative ne devrait-elle pas partir de nos dirigeants, ne serait-ce pas à eux qu'il revient de continuer de défendre le socialisme et le communisme, pourquoi dans leurs journaux ne consacrent-ils pas une page chaque semaine à cette question histoire d'alimenter le soupçon qui commence à naître dans la tête des travailleurs qu'on leur a peut-être raconté des balivernes sur le socialisme, que l'assimilation du socialisme au régime de Staline, Mao et Castro notamment n'avait peut-être été finalement qu'une vaste manipulation politique pour les détourner du véritable socialisme ?

On nous rétorquera que le meilleur moyen de défendre le socialisme c'est encore de défendre les revendications sociales des travailleurs, à la Bernstein, c'est encore s'en faire le fossoyeur ! Même la liquidation de la propriété des moyens de production demeure un vœu pieux lorsqu'elle n'est pas associée systématiquement à la liquidation des institutions de la Ve République.

Qui est-ce qui assure la stabilité des rapports entre les classes pour que la classe des capitaliste vaque tranquillement à ses occupations lucratives, qui est-ce qui juridiquement légitime le régime capitaliste, qui est-ce qui déclare légal le vol de notre force de travail, la dette des banquiers, les magouilles et escroqueries en tous genres de l'aristocratie financière, etc. : l'Etat. Et l'on voudrait nous faire croire qu'il serait possible de combattre efficacement le capitalisme sans se donner pour objectif politique d'abattre l'Etat donc les institutions ?

C'est bien parce que les masses n'en sont pas encore arrivées à poser cette question même de manière approximative, qu'elles placent encore leurs illusions dans le capitalisme. Elles ne comprennent ni la place ni le fonctionnement des institutions, de l'Etat, se figurant toujours qu'il serait l'incarnation de l'intérêt général. Elles doivent confondre la mission des fonctionnaires avec celle des institutions proprement dites.

Politique

Tunisie

La police a fait usage de gaz lacrymogènes lundi pour disperser une manifestation anti-gouvernementale dans le centre de Tunis, a-t-on constaté sur place.

Organisée à l'initiative d'avocats et de magistrats, la manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes qui réclamaient "*l'assainissement de la magistrature des symboles de la corruption*" et accusaient le gouvernement de "*laxisme*" dans le jugement des responsables du régime de Ben Ali qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant 23 ans.

"*Le peuple veut une justice indépendante*", "*la Tunisie est libre, voleurs RCDéistes dehors*", scandaient les protestataires, en référence aux membres de l'ancien parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), dissous.

Alors qu'ils se dirigeaient vers le ministère de l'Intérieur, la police anti-émeutes a chargé, les pourchassant dans les rues environnantes. Certains protestataires ont jeté des pierres en direction des agents et brisé les devantures de magasins, les policiers ripostant à coups de gaz lacrymogènes et frappant les manifestants à coups de matraques.

Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur Hichem Mouaddeb, les forces de l'ordre ont procédé à plusieurs interpellations à la suite du saccage de commerces.

En revanche, une marche organisée à l'appel de la centrale syndicale, l'UGTT, et à laquelle ont participé plusieurs partis et organisations de la société civile, s'est déroulée sans incidents.

Plus de 3.000 personnes, selon les organisateurs, 2.000, selon la police, ont défilé sur l'avenue Mohammed V, l'une des principales artères de la capitale, appelant à "*une nouvelle révolution*" et à "*un vrai changement*".

"*La police politique continue d'agir et de frapper les manifestants, les juges corrompus sont toujours présents*", a dénoncé Habib Karray, membre du bureau politique du parti Baath, jugeant impératif une rectification du processus révolutionnaire pour que l'échéance électorale du 23 octobre ne soit pas remise en question.

Selon le porte-parole de l'UGTT, la centrale syndicale n'appelle pas à la chute du gouvernement de Béji Caïd Essebsi, mais déplore la lenteur du processus. (AP 15.08)

Une manifestation a également rassemblé un millier de personnes à Sfax, à 250 km au sud de la capitale, pour demander la démission du Premier ministre Béji Caïd Essebsi et de son gouvernement. (Reuters 15.08)

"*La Commune, notamment, a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat*

et de la faire fonctionner pour son propre compte". ", préface de Marx et Engels de 1872 au *Manifeste du parti communiste*.

Economie

1- Fusion-acquisition

1.1- Le groupe américain Cargill va racheter le spécialiste français de l'alimentation animale Provimi pour 1,5 milliard d'euros, ont annoncé lundi les deux entreprises. (Reuters 15.08)

1.2- Google a annoncé lundi le rachat du fabricant de combinés Motorola Mobility pour environ 12,5 milliards de dollars (8,7 milliards d'euros) en numéraire afin de renforcer la part de marché de son système d'exploitation mobile Android. (Reuters 15.08)

2- BCE

La Banque centrale européenne a annoncé lundi avoir racheté 22 milliards d'euros d'obligations publiques de la zone euro en une semaine, un montant record pour ce programme qui était en sommeil depuis près de cinq mois.

Le volume cumulé des obligations achetées dans le cadre de ce programme s'élève désormais à 96 milliards d'euros, contre 74 milliards d'euros précédemment. (libération.fr 15.08)

3- Allemagne

L'économie allemande a marqué le pas au deuxième trimestre, plombée par son déficit commercial, sa consommation en berne et de faibles investissements dans la construction, montrent les statistiques préliminaires publiées lundi par le bureau national des statistiques.

L'Allemagne affiche une croissance ralentie à 0,1% au deuxième trimestre, au plus bas depuis début 2009, contre 1,3% (révisé de 1,5%) sur les trois premiers mois de l'année. Sur un an, la croissance ressort à 2,8% contre 5,0% au trimestre précédent.

La performance décevante de l'Allemagne laisse à présent penser que la prévision d'une croissance de 0,3% pour l'ensemble de la zone euro pourrait se révéler optimiste. (Reuters 16.08)

Haut de page

Le 17 août

Un mot personnel.

Je me croyais sorti d'affaire en revendant ma maison, c'était sans compter sur le tas d'emmerdements qui allaient en découler, entre l'impossibilité de trouver une location à un prix convenable, la quasi impossibilité d'acheter une maison potable à un prix abordable, le sale type qui a acheté ma maison après m'avoir fait poiroter pendant 7 mois et qui me demande de dégager les lieux le plus rapidement possible, les membres de la famille de mon épouse qui confondent mon compte en banque avec le leur, ma propre épouse qui leur donne raison et me raconte des salades, bref, un vrai cauchemar au point d'en perdre le sommeil et d'avoir chopé un foutu mal de dos qui m'a empêché de dormir pendant plusieurs jours, je suis claqué. Si je n'avais pas 56 ans dans quelques semaines et mon chien, c'est bien simple, j'aurais tout plaqué et je serais rentré en France sur le champs.

Voilà dans quel état d'esprit je suis aujourd'hui, pas vraiment ce qu'il y a de mieux pour m'exprimer clairement sur la situation.

Sans m'attendre à grand chose du site que j'anime, j'espérais toutefois qu'il prendrait une tournure moins personnelle donc plus collective, en vain, apparemment les relations sont si pourries ou compliquées dans le mouvement ouvrier que c'est à ce stade impossible, ce qui est plutôt inquiétant.

Que l'on porte un regard différent sur la situation en fonction de notre propre situation on l'admettra volontiers, mais au point d'en arriver là, c'est franchement désolant. Cela signifie que quels que soient le langage que vous employez, quels que soient les précautions que vous preniez pour vous adresser aux militants vous obtenez exactement le même résulat, ce qui me conduit à en conclure que les opportunistes et les charlatants ont encore de beaux jours devant eux et peut-être le capitalisme aussi.

Quand on propose de confronter des idées et qu'on s'aperçoit que ceux qui se prétendent être l'avant-garde s'y refusent ou en

sont incapables, il y a de quoi franchement s'inquiéter pour l'avenir. Pour tout vous avouer, pour cette raison des camarades qui suivent le site depuis des années et qui n'ont pas les capacités d'intervenir politiquement parce qu'ils ne maîtrisent pas suffisamment la syntaxe ou craignent d'écrire des choses insignifiantes qui prêteraient trop facilement le flan à la critique, ont déjà jeté l'éponge en concluant peut-être hâtivement que tout était foutu ; je parle de camarades qui ont milité pendant des décennies dans différents syndicats et partis, de militants qui ont consacré leur vie entière au militantisme, c'est donc très grave, en tous cas c'est ainsi que je le prends.

La suspicion généralisée, la psychose ambiante dans laquelle baignent les militants, la sclérose qui a envahi certains depuis de longues années, le manque de repères qui semble être le lot de nombreux militants, voilà des conditions qui ne sont pas vraiment favorables à une discussion sérieuse. Cela provient sans doute du fait que plus personne ou presque ne croit à l'existence d'une issue politique favorable à la classe ouvrière, sans vouloir se l'avouer évidemment, les militants isolés ou inorganisés plus que les autres, viennent ensuite ceux des petites formations et des partis qui au mieux refont le monde à huis clos en étant sûrs de détenir la vérité, quand ils n'ont pas viré dans le réformisme sans s'en apercevoir. Ainsi, chacun s'estime satisfait de sa situation, hypocritement il faut bien dire, en n'envisageant pas d'en changer puisque toute autre reviendrait à dresser le même constat.

La règle, c'est le statu quo. On se rassure comme on peut, c'est une posture, on se leurre soi-même en vérité car ce n'est pas de la sorte qu'on ira un jour de l'avant, admettons pourtant que ce soit encore ce qui anime sincèrement la majorité des militants. Il faudrait remettre tout à plat, faire l'inventaire de la lutte des classes depuis l'après-guerre, tout le monde s'y refuse catégoriquement. Pourquoi ? Quel rapport y a-t-il entre cette attitude farouchement hostile à la recherche de la vérité et la cause que nous prétendons défendre ? Est-ce un rapport sain ? Est-ce compatible ?

Avec tout le respect que j'ai pour les fonctionnaires, les militants fonctionnaires peuvent piétiner toute leur vie sans y voir d'inconvénients puisque depuis qu'ils ont rejoint la fonction publique ils n'ont plus qu'à attendre tranquillement la retraite, d'ailleurs pourquoi ont-ils choisi cette voie plutôt qu'une autre la plupart du temps, un peu de franchise ne fait jamais de mal, on ne choisi pas un boulot aussi chiant que trier des lettres ou demander leurs tickets à des voyageurs par vocation, à d'autres ce genre de conneries, qui plus est, ceux qui ont plusieurs mandats ou qui sont permanents dans un syndicats, on comprendra qu'ils se comportent de la même manière dans leur parti ou groupe.

Quant aux intellectuels qui ne partagent pas vraiment les conditions d'existence des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, ils se comportent de la même manière en ne vivant pas la misère du monde mais en la conceptualisant, ce qui est quand même beaucoup plus confortable.

Finalement, il n'y a que le militant ouvrier ou l'employé voué à la précarité et à connaître des fins de mois difficiles toute sa vie, pour qui changer la société présente un caractère urgent et vital, celui qui est en plus grand nombre dans la société et qui justement est pour ainsi dire absent des partis ouvriers ou en si faible minorité.

Il ne s'agit pas ici de tirer sur quiconque, mais de regarder la réalité en face pour qu'ensemble militants fonctionnaires, intellectuels, ouvriers et employés puissent aller de l'avant, ce qui sera toujours impossible sinon.

Les réflexions, dont me font part des militants dans leurs courriels, démontrent clairement que règne une profonde incompréhension entre militants dans le même parti, alors que dire quand ils militent dans des partis différents, c'est à se demander s'ils combattent vraiment pour la même cause ou pourquoi ils militents au juste, s'ils le savent eux-mêmes ou l'ont su un jour. Au lieu d'aider les militants les plus faibles à progresser même s'ils ne militent pas dans le même parti que nous, il y en a qui se font un malin plaisir à les enfoncer un peu plus, c'est cette mentalité qu'il faut changer.

On peut concevoir qu'on ait mieux à faire dans d'autres circonstances, où l'importance des tâches à accomplir commande de ne pas consacrer du temps à ce genre de considérations. Mais en l'absence de conditions objectives suffisamment mûres pendant des décennies on aurait pu consacrer du temps à la formation des militants, pas seulement sur le plan strictement théorique ou politique, mais en abordant aussi toutes les questions qui ont un rapport avec leur place dans la société, par rapport à leurs petits camarades, faire naître un véritable esprit de fraternité qui ne soit pas de façade et qui dépasse les clivages individuels ou même de partis.

Je ne suis pas le mieux placé pour parler de ces choses-là et je ne vais pas ressasser mon expérience qui remonte à la fin des années 70. J'ai simplement voulu témoigner des expériences amères que m'ont relaté des militants. Ce qui revient le plus souvent dans leurs propos, c'est que personne n'a voulu ou n'a été capable de les écouter, ils se sont sentis méprisés, un dialogue de sourd qu'ils ne s'expliquent pas.

Et pour rester impartial, je dirais que très souvent leurs discours révélaient une profonde confusion ou incompréhension qu'ils attribuaient à leur parti, à tord ou à raison, sans doute un peu des deux à la fois, car peut-être qu'ils n'avaient pas osé faire part de leurs désaccords à leurs cadres ou dirigeants quand ils étaient dans leur parti, à moins qu'ils n'en aient jamais tenu compte, non pas dans le sens qu'il aurait fallu absolument leur donner raison, mais plutôt que leur parti n'a pas pris suffisamment au sérieux les questionnements de ces militants, il n'a pas consacré suffisamment de temps à leur formation, il n'a pas pris la

mesure de leur fragilité politique. Les partis accordent traditionnellement plus d'importance au recrutement de nouveaux militants qu'à la formation de leurs militants, c'est une grave erreur qui se paie très chère à la longue.

J'ai écrit ces lignes en pensant à des militants d'une grande valeur qui se retrouvent dans la nature, et qui finissent parfois par perdre pieds avec la réalité, ce qui me rend malade, j'ai cru qu'il était aussi de ma responsabilité d'en parler à leurs camarades.

Ne confondons pas tout camarades, la polémique est une chose, la fraternité entre camarades en est une autre, on s'affronte sur des idées, c'est normal, naturel et salutaire, mais on se retouve pour combattre ensemble, si ce n'est pas le cas, c'est parce qu'il y a parmi nos dirigeants certains qui y trouvent leur compte. Je présente l'affreux défaut d'avoir confiance en la capacité des militants à faire la part des choses, je l'assume parce que je ne vois pas quelle autre attitude adopter quand on prétend ne rien avoir à cacher ou n'agir sous l'emprise d'aucun intérêt particulier. Qu'on se comprenne bien, si je critique le comportement de certains militants, c'est parce que j'ai une profonde estime pour eux, sinon je ne me le permettrais pas, à l'exception de ceux qui m'insultent ou me harcèlent sur Internet dans le seul but de me faire taire.

Ma situation n'a rien à voir avec celle des militants isolés dont j'ai parlés, je suis irrécupérable (je plaisante !), je leur adresse ainsi qu'aux autres mes sincères et fraternelles salutations communistes.

L'imposture.

Martine Aubry au micro d'Europe 1 hier matin : "*Ce système nous a amené dans le mur, alors changeons de système*". (lepost.fr 16.08)

Changez le "*système*", rien de moins ! Mitterrand nous avait fait le même coup avant 81, ceux qui avaient appelé à voter pour lui dès le premier tour vont-il récidiver, vont-ils enfin reconnaître leur grossière erreur ? Après l'avoir couverte, que dis-je, entretenue quotidiennement pendant 30 ans, pensez-vous sérieusement qu'ils en seraient enfin capables ?

En vieillissant on retombe souvent en enfance, alors de là à entretenir plus ou moins consciemment, plus ou moins honnêtement une certaine forme de naïveté sans que cela réclame aucun effort il n'y a qu'un pas, on ne se fait aucune illusion sur la réponse à cette question, hélas !

Réaction de réactionnaires.

Entretien d'Aurélie Trouvé, coprésidente de l'association Attac, au portail du journal *Le Monde* (lemonde.fr du 16.08), après la rencontre hier entre Sarkozy et Merkel à Paris, extrait.

- "*Nous sommes évidemment satisfaits, c'est une victoire du point de vue du débat d'idées : il y a peu, on passait pour des idéalistes ou des révolutionnaires*", ah bon, auprès des naïfs, des ignorants, maintenant que le masque est tombé, si vous n'êtes pas des "*idéalistes ou des révolutionnaires*", c'est que vous êtes forcément des réactionnaires !

Car voyez-vous "*Aujourd'hui, la proposition de taxer les flux financiers est reprise par la plupart des responsables politiques* et pas seulement, qui doivent être de véritables révolutionnaires version Attac, par exemple à l'instar de Warren Buffett, le milliardaire américain (lire plus loin), Maurice Lévy, le patron de Publicis qui a écrit dans les colonnes du journal *Le Monde* paru hier "*Il me paraît indispensable que l'effort de solidarité passe d'abord par ceux que le sort a préservés. Oui, une contribution des plus riches s'impose.*", ou encore Silvio Berlusconi qui "a décidé d'augmenter de 5 % les impôts de ses concitoyens dont les revenus dépassent 90 000 euros, et de 10 % les revenus de plus de 150 000 euros" (lemonde.fr 16.08), une tel élan de générosité est bouleversant...

Au fait, les mêmes n'ont toujours pas trouvé les 1,6 milliards de dollars indispensables pour empêcher que des millions de Somaliens crèvent de faim, chut, vous ne voyez pas qu'Aurélie Trouvé défend le bout de gras des petits-bourgeois qui vivent mal la baisse de leur niveau de vie, enfin, un peu de dignité s'il vous plaît, laissez-nous savourer et digérer en paix cette bonne nouvelle venue de Sarkozy et Merkel !

Ils ne sont quand même pas au bout de leur peine avec cette histoire de taxation des transactions financières, la preuve "*Il y a donc des avancées dans le discours (de Sarkozy - Ndlr), et tant mieux, mais nous devons rester très vigilants*", pas de doute, Sarkozy est bien leur mentor pour le garder sous surveillance !

Si vous aviez des doutes sur les véritables intentions de ces "révolutionnaires", en aviez-vous sur l'UE et l'ONU, non, c'était une erreur, foi d'Attac "*Enfin, nous défendons une taxe au niveau mondial, gérée par l'ONU, pas simplement au niveau de l'Union européenne*, cela tombe bien ils reparlent d'une nouvelle "*taxe carbone*" et du relèvement d'une autre taxe quand cela n'a pas déjà été fait, la TVA, au nom de l'équité cela va de soi, riches et pauvres sont égaux de par leurs conditions d'existence, qui en douterait franchement ?

Attac nous donne particulièrement envie de gerber, parce que leurs dirigeants feignent l'ignorance ou le crétinisme pour mieux colporter des illusions auprès de la jeunesse et la manipuler pour le compte du capitalisme qu'ils prétendent combattre, en voici un exemple éclatant "*Surtout, il faut coupler cette proposition à d'autres, qui sont indispensables, comme la très forte régulation ou la suppression des paradis fiscaux*", alors qu'ils sont intégrés à l'UE (Luxembourg, la City de Londres) et à l'ONU, excusez-moi, j'avais oublié qu'elle venait juste de s'en remettre à ces institutions internationales du capital, où ai-je la tête !

Attac pour la rupture avec l'Union européenne, mais vous n'y pensez pas, ils en sont de farouches partisans "*Au niveau européen, les recettes de cette taxe devront [approvisionner] le budget commun de l'Union.*", non mais alors !

En réalité Attac, fer de lance des altermondialistes, c'est la réaction sur toute la ligne. Attac soutient cette proposition de taxe reprise par Sarkozy, sauf "*Si c'est pour continuer à sauver les banques sans contrepartie, à mettre en place des plans d'austérité, cela n'aura rien résolu.* ", car voyez-vous Sarkozy pourrait avoir la bonté de faire autre chose, par exemple sauver les travailleurs et non les banquiers, et notez bien qu'elle n'est pas contre le principe des plans d'austérité, à condition qu'ils soient efficaces, pour qui, pour ceux qu'ils vont brutalement frappés, de préférence toujours les mêmes, les travailleurs et non les nantis de la finance, elle s'en fout et poursuit en feignant la crédulité "*On restera dans un circuit clos, on prélèvera au système bancaire et financier pour lui reverser le produit de cette taxe*", non, sans blague, à quoi servent donc déjà les plans d'austérité ?

Il ne faut surtout pas prendre au premier degré leurs discours, sinon on pourrait se tromper lourdement sur ce qu'ils sont véritablement. Elle commence par légitimer Sarkozy et Merkel, l'UE et l'ONU, une fois que ce message est passé et que le plus gros du boulot est fait, il ne reste plus qu'à masquer la soumission d'Attac au capital pour apparaître ou plutôt se présenter comme des anticapitalistes, il est donc logique qu'elle termine en fustigeant les plans d'austérité, une méthode bien rodée.

Le "***miracle***" allemand par Bayrou dans un entretien à ***L'Express*** hier.

- "*Les Allemands ont accepté la mondialisation, assoupli le marché du travail, puissamment incité à l'emploi, certes avec une période de modération salariale, mais les salaires allemands sont toujours supérieurs aux salaires français. L'Agenda 2010, le plan du chancelier social-démocrate Schröder, a été combattu par la gauche de la gauche. Il a été réalisé par Angela Merkel grâce à une majorité centrale, centre gauche-centre droit, la grande coalition CDU-SPD. Aujourd'hui, c'est un pays en excédent qui gagne sur tous les marchés, et le chômage y a disparu.* " (lexpress.fr 16.08)

Je vous fais grâce de la suite sur le plan social, on devrait dire antisocial car elle est calquée sur les propositions de la Droite populaire de l'UMP, l'extreme droite du parti du même nom.

Le comble du cynisme par le milliardaire Warren Buffett, dans une tribune au ***New York Times***, le 15 août.

- "*Mes amis milliardaires et moi-même avons trop longtemps été gâtés. Nous, les mégariches, continuons de bénéficier d'exemptions fiscales extraordinaires. Notre gouvernement (doit) s'atteler sérieusement au partage des sacrifices.*" (liberation.fr 16.08)

Quand ils ont "***peur***" de "***briser***" leur jouet !

- Le directeur général de Starbucks (première chaîne mondiale de cafés) engrange les soutiens après son appel en faveur d'une suspension des dons d'argent aux hommes politiques américains jusqu'à ce qu'un accord "*équitable*" soit trouvé entre démocrates et républicains sur la dette et le budget.

"*Des niveaux records de trésorerie s'amoncellent dans les entreprises, inutilisés*", souligne le dirigeant de Starbucks. "*La seule façon d'interrompre ce cercle de peur est de le briser*". (Reuters 16.08)

On se disait bien que le fric était passé quelque part... Ils se plaignent d'en avoir trop, en voilà un sacré malheur !

Politique

France.

Vendredi *Le Monde* révélait qu'un certain nombre de dirigeants s'était réuni autour de Nicolas Sarkozy pour réfléchir aux meilleurs moyens d'assurer sa réélection. Rien d'étonnant à cela, de tout temps les élus se sont entourés de grands patrons pour préparer les campagnes.

Plus étonnante est la composition de cet aréopage. Derrière Jean-René Fourtou, président de Vivendi et leader de l'équipe, Michel Pébereau, PDG de BNP-Paribas, et Alain Carignon, ancien ministre sous Balladur. Mais aussi, et c'est là que la nouvelle a de quoi surprendre, Etienne Mougeotte, directeur de la rédaction du *Figaro*, et Gérard Carreyrou, éditorialiste à *France Soir*.

Les deux journalistes n'ont jamais caché une proximité d'idées avec le chef de l'Etat, mais cette fois-ci, ils font clairement partie d'un groupe, dont le seul objectif est la réélection de leur poulain. (lexpress.fr 18.07)

A L'Express, les néoconservateurs avant l'heure sont jaloux ! Ne vous faites pas de bile, il y en aura pour tout le monde !

UE

Paris et Berlin ont proposé mardi la création d'un gouvernement économique de la zone euro ainsi que l'adoption, par tous les pays de la monnaie unique, d'une "*règle d'or*" de bonne gestion de leurs finances publiques.

Le gouvernement politique de la zone euro envisagé par la France et l'Allemagne prendra la forme de sommets réguliers des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réuniront deux fois par an "*et plus si nécessaire*".

Ils seront animés par un président élu pour deux ans et demi, les deux pays proposent que le Belge Herman van Rompuy, actuel président du Conseil européen, assume cette fonction.

Parallèlement, ils prônent l'adoption par les Dix-Sept de règles contraignantes sur le retour à l'équilibre de leurs finances publiques sur le type du "*frein à la dette*" inscrit dans la Constitution allemande ou de la "*règle d'or*" envisagée par le gouvernement français.

L'horizon retenu pour cette mesure est la mi-2012.

Nicolas Sarkozy a indiqué que si un consensus politique n'était pas trouvé en vue de son adoption en France, qui passe par un vote du Congrès, un objectif difficile à atteindre vu l'opposition des socialistes, le dernier mot en reviendrait aux électeurs lors de la présidentielle.

Ces propositions franco-allemandes figureront dans une lettre adressée dès mercredi à Herman van Rompuy en vue de la préparation d'un Conseil européen prévu en octobre. (Reuters 16.07)

Comme c'est étrange, on dirait que ce sont les chefs d'Etat qui décident de tout au sein de cette institution supranationale et antidémocratique, et que la Commission européenne et le Parlement européen ne sont que des marionnettes entre leurs mains destinées à légitimer leurs décisions, non ?

Justice

1- Grande-Bretagne

Deux jeunes hommes ont été condamnés, mardi 16 août, en Grande-Bretagne, à quatre ans de prison pour incitation aux troubles via les réseaux sociaux. Lors des émeutes qui ont sévi dans le pays la semaine dernière, Jordan Blackshaw, 20 ans, avait créé un événement sur Facebook intitulé '*Détruire la ville de Northwich*' (nord-ouest de l'Angleterre). Selon le procureur Martin McRobb, la page avait été créée le 9 août.

Le deuxième accusé, Perry Sutcliffe-Keenan, 22 ans, avait, lui, incité à une émeute dans son quartier à Warrington (nord-ouest de l'Angleterre), en ouvrant une page Facebook appelée '*Organisons une émeute*'. Les deux jeunes hommes ont '*utilisé Facebook pour organiser et orchestrer des troubles graves au moment où de tels incidents se produisaient dans d'autres régions du pays*', a déclaré le procureur devant le tribunal de Chester, dans le nord-ouest de l'Angleterre.

La police a agi '*rapidement pour fermer ces sites et s'assurer que personne ne participe à ces événements planifiés. Cependant, ces messages ont provoqué une panique considérable et un sentiment de révolte au sein des quartiers*', a-t-il affirmé. '*Si l'on se souvient dans quelle mesure la technologie a été utilisée pour inciter les gens à commettre des actes criminels [lors des émeutes la semaine dernière dans le pays], il est aisé de comprendre*' pourquoi les deux suspects se sont vu infliger une peine de quatre ans de prison, a estimé l'un des responsables de la police locale, Phil Thompson. (lemonde.fr 16.08)

Demain, ils prendront les mêmes mesures envers ceux qui appelleront à se soulever contre les institutions. La justice d'un régime qui a réduit des couches entières de la classe ouvrière à la misère et les a conduites au désespoir n'a aucune légitimité pour juger les actes que certains de ses membres pourraient commettre. On ne leur demandera pas de juger les responsables de leurs conditions de vie misérable : les voyous de l'aristocratie financière, le prolétariat révolutionnaire s'en chargera le moment venu.

Commentaire d'internaute

- "Par contre les banquiers qui créent cette misère sont toujours en liberté et s'en mettent plein les poches ..."

- "Si deux petits amateurs de FaceBook ont ce pouvoir qu'en est-il des médias qui prêchent les guerres justes: Iraq, Serbie, Afghanistan ..."

2- Algérie

La plupart des médias algériens font librement mention de l'affaire et pourtant, le cas de Bayrem Ben Kilani, alias «*Bendir Man*» n'est pas anodin. Le chanteur tunisien, connu pour ses chansons souvent satiriques à l'égard du régime dictatorial de Ben Ali a été expulsé du territoire algérien le dimanche 14 août.

Les raisons données par les autorités algériennes: avoir voulu exporter, ni plus ni moins, «*la révolution tunisienne*», relate le site *Dernières Nouvelles d'Algérie*. Lors de son concert jeudi 13 août à Alger, le chanteur a laissé échapper à une foule en délire une phrase «*révolutionnaire*» en dédiant sa chanson 99% chaâba dimokratia (à 99% la démocratie du peuple) à tous «*les dictateurs arabes, comme celui que nous avions en Tunisie et que vous avez à présent*».

Cette pique, adressée directement au président algérien Abdelaziz Bouteflika lui a valu d'être interrompu en plein milieu de son concert à Bejaïa le lendemain pour être dirigé vers l'aéroport d'Alger et sévèrement réprimandé. Le gouvernement n'a pas apprécié qu'un étranger parle ainsi du pays qui a pourtant lui aussi connu un soulèvement populaire en janvier. (slatee.fr 16.08)

La liberté d'expression demeure très limitée en Algérie. On peut s'interroger sur la nature des partis dont les dirigeants apparemment ne doivent pas prononcer un mot plus haut que son altesse Abdelaziz Bouteflika pour avoir ses faveurs... De nos jours, il est de bon ton de ne pas se poser ce genre de questions, les principes ça va ça vient vous savez, on s'en fout, désolé, pas nous !

Haut de page

Le 18 août

Complément de fin de matinée (ici).

J'ai ajouté quelques articles sur la Libye dont la Constitution rédigé par le CNT. Dans l'article I, il est dit que : "*La Libye est un Etat démocratique indépendant ou tous les pouvoirs dépendent du peuple. Tripoli est la capitale, l'Islam est la religion, la Chariaa Islamique est la source principale de la législation.*"

Comment est-il possible de prétendre qu'un Etat s'inspirant de la "Chariaa islamique" pourrait être démocratique ? Inutile de poser la question à Sarkozy ou B-H Lévy, ils ne savent pas eux-mêmes ce que signifie le mot démocratie ! Je n'ai pas le temps de commenter ce document.

La causerie du matin.

La question de la dette publique pose directement la question de l'Etat, la soumission du gouvernement et des institutions devant les marchés financiers pose directement la question du pouvoir, qui détient le pouvoir. Question : pourquoi aucun parti ne la pose-t-il pas directement puisqu'elle est à l'ordre du jour ? Le parti qu'il nous faut construire n'aurait-il pas pour tâche de régler cette question en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat ? La mobilisation révolutionnaire du prolétariat n'aura-t-elle pas pour tâche de liquider l'Etat des capitalistes et de fonder les piliers d'un nouvel Etat social ou socialiste ? Quel parti combat pour prendre le pouvoir ? Aucun. Ceci n'expliquerait-il pas cela ?

C'est marrant, j'ai cru comprendre que tous les partis UMP, MoDem, PS, PRG, MRC, EE- Les Verts, le PCF, le PG, etc. prétendaient gouverner, se battaient pour gouverner, vous m'arrêtez si je me trompe, mais le POI, le NPA et LO ne combattent pas pour cet objectif, le pouvoir ne les intéresse pas, la question de l'Etat est subsidiaire, en option, accessoire en quelque sorte, ainsi aux yeux des travailleurs ils font figure de figurants, d'aiguillons, de seconds couteaux, de contestataires impuissants, d'opposants désarmés ou en manque d'inspiration, d'appendices ou de béquilles à ce que certains appellent encore la gauche qu'ils critiquent violemment, sans toutefois être capables de proposer une alternative sérieuse et cohérente à l'Etat, au capitalisme en dehors de mots d'ordre ou d'arguments à l'emporte-pièce, qui ne convainquent personne ou presque ou n'inspirent pas vraiment confiance.

A quoi bon se casser la tête à développer des arguments en lesquels on ne croit pas soi-même, vaut mieux laisser planer le mystère sur ses réelles intentions, ainsi chacun peut y fourrer ce qu'il veut, c'est pratique et cela marche suffisamment pour continuer à exister, n'est-ce pas l'essentiel pour eux au bout du compte ? Pourquoi des travailleurs et des militants n'auraient-il pas le droit de le penser, après tout c'est leur attitude qui conduit à cette conclusion, non ?

On cherche à comprendre.

La "troïka" (le FMI, la BCE et la Commission européenne), ce n'est pas l'arbre qui cache la forêt mais l'inverse : l'Etat.

Quand la question de la Constitution était posée en 2005, personne n'a voulu la poser. Quand une avalanche de fermeture d'entreprises a eu lieu au cours des années précédentes, personne n'a voulu poser la question de l'expropriation des patrons et actionnaires. Aujourd'hui c'est la question de l'Etat qui est à l'ordre du jour et voilà que personne ne veut la poser non plus. Vous ne trouvez pas que cela commence à faire beaucoup de questions d'actualité que ces partis s'abstiennent de poser ou à côté desquelles ils passent délibérément ? Ils vous répondront que c'est des calomnies et qu'ils la posent tous à leur manière, sans doute, jamais aussi précisément et c'est là qu'est le problème, sans convaincre personne apparemment.

Leur devoir ne serait-il pas de fournir aux travailleurs une orientation politique correcte à leurs combats et de préciser les tâches qu'ils devraient (en principe) accomplir dans une telle situation ? Ils vous rétorqueront sans doute que la majorité des travailleurs n'est pas prête à entendre un tel discours, car voyez-vous il faudrait attendre que d'eux-mêmes ils développent une orientation politique correcte et soient en mesure de décider eux-mêmes quelles tâches accomplir pour leur proposer, on ne sait pas par quel miracle ils s'élèveraient d'eux-mêmes au niveau du programme de la révolution socialiste, mais ils ne sont pas à une contradiction près, donc en fait d'avant-garde ces partis pour ne pas se mouiller préfèrent marcher prudemment derrière les masses et se destinent au mieux à prendre le train en marche, attention tout de même de ne pas rater la marche !

Alors quand on brise ce consensus, on passe forcément aux yeux de certains militants pour des troubles fêtes, des farfelus qui ne savent pas de quoi ils causent, des esprits simplistes, bref, de vulgaires gauchistes qui veulent forcer le cours des choses.

Voyez où ils en sont arrivés, la dette, l'austérité, ils n'ont que ces mots là à la bouche, mais dites-leur qu'elles sont imposées par l'Etat comme forme juridique du pouvoir de la classe des capitalistes et il n'y a plus personne pour reprendre à son compte cette vérité qui saute pourtant aux yeux, tenez, au point que M. Aubry et E. Joly se sont sentis obligées d'affirmer qu'il fallait changer ou modifier le système, quel système sinon celui qui régit tous les rapports dans la société, celui des rapports de production basés sur la propriétété privée des moyens de production auxquels elles ne toucheront pas évidemment. Il se trouve même des "*mégariches*", l'expression est de Waren Buffet, pour se plaindre que l'Etat ne les taxent pas suffisamment, comment l'Etat, eux aussi ils en parlent, absolument, dans ces termes, et nous nous devrions nous en priver, comment comprendre ?

Il n'y a pas à chercher bien loin pour comprendre, voyez le rôle et la place que les dirigeants réservent à leur parti (au cours de la révolution) et vous aurez tout compris, selon nous. Voyez aussi le type de parti qu'ils entendent construire et comparez-le au seul parti ouvrier révolutionnaire qui a pris le pouvoir au cours du XXe siècle et les choses vous paraîtront soudain plus claires.

Je vais vous avouer un truc, je ne vois pas l'intérêt d'adhérer à un parti qui ne combat pas pour prendre le pouvoir, qui ne l'affiche pas, je me dis qu'il doit combattre pour porter au pouvoir un ou des partis qui n'ont pas le même programme ou ne défendent pas les mêmes idées, sinon ce parti n'aurait aucune raison d'exister, et comme je me suis tourné vers ce parti parce que je ne me reconnaissais pas dans les autres partis, si maintenant je m'apercevais qu'il roulait en fait pour d'autres partis ou je ne sais quoi, j'en déduirais que ma place n'est pas dans ce parti. A quoi bon rejoindre un parti faible et sans moyens et qui entend le demeurer, ultra minoritaire, marginal, inconnu du plus grand nombre et qui entend le rester, après tout si c'est simplement pour faire avancer des idées, il existe bien d'autres structures toutes aussi efficaces ou mieux encore parfois... Combien de travailleurs ou militants se font-ils cette réflexion ?

L'Etat est à la question qui fâche, elle pose la question du financement des syndicats que personne non plus ne veut aborder, à croire que le mouvement ouvrier est bourré de tabous ! C'est dans la fonction publique que l'on trouve la plus grande concentration de syndiqués et de militants des partis ouvriers, or les fonctionnaires ont précisément l'Etat comme employeur, remettre en cause l'Etat c'est donc à la fois remettre en cause leur employeur et le fond de commerce des partis ouvriers pour ne pas dire l'existence de ces partis eux-mêmes. Ceci pourrait expliquer cela, non ?

Il est vrai qu'il faut un certain courage pour expliquer aux fonctionnaires qu'il faut détruire l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui pour le remplacer par un Etat ouvrier ou social, ils ne pourraiient retenir que votre première proposition et vous tournez le dos. Cela devrait pourtant faire partie du combat syndical que d'aider les fonctionnaires à comprendre la place et le rôle de l'Etat pour qu'ils s'en détachent. La solution de facilité consiste à ne rien en dire et se contenter de revendications alimentaires sur lesquelles ils se mobilisent volontiers, ainsi le syndicalisme se maintient en vie artificiellement sur des bases pourries, qui s'en préoccupe franchement. Et quand un mouvement social d'envergure prend forme, on s'étonne ensuite de la tournure qu'il prend, sans blague, cela n'était-il pas prévisible, chut !

On sait que la survie du régime repose sur l'ignorance des travailleurs. Question : l'obstacle des appareils qu'on nous sert à toutes les sauces mais qui est bien réel, est-il à l'origine de l'ignorance des masses ou en est-il plutôt la conséquence d'après vous ? La soumision des masses au capitalisme et aux institutions est-elle la cause ou la conséquence de leur ignorance ? Ce qui apparaît au grand jour ce sont les conséquences et non les causes de la crise du capitalisme (en temps normal, mais nous ne sommes plus dans cette situation), donc il est normal de partir des conséquences ou de les traiter en priorité, d'accord, mais si on se borne à cela, les travailleurs ignoreront toujours les causes de leur situation et ils ne pourront jamais les combattre, au bout du compte ils

ne progresseront jamais, chaque bataille sera vécue comme un éternel recommencement, un processus sans fin qui ne remettra jamais en cause les fondements du capitalisme, rien ne changera fondamentalement, c'est la définition même du réformisme qui s'accommode du capitalisme.

Quand je tombe malade, je me soigne pour recouvrer la santé, mais ce qui m'intéresse avant tout c'est de savoir pourquoi pour ne pas retombé malade une autre fois pour la même cause, je trouverais cela stupide et inutile, pas vous ? Je suis un très mauvais consommateur et l'exemple type du mauvais client pour les trusts pharmaceutiques, je l'assume. Cette prise de conscience n'a rien d'extraordinaire, pourquoi alors ne devrait-on pas procéder de la même manière (dialectique) dans tous les domaines de l'existence, y compris la lutte des classes ?

Mimétisme dans la démagogie

Avant-hier Aubry affirmait qu'on allait voir ce qu'on allait voir et qu'avec elle le "*système*" allait changer, et le lendemain c'est au tour d'Eva Joly dans un entretien au *Monde* d'estimer que "*le moment est venu de dire aux citoyens que le système n'est pas nécessairement ainsi*". (lemonde.fr 17.08)

S'ils en arrivent à dire qu'il faut changer le système, c'est peut-être parce que cette question commence à tarauder sérieusement un nombre de plus en plus important de travailleurs dans le pays, ce serait bien la question à l'ordre du jour, non ? Le système, c'est le capitalisme, la seule alternative c'est le socialisme, il faudrait peut-être l'expliquer aux travailleurs, non ? Leur expliquer en quoi cela consiste au juste et ne pas se contenter de grands discours lénifiants sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Politique

France.

1- En famille. Comment légitimer l'austérité, mode d'emploi syndical.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a demandé au gouvernement d'organiser, «*dans les jours qui viennent, un sommet social* » , pour évoquer les nouvelles mesures d'austérité qui seront dévoilées le 24 août. Pour le leader syndical, il serait «*aberrant*» que le gouvernement décide seul de mesures touchant les salariés. Le dirigeant de la CFDT a insisté sur la nécessité de diminuer les déficits publics tout "*en maintenant la croissance et en soutenant l'emploi*".

Il s'est entretenu, dans la matinée, avec la présidente du Medef, Laurence Parisot, qui s'est dite favorable, elle aussi, à l'idée d'organiser prochainement un sommet social pour aborder les sujets de la rentrée.

En réponse, Matignon a fait savoir que le premier ministre François Fillon s'entretiendrait «*dans les tout prochains*» jours avec les principaux dirigeants syndicaux, de façon bilatérale. Au menu des discussions: les mesures d'austérité qui seront annoncées le 24 août. Il fera avec eux «*un tour d'horizon*» des sujets économiques et sociaux, a indiqué Matignon à l'AFP. (lefigaro.fr et lemonde.fr 17.08)

2- PS. Sur les traces de Sarkozy

«*Le prochain président de la République (…) aura trois défis à relever: le rééquilibrage des finances publiques, le rétablissement d'une offre compétitive, la réduction des inégalités*», juge l'ex-premier secrétaire du PS François Hollande, dans une tribune publiée jerudi dans le Nouvel Observateur.

Vous paierez davantage :

«*Je veux dire la vérité aux Français. A court terme, un effort devra être consenti*», et celui-ci «*ne pourra se résumer à un concours Lépine sur la réduction des niches fiscales. Il appellera une révision de l'ensemble de nos prélèvements*», plaide M. Hollande.

Patrons : cadeaux :

«*L'abaissement de moitié de l'impôt sur les sociétés pour les très petites entreprises*» est, selon Michel Sapin, proche de François Hollande, une déclinaison de la proposition PS de «*moduler l'impôt sur les sociétés*» en fonction de la direction prise par les bénéfices.

Surtout ne pas «*alourdir le coût du travail*» :

Enfin, préconisation personnelle, il suggère «*un basculement des cotisations patronales de la branche famille vers des prélèvements d'Etat*», ce qui passerait «*notamment par la fiscalité écologique*», afin de ne pas davantage «*alourdir le coût du travail*».

L'os à ronger, l'enfumoir, promesse trompeuse :

«*Pour soutenir la demande, la réduction des inégalités demeure un levier pertinent*», ajoute le député PS.

D'après lui, «*il s'agit d'engager une redistribution en faveur des salariés et des familles au détriment des plus hauts revenus et des fortunes les plus importantes*». (liberation.fr 17.08)

Social

France.

Le coût de la rentrée scolaire est en hausse cette année de 6,8% avec un montant moyen de 187 euros, une augmentation surtout imputable à la flambée du prix de la pâte à papier, selon la fédération Familles de France.

Les prix en hypermarchés (+8,43 %) augmentent plus vite que dans les supermarchés (+4,79%) et dans les magasins spécialisés (+6,48%), dit-elle dans son rapport annuel. (20minutes.fr 17.08)

Haut de page

Le 19 août

Le gros titre d'*Informations ouvrières* cette semaine (n°162) : "*Garder la note "AAA" de la France dictée par les capitalistes, c'est : Austérité, Austérité, Austérité*" et la perdre également ! Nous voilà bien avancés !

Qui accepte de soumettre la politique monétaire du pays à la BCE, d'emprunter aux marché financiers ? Qui est le complice des agences de notation ? Qui négocie au niveau européen l'attitude à adopter face aux marchés financiers ? Qui a décidé d'exonérer les entreprises de cotisations sociales, de réduire l'impôt sur les bénéfices des sociétés, etc. ? Qui décide cette politique d'austérité ? Qui décide que ce sont les travailleurs qui doivent payer les dettes des capitalistes ? Qui sinon Sarkozy et son gouvernement, l'Etat et ses représentants.

Dès lors, le combat politique ne devrait-il pas se concentrer contre l'Etat et ses représentants et poser la question d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'un Etat social ? Le POI répond négativement à cette question et au même moment les dirigeants syndicaux se disent prêts à rencontrer le plus haut représentant de l'Etat, Sarkozy, histoire de légitimer les mesures qu'il annoncera le 24 août.

A des degrés divers, chacun évite soigneusement de s'attaquer au régime. Tout le reste n'est que du baratin.

On ne saurait pas lire, on chercherait à nuire à tout prix à un parti en particulier, nous affirmons qu'à aucun moment la politique du POI n'est tournée contre le régime, vérifions-le.

Extrait de l'appel lancé le 2 juillet par 160 syndicalistes et élus (IO n°162 page 2)

- "*Il n'est pas possible d'accepter la politique que veut imposer la "troïka" (FMI, BCE, UE)*."

- "*Il revient au mouvement ouvrier de s'unir au-delà des divergences compréhensibles pour refuser les diktats de l'Union européenne.*"

- "*Sur ces bases, et face à la soumission des partis politiques liés à l'Union européenne, il revient aux travailleurs et aux militants qui partagent ces objectifs de se regrouper.*"

Ne cherchez pas l'Etat et ses représentants, ils n'y figurent pas, leur responsabilité ne doit pas être mise en cause ou à la marge seulement, et quand les partis politiques sont cités, c'est encore pour diriger les travailleurs et les militants vers l'UE et non contre l'Etat, nous ne sommes pas dupes.

Dans ces conditions à quoi bon mettre en ligne des pages de l'hebdomadaire du POI si l'on doit passer son temps à commenter chaque page ou presque pour débusquer les illusions que colportent ce parti. Vous vous intéressez à l'activité des

militants du POI, à la vie de ce parti, pas de bol, circulez il n'y a rien à voir, si vous avez loupé les pages de la rubrique intitulée *Vie du parti* des sept derniers numéros vous n'avez rien perdu, car en dehors d'un article minuscule d'un militant dans le n°159, ces pages étaient consacrées exclusivement aux élus le plus souvent de communes rurales, à croire que la vie de ce parti se réduit aux états d'âme de "républicains", "démocrates" et autres élus de "tous bords" politiques. Vous me direz que du côté du NPA et LO ce n'est pas mieux, entre croisière en Méditerranée (Besancenot) et fêtes on n'a que l'embarras du choix pour se distraire !

Nous ne sommes pas contre le fait d'associer au combat politique des militants de sensibilités différentes, tout dépend dans quel cadre et perspective on l'envisage. Je ne vais décryter ici chaque article, tenez, en faisant défiler ce journal à l'écran je m'arrête sur un article signé D. Shapira, le titre *Les propositions de Martine Aubry "contre la dette"*, après avoir démontré qu'elle n'avait pas l'intention de remettre en cause la dictature des marchés financiers auxquels elle se soumet, il conclut en écrivant "*Il ne saurait y avoir de véritable solution pour la classe ouvrière en acceptant la loi d'airain des 3 % de déficits publics édictés par le traité de Maastricht… rédigé par Jacques Delors, père et conseiller de Martine Aubry* patati patata.

Question : Depuis quand la classe ouvrière manifesterait-elle sa confiance envers le PS pour mener une autre politique que celle de Sarkozy, j'entends sur les questions fondamentales qui la concerne ? Vous n'aviez pas compris comme moi que depuis longtemps ses illusions dans ce parti s'étaient envolées ? Apparemment non, à moins que ce ne soient celles de l'auteur qui se manifestent ici.

Bref, tout cela pour terminer sur ce constat qui pourrait laisser penser à des esprits naïfs ou un peu faibles, c'est-à-dire l'immense majorité des travailleurs et militants de ce pays bourrés d'illusions et baignant dans l'ignorance il ne faut pas l'oublier, étant donné que cet article était consacré au PS et à l'une de ses dirigeantes, implicitement et sournoisement que les travailleurs seraient en droit d'attendre une autre attitude du PS, que ce parti pourrait développer une autre politique que celle du capital auquel il s'est vendu corps et âme il y a près d'un siècle. Chaque fois que les dirigeants du POI publient un article sur le PS, ils critiquent sa politique, violemment parfois, mais ils s'emploient à épargner ce parti en tant que tel, c'est une constante chez eux, leur "*règle d'or*" pour ainsi dire, le PS est un parti ouvrier qu'on se le dise camarades.

Après tout, peut-être que cet article, tout comme ce journal, ne s'adressait pas à la classe ouvrière, ils viseraient plutôt les petits-bourgeois et l'aristocratie ouvrière qui lorgent du côté du PS pour garantir leur niveau de vie à partir de 2012, ce qui expliquerait le flottement ou le doux parfum d'illusion qui règne à la fin. Le fond de commerce du POI, les murs inclus !

Quand on lit un article, on doit se demander qui l'a rédigé, à qui s'adresse-t-il, ne pas se fier forcément aux indications fournies par son auteur, de quoi parle-t-il, à quel moment a-t-il été rédigé ou dans quel contexte, celui de l'auteur, celui des acteurs dont il parle dans son article, etc.

Une fois que vous avez bien cerné tous ces éléments, vous êtes en mesure de le lire et de l'interpréter avec une source d'erreur proche de zéro, vous pouvez déterminer les intentions de son auteur ou dans quelle direction il voulait vous entraîner, dans le cas contraire vous serez plus ou moins manipulé, sans que l'auteur y soit forcément pour quelque chose il faut préciser, soyons honnête et modeste, cela nous arrive plus souvent qu'on veut bien le croire, car nous n'avons pas le temps de lire aussi attentivement tout ce qui nous passe sous les yeux, ou parfois il nous manque des éléments pour analyser à fond un article ou une situation, on en a eu des exemples récemment à propos de la Libye ou de la Syrie notamment.

En lisant cet article, ce qui m'a sauté aux yeux c'est le titre et la dernière phrase, le lien insupportable entre le PS et la classe ouvrière, qui, s'il n'était pas brisé, on s'emploierait de toutes nos forces à le briser. Le contenu pouvait aussi faire sursauter à plusieurs endroits un lecteur attentif par les postures et les expresssions employées par son auteur et le mettre sur la bonne piste pour l'interpréter correctement, selon moi et les éléments sur lesquels repose ma critique, ensuite c'est à chacun de se faire sa propre idée.

Encore un mot, parce que ce genre d'exercices, quand on a saisi la méthode, permet de faire de réels progrès en lecture. En politique du même coup.

L'auteur s'est employé à montrer plus qu'à démontrer, que les propositions d'Aubry étaient bidons ou collaient à la politique de l'épileptique du Palais, franchement, pouvait-on s'attendre à autre chose de sa part (d'Aubry) ? C'est comme si l'auteur s'était employé à enfoncer des portes ouvertes ou à parler pour ne rien dire ou noircir du papier. Puisque cet exercice ne le rebute pas, poursuivons dans cette voie.

Pourquoi à l'opposé n'a-t-il terminé son article en disant qu'il n'y avait rien à attendre de ce parti au lieu d'affirmer qu' "*il ne saurait y avoir de véritable solution pour la classe ouvrière* avec la mise en oeuvre des propositions d'Aubry ? S'il l'avait fait, à qui se serait-il adressé alors ? Pas aux militants sensés des différents partis qui savent à quoi s'en tenir avec le PS, pas à la majorité des travailleurs qui le savent également, pas aux travailleurs complètement arriérés qui ne doivent pas être les destinataires privilégiés de ce journal, à qui sinon aux électeurs potentiels du PS dont il a été question plus haut, aux adhérents, aux sympathisans, aux élus du PS.

C'est parfaitement son droit évidemment, la question n'est pas là, c'était juste pour montrer à qui s'adressait le POI, certainement pas

à la classe ouvrière en général ou à ses couches les plus avancées, quel genre de militants il entendait recruter, quel type de parti ses dirigeants entendaient construire et au-delà à qui s'adressait sa politique, pour qui la ligne politique du POI avait été forgée, des gens forcément bourrés d'illusions, qui ne doivent pas être vraiment des révolutionnaires dans l'âme ou alors malheureux, il nous aurait échappé qu'il existait un tel courant au sein du PS...

Question : une telle ligne politique peut-elle être correcte sachant à qui elle s'adresse ? On comprend bien qu'elle doit laisser la porte ouverte à certaines illusions, mais il semblerait que l'appât soit disproportionné par rapport à la taille de sa proie, non ? En trop grand nombre aussi par rapport à la population à capturer et déjà rassasiée, pour ne pas dire un peu grassouillette, vivante de préférence ! Ne faut-il pas craindre que les petits poissons au caractère bien trempé passent leur chemin, finissent par se noyer, prennent la fuite ou le large ?

Passons à autre chose.

Obama, Cameron, Merkel et Sarkozy exigent que les présidents syrien et libyen quittent le pouvoir, de quel droit, ils sont tous minoritaires et illégitimes dans leur pays respectif, les questions syrienne et libyenne sont l'affaire des peuple syrien et libyen !

La question de la dette et la politique d'austérité qui l'accompagne en France (et ailleurs) est l'affaire des travailleurs et leurs organisations et partis qui n'ont pas d'autre alternative que s'organiser et se regrouper dans l'unité pour chasser Sarkozy du pouvoir, liquider les institutions de la Ve République pour mettre en place un Etat social conforme aux besoins et aspirations des masses exploitées, ce qui implique la rupture avec les institutions du capital (UE, FMI, ONU, etc), l'annulation de la dette de l'Etat, l'abolition des privilèges des capitalistes et leur expropriation sans leur verser un centime...

L'arbre qui cache la forêt

Que n'entend-on pas sur la nécessité de "taxer" les plus riches, de "taxer" le capital au même niveau que le travail, de "taxer" les transactions financières, qui sert à camoufler leur refus, quand ils se disent de gauche, de s'attaquer aux fondements du capitalisme, tout comme leurs homogues de droite ils ne font que chercher une solution pour assurer la survie du système économique et rien d'autre.

Cette démarche est d'autant plus grotesque qu'elle s'appuie sur la théorie selon laquelle il existerait des bons et des mauvais riches, ceux qui ne trichent pas et paient beaucoup d'impôts et les petits malins qui se débrouillent pour ne pas en payer ou très peu, ceux qui se sont enrichis en surexploitant les travailleurs et ceux qui se sont enrichis principalement grâce à la spéculation, ou encore les marchés n'en font qu'à leur tête, ce n'est pas bien, alors il faut les réguler, les surveiller, les encadrés, etc, et pour finir c'est le capitalisme qui se conduit comme un sauvage, il vaudrait mieux dire comme un barbare sans foi ni loi, qu'il faudrait réformer, rendre plus humain, dans la même perspective qu'avancée précédemment : faire en sorte que le capitalisme se survive à lui-même.

Dans les deux cas, ils légitiment l'existence du capitalisme à défaut de pouvoir justifier l'exploitation de l'homme pas l'homme dont ils sont des partisans, de l'UMP au Front de gauche en passant par le PS.

- "*Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de "réformes" tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avérés, cyniques, qui ont le courage d'avouer combien il est absurde de vouloir réformer les traits essentiels de l'impérialisme.*

(...) Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle."

(L'impérialisme stade suprême du capitalisme - V. Lénine, 1916)

Vous avez le droit de remplacer Kautsky par Mélenchon, partisan de la BCE et de l'ONU, et qui le revendique.

On pourrait prendre comme métaphore pour illustrer l'évolution et l'effondrement du capitalisme, un immeuble, dont on aurait commencé par enraciner profondément les fondations pour ensuite s'élever toujours plus haut dans le ciel.

Rajoutant des étages supplémentaires après et entre chaque crise, crises de plus en plus rapprochées qui nécessitent d'accélérer la construction de nouveaux étages supplémentaires qui fragilisent de plus en plus tout l'édifice, au point qu'à deux reprises (14-18 et 39-45) pour éviter qu'il ne s'effondre et disparaisse, nous avons dû détruire une partie des étages inférieurs que nous avions construits sans toutefois pouvoir en modifier la base ou les fondations, du coup nous avons repris de plus belle la construction de nouveaux étages sans rien modifier, mais sous le poids de ses habitants de plus en plus nombreux (courbe exponentielle de la démographie mondiale), voilà qu'il tremble sur sa base et s'enfonce dangereusement, inexorablement dans le sol, à un rythme accéléré et risque à nouveau de s'effondrer.

Nous tendons des étais de part et d'autre pour tenter de consolider le bâtiment, mais il menace toujours de s'écrouler, il est décidément trop haut, beaucoup trop lourd, il ne supporte plus toute cette population (7 milliards) qui l'habite, d'autant moins qu'elle prétend avoir des besoins pressants à satisfaire qui représentent un poids insoutenable, la plèbe est décidément bien inconsciente, bien ingrate et mérite amplement le sort que nous lui réservons, difficile de la débarquer en masse d'un coup, impossible de la défenestrer, ils sont trop nombreux les bougres (la majorité des exploités) et nous manquons de bras (l'infime minorité des capitalistes) pour effectuer cette tâche salutaire pour le bien de l'humanité.

Il y aurait bien une autre idée, nous pourrions envisager de détruire à nouveau quelques étages et ses habitants par la même occasion pour soulager les fondements de cette tour infernale, mais elle est tellement fragilisée que cette démolition même minutieusement organisée pourrait tourner au cauchemar, souvenez-vous que la première fois (1917) cela avait mal tourné et nous aurions pu tout perdre, mais que faire d'autres, nous avons tout essayé désespérément sans succès ("réforme" du capitalisme).

Nous sommes face à un affreux dilemme, d'un côté nous devons impérativement continuer sa construction, c'est notre raison d'être (accumulation du capital), d'un autre, nous prenons le risque de devoir à un moment donné démolir des dizaines d'étages dans des conditions qui nous échappent ou que nous ne maîtrisons pas, avouons que cela nous rendrait un fier service pour faire croire au peuple que nous n'y sommes pour rien comme nous l'avons fait avec succès dans le passé (la guerre est due à la fatalité ou le concours de circonstances malheureuses, c'est bien connu), mais l'effondrement de ces étages risquerait cette fois de provoquer une telle onde de chocs, que le sol en tremblerait si fort que les fondements pourraient bien ne pas y résister et que nous soyons impuissants pour y faire face ...

Notre construction est vouée à disparaître pour au moins deux raisons : la première, parce qu'il nous est impossible d'en modifier les fondations (le mode de production), la seconde, parce que nous ne pouvons pas démolir l'ensemble des étages que nous avons construits entre deux crises (les forces productives), du coup, comme si nous devions subir une malédiction pernicieuse ou une terrible fatalité, nous assistons impuissant à l'élévation de cette tour toujours plus haute jusqu'au jour où elle s'écroulera, pas besoin d'être géomètre pour parvenir à cette conclusion.

Les réformistes sont des achitectes de malheur, dans la mesure où ils prétendent qu'en consacrant plus de soin à la construction de chaque étage, l'édifice pourrait supporter un poids toujours supérieur et notre tour s'élever toujours plus haut sans avoir à changer les fondations sur lesquelles elle repose. Par quel miracle ne finirait-elle pas par s'écrouler, cela ils ne le disent pas, et pour cause leur théorie est fondée sur un tas de gravats (deux guerres mondiales) !

Quant aux adeptes de la "démondialisation" qui sont de furieux réactionnaires, leur théorie consisterait à retirer des étages à ce bâtiment sans toucher à ses fondations puisqu'eux-mêmes en tirent profit, afin de le soulager pour éviter qu'il ne s'écroule, et à entasser la plèbe en guenille dans les étages inférieurs, ce qui revient à leur réserver un sort encore pire que celui qu'elle connaît déjà, alors que le poids de l'édifice continuerait de croître jusqu'au jour où le point de rupture de ses fondations serait atteint.

Cela résume bien les choses, non ?

Il faudrait demander aux travailleurs s'ils ont envi de finir un jour enfoui sous les gravats de cette tour ou s'ils préfèrent prendre les choses en mains pour en contruire une autre sur des bases plus solides, plus larges (propriété collective des moyens de production) en se servant des matériaux (le capitalisme) de celle qui menace de s'écrouler à tout moment sur eux et leur pourrit la vie.

Pour expliquer à mon épouse pourquoi le capitalisme est condamné, j'ai employé une métaphore encore plus simple à la portée d'un enfant de 5 ans : tu places dans ta main un poids de 100 grammes, puis tu ajoutes encore 100 grammes et ainsi de suite, à un moment donné tu ne pourras plus supporter ce poids, ta main va être écrasée, c'est pareil avec la pression que représente le développement de la population mondiale (et des forces productives) dont les besoins et même l'existence est incompatible avec la survie du capitalisme, l'enrichissement infini d'une poignée de nantis au détriment du reste du monde.

Politique

France.

Au diable le social, «***l'urgence, aujourd'hui, est financière***» !

Laurence Vichnievsky, porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts, estime que «*la réduction de la dette nous oblige à revoir notre projet*», qualifiant de «*lubie*» le retour à la retraite à 60 ans défendu par Eva Joly, des propos qui posent «*souci*» à Cécile Duflot, patronne d'EELV.

«*Aujourd'hui, la réduction de la dette s'impose à nous comme un rappel au principe de réalité. Elle nous oblige à revoir notre projet, non dans ses principes, mais dans sa mise en oeuvre*», écrit Mme Vichnievsky dans une tribune libre parue dans Libération jeudi.

«*Le retour à l'âge légal de la retraite à 60 ans est une lubie, les créations d'emplois publics doivent être gagées par des suppressions de postes, les investissements publics doivent être financés, non par des économies à venir qu'ils sont censés générer ou par une affectation autoritaire sur l'épargne, mais par des recettes budgétaires concomittantes, les dépenses du système de santé et des collectivités locales doivent être maîtrisées*», détaille l'ex-juge d'instruction et conseillère régionale EELV en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Certaines de ces propositions vont à l'encontre du programme de la candidate EELV à l'élection présidentielle, Eva Joly, qui demande par exemple «*le retour de la retraite à 60 ans*», contre 62 ans depuis la réforme de 2010.

«*Les marges dont nous disposons résident dans le choix d'une fiscalité plus écologique et plus juste*», ajoute Mme Vichnievsky. «*Les revenus du capital et du travail doivent être taxés de manière égale et progressive. Les inégalités de fortune doivent être limitées par un impôt frappant l'ensemble du patrimoine, sans exonération, lui aussi progressif*».

«*L'urgence, aujourd'hui, est financière*», conclut-elle.

Interrogée sur cette tribune en marge des Journées d'été d'EELV à Clermont-Ferrand, Cécile Duflot, patronne d'EELV, a jugé «*l'analyse de Laurence Vichnievsky étonnante*», «*elle n'est pas du tout en phase avec ce qui fait le corpus des écologistes*». «*Il y a un souci*», a-t-elle ajouté.

EELV entend «*remettre au coeur du projet les services publics*» et «*envisager le long terme*», «*on ne peut pas soumettre la politique aux états d'âme ou d'humeur des agences de notation*» et on «*doit répondre à la crise de manière solidaire*», a encore souligné Mme Duflot. (liberation.fr 18.08)

Chut ! Pourquoi le dire puisque le PS ne reviendra pas aux 60 ans, encore moins aux 37,5 annuités, lui souffle Duflot dans l'oreille. Elle commet la même "erreur" qu'Hulot en disant tout haut ce que toute le monde dit tout bas à EELV. Mme Vichnievsky a perdu une occasion de se taire qui va faire perdre des voix et des élus à son regroupement politique, à moins qu'elle le juge peut-être pas suffisamment à droite et que pour elle c'est le plus important.

Brésil

Le Brésil s'est enfoncé mercredi un peu plus dans la crise politique après la démission du ministre de l'Agriculture, le quatrième membre du gouvernement à démissionner depuis mai en raison d'accusations de corruption ou de manquements à l'éthique.

Wagner Rossi a présenté sa démission à la suite d'accusations de corruption portées contre plusieurs de ses hauts conseillers, a indiqué le ministère de l'Agriculture dans un communiqué. (Reuters 08.08)

Social

France.

Quand l'intersyndicale jaune veut participer à l'élaboration des prochaines mesures d'austérité décidées par le gouvernement contre les travailleurs. Jeu de rôles.

Les syndicats CGT, CFDT, Unsa, FSU et Solidaires veulent faire entendre leur voix sur les mesures destinées à réduire le déficit de la France, alors que le Premier ministre, François Fillon, doit les recevoir en début de semaine prochaine.

Les organisations estiment d'ores-et-déjà "*qu'une intervention des salariés sera nécessaire*" mais ont décidé de se revoir le 24 août au soir, après les annonces gouvernementales, pour "*envisager les suites à donner*", précise leur communiqué.

La CGT prône en particulier une journée d'action interprofessionnelle à la rentrée.

Si cinq syndicats se sont retrouvés jeudi au siège de la CFDT dirigée par François Chérèque, ni Force ouvrière, ni la CFTC, ni la CGC ne s'y sont rendus.

En outre, les cinq participants semblent divisés, pour le moment, sur la perspective d'une journée d'action.

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a réitéré jeudi son opposition à une telle journée, raison pour laquelle il ne s'est pas rendu à l'intersyndicale.

"*Une journée de manifestations, ce n'est pas ce qui changera la face des choses (...) Moi, j'ai passé l'âge de faire semblant*", a-t-il dit sur Europe 1.

François Chérèque, a estimé mercredi qu'il serait "*aberrant*" que le gouvernement décide seul, sans consultation, de mesures qui vont toucher les salariés.

Pour les cinq syndicats réunis jeudi, "*des réponses nouvelles priorisant l'emploi, la cohésion sociale (protection sociale, services publics,...), la réduction des inégalités (une autre répartition des richesses, le pouvoir d'achat, une autre fiscalité), la maîtrise des déficits publics sont urgentes.*"

Les syndicats ont réagi avec scepticisme aux annonces intervenues mardi après la rencontre entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel dans le but de renforcer la gouvernance économique de la zone euro.

La nécessité évoquée par le président français et la chancelière allemande de généraliser la "règle d'or" inscrivant dans la Constitution la nécessité du retour à l'équilibre budgétaire, en particulier, passe mal.

Une telle règle "*sans mutualisation des dettes, sans coordination des politiques fiscales et sans un budget européen pour faire une relance européenne (n'aurait) pas de sens*", a ainsi déclaré mercredi François Chérèque.

L'opposition à la "*règle d'or*" est encore plus forte de la part de la CGT. (Reuters 18.08)

Ils se répartissent les rôles comme d'habitude.

Un seul mot d'ordre : rupture des relations des syndicats avec l'Etat, ses représentants et le patronat ! Sans oublier la CES et la CSI, l'OIT... (A suivre dans les jours qui viennent ou après le 24 août)

Economie

La Bourse ou la vie.

A Paris, l'indice CAC 40 a perdu 5,48%. La Bourse de Londres a lâché 4,49%, Francfort 5,82%, Milan 6,15% et Madrid 4,7%.

Signe de la grande nervosité des opérateurs, l'indice qui mesure la volatilité des marchés actions en Europe a fait un bond de 34,6%.

Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a cédé 5,34% et l'EuroFirst 300 4,8%, enregistrant ainsi sa plus forte chute depuis mars 2009.

Depuis le début du mois d'août, le CAC 40 perd 16,21%, le DAX 21,74%, le footsie 12,43%, et le Stoxx50 7,41%.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles glissait de 3,9%. (Reuters 18.08)

Etats-Unis.

Dans une note publiée jeudi, la banque d'investissement américaine Morgan Stanley a abaissé ses prévisions de croissance de l'économie mondiale pour les années 2011 et 2012, la révision étant plus forte pour les pays développés. (Reuters 18.08)

Haut de page

Le 20 août

Il y a 71 ans aujourd'hui, le 20 août 1940, Trotsky était assassiné au Mexique par un agent de Staline, parce qu'il incarnait la continuité du marxisme, de la révolution d'Octobre, du léninisme ou du bolchevisme, de la révolution socialiste mondiale que Staline s'emploiera méthodiquement à liquider.

Ses enseignements demeurent pour nous une source d'inspiration inépuisable au même titre que ceux de Lénine, Engels et Marx principalement. Il a consacré sa vie entière au combat pour le socialisme, nous lui rendons ce modeste hommage. Nous sommes orphelins et tristes à la fois d'avoir été incapables d'assimiler suffisamment la méthode du marxisme qu'il avait su si bien maîtrisée jusqu'au bout dans des conditions particulièrement difficiles.

Tous les militants qui dans le monde poursuivent le combat pour la révolution socialiste mondiale sont quelque part des trotskystes, certains en ont conscience, d'autres l'ignorent, peu importe. Jusqu'à son dernier souffle il a eu foi dans la victoire du socialisme.

La foi, un terme qui peut faire sourire et que Marx avait employé également, que j'utilise volontairement en référence aux terribles épreuves et souffrances qu'ils ont dû endurer au cours de leurs vies de militants révolutionnaires, car il arrive parfois où les évènements prennent une tournure si sombre et si dramatique que c'est la seule chose à laquelle on peut se raccrocher pour trouver la force de continuer le combat, une foi pratique, matérialiste, dialectique, qui n'a rien à voir avec une expérience mystique, métaphysique ou religieuse, parce qu'elle repose sur la capacité des exploitées à parvenir à prendre leur destin entre leurs mains pour changer le monde et le débarrasser de l'exploitation de l'homme par l'homme et de toute forme d'oppression.

Lénine a dit qu'il n'y avait pas de meilleur bolchevik que Trotsky, et plus tard Trotsky dira que l'apport essentiel du léninisme résidait sans sa conception du parti. Comment rendre hommage à Trotsky sans avoir une pensée pour Lénine, dont la vie fut écourtée suite aux conséquences d'une tentative d'assassinat.

Nous rendons hommage à Trotsky et à tous les militants ouvriers à travers le monde victimes du stalinisme.

Vive la révolution socialiste mondiale, nous vaincrons !

Autre chose.

D. Gluckstein a écrit dans son dernier éditorial : "*Jamais autant qu'aujourd'hui l'élection présidentielle n'était apparue à ce point comme une sinistre comédie*", c'est un euphémisme, mais nous partageons cette analyse.

Hier c'était au tour de Cohn-Bendit d'en faire la démonstration : "*"La vraie question, c'est comment on structure notre mouvement. Si on n'a pas trente à trente-cinq députés pour soutenir nos deux à trois ministres dans une majorité de gauche, ça ne sert à rien*" (lepoint.fr 19.08), son "*mouvement*" n'est qu'un faux prétexte, la gamelle de la Ve République est le seul objectif qui les intéresse à EELV.

Si l'élection présidentielle de 2012 s'annonce comme une "*sinistre comédie*", alors à quoi bon y participer sachant que votre parti subira la censure habituelle des médias nationaux. A quoi bon dépenser des centaines de milliers d'euros provenant de la poche des travailleurs et militants pour quelques dizaines de minutes à l'écran, moments choisis par les téléspectateurs pour aller faire pipi ou se réapprovisionner à la cuisine en attendant la suite des programmes... quand ils ne zappent pas carrément.

Ne serait-il pas plus judicieux de consacrer cet argent à des quatre pages expliquant pourquoi le capitalisme ne peut que conduire à l'effondrement de la société, en quoi consisterait le socialisme, ce qu'il changerait dans la vie quotidienne de chaque travailleur et jeune ? Une partie de cet argent pourrait servir aussi à la formation des militants du POI, à la réalisation de brochures populaires destinées aux travailleurs pour lesquels la terminologie politique est suspecte ou présente comme un relent d'endoctrinement qu'ils rejettent, à tort ou par ignorance, parce qu'ils ne possèdent pas les bases pour faire la part des choses ou craignent de se faire rouler, ceci expliquant cela.

Vous voyez, je ne suis pas un féroce anti-POI, je leur donne des idées pour développer leur parti, ceux qui pensent le contraire ne supportent pas la confrontation des idées parce qu'ils ont une conception étriquée ou arbitraire de la démocratie, qui se réduit finalement à débattre uniquement sur le terrain qu'ils ont choisi, donc ils ne peuvent pas comprendre ma démarche ou ne peuvent que s'y opposer sans même l'examiner sérieusement, si cette proposition vient de ce sale type qui passe son temps à nous taper dessus, c'est qu'elle est forcément mauvaise, je leur laisse le loisir de le penser tout en sachant que tous les militants du POI ne partagent pas leur point de vue.

Autre chose.

J'ai commencé à réduire la place réservée aux infos en bref, parce que cela me prend décidément trop de temps et ne m'en

laisse plus suffisamment pour faire autre chose. Il est pratiquement impossible de suivre l'actualité mondiale quotidiennement et se livrer sérieusement à un travail de fond sur une question particulière, d'autant plus que je dois m'occuper de mes propres affaires dans un pays où tout est très compliqué.

Politique

France. Le gouvernement de la dictature des marchés financiers.

Le Premier ministre François Fillon appelle "*à l'unité et au sens des responsabilités*" l'ensemble des formations politiques françaises pour faire face aux "*défis*" constitués par la dette et la règle d'or budgétaire, dans une tribune publiée samedi dans "Le Figaro".

Pour le chef du gouvernement, "*un message d'unité nationale est encore la meilleure des réponses aux doutes des marchés et aux craintes des investisseurs*".

Citant la crise des dettes souveraines, ainsi que l'adoption par les Etats membres de la zone euro d'une règle d'équilibre budgétaire proposée cette semaine par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, M. Fillon "*en appelle à l'unité et au sens des responsabilités de toutes les formations politiques*".

"*Personne ne demande aux dirigeants socialistes français de renoncer à leurs convictions ni même à leurs ambitions légitimes. Reconnaître les efforts de la France et de l'Allemagne pour sortir de la crise, s'engager sur une 'règle d'or' de bon sens, ce serait faire preuve de responsabilité et d'un sens de l'intérêt national qui serait à leur honneur*", ajoute le Premier ministre.

Selon lui, la règle d'or "*permettra de s'assurer que chacun présente le plus rapidement possible des comptes tendant vers l'équilibre*". "*Cela donnera à l'assainissement dans la durée des finances des pays de la zone euro une crédibilité qui permettra de rétablir la confiance et de décourager la spéculation*", estime-t-il. "*Ce serait une erreur de ne pas l'adopter pour l'avenir dans tous les Etats membres de la zone euro*". (AP 19.08)

Il est tellement facile avec des mots simples d'expliquer le pourquoi et le comment de cette dette des Etats qu'on se demande pourquoi tant de travailleurs l'ignorent encore. Ne serait-ce pas le devoir de tout syndicaliste ou militant politique ?

Qu'est-ce qui permet à Fillon de tenir un tel discours ? On va nous répondre parce que le PS tient le même et ses satellites se couchent devant la BCE ou l'UE, certes, mais c'est un peu léger comme explication, il faut aller au bout de notre analyse pour comprendre la situation et ne pas craindre de faire le constat que les masses baignent encore dans la plus profonde ignorance sur cette question et bien d'autres.

Social

France.

Si l'Insee ne détermine pas de seuil de richesse, elle distingue les «personnes à très hauts revenus» du reste de la population. L'institut y inclut les 1% des Français qui déclarent les revenus les plus élevés. En 2008, ils étaient au nombre de 363.903, et gagnaient plus de 88.200 euros annuels, soit 7350 euros par mois. Parmi eux, les «plus aisés », qui représentent les 0,01% de la population les plus riches, déclaraient en 2008 plus de 732.300 euros par an. Mais à l'intérieur même de cette catégorie (3639 personnes), les disparités sont énormes, et varient quasiment de un à vingt! Il est à noter que le revenu déclaré pris en compte par l'Insee ne peut être comparé au revenu fiscal de référence considéré par le gouvernement. Ce dernier indicateur prenant en compte d'autres rentrées d'argent que le seul revenu (comme les plus values mobilières et immobilières), il est aussi plus élevé.

De façon prévisible, les personnes les plus riches sont celles dont le revenu progresse le plus vite. Entre 2004 et 2008, les contribuables déclarant plus de 500.000 euros ont ainsi crû de 84%. Il y a quelques mois, Jacques Le Cacheux, directeur à l'OFCE, livrait son analyse au figaro.fr : «*Malgré la crise, les revenus du patrimoine ont progressé plus vite que les revenus issus d'une activité*». Or, les revenus issus du patrimoine prennent plus d'importance à mesure que la richesse augmente, car le contribuable diversifie davantage ses ressources. «*Par ailleurs, parmi les revenus du travail, ce sont les plus élevés qui croissent le plus vite. Ces deux facteurs expliquent que les riches deviennent de plus en plus riches*», explique-t-il.

Alors que le barème applicable à la dernière tranche de l'impôt sur le revenu est de 41% (40% avant la réforme des retraites), les personnes les plus aisées ne sont imposées en moyenne qu'à hauteur de 25%. Et là encore, les disparités sont très fortes. L'Insee souligne que presqu'un quart des 0,01% les plus riches ne paient que 15% d'impôts. Un phénomène aussi souligné par le Conseil des prélèvements obligatoires, qui constate dans son dernier rapport que l'impôt cesse d'être progressif une fois dépassé un certain seuil de revenu. (lefigaro.fr 19.08)

Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé vendredi de nouvelles mesures d'austérité ainsi qu'une diminution de la TVA sur l'achat de logements neufs, cherchant ainsi à trouver une solution à la crise en réduisant le déficit public tout en stimulant une croissance économique atone.

La TVA sur les achats de logements neufs sera provisoirement divisée par deux jusqu'à la fin de l'année, passant de 8% à 4%, pour tenter de stimuler un marché de l'immobilier très déprimé depuis la crise de 2008 et qui compte aujourd'hui près d'un million de logements invendus.

Parmi les mesures budgétaires annoncées, un projet de loi sur l'utilisation de médicaments génériques doit permettre d'économiser 2,4 milliards d'euros. Un recouvrement anticipé de l'impôt sur les grandes entreprises doit quant à lui rapporter 2,5 milliards.

"*En aucune façon ceci ne conduira à des hausses d'impôts, seulement à des changements dans le calendrier fiscal*", a plaidé le ministère de l'Economie dans un communiqué, alors que l'opposition qualifie les mesures de trucage comptable.

Quoique relativement limitées, les mesures d'austérité pourraient compenser un éventuel dépassement des objectifs de déficit des 17 régions autonomes du pays, un scénario qui inquiète les marchés autant que la capacité de Madrid à mettre de l'ordre dans ses finances publiques.

"*Puisque que les perspectives de croissance sont en train d'être révisées à la baisse à travers la zone euro, et vu l'incertitude sur les marchés financiers, il n'est pas encore clair que ces mesures suffiront (à l'Espagne) pour se conformer à ses prévisions de déficit*", a toutefois commenté Marco Valli, économiste chez UniCredit.

Le rendement des emprunts espagnols à dix ans, qui a récemment dépassé 6% sur les craintes d'une extension de la crise de la dette, est en baisse depuis le rachat d'obligations espagnoles par la Banque centrale européenne (BCE) et évolue actuellement autour de 5%.

Le taux de chômage en Espagne, le plus élevé de l'Union européenne, reste supérieur à 20%. (Reuters 19.08)

Economie

La Bourse ou la vie.

A la Bourse de New York, le Dow Jones a perdu 1,57 % et le Nasdaq 1,62 %. Wall Street accuse ainsi sa quatrième semaine dans le rouge d'affilée. Sur l'ensemble de la semaine le Dow a perdu 4%, le S&P 4,7% et le Nasdaq 6,6%.

L'indice S&P-500 a cédé 1,50%. Il avait perdu 4,5% jeudi, soit la sixième fois au cours des deux semaines écoulée où il avait accusé une perte de 4% au moins. Depuis le début de l'année, il subit une perte de 10% environ.

En Europe, le CAC 40 a clôturé à – 1,92 %. La veille, il avait dégringolé de 5,48 %. Les autres places européennes ont aussi fini dans le rouge, après avoir tenté de relever la tête au cours de la séance : – 2,19 % pour Francfort, – 2,46 % à Milan, – 2,11 % à Madrid, – 1,97 % à Berne, – 1,5 % à Athènes. Londres a également clôturé en repli de 1,01 % et Lisbonne – 0,3 %.

Le yen a atteint, vendredi 19 août, son plus haut niveau face au dollar depuis la seconde guerre mondiale, porté par un afflux massif d'investisseurs cherchant refuge auprès de la valeur sûre que représente à leurs yeux la devise nippone, sur fond de craintes pour l'économie mondiale.

Les banques européennes sont dans le viseur des investisseurs en raison de nouvelles rumeurs sur leur manque de liquidités. Dans son édition de jeudi, le Wall Street Journal a fait état de craintes de la Réserve fédérale américaine sur le niveau de liquidités des banques européennes. Et, pour la première fois depuis février, la BCE a accordé un important prêt en dollars, d'un montant de 500 millions au taux d'intérêt fixe de 1,1 %, à une banque européenne dont l'identité n'a pas été révélée.

Dans ce contexte d'extrême inquiétude, l'or continue de franchir des records à la hausse, jouant pleinement son rôle de valeur refuge. Le métal précieux atteignait, dans la soirée soirée, le niveau très élevé de 1 849 dollars l'once. (lemonde.fr 19.08)

Haut de page

Le 21 août

J'ai actualisé la page d'accueil consacrée aux infos internationales en classant les fichiers dans de nouvelles rubriques pour qu'il vous soit plus facile de vous y retrouver.

J'ai peu de temps à consacrer à des analyses politiques, parce que je n'ai toujours pas réglé mon problème de logement depuis un mois que j'ai vendu ma maison, car il y a ici une grave crise du logement. Avec la flambée des prix des terrains, des matériaux de constructions et de la main d'oeuvre, ajoutez-y l'envolée des frais à verser au gouvernement et cela depuis environ 4 ans, le rythme des constuctions d'habitations a considérablement ralenti tandis que l'inflation explosait. Une dizaine de personnes cherchent depuis des semaines une petite maison à louer ou à acheter à un prix convenable dans la banlieue de Pondichéry, en vain, on a étendu les recherches au-delà jusque dans les petits villages situés à une quinzaine de kilomètres, en vain pour le moment.

On nous propose n'importe quoi à des prix exhorbitants, sans compter les escrocs, et le sale type qui a acheté notre maison nous harcèle pour qu'on quitte les lieux le plus rapidement possible, bref, cela tourne au cachemar. On ne regrette pas d'avoir vendu la maison qui se situe toujours à une cinquantaine de mètres à peine des premières vagues, sans parler de l'atmosphère nauséabonde qui règne dans ce village. Au départ je tablais sur une location aux alentours de 5 000 roupies par mois, l'équivalent d'un salaire moyen, on est monté jusqu'à 10 000 roupies sans rien trouver, il faut dire aussi que les Indiens construisent leur maison sur la totalité de la parcelle qu'ils ont achetée, du coup il est rare d'en trouver une avec un bout de jardin, une grande maison en jette à la vue, alors qu'un jardinet est une perte de place, la qualité de la vie passe après pour eux.

N'allez pas croire qu'ils préfèrent avoir une grande maison parce qu'ils sont nombreux à y vivre, pas du tout, ce temps-là est révolu, il pourrait revenir au profit de cette crise du logement, non, les maisons sont tellement mal foutues qu'ils perdent une place énorme qui ne sert à rien, en dehors de la pièce principale plus grande que les autres, il est rare de trouver des chambres qui atteignent 15m², la cuisine et la salle de bain (avec WC à l'européenne) font moins de 10m² chacune, du coup il est impossible d'y caser un grand lit et ses meubles en général ou alors on ne peut plus bouger, l'horreur quoi, disons qu'en multipliant les petites pièces donc les cloisons et les recoins inutiles, c'est le quart de la maison qui est perdu en surface habitable. Quand les maisons sont construites sur deux niveaux, rez-de-chaussée et première étape plus la terrasse au-dessus, l'escalier est parfois constuit à l'intérieur, ce qui prend énormement de place, et quand il est construit à l'extérieur, c'est la taille de la maison qui est réduite.

Moi j'ai une conception de l'habitat totalement opposée, je préfère des grandes pièces en petit nombre (une pièce principale, une chambre seulement et une cuisine confortable) et je privilégie le jardin qui sert à la fois de salon et de salle à manger au grand air, on a du soleil environ 350 jours par an, la salle de bain et les toilettes réduits au minimum sont à l'extérieur dans une construction plus modeste et qui revient moins cher, c'est du luxe de gaspiller du fric pour se laver et se soulager ! Ce sont généralement des maçons qui s'improvisent architectes, du coup c'est du grand n'importe quoi. Comme les touristes français qui s'improvisent profs de français sans trop se poser de question sur la valeur de leur enseignement.

Pour causer rapidement d'autre chose.

Ce matin j'ai constaté en consultant les statistiques du site, que vous n'aviez été que 13 à télécharger les pages du n ° 159 d'*Informations ouvrières*, que j'avais mis en ligne le 28 juillet, à croire qu'en ne mettant pas en ligne les numéros suivants, ils ne manqueront pas à de nombreux militants. Si des militants voulaient les recevoir cependant, qu'ils me contactent et je leur enverrai.

La plupart des articles que l'on peut lire ici ou là sur la Syrie ou la Libye pour ne prendre que ces deux pays, présentent l'inconvénient de traiter l'information et le développement de la situation à sens unique, je ne sais pas si c'est l'expression qui convient, je veux dire par là que leurs auteurs n'abordent pas souvent les contradictions nées de ce développement, ou quand ils mettent en évidence des contradictions c'est toujours dans un sens.

Prenons le cas de la Syrie, soit c'est le dictateur Assad qui va conserver le pouvoir, soit il va le perdre au profit d'un pouvoir fantoche mis en place par l'impérialisme américain, sioniste et saoudien. On nous explique aussi que la déstabilisation du régime syrien a pour origine l'intention de ces impérialistes de mettre la main sur les richesses de ce pays, alors qu'il vend déjà son gaz à l'Union européenne notamment, que dans les deux cas, le maintien au pouvoir d'Assad ou sa chute, le peuple et principalement le prolétariat de la Syrie n'en tireront guère plus d'avantages, si Assad demeure au pouvoir, la mane pétrolière et gazière continuera de tomber dans l'escarcelle de sa famille ou son clan, son ethnie, et dans le cas contraire les profits iront dans les poches des multinationales une fois ces secteurs totalement ou en grande partie privatisés.

Tout cela est exact, mais il manque les facteurs social et politique dans cette analyse, la lutte de classe du prolétariat, comme s'il n'était qu'un acteur de second rang ou tout juste bon à se faire manipuler ou mitrailler. S'il a profité de l'occasion qui lui était donné pour se soulever contre le régime, il n'est pas dit qu'il se réfugiera dans l'avenir dans le silence ou la prostration, l'inaction, qu'il acceptera demain d'être spolié de sa victoire si le régime tombait et d'obéir aux injonctions des pantins mis en place et pilotés par Londres ou Washington. Rien ne dit qu'il acceptera de jouer un rôle de figurant après avoir enduré tant de sacrifice et risqué sa peau pour obtenir sa liberté, de nouveaux droits politiques et sociaux, ce qui s'est produit au lendemain de la Seconde guerre mondiale en Europe pourrait s'appliquer en Syrie, en Libye, etc., déjouant tous les plans établis par l'impérialisme américain et ses vassaux européens, rapidement ou à terme c'est une certitude.

Nous savons que l'impérialisme américain voit loin, que son plan est de faire main basse sur le pétrole de toute cette région du monde, il en contrôle déjà une grande partie, mais rien ne dit que l'installation d'un régime fantoche s'avèrera plus économique à la longue si le prolétariat de ces pays exigent qu'une partie des profits provenant de l'exportation du gaz et du pétrole financent des réformes sociales coûteuses dans le domaine de l'éducation, de la santé, du logement, l'amélioration des infrastructure du pays, sans parler des hausses de salaires qu'il réclame et de la protection sociale, de l'amélioration de son niveau de vie en général pour laquelle il combattra avec ses syndicats et ses partis indépendants de l'Etat et de l'impérialisme. Ajoutons, à l'heure où les capitalistes exigent la liquidation des services publics dans le domaine de l'éducation, de la santé, etc. en Europe et aux Etats-Unis.

La nouvelle colonisation de cette région du monde entreprise par les impérialistes occidentaux dominants pourrait prendre rapidement la tournure d'un chaos ou d'un cauchemar. J'ai volontairement laissé de côté le risque qu'ils ont pris en s'attaquant à la Libye et à la Syrie de déstabiliser davantage les autres régimes du Proche et du Moyen-Orient jusqu'à la Corne de l'Afrique, qui aura fatalement des répercussions sur l'économie mondiale, elle aussi au bord du chaos ou de l'explosion. C'est en réalité davantage un facteur d'accélération de la crise du capitalisme plutôt qu'une solution à celle-ci.

La révolution prolétarienne tunisienne a ouvert une nouvelle ère de guerres et de révolutions, qui met à l'ordre du jour dans les pays capitalistes dominants le combat pour l'expropriation du capital, et dans les pays capitalistes dominés, le combat pour la rupture avec les différents impérialistes, la nationalisation du gaz et du pétrole, de toutes les ressources naturelles qui font les richesses de ces pays et que les multinationales leur pillent, sous la direction et le contrôle de la classe ouvrière...

Maintenant il ne faut pas se leurrer et comparer ce qui ne peut pas l'être. Si une République sociale ou socialiste est directement envisageable en France par exemple, c'est loin d'être le cas dans des pays comme la Libye ou la Syrie qui devront passer par une ou des étapes intermédiaires, des régimes ou des républiques démocratiques bourgeois, avant que les conditions ne soient réunies pour que les masses exploitées aient la capacité de se saisir du programme de la révolution socialiste. Il faut d'abord que les prolétariats de ces pays se dotent de syndicats et de partis ouvriers, qu'ils entament la construction d'un parti révolutionnaire, avant d'envisager de se lancer à l'assault du pouvoir pour leur propre compte. Aujourd'hui, ils n'ont pas les capacités politiques pour se fixer directement un tel objectif, il n'y a que les gauchistes pour imaginer le contraire et se refuser à regarder la réalité en face.

Dans ces pays aujourd'hui, le combat pour le socialisme doit prendre la forme du combat pour le droit de constituer des syndicats et des partis ouvriers indépendants de l'Etat, pour que la liberté d'expression soit inscrite dans une nouvelle Constitution, etc. Il ne faut pas confondre les conditions objectives et politiques qui sont mûres pour poser la question du pouvoir et le niveau de conscience des masses qui n'y est pas du tout préparé.

Faire chuter un dictateur, c'est une chose, s'emparer du pouvoir (et le conserver) en est une autre. Autrement dit, s'attaquer aux rapports de production et d'échange, aux institutions, est une autre paire de manche, qui nécessite un haut degré de conscience politique que n'ont acquis ni le prolétariat syrien ni le prolétariat libyen, tunisien ou égyptien ou à un niveau insuffisant.

La tâche d'Evo Morales en Bolivie, s'il avait été un marxiste révolutionnaire, aurait été d'éléver le niveau de conscience politique des ouvriers et des paysans pour pouvoir envisager d'exproprier les multinationales, les capitalistes et les grands propriétaires terriens. C'était tout à fait à sa portée dès lors qu'il détenait le pouvoir politique, il n'en a rien fait, il en est incapable, un jour ou l'autre il sera balayé par un de leur représentant, puisqu'il n'existe pas un puissant parti révolutionnaire en Bolivie pour rassembler les masses exploitées sur ces objectifs.

Social

France.

1- Voleurs !

Selon nos informations, le gouvernement s'apprêterait à relever le forfait social payé par les entreprises à 8% en 2012, alors qu'il est actuellement de 6% .

Le forfait social est une sorte de contribution sociale, qui pèse sur les sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation, de l'épargne salariale et des retraites supplémentaires. Payé par les entreprises, il a été mis en place en 2009, au taux de 2%. Depuis, il a été relevé de deux points chaque année par le gouvernement ! Le projet de Budget pour 2012 ne devrait pas faire exception à la règle. Le relèvement de 6% à 8% pourrait rapporter 400 millions d'euros à Sécurité Sociale. (lefigaro.fr 20.08)

En réalité ce "*forfait social*" est ponctionné sur la partie du salaire versée aux salariés "*au titre de l'intéressement, de la participation, de l'épargne salariale et des retraites supplémentaires*", ce sont donc les travailleurs qui vont être mis à contribution pour régler la dette des banquiers. La plus-value est produite par la force de travail dépensée par les travailleurs, pas par les patrons en dormant !

Racket

Surfer sur Internet à la maison tout en surveillant sa consommation. Les 64% de Français connectés à l'Internet haut débit, via une box, n'y sont pas habitués. Ils devraient pourtant envisager cette option. D'après une information du site Owni, les opérateurs envisagent en effet de limiter l'accès à l'Internet fixe pour faire face à une saturation des réseaux.

La réflexion aurait déjà été entamée par les opérateurs, avec la Fédération Française des Télécoms et des associations de consommateur. L'idée d'une limitation des offres est suggérée dans un document de travail daté du 21 juillet, qui résume les moyens à mettre en œuvre pour assurer une meilleure information des consommateurs. En annexe de ce document figure un exemple de tableau censé mieux récapituler les offres. On y voit, selon le type d'équipement ADLS du foyer (zone groupée, dégroupée ou très haut débit), des cases où l'opérateur doit notifier le «*débit IP maximum de l'offre*», «*le plafond de consommation*», ainsi que les conséquences d'un dépassement du plafond et une limitation des téléchargements par session.

Les opérateurs pourraient ainsi appliquer à l'Internet fixe les limitations de connexion déjà en vigueur sur les smartphones, qui valent d'ailleurs aux opérateurs d'être régulièrement épinglés par les associations de consommateur. Sur les mobiles équipés de l'Internet, la connexion dite illimitée se voit en fait ralentie, ou bloquée selon les offres, au-delà de 500 méga octets (Mo) ou 2 giga (Go). L'opérateur propose ensuite aux gros consommateurs d'acheter une nouvelle tranche d'octets.

La raison avancée par les opérateurs pour expliquer l'application de ces méthodes au fixe est d'ailleurs la même que pour les mobiles : la saturation du réseau. Dans le document du 21 juillet, un paragraphe qui mentionne la nécessité d'assurer «*la continuité de service pour l'ensemble des utilisateurs, sans pénaliser financièrement les grands consommateurs*» y fait allusion.

Les opérateurs français veulent ainsi prendre exemple sur les fournisseurs d'accès à Internet britanniques ou américains qui ont déjà instauré ce système. Aux États-Unis, Time Warner, Comcast, Verizon et AT&T proposent une connexion souvent plafonnée à 250 Go par mois, leurs clients se voyant dans l'obligation de surveiller leur compteur de connexion pour éviter les mauvaises surprises. (lefigaro.fr 20.08)

Commentaire d'un internaute.

- "*C'est Scandaleux , ces bandes de voleurs mentent, nous allons passer á l'optique et multiplier par 100 la vitesse et maintenant on nous annonce une limitations , on nous vole en France , par exemple en Finlande on peut avoir 8h30 de communication avec un mobile + sms illimité pour 19,90 euro et le net NET haut débit 8M/1M pour 29,90 euro.*"

Economie

Etats-Unis

Goldman Sachs a annoncé vendredi avoir revu à la baisse ses prévisions de croissance américaine pour le deuxième trimestre, tablant désormais sur une croissance du PIB comprise entre 1 et 1,5%.

"*Il semble que l'économie américaine, dont la croissance est déjà faible, soit encore en perte de vitesse*", souligne Goldman. (Reuters 20.08)

Haut de page

Le 22 août

J'ai reçu le courriel suivant d'un camarade du POI :

- "Petite réaction rapide à ta causerie du 20/08. J'ai toujours vu que tu avais une critique sans concessions mais bienveillante du POI. En tout cas, j'ai toujours pris tes polémiques comme telles, sans doute aussi parce que je suis au POI depuis sa création, mais que j'ai toujours refusé d'être au CCI afin de m'assurer de rester le plus objectif possible quant à la direction que prend le parti, et pour ne pas rentrer dans une logique de parti dans le parti. Ceci me permet d'être à l'aise avec tous les paradigmes et les convictions diverses qui cohabitent dans mon comité.

J'ai depuis longtemps beaucoup de convergences d'appréciation avec toi sur la construction du parti (je ne parle pas uniquement du POI mais de façon générique du parti révolutionnaire) . Et je me retrouve totalement dans tes propos suivants : « Ne serait-il pas plus judicieux de consacrer cet argent à des quatre pages expliquant pourquoi le capitalisme ne peut que conduire

à l'effondrement de la société, en quoi consisterait le socialisme, ce qu'il changerait dans la vie quotidienne de chaque travailleur et jeune ? Une partie de cet argent pourrait servir aussi à la formation des militants du POI, à la réalisation de brochures populaires destinées aux travailleurs pour lesquels la terminologie politique est suspecte ou présente comme un relent d'endoctrinement qu'ils rejettent, à tort ou par ignorance, parce qu'ils ne possèdent pas les bases pour faire la part des choses ou craignent de se faire rouler, ceci expliquant cela. »

Je ne cesse de le marteler depuis que je suis militant de ce parti en réunion de comité. D'autant plus que la formation des militants qu'entre nous, nous pouvons appeler éducation ouvrière, ne coûterait en tant que telle rien financièrement. Seulement, à faire trop d'activisme qui bien des fois est inutile (comme la campagne contre la modification de la constitution), ces résolutions se retrouvent reléguées à chaque fois aux calendes grecques. Le problème est toujours le même, le dogmatisme des militants du courant du CCI dans ma section de province à avoir la conviction que c'est uniquement sur le terrain de la lutte des classes que s'éduque le travailleur dans sa prise de conscience de rupture avec le capitalisme. Ensuite, il y a ceux qu'ils repèrent pour le CCI avec les formations internes au CCI (je ne me souviens plus du terme). Cependant, les camarades me disent que des sessions de formation des militants existent au POI sur Paris. On en a quand même fait une sur les évènement de Tunisie une fois, qui a été animée par le rédacteur en chef d'IO (Lucien Gauthier), et les camarades du bureau avaient invité quelques militants externes au POI (par exemple un ex-PCF qui connaissait bien le Maghreb)

Je ne suis cependant pas isolé, car un autre camarade (qui n'est pas au CCI) a bien souvent des propos similaires aux miens. Donc si nous n'avons pas tort, à force d'en parler en réunion de section, on finira par réussir à faire avancer certaines idées.

Pour finir ce petit mot, moi qui me considère politiquement comme un socialiste révolutionnaire, et ne me suis jamais considéré comme un « trotskiste », tes mots suivants m'ont fait chaud au cœur (Tous les militants qui dans le monde poursuivent le combat pour la révolution socialiste mondiale sont quelque part des trotskystes, certains en ont conscience, d'autres l'ignorent, peu importe. Jusqu'à son dernier souffle il a eu foi dans la victoire du socialisme.) Il est dommage que des camarades du CCI avec qui je me sens proche sur bien des plans, ne m'aient jamais dit ces mots. Tu as peut-être raison camarade, au fond je commence peut-être avec le temps à prendre conscience que je suis quelque part un trotskyste. Et ça ne me fait pas peur.

Si tu étais en France camarade, je te proposerais de venir débattre avec nous dans nos réunions de comité pour l'unité voire de comité du POI. Tu y aurais largement toute ta place."

Ma brève réponse.

Le coeur y est déjà camarade, mais hélas je ne vois pas comment je pourrais vivre en France ! Tiens, je viens juste de trouver une maison à louer, chère, mais dans un endroit formidable et calme, pour ainsi dire en pleine forêt, je vous mettrais peut-être des photos en ligne dans quelques jours.

Mais c'est un honneur d'être trotskyste, camarade !

Tu prends mes critiques du POI comme je les conçois et pas autrement, comme quoi les Coquema ou (B) Morin sont d'une mauvaise foi incroyable ou de vulgaires dogmatiques... Il y a de nombreux militants de bases du POI qui comprennent ce que j'explique dans mes causeries et qui me considèrent comme un des leurs, tandis que les dirigeants du CCI-POI ont décrété que j'étais l'ennemi n°1 à abattre, selon ce que m'ont rapporté des camarades de ce courant politique du POI, cherchez l'erreur.

Lénine était dans la même situation dans le parti bolchevik, les membres du comité central du parti bolchevik étaient davantage occupés à débattre et polémiquer sur des questions théoriques plutôt que consacrer leur temps à essayer de comprendre la situation et son évolution, comment les travailleurs la vivaient, ce que faisaient en revanche les militants de bases qui étaient en contact quotidiennement avec le prolétariat révolutionnaire. Lénine était à l'écoute des militants de base et du prolétariat, alors que la plupart des dirigeants bolcheviks en étaient coupés ou éloignés, bref n'y comprenaient pas grand chose, d'où leur scepticisme récurrent jusqu'à la veille de la révolution...

Quand j'évoque la formation des militants, je ne pense pas à l'étude de questions théoriques ou à l'histoire de la lutte des classes ou encore du mouvement ouvrier qui est par ailleurs indispensable, je pense avant tout à la méthode à acquérir pour interpréter le monde, le matérialisme dialectique, que l'on ne peut pas maîtriser du jour au lendemain, qui nécessite un apprentissage plus ou moins long selon l'expérience de chacun, un apprentissage sérieux qui ne nécessite pas forcément des facultés particulières ou un niveau intellectuel très élevé ; le chercheur dans son laboratoire manie quotidiennement le matérialiste dialectique, et dès qu'il en sort, il s'avère incapable d'employer cette méthode pour interpréter le monde et n'y comprend pas davantage qu'un ouvrier qui a arrêté l'école à l'âge de 16 ans.

Un militant consacre en moyenne combien d'heures par jour au militantisme, une heure ou deux, on peut envisager qu'il manie le matérialisme dialectique pendant cette durée, admettons qu'il en ait conscience bien que je ne suis pas sûr que cela soit le cas en général, et le reste du temps c'est son inconscience qui prend le dessus, il sera plus ou moins sous l'emprise de l'idéologie dominante qui détermine son comportement, on ne nous fera pas croire qu'il analyse chacun de ses gestes ou chacune de ses paroles en recourant au matérialisme dialectique.

Le but du jeu c'est que la part d'inconscience qui domine chez chaque militant diminue progressivement au profit de la maîtrise de chaque expérience qu'il est amené à vivre, qu'il devienne capable d'interpréter tous les rapports auxquels il sera mêlé ou qui lui seront soumis selon cette méthode, autrement dit que consciemment il soit capable de comprendre que chaque chose ou être passe successivement par différents états, que la loi du mouvement préside à l'existence et à la transformation de la matière, des êtres, de la société, de la nature et de l'univers.

Acquérir une conscience supérieure ou la maîtrise du matérialisme dialectique ne signifie pas qu'on pourrait maîtriser notre destin dans une société où il nous échappe en grande partie, encore moins modifier celui de notre entourage ou l'imposer aux autres, elle sera utile pour nous guider dans la vie et optimiser notre activité militante, on ne doit pas en espérer davantage. De plus, il faut s'avouer dès le départ qu'on ne la maîtrisera jamais parfaitement, ne pas en attendre des miracles, mais c'est indispensable pour penser librement, pour se libérer de la pression de l'idéologie dominante qui pollue notre réflexion, de l'idéalisme qui nous induit en erreur.

Les domaines d'investigation de la pensée humaine sont si variés et si vastes qu'il est impossible à un seul homme de prétendre les couvrir avec succès, sauf exceptions rarissimes, à l'instar de Marx par exemple, bien peu d'entre nous peuvent se vanter de posséder une connaissance encyclopédique et des facultés intellectuelles aussi développées. Donc pour combler en partie cette faiblesse ou lacune, cette méthode est fort utile, surtout pour les militants. Pas besoin d'être professeur en économie pour comprendre comment fonctionne le capitalisme, il suffit d'être armé de la bonne méthode et de l'appliquer aux faits qui se déroulent sous nos yeux...

Attention, il ne s'agit pas d'imposer un mode de pensée ou de vie uniforme sachant qu'il demeurera toujours le produit de l'expérience de chacun dans la société. Le but n'est pas de soumettre la pensée à un nouveau joug, mais de la libérer progresseivement de l'ignorance que nous avons héritée à notre naissance pour concevoir la possibilité de vivre dans un monde meilleur...

Il serait intéressant d'analyser comment l'idéologie dominante s'appuie sur l'inversion des rapports de cause à effet, par exemple quand elle prétend que les intérêts qu'elle représente correspondent à l'intérêt général, comment elle dupe travailleurs et militants. On pourrait partir de thèmes comme la liberté, la propriété, la justice, l'égalité, la fraternité, etc. pour démontrer comment insidieusement elle s'y prend pour que les masses adhérent à des valeurs qui contribuent à les maintenir en esclavage, comment elle les détourne en sa faveur à l'insu des exploitées.

J'arrête là, car il est déjà très tard ici. Bonne continuation à toi et tes camarades du POI.

Sur la situation en Libye.

Apparemment les forces de Kadhafi auraient cessé le combat ou se seraient rendues, et Tripoli serait aux mains des rebelles. Si cette information s'avérait exacte, que Kadhafi n'aurait bénéficié d'aucun soutien des masses pour tenter de sauver son régime, cela confirmerait l'analyse que l'on avait fournie dès le mois de février et qui avait justifié notre position "ni soutien ni condamnation des bombardements des forces de Kadhafi par les impérialistes français, britannique et américain", privilégiant le soulèvement du peuple libyen pour se débarrasser du dictateur, j'ajoutais que si le peuple libyen ne se soulevait pas à Tripoli, c'était parce que la capitale était quadrillée par l'armée et les services secrets de Kadhafi, à aucun moment je n'ai cru en un soutien populaire au tyran, son apparente passivité à Tripoli s'expliquait uniquement par le régime de terreur qu'il faisait régner dans la capitale, ce que les évèvements des dernières heures semblent confirmer.

Sur le plan tactique, voici comment j'ai procédé avant de modifier ainsi ma position "ni Kadhafi ni CNT" assortie de la condamnation des bombardements de la coalition impérialiste, en deux temps.

Tout d'abord, j'ai saisi l'occasion de livraisons d'armes lourdes aux rebelles par l'impérialisme parce qu'elles transformaient les rebelles en une armée de mercenaires au service de l'impérialisme qui n'avait plus rien à voir avec l'objectif politique qu'ils s'étaient fixés, puis que les bombardement des forces de Kadhafi aient atteint leur moral, pariant désormais sur sa chute prochaine, j'estimais que dans ces conditions le régime devenait chaque jour un peu plus isolé, bombardements qui faisaient de plus en plus de morts parmi la population civile, qui paralysaient une partie importante de l'activité économique dans la capitale et ses alentours (pénurie d'essence, coupure d'eau et d'électricité), l'ensemble de ces éléments devait sceller le sort du régime à très brève échéance, Kadhafi ne pourrait pas compter sur le soutien du peuple libyen pour sauver son régime et sa peau.

Depuis le premier jour, mes positions et mes discours reposaient sur un seul facteur : la capacité de résistance des masses libyennes, leur soif de liberté, soit sous le forme d'une lutte armée, soit sous la forme de la passivité, on devrait plutôt dire de la neutralité bienveillante face aux rebelles. C'est la conjonction des deux qui a eu finalement raison du dictateur une fois l'aviation et l'artillerie lourde de Kadhafi réduite au silence ou en grande partie détruite par les bombardements de l'OTAN. Ce n'est pas l'OTAN qui a délivré le peuple libyen du dictateur Kadhafi, mais bien le peuple libyen lui-même.

Nous ne sommes pas sans savoir que la situation en Libye présente des contradictions et que bon nombre de questions restent

en suspend, que la victoire du peuple libyen sur Kadhafi n'aurait pas pu avoir lieu sans les bombardements de l'OTAN des forces de Kadhafi, comme il est exact que sans la mobilisation des masses révolutionnaires libyennes ces bombardements seraient restés sans effet. Nous avons estimé que ce soutien opportuniste de l'impérialisme renforcerait la détermination des forces révolutionnaires libyenne et finirait par convaincre les masses indécises ou plus arriérées à rompre avec le régime, ce qui s'est passé.

Voilà une première analyse à chaud, attendons la suite.

Les camarades qui ont eu le courage et l'audace de partager mes analyses et mes positions n'ont pas à en rougir, ils ont le droit d'en être fier, les faits nous ont donné raison camarades. La lutte des classes va pouvoir se développer en Libye, alors qu'elle était muselée sous la dictature du colonel Kadhafi. C'était notre objectif politique prioritaire. L'avenir du peuple libyen appartient à lui seul hier comme demain : à bas l'ingérence impérialiste dans ses affaires !

Entre nous camarades, si la position défendue par les dirigeants de tous les partis ouvriers, organisations et groupes de militants sans exceptions s'était imposée, pour le peuple libyen cela aurait signifié que Kadhafi resterait au pouvoir pendant peut-être de longues décennies supplémentaires. On ne veut pas retourner le couteau dans la plaie, mais tirez-en la leçon camarades : les principes aussi justes soient-ils ne sauraient en aucune circonstance se substituer à l'analyse de la situation, et leur emploi aveugle ou dogmatique ne peut conduire qu'à défendre une position inappropriée ou pire, contre-révolutionnaire. Et ne parlons pas de l'amalgame honteux qui a été fait avec l'Irak ou l'Afghanistan pour justifier une position erronée.

On nous rétorquera que la partie est loin d'être gagnée et que l'OTAN va revendiquer la victoire en Libye, à ceci près que ce sont les masses libyennes qui se sont sacrifiées pour se libérer du joug du dictateur Kadhafi et non les soldats de l'OTAN. A ce titre, cette victoire appartient au peuple libyen et cela m'étonnerait qu'il l'interprète autrement. Il va exiger en retour de ses sacrifices la part du butin qui lui revient, comme en France, en Italie et les pays d'Europe de l'Est libérés du IIIe Reich en 1945 le prolétariat fit valoir ses exigences démocratiques.

Le prochain objectif politique des masses libyenne va être d'exiger de nouveaux droits politiques et sociaux en liaison avec le combat pour chasser les impérialistes de Libye. Place à la lutte des classes en Libye !

Un mot sur le site.

D'ici la fin du mois je vais essayer de corriger les erreurs qui sont à l'origine de l'impossibilité de télécharger certains fichiers, j'ai constaté qu'il m'est arrivé parfois d'oublier de les télécharger dans le serveur ! A cause de la fatigue ou parce que j'ai été dérangé, peu importe. Bien que le mois d'août soit une mois creux, vous avez quand même télécharger plus de 830 documents depuis le 1er août.

Politique

France.

En famille.

'*Aujourd'hui, il voudrait nous dire 'union nationale*'. Je lui dis '*oui, monsieur le président, il faut être sérieux, mais soyons-le tout de suite*'. '*Il faut agir maintenant*', a dit Martine Aubry sur BFM-TV et RMC.

'*Pour moi, la politique, ce n'est pas des slogans, vous savez son slogan 'travailler plus pour gagner plus*'. Aujourd'hui, c'est '*changeons la Constitution pour ne rien faire*'', a-t-elle ajouté. La '*règle d'or*' consiste à inscrire dans la Constitution l'objectif d'équilibre des finances publiques. (lemonde.fr 21.08)

On ne saurait être plus explicite, le PS a choisi son camp, il situe ouvertement son combat politique au côté de l'UMP contre la classe ouvrière. Le PS, un parti ouvrier, quel militant osera encore le soutenir ? Quel militant pourra soutenir qu'on puisse adhérer à ce parti sans savoir qu'il situe son combat dans le camp du capital contre le travail ?

Ce n'est pas nouveau notez bien, aussi loin que vous remonterez dans le temps, pour peu que vous ayez en permanence à l'esprit l'objectif du combat du mouvement ouvrier et que vous ne vous en écartiez pas, l'émancipation du capital, vous constaterez que les positions adoptées par PS et la SFIO n'ont jamais servi autre chose que la cause de notre ennemi. Et quand il s'est placé au côté de la classe ouvrière, c'était soit pour la trahir, soit pour lui interdire d'en tirer profit sur le plan politique, afin qu'elle demeure subordonnée au capitalisme et aux institutions.

Le PS et ses satellites sont des instruments du capital. Tout autre caractérisation consiste à privilégier les apparences ou les illusions que les masses peuvent placer en eux, au lieu de dénoncer leur imposture et de la combattre en tant que tel.

Economie

1- Allemagne

"*Les euro-obligations sont tout à fait la mauvaise réponse à la crise du moment*", a-t-elle dit, dans un entretien à la chaîne ZDF qui soit être diffusé dimanche. "*Elles nous amèneraient à une union de la dette et non à une union de la stabilité*".

L'émission d'euro-obligations ("eurobonds") coûterait des milliards d'euros à l'Allemagne chaque année, selon des calculs du ministère allemand des Finances cités par l'hebdomadaire Der Spiegel.

"*La première année cela signifierait 2,5 milliards d'euros d'intérêts en plus pour le budget (du ministre des Finances) Wolfgang Schaüble et la seconde année les coûts seraient deux fois plus élevés*", écrit Der Spiegel dans des extraits de son enquête transmis à la presse.

Au bout de dix ans, le coût total serait de 20 à 25 milliards d'euros, selon les calculs du ministère des Finances. (Reuters 21.08)

Schaüble ment ou ne sait pas compter, 20 à 25 milliards d'euros sur 10 ans, c'est une goutte d'eau en comparaison de la dette allemande, du budget de l'Etat, en réalité il faudrait multiplier ce chiffre par 10 au moins au regard des milliers de milliards d'euros de dettes accumulées par l'ensemble des Etats de la zone euro ou de l'UE, à moins qu'il accepte d'avance de maintenir cette dette à un niveau très élevé, ce qu'il ne précise pas.

2- Etats-Unis

Le vice-président américain Joe Biden a tenté de rassurer une nouvelle fois Pékin sur la solidité de l'économie américaine dimanche en assurant que les Etats-Unis ne seraient jamais en défaut de paiement.

"*Les Etats-Unis n'ont jamais été en défaut de paiement et ne seront jamais en défaut de paiement*", a déclaré Biden lors d'un discours à Sichuan, dans le sud de la Chine.

La Chine est le plus grand créancier étranger des Etats-Unis. Ses investissements en dollars représenteraient quelque 70% de ses réserves de changes, estimées à 3.200 milliards de dollars.

Les investissements chinois en dollars sont sans risques, a assuré Biden, au cinquième et dernier jour de sa visite en Chine. (Reuters 21.08)

Des économistes expliquent que les Chinois sont les dindons de la farce dans cette histoire, parce qu'ils détiennent un gigantesque volume de dollars dont la véritable valeur ne dépassent pas le coût de leur fabrication... Les bons du Trésor américain acquis par la Chine sont rémunérés à un taux proche de zéro fixé par la Fed...

Le régime chinois se survit à lui-même grâce à l'accord politique qu'il a passé avec l'impérialisme américain : on finance votre déficit, vos guerres, etc. en échange des centaines de milliards de dollars que vous investissez dans notre pays pour assurer son développement, ce qui nous permet de conserver le pouvoir...

Aurait-on oublié la nature de ce régime ?

Bâti dès le départ sur le modèle stalinien, dictature du parti unique qui se confond avec l'Etat, au bout du compte la caste bureaucratique au pouvoir continue de gèrer le pays pour son propre compte ; véritable parasite greffé sur la propriété collective des moyens de production, corrompue jusqu'à l'os, incapable de développer le pays sans prendre le risque de voir son pouvoir contesté, elle a dû accepter quelques concessions aux capitalistes qui aboutissent finalement au même résultat, les mouvement sociaux qui se développent dans tout le pays sont là pour en témoigner. Ce qui se profile à terme à défaut d'une révolution politique pour renverser le régime en place, c'est le rétablissement du capitalisme sur l'ensemble du pays.

Pourquoi les différents impérialistes ont-ils délibérément décidé de maintenir le continent africain dans des conditions misérables ? Pour ne pas donner de "mauvaises" idées au peuple, qu'il ne se mette pas à rêver à des jours meilleurs ! Pour la même raison qu'en Chine, car dès lors qu'un pays se développe, que les masses sont plus instruites, qu'elles bénéficient de meilleures conditions de travail ou de vie, de droits démocratiques ou politiques, elles en réclament toujours plus, elles exigent de nouveaux droits sociaux et politiques incompatibles avec la poursuite de leur exploitation forcenée ou la confiscation des fruits de leur travail par une caste de bureaucrates, de militaires, de capitalistes complices des multinationales qui pillent les richesses de leur pays.

L'Etat dans la plupart des pays africains et asiatiques est soumis au pouvoir des propriétaires des moyens de production qui

ainsi indirectement financent l'armée, corrompent les fonctionnaires et gangrènent l'ensemble de la société. La collusion entre le pouvoir de l'argent et le pouvoir politique qui est à l'origine de la corruption généralisée dans ces pays, est le ciment de ces régimes. S'attaquer à la corruption, c'est s'attaquer au liant qui assure la stabilité de ces régimes antidémocratiques.

On comprend que des voix s'élèvent en Inde contre la campagne engagée par Anna Hazare au prétexte que d'autres causes seraient plus urgentes, pour en réalité détourner les Indiens du principal facteur dont se nourrit le régime et qui est à l'origine du sous-développement de ce pays. Rien d'étonnant que ces voix réactionnaires proviennent du Parti du congrès qui représente les intérêts des familles les plus riches du pays, Mittal, Birla, Ambani,Tata, Bajaj...

Haut de page

Le 23 août

Pour compléter ma réponse au courriel d'un militant du POI.

La formation des militants devrait s'étendre au décrypage de l'information, comment lire un article de presse, une info entendue à la télé ou à la radio, comment l'idéologie dominante a envahi tout l'espace culturelle et artistique, tous les rapports dans la société, vaste programme destiné également aux travailleurs en général. Exercice qui nécessite aucun moyen particulier, n'importe quel support peut faire l'affaire, un quotidien, un magazine, une photo.

On procède un peu comme ce qui se pratique en formation en entreprise. On demande à chacun d'écrire en quelques mots sur une feuille de papier comment il interprète le contenu d'un article, d'une publicité, la couverture d'un magazine, ensuite on lit à haute voix ce que chacun a écrit, après on demande aux participants de corriger ou compléter les interprétations de leurs petits camarades, on peut écrire tout cela sur un tableau, l'animateur de cette formation évite d'intervenir, son rôle se borne à mettre en évidence les lacunes ou faiblesses détectées et à préciser la méthodologie.

Cet exercice doit être accompagné d'un support didactique distribué à chaque participant au début ou à la fin du cours. Cela fait très scolastique direz-vous, si vous connaissez une autre méthode aussi économique, contactez-nous. Il ne doit pas s'agir d'un cours isolé, il doit être renouvelé et s'étaler sur plusieurs mois, et s'inscrire dans un cycle de formation permanente auquel les militants doivent adhérer volontairement.

On peut aussi envisager des cours qui porteraient sur la psychologie, apprendre à distinguer l'état d'esprit de la conscience politique, l'être indivuel et l'être social, le caractère et la personnalité, etc.

Hier on a abordé succintement le matérialisme dialectique, on pourrait préciser par l'étude des rapports de cause à effet, les contradictions inhérentes à toute chose, la loi du mouvement, les différents états de la matière, qu'est-ce que l'empirisme, la logique, la logique dialectique, les différents états de la dialectique, la transformation de la quantité en qualité, ne pas confondre pourquoi (cause) et pour quoi (but), manière et moyen, etc. Anti-Dühring d'Engels regorge d'exemples simples qui pourraient servir de points de repère.

En politique, qu'est-ce qu'on veut dire par dogmatisme, sectarisme, éclectisme, marxisme, que signifie faire la part des choses, faire preuve de mesure, qu'est-ce qu'on entend par principe, idéalisme et matérialisme, philosophie, métaphysique et religion, idéologie, doctrine et théorie, etc. Une fois armé de ces outils, on peut passer à l'histoire de la lutte des classes, du mouvement ouvrier... Si vous procédez à l'inverse, par exemple vous aurez du mal à assimiler les différentes formes de régime que peut prendre la dictature du capital. Surtout que le but de cette formation n'est pas seulement de former des combattants conscients ou capable de penser par eux-mêmes, mais aussi de transmettre ces connaissances à d'autres travailleurs ou militants.

Notre objectif est que l'ensemble du parti progresse sur le plan théorique et politique, que chaque militant trouve sa place dans le parti et s'y sente bien, mais aussi que la conscience des masses exploitées progresse au travers de notre intervention dans la lutte des classes, on ne suit pas cette formation pour se faire plaisir ou la garder pour soi, on doit être animé en permanence par un état d'esprit collectif, on poursuit un objectif collectif... Cela ne peut que renforcer les liens et la fraternité entre militants, renforcer le parti.

On pourrait demander à chaque militant comment il conçoit le militantisme, même à de vieux militants, je suis sûr que les réponses qu'on obtiendrait seraient surprenantes et pleines d'enseignements. La critique ou la polémique encore moins le jugement n'aurait pas le droit de citer dans ce genre de cours, il s'agirait plutôt de partir des expériences de chacun pour en tirer le maximum d'enseignements qui profiteront à tous, l'animateur du cours ayant pour tâche de rendre lisible à chacun des participants l'expérience de chaque militant pour que le cours profite à tous, qu'on soit ouvrier, technicien ou intellectuel. Mettre en présence ouvriers et intellectuels dans un tel cours permettrait aux uns et aux autres de se parler tout d'abord, ensuite de mieux

se comprendre, puisqu'on est complémentaire et l'on ne peut pas se passer des uns ou des autres. Il pourrait aussi y avoir un cours consacré à l'apport des ouvriers et des intellectuels au parti.

Le problème de tous les partis qui comptent parmi leurs dirigeants de nombreux enseignants, c'est qu'ils mettent la charrue avant les boeufs, en caricaturant, c'est demander à une personne qui ne sait pas lire ce qu'elle a pensé de l'analyse qu'on vient de faire d'un ouvrage littéraire, comme si cela pouvait lui servir à apprendre à lire ou remplacer l'apprentissage de la lecture. On comprendra aisément que dans ces conditions elle ne saura jamais lire, ce que m'ont confirmé par courriels des camarades qui militaient pourtant depuis des décennies.

Vous ne pensez pas qu'un parti qui prendrait au sérieux ces propositions progresserait forcément, fidéliserait ses militants ? (A suivre)

Je proposerais même que tous ces sujets fassent l'objet d'articles dans le journal, qu'une page y soit consacrée chaque semaine. Le combat contre l'idéologie (bourgeoise) dominante ne passe-t-il pas par le combat pour la défense du matérialisme dialectique (et historique) ? Cela ne concerne pas seulement les syndicalistes, les militants politiques, mais la totalité des travailleurs.

Autre chose.

Je propose un gros titre pour la couverture des hebdomadaires du POI, du NPA ou de LO : *Sarkozy et la dictature de la "règle d'or" : à quand la chute ?* en référence à Kadhafi, ou encore *Une seule règle : à bas tout gouvernement de la dette !* qu'il soit de l'UMP ou du PS.

Non, c'est gauchiste, sans doute, comme d'affimer qu'un président minoritaire et illégitime ne devrait plus être au pouvoir et viole la démocratie.

J'ai mis en ligne la lettre de démission du PG de Claude Debons (lire plus loin), parce qu'elle fournit des indications intéressantes sur les véritables intentions des fondateurs de ce parti inféodé au capital, des arguments supplémentaires pour le combattre.

Pour se détendre. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

- A Marseille, un employé cambriole la banque où il travaille (lexpress.fr 22.08)

Voilà où mène l'individualisme, c'est collectif qu'il faut jouer ce coup-là camarade travailleur !

Incurable

- La Fed soignera l'économie américaine à l'homéopathie (Reuters 22.08)

Ne vous fiez pas à ce titre trompeur, l'homéopathie soigne, mieux elle s'attaque au terrain sur lequel a germé la maladie, à rétablir un équilibre biologique que l'on appelle la santé, contrairement à l'allopathie qui ne traite que le virus ou la bactérie indésirable.

Le titre aurait dû être : Comment la Fed s'apprête à vider un océan de dettes à la petite cuillière.

En quoi cela consiste, selon Reuters, exercer une pression à la baisse sur les taux moyens et longs en modifiant la pondération des actifs de la Fed en faveur d'instruments à maturité plus longue. Cela peut se faire en se refinançant à échéance plus longue lors de l'arrivée à terme de titres ou en échangeant des titres courts pour des effets plus longs.

Une méthode décriée quand il s'est agit de la Grèce, si je ne me trompe pas. Chut, c'est la Fed, elle peut tout se permettre !

Politique

1- France.

1.1- Le réformisme est mort !

Claude Debons, ancien syndicaliste de la CFDT vient de quitter le PG. Membre fondateur du PG (en novembre 2008 après la sortie du PS de Mélenchon), Debons critique, dans une lettre datée du 27 juillet que Libération.fr s'est procurée, l'évolution de sa formation.

«*Faute d'avoir su faire vivre un certain pluralisme des idées et des expériences*», Debons regrette un PG à l'«*orientation trop souvent "gauchiste"*», «*un centralisme inadapté à notre époque*», «*dans le registre de la protestation et du témoignage*» et avec «*des rapports au reste de la gauche dans un registre "néo-NPA" [qui empêche] de s'adresser efficacement aux électeurs de*

gauche qui votent socialiste.» Conséquence: «*Les analyses et orientations actuelles ne permettent pas de sortir d'une posture propagandiste et de hisser le vote Front de Gauche à un niveau d'utilité et de crédibilité élevé*.»

«*Ces évolutions ont conduit nombre de militants avant moi, pourtant venus avec enthousiasme pour participer à cette aventure et "faire de la politique autrement", à partir*», poursuit l'ancien de la CFDT.

En retrait depuis quelques mois, Claude Debons avait déjà quitté la direction du PG lors du congrès du Mans en novembre 2010. Il avait alors critiqué un positionnement politique trop radical de la part de Jean-Luc Mélenchon. (liberation.fr 22.08)

1.2- PS. Plus royaliste que le roitelet. Royal est fébrile, elle a ses règles...

Ségolène Royal, candidate à la primaire PS, a répondu lundi à François Fillon par une tribune publiée dans Le Figaro, en lui proposant d'ajouter à sa "*règle d'or*" budgétaire sept autres règles, de diamant, d'argent, de fer... visant à aboutir à un "*ordre social juste*". (lexpress.fr 22.08)

Elle a oublié la règle en bois comme les chèques du même nom ! Crise d'infantilisme, sénélité précoce, populisme tout azimut ou elle doit vraiment prendre les électeurs pour des débiles profonds. Après tout, elle a peut-être simplement entendu des voix !

1.3- PS. Affaire Strauss-Kahn. La honte jusqu'à la lie.

Les réactions des socialistes n'ont pas tardé à se faire attendre, suite à l'abandon des charges contre Dominique Strauss-Kahn.

Martine Aubry s'est déclarée "*très heureuse*", insistant penser "*avec énormément d'affection à Dominique et Anne".*

Pour Jean-Marie Le Guen "on a besoin de sa parole".

Toujours sur BFM TV, Jack Lang a immédiatement appelé à ce que Dominique Strauss-Kahn "*joue un rôle dans l'élection présidentielle", ne doutant pas "qu'il sera très présent*".

Harlem Désir a fait part de son "*immense soulagement*", parlant aussi d'un "*heureux dénouement que tous ses amis espéraient*". Le premier secrétaire par intérim a également adressé "*le plus chaleureux témoignage d'amitié (...), ainsi que tous mes voeux pour qu'il reconstruise sa vie*." (lepost.fr 22.08)

Commentaire d'internautes.

1- "Bien que non concluantes, les preuves réunies au cours de l'enquête "correspondent à une relation sexuelle non-consentie", a indiqué le bureau du procureur, qui a demandé aujourd'hui au juge chargé de l'affaire d'abandonner les poursuites contre l'ancien patron du FMI."

Non consentie et le gars est à accueillir comme le messie???

2- Conclusion logique : il n'y a pas de justice.

3- "Le procureur précise aussi qu'il y a bien eu relation sexuelle entre la femme de chambre et l'ancien directeur du FMI. Et il note que cette relation était probablement "non consentie"."

Et tout ce petit monde de se réjouir parce que cet homme est "blanchi" (sur les papiers)...blanchi de quoi? on ne sait pas vraiment... en lisant entre les lignes on voit que la femme de chambre a été forcé...mais il est libre...c'est stupéfiant et incomprehensible à la fois!

4- C'est quoi ,la différence entre un rapport sexuel non consenti ... et un viol ??? Je crois bien que dans cette affaire ,on nous prend pour des cons de première zone !

5- Conclusion : c'est un "probable violeur", qu'on doit continuer à considérer comme "présumé innocent", faute de procès.

Commentaire :

Tout est dit ici, quel ramassis de pourritures ce parti !

Ils ont raison au PS, 1- mettez-le en avant, vous allez vous faire massacrer par l'UMP ; 2- l'ordre "juste" version PS a de quoi

donner envie de vomir à ses sympathisants, on ne le regrette pas évidemment ; 3- comment un tel parti pourrait-il inspirer confiance à des travailleurs au point de mettre leur sort entre ses mains? Il y en a malgré tout, on les placera dans la même catégorie que les travailleurs les plus arriérés sur le plan politique que notre politique ne peut pas atteindre.

2- Libye. Les prédateurs sortent du bois

La Banque mondiale est prête à reprendre le contact avec la Libye, a indiqué lundi un porte-parole de cette institution.

"*La Banque reprendra le dialogue avec la Libye dès que nous pourrons être utiles pour aider à la reconstruction du pays*", a indiqué ce porte-parole dans un courriel, précisant que cela se ferait en accord avec les actionnaires de l'institution, où les États-Unis jouent un rôle dominant. (lepoint.fr 22.08)

L'italien Eni, qui était le principal producteur étranger de pétrole en Libye, a fait son retour dans le pays lundi, alors que les rebelles saluant la fin du régime de Mouammar Khadafi prévenaient les sociétés chinoises et russes qu'elles risquaient de perdre des contrats pour n'avoir pas soutenu la rébellion.

Total a par ailleurs indiqué qu'il suivait avec attention la situation en Libye pour évaluer quand ses activités pourraient reprendre.

La chute du régime libyen pourrait ouvrir les plus grandes réserves pétrolières d'Afrique à de nouveaux acteurs, comme la compagnie nationale du Qatar ou la société de négoce Vitol, qui seront en concurrence avec les géants européens ou américains présents avant l'insurrection.

"*Nous n'avons pas un problème avec les pays occidentaux comme les entreprises italiennes, françaises et britanniques. Mais nous pouvons avoir quelques problèmes politiques avec la Russie, la Chine et le Brésil*", a dit à Reuters Abdeljalil Mayouf, directeur de l'information de la compagnie pétrolière pro-rebelles AGOCO.

Selon un sondage Reuters, il faudra jusqu'à un an pour relancer la production libyenne à au moins un million de barils par jour et jusqu'à deux ans pour revenir aux niveaux d'avant guerre.

Avant le déclenchement de l'insurrection en Libye, le pays, membre de l'Opep, produisait environ 1,6 million de barils par jour (bpj), soit près de 2% de la production mondiale.

Selon le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini, des employés d'Eni sont arrivés sur place pour superviser un redémarrage des installations pétrolières dans l'est du pays, même si les combats se poursuivaient dans la capitale.

"*Les installations ont été construites par des Italiens, par la (société de services pétroliers) Saipem, et par conséquent il est clair qu'Eni jouera le premier rôle (en Libye) à l'avenir*", a déclaré Frattini au micro de la Rai.

Les analystes et les spécialistes du secteurs estiment que Total et Eni pourraient émerger comme les grands gagnants de la redistribution des cartes en Libye du fait du fort soutien dont ont fait preuve Paris et Rome à l'égard des rebelles.

L'appui militaire du Qatar et logistique de la société Vitol pourraient également permettre à de nouveaux acteurs de prendre pied dans le pays.

"*Le Qatar sera un gros acteur, Vitol pourrait en être un. Shell souhaite également renforcer son rôle*", juge un consultant occidental spécialiste des risques et au fait des négociations.

La plupart des géants pétroliers américains comme Marathon, ConocoPhillips ou Hess, ont adopté une attitude beaucoup plus prudente concernant la Libye

"*Ils sont simplement en train d'attendre et d'essayer de déterminer qui dirige ce pays*", indique ce consultant, qui conseille plusieurs entreprises américaines à propos de la Libye.

BP, qui ne produisait pas encore dans le pays, a dit vouloir y retourner pour reprendre ses explorations, mais sans donner de calendrier. (Reuters 22.08)

Social

1- Monsieur le Premier ministre, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, nous sommes à vos côtés !

Jacques Voisin a été le premier à s'entretenir, dimanche, avec le premier ministre. Le président de la CFTC a demandé à François Fillon que les mesures qu'il s'apprête à prendre soient «*compatibles avec la croissance et équitables*» et qu'elles n'aient pas «*d'impact sur l'emploi et les minima sociaux*».

Jean-Claude Mailly a quant à lui «*poussé*» deux points majeurs à ses yeux: «*la préservation des services publics et la protection des mesures collectives*», comme les avantages fiscaux accordés à la délivrance de tickets repas ou la mise en œuvre d'une complémentaire santé.

Lors de son entretien, François Chérèque a de son côté insisté sur «*la nécessité de mettre en œuvre des mesures de soutien social aux salariés et entreprises afin d'éviter un blocage de l'économie.*» (lefigaro.fr 22.08)

Ou comment légitimer le gouvernement et sa politique ultra réactionnaire...

2- Parole de patron. Le mensonge ne tue pas encore.

Les entreprises françaises ne peuvent pas payer davantage de taxes et veulent conserver les subventions pour les heures supplémentaires, a déclaré sur France 2 lundi la présidente du Medef Laurence Parisot.

"*Les entreprises françaises (...) sont les plus taxées au monde. Donc, si nous voulons gagner des dixièmes de points de croissance, il ne faut surtout pas en ce moment pénaliser les entreprises, il ne faut surtout pas aggraver leurs coûts de production*", a-t-elle dit.

La présidente du Medef suggère à l'Etat de déléguer des services publics au privé afin de faire des économies et de stimuler l'activité.

Laurence Parisot demande aussi le maintien des aides pour les heures supplémentaires. "*C'est un mécanisme vertueux, ce serait dommage de le dégrader, encore plus de le supprimer*". (Reuters 22.08)

"*Les entreprises françaises (...) sont les plus taxées au monde*", alors que Total ne paie pas d'impôt sur les bénéfices ! "*gagner des dixièmes de points de croissance*", alors qu'elle n'atteindra pas 2% en 2011, elle délire, elle a dû lire cela dans un sondage de l'Ifop !

Economie

BCE.

La Banque centrale européenne (BCE) a dépassé le cap des 100 milliards d'euros d'obligations publiques d'Etats de la zone euro en difficulté achetées. En une semaine, la Banque a racheté 14,29 milliards d'euros de titres de dette, selon un chiffre publié lundi 22 août.

Le volume cumulé de ces rachats de la BCE sur le marché secondaire de la dette, un programme lancé en mai 2010 en pleine crise grecque, atteint désormais 110,5 milliards d'euros. La BCE poursuit ainsi ce programme réactivé il y a une quinzaine de jours après une pause de près de cinq mois.

A présent, la BCE vient au secours des obligations italiennes et espagnoles, selon les économistes, ce qui explique des volumes d'achats sensiblement plus élevés que par le passé. L'institution monétaire a l'intention de poursuivre ce programme cette semaine, est-il précisé dans un communiqué publié sur son site Internet. (lemonde.fr 22.08)

Haut de page

Le 24 août

Qu'est-ce qu'on est bête parfois !

- (règle d'or) Cette règle des 3% existe déjà dans les critères de convergence du traité de Maastricht, elle a donc valeur constitutionnelle. (20minutes.fr 23.08)

Mais c'est bien sûr ! Et elle n'a pas été respectée ? Non, franchement, dans quel monde on vit ! Si le combat contre le traité de Maastricht et celui contre la "règle d'or" n'ont pas été conçus dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions, ils n'ont servi strictement à rien.

Je continue avec le TCE, non, on verra cela plus tard. Comment doit-on caractériser cette conception de la lutte de classe, sur quoi repose-t-elle, ne faudrait-il pas en changer ? Notez bien que ce n'est pas la mienne, j'ai acquis la fâcheuse habitude de réfléchir un peu avant de m'engager dans quoi que ce soit, et si je cours après un objectif que je sais hors de ma portée, c'est parce que je sais que cela va me rapporter quelque chose et que je devrai m'en contenter.

Qu'est-ce que j'ai en tête, devinez ? Le parti voyons ! C'est incurable décidément.

Ce n'est pas pour rien qu'on dit que la vie demeure la meilleure école pour élever son niveau de conscience. J'étais parti vivre en Inde en espérant pouvoir m'y épanouir, quelle illusion ! c'était plus de 10 ans avant que je renoue avec le militantisme, depuis je survis et je m'en contente, alors que si j'étais resté en France, quoi, je ne sais pas au juste, je ne serais certainement plus là pour vous causer ou j'en aurais été incapable, ce qui serait revenu au même en plus dramatique et pénible, on ne meurt qu'une fois heureusement !

Les idées dominantes sont celles de la classe dominante, démonstration.

Apparemment des camarades interprètent la chute du régime du colonel Kadhafi comme une victoire de Sarkozy et de la coalition impérialiste, qui y a participé dans un but purement mercantile digne des guerres de rapine des siècles précédents.

Ils se font ainsi consciemment ou non l'écho de la propagande gouvernementale reprise en boucle par les médias, qui consiste à interpréter les faits en fonction des intérêts qu'ils représentent ou d'un objectif politique, qui en toile de fond sert de guide à l'orientation de leur discours, ce que ces militants semblent oublier ou ne pas discerner clairement.

Le roitelet plastronne du haut de ses talonnettes parce qu'il s'approprie une victoire qui n'est pas la sienne, voilà qui suffit à tourner la tête de militants. Depuis le 17 février qu'ont commencé les combats en Libye, nous avons commis une seule erreur que l'on qualifiera de mineure : de ne pas avoir préparé les militants à cette effusion de déclarations de la part des va-t-en guerre en France et dans le monde après la chute du dictateur libyen, ce qui était prévisible et inévitable, apparemment pas pour tout le monde. Que cela nous serve de leçon pour la prochaine fois.

Mais en quoi cela change-t-il quelque chose à la situation sur place en Libye ? En rien, absolument rien. Aurions-nous dû déterminer notre position en fonction de cette posture de Sarkozy ? Aurions-nous dû interpréter la situation uniquement en fonction des gesticulations du pantin désarticulé du Palais, auraient-elles dû dicter l'orientation de notre analyse ? Consciemment nous avons agi à l'inverse, tout en connaissant depuis le départ les plans conçus par l'impérialisme français, nous avons privilégié la capacité des masses libyennes à se libérer de ce tyran.

Avons-nous eu tort de permettre ainsi au prolétariat libyen de pouvoir poser les bases d'une véritable lutte de classes qui jusqu'alors était étouffée par un régime despotique ? Avons-nous eu tort de lui permettre demain de s'organiser en syndicats et partis indépendants de l'Etat, à son avant-garde révolutionnaire de construire son parti ? Cette dernière doit être extrêmement faible, pour ne pas dire quasiment inexistante, comme en France ou dans d'autres pays à d'autres époques, après guerre par exemple quand les militants trotskistes se comptaient sur les doigts de la main, non ?

Oui mais ce soulèvement révolutionnaire a été perverti par le soutien qu'il a reçu de l'OTAN, il ne pourra atteindre son objectif... Mais quel objectif camarades, quel objectif, un Etat ouvrier, le socialisme ? Foutaise, jamais ce soulèvement ne s'est fixé un tel objectif, il en était incapable et jamais nous ne lui avons fixé tellement il en était éloigné, il fallait se bercer d'illusions pour le croire. Sérieusement, en prenant en compte tous les facteurs susceptibles de jouer un rôle de premier plan au cours du développement de la révolution lybienne, quel autre objectif les masses libyennes pouvaient-elles se fixer en dehors de la chute de Kadhafi et le régime qu'il incarnait à lui tout seul ? J'ai ajouté cette précision, car contrairement à la Tunisie ou à l'Egypte ou les régimes ne se confondaient pas entièrement dans les personnes de Ben Ali et Moubarak, en Libye Kadhafi concentrait tous les pouvoirs, il suffisait que son pouvoir soit ébranlé ou que les militaires le perçoivent ainsi, pour qu'ils n'offrent pratiquement pas de résistance à la prise de la capital Tripoli. En comparaison, en Tunisie et en Egypte l'armée s'est posée en garante de la défense du régime en place, des institutions, ce qui ne pouvait être le cas en Libye où tout est à construire ou à reconstruire.

C'est dans ce contexte que les masses libyennes ont la possibilité désormais de faire valoir leurs revendications sociales et politiques, sans oublier que chaque libyen est armé aujourd'hui. Elles ont refusé que des troupes de l'OTAN combattent à leur côté, elles ne sont pas complètement dupe non plus des arrières-pensées qui animent depuis le début la coalition impérialiste...

On nous dit que le pétrole libyen avait été nationalisé sous Kadhafi et que demain il sera privatisé, etc. Qui profitait de la nationalisation du pétrole en Libye ? Le prolétariat et la paysannerie libyenne, si tel était le cas pourquoi n'ont-ils pas combattu à ses côtés, pourquoi n'ont-ils pas accouru en masse pour sauver son régime si généreux avec eux ? Cette nationalisation du pétrole avait connu des entailles au cours des années précédentes, il semblerait que des multinationales de différents pays s'en soient mis plein les poches pendant cette période au détriment du peuple libyen, non ?

Dans quel pays du monde l'Etat est-il encore vraiment propriétaire de ses ressources naturelles ? L'Etat accorde des concessions

pour des durées limitées dans le temps à des compagnies pétrolières, qui exploitent les champs pétrolifères, procèdent ou non à des opérations de raffinage sur place et versent des dividendes à l'Etat selon les accords signés entre eux. C'est bien cela n'est-ce pas ? Il en va de même pour les mines de fer, de cuivre, d'étain, etc.

Sur le plan politique, la révolution libyenne serait manipulée par le CNT, qui est une incarnation de l'impérialisme français, en voilà une sacrée découverte si c'est cela qui vous tracasse vraiment, il va être installé un gouvernement et un régime à la botte de la France qui sera plus ou moins démocratique, etc. Tiens donc, en souriant j'avais envie d'ajouter : plus ou mois démocratique comme en France sans que cela n'ait vraiment choqué outre mesure le mouvement ouvrier au cours du XXe siècle, en dehors de son avant-garde réduite à une peau de chagrin.

Je l'ai déjà dit plus haut : mais vous vous attendiez à quoi au juste camarades, à un miracle, que les masses arriérées libyennes se hissent d'un coup de kalashnikov à la hauteur du programme de la révolution socialiste.

Vous avez déjà oublié le dilemme délicat auquel le peuple libyen était confronté : soutenir un tyran au pouvoir depuis 42 ans pour qu'il y demeure ou ses fils pendant encore de longues années, ou accepter à contrecoeur le soutien d'une coalition impérialiste qui ne lui voulait pas particulièrement du bien mais qui lorgnait davantage sur son pétrole et son gaz pour que d'autres impérialismes n'en profitent pas, ce qui n'était pas à proprement parlé son problème, pour se débarrasser d'un régime despotique et espérer un avenir meilleur à l'issue de son combat, des droits politiques et sociaux...

Entre nous, je vais vous dire un truc. Je vis à Pondichéry dans le sud de l'Inde depuis près de 20 ans, Pondichéry était un ancien comptoir français jusqu'à la fin des années 50 ou le début des années 60, donc après l'indépendance de l'Inde proclamée en 1947. Pondichéry a conservé en grande partie l'organisation administrative et judiciaire héritées de la colonisation, ce qui en fait un territoire à part en Inde. La ville est enclavée dans l'Etat du Tamil Nadu, j'habite au Tamil Nadu à deux kilomètres de l'ancien octroi (frontière si vous voulez) que j'ai connu il y a 20 ans, qui séparait le Territoire de Pondichéry de l'Etat du Tamil Nadu.

J'ai vécu plusieurs années dans les fautbourgs et la banlieue de Pondichéry. Il m'est arrivé malheureusement de rencontrer des problèmes graves (violence physique notamment) avec des Indiens. J'ai porté plainte cinq fois aux autorités pour défendre mes droits, et cinq fois mes plaintes ont été prises en compte. Depuis que je vis au Tamil Nadu, j'ai porté plainte huit ou neuf fois essentiellement contre les voyous de mon village, pas une seule de mes plaintes n'a abouti, il a fallu faire intervenir le consul de France qui est intervenu auprès de la plus haute autorité de cet Etat pour qu'on me foute un peu la paix. Je connais des milliers de personnes vivant à Pondichéry pour avoir enseigné plusieurs années dans cette ville. J'ai discuté avec un tas de gens de différentes catégories ou classes sociales, en dehors des nantis qui profitent de l'exploitation effrénée des ouvriers, je n'ai pas rencontré une personne qui souhaitait rester vivre dans ce pays gangrené par la corruption, et parmi celle-ci à l'unanimité pas une seule ne voulait entendre parler du rattachement de Pondichéry au Tamil Nadu, car au Tamil Nadu l'administration (les fonctionnaires), le système judiciaire et la police étaient pourris jusqu'à l'os sans le moindre recours, alors qu'à Pondichéry il existe une mairie (dans chaque district du Territoire de Pondichéry), ce qui n'existe pas ailleurs en Inde, des tribunaux calqués sur ce qui existe en France. J'ai gardé le meilleur pour la fin, tous les anciens qui ont connu l'époque de la colonisation m'ont dit regretter, soit de ne pas avoir opté pour la nationalité française, soit que Pondichéry soit rattaché à l'Inde, et quand vous posez la question à des jeunes, vous avez le droit à la même réponse.

Vous m'excuserez d'avoir été un peu long, tout cela pour dire que la population aspire à la démocratie par n'importe quel moyen, elle n'en a rien à foutre de la conquérir sous le drapeau d'un pays ou d'un autre du moment que ce pays ne se destine pas à la réduire en esclavage ou lui accorde des droits démocratiques ; bon, quand je leur explique qu'il ne faut tout de même pas aller trop loin dans cette direction et accepter la tutelle d'un pays étranger, ils l'admettent, surtout si on ajoute que sa présence ici n'est pas forcément compatible avec les intérêts de la population, mais il arrive très souvent qu'ils en doutent, pour eux l'aspiration à la démocratie est plus forte que tous les arguments qu'on peut leur opposer.

Les masses libyennes ont des illusions dans les régimes occidentaux, c'est normal, inévitable, les représentants de ces régimes sont tellement imbus de leur pouvoir qu'ils ne tarderont pas à commettre de terribles maladresses provoquant un retournement des masses contre eux. Cela peut aller très vite ou prendre davantage de temps, moins sans doute que la durée du règne au pouvoir d'un dictateur !

On reviendra certainement sur la question libyenne dans les jours qui suivent, car d'autres facteurs contradictoires que je n'ai pas eu le temps d'aborder vont jaillir très rapidement, j'attends d'être en possession de plus d'informations sur la situation pour en parler, je pense aux forces révolutionnaires qui se sont levées ces derniers jours dans Tripoli et sa région et qui sont hostiles au CNT ou qui ne se reconnaissent pas dans les rebelles de Bengazi ou l'est de la Libye, d'après ce que j'ai lu mais c'est à prendre au conditionnel, ce serait des unités de combattants venues de la région ouest de Tripoli qui ont libérer la capital du dictateur et non des rebelles de Bengazi.

En Irak ou en Afghanistan les peuples n'ont jamais accepté l'occupation de leur pays par des armées étrangères, alors pourquoi voudriez-vous qu'il en soit autrement en Libye ?

Laissez donc causer Sarkozy, de toutes manières vous ne pouvez pas l'empêcher de parler et de parader. Qu'est-ce que cela

change à la situation, à l'état d'esprit des Libyens qui attendent maintenant qu'on leur accorde des droits sociaux ou politiques, dites-nous en quoi cela change-t-il quelque chose ? En rien.

Vous allez dire que sa cote de popularité va remonter, patati patata... On a entendu la même chose quand la France a assuré l'intérim à la tête de l'UE et il n'en a rien été, on a entendu la même chose quand il a pris la tête du G8 et du G20, et il n'en a rien été, ce que vivent au quotidien les travailleurs compte davantage à leurs yeux que les pitreries du pire président qu'a connu la France sous la Ve République. Si sa cote de popularité remontait à la suite de cet épisode, cela signifierait simplement que la conscience de classe des travailleurs n'aurait pas vraiment progressé depuis 4 ans. En doutiez-vous ? Pas moi, les mirages et les miracles ce n'est pas vraiment mon truc.

Un camarade m'a envoyé une déclaration du secrétariat politique du PRCF intitulée : "*La «victoire » provisoire de Sarkozy, de l'OTAN et de leurs complices libyens est aussi une défaite pour le peuple français !*", comme quoi ils n'ont rien compris. Je ne vais pas revenir sur ce que j'ai écrit plus haut. En quoi se débarrasser soi-même d'un dictateur serait-il une défaite ? Quel intérêt la classe ouvrière française aurait-elle eu dans le maintien de Kadhafi au pouvoir ? Les ouvriers auraient-ils un penchant secret pour les tyrans qu'on ignorerait ?

Ne s'agit-il pas plutôt de masquer qu'en France aucun parti ouvrier n'a été capable de se placer résolument au côté de la révolution libyenne depuis le 17 février, d'analyser lucidement, à fond la situation pour ne pas se retrouver voué à l'impuissance ou pire à se tromper de camp ? La vérité qui fait mal à entendre, c'est qu'ils sont bien emmerdés, aucun ne peut revendiquer cette victoire au côté des masses révolutionnaires libyennes pour s'en être rapidement désolidarisés sous prétexte que l'OTAN s'était mêlee de leurs affaires.

C'est bien le peuple révolutionnaire libyen qui s'est sacrifié pour se libérer du dictateur Kadhafi et qui est entré triomphalement dans la capitale Tripoli et aucune autre armée du monde, désolé.

Sarkozy, la révolution libyenne ne t'appartient pas, pas plus que la Libye ou son pétrole, le destin de la Libye appartient uniquement au peuple libyen, il ne te doit rien, bas les pattes !

Tes armes et tes avions n'ont servi qu'à détruire ceux que tu avais vendus à Kadhafi pour nous pilonner et nous maintenir sous sa dictature, un par tout, on ne te doit absolument rien, pas même merci, surtout pas, car c'est grâce à toi et tes prédécesseurs qui avez armé le tyran que nous avons vécu 42 ans de cauchemar !

Je n'accablerais pas les militants qui n'ont apparemment pas compris grand chose à cette histoire manipulée par les médias, je n'en dirais pas de même de leurs dirigeants qui les ont induits en erreur, et qui vont évidemment persister dans leur erreur, leur statut vaut plus à leurs yeux que la vérité ou la cause pour laquelle ils prétendent combattre.

Place à la lutte des classes en Libye ! Un mot d'ordre que ne reniera pas le prolétariat français.

Politique

France. Discours d'un social-patriote.

Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche, a détaillé mardi ses propositions face à la crise économique.

(Quand Mélenchon s'en remet à la BCE - note du site)

Il estime que "*l'Europe a les moyens d'éteindre l'incendie spéculatif*" si la Banque centrale européenne "*prête aux Etats aux taux où elle prête aux banques*", et si est réalisée une "harmonisation sociale et fiscale".

(Parce que dans le cadre de l'UE il serait possible de réaliser une "harmonisation sociale et fiscale" qui ne serait pas défavorable aux travailleurs, pour se faire il ignore la nature de l'UE. - note du site)

Jean-Luc Mélenchon propose surtout un "*protectionnisme européen*" qui passerait par une "*mise en place des visas sociaux et écologiques pour toute marchandise entrant dans l'Union (européenne) et l'instauration d'une souveraineté économique qui interdise les délocalisations dans tous les cas où cela aboutit à la perte d'un savoir-faire où à la destruction d'une zone de production*".

(Il voudrait empêcher les pays sous la coupe des capitalistes dominants de se développer.. Peine perdue monsieur le réactionnaire, depuis toujours les explorateurs qui parcouraient des contrées inconnues ou inexploitées à l'autre bout du monde, rentraient dans leur pays natal après plusieurs années d'absence, en rapportant dans leurs malles des savoir-faire qu'ils avaient acquis et des plantes ou matériaux qu'ils avaient découverts.

Vous n'empêcherez pas la roue de l'histoire de continuer de tourner, encore moins la faire tourner à l'envers à l'instar des adeptes de la démondialisation. Si on devait appliquer rétroactivement l'idée que propose Mélenchon, ce ne sont pas seulement des pays comme la Chine ou l'Inde qui seraient demeurés dans l'état de sous-développement dans lesquels ils étaient encore il y a à peine 15 ou 20 ans, mais c'est la civilisation humaine qui aurait guère évolué depuis l'âge de la pierre. - note du site)

A ses yeux, la présidentielle de 2012 doit être l'occasion de revenir sur la stratégie de la gauche vis-à-vis des banques et du système financier : "*Aucun engagement n'a de sens si on ne dit pas comment on va empêcher le système financier, par la dégradation de la note de notre pays, d'interdire toute politique autre que celle de l'austérité*", assure le candidat.

(Impossible sans exproprier les banquiers et s'engager résolument dans la voie de la rupture avec le capitalisme en s'attaquant à ses fondements, or monsieur Mélenchon y est opposé tout comme le PS. Savez-vous monsieur Mélenchon que certaines couches du prolétariat n'ont connu que l'austérité tout au long de leur vie ? Savez-vous ce que signifie l'austérité pour un ouvrier ? Non bien sûr, je vais vous le dire pour en être un produit, quand il n'a jamais suffisamment de quoi vivre pour simplement satisfaire quotidiennement ses besoins les plus élémentaires, lorsqu'il doit en permanence se priver ainsi que ses enfants, qui ne le comprennent pas ou le supportent difficilement monsieur Mélenchon. Nous admettons que pour l'avoir à l'esprit Il faut baigner dans le milieu ouvrier depuis sa naissance ou ne jamais s'en être détaché, ce qui ne semble pas vraiment être votre cas, vous êtes étranger à la classe ouvrière, au mouvement ouvrier, vous n'êtes qu'un parasite au service du capital. Vous parlez de l'austérité ou elle vous interpelle quand elle tend à se généraliser et frappe la petite-bourgeoisie, nous ne sommes pas dupes. - Note du site)

Face à "*une description de la dette*" avec laquelle on "*ne cherche qu'à faire peur*", Jean-Luc Mélenchon a réaffirmé son opposition à un retour à un déficit sous les 3% de PIB d'ici à 2013, comme l'ont proposé Martine Aubry et François Hollande, et les a mis en garde: "*Ils ouvrent une fracture dans la gauche qui va la diviser*".

"*Fort heureusement*", s'est-il toutefois réjoui, "*il y a des voix qui s'opposent*", a t-il dit, distribuant les bons points à Europe Ecologie-Les Verts ou au socialiste Arnaud Montebourg, "*dont la résistance est précieuse*". (liberation.fr 23.08)

(Sans blague, ne voudrait-il pas à son tour nous faire croire qu'il existerait un véritable courant de gauche au sein du PS, prêt à rompre avec le capitalisme, on n'ira pas jusqu'à dire révolutionnaire pour ne pas nous ridiculiser, on préfère laisser cela à ceux qui l'affirmaient avant 1981 (les dirigeants actuels du POI notamment). Ah ces "*résistants*", quelle bravoure, quelle audace tout de même ! Et puis, ils sont tellement modestes et désintéressés... qu'on n'a pas du tout envie de leur ressembler contrairement à ce philistin. - Note du site)

A bâtons rompus. Pour interpréter le discours de Mélenchon et le programme du PG, cerner leurs réelles intentions, il faut avoir à l'esprit qu'ils consistent à nier ou ignorer les fondements du capitalisme et les lois de fonctionnement sur lesquelles repose son développement, pour faire croire aux ignorants que le capitalisme pourrait suivre une évolution différente ou se comporter autrement sans liquider ses fondements et donc faire avec ses lois, tout simplement parce qu'ils n'ont pas l'intention de s'y attaquer. Il s'agit d'une escroquerie politique, de charlatanisme mis grâcieusement en spectacle par les médias.

Les nantis ont développé des trésors d'imagination pour mettre au point des outils financiers qui leur permettent de continuer à s'enrichir toujours plus poursuivant ainsi l'oeuvre engagé par leurs ancêtres aux XVIIIe et XIXe siècle, pour finalement soumettre le monde à la dictature de l'industrie financière qui domine le capitalisme mondial. Vous ne voudriez pas qu'ils renoncent à ce privilège, c'est dans ce contexte qu'il faut interpréter leurs appels à payer temporairement un impôt exceptionnel.

Les privilèges de la noblesse ont été abolis parce qu'ils constituaient des entraves au développement des forces productives, du capitalisme, il faut de nos jours abolir ceux de la classe des capitalistes qui constituent des entraves au développement des forces productives de plus en plus transformées en forces destructrices pour pouvoir satisfaire les besoins et aspirations légitimes des masses exploitées à l'échelle de l'humanité...

Le discours et les proposition de monsieur Mélenchon ne se situent pas sur cette échelle, outre qu'il se fout bien de la misère qui accable le prolétariat dans les autres régions du monde, il défend uniquement les intérêts particuliers de la petite-bourgeoisie liée au capital dont il est issu ou avec laquelle ses propres intérêts se confondent, il se fout totalement du sort de la classe ouvrière, il s'y intéresse seulement lorsque son triste sort tend à se généraliser et présente un danger pour le régime ou que la crise du capitalisme conduit au seuil de la paupérisation des couches entières de la petite-bourgeoisie qui fait partie de son fond de commerce, sans laquelle le PG n'existerait et n'aurait aucun député ou sénateur. Le PG tout comme le PCF critique le PS, mais ils ne rompront pas le cordon ombilical avec lui.

Mais pourquoi Mélenchon a-t-il claqué la porte du PS pour créer le PG ? Pour la même raison qu'il n'a pas souhaité rejoindre le POI, pour surfer sur le mécontentement de couches de plus en plus nombreuses de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes, mais pour son propre compte et ses acolytes de la première heure, pour être sûr d'en tirer profit personnellement, ce qui n'était pas évident en demeurant au PS, encore moins en adhérant au POI, c'est un pur produit de la Ve Répoublique, un carriériste à classer dans la catégorie des illusionnistes.

Taxer davantage les riches, le capital, taxer les transactions financières, etc. tous ces mesures avancées pour amuser la galerie, ne sont que des adaptations de l'orientation opportuniste consistant à se fixer comme objectif une "*meilleure répartition des richesses*" et non l'émancipation du capital ou le socialisme, dans la mesure où ces mesures sont compatibles avec la préservation du régime capitalisme et qu'elles ne remettent pas en cause ses fondements, démontrant au passage que ceux qui les soutiennent sont socialistes en parole seulement. On pourrait ajouter qu'il n'est pas étonnant que des milliardaires s'y rallient, ayant parfaitement conscience qu'ils préserveront l'essentiel ou que ces mesures ne changeront finalement rien pour eux. Pour être complet, ajoutons encore qu'il faut mettre dans le même sac les arguments ou propositions des nostalgiques des années 60-70 qui ignorent ou feignent d'oublier parce que cela ne les concernait pas, que lorsque les bénéfices des entreprises étaient taxés à 50%, des millions de travailleurs et leurs famillent croupissaient déjà dans la pauvreté dans le pays.

Sachant que seule une révolution viendra à bout des privilèges des capitalistes, un parti qui s'est fixé comme objectif de liquider les privilèges de la classe des capitalistes ne devrait compter dans ces rangs que des révolutionnaires, car c'est seulement à ce prix-là que le parti peut exprimer de manière organique la fusion de la théorie et la pratique de la lutte de classe du prolétariat au plus haut degré.

C'est l'enseignement pratique que Marx et Engels tirèrent de l'expérience de la Commune de Paris, et qu'incarna la tendance bolchevik du parti ouvrier social-démocrate de Russie, puis le parti bolchevik pour porter le prolétariat au pouvoir en 1917.

Espagne. Il faut terminer le sale boulot...

Pour redonner confiance dans le pays, M. Zapatero a indiqué son souhait de faire voter avant la fin de la législature,'*une règle pour garantir la stabilité budgétaire à moyen et long terme, en ce qui concerne autant le déficit structurel que la dette, qui inclurait toutes les administrations publiques.*'

Mariano Rajoy, président du Parti populaire (PP, droite), a immédiatement annoncé que son parti y était favorable. L'Espagne pourrait donc approuver rapidement la célèbre 'règle d'or' proposée par la France et l'Allemagne mi-août. (lemonde.fr 23.08)

Social

1- France.

Chantage, provocation, cynisme.

"Nous, présidents ou dirigeants d'entreprises, hommes ou femmes d'affaires, financiers, professionnels ou citoyens fortunés, souhaitons l'instauration d'une "contribution exceptionnelle" qui toucherait les contribuables français les plus favorisés. Cette contribution serait calculée dans des proportions raisonnables, dans le souci d'éviter les effets économiques indésirables tels que la fuite des capitaux ou l'accroissement de l'évasion fiscale.

Nous sommes conscients d'avoir pleinement bénéficié d'un modèle français et d'un environnement européen auxquels nous sommes attachés et que nous souhaitons contribuer à préserver. Cette contribution n'est pas une solution en soi : elle doit s'inscrire dans un effort plus global de réforme, tant sur les dépenses que sur les recettes.

Au moment où le déficit des finances publiques et les perspectives d'aggravation de la dette de l'Etat menacent l'avenir de la France et de l'Europe, au moment où le gouvernement demande à tous un effort de solidarité, il nous semble nécessaire d'y contribuer."

Jean-Paul Agon, PDG de L'Oréal ; Liliane Bettencourt, actionnaire de L'Oréal ; Antoine Frérot, PDG de Veolia Environnement ; Denis Hennequin, PDG d'Accor ; Marc Ladreit de Lacharrière, président de Fimalac ; Maurice Lévy, PDG de Publicis ; Christophe de Margerie, PDG de Total ; Frédéric Oudéa, PDG de la Société générale ; Claude Perdriel, président du conseil de surveillance du Nouvel Observateur ; Jean Peyrelevade, président de Leonardo & Co France ; Franck Riboud, PDG de Danone ; Stéphane Richard, PDG d'Orange ; Louis Schweitzer, président de Volvo et d'AstraZeneca ; Marc Simoncini, président de Meetic, fondateur de Jaïna Capital ; Jean-Cyril Spinetta, président d'Air France-KLM, président du conseil de surveillance d'Areva ; Philippe Varin, président du directoire de PSA Peugeot Citroën. (tempsreel.nouvelobs.com 23.08)

On pourrait croire qu'ils aient pris conscience qu'à trop tirer sur la corde elle pourrait se rompre et ils pourraient tout perdre, on ne voit pas vraiment comment ce serait possible dans les conditions actuelles, alors qu'en réalité en réclamant "*un effort plus global de réforme, tant sur les dépenses que sur les recettes*", ils appellent Sarkozy et son gouvernement à poursuivre la même politique de destruction sociale dont ils sont les bénéficaires, de même lorsqu'ils souhaitent "*contribuer à préserver*" le "*modèle français*" et l'"*environnement européen*" qui leur a permis de s'enrichir encore plus, ils disent à Sarkozy et l'UE, surtout ne changer rien.

En conclusion, à travers cette déclaration, une poignée de capitalistes exprimant les intérêts de leur classe appellent le locataire de l'Elysée et les autorités européennes à continuer dans la même voie, nous vous soutenons leur disent-ils, dans votre guerre engagée contre la classe ouvrière.

2- Vietnam.

A partir du 1er octobre, les salaires minimum augmenteront jusqu'à près de 50 % dans les grandes villes vietnamiennes, selon une décision publiée lundi 22 août par le gouvernement. Le salaire minimum des travailleurs à Hanoï et Ho Chi Minh-Ville devra désormais être d'au moins deux millions de dongs par mois (66 euros). Une mesure destinée à faire face à l'une des inflations les plus élevées de la planète.

Pour la première fois, le niveau du salaire minimum sera le même pour les entreprises vietnamiennes, où il augmentera ainsi de 48 %, et dans les entreprises étrangères, où l'augmentation sera de 29 %, précise le texte. Le salaire minimum dans d'autres régions seront plus faibles, mais augmenteront aussi.

En juillet, le pays a enregistré pour le 11e mois consécutif une hausse de l'inflation, qui a atteint 22 % sur un an. Les salariés de Hanoï et d'Ho Chi Minh-Ville gagnent déjà entre 1,8 et 2,5 millions de dongs par mois, ce qui est "assez bas" par rapport à la hausse des prix, avait indiqué l'agence vietnamienne d'information le mois dernier, en citant une confédération syndicale, contrôlée par l'Etat. Selon ce syndicat, les grèves ont récemment augmenté en raison du coût de la vie.

Certaines entreprises craignent déjà que l'augmentation du salaire minimum ne les mette en danger, et n'entraîne une hausse du chômage. Le Vietnam connaît depuis de nombreuses années une forte croissance, mais de graves déséquilibres ont forcé le Parti communiste au pouvoir à promettre en janvier un nouveau modèle de développement. (lemonde.fr 23.08)

En Inde le salaire minimum n'est pas identique d'un Etat sur l'autre ou que l'on travaille dans une grande ville ou non. Hier j'ai demandé à une jeune femme pompiste à combien se montait son salaire, elle m'a répondu 2 500 roupies, soit environ 40 euros par mois pour 6 jours de travail sur 7 sans aucun avantage social ni congés payés. Pour un emploi comparable dans le commerce ou en usine, un homme recevra un salaire entre 5 et 6 000 roupies, le double d'une femme, d'où "l'engouement" des patrons indiens pour le salariat des femmes qu'ils présentent volontiers comme une contribution (généreuse en les surexploitant !) à leur libération ! Quant aux fonctionnaires, ils perçoivent des salaires plus élevés en travaillant 5j/7 et en bénéficiant d'une protection sociale, retraite, etc.

Haut de page

Le 26 août

J'ai écrit hier la causerie qui suit sur la Libye, je n'ai pris connaissance de l'article de presse sur les tribus en Libye que ce matin. Je vous conseille de les lire à la suite l'une de l'autre. Hier j'étais en colère, je me demandais encore si je ne m'étais pas trompé sur la Libye, je me suis posé mille fois cette question depuis février, c'était plus facile d'adopter la position du POI et basta, je passais pour un bon et fidèle internationaliste à peu de frais, mais j'ai persisté à estimer que les choses étaient un peu plus compliquée que le schéma simpliste qu'on nous proposait et qui présentait l'avantage de ne pas avoir à réfléchir par la suite.

Si vous examiner attentivement le comportement des dirigeants du POI (CCI), vous constaterez que c'est une constante chez eux, ils se camouflent derrière un principe ou une théorie qui a valeur de vérité révélée, puis tout ce qui peut se passer glisse sur eux, les laisse indifférents, ils ne veulent pas en entendre parler. Ils savent tout mieux que tout le monde, ils sont mieux informés que la terre entière et ils ne commettent jamais d'erreur surtout.

Sauf qu'en lisant leur journal on se rend compte de leurs lacunes ou approximations, par exemple, dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (page 9) ils se sont acharnés à prouver que l'aviation de l'Otan avait préparé le terrain à la prise de Tripoli en citant un article du journal Le Monde datée du 23 août, en se livrant à de nouveaux bombardements aurait-on pu penser, alors que ce sont des drones américains qui ont fourni pas à pas des renseignements en temps réels aux rebelles sur les déplacements des forces de Kadhafi lors de leur avancé vers la capitale (Slateafrique.com 22.08). Un détail direz-vous, pourquoi pas. Mais il y a plus grave.

Ils pratiquent exactement comme les médias qui sélectionnent les interviews censés confirmer leur analyse ou qui vont servir à orienter les lecteurs dans une direction bien précise. Ils ont dégotté un article du Guardian du 22 août qui n'avait rien d'innocent puisqu'il faisait dire à un des rebelles "*L'un des combattants a déclaré : Nous gagnerons cette guerre parce que nous croyons d'abord en Dieu et ensuite dans l'Otan.*", pour convaincre le lecteur que l'ensemble des rebelles étaient des inconditionnels de l'Otan, ce qui est loin d'être le cas. C'est du domaine de la manipulation pour justifier leur position sur la Libye. Un détail direz-vous, pourquoi pas, on n'est plus à cela près.

Je ne sais pas ce qu'il en est à l'heure où j'écris ces lignes, vous avez vu à la télévision ou sur Internet des images de la prise du bunker de Kadhafi, vous avez vu comment ils ont ravagé le bâtiment principal, vous n'avez rien constaté, il n'y a pas quelque

chose qui a retenu votre attention, un détail, un détail quand même imposant, non il n'a pas donné lieu à des commentaires de la part des journalistes, tout du moins à ma connaissance, vous donnez votre langue au chat : la statut représentant un F16 américain broyé par une main, sans doute celle de Kadhafi, elle incarnait la haine du maître de la Libye envers l'impérialisme américain, et bien elle est restée intacte, les rebelles qui ont pris d'assaut le quartier général du dictateur ont pris soin de l'épargner. Il faut sans doute y voir un signe de leur soumission totale à l'Otan, il faudrait le demander à François Forgue, qui sait peut-être arriverait-il à vous en convaincre.

Tout est du même tonneau au POI, on s'en lasse à la longue. Je condamne sans appel ces méthodes. Vous voulez un autre exemple.

Dans un article de la page 3 D. Shapira a cru bon de cirer les pompes de Mailly : "*Dès le 17 août, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, s'était opposé à la proposition de Chérèque de sommet social. Du coup, pour l'instant, Fillon n'en a pas convoqué.*" Quel bon syndicaliste ce Mailly, n'est-ce pas ! Lisez donc plus loin sa déclaration sur France Inter, rassurez-vous c'est le genre de déclaration dévastatrice que vous ne trouverez jamais dans *Informations ouvrières* tant les appareils de FO et du POI sont liés.

Au POI, ils présentent le défaut légendaire de se prendre pour ce qu'ils ne sont pas, comme lors de la contre-réforme des retraites à l'automne dernier, Fillon fera avec ou sans l'accord de FO, point barre. Combien de fois vous ont-ils fait le coup : vous allez voir ce que vous allez voir, puis plus rien ? Avec leurs braves élus par exemple, leur nouvelle égérie ? C'est aussi pour cette raison qu'ils en ont rien à foutre de la question de la formation de leurs militants, alors que dire de celle des travailleurs, pensez donc à dix dans une cabine téléphonique ils pourraitent influer sur le cours du monde, vous avez oublié, pas moi.

Dernièrement j'ai enfoncé le clou sur la "règle d'or" en rappelant qu'elle avait été adoptée par l'Allemagne en 1949 sans que cela ne change quoi que ce soit au déroulement de la lutte des classes dans ce pays contrairement aux assertions frauduleuses du POI, et qu'elle était déjà inclue dans le traité de Maastricht sous la forme du "pacte de stabilité" qui avait valeur de loi pour tous les pays qui l'avaient signé, dont la France. C'est la réalité qui a rappelé à l'ordre les dirigeants de l'UE en faisant sauter les critères de Maastricht. Ne dit-on pas que les lois de l'histoire se jouent des plans et des calculs des maîtres du vieux monde, que les conditions objectives auront raison des appareils, au POI ils l'ont tout simplement oublié ou plutôt ils n'en ont jamais tenu compte, d'où par exemple la stratégie foireuse de "*l'imminence de la révolution*" des années 40 au début des années 80. Depuis ils l'ont troqué pour la ligne de la "*défense de la démocratie*", donc depuis 31 ans, avec le même résultat, nul ou presque, pas vraiment étonnant. Rassurez-vous, c'est tout à fait normal, ils n'y sont pour rien, ils en sont tellement convaincus que toute discussion est impossible.

Le POI avait engagé une campagne contre le projet de "*réforme constitutionnel*" proposé par Sarozy qui consistait à inscrire cette "règle d'or" dans la Constitution, puis il l'a abandonnée, l'orientation du POI consistait à dire "non" à ce projet, défendant ainsi la Constitution telle qu'elle existait, la soumission des dirigeants devant la Constitution étant trop apparente, alors que cette bataille aurait dû être livrée dans la perspective de l'abolition de Constitution de la Ve République, ce dont les dirigeants ne veulent surtout pas entendre parler, du coup ils ont corrigé le tir en réorientant leur bataille en direction des syndicats, en procédant de la sorte, ni vu ni connu j't'embrouille, ils ont vidé de son contenu politique le combat contre la dictature de la dette imposée par l'aristocratie financière ou ils ont soigneusement évité de lui adjoindre un objectif politique, pas mal, non ?

Et les militants du POI n'y voient que du feu ? Vous ne voyez donc pas qu'ils passent leur temps à vous manipuler ? Un jour j'ai écrit que le PT avait pris la place qu'occupait autrefois le PS quand il y avait encore du "grain à moudre", se présentant comme un parti réformiste, je ne pensais pas si bien dire. C'est l'orientation politique du POI, celle qui sert également de support à la préparation de son meeting du 1er octobre. La rupture avec l'UE ou le FMI remplie la même fonction, éviter de poser la question de l'Etat, de la Constitution, du pouvoir. C'est au regard de ce constat qu'il faut situer l'Assemblée constituante qu'ils mettent en avant, pour en comprendre la nature sociale, le contenu opportuniste ou contre-révolutionnaire.

Sur la Libye.

Qu'ils y aient des conseillers militaires de l'Otan en Libye (une centaine selon plusieurs sources, l'Express, Le Point, Le Figaro...) ne suffit pas à vaincre l'armée d'un dictateur ou ne remplacera jamais la mobilisation des masses sans laquelle il serait impossible de le renverser.

Dans son dernier éditorial (IO n°163) D. Gluckstein s'empresse de déclarer "*Nous n'avons pour notre part, au POI, jamais apporté notre soutien au régime de Kadhafi*" ajoutons pas davantage aux masses qui se sont soulevées pour tenter de le renverser, ce dont il n'y a vraiment pas de quoi être fier.

Reprenant à son compte les propos du Figaro, il affirme que le POI "*ne se placera jamais « sous le parapluie de l'Otan ». Car le parapluie de l'Otan, c'est le parapluie des intérêts capitalistes et d'eux seuls*", mais il y a parfois loin de de la coupe aux lèvres et l'Otan pourrait l'apprendre à ses dépens, il fait disparaître d'un coup de baguette magique les contradictions nées de l'intervention de l'Otan qu'elle ne maîtrise pas forcément et dont Gluckstein n'a cure, on peut en citer au moins deux, la crise qu'elle a engendrée au sein du CNT dont la légitimité est loin d'être acquise sur tout le territoire libyen, ensuite le refus exacerbé de la majorité des rebelles de voir une armée impérialiste foulée le sol libyen, finalement cette assertion consiste à nier que les

masses libyennes pourraient tirer profit de ces contradictions pour leur propre compte ou implicitement qu'elles pourraient exprimer des besoins indépendants de ceux de l'Otan et exiger qu'ils soient satisfaits, bref, les impérialistes engagées dans ce combat seraient les seuls gagnants, en cela le POI reste fidèle à lui même lorsqu'il n'a reconnu que deux acteurs dans cette histoire, d'un côté Kadhafi et de l'autre l'Otan associé au CNT, quant au peuple libyen direz-vous, ne jouant qu'un rôle insignifiant dans cette histoire ou ne sachant pas quoi en faire, il l'a fait passer à la trappe.

Contrairement au POI, nous avons considéré qu'il y avait trois acteurs principaux qui intervenaient en Libye, Kadhafi et son armée, le CNT associé à l'Otan, et enfin les masses libyennes dans lesquelles il fallait distinguer celles à l'est du pays qui étaient de longues dates opposées au régime de Kadhafi, et celles de l'ouest de la Libye où se trouve la capital et le quartier général du dictateur, qui se trouvaient directement sous sa coupe et qui pour cette raison était dans l'impossibilité de se soulever dans un premier temps.

L'Otan a pris le risque ou le pari de s'ingérer dans les affaires du peuple libyen, celui-ci en a tiré parti pour chasser le dictateur du pouvoir sans pour autant signer un chèque en blanc à l'Otan contrairement à ce que sous-entend Gluckstein, que le CNT soit prêt à vendre le pays aux va-t-en-guerre qui ont bombardé les forces de Kadhadi on en a parfaitement conscience, mais il n'en demeure pas moins que le CNT n'est pas à lui tout seul le peuple libyen, on en veut pour preuve que les insurgés qui ont pris la capitale, et dont la plupart venaient de l'ouest de la Libye, ne se reconnaissent pas dans le CNT ou refusent de se placer sous son authorité.

Pourquoi la guerre en Irak n'est-elle pas déjà terminée alors que le régime de Saddam Hussein a été défait et que le gouvernement en place est épaulé par la coalition impérialiste ? Pourquoi n'existe-t-il pas un régime stable en Irak ? Plusieurs réponses. Tout d'abord parce que la majorité des Irakiens ne se reconnaissent pas dans ce gouvernement, ensuite parce qu'ils continuent d'exiger le départ des troupes d'occupation, également parce qu'ils se sentent profondément frustrés de ne pas encore profiter des bénéfices attendus de la chute du dictateur. On peut ajouter, et ce n'est pas le moindre des facteurs déterminant de la situation en Irak, que la majorité du peuple irakien demeure arriéré politiquement et se fait manipuler par diverses composantes de la bourgeoisie irakienne qui entendent jouer un rôle politique majeur en Irak.

Quand on aborde la situation dans les pays dits émergents ou sous-développés en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, on tend à prêter à leur classe ouvrière et leur paysannerie un niveau intellectuel et de conscience politique qu'elles n'ont pas, elles ont un niveau de compréhension de la situation qui déborde des frontières de leu pays qui demeure très bas, on commet la même erreur vis-à-vis de la petite-bourgeoisie ou des couches plus instruites de la société qui ne possèdent pas forcément la conception de la lutte de classe qu'on leur prête, en réalité dans ces pays seule une infime minorité des masses sont en mesure de déterminer ce qu'elles ne veulent pas ou plus et ce qu'elles veulent au-delà des questions alimentaires de la vie quotidienne.

En Inde où je vis, en discutant avec des intellectuels ou des membres des classes moyennes, j'ai constaté qu'ils n'y comprenaient absolument rien ou presque à la lutte des classes, par contre dès que vous abordez la question de la colonisation sans entrer dans les détails, ils sont intarissables, nationalistes par principe, beaucoup moins dès qu'on aborde des questions concrètes, quant aux ouvriers et paysans ils sont totalement incultes en la matière, ils se bornent à distinguer les riches des pauvres, pour eux la notion d'intérêt collectif n'existe pas, seuls leurs intérêts indivuels existent ce qui est normal dans un pays où le prolétariat est très faiblement organisé, du côté des fonctionnaires qui sont organisés dans des syndicats, ils agissent par mimétisme ce qui n'a jamais fait une conscience politique...

Ce qu'on oublie à propos de tous ces pays, c'est que plus des trois quarts de leur population était encore illettrée il y a quelques décennies seulement, et que les couches qui ne le sont plus ont été éduquées par des parents qui étaient très souvent analphabètes, en fait, en dehors des classes dominantes et des intellectuels des grandes villes, la population en général continue de baigner dans une profonde ignorance dans tous les domaines.

Il ne faut pas oublier non plus que le niveau scolaire est le plus souvent misérable dans ces pays-là, dans les écoles publics. Quand on sort de l'école en sachant lire, écrire et compter on peut s'estimer heureux, on n'a pas appris grand chose d'autres, on est incapable d'avoir un raisonnement libre, on ne maîtrise pas les outils élémentaires de la logique ; des milliers de fois j'ai essayé de trouver une logique dans les paroles ou les actes d'Indiens sans y parvenir, à partir de paradigmes élémentaires ou universels, tout simplement parce qu'il n'y en avait pas trace, c'était tellement incroyable que je me méprenais sur leurs intentions ou ce qu'ils pensaient, cela m'a valu pas mal de problèmes aussi.

Il y a 20 ans, si vous aviez rencontré mon beau-frère Karnan en guenilles conduisant son char à boeufs, vous vous seriez dit : tiens ce garçon de 18 ans doit être arriéré et vous auriez eu raison de le penser. Si vous le croisiez aujourd'hui au volant du 4x4 de son patron, téléphone portable à l'oeille, vous vous diriez, tiens voilà un ouvrier avec qui je vais pouvoir discuter un peu, grave erreur d'appréciation, il est toujours aussi arriéré, je veux vous affirmer qu'il n'a pas progressé d'un pouce et toute discussion demeure impossible avec lui, je vous en parle parce que je viens juste d'en faire le constat.

C'est logique et c'est quand même extraordinaire que l'on n'en tienne pas compte, pourquoi c'est si extraordinaire que cela, mais parce que c'est valable dans absolument tous les pays, y compris la France. Mon père menuisier était arriéré et il l'est resté toute sa vie, malgré le mouvement révolutionnaire des années d'après guerre, malgré 68, malgré la lutte des classes en France, malgré l'accès à de nouveaux moyens d'information, la télévision en noir et blanc au début des années 60, et il est loin d'être un

cas isolé, j'ai constaté la même chose dans mon entourage familial, l'ignorance se transmet d'une génération à l'autre de la même manière que la connaissance, sauf exceptions qui confirment la règle.

On s'imagine que parce qu'hier un gosse jouait aux billes ou aux petites voitures il avait le cerveau moins développé qu'un gosse qui joue aujourd'hui avec un jeu électronique, alors que c'est faux en grande partie ; ce n'est pas parce qu'un chercheur manie la dialectique dans son laboratoire qu'il sera capable de la manier dès qu'il en sort ou pour réfléchir au fonctionnement de la société. Le développement matériel ou apparent de la société n'est pas un gage de développement du niveau de conscience de la population, faut-il encore qu'elle ait les moyens d'en tirer un enseignement conscient, sinon elle profitera de ce développement sans rien y comprendre ou pas grand chose, au point qu'un jour ce développement sera remis en cause sans même qu'elle s'en aperçoive, c'est quand elle en subira les conséquences qu'elle réagira, quand il sera trop tard...

Pourquoi dresser ce constat direz-vous ? Pour mieux comprendre que les masses exploitées de ces pays sont quasiment dans l'impossibilité d'exprimer leurs besoins indépendamment des classes dominantes auxquelles elles demeurent entièrement soumises, ce qui explique pourquoi elles se retrouvent sous le joug de régimes profondément antidémocratiques ou de dictatures, pourquoi la corruption s'y est développée et généralisée...

On s'étonne qu'un dictateur puisse rester des décennies au pouvoir pour être finalement remplacer par un autre dictateur, que ces pays-là ne parviennent pas à se donner un régime démocratique, moi cela ne m'étonne pas du tout, c'est pratiquement inévitable, si le développement économique profite de façon inégale à l'ensemble de la population, en revanche le développement intellectuel demeure l'apanage d'une infime minorité de privilégiés.

Je voulais juste vous faire profiter de mon expérience, du constat que je peux dresser quotidiennement, des réflexions ou enseignements que j'en avais tirés pour mieux cerner l'état d'esprit et le niveau de conscience de ces peuples sur lesquels on se leurre très souvent, par ignorance, ce qui n'est pas une critique de ma part, de la même manière que je ne juge pas ces peuples. Ensuite on peut aborder plus sereinement la situation politique dans ces pays et dans quel contexte s'y déroule la lutte des classes.

Rien ne vous empêche de fixer au prolétariat tunisien, égyptien, libyen, syrien, etc. des tâches et des objectifs politiques sortis de votre cerveau, qui finalement sont à cent lieues de leur niveau de conscience de classe, donc qui ne leur serviront strictement à rien. Pour déterminer jusqu'où pourra aller un mouvement social ou révolutionnaire, il faut partir du niveau de conscience des masses quand il démarre, pour définir ensuite quelle progression il pourrait connaître au cours de ce processus, quelles tâches et quels objectifs sont à leur portée, on peut leur proposer, dont leurs éléments les plus avancés pourront se saisir. On peut facilement se leurrer sur l'orientation d'un mouvement social ou révolutionnaire, sur sa nature. On est déçu ensuite par les maigres objectifs qu'il a permis d'atteindre, parce qu'on l'a abordé avec nos propres illusions qui était le produit de notre ignorance.

Dans le cas des pays que nous avons cités, le problème réside dans la contradiction qui existe entre d'une part, la nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir en s'alliant la paysannerie pauvre et son faible niveau d'organisation et de conscience politique, d'autre part l'incapacité dans laquelle se trouve la bourgeoisie de prendre le pouvoir compte tenu qu'elle était liée au régime du dictateur qui a été chassé, tandis que la petite-bourgeoisie ou classe ouvrière demeure trop faible pour remplir cette fonction, du coup une révolution ne peut déboucher que sur un régime aux contours instables s'appuyant sur des couches de la bourgeoisie alliées à la petite-bourgeoisie et bénéficiant du soutien de l'armée, au mieux une république démocratique bourgeoise de type bonapartiste ou constituante. Tout cela devrait être développé et argumenté.

On aurait pu aborder cette question sous un autre angle pour arriver aux mêmes conclusions, celui du développement économique de ces pays, sachant que la forme juridique de l'Etat d'un pays ne peut pas être supérieur à son niveau de développement économique, qui dit forme juridique de l'Etat dit ses institutions politiques.

On notera qu'il existe dans de nombreux pays des institutions politiques similaires à celles des pays où le capitalisme est le plus développé, alors que dans les faits elles s'inspirent davantage de rapports de type féodal, puisque la société a conservé en partie une organisation tribale où l'agriculture et l'élevage étaient prépondérants et l'est toujours aujourd'hui, cette contradiction rejoint celle évoquée plus haut. On ne s'étonnera pas que la plupart des régimes soi-disant démocratiques en Asie et en Afrique soient plus des dictatures qu'autres choses puisque l'armée y joue un rôle prépondérant, sur le devant de la scène politique ou dans l'ombre.

En Libye, un soulèvement révolutionnaire sous la houlette ou non du CNT ne pouvait pas déboucher sur un régime démocratique au sens où on l'entend en France par exemple, au mieux il ressemblera à ce qu'on trouve dans la plupart des pays en Afrique, sans être une dictature au sens propre du terme comme c'était le cas précédemment avec Kadhafi au pouvoir, où la lutte des classes pourra s'exprimer. Et si on nous dit que c'est bien triste qu'il soit à la botte des impérialistes, mais quel régime ne l'est pas en Afrique, qu'on arrête de nous endormir avec ce genre de fadaises.

Le monde est bien imparfait.. Eh oui, et nous n'y sommes pour rien, il nous faut bien faire avec ou partir de là pour le changer, non ? Si vous aviez eu le choix entre vivre au Sénégal ou en Libye, vous auriez choisi quoi ? Moi sans hésiter : le Sénégal. Et si demain la Libye devait ressembler à l'Irak, nous regretterions le dictateur Kadhafi, non, nous nous dirions que ce pays n'était pas prêt pour

la démocratie et que le combat du peuple libyen pour la démocratie était inséparable de celui pour la rupture avec l'impérialisme, condition de son développement économique. Pour déboucher sur un scénario identique à celui de 1969, il arrive que l'histoire se répète, la seconde fois sous la forme d'une farce...

Informations ouvrières site un éditorial du Guardian du 22 août "*Le spectre de l'Irak plane sur cette situation. Le cas de l'Irak est celui d'un pays où les envahisseurs ont, sans le préméditer, libéré des forces dont ils n'avaient pas conscience*", en réalité ils savaient très bien à quoi s'attendre, comme en Libye la rivalité entre les différentes tribus et clans pouvait conduire à l'éclatement ou la partition de la Libye.

Un dictateur a pris la place d'un monarque en Libye en 1969, qui au lieu de faire participer au pouvoir toutes les composantes de la société, l'a monopolisé pour son propre compte et celui de son clan, accessoirement de sa tribu, il a maintenu unifié le pays en instituant un régime de terreur, de parti unique sans partage, du coup les anciennes divisions de la société se sont maintenues, ce sont elles qui ont servi de détonateur en février dernier, la répression d'une manifestation de femmes à Bengazi n'ayant été qu'un prétexte pour se soulever à nouveau contre le dictateur, cette fois en ayant reçu l'assurance que l'Otan l'appuierait pour chasser Kadhafi du pouvoir.

En Irak et au Liban, dans tous les pays aux frontières dessinées par l'impérialisme à l'époque de la décolonisation, c'est l'appartenance à différentes confessions (ou tribus dans les pays similaires à la Libye) qui a toujours primé sur la notion de citoyenneté ou de nation. Les colonisateurs en partant ont installé des régimes fantoches pour continuer d'exploiter les richesses de ces pays, des régimes qui ont rapidement tourné à la dictature en favorisant leur tribu ou les membres de leur confession. Personne ne l'ignorait à la veille de l'attaque contre l'Irak ou de la Libye, ajoutons la Syrie traversée par les mêmes contradictions. En Inde, on retrouve les mêmes clivages. Dans tous ces pays, on est membre d'une tribu, on est chrétien, hindou, musulman, sunite ou chiite avant d'être le citoyen d'une nation, en Inde au Tamil Nadu où j'habite, on est Tamoul avant d'être Indien, ils appellent les Indiens les gens du nord de l'Inde parce qu'ils ne reconnaissent pas l'autorité de Delhi.

En Libye, il ne serait pas étonnant qu'au régime de Kadhafi succède le chaos ou une guerre civile entre les tribus les plus puissantes. Le problème de tous ces pays, c'est que leur développement n'a pas été déterminé par le développement de leurs forces productives et la lutte des classes, mais il s'est réalisé de façon chaotique, désordonnée et inégale par le biais de l'évolution des besoins du capitalisme mondial dont ils sont demeurés dépendants, y compris après leur indépendance. Dans les pays où les syndicats et les partis ouvriers étaient interdits, la classe ouvrière n'a pas pu réellement se constituer en classe, dans d'autres pays où ils étaient plus ou moins tolérés, ils étaient liés au régime, pour ces raisons il est impossible de compter sur eux pour constituer une alternative crédible au régime des dictateurs déchus.

Alors cela signifierait qu'il n'y aurait pas d'issue politique satisfaisante pour les exploitées dans ces pays-là ? C'est à craindre pour le moment, pour ne pas dire que c'est une certitude. C'est terrible direz-vous, oui hélas, avant la mi-février on n'entendait jamais parler de ce qui se passait en Libye, en Syrie et bien d'autres pays où le prolétariat essaie de se soulever maintenant parce qu'il aspire à une vie meilleure et s'inspire de la révolution tunisienne et égyptienne.

On reviendra sur cette question plus tard, lorsque la situation se sera éclaircie en Libye, personne n'est en mesure de dire aujourd'hui ce qui se passe réellement sur place tant les informations qu'on reçoit sont toujours contradictoires.

Encore un mot, vous trouverez peut-être surprenant ou léger de parler ainsi de la situation en Libye en évoquant l'absence d'issue politique satisfaisante pour les masses exploitées, camarades, n'est-ce pas la même situation qui prévaut aujourd'hui dans tous les pays du monde, y compris en France ? Le destin de la classe ouvrière repose sur des partis ouvriers qui comptent à peine quelques milliers de militants, qui sont incapables de s'entendre entre eux, qui n'inspirent pas confiance aux travailleurs, qui ont été incapables de les conquérir au cours des 50 dernières années, dans ces conditions quelle issue politique existe-t-il, réponse aucune, même en cas de crise révolutionnaire, oui malheureusement, c'est à craindre...

Politique

Chili

Le Chili se prépare à deux jours de grève générale dans tout le pays, mercredi et jeudi, à l'appel des étudiants, syndicats et partis de centre-gauche, qui réclament des changements en profondeur au gouvernement du président Sebastian Piñera.

Partie du mouvement étudiant et lycéen, qui boycottent les cours depuis trois mois désormais pour réclamer une éducation gratuite et de qualité pour tous, la contestation a pris de l'ampleur, ainsi que ses revendications.

Ceux qui appellent à la grève générale réclament une nouvelle constitution pour remplacer celle adoptée pendant la dictature, afin de mettre fin à la concentration des pouvoirs entre les mains du président et permettre des référendums d'initiative populaire. Ils veulent aussi la réforme du système des retraites, un nouveau code du travail et une augmentation des dépenses sociales.

Face à ce mouvement qui menace le pays de paralysie, le premier président de centre-droite aux commandes au Chili depuis 20 ans a agité le spectre du coût de la grève, l'estimant à 400 millions de dollars, une coût risqué, "particulièrement aujourd'hui avec les gros nuages noirs dans l'économie mondiale".

"*Nous sommes parfaitement conscients que notre pays n'a pas réglé toutes ses dettes, qu'il y a de nombreux problèmes non résolus, dont bon nombre ont leur origines il y a des décennies*", a cependant reconnu Piñera. Il a mis en garde contre "*les tentations du populisme et de l'irresponsabilité*" et rejeté les appels des étudiants à s'impliquer personnellement dans le dossier de l'éducation.

Dans le même temps, la Cour suprême a décidé de mesures de protection policière pour Camila Vallejo, 23 ans, et pour sa famille. Présidente de la Fédération des étudiants chiliens, cette jolie et intelligente devenue le visage de la contestation estudiantine a fait l'objet de diverses menaces via les réseaux sociaux.

Certaines de ces menaces sont venues d'une responsable du ministère de la Culture, Tatiana Acuña, secrétaire exécutive du Conseil pour le Livre, qui sur Twitter avait écrit à son propos: "*Si on tue la chienne, on se débarrasse de la portée*".

Cette phrase de sinistre mémoire avait été prononcée par le général Augusto Pinochet, le 11 septembre 1973, jour du coup d'Etat contre le président Salvador Allende, évoquant ce dernier et ses partisans.

Mme Acuña a présenté des excuses par le même biais, mais a été démise de ses fonctions. (AP 24.08)

Syndicat

France. Pour un peu on s'en réjouirait !

Le secrétaire général de Force Ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly a estimé jeudi que le plan anti-déficit présenté la veille par le Premier ministre François Fillon "*aurait pu être pire*", se réjouissant de l'absence de "*remise en cause de droits sociaux collectifs*".

"*Je pense que nous avons été entendus quand même, il n'y a pas de remise en cause de droits sociaux collectifs*", a-t-il dit sur France Inter.

"*Un moment je craignais qu'il y ait un accès fragilisé à l'Assurance maladie, ce qui n'est pas le cas*", a-t-il ajouté.

En réponse à une remarque d'un journaliste, il a toutefois concédé que l'alourdissement des taxes sur les complémentaires santé aurait des conséquences.

"*Il y a des mesures sur les mutuelles qui risquent de se traduire par une augmentation du coût pour les assurés, ça c'est évident*", a-t-il dit. (liberation.fr 25.08)

En dehors de l'UMP, même la presse reconnaît que les mesures annoncées par Fillon avant-hier sont profondément injustes et continuent de privilégier les plus riches, pas Mailly ! Les dernières mesures scélérates annoncées par Fillon seront supportées en grande parti par les travailleurs et Mailly tout heureux s'exclame, cela "*aurait pu être pire*". De nombreux travailleurs estiment que leur sort pourrait être pire encore pour se satisfaire de leur condition au lieu de s'organiser, l'attitude de Mailly les encouragera à persévérer dans cette voie.

Les prix du tabac, de l'alcool, des sodas, des entrées des parcs d'attraction peuvent augmenter, Mailly s'en fout, il ne fume pas, ne boit ni alcool ni soda et il n'a pas d'enfants. C'est le comportement du mec qui a un emploi et qui se fout des mesures pour les chômeurs, du type qui est en bonne santé et qui se fout de la fermeture des hôpitaux, du jeune qui se fout de la remise en cause des retraites, etc. Ce parasite et ses collègues des autres syndicats sont bien les fossoyeurs en chef du syndicalisme et de nos droits sociaux.

Et puis ces mesures concernent tous les travailleurs et leurs familles, Mailly s'en tape, son fond de commerce, c'est les fonctionnaires. Le 11 août il avait déclaré (IO n°162 page 4) "*"Si on nous annonce de nouvelles mesures de rigueur, ça ne passera pas*" (Reuters), c'était juste un effet d'annonce pour tromper les militants, dont le POI s'était fait grâcieusement le relais. Vous allez voir ce que vous allez voir, le même refrain que plus haut...

Social

1- France

Pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat des ménages français a reculé de 0,6% en un an en raison des hausses de prix dans le secteur de l'énergie (carburant, fioul, gaz,...), selon une enquête de 60 millions de consommateurs, le magazine de l'Institut national de la Consommation (INC), à paraître jeudi.

Sans surprise, la flambée des prix du carburant et la hausse du prix du gaz et de l'électricité ont laminé le pouvoir d'achat des ménages entre juin 2010 et juin 2011», relève le magazine qui publie depuis huit ans une étude sur le sujet.

Le fioul a grimpé de 19%, le carburant automobile de 13%, de même que le gaz (11%) et l'électricité (6%), affectant de façon notable le budget mensuel des ménages, affirme 60 millions de consommateurs.

Le magazine calcule l'évolution du pouvoir d'achat sur la base d'un revenu mensuel par ménage. En juin 2011, ce revenu s'élevait à 3.226 euros contre 3.175 euros un an plus tôt, soit un revenu mensuel supplémentaire de 51 euros.

Mais 60 millions de consommateurs chiffre l'impact de l'inflation sur ce budget mensuel à 71 euros, entraînant donc une baisse du pouvoir d'achat de 20 euros (-0,6%).

Pour l'ensemble de l'année 2011, le magazine prévoit une baisse de 0,4%, contrairement à l'Insee qui table sur une hausse de 1%.

Les deux indices sont en fait calculés sur des bases légèrement différentes, celui de 60 millions intégrant le prix des logements anciens et le coût du crédit, ce qui n'est pas le cas de l'Insee.

«Depuis quatre ans, le pouvoir d'achat ne cesse de reculer, excepté en 2009 (0,1%), qui fut pourtant l'année de la crise financière» mondiale, note le magazine. (20minutes.fr 24.08)

Commentaire d'un internaute.

- "France Info - Augmentation du coût de la vie : en quelques chiffres.

+ 17,3 %... pour se déplacer;

+ 30 %... pour s'éclairer;

2% : c'est selon la Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution, l'augmentation moyenne des prix des produits alimentaires de première nécessité, redoutée par les distributeurs et les consommateurs. Avec de fortes disparités cependant et des hausses pouvant atteindre jusqu'à 20% pour les farines et le café par exemple, de 5 à 10% pour les pâtes alimentaires, de 4 à 8% pour le beurre et l'huile ou encore jusqu'à 7% pour le pain.

+ 5,2 %... pour se chauffer."

Rémunération.

"*Entre 2004 et 2007, les très hauts revenus ont augmenté plus rapidement que ceux de l'ensemble de la population*", a relevé l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans une étude publiée en avril 2011. Le mouvement s'est poursuivi en 2008, tout en ralentissant un peu.

Si, pour 90 % des Français, la progression de l'ensemble des revenus (salaires, revenus du patrimoine et du capital) a été légèrement inférieure à 10 % entre2004 et 2007, elle a été de 20 % à 40 % pour les personnes les plus aisées, c'est-à-dire le 1 % de la population touchant plus de 84 500 euros de revenus annuels par unité de consommation (l'équivalent de 15 000 euros net par mois pour un couple avec deux enfants).

Les riches sont devenus plus riches notamment parce que leurs revenus du patrimoine ont fortement augmenté : "*+11 % par an sur la période 2004-2008*", selon l'Insee. Les revenus du patrimoine sont fortement concentrés chez les personnes les plus aisées, pour qui ils comptent pour près de 30 % dans le total des revenus.

Même si les salaires pèsent moins pour eux que pour les autres Français dans leurs revenus totaux, les plus riches ont également bénéficié d'une plus forte hausse des rémunérations. Des études réalisées en 2007 par Camille Landais, de l'Ecole d'économie de Paris, et en 2010 par Julie Solard, pour l'Insee, ont montré que "*la rapide augmentation des inégalités de salaires*" a aussi contribué à creuser l'écart en faveur des plus riches.

Pour l'ensemble de la population, les seuls revenus d'activité ont progressé de 11 % sur la période 2004-2007. Ils ont augmenté de +20 % pour les "*très aisés*" et de +39 % pour les "*plus aisés*", catégories qui représentent respectivement 0,09 % et 0,01 % de la population.

Un certain nombre de travaux ont montré que, pour le seul impôt sur le revenu, la progressivité cesse dès lors que l'on entre dans la catégorie des 0,1 % de Français les plus riches. Pour cette catégorie de la population, le taux moyen de prélèvement sur le revenu est de 20,5 %. Il tombe à 17,5 % pour le 0,01 % les plus riches et à 15 % pour le 0,001 % les plus aisés. Cela tient notamment au poids des revenus du capital dans le total des revenus des personnes les plus aisées : ils sont en effet moins taxés que ceux du travail.

Cela tient aussi à la politique fiscale menée ces dernières années. Les allégements successifs du barème ont plutôt bénéficié aux plus hauts revenus. De même que la création du bouclier fiscal. Par ailleurs, l'utilisation des niches fiscales, qui permettent de réduire l'impôt à acquitter, est très forte dans cette catégorie de la population : les 10 % des foyers les plus aisés concentrent 62 % des réductions d'impôts.

Une inflexion est à l'œuvre depuis deux ou trois ans. Notamment en raison des contraintes budgétaires. Le gouvernement a engagé une action de plafonnement et de rabotage des niches fiscales et alourdi un peu la fiscalité sur le capital (hausse du prélèvement forfaitaire libératoire, de la CSG sur les stock-options). Il a aussi relevé le taux supérieur de l'impôt sur le revenu de 40 % à 41 %, afin de faire contribuer les plus aisés au financement des retraites. (lemonde.fr 24.08)

Plans sociaux

Sur le premier semestre 2011, 507 plans sociaux ont été déposés soit une baisse de 30% par rapport au premier semestre 2010, rapporte mercredi 24 août le quotidien Les Echos.

Le nombre des plans sociaux "*s'était élevé à plus de 200 par mois au plus fort de la crise, au 1er semestre 2009, et est retombé à moins de 100 en moyenne mensuelle au cours des douze derniers mois*", souligne le ministère du travail. En juin 2011, il a été de 76.

Selon les services statistiques de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) des six premiers mois de l'année ont concerné moins de 25 000 personnes contre plus de 35 000 pour la même période de l'année passée.

"*Une bonne nouvelle*", note le quotidien économique, qui précise toutefois que cette baisse doit être relativisée. Ainsi, le nombre de PSE reste supérieur de 40 % par rapport à la période allant de janvier à juin 2008.

Par ailleurs, d'autres pratiques utilisées par les entreprises comme outils de flexibilité viennent pondérer les chiffres de diminution des PSE.

Ainsi, note Les Echos, "*au non-remplacement de tout ou partie des départs en retraite s'ajoutent en effet trois autres voies : l'utilisation de l'intérim et des CDD (...), la multiplication des ruptures conventionnelles, dont on peut penser qu'une partie correspond à des licenciements déguisés (...) et le développement du congé de mobilité.*"

Depuis dix ans, 2009 reste l'année noire des restructurations avec 2 245 plans sociaux déposés à l'administration. (lemonde.fr 24.08)

Chômage

La remontée du chômage en France s'est accélérée en juillet pour retrouver un niveau sans précédent depuis plus de 11 ans, montrent les statistiques publiées jeudi par le ministère du Travail et Pôle Emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité au cours du mois) en France métropolitaine a augmenté de 36.100 (+1,3%) le mois dernier pour s'établir à 2.756.500.

Sur un an, le nombre de chômeurs en catégorie A a progressé de 2,8%, soit 76.200.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), la hausse du nombre de demandeurs d'emploi est ramenée à 0,6%, soit 24.300 personnes de plus en un mois, pour atteindre 4.128.000. En rythme annuel, la progression pour ces trois catégories confondues est de 4,3%.

La hausse du nombre de chômeurs s'est en fait accentuée en juillet et atteint 87.400 unités sur les trois derniers mois pour la seule catégorie A.

Et cette tendance touche particulièrement les publics historiquement les plus exposés que sont les plus de 50 ans (+2% en juillet), les moins de 25 ans (+1,4%) et les femmes, quel que soit leur âge (+1,6%).

Le nombre d'inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus a quant à lui augmenté de 0,8% par rapport à juin et bondit de 9,2% sur un an.

"*Mais cela n'enlève rien à ma conviction que le chômage va repartir à la baisse*", a-t-il déclaré au Figaro.

Il promet de faire appliquer "*dans les jours qui viennent*" les mesures adoptées fin juillet par le parlement dans le cadre du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale.

"*De nouveaux secteurs seront ainsi ouverts à l'apprentissage et à la professionnalisation, et de nouveaux dispositifs, comme la prépa-apprentissage qui permet de préparer les jeunes les plus éloignés de l'emploi à une formation en alternance, seront mis en place dans le courant du mois de septembre*", précise le ministre. (Reuters 25.08)

Pour faire baisser artificiellement le nombre de chômeurs à quelques mois des élections...

2- Italie

L'Italie a le taux de chômage des jeunes le plus élevé d'Europe, selon une étude publiée mercredi par Confartigianato, la fédération italienne des artisans. Particulièrement touchée, la tranche d'âge allant de 15 à 24 ans connaît un taux de chômage de 29,6 %, contre une moyenne de 21 % en Europe. Le taux de chômage des 15-35 ans s'élève, lui, en Italie à 15,9 %, avec une nette concentration dans le sud du pays (21,1 % de la population de cette tranche d'âge est au chômage). En Sicile, par exemple, 28 % des 15-35 ans sont sans emploi.

L'étude de Confartigianato, qui s'appuie sur des données de l'Institut national des statistiques italiennes, souligne aussi que le nombre de jeunes disposant d'un emploi a chuté de 926 000 unités entre 2008 et 2011. Elle montre également la détérioration de la situation pour les adultes, avec un taux de chômage de 23,2 % pour les 25-54 ans, contre une moyenne européenne de 15,2 %. Paradoxalement, toutes catégories d'âges comprises, le taux de chômage italien est l'un des moins élevés d'Europe puisqu'il s'est établi en juin à 8 % contre 9,9 % dans la zone euro.

Une autre étude, publiée sur le même thème par l'institut de sondage Datagiovani, confirme la situation difficile des jeunes Italiens, en se basant sur des données psychologiques davantage qu'économiques. Ainsi, sur les jeunes personnes interrogées, seules 47 % d'entre elles espèrent obtenir un contrat à plein temps et 20 % espèrent une rémunération d'au moins 1 000 euros. En 2007, plus de 50 % des jeunes Italiens espéraient une telle rémunération. (lemonde.fr 24.08)

3- Chili

Des heurts ont opposé des manifestants aux forces de police dans la capitale chilienne Santiago, jeudi, au deuxième jour d'une grève de 48 heures contre l'impopulaire président Sebastian Pinera, qui a été marquée par des pillages sporadiques.

Des jeunes ont bloqué des rues, lancé des pierres et mis le feu à des ordures à certains carrefours de Santiago et d'autres villes afin de paralyser la circulation. La police a eu recours à des canons à eau et à des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

Jeudi, 50.000 personnes ont défilé dans les rues de Santiago, pour la plupart pacifiquement, mais des échauffourées ont éclaté avec les forces de police au fil de la journée.

Selon les chiffres du gouvernement, seuls 10% des employés de la fonction publique ont répondu jeudi à l'appel à la grève lancé par la plus grande centrale syndicale du pays, CUT. Le mouvement social n'a pas d'impact particulier sur le secteur minier, essentiel à l'activité économique du Chili. (Reuters 25.08)

Economie

Grèce

Les taux grecs à dix ans ont atteint un nouveau record jeudi 25 août.

A 15 h 35, heure de Paris, les rendements grecs à dix ans s'inscrivaient à 18,548 % contre 17,892 % mercredi à la clôture. Les taux à deux ans montaient à 45,892 % contre 44,025 % la veille. "*L'idée d'un défaut de la Grèce fait de plus en plus son chemin auprès des investisseurs*", a souligné René Defossez, stratégiste obligataire chez Natixis. Les garanties exigées par la Finlande pour

sa participation au prêt international octroyé à ce pays "*fragilisent la mise en œuvre de ce plan*", a-t-il expliqué. (lemonde.fr 25.08)

Ce sont des taux usuraires. La mutualisation des dettes a du plomb dans l'aile !

Haut de page

Le 27 août

Il va me falloir deux jours pour préparer mon déménagement, je déménage lundi, et il va me falloir plusieurs jours pour m'installer, ensuite je vais m'accorder quelques jours de repos, les premiers depuis plusieurs années, après on verra comment je continue le site, je ne déborde pas d'enthousiasme à cette idée. Si je trouve le temps j'actualiserai partiellement le site les prochains jours, tout dépendra aussi de l'actualité dans le monde.

La causerie du 26 plus loin, je rajoute ce qui suit à propos des problèmes de téléchargement de fichiers.

Les adresses suivantes sont correctes :

La guerre civile aux États-Unis - Marx-Engels (1861-1865) : /marxisme/me-usa.pdf

Socialisme utopique et socialisme scientifique de F. Engels - 1880 : /marxisme/socialisme1880.pdf

La révolution permanente : /marxisme/larevolutionpermanente.pdf

Défense de la démocratie bourgeoise ou combat pour l'abolition du capitalisme ? : /marxisme/reformisme1106.pdf

Sur la tactique du front unique (1) : /marxisme/fu141106.pdf.

Que faire ? : /marxisme/que_faire.pdf

Le stalinisme est étranger au communisme : /marxisme/communisme1.pdf

Travailler plus … pour faire gagner plus aux capitalistes. Comment ? Explications. : /marxisme/travaillerplusmarxcapital.pdf

Pour accéder aux articles sur Attac, le Forum social, etc l'adresse suivante est erronée www.luttedeclasse.org/archives2010/2004/Gouvernancemondiale.htm, l'adresse correcte qui figure dans le site est www.luttedeclasse.org/archives2010/2004/alter1/Gouvernancemondiale.htm.

Je ne sais pas où des camarades ont trouvé cette adresse erronée, l'adresse correcte permettant d'accéder à toutes les rubriques et articles du site (excepté les causeries et articles de presse) est la suivante : http://www.luttedeclasse.org/themes_archives.htm, je viens de tester tous les liens contenus dans cette page et ils fonctionnent tous correctement, vous pouvez la mémoriser en plus de la page d'accueil du site. J'ai ajouté un lien en tête de la rubrique *Documents disponibles dans cette page*.

Je rappelle que j'ai mis en ligne les pages d'accueil du site telles qu'il existait en 2004, 2005, puis en 2009, à titre indicatif seulement, pour vous montrer l'évolution du site et de mon parcours politique, les liens qui figurent dans ces pages ne fonctionnent plus évidemment.

Pour accéder aux différentes rubriques puis aux différents articles ou documents, de préférence utilisez les liens disponibles dans le menu de la page d'accueil du site situé en haut de l'écran.

Haut de page

Le 28 août

Bien que je déménage lundi, j'ai trouvé un peu de temps pour actualiser sommairement le site. Le site ne sera pas actualisé lundi et peut-être mardi.

L'endroit où je vais habiter est étrange. Tous les terrains (boisés) ont été achetés depuis des années, quelques maisons seulement ont été construites et les trois quarts sont désertes et commencent même à présenter des signes de détérioration. Il y a quelques années le propriétaire de cet immense terrain qui l'a vendu par lots, avait eu la mauvaise idée de l'ouvrir au public et d'organiser des soirées animées qui se sont rapidement transformées en beuveries et en rendez-vous pour prostituées et voyous, du coup les propriétaires des parcelles de terrain ont préféré déserter les lieus.

Depuis l'endroit est calme et désert, comme à l'abandon, pas entretenu, il y pousse même des décharges parce que les membres aisés de la société n'ont aucune éducation ou se conduisent comme des vauriens, ne respectent rien, ces décharges sont situées au coin de chez eux, elles leur appartiennent, sans que cela ne les dérangent. La notion de honte, de dignité, d'honneur, connaissent pas ces gens-là. Leur place est dans une poubelle, celle de l'histoire !

J'ai rencontré l'épouse du responsable de la vie scolaire du lycée français, ils vivent ici depuis 5 ans, elle m'a dit qu'elle ne pouvait m'en dire plus sur les problèmes qui existent encore dans ce lotissement. Qu'est-ce que je vais encore découvrir et devoir subir dans les jours ou les mois à venir ? Décidément, il n'y a pas un seul endroit où vivre tranquille en Inde, je ne demande pas la lune, le minimum, et bien c'est déjà trop. Ma fille qui a déménagé à Toulouse m'a dit avoir rencontré de gros problèmes avec une agence immobilère ou le propriétaire avant même d'emménager.

J'ai fais le lien avec mon histoire en Inde et j'ai dit à mon épouse : tu vois, ils ont réussi l'exploit de pourrir le monde, quand on dit que l'Inde c'est pourri il faut ajouter la France aussi, quand tu critiques les Indiens, n'oublie pas les autres. En fait, à la base il ne faut pas tenir ce genre de raisonnement, sinon tu finis par détester le monde entier, c'est insupportable, il faut s'habituer à vivre en se coltinant en permanence un tas de problèmes dont certains sont insolubles dans cette société et il faut se satisfaire de petits plaisirs anodins.

André Breton chantait les louanges des cornichons, les bons cornichons, sa dégustation suffisait à son bonheur à défaut de vivre heureux dans leur monde pourri, il s'en servait comme exemple à valeur éducative et j'ai retenu la leçon que j'ai trouvée savoureuse. J'ai beaucoup d'admiration pour Breton, j'ai lu pratiquement l'ensemble de son oeuvre comme on respire un grand bol de liberté. Principal animateur du courant surréaliste dans la première partie du XXe siècle, anticonformiste forcené, il avait su rester simple et modeste à l'opposé d'un Picasso et bien d'autres surréalistes à qui le succès était monté à la tête. C'est l'intérêt qu'il portait à certains courants littéraires non conventionnels qui m'a fait découvrir ou m'intéresser à l'ouvrage de certains écrivains ou artistes.

Son engagement politique, ses relations et son amitié pour Trotsky étaient le produit sur le plan politique de son mode de pensée critique libéré de toute entrave, dès lors qu'on est ouvert à écouter toutes sortes d'arguments, on appelle cela aussi accepter la confrontation des idées sans a priori, on parvient à discerner ce qui va dans le sens de l'histoire et rempli un rôle progressite de ce qui s'y oppose, on parvient à s'entendre avec des gens avec lesquels on partage les mêmes idées, même si on vient de milieus différents ou qu'on a connu des expériences totalement différentes, on parvient à discerner ce qui est essentiel, nous réuni et peut constituer la base d'une action commune tout en respectant nos différences. Ce que Breton et Trotsky ont réussi à faire, nous en sommes incapables au niveau du mouvement ouvrier, à croire que ses dirigeants ne possèdent pas leurs qualités ou qu'ils ne leur arrivent pas à la cheville, ils sont évidemment persuadés du contraire pour notre plus grand malheur, ils ne doivent pas être capables d'éprouver un instant de bonheur en dégustant un simple cornichon, cela ne vous aura pas échappé.

Je me souviens de cette histoire de cornichon, j'étais dans une vieille rame de métro aux sièges en bois quand je l'ai lue il y a plus de 35 ans, l'atmosphère ne se prêtait pas vraiment à savourer quoi que ce soit, il faut croire que j'avais acquis cette faculté de faire abstration de son environnement et ses problèmes pour penser librement ou m'évader de cette camisole de force qu'est leur société. Cela n'a rien d'extraordinaire, c'est une expérience banale qui arrivent à des millions de gens, sauf qu'ils ne la poussent pas plus loin, on s'extrait d'un milieu pour tomber dans un autre, lequel, quelle en est la signification, la portée, qu'est-ce que cela peut m'apporter, est-il possible de la généraliser, de la renouveler dans un autre contexte, qu'est-ce qui nous empêche de penser librement, etc.

Un plaisir lié à une expérience banale est l'opposé de la recherche du plaisir à tout prix, de l'hédonisme qui ne supporte pas la douleur, ne comprend rien à l'existence alors qu'elle lui doit tout, douleur, qui parce qu'elle nous conduit à nous interroger sur l'origine de nos souffrances permet une élévation du niveau de conscience. Il y a tellement de malheur sur terre que si l'on y pensait en permanence on deviendrait fou ou on se tirerait une balle dans la tête, heureusement qu'il y a les cornichons pour nous rappeler que l'existence n'est pas seulement synonyme de souffrance et que par extension le monde mérite mieux que leur société infâme, qu'il nous faut combattre pour la changer.

Si cet état d'esprit dominait ou était partagé par l'avant-garde nous progresserions à pas de géant, et pour le coup il faudrait augmenter la production de cornichons ! Nous l'inscrirons dans notre programme pour ne frustrer personne, on est ou on n'est pas communiste, n'est-ce pas camarades ? Et ne traitez personne de cornichon, vous vous priveriez d'un plaisir sublime !

J'ai mis en ligne quelques pages des numéros 161, 162 et 163 d'*Informations ouvrières* à la demande de trois camarades.

J'ai réparé le lien vers l'article *Krach boursier, l'effrayant scénario de 1929*. Je vous rappelle que lorsqu'il s'agit d'articles de presse

ou de portails Internet, si vous ne parvenez pas à télécharger un article, comme j'utilise le titre original, il vous suffit de le taper sur Google pour le retrouver sur le Net. Vous ne tenez pas à vous compromettre inutilement en m'adressant un courriel, comme je vous comprends, attention, ne vous retournez pas, vous allez marcher sur votre ombre !

La palme de la médiacratie

- Quiz spécial rigueur pour se serrer la ceinture en s'amusant. (Rue89 27.08)

Cela se voit qu'ils ne sont pas concernés ! Franchement insupportable !

- A New York : l'ouragan Irene arrive, faisons la fête ! (mis à jour) (Rue89 27.08)

On a du mal à rester poli en présence de tels abrutis !

J'ai parcouru environ 150 titres d'articles d'agences de presse ou de médias nationaux (rubriques : économie, monde, politique et France), pour finalement ne retenir que 3 articles ce matin, à peine plus hier.

Et chez eux ? Ça baigne !

Interview de Didier Roman, gérant chez Tocqueville Finance par 20minutes.fr.

- ... Malgré tout, la masse des profits des entreprises du CAC devrait encore croître cette année. Après le cru record de 2010 avec 82,3 milliards d'euros de bénéfices, elles pourraient voir leur profit grimper de 4 et 7% cette année. (20minutes.fr 27.08)

Lu sur le site du NPA

Titre Face aux derniers soubresauts de la crise : éléments d'analyse (14 août 2011). Extrait.

"Deux écueils guettent les forces de contestation radicale du système face à cette nouvelle phase de la crise :

- techniquement argumentées et de croire qu'elles s'imposeront par la force des idées et la pédagogie (ou par la grâce d'une habile combinaison électorale unitaire).

- La seconde serait de se borner à des dénonciations générales du capitalisme et à appeler à son renversement comme seule solution, en se désintéressant, voire en dénonçant comme réformistes ou opportunistes les idées contestataires qui circulent dans la société."

Suit une liste de mesures économiques ou sociales dont on nous dit qu' "*elles nécessiteront des mouvements sociaux d'ampleur pour faire plier les dominants et à terme faire dégager leurs représentants politiques au profit de gouvernements aussi fidèles aux intérêts des travailleurs que Sarkozy, Merkel et consorts (et Jospin en son temps – Premier ministre de juin 1997 à mai 2002) le sont aux intérêts des capitalistes.*".

A quoi sert cette précision ? A faire oublier que le NPA est incapable de proposer le moindre objectif politique, la moindre issue politique aux travailleurs. Vous vous étonnez que la conscience politique des travailleurs ne progresse pas, autrefois elle était portée par des illusions qui une fois qu'elles se sont estompées ont laissé la place à une forme d'espoir désabusé, puis est venu le temps du néant, de la terrible fatalité pour beaucoup liée à la volonté de résister malgré tout pour d'autres, voilà où nous en sommes aujourd'hui.

On devrait se contenter de combats sur des questions sociales sans se poser la question de leurs véritables contenues, de l'orientation politique qui les accompagne, c'est une terrible erreur politique digne du trade-unionisme. Le POI, le NPA et LO sont sur cette ligne, ils ne construisent pas un parti mais un appendice des syndicats qui se borne à défendre les intérêts de leurs adhérents, le reste est superflu, accessoire, en option les jours de fête.

Le devoir d'un parti ouvrier est de lier les revendications sociales à des objectifs politiques, c'est le b.a.-ba de la lutte de classe du prolétariat depuis plus d'un siècle et demi, mais on l'a oublié pour ne pas froisser les républicains, les démocrates, les réformistes, les staliniens, les anarchistes, les petits-bourgeois, les contre-révolutionnaires, les esprits faibles, etc. pour quel résultat ? Appliquez à vos dirigeants leurs propres principes : objectif/résultat.

Politique

1- France.

1.1- L'alternative dans la continuité.

Samedi, à l'université PS de La Rochelle, pour Fabius "*pas question de jouer au ping pong législatif*". "*Beaucoup de choses*" faites par M. Sarkozy "*sont mauvaises mais nous n'allons pas passer notre temps à (les) défaire*".

"*Nous devons montrer que nous n'avons pas l'ambition de faire en un mois ou même en un an ce qui est prévu sur 5 ans*". "*Il faut agir en continuité" ce que "nous avons toujours eu beaucoup de mal à faire*", a-t-il averti.

Face à l'ampleur de la dette, "*les contraintes seront très importantes*", "*la situation sera plus difficile*" que celles "*affrontées dans le passé mais la contrepartie --j'en suis convaincu-- nous serons mieux préparés*", a affirmé M. Fabius.

Autre nécessité: "*ne pas tomber" dans "le piège*" de Nicolas Sarkozy, qui "*voudrait installer l'idée que, comme il y a la crise, il ne faudrait pas qu'il y ait de changement politique*". "*Ca c'est une escroquerie intellectuelle*" car "*c'est précisément parce qu'il y a la crise et pour sortir de la crise qu'il faut du changement*". (libération.fr 27.08)

Il a cependant annoncé que certaines lois seraient abolies, mais qui peut croire un instant que cela changerait quoi que ce soit après ce qu'on vient de lire ,quand il déclare que la politique du PS s'inscrira dans la continuité de l'UMP. Tout y est dans la démonstration de Fabius pour tromper les crédules ou les ignorants. Ils ne vont pas passer leur temps à défaire ce qu'a fait Sarkozy, on le soupçonnait fortement, pardon, on en était convaincus (le S n'est pas en trop, "on" a valeur pluriel, comme "nous" derrière l'auxiliaire être, le participe passé s'accorde avec le sujet en genre et en nombre.).

Et il ose parler de changement sans défaire ce que Sarkozy a fait, ce qui est prendre les électeurs pour des cons ou les mépriser.

Tout ces gens-là sont répugnant, ils rivalisent de cynisme avec Sarkozy. Pour adhérer à ce parti, hier comme aujourd'hui il ne faut pas être porté par un idéal, il faut s'inquiéter de son propre sort et de ses petites affaires, bref quelque part il faut partager l'état d'esprit de ses dirigeants.

1.2- En famille chez les Nicolas.

Selon une information mise en ligne samedi 27 août par le site du journal Le Parisien, Nicolas Sarkozy a proposé à Nicolas Hulot, battu par Eva Joly pour l'investiture écologiste à l'élection présidentielle, un poste de représentant de la France à l'ONU.

Le chef de l'Etat, qui a reçu l'ancien animateur de télévision à l'Elysée la semaine dernière, souhaite qu'il représente le pays pour préparer le 'sommet de la Terre' de juin 2012 à Rio de Janeiro. Nicolas Hulot n'a pas encore donné de réponse, ajoute Le Parisien.

Déçu de sa défaite-surprise lors de la 'primaire' d'Europe Ecologie-Les Verts, Nicolas Hulot ne s'est pas rendu aux universités d'été du parti. Eva Joly souhaite qu'il fasse campagne à ses côtés. (lemonde.fr 27.08)

Ce job, c'est bien payé au moins, mieux qu'à EELV j'espère ? Hulot c'est la caricature minable de tous les prétendants au trône !

2- Espagne

Le gouvernement socialiste espagnol a annoncé vendredi la conclusion d'un accord avec l'opposition conservatrice pour inscrire dans la Constitution du pays le principe d'une limitation du déficit public et de la dette.

La Constitution sera amendée par le biais d'une loi qui devra être adoptée avant le 30 juin 2012, a annoncé le gouvernement dans un communiqué publié aux premières heures de la journée de vendredi.

Les deux camps se sont entendus pour fixer à 0,4% du PIB la limite maximale de l'ensemble du déficit public du pays, c'est-à-dire Etat et régions compris.

La loi va également inclure des critères pour une réduction progressive du niveau de la dette conformément au pacte de croissance et de stabilité de la zone euro.

Les deux parties signataires de l'accord pourront réexaminer le plafond du déficit en 2015 et en 2018.

L'Espagne a déjà annoncé mardi qu'elle inscrirait dans sa Constitution un plafond à sa dette publique avant les élections

législatives de novembre. (Reuters 27.08)

Japon. Crise politique.

Le Japon connaîtra la semaine prochaine un sixième dirigeant en cinq ans, l'actuel Premier ministre Naoto Kan ayant démissionné vendredi de la tête du Parti démocrate (PDJ) au pouvoir.

Naoto Kan quittera ensuite le gouvernement. Le chef du gouvernement est fortement impopulaire, notamment en raison de sa gestion de la catastrophe nucléaire de Fukushima déclenchée par le séisme et le tsunami du 11 mars dernier.

Le PDJ devrait désigner son nouveau chef et futur Premier ministre lundi.

Seuls les parlementaires du PDJ voteront lundi et le choix d'Ozawa, chef de file du principal courant du parti, sera déterminant, malgré son inculpation dans une affaire de financement occulte.

Kaieda, 62 ans, insiste sur la sécurité nucléaire et estime qu'il est prématuré de réfléchir à une sortie de l'énergie atomique.

Le troisième favori est le ministre des Finances Yoshihiko Noda, qui s'est dit vendredi prêt à prendre la tête du pays.

Dans un communiqué, il a insisté sur le défi économique auquel le Japon est confronté. Il est, en ce qui concerne la politique économique, le plus conservateur des candidats.

Le successeur de Kan sera confronté à de nombreux défis.

Le yen fort est une menace pour l'économie, dépendante des exportations, et la reconstruction du Nord ne fait que commencer. La centrale de Fukushima-Daiichi n'est toujours pas à l'arrêt à froid et le Japon doit se doter d'une nouvelle politique énergétique tout en gardant un oeil sur sa dette publique, colossale. (Reuters 27.08)

Social

Chili

Un adolescent chilien est mort dans les heurts ayant opposé jeudi des manifestants aux forces de police à Santiago, ont annoncé les autorités.

Le Chili observait mercredi et jeudi une grève de 48 heures contre l'impopulaire président conservateur Sebastian Pinera, qui a été marquée par des pillages sporadiques.

Le gouvernement a indiqué que la victime, décédée vendredi matin, était âgée de 16 ans.

"*Le jeune est mort d'un impact de balle dans la poitrine. Il est mort à l'hôpital*", a dit un porte-parole de la police.

Des témoins cités par les médias locaux affirment que le coup a été tiré par la police. Des médias rapportent que la victime se trouvait près d'un barrage de police lorsqu'elle s'est effondrée.

Des jeunes ont bloqué des rues, lancé des pierres et mis le feu à des ordures à certains carrefours de Santiago et d'autres villes afin de paralyser la circulation. La police a eu recours à des canons à eau et à des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

Plusieurs centaines de personnes ont été interpellées depuis mercredi et plusieurs agents de police ont été blessés, dont deux par balles, dans les violences qui ont éclaté pendant la nuit, lorsque des dizaines de magasins et de supermarchés ont été la cible de pillages et que des autobus ont été endommagés.

Jeudi, environ 600.000 personnes ont défilé à travers le Chili, selon les organisateurs, tandis que les journalistes de Reuters ont estimé à environ 200.000 le nombre de manifestants rien qu'à Santiago. Le gouvernement n'a fourni aucun chiffre.

La plupart des manifestants ont défilé dans le calme mais des échauffourées ont éclaté avec les forces de police au fil de la journée.

"*La société chilienne est parvenue à un point où nous ne pouvons plus supporter d'être ainsi ignorés*", a déclaré Rebeca Martinez, une étudiante en musicologie de 21 ans, devant l'Université du Chili, occupée depuis des mois.

Selon les chiffres du gouvernement, seuls 10% des employés de la fonction publique ont répondu jeudi à l'appel à la grève lancé par la plus grande centrale syndicale du pays, CUT. Le mouvement social n'a pas d'impact particulier sur le secteur minier, essentiel à l'activité du Chili, pays perçu par les investisseurs comme un modèle de développement économique en Amérique latine.

"*Il est temps de changer de système politique, de système économique, afin de parvenir à une redistribution plus juste du pouvoir et des richesses*", a déclaré Camila Vallejo, chef de file du mouvement étudiant. "*Ce modèle de développement a uniquement servi à enrichir énormément une poignée de personnes.*"

Cette grève nationale de 48 heures est la première au Chili depuis la dictature d'Augusto Pinochet, de 1973 à 1990.

D'après un sondage récent, Sebastian Pinera est le chef d'Etat le plus impopulaire au Chili depuis Augusto Pinochet.

Parvenu au pouvoir en mars 2010, il a déjà remanié à deux reprises son gouvernement, la deuxième fois en juillet, ce qui n'a eu aucun effet sur la contestation. (Reuters 27.08)

Israël.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi soir à Tel Aviv contre la vie chère, comme chaque semaine depuis la mi-juillet, mais la mobilisation a été moins forte que lors des précédents rassemblements.

Le 6 août, 250.000 manifestants avaient défilé pour réclamer des réformes économiques et sociales, un mouvement sans précédent dans l'histoire de l'Etat hébreu.

Les récentes tensions avec l'Egypte et les violences transfrontalières qui ont fait une vingtaine de morts depuis un raid palestinien le 18 août près d'Eilat expliquent peut-être l'essoufflement de ce mouvement.

Les manifestants réclament notamment une fiscalité plus juste, la construction de logements sociaux et universitaires et l'arrêt des privatisations. (Reuters 27.08)

Economie

FMI. Le feu couve.

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, a mis en garde samedi contre le risque de voir l'économie mondiale plonger dans la récession et a plaidé pour une action politique rapide et coordonnée, notamment en vue d'une restructuration des banques européennes.

"*Les événements de cet été ont montré que nous étions dans une nouvelle phase dangereuse*", a-t-elle dit lors des rencontres annuelles de la Fed à Jackson Hole, dans le Wyoming.

"*Les enjeux sont clairs: nous risquons de voir compromise une reprise encore fragile. Il faut donc agir sans attendre.*"

Les économies avancées doivent mettre au point des plans à long terme pour contrôler leur dette publique, tout en faisant en sorte que les mesures d'économies nécessaires ne mettent pas en péril la reprise, a-t-elle ajouté.

"*Qui peut croire que les engagements à réduire les dépenses pourraient survivre à une longue stagnation, avec un chômage toujours élevé et face à la grogne sociale ?*" (Reuters 27.08)

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

8 septembre

En raison de mon déménagement le 29 septembre qui s'est effectué dans de très mauvaises conditions, je ne serai pas en mesure d'actualiser le site avant la fin du mois probablement. J'ai loué une maison sans trop avoir le choix de sa dimension (trop grande), de son emplacement (plus loin de la ville), du prix du loyer (excessif pour moi). Cette maison a fait l'objet d'importants travaux, elle n'avait pas été entretenue précédemment, c'est à moi de terminer de la nettoyer et de faire en sorte que les fenêtres et les portes ferment, que les toilettes ne fonctionnent, que les robinets ne fuient pas, etc. Quant au jardin, en fait un terrain en friche jonché de gravas dans lequel il y a des termitières qui sont des nids de serpents, j'ai tué un scorpion noir (poison fatal et fulgurant) en retournant un morceau de brique, je dois donc le nettoyer pour moi et mon chien que j'enferme la nuit dans la maison.

Je dois tout me taper tout seul, je n'ai pas les moyens de payer une personne pour m'aider et mon épouse retourne en France le 12 au soir. Je suis complètement claqué évidemment, sur les nerfs, contrarié de ne pas pouvoir aller plus vite pour reprendre mon activité politique, ce qui ne m'empêche pas de suivre plus ou moins l'actualité quotidiennement depuis quelques jours, je n'ai rien loupé apparemment.

Je n'ai reçu qu'un seul message depuis le 29 septembre, j'en conclus donc que le site ne sert pas à grand chose, pour ne pas dire à rien. Pendant 8 jours j'ai vécu coupé du monde, pas le temps d'ouvrir le portable et de me connecter sur Internet, pas envie de regarder la télé, j'ai profité de mes soirées où j'étais épuisés pour faire un nouveau point sur la situation et analyser une nouvelle fois ce qui s'est passé depuis 1945. J'en ai tiré la conclusion qu'aucun parti n'a été capable de remplacer le PC, que le travail en direction des masses que le PC n'avait pas voulu faire entre 1946 et 1950, aucun parti n'a voulu le faire par la suite non plus, résultat, le niveau de conscience du prolétariat n'a pas progressé au cours des 66 dernières années, il a même régressé par rapport à ce qu'il était entre la fin du XIXe et la première moitié du XXe siècle. Voilà ce qui arrive à se gargariser de formules et de principes au lieu de regarder la réalité en face.

Tous les partis qui se sont succédés de 1945 à 2011 portent la marque de l'incurie politique de leurs dirigeants, au point où la plus gigantesque crise mondiale du capitalisme sévit, il n'existe aucun parti révolutionnaire dans aucun pays du monde, donc pas d'Internationale digne de ce nom, qui pourraient servir de pôle de regroupement aux couches les plus déterminées de la classe ouvrière, les sections de la IVe Internationale ayant été disloquées pendant la guerre ou ce qui en étaient restés ont totalement dégénérés dans les décennies qui ont suivie. Pas étonnant dans ces conditions-là que la barbarie capitaliste l'emporte partout dans le monde, et le pire reste à venir. On pourrait en dire de même de l'opportunisme qui se décline sous différents masques ou du réformisme qui a littéralement pourri le mouvement ouvrier jusqu'à son avant-garde. Un exemple.

La question de la "*règle d'or*" que les différents gouvernements voudraient inscrire dans leur constitution pose directement la question du combat contre la constitution dans chaque pays, pierre angulaire de tous les traités signés avec l'UE depuis les années 50. En réalité elle pose la question du combat pour son abolition et son remplacement par une constitution basée sur

la propriété collective des moyens de production dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Les gouvernements de l'UE veulent enchaîner davantage encore les peuples aux constitutions en vigueur dans leur pays respectif, constitutions qui justifie sur le plan juridique l'existence du capitalisme, et qui a pour tâche d'assurer la pérénité des rapports sociaux d'exploitation. A l'heure où le capitalisme est dominé plus que jamais par le pouvoir de l'aristocratie financière, c'est la soumission des exploitées à son pouvoir qu'il s'agit de graver dans le marbre à travers cette "*règle d'or*".

Comme je le disais plus haut, jadis les masses en haillon se révoltaient contre leurs conditions abjectes en jurant de "*tout leur prendre*", de les "*pendre*, etc. aujourd'hui, on n'ose même pas avancer la nécessité d'exproprier les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises, cette racaille infâme mériterait le respect, il faudrait composer avec cette pourriture, quant à la constitution, personne n'avance le mot d'ordre de son abolition, n'axe son combat dans cette perspective, dès lors vous attendez quoi des gesticulations des différents partis, des miracles ? Quand je lis la littérature des différents partis et syndicats, je me dis qu'il s'adressent à des travailleurs qui n'ont pas une conscience de classe plus développée qu'en Inde, à croire qu'ils cherchent à la rabaisser encore un peu plus. En Inde, la conscience politique des travailleurs se limitent au constat qu'il y a des gros et des petits, des nantis et des miséreux, certains se gavent sans limite tandis que d'autres souffrent sans limite aussi, on crève plus tôt ici qu'en France à l'issue d'une vie cauchemardesque, c'est presque un soulagement quand on en voit le bout...

L'issue de la crise du capitalisme est politique et personne n'ose intégrer aux question sociales dans son combat des objectifs politiques, du coup on se retouve avec des orientations de type purement réformiste, cela vaut pour tous les partis sans exception. On se lasse de le répéter à la longue.

Aucun militant n'a voulu participer au site que j'anime, un seul m'a aidé à le financer cette année, vous avez rejeté toutes les propositions que je vous ai faites, vous n'avez d'yeux et d'oreilles que pour une conception de la lutte de classe qui n'a eu de cesse de prouver qu'elle était synonyme de faillite ou d'impasse pendant plus d'un demi-siècles, de subordination au capitalisme et aux institutions, cela ne vous suffit pas encore, elle n'a pas permis de construire ne serait ce que l'embryon d'un parti communiste...

Dans ces conditions, à quoi bon continuer à m'user la santé et les yeux à l'écran, dites-moi, pour quel objectif, depuis août 2008 où j'ai remodelé le site, j'ai passé plus de 11 000 heures devant l'écran, en fait beaucoup plus, pour rien, chacun possède sa petite vérité, chacun suit ses petits dirigeants, chacun est sûr d'avoir raison, heureusement que je ne vous imite pas, car sinon je serais déjà mort avec toutes les épreuves que j'ai vécues en Inde ! Je ne veux accabler ou juger personne en dehors des dirigeants.

Le marxisme repose sur les faits. Quand on constate quelque chose, on en tient compte ou non, on a le choix, c'est le peu de liberté que nous accorde leur monde. Pour le moment, ce qui me semble prioritaire, c'est d'assurer ma sécurité et celle de mon chien, le temps que je passe à mon installation peut paraître démesuré, c'est le contraire qui est vrai en fait, car mieux je serai installé et l'esprit tranquille, mieux je pourrai réfléchir et travailler, c'est une question d'organisation et de productivité qui se juge sur le temps et non en terme d'abstraction, c'est de la dialectique aussi.

Dans les semaines qui viennent, je mettrai en ligne dans la Tribune libre les documents que j'aurai reçus, mais ne me demandez pas l'impossible, je ne peux franchement pas en faire plus. J'ai oublié de vous dire que je dois informer les différentes administrations indiennes de ma nouvelle adresse, de bonne humeur en prenant sur moi-même j'ai commencé à m'y coller ce matin, mal barré : refus de la compagnie de téléphonie Reliance (Internet), une photocopie de mon bail et de la carte d'électeur du propriétaire ne suffisent pas, je dois fournir une déclaration de ma banque, du coup j'ai cavalé à la banque et je récupèrerai ce papier demain, ensuite je pourrai commencer ma tournée, dont le bureau d'immigration et là je m'attends à de nouveaux problèmes. Ce matin pour acheter un cadenas, deux bouteilles d'eau gazeuse, me rendre chez Reliance, confirmer dans une agence de voyage le billet d'avion de mon épouse et passer deux fois à la banque, le tout avec l'aller et retour, deux heures et quinze minutes. J'ai déjeûné, j'ai bricollé un peu, je vous ai écrit ces lignes, il est 17h15 et j'ai l'impression de ne pas avoir avancé... Ma hantise, c'est le temps qui passe et ces foutues journées qui ne comportent que 24h !

Je viens de recevoir un courriel du camarade Philippe, ne t'inquiète pas, tiens j'ai oublié de vous dire qu'il y avait un patio au centre de cette maison (un espace ouvert donnant sur le ciel) , il est couvert par des plaques en plastique, mais qui fuient de partout, je dois encore acheter une bâche avant que le propriétaire ne fasse effectuer les travaux, il est parti en France hier et ne revient que le 20, pourvu qu'on n'essuie pas une tempête entre temps !

Haut de page

Le 12 septembre

Mon épouse repart en France ce soir, je vais essayer de reprendre l'actualisation normal du site à partir de demain, au ralenti pour commencer.

J'ai actualisé la rubrique Tribune libre.

J'ai pris connaissance de la déclaration du 3 septembre du Bureau national du POI, dont j'ai envie de dire qu'on partage forcément le contenu quand on n'y regarde pas de trop près, contrairement au NPA et à LO qui ne proposent aucune issue ou perspective politique.

Quelques remarques.

Tout d'abord, il est étonnant que cette déclaration ait été adoptée à l'unanimité du Bureau national du POI sachant que certains des dirigeants de ce parti sont opposés à la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, Schivardi notamment pour l'avoir exprimé à plusieurs reprises.

Ensuite, on constatera que l'orientation contenue dans cette déclaration diffère de la ligne éditorialiste du POI ou de la ligne politique du POI en général orientée exclusivement contre la "troïka" (BCE, UE et FMI), oubliant au passage les institutions de la Ve République ou dans le cadre de la préparation de son meeting internationaliste du 1er octobre prochain, faisant l'impasse sur la nécessité de rompre avec les institutions politiques dans chaque pays de l'UE dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, pire, colportant l'illusion aux relents anarchistes qu'il pourrait exister des peuples ou des nations "libres" (« Non à l'Union européenne, oui à l'union libre des peuples et des nations libres d'Europe »), faisant abstraction de l'intégration à des degrès divers de chaque pays dans le capitalisme mondial, c'est aussi grotesque que d'affirmer qu'une entreprise pourrait fonctionner et assurer son développement, donc garantir sa survie en se passant des banques.

Comment des "peuples" pourraient-ils être libres sans avoir brisé au préalable les chaînes du capitalisme, qui, quelle classe serait libre dans ces "nations libres d'Europe" où les fondements du capitalisme n'auraient pas été remis en cause, celle des capitalistes ? S'agit-il de combattre dans la perspective de l'abolition du capitalisme dans chaque pays, sur tous les continents, à l'échelle mondiale ? Les capitalistes des pays dominants ne seraient-ils pas libres d'exploiter la main d'oeuvre et les ressources des pays dominés depuis plus de deux siècles ? S'agirait-il de redonner aux capitalistes de ces pays les marges de manoeuvre qu'ils ont perdues au profit de l'aristocratie financière qui domine le système économique capitaliste mondial ? S'agit-il de favoriser une forme de capitalisme plutôt qu'une autre ou de combattre pour le socialisme ?

Dans Anti-Dühring, Engels rejetait "*l'Etat populaire libre", tant du point de vue de sa justification temporaire comme moyen d'agitation que du point de vue de son insuffisance définitive comme idée scientifique*".

Dans sa critique du programme de Gotha, Marx précisait "*L'Etat libre, qu'est-ce à dire ? Faire l'Etat libre, ce n'est nullement le but des travailleurs qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis*", voilà ce qui arrive quand on traite " *l'Etat comme une réalité indépendante, possédant ses propres fondements intellectuels, moraux et libres*", déviation théorique qui trouve son prolongement dans la perspective d'une Assemblée constituante "*élue au suffrage universel* qui nie qu'"*entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat*" (idem, Marx).

Face à la violence de l'Etat et de la classe capitaliste dont il représente les intérêts contre la classe ouvrière, le POI veut faire croire aux travailleurs qu'il serait possible d'instituer une véritable démocratie, d'abolir les privilèges des exploiteurs par un processus légal, sans recourir à une révolution... Du coup on en vient à se demander si l'objectif du POI est bien le socialisme ou au contraire le retour à la situation qui prévalait sous la IVe République ou lors des premières décennies de la Ve République, autrement dit quand il y avait du "grain à moudre" pour les réformistes, dont l'action se situait dans la perspective du maintien en place du capitalisme et des institutions.

On en a confirmation quand il va jusqu'à vouloir "*redonner au suffrage universel son sens et son contenu, celui du mandat confié à des délégués qui en rendent compte, sur le terrain de la démocratie et de la souveraineté du peuple*", c'est bien le verbe "redonner" qui est employé ici, autrement dit, il aurait existé une époque bénie (quand, laquelle ?) où les députés auraient été respectueux des besoins ou aspirations des masses exploitées qui constituent la majorité de la population, ces braves députés ayant été forcément membres du PS ou du PC... Passons sur le fait qu'il foule aux pieds ce que disait Marx et Engels au sujet du suffrage universel cité dans l'*Etat et la révolution* de Lénine. Un petit bulletin de vote dans l'urne, et hop le tour est joué la vie est belle, la société, le monde va changer de base, formidable, non ? Dites-nous quelle est la différence avec la "*révolution par les urnes*" du PG de Mélenchon ?

Le POI est passé maître dans l'art du double langage, dans l'art de dire une chose et de faire son contraire, en voici une preuve supplémentaire. Le POI n'hésite pas non plus à critiquer le NPA, le PC ou le PG quand ils s'en remettent à l'ONU, et voilà qu'il consacre la page 9 du n°165 d'*Informations ouvrières* au compte-rendu de la "*délégation de la Commission internationale d'enquête-Haïti reçue à l'Organisation des nations unies (ONU)*" le 25 août dernier, comprenant des membres de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, parce que voyez-vous quand d'autres partis font allégeance à l'ONU, le POI dénonce à juste la collusion entre ces partis et cette agence internationale du capital, mais quand c'est des organisations parties prenantes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui s'y collent, il faudrait caractériser autrement cette démarche, ce serait forcément pour la cause. Cela va très loin : "*Si l'ONU se préoccupe vraiment des problèmes posés par ses troupes en Haïti, elle doit les retirer immédiatement et pas dans un avenir indéterminé*", ben voyons, ils ne vous ont pas

sonné pour envoyer ces troupes en Haïti, alors ils n'ont que faire de vos préoccupations. On appelle cela légitimer une agence du capital, et pas n'importe laquelle, l'ONU s'il vous plaît. Mais peut-être bien qu'avec un petit bulletin de vote on pourrait régler ce problème, qui sait ?

Maintenant faites le lien entre le contenu de la déclaration du Bureau national du POI du 3 septembre au contenu pour le moins contradictoire et l'éditorial de D. Gluckstein dans lequel il affirme que pour rompre avec la troïka (BCE, UE et FMI) il suffirait que le PS et ses satellites "*enjambe une margelle*" (le titre : *Refuser d'enjamber la margelle*), pour ceux qui l'auraient oublié, margelle : Assise de pierre, généralement circulaire, qui forme le rebord (d'un puits, du bassin d'une fontaine). (Le Grand Robert de la langue française).

Pour Gluckstein, rompre avec l'idéologie bourgeoise qu'incarne la dictature de la dette et de l'industrie financière, rompre avec les institutions politiques du capital, ne représenterait pas un saut plus important à effectuer que celui d'enjamber un petit rebord de pierre, un saut de puce si modeste qu'il pourrait être à la portée des fossoyeurs du mouvement ouvrier pour peu qu'ils y mettent un peu de bonne volonté, qui sait, n'est-ce pas ce qu'il suggère implicitement ? L'avantage d'une margelle, c'est qu'on peut facilement l'enjamber, s'asseoir dessus en ayant un pied de chaque côté...

Le POI compte également sur les dirigeants de l'UGT et des Commissions ouvrières en Espagne ou ceux tout aussi pourris de la CGIL en Italie pour effectuer ce grand bon en avant, FO, la CGT, la FSU et SUD demain en France peut-être, qui sait ? Ils ont les yeux tellement rivé sur les appareils qu'ils leur prêtent des vertus quasiment révolutionnaires ou presque.

Je ne plaisante pas malheureusement, c'est si sérieux qu'à la page 5 du IO n°165, A Camps écrit : "*Lors de la manifestation centrale du 6 septembre, les directions de l'UGT et des CCOO décideront-elles d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire d'interpeller effectivement, avec tous leurs syndicats, chacun des parlementaires pour qu'ils exigent un référendum ? C'est la question essentielle de l'heure*", alors que la priorité devrait être donnée à l'organisation des masses et à la préparation de l'affrontement entre les classes pour liquider les restes des institutions héritées du franquisme, au lieu de cela Camps en appelle à ces institutions.

Récapitulons, et nous n'avons pas fait le tour de tous les articles de ce numéro d'*Informations ourvrières*, un bulletin de vote pour vous changer la vie, une allégeance à l'ONU, et pour finir le POI mise sur le PSOE inféodé aux institutions espagnoles, qui comme en France et dans tous les pays de l'UE (ou ailleurs) sont les vitrines juridiques et légales du capital que le prolétariat doit renverser, et vous avez fait le tour de ce que l'opportunisme fait de mieux par les temps qui courrent, en toute indépendance, qu'on se le dise, de quoi ou de qui, inutile de le préciser vous l'aurez deviné.

Qu'on se saisisse d'une position adoptée par des dirigeants syndicaux est une chose, sans s'en féliciter évidemment ou encore moins les féliciter, ce serait les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, ils ne font que réagir à la pression grandissante des masses pour tenter de les contenir et conduire leur mobilisation dans une impasse, mais quand on fonde ses espoirs sur leur capacité à aller "*jusqu'au bout*", autant dire que là on colporte les pires illusions qui soient sur leur compte et leurs réelles intentions, on trompe sciemment les travailleurs et les militants qui ne doivent compter que sur leur propre détermination et organisation. On n'oubliera pas au passage que chaque fois que les dirigeants syndicaux appellent à une action, à côté ils vont tout faire pour la faire avorter, échouer ou en limiter la portée.

Les dirigeants du POI (CCI) ne savent décidément plus à quels saints se vouer, et pourtant ce n'est pas l'imagination qui fait défaut chez eux. Pour en juger, je vous mets deux liens vers deux photos d'un des leurs en tenue d'apparat, Christian Eyschen, qui l'illustre fort à propos :

- 1- à droite sur l'image
- 2- cliquez

Haut de page

Le 18 septembre

Sans le soutien des militants à continuer ce site, je ne vois pas vraiment l'intérêt de continuer, or à ce jour je n'ai reçu des courriels que de quelques camarades, à croire que c'est la mentalité Kleenex qui prédomine chez les lecteurs, c'est très encourageant. Mais bon, je ne suis pas du genre à forger mon opinion ou à décider du cours de ma vie en fonction des autres, sinon ce site aurait été fermé depuis des années, je dois être le seul à en avoir conscience.

Il me reste une douzaine de jours pour terminer ma nouvelle installation et me réorganiser. Où j'habite dorénavant j'ai de nouvelles contraintes que je dois gérer, une maison trop grande que je dois entretenir, je suis locataire donc je me dois de maintenir cette maison propre en permanence, l'éloignement par rapport à la ville, l'absence de ramassage des poubelles et

d'un service de livraison du gaz, la rue devant la maison et le jardin qu'il me faut balayer pratiquement tous les deux jours, c'est en fait un chemin en terre rouge bordé de grands arbres d'où tombent des feuilles dès qu'il y a un coup de vent, je dois arroser régulièrement le jardin parce qu'en séchant la terre rouge devient aussi dur que du béton, c'est agréable d'avoir un jardin mais c'est une contrainte, tous les soirs avant que la nuit tombe je dois sortir mon chien qui en a pris l'habitude et pour qui c'est un vrai bonheur, c'est une des caractéristiques du dogue allemand, il a besoin de se changer les idées sinon il déprime, mon devoir est d'en tenir compte, bref, tout cela prend du temps.

Pour le moment je continue quotidiennement de défricher et d'arranger le jardin et de nettoyer cette maison sous une chaleur toujours écrasante et pour tout arranger une nuée de moustiques, j'essaie de faire en sorte de conjuger un espace agréable à vivre et facile à entretenir, mêler le plaisir et le fonctionnel pour profiter de l'endroit sans perdre trop de temps, ma hantise, réfléchir à tout pour tout rationaliser au maximum et ne plus trop avoir à y penser ensuite, je ne vais pas faire comme le petit-bourgeois qui passe son temps à contempler son oeuvre, et qui se demande sans cesse ce qu'il pourrait faire pour améliorer son quotidien, comme s'il n'existait pas de choses plus importantes à s'occuper dans la vie. Qui se néglige néglige les autres, qui se sent mal dans sa peau ne sera pas le mieux placé pour essayer de comprendre les autres, qui vit dans une maison crade n'aura pas l'esprit dégagé pour réfléchir sereinement, voilà les principes qui m'animent et auxquels je tiens. C'est comme lorsqu'on cumule les problèmes, on est profondément perturbé, on n'est plus en état de réfléchir, il faut donc commencer par régler ces problèmes dans la mesure du possible. Dans la vie il faut se donner une règle de conduite et s'y tenir, ensuite en fonction des résultats on peut la modifier.

J'hésite à payer du personnel (1 000 roupies environ) pour terminer le défrichement du jardin compte tenu que je suis avec Philippe le seul à financer le site, je ne vois pas pourquoi je devrais être encore de ma poche pour accélérer le redémarrage du site qui ne m'apporte rien et ne sert pas à grand chose. Quinze ans après avoir quitté la France, si je soustrais l'argent que j'ai reçu de la vente de notre maison, nous avons en banque pratiquement la même somme qu'en 1996, à 20 000 euros près en plus. Je rappelle que je ne perçois aucun salaire ni retraite, que je n'ai aucun revenu en dehors du modeste capital que j'ai placé sur un compte d'épargne (à 9.50% par an) dans une banque d'Etat, plus l'équivalent de 8 000 euros que je prête à un agent immobilier ami de la famille à 36% d'intérêts par an.

Nous avions quitté la France avec 250 000 francs en poche et quatre caisses métalliques contenant tous nos effets personnels. Nous vivons uniquement grâce à ce capital. En 1996, le paquet de cigarettes était à 10 roupies (pour 10 cigarettes), aujourd'hui il en vaut 40, tous les prix en dehors des biens d'équipement ont augmenté dans la même proportion. Faites le calcul, si je n'avais pas économisé une partie des intérêts que nous versaient la banque et notre ami Saravanam compte tenu que les taux d'intérêt bancaires ont été divisé par deux, ils viennent seulement de remonter, nous nous serions retrouvés dans une situation délicate, dans l'incapacité de continuer d'économiser pour contrebalancer l'inflation, nous en serions déjà arrivés à devoir entamer notre capital, sans parler du fait que chaque année une partie de nos économies étaient consacrées au voyage en France de Magueswary à cause de son coeur.

Nous sommes contraints d'économiser ainsi jusqu'à la fin de notre vie pour garantir un revenu minimum, on ne compte pas sur l'allocation handicapée de 700 euros (après déduction de l'APL) de Magueswary, bien qu'elle arrive à économiser dessus, ce temps est révolu puisqu'un de ses frères devrait la rejoindre le mois prochain, un futur probable sans-papier, ce qui n'est pas sans me causer du souci, je vous en reparlerai plus tard. En réalité, il va passer par l'Allemagne... pour atterrir en France, ils ont magouillé cela dans mon dos, Magueswary me l'a avoué le jour de mon anniversaire (le 11 septembre), la sincérité en cadeau après bien des mensonges, normal elle repartait en France et il reste encore 100 000 roupies à casquer, on en a déjà versé 100 000. Il part en France parce qu'il ne supporte plus son épouse et ses gosses, sinon comme technicien en climatisation et 15 ans environ d'expérience, il a un salaire très confortable en Inde. S'il rencontrait un problème après l'expiration de son visa touristique de trois mois, je l'enverrai aux camarades de La Commune ou de la Tendance Claire du NPA ! Vous connaissez ma position sur les sans-papiers, n'y revenons pas.

Bref, j'essaierai de réactualiser le site normalement dès que possible. Je ne commenterai pas ici l'actualité car cela prendrait trop de temps. Une précision sur la question de la dette des Etats.

Nous savons d'où elle provient et comment elle s'est développée, cependant on ne dit pas qu'elle sert à compenser la perte de compétitivité des entreprises face à la Chine qui produit à un moindre coût ; les cadeaux de l'Etat faits aux capitalistes sont autant de plus-value pris sur le travail au profit du capital, sans eux il y aurait davantage de délocalisations et de chômage, il serait pratiquement impossible à une entreprise française de se positionner sur le marché mondial face à ses concurrents... Cela pour dire que ceux qui refusent de rompre avec le capitalisme, le PS et ses satellites, s'engagent à poursuivre la politique de Sarkozy. Pour rompre avec le capitalisme, il faut se situer exclusivement sur le terrain des besoins de la classe ouvrière, or ces partis en sont totalement incapables parce qu'ils sont inféodés au capital et aux institutions de la Ve République, les discours de Mélenchon quand on les analyses sont de la gesticulation ou du populisme...

Du côté du POI, ils ne savent plus où ils en sont. Je l'ai affirmé à plusieurs reprises en fournissant des éléments qui le démontraient selon moi, dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, c'est ouvertement qu'un de ses dirigeants l'affirme, Patrick Hébert, membre du courant communiste internationaliste du POI.

Question : Que penses-tu de la situation en cette rentrée ?

Réponse : Je vais vous donner mon opinion personnelle. Evidemment, cela n'engage que moi. Ce sont surtout des réflexions. Je crois que les choses sont complexes. Et, comme tout le monde je pense, j'ai parfois du mal à m'y retrouver.

Un euphémisme, eh oui des principes et des formules apprises par coeur ne remplaceront jamais une analyse profonde de la situation, comment elle peut évoluer, dans quelle direction... Une fois admis qu'on ne sait pas trop où on en est, il serait peut-être perspicace d'écouter ce que d'autres militants ont à dire, plutôt que de reproduire sans cesse les mêmes erreurs qui conduisent invariablement dans une impasse, non ?

Un milliard d'habitants au détour du XXe siècle, trois milliards à peine cinquante ans plus tard, sept milliards en 2011, 70 à 80% des actifs dans le secteur agricole, 4% à peine un siècle plus tard, etc. ce n'est plus vraiment la même société à laquelle nous avons à faire, non ? De la marche en avant au socialisme à la révolution trahie, du triomphe du capitalisme à son effondrement généralisé, des informations qui nous parviennent du bout du monde en un mois ou quelques semaines à notre époque où on les reçoit en temps réel, on ne peut pas dire que l'on vit dans les mêmes conditions qu'autrefois, sauf à nier ou à se refuser de tenir compte des profondes transformations qu'a subi la société et le monde, ici en Inde en quelques années, disons en deux décennies, on est passé du char à boeuf au 4x4 Toyota, de la noix de coco au Coca Cola, de la tradition orale à une multitude de chaînes satellitaires !

Tout aurait subi de profonds changements, mais parce que le mode de production est demeuré le même, le mouvement ouvrier ne devrait pas évoluer, notre conception de la lutte de classe devrait demeurer inchangée, ce qu'il y avait dans la tête d'un travailleur il y a un siècle ou il y a 50 ans serait demeuré inchangé jusqu'à nos jours, le monde aurait cessé d'évoluer depuis la parution du Programme de transition, l'Etat et la révolution ou le Manifeste du parti communiste...

Comme on nous dit désormais tout et son contraire, la décomposition du capitalisme aurait entraîné celle de la société toute entière au point qu'il faille revenir aux fondamentaux du XIXe siècle ou du début du XXe, au lieu de partir du point de conscience le plus élevé atteint par le mouvement ouvrier international, la révolution russe de 1917, et de le combiner ou l'adapter à notre époque en se tournant non pas vers le passé mais vers le futur. Ce qui n'a pas changé non plus, c'est l'Etat, les institutions au sein desquelles les différentes classes sont représentées (théoriquement) sous forme de partis politiques, d'où la nécessité de construire un parti marxiste révolutionnaire pour les renverser et prendre le pouvoir. Au lieu d'enrichir notre conception de la lutte de classes des transformations qu'a subi la société, on décide délibérément de leur tourner le dos ou on les accepte à contrecoeur en traînant les pieds, du coup il n'en sort rien de valable, on n'est pas près d'aller de l'avant en continuant dans cette voie.

J'ajoute quelques éléments de réflexion à cette causerie rédigée la veille. C'est l'économie qui est déterminante pour comprendre où va le vieux monde et agir en conséquence, or c'est le domaine dans lequel nous sommes le plus faible ou que nous négligeons, comme hier, rien n'a changé non plus sur ce plan-là.

Page 14 (IO n°166) Roger Sandri écrit dans un article intitulé *La crise du capitalisme s'accélère*, revenant sur le début des années 90 : "*Or l'agonie du « communisme », saluée par certains comme étant la fin de l'histoire, mais aussi la peur qu'il inspirait, libérait les classes dirigeantes de toute disposition au compromis social.*"

Il nous livre une vision syndicale, réformiste, bureaucratique de la réalité, Sandri, nostalgique de la IVe République, regrette la "belle" époque où il y avait du "grain à moudre" qui masquait la capitulation du mouvement ouvrier et son avant-garde face au capitalisme, époque où l'on pouvait encore imaginer qu'il existait une véritable opposition politique, imaginer seulement, oubliant ou faisant passer à la trappe que l'objectif du combat du mouvement ouvrier ne se limitait pas à obtenir des améliorations de la condition ouvrière remises en cause un jour ou l'autre et nous y sommes, mais bien l'abolition du salariat.

La dislocation de l'URSS et le rétablissement du capitalisme dans ses satellites de l'Est de l'Europe allait en réalité permettre de mettre en concurrence des économies au coût du travail plus faible que dans les pays capitalistes de l'Union européenne, de délocaliser une partie de la production dans ces pays-là, pendant que simultanément le même processus allait voir le jour ou allait s'amplifier en Chine notamment.

On allait donc assister à une nouvelle étape de la division internationale du travail qui avait pour objectif de permettre aux capitalistes occidentaux, principalement américains, de réaliser des profits mirobolants tout en accentuant la concurrence entre les différentes économies et les travaillleurs du monde entier, au détriment des économies concurrentes des Américains dont la législation du travail était particulièrement favorable aux travailleurs en terme de revenu et de protection sociale.

Contrairement à ce qu'affirme Sandri, il n'a jamais existé de la part des capitalistes une "*disposition au compromis social*", une telle intention ne peut germer que dans la tête d'un réformiste et non dans celle d'un révolutionnaire qui ne tient pas compte des rapports politiques issus de la lutte de classes à une certaine époque du développement du capitalisme à l'échelle mondiale.

La disparition de l'URSS et ses satellites de l'Est allait avant tout se traduire sur le plan économique, puis social, puis politique. Toute décision politique est guidée par des intérêts économiques, ce qui semble-t-il a échappé à Sandri, à moins qu'il ne rectifie le tir dans la seconde partie de son article à paraître. (A suivre)

J'ai encore réfléchi à la question du site, je pense que je n'y consacrerai plus que quelques heures par jour à partir du début octobre, je dois trouver le bon équilibre et ce n'est pas facile, on a toujours envie d'en faire plus et mieux, mais quand on voit à quoi cela sert finalement, on se dit aussi qu'on a peut-être mieux à faire, n'est-ce pas ce que se disent les militants qui s'y connectent et refusent d'y participer d'une manière ou d'une autre ? Comme je dis souvent, chacun doit prendre ses responsabilités et les assumer jusqu'au bout, c'est ce que je fais en prenant cette décision.

Le site sera davantage une base de données où l'économie sera privilégiée, on se passera des causeries (et des infos en bref) qui seront réduites à une chronique hebdomadaire ou bi-mensuelle. Depuis le 29 août j'ai réduis ma consommation de cigarettes par deux et celle de café par trois, je dors mieux, je suis plus détendu, bref, je me porte mieux et j'ai envie que cela continue, Trotsky avait raison l'activisme forcené est mauvais pour l'équilibre personnel, psychologique et moral !

Haut de page

Le 19 septembre

J'ai mis en ligne les articles de presse et la causerie d'août au format pdf. D'ici quelques jours, je vais consacrer au moins trois jours à mettre en ligne dans les différentes rubriques les articles de presse de septembre les plus intéressants, que je n'avais pas eu le temps de faire figurer dans le site au cours des trois semaines précédentes.

Le manque d'enthousiasme des militants à l'égard du site et du développement qu'il pourrait connaître si on s'en donnait la peine, tranche avec ma détermination qui demeure intacte, à croire que rien ne sert à rien ou qu'ils ne croient plus en rien ou que le doute l'emporte sur le reste, ce que je soupçonnais sans difficulté se confirme ici. Perte de repères et méfiance maladive, manque de discernement ou de rigueur, dilettantisme, mépris ou hypocrisie fortement teinté d'individualisme, le tout forme un état d'esprit où l'on reconnaîtra aisément l'emprise des idées de la classe dominante. J'ai l'art de me faire des amis, on n'est pas là pour cela !

On s'agite dans tous les sens, on brasse beaucoup de vent face à cette crise du capitalisme pour masquer qu'en plus de 70 ans le prolétariat s'est avéré incapable de se doter d'une nouvelle direction et que les postulants à cette fonction ont échoué lamentablement ou ont capitulé en rase campagne depuis belle lurette. Apparemment personne ne veut l'admettre car cela signifierait admettre qu'on s'est fourvoyé soi-même ou qu'on a été manipulé à notre insu, notre amour propre nous l'interdit. Quel gigantesque gâchis quand même !

Les militants aguerris s'adressent aux nouveaux militants comme s'ils étaient expérimentés, les nouveaux et les anciens militants s'adressent aux travailleurs comme s'ils étaient des militants, et ensuite on s'étonne que cela ne fonctionne pas. On évite de poser certaines questions et ensuite on s'étonne que personne ne soit en mesure d'y apporter des réponses que l'on considère correctes, pire, on pose des questions en laissant planer un doute ou un mystère sur les réponses qu'il faudrait y apporter, etc. On va aller loin ainsi !

Hier soir je me suis fait cette réflexion après avoir avoir regardé le journal de 20h30 sur TV5Monde Asie : comment en 2011 peut-on encore croire, alors que l'on sait tellement de choses, alors que l'on a à notre disposition tant de moyens de savoir, comment se fait-il que l'ignorance populaire soit toujours aussi vivace ?

Quand on observe comment l'actualité est traitée par les différents partis, on s'aperçoit que c'est la classe dominante qui en chef d'orchestre détermine comment chacun va présenter ses positions et orienter son discours, cela ne veut pas dire forcément qu'ils coïncideront avec les intérêts de la classe dominante, mais la manière de les présenter, le contenu qu'ils y mettront, ne permettront pas aux travailleurs de comprendre qu'ils doivent penser leurs conditions et leur avenir uniquement à partir de leurs propres intérêts de classe en rupture avec ceux des capitalistes.

Dès lors que l'on aborde la moindre question sociale, on devrait mettre l'accent systématiquement sur le fait qu'on se situe exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat et qu'il est par nature (puis par définition et non l'inverse !) antinomique avec celui des capitalistes, cela devrait transpirer dans chaque article. Ne pas le faire ne permet pas d'aider les travailleurs à prendre conscience du fait que leurs revendications sont parfaitement légitimes et que personne à leur place n'a le droit d'en juger. Du coup, comment pourraient-ils prendre confiance en eux-mêmes, si dès le départ on ne leur permet pas de revendiquer le droit d'être maître de leurs besoins et de leur destin ? Prenons un exemple d'actualité, la dette publique.

La dette des capitalistes n'est pas la nôtre, très bien, et après ? Rien, on ne la paie pas un point c'est tout ! Mais si on ne la paie pas tout peut s'écrouler du jour au lendemain, c'est angoissant, cela sera pire encore, etc. Vous avez raison de le penser, puisque c'est ce que suggèrent implicitement ceux qui s'y opposent. On ne vous a pas expliqué simplement que la dette et le capitalisme était inséparable depuis que ce système économique existe, tout d'abord dette des banques et des entreprises, puis dette des travailleurs, et enfin dette des Etats. Pour faire simple, ce système pour survivre repose sur la consommation qui

doit sans cesse augmenter, ne jamais ralentir ou stopper, encore moins régresser, la consommation anarchique ou effrénée de marchandises plus ou moins utiles ou superflues, il faut consommer à tout prix même si cela ne correspond pas vraiment à un besoin, au besoin on le créera pour vous convaincre de consommer encore et encore.

Les sciences et les technologies ne sont pas au service de votre bien-être ou de l'intérêt général, elles ont pour fonction de contribuer à mettre au point de nouveaux produits qui correspondront demain à de nouveaux besoins qu'on vous soumettra, afin que vous continuiez à consommer, au point que ces nouveaux produits vous sembleront indispensables à acquérir, alors que vous avez très bien vécu jusque-là en vous en passant. Même les progrès dans le domaine de la médecine s'inscrivent dans cette logique mercantile, il n'y a pas de petits profits...

Les capitalistes, ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique, s'engraissent sur votre dos à crédit, ils vont même jusqu'à hypothéquer l'avenir des générations futures pour continuer d'accumuler des richesses, du profit. Crise du logement, loyer exhorbitant, pas de problème, une entreprise va construire votre logement à crédit et vous allez l'acheter également à crédit en réglant des intérêts à votre banquier, vous l'aurez payé le double à l'arrivée (si tout se passe bien entre temps !) On n'a pas construit ce logement pour vos beaux yeux ou satisfaire votre besoin, mais uniquement pour se faire du fric sur votre dos, qu'est-ce que vous croyez, que les banquiers et les entrepreneurs sont des philanthropes ou de grand humanistes ? Cessez donc de régler vos traites et vous verrez ce qu'il en retourne vraiment. On pourrait multiplier les exemples.

Ainsi nous vivons dans une société ou d'un côté il y a vous qui travaillez et produisez les richesses avec vos besoins légitimes, et de l'autre une classe d'exploiteurs, de profiteurs dont les besoins se résument à s'enrichir toujours plus sur votre dos par n'importe quel moyen.

On s'aperçoit donc que l'on vit dans une société où les hommes et les femmes qui travaillent sont dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins ou aspirations, où ceux qui produisent les richesses ne peuvent pas en profiter, tandis que ceux, banquiers ou actionnaires qui ne produisent absolument rien disposent de ces richesses et poussent le vice jusqu'à les mettre à votre disposition dans une certaine mesure, sous forme de prêts moyennant intérêts, donc non seulement ils vous dépouillent des richesses que vous avez produites, et quand ils les mettent à votre disposition c'est en empochant des intérêts au passage, ils ne vous laissent pas le choix notez bien.

De là à penser que bien que ce soit vous qui fassiez tourner la boutique et vous n'en voyiez pas la couleur, vous ne disposez en réalité d'aucun pouvoir dans cette société pour vous opposez à ce processus arbitraire, vous êtes rendu au rôle de marchandise, qui comme toute marchandise consomme de la force de travail, des matières premières... Votre statut dans leur société impitoyable est peu enviable.

Arrêtons-nous là et posons-nous une question : Quelle société voulons-nous au juste, sur quoi devrait-elle être basée, comment devrait-elle fonctionner, qui devrait la diriger, la contrôler, quels objectifs devrait-elle se donner d'atteindre ? Avons-nous le droit ou non de nous poser ces questions, sont-elles oui ou non légitimes ? Ridicule diront certains de présenter les choses ainsi. En êtes-vous bien sûrs, j'ai cru comprendre au contraire que la plupart des travailleurs sont aujourd'hui incapables de se les poser. Mais peut-être que ces militants ne veulent pas aborder la situation sous cet angle parce qu'eux-mêmes sont incapables de répondre à ces questions ou leur objectif n'est pas vraiment de changer de société.

Notre devoir ne devrait-il pas être d'aider chaque travailleur à se les poser, à s'interroger sur le fait qu'ils ne se les posent même pas ? Avant d'aborder vos discours politiques, qui ressemblent à des recettes prêts à l'emploi qui ne convainquent personne ou si peu finalement depuis des lustres, ne croyez-vous pas qu'il serait bon de déblayer le terrain pour qu'une véritable conscience de classe puisse enfin germer dans la tête des travailleurs ? (A suivre)

Je me suis marré ce matin en lisant un commentaire d'un internaute, à la suite d'un article consacré à la Fête de l'Humanité et plus particulièrement à l'intervention du renégat Mélenchon.

En réponse à Mélenchon qui a déjà fait passer à la trappe la révolution prolétarienne au profit de la "*révolution citoyenne*" ou par les "*urnes*", la première étant indésirable ou incompatible avec son statut de serviteur du capital qui lui rend bien, un internaute s'est offusqué de cette formule qu'il trouve encore trop violente à son goût, en proposant de la remplacer par "*l'évolution citoyenne*, qui dans le cadre du programme du Front de gauche consiste déjà à accompagner la main de notre bourreau...

Comme quoi on peut s'abaisser toujours plus bas jusqu'au niveau du caniveau, il y en aura toujours pour estimer que les égouts feraient mieux l'affaire, avis aux amateurs !

Ce que j'ai voulu expliquer plus haut s'inscrit en totale opposition avec la démarche du marchand de sommeil Mélenchon, c'est que la question n'était pas de tronquer ou de rabaisser notre programme de la révolution socialiste, mais de faire en sorte d'élever le niveau de conscience de classe des travailleurs pour leur rendre accessible, y compris les couches déterminées à en découdre ou qui estiment ne plus avoir rien à perdre dans leur société, car finalement elles ne savent pas davantage que les autres où elles en sont, c'est cela la vérité qu'il nous faut regarder en face et traiter.

J'arrête là car j'ai du boulot. Un dernier mot. En Libye dans quelques mois ils vont élire une Assemblée constituante, youpi ! La charia en prime en guise de démocratie, je sens qu'on tient le bon bout ! Et la lutte des classes que j'annonçais en Libye ? Un peu de patience, pour le moment ils en sont encore à la guerre civile, tribale... Peut-être était-ce une erreur de ma part, nous verrons bien.

De toutes manières, il ne faut se faire aucune illusion sur les régimes qui peuvent surgir en Afrique et au Moyen-Orient tant que la classe ouvrière n'est pas véritablement constituée en classe ou organisée indépendamment de l'Etat, tant que la société demeurera divisée en tribus, clans ou ethnis ou sur des bases religieuses, que la paysannerie constituera la majorité de la population active, dans ces régions du monde il ne pourra sortir que des régimes autoritaires, semi-féodaux, corrompus, teintés de parlementarisme et s'appuyant sur l'armée, parfois à caractère théocratique. Cela vaut ailleurs dans le monde.

Haut de page

Le 20 septembre

Vous trouverez au format pdf (Acrobat Reader) les articles de presse depuis le 1er septembre, il y en a 23 pour 26 pages. J'ai également ajouté des articles dans les rubriques économie, politique et justice. J'ajouterai d'autres articles provenant d'autres sources dans la journée ou demain, je profite de la pluie pour travailler sur le site.

J'ai enfin terminé le nettoyage de la maison que j'ai louée, il me reste un quart du jardin à défricher, plus quelques bricoles à arranger ici ou là. J'ai encore des questions administratives à régler.

Je ne suis pas en forme pour causer, alors quelques mots seulement.

La question de la dette devrait être l'occasion d'expliquer aux travailleurs comment fonctionne le système économique capitaliste au lieu d'en faire une abstration, passons sur les pitreries populistes de Mélenchon incapable de rompre avec l'UE et la BCE auxquels il verrait bien jouer un autre rôle que les leurs, apparemment il a définitivement tourné le dos aux enseignements de la Commune de Paris tirés par Marx et Engels, la nécessité de "*détruire de fond en comble*", l'Etat bourgeois, ses institutions, donc par extension la totalité des institutions internationales du capital, on aura compris qu'avec ses alliés du PC il poursuit un autre objectif qu'une société sans classes et sans Etat.

La crise actuelle du capitalisme est le produit de contradictions qui remontent à l'origine ou aux fondements du capitalisme. Ces contradictions apparaissent comme des paradoxes qu'on a du mal expliquer tellement ils paraissent absurdes et injustifiables, les riches sont trop riches et les pauvres sont trop pauvres, l'enrichissement d'une poignée de privilégiés est proportionnel à la paupérisation grandissante d'une masse toujours plus nombreuses de prolétaires dans le monde.

Ceux qui possèdent les moyens de production sont une infime minorité, tandis que ceux qui ne possèdent que leurs bras et leur tête pour survivre sont les plus nombreux parmi la population. Les premiers accaparent la plus grande partie des richesses produites au détriments des seconds qui peinent à satisfaire leurs besoins ou ne le peuvent pas et doivent subir mille privations et souffrances au quotidien. Le nombre des nantis se monte à un ou deux millions, ils représentent environ 0,1% de la population, tandis que chaque matin au lever du soleil, la hantise au ventre des milliards d'hommes et de femmes se demandent comment ils vont faire pour se nourrir ainsi que leur famille.

Leur société est basée sur la consommation, or ils font en sorte que de moins en moins de travailleurs soient en mesure de consommer ou soient solvables pour accéder au crédit ou soient en mesure de les honorer. Il faut dresser ce constat à l'échelle mondiale pour comprendre comment fonctionne le capitalisme et dans quel direction il s'oriente. Pour les capitalistes tous les travailleurs ne se valent pas, ils les répartissent selon divers critères dont le coût de leur force de travail, leur productivité, leur docilité au travail, leur faculté d'adaptation à certaines conditions de travail et de vie, leur capacité à supporter des sacrifices, on pourrait dire leur degré de résistance à la souffrance, leur mode de consommation, leur mode de vie, leur éducation, leur niveau de connaissance en général, etc. Il y a des ouvriers qui travaillent 8 heures par jours, d'autres qui travaillent 10 heures, 5 ou 6 jours par semaines, avec ou sans congés payés, certains abattent 30, 50 ou 100% de travail en plus que d'autres durant le même lapse de temps, certains s'endettent volontiers et d'autres non parce qu'ils n'ont pas été habitués ainsi, certains dépensent leur paie en cigarettes, boissons et jeux, d'autres préfèrent investir dans l'achat d'une habitation, d'autres encore changent de vêtements et de biens d'équipement régulièrement ou consacrent une bonne partie de leur argent à leurs vacances tandis que d'autres se montreront économes, etc.

Au sein de la production, des marchandises seront produites qui ne dégageront pas toutes les mêmes profits (pour faire simple), qui nécessiteront une manoeuvre plus ou moins nombreuse, plus ou moins qualifiée. Moins elle sera qualifiée, moins elle devrait coûter aux patrons, plus bas devrait être son niveau de vie ou ses besoins. Il y a les marchandises produites en grandes quantités parce qu'elles sont de consommation courante. Accessibles au plus grand nombre, produites en quantités illimitées, peu chères, elles alimenteront le marché local ou intérieur, sauf qu'aujourd'hui elles inondent le monde puisqu'il est facile et rapide de les transporter d'un bout à l'autre de la planète.

Produites à bas coût en Chine par exemple, elles peuvent être exportées en France à destination de la population ouvrière notamment, et dès lors que celle-ci peut se procurer les mêmes marchandises qu'auparavant à un prix de vente plus bas, du coup il est possible de baisser le prix de sa force de travail sans qu'elle ne cesse de consommer ces marchandises, elle aura tendance à avoir l'impression de continuer de vivre comme avant alors que ce n'est pas le cas, car toutes les marchandises ne sont pas logées à la même enseigne, elle s'appauvrit et ne s'en aperçoit qu'à l'occasion, quand il ne lui est même plus possible de se faire soigner par exemple ou que son loyer ou ses traites dévorent la moitié ou plus de son revenu.

Quant aux marchandises nouvelles mises sur le marché, elles seront inaccessibles à cette couche de la population. Toutefois, Il arrive parfois que ce ne soit pas le cas, mais c'est le service découlant de l'emploi de cette marchandise qui dévorera son budget, chaînes de télé satellitaires, téléphone portable, Internet, le tout augmenté de taxes perçus pas l'Etat qui se tient en embuscade pour vous racketter. Dans ce contexte vos différents droits élémentaires pourront être entaillés pratiquement sans que vous ne vous en aperceviez ou sans que cela soit insupportable, jusqu'à un certain niveau que vous découvrirez hélas plus tard !

Le problème de leur société, c'est qu'il existe des besoins et donc des dépenses incompressibles ou dont on ne peut pas se passer quotidiennement, qu'on soit nanti ou pauvre, comme le logement, l'électicité et l'eau, scolariser ses enfants, le téléphone et si possible un véhicule pour se déplacer, sans parler de la nourriture et des vêtements que l'on peut se procurer à bon compte ou gratuitement. Leur société est viable à condition de réunir certaines conditions, de cumuler deux salaires dans un ménage, d'appartenir aux couches moyennes ou supérieures de la classe ouvrière ou à la petite-bourgeoisie, si possible d'être diplomé et en bonne santé, pour tous les autres la vie sera synonyme de galère ou de cauchemar au quotidien, le sort que partagent les ouvriers chinois à l'autre bout du monde.

En Chine ou en Inde où j'habite pour en être le témoin, ils ont développé artificiellement une petite-bourgeoisie, augmenté considérablement les salaires des fonctionnaires afin d'écouler davantage de marchandises, mais pas n'importe comment, à crédit dans l'immense majorité des cas, le tout accompagné d'une inflation galopante qui finalement rogne le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population et ne lui permet pas de vivre mieux qu'avant ou alors au prix de terribles sacrifices. Dans ces pays où le développement démographique a été gigantesque au cours des six décennies précédentes la pauvreté ne peut que perdurer et s'étendre, ne parlons pas de la qualité de la vie qui progresse dans un sens pour certains et se dégrade dans un autre pour tous sous l'effet de la surpopulation, entraînant de profonds changements dans le mode de vie de la population, je pense à la crise du logement, aucun de mes beaux-frères ne vit dans des conditions décentes bien qu'ils travaillent.

Les mentalités ou les comportements, les cultures et l'éducation sont différentes entre ces deux pays, ils sont le produit de leur histoire et de leur développement, de la lutte des classes, des rapports qui en sont issus, et des régimes en place. En Chine, tout est très compartimenté, hiérarchisé, militarisé pour ainsi dire, prendre une initiative relève de l'exploit ou de l'inconscience au regard des conséquences possibles, en Inde, c'est le fardeau des traditions, des castes, de la religion et de l'obscurantisme qui vous en empêche le plus souvent, gare à celui qui se distingue du lot et se retrouvera marginalisé, sauf s'il s'enrichit, car c'est finalement la seule valeur qui mérite encore le respect de tous. Dans ces pays où une caste ou une classe monopolise le pouvoir les masses n'ont pas développé un esprit libre et critique, parce que ce n'est pas leur objectif elles vivent encore plus dans la soumission et la résignation que dans un pays comme la France où la classe ouvrière a forgé sans cesse sa propre histoire, même de façon tès imparfaite, en Chine elle a été monopolisée par le parti unique avec lequel elle se confond, en Inde seules les classes dominantes ont tiré profit de la lutte des classes et du progrès social après avoir maintenu dans l'obscurantisme la paysannerie pauvre et le prolétariat. (A suivre)

Haut de page

Le 22 septembre

Je mettrai en ligne demain les articles de presse du 20 au 22 septembre. Vous trouverez quelques articles de sources diverses dans les rubriques économie, internationale et société.

Dans la Tribune libre j'ai ajouté quatre documents, dont exceptionnellement 10 pages du dernier numéro d'*Informations ouvrières* consacrées en grande partie à la préparation du meeting internationaliste du 1er octobre organisé par le POI, initiative que je soutiens puisqu'elle est la seule sérieuse, estimant que nos désaccords doivent passer au second plan et ne nous interdisent pas de conserver notre liberté de parole et d'action.

Pourquoi ne pas se poser les bonnes questions ?

La dette pose directement la question de l'Etat. Quel Etat, représentant quelle classe sociale, quels intérêts ? La question de la dette permet d'expliquer simplement comment fonctionne l'Etat, à quoi sert-il... Alors pourquoi ne pas partir de là ? Voyons, ce serait trop simple !

Et puis, qui dit Etat dit institutions dit partis. Les institutions sont dirigées par un ou des partis dans tous les pays du monde. Les partis occupent donc une place déterminante dans la société. Ils sont les représentants des intérêts d'une classe sociale et d'un système économique basé sur des rapports de production déterminés. Les institutions sont créées afin de permettre à un ou des partis d'exercer le pouvoir politique pour le compte d'une classe sociale particulière. Ainsi la classe à laquelle il revient de fonder ces institutions est celle qui détient le pouvoir économique, les moyens de production. C'est la raison pour laquelle on l'appelle la classe dominante.

En régime capitaliste, les moyens de production sont la propriété d'une poignée de privilégiés que l'on peut assimiler à des parasites, parce qu'ils ne remplissent aucune fonction au sein de la production des marchandises, ils ne produisent rien et sont parfaitement inutiles aux entreprises qu'ils dirigent. C'est plus particulièrement le cas dans les grandes entreprises composées d'actionnaires qui n'ont même pas besoin d'y mettre les pieds pour empocher des dividendes ou se partager leurs profits, moyennant des salaires mirobolants dans le cas des dirigeants qu'ils placent à leur tête.

L'Etat ou les institutions ont pour unique fonction d'assurer la pérénité de ce régime. On comprendra aisément que la classe des producteurs ne peut prétendre s'élever au rang de classe dominante ou accéder au pouvoir sans se débarrasser au préalable de cet Etat et ses institutions, puisqu'elles ont été créées uniquement pour servir les intérêts d'une autre classe et poursuivent un autre objectif.

L'Etat n'a pas toujours existé, pas davantage que les classes sociales. L'Etat consacre la domination d'une classe sur une autre, pouvoir qu'il exerce par la dissuasion ou la répression, la violence. L'Etat demeurera indispensable aussi longtemps que les classes existeront et dépérira avec elle ensuite avant de disparaître, lorsque les moyens de production et d'échange seront devenus la propriété collective des producteurs à l'échelle mondiale.

D'ici là, si on ne pourra pas se passer de l'Etat qui gère les rapports entre les classes au profit de la classe dominante, que ce soit celle des capitalistes ou la classe ouvrière qui détienne le pouvoir, d'où le rôle déterminant que continueront de remplir les partis politiques tout au long de ce processus historique.

Dès lors, on comprend l'importance capitale et incontournable de la question de l'Etat et du parti. On serait tenté de dire que toute stratégie qui n'est pas subordonnée à cette question est forcément erronée ou opportuniste, et que tout programme politique qui ne se fixe pas pour objectif de la résoudre ou d'y apporter une réponse claire ne présente aucun intérêt pour la classe ouvrière.

Comment résoudre la question de l'Etat ou du pouvoir politique et quel parti construire, quel rôle lui attribuer, ces questions sont aussi intimement liées que le sont les partis aux institutions qu'on le veuille ou non.

Hier soir j'ai listé un certain nombre de sujets que l'on pourrait évoquer très rapidement.

1- Je rappelle que j'utilise également ce site comme un journal personnel dans mes causeries. Monsieur je-sais-tout, Coquéma, pour ne pas le nommer, me reproche de prendre les internautes qui se connectent sur le site pour des "demeurés", car voyez-vous ce nombriliste estime que tous les militants possèdent forcément la même expérience et les mêmes connaissances que lui, je ne lui ferai pas l'affront de lui demander ce qu'il en a fait jusqu'à présent, le site s'adresse également à de jeunes militants ou des militants en quête d'un esprit libre ou critique... Par ailleurs, à ma connaissance 99% des militants n'ont jamais vécu de nombreuses années dans un autre pays que la France, il n'est donc pas inintéressant de décrire les rapports qui existent dans un pays comme l'Inde à partir du moment où on les vit de l'intérieur.

2- J'ai constaté que mon épouse Magueswary n'avait pas franchement évolué après 21 ans de vie commune, ce qui m'interpelle évidemment. Elle parle ou agit avant de réfléchir par exemple, c'est systématique dans 90% des cas, ce qui se traduit par de nombreux problèmes que je dois ensuite résoudre. On pourrait dire que c'est un échec pour moi, en même temps cela prouve que je n'ai jamais essayé de lui imposer mon mode de pensée, les choses se seraient peut-être passées autrement si nous avions vécu davantage en France, car en Inde le poids des traditions, de la religion, de l'éducation et de la famille représente un handicap difficilement surmontable, surtout quand on est une femme...

3- La dette, quelle aubaine, elle permet de reléguer au second plan les questions du chômage et des salaires qui préoccupent des millions de travailleurs...

4- Pour compléter la causerie d'avant-hier. Pour les capitalistes, vaut mieux que ce soit des couches moyennes réduites en esclavage qui consomment frénétiquement leurs marchandises ou s'endettent sans trop réfléchir, en Chine ou en Inde par exemple, plutôt que celles qui bénéficient de conditions de travail plus avantageuses à l'autre bout du monde.

5- Pourquoi n'y a-t-il aucune raison que les capitalistes infléchissent leur politique ? Parce que le coût du travail va augmenter en Chine, c'est inéluctable, ils veulent donc en tirer un maximum de profit pendant que c'est encore possible...

6- La crise dure, s'amplifie, normal, l'anarchie qui règne au sein du régime capitaliste ne concerne pas que la production

de marchandises, elle concerne aussi l'industrie financière, c'est le chacun pour soi qui domine sans trop se soucier à terme des conséquences sociales et politiques. A l'approche de l'embrasement général, on pourrait se dire qu'ils vont réagir et changer de cap, pensez-vous, leurs intérêts passent avant toute chose, ils se disent que si ce n'est pas eux qui profitent de la situation pour s'en mettre plein les poches, d'autres s'en chargeront, alors vaut mieux encore que ce soient eux...

7- La dette, comme la crise, a pour origine la division du travail et la mise en concurrence des travailleurs du monde entier à un niveau jamais atteint dans le passé. Une occasion pour liquider les services publics, s'attaquer aux conditions de travail et de vie dans les pays où ils sont les plus avantageux pour les travailleurs...

8- L'humain d'abord est si je ne me trompe pas le titre du dernier ouvrage de Mélenchon. Ainsi il a décidé délibérément de se placer sur un autre terrain que celui de la lutte des classes.

9- Ils ont encore montré aux infos du soir sur TV5Monde Asie des enfants squelettiques en train de crever de faim en Somalie, dont un de cinq mois qui ne pesait que 2,5 kilos, selon un médecin qui a diagnostiqué sa mort certaine. La survie du capitalisme est un véritable cauchemar, les mots nous manquent parfois pour le qualifier, monstrueux... Et pendant ce temps-là, il y en a qui trouvent des prétextes pour s'en accommoder... L'humain d'abord, le vôtre nous donne envie de vomir monsieur Mélenchon.

Un dernier mot. Il est curieux que ceux qui se proposent d'analyser la crise actuelle du capitalisme et la dette des Etats à travers des articles très fournis et intéressants, traitent finalement ces deux questions comme des abstractions, sans les relier à leur origine commune, selon moi, la division internationale du travail poussée à l'extrême et qui concerne tous les domaines de la production à peu d'exceptions près.

Evoquer l'accumulation gigantesque de capitaux, la spéculation, la baisse du taux de profit, la baisse de la consommation, le ralentissement de la croissance mondiale ou du PIB, le chômage de masse, la volonté de liquider les services publics et les acquis sociaux des travailleurs, etc. tout cela est très juste, mais ce n'est pas aller au fond des choses, là où la plus-value est extraite, les conditions dans lesquelles elle est extraite. Comme je l'ai déjà dit, il faut être fou pour produire encore en France ce qui pourrait très bien l'être ailleurs à moindre coût dans des conditions comparables. C'est à mon avis la clé pour comprendre l'évolution du capitalisme des 20 ou 30 dernières années jusqu'à nos jours... Et ensuite ? Le néant, les généralités habituelles qui ne dépassent pas le stade du constat. Nous tenterons plus tard d'émettre des hypothèses sur son évolution future, s'il survit aux explosions sociales qui vont avoir lieu prochainement en Europe.

Haut de page

Le 23 septembre

J'ai repris l'actualisation du site plus rapidement que prévu, parce que je me suis gravement blessé à la main gauche avec un grand couteau à dents en défrichant le jardin qui jouxte la maison que j'ai louée, et la plaie s'est infectée. Je me soigne moi-même comme presque toujours.

Par ailleurs, je pense que sans les infos en bref, je perdrais pied avec la réalité et le site n'aurait plus aucun sens. Donc je continue... sans votre soutien !

Aller, au point où nous en sommes, je vais encore me faire des amis, j'ai revendu ma maison pour disposer d'un capital qui une fois placé en banque sur un compte rémunéré, puisque je ne dispose d'aucun salaire ni retraite, mon revenu (provisoirement) équivaut à 15 ou 20 fois le salaire minimum en Inde. Hier soir, j'ai mangé une boîte de sardines à l'huile, puis une assiette de spaghetti au beurre simplement provenant du Resto du Coeur d'Aubagne où vit Magueswary, le repas du pauvre que nous proposait ma mère il y a 45 ans pour aller au lit le ventre plein comme elle disait.

Vous allez penser que j'ai le niveau de vie d'un bourgeois, pas vraiment, plutôt celui de la tranche basse de la middle class. Il y a 15 ans je disposais d'un revenu équivalent avant qu'il ne soit divisé par deux puis par trois du fait de l'inflation et de la baisse du taux d'intérêt versé par ma banque (de 20% à 7% par an, remonté à 9,5% en 2011, demain ?).

Je m'en suis sorti parce que j'ai continué de vivre chichement et d'économiser pour assurer mes vieux jours. Je rappelle que je ne suis pas retourné en France depuis juin 2002, que je me passe de voiture, de vacances, de restos, de vins, etc. Hier j'ai fait une folie en achetant trois shorts et quatre slips, il n'y a pas longtemps je m'en serais tiré pour 200 ou 250 roupies, hier j'ai déboursé 850 roupies, et pas dans un magasin pour touristes, je n'y fous jamais les pieds, non les shorts et les slips pour le bas peuple ! Comme tous les pauvres qui l'ont connue, j'ai horreur de la pauvreté. J'ai conscience d'être privilégié par rapport à de très nombreux travailleurs, c'est presque un hasard que les choses se soient produites ainsi, disons que j'ai su prendre les bonnes décisions au bon moment, que j'ai eu la chance d'avoir ce choix et de faire preuve de discernement, choix que malheureusement la plupart des pauvres n'ont pas ou n'auront jamais. En roupies, je suis à l'aise, en euros je suis misérable,

une fois payé mon loyer il me reste environ 700 euros pour vivre, pas de quoi faire des folies, voilà la réalité que je n'ai jamais perdu de vue.

J'ai reçu un courriel d'un camarade du POI auquel je répondrai demain. Je n'ai pas de courant depuis 7h30 ce matin et la batterie du portable est presque à plat, et pour arranger le tout, je ne peux pas me raccorder à la batterie de la maison parce que l'électricien qui est passé n'a pas cru bon d'alimenter une seule prise de courant ! La maison, en comprenant le premier et le second étage qui comprennent chacun une seule pièce, doit faire au bas mot 150m², sans compter les quatre terrasses.

(quinze minutes plus tard) Le portable m'a envoyé un signal d'alerte concernant la batterie, alors que je n'avais pas eu le temps de télécharger mon travail sur le serveur du site. Du coup, je n'ai fait ni une ni deux, j'ai été cherché l'escabeau, j'ai démonté une douille et j'ai raccordé deux files électriques que j'ai ensuite connectés à une rallonge pour brancher dessus le portable, le tout relier à la batterie de la maison. je ne l'avais pas fait plutôt car j'attendais que le propriétaire m'envoie son électricien d'un jour à l'autre, un jour peut-être... C'est bien simple, j'ai en permanence la boîte à outils à portée de la main, malheur à celui qui ne bricole pas un peu ! Bon, on n'est pas obligé de se couper un doigt non plus ! Je suis détendu, Magueswary est en France.

Au fait, vous n'êtes pas obligé de lire cette causerie, vous pouvez passer directement aux infos en bref.

Parole d'internaute

Voilà une réflexion intéressante qui doit refléter l'état d'esprit de nombreux travailleurs, entre réalité, confusion et illusion, espoir et désarroi.

1- "C'est une vaste blague? L'emprunt forçé…mais à qui? Aux responsables de cette situation (les financiers, la Bourse)? Bien sur que non….au pauvre petit français qui n'a pas les moyens de s'expatrier…c'est lui qui va subir, c'est l'innocent qui va encore une fois payer pour les crapules de la finance qui se régalent de la situation.

La situation à laquelle nous assistons est une situation dramatique. Les Français, les Européens vivent dans une dictature, celle des marchés financiers qui font obéir l'ensemble des politiciens en les obligeant à adopter des mesures d'austérité.

Les Français, les Européens n'ont pas voté pour la finance internationale mais pour des politiciens sensés les représenter, les défendre et évoluer.

Les Français, les Européens n'ont pas voté pour la politique de l'austérité qui ne conduit nulle part…(l'exemple de la Grèce est flagrant…quand vous fouettez le peuple, le peuple abandonne la nation…fuit ses devoirs de citoyens.) mais pour la préservation de leur droit.

Pour faire face à cette situation, il faut ramer contre le vent de la politique actuelle :

Il ne faut pas moins de service public…mais plus de service public avec des emplois garantis.

Il ne faut pas moins dépenser…mais plus dépenser dans l'investissement pour la création d'emplois dans le secteur de l'industrie, dans le privé.

Il ne faut pas moins d'Etat mais plus d'Etat en situation de crise…je dirai même que c'est la fonction de l'Etat…exister quand la crise est là…et la crise, c'est un écran de fumée qui cache des responsables : les financiers, la bourse, l'immobilier.

Il faut que l'Etat s'attaque à la finance, il doit taxer les transactions boursière à hauteur de 1% direct (je rappelle que 0,05% rapporterait à l'Etat 400 milliards par an…je ne vous explique même pas combien pourrait rapporter 1%).

Résoudre la crise actuelle de tous les Etats européens…c'est super facile…il suffit d'avoir le courage d'affronter les responsables de la crise, la finance, en leur prélévant 1% du montant des transactions.

En faisant cela, l'Europe n'a plus de dette, la Grèce n'a plus de dettes…et mieux…on pourra financer des politiques de relance, des politiques créatrices d'emplois.

1%…rendez vous compte…1%, la finance refuse de payer par contre elle accepte que des Etats lui payent du 60%, là il n'y a pas de problème.

Voilà la situation actuelle, ce n'est pas un problème d'argent car l'argent est là…il existe…par milliers de milliards…nous n'avons tout simplement plus d'Etat, nous n'avons tout simplement plus de démocratie…nous vivons en dictature.

Que nous propose-t-on?

- baisse des charges pour les patrons : conséquence directe, la faillite du système social français.

- moins de fonctionnaires : conséquence directe, l'Etat montre au privé qu'il n'a pas vocation à employer les gens dans l'intérêt des personnes mais uniquement dans l'intérêt financier. Les entreprises font donc de même…elles licencient. Comment l'Etat peut il après dire aux entreprises qu'il faut embaucher alors que lui même…vire?

- plus de TVA : on parle d'une TVA en France à 23% pour le prochain mandat du président de la république…qui paie? Le peuple car les nantis, ils s'en fichent de payer du 23% sur des biens courant…cela ne représente pas la même proportion dans leur budget par rapport à un ménage salariés.

Il n'y aura pas de reprise en Europe si les politiques européens ne prennent pas immédiatement une décision de protéger les peuples européens. Sans ce message fort, l'Europe va disparaître…et nous irons vers la guerre…c'est inévitable (certains auteurs en parlent déjà).

On voit que les mesures d'austérité ne mènent nulle part : Grèce, Espagne, Italie, Portugal, France. Je rappelle que le mandat de Mr Sarkozy, très restrictif au plan financier, à creuser le déficit de notre pays de 400 milliards.

La solution n'est pas dans l'austérité…elle nous mène droit à la guerre.

La solution est dans la relance de l'activité industrielle, la relance de l'emploi, la mise sous tutelle des banques, le protectionnisme par des frontières économiques.

On doit frapper les responsables de cette situation qui sont : la finance, les patrons qui délocalisent la production pour ensuite l'importer en France et maximaliser leur profit (le patron qui ferme se boite en France pour aller l'ouvrir en Chine…il donne du boulot aux chinois…il n'est pas patriotique mais capitaliste).

Il faut que l'Europe se démondialise et se protège si elle veut survivre. A défaut, on est mort.

Ceux qui disent que l'Allemagne est un exemple…mais les Allemands…notamment les patrons allemands…ont pour exigeance de produire en Allemagne afin d'exporter.

Voilà la grande différence entre l'Allemagne et nous…C'est qu'en Allemagne…les patrons fabriquent et exigent du made in Germany là ou les patrons français exigent du made in China.

Les patrons allemands ont compris qu'ils devaient protéger le peuple allemand…voilà pourquoi ils sont forts actuellement…car les Allemand ont confiance…ils savent qu'il y a un pacte entre les salariés et l'industrie allemande…ils savent que sans industrie, sans ouvriers…un pays va à la ruine.

En France, c'est l'inverse….on détruit les ouvriers…on les massacre.

En Europe, l'Allemagne a toujours été un pays social…là ou la France a toujours été un pays…royal."

Le second internaute dresse un constat et pose une question.

2- "Sous pavillon de crise, la finance est en train de détruire la spécificité européenne : le social.

Nous sommes en train de basculer, vers le capitalisme comme aux USA, comme au Japon, comme en Chine.

In fine…on veut casser tout ce qui peut être social en Europe afin que l'Etat ne se réduise plus qu'à une seule chose : l'armée et la Police.

Quand on voit que Papandréou applique les conditions de la troika (avec notre Christine Lagarde…UMP je vous le rappelle…donc la politique d'austérité infligée à la Grèce, elle a des inspirations UMP) et massacre son peuple qui n'y est pour rien dans cette affaire.

Ce n'est pas la faute du peuple grec si la première puissance mondiale de flotte commerciale (la grèce) bat pavillon dans des pays paradis fiscaux et font de l'évasion fiscale en permanence.

Ce n'est pas de la faute du peuple grec si l'Eglise orthodoxe gangrène les finances publiques en prélevant une part de la ressource du pays.

Ce n'est pas de la faute du peuple grec que les patrons grecs refusent de payer les charges sociales et les impôts.

Ce n'est pas de la faute du peuple grec que leurs banques aient financé les subprimes ricains.

Mais c'est le peuple grec qui doit payer l'addition.

Ou est la Justice?"

Politique

1- France.

1.1- Affaire d'Etat. Flagrant délit.

La question a été posée sur Twitter par le journaliste de Mediapart Fabrice Arfi : dans son communiqué visant à mettre hors de cause Nicolas Sarkozy dans l'affaire Karachi, l'Elysée affirme que "*le nom du chef de l'Etat n'apparaît dans aucun des éléments du dossier*". De plus, ajoute le communiqué, il "*n'a été cité par aucun témoin ou acteur du dossier*" judiciaire.

Ces deux affirmations semblent surprenantes : comment, en effet, l'Elysée peut-il affirmer que le nom de M. Sarkozy n'apparaît pas dans ce dossier sans y avoir eu accès ? Or le chef de l'Etat ou la présidence ne sont pas parties civiles, en principe, et n'ont aucune raison d'avoir pu consulter un dossier d'instruction en cours.

Interrogé en marge du déplacement du chef de l'Etat à New York par Arnaud Leparmentier, qui suit l'Elysée pour Le Monde, un proche du chef de l'Etat a répondu, laconique : "*On lit l'AFP*". Vérification faite, l'Agence France-presse n'a jamais publié de dépêche donnant une telle information.

Le président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), Christophe Regnard, interrogé sur ce point par l'AFP, a jugé : "*C'est clairement une violation du secret de l'instruction. C'est assez incroyable que l'Elysée reconnaisse aussi benoîtement qu'il a eu accès à des pièces. Cet affichage est assez anormal*", a-t-il expliqué.

"*Il ne faut pas être naïf, ajoute le magistrat. On sait que les informations remontent. Mais d'habitude, cela demeurait caché. Objectivement, ça sent la panique à bord*", conclut-il.

L'affaire commence à agacer l'entourage présidentiel. Le même proche de M. Sarkozy a fait plusieurs allusions : "*La théorie de l'amalgame, on connaît. Ce sont de vieilles méthodes trotskistes*", a-t-il lancé, réemployant les mots dont l'UMP s'était servis en 2010 contre Mediapart. (lemonde.fr 22.09)

Rectification, monsieur Plénel n'est plus trotskiste depuis belle lurette, tout comme Mélenchon et bien d'autres qui n'en ont pas retenu grand chose ou n'en ont rien appris. Associer "*théorie de l'amalgame*" et trotskistes (officiels ou renégats) est un peu fort, ces derniers se sont rangés derrière la version du 11 septembre de Bush et celle d'Obama sur la mort de Ben Laden, il doit confondre ou alors je ne sais pas de quoi il veut parler au juste.

1.2- Aux armes, non pas pour se soumettre, mais prendre le pouvoir !

En pleine élaboration de son projet pour 2012 , l'UMP a repris mardi ses réunions thématiques avec une convention sur la défense, proposant d'imposer à tout jeune Français un serment d'«*allégeance aux armes de la France*» sous forme d'un serment, comme aux Etats-Unis.

A la sortie de la convention, le ministre de la Défense Gérard Longuet s'est dit «*un petit peu*» gêné. «*L'idée est bonne, mais il faut travailler la sémantique*», a-t-il déclaré à des journalistes, tandis que son collègue Bruno Le Marie, chargé de l'élaboration du projet de l'UMP pour 2012, bottait en touche. (lefigaro.fr 22.09)

2- Brésil.

Une vague d'indignation déferle sur le Brésil. Le 7 septembre, jour de l'indépendance du pays, 30 000 manifestants vêtus de noir et arborant des nez rouges de clown ont défilé dans la bonne humeur dans les rues de Brasilia, la capitale. Ce week-end, la plage de Copacabana, à Rio de Janeiro, a été recouverte de près de 600 balais verts et jaunes, représentant les membres du Parlement.

Le tout était surmonté d'une immense banderole avec le message "*Congrès national, aide-nous à balayer la corruption du Brésil* ".

Mardi 20 septembre, plusieurs dizaines de milliers de personnes doivent encore se réunir dans le cœur historique de la "*ville merveilleuse*". Un appel a en effet été lancé, sur Facebook, par un groupe d'habitants qui a lancé une page "*Tous ensemble contre la corruption*".

Au cours des trois derniers mois, quatre ministres ont été contraints de quitter le gouvernement pour malversations financières. Le dernier en date est Pedro Novais, le ministre du tourisme. Il était sur la sellette depuis l'interpellation, mi-août, de plus de trente fonctionnaires de son ministère, tous accusés d'avoir détourné des millions d'euros destinés à la formation de taxis et de serveurs. S'accrochant à son poste depuis des semaines, il a reçu le coup de grâce, il y a quelques jours, lorsque la presse a révélé que le chauffeur de sa femme était payé par le Parlement.

Cette série de scandales a débuté en juin, quand Antonio Palocci, ministre de la "*casa civil*" – l'équivalent du premier ministre –, perd son poste suite à des accusations de trafic d'influence. Le mois suivant, c'est le ministre des transports, Alfredo Nascimento, qui est mis en cause. Il est impliqué dans un vaste scandale de surfacturation et de détournement d'argent, alors que son ministère est le principal bénéficiaire des fonds destinés à un vaste programme de construction d'infrastructures. Au moment de sa démission, le Parti républicain, dont il est le leader, quitte la coalition gouvernementale.

Se retrouvant dans une situation délicate, Dilma Rousseff, présidente de la République, convoque la presse. Elle promet une tolérance zéro face à la corruption. "*La présidente a réagi avec vivacité et rigueur. Les ministres mis en accusation ont du répondre de leurs actes devant le Congrès et les démissions sont intervenues rapidement. Dilma Rousseff va sortir de cette crise renforcée car elle consolide sa réputation de femme éthique. Elle se démarque de Lula, qui avait une attitude jugée complaisante face à la corruption, estime Maria do Socorro, politologue spécialiste de la corruption. Dilma Rousseff est, en outre, en train de gagner la confiance de secteurs traditionnellement hostiles à son parti, le Parti des travailleurs [PT], comme la frange conservatrice de la classe moyenne*".

Pour le moment, le volontarisme de la présidente a été salué par les médias et sa cote de popularité reste élevée. Mais dans les rangs de son parti, certains craignent que la "*faxina*", le "*grand ménage*", ne soit contre-productif et associe irrémédiablement le PT à la corruption généralisée. "*Lula a toujours défendu les membres corrompus de son gouvernement. Dilma Rousseff prenait la même voie, mais elle a finalement cédé à l'opinion publique et a tenté de s'associer au mouvement d'indignation en le reprenant à son compte. Ses déclarations ne sont que de la poudre aux yeux, des effets d'annonce. Et contrairement au scénario envisagé par ses conseillers en communication, elle s'est tirée une balle dans le pied et a perdu le contrôle de la situation*", estime l'analyste politique Paulo G. M. de Moura.

De fait, l'hémorragie s'est poursuivie : en août, Nelson Jobim, ministre de la défense, déclare avoir voté pour l'opposant de Mme Rousseff lors de l'élection présidentielle et démissionne. Deux semaines plus tard, le ministre de l'agriculture, Wagner Rossi, chute à son tour pour trafic d'influence.

"*Au Brésil, la corruption est un mal historique qui remonte à l'époque coloniale. Le chef de l'Etat nomme 25 000 postes dont environ 1 600 ont directement accès à l'argent public. Or, pour satisfaire les différents partis de la coalition gouvernementale, beaucoup sont attribués, de manière complaisante, à des caciques qui n'ont pas les compétences requises*", souligne le chercheur Fernando Antônio Azevedo. "*Pouvoir, prestige et gains matériels sont les leitmotivs d'une grande partie de la classe politique brésilienne*", renchérit la sociologue Maria A. Lemenhe.

Selon une étude de la Fondation des industries de l'Etat de São Paulo, la corruption coûte chaque année entre 17 et 30 milliards d'euros, plombant la croissance, la compétitivité et l'efficacité des aides publiques à la population. "*Avec les pharaoniques travaux prévus pour la Coupe du monde en 2014 et des Jeux olympiques deux ans plus tard, les occasions de malversations financières augmentent*", prévient Paulo G. M. de Moura. Maria do Socorro se veut néanmoins optimiste : "*La société civile ainsi que de nombreuses institutions internationales ont les yeux rivés sur l'Etat brésilien. C'est une occasion historique de faire évoluer les mentalités de la classe politique.*" (lemonde.fr 20.09)

Social

1- UE. Charité bien ordonnée... commence par les banques !

Les pays de l'Union européenne ont échoué, mardi 20 septembre, à Bruxelles, à trouver un accord pour maintenir en l'état un programme d'aide alimentaire aux pauvres tiré des fonds agricoles, renvoyant toute décision à plus tard, a annoncé la présidence polonaise de l'UE.

"*Six Etats membres sont clairement opposés*" à la poursuite en l'état du programme, ce qui empêche pour le moment son maintien, a indiqué le ministre de l'agriculture polonais Marek Sawicki, en marge d'une réunion avec ses homologues européens, ajoutant vouloir travailler à un compromis en vue d'une décision ultérieure.

Le ministre de l'agriculture français, Bruno Le Maire, a confirmé qu'aucune décision n'avait été prise mardi lors de la réunion. Elle est reportée "*au prochain conseil*" des ministres en octobre.

Le programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) avait été lancé en 1987 sous l'impulsion du président de la Commission européenne de l'époque, Jacques Delors, à la suite de l'appel du fondateur des Restos du cœur, l'humoriste français Coluche, en utilisant les excédents agricoles européens. Mais il risque aujourd'hui de passer de 480 millions d'euros cette année à 113,5 millions d'euros en 2012.

En cause : un arrêt de la Cour européenne de justice en avril, qui a jugé que ce programme avait été dénaturé au fil des ans. Car les excédents agricoles qui l'alimentaient ont pratiquement disparu, au point d'être supplantés ces dernières années par des achats massifs de nourriture, financés par la politique agricole commune (PAC), a relevé la cour. Or ces achats n'ont rien à voir avec la PAC et relèvent de la politique sociale, a argumenté la cour, saisie à l'initiative de l'Allemagne. (lemonde.fr 20.09)

2- France.

2.1- Convergence vers le moins social dans tous les domaines dans l'UE.

Le Premier ministre François Fillon s'est prononcé jeudi en faveur d'"*un âge de retraite commun*" à la France et à l'Allemagne.

Outre-Rhin, l'âge de départ en retraite est en train de passer progressivement de 65 à 67 ans. En France, l'âge minimal est porté petit à petit de 60 à 62 ans.

"*Il faudra aller vers un temps de travail commun. Il faudra aller vers un âge de retraite commun*", a déclaré François Fillon lors de la remise du prix de l'Audace créatrice jeudi matin à Matignon.

Pour le chef du gouvernement français, "*il faudra aller vers une convergence progressive de l'organisation économique et sociale de nos deux pays parce que c'est la clef de la survie et du développement de la zone euro et du continent européen*". (AP 22.09)

2.02- Usine occupée

Exaspérés par la fermeture annoncée de leur usine de Montataire, dans l'Oise, qui entraînerait la suppression de deux cent cinquante emplois, les salariés de l'entreprise allemande Still séquestrent, jeudi 22 septembre, deux de leurs dirigeants. Le directeur de la production de l'usine, Jérôme Chevillotte, et le directeur des sites industriels de Still, Goran Mihajlovic, '*sont tenus au chaud*' dans les bureaux du site, a indiqué Jean-Michel Mlynarczyk, secrétaire CGT au comité d'entreprise.

Still, qui appartient au groupe allemand Kion, spécialisé dans la fabrication de chariots élévateurs et de chariots de manutention, avait annoncé le 5 juillet son intention de fermer l'usine de Montataire en 2012 pour regrouper sa production européenne en Italie et à Châtellerault, dans la Vienne.

La production sur le site de Still-Saxby à Montataire avait par la suite été très perturbée, et M. Mihajlovic était venu rencontrer les salariés jeudi pour leur proposer une prime pour la reprise de la production, afin d'honorer les commandes des clients.

Mais les discussions ont achoppé, et les salariés '*exaspérés*' ont décidé vers 16 h 30 d'enfermer les deux dirigeants, selon M. Mlynarczyk. Ils sont résolus à '*les garder pour la nuit, le temps qu'ils réfléchissent*', a-t-il ajouté. Les salariés ont demandé au sous-préfet de Senlis de nommer un médiateur, a-t-il précisé. (lemonde.fr 22.09)

3- Grèce

3.1-Le gouvernement grec réuni mercredi a adopté des mesures d'austérité renforcées, comprenant une baisse des retraites, une prorogation de la taxe immobilière et une baisse de salaire pour plusieurs milliers de fonctionnaires, a-t-on appris mercredi de source autorisée.

Les pensions supérieures à 1.200 euros par mois seront réduites de 20%. En outre, les retraites versées aux fonctionnaires étant partis en retraite avant 55 ans seront réduites, explique-t-on sous le sceau de l'anonymat.

"*Nous avons essayé de trouver les mesures les plus justes possibles*", fait-on valoir.

Le gouvernement va aussi prolonger, au moins jusqu'en 2014, la nouvelle taxe sur l'immobilier qui devait à l'origine expirer l'an prochain. (Reuters 22.09)

3.2- Les centrales syndicales en Grèce aussi bien dans le public que dans le privé, ont appelé mercredi à une grève générale de 24 heures le 19 octobre, pour protester contre l'austérité, le secteur public devant également être en grève, le 5 octobre. (liberation.fr 22.09)

3.3- «*C'est un fait connu que les crises économiques ont sur le penchant au suicide une influence aggravante.*» En 1897, Emile Durkheim montrait pour la première fois dans son ouvrage «*Le suicide* » que là où la crise frappe, le taux de suicide augmente, notamment à cause de la perte de repères et du déclassement qu'entraînent les changements économiques brutaux.

Quelques mois après la crise, la statistique semble se vérifier dans plusieurs pays d'Europe. Mais c'est en Grèce que les chiffres sont les plus alarmants, comme vient de le révéler le Wall Street Journal. Selon le ministère de la Santé, le nombre de suicides a augmenté de 40% dans les cinq premiers mois de l'année. Le nombre d'appel aux lignes téléphoniques d'urgence a lui aussi doublé.

Des chiffres d'autant plus inquiétants que le pays était plutôt connu pour son taux de suicide faible, notamment parce que l'Eglise orthodoxe le condamne toujours, n'autorisant pas les services funéraires pour les personnes suicidées. Les suicides étaient souvent maquillés en mort accidentelle, si bien qu'avant 2008 le pays déplorait officiellement seulement un suicide par jour. (20minutes.fr 22.09)

Aux infos du soir sur TV5Monde Asie, ils ont dit il y a quelques jours que le nombre de SDF avait augmenté de 25% à Athènes depuis le début de la crise.

4- Etats-Unis. DSK libéré, Davis asssassiné, l'aristrocratie financière au pouvoir est bien le lumpenprolétariat de la bourgeoisie (Marx).

Troy Davis, condamné à mort pour le meurtre d'un policier en 1989, a été exécuté par injection mercredi soir dans une prison de Jackson en Géorgie, peu après le rejet d'un ultime recours par la Cour suprême des Etats-Unis.

La Cour suprême a refusé en dernière minute d'annuler l'exécution du condamné, qui devait initialement avoir lieu mercredi à 19h00 locales (23h00 GMT), à la prison de Jackson. Il a fallu à la Cour suprême plus de quatre heures pour rendre son avis, délai inhabituellement long pour ce genre de cas, et le condamné a été exécuté à 23:08 locales (jeudi 03h08 GMT).

Davis, alors qu'il se rendait à la chambre d'exécution, a une dernière fois clamé son innocence, selon des journalistes qui ont assisté à ses ultimes instants.

"*Je ne suis pas responsable de ce qui s'est passé cette nuit-là (en 1989). Je n'avais pas d'arme à feu*", a-t-il dit, selon Rhonda Cook, du quotidien Journal-Constitution, qui paraît à Atlanta.

"*Ce n'est pas moi qui ai tué votre fils, votre père ou frère. Je suis innocent!*", a-t-il dit aux membres de la famille du policier assassiné venus assister à l'exécution.

Condamné à mort pour le meurtre du policier Mark MacPhail en 1989 à Savannah, en Géorgie, Troy Davis était devenu un symbole de la lutte contre la peine capitale.

Sept des neuf témoins de l'accusation se sont rétractés depuis son procès et les partisans de l'abolition estiment que la justice américaine a exécuté un homme dont la culpabilité n'était pas certaine. (Reuters 22.09)

Economie

1- La Bourse ou la vie

L'indice CAC 40 a chuté de 5,25%. L'indice Dow Jones a perdu 3,51% et le Nasdaq Composite a cédé 3,25%.

La Bourse de Londres a perdu 4,67%, celle de Francfort 4,96% et Milan 4,52%. L'indice paneuropéen EuroStoxx 50 a abandonné 4,9%. (Reuters 22.09)

2- BCE

2.1- La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé mercredi avoir modifié la réglementation en matière de garanties demandées aux banques, acceptant certains actifs et limitant l'acceptation d'autres, une décision globalement perçue par les analystes comme un net assouplissement.

"*L'Eurosystème a aboli le critère d'éligibilité selon lequel les instruments de dette, autres que les obligations sécurisées, émis par les organismes de crédit, ne sont acceptables que s'ils sont négociables sur un marché réglementé*", lit-on dans le communiqué de la BCE.

Les analystes soulignent qu'avant, la BCE listait précisément les actifs qu'elle acceptait en nantissement de ses opérations de liquidité.

Cet assouplissement intervient alors que les acteurs du marché craignent un retour à une situation d'assèchement du crédit, la confiance s'amenuisant dans les banques de la région avec la crise de la dette souveraine.

"*Elle essaie vraiment de faciliter l'accès à la liquidité pour les banques*", commente Marie Diron, économiste chez Oxford Economics. "*Elle essaie d'éviter qu'il y ait des problèmes dans le secteur qui se propageraient ensuite à l'économie.*"

Selon le directeur financier de la Deutsche Bank, les banques ne peuvent plus obtenir de financements à court terme de leurs consoeurs sans présenter de garanties.

"*Le marché du financement sans garantie est complètement gelé*", a déclaré Stefan Krause.

Parallèlement, la BCE veut limiter l'utilisation des instruments de dette non sécurisés émis par les banques.

"Ce genre d'actifs ne pourra être utilisé en garantie que dans la limite où la valeur qui leur est assignée ne dépasse pas 5% de la valeur totale de la garantie présentée", annonce la BCE. La limite était auparavant fixée à 10%.

Marie Diron relativise cette mesure plus contraignante en soulignant que ce type d'instruments était peu utilisé récemment par les grandes banques.

Cela veut également dire que la BCE, tout en se montrant conciliante, n'est pas prêt à accepter n'importe quel type de garantie.

"*Elle dit qu'elle ne veut pas accepter toute la camelote, qu'elle n'a pas l'intention de jouer les banques-poubelles*", souligne Carsten Brzeski, économiste chez ING. (Reuters 22.09)

2.2- La monnaie unique européenne est en danger en raison des dépenses incontrôlées des Etats de la zone euro et de la crise de la dette qui en a découlé, estime une étude de la Banque centrale européenne (BCE) corédigée par Jürgen Stark, qui a depuis quitté ses fonctions.

L'étude préconise que les déficits budgétaires nationaux soient approuvés au niveau européen en cas de dépassement des niveaux de sécurité et que les Etats soient placés sous tutelle financière si les programmes d'ajustement ne remplissent pas les objectifs.

La BCE ajoute qu'il est impossible de dire avec certitude si les dernières réformes suffiront à assurer des politiques budgétaires saines.

L'Allemand Jürgen Stark, chef économiste de la BCE et membre de son directoire, a quitté ses fonctions il y a dix jours, semble-t-il en raison de son désaccord avec la politique de rachat d'obligations d'Etat mise en place par la banque centrale pour lutter contre la crise de la dette dans la zone euro.(Reuters 22.09)

2.3- Les banques se sont refinancées à hauteur de 201 milliards d'euros à l'issue de la principale opération de refinancement hebdomadaire de la Banque centrale européenne (BCE), un montant sans précédent depuis le début février qui témoigne de tensions dans le secteur bancaire.

Les refinancements d'urgence auprès de la BCE sont restés élevés mais ont diminué à 1,035 milliard d'euros mardi contre 1,215 milliard lundi.

La BCE avait ponctionné la semaine dernière 143 milliards d'euros à sept jours au taux moyen pondéré de 1,01%.

La banque centrale impose un taux de 2,25% pour accéder instantanément à ses fonds, alors que ses opérations hebdomadaires régulières se font au taux de 1,25%. Par comparaison, le marché délivrait un taux à 24 heures de 1,041% lundi. (Reuters 20.09)

3- FMI

L'Europe et les Etats-Unis risquent de replonger dans la récession l'an prochain à moins de s'attaquer rapidement à des problèmes économiques qui pourraient contaminer le reste du monde, a déclaré mardi le Fonds monétaire international en publiant ses prévisions de croissance révisées à la baisse.

Le FMI a abaissé sa prévision de croissance mondiale à 4,0% cette année et en 2012, contre 4,3% pour 2011 et 4,5% pour 2012 projetés voici trois mois. Le Fonds a abaissé ses prévisions pour la quasi-totalité des régions de la planète et prévenu que la tendance était de les réduire encore.

Selon le FMI, l'instabilité financière s'est accrue spectaculairement, les investisseurs étant de plus en plus inquiets de l'évolution de la crise de la dette souveraine dans la zone euro et de l'affaiblissement de la croissance aux Etats-Unis.

Ces deux régions posent les plus gros risques pour les perspectives économiques mondiales et les confrontations politiques risquent de freiner les initiatives pour remédier à la situation, ajoute le FMI, qui appelle également le Japon à être plus ambitieux pour ce qui est de réduire sa dette publique.

"*L'indécision a exacerbé l'incertitude et ajouté aux tensions financières, ce qui s'est répercuté sur l'économie réelle*", explique le FMI dans ses dernières Perspectives économiques mondiales.

Le FMI exhorte la Banque centrale européenne (BCE) à baisser les taux d'intérêt si les risques pour la croissance persistent et appelle les pays de la zone euro à faire tout le nécessaire pour préserver l'euro.

Le Fonds a réduit sa prévision de croissance de la zone euro de près d'un demi-point, à 1,6% en 2011, croissance qui ne serait plus que de 1,1% en 2012.

Le FMI observe aussi que des coupes claires hâtives dans le budget des Etats-Unis risquent d'affaiblir un peu plus la croissance et là encore il recommande à la banque centrale américaine, la Réserve fédérale, de se tenir prête à assouplir encore sa politique monétaire. La Fed est en réunion ce mardi et demain mercredi.

Le FMI a ramené sa prévision de croissance pour les USA à 1,5% en 2011 et à 1,8% en 2012 contre 2,5% et 2,7% respectivement projetés en juin.

Pour le Japon, il anticipe une contraction de 0,5% cette année, pas aussi marquée que ce qui était auparavant anticipé, et une croissance de 2,3% en 2012. Il prévoyait une croissance de 2,9% en juin pour l'an prochain.

Prises ensemble, les économies des Etats-Unis, du Japon et de la zone euro connaîtraient une croissance de 1,6% cette année et de 1,9% en 2012. En juin, il prévoyait 2,2% et 2,6% respectivement.

Le FMI remarque aussi que les perspectives de certaines puissances économiques émergentes sont devenues plus incertaines, avec toutefois une croissance d'ensemble robuste projetée à 6,4% cette année puis à 6,1% l'an prochain.

Il faut encore surveiller de près les signes de surchauffe dans les économies émergentes et, dans certains de ces pays, la hausse des prix des matières premières et les troubles sociaux et politiques constituent des menaces non négligeables, poursuit le Fonds.

Conséquence du ralentissement économique mondial, le FMI a aussi réduit ses projections de croissance de la Chine et d'autres économies de l'Asie. "*La croissance (asiatique) reste forte mais elle se tempère en raison de tensions commençant à apparaître sur les capacités et d'une demande extérieure en baisse*", explique le FMI.

Ce dernier anticipe pour la Chine une croissance de 9,5% en 2011 et de 9,0% en 2012. Il prévoyait en juin 9,6% et 9,5% respectivement.

Le FMI note enfin que l'inflation, générale ou hors éléments volatils, avait tendu ces derniers temps à augmenter dans plusieurs pays. Les tensions inflationnistes restent relativement élevées dans les puissances économiques montantes mais elle perdent en intensité dans les puissances économiques traditionnelles. (Reuters 22.09)

4- Banques

Il ne s'agit pas encore d'argent perdu, mais de pertes potentielles. Toutefois, les chiffres publiés mercredi par le Fonds monétaire international (FMI) montrent à quel point les banques européennes sont empêtrées dans la crise de la dette européenne. La crise de la dette européenne aurait, selon le Fonds, augmenté de 300 milliards d'euros l'exposition au risque des banques de la zone euro.

Dans son rapport sur la stabilité financière mondiale, le FMI conclut donc que les banques doivent se recapitaliser pour faire face à ces pertes potentielles. Pour ce faire, les établissements devraient lever des capitaux auprès d'investisseurs privés, mais des fonds publics pourraient également être nécessaires. En effet, des banques de certains pays ne peuvent d'ores et déjà plus accéder au marché de financement privé, poursuit-elle. Le rapport du FMI précise toutefois clairement que le chiffre de 300 milliards ne correspond pas à une mesure des besoins en capitaux, mais bien à une mesure du risque potentiel. Le montant de toute recapitalisation ne pourrait être déterminé que par des stress tests. (20minutes.fr 21.09)

5- Paradis fiscaux

Plus d'un tiers des filiales de dix des principaux groupes pétroliers et miniers au monde sont enregistrées dans des paradis fiscaux ou dans des juridictions permettant une certaine opacité financière, révèle le rapport d'une ONG norvégienne à paraître mercredi 21 septembre.

Au total, 2 083 des 6 038 filiales (34,5 %) contrôlées par ces dix géants mondiaux cotés en Bourse sont localisées dans des Etats où "*les comptes et les données sur l'actionnariat ne sont pas publiquement disponibles*", explique dans un communiqué la branche norvégienne du réseau Publiez ce que vous payez (PCQVP).

L'étude a passé en revue les structures des majors ExxonMobil, ConocoPhillips, Chevron, BP et Shell, et des géants miniers Glencore International, Rio Tinto, BHP Billiton, Anglo American et Baarick Gold Corporation.

A eux seuls, ces groupes ont réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires combiné de 1 824 milliards de dollars, dégagé des bénéfices nets de 144,7 milliards et se sont acquittés de 106,9 milliards d'impôts, selon le rapport.

Le recours à des juridictions offshore "*semble faire obstacle à l'efficacité des marchés, à la concurrence des entreprises sur un pied d'égalité et à l'amélioration de la gouvernance*", souligne PCQVP Norvège. "*Pire encore, ces mêmes structures peuvent encourager la corruption et l'évasion fiscale, privant les citoyens des pays les moins développés et des nations émergentes de maintes opportunités politiques, économiques et sociales*", ajoute l'organisation.

"*De nombreuses multinationales sont adeptes de ces techniques controversées pour réduire leurs bénéfices connus. Par ricochet, ceci signifie moins d'impôts à payer dans les pays où elles sont actives*", note-t-elle, précisant qu'elle n'accusait pas pour autant les dix groupes étudiés d'évasion fiscale illégale.

PCQVP Norvège indique avoir aussi voulu étudier le groupe pétrolier français Total mais dit s'être heurtée à l'absence d'obligation en France de révéler le lieu d'enregistrement des filiales ainsi qu'au refus de la compagnie d'apporter les réponses sollicitées. (lemonde.fr 20.09)

6- Grèce

La Grèce s'est engagée mardi à réduire encore les effectifs de son secteur public avant de s'entretenir à nouveau avec ses bailleurs de fonds internationaux, qu'elle doit convaincre de débourser une nouvelle tranche de huit milliards d'euros.

"*Notre premier objectif est de réduire l'Etat*", a dit Angelos Tolkas, porte-parole adjoint du gouvernement, sur la radio NET. "*Le budget de l'Etat grec n'a plus payé les traitements de quelque 200.000 fonctionnaires au cours des deux dernières années et nous continuons*".

Le FMI attend de la Grèce qu'elle réduise les rémunérations et les postes dans le secteur public, ferme les organismes publics déficitaires et combatte la fraude fiscale. Le gouvernement a jusqu'à présent réduit salaires et retraites mais répugne à supprimer encore des postes dans la fonction publique, celle-ci étant une composante importante de l'électorat du parti socialiste au pouvoir.

Dans l'intervalle, la Grèce a adjugé pour 1,25 milliard d'euros de bons à trois mois, suscitant une demande solide mais aussi un rendement en hausse à 4,56%. Le Grèce ne peut se financer que sur le marché monétaire et ce dernier est considéré comme un étalon du sentiment de l'étranger.

Citant des sources anonymes, le journal Kathimerini écrit que le Premier ministre George Papandréou envisage un plébiscite pour déterminer si la Grèce doit s'attaquer à son problème de dette en restant dans la zone euro ou en en sortant.

Le gouvernement a dit qu'il envisageait un référendum à l'automne sur les réformes mais a démenti à plusieurs reprises que l'appartenance de la Grèce à la zone euro soit aussi concernée. Prié de dire si le référendum porterait aussi sur cette question, Angelos Tolkas a répondu: "*Non, nous n'avons rien discuté de tel, vraiment non*".

Il a ajouté que le gouvernement avait déposé lundi une motion auprès du Parlement permettant d'organiser des référendums sans sujet particulier.

L'agence Fitch estime que la Grèce sera en défaut mais ne quittera pas la zone euro, mais critique l'incertitude ambiante sur ce dernier point, jugeant qu'elle soulève des doutes quant à l'engagement politique de la zone euro envers la monnaie unique.

Jorg Decresson, économiste du Fonds monétaire international, estime qu'Athènes entend bien rester dans la zone euro et que les autres pays de la zone euro entendent bien "préserver l'intégrité" de la région. (Reuters 20.09)

7- France

Dernière ligne droite pour la mise en place d'une structure commune au financement des PME. CDC Entreprises, filiale de la Caisse des dépôts, la banque publique d'aide aux PME Oséo et le Fonds stratégique d'investissement (FSI) vont être réunis au sein d'une même structure, rapporte La Tribune dans son édition de mercredi 21 septembre.

Ce rapprochement devrait intervenir dans les jours ou les semaines qui viennent, le temps de régler les derniers détails d'un montage financier compliqué, estime le quotidien économique, alors que la question du financement des PME par des banques sous la pression de crise de la dette préoccupe le gouvernement. "*Même si ces structures publiques de financement à la disposition des PME collaborent déjà sur certains sujets précis, l'efficacité de leur action peut être améliorée si on les réunit sous une bannière commune*", souligne La Tribune.

Les représentants des entreprises françaises ont demandé mardi aux banquiers de les "*rassurer*" lors d'une réunion à Bercy, même si les difficultés semblent encore peu perceptibles. L'accès au financement des petites entreprises est l'un des sujets de préoccupation récurrents des 2,8 millions de PME françaises. Il l'est d'autant plus depuis que la crise de la dette en zone euro et la tempête boursière de cet été ont ravivé les craintes d'un assèchement du crédit qui avaient mis au tapis des milliers d'entreprises lors de la crise de 2008-2009.

La réduction actuelle du bilan des banques et la prochaine mise en œuvre des accords de "Bâle III" – les nouvelles normes de solvabilité qui doivent s'appliquer progressivement au secteur bancaire international – et qui les contraint à renforcer leurs fonds propres, pourraient aussi se traduire par une hausse des taux d'intérêt, qui compliquerait le financement des PME.

Cette nouvelle structure sera une "sorte de super banque des PME" qui permettra d'aider et d'assurer leurs besoins de financement. Elle pourra également prendre des participations dans certaines entreprises, comme le fait déjà le FSI. Filiale à 51 % de la Caisse des dépôts et à 49 % de l'Etat, le FSI a été créé en 2008, en pleine crise financière. Son rôle est de sécuriser le capital d'entreprises stratégiques et soutenir le développement des PME présentant un potentiel de croissance. Contacté par l'AFP, le FSI n'a pas souhaité faire de commentaire. (lemonde.fr 21.09)

8- Allemagne

Le groupe industriel allemand Siemens a retiré début juillet, avant la publication des résultats des stress tests bancaires, une somme non précisée de la Société générale, a déclaré mardi à Reuters une source basée à Paris.

La Société générale n'a pas souhaité commenter cette information.

Le Financial Times a écrit mardi que Siemens aurait retiré 500 millions d'euros d'une grande banque française pour les transférer auprès de la Banque centrale européenne (BCE) il y a deux semaines.

A Francfort, un représentant de Siemens a déclaré que l'information du Financial Times était factuellement inexacte. (Reuters 20.09)

9- Italie

9.1- Standard & Poor's a accentué mardi la pression sur la zone euro, toujours empêtrée dans la crise de la dette, en abaissant d'un cran la note de crédit de l'Italie pour la ramener à un niveau inférieur à celle de la Slovaquie.

Sur le marché obligataire, le rendement de la dette italienne à 10 ans s'est tendu, poussant la Banque centrale européenne (BCE) à racheter de petites quantités de papier italien, selon des traders.

Face à un endettement de 1.900 milliards d'euros, équivalant à 120% du PIB annuel, le gouvernement Berlusconi a fait adopter la semaine dernière par le parlement un plan d'austérité prévoyant 59,8 milliards d'euros d'économies avec l'objectif de ramener le budget à l'équilibre en 2013.

Mais ce plan de rigueur, combinant hausse des impôts et baisse des dépenses et adopté après de multiples modifications et tractations, ne convainc pas.

"*De notre point de vue, les mesures et le calendrier du Plan de réforme nationale de l'Italie ne contribueront sans doute guère à stimuler la performance économique de l'Italie, surtout dans un contexte de resserrement des conditions financières et en raison du programme d'austérité budgétaire du gouvernement*", dit S&P. (Reuters 20.09)

9.2- Standard & Poor's a annoncé mercredi avoir abaissé la note de crédit de sept banques italiennes, dont Mediobanca et Intesa Sanpaolo, au lendemain du déclassement de la note de l'Italie par l'agence de notation.

Cette dernière a également revu en baisse sa perspective, de stable à négative, sur huit autres banques, dont Unicredit, premier établissement bancaire du pays en termes d'actifs.

"*Les perspectives négatives sur les notes à long terme des 15 banques reflètent la possibilité que nous pourrions abaisser encore leurs notes si, toutes choses restant égales par ailleurs, nous devions abaisser une nouvelle fois la note de l'Italie*", précise S&P. (Reuters 22.09)

10- Etats-Unis

Moody's a annoncé mercredi avoir abaissé les notes de crédit de Bank of America, Wells Fargo et Citigroup au motif que l'Etat fédéral américain pourrait se montrer réticent à voler au secours de grands établissements bancaires en difficulté.

Le gouvernement sera, "*plus que pendant la crise financière, prêt à laisser un grand établissement faire faillite s'il se retrouvait dans une situation difficile*", estime l'agence de notation.

Bank of America doit notamment faire face à des milliards de dollars de pertes liés à des crédits immobiliers et à l'obligation de lever des capitaux pour se conformer à la nouvelle régulation du secteur. (Reuters 22.09)

11- Chine

Bank of China, l'une des quatre grandes banques commerciales chinoises, a interrompu certaines opérations de change, les swaps, et les opérations à terme sur les changes (forwards), avec la Société générale, le Crédit agricole et la BNP, rapporte mardi 20 septembre un quotidien économique chinois.

"*D'après plusieurs courtiers, à cause de l'aggravation de la crise de la dette en Europe, Bank of China, qui est l'un des principaux acteurs du marché interbancaire, a provisoirement suspendu une partie de ses opérations de change avec des banques européennes, dont les opérations à terme et les swaps.*"

Le "swap" est une opération entre deux parties qui porte sur des flux financiers (monnaies, taux d'intérêt, etc.) et qui est utilisé comme moyen de protection contre les aléas de la conjoncture.

La mesure rappelle celle prise en 2008, au plus fort de la crise financière, par plusieurs banques chinoises de suspendre leurs opérations de change avec des banques étrangères, se souvient un opérateur du marché monétaire à Shanghaï, également cité par Dow Jones.

Bank of China a par ailleurs également exclu de ses opérations de swaps la banque suisse UBS, frappée par un scandale de fraude sur des opérations pour un montant de 2,3 milliards de dollars. (lemonde.fr 20.09)

Haut de page

Le 26 septembre

Demain j'actualiserai les pages d'accueil des différentes rubriques. J'actualiserai désormais la rubrique des infos en bref environ deux ou trois fois par semaine, en fonction de l'actualité. J'ai des petites histoires indiennes à vous raconter, ce sera pour la prochaine fois, en raison d'un fort orage ma nuit a été très perturbée, pas de courant donc pas de climatisation évidemment. J'ai passé une partie de la matinée à dormir, jusqu'à 8h, et ensuite j'ai transféré le site du portable dans l'ordinateur de bureau, dans lequel j'ai dû mettre un peu d'ordre, cela m'a pris plus d'une heure.

Bref, mon installation est presque terminée, il me reste le jardin, on fera cela petit à petit. Et dire que j'ai une piscine (gratuite) à 50 mètres de chez moi et que je n'y ai pas encore mis les pieds depuis mon déménagement le 29 août... A bas les privilèges ! C'est lundi, on est de bonne humeur, le soleil après la tempête...

Voici le courriel (reformaté) que m'a adressé le 23 septembre un militant du POI et ma réponse.

- "*Cher camarade,*

Tu fais référence à un Coquéma ; j'aimerais savoir ce qu'il a dit : l'information des critiques de tes propos est un signe de démocratie ouvrière.

Pour en revenir aux rôles de l'Etat et du parti, tout à fait d'accord sur les principes rappelés ; pour moi constituante veut dire abolition de la 5ème république et de son président et marche vers le gouvernement ouvrier et le rôle des candidats POI aux législatives en tant que parti c'est de le rappeler mais en dernier c'est l'organisation du combat du prolétariat avec le parti qui décidera des étapes et de leur forme réelle."

Bonjour camarade,

Coquéma est un ancien militant de l'OCI (comme moi), puis il se disait proche du groupe dirigé par S. Just dont j'ai mis hier un article en ligne, pour ensuite se présenter comme un sympathisant du POI. C'est un intellectuel, il est peut-être à la retraite, je n'en sais rien. Il y a quelques années il a publié une brochure sur l'OCI, la LCR et LO.

Il m'envoie régulièrement des courriels débiles ou pour me calomnier que je n'ouvre même plus à force. Il y a quelques jours j'ai fait une exception à cette règle, je ne l'ai pas copié dans mon disque dur, il me disait en substanceque je passais mon temps à me parler à moi-même et que cela ne présentait aucun intérêt, que j'étais un peu dingue quelque part, ensuite il m'a reproché d'écrire des banalités sur le plan politique et de prendre les militants pour des "*demeurés*", c'est le terme qu'il a employé, c'est tout, cela tenait en deux lignes.

A aucun moment, jamais il n'a développé la moindre analyse pour défendre un point de vue différent du mien, quand il m'écrit un mot de politique, il se contente de répéter ce que disent les dirigeants du POI sans apporter le moindre argument supplémentaire ou nouveau, donc cela ne présente aucun intérêt.

Son objectif, c'est de me démolir moralement, me faire comprendre que je suis un minable pour que je me taise une fois pour toute. Son dernier mail provient sans doute du fait qu'il a été déçu que je continue le site après une interruption de quelques semaines due à mon déménagement, il croyait être définitivement débarrassé de moi, pas de bol !

Il faudrait s'interdire de faire le constat que l'immense majorité des militants présentent de graves carences sur le plan théorique (un euphémisme !) mais aussi sur le plan des connaissances générales. Autrement dit, nous sommes en présence d'un ouvriériste, qui comme les curés, flatte l'ignorance pour que ceux qui le sont le demeurent, tandis que lui possède la vérité, divine qui sait ! Il y a ainsi des militants particulièrement imbus de leur personne, qui vont jusqu'à savoir mieux que Lénine et Trotsky ce qu'ils auraient dû faire lors de la crise de Cronstadt ou de Makno ou encore pour empêcher que le parti bolchevik se bureaucratise et dégénère, oubliant l'essentiel au passage, je n'ose pas les nommer, passons.

L'adversité, les difficultés, cela me stimule et nourrit ma réflexion, cela m'inspire. Je ne suis pas du genre à me résigner facilement, gare dans la vie à celui qui prend l'habitude de se laisser marcher dessus ou qui tarde à réagir quand son destin en dépend ! Je ne suis peut-être qu'un pauvre type aux capacités limitées, mais j'ai compris sans être mathématicien qu'il fallait réagir comme tel face à un problème ou dans la vie en général, c'est-à-dire, que lorsqu'on se retrouve confronté à une question, la première chose qu'on devait se demander, c'est si on l'avait posée correctement ou de la reformuler, afin de mettre en valeur les éléments qui allaient faire émerger des hypothèses parmi lesquelles figureraient obligatoirement la bonne ou celle qui nous permettrait de débloquer une situation ou d'aller de l'avant, de résoudre (même provisoirement ou partiellement) notre problème. Les nombreuses fois où je me suis retrouvé au chômage en France, je n'ai pas hésité à prendre n'importe quel emploi en attendant mieux plutôt que rester à ne rien faire et me morfondre sur mon triste sort, y compris quand j'étais jeune. Alors de là à me défiler quand on me pose une question, ce n'est pas mon genre pour te répondre.

Le site permet de briser partiellement mon isolement et d'avoir un minimum d'activité politique. Si je ne supporte pas le mépris et les humiliations des patrons ou de gens qui se croient supérieurs aux autres, ce n'est pas pour le supporter de la part de militants, de quiconque d'ailleurs.

J'ai développé très tôt une profonde aversion pour toute forme d'autorité, dès lors qu'elle repose sur une injustice ou qu'elle implique de ma part une soumission aveugle ou arbitraire que rien ne peut justifier. C'est le produit de l'éducation brutale que j'ai reçue et qui prit une tournure violente au moment de l'adolescent, dont par la suite j'ai corrigé les excès, pour réserver ce rejet de l'autorité à ceux qui le méritaient seulement selon moi, les patrons et leurs valets ou leurs représentants politiques.

Sans conscience politique on est fort injuste envers les siens ou son entourage, j'ai eu l'occasion de m'en apercevoir.

Avant d'arriver à la politique en 1976, j'avais consacré deux années de ma vie à l'étude de la psychanalyse, cela m'a aidé à comprendre beaucoup de choses et à mieux me connaître en particulier. Je ne sais pas ce qui m'a le plus aidé à sortir de ma crasse ignorance de la philosophie ou de la psychanalyse (Freud et Reich principalement). Quand je dis étudier, cela veut dire lire et réfléchir en même temps à chaque idée développée par un auteur, prendre des notes sur un cahier, toujours mon lexis Larousse à porter de la main, quitte à s'arrêter à chaque paragraphe, chaque proposition, chaque mot si nécessaire pour en saisir le sens avant d'aller plus loin. J'y consacrais au minimum quatre ou cinq heures par jours et le reste du temps je pensais à ce que j'avais lu afin de m'assurer que j'avais bien compris ce que l'auteur voulait dire. Comme il m'arrivait souvent de ne pas travailler pendant quelques semaines entre deux boulots, je passais mes journées entières à lire, et mes nuits aussi. Je relisais plusieurs fois le même ouvrage, pas en boucle, mais régulièrement je me replongeais dans les livres que j'avais déjà lus pour en tirer encore davantage ou modifier ce que j'en avais retenu. Et cela pendant plus de 30 ans. Depuis cette époque, cette soif de comprendre ne m'a jamais quitté, et je vais te dire un truc, pour faire preuve d'une telle détermination et persévérance pendant des décennies il faut avoir à l'esprit en permanence que l'on ne sait rien et que l'on a tout à apprendre, il faut avoir conscience de son ignorance, et dès lors il est impossible de se croire supérieur aux autres ou de mépriser celui qui est plus ignorant que toi, car tu as présent à l'esprit qu'un jour tu lui as ressemblé, en pire peut-être car j'étais vraiment arriéré au possible.

Quelques jours avant le tsunami je relisais encore quelques pages de Reich, de Malinovski et de Baudelaire, c'était aussi une source d'inspiration géniale, un vrai bonheur, j'ignorais que la bibliothèque qui m'était si chère allait disparaître à tout jamais, car depuis j'ai pris la décision de ne racheter aucun livre (de poche ou sans valeur) que je possédais antérieurement, estimant que l'heure était peut-être venue de penser sans l'aide de mes maîtres pour lesquels je conserverai jusqu'à la fin de ma vie une profonde reconnaissance pour tout ce qu'ils m'ont apporté. C'est comme si les auteurs qui figuraient dans ma bibilothèque étaient morts une seconde fois, définitivement cette fois. Ils n'avaient pas atterri par hasard dans cette bibliothèque, j'avais pris soin de les choisir personnellement et personne n'avait pu m'en imposer un seul, ils étaient uniquement le produit de ma lente maturation intellectuelle, d'un long processus dont je voulais demeurer le maître pour pouvoir m'y retrouver par la suite, pour la première fois dans ma vie j'avais l'impression de contrôler mon propre destin ou une petite partie, c'était ma raison de vivre, c'était aussi mes compagnons d'infortune, ils ne peuplaient pas seulement utilement ou agréablement mes longues heures de solitude, ils m'aidaient à supporter une société que j'exécrais et dans laquelle je n'avais pas vraiment ma place.

Quand on a pris conscience un jour de sa profonde ignorance, c'est comme lorsqu'on a réussi à échapper à la pauvreté, on n'a pas du tout envie d'y replonger un jour, car c'est parfaitement possible, aussi incroyable que cela puisse paraître, je parle de l'ignorance bien sûr, j'ai pu le constater autour de moi, la régression intellectuelle existe suite notamment à une expérience décevante ou traumatisante, comme je dis souvent, quand on ne progresse pas, on commence à faire du surplace, puis infailliblement on régresse, et cela est valable pour tous les domaines de la connaissance.

La gestion des rapports du relatif à l'absolu nécessite pour ne pas se leurrer ou se piéger soi-même, qu'on s'interroge régulièrement sur ces rapports, qu'on les remette en question pour vérifier leur validité et les modifier si nécessaire, sinon c'est la sclérose intellectuelle qui nous guette.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser au premier abord, l'essort d'un individualisme incontrôlé dans la société ne coïncide pas avec le développement d'une introspection qui permettrait de mieux se connaître, parce que ce processus se développe inconsciemment il est pour ainsi dire tourné exclusivement vers l'extérieur dont on attend tout. Allons plus loin, à l'origine le besoin qu'on exprime provient davantage de la société telle qu'elle existe plutôt que de nous-même, en dehors des fonctions essentielles à notre survie, il nous est dicté de l'extérieur, on l'intériorise inconsciemment, puis on cherche à le satisfaire en se tournant vers l'extérieur tout aussi inconsciemment. De ce fait, puisque la société ne peut pas satisfaire la plupart de nos besoins ou aspirations, cet individualisme tend à se renforcer comme pour forcer le destin, on ne perçoit pas que c'est l'absence de droits collectifs garantissant l'épanouissement individuel de chacun qui fait défaut dans leur société, d'où la nécessité de la changer pour atteindre cet objectif.. Ici, c'est le rapport du particulier au général et l'inverse que l'on ne maîtrise pas ou qui nous échappe.

Chaque individu dans la société se développe sur le plan personnel et social, c'est donc sur ces deux plans qu'il faut l'aider à progresser, dans la mesure où s'ils sont bien distincts, ils sont inséparables et interagissent l'un sur l'autre et peuvent constituer des obstacles à une prise de conscience de soi et de la société. On peut évoluer intellectuellement à un moment donné de sa vie, et régresser à un autre sans s'en apercevoir, parce qu'on n'a pas conscience de soi ou qu'on ne connaît pas ses propres faiblesses ou qu'on en ignore les origines. Comment expliquer qu'un jour on porte une attention particulière à son alimentation par exemple, parce qu'on estime que cette question est importante, et qu'on finisse par s'en foutre délibérément comme si on n'avait rien appris dans le passé en la matière ? J'ai assisté à cette régression chez une personne que je connaissais très bien, et je me suis rendu compte qu'elle avait régressé indistinctement dans tous les domaines. Cela vous interpelle forcément, c'est extrêment choquant. On dit souvent qu'en politique rien n'est jamais acquis quand on évoque le niveau de conscience des masses, mais cela vaut également individuellement, cela nous guette tous si on n'y prête pas une attention de tous les instants.

Il n'y a pas pire ennemi que les généralités dans ce domaine. Il y aurait les travailleurs conscients, les militants, et les travailleurs inconscients qui ne sont pas organisés. C'est très réducteur comme représentation.

C'est une mauvaise habitude de flatter les militants parce qu'ils ont acquis un niveau de conscience sur le plan politique que n'ont pas la plupart des travailleurs, ils en deviennent hautains ou développent un complexe de supériorité qui les rendent insupportables aux autres. J'irai même plus loin, pour certains cela suffit à défier leurs dirigeants ou se croire supérieurs à eux. Rares seront les militants qui pourront prétendre utiliser la même méthode pour interpréter les faits et gestes de la vie quotidienne, ceux des autres, mais les leurs également, ils feraient mieux de s'atteler à progresser eux-mêmes au lieu de juger ou critiquer les autres auxquels finalement ils ressemblent tant sans s'en apercevoir. On apprend à se connaître soi-même à travers les autres parce qu'on n'est pas très différents les uns des autres au bout du compte.

Pour conclure, l'immense majorité de la population se laisse vivre sans trop réfléchir, les gens réfléchissent quand ils y sont contraints, sans y être préparés ou dans les pires conditions, quand il est trop tard aussi, c'est ainsi qu'il nous arrive de constater qu'ils n'ont plus le choix qu'entre la peste et le choléra et c'est terrible, car cela nous concerne également, pas seulement à titre individuel mais collectif.

Alors quand des travailleurs ou des militants essaient de réfléchir sérieusement et loyalement à une question et qu'ils ne sont pas forcément d'accord, l'objectif devait être de tout faire pour tenter de pousser cette réflexion le plus loin possible pour avancer ensemble chacun à son rythme au lieu de s'invectiver, s'insulter ou d'essayer d'écraser l'autre, de lui imposer notre point de vue.

Les désaccords et la polémique font partie de la vie, tout dépend ensuite de quelle manière ils se présentent, on la conduit, cela pour faire la transition vers la brève causerie que j'ai rédigée au brouillon hier.

Bonne continuation à toi et tes camarades.

Pourquoi je soutiens le meeting internationaliste du 1er octobre du POI ?

Parce que j'ai conscience que des syndicalistes de toute l'Europe ou presque y interviendront, et que les syndicats sont les seuls organisations de masse où la classe ouvrière est encore organisée, même faiblement.

C'est un parti ouvrier qui est à l'origine de ce meeting, dans chaque pays la classe ouvrière doit se préparer à abattre les institutions politiques, des institutions dominées par des partis politiques. Maintenant nous savons qu'il ne pourra se produire aucun changement de régime si la classe ouvrière n'a pas construit un parti qui incarne et combat pour cet objectif.

Dès lors le message est clair, il vous faut construire un parti ayant comme objectif l'abolition du capitalisme et des institutions dans chaque pays, qui deviendra la section de l'Internationale ouvrière combattant pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, en rupture avec l'Union européenne (et le FMI, la Banque mondiale, etc.), la seule alternative possible à l'UE, au capitalisme.

C'est cette dimension et cette perspective politique qu'il faut donner à ce meeting et dont les participants doivent prendre conscience, sinon ce sera un meeting de plus animé des meilleures intentions du monde mais qui n'aura servi à rien ou pas grand chose. J'appelle donc tous les militants à y participer.

Politique

1- France

1.1- S'ils le disent !

C'est une nouvelle bombe qui éclate dans la cadre de l'affaire Karachi, qui prend de plus en plus la place d'une affaire d'Etat. Le journal Le Monde a eu connaissance de conversations téléphoniques entre Brice Hortefeux, meilleur ami de Nicolas Sarkozy, et Thierry Gaubert, mis en examen en début de semaine.

Hortefeux a d'ailleurs confirmé à BFM TV avoir appelé Gaubert pour le prévenir, c'est là qu'il aurait appris que ce dernier était en garde à vue.

L'ancien ministre de l'Intérieur, proche de cet ancien conseiller à Neuilly, lui aurait fait vent du rôle joué par sa femme dans l'enquête du juge Van Ruymbeke, en violation du secret de l'instruction : "*Elle balance beaucoup apparemment Hélène*", avance Hortefeux à Gaubert le 14 septembre dernier.

"*Qu'est-ce que tu as comme infos là-dessus, toi, parce qu'elle me dit qu'elle dit rien*", lui aurait répondu Gaubert. "*Ça m'embête de te le dire par téléphone […] Il y a beaucoup de choses hein*", assurerait l'ancien ministre.

Cette discussion prouverait qu'Hortefeux a eu accès aux déclarations du procès-verbal d'Hélène de Yougoslavie, alors même

qu'elles n'avaient pas encore été ajoutées au dossier d'instruction. "*Je te raconterai, poursuit-il, mais ils ont énormément de choses […]. T'as eu Bazire, parce que visiblement il est lui dedans dans cette histoire.*"

Ca commence à chauffer autour de l'Elysée."*Si Sarko il passe pas en 2012, ils sont tous dans la merde…*", aurait ainsi déclaré la fille de Thierry Gaubert à son petit ami, dans une conversation téléphonique interceptée par les policiers, le 19 juillet 2011... (lepost.fr 23.09)

1.2- Une "***révolution de Palais***"... comme en 2012.

La gauche a remporté hier, à l'occasion des sénatoriales et pour la première fois de l'histoire de la Ve République, la majorité absolue au Sénat.

En début de soirée, le président du groupe PS à la chambre haute, Jean-Pierre Bel, a revendiqué 175 sénateurs de gauche sur un total de 348. Une majorité très courte, donc, qui ne l'a pas empêché de saluer « *un jour qui marquera l'histoire* ». Et qui sonne surtout comme un avertissement pour Nicolas Sarkozy à sept mois de la présidentielle. L'Elysée s'est contenté de « *prendre acte* » des résultats.

« *Ces résultats changent la donne institutionnelle, mais dans une certaine limite seulement,* précise Dominique Chagnollaud, spécialiste de droit constitutionnel. *Le Sénat ne dispose pas de pouvoir de blocage comme l'Assemblée nationale.* ».

Pour François Hollande, « *c'est un événement historique* », « *une révolution de Palais* ». Cette défaite de la droite « *est un traumatisme pour Nicolas Sarkozy* », selon le socialiste. Il ajoute : « *La règle d'or, Nicolas Sarkozy sait que c'est fini* ». (20minutes.fr et publicsénat.fr 25.09)

Vous aurez noté au passage que pour Hollande, une "*révolution de Palais*" serait un « *événement historique* », avec une telle définition de l'histoire pas étonnant qu'on en soit encore à la préhistoire de l'humanité. On ne comptera pas sur Hollande ou le PS pour enfin commencer à faire notre histoire consciemment, ce sera forcément sans eux.

2- Grèce.

La police anti-émeute a dispersé dimanche devant le Parlement grec à Athènes une manifestation contre les mesures d'austérité.

Deux mille manifestants s'étaient rassemblés pour dire leur refus de la rigueur et leur colère contre la classe politique: "*La crise c'est vous, nous ne paierons pas pour vous*", pouvait-on lire sur une banderole.

Parmi les récentes mesures annoncées par le gouvernement de George Papandréou, trente mille salariés de la fonction publique doivent en outre être mis en disponibilité, ce qui se traduira par une baisse de 60% de leur salaire. Ils disposent d'un an pour trouver un nouvel emploi au sein du secteur public sous peine de licenciement. (Reuters 25.09)

3- Libye

La composition d'un nouveau gouvernement transitoire en Libye pourrait être de nouveau repoussée en raison de désaccords persistants entre les membres du Conseil national de transition (CNT), a-t-on appris dimanche de source proche du CNT à Benghazi, dans l'est du pays.

La semaine dernière, Abdel Hafiz Ghoga, porte-parole du CNT, avait pourtant déclaré à Reuters qu'un nouveau gouvernement intérimaire, "*de crise et resserré*", allait être formé dans les prochains jours.

"*Il y a des désaccords sur l'attribution de certains portefeuilles et la tendance actuelle serait plutôt de prolonger le mandat du CNT, avec quelques aménagements, tout en poursuivant les discussions sur la formation d'un gouvernement intérimaire*", a déclaré dimanche un responsable du CNT qui a requis l'anonymat. (Reuters 25.09)

Social

France

1- Travail forcé.

Le gouvernement va expérimenter des contrats aidés de sept heures par semaine qui seront proposés à des allocataires du RSA, comme le préconisait un rapport rendu public le semaine dernière, a-t-on appris jeudi soir dans l'entourage de la ministre

des solidarités Roselyne Bachelot.

Mme Bachelot annoncera officiellement vendredi lors d'un déplacement en province l'expérimentation de 10 000 contrats aidés rémunérés, à expérimenter dans des départements volontaires, a-t-on indiqué, confirmant une information du Figaro.

Le gouvernement met ainsi en oeuvre la proposition faite la semaine dernière par l'ancien ministre des solidarités actives Marc-Philippe Daubresse d'imposer sept heures de travail rémunérées par semaine à certains bénéficiaires du RSA, sous peine de sanctions. En tenant compte de la baisse de leur RSA induite par la reprise d'activité, les allocataires gagneraient 130 euros de plus grâce à ce contrat.

M. Daubresse proposait une expérimentation de 10 000 contrats, pour un coût de 28 millions d'euros avec un objectif à terme de 150 000 contrats aidés, pour 420 millions d'euros à la charge de l'Etat. (lemonde.fr 23.09)

130 euros divisés par 30 heures = 4,26 euro de l'heure. Sur la base de 35h par semaine, cela donnerait un salaire d'environ 600 euros par mois, soit 400 euros d'euros net par mois en moins que le Smic. Esclavagistes ? Mais non, mais non, vous exagérez...

2- Suppression d'emplois chez PSA en perspective.

PSA Peugeot Citroën pourrait réduire de jusqu'à 10% ses effectifs en France en supprimant des postes d'intérimaires face au ralentissement attendu du marché automobile européen, écrivent vendredi Les Echos et La Tribune, citant des sources syndicales au lendemain d'une réunion entre la direction du groupe et ses syndicats.

PSA employait fin juin dans sa branche automobile 81.240 personnes, auxquelles il faut ajouter environ 10% d'intérimaires.

"*Sur le plan de l'effectif, nous avons un volant intérim qui représente 10% de l'effectif en France, plus des entreprises sous-traitantes en grand nombre, on a là des éléments de flexibilité, plus l'accord de mobilité, donc nous nous trouvons dans une situation qui n'est pas comparable à celle de 2008*", a déclaré Philippe Varin au cours d'une conférence de presse à Francfort. (Reuters 23.09)

Economie

Grèce

1- Le scénario d'un défaut de la Grèce sur sa dette publique ne peut plus être écarté, estime Klaas Knot, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), d'après des propos rapportés vendredi par la presse néerlandaise.

Klaas Knot est le premier banquier central de la zone euro à admettre qu'un tel scénario, longtemps écarté par les dirigeants européens, était actuellement à l'étude.

"*C'est l'un des scénarios*", a-t-il dit au quotidien néerlandais Het Financieele Dagblad.

"*J'ai longtemps été convaincu que la faillite n'était pas incontournable. Mais les nouvelles d'Athènes, parfois, ne sont pas encourageantes.*"

Le banquier central a estimé que ses partenaires européens travaillaient dur pour aider la Grèce mais que cette dernière ne semblait pas consciente de la gravité de la situation.

"*Tous les efforts visent à prévenir cela, mais je suis désormais moins certain d'exclure une faillite qu'il y a encore quelques mois*", a-t-il dit, se demandant "*si les Grecs se rendent compte de la gravité de la situation.*"

Le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Olli Rehn a déclaré jeudi que les dirigeants européens ne laisseraient pas se produire un défaut incontrôlé ou une sortie de la Grèce de la zone euro, mais il n'a pas explicitement exclu le scénario d'un défaut de la Grèce. (Reuters 23.09)

2- L'agence Moody's Investors Services a abaissé vendredi de deux crans la note de huit banques grecques en raison de leur exposition aux obligations d'Etat grecques et de la détérioration de la situation économique dans le pays.

Moody's justifie notamment sa décision par "*l'impact attendu de la détérioration de l'environnement économique intérieur sur des prêts non performants*" et des "*positions de liquidités encore fragiles*". L'agence de notation estime également que les perspectives pour la note des huit banques sont négatives.

En revanche, la justice grecque a jugé illégale une grève de 24 heures des contrôleurs aériens annoncée pour dimanche, et les vols seront ainsi assurés normalement ce week-end. Un appel à la grève générale dans tout le pays a été lancé pour le 19 octobre. (AP 23.09)

3- La décote que les investisseurs privés ont accepté de passer sur les titres de dette souveraine grecs dans le cadre du deuxième plan de sauvetage de la Grèce pourrait être supérieure aux 21% retenus lors de la définition des grandes lignes de ce plan le 21 juillet, a estimé vendredi Deutsche Bank.

La première banque allemande a déclaré que cette décote ("haircut") serait de l'ordre de 25% ou plus.

L'accord de juillet était basé sur un rendement des obligations d'Etat grecques de 9%, mais aujourd'hui aucun titre de dette grec ne se traite à un rendement inférieur à 13,75%, a souligné Deutsche Bank.

A la suite de cet accord, bon nombre de banques européennes ont passé une dépréciation de 21% sur leurs actifs souverains grecs dans les comptes du deuxième trimestre.

Or les termes de l'engagement privé dans le deuxième plan de sauvetage de la Grèce doivent encore être complétés. (Reuters 23.09)

Haut de page

Le 28 septembre

Je n'ai pas le temps de causer.

Politique

1-France

1.1- Entre voyous.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé a admis lundi s'être fait financer des vacances par l'homme d'affaires Ziad Takieddine, intermédiaire dans des contrats d'armement et poursuivi dans l'enquête sur une présumée corruption lors de la présidentielle de 1995.

Selon des procès-verbaux d'audition de police publiés par le site Mediapart, l'ex-femme de Ziad Takieddine a déclaré aux policiers que Jean-François Copé s'était fait financer par le milliardaire au début des années 2000, quand il était membre du gouvernement, des séjours avec sa famille et des frais à Antibes, à Londres, au Liban et à Venise.(20minutes.fr 26.09)

1.2- L'OIT au service de "***normes sociales minimales***".

Nicolas Sarkozy a plaidé lundi pour la mise en place d'une régulation sociale au niveau mondial, qu'il juge aussi nécessaire que la régulation financière ou économique dans la lutte contre la crise.

Le président français, qui recevait les ministres du Travail du G20 réunis à Paris, a pressé en outre tous les pays membres de ce forum de ratifier les conventions de l'Organisation internationale du travail sur des normes sociales minimales.

"*Les inégalités qui se creusent, c'est pas davantage de croissance, c'est davantage d'instabilité : la France en tire la conclusion qu'à la régulation financière, à la régulation économique, il faut ajouter la régulation sociale*", a-t-il dit.

"*Et face à une crise qui a ébranlé nos sociétés, nous ne pouvons plus nous contenter simplement d'afficher nos bonnes intentions, nous devons passer à l'action sur le sujet, car si nous ne le faisons pas, la réponse sera le protectionnisme, la décroissance et la régression de la qualité de la vie.*" (Reuters 26.09)

C'est en bonne voie... pour la régression sociale généralisée seulement !

1.3- En famille.

Jean-Vincent Placé, élu dimanche sénateur Europe Ecologie-Les Verts de l'Essonne, a souhaité lundi 26 septembre que la présidence de la commission des finances du Sénat soit confiée à la droite après le basculement à gauche du palais du Luxembourg.

Sur Public Sénat, M. Placé a proposé '*que la présidence de la commission des finances revienne à l'opposition*', c'est-à-dire à la droite. Les écologistes veulent appliquer le même principe au Sénat qu'à l'Assemblée, où la présidence de la commission des Finances a été confiée à Jérôme Cahuzac (PS). (lemonde.fr 26.09)

2-Grèce

2.1-Les députés grecs ont approuvé mardi une nouvelle taxe immobilière très impopulaire qu'Athènes juge essentielle à la réussite du nouveau plan d'austérité, alors que des heurts opposaient des manifestants aux forces de l'ordre devant le parlement.

Il s'agissait d'un test important de la capacité du gouvernement de George Papandréou à rassembler la majorité pour faire adopter le nouveau dispositif destiné à convaincre le FMI et l'Union européenne de débloquer une nouvelle tranche d'aide de huit milliards d'euros, dont le versement est attendu en octobre.

Les 154 élus du Parti socialiste (Pasok) se sont prononcés pour la nouvelle taxe immobilière. La Chambre des députés compte 300 sièges.

A l'extérieur, les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser un millier de manifestants.

"*Les décisions du 21 juillet sont comme une bible institutionnelle pour nous. Elles constituent le cadre dans lequel nous évoluons*", avait auparavant déclaré le ministre des Finances, Evangelos Venizelos, évoquant les engagements pris par son gouvernement dans le cadre du second plan d'aide du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne.

Les salariés des transports publics ont débrayé mardi dans la capitale pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité. Une grève de 48 heures a par ailleurs débuté au ministère des Finances et d'autres mouvements doivent avoir lieu mercredi.

Dans la journée, éboueurs et autres employés municipaux avaient défilé place Syntagma, devant le parlement. A l'autre extrémité du parvis, la police tentait de tenir une centaine de manifestants à distance du ministère des finances.

Les adversaires du plan d'austérité, que les forces de l'ordre ont dispersé dimanche à coups de grenades lacrymogènes - une première depuis la trêve estivale - ont promis d'intensifier leur mouvement. (Reuters 27.09)

2.2-Les députés grecs ont approuvé mardi la création d'une nouvelle taxe sur la propriété, dans le cadre des mesures d'austérité décidées par le gouvernement face à la crise de la dette du pays.

Ce nouvel impôt sera prélevé par le biais des factures d'électricité, afin de faciliter la tâche de collecte des services fiscaux. Les Grecs qui refuseront de la payer verront leur électricité coupée.

S'exprimant avant le vote, le ministre grec des Finances, Evangélos Vénizélos, a reconnu que la taxe sur la propriété serait difficile pour certaines couches de la population, tout en estimant que le gouvernement n'avait pas le choix. "*Il y aura clairement des catégories de la population qui ne pourront pas payer cette charge sur le logement, et c'est une situation qui sera résolue*", a-t-il déclaré. "*Mais le plus important est que nous atteignions les objectifs sur lesquels nous nous sommes entendus pour 2011 et 2012*".

A Berlin, Georges Papandréou a pour sa part de nouveau assuré que son pays remplirait les conditions fixées par ses créanciers. "*Je peux garantir que la Grèce honorera tous ses engagements*", a-t-il déclaré devant des industriels allemands, avant de rencontrer Angela Merkel. (AP 27.09)

Social

France

1- Chômage en hausse, le ministre du Travail y voit une "***évolution positive***" !

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A (sans aucune activité) a reculé de 0,1% en août, selon les chiffres diffusés lundi soir par la gouvernement. Mais en comptant les personnes exerçant une "activité réduite" et tenues de "faire des actes positifs de recherche d'emploi" (catégorie B et C), le nombre de chômeurs est en hausse de 0,5%, soit 20.200 de plus par rapport à juillet.

Dans un communiqué, le ministre du Travail Xavier Bertrand parle d'une "*évolution positive (...) obtenue sur le front de l'emploi malgré un net ralentissement de la croissance depuis plusieurs mois*". (AP 26.09)

2- Malaise grandissant au travail.

Près d'un salarié français sur trois pense «*sérieusement*» à quitter son entreprise. C'est le résultat d'une étude menée par le cabinet de conseil en ressources humaines Mercer. Les 2.000 personnes interrogées en France on montré beaucoup plus d'envies de départ que celles interrogées en 2007, où moins de 20% des sondés songeaient au départ.

Par ailleurs, une personne sur deux avancent ressentir «un fort attachement à leur entreprise», soit 11% de moins qu'en 2007. La chute de la satisfaction au travail explique en partie ce phénomène, selon l'enquête, le taux de salariés se déclarant «satisfaits« passant de 72 à 57% entre 2007 et 2011.

Pourtant, la motivation des salariés n'a pas varié: 53% d'entre eux sont «tout à fait prêts à aller au-delà des exigences de leur fonction pour aider leur entreprise à réussir» et 56% continuent de «recommander vivement les produits ou services de l'entreprise à leurs amis ou leurs proches», des résultats identiques à ceux de 2007.

Depuis la crise, les salariés estiment en outre que leur entreprise est plus efficiente ou mieux gérée et 57% disent croire à sa réussite future. Mais cet optimisme ne vaut pas pour leur situation personnelle, seuls 53% estimant que le «niveau de sécurité de l'emploi dans leur entreprise est aussi bon que celui des entreprises de leur secteur». Cette enquête a été réalisée au cours des six derniers mois en France auprès de 2.000 salariés, interrogés en ligne à leur domicile. (20minutes.fr 26.09)

3- Manifestation du personnel de l'Education nationale.

Plus de 165.000 manifestants ont défilé mardi en France, dont 45.000 à Paris, pour dénoncer la politique éducative du gouvernement et les suppressions de postes d'enseignants, selon les chiffres communiqués pa la FSU.

Les chiffres de la police n'étaient pas disponibles dans l'immédiat, que ce soit pour Paris ou l'ensemble de la France.

La Fédération syndicale unitaire (FSU, première fédération de l'Education nationale) faisait état en milieu d'après-midi de "plus de 120.000 manifestants en province sur 72 départements", auxquels le syndicat ajoutait "45.000 manifestants à Paris".

Les fédérations de l'enseignement public FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education, FERC-CGT, et Sud, ainsi que les syndicats CGT, CFDT, CFTC, CGC et SPELC de l'enseignement privé sous contrat avaient appelé à cette journée nationale de grève et de manifestations.

Selon le syndicat du privé Snpefp-CGT, l'académie de Nantes, première du pays pour le privé, connaît «35% à 40% de grévistes» avec plusieurs écoles entièrement fermées, ce qui est «*inédit*».Et en Bretagne, «*au moins 14 écoles primaires*» privées n'assurent aucun cours, «*c'est du complètement nouveau, sans précédent*», selon François Le Pennec, de la Fep-CFDT en Ille-et-Vilaine. Dans le Nord-Pas-de-Calais, un «*élan massif*» a été constaté dans le privé et le taux de grévistes dépasse les 50% dans plusieurs établissements à Lille, Valenciennes, Armentières et Tourcoing, affirme la CFDT. (AP et lefigaro.fr 27.09)

4- LyondellBasell. Occupation d'usine.

La compagnie pétrochimique américaine LyondellBasell, qui n'a pas trouvé de repreneur pour sa raffinerie située à Berre (Bouches-du-Rhône), envisage désormais la "*fermeture*" du site, a-t-elle annoncé, mardi 27 septembre, dans un communiqué.

"*Malgré les efforts des salariés et de la direction, la raffinerie continue de subir de lourdes pertes et ne parvient pas à devenir rentable, a expliqué Jean Gadbois, directeur général du site de Berre, cité dans le communiqué. Sans réelle perspective de rachat, nous avons donc l'intention d'engager une procédure de consultation sur un projet de fermeture de la raffinerie.*" Selon la direction, "*trois cent soixante-dix emplois seraient concernés*".

L'intersyndicale (CGT, CFDT, CFE-CGC, FO, CFTC) a appelé à une grève "*forte*" avec un blocage de l'ensemble du site pétrochimique. Lors de l'assemblée générale, qui s'est tenue à 12 heures, les salariés ont voté une "*grève dure*" d'au moins quarante-huit heures. Plusieurs centaines de salariés ont voté à une écrasante majorité la grève, renouvelable toutes les vingt-quatre heures, avec blocage de l'ensemble des dépôts et arrêt progressif de toutes les unités. Les salariés ont également décidé que tous les portails d'accès au site seraient "*fermés et cadenassés*".

"*Cet outil, c'est le nôtre, on va à partir d'aujourd'hui se l'approprier*", a expliqué Patrick Sciurca, représentant de l'intersyndicale. Il a estimé que les unités pourraient être arrêtées "*dès cet après-midi*". "*On préconise d'élargir le périmètre de la vente au-delà de la raffinerie et de trouver un repreneur pour la raffinerie et la partie en aval*", a-t-il ajouté, dénonçant "*l'absence de schéma sur*

l'avenir industriel de l'ensemble du site".

Aucune offre de reprise n'ayant été faite à LyondellBasell, "*la Compagnie pétrochimique de Berre SAS (CPB), qui exploite la raffinerie, va mettre en œuvre, conformément à la réglementation française, une procédure d'information et de consultation des représentants du personnel sur un projet de fermeture de la raffinerie*", précise le communiqué. Cette procédure devrait débuter en octobre.

En mai, le groupe texan LyondellBasell avait annoncé qu'il mettait en vente la raffinerie de Berre en raison de ses résultats, "*inférieurs aux projections économiques faites à l'époque de l'acquisition*", en 2008, à Shell. Un porte-parole de la direction expliquait que "*l'ampleur des pertes générées par la raffinerie n'était plus soutenable*", précisant qu'il n'y avait "*pas de délai prédéfini*" au processus de mise en vente.

Le site LyondellBasell de Berre-L'Etang, qui a une capacité de 105 000 barils par jour, est l'une des quatre raffineries [avec celles de Lavéra, Fos-sur-Mer et Chateauneuf-les-Martigues] situées sur le pourtour de l'étang de Berre. Le site comprend une raffinerie qui emploie trois cent cinquante personnes, adossée à un complexe pétrochimique pour un total de onze cent quatre-vingts salariés, a précisé Georges Raillon, le secrétaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Cette possible fermeture illustre le problème des surcapacités dans l'Hexagone et en Europe, elle serait la troisième en dix-huit mois, après les sites de Total à Dunkerque (Nord) et du suisse Petroplus à Reichstett (Bas-Rhin).

Les groupes pétroliers cherchent de plus en plus à réduire leur présence en Europe, où la demande de pétrole est en baisse et la rentabilité faible. La France métropolitaine, qui comptait vingt-trois raffineries à la fin des années 1970, n'en recense plus que onze encore en activité aujourd'hui. (lemonde.fr 27.09)

5- Lafarge. Mouvement social contre la fermeture d'une usine.

Pour sauver leurs emplois, douze salariés de l'usine Lafarge de Frangey, dans l'Yonne, ont choisi l'arme de la faim. Ils entament ce mardi leur huitième jour consécutif sans s'alimenter. Leur campement de cinq tentes, dans lesquelles ils ont placé des lits de camps, est placé juste sous les fenêtres de la direction de l'activité cimenterie du groupe, à Saint-Cloud dans les Hauts-de-Seine.

Par cette action forte, ces salariés, joints par le maire de la commune de l'Yonne, espèrent pousser Lafarge à revenir sur sa décision, annoncée fin mai, de fermer leur usine. Le site de Frangey, vieux de plus de 80 ans et qui emploie 74 salariés, doit progressivement fermer ses portes l'an prochain pour une fermeture définitive en avril 2013. Lafarge justifie sa décision par «un marché local qui se réduit, une surcapacité de 40% et une incapacité du site à produire le ciment qui répond aux nouvelles normes environnementales».

La CGT, syndicat majoritaire dans l'usine, balaye ces arguments. «*L'activité est viable et rentable. Et si l'activité des fours est basse, c'est parce que les clients traditionnels sont livrés par d'autres sites comme celui du Havre. Et quand on demande à Lafarge pourquoi ils préfèrent que des camions fassent 500 kilomètres pour livrer, ils ne s'expliquent pas*», s'insurge Sylvain Moreno, responsable syndical, qui croit savoir que cela fait partie de «*la stratégie des gros*». Faux, répond une porte-parole du cimentier: «*Il n'y a jamais eu d'entente entre Lafarge et ses concurrents*».

Alors que la situation s'envenime, Lafarge insiste sur le fait que cette fermeture se fera sans licenciement. Le groupe «a prévu 100% de reclassement avec une offre d'emploi sur un site de Lafarge Ciment en France», souligne une porte-parole. Parmi les autres mesures d'accompagnement figurent une prise en charge des frais de déménagement, le paiement du nouveau loyer pendant 15 ans, ou encore l'accompagnement du conjoint dans la recherche d'un nouvel emploi. «Nous souhaitons une transition souple car nous comprenons l'émotion et l'inquiétude des salariés», affirme-t-elle. «*Si l'objectif de Lafarge, société du CAC 40, est de fermer pour reclasser, l'activité industrielle en France est tombée bien bas*», commente pour sa part Sylvain Moreno.

En attendant à Saint-Cloud, Lafarge affirme être en contact «permanent» avec les salariés grévistes qui ont bénéficié d'un «*accompagnement médical, psychologique et technique*» de la part du groupe. Lafarge, qui ne souhaite pas que ce mouvement s'éternise, veut «*trouver une solution rapide*». Mais le terrain d'entente semble difficile à trouver puisque le cimentier n'entend pas revenir sur sa décision alors que les grévistes appellent au maintien pur et simple de l'activité sur le site. «*Je ne sais pas combien de temps cela peut durer, confie Sylvain Moreno. Mais je sais que les salariés sont déterminés à aller jusqu'au bout. Nous sommes prêts pour notre part à lancer une procédure judiciaire contre le groupe pour prouver qu'il y a un défaut de motif économique*», explique le syndicaliste.

«*Ce qui est gênant c'est que ça fait 74 emplois en moins dans le bassin du tonnerrois qui est déjà assez sinistré. Depuis 2003, 1100 emplois ont déjà été supprimés ici*», déplore Maurice Godard, représentant de l'union locale CGT de Tonnerre (Yonne).

Un comité central extraordinaire (CCE), durant lequel la situation de Frangey sera évoquée, est prévu ce jeudi . «*Il y en aura d'autres. Nous voulons continuer le processus de dialogue*», souligne-t-on chez Lafarge. «*Il n'y a pas de dialogue social,* tranche Sylvain Moreno, qui affirme que la direction prévoit de délocaliser le rendez-vous pour qu'il n'ait pas lieu à Saint-Cloud, «*ce qui aura pour conséquence de jeter de l'huile sur le feu*», prévient-il.

Le mouvement ne semble pas encore avoir la résonance souhaitée au sein même de l'entreprise. Un appel à cesser le travail avait été lancé lundi sur les autres sites mais il n'a été que peu suivi, poussant la CGT à regretter «*ce peu d'humanité*» de la part des autres employés du groupe. (lefigaro.fr 27.09)

Bolivie

Après une vague de protestation inédite et violemment réprimée contre un projet routier, le gouvernement bolivien a dû faire marche arrière et suspendre, lundi soir 26 septembre, le chantier. La vigoureuse opposition à ce projet est d'autant plus embarrassante qu'elle émane essentiellement de communautés indiennes, qui constituent la base électorale du président Evo Morales. En 2006, elles ont largement contribué à porter au pouvoir ce syndicaliste de l'ethnie aymara. Mercredi, le principal syndicat bolivien a appelé à une grève générale.

Une partie de la population bolivienne s'oppose au projet d'autoroute devant relier les départements de Beni et de Cochabamba, de San Ignacio de Moxos à Villa Tunari. Cet axe de 300 km devait être achevé en 2014. Il transite par une réserve écologique de 1 million d'hectares, le parc national Isiboro Secure (aussi appelé Tipnis), où vivent 15 000 Indiens amazoniens. L'infrastructure, qui doit être construite par la firme brésilienne OAS et dont le coût de 305 millions d'euros sera pris en charge par le Brésil, est censée désenclaver les deux provinces rurales. Le gouvernement de La Paz le présente comme un enjeu économique essentiel pour le pays, l'un des plus pauvres d'Amérique latine.

Mais cette route couperait en deux la réserve Tipnis, terre ancestrale des ethnies Chiman, Mojeño et Yuracaré. Les populations locales devront être déplacées si le projet était mis en œuvre. De plus, les habitants accusent Morales de profiter de ce chantier pour confier de nouvelles terres aux cultivateurs de coca, une force syndicale et politique qui reste à ce jour son principal soutien politique.

Une marche de protestation a donc été organisée le 15 août pour parcourir les 600 kilomètres qui séparent Trinidad de La Paz. Mais depuis dix jours, 1 700 manifestants étaient bloqués à mi-chemin à Yucumo, à la fois par des producteurs de coca favorables au gouvernement et par les forces de l'ordre, comme le raconte le quotidien argentin Pagina/12.

L'opposition au projet routier s'est enflammée après la brutale dispersion, dimanche 25 septembre, des manifestants de Yucumo. Les chaînes de télévision ont montré l'arrestation musclée d'hommes, de femmes et d'enfants – un bébé de 2 mois a même été provisoirement détenu, rapporte El Pais. Certains ont eu leurs mains attachées avec du ruban adhésif, leur bouche bâillonnée, et se sont vus pousser à coups de matraques et de gaz lacrymogènes dans les bus de la police.

Le journal brésilien Folha de Sao Paulo rapporte les propos du général Oscar Muñoz, qui a justifié l'opération en arguant que ses agents avaient été menacés par des Indiens armés. Mais le défenseur du peuple Rolando Villena (équivalent bolivien du médiateur de la République) a, lui, assuré que les protestataires étaient en train de déjeuner lors de l'intervention. Le ministère de l'intérieur a avancé un autre élément de justification : il s'agissait d'empêcher un affrontement entre les marcheurs et les producteurs de coca pro-gouvernementaux, qui étaient résolus à leur barrer la route.

Intervenant lundi soir, Evo Morales a qualifié ces incidents d'"*impardonnables*" et annoncé la création d'une commission d'enquête. Dans la foulée, le président a indiqué que le projet de route était suspendu et que son avenir dépendrait de la tenue d'un référendum régional. Evo Morales n'a toutefois fourni aucun calendrier.

La ministre de la défense, Cecilia Chacon, a quant à elle présenté sa démission. "*Je ne partage pas la décision d'intervention contre la marche et je ne peux la justifier dans la mesure où d'autres solutions existaient*", a écrit Mme Chacon, dans une lettre adressée au président.

L'affrontement avec les marcheurs de Tipnis prive le président d'une partie de sa base politique. Le quotidien La Prensa évoque dans un éditorial la "*perte de légitimité et de crédibilité sans précédent depuis l'arrivée au pouvoir de son parti*". Evo Morales est contesté jusque dans son camp. Après la démission de Cecilia Chacon, les regards se tournent vers le ministre de l'intérieur, Sacha Llorenti, dont le départ est réclamé dans les cortèges. Mercredi, l'affrontement prendra une tournure sociale puisque la principale centrale syndicale, la COB, a appelé à une grève générale en soutien aux marcheurs. (lemonde.fr 27.09)

Arabie Saoudite

Une Saoudienne a été condamnée à dix coups de fouet pour avoir conduit une voiture, a annoncé mardi Amnesty International, deux jours après une concession du roi Abdallah, qui a accordé le droit de vote aux femmes pour les élections municipales.

Aux termes de la loi islamique en vigueur en Arabie saoudite, une femme doit obtenir la permission d'un homme de son entourage pour travailler, voyager à l'étranger ou subir certaines interventions chirurgicales.

Il n'y a pas à proprement parler de loi interdisant aux femmes de conduire mais, dans les faits, elles ne peuvent pas obtenir le permis. (Reuters 27.09)

En voilà un régime démocratique, progressiste soutenu par les va-t-en-guerre en Libye, pétrole oblige !

Economie

1- France

1.1- Selon Les Echos, la banque Dexia, dans la tourmente depuis 2008 et la crise des subprimes, envisagerait la vente de 20 milliards d'euros d'actifs toxiques sur les 120 qu'elle possède encore. "*Les banques ont du mal à emprunter sur le marché interbancaire, notamment Dexia qui ne peut pas se refinancer. Donc la banque franco-belge est obligée de vendre pour continuer à exister*", explique Philippe Herlin, chercheur en finance auprès du Conservatoire national des arts et métiers. En clair, l'établissement franco-belge doit amasser rapidement des liquidités pour éloigner la menace d'une faillite et continuer d'assurer son fonctionnement.

Reste à voir comment Dexia réussira à écouler ces actifs. "*Ils vont sûrement essayer de vendre des produits qui ne sont pas très stratégiques et qui sont susceptibles de drainer du cash, estime Philippe Herlin, mais vu le contexte de récession, ces actifs ne peuvent que perdre de la valeur.*" "*Ces actifs pourris datent de la crise de 2008. Les banques et les Etats pensaient pouvoir s'en débarrasser les années suivantes avec le retour de la croissance*", explique Hervé Alexandre, professeur à l'université Paris-Dauphine.

Dans cette situation, selon les deux économistes, seuls les fonds spéculatifs, chinois ou qatariens, sans aucun problème de liquidités, sont susceptibles d'acheter de tels produits, dont il est difficile de définir la valeur réelle.

"*C'est une annonce qui sert à gagner du temps, s'avance Philippe Herlin. Une façon de dire que Dexia peut s'en sortir tout seul.*" Sans l'aide des Etats belge, luxembourgeois et français, qui l'ont déjà sauvé de la faillite en 2008.

Or une information, dévoilée par Le Figaro, laisse penser qu'un autre scénario pourrait se dessiner. Dexia, la Banque postale et la Caisse des dépôts réfléchiraient à la création d'une banque publique dédiée au financement des collectivités locales. Une telle solution permettrait à Dexia de se délester de ses 80 milliards d'euros de crédits aux collectivités locales, dont on sait qu'ils sont en partie toxiques, et de revenir à son activité historique : la banque de détail. Benoît Gausseron n'infirme ni ne confirme ces informations, se contentant d'un laconique : "*Pas de commentaire.*" Quant à Pierre Mariani, président du comité de direction de la banque Dexia, il a assuré au quotidien belge L'Echo qu'"*il n'y a aucun projet sur la table visant à scinder Dexia et il n'y a aucun projet de modification de l'actionnariat du groupe*".

L'hypothèse d'un tel montage soulève pourtant déjà des inquiétudes. Pour Philippe Herlin, il s'agirait ni plus ni moins d'un "*Crédit lyonnais bis*". "*On voit le manège : le contribuable prend à sa charge les pertes, et la banque repart sur de nouvelles bases !*", écrit-il sur son blog. Hervé Alexandre est plus mesuré et attend de voir. Selon lui, créer une banque et récupérer ses actifs pourris obligerait l'Etat français, déjà endetté, à s'endetter encore plus. "*Le serpent se mordrait la queue*", résume-t-il.

Vraies ou pas, ces annonces ont réjoui les investisseurs. Lundi, le cours de l'action grimpait de près de 5 % à la clôture de la Bourse de Bruxelles. Une hausse impressionnante qui ne doit pas cacher le fait qu'une action Dexia coûte moins de 1,5 euro. Soit vingt fois moins qu'il y a cinq ans. (lemonde.fr 26.09)

2- Le gouvernement va créer pour 2012 une taxe exceptionnelle pour les industriels soumis aux quotas de dioxyde de carbone (CO_2), écrit mardi Le Figaro sur son site internet.

Cette taxe sera assise sur leur chiffre d'affaires hors taxe, à un taux variant entre 0,08% et 0,12%, et elle devrait rapporter près de 250 millions d'euros, dit le quotidien.

Les électriciens (essentiellement EDF) en payeront le tiers, précise Le Figaro. (Reuters 27.09)

2- Libye

Le géant pétrolier italien Eni a annoncé lundi avoir repris ses activités en Libye après des mois d'interruption dus à la guerre entre pro et anti-Kadhafi. Le groupe pétrolier français Total a également déclaré lundi avoir redémarré sa production dans le pays.

Eni a repris ses activités sur 15 puits du champ pétrolifère d'Abu-Attifel, à 300 km au sud de Benghazi (est), via la société Mellitah Oil & Gas, partenariat entre Eni et la compagnie nationale libyenne National Oil. Le groupe italien précise produire quelque 31.900 barils de pétrole par jour.

De son côté, le groupe français Total a déclaré lundi à l'Associated Press avoir repris la production vendredi sur le gisement offshore d'Al Jurf, près de la frontière tunisienne, en partenariat avec la compagnie pétrolière nationale libyenne et la société allemande Wintershall. La production sur le site devrait monter en puissance pour atteindre à terme les 40.000 barils par jour, selon Florent Segura, porte-parole de Total.

Les nouvelles autorités libyennes ont assuré qu'elles honoreraient les contrats passés sous le régime de Kadhafi.

La Libye, assise sur les premières réserves de pétrole conventionnel d'Afrique, pourrait, selon les experts, mettre au moins un an avant de retrouver son niveau de production d'avant le conflit, qui s'établissait à 1,6 million de barils par jour. Les exportations de pétrole et de gaz ont rapporté au pays 40 milliards de dollars l'an dernier. (AP 26.09)

3- Biélorussie

L'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé lundi avoir abaissé d'un cran, à B- contre B, la note souveraine de la Biélorussie, s'inquiétant un peu plus des risques de défaut de cette ex-république soviétique confrontée à une grave crise économique.

La note de la Biélorussie se trouve désormais à un cran du statut d'émetteur de qualité médiocre présentant un vrai risque de non-remboursement, et non loin de celle des émetteurs en défaut de paiement (D).

L'agence se dit inquiète de "*la dépendance actuelle de la Biélorussie aux financements extérieurs due aux importants déficits des comptes courants et au niveau très faible des réserves disponibles*". "*Nous restons très dubitatifs sur la capacité de la Biélorussie à assurer de tels financements et nous pensons que le gouvernement a fait peu d'efforts*" pour remédier à cette situation, ajoute-t-elle.

La Biélorussie qui est dirigé par l'autoritaire président Alexandre Loukachenko, est confronté à un déficit commercial abyssal, à une pénurie de devises et à une inflation galopante. (libération.fr 26.09)

Haut de page

Le 29 septembre

Union nationale autour des institutions de la Ve République.

A entendre ou lire tous les commentateurs, la perte par l'UMP et ses alliés de la majorité au Sénat serait un évènement extraordinaire. Dès qu'ils évoquent les conséquences sur le fonctionnement des institutions ou la situation politique, là ils se font déjà moins loquaces, il n'y a que Hollande qui a lâché qu'il s'agissait uniquement d'une "*révolution de palais*", entendez par là qui ne changera absolument rien, avant comme après 2012.

Il s'agissait d'un événement d'une portée si considérable que le POI s'est fendu d'un communiqué pour marquer l'occasion.

Point pour évoquer la "*règle d'or*" et l'impossibilité dans laquelle se trouve dorénavant Sarkozy de réunir une majorité s'il convoquait le Parlement (Assemblée nationale et Sénat) en congrès pour la faire adopter, notons au passage que les dirigeants du POI avaient une fois de plus fait preuve d'une grande perspicacité en engageant une bataille sur cette question... bataille qu'ils ont discrètement abandonné (ou recadrée, réorientée) en cours de route, mais pour saluer "*l'ampleur du rejet, lors des élections sénatoriales du 25 septembre, (qui) dépasse tous les pronostics*" (Informations ouvrières n°168).

Question : si ce rejet a vraiment été d'une telle "*ampleur*", alors pourquoi les résultats de ce scrutin ne figurent-ils pas dans *Informations ouvrières*, pourquoi n'y figurent-ils aucun élément permettant de comparer la composition du Sénat avant et après cette élection en nombre de sièges, afin que chacun puisse se faire sa propre idée sur un événement soit-disant d'une telle importance ?

En réalité seulement 6 sièges séparent ce qu'on appelle la doite et la gauche, "*177 sénateurs répertoriés à gauche ou au centre-gauche, contre 171 à droite ou au centre-droit.*" (http://www.gouvernement.fr/gouvernement/les-resultats-des-elections-senatoriales) et en terme de pourcentage ce "*choc*" (Informations ouvrières) se traduit par 49,1 % des sièges pour l'UMP et ses alliés et 50,9 % pour le PS et ses satellites (http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_s%C3%A9natoriales_fran%C3%A7aises_de_2011), donc la différence entre les deux "camps" est de 1,8% en faveur de l'opposition parlementaire.

Et ils en font tout un plat ! C'est scandaleux la manière dont cet événement est traité.

C'est comme lors d'autres élections, lorsque un candidat ou une liste dépasse les 50%, même de 0,1% il y en a pour crier victoire, et lorsque cette différence atteint des sommets, 5% tout au plus, c'est l'hystérie !

En réalité, chacun analyse les résultats d'une élection notamment en fonction de la ligne politique qu'il défend pour la justifier, qui n'a le plus souvent peu ou pas de rapport avec l'état d'esprit des travailleurs, celle qu'ils en font en fonction de leurs intérêts ou préoccupations.

C'est si vrai hélas, que "*selon un sondage TNS-Sofres pour la matinale de Canal+ mercredi, élus et dirigeants politiques seraient d'une manière générale "plutôt corrompus" pour 72% des Français. Et seulement 19% d'entre eux trouvent les politiques "plutôt honnêtes"*. (20minutes.fr 28.09) Autrement dit, l'immense majorité des travailleurs n'attendent rien des élections et se foutent pas mal du résultats des sénatoriales du 25 septembre, et ils ont raison puisqu'elles ne changeront absolument rien.

« *Ces résultats changent la donne institutionnelle, mais dans une certaine limite seulement,* précise Dominique Chagnollaud, spécialiste de droit constitutionnel. *Le Sénat ne dispose pas de pouvoir de blocage comme l'Assemblée nationale.* » (20minutes.fr 26.09)

Finalement, il n'y a que les appareils des partis qu'elles intéressent.

Ils auraient voulu légitimer l'existence du Sénat, qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement signalons-le au passage, y compris de la part de ceux qui pronent son abolition, les mêmes qui expliquaient hier encore que le Sénat était une institution antidémocratique parce que ses représentants n'étaient pas élus au suffrage universel (direct), portent dorénavant au pinacle ceux qui l'ont élu, ils ne sont décidément plus à une contradiction près ! Le pire, c'est quand leurs militants n'y trouvent rien à y redire...

Haut de page

Le 30 septembre

Les infos en bref seront actualisées demain ou dimanche.

Les résultats des sénatoriales ont fait l'objet d'une formidable manipulation à laquelle chacun s'est prêtée volontiers en fonction de ses propres intérêts. Du côté du POI, ils se prépareraient à annoncer leur participation à l'élection présidentielle qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement. Peu importe.

Ces braves élus, dont le vote était obligatoire selon la loi en vigueur, ont reporté pour certains leurs votes de la droite vers la "gauche", selon l'illusion savemment entretenue que le programme du PS serait différent sur le fond de celui de l'UMP dicté par les marchés financiers. Voilà ce que cautionne au passage le POI.

"Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit, pour le montrer, d'indiquer que c'est par le parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la social-démocratie, qui est maintenant le plus puissant rempart de la propriété individuelle. " (Il faut étudier Octobre, Trotsky, 1924)

Les lecteurs d'*Informations ouvrières* se souviennent sans doute encore de la page qu'avait généreusement réservée ce journal à la première actionnaire et présidente du conseil de surveillance de Publicis, la grande bourgeoise, philosophe et écrivaine Elisabeth Badinter.

Dans un entretien accordé au journal *Le Monde des religions* paru le 28 septembre, elle a affirmé qu'"*en dehors de Marine Le Pen, plus personne ne défend la laïcité*" en France (lemonde.fr 29.09), faisant fi de la Libre Pensée dans laquelle le POI est fortement impliqué. Quelle ingrate ! Passant sur le fait que la conception de la laïcité de madame Le Pen allie antisémitisme et islamophobie, ce qui ne dérange apparemment pas madame Badinter. Ce jour-là aussi, le POI avait fait preuve d'une grande perspicacité !

Que dire de la publicité glissée à la page 14 du n°168 d'IO pour la dernière biographie en date d'Alexandre Hébert, la précédente réalisée avec l'accord de l'intéressé, donc de son vivant, avait été rédigé par son ami et éditeur Joël Bonnemaison, alors membre de la direction du FN. (Alexandre Hébert, 50 ans de luttes syndicales, Éditions du Rocher, Monaco) ?

La direction d'Informations ouvrières qui décidément ne doute de rien a écrit dans la présentation de cette nouvelle

biographie :"*le lecteur pourra appréhender la cohérence de la pensée d'AlexandreHébert*. Parlons-en alors, sans trop s'y attarder, nous y reviendrons une autre fois.

A propos du refus des anarchistes de participer au mouvement syndical :

"*Cette attitude est d'autant plus regrettable que l'anarcho-syndicalisme apparait comme la seule force capable de galvaniser la classe ouvrière à la fois contre le fascisme et le bolchévisme, engendrés l'un et l'autre par la société bourgeoise pourrissante.*" (Le Monde Libertaire n°1 octobre 1954) L'amalagame entre stalinisme et bolchevisme sera une constante effectivement chez ce farouche anti-marxiste.

"*Les marxistes qui sont, comme chacun le sait, de fameux casuistes, se sont ingéniés à établir des distinguos subtils sur la «nature» des «Etats fascistes» et des «Etats ouvriers». Ces laborieuses dissertations étaient certainement nécessaires pour convaincre les esprits superficiels de mon espèce qui persistent, néanmoins, à ne pas trouver de différences fondamentales entre les réalités sociales staliniennes, hitlériennes ou mussoliniennes....(la liste n'est pas limitative).* " Là le champ de l'amalgame s'étendait à Hitler et Mussolini ! Plus loin il écrira "*la «dictature du prolétariat» (un autre mythe fasciste)*". La Commune (CLADO: Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière; environ 1957-1958 - L'Anarcho-Syndicaliste n° 151 septembre 2010) Le CLADO avait été constitué à l'initiative d'Hébert et d'un certain Pierre Lambert, vous connaissez n'est-ce pas ?

C'est Hébert, membre du comité central de l'OCI, qui influencera Lambert et le décidera sans doute à liquider le PCI en 1985. A quoi bon maintenant continuer d'avancer masqué, autant se mettre résolument au service du réformisme puisque l'occasion nous en est donnée, on mettra cela sur le compte de la situation et le tour sera joué... et ils avaient raison, peu de militants y trouveront à y redire :

"*Peut-être, aussi, conviendrait-il plutôt que s'obstiner à vouloir ressusciter une «social-démocratie » définitivement faillie, songer sérieusement à reconstruire une véritable internationale ouvrière qui, à l'image de la première, ne s'assignerait pas comme objectif une hypothétique «prise du pouvoir», mais tout bonnement : aider les exploités et les opprimés du monde entier à lutter pour leur survie, en n'oubliant pas que Bertrand Russsel avait raison d'affirmer: «qu'aucun des maux qu'on prétend éviter par la guerre n'est aussi grand que la guerre elle-même».*" (L'Anarcho-Syndicaliste n°138 janvier 2009) Notez qu'Hébert avait tenu à peu près les mêmes propos 50 ans plus tôt, abandonnons l'objectif de la «prise du pouvoir», communions mes frères (ils étaient francs-maçons membres de la Grande Loge de France) avec le capitalisme...

Messieurs Hébert et Lambert, les milliards d'exploités à travers le monde qui vivent comme des chiens vous remercient pour votre noble attention ; un enfant crève de faim, de malnutrition ou de sous-alimentation dans le monde toutes les 20 secondes, vous êtes morts de quoi au juste ? Au moins Hébert aura eu le courage de défendre publiquement ses idées jusqu'au bout, ce qui n'aura jamais été le cas de Lambert et sa cour.

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre

Une info qui vous a échappé ?

- "Gouvernement et syndicats ont en terminé jeudi plus d'un an de discussions sur les «droits et moyens syndicaux»." (lefigaro.fr 29.09)

Vous étiez au courant ? Vous savez de quoi ils ont discuté ? Non. Vaut mieux pas, n'est-ce pas ?

A quoi bon se casser la tête à continuer à analyser les choses et à répéter sans cesse les mêmes choses puisque personne n'y comprend rien ou tout le monde s'en fout ? Par faiblesse, manque de courage, ce que vous voudrez, avec un peu d'imagination on réussit toujours par tout justifier.

Ici en Inde, c'est l'état d'esprit général qui tient lieu d'éducation ou plutôt d'absence d'éducation, ce que les Indiens appellent volontiers leur "culture", je ne fais que répéter ce que l'on m'a dit et que je constate quotidiennement. Les militants ont tort de tout mettre sur le même pied d'égalité. Je sais que c'est dans l'air du temps, magistrats, policiers, patrons, élus, etc. pourris, alors au point où nous en sommes...

On ne croit plus rien, alors on croit ce qu'on veut bien croire, c'est arbitraire et défie l'entendement, peu importe, peu importe les faits et c'est bien cela le plus grave, car on n'est plus en mesure d'analyser quoi que ce soit objectivement. Si en France la société est en pleine décomposition, ici elle n'a même pas eu le temps de se développer qu'elle sent la pourriture à plein nez. Une histoire de famille pour l'illustrer. Je ne juge pas les différents personnages qui en font partie, je vous exprose les faits dans leur nudité, cruauté si vous préférez.

Ma belle-mère Mangalatchoumy partageait une location avec son fils cadet et célibataire Saktivel. Puis il y a deux ans, vint l'accident de moto qui lui fut fatal. Mangalatchoumy approchant les 70 ans ne pouvait plus payer le loyer de cette petite maison avec sa modeste pension de reversion de 3.000 roupies. Il lui restait encore cinq fils et une fille, Kandavel, Nagaraj, Nambi, Karnan, Ganesh et mon épouse Magueswary. Personne ne voulait la prendre chez lui. Elle atterrit à contrecoeur chez Nagaraj, menuisier. Celui-ci avec son épouse la maltraite, en fait ils ont accepté qu'elle vienne chez eux pour faire main basse sur ses effets personnels et sa retraite. Quand ils partent travailler le matin, ils ferment la porte à clé et la laisse dehors, par crainte des voleurs disent-ils. La pauvre femme en pleurs s'en plaint à ses autres fils. Pour un temps elle part vivre chez Kandavel, technicien en climatisation, elle emmène avec elle ses affaires personnelles. Mais comme la maison de Kandavel est décidément trop petite, ils ont deux petites filles plutôt envahissantes, elle retourne vivre chez Nagaraj et son épouse.

Les mois passent et comme elle ne supporte pas le traitement qui lui est réservé, elle envisage sérieusement de partir vivre

toute seule ailleurs. Les choses trainent jusqu'à il y a trois semaines où la décision est prise, une semaine plus tard elle déménage.

Il y a trois semaines, juste avant le retour en France de mon épouse Magueswary nous avons une discussion à propos de sa mère. Je demande à Magueswary dans quelles conditions elle va déménager, je m'enquiers de sa situation et je lui demande ce qu'elle va emporter comme effets chez elle... Et là Magueswary m'apprend qu'elle partira avec le sari qu'elle a sur le dos plus quelques vêtements un point c'est tout. Et sa télévision, ses meubles, sa vaisselle, son réchaud et ses deux bouteilles de gaz, etc. ? Nagaraj et son épouse gardent tout m'annonce-t-elle tranquillement, Kandavel et son épouse se sont déjà servis quand elle habitait chez eux. Quoi, tu peux répéter s'il te plaît, je crains d'avoir compris que tes frères étaient de parfaites petites ordures. Elle confirme. Et moi qui estimais que mes beaux-frères étaient moins pires que tous les Indiens que j'avais rencontrés au cours des 20 dernières années !

Voyez-vous, on peut être pauvre, misérable, tout ce qu'on voudra et je sais de quoi je parle, il y a des choses qu'on ne peut pas, qu'on ne doit pas se permettre dans la vie, qui ne doivent même pas vous traverser l'esprit. Et mes autres beaux-frères, ils en pensent quoi ? Rien, ils sont exactement pareils ! J'ai proposé de réaliser ce déménagement en leur présence, point de réponse. J'ai proposé de porter plainte pour vol, point de réponse. Le plus faible est la proie du plus fort, c'est normal, c'est le même rapport qu'entre les classes. Au moins je sais précisément à quoi m'en tenir sur leur compte. Et lors d'événements familiaux, tout ce beau monde se retrouve dans la plus parfaite hypocrisie qui soit sans que cela gêne quiconque.

Pourquoi je vous raconte cela, parce que voilà à la longue où on en arrive quand on n'accepte n'importe quoi, c'est valable en politique évidemment, je ne pensais à rien d'autre en écrivant ces lignes.

J'ai téléphoné ce matin à Kandavel et je vais rendre visite demain à ma belle-mère pour voir ce qu'elle a besoin et lui acheter, je mettrai tout à mon nom pour que ses fils n'aient pas l'idée de lui voler.

Elle ne peut pas venir vivre avec moi, d'ailleurs elle ne le veut pas, on n'a pas du tout le même mode de vie et elle ne supporte pas de vivre à l'écart. Ma belle-mère a vécu avec nous à plusieurs reprises chaque fois pendant quatre mois quand Magueswary séjournait en Inde, sans qu'elle nous pose le moindre problème. Elle cuisine, parle peu, sa santé est bonne, elle se contente de ce qu'elle a et ne réclame jamais rien, elle a seulement un petit problème avec l'hygiène, si moi j'arrive à faire avec, ses fils d'autant plus.

Moi je suis un prolo issu d'une famille d'ouvriers, donc je ne peux pas admettre qu'on traite ainsi sa mère, surtout que cette brave femme est irréprochable et a toujours été attentive et généreuse avec ses enfants.

Sur un autre plan, on se bat pour éduquer les masses, pour les aider à mieux comprendre comment fonctionne la société, donc on les respecte, ce qui n'est pas le cas quand on leur ment, lorsqu'on manipule, camouffle, tronque ou falsifie les faits, à ne pas confondre avec une analyse erronée provenant d'une sur ou sous-estimation de certains facteurs ou la méconnaissance de certains faits. Oui c'est une question de principe ou de morale fondamentale qui ne devrait même pas se poser, qui n'est pas négociable.

De la même manière qu'on a parfaitement le droit d'être en désaccord sur une question, de l'exprimer publiquement, encore faut-il l'assumer jusqu'au bout et ne pas se retrancher derrière des arguments, qui en réalité quand on les examine de plus près, contredisent notre assertion, ou en appeler aux maîtres du marxisme qui ne sont plus là pour estimer notre discours à sa juste valeur. (A suivre)

Autre chose. Aux travailleus grecs.

Ce qu'il faut dire aux travailleurs grecs : l'ennemi est dans votre propre pays, c'est contre les institutions qu'il faut axer votre combat, tous les partis qui y participent ont échoué à trouver une issue à la crise du capitalisme qui vous frappe et dont ils sont les complices. Il vous faut donc construire un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour l'abolition des institutions, la rupture avec le capitalisme et toutes ses agences européennes ou internationales (UE, BCE, FMI, etc.), il faut vous organiser dans la perspective de la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire composé du ou des partis combattant pour les objectifs cités plus haut, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, en intégrant dans votre combat tous les travailleurs et militants des différents partis et syndicats.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la dette des capitalistes, et comme il n'existe aucun autre moyen de les faire payer que s'emparer du pouvoir politique, comme il est clair que l'issue de la crise actuelle ne peut se situer que sur le plan politique, c'est la question de l'Etat que vous avez à résoudre pour pouvoir ensuite vous attaquer aux fondements du capitalisme afin de satisfaire vos revendications sociales légitimes...

On part de la question sociale pour passer ensuite au plan politique avant de revenir au plan social, c'est dans cet ordre que la question de la dette doit être abordée, dette qu'on ne paiera pas...

Autre chose. Terrorisme d'Etat.

Certains affirment qu'Al-Qaida serait un pur produit de l'impérialisme américain. Un élément à porter à ce dossier.

Un jeune homme, Rezwan Ferdaus, 26 ans, célibataire sans enfants, diplômé de physique de la Northeastern University, a été arrêté mercredi près de Boston (Massachusetts).

Pourquoi ?

Il voulait attaquer le Pentagone et le Congrès avec des avions en modèle réduit téléguidés bourrés d'explosifs.

Un fantasme qui allait devenir réalité ou presque, mais pas n'importe comment.

En avril et mai, il avait livré à un agent du FBI se faisant passer pour un agent d'Al-Qaida deux clés USB détaillant son projet.

Il avait commencé à acquérir son matériel, dont un avion téléguidé F-86 Sabre, 11 kilos d'explosif C4, six fusils d'assaut AK 47 et plusieurs grenades, toutes fournies par les agents infiltrés du FBI travaillant sur le dossier.

Il avait également transformé sept téléphones portables en détonateurs, et les avaient remis aux agents infiltrés du FBI, pour tuer des soldats américains à l'étranger.

En juin 2011, un agent lui avait fait croire que ce téléphone avait tué trois soldats américains et en avait blessé quatre ou cinq autres en Irak.

Il a été arrêté mercredi alors qu'il était allé entreposer dans son espace de stockage les matériels qui venaient de lui être livrés. Il risque jusqu'à 65 ans de prison. (source : 20minutes.fr 28.09)

Cette info a été reléguée aux infos du soir de TV5Monde Asie, le journaliste précisant que près de la moitié des supposés préparatifs d'attentats avaient été préparés avec le soutien du FBI ou de la CIA.

Question : combien de fois ont-ils eu vent de tels préparatifs aux Etats-Unis et ailleurs et ne les ont-ils pas stoppés pour justifier leur guerre contre le terrorisme et ensuite le maintien du "patriot act" et le budget colossale de la défense américaine ? Combien ont-ils été à leur terme sans qu'on le sache, attentats qu'ils auraient alors fallu attribuer au FBI et/ou à la CIA ?

Politique

1- France

1.1- Etat marchand d'armes, corruption, soutien de régimes féodaux ou dictatoriaux...

L'intermédiaire en armement franco-libanais Ziad Takieddine a été mis en examen le 19 septembre pour faux témoignage par le juge d'instruction parisien René Cros, a indiqué vendredi l'avocat des familles des victimes de l'attentat, Me Olivier Morice.

Une information judiciaire avait été ouverte à l'automne 2010, à la suite d'une plainte des familles des victimes, qui accusent Ziad Takieddine d'avoir menti au juge antiterroriste Marc Trévidic lors d'une audition en avril 2010. L'homme d'affaires avait à l'époque affirmé au juge qu'il n'avait «*rien à voir*» avec le contrat Agosta de vente de sous-marins conclu en 1994 avec le Pakistan.

«*Ziad Takieddine s'est bien gardé d'expliquer devant la presse qu'il avait été mis en examen pour faux témoignage du fait de ses déclarations niant sa participation au contrat Agosta, a déclaré vendredi Me Morice. Il n'est pas un grand serviteur de l'Etat. Il est en revanche un bonimenteur, pour les familles de victimes*», a-t-il ajouté.

Interrogé par lefigaro.fr, l'avocat de Ziad Takieddine, Me Ludovic Landivaux, a confirmé l'information.

Dans le volet financier de l'affaire Karachi, Ziad Takieddine a par ailleurs été mis en examen le 14 septembre par le juge Renaud Van Ruymbeke, qui enquête sur des malversations présumées, sur fond de soupçons de financement illicite de la campagne présidentielle de l'ancien premier ministre Edouard Balladur en 1995. Il devrait être entendu une nouvelle fois mercredi prochain par le juge. (lefigaro.fr 30.09)

1.2- En famille

Interview de Cohn-Bendit au Monde.fr:

C'est vrai que les Grünen ont toujours dit que leur indépendance, leur autonomie, leur permettaient, au cas par cas, des alliances avec les chrétiens-démocrates [qui sont à droite]. Mais dans ce pragmatisme que vous soulignez, le système politique joue un rôle majeur. Grâce à la proportionnelle, les Grünen sont présents dans toutes les villes, toutes les régions d'Allemagne, et cela permet de faire émerger des majorités différentes. Les Verts allemands travaillent avec la gauche à Francfort, avec la droite à Hambourg.

Le système électoral français est simplificateur et dommageable pour la démocratie. Car les Verts français se trouvent amarrés à gauche, mais qui peut affirmer sans rire que, localement, des majorités constituées de Verts, de centristes et d'une partie de la droite modérée ne fonctionneraient pas ? (...)

Il y aura peut-être, sans doute, une recomposition du paysage politique en France. Et à ce moment-là, il faudra m'expliquer en quoi on ne peut pas travailler avec un Michel Barnier [membre de l'UMP et commissaire européen au marché intérieur et aux services], avec une Nathalie Kosciusko-Morizet [ministre de l'écologie].

En Allemagne, l'expérience nous montre que le partage du pouvoir fonctionne mieux avec la CDU [Union chrétienne démocrate] qu'avec le SDP [Parti socialiste démocrate, classé à gauche]. Avec les sociaux-démocrates, on aboutit très vite à un accord, mais dès lors, les embrouilles commencent. Avec la droite, c'est long de signer un accord, mais ensuite, ça marche plutôt mieux. (...)

Les Grünen ont en effet voté ce qu'on appelle ici la "règle d'or". Nous, en allemand, on parle de "frein à la dette". Parler de "règle d'or", c'est du mysticisme ! Mais il ne faut pas faire passer les Verts français pour les laxistes qu'ils ne sont pas : Eva Joly souhaite réduire la dette publique de 1 point de PIB par an. Il est donc faux de dire que les Verts français n'ont pas tiré de conséquences de la crise. Mais il leur faut aller plus loin. (...)

Mais, comme l'ont fait les Grünen en acceptant un allongement de la durée du travail, les Verts français doivent évoluer, en particulier sur les retraites, dossier sur lequel je les trouve totalement bloqués. (...)

C'est toujours la même histoire. Il faut s'adapter pour arriver au pouvoir et y rester, mais pas trop. (lemonde.fr 29.09)

Il a raison, au pouvoir ou dans l'opposition, quand on est bien placé cela rapporte autant ou presque ! Quel réactionnaire celui-là !

2- Egypte

Les militants égyptiens se sont à nouveau mobilisés vendredi pour demander une transition accélérée du pouvoir aux civils et la révocation des lois d'urgence qu'utilisait Hosni Moubarak contre ses adversaires.

Ils étaient des milliers à défiler, dans le calme selon des témoins, à Alexandrie, Suez et au Caire, avec un mot d'ordre clair: "*Récupérer la révolution*".

"*Cette semaine c'est différent, car on a l'impression qu'on nous a confisqués la révolution*", dit Yasser Fouad, un chômeur de 38 ans dont la voix est couverte par les haut-parleurs appelant les manifestants à se garder de toute violence.

"*Aucune de nos revendications n'a été entendue. Nous voulons qu'ils remettent le pouvoir immédiatement à travers des élections*", ajoute-t-il.

Mahmoud Saïd Saïf, employé du ministère de la Santé, souhaite un réveil du peuple égyptien. "*Cela fait sept mois et rien n'a été fait*", regrette cet homme de 58 ans.

Le Conseil supérieur des forces armées a mis en garde les manifestants contre toute violence ciblant des bâtiments publics.

Jeudi, six aspirants candidats à la future élection présidentielle ont demandé au CSFA de transmettre le pouvoir avant mars 2012, au plus tard.

Alors que le conseil militaire a affirmé que l'état d'urgence resterait en vigueur jusqu'à l'année prochaine, ces candidats ont estimé qu'il expirait légalement vendredi.

"*L'état d'urgence en vigueur prend fin le 30 septembre 2011, conformément à l'article 59 de la Constitution, et toute décision judiciaire au-delà du 30 septembre 2011 basée sur l'état d'urgence n'aura aucune légitimité légale ni constitutionnelle*", ont-ils dit

dans un communiqué.

Ils ont demandé en outre la réactivation d'une loi des années 1950 criminalisant les abus de pouvoir, pour pouvoir juger tous les membres du régime d'Hosni Moubarak et les "*empêcher de revenir en douce sur les sièges de l'autorité législative*". (Reuters 30.09)

3- Chine. Le parti unique... des milliardaires. Vive le maoïsme !

L'homme le plus riche de Chine pourrait devenir l'an prochain le premier entrepreneur privé à rejoindre les 204 membres du Comité central du ... Parti communiste, a rapporté, hier, la presse chinoise.

PDG et fondateur de la compagnie privée d'engins de chantier et de machines-outils Sany, Liang Wengen pèse 6,8 milliards d'euros. Très discret, le businessman, 57 ans, est né dans un village pauvre de la province du Hunan, où sa famille fabriquait des paniers en bambou. Il a ensuite fait carrière au ministère chargé de fabriquer les munitions et les chars d'assaut de l'armée. Il a quitté ce poste en 1987 pour créer son entreprise. En 2001, le Parti communiste s'est ouvert pour la première fois aux entrepreneurs privés.

Aujourd'hui, nombre de milliardaires sont membres du parti. Un tiers des 50 plus grandes fortunes de Chine siègent à l'Assemblée nationale populaire ou à la Conférence consultative politique, selon le China Daily. Le PC compte en tout 80 millions de membres, soit 17 % de la population. (libération.fr 28.09)

Social

1- France

1.1- Liquidation de l'entreprise Mory, fondée en 1804.

Fin de parcours pour le transporteur routier Mory. En redressement judiciaire depuis fin juin, le numéro 2 français de la messagerie (600 millions d'euros de chiffre d'affaires, 4000 camions, 10.000 clients) a été démantelé ce vendredi après-midi par le tribunal de commerce de Bobigny qui tenait audience à 14h00.

En lice depuis le début, le fonds d'investissement industriel Caravelle s'est vu attribuer le gros du morceau: la partie messagerie, qui représente 75 % de l'activité, moyennant 1 euro symbolique et 10 millions de reprise de charges.

Déjà propriétaire du transporteur Ducros (ex-DHL France), le fonds va intégrer les camions vert et blanc de Mory à sa flotte.

Non sans casse sociale: 800 emplois (sur les 5000 salariés que compte Mory) devraient être supprimés, à la grande colère des syndicats. De son côté, ID Logistique reprendra l'activité logistique pour deux petits millions d'euros.

Le reste des activités de transport est cédé au groupe Zamenhof du transporteur indépendant ardéchois Jacky Pérennot pour 4 millions d'euros…

L'entreprise Mory, fondée en 1804, disparait ainsi corps et bien même si la marque sera conservée sur ses camions. Les créanciers privés (pour 50 millions d'euros), dont la Société Générale et les créanciers publics (50 millions d'euros de dettes fiscales et sociales) en seront pour leurs frais. En revanche, les sous-traitants ont été payés.

Mory a notamment été plombée par la crise, l'augmentation du litre de diesel et un endettement trop élevé lié à une série de rachats tout azimuts dans les années 2000. Son PDG, Alain Bréau, reconnaît des erreurs, mais dénonce aussi un «lâchage de l'Etat qui a précipité la mise en redressement judiciaire en exigeant le paiement immédiat de nos arriérés URSAFF».

Tout comme l'attitude des repreneurs, Caravelle en tête. Un «*gâchis*» selon lui: «*à la fin de la procédure on laisse 800 salariés sur le carreau alors qu'on aurait pu se mettre d'accord de gré à gré*». Il pointe aussi une «*distorsion de concurrence*»: «*nos concurrents Sernam et DHL ont été renfloués respectivement à hauteur de 100 et 250 millions d'euros par leurs acniens propriétaires publcis, la SNCF et Deutsche Post*»…

Au final, c'est donc Ducros, «*une entreprise plus petite et tout aussi déficitaire*» selon lui, qui reprend l'essentiel poids lourds Mory. (libération.fr 30.09)

1.2- Comment ils s'engraissent sur les produits de première nécessité.

Explications avec Marie-Jeanne Husset, directrice de la rédaction de «60 millions de consommateurs»...

Nous avons constitué un panier de produits stars, avec les marques les plus vendues dans les grandes surfaces. Entre novembre 2010 et avril 2011, des augmentations jusqu'à 20% ont été constatées. La hausse était supérieure à 3% sur 43 des 92 produits qui composaient le panier. Dans notre numéro d'octobre, dont l'étude porte de février à aout 2011, la tendance haussière se maintient dans les mêmes proportions.

Sur notre panier, la hausse est la plus sensible sur les références que l'on va retrouver au petit déjeuner: café, confiture, farine, fromage à tartiner. Ainsi que sur les desserts et la charcuterie. Le shampoing, les produits nettoyant pour la vaisselle, et le dentifrice, suivent la tendance inverse. (20minutes.fr 30.09)

1.3- Mobilisation des lycéens.

"*Plusieurs dizaines de lycées*" ont été bloqués, vendredi 30 septembre, notamment "dans le Nord, à Paris ou à Grenoble", pour protester contre "une rentrée plus que jamais catastrophique" et pas seulement contre le raccourcissement des congés d'été, a annoncé l'Union nationale lycéenne (UNL).

L'UNL avait appelé à participer à la journée d'action conjointe de l'enseignement public et privé de mardi, et il était "*tout à fait logique que là où les conditions de rentrée sont vraiment les plus dures, la mobilisation continue*", a justifié son président, Victor Colombani. "*Classes à trente-cinq élèves, professeurs non remplacés, centaines, voire milliers d'élèves sans affectation faute de place dans les lycées, professeurs mal formés... Voilà la réalité à laquelle sont confrontés 2,5 millions de lycéens en cette rentrée*", a écrit le premier syndicat lycéen dans un communiqué.

Le possible raccourcissement des vacances d'été "*n'est qu'un des motifs*" de la mobilisation, mais l'UNL lance tout de même "*un avertissement au gouvernement de ne pas toucher du tout*" à ces congés, a ajouté M. Colombani. L'UNL "*s'est toujours opposée*" à un raccourcissement, "*qui constituerait une attaque au droit au repos*", et les lycéens "*aspirent*" surtout "*à des journées de six heures de cours maximum*", précise le communiqué de l'organisation.

La proposition de supprimer deux semaines de vacances, faite début juillet par le comité de pilotage sur les rythmes scolaires, a été reprise à son compte par le ministre de l'éducation nationale, Luc Chatel, qui entend annoncer "*à l'automne*", après concertations, des décisions pouvant entrer en vigueur à partir de la rentrée 2013, soit pour les vacances d'été en 2014. (lemonde.fr 30.09)

1.4- Grève et occupation reconduite à LyondellBasell

Les salariés de LyondellBasell ont voté vendredi 30 septembre la reconduite pour trois jours d'une grève avec blocage de l'ensemble des unités du groupe à Berre, dans les Bouches-du-Rhône, en cours depuis mercredi, a-t-on appris de source syndicale.

Une cinquantaine de salariés bloquaient également depuis 6 heures vendredi matin l'entrée d'une autre usine pétrochimique du groupe, sur le site voisin de Fos-sur-Mer. "*On ne sait pas encore combien de temps on va bloquer le site, on va probablement faire des opérations coups de poing*", a précisé Fabien Astier, délégué CGT.

Réunis à la mi-journée en assemblée générale, les salariés ont décidé à la quasi-unanimité de prolonger leur mouvement de grève jusqu'à lundi, à l'appel de l'intersyndicale CFE/CGC, CFDT, CFTC, CGT et FO, a indiqué un représentant de la CGT. Des représentants du personnel ont été reçus par la direction à deux reprises, mercredi et jeudi soir.

Les salariés réclament une étude de viabilité économique de l'ensemble du site, car ils craignent que le complexe, sans raffinerie, ne soit pas rentable. Ils demandent également la mise en place de "*vraies mesures sociales d'accompagnement*" si la fermeture de la raffinerie devait se confirmer. (lemonde.fr 30.09)

1.5- Mes chers médicaments !

L'Hexagone est le deuxième pays le plus cher en Europe pour ces médicaments.

Les médicaments génériques ont permis d'économiser 1,3 milliard d'euros en 2010, mais ils restent bien plus chers que dans la plupart des pays européens, selon une étude de l'Assurance-maladie publiée hier. Leur prix moyen par unité standard est de 15 centimes en France, contre 10 en Espagne ou 5 centimes au Pays-Bas. Certains écarts de prix sont frappants : les génériques contre l'hypertension coûtent 28 centimes par unité à Paris contre 5 à Amsterdam.(20minutes.fr 29.09)

1.6- Encore les trusts pharmaceutiques sur la sellette...

«*Les maladies du cerveau ont pris l'ampleur d'un véritable raz-de-marée.* » Les premiers mots de l'enquête Menace sur nos neurones donnent le ton. S'appuyant sur des études scientifiques, Marie Grosman et Roger Lenglet font le point sur ces neurotoxiques qui ravagent nos cerveaux. Un cocktail funeste dont les conséquences se nomment Alzheimer, Parkinson, sclérose en plaques, autisme, etc. En partie expliqué par les progrès du diagnostic, l'essor de l'épidémie neurologique a, selon nombre de scientifiques, des causes environnementales trop souvent négligées.

« Lorsque le cerveau est en développement, les atteintes peuvent créer des lésions irréversibles menant à des maladies neurologiques », souligne Marie Grosman. Les conséquences peuvent être à court terme l'autisme et à long terme l'Alzheimer. Exemples d'« *accusés* » : le mercure, l'aluminium, les pesticides, les polluants liés au trafic routier, la fumée de tabac, le plomb, le fluor, les PCB… Des agresseurs omniprésents, de l'eau à nos armoires à pharmacie. A la lecture des études citées, pourquoi a-t-on alors tant de mal à admettre le lien entre les neurotoxiques et les maladies neurologiques ?

Selon Marie Grosman, « *ces nombreuses publications scientifiques sont ignorées des autorités qui se polarisent sur la recherche génétique et vont jusqu'à nier l'alarmante progression de l'autisme* ». Une seule solution : « *Mettre en place une prévention pour réduire les expositions de la population aux produits neurotoxiques* » et les remplacer par d'autres. Mais des considérations moins louables interviennent, selon Marie Grosman, qui assume son parti pris. A savoir « *le poids des industries pharmaceutiques et leur lobbying, la peur d'un nouveau scandale sanitaire, donc des procès…* » (20minutes.fr 29.09)

Selon une étude de l'Insee sur les rythmes scolaires, 42% des élèves du primaire ne retrouvent pas leurs parents à la sortie de l'école. Ce pourcentage grimpe à 57 % pour les enfants de cadres.

A la fin de la journée, 70 % des collégiens se débrouillent pour rentrer seuls ou avec des camarades chez eux. (lefigaro.fr 29.09)

2- Grèce

Les fonctionnaires grecs en colère bloquaient des ministères vendredi pour le deuxième jour d'affilée, perturbant les négociations entre le gouvernement et la "troïka" des partenaires financiers d'Athènes.

Au ministère des Transports, plusieurs dizaines d'employés ministériels ont empêché le ministre, Yannis Ragousis, de rencontrer de hauts responsables de la mission UE-FMI-BCE (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne). La voiture des inspecteurs a dû faire demi-tour, ont constaté des journalistes de Reuters.

Après trois semaines de pause dans les négociations, les inspecteurs sont revenus dans la capitale grecque jeudi pour négocier les conditions du versement d'une nouvelle tranche d'aide de huit milliards d'euros.

Mais les rencontres entre les auditeurs et le gouvernement ont été perturbées par le blocage de plusieurs ministères, situation qui s'est répétée vendredi matin.

Une cinquantaine de fonctionnaires, portant une banderole "*Assez: nous voulons vivre*", bloquaient l'accès au ministère des Finances.

La grève du service public des statistiques, Elsat, a empêché la publication de deux indicateurs économiques vendredi.

Fonctionnaires locaux, vétérans des forces spéciales et personnes handicapées: d'autres manifestations de personnes concernées par les restrictions budgétaires étaient prévues plus tard dans la journée dans les rues d'Athènes.

Le rendez-vous entre le ministre des Transports et les inspecteurs de la troïka a été remis et devait avoir lieu à 15h00 GMT, a-t-on appris de source ministérielle. (Reuters 30.09)

3- Hongrie

Des syndicats et d'autres organisations ont déclenché jeudi en Hongrie des manifestations contre les mesures d'austérité du gouvernement, en exigeant l'abandon de décisions à effet rétroactif et une meilleure protection des nouveaux retraités.

Quelque 800 manifestants ont donné le départ d'une série de rassemblements placés sous le signe du "D-Day" (Jour J, allusion au débarquement des Alliés en Normandie en juin 1944)pour protester contre le gouvernement de centre droit de Viktor Orban.

Le cabinet hongrois, qui a pris cette année des mesures visant à réduire les pensions des nouveaux retraités, cherche également à limiter les droits des employés.

Le gouvernement dispose de la majorité des deux tiers au Parlement, ce qui lui permet de modifier toute loi à volonté.

Dans un communiqué, les syndicats disent avoir déclenché des manifestations pour une période indéterminée. Ils prévoient un grand rassemblement samedi. (Reuters 29.09)

4- Roumanie

Le premier fabricant mondial de téléphones mobiles en volume, Nokia, confronté à une baisse des ventes et des bénéfices, a annoncé jeudi la suppression de 3.500 postes, notamment par la fermeture prochaine de son usine de Cluj, en Roumanie.

La fermeture du site de Cluj entraînera le licenciement de 2.200 personnes environ. Nokia prévoit en outre de supprimer 1.300 autres postes dans sa division Location & Commerce, qui comprend le leader mondial de la cartographie numérique Navteq.

Ces réductions d'effectifs s'ajoutent à un programme dévoilé par le groupe en avril visant à réaliser 1 milliard d'euros d'économies et prévoyant notamment la suppression de 4.000 postes. (Reuters 29.09)

Economie

1- La Bourse ou la vie

Sur le mois de septembre, le Dow perd 6%, le S&P 500 7,2% et le Nasdaq 6,4%. Sur le troisième trimestre, les trois indices ont baissé de respectivement 12,1%, 14,3% et 12,9%.

Le marché actions américain accuse ainsi son cinquième mois de baisse consécutif et sa pire performance sur trois mois depuis le quatrième trimestre 2008, qui était au coeur de la crise financière de 2007-2009.

En Chine, le secteur manufacturier chinois a poursuivi sa contraction en septembre, pour le troisième mois d'affilée.

L'inflation dans la zone euro s'est accrue en septembre de façon brutale et inattendue pour atteindre 3,0%, son niveau le plus élevé en presque trois ans, compromettant fortement les chances de voir la Banque centrale européenne abaisser ses taux en octobre. (Reuters 30.09)

2- UE

2.1- Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a proposé mercredi l'instauration d'une taxe sur les transactions financières, qui pourrait rapporter jusqu'à 55 milliards d'euros par an

Cette proposition, très controversée, va être discutée au niveau des 27 pays membres de l'Union européenne, au cours des prochains mois. Son éventuelle application pourrait intervenir en 2014 au plus tôt, selon une source européenne.

«*Au cours des trois dernières années, les Etats membres ont accordé des aides et fourni des garanties au secteur financier à hauteur de 4.600 milliards d'euros. Il est temps qu'en retour, le secteur financier apporte sa contribution à la société*», a affirmé José Manuel Barroso lors de son discours sur l'état de l'Union au Parlement européen, à Strasbourg.

De source européenne, on précise que les taux retenus sont de 0,1% sur les actions et les obligations et de 0,01% sur les autres produits financiers, essentiellement les dérivés et produits structurés. Les changes ne sont pas concernés par cette taxe mais les produits dérivés sur les changes le seront, a-t-on appris de même source.

Les institutions financières (banques, Bourses et fournisseurs de services financiers) seraient chargés de la collecte de la taxe auprès de leurs clients et de son paiement.

La taxe s'appliquerait aux institutions établies dans l'UE, mais aussi à celles qui y ont un établissement ou qui ont une autorisation d'agir sur les marchés européens. Plus de la moitié du produit de la taxe serait destiné à alimenter le budget de l'UE et le reste reviendra aux Etats.

En cas d'échec à obtenir l'unanimité, une procédure de coopération renforcée pourrait être mise en œuvre entre plusieurs Etats. La taxe pourrait ainsi être appliquée uniquement au sein de la zone euro, comme l'ont suggéré récemment les ministres allemand et belge des Finances, Wolfgang Schäuble et Didier Reynders. (lemonde.fr 28.09)

2.2- Le taux d'inflation annuel de la zone euro a grimpé à 3,0% en septembre, soit son plus haut niveau depuis octobre 2008, selon une estimation rapide diffusée vendredi par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Vendredi, Eurostat a également indiqué, sur la base des données corrigées des variations saisonnières, que le chômage dans la zone euro avait atteint 10,0% en août, soit un taux stable par rapport au mois précédent.

Selon l'office statistique de l'UE, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en Autriche (3,7, aux Pays-Bas (4,4%) et au Luxembourg (4,9%), tandis que les plus élevés ont été relevés en Espagne (21,2%), en Grèce (16,7% au deuxième trimestre 2011) et en Lettonie (16,2% au deuxième trimestre 2011). (AP 30.09)

3- France

3.1- A propos de la dette publique.

La dette publique française continue de gonfler. Elle a augmenté de 46,4 milliards d'euros d'avril à juin, pour culminer à 1692,7 milliards d'euros, rapporte l'Insee ce vendredi. Cette somme représente environ 86,2% du produit intérieur brut, c'est-à-dire de la richesse produite par la France en un an.

L'État est le principal responsable de cette hausse. Sa contribution a en effet augmenté au deuxième trimestre de 52,6 milliards d'euros. «*Il s'agit pour l'essentiel de sa dette négociable à long terme*», précise l'Insee. En clair, ce sont des obligations émises par l'État auprès des investisseurs et remboursables à un horizon long (dix ans). En revanche, les administrations publiques locales ont réduit leur endettement de 2,7 milliards d'euros, et celui des administrations de Sécurité sociale a baissé de 2,3 milliards.

Les prêts accordés au Portugal et à l'Irlande dans le cadre du plan de sauvetage de la zone euro ont pesé 2,4 milliards d'euros (1,6 milliard pour le premier, 0,8 milliard pour la seconde). À l'inverse, les constructeurs automobiles français ont remboursé à hauteur de 2 milliards d'euros les prêts accordés au plus fort de la crise, en 2009. (lefigaro.fr 30.09)

3.2- Budget 2012

Le président Nicolas Sarkozy a affirmé mercredi que l'objectif de réduction des déficits était "*intangible*" et "*qu'il serait tenu à l'euro près*", à l'occasion de la présentation du budget en conseil des ministres. Le projet de loi de finances (PLF) pour 2012 prévoit un déficit de l'Etat de près de 82 milliards d'euros, soit environ 14 milliards de moins que celui prévu cette année.

"*C'est un tournant historique: pour la première fois, les dépenses de l'Etat baisseront d'une année sur l'autre, depuis 1945*", s'est félicitée la ministre du Budget et porte-parole du gouvernement Valérie Pécresse. "*Ce budget 2012, il est placé sous le sceau de la réduction de la dépense. C'est une étape clé, essentielle, sur notre chemin de désendettement*". (AP 28.09)

La Défense fait partie des rares ministères qui verront leur budget augmenter en 2012. L'an prochain, les armées disposeront de 30,6 milliards de «crédits budgétaires», hors charges de pension de retraite. C'est 480 millions de plus qu'en 2011.(lefigaro.fr 28.09)

La France émettra 179 milliards d'euros d'obligation à moyen et long terme en 2012 a indiqué l'Agence France Trésor (AFT) dans le cadre de la présentation du budget de l'année prochaine.

Ces 179 milliards d'émissions brutes sont destinées à financer 98,9 milliards d'euro d'amortissement de dette arrivant à échéance en 2012, le reste étant majoritairement constitué de 80 milliards de nouvelle dette nette émise pour couvrir le déficit budgétaire prévu en 2012. Au total, l'an prochain, la charge de la dette - c'est à dire les intérêts que la France va devoir verser à ses créanciers - atteindra le chiffre astronomique de 48,77 milliards d'euros.

À titre de comparaison, le ministère du budget prévoit que l'impôt sur les revenus rapportera 58,4 milliards. Bref, 83% de l'impôt acquitté par les ménages français sert à financer les seuls intérêts de la dette passée ! (lefigaro.fr 28.09)

4- Allemagne

Les députés allemands ont approuvé à une écrasante majorité jeudi le renforcement des pouvoirs du Fonds européen de stabilité financière (FESF) chargé de financer les plans de sauvetage des pays de la zone euro en difficulté, comme la Grèce.

L'Allemagne, première économie européenne, garantira les prêts du FESF à hauteur de 211 milliards d'euros au lieu de 123 milliards jusqu'ici. (AP 29.09)

5- Espagne

La Banque d'Espagne a repris trois caisses régionales espagnoles vendredi, mais leur valorisation quasiment nulle fait craindre que l'Etat doive trouver encore d'autres capitaux pour couvrir les pertes liées actifs immobiliers toxiques détenus par les "cajas".

Les trois banques sont NCG Banco, Catalunya Bank et Unnim Banc. La Banque d'Espagne a évalué les deux premières à 0,1 leur valeur comptable et a payé un euro symbolique pour la troisième.

Ensemble, ces trois banques, qui n'ont pas réussi à attirer des capitaux privés et ont donc dû être de fait nationalisées, pèsent à hauteur de 7% du système bancaire espagnol.

La Commission européenne a de son côté donné son accord provisoire à une aide publique de 4,75 milliards d'euros destinée à recapitaliser NCG Banco, Catalunya Bank et Unnim Banc.

La CE a ajouté que son autorisation définitive dépendait d'une restructuration qui assure leur viabilité sur le long terme.

"*Renforcer le capital de ces banques est primordial quant à leur capacité à continuer de prêter à l'économie réelle et à mettre en oeuvre la restructuration qu'elles devront subir en conséquence des importantes subventions reçues*", explique le commissaire à la Concurrence Joaquin Almunia dans un communiqué. (Reuters 30.09)

Haut de page

Le 2 octobre

Je n'avais pas prévu d'actualiser le site aujourd'hui, mais voilà je me suis levé très tôt pour rien. Une petite histoire indienne.

Où j'habite, à moins de 10 kilomètres du centre de Pondichéry, pas de livraison de gaz, il faut prendre sa bouteille sous le bras pour se réapprovisionner. Un employé de l'agence où je suis enregistré me dit m'amener ma bouteille vide. Je m'exécute quelques jours plus tard. Là un autre employé me dit que ce n'est pas ici que cela se passe mais à leur dépôt. Je vais pour partir et un autre employé me dit de prendre ma facture. Quelle facture, personne ne m'en a parlé précédemment, je pensais régler en retirant ma bouteille. Erreur, mais c'est encore plus compliqué que cela, en fait à l'agence ils émettent une facture et au dépôt je règlerai cette facture en même temps qu'on me remettra une bouteille pleine en échange de la vide. Un employé m'établit cette facture et me donne l'adresse de leur dépôt. Il me précise que je dois m'y présenter demain matin (ce dimanche) entre 6h et 9h.

Ce matin je me pointe à leur dépôt à 7h45 : plus de gaz, repasser lundi soir ! Et évidemment, impossible de laisser sur place la bouteille vide que je remène chez moi en moto.

Restons calme, cela ne va pas nous gâcher la journée. Tout est du même tonneau ici, pas la moindre marque de responsabilité ou de respect envers les autres, ils se foutent de tout. J'imagine le pauvre mec qui bosse comme un esclave et qui va devoir se taper un ou plusieurs aller et retour avec sa bouteille vide sur sa mobylette ou son scooter avant de récupérer une bouteille pleine, en fin de journée de préférence quand il y a le plus de circulation, l'enfer quoi, histoire de lui pourrir un peu plus la vie.

Au fait, mon riche propriétaire n'a toujours pas entamé les quelques travaux qu'il devait faire faire dans la maison que j'habite, remplacer les graviers qui occupent les trois quart de la surface au sol du patio ou pièce principale, et changer les plaques qui fuient au-dessus du patio, provisoirement recouverte par une bache que j'ai achetée et qui a djà failli s'envoler à deux reprises en quelques jours ! Je l'attends au tournant, je dois lui régler le loyer avant le 5. Lui aussi il s'en fout de louer cher une maison dans cet état là, sans compter les coupures de courant qui battent des records, au point de me demander si je ne vais pas envisager de trouver une autre maison dans un autre secteur, sur le Territoire de Pondichéry et pas dans l'Etat du Tamil Nadu. Vous comprenez pourquoi louer et non acheter est une vrai galère en Inde.

Je me suis livré à un petit calcul, en un mois j'ai passé pour ainsi dire 6 nuits blanches, trois fois exactement, les trois autres fois j'ai réussi à dormir quelques heures au petit matin, donc cela signifie que je vais perdre deux mois de sommeil sur un an, ce qui est considérable, d'autant plus que je n'arrive pas à dormir pendant la journée, ce n'est pas vraiment dans mes habitudes. Après il faudrait être détendu et de bonne humeur alors qu'on est crevé et qu'on se traine la journée, pas toujours facile.

Quand je dis que tous les rapports sont du même tonneau je n'exagère vraiment pas. Un autre exemple.

J'ai acheté une clé USB Internet à la société Reliance il y a quelques mois. Ici elle fonctionne aussi mal qu'à mon ancienne adresse, donc j'envisage de me tourner vers une autre société. Par ailleurs, je m'aperçois que le signal de mon téléphone (Tata Indicom) est très bon et je me demande si une clé USB Tata ne fonctionnerait pas mieux. J'en parle à un employé de Tata en allant régler ma facture de téléphone, il m'affirme qu'elle fonctionne effectivement à merveille où j'habite dorénavant. Bien, je lui fais part de mon intention d'acheter dans quelques jours une clé USB Tata. Il me demande s'il peut passer chez moi deux jours plus tard, un dimanche, peu importe, je lui réponds d'accord, ainsi je pourrais tester cette clé avec la sienne.

Je rentre à la maison, une heure après un coup de fil, c'est cet employé de Tata qui me dit qu'il va passer tout de suite chez moi, si cela ne me dérange pas, bon, changement de programme, pourquoi pas. Il va arriver à 14h10 pour ne repartir qu'à 17h30 ! Il va s'avérer que le signal en question est encore plus faible que celui de Reliance et qu'il m'a raconté un baratin. Il va tout tenter pour me faire croire que cela fonctionne, il va même débrancher l'écran, le clavier et la souris extérieur du portable et se poster sur la terrasse, en vain. Il me dit alors que je devrais m'installer au premier étage et que là cela fonctionnerait normalement...

Je l'ai supporté pendant 2h20, je lui servirai une boisson froide, je l'écouterai surtout car on va beaucoup discuter, c'était un garçon charmant, comme le sont en général les Indiens, j'apprendrai qu'avec six ans d'ancienneté chez Tata son salaire est de 6 500 roupies, environ 100 euros, en comparaison une vendeuse ou un pompiste est payé 2 500 ou 3 000 roupies seulement, un prof dans le public quelque chose comme 12 ou 14 000 roupies (à vérifier). Il va m'expliquer qu'il ne peut pas vivre avec ce salaire, qu'il est au bord du désespoir, bref, de quoi m'apitoyer sur son sort pour lui acheter cette clé USB pour qu'il touche une commission, s'en foutant totalement qu'elle ne fonctionne pas. Mais je connais la musique et je n'achèterai pas cette clé pour uniquement lui faire plaisir, je ne tiendrai pas compte non plus de sa mentalité que je réprouve sans le juger.

On a aussi beaucoup parlé politique évidemment, je me suis dit que s'il était là, autant qu'il ne soit pas venu pour rien, surtout qu'il était sympathique et qu'on se connaît depuis quelques années déjà, c'est lui qui s'était occupé de moi lorsque j'ai fait remplacer les trois combinés défectueux dans le passé. Il a voulu me rouler, des crétins (ouvriéristes, tiers-mondistes à la con) penseront que c'est de bonne guerre, cela n'a pas marché, je lui ai dit que j'étais désolé pour lui sans lui faire la morale, mais en l'encourageant à se battre pour améliorer sa condition...

Et après on me reprochera de manquer de patience, de mépriser les Indiens notamment... En fait, pendant ces 2h20 j'ai joué le jeu, jusqu'à un certain point seulement comme je viens de le relater, en examinant le cheminement de sa démarche pour bien comprendre comment il fonctionnait, car je ne vous raconte pas le nombre de fois où je me suis fait avoir, par les sentiments, par faiblesse, parce que le pauvre type qui se met dans cette situation ne l'a pas vraiment choisie, cependant il sait parfaitement ce qu'il fait, il a essayé de me rouler, il n'en est pas très fier, peut-être, c'est accessoire pour lui, c'est un luxe, s'il ne peut satisfaire un besoin qu'il estime indispensable qu'uniquement par le biais d'un moyen malhonnête, il n'hésitera pas à l'employer puisque finalement tout le monde agit de la sorte ici, personne ne le jugera, il ne risque pas l'opprobe, cela ne l'empêchera pas de dormir, il n'aura fait que se conformer à la norme en vigueur dans cette société pourrie jusqu'à l'os. J'ai oublié de préciser qu'il n'avait pas un statut de commercial ou de vendeur, il est employé dans une agence, ses tâches principales sont administratives et techniques, l'aspect commercial est seulement en option pour arrondir les fins de mois. Cette histoire remonte à une semaine.

Autre chose très vite.

J'ai téléchargé dans mon disque dur, à partir du portail *Les archives Internet des marxistes*, quelques articles ou ouvrages des marxistes qu'ils me manquaient. Je les ai parcourus en diagonal et j'en extrais ici deux passages de Lénine pour alimenter la réflexion des militants sur les questions politiques qui nous préoccupent. (Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat - 16 décembre 1919)

1- "*Dans tous les pays capitalistes, à côté du prolétariat ou de cette portion du prolétariat qui, consciente de ses devoirs révolutionnaires, était capable de combattre pour les accomplir, on observe des masses nombreuses, inconscientes, prolétariennes, à demi prolétariennes, à demi petites-bourgeoises, qui suivent la bourgeoisie et la petite bourgeoisie démocrate (et notamment les « socialistes » de la 2e Internationale) ; trompées par la bourgeoisie, ne croyant pas en leurs propres forces et en celles du prollétariat, elles ne se rendent pas compte de la possibilité d'obtenir, par l'expropriation des exploiteurs, la satisfaction de leurs besoins essentiels.*

Ces couches des masses laborieuses fournissent des alliés à l'avant-garde du prolétariat ; mais le prolétariat ne peut conquérir ces alliés que par l'exercice du pouvoir politique, c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie et détruit son mécanisme de gouvernement."

Il s'avère qu'en Russie, non seulement l'Assemblée constituante n'a jamais pu permettre au prolétariat de parvenir au pouvoir, pas même au parti bolchecik d'y obtenir la majorité alors qu'il l'avait conquise au niveau des soviets, demeurant jusqu'au bout un instrument politique au service de l'Ancien régime, contre-révolutionnaire finalement.

Ce qui est nié également à travers la démarche de l'Assemblée constituante, c'est que les couches exploitées n'appartenant pas proprement parlé au prolétariat ne romperont jamais d'elles-mêmes avec le capitalisme et les institutions, aussi longtemps qu'elles n'auront pas fait l'expérience d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour le comparer avec un gouvernement bourgeois.

Le second passage traite des élections et est à relier au précédent.

On notera au passage que l'on peut considérer que le prolétariat a pris le pouvoir, qu'à partir du moment où il a réussi à entraîner derrières lui la majorité des masses exploitées et non l'inverse. On en tirera l'enseignement que c'est vers la classe ouvrière qu'il faut se tourner et à laquelle doit s'adresser notre politique, et non les petits-bourgeois démocrates ou

républicains, encore moins les élus de tous bords politiques.

2- "*... le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. Mais limiter ou conditionner cette conquête à l'acquisition électorale, sous la domination bourgeoise, témoigne ou d'une inguérissable indigence intellectuelle ou tout bonnement, du désir de tromper les travailleurs. Pour mettre de son côté la majorité de la population le prolétariat doit, tout d'abord, renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir gouvernemental, introduire ensuite le système des Soviets, après avoir brisé l'ancien appareil de l'État, — ce qui anéantit instantanément la domination, l'autorité de la bourgeoisie et des petits-bourgeois conciliateurs sur les masses laborieuses non-prolétariennes. Il doit enfin, en troisième lieu, achever de détruire l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la majorité des masses laborieuses non prolétariennes en réalisant révolutionnairement leurs desiderata économiques, aux dépens des exploiteurs.*

La possibilité de ces faits est naturellement conditionnée par un certain degré d'évolution capitaliste. Sans cette condition fondamentale il ne peut y avoir ni formation du prolétariat en une classe distincte, ni succès de sa longue préparation, de son éducation, de son aguerrissement par des années de grèves, de manifestations, de lutte contre les opportunistes chassés et déshonorés. Sans cette condition fondamentale on ne peut concevoir le rôle économique et politique des centres, dont la conquête équivaut pour le prolétariat à celle de tout le pouvoir politique, ou plus exactement de son noeud vital, de son nerf essentiel. Sans cette condition fondamentale, cette proximité, cette parenté de situation du prolétariat et des classes laborieuses non prolétariennes qui est indispensable à l'influence du prolétariat sur ces masses, un succès de son action à leur égard ne peut exister.

Voyons plus loin.

Le prolétariat peut conquérir le pouvoir politique, réaliser l'organisation sociale des Soviets, satisfaire, en économie, l'ensemble des travailleurs au détriment des exploiteurs.

Est-ce suffisant pour que sa victoire soit complète et définitive ?

Non.

Seules les illusions des petits bourgeois démocrates, des « socialistes » et des « social-démocrates » de même que de leurs leaders actuels les plus marquants, peuvent faire croire qu'en régime capitaliste les masses laborieuses peuvent atteindre un degré de conscience assez élevé, une fermeté de caractère, une perspicacité, une largeur de vues politiques suffisante pour avoir la possibilité de décider à l'avance par le seul vote, ou, d'une façon générale, pour décider de quelque manière que ce soit, sans une longue expérience de lutte, de suivre telle classe, tel parti défini. (...)

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne condamnait d'une part les masses à un état d'abrutissement, d'intimidation, d'éparpillement (voyez la campagne !), d'ignorance, — et si d'autre part, il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes.

C'est pourquoi le prolétariat seul peut conduire les travailleurs du capitalisme au communisme. Que les masses laborieuses petites-bourgeoises ou à demi petites-bourgeoises puissent résoudre à l'avance le plus grave des problèmes historiques : « être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie » - il n'y faut pas penser. Les hésitations des masses laborieuses non prolétariennes sont inévitables ; il est inévitable aussi qu'elles aient besoin de leur propre expérience pratique afin de comparer le gouvernement de la bourgeoisie et celui du prolétariat."

Vous avez peut-être ici une partie de l'explication qui permet de comprendre pourquoi l'avant-garde a dégénéré ou piétine depuis l'après-guerre.

Lénine expliquait et cela tient la route, que c'est seulement lorsque les petits-bourgeois se rendront compte que le gouvernement ouvrier révolutionnaire est capable de prendre les mesures aptes à satisfaire leurs besoins, qu'ils se rangeront en masse derrière le prolétariat et consolideront ainsi les acquis de la révolution...

Je rajoute un extrait sur la dictature du prolétariat qui fait l'objet de fantasmes de la part de certains militants du mouvement ouvrier, par ignorance.

"*La dictature du prolétariat c'est la lutte des classes menée par le prolétariat au moyen d'une arme qui est le pouvoir gouvernemental, c'est la lutte des classes dont l'une des tâches est de démontrer par une longue expérience, par une longue série d'exemples pratiques aux masses laborieuses non prolétariennes qu'il leur est plus avantageux de se prononcer pour la dictature prolétarienne que pour la dictature bourgeoise et qu'il n'y a pas de moyens termes.*" (source : idem)

Donc, la dictature du prolétariat signifie l'exercice du pouvoir politique par le prolétariat (pour le prolétariat) sur la bourgeoisie, dès lors qu'il est parvenu au pouvoir au moyen de sa révolution. Cette définition n'est pas exhaustive, je précise pour les "puristes"

qui confondent facilement couper les cheveux en quatre et opposer des définitions émises sur le même sujet dans des contextes différents !

Au fait, aux camarades qui emploient des citations des marxistes, il serait bon que vous indiquiez précisément les sources (titre de l'article ou de l'ouvrage, date de parution), afin que chacun puisse les remettre dans leurs contextes d'origine, et vérifiez par la même occasion que vous en avez fait bon usage ou éventuellement contester leur emploi, c'est le droit légitime de chaque militant.

Je vous laisse commenter les infos en bref ci-dessous. Bonne continuation à tous, vous voyez, après un mois fortement perturbé je refais surface, pas si facile quand on est si isolé.

Politique

France

Ziad Takieddine, mis en examen dans une affaire de corruption présumée lors de la présidentielle de 1995, poursuit son déballage médiatique dans une interview pulbiée samedi 1er octobre par Libération. Il y évoque à nouveau ses liens avec Nicolas Sarkozy et Claude Guéant auxquels il demande de reconnaître son rôle.

L'intermédiaire franco-libanais dit avoir été mandaté notamment par l'Elysée, au moment où Claude Guéant était secrétaire général, auprès du régime Kadhafi en Libye et auprès de Bachar Al-Assad en Syrie. "*J'ai envie de dire, 'M. Guéant, vous me connaissez plus que d'autres'. Chacune de mes interventions correspondait à une mission officielle*", dit-il. Claude Guéant a récemment pris ses distances avec lui dans la presse. "*Je suis allé voir Kadhafi en Libye ou Assad en Syrie uniquement sur autorisation et demande express de la part du président de de la République*", ajoute Ziad Takieddine.

Dans une demi-douzaine d'autres interviews en fin de semaine, il avait déjà appelé Nicolas Sarkozy à lever le secret-défense sur deux contrats d'armement des années 1990 au cœur de l'affaire de corruption où plusieurs proches de Nicolas Sarkozy sont poursuivis. Sur BFM TV, il avait même demandé à Nicolas Sarkozy de le recevoir, ajoutant : "*Il y a intérêt et la France y a intérêt.*" L'Elysée a fait savoir vendredi qu'il n'y aurait aucun commentaire sur ces déclarations.

Dans Libération, Ziad Takieddine explique avoir rencontré deux fois Nicolas Sarkozy quand il était ministre de l'intérieur. Le Franco-Libanais nie toutefois avoir servi d'intermédiaire pour le détournement de commissions de marchés d'armement, comme le soupçonne la justice. (lemonde.fr 01.10)

Social

Portugal

Des dizaines de milliers de Portugais ont défilé dans le calme samedi à Lisbonne et Porto pour protester contre l'austérité imposée au pays par l'Union européenne et le Fonds monétaire international en échange d'une aide financière.

Il s'agissait des plus vastes manifestations depuis l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de centre droit en juin dernier.

La CGTP (Confédération générale des travailleurs portugais), à l'initiative des rassemblements, a appelé à de nouvelles actions "*contre l'appauvrissement et l'injustice, contre l'agression du Fonds monétaire international*", dans la semaine du 20 au 27 octobre.

Le dirigeant du premier syndicat du pays, Manuel Carvalho da Silva, a déclaré que 130.000 personnes avaient participé à la manifestation de Lisbonne. La police n'a pas voulu fournir de chiffre. La grande avenue Liberdade, dans le centre-ville, était noire de monde. (Reuters 01.10)

Economie

Danemark

Alors que le gouvernement français tente de faire accepter une taxe sur les sodas, le Danemark choisit d'aller plus loin. Le pays est devenu ce samedi le premier au monde à introduire une taxe sur les graisses. Présentée comme une mesure pour lutter contre l'obésité, celle-ci fera augmenter le prix des produits de 16 couronnes (2,15 euros) par kilogramme de graisses saturées. Exemple: le prix d'une brique de beurre de 250 grammes, qui contiendrait 63% d'acides gras saturés, augmenterait de près de 3 couronnes (environ 40 centimes d'euros). La taxe s'appliquera à tous les produits contenant plus de 2,3 % d'acides gras : des viandes au beurre en passant par les huiles, les fromages, les crèmes et les produits transformés.

Alors que les distributeurs se frottent les mains, les professionnels font grise mine. La Confédération danoise des industries (DI) parle même d'un «*cauchemar administratif*». Que les produits soient de fabrication danoise ou importés, il faudra en effet réclamer des déclarations aux producteurs sur la quantité de graisses saturées contenues dans le produit mais également utilisées dans sa préparation. De même, la mise à jour des systèmes informatiques a nécessité de nombreuses heures de travail supplémentaires pour les producteurs et les revendeurs. «*Tout ceci a un coût qui sera répercuté sur les consommateurs*», prévient Gitte Hestehave, porte-parole de la DI. «*Je doute que cela aura un impact positif sur la santé, c'est simplement une taxe supplémentaire*», ajoute-t-elle.

De son côté, la Commission européenne dit «*surveiller*» l'introduction de cette taxe pour «*être sûre qu'elle n'instaure pas de barrière au commerce*» au sein de l'Union européenne. En effet, lorsque la teneur en matière grasse d'un produit importé ne sera pas suffisamment indiquée, le Danemark se réserve le droit d'imposer à l'importateur une taxe forfaitaire majorée. Ce qui pourrait pousser ces derniers à se détourner des produits originaires d'autres États membres où la mention des quantités de graisses saturées n'est pas obligatoire. (lefigaro.fr 01.10)

Haut de page

Le 3 octobre

Dépêche de l'AFP d'hier.

Gérard Schivardi ne sera pas candidat à la présidentielle, a décidé dimanche le congrès du Parti ouvrier indépendant (POI) qui a jugé ce choix "préférable" pour "exprimer le rejet" des "institutions antidémocratiques" de la Ve République et de l'Union européenne.

Lors d'une conférence de presse au siège du POI à Paris à l'issue d'un congrès extraordinaire, Daniel Gluckstein, un des quatre secrétaires nationaux du POI, a déclaré que "*tous les délégués sont d'accord pour condamner les institutions antidémocratiques de la Ve République et les institutions de l'Union européenne*".

Il est donc "*préférable d'exprimer ce rejet par la non présentation d'un candidat*", le POI étant favorable à la mise en place de "*nouvelles institutions sur la base d'une assemblée constituante*", a-t-il ajouté, affirmant que cette décision avait été prise à "une très large majorité" par les 200 délégués.

Le POI présentera en revanche "des candidats partout où (il pourra) aux législatives" de 2012, a indiqué Claude Jenet, également secrétaire national.

A la présidentielle de 2007, Gérard Schivardi, soutenu par le Parti des travailleurs (PT, devenu POI), avait récolté 0,34% des voix, arrivant dernier des 12 candidats présents. En 2002, le secrétaire national du PT, Daniel Gluckstein, avait recueilli 0,47%.

S'il faudra bien en 2012 "*chasser le gouvernement de Nicolas Sarkozy et sa politique*" anti-service public et de "*saignée*" dans l'Education nationale, il est clair qu'un "*gouvernement de gauche cherchera finalement à appliquer les mêmes politiques que Papandreou ou Zapatero*" en France, a estimé M. Glucktein, prônant "la rupture avec l'UE".

Lors d'un meeting internationaliste samedi à Paris, des représentants du POI et de syndicats venus de Grèce ou d'Espagne avaient dit leur "*refus des plans de la troïka*" FMI-BCE-UE et "*l'exigence de l'annulation de la dette*".

Face à cela, il faut "*une action commune des travailleurs de toute l'Europe contre tous les plans de rigueur*" et "*contre tout gouvernement de toute couleur politique qui applique ces plans*", a souhaité M. Gluckstein, qui appelle à "*se préparer au plus grand choc et au plus grand combat*".

Ainsi en a décidé la majorité des quelques 200 délégués du POI lors de ce congrès extraordinaire. N'ayant pas connaissance de l'intégralité de la déclaration faites par Gluckstein à la presse au nom du POI, on devrait s'abstenir de tout commentaire avant la sortie de leur prochain numéro d'*Informations ouvrières* mercredi prochain. Peut-être que nous n'en saurons pas davantage.

Notons cependant que l'argument avancé pour ne pas présenter de candidat tombe à côté de la plaque tel qu'il figure ici, dans la mesure où il aurait pu justifier le refus de présenter un candidat depuis qu'existe la Ve République. Ajoutons que cet argument vaut également pour l'élection législative dans la mesure où la participation à cette élection ne s'est jamais traduite concrètement sur le plan de la construction du parti.

Nous ne sommes pas pour le boycott systématique des élections législatives, disons que si la participation aux législatives ne permet pas de tisser des liens avec des milliers et milliers de travailleurs et jeunes, elle ne sert strictement à rien, un parti n'a

pas besoin de coller à l'agenda institutionnel pour se faire connaître ainsi que sa politique, organiser des collages, des meetings, etc.

Ces contradictions sont à rapprocher de l'orientation politique du meeting du 1er octobre. Il est dit dans l'appel qui a été adopté à l'issue de ce meeting qu'il a été "*convoqué par le Parti ouvrier indépendant (membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples)*", on est donc en droit de penser qu'il s'agissait d'un meeting à caractère politique, pas forcément, d'ailleurs peu importe.

A plusieurs reprises dans cet appel les différents gouvernements en Europe sont mentionnés au même titre que la "troïka" (FMI-UE-BCE), les uns et les autres s'entendant pour imposer aux travailleurs la violente politique d'austérité dictée par l'aristocratie financière qui décide de fait du sort de l'humanité. Mais étrangement dès qu'il s'agit de dire non à cette dictature, seule la troïka est citée, les différents gouvernements passent à la trappe, quand aux institutions du capital de chaque pays, elles ne sont même pas évoquées, elles sont remplacées (à deux reprises !) par un appel nationaliste pathétique à défendre la "*souveraineté des nations*", comme si le seul fait de rompre avec le FMI, l'UE et la BCE suffirait à remplir les conditions pour enfin pouvoir satisfaire les revendications sociales des travailleurs, pur exercice d'illusionnistes ! La Grande-Bretagne n'a pas adhéré à l'euro et pourtant les travailleurs britanniques sont logés à la même enseigne que le prolétariat de la zone euro.

Rien d'étonnant à cela puisque si "*la seule vocation du mouvement ouvrier est de défendre les intérêts, revendications, aspirations des exploités et des opprimés et d'assurer cette défense en toute indépendance*" sans la situer dans la perspective de l'abolition du salariat, donc du capitalisme, au-delà mais laissons cela de côté ici, des classes sociales et de l'Etat, cela signifie implicitement que l'on peut très bien faire avec les institutions en place dans chaque pays, qu'on verra plus tard pour les remplacer, un jour indéterminé, on retrouve là la conception de la lutte de classe par étapes des staliniens.

Annuler la dette. Qui peut annuler cette dette ? Dans quelles conditions politiques ? Par un bulletin de vote ? C'est ce qu'on nous suggère à travers une Assemblée constituante qui finalement ne serait qu'une copie de l'Assemblée nationale sous la IVe République ou sous la Ve quand il y avait une majorité PS-PCF. Et bien entendu la classe dominante qui le serait toujours puisqu'on ne lui aurait pas retiré ses pouvoirs, se laisserait ainsi dépouiller tranquillement de ses privilèges et de tous ses biens, qui peut croire une fable criminelle pareille ?

Ce genre de discours peut passer auprès de militants ou de travailleurs qui ignorent ou n'ont pas à l'esprit comment se passent les choses au cours d'un processus révolutionnaire, qu'ils lisent ou relisent les nombreux comptes-rendus qu'en ont fait les marxistes entre la moitié du XIXe et du XXe siècle, ils apprendont peut-être que le plus difficile ce n'est pas de renverser le régime en place ou de prendre le pouvoir, mais de le conserver, que la réaction ne perd pas un instant pour se réarmer dans tous les domaines, que ce soit au niveau de la propagande, rappelons qu'elle détient tous les médias, de l'organisation, c'est la classe la plus et la mieux organisée, etc. qu'elle ne perd pas une occasion pour saper les efforts du gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire afin d'entraîner avec elle la majorité de la population pour le faire chuter, qu'elle recourt au lock-out, à des attentats, à l'extrême violence, elle dispose encore de l'ensemble de l'appareil policier et militaire pour résister et s'opposer à toute mesure visant ses privilèges...

Annuler la dette exige une décision politique que seul pourrait prendre un gouvernement ouvrier révolutionnaire constitué des seuls partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant pour le socialisme, et non un gouvernement bourgeois issu d'une Assemblée constituante dont la majorité des élus demeureraient inféodés au capitalisme.

Annuler la dette renvoie à l'issue de la crise du capitalisme qui se situe sur le plan politique. Maintenant au sein du mouvement ouvrier et de tous ses partis deux conceptions de la lutte des classes prévalent, l'une tendant à privilégier le combat pour la défense des acquis sociaux et l'amélioration des conditions de la classe ouvrière en régime capitaliste, donc en s'accommodant de ce régime dès lors qu'il fait preuve de largesses ou de générosité envers les exploités, ce sont ses uniques objectifs, l'autre subordonnant le combat pour la défense des acquis sociaux et l'amélioration des conditions de la classe ouvrière à l'objectif de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Ces deux conceptions reposent sur des analyses de la situation et de l'évolution du capitalisme mondial diamétralement opposées et irréconciliables. La seconde est fondée sur les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme qui conduisent à son effondrement, et que traduit l'extrême richesse accumulée par une poignée de capitalistes à un pôle de la société et la pauvreté frappant un nombre toujours plus grand à l'autre pôle, conditions qui conduisent les exploités à se soulever pour prendre leur sort en mains et changer la société, ce que nie la première conception de la lutte de classe qui estime au contraire que le capitalisme sera toujours en mesure de résoudre ses propres contradictions et qu'il suffirait de faire pression sur ses représentants à l'aide de textes législatifs pour aboutir à une meilleure répartition des richesses, partant du principe que les crises du capitalisme ne sont pas le produit des contradictions inhérentes aux rapports de production basés sur la propriété des moyens de production, mais le fait de la mauvaise volonté de capitalistes égoïstes et avides de profits et de pouvoir, et qu'il suffirait de les convaincre de modifier leur comportement pour que tout rendre dans l'ordre.

Cela fait plus de deux siècles qu'on entend ce genre de discours chaque fois contredit par les faits, la crise suivante, qui a deux reprises s'est traduite par une guerre mondiale au XXe siècle, sans rien résoudre des contradictions du capitalisme, ajoutons que des guerres n'ont cessé d'émailler l'histoire de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours pour les mêmes raisons.

La dette des Etats peut être payée par les travailleurs des pays concernés, par ceux de la zone euro ou de l'UE, et si pour des raisons politiques ou parce que le rapport de force s'avèrait défavorable dans certains Etats capitalistes cela n'était pas possible, soit ce sont ceux des autres pays capitalistes en question qui la paieraient, soit ce seraient les travailleurs les plus exploités et les moins organisés dans le monde qui seraien mis à contribution, comme à l'époque de la colonisation qui n'a pas cessé sur le plan économique avec l'indépendance et que cyniquement ils appelèrent les Trentes glorieuses (1945-1975).

Très hypocritement, les partisans de la conception réformiste de la lutte de classe, d'une meilleure répartition des richesses sans s'attaquer aux fondements du capitalisme ni aux institutions bonapartistes de la Ve République, s'accommodent de la misère qu'elle perpétue en Afrique, et dans de nombreux pays en Asie et en Amérique latine, des guerres ou guerres civiles qui en sont les conséquences ou qui l'accompagne, leurs objectifs étant subordonnés au maintien en place du régime en vigueur en France, auquel ils sont liés, mieux encore, dont dépend leur propre existence politique, vous aurez reconnu le PS et ses satellites. Ils s'accommodent même de la misère qui règne en France du moment qu'elle demeure à un niveau supportable, qu'elle ne constitue pas une menace pour les institutions. Quelque part, il en a toujours été ainsi, jouant sur les divisions internes de la classe ouvrière et s'appuyant sur la petite-bourgeoisie pour assurer la stabilité du régime et des institutions.

Si maintenant la situation sociale devenait trop tendue et risquée dans la plupart des pays, y compris ceux dont la main d'oeuvre est réputée taillable et corvéable à merci ou sans défense, ils pourraient décider d'effacer la dette de certains Etats, à hauteur de 20% comme en Grèce, 50% ou davantage, dans ce cas-là qu'est-ce qui se produirait, des banques et des établissements financiers seraient conduits à la banqueroute tandis que d'autres prendraient le relais (leur clientèle) sans débourser un centime, on assisterait donc à une nouvelle concentration du capital entre des mains encore moins nombreuses, à un monopole de la finance mondiale entre quelques capitalismes au pouvoir gigantesque et tentaculaire. L'Etat ne pourrait pas les nationaliser, car dans ce cas-là il devrait s'engager à régler leurs dettes rubis sur l'ongle, alors que la sienne est déjà colossale et a atteint un niveau insupportable.

La dette des Etats dans le système actuel ne peut que s'accroître (mécaniquement) au fil des ans, à moins pourrait-on croire qu'ils parviennent à liquider la fonction publique, à privatiser tout ce qui peut l'être encore, la Sécurité sociale, les retraites, à réduire de manière drastique tous les budgets sociaux, au risque de déclencher un affrontement violent et incontrôlé avec la classe des exploités. Mais cela ne suffirait pas, même placés dans ces conditions elle demeurera insupportable pour les Etats et continuera de croître si l'on observe ce qui s'est passé aux Etats-Unis où ils ont déjà privatisé une partie de leur police et de leur armée, on ne voit pas comment ils pourraient aller encore plus loin dans cette voie, surtout que leur économie repose à 70% sur la consommation des Américains et compte (officiellement) quelque 40 millions de pauvres.

La lutte de classe du prolétariat mondial alimente les contradictions que nous venons de relever, mais comme elle n'est pas conçue dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, non seulement elle n'a aucune chance d'atteindre l'objectif du mouvement ouvrier international, pas même d'avancer d'un pas dans cette voie, elle permet aux capitalistes de s'attaquer aux prolétariats les plus vulnérables qui souvent sont placés sous la coupe de régimes antidémocratiques, autoritaires ou semi-féodaux leur interdisant toutes formes d'expression ou de regroupements politiques indépendants.

Comme nous le constatons plus clairement aujourd'hui, cela vaut pour les aveugles, non le capitalisme ne s'est jamais accommodé des concessions sociales qu'il avait dû concéder à la classe ouvrière au cours de son développement ou de la lutte des classes. Il n'a pas changé de visage il y a trois ou quatre décennies ou au cours des dernières années, il est resté fidèle à lui-même, sa raison d'être et son objectif demeure l'accumulation du capital et rien d'autres, il se trouve simplement qu'avec la réintroduction du capitalisme dans l'ex-URSS et ses satellites de l'Est, puis en Chine et les pays d'Asie du Sud-est qui étaient ses alliés, le nombre de prétendant à un enrichissement illimité dans une période très courte a augmenté plus vite que les richesses produites dans le monde, du coup pour s'enrichir rapidement et prétendre à la place qu'ils visent sur le marché mondial, ce sont eux qui imposent aux travailleurs qui bénéficient d'avantages sociaux une nouvelle répartition des richesses en leur faveur, précipitant des centaines de millions de travailleurs dans la précarité et la pauvreté. Ce comportement est général chez tous les capitalistes les plus puissants de la planète et ne concerne pas uniquement les nouveaux milliardaires asiatiques, africains ou d'Amérique latine.

La dette des Etats signifie la faillite du capitalisme, non pas que les capitalistes n'auraient pas les moyens de la payer, mais comme sytème économique incapable de satisfaire les besoins ou aspirations des 7 milliards de travailleurs et leurs familles dans le monde. C'est à la base parce que ce système repose sur une injustice et une contradiction insoutenable à la longue, qu'il produit les effets désastreux pour les populations dont nous somme témoins quotidiennement et qu'il est appelé à disparaître.

Cette question est plus complexe qu'il n'y paraît. Faire payer cette dette aux capitalistes est du domaine de l'agitation, au-delà cela ne veut pas dire grand chose, car en réalité pour que la société soit vivable il faut la réorganiser de fond en comble. A cette dette est liée la question du chômage de masse, de la précarité généralisée, des salaires misérables, le tout est relié à la nécessité pour les capitalistes d'engranger un maximum de profits, mais en toile de fond c'est l'anarchie dans tous les domaines de la production qui leur sert de support, qui les alimente avec l'accentuation de la concurrence mondiale ou la dernière division internationale du travail en date impliquant des pays disposant d'une force de travail de centaines de millions de travailleurs. Il s'agit donc de repenser la totalité de la production en fonction des besoins de la population, à l'échelle nationale, européenne, puis mondiale et c'est là qu'est toute la difficulté, car il y a et il y aura en permanence un décallage important entre ces besoins et le niveau de la lutte des classes à l'échelle nationale, européenne et mondiale, ce qui signifie qu'il faudra imaginer des solutions alternatives et

temporaires au niveau de la production pour à la fois satisfaire les besoins élémentaires des travailleurs, éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté...

Prendre aux riches pour donner aux pauvres est un discours simplet et démagogique qui ne peut inspirer confiance, parce que cela ne résoudrait aucun problème fondamentalement. Et puis le pauvre aspire à devenir riche, c'est encore flatter son ignorance !

Pour revenir en arrière.

Il y a des militants dans le mouvement ouvrier qui nient l'effondrement inéluctable du capitalisme, ce sont des ignorants ou des révisionnistes qui s'emploient à réécrire le cours du développement du capitalisme depuis le début du XIXe siècle, même plutôt encore. Il y a pire encore. Il s'en trouve qui nient que la classe ouvrière pourrait parvenir au pouvoir sans que cet effondrement se produise, sans que les conditions de vie des travailleurs soient devenues un véritable cauchemar au quotidien au point de les pousser à passer à l'action, or c'est l'une des deux conditions indispensables sur lesquelles repose le socialisme, la seconde est la capacité de la classe ouvrière à se doter d'une direction pour s'emparer du pouvoir et le conserver, à se hisser à la hauteur de ses tâches historiques.

Jusqu'à preuve du contraire, jamais dans le passé une classe exploitée n'a remis en cause le pouvoir de la classe au pouvoir, dès lors qu'elle s'estimait partiellement satisfaite du sort qu'elle lui réservait ou qu'il pourrait encore s'améliorer. L'homme est ainsi fait qu'il faut qu'il soit poussé à bout pour réagir contre sa condition, je parle en général volontairement puisque nous aurons besoin de la majorité de la population laborieuse pour renverser l'ordre établi.

Et ce n'est pas pour rien qu'on n'oublie pas d'associer à cette condition objective, la question de sa conscience de classe, politique, sa capacité à s'organiser, à construire le parti communiste qui lui fait tant défaut aujourd'hui, car à elle-seule elle est insuffisante, il suffit de voir ce qui se passe dans les pays où le prolétariat est pour ainsi dire réduit en esclavage et où il demeure incapable de se soulever, sans le développement de la lutte de classe l'opprimé est réduit à l'état d'esclave impuissant contre ses maîtres, d'où la nécessité de constituer des syndicats et des partis ouvriers pour défendre ses intérêts de classe.

Les conditions objectives et subjectives sont liées, oubliez les premières et vous croyez que la révolution va ou peut avoir lieu tous les quatre matins, illusion cruelle, vous faites peut-être partie des gens qui croient que ce seraient les idées qui pourraient changer le monde, oubliez les secondes et il ne vous reste plus qu'à accompagner le capitalisme vers l'abîme où il entraîne l'humanité toute entière.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Un dernier mot très rapidement sur le meeting du POI du 1er octobre, puis de ce congrès le lendemain.

J'ai été frappé de découvrir page 9 du IO n°168 l'emplacement réservé aux militants des différentes fédérations de Paris et la région parisienne. C'est un secret de polichinelle d'affirmer que les participants à ce meeting étaient tous ou presque adhérents du POI. Ce qui m'a le plus choqué, c'est de lire dans l'appel adopté lors de ce meeting qu'il s'était déroulé "*en présence de milliers de travailleurs et de jeunes*" alors qu'à tout cassé la salle de l'Espace Charenton dans sa plus large configuration ne contient que 2 000 places. (source : http://www.sallereunionparis.com/espace-charenton/) Pour les nuls en orthographe ou en mathématique, le multiple de mille, million ou milliard commence à partir de deux.

Le journal *Le Parisien* terminait ainsi son article datant d'hier : "*Absent de la conférence de presse de clôture de ce congrès extraordinaire, Gérard Schivardi ne s'est pas exprimé. «N'y voyez aucune signification. Il avait un train à prendre», a justifié Daniel Gluckstein.* Valait peut-être mieux qu'il ne l'ouvre pas, qui sait, surtout qu'au regard des déclarations ou interviews qu'il avait données aux médias les mois précédents, ils étaient tous convaincus qu'il était déjà en campagne !

Les infos en bref demain.

Haut de page

Le 4 octobre

(pour les camarades qui ont déjà lu la causerie du jour : j'avais oublié de terminer le formatage des infos en bref - 16h44 heure locale)

Une petite histoire indienne pour commencer, certains en raffolent.

Il est déjà 11h du matin et je suis debout depuis 5h45. Je me suis levé tôt pour aller chercher une bouteille de gaz. Pourquoi si

tôt, parce que c'est comme cela et pas autrement. Où j'habite, à 10 minutes en moto de l'agence où je suis enregistré, ils ne livrent pas et leur stock situé à l'opposé de Pondichéry dans la proche banlieue est ouvert uniquement de 6h à 8h du matin. J'y suis allé dimanche matin, pas de bol, j'étais arrivé à 7h20 et le stock était vide. J'y suis donc retourné ce matin à 7h avec ma bouteille vide et j'ai pu être servi. Si vous venez et qu'il n'y a pas de stock, vous ne pouvez pas déposer votre bouteille vide, vous devez retourner chez vous avec !

Quand je vous répète qu'ici tous les rapports sont vraiment pourris, en voilà un nouvel exemple.

Je ne vous ai pas raconté que je m'étais engueulé grave avec des employés de Reliance (souscription à Internet), il y a un mois. J'y étais allé pour faire mon changement d'adresse. J'étais muni d'une copie de mon bail. Pas suffisant. J'y suis retourné muni d'une lettre du directeur de ma banque, une copie de mon livret bancaire sur lequel figurait ma nouvelle adresse, j'étais persuadé que cela ferait l'affaire cette fois. Pas du tout, ils m'ont demandé en plus une photo d'identité et une copie d'une pièce d'identité ou l'équivalent, par chance ou intuition plutôt, j'avais emporté avec une photo et une copie de mon permis de conduire indien.

Je leur ai demandé s'ils n'étaient pas complètement cinglés, ils m'ont répondu qu'ils appliquaient la procédure - un vulgaire mensonge, ils s'y sont mis à deux et à plusieurs reprises pour me demander chaque fois un document supplémentaire, car manifestement ils n'en savaient rien, du coup j'ai eu le droit à la totale, on ne me la fait plus, j'ai l'habitude de l'hypocrisie légendaire des Indiens, à commencer par mon épouse ! Finalement ils m'ont dit que je ferais mieux de retourner dans mon pays, charmant !

Je ne m'étais pas trompé, lorsque je suis allé le lendemain chez Tata (téléphone) pour effectuer mon changement d'adresse, l'employée m'a demandé de remplir un formulaire très court, je lui ai donné une photo d'identité et rien d'autre, elle a refusé tous les autres documents que je me proposais aimablement de lui fournir, cela a été réglé en deux minutes dans la bonne humeur et à mon grand soulagement.

Tata Indicom, le département téléphonie de Tata, compte 100 millions d'abonnées, c'est écrit sur leur pub, donc ils n'en ont vraiment rien à foutre à ce niveau-là d'avoir un abonné de plus ou d'en perdre un !

Pourquoi faut-il chaque fois fournir une photo d'identité ? Je n'en sais rien, ici tout le monde surveille tout le monde, et vous savez en quelques mois vous vieillissez tellement qu'on pourrait ne pas vous reconnaître ou vous pourriez vous faire passer pour un autre ! Je leur avais fourni une photo d'identité au moment de souscrire mon abonnement, il y a environ 5 ou 6 mois.

A propos d'une interview de G. Schivardi.

Vous pourrez lire l'interview que G. Schivardi a donné au jounal Le Monde, dans la rubrique politique au format pdf. Il dit notamment qu'il a été candidat en 2007 à la demande des maires et qu'en 2011 il ne l'est pas parce qu'ils estiment que c'est inutile. "*En 2007, je me suis présenté car les maires me l'avaient demandé. Mais depuis janvier, j'ai rencontré pleins de maires qui me disent que la présidentielle ne sert à rien et qu'il vaut mieux présenter des candidats aux législatives.*". On se demande qui décide de la politique mise en oeuvre au POI, les maires ou les militants de ce parti ! Et après ils se foutent des primaires du PS...

Il dit aussi maladroitement que "*le président ne sert à rien*", faux, il est le garant des oripeaux de l'Ancien régime qui dominent la Ve République bonapartiste ou à relents monarchistes, il concentre tous les pouvoirs dont il peut faire usage quand bon lui semble, comme tout dictateur qui se respecte, une paille. On a bien compris que Schivardi voulait dire qu'on pouvait se passer d'un président et il a raison, c'est à nous de préciser ce qu'il a voulu dire et de venir une fois de plus au secours du POI contre ses détracteurs malintentionnés et ils ne manquent pas parmi les militants.

J'irai plus loin, en affirmant que sur bien des questions le POI s'avère incapable de présenter correctement les positions qu'il défend, ce qui peut induire les militants en erreur. On peut être d'accord ou exprimer un désaccord sur une question, ce qui fait le plus défaut chez eux c'est la méthode.

Par exemple, quand ils sont face à un militant qui leur reproche les rapports entre leur parti et FO, tout ce qu'ils savent faire c'est répéter le refrain sur l'importance des syndicats et leur indépendance, alors que ce militant voudrait comprendre la stratégie de leur parti dans les syndicats, qu'est-ce qui détermine leur attitude, quelle analyse font-ils des rapports entre les travailleurs et les syndicats, quels objectifs ils poursuivent à court, moyen et long terme, quels avantages ils comptent en tirer, comment cela n'est pas forcément incompatible avec leur participation à la direction d'un syndicat, quelles concessions peut-on envisager de faire à un appareil sans se renier, etc.

Pourquoi les dirigeants du POI (CCI) sont-ils si mal à l'aise sur ce terrain ? En voilà une question intéressante, non ? Sont-ils absolument certains que leur analyse et la stratégie qu'ils ont adoptée est la bonne, ne se sont-ils pas tout simplement fourvoyés depuis des lustres ? Les militants sont pour la plupart en mesure de comprendre les choses, dès lors qu'on se donne la peine de leur expliquer sur n'importe question. C'est mon avis.

Les militants se posent des questions et sont en droit d'exiger des réponses, si ce ne sont pas les dirigeants de leur parti qui leur fournissent, d'autres moins bien intentionnés que moi s'en chargeront à leur place, pas toujours honnêtement, histoire de les déstabiliser plutôt que leur apporter quelque chose d'ailleurs, les dirigeants du POI feraient bien d'y réfléchir sérieusement s'ils veulent conserver leurs militants. Attention, c'est l'ennemi n°1 du POI qui vous parle !

Une histoire belge pour se mettre de bonne humeur ou le rester.

Les fonctionnaires de la région wallonne doivent en effet systématiquement "*pointer*" lorsqu'ils sortent fumer, et ces pauses sont décomptées de leur temps de travail, a rappelé lundi 3 octobre leur hiérarchie, déclenchant un tollé chez les syndicats, qui y voient une "*chasse aux fumeurs*".

"*La règle (instaurée depuis 2009), c'est que quand on sort ou qu'on rentre du bâtiment, on s'enregistre à la pointeuse*", explique le porte-parole de l'administration régionale wallonne, Hugo Poliart, confirmant une information publiée par le journal Le Soir.

La règle du pointage est valable pour les quelque 10 000 fonctionnaires de l'administration régionale – en charge notamment des transports, de l'environnement ou encore des voies navigables –, a-t-il expliqué, soulignant qu'elle ne visait pas spécifiquement les fumeurs mais concernait aussi par exemple une "*personne qui va acheter une pomme*".

Selon des responsables syndicaux cités par Le Soir, les contrôles aux entrées et sorties, jusqu'ici occasionnels, se sont toutefois généralisés, alors qu'il est interdit de fumer sur son lieu de travail en Belgique depuis 2006. (lemonde.fr 03.10)

Dans les usines où les ouvriers travaillent à la chaîne, il y a le "chrono", c'est ainsi que mon oncle Roger appelait le sous-fifre qui contrôlait les cadences quand il travaillait à la chaîne chez Bernard Moteur racheté par Renault, impossible d'aller pisser quand on en a envie... Pour ceux qui ignorent l'enfer auquel sont voués les ouvrier.

Cela dit, l'interdiction de fumer dans les bureaux n'a pas été motivée par un principe de santé publique, mais pour récupérer du temps de travail passé à cloper, un moment de détente désormais refusé aux employés. Ouvriers, employés, cadres du privé ou du public : unité, même combat !

Selon un sondage Ifop paru dans Le Journal du dimanche, pour les Français en moyenne, une personne est riche quand elle gagne 6.308 euros ou plus par mois, rapporte Le Nouvel Observateur.

23% des sondés estiment qu'une personne est riche quand elle gagne entre 5.001 et 10.000 euros par mois, 21% entre 4.001 et 5.000 euros, 14% entre 3.001 et 4.000 euros, 22% entre 2.001 et 3.000 euros et 9% 2.000 euros ou moins par mois.

Enfin, pour 8% des sondés, il faut gagner plus de 10.000 euros par mois pour accéder à ce statut.

Conséquence logique, quand on demande aux sondés quelles sont les personnes qui devraient être concernées par la taxe sur les super-riches, ils sont 35% à souhaiter qu'elle soit appliquée aux foyers disposant de 250.000 euros de revenus à l'année (le gouvernement prévoit pour l'instant de ne taxer que les foyers à plus de 500.000 euros).

Pour 22%, il faudrait même que la taxe de 3% touche les revenus de 200.000 euros ou plus, voire 150.000 euros (17%) et même 100.000 (25%). (lepost.fr 03.10)

Ils parlent ici d'une personne seule, mais on peut l'appliquer à un ménage dans la mesure où les charges fixes et les biens d'équipement sont partagés (loyers ou traites, électricité, gaz, eau, crédit de la voiture, assurances) et représentent au total les trois quart des dépenses que l'on vive seul ou en couple.

On peut mesurer ici la frustration des travailleurs lorsque 45% considèrent qu'on est riche à partir de 3001 euros par mois.

Ils seraient en train de préparer les esprits des couches moyennes et supérieures à être plus taxées...

Politique

Grèce

Le gouvernement grec a approuvé dimanche soir un plan visant à réduire le nombre de fonctionnaires, contrepartie la plus controversée au déblocage de l'aide financière du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne (UE).

Le projet crée une "*réserve de travail*", où 30 000 fonctionnaires seraient affectés d'ici la fin de l'année avec une baisse de 40 %

de leur rémunération. Au bout d'un an, ils seraient licenciés. "*La mesure de réserve de travail a été approuvée à l'unanimité*", a déclaré à Reuters un vice-ministre présent à la réunion du conseil des ministres. (lemonde.fr 02.10)

Qui décident en dernière instance et appliquent ? Le gouvernement et les députés inféodés aux marchés financiers, dès lors c'est contre eux qu'il faut axer le combat et non en direction de l'UE ou du FMI.

Bahreïn

Le Bahreïn continue de condamner à de lourdes peines de prison les acteurs de la protestaion populaire qui agite le pays depuis le 14 février. Trente-six protestataires chiites, dont des étudiants, ont été condamnés lundi 3 octobre à des peines d'au moins quinze ans d'emprisonnement par un tribunal spécial pour des affaires liées au mouvement de contestation.

Les 36 personnes étaient jugées dans trois affaires différentes, dont le meurtre d'un Pakistanais au cours du soulèvement qui a secoué ce petit royaume du Golfe de la mi-février à la mi-mars. Quatorze hommes ont été condamnés à la perpétuité (vingt-cinq ans) après avoir été reconnus coupables d'avoir battu à mort un Pakistanais 'à des fins terroristes' et d'avoir '*participé à des rassemblements illégaux*', selon le procureur militaire, Youssef Fleifel, cité par l'agence officielle BNA.

Quinze autres ont été condamnés à quinze ans de prison chacun après avoir été reconnus coupables de tentative de meurtre de militaires, de participation à des manifestations et '*d'actes de vandalisme*' à l'université du Bahreïn. Dans le troisième procès, un étudiant a été condamné à dix-huit ans de prison et six autres à quinze ans, pour '*tentative de meurtre*' de plusieurs personnes à l'université, selon l'agence. (lemonde.fr 03.10)

Social

France

1- Le dernier haut-fourneau lorrain en activité va fermer, lundi 3 octobre, à Hayange (Moselle), une fermeture temporaire selon le groupe ArcelorMittal, mais qui pourrait signer l'arrêt définitif de la '*filière liquide*' dans la région, s'inquiètent syndicats et élus.

Le numéro un mondial de la sidérurgie a annoncé le 8 septembre la fermeture pour une durée indéterminée du haut-fourneau P6 du site de Florange (situé sur le territoire de la commune de Hayange), spécialisé dans la fabrication d'acier à très haute valeur ajoutée.

Cette fermeture, justifiée par une baisse saisonnière de l'activité, est 'conjoncturelle, temporaire et provisoire', a assuré le 9 septembre le directeur du site, Thierry Renaudin. Promesse relayée mardi par le ministre de l'industrie Eric Besson, qui a déclaré espérer un redémarrage du haut-fourneau 'pour le début de l'année prochaine'.

En attente d'un feu vert bruxellois, un ambitieux projet de captage-stockage de CO_2 pourrait voir le jour à Florange, pour lequel l'Etat français a prévu 150 millions d'euros dans le cadre des investissements d'avenir, a rappelé M. Besson. Mais l'annonce, survenant après la prolongation de l'arrêt du second haut-fourneau de Florange (le P3), et deux ans après la fermeture à Gandrange (Moselle) d'une autre usine d'Arcelor, a suscité l'inquiétude des syndicats et des élus.

Samedi, une manifestation a réuni de Hayange à Florange près de 1 500 personnes, avec à sa tête des élus de tous bords, dont le président UMP du conseil général de Moselle Patrick Weiten et la députée socialiste Aurélie Filipetti. Les commerçants de la vallée, en signe de solidarité, ont baissé leur rideau de 14 heures à 16 heures. (lemonde.fr 02.10)

2- L'allocation équivalent retraite (AER), qui s'appellera désormais '*allocation transitoire de solidarité*' (ATS), va être rétablie pour les seniors au chômage nés entre juillet 1951 et décembre 1953, avec un effet rétroactif au mois de juillet, a annoncé lundi le ministre du travail Xavier Bertrand sur RMC et BFM TV.

L'AER avait été instaurée en 2002 pour les demandeurs d'emploi de moins de 60 ans ayant leurs trimestres de cotisation à l'assurance retraite et garantissait aux bénéficiaires quelque 1 000 euros mensuels maximum, pour faire la jonction entre la fin des allocations chômage et le début d'une pension.

Le gouvernement avait définitivement supprimé cette allocation le 1er janvier dernier, sauf pour ceux qui la touchaient déjà, laissant des milliers de seniors avec au mieux l'allocation spécifique de solidarité (467 euros mensuels maximum) allouée aux chômeurs en fin de droits, jusqu'à l'âge officiel du départ en retraite. Or depuis le 1er juillet cet âge s'accroît de quatre mois par an.

L'ATS permettra aux chômeurs ayant leurs années de cotisation mais pas encore l'âge légal de retraite de faire la jonction et de toucher au total environ 1 000 euros par mois. (lemonde.fr 02.10)

Période électorale oblige !

Grande-Bretagne

Alors que s'ouvre le congrès du Parti conservateur britannique au pouvoir, environ 30 000 personnes ont défilé à Manchester (nord-ouest de l'Angleterre) dimanche 2 octobre, pour dénoncer les coupes budgétaires, selon des chiffres communiqués par la police.

"*Conservateurs pourris, dehors*", ont crié les manifestants en passant devant le centre qui accueille la conférence nationale des Tories. De nombreux fonctionnaires, dont des enseignants et des sapeurs-pompiers, mais aussi des employés du privé ont répondu à l'appel de la confédération des syndicats britanniques, le Trade Union Congress (TUC), qui a intitulé le défilé "*L'alternative - emplois, croissance, justice*".

"*Je suis contre la politique du gouvernement de réduction du montant des retraites. Il y des milliers de personnes ici, mais connaissant les conservateurs, je doute qu'ils écoutent*", a estimé Gerry Collier, 64 ans, employé dans une entreprise de vérification des alarmes incendie. Les pancartes dans la foule affirmaient "Manchester, une ville unie contre les coupes" ou encore "Il doit partir", un message adressé au premier ministre conservateur David Cameron.

Le gouvernement britannique, auquel participent les conservateurs et les libéraux-démocrates, a lancé l'an dernier un plan d'austérité drastique, considéré comme l'un des plus sévères des grands pays développés, afin de venir à bout d'ici 2015 d'un déficit colossal. Ce plan se traduit notamment par une réforme des retraites du secteur public et la suppression de plus de 300 000 postes d'ici quatre ans dans le public. (lemonde.fr 02.10)

Hier dans ma causerie, j'ai écrit que lier le combat pour l'annulation de la dette à la rupture avec l'UE et le FMI était insuffisant et qu'il fallait l'axer contre les institutions dans chaque pays en Europe, je précisais aussi qu'axer son combat contre l'euro n'était pas pertinant car les prolétariats d'autres pays que ceux de la zone euro en Europe étaient soumis à la même politique d'austérité, vous avez ici un exemple qui illustre mon propos.

Etats-Unis

Les indignés de Wall Street ne donnent pas signe de vouloir lever le camp.

Le mouvement "*Occupy Wall Street*" (Occupons Wall Street), entré dans sa troisième semaine, fait aussi des émules en dehors de New York.

L'interpellation de 700 personnes sur le pont de Brooklyn au cours du week-end a attisé la colère des protestataires qui campent au coeur de Manhattan pour dénoncer les excès de la finance et des multinationales. Au départ, il ne s'agissait que d'une poignée d'étudiants installés jour et nuit à Zuccoti Park, une place proche du quartier de la finance. Mais au lendemain des interpellations de samedi, ils étaient des centaines de manifestants à afficher leur détermination et des groupes dans d'autres grandes villes américaines se sont joints au mouvement.

Un porte-parole du mouvement Patrick Bruner a appelé lundi les manifestants à se déguiser en zombies de la bourse et dévorer des billets de Monopoly pour que les employés de la finance puissent voir "le reflet métaphorique de leurs actes".

Lundi matin, à l'heure du réveil sur le camp, plusieurs dizaines de policiers avaient déjà pris position en formation en face des manifestants.

John Hildebrand, 24 ans, enseignant sans emploi habitant à Norman dans l'Oklahoma, émergeait de son sac de couchage. Il a raconté qu'il était arrivé samedi à New York après avoir trouvé un billet d'avion bon marché. "*Le problème pour moi, c'est l'influence des grands groupes sur la politique. J'aimerais éliminer le financement des grands groupes de la politique*", a-t-il expliqué, disant avoir prévu de rentrer chez lui mardi et d'organiser une manifestation similaire là-bas.

De son côté, William Stack a envoyé un courrier électronique aux responsables de la municipalité les exhortant à abandonner toutes les charges contre les personnes interpellées. "*Ce n'est pas un crime de demander que notre argent soit dépensé pour satisfaire les besoins de la population, pas pour renflouer massivement les grandes sociétés*", écrit-il. "*Les vrais criminels sont dans les conseils d'administration et les bureaux de direction de Wall Street, ce ne sont pas les gens qui défilent pour des emplois, des soins de santé et un moratoire sur les saisies immobilières*". (AP 03.10)

Economie

Grèce

La Grèce manquera les objectifs de déficit qui lui ont été assignés par ses bailleurs de fonds internationaux pour cette année et la suivante, selon les chiffres publiés dimanche par le ministère grec des Finances après l'approbation par le gouvernement du projet de budget 2012. (Reuters 02.10)

Haut de page

Le 5 octobre

Tous les jours ici on subit des coupures de courant, c'est infernal, en réalité c'est de pire en pire. Ce matin en discutant avec mon propriétaire j'ai appris qu'une nouvelle centrale nucléaire aurait dû entrer en activité il y a deux mois au Tamil Nadu, mais que suite à Fukushima la population s'était mobilisée pour en empêcher le démarrage. Je connais bien le pays et j'imagine comment les choses se sont passées : un potentat local ou un groupe lié à un politicien local de l'opposition a manipulé la population totalement arriérée afin d'empocher une forte somme d'argent en échange de quoi tout rentrera dans l'ordre d'ici peu. C'est le pouvoir central à Delhi qui gère directement cette centrale et ce problème.

Evidemment, je ne suis pas pour l'énergie nucléaire, mais en l'absence de solution de rechange dans l'immédiat, on est bien obligé de faire avec, à moins de vouloir faire comme Gandhi et retourner à l'Age de pierre ! Eh oui encore un terrible paradoxe !

Hier soir j'étais prêt à aller me coucher sur les coups de 22h, pas bol au même moment ils ont coupé le courant. Comme chaque fois, j'ai tourné en rond en attendant que le courant revienne, trop crevé pour bosser ou lire, j'ai fumé une clope, puis je me suis décidé à récupérer des rallonges dans la maison pour connecter un ventilateur dans la chambre sur les coups de minuit. A peine quinze minutes plus tard le courant était revenu, je me suis résolu à laisser les fenêtres ouvertes et à essayer de dormir avec seulement le ventilateur, car j'en ai marre de me relever pour rouvrir les fenêtres, puis les refermer et ainsi de suite, déjà que j'ai du mal à m'endormir. Dans la matinée j'étais tellement crevé (et fiévreux) que j'ai été me reposer un peu, à force on finit par ne plus jamais être en forme, on a du mal à se concentrer sur une question, c'est très pénible. Bon il y a pire, je sais, comme se coltiner son patron ou un cheffaillon en arrivant le matin au boulot... Qu'est-ce qu'on deviendrait sans la lutte de classe ?

Dans la rubrique Tribune libre vous trouverez quatre documents mis en ligne aujourd'hui. J'ai ajouté dans la rubrique Défense du marxisme, un article de Trotsky de 1921 *Les leçons de la Commune* . Une analyse sans concession qui met en lumière l'absence d'"*une organisation dirigeante centralisée*, le parti, de type bolchevik bien entendu. Et un article de Lénine de 1919 *Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat*. Si vous cherchiez où nous puisions notre inspiration, vous avez la réponse.

Je vous signale la création par un camarade d'un blog sur l'Algérie dont voici l'adresse : http://ecoutevoisparle.over-blog.net/article-actualite-sociale-algerie-22-09-2011-84912106.html

Quelques éléments de réflexion sur les documents reçus du POI. Je remercie au passage les deux camarades qui me les ont envoyés.

"*Les travailleurs veulent chasser une politique, un président, un gouvernement tout entiers au service de la classe capitaliste et de ses institutions.*"

Erreur ou grave imprécision, le président et le gouvernement ne sont pas au "*service*" des institutions ils en font partie, mieux, l'Assemblée nationale et le Sénat ont pour seule fonction de mettre en musique la politique décidée par le président et son gouvernement, selon la distribution des rôles et des fonctions (commissions) au sein de ces augustes assemblées entre les différents partis qui les composent et qui sont tous inféodés au capital, le tout orchestré par la Constitution de la Ve République.

"*Ce que veulent les travailleurs, c'est que soient prises les mesures d'urgence et de sauvegarde de la classe ouvrière et de la démocratie*".

Question : est-ce vraiment l'objectif du combat du mouvement ouvrier que de faire en sorte que finalement les travailleurs bénéficient de conditions leur permettant de supporter le capitalisme ? Est-ce compatible avec l'objectif du socialisme, l'émancipation du règne de l'exploitation et de l'oppression... ?

Autre question qui concerne également le point précédent : faut-il systématiquement que la ligne politique d'un parti ouvrier s'aligne sur ce que "*veulent les travailleurs*", quite à alimenter leurs illusions au lieu de les aider à s'en défaire ?

Le miracle du suffrage universel ou le mirage de la révolution par les urnes :

"*Partisan de restaurer le suffrage universel dans toute sa signification démocratique, le Parti ouvrier indépendant se prononce pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine composée de délégués élus, mandatés et révocables concentrant entre leurs mains le pouvoir d'édifier des institutions libres et souveraines capables de briser la dictature de la troïka.*"

Quand le suffrage universel a-t-il pris "*toute sa signification démocratique*" ? Mystère !

Mystification : Est-ce possible quand la classe qui détient le pouvoir (économique) représente une minorité de la population, celle des exploiteurs ? Peut-être sous la IIIe (1936) ou la IVe République (1947) quand des partis inféodés au capital, la SFIO et le PC (associés à des partis bourgeois au gouvernement) avaient été portés au pouvoir ? En 1981, qui sait ? Où, quand a-t-on vu une telle assemblée réunissant ces qualités et se donnant pour objectif de briser la dictature du capital ? Nulle part, jamais, je pense qu'il est bon de le préciser ou de le rappeler.

Ce n'est pas à une hypothétique Assemblée constituante d'"*édifier des institutions libres et souveraines*", passons sur le pléonasme, comment des institutions pourraient êtres libres sans être souveraines, mais au prolétariat révolutionnaire au cours de sa mobilisation pour renverser le régime en place que revient cette prérogative de créer les piliers de son propre Etat. S'il revenait à un unique organisme situé à Paris d'en décider, le prolétariat des villes et des campagnes se sentirait comme dépossédé de sa révolution, sa mobilisation décroîtrait pendant que la réaction s'armerait pour vaincre la révolution. C'est dans chaque grande ville, chaque département ou région que le prolétariat révolutionnaire devra constituer ses organismes de pouvoir politique indépendant de l'ancien régime, dont les délégués élus à cet effet constitueront le pouvoir central de la révolution, du nouveau régime, du nouvel Etat.

(Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat - 16 décembre 1919 - V. Lénine) Extrait.

- "La comparaison des élections à l'Assemblée Constituante en novembre 1917 et du développement de la révolution en Russie d'octobre 1917 à décembre 1919 nous permet de tirer des conclusions sur le parlementarisme bourgeois et la révolution prolétarienne dans tout État capitaliste. Essayons de les énoncer brièvement.

1. Le suffrage universel permet de mesurer dans quelle mesure les classes comprennent leurs tâches. Il révèle comment elles tendent à résoudre les problèmes qui se posent devant elles. Mais les solutions elles-mêmes de ces tâches se décident non par le vote, mais par toutes les formes de la lutte des classes, jusques et y compris la guerre civile.

2. Les socialistes et les social-démocrates de la 2e Internationale se placent au point de vue de la petite bourgeoisie démocrate, partagent ses préjugés et pensent avec elle qu'il est possible de trancher par le vote les questions essentielles de la lutte des classes. (...)

7. Dans tous les pays capitalistes, à côté du prolétariat ou de cette portion du prolétariat qui, consciente de ses devoirs révolutionnaires, était capable de combattre pour les accomplir, on observe des masses nombreuses, inconscientes, prolétariennes, à demi prolétariennes, à demi petites-bourgeoises, qui suivent la bourgeoisie et la petite bourgeoisie démocrate (et notamment les « socialistes » de la 2e Internationale) ; trompées par la bourgeoisie, ne croyant pas en leurs propres forces et en celles du prolétariat, elles ne se rendent pas compte de la possibilité d'obtenir, par l'expropriation des exploiteurs, la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Ces couches des masses laborieuses fournissent des alliés à l'avant-garde du prolétariat ; mais le prolétariat ne peut conquérir ces alliés que par l'exercice du pouvoir politique, c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie et détruit son mécanisme de gouvernement.

8. Dans tout pays capitaliste les forces du prolétariat sont incomparablement plus grandes que sa puissance numérique par rapport à l'ensemble de la population. Le prolétariat domine économiquement le centre et les nerfs du système économique capitaliste, tout entier. Et il représente en même temps, économiquement et politiquement les intérêts véritables de l'immense majorité des travailleurs.

C'est ainsi que le prolétariat, même quand il ne forme dans la population qu'une minorité (ou quand l'avant-garde consciente et véritablement révolutionnaire du prolétariat ne forme qu'une minorité dans la population) peut renverser la bourgeoisie et attirer ensuite de son côté, du sein des demi-prolétaires et des petits-bourgeois, de nombreux alliés, qui ne se prononceraient jamais, par anticipation, pour la dictature du prolétariat (dont ils ne peuvent comprendre ni les conditions, ni les tâches) s'il ne leur était facile de se convaincre par leur propre expérience de l'inéluctabilité, de la légitimité et de la rectitude de la dictature prolétarienne."

Revenons aux documents du POI.

Pas d'entourloupes !

"*A bas les institutions de la Ve République*", etc "*en s'attachant à traduire ces mots d'ordre dans chacune des revendications concrètes des travailleurs et de la jeunesse*", non, en les reprenant tels qu'ils figurent ici, car ils expriment des objectifs politiques dont les travailleurs doivent se saisir.

On sait ce que ce genre de formules recouvre : une déclaration et trois petits tours et puis s'en vont, ces mots d'ordre ne figurent plus nulle part dans les interventions des militants, les comptes-rendus des réunions publiques l'attestent amplement.

La culture des illusions a la vie dure, une honte, délirant, le POI demande un rendez-vous à Sarkozy pour qu'il reçoive une délégation d'élus derrière lesquels il camoufle son allégeance à un président massivement rejeté par les travailleurs et jeunes :

"*En aidant à constituer la délégation de maires qui se rendra à l'Elysée début décembre pour dire : « Respect du suffrage universel, ne mettez pas en place les schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) ».*"

Alors qu'il ne se passe pas une semaine depuis des mois où la population est sondée et manifeste son rejet massif et sans appel de Sarkozy, le POI s'apprête à le rencontrer. On ne pourrait faire pire pour lui trouver un semblant de légitimité qu'il n'a pas.

Au passage, cela démontre en mettant en scène des élus dénués de conscience politique ou particulièrement arriérés sur ce plan-là, que le POI est déterminé à refuser de s'adresser ou de prendre en compte les couches du prolétariat les plus avancés qui n'attendent rien de Sarkozy, à moins que ses dirigeants en soient incapables, ceci expliquant cela. Pourquoi, je vous laisse répondre à cette question.

Cette démarche ne peut s'expliquer qu'à travers les illusions que ces élus ont manifesté dans Sarkozy, qui ne savent pas encore à qui ils ont à faire, il faut être incurable pour en être encore à ce niveau-là d'ignorance quand on est élu, ou alors les motivations qui les animent n'ont rien à voir avec les préoccupations des travailleurs, ils représentent davantage la petite-bourgeoisie qui avait mis ses espoirs dans Sarkozy, et qui déçue par sa politique lui demande de lui fournir des explications.

Que vont répondre les militants du POI aux militants des autres partis qui vont les chambrer : tiens cela vous reprend, cela faisait longtemps, peut-être qu'après vous retournerez faire un petit tour à Bruxelles, etc. Les militants du POI ne comprennent pas l'aversion ou le rejet catégorique qu'inspire leur parti à de nombreux militants, camarades, ne cherchez pas ailleurs. Vous devez comprendre que les militants qui éprouvent une profonde haine envers Sarkozy au même titre que de très nombreux travailleurs, ne puissent pas vous suivre sur ce terrain-là, c'est parfaitement légitime.

Auto-proclamation, auto-satisfaction, le pendant des séances d'autocritiques pratiquées hier par les staliniens :

"*Nous faisons nôtre l'appel lancé hier, devant des milliers de travailleurs et de jeunes, par la tribune du meeting internationaliste*", alors qu'il s'agissait des mêmes militants ou dirigeants !

"*Le congrès transmet son salut fraternel au comité de coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui se réunit la semaine prochaine à Alger*", les dirigeants du POI s'adressent à eux-mêmes, aux dirigeants du POI qui pilotent l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. C'est franchement pathétique !

Autre chose très vite, on actualisera demain les infos en bref.

A propos de la dictature de la dette. A bas les privilèges ! Quand les privilèges du régime féodal faisaient obstacles au développement du mode de production capitaliste, la bourgeoisie s'en servit comme mot d'ordre fédérateur pour mettre à bas la monarchie. Les concessions politiques que Louis XVI était prêt à lui accorder étaient insuffisantes, les deux régimes ne pouvaient coexister, le système féodal devait être abrogé, ce qui nécessitait que la bourgeoisie dispose du pouvoir politique.

De nos jours, la dette de l'Etat est le produit des privilèges exhorbitant que les capitalistes se sont octroyés, privilèges qui prend ses racines dans le système d'exploitation de la propriété privée des moyens de production, qu'incarne au-delà le pouvoir de l'aristocratie financière, des banquiers et des assureurs, des banques centrales, pour imposer leur dictature aux exploités.

A bas la dette, abolition des privilèges des capitalistes, socialisation des moyens de production, tout le pouvoir aux travailleurs ! (A développer)

Haut de page

Le 6 octobre

Je n'ai plus le temps d'actualiser les articles de presse, ce sera pour demain.

Nous vivons dans un monde merveilleux

Italie. "*Amanda Knox, la gracieuse étudiante américaine, s'est envolée pour Seattle*", après avoir été accusée d'avoir participé à l'assassinat de sa colocataire Meredith Kercher, le 1er novembre 2007. (source Libération.fr 05.10)

La veille aux infos du soir sur TV5Monde Asie, un journaliste avait laché que sa famille avait dépensé un million de dollar pour obtenir son acquittement : c'est fait !

Les professionnels de l'intox en action

Le corps d'une jeune syrienne de 18 ans, Zeinab Al-Hosni, avait été retrouvé décapité, démembré, en partie calciné, cet horrible crime avait été attribué au régime syrien., selon Amnesty International.

"*Je me suis présentée aujourd'hui à la police pour dire la vérité. Je suis vivante, contrairement à ce qu'ont dit les menteurs des chaînes de télévision par satellite*", a dit la jeune femme lors de cet entretien télévisé, affirmant que sa mort avait été inventée pour "*servir les intérêts étrangers*".

Habillée de noir, un voile sur la tête, la jeune femme a montré une carte d'identité portant le nom de Zeinab Al-Hosni.

"*Nous avons parlé à la famille et ils ont confirmé que la personne apparue à la télévision était Zeinab*", a dit à Reuters Nadim Houri, un représentant de l'organisation Human Rights Watch à Beyrouth. "*La mère a dit que c'était bien sa fille*", a ajouté Nadim Houri. Toutefois, M. Houri a souligné que la réapparition de l'adolescente n'enlevait rien au fait qu'une "*femme décapitée avait été remise à la famille Hosni*".

En septembre, son histoire avait fait le tour du monde, après l'annonce par des organisations internationales des droits de l'homme de la découverte de son corps décapité et démembré. L'organisation internationale de défense des droits de l'homme Amnesty International, dénonçant les exécutions de détenus en Syrie, avait cité le 23 septembre le cas de cette jeune femme, arrêtée à Homs, dans le centre du pays et dont le corps mutilé avait été récupéré par sa famille. (lemonde.fr 05.10)

Vous savez pourquoi je n'ai pas commenté l'annonce de la non-candidature de Borloo ? J'attendais de voir la suite, et je n'ai pas été longtemps à attendre : depuis l'UMP a débloqué 500 000 qu'il devait au Parti Radical...

Le POI tient-il vraiment à être la risée du mouvement ouvrier ?

Le POI dans un délire mégalomaniac difficilement compréhensible et supportable demande un rendez-vous à Sarkozy, parce que voyez-vous il ne mesurerait pas les conséquences de sa politique anti-ouvrière, comme s'il en avait quelque chose à foutre entre nous, alors qu'il est illégitime et minoritaire dans le pays, massivement rejeté, honni littéralement par la majorité des masses exploitées, affimions-nous hier, et nous posions une question : quels intérêts représentent vraiment un tel parti, quelles sont les véritables intentions de ses dirigeants ? Certainement pas les intérêts de ceux qui ont hâte de le chasser du pouvoir.
Un dernier témoignage en date :

- Près de 60% des Français ne souhaitent pas que le président sortant, Nicolas Sarkozy, se présente à l'élection présidentielle 2012, selon un sondage Ipsos pour Le Point diffusé ce mercredi. Ils sont exactement 58%.

Seuls 36% des Français souhaitent que le chef de l'Etat soit candidat. (20minutes.fr 05.10)

Ils ne veulent plus le voir, ils ne veulent plus en tendre parler, comment il faut vous le dire, ils font comme s'il était déjà parti, mort, vous comprenez ? Non, c'est incurable à ce niveau-là. Voilà une question que les militants du POI ferait bien de cogiter sérieusement, si je peux me permettre.

Hier soir, ils ont diffusé sur TV5Monde Asie un documentaire remarquable sur le Front populaire de 1936 à 1938. La bande annonce diffusée les jours précédents disait "*Une parenthèse enchantée qui va rendre le sourire aux Français*... pour peu de temps ! On a vu et entendu à de nombreuses reprises Blum, Thorez et Duclos, Daladier, le documentaire débordait sur la guerre d'Espagne et l'arrivée d'Hitler et Mussolini au pouvoir.

Le déroulement pas à pas du Front populaire jusqu'à sa chute, les concessions insupportables de Thorez aux radicaux, ses trahisons successives présentées comme le moindre mal face à la menace du fascisme, le tout m'a fait penser irrésistiblement à la politique opportuniste du POI, son discours sur la défense de la République, de la démocratie, au détriment du socialisme et de la révolution qui allait frayer la voie au régime de Vichy ou au fascisme en Espagne.

La crainte par Blum d'un coup d'Etat militaire similaire à celui de Franco, de la guerre civile, sa capitulation devant les barons de la finance et de l'industrie qui menaçaient de mettre le pays à feu et à sang et qui c'est traduite pas son refus de se ranger au côté de la classe ouvrière pour exiger que les accords de Matignon soient respectés, etc. se sont soldés par son éviction du pouvoir et le retour au pouvoir des seuls radicaux s'appuyant sur le premier parti de France (un million d'adhérents en novembre 38 après avoir fédéré toutes les forces de la réaction), celui du colonel de La Roque, la chasse aux militants communistes, l'envoie de l'armée dans les usines, l'arrestation des dirigeants de la SFIO et du PCF, de la CGT, bref une féroce répression accompagnée de la fin des "deux dimanches", la semaine de 40h et la liquidation des acquis du mouvement révolutionnaire qui avait débuté en 36.

Pourquoi ? Parce que Blum et Thorez n'ont cessé de reculer, de concessions en reniements. Plus de deux millions de grévistes déterminés à aller jusqu'au bout, 10 000 entreprise (et fermes !) occupées dans tout le pays, trois millions d'adhérents à la CGT en quelques mois, 200 000 travailleurs adhèrent dans la foulée au PCF scandant : des soviets partout, le pouvoir aux travailleurs ! Mais les dirigeants de la SFIO et du PCF étaient inféodés à l'ordre établi et s'avèreront incapables d'aller jusqu'au bout et de rompre avec le capitalisme.

De concession en concession on en est arrivé à la situation où il n'existe plus de parti révolutionnaire en France et nulle part dans le monde. Après on se demande pourquoi les masses sont désespérées en Grèce ou ailleurs en Europe, il y a de quoi non ? Les radicaux quand ils renversèrent Blum, ils lui reprochèrent de ne se tourner que vers la classe ouvrière, d'oublier la petite-bourgeoisie, les artisans, les commerçants, les petits-patrons, les paysans qu'étranglaient les mesures prises par le Front populaire, dont l'augmentation des salaires de 30%.

En réalité, Blum ne s'était pas suffisamment tourné vers la classe ouvrière, le gouvernement asphixié financièrement par la spéculation boursière et l'évasion des capitaux s'est refusé à nationaliser la Banque de France ce qui lui aurait permis d'octroyer des prêts avantageux à la petite-bourgeoisie et de l'atteler au char du prolétariat révolutionnaire, parce qu'il n'a pas voulu s'attaquer aux privilèges de l'aristocratie financière, de la même manière qu'il a refusé de nationaliser les grandes entreprises, laissant le soin aux radicaux, à Doriot et de La Roque de regrouper la petite-bourgeoisie...

Blum et Thorez effacèrent de leur discours les mots révolution et socialisme, soviet, Etat ouvrier, pour ne pas effrayer les petits-bourgeois, les démocrates, les républicains, ils voulaient ménager le loup et l'agneau, on connaît la suite.

Dès que la réaction se fit menaçante, Thorez remplaça la révolution par la démocratie pour faire face au fascisme, il prétendra même que cela permettra d'éviter la guerre. Partout en Europe ce fut la ligne politique de l'Internationale communiste aux mains de Staline. Inutile d'épiloguer tout le monde connaît la suite.

Du coup, j'en suis arrivé à me demander si le POI reprenait la méthode de l'Association internationale des travailleurs de Marx et Engels ou celle de Thorez-Staline qui a fait merveille ? Je me pose cette question, je ne prétends pas y donner une réponse ici. C'est grave bien sûr quand on en mesure les conséquences. N'y voyez pas un tour de malice de ma part, je tape ces lignes au clavier sans avoir fait de brouillon, je m'interroge tout simplement, et c'est parfaitement mon droit. (A suivre)

Si véritablement vous combattez pour le socialisme et porter la classe ouvrière au pouvoir, n'oubliez pas de préciser aux travailleurs que vous vous destinez à recruter que nous ne ferons pas l'économie de la guerre civile pour atteindre nos objectifs...

Politique

1- France. En famille.

Les groupes PS et UMP du Sénat ont conclu ce mercredi un accord pour que la commission des finances de la Chambre haute soit présidée par un sénateur UMP, a appris l'AFP auprès du groupe socialiste.

La présidence de cette commission devrait revenir, sauf surprise, à Philippe Marini. Valérie Pécresse, porte-parole du gouvernement, déclarait ce mercredi matin que ce dernier estimait «*indispensable à l'équilibre démocratique*» que la présidence de la commission des Finances du Sénat revienne à la droite. «*C'est une mesure de réciprocité légitime par rapport à l'effort qui a été fait à l'Assemblée nationale*», a ajouté la ministre.

Ce partage des rôles, sur le modèle de ce qui se fait à l'Assemblée nationale depuis le début du quinquennat, a été proposé la semaine passée par le Vert Jean-Vincent Placé après la victoire de la gauche aux sénatoriales le 25 septembre. (20minutes.fr 05.10)

2- Grèce

2.1- A Athènes, dans les manifestations ou sur les murs on appelle à monter sur les barricades. Mais face à la crise financière et à l'austérité qui ont mis leur pays à genoux, la colère des Grecs a fait place au renoncement et au désespoir.

Le gouvernement a annoncé dimanche un nouveau tour de vis budgétaire et prévoit une récession en 2012, pour la quatrième année d'affilée. De quoi laisser augurer de nouvelles réformes dures à supporter. Les inspecteurs de la "troïka" (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne) suggèrent déjà de baisser le salaire minimum.

Le gouvernement grec n'a rien d'autre à promettre que des souffrances supplémentaires. Les réformes et privatisations successives, la baisse du traitement des fonctionnaires et les hausses d'impôts n'ont pas suffi à convaincre ses bailleurs de fonds que la Grèce pourrait éviter un défaut.

Impossible, dans les rues de la capitale, d'échapper au climat ambiant de désespoir. A un carrefour animé, un vieil homme traverse en criant "*Les 300 députés ont tout volé !*". Personne n'y prend garde. La force de l'habitude.

Tous les jours, des opposants à la rigueur manifestent plus ou moins pacifiquement place Syntagma, leur point de ralliement dans le centre d'Athènes. Un jour ce sont des anarchistes qui lèvent leur poing à l'unisson, le lendemain des militaires de réserve, parfois des lycéens en grève.

Pourtant, très peu de Grecs envisagent de quitter l'euro bien que, selon un récent sondage, une majorité s'attende à un défaut dans les mois à venir.

Les licenciements déguisés dans le secteur public ont brisé un tabou vieux d'un siècle en Grèce, où le statut des fonctionnaires est protégé par la Constitution. Les syndicats ont promis de se battre et au moins deux grèves générales auront lieu dans les semaines à venir.

"*Il n'y a rien que des gens désespérés ne puissent faire*", veut croire le secrétaire général d'Adedy, principal syndicat de fonctionnaires. "*On a perdu notre travail, nos enfants sont au chômage, nous sommes scandalisés. Le gouvernement fait du mal au pays et doit partir*", dit Ilias Iliopoulos.

Même si nombre d'entre eux réclament le départ du gouvernement socialiste, les Grecs ne voient pas d'alternative.

Pour Antonis Makrydimitris, professeur de sciences politiques à l'université d'Athènes, ils accepteront les réformes d'une manière ou d'une autre, conscients qu'il n'y a pas d'autre solution. (Reuters 04.10)

2.2- Des manifestants ont bloqué mardi matin les entrées des ministères grecs des Finances et du Travail à Athènes pour protester contre les réductions d'effectifs et les baisses de salaires dans la fonction publique.

Rassemblés devant le ministère des Finances, les manifestants ont affirmé qu'ils ne voulaient pas faire partie des milliers de fonctionnaires suspendus ou dont les salaires vont être réduits dans le cadre de restrictions budgétaires supplémentaires décidées par le gouvernement. (AP 04.10)

2.3- Frustrés et en colère, les fonctionnaires grecs étaient en grève mercredi, paralysant le secteur public. Ils protestent contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement pour essayer d'éviter un défaut de paiement du pays.

Au moins 16.000 manifestants se sont retrouvés dans le centre d'Athènes, et quelque 10.000 autres à Thessalonique, dans le nord du pays. Dans le même temps, la manifestation regroupait environ dix mille personnes à Salonique, toujours selon la police. La grande majorité d'entre eux ont défilé dans le calme, mais quelques dizaines de protestataires, près du Parlement, dans la capitale, ont jeté des pierres sur la police anti-émeutes qui a répliqué par des tirs de gaz lacrymogènes. Au moins un homme, dont le visage était couvert de sang, a été blessé.

Les contrôleurs aériens participaient aussi à ce mouvement de grève de 24 heures, entraînant l'annulation de tous les vols dans les aéroports du pays. Seuls les services d'urgence fonctionnaient dans les hôpitaux publics, alors que les avocats, les enseignants, les employés des impôts, ainsi que ceux de la télévision et de la radio publiques étaient également en grève. Les employés des transports publics ont également procédé à des arrêts de travail dans la matinée et dans la soirée. (AP 05.10)

Social

1- France

1.1- Hausse du chômage en perspective en 2011, 2012, 2013...

En 2011, comme en 2012, la situation ne devrait pas s'améliorer sur le front de l'emploi en France. C'est la conclusion à tirer des perspectives économiques publiées ce mardi par Pôle emploi.

Après un été bien morose, (plus de 110.000 nouveaux inscrits à Pôle emploi entre mai et août 2011 dans les trois principales catégories A, B, C regroupant les demandeurs d'emplois ayant ou non exercé une courte activité), le nombre de demandeurs d'emplois devrait rester élevé. (20minutes.fr 04.10)

1.2- La thérapie par le travail, non l'inverse...

Depuis dix ans, les pathologies liées au travail ont évolué : si certaines comme l'asthme professionnel connaissent une diminution, d'autres, telles que les risques psychosociaux (dépression, stress, violences, etc.), ont enregistré une '*constante augmentation*'.

Ce sont les conclusions d'un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), publié mardi 4 octobre, qui s'appuie sur les données recueillies dans les 32 centres de consultation de pathologie professionnelle (CCPP) intégrés dans les CHU en France. Depuis 2001, ceux-ci sont réunis en réseau et ont enregistré plus de 200 000 consultations.

Les pathologies professionnelles recensées par les CCPP, qui examinent en général les cas les plus complexes de problèmes de santé au travail, concernent en premier lieu les maladies de l'appareil respiratoire (24 %), notamment les problèmes liés à la respiration de particules d'amiante ou à l'asthme professionnel.

Mais les risques psychosociaux se hissent désormais en seconde position (22 %), devant les maladies de la peau (17 %), les troubles musculo-squelettiques (16 %), les tumeurs (8 %) et les pathologies de l'audition (6 %).

Ainsi, depuis 2001, 'les pathologies ou symptômes psychiques vus dans le réseau sont en constante augmentation chez les hommes comme chez les femmes', la hausse la plus importante concernant le secteur tertiaire. (lemonde.fr 04.10)

1.3- Ils baladent les anciens...

Les syndicats de retraités CFDT, CFTC, CGT, UNSA et la Fédération générale des retraités de la Fonction publique (FGR-FP) appellent à des manifestations dans toute la France jeudi, pour dénoncer le report de la réforme de la dépendance et la politique d'austérité. Un défilé national est prévu à Paris, et des rassemblements et manifestations dans une centaine de villes en province.

A Paris, le cortège quittera la place de la Bastille vers 14h30 en direction de celle de la Nation.

Quant aux mesures de lutte contre le déficit annoncées par le Premier ministre François Fillon le 24 août, les organisations syndicales estiment qu'elles auront "*des conséquences sur le pouvoir d'achat des retraités qui continue de se dégrader*".

"*Les organisations revendiquent une augmentation significative des retraites, en particulier pour les basses pensions. Elles revendiquent également un minimum de pension au niveau du SMIC et une nouvelle modalité d'indexation*", précise le communiqué.

"*Les retraités, comme tous les citoyens, attendent du gouvernement des décisions justes et équitables*", poursuivent les syndicats qui exigent "*des réponses nouvelles*", donnant la priorité à "*l'emploi, la cohésion sociale, la réduction des inégalités*", et "la maîtrise des déficits publics".

Tous les ans à la même époque, les fédérations syndicales de retraités appellent ainsi à manifester avec des revendications autour du pouvoir d'achat. (AP 05.10)

1.4- Le feu qui couve...

Les syndicats CGT, CFDT et FA-SPP (autonome) des pompiers professionnels appellent à une journée de grève et à une manifestation nationale à Paris le 3 novembre prochain contre une réforme de leur filière visant, notamment, à élargir les modalités de recrutement et à favoriser le recours au volontariat.

Dans un communiqué diffusé mercredi, les trois syndicats dénoncent une "*déconstruction de la filière sapeur-pompier professionnel*", dépendant de la Fonction publique territoriale.

Les trois syndicats -qui représentent 60% des voix dans la filière- annoncent qu'ils vont faire valoir leur "*droit d'opposition*" au protocole d'accord signé le 23 septembre dernier entre le gouvernement et quatre autres syndicats (FO, UNSA, CFTC et CGC).

Ils exigent en outre "*le retrait immédiat du projet de décret qui en découle*", et "*l'ouverture immédiate de négociations sur la réforme de notre filière avec les organisations syndicales représentatives présentes au Conseil supérieur de la Fonction publique territoriale*".

Les trois organisations appellent "*à une journée de grève et à une manifestation nationale*". "*Ce sera un défilé à Paris, sauf si d'ici là M. Guéant (le ministre de l'Intérieur) retire ce projet et accepte de rouvrir des négociations*", a déclaré mercredi à l'Associated Press Bruno Lebel, porte-parole du syndicat CGT.

Il a précisé qu'une première journée d'actions locales était prévue le lundi 17 octobre avec des dépôts de motion de protestation dans les préfectures. (AP 05.10)

2- Etats-Unis

Partis de New York, les "indignés" de Wall Street sont en train de se répandre à travers les Etats-Unis où leur colère se nourrit du niveau élevé du chômage, des saisies immobilières ou bien encore du plan de sauvetage sur fonds publics des grandes entreprises après la chute de Lehman Brothers, en 2008.

Des manifestations similaires aux rassemblements new-yorkais, où plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées, sont apparues de Los Angeles à Boston, de Chicago à St Louis et jusqu'en Floride.

Jeudi, un rassemblement est prévu dans la capitale fédérale, Washington.

"*A l'instar de la conscription, qui avait rendu la guerre du Vietnam plus personnelle, l'insécurité économique est en train de donner aux politiques économiques de ce pays un tour plus personnel*", compare Kevin Zeese, un des organisateurs du mouvement.

Des syndicats sont également en train de se joindre au mouvement. La branche new-yorkaise du Syndicat des employés du transport a vainement demandé à un juge fédéral d'interdire à la police de réquisitionner des chauffeurs de bus pour transférer les manifestants interpellés.

Le syndicat National Nurses United, principale organisation représentative des infirmières, a annoncé pour sa part qu'il s'associait à l'appel à manifester mercredi à New York. Et Healthcare-Now sera présent au rassemblement de Washington pour exiger que "les besoins humains l'emportent sur la cupidité des grandes entreprises".

A New York, imitant les "indignados" espagnols de la place de la Puerta del Sol, à Madrid, les indignés ont installé un campement dans le Zuccotti Park où ils entendent rester jusqu'à l'hiver.

A Los Angeles, des tentes ont été dressées devant le City Hall, le siège de la municipalité. A Boston, un camp de toile est apparu dans le quartier des affaires, en face de la Federal Reserve Bank of Boston.

"*En occupant Wall Street, nous avons frappé les esprits*", dit Larry Hales, un manifestant new-yorkais.

"*Une des critiques que l'on nous fait, c'est que nos demandes ne sont pas claires, mais je pense que pour la plupart des gens, notre message est très clair: Wall Street est notre cible, c'est la capitale bancaire du monde*", ajoute-t-il. (Reuters 05.10)

3- Arabie Saoudite

L'Arabie saoudite n'est pas épargnée par le vent de contestation qui agite le monde arabe. Les forces de l'ordre ont dispersé une manifestation à Awamiah, dans la région à majorité chiite d'Al-Qatif, dans l'est du pays, lundi soir. 14 personnes ont été blessées lors de heurts entre les forces de l'ordre et des "*fauteurs de troubles*" à la solde d'un pays étranger -allusion à l'Iran- selon le ministère de l'Intérieur. Parmi eux, 9 policiers ont été blessés par balles et 2 autres par des cocktails Molotov, tandis qu'un civil et deux femmes ont été blessés par balles, selon le ministère.

Des habitants d'Awamiya s'étaient rassemblés lundi soir devant le poste de police afin de protester contre l'arrestation de deux sexagénaires, interpellés pour pousser leurs deux fils accusés d'avoir participé à des manifestations au printemps à se rendre. Les deux hommes ont été libérés mais la police a arrêté un militant des droits de l'homme, Fadel al-Manassef, qui venait au poste de police pour s'informer de ce qui se passait, puis un autre homme venu prendre des nouvelles du militant, selon un témoin interrogé par l'AFP. Fadel al-Manassef a récemment passé quatre mois en prison pour avoir participé à des manifestations anti-gouvernementales à Qatif.

La majorité des quelque deux millions de chiites saoudiens -sur un total de 26 millions d'habitants- vivent dans la province orientale riche en pétrole. C'est la première fois que des troubles y sont signalés depuis des manifestations à la mi-mars pour protester contre l'aide militaire saoudienne dans la répression d'un mouvement de contestation dirigé par les chiites dans le

royaume voisin de Bahreïn. (Lexpress.fr 05.10)

5- Koweit

Près de 3 000 Koweïtiens ont participé à un rassemblement, mercredi soir 5 octobre, à l'appel de l'opposition pour dénoncer les affaires de corruption qui secouent le riche émirat pétrolier. Plusieurs des orateurs qui se sont succédé au cours du meeting, tenu au milieu d'importantes mesures de sécurité à Koweït City, ont averti que les manifestations s'intensifieraient si les autorités n'agissaient pas et certains ont réclamé la démission du gouvernement.

L'opposition libérale, nationaliste et islamiste s'indigne depuis que la presse a révélé qu'un certain nombre de députés pro-gouvernementaux avaient reçu des centaines de millions de dollars en pots-de-vin. La justice a lancé une enquête et va examiner les comptes en banque de 14 députés (sur 50 membres du Parlement), un nombre susceptible d'augmenter.

Plusieurs autres orateurs ont assuré que le gouvernement avait versé ces pots-de-vin qui ont coïncidé avec les auditions du premier ministre, Cheikh Mohammad Nasser Al-Ahmad Al-Sabah, un neveu de l'émir et de membres de son cabinet devant le Parlement.

'*Nous faisons face à un gang organisé dirigé par le gouvernement et les députés corrompus*', a affirmé le député d'opposition Moussallam Al-Barrak. Le Koweït a été secoué par une série de crises politiques depuis l'arrivée de Cheikh Nasser à la tête du gouvernement en 2006 : le Parlement a été dissous à trois reprises et le gouvernement a démissionné six fois. (lemonde.fr 05.10)

Economie

1- FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) a prévenu mercredi 5 octobre qu'il n'excluait pas une récession au niveau mondial en 2012, en raison d'un possible retournement de l'activité.

"*Nous tablons toujours sur une croissance en 2012, même très modeste, mais l'activité pourrait se retourner. Un risque de récession n'est donc pas à exclure*", a admis Antonio Borges, directeur Europe au FMI lors d'une conférence de presse à Bruxelles. "*En conséquence, nous devons changer nos politiques économiques*", a poursuivi M. Borges.

Le 20 septembre, dans son rapport d'automne, le FMI avait encore prédit le maintien d'une croissance lente dans le monde. L'avertissement qu'il a lancé mercredi à Bruxelles survient au lendemain de propos inquiétants du président de la banque centrale des Etats-Unis (Fed), Ben Bernanke, sur la conjoncture économique aux Etats-Unis. Selon lui, la reprise de l'économie américaine est actuellement "*proche de fléchir*".

Le FMI juge par ailleurs qu'il est "*plus que temps*" que la zone euro trouve une solution à la crise de la dette, tout en mettant en garde contre une rigueur excessive qui nuira à la croissance.

Dans cet esprit, le deuxième plan de sauvetage de la Grèce, décidé en juillet, devrait être réexaminé, afin qu'il "*se concentre plus sur une dette soutenable*" pour le pays à terme et sur "*le redémarrage de la croissance économique*", estime Antonio Borges (lemonde.fr 05.10)

2- Italie

Moody's Investors Service a abaissé mardi de trois crans la note de l'Italie, expliquant voir une hausse des risques de financement pour les pays de la zone euro ayant un niveau élevé d'endettement.

Moody's a ramené la note des obligations d'Etat italiennes de Aa2 à A2, soit une note plus basse que celle de l'Estonie. L'agence américaine maintient une perspective négative sur cette note, ce qui veut dire que de nouvelles baisses seront possible d'ici quelques années.

Moody's estime toutefois qu'un défaut de l'Italie représente une probabilité "*lointaine*".

Les coûts d'emprunt de l'Italie ont bondi ces trois derniers mois. Et s'ils ont pu être maîtrisés, c'est grâce aux achats d'obligations italiennes sur les marchés secondaires par la Banque centrale européenne.

Ainsi le mois dernier, un emprunt italien à dix ans a dû se faire sur la base de la promesse d'un rendement de 5,86%, soit le plus haut niveau sur ce type de papier depuis le lancement de l'euro il y a plus de dix ans. (Reuters 05.10)

Haut de page

Le 7 octobre

On actualisera les infos en bref demain. J'ai dû cafouiller et supprimer ou oublier de mettre l'adresse des pages du n° 168 d'*Informations ouvrières*. J'ai ajouté les pages du dernier numéro (169) où figure l'intervention de Schivardi au congrès du POI du 2 octobre, le sujet de notre causerie aujourd'hui.

Schivardi a-t-il claqué la porte du POI ?

Un extrait de son intervention au congrès du POI du 2 octobre le laisse supposer :

- "*Aujourd'hui, je ne me sens pas en phase avec certaines décisions et une certaine façon de diriger le parti. Pour moi, le temps de la réflexion est venu. J'espère que le POI continuera de vivre et de se développer. Nul n'est indispensable. (...) Merci à tous et à toutes. Je vous souhaite une bonne continuation et je souhaite au Parti ouvrier indépendant de trouver la place qu'il mérite dans la société actuelle. Travaillez bien et au revoir.*"

Et dans son jésuitisme habituel, Gluckstein de lui répondre : "*Le temps de la réflexion est venu... pour tous*", comme s'il en était capable, par exemple en dégustant avec quelques membres de sa cour un plateau de fruits de mer dans une grande brasserie parisienne, une réflexion d'un militant du POI que j'avais conservée sous le coude.

La stratégie pour construire le parti du tandem Lambert-Gluckstein en direction des militants et cadres du PS et du PCF s'étant soldé par un échec cuisant plus de 20 ans après la liquidation du PCI, ils sabordèrent le PT pour se tourner cette fois vers les élus de ces partis avec le même résultat, c'était prévisible évidemment, et ils ne trouvèrent jamais "*le temps de la réflexion*" pour se poser la question de savoir si cette stratégie était valable ou non.

Nous n'allons pas répéter ici ce que nous avons déjà dit sur la supercherie qui avait accompagné le fondation du PT et ses soit-disant tendances, alors que du temps de l'OCI et du PCI les mêmes dirigeants avaient exclus systématiquement tous les cadres ou dirigeants qui avaient eu l'audace et le courage de vouloir en créer.

Quand Schivardi a rejoint le POI, il a été assez naïf pour ne pas s'apercevoir qu'il adhérait en réalité non pas au PT relooké mais au PCI sous le masque trompeur d'un nouveau parti. Schivardi a dû penser que la bonne volonté manifestée à son encontre par les dirigeants du PT (CCI) d'aller jusqu'à changer de parti pour intégrer d'ex-militants ou élus du PS, et la place qu'ils allaient lui réserver au sein de l'appareil lui donnerait un poids politique similaire à ceux des autres dirigeants du POI, c'était là faire une grave erreur d'appréciation. A sa décharge, il faut rappeler qu'il ignorait pratiquement tout de l'histoire de l'OCI-PCI, de ses dirigeants, leurs méthodes de fonctionnement bureaucratique et arbitraire. Ils avaient trouvé la bonne poire qui allait permettre de relancer leur stratégie foireuse en direction des élus.

Schivardi, qui voue un culte à la légalité institutionnelle, n'a pas supporté de ne pas se présenter à l'élection présidentielle, qu'il estimait à juste titre s'inscrire dans la continuité de la stratégie initiée déjà à l'époque du PT et pour laquelle le POI avait été spécialement fondé, il doit estimer qu'il est victime d'un parjure. S'il avait fait preuve d'un minimum de discernement, il se serait aperçu très rapidement que toutes les instances du POI étaient entre les mains de l'appareil du courant communiste internationaliste (CCI), exactement comme au PT, et que la tactique ou la stratégie de ce parti dépendait uniquement du bon vouloir de ses dirigeants, le discours sur la démocratie interne n'étant en fait que du baratin pour justement tromper les militants dans son genre.

Il est facile de se tromper sur autrui. Il suffit qu'une personne tienne le discours que vous aviez envie d'entendre pour en déduire que vous partagez les mêmes idées, or il n'y a rien de plus trompeur ! Schivardi n'a jamais compris que depuis le premier jour il était tout juste toléré dans ce parti, parce que ses dirigeants en avaient décidé ainsi et que l'immense majorité des militants de leur courant les suivaient aveuglément, qu'il suffirait que le vent tourne pour qu'il soit éjecté ou mis sur la touche, ce qui ne veut pas dire que le POI va changer de stratégie, depuis l'après-guerre ils n'ont jamais été capables de se tourner résolument vers la classe ouvrière, donc il n'y a aucune illusion à avoir sur leurs intentions dans ce domaine ou leur capacité à y parvenir demain.

Bref, en attendant d'en savoir plus, j'avais indiqué dans une précédente causerie que les raisons avancées par le POI pour ne pas présenter un candidat à la présidentielle de 2012 ne tenaient pas un instant la critique parce qu'on aurait pu avancer les mêmes depuis la fondation de la Ve République, et en lisant les propos de Schivardi quand il parle de lui-même "*du rejet de la personnalisation d'un candidat*", j'en suis arrivé à me demander si les dirigeants du POI n'auraient pas souhaité participer à la présidentielle de 2012 mais à condition de présenter un autre candidat que Schivardi, ce qui dans les circonstances présentes était totalement impossible sans entraîner une violente réaction de Schivardi, ce n'est qu'une hypothèse. En l'abscence de prises

de position des différents courants du POI avant leur congrès dans les colonnes d'Informations ouvrières, on ne peut que formuler des hypothèses.

Tenez à ce propos, pour revenir un instant sur la causerie d'hier sur le Front populaire de 36. L'animateur du courant communiste du POI, J-C. Marquiset ne manque pas une occasion de nous rappeler les "heures de gloire" du PC, le pendant de ses trahisons, mais laissons cela de côté ici. A qui s'adresse-t-il en fait ? A ceux qui avaient une vingtaine d'années en 36, donc qui étaient nés aux alentours de 1916 et qui doivent avoir aujourd'hui quelque chose comme 95 ans, de jeunes et vaillants combattants révolutionnaires que le POI pourraient recruter assurément ! Admettons qu'il faille ajouter ceux qui ont connu les années d'après-guerre entre 1945 et 1947, ils étaient nés en 1925 ou 1927, ils ont entre 86 et 84 ans, nous ne doutons pas un seul instant qu'ils arpenteront les barricades à venir. Quand on y regarde de plus près, même dans les détails, ils sont vraiment minables.

Comment peut-on envisager de construire un parti avec des dirigeants animés par un tel état d'esprit ? Comment pourrait-il inspirer confiance ? Personnellement, je me suis situe à l'opposé de ces dirigeants arrogeants et manipulateurs, j'ai en permanence à l'esprit mes faiblesses, mes lacunes, je connais mes limites et mes capacités, les facultés qui me font défaut, et si je ne conçois pas de me leurrer moi-même, ce n'est certainement pas pour induire volontairement les autres en erreur, quel intérêt aurais-je à agir ainsi d'ailleurs, absolument aucun.

Schivardi m'inspire de la sympathie, sincèrement, car on lui a laissé croire des choses auxquelles il n'aurait jamais dû croire, la responsabilité en revient entièrement aux dirigeants du CCI-POI dans la mesure où eux savaient parfaitement ce qu'ils faisaient en le hissant à la direction de leur parti. Cela me fait penser au patron qui vous laisse prendre des initiatives ou vous pousse à en prendre, à vos riques et périls mais cela vous ne le savez pas, vous l'apprendrez plus tard, trop tard à vos dépens, et qui un jour vous le reproche ou s'en sert comme prétexte pour vous virer parce que vous avez soit-disant empiété sur son pouvoir, je vous en parle en connaissance de cause pour l'avoir vécu.

Maintenant quoi qu'en pense Schivardi, une majorité de délégués du POI a voté contre la présentation d'un candidat à la présidentielle, il doit accepter le verdict de ce vote qui s'est déroulé dans des conditions conformes à la démocratie. S'il est victime de ses illusions que d'autres se sont employés à nourrir à coup de flatteries ou de basses manoeuvres, il ne trouvera personne pour voler à son secours, hormis peut-être ceux qui au POI étaient dans la même situation que lui.

Il y a de toute évidence quelque chose de vraiment dégueulasse dans cette histoire, une fois de plus, quand Schivardi affirme que depuis des mois il ressentait "*un malaise*" dans son parti sans apparemment parvenir à en discerner la teneur et l'origine. Le voilà fixé.

Haut de page

Le 8 octobre

Une petite histoire indienne pour commencer le week-end. En fait la suite d'une histoire précédente.

Je suis enfin allé voir ma belle-mère, elle s'est finalement arrangée avec un de ses fils avec lequel elle va partager ce que j'appellerai plutôt un abris de fortune qu'un appartement. Un de ses fils qui n'a plus de travail fixe et qui vivait chez sa belle-mère avec son épouse et ses deux gosses en bas âge, celui qui avait "fugué" et avait vécu deux mois chez nous parce qu'il en avait marre de sa compagne et qui au bout du compte est retourné au bercail tête baissée.

Je me demande si ce n'est pas la retraite de ma belle-mère qui va payer le loyer, peu importe, ce n'est pas mes oignons. Ils ont loué une trentaine de mètres carrés situés sur la terrasse d'une maison dont le toit est en plaques ondulées en ciment, bonjour la chaleur en été. C'est minuscule car le tout est divisé en au moins cinq pièces ou recoins, il n'y a en fait que deux pièces, plus les toilettes et la salle de bain sur la terrasse, deux toilettes à la turque d'une part, et deux robinets en guise de salle de bain, le tout pour un loyer de 2 500 roupies. C'est situé dans une commune faisant partie de la banlieue de Pondichéry et c'est très très cher. En comparaison, au Tamil Nadu à quelques kimomètres de la ville, je paie 10 000 roupies pour environ 200 m² en incluant les terrasses et un grand jardin.

Il y a deux jours je suis donc allé rendre visite à ma belle-mère accompagné d'un de mes beaux-frères, tandis qu'un autre de ses fils était déjà sur place, celui qui partage sa modeste habitation, propre car toute neuve il faut préciser. C'était jour férié et je l'ignorais évidemment, la fête des outils ils appellent cela, anciennement nommée la fête des armes du temps de la colonisation.

Ce jour-là on nettoie sa maison à fond, son vélo ou sa moto, sa voiture, et dans les entreprises la veille, on procède à un grand ménage le tout agrémenté de décorations, feuilles de bananiers, guirlande de fleurs, sans oublier les offrandes aux dieux et les prières qui vont avec, on souhaite longue vie à l'entreprise et à son patron en guise de lutte des classes, tout un programme !

Bref, ils étaient contents de me voir, la présence d'un Blanc réhausse immédiatement leur statut social vis-à-vis de leur propriétaire et voisins même s'ils sont pauvres. Je suis resté une heure. Avant de partir mon beau-frère qui a pris cette location avec sa mère me demande exactement où j'habite, il ne m'avait pas aidé à déménager car il s'était fâché avec sa soeur mon épouse peu de temps avant son départ en France. Sur le coup je trouve normal sa demande puisque nous ne sommes pas fâché.

Le lendemain, donc hier matin il débarque chez moi sur les coups de 10h, là spontanément je me dis qu'il n'a pas perdu de temps et que cela ne doit pas être sans arrière-pensée. Bingo ! Comme l'usage le veut, je lui fais visiter les lieux, je me rends compte qu'il s'en fout , on se contentera du rez-de-chaussée, à sa demande je précise, je lui offre un verre de limonade et c'est là qu'il en vient au but de sa visite. La dernière fois c'était pour que je lui achète une bagnole à 500 000 roupies, il attend toujours évidemment. Il me demande de lui prêter les 15 000 roupies de la caution qu'il doit verser à son propriétaire et qu'il me rendra à raison de 1 000 roupies par mois.

Il devait se douter que je ne lui refuserais pas, il a quand même attendu que sa soeur soit repartie en France - ce n'est pas le courage qui les étouffe en général. Ce qui ne me plaît pas, c'est qu'à chaque fois ils vous mettent devant le fait accompli, ils ont loué cette habitation en se disant à l'avance que quoi qu'il arrive l'oncle casquerait la caution, c'est le principe qui me choque, mais comme je l'ai déjà dit souvent, ils n'ont reçu aucune éducation et ce genre de considération ne leur viendra pas à l'esprit, je le sais donc je ne lui en veux pas, comme je le précise très souvent aussi, je me contente de constater les choses sans juger. Pour finir je vais leur faire cadeau de ces 15 000 roupies, c'est normal, c'est ma famille.

Et ne me parlez pas des tiers-mondistes qui vont faire de "l'éco-tourisme" dans les pays pauvres pour se changer les idées, alors que la misère est à leur porte et qu'ils s'en foutent.

Ce jour là j'ai fait une remontrance à une de mes petites cousines (12 ou 13 ans) qui au téléphone me raccroche systématiquement au nez quand je suis en train de lui parler, ce qui est d'une impolitesse incroyable. Je lui dis : - Lombiga quand je te parle tu pourrais attendre que j'aie fini ma phrase et me dire au revoir avant de raccrocher, toi, tu me dis un truc, je commence à te répondre et tu coupes, tu m'as fait le coup deux fois ce matin, et chaque fois tu fais pareil, c'est désagréable à la fin. Elle comprend très bien l'anglais, elle m'écoute et me regarde médusée, quelle audace de ma part, personne n'a jamais osé lui faire la moindre remarque car elle a développé un fort complexe de supériorité, pour elle, quand elle a fini de parler c'est que la communication est terminée, l'autre qui est à l'autre bout du fil n'existe pas. Elle est partie dans une explication à dormir debout d'une hypocrisie sans fond, du genre qu'elle croyait que j'allais raccrocher, très très fort, pour un peu c'est moi qui aurait cette mauvaise habitude et qui devrait m'excuser, non mais c'est dingue. Il a fallu que son père lui explique où était le problème pour qu'elle rabaisse son caquet. Et son père, mon beau-frère Kandavel, il se marrait comme un crétin au lieu d'inculquer un minimum de principes à ses gosses. Il faut vraiment avoir le moral ou une conscience de classe pour les supporter. Quant à vivre avec eux, jamais, j'en ai fait l'expérience à plusieurs reprises c'est impossible, je deviens fou avec eux !

Vous voyez camarades, il y a des gens qui parlent des pauvres sans vivre avec eux, c'est facile et gratuit, en réalité la plupart ne les supporteraient pas un instant parce qu'ils ne les connaissent pas en fait. Tandis que moi je partage leur quotidien, nous ne sommes pas obligés de coucher ensemble pour cela, et si je me permets ces familiarités avec eux, c'est parce que nous appartenons au même milieu et qu'ils en ont conscience, ce qui ne serait pas le cas si je les méprisais ou me contentais d'une posture pour me faire passer pour l'un des leurs ou leur ami, ils savent que je les respecte. Vous comprenez pourquoi je brocarde violemment les ouvrièristes...

Passons aux choses sérieuses.

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées. Si vous ne parvenez pas à télécharger un fichier, contactez-moi.

Non, nous n'avons pas un euro à perdre.

- Hollande : "*Un euro, c'est pas cher pour se débarrasser de Sarkozy*" (LePoint.fr 07.10)

Quand le pire est à venir.

- Martine Aubry : "*Les meilleurs moments sont devant nous*" (LePoint.fr 07.10)

Elle parlait pour elle et les siens !

Pendant que le POI demande un entretien à Sarkozy.

- « Un parfum de Fin de règne » titre Le Point de cette semaine alors que le Nouvel Obs lui fait écho « Les dessous d'une fin de règne » et que Marianne se veut plus provocatrice, « Le boulet ». Tous sont d'accord pour annoncer la fin de Sarkozy en

bien mauvaise posture au point que dans son propre camp certains s'interrogent à haute voix sur sa capacité à les représenter. (Débat révolutionnaire n°61)

Lu dans un article du Nouvel Observateur daté du 4 octobre :

- A terme, l'objectif est la "*constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale pour créer les conditions d'une Assemblée constituante*", explique Gérard Schivardi.

Les journalistes du Nouvel observateur ont-ils retranscrit correctement les propos de Schivardi ? Si tel était le cas, camarades du POI vous pouvez situer l'avènement d'une Assemblée constituante en France aux alentours du troisième millénaire ! A votre place, je demanderai aux dirigeants de confirmer ou infirmer ces propos attribués à Schivardi.

Vous vous en foutez peut-être et la question ne se pose plus, car si les mots ont vraiment un sens, apparemment Schivardi a claqué la porte du POI, c'est en tout cas ce qui ressortait de son intervention lors du congrès du POI du 2 octobre dernier.

Je ne sais pas si la citation du Nouvel Observateur est correcte, en tout cas elle n'est pas incompatible avec l'idée qu'a toujours exposée Schivardi, à savoir qu'il n'était pas un révolutionnaire et qu'il ne comptait aller au socialisme au moyen d'une révolution.

A propos de révolution, Schivardi a dit "*On m'avance l'argument de la révolte du peuple tunisien, du peuple égyptien. Mais nous sommes encore malheureusement loin d'une révolution qui permettrait de mettre en place cette Constituante que nous souhaitons tous.* Il ne pensait pas si bien dire, plus ouvertement que ceux qui le critiquent dans son propre parti, car en fait de révolution, il s'agissait de révolutions bourgeoises du même type que celle de février 1917 en Russie qui avait chassé le tsar du pouvoir sans pour autant renverser le régime, les institutions. Pour ne pas entrer dans des polémiques stériles, nous attendions le moment favorable pour apporter cette précision, merci de nous l'avoir fournie monsieur Schivardi.

La différence entre la Russie de février 1917 et la Tunisie et l'Egypte de 2011, c'est tout d'abord l'absence du parti bolchevik, ensuite l'incapacité du prolétariat de se doter d'organismes similaires aux soviets dans lesquels les masses s'organiseront, qui constitueront les véritables piliers de l'Etat ouvrier en Russie, et sur lesquels s'appuiera le gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire pour mener la révolution socialiste à la victoire.

Si la citation de Schivardi est exacte, cela nous permet de réafirmer tout le mal que l'on pense du mot d'ordre d'une Assemblée constituante. Nous y reviendrons une autre fois.

Tous les partis traversent une grave crise, on voulait nous faire croire que seul le POI était épargné, nous ne l'avons jamais cru évidemment, même si nous n'en parlions pas, nous savons être discret quand il le faut...

Un dernier mot, un sujet à développer plus tard. Le coup d'éclat de Schivardi démontre que le type de parti que construit le POI est voué à l'impasse ou à la faillite politique, il serait facile d'affirmer qu'il traduit la faillite politique de ses dirigeants, ceux du courant communiste internationaliste qui le dirigent.

Du coup je me suis fait cette réflexion hier soir, c'est très bref : si nous devons construire un nouveau parti, ce sera forcément un parti calqué sur le modèle du parti bolchevik adapté aux conditions de notre époque, mais il ne devra pas se situer dans la continuité des courants politiques se réclamant du trotskisme qui ont émergé pendant la seconde guerre mondiale ou après l'assassinat de Trotsky et qui ont donné naissance plus tard à l'OCI-PCI-PT-POI, à la LCR ou à LO ou encore les groupes de militants issus de ces partis. Il devra se situer dans le prolongement des trois premières Internationales jusqu'au quatrième congrès de l'Internationale communiste, de la IVe Internationale telle qu'elle existait du vivant de Trotsky après avoir constaté que les courants qui s'en réclameront par la suite avaient lamentablement fait faillite, inutile ici ou pour le moment d'entrer dans les détails pour caractériser le contenu politique de cette faillite politique, d'ailleurs nous nous sommes déjà largement exprimés sur cette question dans le site, de telle sorte qu'il était devenu impossible de se réclamer de la IVe Internationale, Internationale qui a avorté avant de voir vraiment le jour ou qui fut disloquée, gangrenée ou qui a pourri sur place pendant la seconde guerre mondiale dès la disparition de Trotsky, IVe Internationale qui sert de caution aujourd'hui (et hier) à un opportunisme effréné mêlé d'un aventurisme confinant au républicanisme ou au démocratisme bourgeois n'ayant plus rien à voir avec le combat pour le socialisme tel que l'avait conçu son fondateur...

Bref, après avoir remis les pendules à l'heure et dressé le bilan des partis et des dirigeants qui ont participé à la lutte de classe au cours des 71 dernières années qui viennent de s'écouler, rompant résolument avec ce que certains ont appelé le lambertisme ou le pablisme ou leur dérivé de LO, une fois les compteurs remis à zéro, peut-être que tous les militants, cadres et dirigeants qui se réclament de ces courants ou partis pourraient enfin se retrouver dans un parti tout neuf, tout propre, reprenant le flambeau du combat de Marx et Engels contre toutes les formes de socialismes utopiques, bourgeois ou sectaires, le flambeau du combat de Lénine contre le réformisme, celui de Trotsky contre le stalinisme et sa théorie du socialisme dans un seul pays, ils ne se retrouveraient pas tout nu sans histoire derrière eux, sans repère, ils incarneraient la nouvelle opposition de gauche combattant résolument pour la victoire de la révolution socialiste mondiale.

Avantage de cette démarche, ils ne passeraient plus leur temps à se foutre sur la gueule, à se traiter de lambertistes ou de pablistes ou je ne sais quoi, les années d'errements coïncidant avec cette période feraient l'objet d'une résolution qui serait adoptée par tous les militants, cadres et dirigeants rejoignant ce nouveau parti communiste, enfin nous disposerions d'une avant-garde digne de ce nom qui regrouperait les plus fidèles combattants révolutionnaire pour le socialisme, une fois en ordre de bataille, sur la base d'une analyse précise et sans concession des erreurs commises pendant ces longues années et leurs origines, sans faire le procès de quiconque, s'excluerait de lui-même de ce processus celui qui tenterait de juger les autres, il n'y aurait plus aucun obstacle à l'élaboration et à l'adoption des principes de fonctionnement du parti, de ses statuts et de son programme, renouant avec les enseignements de la Commune de Paris et de la révolution d'Octobre, en en conservant intact l'esprit, en les adaptant à notre époque sur le plan pratique.

J'ai rédigé ces lignes d'un trait sans brouillon, tout cela demande à être développé évidemment, en résumé, quand on observe ce qui se passe au POI, au NPA et à LO, on peut en conclure que c'est à l'intérieur de ces partis qu'il faut principalement chercher à la fois les obstacles et les solutions à la construction du parti. Ferme sur les principes, souple sur leur application, une méthode que l'on n'a jamais réellement comprise ou maîtrisée. N'hésitez pas à réagir à cette causerie. (A suivre)

La phrase choc de la semaine

- "*L'Amérique doit diriger le monde, ou alors quelqu'un d'autre le fera*", Mitt Romney, candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de 2012, lors d'un discours de politique étrangère très musclé, prononcé au prestigieux collège militaire The Citadel de Charleston. (Reuters 07.10)

Politique

Pologne

La campagne pour les élections législatives de dimanche en Pologne a vu grimper dans les sondages un nouveau parti de gauche qui défend les droits des homosexuels, le droit à l'avortement et une plus grande séparation de l'Eglise et de l'Etat, signe d'une sécularisation croissante de ce pays catholique très conservateur.

Les dernières enquêtes d'opinion créditent le Mouvement Palikot (RPP) d'environ 10% d'intentions de vote, derrière la Plate-forme civique (PO, centriste) du Premier ministre Donald Tusk, favori du scrutin, et le Parti Droit et Justice (PiS, conservateur), mais devant l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), pourtant bien établie, et le Parti populaire (PSL), membre de la coalition au pouvoir. Plus de 30 millions de Polonais seront appelés à renouveler les deux chambres du Parlement: la Diète, chambre basse, et le Sénat.

S'il obtient une bonne représentation au Parlement, le chef du Palikot compte proposer en premier lieu de décrocher le crucifix à la Diète car l'église catholique "*est bien trop puissante*", estime-t-il, soulignant que de nombreux Polonais se déclarent catholiques mais non pratiquants réguliers. "*Nous voulons retirer la religion des espaces publiques*", explique-t-il.

Ancien producteur de vin et de vodka, Janusz Palikot n'hésite pas à se mettre en scène pour défendre son point de vue, comme lorsqu'il avait donné une conférence de presse un pistolet dans une main et un vibro-masseur dans l'autre en 2007 pour dénoncer une affaire dans laquelle un policier avait violé une femme sous la menace de son arme.

"*Je serais prêt à le refaire dans une situation similaire*", affirme-t-il, soulignant que l'officier a été envoyé en prison, le chef de la police limogé et que des réformes ont été mises en place pour lutter contre les abus policiers, avec notamment l'installation de caméras dans les salles d'interrogatoire. (AP 07.10)

Social

1- France

1.1- Des établissements en manque de professeurs un mois après la rentrée des classes ? C'est ce qu'a déploré, jeudi, la PEEP, deuxième fédération de parents d'élèves.

'*Nos responsables et nos parents aujourd'hui nous ont fait savoir qu'il manquait encore dans les établissements, surtout dans le second degré, beaucoup de professeurs de maths, de lettres, de langues vivantes, de technologie et, dans des matières plus spécialisées comme la mercatique (marketing)*', a déclaré Valérie Marty, présidente, lors d'une conférence de presse.

'*C'est un peu plus compliqué à l'heure actuelle, mais ça va être un peu plus tendu toute l'année car déjà, au mois d'octobre, on va rechercher des étudiants pour remplacer les enseignants qui n'ont pas pu être nommés sur les établissements*' et '*on cherche*

des remplaçants de remplaçants dans certains cas', a-t-elle ajouté. (lemonde.fr 06.10)

1.2- Publiés cet été, les décrets d'application de la réforme des régimes spéciaux de retraite mettent le feu à l'Opéra de Paris.

Si vous devez aller à l'Opéra ces jours-ci, ne soyez pas étonné que le rideau ne se lève pas. Les grèves se multiplient depuis la publication le 10 août des décrets d'application de la réforme des régimes spéciaux des retraites. Xavier Bertrand et Valérie Pécresse ont cru que la torpeur du mois d'août suffirait à faire passer la pilule. Erreur... SUD et la FSU redoublent de vigueur depuis septembre : les premières de Faust (le 22 septembre), de Phèdre et de Psyché ont été annulées. D'autres préavis sont déposés qui pourraient menacer par exemple la retransmission de Faust sur France 3 prévue le 10 octobre et simultanément dans les salles de cinéma.

Qu'en est-il exactement ? Pour les artistes, rien à changer : les danseurs peuvent partir en retraite à 40 ans et à 57 ans pour les artistes de choeur. En revanche, le décret du 10 août 2011 fixe une liste précise de techniciens dont les tâches comportent une "*fatigue exceptionnelle*" du fait de travail de nuit ou de travaux de force. Le décret inclut dans cette catégorie cinq métiers : les agents de sécurité incendie, les machinistes transporteurs, les transporteurs manutentionnaires, les techniciens lumière et les machinistes. Ceux-là peuvent partir à la retraite à 57 ans (au lieu de 55 ans auparavant). Toutes les autres catégories de personnel partent à la retraite à 62 ans.

Les machinistes mènent la guerre ainsi qu'une partie du personnel qui règle les lumières. Mais que faire ? Le gouvernement n'a pas l'intention de faire machine arrière et les grèves à répétition causent des dommages considérables à la trésorerie de l'Opéra. Une seule annulation de spectacle se chiffre à plusieurs centaines de milliers d'euros en moins... (lepoint.fr 07.10)

2- Grande-Bretagne

La BBC, premier groupe audiovisuel public au monde, a dévoilé jeudi un plan de 20 % d'économies qui se traduira notamment par la perte d'environ 2 000 emplois d'ici à 2017. Les coupes détaillées par Mark Thompson, le directeur général de la BBC, se solderont par une réduction annuelle des dépenses de quelque 670 millions de livres (777 millions d'euros).

Les transformations les plus radicales dans l'histoire" d'"Auntie" sont la conséquence directe du gel pour six ans de la redevance – véritable manne de 4 milliards d'euros par an – décrété par le gouvernement en 2010 dans le cadre de sa politique tous azimuts d'austérité.

Le groupe BBC emploie 22 899 personnes et coiffe huit chaînes de télévision nationale, 54 radios, un site parmi les plus visités en Europe et un service mondial en 32 langues à destination de plus de 150 millions d'auditeurs. (lemonde.fr 06.10)

3- Espagne

Les expulsions de propriétaires surendettés ont connu un nouveau record historique au deuxième trimestre en Espagne, en hausse de 21,2 % par rapport à la même période de 2010, une année déjà record dans ce domaine, selon les autorités judiciaires.

Les ordres d'expulsion ont atteint plus de 30 000 depuis le début de l'année, soit presque autant que pour l'ensemble de l'année 2009 et pourraient donc dépasser en 2011 le record atteint en 2010 (47 089).

Selon l'Institut national de la statistique espagnol (INE), le taux de chômage en Espagne s'élevait à la fin du premier semestre 2011 à 20,89 % de la population active, le plus important de l'Union européenne et des pays de l'OCDE. (lemonde.fr 07.10)

4- Chili

Les dirigeants syndicalistes et étudiants chiliens ont appelé vendredi à la grève générale pour le 19 octobre en réaction à la répression policière des manifestations contre une réforme de l'éducation jugée beaucoup trop limitée. Plus de 250 personnes ont été arrêtées et une trentaine blessées.

Arturo Martinez, à la tête de la coalition syndicale CUT, a annoncé la date de la grève générale avec à ses côtés la militante étudiante Camila Vallejo, qui a accusé le gouvernement de laisser la police viole le droit constitutionnel des étudiants à manifester pacifiquement. "*Nous poursuivrons ce mouvement aussi longtemps que nécessaire*", a-t-elle prévenu.

Le porte-parole du gouvernement a répondu que toute violence serait fermement réprimée. "Notre main ne tremblera pas et nous ne ferons montre d'aucune faiblesse pour tenter de maintenir l'ordre public", a prévenu Andres Chadwick, ajoutant: "*ils ne nous affaibliront pas en attaquant la police et en posant en victimes*".

Le gouvernement avait refusé d'autoriser la manifestation de jeudi organisée par les étudiants à la suite de l'échec la veille

de négociations pour une université gratuite, mieux financée et de meilleure qualité.

Des policiers mobilisés en nombre, certains à cheval, ont employé des canons à eau et gaz lacrymogènes pour disperser les quelque 10.000 étudiants qui avaient répondu à l'appel à la manifestation, les poursuivant jusque sur les campus, selon Camila Vallejo.

Le bilan a été de 168 arrestations à Santiago, la capitale, et plus d'une centaine d'autres dans le pays. La police a fait état de 25 officiers et cinq civils blessés. Au moins cinq journalistes qui travaillaient ont été arrêtés.

"*Si la police a réagi avec excès, nous contrôlerons cela, mais nous respecterons la police, nous soutiendrons la police parce que c'est la seule façon pour nous de faire appliquer la loi*", a affirmé le porte-parole du gouvernement.

Le président Sebastian Pinera et le ministre de l'Education Felipe Bulnes ont rejeté les principales revendications des étudiants, qui demandaient que l'Etat ponctionne les riches et les entreprises pour financer le système éducatif, aujourd'hui largement privé. (AP 07.10)

Economie

1- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) estime que les menaces se sont intensifiées pour l'économie de la zone euro et elle fournira aux banques de la liquidité à long terme pour éviter un nouvel assèchement de la liquidité (credit crunch).

La BCE a laissé ses taux directeurs inchangés ce jeudi - son taux de refinancement restant donc à 1,5%, comme s'y attendaient les marchés le plus souvent. (Reuters 06.10)

2- Grande-Bretagne

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre a estimé jeudi que le monde affrontait peut-être la plus grave crise économique de son histoire. L'institution va injecter 75 milliards de livres (86 milliards d'euros; 116 milliards de dollars) de liquidités dans l'économie britannique, fragilisée par la crise de la dette dans la zone euro.

Mervyn King a déclaré sur la chaîne Sky News que cette crise était la plus grave depuis celle des années 1930, "*sinon (la plus grave) jamais vue*", ajoutant sur la BBC que l'économie mondiale ralentissait "*beaucoup plus vite qu'on ne le pensait il y a encore quelques mois*".

Le programme de rachat d'actifs avait permis d'injecter 200 milliards de livres entre mars 2009 et janvier 2010 dans l'économie britannique pour aider le pays à sortir d'une profonde récession. (AP 06.10)

3- Belgique

Moody's Investors Service a annoncé vendredi qu'elle pourrait abaisser la note souveraine Aa1 de la Belgique, évoquant les difficultés qu'elle éprouve à maîtriser sa dette publique et les risques de financement sur le long terme qui en découlent.

Moody's en dit en particulier qu'elle examinerait "*la vulnérabilité de la dette publique belge dans le contexte actuel de financement souverain et bancaire de la zone euro. Cela comportera l'examen de la nécessité éventuelle pour l'Etat de prendre des mesures de soutien du système bancaire ou de telle ou telle banque*".

"*A cet égard, Moody's entend évaluer les coûts potentiels et passifs additionnels contingents que l'Etat pourrait assumer en soutenant le groupe Dexia*". (Reuters 07.10)

4- Italie et Espagne

Fitch a abaissé vendredi la note de l'Italie d'un cran et celle de l'Espagne de deux, évoquant une aggravation de la crise de la dette de la zone euro et un risque de dérapage budgétaire dans ces deux pays.

L'Italie et l'Espagne sont affectées directement par la crise de la zone euro en ce qu'elles dépendent de la Banque centrale européenne (BCE) pour placer leurs emprunts obligataires et éviter que les rendements demandés n'atteignent des proportions insoutenables. (Reuters 07.10)

Haut de page

Le 10 octobre

Hier je n'ai pas actualisé le site, j'ai consacré la matinée aux tâches ménagères qui peuvent être une source de satisfaction quand on ne les considère pas comme une obligation, mais comme le produit d'un besoin né de la condition humaine en relation avec un certain degré de développement économique et social de la civilisation humaine, et l'après-midi à lire et à cuisiner.

Ici, je suis une curiosité pour tous les Indiens toutes classes sociales confondues, y compris ou surtout pour les Indiens ayant des relations avec des "Blancs", encore plus aujourd'hui qu'hier. Habiter dans une si grande maison et s'en occuper soi-même est quelque chose d'incongrue, d'incompréhensible, une excentricité qui n'inspire pas le respect contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, non, au contraire, pour les pauvres cela dépasse l'entendement, et pour les nantis qui sont des fainéants nés, c'est se rabaisser socialement, donc cela leur inspire plutôt le mépris... que je leur renvoie volontiers.

Dans un pays développé comme la France qu'avons-nous pas entendu comme conneries monstrueuses sur la femme au foyer qualifiée de ménagère, statut dégradant, voire humiliant, esclave ou bonne à tout faire de son compagnon, qui pour mériter à part entière son statut d'être humain, social, de citoyenne, pour s'épanouir dans la vie devrait passer obligatoirement sous les fourches caudines de l'exploitation au même titre que l'homme, hypocrisie qui passe sous silence la condition de vie harrassante dans laquelle elle se retrouve quand elle est confrontée à cette situation-là, qui de fait lui est imposée par la société en régime capitaliste à notre époque.

De la femme objet sexuel à la femme consciente des rapports complexes qu'elle entretient avec son corps.

Non, la femme et l'homme ne sont pas seulement différents sur le plan sexuel, d'ailleurs l'admettre devrait nous obliger à reconnaître qu'elle ne l'est pas non plus sur d'autres plans du fait qu'elle entretient des rapports différents par rapport à son corps, dont les fonctions ne sont pas identiques à celles d'un homme ou comporte une fonction en plus ou complémentaire à celle de l'homme, car, pour reprendre une définition d'Engels, elle est également un moyen de production, de reproduction de l'espèce humaine pour assurer sa survie.

Pas plus que pour le petit garçon, la petite fille n'a pas besoin d'être consciente des lois de fonctionnement qui régissent le développement de son organe sexuel pour que ce processus passe par plusieurs étapes et atteigne finalement son terme. Par contre, lorsqu'il est achevé, de nouveaux rapports vont naître et dissocier davantage l'homme de la femme, notamment sur les plans psychologique et amoureux ou sentimental.

Chez l'homme, à l'état naturel ou non, la montée hormonale est pour ainsi dire spontanée, il est prêt à copuler à tout moment, tandis que chez la femme le besoin sexuel pour s'éveiller nécessite une mise en condition préalable. Chez nos cousins les bonobos qui copulent à longueur de temps, on a découvert que leur comportement sexuel débridé et quelque peu anarchique au premier abord, était en réalité régi par un code social, dès lors que la copulation était conçue comme un moyen de prévenir ou de régler des conflits entre eux, la femelle s'y adonnait volontairement ou de bon coeur.

Autrement dit, chez l'homme l'acte sexuel correspond à une fonction naturelle, à la satisfaction d'un besoin naturel, tandis que chez la femme il sera d'autant plus associé à une fonction sociale en fonction du degré de développement social de la société dans laquelle elle évolue. A un stade plus avancé encore, une fois que la femme a intériorisé ou a pris conscience de cette fonction sociale, comme produit de celle-ci vont se développer ou venir se greffer dessus des critères psychologiques pour la plupart inconscients et qui vont influencer sa vie sexuelle ou sa vie tout court.

En réalité les choses sont encore plus complexes, dans la mesure où la femme développe un besoin sexuel naturel au même titre que l'homme, qu'il y est associé une fonction sociale et que les rapports qu'ils entretiennent entre eux sont accompagnés ou alimentent des comportements psychologiques qui peuvent les modifier, interférer ou perturber ces rapports, les dominer également ; il suffit par exemple qu'une femme fasse une fixation sur un problème qui la préoccupe pour qu'elle refuse tout rapport sexuel, tandis que l'homme passera outre facilement en ne retenant que la définition originelle de l'acte sexuel, celle du primate archaïque pour faire plaisir aux dames dirons-nous. Il faut préciser que ce n'est pas trop la fonction sociale procréative de la femme qui intervient dans la manière dont son besoin sexuel va se manifester ou non, mais plutôt sa relation au monde extérieur en général.

J'ai laissé de côté ici la société, le milieu familial, l'éducation, pour ne pas partir dans tous les sens, on en causera une autre fois. N'en déplaise aux féministes, la femme continue d'être traitée comme un sous-produit de l'espèce humaine, y compris quand elle s'emploie à rabaisser les hommes, car finalement ce sont les uns et les autres que la société tend à rabaisser, à exploiter et à opprimer toujours davantage, et dont seule la lutte de classes contrecarre dans la mesure du possible en régime capitaliste les projets les plus sordides, inhumains ou barbares. On s'interrogera de savoir si le slogan *la femme est l'égal de l'homme* est davantage réactionnaire que révolutionnaire quand il ne se situe pas strictement sur un plan de classe.

A ce propos, il y en a qui ont reproché à Schivardi d'avoir osé dire que des adolescentes de sa commune avaient eu un comportement provocateur, d'où son fameux ou plutôt fâcheux décret municipal.

Donc si l'on comprend bien, selon ces militants une jeune femme pourrait se comporter n'importe comment, précisons les choses se vêtir légèrement, et elle n'aurait pas à tenir compte de la société dans laquelle elle vit, et quoi qu'il pourrait advenir par la suite, regards insistants, propos graveleux, propositions ou gestes inconvenants, agression ou viol, en aucun cas elle ne devrait en porter la moindre responsabilité sous prétexte que chacun est libre de sortir dans la rue ou de s'afficher vêtu comme il le souhaite, sauf dénudé, le sexe ou les seins à l'air.

Il est étonnant, pour ne pas dire choquant, que des militants qui en principe se destinent à aider les masses à élever leur niveau de conscience, à comprendre les rapports qui régissent la société et pas seulement les rapports (sociaux) de production, considèrent normal que des jeunes filles ou des femmes finalement ignorent ou agissent en ignorant ces rapports, et que parce que ce sont des femmes bénéfieraient d'un traitement de faveur par rapport aux hommes et ne devraient pas en assumer les conséquences, ce que j'appelerais le féminisme de caniveau.

Cette position n'encourage pas les femmes à prendre conscience de la société dans laquelle nous vivons et dessert leurs intérêts, puisqu'elles les encouragent à s'exposer dangereusement à la perversité de déséquilibrés. C'est comme dans la vie en général, il y a des gens qui ont le don de rechercher systématiquement les emmerdes, qui ensuite sont surpris quand ils leur tombent dessus et qu'on ramasse à la petite cuillière...

Chacun doit mesurer les risques que comportent ses actes et les assumer ensuite. Si l'on suit jusqu'au bout le raisonnement de ces militants, on aboutit à une situation où finalement plus personne ne serait responsable de rien. Mais n'est-ce pas vers cela que ceux qui gouvernent veulent nous entrainer avec leur société de plus en plus pourrie : vous ne vous occupez de rien, on s'en charge à votre place ?

La profonde décomposition de la société à laquelle nous assistons a pour conséquence la perte de tout repère social, que le législateur s'emploie à corriger au moyen de lois de plus en plus répressives et liberticides. De la même manière qu'il nous est totalement impossible de le suivre ou de le soutenir dans cette voie et nous sommes d'accord au moins sur ce point, il nous est impossible d'agir autrement que par la lutte de classe pour tenter de freiner cette décomposition sociale aux conséquences désastreuses pour la population laborieuse, lutte de classe qui doit comprendre un volet éducatif en direction du prolétariat et sa jeunesse.

Que la société nous apparaisse de plus en plus insupportable est une chose, qu'il faille la changer de fond en comble en est une autre, en attendant il nous faut faire avec et ne pas essayer de se substituer au législateur ou tenter de l'influencer dans des domaines qui ne sont pas de notre compétence, de la même manière qu'il faut admettre dans une large mesure notre impuissance à combattre ou éradiquer les conséquences de la survie du capitalisme, sinon, dans le premier cas on agira comme Schivardi, dans le second, comme ces militants le préconisent en flattant l'ignorance ou l'inconscience des masses, un grave incident monté en épingle par les médias et le gouvernement fournira matière au législateur à renforcer son arsenal répressif, et quand cela se produira ces militants n'auront plus qu'à se réfugier dans un silence complice ou une dénonciation hypocrite ou sans consistance, évidemment incompréhensible aux yeux des travailleurs.

Il serait plus correct ou honnête d'avouer, soit qu'on refuse cette conception de la lutte de classe qui selon moi forme un tout et qu'on a abandonné il y a des lustres, soit qu'on ne sait pas comment s'y prendre pour s'adresser aux travailleurs, dès lors qu'il s'agit d'aborder des questions de société, questions qui ne se traitent pas seulement sur le plan politique ou doivent être abordés sur différents plans à la fois.

A plusieurs reprises j'ai affirmé que l'avant-garde en général passait son temps à se prendre pour ce qu'elle n'était pas et que rien n'avait changé en 70 ans, on en a là une nouvelle démonstration, qui met en relief sa conception erronée de la lutte de classe à travers les rapports erronés qu'elle entretient avec les masses.

Dommage, je n'ai plus le temps de continuer, car l'analyse des rapports entre le parti et les masses et entre le parti et les syndicats devaient être notre causerie de ce matin après mes lectures d'hier et les réflexions qu'elles m'ont inspirées. On verra cela demain ou dans quelques jours. Je sors à peine d'une grosse infection au bras gauche qui je dois dire m'a un peu inquiété, mais bon, j'ai réussi à en venir seul à bout, qu'hier soir une molaire s'est brisée en deux et j'ai pris rendez-vous pour demain 10h chez ma dentiste, donc je ne bosserai pas beaucoup demain.

Ce sera une causerie explosive, si toutefois je parviens à la mener à son terme sans me disperser, ma fâcheuse habitude ! En fait la suite de ma causerie du 8 octobre en m'appuyant notamment sur des arguments puisés chez Trotsky (Le syndicalisme et le communisme), la résolution du IVe congrès de l'Internationale communiste sur les syndicats, un document de la IVe Internationale du milieu des années 60 (de quoi Pablo était-il le produit questionnait La voix ouvrière ancêtre de Lutte ouvrière? Question à laquelle personne n'a jamais voulu répondre... et pour cause Lambert et ses amis en seraient ressortis laminés, sans pour autant donner raison à Pablo notez bien) , et enfin un article de Stéphane Just sur les rapports entre l'OCI et

les syndicats (dans lequel il était presque parvenu à répondre à la question précédente, pas tout à fait cependant car il sera incapable d'en tirer les conclusions pratiques qui s'imposaient, mais c'était déjà un réel progrès par rapport à la chappe de plomb qu'avait imposé Lambert sur cette question et qui est à l'origine de l'absence du parti aujourd'hui.).

Si je parviens à mener à terme ce travail, vous verrez que tout se tient, j'en ai été le premier surpris, au point que sans crainte aucune, je persiste et signe tout ce que j'ai écrit sur cette question depuis 2005, sans réserve, y compris ma causerie d'avant-hier puisque je suis en mesure d'étayer sérieusement chacun de mes arguments. Vous voulez que je vous livre une partie de ma conclusion : continuons sur la même voie et vous pouvez dors et déjà dire adieu au socialisme, je ne parle pas seulement pour vous qui comme moi avez commencé à glisser sur la pente qui conduit à la petite ou la grande boîte (moi je finirai grillé sur un tas de bois !), mais les générations futures.

Bon, il y a mieux pour remonter le moral des troupes, bien sûr, le fait d'y voir plus clair devrait être suffisant ou il faudra s'en contenter à défaut de mieux au départ, désolé.

Au fait, hier j'ai actualisé la page économie du site.

Bonne semaine à tous, le combat continue...

Haut de page

Le 12 octobre

Hier je n'ai pas pu travailler en raison d'une coupure de courant qui a duré toute la journée, je n'ai pas osé vider la batterie de secours par crainte d'une coupure de courant la nuit, ce qui m'aurait privé de mon précieux ventilateur et se serait traduit par une nouvelle nuit blanche. J'ai atteint un tel niveau de fatigue que tous les jours vers 18h j'ai la tête qui tourne et je m'endors littéralement debout. Evidemment pas question de me reposer à cette heure-là, du coup je ne tiens que par les nerfs et je ne dispose plus de toutes mes facultés déjà limitées.

Quand j'en arrive à ne plus me poser de questions ou qu'aucune ne surgit, que certains rapports ne me sautent pas aux yeux spontanément, c'est que j'ai atteint les limites de mes forces ou que mon cerveau fonctionne au ralentit, c'est plutôt gênant, et malgré tout il faut bien faire le boulot, d'où certains flottements, certaines hésitations, certaines erreurs aussi dans mes analyses. Le pire quand je suis dans cet état-là, c'est quand il faut adopter une position immédiatement, alors que j'ai du mal à mettre de l'ordre dans mes idées pour analyser la situation, je prends le risque de me tromper et je dois ajuster plus tard, ce qui n'est pas forcément facile à suivre pour tous les lecteurs.

Dans ce cas-là, il vaudrait mieux se taire et attendre, mais là on va m'accuser d'être un dégonflé ou un incapable ou de me déterminer par rapport aux uns ou aux autres, alors qu'en réalité je me forge moi-même ma propre opinion, je vais très loin dans ce domaine, je me refuse à lire ce que d'autres ont écrit tant que je n'ai pas commencé à me faire une idée précise sur une question, contrairement à certains j'emploie rarement le mot indépendance, je préfère le mettre en pratique.

Ma démarche peut se discuter. Je préfère faire des erreurs et les assumer plutôt que répéter celles des autres pour ensuite les accuser de m'avoir induit en erreur. Je pars du principe que chacun à son niveau doit assumer ses responsabilités et les conséquences positives ou négatives qui peuvent en découler au lieu de les reporter sur les autres, c'est d'ailleurs valable dans la vie en général. Quand on n'est pas capable d'être honnête envers soi-même, comment pourrait-on l'être envers les autres, comment pourrait-on progresser dans la vie, y voir plus clair et savoir où on en est exactement, se connaître soi-même ? Voilà un sujet que je verrais bien traité dans un journal destiné aux travailleurs parce qu'il nous concerne tous.

Vous trouverez ci-dessous avant les infos en bref quelques sujets de réflexion sur l'actualité que je n'ai pas eu le temps d'aborder.

Il manque une info vue et entendue aux infos sur TV5Monde Asie et apparemment non relégué par les agences de presse (je n'ai pas le temps de faire des recherches). En Indonésie les mineurs d'une des plus grande mines de cuivre du monde sont en grève pour exiger une augmentation du salaire minimum, ils exigent qu'il passe de 1 dollar à 8 dollars de l'heure, de violents affrontements ont eu lieu avec la police et il y aurait déjà au moins un mort parmi les mineurs.

J'ajouterai demain des articles dans différentes rubriques. J'ai mis en ligne le *Rapport international soumis à la discussion des journées d'études du CCI (T) des 1er et 2 octobre 2011* que je n'ai pas encore eu le temps de lire pour en avoir pris connaissance ce matin.

1- Pour ajouter un mot à mes deux dernières causeries.

J'ai lu et parcouru rapidement plusieurs textes dimanche sans prendre de note et je le regrette, car dans l'un d'entre eux j'ai lu que les syndicalistes ne devaient pas se contenter d'objectifs économiques, mais qu'ils devaient également mener leur combat sur des objectifs de classe, dont le renversement du capitalisme.

Voilà matière à réflexion. Je vais essayer de retrouver la source de cette citation, que je vous livre en substance sans dénaturer les propos de son auteur. Pourquoi cette citation est-elle si importante ? Parce que sans objectif de classe, le syndicalisme n'est pas un syndicat de lutte de classes, mais un syndicalisme inféodé au capitalisme, un syndicalisme d'accompagnement du capitalisme.

Effectivement, il ne suffit pas de poser des revendications économiques pour se situer sur un terrain de classe contrairement à ce qu'on a voulu nous faire avaler, le syndicaliste qui réclame ou exige une augmentation de salaire n'a à l'esprit que l'amélioration de sa condition en régime capitaliste, témoignant s'il en reste là, qu'il peut sous certaines conditions s'accommoder du système d'exploitation et d'oppression en vigueur au lieu de se dresser contre lui pour le renverser, ce qui signifie qu'il abandonne l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Sur quoi reposait cet objectif ? Question déterminante que personne n'ose poser (je parle des différents partis ouvriers) : comment pourrait-il en être autrement quand on s'est écarté du marxisme ? Quand on a rejeté l'analyse du développement du capitalisme depuis sa naissance faite par Marx et Engels, on rejette la conclusion à laquelle il était parvenu, ce n'est pas difficile à comprendre.

Ce n'est pas la différence de salaire ou de traitement entre l'ouvrier et le patron, l'existence du pauvre et du riche, les différences qui existent entre leurs conditions de vie qui déterminent les rapports (sociaux) de production ou qui président à l'existence d'une classe d'exploités et une classe d'exploiteurs, ils en sont le produit ou les conséquences. Or, c'est à l'origine ou aux fondements du système d'exploitation qu'il nous faut s'attaquer, sous peine si on ne le fait pas que ces rapports demeurent en l'état ainsi que les conséquences qui en découlent, sans quoi aucun changement de société ne se réalisera.

Pourquoi cet objectif de classe a disparu du combat des syndicats et plus largement du mouvement ouvrier ? Parce qu'au non de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, les syndicats ne combattant plus dans la perspective du socialisme ils sont subordonnés à une autre perspective, à une autre idéologie : le capitalisme et assurer sa survie.

Comment peut-on prétendre que les syndicats seraient indépendant quand ils mènent leur combat sans objectif de classe ? Ils en ont forcément un, car qui ne combat pas pour renverser le capitalisme situe son combat dans les limites du capitalisme qui demeurent indépassables. Tous les discours sur l'indépendance des syndicats par rapport aux partis n'ont finalement servi qu'à couvrir la subordination des dirigeants syndicaux au capitalisme. De la même manière que le combat contre le stalinisme des soit-disant trotskistes a servi à masquer leur capitulation devant le réformisme, parfois en s'alliant avec les anarcho-syndicalistes ou s'en inspirant.

Ces derniers, avec le cynisme qu'on leur connaît et qui se sont faits les champions de la lutte pour l'indépendance des syndicats au lendemain de la seconde guerre mondiale, se sont servis comme masque du combat contre le stalinisme, pour non seulement camoufler leur subordination au capitalisme, pour combattre le marxisme dont le parti est l'expression achevé dans la période qui précède la prise du pouvoir, pour empêcher que les syndicalistes se tournent vers un parti marxiste, pour interdire au prolétariat de se donner une nouvelle direction politique pour pouvoir renverser le régime et construire son propre Etat, deux objectifs auxquels les anarcho-syndicalistes ont toujours été farouchement opposés, tout comme la classe dominante notez bien et ce n'est pas un hasard.

Lors du référendum sur la Constitution de la Ve République, tous les partis ouvriers et syndicats s'étaient prononcés pour dire non à de Gaulle en 1958, sauf un, Force ouvrière et A. Hébert que l'on allait retrouver plus tard à la direction de l'OCI, puis du PT. Il n'y a pas de hasard en la matière camarades, tout s'explique très bien pour peu qu'on parte des faits, faut-il encore les connaître évidemment.

Le même Alexandre Hébert soufflera à Pierre Lambert au début des années 50, qu'au lieu de s'acharner à construire une section de la IVe Internationale, il ferait mieux d'opter pour un parti des travailleurs du type de la SFIO. Tous les documents dont je m'inspire ici figurent sur Internet pour ceux qui veulent vérifier.

En 1969, de Gaulle a démissionné après que le non l'ait emporté au référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. On nous a expliqué, que dis-je martelé que Bergeron avait dit non lors du congrès de FO à la suite au discours à la tribune de P. Lambert. C'était en réalité un grossier mensonge, car en réalité Bergeron avait appelé à voter non en ajoutant que si le oui l'emportait son syndicat participerait au Sénat remodelé, Lambert le savait pertinemment mais se gardera bien de s'en vanter par la suite. C'est à cette condition inacceptable que Bergeron a appelé à voter non, en s'en foutant du résultat puisqu'il était prêt à participer au Sénat en cas de victoire du oui, donc de livrer pieds et mains liés son syndicat à l'Etat, voilà ce que Lambert a caché aux militants de son parti.

A partir de cette date, on comprend pourquoi Lambert devenu le complice de la duplicité de Bergeron votera toutes les résolutions de la direction confédérale, car très peu de militants sauront ou retiendront dans quelles conditions Bergeron avait appelé à voter

non, on pourrait presque ajouter, en espérant que le oui l'emporte, puisque c'est aussi à partir de cette date que l'Etat développera des relations avec ses "partenaires sociaux" et dont la politique dite contractuelle ou de négociation sera le produit, privilégiant la recherche d'accords entre l'Etat (et le patronat) et les syndicats au détriment de la lutte de classes, reléguant l'action des travailleurs avec leurs syndicats et la grève au second plan comme moyen d'action. Sur sa lancée, plus tard Lambert avouera que dès 1972 il s'était donné pour objectif de porter Mitterrand à l'Elysée, autrement dit il refusera d'engager le combat contre la direction de FO et du PS auxquels il demeurera inféodé jusqu'au bout...

Neutraliser la classe, rogner son indépendance de classe, lui interdire d'intervenir sur son propre terrain de classe, l'empêcher de construire son parti, tout se tient.

C'est la stratégie d'adaptation, puis de subordination aux appareils adoptée par les dirigeants se réclamant du trotskisme depuis l'après-guerre, qui est responsable de l'absence du parti révolutionnaire aujourd'hui, stratégie qui était le produit d'une analyse erronée des rapports entre l'avant-garde et les masses ainsi que les syndicats, autant que l'incompréhension des rapports entre les travailleurs et les syndicats ainsi que leurs partis. Le MNA (Algérie) qualifié de parti marxiste, Tito présenté comme un nouveau Lénine, le PS présenté comme un parti ouvrier, etc. etc. (A suivre)

2- Manipulation des électeurs.

Il y a quelque 45 milllions d'électeurs en France, 2,6 millions, soit 5,5% seulement participent au "primaires" du PS, et les voilà qui crient victoire, complètement délirant, quelle manipulation !

Question : où sont passés les soit-disant 44 à 49% prêts à voter pour le candidat du PS au second tour de la présidentielle de 2012 ? Ils ont refusé de participer à cette mascarade, parce qu'ils savent pertinemment que si le candidat du PS était élu cela ne changerait rien à leur condition, pas plus que s'ils avaient voté pour Sarkozy. Conclusion : ce résultat illustre le rejet massif du PS et sa politique réactionnaire qu'il partage avec l'UMP.

Maintenant, on pourrait avancer l'hypothèse grotesque que les 44 ou 49% manquant se porteraient sur les autres candidats étiquetés à gauche ou à l'extrême gauche, EE-LV, le Front de gauche, le NPA et LO. Problème : à eux tous s'ils parvenaient à totaliser entre 24 et 29% des voix en étant généreux, il en manquerait encore entre 19 et 24% pour faire le compte. On nous dira que beaucoup de gens n'ont pas estimé indispensable de se déplacer et qu'ils le feront en 2012. Cette hypothèse est déjà plus sérieuse, à moins que cet écart corresponde en partie à une poussée de l'abstention, ce qui est plausible par les temps qui courent.

Quoi qu'il en soit, le candidat étiqueté PS qui affrontera Sarkozy en 2012 ne sera pas le candidat de ce parti puisqu'il ne compte que 300 000 adhérents environ, il sera le candidat de la petite-bourgeoisie, des intellectuels et des couches moyennes qui ont lié leur sort à celui de la Ve République et du capitalisme, et qui espèrent qu'en retour leurs intérêts seront mieux sauvegardés que si elles avaient voté pour Sarkozy ou Le Pen.

3- Effet d'annonce.

Il y a deux semaines environ Barroso s'est enflammé à la tribune du Parlement européen en proposant une taxation des transactions financières. En réalité, en étant optimiste cette mesure pourrait entrer en vigueur à partir de 2014, à condition que les 27 pays de l'UE la ratafient, or certains d'entre eux y sont farouchement opposés, à commencer par les Britanniques.

Du coup Barroso a précisé que chacun pourrait l'appliquer à sa manière ou ne pas l'appliquer du tout. Sachant par avance qu'une telle taxe ne pourrait voir le jour qu'à l'échelle mondiale et que les Etats-Unis et la Chine ne veulent pas en entendre parler, autant dire qu'elle ne le sera jamais en l'état actuel des choses. Comble du ridicule, elle devrait rapporter 55 milliards d'euros que les Etats de l'UE devraient se partager, soit 2,03 milliards d'euros par Etat et par an, en voilà une somme gigantesque à côté des 4 660 milliards d'euros que la BCE a accordé aux voyous de la finance, chiffre fourni par Barroso.

Dur, dur, dur de "*réformer*", de "*moraliser*" le capitalisme, même aux forceps c'est impossible, d'où la seule solution : l'abolir, par tous les moyens, y compris la force !

Lors de l'émission *On n'est pas couché* diffusée en différé samedi dernier sur TV5Monde Asie, le conseiller de Sarkozy, Henri Guaino, a affirmé que La Talonnette était à l'origine de cette proposition fort audacieuse sans que personne ne relève la supercherie évidemment.

Ajoutons un mot hors sujet. L'alchimie de la propagande gouvernementale.

Guaino est plus dangereux que Sarkozy qui multiplie les impairs dans ses déclarations spontanées et se ridiculise. Guaino maîtrise parfaitement le langage de la communication contrairement à La Talonnette qui ne maîtrise rien finalement, ce n'est qu'un homme de paille, un avocat d'affaires minable.

Guaino reprend les formules qui ont propulsé l'extrême droite sur le devant de la scène politique à diverses époques dans le passé. Il a l'art de présenter la politique réactionnaire qu'il défend de telle manière qu'on pourrait croire qu'elle lui a été dictée ou inspirée par les travailleurs eux-mêmes, donc correspond à leurs intérêts, partant de là, à l'adresse de ses contradicteurs, difficile ou impossible de dire ou de faire mieux, la discussion est close, il a bien parlé et il a forcément raison quelque part.

Plus fort encore, sans attendre qu'on lui signale les aspects négatifs de sa politique, il s'en saisit d'autant plus facilement qu'il a mêlé dans son discours vérités et mensonges ou parfois non-dits quand il n'a pas pu faire autrement pour éviter que la vérité le rattrape, ce qui ne peut se produire que lorsqu'il est en présence d'un véritable opposant à sa politique ou d'un journaliste qui cherche à se faire remarquer, ce qui est assez rare, ce qui ne l'arrête pas pour autant puisque son discours s'adresse davantage à la majorité d'ignorants qui composent la société et n'y verra que du feu.

C'est ainsi qu'il a été jusqu'à revendiquer la situation sociale actuelle avec toutes ses conséquences dramatiques pour des millions de travailleurs et leurs familles, en saluant l'action du président de la République qui avait su préserver les intérêts de chacun et sans lequel, la situation sociale serait encore pire dans le pays, voyez ce qui s'est passé en Grèce ajoutera-t-il.

Il a le champ libre pour tenir un tel discours puisqu'il n'existe plus de véritable opposition dans ce pays en dehors de partis ouvriers très faibles et maginalisés. Son discours ne s'adresse pas à ceux qui sont le plus durement frappés par la crise du capitalisme, il sait qu'ils ne constituent qu'une minorité dans la société ou que la majorité dispose encore des moyens pour supporter les conséquences de la politique mise en oeuvre par Sarkozy et son gouvernement. Il ne cherche pas à convaincre ou à se ralier cette minorité, il s'appuie sur la majorité qui a encore l'illusion d'avoir quelque chose à perdre et qui s'y raccroche en espérant encore pouvoir échapper au pire, d'où son discours qui se veut à la fois lucide ou sans concession, rassurant pour les mettre en confiance, ce que cette majorité a besoin d'entendre pour se rassurer et le tour est joué... pour le moment.

4- A propos de l'initiative de l'Autorité palestinienne.

Mahmoud Abbas a pris l'initiative de faire reconnaître un Etat palestinien par l'ONU. Si nous ne pouvons pas défendre cette initiative, nous ne pouvons pas non plus la condamner et j'explique pourquoi.

On ne peut pas la défendre car un Etat palestinien n'est pas viable dans les conditions actuelles, sachant que les territoires palestiniens ne peuvent vivre sans le soutien des subventions qui lui sont versées par l'impérialisme américain, l'Union européenne ainsi que d'autres pays, surtout l'Etat d'Israël. Un Etat ne peut pas être considéré comme indépendant et souverain quand son existence repose sur l'aide économique que lui octroient d'autres Etats, il serait forcément dépendant sur le plan politique de ses "généreux" donateurs" qui en échange exigeraient sa soumission totale.

Ces éléments mettent en lumière que dans l'état actuel des choses, un Etat palestinien n'est pas viable

On ne peut pas condamner cette initiative car elle a le mérite d'une part de mettre en relief l'alliance qui existe entre l'impérialisme américain et l'Etat sioniste pour interdire aux Palestiniens de disposer de leur propre Etat, ce que l'un et l'autre niaient jusqu'à présent à la face du monde, d'autre part elle permet de mettre en lumière leurs réelles intentions, l'hypocrisie et le mensonge permanent qui soutend leurs discours depuis 1947-48.

5- A propos de la dictature de l'impérialisme américain sur le monde.

Washington a opposé son véto à l'ONU à la reconnaissance d'un Etat palestinien. Ensuite la Maison Blanche a menacé de ne plus verser les subventions américaines à l'Unesco, après que la majorité de ces membres aient répondu favorablement à la proposition du président de l'Autorité palestinienne.

Dans les deux cas, à l'ONU comme à l'Unesco, une majorité de pays s'est prononcée en faveur de la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Ainsi non seulement l'impérialisme américain a soutenu l'Etat sioniste, il a imposé sa volonté au reste du monde, endossant ouvertement le rôle de dictateur à l'échelle de la planète. La décision américaine et les réactions des différents Etats qui ont suivi, ont témoignés de la soumission de ces deux institutions à l'hégémonie américaine dans la mesure où aucun pays n'a cru bon de décider de rompre avec Washington et de se retirer de ces deux institutions.

Une nouvelle fois, ces deux exemples témoignent que l'ONU et toutes ses agences sont inféodées à l'impérialisme américain et qu'en aucun cas elle ne peuvent même de façon temporaire, limitée ou déformée se placer au côté des peuples qui exigent la reconnaissance de droits démocratiques ou que soit reconnue leur souveraineté.

Dès lors, toute initiative consistant à en appeler à l'ONU, toute position politique consistant à soutenir une décision de l'ONU ne peut avoir qu'un contenu contre-révolutionnaire contraire aux intérêts des peuples et de leurs masses exploitées. Elle doit

être dénoncée et combattue sans ménagement ni relache.

6- A propos de la situation en Egypte.

Après l'assaut lancé avant-hier par l'armée contre une manifestation au Caire qui s'est soldée par 21 morts et 329 blessés parmi les manifestants, les médias et la junte militaire au pouvoir tentent d'opposer la minorité copte à la majorité musulamne.

Lors des infos du soir hier sur TV5Monde Asie, ils ont diffusé le témoignage de plusieurs personnes présentes sur les lieux, dont des manifestants se présentant comme musulman qui ont expliqué qu'ils avaient participé à cette manifestation parce qu'ils partageaient les revendications sociales et politiques avancées par les organisateurs de cette manifestation. Je ne suis pas en mesure de préciser en quoi consistaient au juste ces revendications au-delà de celles concernant strictement la communauté copte, puisqu'aucun détail n'a été fourni lors de ce journal télévisé.

Politique

1- France

Le premier tour de la primaire socialiste a attiré 2.665.013 votants, dont 2.650.259 se sont exprimés, a annoncé mardi soir dans un communiqué la Haute autorité des primaires (HAP) qui veille au bon déroulement du scrutin.

François Hollande, arrivé en tête avec 39,2% des voix, affrontera dimanche prochain au second tour Martine Aubry (30,4%). Arnaud Montebourg s'est classé troisième (17,2%) devant Ségolène Royal (6,9%), Manuel Valls (5,6%) et Jean-Michel Baylet (0,6%), selon ces résultats validés par la HAP. (libération.fr 11.10)

2- Slovaquie

Le parlement slovaque a rejeté mardi l'élargissement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), sur lequel le gouvernement avait engagé sa responsabilité.

Cette mesure, jugée essentielle pour contenir la crise de la dette, devrait toutefois être adoptée à l'occasion d'un deuxième vote, a déclaré Ivan Miklos, ministre des Finances sortant.

Le Premier ministre Iveta Radicova avait engagé la responsabilité de son gouvernement pour tenter de contraindre le parti Liberté et solidarité (SaS), membre de la coalition au pouvoir, de voter en faveur de l'élargissement du FESF.

Sur les 150 députés, 55 ont voté pour et neuf contre. Les autres, parmi lesquels figurent les membres du SaS, étaient absents ou n'ont pas pris part au vote. Pour être adopté, le texte devait dépasser les 75 suffrages.

Iveta Radicova va demander aux parlementaires de se prononcer à nouveau sur le FESF, qui devrait cette fois être approuvé à une large majorité avec les voix du Smer, principal formation de l'opposition, qui a promis de voter pour une fois le gouvernement tombé.

"*Le Smer est curieux de voir ce que la coalition au pouvoir va proposer en échange d'un vote rapide et de l'approbation de ce document vital pour la Slovaquie. Le Smer est prêt pour cette discussion*", a déclaré Robert Fico, chef de file du mouvement de gauche et ancien Premier ministre.

"*On suppose que le FESF sera, d'une façon ou d'une autre, adopté avant la fin de la semaine*", avait quant à lui indiqué le ministre des Finance avant le vote.

L'élargissement du FESF a été approuvé dans les 16 autres Etats membre de la zone euro. (Reuters 11.10)

3- Egypte

Le maréchal Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées, a rejeté la démission présentée par le vice-premier ministre égyptien, mardi 11 octobre, après les affrontements meurtriers de dimanche entre manifestants coptes et forces de l'ordre au Caire, qui ont fait 25 morts et 329 blessés et provoquent de vives critiques contre l'armée et le gouvernement.

Hazem Beblawi, vice premier-ministre et ministre des finances, a expliqué avoir "*démissionné suite aux évènements de Maspero*", qui ont "*ébranlé la sécurité de la société*". "*Il n'y a peut-être pas de responsabilité directe du gouvernement dans cela, mais la responsabilité est la sienne au final*", a-t-il ajouté. "*La situation actuelle est extrêmement difficile et nécessite une vision et un*

travail nouveaux et différents", a-t-il conclu. La manifestation s'était terminée par des heurts entre l'armée et des protestataires, et des véhicules de l'armée avaient foncé sur les manifestants.

Certains journaux et partis politiques estimaient mardi que le premier ministre lui-même, Essam Charaf, souvent critiqué pour son manque d'autorité, devait partir.

"*L'Etat a perdu sa stature, le régime est au bord de l'effondrement, et le gouvernement Charaf a perdu son crédit. Tout ce qui reste à faire pour le premier ministre, c'est de partir*", écrivait un influent quotidien indépendant, Al-Masri Al-Youm (en arabe), dans un éditorial en première page. "*Après ce qu'il s'est passé, M. Charaf doit quitter son poste*", estimait aussi le journal Al-Wafd (en arabe), organe du parti libéral du même nom.

L'un des médecins légistes ayant procédé à l'autopsie des manifestants a affirmé à ON TV que dix corps avaient été écrasés par des véhicules, en ajoutant que, même en 1997, après l'attentat de Louxor, il n'avait pas vu des corps aussi malmenés. Des témoins ont indiqué avoir vu des véhicules de transport de troupes foncer sur les manifestants qui étaient rassemblés devant le siège de la télévision publique, dans le centre de la capitale.

Des versions divergentes circulent sur ces affrontements imputés tour à tour aux manifestants coptes – qui constituent la majorité des personnes tuées – aux militaires et aux forces de l'ordre sur place ou encore aux provocations de "*voyous*". A l'issue d'une réunion de crise, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a dénoncé "*les efforts de certains pour détruire les piliers de l'Etat et semer le chaos*".

Le patriarche copte orthodoxe, Chenouda III, a mis ces affrontements, sur le compte d'"inconnus infiltrés" et a dénoncé le fait que l'on puisse les imputer aux manifestants chrétiens. Ceux-ci protestaient contre l'incendie d'une église dans le gouvernorat d'Assouan (Sud).

"*Les dirigeants doivent prendre des mesures sérieuses pour traiter les problèmes à la racine ; autrement, cette situation peut mener à la guerre civile*", estimait lundi Fouad Allam, qui a dirigé les services de sécurité égyptiens pendant vingt ans, demandant une révision de lois religieuses discriminatoires. L'Egypte connaît depuis plusieurs mois une montée des tensions confessionnelles. D'autres relèvent que les heurts n'ont pas simplement un fondement religieux, mais sont alimentés par le ressentiment contre la police et le pouvoir militaire.

La blogueuse égyptienne Shahinaz Abdel Salam, que l'Express.fr a rencontrée lundi à Paris à l'occasion de la sortie de son livre Egypte, les débuts de la liberté (éd. Michel Lafon) relève des faits troublants. "*La télé égyptienne a presque appelé les musulmans à protéger l'armée attaquée par les coptes, c'était n'importe quoi. Comment se fait-il que les forces armées aient, en parallèle, coupé les chaînes satellitaires ? Sur l'une d'entre elles, on les a entendus entrer dans le studio où la présentatrice travaillait pour couper le direct. Ils ont aussi coupé des journaux en ligne. Ce comportement n'est pas normal ! Qui a donné l'ordre de faire cela, et de tirer sur les manifestants ?*" s'interroge-t-elle. (lemonde.fr 11.10)

Social

1- France

La journée interprofessionnelle contre le plan anti-déficits du gouvernement a réuni, mardi, plus de 270.000 manifestants partout en France, selon une estimation de la CGT, sur 150 des 200 manifestations organisées.

Ils étaient ainsi 25.000 à Paris selon la CGT, 16.000 selon la préfecture de police, pour réclamer une autre répartition des richesses à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, Unsa et Solidaires.

A Marseille, le cortège a réuni 30.000 manifestants selon les syndicats (3.300 selon la police), à Toulouse 7.000 selon l'intersyndicale (3.200 selon la police), alors qu'à Bordeaux ils étaient entre 10 et 12.000 personnes selon les organisateurs, 4.800 selon la police.

Bernard Thibault a demandé au gouvernement de «*changer d'optique*». «*Loin de nous sortir de la crise économique, cette austérité salariale, cette précarité sociale vont nous enfermer dans la récession et tout le monde va y perdre*», craint-il. (libération.fr 11.10)

"*Tout le monde*", quelle généreuse intention en direction des patrons ! Nous n'avons pas appelé à participer à cette journée de division et de démobilisation sociale. La déclaration de Thibault conforte notre décision.

2- Grèce

Des manifestants bloquaient mardi l'accès à des ministères à Athènes et les fonctionnaires grecs observaient une journée de grève alors que les inspecteurs de la troïka ont évoqué le possible déblocage d'une nouvelle tranche d'aide à la Grèce, début novembre.

Mardi, des fonctionnaires ont bloqué les accès à la Cour des comptes et au ministère de l'Intérieur en brandissant des banderoles: "*Fauché et viré*" ou "*Non aux licenciements, non aux baisses de salaires*".

Certaines rues d'Athènes sont jonchées de détritus, les employés des service de la voirie s'étant mis en grève tandis que des débrayages ont été enregistrés à la principale raffinerie du pays, Hellenic Petroleum (Reuters 11.10)

3- Afganistan

Les services de renseignement et la police en Afghanistan pratiquent "*systématiquement*" la torture, y compris sur des enfants, dans nombre de centres de détention, dit un rapport de la Mission d'assistance des Nations unies dans ce pays (Manua).

Dans ce document, publié lundi, la Manua affirme que près de la moitié des détenus qu'elle a interrogés dans les centres de la Direction nationale de la sécurité (DNS) disent avoir subi des techniques d'interrogatoire assimilables à de la torture.

Dans les centres de détention de la police, plus d'un tiers des suspects interrogés disent avoir été victimes d'actes de torture ou de traitements inhumains.

La Manua fait état de violences physiques et mentales, d'électrocutions, d'arrachage d'ongles, mais aussi de détentions au-delà de la durée légale et de refus de visites. (Reuters 10.10)

Economie

1- BCE

La crise de la dette dans la zone euro a atteint une dimension systémique, les risques de répercussions sur l'économie augmentent rapidement et les banques sont entrées dans une zone de danger, a déclaré mardi Jean-Claude Trichet, qui s'exprimait en qualité de président du Comité européen du risque systémique (CERS).

"*Au cours des trois dernières semaines, la situation est restée très difficile. La crise est systémique et elle doit être combattue avec la plus grande détermination*", a-t-il dit.

"*Le haut niveau d'interconnexion du système financier de l'Union européenne a provoqué une hausse rapide du risque de contagion. Cela menace la stabilité financière dans l'Union prise dans son ensemble et affecte de manière négative l'économie réelle en Europe et au-delà.*"

Jean-Claude Trichet a plaidé pour que les gouvernements et les autorités européennes agissent de concert pour résoudre la crise, ajoutant que tout retard aurait des conséquences désastreuses.

"*Il faut que toutes les autorités agissent à l'unisson le plus rapidement, avec le plus grand dévouement pour préserver la stabilité financière*", a-t-il lancé.

Mis sur pied fin 2010, le CERS fait partie du système européen de surveillance financière (SESF), dont l'objectif est d'assurer la surveillance du système financier de l'Union.

S'il ne dispose pas de pouvoirs réels, il peut toutefois prendre le parti de faire état publiquement de ses interrogations.

"*Le secteur bancaire européen a besoin d'une recapitalisation*", a jugé Jean-Claude Trichet. "*Les décisions doivent être prises très rapidement*."

Evoquant le rôle du FESF, il a jugé que ce dernier pourrait jouer un rôle important.

"*Les régulateurs doivent coordonner leurs efforts afin que les fonds propres des banques soient renforcés, y compris par l'utilisation de garanties de souscription, tout en prenant en compte le besoin de transparence et la valorisation permanente de l'exposition à la dette souveraine*", a-t-il dit.

Il a toutefois exclu que la BCE soit mise à contribution pour accroître la puissance du feu du FESF, en expliquant que les

Etats disposaient de tous les moyens nécessaires pour y parvenir sans solliciter la banque centrale. (Reuters 11.10)

2- OCDE

La détérioration de la conjoncture se poursuit au sein des principales économies mondiales, particulièrement en Allemagne, en Italie et au Brésil, montrent les indicateurs avancés de l'OCDE publiés lundi.

En recul pour le cinquième mois consécutif, ces indicateurs avancés se situent désormais sous le seuil de 100 -lequel distingue la hausse de la baisse de l'activité - dans la majorité des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Russie sont les seuls pays pour lesquels les indicateurs avancés restent supérieurs à ce seuil. (Reuters 09.10)

3- Espagne

3.1- L'espagne s'enfonce un peu plus dans la crise. Lundi, l'agence d'évaluation financière Fitch Ratings a abaissé la note de trois régions, d'une province et de trois villes. Vendredi, c'est la note souveraine de l'Espagne qu'elle dégradait. Les finances régionales, en raison de leur lourd endettement qui représentait fin juin 133,172 milliards d'euros, soit 12,4 % du PIB du pays, un record historique, inquiètent les marchés.

La série des mauvaises nouvelles continue avec l'annonce d'une sanction devant toucher un millier de municipalités sur l'ensemble du pays. Elles ne recevront pas l'aide de l'Etat prévue en octobre, car elles n'ont toujours pas présenté leurs comptes 2010, a annoncé le ministère de l'Economie, lundi. Cette aide, versée chaque mois, correspond à une participation de l'Etat pour les compétences qui sont décentralisées.

"*La mesure affecte 1 022 municipalités et signifie le blocage de 13,5 millions d'euros*", a expliqué le ministère, ajoutant qu'il "*débloquera ces fonds dès que les municipalités rempliront l'obligation légale de présenter leurs chiffres de l'exercice budgétaire 2010*".

Fin juin, douze régions n'ont pas atteint l'objectif de déficit budgétaire fixé par le gouvernement, qui leur a demandé de faire des efforts supplémentaires. La dette des municipalités s'élevait alors à 37,64 milliards (3,5 % du PIB). Cette année, pour la première fois, les villes avaient jusqu'au 30 septembre pour publier leurs comptes de l'année précédente, sinon elles s'exposaient à la coupure de l'aide d'Etat. Selon le ministère, 7 092 villes (87,4 % du total) ont envoyé l'information à temps, contre 3 890 (48 %) en 2010, quand il n'y avait pas de sanction prévue. (lemonde.fr 10.10)

3.2- Standard & Poor's a abaissé mardi d'un cran la note de crédit de dix banques espagnoles, dont les deux principales du pays, mettant en avant l'assombrissement des perspectives économiques du pays et un marché immobilier toujours déprimé. (Reuters 11.10)

Haut de page

Le 13 octobre

Du ministre de la police... au président à la peau lisse.

On le savait complexé, bancal, bourré de tics, imbu de sa personne et j'en passe, par contre on ignorait qu'il avait un secret pour ne pas perdre la face comme disent les Asiatiques.

Au retour de sa visite dans le Caucase, vendredi 7 octobre, Nicolas Sarkozy convie à dîner à l'avant de son avion les ministres présents et son conseiller Guaino.

La Talonnette : "*Je ne considère pas comme de la chirurgie esthétique le fait de se faire stimuler le collagène naturel par un laser. Ça lisse la peau et ça donne bonne mine.*" À cet instant, il se tapote la joue d'un air satisfait. "*On en a tous déduit qu'il était accro au laser*", raconte un participant, encore estomaqué. Et un autre de brocarder : "*Le nouveau Sarkozy ne serait-il qu'une invention cosmétique ?*" (lepoint.fr 12.10)

Parodie de démocratie

Lepoint.fr a résumé le faux débat qui s'est déroulé hier soir entre Hollande et Aubry : "*Primaire PS : la surenchère dans la rigueur*" : "*Il faut donc réduire la dette*" (Hollande), "*il faut lutter contre la dette*" (Aubry). Tout est dit.

Un numéro d'illusionniste

A lire en tenant compte que le n°170 d'*Informations ouvrières* est paru trois jours après les "primaires" du PS et que son éditorial lui est en grande partie consacrée.

Couverture :

- "*Il y a urgence à chasser cette politique de destruction mise en oeuvre par le gouvernement*" (Adresse du congrès du POI du 2 octobre 2011)

Chasser une politique, c'est pour ainsi dire les termes employés par les candidats à la "primaire" du PS. Ce titre sous-entend ou laisse penser et ce n'est pas un hasard qu'il suffirait de changer de gouvernement pour changer de politique, le discours trompeur du PS en somme.

Chasser une politique, chasser un gouvernement ou renverser les institutions de la Ve République par une mobilisation révolutionnaire du prolétariat ? Réponse plus loin à la dernière ligne.

Page 3, éditorial de D. Gluckstein :

Titre : "*Le rejet appelle la rupture*"

Quel rejet incarne Hollande, Aubry ou Montebourg à part celui de Sarkozy ? Aucun, non mais là vous n'avez rien compris, le professeur Gluckstein va vous expliquer :

Attention la magie opère : "*Avec leurs deux millions et demi de participants, et la répartition des votes entre les différents candidats, les primaires du Parti socialiste ont vu s'exprimer un ample rejet du gouvernement et de sa politique.* "

Tiens donc, les électeurs qui se seraient déplacés pour participer à cette "primaire" du PS seraient assez abrutis pour ne pas savoir que sur le fond rien ne distingue le programme du PS de celui de l'UMP.

J'avais oublié que Gluckstein considère toujours le PS comme un parti ouvrier et que ces électeurs doivent forcément le penser aussi, et ne rigolez pas c'est le prolo du coin qui a été voter dimanche, pas le cadre en col blanc, l'intellectuel qui peine à se donner bonne conscience, le commerçant, l'artisan ou le petit patron du coin, ceci est nécessaire pour expliquer cela sinon on ne comprend rien au tour de passe-passe de Gluckstein.

Et quand il précise "*et la répartition des votes entre les différents candidats*, c'est pour nous faire croire qu'il y aurait un courant au sein du PS qui se distinguerait des autres, qui serait plus à gauche que les autres, en parole comme d'habitude, mais cela lui suffit à Gluckstein, il n'a jamais été capable de produire une analyse politique qui ne tienne pas compte de ses propres illusions dans le PS et le PCF avec lesquels il n'est jamais parvenu à rompre, toute la stratégie de son courant politique repose sur cette illusion depuis 70 ans.

Après avoir été incapable de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 dernières années écoulées, il est normal que les dirigeants du POI estiment nécessaire l'existence ou la survie du PS et du PCF, qu'ils ne puissent pas s'en passer jusque dans l'élaboration de leur stratégie, dont l'Assemblée constituante est le point d'orgue. Pour eux, il est impossible de concevoir une ligne politique et une stratégie (révolutionnaire) qui ne comprendraient pas ces partis, et cela au-delà des apparences, car se prononcer pour l'abolition des institutions de la Ve République et dans le même temps se prononcer pour une Assemblée constituante qui serait forcément dominés par ces partis revient en réalité à refuser de rompre avec le capitalisme.

Si le PS ne présentait pas un candidat à sa primaire qui par dans ses discours semble et semble seulement plus à gauche que les autres candidats, réfléchissez un instant, le PS ne serait plus le PS ! Or, plus que jamais en cette période de crise profonde du capitalisme et des institutions de la Ve République, le PS tel qu'il est (et a toujours été) est indispensable à la stabilité du régime.

Il y a plus grave encore.

Quand le PS s'emploie à subordonner la petite-bourgeoisie au capitalisme, que fait-il d'autre sinon la détourner des couches les plus avancés du prolétariat, d'une solution politique qui incluerait la rupture avec le capitalisme, plus particulièrement en période de crise, il est le pendant de l'extrême droite dont il favorise la montée. Le PS et le FN se montrent critiques envers le capitalisme, pour chacun à leur manière je précise, mieux y soumettre la petite-bourgeoisie et le prolétariat. "*Les "Fronts populaires" d'une part,*

le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.". (Programme de transition). Dans l'ordre, le Front populaire en premier, le fascisme en second, le premier préparant le terrain à l'avènement du second. (France, Espagne, Chili, etc.)

Hier une certitude, aujourd'hui un doute : "*Pour sa part, le Parti ouvrier indépendant n'a pas participé à une initiative dont le principe et les objectifs nous paraissent contestables.*"

Hier il le condamnait, aujourd'hui ils lui "*paraissent contestables*", un glissement sémantique droitier qu'apprécieront sans doute les dirigeants du PS.

Claude Jenet le confirme en page 4, quand il écrit qu'il règnerait "*(une) profonde confusion quant aux engagements du candidat, dit de gauche*", pourtant les choses sont très claires à la lecture de leurs déclarations, non ?

Monsieur Jenet, vous n'êtes pas sérieux, l'essentiel ce ne sont pas les discours alambiqués ou les "*engagements du candidat, dit de gauche*", c'est son refus de rompre avec le capitalisme et l'UE, et sur ces points précis les choses sont parfaitement claires, non ? Alors pourquoi vous employez-vous à introduire un doute ou il n'y en a pas dans la tête des militants du POI et des lecteurs du journal de votre parti ?

J'ai lu la lettre que Montebourg a adressée à Hollande et Aubry. Pour ne prendre que le volet politique.

Il se prononce pour une VIe République et dans le même temps il envisage "*la transformation du Conseil constitutionnel en une véritable Cour constitutionnelle indépendante*", autrement dit il préconise la création d'une sorte de Cours suprême calquée sur ce qui existe notamment aux Etats-Unis (en Inde, en Bolivie, etc), qui ne serait rien d'autre qu'un organisme d'exception placé au-dessus des lois et n'ayant de comptes à rendre à personne, non élu au suffrage universel, qui disposerait d'un pouvoir arbitraire, pour ainsi dire illimité... Comme modèle de démocratie on ne peut imaginer pire ! Finalement, cette modification de la Constitution s'inscrirait dans le prolongement de celles adoptées par Sarkozy et ses prédécesseurs, dans le but d'instaurer un régime présidentiel à l'américaine, dont les "primaires" du PS constituaient les prémices. Donc pour nous, le principe et les objectifs de la "primaire" du PS ne "*nous paraissent (pas) contestables*", ils sont condamnables.

Nous devons les condamner avec la plus grande fermeté et sans aucune réserve, parce que leur objectif est de parvenir à éliminer de la vie politique tous les partis politiques à l'exception de l'UMP et du PS.

Politique

1- France

Les Français sont plutôt satisfaits dans la vie, et ils le sont d'autant plus que leurs revenus augmentent, selon une étude publiée ce mercredi par l'Institut national de la statistique (Insee) et réalisée il y a plus d'un an. «*En France en 2010, quand on demande aux personnes d'indiquer leur niveau de satisfaction dans la vie, elles répondent en moyenne 7,3 sur une échelle de 0 à 10*», relève l'Insee.

Ce rapport commandé par le président Nicolas Sarkozy suggère de compléter la mesure de la croissance économique, actuellement évaluée par le produit intérieur brut (PIB), par des indicateurs de «*bien-être*» prenant en compte les activités non marchandes (travaux domestiques, loisirs...) ou les inégalités.

Selon l'Insee, 92% des personnes interrogées déclarent un niveau de satisfaction supérieur ou égal à 5, et 60% s'attribuent même une note entre 7 et 9. «La satisfaction augmente systématiquement avec le niveau de vie», ajoute l'institut: elle passe de 6 en moyenne pour les 10% de personnes les plus modestes à 7,8 pour les 10% les plus aisées. De la même manière, plus les Français ont de difficultés matérielles, pour boucler leurs fins de mois, payer leurs factures ou bien disposer d'un logement convenable, plus leur insatisfaction est forte.

Pour autant, plus le revenu est élevé, «plus le gain de satisfaction est faible et d'autres dimensions que le revenu interviennent», explique l'Insee. «*L'argent fait le bonheur, mais seulement jusqu'à un certain point*», a expliqué à l'AFP Fabrice Lenglart, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee.

Après les conditions de vie matérielles, les difficultés de santé ont un fort un impact sur le bien-être ressenti.

Parmi les autres facteurs figurent l'âge (les 45-49 ans sont les moins satisfaits) et la situation vis-à-vis de l'emploi (les chômeurs sont nettement plus insatisfaits que les actifs). Les habitants de communes rurales se disent de leur côté légèrement plus satisfaits que les citadins. L'étude a été réalisée en mai et juin 2010 auprès d'un panel de 10.000 ménages dits ordinaires représentatifs de la population française métropolitaine de plus de 16 ans, interrogés en face à face. (20 minutes.fr 12.10)

Qui était le commanditaire de cette "*étude*" ? L'épileptique du Palais.

Plus tu as de l'argent pour satisfaire tes besoins, plus tu te sens heureux, diable, qui l'aurait cru !

Plus tu es isolé, plus tu es arriéré et tu t'estimes satisfait de ton sort misérable, en voilà une formidable découverte !

Et quand tu es au chômage, comment dire, il te manquerait un petit quelque chose pour t'estimer heureux, un travail et un revenu décent par exemple, non mais franchement, qu'est-ce qu'on est abruti, il fallait y penser !

Social

1- France

1.1- L'Assemblée a adopté mercredi un article très critiqué par l'opposition sur la modulation du temps de travail, dans le cadre de l'examen de la proposition de loi UMP de simplification du droit.

La mesure votée mercredi (38 voix contre 21) établit que la modulation, "*prévue par un accord collectif*", du nombre d'heures travaillées "sur une période supérieure à la semaine et au plus égale à l'année" ne constitue pas une modification du contrat de travail.

Jean-Yves Le Bouillonnec (PS) s'est insurgé : "*on n'est pas dans une simplification, on est dans un changement fondamental du droit*". "*Vous provoquez une rupture avec une application constante de la jurisprudence selon laquelle l'employeur ne décide pas unilatéralement ce qui pouvait avoir des conséquences graves sur sa vie de famille*", a ajouté ce député.

Un peu plus tôt, la CGT s'était ému dans un communiqué que cette mesure aille "*à l'encontre des décisions de la Cour de cassation et des droits fondamentaux des salariés*" et que la proposition porte "*un coup terrible*" à la législation du temps de travail". (libération.fr 12.10)

1.2- Publiés au Journal officiel mercredi, plusieurs arrêtés et décrets, qui complètent la loi du 16 juin dernier sur l'immigration, précisent les toutes nouvelles dispositions qui entreront en vigueur dès l'an prochain.

À compter du 1er janvier 2012, les étrangers auront l'obligation d'accéder à un certain niveau en français. Selon le jargon technocratique, il leur faudra avoir le niveau B1 du cadre européen commun de référence pour les langues du Conseil de l'Europe. Plus prosaïquement, ils devront posséder la même maîtrise du français à l'oral qu'un élève de 3e. Selon l'un des arrêtés, ils devront comprendre le «*langage nécessaire à la gestion de la vie quotidienne et aux situations de la vie courante*». Selon le même texte, ils devront être en mesure d'«*émettre un discours simple et cohérent sur des sujets familiers* ».

Autre nouveauté, ces postulants devront aussi rapporter la preuve qu'ils ont ce niveau requis en produisant l'une des pièces énumérées par l'arrêté. Ils pourront fournir un diplôme français de niveau supérieur ou égal au brevet des collèges. Autre voie possible: l'obtention d'une attestation délivrée par un organisme agréé comme la Chambre de commerce et d'industrie de Paris ou par des structures qui obtiendront le nouveau label -«*français langue d'intégration*». Ce dernier va être lancé dès janvier prochain par le ministère de l'Intérieur. Autant de pièces à produire qui seront à la charge de l'étranger.

Ce nouveau dispositif qui concerne les candidats à la nationalité française par voie de naturalisation ou en raison de leur mariage avec un ou une Française, instaure un cadre plus strict.

Jusqu'alors, si la maîtrise du français, preuve d'assimilation à notre société, était demandée, elle faisait l'objet d'une évaluation sans doute parfois plus approximative. Rendez-vous était pris dans une préfecture et un agent estimait le niveau au cours d'un entretien d'assimilation organisé au bureau de naturalisation.

L'an passé, près de 130.000 personnes ont acquis la nationalité française, dont environ 90.000 par la procédure de naturalisation.

Ces nouvelles exigences seront complétées par deux autres nouveautés. Le Haut Conseil à l'intégration finalise l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs qui sera ensuite signée par chaque personne devenant française.

Enfin, un nouveau questionnaire pourrait voir le jour et être soumis à chaque étranger afin d'évaluer ses connaissances en matière d'histoire de France. Aujourd'hui testé à la Préfecture de Paris, il pourrait être généralisé s'il s'avère concluant.

En visite mercredi dans un de ces services à la Préfecture de police à Paris, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a rappelé l'esprit de cette réforme: «*Il faut faire en sorte que les personnes immigrées s'intègrent et puissent vivre en respectant les principes*

de la République. Une exigence qui vaut encore plus pour celui qui accède à la nationalité française.» (lefigaro.fr 12.10)

Alors que Sarkozy et son gouvernement englués dans les affaires foulent aux pieds ces mêmes principes !

2- Grande-Bretagne

Le nombre de chômeurs est en Grande-Bretagne au plus haut depuis 1994, le privé n'ayant pas compensé les pertes d'emplois du secteur public, une statistique qui nourrit un peu plus les craintes d'une nouvelle récession.

Suivant la méthodologie de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le nombre de chômeurs a augmenté de 114.000 sur une période de trois mois à fin août, à 2,57 millions.

Toujours au sens de l'OIT et sur la période juin-août, le taux de chômage a progressé à 8,1%, au plus haut depuis octobre 1996.

La Banque d'Angleterre a lancé la semaine dernière de nouvelles mesures de soutien à la croissance mais Spencer Dale, son premier économiste, a dit à Reuters que l'économie faiblirait encore vraisemblablement au quatrième trimestre. (Reuters 12.10)

La même tendance sur l'économie tend à se dessiner pour la plupart des pays dont la France.

3- Grèce

Musées fermés, transports paralysés, justice bloquée : la mobilisation syndicale gagnait du terrain mercredi en Grèce, en vue d'une grève générale le 19 octobre contre une nouvelle loi d'austérité que le gouvernement veut faire voter avant le sommet européen du 23 octobre.

Se ralliant à la valse des débrayages sectoriels, manifestations et occupations d'administrations, qui perturbent la vie du pays depuis des semaines, le personnel du ministère de la culture a appelé mercredi à la fermeture des musées, et jeudi à celle des sites archéologiques, dont l'Acropole d'Athènes. "*1944 : libération, aujourd'hui : occupation*", proclamait une banderole déployée dans la matinée par des protestataires à l'entrée du site, où devait être commémorée la fin de l'occupation nazie.

Pour jeudi et vendredi, les personnels des transports en commun d'Athènes ont également décidé un nouveau débrayage après leur dernière journée d'action, lundi. La puissante fédération des marins, PNOE, entend elle clouer aux quais les ferries desservant les îles lundi et mardi. Les syndicats du stratégique ministère des finances en ont pour leur part annoncé une "*fermeture*" pour dix jours à partir de lundi.

Dans l'intervalle, la justice grecque, déjà réputée pour sa lenteur, doit être paralysée à partir de jeudi par cinq jours de grève des avocats, tandis que se poursuivent diverses mobilisations dans les crèches, hôpitaux et écoles.

L'enjeu de cette grogne, qui ne nourrit toutefois pas jusque-là de mobilisation massive dans les rues, où l'abattement semble l'emporter, est une nouvelle loi cadre d'austérité, prévoyant notamment coupes salariales et chômage technique dans la fonction publique, et taxes additionnelles. Même les fédérations de commerçants et d'artisans ont annoncé qu'elles se joindraient à la grève générale. (lemonde.fr 12.10)

A noter, plus les jours, les semaines, les mois passent, plus il y a de couches de la population qui participent à des grèves ou des manifestations, le contraire du désespoir avancé par le journal *Le Monde*, normal.

Economie

1- France

1.1- Le volet français du plan de démantèlement de Dexia, présenté mercredi en conseil des ministres, prévoit environ 33 milliards d'euros de garanties de financement.

Une garantie supplémentaire contre d'éventuelles pertes liées à la restructuration des crédits «*toxiques*» aux collectivités locales est également prévue.

Ces garanties seront rémunérées «*au prix du marché*», a précisé le ministère de l'Economie. Le texte, un projet de loi de finances rectificative, doit être examiné lundi prochain par l'Assemblée nationale et le mercredi suivant au Sénat.

La garantie de financement sera au total de 90 milliards d'euros, apportés à 60,5% par la Belgique, 36,5% par la France et 3% par

le Luxembourg.

Elle s'appliquera à toute émission intervenant avant le 31 décembre 2021, quel que soit l'instrument utilisé, à condition que sa maturité n'excède pas 10 ans.

Son objectif est de permettre à Dexia de retourner sur les marchés financiers «*le plus rapidement possible et dans les meilleures conditions possibles*», a-t-on expliqué.

«*Toutes les garanties seront rémunérées, la garantie de financement comme les systèmes de contre-garanties, aux conditions de marché*», ajoute-t-on.

L'enjeu est en particulier qu'elles n'apparaissent pas comme une aide d'Etat aux yeux de la Commission européenne.

La deuxième garantie prévue par le texte concerne les prêts aux collectivités locales consentis par Dexia Municipal Agency (DexMA) et repris par la Caisse des dépôts.

«*La CDC va prendre une participation majoritaire dans DexMA, pas la totalité*», a-t-on déclaré.

Cette garantie prévoit que si les pertes éventuelles enregistrées sur la restructuration de quelque 10 milliards d'euros de prêts structurés considérés comme risqués excèdent 500 millions d'euros, l'excédent sera pris en charge à 70% par l'Etat français et à 30% par Dexia.

Le gouvernement français estime que le montant des pertes éventuelles n'excédera pas 500 millions d'euros.

«*Dexia conserve la responsabilité des renégociations et des risques contentieux*», a-t-on précisé. (20minutes.fr 12.10)

1.2- La nouvelle taxe sur les sodas a été doublée et élargie aux boissons contenant des édulcorants, ce mercredi en commission des Finances de l'Assemblée, pour rapporter au total 250 millions d'euros, a-t-on appris de source parlementaire.

Initialement, la taxe sur les sodas devait rapporter 120 millions d'euros et ne devait pas concerner les boissons avec des édulcorants. Mais «*ces boissons, qui ne sont pas des produits de première nécessité, bénéficient de la TVA à taux réduit. Elles doivent donc pouvoir supporter la charge supplémentaire générée par cette nouvelle contribution*», estime Michel Diefenbacher (UMP) dans un sous-amendement.

Pour moitié environ, la taxe revue et corrigée contribuera à réduire le coût du travail permanent dans le secteur agricole, qui souffre d'un manque de compétitivité face à nombre de ses concurrents comme l'Allemagne, l'Espagne ou encore l'Italie. Le reste ira notamment à l'assurance maladie.

Le coût d'un salarié devrait baisser d'un euro par heure, comme l'a promis à plusieurs reprises le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire. (20minutes.fr 12.10)

Initialement cette nouvelle taxe avait été annoncée pour lutter contre l'obésité, en l'élargissant aux édulcorant on s'aperçoit que le législateur visait un autre objectif : réduire le coût du travail de la main d'oeuvre agricole.

C'est ce que confirme le député de l'UMP Michel Diefenbacher quand il affirme que ce "*ne sont pas des produits de première nécessité*", car cela signifie que le coût de la force de travail d'un ouvrier agricole ne devrait pas dépasser ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de sa force de travail. On peut y ajouter l'école par exemple qui n'est pas indispensable pour réaliser des tâches simples et répétitif, etc.

Zone euro

Les pays de la zone euro vont demander aux banques d'accepter de perdre jusqu'à 50% sur leurs avoirs en dette grecque, ont annoncé mercredi des responsables de la zone euro, dans le cadre d'un plan de grande envergure pour éviter un défaut dans le désordre et mettre fin à la crise qui menace la santé économique de la planète.

Avant un sommet européen de la dernière chance prévu le 23 octobre, lors duquel un nouveau plan de crise franco-allemand devrait être discuté, quatre responsables de la zone euro ont déclaré à Reuters qu'une décote comprise entre 30% et 50% pour les détenteurs privés d'obligations grecques était désormais envisagée, au lieu des 21% prévus.

Dans ce cadre, les créanciers privés - banques, caisses de retraites et autres institutions financières - devaient accepter une

décote évaluée à 21% sur la valeur nette de leurs avoirs obligataires grecs, ce qui représente une contribution estimée à 50 milliards d'euros jusqu'à la mi-2014.

Depuis, la récession s'est aggravée en Grèce, alimentant les craintes d'un défaut en bonne et due forme et forçant les dirigeants de la zone euro à envisager une action beaucoup plus radicale pour endiguer la crise.

Pour restaurer la confiance dans le système bancaire, ils travaillent aussi sur la façon de renforcer les banques de la zone euro en les recapitalisant.

Le montant de la dette grecque devrait atteindre 357 milliards d'euros cette année, soit 162% de son produit intérieur brut (PIB). Pour l'instant, les gouvernement de la zone euro n'ont pas réussi à produire un plan convaincant pour la réduire.

"*Nous négocions chaque jour pour alléger cet endettement. C'est la grande négociation et c'est là où se situe le gros problème*", a déclaré le Premier ministre grec George Papandréou lors d'une réunion du conseil des ministres.

Un responsable de la zone euro a déclaré à Reuters que le niveau final de la participation du secteur privé n'avait pas été fixé et qu'on attendait de voir la réaction des banques à ces nouvelles demandes.

"*Cela reste très ouvert. Il faut voir quelle sera la réaction initiale des investisseurs privés. Une participation volontaire, c'est l'objectif, du moins pour l'instant, et beaucoup ont le sentiment que nous devons éviter tout risque de défaut total*", a déclaré l'un d'entre eux sous le sceau de l'anonymat.

"*La décote sera fixée à niveau compatible avec la nature volontaire de la participation du secteur privé*", a déclaré un deuxième responsable.

Un responsable de l'Institut de la finance internationale (IFI), l'association qui aide à mettre en place l'accord avec le secteur privé, a déclaré mercredi que la décote pour les investisseurs privés serait de 39% si l'on utilisait les prix actuels du marché. (Reuters 12.10)

Grèce

Le déficit budgétaire de la Grèce s'est encore creusé en septembre en raison d'une récession portée par les mesures d'austérité, et ce en dépit de nouvelles mesures fiscales qui étaient censées augmenter les recettes.

Le déficit budgétaire a augmenté de 15% annuellement, à 19,16 milliards d'euros sur la période janvier-septembre, montrent les statistiques du ministère des Finances publiées mercredi.(Reuters 12.10)

Etats-Unis

Le régulateur boursier américain, la SEC, a approuvé, mercredi 12 octobre, le projet de réglementation Volcker, disposition de la loi de réforme de Wall Street dont l'objectif est de limiter la spéculation par les banques.

Les membres de la Securities and Exchange Commission ont voté à l'unanimité (4 pour et 0 contre) en faveur de ces règles lors d'une réunion publique à Washington. Elles sont désormais soumises aux commentaires des parties concernées (notamment les banques) jusqu'au 13 janvier en vue d'une adoption définitive.

La réglementation Volcker tire son nom de son principal inspirateur : l'ancien président de la Banque centrale américaine (FED) Paul Volcker. C'est l'une des dispositions les plus controversées de la loi de réforme de Wall Street promulguée en juillet 2010. La réglementation Volcker est censée entrer en vigueur au plus tard le 21 juillet 2012. La Fed a indiqué par le passé que les banques disposeraient d'une période de transition de deux ans pour s'y conformer.

Les banques ont d'ores et déjà annoncé qu'elles seraient particulièrement attentives aux différentes exemptions proposées, qu'elles souhaitent aussi larges que possible. Mardi, le conseil d'administration de la Compagnie fédérale d'assurance des dépôts bancaires (FDIC) avait approuvé à l'unanimité le projet de directive.

Cette directive, détaillée mardi par la FED, vise à interdire deux pratiques, a expliqué la SEC. D'une part, il s'agit d'empêcher les banques de spéculer sur les marchés à leur propre compte, c'est-à-dire en utilisant l'argent placé sur un compte qui leur appartient (ou appartient à une filiale).

D'autre part, elle interdit aux banques de détenir ou d'entretenir "*certaines relations*" avec des fonds spéculatifs ou d'investissement. Parmi les dérogations prévues par les régulateurs figurent les transactions concernant les obligations du Trésor américain ou celles émises par les organismes publics américains ou parapublics comme les agences de

refinancement hypothécaires Fannie Mae et Freddie Mac, ainsi que les titres de dette émis par les collectivités locales et les Etats fédérés américains.

Les autorités ont également exclu du champ de l'interdiction les activités de tenue de marché (intervention sur les marchés de capitaux afin de contribuer à la liquidité du marché), de souscription (acquisition d'actions ou obligations lors de leur émission afin d'assurer à l'émetteur une levée de fonds réussie) et de couverture contre le risque. (lemonde.fr 12.10)

Voilà qui devrait inquiéter les gangsters de la finance, j'ai noté parmi les restrictions apportées à ces mesures : "*exemptions proposées (...) aussi larges que possible*", "*dérogations prévues*", "*exclu du champ de l'interdiction*".

Haut de page

Le 12 octobre

Hier je n'ai pas pu travailler en raison d'une coupure de courant qui a duré toute la journée, je n'ai pas osé vider la batterie de secours par crainte d'une coupure de courant la nuit, ce qui m'aurait privé de mon précieux ventilateur et se serait traduit par une nouvelle nuit blanche. J'ai atteint un tel niveau de fatigue que tous les jours vers 18h j'ai la tête qui tourne et je m'endors littéralement debout. Evidemment pas question de me reposer à cette heure-là, du coup je ne tiens que par les nerfs et je ne dispose plus de toutes mes facultés déjà limitées.

Quand j'en arrive à ne plus me poser de questions ou qu'aucune ne surgit, que certains rapports ne me sautent pas aux yeux spontanément, c'est que j'ai atteint les limites de mes forces ou que mon cerveau fonctionne au ralentit, c'est plutôt gênant, et malgré tout il faut bien faire le boulot, d'où certains flottements, certaines hésitations, certaines erreurs aussi dans mes analyses. Le pire quand je suis dans cet état-là, c'est quand il faut adopter une position immédiatement, alors que j'ai du mal à mettre de l'ordre dans mes idées pour analyser la situation, je prends le risque de me tromper et je dois ajuster plus tard, ce qui n'est pas forcément facile à suivre pour tous les lecteurs.

Dans ce cas-là, il vaudrait mieux se taire et attendre, mais là on va m'accuser d'être un dégonflé ou un incapable ou de me déterminer par rapport aux uns ou aux autres, alors qu'en réalité je me forge moi-même ma propre opinion, je vais très loin dans ce domaine, je me refuse à lire ce que d'autres ont écrit tant que je n'ai pas commencé à me faire une idée précise sur une question, contrairement à certains j'emploie rarement le mot indépendance, je préfère le mettre en pratique.

Ma démarche peut se discuter. Je préfère faire des erreurs et les assumer plutôt que répéter celles des autres pour ensuite les accuser de m'avoir induit en erreur. Je pars du principe que chacun à son niveau doit assumer ses responsabilités et les conséquences positives ou négatives qui peuvent en découler au lieu de les reporter sur les autres, c'est d'ailleurs valable dans la vie en général. Quand on n'est pas capable d'être honnête envers soi-même, comment pourrait-on l'être envers les autres, comment pourrait-on progresser dans la vie, y voir plus clair et savoir où on en est exactement, se connaître soi-même ? Voilà un sujet que je verrais bien traité dans un journal destiné aux travailleurs parce qu'il nous concerne tous.

Vous trouverez ci-dessous avant les infos en bref quelques sujets de réflexion sur l'actualité que je n'ai pas eu le temps d'aborder.

Il manque une info vue et entendue aux infos sur TV5Monde Asie et apparemment non relégué par les agences de presse (je n'ai pas le temps de faire des recherches). En Indonésie les mineurs d'une des plus grande mines de cuivre du monde sont en grève pour exiger une augmentation du salaire minimum, ils exigent qu'il passe de 1 dollar à 8 dollars de l'heure, de violents affrontements ont eu lieu avec la police et il y aurait déjà au moins un mort parmi les mineurs.

J'ajouterai demain des articles dans différentes rubriques. J'ai mis en ligne le *Rapport international soumis à la discussion des journées d'études du CCI (T) des 1er et 2 octobre 2011* que je n'ai pas encore eu le temps de lire pour en avoir pris connaissance ce matin.

1- Pour ajouter un mot à mes deux dernières causeries.

J'ai lu et parcouru rapidement plusieurs textes dimanche sans prendre de note et je le regrette, car dans l'un d'entre eux j'ai lu que les syndicalistes ne devaient pas se contenter d'objectifs économiques, mais qu'ils devaient également mener leur combat sur des objectifs de classe, dont le renversement du capitalisme.

Voilà matière à réflexion. Je vais essayer de retrouver la source de cette citation, que je vous livre en substance sans dénaturer

les propos de son auteur. Pourquoi cette citation est-elle si importante ? Parce que sans objectif de classe, le syndicalisme n'est pas un syndicat de lutte de classes, mais un syndicalisme inféodé au capitalisme, un syndicalisme d'accompagnement du capitalisme.

Effectivement, il ne suffit pas de poser des revendications économiques pour se situer sur un terrain de classe contrairement à ce qu'on a voulu nous faire avaler, le syndicaliste qui réclame ou exige une augmentation de salaire n'a à l'esprit que l'amélioration de sa condition en régime capitaliste, témoignant s'il en reste là, qu'il peut sous certaines conditions s'accommoder du système d'exploitation et d'oppression en vigueur au lieu de se dresser contre lui pour le renverser, ce qui signifie qu'il abandonne l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Sur quoi reposait cet objectif ? Question déterminante que personne n'ose poser (je parle des différents partis ouvriers) : comment pourrait-il en être autrement quand on s'est écarté du marxisme ? Quand on a rejeté l'analyse du développement du capitalisme depuis sa naissance faite par Marx et Engels, on rejette la conclusion à laquelle il était parvenu, ce n'est pas difficile à comprendre.

Ce n'est pas la différence de salaire ou de traitement entre l'ouvrier et le patron, l'existence du pauvre et du riche, les différences qui existent entre leurs conditions de vie qui déterminent les rapports (sociaux) de production ou qui président à l'existence d'une classe d'exploités et une classe d'exploiteurs, ils en sont le produit ou les conséquences. Or, c'est à l'origine ou aux fondements du système d'exploitation qu'il nous faut s'attaquer, sous peine si on ne le fait pas que ces rapports demeurent en l'état ainsi que les conséquences qui en découlent, sans quoi aucun changement de société ne se réalisera.

Pourquoi cet objectif de classe a disparu du combat des syndicats et plus largement du mouvement ouvrier ? Parce qu'au non de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, les syndicats ne combattant plus dans la perspective du socialisme ils sont subordonnés à une autre perspective, à une autre idéologie : le capitalisme et assurer sa survie.

Comment peut-on prétendre que les syndicats seraient indépendant quand ils mènent leur combat sans objectif de classe ? Ils en ont forcément un, car qui ne combat pas pour renverser le capitalisme situe son combat dans les limites du capitalisme qui demeurent indépassables. Tous les discours sur l'indépendance des syndicats par rapport aux partis n'ont finalement servi qu'à couvrir la subordination des dirigeants syndicaux au capitalisme. De la même manière que le combat contre le stalinisme des soit-disant trotskistes a servi à masquer leur capitulation devant le réformisme, parfois en s'alliant avec les anarcho-syndicalistes ou s'en inspirant.

Ces derniers, avec le cynisme qu'on leur connaît et qui se sont faits les champions de la lutte pour l'indépendance des syndicats au lendemain de la seconde guerre mondiale, se sont servis comme masque du combat contre le stalinisme, pour non seulement camoufler leur subordination au capitalisme, pour combattre le marxisme dont le parti est l'expression achevé dans la période qui précède la prise du pouvoir, pour empêcher que les syndicalistes se tournent vers un parti marxiste, pour interdire au prolétariat de se donner une nouvelle direction politique pour pouvoir renverser le régime et construire son propre Etat, deux objectifs auxquels les anarcho-syndicalistes ont toujours été farouchement opposés, tout comme la classe dominante notez bien et ce n'est pas un hasard.

Lors du référendum sur la Constitution de la Ve République, tous les partis ouvriers et syndicats s'étaient prononcés pour dire non à de Gaulle en 1958, sauf un, Force ouvrière et A. Hébert que l'on allait retrouver plus tard à la direction de l'OCI, puis du PT. Il n'y a pas de hasard en la matière camarades, tout s'explique très bien pour peu qu'on parte des faits, faut-il encore les connaître évidemment.

Le même Alexandre Hébert soufflera à Pierre Lambert au début des années 50, qu'au lieu de s'acharner à construire une section de la IVe Internationale, il ferait mieux d'opter pour un parti des travailleurs du type de la SFIO. Tous les documents dont je m'inspire ici figurent sur Internet pour ceux qui veulent vérifier.

En 1969, de Gaulle a démissionné après que le non l'ait emporté au référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. On nous a expliqué, que dis-je martelé que Bergeron avait dit non lors du congrès de FO à la suite au discours à la tribune de P. Lambert. C'était en réalité un grossier mensonge, car en réalité Bergeron avait appelé à voter non en ajoutant que si le oui l'emportait son syndicat participerait au Sénat remodelé, Lambert le savait pertinemment mais se gardera bien de s'en vanter par la suite. C'est à cette condition inacceptable que Bergeron a appelé à voter non, en s'en foutant du résultat puisqu'il était prêt à participer au Sénat en cas de victoire du oui, donc de livrer pieds et mains liés son syndicat à l'Etat, voilà ce que Lambert a caché aux militants de son parti.

A partir de cette date, on comprend pourquoi Lambert devenu le complice de la duplicité de Bergeron votera toutes les résolutions de la direction confédérale, car très peu de militants sauront ou retiendront dans quelles conditions Bergeron avait appelé à voter non, on pourrait presque ajouter, en espérant que le oui l'emporte, puisque c'est aussi à partir de cette date que l'Etat développera des relations avec ses "partenaires sociaux" et dont la politique dite contractuelle ou de négociation sera le produit, privilégiant la recherche d'accords entre l'Etat (et le patronat) et les syndicats au détriment de la lutte de classes, reléguant l'action des travailleurs avec leurs syndicats et la grève au second plan comme moyen d'action. Sur sa lancée, plus tard Lambert avouera que dès 1972 il s'était donné pour objectif de porter Mitterrand à l'Elysée, autrement dit il refusera d'engager le combat contre la

direction de FO et du PS auxquels il demeurera inféodé jusqu'au bout...

Neutraliser la classe, rogner son indépendance de classe, lui interdire d'intervenir sur son propre terrain de classe, l'empêcher de construire son parti, tout se tient.

C'est la stratégie d'adaptation, puis de subordination aux appareils adoptée par les dirigeants se réclamant du trotskisme depuis l'après-guerre, qui est responsable de l'absence du parti révolutionnaire aujourd'hui, stratégie qui était le produit d'une analyse erronée des rapports entre l'avant-garde et les masses ainsi que les syndicats, autant que l'incompréhension des rapports entre les travailleurs et les syndicats ainsi que leurs partis. Le MNA (Algérie) qualifié de parti marxiste, Tito présenté comme un nouveau Lénine, le PS présenté comme un parti ouvrier, etc. etc. (A suivre)

2- Manipulation des électeurs.

Il y a quelque 45 milllions d'électeurs en France, 2,6 millions, soit 5,5% seulement participent au "primaires" du PS, et les voilà qui crient victoire, complètement délirant, quelle manipulation !

Question : où sont passés les soit-disant 44 à 49% prêts à voter pour le candidat du PS au second tour de la présidentielle de 2012 ? Ils ont refusé de participer à cette mascarade, parce qu'ils savent pertinemment que si le candidat du PS était élu cela ne changerait rien à leur condition, pas plus que s'ils avaient voté pour Sarkozy. Conclusion : ce résultat illustre le rejet massif du PS et sa politique réactionnaire qu'il partage avec l'UMP.

Maintenant, on pourrait avancer l'hypothèse grotesque que les 44 ou 49% manquant se porteraient sur les autres candidats étiquetés à gauche ou à l'extrême gauche, EE-LV, le Front de gauche, le NPA et LO. Problème : à eux tous s'ils parvenaient à totaliser entre 24 et 29% des voix en étant généreux, il en manquerait encore entre 19 et 24% pour faire le compte. On nous dira que beaucoup de gens n'ont pas estimé indispensable de se déplacer et qu'ils le feront en 2012. Cette hypothèse est déjà plus sérieuse, à moins que cet écart corresponde en partie à une poussée de l'abstention, ce qui est plausible par les temps qui courent.

Quoi qu'il en soit, le candidat étiqueté PS qui affrontera Sarkozy en 2012 ne sera pas le candidat de ce parti puisqu'il ne compte que 300 000 adhérents environ, il sera le candidat de la petite-bourgeoisie, des intellectuels et des couches moyennes qui ont lié leur sort à celui de la Ve République et du capitalisme, et qui espèrent qu'en retour leurs intérêts seront mieux sauvegardés que si elles avaient voté pour Sarkozy ou Le Pen.

3- Effet d'annonce.

Il y a deux semaines environ Barroso s'est enflammé à la tribune du Parlement européen en proposant une taxation des transactions financières. En réalité, en étant optimiste cette mesure pourrait entrer en vigueur à partir de 2014, à condition que les 27 pays de l'UE la ratafient, or certains d'entre eux y sont farouchement opposés, à commencer par les Britanniques.

Du coup Barroso a précisé que chacun pourrait l'appliquer à sa manière ou ne pas l'appliquer du tout. Sachant par avance qu'une telle taxe ne pourrait voir le jour qu'à l'échelle mondiale et que les Etats-Unis et la Chine ne veulent pas en entendre parler, autant dire qu'elle ne le sera jamais en l'état actuel des choses. Comble du ridicule, elle devrait rapporter 55 milliards d'euros que les Etats de l'UE devraient se partager, soit 2,03 milliards d'euros par Etat et par an, en voilà une somme gigantesque à côté des 4 660 milliards d'euros que la BCE a accordé aux voyous de la finance, chiffre fourni par Barroso.

Dur, dur, dur de "*réformer*", de "*moraliser*" le capitalisme, même aux forceps c'est impossible, d'où la seule solution : l'abolir, par tous les moyens, y compris la force !

Lors de l'émission *On n'est pas couché* diffusée en différé samedi dernier sur TV5Monde Asie, le conseiller de Sarkozy, Henri Guaino, a affirmé que La Talonnette était à l'origine de cette proposition fort audacieuse sans que personne ne relève la supercherie évidemment.

Ajoutons un mot hors sujet. L'alchimie de la propagande gouvernementale.

Guaino est plus dangereux que Sarkozy qui multiplie les impairs dans ses déclarations spontanées et se ridiculise. Guaino maîtrise parfaitement le langage de la communication contrairement à La Talonnette qui ne maîtrise rien finalement, ce n'est qu'un homme de paille, un avocat d'affaires minable.

Guaino reprend les formules qui ont propulsé l'extrême droite sur le devant de la scène politique à diverses époques dans le passé. Il a l'art de présenter la politique réactionnaire qu'il défend de telle manière qu'on pourrait croire qu'elle lui a été dictée ou inspirée par les travailleurs eux-mêmes, donc correspond à leurs intérêts, partant de là, à l'adresse de ses contradicteurs, difficile ou impossible de dire ou de faire mieux, la discussion est close, il a bien parlé et il a forcément raison quelque part.

Plus fort encore, sans attendre qu'on lui signale les aspects négatifs de sa politique, il s'en saisit d'autant plus facilement qu'il a mêlé dans son discours vérités et mensonges ou parfois non-dits quand il n'a pas pu faire autrement pour éviter que la vérité le rattrape, ce qui ne peut se produire que lorsqu'il est en présence d'un véritable opposant à sa politique ou d'un journaliste qui cherche à se faire remarquer, ce qui est assez rare, ce qui ne l'arrête pas pour autant puisque son discours s'adresse davantage à la majorité d'ignorants qui composent la société et n'y verra que du feu.

C'est ainsi qu'il a été jusqu'à revendiquer la situation sociale actuelle avec toutes ses conséquences dramatiques pour des millions de travailleurs et leurs familles, en saluant l'action du président de la République qui avait su préserver les intérêts de chacun et sans lequel, la situation sociale serait encore pire dans le pays, voyez ce qui s'est passé en Grèce ajoutera-t-il.

Il a le champ libre pour tenir un tel discours puisqu'il n'existe plus de véritable opposition dans ce pays en dehors de partis ouvriers très faibles et maginalisés. Son discours ne s'adresse pas à ceux qui sont le plus durement frappés par la crise du capitalisme, il sait qu'ils ne constituent qu'une minorité dans la société ou que la majorité dispose encore des moyens pour supporter les conséquences de la politique mise en oeuvre par Sarkozy et son gouvernement. Il ne cherche pas à convaincre ou à se ralier cette minorité, il s'appuie sur la majorité qui a encore l'illusion d'avoir quelque chose à perdre et qui s'y raccroche en espérant encore pouvoir échapper au pire, d'où son discours qui se veut à la fois lucide ou sans concession, rassurant pour les mettre en confiance, ce que cette majorité a besoin d'entendre pour se rassurer et le tour est joué... pour le moment.

4- A propos de l'initiative de l'Autorité palestinienne.

Mahmoud Abbas a pris l'initiative de faire reconnaître un Etat palestinien par l'ONU. Si nous ne pouvons pas défendre cette initiative, nous ne pouvons pas non plus la condamner et j'explique pourquoi.

On ne peut pas la défendre car un Etat palestinien n'est pas viable dans les conditions actuelles, sachant que les territoires palestiniens ne peuvent vivre sans le soutien des subventions qui lui sont versées par l'impérialisme américain, l'Union européenne ainsi que d'autres pays, surtout l'Etat d'Israël. Un Etat ne peut pas être considéré comme indépendant et souverain quand son existence repose sur l'aide économique que lui octroient d'autres Etats, il serait forcément dépendant sur le plan politique de ses "généreux" donateurs" qui en échange exigeraient sa soumission totale.

Ces éléments mettent en lumière que dans l'état actuel des choses, un Etat palestinien n'est pas viable

On ne peut pas condamner cette initiative car elle a le mérite d'une part de mettre en relief l'alliance qui existe entre l'impérialisme américain et l'Etat sioniste pour interdire aux Palestiniens de disposer de leur propre Etat, ce que l'un et l'autre niaient jusqu'à présent à la face du monde, d'autre part elle permet de mettre en lumière leurs réelles intentions, l'hypocrisie et le mensonge permanent qui soutend leurs discours depuis 1947-48.

5- A propos de la dictature de l'impérialisme américain sur le monde.

Washington a opposé son véto à l'ONU à la reconnaissance d'un Etat palestinien. Ensuite la Maison Blanche a menacé de ne plus verser les subventions américaines à l'Unesco, après que la majorité de ces membres aient répondu favorablement à la proposition du président de l'Autorité palestinienne.

Dans les deux cas, à l'ONU comme à l'Unesco, une majorité de pays s'est prononcée en faveur de la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Ainsi non seulement l'impérialisme américain a soutenu l'Etat sioniste, il a imposé sa volonté au reste du monde, endossant ouvertement le rôle de dictateur à l'échelle de la planète. La décision américaine et les réactions des différents Etats qui ont suivi, ont témoignés de la soumission de ces deux institutions à l'hégémonie américaine dans la mesure où aucun pays n'a cru bon de décider de rompre avec Washington et de se retirer de ces deux institutions.

Une nouvelle fois, ces deux exemples témoignent que l'ONU et toutes ses agences sont inféodées à l'impérialisme américain et qu'en aucun cas elle ne peuvent même de façon temporaire, limitée ou déformée se placer au côté des peuples qui exigent la reconnaissance de droits démocratiques ou que soit reconnue leur souveraineté.

Dès lors, toute initiative consistant à en appeler à l'ONU, toute position politique consistant à soutenir une décision de l'ONU ne peut avoir qu'un contenu contre-révolutionnaire contraire aux intérêts des peuples et de leurs masses exploitées. Elle doit être dénoncée et combattue sans ménagement ni relache.

6- A propos de la situation en Egypte.

Après l'assaut lancé avant-hier par l'armée contre une manifestation au Caire qui s'est soldée par 21 morts et 329 blessés parmi les manifestants, les médias et la junte militaire au pouvoir tentent d'opposer la minorité copte à la majorité musulamne.

Lors des infos du soir hier sur TV5Monde Asie, ils ont diffusé le témoignage de plusieurs personnes présentes sur les lieux, dont des manifestants se présentant comme musulman qui ont expliqué qu'ils avaient participé à cette manifestation parce qu'ils partageaient les revendications sociales et politiques avancées par les organisateurs de cette manifestation. Je ne suis pas en mesure de préciser en quoi consistaient au juste ces revendications au-delà de celles concernant strictement la communauté copte, puisqu'aucun détail n'a été fourni lors de ce journal télévisé.

Politique

1- France

Le premier tour de la primaire socialiste a attiré 2.665.013 votants, dont 2.650.259 se sont exprimés, a annoncé mardi soir dans un communiqué la Haute autorité des primaires (HAP) qui veille au bon déroulement du scrutin.

François Hollande, arrivé en tête avec 39,2% des voix, affrontera dimanche prochain au second tour Martine Aubry (30,4%). Arnaud Montebourg s'est classé troisième (17,2%) devant Ségolène Royal (6,9%), Manuel Valls (5,6%) et Jean-Michel Baylet (0,6%), selon ces résultats validés par la HAP. (libération.fr 11.10)

2- Slovaquie

Le parlement slovaque a rejeté mardi l'élargissement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), sur lequel le gouvernement avait engagé sa responsabilité.

Cette mesure, jugée essentielle pour contenir la crise de la dette, devrait toutefois être adoptée à l'occasion d'un deuxième vote, a déclaré Ivan Miklos, ministre des Finances sortant.

Le Premier ministre Iveta Radicova avait engagé la responsabilité de son gouvernement pour tenter de contraindre le parti Liberté et solidarité (SaS), membre de la coalition au pouvoir, de voter en faveur de l'élargissement du FESF.

Sur les 150 députés, 55 ont voté pour et neuf contre. Les autres, parmi lesquels figurent les membres du SaS, étaient absents ou n'ont pas pris part au vote. Pour être adopté, le texte devait dépasser les 75 suffrages.

Iveta Radicova va demander aux parlementaires de se prononcer à nouveau sur le FESF, qui devrait cette fois être approuvé à une large majorité avec les voix du Smer, principal formation de l'opposition, qui a promis de voter pour une fois le gouvernement tombé.

"*Le Smer est curieux de voir ce que la coalition au pouvoir va proposer en échange d'un vote rapide et de l'approbation de ce document vital pour la Slovaquie. Le Smer est prêt pour cette discussion*", a déclaré Robert Fico, chef de file du mouvement de gauche et ancien Premier ministre.

"*On suppose que le FESF sera, d'une façon ou d'une autre, adopté avant la fin de la semaine*", avait quant à lui indiqué le ministre des Finance avant le vote.

L'élargissement du FESF a été approuvé dans les 16 autres Etats membre de la zone euro. (Reuters 11.10)

3- Egypte

Le maréchal Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées, a rejeté la démission présentée par le vice-premier ministre égyptien, mardi 11 octobre, après les affrontements meurtriers de dimanche entre manifestants coptes et forces de l'ordre au Caire, qui ont fait 25 morts et 329 blessés et provoquent de vives critiques contre l'armée et le gouvernement.

Hazem Beblawi, vice premier-ministre et ministre des finances, a expliqué avoir "*démissionné suite aux évènements de Maspero*", qui ont "*ébranlé la sécurité de la société*". "*Il n'y a peut-être pas de responsabilité directe du gouvernement dans cela, mais la responsabilité est la sienne au final*", a-t-il ajouté. "*La situation actuelle est extrêmement difficile et nécessite une vision et un travail nouveaux et différents*", a-t-il conclu. La manifestation s'était terminée par des heurts entre l'armée et des protestataires, et des véhicules de l'armée avaient foncé sur les manifestants.

Certains journaux et partis politiques estimaient mardi que le premier ministre lui-même, Essam Charaf, souvent critiqué pour son manque d'autorité, devait partir.

"*L'Etat a perdu sa stature, le régime est au bord de l'effondrement, et le gouvernement Charaf a perdu son crédit. Tout ce qui reste à faire pour le premier ministre, c'est de partir*", écrivait un influent quotidien indépendant, Al-Masri Al-Youm (en arabe), dans un éditorial en première page. "*Après ce qu'il s'est passé, M. Charaf doit quitter son poste*", estimait aussi le journal Al-Wafd (en arabe), organe du parti libéral du même nom.

L'un des médecins légistes ayant procédé à l'autopsie des manifestants a affirmé à ON TV que dix corps avaient été écrasés par des véhicules, en ajoutant que, même en 1997, après l'attentat de Louxor, il n'avait pas vu des corps aussi malmenés. Des témoins ont indiqué avoir vu des véhicules de transport de troupes foncer sur les manifestants qui étaient rassemblés devant le siège de la télévision publique, dans le centre de la capitale.

Des versions divergentes circulent sur ces affrontements imputés tour à tour aux manifestants coptes – qui constituent la majorité des personnes tuées – aux militaires et aux forces de l'ordre sur place ou encore aux provocations de "*voyous*". A l'issue d'une réunion de crise, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a dénoncé "*les efforts de certains pour détruire les piliers de l'Etat et semer le chaos*".

Le patriarche copte orthodoxe, Chenouda III, a mis ces affrontements, sur le compte d'"inconnus infiltrés" et a dénoncé le fait que l'on puisse les imputer aux manifestants chrétiens. Ceux-ci protestaient contre l'incendie d'une église dans le gouvernorat d'Assouan (Sud).

"*Les dirigeants doivent prendre des mesures sérieuses pour traiter les problèmes à la racine ; autrement, cette situation peut mener à la guerre civile*", estimait lundi Fouad Allam, qui a dirigé les services de sécurité égyptiens pendant vingt ans, demandant une révision de lois religieuses discriminatoires. L'Egypte connaît depuis plusieurs mois une montée des tensions confessionnelles. D'autres relèvent que les heurts n'ont pas simplement un fondement religieux, mais sont alimentés par le ressentiment contre la police et le pouvoir militaire.

La blogueuse égyptienne Shahinaz Abdel Salam, que l'Express.fr a rencontrée lundi à Paris à l'occasion de la sortie de son livre Egypte, les débuts de la liberté (éd. Michel Lafon) relève des faits troublants. "*La télé égyptienne a presque appelé les musulmans à protéger l'armée attaquée par les coptes, c'était n'importe quoi. Comment se fait-il que les forces armées aient, en parallèle, coupé les chaînes satellitaires ? Sur l'une d'entre elles, on les a entendus entrer dans le studio où la présentatrice travaillait pour couper le direct. Ils ont aussi coupé des journaux en ligne. Ce comportement n'est pas normal ! Qui a donné l'ordre de faire cela, et de tirer sur les manifestants ?*" s'interroge-t-elle. (lemonde.fr 11.10)

Social

1- France

La journée interprofessionnelle contre le plan anti-déficits du gouvernement a réuni, mardi, plus de 270.000 manifestants partout en France, selon une estimation de la CGT, sur 150 des 200 manifestations organisées.

Ils étaient ainsi 25.000 à Paris selon la CGT, 16.000 selon la préfecture de police, pour réclamer une autre répartition des richesses à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, Unsa et Solidaires.

A Marseille, le cortège a réuni 30.000 manifestants selon les syndicats (3.300 selon la police), à Toulouse 7.000 selon l'intersyndicale (3.200 selon la police), alors qu'à Bordeaux ils étaient entre 10 et 12.000 personnes selon les organisateurs, 4.800 selon la police.

Bernard Thibault a demandé au gouvernement de «*changer d'optique*». «*Loin de nous sortir de la crise économique, cette austérité salariale, cette précarité sociale vont nous enfermer dans la récession et tout le monde va y perdre*», craint-il. (libération.fr 11.10)

"*Tout le monde*", quelle généreuse intention en direction des patrons ! Nous n'avons pas appelé à participer à cette journée de division et de démobilisation sociale. La déclaration de Thibault conforte notre décision.

2- Grèce

Des manifestants bloquaient mardi l'accès à des ministères à Athènes et les fonctionnaires grecs observaient une journée de grève alors que les inspecteurs de la troïka ont évoqué le possible déblocage d'une nouvelle tranche d'aide à la Grèce, début novembre.

Mardi, des fonctionnaires ont bloqué les accès à la Cour des comptes et au ministère de l'Intérieur en brandissant des

banderoles: "*Fauché et viré*" ou "*Non aux licenciements, non aux baisses de salaires*".

Certaines rues d'Athènes sont jonchées de détritus, les employés des service de la voirie s'étant mis en grève tandis que des débrayages ont été enregistrés à la principale raffinerie du pays, Hellenic Petroleum (Reuters 11.10)

3- Afganistan

Les services de renseignement et la police en Afghanistan pratiquent "*systématiquement*" la torture, y compris sur des enfants, dans nombre de centres de détention, dit un rapport de la Mission d'assistance des Nations unies dans ce pays (Manua).

Dans ce document, publié lundi, la Manua affirme que près de la moitié des détenus qu'elle a interrogés dans les centres de la Direction nationale de la sécurité (DNS) disent avoir subi des techniques d'interrogatoire assimilables à de la torture.

Dans les centres de détention de la police, plus d'un tiers des suspects interrogés disent avoir été victimes d'actes de torture ou de traitements inhumains.

La Manua fait état de violences physiques et mentales, d'électrocutions, d'arrachage d'ongles, mais aussi de détentions au-delà de la durée légale et de refus de visites. (Reuters 10.10)

Economie

1- BCE

La crise de la dette dans la zone euro a atteint une dimension systémique, les risques de répercussions sur l'économie augmentent rapidement et les banques sont entrées dans une zone de danger, a déclaré mardi Jean-Claude Trichet, qui s'exprimait en qualité de président du Comité européen du risque systémique (CERS).

"*Au cours des trois dernières semaines, la situation est restée très difficile. La crise est systémique et elle doit être combattue avec la plus grande détermination*", a-t-il dit.

"*Le haut niveau d'interconnexion du système financier de l'Union européenne a provoqué une hausse rapide du risque de contagion. Cela menace la stabilité financière dans l'Union prise dans son ensemble et affecte de manière négative l'économie réelle en Europe et au-delà.*"

Jean-Claude Trichet a plaidé pour que les gouvernements et les autorités européennes agissent de concert pour résoudre la crise, ajoutant que tout retard aurait des conséquences désastreuses.

"*Il faut que toutes les autorités agissent à l'unisson le plus rapidement, avec le plus grand dévouement pour préserver la stabilité financière*", a-t-il lancé.

Mis sur pied fin 2010, le CERS fait partie du système européen de surveillance financière (SESF), dont l'objectif est d'assurer la surveillance du système financier de l'Union.

S'il ne dispose pas de pouvoirs réels, il peut toutefois prendre le parti de faire état publiquement de ses interrogations.

"*Le secteur bancaire européen a besoin d'une recapitalisation*", a jugé Jean-Claude Trichet. "*Les décisions doivent être prises très rapidement*."

Evoquant le rôle du FESF, il a jugé que ce dernier pourrait jouer un rôle important.

"*Les régulateurs doivent coordonner leurs efforts afin que les fonds propres des banques soient renforcés, y compris par l'utilisation de garanties de souscription, tout en prenant en compte le besoin de transparence et la valorisation permanente de l'exposition à la dette souveraine*", a-t-il dit.

Il a toutefois exclu que la BCE soit mise à contribution pour accroître la puissance du feu du FESF, en expliquant que les Etats disposaient de tous les moyens nécessaires pour y parvenir sans solliciter la banque centrale. (Reuters 11.10)

2- OCDE

La détérioration de la conjoncture se poursuit au sein des principales économies mondiales, particulièrement en Allemagne, en Italie

et au Brésil, montrent les indicateurs avancés de l'OCDE publiés lundi.

En recul pour le cinquième mois consécutif, ces indicateurs avancés se situent désormais sous le seuil de 100 -lequel distingue la hausse de la baisse de l'activité - dans la majorité des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Russie sont les seuls pays pour lesquels les indicateurs avancés restent supérieurs à ce seuil. (Reuters 09.10)

3- Espagne

3.1- L'espagne s'enfonce un peu plus dans la crise. Lundi, l'agence d'évaluation financière Fitch Ratings a abaissé la note de trois régions, d'une province et de trois villes. Vendredi, c'est la note souveraine de l'Espagne qu'elle dégradait. Les finances régionales, en raison de leur lourd endettement qui représentait fin juin 133,172 milliards d'euros, soit 12,4 % du PIB du pays, un record historique, inquiètent les marchés.

La série des mauvaises nouvelles continue avec l'annonce d'une sanction devant toucher un millier de municipalités sur l'ensemble du pays. Elles ne recevront pas l'aide de l'Etat prévue en octobre, car elles n'ont toujours pas présenté leurs comptes 2010, a annoncé le ministère de l'Economie, lundi. Cette aide, versée chaque mois, correspond à une participation de l'Etat pour les compétences qui sont décentralisées.

"*La mesure affecte 1 022 municipalités et signifie le blocage de 13,5 millions d'euros*", a expliqué le ministère, ajoutant qu'il "*débloquera ces fonds dès que les municipalités rempliront l'obligation légale de présenter leurs chiffres de l'exercice budgétaire 2010*".

Fin juin, douze régions n'ont pas atteint l'objectif de déficit budgétaire fixé par le gouvernement, qui leur a demandé de faire des efforts supplémentaires. La dette des municipalités s'élevait alors à 37,64 milliards (3,5 % du PIB). Cette année, pour la première fois, les villes avaient jusqu'au 30 septembre pour publier leurs comptes de l'année précédente, sinon elles s'exposaient à la coupure de l'aide d'Etat. Selon le ministère, 7 092 villes (87,4 % du total) ont envoyé l'information à temps, contre 3 890 (48 %) en 2010, quand il n'y avait pas de sanction prévue. (lemonde.fr 10.10)

3.2- Standard & Poor's a abaissé mardi d'un cran la note de crédit de dix banques espagnoles, dont les deux principales du pays, mettant en avant l'assombrissement des perspectives économiques du pays et un marché immobilier toujours déprimé. (Reuters 11.10)

Haut de page

Le 13 octobre

Du ministre de la police... au président à la peau lisse.

On le savait complexé, bancal, bourré de tics, imbu de sa personne et j'en passe, par contre on ignorait qu'il avait un secret pour ne pas perdre la face comme disent les Asiatiques.

Au retour de sa visite dans le Caucase, vendredi 7 octobre, Nicolas Sarkozy convie à dîner à l'avant de son avion les ministres présents et son conseiller Guaino.

La Talonnette : "*Je ne considère pas comme de la chirurgie esthétique le fait de se faire stimuler le collagène naturel par un laser. Ça lisse la peau et ça donne bonne mine.*" À cet instant, il se tapote la joue d'un air satisfait. "*On en a tous déduit qu'il était accro au laser*", raconte un participant, encore estomaqué. Et un autre de brocarder : "*Le nouveau Sarkozy ne serait-il qu'une invention cosmétique ?*" (lepoint.fr 12.10)

Parodie de démocratie

Lepoint.fr a résumé le faux débat qui s'est déroulé hier soir entre Hollande et Aubry : "*Primaire PS : la surenchère dans la rigueur*" : "*Il faut donc réduire la dette*" (Hollande), "*il faut lutter contre la dette*" (Aubry). Tout est dit.

Un numéro d'illusionniste

A lire en tenant compte que le n°170 d'*Informations ouvrières* est paru trois jours après les "primaires" du PS et que son éditorial lui est en grande partie consacrée.

Couverture :

- "*Il y a urgence à chasser cette politique de destruction mise en oeuvre par le gouvernement*" (Adresse du congrès du POI du 2 octobre 2011)

Chasser une politique, c'est pour ainsi dire les termes employés par les candidats à la "primaire" du PS. Ce titre sous-entend ou laisse penser et ce n'est pas un hasard qu'il suffirait de changer de gouvernement pour changer de politique, le discours trompeur du PS en somme.

Chasser une politique, chasser un gouvernement ou renverser les institutions de la Ve République par une mobilisation révolutionnaire du prolétariat ? Réponse plus loin à la dernière ligne.

Page 3, éditorial de D. Gluckstein :

Titre : "*Le rejet appelle la rupture*"

Quel rejet incarne Hollande, Aubry ou Montebourg à part celui de Sarkozy ? Aucun, non mais là vous n'avez rien compris, le professeur Gluckstein va vous expliquer :

Attention la magie opère : "*Avec leurs deux millions et demi de participants, et la répartition des votes entre les différents candidats, les primaires du Parti socialiste ont vu s'exprimer un ample rejet du gouvernement et de sa politique.* "

Tiens donc, les électeurs qui se seraient déplacés pour participer à cette "primaire" du PS seraient assez abrutis pour ne pas savoir que sur le fond rien ne distingue le programme du PS de celui de l'UMP.

J'avais oublié que Gluckstein considère toujours le PS comme un parti ouvrier et que ces électeurs doivent forcément le penser aussi, et ne rigolez pas c'est le prolo du coin qui a été voter dimanche, pas le cadre en col blanc, l'intellectuel qui peine à se donner bonne conscience, le commerçant, l'artisan ou le petit patron du coin, ceci est nécessaire pour expliquer cela sinon on ne comprend rien au tour de passe-passe de Gluckstein.

Et quand il précise "*et la répartition des votes entre les différents candidats*, c'est pour nous faire croire qu'il y aurait un courant au sein du PS qui se distinguerait des autres, qui serait plus à gauche que les autres, en parole comme d'habitude, mais cela lui suffit à Gluckstein, il n'a jamais été capable de produire une analyse politique qui ne tienne pas compte de ses propres illusions dans le PS et le PCF avec lesquels il n'est jamais parvenu à rompre, toute la stratégie de son courant politique repose sur cette illusion depuis 70 ans.

Après avoir été incapable de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 dernières années écoulées, il est normal que les dirigeants du POI estiment nécessaire l'existence ou la survie du PS et du PCF, qu'ils ne puissent pas s'en passer jusque dans l'élaboration de leur stratégie, dont l'Assemblée constituante est le point d'orgue. Pour eux, il est impossible de concevoir une ligne politique et une stratégie (révolutionnaire) qui ne comprendraient pas ces partis, et cela au-delà des apparences, car se prononcer pour l'abolition des institutions de la Ve République et dans le même temps se prononcer pour une Assemblée constituante qui serait forcément dominés par ces partis revient en réalité à refuser de rompre avec le capitalisme.

Si le PS ne présentait pas un candidat à sa primaire qui par dans ses discours semble et semble seulement plus à gauche que les autres candidats, réfléchissez un instant, le PS ne serait plus le PS ! Or, plus que jamais en cette période de crise profonde du capitalisme et des institutions de la Ve République, le PS tel qu'il est (et a toujours été) est indispensable à la stabilité du régime.

Il y a plus grave encore.

Quand le PS s'emploie à subordonner la petite-bourgeoisie au capitalisme, que fait-il d'autre sinon la détourner des couches les plus avancés du prolétariat, d'une solution politique qui incluerait la rupture avec le capitalisme, plus particulièrement en période de crise, il est le pendant de l'extrême droite dont il favorise la montée. Le PS et le FN se montrent critiques envers le capitalisme, pour chacun à leur manière je précise, mieux y soumettre la petite-bourgeoisie et le prolétariat. "*Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.*". (Programme de transition). Dans l'ordre, le Front populaire en premier, le fascisme en second, le premier préparant le terrain à l'avènement du second. (France, Espagne, Chili, etc.)

Hier une certitude, aujourd'hui un doute : "*Pour sa part, le Parti ouvrier indépendant n'a pas participé à une initiative dont le principe*

et les objectifs nous paraissent contestables."

Hier il le condamnait, aujourd'hui ils lui "*paraissent contestables*", un glissement sémantique droitier qu'apprécieront sans doute les dirigeants du PS.

Claude Jenet le confirme en page 4, quand il écrit qu'il règnerait "*(une) profonde confusion quant aux engagements du candidat, dit de gauche*", pourtant les choses sont très claires à la lecture de leurs déclarations, non ?

Monsieur Jenet, vous n'êtes pas sérieux, l'essentiel ce ne sont pas les discours alambiqués ou les "*engagements du candidat, dit de gauche*", c'est son refus de rompre avec le capitalisme et l'UE, et sur ces points précis les choses sont parfaitement claires, non ? Alors pourquoi vous employez-vous à introduire un doute ou il n'y en a pas dans la tête des militants du POI et des lecteurs du journal de votre parti ?

J'ai lu la lettre que Montebourg a adressée à Hollande et Aubry. Pour ne prendre que le volet politique.

Il se prononce pour une VIe République et dans le même temps il envisage "*la transformation du Conseil constitutionnel en une véritable Cour constitutionnelle indépendante*", autrement dit il préconise la création d'une sorte de Cours suprême calquée sur ce qui existe notamment aux Etats-Unis (en Inde, en Bolivie, etc), qui ne serait rien d'autre qu'un organisme d'exception placé au-dessus des lois et n'ayant de comptes à rendre à personne, non élu au suffrage universel, qui disposerait d'un pouvoir arbitraire, pour ainsi dire illimité... Comme modèle de démocratie on ne peut imaginer pire ! Finalement, cette modification de la Constitution s'inscrirait dans le prolongement de celles adoptées par Sarkozy et ses prédécesseurs, dans le but d'instaurer un régime présidentiel à l'américaine, dont les "primaires" du PS constituaient les prémices. Donc pour nous, le principe et les objectifs de la "primaire" du PS ne "*nous paraissent (pas) contestables*", ils sont condamnables.

Nous devons les condamner avec la plus grande fermeté et sans aucune réserve, parce que leur objectif est de parvenir à éliminer de la vie politique tous les partis politiques à l'exception de l'UMP et du PS.

Politique

1- France

Les Français sont plutôt satisfaits dans la vie, et ils le sont d'autant plus que leurs revenus augmentent, selon une étude publiée ce mercredi par l'Institut national de la statistique (Insee) et réalisée il y a plus d'un an. «*En France en 2010, quand on demande aux personnes d'indiquer leur niveau de satisfaction dans la vie, elles répondent en moyenne 7,3 sur une échelle de 0 à 10*», relève l'Insee.

Ce rapport commandé par le président Nicolas Sarkozy suggère de compléter la mesure de la croissance économique, actuellement évaluée par le produit intérieur brut (PIB), par des indicateurs de «*bien-être*» prenant en compte les activités non marchandes (travaux domestiques, loisirs...) ou les inégalités.

Selon l'Insee, 92% des personnes interrogées déclarent un niveau de satisfaction supérieur ou égal à 5, et 60% s'attribuent même une note entre 7 et 9. «La satisfaction augmente systématiquement avec le niveau de vie», ajoute l'institut: elle passe de 6 en moyenne pour les 10% de personnes les plus modestes à 7,8 pour les 10% les plus aisées. De la même manière, plus les Français ont de difficultés matérielles, pour boucler leurs fins de mois, payer leurs factures ou bien disposer d'un logement convenable, plus leur insatisfaction est forte.

Pour autant, plus le revenu est élevé, «plus le gain de satisfaction est faible et d'autres dimensions que le revenu interviennent», explique l'Insee. «*L'argent fait le bonheur, mais seulement jusqu'à un certain point*», a expliqué à l'AFP Fabrice Lenglart, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee.

Après les conditions de vie matérielles, les difficultés de santé ont un fort un impact sur le bien-être ressenti.

Parmi les autres facteurs figurent l'âge (les 45-49 ans sont les moins satisfaits) et la situation vis-à-vis de l'emploi (les chômeurs sont nettement plus insatisfaits que les actifs). Les habitants de communes rurales se disent de leur côté légèrement plus satisfaits que les citadins. L'étude a été réalisée en mai et juin 2010 auprès d'un panel de 10.000 ménages dits ordinaires représentatifs de la population française métropolitaine de plus de 16 ans, interrogés en face à face. (20 minutes.fr 12.10)

Qui était le commanditaire de cette "*étude*" ? L'épileptique du Palais.

Plus tu as de l'argent pour satisfaire tes besoins, plus tu te sens heureux, diable, qui l'aurait cru !

Plus tu es isolé, plus tu es arriéré et tu t'estimes satisfait de ton sort misérable, en voilà une formidable découverte !

Et quand tu es au chômage, comment dire, il te manquerait un petit quelque chose pour t'estimer heureux, un travail et un revenu décent par exemple, non mais franchement, qu'est-ce qu'on est abruti, il fallait y penser !

Social

1- France

1.1- L'Assemblée a adopté mercredi un article très critiqué par l'opposition sur la modulation du temps de travail, dans le cadre de l'examen de la proposition de loi UMP de simplification du droit.

La mesure votée mercredi (38 voix contre 21) établit que la modulation, "*prévue par un accord collectif*", du nombre d'heures travaillées "sur une période supérieure à la semaine et au plus égale à l'année" ne constitue pas une modification du contrat de travail.

Jean-Yves Le Bouillonnec (PS) s'est insurgé : "*on n'est pas dans une simplification, on est dans un changement fondamental du droit*". "*Vous provoquez une rupture avec une application constante de la jurisprudence selon laquelle l'employeur ne décide pas unilatéralement ce qui pouvait avoir des conséquences graves sur sa vie de famille*", a ajouté ce député.

Un peu plus tôt, la CGT s'était ému dans un communiqué que cette mesure aille "*à l'encontre des décisions de la Cour de cassation et des droits fondamentaux des salariés*" et que la proposition porte "*un coup terrible*" à la législation du temps de travail". (libération.fr 12.10)

1.2- Publiés au Journal officiel mercredi, plusieurs arrêtés et décrets, qui complètent la loi du 16 juin dernier sur l'immigration, précisent les toutes nouvelles dispositions qui entreront en vigueur dès l'an prochain.

À compter du 1er janvier 2012, les étrangers auront l'obligation d'accéder à un certain niveau en français. Selon le jargon technocratique, il leur faudra avoir le niveau B1 du cadre européen commun de référence pour les langues du Conseil de l'Europe. Plus prosaïquement, ils devront posséder la même maîtrise du français à l'oral qu'un élève de 3e. Selon l'un des arrêtés, ils devront comprendre le «*langage nécessaire à la gestion de la vie quotidienne et aux situations de la vie courante*». Selon le même texte, ils devront être en mesure d'«*émettre un discours simple et cohérent sur des sujets familiers* ».

Autre nouveauté, ces postulants devront aussi rapporter la preuve qu'ils ont ce niveau requis en produisant l'une des pièces énumérées par l'arrêté. Ils pourront fournir un diplôme français de niveau supérieur ou égal au brevet des collèges. Autre voie possible: l'obtention d'une attestation délivrée par un organisme agréé comme la Chambre de commerce et d'industrie de Paris ou par des structures qui obtiendront le nouveau label -«*français langue d'intégration*». Ce dernier va être lancé dès janvier prochain par le ministère de l'Intérieur. Autant de pièces à produire qui seront à la charge de l'étranger.

Ce nouveau dispositif qui concerne les candidats à la nationalité française par voie de naturalisation ou en raison de leur mariage avec un ou une Française, instaure un cadre plus strict.

Jusqu'alors, si la maîtrise du français, preuve d'assimilation à notre société, était demandée, elle faisait l'objet d'une évaluation sans doute parfois plus approximative. Rendez-vous était pris dans une préfecture et un agent estimait le niveau au cours d'un entretien d'assimilation organisé au bureau de naturalisation.

L'an passé, près de 130.000 personnes ont acquis la nationalité française, dont environ 90.000 par la procédure de naturalisation.

Ces nouvelles exigences seront complétées par deux autres nouveautés. Le Haut Conseil à l'intégration finalise l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs qui sera ensuite signée par chaque personne devenant française.

Enfin, un nouveau questionnaire pourrait voir le jour et être soumis à chaque étranger afin d'évaluer ses connaissances en matière d'histoire de France. Aujourd'hui testé à la Préfecture de Paris, il pourrait être généralisé s'il s'avère concluant.

En visite mercredi dans un de ces services à la Préfecture de police à Paris, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a rappelé l'esprit de cette réforme: «*Il faut faire en sorte que les personnes immigrées s'intègrent et puissent vivre en respectant les principes de la République. Une exigence qui vaut encore plus pour celui qui accède à la nationalité française.*» (lefigaro.fr 12.10)

Alors que Sarkozy et son gouvernement englués dans les affaires foulent aux pieds ces mêmes principes !

2- Grande-Bretagne

Le nombre de chômeurs est en Grande-Bretagne au plus haut depuis 1994, le privé n'ayant pas compensé les pertes d'emplois du secteur public, une statistique qui nourrit un peu plus les craintes d'une nouvelle récession.

Suivant la méthodologie de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le nombre de chômeurs a augmenté de 114.000 sur une période de trois mois à fin août, à 2,57 millions.

Toujours au sens de l'OIT et sur la période juin-août, le taux de chômage a progressé à 8,1%, au plus haut depuis octobre 1996.

La Banque d'Angleterre a lancé la semaine dernière de nouvelles mesures de soutien à la croissance mais Spencer Dale, son premier économiste, a dit à Reuters que l'économie faiblirait encore vraisemblablement au quatrième trimestre. (Reuters 12.10)

La même tendance sur l'économie tend à se dessiner pour la plupart des pays dont la France.

3- Grèce

Musées fermés, transports paralysés, justice bloquée : la mobilisation syndicale gagnait du terrain mercredi en Grèce, en vue d'une grève générale le 19 octobre contre une nouvelle loi d'austérité que le gouvernement veut faire voter avant le sommet européen du 23 octobre.

Se ralliant à la valse des débrayages sectoriels, manifestations et occupations d'administrations, qui perturbent la vie du pays depuis des semaines, le personnel du ministère de la culture a appelé mercredi à la fermeture des musées, et jeudi à celle des sites archéologiques, dont l'Acropole d'Athènes. "*1944 : libération, aujourd'hui : occupation*", proclamait une banderole déployée dans la matinée par des protestataires à l'entrée du site, où devait être commémorée la fin de l'occupation nazie.

Pour jeudi et vendredi, les personnels des transports en commun d'Athènes ont également décidé un nouveau débrayage après leur dernière journée d'action, lundi. La puissante fédération des marins, PNOE, entend elle clouer aux quais les ferries desservant les îles lundi et mardi. Les syndicats du stratégique ministère des finances en ont pour leur part annoncé une "*fermeture*" pour dix jours à partir de lundi.

Dans l'intervalle, la justice grecque, déjà réputée pour sa lenteur, doit être paralysée à partir de jeudi par cinq jours de grève des avocats, tandis que se poursuivent diverses mobilisations dans les crèches, hôpitaux et écoles.

L'enjeu de cette grogne, qui ne nourrit toutefois pas jusque-là de mobilisation massive dans les rues, où l'abattement semble l'emporter, est une nouvelle loi cadre d'austérité, prévoyant notamment coupes salariales et chômage technique dans la fonction publique, et taxes additionnelles. Même les fédérations de commerçants et d'artisans ont annoncé qu'elles se joindraient à la grève générale. (lemonde.fr 12.10)

A noter, plus les jours, les semaines, les mois passent, plus il y a de couches de la population qui participent à des grèves ou des manifestations, le contraire du désespoir avancé par le journal *Le Monde*, normal.

Economie

1- France

1.1- Le volet français du plan de démantèlement de Dexia, présenté mercredi en conseil des ministres, prévoit environ 33 milliards d'euros de garanties de financement.

Une garantie supplémentaire contre d'éventuelles pertes liées à la restructuration des crédits «*toxiques*» aux collectivités locales est également prévue.

Ces garanties seront rémunérées «*au prix du marché*», a précisé le ministère de l'Economie. Le texte, un projet de loi de finances rectificative, doit être examiné lundi prochain par l'Assemblée nationale et le mercredi suivant au Sénat.

La garantie de financement sera au total de 90 milliards d'euros, apportés à 60,5% par la Belgique, 36,5% par la France et 3% par le Luxembourg.

Elle s'appliquera à toute émission intervenant avant le 31 décembre 2021, quel que soit l'instrument utilisé, à condition que sa maturité n'excède pas 10 ans.

Son objectif est de permettre à Dexia de retourner sur les marchés financiers «*le plus rapidement possible et dans les meilleures conditions possibles*», a-t-on expliqué.

«*Toutes les garanties seront rémunérées, la garantie de financement comme les systèmes de contre-garanties, aux conditions de marché*», ajoute-t-on.

L'enjeu est en particulier qu'elles n'apparaissent pas comme une aide d'Etat aux yeux de la Commission européenne.

La deuxième garantie prévue par le texte concerne les prêts aux collectivités locales consentis par Dexia Municipal Agency (DexMA) et repris par la Caisse des dépôts.

«*La CDC va prendre une participation majoritaire dans DexMA, pas la totalité*», a-t-on déclaré.

Cette garantie prévoit que si les pertes éventuelles enregistrées sur la restructuration de quelque 10 milliards d'euros de prêts structurés considérés comme risqués excèdent 500 millions d'euros, l'excédent sera pris en charge à 70% par l'Etat français et à 30% par Dexia.

Le gouvernement français estime que le montant des pertes éventuelles n'excédera pas 500 millions d'euros.

«*Dexia conserve la responsabilité des renégociations et des risques contentieux*», a-t-on précisé. (20minutes.fr 12.10)

1.2- La nouvelle taxe sur les sodas a été doublée et élargie aux boissons contenant des édulcorants, ce mercredi en commission des Finances de l'Assemblée, pour rapporter au total 250 millions d'euros, a-t-on appris de source parlementaire.

Initialement, la taxe sur les sodas devait rapporter 120 millions d'euros et ne devait pas concerner les boissons avec des édulcorants. Mais «*ces boissons, qui ne sont pas des produits de première nécessité, bénéficient de la TVA à taux réduit. Elles doivent donc pouvoir supporter la charge supplémentaire générée par cette nouvelle contribution*», estime Michel Diefenbacher (UMP) dans un sous-amendement.

Pour moitié environ, la taxe revue et corrigée contribuera à réduire le coût du travail permanent dans le secteur agricole, qui souffre d'un manque de compétitivité face à nombre de ses concurrents comme l'Allemagne, l'Espagne ou encore l'Italie. Le reste ira notamment à l'assurance maladie.

Le coût d'un salarié devrait baisser d'un euro par heure, comme l'a promis à plusieurs reprises le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire. (20minutes.fr 12.10)

Initialement cette nouvelle taxe avait été annoncée pour lutter contre l'obésité, en l'élargissant aux édulcorant on s'aperçoit que le législateur visait un autre objectif : réduire le coût du travail de la main d'oeuvre agricole.

C'est ce que confirme le député de l'UMP Michel Diefenbacher quand il affirme que ce "*ne sont pas des produits de première nécessité*", car cela signifie que le coût de la force de travail d'un ouvrier agricole ne devrait pas dépasser ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de sa force de travail. On peut y ajouter l'école par exemple qui n'est pas indispensable pour réaliser des tâches simples et répétitif, etc.

Zone euro

Les pays de la zone euro vont demander aux banques d'accepter de perdre jusqu'à 50% sur leurs avoirs en dette grecque, ont annoncé mercredi des responsables de la zone euro, dans le cadre d'un plan de grande envergure pour éviter un défaut dans le désordre et mettre fin à la crise qui menace la santé économique de la planète.

Avant un sommet européen de la dernière chance prévu le 23 octobre, lors duquel un nouveau plan de crise franco-allemand devrait être discuté, quatre responsables de la zone euro ont déclaré à Reuters qu'une décote comprise entre 30% et 50% pour les détenteurs privés d'obligations grecques était désormais envisagée, au lieu des 21% prévus.

Dans ce cadre, les créanciers privés - banques, caisses de retraites et autres institutions financières - devaient accepter une décote évaluée à 21% sur la valeur nette de leurs avoirs obligataires grecs, ce qui représente une contribution estimée à 50 milliards d'euros jusqu'à la mi-2014.

Depuis, la récession s'est aggravée en Grèce, alimentant les craintes d'un défaut en bonne et due forme et forçant les dirigeants de la zone euro à envisager une action beaucoup plus radicale pour endiguer la crise.

Pour restaurer la confiance dans le système bancaire, ils travaillent aussi sur la façon de renforcer les banques de la zone euro en les recapitalisant.

Le montant de la dette grecque devrait atteindre 357 milliards d'euros cette année, soit 162% de son produit intérieur brut (PIB). Pour l'instant, les gouvernement de la zone euro n'ont pas réussi à produire un plan convaincant pour la réduire.

"*Nous négocions chaque jour pour alléger cet endettement. C'est la grande négociation et c'est là où se situe le gros problème*", a déclaré le Premier ministre grec George Papandréou lors d'une réunion du conseil des ministres.

Un responsable de la zone euro a déclaré à Reuters que le niveau final de la participation du secteur privé n'avait pas été fixé et qu'on attendait de voir la réaction des banques à ces nouvelles demandes.

"*Cela reste très ouvert. Il faut voir quelle sera la réaction initiale des investisseurs privés. Une participation volontaire, c'est l'objectif, du moins pour l'instant, et beaucoup ont le sentiment que nous devons éviter tout risque de défaut total*", a déclaré l'un d'entre eux sous le sceau de l'anonymat.

"*La décote sera fixée à niveau compatible avec la nature volontaire de la participation du secteur privé*", a déclaré un deuxième responsable.

Un responsable de l'Institut de la finance internationale (IFI), l'association qui aide à mettre en place l'accord avec le secteur privé, a déclaré mercredi que la décote pour les investisseurs privés serait de 39% si l'on utilisait les prix actuels du marché. (Reuters 12.10)

Grèce

Le déficit budgétaire de la Grèce s'est encore creusé en septembre en raison d'une récession portée par les mesures d'austérité, et ce en dépit de nouvelles mesures fiscales qui étaient censées augmenter les recettes.

Le déficit budgétaire a augmenté de 15% annuellement, à 19,16 milliards d'euros sur la période janvier-septembre, montrent les statistiques du ministère des Finances publiées mercredi.(Reuters 12.10)

Etats-Unis

Le régulateur boursier américain, la SEC, a approuvé, mercredi 12 octobre, le projet de réglementation Volcker, disposition de la loi de réforme de Wall Street dont l'objectif est de limiter la spéculation par les banques.

Les membres de la Securities and Exchange Commission ont voté à l'unanimité (4 pour et 0 contre) en faveur de ces règles lors d'une réunion publique à Washington. Elles sont désormais soumises aux commentaires des parties concernées (notamment les banques) jusqu'au 13 janvier en vue d'une adoption définitive.

La réglementation Volcker tire son nom de son principal inspirateur : l'ancien président de la Banque centrale américaine (FED) Paul Volcker. C'est l'une des dispositions les plus controversées de la loi de réforme de Wall Street promulguée en juillet 2010. La réglementation Volcker est censée entrer en vigueur au plus tard le 21 juillet 2012. La Fed a indiqué par le passé que les banques disposeraient d'une période de transition de deux ans pour s'y conformer.

Les banques ont d'ores et déjà annoncé qu'elles seraient particulièrement attentives aux différentes exemptions proposées, qu'elles souhaitent aussi larges que possible. Mardi, le conseil d'administration de la Compagnie fédérale d'assurance des dépôts bancaires (FDIC) avait approuvé à l'unanimité le projet de directive.

Cette directive, détaillée mardi par la FED, vise à interdire deux pratiques, a expliqué la SEC. D'une part, il s'agit d'empêcher les banques de spéculer sur les marchés à leur propre compte, c'est-à-dire en utilisant l'argent placé sur un compte qui leur appartient (ou appartient à une filiale).

D'autre part, elle interdit aux banques de détenir ou d'entretenir "*certaines relations*" avec des fonds spéculatifs ou d'investissement. Parmi les dérogations prévues par les régulateurs figurent les transactions concernant les obligations du Trésor américain ou celles émises par les organismes publics américains ou parapublics comme les agences de refinancement hypothécaires Fannie Mae et Freddie Mac, ainsi que les titres de dette émis par les collectivités locales et les Etats fédérés américains.

Les autorités ont également exclu du champ de l'interdiction les activités de tenue de marché (intervention sur les marchés de capitaux afin de contribuer à la liquidité du marché), de souscription (acquisition d'actions ou obligations lors de leur émission afin d'assurer à l'émetteur une levée de fonds réussie) et de couverture contre le risque. (lemonde.fr 12.10)

Voilà qui devrait inquiéter les gangsters de la finance, j'ai noté parmi les restrictions apportées à ces mesures : "*exemptions proposées (...) aussi larges que possible*", "*dérogations prévues*", "*exclu du champ de l'interdiction*".

Haut de page

Le 14 octobre

Je n'y avais pas pensé avant et c'est dommage, dorénavant quand je me mettrai en scène ou que j'évoquerai ce qui me passe par la tête qui n'a aucun lien avec la politique, j'avertirai le lecteur par le titre *Journal d'exil*, ainsi ceux que cela n'intéresse pas -ce que je conçois très bien, pourront directement passer à la rubrique suivante. Cette page comportera donc trois rubriques (pas forcément) en plus des articles de presse : mon journal , la causerie du jour et les infos en bref.

JOURNAL (d'exil).

Hier après-midi je suis allé me réapprovisionner en légumes au marché central de Pondichéry. J'ai payé mes légumes 50 à 100% plus chers que la semaine dernière parce qu'on approche de Diwali, une fête nationale, la "fête" pour les affameurs, quoi ! Je pense toujours aux misérables ou aux familles qui se débattent quotidiennement pour trouver de quoi se nourrir, cela je l'ai à l'esprit en permanence et influe profondément sur mon mode de vie.

A ce propos, depuis trois jours j'ai cessé de boire de l'alcool, je buvais déjà très peu, trois doigts de vodka dans un cocktail le soir, de l'eau à tous les repas, c'était trop apparemment en plus d'un modeste stick qui me servait autant à supporter ma condition que de somnifère. Je me sens beaucoup mieux et dispos dès le lever du jour. J'ai l'impression que c'était là l'origine de la vieille fatigue que je trainais toute la journée et qui me pourrissait littéralement la vie, depuis de nombreuses années je ne me sentais réellement bien qu'en fin de journée, à croire que deux doigts le midi et trois doigts le soir de vodka c'était trop sans m'en apercevoir. L'alcool stimule l'activité cérébrale, le tabac également sans les inconvénients liés à l'alcool, Marx fumait comme un pompier, quant à l'herbe à petite dose, elle la favorise semble-t-il en faisant sauter des cloisons ou des obstacles de telle sorte qu'on dispose de davantage de moyens pour réfléchir... au risque aussi de s'égarer ou plus grave encore, je ne parlerai pas des autres substances à proscrire totalement.

Du coup, en faisant mes courses hier j'ai fait le plein de jus de fruits et de citrons verts, j'ai aussi décidé de supprimer l'eau gazeuse et la limonade que je mélangeais avec la vodka ou que je buvais mélangée avec du sirop dans la journée. Je vais réaliser des économies assurément, quoique les jus de fruits ne soient pas donnés, je les coupe toujours avec la moitié d'un verre d'eau pour que cela soit moins agressif pour l'estomac. Je réserverai le vin pour les jours de fête.

Comme j'étais reparti pour maigrir, j'ai réussi à descendre à 75 kilos après être monté à 83, en supprimant totalement l'alcool et la limonade et en réduisant la nourriture, je vais voir jusqu'où je vais descendre, je mesure 1,65m donc en principe il me reste une dizaine de kilos à perdre. Ce qui va m'aider, c'est que je marche beaucoup plus depuis que j'ai déménagé, tout d'abord dans cette grande maison pour se rendre d'une pièce à l'autre, ensuite tous les soirs je fais une balade de 45 minutes avec mon chien, je n'ai pas eu le temps de tester la piscine (gratuite) située à 50 mètres de chez moi, cela ne m'emballe pas vraiment, il va falloir que je me force à y aller.

En vieillissant, il arrive un moment où il faut modifier ses habitudes et faire davantage attention à son mode de vie si l'on ne veut pas s'attirer des ennuis qu'on aurait pu éviter, ce qui n'est pas permis à tout le monde hélas ! cela non plus je ne le perd jamais de vue, quelque part je suis un privilégié, même si je n'aurais pas eu cette vie-là si j'avais eu le choix, je ne culpabilise pas dans la mesure où j'ai toujours souhaité ou combattu pour que tous les ouvriers accèdent à une qualité de vie décente, ce qui n'est pas le cas pour des centaines de millions dans le monde ou plus encore.

C'est une obsession chez moi de toujours penser à ceux qui ont une condition plus modeste que la mienne ou misérable, je ne me le dis pas chaque matin en me réveillant, inutile, c'est ancré profondément en moi pour avoir connu cette condition semble-t-il. Même quand je ne militais plus et que je me satisfaisais de mon petit confort de petit-bourgeois, cela me hantait l'esprit, je ne supportais pas les conversations superficielles des gens mettant en scène la société de consommation ou consacrant leur temps libre à des activités plutôt ludiques qu'à s'instruire pour mieux comprendre le monde.

On ne peut pas se sentir bien dans sa peau, autant que cela est possible, quand nos actes ne correspondent pas aux idées, aux principes ou aux valeurs qu'on a adoptés ou qu'on défend, cette contradiction nous pourrit la vie quand on en a conscience ou doit nous la pourrir quand on n'en a pas conscience ou qu'on a tendance à l'oublier, il y a toujours un moment où la réalité nous rappelle à l'ordre, alors vaut mieux prendre les devants et agir en conformité avec ses idées, principes ou valeurs auxquels on tient. J'ai écrit "auxquels" au masculin, ces crétins de féministes devraient écrire auxquels (-elles), "principe" étant masculin et "valeur" féminin pour ne léser ou froisser personne, heureusement que le ridicule ne tue pas ! où va se nicher la bonne ou plutôt

la mauvaise conscience, car ce genre de comportement dénote un sérieux problème inconscient ou refoulé ou encore qu'on n'ose pas s'avouer.

CAUSERIE.

Je viens de terminer le boulot et je n'ai plus le temps de causer, juste un mot.

Hier j'ai imaginé une autre manière de présenter aux travailleurs la crise du capitalisme et la question de la dette qui sont liées, en faisant ressotir qu'il n'existe qu'une sorte de capitalisme dans le monde. On verra cela demain ou dimanche, si j'en trouve le temps et si j'en ai le courage aussi.

Ce matin, j'ai lu plusieurs articles de presse prétendant qu'Hollande serait le candidat désigné par les médias et l'Elysée. De son côté Aubry a affirmé qu'il serait le "*candidat du système*" et des sondages, et d'ajouter "*Peut-être parce qu'il est plus facile à battre pour Nicolas Sarkozy*". (lemonde.fr 14.10)

Pourquoi ? Parce qu'il aurait la fâcheuse tendance à s'embrouiller dès qu'on le contredit ou lorsqu'on lui pose une question qui sort de son registre habituel, bref, que malgré les apparences il aurait toutes les peines du monde à se contrôler, et ce serait une aubaine pour le provocateur Sarkozy, au cas où ils se retrouveraient face à face au second tour en 2012.

Vous me direz qu'on s'en fout et je suis bien d'accord avec vous, je ne tiendrais pas le même discours s'il existait véritablement l'embryon d'un parti communiste en France, ce qui n'est pas le cas hélas !

On se souvient qu'en 2006 les médias avaient propulsé la gourde de Royal sur le devant de la scène politique avant qu'elle ne perde ses moyens dans un face à face télévisé avec Sarkozy avec le résultat que l'on sait.

Que La Talonnette compte récidiver n'aurait rien d'étonnant, surtout qu'au regard de leur expérience politique respective, Hollande fait pâle figure à côté d'Aubry, et c'est d'autant plus marquant que j'ai cru remarquer qu'Hollande avait aussi tendance à rougir facilement, ce qui se voit à l'écran, donc n'échappe pas à son contradicteur qui n'a plus qu'à enfoncer le clou pour le terrasser.

J'ai lu également dans l'interview qu'Aubry a donné hier à 20minutes.fr qu'elle avait souligné les contradictions frappantes d'Hollande , qui " *a d'abord expliqué qu'il n'augmenterait pas les moyens de l'Education, puis qu'il le ferait, puis finalement non*", puis elle signalait qu'il n'avait pas répondu à certaines questions qui visiblement l'embarrassaient... On imagine qu'à l'UMP ils ont dû lister soigneusement ces questions et que leur candidat se fera un malin plaisir de lui poser le moment opportun, et là Hollande se mettra à bredouiller quelque chose d'incompréhensible ou s'effondrera comme une carpette... à moins qu'il demeur muet !

Rien de passionnant dans tout cela vous me direz, d'accord, mais on a le droit de se détendre ou de se marrer un peu quand ils sont en difficulté, quand leur médiocrité saute aux yeux, que leur modestie légendaire en prend un coup ou que la réalité les rattrappe, cela vaut également pour le petit monarque du Palais qui aura toutes les peines du monde à défendre son bilan catastrophique, de notre point de vu bien sûr, car du sien, Guaino lui concotera un argumentaire sur mesure pour le revendiquer et fera en sorte qu'il apparaisse comme moins pire que pire ou pire encore, l'imagination est sans limite dans ce domaine.

Un dernier après lecture d'un article paru ce matin suite au meeting d'Hollande à Paris hier soir.

Le journaliste du *Monde* présent à ce meeting a interviewé au hasard quelques participants.

Informations ouvrières (n°170 page 3) avait cité à la sortie de la "primaire" du PS dimanche dernier, une "*cantinière d'une école parisienne*", "*une autre jeune femme*" et "*une enseignante, dans une classe ZEP*", ce qui pouvait laisser penser que c'était des ouvriers qui avaient participé à cette "primaire".

Le *Monde* cite une "*directrice de production*", "*une étudiante de Sciences Po*", "*un juriste de 28 ans*", un "*contrôleur de gestion de 31 ans*", "*un consultant de 28 ans*", "*une mathématicienne de 38 ans*", quelle coïncidence, tous appartiennent aux couches moyennes ou bénéficient de conditions de vie confortables, un pur hasard sans doute !

LES INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Barack Obama a déclaré jeudi que les Etats-Unis n'écarteraient aucune option à propos de l'Iran, une expression utilisée régulièrement par la diplomatie américaine pour désigner une éventuelle action militaire.

Lors d'une conférence de presse, le président américain a dit que le complot présumé iranien visant à assassiner à Washington l'ambassadeur de l'Arabie saoudite amènerait les Etats-Unis à prendre de dures sanctions économiques afin d'accentuer l'isolement du régime de Téhéran.

Mardi, les Américains ont affirmé avoir déjoué une tentative de complot visant à assassiner l'ambassadeur saoudien dans un restaurant de Washington ourdie par deux hommes liés aux service secrets iraniens.

L'Iran a vivement démenti ces allégations. (Reuters 13.10)

Social

1- France

Après Le Monde et France Soir, c'est au tour du Parisien d'entrer dans la tempête sociale de la presse écrite. Le projet de réorganisation du quotidien, qui comprend un plan de relance de 30 millions d'euros et la suppression d'une cinquantaine de postes (27 journalistes et 21 administratifs, sur un total de 537 salariés), a provoqué une première journée de non-parution. Philippe Carli, le big boss du groupe Amaury, promet que les départs se feront sur la base du volontariat. (lepoint.fr 13.10)

1.2- Rougeole, tuberculose, coqueluche, gale... On croyait ces maladies disparues, elles persistent. Pour la rougeole, on parle même d'un grand retour, avec 22 000 cas recensés depuis trois ans. Depuis janvier, près de 14 500 personnes ont été touchées. Les autorités s'activent.

La rougeole, qui se caractérise notamment par une forte fièvre et une toux, est une maladie très contagieuse.

Les effets sont plus graves pour les bébés, les jeunes adultes et les femmes enceintes. La maladie peut entraîner de sévères complications. Dix personnes en sont mortes depuis 2008 et il y a eu de nombreuses hospitalisations.

Les personnes nées après 1980 sont moins bien couvertes. Ayant été vaccinées, elles n'ont pas eu la rougeole quand elles étaient enfant, contrairement aux plus âgés. Mais n'ont reçu qu'une seule dose de vaccin - la double injection n'est la règle que depuis la fin des années 1990. La rougeole réapparaît donc dans cette population. "*Si vous êtes nés depuis 1980 et que vous n'avez plus de carnet de santé, vous n'êtes plus protégés*", alertent les autorités sanitaires. La vaccination à deux doses est la seule protection efficace, insistent-elles.

Le feront-ils ? La question se pose. A l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, on aurait aimé qu'il soit décidé de rendre le vaccin gratuit - il n'est remboursé à 100 % que jusqu'à 18 ans -, pour éviter que de jeunes adultes sans mutuelle n'y renoncent.

Fin 2008, seuls 40 % des enfants de 2 ans avaient reçu les deux doses de vaccins nécessaires contre la rougeole, les oreillons et la rubéole (ROR).

Autre obstacle, si les enfants ont un carnet de santé à jour et à disposition, c'est loin d'être le cas des adultes. Et depuis que la France promet un dossier médical personnel (DMP) informatisé à tous, une affaire qui traîne depuis des années, il n'y a plus de réflexion sur le carnet de vaccination.

La rougeole n'est pas la seule maladie qui inquiète les experts. La gale, une affection contagieuse de la peau, est en augmentation. La coqueluche, après un pic en 2009, est dans une phase descendante mais sévit encore. "*Le vaccin contre la coqueluche ne protège pas à vie, précise Emmanuel Belchior de l'InVS. Il est recommandé chez les parents ayant un projet d'enfants, les jeunes adultes, et les personnels soignants, dont le taux de vaccination n'est que de 20 %...*"

La tuberculose aussi reste préoccupante. "*On pensait qu'elle était éradiquée, que c'était une maladie du passé, et c'est vrai qu'elle a considérablement diminué au fil du temps*", explique Delphine Antoine de l'InVS. Mais 5 276 cas ont encore été recensés en France en 2009. "*Ce chiffre est un peu sous-estimé. Il y aurait environ 7 000 cas en France*", souligne-t-elle.

Dans certaines parties du territoire, la tuberculose n'est qu'à peine stabilisée grâce aux campagnes de dépistage. La Seine-Saint-Denis est ainsi le département le plus touché, du fait de la présence de migrants venant d'Asie, d'Afrique subsaharienne ou d'Europe de l'Est, où l'incidence est plus forte qu'en France.

D'une façon générale, les populations précaires paient un plus lourd tribut face aux maladies contagieuses. Le moindre accès aux soins, la malnutrition, les logements suroccupés facilitent la propagation. "*La couverture vaccinale est plus faible dans les populations en grande précarité, rappelle le docteur Laurent Chambaud, directeur de la santé publique de l'ARS d'Ile-de-France, qui sont en outre moins touchées par les messages de prévention.*" Tout l'enjeu est d'atteindre ces personnes non

protégées. (lemonde.fr 13.10)

2- Grèce

A six jours du coup d'envoi d'une nouvelle grève générale, des salariés ont bloqué jeudi l'entrée de l'Acropole et d'autres monuments, provoqué l'arrêt des transports publics et occupé des bâtiments à Athènes pour dire "non" aux douloureuses mesures d'austérité imposées par les autorités pour faire face à la crise de la dette.

Dans le cadre des débrayages témoignant d'une montée de l'exaspération, des employés ont tenté d'empêcher la collecte d'une nouvel impôt foncier en occupant des bureaux administratifs de l'entreprise publique d'électricité. Nombre de Grecs affirment ne pouvoir s'acquitter de cette nouvelle taxe, qui a été incluse dans les factures d'électricité pour en faciliter la collecte. Ceux qui ne paient pas risquent de se voir priver de courant, mais les syndicats de la compagnie d'électricité estiment qu'elle ne devrait pas être impliquée dans la collecte de taxes, et ont fait savoir qu'ils refuseraient de couper le courant aux consommateurs qui ne régleraient pas.

"*L'électricité (...) ne peut pas être utilisée comme moyen de chantage contre les chômeurs, les pauvres, les salariés*", a prévenu le syndicat GENOP-DEH. "*(Nous) ne laisserons pas nos concitoyens pauvres sans électricité*".

Jeudi, journalistes de la radio et de la télévision publiques, avocats, enseignants, employés municipaux, agents des douanes et des impôts ont également cessé le travail ou se préparaient à le faire dans les prochains jours.

Devant le Parlement, des manifestations ont été organisées dans le calme par des centaines d'employés des transports publics -en grève pour 48 heures- et des hôpitaux. Ailleurs, des employés du ministère de la Culture ont bloqué les entrées de l'Acropole, d'autres monuments et de musées. Les chauffeurs de taxi ont eux annoncé une action pour vendredi, au deuxième jour de grève dans les transports.

Dénonçant la "*politique inefficace et catastrophique*" du gouvernement socialiste, le principal syndicat grec (GSEE) a lancé un appel à la grève générale les 19 et 20 octobre. Des magasins et des marchés à Athènes devraient fermer au premier jour de débrayage.

La Grèce est dans un cercle vicieux. D'un côté, le gouvernement assure n'avoir pas d'autre choix que d'imposer l'austérité pour obtenir des lignes de crédit quand, de l'autre, le ministre des Finances Evangelos Venizelos affirme que les grèves répétées amènent les bailleurs de fonds internationaux à douter de la capacité d'Athènes à atteindre ses objectifs, soulevant ainsi -par un effet domino- la question d'un nécessaire tour de vis supplémentaire. (AP 13.10)

La lutte des classes en action passe à la vitesse supérieure. La classe ouvrière va-t-elle réussir ou non à se doter d'organismes politiques indépendant de l'Etat intégrant ses organisations et partis et regroupement toutes les couches d'exploitées, à construire un nouveau parti communiste dans cette bataille se donnant pour objectif d'abattre les institutions politiques en place et l'expropriation des banquiers et des actionnaires des grandes entreprises, son avenir en dépend.

3- Etats-Unis

Plusieurs centaines d'agents de service et de gardiens ont manifesté mercredi près de Wall Street, au coeur de New York, en réclamant de meilleurs emplois et en protestant contre les inégalités économiques.

Un plus petit groupe de manifestants s'est rassemblé devant le gratte-ciel de JPMorgan Chase.

Ces manifestations participent du mouvement "Occuper Wall Street", constitué d'"indignés" dont la démarche a fait tache d'huile à travers les Etats-Unis.

Des rassemblements sont prévus ce jeudi sur 90 campus universitaires du pays. Plus largement, des manifestations d'"indignés" ont eu lieu dans plus de 1.400 villes du monde entier jusqu'à présent.

Plus de 750 agents de service et gardiens se sont rassemblés près de Wall Street pour manifester en faveur d'une revalorisation de leurs emplois, pendant que non loin de là, selon la police, une centaine de personnes manifestaient devant le gratte-ciel de JP Morgan Chase.

Selon un sondage Reuters/Ipsos publié mercredi, 82% des Américains interrogés ont dit avoir entendu parler du mouvement "Occuper Wall Street" et 38% s'y déclarent favorables. (Reuters 13.10)

Economie

1- Zone euro

Le Parlement slovaque a finalement approuvé jeudi le renforcement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), après un rejet du texte deux jours plus tôt. Cette décision lève le dernier obstacle à l'utilisation de ce fonds destiné à enrayer la crise de la dette dans la zone euro.

Le Parlement avait rejeté mardi le renforcement du FESF parce qu'un partenaire minoritaire de la coalition, le parti Liberté et Solidarité, était contre. Le rejet du texte a provoqué une crise gouvernementale.

Le parti social-démocrate Smer-SD (opposition) a ensuite accepté d'apporter son aide à la coalition au pouvoir pour voter le texte en échange de l'organisation prochaines d'élections anticipées.

Jean Leonetti, ministre français chargé des Affaires européennes a déclaré dans un communiqué : "*En dotant le FESF de pouvoirs élargis lui permettant d'agir de manière préventive, d'intervenir sur les marchés secondaires ou encore de contribuer à la recapitalisation des établissements bancaires, les pays de la zone euro se donnent pleinement, conformément à leur engagement, les moyens de continuer à profiter de l'atout que représente l'euro pour la puissance et la compétitivité de l'économie européenne*" (AP 13.10)

Autrement dit, c'est la totalité des travailleurs de l'UE qui vont devoir casquer pour les banquiers !

2- France

La croissance de l'économie française devrait tomber à 1,0% en 2012 après 1,6% cette année, montre jeudi une enquête de Reuters, un ralentissement qui risque de compliquer le redressement des finances publiques et la préservation de la note souveraine "triple A".

L'enquête réalisée auprès d'une vingtaine d'économistes confirme ainsi la dégradation rapide des anticipations: en juillet, la médiane des prévisions donnait encore une croissance de 2,0% pour 2011 et de 1,7% pour 2012.

Le gouvernement a basé son projet de budget 2012 sur une hypothèse de croissance de 1,75% l'an prochain. Un chiffre de 1,0% seulement pourrait donc contraindre le gouvernement issu de la prochaine présidentielle à de nouvelles mesures de rigueur pour respecter les engagements français en matière de réduction des déficits.

"*L'environnement économique mondial s'est fortement détérioré et le seul élément positif qui tire la croissance en ce moment, l'investissement des entreprises, va souffrir du resserrement des conditions de financement*", explique Jean-Christophe Caffet, économiste de Natixis.

Cinq des 16 experts interrogés sur ce point prévoient une contraction du produit intérieur brut (PIB) français au cours de l'un des prochains trimestres, une hypothèse qu'aucun d'eux n'envisageait il y a trois mois.

Pour Paris, le plus difficile pourrait être de parvenir à un niveau de rigueur suffisant pour assurer la maîtrise du déficit sans compromettre ce qui restera de perspective de croissance.

D'autant que la consommation, principal moteur de l'économie française, semble aujourd'hui fragile. Le moral des ménages s'est détérioré ces derniers mois et les économistes interrogés par Reuters n'anticipent plus qu'une hausse de 0,8% des dépenses de consommation l'an prochain, alors qu'ils espéraient +1,5% en juillet.

L'équation budgétaire s'annonce elle aussi compliquée.

"*Il sera très difficile de réduire les dépenses avant les élections. Ce sera davantage possible après les élections mais on peut se demander si les marchés financiers donneront autant de temps à la France*", souligne Marie Diron, économiste d'Oxford Economics. (Reuters 13.10)

3- Portugal

C'est un budget extrêmement austère pour 2012 qu'a présenté le gouvernement portugais, jeudi 13 octobre, au moment où le pays, sous assistance financière, peine à réaliser ses objectifs de réduction des déficits.

Parmi les mesures annoncées par le premier ministre, Pedro Passos Coelho, la suppression temporaire des 13e et 14e mois pour les fonctionnaires et les retraités dont les revenus sont supérieurs à 1 000 euros. Dans le secteur privé, il a annoncé une augmentation de l'horaire de travail d'une demi-heure par jour.

M. Passos Coelho a également annoncé la hausse des taux intermédiaires de TVA et des '*réductions substantielles des budgets de la santé et de l'éducation*'. Le gouvernement de droite, issu des élections de juin dernier, a déjà mis en oeuvre une série de mesures drastiques : une taxe extraordinaire sur les revenus, diverses hausses d'impôt, une baisse des prestations sociales ou encore le maintien du gel des salaires et des embauches des fonctionnaires.

'*Nous devons faire plus, beaucoup plus que ce qui était initialement prévu*', a reconnu le premier ministre, estimant que le Portugal vit actuellement 'un moment d'urgence nationale'. L'année prochaine '*le processus d'ajustement devra être plus profond et comprendre des mesures plus exigeantes*', a-t-il encore prévenu. (lemonde.fr 13.10)

J'ai de la famille au Portugal par ma seconde cadette.

4- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé jeudi le report de la privatisation des deux principaux aéroports du pays, les candidats au rachat se heurtant à des difficultés de financement, une décision qui prive l'Etat de plusieurs milliards d'euros de recettes en pleine crise de la dette.

Le mois dernier, le gouvernement avait déjà mis un coup d'arrêt au projet d'introduction en Bourse de la loterie nationale en arguant des conditions de marché.

Des sources bancaires ont expliqué que les investisseurs privés étaient réticents à s'engager dans ces privatisations à quelques semaines des élections. (Reuters 13.10)

5- Grande-Bretagne

Fitch a abaissé jeudi la note d'émetteur long terme de Lloyds et de Royal Bank of Scotland à A, contre AA- précédemment, estimant que la probabilité de voir le gouvernement britannique venir à leur secours avait baissé.

Lloyds et RBS sont détenues respectivement à 41% et 83% par l'Etat britannique. (Reuters 13.10)

6- Etats-Unis

6.1- Un vent de protectionnisme souffle au pays du libre échange. Le Sénat américain a en effet voté cette nuit en faveur d'un texte de loi visant à mettre en place des droits de douanes supplémentaires sur les produits importés des pays qui pratiquent le dumping monétaire. La Chine est clairement dans le viseur des parlementaires. Les responsables politiques américains estiment en effet que le yuan est maintenu faible par Pékin, pour gonfler ses exportations. Selon eux, cette politique permettrait aux marchandises chinoises d'afficher un avantage compétitif de l'ordre de 30% par rapport aux produits américains.

Barack Obama a récemment accusé la Chine de «f*ausser le système des échanges commerciaux à son avantage et aux dépens d'autres pays, en particulier les Etats-Unis*» en intervenant pour faire baisser la valeur du yuan.

De son côté, Pékin fulmine. L'adoption du projet de loi est une «*entorse grave*» aux règles de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) susceptible de provoquer une «*guerre commerciale*», a réagi mercredi le ministère chinois des Affaires étrangères.

Le débat devrait se poursuivre à la Chambre des représentants, qui doit encore donner son feu vert pour que le texte de loi soit définitivement adopté.

En attendant,la monnaie chinoise a fortement baissé contre le dollar mercredi en début de journée, en réaction au vote des sénateurs américains. La Banque populaire de Chine a par le passé laissé filer le yuan lorsque les Etats-Unis augmentaient la pression pour qu'elle réévalue sa devise. (lefigaro.fr 12.10)

6.2- Warren Buffett, le troisième homme le plus riche du monde a dévoilé les détails précis sur ses revenus et l'impôt dont il s'acquitte, un revenu annuel de 62,8 millions de dollars en 2010. Mais grâce aux déductions diverses dont il bénéficie, son revenu imposable ne dépasse pas 39,8 millions de dollars, avait-il déjà précisé cet été, si bien qu'il a versé 6,9 millions de dollars au Trésor américain en 2011au titre de l'impôt. Soit un taux d'imposition de 17,3%, moindre que celui dont s'acquittent nombre d'Américains issus de la classe moyenne, y compris sa secrétaire, estime, selon l'AFP, le milliardaire dans une lettre datée de mardi.

Warren Buffett, qui soutient l'administration Obama dans sa volonté d'imposer davantage les plus riches pour réduire le déficit américain, a par ailleurs incité ses compatriotes très aisés à publier à leur tour leur feuille d'impôt. «*Il est clair que de*

nombreux ultra riches paient des pourcentages encore plus faibles que moi au gouvernement fédéral, et obtenir le montant de leurs impôts pourrait être utile aux législateurs pour établir un code fiscal équitable», écrit-il à Tim Huelskamp.

Un rapport publié le 7 octobre dernier par les services du Congrès américain vient à l'appui du discours de Warren Buffett. Selon ce rapport, 25% des millionnaires américains, soit 94.500 personnes, paient effectivement moins d'impôts que les 10,4 millions de ménages gagnant moins de 100.000 dollars par an. En moyenne toutefois, les millionnaires s'acquittent selon ce rapport d'un taux d'imposition de 30%, quand ces ménages de la classe moyenne ne sont imposés qu'à hauteur de 19%.(lefigaro.fr 13.10)

Haut de page

Le 15 octobre

JOURNAL

Petit tracas ce matin, le port USB du clavier est en panne, j'ai essayé de réparer, en vain, je l'ai donc connecté sur un autre port. Au fait, tous les jours je fais une sauvegarde complète deu site sur une clé USB.

Je ne commente pas toutes les infos en bref. La plupart du temps le contenu des extraits d'articles que je mets en ligne se suffit à lui-même.

Je n'ai pas eu le temps d'avancer sur certaines questions que je voulais aborder dans le site parce qu'ici c'est la mousson, il pleut presque tous les jours, c'est le début seulement, et ils coupent sans cesse le courant.

CAUSERIE

Avant-hier, aux infos du soir de TV5Monde Asie, j'ai appris que Mittal fermait les deux derniers hauts fourneaux de Liège en Belgique, laissant sur le carreau 2 000 ouvriers et employés. Cette info n'a pas été reléguée par les agences de presse, pas plus que la grève des mineurs en Indonésie et sa répression par les autorités.

Condoléances. Leur démocratie est en réalité une dictature déguisée.

L'enseignante, Lise, qui a attenté à ses jours par le feu, jeudi 13 octobre au matin, dans la cour du lycée Jean-Moulin de Béziers (Hérault) (3 000 élèves), est morte vendredi 14 octobre des suites de ses brûlures. L'enseignante de mathématiques, 44 ans, s'était aspergée d'essence puis y avait mis le feu à l'heure de la récréation. Elle avait été brûlée au troisième degré et transportée au CHU à Montpellier.

Selon *Le Midi Libre*, l'enseignante était en conflit avec des élèves. Elle aurait mal vécu une réunion houleuse qui avait eu lieu la ville avec les lycéens. Suivie pour dépression, la professeure de mathématiques avait obtenu un horaire allégé au début de l'année. Au moment de craquer l'allumette pour s'immoler, elle a dit aux élèves présents dans la cour : « *C'est pour vous que je le fais* ».

« *Cet acte symbolique nous interroge tous* », ont déclaré les 280 professeurs de l'établissement dans un communiqué. « *Son geste appelle à la solidarité de l'ensemble des personnels et témoigne de notre difficulté à accomplir notre mission. Nous attendons donc l'engagement responsable de nos autorités. Nous pensons très fort à Lise* », ont-ils souligné.

Ses collègues, qui se sont rassemblés vendredi midi, vont organiser une marche blanche devant les portes de l'établissement, lundi à 14 heures. Selon l'un d'entre eux, les cours ne reprendront pas lundi matin, en vertu d'un droit de retrait éventuellement reconductible. (lemonde.fr et elle.fr 14.10)

Depuis le milieu des années 60, au nom de l'égalité entre les hommes et les femmes la plupart des femmes travaillent, et le trajet entre leur domicile et leur lieu de travail n'a fait que s'accroître au fil du temps, car avec le développement du chômage elles prennent le premier emploi qu'elles trouvent, n'importe où, annulant ainsi les effets de la baisse du temps de travail, donc elle n'ont plus le temps se s'occuper ou d'élever leurs enfants qui sont par conséquent livrés à eux-mêmes.

Cyniquement, ils ont fait croire aux femmes qu'elles pourraient s'épanouir par le travail, qu'elles seraient plus libres... dans une société en pleine décomposition et de plus en plus liberticide. La plupart du temps, si elles ont pris un travail c'était pour subvenir aux besoins de leur famille parce que le salaire de leur conjoint en leur permettait pas de vivre à peu près normalement ou pour améliorer le quotidien, aspiration qui était parfaitement légitime.

Ni les parents, ni les enfants, ni les enseignants ne sont à blâmer dans cette histoire, seuls tous les gouvernements qui se

sont succédés depuis 30 ans portent la responsabilité de la terrible souffrance qu'a dû endurer Lise et finalement sa mort dans des conditions atroces.

Depuis 30 ans, les différents gouvernements qui se sont succédés n'ont eu de cesse de saccager l'Education nationale, de rendre les conditions de travail de plus en plus insupportables à des millions et millions de travailleurs, ouvriers, employés ou cadres confondus dans tous les secteurs d'activité, au point qu'une nouvelle épidémie se répande dans leur société : le suicide au travail ou en relation avec son travail (France Telecom, Renault, etc.)

Depuis 30 ans également, les différents gouvernements n'ont rien fait pour combattre le chômage, au contraire, il n'a cessé de se développer, fragilisant la situation des parents aux yeux de leurs enfants, les rabaissant au point de saper leur autorité, entamant gravement leurs rapports jusqu'à la rupture.

Récemment, le pyromane Sarkozy a sorti que les fonctionnaires n'avaient pas à se plaindre de leur sort par rapport aux travailleurs du secteur privé parce qu'ils étaient "*protégés*", apparemment ils ne sont pas immunisés contre les méfaits de sa politique réactionnaire, qui consiste notamment à supprimer des dizaines de milliers de postes d'enseignants, à bourrer les classes, etc. au risque de pousser certains enseignants à la dépression, au désespoir.

Non camarades travailleurs de Tunisie, d'Egypte, de Libye ou d'ailleurs, le régime en place en France n'est pas un modèle de démocratie qu'il faudrait immiter, car dans une réelle démocratie un tel drame n'aurait jamais eu lieu, réfléchissez-y.

Demain, ce sont des dizaines de millions de travailleurs unis dans un même combat qui vont se soulever dans toute l'Europe contre ces soit-disant démocraties, et en observant le sort que leur réserveront ces régimes à la façade démocratique, une répression féroce et sanglante, vous comprendrez qu'on vous a trompés sur la nature de ces régimes, qui à l'instar de ceux que vous combattez dans votre pays respectif n'ont jamais eu pour objectif de satisfaire les besoins des travailleurs.

Leurs discours sur l'intérêt général ne servent qu'à camoufler la dictature qu'impose à tous les peuples une poignée de capitalistes avec son lot de souffrances quotidiennes, qui, devenues tellement insupportables conduisent certains d'entre nous à préférer encore mourir que continuer à survivre dans de telles conditions. Sidi Bouzid, Béziers, Le Caire, Athènes, New York, Madrid, etc. même combat !

Les travailleurs n'ont pas d'autre alternative que s'organiser, se syndiquer, rejoindre le parti ouvrier qui leur semble combattre pour leurs intérêts, rejoindre les comités constitués à l'initiative des partis ouvriers, prendre leur sort en mains pour décider de leur destin.

Non, il n'y a pas de fatalité face à la barbarie à laquelle ils conduisent l'humanité. Notre impuissance face à l'Etat des exploiteurs et des oppresseurs provient uniquement du fait que nous sommes atomisés, isolés, donc faibles, divisés, manipulables, alors que nous composons l'immense majorité de la société, qu'ensemble nous constituons une force extraordinaire, invincible !

Face à notre ennemi de classe conscient de ses intérêts et organisé en partis et syndicats, il ne suffit pas de chasser le tyran au pouvoir ou de changer de gouvernement, il faut mener notre révolution jusqu'au bout, faire table rase du passé, il nous faut renverser ses institutions politiques antidémocratiques et changer les bases économiques et sociales de la société, construisons ensemble un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui guidera les masses exploitées sur la voie de leur émancipation du capitalisme, sur la voie du socialisme.

Adieu Lise, nous te vengerons !

Epilogue.

Ma fille de 30 ans, institutrice, a été affectée la première années dans une école située dans une zone qualifiée de sensible ou difficile, à risque quoi. Au bout d'un an, elle en avait tellement marre qu'elle a failli démissionner de l'Education nationale, et pourtant elle est de constitution robuste et prend la vie plutôt du bon côté. Elle a pris un an de congé sabbatique pour s'occuper de sa fille après sa naissance en espérant tenir le coup par la suite.

Quand on en arrive à une situation où des gosses de CE ou CM nous pourrissent la vie à ce point-là, c'est qu'il y a vraiment quelque chose de pourri dans leur société et qu'il est urgent d'en changer.

Une idée qui chemine lentement mais sûrement, souterrainement pour le moment, mais qui, lorsqu'elle jaillira et finira par ne plus quitter les esprits jusqu'à les enflammer, elle deviendra incontrôlable, explosive, l'heure de régler son compte à notre ennemi aura sonné et le châtiment que lui infligeront sera à la hauteur des souffrances et des sacrifices qu'il nous aura obligés à subir.

Un conseil. Encore un peu de patience camarades. Surtout ne sombrons pas dans le gauchisme, maîtrisons-nous, évitons de nous disperser, fuyons l'ultra gauche comme la peste et le terrorisme individuel, même s'il nous est impossible de le

condamner lorsqu'il n'est pas manipulé uniquement.

Les jeunes sont impatients par nature, révolutionnaires, souvenons-nous que nous avons été jeunes un jour nous aussi, aidons-les à s'organiser, à trouver la voie du socialisme, à comprendre que leur épanouissement personnel sera toujours impossible ou qu'une illusion de courte durée s'il n'est pas le produit du bien-être collectif qui passe par le renversement du régime en place.

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

Depuis plusieurs années, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) édicte un "*Mémento à l'usage du candidat et de son mandataire*" fixant leurs obligations. Celui pour 2012 a été publié récemment.

Les campagnes ne connaissent pas la crise. En 2007, les douze postulants avaient déboursé, au total, plus de 76 millions d'euros. Pour 2012, les plafonds des dépenses autorisées ont légèrement augmenté : 16,851 millions d'euros par candidat pour le premier tour ; 22,509 millions pour le second. Ces sommes sont remboursées par l'Etat dans la limite de 50 % du plafond pour les candidats ayant obtenu plus de 5 % des voix. Ceux qui n'ont pas franchi ce seuil ont droit, toutefois, à une enveloppe de 842 550 euros. A la différence des autres élections, les personnes physiques ne peuvent accorder des prêts aux candidats à l'Elysée. Les dons, eux, sont limités à 4 600 euros par tête, et sont interdits de la part de personnes morales (société, association). (lexpress.fr 14.10)

Donc si on comprend bien, tout d'abord c'est l'argent des impôts et des taxes que nous versons à l'Etat qui financent les partis politiques qui participent à l'élection présidentielle. Ensuite, cela ne coûte rien aux candidats (et leurs partis) qui n'atteigne pas la barre des 5% des voix, on comprend mieux l'empressement de certains à se présenter, et au diable les principes !

Puisque j'ai vérifié l'info donnée par l'Express en téléchargeant le *Mémento à l'usage du candidat et de son mandataire* publié par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), je reproduis ici le passage qui nous intéresse, chapitre C. La fixation du montant du remboursement alinéa 2

"Le montant du remboursement forfaitaire versé par l'État ne peut excéder l'un des trois montants suivants :

- le montant des dépenses électorales arrêté par la commission, après réformations éventuelles ;

- le montant de l'apport personnel du candidat, ajusté au regard des réformations éventuellement opérées en dépenses ;

- le montant maximal prévu par la loi, qui est égal selon le cas :

au vingtième du plafond des dépenses électorales applicable aux candidats présents au premier tour, pour ceux qui ont recueilli moins de 5 % des suffrages exprimés"

Le vingtième de 16,851 millions d'euros égale bien 842 550 euros. A notez également dans l'alinéa précédent que "l'État (...) avance (...) un montant de 153 000 €" à chaque candidat.

Etats-Unis

Hillary Clinton, a publié un article de huit pages dans la dernière livraison de la revue Foreign Policy . La secrétaire d'État US y explique que Washington va réorienter ses engagements pour les concentrer sur la zone Asie-Pacifique destinée à devenir la première région économique du monde.

L'article a été relu et corrigé par ses collaborateurs ainsi que par la rédaction de la revue. Le titre compose un jeu de mot : « *Le Siècle pacifique américain* » (ici "pacifique" désigne la région de l'Océan pacifique, mais aussi le pacifisme opposé au « Projet pour un nouveau siècle américain » des néo-conservateurs).

On peut lire comme sous-titre : « *Le Futur de la géopolitique se décidera en Asie, pas en Afghanistan, ni en Irak, et les États-Unis devront être au coeur de l'action* » (sic).

Question à Mme Clinton : mais où se trouvent donc l'Afghanistan et l'Irak, sinon en Asie ? (Réseau Voltaire 14.10)

Social

1- France

1.1- L'alourdissement de la taxation par le gouvernement des contrats de santé des mutuelles va pousser ces dernières à augmenter en moyenne leurs tarifs de 4,7 % en 2012, indique jeudi la Mutualité française. "*L'augmentation aujourd'hui prévisible — évidemment c'est une augmentation moyenne, est de 4,7 % dont 3,2 % de répercussion de la taxe et 1,5 % résultant de l'augmentation des dépenses de santé*", a déclaré à la presse le président de la Mutualité française, Etienne Caniard.

Le gouvernement a décidé dans le cadre de son plan de rigueur de doubler de 3,5 % à 7 % la taxe sur les contrats de santé "*solidaires et responsables*" des complémentaires santé (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance). Cette recette nouvelle va rapporter 1,1 milliard en 2012 à la Sécurité sociale. Selon les explications données par M. Caniard la taxe sera répercutée sur les cotisations des mutualistes à hauteur de 3,2 % calculés sur le chiffre d'affaires hors taxes des mutuelles, auxquels il faudra ajouter 1,5 % correspondant à "*l'évolution tendancielle des dépenses de santé*" et à une "*extrapolation des économies*" décidées dans le cadre du budget de la Sécu, notamment des déremboursements de certains médicaments.

La Mutualité a entrepris une intense campagne pour combattre cette taxe qu'elle qualifie d'"*impôt sur la santé*". Mais pour le gouvernement les mutuelles ne sont pas obligées de la répercuter sur les cotisations. "*Les mutuelles, les compagnies d'assurances ne sont pas obligées de répercuter totalement cette augmentation*", avait assuré en septembre le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, assurant que ni les mutuelles ni les compagnies n'étaient en "*situation financière difficile*". Des députés UMP considèrent que compte tenu de leurs importantes réserves, les mutuelles peuvent faire un effort financier dans le cadre du plan de rigueur. Un amendement parlementaire a même été préparé pour éventuellement taxer les "*réserves excessives*" des mutuelles.

Selon un sondage commandé par la Mutualité et publié jeudi, 76 % des Français y sont opposés. (lemonde.fr 14.10)

1.2- Trop payés... comme en Grèce !

Un rapport de la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France juge insuffisant le travail des agents de surveillance de Paris. Les «pervenches» ne dresseraient pas suffisamment de contraventions et ne travailleraient pas assez.

Alors que le ministère de l'Intérieur annonce vendredi que l'année 2010 a été la plus riche en distribution de procès-verbaux (7,5 millions), la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France a produit un rapport sur la préfecture de police de Paris dans lequel est pointé le manque de travail et de résultats des agents de surveillance de Paris (ASP). Révélé dans les colonnes du Monde mercredi alors qu'il ne devrait être publié que début 2012, le rapport met en évidence une baisse moyenne de 4% des contraventions pour le stationnement et de 12% des demandes d'enlèvement de voitures par la fourrière entre 2007 et 2009. Des chiffres faibles dans une ville qui aurait «*le taux de respect du stationnement payant le plus faible de France*», selon sa mairie. En réponse à ces chiffres, la préfecture annonce une hausse de 25,7% des verbalisations sur l'année 2010 et des résultats historiquement élevés pour 2011, deux périodes postérieures à la constitution du rapport.

La CRC pointe du doigt une trop faible présence des 1900 agents dans la rue et annonce un taux d'absentéisme de 15%. Un constat appuyé par la mairie de Paris qui estime qu'une plus grande présence «*dissuaderait les automobilistes de ne pas payer les horodateurs*». La CRC considère également que, compte tenu de leur faible niveau de qualification, les ASP seraient trop payés. (lefigaro.fr 14.10)

2- Italie

Un groupe d'étudiants a envahi vendredi les bureaux de la banque d'affaires Goldman Sachs dans le centre de Milan, à la veille des manifestations d'"indignés" prévues dans le monde entier.

Les étudiants sont parvenus à s'introduire dans la grande salle de Goldman Sachs, au coeur du quartier financier et à deux pas de la Scala, dit la police.

Ils ont été rapidement dispersés par la police et la sécurité a été rétablie dans l'élégant bâtiment, sur les murs duquel des graffiti hostiles à Silvio Berlusconi avaient été inscrits.

Toujours dans le quartier financier milanais, des manifestants ont lancé des oeufs en direction du siège d'UniCredit, la plus grande banque d'Italie.

Dans le cadre de la journée mondiale des indignés, une manifestation est prévue samedi à partir de 12h00 GMT à Rome, où des rassemblements pacifiques se sont poursuivis vendredi pour la troisième journée consécutive devant le siège de la Banque d'Italie. (Reuters 14.10)

Economie

1- Espagne

L'agence de notation Standard & Poor's a abaissé d'un cran jeudi soir la note souveraine de l'Espagne, accentuant la pression des marchés sur Madrid alors que les dirigeants européens et le G20 s'efforcent de trouver une issue à la crise de la dette.

Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat espagnols à 10 ans a grimpé de 2,8 points de base à 5,24%, entraînant dans son sillage son homologue italien.

Selon des traders, la Banque centrale européenne (BCE) a acheté vendredi matin des titres de dette souveraine de ces deux pays, soucieuse de maintenir le coût de financement supporté par Madrid et Rome à un niveau acceptable.

L'agence ajoute s'attendre à ce que la qualité des actifs du secteur financier continue de se déprécier. Standard & Poor's juge également que la réforme du marché du travail est "*incomplète*" et qu'elle constitue donc un frein à la reprise de l'activité économique. (Reuters 14.10)

Si c'est le frein qui les gêne, on pourrait tout bloquer par une grève générale illimitée par exemple...

2- Etats-Unis

Le déficit budgétaire s'est creusé au cours de l'exercice fiscal 2011, restant au dessus de 1.000 milliards de dollars pour la troisième année consécutive.

En septembre, dernier mois de l'exercice budgétaire, le déficit est ressorti à 64,57 milliards de dollars (46,56 milliards d'euros) contre 34,61 milliards un an auparavant.

Sur l'ensemble de l'exercice, le déficit s'est inscrit à 1.299 milliards de dollars contre 1.294 milliards en 2010. (Reuters 14.10)

Haut de page

Le 16 octobre

CAUSERIE

Nous n'avons pas eu le temps de traiter la question des prix Nobel, dont l'attribution est justifiée uniquement par des motivations politiques ou économiques. J'ai mis en ligne dans la rubrique politique un article sur le Nigéria qui le souligne. Je ne peux pas tout faire et être partout à la fois ! Et il y a forcément des choses qui nous échappent.

Défendre des idées auxquelles on ne croit pas : c'est un métier !

Voilà la démonstration qu'a faite Montebourg en se ralliant à Hollande.

Cela ne veut pas dire qu'il ne croit pas en des idées, mais pas en celles qu'ils affichent. Celles-ci servent à attraper les mouches, les ignorants ou les naïfs qui sont incapables de faire la différence entre le voile des apparences et la réalité.

Le principe de la présomption d'innocence est à double tranchant, car il pemet dans certaines circonstances d'innocenter un coupable. Le doute profite toujours à l'accusé. Montebourg est avocat et il le sait, il répondra à ses détracteurs qui l'accuseront de s'être renié, qu'ils lui font un procès d'intention parce qu'ils ne connaissent pas ses réelles intentions, alors que les faits sont suffisamment éloquents et parlent d'eux-mêmes, peu importe cela suffira à leur clouer le bec. Et puis, il ne faut jamais perdre de vue qu'ils peuvent compter sur l'ignorance de la majorité de la population, ils le savent, en usent et en abusent...

Montebourg a repris à son compte au PS le créneau étiqueté à gauche de Mélenchon, puis de Hamon, après avoir été le porte-parole de la gourde et droitière Royal qui défendait en 2006 des idées opposées aux siennes, sur l'UE notamment ; le vent tourne et la girouette se cale en fonction de sa direction. Souvenez-vous que l'élection d'Aubry à la direction du PS avait été contestée.

Aujourd'hui, c'est Hollande qui l'incarne et non Aubry qui porte en elle le spectre diabolique des 35 heures dénoncées à la fois par le Medef et l'UMP, les marchés financiers par le voie des agences de notation américaines, et tout ce que compte le capitalisme d'institutions financières à travers le monde.

Entre Hollande et Aubry, pour l'Elysée et la Bourse, c'est Hollande qui incarne le mieux ou plus clairement les intérêts du CAC 40 ou du gang du Fouquet's ; non pas que leurs programmes seraits différents, ils ont le même, c'est leurs discours qui diffèrent. Hollande joue davantage le registre de la fatalité propre à rassurer les investisseurs, qui estiment qu'un discours émaillé de promesses légitimerait en quelque sorte des revendications sociales dont ils ne veulent pas entendre parler. De leur point de vue, il n'est jamais mauvais qu'un candidat rappelle aux travailleurs qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme histoire de rabaisser leurs aspirations, il mérite le respect à défaut de pouvoir le soutenir ouvertement, les médias qu'ils contrôlent s'en chargent à leur place.

Précision : N'allez pas croire un instant qu'on soutiendrait Aubry ou qu'on exprimerait ici une préférence, on constate les choses et on les analyse, c'est tout.

Montebourg est le type même du carrièrisme à l'ambition dévorante, froid, calculateur et cynique.

Avec l'éloquence, l'art de la répartie ou de la dissuasion, c'est le seul talent que l'on peut trouver à un bon avocat, pour peu, dans le cas de Montebourg, que son ambition dévorante soit masquée par un sourire charmeur ou une allure nonchalante un jour, grave ou sérieuse un autre, qui lui donne un genre et lui permette d'émerger du lot des prétendants à des postes à responsabilités, dès lors qu'il envisage sérieusement de faire carrière en politique.

Montebourg était le candidat des petits notables de province, de la petite-bourgeoisie, des professions intermédiaires ou dites libérales, mais aussi d'une frange de l'aristocratie ouvrière, d'où les regrets exprimés par Pierre Laurent du PCF.

Ces gens-là n'ont aucun principe, le seul qu'ils ont c'est justement de ne pas en avoir, autrement dit la fin justifie tous les moyens mise en oeuvre pour y parvenir. Marx avait qualifié les Versaillais de *chiens*, quel terme pourrait-on employer pour qualifier ceux qui en sont leurs laquais et leurs complices. Peut-être le même dans la mesure où ils aspirent à remplir les mêmes fonctions, au nom du socialisme ne l'oublions jamais.

Le doute est-il permis quand on appartient à la direction d'un parti dit ouvrier et indépendant ?

Cette question m'est venue à l'esprit en lisant l'article de Claude Jenet (IO n°170 page 3), membre du bureau national du POI, qui semble-t-il doutait encore des réelles intentions politiques du PS, entre nous, comme si le doute était encore permis et témoigne au passage des terribles illusions qui habitent les dirigeants de ce parti ou leurs errements politiques que je n'ai de cesse de dénoncer et combattre : "*il est aussi de plus en plus clair qu'en dehors d'une intervention massive sur le terrain de la lutte de classe, la même politique, à quelques variantes près, se poursuivra dans l'après-mai 2012.*".

Pour nous, cela a toujours été parfaitement clair, précisons que ce n'est pas seulement "*une intervention massive sur le terrain de la lutte de classe*" qui sera nécessaire pour changer radicalement de politique, mais une révolution, prolétarienne et socialiste.

Pour revenir à Montebourg, comme nous l'avons souligné plus haut, on ne peut pas affirmer qu'il aurait capitulé en rase campagne, puisque sur le fond tous les dirigeants du PS partagent la même politique réactionnaire et font acte de soumission devant les lois du marché qu'ils vénèrent, je parle du marché, du capitalisme, mais cela revient au même, Blum et Mitterrand l'ont suffisamment prouvé.

Après s'être employé à présenter Hollande sous un angle peu flatteur pendant des années, il ne s'est même pas donné la peine de faire semblant de défendre les particularités de son discours qui en apparence et en apparence seulement le distinguait des autres compétiteurs lors du premier tour des "primaires" du PS. Ainsi, c'est plutôt un type médiocre et lâche dans tous les sens du terme, couard et mou à la fois, qui a apporté son soutien à Hollande. Il est intéressant de rappeler de quelle manière il a traité Hollande dans le passé.

- En 2003, son "*Hollande, c'est Flamby !*" dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

- En 2005 accusait Hollande dans le JDD, d'avoir "*brisé le parti dont il avait la haute charge. Voilà dix ans qu'il dirige le PS, son passif est lourd*".

- En 2007 en janvier , il n'avait pas hésité à ringardiser François Hollande en déclarant sur LCI que "*Ségolène n'a qu'un seul défaut, c'est son compagnon*".

- En 2009 à l'université d'été de la Rochelle, il affirmait s'être fait "*persécuter par l'ancienne direction hollandaise*" sur tous les plans.

- En 2011 en mars, interrogé par un "riverain" (sur le chat de Rue89 dont il était l'invité) sur le point faible de François Hollande, il répondait, laconiquement : "*C'est sa candidature*". (lepost.fr 14.10)

Il a suffi qu'Hollande soit en tête de la "primaire" du PS, pour que 8 ans de critiques acerbes passent au bilan des pertes et profits !

Il y a un autre aspect nauséabond dans cette campagne électorale, particulièrement du côté du PS, dont on comprend les tenants et les aboutissants, je veux parler de la mise sous tutelle du droit de chaque candidat (ou militant) à pouvoir s'exprimer librement, en réalité sa négation ; au nom du nécessaire "*rassemblement*" pour faire élire son candidat, il ne faudrait plus exprimer à haute voix ses différences qui devraient céder la place à un discours unique, la fameuse pensée unique, présente à la fois au PS et à l'UMP et qui caractérise si bien les partis institutionnels.

Après qu'Aubry eut affirmé qu'Hollande était le candidat désigné du "*système*", une partie des dirigeants du PS se sont déchaînés pour la faire taire, et à cette occasion ils ont gravement dérapé ou plutôt ils ont fait la preuve qu'ils étaient prêts à utiliser des amalgames immondes pour arriver à leur fin. En voici quelques extraits :

- Pierre Moscovici, le coordinateur de campagne : «*laissons ce vocabulaire à d'autres familles politiques*».

- Vincent Peillon a estimé que Martine Aubry, "*la première secrétaire la plus mal élue de toute l'histoire du parti socialiste*", avait "*le label Marine Le Pen*".

- François Rebsamen a renchéri : "*le vocabulaire de Le Pen n'a pas droit de cité entre candidats socialistes*".

- Manuel Valls, cité par Libération : "*Ca suffit ! Je ne veux pas qu'on utilise les mots de la droite, voire de l'extrême droite*" (Reuters 15.10) Il fallait osé de sa part !

- Jean-Marc Ayrault : "*le candidat qui sortira des primaires ne doit pas être affaibli par des propos qui pourraient être utilisés par Nicolas Sarkozy*". Quand Marx ou Engel citaient abondamment Ricardo ou Smith, c'était parce qu'ils avaient attrapé le virus du capitalisme !

- La Haute autorité des primaires (HAP) s'est elle-même fendue vendredi d'un communiqué : "*Les candidats et leurs équipes doivent constamment avoir à l'esprit que toute stigmatisation de l'un ou de l'autre revient à blesser une partie de l'électorat des primaires. Or quels que soient l'élu ou l'élue, il ou elle aura besoin de tout l'électorat pour gagner*".

Cette pourriture s'est donc abaissée jusqu'à prendre en otage "*une partie de l'électorat des primaires*" pour qu'Aubry la ferme, c'est dire à quel point le pouvoir et les prébendes les motivent au plus haut point, ils s'y voient déjà ! Ce qu'a confirmé Hollande lui-même sur France Inter : "*Il faut revenir à la réalité, à la vérité. La force, ce n'est pas l'agressivité, c'est le rassemblement, la conviction*", a-t-il ajouté. "*Je ne suis pas dans une compétition interne, je suis mobilisé depuis des mois pour gagner.*" (Reuters 14.10)

Notre appel au boycott des élections présidentielles de 2012 est amplement justifié.

D'une part, parce qu'il n'est pas question de légitimer l'aspect bonapartiste des institutions de la Ve République, d'autre part par l'absence de candidat représentant les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ou proposant une issue politique conforme aux intérêts des travailleurs en réponse à la crise du capitalisme, ajoutons la multitude des affaires qui atteignent le sommet de l'Etat et témoignent de l'état de putréfaction dans lequel est entré ce régime.

LES INFOS EN BREF

Politique

Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont ouvert le feu samedi à Sanaa sur des dizaines de milliers de manifestants hostiles au président Ali Abdallah Saleh, faisant au moins 12 morts.

D'après des témoins et du personnel médical, les forces yéménites ont tiré samedi sur des manifestants tentant de marcher en direction de bâtiments officiels à Sanaa, notamment le palais présidentiel.

Avant d'ouvrir le feu, les forces de sécurité ont dans un premier temps fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau contre les manifestants, qui ont répliqué par des jets de pierre.

Les combats se sont concentrés dans le quartier d'Hassaba, où vit Al Ahmar, et près de l'aéroport, qui a été fermé.

Vendredi soir, un responsable d'Aqpa, l'Egyptien Ibrahim al Banna, a été tué avec 23 autres personnes dans un bombardement aérien dans le sud du Yémen. Selon des témoins, le raid a été mené par des appareils étrangers.

Des habitants et des responsables yéménites ont rapporté que, en représailles, des hommes armés avait fait exploser un gazoduc de Total reliant les gisements de la province de Maarib, dans le centre du Yémen, à une usine de gaz naturel liquéfié appartenant à la compagnie française sur le port de Belhaf, sur la mer d'Oman.

Cette attaque a interrompu les exportations de gaz du pays. (Reuters 15.10)

Etats-Unis

Personne ne s'attendait à ce que Barack Obama annonce, vendredi 14 octobre dans l'après-midi, un nouveau déploiement de soldats en territoire étranger. Même s'il ne s'agit que d'un petit contingent de conseillers militaires, envoyés en mission militaro-humanitaire en Ouganda pour coordonner la réponse locale aux atrocités commises par l'Armée de résistance du seigneur (LRA), la décision du président américain a beaucoup étonné les commentateurs.

Il s'agit '*d'aider les forces de la région*' qui luttent contre Joseph Kony, le sanguinaire chef de la LRA qui fait l'objet de poursuites devant la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité, selon le texte de la lettre que M. Obama a fait parvenir au Congrès. Le président indique que le but est de '*retirer Joseph Kony du champ de bataille*'. Il s'agit autrement dit de le capturer.

Le texte fait référence aux pouvoirs de guerre qui permettent au président d'engager des troupes pendant 60 jours sans l'avis du Congrès. Il précise qu'il s'agit d'une centaine de conseillers dont une douzaine sont déjà sur place, selon la presse. Ceux-ci n'affronteront pas directement la LRA, même s'ils seront équipés pour le combat, sauf en cas de légitime défense. (libération.fr 15.10)

Social

France

Plus de 25 000 personnes, selon le réseau Sortir du Nucléaire, ont manifesté samedi 15 octobre en France dans le cadre d'une journée nationale "Nucléaire Stop" avec notamment une importante mobilisation à Rennes (Ille-et-Vilaine). (lemonde.fr 15.10)

Selon un internaute : "*Ouest France a revu ses chiffres et parle de + de 20 000 manifestants à Rennes.*"

2- Depuis plus de deux semaines, Mayotte est le théâtre d'un conflit social qui paralyse l'économie de l'île. De légers affrontements entre manifestants contre la vie chère et forces de l'ordre ont éclaté, vendredi 14 octobre, malgré l'annonce de mesures par la ministre de l'Outre-Mer, Marie-Luce Penchard, qui s'est rendue sur place.

Une grande surface du centre-ville de Mamoudzou, chef-lieu de Mayotte, a été pillée par plusieurs dizaines de personnes, principalement des jeunes, alors que près de 4 000 manifestaient non loin. Le cortège dénonçaient les mesures annoncées par le gouvernement, insuffisantes à leurs yeux.

Concrètement, Marie-Luce Penchard a annoncé une réglementation étatique du prix de la bouteille de gaz, '*une baisse supplémentaire des prix des produits de première nécessité, par rapport à ce qui a déjà été négocié*', et une réduction de '*cinq euros par mois sur chacun des dix produits de première nécessité*' pour les familles gagnant moins de 600 euros par mois, une mesure qui devrait concerner '*60 000 personnes*', selon Mme Penchard. Au nom du gouvernement, elle a également appelé le conseil général de Mayotte a faire '*un effort en matière d'aide sociale en direction des familles nombreuses*'.

Depuis le début de la crise, la quasi-totalité des magasins de l'île sont fermés, et tout particulièrement les moyennes et grandes surfaces. Chaque tentative d'ouverture a provoqué la réaction de centaines de manifestants qui sont intervenus pour faire baisser les rideaux. (lemonde.fr 15.10)

Monde

Des milliers d'"indignés" se sont mobilisés samedi à travers le monde à l'appel du mouvement Occupy Wall Street pour dénoncer l'impunité dont bénéficient à leurs yeux banques et monde politique face aux sacrifices consentis par les populations pour cause d'austérité.

Inspirés par les révolutions arabes et les "indignados" précurseurs de Madrid, les premiers manifestants ont défilé en Nouvelle-Zélande et quelques régions d'Asie, suivis par les Européens, avant de laisser la place aux New-Yorkais.

Selon le réseau 15october.net, qui recense les appels à manifester, des rassemblements étaient prévus dans au moins 951 villes à travers 82 pays.

La plupart des rassemblements sont restés relativement limités, à l'exception notable de Rome où un cortège de dizaines de milliers de manifestants s'est étiré sur plusieurs kilomètres.

Environ 40.000 personnes se sont également mobilisées au Portugal, moitié à Lisbonne, moitié à Porto, deux jours après l'annonce par le gouvernement de centre droit d'un nouveau budget de rigueur.

En France, où se tenait parallèlement la réunion des ministres des Finances du G20, la mobilisation est restée limitée.

Ceux qui se surnomment "*les 99%*" et ne tolèrent plus la "*cupidité*" des 1% les plus favorisés se sont néanmoins fait entendre à Paris, où ils étaient un millier devant l'Hôtel de ville, et dans une trentaine de villes de province.

En Espagne, des rassemblements nocturnes étaient prévus dans une soixantaine de villes. La foule s'est massée à la nuit tombée sur la Puerta del Sol à Madrid, où les "indignados" avaient entamé leur mouvement en mai dernier, et des milliers de personnes se sont aussi rassemblées à Barcelone.

En Grèce, 4.000 personnes se sont à nouveau donné rendez-vous sur la place Syntagma, point central des manifestations qui se succèdent depuis des mois contre la cure d'austérité sans précédent que connaît le pays.

En Allemagne, les défilés ont rassemblé des milliers de protestataires à Berlin, Hambourg, Leipzig, et devant le siège de la Banque centrale européenne à Francfort. Des manifestants se sont également groupés sur Paradeplatz, la grande place de Zurich, capitale financière de la Suisse.

A Londres, quelque 2.000 personnes se sont réunies devant la cathédrale St Paul, dans la City.

En Amérique du Nord, le mot d'ordre Occupy Wall Street a été lancé cet été sur internet par les activistes du collectif Adbusters (littéralement les Casseurs de pub), un groupe créé à Vancouver qui combat le capitalisme et détourne les codes de la société de consommation.

"*Nous étions inspirés par ce qui s'était produit en Tunisie et en Egypte. Nous avions le sentiment que l'Amérique était mûre pour vivre son propre Tahrir*", explique Kalle Lasn, co-fondateur du groupe, en référence à la place du Caire devenue l'hiver dernier l'épicentre de la contestation contre le régime d'Hosni Moubarak.

Un rassemblement était prévu à Times Square et 2.000 personnes ont marché à travers le quartier financier aux cris de "*on a été liquidés, les banques ont été secourues*".

A Melbourne, où était donné le coup d'envoi de cette journée de mobilisation mondiale, un millier de personnes se sont réunies sur une place du centre-ville.

Quelque 2.000 manifestants, des représentants de la communauté aborigène, des syndicalistes et des militants communistes, se sont également rassemblés à Sydney.

Les manifestations sont restées limitées à quelque centaines de personnes en Asie, de Tokyo à Manille, Taipeh ou Hong Kong. (Reuters 15.10)

Economie

G20

(Les sous-titres sont du site)

Le G20 des ministres des Finances, qui se tenait vendredi et samedi à Paris, avait comme objectif de prouver une nouvelle fois aux partenaires de l'Europe que celle-ci était au chevet de la crise qui touche actuellement la zone.

«*Les pays avancés adopteront, en tenant compte de leurs situations nationales respectives, des politiques de nature à renforcer la confiance et soutenir la croissance et mettront en oeuvre des mesures claires, crédibles et ciblées pour rééquilibrer leurs finances publiques* », peut-on lire dans le communiqué final.

Alors que, dans les prochains jours, les États-Unis devront «préciser» leurs mesures de consolidation budgétaire et la Chine s'engager à «*rééquilibrer*» les moteurs de sa croissance, les Européens eux ont promis d'apporter une réponse «globale et durable» à la crise de la dette qui les mine. Dans ce contexte, les résultats du sommet européen du 23 octobre seront «décisifs», a assuré ce samedi le ministre de l'Economie, François Baroin, qui présidait ce sommet. Les ministres du G20 attendent en effet «un plan global» qui devra «*apporter une riposte énergique aux défis actuels*».

Sarkonapoléon et Barroso au placard.

Une taxe sur les transactions financières ne verra pas le jour au niveau international, comme l'espérait Nicolas Sarkozy, les ministres des Finances du G20 ayant rejeté massivement samedi cette initiative.

Les délégations américaine, canadienne, japonaise, indienne ou brésilienne se sont prononcées contre une telle taxe, qui était l'une des initiatives phares que la France espérait faire avancer lors de sa présidence du G20.

S'agissant de la régulation des marchés de matières premières, une des priorités de la présidence du G20, Paris n'a pu obtenir gain de cause sur la fixation de limites aux positions que les investisseurs peuvent détenir.

Le communiqué appelle à une mise en oeuvre d'ici fin 2012 des recommandations de l'OICV, l'organisme qui regroupe les superviseurs nationaux des marchés, sur les marchés dérivés de matières premières qui ne prévoient pas l'imposition de telles limites. (Reuters, lefigaro.fr 15.10)

Autres mesures.

Les ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales du G20 ont approuvé samedi l'imposition d'une surcharge en capital obligatoire allant jusqu'à 2,5% de leurs fonds propres pour les banques d'importance systémique, qui devra être mise en place progressivement à compter de 2016.

Selon le communiqué publié à l'issue d'une réunion de deux jours à Paris, ils ont entériné le dispositif en ce sens proposé par le Conseil de stabilité financière (CSF), passant outre aux appels des financiers qui souhaitaient un réexamen de celui-ci ou des délais supplémentaires pour le mettre en ouvre.

La surcharge, qui pourra être comprise entre 1% et 2,5%, s'appliquera à tous les établissements qui, de par leur taille, présenteraient un risque global pour le système financier en cas de défaillance.

Seraient concernées des banques comme Goldman Sachs, HSBC, Deutsche Bank, JPMorgan Chase mais aussi les plus grandes banques françaises : BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole.

"*Maintenant que nous nous sommes mis d'accord sur le cadre applicable à ces établissements, nous engageons le CSF à définir les modalités permettant d'étendre sans délai ce dispositif à tous les établissements financiers d'importance systémique*", lit-on dans le communiqué.

L'objectif est que ces banques disposent d'un capital suffisant pour traverser les turbulences de marchés afin que les Etats ne se trouvent pas contraints de se porter à leur secours lors de la prochaine crise.

Le P-DG de JPMorgan Chase, Jamie Dimon, a déjà dénoncé le dispositif comme "*anti-américain*", alors que les banques concernées devront l'appliquer en plus du nouveau cadre prudentiel dit de Bâle III qui les obligera à détenir des fonds propres "durs" à hauteur d'au moins 7% de leurs engagements.

Le CSB a reçu d'autre part le soutien du G20 pour ses travaux sur la définition du "*système bancaire parallèle*" en vue d'une régulation de celui-ci, l'objectif étant d'éviter que des activités à risque ne migrent des banques vers d'autres pans du secteur financier comme les fonds monétaires ou des entités spéciales.

Autres réactions.

«*Je suis satisfaite de voir la prise de conscience des Européens sur la nécessité de renforcer la résistance des banques* », a indiqué de son côté la patronne du FMI, Christine Lagarde.

Du côté des États-Unis, on est satisfait. « *Nous avons entendu des choses encourageantes de la part de nos collègues à Paris* », a de son côté déclaré le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner. Depuis plusieurs semaines, les Etats-Unis ont mis une pression importante à leurs partenaires européens pour que ces derniers prennent des mesures rapides pour endiguer la crise dans la zone euro, par crainte d'être contaminés.

Il y a le feu au lac.

Il n'y a désormais plus une minute à perdre. L'économie mondiale a encore «*évolué négativement*» depuis les réunions du FMI et de la Banque mondiale le mois dernier à Washington et la contagion «*commence à toucher les économies émergentes*», a prévenu Christine Lagarde.

Haut de page

Le 17 octobre

CAUSERIE

Les infos en bref étaient peu nombreuses ce matin, on verra cela demain.

Parole d'internaute

- "*Je me rends de plus en plus compte que la population française n'y comprend strictement rien à l'économie, c'est effrayant. C'est une population qui gobe toutes les promesses électorales (de droite ou de gauche) et qui est très facile à manipuler.*" (20minutes.fr 16.10)

C'est l'ignorance qui favorise la manipulation des masses laborieuses, ce n'est pas une découverte. Si l'ignorance des masses n'est pas le seul facteur qui permet d'expliquer comment un tel système économique peut survivre, je pense notamment à ceux qui parlent en leur nom et prétendent combattre ce système alors qu'ils le soutiennent, il y en a un autre qui doit nous interpeller, leur incapacité à se positionner strictement à partir de leurs propres besoins, leur faculté à accepter de les brader, comme si finalement ils n'avaient aucune légitimité.

Quand on en arrive à estimer que nos propres besoins ne sont pas légitimes, c'est parce que l'on considère plus ou moins consciemment que d'autres le sont à leur place. Pour le justifier, on n'a pas vraiment le chois, il faut aller encore plus loin dans le renoncement à ses propres besoins, on doit forcément accepter ou reprendre à son compte les arguments de ceux qui défendent des besoins ou intérêts contraires aux nôtres, mais comme la plupart du temps on n'y comprend rien non plus, on les accepte tels quels ou aveuglément pour peu qu'ils soient présentés comme majoritaire dans la société, ce que s'emploie à démontrer la propagande gouvernementale et patronale, sans parler des médias et des instituts de sondages.

On voit bien ici qu'une fois qu'on a mis le doigt dans cet engrenage infernal, on va y laisser la main avant que tout le reste y passe, et perdre ainsi toute emprise sur notre propre destin.

Pourquoi dit-on que la jeunesse est révolutionnaire, parce qu'elle est sourde à ce genre de discours, elle considère que ses droits ou besoins sont légimites et que cela ne se discute pas. Elle considère à juste titre que par le seul fait qu'ils existent, ses droits ou ses besoins sont parfaitement légitimes, donc ils doivent être respectés ou satisfaits, immédiatement pas dans un futur lointain ou indéterminé.

Un jeune n'a guère de charges ou de responsabilités dans la société, il estime qu'il a des droits et peu de devoirs ou pas du tout, tandis qu'un adulte sera accablé de devoirs au point d'en oublier qu'il a aussi des droits, et que ses droits sont aussi légitimes que ceux qu'il avait exprimé quand il était plus jeune. Une fois que dans sa vie la priorité entre les droits et les devoirs s'est inversée, processus qui s'impose à lui parce qu'il se déroule inconsciemment, il n'en comprend pas la nature et la finalité, il doit désormais livrer un combat pour se réapproprier ses droits ou plutôt, il doit lutter pour que ses besoins redeviennent prioritaire dans sa vie.

Pourquoi ? Parce que dorénavant il occupe une place particulière au sein des rapports de production et que ces rapports sont le produits de besoins contradictoires, distincts ou propres à chaque classe en présence, placé sous la coupe de ces rapports qui lui sont défavorables, il se retrouve dans l'obligation d'en accepter les règles et les contraintes pour survivre, y compris le fait que ses besoins passent au second plan au profit de ceux de son patron ou du capitaliste qui l'emploie.

Pour un jeune adulte, l'entrée dans le monde du travail, expression que j'emploie ici dans le sens originel, coïncide donc avec la

perte de son indépendance, de sa spontanéité révolutionnaire, de sa liberté, de la légitimité de ses aspirations ou de ses besoins, jusqu'à la force créative de son imagination désormais bridée, soumise au carcan du capitalisme qui tend toujours davantage à réduire son champ d'exploration, par crainte que par des moyens détournés il remonte à l'origine de sa condition et renoue avec le démon de sa jeunesse, quand il laissait libre cours à ses aspirations et besoins.

Ainsi, le travailleur à qui ce processus échappe en grande partie ou dont il n'a pas vraiment conscience, doit se réapproprier le droit d'avoir des besoins ou des aspirations qui ne sont pas tributaires du système économique auquel il est désormais enchaîné, regagner son indépendance, ce qu'il ne peut pas réaliser en demeurant isolé, puisque c'est justement parce qu'il était seul face à un système reposant sur la négation de ses droits qu'il a perdu son indépendance, il lui faut donc s'organiser pour commencer à reconquérir son indépendance de classe, se syndiquer et/ou rejoindre un parti ouvrier situant son combat strictement sur le plan de son indépendance de classe par rapport au capitalisme et à l'Etat, ses institutions.

Cette prise de conscience d'appartenir à une classe distincte des autres ne se produit pas spontanément dès lors qu'on a décidé de se syndiquer ou de militer dans un parti, la collaboration de classe des syndicats avec le patronat et l'Etat ne la favorise pas vraiment à vrai dire, elle aurait plutôt tendance à le renvoyer dans l'obscurité qui prévalait quand il était isolé, tandis que la compromission ou la collusion des différents partis ouvriers avec le capitalisme et les institutions ne l'aide pas non plus vraiment à entretenir cette prise de conscience et à l'approfondir, pour qu'elle demeure un acquis tout au long de son existence et ne soit pas perdue.

Nous rejetons la théorie selon laquelle il suffirait que les travailleurs soient organisés pour que leur indépendance de classe soit garantie, c'est une supercherie, du charlatanisme qui occulte le fait que les syndicats et les partis ouvriers tels qu'ils existent aujourd'hui ne sont indépendants ni du capitalisme ni des institutions. Sinon, comment expliquer qu'un travailleur qui a adhéré à la CGT par exemple, au POI, au NPA, à LO ou éventuellement au PCF finisse par rejoindre le PS ou le FN sans forcément penser y faire carrière (Jospin, Dray, etc.) ou cesse le combat.

C'est uniquement l'assimilation des enseignements du marxisme et leur mise en pratique qui permet à un travailleur d'avancer progressivement sur la voie de la conquête de son indépendance de classe, l'interprétation du système capitaliste et tous les rapports sociaux qui en découlent sur une base matérialiste et dialectique. Et finalement permet à la classe de comprendre la voie dans laquelle elle doit s'engager, les outils qu'elle doit forger pour s'émanciper du système d'exploitation et d'oppression, du règne de la nécessité, pour entrevoir enfin celui de la liberté, une fois que les classes et l'Etat auront disparu de la surface de la terre.

Ainsi prendra fin un cycle de l'histoire de l'humanité, où la liberté chère à la jeunesse appartiendra désormais à toutes les générations, à tous les peuples, à toutes les femmes et à tous les hommes sans distinction, chacun contribuant à la société en fonction de ses capacités, la société se chargeant de satisfaire tous leurs besoins.

Illusionnisme. L'enchanteur.

- Hollande : «*C'est le rêve français que je veux réenchanter*» (liberation.fr 16.10)

- Royal : «*L'heure est au rassemblement joyeux !*» (liberation.fr 16.10)

Lors de la dernière "primaire" organisée en Italie pour désigner le candidat de la "gauche", 4,5 millions de personnes y avaient participé, et le candidat qui l'avait remportée et qui devait affronter Berlusconi quelques mois plus tard avait obtenu 75% des voix. Lors de cette élection il sera battu !

Un autre exemple pour montrer à quel point Hollande est passé maître en tautologie, attention sans rire le Grand Robert nous dit que c'est une loi logique, hier soir à la Maison de l'Amérique Latine : "*Il m'est demandé si c'est un grand jour de ma vie. Mais non, c'est un grand jour de mon existence*". (lemonde.fr 16.10)

Tautologie signifie notamment, dire la même chose dans deux propositions différentes en employant des mots différents. Sur le plan grammatical, c'est synonyme de pléonasme. Souvent associé au sophisme qui consiste à employer des mots ou des formules spécieuses pour tromper son auditoire. Tout un art, quoi !

Je me suis demandé s'il était débile, non, il prend seulement les électeurs pour des abrutis, selon le principe qu'ils auront cru discerner dans son discours ce qu'ils y cherchaient... même si cela n'y figurait pas !

Un petit dernier pour la route, histoire de commencer la semaine dans la bonne humeur camarades : "*Aucun candidat n'a perdu*", a assuré François Hollande. Qui est le seul perdant de cette mascarade, devinez ? Mais attention, rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, par exemple, une crise financière en crise sociale, puis politique, puis révolutionnaire... quel que soit le locataire qui siège sur le trône !

Si le coeur vous en dit, vous pouvez poursuivre à partir des différentes significations du substantif "trône" en précisant à l'adresse

de son locataire : n'oubliez pas de tirer la chasse derrière vous en partant, on a horreur des mauvaises odeurs et celles de ce régime empestes !

Je n'ai pas le temps ni l'envie de m'apesantir sur le second tour des "primaires" du PS. Juste un mot.

Il a été dit qu'Aubry était plus à gauche qu'Hollande, que ce dernier était plus ouvert, entendez par là qu'il lorgnerait vers les centristes. Aubry a été élu à la mairie de Lille en s'associant au MoDem et elle cogère la ville avec les amis de Bayrou. Franchement, où y aurai-il une différence fondamentale entre Hollande et Aubry ?

Je ne laisse rien passer.

Aux infos de TV5Monde Asie hier soir, on a pu voir Hollande, Aubry et Montebourg voter.

Aubry a introduit son enveloppe sans marquer de pause, elle semblait presser d'en finir et d'échapper à la nuée de photographes qui étaient là. Hollande a marqué une légère pause. Quant à Montebourg, il est resté figé l'enveloppe à la main pendant au moins 5 secondes, tournant la tête à droite et à gauche en direction des photographes en arborant un sourire à peine forcé qui s'est transformé en grimace lorsqu'il ferma la bouche, ne parvenant pas à masquer le mépris qu'il éprouvait pour tous ceux qui assistaient à cette scène pathétique, confirmant tout le mal que j'en ai dit hier.

Un aveu qui vaut bien une contrevérité

«*Il faut dire à ceux qui sont dans les pays émergents qu'on n'est pas très contents de leur propre développement et donc qu'on entend bien que leur développement soit entravé*», a dit le président de la Banque centrale Jean-Claude Trichet, dimanche sur Europe 1. (source : 20minutes.fr 16.10)

On imagine que les peuples des pays colonisés aux XIXe siècle jusqu'à leur indépendance dans les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale, devaient être "*très contents*" du sort que leur avaient réservés les pays colonisateurs à cette époque... à coups de baillonnettes et de canons, pour finalement les maintenir dans un état de sous-développement !

Le journaliste de 20minutes.fr précise qu'"*il a rappelé que ce développement de pays du Tiers-Monde et donc la concurrence qu'ils font aux pays industrialisés est l'objectif de la communauté internationale depuis 1945*", on se demande alors pourquoi il existe un tel écart entre eux sur tous les plans plus d'un demi-siècle plus tard, pourquoi le milliard d'affâmés que compte son vieux monde pourri se concentre principalement en 2011 en Afrique et en Asie, sur les continents où les peuples ont subi la plus féroce exploitation qui soit ou l'esclavage.

Il ne manque pas de cynisme l'animal ! Rectifions ses propos : la concurrence qui existe aujourd'hui, d'une part entre les pays capitalistes qui se sont développés au XIXe et au cours de la première moitié du XXe siècle, et d'autre part ce qu'ils appellent les pays émergents est la conséquence de la gigantesque accumulation de capitaux réalisée par les capitalistes des pays les plus riches au cours de la période appelée les Trente glorieuses, entre 1945 et 1975 ou le début des années 70 pour être plus précis, pendant lesquels ils ont continué d'exploiter et de piller les peuples de ces continents pour financer leur propre développement et satisfaire les revendications sociales de leur prolétariat, accumulation de capitaux qui conduisit à une nouvelle crise du capitalisme qu'ils ne pouvaient résoudre que de trois manières différentes, soit en affrontant directement leur prolétariat, ce dont ils n'avaient pas les moyens ou se serait avéré très risqué, soit en laissant l'économie capitaliste s'écrouler et réunir les conditions d'une troisième guerre mondiale afin de mieux reconstruire par la suite, mais là encore le rapport de force avec le prolétariat mondial n'était pas à leur avantage, et l'expérience des deux guerres mondiales précédentes leur avait enseigné qu'une guerre pouvait déboucher sur une révolution socialiste, ils n'étaient manifestement pas prêts à prendre un tel risque, du coup ils optèrent pour la troisième solution, investir leurs capitaux principalement en Asie, où ils pouvaient espérer engranger des profits mirobolants, tout en développant de nouveaux marchés pour palier la saturation des marchés des pays les plus développés et passer cette crise, on connaît la suite, une fois engrangés ces nouveaux profits, le cycle des crises a repris de plus belle...

En développant de nouveaux marchés, en développant le capitalisme dans les pays émergents, ils allaient donner naissance à de nouveaux capitalistes qui plus tard les concurrenceraient sur le marché mondial. Il y a donc là un rapport de cause à effet parfaitement prévisible.

Trichet voudrait faire croire que la concurrence à laquelle se livrent les capitalistes des pays les plus développés et ceux des pays émergents serait un objectif que les dirigeants du vieux monde se serait fixé en grands humanistes qu'ils sont, entendez pour le bien-être des peuples en Afrique et en Asie, alors qu'en réalité elle ne sert qu'à liquider les acquis sociaux des travailleurs dans toute l'Europe, à fermer toutes les entreprises jugées non suffisamment rentables et à organiser un chômage de masse pour faire pression sur les salaires.

Cette concurrence est le produit de l'évolution du capitalisme mondial, on y reviendra, c'était un des thèmes que je voulais traiter et dont je vous ai parlé il y a quelques jours. A suivre donc.

Haut de page

Le 18 octobre

CAUSERIE

Quelques réflexions très rapidement.

1- On a appris hier qu'une femme de de 77 ans s'est immolée par le feu avant-hier matin à Talence, dans la banlieue de Bordeaux. Elle vivait seule avec son fils handicapé dans un appartement, s'est aspergée d'essence dans un bosquet en fin de matinée, non loin de son immeuble, avant de s'enflammer, selon Sud-Ouest. (source : elle.fr 16.10)

J'ai trouvé cette info dans les news de Yahoo.fr et non sur le portail du journal Elle, j'aime les femmes, mais pas au point de me connecter à ce site, je précise pour les mauvaises langues !

Quelques jours à peine après qu'une professeur s'est immolée, cela commence à faire beaucoup. A part cela, elle n'est pas pourrie jusqu'à l'os leur société !

2- Ils en sont arrivés à anticiper une baisse de leurs parts de marché ou un ralentissement de l'économie pour planifier sans attendre et justifier des licenciements massifs ou des suppressions de postes. Ailleurs, leurs entreprises sont rentables disent-ils, mais pas suffisamment "*compétitives*", ce qui vaut la même punition pour les travailleurs. On en a malheureusement quelques exemples dans les infos en bref d'auj'ourd'hui.

3- Apparemment le gouvernement grec est en train de perdre le contrôle de la situation avec des mouvements de grève qui touchent pratiquement tous les secteurs de l'économie, nous sommes donc semble-t-il à un tournant de la situation politique en Grèce, qui malheureusement là encore paraît sans issue pour les travailleurs. Il faudrait parvenir à fédérer tous ces mouvements sociaux, qu'ils s'organisent, qu'ils élisent leurs délégués et constituent avec les syndicats et les partis qui soutiennent leur combat un comité central de l'ensemble des délégués issus de ces mouvements qui constituerait un embryon de double pouvoir face au gouvernement et aux institutions... Nous y reviendrons plus tard.

Quand Le Figaro rêve à haute voix...

En affirmant dès dimanche soir vouloir «*réenchanter le rêve français*», François Hollande a martelé une nouvelle fois le fil conducteur de sa campagne : le rêve français. Ce concept abstrait et angélique pourrait toutefois être porteur en France, un pays qui est régulièrement classé par les études internationales comme l'un des pays occidentaux les plus pessimistes au monde.

Mais en période de crise économique, un tel slogan pourrait-il séduire les Français revenus des promesses des uns et des autres, inquiets d'une crise économique qui n'en finit pas ? Peut-on rêver après avoir échoué à «*Changer la vie*»? Pas sûr si l'on en croit Stéphane Rozès, politologue et président de la société CAP (Conseils Analyses et Perspectives). «*Il va falloir trouver l'équilibre dans la rencontre avec les Français entre l'aspiration des citoyens à retrouver un destin et le fait que le réel est très compliqué en ce moment, analyse-t-il.Il ne faut pas que ce slogan apparaisse en déphasage. Il va falloir donner du contenu à ce rêve français pendant la campagne*». (lefigaro.fr 17.10)

Cela vaut pour tous les candidats, dont Sarkozy !

Il cite un extrait du livre programme, *Le rêve français*, paru en août dernier : "*Ce rêve français, c'est celui qui fait que chaque génération a la perspective de vivre mieux que la précédente. C'est l'égalité en acte. Ce rêve français, je veux le ramener à l'horizon de la conscience de chacun et de tous.*"

En trois phrases, on passe de l'abstrait ("perspective") au concret ("acte") pour finalement revenir à l'abstrait ou au subjectif ("conscience"), bravo pour la manipulation !

C'est la réalité bien concrète qui les rattrape, en même temps il ne faut pas oublier que depuis l'Ancien régime, en dehors des années 1789 à 1799, les institutions se sont toujours dotées d'un sauveur suprême avec l'aval du peuple, empereur, président de la République, président du Conseil, comme si la population était incapable de décider elle-même de son destin sans passer par un monarque ou un bonaparte. Il faut rappeler aussi que l'élection présidentielle est la plus populaire des élections si l'on compare le taux d'abstention de chaque élection, comme si quelque part les mentalités ou le niveau de conscience politique n'avait pas vraiment évolué depuis le Moyen-Age !

Mélenchonade. Il "***craint***"... alors qu'il n'y a aucune raison d'en douter !

-"*Je crains que le programme de François Hollande dans ce domaine soit assez court, car proposer comme espérance et comme horizon pour toute la gauche 60.000 postes dans l'Education nationale, et des contrats de génération, c'est vraiment le tarif super minimum de la gauche*", a-t-il jugé, lundi sur sur France Info. (AP 17.10)

Hier soir Moscovici était l'invité du journal du soir sur TV5Monde Asie. Il a réaffirmé que la priorité du gouvernement dirigé par le PS si Hollande était élu en 2012 serait la dette de l'Etat à laquelle il s'attaquerait, autrement dit qu'il poursuivrait la politique antisociale de Sarkozy. Comment s'y prendra-t-il ? En demandant à "*tous les Français de faire un effort*" a-t-il répondu. Il a ajouté qu'il sera réparti "*équitablement*", mais on sait d'avance ce que cela signifie dans leurs bouches, Sarkozy tient le même discours depuis qu'il a été élu.

"*Ce qu'il faut affronter dans ce pays, ça ne se règlera pas entre 'Bisounours'. C'est le partage. Il faut partager et faire partager de force, c'est-à-dire par la force de la loi, ceux qui ne veulent pas le faire de leur plein gré, c'est-à dire les banquiers, les puissants, les importants qui créent dans ce pays un chaos indescriptible*", a détaillé Mélenchon. (id)

Le mécanisme qui conduit du Front populaire à sa chute ou au fascisme :

Un discours plus ou moins radical avant les élections ; une première reculade dès le lendemain des élections exprimée par le refus d'imposer quoi que ce soit aux privilégiés ; une seconde reculade à la première alerte histoire de rassurer les "banquiers", les "puissants" ou les "importants" ; puis refus de la moindre concession de la part de ces derniers et nouvelle reculade ; finalement renoncement à toute atteinte à la propriété privée des moyens de production, le fruit est mûr, la réaction a eu le temps de rassembler ses forces et de se renforcer, elle menace de passer à l'action ; dénouement : le gouvernement démissionne et cède la place au parti officiel du capital qui applique immédiatement son programme antisocial, au pire, qui réprime le mouvement ouvrier et son avant-garde... Merci monsieur l'apprenti sorcier Mélenchon, on a déjà donné !

Jugez la perspicacité du PG et d'autres d'ailleurs à propos des "primaires" du PS.

Titre d'un article : Le second temps de la primaire - 11 octobre 2011 - "*Il y a donc eu poussée, et poussée à gauche. Un nombre non négligeable de nos concitoyens, environ trois fois les effectifs d'adhérents du PS, s'est saisi de la candidature de Montebourg pour exprimer sa volonté de reconquête de la souveraineté populaire face notamment aux diktats des banques et du libre-échange dont il avait fait ses cibles favorites. C'est une bonne nouvelle.*"

La "*bonne nouvelle*" n'aura tenu que le temps d'une "primaire" qui aura compté pour du beurre, mais cela suffit au bonheur de François Delapierre, encore un socialiste en parole... Il faudra bien qu'ils justifient leur ralliement à Hollande au second tour de la présidentielle, si toutefois Hollande passe le cap du premier tour, ce qui n'est pas dit.

- "*On comprend donc le refus de Montebourg ce lundi soir de choisir entre Aubry et Hollande, « deux faces d'une même pièce »*", ces lignes ont été écrite le lendemain du premier tour de la "primaire" et publiées le lendemain, trois jours avant que Montebourd se rallie à Hollande sans rien exiger en échange sur le plan programmatique. Des charlatans ces gens-là, qui en doute ?

Dans un communiqué daté du 16 octobre, la mauvaise farce des "primaires" du PS étant terminée, il va falloir la digérer, pas facile apparemment pour le PG :

- "*Le Parti de Gauche prend acte du résultat de la primaire socialiste. Il constate, comme c'était prévisible, que cette formule des primaires aura au final accouché du candidat promu par les sondages depuis des mois comme le plus susceptible de battre Nicolas Sarkozy*", parce que voyez-vous, ce n'était pas prévisible ! Pas de bol, dans quelques mois le voile va tomber... un peu plus bas !

-"*Désormais les choses sont claires à gauche en vue des élections au suffrage universel de 2012, François Hollande ayant fait de la réduction drastique de la dette le préalable à toute mesure sociale*", parce que ce n'était pas la priorité affichée par tous les candidats à cette "primaire", y compris Aubry ! Elle au moins elle y mettait la forme, mais là franchement, pour quoi allons-nous passer au deuxième tour en 2012... Pour ce que vous êtes vraiment et ce sera bien ainsi.

Et ce communiqué de poursuivre : "*Il appartient donc aux citoyennes et citoyens français de trancher entre les deux choix politiques à gauche : l'accompagnement social du libéralisme incarné par le candidat du PS ou la rupture avec le capitalisme financiarisé et mondialisé proposé par Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de Gauche*", dans les deux cas il ne s'agit nullement de rompre avec le capitalisme, mais uniquement avec son aspect libéral requalifié de financier pour se démarquer de la terminologie des altermondialistes qui flirtent avec le NPA ou l'inverse.

Ni les uns ni les autres ne croient un traitre mot de ce qu'ils disent, ils sont sortis du même tonneau et partagent toujours la même idéologie, ce que confirme la suite :

- "*Il nous reste 6 mois pour réussir l'alternative et agir ainsi le plus efficacement possible pour battre la droite et l'extrême droite. Place au peuple !*", ce sera le mot de la fin, exactement comme à chaque élection depuis 1962.

On reviendra plus tard sur le programme du Front de gauche résumé dans un article du 4 octobre de François Delapierre et intitulé *L'humain d'abord et les six conditions du changement*. Ou des philosophe des Lumières du XVIIIe siècle aux ténèbres du Petit père du peuple, le PG est associé au PCF dans le Front de gauche, d'où leur terminologie qui passe de l'un à l'autre, nous nous préférons Robespierre et Lénine, on a les références qu'on peut.

A chacun son "***Petit père du peuple***" ou son sauveur suprême !

L'Agence Tunis Afrique presse (TAP) rappelle qu'un Tunisien sur deux souffrait en 2005 de troubles mentaux. Cette enquête, menée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), révélait que 37% des cas présentaient des problèmes de dépression et d'anxiété. Un constat d'échec politique logiquement passé sous silence par l'ancien régime de Ben Ali.

En pleine crise identitaire, à la veille des premières échéances électorales démocratiques, la résistance psychologique des Tunisiens est, à ce jour, toujours éprouvée.

Le vendredi 14 octobre 2011, la Tunisie (a célébré) la Journée mondiale de la santé mentale sous le thème: «La santé mentale: l'affaire de tous». Pour la présidente de la Société tunisienne de psychatrie (STP), le docteur Rim Ghachem, le choix de l'intitulé n'est pas anodin et recoupe plusieurs problématiques:

«*Le Tunisien ne se reconnaît plus. Il cherche à affirmer son identité nationale et arabo-musulmane. Il cherche également ses repères et a besoin d'un nouveau guide en qui il a réellement confiance*».

(...) dans le gouvernorat de Manouba, on constate que depuis le 14 janvier, date de la fuite de Ben Ali et sa famille, les cas psychiatriques ne cessent de se multiplier:

«*Sous l'effet de l'anxiété, les personnes les plus fragiles, les schizophrènes et les bipolaires (maniaco-dépressifs), ont fait des décompensations délirantes, explique le docteur Cheour-Ellouze. Certains patients se disent investis d'une mission. La révolution, pour eux, c'est la guerre finale. L'ensorcellement revient souvent, aussi. Sans oublier les délires de grandeur et les angoisses de persécution*». (slatafrique.com 14.10)

La révolution rendrait fou les Tunisiens, alors que leur reste-t-il ? Allâh ! Cela tombe bien, le principal parti islamique serait en passe de devenir ou serait déjà le principal parti politique en Tunisie. Hier soir, aux infos sur TV5Monse Asie, une de ses candidates, en campagne pour les législative du 23 octobre, a expliqué que pour les membres de son parti la politique et la religion étaient intimement liées, inséparables, et qu'ils entendaient bien imposer un Etat islamique en Tunisie.

Un hasard ?

La libération du soldat israélien Gilad Shalit contre mille prisonniers palestiniens, tout comme l'initiative de l'autorité palestinienne à l'ONU, interviennent au moment ou les salafistes ont renforcé leurs positions sur la bande de Gaza...

Les mains sales. Guerre d'Algérie, du 8 mai 1945 au 17 octobre 1961.

Le 8 mai 1945 est aussi la date du début des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, qui sont des répressions sanglantes d'émeutes nationalistes qui sont survenues en 1945 dans le département de Constantine en Algérie durant la période coloniale française pour réclamer l'indépendance du pays et la libération du chef du Parti populaire algérien (PPA) Messali Hadj.

Il y aura parmi les Européens plus de cent morts et autant de blessés. Le nombre des victimes autochtones reste sujet à débat ; les autorités françaises de l'époque fixèrent le nombre de tués à 1 165, un rapport des services secrets américains à Alger en 1945 notait 17 000 morts et 20 000 blessés, le gouvernement algérien avance le nombre de 45 000 morts, alors que suivant les historiens le nombre varie de 8 000 (Charles-Robert Ageron, Charles-André Julien) à « *des milliers de morts* ». (http://fr.wikipedia.org)

La répression légale ne fut pas moins implacable. On dénombra 3 630 arrestations et jugements, 1 868 condamnations à des peines de prison et 157 condamnations à mort dont 33 furent exécutées. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

« *Des hommes souffrent de la faim et demandent la justice... Leur faim est injuste.* » écrivait Albert Camus début 1945 dans Combat.

À la colère légitime des Algériens, la réponse du gouvernement français, dans lequel se trouve, mais oui, le PS et le PC, aux côtés

de de Gaulle, ne s'est, en tout cas, pas fait attendre en mobilisant toutes les forces de police, de gendarmerie, de l'armée, en envoyant des ren-orts de CRS et de parachuttistes, et même en recrutant des miliciens, qui ne se gênent pas de fusiller des Algériens de tous âges et sans défense. (http://rebellyon.info)

Le Parti Socialiste comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifièrent même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « *l'Union française* », c'est-à-dire à justifier le maintien du colonialisme français. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

Le Parti Socialiste (à l'époque SFIO) comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifièrent même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « *l'Union française* », c'est-à-dire à justifier à ce moment là le maintien du colonialisme français.

Dès le début, dans les colonnes de L'Humanité, le parti stalinien déclarait que "*les auteurs des troubles étaient d'inspiration et de méthodes hitlériennes.*" Il parlera aussi "*de provocation fomentée par les grands trusts et par les fonctionnaires vichystes encore en place*".

Le PC le 21 mai 1945, dans l'Humanité demande au gouvernement de "*punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes*".

Le porte-parole du PCF, Etienne Fajon, déclarait encore à la tribune de l'assemblée nationale le 11 juillet : "*les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes.*" Alors que de Gaulle avait demandé "*de prendre toutes les mesures nécessaires pour réprimer les agissements d'une minorité d'agitateurs*", le bureau politique du PCF publiait un communiqué le 12 mai déclarant : "*il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute*" au nom de la défense "*de la république française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible*."

Dans un tract signé par cinq membres du comité central et distribué sur le sol algérien, il appelle à une chasse aux sorcières et lance de véritables appels au meurtre et aux pogroms en exigeant de "*passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays*".

Ainsi une milice mise sur pied par le PC servit d'auxiliaire à la police et à l'armée contre les "*rebelles musulmans*". Et pour couronner le tout, c'est le ministre stalinien de l'aviation Charles Tillon ("*héros de la Résistance*" en tant qu'ex-chef des FTP), qui a directement ordonné le bombardement des régions de Sétif et de Guelma.

Le 5 novembre 1954 François Mitterrand déclare que "*L'Algérie, c'est la France. La seule négociation, c'est la guerre.*" Les socialistes Robert Lacoste et Max Lejeune, respectivement Ministres de l'Intérieur et de la Défense incitèrent l'armée et la police à user de tous les moyens de répression contre les combattants.

Le PCF (...) vota le 12 mars 1956 les "*pouvoirs spéciaux*" au gouvernement du socialiste Guy Mollet qui allait donner les moyens à l'Etat français d'intensifier la guerre sur le sol algérien.

François Mitterrand en 1956, est nommé garde des Sceaux dans le gouvernement de Guy Mollet. Il participe aux travaux du gouvernement, qui accorde l'indépendance à la Tunisie et au Maroc, l'autonomie à l'Afrique noire. Sur la question algérienne, il critique la dérive répressive en février 1956. Toutefois, c'est lui qui est chargé par le Conseil des ministres, de défendre le projet de loi remettant les pouvoirs spéciaux à l'armée. Selon les historiens il donne forcément son aval, en tant que Garde des Sceaux, aux nombreuses sentences de mort prononcées par les tribunaux d'Alger contre des militants de la lutte pour l'indépendance, notamment Fernand Yveton, membre du Parti Communiste Algérien, guillotiné à Alger le 11 février 1957. (http://lesvertsdebagnolet.over-blog.com)

Le 17 octobre 1961, en pleine guerre d'Algérie, le mouvement indépendantiste du Front de libération nationale (FLN) exhorte à manifester pacifiquement contre le couvre-feu imposé aux travailleurs algériens par le préfet de Paris, Maurice Papon. Contre ce qu'il qualifiait de mesure «*à caractère raciste*» mais qui entravait surtout ses activités, le FLN demande aux travailleurs de sortir en famille et de se débarrasser de tout ce qui peut être assimilé à une arme. Cet appel se déroule dans un climat tendu : une série d'attentats contre des policiers a fait 11 morts entre fin août et début octobre. Entre 20.000 et 30.000 personnes convergent vers Paris et font face à une répression policière sanglante. D'après plusieurs témoins, les forces de l'ordre tirent à balles réelles et jettent des hommes dans la Seine. Environ 12.000 manifestants sont interpellés et regroupés. Certains torturés. Le bilan officiel est de trois morts et 64 blessés. Mais les historiens estiment que le décompte réel se situe probablement autour de 200 morts, voire «*plusieurs centaines*». (lefigaro.fr 17.10)

La SFIO (PS) et le PCF ou plus généralement la social-démocratie et le stalinisme avaient déjà à leur actif la première et la seconde guerre mondiale... Dans le prolongement il fallait y ajouter notamment leur complicité, leur rôle abominable au côté de

de Gaulle dans les guerres coloniales qui se poursuivèrent après la fin de la seconde guerre mondiale.

Il faut quand même préciser que bon nombre de militants de la SFIO et PCF s'opposèrent à la politique de leurs dirigeants, dès 1914 ou le début des années 30 jusqu'à l'époque dont nous parlons ici, sans que cela ne change quoi que ce soit il est important de rappeler, et cela vaut jusqu'à nos jours, à l'exception du PS qui n'est plus un parti ouvrier. D'où l'enseignement que j'en ai tiré depuis longtemps, que ces partis n'étaient pas "*réformables*", qu'une fois passés avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade, ils étaient définitivement perdus ou inutilisables par le mouvement ouvrier pour avancer sur la voie du socialisme, que leur passé frappé du sceau de la trahison et entaché du sang des travailleurs dont ils portaient la responsabilité les condamnait à remplir indéfiniment les mêmes fonctions sordides au côté du capital, que seule la chute de l'ordre établi par une révolution socialiste entraînerait du même coup leur disparition, puisqu'ils ne doivent plus leur survie politique qu'au maintien du régime en place.

Si l'on peut concevoir que des travailleurs sans expérience du mouvement ouvrier ou ignorant son histoire adhèrent à ces partis, on ne peut l'admettre de la part d'intellectuels ou de militants, de cadres ou de dirigeants. Ceux qui lorgent vers les élus ou dirigeants de ces partis, qui passent leur temps à essayer de redorer leurs blasons ou qui se réfèrent à leur époque "glorieuse", n'ont finalement pas plus de principes. J'ai milité à l'OCI à la fin des années 70 et j'ai combattu pour faire élire un homme dont je ne connaissais pas le sombre passé, en acceptant de minimiser celui du PS et du PCF, je n'ai pas voté en mai 81 parce que je n'étais pas inscrit sur les listes électorales, cependant j'estime avoir été manipulé et j'en garderai toujours un souvenir amer.

François Hollande a osé dire hier à propos du massacre du 17 octobre 1961 :«*Trop longtemps cet événement a été occulté des récits historiques. Il est important de rappeler ces faits*», refusant de reconnaître que c'était un crime d'Etat qui avait été commis par des fonctionnaires de police (en 1961) sans parler du nombre de victimes, refusant de dire qu'il le reconnaîtrait s'il était élu président de la République en 2012 et on comprend parfaitement pourquoi. On se demandera aussi à quels "*récits historiques*" il fait allusion, ceux fabriqués de toutes pièces par le PS qui occulte sa responsabilité dans ce massacre et celui de 1945 ?

Quant au ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, sans surprise il a affirmé que la France «*doit faire face à son passé*» mais «*ne doit certainement pas présenter des excuses*», j'ajoute, parce que selon lui le gouvernement de l'époque aurait agi légitimement. (lefigaro.fr 17.10)

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Décomposition du régime

Fait sans précédent dans l'histoire des services secrets français, Bernard Squarcini, patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) a été mis en examen lundi dans une enquête sur des investigations occultes sur la presse, a annoncé son avocat Patrick Maisonneuve.

Poursuivi pour "*atteinte au secret des correspondances, collecte illicite de données et recel de violation du secret professionnel*", le suspect a reconnu les faits lors d'une audition de près de cinq heures chez deux juges d'instruction parisiens, tout en niant qu'ils constituent une infraction. Il n'entend donc pas démissionner, a dit l'avocat.

Bernard Squarcini, proche de Nicolas Sarkozy, est un des plus hauts fonctionnaires de police français. C'est l'actuel chef de l'Etat qui l'a porté à la tête de la DCRI, vouée au contre-espionnage et à la lutte anti-terroriste, et créée par Nicolas Sarkozy en fusionnant la DST et les Renseignements généraux.

Bernard Squarcini est mis en cause pour avoir obtenu d'un opérateur téléphonique, sous contrainte légale, les factures détaillées de téléphone, ou "*fadettes*", d'un reporter du Monde, Gérard Davet, à l'été 2010.

Il s'agissait de connaître l'informateur du journaliste à l'origine d'un article concernant la procédure judiciaire visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt et mettant en cause Eric Woerth, alors ministre UMP du Budget.

L'informateur du Monde identifié par la DCRI, le magistrat David Sénat, alors en poste au ministère de la Justice, a été limogé et affecté à une mission sur la cour d'appel de Cayenne.

Le directeur général de la police nationale, Frédéric Péchenard, supérieur de Bernard Squarcini et autre proche de Nicolas Sarkozy, a déjà admis avoir donné l'ordre concernant l'affaire en question.

Le 9 septembre, il a en effet dit à France Info : "*j'ai demandé à la DCRI d'identifier le haut fonctionnaire qui, soumis au*

secret professionnel et ayant un accès direct à des documents sensibles, avait divulgué des informations confidentielles dans une affaire judiciaire en cours".

L'enquête menée par la juge d'instruction a cependant montré que les réquisitions de la DCRI visaient bien le téléphone du reporter du Monde Gérard Davet, ce qui semble être illégal, notamment du fait que le gouvernement a fait voter une loi en 2010 protégeant les sources des journalistes.

Il n'est pas possible légalement de rechercher les sources d'un média sauf cas "*d'impératif prépondérant d'intérêt public*", dit cette loi.

Frédéric Péchenard est lui-même convoqué par les juges d'instruction dans les prochains jours et pourrait donc aussi être mis en examen.

Dans un autre dossier instruit aussi à Paris et qui vise une autre enquête sur un article du Monde et Gérard Davet, le procureur de Nanterre Philippe Courroye, autre proche de Nicolas Sarkozy, est également menacé d'une mise en examen. (Reuters 17.10)

1.2- Honnête ou socialiste en parole, bourgeois ou voyou en acte.

La décision était attendue: le sénateur-maire socialiste de Berre-l'Etang (Bouches-du-Rhône), Serge Andréoni, a été mis en examen ce lundi dans l'affaire de marchés publics présumés frauduleux de l'agglomération marseillaise. Le juge Charles Duchaine, chargé de l'instruction, lui a notifié sa mise en examen pour «*complicité de trafic d'influence*».

De source proche du dossier, on précise que le sénateur PS serait intervenu en faveur de l'homme d'affaires Alexandre Guérini dans un litige financier qui l'opposait à la communauté d'agglomération de Salon-de-Provence, dont il est le vice-président. Ancien dirigeant de plusieurs sociétés spécialisées dans le traitement des déchets, Alexandre Guérini a été mis en examen, notamment pour «*abus de biens sociaux, détournement de biens publics, recel de détournement de fonds publics, corruption active et blanchiment*» ainsi que pour «*association de malfaiteurs*».

Il avait été écroué en détention provisoire de décembre 2010 à mai 2011 avant d'être placé sous contrôle judiciaire après le versement d'une caution de 300.000 euros. Son frère Jean-Noël, sénateur et président socialiste du conseil général des Bouches-du-Rhône, a pour sa part été mis en examen début septembre pour des faits de prise illégale d'intérêt, de trafic d'influence et d'association de malfaiteurs avec son frère, en vue du trafic d'influence et du recel de trafic d'influence. Il s'est mis en congé du PS après sa mise en examen. (20minutes.fr 17.10)

Social

1- France

La direction de Findus n'est pas parvenue à apaiser les craintes des salariés face aux rumeurs de mise en vente. Faute d'information sur l'avenir du groupe de surgelés, ils envisagent mardi d'appeler à la grève à Boulogne-sur-Mer, où est située l'usine française de Findus. «*Nous serions prêts à immobiliser les salariés si l'actionnaire continuait à nous ignorer*», déclare Patrick Merlin, représentant de la CFDT. Aucun dirigeant de Lion Capital n'a, en effet, assisté lundi à la réunion extraordinaire du comité central d'entreprise qui s'est tenue au siège de Findus France, à Noisy-Le-Grand.

Le scénario d'un démantèlement du groupe semble aujourd'hui à l'étude chez Lion Capital, propriétaire depuis trois ans de Findus. Les filiales française et scandinave pourraient notamment être cédées afin de financer le redressement de la filiale britannique. Environ 40 % de la production de l'usine de Boulogne-sur-Mer est destinée au marché scandinave.

Officiellement, le processus de vente de Findus Group n'a pas encore été engagé. Mais le fonds d'investissement Permira , déjà propriétaire de Findus Italie et du groupe Birds Eye, leader du surgelé en Europe, étudierait le dossier.

En France, Birds Eye, à travers sa marque Igloo, a entrepris depuis deux ans la refonte de sa gamme et un repositionnement de l'entreprise. Ce qui lui a permis de gagner du terrain, notamment au rayon poisson, sur son concurrent... Findus. (lefigaro.fr 17.10)

2- Portugal

Les deux principales centrales syndicales portugaises, la CGTP et l'UGT, ont soumis lundi à leurs adhérents le principe d'une grève générale contre l'austérité, dont la date sera fixée mercredi.

La dernière grève générale au Portugal remontait à novembre 2010.

La Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP, 725.000 adhérents) et l'Union générale des travailleurs (UGT,

500.000) s'étaient réunies pour examiner le budget de rigueur dévoilé jeudi dernier par le gouvernement de centre droit de Pedro Passos Coelho.

Quelque 40.000 personnes ont manifesté samedi soir à Lisbonne et Porto dans le cadre de la journée mondiale de protestation contre le système financier. (Reuters 17.10)

3- Espagne

Une autre conséquence de la profonde crise qui frappe l'Espagne depuis des mois pourrait également être démographique. Le Financial Times parle de l''*exode*' d'une partie de cette population qui n'arrive plus à joindre les deux bouts. '*Après une décennie d'immigration et d'accroissement démographique, la population espagnole est désormais en train de décliner*,' rapporte le quotidien, citant une étude du National Statistics Institute (INE).

Entre 2002 et 2008, la population espagnole a augmenté d'environ 700 000 personnes par an du fait de l'accroissement naturel et de l'immigration du travail. Cette année, elle n'augmenterait que de 100 000 personnes environ.

L'explication viendrait de l'absence de perspective des travailleurs migrants, principalement des latino-américains. Ils seraient plusieurs '*centaines de milliers*' à quitter le pays, selon le Financial Times. La plupart choisissant de se rendre dans d'autres pays d'Europe, tels que l'Allemagne ou l'Angleterre.

Certains sont inquiets de voir des jeunes diplômés, incluant des étrangers qui ont été naturalisés, quitter le pays par manque de perspectives. Le nombre de jeunes diplômés qui quittent le pays n'est pas quantifiable, mais certains éléments laissent penser que ceux qui ont quitté le pays pour la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou l'Amérique latine ont des compétences puisque la demande en travailleurs migrants de ces pays repose sur des qualifications nécessaires pour l'économie intérieure, rappelle le Financial Times. (lemonde.fr 17.10)

4- Belgique

ArcelorMittal a confirmé vendredi la fermeture définitive de ses activités de sidérurgie en phase liquide sur son site de Liège, du fait de surcapacités et de la lente reprise des marchés européens.

Le leader mondial de la sidérurgie a confirmé la nouvelle, qui avait été rapportée mercredi soir par des dirigeants syndicaux. Ces derniers évoquaient la fermeture de deux hauts fourneaux mis à l'arrêt, l'un depuis 2008, l'autre depuis août, ainsi que d'une fonderie.

Les négociations ayant abouti à cette décision ont été difficiles. Six membres de la direction du groupe à Liège ont un temps été retenus par les employés à l'intérieur des locaux.

ArcelorMittal dit être confronté à des surcapacités structurelles en Europe du Nord étant donné la situation du marché. Ces derniers mois, le groupe a également mis à l'arrêt des hauts fourneaux à Florange, en France, et à Eisenhüttenstadt, en Allemagne.

"*La phase liquide de Liège n'est toujours pas suffisamment compétitive dans les conditions de marché prévisibles*", a estimé vendredi Joao Felix da Silva, directeur général d'ArcelorMittal Liège. (Reuters et Les Echos 14.10)

5- Pays-Bas

Philips Electronics a annoncé lundi 4.500 suppressions d'emplois et laissé entendre que la vente de son activité de téléviseurs ne serait sans doute pas bouclée avant la fin de l'année, une incertitude qui s'ajoute à la chute de ses résultats.

Le groupe néerlandais, numéro un mondial de l'éclairage, a expliqué qu'il étudiait des solutions alternatives au cas où les discussions avec le groupe de Hong Kong TPV sur sa branche TV devraient échouer.

"*Le marché mondial des téléviseurs s'est dégradé et à l'évidence, plus tôt nous bouclerons ce dossier, mieux ce sera. Mais nous devons d'abord finaliser les négociations et il reste des incertitudes sur la possibilité d'y parvenir cette année ou au premier trimestre 2012*", a expliqué à la presse le directeur général, Frans van Houten.

Philips et TPV ont, chacun de leur côté, précisé qu'aucune date de clôture de l'opération n'avait été fixée.

Les activités de téléviseurs dont Philips souhaite se désengager représentent un peu moins de 10% du chiffre d'affaires total du groupe et ont accumulé près d'un milliard d'euros de pertes depuis le début 2007, en raison notamment de la concurrence des constructeurs asiatiques.

"*Les négociations sur les télés prennent plus de temps que prévu et il n'y a pas d'accord définitif, ce qui est à l'évidence un mauvais point*", a commenté Hans Slob, analyste de Rabobank.

"*Le fait que Philips évoque des négociations 'intenses' n'est pas très bon signe et il semble qu'il y ait un risque clair qu'ils ne parviennent pas à un accord*", a-t-il ajouté.

L'action Philips gagnait néanmoins 2,4% en fin de matinée à la Bourse d'Amsterdam, surperformant l'indice Stoxx européen du secteur des hautes technologies, alors en hausse de 0,65%. Le titre a chuté de près de 40% en un an.

Les 4.500 suppressions d'emplois annoncées lundi s'inscrivent dans le cadre d'un plan de réduction des coûts de 800 millions d'euros et les économies attendues se répercuteront sur les résultats pour l'essentiel en 2013, a précisé Frans van Houten.

Les coûts de restructuration sont l'une des causes de la chute de 85% du résultat net au troisième trimestre, à 76 millions d'euros contre 524 millions un an auparavant.

Tout en confirmant les objectifs fixés pour 2013 d'une hausse de 4% à 6% du chiffre d'affaires et d'une marge opérationnelle (Ebita) de 10 à 12%, Frans van Houten a souligné qu'il restait encore beaucoup à faire.

"*Nous ne sommes pas encore satisfaits de notre performance financière compte tenu des défis économiques du moment, surtout en Europe, et des risques et problèmes opérationnels. Nous ne pensons pas parvenir à une amélioration importante de la performance à court terme*", a-t-il noté.

Philips, qui figure dans le trio de tête mondial des équipements hospitaliers, a lancé deux avertissements sur ses résultats ces sept derniers mois.

Il a ainsi fortement réduit ses objectifs de croissance à long terme en raison de la hausse des coûts des matières premières, de la baisse de confiance des consommateurs, du ralentissement du marché du bâtiment et de la réduction des budgets de santé publique. (Reuters et Les Echos 17.10)

6- Etats-Unis

Lowe's a annoncé la fermeture de 20 magasins aux Etats-Unis, ce qui se traduira par la suppression de près de 2.000 postes, la deuxième chaîne américaine de magasins de bricolage justifiant cette décision par le besoin d'augmenter sa rentabilité.

Le groupe, qui détient quelque 1.700 points de vente aux Etats-Unis, a précisé qu'il en av ait fermé 10 dimanche et que 10 autres mettraient la clef sous la porte d'ici un mois.

Cité dans un communiqué, Robert Niblock, directeur général de l'entreprise, déclare qu'elle doit "*prendre des décisions difficiles*" pour améliorer sa rentabilité.

Lowe's est le dernier distributeur en date à réduire le parc de ses magasins en raison de l'atonie de la demande.

La semaine dernière, Gap a réaffirmé l'intention affichée en juin de fermer 200 de ses 889 points de vente éponymes aux Etats-Unis.

La chaîne de grands magasins de luxe Saks a pour sa part fermé sept points de vente au cours des deux dernières années et n'exclut pas d'en fermer d'autres. (Reuters 17.10)

Economie

La Bourse ou la vie

Le Dow Jones a abandonné 2,13%, le S&P -1,94%, le Nasdaq a reculé de -1,98%. (Reuters 17.10)

Les Bourses européennes ont clôturé en net recul lundi, après des propos du ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, qui a déclaré que le prochain sommet européen ne produirait pas de solution définitive à la crise de la dette.

A Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 1,61%, l'Eurofirst 300 a cédé 1,04%.

Haut de page

Le 19 octobre

CAUSERIE

Pas le temps de causer, juste un mot.

On nous dit que le problème serait le "capitalisme financiarisé et mondialisé" (FG), le "libéralisme" ou le "capitalisme libéral" (altermondialistes), l'emprise des banques ou de l'aristocratie financière sur l'économie, etc. Mais si ma mémoire est bonne, à l'époque des Maîtres des forges, au milieu ou à la fin du XIXe siècle, n'était-ce pas le capitalisme industriel, le capitalisme tout court qui avait réduit les ouvriers en esclavage, le capitalisme (mondial) était alors dominé par l'industrie et non par la finance ou les banques, non ?

Mais alors, ceux qui tiennent ces discours seraient des charlatants, des escrocs, des manipulateurs ? Vous croyez ? Des ignorants, certainement pas, des valets du capital, assurément, leur maître. (A suivre, je dois impérativement aller faire des courses)

LES INFOS EN BREF

Politique

France

1- L'électorat privilégié du PS

Près de six Français sur dix (59%) souhaitent une victoire de la gauche à la présidentielle de 2012, le plus haut niveau depuis septembre 2010, selon le tableau de bord des personnalités politiques «Paris-Match»/Ifop publié mardi.

Un succès de la gauche est souhaité par l'ensemble des catégories socio-démographiques, y compris les personnes âgées de 65 ans et plus (54%, contre 45% souhaitant une victoire de la droite). Le souhait le plus fort en ce sens émane des professions libérales et cadres supérieurs (71%), le plus faible se trouvant chez les artisans et commerçants (42%). (liberation.fr 18.10)

Un internaute précise : "*en réalité n'est ce pas le départ de sarko qui est voulu surtout*". Vous avez tout compris ou presque...

Tiens donc "*le souhait le plus fort en ce sens émane des professions libérales et cadres supérieurs*", et nous qui étions prêts à croire que c'était les ouvriers qui avaient participé aux "primaires" du PS, c'est bien ce qu'on a essayé de nous faire croire, n'est-ce pas ? C'était encore une manipulation.

D'après vous, quelle politique souhaitent les "*professions libérales et cadres supérieurs*" : une politique qui rompt avec le capitalisme, avec l'UE, etc ? ou plutôt une politique qui leur permettra de conserver leurs privilèges ou de maintenir leur niveau de vie confortable, en s'en foutant bien des couches les plus exploitées de la société ? Posez la question, c'est y répondre. C'est le sens de leur soutien au PS, ainsi que les intellectuels en général, l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures de la classe ouvrière, etc. tous ceux qui estiment avoir quelque chose à perdre.

La culture des illusions en guise de stratégie politique, voilà où en sont rendus les partis ouvriers, masquée par un discours qui se veut radical...

2- Le programme de Hollande : pas « ***vraiment à gauche*** ». Non, sans blague ?

Qu'ils soient de droite, de gauche, du PS ou de l'UMP, les sondés estiment que le projet présidentiel de Hollande est un programme « *plutôt de centre-gauche* ». 65 % des personnes de l'échantillon le classent dans cette catégorie (63 % des sympatisants du PS, 77 % des sympathisants UMP), alors que seulement 19 % le disent « *vraiment à gauche* ».

Seulement 8 % des électeurs du MoDem consultés classent les idées du candidat socialiste « *vraiment à gauche* ».

Seulement 18 % des sondés se déclarent déjà « *certains* » d'aller voter Hollande (10 % pour Sarkozy). Il reste encore des millions de Français à convaincre et peut-être même des déçus du sarkozysme : 61 % de l'échantillon exclut de voter pour le président sortant. (20minutes.fr 18.10)

Rectifions ou précisons : le "*projet présidentiel de Hollande*" et le programme du PS adopté par tous les candidats qui ont participé aux "primaires" de ce parti, c'est la même chose.

N'a-t-on pas essayé de nous faire croire également que c'était "*le rejet de la politique de Sarkozy*" qui s'était exprimé lors des "primaires" du PS, comme si le programme du PS romperait avec la politique mise en oeuvre par Sarkozy et qu'il aurait été plébiscité par les électeurs ? Conformément au contenu bonapartiste de la Ve République, en réalité les électeurs ont rejeté un homme, Sarkozy, pour se jeter tout aussi aveuglément dans les bras d'un autre sauveur suprême.

A noter (et réfléchir, c'est mieux !) que sur cette question précise, le contenu bonapartiste de la Ve République, le niveau de conscience politique des travailleurs n'a pas évolué depuis 1962, date de la première élection présidentielle sous la Ve République.

Ce qui est intéressant dans ce sondage, c'est qu'il montre aussi qu'une minorité seulement croit encore que le PS serait encore « *vraiment à gauche* » à travers son programme. Or les partis qui lorgnent vers le PS définissent leur politique en fonction ou s'appuie sur cette minorité qui manifeste le plus d'illusions dans le PS, et délaisse l'immense majorité des travailleurs qui n'en ont plus dans ce parti depuis belle lurette, comme nous ne cessons de le répéter en vain. Donc ils font exactement l'inverse de ce qu'il faudrait faire, s'adresser aux millions de travailleurs qui n'ont plus d'illusions dans le PS et le PCF pour les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions.

Question : Ceux qui manifestent des illusions dans le PS en ont davantage dans le capitalisme et les institutions que ceux qui n'ont plus aucune illusion dans le PS, cela paraît évident, à des degrés divers on est bien d'accord. Alors ceux qui se tournent vers le PS et ses élus, ne se servent-ils pas dans leurs discours de la rupture avec le capitalisme et les institutions pour masquer leur soumission à ce parti, donc finalement au capitalisme et aux institutions qu'incarne ce parti inféodé au capital ? N'y aurait-il pas là un lien avec leur stratégie foireuse (POI) ou l'absence de stratégie tout court (NPA et LO), leur incapacité à rompre avec le PS, le capitalisme et les institutions, à se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat n'en serait-il pas à l'origine ?

3- Zapatero : Une référence pour F. Hollande... en matière d'austérité !

- François Hollande a rencontré mardi en Espagne le chef du gouvernement espagnol, Jose Luis Rodriguez Zapatero, qui est également socialiste.

C'est la première visite à l'étranger de François Hollande depuis sa victoire dimanche aux primaires socialistes. Elle semble destinée à renforcer sa stature internationale. (AP 18.10)

Gageons qu'il se rendra ensuite en Grèce ! Vous avez raison d'être prudent dans vos propos car cette visite pourrait au contraire desservir ses intérêts ; la gestion de la crise par Zapatero (et Papandréou en Grèce) a démontréque les travailleurs n'avaient rien à attendre des partis de l'Internationale socialiste à la solde du capital.

Imaginons que demain une explosion sociale se produise en Grèce et qu'elle prenne la forme d'une insurrection. Hollande serait obligé de la condamner et cela en serait fini de "*l'enchanteur*" et de son parti...

Au fait, Hollande et sa fine équipe de bras cassés doivent être bien inspirés : Zapatero et le PSOE sont promis à une cinglante défaite électorale prochainement...

Social

France

1- Environ 500 salariés de l'ancienne usine Continental de Clairoix (Oise) sont venus mardi devant les prud'hommes de Compiègne, réclamer des dommages et intérêts à leur employeur pour licenciement non justifié selon eux.

L'audience, prévue sur trois jours, réunit près de la moitié des 1.100 anciens salariés de l'usine Continental de Clairoix qui vont être mis au chômage à la fin de l'année, suite à la fermeture du site début 2010.

Par son ampleur et sa durée, «*c'est un procès jamais vu en France à ma connaissance*», a commenté le conseiller prud'homal CGT Hervé Grosjean en marge des débats au Centre de rencontres de la Victoire, où une salle a été louée afin de pouvoir accueillir le procès.

Les salariés comptent démontrer que le groupe Continental AG, la maison-mère allemande, «est le véritable employeur et menait la barque. Or ce groupe n'a pas eu de problème économique» dans les pneus de tourisme et pour camionnettes, dans lesquels l'usine de Clairoix était spécialisée, selon Me Dufresne-Castets.

Absence de motif économique

«*Il n'y a donc pas eu de motif économique à leur licenciement*», a-t-elle assuré.

Par ailleurs, selon l'avocate, «Continental n'a pas respecté ses engagements en matière d'emploi, notamment ses obligations de reclassement» des salariés. Ceux-ci affirment que l'équipementier automobile a promis de trouver un nouvel emploi pour 80% d'entre eux, un chiffre que la direction a toujours contesté.

A deux mois et demi de l'échéance du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), 49% des 1.110 employés, soit 545 d'entre eux, «ont retrouvé une solution» professionnelle, a souligné Continental dans un communiqué.

«*Continental déploie depuis plus de 18 mois un plan d'accompagnement social d'une ampleur exceptionnelle au regard des sommes réclamées par les salariés (entre 31 et 98 mois de salaires)*» dans ce procès, s'est défendu le groupe.

Ils ont obtenu un congé mobilité de 24 mois avec 65% de leur salaire pour pouvoir rechercher un nouvel emploi, une prime de 50.000 euros en plus de leurs indemnités de licenciement ou encore des investissements de 4,5 millions d'euros dans la formation, selon Continental.

La fermeture de l'usine de Clairoix était «*inéluctable face à la crise européenne de l'automobile*» en 2008 et 2009, qui s'est traduite par une surcapacité de production de 20,9 millions de pneus fin 2009, a enfin plaidé Continental.

Le site avait fini par fermer début 2010 après un conflit social de plusieurs mois au printemps 2009. (20minutes.fr 18.10)

2- Plus de 450 licenciements sont prévus au palace parisien Ritz Paris, qui ferme deux ans pour travaux, annonce mardi l'AFP.

Contacté par 20minutes, l'hôtel de luxe confirme la «*fermeture totale*» de l'établissement pour 27 mois à compter de l'été 2012. Le nombre de licenciements prévus n'a pas été annoncé, puisqu'il est encore en négociation avec les partenaires sociaux dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi. (20minutes.fr 18.10)

3- Décomposition de leur société.

3.1- Le nombre des cambriolages des habitations principales a fortement augmenté entre octobre 2010 et septembre 2011, par rapport à la période correspondante 2009-2010, avec une hausse de 17,5%, selon le bilan mensuel de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) publié mardi.

Selon ce bilan, 28.726 cambriolages de plus ont été enregistrés entre octobre 2010 et septembre 2011 par rapport à la période correspondante 2009-2010.

Le nombre des violences contre les personnes, point noir de la délinquance depuis plusieurs années, continue quant à lui d'augmenter, avec une hausse de 1,6%, selon le même bilan mensuel de l'Observatoire.

Cette hausse est «*composée à 70% de violences physiques crapuleuses, c'est-à-dire de vols avec violences et d'infractions connexes*» qui sont en hausse, sur cette période, de 4,3% sur 12 mois, précise l'ONDRP.

Toujours selon ce bilan, les escroqueries et les infractions économiques et financières ont augmenté de 6,1%. (liberation.fr 18.10)

Ajoutons à ce tableau :

3.2- Les vols dans les magasins sont repartis à la hausse en France entre la mi-2010 et la mi-2011, progressant de 2,9% en valeur, selon une étude publiée ce mardi, qui pointe une «*professionnalisation*» du vol à l'étalage.

En France, la facture pour les distributeurs est repartie à la hausse, pour renouer avec le montant atteint deux ans plus tôt, 4,9 milliards d'euros (ou 1,40% du chiffre d'affaires) contre 4,7 milliards d'euros (ou 1,36% des ventes il y a un an). L'équivalent, selon l'étude, d'un impôt annuel de 200 euros par foyer.

Les distributeurs estiment que les vols sont commis à 44% par les clients, 30,1% par le personnel et 7,2% par les fournisseurs.

«*Des voleurs mieux renseignés déjouent plus facilement les dispositifs standard de sécurité et ceux qui se font attraper sont les voleurs qui restent occasionnels, avec des montants moins élevés*», a expliqué à l'AFP Cédric Brossard, directeur marketing

pour la division textile Europe de Checkpoint Systems. (20minutes.fr 18.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Les vols augmentent ? comme le reste, les prix du carburant, le montant des impôts, le prix de la nourriture... si tout n'augmentait pas, les gens ne deviendraient pas des voleurs...*"

A noter que 90% des commentaires des internautes ne condamnent pas les voleurs et s'en prennent à ceux qui les poussent à voler : les capitalistes.

Economie

1- Zone euro

Les opérations "à nu" sur des actions ou des obligations - c'est-à-dire sans détenir le titre correspondant - seront désormais interdites dans l'Union européenne, selon un accord trouvé mardi par les Etats membres, le Parlement et la Commission européenne.

Les ventes à découvert resteront elles permises mais la nouvelle autorité européenne des marchés (Esma) aura toutefois le pouvoir de les interdire elles-aussi en cas de tensions généralisée sur les marchés financiers.

En pleine crise de la dette, les négociations ont longtemps buté sur la possibilité ou non d'interdire les CDS "à nu" sur dette souveraine, certains pays redoutant un choc de liquidité sur les marchés obligataires.

A l'insistance de la Grande-Bretagne, les Etats disposeront finalement de dérogations nationales en cas d'apparition de signes de tensions sur ces marchés.

Ces derniers devront toutefois transmettre des "*éléments objectifs*" et une analyse détaillée à l'Esma, qui aura 24 heures pour rendre une décision publique sur le bien-fondé de cette dérogation.

"*L'Esma n'a pas de pouvoir d'imposer sa décision mais on a une pression politique qui va s'exercer et une pression juridique si le texte n'est pas respecté*", a dit le rapporteur du texte au Parlement européen, l'eurodéputé vert Pascal Canfin.

Au nom de la Commission européenne, Michel Barnier s'est félicité d'un accord ambitieux, "*qui renforce la stabilité financière et renforce le marché unique des marchés financiers*".

Il sera ensuite publié au journal officiel de l'UE et commencera à produire immédiatement des effets pour les nouveaux contrats, même si son application pleine et entière devra attendre le 1er novembre 2012.(Reuters 18.10)

Tu parles, d'ici là l'économie mondiale a le temps de s'effondrer ! Ils donnent aussi le temps aux spéculateurs de s'organiser pour contourner ces mesures.

Questions complémentaires :

1- Comment des "*signes de tensions sur ces marchés*" pourraient-elles apparaître une fois les spéculateurs mis au pas ? Etrange, non ? A moins qu'ils ne le soient pas (mis au pas) !

2- Ne sera-t-il pas déjà trop tard pour agir lorsque ces "*signes de tensions sur ces marchés*" apparaîtront ? C'est quand le corps se couvre de petits boutons rouges qu'on se rend compte qu'on a la rougeole, on ne peut pas empêcher qu'ils se propagent sur tout le corps, il est trop tard pour agir, on a été incapable de l'éviter et il ne reste plus qu'à en subir les conséquences et traiter le mal (les conséquences) comme on peut, par exemple par l'intermédiaire des banques centrales, la planche à billets, etc.

3- L'Esma n'ayant "*pas de pouvoir d'imposer sa décision*" et les Etats étant libres de déroger aux mesures qu'elles préconisent, on ne voit pas trop ce que cela va changer.

2- Espagne

Moody's a abaissé mardi la note souveraine de l'Espagne de deux crans, de Aa2 à A1, avec perspective négative, jugeant que le pays restait vulnérable aux tensions de marché. (Reuters 18.10)

Haut de page

Le 20 octobre

CAUSERIE

Pour ne pas allourdir la page d'accueil du site, j'ai remplacé les deux articles suivants *La crise de la zone euro ralentit l'Europe de l'Est.* et *Joseph Stiglitz: "L'austérité ne marchera pas".*, que vous trouverez au format pdf dans la rubrique économie, par deux autres articles d'actualité sur les banques et Mayotte.

Une précision et deux rectificatifs

Commençons par la précision.

Il y a quelques jours je donnais à chaud à peine l'information diffusée, une interprétation de l'échange entre le soldat israélien Shalit et 1028 prisonniers palestiniens. Elle est confirmée.

D'un côté du mur de la honte : Titre de Lexpress.fr du 19 octobre : *Gilad Shalit: "L'accord d'échange est une bouée de sauvetage pour le Hamas".*

De l'autre côté : Benyamin Netanyahu en difficulté sur le plan social : "*Pour le quotidien de centre gauche Haaretz, cet événement n'aurait peut-être pas eu lieu sans la mobilisation sociale sans précédent de l'été dernier.*"

Poursuivons par les rectificatifs.

1- Dans une précédente causerie j'avais fait coïncider à la même date le début de la Ve République et la première élection du président de la République, j'ai depuis corrigé mais je voulais le préciser aux lecteurs, c'était une erreur la Constitution a été adoptée en 1958 et la première élection du locataire du Palais a eu lieu en 1962.

2- Suite à la lecture de l'intervention de Schivardi au congrès du POI le 2 octobre reproduite dans le n°169 page 10 d'*Informations ouvrières*, on était fondé à en conclure qu'il avait décidé de quitter ce parti, et bien pas du tout puisque dans le n° 171 page 9 de l'hebdomadaire du POI on peut lire qu'il est intervenu dans meeting le 12 octobre en tant que secrétaire national du POI "*Outre les deux secrétaires nationaux, Gérard Schivardi et Daniel Gluckstein*". Avait-il l'intention de le faire, a-t-il été convaincu de rester, on s'en fout vous me direz.

Pour rappel, et pour qu'on ne puisse pas nous faire passer pour de vulgaires manipulateurs, je précise que plusieurs camarades avaient tiré les mêmes conclusions que moi à la lecture de son intervention au congrès du POI qui était très claire, voici ce qu'il avait dit :

"*Je terminerai mon intervention en vous remerciant. Je viens de passer cinq années enrichissantes sur le plan des idées, sur le plan personnel*", et plus loin "*j'espère que le POI continuera de vivre et de se développer. Nul n'est indispensable*", formule qui voulait dire désormais vous vous passerez de moi, et qu'on ne vienne pas nous raconter qu'il avait "*un train à prendre*" (Gluckstein) pour expliquer son absence à la conférence de presse qui devait suivre ce congrès et que nous ne saurions pas lire.

Quand le POI légitime l'existence du Sénat

On a appris (IO n°171 page 8) qu'en plus d'un rendez-vous avec Sarkozy dont le POI est à l'initiative, il s'apprête à se rendre au Sénat, institution caractérises hier encore d'antidémocratique car non élue au suffrage universelle, mais comme depuis le PS et ses satellites y ont la majorité absolue, miraculeusement cette auguste institution est devenue fréquentable, à part cela le POI serait un parti indépendant, on se demande bien de quoi, devinez.

Il est écrit à propos de la réforme des collectivités territoriales : "*Une autre délégation se rendra au Sénat : « Vous avez la majorité, abrogez la loi ! »*" en direction des sénateurs du PS et ses alliés.

Un consensus qui en vaut bien un autre.

Extrait de L'éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 19 octobre 2011

"*La situation économique et sociale a été passée au crible et le CCN a adopté, à l'unanimité, une résolution centrée sur les questions d'actualité et définissant le comportement de la Confédération pour les mois à venir.*". Je précise que cette résolution a été adoptée lors du Comité confédéral national (CCN) de FO qui a eu lieu à Paris les 13 et 14 octobre 2011. J'ai cherché l'intégralité de cette résolution sur le portail national de FO, elle n'y figure pas, il faudra donc se contenter de ce que Mailly nous en dit.

Et que nous dit-il plus loin ? "*... cette résolution rappelle que la crise est une crise du système capitaliste appelant de nouvelles règles internationales, une réorientation importante des modalités de la construction européenne et des décisions tout aussi importantes au niveau national.*", donc dans le cadre de l'Union européenne telle qu'elle existe (et de l'ONU, du G20), et les cadres ou dirigeants du POI présents à la direction confédérale nationale de FO ont voté cela. Les militants du POI apprécieront sans doute une nouvelle fois le double langage de leurs dirigeants.

J'ai lu attentivement les pages 2 et 3 du n°171 d'*Informations ouvrières* consacrées à la situation en Grèce et au Portugal. Il n'y figure aucune analyse politique, le POI ne propose aucune perspective politique aux travailleurs, il se contente de commenter l'actualité comme le font les journalistes des médias nationaux, Libération, Le Monde ou Le Figaro notamment. Dès lors quel intérêt y aurait-il à mettre ces pages en ligne ? Absolument aucun.

Faut-il en rire ou en pleurer ? Quelle bande de cyniques manipulateurs !

- "*Depuis dimanche, les choses sont plus claires: à gauche, il y a un PS qui assume son social-libéralisme et puis le Front de gauche*", a résumé hier Eric Coquerel, secrétaire national du parti de gauche, lors de linauguration du local de campagne du candidat du Front de gauche. (source : lexpress.fr 19.10)

Parce que les choses n'étaient pas parfaitement "*claires*" un jour auparavant, sur les réelles intentions du PS, ben voyons ! On serait tenté de dire que pour ces gens-là les choses sont "*claires*" quand cela les arrange... et s'obscurcissent aussi vite, mais là ils préfèrent garder le silence !

Pour comprendre quelque chose au double jeu et langage des uns et des autres, c'est dans les non-dits qu'il faut chercher, ce qui requière certaines qualités que la plupart des militants ne maîtrisent pas, encore moins le travailleur lambda, ou d'avoir en permanence à l'esprit certains facteurs pour analyser (dialectiquement) un fait ou la situation, ce qui est rarement le cas, d'où la facilité à les manipuler.

A part les petits-bourgeois qui ne supportent pas de voir remis en cause leur petit confort matériel, les ignares et les crédules qui semble-t-il sont de moins en moins nombreux à espérer quoi que ce soit du PS, la majorité n'en attendant plus rien depuis des lustres ou sinon quelques miettes, ce qui n'est manifestement pas le cas du Front de gauche incapable de rompre le cordon ombilical avec le PS. Le Front de gauche fait plutôt partie de la première catégorie, son fond de commerce en somme, c'est ce que confirme ici les illusions que leurs dirigeants plaçaient encore hier dans le PS... et demain assurément, vous aurez deviné facilement pourquoi sans qu'on vous fasse un dessin. Et s'il devait en être autrement, que le candidat du Front de gauche n'appelle pas à voter Hollande lors du second tour de la présidentielle, il éclaterait, car le PCF n'accepterait jamais de perdre encore des élus lors des législatives qui suivront. On en reparlera le moment venu.

Tartufferies

Ceux qui dénoncent le "*capitalisme libéral*" (les altermondialistes) ou qui prétendent s'attaquer au "*capitalisme financiarisé et mondialisé*" (le Front de gauche), qui prétendent "*mettre sous tutelle*" les banques. (PS - Montebourg) par ces formules qui se veulent radicales, masquent en réalité leur refus de rompre avec le capitalisme, de s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Même s'ils s'attaquaient à la dictature de l'aristocratie financière, est-ce que cela changerait fondamentalement quelque chose pour les travailleurs ? C'est ce qu'on voudrait nous faire croire. Mais nous ne sommes pas dupes, si nos souvenirs sont bons, du début ou de la première moitié du XIXe siècle jusqu'au début du XXe, lorsque le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, c'était encore la production industrielle qui dominait au sein du capitalisme mondial. Or à cette époque le prolétariat subissait des conditions de travail et d'existence épouvantables, misérables. L'accumulation rapide du capital accéléra la fusion (concentration) du capitalisme industiel et financier pour donner naissance à l'impérialisme, les modestes ateliers cédèrent la place aux manufactures, qui à leur tour donnèrent naissance aux trusts, puis aux multinationales, aux holdings, étendant leur pouvoir de l'extraction des matières premières jusqu'aux services financiers, couvrant et contrôlant ainsi la totalité du marché, de l'économie, sans oublier les Etats de nos jours.

Ainsi, ils contrôlent la totalité de la chaîne du capital, de la production de marchandises jusqu'au financement de leurs clients en passant par la commercialisation de ces marchandises. Il suffit donc qu'un maillon de cette chaîne se grippe pour que la machine s'enraie. Ils peuvent organiser la pénurie de matières premières ou procéder au lock-out, réduire la production, délocaliser, ensuite ils peuvent faire flamber les prix (et les taux d'intérêt) par le biais de la spéculation boursière, enfin ils peuvent décider de fermer le robinet du crédit. Rien de plus facile pour eux que d'orchestrer la faillite d'une entreprise et de la société toute entière pour parvenir à leur fin et d'accuser le gouvernement en place d'en être le responsable.

Quand le gouvernement de Front populaire décida d'augmenter les salaires de 30%, au cours des mois qui suivirent les prix flambèrent à tel point que cette augmentation avait été pour ainsi dire annulée, puis Blum en désespoir de cause dut se résigner à dévaluer la monnaie... de 30%, donc à l'arrivée les travailleurs se retrouvèrent encore plus misérables qu'avant l'arrivée au pouvoir du Front populaire...

Ces messieurs du Front de gauche auraient-il une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective par hasard ?

Sans l'expropriation des banquiers et des institutions financières, des compagnies d'assurance et les quelque 2 000 entreprises que compte le pays, ce qui revient en fait à nationaliser ou socialiser des centaines de milliers d'entreprises si l'on compte les sous-traitants de ces grandes entreprises, certaines en comptent une centaine ou davantage (Renault, Airbus, etc.), et sans abolir les institutions politiques qui servent à justifier, légitimer et défendre l'existence de la propriété privée des moyens de production et d'échange, nous n'avancerons jamais sur la voie de l'émancipation du capital, sur la voie du socialisme.

On peut ajouter à la liste des charlatans cités plus haut, ceux qui estiment qu'il suffirait de revenir à la situation antérieure à la réforme des statuts de la Banque de France réalisée en 1973 par Pompidou, pour nager demain dans le bonheur, car il serait alors possible d'en finir avec la dette de l'Etat qui plombe ses budgets sociaux et servent de prétexte à l'austérité, etc.

Par un tour de passe-passe dont les opportunistes de tous poils ont le secret, on voudrait nous faire croire que si l'Etat empruntait à la Banque de France à 0% d'intérêt, il ne s'agirait plus d'une dette à rembourser, par un coup de baguette magique il serait possible de décréter qu'en procédant de la sorte les millions de chômeurs retrouveraient un emploi, la demande augmenterait, donc la production suivrait ainsi que la consommation, et tout cela sans tenir compte de l'environnement du marché mondial dont les opérateurs garderont les yeux rivés sur un seul indicateur, leur profit.

Ajoutons que la France importe la plus grande partie des matières premières dont elle a besoin pour faire tourner ses usines, que le gouvernement quel qu'il soit n'a aucune emprise sur le cours de ces matières premières, et que toute mesure sociale qui aurait pour conséquence une augmentation du coût du travail pénaliserait ses entreprises sur le marché mondial qui perdraient en compétitivité et du même coup des parts de marché.

D'où la nécessité impérieuse de réorganiser l'ensemble de la production, de mettre fin à l'anarchie qui y règne, donc d'exproprier les propriétaires ou les actionnaires des grandes entreprises, d'instaurer le contrôle du commerce extérieur par l'Etat, etc. pour tenter de retarder au maximum le moment où l'ensemble de l'économie du pays se retrouvera étranglée par le marché mondial dominé par le capitalisme, ne pouvant que compter sur la prise du pouvoir par les travailleurs dans d'autres pays développés pour espérer s'en sortir, ce scénario n'étant valable bien sûr que dans le cas d'une révolution socialiste en France et non une "*révolution citoyenne*" ou par les "*urnes*" qui ne changera absolument rien aux rapports de domination de classes, la classe des capitalistes conservant le pouvoir, le programme du Front de gauche.

Tous ces beaux discours tiennent la route face à des travailleurs ou des militants qui n'ont pas vécu cette époque merveilleuse (avant 1973) ou qui en ignore tout ou encore qui ne sont pas issus des couches les plus défavorisés de la classe ouvrière, mais je peux vous assurer pour l'avoir connue et pour être issu justement de ces couches, qu'on avait toutes les peines du monde à survivre, exactement comme aujourd'hui ou pire encore, car à cette époque il n''existait pas une ribambelle d'associations pour vous filer à bouffer gratuitement ou vous distribuer des fringues, etc.

En aparté.

Mon père était menuisier sur les chantiers, ma mère avait subi une opération de la colonne vertébrale et ne pouvait pas travailler , et j'ai deux soeurs (14 et 5 ans) qui étaient scolarisées, j'ajouterai que nous étions logés gratuitement par un de mes oncles dans une ancienne maison en bois que mon père avait retapé. C'était ma grand-mère maternelle, qui faisait les marchés, qui nous nourrissait en partie, et c'était à ma tante Madeleine qui habitait à cent mètres de chez nous, que ma mère allait emprunter quelques dizaines de francs presque chaque fin de mois en attendant que la paie de mon père soit virée sur son compte pour acheter du pain, du lait et quelques bricoles indispensables, mais surtout pour mettre de l'essence dans le réservoir de la bagnole de mon père pour qu'il puisse aller travailler. Il bossait à une centaine de kilomètres aller et retour, et dans le coffre il y avait tous ses outils, au bas mot cela devait peser une centaine de kilos, outils et machines qu'il avait payés de sa poche je précise, donc aller travailler en voiture n'était pas un luxe, il n'avait pas le choix : pas de bagnoles, pas d'outils égale pas de boulot, voilà la condition d'un ouvrier en 1973. Et je précise encore, que je n'ai jamais vu mes parents aller au cinéma, au restaurant, je me suis même demandé quand ils s'achetaient des vêtements, à part les bleus de travail de mon père qu'il fallait bien changer quand ils n'en pouvaient plus, je n'en ai pas souvenir. Quant aux vacances, en camping évidemment.

Nationaliser les banques, en soi cela ne changerait absolument rien à la condition ouvrière, sauf à la marge.

Il faut encore ajouter quelque chose. Si l'Etat n'était plus endetté, il pourrait mieux rémunérer les fonctionnaires ou leur condition s'améliorerait... C'est ce que certains pourraient croire ou à qui on veut le faire croire, mais c'est en réalité une arnaque qui vaut bien celle des auteurs de cette dette, car je me souviens parfaitement que lorsqu'on m'a proposé de rentrer dans la fonction publique, j'ai refusé à l'époque, et vous savez sur quel critère j'ai basé ma décision, le salaire qui était encore plus bas

que dans le privé, où en se débrouillant bien on pouvait trouver un boulot mieux payé et espérer être mieux payé assez rapidement par la suite, ce qui se produisit effectivement, depuis les choses se sont inversées, pas pour tous les fonctionnaires, comparez quand avec même les conditions d'embauche dans le secteur privé.

J'ai pris l'exemple des banques, on pourrait prendre celui de l'impôt sur les bénéfices des entreprises ou d'autres encore et on parviendrait exactement à la même conclusion. Par an, quelques 195 milliards d'euros sont passés de la poche du travail dans celle du capital en quelques décennies. Certes, mais avant, vivions-nous mieux qu'aujourd'hui ? Certaines couches du prolétariat sans aucun doute, mais les millions de travailleurs et leurs familles qui appartenaient aux couches les plus défavorisées, elles vivaient aussi mal ou plus mal qu'aujourd'hui.

L'objectif de notre combat est-t-il d'obtenir des miettes que demain on nous reprendra ou de porter un coup fatal au système d'exploitation capitaliste ? La question est-elle de reproduire les schémas d'autrefois qui ont finalement conduit à la situation actuelle ? Réforme sociale ou révolution ? Choisir le camp de la réforme sociale signifierait que le capitalisme aurait encore un rôle progressif à jouer, qui peut croire encore pareille baliverne ? Uniquement ceux qui ont intérêt au maintien en place du capitalisme, qui en vivent bien ou qui ne doivent leur survie politique qu'à ce régime, mais certainement pas les travailleurs toutes couches confondues.

Un dernier mot.

En regardant hier soir un magazine de France2 diffusé sur TV5Monde Asie quelques semaines plus tard, *Palestine, un Etat est-il encore possible ?*, cela m'a inspiré plusieurs réflexions.

Tout d'abord, la réponse à cette question est évidemment non, j'avais eu la faiblesse d'espérer le contraire avec certes des réserves en ne considérant que la situation dramatique de la population de Gaza et des réfugiés palestiniens au Liban, c'était une erreur ; je l'avais corrigée dernièrement en précisant qu'économiquement et politiquement un Etat palestinien n'était pas viable, puisque déjà la survie des territoires palestiniens dépendait des subventions que lui versent l'impérialisme américain, l'Etat israélien et l'UE. Toute la politique de l'Etat israélien jusque dans les moindres détails consiste à convaincre les Palestiniens à quitter leur maison ou leur terre, à s'exiler, mais pour aller vivre où ?

Ensuite, dans ce magazine on a vu le lobbying sioniste à l'oeuvre aux Etats-Unis. Ils représentent 1,75% des électeurs, mais ils parviennent à influencer et dicter la politique américaine au Moyen-Orient, ils sont aidés en cela par les évangélistes sionistes qui seraient 40 millions dans ce pays. Quoi qu'il en soit, il constitue une minorité, alors comment s'y prennent-ils, au-delà de la richesse qu'elle brasse et du contrôle qu'elle exerce sur les médias pour entraîner la majorité des Américains derrière eux ?

J'en suis arrivé à la déduction suivante, qu'il suffisait d'avoir dans sa poche de manière stable 20 ou 25% de l'électorat pour entraîner les 30 ou 25% manquants et faire une majorité ou obtenir l'adhésion à une politique une grande partie de la population, sur laquelle s'appuyer ensuite pour la légitimer, tenant compte qu'une partie de la population n'a pas d'idées fondées sur la plupart des questions qui lui sont soumises. En réalité, il en leur faut moins que 30 ou 25%, car c'est parmi les couches les plus arriérées politiquement de la société, qui n'appartiennent pas forcément aux couches les plus défavorisées de la société, et qui justement n'ont aucune idée sur bon nombre de questions, qui influencées plus que d'autres par la formidable force d'inertie que représente le poids du passé (et les idées reçues) où la société elle-même, adopteront spontanément la position réputée être la plus répandue sans que cela corresponde forcément à la réalité, la propagande des partis institutionnels et des médias contribuant à les convaincre sans qu'elles ne s'en aperçoivent.

LES INFOS EN BREF

Politique

France

Selon le Spiegel, la France veut vendre à la Grèce des frégates et proposerait au pays surendetté un tarif préférentiel et un délai de paiement.

Il s'agit de deux à quatre frégates furtives du groupe d'armement naval DCNS qui seraient vendues avec une remise de 100 millions d'euros si Athènes décide de les garder au bout de cinq ans. Dans le cas contraire, la Grèce devrait les rendre à la marine française.

Les concurrents allemands du constructeur français, qui ont tenté pendant des années de remporter ce contrat, critiquent cet accord. Dans un courrier au gouvernement allemand, un dirigeant du groupe ThyssenKrupp déplore que l'achat des frégates soit en partie financé par les contribuables allemands, car, selon lui, la Grèce, dépendante de l'aide du FMI et de l'UE, pourrait devoir restructurer sa dette.

Selon un document interne de Thyssen, le contrat pourrait aussi violer les règles européennes sur les subventions et les achats publics. Thyssen a refusé de faire un commentaire sur le sujet. (lemonde.fr 19.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Et avec quoi ils vont les payer les frégates ?*

- Ben, avec les sous qu'on va leur prêter, que t'es bête..

- Les sous qu'on a empruntés pour pouvoir leur prêter ?"

Social

France

Dans un e-mail adressé à tous, envoyé mercredi après-midi, Jean Lesieur, directeur de la rédaction de France 24, annonce qu'il quitte ses fonctions à la suite d'un différend avec la direction de la société de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF, maison-mère) au sujet des augmentations de salaire des journalistes. Alain de Pouzilhac, patron de l'AEF, est particulièrement visé par ce coup de sang.

Lesieur accuse Pouzilhac de vouloir "*opposer une partie de la rédaction à une autre*". "*Je refuse de me prêter à des manoeuvres perverses qui m'empêcheraient de maintenir la cohésion de la rédaction et de récompenser comme ils le méritent tous ceux qui font de France 24 ce qu'elle est*".

Pouzilhac et Lesieur s'étaient montrés solidaires au moment des turbulences avec Christine Ockrent. Cette fois, pour Lesieur, c'en est trop. Le patron de la rédaction estime que le "*lien*" entre eux est "*cassé*". Il dénonce l'attitude "*fermée, hostile, méprisante*" de Pouzilhac à son égard.

Le matin même, Pouzilhac avait rappelé, par mail, à Jean Lesieur que l'enveloppe des augmentations de salaire, proposée par le DRH, ne serait pas extensible et qu'aucun dépassement ne serait toléré. Jean Lesieur avait, a priori, obtenu des promesses que Pouzilhac disait ne plus être en mesure de tenir. D'où le clash. En prenant la défense du pouvoir d'achat de ses journalistes, Jean Lesieur, 62 ans, décide de "*tomber à gauche*", comme on le disait jadis des gouvernements sous la IIIe et la IVe République. (lepoint.fr 19.10)

Il y a pire comme chute, celle d'un monarque aux petits pieds ou du régime par exemple !

Grèce

En Grèce, plus de 125.000 personnes selon la police (100.000 à Athènes et 15.000 à Thessalonique) ont défilé dans les rues des grandes villes pour protester contre un nouveau train de mesures d'austérité imposé par le gouvernement.

La mobilisation pour cette cinquième grève générale de l'année a atteint un niveau record: transports, écoles, musées et secteur public étaient paralysés, mais aussi commerces, taxis et autres entreprises privées.

Tous les secteurs, des dentistes aux avocats en passant par les enseignants, ont décidé d'arrêter le travail pour manifester avant le vote de jeudi au Parlement et le sommet européen de dimanche sur la crise de la dette dans la zone euro.

La Grèce livre "*la bataille des batailles*", a lancé le ministre des Finances Evangélos Vénizélos en ouvrant les débats dans un parlement encerclé par une marée de contestataires.

Le projet de loi sur les nouvelles mesures d'austérité a été adopté dans la soirée par le Parlement grec lors d'un premier vote "sur le principe".

Sur les 295 députés présents, 154 députés du Pasok, le parti socialiste au pouvoir, ont voté en faveur du projet, dicté par les créanciers du pays, Union européenne et Fonds monétaire international. Tous les partis de l'opposition, 141 députés présents, ont voté contre.

Un second vote définitif est prévu jeudi soir. (liberation.fr et AP 19.10)

Portugal

La plus importante centrale syndicale portugaise a lancé mercredi un appel à la grève générale le 24 novembre pour protester contre la cure d'austérité présentée par le gouvernement de centre droit.

L'autre grande centrale portugaise, l'UGT, devrait également donner son accord pour organiser la journée de protestation le 24 novembre, un an après la dernière grève générale dans le pays.

Le chômage atteint 12,1% de la population active au Portugal, le taux le plus élevé depuis les années 1980. Il devrait grimper à 13,5% l'an prochain, d'après les prévisions du gouvernement. (Reuters 19.10)

Donc dans cinq semaines, pourquoi pas au printemps prochain ! Les dirigeants de ces syndicats vont tout faire pour tenter de casser la mobilisation des travailleurs portugais qui s'est exprimé samedi derniers quand plus de 40 000 ont manifesté dans les rues de Lisbonne et Porto.

Economie

Zone euro

A quatre jours du sommet européen, les contacts se multipliaient entre les capitales, pour tenter d'enrayer la contagion de la crise de la dette dans la zone euro, au moment où les agences de notation financière s'attaquent à l'Italie, la France et l'Espagne.

Selon une source diplomatique à Bruxelles, les pourparlers en cours visent à porter la capacité d'intervention du Fonds de soutien européen (FESF) pour les pays en difficulté à entre 1.000 et 2.000 milliards d'euros.

Ces discussions se déroulent sur fond de détérioration de la conjoncture économique: l'Allemagne a ainsi ramené à 1% ses prévisions de croissance pour l'an prochain alors que la première économie européenne tablait précédemment sur 1,8%.

Face à la propagation de la crise, le sommet européen de dimanche s'annonce décisif. Outre l'augmentation des capacités de prêt du FESF, l'Union européenne pourrait décider d'une nouvelle dépréciation des titres de la dette grecque détenus par les banques, plus importante que celle décidée le 21 juillet. (liberation.fr 19.10)

Allemagne

Le gouvernement allemand s'apprête à réduire quasiment de moitié sa prévision de croissance pour le pays, apprend-on mercredi au sein de la coalition au pouvoir.

D'après ces sources, le ministre allemand de l'Economie Philipp Rösler pourrait réviser sa précédente projection d'une croissance de 1,8% en 2012 à environ 1,0%, tout en abaissant sa prévision de croissance pour 2011 de 3% à 2,9%.

Le gouvernement doit dévoiler jeudi ses nouvelles projections de croissance, sur fond de craintes que la première économie de la zone euro ne ralentisse brutalement en raison notamment de la crise de la dette qui secoue la région.

Avec une telle révision, le gouvernement se rapprocherait des prévisions de croissances des principaux instituts économiques du pays, qui ont réduit la semaine dernière leurs prévisions de croissance à tout juste 0,8% pour 2012, après 2,9% cette année.

La Chambre de commerce et d'industrie allemande DIHK a de son côté estimé que les taux de croissance de l'Allemagne pourraient glisser en territoire négatif en 2012 sans qu'il y ait pour autant une récession.

Elle précise que le troisième trimestre 2011 pourrait réserver une bonne surprise mais que le dernier trimestre ainsi que le premier de 2012 pourraient montrer un recul du PIB.

En 2010, l'Allemagne a enregistré une croissance de 3,6% et faisait partie des économies industrialisées les plus performantes depuis la fin de la crise, soutenue par une forte demande pour ses exportations provenant notamment de Chine. (Reuters 19.10)

Etats-Unis

L'économie américaine a poursuivi sa croissance sur un rythme lent en septembre, mais ses perspectives semblent s'assombrir, estime la Réserve fédérale dans son "Livre beige" publié mercredi.

La note de conjoncture de la Fed est fondée sur des données recueillies avant le 7 octobre et traite de toutes les

conditions économiques dans les 12 districts de la Fed, qui couvrent l'ensemble des Etats-Unis. (Reuters 19.10)

Haut de page

Le 21 octobre

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Sarkozy ou la relève de Pasqua, chef d'un gang mafieux à la tête de l'Etat.

Joëlle Ceccaldi-Raynaud, députée-maire UMP de Puteaux et ex-suppléante de Sarkozy, est accusée par son père d'avoir touché des pots-de-vin en marge d'un appel d'offres en 2001, selon le Canard enchaîné.

Et une affaire de plus. Cette fois-ci dans les Hauts-de-Seine, terre électorale de Nicolas Sarkozy.

Le juge d'instruction de Nanterre Richard Palain enquête depuis plusieurs mois sur la concession en 2001 de l'immense chaufferie qui alimente le quartier de la Défense (Hauts-de-Seine) à la société Enerpart, créée pour l'occasion par trois associés Jean Bonnefont, ex-dirigeant de Charbonnage de France, Bernard Forterre ex-dirigeant de Vivendi et Laurent Gimel.

Dans cette affaire, c'estle père de l'élue, l'ex-sénateur-maire UMP de Puteaux, Charles Ceccaldi-Raynaud, président du syndicat intercommunal au moment des faits, qui trinque d'abord. Il est soupçonné d'avoir touché 5 millions de francs (762 000 euros) de pots-de-vin. Il est mis en examen en 2007 pour "*favoritisme, recel d'abus de biens sociaux et corruption passive*". Mais pour se défendre, l'ancien élu accuse sa fille, vice-présidente du syndicat intercommunal en 2001, d'avoir touché cet argent, puis de l'avoir caché au Luxembourg.

Toujours selon le Canard enchainé, les résultats de la commission rogatoire du juge montre que Joëlle Ceccaldi-Raynault a ouvert en 1996 un compte au sein de la banque privée Edmond de Rothschild, à Luxembourg. Ce compte, au nom d'une société écran domiciliée dans un paradis fiscal, aurait reçu plusieurs sommes d'argent par virement ou en liquide jusqu'à compter plus de quatre millions d'euros en 2005. Après avoir été placé au nom des enfants du député-maire en 2004, "*le compte a été subitement clos en avril 2009 et transféré vers une destination inconnue*". Le pactole disparait, au moment exact où Charles Ceccaldi-Raynaud révèle au juge d'instruction l'existence des avoirs de sa fille.

Celle qui a hérité du siège de député de la 6è circonscription des Hauts-de-Seine (Neuilly et Puteaux) après avoir été la suppléante de Nicolas Sarkozy entre 1996 et 2007, réfute les accusations du journal. Elle a annoncé qu'elle allait porter plainte pour "*dénonciation calomnieuse*" en précisant: "*Sur le fond et pour conclure, les faits évoqués dans l'article ont été largement expliqués au juge d'instruction qui n'a pas remis en cause leur caractère purement privé et non délictuel*".

Entendue donc comme témoin assisté le 1er août dernier, Joëlle Ceccaldi-Raynaud a déclaré que ces quatre millions d'euros étaient "*des fonds qui se trouvaient en Suisse et qui appartenaient à [sa] grand-mère*". Ces explications ont été contredites par le père de l'intéressé, déclaration de succession à l'appui.

La députée-maire de Puteaux est un personnage central des Hauts-de-Seine. Suppléante de Nicolas Sarkozy, elle fut également présidente de l'Epad, après le fiasco de la candidature de Jean Sarkozy, mais aussi conseillère générale des Hauts-de-Seine.

Elle risque gros dans cette affaire. Enfin, si la justice parvient à boucler l'enquête. Muté en septembre dernier, le juge Richard Palain n'a pu aller plus loin dans son enquête. Il revient donc à son successeur Philippe Courroye, connu pour ses proximités avec le chef de l'Etat, de poursuivre les investigations...

Quant à Joëlle Ceccaldi-Raynaud, elle ne manque pas de ressources, à lire le blog de son opposant MoDem Christophe Grébert. Pour être sûre qu'aucun des habitants de sa ville de Puteaux ne soit informé de l'affaire, l'élue n'aurait pas hésité à envoyer ses supporters chez tous les marchands de journaux afin de racheter tous les exemplaires du journal satyrique. (lexpress.fr 20.10)

1.2- Il n'y a pas de petits profits pour les adeptes du capitalisme

La primaire socialiste aura été une opération bénéficiaire, d'au moins 1 million d'euros, d'après le trésorier du PS, Régis Juanico. Le PS a largement couvert ses frais d'organisation, qui avaient pourtant doublé par rapport aux prévisions (près de 4 millions par rapport au 1,6 million prévu), grâce à la contribution des participants au scrutin, qui s'est chiffré à près de 5 millions d'euros.

Les recettes proviennent de la contribution d'un euro minimum demandée à chaque électeur pour voter. Au premier tour, les 2,6 millions de votants ont en réalité versé en moyenne entre 1,40 et 1,50 euro, a expliqué ce responsable.

Au second tour, certains ont reversé un euro, alors qu'ils n'étaient pas obligés de le faire, et il y a eu «*énormément*» de nouveaux votants qui, eux, devaient s'acquitter de cette somme. (liberation.fr 20.10)

Commentaire d'un internaute

- "*Quel génie celui ou celle qui a mis cela en place. On paie, on vote ! On ne paie pas, on ne vote pas ! C'est une idée de gauche et beaucoup de Français se sont faits cocufiés ! Une fois de plus ! Mais franchement, qu'est-ce qu'il faut être con pour y aller.*"

Si vous voulez, il fallait surtout être intéressé !

1.3- La République des ripous (ou avec un X)

Le chef de la sûreté départementale du Nord, le commissaire divisionnaire Jean-Christophe Lagarde, a été interpellé et placé en garde à vue, jeudi 20 octobre, par l'inspection générale de la police nationale (IGPN), "la police des polices" dans le cadre de l'enquête dite du Carlton de Lille.

Un avocat du barreau de Lille, le propriétaire du Carlton, le directeur de l'hôtel, leur chargé des relations publiques, ainsi qu'un chef d'entreprise du bâtiment, ont déjà été mis en examen pour "*proxénétisme aggravé en bande organisée*".

Concernant Jean-Christophe Lagarde, les policiers cherchent notamment à savoir s'il se trouvait aux Etats-Unis, avec Dominique Strauss-Kahn, courant mai. Par ailleurs, René Kojfer, le chargé des relations publiques du Carlton, soupçonné d'être un proxénète, a reconnu devant les enquêteurs, qu'ils avaient déjeuné ensemble, lui, Jean-Christophe Lagarde et Dominique Alderweireld, alias Dodo la Saumure.

Ce dernier est l'un des hommes clés de l'enquête menée par les juges Stéphanie Ausbart et Mathieu Vignau. Elle a des connections avec une instruction menée par les juges belges de l'arrondissement de Courtrai. Les magistrats ont en effet arrêté début octobre, en Belgique, Dominique Alderweireld, alias Dodo la Saumure, Béatrice Legrain, "Béa", sa compagne, ainsi que deux autres complices. Tous sont Français. Les juges les accusent de s'être enrichis grâce aux commissions perçues sur les passes des jeunes femmes qui travaillent dans les bars à hôtesses et autres lieux de plaisir dont ils sont les tenanciers. (lemonde.fr 20.10)

1.4- Leur morale et la nôtre. Le capitalisme est synonyme de perversion.

Dans l'affaire à tiroirs du Carlton de Lille, un couple est en garde à vue depuis mercredi. Fabrice P., 44 ans, dirige une société de matériel médical dans le Pas-de-Calais. Sa femme, Virginie D. est à la tête d'une société d'événementiel.

Le chef d'entreprise, par ailleurs très investi dans les milieux politiques et économiques de la région, est soupçonné d'avoir été le «*facilitateur*», selon l'expression d'une source judiciaire, des contacts entre Dominique Strauss-Kahn et certains membres présumés du réseau de proxénétisme. Son rôle est notamment décrit par David Roquet, mis en examen et écroué la semaine dernière.

Voici ce qu'a expliqué ce directeur d'une filiale du groupe de BTP Eiffage dans le Pas-de-Calais à propos des rendez-vous organisés à Paris: «*En fait, c'est Fabrice P. qui m'a dit qu'on avait l'occasion de déjeuner avec monsieur Strauss-Kahn et qu'il apprécierait que je ramène des copines, en fait des prostituées.*» La première «*rencontre*» aurait eu lieu en mars 2009, d'abord au restaurant L'Aventure (un club restaurant proche de l'Étoile) où les protagonistes auraient commencé à avoir des relations sexuelles avant de poursuivre leurs ébats dans un hôtel luxueux du boulevard du temple, le Murano. Deux autres rendez-vous ont lieu début et fin 2010, toujours au Murano. Le commissaire Jean-Christophe lagarde, patron de la Sûreté départementale de Lille, en garde à vue depuis jeudi matin, aurait été de la partie.

L'une de ces scènes est ainsi décrite par le chef d'entreprise: «*Je suis allé avec Jade, une prostituée que René (René Kojfer, chargé des relations publiques du Carlton, mis en examen) m'avait fait connaître. Il y avait Fabrice et Jean-Christophe Lagarde. On s'est retrouvés à la gare et puis, à quatre, nous sommes allés sur Paris. Nous nous sommes rendus dans un hôtel, l'hôtel Murano. Nous avons mangé dans la chambre puis nous avons eu des relations sexuelles tarifées. Chacun était avec sa copine, moi j'étais avec Jade, DSK avait aussi sa copine et il y avait d'autres personnes.*»

Question: «*Est-ce que M. Strauss-Kahn a payé quelque chose?*»

- «*Non, il était invité*.»

- «*Il était invité mais il venait avec une copine?*»

- «*Oui*.»

Si les faits étaient établis, ils pourraient constituer de l'abus de bien social (ABS), et donc du recel d'ABS pour les bénéficiaires. La société de Virginie D. aurait, elle, pris en charge les billets d'avions de plusieurs déplacements à Washington auxquels auraient participé David Roquet, Jean-Christophe Lagarde et Fabrice P. Trois voyages ont été relevés par les enquêteurs: en décembre 2010, février 2011 et du 11 au 13 mai 2011, soit la veille du samedi 14 lorsque le patron du FMI sera arrêté à New York. Selon les éléments du dossier, David Roquet et Fabrice ont réglé les factures de l'hôtel. La filiale d'Eiffage, Matériaux enrobés du Nord, aurait réglé une large partie de l'addition - entre 12.000 et 15.000 euros. (lefigaro.fr 20.10)

Question : Comment les dirigeants du PS, qui n'ignoraient rien de ses frasques sexuelles, ont-ils pu malgré tout envisager sérieusement de le porter candidat à la présidentielle de 2012 ? Parce qu'ils sont tous pervertis sur un autre plan, idéologique et politique. Ils ont fermé les yeux parce qu'ils savent bien qu'ils ont les cuissent sales, excusez-moi, les mains sales.

Dernièrement un journaliste a demandé à Hollande si Strauss-Kahn ferait partie de son gouvernement s'il était élu en 2012, il a répondu non, mais apparemment Strauss-Kahn fait toujours officiellement partie du PS. Un parti qui a les dirigeants qu'il mérite !

Grèce

Le parlement grec a adopté jeudi une nouvelle et douloureuse cure d'austérité en dépit de manifestations de protestation massives et d'une grève générale qui a paralysé le pays.

Le gouvernement socialiste de George Papandreou a obtenu le soutien de 154 députés, contre 144, sur les 300 élus que compte le parlement.

Un seul député socialiste, l'ancienne ministre du Travail Louka Katseli, amie proche du Premier ministre, a refusé d'approuver une disposition du projet restreignant les négociations salariales collectives. Elle a été immédiatement exclue du groupe parlementaire socialiste.

Le texte prévoit une réduction de 20% des salaires de la fonction publique, abaisse le seuil du niveau d'imposition et autorise le licenciement des fonctionnaires.

Au moins 70.000 personnes, selon la police, presque autant que la veille, s'étaient rassemblés depuis le début de la journée sur la place Syntagma, face au parlement, avant le vote des députés.

Des affrontements ont éclaté entre des groupes de jeunes cagoulés et des manifestants rassemblés derrière la bannière du PAME, le syndicat communiste qui privilégie les rassemblements organisés et pacifiques.

"*C'était une attaque préméditée*", a déclaré la chef de file du Parti communiste Aleka Papariga, accusant les groupes de casseurs de servir les intérêts de "*mécanismes spécifiques*".

Au moins 74 personnes ont été hospitalisées pour des blessures et un homme est décédé d'une crise cardiaque en marge de la manifestation. Les autorités ont déclaré qu'il n'avait pas été blessé dans les incidents.

S'il a accepté de voter, l'un des députés dissidents du Pasok Vasso Papandreou a déclaré que ce serait "*la dernière fois*".

"*Trop c'est trop, la société désespère*", a-t-il dit.

Les observateurs s'attendent à voir la rue continuer à manifester son mécontentement, les Grecs ayant le sentiment que la cure d'austérité exigée touche les plus démunis sans affecter les fraudeurs et les hommes politiques jugés corrompus.

"*Les gens ont adressé mercredi le message que la limite a été atteinte, qu'ils ne peuvent pas supporter plus d'austérité*", dit Theodore Couloumbis du cercle de réflexion Eliamep. "*Toutefois, ce genre de manifestations ne pourra pas renverser le gouvernement. Je ne vois pas ça se produire maintenant*".

La grève générale de deux jours est l'une des plus importantes depuis le début de la crise de la dette en Grèce, il y a deux ans. Mercredi, 100.000 personnes au moins ont défilé dans les rues d'Athènes.

Un porte-parole du syndicat GSEE représentant le secteur privé a reconnu que le nombre de grévistes avait quelque peu diminué jeudi, un certain nombre d'employés ne pouvant se permettre de perdre une seconde journée de salaire.

Les magasins ont rouvert mais les ministères, les écoles et d'autres bâtiments publics sont restés fermés. Les services de transport et les hôpitaux ont fonctionné a minima. (Reuters 20.10)

Aux infos du soir sur TV5Monde Asie, j'ai entendu les manifestants interviewés disant : "*dehors le gouvernement*", "dehors Papandréou"...

Libye

Mouammar Kadhafi était encore vivant lors de sa capture près de Syrte. Dans la vidéo, filmée par un spectateur présent au milieu de la foule, on distingue Mouammar Kadhafi tiré hors du capot d'un véhicule et jeté par terre en étant tiré par les cheveux.

"*Laissez-le en vie ! Laissez-le en vie !*" crie une voix. Puis, on entend des coups de feu. Dans le chaos, les images changent alors de plan et ne filment plus l'ancien leader libyen. D'autres coups retentissent alors.

"*Ils (les soldats) l'ont capturé vivant et alors qu'il allait être transporté, ils l'ont tabassé et ensuite ils l'ont tué*", a confié une source haut placée du Conseil national de transition (CNT) à Reuters.

Ces images semblent contredire la version officielle du gouvernement libyen.

Mahmoud Djibril, chef du gouvernement du CNT, a expliqué que Mouammar Kadhafi était mort d'une blessure par balle à la tête reçue lors d'une fusillade entre ses gardes et les soldats pro-gouvernementaux.

"*Le véhicule, quand il s'est mis en route, a été pris dans une fusillade entre les révolutionnaires et les forces de Kadhafi qui a été touché d'une balle dans la tête*", a déclaré Djibril lors d'une conférence de presse à Tripoli, lisant le rapport d'un médecin légiste.

"*Le médecin légiste ne peut dire si la balle venait des révolutionnaires ou des forces de Kadhafi*", a-t-il ajouté. (Reuters 20.10)

Ils l'ont exécuté pour éviter un procès, au cours duquel il aurait pu être trop bavard et révéler des secrets d'Etat qui en auraient embarrassé plus d'un, à commencer par Sarkozy et Berlusconi.

Social

UE

Le maintien d'une aide européenne aux banques alimentaires et soupes populaires en Europe s'est heurté jeudi à l'opposition d'une minorité de blocage de six Etats, a constaté la présidence polonaise de l'UE en annonçant qu'elle allait continuer ses efforts pour trouver une solution.

L'enjeu des négociations était d'éviter l'an prochain une réduction drastique -de l'ordre de 80%- de ces fonds à la suite d'un arrêt de la Cour européenne de justice. Actuellement, des centaines d'organisations caritatives profitent de ce programme doté de 480 millions d'euros, dans une vingtaine d'Etats.

Jeudi à Luxembourg, l'Allemagne, la Suède, le Royaume-Uni, le Danemark, la République tchèque et les Pays-Bas ont maintenu leur opposition à ce que les fonds, tirés du budget agricole, soient utilisés à des fins de politique sociale. (liberation.fr 20.10)

Le Luxembourg, un paradis fiscal préfèrerait que les pauvres crèvent de faim, normal.

2- France

2.1- Les sommets de l'Ecureuil.

Certains dirigeants de l’Ecureuil ne connaissent pas la crise. Le Parisien.fr s’est procuré un tract du syndicat Sud du groupe Banques Populaires-Caisses d’épargnes (BPCE) qui dévoile la rémunération annuelle de 9 des 17 patrons des caisses locales.

Le mieux loti est celui d'Ile-de-France avec 435.000 euros par an. En queue de peloton, on retrouve le responsable des régions Auvergne-Limousin qui émarge à 245.000 euros. Entre les deux, citons le président pour la Bretagne et les Pays de Loire (320.000 euros) ou encore celui de l'Alsace (260.000 euros).

A cela s'ajoutent des rémunérations variables représentant plus de 50% de la partie fixe, précise le site qui a pu confirmer toutes les données avancées par Sud. (20minutes.fr 20.10)

2.2- C'est encore trop !

Selon «*les dernières données, qui portent sur l'impôt payé cette année au titre des revenus 2010*», citées par Les Echos, près de 5000 hauts revenus ont effacé totalement leur impôt cette année.

Ainsi, 4800 ménages taxés à la dernière tranche d'imposition de 41% et qui disposent donc d'un revenu imposable de plus de 70.830 euros ont effacé leur impôt sur le revenu par le jeu des niches fiscales. Ils étaient 6497 l'an passé. Parallèlement, plus de 9000 foyers fiscaux ont réduit leur impôt entre 70% et 100%, selon le rapport sur le budget 2012 de Gilles Carrez cité par le quotidien.

Par ailleurs, le rapport du député constate que l'impôt est proportionnellement moindre en haut de l'échelle fiscale. Ainsi, l'an passé les ménages à la tête d'un revenu fiscal de référence de plus de 500.000 euros par part avait un taux d'imposition de 26% contre 28,5% pour ceux gagnant plus de 250.000 euros par part. L'explication est toute trouvée : les plus fortunés tirent la majorité de leur revenu de leur capital qui est moins taxés que les revenus issus des salaires.

La nouvelle taxe sur les hauts revenus devrait permettre de corriger ces inégalités. Les foyers fiscaux déclarant entre 250.000 et 500.000 euros paieront une taxe de 3% et ceux qui déclarent plus de 500.000 de 4%.

Mais les très hauts revenus devraient continuer à être proportionnellement moins taxés. Liliane Bettencourt consacre moins de 15% de ses revenus à l'impôt contre près de 30% en moyenne pour un cadre vivant de son travail. (lefigaro.fr 20.10)

2.3- Suppressions d'emplois programmées dans l'industrie pharmaceutique

L'industrie pharmaceutique devrait encore perdre des emplois en France en 2012 et 2013 car aux mesures gouvernementales pour maîtriser les dépenses de santé s'ajoute la stratégie des laboratoires pour croître dans les pays émergents, estiment des experts du secteur.

Dans les deux années à venir, "*on sera entre 1.000 et 1.500 emplois industriels supprimés*", déclare Christian Lajoux, le président du Leem, qui dirige aussi Sanofi France. Il y a aussi "*des risques de suppressions de 1.000 à 1.500 emplois de visiteurs médicaux, assez rapidement*", ajoute-t-il.

Les analystes observent de leur côté que les industriels, pour se développer dans des pays comme la Russie ou la Chine, doivent passer par l'implantation d'usines de production locale, quitte à fermer des sites identiques en France.

Les organisations syndicales soulignent quant à elles que les pertes d'emplois touchent aussi bien les visiteurs médicaux, les chercheurs ou les salariés de la production, et elles dénoncent la gourmandise des actionnaires d'un secteur pourtant plus rentable que bien d'autres.

Pfizer a annoncé en septembre la suppression de 225 postes en France, où le groupe américain emploie 1.453 personnes. Et l'allemand Merck cherche un repreneur pour son site d'Eragny-sur-Epte, au nord-ouest de Paris, ce qui menace près de 300 emplois.

Le danois Novo Nordisk s'apprêterait lui aussi à supprimer des emplois en France. De même que le laboratoire Fournier, dont le repreneur, l'américain Abbott, veut réduire les effectifs du siège social établi à Dijon.

Chez Sanofi, le poids lourd français, les organisations syndicales affirment que 4.500 emplois auront été supprimés entre fin 2008 et 2014 du fait de la fermeture ou la vente de huit sites en France.

Ipsen, qui ambitionne de tripler ses forces de ventes en Chine, veut, lui, vendre son usine de Dreux (Eure) et trouver un partenaire pour ses produits de médecine générale en France.

"*Les restructurations se sont surtout illustrées par des diminutions sensibles dans les forces de vente de la visite médicale, qui sont passées de 27.000 emplois il y a quatre ans à 18.000 aujourd'hui*", indique le président du Leem.

Quatrième contributeur à la balance commerciale française avec un solde positif de plus de sept milliards d'euros,

l'industrie pharmaceutique compte 106.000 salariés en France.

L'analyste chez Natixis, Béatrice Muzard, observe aussi qu'il y a une forte incitation des gouvernements à avoir des usines de production locale, "*comme si c'était un permis d'exploitation*".

C'est le cas en Europe de l'Est et en Chine, note-t-elle, où les grands laboratoires sont tentés de délocaliser certaines productions "*pour bénéficier de la croissance de ces pays et de coûts de production inférieurs*". Ce qui entraîne une restructuration de l'outil industriel. (Reuters 20.10)

Economie

1- UE.

1.1- A hue et à dia entre la Commission européenne et les chefs d'Etats.

Pour José Manuel Barroso, ça commence à bien faire. Le président de la Commission européenne est décidé à ne plus laisser les Etats européens régler la crise des dettes entre eux, de la manière laborieuse que l'on sait. Dans le discret rapport de force qui l'oppose au président du Conseil européen (rassemblant les chefs d'Etats et de gouvernement), Herman Van Rompuy, le Portugais s'efforce désormais de reprendre la main.

Depuis le début de la crise, ce sont bien les Etats, avec la Banque centrale européenne, qui occupent le devant de la scène.

Barroso a récemment décidé de passer à la contre-attaque : «*La réalité, c'est que la coopération inter-gouvernementale n'est pas suffisante pour sortir l'Europe de cette crise, avait-il déjà lancé fin septembre devant le Parlement européen. Nous avons besoin plus que jamais de l'autorité indépendante de la Commission*».

En vue du Conseil européen de ce dimanche, le président de la Commission a ainsi dégainé le 12 octobre une «*feuille de route pour la stabilité et la croissance*», détaillant plusieurs mesures à mettre en œuvre «*conjointement et le plus rapidement possible*». «*Action décisive*» sur la Grèce, «*approche coordonnée*» sur les banques européennes, construction d'une «*gouvernance économique intégrée*»... Une exhortation à l'action, qui fait, en creux, la critique de l'action des Etats face à la crise.

«*Depuis le début, chaque sommet a été centré sur un seul thème,* déclare Olivier Bailly, porte-parole en France de la Commission pour les affaires économiques. *Une fois le FESF, une fois l'Irlande, une fois le Portugal... José Manuel Barroso estime qu'il faut arrêter d'agir au coup par coup, et résoudre enfin l'ensemble des problèmes. Sur la Grèce, on fait des plans à court terme au risque de donner l'impression d'un manque de volonté. Il faut voir sur plusieurs années*».

Une ambition nouvelle chez le patron de la Commission, dont les détracteurs soulignent d'habitude le peu de charisme et la rapidité à s'effacer devant les Etats. «*Contrairement à d'autres, nous n'avons pas d'intérêt politique à être en visibilité permanente*», ironise-t-on à Bruxelles.

«*Il y a chez certains une tentation de renforcer le rôle du Conseil européen dans la coordination économique,* pointe-t-on à la Commission. *Ce serait retomber dans le système d'avant, dans le jeu intergouvernemental. On perçoit cette tentation depuis un an, un an et demi: quand c'est à Van Rompuy que l'on demande un rapport sur la réforme de la gouvernance, quand c'est lui qui est pressenti pour présider le sommet de la zone euro...*»

La Commission se félicite d'ores et déjà d'avoir, à l'issue d'une rude bataille, renforcé son pouvoir de sanction à l'encontre des Etats coupables de dérapage budgétaire. Ceux-ci devront désormais réunir une majorité qualifiée pour éviter l'amende, alors qu'une minorité de blocage suffisait dans l'ancien système. Poursuivant sur sa lancée, «*la Commission entend bien préempter le débat à venir sur la réforme des institution, selon Frédéric Allemand. Déjà, elle s'était attachée à couper l'herbe sous le pied du comité Van Rompuy, en devançant certaines de ses propositions*».

Cela suffira-t-il à éviter que, dans le nouvel équilibre des pouvoirs au sein de l'UE, la balance ne penche plus nettement encore du côté des Etats? «*Comme je le lui ai dit en séance pleinière: quel dommage qu'il n'ait pas été président de la Commission plus tôt!, ironise la députée européenne Sylvie Goulard (MoDem). Il dit aujourd'hui des choses qui vont dans la bonne direction. Mais il a longtemps été du côté des Etats: par exemple, quand il refusait de renforcer la supervision financière ou qu'il menait à l'échec la stratégie de Lisbonne*». (liberation.fr 20.10)

Vous avez bien lu, la Commission européenne est toujours en quête d'indépendance par rapport aux Etats, parce que ce sont les chefs d'Etats qui de fait dirigent l'Union européenne. Ce sont eux qui à travers l'UE sont les véritables fossoyeurs de nos acquis sociaux, des services publics, etc., ils s'en servent notamment comme bouc émissaire ou écran pour se protéger face au rejet que suscite leur politique antisociale, sachant qu'il est plus difficile pour la classe ouvrière de se rassembler et de lutter contre l'UE que de combattre le régime en place dans chaque pays.

Finalement, ceux qui axent leur combat contre l'UE au lieu de le concentrer contre les institutions nationales commettent une grave erreur stratégique.

Je reviendrai plus tard sur une info dont je n'avais pas eu connaissance, le traité européen signé le 11 juillet 2011 par les 17 ministres des Finances de la zone euro, portant sur Le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) et permettant d'exiger de l'argent des pays membres de façon illimitée sans que les Parlements nationaux puissent s'y opposer, c'est en tout cas l'interprétation qui en a été donnée et qui reste à vérifier.

Quoi qu'il en soit, ce sont bien ministres des Finances des gouvernements de l'ensemble des pays de la zone euro qui ont signé ce nouveau traité dont apparemment personne n'a entendu parler. (lire les deux articles mis en ligne aujourd'hui dans la rubrique économie dans cette page)

1.2- A hue et à dia entre la France et l'Allemagne.

La France et l'Allemagne ont annoncé jeudi qu'il y aurait un deuxième sommet européen au plus tard mercredi 26 octobre, après celui prévu dimanche à Bruxelles, pour apporter une "*réponse globale et ambitieuse*" à la crise de la zone euro.

Ce sommet avait déjà été reporté de six jours pour permettre à la France et à l'Allemagne de se mettre d'accord sur la solution durable à la crise de l'euro qu'elles ont promis de présenter avant la fin du mois.

L'organisation d'un deuxième sommet, après celui de dimanche, traduit les difficultés de parvenir à un accord.

"*La France et l'Allemagne sont convenues que l'ensemble des éléments de cette réponse globale et ambitieuse sera examiné de manière approfondie lors du sommet de dimanche pour pouvoir être adopté définitivement par les chefs d'Etats et de gouvernement lors d'une deuxième rencontre, au plus tard mercredi*", lit-on dans le communiqué.

En attendant, Paris et Berlin demandent que des négociations s'engagent "*immédiatement*" avec le secteur privé sur sa participation à un nouveau programme de redressement de la situation économique et financière de la Grèce.

"*En vue d'une solution durable à la situation de la Grèce, les autorités grecques devront prendre des engagements ambitieux pour redresser la situation de leur économie*", dans le cadre de ce nouveau programme, précise le communiqué.

La France et l'Allemagne rappellent que la réponse à la crise de l'euro doit comprendre la mise en oeuvre opérationnelle de nouvelles modalités d'intervention du Fonds européen de stabilité financière (FESF), sujet qui semble encore diviser les deux pays.

Cette solution doit aussi comporter un plan de renforcement du capital des banques européennes fragilisées par leur exposition à la dette grecque et des autres pays de la zone surendettés, la mise en place d'une gouvernance économique et le renforcement de l'intégration économique des Etats membres. (Reuters 20.10)

Confirmation de la brève analyse que j'ai écrite à la suite de l'article précédent : la Commission européenne : à la trappe !

Apparemment, ils évoquent (au futur) déjà de nouvelles mesures d'austérité en Grèce, alors que les dernières viennent tout juste d'être votées (hier) par le Parlement grec.

1.3- Le FESF sur les traces de la FED

Les pays de l'Union européenne se sont entendus jeudi pour recapitaliser leurs banques à hauteur de 100 milliards d'euros mais de profondes divergences entre Paris et Berlin sur la manière de réformer le fonds de soutien à la zone euro les ont poussé à nouveau à différer leurs décisions les plus importantes.

Les banques devront d'abord faire appel à leurs réserves internes ou au marché puis à des fonds nationaux. Une fois ces possibilités épuisées, il pourront recourir aux fonds du FESF.

Concernant le FESF, Paris insiste pour que le fonds reçoive une licence bancaire, ce qui lui permettrait d'avoir accès à des financements de la Banque centrale européenne et de multiplier sa capacité d'action par un facteur allant jusqu'à cinq.

Berlin se refuse toutefois à cette possibilité et planche sur une autre solution consistant à permettre au FESF de payer les intérêts de la dette des pays bénéficiant d'un programme d'aide international.

Ce dernier mécanisme est toutefois loin de faire l'unanimité entre les pays de la monnaie unique.

Selon plusieurs sources, Paris et Berlin ne parviennent pas non plus à s'entendre sur le montant de la participation des banques au nouveau plan de sauvetage de la Grèce.

Les autorités allemandes, en particulier le ministre des Finances Wolfgang Schäuble, insistent pour que l'enveloppe de 50 milliards d'euros négociée le 21 juillet dernier soit considérablement revue à la hausse, au besoin en forçant les banques à faire un effort supplémentaire.

"*(Wolfgang) Schäuble est celui qui pousse le plus pour que la décote (sur les titres grecs) aille au moins à 50%, voire plus*", a dit l'une des sources.

Selon ces mêmes sources, l'idée fait son chemin auprès de plusieurs Etats membres de ne pas se limiter à une participation volontaire des banques mais de les forcer à un plan plus ambitieux pour la Grèce. (Reuters 20.10)

2- La Commission européenne propose et les marchés disposent.

La Commission européenne a donné jeudi, avec la révision des directives sur les marchés d'instruments financiers (MIF) et sur les abus de marchés (MAD), le coup d'envoi à un automne extrêmement chargé en matière de régulation du secteur de la finance.

Voici une liste des principales propositions contenues dans ces textes :

- En dehors des systèmes multilatéraux de négociation et des marchés réglementés, les "systèmes organisés de négociation", où s'échangent notamment des contrats dérivés standardisés, seront désormais couverts par la réglementation européenne.

- Le trading algorithmique et le trading à haute fréquence seront mieux encadrés afin de prendre en compte le risque systémique qu'ils représentent.

- Le texte sur les marchés d'instruments financiers cherchera également à accroître la transparence des activités de négociation sur les marchés d'actions, y compris sur les "dark pools". Les marchés obligataires et de dérivés devront eux aussi répondre à des règles de transparence accrues.

- L'encadrement et la surveillance des marchés de dérivés sur matières premières seront accrus. En coordination avec le nouveau superviseur européen des marchés, les superviseurs nationaux pourront interdire certains produits s'ils portent atteinte à la protection des investisseurs, à la stabilité financière ou au bon fonctionnement des marchés. Les opérateurs auront une obligation de déclaration de leurs positions et des limites de positions pourront être introduites en cas de perturbation des marchés.

- Les règles en matière de gestion de portefeuille, de conseil en investissement et d'offres de produits financiers complexes sont aussi renforcées.

- En matière d'abus de marchés, la nouvelle réglementation cherche elle aussi à s'adapter à l'évolution récente des marchés en couvrant désormais les instruments échangés sur des plateformes alternatives et de gré à gré.

- Les régulateurs auront un accès accru à l'information nécessaire pour détecter et punir les abus de marchés. Ces derniers auront pourront exiger la communication de données de la part des opérateurs télécoms et avoir accès à des édifices ou des documents privés lorsqu'ils suspectent un abus de marché.

- Enfin, l'arsenal de sanctions est lui-aussi revu à la hausse. Les amendes ne pourront plus être inférieures au bénéfice obtenu par le biais de l'abus de marché et pourront aller jusqu'à deux fois cette somme. La Commission propose aussi d'harmoniser les sanctions nationales en la matière, en les criminalisant dans les pays où elles ne sont pas considérées comme tel. (Reuters 20.10)

3- Irlande

Le gouvernement irlandais a clairement laissé entendre jeudi qu'il ne voulait pas plus d'austérité, après avoir rencontré ses bailleurs de fonds internationaux.

"*Les économistes peuvent voir les choses relativement par le petit bout de la lorgnette... Il nous faut nous veiller à des choses comme la cohésion sociale*", a-t-il dit.

Il a également dit que les banques irlandaises devaient rendre leurs bilans plus clairs pour pouvoir revenir sur le marché. "*Les*

banques doivent vraiment améliorer la qualité et la transparence de leurs bilans, cela les aiderait à s'assurer un accès au marché; c'est l'un des sujets qui ont été discutés", a-t-il observé. (Reuters 20.10)

Deux remarques :

1- Il craint qu'à trop tirer sur la corde de l'austérité la situation sociale dégénère ;

2- Tiens, donc les bilans des banques seraient toujours opaques, c'est étrange on croyait que le G20 s'était employé à les rendre transparents, merci pour cette aveu qui vaut évidemment pour toutes les banques dont celle de l'UE. Au même moment, le commissaire au Marché intérieur, Michel Barnier, affirmait lors d'une conférence de presse "*nous remettons à plat les marchés financiers, nous mettons fin à l'opacité*", quelle blague !

Haut de page

Le 22 octobre

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Remise en cause de la laïcité par le gouvernement, mode d'emploi.

Le ministre de l'Intérieur a présenté, vendredi matin devant l'Association des journalistes de l'information religieuse (AJIR), le premier recueil complet de tous les textes juridiques s'appliquant aux religions.

Ce recueil présente tous les textes du droit s'appliquant aux questions religieuses : Constitution, conventions internationales, lois, règlements, circulaires, extraits de la jurisprudence… 502 pages très roboratives, d'apparence impénétrables mais sauvées par un astucieux index de dix pages où 300 mots clés donnent à voir concrètement ce que recouvrent les termes «laïcité et liberté religieuse», titre de cette somme, éditée par les Journaux officiels et qui sera en vente dès lundi.

C'est une véritable culture de la laïcité que le ministre entend promouvoir. Par l'édition de ce recueil mais aussi par un effort accru de formation des personnels de l'État à cette question. Avec l'objectif final de réaffirmer le «*principe de neutralité du service public*».

Les instances administratives, les élus et les responsables religieux nationaux et locaux à qui cet outil juridique est destiné pourront s'y référer. Il sera régulièrement remis à jour. (lefigaro.fr 21.10)

En réalisant une dichotomie entre «*laïcité et liberté religieuse*», il permet à cette dernière des entorses parfois graves au principe de la laïcité de l'Etat ou de contourner la loi sur la séparation de l'Etat et de l'Eglise de 1905.

1.2- Moratoire sur la réforme des collectivités.

Dans son discours de clôture du 81 ème congrès de l'ADF, le président du sénat a réitéré sa proposition de d'appliquer un moratoire sur la réforme des collectivités. Une cause qu'il avait déjà plaidée auprès de François Fillon lors de leur entretien le 6 octobre dernier.

Le 11 octobre, lors de sa première allocution au sénat, Jean-Pierre Bel avait proposé des états généraux des élus. Au congrès de l'ADF, il a défendu l'urgence de ces états généraux : l'état des lieux des collectivités doit intervenir avant l'élection présidentielle, avant février, selon lui. A l'issue du congrès, les départements ont approuvé à l'unanimité à ses Etats généraux. (publicsénat.fr 21.10)

1.3- Un rôle sur mesure pour le Front de gauche.

Le candidat du Front de gauche à la présidentielle a participé vendredi à une action "*andouillette AAAAA*" au siège parisien de Moody's, pour dénoncer les ravages commis par les agences de notations et leur triple A qui "*mettent à genoux*" les "*gouvernements serviles*" européens.

Le représentant du Front de gauche a affirmé que les agences "*pourchassent les gouvernements des peuples pour leur mettre des notes*" et les "*gouvernements serviles se mettent à genoux*" avec "*des politiques d'austérité qui à leur tour, font baisser l'activité si bien qu'il y a moins de recettes fiscales*". (lexpress.fr 21.10)

On savait déjà que les malheureux dirigeants syndicaux étaient les innocentes victimes des "*pièges*" que leur tendaient le gouvernement et le patronat, et voilà que les gouvernements seraient victimes des agences de notation qui les "*pourchassent*", on en aurait presque la larme à l'oeil... et envie de les soutenir ou leur trouver des circonstances atténuantes !

Cela dit je ne suis pas contre ce genre d'actions que peut se permettre le Front de gauche, parce qu'elles seront médiatisées, et si elles sont médiatisées, c'est peut-être parce que les agences de notation savent qu'elles n'ont pas grand chose à craindre du Front de gauche, ceci explique cela.

1.4- Pas moi mais mon ombre. C'est pareil, non ?

Invité ce jeudi soir de l'émission "Parole directe" sur TF1, le candidat du Front de gauche pour l'élection présidentielle interrogé sur son entrée éventuelle dans un gouvernement dirigé par François Hollande, M. Mélenchon a répondu : "*Personnellement non*", il n'irait pas. "*Je veux rassembler ceux qui veulent y aller et ceux qui ne veulent pas y aller, il faut que ceux qui votent pour moi ne se sentent pas prisonniers*", a-t-il ajouté. (lemonde.fr 21.10)

Encore un qui a des principes ! Il en a un : sa carrière politique avec ses à-côtés.

1.5- Bataille pour que la gamelle soit verte ou en quête d'existence.

Noël Mamère est en colère contre le Parti socialiste et le fait savoir.

Le sénateur socialiste de l'Isère, André Vallini, mercredi 20 octobre, avait déclaré que le PS n'avait pas '*à céder à quelque diktat que ce soit de la part des Verts*'. Il faisait alors référence à la candidate écologiste, Eva Joly, qui avait exigé dans un entretien au Monde la sortie du nucléaire avant tout accord entre partis. Le candidat socialiste, François Hollande, prône, lui, une diminution de la part de cette énergie dans l'électricité produite, de 75 % à 50 % en 2025.

La réplique de Noël Mamère à André Vallini n'a pas tardé. Selon des propos rapportés par le quotidien Sud Ouest, le député et maire de Bègles s'est emporté contre le PS : '*Ils sont gentils les socialistes, mais il faut qu'ils comprennent qu'on ne va pas durablement rester dans leurs mains. Nous sommes la deuxième force de gauche dans ce pays. Il faut que les socialistes fassent preuve de sens de partage et de réalisme*.'

'*Il faut [qu'ils] arrêtent de se considérer en position hégémonique'*, a poursuivi Noël Mamère. '*Cela fait quinze ans qu'ils perdent toutes les élections présidentielles. Il faut qu'ils prennent conscience que les écologistes ne sont pas une force supplétive, et qu'ils sont un des éléments indispensables du moteur de la gauche.* '

Pour Europe Ecologie-Les Verts, l'enjeu est d'obtenir un groupe politique à l'Assemblée nationale. Pour cela, quinze parlementaires du même bord politique sont nécessaires. Or, seuls quatre députés écologistes siègent actuellement au Palais Bourbon. (lemonde.fr 21.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Je suis peut-être un peu simplet, mais je n'ai jamais compris pourquoi être vert ou écologiste il fallait être de gauche!!! Je n'ai jamais réussit à faire le parallèle. Si l'on peut m'expliquer?*"

Vous vouliez dire faire la différence ?

2- Libye. Hypocrisie généralisée.

L'Onu et des associations de défense des droits de l'homme ont demandé vendredi l'ouverture d'une enquête sur la mort de Mouammar Kadhafi, tué jeudi à Syrte dans des circonstances encore floues.

Un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a rappelé qu'"*une personne capturée doit être traitée correctement*".

Amnesty international s'offusque également des conditions de la mort de l'ancien chef d'Etat libyen. Même malaise de la part d'Human Rights Watch (HRW).

Safia Kadhafi, la veuve de l'ex-dirigeant libyen, réfugiée en Algérie, a aussi réclamé une enquête des Nations unies.

Les dirigeants mondiaux n'ont pas regretté la disparition sans procès de Mouammar Kadhafi, pourtant réclamé par la Cour pénale internationale (CPI). Un procès aurait pu plonger dans l'embarras gouvernements étrangers et compagnies pétrolières occidentales, qui se sont rapprochés de Mouammar Kadhafi ces dix dernières années. (Reuters 21.10)

Commentaire d'un internaute

- "*L'ONU d'aujourd'hui s'apparente bel et bien à l'aile juridique et administrative de l'Otan.*"

L'ONU n'en a pas que l'apparence... Tout comme les institutions politiques dans chaque pays sont "*l'aile juridique et administrative*" ou législative du capitalisme. Dans les deux cas, pour les légitimer sans avoir forcément à justifier leur politique puisque ce sont toutes des institutions antidémocratiques.

Social

1- France

1.1- Suppression de postes chez Areva le scénario le plus dur évoqué au sein du management", écrit vendredi Le Figaro.

Le cabinet de conseil missionné par Areva, le Boston Consulting Group, préconiserait une réduction des coûts de 30% pour affronter la période actuelle, ajoute le quotidien, qui ne cite pas ses sources.

Areva compte près de 48.000 salariés, dont 30.000 en France et 5.700 en Allemagne.

Une source syndicale a par ailleurs déclaré à Reuters qu'un comité de groupe européen se tiendrait les 26 et 27 octobre en présence de Luc Oursel, le nouveau président du directoire. (Reuters 21.10)

1.2- Résultats provisoires des élections professionnelles des fonctionnaires

La Fédération syndicale unitaire (FSU) conserve sa place de première organisation syndicale de la Fonction publique d'Etat, selon les résultats des élections professionnelles des fonctionnaires disponibles vendredi auprès du gouvernement.

La participation au scrutin -quelque trois millions de fonctionnaires étaient appelés aux urnes jeudi- a été très variable d'un ministère à l'autre, dans une fourchette de 30% à 80%.

Le taux de participation le plus bas est celui du ministère de l'Enseignement supérieur avec 30,4%, et le plus élevé celui de ministère de l'Economie et des Finances (80.

Au ministère de l'Education nationale, la participation a été de 38,5%, alors qu'elle s'établit habituellement pour ce type d'élection aux alentours de 60%. Plusieurs syndicats dénoncent la mise en place d'un scrutin uniquement par le biais du vote électronique et assurent qu'il y a eu de "*nombreux dysfonctionnements*".

Pour l'ensemble des ministères, selon les résultats disponibles vendredi matin, la FSU arrive en tête avec 24% des voix, suivie de l'UNSA (18,6, de FO (17,8%), de la CFDT (11,8%), et de la CGT (11,1%).

Viennent ensuite la CGC (6,8, Solidaires (4,2%), tandis que diverses petites listes totalisent 2,8%. (AP 21.10)

A La Poste.

La CGT a obtenu 29,33% des voix (contre 32,79% lors des dernières élections en 2007), SUD 22,25% (21,97%), FO 18,17% (16,70%), CFDT 18,14% (17,06%), la CGC-Unsa 5,73% (Unsa 3,66% et CGC 2,68%), CFTC 4,71% (5,14%) et, pour la première fois 1,65% des voix se sont portées sur la Confédération nationale du travail, de tendance anarcho-syndicaliste (CNT).

Le taux de participation définitif à l'élection des représentants au comité technique national s'élève à 76,38% contre 81% en 2007, selon la direction de la Poste.

La Poste, qui est devenue le 1er mars 2010 une société anonyme à capitaux publics, compte encore une majorité de fonctionnaires (54%) et applique les règles de la Fonction publique pour ses élections. (20minutes.fr 21.10)

2- Grèce

Les syndicats grecs menaçaient vendredi de lancer de nouvelles grèves la semaine prochaine, au lendemain de l'approbation par le parlement grec de nouvelles mesures d'austérité, malgré les manifestations d'opposition qui ont fait un mort.

Ilias Iliopoulos, secrétaire-général du syndicat de fonctionnaires Adedy, a martelé qu'il ne fallait pas "*appliquer*" cette loi, et a accusé les Socialistes de fermer les yeux sur le coût de l'austérité pour les ouvriers. "*Nous envisageons de nouvelles grèves la semaine prochaine*".

"*Ce gouvernement a ignoré le soulèvement populaire en approuvant cette terrible mesure*", a-t-il déclaré à l'Associated Press. "*Notre réponse est: partez aussi vite que vous pouvez, il n'y a plus de place pour vous en Grèce désormais*".

Le principal syndicat du secteur privé, le GSEE, envisage également de nouveaux débrayages. "*Nous pensons à une opposition sur le long terme, pour s'assurer que les coupes budgétaires imposés par nos créditeurs ne sont pas appliquées*", a expliqué un membre de la direction du GSEE Stathis Anestis. (AP 21.10)

Grande-Bretagne

La fête du travail des Britanniques –célébrée comme en France le 1er mai– est propice aux manifestations et revendications syndicales. Pour cette raison, le ministre conservateur du tourisme John Penrose propose d'éliminer ce jour férié et de le remplacer par le 21 octobre, selon un article de myeurop.info. Le 21 octobre 1805, jour de la victoire de Trafalgar, les Britanniques conduits par Nelson avaient battu les troupes napoléoniennes lors d'une célèbre bataille navale.

Une consultation publique doit avoir lieu pour opérer ce remplacement de jour férié qui pourrait voir le jour en 2013 selon myeurop.info.

En Espagne, pour des raisons économiques également, il est question de déplacer les jours fériés ayant lieu en milieu de semaine au lundi ou au vendredi afin que les Espagnols restent compétitifs et n'en profitent pas pour prendre des congés de quatre-cinq jours, mais trois seulement. (slate.fr 21.10)

Chine

La fillette de deux ans renversée le 13 octobre par deux véhicules, agonisant sous le regard des passants sans que l'un d'eux ne vienne lui porter assistance, est décédée ce vendredi.

Les images, insoutenables, ont ensuite fait le tour du Net. Elles montrent la petite Wang Yue se faire renverser par une camionnette. Personne ne vient la secourir. La petite fille est ensuite écrasée par un camion. Une vingtaine de passants l'ignorent, avant qu'une chiffonnière la déplace au bord de la route avant de prévenir sa mère. Les deux conducteurs, qui avaient pris la fuite, on ensuite été arrêtés.

L'affaire Yue Yue "*a sans aucun doute exposé un côté sombre de notre société*", a estimé de son côté vendredi le journal Global Times. Aujourd'hui la Chine ne dispose pas de loi pénalisant la non-assistance à personne en danger, a souligné le quotidien, et le pays est loin d'un consensus sur les bienfaits d'une telle loi. "*Il serait plus approprié d'établir un système récompensant ceux qui aident plutôt que de punir ceux qui ne le font pas*", a-t-il jugé dans un éditorial.

Le drame a été vu comme l'illustration d'une dérive de la société chinoise: beaucoup sont convaincus que le rapide développement économique du pays et l'enrichissement général de la population s'accompagnent d'une montée de l'égoïsme. Les valeurs collectives de solidarité mises en avant dans la Chine communiste de Mao Zedong semblent s'être envolées.

"*Il y a cette idée qui se développe en Chine qu'il y avait auparavant un âge d'or*" de l'entraide, a confirmé Jean-Louis Rocca, sociologue spécialiste de la Chine. Mais "*c'est difficile de dire si c'est pire qu'ailleurs*", tempère-t-il, en insistant sur les solidarités "*qui existent toujours, par exemple dans la famille ou entre collègues de travail*". (lexpress.fr 21.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Cela n'a rien à voir avec la Chine. C'est tout simplement l'illustration des règles du monde dans lequel nous vivons, c'est à dire celles du plus fort. C'est pareil en France. Il m'est arrivé plus d'une fois de m'arrêter voyant un homme couché à terre dans la rue alors que les autres passaient sans lui adresser un regard. J'ai perdu un oncle ainsi, victime d'un infarctus à Paris, France, dans un pays où on prône l'égoïsme, l'individualisme, l'indifférence, le mépris des autres et la compétition permanente comme modèle; un pays ou privilégiés qui nous gouvernent nous affirment que la solidarité est une forme de cancer. Ne nous étonnons pas que les individus finissent par se comporter comme des robots. C'est un choix d'avenir et de société.*"

J'ajouterai personnellement, vous ignorez monsieur, les bonnes consciences qui se livrent à "*l'éco-tourisme*", tous ces "*bénévoles*" qui souvent ne sont pas vraiment dans le besoin et qui partent en Afrique ou en Asie pour soulager la misère du monde, et qui s'en foutent de celle qul s'étale quotidiennement sous leurs yeux dans leur propre pays, qu'ils ne combattent pas, qui voyagent et vivent aux crochets de l'Etat ou des multinationales qui financent les Ong, qui saignent les travailleurs d'impôts et taxes en tous genres...

Economie

1- France

1.1- Interview de l'économiste Eric Heyer. Mercredi, le gouvernement présentera son projet de loi de finances pour 2012 bâti sur une hypothèse de croissance du PIB de 1,75%. Optimiste, juge Eric Heyer, directeur adjoint au département analyse et prévision de l'OFCE, qui table plutôt sur un chiffre de 0,8%.

En conséquence, pour tenir son engagement de réduire le déficit public à 4,5% du PIB l'an prochain, l'exécutif devra concocter un nouveau plan de rigueur de 30 milliards d'euros.

Quelle aurait été le taux de croissance s'il n'y avait pas eu de plans de rigueur?

Nous avons fait ce calcul. C'est très analytique. Mais s'il y avait eu une politique budgétaire neutre, la croissance aurait atteint les 3,8% cette année et 2,5% l'an prochain. Quand au déficit budgétaire, il aurait atteint 5,9% fin 2012 et le taux de chômage 7,8%. Au lieu de ça, en 2011, selon nous, la croissance ne sera que de 0,8%, le déficit atteindra 5,2% et le chômage sera à 9,7%. Pour réduire le déficit public de 0,7 point supplémentaire, cela nous coûte presque 2 points de chômage. On le paie très cher. A l'heure actuelle, nous sommes confrontés à deux gros déficits: le déficit des finances publiques élevé et le déficit d'emploi. L'Europe mise tout sur la réduction du déficit public, coûte que coûte, au détriment de l'emploi.

C'est un cercle vicieux?

Oui. Nous avons des perspectives de croissance spontanée de sortie de crise assez élevées, mais les plans d'austérité, en pénalisant l'activité, nécessitent de les revoir à la baisse. En conséquence, les engagements de déficit ne peuvent être tenus: le gouvernement décidera alors, comme il l'a fait au mois d'août dernier, de faire un nouveau plan d'austérité qui nuira à son tour à la croissance.

De quel ordre?

Si la croissance du PIB n'atteint que 0,8% en 2012, pour tenir son engagement de 4,5% de déficit public, le gouvernement devra, selon mes calculs, réaliser un plan d'austérité d'au moins 30 milliards d'euros.

La situation sera-t-elle différente si la France connaît un changement de majorité en 2012?

Non, car les principaux candidats à la primaire socialiste, dont François Hollande et Martine Aubry, ont dit vouloir ramener le déficit budgétaire à 3% en 2013, ce qui impliquera pour y parvenir de passer à 4,5% de déficit en 2012. (20minutes.fr 21.10)

1.2- En famille, histoire de faire adopter une nouvelle taxe

Les députés français ont voté vendredi l'instauration d'une taxe sur les boissons contenant des sucres ajoutés et des édulcorants de synthèse pour apporter à l'Etat 280 millions d'euros de recettes supplémentaires en 2012.

La taxe s'élèvera à 7,16 euros par hectolitre et non plus à 3,58 euros comme l'avait proposé le 24 aout le Premier ministre François Fillon en présentant le projet de budget 2012.

La ministre du Budget, Valérie Pécresse, qui y était initialement opposée, a finalement accepté un amendement de la commission des Finances qui instaure une autre taxe sur les boissons dites «light» contenant des édulcorants de synthèse.

Cette taxe sur les boissons «light» rapportera 40 millions d'euros. (20minutes.fr 21.10)

Vous vous souvenez que juste après avoir acquis la majorité au Sénat le PS s'était empressé de donner la direction de la commission des Finances à l'UMP, une décision jugée équitable puisque l'UMP majoritaire à l'Assemblée nationale avait cédé la commission des Finances au PS. Donc cet amendement inique est à mettre au compte du PS.

Camarades, cela ne vous dit vraiment rien de participer à la délégation d'élus avec le POI au Sénat ? Non, vraiment pas, vous avez raison, nous condamnons cette initiative.

2- Zone euro. Tour de passe-passe ou comment 162 divisé par deux égale 120.

Vendredi lors de la réunion à Bruxelles des ministres des Finances de la zone euro (eurogroupe).

Selon un rapport préparé par la "troïka" - FMI, BCE et Commission européenne - représentant les bailleurs de fonds internationaux, une décote de 50% sur les obligations grecques détenues par les investisseurs privés est nécessaire pour réduire cette dette à 120% du PIB, contre 162% aujourd'hui.

S'il était envisagé de ramener la dette sous la barre des 110%, une décote d'au moins 60% serait alors nécessaire, précise le rapport, qui servira de base aux décisions des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro lors des sommets de dimanche et mercredi.

"*Nous avons décidé d'autoriser le versement de la prochaine tranche d'aide financière à la Grèce dans le contexte du programme actuel d'ajustement économique.*"

Selon plusieurs sources, les Européens restent toutefois largement divisées sur le niveau de la décote qui devra être appliquée aux obligations grecques ainsi que sur le caractère volontaire ou non de la participation des banques.

Le ministre de l'Economie, François Baroin, a souligné que la France continuait de penser que la transformation du fonds en banque était la meilleure solution mais qu'elle n'en faisait pas "*un point d'affrontement définitif*".

Octroyer une licence bancaire au FESF lui permettrait d'avoir accès à des financements de la Banque centrale européenne et de multiplier sa capacité d'action par un facteur allant jusqu'à cinq.

Mais Berlin se refuse à cette possibilité, qui reviendrait à accepter que l'institution de Francfort finance les pays de la zone euro, l'un des dogmes explicitement exclus par les traités européens.

Les autres membres de la zone euro sont eux aussi divisés, la Belgique ou l'Espagne s'étant prononcés pour un rapprochement BCE-FESF alors que la Slovaquie ou l'Autriche ont indiqué que cette solution n'était plus étudiée. (Reuters 21.10)

Cette décote ne s'appliquerait qu'aux obligations détenues par les banques et les institutions financières qui y ont souscrit pour leur propre compte ou leurs clients fortunés, alors que celles souscrites directement par les Etats seraient épargnées. Et comme les Etats ont été obligés d'emprunter sur les marchés financiers pour financer l'acquisition de ces obligations grecques, leur appliquer une décote se traduirait par faire supporter aux banques et aux institutions financières la totalité des pertes sur ces obligations et contribuerait à la détérioration de leurs bilans, les fragiliserait davantage, ce dont l'Allemagne ne veut pas entendre parler.

Et lorsque ces obligations d'Etat ont été rachetées par la BCE au moyen de la planche à billets, appliquer une décote à ces obligations est impossible, à moins que les banques centrales des Etats de la zone euro, donc les gouvernements de ces pays, s'engagent à récupérer la différence, par exemple en amplifiant leur politique d'austérité contre leurs peuples ou en augmentant leurs dettes en empruntant aux marchés ou par une combinaison de ces deux mesures, à ceci près qu'un nouvel endettement des Etats semble exclu dans la situation actuelle, quoi que, sans prendre le risque de voir leur note rabaissée par les agences de notation.

Maintenant, la BCE vient de transférer cette compétence - le rachat d'obligations d'Etat au FESF, au grand dam de la France qui voulait l'impliquer davantage, ce qui aurait contribué à forcer l'Allemagne à renoncer à son rôle dominant au sein de la BCE ou à l'influence qu'elle joue sur les orientations monétaires de la BCE. Le ministre allemand des Finances l'a rappelé hier à sa manière en affirmant "*Il est clair qu'on s'en tient à ce qui est autorisé par le traité (de l'UE), à savoir que la Banque centrale (européenne) ne peut être utilisée*", alors que les statuts de la BCE avaient déjà été violés en rachetant des obligations grecques, italiennes et espagnoles, comme quoi finalement rien n'est impossible.

L'orthodoxie monétaire défendue par l'Allemagne et qui favorise son économie par rapport à ses voisins de la zone euro, dont la France qui en est la seconde puissance économique, trouve un écho dans la politique monétaire pratiquée par la BCE, alors qu'elle pénalise les économies plus faibles ou plus fragiles, d'où l'insistance de l'Allemagne à préserver les statuts de la BCE tels qu'ils existent, sa soit-disant indépendance en réalité influencée par l'Allemagne, tandis que la France voudrait les voir évoluer, affaiblir la BCE par rapport au FESF en transformant ce dernier en un établissement bancaire, ce que l'Allemagne refuse catégoriquement parce l'Office de gestion de la dette allemande est directement impliqué dans les emprunts réalisés par le FESF, ce qui lui donne un droit de regard priviliégié sur les demandes d'emprunts des Etats auprès du FESF.

On aura compris que l'Allemagne tient à conserver le statu quo existant entre la BCE et le FESFqui lui est favorable, et que toute modification des rapports entre la BCE que du FESF se traduirait par un affaiblissement de sa position aussi bien au sein de la BCE que du FESF. Autrement dit, les Allemands ne veulent rien lâcher. N'oublions pas non plus que Merkel est en difficulté sur le plan politique.

3- Allemagne

Le patron de la Commerzbank, la deuxième banque allemande, estime qu'une participation volontaire du secteur bancaire à l'aide à la Grèce ne suffira pas et appelle Athènes à se déclarer en défaut de paiement, dans un entretien publié vendredi. "*La Grèce a besoin d'une réduction de sa dette*", déclare Martin Blessing à Bild. Mais "*des dépréciations dans le bilan des banques [ayant prêté de l'argent à la Grèce] ne suffisent pas*", a-t-il ajouté, "*le dernier accord entre la politique et le secteur privé n'a pas résolu le problème*".

En juillet, les dirigeants européens avaient obtenu des créanciers privés de la Grèce, banques, assureurs et fonds d'investissement, qu'ils renoncent volontairement à environ un cinquième de leurs créances, détenues sous forme d'obligations émises par la Grèce. Cet accord paraît désormais obsolète au vu des problèmes du pays, selon M. Blessing. "*A mon sens cela ne marche pas de manière volontaire, poursuit M. Blessing, mais seulement si la Grèce se déclare elle-même en cessation de paiements*". "*Un renoncement volontaire [des créanciers à leurs remboursements] sans déclaration de faillite serait néfaste pour la crédibilité des obligations d'autres pays*", affirme-t-il. "*Il faut le dire clairement : les Etats ont le choix entre deux possibilités, soit ils paient leurs dettes comme prévu soit ils se déclarent en faillite*", poursuit le banquier.

Une faillite de la Grèce entraînerait un besoin de recapitalisation des banques, dont beaucoup en Europe seraient touchées, reconnaît M. Blessing. Pour y faire face, "*chaque banque devrait d'abord essayer de lever elle-même du capital*" avant d'avoir recours à des fonds publics, selon lui. L'Etat allemand était venu en aide à la Commerzbank au cœur de la crise financière en 2008, et a pris à l'époque 25 % de son capital. (lemonde.fr 21.10)

Apparemment Merkel n'est pas vraiment sur la même longueur d'onde, car l'Etat allemand devrait encore mettre la main à la poche. D'une manière ou d'une autre il y sera obligé, ce que Martin Blessing reconnaît sans vouloir l'admettre vraiment.

Haut de page

Le 23 octobre

CAUSERIE

J'ai rectifié la date d'hier, j'ai eu des petits soucis informatiques qui m'ont dérangé...

Pour rappel. Les articles (de presse) mis en ligne de sources diverses n'engagent que leurs auteurs. Ils figurent dans le site à titre informatif uniquement, parce qu'ils fournissent des données qui sont censurées par les médias aux ordres et des éléments qui permettent de mieux saisir un fait ou la situation pour se forger sa propre opinion.

Au fait, le taux de fréquentation du site est repassé à près de 100 visites par jour en moyenne, 96,3 exactement. Ce chiffre ne concerne que les visites des internautes, les visites effectuées par les moteurs de recherche son comptabilisées à part. Quant au nombre de documents téléchargés il tourne autour de 1 500 par mois, il faut ajouter les fichiers qui sont ouverts et lus sans être téléchargés.

Si j'étais dirigeant (et permanent) dans un parti, je publierais ma déclaration d'impôt, ma feuille de paie et je communiquerais tous les éléments sur mon train de vie, mon compte en banque, ce que je possède réellement, etc. Actuellement, je loue et ne possède aucun bien immobilier, j'ai environ 5,268 millions de roupies (un peu moins de 80 000 euros) placés dans une banque de l'Etat indien sur un compte du style du livret A en France (à 9,5% d'intérêts par an), plus 500 000 roupies que je prête à 3% par mois à une relation, un business man toujours à court de liquidités, plus 275 000 roupies immobilisées icic ou là et qui ne me rapporte rien, je ne perçois ni salaire ni retraite, et mon épouse Magueswary perçoit en France une allocation handicapée de 700 euros une fois déduite l'APL (allocation logement), nous n'avons évidemment aucun bien en France.

A ceux qui me prendraient pour un nanti. Ne pouvant pas compter sur une retraite et ne sachant pas pendant combien de temps les taux d'intérêt resteront élevés et cette personne m'empruntera de l'argent, je suis obligé d'économiser pour mes vieux jours, je n'ai pas le choix. Quant à faire un "business" comme ils disent ici ou investir dans je ne sais pas quoi, rien que d'y penser cela me file la nausée, je m'y refuse depuis 20 ans et je ne changerai jamais d'idée, je préfère vivre en adéquation avec les idées que je défends.

J'ai revendu ma maison, je ne le regrette pas, car je me porte beaucoup mieux maintenant. Cela me fait penser à mon père

menuisier qui faisait ce qu'il appelait la "réception" des appartements dans lesquels il avait travaillé et qui avaient été vendus un an plus tôt, ce travail consistait à constater les problèmes survenus dans l'année écoulée (parquet, portes et fenêtres, etc.) et à les résoudre. Il nous racontait qu'il n'était pas rare que les joyeux propriétaires de ces appartements cossus ou luxueux vivaient encore dans les cartons un an plus tard, parce qu'ils ne leur restaient qu'à peine de quoi bouffer...

Nous à la même époque, le soir pour se caler l'estomac avant d'aller nous coucher, on mangeait de la panade, de la soupe au lait ou une soupe composée du jus de cuisson du pot au feu agrémentée de pain rassis, quelques légumes et un maigre morceau de viande dans une grande marmitte remplie de flotte, ou encore une soupe composée d'un cube et de vermicelles ou au tapioca (farine de manioc) pour épaissir, ce que je détestais. Entre être propriétaire et ne pas avoir de fric pour bouffer ou être locataire et pouvoir vivre à peu près normalement, j'ai choisi la deuxième solution, une chance, car beaucoup de prolos n'ont pas du tout de choix. Je rentrerai peut-être en France quand mon chien sera mort, c'est pour lui uniquement que j'ai loué cette baraque et ce jardin, on verra.

Autre chose.

Puisque les réunions des ministres des Finances à Bruxelles se sont terminées samedi soir et qu'elles seront suivies par un double sommet de la zone euro et des Vingt-Sept, nous attendrons de voir ce qu'il en est ressorti pour aborder ce sujet. Des premiers éléments seront fournis lundi ou mardi.

L'alliance du sabre et du goupillon.

Qui a dit :

-"*Il faut maintenant espérer que le peuple libyen ne subisse pas d'autres violences, que ses dirigeants pacifient et reconstruisent le pays dans un esprit de réconciliation, sur la base de la justice et du droit, et que la communauté internationale apporte une aide consistante à cette renaissance.*" (Réseau Voltaire)

Sarkozy, Merkel, Berlusconi, Cameron, Obama, mais encore... le Saint-Siège ! Les grands esprits se rencontrent... dans la fosse sceptique de la barabarie ! Le seul siège qui ne soit pas éjectable ! Tirons la chasse et passons à autre chose.

Défendre la laïcité ne consisterait-il pas à camoufler le refus de lutter pour la défense de l'athéisme, le matérialisme ?

Une réflexion en passant qui mériterait un développement selon moi : tout le monde parle de la laïcité et des religions, mais personne ne parle de l'athéisme, vous n'avez pas remarqué ? Qu'oppose-t-on au prosélytisme des églises et des sectes ? La lutte des classes, mais encore, je parle sur leur terrain, quel parti ouvrier à côté du combat pour défendre la laïcité défend l'athéisme ? Pourquoi associer le combat pour la laïcité et l'athéisme ? Parce que le combat en défense de la laïcité se réduit à défendre le droit de croire ou non, mais il ne défend pas le droit de ne pas croire.

La laïcité consiste à permettre à chacun de choisir entre croire ou ne pas croire, le principe est juste puisqu'il respecte le libre choix de chacun. Mais dans la société, le camp des croyants dispose d'organisations, d'institutions et de puissants moyens financiers, médiatiques, pour propager son venin et maintenir la plèbe dans l'ignorance ou l'obscurantisme qui fait le jeu du régime en place.

Ne devrait-on pas défendre davantage l'athéisme qui repose sur des faits et le savoir, sur les connaissances acquises par l'homme au cours de son histoire reposant sur des faits matériels, constatés, palpables, vérifiables ou impossibles à nier, bref, le matérialisme dans sa version la plus développée à ce jour, dialectique et historique ?

Cela ne manquerait pas d'intérêts à l'heure où on voudrait nous enfermer dans un débat d'idées (figées) qui s'apparente à l'idéalisme, à débattre d'idées qui appartiennent tous à l'idéologie bourgeoise dominante...

La risée du monde.

Le comportement de Nicolas Sarkozy amuse ou exaspère, selon les cas, les chefs d'Etat et de gouvernement européens.

Lorsque nous nous téléphonons entre dirigeants européens et que nous en venons à parler de Nicolas Sarkozy, nous nous disons: "*Tu me dis les méchancetés qu'il a dites sur moi, ou c'est moi qui commence?*", raconte un membre du conseil européen, qui s'agace du ton sirupeux du président dans les contacts directs, et de ses commentaires acerbes quand il appelle les uns et les autres. (lemonde.fr 22.10)

Commentaire d'un internaute :

- "*NS n'a pas l'envergure c'est vrai. Hollande ne fera guère mieux . De toutes façons les classes moyennes vont trinquer « grave ».*

En effet , les grosses fortunes se débrouilleront toujours pour payer le minimum d'impôts et pour la paix sociale on évitera de toucher trop violemment les petits salariés.

Ceci étant, de toutes façons il faudra passer à la caisse avec ou sans sarko. L'impasse en quelque sorte . Mais pourquoi n'ont-ils pas vu plus tôt que nous allions à la catastrophe indépendamment de la crise grecque ? Inutile de dire que j'appartiens à la classe moyenne qui une fois spoliée par des impôts de plus en plus élevés rétrogradera bientôt à la classe des smicards."

Toucher aux "*petits salariés*" devient délicat quand ils sont tombés dans l'indigence, mais toute augmentation des prix continue de les frapper directement, donc les appauvrit encore plus.

Il "*faudra passer à la caisse*", parce qu'on vous l'a fourré dans le crâne, la fatalité quoi, par contre il est vrai que toute politique qui se refuse à rompre avec les fondements du capitalisme conduit inévitablement à une "*impasse*".

Il faudrait donc apprendre à penser par vous-même au-delà du système capitaliste qui n'existe pas depuis l'éternité comme Onfray voudrait le faire croire. Si vous partiez du principe que vos besoins sont légitimes, que ceux de chaque travailleur des villes et des campagnes, manuel ou intellectuel le sont également, et que vous vous en teniez strictement à ce principe, vous arriveriez à la conclusion qu'il serait possible de les satisfaire, dès lors que la société ne serait plus basée sur la recherche du profit et que les moyens (de production) pour produire les richesses ne seraient plus détenus par une infime minorité de la population, mais deviendraient le bien commun de la collectivité, de l'Etat regroupant tous les producteurs, l'ensemble de la population qui travaille, qui crée ces richesses.

La question est juste de savoir si l'on est capable ou non de concevoir la société autrement que basée sur l'inégalité entre ceux qui possèdent les moyens de produire les richesses et qui détiennent le pouvoir politique, et ceux qui ne possèdent rien d'autres que leur tête et leur bras pour survivre et qui de fait ne détiennent aucun pouvoir politique dans cette société profondément marquée du sceau de l'injustice.

Le seul pouvoir politique qui est accordé à la classe ouvrière et à la classe moyenne comme vous dites, c'est dans le cadre des institutions de la Ve République de choisir à quelle sauce elles vont être exploitées et opprimées, sans jamais que leur soit donnée l'occasion de remettre en cause les fondements économiques sur lesquels repose la société, d'où la nécessité d'une révolution sociale pour y mettre un terme, acte démocratique s'il en est puisqu'elle exprime les intérêts de la majorité de la population, celle qui travaille à l'opposé de celle qui s'enrichit sur son dos.

L'Etat (et ses institutions) fonctionne au moyen de partis politiques qui sont tous inféodés au capitalisme, comme l'ont amplement prouvé les différents partis et gouvernements qui se sont succédés au pouvoir depuis 1958, on pourrait remonter à 1936 qu'on parviendrait au même constat et à la même conclusion, dès lors seul un parti rompant à la fois avec ce système économique et les institutions de la Ve République, se situant exlusivement sur le terrain des besoins ou aspirations des travailleurs sera à même de conduire cette révolution et d'ouvrir la voie à un Etat qui intègrera les valeurs de la laïcité, de la République et du socialisme, socialisme n'étant pas un gros mot, car il signifie simplement que la société, la production et la distribution ainsi que tous les rapports qui en découlent, doit être basée sur les besoins à caractère social exprimés par ceux qui travaillent

Qui est Mario Draghi qui doit remplacer Trichet à la direction de la BCE ?

Il a fait ses études à Rome chez les Jésuites. Licencié en économie et commerce à l'université de Rome « La Sapienza » en 1970, il obtient un PhD en économie au Massachusetts Institute of Technology en 1976. Professeur universitaire à Florence et à Turin, il a été de 1991 à 2001 directeur général du ministère du Trésor public, chargé des privatisations. De 1993 à 2001, il a présidé le Comité pour les privatisations. À ce titre, il a été membre du conseil d'administrations de plusieurs banques et sociétés en phase de privatisation (Eni, IRI, Banca Nazionale del Lavoro-BNL et IMI). De 2002 à 2005, il est le vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs, la quatrième banque d'affaires mondiale. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Mario_Draghi)

PAROLE D'INTERNAUTE

(Après le discours d'investiture de Hollande, hier à Paris)

- "*Après un tel discours, l'avenir est des plus sombres et tout est à craindre. A l'entendre, Monsieur Hollande a enfin trouvé les solutions, toutes les solutions, et il nous annonce qu'il va mettre tout le monde au pas, l'ensemble du PS (ben voyons !), les verts et l'extrême gauche (ben voyons !), la France toute entière, l'Allemagne et l'Europe entière (ben voyons !) et, bien évidemment, le reste du monde (ben voyons !). Alléluia, alleluia, le nouveau sauveur est arrivé ! S'il y a encore des français pour croire à de tels promesses, c'est à désespèrer.*" (lexpress.fr 22.10)

Tout de même pas ! De notre côté on devrait se poser une seule question et ne plus trouver le sommeil avant d'y avoir répondu ou d'y avoir apporté une réponse satisfaisante, non pas par des formules creuses, mais par une analyse sérieuse et sans complaisance : pourquoi ne sommes-nous pas parvenus en 70 ans à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ?

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Chape de plomb et fatalisme. Le programme d'un "*rêveur*", quel cauchemar !

- François Hollande ne compte pas cacher "*les difficultés qui s'annoncent*" - Lexpress.fr (22.10)

- François Hollande se présente en candidat de la «*vérité*» - LeFigaro.fr (22.10)

La même méthode que Sarkozy, normal : ils sont sur la même longueur d'onde...

Circulez, il n'y a plus rien à discuter !

François Hollande samedi lors de son premier discours de campagne présidentielle : "*Nous étions dans le débat, nous sommes aujourd'hui dans le combat contre droite et contre l'extrême droite*". Il enfonce le clou plus loin «*Un sursaut est possible, à la condition de chasser les divisions, les stigmatisations et de proposer un rassemblement autour du rêve français*».

Un "*rêve*" en forme de cauchemar il nous promet : «*Je ne serai pas le président qui viendra six mois après son élection pour dire qu'il doit changer de cap, pour dire que les caisses sont vides, nous le savons*», donc comme "*les caisses sont vides*" et qu'il n'y a rien à attendre de sa candidature, il ne lui reste à vendre de consistant que du vent à ceux qui décideront de voter pour lui, leur promettant de la «*volonté*», de «*l'espérance*» et de la «*justice*». (source : lefigaro.fr 22.10)

Et attention, vous êtes priés de "*rêver*" en silence s'il vous plaît, sinon il vous balancera que vous lui manquer de "*respect*" ! C'est ainsi qu'il a cloué le bec à Aubry avant le second tour des "primaires" du PS, et qu'il compte bien faire la fermer à Joly, avec l'aide (hier) de Valls notamment.

En étant le candidat d'électeurs anonymes ou de toutes les classes sociales confondues et non pas d'un parti, il ne peut pas revendiquer être le candidat d'une classe sociale particulière ni même celles des exloités (la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie), il ne peut pas non plus revendiquer être le candidat d'un parti, du coup sa légitimité est une imposture qui se confond avec l'intérêt général dont seule il peut se réclamer, qui correspond comme chacun sait avec les intérêts spécifiques de la classe dominante, celle des capitalistes. Dès lors, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'il est l'un des candidats du CAC 40.

Le PS parti a perdu toute légitimité, en admettant qu'il en avait une, puisqu'elle est été supplantée par celle d'électeurs n'appartenant pas au PS. Cela n'empêchera pas demain de furieux opportunistes d'appeler à un front unique (des partis ouvriers), dont le PS !

1.2- Pierre-Louis Basse évincé d'Europe 1 sur ordre.

Après avoir travaillé trente ans à Europe 1, pourquoi n'animez-vous plus «Bienvenue chez Basse»?

Pour y avoir beaucoup réfléchi, je pense qu'il fallait qu'on ne m'entende pas en 2012. On m'a identifié comme un «anar» à qui il ne fallait plus laisser la parole. Le pouvoir doit vraiment se sentir en danger pour prendre une telle décision.

A qui faites-vous référence, précisément?

Je suis convaincu que l'Elysée ne voulait plus m'entendre. Pour moi, un journaliste doit prendre des risques tous les jours, sur le terrain s'il est reporter de guerre, en allant contre le pouvoir quel qu'il soit s'il est en France; et ça, ce pouvoir de droite ne le supporte pas. Ce n'est pas de la prétention, je fais seulement de la radio, mais j'ai été fidèle à une station pendant trente ans, et voilà comment Arnaud Lagardère me remercie... Mon éviction est donc complètement politique. Mais cela va bien au-delà de ma voix, c'est significatif de ce qui se passe dans le pays. En fait, ce sont ceux qui, sans le dire, s'engagent chaque jour aux côtés du pouvoir qui ont le haut du pavé; tandis que des gens comme moi, on les dit engagés pour mieux les éliminer, alors qu'on ne fait que mettre en avant la réflexion, la culture et l'exercice de la démocratie.

Vous voulez dire que Denis Olivennes, à la tête d'Europe1, a répondu à une injonction de Nicolas Sarkozy et d'Arnaud Lagardère de vous limoger?

Denis Olivennes n'avait peut-être pas le choix. Il m'a tranquillement demandé de faire autre chose: il était donc acté que mon émission ne devait pas continuer. Elle a d'ailleurs été remplacée par un direct où l'on reçoit des «people» au Café Costes [lieu très parisien du Ier arrondissement]... (lemonde.fr 22.10)

Afghanistan

L'Afghanistan soutiendrait le Pakistan en cas de conflit militaire entre les Etats-Unis et le Pakistan, a déclaré samedi le président afghan Hamid Karzai lors d'une interview à une chaîne de télévision pakistanaise, Geo television.

"*Si jamais il y a une guerre entre le Pakistan et l'Amérique, l'Afghanistan serait aux côtés du Pakistan*", a-t-il dit à Geo television.

"*Si le Pakistan est attaqué et si le peuple pakistanais a besoin de l'aide de l'Afghanistan, l'Afghanistan sera là avec vous*", a-t-il ajouté.

Karzai a aussi affirmé que les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan, qui se sont envenimées avec la capture de Oussama ben Laden par un commando américain au Pakistan en mai, n'avaient pas d'impact sur sa relation avec Islamabad.

Hillary Clinton, secrétaire d'Etat, vient d'effectuer une visite de deux jours à Islamabad après avoir été à Kaboul.

Vendredi, elle a fait état d'une rencontre préliminaire entre les Etats-Unis et des représentants du réseau Haqqani, un groupe d'activistes accusés par Washington d'avoir mené une série d'attaques en Afghanistan.

Cette annonce est intervenue peu de temps après une mise en garde sévère de la secrétaire d'Etat américaine aux activistes tant afghans que pakistanais en cas de refus de coopérer aux efforts visant à stabiliser l'Afghanistan et à y ramener la paix. (Reuters 22.10)

Karzai serait-il tenté de jouer la carte chinoise après que les autorités de ce pays ont signifié à Washington que s'attaquer au Pakistan serait considéré comme un acte de guerre contre la Chine, parce qu'il sait que Pékin n'est pas vraiment regardant sur la corruption qui règne dans les pays avec lesquelle il commerce ou leurs régimes dictatoriaux ?

Social

Espagne

Espagne

Aux cris de «*non aux coupes*» budgétaires dans l'éducation, des dizaines de milliers d'enseignants, parents et lycéens venus de plusieurs régions d'Espagne ont défilé samedi à Madrid pour leur première manifestation nationale, à l'appel des principaux syndicats du pays. Aux rythmes des tambours couverts par le son des sifflets, entre 70 000 et 100 000 personnes selon les organisateurs, ont défilé à la mi-journée dans une ambiance festive.

Outre Madrid, où des dizaines de milliers de professeurs et familles ont déjà défilé ces dernières semaines, des manifestants étaient venus dans 200 bus selon les organisateurs, d'autres régions comme la Castille-La Manche, l'Extrémadure, de Galice ou encore d'Andalousie. (liberation.fr 22.10)

Haut de page

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Et pourtant !

Ce sont les résultats d'un sondage TNS Sofres pour Canal+, dévoilé dimanche 23 octobre.

Seuls 3 % des 955 personnes interrogées (les 19 et 20 octobre, par téléphone, méthode des quotas) sont capables de donner le nom du candidat du NPA à l'élection présidentielle, 2 % donnant une réponse évasive correcte ("un nouveau", "un ouvrier, "un syndicaliste", etc.). 18 % des sondés donnent une réponse incorrecte (Olivier Besancenot et Jean-Luc Mélenchon sont les plus couramment cités), tandis que 77 % signalent directement ne pas savoir.

Le contexte est pourtant favorable aux idées du Nouveau parti anticapitaliste. Dans la même étude de TNS Sofres pour Canal+, 80 % des sondés souhaitent une réforme du système capitaliste : 44 % sont pour une réforme "*en profondeur*", 36 % "*sur quelques points*". Ils étaient 40% et 51% respectivement en 2009, soit 91%. (lemonde.fr 23.10)

Comment expliquer ce décalage, un euphémisme, au-delà, car la question du candidat du NPA ne nous intéresse pas, comment se fait-il que 80 à 91% des personnes ayant répondu à ces sondages se disent favorables à une remise en cause du capitalisme, et que dans le même temps, le NPA et les partis qui prétendent le remettre en cause demeurent marginaux dans la société, n'inspirent pas vraiment confiance ou ne parviennent pas à se construire ?

Le problème ne viendrait-il pas de leurs directions, de leur conception du parti, de leurs rapports aux masses ? Mais non, mais non, ils sont parfaits, intouchables, voyons, pas de procès d'intention camarades, c'est la faute à pas de chance ou à la fatalité... Parfois on se demande si c'est l'ignorance ou la malhonnêteté intellectuelle qui l'emporte chez ceux qui cherchent une réponse à cette situation en dehors de leur parti.

1.2- Pour le pire et le meilleur...

La crise de la dette, qui secoue la zone euro, mine profondément les Français. Il s'agit, pour 79% d'entre eux, de la crise «la plus grave» de ces dernières années, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche . Face à la situation économique et sociale actuelle de la France, 53% des sondés se disent «*révoltés*», tandis que 29% sont «*résignés*».

Les Français sont, en effet, très pessimistes. Seuls 4% d'entre eux croient à une sortie de crise dans les six prochains mois. Près de la majorité (46%), en revanche, n'attendent pas d'amélioration avant 2014. «*Ce sondage met en exergue le malaise des Français*», explique Frédéric Dabi, directeur du Pôle opinion de l'Ifop. «*Pour eux, il s'agit d'une crise grave dont ils ne voient pas la sortie et sur laquelle les politiques ne peuvent pas peser.*» Pour autant, ils se préparent à 57% à des «*mesures douloureuses et difficiles*». Ils sont d'ailleurs prêts à faire des sacrifices, notamment à tailler dans leurs dépenses «*de confort*» et dans leur budget vacances, souligne l'étude.

Interrogés sur les causes de la crise, 52% des Français pointent du doigt le rôle des marchés financiers. Loin derrière, le gouvernement (26%), les banques (15%), l'Union européenne (10%), les Français dans leur ensemble (6%), les pays émergents (5%) et les entreprises (1%) sont également jugés partiellement responsables de la crise actuelle. «*Paradoxalement, alors que leur attachement à l'UE est souvent ténu, les Français sont pour plus d'Europe*», analyse Frédéric Dabi. Pour preuve, ils se disent favorables à la création d'un ministère européen de l'Economie. (lefigaro.fr 23.10)

Ils ne sont pas dupes, c'est ce qui ressort de ce sondage. Qu'ils pointent comme responsable de la crise, disons plutôt de la situation sociale, les marchés financiers et les banques ainsi que le gouvernement, nous fait dire que nous ne nous sommes pas fourvoyés en axant notre combat contre le gouvernement et les institutions, ainsi que l'aristocratie financière dont ils servent les intérêts, ceux qui ont axé leur combat contre l'UE ne peuvent pas en dire autant, simple constat.

Et si les "*Français se disent favorables à la création d'un ministère européen de l'Economie*", c'est uniquement parce qu'on leur suggère que ce serait la panacée, une solution pour sortir de la crise. Ce qui démontre au passage qu'ils sont toujours autant subordonnés au capitalisme ou que leur niveau de conscience politique peine à progresser.

1.3- Drogue, proxénétisme, etc. la place Beauvau ou le repère de la pègre.

Dans le répertoire téléphonique de René Kojfer, le directeur des relations publiques du Carlton, mis en examen pour "*proxénétisme aggravé en bande organisée*", figurerait en bonne place le numéro de portable de Frédéric Veaux, numéro deux de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI).

Entre l'indic et le grand flic, les relations seraient presque amicales, selon l'avocat de René Kojfer, Me Christophe Snyckerte. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps. Frédéric Veaux a commencé sa carrière de commissaire à Lille, en 1984, avant d'y revenir comme directeur de la PJ entre août 2000 et juin 2001. À cette époque, René Kojfer s'occupait de la gestion de la résidence Politel de Lille, un établissement réservé aux policiers en mission. Cet hôtel appartenait à la mutuelle du ministère de l'Intérieur avant d'être cédé au Carlton.

"*René Kojfer a été fourni à la direction du palace en paquet cadeau au moment de la transaction*", précise un avocat dans le dossier. En clair, selon lui, c'est la police qui aurait intronisé René Kojfer dans l'hôtellerie de luxe, et notamment Frédéric Veaux, qui à l'époque était patron de la PJ de Lille. Depuis, le grand flic et l'indic ne se seraient jamais perdus de vue. C'est ce qu'affirme

l'avocat de René Kojfer : "*Lorsque mon client se rendait dans la capitale, il ne manquait jamais de passer un coup de fil au policier ou de lui rendre visite.*"

Selon nos informations, René Kojfer aurait en outre reçu, la veille de son interpellation, la visite d'un haut fonctionnaire de la police venu de la Place Beauvau.

Le nom d'un autre grand flic apparaîtrait dans le répertoire de René Kojfer. Il s'agirait de celui de Christian Sainte, sous-directeur à la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ). Le policier est lui aussi passé par Lille, entre 1986 et 1996. Il était à la crim. (lepoint.fr 23.10)

2- Argentine

La présidente sortante Cristina Fernandez a été confortablement réélue dimanche en Argentine, portée par les succès de sa politique économique, son caractère bien trempé et la compassion que lui a attiré la mort de son mari.

Après dépouillement dans 96% des bureaux de vote, Cristina Fernandez arrive en tête du premier tour avec près de 54% des suffrages, soit 36 points d'avance sur son plus proche rival, le socialiste Hermes Binner.

Aucun dirigeant argentin n'a atteint un tel score depuis Juan Domingo Peron, vainqueur en 1973 avec 62% des suffrages.

Pour être élu dès le premier tour, il faut réunir 45% des voix ou 40% avec une avance d'au moins 10 points.

A 58 ans, la présidente sortante a réussi un spectaculaire renversement de tendance après avoir vu sa cote de popularité dégringoler au début de son premier mandat.

Elle sort renforcée de ce scrutin pour poursuivre sa politique économique interventionniste, qui plaît à une majorité de la population mais mécontente les investisseurs.

Cristina Fernandez a conquis ses concitoyens avec une politique généreuse de redistribution sociale, notamment pour les retraités et en matière de prestations familiales.

Quelques mois après avoir pris les rênes de la troisième économie d'Amérique latine (derrière le Mexique et le Brésil) en décembre 2007, Cristina Fernandez a dû affronter la colère des agriculteurs, dans un bras de fer concernant la hausse des taxes sur les exportations de soja qui a fait dégringoler sa popularité à 20%.

Beaucoup pensaient alors que les jours du "Kirchnérisme", dernier avatar du péronisme, étaient comptés. D'autant qu'une sévère défaite lors des élections de mi-mandat lui a fait perdre le contrôle du congrès.

A la mort de son époux, en octobre 2010, des rumeurs disaient même Cristina Fernandez sur le point de quitter la vie politique.

Il faut également rechercher les raisons de son soutien populaire élevé du côté de l'économie - la croissance atteindra 8% cette année, le chômage est à son plus bas niveau depuis vingt ans, la confiance des ménages à un plus haut historique - et des divisions de l'opposition.

Cristina Fernandez applique une politique interventionniste - contrôle des prix, quotas agricoles, financement de la dette par une partie des réserves de la banque centrale - qui lui vaut l'animosité des marchés financiers.

Mais cette présence de l'Etat dans la vie économique rassure une partie des Argentins, encore traumatisés par la "*banqueroute*" du pays dans les années 2001-2002, après des années de libéralisme forcené comme lors de la présidence de Carlos Menem.

Les principales critiques de ses détracteurs visent sa façon de gouverner et la forte inflation, qui atteindrait plus de 25% selon certains économistes. Une chute des cours du soja, "*l'or vert*" de l'Argentine, ou un ralentissement de la croissance du Brésil pourraient également mettre en péril les fondements du "kirchnérisme". (Reuters 24.10)

3- Hongrie

Environ 25.000 Hongrois ont manifesté dimanche à Budapest contre le gouvernement conservateur, accusé de menacer les fondements de la démocratie.

Ce rassemblement a coïncidé avec le 55e anniversaire du soulèvement de 1956 contre la tutelle de l'Union soviétique.

Les manifestants étaient principalement issus des milieux intellectuels, libéraux et syndicaux, qui accusent le Fidesz au pouvoir d'imposer ses choix sans la moindre consultation grâce à sa majorité des deux-tiers au parlement.

Afin de réduire la dette publique et le déficit budgétaire, le gouvernement a d'autorité saisi environ 15 milliards de dollars d'avoirs dans des fonds de pension privés. Il envisage d'augmenter des taxes et de mettre en oeuvre d'autres mesures d'austérité en 2012 pour contenir les dépenses.

Sur le plan institutionnel, il a modifié la procédure de nomination des juges de la Cour constitutionnelle. Il a aussi adopté une loi controversée sur les médias et il est sur le point de modifier la loi électorale.

"*Nous nous sommes rassemblés pour montrer que, une fois de plus, 55 ans après, nous nous levons pour défendre nos droits, pour défendre la démocratie*", a dit l'organisateur du rassemblement, Peter Juhasz, à la foule. (Reuters 24.10)

4- Maroc

Des milliers de Marocains ont manifesté dimanche dans plusieurs villes du pays pour appeler au boycottage des élections législatives anticipées prévues en novembre dans le royaume.

A Rabat, la capitale, un journaliste de Reuters a vu plusieurs dizaines de policiers anti-émeutes frapper à coups de pieds et de matraques des manifestants rassemblés devant le parlement à l'issue d'une marche ayant réuni environ 3.000 personnes.

Un élu de Casablanca, le coeur économique du pays, a fait état d'une manifestation d'environ 8.000 personnes. Plusieurs milliers de manifestants ont été signalés dans d'autres villes, notamment Fès et Tanger.

"*Ces manifestations à travers le pays ont été organisées autour d'un même mot d'ordre, qui est le boycottage des élections du 25 novembre*", a dit Omar Radi, un militant du comité local du Mouvement du 20-Février à Rabat.

"*Il est évident que ces élections vont porter au pouvoir les mêmes personnalités qui, depuis des années, pillent les richesses du pays et prennent en otage l'avenir du peuple marocain*", a-t-il ajouté.

Le Mouvement du 20-Février a été créé par des jeunes inspirés par les révolutions tunisienne et égyptienne, qui ont renversé des régimes autocratiques en place depuis des décennies. Il demande l'instauration d'une monarchie parlementaire et dénonce la corruption dans les cercles du pouvoir.

Les détracteurs du roi jugent que cette consultation a été organisée de manière trop précipitée pour permettre un véritable débat.

A Rabat, les manifestants ont qualifié les élections de mascarade et ont exigé de séparer "*l'argent et le pouvoir*". Beaucoup ont brandi des images du cadavre de Mouammar Kadhafi, dirigeant déchu de la Libye, avec la légende suivante: "*Voilà ce qui arrive aux despotes*".

Mohammed VI a promis que les élections seraient libres et transparentes. Le Parti de la Justice et du Développement, principale formation d'opposition, a cependant dénoncé les lois adoptées récemment pour le déroulement du scrutin et qui, selon lui, ne sont pas suffisantes pour empêcher les achats de voix. (Reuters 24.10)

Economie

Zone euro. La crise.

Transformer le FESF en banque reviendrait à ce que la BCE prête aux Etats au lieu de passer par le marché.

L'Allemagne et la Banque centrale européenne ont obtenu dimanche que le fonds de soutien à l'euro, le FESF, ne soit pas transformé en banque, contre le souhait de la France, d'une majorité des pays de la zone euro et de membres du G20 qui y voyaient un moyen facile de multiplier sa force de frappe.

La France défendait encore publiquement à la veille du week-end l'octroi d'une licence bancaire au FESF, qui aurait pour avantage de lui donner un accès illimité aux liquidités de la BCE.

Paris et Berlin sont proches de s'entendre sur un dispositif à double détente, expliquent des sources bien placées. D'abord une garantie directe du FESF, qui assurerait l'investisseur lors de l'émission de nouveaux emprunts par les États

financièrement fragiles. Ensuite un fonds de soutien ou de régulation, qui interviendrait sur le marché secondaire des titres de dette. Ce fonds, qui bénéficierait lui aussi d'une caution du FESF, devrait attirer des investisseurs privés, voire souverains liés par exemple à la Chine, au Brésil et aux nations pétrolières. (Reuters et lefigaro.fr 23.10)

Par liquidité, il faut entendre par là la planche à billets.

A l'arrivée, quelle que soit la solution retenue, ce seront toujours les mêmes qui paieront la facture.

La décote sur les titres obligataires grecs que vont subir les banques sera compensée par leur recapitalisation via les Etats, donc les contribuables, recapitalisation qui se fera en passant par les marchés financiers qui empocheront des intérêts au passage, donc d'autres banques plus puissantes, la crise sert également à épurer la finance, logiquement cela devrait aboutir à une augmentation de la dette des Etats, ce que nieront leurs gouvernements en présentant leur concours aux banques comme une garantie apportée aux marchés.

La garantie fournie par le FESF est un tour de passe-passe rhétorique servant à masquer que ce sont en réalité les Etats qui se porteront garants des dettes d'autres Etats de la zone euro passées auprès des marchés, confirmant la soumission des Etats de la zone euro aux marchés financiers.

Un commentaire d'internaute pour aller plus loin dans notre analyse :

- "*Je ne comprends pas bien pourquoi il ne faut pas que la BCE prête aux États?*

On préfère qu'elle prête notre argent aux banques pour qu'elles puissent tenir les États par les roubignolles? En quoi c'est mieux pour les citoyens?"

Sinon à quoi l'Etat servirait-il ?

Reprenons leur mécanisme de la base.

La BCE fabrique de la monnaie (la planche à billets), elle la distribue aux banques et aux institutions financières qui la prête ensuite aux Etats en empochant au passage des intérêts dont elles ont fixé elles-mêmes les taux, intérêts qui vont se traduire par l'augmentation de la dette des Etats qui pour y faire face mettront en oeuvre des plans d'austérité, mais comme cela ne suffit pas, ils doivent de nouveau emprunter sur les marchés et ainsi de suite.

Ce n'est pas la seule explication à cette dette des Etats. En France, il faut ajouter notamment la baisse des impôts sur les bénéfices des entreprises, plus les cadeaux fiscaux en tous genres, l'exonération de cotisations sociales prises en charge par l'Etat.

On voit clairement que la BCE est au service de l'aristocratie financière et non des Etats. Quant à l'Etat, on s'aperçoit nettement qu'il n'est pas un organisme indépendant qui serait placé au-dessus des classes ou qu'il ne représenterait pas l'intérêt général, mais qu'il est bien le représentant des intérêts du capitalisme financier qui domine le capitalisme mondial.

Nous, nous le savions, ce qui est nouveau, c'est que cela apparaît de plus en plus clairement aux travailleurs du monde entier, ce qui devrait les aider à comprendre le rôle et le fonctionnement de l'Etat et du système capitaliste, et à se poser la question de savoir de quel Etat ils ont besoin pour rompre avec le cycle infernal dans lequel le capitalisme les enferme et risque de les broyer.

Cette crise pose directement la question du pouvoir et de l'Etat, d'un gouvernement ouvrier qui romprait avec le capitalisme et ses institutions, la question d'un Etat ouvrier, socialiste.

Haut de page

Le 25 octobre

JOURNAL

On vient d'avoir une coupure de courant qui a duré 7 heures.

En raison de la mousson, j'ai calculé hier qu'ils avaient coupé le courant plus de 40 fois dans la journée, je n'exagère pas, après être rentré et avoir écourté ma balade quotidiennement avec mon chien, j'ai compté 7 coupures entre 18h et 19h30 ! Cet après-midi,

je pensais cuisiner, puis je me suis dit : il va falloir que les plats que j'aurai préparés refroidissent avant de les mettre dans le réfrigérateur, ce qui va bien prendre quelques heures, il pleut certes, mais on ne peut pas dire qu'il fasse frais pour autant, environ 30°C, et s'ils coupent le courant toute la nuit et que tu places tes plats encore tièdes dans le frigo, ils risquent de tourner ainsi que le reste, du coup, je me suis abstenu de cuisiner.

Voilà le genre de calcul qu'il faut faire sans cesse. Là je bosse sur la batterie du portable, ce matin j'ai bossé sur l'autre ordinateur en vidant au trois quart la batterie de la maison. J'ai mis mon boulot sur une clé USB pour continuer. Parfois je rallume l'ordinateur et je le réteins cinq minutes plus tard et ainsi de suite, bon côté patience je commence à être blindé !

CAUSERIE

Pendant la pause de midi, j'ai eu une nouvelle idée à creuser. J'ai imaginé ce que serait un parti révolutionnaire comportant cinq, six ou sept tendances, comment il pourrait fonctionner et sur quelle base politique, etc. Ce n'est pas la première fois que j'y pense, mais cette fois-ci les choses me sont apparues plus clairement, à mi-chemin entre le parti ouvrier social-démocrate de Russie et le parti bolchevik, de telle sorte que chaque parti (NPA, LO, POI-CCI) ou groupe de militants constituant ces tendances conserverait son journal, sa revue théorique, son matériel et local, une partie des cotisations de ses militants, etc. J'ai parfaitement conscience que nous ne sommes plus en 1917.

Je proposerais qu'il s'appelle le Parti socialiste révolutionnaire. Pourquoi pas ouvrier ? Parce que de nos jours de nombreux travailleurs ne se reconnaissent pas dans cette appellation, ce qui ne signifie pas que ce parti ne se tournerait pas vers les ouvriers, bien au contraire. On ne construit pas un parti pour se faire plaisir ou flatter une couche particulière de travailleurs, encore moins pour se conformer à une tradition ou des principes théoriques obsolètes, mais pour s'implanter dans toutes les couches exploitées de la société.

Socialiste, parce que c'est l'antithèse du capitalisme. Le socialisme, parce que ce sont les droits sociaux ou les questions sociales qui doivent être prioritaires dans la société que nous voulons construire, parce que la production et l'échange doivent être basés sur les besoins sociaux des travailleurs, à l'opposé du capitalisme qui privilégie le capital, le profit.

Révolutionnaire, parce que c'est uniquement par une révolution que les masses exploitées pourront renverser le régime, abolir les institutions et s'attaquer ensuite aux fondements du capitalisme, et non par des réformes successives qui finissent toujours un jour par disparaître et ne permettront jamais de s'émanciper du règne de l'exploitation et de l'oppression, du capital.

Ce parti aurait son propre journal auquel il faudra donner un nom. Il fournirait l'orientation politique adoptée par le parti lors de son congrès, il rendrait compte de la lutte des classes en France et dans le monde, de l'intervention du parti sur le terrain, il consacrerait une ou deux pages à la vie du parti, une tribune libre serait réservée aux différentes tendances dans laquelle ils pourraient exposer leurs divergences avec la ligne politique adoptée par le parti, une page serait consacrée au matérialisme dialectique, une page comporterait des témoignages sur les difficultés que rencontrent les travailleurs au quotidien pour survivre, une page ou deux consisterait à démonter la propagande gouvernementale et celle des médias, une page ou deux expliquerait en quoi le socialisme changerait la vie des travailleurs, tous les rapports dans la société...

Les hebdomadaires du POI, du NPA et de LO et des différens groupes de militants deviendraient les journaux internes de chacune de ces tendances, ainsi personne ne serait lésée. Chacun conserverait sa revue théorique. La transparence la plus totale serait de rigueur, un principe inviolable. Chaque tendance se verrait reverser une partie des cotisations des membres du parti en fonction de leur nombre d'adhérents, afin qu'elles puissent financer leurs journaux, revues, etc.

Quant à l'accord politique qui rassemblerait ces tendances, il reposerait sur la rupture avec le capitalisme et toutes les institutions du capital, nationales, européennes ou internationales, la rupture avec les appareils des partis et des syndicats ouvriers ou réputés tels, la révolution prolétarienne et socialiste comme moyen pour renverser le régime en place, prendre le pouvoir, notre unique objectif, l'organisation politique et indépendante des masses exploitées sous la direction de la classe ouvrière pour constituer les piliers du nouvel Etat ouvrier, social ou socialiste. Sur le plan international, soutien aux travailleurs combattant l'exploitation ou l'oppression sous une forme ou une autre, soutien au prolétariat combattant pour se défaire de la tutelle de l'impérialisme, soutien aux Etats menacés par un impérialisme, à condition toutefois qu'ils ne soient pas eux mêmes des dictatures ou des régimes despotiques, défense de la propriété collective des moyens de production dans les pays où le capital a été exproprié, sans soutenir les régimes en place, soutien à ceux qui combattent ces régimes à condition qu'ils ne situent pas leur combat dans la perspective de la réintroduction du capitalisme...

Prenons le cas de la Libye qui a prêté à confusion et polémique.

Il nous était impossible de soutenir Kadhafi sans soutenir du même coup son régime despotique, et si nous condamnions l'intervention militaire de la coalition impérialiste, nous nous exposions à apparaître comme des partisans de Kadhafi, la soutenir était évidemment impossible, puisqu'il s'agissait manifestement d'une entreprise à caractère coloniale, impérialiste, purement mercantile pour s'octroyer les richesses de ce pays au détriment de son peuple. Dès lors notre combat aurait dû se concentrer contre Sarkozy et son gouvernement en pointe dans cette guerre de rapine, pour aider les travailleurs à faire la

jonction entre ses réelles intentions qui n'avaient rien d'humanitaires ou de démocatiques en Libye, et l'arsenal des mesures antisociales qu'il avait prises contre eux en France.

Prendre partie comme chacun à voulu le faire, estimant que c'était un devoir, une obligation, au nom d'un principe que l'on a voulu appliquer sans tenir compte de l'ensemble des facteurs en présence, c'était s'exposer à une incompréhension de la part des travailleurs. On comprend qu'il ne faille pas caller notre position sur l'état d'esprit des travailleurs, je suis l'un des plus farouches adversaires de la théorie qui consiste à s'aligner sur le *mouvement spontané* des masses, et je necrains pas de défendre des positions qui vont à contre-courant de leur état d'esprit (majoritaire). La question était de savoir si le jeu en valait vraiment la chandelle, sachant à l'avance ce qui risquait de sortir de cette "révolution" dont le CNT vient de siffler la fin, comment pouvait-on espérer être pris au sérieux en niant à la fois l'état d'esprit de la majorité des travailleurs, tandis que la minorité n'a pas été foutue de se mobiliser contre Sarkozy, après on s'étonne que les travailleurs ne soient pas attirés par ces partis, mais il y a franchement de quoi, ils font tout pour qu'il en soit ainsi.

Moi aussi j'étais farouchement, viscéralement contre l'intervention militaire en Libye. Mais entre mes convictions personnelles et adopter une position qui serait incompréhensible aux yeux des travailleurs et ne permettrait pas de construire le parti, j'ai tranché en adoptant une autre position qui consistait à ni soutenir ni condamner l'intervention impérialiste en Libye, ce qui me permettait d'être crédible pour à la fois combattre Sarkozy que je ne soutenais pas, pour dénoncer les réelles intentions du CNT que je n'ai jamais soutenu, pour dénoncer le régime de Kadhafi que je n'ai jamais soutenu non plus, me plaçant résolument au côté des masses libyennes qui aspiraient à la fin de la dictature et à la démocratie, même si je ne me faisais aucune illusion sur l'issue probable de ce soulèvement.

Encore une fois, on ne pouvait rien pour le peuple libyen, il faut l'admettre. Dès lors la chose la plus importante, c'était la perception que les travailleurs auraient de la position que l'on avait adoptée, et si ces partis avaient été uniquement guidés par l'objectif de la construction du parti, ils n'auraient pas adopté la même position à peu de chose près. Entre nous, si j'avais milité dans un de ces partis ou dans le parti dont j'ai parlé, j'aurais défendu ma position et je me serais plié à la majorité sans en faire une maladie.

Pour conclure, je ne pensais pas développer sur la Libye, je me suis écarté de mon sujet encore une fois. L'idée m'est venue de soumettre par écrit cette proposition de parti au POI, au NPA, à LO et aux différents groupes de militants qui gravitent autour d'eux ou en sont issus. Je vais y réfléchir sérieusement et on en reparlera.

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Soumission à la dictature du capital : un "***impératif catégorique"***" pour le PS.

« *Le projet socialiste n'est pas obsolète, il reste une référence, un socle* », explique Pierre Moscovici. Mais l'ancien ministre est prudent sur la « *conjoncture* »: « *Les hypothèses de croissance qui le nourrissaient ne sont pas celles qui sont annoncées* » pour 2012. « *Il faudra bien s'adapter à cette perspective de croissance.* »

Si, pour l'instant, le candidat n'a abandonné officiellement aucune des propositions qu'il a défendues, Pierre Moscovici prévient: « *Le projet sera adapté sans être renié.* » «*L'impératif catégorique*» est de respecter la réduction du déficit à 3% en 2012, rappelle-t-il. (lefigaro.fr 24.10)

>Renier quoi ? Plus vous apparaîtrez au grand jour tels que vous êtes et mieux ce sera...

1.2- La livraison destinée à Ben Ali ira au CNT, gouvernement fantoche de l'impérialisme.

Claude Guéant voulait un policier de confiance pour remettre d'aplomb le service de sécurité intérieure de l'ambassade de France à Tripoli. C'est un commissaire de la police judiciaire, Lucas Philippe, 38 ans et déjà ancien patron des groupes d'interventions régionaux (GIR) et de la structure de renseignement installée au sein de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS), qui hérite du poste. Il est arrivé dans la capitale libyenne il y a une semaine à peine, accompagné d'un officier spécialiste des questions d'immigration.

«*Ce jeune commissaire qui vient du terrain manifeste des dispositions certaines pour l'analyse*», se félicite Émile Perez, le chef de Direction de la coopération internationale (DCI) au ministère de l'Intérieur. «*Le service de sécurité intérieur de notre ambassade devra répondre à toutes les questions sur la restauration de la sécurité en Libye*», explique une responsable de la cellule diplomatique à Beauvau. En clair: évaluer les besoins du pays en termes de formation et de matériel. Car la Libye n'a plus de police digne de ce nom après huit mois de conflit. «*Ce n'est pas avec des kalachnikovs qu'on assure la paix publique dans un*

État de droit», résume un commissaire de police.

«*La France a un savoir-faire reconnu en matière de gestion démocratique des foules*», estime le chef de la DCI. Selon lui, «*les premières notes d'information attestent que les autorités locales sont demandeuses de tous les équipements possibles pour assurer l'ordre: uniformes, voitures, bâtons de défense*». La France, qui a une image forte auprès du Conseil national de transition (CNT), est en situation favorable pour décrocher les premiers contrats. Elle s'engage notamment à former des cadres policiers locaux. Londres et Rome espèrent aussi renforcer leur coopération avec la Libye. (lefigaro.fr 24.10)

Juppé et Longuet se sont précipités pour saluer la disparition du tyran. Au même moment, l'ONU et l'UE s'efforçaient de déplorer son exécution sommaire dont les images tournent en boucle sur Internet, donc accessibles dans le monde entier, comme pour faire oublier qu'ils en partagent la responsabilité, conformément à leurs intentions sur lesquelles il serait fâcheux de trop s'attarder, de crainte que les peuples découvrent le cynisme et le côté purement mercantile de ces institutions dont les intérêts n'ont rien à voir avec les leurs. Bref, un nouveau dérapage du gouvernement Sarkozy-Fillon que l'hypocrisie de l'ONU et de l'UE ne parviendra pas à faire oublier, trop tard !

1.3- La risée, suite. Sarkozy dans ses oeuvres.

Le président français, Nicolas Sarkozy, se serait emballé dimanche contre le Premier ministre britannique David Cameron, lors du sommet européen sur la dette.

Répondant à des critiques de Cameron, Sarkozy lui aurait lancé : "*Tu as perdu une bonne occasion de te taire*", rapporte The Guardian ("You have lost à good opportunity to shut up").

Puis le président français aurait ajouté : "*Nous en avons assez de vous entendre nous critiquer et nous dire ce que nous avons à faire*", toujours selon The Gardian, citant des sources diplomatiques. Avant d'ajouter : "*Vous dites détester l'euro, vous n'avez pas voulu le rejoindre et maintenant vous voulez vous ingérer dans nos réunions*". Cinglant.

"*La crise de la zone euro affecte toutes nos économies, y compris celle de la Grande-Bretagne*", a lancé M. Cameron. Avant d'ajouter qu' "*Il est dans l'intérêt de la Grande-Bretagne que les pays de la zone euro règlent leurs problèmes. Mais cela devient dangereux -et j'en ai parlé franchement avec eux-, s'ils prennent des décisions vitales pour les autres pays du Marché unique, comme des décisions sur les services financiers qui concernent tout le Marché unique*".

Ce sont ces paroles qui ont apparemment énervé Nicolas Sarkozy.

Mais le président Français ne s'est pas arrêté là. Il aurait aussi provoqué les Italiens. Franco Frattini, le ministre des Affaires étrangères, s'est notamment plaint "*des gestes et expressions ridiculisant notre pays [qui] ne sont pas opportuns*". Une référence aux sourires entendus de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel à propos de l'Italie.

Un sourire à la suite d'une question sur les garanties apportées par Silvio Berlusconi sur les réformes en Italie, qui fait beaucoup parler en Italie. "*Personne n'est en mesure de donner des leçons à ses partenaires*" et que "*personne au sein de l'Union ne pouvait s'autodésigner commissaire et parler au nom de gouvernements élus*", a dit le chef du gouvernement italien lundi, selon Le Point. (lepost.fr 24.10)

1.4- Va-t-en-guerre. Après la Côte-d'Ivoire et la Libye, c'est au tour de la Somalie !

1.4.1- La France apporte un soutien «*logistique*» à l'armée kényane dans le cadre de l'opération menée par Nairobi contre des militants islamistes somaliens soupçonnés d'avoir enlevé plusieurs ressortissants occidentaux, a déclaré lundi un porte-parole de l'état-major des armées.

Un média a rapporté qu'un bâtiment de la marine française avait bombardé la côte somalienne dans le cadre de cette opération contre l'organisation Al Chabaab qui a débuté le 16 octobre. «*Je démens formellement qu'un bâtiment français a bombardé la côte somalienne*», a dit le porte-parole. «*(Mais) il vrai que nous opérons un soutien logistique limité aux autorités kényanes*», a-t-il ajouté, précisant qu'un avion de transport tactique Transall avait été dépêché pour effectuer des rotations entre Nairobi et une localité située au nord du Kenya. (20minutes.fr 24.10)

1.4.2- "*Le Kenya a donné son accord pour aider les forces somaliennes d'un point de vue logistique, mais nous ne permettrons jamais quoi que ce soit qui puisse nourrir les soupçons d'intervention (extérieure)*", a lancé le président somalien, Sharif Cheikh Ahmed. Les deux pays ont signé un accord de coopération pour des opérations militaires et de sécurité, qui limite les interventions kényanes à la région somalienne frontalière du Bas-Juba. (lemonde.fr 24.10)

Vous ne saviez pas que Sarkonapoléon était le chef des armées autoproclamé en Afrique ?

2- Tunisie

Les islamistes d'Ennahda ont revendiqué lundi soir la victoire aux élections constituantes de la veille en Tunisie.

En début de soirée, aucun résultat officiel n'avait été annoncé, à l'exception du vote des Tunisiens de l'étranger, mais la formation islamiste a indiqué sur la foi des résultats affichés localement devant les bureaux de vote qu'elle avait remporté plus de 30% des voix, arrivant en première place sur le plan national et dans la plupart des régions.

"*Nous ne ferons l'économie d'aucun effort pour forger une alliance politique stable au sein de l'assemblée constituante*", a annoncé Abdelhamid Jlazzi, directeur de campagne d'Ennahda (Renaissance).

Sans attendre la proclamation des résultats par l'Instance supérieure indépendante des élections (ISIE), le Parti progressiste démocratique (PDP), formation laïque, a reconnu sa défaite.

Les Tunisiens se sont déplacés en masse dimanche pour élire démocratiquement une assemblée constituante. La participation a dépassé les 90% des inscrits.

Selon toutes vraisemblances, compte tenu notamment du mode de scrutin de liste à la proportionnelle, Ennahda ne devrait pas remporter de majorité absolue à l'assemblée et risque de se heurter à un front de formations laïques.

Les seuls résultats officiels disponibles concernent le vote des Tunisiens de l'étranger, qui votaient avant dimanche.

Sur les 18 sièges qu'ils devaient désigner, neuf sont allés à Ennahda, quatre au Congrès pour la république (gauche) de Moncef Marzouki, longtemps exilé en France, trois à l'Ettakatol, autre parti laïc.

En plus de la rédaction de la nouvelle constitution du pays, les 217 membres de l'assemblée élue dimanche devront former un nouveau gouvernement provisoire avant des élections législatives et présidentielle prévues l'année prochaine.

Dimanche, Rachid Ghannouchi, chef de file d'Ennahda rentré en Tunisie après 22 ans d'exil en Grande-Bretagne, avait parlé de "*jour historique*". En sortant du bureau, il a été hué par des dizaines de personnes aux cris de "*Dégage !*" et "*Tu es un terroriste et un assassin ! Rentre à Londres*".

Pour les observateurs, le parti est tiraillé entre une direction modérée et une base parfois plus radicale.

"*Ennahda a réussi là où nous avons échoué, nous devons nous restructurer, nous devons nous unir une nouvelle fois*", a indiqué Riadh ben Fadhal, du Pôle démocratique moderniste (PDM, coalition de centre-gauche). (Reuters 24.10)

Ils ont redonné vie au cadavre d'Ennahda pour empêcher que les masses laborieuses se tournent vers les partis ouvriers (avec tous leurs défauts).

3- Bolivie

Les autorités boliviennes ont conclu, lundi 24 octobre, un accord mettant un point final au mouvement de protestation mené depuis deux mois par des Indiens d'Amazonie opposés à un projet de route qui a fortement mobilisé l'opinion.

Vendredi, le président Evo Morales avait ouvert la voie à une résolution du conflit en accédant à la principale exigence des Indiens : l'annulation d'un projet routier devant relier deux provinces enclavées en traversant le territoire indigène du parc national Isiboro-Secure, dans le nord-est du pays.

Parmi les demandes des Indiens d'Amazonie figuraient également la fin des activités gazières dans le parc Aguaragüe, qui fournissent 80 % de la production nationale de gaz, la principale richesse du pays, des garanties sur la préservation de leur habitat ainsi que la réaffirmation de leur droit à vivre dans un milieu naturel préservé.

Après l'annonce de l'abandon du projet, qui devait être financé par le Brésil, Fernando Vargas, un des représentants indiens, s'est réjoui que "*le gouvernement a fini par comprendre qu'il ne pouvait pas détruire un parc national*". "*Je ne sais pas si c'est parce qu'il a compris ou parce qu'il a cédé sous la pression de la marche*", a-t-il quand même noté.

Près de 2 000 Indiens ont parcouru à pied 600 kilomètre et bravé l'altitude, le froid, les intempéries, ainsi qu'une violente tentative policière de dispersion qui avait fait 74 blessés à Yucumo (nord-est), avant d'être accueillis en héros la semaine dernière par les habitants de La Paz.

Evo Morales a accepté de rencontrer des représentants des manifestants après avoir tenté, en vain, de négocier par l'intermédiaire de 11 ministres envoyés successivement à la rencontre des marcheurs. Depuis son arrivée au pouvoir en 2006, c'est la deuxième fois que le président bolivien fait marche arrière sous la pression populaire. En décembre 2010, il avait annulé un décret sur la hausse des prix des carburants qui avait déclenché grèves et manifestations violentes. (lemonde.fr 24.10)

4- Libye.

Dimanche, Moustapha Abdeljalil a affirmé que la charia serait la principale source de législation dans la nouvelle Libye, au cours d'un discours à l'occasion d'une cérémonie pour la proclamation de la «*libération*» de la Libye.

«*En tant que pays islamique nous avons adopté la charia comme loi essentielle et toute loi qui violerait la charia est légalement nulle et non avenue*», avait-il indiqué à Benghazi, citant en exemple la loi sur le divorce et le mariage.

Sous le régime de Mouammar Kadhafi, la loi n'interdisait pas la polygamie mais imposait des conditions préalables, notamment le consentement de la première épouse. L'époux doit aussi faire la preuve devant la justice qu'il a la capacité financière de soutenir une famille multiple.

Abdelrahman Al-Chater, un des fondateurs du Parti de la solidarité nationale (centre-droite) a estimé qu'il était «*précoce de parler de la forme de l'Etat*». «*C'est un sujet qui doit être discuté par les différents courants politiques et le peuple libyen*», a-t-il dit.

Dimanche, outre l'exemple de la loi sur le divorce et le mariage, M. Abdeljalil avait annoncé l'ouverture de banques islamiques en Libye qui conformément à la loi islamique interdisent de toucher des intérêts. (libération.fr 24.10)

Rectifions : La guerre de Sarkozy, Cameron, Berlusconi et Obama ne conduisait pas à l'instauration de la charia en Libye, elle était déjà en place, sauf qu'au lieu de profiter au clan Kadhafi, elle profitera à ces impérialistes dont le CNT est l'intermédiaire. A moins que les Libyens s'estiment lésés et se rebiffent contre le CNT...

Quant aux banques islamistes qui seraient des entreprises philanthropiques, c'est une escroquerie, c'est le prétexte tout trouvé pour ne pas rémunérer les dépôts de leurs clients, tandis que les banques s'en servent pour spéculer sur les marchés et empocher des profits.

5- Afrique du Sud

Le président sud-africain Jacob Zuma a limogé lundi deux membres de son gouvernement pour corruption présumée et suspendu le chef de la police nationale pour montrer sa détermination en matière de lutte contre la corruption.

Le chef de l'Etat a précisé à des journalistes que les deux ministres révoqués étaient Sicelo Shiceka (Gouvernance des coopératives) et Gwen Mahlangu Nkabinde (Travaux publics).

Le premier est soupçonné d'avoir dépensé 600.000 rands (74.220 dollars) d'argent public en déplacements luxueux non autorisés. Il lui est notamment reproché de s'être rendu à plusieurs reprises à l'étranger pour rendre visite à une maîtresse emprisonnée en Suisse pour trafic de drogue.

Son collègue des Travaux publics, ainsi que le patron de la police nationale figurent dans un rapport ayant l'aval des autorités pour des agissements illicites lors de transactions immobilières.

Le patron de la police est suspendu avec effet immédiat jusqu'aux conclusions de l'enquête ouverte sur les allégations le concernant. Il conserve toutefois son traitement.

L'enquête porte sur de possibles malversations de sa part concernant des transactions immobilières de la police d'un montant de 265 millions de dollars

Le gouvernement actuel est accusé par certains, y compris par la grande centrale syndicale Cosatu, qui est un allié de longue date de l'ANC au pouvoir, de tolérer une corruption endémique au sein de l'administration. (Reuters 24.10)

Des fusibles, Jacob Zuma ne vaut guère mieux. (lire dans la rubrique internationale : *Afrique du Sud. Les révolutionnaires Gucci. (slateafrique.com) (29.09.11)*)

Social

1- France

1.1- Baisse des commandes ou trop de stock = chômage partiel

Renault va recourir à des mesures de chômage partiel en novembre pour réguler ses stocks, a indiqué lundi une porte-parole du constructeur automobile, alors que son concurrent national PSA Peugeot Citroën a déjà fermé des usines quelques jours en octobre.

L'usine de Douai (Nord), où sont produits les monospace Scenic et la Mégane coupé cabriolet et qui emploie environ 4.800 salariés, sera fermée du 26 octobre au 1er novembre inclus.

Sandouville, où sont produits l'Espace et la Mégane, avec 2.400 salariés, fera le pont du 1er novembre, tout comme Flins, où sont montées les Clio avec 2.700 salariés. A l'étranger, l'usine de Novo Mesto, en Slovénie, sera fermée «*dimanche, lundi, mardi*», a-t-elle précisé. (liberation.fr 24.10)

1.2- Saigner les plus faibles pour engraisser les puissants.

A partir du 1er janvier 2012, les indemnités journalières (IJ) pour arrêt maladie devraient représenter 60 % du salaire net, et non plus 50 % du brut. Le gouvernement justifie ce changement par un besoin d'harmonisation du calcul des indemnités (maladie, accident du travail, congés maternité). En choisissant ce taux, qu'il aurait pu fixer de manière à ce qu'il n'y ait pas de baisse des montants perçus par les malades, il opère une économie de 220 millions d'euros. Une façon de contenir la hausse des dépenses d'IJ.

Certains malades seront touchés directement. Les autres, qui bénéficient de contrats de prévoyance, pourraient voir leurs cotisations augmenter.

Chaque année, 7 millions de salariés se voient prescrire un arrêt de travail. Un tiers sont inférieurs à 8 jours, 57 % sont entre 8 jours et 3 mois, et 13 % vont au-delà.

Le gouvernement renoncera-t-il à réduire le montant des indemnités pour arrêt maladie lors de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2012, qui commence mardi 25 octobre à l'Assemblée nationale ?

Certes, la perte de revenus liée au changement du mode de calcul des indemnités journalières pourra être compensée par les employeurs. Mais de nombreux Français seront touchés. En France, 30 % des salariés ne bénéficient pas d'un contrat de prévoyance. Premiers concernés, les précaires ou les personnes dont la faible ancienneté ne donne pas droit à un complément de rémunération. L'impact sera particulièrement lourd en cas d'arrêt de longue durée.

Pour un smicard, la baisse devrait s'élever à 40 euros par mois, pour un cadre, à 85. Un montant à soustraire non pas du salaire, mais d'un revenu composé d'indemnités et déjà réduit.

Depuis 1945, jamais les indemnités journalières n'avaient été réduites. Un premier changement de mode de calcul, en janvier 2011, avait provoqué une baisse de 1,4 %. Si la nouvelle mesure entre en vigueur, la diminution s'élèvera à près de 6 %. (lemonde.fr 24.10)

Espagne

L'Espagne ne voit pas le bout du tunnel. La crise s'allongeant, le nombre de chômeurs en fin de droit ne cessent d'augmenter : ils seraient2- près de deux millions sur les 4,8 millions de chômeurs espagnols (21 % de la population active) à ne percevoir aucune prestation. Près d'1,4 million de foyers compteraient tous leurs membres au chômage. Et selon les associations de droit au logement, 300 000 familles ont été expulsées de chez elles par les banques parce qu'elles ne payaient plus leur crédit depuis trois ans.

Le 13 octobre, l'association caritative, dépendant de l'église catholique Caritas, a tiré la sonnette d'alarme, annonçant lors de la présentation de son rapport 2010 que la pauvreté en Espagne "*se stabilise et devient chronique*". Le nombre de personnes ayant recours à ses services d'"*accueil et assistance primaire*", qui résolvent les questions d'urgence basiques telles que l'alimentation, est passé de 400 000 en 2007 à 950 000 en 2010. Or seulement 30 % de ceux-ci demandaient de l'aide pour la première fois. Les 70 % restants correspondent à "*des personnes dont la situation empire par manque de solution*", a souligné le secrétaire général de l'organisation Sébastien Mora. Les trois-quarts sont des couples âgés entre 20 et 40 ans avec plusieurs enfants en bas âge. Et pour la première fois, ils sont majoritairement de nationalité espagnole.

La solidarité familiale traditionnelle des pays méditerranéens, qui a si longtemps permis d'épargner les gens de la misère et

de l'exclusion sociale, semble ne plus suffire. "*Chaque année, il y a davantage de personnes qui ont besoin d'une aide d'urgence et le réseau de protection sociale public, qui était faible, diminue et s'érode*", continue M. Mora.

Plan d'austérité oblige, les aides nationales destinées aux chômeurs en fin de droit, limitées à une durée de six mois, sont de plus en plus restrictives. Quant aux régions autonomes espagnoles, obligées de réduire leur déficit monstre, elles taillent dans les budgets sociaux. Les aides au logement, aux familles nombreuses, aux personnes dépendantes ou sans revenu se trouvent, par exemple, sur la sellette en Catalogne.

L'Institut national de statistiques espagnol, l'INE, qui a rendu public la semaine dernière les conclusions de l'enquête sur les conditions de vie 2011 parvient au même constat : la misère augmente à grands pas en Espagne.

Près de 22 % des foyers espagnols vivraient actuellement sous le seuil de pauvreté, fixé à 7 500 euros annuels pour une personne seule ou 13 500 pour un couple avec un enfant. En 2010, ils étaient 20,7 % et 19,5 % en 2009. L'augmentation du chômage en est la principale cause. "*Un signe de la gravité de la situation est que de plus en plus de jeunes, formés et qualifiés, quittent l'Espagne pour trouver du travail ailleurs*", souligne Florentino Felgueroso, directeur de la chaire de capital humain à la Fondation des études d'économie appliquée (Fedea). L'Espagne redeviendra-t-elle un pays d'émigration comme il y a quarante ans ? Selon les études de l'INE, c'est une possibilité si la situation continue de se détériorer.

Les revenus moyens des familles espagnoles ont baissé de 4,4 % en un an, atteignant moins de 25 000 euros annuels par foyer et 9 400 euros annuel par personne. Une famille sur trois n'a pas les moyens d'affronter des dépenses imprévues et 40 % n'a pas les moyens de se payer une semaine de vacances hors de son domicile. Plus alarmant encore, un récent rapport de l'Unicef souligne que 15 % des enfants d'origine étrangère vivent dans des conditions de grave pauvreté et que 6 % souffre de la faim de manière habituelle.

Pour le moment, l'Espagne ne connaît que peu de tensions sociales malgré l'ampleur de la crise. Pas de grève générale. Pas de violence et de délinquance de masse. Seuls les sympathiques "indignés", pacifistes et utopistes, dénoncent les difficultés de la société, gentiment, lors d'assemblées populaires... Mais jusqu'à quand ? (lemonde.fr 24.10)

Quand on parle de "*sacrifices*" que le prolétariat devra consentir dans son combat abattre le régime en place, on ne pense pas seulement à ceux qui y laisseront la vie, ce qu'on vient de lire en fait partie.

Désolé pour les petits-bourgeois qui se disent révolutionnaires, et qui croient qu'il ne faudrait pas en passer par là pour parvenir à l'objectif que nous nous sommes fixés. D'ailleurs, peut importe ce qu'ils croient ou non, puisque les choses se dérouleront ainsi, et qu'ils le veuillent ou non n'y changera rien, d'où l'inanité de leur position qui repose sur l'ignorance du processus qui conduit à une situation révolutionnaire, ce qui ne veut pas dire forcément à une révolution. Il faudrait étayer cet argument.

En substance, on ne souhaite évidemment pas que la classe se retrouve confrontée à des difficultés croissantes pour survivre, il faut avoir conscience que c'est la crise du capitalisme qui conduit inexorablement à cette situation et si tel n'était pas le cas, les conditions objectives qui poussent les masses exploitées à passer à l'action n'existerait pas et le socialisme serait une utopie.

Le problème, c'est que lorsqu'on s'emploie à ignorer cette perspective, on est incapable de proposer une perspective révolutionnaire aux travailleurs qui prennent en compte cet aspect du développement de la situation, on est tout juste capable de leur proposer une orientation politique qui a pour seule objectif une amélioration de leur condition, et comme ils s'aperçoivent que c'est exactement le contraire qu'ils subissent, ils considèrent à juste titre que ceux qui leur proposent cette politique se moquent d'eux, ignorent leur situation ou ne sont pas très sérieux.

Je vais vous livrer le secret du léninisme qui n'en est pas, mais qu'ignore nos dirigeants ou dont ils se sont écartés : être toujours prêt à engager le combat pour le pouvoir, en toutes circonstances, même lorsque la question du pouvoir ne figure pas à l'ordre du jour, lorsqu'elle paraît encore lointaine, de façon à y préparer les militants et les travailleurs. Cela nécessite de partir de la réalité aussi dure soit-elle, de s'en saisir pour la dépasser, au lieu de la nier ou de se lamenter.

3- Egypte

Des milliers de policiers égyptiens ont fait grève lundi pour exiger des augmentations de salaire et le limogeage des hauts responsables de la sécurité compromis dans le régime du président Hosni Moubarak, renversé par la rue le 11 février dernier.

Environ un millier de policiers de base se sont rassemblés devant le ministère de l'Intérieur, dans le centre du Caire. Ils revendiquent notamment une hausse de 200% de leur traitement et la fin des procès de policiers devant des tribunaux militaires. (AP 24.10)

Economique

1- BCE

Les autorités de la zone euro devraient à l'avenir disposer de pouvoirs renforcés pour peser sur les politiques économiques d'un Etat membre qui échouerait continuellement à atteindre ses objectifs économiques, a déclaré lundi le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet.

"*Une deuxième phase devrait être envisagée pour un pays qui échouerait à atteindre les objectifs de son programme*", a-t-il dit.

"*Dans cette deuxième phase, les autorités de la zone euro auraient un rôle approfondi et plus directif dans la formulation des politiques économiques de ce pays.*"

"Appliquer cette idée d'une deuxième phase impliquerait de toute évidence un changement du Traité (européen). Cela impliquerait également une nouvelle conception de la souveraineté." (Reuters 24.10)

Tiens donc, les Etats seraient encore souverains, nous le soupçonnions fortement, tandis qu'il y en a qui n'arrête pas de nous rabâcher le contraire, c'était faux alors, cel explique peut-être pourquoi ils ne sont pas crédibles auprès des travailleurs, non ?

2- Zone euro

Nicolas Sarkozy a certes perdu dimanche une bataille face à Angela Merkel en cédant sur la réforme du fonds de soutien à l'euro et l'évolution des missions de la BCE, mais le temps - et les marchés - pourraient bien lui donner raison à terme.

Car si l'Allemagne a refusé de revenir sur l'un des dogmes de la construction de l'euro - l'interdiction faite à la Banque centrale européenne de financer la dette des Etats -, elle n'en a pas moins accepté de faire un pas de plus dans l'intégration économique et budgétaire en acceptant des garanties accrues pour les dettes des pays en difficulté.

D'une part, via une assurance partielle - sans doute à hauteur de 20% - des nouveaux titres de dette émis sur le marché obligataire primaire par les pays de la zone euro qui seraient chahutés sur les marchés.

D'autre part, via un nouveau "*véhicule spécial*" qui, alimenté par des fonds privés et garanti par le FESF, rachèterait de la dette de ces pays sur le marché secondaire.

Ces mécanismes, qui permettraient de multiplier par dix au maximum la capacité du FESF doté de 440 milliards, resteraient liés à des conditions strictes, selon le voeu allemand, mais ils renforcent encore l'arsenal européen.

D'autant que le FESF, qui peut désormais aussi émettre des lignes de crédit dites flexibles et être utilisé pour recapitaliser les banques, se fondra mi-2012 dans une structure permanente et aux reins plus solides encore : le mécanisme européen de stabilité (MES).

Celui-ci aura statut d'institution internationale et sera doté d'un capital "*en dur*" de 80 milliards d'euros et d'une réserve de capital "*appelable*" de 620 milliards d'euros, qui rendront sa transformation en banque et le recours à l'effet de levier à la fois plus facile et plus évident.

La question de donner accès au MES aux liquidités illimitées de la BCE se reposera donc d'elle-même, avec cette fois un environnement plus porteur.

Les Européens auront entamé une réforme des traités afin de muscler la gouvernance de l'euro et blinder les contrôles sur les Etats les moins orthodoxes sur un plan budgétaire.

La pression des Etats-Unis, des grands émergents, du Fonds monétaire international et des pays hors zone euro, largement favorables aux vues françaises de faire de la BCE le prêteur en dernier ressort de la zone euro, redoublera d'intensité.

Et les marchés auront quant à eux livré leur verdict sur la solution complexe et peu lisible sur laquelle s'est entendue le couple franco-allemand.

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a d'ailleurs laissé la porte ouverte à la question d'une participation de la BCE au processus de réforme du FESF.

"*Dire que la BCE n'est impliquée en rien serait aller trop loin*", a-t-il dit lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet des dirigeants de la zone euro, dimanche soir.

A Paris comme à Bruxelles, des diplomates ayant suivi les discussions entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel au cours du week-end s'accordent à penser que la chancelière n'était pas si inflexible qu'elle veut bien le dire publiquement sur l'évolution des missions de la BCE.

Ces diplomates disent par ailleurs que l'idée française est loin d'avoir été remisée au placard et qu'elle fera sa réapparition au premier signe d'aggravation de la crise.

"*Au bout du bout, ce sont les marchés qui jugeront. Avoir la BCE en soutien, c'est mieux que le contraire*", explique l'un d'entre eux.

"*Et le succès de la réponse européenne à la crise repose sur l'intervention de la BCE à un moment ou à un autre. Tout le monde en est convaincu*", dit-il encore. (Reuters 24.10)

Nous disions récemment que fondamentalement leur objectif à terme est copier le modèle américain aussi bien sur le plan économique que politique, à ceci près que les Etats-Unis sont une fédération d'Etats sans souveraineté ni pouvoir contrairement à l'UE, et que chaque Etat de l'UE continue de défendre ses propres intérêts nationaux contre les autres Etats de l'UE.

Leur objectif : BCE + FESF = MES = Fed = les banquiers, les marchés financiers !

Aux Etats-Unis, c'est la Fed qui décide la politique économique du pays dont le gouvernement ne sera que le porte-parole. Dans l'UE, un tel mécanisme ne peut pas fonctionner, pour y parvenir il faudrait remettre en cause la souveraineté des Etats qui la composent et doter l'UE d'un gouvernement fédéral qui déciderait la politique économique en lieu et place des Etats... comme aux Etats-Unis.

3- Etats-Unis.

Caterpillar a fait état lundi d'un chiffre d'affaires record et d'un bond de 44% de son résultat au troisième trimestre, dépassant nettement les attentes des analystes et faisant preuve d'un optimisme mesuré pour 2012.

Le numéro un mondial des engins de terrassement et des équipements pour l'industrie minière a dit s'attendre à ce que son chiffre d'affaires grimpe de 10% à 20% l'an prochain.

Au troisième trimestre, le groupe a dégagé un bénéfice net de 1,14 milliard de dollars.

Pour l'ensemble de l'année 2011, Caterpillar a dit s'attendre à des ventes atteignant environ 58 milliards de dollars, en incluant sa récente acquisition de Bucyrus.

Caterpillar a indiqué que 2011 serait une année record pour le groupe s'il atteint ses objectifs de résultat et de ventes. Le groupe américain ajoute avoir créé 4.800 emplois pendant ce trimestre, dont 2.000 aux Etats-Unis. (Reuters 24.10)

Les ouvriers de Caterpillar qui ont été licenciés en France (notamment), je ne sais plus si c'était en 2010 ou 2009, apprécieront.

Haut de page

Le 26 octobre

JOURNAL

J'ai terminé de formater les articles mis en ligne hier dans cette page, mettre les passages entre guillemets en italique. Hier j'étais pressé par le temps en raison d'une coupure de courant, aujourd'hui c'est la même chose, on croule sous un déluge de flotte depuis tôt ce matin et et il a plu toute la nuit, mais aujourd'hui c'est Diwali, une fête nationale, donc on a un peu plus de courant ! Le bonheur, c'est qu'à cause de la pluie les pétards sont humides !

Véridique. Avant-hier j'ai voulu acheter du riz pour mon chien, je m'arrête à la coopérative du gouvernement : pas de riz, on ne vend que des pétards ! Bon, j'aperçois à deux pas une boutique qui vend du riz, je demande le prix du riz le moins cher en spécifiant que c'est pour mon chien, on me propose du riz à 22 roupies le kilo, alors qu'ailleurs c'est 13 roupies, je les ai traité de voleurs en tamoul ! Comme j'ai déménagé, je dois faire mes courses chez des commerçants qui ne me connaissent pas, du coup ils essaient de me voler, pas tous mais presque.

Bon c'est férié et je bosse.

CAUSERIE

- Les discussions européennes sur une réponse d'envergure à la crise de la dette semblaient s'enliser mardi... (Reuters 25.10)
Donc attendons demain pour aborder cette question.

Autre chose.

Pour nous détendre, décryptons la note que la curie papale a pondu à destination de ses brebis, dont des extraits figurent dans un article de presse mis en ligne hier dans cette page.

Pour faire bonne figure, elle commence par une concession en dénonçant "*l'idolâtrie du marché*" pour aussitôt benoîtement fustiger la "*cupidité collective*" mêlant dans le même bénitier maudit les nantis et les nécessiteux, car il est bien connu qu'ils possèdent les mêmes pouvoirs et bénéficient des mêmes droits dans la société, et si "*les personnes comme les peuples*" ne savent pas savent pas s'en servir pour dégoter le bonheur sur terre avant de le trouver dans le ciel, c'est parce qu'ils manqueraient singulièrement de "*discernement*" et non parce qu'on s'emploierait sciemment à les tromper sur la nature du malheur qui les accable.

Puis elle tempère cet excès de zèle à la manère d'un dérapage contrôlé en interrogeant les anges à voix haute, en se demandant hypocritement si "*les gens à Wall Street*" serviraient vraiment "*les intérêts de l'humanité et l'intérêt général*". Quelle audace, parbleu, voilà qu'elle blasphème, qui oserait en douter enfin !

Diable, reprenez-vous, patience, pas autant qu'il en faudra pour les miracles tout de même, qu'est-ce que vous croyez les banquiers du Saint-Siège ont aussi les pieds sur terre qu'un Warren Buffet !

Conscient du profond malaise social qui règne dans le vieux monde au bord du chaos, qu'elle se propose de secourir comme pour faire oublier qu'elle en est le complice, sans toutefois évoquer son origine réelle, elle a appelé lundi à la création d'une "*autorité publique universelle* basée sur le modèle de l'ONU qui selon elle ferait partie des "*institutions démocratiques*" et une "*banque centrale mondiale*" calquée sur les "*banques centrales nationales*", donc la Fed, une sacrée référence !

Et comme la démocratie n'est pas vraiment en odeur de sainteté au Vatican, elle a ajouté qu'une telle autorité politique devrait "*gagner ensuite en indépendance*", ce qui signifie en réalité, échapper à tout contrôle des peuples qui devraient en être les esclaves dociles, pour l'éternité, amen ! Et pour parvenir à cette dictature mondiale du capital sur laquelle le prolétariat n'aurait aucune emprise ou si peu, il faudrait que les Etats renoncent à leur souveraineté en procédant à un "*transfert, graduel et équilibré, d'une partie (de leurs) attributions nationales*" au profit d'une "*autorité mondiale et aux autorités régionales*", dont l'UE et la boucle est bouclée, au-dessus de la ceinture cette fois, à l'emplacement du portefeuille...

Si une telle perspective se réalisait un jour, nous pourrions dire adieu au socialisme. Mais, car il y a un mais et de taille, on peut concevoir que quelques Etats acceptent de perdre leur souveraineté, en partie ou en totalité, mais il est inconcevable d'y inclure les pays les plus développés ou des pays de la taille de la Chine, de l'Inde, de la Russie ou du Brésil. La crise de l'UE en est la démonstration si besoin était.

En France et dans les pays de l'UE, pour combattre efficacement cette perspective satanique à laquelle adhère évidemment le Vatican, il faut défendre tous nos acquis sociaux en orientant notre combat politique et syndical dans la perspective du renversement des institutions et du capital, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Toute politique qui se situerait dans un cadre nationaliste, social-patriote, qu'illustre les mots d'ordre de la défense de la démocratie ou de la République qui se confondent avec la défense de l'ordre établi qu'il nous faut renverser, ou encore la défense de la Constitution telle qu'elle existe, toute allégeance au régime quelle que soit la forme ou le contenu qu'on lui donne, à ses institutions, à l'UE, à l'ONU et ses agences, la référence au protectionnisme ou à la démondialisation, etc. devrait être dénoncée et combattue avec le même acharnement que l'on met à combattre les capitalistes et leurs représentants politiques.

Autre sujet.

Le Sénat, dont la majorité est détenue par la gauche, a rejeté mardi la proposition de loi (PPL) du député UMP Eric Ciotti prévoyant un encadrement de type militaire des mineurs délinquants.

L'Assemblée nationale a, de son côté déja adopté la PPL le 12 octobre. Elle sera donc soumise à une Commission mixte paritaire (CMP, 7 sénateurs, 7 députés) pour tenter d'établir une version commune aux deux Chambres. En cas d'échec, ce qui est probable, elle reviendra devant le Parlement mais l'Assemblée nationale aura le dernier mot. (liberation.fr 25.10)

Vous avez bien lu la fin de la dernière phrase, en dernier ressort c'est l'Assemblée nationale qui prime sur le Sénat, la Constitution est ainsi faite, dès lors la majorité des sénateurs peuvent voter ce qu'ils veulent, ce sera sans conséquence, un coup d'épée dans l'eau. Cela signifie que s'adresser aux sénateurs comme le fait le POI est une aberration, inutile ou brasser du vent au-delà de son aspect opportuniste... Rompez une fois pour toute le cordon ombilical avec les institutions et l'appareil du PS !

Cela m'a fait penser à autre chose.

En 1917 les bolcheviks s'adressaient ainsi aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaire au pouvoir avec les cadets : rompez avec la bourgeoisie, attaquez-vous aux fondements du capitalisme, etc. ce mot d'ordre était justifié puisqu'ils n'avaient jamais gouverné, les masses avaient besoin de savoir ce qu'ils avaient réellement dans le ventre pour comprendre qu'ils ne rompraient jamais avec la bourgeoisie, elles avaient besoin de faire cette expérience pour tirer un trait dessus et en tirer des enseignements politiques pour la suite de leur combat. Il était également valable en 36 en France puisque le Parti communiste n'avait jamais gouverné.

Mais plus tard, quand l'expérience avait démontré aux masses qu'elles ne pouvaient pas espérer un changement de société en portant au pouvoir le PS et le PC, ce mot d'ordre était devenu obsolète, impossible à avancer, passer outre ce constat, c'était conduire la classe ouvrière à revivre la même expérience qui se serait soldée par le même résultat, une impasse avant que la réaction revienne au pouvoir, et c'est chaque fois ce qui se passa, on peut ajouter mai 1981.

Les appels en direction des députés du PS et du PCF en 1981 à appliquer une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière reposaient notamment sur l'interprétation erronée qu'elle avait faite de l'expérience de la IVe République de 1946 à 1958 ou de son bilan, sur le refus de combattre ses illusions et de se situer sur le terrain du programme de la révolution socialiste mondiale, sur le refus d'apparaître à contre courant des masses en combattant pour la chute de Giscard sans soutenir la perspective d'un gouvernement de front populaire, même avec des réserves, sans appeler à voter Mitterrand ou Marchais au premier comme au second tour de la présidentielle de 1981.

Une fois qu'on avait appelé à voter Mitterrand, qu'on s'était employé à le faire passer pour un représentant de la classe ouvrière, une fois qu'on avait appelé à voter PS-PCF aux législatives, une fois élus, on était liés par les illusions que nous avions entretenus, on s'est adressé à eux, on pensait que les masses se mobiliseraient, ce fut le cas pendant une très brève période si je me souviens bien, pour que Mitterrand cède sur la cinquième semaine de congès payés car il trainait les pieds, puis plus rien, pas même lorsqu'une politique d'austérité nous fut imposée, les masses estimèrent qu'elles avaient obtenu tout ce qu'elles pouvaient espérer de cette majorité PS-PCF-MRG, leurs illusions n'allaient pas au-delà, et le PCI n'en tint pas compte comme d'habitude, il continua de s'adresser aux députés du PS et du PCF pendant que les masses et le mouvement ouvrier s'enfonçaient dans une léthargie qui allait durer jusqu'à la moitié des années 90, et encore, cela ne concernait qu'une catégorie particulière de travailleurs.

Quand je fais référence aux illusions de la classe ouvrière, il faut préciser qu'elles étaient extrêmement limitées et ne concernaient pas ni ces partis ni la question du pouvoir ou du régime, elles concernaient essentiellement l'amélioration de ses conditions de travail ou d'existence ; à vrai dire, sa réflexion politique, déjà à cette époque, n'allait pas jusqu'à poser la question du pouvoir politique, on nous a volontairement trompé en voulant nous faire croire le contraire, nous sommes tombés dans le panneau parce que nous étions jeunes, donc aujourd'hui corrigeons, cet enseignement sera utile aux jeunes militants.

Au passage, on devrait faire la distinction entre ce qu'on nomme des illusions et l'ignorance proprement dite qui se réfère à une autre réalité. Avoir une illusion, c'est prendre quelque chose pour ce qu'elle n'est pas, tandis qu'ignorer signifie ne pas donner de sens à quelque chose. Quand on a une illusion, on a déjà une idée sur quelque chose, plus ou moins forgée ou enracinée dans notre tête qu'il sera plus difficile ensuite d'extraire, alors que lorsqu'on a aucune idée sur une question, on sera plus disponible à écouter les différentes idées qu'on nous propose, ce qui ne garantit pas qu'on fera le bon choix. Pour avoir des illusions sur quelque chose, en principe cela signifie qu'on y a déjà réfléchi un minimum auparavant, qu'on s'est posé des questions et qu'on a adopté les réponses qui nous semblaient les plus crédibles ou vraisemblables.

On prétend souvent que les masses auraient un tas d'illusions sur des choses auxquelles en réalité elles n'ont jamais vraiment réfléchi, d'où une erreur d'appréciation sur leur état d'esprit ou leur niveau de conscience politique. Cela provient du fait que ce sont des intellectuels qui tiennent ces raisonnements foireux (et dirigent les partis ouvriers), parce qu'eux ils passent leur temps à réfléchir, ils s'imaginent inconsciemment que tout le monde leur ressemble dans la société, alors que ce n'est pas du tout le cas. En conclusion, le mouvement ouvrier se fourvoie parce qu'il est bourré d'illusions, tandis que les masses se fourvoient davantage par ignorance tout simplement. Et qu'on soit ignorant ou bourré d'illusions, on demeure aussi manipulable et réceptif aux idées de la classe dominante.

Si on trouvait le temps d'analyser pas à pas les lignes politique, les tactiques ou les stratégies ou encore les mots d'ordre mis en oeuvre par ceux qui se présentaient comme l'avant-garde au cours des décennies depuis l'après-guerre, on s'apercevrait qu'ils n'ont cessé, soit de nourrir les illusions des masses dans le capitalisme et les institutions, soit de leur prêter des illusions qu'elles n'avaient plus dans les appareils, en projetant leurs propres illusions sur les masses, en leur prêtant les leurs pour justifier leur politique, sous le prétexte de ne pas se couper d'elles, de coller au plus près du mouvement spontanée des masses, si bien est qu'ils ont fini par en épouser les illusions, et à l'étape suivante décréter que puisque la révolution n'était décidément pas

pour demain, il valait mieux abandonner cette perspective et se détourner de la classe ouvrière pour se tourner vers des gens respectables capables d'assumer leurs illusions, des républicains, des démocrates, jusqu'à des élus de tous bords politiques, ce qui aurait pu se justifier dans d'autres circonstances, temporairement, mais comme là encore cette stratégie politique reposait avant tout sur une analyse erronée aussi bien de la situation objective des masses que leurs rapports aux partis et aux institutions, elle conduisait inévitablement à une impasse et se solde naturellement par un nouvel échec, un simple constat.

On sait très bien ce qui se dit au POI : si le Sénat est majoritaire à "gauche" c'est grâce à nous, si la réforme territoriale est suspendue provisoirement, c'est grâce à nous, ben voyons, le POI n'a jamais été capable de toucher autre chose que des maires de villages quelques exceptions près, sa pétition s'adresse à 36 000 maires, quelque 500 000 élus au total, et ce serait quelques centaines de signatures qui changeraient soudain le cours des choses, il faut être naïf pour gober pareille baliverne, il y a des élus qui n'ont pas attendu après vous pour apprendre à lire et s'informer, et vous n'êtes pas la seule source d'information dans ce pays, heureusement d'ailleurs. Quand j'étais militant de l'OCI, on avait réussi à me foutre dans le crâne que c'était grâce à nous si Mitterrand avait été élu, alors que l'immense majorité de la population ignorait jusqu'à notre existence, alors assez !

LES INFOS EN BREF

Politique

France

1- En République bananière

Jeudi, le président s'exprimera dans une émission très spéciale consacrée à la crise de l'euro.

L'organisation même de l'émission qui fait réagir. Libération affirme qu'elle sera produite par une société privée, Maximal production, dirigée par Jérôme Bellay (directeur du journal du dimanche, propriété du groupe Lagardère, dont le patron est un ami du président).

Les syndicats de France Télévision l'ont en travers de la gorge, et parlent d'un procédé "*scandaleux*" et de "*république bananière*". "*C'est parfaitement choquant qu'une émission du service public fasse appel à une société privée*", affirme le secrétaire général du SNJ (syndical national des journalistes), Dominique Pradalié, cité par Le Nouvel Observateur.

Enfin, le réalisateur de l'émission sera Renaud Le Van Kim (Le Grand Journal) qui n'est autre que la personne... qui a mis en scène la cérémonie d'intronisation de Nicolas Sarkozy a la tête de l'UMP en 2004. (lepost.fr 25.10)

2- Lobbying et vases communicants.

Le député PS Michel Sapin a affirmé mardi sur i-TELE que la création de 60.000 emplois dans l'Education proposée par le candidat PS à l'Elysée François Hollande, dont il est proche, serait «*bien entendu*» compensée par des baisses de postes ailleurs.

«*L'idée est de ne pas augmenter le nombre de fonctionnaires*», a poursuivi le député de l'Indre, ajoutant: «*Je dirais même que l'idée est de stabiliser la masse salariale de l'Etat dans le budget de l'Etat*». (libération.fr 25.10)

L'immense majorité des profs voteront Hollande et ils le savent au PS, car leur conscience politique se réduit le plus souvent à leurs intérêts corporatistes. C'est sur la base du refus de prendre en compte ce constat que ce sont construits des partis ouvriers qui comptent parmi leurs dirigeants bon nombre d'enseignants.

On nous a fait le même coup avec le syndicalisme. Dès lors que le combat des syndicalistes n'a pas d'objectif de classe (le renversement du capitalisme - Internationale communiste), il se situe dans la perspective de la préservation du régime capitaliste et de l'ordre établi. Cela est valable pour la conscience politique des enseignants ou des intellectuels en général dont on taira ou ne tentera surtout pas de définir l'orientation politique, par crainte de devoir constater que finalement elle n'a rien à envier aux autres couches d'exploitées subordonnées au capitalisme, qui elles n'ont pas reçu une formation intellectuelle leur permettant de réfléchir davantage à leurs conditions ou avec plus de difficultés.

Il y a fort à parier que si la majorité des suppressions d'emplois ne concernaient pas l'Education nationale, on en entendrait à peine parler.

Social

Grèce

Athènes était paralysée mardi par une nouvelle grève de 24 heures des employés des transports publics, qui privait la capitale grecque de métro, trains, tramways ou autobus. (AP 25.10)

Suisse

Le groupe pharmaceutique suisse Novartis a annoncé mardi la suppression de 2.000 postes au niveau du groupe et une série de mesures destinées à absorber la pression sur les prix.

Le bénéfice net de Novartis a progressé de 7% au troisième trimestre sur un an, pour s'élever à 2,49 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires a totalisé 14,8 milliards de dollars, en progression de 18% en dollar et de 12% à taux de change constant. (Reuters 25.10)

Pologne

L'opérateur télécoms polonais TPSA (24.339 employés) va réduire ses effectifs de 9,4%, soit 2.300 postes, au cours des deux prochaines années, a annoncé mardi la filiale de France Télécom après avoir trouvé un accord avec les syndicats. (Reuters 25.10)

Haut de page

Le 27 octobre

JOURNAL

La mousson a vraiment commencé, il pleut pratiquement sans interruption 24h/24 depuis deux jours. On n'est pas habitué à ne pas voir le soleil. La température a nettement chuté, plus besoin de climatisation ni même de ventilateur la nuit, une fenêtre ouverte fait l'affaire, l'humidité en prime mais on ne peut pas y échapper.

Il pleut parfois pendant deux semaines d'affilée. Pour sortir c'est la galère évidemment. Les commerçants en profitent pour augmenter les prix de 30 à 50%. Lorsque la mousson approche, elle a lieu ici à partir de la mi-octobre ou le début du mois de novembre et elle dure jusqu'à la mi-janvier, je fais quelques provisions pour sortir le moins possible, seul problème, le pain qui moisit au bout de deux ou trois jours, j'ai tout essayé en vain, le seul moyen de le conserver c'est encore de le mettre au réfrigérateur, mais il durcit. L'autre problème, c'est le linge et la literie qu'on croirait sortis de l'essoreuse et qui ne sont pas tout à fait secs, qui finissent par puer et qu'il faut retourner de temps en temps pour les aérer.

C'est la période la plus difficile pour les crève-la-faim qui n'ont pas de toit, qui vivent de la mendicité ou qui récupèrent de la bouffe ici ou là, c'est terrible pour eux. Maintenant que je suis plus à l'aise financièrement, j'ai décidé de consacrer mensuellement une partie de mon budget sous forme d'aumônes à tous les miséreux que je croiserai en faisant mes courses, peut-être un billet de dix roupies à chaque fois, les Indiens donnent une roupie maximum, ce qui est insignifiant, mais bon, c'est mieux que rien ou l'indifférence. Beaucoup d'Indiens donnent, les travailleurs sont généreux en général, les prix ont tellement flambé au cours des trois ou quatre dernières années qu'on a l'impression qu'il y a toujours autant de miséreux. C'est un sujet que l'on aborde rarement car chacun craint de tomber un jour dans l'extrême pauvreté, parce que si le niveau de vie de la population a augmenté, la plupart demeurent pauvres et parviennent tout juste à satisfaire leurs besoins quotidiens.

Ce qui les ruine littéralement, c'est leurs coutumes, chacun se doit d'honorer par sa présence et un cadeau ou de l'argent les dizaines et dizaines d'invitations qu'il reçoit chaque année, sans parler des fêtes annuelles ou des évènements familiaux où y passent une bonne partie de leurs maigres économies, quand ils ne s'endettent pas. La société est ainsi faite, bureaucratique et corrompue, qu'on ne peut pas se passer de sa famille, de ses proches ou de ses relations qui constituent un réseau de connaissances indispensable pour régler certaines questions ou la plupart de nos problèmes.

Je n'y échappe pas, mais comme je ne suis pas habitué à ce genre de relations hypocrites uniquement basées sur des intérêts individuels et qui sont contraires à mes principes, je restreins le nombre de gens que je fréquente à ceux dont j'estime ne pas pouvoir me passer, un calcul fait consciemment qui me révulse ou que je condamne, mais sans lequel il me serait impossible de m'intégrer un minimum dans cette société qui a tout ou presque de la loi de la jungle, encore un paradoxe qui nous est imposé et qu'il faut gérer au mieux, sans y perdre son âme aurait ajouté Marx.

Toutefois je dois préciser dans mon cas, que chaque fois que je fais appel à quelqu'un, cela ne coûte que du temps à cette personne, jamais elle ne débourse une roupie pour moi, alors que moi cela me côute toujours de l'argent, car rien n'est jamais gratuit, avec personne, surtout pas avec la famille dont le tarif est le plus élevé, donc dans les deux cas, jamais je ne profite des autres pécuniairement, je leur demande uniquement de me consacrer un peu de temps, vous me direz qu'ils n'en ont pas beaucoup,

je le sais, c'est la raison pour laquelle j'essaie de me débrouiller seul chaque fois que c'est possible, je déteste faire appel à d'autres pour régler mes problèmes, une question de principe. Si on voulait être sordide ou plus cru, on dirait que j'achète le temps qu'ils me consacrent, tandis que je les dépanne financièrement en y laissant des plumes le plus souvent, voilà en quoi consistent nos relations qui ne me procurent aucune satisfaction contrairement à eux, ce qui se comprend aisément.

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps de commenter "*l'accord*" intervenu entre les dirigeants de la zone euro, la BCE et les banquiers, et qualifié une fois de plus "*d'historique* par l'hystérique du Palais. Vous trouverez un article de Reuters dans cette page qui donne un aperçu de son contenu.

J'ai mis en ligne quelques pages du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°172). Ne cherchez pas une orientation politique dans le "*Reportage au coeur de la grève générale des 19 et 20 octobre 2011*" réalisé par deux deux dirigeants du POI, il n'y en a pas, sauf s'en remettre aux syndicats et au Parti communiste grec ! A aucun moment ils n'évoquent ou proposent l'organisation politique indépendante des masses exploitées pour fédérer l'ensemble des mouvements en cours (avec leurs syndicats et partis) pour créer les conditions d'une situation de double pouvoir à même de rassembler l'ensemble des travailleurs et de revendiquer le pouvoir ou dans la perspective de renverser l'ordre établi. Allez savoir pourquoi...

Le sophisme à la dure épreuve de la réalité.

Il y a quelques jours, je rappelais que le conseiller et plume de Sarkozy, Henri Guaino, était plus dangereux que les exités qui sont aux commandes de l'UMP, car il a l'art de manier la rhétorique, de telle sorte qu'il apparaît comme le témoin innocent ou la victime de la crise au même titre que son auditoire dont il partage les préoccupations, alors que la politique réactionnaire qu'il défend en est en grande partie responsable.

Mais ce talent ne lui est d'aucune utilité face à un journaliste qui laisse échapper une question qui tue, la hausse envisagée ou plutôt à venir ou déjà ficelée de la TVA. C'était sur le plateau de l'émission « Questions d'info » diffusée sur la Chaîne Parlementaire.

Le journaliste de Yahoo relate qu'il n'a pas caché son agacement en levant les yeux au ciel et en haussant le ton. « *Je refuse de répondre !* » s'est-il exclamé, avant d'accuser les journalistes de se prêter au « *petit jeu (…) idiot*» qui consiste à obtenir une dépêche à la fin d'une l'émission. (yahoo.com 26.10)

Il est plus à l'aise face à un auditoire gagné à sa cause ou à un public facile à embobiner ou qui n'a pas les moyens de prendre la parole ou des journalistes aux ordres, cela existe.

Ce qu'il y a d'ironique dans tout cela, c'est que Guano écrit la plupart des discours ou déclarations de politique générale de Sarkozy sans avoir d'autre retour que ce qu'en disent ses opposants par voie de presse ou les médias eux-mêmes, alors que là il teste en direct les réactions et les inquiétudes, le rejet que suscitent la politique qu'il défend.

Guaino se démène pour sauver son maître d'une débâcle électorale annoncée et sa peau par la même occasion. Il faut dire que La Talonnette est très occupée avec la crise de la zone euro et qu'il ne peut pas être partout.

Parmi ses dernières prestations :

- 22 octobre : premier meeting en Corrèze.
- 23 octobre Invité de C'politique, sur France 5.
- 24 octobre : cette fois sur BFMTV et RMC
- 25 octobre : déclaration dans le Journal de Saône-et-Loire
- 26 octobre, invité de l'émission "Questions d'info" organisée par France-Info, Le Monde et l'AFP.

Devinette

Qui veut "*éclairer le chemin*" des années à venir ?

Le pape ? Perdu, c'était le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé, mercredi, lors de son point presse hebdomadaire. Pas besoin d'"*éclairer le chemin*" de la sortie, empruntez le même chemin en sens inverse !

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France.

1.1- Symptôme d'une fin de régime.

Une femme de 68 ans, qui a tenté de s'immoler par le feu mercredi matin devant le palais de l'Elysée, où se tient le conseil des ministres hebdomadaire, en est sortie indemne, grâce à l'intervention d'une policière, a-t-on appris de sources policières. Cette femme s'est présentée devant le palais de l'Elysée vers 10h30, en plein conseil des ministres, et a demandé à entrer pour parler avec un ministre «*pour évoquer ses problèmes de logement*», selon cette source.

«*Elle avait sur elle une petite bouteille d'alccol à brûler et devant le refus, elle a alors tenté de s'immoler. Un de ses vêtements a pris feu*», a ajouté cette source. Une policière de la préfecture de police de Paris de faction devant l'Elysée est alors intervenue «*pour éteindre ce petit départ de feu*», a précisé cette source.

La femme de 68 ans, «*a priori n'a pas été brûlée*», selon cette source. Elle a été prise en charge par les pompiers à proximité du palais de l'Elysée, a constaté un journaliste de l'AFP. Elle a ensuite été conduite vers l'hôpital de l'Hôtel-Dieu à Paris. (20minutes.fr 26.10)

1.2- En régime bonapartiste.

Les parlementaires français sont totalement exclus des négociations européennes, contrairement à leurs homologues allemands qui valident chaque décision d'Angela Merkel.

Une différence qui provient de la nature des régimes politiques allemand et français. Contrairement à la constitution française, le régime allemand est authentiquement parlementaire. D'où la décision de la Cour constitutionnelle allemande, en septembre dernier, de contraindre la chancelière à consulter les parlementaires avant toutes négociations européennes.

Bien qu'informé, les parlementaires français n'ont donc pas leur mot à dire.

Le député socialiste Christophe Caresche concède que l'actuel mode de fonctionnement présente un gain de réactivité, mais il retient surtout ces défauts: "*Il entretient un cruel déficit de débat et d'information et il favorise la mauvaise compréhension des décisions*". (lexpress.fr 26.10)

Ce que regrette ce philistin, ce n'est pas que les institutions de la Ve République soient antidémocratiques et bonapartistes, que l'Assemblée nationale n'ait aucun pouvoir de décision en la matière, mais que le fonctionnement des institutions aboutissent à une "*mauvaise compréhension des décisions*" prisent par le bonaparte de service qui détient ce pouvoir selon la Constitution, décisions que le PS ne peut que soutenir officiellement ou sous le manteau puisqu'il partage la même idéologie, défend les mêmes intérêts fondamentaux et les mêmes objectifs que l'UMP.

Les institutions de la Ve République sont critiquables par le PS, sans les remettre en cause toutefois, quand il n'est pas au pouvoir, et dès qu'il y est, il s'y adapte et loue leur fonctionnement.

2- Italie

Des députés italiens en sont venus aux mains mercredi lors de débats sur les réformes économiques, signe de la grande tension d'une classe politique sous pression des partenaires européens et des marchés.

Au moins deux députés de la Ligue du Nord, membre de la coalition de centre droit au pouvoir, se sont battus avec des membres du parti de Gianfranco Fini, un ancien allié de Silvio Berlusconi et président de la chambre basse.

Deux députés se sont pris à la gorge avant d'être séparés par des collègues.

A l'origine des affrontements, des propos de Fini ironisant à la télévision sur la retraite de l'épouse d'Umberto Bossi, qu'elle aurait prise selon lui à 39 ans.

Bossi, chef de file de la Ligue du Nord, refuse de faire plus que des concessions mineures sur la réforme des retraites, notamment sur le report de 65 à 67 ans de l'âge légal de départ.

La session a été suspendue quelques minutes après la bagarre.

"*Il y a un climat de violence et d'intolérance*", a dit Amedeo Ciccanti, député centriste. "*Nous devons nous calmer car les Italiens*

sont plus qu'énervés par tout cela." (Reuters 26.10)

3- Egypte

Des affiches appelant le maréchal Hussein Tantaoui, qui dirige le Conseil suprême des forces armées au pouvoir en Egypte, à se présenter à l'élection présidentielle sont apparues mercredi sur les murs du Caire, suscitant les craintes des acteurs de la révolution égyptienne.

Le maréchal Tantaoui, ancien ministre de la Défense de Hosni Moubarak, dirige le CSFA, qui a pris les commandes du pays dans la période de transition ouverte par le renversement du "*raïs*", le 11 février dernier.

Depuis huit mois, l'armée assure qu'elle ne présentera aucun candidat à l'élection présidentielle.

Sur les affiches collées mercredi sur des bâtiments du Caire, on peut voir le visage souriant du maréchal Tantaoui, posant en uniforme devant un drapeau égyptien, souligné du slogan: "*Une exigence populaire de stabilité*".

La campagne est officiellement conduite par un mouvement de jeunesse du nom de "*l'Egypte par dessus tout*" qui affirme avoir récolté un million de signatures en faveur d'une candidature de Tantaoui.

Des activistes de la révolution soupçonnent d'anciens caciques du régime Moubarak d'être à la manoeuvre. (Reuters 26.10)

Par facilité ou commodité on a parlé d'une "révolution" en Egypte, alors qu'il n'y a eu qu'un soulèvement d'une partie de la population qui a entraîné la chute du dictateur Moubarak, sans remettre en cause les fondements du régime. Cette réflexion vaut pour la Tunisie. En Egypte, c'est l'armée qui a récupéré le pouvoir, en fait elle le détenait déjà, et en Tunisie ce sont des représentants officieux du régime de Ben Ali qui sont au pouvoir avec la bénédiction de l'armée, dans les deux cas, ils demeurent inféodés à l'impérialisme ou ils sont les porte-parole de ses intérêts.

On aurait pu qualifier ces soulèvements de révolutions si le pouvoir avait échu à des partis ouvriers même bourgeois ou si la classe ouvrière était parvenue à constituer ne serait-ce qu'un embryon de pouvoir politique indépendant de l'Etat, à instaurer une situation de double pouvoir même limitée, or cela n'a jamais été le cas, à aucun moment ces soulèvements ont été suffisamment puissants et organisés pour prétendre menacer les fondements des régimes en place.

En Tunisie, ce sont des partis liés à la bourgeoisie et à l'impérialisme qui sont en passe de constituer une coalition pour gouverner, qui plus est avec à leur tête un parti islamique.

En Libye, il s'est agi avant tout d'un soulèvement à caractère tribal qui s'est appuyé à un moment donné sur le rejet qu'inspirait le régime policier de Kadhafi à toutes les couches de la société en dehors du clan proprement dit du dictateur, sans jamais parvenir à rassembler la majorité des masses exploitées pour le renverser, parce qu'elles étaient dépourvues d'expériences de la lutte des classes, de syndicats et de partis, et demeuraient enfermées dans des structures tribales ou claniques datant de la monarchie, soulèvement qui en dernier ressort s'est appuyé sur une coalition impérialiste pour parvenir à chasser Kadhafi du pouvoir. Le CNT est à la fois une émanation de l'ancien régime monarchique et de l'impérialisme.

Il faut avouer qu'il nous a été très difficile de saisir avec précision le développement de la situation dans ces pays à partir des informations qui nous ont été transmises, qui étaient tronquées, déformées, manipulées ou qui manquaient le plus souvent d'impartialité. Personnellement, j'ai dû me contenter de ce que j'ai trouvé sur Internet. De plus, on n'avait qu'une connaissance très limitée de la situation dans ces pays avant ces soulèvements, on se contentait de généralités. Cela ne nous a pas empêché d'en comprendre l'orientation et de soutenir ces soulèvements, c'est là l'essentiel. Et au-delà d'avoir chasser des tyrans du pouvoir, on retiendra de ces soulèvements qu'ils ont permis à toutes les classes, y compris la classe ouvrière, de disposer désormais du droit de s'exprimer et de s'organiser librement pour défendre leurs intérêts spécifiques de classe...

4- Libye

Le Soudan a fourni des armes, des munitions et d'autres formes d'aide aux anciens rebelles libyens du CNT.

Le Soudan accusait le défunt guide libyen de soutenir les rébellions dans la province occidentale du Darfour ainsi qu'au Sud-Soudan, devenu indépendant en juillet.

A Khartoum, les responsables espèrent désormais une amélioration des relations entre les deux pays, qui partagent une frontière.

Dans un discours prononcé à Kassala, dans l'est, le chef de l'Etat soudanais, par ailleurs recherché par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre au Darfour, a notamment affirmé : "*Les forces qui sont entrées dans Tripoli étaient en*

partie armées par le Soudan". (Reuters 26.10)

Social

1- France

1.1- Et pendant ce temps-là le chômage continue d'augmenter.

Le chômage en France est reparti en hausse en septembre après un léger repli en août, montrent des statistiques publiées mercredi par le ministère du Travail et Pôle Emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité au cours du mois) en France métropolitaine a augmenté de 26.000 (+0,9%) le mois dernier pour s'établir à 2.780.500. Sur un an, le nombre de chômeurs en catégorie A croît de 3%.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi signe une progression de 0,7%, soit 27.600 personnes de plus en un mois, pour atteindre 4.175.800. En rythme annuel, la hausse pour ces trois catégories confondues s'inscrit à 4,5%.

Le mois de septembre a surtout été défavorable aux 50 ans et plus, une tranche d'âge au sein de laquelle le nombre de chômeurs en catégorie A augmente de 2,1% sur un mois et de 14,3% sur un an.

Il a aussi été préjudiciable aux moins de 25 ans puisque, dans cette même catégorie, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,6%. Sur un an, il recule néanmoins de 2%. (Reuters 26.10)

1.2- Alors si c'est pour une "***raison*** jugée "***incontestable***"...

Le groupe PSA Peugeot Citroën s'apprête à supprimer 6.000 postes en Europe l'an prochain, dont 2.500 contrats de sous-traitants, dans le cadre d'un plan qui doit permettre d'économiser 800 millions d'euros dès 2012.

La direction générale du groupe automobile a présenté mercredi, lors d'un comité de groupe européen réuni en session extraordinaire, un plan visant à "*restaurer la compétitivité et la rentabilité de la division automobile*".

Des mesures sur les "*structures du groupe*", notamment dans le commerce, le marketing, l'informatique et la recherche et développement, "*pourraient avoir pour conséquence la suppression de 2.500 emplois en Europe en 2012*", précise un communiqué de PSA Peugeot Citroën. En production, le groupe prévoit une baisse des effectifs de 1.000 postes en Europe.

Lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Industrie Eric Besson a fait savoir qu'il s'était entretenu avec le patron de PSA Peugeot Citroën Philippe Varin à la mi-journée. "*Il m'a confirmé (...) que ce plan était adopté en raison du ralentissement incontestable de la demande automobile européenne et de la pression tout aussi incontestable sur les prix à la baisse*", a dit Eric Besson devant les députés. "*En clair, plutôt cela que des fermetures d'usine*".

PSA a aussi annoncé mercredi un chiffre d'affaires en hausse de 3,5% au troisième trimestre par rapport à 2010 à 13,4 milliards d'euros. Mais le chiffre d'affaires de la division automobile a diminué de 1,6% par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, à 9,31 milliards d'euros, sous l'effet "*des difficultés d'approvisionnement*" et d'une "pression sur les prix accrue depuis septembre. (AP 26.10)

Si le patron de PSA Peugeot Citroën estime la "*raison*" de ces suppressions massives de postes "*incontestable*, pour le ministre de l'Industrie elle l'est forcément ! Quelle est la nature de l'Etat, de quelle classe sociale représente-t-il les intérêts? On a là la réponse.

Rappel :

Comme l'a annoncé Philippe Varin, à la tête du groupe, PSA Peugeot Citroën va investir près de 500 millions d'euros dans cette joint-venture (Peugeot et le groupe China Changan), en sus des 650 autres millions prévus dans le cadre de sa seconde joint-venture. Soit au total, 1,1 milliard d'euros. (usinenouvelle.com 14.02)

Et au même moment :

PSA Peugeot Citroën va investir 3,7 milliards de reais (1,5 milliard d'euros) au Brésil pour doubler sa production d'ici 2015, a annoncé mercredi le ministre brésilien du Commerce et de l'Industrie Fernando Pimentel. (lesechos.fr 27.10)

Les choses sont claires, non ?

1.3- Mercantilisme.

Mercredi soir, la direction de la chaîne d'hypermarchés a finalement fait marche arrière dans l'affaire d'une caissière accusée de vol. «*La direction de Cora Mondelange a décidé de ne pas poursuivre la procédure engagée à l'encontre d'une salariée du magasin*», écrit le groupe sur sa page Facebook officielle. Traduction: face à la mobilisation des internautes sur Twitter et Facebook, Cora a décidé d'arrêter son suicide médiatique.

La caissière était en procédure de licenciement pour avoir récupéré une réduction d'un euro sur un ticket de caisse abandonné par une cliente. Cette représente du personnel CGT de l'hypermarché a livré sa version des faits au micro de France Inter ce mercredi: «*J'ai pensé à mon fils de 8 ans, je l'ai détaché, mais vraiment au vu de tout le monde, et juste après, à 14 heures, à la fin de mon service, on m'a interpellée, l'adjoint de la sécurité et ma chef de caisse me disant que c'est la propriété de Cora*».

La femme est employée depuis dix ans par l'hypermarché et gagne 940 euros par mois. Du coup, les internautes lui sont venus en aide, multipliant les appels au boycott de la marque. (20minutes.fr 26.10)

Les patrons, les dirigeants des entreprises et leurs cadres supérieurs ne s'étonneront pas du sort que leur réserveront les masses laborieuses quand l'heure de la vengeance aura sonné, tellement leur comportement inspire la haine légitime des travailleurs.

Commentaire d'internautes

1- "*Une cliente a laissé son ticket de caisse volontairement ainsi ledit ticket n'appartenait plus à personne et la caissière avait tous les droits pour le ramasser*."

Erreur. Vous confondez un espace privé ouvert au public dans lequel tout ce qui s'y trouve appartient à son propriétaire à défaut d'appartenir à une tierce personne, et un espace public où ce qui n'appartient pas à l'Etat ou la commune appartient à celui qui le trouve, à condition toutefois que cette chose ne soit pas identifiée comme appartenant déjà à quelqu'un.

2- "*C'est le monde à l'envers la victime (caisssière) devient coupable et le coupable (Cora) victime. Comment voulez-vous accepter que cette femme qui travaille depuis 10 ans chez Cora ne gagne que 940 euros par mois ? C'est de l'esclavage moderne. C'est un crime contre l'humanité.*"

Le prolétariat en arme châtiera ces criminels ! Comme il se doit ou à sa manière peu importe. Plus de deux siècles d'exploitation et d'oppression valent bien qu'on les réprime et les terrasse par n'importe quel moyen quand on en aura l'occasion, y compris par le règne de la terreur s'il le faut pour en venir à bout et empêcher que l'ancien régime ne refasse surface un jour. Cela compensera d'une certaine manière tous les sacrifices que la classe ouvrière aura dû endurer pour enfin briser ses chaînes.

1.4- Trop chaud : plus d'eau ; trop froid : plus d'électricité ! Le progès quoi !

Y aura-t-il une pénurie d'électricité en France cet hiver ? Le ministre de l'énergie, Eric Besson, a assuré, mercredi 26 octobre, que le gouvernement resterait vigilant, tout en reconnaisant que "*le premier risque de court terme est celui de l'approvisionnement cet hiver si des facteurs très défavorables étaient réunis*", évoquant notamment des températures très froides, des retards de mise en œuvre de centrales à gaz et à charbon en Allemagne en plus de l'arrêt des réacteurs allemands.

Exportatrice d'électricité durant presque toute l'année, la France est importatrice lors des grands pics quotidiens l'hiver – notamment autour de 19 heures. A cause du chauffage électrique, l'Hexagone est aussi le pays d'Europe dont la consommation augmente le plus par grand froid : pour chaque degré de température extérieure en moins, 2 300 mégawatts de puissance supplémentaire sont nécessaires, soit plus de deux réacteurs nucléaires, selon le transporteur d'électricité RTE.

"*Les hivers froids, comme ça a été le cas l'hiver dernier, on a importé jusqu'à 8 000 mégawatts, essentiellement d'Allemagne. Or cette énergie ne sera plus disponible*, dit Colette Lewiner, directrice internationale du secteur de l'énergie chez Capgemini.

Avant d'être contraint à d'éventuelles coupures maîtrisées, RTE, responsable du réseau à haute tension en France, peut encore recourir à des contrats d'effacement auprès de clients industriels ou lancer des appels au civisme.

"*Mais on est dans un contexte qui est plus inquiétant*", dit-Mme Lewiner, en soulignant que l'Allemagne et la Belgique sont, avec la France, les plus exposées. RTE doit présenter son propre état des lieux sur cette question avant le 10 novembre. Une étude au niveau européen de l'Association européenne des gestionnaires de réseaux sera également présentée fin novembre. (lemonde.fr 26.10)

1.5- Une profession à risque.

Près de 2.700 policiers ont été blessés en service dans l'ensemble de l'agglomération parisienne (Paris et les départements de la petite couronne) sur les 9 premiers mois de l'année 2011, soit une moyenne de près de 300 par mois, a annoncé la préfecture de police de Paris (PP).

Ces policiers ont été blessés "*notamment dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre, de contrôles routiers, d'interpellations*", selon PPrama, la lettre hebdomadaire de la préfecture.

"*Ces chiffres sont à la fois le résultat de la RGPP (révision générale des politiques publiques), avec la baisse des effectifs et le fait d'une délinquance beaucoup plus jeune et plus violente*", a estimé Nathalie Orioli, secrétaire régionale de l'agglomération parisienne d'Unité police SGP-FO (premier syndicat de gardiens de la paix).

"*La riposte face aux policiers est de plus en plus violente, mais il n'y a pas de zone de non-droit pour les policiers qui vont sur le terrain*", a-t-elle ajouté.

"*Bien évidemment le métier de policier est de plus en plus difficile, et ces chiffres reflètent cette réalité. Les gens confrontés aux policiers sont de plus en plus violents*", a également estimé Jean-Claude Delage, le secrétaire national d'Alliance (2e syndicat des gardiens de la paix). (20minutes.fr 26.10)

Chaun sait à quoi il s'expose en choisissant de s'engager dans la police, c'est valable pour d'autres secteurs d'activité, je pense à l'enseignement. Maintenant, on se fie davantage à l'idée qu'on s'en fait plutôt qu'à la réalité, on pense toujours qu'on sera en mesure de faire face à certaines difficultés, et quand on y est confronté, souvent c'est une autre paire de manches car la réalité est encore plus dure que celle qu'on nous avait dépeinte ou ce qu'on imaginait, quand on n'a pas refusé d'écouter ceux qui nous mettaient en garde, pensant qu'ils en rajoutaient pour se faire plaindre ou d'autres raisons, la jalousie par exemple.

Maintenant, la violence qui sévit dans certaines banlieues ouvrières est le produit de la violence de l'Etat qui a produit des couches entières de prolétaires défavorisés, et dont les enfants manquent de repères pour ne pas sombrer à leur tour. On peut les accuser de toutes les tares ou de tous les maux qu'on veut, ils sont à l'image de la société décomposée que les tenants du capitalisme s'acharnent à défendre. Il n'y a aucune autre issue à cette situation que le renversement de l'ordre établi pour reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales.

1.6- En famille, on ne se refuse rien...

Pour accueillir la cérémonie de l'élection de Miss France 2012, qui aura lieu le 3 décembre prochain, la communauté urbaine Brest métropole océane, présidée par le socialiste François Cuillandre, a conclu un accord avec Endemol et a accordé à la société organisatrice du concours une subvention de 237.000 euros, raconte Le Parisien ce mercredi.

François Cuillandre a défendu sa décision de verser une subvention à Endemol – avec le soutien de l'UMP locale – dans les colonnes du Parisien en affirmant qu'il effectuait là «*un investissement en communication*».

Selon lui, «*Endemol assurera devant neuf millions de téléspectateurs au moins huit minutes de promotion de la ville (…). C'est une opération rentable.*» (20minutes.fr 26.10)

Rentable pour qui vous vous demandez peut-être. Réponse à la fin de cet article :

Les 4.000 places mises en vente début octobre pour assister à l'élection sont parties en moins d'une demie-heure. Et ont déjà rapporté 450.000 euros à Endemol.

La municipalité de Brest verse une subvention sur les deniers publics de 237.000 euros à une société privée qui lui rapporte au passage 450.000 euros de recette, donc Endemol - "*société de Maitre Arthur, TF1*" signale un internaute, aura touché 687 000 euros pour avoir organisé un concours infâme dédié au culte de la femme objet.

2- Russie

La région russe de Krasnodar (sud) s'apprête à installer les premières tours d'abandon du pays où des parents pourront déposer de manière anonyme des nouveaux-nés non désirés, qui seront ainsi en sécurité, a indiqué mercredi le département régional de la Santé.

"*Cinq boîtes à bébés ont déjà été livrées par la république Tchèque, et la première sera bientôt installée près d'un centre médical de la ville de Novorossiïsk*", port de la mer Noire, a indiqué à l'AFP la porte-parole du département, Elena Kovlakas.

Ce système "*sauvera la vie de nouveaux-nés abandonnés*" tout en préservant l'anonymat des parents, a indiqué à l'AFP Elena Golberg, une autre responsable du département de la Santé de Krasnodar.

"*Nous voulons mettre un terme à une terrible pratique, lorsque des nouveaux-nés sont laissés dehors*", parfois même dans une poubelle, a-t-elle encore dit.

Une vingtaine de nouveaux-nés ont été remis à des orphelinats de la seule ville de Novorossiïsk l'année dernière, selon l'experte.

La tour d'abandon qui sera installée consiste en un pan amovible dans un mur extérieur ou une fenêtre qui s'ouvre sur une petite cellule chauffée et aérée. Ce dispositif est doté de détecteurs pour alerter les services soignants lorsqu'un bébé y est déposé, selon l'experte.

"*Chaque année des centaines de nouveaux-nés non désirés sont jetés dehors*" en Russie, a indiqué récemment au journal en ligne argumenti.ru le président de la Fondation russe pour l'enfance, Albert Likhanov. (liberation.fr 26.10)

No comment !

Economie

1- France

Un "***succès***" qui pue la chair à canon.

Avec 5,12 milliards d'euros de prises de commandes en 2010, les exportations françaises d'armement ont connu une forte chute par rapport à l'année précédente, où elles avaient atteint 8,16 milliards, ont annoncé mercredi les ministères de la Défense et des Affaires étrangères.

Dans une "*conjoncture difficile*", la France a néanmoins conservé l'an dernier son quatrième rang des pays exportateurs derrière les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie, peut-on lire dans le Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2010.

Les principaux clients de la France ont été l'Arabie Saoudite, le Brésil, l'Inde et la Malaisie.

En préambule du rapport, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, salue un "succès" de la France dans un contexte de crise.

Il y voit un encouragement "*à ne pas relâcher nos efforts et à poursuivre notre action en faveur de nos exportations pour conforter la base industrielle et technologique de défense de notre pays et préserver les 165.000 emplois que compte ce secteur*".

Sur la décennie 2001-2010, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie, la France et Israël se sont partagés 90% du marché de l'armement. (Reuters 26.10)

2- Italie

La lettre d'engagements remise mercredi soir par Silvio Berlusconi à ses partenaires européens promet un ensemble de mesures étalées dans le temps visant à soutenir la croissance et à contenir la dette publique de l'Italie.

Rome annonce notamment un plan détaillé de développement de l'économie d'ici au 15 novembre.

Le président du Conseil italien s'engage également à assouplir le marché du travail en faisant adopter d'ici mai 2012 des règles moins favorables aux salariés et à réformer le système des retraites avec l'objectif de relever progressivement à 67 ans l'âge minimum de départ à la retraite d'ici 2026, tant pour les hommes que pour les femmes.

Berlusconi, que ses partenaires européens avaient sommé ce week-end de présenter un plan de redressement des finances publiques de la troisième puissance économique de la zone euro, promet aussi de dégager cinq milliards d'euros supplémentaires par an sur les trois prochaines années en coupant dans les investissements programmés et en augmentant la rentabilité du secteur public. (Reuters 26.10)

3- Brésil

Le Brésil a rejeté le principe de l'acquisition d'obligations européennes, semant le doute sur les chances de succès d'un projet visant à associer les principales économies émergentes au plan d'aide à l'Europe.

Le ministre brésilien des Finances Guido Mantega a préféré mardi relayer les appels en faveur d'une résolution de la crise par l'Europe elle même, expliquant que le Brésil n'avait aucunement l'intention de racheter de la dette.

"*Je pense que les pays européens n'ont pas besoin de fonds brésiliens pour racheter des obligations. Le Brésil ne l'envisage pas*", a-t-il dit à des journalistes. "*Ils doivent trouver en Europe des solutions aux problèmes européens.*"

Il a toutefois déclaré que son pays pourrait accepter d'apporter un soutien financier par le biais du Fonds monétaire international.

Le Brésil a déjà évoqué le principe d'un rachat d'obligations européennes par les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) avant de faire marche arrière faute de soutien des autres membres de ce groupe de pays émergents.

L'Inde et la Russie n'ont pas manifesté l'envie de proposer davantage d'argent pour aider l'Europe et rien de montre que la Chine en ait l'intention, a dit à Reuters un haut responsable politique d'un pays émergent.

Selon lui, les principales économies émergentes estiment que l'Europe n'en fait pas assez pour trouver une solution.

La délégation de l'Union européenne en Chine a annoncé mercredi que le directeur général du FESF Klaus Regling se rendrait vendredi à Pékin.

Le principe d'une aide des Brics passant par le FMI a également été évoqué par le Brésil, qui exigeait en retour une réévaluation du poids des émergents dans l'institution. Mais plusieurs membres, dont les Etats-Unis, avaient rejeté l'idée, certains analystes expliquant qu'une telle solution aurait dilué leur influence au sein du FMI. (Reuters 26.10)

Haut de page

Le 28 octobre

CAUSERIE

Le document que j'ai mis en ligne *Relance inégale des marchés de l'emploi dans les pays en développement après la crise.* est en anglais, mais on peut facilement lire les nombreux graphiques qu'ils comportent. La version en français présentant un défaut, j'ai dû bricoler un bon moment pour parvenir à obtenir un document qui ne soit pas tronqué, il est lisible, c'est l'essentiel.

Dictature du capitalisme financier

Pour ceux qui n'ont pas eu le temps de le lire, un extrait de l'article mis en ligne le 21 octobre Les 147 entreprises qui font l'économie mondiale (slate.fr), qui relate une étude de l'Institut fédéral de technologie de Zurich :

- "*James Glattfelder, un des auteurs de l'étude, explique avoir mené une analyse «fondée sur la réalité» et visant à éviter les «dogmes», que ce soient «les théories du complot ou le marché libre». Le travail de son équipe a conduit à l'identification d'un «noyau» de 1.318 entreprises qui représentent 20% du chiffre d'affaires mondial mais, à travers leurs prises de participations, contrôlent la majorité des entreprises de l'économie «réelle». Puis, en resserrant encore leur analyse, les chercheurs ont repéré 147 entreprises qui contrôlent mutuellement l'intégralité de leur capital et représentent 40% de la richesse totale du «réseau».*"

Il en faut moins à un actionnaire d'une entreprise pour la contrôler.

Il faut compléter cet extrait en précisant que la plupart de ces 147 entreprises sont des banques, des institutions financières ou des compagnies d'assurance, qui de fait contrôlent le marché mondial et influent sur les cours des matières premières et des monnaies, pour ne pas dire qu'elles les dictent.

Maintenant il ne faut pas tomber dans le panneau qui consiste à limiter la crise actuelle au secteur financier : la crise a ses racines dans les fondements du capitalisme, dans la contradiction qui existe entre d'une part une infime minorité qui représente à peine 1% de la population mondiale, qui disposent des moyens de production et d'échange et qui s'accaparent l'immense majorité des richesses produites et qui en réclament toujours plus, et de l'autre une masse gigantesque de producteurs

qui représentent les 99% restants, qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail qu'ils vendent sur le marché pour survivre, tandis qu'une masse toujours plus importante demeure exclue du marché.

La crise a pour origine cette formidable injustice. Pour en finir avec cette injustice, avec cette crise, il faut en extraire la racine, il n'y a pas d'autres solutions que décréter les moyens de production et d'échange bien inaliénables de la collectivité...

Inde. La palme des inégalités sociales.

J'ai appris qu'en Inde "*le taux de malnutrition dépasse celui de la zone sub-saharienne.*" (Reuters 27.10) Tandis qu'aura lieu dimanche le "*premier Grand Prix de F1 en Inde*". (id)

Le billet le moins cher pour le Grand Prix de dimanche est de 2.500 roupies (36 euros), l'équivalent d'un demi-mois de salaire d'une femme de ménage.

Les entreprises débourseront environ 200.000 dollars (140.000 euros) pour une loge, et toutes ont pratiquement trouvé preneur. (id)

A vomir !

2-1 = 1 et 1+1 = 2. Une trouvaille ; mieux : un exploit ; mieux encore : his-to-ri-que !

L'Etat grec doit 350 milliards d'euros, 210 aux banques et la différence à d'autres Etats. Les banques dévaluent la dette de l'Etat grec de 100 milliards d'euros, donc la la dette de l'Etat grec n'est plus que de 250 milliards d'euros. Mais comme les Etats par le biais de l'UE dans le même temps vont prêter 100 milliards de plus à la Grèce, sa dette globale demeurera inchangée et toujours aussi insoutenable. CQFC.

Les banques exposées à la dette grecque vont émettre des actions pour se recapitaliser, et si les investisseurs n'en veulent pas, ce sera aux Etats de les renflouer. L'avantage d'émettre des actions, c'est que cela ne leur coûtera rien en intérêts, par contre les détenteurs de ces actions toucheront des dividendes chaque années ou pourront les revendre à tout moment en cas de dégringolade à la Bourse.

Autre astuce. Les banques sont sommés de disposer d'un ratio de fonds propres de 9% pour renforcer leur solvabilité financière. Pas de problème, elles vont trafiquer leurs bilans, le réduire de façon à ne pas avoir à immobiliser un centime de plus, comment ? en prêtant moins et/ou en revendant des actifs et le tour est joué.

Tour de passe-passe. La BCE rachète les obligations des Etats qui ont dû passés par les marchés pour les financer, aux taux fixés par ces derniers, et ce sont les contribuables des différents Etats qui paieront la facture finale, plus précisément les intérêts car il sera impossible de rembourser cette dette colossale qui ne cessera de grimper du même coup.

Ce que je n'ai pas vraiment saisi parce qu'il me manque certaines données, c'est d'où provient l'argent dont dispose le FESF, de la BCE ou des marchés. D'un côté j'ai cru comprendre que c'était la planche à billets de la BCE qui le fabriquerait, de l'autre, que ce serait les marchés qui lui fourniraient, mais cela ne colle pas avec une telle somme, 1 000 milliards d'euros, et ils parlent déjà de doubler ou tripler cette somme, seule la planche à billets peut prétendre réaliser un tel miracle ou plutôt mirage.

Autre explication, la BCE fabrique cet argent qu'il met ensuite à la disposition du FESF, qui le prête à un taux très avantageux aux banques et institutions financières, qui elles-mêmes le prêtent à un taux plus élevé aux entreprises et aux particuliers, d'où le bonheur affiché par les banquiers après l'accord intervenu dimanche qui a déclenché l'envolée des cours de leurs actions à la Bourse, le jackpot quoi.

Cette inflation financière va influer sur l'ensemble de l'économie mondiale, de la même manière que la Fed avec ses plans de relance à coups de milliers de milliards de dollars. Qui en fait les frais pour le moment ? Principalement les populations des pays émergents qui subissent une flambée des prix depuis déjà plusieurs années, puis les travailleurs sur tous les contients.

La BCE-FESF copie la FED, tout comme les Etats de la zone euro suivent l'exemple de l'Etat fédéral américain, ce que j'avais expliqué quelques jours plus tôt : ils s'endettent à hauteur de milliers de milliards d'euros qu'ils ne pourront jamais rembourser, ce n'est pas le but du jeu, leur objectif c'est de verser des sommes gigantesques d'intérêts aux marchés financiers ce qui leur permet d'accroître leur emprise sur le marché mondial et les Etats via leurs dettes.

Au jeu de se repasser la patate chaude, cela fonctionne tant qu'on peut la repasser à quelqu'un, mais quand il n'y a plus personne en bout de chaîne à qui la refiler, ils font quoi ? Ils s'en prennent violemment à leur prolétariat pour le réduire en esclavage, ils lui impose une dictature de fer, ils orchestrent une guerre mondiale, quelles autres solutions leur restent-ils ?

Il a sauvé le monde de la "***catastrophe***" !

L'éditorialiste au *Monde*, Françoise Fressoz, a résumé la prestation de Sarkozy, hier soir à la télévision :

- "*Au fond, toute la stratégie de N. Sarkozy ce soir a été de noyer son bilan dans une crise européenne et planétaire.*" (lemonde.fr 27.10)

Cette émission a été produite par le directeur du Journal du Dimanche, Jérôme Bellay, dont la société de production appartient au groupe Lagardère et dont la proximité directe avec le chef de l'Etat n'est un secret pour personne.

Cette émission a été fabriquée sur mesure pour redorer le blason de Sarkozy. Mode d'emploi pour éviter toute fausse notre préjudiciable à son image déjà bien écornée, un euphémisme.

Tout d'abord le choix du producteur.

La Talonnette a décidé de confier la réalisation de ce "*Sarko show*" (L'Express) au directeur du Journal du Dimanche, Jérôme Bellay, dont la société de production appartient au groupe Lagardère et dont la proximité directe avec le chef de l'Etat n'est un secret pour personne. Il faut bien faire gagner de l'argent à ses amis. Et puis le service public...

Ensuite le choix des journalistes.

C'est encore Sarkozy lui-même qui a choisi Jean-Pierre Pernaut et Yves Calvi, dont Jérôme Bellay est le producteur pour son émission C'est dans l'air, tiens donc : tu contraries le président et ton émission saute, tu as compris... Alors qu'une grande partie de cette émission devait être consacrée à des questions économiques, il a écarté délibérément l'idée d'être interrogé par au moins un jounaliste spécialisé dans les questions économiques, il aurait pu relever des inexactitudes dans son discours.

Inutile de commenter son discours, on le connaît par coeur et on savait ce qu'il allait annoncé, il fait la Une de tous les médias. On y reviendra quand les choses se préciseront au lieu de perdre notre temps.

A l'abattoir !

Pour terminer dans la bonne humeur, je n'ai pas vu cette émission, peut-être sa meilleure répartie... prémonitoire mais sans vraiment constituer une surprise :

- Sarkozy : "*Tous les candidats du système - y compris ceux que j'ai soutenus - ont été battus*" (lexpress.fr 27.10) Parce qu'il n'en ferait pas partie...

Ce que Sarkozy n'a pas dit... et contredit Barouin.

L'hypothèse de renoncer aux bonus et aux dividende a été rejetée par Frédéric Oudéa, au micro de la radio Europe 1.

"*Attendez, les dividendes heureusement que ce n'est pas forcément fini*", a-t-il dit, ajoutant que les bonus seraient "*modérés et raisonnables*".

Si le PDG a dit ne pas savoir à l'heure actuelle le montant de recapitalisation qui serait nécessaire à sa banque, il a insisté sur sa capacité à trouver cet argent sans aide publique.

"*On attend le chiffre mais c'est quelque chose qui sera complètement gérable grâce à nos résultats ; on va continuer à faire des profits, on va garder ces profits dans notre banque*", a-t-il déclaré. (Reuters 25.10)

Ah ben alors, "*heureusement que ce n'est pas forcément fini*" de s'enrichir en dormant, vous n'alliez tour de même pas croire qu'on allait cesser de racketter ceux qui produisent les richesses et leur permettre de s'enrichir à notre place, vous rêvez ou quoi !

Non, voyez-vous le "*rêve français*" ce n'est pas vraiment notre truc, c'est hors de notre portée...

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

A "***marche forcée***".

Le nouveau Sénat de gauche a lancé mercredi sa première attaque contre la très contestée réforme territoriale, en adoptant en commission une proposition de loi PS modifiant radicalement son volet consacré à l'intercommunalité. Elle prévoit en partie l'achèvement à marche forcée, sous la houlette des préfets, du regroupement des communes d'ici le 31 décembre 2011. (publicsenat.fr 27.10)

Cela ne vous dit pas d'accompagner vos petits camarades du POI pour demander à la majorité du Sénat si elle est vraiment de gauche ? Non, vraiment pas, vous avez raison, ils sont tout juste bons à gérer la société pour le compte des capitalistes et s'en foutre plein les poches au passage.

2- Parlement européen. Manipulation, récupération.

Le Parlement européen a décerné, jeudi 27 octobre, son prestigieux prix Sakharov pour la liberté de l'esprit à cinq militants du Printemps arabe, a-t-on appris de source parlementaire. Les lauréats sont le protestataire tunisien Mohamed Bouazizi — honoré à titre posthume –, la militante égyptienne Asmaa Mahfouz, le dissident libyen Ahmed Al-Zubair Ahmed Al-Sanusi, l'avocate syrienne Razan Zeitouneh et le caricaturiste syrien Ali Farzat, a précisé cette source. (lemonde.fr 27.10)

Ils ont oublié Stephane Hessel qui a rappelé hier soir dans l'émission diffusée sur TV5Monde Asie, La grande librairie, que le monde courrait à la catastrophe et que la seule solution était de d'en remettre à l'ONU pour oeuvrer à un monde meilleur.

En dehors de ce malheureux Mohamed Bouazizi qui s'était immolé, au passage, j'ai appris qu'il n'avait jamais été diplômé, c'est le Tunisien qui avait lancé cette fausse information pour "*faire monter la sauce*" qui l'a avoué, je l'ai vu et entendu le dire sur TV5Monde Asie, il était tordu de rire, tous les autres sont manipulés par l'impérialisme. Et on n'aurait jamais entendu parler de Stéphane Hessel et de son livret s'il ne faisait pas la propagande de l'ONU. Prix Nobel et prix Sakharov : même sac à merdes !

3- Tunisie

3.1- Résultats de l'élection à l'Assemblée constituante.

Après la proclamation des résultats par circonscription, le président de l'ISIE, Kamel Jendoubi a annoncé les résultats complets du scrutin et les pourcentages des voix obtenues par les partis en compétition.

Au cours d'une conférence de presse tenue par l'ISIE, il a été annoncé l'invalidation des listes du parti Al Aridha de Mohamed Hechmi Hamdi dans six circonscriptions électorales, à savoir celles de Tataouine, Sfax1, Jendouba, Kasserine , Sidi Bouzid et France 2.

Ainsi, Ennadha vient en tête avec 90 sièges à la Constituante, soit un pourcentage de 41,47%, suivi du Congrès pour la République qui remporte 30 sièges, soit un taux de 13,82%. En 3ème position, on trouve Attakattol qui obtient 21 sièges, c'est-à-dire 9,68%, alors qu'en 4ème position figure Al Aridah avec 19 sièges, soit 8,76%.En 5ème position, il y a le PDP qui obtient 17 siège avec 7,82%.

Voici le score des autres partis :

Le Pôle remporte 5 sièges pour un taux de 2,3% autant que le parti L'Initiative .Le parti Afak aura quatre représentants à la Constituante et le MDS 2, Alt. Rév 3, MPUP 1.

Il est à noter que les 8 listes indépendantes auront 12 sièges. Enfin, l'élément féminin dans l'assemblée représente 24% de l'ensemble de la Constituante.

Cela étant, la proclamation des résultats définitifs des élections de l'Assemblée nationale constituante pourrait prendre jusqu'à deux semaines, au cas où un grand nombre de recours sérieux est présenté au Tribunal administratif, a estimé Ridha Torkhani, membre de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE).

Dans une déclaration à la presse, jeudi après-midi, il a relevé que l'ISIE prévoit la réception de nombreux recours dont plusieurs peuvent être sérieux et qui seront en conséquence transmis au Tribunal administratif pour examen.

M. Torkhani a fait remarquer que l'ISIE recevra les recours, dans les 48 heures qui suivent l'annonce de la totalité des résultats partiels, prévue pour jeudi à partir de 20H00. (africanmanager.com 27.10)

3.2- Une formation politique se retire de l'Assemblée Constituante.

Mohamed Hachmi Hamdi (parti Al Aridha) vient de déclarer sur les ondes de la radio MosaïqueFM que sa formation « Al Aridha Achaâbia » se retire de l'Assemblée Constituante. (tunisienumerique.com 27.10)

Ces jours-ci, Hachemi Hamdi ne cessera de faire couler l'encre, sa fulgurante ascension « *surprise* » aux élections de la Constituante l'avait placé sous les projecteurs.

Dans une interview diffusée sur les ondes de Radio Express FM aujourd'hui, jeudi 27 octobre 2011, Hachemi Hamdi semble rappeler à Rached Ghannouchi, la date du 23 juillet 2008.

Le jour où Rached Ghannouchi aurait remis à Hachemi Hamdi, en présence d'un penseur saoudien, une lettre adressée à Ben Ali lui demandant de lui accorder la possibilité de négocier un arrangement. Hamdi a déclaré avoir faxé la lettre à Ben Ali qui aurait refusé la proposition de Ghannouchi.

Hachemi Hamdi a déclaré être en possession de cette lettre. (tunisienumerique.com 27.10)

Mohamed Hachmi Hamdi serait un riche homme d'affaires qui vivrait en Grande-Bretagne et qui n'aurait pas mis les pieds en Tunisie pendant la campagne électorale, c'est ce que des internautes ont signalé. Par ailleurs, j'ai noté que les candidats de cette formation politique sur laquelle j'ignore tout, avaient été invalidés dans les villes où a démarré le soulèvement qui a conduit à la chute de Ben Ali, notamment Kasserine, Sidi Bouzid, ville où Mohamed Bouazizi s'était immolé. Il semblerait qu'il aurait profité du désespoir de la jeunesse et des travailleurs tunisiens pour leur promettre la lune !

3.3- Manifestations et émeutes après l'invalidation de 6 élus du parti El Aridha Echaâbia

3.3.1- Sidi Bouzid.

Aussitôt la décision d'annuler les votes en faveur de la pétition populaire (El Aridha Echaâbia) annoncée, une centaine de jeunes sont sortis et ont pris position dans les carrefours de la ville.

Des pneus incendiés barricadent les routes devant le siège du gouvernorat et du côté du poste de police de la ville. (tunisienumerique.com 27.10)

3.3.2- Menzel Bouzayène. Une locomotive de train a été incendiée ainsi que des opérations de pillage de magasins ont été déclarées en ville, les manifestations essayent, par ces actes, de provoquer les militaires et les policiers. (tunisienumerique.com 28.10)

3.3.3- Kasserine.

Deux à trois mille personnes sont sorties manifester, jeudi soir 27 octobre, au centre-ville de Kasserine après la conférence de presse tenue par l'ISIE. (tunisienumerique.com 27.10)

3.3.4- Sfax.

Des étudiants logeant dans des foyers universitaires à Sfax sont sortis manifester. Ils ont barré les routes de l'aéroport et de Agareb. Il semblerait que les sanctions infligées aux listes d'El Aridha Achaabia soient à l'origine de ce mouvement de contestation. (tunisienumerique.com 27.10)

Lu dans deux autres articles ((tunisienumerique.com). Le 16 et le 20 octobre dernier, deux manifestations regroupant quelques milliers de personnes dont la majorité des étudiants ont été perturbées par des membres d'Ennahdha

4- Argentine

La justice argentine a condamné mercredi l'ancien officier de marine Alfredo Astiz, surnommé "*l'ange de la mort*", et onze autres officiers de l'armée et de la police argentines à la prison à perpétuité, pour crimes contre l'humanité, commis sous la dictature entre 1976 et 1983. (AP 27.10)

5- Chine.

Réunis il y a dix jours pour le plénum annuel du Parti, les dirigeants chinois ont annoncé mercredi un renforcement du contrôle de l'Internet chinois. Dans le même temps est décidée une reprise en main des programmes des télévisions par satellite. À des fins «*morales*» et de stabilité sociale.

Le thème de la grande réunion annuelle du Parti communiste chinois (PCC) était en effet la «*réforme culturelle*». Et en clôture du plénum, les dirigeants communistes avaient adopté une directive visant à préserver la «*sécurité*» et à élargir l'«*influence*» de la culture chinoise. Il s'agit notamment de resserrer le contrôle sur Internet et l'information. Et c'est ce qui se retrouve dans le communiqué du PCC publié mercredi dans les colonnes du Quotidien du peuple. Il y est dit que Pékin va «*renforcer la surveillance et l'administration des services sociaux sur Internet, ainsi que des outils de messageries instantanées, et réguler la diffusion des informations*».

Diverses affaires -dont celle de l'accident de train meurtrier de juillet- ont convaincu Pékin que les choses allaient trop loin, avec une dangereuse perte de contrôle de l'opinion.

Mercredi toujours a été publiée une directive de l'Administration d'État pour la radio, la télévision et le cinéma (Sarft). Ordre est donné de limiter les émissions de téléréalité et autres divertissements légers qui ont fleuri sur les 34 chaînes satellites du pays. Ces programmes, dont la «*vulgarité*» est comparable à celle d'émissions diffusées dans maints pays occidentaux, doivent être remplacés par des tranches d'informations ou culturelles. Au-delà, toute l'industrie culturelle, qui en prend trop à ses aises pour diffuser des points de vue indépendants, est fermement rappelée à l'ordre. Il lui est rappelé qu'elle doit promouvoir les «*valeurs centrales socialistes*», opposées classiquement aux supposées «*valeurs universelles*». Les dirigeants des chaînes sont invités à se focaliser sur le «*champ éthique*». Le document officiel publié mercredi exhorte ainsi à rejeter «le culte de l'argent, l'hédonisme et l'individualisme extrême».

Derrière ces mots, on retrouve le récent et tragique scandale de la petite Yue Yue, cette enfant de deux ans écrasée par deux camions successivement, et que les passants ont laissée mourir en l'ignorant. L'affaire a suscité un vif émoi dans l'opinion publique chinoise, les internautes s'interrogeant sur la crise morale de la société chinoise. Un questionnement sur les «valeurs» que le parti au pouvoir ne peut se permettre de voir aller trop loin. (lefigaro.fr 27.10)

Gageons que ce sujet fut abordé par Sarkozy avec Hu Jintao, à qui il réclame à cor et à cri de participer au FESF...

Economie

1- France. Racket pour renflouer les caisses de l'Etat.

Deux amendements adoptés en commission des affaires sociales prévoyaient de taxer le chiffre d'affaires des casino et de l'industrie du tabac pour financer la sécurité sociale. Ils ont été tous deux rejetés en séance jeudi, le gouvernement s'y étant opposé.

Valérie Pécresse a dit craindre qu'une taxe sur l'industrie du tabac se traduise par une hausse des prix, alors que l'exécutif prévoit déjà 18 % de hausse entre cet automne et début 2012. (lemonde.fr 27.10)

2- Pétrole. Ils se gavent !

Exxon Mobil a fait état jeudi d'un bond de 41% de son bénéfice au troisième trimestre, soit légèrement plus qu'attendu par Wall Street, à la faveur d'une hausse du prix du pétrole et d'une amélioration des marges de raffinage.

Eléments exceptionnels inclus, le bénéfice net du groupe atteint 7,2 milliards de dollars à coût courant, en hausse de 100%. Cette mesure CCS fait abstraction des plus ou moins values non réalisées liées aux changements de valeur des stocks. De ce fait, le solde devient comparable au regard des règles comptables américaines.

Le géant américain, plus grande compagnie pétrolière cotée au monde, a livré un résultat de 10,33 milliards de dollars. (Reuters 27.10)

Shell, première pétrolière européenne par la capitalisation, a fait état d'une hausse de 42% du bénéfice net au troisième trimestre, hors exceptionnels, à 7,0 milliards de dollars à coût courant (CCS, current cost of supply). (Reuters 27.10)

Statoil a précisé de son coté que son bénéfice net ajusté, calculé sur la même base, avait augmenté de 50% à 2,07 milliards de dollars au troisième trimestre. (Reuters 27.10)

Haut de page

Le 29 octobre

CAUSERIE

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, j'ai pu voir un bref reportage sur une manifestation qui s'est déroulée à Rome en Italie après l'annonce faite par Berlusconi de porter l'âge du départ à la retraite (à taux plein) à 67 ans. J'en ai cherché une trace dans les articles de presse de ce matin, en vain.

C'est en cherchant un article sur cette manifestation que j'ai découvert d'autres agences de presse, dont http://fr.novopress.info et http://balkans.courriers.info.

Réaction à la prestation d'avant-hier de Sarkozy, suite.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au *Point*, sur les ondes de RMC : "*au total, si on peut lui accorder un AAA, c'était : Austérité, Artifice, Autosatisfaction !*"

Banksters. Confirmation.

Les dividendes des actionnaires et les bonus des traders et autres dirigeants des banques compris dans la facture qu'ils veulent nous faire payer.

«*Nous aurons certainement une politique de dividende modérée*», a déclaré le PDG de la Société Générale également président de la Fédération bancaire française (FBF), Frédéric Oudéa, sur les ondes de la radio BFM Business, au lendemain d'un accord européen imposant aux banques de renforcer leurs fonds propres. «*Ne condamnons pas l'industrie financière française*», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 28.10)

En famille. Le PS combat la classe ouvrière au côté de l'UMP.

«*Il faut que l'on arrive au pouvoir et que la crise soit purgée. En fait, nous avons intérêt à ce que Sarkozy réussisse*», assure un proche de Hollande. (lefigaro.fr 28.10)

En pratique qu'est-ce que cela signifie ? Réponse dans le projet du PS dont le titre d'un chapitre se suffit à lui-même : «*Assainir les finances publiques : un impératif pour l'avenir et pour réaliser notre projet*». (lefigaro.fr 28.10)

En réalité les moyens ainsi définis et l'objectif du "*projet*" du PS se confondent, et sont une fin en soi : «*Assainir les finances publiques*».

Ceux qui estimaient que le PS pourrait se placer au côté de la classe ouvrière pour combattre la politique d'austérité de Sarkozy en seront pour leurs frais. S'adresser au PS, c'est le légitimer, pire encore, c'est légitimer la politique de Sarkozy privilégiant les intérêts des marchés financiers au détriment de ceux des travailleurs et dont PS souhaite la réussite. C'est se placer du côté de la réaction.

Quant à ceux, souvent les mêmes, qui pendant des décennies se sont tournés vers le PS pour aujourd'hui prendre leur distance avec ce parti, tandis que le PS est demeuré identique à lui-même il faut préciser, trop tard, ils ont amplement fait la preuve de leur incurie politique et ils ne sont pas plus dignes de confiance que ceux cités dans le paragraphe précédent, désolé on ne transigera pas sur ce principe.

LES INFOS EN BREF

Politique

France. On se rassure comme on peut !

Selon Médiamétrie, l'interview de Nicolas Sarkozy, jeudi soir, sur TF1 et sur France 2, a réuni 11 970 000 téléspectateurs, soit 43,8 % de part d'audience. À l'Élysée, on y voit un signe encourageant. (lepoint.fr 28.10)

Question : y en aura-t-il pour affirmer que cette audience constitue un soutien à sa politique ? Pour rappel, le 29 novembre 2007 18,8 millions de téléspectateurs avaient suivi sa prestation à la fois sur TF1 et sur France 2.

Etats-Unis

L'information, révélée par le Washington Post jeudi 27 octobre, n'avait pas été confirmée par le Pentagone ni par l'armée de l'air américaine. La confirmation est finalement venue de la Maison Blanche vendredi 28 octobre. Les Etats-Unis utilisent effectivement l'aéroport d'Arba Minch, dans le sud de l'Ethiopie, pour lancer des opérations dans la Corne de l'Afrique.

Mais le porte-parole de la présidence américaine affirme que ces appareils de reconnaissance ne sont pas armés.

L'aéroport d'Arba Minch est donc un aérodrome éthiopien sur lequel les Etats-Unis n'ont pas de base militaire mais qu'ils utilisent pour faire décoller et atterrir des avions pilotés à distance. Les cibles de ces opérations qui s'inscrivent dans le cadre de la campagne globale des Etats-Unis contre le terrorisme pourraient bien être les shebabs de Somalie. C'est en tout cas ce qu'affirmait le Washington Post jeudi. Cité par l'Agence France Presse, un responsable du Pentagone reconnaissait vendredi que Washington est « *évidemment très inquiet de l'instabilité en Somalie* ». (RFI 29.10)

Social

1- France

1.1- Antisocial !

Les députés ont adopté vendredi un amendement qui gèle les prestations familiales jusqu'au 1er avril, ce qui devrait permettre d'économiser 130 à 140 millions d'euros.

Cet amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012 a été présenté par la ministre des Solidarités, Roselyne Bachelot.

Toutes les prestations familiales sont concernées : allocations familiales, congé parental, prestation d'accueil du jeune enfant et allocation de rentrée scolaire. (Reuters 28.10)

Le ministère de la Solidarité... avec les gangsters de la finance !

1.2- Les vases communicants.

Xavier Bertrand, ministre de la santé, a promis de revenir sur la réforme du calcul des indemnités journalières, qui devaient baisser en passant de 50 % du brut à 60 % du net. Son ministère réfléchit actuellement à une autre mesure, qui pourrait être la création d'un quatrième jour de carence pour les arrêts maladie. (lemonde.fr 28.10)

Précision : les trois jours de carences actuellement en vigueur ne concerne que les travailleurs du secteur privé, à vous de déduire ce que signifie en rajouter un quatrième...

2- Grèce

2.1- Un rassemblement de milliers de manifestants opposés aux mesures d'austérité a entraîné vendredi à Thessalonique l'annulation d'un défilé militaire organisé chaque année pour commémorer l'entrée de la Grèce dans la Seconde guerre mondiale.

Des manifestants ont interpellé le président Carolos Papoulias, le qualifiant de traître, ainsi que d'autres dignitaires qui assistaient au défilé, tandis que des anarchistes ont craché en direction d'officiers de l'armée à la retraite -applaudis cependant par la majorité des protestataires.

Dans d'autres villes, les représentants des autorités ont aussi été interpellés mais la plupart des défilés ont pu se tenir comme prévu, deux jours après l'annonce par les dirigeants européens d'un plan de sauvetage renforcé destiné à aider la Grèce à affronter les tempêtes liées à la crise de la dette.

A Thessalonique (nord), deuxième ville de Grèce, les protestataires ont bloqué la voie empruntée par les participants au défilé, obligeant la police à intervenir et à protéger les dirigeants présents dans une tribune jusqu'à leur départ. Après avoir patienté une trentaine de minutes, le président Papoulias est parti, non sans rétorquer d'abord violemment aux manifestants.

Parmi les manifestants, on comptait des militants de gauche, des anarchistes, des néo-nazis, des personnes n'en pouvant plus des cures d'austérité du gouvernement et des supporters du club de football local Iraklis, sommé de quitter la première division pour cause d'irrégularités financières.

Ils ne représentent qu'une "*petite minorité*", a jugé le président Papoulias. "*La grande masse des gens accepte toutes ces mesures d'austérité qui frappent les plus faibles parce qu'ils espèrent un jour meilleur, quand nous aurons surmonté la crise et nettoyé notre maison*", a-t-il dit.

Les manifestants ont été condamnés par le gouvernement Papandréou et l'opposition conservatrice, alors que certains partis de gauche leur ont trouvé des justifications.

"*C'est une subversion des institutions démocratiques*", a déclaré Elias Mossialos, porte-parole du gouvernement socialiste. "C'est une réponse calamiteuse aux politiques calamiteuses (du gouvernement). Seuls nos ennemis aimeraient nous voir nous diviser ainsi", a de son côté commenté le dirigeant de l'opposition conservatrice Antonis Samaras. (AP 28.10)

2.2- La crise va-t-elle vider les maisons de retraites ? Depuis la rentrée le phénomène s'accélère : enfants et petits enfants préfèrent prendre à leur charge leurs parents âgés et profiter de leur pension plutôt que de payer les quelque 1.000 euros mensuels d'une chambre. La preuve que même les classes moyennes aisées commencent à sérieusement pâtir des effets de la débâcle grecque.

Dans de nombreuses familles, il y a une personne au chômage qui peut d'une part s'occuper de son parent âgé, et d'autre part profiter ainsi de sa petite retraite. La situation semble encore pire en province, particulièrement dans le département de Thessalonique où le chômage a atteint des records, mais aussi dans l'ouest de l'Attique.

Les familles se sont trouvées dans une impasse. « *Je me sens honteuse d'en être arrivée à convoiter la pension de ma grand-mère* », confie une femme de 35 ans, « *mais avec l'argent que nous donnions à la maison de retraite, nous pouvons couvrir beaucoup d'autres dépenses courantes.* » (balkans.courriers.info 15.10, traduit et mis en ligne le 26.10)

3- Espagne

Le taux de chômage en Espagne a atteint 21,5% au troisième trimestre, son plus haut niveau depuis la fin 1996, la stagnation de l'économie ayant largement occulté le dynamisme de la saison touristique estivale.

Le nombre de demandeurs d'emploi s'est ainsi rapproché de la barre des cinq millions, montrent les statistiques officielles publiées vendredi.

La population active espagnole est restée pratiquement inchangée au troisième trimestre, avec une baisse de 2.100 seulement, tandis que le nombre de demandeurs d'emplois augmentait de 144.700 pour atteindre 4,98 millions.

L'emploi a diminué notamment dans la construction, les services et l'agriculture mais il est resté stable dans l'industrie, a précisé l'Institut national de la statistique (INE). (Reuters 28.10)

4-Etats-Unis

4.1- Les signes d'une paupérisation croissante de la population américaine ne cessent de se multiplier.

Ainsi, au sein des jeunes familles dont les parents ont moins de 30 ans, le taux de pauvreté a augmenté de 6 points en 5 ans, atteignant le pourcentage record de 37.3 % en 2010.

C'est le Bureau de Recensement américain qui a révélé ses chiffres particulièrement inquiétants dans son rapport annuel sur la pauvreté aux Etats-Unis.

Plus globalement, le nombre de personnes de tous âges vivant dans la pauvreté est aujourd'hui de 46.2 millions, soit plus de 15 % de la population nationale. (fr.novopress.info 27.10)

4.2- Les inégalités se creusent chaque jour davantage aux États-Unis. Face à la paupérisation d'une part croissante de la population, l'infime minorité (1%) de « très riches », elle, ne cesse de voir ses revenus augmenter.

En effet, dans un rapport du bureau du budget du Congrès, on apprend que ce 1% des plus riches Américains a presque triplé ses revenus sur les trente dernières années.

Le document officiel se penche sur la période entre 1979 et 2007 et montre que les revenus des plus riches ont augmenté de 275% durant ces trois décennies tandis que ceux des plus pauvres n'ont augmenté que de 18%.

Le rapport établit également que les 1% des plus riches détiennent plus de 50% des actions en bourse du pays et que les patrons des plus grandes entreprises touchent des salaires en moyenne 90 fois supérieurs à ceux de l'Américain moyen.

Une situation qui nourrit le mouvement de contestation anti-libéral « Occupy Wall Street » qui occupe les rues américaines depuis maintenant plusieurs mois pour dénoncer les dérives d'un système capitaliste ne profitant plus qu'à l'hyper-classe. (fr.novopress.info 28.10)

Société

France. Dans le sillage de la décomposition du régime.

L'acteur Alain Delon a été nommé président d'honneur de la Société Miss France et présidera à vie le jury du concours de beauté national, a annoncé vendredi Endemol, maison-mère de la Société Miss France.

Un autre acteur, Francis Huster assurera les fonctions de vice-président du jury, au côté d'Alain Delon. (AP 28.10)

Economie

1- FESF. Fantomatique ou comment "***maquiller les chiffres***".

Pour remplacer la principale arme dont dispose la banque centrale des États-Unis, les Européens comptent sur le FESF et ses "*1 000 milliards d'euros*". Problème, "*parler de 1 000 milliards d'euros de capacité de prêts relève d'un abus de langage*", souligne Christian Saint-Étienne, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). "*Il s'agit d'un objectif mais les moyens d'y parvenir ne sont absolument pas donnés.*" La directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, le reconnaît dans des termes très diplomatiques : "*Au cours de la période à venir, il importera de préciser davantage les modalités du fonctionnement de ce FESF renforcé et de la mobilisation des concours dans les proportions envisagées*", écrit-elle dans son communiqué post-sommet.

Mais Georges Ugeux, ancien vice-président exécutif international du New York Stock Exchange et patron d'une mini-banque d'affaires internationale, soupçonne les Européens de "*maquiller les chiffres*".

Selon ses calculs, les banques européennes ne détiennent que 81 milliards d'obligations grecques. Une fois déduit l'effort à fournir par les banques grecques elles-mêmes - qui devront être nationalisées pour encaisser le choc -, ce chiffre tombe à 32 milliards. Avec la décote de 50 % décidée mercredi, l'effort des banques n'est plus que de 16 milliards... sur une dette totale de 350 milliards ! Pas une goutte d'eau, mais presque ! Les autres créanciers, eux (BCE, FESF, Asset manager, hedge funds, autres banques centrales), ne participent en rien à l'effort. "*Il aura fallu toutes ces discussions pour ne rien mettre sur la table ; je tombe des nues*", lâche Georges Ugeux. Les Européens le reconnaissent eux-mêmes, la dette publique grecque ne devrait revenir à 120 % du PIB qu'en 2020. "*Soit autant que la dette italienne actuelle, dont on nous dit déjà qu'elle est intenable*", souligne Eric Dor.

Un autre risque se profile. La recapitalisation à marche forcée des banques européennes, qui doit s'achever en juin 2012 et non plus 2017, pourrait déclencher une raréfaction du crédit et amplifier le plongeon de la croissance. Car pour accroître leurs fonds propres, les banques seront tentées de conserver l'argent destiné au financement de l'économie.

Plus grave encore, "*l'euro, tel qu'il est conçu actuellement, n'a plus de sens*", s'inquiète Eric Dor. Pour que la monnaie unique survive, "*il faut à tout le moins un fédéralisme fiscal*" susceptible de combler les écarts de compétitivité qui se sont creusés au cours des années entre les différents pays, explique l'économiste. Mais les Européens commencent à peine à effleurer le sujet. En attendant, la France va devoir relever le défi de sa compétitivité, prévient Christian Saint-Étienne. Faute de quoi, son AAA est condamné et le FESF avec. Le sommet européen a sans doute permis à Nicolas Sarkozy d'acheter un peu de temps, en calmant provisoirement les marchés. Jusqu'aux élections. (lepoint.fr 28.10)

2- France

Total a publié vendredi des résultats en hausse au troisième trimestre, portés par les prix du pétrole et malgré une légère baisse de sa production, et a dit aborder la fin de l'année "*avec confiance*".

Hors exceptionnels, le bénéfice net de Total s'est élevé à 2.801 millions d'euros au troisième trimestre (+13%), en ligne avec les attentes des analystes, pour un chiffre d'affaires de 46.163 millions (+15%).

Le bénéfice net part du groupe atteint 3.314 millions d'euros (+17%) en incluant en particulier des éléments non-récurrents, essentiellement composés de plus-values de cession, qui ont eu un effet positif de 610 millions d'euros.

Troisième compagnie pétrolière européenne par la capitalisation boursière derrière Royal Dutch Shell et BP, Total a également indiqué tabler sur une hausse de sa production supérieure à 3% l'année prochaine. (Reuters 28.10)

3- Italie

Le coût des emprunts d'Etat italiens à 10 ans a dépassé vendredi 6% pour la première fois depuis le lancement de l'euro.

Le rendement des obligations à trois ans a lui aussi augmenté, à 4,93%, au plus haut depuis novembre 2000. (Reuters 28.10)

4- Grande-Bretagne. Chacun pour soi !

S'adressant aux journalistes britanniques qui l'accompagnaient au sommet du Commonwealth à Perth, en Australie, M. Cameron a de nouveau fait part de sa volonté de défendre les "*intérêts britanniques*" face à ses partenaires de la zone euro et à la Commission européenne.

"*Londres, qui est le centre des services financiers en Europe, se retrouve sous attaques permanentes par le biais des directives de Bruxelles*", a-t-il dit selon des propos rapportés par la BBC et le Daily Telegraph. "*C'est un sujet d'inquiétude; il s'agit d'un intérêt national capital qu'il faut défendre*", a-t-il ajouté.

Les dirigeants de la City se sont en particulier alarmés d'une régulation accrue des produits dérivés, mis en cause durant la crise financière de 2008-2009 et dont la grande majorité des échanges européens s'effectue à Londres.

Ils s'opposent également avec vigueur au projet de taxe sur les transactions financières présenté par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui a reçu le soutien de la France et l'Allemagne.

Pour entrer en vigueur, une telle taxe nécessiterait l'accord des 27 pays de l'Union européenne. Mais Londres craint désormais qu'elle puisse être adoptée à l'échelle des seuls pays membres de la zone euro, ce qui pourrait atteindre par ricochet le volume des échanges londoniens.

La City de Londres emploie quelque 300.000 personnes, mais la crise actuelle commence à faire sentir ses effets et elle devrait perdre 27.000 postes en 2011 et 2012, selon une récente étude de l'institut de recherche CEBR. (liberation.fr 28.10)

5- Grèce. Secret de polichinelle... bien gardé au chaud dans le coffre d'un paradis fiscal au coeur de l'Europe.

Le secrétaire d'État grec au ministère des Finances est à Berne pour récupérer une partie des milliards cachés dans les banques helvétiques.

En 2009, le courtier Helvea, filiale de la banque privée genevoise Pictet, révèle que, de tous les étrangers plaçant leurs économies en Suisse, les Grecs étaient les plus mauvais contribuables. Seulement 1 % des sommes déposées étaient déclarées (contre 3 % pour les Français). Écrasée par les dettes, Athènes s'est sans doute penchée sur cette étude avec beaucoup d'attention. D'autant que le montant des avoirs grecs dissimulés dans les banques helvétiques pourrait atteindre 150 à 200 milliards d'euros.

Ilias Plaskovitis, secrétaire d'État grec au ministère des Finances, est actuellement à Berne. Il est reçu par son homologue suisse, Michael Ambühl. Les deux pays envisagent de signer le plus rapidement possible un accord fiscal similaire à ceux que la Confédération vient de passer avec l'Allemagne et le Royaume-Uni. De quoi s'agit-il ? Les banquiers suisses proposent de prélever eux-mêmes un impôt libératoire sur les revenus des capitaux placés dans la Confédération par les étrangers.

Puis, sans révéler les noms des titulaires des comptes, de reverser cet argent aux pays d'origine. Ce dispositif, baptisé Rubik, présente pour tout le monde des avantages. La Suisse sauve son secret bancaire ; l'autre pays, à défaut de récupérer l'argent planqué, perçoit dorénavant une rente sur les revenus générés par les capitaux dissimulés. Concernant l'accord helvético-allemand, la taxe sera de 26,375 %. Quant au fraudeur, il ne s'en tire finalement pas trop mal. Il est absous de ses péchés moyennant une dîme... (lepoint.fr 28.10)

6- Etats-Unis. C'est tout !

6.1- -Merck, le numéro deux américain de la pharmacie, a annoncé avoir réalisé un bénéfice de 1,69 milliard de dollars, à comparer avec les 342 millions de dollars dégagés un an auparavant, lorsque le groupe avait dû passer plusieurs lourdes charges.

Le chiffre d'affaires mondial s'est quant à lui apprécié de 8% à 12,02 milliards, l'un des meilleurs jamais publié au troisième trimestre par un groupe pharmaceutique. (Reuters 28.10)

6.2- Whirlpool, numéro un mondial de l'électroménager, a revu à la baisse vendredi sa prévision de bénéfice annuel et a annoncé la suppression de 5.000 emplois en raison de la morosité du contexte économique mondial.

Le groupe américain, qui a publié un résultat trimestriel inférieur aux attentes, s'attend désormais à un bénéfice annuel compris entre 4,75 et 5,25 dollars par action, alors qu'il évoquait auparavant le bas d'une fourchette de 7,25 à 8,25 dollars par titre. (Reuters 28.10)

6.3- Chevron a annoncé vendredi un bénéfice plus que doublé au troisième trimestre et dépassant le consensus de Wall Street, grâce à la hausse des cours du brut et à de solides marges de raffinage.

Le deuxième pétrolier américain a fait part d'un bénéfice de 7,8 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires a augmenté de 26% à 61,26 milliards de dollars. (Reuters 28.10)

Haut de page

Le 30 octobre

CAUSERIE

Voici ce que j'ai trouvé dans ma boîte aux lettres avant-hier.

"*Vous recevez cet e-mail parce que vous vous êtes inscrit auprès du M'PEP (Mouvement politique d'éducation populaire - Ndlr) ou que l'un de vos proches vous a inscrit*". Je trouve curieux, sans toutefois en faire un plat, que quelqu'un m'ait inscrit à ce mouvement politique sans m'en parler. A vrai dire j'en ignorais l'existence jusqu'à hier matin.

A première vue, il s'agit d'un "*mouvement politique*" clairement dirigé contre les partis ouvriers, à caractère ouvertement anti-marxiste, stalino-réformiste, qui s'emploie à nier la lutte des classes, par exemple j'ai noté qu'ils considéraient que la notion de classe serait "*obsolète*" et qu'il faudrait la remplacer par celle de "*catégories sociales*, parce que ces "*termes de « bourgeois » et « prolétaires » caractérisent les deux classes qui se développent avec elle à savoir la bourgeoisie industrielle et les ouvriers d'usine*" qui "*à l'époque du capitalisme financier et du déclin de ces deux catégories sociales, ces termes ne sont plus adaptés*", après avoir rappelé que "*ces deux catégories sociales sont pour eux (Marx et Engelks -Ndlr) essentielles dans la mesure où ils voient dans leur antagonisme la possibilité d'un débouché révolutionnaire*." (http://www.m-pep.org)

Résumons leurs intentions, ce qu'ils visent ce ne sont pas ces termes en soi, mais bien les classes sociales qu'ils recouvrent : ces deux classes antagoniques, la bourgeoisie et le prolétariat, seraient en déclin, ce qui est absolument faux aussi bien sur le plan national qu'international ; l'employé dans un bureau ou la vendeuse dans un magasin sont des prolétaires, et le banquier ou l'actionnaire majoritaire d'une multinationale sont des bourgeois, une fois disparues d'un coup de baguette magique ces deux classes aux intérêts irréconciliables, on aura compris que c'est "*la possibilité d'un débouché révolutionnaire*" qui doit disparaître du même coup, parce que les dirigeants de ce "*mouvement politique*" y sont farouchement opposés. Leur "*opinion*", à défaut d'analyses sur le *Manifeste*, consiste à y faire référence pour en nier et combattre ses conclusions qui sont toujours d'actualité. Pour qui roulent-ils, devinez ?

On est donc en présence du produit achevé, de l'objectif que poursuivent tous ceux qui dénoncent les dérives des marchés financiers, qui appellent à une meilleure répartition des richesses ou qui se bornent à exiger l'annulation de la dette publique, et qui refusent farouchement qu'on s'attaque aux institutions et aux fondements du capitalisme qui inclut l'expropriation sans rachat des propriétaires ou actionnaires des grandes entreprises qui sont des bourgeois ou des capitalistes. Dès lors qu'on n'est plus en présence de classes sociales aux intérêts antagoniques, la lutte des classes n'a plus aucun sens, on ne forme plus qu'une grande famille, elles ne reposent plus sur une contradiction fondamentale qui les repousse chacune dans leur camp et les conduit à se combattre, de chaque côté de la barricade, il n'y a plus qu'à réunir ces " *catégories sociales*" dans un même combat (front populaire, union nationale) et défendre ensemble l'intérêt général et la boucle est bouclée.

Bref, une entreprise contre-révolutionnaire qu'il faut combattre. On y reviendra. J'allais oublier de préciser qu'y sont associés entre autres, Attac, le PCF, le PG et le NPA, ainsi que des altermondialistes comme il se doit. Le POI a refusé de s'y associer.

A propos du Mécanisme européen de stabilisation. (MES)

J'ai mis en ligne des articles et des documents sur le Mécanisme européen de stabilisation (MES). On s'étonnera encore du silence assourdissant des partis ouvriers parlant soit-disant en notre nom sur une question aussi essentielle. Jugez plutôt à travers quelques extraits ou réflexions que j'ai trouvés sur le Net.

L'auteur de la traduction de ce traité précise qu'il n'a toujours pas été traduit en français, il n'existe à ce jour qu'une version en anglais et en allemand. Au chapitre *Bibliographie* du portail wikipedia.org qui traite de ce sujet, on a confirmation que tous articles relatif au MES sont parus en anglais. J'ajoute qu'il n'existe en français que le projet de traité que j'ai mis en ligne ce jour.

En guise d'introduction (http://www.haoui.net) :

- "*Imaginez une autorité nouvelle qui demande, quand elle le veut, aux Etats de payer dans les 7 jours des montants non plafonnés. Une autorité qui peut accuser sans être accusée. Une autorité dont les dirigeants et employés bénéficient de l'immunité. Une autorité qui ne peut pas être attaquée par les tribunaux. Des gouvernements qui ne peuvent plus revenir sur les engagements pris par leurs prédécesseurs auprès de cette autorité. Une autorité non élue qui détiendrait dans une seule main les caisses des Etats européens.*

Et bien cette autorité est en cours de création. Elle s'appelle le MES, le Mécanisme Européen de Stabilité qui devrait entrer en vigueur en 2013. Vous n'en avez jamais entendu parlé ?"

Non hélas ! Essayons de rattrapper le temps perdu.

En préambule précisons que c'est le 11 juillet 2011 que le Traité établissant le Mécanisme européen de stabilité a été signé par les représentants des États membres de l'Union. Ajoutons que le 23 mars 2011, le Parlement européen avait approuvé l'amendement de l'article 136 du TFUE (Traité de Lisbonne) après avoir obtenu la garantie que la Commission européenne, et non les États membres, jouerait un « rôle central » dans le fonctionnement du MES, en regrettant dans le même temps qu'elle n'ait pas été impliquée plus tôt. (wikipedia.org)

1- Extrait du traité instituant le MES

Article 3 - Objet

L'objet du MES est de mobiliser des fonds et fournir une assistance financière, sous stricte conditionnalité de politique économique, au profit des Membres du MES qui connaissent ou sont menacées par des problèmes de financement grave, si cela s'avère indispensable pour sauvegarder la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble. A cet effet, le MES est en droit de lever des fonds par émission d'instruments financiers ou en concluant des accords financiers ou autres arrangements avec les Membres du MES, les institutions financières ou d'autres tiers.

Article 8 - Capital social

1. Le capital social s'élève à 700 milliards d'euros (EUR 700 000 000 000).

Article 9 - Appels du capital

[...] Les Membres du MES, irrévocablement et inconditionnellement, s'engagent à payer sur demande l'appel de capital effectué par le Directeur Général conformément au présent paragraphe, cet appel devant être payé dans les sept (7) jours suivant la réception de ladite demande.

Article 10 - Les changements dans le capital social

1. Le Conseil des Gouverneurs [...] peut décider du changement du capital social et de la modification de l'article 8 et l'annexe 2 en conséquence.

Article 27 - Le statut juridique du MES, les immunités et privilèges.

3. Le MES, ses biens, fonds et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de toute forme de procédure judiciaire, sauf dans la mesure où le MES renonce expressément à son immunité dans le but de toute procédure ou par les conditions de tout contrat, y compris la documentation sur les instruments financiers.

4. La propriété, le financement et les actifs du MES, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le lieu, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de saisie, de prise ou forclusion par action de l'exécutif, judiciaire, administrative ou législative.

Article 30 - Immunités des personnes

1. Gouverneurs, Gouverneurs suppléants, Directeurs, Directeurs suppléants, le Directeur Général et membres du personnel doivent être à l'abri de poursuites à l'égard des actes accomplis par eux dans leur qualité officielle et jouissent de l'inviolabilité à l'égard de leurs papiers officiels et documents, sauf lorsque le Conseil des Gouverneurs renonce expressément à cette immunité.

Bref, ils disposent d'un pouvoir illimité donc sans aucun contrôle, c'est officiellement la capitulation de la démocratie au profit de la dictature de l'aristocratie financière, contre laquelle seule la révolution socialiste mondiale constitue une alternative pour tous ceux qui combattent pour la renverser.

On comprend le silence des partis ouvriers qui sont tous à leur façon alignés sur le mot d'ordre stérile de la défense de la démocratie, démocratie qui a justement permis d'en arriver là...

2- Extrait d'un article de la Lettre d'informations économiques stratégiques internationales (liesidotorg.wordpress.com)

- Le MES remplacera ces deux-là (MESF et FSFE -ndlr) et aura autorité de vider les Caisses d'État quand elle veut et aussi souvent qu'elle veut. Le MES sera sans limite! Le Conseil du MES sera composé des 17 Ministres de Finances, qui en deviendront les Gouverneurs. C'est eux qui prendront les décisions. Les parlements nationaux n'auront rien à dire sur ce MES, ni sur ses Gouverneurs, qui bénéficieront d'une immunité à l'extrême (comme d'ailleurs tous les gens qui y travailleront.)

3- Commentaire d'un d'internaute

- "*Si par coup d'état nous entendons la prise du pouvoir réel et la limitation du pouvoir du Parlement national démocratiquement élu, alors le traité du MES est un coup d'état dans 17 pays simultanément.*

C'est entièrement en accord avec la philosophie de la Commission Européenne, qui, selon son Président Barroso, doit être le gouvernement économique de l'Union, qui doit définir les actions que les gouvernements nationaux doivent exécuter. (28.09.11)"

Je précise que ces gens-là sont loin d'être de farouches adversaires du capitalisme, encore moins des révolutionnaires, il suffit de lire les commentaires des internautes qui figurent sur ce site pour en être convaincu.

3- Point de vue d'une autre source (http://francesudouest.wordpress.com)

- "*Qu'y a-t-il de spécial dans ce traité du MES? Les Ministres des Finances auront une nouvelle fonction à temps partiel comme Gouverneur du MES. Les parlements nationaux n'auront aucune autorité sur ces ministres lorsqu'ils agissent en tant que Gouverneurs. Les Gouverneurs disposeront librement des Caisses de l'État. Un droit de véto pour les parlements nationaux n'est pas prévu. Ratifier ce traité, c'est la mort des démocraties souveraines de la zone euro.*"

Quoi de mieux qu'un paradis fiscal au beau milieu de l'UE pour installer le siège du MSE : à Luxembourg !

4- Pour Trichet, aucun doute, les désirs des marchés sont des ordres auxquels les Etats doivent se soumettre, mieux ils doivent les devancer !

Interview du journal *Le Monde* hier :

Jean-Claude Trichet : Cet accord doit être appliqué rigoureusement et rapidement dans toutes ses dimensions, y compris celle de l'amélioration de la gouvernance. Les décideurs doivent s'efforcer d'être en avance sur les événements même si le temps des décisions dans nos démocraties n'est pas nécessairement celui des marchés.

Un des principaux défis de la zone euro réside dans la communication avec les investisseurs du reste du monde qui ont de la peine à déchiffrer les processus de décision européens. Pourvu que leurs décisions soient rapidement appliquées, les nations de la zone euro ont les moyens d'améliorer la perception que le reste du monde a de l'Europe.

A une autre question il répond que jamais l'indépendance de la BCE n'a été remise en cause, indépendance vis-à-vis des Etats avec la complicité de leurs présidents, gouvernements et institutions nationales, dépendance vis-à-vis des marchés dont la BCE est le porte-parole.

En filigrane et sans le nommer, il a fait référence au MSE : "*Demain, il faudrait que l'on puisse imposer à un pays les décisions indispensables après plusieurs refus d'appliquer les recommandations formulées par la gouvernance européenne. (...) Cela demande un changement de traité, désormais explicitement envisagé par les gouvernements de la zone euro, ce dont je me réjouis. "Après-demain", on peut envisager un changement institutionnel plus profond, avec un véritable exécutif européen.*" (lemonde.fr 29.10)

Parole d'internaute

- "*Il se pourrait que l'on ait une forte inflation qui côtoie une déflation.*

L'inflation porterait sur les dépenses incompressibles (alimentations, énergie) et la déflation frapperait les autres types de dépenses, créant un effet ciseau assez redoutable.

Les entreprises produisant des biens de nature déflationniste verront la demande s'écrouler, ce qui provoquera un chômage important, agissant à nouveau sur le niveau de la demande…

Les ménages auront beau faire attention, l'épargne réalisée sera vite dévorée par l'inflation des biens de premières nécessité."

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Cessation de paiement pour les 11 centres médicaux mutualistes du département. Les salariés des centres de santé ne seront donc pas payés au mois d'octobre. Une situation qui ne fait que s'envenimer. Après-midi tendu au siège des centres de santé mutualistes. Un comité d'entreprise s'est tenu toute à l'heure, à Marseille, dans les locaux de la direction des centres de santé.

Les 1200 salariés et les 450 praticiens ne percevront donc pas leur salaire du mois d'octobre.

Une situation inadmissible selon les syndicats qui ont réclamé l'annulation de ce comité.

Ils réclament également que le Préfet « *prenne ses responsabilités* ». Selon Dominique Eddi, secrétaire du syndicat des médecins mutualistes : « *Le gouvernement a une entière responsabilité. Si jamais nous disparaissons, cela va être une catastrophe sanitaire dans l'accès aux soins* ».

10% de la population des Bouches-du-Rhône est soignée dans les centres de santé mutualistes soit 200 000 patients chaque année. Des fermetures qui priveraient les plus modestes d'un accès correct aux soins.

Un administrateur judiciaire devrait être nommé dans les semaines qui viennent.

Les syndicats appellent à une manifestation mardi 8 novembre devant la Préfecture des Bouches-du-Rhône. (lesmoutonsenrages.fr, source : http://www.maritima.info 29.10)

1.2- Air France a indiqué samedi avoir assuré, à 17h, "plus de 80%" de ses vols dans la journée en dépit de la grève de ses hôtesses et stewards pour ce week-end de Toussaint prolongé. Ce mouvement a été déclenché par les syndicats des personnels navigants commerciaux (PNC) pour protester contre les diminutions d'effectifs sur certaines liaisons moyen-courrier.

Dans un communiqué, la direction prévoit à nouveau d'assurer environ 80% de ses vols prévus dimanche. Ce jour-là, neuf long-courriers sont annulés au départ et neuf autres à destination de Roissy, même si la compagnie aérienne note que "*des retards et certaines annulations de dernière minute peuvent intervenir au cours de ce mouvement*".

Les négociations entamées le 10 octobre pour éviter ce conflit n'ont pas permis d'obtenir un accord avec la plupart des syndicats et seule l'UNAC-CGC a levé son préavis. Le SNPNC-FO, l'UNSA, la CGT, Sud et la CFDT ont maintenu les leurs, appelant hôtesses et stewards à cesser le travail de samedi à mercredi inclus. (AP 29.10)

2- Australie

La compagnie aérienne australienne Qantas a brutalement décidé samedi de clouer tous ses avions au sol, en plein coeur d'un conflit avec les syndicats qui avait entraîné plusieurs perturbations ces dernières semaines.

Cette suspension des vols se poursuivra tant que les syndicats n'auront pas "*retiré leurs revendications extrêmes et conclu un accord avec nous*", a prévenu le directeur général Alan Joyce, expliquant que les personnels n'auraient pas accès à leurs postes de travail. "*C'est une crise pour Qantas. Si le mouvement continue comme l'ont promis les syndicats, nous n'auront pas d'autre choix que de fermer Qantas pièce par pièce*".

Le personnel ne sera pas rémunéré à partir de lundi. Alan Joyce a estimé que la suspension des vols allait coûter 20 millions de dollars (14,1 millions d'euros) par jour à la compagnie, qui avait déjà réduit ses programmes de vols depuis plusieurs semaines.

Richard Woodward, le vice-président de l'Australian and International Pilots Association, un syndicat de pilotes, a accusé Qantas d'avoir "*mis un couteau sous la gorge de la nation", estimant qu'Alan Joyce était "devenu fou*".

Le gouvernement australien a demandé un arbitrage d'urgence de la justice. L'audience a ajournée tôt dimanche matin après l'exposé des arguments de la compagnie et des syndicats. Elle devait reprendre dimanche après-midi, le gouvernement demandant que la compagnie se voit ordonner de reprendre ses vols dans l'intérêt économique du pays.

Quand la mesure de suspension des vols a été annoncée, 36 vols internationaux et 28 vols intérieurs étaient en cours, selon une porte-parole de la compagne. Les avions en vol ont poursuivi leur route jusqu'à leur destination, et au moins un appareil qui s'apprêtait à décoller s'est arrêté en pleine piste, selon un passager. Parmi les passagers qui se sont retrouvés bloqués, figuraient les dirigeants des 17 pays participant à un sommet du Commonwealth à Perth, dans l'ouest de l'Australie.

Qantas, la dixième plus grosse compagnie du monde et l'une des plus rentables, a provoqué la colère des syndicats en août en annonçant qu'elle comptait améliorer ses activités à l'étranger, déficitaires, en créant une compagnie basée en Asie qui aura son propre nom et sa propre marque. Un millier d'emplois seront supprimés dans le cadre d'un plan de restructuration. (AP 29.10)

3- Grande-Bretagne

Bond de 49% des revenus des directeurs des sociétés cotées au Footsie-100. L

ondres (awp/afp) - Les dirigeants des grandes entreprises britanniques ont vu leurs revenus augmenter cette année de moitié par rapport à 2010, selon une étude publiée vendredi, dont les résultats ont suscité la colère des syndicats à l'heure où le pays doit se serrer la ceinture.

Les revenus des directeurs des sociétés du Footsie-100, l'indice vedette de la Bourse de Londres, ont bondi de 49% pour atteindre 2,7 millions de livres (3 millions d'euros) annuelles en moyenne, selon les calculs du cabinet Incomes Data Services (IDS).

Cette somme comprend le salaire, l'exercice des stock-options, les divers plans de rémunération variable à long-terme et les bonus, ces derniers ayant augmenté de 23% à 906.044 livres en moyenne en 2011 en dépit des polémiques récurrentes sur leur bien-fondé.

"*A l'heure où les salariés subissent une baisse de leurs salaires réels et risquent de perdre leur emploi, il pourrait être difficile pour les entreprises du Footsie-100 de justifier l'augmentation significative des revenus de leurs dirigeants sans fournir d'explication*", a commenté Steve Tatton, le responsable de l'étude.

La grande majorité des Britanniques voient en effet leur pouvoir d'achat rogné par une inflation supérieure à 5%, tandis que le chômage est au plus haut niveau depuis 17 ans.

Les salaires nominaux progressent beaucoup moins que le rythme de l'inflation, ce qui signifie que les salaires réels -qui reflètent le véritable pouvoir d'achat- reculent dans le pays.

Dans ce contexte, rendu encore plus difficile pour les ménages par le plan d'austérité drastique du gouvernement, cette étude a suscité la colère des syndicats.

"*Ces dirigeants ont utilisé l'argument des conditions économiques difficiles pour imposer une baisse des salaires réels, qui ont porté un coup au niveau de vie des gens et à l'économie dans son ensemble, mais ils n'ont pas montré la même modération en ce qui concerne leur propre paye*", a dénoncé Brendan Barber, le secrétaire général de la confédération des syndicats britanniques, le Trades Union Congress (TUC).

"*C'est un autre exemple éclatant de la manière dont se comportent ces porcs cupides qui dirigent nos entreprises*", s'est enflammé Paul Kenny, secrétaire général du syndicat GMB, l'un des principaux du pays. (http://www.romandie.com 29.10)

Haut de page

Le 31 octobre

CAUSERIE

Dans la rubrique consacrée au MSE j'ai rajouté le document suivant : *Modalité de fonctionnement du MES. (Conseil européen) (25.03.11)* (http://www.luttedeclasse.org/dossier/ue_mes_250311.pdf)

Réaction. Le saviez-vous ?

A propos de monsieur Jibril, Premier ministre du CNT : - "*M. Jibril avait aussi créé des sociétés de négoce, dont une chargée du commerce du bois de Malaisie et d'Australie avec son ami français Bernard-Henri Lévy*."

(http://www.luttedeclasse.org/dossier/qatar_media_230911.pdf)

Le Front national, un parti d'extrême droite, clone du Parti national socialiste allemand.

De nombreux intellectuels, commentateurs politiques ou dirigeants de partis politiques de droite prétendent que le FN aurait changé. Les mêmes ou d'autres affirment qu'il serait différent du Parti national socialiste allemand d'Hitler.

Bref, ils estiment que ce parti d'extrême droite serait devenu fréquentable comme s'il y avait urgence à le rendre présentable aux yeux du plus grand nombre qui jusqu'à présent l'assimilent à un parti nazi, du reste, ils ne savent plus quel qualificatif employer pour le justifier.

Par exemple, parce qu'il aurait repris dernièrement dans son discours certaines valeurs démocratiques ou républicaines ainsi que les questions sociales qui préoccupent les travailleurs, pour en fait mieux les combattre, davantage dans un second temps qu'aujourd'hui. Ce recentrage politique plutôt qu'un revirement, s'explique à la fois par la crise ouverte du capitalisme depuis 2007-2008 et par les objectifs que poursuit le FN.

Sa nature sociale n'a pas changé évidemment. Quelle est-elle ?

Pour répondre à cette question, voyons comment s'articule la politique de l'extrême droite en général en examinant son discours social et son discours politique.

Son discours social.

1- Il consiste à dénoncer les méfaits du capitalisme (finance, Bourse, UE), mais attention pas le capitalisme en lui-même qu'il épargne, on verra plus loin pourquoi. Il se présente en défenseur des intérêts des travailleurs qui subissent les violentes conséquences de la crise du capitalisme.

A ce titre son discours est proche de celui des partis dits de gauche, à l'exception du PS qui a décidé ouvertement de se placer au côté de l'UMP en soutenant la recapitalisation des banques avec l'argent des contribuables, en soutenant la BCE et l'UE...

2- Bien que relayer au second plan momentanément ou selon les circonstances, il continue de développer le thème de la préférence nationale qui est la partie émergée de sa politique xénophobe, antisémite et raciste.

Son discours politique.

1- Il consiste toujours à dénoncer les "élites" et les partis institutionnels qui se succèdent au pouvoir et le monopolise depuis des lustres.

2- Il s'attaque aux institutions.

3- Il n'a pas abandonné son discours de combat anticommuniste.

Il y a une logique dans sa démarche, il poursuit un objectif non avoué que l'on ne peut saisir qu'en replaçant sa politique dans le cadre du développement de la crise du capitalisme, et l'incapacité de ce dernier de parvenir à la résoudre.

Ses objectifs.

1- Dans un premier temps, à cette étape de la crise du capitalisme et des institutions. Son objectif consiste

à attirer vers lui les travailleurs qui n'ont jamais été attirés par les partis se réclamant du socialisme et qui ont déjà été au pouvoir ou qui sont en bonne position pour y accéder, principalement le PS et le PCF.

Il consiste également à détourner de ces partis les travailleurs qui avaient des illusions en eux et qui n'en ont plus sur leur manque de volonté ou leur incapacité à résoudre leurs problèmes, travailleurs qui peuvent être attirés par un parti tenant un discours ferme sur la sorti de l'euro et de l'UE, qui s'engage à s'attaquer aux privilèges des capitalistes pour satisfaire leurs revendications sociales, ce qui est d'autant plus facile qu'il n'a jamais gouverné le pays et a toujours pu ainsi taire ses réelles intentions s'il était au pouvoir.

Il compte profiter de la crise pour récupérer tout ceux qui n'en peuvent plus et sont prêts à mettre leur sort entre les mains d'un sauveur suprême sur lequel il ignore tout ou presque. Demain, ils constitueront le gros des troupes du lumpenprolétariat qui s'attaqueront violemment aux partis et aux syndicats ouvriers.

2- Son discours s'adresse également à la petite-bourgeoisie fortement malmenée par la crise et dont certaines couches ont déjà rejoint les rangs du prolétariat, à celles qui craignent d'y tomber demain, qui face à la décomposition du PS et accessoirement aux hésitations de ses satellites, principalement le PG, à la disparition des centristes dont le gros des troupes à rejoint l'UMP, estiment que tous ces partis ne seront pas capables demain de maintenir leur niveau de vie ou de le faire progresser, pour toutes ces raisons des pans entiers de la petite-bourgeoisie peuvent être tentés de rejoindre le FN en croyant que leur situation ne pourra pas être pire après 2012 s'il parvenait au pouvoir.

2- Dans un second temps.

En imaginant que le FN parviendrait au pouvoir ou qu'il serait en position de le prendre par un coup de force ou encore qu'il lui tomberait dans les mains une fois le front populaire défait. Il disposerait dès lors d'une armée de lumpenprolétaires encadrés par les membres de la petite-bourgeoisie qu'il aurait formés, rejoints par des pans entiers de la bourgoisie et l'armée.

L'ordre, dans lesquelles les différentes étapes du mécanisme par lequel il parviendrait à ses fins, dépendrait des circonstances précises qui lui auraient permis de parvenir au pouvoir.

1- Ils commenceraient par dissoudre les partis et les organisations ouvrières, arrêtés, emprisonnés leurs dirigeants ou pire encore, liquider l'avant-garde révolutionnaire, puis il dissoudrait les institutions.

2- Il en profiterait pour suspendre les libertés démocratiques, la presse serait muselée...

3- Ensuite, une fois les travailleurs totalement désarmés, il s'attaquerait à leurs droits sociaux, notamment en augmentant la durée du travail, en supprimant les congés payés, en totalité ou en partie, il supprimerait le Code du travail, etc.

4- Un seul parti demeurant ou un seul courant politique ayant le droit de citer, l'extrême droite, en présence d'une telle audace ou autorité qui en imposerait aux naïfs ou ignorants, ceux-ci confondant moyen et fin, le parti d'extrême droite rassemblerait la majorité des masses exploitées.

Faisons une pause et posons-nous une question :

Et dans tout cela où serait passée la dénonciation des "excès" du capitalisme, de la "cupidité" des capitalistes ? Elle aurait disparu ! Bien, mais alors qu'est-ce qui la remplacerait, car il faudra bien orienter dans une direction la haine des masses ainsi manipulées s'ils veulent continuer de les contrôler, car à cette étape bien qu'ils aient atteint en partie leur objectif, il va falloir le consolider et qui sait passer à l'étape supérieure.

C'est là que la dénonciation des juifs, des Arabes, des Noirs, des traîtres socialistes à la nation sera réactivée ou plutôt repassera de nouveau au premier plan dans son discours, les accusant d'être à l'origine de tous les maux des travailleurs, Français depuis de nombreuses générations et blancs de préférence.

L'objectif final du parti d'extrême droite est donc de réussir là où le parti officiel du capital aura échoué : infliger une sanglante défaite politique à la classe ouvrière, la mettre au pas pour pouvoir l'exploiter davantage, lui imposer un degré d'exploitation et d'oppression qu'il était impossible d'envisager tant qu'elles disposaient de ses partis et organisations, tant que les institutions garantissaient leur existence. Conditions également préalables à un conflit armé, à une guerre, disons de préférence, une fois que l'état d'esprit des masses est bien imprégné des thèmes xénophobes, antisémites et racistes du parti d'extrême droite.

Le FN et l'UMP ont les mêmes objectifs, seuls les moyens pour y parvenir les distinguent.

En conclusion, le parti d'extrême droite et le parti officiel du capital poursuivent les mêmes objectifs, à ceci près qu'en temps normal par le biais des institutions la classe dominante parvient à ses fins, avec la complicité des partis institutionnels se réclamant

du socialisme il faut préciser, et en temps de crise, lorsque le pouvoir de la classe dominante s'érode, que la décomposition des institutions s'accélère et s'amplifie, que le régime croule sous les scandales, que l'autorité de l'Etat est remise en cause, que le rapport de forces bascule au profit de la classe ouvrière, qu'elle s'enhardit et se fait de plus en plus pressante pour voir régler ses problèmes, quand la bourgeoisie est quasi paralysée car incapable d'affronter directement la classe ouvrière pour lui imposer une brutale régression sociale, elle passe le flambeau de la réaction à l'extrême droite qui fera le sale boulot à sa place, quand elle ne s'y associe pas il serait préférable de dire.

En guise d'épilogue.

Des extraits d'un article du Figaro paru hier qui revient sur le discours tenu par Marine Le Pen dimanche lors du «Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI. Vous y retrouverez une partie de l'argumentation que j'ai développée sur le FN et l'extrême droite en général.

Après l'annonce de mesures d'austérité supplémentaires par Sarkozy ou le gouvernement.

- «*Comme d'habitude, ce sont les classes moyennes et les classes populaires qui vont souffrir.*»

- Des économies pourraient également être trouvées, selon Le Pen, dans la fonction publique territoriale, qu'il faut «*réduire massivement*». «*Notre pays est en voie de féodalisation*», affirme-t-elle, en évoquant «les centaines de milliers d'associations» financées par les collectivités ou encore «*les seigneurs des régions*».

- En revanche, assure Marine Le Pen, «*il ne faut pas toucher à la fonction publique d'État* » parce que «*leur disparition a un coût social*». Un virage à 180 degrés dans la doctrine du parti d'extrême droite. Entre les lignes, Marine Le Pen le reconnaît, notamment lorsqu'elle évoque sa main tendue aux enseignants le 29 septembre. «*Le monde enseignant avait une vision caricaturale, probablement à cause des syndicats qui sont à gauche*», analyse-t-elle. Puis elle ajoute : «*Il y avait une forme de défense de la part du FN. On nous critiquait. On nous caricaturait. On avait peut-être des réactions caricaturales.*» (lefigaro.fr 30.10)

Il faut ajouter pour étayer la conclusion que j'ai tirée, qu'elle se vante que des "*gaullistes historiques*" aient rejoint le FN.

Il faudrait étayer mon argumentation en ajoutant des citations et des faits tirés de régimes aux mains de l'extrême droite. Si un camarade avait le temps de s'y coller car le temps me manque, je suis preneur. On pourrait citer les banquiers et les industriels qui se sont enrichis pendant la seconde guerre mondiale. Comment en quelques années, entre la chute du front populaire et le début de la guerre, des capitalistes ont constitué des fortunes, etc. Mais aussi en Espagne ou au Chili.

Et puis, quand on y réfléchit un instant, les conditions de travail imposées aux travailleurs sous un régime fasciste ressemblent étrangement à celles que connaissaient la classe ouvrière avant qu'elle ne se constitue en classe vers la fin du XIXe siècle...

Le FN gouvernerait pour le compte des capitalistes au même titre que l'UMP avons-nous dit. Mais que veulent-ils de plus ces capitalistes que ce qu'ils ont déjà ? C'est une question qu'il faudrait traiter une autre fois. La crise résulte de l'accumulation du capital entre quelques mains, et ils ne savent plus où l'investir. Bien, mais cela ne suffit pas comme argument, c'est même plutôt léger ou inconsistant. A côté de l'argumentation purement économique ou sur les fondements ou les contradictions des lois de fonctionnement du système capitaliste qui conduisent à la crise, on peut développer une autre argumentation plus accessible aux masses.

Ils veulent tous ce que les plus riches d'entre eux possèdent : un parc de voitures de luxes, des villas gigantesques aux quatre coins du monde, un jet privé, un yatch de plusieurs dizaines de millions d'euros, pouvoir dépenser des centaines de milliers d'euros en une soirée sans que leur fortune s'en ressente, etc. Bref, ce ne sont pas des dizaines ou des centaines de millions d'euros qu'il leur faut, mais des milliards à dépenser pour leur seul plaisir. Ils aspirent à la luxure, au libertinage le plus débridé, à la jouissance suprême que seul l'argent et le pouvoir peuvent leur procurer, à condition d'en posséder ou d'y puiser, d'en user de façon illimitée et qu'ils en aient toujours autant ou plus de préférence... quite à affamer la moitié de la population mondiale et de réduire le reste en esclavage s'il le faut. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

France

1.1- Intox, la propagande gouvernementale en marche.

Selon notre enquête OpinionWay, 55 % l'ont jugé convaincant, jeudi soir à la télé.

Selon cette étude réalisée les 28 et 29 octobre, 55 % des personnes interrogées ont trouvé le chef de l'État convaincant, contre 45 % ayant jugé l'inverse. Un pourcentage en hausse de 19 % par rapport à sa dernière intervention télévisée du 11 février 2011.

Globalement, ses propos sur la crise de l'euro et l'intérêt de soutenir la Grèce ont été largement jugés convaincants. Ainsi, c'est quand Sarkozy a évoqué le travail du couple franco-allemand qu'il a été jugé le plus convaincant (69 % contre 30 %). Autre bonne nouvelle pour l'Élysée : 60 % des sondés l'ont trouvé convaincant quand il a défendu la réforme des retraites. Un fort taux d'adhésion qui semble donner raison aux proches du président, qui assurent que les réformes sont bien perçues par les Français.

C'est sur les «*affaires*», notamment les soupçons de financements illégaux de la campagne d'Édouard Balladur, que Nicolas Sarkozy a été jugé le moins convaincant (62 % ne l'ont pas trouvé convaincant). Même mauvais score quand le président a évoqué sa candidature à un second mandat : 52 % des sondés (contre 46 %) l'ont trouvé peu convaincant.

«*Le président a été bon pédagogue sur la crise*, poursuit Bruno Jeanbart, directeur général adjoint d'OpinionWay. *Mais il est plus clivant quand il propose des solutions (réindustrialisation de la France, lutte contre les déficits, NDLR) ou quand il revient à la politique politicienne.*»

Ses électeurs de 2007 paraissent toutefois lui faire de nouveau confiance, après des périodes de doute : ils ont été 91 % à le trouver convaincant jeudi, contre 75 % lors de ses derniers vœux télévisés. (lefigaro.fr 30.10)

OpinionWay avec Ifop est l'institut de sondages attitré de l'Elysée, c'est la première chose. Ensuite, à la première ligne Le Figaro précise que c'est lui le commanditaire de ce sondage bricolé "*selon notre enquête*".

Ce que montre ce sondage, si on estime qu'il y a en moyenne deux adultes dans chaque foyer ayant regardé cette émission, c'est que pratiquement un électeur sur deux a suivi ce show de La Talonnette, 12 millions multipliés par deux égale 24 millions, pour quelque 45 millions d'électeurs au total.

Ensuite ce n'est pas parce que 12 millions d'électeurs ont suivi cette émission qu'ils auraient forcément des illusions dans Sarkozy, et bien que le Figaro pratique la méthode Coué, en désespoir de cause il n'a pas pu empêcher qu'une nouvelle fois une majorité désapprouve la candidature de Sarkozy en 2012, ce qui reflète le rejet massif qu'il inspire dans le pays qui va bien au-delà de 52%.

Cela étant, et c'est une indication à prendre en compte, ils ont été le double à regarder le "Sarko show" (Le point) par rapport à celle qui avait été consacrée aux "primaires" du PS. Tentons une explication : Les électeurs potentiels n'avaient sans doute aucune illusion dans le PS, tandis qu'un certain nombre d'entre eux pouvaient être curieux de voir comment Sarkozy allait s'y prendre pour transformer le plomb en or, leur vendre sa politique réactionnaire dont ils subissent les conséquences quotidiennement, bref se vautrer lamentablement. D'autres ont pu regarder cette émission l'angoisse au ventre, pressés de savoir quels mauvais coups il allait encore leur asséneér d'ici les présidentielles en espérant que ce ne serait pas le cas.

Il a eu beau soigner sa présentation, mais dès qu'il a abordé les questions concrètes qui concernent tous les travailleurs, sa cote de popularité est redescendue brusquement, conformément à tous les sondages qui le placent à 20 points de Hollande, comme quoi la méthode Coué ne fonctionne pas toujours, cela dit il faut s'en méfier comme de la peste, car elle est l'arme suprême de l'extrême droite.

1.2- Terra Nova vous présente le programme antisocial du PS.

(Allez plus loin encore que Maastricht - note du site)

La France n’a pas d’autre choix que de restaurer l’équilibre de ses comptes publics au plus vite en respectant les deux points de passage qu’elle s’est fixée: un déficit ramené à 3% en 2013 puis 2% en 2014, jusqu’à l’équilibre en fin de mandature.

(La recette pour y parvenir : la même que Sarkozy à hauteur de 80 milliards d'euros - note du site)

Ce sera difficile: le déficit structurel est encore de 4 points de PIB, il y a donc 80 milliards à trouver.

(pourquoi pas au MSE ! - note du site).

Les hypothèses d’élaboration de la loi de finances (croissance notamment) ne doivent plus être arrêtées par le ministre des Finances (...), elles doivent être confiées à une autorité indépendante (typiquement l’Insee transformée en autorité administrative indépendante)

(payer la dette des capitalistes jusqu'au dernier centime - note du site)

Terra Nova a proposé que le taux de croissance retenu ne soit pas une hypothèse moyenne, mais une hypothèse basse (...)

Et il n'y a plus de dérapages budgétaires en exécution. Au contraire, il ne peut y avoir que des bonnes surprises. Ces «*cagnottes*» éventuelles sont affectées selon une règle préalablement fixée par le Parlement: en l'occurrence, étant donné le stress budgétaire actuel, 100% serait fléché vers le désendettement (...)

(plus fort encore que la "règle d'or", les noces de diamant avec le CAC40 - note du site)

Il s'agit en quelque sorte d'une «*règle d'or*». Mais pas une règle d'or d'objectif, qui relève une fois encore de l'affichage et n'a aucune efficacité. C'est d'ailleurs une proposition tout-à-fait baroque car la France a déjà introduit une telle règle d'or dans la Constitution en 2007! L'article 34 alinéa 7 fixe ainsi un objectif d'équilibre des comptes publics:

«*Les orientations pluriannuelles des finances publiques sont définies par des lois de programmation. Elles s'inscrivent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.*»

(Soumission totale à l'UE et la BCE - note du site)

Les critères du pacte de stabilité européen (maximum de déficit à 3% du PIB et de dette publique à 60%) ont également valeur constitutionnelle…

(Elargir la RGPP aux collectivités locales et à la sécurité sociale - note du site)

En aucun cas, la RGPP ne peut répondre aux objectifs structurels, qui se chiffrent en dizaines de milliards. Il faut certes maintenir une RGPP rendue «intelligente» et la généraliser aux collectivités locales et à la sécurité sociale. Mais cela ne suffira pas.

(Il faut maintenant aller plus loin et s'attaquer aux structures de la fonction publique - note du site)

Terra Nova invite à un changement de méthode: non plus se limiter aux économies de gestion à politiques publiques constantes; mais s'attaquer aux politiques publiques elles-mêmes. Il faut accepter de modifier le périmètre des politiques publiques.

Nous ne l'avons jamais fait: nous avons toujours empilé les politiques nouvelles sur les politiques anciennes, sans jamais les remettre en cause. C'est ce qui explique le niveau exceptionnel de la dépense publique: 56% de la richesse nationale. Il y a des politiques du passé qui ne sont plus prioritaires aujourd'hui. (...)

(Pour qui roule le PS : la réponse suit - note du site)

A long terme, la clé est de cesser d'assassiner les investissements. (...) (quel terme faudrait-il alors employer pour qualifier ce que des millions de travailleurs et leurs familles vivent au quotidien ? Ces philistins ne se posent pas cette question, ils sont étrangers à la classe ouvrière et vivent confortablement. - note du site)

(Pour justifier cette politique réactionnaire, le PS reprend à son compte l'argument fétiche de l'UMP, de l'UE, de la BCE et du FMI - note du site)

La montée en puissance des contraintes de finances publiques, depuis trente ans, a eu comme conséquence l'asphyxie progressive des investissements publics. (slate.fr 30.10)

En réalité, c'est la baisse des recettes de l'Etat correspondant aux cadeaux faits aux capitalistes et la soumission de la Banque de France au diktat du marché par l'intermédiaire de la BCE qui est responsable de la situation actuelle. Au-delà, c'est la politique économique qui a été adoptée pour à la fois satisfaire l'appétit insatiable des marchés financiers qui dominent le capitalisme mondial, et accessoirement pour que le capitalisme français conserve sa place sur le marché mondial, afin de préserver la paix sociale en France.

Libye

La Libye de l'après-Kadhafi bascule dans un cycle de violences tribales et de représailles qui, s'il n'est pas enrayé, risque de saper l'autorité du nouveau pouvoir, de susciter d'autres formes d'insurrection et de relancer le chaos.

Plus d'une semaine après la mort du "guide", nombre de Libyens jugent le pouvoir intérimaire incapable de réfréner ses brigades

et d'interrompre des actes de vengeance en série. (Reuters 30.10)

Social

France

Le Journal du Dimanche, qui n'identifie pas ses sources, détaille ce que pourraient rapporter cinq mesures phares, dont la plus significative est la hausse de la TVA à 5,5% qui touche certains produits et services.

Les travaux dans les logements pour les particuliers, la restauration et les services à domicile seraient visés. Les deux premières mesures rapporteraient 1,5 milliard d'euros avec une TVA à 7% et 3 milliards d'euros avec une taxe à 9%.

Aussi envisagé, et quasi-décidé selon le JDD, le taux de l'impôt sur les sociétés passerait de 33 à 36% pour les grandes entreprises (chiffre d'affaires de plus de 150 millions d'euros), soit un gain d'un peu plus d'un milliard d'euros.

Côté dépenses, l'idée du gouvernement serait de stabiliser l'augmentation de celles des collectivités locales, actuellement de 4% par an, soit environ 4 milliards d'euros.

Il s'agirait également de freiner les dépenses de la Sécurité sociale, en maintenant d'une part l'augmentation de celles de l'assurance-maladie à 2,5%, contre 2,8% prévu pour 2012, pour un gain de 500 millions d'euros, et d'autre part en agissant contre les fraudes.

Enfin, le dernier pôle d'austérité concernerait le train de vie de l'Etat, à savoir s'attaquer à certains budgets ministériels ou faire baisser les dotations aux organismes et entreprises publiques.

Le nouveau plan d'austérité sera détaillé au lendemain du G20 de Cannes des 3 et 4 novembre. (20minutes.fr 30.10)

Il est rendu nécessaire par une perspective de croissance économique...

Australie. Atteinte au droit de grève.

L'instance d'arbitrage convoquée par le gouvernement pour trouver une solution à la grève clouant au sol les avions de la compagnie australienne Qantas a ordonné lundi la fin du conflit. "Nous avons décidé (...) en raison notamment de la vulnérablité particulière pour l'industrie du tourisme que suspendre la grève ne protégerait pas assez de dommages significatifs", a précisé Fair Work Australia à l'issue d'un meeting marathon.

Cette instance a le pouvoir de suspendre la grève pendant 120 jours maximum pour permettre des pourparlers, ou bien d'ordonner l'arrêt pur et simple du mouvement. (lemonde.fr 30.10)

Commentaire d'un internaute sur place.

- "*Le droit de grève est scandaleusement bafoué ici en Australie, dans l'esprit comme dans la lettre. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois, les gens d'ici se souviennent des mouvements sociaux des dockers dans les années 1980, qui avaient amené à un "règlement" du conflit, c'est-à-dire à une fin de la grève décrétée par l'état malgré les protestations des syndicats*."

Economie

Zone euro.

La Chine a intérêt à investir ses excédents dans l'Union européenne pour l'aider à surmonter la crise de la dette, mais cela ne suppose aucune concession politique, a déclaré dimanche Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe.

"*Même si la Chine et d'autres investisseurs ne participent pas (à la solution), les décisions que nous avons prises sont suffisantes pour nous permettre de surmonter seuls la crise de la dette*", a-t-il ajouté. (Reuters 30.10)

Tu parles ! Alors pourquoi vous êtes-vous précipité en Chine, pourquoi Sarkozy s'est-il empressé de téléphoner à Hu Jintao ?

Deux prises de position qui contredisent les propos du président de l'Eurogroupe, comme quoi ils improvisent en catastrophe parce qu'ils sont acculés et ne sont pas d'accord entre eux.

1- Le président français Nicolas Sarkozy avait déclaré après le sommet européen de mercredi dernier que Pékin avait "*un rôle majeur à jouer*" dans la résolution de la crise européenne.

2- Le directeur du Fonds européen de stabilité financière (FESF) Klaus Regling s'est rendu en Chine deux jours après l'accord trouvé par les dirigeants européens sur la Grèce pour tenter de convaincre la Chine d'investir dans le fonds de sauvetage, précisant que les investisseurs seraient assurés contre un cinquième des pertes initiales si nécessaire et que les titres de dette pourraient éventuellement être cédés en yuan si Pékin le souhaitait. (Reuters 30.10)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre

JOURNAL

Il s'est remis à pleuvoir des trombes d'eau depuis hier soir. J'ai profité de l'accalmie d'hier matin pour faire des provisions, j'étais à peine rentré qu'il se remit à pleuvoir. J'ai eu le temps de faire une machine à laver en début de matinée, histoire de pouvoir me changer, il ne me restait plus qu'un short propre à me mettre. Par chance, il n'y a pas eu de coupure de courant !

Bon, j'ai du pain pour au moins trois jours et cinq shorts d'avance, je devrais pouvoir tenir. Il faut penser à plein de petites choses auxquelles je n'aurais jamais pensé en France. Je tiens le coup sans consommer d'alcool depuis près de deux semaines et j'ai encore perdu un kilo, le neuvième en moins de deux mois, il m'en reste autant à perdre, pour pouvoir enfin être présentable à la piscine située à 50 mètres de chez moi...

Je déconne pour faire chier mes procureurs incapables de réfléchir par eux-mêmes, c'est mon côté provocateur à l'adresse des cerveaux sclérosés, je pense plutôt à tous ceux dans le monde qui n'ont pas à bouffer ou croulent sous un tas d'emmerdes sans espoir d'en sortir et qu'on n'imagine même pas. Vous avez vu à quelle condition de vie en est réduite la population à Bankok ? Et les millions de Pakistanais victimes aussi de terribles inondations, qui n'avaient déjà pas grand chose et qui n'ont plus rien ?

Vous lirez plus loin que le directeur de l'Institut national d'études démographiques estime que la surpopulation n'est pas un facteur de détérioration des conditions de vie de la population, mais non, mais non, qu'il aille donc dire cela à la population de ces pays-là, il se ferait lyncher ou lapider !

Il y a deux semaines, il ont diffusé sur TV5Monde Asie le magazine de France 2 *Faut pas rêver* consacré au Népal. A un moment donné la journaliste qui avait effectué ce reportage a parlé de "*boue*" à propos de la terre que les potiers et les agriculteurs népalais utilisaient, elle a oublié la merde (ou la bouse) de vache ou de buffle qu'ils font sécher et qu'ils utilisent comme combustible pour préparer leurs repas ou qu'ils mélangent avec de l'eau pour la répandre sur les murs extérieurs des maisons et sur le sol à l'entrée pour repousser les fourmis. En France ce langage ne choque pas, vu d'ici c'est autre chose.

J'ai tué mon premier serpent depuis que j'ai déménagé, pas plus gros qu'un doigt, mais terriblement vénimeux m'a dit Magueswary, mon épouse et compagne de galère. Il était à moins d'un mètre de la gamelle du chien.

Pendant 6 jours il a été impossible de me joindre à partir de la France, le serveur de Tata avait encore des problèmes. Autre problème avec cette société indienne. Mon téléphone sans fil est alimenté par le secteur, donc je passe par un cordon muni d'un transformateur. Quand il n'y a pas de courant en principe une pile prend le relais, mais là pas de bol, la pile se vide très rapidement, elle doit être morte ou presque. J'ai remarqué aussi que même lorsqu'il y a du courant la pile ne se charge pas,

sauf si je touche au cordon d'alimentation, j'en déduis donc qu'il y a un mauvais contact soit au niveau de la sortie de la carte du combiné téléphonique,, soit à l'intérieur du cordon.

Un employé de Tata m'écoute, lève les yeux vers le plafond pour me faire croire qu'il réfléchit au problème que je viens de lui exposer, puis me dit qu'il faut changer la pile et que cela fera 200 roupies. Sauf que j'ai déjà changé la pile récemment et qu'on m'en avait refilé une d'occasion, certes que je n'avais pas payée, mais quand même, 200 roupies c'est une somme. Je lui dis, il me répond qu'il faut alors changer le cordon, mais comme ils n'en ont pas en stock je devrai repasser le lendemain, cela se passait l'après-midi, comme s'ils allaient être livrés pendant la nuit ! Bref, il n'en avait manifestement rien à foutre de moi et mon problème. Depuis j'ai installé le combiné sur ma table de travail à côté du clavier de l'ordinateur, je l'ai connecté à une prise reliée à la batterie de secours de la maison, donc en principe il devrait toujours être alimenté, et j'ai réussi à coincer le cordon d'alimentation de façon à résoudre provisoirement le faux contact. Bordel, quelle prise de tête, et c'est tout qui est comme cela ici !

Une autre galère. J'ai acheté de l'huile pour vidanger le moteur de la moto. J'étais plein de bonnes intentions, je roule avec l'huile d'origine depuis plus de trois ans, mal m'en a pris, j'ai une formation de mécanicien auto et j'étais technicien en France, je bricole pas mal, j'ai eu un mal de chien à trouver l'écrou de vidange, en fait je l'avais trouvé mais il est tellement mal situé que je ne voulais pas le croire. Il est inaccessible avec une clé plate, il faut une clé à pipe et si possible une rallonge, sinon, il faut démonter tout le dessous de la moto pour y accéder. Comme il est impossible de passer une clé plate je ne sais pas quelle clé à pipe acheter, et je ne peux pas me garer devant un marchand d'outils pour en essayer plusieurs, ils sont situés dans un quartier où il est impossible de garer ne serait-ce qu'un vélo.

Bref, du coup, j'ai rajouté de l'huile dans le moteur et la vidange attendra encore... quelques années supplémentaire peut-être, qui sait, je ne vais quand même payer pour une vidange ou dévisser un simple écrou ! La meilleure, c'est que pour essayer de faire cette foutue vidange, j'avais eu la bonne idée de mettre la moto sur la béquille centrale dans le jardin, je pensais que la terre était assez tassée pour supporter la moto, le temps d'aller chercher ma caisse à outils, je reviens la moto s'était renversée contre le mur du jardin et le rétroviseur droit était cassé. On en perdrait sa patience à force !

Ce sont des petites choses vous me direz, mais quand c'est continuellement comme cela, c'est usant. Pas cette fois-ci mais il y a quatre jours, je vais acheter du pain, je précise aux vendeurs "hard", avec la croute dure de façon à pouvoir le conserver plusieurs jours, sinon il moisit au bout de deux jours lors de la mousson. Iil me dit ok, je pends le sac en plastique qu'il me tend et je le règle sans vérifier l'état des trois petits pains qui étaient à l'intérieur. Arrivé chez moi, j'ouvre le sac et je découvre qu'il m'avait filé des pains avec la croute mole. J'étais allé chez le boulanger le plus près de chez moi, je n'avais pas d'autres courses à faire et je n'avais pas envie de me rendre jusqu'au centre ville de Pondichéry pour acheter trois malheureux petits pains chez le boulanger où j'ai l'habitude d'aller.

Bon, je me suis encore fait avoir, cela m'apprendra à toujours vérifier le contenu du sac qu'on me tend avant de partir.

Hier je vais acheter des légumes, le boutiquier m'annonce le prix, cela me semble excessif, je regarde le compte qu'il avait écrit sur un bout de papier et là je découvre qu'il avait compté le prix du kilo de salade au lieu du poids de la salade que j'avais pris. Il a rectifié sans s'excuser, en prime il m'a adressé un regard mauvais, qu'il aille se faire foutre, il n'est pas prêt de me revoir. Ils ont des balances électroniques maintenant, mais ils pèsent si vite qu'on n'a même pas le temps de noter le poids et la somme.

Bon, dorénavant je ne lâcherais plus les yeux de la balance, car j'ai dû me faire voler plus d'une fois. Ces salopards font de même avec les pauvres qu'ils volent de la même manière. Déjà qu'il faut vérifier l'état de chaque billet de banque qu'on vous rend, car il suffit qu'il ait une légère coupure pour qu'aucun commerçant ne l'accepte ensuite, et s'il manque un tout petit morceau dans un coin, vous pouvez le jeter, même à ma banque d'Etat ils n'en veulent pas !

L'Inde est un pays où il y a de quoi devenir parano, schizophène ou hystérique, complètement dingue quoi ! Et cela ne va pas vraiment en s'améliorant, en réalité c'est de pire en pire. J'ai cru comprendre qu'en France cette mentalité gagnait du terrain...

CAUSERIE

Les articles de presse du mois d'octobre sont en ligne au format pdf (Acrobat Reader), 54 pages pour 33 articles avec index renvoyant à chaque article. La causerie d'octobre est également en ligne au même format, 170 pages. J'ai corrigé les fautes laissées hier dans la causerie sur le FN. Je l'ai mise en ligne sous forme d'article.

En famille, on ne pensait pas si bien dire...

Pour se détendre ou pour le fun comme disent les jeunes. Ce n'est pas un canular.

Jean-Louis Beaucarnot, un expert de la Généalogie, sort le 2 novembre aux éditions Archipel «Le Tout politique», sur les racines de nos élus français, rapporte l’Est Républicain.

Jean-Louis Borloo et Marine Le Pen seraient cousins éloignés. Son grand-père, Belge d'orgine est venu travailler dans la belle région bretonne où il a épousé une locale dont la famille est liée à celle de la présidente du Front national. Autre lien intéressant, Dominique Strauss-Kahn et Ségolène Royal seraient également apparentés lointainement, tout comme François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, et Laurence Parisot, présidente du Medef...

Quant aux aïeux de Nicolas Sarkozy, ils étaient voisins de ceux de François Hollande, près du lac du Bourget, dans le Dauphiné.

Dans son livre, Jean-Louis Beaucarnot raconte qu'Arnaud Montebourg, l'heureux "*troisième homme*" des dernières primaires socialistes, dont le patronyme est si distingué que certains hésitent à lui accoler une particule, a falli s'appeler... Letoquard. (20minutes.fr 31.10)

Arnaud Letoquard, cela lui aurait été à merveille. Chérèque et Parisot de la même famille, non, qui l'aurait cru franchement ?

Autre chose très très bref.

Bravo à Papandréou ! (lire la suite plus loin)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Quand même "***rêver***" devient hors de portée ! Un luxe de banquier quoi !

Le programme du Parti socialiste français pour la présidentielle de 2012 ne pourra pas être appliqué en totalité, en raison notamment de la crise des dettes souveraines, a dit lundi Jérôme Cahuzac, président de la commission des Finances de l'Assemblée.

Jérôme Cahuzac, proche du candidat PS François Hollande et candidat potentiel au poste de ministre de l'Economie en cas de victoire de la gauche, a estimé sur France 2 qu'il faudrait faire le tri dans les propositions PS.

"*(François Hollande) puisera dans ce programme mais ne pourra réaliser la totalité de ce programme car tout simplement les moyens du pays ne le permettent pas*", a-t-il dit.

Selon Jérôme Cahuzac, François Hollande devra arbitrer entre la proposition de 300.000 emplois "*d'avenir*", nouvelle mouture des "*emplois-jeunes*" subventionnés des années 1990 et celle du "*contrat générationnel*".

Cette mesure consiste à exonérer de cotisations sociales sur deux postes les employeurs qui embauchent un jeune de moins de 25 ans et le font "*parrainer*" par un salarié âgé maintenu dans l'emploi jusqu'à sa retraite à taux plein.

"*Il faudra choisir entre le contrat générationnel que propose François Hollande, qui me paraît une bonne chose, et les emplois d'avenir. Peut-être faudra-t-il faire un mix des deux mesures*", a dit Jérôme Cahuzac.

Concernant les embauches de 60.000 enseignants sur cinq ans proposées par François Hollande, "*la question sur le financement est parfaitement légitime*", a-t-il dit.

Il propose implicitement de la compenser, au moins en partie, par des suppressions de postes d'autres fonctionnaires. "*Le financement se fera par des économies, par du redéploiement de fonctionnaires et peut-être par des créations nettes, trois composantes dans des proportions qui restent à déterminer en fonction de la croissance.*" (Reuters 31.10)

Ils vont avoir du mal à convaincre qui que ce soit que le programme qu'ils proposeront aux électeurs sera différent de celui de l'UMP. Le PS tel qu'il est réellement en quelque sorte, on n'en demandait pas davantage, puisqu'on n'en attendait rien !

Au fait, sur quel programme ils ont organisé leurs "primaires" ? Ils ont bien manipulé ceux qui y ont participé.

Et que dire de ceux qui ont plongé tête baissée en les faisant passer pour un exercice démocratique ? C'est là qu'on voit qu'ils sont à la remorque du PS ou qu'ils manquent singulièrement de discernement, cela vaut pour le POI, le NPA, LO et le FG.

L'art de gouverner, c'est de bien choisir ses conseillers...

Mis en examen dans le cadre de l'affaire Karachi, l'ex-conseiller de Nicolas Sarkozy doit répondre devant la justice de détournement du 1% logement dans les Hauts-de-Seine, le 17 novembre prochain, après de multiples reports du dossier.

Thierry Gaubert et Philippe Smadja sont poursuivis pour avoir détourné les cotisations du 1% logement versé par des ministères et employé les sommes ainsi dégagées pour monter des opérations immobilières dont ils recueillaient les bénéfices. Un rapport d'audit de l'Inspection Générale des Finances de septembre 1998 avait mis en évidence "*de graves irrégularités*" et s'était étonné que "*cette activité censément à but non lucratif (...) aboutissait à l'enrichissement de personnes privées*".

Il aura fallu presque dix années pour que le procès de cette affaire se profile. Prévu le 27 juin dernier, il a été repoussé à la demande des avocats des prévenus qui ont mis en évidence des faiblesses dans l'instruction du juge Pallain. Ce dernier a donc, au cours de l'été, revu sa copie avant d'être muté à un nouveau poste.

Ce nouveau retard s'est ajouté à ceux accumulés au fil des ans. Déjà prévu pour le 18 octobre 2010, l'examen du dossier avait été renvoyé au 14 mars 2011. Maître Jean Veil et Maître Le Borgne, respectivement conseils de Thierry Gaubert et Philippe Smadja avaient alors déposé une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) ce qui avait, à nouveau, repoussé le traitement de l'affaire dont le préjudice est estimé par certaines partie-civiles à 20 millions d'euros. (Lexpress.fr 31.10)

2- Grèce

2.1- "*Les décisions [du 26 octobre] sont pour le moment sur le papier, elles doivent être détaillées et appliquées. Cela exige un dur travail, une négociation difficile et délicate, tant à l'intérieur de la zone euro (…) qu'avec le secteur privé*", relève le ministre, dans un article fleuve publié par le quotidien progouvernemental *Ta Nea*.

La mise en œuvre du plan de Bruxelles "*n'est pas possible sans un front intérieur solide, sans que les Grecs soutiennent l'effort du pays*", insiste-t-il. (lemonde.fr 31.10)

Dur, dur, dur, et on comprend pourquoi !

C'est la mobilisation de plus en plus massive des travailleurs grecs toutes couches confondues et leur refus d'accepter de nouveaux sacrifices qui constitue le principal obstacle à la mise en oeuvre de la brutale politique d'austérité adoptée par Papandréou et le parlement dominé par le Pasok.

2.2- Le premier ministre grec, Georges Papandréou, a créé la surprise, lundi 31 octobre, en annonçant l'organisation d'un référendum sur l'accord européen d'effacement d'une partie de la dette du pays, conclu la semaine dernière et critiqué en Grèce pour l'abandon de souveraineté qu'il implique.

Les Grecs "*veulent-ils l'adoption du nouvel accord ou le rejettent-ils ? Si les Grecs n'en veulent pas, il ne sera pas adopté*", a déclaré le premier ministre. "*Nous faisons confiance aux citoyens. Nous croyons en leur jugement. Nous croyons en leur discernement, a poursuivi M. Papandréou. La volonté du peuple grec s'imposera à nous.*" La presse grecque indique que le référendum serait organisé début janvier.

Le groupe socialiste a indiqué de son côté qu'il demanderait un vote de confiance au Parlement sur l'accord sur la dette. L'issue du vote est incertaine, la majorité socialiste au Parlement s'étant effritée à 153 députés sur 300 sièges, en raison de la forte opposition aux mesures d'austérité qui accompagnent le soutien financier au pays. Selon l'AFP, ce vote de confiance pourrait intervenir dès vendredi.

Ces annonces surprises font trembler les grandes capitales européennes . Le Financial Times cite un haut fonctionnaire de Bruxelles qui avait observé que M. Papandréou manifestait peu d'enthousiasme face aux conditions de l'accord de Bruxelles. Mais "*personne ne s'attendait à [un référendum],* souligne-t-il. *M. Papandréou a toutefois dû calculer qu'il obtiendrait le soutien des Grecs.*" A l'Elysée, l'entourage de Nicolas Sarkozy se dit consterné. "*Le geste de la Grèce est irrationnel et dangereux*", estime un proche du président, cité sur le blog L'Elysée : côté jardin.

Plusieurs analystes estiment que ce référendum permettra au très impopulaire gouvernement Papandréou de rendre le peuple grec responsable de son avenir. Le ministre des finances, Evangelos Venizélos, l'a d'ailleurs souligné sur Antenna TV : "*Le peuple grec peut, bien sûr, rejeter le plan d'aide mais il devra avoir en tête les conséquences de cette décision.*"

Pour l'opposition, la tenue d'un référendum permet d'éviter à Georges Papandréou de convoquer des élections générales anticipées. "*Le premier ministre essaye d'acheter du temps*", estime Costas Gioulekas, membre du parti de droite Nouvelle Démocratie, cité par la BBC. Makis Mailis, du Parti communiste, crie même au "*chantage*" sur la chaîne Mega TV, appelant à "*des élections, maintenant*".

Parallèlement, des manifestations se sont déroulées dans de nombreuses villes vendredi à l'occasion des défilés de la fête nationale, pour protester contre les conséquences de l'accord européen qui donnent aux créanciers plus de contrôle sur la politique budgétaire du pays, faisant craindre à certains une perte totale de souveraineté. Aux cris de "*Traîtres, traîtres*", des milliers de manifestants ont empêché le déroulement de la parade à Salonique, contraignant le président de la République, Carolos Papoulias, à quitter les lieux : du jamais vu dans la jeune histoire de la Grèce moderne.

Et un sondage paru le week-end dernier dans le journal *To Vima* montre qu'une majorité de Grecs juge les décisions du sommet européen négatives, 12,6 % seulement les jugeant positives. (lemonde.fr 31.10)

Papandréou ira-t-il jusqu'au bout ou va-t-il faire marche arrière ? A-t-il vraiment le choix ? Son ministre des Finances a expliqué en substance que la situation sur place était bloquée, comme la plupart ou tous les ministères, et qu'il leur serait impossible dans ces conditions d'appliquer la violente politique antisociale qu'ils ont adoptée conformément aux exigences formulées par l'UE et du FMI.

Je pense qu'il faut soutenir l'idée de ce référendum qui permettra sans ambigüité de montrer que l'immense masse des travailleurs rejette la politique d'austérité que le gouvernement, l'UE et le FMI veulent leur imposer.

Il n'est pas étonnant que dans ce contexte le parti stalinien mêle sa voix à celle du parti de droite Nouvelle Démocratie qui réclame des élections anticipées, car une nouvelle fois cela permettrait de légitimer les institutions au lieu de les combattre dans le cas d'un parti qui se réclame de la classe ouvrière, la seule issue politique à la crise sociale en Grèce passant justement par la liquidation des institutions et l'instauration d'un Etat ouvrier, orientation politique dont évidemment le parti stalinien ne veut pas entendre parler.

Travailleurs grecs, camarades combattant en Grèce, organisez-vous, constituez partout des comités révolutionnaires, élisez vos délégués, constituez vos propres organismes politiques indépendants incluant vos partis et organisation, dressez-vous face aux institutions en place dans la perspective de les renverser et de chasser du pouvoir tous ces serviteurs du capital, en avant vers le socialisme !

3- Palestine

La demande d'adhésion de l'Autorité palestinienne à l'organisation des Nation unies pour l'éducation, la science et la culture, où elle jouissait jusqu'à présent d'un statut d'observateur, a été validée au siège de l'organisation à Paris, par 107 voix contre 14 et 52 abstentions. Douze Etats n'ont pas participé au vote.

La Palestine devient ainsi le 195e membre de l'Unesco. Après plus de 60 ans de conflit israélo-palestinien, elle rêve maintenant d'être admise au sein de l'organisation des Nations unies, où sa requête risque cependant de se heurter au veto des Etats-Unis.

L'ambassadeur d'Israël auprès de l'agence culturelle de l'Onu, Nimrod Barkan, a qualifié le vote de "*tragédie pour l'Unesco*".

"*Il n'y a pas d'Etat palestinien et, par conséquent, il ne fallait pas en admettre l'adhésion*", a-t-il ajouté. "*L'Unesco s'occupe de science, pas de science-fiction, et elle a pourtant accepté aujourd'hui une réalité de l'ordre de la science-fiction.*"

Le gouvernement israélien n'a pas tardé à réagir négativement au vote.

"*Il s'agit d'une manoeuvre palestinienne unilatérale qui n'apportera aucun changement sur le terrain, mais hypothèquera un peu plus les chances de parvenir à un accord de paix*", écrit le ministère israélien des Affaires étrangères dans un communiqué.

"*Cette décision ne fera pas de l'Autorité palestinienne un Etat à part entière et place de nouveaux obstacles sur la voie de la reprise des négociations*", ajoute-t-il.

La France a voté pour l'adhésion, alors qu'elle s'était abstenue lors d'un vote antérieur au Conseil exécutif, préalable au vote final.

"*A partir du moment où la question est posée aujourd'hui, il nous faut prendre nos responsabilités et répondre sur le fond*", avait déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères juste avant le vote.

"*Et sur le fond la France dit oui, la Palestine a le droit de devenir membre de l'Unesco, cette organisation dont la vocation est d'oeuvrer à la généralisation d'une culture de la paix au sein de la communauté internationale*", avait-il ajouté.

Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ont également approuvé son entrée.

Les Etats-Unis, le Canada et l'Allemagne ont voté contre. Le Royaume-Uni s'est abstenu. Le vote s'est achevé sous

les applaudissements. (Reuters 31.10)

Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils suspendaient leurs versements à l'Unesco après l'adhésion de la Palestine à cette agence de l'ONU.

"*Nous devions effectuer un versement de 60 millions de dollars à l'Unesco en novembre et nous ne le ferons pas*", a déclaré la porte-parole du département d'Etat Victoria Nuland à la presse.

Après l'avoir boycottée pendant 20 ans (1984-2003) pour protester contre sa mauvaise gestion et son idéologie tiers-mondiste, les Etats-Unis participaient jusqu'à maintenant activement aux programmes de l'agence, y voyant un moyen de diffuser certaines valeurs occidentales sans se mettre en première ligne. (lemonde.fr 31.10)

Il y a quelque chose qui cloche dans tout cela.

Je me demande s'ils ne seraient pas en train de préparer un sale coup et si cette mascarade ne servirait pas à le camoufler, contre la Syrie ou l'Iran par exemple. A moins que les pays émergents ne fassent feu de tout bois pour contrecarrer la politique américaine de rapine et guerrière à travers le monde, qui finalement est tournée contre leurs intérêts pour conserver son hégémonie sur le monde.

En même temps, on notera que les différents impérialistes qui sont intervenus en Libye se sont répartis les rôles, Washington a voté contre, Londres s'est abstenu et Paris a voté pour.

Social

France

1- L'arnaque

On l'avait appelée la prime de 1.000 euros, après l'annonce de François Baroin en avril dernier. Six mois plus tard, alors que s'achèvent ce lundi les négociations sur cette prime dans les entreprises concernées (1), ce nom risque de faire grincer des dents.

Car dans la majeure partie des entreprises, le montant de la prime versée sera bien inférieur à 1.000 euros. Si des entreprises verseront des sommes importantes, comme Hermès (1200 euros), LVMH, Sanofi ou Michelin (600 euros toutes les trois), la plupart verseront une somme plus symbolique. La palme de la plus petite prime revient à Securitas (8 euros) tandis que Capgemini, Axa, Aviva ou Groupama verseront une centaine d'euros à leur salariés.

Une étude menée il y a quelques semaines par le cabinet de conseil Towers Watson indiquait que le montant moyen des primes en discussion serait environ de 200 euros. Elle devrait concerner au mieux quatre millions de salariés, et non pas huit ou dix millions de salariés comme cela avait été évoqué initialement.

«*In fine, compte tenu des montants versés, cette disposition aura un impact marginal et ponctuel sur le pouvoir d'achat des salariés. En revanche, elle risque de considérablement limiter la marge de manœuvre des employeurs en termes de politique salariale dans les mois qui viennent, puisqu'elle aura consommé, pour un tiers des entreprises, entre 1 et 2% de masse salariale, ce qui est très significatif lorsque l'on sait que le budget d'augmentations salariales prévu par les entreprises pour 2012 est de 2,8%*», estime même Sofia Kettani, responsable de l'activité conseil en rémunérations chez Towers Watson. (20minutes.fr 31.10)

Donc, au mieux il restera 1,8% et au pire 0,8% pour les augmentations de salaires dans ces entreprises. Vous êtes décidément trop bon monseigneur. Les plus radins sont les compagnies d'assurances qui sont de véritables pompes à fric pour rentiers, normal.

2- 500 000 familles expulsables pour loyers impayés.

2.1- Plus de 500.000 ménages français sont en situation d'impayé. La Fondation Abbé-Pierre publie ce lundi ce chiffre alarmant, à la veille de la trêve hivernale des expulsions en France.

L'organisation assure que, selon ses calculs, le nombre de ménages qui ne parviennent plus à faire face à leurs loyers a augmenté de 35% en dix ans. Elle dénonce la hausse des loyers, de près de 50% dans le même laps de temps, et le manque d'accès au relogement pour les 100.000 personnes expulsées chaque année en France. (20minutes.fr 31.10)

2.2- Ainsi sur le site Internet de Particulier à Particulier, un tiers des trois pièces est proposé à un prix supérieur à 1800 euros. Il est désormais très difficile de trouver en deçà de 1400 euros mensuels. En 2001, les mêmes surfaces se négociaient aux alentours de 1000 euros ! Pour loger une petite famille à Paris il faut aujourd'hui avoir des revenus de l'ordre de 4500 à 6000 euros. Il y a dix ans 3000 à 3600 euros suffisaient. Sans atteindre les sommets de la région parisienne, les grandes villes de province affichent aussi une très forte progression des loyers, largement supérieure à la hausse des revenus et des prix à la consommation.

Sur la même période, la hausse des prix à la consommation a été de 18,7% et le revenu disponible des ménages n'a crû que de 31%. Pourquoi une telle inflation ? Le déséquilibre entre l'offre et de la demande très largement en faveur des propriétaires a rendu les bailleurs gourmands. Voici un point sur la réglementation en terme de fixation des loyers.

Depuis le 1er août 1997, les propriétaires sont libres de déterminer le montant du loyer qu'ils souhaitent obtenir, et il n'existe aucun plafond.

La loi de 1989 peut encore imposer une augmentation en cours de bail, lorsque le loyer est manifestement sous-évalué par rapport à ceux des logements comparables dans le voisinage. (lefigaro.fr 31.10)

2.3- D'après le secrétariat d'Etat au logement, '*100 000 à 110 000 jugements sont prononcés en moyenne chaque année, pour 10 000 expulsions effectives avec le concours de la force publique*'. Contestées par les associations, ces données ne rendent que partiellement compte de la réalité. '*On est plus près de 40 000 à 50 000, si on considère tous ceux qui partent avant l'intervention policière*', observe Sylvie Guichard, directrice des missions sociales de la Fondation Abbé-Pierre. '*L'expulsion, c'est d'abord une décision de justice*', rappelle-t-elle.

En 2010, les tribunaux ont traité 142 662 contentieux et rendu 107 925 jugements de rupture de bail. '*Par rapport à l'année précédente, la progression est faible, de l'ordre de 0,9 %. Mais si on considère les chiffres depuis onze ans, la hausse atteint 35 à 36 %. Une augmentation qui va de pair avec l'explosion des loyers*', explique Sylvie Guichard.

Les motifs d'expulsions, eux, ne varient pas avec les années : près de 95 % concernent des impayés de loyer.

"*Ceux qui contactent l'APE (Allô Prévention Expulsion) ne sont pas forcément représentatifs, mais ce qui est frappant, c'est que les classes moyennes sont de plus en plus concernées. Bien sûr, l'immense majorité des gens qui nous appellent sont dans des situations de grande précarité, mais on trouve également des salariés, beaucoup de personnes affectées par des ruptures familiales*", observe Sylvie Guichard.

En cas d'expulsion sans possibilité de relogement, les recours sont limités. Au titre du droit au logement opposable, toute personne qui a effectué une demande de logement et qui n'a pas reçu de proposition adaptée peut saisir une commission de médiation dans son département, puis exercer, dans certains cas, un recours devant le tribunal administratif. Mais la démarche peut durer jusqu'à un an. En attendant, les expulsés sont condamnés à loger chez des amis ou à l'hôtel, pour finir souvent en hébergement d'urgence. (lemonde.fr 31.10)

2.4- Depuis 2001, la hausse des loyers est vertigineuse, selon une enquête publiée ce lundi par Libération, ils se sont envolés de 50% dans Paris, de 43% en petite couronne et de 42% en grande couronne d'après les chiffres de l'Olap (Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne). Seul hic, dans le même temps, le revenu disponible des ménages n'a augmenté que de 31% selon l'Insee contre 18,7% pour les prix à la consommation.

Conclusion, «*les loyers ont donc progressé beaucoup plus vite que le reste*».

La région parisienne n'est pas une exception. La situation est similaire dans des villes comme Nice, Aix-en-Provence, Lille ou Toulouse où il était possible, il y a dix ans, de dénicher des studios à moins de 300 euros. Désormais, les prix dépassent les 400 euros voire même les 700 euros.

Pour faire la comparaison, le quotidien a confronté les annonces publiées par la revue De particulier à particulier (PAP) en septembre 2001 et en septembre dernier.

Libération a pu également constater que la location meublée se développait à la vitesse grand V. Elle «*permet au bailleur de louer encore plus cher tout en s'affranchissant de la loi de 1989 régissant les rapports locatifs*», explique l'article.

40% des annonces passées dans le PAP du 15 septembre concernaient des locations meublées. Un phénomène qui s'étend à toutes les grandes villes.

En 2009, il y avait 27,8 millions de résidences principales en France dont 11,7 millions de locataires soit 42% des ménages. (20minutes.fr 31.10)

3- La palme du cynisme judiciaire.

Un arrêt de la cour d'appel de Douai, jeudi, contraint 300 victimes de l'amiante à rendre une partie de leurs dommages et intérêts.

En cause, deux revirements de jurisprudence. À l'automne 2009, le Fiva se pourvoit en cassation pour contester les sommes versées aux victimes et obtient un nouveau calcul des rentes. Désormais, celles-ci ne sont plus attribuées aux retraités pour la perte de leur capacité à gagner leur vie, mais comme une réparation pour préjudice personnel. "*Cette interprétation tendancieuse peut diviser par deux les dommages et intérêts perçus par les victimes, traduit Maître Ledoux, avocat de l'Association régionale de défense des victimes. Ils essaient de boucher le trou de la Sécurité sociale*", commente-t-il désabusé.

La Cour de cassation casse les arrêts énoncés et renvoie les affaires. Mais entre-temps, la cour d'appel de Douai a changé de présidente et adopté une nouvelle appréciation de l'indemnisation à verser aux victimes de l'amiante. Elle met fin au principe dit "*de linéarité*", qui alignait le montant de l'indemnisation sur le taux d'incapacité de la victime. Désormais, le calcul des rentes s'effectue selon le modèle de l'Assurance maladie, beaucoup moins généreux envers les victimes.

Jeudi, la décision de la cour d'appel de Douai est tombée : toutes les personnes en contentieux au moment des revirements de jurisprudence devront rembourser les dommages et intérêts perçus. "*Ce sont 300 victimes prises en otage, qui doivent entre 1 500 et 30 000 euros au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*", s'indigne Me Ledoux.

"*C'est une décision scandaleuse, inexplicable et méprisante,* dénonce Pierre Pluta, président de l'Association régionale de défense des victimes. *Vendredi, un homme est arrivé en pleurs, il a deux enfants chômeurs et a dépensé ses dommages et intérêts pour les aider. Maintenant, il doit rembourser des dizaines de milliers d'euros. Comment va-t-il faire ?*"

Gérard fait partie des 300 personnes concernées par ce revirement de jurisprudence. Il a appris la nouvelle en écoutant les informations à la radio. "*Ces 13 000 euros, on les a dépensés*", explique le retraité. "*Nous les avons touchés il y a deux ans, ajoute Jacqueline, son épouse. Pourquoi nous faire ça, maintenant ?*"

Le couple n'a pas le choix, la décision est irrévocable. "*Nous allons négocier un échéancier puisque nous ne savons pas encore le délai de remboursement*", déclare Gérard, résigné. Un sentiment partagé par Jacqueline, déçue de cette justice "*à deux vitesses*" : "*Nous avions déjà des difficultés à gérer cette maladie, tant moralement que physiquement, avant ce nouveau coup dur. C'est toujours sur les mêmes que l'on tape*". (lepoint.fr 31.10)

Alors que Bernard Tapie a perçu des dizaines millions d'euros au titre du préjudice morale qu'il aurait subi...

Société

Interview du Point. Gilles Pison, directeur de l'Institut national d'études démographiques et auteur notamment d'Atlas de la population mondiale.

- La population mondiale a atteint 6 milliards il y a 12 ans, elle franchit 7 milliards aujourd'hui : elle a gagné un milliard en 12 ans et le prochain devrait être atteint en 2025, soit dans 14 ans. Si la population continue d'augmenter, c'est à un rythme qui diminue d'année en année : la croissance a atteint un maximum de 2 % par an il y a 50 ans, et a diminué sur cette période de près de la moitié pour atteindre 1 % environ actuellement. Ce qui laisse entrevoir une possible stabilisation de l'humanité dans un siècle autour de 10 milliards d'habitants. (l'horreur quoi ! - note du site)

- On n'échappera de toute façon pas à un surcroît de 1 à 3 % d'habitants d'ici cinquante ans. C'est un défi, mais ce n'est pas nécessairement la catastrophe que certains annoncent. Il y a deux siècles, on était un milliard d'habitants, et la proportion de ceux qui souffraient de faim était bien plus importante qu'aujourd'hui. Pour l'instant, l'augmentation de la population ne s'est pas faite avec une aggravation des conditions de vie. C'est plutôt l'inverse. Reste que cet accroissement est un défi, d'autant qu'il va se produire pour l'essentiel dans les pays du Sud, qui vont devoir le maîtriser en même temps qu'ils auront à assurer leur développement économique. (Que ce privilégié aux ordres aille donc travailler et vivre en Chine, en Inde, au Bangladesh, au Nigéria, en Egypte... - note du site

- Il ne faudrait pas attribuer à la population et à son accroissement rapide l'origine des problèmes de ressources et d'environnement que l'on connaît aujourd'hui. Pour l'instant, ils sont le fait d'une minorité de un milliard d'habitants qui vit dans les pays riches. Il est d'ailleurs exclu que les 7 milliards d'aujourd'hui, les 10 milliards de demain, adoptent le mode de vie des pays du Nord. Le défi est là : sachant qu'on n'échappera pas à un surplus de quelques milliards, comment faire en sorte que la planète soit encore vivable, qu'il y ait encore des ressources pour chaque génération ? Sur ce terrain, il est possible d'agir tout de suite. (Tout est dit ici, vous, Africains ou Asiatiques, n'espérez pas un jour profiter des mêmes conditions de vie que dans les pays dominants, vous devez vous sacrifier pour que ces derniers conservent leur niveau de vie. On aura senti comme une pointe de mépris vis-à-vis de cette population à venir, la qualifiant de "*surplus*". - note du site)

Economie

1- Zone euro

Le Japon, qui est déjà le premier détenteur d'obligations émises par le FESF (en dehors des pays membres de la zone euro eux-mêmes), s'est déclaré prêt à en acheter davantage, à condition toutefois que la zone euro prenne les mesures nécessaires pour endiguer la crise de la dette.

Les responsables politiques chinois restent sur la défensive et ils demandent plus de précisions avant de décider des modalités de leur soutien.

Le conseiller économique du Kremlin Arkady Dvorkovitch a déclaré que la Russie était prête à discuter avec un ou plusieurs pays membres de la zone euro d'une éventuelle aide financière, mais par le biais du FMI.

Vendredi, le quotidien brésilien Valor Economico rapportait que Brasilia pourrait aider les pays fragilisés de la zone euro via le FMI et non le FESF. (Reuters 31.10)

Ces pays figurent au sein du FMI alors qu'ils sont exclus du FESF.

2- Etats-Unis.

Barclays a annoncé lundi avoir dégagé un bénéfice courant en hausse de 5% au troisième trimestre 2011, le recul de ses provisions pour pertes sur crédit compensant la baisse de ses revenus dans ses activités de banque d'investissement.

Son bénéfice imposable s'est inscrit à 2,4 milliards de livres (2,7 milliards). En excluant la valeur de sa propre dette et d'autres éléments exceptionnels, le résultat s'est inscrit à 1,34 milliard de livres.(Reuters 31.10)

3- Japon

L'intervention du gouvernement japonais qui a vendu massivement du yen ce lundi matin, permet au dollar de reprendre 3%. Après un plus bas depuis la seconde guerre mondiale, ce rebond est logique, mais la tendance reste fragile. (lefigaro.fr 31.10)

Haut de page

Le 2 novembre

FLASH

1- Selon le journaliste Sherif Elhelwa, le drapeau d'Al Qaida flotte actuellement avec celui des rebelles libyens sur le Palais de Justice de Benghazi. (Réseau Voltaire 30.10). C'est exact au regard des photos disponible sur leur site Internet.

2- La Russie qui avait renoncé à livrer des missiles S-300 à l'Iran après le vote de la résolution 1929, a finalement décidé de lui vendre des détecteurs mobiles de radars 1L222 Avtobaza.

Cette arme étant purement défensive ne tombe pas sous le coup de l'embargo onusien. Dans la pratique, elle permettra aux Iraniens d'observer tout mouvement aérien non seulement au dessus de leur territoire, mais dans toute le Proche-Orient.

Cette décision intervient après l'annonce de l'installation par l'OTAN d'un radar géant ABM en Turquie. Compte tenu du relief de la région, ce dispositif est destiné à surveiller la Syrie et l'Iran. Il est inter-opérable avec les radars israéliens. (Réseau Voltaire 30.10)

3- J'ai ajouté un article intéressant sur la Libye, daté du 7 octobre, du Réseau Voltaire, dans la rubrique international.

CAUSERIE

En préambule à notre causerie d'aujourd'hui sur la situation en Grèce, précisons l'axe politique que nous avons défini ou sur lequel il faudrait intervenir.

Cette première partie a été rédigée hier soir car étant privé de télé en raison des fortes pluies, j'ai bossé jusqu'à minuit. La seconde se compose de déclarations accompagnées de réflexions politiques. N'hésitez pas à me faire parvenir vos commentaires ou encouragements, bonne journée à tous.

L'issue de la crise du capitalisme, de la crise sociale et politique, ne réside pas dans le maintien ou non de l'euro ou le retour au drachme, mais dans la liquidation des institutions politiques qui légitiment le capitalisme, afin de se donner les moyens politiques de s'attaquer aux fondements du capitalisme qui reposent sur une injustice et dont l'amplification des inégalités dans la société au détriment des intérêts des travailleurs ne sont que les conséquences.

Quand hier matin j'ai écrit : Bravo Papandréou ! je n'en croyais pas un mot évidemment, c'était un trait d'humour, je n'ai jamais imaginé qu'il pourrait mettre en péril la zone euro en prenant un tel risque, organiser un référendum dont les résultats sont connus d'avance et prendrait la forme d'un plébiscite contre l'euro ou pour en sortir.

Quand j'ai réagi à l'annonce de ce référendum il devait être 4h du matin en Europe, donc je n'avais pas pu prendre connaissance des conditions dans lesquelles Papandréou l'avait annoncé, encore moins des déclarations des dirigeants des différents pays européens qui auront lieu dans la matinée ou ne seront retranscrites par les agences de presse et les médias nationaux que vers la mi-journée.

C'est donc seulement hier soir en me connectant sur Internet que j'ai collecté ces informations pour analyser la situation en Grèce.

Papandréou était soutenu au niveau de l'UE, du FMI et des chefs d'Etat, donc à l'extérieur de la Grèce, par contre en Grèce il était totalement isolé, ne bénéficiant d'aucun soutien, il se retrouvait donc dans une situation intenable sur le plan intérieur : le parti de droite refusant de le soutenir, les masses laborieuses et les syndicats non plus, de plus il devait affronter impuissant des grèves à répétition et des manifestations de plus en plus massives et violentes auxquelles participaient toutes les couches exploitées et tous les secteurs économiques de la société. En conclusion à cette étape, il a pris cette décision pour tenter de débloquer l'impasse dans laquelle il se trouvait.

Mais une question demeure, comment compte-t-il sortir le pays de cette impasse tout en imposant ces lourds sacrifices aux travailleurs et sans sortir de la zone euro ?

Cette décision peut être de nature à forcer la main au parti de droite dans la perspective de former un gouvernement d'union nationale dans l'attente d'élections législatives anticipées, son seul soutien au Parlement ne suffirait pas à briser son isolement et il le négocierait en échange d'élections anticipées et l'annulation de ce référendum. Après tout, si tout le monde semble surpris qu'il ait pris la décision de recourir à un référendum, il peut très bien prendre la décision inverse à tout moment.

Ainsi, il disposerait d'un répit pour tenir jusqu'à ces élections. Le Pasok est assuré de sortir laminé de ce scrutin. Le parti de droite gouvernerait seul et le Pasok serait renvoyé dans l'opposition parlementaire, situation nettement plus confortable.

Avantage, il pourrait dès lors renouer avec son rôle de prédilection, jouer en parole son rôle d'opposant et se placer à nouveau au côté du parti stalinien pour tenter de neutraliser ou briser la mobilisation des travailleurs.

En cas d'échec, le gouvernement de droite pourrait envisager de déclarer les grèves et les manifestations illégales et de passer à l'étape suivante, celle de la répression contre le mouvement ouvrier, violente si nécessaire avec l'aide de l'armée.

Autre hypothèse. Papandréou tablerait sur un vote positif lors de ce référendum après avoir signifié au peuple grec que s'il rejetait l'accord de Bruxelles, il connaîtrait des jours encore plus difficiles avec ou non l'abandon de l'euro. Il est fortement improbable que ce scénario se produise, les Grecs passeront outre ce chantage et les conséquences d'un vote négatif, parce qu'ils sont déjà acculés et n'envisagent pas un instant que leur situation pourrait encore empirer.

Revenons en arrière.

Ce qui est étonnant et je n'en crois pas un mot, c'est que Papandréou aurait pris seul cette décision sans s'en être entretenu avec son ministre des Finances, sachant par avance qu'elle provoquerait une tempête ou un vent de panique sur les marchés et la zone euro déjà fragilisée et au bord de l'éclosion. Ce qui n'a pas manqué, toutes les places boursières ont baissé entre 3 et 7% hier.

Il aurait pris de court tous les chefs d'Etat, au point qu'à l'Elysée le nain de jardin a préféré garder le silence et a convoqué une réunion ministérielle de crise à 17h. On verra plus loin ce qui en est ressorti.

Dans son propre parti, six dirigeants apparemment aussi surpris et furieux ont appelé à sa démission, et un autre député du Pasok a fait défection, ainsi le Pasok ne dispose plus que de deux voix d'avance au Parlement pour emporter la majorité lors du prochain vote devant intervenir vendredi, sur les dernières mesures d'austérité qui accompagnent l'accord intervenu à Bruxelles le 27 octobre.

Pour certains Papandréou a pété un plomb, Estrosi qui est proche de Sarkozy a déclaré que c'était une décision "*irresponsable*".

C'était avant l'annonce du coup de force de Sarkozy et Merkel : appliquer leur accord et faire comme si le référendum n'existait pas, donc le peuple grec !

Travailleurs tunisiens et égyptiens, vous n'aurez pas été longs à attendre, voilà le vrai visage de leur démocratie : une dictature qui foule aux pieds la volonté de la majorité des masses populaires.

A bas Sarkozy-Merkel, à bas l'UE et le FMI, à bas les institutions grecs du capital, vive le combat des travailleurs pour se libérer du joug du capitalisme et construire une société basée sur leurs propres besoins et non plus ceux des prédateurs de la finance et des multinationales.

A bas le capitalisme, vive le socialisme ! Faisons table rase du passé !

En finir avec le capitalisme et ses institutions politiques, c'est cet objectif politique que doit se fixer la classe ouvrière, il faut donc l'aider à y parvenir en l'aidant à prendre conscience d'elle-même, à prendre confiance en elle-même, de sa force capable de submerger tous les obstacles et balayer l'ordre établi, à condition qu'elle se rassemble, s'unisse, s'organise et mène sa révolution jusqu'au bout.

C'est une question de vie ou de mort pour le prolétariat et les couches de la petite-bourgeoisie promise à la prolétarisation. La classe ouvrière est promise à un avenir laborieux et misérable, elle n'a pas d'autre choix que d'aller de l'avant sans passer le moindre compromis avec son ennemi, de faire sa révolution, la guerre de classe est déclarée, résister ne suffit plus, il faut qu'elle unisse ses forces et passe à l'offensive, qu'elle harcèle la place forte du régime jusqu'à son renversement, sinon c'est elle qui sera écrasée.

Ce n'est pas le capitalisme financier qui est responsable de cette crise, mais les fondements du capitalisme reposant sur la formidable injustice que constitue la concentration des moyens de production et des richesses, du pouvoir entre quelques mains, au détriment de ceux qui produisent les richesses, travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, qui devraient se résigner à accepter toujours plus de sacrifices jusqu'à être réduits à l'état d'indigence, en silence s'il vous plaît, sans réagir, jusqu'à ce que mort s'en suive, afin qu'une minorité de privilégiés puissent continuer de s'enchir toujours plus.

Quelques éléments ou déclarations qui étayent mon argumentation.

Papandréou

Les Grecs «*veulent-ils l'adoption du nouvel accord ou le rejettent-ils? Si les Grecs n'en veulent pas, il ne sera pas adopté*», a déclaré le Premier ministre devant le groupe parlementaire du parti socialiste (Pasok) lundi soir en laissant entendre que le référendum était attendu pour le début 2012.

«*La volonté du peuple grec s'imposera à nous*», a-t-il ajouté, tout en indiquant qu'il allait également demander un vote de confiance sur l'accord sur la dette au Parlement. (liberation.fr 01.11)

Dernière info le 2 novembre à 2h45 du matin : Le référendum aura lieu «*dès que possible*», a affirmé Athènes. Dans un communiqué, Papandréou estime que le vote sera «un mandat clair et un message clair en Grèce et à l'extérieur concernant notre présence européenne et notre participation à l'euro» (20minutes.fr 02.11)

Le Premier ministre grec, qui s'est entretenu avec Mme Merkel mardi matin, a réaffirmé que le référendum allait «*renforcer le pays dans la zone euro*». Il devait présider en fin d'après-midi un conseil ministériel de crise. (20minutes.fr 02.11)

Pour la plupart des analystes grecs, M. Papandréou n'avait pas le choix, contraint de trouver une issue sur le plan intérieur face au refus catégorique de l'opposition de lui prêter main forte et à une contestation sociale généralisée.

Il y croit le bougre !

20minutes.fr rapporte que l'une des deux parlementaires grecs du Pasok qui a fait défection "*a réclamé un gouvernement «de salut national» pour garantir l'exécution du plan de sauvetage*", l'union de toutes les forces réactionnaires que compte le pays contre la classe ouvrière pour lui imposer de gré ou de force ce plan infâme et insupportable.

En dernière analyse, tout va dépendre des sacrifices supplémentaires que les travailleurs grecs estiment pouvoir endurer, du niveau de dégradation atteint de leurs conditions de travail et d'existence, et en second lieu de leur capacité à se rassembler et s'organiser pour affronter le régime, le second point dépendra des illusions qu'ils leur restent dans les institutions et le capitalisme une fois celles dans tous les partis institutionnels envolées.

Pasok

Six membres influents du Parti socialiste (Pasok) au pouvoir à Athènes ont réclamé la démission du Premier ministre George Papandréou, qui a annoncé à la surprise générale la tenue d'un référendum sur le nouveau plan de sauvetage financier de la Grèce, rapporte mardi l'agence de presse Ana.

Tous appartiennent au Conseil national du Pasok et étaient de proches conseillers de Costas Simitis lorsqu'il était chef du gouvernement.

"*Le pays a besoin immédiatement d'un gouvernement politiquement légitime et d'un projet de renouveau national*", écrivent-ils dans une lettre conjointe. (Reuters 01.11)

Dans la rue en Grèce.

Près de 60% des Grecs estiment que l'accord est négatif ou probablement négatif, selon un sondage publié samedi par le journal To Vima. Pour environ la moitié des 1.009 personnes interrogées par téléphone, le texte est un coup porté à la souveraineté du pays.

Mardi, dans les rues de la capitale grecque, les habitants redoutaient qu'on ne leur présente le "*oui*" comme la seule alternative au chaos.

"*Il (Papandreou) nous fait du chantage*", résume Yannis Aggelou, directeur des ventes dans le secteur de l'acier.

Peu nombreux sont ceux qui saluent une initiative courageuse du chef du gouvernement socialiste.

Le référendum "*est absurde. Maintenant, ils mettent la balle dans notre camp, mais n'est-il pas de leur responsabilité de décider ?*", s'irrite Haris Velakoutakou, guide touristique de 64 ans.

"*A quoi ça rime ? Ils auraient dû organiser ce référendum dès le début, avant toutes les mesures d'austérité qu'ils ont prises*", ajoute-t-il.

"*Organiser un référendum est une bonne décision. Car c'est à nous de prendre notre destin entre nos mains. Je veux que l'on dise 'oui', je veux que l'on reste dans l'euro. Retourner à la drachme serait un désastre*", dit Dionysia Aggelopoulo, retraitée. (Reuters 01.11)

La presse grecque.

Dans la presse grecque, c'est la même consternation : Athens News rapporte les premières analyses des journaux du mardi matin, qui pointent un '*geste politique à haut risque*', '*un chantage dangereux pour rester au pouvoir*' ou encore '*une banqueroute politique du gouvernement*'. (lemonde.fr 01.11)

L'armée grecque

Le Grèce a annoncé mardi un changement de tout son état-major militaire, au milieu d'une crise politique qui pourrait entraîner la chute du gouvernement après la décision surprise d'organiser un référendum en Grèce sur le plan de sauvetage européen du pays.

Un conseil de sécurité de l'Etat, réuni sous la présidence du Premier ministre Georges Papandréou, a remplacé les quatre têtes de l'armée, le chef d'état-major des armées, les chefs d'état-major de l'armée de Terre, de la Marine et de l'Armée de l'air, et a déchargé de leurs fonctions une douzaine d'officiers de l'Armée et de la Marine, a indiqué le ministère de la Défense dans un communiqué publié dans la soirée.

Une source au sein du ministère a affirmé à l'AFP que les réunions avaient été programmées il y a longtemps, que ce grand remaniement était prévu et n'avait aucun lien avec la situation politique.

Selon un connaisseur des moeurs politiques grecques, les chefs de gouvernement grecs, de quelque famille politique qu'ils soient, changent l'état-major militaire avant une alternance politique anticipée, en nommant des gens jugés favorables à leur camp. (liberation.fr 01.11)

Le Conseil européen et la Commission européenne.

"*Nous prenons acte de l'intention des autorités grecques d'organiser un référendum*", écrivent le président du Conseil

européen Herman Van Rompuy et le président de la Commission européenne José Manuel Barroso dans un communiqué commun.

"*Nous sommes convaincus que cet accord est le meilleur pour la Grèce. Nous avons toute confiance en la Grèce pour qu'elle honore les engagements pris envers la zone euro et la communauté internationale.*"

José Manuel Barroso et Herman Van Rompuy ajoutent qu'ils ont parlé avec le Premier ministre grec George Papandreou et dit que la question du référendum serait discutée en marge du sommet du G20 de Cannes qui se tient du 3 au 5 novembre. (Reuters 01.11)

Dans les coulisses de l'Elysée

«*Personne en Europe n'a été prévenu de rien, et jamais les Grecs n'ont évoqué, même comme une vague possibilité, le risque d'un référendum la semaine dernière pendant les négociations à Bruxelles*», se lamente un diplomate élyséen.

La question posée au référendum doit être «responsable», selon l'Élysée. «*Ils ne peuvent pas demander aux Grecs s'ils acceptent un nouveau plan de rigueur, parce qu'ils vont forcément dire non*», explique un proche du président. «*Il faut qu'ils demandent aux Grecs s'ils veulent rester dans la zone euro*», ajoute ce dernier. Car les sondages, en Grèce, sont clairs : les Grecs à une large majorité ne souhaitent pas quitter la zone euro. (lefigaro.fr 01.11)

Mais quand rester dans la zone euro signifie être réduit en esclavage, ils peuvent avoir l'audace de vouloir en sortir sans se poser davantage de questions, un état d'esprit et une perspective que Le Figaro ne peut saisir et envisager évidemment.

Sarkozy

"*Cette annonce a surpris toute l'Europe. La France tient à rappeler que le plan adopté jeudi dernier à l'unanimité des 17 membres de la zone euro est la seule voie possible pour résoudre le problème de la dette grecque*", a dit Nicolas Sarkozy à la sortie d'une réunion interministérielle.

"*Donner la parole au peuple est toujours légitime mais la solidarité de tous les pays de la zone euro ne saurait s'exercer sans que chacun consente aux efforts nécessaires*", a-t-il ajouté.

«*C'est pourquoi la France et l'Allemagne ont pris l'initiative de réunir demain (mercredi), avant l'ouverture du sommet du G20, l'ensemble des institutions européennes ainsi que le Fonds monétaire international pour examiner avec le Premier ministre grec les conditions dans lesquelles les engagements pris seront tenus*», a-t-il conclu. (liberation.fr 01.11)

Lui donner la parole au peuple... et la lui reprendre aussitôt, c'est le propre des dictateurs qui foulent aux pieds les principes élémentaires de la démocratie.

La "*solidarité*" entre Etats capitalistes passe avant la légitimité des peuples à disposer eux-mêmes de leur destin, c'est dans l'ordre des choses pour un représentant du capital.

Paris et Berlin

"*La France et l'Allemagne sont déterminées à assurer avec leurs partenaires européens la pleine mise en oeuvre, dans les meilleurs délais, des décisions adoptées par le sommet, qui sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires*", écrit mardi l'Elysée dans un communiqué qui ne fait aucune mention directe de ce référendum.

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, qui se sont parlés au téléphone dans l'après-midi, "*souhaitent que, en consultations avec leurs partenaires européens ainsi que le FMI, une feuille de route puisse être rapidement arrêtée pour assurer l'application de cet accord*", dit le texte. (Reuters 01.11)

En Allemagne

Interview du journal Le Monde. Gunther Krichbaum (CDU), président dela commission des affaires européennes au Bundestag.

- Georges Papandréou a ouvert la boîte de Pandore. Son attitude constitue un affront pour les autres leaders européens. Il joue avec le feu. C'est incompréhensible. Même la question de confiance qu'il pose aux députés n'est pas gagnée d'avance. (lemonde.fr 01.11)

BCE

«*Aujourd'hui, le marché pense que la Grèce va sortir de l'euro. Et il y a un risque de contagion à la dette italienne et la dette espagnole. C'est la raison pour laquelle la BCE achète de la dette italienne et espagnole*», a dit à l'AFP Miguel Ángel Rodríguez, analyste associé chez XTB (broker online). «*Il semble qu'il y ait beaucoup de désinvestissement de fonds japonais et la banque européenne achète de la dette italienne et espagnole de façon préventive.*» (liberation.fr 01.11)

L'eurogroupe

La Grèce risque la faillite en cas de rejet du plan de sauvetage européen, a averti le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, dans un entretien à la radio privée RTL.

«*Cela dépendra de la manière dont la question sera exactement formulée et sur quoi exactement les Grecs vont voter*», a-t-il précisé. «*Le Premier ministre grec (Georges Papandréou) a pris sa décision sans en informer ses collègues européens*», a-t-il affirmé. (liberation.fr 01.11)

La Banque mondiale

Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, a comparé le référendum à «*un coup de dés*». «*Si cela échoue ce sera le bazar!*», a-t-il averti. (20minutes.fr 01.11)

L'Institut de la finance internationale

L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les grandes banques du monde, a fait savoir pour sa part qu'il s'en tenait à l'accord de Bruxelles et «*réaffirmé son intention d'aller de l'avant*». (20minutes.fr 01.11)

La Bourse

En zone euro, toutes les Bourses ont dévissé, les actions des banques subissant une descente aux enfers. A la clôture, Paris a lâché 5,38%, Francfort 5%, Milan 6,80%, Madrid 4,19%. Athènes a plongé de 6,92%. Londres a terminé sur un recul de 2,21%.

Les indices Stoxx des ASSURANCES (-7,24%) et des BANCAIRES (-6,58%) ont accusé les plus fortes baisses sectorielles en Europe. A Paris, Société générale a chuté de 16,23%, BNP Paribas de 13,06% et Crédit agricole de 12,53%.

Agences de notation

L'annonce du référendum grec, qui suscite l'incompréhension au sein de la zone euro et inquiète les marchés du monde entier, menace "*dramatiquement*" la stabilité financière du pays et de l'ensemble de la zone euro, a averti mardi l'agence de notation Fitch Ratings. (Reuters 01.11)

Le Medef

La décision de la Grèce d'organiser un référendum sur le plan de sauvetage du pays relève d'un «*comportement anormal, qui n'est pas loyal*» envers ses partenaires européens, a jugé mardi la présidente du Medef

«*S'il faut un jour envisager la sortie de la Grèce, définissons les conditions juridiques pour que cette sortie, finalement, ne concerne que la Grèce*», a déclaré Laurence Parisot sur LCI. Elle s'est dit «bien persuadée qu'il n'y aura pas d'éclatement de la zone euro». (liberation.fr 01.11)

La presse en France.

Quasiment toutes les déclarations des leaders politiques français mettent en avant l'enjeux démocratique de ce référendum, dans un pays frappé par une longue crise et qui a connu de nombreuses grèves.

PCF

Pierre Laurent, patron du PCF (membre du Front de gauche), a tenu des propos peu ou prou similaires. "*Il est incroyable que la simple idée de consulter le peuple grec affole les marchés financiers*", a-t-il précisé selon le JDD. (lepost.fr 01.11)

Parce que le PCF compte bien que le résultat de ce référendum ne change rien, à l'instar de son homologue en Grèce dont j'ai lu qu'il s'était prononcé contre, mais cela reste à vérifier, peu importe d'ailleurs puisque s'il y était favorable il serait sur la même longueur d'onde que le PCF, on ne se refait pas !

Parti de gauche

«*Il y a eu 13 grèves générales en Grèce et chacune a réclamé un référendum, Georges Papandréou savait qu'il ne pourrait pas tenir plus longtemps sans consulter le peuple grec*», a déclaré le candidat sur France Info, ajoutant que c'était «*un minimum de démocratie*».

«*Il y a un grand risque que tout ce château de cartes s'effondre. Les dirigeants européens doivent faire face à la crise, non pas par des artifices financiers, des constructions d'usines à gaz (…) mais y faire face politiquement*», a conclu Mélenchon. (liberation.fr 01.11)

Quel charlatan : il craint que tout s'effondre alors que c'est justement la condition pour que le peuple grec se soulève et prenne son sort en mains ! Sans parler de la traînée de poudre dans toute l'Europe... Si "*ce château de cartes*" ne s'effondre pas, cela signifiera que les travailleurs grecs se seront résignés à subir l'effroyage régression sociale à laquelle ils sont promis par la dictature du capital, ce à quoi conduit la politique de Mélenchon.

PS

François Hollande, candidat socialiste à la présidentielle, et Martine Aubry, première secrétaire du PS, ont estimé mardi dans un communiqué commun que l'annonce grecque «*traduit un défaut de gouvernance de la zone euro*».

Pour eux, «l'Europe a agit trop tard, trop faiblement sur le plan financier, et trop durement sur le plan économique et social».

«*Si cette décision de Papandréou entraîne de nouveaux désordres sur les marchés financiers, elle devrait surtout décider les dirigeants européens à prendre enfin les décisions d'engager les réformes structurelles, notamment pour réguler le système financier - comme nous n'avons cessé de le proposer depuis des mois-, et pour trouver un juste chemin entre la réduction des déficits et le maintien de la croissance et de l'emploi*», concluent-ils.

Traduisons ou remettons les choses en ordre : l'UE aurait dû agir davantage sur le plan financier, ce qui se serait traduit automatiquement par un durcissement des mesures économiques et sociales imposées au peuple grec.

C'est un cas d'école, un excellent exercice pour les jeunes militants qui veulent saisir comment la politique et la propagande du PS s'articulent. D'un côté, sans en avoir l'air ils prennent la défense des intérêts du marché, il fallait augmenter l'aide fournie à l'Etat grec afin qu'il paie rubis sur l'ongle sa dette aux banques et aux institutions financières, la leur en fait, et de l'autre le PS se présente en défenseur des travailleurs qui en réalité paient cette facture, en se plaignant qu'elle soit trop lourde à supporter pour eux, pour masquer ou faire oublier que cela n'aurait pas été le cas si l'UE n'était pas au service du capital... ainsi que le PS.

La méthode du PS consiste la plupart du temps à découpler cause et effet qui sont liés, pour embrouiller les esprits, pour que les travailleurs ne parviennent pas à comprendre l'origine de la situation, de leur condition, de leurs problèmes. Il faut matraquer sans cesse le PS.

Je vous fais grâce des déclarations des autres dirigeants du PS, de Montebourg à Valls, tous se disent favorables à ce référendum qu'ils n'organiseraient jamais en France s'ils parvenaient au pouvoir en 2012, non pas pour que le peuple grec décide librement de son sort, mais en regrettant qu'il n'ait pas été associé par ses bourreaux à sa propre déchéance, puisque c'est l'avenir auquel il est promis de toutes manières, on n'échappe pas à son destin, tragique bien entendu !

Modem

Robert Rochefort, vice-président du MoDem, comprend que "*la situation était intenable pour M. Papandréou*", précise Public Sénat. Pour l'eurodéputé, soit les politiques se mobilisent pour faire gagner le "*oui*", soit "*le 'non' l'emporte*". Dans ce cas, ce serait "*une dissolution, de nouvelles élections et (...) un gouvernement d'union nationale qu'il faut pour sortir de cette difficulté*", prédit-il. (lepost.fr 01.11)

A moins que si le Parlement vote oui et que le non l'emporte au référendum, Papandréou décide de ne tenir compte que de l'avis du Parlement. Sarkozy a-t-il procédé autrement après le non de 2005 ? Sauf que la situation est explosive en Grèce...

Quelques réactions supplémentaires

Le politologue grec Ilias Nikolapopoulos a accusé Papandréou d'avoir pris une décision potentiellement «suicidaire pour le pays». (20minutes.fr 02.11)

«*Que va-t-il se passer si le peuple dit 'non'? Le risque est que la communauté internationale coupe l'arrivée d'argent et que le*

pays finisse par quitter l'euro», après avoir fait défaut, a commenté à Francfort Christoph Weil, analyste de Commerzbank. (20minutes.fr 02.11)

Parole d'internaute : l'impérialisme américain à la manoeuvre en Grèce.

2001 : Un montage financier (swaps de devises) est conclu entre la firme Goldman Sachs et la Grèce, permettant à cette dernière de maquiller ses comptes

2002 : Mario Draghi devient directeur administratif de Goldman Sachs pour l'Europe, qui est alors un intermédiraire privilégié (en jargon, lead manager) du trésor grec.

2005 : Le contrat financier conclu en 2001 entre la banque et le trésor grec est renégocié. En particulier, sa maturité est rallongée, d'après un audit ultérieur (2010) de Euro-stat.

Janvier 2006 : Mario Draghi rejoint la banque centrale d'Italie

2010 : La commission européenne enquête sur le maquillage des comptes de la Grèce.

Mai 2011 : J-C Trichet oppose son veto à l'ouverture des archives concernées, dans le cadre d'une procédure judiciaire initiée par Bloomberg. Le prétexte du refus est de ne pas effrayer les marchés...

Juin 2011 : Mario Draghi est interrogé par l'eurodéputé qui s'est impliqué dans son dossier face au comité des affaires économiques et monétaires du parlement européen. MD, grand serviteur de l'état, dit avoir refusé de travailler avec le secteur public, par désintérêt pour ce dernier, au moment de son embauche, en contradiction avec un communiqué officiel de son employeur. (20minutes.fr 02.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le président français Nicolas Sarkozy a contribué à alimenter une 'attaque spéculative' contre l'Italie sur les marchés financiers avec ses commentaires consécutifs au dernier sommet de la zone euro, a accusé mardi 1er novembre le ministre des affaires étrangères italien, Franco Frattini.

'*Les spéculateurs commençaient déjà à parler d'un 'lundi noir' pour l'Italie après le sommet vendredi. Cela prouve que l'attaque spéculative contre l'Italie était planifiée*, a estimé M. Frattini dans un entretien au journal Il Messagero. '*Et alors, franchement, si quelqu'un comme le président français Sarkozy dit que si nous n'avions pas sauvé la Grèce l'Italie aurait suivi, eh bien ceux qui n'en auraient pas déjà eu l'idée auraient lancé une attaque spéculative.*' (lemonde.fr 01.11)

2- Israël

Israël a accepté de reporter brièvement des opérations militaires de plus grande ampleur dans la Bande de Gaza afin que l'Egypte ait le temps d'essayer de convaincre les factions palestiniennes de cesser les tirs de roquettes sur le sud d'Israël, a affirmé mardi un responsable égyptien.

L'aviation israélienne a visé ces derniers jours des Palestiniens qui avaient tiré des roquettes depuis la Bande de Gaza, mais selon le responsable égyptien qui s'est exprimé sous couvert de l'anonymat, Israël a également prévu des opérations de plus grande ampleur.

Il a expliqué que l'Egypte avait demandé 24 heures pour essayer de pousser toutes les factions à convenir d'un cessez-le-feu. D'après lui, les autorités israéliennes ont accepté d'accorder au Caire un délai jusqu'aux environs de minuit mardi.

"*Une philosophie de sécurité ne peut pas reposer seulement sur la défense*", avait-il fait valoir le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou lundi au Parlement, estimant qu'elle devait aussi s'appuyer sur des capacités "offensives". (AP 01.11)

C'est un aveu qui signifie que même sans les roquettes du Hamas ou du Djihad islamique, il passerait à l'offensive contre le peuple palestinien. Il a aussi annoncé qu'il gelait provisoirement les fonds israéliens destinés à l'Autorité palestinienne, en représaille à la reconnaissance de la Palestine à l'Unesco, mais cela il ne l'a pas précisé.

Economie

1- Suisse

Credit Suisse a annoncé mardi une concentration accrue de ses activités et de nouvelles suppressions de postes en réponse à la mauvaise performance de sa branche investissement au troisième trimestre.

La banque d'investissement va accélérer son repositionnement et réduire de moitié d'ici à 2014 les actifs pondérés en fonction des risques, a annoncé le numéro deux de l'industrie bancaire en Suisse.

"*Toutes ces mesures ont pour but d'augmenter de 800 millions de francs d'ici à 2014 - hors croissance induite par le marché - la contribution de Private Banking au bénéfice avant impôts du groupe*", explique le directeur général Brady Dougan.

D'ici là, Credit Suisse engagera des mesures de réductions de coûts de deux milliards de francs en 2012 et 2013.

Celles-ci se traduiront par une réduction d'environ 3% des effectifs, soit près de 1.500 postes.

Ces suppressions de postes s'ajouteront aux 2.000 déjà annoncées fin juillet. Les avantages de cette initiative ne devraient se manifester qu'en 2012, ajoute Credit Suisse.

UBS avait précisé fin août qu'elle allait supprimer près de 3.500 emplois afin d'économiser environ deux milliards de francs d'ici la fin 2013.

Une réallocation des ressources est également prévue, à destination des grands marchés et des marchés à croissance plus rapide, notamment au Brésil, en Asie du Sud-Est, en Chine et en Russie, avec un chiffre d'affaires qui devrait passer à 25% en 2014, contre 15% en 2010.

L'afflux net de capitaux au niveau du groupe s'est élevé à 7,1 milliards et à 7,4 milliards de francs dans la banque privée. Dans la gestion d'actifs, Credit Suisse a enregistré des rentrées de 200 millions. (Reuters 01.11)

On a là tous les ingrédients pour comprendre l'évolution du capitalisme (mondial).

2- Etats-Unis

Pfizer, le premier groupe pharmaceutique mondial, a annoncé un bénéfice de 3,74 milliards de dollars (2,4 milliards d'euros). L'année précédente, à la même période, Pfizer avait enregistré un bénéfice de 866 millions de dollars.

Le chiffre d'affaires a progressé de 7% à 17,19 milliards de dollars. (Reuters 01.11)

Haut de page

Le 3 novembre

CAUSERIE

(Dernières infos)

Le référendum sur l'aide européenne à la Grèce devrait avoir lieu le 4 décembre, a déclaré mercredi le Premier ministre George Papandreou, se disant confiant dans une victoire du "*oui*".

"*Ce n'est pas le moment de vous donner la formulation exacte mais l'essence est que ce n'est pas seulement une question sur un programme, c'est la question de savoir si nous voulons ou pas rester dans la zone euro. C'est très clair, et cela doit l'être pour tout le monde*", a-t-il dit à la presse.

"*Je crois que nous aurons une réponse positive, je crois que le peuple grec veut que la Grèce reste dans la zone euro et je crois que ce référendum le montrera*", a ajouté George Papandreou. "*Je veux dire que nous aurons un 'oui'*".

Le président français et la chancelière allemande ont insisté pour que le référendum ait lieu d'ici début décembre, pour ne pas laisser la zone euro et les marchés financiers dans une incertitude prolongée. Ils ont appelé de leurs voeux un consensus de toutes les forces politiques en Grèce et estimé que la seule question qui devait être posée était de savoir si les Grecs voulaient ou non rester dans la zone euro.

"*Il est clair que la question qui se trouve posée c'est celle de l'avenir européen de la Grèce : la Grèce veut-elle ou non rester dans la zone euro*", a déclaré Nicolas Sarkozy. (Reuters 03.11)

La causerie du matin.

Parce que vous êtes passés à l'heure d'hiver, le décalage horaire avec l'Inde est de 4h30, quand il est 16h30 chez moi, il est midi chez vous, du coup le site est actualisé une heure plus tôt.

Ici cela ne servirait à rien de changer d'horaire, puisque l'hiver il fait nuit vers 18h et l'été vers 19h, il n'y a qu'une heure de différence.

A propos du site

Téléchargements en octobre 2011 : 1338, plus les fichiers simplement ouverts et lus.

535 documents différents téléchargés

2632 visites au total

Les 15 fichiers les plus téléchargés en octobre 2011 :

/tribune/cermtri_42.doc
/tribune/poi82.pdf (le congrès du POI du 2 octobre)
/tribune/IO169_2.pdf
/dossier/france_poi_031011.pdf
/tribune/ccit_121011.pdf
/textes/npa_300911.pdf
/courriel/mail58.pdf
/tribune/Lettre_president_3-10-11.pdf
/tribune/marx_pcf.pdf
/marxisme/broue_pbolch.pdf
/tribune/IO168_2.pdf
/tribune/congres_poi_021011.pdf
/service/laicite1.doc
/archives2010/societe_2009.pdf
/justice/justice78.pdf

Le combat contre l'UE ou le voile qui sert à masquer les illusions réformistes

Le M'PEP fait signer une pétition "*pour sortir le Traité de Lisbonne de la Constitution, afin de restaurer la souveraineté populaire et de pouvoir enfin mener de véritables politiques de gauche.* ."

"*Pour mener des politiques de gauche, il faut donc sortir de l'Union européenne ou pratiquer ce que le M'PEP nomme la « désobéissance européenne » en ôtant de la Constitution française toute référence au droit européen en général et au traité de Lisbonne en particulier.*"

"*sortir le Traité de Lisbonne de la Constitution*", ce n'est pas "*sortir de l'Union européenne*", laissons de côté cette approximation grossière. Et puis il reste tous les traités signés avec l'UE, dont celui de Maastricht instituant l'euro, la soumission à la BCE, etc.

Il est possible de faire une politique conforme aux intérêts du capital sans passer par l'UE, c'est la première chose. Ensuite, "*sortir le Traité de Lisbonne de la Constitution*" ou pratiquer la « *désobéissance européenne* » ce n'est pas vraiment la même chose.

Maintenant démontons le tour de passe-passe ou la manipulation contenue dans le premier paragraphe.

Il se compose de deux postulats qui sont faux. Le premier "*restaurer la souveraineté populaire*", le second "*pouvoir enfin mener de véritables politiques de gauche*". Que signifie restaurer la souveraineté populaire ? Qu'elle aurait déjà existé ? D'accord, mais

sous quelle forme ?

Avant de répondre à cette question, demandons-nous ce que signifie au juste la souveraineté populaire. Que la population sans distinction de classes serait appelée à se prononcer par le biais du suffrage universel, auquel cas son vote serait largement influencé par la propagande de la classe dominante et ses valets, ou que les exploités qui composent la majorité de la population auraient la possibilité de s'exprimer librement puisque tous les partis politiques disposeraient des mêmes droits ?

Dans le premier cas, la souveraineté populaire se confondra forcément avec les intérêts de la classe dominante qui se confondent à leur tour avec l'intérêt général en régime capitaliste, donc en guise de souveraineté populaire, du fait qu'en aucun cas elle ne pourrait porter atteinte aux fondements de la domination de la classe des capitalistes, la classe dominée devrait continuer de vivre dans un état de soumission. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que la majorité de la population ait acquis on ne sait pas quel miracle, un niveau de conscience politique qui lui permettrait de se saisir du programme de la révolution socialiste, impossible, grotesque !

Dans le second cas c'est plus simple, puisqu'il est impensable en régime capitaliste que tous les partis politiques disposent des mêmes droits, cela n'a jamais existé dans aucun pays du monde dans le passé.

Pour répondre à notre question, la souveraineté populaire n'a jamais existé que sous la forme de la souveraineté nationale dont le contenu se confond avec l'idéologie de la classe dominante, celle de la bourgeoisie, des capitalistes, voilà pour quoi milite le M'PEP.

En conclusion, la souveraineté populaire n'a rien à envier au concept d'intérêt général en régime capitaliste, il en est la forme politique pourrait-on dire, qui ne sert qu'à masquer la soumission de ses partisans à la classe dominante pour mieux y associer partis, syndicats et travailleurs dans la perspective de la mise en oeuvre d'une "*véritable politique de gauche*", qui, puisqu'elle ne reposerait pas sur la liquidation des fondements du capitalisme et ne suivrait pas l'abolition des institutions de la Ve République, ne pourrait pas aller au-delà de ce que peut supporter le régime, une "*véritable politique de gauche*" qui permettrait d'en assurer la survie ou d'en retarder la chute.

(Suite de ma causerie du 29 octobre sur le M'PEP)

Dans leur "*opinion*" sur le *Manifeste* de Marx et Engela, j'ai noté ceci qui nous donne une indication intéressante sur leur nature et leurs intentions : "*on ne peut s'empêcher de s'étonner de la pérennité de ce texte*", nous non, et nous ne sommes pas les seuls loin de là, ce qui prouve à quel point ils sont déconnectés ou plutôt étrangers à la classe ouvrière.

Le *Manifeste du parti communiste* a conservé toute sa fraîcheur hormis quelques passages à la marge, et les conclusions de ses auteurs sont d'une terrible actualité. C'est une oeuvre achevée géniale, alors pourquoi devrait-elle tomber dans l'oubli ? (A suivre)

Quand le POI fait la démonstration de son incapacité à aider les travailleurs à comprendre la situation et encore moins à en sortir.

L'analyse du POI dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°173) est en dessous de tout, misérable. Pire encore, il se fait l'écho du parti stalinien grec (KKE) qui demande des élections anticipées et rejette le référendum. En France, il n'y a que l'UMP sur cette position... et le PCF !

L'éditorial de Jean Markun (ex-PCF) est affligeant : "*Le peuple grec est contraint à subir les mesures d'austérité, malgré « l'annulation » d'une partie de la dette*", comme si les banquiers allaient vraiment y perdre quelque chose, quel manque de discernement, c'est lamentable, digne des commentaires que l'on trouvent dans la presse nationale aux ordres.

La Chronique de Yan Legoff vous pouvez la retrouver sous la plume de journalistes dans Libération, Le Monde ou Le Figaro, donc aucun intérêt. Excusez-moi, j'avais lu trop vite semble-t-il, il a écrit : "*Mais les travailleurs de Grèce, de France et de tout le continent, n'ont pas dit leur dernier mot.*" qu'on se le dise, nous voilà bien avancés, pitoyable, non, en fait j'avais bien lu.

L'article signé Christel Keiser et Dominique Ferré se résume à une revue de presse, toujours sans la moindre trace d'analyse politique permettant de mettre en perspective les tâches et les objectifs politiques que les travailleurs grecs doivent se fixer. Inutile.

L'interview d'Hélène Zografaké-Telemè, membre du bureau exécutif du syndicat des enseignants du secondaire (OLME), n'apporte aucun élément propre à dégager une perspective politique. On frôle le néant politique...

Quelle est la position du POI sur le référendum annoncé par Papandréou ? Vous n'en saurez rien, à croire qu'il est incapable d'en avoir une !

Je mets en ligne les trois pages d'*Informations ouvrières* où figurent des articles sur la Grèce, ainsi vous pourrez vérifier que

je n'invente rien, malheureusement.

Que pense le POI de la proposition d'élections anticipées en Grèce ? Même punition, vous n'en saurez rien, ils ont cessé de penser les dirigeants de ce parti, ils prennent le train en route ou suivent comme ils peuvent les événements, c'est bien triste d'en arriver là. Ils préfèrent une fois de plus ouvrir leurs colonnes au parti stalinien (KKE) ou à Synaspismos qui en est issu et qui tient des propos délirants qu'*Informations* ouvrières relaient sans ajouter la moindre remarque : "*Je pense que si Papandréou a fait cette annonce du référendum, c'est parce qu'il a peur de la suite, il a peur des prochaines élections, il a peur que son parti s'effondre...*" comme si entre sauver le régime ou sauver son parti il y aurait le moindre doute dans sa tête. Ils soutiennent le Pasok comme ils peuvent...

Au fait, pourquoi le POI qui depuis le MPPT (1985) avance le mot d'ordre de la défense de la démocratie ne s'est-il pas engouffré dans cette brèche pour défendre la tenu de ce référendum même si les termes de la question posée aux électeurs ne sont pas ceux que nous aurions choisis ? Parce que le parti de l'opposition se nomme la Nouvelle démocratie ? C'est dur de s'y retrouver ou d'expliquer cela aux travailleurs, n'est-ce pas ?

Ne serait-ce pas par hasard leur démocratie au rabais qui conduirait à la dictature ? Cette démocratie ne serait-elle pas déjà une dictature en réalité ? Personne ou presque ne le disait hier encore, personne n'y pensait ou n'osait le dire à haute voix par crainte de s'aliénier le soutien de petit-bourgeois en profitant largement, et voilà que cela nous tombe d'un seul coup sur la tête, et le travailleur lambda de se demander comment il avait pu croire si longtemps que cette démocratie était la forme achevée du pouvoir politique, alors qu'elle était l'antichambre de la pire dictature qui soit.

Que vive la démocratie ou que vive la dictature se confondent, embarrassant, on comprend.

Page 16, la "*Question à un honorable sénateur*", non pas la question qui tue, la question stupide par excellence posée par Michel Sérac à M. Placé, sénateur Europe Ecologie-Les Verts : "*...de quel côté êtes-vous ? Celui du maintien de la loi réactionnaire Balladur- Sarkozy, ou celui des élus locaux, de l'abrogation et de la démocratie ?*" à propos de la contre-réforme territoriale, comme s'il n'avait pas déjà signifié clairement, ouvertement à plusieurs reprises, le comble c'est que Sérac le précise dans son article, Placé combat au côté de l'UMP dans le camp de la réaction, à croire que pour Sérac il doit posséder une qualité exceptionnelle, un don d'ubiquité !

Qu'est-ce qu'il vous faut de plus comme faits, comme preuves supplémentaires pour que vous cessiez une fois pour toute de vous adresser à ces réactionnaires, douteriez-vous qu'ils le soient vraiment, souhaitez-vous que les travailleurs et les militants en doutent ou continuent d'en douter que vous ne vous y prendriez pas autrement. En quoi cela aide-t-il le niveau de conscience politique des militants et des travailleurs à progresser, on serait curieux d'entendre votre réponse.

Mais où le POI a-t-il la tête demanderez-vous ?

Réponse page 8 : "*La délégation des maires à l'Elysée se prépare*" ou page 9 "*Le POI propose de présenter des candidatures ouvrières*", lors d'une réunion organisée par le POI à Roquebrun (Hérault). Et sur quelle ligne politique : "*annulation de la dette, tout de suite maintenant*", ben voyons, encore un numéro d'illusionnsite, alors que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait prendre un décret l'annulant, mais cela ne figure pas dans ce compte-rendu ni sans doute dans l'intervention des militants du POI. Ils sont révolutionnaires, socialistes, trotskystes, etc. les jours de fête seulement, ponctuellement dans une déclaration ou lors d'un meeting mais surtout pas sur le terrain : place aux illusions et aux grandes manoeuvres !

Les camarades du POI (CCI) qui m'ont écrit qu'ils n'avaient pas progressé politiquement ou qu'ils n'étaient pas capables d'analyser la situation par eux-même après avoir milité deux ou trois décennies dans ce courant politique, et qui se demandaient surpris pourquoi ont la réponse ici.

Vous pouvez prendre absolument toutes les questions qui sont abordées dans leur journal, vous ne trouverez jamais expliqué sur quoi repose finalement leurs ananlyses, encore moins leurs positions en dehors de références à des enseignements théoriques que leurs dirigeants ont appris un jour par coeur et qu'ils répètent sans cesse comme un moulin à prières, apparemment sans les avoir jamais vraiment compris à fond. Je dis cela très simplement, sans animosité ou prétention aucune.

Quelle surprise !

Un article du figaro.fr du 19 juin 2011 intitulé *La Grèce envisage un référendum sur la rigueur*, disponible sur Internet.

- "*Le premier ministre Georges Papandréou, qui joue son maintien au pouvoir, a annoncé la tenue probable d'une consultation populaire à l'automne.*"

Ils ne disent pas que des conneries au Figaro

«*Lénine avait certainement raison. Il n'y a pas de plus subtil et plus sûr moyen de renverser les fondements d'une société que de corrompre sa monnaie*», prétendait Keynes, cité aujourd'hui par les économistes de l'UBS à propos des pays du sud de la zone euro.

Pour l'Europe, le risque est autant politique qu'économique et financier. (lefigaro.fr 02.11)

Pour comprendre ce que voulait dire Lénine il fallait effectivement ajouter la dimension politique à cette crise. Pour jeter un clin d'oeil au dernier ouvrage que Jean-Jacques Marie consacre à Lénine *La révolution permanente*, on pourrait dire que la révolution permanente prend ses racines dans une crise économique, qui devient sociale, puis politique...

Sur la situation en Grèce, suite

Je ne reviens pas sur ce que j'ai écrit hier. Rien à ajouter non plus. Je précise que j'avais exposé ma position sur le référendum annoncé et je n'ai aucune raison de la modifier. Attendons de voir la suite.

Papandréou

Hier son porte-parole a assuré qu'il avait «*informé ses partenaires de ses intentions*» de soumettre à référendum l'accord européen de sauvetage du pays - une affirmation que personne ne confirme en Europe -, tout en reconnaissant que la date de l'annonce était restée «*confidentiellel'hypocrisie*» de la droite grecque, accusée de dénoncer tout haut un accord qu'elle approuve tout bas. En clair, Papandréou a essayé de forcer l'union nationale.

Avant la réunion de Cannes, Papandréou assurait que la question porterait sur le plan de sauvetage et non sur la sortie de l'euro. (liberation.fr 02.11)

Je ne partage pas cette analyse, seule une défaite politique de la classe ouvrière pourrait le sortir d'affaire, provisoirement. Elle pourrait intervenir lors de ce référendum, on voit mal comment, lors d'élections anticipées, là aussi on voit mal comment puisque la majorité des Grecs savent qui n'ont de plus à attendre de la Nouvelle démocratie, le parti de droite équivalent de l'UMP. (lire la suite dans ma causerie d'hier)

Paris et Berlin

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont menacé mercredi la Grèce d'une suspension de l'aide européenne si Athènes n'acceptait pas d'appliquer tous les volets de l'accord conclu à Bruxelles jeudi dernier sur un sauvetage financier de ce pays.

"*Nous ne pouvons engager l'argent du contribuable européen (...) qu'à partir du moment où un certain nombre de règles (...) sont respectées*", a déclaré le président français lors d'une conférence de presse commune avec la chancelière allemande.

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont déclaré, à l'issue d'une réunion avec George Papandréou, qu'une nouvelle tranche d'aide ne serait versée à Athènes que lorsque la Grèce aurait accepté de mettre en oeuvre tous les aspects du compromis de Bruxelles et quand toute incertitude sur le référendum annoncé par le Premier ministre grec sur cet accord aurait été levée.

Nicolas Sarkozy a précisé que la France et l'Allemagne voulaient une "*réponse définitive*" et "*accélérée*" à la crise de la dette grecque, passant par une application de ce compromis.

Selon le président français, George Papandréou a indiqué que le référendum pourrait avoir lieu "*autour du 4 ou 5 décembre*". (Reuters 02.11)

Commission européenne

Barroso a lancé hier soir «*un appel urgent et vibrant en faveur de l'unité nationale et politique en Grèce*» : «*Sans l'accord de la Grèce au programme de l'UE et du FMI, les conditions pour les Grecs seraient plus douloureuses, en particulier pour les plus vulnérables.*» (liberation.fr 02.11)

Zone euro

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) a décidé de suspendre une émission de dette à dix ans d'un montant maximum de trois milliards d'euros promis à l'Irlande, apprend-on mercredi de sources proches de l'opération.

Le fonds de sauvetage de la zone euro avait mandaté lundi Barclays Capital, Crédit agricole et JP Morgan, et les marchés s'attendaient à un prix d'émission et une adjudication mercredi.

L'opération devrait désormais être réalisée dans les deux semaines.

Depuis que les banques ont été mandatées pour l'émission, les conditions de marché se sont considérablement détériorées et la prime de risque exigée du FESF pour emprunter s'est accrue, en réaction à l'annonce en Grèce d'un référendum sur le plan d'aide européen.

L'obligation à 10 ans du FESF, qui se traitait à 75 points de base (pdb) au-dessus de la courbe des swaps quand les banques ont été mandatées se traite désormais 90 pdb au-dessus. (Reuters 02.10)

FMI

Les dirigeants européens sont déterminés à agir de façon coordonnée face à la crise dans la zone euro, a déclaré mercredi la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde. (Reuters 02.11)

On pourrait dire qu'elle enfonce des portes ouvertes, l'essentiel est ailleurs. Lagarde parlent au nom des "dirigeants européens" qui appliquent la politique décidée à Washington, CQFD. La preuve.

L'Union européenne et le Fonds monétaire international ne verseront pas la sixième tranche d'aide à Athènes, de huit milliards d'euros, tant que la Grèce n'aura pas organisé le référendum annoncé par le Premier ministre George Papandréou, a-t-on appris mercredi de sources proches du FMI et de l'UE.

"*Le conseil d'administration ne voudra pas verser d'argent à la Grèce pour se demander ensuite ce qui va se passer*", a déclaré la source du FMI. "*Le conseil voudra l'assurance que la Grèce respectera ses engagements et pour l'heure, Papandréou n'en est pas capable*."

Quant à la source proche de l'Union européenne, elle a déclaré que les pays de l'Union s'étaient alignés sur la position du FMI et qu'ils ne verseraient rien tant que le Fonds n'aurait pas obtenu de clarifications de la part de la Grèce. (Reuters 02.11)

Autres déclarations

L'intégralité de la classe politique et l'opinion publique s'interrogent encore sur les motivations de Georges Papandréou.

Pour Nikos Mourkogiannis, consultant économique international, «*au retour de Bruxelles, Georges Papandréou a réellement compris qu'il ne pourrait pas gouverner sans la volonté du peuple et sans l'aval de ses propres députés. La grogne sociale s'exprime à tous les niveaux*», explique-t-il. Les nombreuses grèves et manifestations nuisent sérieusement au fonctionnement de l'État. Les administrations, centre d'impôts ou hôpitaux tournent au ralenti au point de saboter la mise en œuvre des mesures d'austérité imposées par l'Union européenne et le Fond monétaire international.

Au sein de l'UMP, le député UMP des Yvelines, Jacques Myard donne raison à Georges Papandréou: "*Il a décidé de consulter le peuple, provoquant une vague de récriminations plus stupéfiantes les unes que les autres*". (lexpress.fr 02.11)

La causerie d'hier après-midi (en France) sur la situation en Grèce.

Le début de cette causerie est datée du 3 avec un peu d'avance, de façon a inclure les dernières nouvelles après l'annonce de la tenue d'un référendum en Grèce par le Premier ministre Papandréou.

Voici en quels termes ce référendum pourrait être concocté : vous avez le choix entre accepter l'accord conclu à Bruxelles le 27 octobre dernier qui est un moindre mal, et le refuser, ce qui signifierait sortir de l'euro et davantage d'austérité.

Puisque tous les dirigeants du vieux monde ne peuvent pas admettre que les Grecs pourraient rejeter l'accord du 27 octobre avec la formidable régression sociale qu'il entraînerait pour toutes les couches exploitées du pays, et surtout les conséquences politiques dans toute la zone euro, même si les termes de ce référendum ne laissent pas vraiment le choix aux Grecs, entre la peste et le choléra, il mérite d'être soutenu et d'appeler à voter contre l'accord passé entre Papandréou, l'Union européenne et le FMI, aux masses exploitées grecques ensuite de trouver la voie de l'unité et de l'organisation pour renverser le régime.

En votant contre l'accord de Bruxelles du 27 octobre, ils infligeront une défaite politique à ceux qui l'ont signé dans le dos des travailleurs grecs, ils ont besoin de cette victoire pour prendre confiance en eux et continuer le combat...

Papandréou

«*Le référendum fournira un mandat clair, mais aussi un message clair à l'intérieur et à l'extérieur de la Grèce sur notre engagement européen et notre appartenance à l'euro*», déclare Papandréou. «*Nous devons faire en sorte que les choses soient claires à tous points de vue, et je dirai au G20 (de mercredi, ndlr) qu'il leur faudra finalement adopter des politiques qui garantissent que la démocratie soit maintenue au-dessus des appétits des marchés*».

Son ministre de l'Intérieur, Haris Kastanidis, a déclaré par la suite que le référendum pourrait se tenir dès le mois de décembre.

"*Il y a une possibilité d'organiser le référendum avant janvier, en décembre*" si la Grèce et les partenaires internationaux se mettent d'accord sur les modalités de l'accord de l'aide plus rapidement que prévu, a-t-il déclaré à la télévision publique. (liberation.fr 02.11)

Le gouvernement grec

Le cabinet grec, réuni en session extraordinaire dans la nuit de mardi à mercredi, approuve «*à l'unanimité*» le projet de référendum. Le cabinet approuve aussi la décision de Papandréou de demander vendredi un vote de confiance du parlement. (liberation.fr 02.11)

OMC

«*Ce que me disent mes copains grecs, c'est que ce référendum peut être gagné. Les Grecs sont probablement capables d'apprécier que c'est ça ou quelque chose d'encore pire*», assure Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

Une sortie de la Grèce de la zone euro et l'abandon de la monnaie commune serait «plus douloureuse» pour les Grecs que les plans d'austérité successifs imposés au pays, en récession pour la 4e année de suite. (liberation.fr 02.11)

PS

François Hollande : «*le premier ministre grec soumet cette question référendaire au Parlement grec. C'est son droit. C'est la légitimité du peuple grec d'être consulté, si le Parlement l'accepte*».

«*Si le référendum n'est pas décidé, de toutes façons, il faudra reprendre la question grecque, car on a bien compris qu'elle n'était pas vraiment réglée y compris avec le dernier sommet européen.*» «*Il est tout à fait important que les Grecs soient mis devant leurs responsabilités, sous une forme ou sous une autre, référendum ou pas, et que les Européens soient conscients que la question grecque n'est pas aujourd'hui réglée*» (libération.fr 02.11)

Bref, que le peuple grec accepte ou non l'accord conclu lors du dernier sommet européen, il devra être appliqué et ils devront en subir les conséquences. Que disent Sarkozy, Merkel, Lagarde ? La même chose ou c'est plutôt lui qui leur emboîte le pas.

Papandréou est acculé, je pense qu'il n'a même pas la possibilité de poser cette question devant le Parlement.

Autres réactions

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble estime mercredi dans le *Financial Times Deutschland* que les Grecs soutiendront les réformes du gouvernement lors du référendum.

"*Si la Grèce accepte le fardeau et les efforts exigés par les programmes d'aide, s'ils veulent demeurer dans la zone euro, ils soutiendront le plan*", affirme-t-il. (Reuters 02.11)

L'annonce du référendum est «*une bombe lancée sur les marchés*», estime le gouverneur de la banque centrale de Taïwan. (liberation.fr 02.11)

La Chine espère que les pays de la zone euro appliqueront leur plan anticrise pour alléger la dette de la Grèce. (liberation.fr 02.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1-

Selon une étude présentée ce mercredi matin à Paris, le Cevipof, centre d'études de Sciences Po, en deux ans, la part de la population qui pense que leurs élus cherchent à tirer profit d'eux a augmenté de 12 points, tandis que 69% des Français estiment que les dirigeants politiques sont "plutôt corrompus". 83% jugent par ailleurs que leurs préoccupations sont peu ou pas prises en compte. Bref, c'est le désamour intégral.

"*On ne vote pas forcément pour les gens qu'on aime*", tempère Pascal Perrineau, le directeur du Cevipof, pour justifier deux chiffres paradoxaux avec ceux précités: 60% des personnes interrogées s'intéressent à la politique (contre seulement 55 en 2009) et près de 80% des sondés affirment qu'ils iront voter en 2012. Pour dire quoi? Qu'il y a trop d'immigrés en France (60%), qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres (73%), 58 % des Français demandent une régulation forte de l'économie (+6 points par rapport à décembre 2009) et qu'il faut réformer le système capitaliste (49%).

Depuis son pupitre, Pascal Perrineau qualifie la demande de protectionnisme de "vertigineuse". Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon président, alors?

Non, car 66% des Français n'ont jamais eu confiance en l'une comme en l'autre. Tandis que 56% d'entre eux se disent inquiétés par la présidente du Front national, qui, néanmoins, glane la palme du "*concernant*": avec 35% de gens assurant qu'elle comprend leurs problèmes, elle devance tous les autres responsables politiques nationaux.

Les deux grands perdants de l'étude, à écouter Pascal Perrineau, sont l'écologiste Eva Joly et le centriste François Bayrou. "Une fois de plus, on voit que les Verts n'ont pas choisi le bon candidat", juge le directeur du Cevipof, s'appuyant sur les seulement 8% de sondés qui ont "toujours eu confiance" en elle. Quant à Bayrou, il serait victime d'un "phénomène d'usure", pour s'être "trop banalisé". (lexpress.fr et lemonde.fr 02.11)

La confiance dans la gauche augmente de 12 points rapport à décembre 2009 pour se situer à 27 % alors que celle dans la droite baisse de un point à 21 %.

Voilà qui est bon signe, si une majorité estime que les élus des partis institutionnels et leurs satellites sont corrompus et se foutent bien de leurs problèmes, ils sont plus nombreux à s'intéresser à la politique, il ne leur reste plus qu'une étape à franchir pour prendre leur destin en mains, le plus difficile. On y vient, patience camarades.

Les 27% qui font "*confiance dans la gauche*" doivent correspondre au poids dans la société des couches de la petite-bourgeoisie les plus frappées par la cure d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement, ainsi que les couches moyennes.

1.2- Pour conserver les apparences... et préserver le régime

1.2.1- Le Sénat, à majorité de gauche, a rejeté mercredi en commission le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2012, jugeant «indigent, irresponsable et irréaliste» ce texte, d'abord soumis à l'Assemblée et que les députés devaient adopter en séance dans l'après-midi. (libération.fr 02.11)

1.2.2- Le Président du Sénat, prenant en compte la grogne des élus locaux face à la réforme des collectivités, avait fait de son abrogation l'argument principal de la campagne sénatoriale. La PPL Sueur, présentée le 26 octobre dernier, prévoit ainsi de renforcer les attributions des élus locaux.

Lancée par le gouvernement, la réforme territoriale devait achever, à marche forcée et sous la houlette des préfets, le regroupement des communes d'ici le 31 décembre 2011, sous la forme de schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI). La commission des lois avait ensuite décidé de repousser le délai de deux ans, et donné la main aux élus au détriment des préfets.

L'abrogation du conseiller territorial, élément symbolique et incontournable de la réforme voulue par Nicolas Sarkozy sera donc la prochaine étape. Un texte allant dans ce sens sera présenté le 15 novembre par le groupe communiste. (publicsenat.fr 02.11)

On s'en tape complètement, puisque c'est l'Assemblée nationale dominée par l'UMP qui aura le dernier mot. Cependant, on pourrait se servir de cet élément pour mettre en évidence l'aspect profondément antidémocratique des institutions de la Ve République, à l'opposée de la campagne du POI qui légitime le Sénat et Sarkozy.

1.2- La milice, le retour

Claude Guéant en visite lundi à Saint-Ouen a annoncé l'élargissement de la réserve de la police (anciens policiers et jeunes retraités) à tous les citoyens lambda. Ils seront formés et rémunérés pour mener des actions de sécurité. (20minutes.fr 02.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Charles Pasqua l'appelle à ses côtés, en 1994, au ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, comme directeur-adjoint de cabinet, puis le nomme directeur général de la police nationale. Tout est dit !*"

2- Israël

Israël serait en train d'envisager plus sérieusement que jamais une attaque préventive contre les installations nucléaires iraniennes. Depuis plusieurs semaines déjà, des diplomates étrangers s'alarment des préparatifs israéliens. L'éditorialiste Nahum Barnea du quotidien Yedioth Ahronoth a porté le débat sur la place publique en Israël vendredi dernier, en laissant entendre que Nétanyahou et son ministre de la Défense Ehoud Barak auraient déjà pris la décision de lancer une attaque contre l'Iran.

Barak a précisé lundi qu'aucune décision n'avait été arrêtée. Sans vraiment convaincre, puisqu'il a ajouté le lendemain à la Knesset qu'il pouvait y avoir «des situations sensibles dans lesquelles Israël devra défendre ses intérêts vitaux de façon indépendante».

Mercredi, le quotidien Haaretz, citant une source officielle israélienne, confirmait que Nétanyahou et Barak s'efforçaient de convaincre une majorité au sein du cabinet, et que Liberman, le ministre des Affaires étrangères, se serait déjà rallié à cette option.

S'il reste difficile de mesurer à quel point ces rumeurs sont fondées, la possibilité d'un raid israélien contre les installations nucléaires iraniennes est loin d'être une simple spéculation.

Israël a déjà par deux fois lancé des attaques surprises contre des sites nucléaires au Moyen-Orient. En 1981, l'aviation israélienne avait détruit le réacteur irakien d'Osirak, puis, en septembre 2007, une installation nucléaire secrète en Syrie.

Dans les deux cas, les raids n'ont été précédés d'aucune escalade verbale ou diplomatique, ni par un débat public. Ces opérations ont été chaque fois décidées par le cabinet restreint.

Les précédents chefs sécuritaires israéliens, Meir Dagan au Mossad, Gabi Ashkenazi, à l'état-major, Amos Yadlin à la tête d'Aman, le renseignement militaire, et Yuval Diskin au Shin Beth, les services de sécurité intérieure, opposés à une aventure militaire contre l'Iran, ont tous été remplacés au cours de l'année écoulée. Leurs successeurs, Tamir Pardo, Benny Gantz, Aviv Kochavi et Yoram Cohen, ont été nommés par Nétanyahou, et ne pèsent pas autant que leurs prédécesseurs.

L'Agence internationale pour l'énergie atomique devrait rendre un rapport important sur le programme nucléaire iranien la semaine prochaine. De nouvelles sanctions pourraient cependant se heurter à l'opposition de la Chine et de la Russie.

Les opérations secrètes, attribuées au Mossad, ont elles aussi considérablement ralenti le programme. Au moins trois savants atomistes iraniens ont été assassinés mystérieusement au cours des deux dernières années. Un étrange virus informatique, Stuxnet, a déréglé les centrifugeuses produisant de l'uranium enrichi. De tout aussi mystérieuses explosions ont saboté des installations souterraines iraniennes en octobre 2010. Mais les actions clandestines, dont Meir Dagan avait été le grand ordonnateur sont partielles.

Benyamin Nétanyahou, qui répète depuis sa réélection en 2009 qu'un Iran nucléaire ferait peser sur Israël une menace existentielle, et Ehoud Barak, son ancien supérieur quand il servait au commando Sayeret Matkal, forment un tandem étroitement soudé. Ils ne peuvent décider seuls d'une opération contre les sites nucléaires iraniens, qui, par son ampleur, sa difficulté, et par les risques de conflagration régionale qu'elle comporte, serait sans précédent. Mais ils peuvent peser de tout leur poids en sa faveur s'ils considèrent qu'elle devient inévitable. (lefigaro.fr 12.11)

3- Leur monde

Le monde ne tourne pas rond. Et va de plus en plus mal. Imaginer qu'il y a sur cette terre 1,5 milliard de personnes en surpoids pour 925 millions d'autres souffrant de la faim crée un malaise certain, selon les statistiques de la Fédération internationale de la Croix-Rouge, publiées fin septembre en Inde.

«*Si la libéralisation des marchés a abouti à une situation où 15% de l'humanité a faim tandis que 20% est en surpoids, il y a quelque chose qui n'a pas marché quelque part*», a souligné le secrétaire général de l'organisation, Bekele Geleta.

En trente ans, l'obésité a doublé dans le monde. Et les enfants de moins de 5 ans sont de plus en plus touchés, selon l'OMS.

En Afrique, le nombre d'obèses dans cette catégorie d'âge a bondi, passant de 4 millions en 1980 à 13,5 millions en 2010, soit de 4% à 8,5% de l'ensemble des enfants de cet âge. Contrairement à leurs parents, ces enfants consomment dès le plus jeune âge beaucoup plus d'aliments industriels qui contiennent beaucoup de graisses et de sucre et passent leur temps libre devant la télévision.

Les boissons gazeuses, le fameuses «sucreries», sont redoutables. Dans les familles des classes moyennes africaines, elles tendent à remplacer l'eau à table. Logiquement, les maladies cardio-vasculaires et le diabète enregistrent des hausses foudroyantes. Pour de nombreux jeunes, l'accession à la modernité occidentale passe par la «junk food», la malbouffe.

La sécheresse frappant la Corne de l'Afrique et la famine qui menace12 millions de personnes a aujourd'hui disparu des écrans radars de l'actualité mondiale, même si la situation reste alarmante. Le monde a montré peu de solidarité pour les petits Somaliens qui lui tendaient la main. Cette indifférence a été constatée en Occident mais aussi dans les pays arabo-musulmans (à l'exception notable de la Turquie), en Chine et même dans le reste de l'Afrique. Ce manque de solidarité envers la Somalie, dévastée par 20 ans de guerre civile, écartelée entre chefs de guerre sanguinaires et miliciens shebab fanatiques, en dit long sur l'état du monde en 2011.

Mais il n'y a pas que la Somalie qui crie famine, la malnutrition augmente en République démocratique du Congo (RDC), au Burundi et dans toute la bande sahélienne.(Slateafrique.com)

Tous les matins en pensant aux derniers méfaits du vieux monde contre les peuples les plus faibles que je vais découvrir sur Internet, j'ai vraiment envie de gerber et bien davantage encore... L'air de rien, on s'en prend plein la gueule tous les jours, ce n'est pas une raison pour déprimer ou se laisser aller, au contraire cela doit nous aider à nous forger un caractère de fer, à renforcer notre détermination à combattre pour en finir avec ce vieux monde pourri.

Pour rappel, dans le monde toutes les six secondes, un homme, une femme ou un enfant meurt de faim ou de malnutrition.

Social

France

1- Le Moyen-Age ou la barbarie

Une femme SDF, vivant sous une tente avec son mari dans une rue de Paris, a accouché mardi d'une petite fille dont le décès a été constaté à 13H50 malgré l'intervention des pompiers et du Samu, a-t-on appris de source policière.

Selon le collectif les Morts de la Rue, le couple vivait depuis peu sous une tente, rue de l'Observatoire dans le XIVe arrondissement et il n'était pas connu des services habituels de maraude.

Selon des éléments recueillis à la mairie de Paris, la mère est âgée de 38 ans, le père, 39 ans et ils sont tous les deux nés en France. On ignore si l'enfant était mort-né.

Dans la capitale, faute d'alternative, une trentaine de familles sans-abris sont encore hébergées par les services d'urgence des hôpitaux de Paris. Un constat qui inquiète alors que, le gouvernement a finalement renoncé à ses restrictions budgétaires. Benoist Apparu, secrétaire d'Etat au Logement avait, en effet, au début de l'été dernier, annoncé que 4500 places d'hébergement d'urgence allaient être supprimées au profit de l'accueil dans des logements.

L'annonce avait provoqué la grogne des associations, le Samu social en tête, qui avait fermé son seul centre parisien. En signe de protestation, le docteur Xavier Emmanuuelli, fondateur du Samu social, avait même démissionné. La crise avait finalement été résolue dans le courant du mois d'août. La mairie de Paris se substituant au gouvernement en finançant les places d'accueil: pour l'esssentiel des nuits dans des hôtels de la capitale et de sa banlieue.

Reste que ce si le financement de l'hébergement d'urgence parait, pour l'heure, revenu à son niveau antérieur, il n'assure pas pour autant l'hébergement de tous comme le prouve la présence de familles dans les services hospitaliers qui offrent un dernier refuge.

Les services sociaux et et les associations d'aide aux SDF sont, il est vrai, confrontés désormais à un "public" très différent. A sa création, il y a dix huit ans, le Samu social venait essentiellement en aide à des SDF "classiques" - clochards, zonards cassés par la rue... Depuis, cette population a cédé la place à des familles, des mineurs et beaucoup de femmes seules accompagnées d'enfants.

En 2010, la capitale comptait ainsi 3700 familles SDF, soit 11 200 personnes contre 3000 en 2009. Conséquence de la crise et de l'arrivée d'une immigration récente issue des pays de l'Est où d'Afrique sub-saharienne, cette détérioration de la situation ne

paraît pas devoir s'interrompre. Et la baisse annoncée des crédits européens pour le financement des associations distribuant de la nouriture aux plus démunis n'est pas de nature à améliorer le sort des plus pauvres. (libération.fr et lexpress.fr 02.11)

2- Quel Jenni ! Des intellectuels bien mal inspirés.

"*L'Art français de la guerre*", premier roman d'Alexis Jenni, aux éditions Gallimard, a reçu mercredi le prix Goncourt, le plus prestigieux des prix littéraires français.

Sur les six dernières années, les prix Goncourt ont été vendus à 400.000 exemplaires en moyenne, d'après une étude de GfK. (Reuters 02.11)

Economie

Portugal

Le Portugal emprunte 1,244 milliard d'euros en bons du Trésor à trois mois, à des taux d'intérêt en légère hausse par rapport à la dernière opération similaire: l'Etat portugais est parvenu à placer ces titres au taux de 4,997%. (liberation.fr 02.11)

Le double de l'Allemagne.

Haut de page

Le 4 novembre

CAUSERIE

Il est déjà 13h30 chez moi, 9h chez vous, trop tard pour corriger les fautes. L'actualisation du site m'a pris 6h ce matin. Il faut en vouloir, n'est-ce pas, surtout dans un environnement aussi hostile ou si peu fraternel, je parle du mouvement ouvrier français et son avant-garde. J'ai ajouté deux articles en ligne, dans la rubrique économie et politique.

Quel boulot ! A part un courriel d'encouragement reçu d'un camarade hier, aucune contribution politique ou simple réflexion sur le développement de la situation en Grèce, donc on s'en passera. Vous ne voulez pas prendre de risques, vous avez raison, c'est le meilleur moyen de ne jamais progresser ! Vous craignez quoi, qu'on vous juge, il n'y a pas de procureurs parmi nous. J'ai donc décidé d'en prendre et tant pis pour les erreurs, on rectifiera plus tard s'il y a lieu.

Entre nous, ce matin en prenant connaisance des dernières rebondissements intervenus hier après-midi en Grèce, il m'a fallu moins de cinq minutes pour en comprendre la signification qui n'entraîne qu'une légère modification de la tactique que j'avais développée depuis l'annonce d'un référendum, et aucune sur le plan stratégique, le combat devant être axé contre les institutions.

Pour rappel, nous avions soutenu l'idée d'un référendum en indiquant que le peuple grec pourrait s'en saisir pour infliger une défaite à la fois au gouvernement Papandréou, au Pasok et à la Nouvelle droite qui soutient l'accord de Bruxelles du 27 octobre, en précisant que les masses exploitées avaient besoin d'une victoire politique pour prendre confiances en elles et amplifier leur mobilisation, processus au cours duquel elles devaient s'organiser et centraliser toutes les couches déjà mobilisées afin de se doter d'un organisme politique indépendant de l'Etat dans la perspective du renversement des institutions.

Du reste, il faut préciser que l'alternative qui aurait été proposé aux Grecs à travers ce référendum, rester ou sortir de l'euro et de l'Union européenne, si elle était interprétée comme devant choisir entre la peste et le choléra, parce que dans les deux cas, conserver l'euro ou revenir au drachme se traduirait de toutes manières par d'immense sacrifices pour le prolétariat grec, cette interprétation de l'enjeu de ce référendum dans un sens ou dans l'autre s'inscrivait dans la perspective du maintien du régime capitaliste et des institutions et correspondait à l'idée que s'en faisait les opposants à ce référendum, ne pouvant concevoir ou interdisant à la classe ouvrière toute issue politique conforme à ses intérêts une fois rompu les liens avec l'Union européenne.

Et ce n'est pas un hasard si les principaux partis politiques en Grèce (PASOK, KKE et Nouvelle démocratie), l'UE et tous les chefs d'Etat présents au G20 se sont prononcés contre la tenue de ce référendum. Même constat en France, sans exception, et ceux qui ont déclaré qu'ils y étaient favorables, à "gauche" se sont empressés d'ajouter que c'était dans l'espoir que le oui l'emporterait, quant aux souverainistes et à l'extrême droite, les premiers l'ont soutenu parce qu'ils rêvent de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers pour revenir à la situation où les Etats dominants il y a un demi-siècle ou davantage dominaient le monde et non pour que le prolétariat s'émancipe du capital, les seconds l'on soutenu dans la même perspective mais sans y

croire vraiment, tout en étant animés d'une autre intention, se préparer politiquement et préparer les conditions d'un affrontement entre les différentes nations en Europe dans la foulée de l'éclatement de l'économie mondiale, le fascisme demeurant le dernier rempart du régime contre la révolution socialiste.

Tous ceux qui se sont prononcés contre ce référendum ou qui par leur silence s'y sont opposés, se sont dressés comme un seul homme pour soutenir le régime en Grèce et l'Union européeen en proie à une crise inextricable, qui lui sera fatale à terme.

Une question. Comment se fait-il que les pourfendeurs du consensus UMP-PS en France , PASOK-Nouvelle Démocratie en Grèce n'aient pas saisis cette occasion pour soutenir l'idée d'un référendum une fois annoncé par Papandréou ?

- Georges Papandréou s'est dit prêt "*à parler avec le chef de la droite (Nouvelle Démocratie) Antonis Samaras pour avancer sur la base d'un (gouvernement) de consensus*". (lepoint.fr 03.11)

Le choix était donc très clair entre la recherche d'un consensus pour imposer l'accord du 27 octobre et le référendum qui aurait signifié son rejet, et la réponse devait être spontanée. Ceux qui n'ont pas appuyé le référendum dont Papandréou dira qu'il "*n'a jamais été une fin en soi* se sont placés d'eux mêmes dans le camp de ceux qui cherchaient à tout prix les moyens de réaliser un consensus. Les camarades du POI feraient bien de s'interroger sur les réelles intentions de leurs dirigeants ou sur l'orientation politique de leur parti, si je peux me permettre de formuler un conseil.

Sarkozy, Merkel, Barroso, Lagarde, Obama et l'ensemble des dirigeants des principaux partis politique en Grèce peuvent être satisfait, au-delà de l'union nationale en Grèce, ils ont réussi à réaliser l'union internationale de tous les partis bourgeois et ouvriers contre la classe ouvrière grecque et au-delà contre l'ensemble prolétariat européen.

Dans ces conditions, on voit mal comment le prolétariat grec pourrait s'en sortir, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il va se résigner du jour au lendemain à subir de nouveaux sacrifices. Quelles tâche et perspective politique pouvons-nous lui proposer ?

Sur le plan tactique.

La tenue d'un référendum ayant épouvanté tout ce que compte de réactionnaires et de contre-révolutionnaires la Grèce, n'étant pas sur place pour juger de la situation, il semble que se battre pour qu'il ait lieu soit une position correcte, en même temps si aucune organisation ou parti politique ne relaie ce mot d'ordre, on ne voit pas comment les masses pourraient s'en servir pour amplifier leur mobilisation et lui donner une orientation politique correcte. C'est aux camarades révolutionnaires sur place d'en juger.

Si maintenant il fallait abandonner la revendication d'un référendum, il faudrait peut-être attendre de voir ce qui va se passer dans les heures et les jours à venir pour définir une nouvelle tactique. Cependant on peut s'y risquer avec les quelques éléments en notre possession qui permettent d'entervoir la situation qui se dessine dans les prochains jours.

Quels sont ces éléments et les différents scénarios envisagés par le PASOK et la Nouvelle démocratie ?

Commençons par la liste de ces éléments, on verra ensuite comment ils peuvent s'articuler : vote négatif ou positif au Parlement ce jour, dissolution ou non du Parlement, démission de Papandréou, élections anticipées, union nationale avec ou sans Papandréou, gouvernement de transition formé par la Nouvelle droite sous la direction de Papandréou.

Faisons un point avec les dernières infos qui nous sont parvenus.

George Papandréou a conclu un accord avec ses ministres par lequel il s'engage à démissionner et à laisser la place à un gouvernement de coalition s'ils l'aident à remporter vendredi un vote de confiance au parlement grec, a-t-on appris jeudi de sources gouvernementales.

L'opposition conservatrice exige pour sa part le départ du chef du gouvernement et la tenue d'élections législatives anticipées dans un délai de six semaines.

(A Papandréou, plusieurs ministres emmenés par Evangelos Venizelos, le titulaire du portefeuille des Finances) "*Il lui a été dit qu'il devait se retirer dans le calme afin de sauver son parti*", a dit l'une de ces sources gouvernementales grecques à Reuters, sous le sceau de l'anonymat. "*Il a accepté de démissionner.*"

"*Venizelos lui a dit qu'il devait effectuer une sortie honorable à la fois pour lui et pour son parti et que les ministres l'aideraient en ce sens*", a-t-on dit de même source. "*Cela à condition qu'il survive au vote de confiance, ce qui n'est pas du tout certain.*"

Un ministre présent à la réunion a déclaré que George Papandréou avait accepté le principe de sa démission à la suite d'un accord

de coalition avec Nouvelle Démocratie, le parti conservateur d'opposition emmené par Antonis Samaras.

"*C'était ça l'accord*", a dit ce ministre ayant requis l'anonymat. "*Les choses s'avèrent difficiles maintenant parce que Samaras fixe toutes les conditions.*"

Selon des sources internes à Nouvelle Démocratie, le parti conservateur envisage la formation d'un gouvernement de techniciens chargé de diriger le pays pendant un mois à six semaines et il pose comme condition essentielle la démission de George Papandréou.

"*Nous ne demandons même pas d'avoir nos représentants au sein de ce gouvernement. En fait, la meilleure solution serait qu'il soit totalement apolitique*", a dit un responsable de Nouvelle Démocratie.

Au sein du gouvernement, on dit que les dirigeants socialistes engageront les négociations sur un mandat de six mois pour ce gouvernement, afin d'obtenir au bout du compte une durée de trois mois.

Les deux camps sont d'accord pour que ce gouvernement ratifie l'accord conclu le 27 octobre à Bruxelles avant de conduire le pays jusqu'à des élections.

Un peu plus tôt jeudi, George Papandréou a déclaré qu'il était prêt à renoncer à son projet de référendum si l'opposition était pour sa part disposée à soutenir au parlement l'accord conclu à Bruxelles.

Le référendum "n'a jamais été un objectif en soi", a-t-il dit, en assurant que, si une telle consultation devait avoir lieu, elle ne porterait pas sur la maintien ou non de la Grèce dans la zone euro.

George Papandréou s'est pour sa part félicité d'avoir, par sa proposition, débloqué la situation politique et contraint Antonis Samaras à soutenir l'accord de Bruxelles.

"*Je suis ravi que l'ouverture de la discussion via le projet de référendum ait provoqué un choc positif*", a-t-il dit. "*Si l'opposition vient à la table des négociations pour soutenir le plan de sauvetage, alors un référendum n'est pas nécessaire.*"

Dans un communiqué, Antonis Samaras a demandé "*la formation d'un gouvernement de transition, temporaire, avec un mandat exclusif pour convoquer des élections, et (...) la ratification du plan de sauvetage par le Parlement actuel*".

"*Là où nous en sommes arrivés, à cause de la politique du gouvernement, le nouvel accord de financement est inévitable et doit être garanti*", a-t-il ajouté, revenant sur ses précédentes prises de position jusqu'alors hostiles aux nouvelles mesures d'austérité. (Reuters 04.11)

Avant de poursuivre, il faut noter que tous les partis grecs institutionnels appellent à des élections anticipées, alors que ce mot d'ordre n'a jamais été repris par la majorité des manifestants depuis des mois.

Partant de là, au moins trois scénarios institutionnels sont possibles.

1- Papandréou n'obtient pas la majorité aujourd'hui au Parlement et il démissionne. Je n'ai pas la Constitution grecque sous les yeux, mais si c'est le Président de la République qui nomme le Premier ministre, il peut nommer à sa place le ministre des Finances, Evangelos Venizelos, qui enterrera définitivement le référendum et formera un gouvernement d'union nationale ou un gouvernement de transition composé uniquement de membres de Nouvelle Démocratie. Le scénario idéal pour eux.

2- Papandréou n'obtient pas la majorité au Parlement et le dissout en appelant à des élections anticipées. Problème, l'accord sur les décisions arrêtées le 27 octobre à Bruxelles est repoussé d'au moins un mois, après la formation d'un nouveau gouvernement, alors qu'il y a urgence du côté de la trésorerie de l'Etat.

3- Papandréou obtient la majorité au Parlement et s'aligne sur les positions de son ministre des Finances citées ci-dessus. Pas sûr que cela suffise, la Nouvelle Démocratie exige sa tête.

J'ajoute plus tard cette précision tirée d'un article de Libération.fr :

- "Selon la constitution grecque, une démission du Premier ministre n'entraînerait pas forcément la tenue d'élections législatives anticipées, mais déclencherait la recherche d'une majorité gouvernementale dans un délai maximal de neuf jours.

Si une majorité n'est pas possible au sein du Pasok (socialiste), le président de la République peut essayer de former

un gouvernement de coalition avec des représentants de l'opposition, ou de l'ensemble des partis représentés au parlement."

Bref, toutes les combinaisons sont possibles du moment qu'elles concourent à sauver le régime, on s'en doutait !

Quel que soit le scénario institutionnel qui va découler du vote aujourd'hui au Parlement, la question est de définir une tactique à partir du rejet de la politique d'austérité concoctée par l'UE et le FMI, approuvée par le gouvernement, le PASOK et la Nouvelle Démocratie, donc contre l'union nationale.

La classe ouvrière ne pouvant plus se saisir du référendum, elle doit se donner pour objectif de s'organiser et de rassembler ses forces, de les structurer de l'échelon local jusqu'au niveau national pour résister au rouleau compresseur de l'union nationale, en ajoutant à ses revendications sociale des objectifs politiques, dont l'annulation de l'accord de Bruxelles que le prochain gouvernement signera, condition indispensable pour entrevoir une issue politique correspondant à ses besoins.

Sur le plan stratégique.

Le combat doit se concentrer contre les institutions inféodées à l'Union européenne et au FMI.

Des institutions qui ont démontré à travers cette expérience et les partis qui les dominent, qu'elles étaient au service du capitalisme qui les avait créées, et par conséquent qu'il était impossible qu'elles soient également au service des masses exploitées.
En conclusion, la classe ouvrière doit se donner pour objectif politique de se doter de ses propres organes de pouvoir politique indépendant de l'Etat afin de renverser les institutions en place et de constituer un gouvernement ouvrier révolutionnaire, la seule solution pour pouvoir rompre avec l'euro et l'Union européenne, annuler la dette de l'Etat, abroger toutes les mesures antisociales adoptées par le gouvernement et votées par les députés au cours des dernières années, s'attaquer aux fondements du capitalisme afin de pouvoir réorganiser la production et la société sur la base des besoins de toutes les couches exploitées qui constituent l'immense masse de la population.

Nous nous arrêterons là pour aujourd'hui. Vous voyez camarades, ce n'est pas si compliqué que cela de définir une tactique et une stratégie conforme aux intérêts des travailleurs grecs qui permet de faire un pas en avant vers le socialisme.

Les dirigeants du POI, du NPA et de LO en sont apparemment incapables, un simple constat.

Je ne sais pas si les militants se rendent vraiment compte de ce que cela signifie, je ne le pense pas : lorsque dans le feu de l'action il faut analyser la situation avec le plus de précision possible et d'urgence prendre des décisions dont peut découler l'évolution de la situation dans un sens ou un autre, ils pointent aux abonnés absents. Ils ne peuvent pas s'en remettre à des principes ou réciter des enseignements du marxisme appris par coeur, ils sont réduits au silence, à l'impuissance, au rôle d'observateurs.

Déclarations sur la situation en Grèce

Papandréou

Jeudi, Georges Papandréou a annoncé être prêt à retirer son projet, à condition que la droite vote le plan de sauvetage européen. "*Même si nous n'allons pas à un référendum, qui n'a jamais été une fin en soi (...), je salue la position du parti de l'opposition*", a-t-il déclaré dans un communiqué.

Georges Papandréou s'est dit prêt "*à parler avec le chef de la droite (Nouvelle Démocratie) Antonis Samaras pour avancer sur la base d'un (gouvernement) de consensus*". Il a proposé que deux de ses proches, "*le ministre des Transports Dimitris Reppas et son conseiller Nikos Athanassakis, se chargent des négociations avec des responsables du parti de droite sur cette base*". "*Je crois en ce moment historique que les partis politiques peuvent se mettre d'accord*", a souligné Georges Papandréou.

Plus tard dans l'après-midi, le chef du gouvernement a toutefois déclaré que des élections anticipées seraient "catastrophiques" pour la Grèce. (lepoint.fr 03.11)

Selon Le Figaro. Le premier ministre a fait une nouvelle fois marche arrière. Face à son groupe parlementaire, Papandréou a annoncé qu'il n'organiserait ni élection - estimant qu'elles constitueraient une «*catastrophe*» -, ni référendum - «*qui signifierait la sortie de l'euro*». Mais il s'est dit toujours disposé à dialoguer avec l'opposition pour «*mettre en œuvre le plan d'aide de l'Union européenne*». (lefigaro.fr 03.11 à 23h27)

Nouvelle Démocratie

Le matin même, Antonis Samaras avait proposé la formation d'un gouvernement de transition qui aurait comme mission la ratification en premier lieu de l'accord européen avant le déroulement des élections législatives anticipées. "*Là où on en est arrivé*

avec la politique du gouvernement (socialiste), le nouvel accord sur la poursuite de l'aide à la Grèce est inévitable et il faut le garantir", a déclaré Antonis Samaras. (lepoint.fr 03.11)

Le chef de l'opposition conservatrice grecque a appelé à la démission du Premier ministre socialiste Georges Papandréou jeudi et a claqué la porte du Parlement avec son groupe pendant le débat sur le vote de confiance au gouvernement prévu vendredi. (AP 03.11)

PASOK

Un petit groupe de députés du Pasok en Grèce prépareraient une proposition pour former un gouvernement de coalition avec à sa tête Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), a-t-on appris jeudi de sources proches de la formation politique.

La directrice de cabinet de George Papandréou a toutefois assuré que le Premier ministre n'avait nullement l'intention de démissionner. (Reuters 03.11)

Sarkozy

"*En tout cas nous sommes très heureux qu'il se trouve suffisamment de responsables politiques en Grèce pour avoir compris le message et se hisser au dessus des intérêts partisans pour parler d'intérêt national*". (AP 03.11)

L'intérêt national se confondant naturellement avec celui de l'aristocratie financière, tandis que les "intérêts partisans", entendez ceux des travailleurs devaient être foulés aux pieds, normal en sorte de sa part.

La Bourse

L'éventualité de voir Athènes renoncer au référendum annoncé par surprise lundi soir semblait rassurer les investisseurs: alors qu'ils avaient ouvert en baisse, les marchés européens étaient en nette hausse en début d'après-midi.

G20

Sarkozy.

«*Les pays en excédent témoignent de leur volonté d'aider la croissance mondiale*», a déclaré le président français (20minutes.fr). Avec la chancelière Angela Merkel, "*nous avons indiqué la volonté européenne d'aller très vite dans la mise en oeuvre du FESF*", le Fonds européen de stabilisation financière chargé d'aider les pays en difficulté, a-t-il rappelé. (AP 03.11)

Pas de bol, le président chinois a martelé une nouvelle fois qu'il ne mettrait pas un centime dans le FESF avant d'être assuré qu'il n'y laissera pas des plumes ! Sarkozy a avoué à sa manière qu'il y a comme un problème sur cette question sans craindre de se contredire et de se ridiculiser, il a une trop haute idée de lui-même pour cela, en précisant «*il faut mettre d'accord beaucoup de gens*». (20minutes.fr) C'est plus facile à se mettre d'accord sur la question de la dette grecque quand on est deux, lui-même et Merkel, les autres chefs d'Etat de la Zone euro ou de l'UE comptent pour du beurre, ils ont dû apprécier !

De son côté, le Premier ministre japonais, Yoshihiko Noda, a affirmé attendre des détails concrets avant de décider ou non de participer au renflouement de la zone euro. (liberation.fr 03.11)

Même punition concernant la taxation des transactions financières, "*moralement absolument incontournable*" mais physiquement "*absolument*" contournable !

Une taxe sur les transactions financières est "'*moralement absolument incontournable*", a jugé jeudi le président français Nicolas Sarkozy lors d'une conférence de presse au sommet du G-20 à Cannes.

"*Inutile de vous dire qu'il n'y a pas consensus*", a précisé le président. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni notamment s'opposent à une telle taxe. (AP 03.11) Pas de bol décidément, bref encore un sommet pour des prunes ou presque !

BCE. Mario Draghi issu de Goldman Sachs n'a pas perdu de temps : Cadeau !

La Banque centrale européenne (BCE) a, contre toute attente, réduit ses taux directeurs d'un quart de point jeudi, les préoccupations liées à l'aggravation de la crise de la zone euro l'ayant emporté sur une inflation toujours élevée.

Le taux de refinancement, son principal taux directeur, est ainsi ramené à 1,25%. Le taux de facilité de dépôt est ramené à 0,5% et le taux de prêt marginal revient à 2,0%.

L'annonce de la BCE a donné un coup de fouet aux Bourses européennes. (Reuters 03.11)

La BCE va pouvoir prêter aux banques à un taux encore plus faible, histoire entre autres d'amortir les "*pertes*" subies avec les obligations grecques, etc

Les Banques. Sauve-qui-peut et grandes manoeuvres!

Les banques, en particulier BNP Paribas et ING, ont décidé de se délester de milliards d'euros de dette souveraine de la zone euro, afin de réduire leur exposition aux pays jugés les plus fragiles de la région.

D'autres établissements financiers devraient leur emboîter le pas, échaudés par la crise de la zone euro, encore accentuée par les spéculations sur une sortie de la Grèce de l'euro, ce qui dévaloriserait la dette publique de la République hellénique.

"*La valeur de marché de la dette des pays qui sont surveillés de plus près devrait baisser encore avec le désengagement des banques vis-à-vis de la dette souveraine*", a observé mercredi Charles Dallara, directeur général de l'Institut de la finance internationale (Ifi).

Le gouvernement français a demandé à la banque de ne pas vendre la dette grecque qu'elle détenait, afin de ne pas contribuer à la déstabilisation de la zone euro, rapporte un banquier senior, qui n'a pas voulu être identifié.

Au-delà de la contraction de 2,2 milliards d'euros de son portefeuille de dette espagnole, ramené à 0,5 milliard, BNP a réduit son portefeuille d'un milliard sur la dette française, à 13,8 milliards, et de 1,4 milliard sur la dette allemande, à 2,5 milliards d'euros.

De la même manière, le groupe financier ING a annoncé jeudi avoir réduit ces quatre derniers mois de 5,4 milliards son portefeuille de dette grecque, italienne, irlandaise, portugaise et espagnole. La banque néerlandaise a passé notamment une charge de 467 millions d'euros sur ses créances souveraines grecques.

Parmi les acquéreurs peuvent figurer des fonds alternatifs, mais la Banque centrale européenne devrait être de loin le plus gros acheteur sur le marché secondaire. BNP a toutefois précisé avoir reclassé sa dette italienne sur le marché et non auprès de la BCE.

Barclays a également annoncé la semaine dernière avoir réduit de 31% son exposition à la dette espagnole, italienne, portugaise, irlandaise et grecque au troisième trimestre à huit milliards d'euros, essentiellement via des cessions. (Reuters 03.11)

Les banques ont un prétexte en or pour provisionner des milliards d'euros qu'elles déduiront lors de leurs bilans pour payer moins d'impôts ou pas du tout. Et il y en a pour croire qu'elles y laissent leurs chemises, quelle naïveté, il en faudrait plus.

Parole d'internaute

- "*L'éventualité de voir Athènes renoncer au référendum annoncé par surprise lundi soir semblait rassurer les investisseurs" (Reuters 03.11)*

On voit bien ici la logique de ce qu'on appelle "le marché" : si on laisse le peuple de côté, la bourse monte, si on lui demande son avis, la bourse baisse..."

En réponse au coup de force de Sarkozy et Merkel, celui du Pasok leur allié contre le peuple grec...

Y en aura pour tout le monde

(Rédigé hier soir (en Inde) avant de prendre connaissance des derniers développements en Grèce, ce matin, et l'annonce de l'annulation probable du référendum.)

LO, Nathalie Arthaud le 2 novembre.

- Le référendum "*n'est qu'une manœuvre politicienne. Il y a mille et une manières de piper un référendum dans la formulation des questions.*"

Et il y a "*mille et une manières*" de se défiler face à une situation qu'on ne comprend pas, merci de nous tendre la perche.

Précisons ce que nous avons déjà dit, à savoir que les masses pouvaient se saisir de ce référendum pour inflger une défaite politique au régime, ce dont elles ont impérativement besoin pour prendre davantage confiance en elles-mêmes et amplifier leur mobilisation pour peu qu'elles trouvent la voie de l'unité et de l'organisation.

Apparemment la question qui sera posée au peuple grec consistera à leur demander si oui ou non ils veulent rester dans la zone euro synonyme de régression sociale sans fin, donc en votant non, ils infligeront une cinglante défaite politique au Pasok et à la Nouvellle démocratie, à l'UE et au FMI, y compris Sarkozy et Merkel. Victoire politique dont le prolétariat pourra se saisir à son tour dans chaque pays de la zone euro pour exiger d'en sortir.

J'avais imaginé un instant qu'il faudrait peut-être conserver l'euro comme monnaie au niveau des transactions internationales et retourner au franc pour le marché intérieur, mais la question ainsi posée cela semble impossible, la sortie de l'euro est inévitable, c'est dans cette voie qu'il faut donc aller, de toutes manières, comme dit l'adage : faisons table rase du passé... et en avant vers le socialisme !

NPA - ***Europe : un accord contre les peuples***, le 2 novembre

- "*l'annonce du référendum par un Premier ministre qui veut tenter de détourner le mécontentement vers les urnes. Cette manœuvre ne suspend pas forcément l'application de l'accord mais l'ébranle fortement.*"

Ils sont sur la même ligne que les staliniens, pas étonnant.

NPA - ***Europe : un accord contre les peuples***, le 2 novembre

Ils ont tout compris... de travers !

- "*Dans l'accord, il y a d'abord l'effacement d'une partie de la dette grecque. Les gouvernants ont fini par se rendre à l'évidence : le pays est asphyxié et la résistance populaire est forte*."

Comme si les banques avaient donné leur accord à un plan qui prévoierait qu'ils perdraient des milliards d'euros, il faut vraiment être naïf ou ignorant pour croire pareille baliverne.

Et s'étonne suite au sommet européen de Bruxelles du 27 otobre :

- " *Et il n'y a rien dans l'accord sur la régulation des marchés financiers : où est la taxe sur les transactions financières annoncée par Sarkozy et Merkel ?*"

Ah ben alors ! Ils y ont cru, tout comme le POI, qui, il n'y a pas si longtemps, se demandait si les dirigeants corrompus des syndicats espagnols iraient "*jusqu'au bout*", jusqu'à la rupture avec le gouvernement. Pas de bol !

Ah la croissance, c'était le bon temps, n'est-ce pas, quel dommage franchement !

- "*C'est l'hyper-austérité qui s'annonce pour les peuples. Avec toutes ses conséquences sociales dramatiques… et alors que nous sommes dans une situation de fort ralentissement de la croissance.* "

Merde alors, tout fout le camp, même pas un os à donner à ronger aux couches privilégiées ou petites-bourgeoises que vous représentez, on en a les larmes aux yeux !

Rompre avec l'UE, vous n'y pensez pas :

- "*Il faut construire une autre Europe sans les traités de Maastricht et Lisbonne*", sans rompre avec l'UE puisque c'est écrit nulle part. J'extrapole, vous croyez vraiment, tenez ils sont noyautés par les staliniens du M'PEP, dans un autre article *L'accord du sommet européen des 26-27 octobre 2011 est inacceptable* (cadtm.org), 30 octobre, sur le site national du NPA :

- "*Dans le cas de l'Union européenne, il convient d'abroger différents traités dont ceux de Maastricht et de Lisbonne. Il faut aussi modifier radicalement les statuts de la Banque centrale européenne.*"

C'est clair : construire une autre Europe dans le cadre de l'Union européenne une fois abrogés "*différents traités dont ceux de Maastricht et de Lisbonne*", tout en conservant la BCE, une fois modifié "*radicalement (ses) statuts*" . Qui ose encore avoir

un doute ?

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui annulerait la dette de l'Etat purement et simplement, vous n'y pensez pas :

- "*Moratoire immédiat du paiement de la dette (intérêt et principal) de l'État, prélude à une annulation de la dette illégitime.*" un jour peut-être, lontain, indéterminée...

Ces "*gens « d'en bas »*" dont les dirigeants ont les yeux rivés «*en haut* »

- "*Pour construire une Europe des travailleurs et des peuples, il faudra des mouvements sociaux et démocratiques d'ampleur, une mise en mouvement prolongée et déterminée des gens « d'en bas », dont les « Indignés » ne sont qu'un prologue*".

Les « *Indignés* », un mouvement contre-révolutionnaire ou sans orientation politique précise, disons les choses telles qu'elles sont, infiltré, noyauté ou pourri par en haut au même titre que le Forum social mondial ou les altermondialistes, voire la Libye, le Syrie, l'Egypte, la Tunisie, l'Espagne, les Etats-Unis, je m'arrête là ou je continue ?

Plus intéressant.

Lu dans un article de la Tendance Claire du NPA, le 1er novembre, sur le rôle du maintien de l'ordre établi par le parti stalinien grec (KKE) :

- Il est clair que les staliniens ont sauvé la mise au gouvernement. Le Guardian écrit ainsi : « *Si les militants du parti communiste, immensément disciplinés, n'avaient pas formé une chaîne humaine autour du Parlement, il est probable que la masse humaine bouillonnante aurait tenté de prendre d'assaut le bâtiment dès le début* » (1). Non seulement ils n'ont pas cherché à marcher sur le parlement, mais ils ont collaboré étroitement avec la police (allant jusqu'à leur livrer des manifestants) pour éviter tout débordement.

L'assemblée populaire de Syntagma du 21 octobre a ainsi déclaré qu'« ils [KKE] ont assuré la bonne garde du parlement et, au lieu de l'encercler, ont agi encore plus sauvagement que la police, brisant des crânes et livrant des manifestants aux forces de répression » (2).

Notes.

1- http://www.guardian.co.uk/business/blog/2011/oct/19/european-debt-crisis-shares-rally

2- http://www.ventlibertaire33.com/article-resolution-de-l-assemblee-populaire-de-la-place-syntagma-87163165.html

C'est marrant, cette précision ne figurait pas dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (173). Difficile après avoir relayé un communiqué du 1er novembre du parti stalinien... On se demande si ce sont les "*pablistes*" ou les "*lambertistes*", deux expressions que je rejette, qui sont les plus crypto-staliniens ?

Merci de la part des lecteurs aux camarades de la Tendance Claire du NPA pour cette précision et leur analyse (sur leur site), bien le bonjour à eux au passage.

La réaction resserre les rangs. Titre d'articles.

- Sarkozy-Villepin, le scénario du rapprochement - LeFigaro.fr

- L'appel à Bayrou de Pierre Méhaignerie - LeFigaro.fr

- Charon reçu par Fillon à Matignon - lexpress.fr

Le saviez-vous

Selon CCFD-Terre Solidaire qui vient de publier un rapport intitulé «*Paradis fiscaux: Le G20 de la dernière chance*», titre qui a lui seul illustre bien les illusions de ses rédacteurs, l'essentiel est dans les infos qui suivent.

800 milliards d'euros s'échappent chaque année des pays en en développement et la seule évasion fiscale des multinationales génère un manque à gagner de 125 milliards d'euros.

Les paradis fiscaux ne se sont jamais aussi bien portés. La moitié des échanges commerciaux et des flux financiers transitent par les paradis fiscaux. Ils abritent 20% des filiales des 50 premières grandes entreprises européennes.

Les États membres (du G20 - Ndlr) représentent à eux seuls 39% de l'opacité internationale, et 88% si on y ajoute les autres pays de l'Union européenne et les territoires sous son influence. (source : 20minutes.fr 03.11)

«*Paradis fiscaux: Le G20 de la dernière chance*», impossible de trouver un titre plus mal approprié mais qui correspond bien à l'orientation politique du contenu de ce rapport : le capitalisme est indépassable, éternel...

INFOS EN BREF

Politique

France

Daniel Cohn-Bendit a salué, jeudi 3 novembre, sur France Inter, la décision de Georges Papandréou d'organiser un référendum.

Pour le vice-président des députés verts au Parlement européen, le premier ministre grec a "*absolument*" des chances que le "*oui*" soit majoritaire lors du scrutin convoqué en décembre car c'est "*un référendum existentiel pour les Grecs*". "*On leur demande une maturité politique difficile*", analyse M. Cohn-Bendit. (lemonde.fr 03.11)

Réactionnaire jusqu'à la moelle ! En plus, il prend les Grecs pour des cons, ce qui ne nous surprend pas : son fond de commerce repose sur le mépris des travailleurs, une ordure quoi.

Israël

1-Israël va suspendre sa participation au budget de l'Unesco en réaction à la décision du bras culturel des Nations unies d'accorder à l'Autorité palestinienne le statut de membre à part entière, annoncent jeudi les services du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Le communiqué affirme en outre que la décision de l'Unesco, prise lundi, compromet les chances de conclure un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens.

L'Etat juif verse chaque année deux millions de dollars (1,45 million d'euros) à l'Unesco.

Les Etats-Unis, plus proche allié d'Israël, ont également suspendu leur participation, qui représente pour sa part 60 millions de dollars, soit 22% du budget de l'institution. (Reuters 03.11)

2- Les autorités israéliennes ont organisé jeudi dans le centre du pays un important exercice de défense civile destiné à préparer la population à une attaque de missiles, alors que se multiplient les spéculations sur une attaque contre l'Iran soupçonné de vouloir acquérir l'arme nucléaire.

Les sirènes d'alerte aérienne ont retenti dans la région de Tel Aviv où les services de secours ont été mobilisés.

Des soldats et des ambulanciers, certains portant des tenues de protection contre les attaques chimiques, ont participé à cet exercice qui, a précisé l'armée, "*s'inscrivait dans le cadre normal du programme mis au point pour l'année 2011 et n'avait rien à voir avec les événements actuels*".

La presse israélienne fait état de rumeurs selon lesquelles le Premier ministre Benjamin Netanyahu chercherait à obtenir le feu vert de son gouvernement à une attaque contre les installations nucléaires iraniennes.

Mercredi, les Israéliens ont procédé à un test de missiles à partir d'une base militaire proche de Tel Aviv. Selon les médias, c'est un missile Jericho 3, capable de transporter une ogive nucléaire, qui a été lancé.

Israël a également annoncé que son armée de l'air venait d'achever une semaine d'exercices en Sardaigne.

Les spéculations sur une possible attaque de Tsahal contre l'Iran interviennent alors que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit présenter la semaine prochaine un rapport qui, selon des diplomates occidentaux, devrait signaler que l'Iran est de plus en plus en mesure de se doter de l'arme atomique.

"*Nous avons eu l'occasion de parler d'une série de questions relatives à la sécurité. En particulier la menace persistante que pose le programme nucléaire iranien*", a dit le président américain lors d'une conférence de presse commune avec Nicolas Sarkozy.

"*L'Agence internationale de l'énergie atomique doit rendre public un rapport sur le programme nucléaire iranien la semaine prochaine et le président Sarkozy et moi-même sommes d'accord sur la nécessité de maintenir une pression sans précédent sur l'Iran pour qu'il remplisse ses obligations*", a-t-il ajouté.

Les dirigeants israéliens ont toujours dit qu'ils n'écartaient aucune option pour contrer les ambitions nucléaires de Téhéran.

L'Iran affirme se consacrer à un programme purement civil et ne pas chercher à se doter d'un arsenal nucléaire. (Reuters 03.11)

Social

France

Quelque 10.000 pompiers professionnels, selon leurs syndicats, ont commencé à défiler ce jeudi après-midi à Paris, une manifestation nationale visant à dénoncer une réforme de leur filière.

Les syndicats dénoncent une réforme qui vise notamment à faciliter les recrutements et l'entrée des sapeurs-pompiers volontaires dans la filière professionnelle qui relève de la Fonction publique territoriale.

Sur la banderole en tête de la manifestation, on peut lire: "*Filière sacrifiée par le plan d'austérité. Non au démantèlement de notre profession*". (AP 03.11)

Etats-Unis

Des milliers de manifestants sont descendus, mercredi 2 novembre, dans les rues d'Oakland, dans le nord de la Californie, appelant à la grève générale contre les inégalités économiques et les violences policières. La foule comportait également de nombreux enseignants, qui soutiennent le mouvement. Brother Muziki, professeur d'école élémentaire, portait une pancarte où l'on pouvait lire : "*Renflouez les écoles et les services publics, pas les banques !*" "*Nos salles de classe sont surpeuplées*, a-t-il déclaré.

Les manifestants ont réussi à empêcher toute activité dans le port californien, l'un des plus gros ports de containers du pays, a dit une source portuaire. Les manifestants sont montés sur des porte-containers et ont escaladé des échafaudages à l'entrée du port. Les syndicats locaux, bien que sympathisants de leurs revendications, ont fait savoir qu'ils n'avaient pas l'autorisation de déclarer une grève officielle. Les responsables municipaux ont annoncé que les administrations et les écoles étaient normalement ouvertes.

Le mouvement d'Oakland, affilié de loin au regroupement Occupy Wall Street de New York, a pris de l'ampleur la semaine dernière à la suite de heurts avec la police. Lors de ces affrontements, Scott Olsen, un ancien marine âgé de 24 ans, avait été grièvement blessé.

"*Nous sommes ici pour défendre Scott Olsen et honorer la mémoire d'Oscar Grant*", a déclaré mercredi devant la foule la militante Angela Davis, figure emblématique des mouvements de contestation des années 1960 et 1970. Oscar Grant avait été tué le jour de l'an 2009 à l'âge de 22 ans sur un quai de gare d'Oakland par un policier qui a, par la suite, expliqué avoir confondu son pistolet avec son Taser lors d'une échauffourée. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Los Angeles et Seattle en solidarité avec les "indignés" d'Oakland. En début de journée, cinq personnes ont été interpellées à Seattle après s'être enchaînées dans une agence de la banque Chase. (lemonde.fr 03.11)

Commentaire d'un internaute

- "*Pour ceux qui ne savent pas, Scott Olsen a reçu une décharge de flashball à bout portant dans la tête. La répression est ultra violente.*"

Haut de page

Le 5 novembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne plusieurs articles et documents dans les rubriques économie, politique et la Tribune libre. Je n'ai pas le temps de tous les commenter.

Avant l'émission Envoyé Spécial, diffusée récemment sur France 2 mais que j'ai regardé seulement avant-hier en différé sur TV5Monde Asie, consacrée en partie au *carroussel à la TVA*, vous connaissiez cette fraude gigantesque au fisc ?

Des gangsters en cols blancs, patrons de grandes entreprises parfois cotées en Bourse, ils rafflent ainsi entre 10 et 15 milliards d'euros par an en France dans les caisses de l'Etat, et celui-ci à toutes les peines du monde à mettre la main dessus, étrange non avec les moyens sophistiqués dont disposent la police scientifique et la section de la police judicière des douanes ? C'est marrant, personne n'en parle, à ma connaissance.

Autre chose

Le reportage sur la Somalie m'a fait réagir violemment aussi.

On a vu un bébé de 3 mois qui pesait à peine un kilo, il doit être mort depuis. Que dire ? Rien, les mots me manquent, je vais encore m'emporter et devenir vulgaire. Cela va au-delà de la barbarie, on est passé à un cran supérieur, celui de l'extermination massive, de la destruction définitive dont il ne reste plus rien, une menace fatale plane sur la survie de l'humanité dorénavant.

Parfois je me dis que nos petites querelles c'est vraiment de la merde à côté. Je savais que l'homme était le plus grand prédateur de la planète et de tous les temps, je comprends parfaitement ceux qui en sont dégoûtés. Mais bon, raison de plus pour continuer le combat sans fléchir, ne serait qu'en mémoire de ces innocentes victimes, il n'empêche que leur monde est vraiment dégueulasse.

Un malheureux Somalien répond au journaliste-reporter : depuis 20 ans il n'y a que trois choses qui comptent dans notre vie : la maladie, la faim et la guerre, on n'a connu que ça, un témoignage bouleversant, j'ai la rage !

Autre chose.

J'ai également mis en ligne deux articles sur la dette de l'Etat dont les conclusions sont évidemment incorrectes de notre point de vue, l'essentiel est ailleurs dans l'imagination dont fait preuve son auteur pour justifier finalement le paiement de cette dette par les peuples, et faire croire que les créanciers de l'Etat seraient victimes de l'annulation partielle de sa dette.

Quand on analyse cette question à partir de la date où cette dette a été contractée jusqu'au jour où les termes du contrat passé entre l'Etat et ses créanciers ont été révisés, le terme est plus approprié qu'annulés, ainsi que les éléments concomitants qui accompagnent cette révision des créances de l'Etat et qui découlent de décisions politiques prise par les représentants de l'Etat, le gouvernement et le parlement, on s'aperçoit qu'à l'arrivée les créanciers de l'Etat sont très rarement perdants, pour ne pas dire jamais, mieux, qu'ils y gagnent sur le long terme, puisque les mesures antisociales qui seront adoptées par l'Etat en contrepartie de sa dette qui l'étrangle et qui serviront à les justifier, profiteront aux créanciers et s'appliqueront au-delà du contrat qui liait les deux parties, j'y reviendrai plus loin.

La même argumentation que dans ces deux articles figure dans un article signé Jean-Jacques Chavigné, le compère de Gérard Filoche ("La dette indigne" dix questions dix réponses, Ed. JC Gawsevitch), dans le portail www.democratie-socialisme.org (un courant du PS). On peut noter également qu'on y retrouve les arguments en faveur d'un "*audit public*" et d'un "*moratoire de la dette*", pour finalement admettre la légitimité d'une partie de cette dette, des arguments partagés par le Parti de gauche, le Front de gauche et bien entendu le panier de crabes du M'PEP. Pour se dédouaner et tenter de masquer leur subordination au capital, Jean-Jacques Chavigné écrit qu'"*un référendum précis devrait, ensuite, permettre de décider quelle partie de la dette serait, s'il y a lieu, remboursée.*", comme s'il ne savait pas que jamais dans le passé en dehors du régime bolchevik de Lénine en 1917, la dette d'un Etat n'a été totalement annulé, une précaution de casuiste.

En réalité, on ne sait pas trop à qui il faut attribuer la primeur de cette entreprise frauduleuse, peu importe ici.

Le miroir aux alouettes ou le tour de passe-passe de la soi-disant annulation de la dette argentine.

En réalité, seuls les petits épargnants y laisseront leurs chemises.

La dernière escoquerie en date sur cette question est récente, elle date du 26 octobre 2011, sur le site http://docteurangelique.forumactif.com, un portail "*catholique*" dans lequel figure un article de Laurent Pinsolle présenté comme "*proche de Debout la République*" (le parti du député Nicolas Dupont-Aignan), qui a écrit : "*L'Argentine n'a plus rien emprunté aux marchés financiers depuis dix ans. Et c'est un choix politique*."

Archifaux. Nous sommes en 2011. La preuve. (La documentation française : http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr/)

Janvier 2001

Le gouvernement argentin obtient des aides globales atteignant 39,7 milliards de dollars, soit 14 milliards du FMI, 5 milliards de la Banque mondiale et 20 milliards du secteur privé.

16 janvier 2003

Accord transitoire entre l'Argentine et le FMI ; il porte sur l'octroi d'un crédit de 2,9 milliards de dollars et sur le rééchelonnement de la dette, soit 6,6 milliards de dollars d'ici août 2003.

20 septembre 2003

Accord entre l'Argentine et le FMI. Il doit permettre de financer pour les trois années à venir la dette de 15 milliards de dollars de l'Argentine envers les institutions de crédit multilatérales. Il prévoit également un engagement de l'Argentine à porter son excédent budgétaire à 30% en 2004. Le 22 septembre, le ministre de l'économie Roberto Lavagna annonce un plan de restructuration équivalent à une réduction de 75% du stock de sa dette.

10 janvier 2004

Le président Kirchner réaffirme, avant son départ pour le sommet des Amériques à Monterey, que l'Argentine ne modifiera pas son offre vis-à-vis de ses créanciers. Face au redressement de l'économie argentine, le FMI souhaite que Buenos Aires consacre une partie de ses rentrées fiscales 2004 à améliorer son offre sur la dette, tout en maintenant le versement de 3 milliards de dollars à l'Argentine en mars.

10 mars 2004

L'Argentine accepte de payer l'échéance de 3,1 milliards de dollars due au FMI, permettant au pays d'éviter d'entrer en défaut de paiement.

14 janvier 2005

Restructuration de la dette privée. Le ministre argentin de l'économie Roberto Lavagna annonce aux créanciers privés la somme envisagée pour le remboursement de leurs prêts : environ 35% de ce qui est dû, notamment aux 400 000 porteurs de titres italiens. La dette privée argentine est composée de 152 obligations distinctes, émises en 14 monnaies différentes et répondant à 8 législations, pour un montant de 81 milliards de dollars impayés depuis 2001.

Comme dirait l'autre : il n'y a pas photo !

Tout comme avec la Grèce, l'Etat annule une partie de sa dette, une fois que les créanciers se sont déjà bien largement goinfrés, à des conditions qui leur conviennent, qui consistent à réduire les taux d'intérêt du restant de la dette tout en l'échelonnant sur une durée plus longue, ce qui revient à consentir un nouveau prêt à l'Etat sans que cela apparaisse comme une nouvelle dette, les créanciers n'étant pas pressés de récupérer leur capital du moment qu'on leur verse les intérêts rubis sur l'ongle.

Dans le cas de l'Argentine, les créanciers de l'Etat avaient déjà perçus des intérêts colossaux depuis 1999 sous la présidence de Fernando de la Rúa, mais on pourrait remonter à l'époque de la dictature militaire de 1976 à 1983, ou encore entre 1989 et 1999 sous le régime de Carlos Menem qui en instaurant la parité peso-dollar avait orchestré la fuite des capitaux des riches Argentins qui placèrent leur épargne à l'étranger, l'équivalent de la dette du pays, selon la Documentation française.

Ce n'est pas fini, il faut ajouter que sur recommandation du FMI Carlos Menem procèdera à un vaste programme de privatisation dont profiteront les principaux créanciers de l'Etat argentin.

Bref, cette liste n'est exhaustive, comme on le voit l'annulation de la dette de l'Etat argentin a été du domaine de la propagande du capitalisme mondial et ses valets de "gauche", une formidable escroquerie politique qui n'a servi quà tenter de masquer la réalité, c'est-à-dire que par tous les bouts les gangsters de la finance ponctionnent les peuples, et que la dette de l'Etat n'est que l'un des moyens les plus commodes qu'ils ont mis au point avec la complicité des gouvernements concernés pour y parvenir.

En conclusion, ce qu'ils ne peuvent pas obtenir par la lutte des classes parce que le rapport de forces serait à leur désavantage ou parce qu'ils pourraient tourner en leur défaveur, parce qu'affronter directement le prolétariat comporterait plus d'inconvénients que d'avantages, pour vaquer tranquillement à leurs affaires, ils ont besoin de stabilité politique, de la paix sociale, ils s'arrangent

pour parvenir à leurs fins par d'autres moyens. Et comme chaque fois, c'est au détriment des droits sociaux des travailleurs qui sont systématiquement remise en cause, mesure assortie d'une brutale politique d'austérité, les prédateurs de la finance peuvent espérer y gagner sur le long terme, car il sera difficile au prolétariat de se mobiliser massivement pour reconquérir ses droits perdus, davantage encore pour renationaliser les entreprises d'Etat ou les services privatisés.

En complément sur le même thème, un extrait d'un article du 23 septembre paru dans le portail Slate.fr, qui nous rappelle ou nous apprend que l'annulation de la dette d'un Etat ne remonte pas à hier et s'est déjà produit une multitude de fois :

- "*Face à une dette (principal et intérêts) hors de contrôle, l'Etat peut alors choisir, comme ultime porte de sortie, de ne pas rembourser tout ou partie de ses créanciers: c'est le défaut souverain. Une solution qui n'est pas si rare : les économistes Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff dénombrent dans leur livre Cette fois c'est différent. Huit siècles de folie financière plus de 71 crises de défaut souverain entre 1975 et 2006. Rien qu'en quinze ans, il y en a déjà eu deux majeures: la Russie en 1998 et l'Argentine en 2001. Pour la France, le dernier défaut remonte à 1812, époque où les conquêtes napoléoniennes avaient rendu le pays exsangue.*"

La suite de cet article confirme ce que j'ai indiqué plus haut, à savoir que les banquiers et autres investisseurs privés s'arrangeaient toujours avec leurs clients pour ne rien perdre à l'arrivée, soit parce qu'ils ont déjà encaissé l'équivalent du capital en intérêts, en réalité bien davantage la plupart du temps, soit par le truchement de mécanismes accommodants qui leur permettront de se refaire une santé par la suite, de préférence de s'enrichir encore plus.

Par exemple, la baisse des taux d'intérêt décidée hier par la BCE va dans ce sens-là, prêter de l'argent aux banques à pratiquement 0% d'intérêt, qu'elles prêteront à leur tour aux Etats à 2, 3, voire 5% ou plus en achetant leurs obligations et le tour est joué ! C'est pour cette raison (notamment) que la BCE ne prête pas directement aux Etats, il serait impossible aux banquiers de continuer de les ponctionner ou d'en tirer des profits sans prendre le moindre risque, elle n'est pas belle la vie !

A propos de la Grèce.

Nous continuons de traiter la crise grecque dans cette rubrique sous la forme d'une chronique, afin de regrouper toutes les éléments relatifs à cette question et pouvoir analyser l'ensemble de la situation, puis définir une ligne politique.

Que s'est-il passé hier ? C'est le troisième scénario que j'avais évoqué hier qui s'est réalisé. A savoir que Papandréou a obtenu la majorité au Parlement, il a retirer son référendum, il va sans doute être remplacé par son ministre des Finances, Evangelos Venizelos, qui va former un gouvernement d'union nationale, dont la première décision sera d'entériner l'accord de Bruxelles du 27 octobre.

Est-ce que pour autant cela règle quelque chose ? Pour qui ?

Cela aura permis de ramener au pouvoir le parti officiel du capital, la Nouvelle Démocratie, à peine deux ans après sa défaite aux élections législatives, qui n'ayant pas à subir les contradictions auxquelles est en proie le PASOK, prendra la direction de la mettre en oeuvre de la violente politique d'austérité qui constituait un des deux volets de l'accord de Bruxelles du 27 octobre, d'autant plus facilement - ce sont eux qui l'espèrent, qu'y sera associé étroitement le PASOK, l'objectif étant de cadenasser le mouvement ouvrier pour imposer cette régression sociale, l'annulation du référendum signifiant que le peuple grec n'avait pas son mot à dire et qu'il devrait la subir, y compris en recourant à la force pour l'appliquer, à la répression.

Est-ce à dire que le prolétariat avait des illusions sur les intentions du PASOK ? Pas du tout, c'est ce que s'acharne à nous faire croire les opportunistes de tous poils pour masquer leur incurie politique ou leur capitulation devant le capital.

Ce qu'il y a de paradoxale dans la situation en Grèce et dans bien d'autres pays, c'est que le parti social-libéral issu de la social-démocratie apparait dans l'imagination collective comme un parti d'opposition institutionnel face au parti officiel du capital, ce qui n'en fait pas pour autant aux yeux des travailleurs un parti anticapitaliste ou socialiste, cette image est minutieusement entretenue ou préservée par les tenants du régime, ce qu'on retrouve sur le terrain pratique de la lutte des classes, tandis qu'il n'existe aucun autre parti suffisamment implanté dans toutes les couches exploitées qui représente réellement le socialisme, donc qui pourrait constituer un pôle de regroupement à la fois pour le prolétariat et les pans entiers de la petite-bourgeoisie dont le mode de vie est plus proche de celui de l'ouvrier que du bourgeois.

Il découle de cette situation, qu'une fois que le parti social-libéral s'associe au parti du capital au plus haut de l'Etat, quand ils forment un gouvernement d'union nationale, c'est l'idée même d'opposition qui disparaît, peu importe qu'elle soit associée au parti social-libéral, on pourrait préciser en parlant de la disparition d'une opposition organisée qu'elle renvoie chaque travailleur à sa propre condition, inorganisé, isolé, atomisé, donc faible et démuni pour résister au rouleau compresseur dévastateur de l'union nationale.

L'union nationale au même titre que le front populaire est l'antichambre du fascisme ou de la dictature militaire.

La seule façon de résister pour l'exploité de briser l'isolement qui mine sa détermination et l'expose à subir des coups terribles sans pouvoir réagir, c'est de s'organiser et de participer à la construction d'un véritable parti communiste. Je ne vais développer à nouveau ce que j'ai déjà exposé dans une précédente causerie, sur les mesures liberticides et répressives que le gouvernement prendra sans doute pour briser la mobilisation en cours de nombreuses couches exploitées de la société en Grèce.

Car les manoeuvres institutionnelles du PASOK et de la Nouvelle Démocratie n'ont absolument rien réglé du côté des travailleurs grecs, c'est cela l'élément majeur de la situation. De même que les mesures adoptées le 27 octobre à Bruxelles ne permettront pas à l'Etat grec de se relever et d'éviter la banqueroute ; je ne sais pas si vous avez fait attention à ce qu'ils ont dit ce jour-là, ils soulageaient l'Etat grec de 100 milliards d'euros de dettes, pour qu'il puisse rapidement de nouveau emprunter sur les marchés... et se retrouver dans une situation inextricable ou comparable un peu plus tard !

La suite de cette analyse figure dans la causerie d'hier, il n'y a rien à en changer ni à y ajouter, l'axe du combat politique contre le gouvernement Papandréou étant simplement reformulé contre le gouvernement d'union nationale PASOK-Nouvelle Démocratie.

Les déclarations d'hier.

Papandréou

1- Le parlement grec a voté vendredi la confiance au gouvernement du Premier ministre George Papandréou, qui n'aura donc pas à convoquer d'élections anticipées.

L'ensemble des élus du parti socialiste ont soutenu Papandréou, dont le mandat à la tête du gouvernement semble toutefois toucher à son terme.

Dans son discours face au parlement prononcé peu avant le vote, il a appelé à la formation d'un gouvernement de coalition et laissé entendre qu'il était prêt à quitter ses fonctions. (Reuters 04.11)

2- «*J'ai été en contact avec le président et je me rendrai auprès de lui demain (samedi) pour l'informer de mes intentions et (lui dire) que je vais de l'avant avec l'ensemble des partis vers un gouvernement de coalition plus large*», a dit au parlement le leader socialiste. Il a ajouté que les discussions avec les partis auraient aussi pour but de définir la composition «et même le chef de cette coalition». «*Mon poste est la dernière chose dont je me soucie. Peu importe même que je ne sois pas réélu. Le temps est venu de faire un nouvel effort (...) Je n'ai jamais conçu la politique comme une profession*», a dit Papandréou.

Selon plusieurs sources proches des négociations, Papandréou s'est mis d'accord avec son ministre des Finances, Evangelos Venizelos, pour quitter le pouvoir et lui laisser le soin de former un gouvernement de coalition. (20minutes.fr 04.11)

Evangelos Venizelos

Le nouveau gouvernement grec de coalition devra approuver le plan de sauvetage de la Grèce et devrait rester au pouvoir jusqu'à la fin du mois de février, a déclaré vendredi le ministre des Finances Evangelos Venizelos.

"*Le gouvernement de coalition élargi qui doit être formé devra préserver la crédibilité internationale et assurer le versement rapide de 30 milliards d'euros pour recapitaliser les banques grecques*", a déclaré Venizelos.

La nature de ce futur gouvernement est encore ouverte au débat, mais il devra être composé de responsables politiques, a-t-il ajouté. (Reuters 04.11)

Qui a dit ?

«*La consommation est un des leviers de la croissance*» mais «*nous ne pouvons pas continuer de laisser dépendre toute l'activité économique d'une énième relance de cette consommation par l'aggravation de la dette publique*». Il faut avoir «*le courage de mettre en œuvre*» de «*nouveaux modes de vie*» et une «*consommation plus raisonnable et plus équitable*». (lefigaro.fr 04.11)

Vous donnez votre langue au chat, pas au diable, je vous mets sur la piste : le cardinal André Vingt-Trois, vendredi matin à Lourdes, dans son discours d'ouverture de l'assemblée plénière des évêques.

Toujours réac !

Décrytage d'une manipulation.

Libération titre un article : *De plus en plus réacs, les Français?*. Le Nouvelle Observateur : *Les Français restent "réformistes" mais les "réactionnaires" progressent*

Voyons de quoi il en retourne au juste.

La proportion de gens qui souhaitent «*revenir en arrière*» progresse dans la société française. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée les 16 et 17 août auprès de 960 personnes par l'institut Ipsos, pour la Fondation Jean-Jaurès et publiée jeudi.
Ces «*réactionnaires*» (29%) restent cependant moins nombreux que les «*réformistes*» (43%), qui souhaitent «*des changements*».
En 2007, les réactionnaires n'étaient que 13%. (libération.fr 04.11)

Si «*revenir en arrière*» signifie se réapproprier les droits sociaux qui ont été liquidés depuis 30 ans, rétablir les services publics qui ont été liquidés ou démentelés, nous sommes des réacs !

Pour en avoir le coeur net et voir de quelle manière ce sondage a été réalisé, j'ai fait une recherche sur le Net.

Tout d'abord, j'ai appris que *Libération* et le *Nouvelle Observateur* n'avaient fait que reprendre les conclusions du sondage réalisé par Ipsos pour le compte de cette fondation qui est un appendice du PS, connue selon le Réseau Voltaire pour ses relations avec les néo-conservateurs américains si j'ai bonne mémoire, ce qui est compatible avec l'orientation qui a adoptée par les auteurs de ce sondage.

Cette opération est digne d'un manuel de propagande dont l'objet serait de convaincre la population que le capitalisme est dorénavant le seul système économique possible et viable pour l'éternité. C'est ainsi qu'ils en sont arrivés à la conclusion qu'une majorité estimait que le clivage droite gauche n'existait plus, autrement dit si l'un des deux termes de l'opposition entre le capitalisme et le socialisme devait rester en piste, ce serait évidemment le capitalisme, le socialisme étant éliminé.

Pour parvenir à ce constat ou plutôt au résultat auquel les commanditaires de ce sondage voulaient parvenir, ils ont dû se livrer à une manipulation fort simple à réaliser, qui consistait à donner un contenu à chaque réponse différent de celui que la personne interrogée avait pu lui donner en répondant à la question qui lui était posée. Prenons un exemple :

Question : A propos de la société, quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

Six réponses possibles :

1- Il faut la transformer radicalement (11%)

2- Il faut la réformer en profondeur (30%)

3- Il faut l'aménager sur quelques aspects mais sans toucher à l'essentiel (26%)

4- Il faut la laisser dans son état actuel (2%)

5- Il faut revenir en arrière sur certaines choses (29%

6- Ne se prononce pas (2%)

Aux points 1et 2 c'est la même question qui était posée en réalité, la plupart des gens ne faisant pas la différence entre transformer et réformer radicalement ou en profondeur la société, c'était un pléonasme. Cela donne 41% de personnes qui estiment qu'un grand coup de ménage s'impose. J'aurais pu répondre oui aux deux questions.

J'aurais pu aussi répondre oui au point 3, considérant que pour moi l'essentiel ce sont les droits sociaux et politiques que nous avons acquis et qui perdurent, parce qu'ils constituent les valeurs essentiells auxquelles je suis attaché et sans lesquelles toute notion de progrès est impensable.

J'aurais également pu répondre affirmativement au point 5, considérant qu'il faut revenir à la situation que nous connaissions avant le saccage des services publics par exemple.

En conclusion, il n'y aurait que 2% de réactionnaires potentiels ou assumés, cela correspond environ au pourcentage des nantis que compte la société, les 96% restants seraient progressistes sans pour autant être révolutionnaires évidemment.

Donc on aboutit sans forcer le trait à une conclusion diamètralement opposée à celle de la Fondation Jaurès.

Autre question abordée dans ce sondage.

"*D'un côté, les Français ne sont plus croyants. 58 % d'entre eux estiment le clivage (gauche/droite) « dépassé » – 35 % seulement sont d'un avis contraire.*"

"*D'un autre côté, pourtant, les Français sont encore pratiquants. Ils sont 74 % à accepter de se positionner à droite ou à gauche – comme si c'était moins l'existence que la lisibilité du clivage qui faisait problème. Surtout, lorsqu'on les interroge non plus sur la représentation qu'ils se font du clivage gauche/droite mais sur le jugement qu'ils portent sur la société, on constate qu'il existe bien une sensibilité de gauche et une sensibilité de droite...*"

Comment pourraient-ils estimer que le clivage gauche/droite veut dire existe quand la droite et la gauche font la même politique ou qu'ils ont le même programme ?

Et s'ils sont 74% à se positionner à droite ou à gauche, c'est à la fois en fonction de la classification établie et entretenue entre la droite et la gauche et de leurs intérêts de classe, accordant plus d'importance à "*l'existence*", la leur, plutôt qu'à "*la lisibilité du clivage qui (fait) problème*" effectivement, puisque ce clivage n'existe pas vraiment entre l'UMP et le PS. Cela confirme bien que les travailleurs qui votent pour les partis dits de gauche, le font par dépit, à défaut de mieux ou parce qu'ils n'ont pas confiance dans les autres partis, ou encore parce que leur niveau de conscience politique ne va pas au-delà.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Barakozy

A six mois de l'élection présidentielle française, Barack Obama a rendu vendredi un hommage appuyé à Nicolas Sarkozy, dont il a loué le «*leadership*» et l'énergie.

Ils se sont employés avec force superlatifs à souligner la proximité de vues et la complicité qu'ils n'ont eu de cesse d'afficher durant les deux jours du sommet, dominé par les turbulences de la zone euro. «*Etant donné que nous avons beaucoup travaillé ensemble, Nicolas et moi-même, nous avons un lien excellent et nous l'avons toujours eu*», a affirmé Barack Obama lors de cet entretien croisé enregistré dans l'après-midi dans le bureau du maire de Cannes.

«*Nicolas a toujours été un partenaire ouvert, qui travaille beaucoup, qui a beaucoup d'énergie*», a poursuivi le chef de la Maison Blanche.

«*Que ce soit sur les questions économiques ou des questions liées à la sécurité, il a été un partenaire absolument essentiel. On n'aurait pas pu réussir en Libye sans l'initiative, sans le leadership de Nicolas Sarkozy et de l'Otan*», a assuré le président américain. «*On ne serait pas dans une position aussi forte en Afghanistan sans le leadership de Nicolas Sarkozy, ainsi que les autres partenaires de la coalition*», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 04.11)

1.2- Comment sauver les apparences.

Le Sénat a adopté, vendredi 4 novembre, par 187 voix contre 141 une proposition de loi socialiste transformant radicalement le volet de la réforme territoriale consacré au regroupement des communes.

La majorité des sénateurs centristes a voté avec la nouvelle majorité de gauche PS, PCF, EELV et PRG ce texte qui redonne la main aux élus locaux au détriment du préfet pour achever la carte de l'intercommunalité. L'UMP a voté contre.

La proposition de loi (PPL) du président de la commission des Lois, Jean-Pierre Sueur (PS), repousse le délai d'achèvement du processus de regroupement des communes au 31 décembre 2013 et étend les prérogatives de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) composée des élus concernés. Cette commission élaborera puis adoptera dans chaque département les périmètres et conditions du regroupement des communes. Dans la loi votée en 2010, c'est le préfet qui dispose de ces compétences. Le préfet pourra arrêter le schéma mais uniquement en cas de blocage.

Le texte PS préserve également les syndicats intercommunaux déjà existants, notamment scolaires, menacés de disparaître et proroge le mandat des élus intercommunaux. (lemonde.fr 04.11)

"*la carte de l'intercommunalité*" n'est pas remise en cause, ce seront les élus locaux qui seront chargés d'achever la sale besogne. Mais comme cette proposition doit maintenaNt passer à l'Assemblée nationale et qu'elle sera rejetée...

2- Yémen

Plusieurs milliers de chiites ont affronté vendredi les forces de l'ordre à Bahreïn au cours des obsèques d'un homme qui, selon le mouvement d'opposition Wefaq, a été tué par la police, ont rapporté des témoins.

Ali al Daihi, père d'Hussein al Daihi, un secrétaire général adjoint du Wefaq, a succombé jeudi à des blessures infligées la veille par la police anti-émeutes alors qu'il rentrait chez lui, écrit le Wefaq sur son site internet. (Reuters 04.11)

Social

France

L'intersyndicale CGT, CFDT, FA-SPP des pompiers professionnels a appelé, vendredi, à des rassemblements dans toute la France le 17 novembre contre la réforme de leur filière, au lendemain d'une manifestation nationale qui a mobilisé entre 3.200 et 10.000 sapeurs-pompiers, selon les sources, dans les rues de Paris jeudi.

Dans un communiqué, les syndicats précisent que cette nouvelle journée de mobilisation prendra la forme d'une "*action en direction des préfets de Région*". (AP 04.11)

Economie

1- G20

1.1- FMI

Le G20 va accepter d'apporter des ressources supplémentaires au Fonds monétaire international (FMI) face à la crise, "*rapidement si nécessaire*", a annoncé vendredi le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy en marge du sommet de Cannes (France). (libération.fr 04.11)

1.2- FESF.

A propos de ce dernier, les pays «Brics» (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont déclaré qu'ils n'apporteraient aucun soutien, s'entendant sur le fait qu'une aide financière à la zone euro ne pouvait transiter que par le FMI. (20minutes.fr 04.11)

1.3- Sarkozy

1.3.1- Le président français Nicolas Sarkozy a remercié vendredi son homologue américain Barack Obama de se montrer "*ouvert sur la taxation des acteurs financiers*".

"*On reste avec des différences de modalités mais la volonté de faire participer le secteur financier à la solution de la crise (...) elle est totale des deux côtés de l'Atlantique*", s'est réjoui Nicolas Sarkozy.

"*Aux Etats-Unis, nous avons un concept similaire que nous appelons taxe de responsabilité financière*", a expliqué Barack Obama. "*C'est dirigé plus directement sur les banques, et non sur les transactions*".

"*Mais le principe que nous partageons, c'est qu'on ne peut pas avoir des grandes institutions financières qui font des paris dangereux, des opérations risquées, qui finissent par avoir un impact énorme sur les contribuables américains ou français, sur les citoyens ordinaires, et que ce soient ces citoyens ordinaires qui en paient seuls les frais*", a ajouté Barack Obama.

"*C'est le premier président des Etats-Unis qui fait un pas vers la taxation des acteurs financiers*", a souligné Nicolas Sarkozy, en se disant "*reconnaissant*". (AP 04.11)

Quel bouffon ! Et les banquiers d'en pisser debout dans leurs culottes : évidemment que faire "*participer le secteur financier à la solution de la crise*" va de soi, sinon comment pourrait-on continuer de nous enrichir sur les gueux qui triment comme des esclaves, franchement, pour qui il nous prend ce roquet !

1.3.2- Par ailleurs, le chef de l'Etat a évoqué "*la publication, par le Forum global, de 11 pays que nous estimons être des*

paradis fiscaux", avant d'en énumérer une partie. "*Antigua, Barbuda, la Barbade, Botswana, Brunei, Panama, Seychelles, Trinidad-et-Tobago, Uruguay, Vanuatu ne se sont pas dotés d'un cadre juridique adapté à l'échange d'informations fiscales*", a-t-il déploré.

"*Nous ne voulons plus de paradis fiscaux. Et les pays qui demeurent des paradis fiscaux avec la dissimulation bancaire seront mis au ban de la communauté internationale*", a menacé Nicolas Sarkozy. (AP 04.11)

Il n'en aurait pas oublié quelques'uns : la Suisse, le Liechtenstein, le Luxembourg... et la City à Londres, Monaco, etc.

1.4- Italie. Mise sous tutelle du FMI.

Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, a confirmé vendredi avoir fait appel au Fonds monétaire international (FMI) pour "*surveiller*" et "*certifier*" la mise en oeuvre des mesures anti-crise de l'Italie. (libération.fr 04.11)

2- France. Ça baigne pour eux !

Hermès voit aujourd'hui sa dynamique de croissance freinée par des capacités de production limitées, face à une demande explosive et résistante aux soubresauts de la conjoncture mondiale.

Mireille Maury, directrice financière du groupe, a précisé à Reuters que la décélération intervenue outre-Atlantique et en France s'expliquait uniquement par des capacités de production insuffisantes.

Le groupe, qui emploie environ 2.000 artisans, augmente ses effectifs d'environ 10% par an, un rythme loin de satisfaire l'appétit d'une clientèle peu sensible aux aléas de l'économie, y compris dans les pays matures.

Hermès a également dit tabler sur une marge opérationnelle courante 2011 légèrement supérieure à celle de 2010, qui avait atteint un niveau historique de 27,8%. (Reuter 04.11)

3- Chypre

L'agence de notation Moody's Investors Service a abaissé vendredi la note de Chypre de deux crans, au motif que le gouvernement devra sans doute soutenir le secteur bancaire l'an prochain en raison de son exposition à la dette grecque.

L'agence américaine a ramené la note souveraine de Chypre de Baa1 à Baa3, soit un cran seulement au-dessus de la catégorie spéculative.

Une des raisons au déclassement annoncé vendredi soir, explique Moody's, est la faible capacité de Chypre à mettre en oeuvre des réformes structurelles et budgétaire nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des finances publiques du pays. (Reuters 04.11)

4- Irlande

L'Irlande a annoncé vendredi un renforcement de son programme d'austérité pour atteindre les objectifs fixés en contrepartie du plan d'aide de 67,5 milliards d'euros obtenu auprès de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) en novembre 2010. Dublin s'engage à réduire son déficit budgétaire de 3,8 milliards d'euros en 2012 et à poursuivre les hausses d'impôts ainsi que la diminution de ses dépenses jusqu'en 2015.

Le ministre des Finances, Michael Noonan, a déclaré que ces mesures, inscrites dans son projet fiscal 2012-2015 étaient nécessaires pour arriver à ramener le déficit sous la barre des 3% du produit intérieur brut (PIB).

"*Il faut combler le large fossé qui existe encore entre les dépenses et les recettes du gouvernement*", a-t-il estimé, car sinon le pays court à "*une dette insupportable et une perte de souveraineté pour longtemps*".

Le ministre des Finances, qui présentera un budget détaillé le 6 décembre, a précisé qu'il prévoyait notamment 1,6 milliard d'euros de hausses d'impôts et 2,2 milliards de réduction des dépenses en 2012.

Il table sur un total de 12,4 milliards d'euros de réduction du déficit et de 4,65 milliards d'augmentations des impôts sur quatre ans, soit plus de 1.000 euros pour chaque femme, homme et enfant du pays. (AP 04.11)

Haut de page

Le 6 novembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne des articles supplémentaires dans les rubriques économie, politique et internationale. Hier j'ai mis en ligne un document de l'Ifri destiné principalement à l'armée, sur la façon dont elle perçoit une insurrection, un mouvement de type guérilla ou une guerre révolutionnaire et les moyens de les combattre. Utiles pour les futurs dirigeants du commandement militaire de la révolution...

Abordons aujourd'hui un autre aspect de la crise financière, les CDS. Qu'est-ce que c'est et comment ça marche ?

1- Aujourd'hui, il est un sujet dont on ne parle pas et qui pourrait devenir l'une des principales informations financières, c'est celui des CDS ou credit default swaps. Ce sont les contrats d'assurance contre le défaut de paiement. Les contrats d'assurance contre le défaut de paiement sur la France et sur l'Italie atteignent des records en pleine incertitude sur la crise de la dette en zone euro. Un exemple : quand le CDS sur la France atteint 180 points de base, cela signifie qu'il faut débourser 180.000 dollars par an pour assurer 10 millions de dollars de dette d'Etat française à 5 ans. (...)

Bien évidemment, la chute des cours des valeurs bancaires ne signifie pas seulement que leurs actionnaires perdent de plus en plus d'argent ; cela veut aussi dire que leurs CDS grimpent aussi. Bref, la pression monte partout… mais nous organisons un GVAIN qui coûtera beaucoup d'argent et n'aboutira à RIEN.

On exigera toujours plus des Etats et de leurs populations. Les politiciens ajouteront plan de rigueur après plan de rigueur, les « *forces de marchés* » via les comptes numérotés pousseront toujours plus les CDS à la hausse et nous allons être asphyxiés. (liesidotorg.wordpress.com 03.11)

2- Les 17 membres de la zone Euro restructurent la dette de la Grèce de telle sorte que les CDS (contrats de protection sur le risque grec) ne soient pas activés (le montant des contrats de garantie sont supérieurs au montant du risque grec) afin d'éviter la faillite des établissements bancaires qui ont garanti ces contrats. En même temps, les mêmes 17 membres continuent à mettre en œuvre les mécanismes qui offrent au FESF la possibilité d'émettre des CDS pour couvrir les premières pertes des obligations émises par les pays « périphériques ». (atlantico.fr 05.11)

Note : le site "liesidotorg.wordpress.com" est animé par des intellectuels indépendants, le site atlantico.fr est animé par des membres de l'UMP, dont des économistes. Intéressant la démonstration qu'ils font ici des manoeuvres de la zone euro pour "*éviter la faillite des établissements bancaires*", non ?

On ne doit pas cracher sur ce genre d'informations, puisqu'elles nous servent à mieux comprendre la situation... et les combattre. Les militants qui se sont détournés du site que j'anime, parce que je mettais en ligne des articles provenant de sites animés par des gens peu ou pas du tout fréquentables sont des crétins ou de médiocres dogmatiques.

Manipulation et propagande Medef-UMP

1- Un Français sur trois souhaite un abandon de l'euro et un retour au franc, un chiffre en baisse et très inférieur à la proportion des Allemands souhaitant un retour au mark, deux fois supérieur.

Selon un sondage Ifop pour le site internet Atlantico, 32% des Français souhaitent de retour à l'ancienne monnaie nationale contre 67%. Le chiffre était de 37% en septembre dernier. (Reuters 05.11)

1- L'Ifop, c'est Parisot, le Medef ; 2- Atlantico, c'est un portail... de l'UMP, cherchez l'erreur.

Commentaire d'internautes

- "*vous êtes sûr que c'est pas deux français sur trois.... Mauvais ou erreur de sondage*"

- "*et bien moi je ne suis pas FN, mais dans mon entourage c'est plutot 50%*"

- "*les 2/3 il semblerait vrai.*"

2- Ils sont 89% à considérer que l'argent prêté au pays en difficulté est «*de l'argent perdu*» car il ne pourra pas le

rembourser, souligne un autre sondage publié ce samedi sur le site de Ouest France. (lefigaro.fr 05.11)

Pas plus que l'Etat français ne sera en mesure d'éponger sa dette qui n'est pas davantage celle des travailleurs, mais cela ne figure dans aucun sondage, et pour cause...

3- Deux Français sur trois (68%) déclarent subir actuellement les effets de la crise économique dans leur vie personnelle et dans celles de leurs proches, selon un sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest Dimanche.

La proportion des personnes interrogées estimant que la crise les affecte "*beaucoup*" (30%) est en augmentation. 32% des Français s'estiment en revanche peu ou pas du tout affectés par la crise, dont 7% "pas du tout". (20minutes.fr 05.11)

On approche du point de rupture qui sera atteint dans les prochains mois, pour des millions de travailleurs il est déjà dépassé depuis des années.

Cette crise est une excellente leçon de chose grandeur nature pour comprendre la nature du capitalisme, faut-il encore analyser cette crise au-delà de son seule aspect financier qui n'est que le sommet de l'iceberg en train de couler. Tous ceux qui se limitent à cet aspect financier dans leurs critiques du capitalisme, démontrent qu'ils n'ont pas du tout l'intention de s'attaquer à ses fondements, la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Sur la situation en Grèce

On peut prendre comme référence les manifestations du 28 octobre pour affirmer qu'il existe une situation révolutionnaire en Grèce.

On ne l'a pas dit parce que cela allait de soi, l'annonce puis le retrait du référendum exprime la confusion, le désarroi, les divisions qui règne au sommet de l'Etat, qui est à son tour le produit de leur impuissance à faire refluer la puissante mobilisation des masses exploitées.

En ligne direct avec la crise sociale qui ravage le pays et déstabilise l'Etat, l'annonce de ce référendum par Papandréou avait plusieurs significations ou correspondait à au moins deux objectifs :

1- Tenter pour gagner du temps d'apporter une réponse à la détermination des masses qui s'était exprimée lors de la grève générale des 19 et 20 octobre dernier, puis lors des manifestations du 28 au cours desquelles personne n'avait pu éviter que l'autorité de l'Etat soit piétiné publiquement, témoignant ainsi de son affaiblissement ;

2- Associer la Nouvelle démocratie à l'accord de Bruxelles du 27 octobre, afin que le PASOK ne soit pas le seul à supporter un fardeau trop lourd pour ses épaules (et à en payer le prix électoral, mais là c'est peine perdu !) ou tout simplement, parce qu'il en était incapable du fait que cet accord était rejeté par la quasi-totalité des travailleurs du pays, ceux-ci n'accordant aucune confiance au PASOK.

On pourrait ajouter que c'est le 28 octobre que Papandréou à réellement pris conscience de la menace qui planait dorénavant sur le régime, et qu'il était devenu urgent par n'importe quel moyen de tenter de renouer avec le peuple grec qu'il avait toujours ignoré depuis deux ans au profit de l'UE et du FMI, des intérêts de l'aristocratie financière en définitif. La suite de cette analyse figure dans les causeries des derniers jours.

J'ajouterai juste un mot.

D'ici en Inde, il m'est difficile d'apprécier la situation exacte en Grèce, je manque d'informations sur le degré de mobilisation et d'organisation des différentes couches exploitées, ainsi que sur les partis ou organisations autres que le KKE, le parti stalinien grec.

Cependant, il me semble que la crise ne pouvant que s'approfondir dans les jours et semaines à venir, il est possible d'envisager à court terme que cette formidable mobilisation des masses et particulièrement de la jeunesse se transforme en soulèvement contre le régime.

Dans cette perspective, la tâche urgente à mettre à l'ordre du jour de l'avant-garde révolutionnaire, c'est de structurer ou renforcer le degré d'organisation du prolétariat et sa jeunesse, de parvenir à unifier tous les secteurs qui sont dors et déjà mobilisés afin d'avancer uni contre les institutions, sous peine d'une dislocation quand la répression s'abattra sur le prolétariat, ses partis et organisations.

Pour se faire, il faut que les travailleurs grecs se donnent des objectifs politiques, condition indispensable pour donner une orientation politique correcte à leur mobilisation et lui donner un contenu révolutionnaire conscient, car sans élévation du niveau de conscience politique au cours du processus révolutionnaire, ils ne pourront prétendre atteindre aucun de ces objectifs,

ils demeureront divisés et la proie des staliniens et des provocateurs en tous genres.

Il faut se concentrer à tout prix sur la question de l'organisation des masses avant que le soulèvement ait lieu, après il sera trop tard. L'objectif à atteindre à travers l'unification de tous les secteurs engagés dans ce combat, c'est la constitution d'un organe politique indépendant de l'Etat qui instaurera une situation de double pouvoir.

Cet organe politique constitué de délégués élus intégrant les partis et syndicats engagés au côté des travailleurs en lutte issus des comités de grève ou assemblées populaires à travers tout le pays, doit prendre la direction de la révolution et appeler tous les travailleurs qui ne se sont pas encore engagés dans ce combat à rejoindre les centaines de milliers de travailleurs et jeunes déjà mobilisés et organisés, rassembler l'ensemble de la classe et tous les pans de la petite-bourgeoisie qui a pris conscience qu'elle n'avait plus rien à attendre de ce régime, pour constituer l'embryon d'un nouvel Etat sur la base de leurs propres besoins sociaux et préparer l'assaut final contre les institutions.

Voilà comment doit se diposer l'avant-garde révolutionnaire en Grèce, y compris pour se renforcer et construire un véritable parti communiste, sur la base de la rupture avec le capitalisme, donc l'UE et le FMI, l'expropriation des propriétaires et actionnaires des grandes entreprise, à commencer par les banques, et la rupture avec les institutions, l'abolition de la Constitution, sur les cendres desquelles l'ensemble des masses exploitées sous la direction de la classe ouvrière bâtiront un nouvel Etat, un Etat social, socialiste, le premier maillon des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Toute la difficulté ou complexité de la situation réside dans le fait que les revendications transitoires ou démocratiques bourgeoises, les revendications sociales des travailleurs, ne peuvent pas être satisfaites sans s'attaquer aux fondements du régime et de l'Etat, la crise du capitalisme a pris une telle ampleur et elle a atteint une telle profondeur, que les revendications transitoires se confondent d'emblée, pour ainsi dire sans transition, avec le programme de la révolution socialiste. (A suivre)

En avant vers le socialisme, vive la révolution socialiste mondiale !

Chers camarades, l'heure est grave, chacun doit en prendre conscience, dites-moi dans quel journal ou quel site Internet d'un parti vous trouvez ce genre d'analyses ? Sauf erreur de ma part, nulle part. Vous voulez que je vous dise ce que j'en déduis, les héritiers de Lénine et Trotsky sont morts politiquement, inexistants.

Les dernières infos

Papandréou

La crise politique se poursuit en Grèce. Quelques heures après avoir obtenu la confiance du Parlement grec, le Premier ministre Georges Papandréou s'est attelé samedi à essayer de former un gouvernement d'union nationale dans son pays toujours au bord de la faillite. Mais la droite ne veut pas y participer et réclame l'organisation immédiate d'élections anticipées.

M. Papandréou a bien accepté de démissionner si nécessaire pour faciliter la formation d'une coalition, proposant au principal parti d'opposition de droite, Nouvelle Démocratie, d'y participer. Mais cette offre a été rapidement rejetée par le chef de ce parti conservateur, Antonis Samaras.

Mais l'appel de M. Papandréou a été rejeté par Antonis Samaras. "*Nous n'avons pas demandé de place dans son gouvernement. Tout ce que nous voulons, c'est que M. Papandréou démissionne, parce qu'il est devenu dangereux pour le pays*", a-t-il lancé lors d'une intervention télévisée. "*Nous exigeons des élections immédiates*", a-t-il ajouté.

Reste au président Papoulias la rude tâche de jouer les intermédiaires dans ce blocage. Il recevra notamment M. Samaras dimanche à 13h (11h GMT). (AP 05.11)

A sa sortie du bureau de Papoulias, Papandréou s'est entretenu avec son ministre des finances, Evangelos Venizélos, et ex-rival malheureux, que des médias grecs citent comme un candidat possible à la direction d'un nouvel exécutif. Il a également convoqué une réunion ministérielle pour dimanche dans la soirée.

Samedi, seules deux petites formations de droite dissidentes de la Nouvelle Démocratie -le parti d'extrême droite Laos de Georges Karatzaferis et l'Alliance démocratique de la libérale Dora Bakoyanni- s'affirmaient prêtes à jouer le jeu, avec un renfort potentiel d'une vingtaine de députés mais un capital de légitimation politique réduit. (20minutes.fr 05.11)

Ce que les travailleurs doivent payer.

Chaque plan d'aide internationale a été concomitant avec d'inutiles et très coûteuses commandes d'armement par l'armée grecque à l'Allemagne, à la France ou aux États-Unis. Le budget militaire de la Grèce par contribuable est presque le double de celui

des autres membres de la zone euro. Le dernier plan d'urgence adopté en octobre par les États de la zone euro et le FMI a correspondu à une commande aux États-unis de 400 chars M1 Abrams et de 20 véhicules amphibie AA7VA1 pour la modique somme d'1,28 milliard d'euros. Ce schéma reproduit celui que l'on avait connu en 2003 lorsque les subventions européennes pour la modernisation de l'agriculture polonaise avaient été détournés pour acheter des F-16 états-uniens et les engager aux côtés du Pentagone dans l'aventure irakienne.

On observera que la vente des F-16 à la Pologne avait été négociée par un cabinet d'avocats US dirigé par Christine Lagarde, devenue depuis directrice du FMI et à ce titre bienfaitrice de l'état-major grec et de l'industrie militaire US pour ce nouveau contrat. (Réseau Voltaire 03.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- «***L'heure de vérité a sonné***»... dans tous les sens du terme.

François Fillon samedi à Morzine : il n'y a pas d'alternative à la réduction de la dette, et celle-ci ne sera possible qu'en réduisant les dépenses publiques. Alors que les derniers arbitrages concernant le nouveau plan d'austérité sont rendus ce week-end à l'Elysée, avant sa présentation lundi, le premier ministre a donné le ton : crise de la dette oblige, le budget de l'Etat pour 2012 sera «*le plus rigoureux depuis l'après-guerre*».

«*L'heure de vérité a sonné, a-t-il mis en garde. Il n'est pas utile de s'en prendre aux agences de notation, aux banquiers, aux spéculateurs ou à je ne sais quel bouc émissaire, pas utile de faire croire qu'il y a des trésors cachés pour financer nos dépenses publiques. […]*» (Alors qui porte la responsabilité de cette dette si ce n'est l'aristocratie financière, devinez : les travailleurs, cela va de soi - note du site)

«*Il n'y a pas d'autre recette pour réduire l'endettement que de réduire la dépense», a estimé François Fillon. Mais grâce à ces efforts, le premier ministre juge que la France «restera l'un des dix pays au monde avec la meilleure crédibilité financière*», et donc les conditions d'emprunt les plus favorables. (Pour engraisser qui, les malheureux banquiers, car l'Etat compte bien continuer d'emprunter, tout comme l'Etat grec, c'est le tonneau des Danaïdes, pour le plus grand bonheur des prédateurs de la finance - note du site)

Côté recettes, plusieurs pistes ont d'ores et déjà été divulguées. Selon les informations du Figaro, le gouvernement pourrait d'abord procéder à une hausse de l'impôt sur les sociétés des entreprises qui réalisent plus de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires. La recette annuelle de ce supplément d'impôt est évaluée à un milliard d'euros par an. Une hausse ciblée de la TVA est par ailleurs envisagée, qui rapporterait également aux alentour d'un milliard d'euros. Sur ce point, deux hypothèses demeurent : soit une hausse de la TVA à 7% pour l'ensemble des produits actuellement taxés à 5,5%. Soit la création d'un nouveau taux à 7%, qui viserait quelques secteurs, dont celui de la restauration. (Un milliard d'euros par an pour les grandes entreprises, un milliard d'euros minimum pour les travaillleurs au titre de la TVA, plus 2 milliards d'euros au titre d'un jour de travail non rémunéré (lire ci-dessous), donc trois fois plus pour les travailleurs, c'est ce qu'ils appellent l'équité ou la justice sociale ! - note du site)

Enfin, le Journal du Dimanche cité par l'AFP, croit savoir qu'une nouvelle journée de solidarité pourrait être créée. Créée en 2004 sous l'impulsion de Jean-Pierre Raffarin après la canicule de 2003, il s'agit d'un jour de travail non rémunéré dont les fruits financent la prise en charge des personnes âgées et handicapées. Chaque année, cette journée travaillée fait entrer environ 2 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat. (lefigaro.fr 05.11) (C'est le rétablissement de la corvée qui existait sous l'Ancien régime ! - note du site)

1.2- Gaucheritude. En dessous de la ligne de flottaison

L'ancien ministre Jean-Pierre Chevènement, 72 ans, président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen (MRC), a officialisé samedi soir au journal télévisé de France 2 sa candidature à l'élection présidentielle de 2012.

"*J'ai beaucoup réfléchi et j'ai décidé de me porter candidat pour faire bouger les lignes, comme je l'avais dit, c'est-à-dire pour mettre la gauche et la France à la hauteur des défis qui sont devant nous*", a-t-il déclaré.

"*J'avais le tort en 2002 d'avoir raison contre tous les autres et je n'accepte pas que ceux qui ont fait le lit du Front National en se ralliant au néolibéralisme puissent me transformer en bouc émissaire*", a-t-il ajouté alors qu'il était interrogé sur le fait de savoir si cela ne faisait trop de candidatures à gauche de l'échiquier. (liberation.fr 05.11)

Vaut mieux en rire qu'en pleurer, imaginez un instant un second tour en 2012 avec deux candidats restant en lice Sarkozy et Le Pen ?

Dupont-Aignan sera le candidat des gaullistes de droite et Chevènement celui des gaullistes de gauche, c'est ainsi qu'il se présentait il y a 30 ans, il ne manque plus que Villepin, Morin ou Bayrou qui représenterait les gaullistes du centre, tandis que Sarkozy représente les gaullistes d'extrême droite. Madame Le Pen représentant toutes les raclures monarchistes, cléricaux fondamentalistes, vichystes et les nostalgiques de la Cagoule et des ligues fascistes réunis.

2- Allemagne

Angela Merkel s'attend à voir la crise de la dette s'installer dans la durée et ne prévoit pas de véritable amélioration avant dix ans.

"*Presque tous les pays d'Europe ont dépensé toutes ces années plus qu'ils ne gagnaient*", a-t-elle souligné. (Reuters 05.11)

Question à cent balles : ne se sont-ils pas plutôt soumis au dikat américain pour éviter l'effondrement de l'impérialisme américain et retarder l'explosion de l'économie mondiale ?

3- Italie

3.1- Plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont descendus samedi dans les rues du centre de Rome à l'appel de l'opposition, pour réclamer le départ du président du conseil Silvio Berlusconi.

La crise de la dette souveraine a encore affaibli Silvio Berlusconi, alors que les querelles au sein de sa coalition ont empêché l'Italie de prendre des mesures claires pour rassurer les marchés. (AP 05.11)

3.2- La presse italienne passe Silvio Berlusconi par pertes et profits samedi après un sommet du G20 jugé humiliant pour le président du Conseil, dont la situation semble désespérée même aux yeux des journaux lui étant a priori favorables.

Même le quotidien pro-gouvernemental "Il Foglio", dirigé par l'un des conseillers de Silvio Berlusconi, décrit le chef du gouvernement comme "*l'ombre de lui-même*". Il ajoute que l'Italie est "*un pays extrêmement solide mais il nous manque un détail: un leadership politique*". (Reuters 05.11)

4- Israël

Et maintenant, la théorie du complot ! Après un étonnant silence de plus de cinq jours, pendant lesquels la plupart des ministres israéliens ont fait chorus dans le débat très public sur l'opportunité ou non, pour Israël, d'envisager des frappes militaires contre les installations nucléaires iraniennes, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a demandé au Shin Bet, le service de renseignement intérieur, de diligenter une enquête sur l'origine des fuites concernant une discussion censée rester confinée au cénacle du cabinet restreint.

Haro donc sur la presse, coupable d'avoir rendu compte des états d'âme de ministres qui se sont notamment exprimés... à la Knesset, le Parlement israélien ! Mais comme les médias peuvent rendre des services, c'est par le biais du quotidien koweïtien Al-Jarida que le gouvernement israélien a choisi de faire part de la saisie du Shin Bet et de ses soupçons. Le bureau du premier ministre n'a ni confirmé ni démenti les informations d'Al-Jarida, un journal très souvent utilisé par l'exécutif israélien pour distiller informations, rumeurs et ballons d'essai.

Que dit Al-Jarida ? Que ces fuites sont la manifestation du désir de revanche des anciens chefs du Mossad (renseignement extérieur) et du Shin Bet Meir Dagan et Youval Diskin, le premier n'ayant pas apprécié de ne pas être renouvelé dans ses fonctions, et le second de ne pas lui avoir succédé. Les deux hommes auraient "*recruté*" des journalistes pour nuire au premier ministre et au ministre de la défense, Ehoud Barak, et torpiller l'intention prêtée aux deux hommes de pousser les feux en faveur d'une intervention militaire contre l'Iran.

Mais Meir Dagan est du genre combatif : "*Je suis un criminel qui viole les règles de sécurité ? Qu'ils me jugent donc ! Ceux qui ont poussé la question iranienne au centre de l'actualité, ce sont le premier ministre et le ministre de la défense*", a ajouté l'ancien patron du Mossad. Dans cette ambiance de règlement de comptes, Moshé Yaalon, le ministre des affaires stratégiques, a dénoncé le comportement "*cynique et irresponsable*" de son collègue de la défense, par ailleurs soupçonné d'exagérer à dessein les menaces contre Israël pour obtenir des rallonges financières pour son ministère.

La plupart des éditorialistes de la presse israélienne dénoncent l'hypocrisie du gouvernement, qui, n'ayant pas fait usage de la censure militaire (une pratique pourtant courante sur des sujets sensibles), a laissé le débat prendre de l'ampleur, avant de désigner un bouc émissaire : la presse.

Que la tentation de frappes préventives contre l'Iran existe en Israël, nul ne peut en douter. La preuve : le débat s'est transporté, vendredi 4 novembre, de Jérusalem à... Cannes. Lors du sommet du G20, Nicolas Sarkozy s'est refusé à envisager une hypothèse guerrière, insistant au contraire sur la nécessité de multiplier les sanctions contre Téhéran. Le ton se voulait apaisant, mais non dénué d'une menace à peine voilée : "*Si Israël était menacé dans son existence, la France ne resterait pas les bras croisés*", a souligné le président français. (lemonde.fr 05.11)

Libye

Dans un entretien accordé le 31 octobre 2011 à Radio Canada, le lieutenant-général Charles Bouchard, qui commanda l'Opération Unified Protector en Libye, révèle qu'une cellule d'analyse avait été installée au Quartier général de l'OTAN à Naples. Elle avait pour mission d'étudier et de comprendre ce qui se passait au sol, c'est-à-dire à la fois les mouvements de l'Armée libyenne et ceux des « *rebelles* ».

Pour nourrir cette cellule plusieurs réseaux d'information avaient été créés. « *Les renseignements venaient de beaucoup de sources, dont les médias qui étaient au sol et nous donnaient beaucoup d'informations sur les intentions et où étaient les forces terrestres* ».

C'est la première fois qu'un responsable de l'OTAN admet que des journalistes étrangers présents en Libye étaient des agents de l'Alliance atlantique. Peu avant la chute de Tripoli, Thierry Meyssan avait fait scandale en affirmant que la plupart des journalistes occidentaux hébergés à l'hôtel Rixos étaient des agents de l'OTAN. Il avait notamment mis en cause les équipes d'AP, BBC, CNN et Fox. (Réseau Voltaire 03.11)

Société

France

Près de trois foyers français sur quatre sont équipés d'au moins un ordinateur, près d'un foyer sur trois en possède plusieurs (contre 28,7% il y a un an). Et, comme si cela ne leur suffisait pas, ils sont de plus en plus nombreux à lorgner sur les tablettes multimédias (trois fois plus de foyers qu'en 2010 prévoient d'acheter une tablette d'ici six mois, soit 525 000 foyers). Autant dire qu'il y a une nette tendance «multiéquipement» au sein des familles, selon cette étude Médiamétrie-GFK publiée hier. (liberation.fr 05.11)

Haut de page

Le 7 novembre

CAUSERIE

Hier après-midi, j'ai actualisé toutes les pages d'accueil des différents thèmes présents dans le site. J'ai créé une section *Zone euro. FESF et MES (Le mécanisme européen de stabilisation)* dans la page économie.

Rectificatif.

J'ai écrit hier que le portail atlantico.fr était un site de l'UMP, ce n'est pas le cas. En fait, il publie des articles de différents auteurs dont des membres de l'UMP, comme le fait slate.fr qui met en ligne des articles de J-F Copé (UMP) ou de J. Attali (PS), sans pour autant être un site de l'UMP ou du PS.

Le n°36 de Révolution socialiste du Groupe Bolchevik est paru. Excellent comme d'habitude, je n'ai pas encore eu le temps de le lire entièrement, mais je vous en recommande la lecture vivement. Vous savez ce qui fait la qualité de leurs analyses, c'est qu'elles incluent les rapports entre les classes, à l'intérieur des classes et avec les appareils, les partis, les institutions, et ils ne craignent pas d'aborder les questions économiques auxquelles sont finalement liées aux questions sociales et politiques, quand ces dernières n'en découlent pas directement, à l'arrivée on dispose d'une analyse globale de la situation qui ne peut que nous aider à mieux la comprendre, qu'on soit d'accord ou non avec leurs conclusions.

Ce numéro comporte une analyse sur la situation en France et en Europe, un article très étayé sur la Syrie et qui nous éclaire utilement sur la situation dans ce pays, un autre fait le point sur la situation en Libye. Je ne vais pas énumérer tous les articles que comporte ce numéro de Révolution socialiste.

Je terminerai en signalant une *Note de lecture* du livre de François Chesnais, membre du NPA et d'ATTAC, *Les Dettes illégitimes*,

qui met en relief tour à tour la soumission de son auteur au capitalisme et à l'Etat, qu'il s'emploie à défendre par les mêmes artifices que tous ceux qui expliquent que la crise actuelle serait due à la dérive du capitalisme financier et non aux fondements du capitalisme, dénonçant les méfaits du néo-libéralisme pour finalement prôner le keynésianisme, le tout dans une grande confusion, cet article ne fait que trois pages mais vous ne perdrez pas votre temps à le lire attentivement.

Je signale également aux camarades la parution du n°24 de *Combattre pour en finir avec le capitalisme* du groupe CCI (T), mis en ligne dans le site aujourd'hui. L'analyse de ces camarades portent davantage sur les aspects sociaux de la crise du capitalisme et la manière dont les uns et les autres la présentent et prétendent y répondre, ce qui ne manque pas d'intérêt non plus. J'ai apprécié leur caractérisation politique du mouvement dénommé les Indignés "*Les mouvements des Indignés, nés en Europe en réaction à la compromission irrémédiable des appareils politiques et syndicaux du mouvement ouvrier et aux USA de l'absence même de tout parti ouvrier, ne font que revendiquer une plus grande démocratie tout en reprenant la politique des partis réformistes qui critiquent les « excès » du capitalisme*".

On trouve aussi dans ce numéro un article particulièrement intéressant sur la situation en Grèce, rendant compte des multiples manifestations qui ces dernières semaines s'en sont pris directement aux institutions, ce qui était impensable il y a peu encore, montrant à quel point l'Etat était affaibli et isolé des masses exploitées, à la fois en proie à une grave crise politique se soldant par la paralysie de l'Etat et son impossibilité de faire refluer la mobilisation des masses, encore moins à les affronter directement, autant d'éléments qui ajoutés aux multiples grèves et occupations d'entreprises ou de ministères permettent de caractériser la situation comme révolutionnaire ou prérévolutionnaire selon certains camarades.

Pour moi qui suis si loin et isolé, en les lisant, en une fraction de secondes je me retrouve plongé au coeur de la lutte des classes avec toujours en prime une perspective politique révolutionnaire. Alors si je peux me permettre, encore bravo aux camarades des groupes bolchevik et CCI (T), un grand remerciement en vous souhaitant bonne continuation ou tout le meilleur, au choix.

Rien de tel pour être de bonne humeur et garder le moral, au beau fixe bien entendu.

Il en faut du moral pour supporter ce qui suit, il faut rester lucide en toutes circonstances, même quand après avoir dressé un constat de la situation, on se dit qu'on est franchement mal barré avec de tels partis, le POI, le NPA et LO.

Jugez plutôt.

LO

Le néant politique.

Article - Nathalie Arthaud : La zone euro dans la tourmente capitaliste, le 2 novembre.

- "*Et elles (les classes populaires grecques) auront à continuer (à se battre) pour refuser les mesures d'austérité calamiteuses qui leur sont imposées dans le seul but de rassurer les groupes financiers usuriers. (...) Cette politique ne pourra que s'aggraver si on les laisse faire.*"

NPA

Aucune orientation ou aucun objectif politique.

Article - G20: le bal des vampires, 2 novembre.

- "*Nous devons prendre nos affaires en mains pour amplifier la voix des révolutions arabes, des indignés de Wall Street, de Grèce et d'ailleurs et des salariés qui luttent à travers le monde contre les plans d'austérité.*"

Je ne veux pas jouer les trouble-fête, mais il me semble qu'à vouloir "*amplifier*" cette "*voix*", ils vont finir par s'égosiller...
Les révolutions tunisienne et égyptienne doivent plutôt changer de voie en mettant à l'ordre du jour l'expropriation des capitalistes, la rupture avec les différents impérialistes et la nécessité d'abolir les institutions de l'ancien régime qui sont toujours en place.

Quant au mouvement des Indignés très largement médiatisés, il n'a aucun avenir s'il ne parvient pas à remettre en cause les rapports de production, à remonter jusqu'à la racine de la crise du capitalisme, car c'est seulement en parvenant à ce point que l'on accède à la compréhension de la nécessité de l'extraire, que l'on parvient à se forger la conviction qu'il faut en finir avec le capitalisme, conviction qui partant du développement historique du capitalisme aboutit au constat de son effondrement, prélude à sa disparition pour peu que la classe ouvrière parvienne à se doter d'une nouvelle direction dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Pourquoi est-on toujours incapable de neutraliser totalement le virus du sida ? Parce qu'on n'a pas encore été capable de remonter jusqu'à la source, il y a dans les rapports entre les différents éléments qui le composent et qui lui permettent de s'attaquer à des cellules saines du corps quelque chose qui nous échappent, dont on n'a pas encore compris le fonctionnement. C'est la même chose avec le capitalisme.

Plus la population mondiale et la pauvreté augmente, plus une infime minorité de la population s'approprie une part grandissante des richesses produites, en disant cela, souvent on croit avoir avancé ou fait une grande découverte qui va bouleverser le monde, alors qu'il ne s'agit que d'un banal constat. Il faut gratter et aller plus loin, on est là uniquement en présence des conséquences de quelque chose, il faut donc en découvrir la cause, car cette contradiction n'est pas apparue un jour miraculeusement, il faut trouver sur quels rapports économiques et sociaux elle repose, et c'est seulement lorsqu'on y sera parvenu, qu'on pourra agir sur ces rapports, qu'on sera en mesure d'agir directement et efficacement sur les origines de la crise actuelle, et de trouver au sein même de ces rapports les éléments qui nous permettront de définir une issue politique favorable aux exploités en s'inspirant des enseignements de la lutte de classe des générations passées, en partant du niveau de conscience le plus élevé atteint par le combat du prolétariat mondial pour son émancipation du capital, pour conquérir sa liberté.

POI

Aucun objectif politique.

Extrait du communiqué du bureau national du POI, le 5 novembre :

- "*En Grèce, c'est par le moyen de la lutte de classe (grèves, manifestations, occupations...) que les travailleurs et la population cherchent les voies de l'unité et de l'indépendance de leurs organisations pour résister.*"

Le POI apparaît ainsi comme le plus farouche ennemi de l'organisation de la classe par elle-même intégrant partis et syndicats. Alors que des pans entiers de la classe et de la jeunesse passent à l'offensive, le POI appelle à "*résister*", à croire qu'ils font tout pour tirer la classe en arrière au lieu de l'aider à d'aller de l'avant, à briser le carcan insupportable des appareils sur le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Même punition ou politique stérile en France :

- "*En France aussi, les développements de la situation mettent chaque jour davantage à l'ordre du jour la lutte de classe, la réalisation de l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour bloquer les plans d'austérité.*"

La situation sociale et politique n'est pas vraiment la même en Grèce et en France, on est bien d'accord. Vous aurez constaté qu'ils tiennent dans les deux cas le même discours à la virgule près, ce qui confirme ce que j'ai écrit plus haut. Comme si s'en remettre à ces organisations pouvaient constituer une issue politique à la crise du capitalisme, c'est plutôt flatteur pour les appareils qu'ils sont censés combattre. Vous aurez noté au passage qu'iils n'ont tiré aucun enseignement de la défaite de la mobilisation contre la "réforme" des retraites de l'automne 2010.

Ne demanderaient-ils pas aux banquiers de s'infliger eux-mêmes un terrible châtiment pour expier leurs vilains péchés, à défaut de pouvoir nous-mêmes leur infliger une sévère correction, les exproprier.

Un discours inaudible :

"*C'est aux capitalistes et aux banquiers de payer pour leurs propres dettes et les conséquences de leurs spéculations.* "

En réduisant de quelque 40 ou 50% ou plus les créances de l'Etat grec qu'ils détenaient, les dirigeants de la zone euro n'ont-ils pas sous-entendu si fort que c'est parvenu jusqu'à nos oreilles, qu'ils avaient fait casquer les banquiers, qu'en quelque sorte ils se seraient sacrifiés pour la bonne cause, sauver l'euro et l'Union européenne, donc leurs peuples ? Même si sur le fond ce n'est pas exact, c'est le même discours.

Maintenant Fillon vient de déclarer qu'ils ne fallaient pas prendre les malheureux banquiers pour des "*boucs émissaires*" de la crise, mais c'était APRES la parution de ce communiqué, pas de bol.

Le saviez-vous

Vu et entendu aux infos hier soir sur TV5Monde Asie : aux Etats-Unis il est interdit de faire sécher son linge à l'extérieur, les Américains qui disposent d'un jardin s'expose à une amende s'ils contreviennent à cette loi. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'il est indécent d'exposer un slip ou un soutien-gorge à la vue de ses voisins ou des passants. Complètement dingue, non ?

Le journaliste a précisé qu'un rapport très sérieux sur la consommation d'élevricité aux Etats-Unis était parvenu à la conclusion que la moitié de l'énergie nucléaire produite dans ce pays passait dans les sèche-linges, aberrant. Et dire qu'il y en a qui appelle encore cela une démocratie...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le gouvernement français envisage d'accélérer le calendrier de transition vers l'âge de départ à la retraite à 62 ans dans le cadre de ses mesures pour le redressement des finances publiques, selon le journal Les Échos à paraître lundi 7 novembre.

La réforme des retraites, entrée en vigueur le 1er juillet 2011, prévoit que l'âge légal de départ à la retraite soit porté progressivement de 60 ans aujourd'hui à 62 ans en 2018, à raison de quatre mois par an. Les personnes nées entre le 1er juillet et le 31 décembre 1951 ont ainsi quatre mois de travail en plus à réaliser, la génération 1952 8 mois et ainsi de suite jusqu'à arriver à 62 ans.

Cette échéance de 2018 serait avancée à 2017 voire 2016, ce qui entraînerait plusieurs milliards d'euros d'économies sur la prochaine législature, avance le quotidien économique.

Le gouvernement Fillon doit dévoiler lundi 7 novembre de nouvelles mesures d'austérité liées à la révision à la baisse de la prévision de croissance pour 2012 (1 % contre 1,75 % attendu auparavant). Ce train de mesures prévoirait en outre une désindexation partielle des prestations sociales, un coup de rabot d'environ 500 millions d'euros sur les dépenses d'assurance-maladie, une réduction supplémentaire de 500 millions d'euros des crédits ministériels et une surcote d'impôt pour les grands groupes réalisant un chiffre d'affaires de 120 à 150 millions d'euros, voire 500 millions, ajoute le quotidien Les Echos. (lemonde.fr 06.11)

La piste d'une seconde journée de solidarité "*ne sera pas retenue*", a annoncé dimanche soir le ministre de l'Economie François Baroin. (AP 06.11)

2- Grèce

Tard dans la soirée de dimanche, le premier ministre Georges Papandréou et le leader de l'opposition Antonis Samaras sont parvenus à se mettre d'accord sur le principe d'un gouvernement d'union nationale, auquel ne participera pas Papandréou.

Pour le remplacer, nombreux sont les députés des deux bords à préconiser le choix d'une personnalité compétente - indépendante, comme -Lukas -Papademos, professeur d'économie à l'Université d'Athènes, ancien gouverneur de la Banque centrale, et ancien vice-président de la BCE, de 2004 à 2009.

Une telle nomination aurait l'avantage de satisfaire les ministres européens de l'Eurogroupe, lesquels doivent se réunir ce lundi. (lefigaro.fr 06.11)

Le gouvernement provisoire devrait rester en place environ trois ou quatre mois pour garantir la mise en oeuvre du nouvel accord européen sur le désendettement de la Grèce conclu le 27 octobre dernier. (AP 06.11)

"*Nous avons appelé à un gouvernement d'union nationale, restant persuadés qu'il s'agit de la manière convaincante de rétablir la confiance et d'honorer les engagements*", a dit à Reuters Olli Rehn, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, alors que les partis politiques grecs négociaient âprement un accord de coalition, finalement trouvé dimanche en début de soirée. (Reuters 06.11)

3- Israël

"*La possibilité d'une attaque militaire contre l'Iran est plus proche que l'option diplomatique*", a affirmé le président dans une interview au quotidien Israël Hayom.

"*Je ne pense qu'il y ait déjà une décision à ce sujet, mais l'impression prévaut que les Iraniens s'approchent de l'arme atomique. Apparemment cela devrait se produire d'ici un an environ*", a ajouté le président.

"*Nous ne devons pas dévoiler à l'ennemi quelles sont nos intentions. Il faut être discrets pour tout ce qui est opérationnel*", a poursuivi M. Peres.

Lors d'une autre interview à la radio publique, M. Peres a affirmé que, selon les "*signes avant-coureurs, l'Agence a en main des preuves que les Iraniens malgré leur dénégations vont bien produire un armement nucléaire*".

"*Jusqu'à présent, l'Agence avait accordé le bénéfice du doute à l'Iran. Ce rapport, s'il est publié, va lever le doute*", a ajouté le président en préconisant un durcissement des sanctions "*économiques et pétrolières*" contre Téhéran.

L'Iran a pour sa part réfuté par avance les accusations du prochain rapport de l'AIEA en affirmant qu'elles sont basées sur des "*faux documents*", selon le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi cité dimanche par la presse.

L'hypothèse d'une frappe préventive d'Israël contre les installations nucléaires de l'Iran a repris corps ces derniers jours, à la faveur de fuites organisées vers les médias d'un débat qui divise les membres du cabinet de Benjamin Netanyahu.

Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a démenti lundi des informations selon lesquelles il aurait d'ores et déjà décidé avec M. Netanyahu d'attaquer l'Iran.

Mais, il a ensuite ajouté qu'"*il peut se créer des situations au Moyen-Orient dans lesquelles Israël devra défendre ses intérêts vitaux de façon indépendante, sans avoir à s'appuyer sur d'autres forces régionales ou autres*". (lexpress.fr 06.11)

Social

Israël

Une grève illimitée lancée à l'appel du principal syndicat du pays devrait paralyser Israël lundi, notamment les transports, les administrations publiques, les universités, les banques et la Bourse.

Le conflit porte sur le statut de quelque 250.000 vacataires de la fonction publique, dont le syndicat Histadrut réclame la titularisation.

"*La grève sera illimitée et seule une injonction de la justice peut l'empêcher*", a déclaré dimanche Ofer Eini, le numéro un de Histadrut, à l'antenne de la radio de l'armée israélienne.

La justice israélienne doit se prononcer ce dimanche sur la légalité de cette grève.

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a invité la centrale syndicale, qui rassemble des centaines de milliers d'employés de la fonction publique, à revenir sur sa décision.

"*Je crois qu'il est possible de parvenir à une solution juste et responsable à la question des vacataires*", a déclaré le chef du gouvernement, également à l'antenne de la radio de l'armée.

"*Nous devons parvenir à une solution qui ne nuise pas à l'économie israélienne alors que les économies du monde entier sont plongées dans le chaos*", a-t-il ajouté. (Reuters 06.11)

Economie

1- Zone euro

Trois jours après avoir éclipsé les enjeux internationaux du sommet du G20 de Cannes, la situation budgétaire et politique en Grèce et en Italie sera de nouveau au coeur des discussions entre les ministres des Finances de la zone euro et de l'Union européenne lundi et mardi à Bruxelles.

Les réunions de l'Eurogroupe et du conseil Ecofin donneront le coup d'envoi à une nouvelle semaine décisive pour le futur de la monnaie unique.

Les ministres des Finances devront agir sur plusieurs fronts pour tenter d'éteindre l'incendie qui menace l'euro et qui, après avoir emporté la Grèce, l'Irlande et le Portugal, menace désormais l'Italie, l'Espagne et à terme la France.

FESF. Les investisseurs dans les titres souverains de la zone euro pourraient se voir offrir des garanties sur les premières pertes par le FESF dès décembre.

L'une des options qui recueille le plus de suffrages serait d'utiliser les Droits de tirage spéciaux (DTS) des Européens au FMI pour permettre cet effet de levier.

Mais la Bundesbank est opposée à une mise en commun de ces DTS ou à leur augmentation que ce soit pour accroître les capacités du FESF directement ou indirectement, par exemple en garantissant des fonds qui seraient investis par la Chine, la Russie ou le Brésil dans un véhicule spécial ou sur un compte administré par le FMI. (Reuters 06.11)

2- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) discute souvent de la possibilité de mettre un terme à ses rachats de titres de dette souveraine italiens au cas où Rome ne mettrait pas en oeuvre les réformes promises, déclare Yves Mersch, membre du conseil des gouverneurs de la BCE.

Yves Mersch a par ailleurs défendu le droit de l'Italien Lorenzon Bini Smaghi à rester au conseil de la BCE malgré le fait que l'Italie y dispose désormais de deux membres et la France d'aucun après le départ de la présidence de la BCE de Jean-Claude Trichet.

La France avait appuyé la candidature de Mario Draghi, le successeur de Jean-Claude Trichet, en échange de la promesse que Lorenzo Bini Smaghi cèderait son siège à un Français.

"*Il (Lorenzon Bini Smaghi) dispose d'un mandat de huit ans (...) l'esprit des traités veut que tout le monde laisse son passeport au vestiaire pour participer aux réunions de la BCE*", a déclaré Yves Mersch. (Reuters 06.11)

Cela signifie que la France n'est plus représentée à la BCE. On s'en fout, mais il y a un cocu dans cette affaire, devinez qui : l'hystérique du Palais !

3- Allemagne

Une rumeur non démentie court depuis l'été : l'Allemagne a commandé au britannique De La Rue une impression de Deutschemarks. De La Rue est une société leader mondial de l'impression de billets de banque. La fuite provient d'un employé. Elle a été relayée par la presse britannique.

Le prix politique de la réunification allemande fut l'euro. Le prix comptable de cette réunification fut de 1 300 Mds d'euros selon l'institut de recherche IWH de Halle qui a fait l'addition en 2009, soit plus de 50 % du PIB de 2008.

La banque UBS a récemment estimé le coût d'une sortie de l'euro de l'Allemagne : l'année de la sécession la facture serait de 6 000 à 8 000 € par Allemand soit 20 à 25 % de perte de PIB, puis de 3 500 à 4 000 € ensuite. Le PIB allemand est d'environ 2 400 Mds d'euros, 25 % de PIB c'est donc 600 Mds d'euros.

La sécession n'est pas si désastreuse. Par comparaison, les engagements de l'Allemagne dans le FESF européen s'élèvent à 348 Mds€ (en direct et en garanties) auxquels s'ajoute une recapitalisation de ses banques. Vous arrivez facilement à 400 Mds d'euros… si tout va bien. Car avec le ralentissement économique, la situation se dégradera très vite.

Le reste de l'Europe – ses autorités, ses élus et ses citoyens –- doit comprendre que la décision de l'Allemagne ne se fera pas sur cet aspect comptable. L'Allemagne sortira de l'euro si la BCE pratique le péché mortel de la création monétaire. Autrement dit, si elle a recours à la "*planche à billets*".

Les prises en pension (ou rachats sur le marché secondaire) d'obligations souveraines irlandaises, grecques, italiennes, portugaises… ne sont pas autre chose. Des euros surgissent du néant sans contrepartie de valeur créée. Les prétendus « *gels* » ou « *neutralisations* » de la BCE n'existent que sur le papier.

Quelqu'un devra payer un jour cette création monétaire. Personne ne sait pour le moment qui exactement. Mais l'Allemagne dit « *pas moi, car je connais le prix* ». Souvenez-vous, en 1922, déjà, Rudolf Havenstein, directeur de la Banque centrale allemande, la Reichsbank, justifiait son impression monétaire par « *la lutte contre le chômage* ».

Le prix politique, l'enchaînement des événements , c'est l'inflation, puis l'hyperinflation, le désordre et le discrédit absolu des autorités, la dictature vue comme seule « *force de l'ordre* » et la guerre.

Mario Draghi, nouveau gouverneur de la Banque centrale européenne, vient d'adopter une ligne allemande : plus de rachat par la BCE d'obligations des pays en difficulté.

La riposte du milieu bancaire ne s'est pas faite attendre : puisque les obligations souveraines deviennent du crédit subprime, nous

n'en prendrons plus. C'est en substance le message de Baudouin Prot, le président de BNP Paribas sur BFM vendredi 4 novembre.

Faute de refinancement possible sur les marchés ou auprès d'une banque centrale complaisante, l'Italie, l'Espagne et même la France sont en route vers la faillite. Les faillis demanderont leur sécession. L'Allemagne n'aura pas besoin de quitter l'euro.

Il restera alors un euro du haut, du nord et un euro du bas, du sud. L'Euro du haut sera peut-être une union monétaire de l'Autriche, de la Finlande et du Danemark autour du nouveau deutschemark imprimé par De La Rue … (atlantico.fr 06.11)

Haut de page

Le 8 novembre

CAUSERIE

Pour le chef de l'Etat et le Premier ministre, les Français sont désormais conscients de la nécessité de "*sortir de cette spirale dangereuse*" de l'endettement et prêts à accepter des "*efforts*" sur le long terme. (Reuters 07.11)

Ils voudraient plutôt sortir de la spirale infernale de la régression sociale qui s'annonce sans fin, mais comme ils ne savent pas comment s'y prendre, la propagande gouvernementale risque d'en convaincre plus d'un à se dire que cela pourrait être encore pire et se contenter de leur triste sort.

Il n'y a que les travailleurs qui sont déjà pris à la gorge, les couches les plus pauvres ou les plus durement frappées par la crise du capitalisme, qui sont susceptibles de se mobiliser, mais ce sont aussi les moins organisés, les plus atomisés dans la société, celles dont ce sont justement détournés partis ouvriers et syndicats, donc il y a un risque qu'elles sombrent dans le désespoir et s'en remettent au premier sauveur suprême qui se présentera et qui n'aura pour seul objectif que de les enterrer un peu plus...

Quant aux couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes qui sont le fond de commerce des syndicats, des réformistes, des social-libéraux et néo staliniens, elles se mobiliseront uniquement sur leurs propres revendications pour conserver leurs avantages par rapport au reste de la classe ouvrière, le contenu de leur mobilisation constituera en rien une menace pour le régime en l'absence d'objectif politique, la question du pouvoir politique et de l'Etat n'étant à l'ordre du jour d'aucun parti, tout comme la remise en cause des fondements du capitaliste ne figure au programme d'aucun syndicat.

La crise sociale et politique pose une seule et unique question à chaque travailleur et jeune sous la forme d'une alternative simple à comprendre : soumission au capitalisme et aux institutions, et dans ce cas-là il faut être bon jouer et en accepter toutes les conséquences, ou rupture avec eux, prendre son sort entre ses mains pour entrevoir la reconstruction de la société sur de nouvelles bases, sociales. Ce qui ne veut pas dire qu'ils se la posent ainsi, loin de là.

Plus la crise du capitalisme s'approfondit et plus ses fondements, son fonctionnement et ses institutions politique sont exposés, mis à nu, décriés, remis en cause, la cible de toutes les critiques et attaques de la part des travailleurs. Chacun est amené par la force des choses à se poser de plus en plus de questions, parfois des questions qu'ils n'auraient jamais imaginé se poser un jour ou la veille encore, une maturation intellectuelle est à l'oeuvre, toutes les classes et couches se livrent à une profonde réflexion sur la société, mais elles butent sur un formidable obstacle, l'inertie de l'histoire, le poids des habitudes, deux siècles de subordination au capitalisme que l'épouvantable expérience du stalinisme n'a fait que renforcer, que les intellectuels fidèles au capitalisme se sont employés consciencieusement à identifier au socialisme, pour finalement en conclure que le capitalisme était le système économique idéal, avec certes des imperfections, des excès qu'il suffirait de corriger pour que chacun nage dans le bonheur, du coup pendant des décennies la réflexion des travailleurs n'a jamais été au-delà de cette limite jugée infranchissable...

Sauf qu'aujourd'hui avec l'effondrement du capitalisme, cette limite intangible hier se trouve fragilisée, elle n'est pas encore sur le point de craquer, l'orientation politique de notre intervention dans la lutte des classes doit aider les travailleurs à oser la franchir, à la faire péter, à se positionner uniquement à partir de leurs propres besoins. Il suffit qu'ils admettent que leurs besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes au lieu de les refouler ou de s'asseoir dessus, pour que l'horizon se dégage soudainement, pour qu'ils retrouvent l'espoir et se disent que finalement tout est possible, reste ensuite à trouver les moyens de transformer ce constat dans la pratique, à définir les moyens politiques qui leur permettront d'entrevoir les conditions indispensables à réaliser pour pouvoir ensuite satisfaire leurs besoins, se rassembler, s'organiser, construire un nouveau parti communiste, bref, renouer avec la tradition du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle dont les enseignements sont irremplaçables.

Revenons à l'actualité et voyons de quelle manière les agents du capital s'y prennent pour soutenir le régime contre les masses exploitées.

Le PS et ses satellites, ainsi que les dirigeants syndicaux, leur discours consiste à dénoncer l'absence de mesures pour stimuler la croissance et la soumission du gouvernement aux marchés et aux agences de notation. Mieux encore, après le discours de Fillon hier, ils en redemandent ! Pour eux le problème, c'est la croissance et les marchés ou les agences de notation. Qu'est-ce que cela signifie ?

La croissance pour être maintenue en régime capitaliste, dans le cadre du marché mondial où fait rage la concurrence entre capitalistes, implique une augmentation de la producttivité, de la compétitivité des entreprises, donc de l'exploitation des travailleurs, réclamer plus de croissance, c'est exiger une amplification de l'exploitation, de s'attaquer aux conditions de travail, c'est réactionnaire.

Le gouvernement "*est dans la main des marchés financiers*" et les mesures qu'il présente ne sont qu'un "*affichage*" destiné aux agences de notation selon Jean-Claude Mailly, hier sur RTL. (AP 07.11) Ainsi, ce n'est pas le capitalisme qui est responsable de cette crise et ses conséquences, mais les agences de notation, les marchés financiers, c'est bien pratique, dès lors pourquoi vouloir s'attaquer au capitalisme, vous n'y pensez pas... et la boucle est bouclée, ils sont tous sur la même longueur d'onde : préserver à tout prix le capitalisme.

Et comme les mesures scélérates annoncées hier par Fillon ne suffiront pas pour sortir l'Etat et le capitalisme français du marasme, les uns et les autres en redemandent, pour les riches disent-ils, alors que chacun sait qu'ils sont toujours épargnés par les gouvernements de droite ou de gauche et que finalement c'est toujours sur les travailleurs que cela retombe. Eux, cela ne les gêne pas puisqu'ils prétendent agir dans le respect de "*l'intérêt général*", sans avouer bien entendu qu'il se confond avec les intérêts des capitalistes. Et quand Hollande déclare «*je veux donner du sens à la rigueur*», au passage il admet la rigueur, il se livre exactement à l'exercice qui vient d'être décrit, prétendant faire payer les nantis, alors que chacun sait qu'il n'en fera rien, rappelons que le problème est ailleurs, dans la nécessité d'exproprier les capitalistes et pour se faire renverser les institutions.

Dans un discours (comme dans un programme d'ailleurs), la part de non-dit est parfois ou souvent plus importante pour en comprendre la signification, vous en avez un exemple ici.

Réclamer plus de croissance, c'est réclamer plus d'exploitation, et prétendre que le problème serait les marchés ou les agences de notation permet de détourner l'attention des travailleurs du gouvernement et des institutions, donc soutenir le régime l'air de rien, et pour finir, prétendre que la réduction de la dette de l'Etat serait la priorité, c'est affirmer que les revendications sociales des travailleurs doivent passer à la trappe, que les exploités doivent se sacrifier au profit des banquiers et autres exploiteurs.

Russie

Le gazoduc Nord Stream, nouvelle autoroute maritime du gaz entre la Russie et l'Europe via la Baltique, devait connaître mardi en Allemagne une inauguration solennelle, à la mesure de son importance stratégique.

La chancelière allemande Angela Merkel, le président russe Dmitri Medvedev, les Premiers ministres français et néerlandais François Fillon et Mark Rutte, ainsi que le commissaire européen à l'Energie Günther Oettinger ouvriront les vannes de la première conduite de ce serpent de métal de 1.200 kilomètres, qui débouche à Lubmin, en ex-RDA (nord-est).

Le gazoduc, qui d'ici la fin de 2012 sera doté d'une deuxième conduite, distribuera assez de gaz pour 26 millions de foyers en Europe.

Derrière l'infrastructure à 7,4 milliards d'euros, un consortium dominé par le géant gazier russe Gazprom, avec les allemands BASF et EON, le néerlandais Gasunie et le français GDF Suez.

Nord Stream doit permettre d'échapper aux litiges à répétition ces dernières années entre Moscou et l'Ukraine, où transite l'essentiel des importations européennes de gaz russe. Au contraire des autres gazoducs, qui transitent aussi par les pays baltes et la Pologne, la nouvelle conduite est exclusivement maritime. Bien avant le virage anti-nucléaire de l'Allemagne, le gazoduc bénéficiait d'un partisan de poids en Allemagne: l'ancien chancelier Gerhard Schröder (1998-2005), aujourd'hui président du conseil de surveillance du gazoduc. (20minutes.fr 08.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Propagande gouvernementale et manipulation médiatique

A six mois du premier tour de l'élection présidentielle, la cote de popularité de Nicolas Sarkozy remonte. La cote de confiance du chef de l'Etat a bondi de cinq points à 37 % en novembre sur un mois, selon un sondage LH2 pour le Nouvelobs.com rendu public lundi. LH2 évoque "*une nette embellie*".

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy progresse également de six points au mois d'octobre dans le baromètre politique TNS Sofres de novembre pour Le Figaro Magazine. Le chef de l'Etat y est crédité de 30 % d'opinions favorables.

30 % des personnes interrogées font "*plutôt*" ou "*tout à fait*" confiance au président de la République, alors que 66 % ne lui font "*plutôt pas* " ou "*pas du tout*" confiance. (lemonde.fr 07.11)

Je ne me souvenais pas qu'il était tombé ou retombé à 24% le mois dernier, l'essentiel pour eux c'est de faire croire qu'il peut remonter et gagner en 2012, ils vont y parvenir sans difficulté face à Hollande. Des internautes l'appellent le "*flan*", je dirais plutôt le soufflé qui monte le temps du battage médiatique des "primaires"... pour retomber aussitôt.

1.2- La mafia des Hauts-de-Seine encore sur le banc des accusés.

Le sénateur des Hauts-de-Seine Charles Pasqua, le député-maire d'Issy-les-Moulineaux André Santini et neuf autres personnes seront jugés du 15 au 26 octobre 2012 par le tribunal correctionnel de Versailles (Yvelines) dans le cadre de l'affaire de la Fondation Hamon.

MM. Pasqua et Santini sont renvoyés pour "*détournement de fonds publics*", "*recel de faux*", ainsi que "*prise illégale d'intérêt*" concernant le second. Le donateur des oeuvres d'art, le promoteur Jean Hamon, fait partie des personnes renvoyées devant le tribunal.

En 2001, le conseil général des Hauts-de-Seine et la ville d'Issy-les-Moulineaux créaient le Syndicat mixte de l'Ile Saint-Germain (SMISG) en vue de la création d'un musée destiné à recevoir la donation d'un promoteur collectionneur d'art, Jean Hamon.

Le musée, qui ne verra jamais le jour, devait abriter 192 oeuvres, estimées à l'époque à près de huit millions d'euros. La ville d'Issy-les-Moulineaux assurait un tiers du budget, le reste étant pris en charge par le conseil général.

Dans l'attente de la construction du musée, les oeuvres étaient stockées et entretenues, aux frais du contribuable, dans un château appartenant à M. Hamon, qui percevait des frais de garde. (AP 07.11)

... mais la blanchisseuse du parquet aux ordres des voyous de l'UMP des Hauts-de-Seine veille !

1.3- Vous avez dit quoi, la blanchisseuse, de qui ?

La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris a refusé lundi la poursuite de l'enquête du juge Serge Tournaire dans l'affaire des sondages de l'Elysée, a-t-on appris auprès de Me Jérôme Karsenti, l'avocat de l'association Anticor à l'origine de la plainte.

Dans son arrêt, la chambre de l'instruction a estimé que l'instruction "*conduirait à exercer une action ou à réaliser des actes d'information pouvant mettre en cause la responsabilité du chef de l'Etat*". Me Karsenti a annoncé son intention de se pourvoir en cassation. (AP 07.11)

Ah ben si la "*responsabilité du chef de l'Etat*" risquait d'être engagée, imaginez un peu le "*sauveur*" du monde !

1.4- Haro sur les plus pauvres, la réaction sur toute la ligne !

François Fillon a annoncé lundi que la France devrait "*économiser un peu plus de 100 milliards d'euros pour arriver à zéro déficit d'ici 2016*". Côté dépenses, l'État fera 500 millions d'euros d'économies supplémentaires en 2012, a détaillé le Premier ministre. Cela porte l'effort à 1,5 milliard d'économies supplémentaires par rapport au projet de budget initial. "*Ce que nous voulons conforter en premier, c'est la réduction de nos dépenses publiques, car c'est le premier levier d'assainissement de nos finances*", a souligné le Premier ministre en présentant un nouveau plan de rigueur.

"*Il est impensable de le faire en augmentant exclusivement les impôts, comme le suggère l'opposition. Cela reviendrait à tripler l'impôt sur le revenu ou à doubler la TVA. Il n'y a donc pas d'autre solution pour réduire l'endettement que de réduire les dépenses et d'ajuster la fiscalité de façon ciblée*", a-t-il plaidé. De fait, il a confirmé que la TVA à taux réduit serait relevée à 7 %, sauf sur les produits de première nécessité. Il a aussi promis la poursuite de "*l'effort de réduction des niches fiscales*", avec des mesures devant générer "*2,6 milliards d'économies*", dont la suppression du dispositif Scellier. "*Nous continuerons à la faire de manière transversale avec l'augmentation du rabot, mais également de façon ciblée sur les niches les plus coûteuses qui ont*

en partie contribué à pousser à la hausse les prix du logement. Le dispositif Scellier, déjà recentré pour 2012, sera purement et simplement supprimé", a-t-il déclaré.

Au rayon des mesures attendues, Fillon a expliqué que l'application du passage de l'âge légal de départ en retraite à 62 ans allait être avancée d'un an, à 2017, ce qui doit permettre de diminuer de 4,4 milliards d'euros les déficits des caisses de retraite entre 2012 et 2016. Il a indiqué que cette mesure allait "*se traduire par quelques mois d'activité supplémentaire pour les générations nées entre 1952 et 1956*". "*Cette accélération va conforter la réforme de 2010 et permettra de diminuer de plus de 4,4 milliards d'euros les déficits cumulés des régimes de retraite entre 2012 et 2016*", a précisé Fillon. Plus symbolique, le Premier ministre a annoncé le gel du salaire du président de la République et des ministres jusqu'au retour à "*l'équilibre strict des finances publiques*".

François Fillon a assuré que le mot "*faillite*" n'était "*plus un mot abstrait*" et que "*notre souveraineté financière, économique et sociale*" exigeait "*des efforts collectifs et prolongés, et même quelques sacrifices*". "*Le temps est venu d'ajuster les efforts de la France. Avec le président de la République, nous n'avons qu'un seul objectif, celui de protéger les Français contre les graves difficultés que rencontrent aujourd'hui plusieurs pays européens*", a martelé le Premier ministre. (lepoint.fr 07.11)

Inutile de commenter, c'est suffisamment explicite, chaque militant en est capable. Ne pas oublier que c'est un président et un gouvernement minoritaire et illégitime qui prend ces mesures d'austérité contre les travailleurs.

Réactions politiques et patronales.

PS- Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste, dans un communiqué:

"*Faute d'avoir le courage de s'attaquer à dix ans de gaspillages fiscaux, le gouvernement s'enferre dans une politique dangereuse pour l'économie et injuste socialement (...) Le pays a besoin de croissance...*"

"*... la réduction des déficits et de la dette ne sera pas au rendez-vous et dans quelques semaines ou quelques mois, on nous présentera un nouveau plan de rigueur*". (AP 07.11) (Elle en redemande ! - note du site)

PCF- Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste, dans un communiqué : "*La saignée sociale n'assainira pas les finances publiques mais tuera le malade. Au terme de cette politique, il n'y aura pas de déficit zéro en 2016...*" (AP 07.11) (Quel malheur, lui aussi il en redemande ! Leur objectif est le même que Sarkozy, il le dit lui-même ici, excellent. - note du site)

MEDEF- Laurence Parisot, dans un communiqué, "*salue l'accélération des réformes structurelles*" et juge que "*le rythme de relèvement de l'âge de départ à la retraite est une condition déterminante d'un retour rapide à l'équilibre des régimes*". Par ailleurs, le Medef considère "*que la hausse de l'impôt sur les sociétés des entreprises de plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires ne peut être qu'un prélèvement exceptionnel dû à notre situation budgétaire*". (AP 07.11)

Réactions syndicales.

CFDT et CGT - Le Premier ministre François Fillon a annoncé "*un plan de rigueur qui n'est pas à la hauteur des enjeux*", et "*fait l'impasse sur toute mesure de relance et de soutien à l'activité et à l'emploi*", a estimé lundi la CFDT.

La confédération, qui dénonce plusieurs "*mesures injustes et inefficaces*", annonce dans un communiqué qu'elle "*prendra contact dans les jours à venir avec les autres organisations syndicales afin d'envisager les suites à donner*".

Sur la même ligne, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a souhaité lundi une réunion "rapide" de l'intersyndicale nationale.

"*Ce plan a été une nouvelle fois élaboré sans aucune concertation avec les organisations syndicales. Le gouvernement se prive ainsi de propositions qui font consensus pour réduire la dette: la suppression des heures supplémentaires défiscalisées, qui aurait rapporté 4 milliards d'euros par an*", déclare notamment la confédération de François Chérèque.

Il estime en outre que "*l'accélération de la réforme des retraites de 2010, déjà injuste, rapporte peu, inquiète les salariés et ne sert qu'à envoyer un signal aux agences de notation*".

Seul point un peu positif, pour la CFDT, "*le passage à 7% du taux intermédiaire de TVA permet une harmonisation avec l'Allemagne qui va dans le bon sens, à condition qu'il ne s'applique pas aux produits de première nécessité*". (AP 07.11)

FO- Le syndicat FO a qualifié de "*logique suicidaire*" les nouvelles mesures d'économie annoncées lundi par le Premier ministre François Fillon, déplorant "*l'absence de réponse crédible pour créer de la croissance*".

Dans un communiqué, le syndicat dirigé par Jean-Claude mailly dénonce "*la baisse du pouvoir d'achat des ménages (via la hausse*

de la TVA et le gel du barème de l'impôt sur le revenu et la désindexation de certaines prestations sociales), l'amplification de la RGPP et la compression des dépenses de santé notamment".

Pour FO, "*l'accélération de la mise en oeuvre de la 'contre-réforme' des retraites est, à cet égard, significative et constitue une provocation de plus qui va impacter directement les salariés et sacrifier les générations 1952 à 1955*".

"*L'ensemble des mesures annoncées aboutit à une politique générale d'austérité qui constitue une nouvelle fois une réponse soumise aux marchés financiers et aux agences de notation*", estime cette confédération. (AP 07.11)

UNSA- Luc Bérille, secrétaire général de l'UNSA, dans un entretien téléphonique à l'Associated Press:

"*Autant on peut cautionner une politique d'assainissement des comptes publics, autant on ne peut cautionner une politique qui n'offre aucune perspective de croissance et risque de nous enliser dans le chômage*" (AP 07.11) (Cautionner une "*politique d'assainissement des comptes publics*", c'est cautionner la liquidation des services publics, au moins c'est clair. - note du site)

CFTC- Dans un communiqué, le syndicat se dit "*persuadé que ce plan risque de tuer la croissance*" et que "*pour la relancer, il faut donner la priorité à l'emploi et au pouvoir d'achat des Français*". (AP 07.11) (La croissance, c'est aussi faire en sorte que la machine capitaliste fonctionne à plein régime, ce qui nécessite la paix sociale bien entendu, la CFTC s'y emploie, elle est dans son rôle. note du site)

CGC- "*Nous sommes d'accord pour faire un effort mais celui-ci doit être équitablement réparti!* ", a déclaré la confédération des cadres dans un communiqué. (Ah ben si vous êtes "*d'accord pour faire un effort*", c'est que les couches moyennes peuvent encore le supporter, elles apprécieront. - note du site)

Pour la CGC, "*la question vitale à laquelle ne répondent pas les propositions du gouvernement est: comment relancer la croissance de notre pays afin de recréer de l'emploi local et durable et, in fine, de redonner du pouvoir d'achat à chacune et chacun*". (AP 07.11) (Ah la croissance, mais aucun d'entre eux ne se posera la question de savoir dans quelles conditions elle est réalisée, qui en fait les frais, des travailleurs surexploités en France ou à l'autre bout du monde, qu'est-ce que cela peut foutre, n'est-ce pas, on en profite c'est l'essentiel, on n'en parle pas et le tour est joué. - note du site)

Autre réaction.

UFC-Que Choisir- L'association de consommateurs UFC-Que Choisir a dénoncé lundi l'annonce par le gouvernement de la hausse prévue de la TVA à taux réduit, qui passerait de 5,5% à 7% dans certains secteurs. Une mesure qui va "*renchérir des produits aussi essentiels que les médicaments en vente libre, les abonnements de gaz et d'électricité ou les transports publics*", ce qui devrait "*augmenter les prélèvements sur les consommateurs de 2 milliards d'euros!*".

Dans un communiqué , l'UFC dénonce "*une mesure aveugle et inéquitable*". Pour elle, "*la seule voie acceptable (...) est que les hausses de TVA obéissent à une véritable logique consumériste*". Aussi, l'association "*ne s'opposerait pas (...) à une augmentation ciblée, définie en concertation avec les représentants de consommateurs sur la base de critères sanitaires et environnementaux*". (AP 07.11)

2- Grèce

Le Premier ministre sortant Georges Papandréou et son rival conservateur Antonis Samaras sont parvenus lundi soir à un accord sur le nouveau chef du gouvernement de coalition qu'ils se sont engagés à former dimanche, a déclaré la chaîne de télévision publique Net.

Le nom du nouveau Premier ministre sera annoncé mardi, en même temps que la composition de ce nouveau cabinet, censé sortir la Grèce de sa grave crise économique et politique en assurant, avant des élections anticipées d'ici à la fin février, la mise en place du plan de désendettement de la zone euro adopté fin octobre à Bruxelles, a affirmé Net. (20minutes.fr 07.11)

On attendra les infos d'aujourd'hui pour réagir demain.

Il semblerait qu'ils aient désigné un banquier, c'est ainsi aussi qu'on désigne un cadre supérieur d'une banque, ex-membre de la BCE comme Premier ministre, autrement dit c'est la BCE qui dirigera le prochain gouvernement grec, une provocation quoi ! Si des camarades peuvent m'adresser des articles ou des infos sur la situation en Grèce, n'hésitez pas.

3- Suisse. Comme si être un paradis fiscal ne suffisait pas.

Depuis plusieurs mois sur les bords du lac Léman, la question n'était pas de savoir si Daniel Zappelli, procureur général de Genève depuis 2002, allait quitter le palais de justice, mais bien quand il serait contraint de le faire. Au début de mois octobre, ses quatre adjoints ont sifflé la fin de la partie en dénonçant le "*manque de conduite dont souffre le ministère public*" en faisant état de la "*dégradation catastrophique tant de son efficacité que des conditions de travail à tous les échelons*". Ce matin, Daniel Zappelli a annoncé qu'il quitterait son poste le 31 mars 2012. Son mandat courait jusqu'en 2014.

À Genève, où les magistrats sont désignés par le suffrage universel, l'élection de Daniel Zappelli relève d'une erreur de casting. En 2002, le procureur général Bernard Bertossa décide de ne pas se représenter. C'est un monument de la justice internationale. Pendant douze ans, il a lutté contre le blanchiment d'argent et le crime organisé qui gangrènent la cité de Calvin. Il s'en est pris à la nouvelle mafia russe. Mais cela ne fait guère les affaires des banquiers, des fiduciaires, des avocats d'affaires.

Ces derniers décident de soutenir Daniel Zappelli, 38 ans, inconnu du public. Il est membre du parti radical (droite) et ancien substitut du procureur. En 2002, Daniel Zappelli bat d'une très courte tête Jean-Bernard Schmid, le candidat de la gauche. Moins de cent voix les séparent. En 2008, il est réélu plus facilement, face à un adversaire socialiste. Sa mission : enterrer tous les dossiers susceptibles de faire du tort à la place financière genevoise. Dorénavant, on ne parle plus de valises de billets de banque, encore moins de corruption, et d'argent sale.

En revanche, Daniel Zappelli s'est engagé à lutter contre la petite délinquance : les voleurs de mobylettes et les vendeurs de drogue n'avaient qu'à bien se tenir. Il a totalement échoué. En septembre dernier, la presse locale révélait que le procureur général demandait à ses collaborateurs de n'infliger que des amendes avec sursis aux dealers qui transportaient moins de 2,5 kg de haschich ou de 60 grammes d'héroïne...

Plus grave, dans un document découvert en mars 2009 lors d'une perquisition dans le bureau d'un suspect, impliqué dans des fonds angolais, un magistrat tombe sur une curieuse note, écrite par un avocat, révélant que "*le procureur est hostile à cette poursuite et (qu')il est prêt à se saisir d'un élément qui lui permettrait d'intervenir*"... Plus récemment, on découvrait que Daniel Zappelli était administrateur de deux sociétés offshore au... Panama. Bernard Bertossa ne s'est pas gêné pour dénoncer son successeur. "*Le parquet devra être dirigé par quelqu'un qui a des compétences personnelles et professionnelles reconnues. Ce n'est manifestement pas le cas du procureur général actuel*", déclare-t-il dans le quotidien Le Temps. En dix ans, Daniel Zappelli n'a jamais habité sa fonction. Qualifié de "*foireur*", qualificatif qui désigne localement les amoureux de la fête, le procureur général fréquentait davantage les soirées mondaines que son bureau, au coeur de la vieille ville de Genève. (lepoint.fr 07.11)

4- Nicaragua

Le président sortant et ancien guérillero marxiste Daniel Ortega a été triomphalement réélu dès le premier tour, dimanche, à la tête du Nicaragua où ses promesses de lutte contre la pauvreté lui ont valu un large soutien.

L'ancien leader de la révolution sandiniste de la fin des années 1970, Daniel Ortega, a été triomphalement réélu dès le premier tour, dimanche, à la tête du Nicaragua, il a recueilli 62,7% des suffrages après dépouillement des résultats dans 86% des bureaux de vote, soit plus du double que son rival le mieux placé, l'homme d'affaires conservateur Fabio Gadea.

Dès sa prise de fonction début 2007, Ortega s'est affiché en croyant social-démocrate et a troqué ses treillis militaires pour des t-shirts blancs et le drapeau rouge et noir sandiniste pour des bannières roses lors de la campagne électorale.

Malgré un recul du nombre d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté, passé de 65,5% en 2005 à 57%, le Nicaragua demeure le pays le plus pauvre des Amériques après Haïti. (Reuters 07.11)

5- Guatemala

Ancien directeur des services de renseignements de l'armée Otto Pérez Molina, 61 ans, qui dirige le Parti patriote (PP), l'a emporté avec 54% des voix contre 46% au candidat du parti Liberté démocratique rénovatrice (Lider), Manuel Baldizón, 41 ans, un ancien magnat devenu homme politique populiste.

Otto Pérez Molina succède au social-démocrate Alvaro Colom, qui ne pouvait pas se représenter. Comme ils l'ont fait à chaque fois depuis le retour de la démocratie dans ce pays d'Amérique centrale en 1986, les électeurs guatémaltèques ont porté au pouvoir le candidat qui avait perdu la présidentielle précédente.

Dans ce pays gangréné par la violence, envahi par les gangs et des cartels de la drogue mexicaine, et qui possède l'un des plus forts taux de meurtres du monde, les électeurs ont apparemment été séduits par la fermeté prônée par l'ancien général.

Le pays affiche l'un des plus faibles taux d'imposition dans le monde ce qui lui laisse peu de ressources pour financer les écoles et les infrastructures. Plus de la moitié des 14 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Mais l'establishment

s'est traditionnellement opposé à une hausse des impôts. (AP 07.11)

Social

1- France

La première séance de négociations sous l'égide du médiateur à Mayotte, en proie à une crise sociale depuis fin septembre, a tourné court lundi matin après le départ de l'intersyndicale furieuse de voir le syndicat FO y participer.

Force ouvrière avait signé, seule, un protocole d'accord avec le patronat le 17 octobre, au grand dam des autres syndicats qui l'estimaient insuffisant pour répondre à leurs attentes en matière de lutte contre le vie chère.

La séance avortée devait porter sur les prix des trois produits restant au centre du conflit: viande de boeuf, gaz, sable.

A 9H00, le négociateur Denis Robin, ancien préfet de l'île, les patrons de la grande distribution et le secrétaire général de FO , Madi M'Colo, étaient déjà à la table des négociations à la case Rocher, en Petite Terre.

A leur arrivée à 9H45, les leaders de l'intersyndicale (CGTMa, CISMA/CFDT, CGC-CFE) et les associations des consommateurs (ASCOMA, Collectif des Citoyens perdus) ont signifié leur opposition catégorique à la présence de FO et sont repartis vers la Grande Terre, a-t-on appris auprès d'eux.

«*Nous réagissons ainsi par rapport au mépris des représentants de l'Etat. Dans l'histoire de la République, nous savons que quand il y a une grève, ce sont les parties concernées qui sont appelées à négocier un accord de fin de conflit*», a déclaré à l'AFP Salim Naouda, secrétaire général de la CGTMa et porte-parole de l'intersyndicale.

«*Mais depuis le 17 octobre*», a-t-il poursuivi, «*on veut nous imposer systématiquement la présence Force ouvrière qui est sortie de notre mouvement revendicatif*».

«*Nous estimons que le gouvernement ne respecte pas le droit syndical à Mayotte. Il veut instrumentaliser ce mouvement et utiliser FO pour diviser la population de Mayotte*», a déploré Salim Naouda. (20minutes.fr 07.10)

J'ai hésité avant de mettre cet article dans la rubrique "*France*", mais où le mettre ? Ce que reproche à FO le porte-parole de l'intersyndicale, ce n'est pas trop d'avoir signé un accord avec le représentant de l'Etat, mais d'avoir été le premier à le faire, ils se sont fait voler la vedette ! (pour les nuls en orthographe, quand le verbe "faire" ou "laisser" est suivi d'un verbe à l'infinitif, il est invariable)

2- Etats-Unis

Le nombre d'Américains vivant sous le seuil de pauvreté s'est élevé à 49,1 millions de personnes en 2010, un niveau sans précédent selon les statistiques publiées lundi par le Bureau fédéral du recensement.

Au total, le Bureau du recensement conclut à un taux national de pauvreté de 16% de la population totale. (Reuters 07.11)

Commentaire d'un internaute

- "*Principe des vases communicants: il faut 100 000 pauvres pour fabriquer un milliardaire.*"

3- Israël

Un mouvement de grève entamé lundi dans les aéroports, ports et banques en Israël à l'appel du principal syndicat du pays s'est achevé au bout de quatre heures conformément à une décision de justice prise dans la nuit.

La centrale syndicale Histadrut, qui regroupe des centaines de milliers de travailleurs du service public, avait menacé de paralyser l'ensemble des services publics, y compris les hôpitaux et la Bourse, jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé avec le gouvernement concernant le sort de salariés intérimaires.

Les responsables syndicaux avaient finalement accepté de se plier à une décision de justice de limiter le mouvement à quatre heures. Le tribunal a appelé les deux parties à tenir des pourparlers pour trouver une solution et à faire état de l'avancement des discussions

Histadrut réclame l'intégration de 250.000 salariés intérimaires dans le secteur public. (Reuters 07.11)

Economie

1- Zone euro

Dans le flou sur l'évolution de la situation politique en Grèce et en Italie et sur les options permettant de maximiser les capacités du fonds de soutien à l'euro, les ministres des Finances de la zone euro ont décidé lundi de remettre à plus tard toute décision sur ces trois dossiers.

Les pays utilisant la monnaie unique, qui continuent d'avoir des points de vue divergents sur l'approche à adopter sur ces différentes questions, chercheront également à mettre à profit les prochains jours pour rapprocher leurs positions, en espérant y voir plus clair d'ici une nouvelle réunion de l'Eurogroupe le 29 novembre.

Lundi, le directeur général du FESF, Klaus Regling, est reparti avec un accord a minima sur un document technique présentant les différentes options disponibles, tournant autour d'un mécanisme d'assurance partielle des nouvelles obligations émises en zone euro et d'un dispositif consistant à attirer des contributions extra-européennes dans un nouveau fonds adossé au FESF et au FMI.

Il aura désormais pour charge de présenter aux investisseurs internationaux potentiels, intervenants de marché et agences de notation au cours des prochaines semaines.

Selon le voeu de l'Eurogroupe, ces travaux techniques devront être terminés d'ici fin novembre, afin que le fonds "maximisé" puisse être utilisé dès le mois de décembre. (Reuters 07.11)

2- BCE

La Banque centrale européenne a annoncé lundi avoir porté son programme de rachat d'obligations d'Etat la semaine dernière à 9,5 milliards d'euros.

Ces acquisitions visent à enrayer une envolée des taux d'emprunt de l'Italie et de l'Espagne et à éviter ainsi une contagion de la crise de la dette qui frappe la Grèce.

Les rachats annoncés lundi sont bien supérieurs à ceux de 4 milliards d'euros effectués la semaine précédente. (AP 07.11)

3- BEI

La Banque européenne d'investissement (BEI) pourrait apporter jusqu'à 74 milliards d'euros de prêts en deux ans aux banques d'Europe si son propre capital était renforcé, entre autres avec des liquidités apportées par ses actionnaires, selon un document élaboré pour les ministres des Finances de l'Union.

Rédigé pour le conseil des ministres des Finances de l'UE qui se réunit mardi, ce rapport détaille les moyens qui pourraient être mis en oeuvre en cas d'assèchement du crédit.

"*Le risque de réduction de l'effet de levier par les banques n'est pas négligeable et il est donc important de maintenir et même d'augmenter les prêts de la BEI à l'économie réelle par l'intermédiaire des banques*", explique la Banque dans ce document, daté du 3 novembre. (Reuters 07.11)

4- Allemagne

Les taux d'emprunt de l'Allemagne sont encore descendus à un niveau record, les investisseurs se tournant vers les bons du Trésor allemand, plus que jamais considérés comme une valeur refuge au sein de la zone euro.

La Bundesbank a annoncé lundi que le taux de rendement des bons du Trésor à six mois était tombé 0,08%. La banque centrale allemande a dit avoir vendu pour 3,8 milliards d'euros lors d'une émission qui a attiré plus de deux fois plus d'offres. (AP 07.11)

5- Italie

Les taux de rendement des emprunts italiens à 10 ans ont dépassé la cote d'alerte, à plus de 6,5 %. Ceci signifie que l'Italie n'est

plus en état de faire appel au marché pour se financer elle-même. Il faut se souvenir que c'est à partir de ce taux de 6,5 % à 10 ans que la Grèce, le Portugal et l'Irlande ont fait appel à l'aide extérieur pour se financer. Un engrenage qui a été fatal à la Grèce !

L'Italie ne peut plus se financer par ses propres moyens Une démission de Silvio Berlusconi permettrait au marché de reprendre des couleurs, mais elle ne réglerait pas le problème de fond du pays : une dette colossale de 1900 milliards d'euros qui représente 120 % du PIB et un plan d'économies de 59 milliards qui n'a aucune crédibilité aux yeux des investisseurs internationaux.

Ce qui sauve l'Italie c'est qu'elle n'a pas de besoins immédiats de refinancement. Ceux-ci vont cependant monter en charge dès le printemps 2012, puisqu'ils ont été estimés à 230 milliards d'euros par l'Union européenne et le FMI. Les sommes en jeux sont considérables, elles ne peuvent qu'inquiéter les marchés. (lefigaro.fr 07.11)

6- Etats-Unis

Environ la moitié des grandes banques américaines sondées par la Réserve fédérale ont déclaré avoir émis des prêts aux banques européennes ou étendu leurs lignes de crédit, alors que le secteur bancaire européen est sous pression dans un contexte de crise budgétaire.

Selon une enquête trimestrielle réalisée par l'institut d'émission, le système bancaire américain est menacé significativement par l'Europe, en dépit d'une exposition directe relativement faible aux obligations souveraines des Etats en difficulté comme la Grèce.

"*Environ la moitié des banques locales qui ont répondu à cette enquête, pour la plupart de grandes banques, ont indiqué avoir émis des prêts ou étendu les lignes de crédit de banques européennes ou à leurs filiales (...)*", montre cette enquête publiée lundi. (Reuters 07.11)

7- Chine

Confrontée notamment à une diminution de la surface des terres arables, la Chine deviendra dans cinq à 10 ans le premier importateur mondial de produits agricoles, estime un cercle de pensée gouvernemental, cité lundi par le journal Beijing Times.

Chang Guoqiang, chercheur du Centre de Recherche et de Développement du Conseil d'Etat, ne précise pas quels types de produits agricoles la Chine devra importer. La Chine est déjà le premier importateur mondial de soja et de coton.

La production agricole est de faible envergure, les aires cultivables par habitant représentent moins de 40% de la moyenne mondiale, les structures organisationnelles sont sous-développées et enfin l'agriculture manque d'apports scientifiques et technologiques, constate Cheng.

La Chine, deuxième consommateur mondial de maïs, premier dans le porc et également gros consommateur de sucre, a déjà augmenté ses importations afférentes cette année, la production intérieure ne suffisant pas à alimenter la demande.

Pour faire face à une demande croissante de produits agricoles, la COFCO, première société de négoce publique chinoise, consacrera plus de 10 milliards de dollars à des fusions et acquisitions à l'étranger, spécifiquement aux Etats-Unis, en Australie et en Asie du sud-est, dans les cinq années à venir, écrivait la semaine dernière le China Daily.

"*Parce que le pays dispose de ressources agricoles limitées, il nous faut regarder à l'extérieur*", déclarait Jiang Hua, membre du conseil d'administration de la COFCO, cité par le quotidien. "*Les 10 années qui viennent seront une période de forte croissance de la consommation chinoise de produits alimentaires, notamment de volaille, de viande, d'oeufs et de produits laitiers*".

COFCO a acheté en juillet une participation de 99% dans la société sucrière australienne Tully Sugar. Elle avait acquis en 2008 une participation de 4,95% dans Smithfield Foods, le premier producteur américain de viande de porc. (Reuters 07.11)

Haut de page

Le 9 novembre

CAUSERIE

Comment définit-on la nature d'un parti politique, au-delà de son programme qu'il respectera ou non, où tout peut y figurer et son contraire, au-delà des déclarations de ses dirigeants qui pratiquent facilement le double langage, au-delà de sa composition,

au-delà de la manière dont il présente son combat, de préférence sous un angle avantageux, au-delà de ce qu'en disent ses propres militants ? A la manière dont il se comporte vis-à-vis de l'Etat.

Au fait, trouvez-vous crédible de demander un entretien avec Sarkozy pour l'informer des conséquences sur les travailleurs de ses plans de rigueur à répétition et dans l'attente du prochain qui sera encore pire ? Il faut être un fou furieux ou s'en foutre totalement pour aller le rencontrer. Qui n'aurait pas encore compris ses réelles intentions après l'annonce des mesures de lundi dernier, qui aurait encore le moindre doute ? Personne, sauf les dirigeants du POI qui s'emploient à entretenir cette illusion criminelle.

S'agissant du NPA, la crise qu'il traverse, nous l'avions prévue dès sa fondation. Que voulez-vous, on ne se refait pas, c'est valable pour tous les partis.

Aujourd'hui l'actualité est trop chargée, je n'ai pas le temps de commenter chaque info, je me suis relu rapidement...

En finir avec l'Etat et le capitalisme, une seule et même question à l'ordre du jour

"*Notre pays ne doit pas être condamné un jour à mener une politique imposée par d'autres*" a dit Fillon, lundi, "*pour mieux faire digérer aux Français son deuxième plan de rigueur en moins de trois mois*". (lepoint.fr 08.11)

Si elle est imposée par d'autres, par exemple la BCE, l'UE et le FMI, c'est que lui et son gouvernement n'en seraient pas responsable, c'est la première chose. Mais alors qui l'impose puisqu'il fait la même politique, qui en est à la fois le commanditaire et le bénéficiaire puisque les deux aspects de cette question sont indissociables ?

Avant d'y répondre citons-le une seconde fois, il a précisé que "*la faillite n'est plus un mot abstrait*", la faillite de qui ou de quoi ? De l'Etat soumis à l'aristocratie financière ou du capitalisme qui a conduit une infime minorité à s'enrichir comme jamais auparavant et une part toujours plus grande de la population à sombrer dans le chômage, la précarité et la pauvreté ? Les deux en réalité.

Mais alors, il faut en déduire que pour sortir de cette crise, la seule issue politique est d'en finir avec cet Etat (ses institutions) et le capitalisme. Même pas besoin d'être marxiste pour en arriver à cette conclusion. Par contre, si on n'est pas marxiste ou qu'on se détourne de ses enseignements, on demeurera incapable de définir les moyens qui permettraient à cette issue politique de devenir réalité. C'est aussi simple que cela. Sans théorie révolutionnaire : pas de révolution ! Soit on renoue avec le marxisme et on se donne les moyens de parvenir à l'objectif qu'on s'est fixé, soit on s'y refuse et dans ce cas-là on abandonne cet objectif ou on s'en donne un autre qui coïncidera avec la poursuite de cette crise et la survie du capitalisme.

Ce n'est pas nous qui faisons de l'adoption du marxisme un préalable pour résoudre cette crise conformément aux besoins des travailleurs, c'est le processus dialectique qui s'exprime à travers les contradictions du capitalisme de son origine à nos jours, de ses fondements jusqu'à son effondrement.

Pourquoi le marxisme, parce que c'est lui et lui seul qui a analysé jusqu'au bout à la fois ces contradictions, décrits sur quoi elles reposaient et comment elles évolueraient, et de quelle manière il était possible de les combattre efficacement pour les dépasser. Il n'existe aucune autre théorie disponible réunissant toutes ces qualités, un simple constat.

On peut partir de l'affirmation de Fillon, à la fois en la recadrant et en la complétant et le tour est joué, on rétablit la vérité, ensuite on peut proposer une perspective politique aux travailleurs.

Ils étaient ses complices, et voilà qu'ils livrent le pouvoir politique aux marchés

La Grèce est dorénavant sous la tutelle de la BCE, l'UE et le FMI. L'Italie vient de lui emboîter le pas.

En Grèce, c'est un ex- vice-président de la BCE qui est pressenti pour devenir Premier ministre. Aux infos hier soir sur TV5Monde Asie, ils ont dit qu'il était prévu que le taux de chômage atteindrait 25% à la fin de l'année.

En Italie, les commentateurs aux ordres estiment qu'après la démission de Berlusconi un gouvernement d'union nationale dominé par des technocrates ferait l'affaire, comme en Grèce.

Et en France ? Hier, selon Le Point, le nouveau plan de rigueur avait été "*soigneusement calibré* " pour "*convaincre les agences de notation la stratégie française*" et que "*la consolidation budgétaire à moyen terme*" avait été opérée "*conformément à la recommandation du FMI* ", témoignenat ainsi la totale complicité entre le gouvernement Sarkozy-Fillon avec ces agences du capital, mais il y a un hic qu'a relevé Philippe Waechter, directeur des études économiques chez Natixis Asset Management, cité par Reuters "*la problématique liée à la croissance, un des aspects importants sur la question du triple A*", n'a pas été traitée, et pour cause : toutes les mesures annoncées lundi la plombe, et c'est justement le but du jeu pour ensuite passer aux

choses sérieuses : mettre en oeuvre un plan de rigueur d'une violence inouïe après les élections de 2012, calqué sur la Grèce et demain l'Italie, et dont la BCE, l'UE et le FMI seront chargés de surveiller l'application.

Entre temps, l'Espagne, le Portugal et peut-être l'Irlande seront soumis à la même politique ultra réactionnaire... si le système capitaliste ne s'écroule pas avant.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Parole de banquiers. Léger, puis douloureux... mais pas pour eux !

Les dernières mesures présentées lundi par François Fillon «*souligne l'engagement du gouvernement à coller à ses objectifs de déficit (4,5% du produit intérieur brut en 2012)*», se félicitent les économistes de Credit Suisse. Société générale, Exane BNP Paribas ou encore HSBC, adopte le même le ton.

Ce plan «*concrétise l'engagement de la France pris au G20*», commente par exemple Pierre-Olivier Beffy, économiste en chef chez Exane. Ces mesures, en particulier l'accélération de la réforme des retraites, sont aussi «*un message clé envoyé aux agences de notation*», note Michel Martinez, de Société générale.

Credit Suisse estime que l'impact sur les ménages les plus modestes devrait rester «*léger*» du fait de la répartition des mesures entre imposition des sociétés et du capital, hausse de la TVA réduite et désindexation de certaines allocations sociales.

Le gros de l'effort pourrait porter sur les années suivant l'élection présidentielle de 2012, prévoit Michel Martinez : «*de nouvelles et douloureuses mesures devront être mises en place après le mois de mai, en particulier pour réussir à réduire le déficit public à 2% du PIB en 2014.*» (lefigaro.fr 08.11)

1.2- Parole de menteurs.

«*Je ne peux plus le voir, c'est un menteur.*» C'est en ces termes que Nicolas Sarkozy a décrit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou au cours d'une discussion avec Barack Obama lors du G20 à Cannes. Manque de chance, l'échange a été suivi par des journalistes présents grâce à un boîtier de traduction qui leur avait été remis, selon le site Arrêt sur images.

«*Tu en as marre de lui mais moi, je dois traiter avec lui tous les jours*», a renchéri Barack Obama, selon le site. Une conversation dont la teneur a été confirmée par un correspondant de l'agence Reuters, et évoquée -sans citer les termes employés- sur le blog du journaliste du Monde présent sur place, qui indique que «*les deux dirigeants se sont affligés à huis clos de leurs relations difficiles avec le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou*». (20minutes.fr 08.11)

L'Etat sioniste est la lie du monde : il doit disparaître !

1.3- Le plan de rigueur annoncé avant-hier vu par les éditorialistes de la presse écrite.

«*En fait, l'inquiétude centrale que soulève ce plan, au-delà des multiples questions qu'il suscite, c'est qu'il est mou du genou côté croissance*» commente ainsi Paul Burel dans Ouest-France.

«*Le deuxième plan de rigueur en trois mois présenté par François Fillon sera-t-il le +der des ders+?*» s'interroge Jacques Camus dans La République du Centre. «*Personne n'y croit vraiment et c'est bien là son principal défaut.*» Patrick Fluckiger explique dans L'Alsace que «le plus inquiétant est que tout cela ne suffira pas», car le gouvernement «*ne fait pas reculer la dette. Or c'est elle qui provoque et entretient la crise de l'euro.*» Et Olivier Picard insiste dans les Dernières nouvelles d'Alsace: les mesures annoncées «*risquent simplement d'être inefficaces et impopulaires pour rien*».

Plusieurs quotidiens condamnent, en outre, le renforcement des «*inégalités*» qui s'expriment dans ce nouveau train de mesures.

François Martin, dans le Midi libre, qualifie les nouvelles mesures d'«injustes et déséquilibrées» et Daniel Ruiz (La Montagne) estime que «*la grande réforme qui perçait sous le ton autoritaire du Premier ministre n'est pas là, les inégalités, si*».

Paul Quinio, de Libération, va encore plus loin: «*La faillite du sarkozysme: c'est ce qu'a acté hier François Fillon en présentant son deuxième plan en quelques mois*». «*Il ne reste rien du sarkozysme originel*» de 2007, ajoute-t-il.

Mais plusieurs quotidiens soulignent les enjeux électoraux de ces annonces à six mois du scrutin présidentiel.

Pour Gaëtan de Capèle (Le Figaro), le plan «*ne peut se concevoir que comme une étape dans une réflexion beaucoup plus large sur le périmètre, le poids et le coût de la sphère publique, qui étouffe notre économie. C'est un débat essentiel pour la France. Et pour l'élection de 2012.*» Les Echos se situent sur le même terrain dans leur analyse.

Mais pour Dominique Garraud (Charente Libre), «*la ficelle est un peu grosse qui consiste à vouloir convaincre à la fois les agences de notation et des électeurs dont la défiance vis-à-vis de Nicolas Sarkozy est toujours en pente ascendante*». Il critique «*une navigation à la godille et par gros temps*» de la majorité.

Quant à Patrice Chabanet (Journal de la Haute-Marne), «le plan pluriannuel annoncé hier force en effet le candidat socialiste à abattre ses cartes plus tôt qu'il ne l'avait prévu». (liberation.fr 08.11)

Entre regret et angoisse, on les comprend, demain ce sera un véritable cauchemar et vous n'en dormirez plus la nuit...

1.4- En famille. Chez les jaunes.

Xavier Bertrand, ministre de la santé et du travail, s'est déclaré, mardi 8 novembre, prêt à discuter d'économies en matière de dépenses de santé mais pas du nouveau plan d'austérité annoncé lundi par François Fillon.

'*C'est de la responsabilité politique de mettre en place un plan anti-déficit. On ne peut pas demander aux syndicats de partager cette responsabilité politique*', a-t-il dit sur France 2. Mais, a-t-il ajouté, '*il y a d'autres points qui peuvent être discutés, notamment la baisse des dépenses de santé*', où le gouvernement prévoit une économie de 500 millions d'euros.

Plusieurs syndicats, parmi lesquels la CFDT, se sont étonnés que le gouvernement ne les ait pas consultés avant l'annonce des mesures anti-déficit annoncées lundi par le premier ministre François Fillon.

L'Unsa, la CGC et la CFTC ont accepté de rencontrer Xavier Bertrand ce mardi et mercredi. '*D'autres responsables (syndicats) savent que ma porte leur reste ouverte*', a déclaré le ministre. (lemonde.fr 08.11)

1.5- En famille. Le Front de gauche : un appendice du PS. Une "***candidatures indépendantes***"... pour une politique qui ne l'est pas.

Le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon est prêt à causer circonscriptions législatives avec le PS et les écologistes. Jusqu'ici, les alliés des communistes au sein du Front de gauche avaient toujours refusé de négocier des places de députés avec le grand frère socialiste. La règle suivie: on se présente partout face aux candidats PS ou Europe Ecologie-Les Verts (EE-LV) au premier tour pour «*permettre aux électeurs de gauche de pouvoir choisir*».

Mais au moment même où les tensions reprennent entre socialistes et écologistes, voici le PG qui réajuste sa stratégie et invite les dirigeants du PS et d' EE-LV à discuter des «*circonscriptions où la gauche pourrait risquer d'être éliminée du second tour au profit d'un duel droite-FN*».

Dans un courrier adressé ce mardi à ses homologues, Eric Coquerel, secrétaire national du PG chargé des relations extérieures et des élections : «*Aussi, sans rompre avec la stratégie du Front de Gauche de candidatures indépendantes au premier tour*», le PG est «*prêt à œuvrer pour limiter au maximum*» les «*cas*» de retrait d'un candidat de gauche dans une triangulaire pour faire barrage à l'extrême droite.

«*Nous pensons nécessaire de les anticiper et non de les gérer au coup par coup», justifie Coquerel qui propose aux socialistes et aux écologistes de «de comparer [leurs] informations: dans quels départements, dans quelles circonscriptions ce risque existe-t-il?*»

«*Nous sommes disponibles pour travailler à la représentation proportionnelle des forces de gauche sur l'ensemble de ces circonscriptions repérées comme, nous semble-t-il, vous l'avez-vous-même déjà entrevu avec d'autres forces*», conclut ce proche de Mélenchon qui propose une «*réunion*» au PS et EE-LV. Proposer de discuter avec des cousins quand ceux-ci se disputent, curieuse manière choisie par le PG pour participer aux projets familiaux à gauche. (liberation.fr 08.11)

Nous n'avons aucun mérite de l'avoir déjà écrit il y a quelques mois. De la même manière que si le candidat du PS figure au second tour de la présidentielle en 2012, le PG et le FG appelleront à voter pour lui pour "*battre la droite*".

La crise actuelle du capitalisme pose la question non pas de la meilleure manière de s'en accommoder en le rafistolant pour que les masses exploitées puissent en supporter les conséquences sans trop en souffrir, elle pose directement la question de la

nécessité de l'abolir parce qu'elle se traduit et se traduira encore davanatage dans les mois à venir par une violente régression sociale insupportable.

Quelque part j'avais écrit que cette crise était différente des précédentes et qu'il se pourrait bien que ce soit la dernière, précisant qu'elle inaugurait une période de crise continue, qui pourrait être fatale au capitalisme si le prolétariat parvenait à se donner une nouvelle direction ou signifier à terme le déclin inexorable de la civilisation humaine, puis sa disparition.

Le PG et avec lui le FG ne fait pas que "*réajuster sa stratégie*", cette orientation est conforme à sa nature, à son refus de rompre avec le capitalisme, les institutions et l'UE qui constitue la toile de fond de sa politique, la raison d'être de ce parti et ses alliés, et les places au côté des ennemis du socialisme et de tous ceux qui combattent pour en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques.

1.6- La nature du PS au grand jour. La seule voie : marcher sur les traces de Papandréou.

Pour les membres du collectif des Economistes atterrés, parmi lesquels Henri Sterdyniak et Cédric Durand, M. Hollande ne cesse depuis plusieurs jours de mettre en cause les gouvernements ou le duo Merkel-Sarkozy sur la gestion de la crise de la dette grecque, mais sans jamais faire de contre-proposition ni remettre en cause les dogmes de la règle européenne. D'autres comme Daniel Cohen ou Thomas Piketty, bien que proches du PS et moins radicaux, n'en font pas moins entendre eux aussi des critiques.

Le député de Corrèze a annoncé qu'il présenterait son scénario de sortie de crise "*dans quelques jours*". Il doit réunir "*ses*" économistes mercredi 9 novembre pour le mettre au point. En attendant, il campe sur une posture d'opposant mais donne l'impression que la gauche tâtonne.

Il n'a pas manqué de dénoncer le plan de rigueur annoncé par François Fillon en le jugeant "*incohérent, injuste et inconséquent*". Il a renchéri, lundi 7 novembre sur France 2 en estimant que ce plan était "*un constat d'échec que le premier ministre, au nom du président de la République, a dressé*". Mais pas un mot sur un éventuel plan alternatif.

Cette hésitation commence à se voir. "*Le PS est embarrassé*" remarque Henri Sterdyniak, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Aux yeux du chercheur, François Hollande "*a du mal à se différencier car il a peur qu'on l'accuse d'être irresponsable et de mettre en péril le triple A de la France*".

Le candidat PS, qui n'a cessé de mettre en avant son sérieux budgétaire durant la primaire, ne veut pas apparaître laxiste. "*François Hollande n'ose pas promouvoir sa politique de relance par l'investissement productif, les nouvelles technologies et plus de solidarité*", continue le cofondateur du collectif des Economistes atterrés.

Daniel Cohen, professeur d'économie à l'Ecole normale supérieure et conseiller de la banque d'affaires Lazard (ainsi que membre du conseil de surveillance du Monde), a lui aussi du mal à cacher sa gêne. Selon lui, le candidat socialiste a tous les outils pour montrer sa différence.

"*Le programme du PS est rempli de dispositions qui visent à amortir la crise*", souligne celui qui conseilla Martine Aubry durant la primaire. "*La gauche est capable de revenir à des paramètres budgétaires plus sains et de se créer des marges de manœuvre*", insiste-t-il. La frustration est partagée par Thomas Piketty, professeur à l'Ecole d'économie de Paris (EEP). "*La gauche pourrait être plus explicite et aller plus loin dans la formulation d'une alternative*", assure-t-il. "*On a besoin de plus d'audace et de propositions alternatives de la part du PS*", insiste ce spécialiste de la fiscalité, co-auteur de Pour une révolution fiscale (Le Seuil).

"*Le silence de la gauche est assourdissant*", constate de son côté Cédric Durand, maître de conférences à l'université Paris 13. Cet autre signataire du Manifeste des Economistes atterrés met l'attentisme du candidat Hollande sur le compte du "*consensus*" droite-gauche sur la construction européenne. "*Ils sont d'accord sur une gestion libérale, souligne-t-il. Or la politique de rigueur appliquée par l'Union européenne est injuste, dangereuse et antidémocratique.*"

La gauche est pourtant attendue, disent, avec leurs nuances, ces économistes. Il lui faut faire des propositions et montrer ses différences avec la politique de la droite. D'autant que les résultats des plans de rigueur appliqués dans l'UE vont être dramatiques, estiment ces spécialistes. "*C'est désolant de voir l'Europe converger vers une purge budgétaire qui va se traduire par une dette majeure et une croissance très faible*", assure M. Cohen. "*La gestion de la crise par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy est lamentable. François Hollande serait de toutes façons meilleur*", affirme M. Piketty.

Tous pensent qu'il faut arrêter la spirale de la rigueur. La gauche doit assumer sa relance par la croissance sans complexe, en remettant en cause les "*tabous*" de la construction européenne comme le pacte de stabilité et l'indépendance de la BCE, disent-ils. "*Il faut que le PS et le SPD fassent des propositions communes plus concrètes*", avertit Thomas Piketty. Cette autre politique passe par "*un saut dans le fédéralisme européen*" via l'instauration d'eurobonds et la création d'une Agence de la dette

européenne, défend le professeur de l'EEP.

Même insistance du côté de Daniel Cohen pour qui "*la gauche doit tenir un discours de croissance au niveau européen*". Mais elle doit aussi s'inscrire dans le débat présidentiel français. L'économiste de l'ENS estime que François Hollande doit montrer que l'austérité n'est "*pas inéluctable*" en proposant des mesures comme l'arrêt du soutien aux heures supplémentaires, la suppression des niches fiscales ou la fixation des prix des loyers. "*Il faut relancer l'économie par une vraie politique industrielle, l'investissement sur les nouvelles technologies et impulser une politique de solidarité par l'harmonisation fiscale*", propose de son côté Henri Sterdyniak.

"*On aimerait savoir ce que pense le PS du poids des marchés et de leur chantage sur les déficits publics*", se demande Cédric Durand pour qui il faut "*poser la question de l'annulation de la dette vu son coût social*". "*La question des nationalisations demeure une question centrale sur laquelle François reste silencieux*", note ce proche du NPA.

Même si les pistes divergent, l'attente est forte. Un mot d'ordre semble réunir tous ces chercheurs : ne pas faire comme les socialistes espagnols ou grecs. "*La gauche française n'a pas comme seul destin de suivre celui de Papandréou*", résume ainsi Daniel Cohen. (lemonde.fr 08.11)

Mais si, mais si, messieurs les économites, vous avez une mauvaise mémoire ou une mémoire très sélective, jamais dans le passé un parti issu de la social-démocratie n'a rompu avec le capitalisme, c'est ce que vous lui demandez de faire d'une certaine manière, inconsciemment bien sûr, car en réalité ce n'est pas non plus votre intention.

Les mesures que vous espérez qu'Hollande prendrait, nécessiteraient qu'il rompe avec la domination de l'aristocratie financière, qui est un fait accompli et non quelque chose en devenir, et vous pensez qu'elle le laisserait faire, en ferait-il l'annonce, qu'aussitôt elle prendrait des mesures qui le forcerait à reculer parce qu'il est incapable de se placer résolument au côté de la classe ouvrière, Hollande est un représentant de la classe des capitalistes et rien d'autre.

Ils n'ont pas compris ou ne veulent pas comprendre, que refuser de se soumettre à la loi des marchés revient à remettre en cause pas seulement le libéralisme, mais le capitalisme lui-même, et que seul un véritable parti socialiste ou communiste pourrait s'engager dans cette voie, ce que n'est pas le PS.

Messieurs les économistes qui vous dites de gauche, c'est à vous de rompre avec le capitalisme, de démonter que vous en êtes capables, et dans ce cas-là, il vous faudra vous tourner vers un autre parti que le PS ou participer à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui lui combat pour la rupture avec le capitalisme. Il n'existe pas d'autre alternative : soutenir le régime capitaliste ou s'y adapter, ce qui revient au même, ou rompre avec lui et le combattre jusqu'à ce qu'il soit éradiqué de la surface de la terre.

2- Grèce

Les partis politiques grecs, en pourparlers sur la formation d'un gouvernement d'union nationale, sont d'accord pour nommer à sa tête l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne Lucas Papademos, a-t-on déclaré mardi de source proche du parti socialiste au pouvoir.

Les tractations visant à désigner un nouveau Premier ministre suscitent l'impatience de l'Union européenne, qui a demandé mardi à la Grèce de s'engager par écrit à mettre en oeuvre le plan de sauvetage européen.

Le Premier ministre socialiste sortant, George Papandréou, a déclaré dans la journée à son cabinet qu'il s'attendait à ce que son successeur soit nommé mardi soir.

Un peu plus tard, on indiquait de source proche du Pasok que les négociations étaient "*en cours de finalisation avec Papademos en tant que Premier ministre*".

Mais aucun accord n'avait émergé en fin de soirée en raison de querelles intestines dans les rangs de Nouvelle Démocratie (ND, principale formation conservatrice de l'opposition).

Selon des sources politiques, certains élus de ND accuseraient Antonis Samaris, chef de file du parti, de faire trop de concessions, notamment en effectuant un virage de 180° sur l'acceptation des mesures d'austérité assorties au plan de sauvetage financier.

On ignore toutefois encore si Papademos, qui a quitté la BCE l'an dernier et enseigne à Harvard, acceptera le poste.

Les socialistes du Pasok et de ND se préparent à former un gouvernement d'union nationale appelé à diriger le pays

jusqu'aux élections anticipées de février prochain.

Les partis ont décidé de mettre en place une "*coalition des cent jours*" qui devra obtenir l'aval du parlement sur le plan de sauvetage de 130 milliards d'euros élaboré par l'UE.

Un ministre a déclaré que l'UE avait demandé à la Grèce de rédiger une lettre qui l'engage à mettre en oeuvre le plan de sauvetage européen et qui porte les signatures du Premier ministre sortant, de son successeur, du ministre des Finances, du chef de l'opposition et du gouverneur de la banque centrale.

A l'issue d'une réunion de l'Eurogroupe, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a déclaré lundi soir qu'il était "*essentiel que le nouveau gouvernement prenne des engagements clairs, par écrit, envers le programme UE-FMI et l'ensemble des éléments inclus dans le deuxième plan (d'aide)*".

Les tractations grecques sont suivies avec attention jusqu'aux Etats-Unis, où le porte-parole de la Maison blanche a exhorté lundi le gouvernement à "*agir aussi vite que possible pour remplir ses engagements*".

Lucas Papademos est arrivé lundi à Athènes en provenance des Etats-Unis. Ex-gouverneur de la banque centrale grecque, figure bien connue des capitales européennes, il avait supervisé le passage de la Grèce à l'euro en 2002 avant de prendre ses fonctions à la BCE. (Reuters 08.11)

3- Italie

Silvio Berlusconi a annoncé mardi qu'il quitterait le pouvoir une fois voté le nouveau budget et après avoir subi dans la journée un échec humiliant au Parlement.

Le président du Conseil a confirmé une déclaration du président de la République selon laquelle il démissionnerait après l'adoption en urgence à la Chambre des députés et au Sénat de la loi de finances assortie des amendements exigés par les partenaires européens de Rome.

Ces votes, qui devraient intervenir d'ici la fin du mois, mettront alors un point final à la domination qu'il a exercée pendant 17 ans sur la vie politique transalpine.

Son échec à mettre en oeuvre des réformes a alimenté une fronde au sein de son parti. Sur sa proche chaîne de télévision, Canale 5, Silvio Berlusconi a confié mardi soir qu'à ses yeux, la seule issue résidait dans des élections législatives anticipées.

Le président Giorgio Napolitano a, pour sa part, annoncé qu'il allait engager des consultations avec les partis politiques en vue de la formation d'un nouveau gouvernement.

Le locataire du palais du Quirinal et les marchés seraient, croit-on, favorables à la mise en place d'un gouvernement de techniciens ou d'union nationale.

Mardi après-midi, le gouvernement de centre droit a remporté à la Chambre un vote sur les comptes publics 2010 grâce à l'abstention de l'opposition, mais sans parvenir à obtenir la majorité absolue des 630 voix que compte l'assemblée.

Pier Luigi Bersani, chef de file du Parti démocrate, principale formation de l'opposition, a déclaré que l'Italie courait le risque de perdre tout accès aux marchés financiers alors que le rendement des emprunts italiens tourne autour de 7%. (Reuters 08.11)

4-Iran

4.1- L'Iran semble avoir travaillé à la conception d'une bombe nucléaire et mène peut-être encore des recherches de cette nature, a indiqué mardi l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans un rapport qui devrait accentuer les tensions au Moyen-Orient.

Citant des informations "*crédibles*" de ses Etats membres et d'autres sources, l'agence énumère une série d'activités pouvant être liées à la mise au point d'armes nucléaires, par exemple des tests d'explosifs puissants ou la fabrication d'un détonateur de bombe atomique.

Ce rapport très attendu, précédé par des spéculations de la presse israélienne sur d'éventuels raids préventifs contre des sites nucléaires iraniens, expose de nouveaux éléments laissant penser que la République islamique cherche à développer des capacités nucléaires militaires de façon secrète et concertée.

Certaines de ces activités iraniennes ont des applications civiles et militaires, mais "*d'autres sont spécifiques aux armes nucléaires*", dit le rapport que Reuters s'est procuré mardi avant une réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

Téhéran, qui nie farouchement mener des recherches clandestines pour fabriquer une arme atomique, a immédiatement condamné le rapport. "*(Il) est déséquilibré, manque de professionnalisme et répond à des mobiles politiques*", a dit Ali Asghar Soltanieh, représentant de l'Iran auprès de l'AIEA.

Un responsable américain anonyme a indiqué dès mardi que Washington pourrait prendre de nouvelles mesures contre des banques commerciales ou des sociétés écran iraniennes, mais il a jugé moins probables des sanctions contre le secteur pétrolier et gazier de l'Iran pour le moment.

"*Je pense qu'il se dégage des faits un dossier accablant relatif à une initiative nucléaire militaire complexe visant à miniaturiser une ogive pour missile balistique*", a déclaré David Albright, l'un des principaux spécialistes américains de la prolifération nucléaire.

"*C'est accablant par l'abondance des détails, c'est un dossier très convaincant*", a-t-il dit à Reuters de Washington.

La Russie a critiqué le rapport en faisant valoir qu'il réduirait les chances de dialogue avec Téhéran sur ses activités nucléaires et en laissant entendre qu'il avait pour objet de faire échouer une solution diplomatique.

"*Nous avons des doutes sérieux quant au bien-fondé d'initiatives révélant au grand public le contenu du rapport, principalement parce que c'est précisément maintenant que semblaient apparaître des chances de reprise du dialogue entre les six médiateurs internationaux et Téhéran*", note le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Il ajoute qu'il lui faut du temps pour déterminer si le rapport contient de nouveaux indices d'éléments militaires dans le programme nucléaire de l'Iran, ou s'il ne s'agit que d'une volonté de "*soulever délibérément ou non les émotions*".

L'AIEA dit avoir examiné avec soin les renseignements secrets fournis par des Etats membres et avoir constaté leur solidité en ce qui concerne les contenus techniques, les personnes et les organismes cités ou les périodes considérées. Elle dit avoir également effectué ses propres vérifications.

"*L'agence a de sérieuses inquiétudes concernant une possible dimension militaire du programme nucléaire iranien*", dit le document auquel est attachée une annexe de 13 pages comportant des descriptions de recherches sur les explosifs et des simulations par ordinateur en rapport avec des détonations nucléaires. (Reuters 08.11)

Bref, ce rapport ne comporte rien de nouveau, aucune certitude, ce sont ses rédacteurs qui le disent eux mêmes, peu importe, ils s'appuient sur "*les renseignements secrets fournis par des Etats membres*" qui eux sont naturellement au-dessus de tout soupçon, Etats qui ont intérêt à s'en prendre à l'Iran, plus exactement à mettre la main sur son pétrole... comme ce fut le cas récemment avec la Libye ou encore avec l'Irak, l'Afghanistan.

On voit que ce rapport est cousu de fil blanc, normal, l'AIEA roule pour les impérialistes dominants...

Commentaire d'un internaute

- "*En quoi est-il dangereux que l'Iran ait l'arme atomique? Le premier qui bouge une oreille pour envoyer cet engin s'en prendra automatiquement plusieurs sur la tête. Il est impossible aujourd'hui d'envoyer un engin sans que cela soit détecté. Il n'y a pas d'arme plus pacifiste que celle-là.*"

4.2- Le ministre israélien de la Défense a refusé d'exclure d'attaquer des installations nucléaires en Iran mardi, peu avant la publication d'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui devrait renforcer les soupçons sur l'existence d'un programme nucléaire militaire iranien.

Ehoud Barak a expliqué sur Radio Israël qu'il était sceptique quant à l'adoption par la communauté internationale de sanctions invalidantes contre le régime islamique. "*Tant qu'il n'y a pas de telles sanctions et que de telles sanctions n'ont pas prouvé leur efficacité*", Israël recommandera qu'aucune option, y compris militaire, ne soit exclue, a dit le ministre.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré mardi à la télévision d'Etat que le directeur général de l'AIEA, le Japonais Yukiya Amano, n'avait "aucun pouvoir propre" et violait les règles de son agence. "*Il livre les papiers que lui confient les responsables américains*", a-t-il accusé.

Téhéran a récusé par avance les conclusions du rapport qui devait être présenté mardi par l'AIEA et qui devraient être utilisées par Washington pour demander un nouveau renforcement des sanctions. (AP 08.11)

5- Tunisie

Le visage de la future Assemblée constituante en Tunisie vient de subir quelques liftings. Le tribunal administratif de Tunis a examiné 15 recours avant de clôturer, mardi 8 novembre, le dossier des élections du 23 octobre pour l'Assemblée chargé d'élaborer une nouvelle Constitution. Le tribunal a réattribué 7 sièges au parti Al Aridha El Chaabia (Pétition Populaire), qui aura désormais 26 représentants, annonce Mosaïque FM.

La modification des résultats par le tribunal, mardi 8 novembre, rend une partie des sièges perdus par le parti Al Aridha, rapporte une journaliste au micro de Mosaïque FM.

Au total, 89 recours ont été examinés parmi les 104 dossiers déposés. Aujourd'hui la répartition des sièges dans l'Assemblée constituante est la suivante: Le Mouvement Ennahda perd deux sièges et comptabilisent 89 sièges. Le mouvement libéral Ettakol se voit amputé d'un siège et devrait occuper 20 sièges. Le Congrès pour la République (CPR) et le parti démocratique progressiste perdent un sièges et comptabilisent respectivement 29 sièges et 16 sièges dans la prochaine Assemblée constituante. (Slateafrique.com 08.11)

6- Libye

Pour la première fois, le 26 octobre, le Qatar admet avoir envoyé des troupes au sol aux côtés des rebelles libyens, explique The Guardian. C'est ce qu'a affirmé le général qatarien Hamad ben Ali al-Attiya, en marge d'une réunion des chefs d'état-major ayant participé aux opérations libyennes, à Doha, au Qatar.

«*Des centaines de soldats du Qatar étaient présents dans toutes les régions, ils assuraient les opérations d'entraînement et les transmissions*», a-t-il déclaré. «*Nous assurions la liaison entre les rebelles et l'Otan*», poursuit-il, en estimant son engagement indispensable pour aider les civils ayant pris les armes sans «*l'expertise militaire nécessaire*».

Selon une source diplomatique française suivant ce dossier, ce serait près de 5.000 Forces spéciales du Qatar qui auraient été déployées en Libye, comme le rapporte Georges Malbrunot du Figaro. Le journaliste affirme que «*les troupes de Doha se sont d'abord déployées à Tobrouk puis ensuite à l'ouest dans le djebel Nefoussa, où le chef d'état-major qatarien, le général Hamad ben Ali al-Attyiah s'est rendu à plusieurs reprises*». Selon cette même source, «*les Qatariens sont arrivés avec des valises remplies d'argent, ce qui leur permit de retourner des tribus*». Il observe aussi que l'engagement –un peu trop marqué– du Qatar aux côtés des islamistes a suscité des critiques au sein du Conseil national de transition (CNT), mais également en France et en Grande-Bretagne.

Jusqu'à présent, les pays participants à l'opération contre le régime de Kadhafi, dont le Qatar, avaient seulement fait part d'opérations aériennes sous le commandement de l'Otan. En effet, la résolution 1973 de l'ONU, adoptée le 17 mars 2011,interdisait –en principe– toute intervention des troupes au sol.

A ce jour, ni la France ni la Grande-Bretagne n'ont assuré avoir envoyé des soldats au sol pour combattre les forces loyalistes. La France reconnaissant seulement avoir mis en place des «*officiers de liaison*», c'est-à-dire des conseillers militaires auprès du CNT. (Slateafrique.com 08.11)

Syndicat

France. Qaund la jaunisse en redemande.

Véronique Descacq de la CFDT dans un chat du Monde.fr, extraits :

Bernard : La CFDT compte-t-elle appeler à la grève contre le nouveau plan de rigueur ?

Véronique Descacq : Pour l'instant, ce n'est pas le sujet. On peut douter qu'une grève apporte une solution à la question du pouvoir d'achat des salariés. Ce que l'on veut, c'est que le gouvernement entende nos contre-propositions.

Le Roux : Quand vous arrêterez vos querelles inter-syndicales pour lancer un mouvement de grèves générales illimitées contre les agences de notations pour la défense des intérêts des salariés? (je suis syndiqué à la CFDT retraité)

Véronique Descacq : C'est la mobilisation des salariés sur le terrain qui peut en assurer la réussite. On prend le pouls des salariés mais après, on ne sent pas la volonté des salariés de se lancer dans une grève massive illimitée.

Laurent : Croyez-vous que la France a les moyens de maintenir son niveau de protection sociale ?

Véronique Descacq : Il faut réformer la protection sociale pour qu'elle réponde mieux aux enjeux de la société d'aujourd'hui (évolution du monde du travail, évolution de la famille...). Pour répondre à ces deux enjeux, cohésion et soutien de l'activité économique, il y a beaucoup de redéploiement à faire à budget constant en matière de politique familiale, par exemple. Mais il faut accepter qu'en matière de santé, les coûts sont amenés à évoluer du fait des progrès médicaux et de l'allongement de la durée de vie et qu'il faudra trouver des ressources supplémentaires au travers d'un impôt équitable, comme la CSG par exemple. (No comment, je deviendrais vulgaire, déjà que j'ai la patience de lire ces saloperies... - note du site)

92 : Allez-vous rencontrer Xavier Bertrand dans les prochains jours pour discuter de la rigueur comme il vous l'a proposé ?

Véronique Descacq : Xavier Bertrand n'a pas proposé de nous rencontrer pour parler de la rigueur, mais seulement pour parler de l'économie sur les dépenses de santé. Or, nous, nous pensons qu'il y a beaucoup d'autres sujets qui concernent les salariés. En particulier, tout ce qui concerne la fiscalité.

En revanche, on veut rencontrer le premier ministre sur l'ensemble du plan. (mais il ne demande pas mieux ! - note du site)

Bertrand : Alors que la conjoncture politique, économique et sociale donne crédit aux revendications salariales, le mouvement social-syndical est quasiment inexistant. Comment expliquez-vous cela ?

Véronique Descacq : A la CFDT, on a à la fois une vision d'ensemble des enjeux économiques et sociaux (...) De leur côté, les salariés ont conscience de la gravité de la situation économique. (...) Mais ils ne pensent pas que ce soit au travers des grèves que la situation évoluera. (Qu'est-ce que vous croyez, les travailleurs ne peuvent pas avoir "*conscience de la gravité de la situation économique*" des malheureux banquiers et à la fois avoir conscience de leurs propres intérêts. - note du site)

Christophe : Pour en revenir aux allocations familiales, ne croyez-vous pas qu'il serait nécessaire de définir un plafond de ressources au-dessus duquel les ménages concernés ne pourraient prétendre à en bénéficier ?

Véronique Descacq : A la CFDT, on est très attaché à l'universalité des allocations familiales. Tous les salariés participent à son financement, donc tout le monde doit pouvoir en bénéficier. En revanche, faire entrer les allocations familiales dans le barême de l'impôt sur le revenu pourrait être une bonne piste pour rendre les choses plus équitables. Il y a des dispositifs bien plus inéquitables, parce qu'ils profitent proportionnellement plus aux revenus élevés. (Ainsi des foyers de travailleurs qui sont aujourd'hui non imposables le seraient demain, merci pour eux, quelle réac !)

Guest : Pourquoi les syndicats ne disent pas simplement les choses. A savoir qu'une gestion très rigoureuse est nécessaire, mais que la véritable question qui se dessine est de savoir qui subira les ajustements nécessaires ?

Véronique Descacq : Il me semble que c'est ce que l'on dit. A la CFDT, on a la conviction que la question de la dette est à prendre en compte sérieusement. Il faudra donc faire des efforts, en particulier augmenter les ressources de l'Etat et de la protection sociale. Toute la question est de faire en sorte que ces efforts soient équitablement répartis. C'est la raison pour laquelle nous proposons une remise à plat de la fiscalité pour rendre les impôts plus progressifs. (Ce sont les arguments, le programme du gouvernement, préconisé par la BCE, l'UE et le FMI. Pourriture! - note du site) (lemonde.fr 08.11)

Social

France

1.1- Sanofi suprime 1450 postes.

Sanofi a annoncé mardi en comité d'entreprise que la restructuration de ses activités de recherche et développement entraînerait la suppression de 555 postes en Europe et de l'ordre de 900 aux Etats-Unis, ont annoncé à Reuters des élus CGT auprès de cette instance.(Reuters 08.11)

1.2- Répression. Matracage de lycéens.

Des élèves, dont certains auraient été blessés, et des professeurs ont bloqué l'entrée du lycée Honoré de Balzac à Paris pour réclamer de meilleures conditions de travail. Manifestation musclée devant le lycée Honoré de Balzac à Paris (XVIIe). Les

forces de l'ordre sont intervenues ce mardi pour forcer l'entrée de l'établissement scolaire, bloquée depuis le début de matinée par les professeurs et les élèves.

Ces événements font suite à une grève entamée le 3 novembre dernier par le personnel de la cité scolaire, pour protester contre les mauvaises conditions de travail. Pour soutenir le mouvement, des élèves ont décidé, ce mardi matin, de bloquer l'entrée de l'établissement. "*Les élèves formaient une chaîne humaine devant l'entrée. Le blocus était alors pacifique*", témoigne une élève de terminale.

Jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre vers 10 heures pour débloquer l'établissement. Des heurts ont alors opposé une dizaine de policiers aux manifestants. Une élève aurait le tibia cassé par une lampe torche d'un policier. Un de ses camarades, âgé de 17 ans, se serait ouvert l'arcade sourcilière. Ce dernier a été conduit au service médico-judiciaire de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu pour faire constater ces blessures. Il devrait être entendu dans la journée au commissariat du XVIIe arrondissement.

D'après la police, l'élève arrêté s'est montré particulièrement agressif envers les forces de l'ordre. Une version contestée par les élèves. Les lycéens assurent avoir été victimes d'une violence inappropriée: coups de matraque, usage de gaz lacrymogène... Plusieurs élèves envisagent de porter plainte cet après-midi. (lexpress.fr 08.11)

Economie

1- UE.

1.1- Enterrée !

Divisée, l'Union européenne a décidé mardi de remettre au printemps au moins la création d'une taxe sur les transactions financières, qui bénéficie pourtant du soutien actif de la France et de l'Allemagne.

"*Aujourd'hui à l'Ecofin, nous avons surtout parlé de la taxe sur les transactions financières. Le débat a été animé*", a expliqué le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. "*Nous nous sommes entendus pour déterminer rapidement, au printemps, si celle-ci avait un avenir*."

Mardi, l'Irlande s'est dite réticente à ce que la taxe soit adoptée au sein de la seule zone euro, comme l'envisageaient la France et l'Allemagne.

Quant à la Grande-Bretagne, dont les critiques ont redoublé ces derniers jours, elle a purement et simplement demandé que le dossier soit définitivement archivé.

"*Je suggérerais que nous enterrions cette idée selon laquelle il y aura une taxe sur les transactions financières*", a dit à ses homologues le ministre britannique des Finances, George Osborne. (Reuters 08.11)

1.2- Edulcoré !

Suspendus à l'évolution de la situation politique en Italie, dans le flou quant au futur gouvernement d'union nationale en Grèce et au point mort sur la réforme du fonds de soutien à l'euro, les ministres européens des Finances ont peiné mardi à maintenir un front uni sur le soutien à apporter aux banques.

Alors que les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept se sont entendus fin octobre sur un plan de recapitalisation des établissements européens à hauteur de 106 milliards d'euros et sur le principe de leur fournir des garanties de financement, la mise en oeuvre de ces décisions se heurte à des réticences.

D'un côté, plusieurs pays sont inquiets des effets négatifs sur le financement de l'économie d'une recapitalisation menée uniquement en interne par les banques, via réduction de voilure et ventes d'actifs.

De l'autre, les Vingt-Sept divergent sur l'opportunité de fournir aux banques des garanties leur permettant d'accéder à des financements sur le marché interbancaire, notamment en dollar, ainsi que sur le degré de coordination au niveau européen d'un tel exercice.

Après plusieurs heures de discussions infructueuses mardi, les ministres européens des Finances ont finalement décidé de procéder à des travaux complémentaires sur ces deux questions au cours des prochaines semaines, des efforts qui pourraient devenir inutiles si la situation en Italie - la troisième économie de la zone euro - venait à empirer encore.

Sur la première question - le "*deleveraging*" - les ministres ont insisté pour que le financement de la recapitalisation par ventes

d'actifs et réduction de voilure ne se produise pas de manière trop abrupte, afin que les banques puissent continuer à assurer leur rôle de financement de l'économie, a expliqué le commissaire au Marché intérieur Michel Barnier, dans un communiqué.

"*Dans les efforts de recapitalisation, nous voulons nous assurer qu'il n'y ait pas de 'deleveraging' massif et soudain*", a-t-il dit après la réunion mensuelle du conseil Ecofin.

Sur la seconde question - celle de garanties de financement - le débat est plus compliqué encore. Plusieurs pays, dont la France, s'y opposent et jugent qu'il ne s'agit pas du problème le plus immédiat auquel doivent faire face les établissements du continent.

Interrogé sur ce point, le ministre français de l'Economie François Baroin a répondu : "*Ce n'est pas ce qui est dit*."

"*S'agissant de la recapitalisation des banques, il n'y a rien de changé. Il y a un rendez-vous, une méthode, un calendrier et un niveau de fonds propres en dur qui est exigé pour les banques*", a-t-il dit à l'issue de la réunion.

Plus tôt dans la journée, le ministre suédois des Finances, Anders Borg, avait quant à lui mis en garde contre toute tentation de revoir à la baisse les termes de l'accord.

"*Nous devrions faire ce que nous avons promis. Nous devrions coller à ces chiffres. Nous devrions clairement reconnaître que toute édulcoration sera coûteuse en terme de crédibilité*", a-t-il insisté.

"*Nous ne devrions pas changer les critères et nous devrions nous en tenir aux règles de calcul préparées par l'Autorité bancaire européenne*", a-t-il encore dit.

La Commission a annoncé mardi qu'elle proposerait très rapidement un cadre législatif européen afin d'assurer la bonne mise en ouvre du plan de recapitalisation. (Reuters 08.11)

1.3- Déséquilibré !

Une proposition de la Commission européenne visant à sanctionner les pays aux déséquilibres économiques trop accentués semble plus clémente envers ceux qui ont des excédents que ceux qui sont déficitaires, une manière d'apaiser Berlin, montre un document.

La proposition de la CE, discutée par les ministres des Finances de l'Union européenne mardi, comporte une liste d'indicateurs économiques et différents seuils qui seraient employés pour déterminer si tel ou tel pays de la zone euro a développé des déséquilibres susceptibles de porter préjudice à l'ensemble de la zone.

Si le pays concerné ne faisait rien pour redresser la barre, il s'exposerait à une amende représentant 0,1% du PIB.

L'un des indicateurs scrutés serait la balance des comptes courants. Un signal d'alarme se déclencherait si le déficit dépassait 4% du PIB ou si l'excédent représentait plus de 6% du PIB, en prenant pour base de calcul une moyenne mobile sur trois ans, suivant le document présenté aux ministres mardi.

L'Allemagne, premier exportateur européen, avait un excédent courant de 6,6% en 2006, de 7,6% en 2007, de 6,7% en 2008 et de 5,0% en 2009. La CE l'estime à 5,1% en 2010 et l'anticipe à 4,7% cette année et 4,6% en 2012.

Certains pays et parlementaires européens voulaient des pourcentages identiques pour les excédents et les déficits, ce qui aurait placé l'Allemagne dans le camp des mauvais élèves.

Certains pays de la zone euro ont souvent reproché à l'Allemagne de trop orienter son économie vers l'exportation et de ne pas assez stimuler sa demande intérieure, ce qui aiderait les autres pays européens à plus exporter vers elle.

La CE examinerait aussi la dette extérieure nette, le niveau d'alerte étant fixé à -35% du PIB. La dette privée ne pourrait excéder 160% du PIB et la dette publique 60%.

D'autres seuils d'alerte sont prévus: une perte de part de marché de plus de 6% sur cinq ans, une hausse du coût unitaire du travail de plus de 9% sur trois ans (12% hors zone euro), des flux de crédits au secteur privé dépassant 15% du PIB, une hausse annuelle de plus de 6% des prix de l'immobilier par rapport à un déflateur de la consommation d'Eurostat, un taux de chômage de plus de 10% en moyenne mobile sur trois ans.

Enfin, le taux de change effectif réel, fondé sur des déflateurs d'inflation et mesuré sur un échantillon de 35 pays industrialisés,

ne devrait pas monter ou baisser de plus de 5% (11% hors zone euro) sur une période de trois ans.

Le document de la CE précise que seront pris en compte le nombre total d'infractions, la gravité de chaque infraction et la combinaison d'infractions susceptible d'attester d'un problème économique plus vaste. (Reuters 08.11)

2- France

Le déficit commercial de la France s'est creusé en septembre, à 6,303 milliards d'euros, après 4,310 milliards d'euros (révisé) en août, selon les données CVS/CJO publiées mardi par les Douanes.

Le solde cumulé de la balance commerciale depuis le 1er janvier s'établit à -54,177 milliards d'euros, contre -37,834 milliards sur les neuf premiers mois de l'an dernier.

Les exportations FAB en données CVS/CJO sont ressorties à 36,971 milliards d'euros en septembre contre 30,549 en août.

Les importations ont augmenté à 42,757 milliards d'euros après 36,165 milliards en août. (Reuters 08.11)

Haut de page

Le 10 novembre

CAUSERIE

Un camarade qui a adressé ma causerie d'hier à un autre militant l'a fait précéder de ces quelques mots : "*causerie du 09 11 11 : excellent comme toujours et tellement complet qu'on se demande s'ils ne sont pas plusieurs à écrire tous les jours.* ". C'est bien seul à l'autre bout du monde que je fais ce boulot, sans l'aide de personne, même pas par Internet. C'est en grande partie une question d'organisation, et ce n'est pas facile tous les jours.

Merci à toi pour cet encouragement, j'en ai besoin parfois. Et porte-toi bien.

J'ai mis en ligne des articles et des documents dans les rubriques économie, social et la Tribune libre.

Propagande. Matracage

En à peine un mois, la cote de confiance de Sarkozy est passé dans les sondages de 24% pour l'estimation la plus basse à 40% selon CSA-Les Echos. Quant à Hollande, il ne dégagerait plus une image positive que pour 51% des personnes sondées. (source : liberation .fr 09.11)

Je n'ai plus le temps d'écrire un mot sur l'intervention hier de Hollande, je me demande même si c'est vraiment nécessaire, une perte de temps ? On verra cela demain, l'actualité est trop chargée.

Notes de lecture du n°174 d'***Informations ouvrières***

Comment le POI se fait le complice du PS et des bureaucrates syndicaux qui soutiennent le régime.

1- Hollande : "*il a raison*".

"*Que répond François Hollande ? Il dénonce « un plan injuste » qui frappe les couches les plus vulnérables de la population, et regrette que les cadeaux faits aux capitalistes ne soient pas remis en cause. Il a raison. Que propose-t-il sur cette base ? « De donner du sens à la rigueur » par des mesures plus équilibrées. Peu ou prou, les dirigeants des autres partis issus du mouvement ouvrier entonnent le même refrain.*"

2- Admettre dans la formulation que les privilégiés pourraient consentir des sacrifices.

"*La réponse à la situation ne saurait être dans un partage équilibré des sacrifices.*"

3- Comment le mouvement ouvrier complètement gangrené par le social-libéralisme et sous son contrôle pourrait défendre

réellement les intérêts des travailleurs.

"*Le mouvement ouvrier, pour jouer son rôle, se doit de refuser tout accompagnement des plans et mesures d'austérité.*"

Page 3, Christel Keiser et Dominique Ferré en rajoutent une couche, pas directement, ces cuistres passent par Les Echos : «*Aujourd'hui, les syndicats ont pris leurs distances avec le monde politique* », les "*syndicats*", mais qui dans les syndicats, les militants et les adhérents ou les bureaucrates qui les contrôlent, tous ensemble, sauf que les militants n'ont pas vraiment les mêmes intentions que leurs dirgeants et que cela ne figure nulle part, à l'arrivée en lisant cet article, on arrive à la conclusion qu'ils sont bien finalement ces bureaucrates pourris puisqu'ils "*ont pris leurs distances avec le monde politique*" détestée par les masses exploitées, c'est qu'eux au moins ils ne sont pas aussi pourris, la suite le confirme : "*Et pour cause : depuis des mois, occupations, grèves et manifestations se multiplient dans tous les secteurs (et se poursuivent encore aujourd'hui, y compris dans certains ministères, nous indiquent nos correspondants), entraînant les organisations contre les mesures du gouvernement « socialiste » aux ordres de la troïka*", on pourrait parfaitement croire que ce sont les dirigeants syndicaux qui sont à l'origine de ces grèves, etc.

4- Alors que le représentant de l'Etat s'est présenté comme celui des banquiers, de l'aristocratie financière, des capitalistes, à travers la politique d'austérité qu'il a annoncée, démontrant ainsi clairement que l'Etat était au service de la classe des capitalistes, axer le combat à la fois contre l'Etat et le capitalisme semblait en découler, disons logiquement. Au lieu de cela voilà la conclusion que nous livre Marie Stagliano :

"*Les choses sont claires. Pour un gouvernement dont la priorité est le retour à « l'équilibre des dépenses publiques », le scénario est déjà tout programmé : des plans de rigueur qui vont se succéder année après année, jamais suffisants, toujours plus brutaux contre toutes les couches de la population.*"

Conclusion qui n'est en réalité qu'un simple constat, alors que Fillon ne s'est pas contenté de présenter un ensemble de mesures, il a précisé qu'il ne fallait faire des banquiers des "*boucs émissaires*" se présentant ainsi comme leur représentant officiel à la tête de l'Etat, un détail qui apparemment a échappé aux dirigeants du POI, mais qui à lui seule concentre la situation et ses contradictions sur le plan économique, social et politique, Fillon prétendant défendre l'intérêt général mais se doit de monter au créneau pour défendre ses amis les banquiers.

Ce "détail" une fois écarté ou laissé de côté volontairement, il fallait bien une nouvelle fois désigner aux militants et travailleurs un autre objectif que l'Etat, ce qui ne demandera aucun effort à Yan Legoff en page 4 en citant l'appel lancé "le 2 juillet par des militants et élus de toutes tendances" :

"*Il revient au mouvement ouvrier de s'unir au-delà des divergences compréhensibles pour refuser les diktats de l'Union européenne*", au lieu d'axer le combat contre le gouvernement et les institutions, l'Etat. Dans son éditorial Gluckstein a écrit que "*Peu ou prou, les dirigeants des autres partis issus du mouvement ouvrier entonnent le même refrain*", à sa façon le POI aussi, et la boucle est bouclée.

Du renoncement au combat contre l'Etat au social-patriotisme, un glissement droitier logique, inéluctable.

Page 7, dans une interview, Bruno Lemerle, secrétaire de la CGT du groupe PSA Peugeot Citroën à Sochaux, et si je ne m'abuse militant du POI affirme en réponse aux investissements de PSA en Chine, en Inde et en Russie : "*nous, on est contre la réimportation et la mise en concurrence des salariés*", point barre, donc PSA devrait continuer de produire en France pour que vous conserviez vos emplois, c'est bien cela, tandis que de leur côté les travailleurs chinois, indiens ou russes ont le droit de penser la même chose car eux aussi ils ont besoin de bosser pour survivre. On va où avec un tel raisonnement ?

Défendre son emploi est une chose, c'est parfaitement légitime, mais pas de n'importe quelle manière, certainement pas comme le POI s'y prend, c'est totalement inacceptable, le POI a repris à son compte les arguments qu'utilisaient hier les staliniens, arguments que les dirigeants du POI vilipendaient violemment à l'époque (OCI-PCI).

Le double langage permanent des dirigeants du POI.

D'un côté le gouvernement et l'Etat sont épargnés.

Extrait du communiqué du POI du 5 novembre : "*C'est ainsi que s'ouvrira la voie de la reconquête de la souveraineté populaire et de la démocratie, ce qui exige de s'émanciper des carcans de l'Union européenne.*" (...) "*L'issue exige, comme l'ont dit les travailleurs grecs, de chasser la troïka et l'ensemble de ses plans. Cela passera nécessairement par la rupture avec l'Union européenne, le FMI et la BCE.*", n''y cherchez pas trace du gouvernement, de l'Etat ou des institutions, vo-la-ti-li-sés !

D'un autre côté parce qu'ils leur arrivent de se souvenir que l'Etat et les institutions existent encore, le bureau nationale du POI du 5 novembre "*a décidé de préparer une plaquette de présentation du POI (reliant ses positions fondamentales et ses*

propositions présentes) pour unifier nationalement notre campagne", c'est l'os à ronger pour leurs militants qui supportent de plus en plus mal la politique droitière de leurs dirigeants.

L'intervention de Gauquelin dans la Tribune libre, - procédé malhonnête qui consiste à donner la parole à une dirigeant du POI, là en l'occurence du courant communiste internationaliste, sans le signaler aux lecteurs, est correcte sans entrer dans les détails, mais elle ne dépasse pas le cadre purement théorique, on ne la retrouve pas dans la pratique qui entre en contradiction avec elle, hélas !

En fait, ils ont conçu les courants socialiste, communiste et anarcho-syndicaliste du POI (et avant au PT), non pas pour construire le parti dont la classe ouvrière aura impérativement besoin pour prendre le pouvoir, mais uniquement pour assurer leur propre survie en tant que courant se réclamant du trotskysme, et ils se foutent pas mal que leur parti adopte une politique droitière pour y parvenir, Gauquelin en fait une nouvelle fois la démonstration.

On comprend aussi pourquoi *Informations ouvrières* reproduit des extraits de déclarations ou d'interviews de dirigeants du PS et ses satellites sans les commenter même très brièvement, sans démonter leur double langage, sans mettre en lumière leurs réelles intentions, laissant ainsi planer le doute sur celles-ci, selon la fable que ces dirigeants et ces partis pourraient un jour se ranger au côté de la révolution socialiste...

Dites-nous, comment s'appelle ce genre de procédés ? On dirait bien une manipulation, non ? Mais non, calomnie, c'est la démocratie de laisser les militants penser ce qu'ils veulent d'un article qu'on a soigneusement sélectionné avant de le porter à leur connaissance, ben voyons, il est bien connu qu'ils disposent des outils pour l'analyser comme il se doit sans se faire avoir...

Éditorial commenté de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 9 novembre 2011

Exercice de style : comment fonctionne le double langage des dirigeants des syndicats. Mailly à la manoeuvre.

G20

Pourvu que le G20 tienne toutes ses promesses :

"*Sur toutes les questions économiques et financières, il conviendra donc de voir si les déclarations sont effectivement suivies d'effet, ce qui n'est pas garanti.*". Non, sans blague !

Mailly est un homme heureux, il a été entendu au G20 :

" *Sur le plan social, nous avons obtenu que l'accent soit mis sur la croissance et l'emploi, sur l'instauration d'un socle de protection sociale, sur la nécessité de faire respecter les huit conventions internationales du travail, dites fondamentales, et sur un rôle plus important de l'Organisation internationale du travail face au FMI, à l'OMC et à la Banque mondiale. Les revendications que nous développons depuis plusieurs années avec la CSI ont été reprises, de manière plus soft, dans une déclaration commune, sur le plan international, des syndicats et du patronat. Là encore, il va falloir faire pression pour que tout cela s'applique.*" Il doit être le seul à y croire avec les dirigeants du POI qui votent systématiquement les résolutions de la direction de FO.

Chouette alors : Le G20 "*va dans le bon sens*" !

"*Autant les conclusions du G20 au niveau social vont dans le bon sens, autant le grand écart avec la politique nationale est marquant :*

- D'une part sur la forme. Alors qu'à l'occasion de la préparation du G20 les consultations syndicales ont eu lieu, en France ce fut le black-out total. Ce qui constitue un déni de démocratie, un mépris réel des travailleurs.

- D'autre part, sur le fond, on ne peut pas faire le constat de l'augmentation des inégalités sur le plan international et accroître celles-ci sur le plan national. On ne peut pas être progressiste sur le plan international et rétrograde sur le plan national."

Ils collaborent même au G20 ! Les dirigeants du G20, dont Sarkozy "*progressiste sur le plan international*", en voilà une perle, merci monsieur Mailly pour cette précision. Vive la collaboration de classes internationales !

Est-il exagéré de parler d'un complot international entre les dirigeants du vieux monde et ceux du mouvement ouvrier contre les travailleurs du monde entier ? Voilà ce que le POI (notamment) couvre sans cesse, y compris Gauquelin et son courant communiste internationaliste.

Budget 2012 de la France et plan d'austérité.

Côté jardin.

Il en redemande, pardi "*pour créer de la croissance*" !

"*Le Premier ministre avait annoncé un budget 2012 très rigoureux, le plus rigoureux depuis 1945! C'est en réalité un plan d'austérité qui suit une logique suicidaire et qui appelle sans aucun doute à d'autres plans d'austérité à court terme, puisqu'il ne contient aucune réponse plausible pour créer de la croissance.*". Suicidaire pour qui, l'Etat, les capitalistes, mais qui s'en plaindrait à part ceux qui font cause commune avec eux et leur souhaitent bon rétablissement.

Il s'attendait à quoi ? Lui il s'en tape, il n'est pas concerné !

Ah la croissance qui donne du "*grain à moudre*" aux réformistes qui peuvent ainsi camoufler plus aisément leur subordination incurable, irrévocable au capitalisme, qui permet d'entretenir leur fond de commerce, ils y tiennent.

Si la croissance accompagnait l'austérité, il n'y verrait aucun inconvénient, c'est ce que j'en déduis. Pour un peu il faudrait se réjouir que ce plan d'austérité ne soit pas plus violent.

En fait tous ces gens-là se lamentent hypocritement que la crise leur enlève le pain de la bouche et non de la bouche des travailleurs. De notre côté, nous estimons que la crise est une aubaine, car elle favorise la prise de conscience des travailleurs du fonctionnement du capitalisme, nous ne nous réjouissons pas des mauvais coups qu'ils prennent évidemment, mais nous incluons dans notre stratégie les sacrifices que les travailleurs devront subir inévitablement pour s'émanciper du capital, alors que les bureaucrates les conçoivent, soit dans la perspective d'un avenir meilleur qui ne serait pas près de voir le jour s'ils demeuraient à la direction du mouvement ouvrier, soit dans la perspective de la pérénité du capitalisme comme un moindre mal.

Côté cours

"*Le choix du gouvernement est donc révélateur. Ainsi, au lieu de préserver les travailleurs, de rétablir de la justice fiscale et de soutenir la croissance et l'activité, il a fait le choix délibéré de l'austérité sociale avec une baisse du pouvoir d'achat des ménages, l'amplification de la RGPP et notamment la compression des dépenses sociales et par là même il fait chuter la consommation, la croissance, l'emploi, amenant progressivement le pays vers une situation à la grecque.*"

Le gouvernement Sarkozy-Fillon aurait pu avoir l'intention ou l'objectif de "*préserver les travailleurs*", grotesque, il fallait oser y croire et le dire, voilà ce que les dirigeants du POI cautionnent ! En réalité, le gouvernement n'a conservé que l'austérité, pas de bol pour Mailly qui se lamente histoire de se positionner au côté des travailleurs... pour mieux les tromper.

Voilà que les gouvernements sont à leur tour victime d'un "*piège*", au moins Mailly pourra se lamenter avec eux, en famille quoi !

- "*Au final, le contenu de ce deuxième plan d'austérité constitue une fois de plus une réponse soumise à la dictature des agences de notation et montre l'incapacité des gouvernements à s'émanciper des marchés financiers.*"

Comme l'on très bien dit les camarades du groupe bolchevik, mettre en avant la dictature des agences de notation ne sert qu'à épargner les gouvernements de leur propre responsabilité, à détourner l'attention des travailleurs des institutions et des capitalistes qui en France profitent de la politique d'austérité, notre ennemi est dans notre propre pays, et non à Bruxelles ou Washington ou je ne sais où.

Tous ceux qui tiennent ce discours signifient qu'ils n'ont pas l'intention de combattre le gouvernement, l'Etat et le capitalisme, ne parlons même pas de les liquider...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Il suffit de vouloir pour pouvoir...

Interview de Luc Chatel, ministre de l'Éducation, par Le Figaro.

Quelles sont vos propositions ?

Elles s'articuleront autour d'un fil conducteur : donner plus de liberté tout en garantissant davantage de protection. C'est une ligne cohérente avec l'image du président protecteur que souhaite incarner Nicolas Sarkozy. Les thèmes qui nous préoccupent sont le temps de travail et le contrat de travail, la fiscalité et les finances publiques, la croissance et l'innovation.

(Traduction : augmenter le temps de travail et apporter plus de flexibilité dans le contrat de travail au profit des patrons, pour dégager une marge qui permettrait de financer la croissance et l'innovation (cadeaux aux patrons sous couvert de la recherche et du développement - note du site).

La majorité peut-elle gagner en disant aux Français qu'ils vont devoir faire des efforts jusqu'en 2016 ?

Dans un contexte de crise, il faut un président courageux, qui sache garder son sang-froid. Les Français sont lucides. Ils n'attendent pas du rêve. Ils sont prêts à faire des efforts mais veulent comprendre pourquoi nous leur demandons ces efforts. Quand Churchill a dit : «*Je vous promets du sang et des larmes*», il a ajouté «*mais à la fin je vous conduirai à la victoire*». La campagne permettra de donner le cap et l'horizon. Et, à mon sens, le cap doit être celui d'une nouvelle prospérité, d'une croissance pour tous. Il faut donner un message d'optimisme aux Français. La croissance est en nous si nous la voulons. Les efforts demandés ne sont pas gratuits. L'objectif, ce n'est pas de mourir guéri. (lefigaro.fr 09.11)

(La dramatisation, la peur qui vous pousse dans les bras d'un sauveur suprême, et si cela ne suffit pas, après la culpabilisation, la "*croissance est en nous si nous la voulons*", si nous ne l'avons pas c'est que nous n'avons pas fait tout ce qu'il fallait, on est coupable quelque part, en désespoir de cause il reste la méthode Coué, l'autosuggestion, la naïveté de croire que par miracle tout va finalement s'arranger, pendant qu'on continue de vous matraquer... - note du site)

1.2- Le "***dépaysement***", c'est bon pour les affaires auxquelles Sarkozy est mêlé... pour mieux les enterrer.

La Cour de cassation a rejeté mercredi la demande de dépaysement de l'affaire de proxénétisme instruite à Lille (Nord), dite du Carlton, demandée par le parquet général de la cour d'appel de Douai.

Un peu plus tôt dans la journée, le parquet général de la Cour de cassation s'était opposé à ce dépaysement, estimant qu'il "*n'avait pas de sens*". (AP 09.11)

1.3- La fable du centre ne prend plus quand la situation se radicalise, mais...

Le président du Nouveau centre, Hervé Morin, a annoncé hier sur BFM TV-RMC, qu'il annoncera sa candidature le 27 novembre. Les sondages le créditent régulièrement d'un petit 1 ou 2%. (liberation.fr 09.11)

1.4- Mélenchon une fois gavé, dévoile ses batteries... de poulets.

Dans une interview à 20minutes.fr, "*Nos dirigeants sont des poulets d'élevage héritiers des trente glorieuses. Ils sont dans le monde d'avant, celui des carrières perpétuelles et de l'équilibre de Yalta. Ils ne voient pas que la saison des tempêtes est de retour.*".

(Il en est lui-même le pur produit, mais il ne s'en rend pas compte - note du site)

A la lecture de votre programme antilibéral, on se dit qu'il serait illogique que vous appeliez à voter pour le PS en cas de second tour Hollande-Sarkozy?

(...) Mais si ce n'est pas moi en tête de la gauche au soir du premier tour, je n'aurai pas le choix.

(Trop facile quand on sort du même tonneau, en réalité on a toujours le choix - note du site)

Le programme du Front de gauche est-il communiste?

Il a une inspiration communiste et le PC est mon allié. Ce que j'incarne au Front de gauche, c'est une sorte de synthèse moderne des idées qui sont dans le communisme. En y apportant le socialisme, la République et l'écologie politique. Mais je n'ai pas honte du mot «*communisme*», au contraire, c'est un beau mot qui parle du bien commun. En revanche, ce n'est pas un programme communiste: il ne propose pas la nationalisation de l'économie, mais la socialisation de certains secteurs. (20minutes.fr 09.11)

(Ouf ! Le renégat dans le costard du fossoyeur du communisme, il ne pouvait pas trouver pire alliés pour continuer cette sale besogne... Si l'on fait du vin ou du vinaigre à partir du raison, du vinaigre il ne sortira jamais du vin ! - note du site)

1.5- Comment tenir en vie le plus longtemps possible le cadavre puant du stalinisme

Stéphane Courtois, historien du communisme et directeur de recherche au CNRS répond aux questions de 20minutes.fr

Le parti de la place du Colonel Fabien compte beaucoup de militants proportionnellement à son poids politique. Quelque 135.000 personnes sont encartées au PCF, sensiblement autant qu'au PS, par exemple. Loin devant le NPA qui, même à la meilleure époque en 2008, auréolé des 4% de Besancenot après 2007, a plafonné autour des 9.000 militants. C'est également un parti qui, malgré son effritement, conserve un important maillage territorial d'élus, héritage de ses années fastes. Il y a 10.000 élus communistes, dont presque un dixième de maires, treize députés et 19 sénateurs. Avec des bastions d'importance, dans le Val-de-Marne, en Seine-Saint-Denis ou dans le Nord. Autre basion du PCF, relève Stéphane Courtois, la CGT.

«*Dans l'enseignement, à l'université, dans les médias, il y a toujours une révérence positive à l'égard du communisme*», explique l'historien. On peut également y ajouter la Fête de l'Huma, qui attire toujours les foules. Autour de 600.000 personnes se pressent à la Courneuve chaque année. En deçà des chiffres des années 80, bien sûr, mais cela reste un rendez-vous couru. Pas forcément politique, tempère toutefois l'historien, pour qui les groupes de musique invités sont «*dépolitisés*», à la différence des années 80. (20minutes.fr 09.11)

1.6- Il est des nôtres chantent-ils en coeur... A bas les privilèges !

Indélogeable. Malgré les demandes répétées de la Ville de Paris, Jean-Pierre Chevènement refuse de quitter le logement social qu'il occupe depuis 1983, rue Descartes, dans le Ve arrondissement de la capitale, à deux pas du Panthéon. Quelque 120m2 de surface pour un loyer de 1519 euros, soit moins de la moitié du prix du marché.

La mairie de Paris n'a eu pourtant eu de cesse de le relancer. En juillet dernier, à la suite d'un rapport accablant de la Chambre régionale des comptes d'Ile de France, le président de la RIVP, le maire PS du IIIe arrondissement Pierre Aidenbaum, s'est fendu d'un courrier lapidaire.

Jean-Pierre Chevènement finira alors par accepter - «*non sans difficulté de négociation*», note Pierre Aidenbaum - une réévaluation d'un loyer «*manifestement sous-évalué*», qui est passé de 1271€ à 1519€. Mais pas question de quitter l'appartement et de céder face à la Ville de Paris, qui cherche selon lui à «porter atteinte à (sa) réputation d'honnêteté». Jean-Pierre Chevènement le soutient mordicus : il ne commet rien d'illégal en occupant un logement social. «*Ce n'est pas une question de légalité, c'est une question de justice sociale*», rétorque Pierre Aidenbaum, joint par L'Express.fr. Le maire socialiste note qu'avec son indemnité parlementaire de 5700 euros et sa retraite d'ancien ministre, le candidat à la présidentielle, assujetti à l'impôt sur la fortune selon ses opposants belfortains, a «*largement les moyens de se loger ailleurs dans Paris*». (lefigaro.fr 09.11)

1.7- Encore un coup d'épée dans l'eau

Le Sénat, à majorité de gauche, a supprimé dans la nuit de mardi à mercredi, dans le cadre de l'examen du projet de budget de la sécu pour 2012, le dispositif d'exonération des heures supplémentaires prévu dans la loi Tepa de 2007, mesure emblématique du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Le dernier mot reviendra toutefois aux députés et à la majorité présidentielle. (lemonde.fr 09.11)

Question à cent balles : S'ils parviennent au pouvoir en 2012, reviendront-ils sur l'exonération des heures supplémentaires et toutes les mesures antisociales adoptées depuis deux ou trois décennies ? L'expérience passée (en 81) prouve que non, sauf sur des bricoles, histoire de donner du "*grain à moudre*" à tous les collaborateurs du régime.

2- Grèce

Le Premier ministre grec, George Papandréou, a annoncé sa démission mercredi et les dirigeants politiques ne parviennent apparemment pas à se mettre d'accord sur le nom de son successeur, qui doit prendre la tête d'un gouvernement d'union chargé d'éviter la faillite au pays.

Après trois jours d'âpres négociations, Filippos Petsalnikos, l'actuel président du Parlement, avait été donné dans l'après-midi comme le probable successeur de Papandréou.

Mais selon des sources proches des discussions, de nombreux élus du Parti socialiste (Pasok) et de Nouvelle Démocratie, le parti conservateur d'opposition, seraient hostiles à ce choix.

Plusieurs députés ont ressorti le nom de Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), qui faisait en début de semaine figure de grand favori pour le poste de Premier ministre.

La candidature Papademos "*a rencontré des problèmes de la part des deux partis*", avait dit mercredi une source politique à

Reuters. Selon certains médias grecs, Lucas Papademos aurait posé des conditions que ni le Pasok ni Nouvelle Démocratie n'auraient acceptées.

"*La seule solution, c'est Papademos. S'il accepte d'ici demain matin, nous serons en mesure d'avoir un gouvernement fort qui sortira le pays de la crise*", a dit à Reuters le député du Pasok Spyros Vougias.

Le nom du président de la Cour européenne de justice, Vassilios Skouris, a également été évoqué.

Le ministre des Finances, Evangelos Venizelos, devrait conserver son portefeuille, a-t-on dit de source proche du Pasok.

Prévue mercredi en fin d'après-midi, la réunion entre les dirigeants des partis politiques autour du président Karolos Papoulias a été repoussée à jeudi matin à 08h00 GMT, a annoncé la présidence.

En annonçant sa démission, George Papandréou n'a pas cité le nom de son successeur.

Les négociations ont marqué le pas en raison de querelles intestines au sein de Nouvelle Démocratie. Selon des sources politiques, certains élus de ND accuseraient Antonis Samaras, chef de file du parti, de faire trop de concessions, notamment en effectuant un virage à 180° sur l'acceptation des mesures d'austérité assorties au plan de sauvetage financier. (Reuters 09.11)

3- Italie.

Silvio Berlusconi a confirmé mercredi qu'il démissionnerait de la présidence du Conseil italien une fois entérinées les réformes économiques d'urgence réclamées par l'Union européenne.

Il a en outre a défendu sa préférence pour la tenue d'élections législatives anticipées, auxquelles il ne se présentera pas.

"*Nous devons d'urgence adresser à l'Europe et au monde un signal fort montrant que nous prenons la situation au sérieux*", a-t-il dit par téléphone, lors d'une émission télévisée.

Le chef de l'Etat, Giorgio Napolitano, a préconisé des mesures immédiates pour rétablir la confiance des marchés financiers dans l'Italie.

"*L'Italie, en tant que pays, doit retrouver sa crédibilité et la confiance de sa population pour s'extraire d'une ornière très dangereuse sur les marchés financiers, en ce qui concerne notre dette publique et les conditions auxquelles sont soumises nos institutions bancaires*", a-t-il dit lors d'une cérémonie au palais du Quirinal, le siège de la présidence.

"*Cela requiert un engagement immédiat et prolongé en faveur de notre dette publique*", a-t-il ajouté.

Dans l'après-midi, il a estimé que la nouvelle loi de stabilité financière serait adoptée d'ici quelques jours.

Silvio Berlusconi a promis de démissionner après avoir perdu sa majorité absolue à la Chambre des députés mardi lors de la ratification des comptes publics 2010. Ceux-ci ont été validés par 308 voix sur 630.

Mais il entend rester en fonctions jusqu'à l'adoption du nouveau budget, qui devait être voté d'ici la fin du mois mais dont l'examen à la Chambre des députés pourrait être accéléré.

Le président du Sénat, Renato Schifano, va demander aux élus de la chambre haute d'adopter la loi sur la stabilité financière d'ici la fin de cette semaine, dit-on de source politique. Le président de la chambre basse a lui aussi indiqué qu'il s'efforcerait de faire en sorte que la loi soit adoptée définitivement d'ici dimanche, a-t-on appris au parlement.

Il a rappelé son opposition à toute forme de gouvernement de transition ou d'union nationale - choix que privilégient l'opposition et nombre d'acteurs sur les marchés financiers -, assurant qu'à ses yeux, l'organisation de législatives anticipées était la seule issue viable.

Le chef de file de l'opposition de centre gauche, Pier Luigi Bersani, a jugé peu probable la formation d'un cabinet d'union nationale, en raison de la résistance de la droite à cette idée, et estime que des législatives anticipées, qu'il ne souhaite pas, sont vraisemblables.

Dans une interview que publie le quotidien La Stampa, "Il Cavaliere" pense que ce scrutin pourrait se tenir début février et que l'ancien ministre de la Justice Angelino Alfano, actuel secrétaire général du Peuple de la liberté (PDL, droite), en sera le candidat

au poste de président du Conseil.

"*Je démissionnerai dès que la loi budgétaire aura été adoptée, et comme j'estime qu'il n'y a pas d'autre majorité possible (dans l'actuel parlement-NDLR), je pense que des élections auront lieu au début de février, et je ne serai pas candidat*", dit-il dans l'interview.

L'aspiration de Berlusconi à de nouvelles élections est contestée au sein même du PDL. Deux courants de ce parti, Grande Sud, de Gianfranco Micciche, et celui de l'ex-ministre de l'Industrie Claudio Scajola s'y opposent en estimant que cela accroîtrait l'instabilité de la Péninsule. (Reuters 09.11)

Et pourquoi Berluconi n'a-t-il pas déjà démissionné ? Réponse : "*Mardi après-midi, le gouvernement de centre droit a remporté à la Chambre un vote sur les comptes publics 2010 grâce à l'abstention de l'opposition, mais sans parvenir à obtenir la majorité absolue des 630 voix que compte l'assemblée.*" (Reuters 08.11) Parce que ce qu'ils appellent l'opposition s'est abstenue au lieu de voter contre. Si elle avait voté contre Berlusconi et son gouvernement tombait.

Social

1- France

Selon une étude réalisée par le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), 79% des personnes interrogées souhaiteraient en apprendre davantage en matière de finance au cours de leur scolarité. Ils sont même 86% chez les 18-24 ans. De plus, 77% se disent prêts à suivre une formation dans leur entreprise.

Et trois sondés sur quatre ont une idée précise de ce qu'ils dépensent chaque mois. (20minutes.fr 09.11)

On y est obligé quand on a à peine de quoi survivre ou que votre niveau de vie ne cesse de baisser.

2- Grande-Bretagne

Des milliers d'étudiants londoniens 10 000 selon les organisateurs, 2 000 selon la police ont manifesté mercredi dans la capitale du Royaume-Uni contre la hausse des frais de scolarité à l'université. Le Comité national contre les frais et les coupes budgétaires dénonce les plans du gouvernement, qui souhaiterait 'privatiser' ses universités.

'*C'est un cabinet de millionnaires qui nous dit que l'on va devoir payer trois fois plus de frais universitaires*', s'insurge sur le site de la BBC Michael Chassum, le leader de la contestation. Depuis des mois, le gouvernement britannique tente de faire passer sa réforme des universités et de leur financement, inspirée du modèle américain. Cette réforme signifie un doublement voire un triplement des frais d'entrée : dès 2012 il en coûterait près de 10 000 euros par an à chaque étudiant.

Quatre mille policiers encadraient la manifestation de mercredi. En cas de débordements, consigne leur a été donnée de tirer avec des balles en caoutchouc. (lemonde.fr 09.11)

3- Libye

Le Premier ministre libyen a été contraint d'intervenir personnellement mercredi à Tripoli pour calmer une foule de combattants en colère qui réclamaient leur solde, leur intégration dans une armée nouvelle ou des emplois, maintenant que les affrontements ont cessé dans le pays.

"*Le gouvernement doit former une armée et nous voulons en faire partie*", a déclaré l'un des manifestants, Mohammed Chaabane. "*Nous avons fait la révolution et nous voulons participer à l'avenir de ce pays.*"

Apparemment rassurés, les combattants se sont ensuite dispersés dans le calme.

Interrogé par Reuters, le Premier ministre a déclaré que le nouveau régime avait besoin des milliards de dollars gelés sur les comptes à l'étranger de Mouammar Kadhafi, tué le mois dernier à Syrte.

"*Cet argent appartient à la Libye. Nous ne demandons pas l'aumône*", a-t-il expliqué.

Plusieurs milliards de dollars ont déjà été remis aux nouvelles autorités libyennes mais la majeure partie de la fortune de l'ancien "*guide*", estimée à 150 milliards de dollars, n'est toujours pas débloquée.

Il s'agit notamment, a-t-il ajouté, de donner du travail aux combattants démobilisés. "*Pas question de leur dire simplement: 'OK,*

rendez votre fusil et rentrez chez vous', ce n'est pas cela notre approche."

"*Nous allons étudier les problèmes, mettre au point des réponses et faire en sorte que ces gens ne se sentent plus abandonnés*." (Reuters 09.11)

Economie

1- La Bourse ou la vie

1.1- Wall Street a chuté de 3,20% mercredi, effaçant ainsi d'un coup les gains cumulés depuis le début de la semaine. Le S&P-500, plus large, a perdu 3,67%et le Nasdaq Composite a reculé de 3,88%.

Tous les indices sectoriels S&P ont fini dans le rouge, celui relatif aux sociétés financières ayant le plus chuté (-5,44%), les investisseurs se débarrassant des valeurs bancaires en raison de leurs inquiétudes concernant l'exposition à la dette européenne.

L'indice bancaire KBW a de son côté plongé de 5,90%.

Les rendements des obligations d'Etat italiennes à 10 ans ont dépassé mercredi le seuil critique de 7%, avec un pic de 7,502% en séance.

"*Nous n'avons aucune vision claire des choses (...) la situation est très mouvante avec des responsables politiques au centre du jeu*" a noté Robbert Van Batenburg, chargé de la recherche actions chez Louis Capital. (Reuters 09.11)

Parce que les "*responsables politiques au centre du jeu*" sont incapables d'une part, de faire accepter de nouveaux sacrifices au prolétariat de l'UE (qui est fortement mobilisé en Grèce, cela va venir dans tous les autres pays, un peu de patience), et d'autre part, ils sont incapable de l'affronter directement pour leur imposer. La question à l'ordre du jour est bien politique, celle du pouvoir et de l'Etat, dans les deux camps en présence.

1.2- L'indice CAC 40 a fini en baisse de 2,17% dans le sillage de la place milanaise en chute de 3,78%.

La Bourse de Londres a reculé de 1,92%, celle de Francfort de 2,21% et l'indice EuroStoxx 50 de 2,34%.

L'indice Stoxx des banques européennes (-3,67%) et celui des assureurs (-4,38%) signent les deux plus fortes baisses sectorielles en Europe.(Reuters 09.11)

2- UE.

2.1- Au bord de l'éclatement.

José Manuel Barroso a mis en garde mercredi contre les coûts économiques d'éventuelles scissions au sein de la zone euro.

Lors d'un discours à Berlin, le président de la Commission européenne a jugé qu'un éventuel renforcement de l'intégration en matière de politique économique ne devait pas se faire au prix d'une Union européenne à plusieurs vitesses.

"*Il ne saurait y avoir paix et prospérité au Nord et à l'Ouest s'il n'y a pas paix et prospérité au Sud et à l'Est*", a-t-il dit.

Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, a lui aussi jugé que les pays de la zone euro devaient tenter de sortir de la crise ensemble et non se diviser.

"*L'Europe est de plus en plus petite et le moment n'est pas venu de nous diviser en sous-catégories nationales, nous devons aller de l'avant ensemble*", a-t-il dit à Lisbonne en réponse à une question sur une éventuelle scission de la zone euro en deux groupes.

Herman Van Rompuy a abondé dans ce sens.

"*L'objectif est de maintenir l'unité de la zone euro, avec tous les 17 pays membres*", a déclaré le président du Conseil européen lors d'un déplacement en Suisse. (Reuters 09.11)

2.2- "***Rien ne semble en mesure de satisfaire les marchés***.

Rien ne semble en mesure de satisfaire les marchés. Les investisseurs souhaitaient le départ de Silvio Berlusconi. Ils l'ont eu. Ils voulaient qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy s'entendent pour résoudre la crise de la zone euro. Ils se sont mis d'accord. A chaque fois, le marché a commencé par se réjouir des avancées obtenues puis il a replongé. La question mérite d'être posée : que veulent les marchés ? Quelles mesures pourraient être prises pour sortir de la spirale destructrice dans laquelle nous sommes ?

Pour Xavier Gandrille, président de la société de gestion Amplégest, il faut apporter deux réponses. « *Il faut d'abord s'occuper du passé et déterminer qui prend en charge les pertes. Il faudrait que la BCE se porte garant de toutes les dettes publiques en Europe. Peut-être qu'elle n'aurait même pas à exercer cette garantie mais elle aurait un effet stabilisateur* ». Il faut aussi que l'avenir soit assuré. « *Le marché a besoin d'être rassuré sur la zone euro. Une règle d'or budgétaire doit être appliquée dans tous les pays. De ce point de vue des eurobonds sont une bonne solution. Dans tous les cas, un transfert fiscal des pays les mieux lotis vers ceux qui vont moins bien est attendu* ».

Du côté de Xavier de Villepion, vendeur actions de Global Equities, les attentes portent sur plus de clarté et de rapidité. « *Les marchés veulent une cohérence politique et une orthodoxie budgétaire. Mais cela paraît vraiment long et inachevé. Les investisseurs perdent patience* ». (lefigaro.fr 09.11)

3- Grèce

Les Grecs ont retiré une partie de leurs économies des banques du pays au cours de la semaine écoulée en raison de la crise politique et de leur crainte d'un abandon de l'euro, a-t-on appris mercredi de sources bancaires.

Selon un banquier ayant requis l'anonymat, les Grecs ont retiré jusqu'à cinq milliards d'euros, soit près de 3% du montant total des dépôts.

"*De nombreuses personnes ont retiré leur argent des banques jeudi et vendredi et les convoyeurs de fonds ont eu du mal à approvisionner les banques en liquide pour répondre à cette demande extraordinaire*", a-t-on dit d'une autre source bancaire, également sous le sceau de l'anonymat.

"*Nous en sommes arrivés au point où des clients demandent à retirer jusqu'à 600.000 ou 700.000 euros en liquide pour ramener l'argent chez eux, c'est incroyable*", a dit le premier banquier. "*Le système est mis à rude épreuve.*"

Ce banquier dit que son établissement en est venu à proposer jusqu'à 7% de rémunération pour certains comptes afin de convaincre les clients de ne pas toucher à leur argent.

Dans une agence athénienne de la National Bank, la plus grande banque du pays, on a pu entendre un employé dire à un autre: "*Beaucoup d'argent a été retiré vendredi.*"

Le montant des dépôts a chuté de plus de 21% depuis janvier 2010, date à laquelle la Grèce a sombré dans la crise de la dette, et les banques du pays s'appuient de plus en plus sur la Banque centrale européenne pour couvrir leurs besoins en liquidités.

La dernière vague de retraits concerne essentiellement des comptes au détail alors qu'un premier mouvement l'an dernier avait conduit les clients les plus aisés à transférer à l'étranger une partie de leur épargne, a dit un banquier. (Reuters 09.11)

4-Italie

4.1- Les difficultés de l'Italie annoncent une "*nouvelle phase, encore plus dangereuse de la crise de la dette en Europe*", a déclaré mercredi Mohamed El-Erian, directeur général de PIMCO, premier gestionnaire mondial de fonds obligataires.

La Banque centrale européenne (BCE) peut agir pour casser une spirale infernale mais ne peut être efficace que si ses actions sont soutenues par une série d'autres mesures, a-t-il dit à Reuters. (Reuters 09.11)

4.2-Le rendement des obligations à dix ans a atteint 7,40% mercredi, au lendemain de l'annonce de la démission prochaine du chef du gouvernement, Silvio Berlusconi.

"*Sept pour cent n'est pas soutenable sur plusieurs années. Cela doit finir par descendre. Sinon, nous sommes en danger*", a estimé Jan Randolph, responsable de l'analyse du risque souverain chez IHS Global Insight.

L'envolée des taux rend de plus en plus coûteux son refinancement sur les marchés, or l'Italie doit lever 300 milliards d'euros pour la seule année 2012. (AP 09.11)

5- Allemagne

La croissance économique de l'Allemagne devrait passer sous les 1% du produit intérieur brut (PIB) en 2012, à 0,9%, en raison de l'incertitude généralisée et de la pression en faveur de la réduction des dettes des pays riches, a estimé mercredi la commission d'économistes indépendants auprès du gouvernement.

Pour 2011, ils prévoient 3% de croissance, contre 3,7% en 2010.

Ces économistes jugent critique de maîtriser la crise de la dette dans la zone euro et suggèrent, en cas d'échec des solutions actuelles, la mise en place d'un "*pacte de remboursement de la dette*" qui inclurait un fonds garanti conjointement par les 17 pays de la zone euro.

La chancelière Angela Merkel s'est montrée sceptique sur cette question, soulignant que cela "*nécessiterait un grand nombre de modifications des traités (européens).*"

Les cinq économistes tablent sur une croissance de la première économie de la zone euro de seulement 0,9% en 2012, voire 0,4% si la crise continue de s'amplifier, et même une légère contraction de l'économie en cas de stagnation du commerce international. La croissance allemande est actuellement tirée par les exportations et une demande intérieure en hausse. (AP 09.11)

Haut de page

Le 11 novembre

CAUSERIE

1- Au nom de l'intérêt général.

1.1- Quand il y en a pour les uns...

Le secteur de l'hôtellerie de luxe semble avoir eu gain de cause. La nouvelle taxe sur les nuitées d'hôtels à plus de 200 euros sera supprimée, affirment les organisations patronales du secteur. Ils s'exprimaient à l'issue d'une rencontre avec le secrétaire d'Etat au tourisme, Frédéric Lefebvre.

Votée en septembre au Parlement, la taxe est entrée en vigueur au 1er novembre. Si elle avait été maintenue, cette taxe se serait ajoutée à la hausse prévue de la TVA dans le secteur au 1er janvier, conformément aux annonces du premier ministre.

Dès l'annonce du plan d'économie , le groupe hôtelier Accor notamment, par la voix de son directeur général délégué, Yann Caillère avait demandé que hausse de TVA et taxe sur les nuitées se s'ajoutent pas. (lemonde.fr 10.11)

1.2- ... il ne peut pas y en avoir pour les autres.

Le gouvernement envisage d'infliger des amendes aux salariés ayant bénéficié d'un arrêt maladie injustifié, dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale, a-t-on appris jeudi 10 novembre auprès du ministère du travail. "*Un texte réglementaire est en cours de préparation et devrait sortir d'ici la fin de l'année*", a indiqué le ministère, confirmant une information diffusée par Europe 1.

"*Le gouvernement oublie de rappeler que ce sont les médecins qui prescrivent la durée des arrêts maladie : ce ne sont donc pas les malades qui doivent être tenus responsables d'un arrêt qui semblerait injustifié*", a indiqué dans un communiqué la Fédération nationale des accidentés de la vie (Fnath), association de malades et de personnes handicapées, en s'interrogeant sur les possibilités de recours.

"*Si pénalités il doit y avoir, ce sont les médecins traitants qui doivent les subir. Ce n'est pas à la personne en arrêt de faire les frais d'une approche différente entre deux médecins sur l'opportunité et la durée de leur arrêt*", poursuit l'association, qui revendique 200 000 adhérents. (lemonde.fr 10.11)

2- Ils s'entre-déchirent.

Malgré les promesses d'unité, la guerre des nerfs entre Jean-François Copé et François Fillon continue - LeMonde.fr -

Bougrab et Klarsfeld fatigués par les accents nationalistes de l'UMP - L'Express.fr

Le Conseil constitutionnel censure la classification de lieux secret défense - AP

Dati sanctionne deux de ses adjointes - L'Express.fr -

Les libéraux veulent exister - 20minutes.fr

A droite, les courants s'agitent - L'Express.fr

3- Procéder par abstraction... pour mieux promouvoir la dictature des marchés. Mode d'emploi.

Titre : *Chute de Berlusconi: «L'impérialisme des marchés» plus fort que «le jeu de la démocratie»*

«*Où s'arrêtera le déluge d'une crise financière qui en, dix mois, a déjà emporté cinq chefs de gouvernement?*», s'interroge Vincent Giret dans *Libération*, soulignant que «*ce ne sont pas des foules de manifestants en colère, mais les agences de notation et les marchés financiers qui ont crié un retentissant "dégage!"*». (20minutes.fr 10.11)

Impasse sur le fait que ces "*chefs de gouvernement*" sont tombés pour avoir suivi à la lettre la politique qui leur était dictée par les marchés, une fois parvenu à l'objectif que l'aristocratie financière s'était fixé, c'est-à-dire, étrangler les Etats de façon à ce qu'ils ne soient plus en mesure de rembourser leurs dettes, pour justifier ensuite l'application de plans d'austérité contre les travailleurs, compte tenu à la fois que le marché mondial ne permettait pas d'assouvir leur soif insatiable de profit et de trouver des placements avantageux pour les masses colossales de capitaux qu'ils avaient déjà accumulées, les privatisations programmées en Grèce, en Italie, en Espagne et au Portugal devraient combler ce besoins...

Mais surtout ce que les médias taisent délibérément, c'est l'impossibilité de ces "*chefs de gouvernement*" de faire accepter ces brutales mesures antisociales à leurs populations, la résistance des exploités qui ne se manifestent certes pas au plan national ou de manière organisé, mais qui s'exprime par mille et une manière comme on le constate dans chaque pays, par des grèves et des manifestations, le refus d'accepter un emploi sous-payé, le développement du travail au noir, en réduisant volontairement leur consommation quand cela ne leur est pas déjà imposé, les travailleurs ont démontré qu'ils n'étaient pas à court d'imagination dans ce domaine, les Grecs en tête, les fonctionnaires entravant le fonctionnement des ministères, le refus des agents équivalents d'EDF en Grèce de procéder à des coupures de courant pour les familles qui ne peuvent payer leurs factures, etc. Sur le plan politique, le rejet massif de tous les partis institutionnels et la méfiance grandissante envers les institutions, l'abstention lors d'élections, etc. leur cauchemar, car à terme cela signifie la remise en cause du régime, de l'Etat capitaliste ou bourgeois.

Ce qui est également intéressant dans le constat que dressent les médias aux ordres, c'est qu'ils décrivent les marchés comme une dictature opposée à la démocratie, ce qui est à la fois vrai et faux, ce qui n'est pas vraiment un problème, car en mettant en lumière les régimes existant dans ces pays, la complicité ou la collusion entre les différents gouvernements et les marchés démontre qu'en fait de démocratie, ces peuples vivaient inconsciemment sous une dictature qui ne voulait pas dire son nom, et qui se drappait dans les oripeaux d'une démocratie (bourgeoise) coïncidant avec les intérêts d'une seule classe (décadente, corrompue...), celle des exploiteurs, mettant ainsi à l'ordre du jour, le combat non pas pour le retour à une démocratie au service de la classe des capitalistes et dont la situation actuelle est le produit ou le prolongement, la ligne politique réactionnaire adoptée par le POI notamment, mais le combat pour en finir avec cette démocratie qui se confond avec la dicature du capital, une démocratie qui ne pourrait voir le jour que lorsque la classe ouvrière et toutes les couches exploitées auront renversé la classe au pouvoir et seront devenues la classe dominante.

4- Chronique annoncée

En Italie : Mario Monti, ancien Commissaire européen désigné par Berlusconi, l'homme de Bruxelles formé aux Etats-Unis ; en Grèce : Lucas Papadémos, ancien vice-président de la BCE ; France : Dominique Strauss-Kahn ex-directeur général du FMI, excusez-moi, pour lui c'est rapé...

En coeur en haut : Les banquiers au pouvoir, les banquiers au pouvoir... Ça c'est aujourd'hui...

En coeur en bas : Les banquiers à l'échafaud, les banquiers à l'échafaud... Ça c'est pour demain...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Bouc émissaire

L'UMP s'est prononcée, jeudi 10 novembre, pour un retour à la loi Pasqua de 1993 sur l'acquisition de la nationalité.

Actuellement, en vertu du droit du sol, tout enfant né en France de parents étrangers devient, sauf refus de sa part, automatiquement français à sa majorité s'il vit en France ou a vécu en France pendant cinq ans depuis ses 11 ans. Désormais, il devrait, à 18 ans, "*en faire la demande*" écrite, préconise le parti majoritaire parmi les 15 propositions de son "*atelier*" sur "*La Nation dans la mondialisation*", destinées à alimenter le projet pour 2012 du futur candidat Nicolas Sarkozy. (lemonde.fr 10.11)

2- Grèce

2.1- Le nouveau gouvernement grec sera dirigé par Lucas Papadémos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), et prêtera serment vendredi à 12h00 GMT, a annoncé la présidence grecque.

Le chef de l'Etat, Karolos Papoulias, a reçu jeudi matin les dirigeants des principaux partis politiques, dont le Premier ministre sortant, le socialiste Georges Papandréou, mais aussi Lucas Papadémos, également ex-gouverneur de la banque nationale.

"*Je suis convaincu que la participation du pays à la zone euro constitue une garantie de stabilité monétaire. Nous devons tous être optimistes quant à l'issue tant que nous ferons preuve d'unité*", a déclaré le Premier ministre désigné.

Les discussions entre dirigeants politiques grecs autour du Premier ministre désigné se sont achevées jeudi soir sans annonce sur la composition du futur gouvernement, a-t-on appris auprès d'un responsable du gouvernement sortant.

Lucas Papadémos a précisé qu'aucune date précise n'avait été arrêtée quant à des élections législatives anticipées en 2012, celle du 19 février n'étant, dit-il, qu'une préférence. (Reuters 10.11)

Ce qui est extraordinaire dans la plupart descommentaires que l'on peut lire dans les médias ou la presse nationale, c'est qu'ils évoquent les marchés qui s'estiment satisfaits de cette nomination, le PASOK et la Nouvelle Démocratie qui vont finir par s'entendre, mais ils oublient systématiquement les masses grecques comme si elles comptaient pour du beurre, alors qu'elles sont l'unique facteur qui empêche les marchés et les partis institutionnels grecs d'agir à leur guise par crainte de la réaction violente des travailleurs. Cela relève de la désinformation.

2.2- Il y a une certaine ironie à voir Lucas Papadémos désigné Premier ministre pour aider la Grèce à survivre dans la zone euro: il fut en effet l'un de ceux qui ont facilité l'adoption de la monnaie unique par son pays.

Il a glané assez de respect auprès des dirigeants européens et des marchés financiers pour être nommé, à sa surprise, vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), l'un des plus hauts postes internationaux jamais occupés par un Grec.

Nul doute que son parcours, ainsi que le temps passé à la Réserve fédérale de Boston, font de lui l'homme le plus compétent pour mesurer les répercussions économiques et internationales de la crise de la dette grecque.

Lucas Papadémos s'est attiré maintes critiques comme gouverneur de la Banque centrale à la fin des années 1990, pour avoir dit que la bourse grecque nourrissait une dangereuse bulle spéculative. Quand les actions ont entamé leur inévitable dégringolade, certains l'ont accusé de l'avoir déclenchée.

Il a fait aussi l'objet de critiques à la BCE lorsqu'il est devenu apparent que les chiffres de la dette grecque utilisés pour faire entrer la drachme dans l'eurozone ne prenaient pas en compte les énormes dépenses militaires du pays.

En réponse, il a expliqué qu'il l'avait fait comprendre aux responsables européens quand il était gouverneur de la Banque centrale grecque et qu'ils l'avaient accepté.

"*Il a besoin de beaucoup de temps pour prendre une décision*", dit un ancien collègue de la Banque centrale. "*Je me demande si son style fonctionnera à un moment où la Grèce a besoin d'un dirigeant solide et aux prises de décision rapides.*"

Il est certainement prudent et ne joue pas cartes sur table.

Mais personne à Francfort ne dira qu'il ait jamais enfreint les réglementations de la BCE.

Lorsqu'il était à la BCE, il a plutôt fait profil bas, assis à côté de son président d'alors, Jean-Claude Trichet, lors des conférences de presse, et ne dévoilant que ponctuellement des informations sur les travaux internes de la BCE.

Toutefois, avoir gagné le respect de ses pairs et des marchés financiers ne garantit pas que la prévenance discrète de Lucas Papadémos réussira à sortir la Grèce de la crise. (Reuters 10.11)

Traduisons: à faire cesser les grèves, occupations et manifestations... On ne lui souhaitera pas bon courage.

3- Italie

3.1- L'ancien commissaire européen Mario Monti faisait figure de favori jeudi pour succéder à Silvio Berlusconi à la tête du gouvernement italien et tenter de contrer l'envolée des coûts d'emprunt du pays, une nouvelle qui a brièvement soulagé les Bourses européennes.

Cet économiste de 68 ans, ancien commissaire européen et aujourd'hui président de l'université Bocconi de Milan, est considéré depuis des semaines par les marchés comme le meilleur candidat susceptible de diriger un gouvernement d'unité nationale et de mettre en oeuvre d'urgence les mesures d'austérité nécessaires au redressement des comptes du pays.

Dans un revirement clé jeudi, le Peuple de la liberté (PDL) au pouvoir a tempéré son insistance à organiser des élections législatives anticipées et a dit envisager l'option d'un gouvernement dirigé par Mario Monti, soulageant les marchés européens qui ont affiché un net rebond après une ouverture en baisse.

Silvio Berlusconi le connaît et le respecte. C'est d'ailleurs lui qui l'avait présenté à Bruxelles comme candidat «indépendant», en 1994, pour représenter l'Italie à la Commission européenne. Il estime aujourd'hui «*inévitable*» sa nomination au Palais Chigi et lui a transmis par télégramme ses «*félicitations*» pour sa toute fraîche nomination à la dignité de sénateur à vie. «*Elle témoigne des très importants mérites que vous avez gagnés dans les domaines scientifique et social*.»

Les Bourses ont toutefois effacé leurs gains dans la matinée après des propos du ministre de l'Intérieur Roberto Maroni selon lesquels son parti, la Ligue du Nord, alliée de Silvio Berlusconi dans la coalition au pouvoir, ne soutiendrait pas un nouveau gouvernement dirigé par Mario Monti et que des élections anticipées constituaient la seule option réaliste pour le pays.

Le président italien Giorgio Napolitano a nommé Mario Monti sénateur à vie mercredi. Les investisseurs y ont vu le signe qu'il lui demanderait de tenter de former un gouvernement dès le départ de Silvio Berlusconi, attendu dans les prochains jours.

Luigi Bersani, le leader du Parti démocrate (PD), la principale formation de gauche, applaudit: «*Un choix excellent qui enrichira le Parlement*», a-t-il dit en apprenant sa nomination de sénateur à vie. Belle satisfaction pour cet économiste élevé chez les jésuites et qui s'est scrupuleusement tenu toute sa vie à l'écart de la politique.

"*Le PDL ne peut simplement suivre l'appel aux urnes qui émane du noyau dur*", a dit le ministre des Affaires étrangères Franco Frattini dans une interview au Corriere della Sera. "*Il y a un intérêt national, qui passe avant tout.*"

Le chef de file du PDL au parlement, Fabrizio Cicchitto, a dit à Reuters que son parti discutait des deux hypothèses, celle d'élections anticipées et celle d'un gouvernement dirigé par Mario Monti, mais qu'il n'avait pas encore fait son choix.

"*Il y a une discussion en cours. Nous devons décider de soutenir des élections ou bien un gouvernement de Monti*", a-t-il dit à Reuters. (Reuters 10.11)

3.2- Né en mars 1943 à Varese (Lombardie), la ville fétiche du leader de la Ligue Umberto Bossi, Mario Monti entreprend des études commerciales à la grande université Bocconi de Milan (dont il deviendra président du conseil d'administration en 1994). Il complète sa formation à Yale, aux États-Unis, sous la houlette du futur Prix Nobel d'économie James Tobin, avant de retourner enseigner en Italie.

Mario Monti est un homme à l'aspect austère, discret sur sa vie privée, sans lien connu avec l'establishment politique. «*Il y aura un travail énorme à faire*», expliquait-il cette semaine. Redonner confiance aux marchés implique l'adoption de réformes douloureuses que l'Italie esquive depuis des années, la réforme d'un Code du travail désuet, la remise à plat du dossier des retraites, comme Bruxelles le demande à nouveau, l'instauration de règles nouvelles en faveur de la mobilité sociale, de la libéralisation des corps de métier, la mise en chantier d'une réforme fiscale et, surtout, l'allégement du poids énorme de l'appareil d'État, qui ponctionne lourdement le budget de l'Italie. Un travail de longue haleine, qu'il s'agit d'ébaucher sans attendre. «*Monti est le seul à pouvoir le faire*», assure l'ancien président du patronat et président de Ferrari, Luca Cordero di Montezemolo.

Éditorialiste respecté, il s'est aussi révélé censeur lucide et sévère. Il avait été le premier, en juillet dernier, à dénoncer dans le Corriere della Sera «*un plan gouvernemental trop timide pour favoriser la croissance*». Accusé un jour en conférence de presse d'avoir fait sa carrière à l'ombre des «*pouvoirs forts*» (les banques, l'industrie, etc.), il avait répondu: «*Des pouvoirs forts, je*

n'en connais aucun. Si ce n'est l'Europe. Et cela me fait plaisir d'avoir contribué à la rendre plus forte.» (lefigaro.fr 10.11)

Evidemment, avec un tel palmarès à son actif, cela inspire le respect, surtout du côté des marchés et de l'UE...

4- Portugal

Les parlementaires portugais ont commencé à débattre jeudi du plan du gouvernement destiné à procéder à de nouvelles baisses salariales et hausses d'impôts en 2012.

La coalition gouvernementale de centre-droit avance que les mesures élargies d'austérité incluses dans son projet de loi de finances pour 2012 sont inévitables.

Le pays doit atteindre ses objectifs de réduction de la dette en échange du déblocage, par tranches, de l'aide financière.

Le Parti socialiste, principale formation de l'opposition, a approuvé les termes du plan de renflouement. (AP 10.11)

Social

France

Le Smic sera revalorisé automatiquement de 2,1% au 1er décembre, en raison d'une augmentation de l'inflation de 2,1% sur un an, a annoncé jeudi la direction générale du travail (DGT).

Dans un communiqué, la DGT précise que le salaire minimum passera de 9 euros brut de l'heure à 9,19 euros, pour atteindre 1.393,82 euros brut par mois contre 1.365 euros précédemment.

Environ 2,3 millions de Français, soit un salarié sur dix, sont payés au Smic. (liberation.fr 10.11)

Economie

1- Banque mondiale. Niveau record des stocks... et des prix !

Les prix alimentaires mondiaux restent soutenus. Conjuguée à une certaine volatilité, cette situation frappe durement les pays les plus pauvres et accroît les tensions sur l'économie mondiale, selon le nouveau rapport Food Price Watch du Groupe de la Banque mondiale, publié à la veille du sommet du G20 de Cannes, en France. Alors que l'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a enregistré un repli marginal de 1 % le mois dernier, s'établissant à 5 % de son record de février, il dépasse encore de 19 % son niveau de septembre 2010.

« *La crise alimentaire est loin d'être finie* », a déclaré le président du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick.

Selon le rapport trimestriel Food Price Watch, les inondations récentes en Thaïlande – les pires depuis 50 ans – pourraient renforcer les incertitudes à court terme, avec des pertes totales de production estimées entre 16 et 24 %. Parallèlement, la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique touche désormais plus de 13,3 millions d'habitants – un million de plus qu'en août et les perspectives sont préoccupantes.

Selon le rapport, les céréales ont augmenté de 30 % entre septembre 2010 et septembre 2011, le maïs progressant de 43 %, le riz de 26 % et le blé de 16 %. L'huile de soja s'est renchérie de 26 %. Au dernier trimestre cependant, l'accroissement de 3 % des cours des céréales a été plus ou moins compensé par un recul équivalent pour les matières grasses.

Pour autant, des anticipations positives pour les approvisionnements et les stocks pourraient lever une partie des tensions sur les cours alimentaires mondiaux. Les dernières prévisions pour 2011-12 tablent sur un niveau record en dix ans des stocks mondiaux de blé, la production mondiale de maïs ayant augmenté de 4 % grâce aux bons résultats en Argentine, au Brésil, en Chine, en Russie et en Ukraine. La production mondiale de riz devrait elle aussi connaître une embellie en 2011-12, des précipitations particulièrement propices pendant la mousson en Inde ayant entraîné une récolte exceptionnelle.

Le rapport Food Price Watch met en garde contre les difficultés que les pays en développement pourraient éprouver pour protéger leurs populations vulnérables, leurs ressources ayant été mises à mal par la crise économique et les programmes de relance. (web.worldbank.org 01.11)

2- Banques

Qui veut encore détenir de la dette italienne ? Depuis quelques mois, les acheteurs ne se bousculent plus pour glisser dans leur portefeuille des obligations transalpines. Mercredi, le taux d'intérêt des titres à 10 ans a dépassé les 7 %, en plein doute sur l'avenir politique du pays. Si cette situation devait se maintenir longtemps, l'endettement italien, qui atteint 120 % du PIB, deviendrait de plus en plus cher à financer.

Paradoxalement, le plan du 27 octobre, censé mettre un terme à cette spirale, pourrait alimenter la défiance. Pour réinsuffler de la confiance dans le système bancaire européen, la zone euro et l'Union européenne se sont mises d'accord sur une participation accrue des banques pour alléger la dette grecque, et sur le renforcement accéléré de leurs fonds propres.

Une exigence pousse les établissements à se débarrasser de leur dette souveraine à risque, comme celle de l'Italie. "*Les décisions prises par les autorités européennes ont accéléré le sell-off* ", témoigne Cyril Regnat, stratégiste taux chez Natixis. D'autant que pour évaluer leurs nouveaux besoins en fonds propres, l'Autorité bancaire européenne a finalement décidé de valoriser les dettes souveraines contenues dans les "*books*" des banques à leur valeur de marché, et non plus à leur valeur comptable, dans un souci de transparence sur leur véritable situation financière.

Une hérésie contre-productive, dénoncent les banques françaises, qui rappellent que leurs titres souverains avaient vocation à être conservés dans leur portefeuille jusqu'à leur arrivée à échéance, c'est-à-dire jusqu'au remboursement de leur valeur faciale lors de l'émission... Comme l'explique un banquier, la comptabilisation à valeur de marché "*n'a aucun sens*", à moins de supposer que les pays concernés sont certains de faire défaut... D'ailleurs, fait-il valoir, les obligations des États aujourd'hui en difficulté n'étaient-elles pas considérées comme parmi les plus sûres ?

L'argument est imparable pour justifier les ventes massives de dette souveraine des pays en difficulté, quitte à aggraver la crise de la dette souveraine.

À leur décharge, les banques françaises n'ont pas beaucoup d'alternatives. Encouragées par le gouvernement, qui n'a aucune envie de rouvrir un guichet public, elles veulent à tout prix éviter de recourir à l'État pour se recapitaliser. Elles sont aussi extrêmement réticentes à faire appel à l'argent des investisseurs, une solution qui aurait pour effet de diluer un peu plus leur actionnariat, et donc de le dissuader de continuer à les soutenir.

Toutes tiennent le même discours : elles s'en sortiront seules, grâce à la mise en réserve de leur bénéfice. Lors de la présentation de ses résultats au troisième trimestre mardi, la Société Générale a ainsi annoncé qu'elle ne distribuerait pas un centime de dividendes à ses actionnaires l'année prochaine au titre de 2011, une première depuis sa privatisation en 1987 !

Mais cela ne suffira pas. Les banques françaises doivent aussi se serrer la ceinture. Elles se sont engagées dans des plans de réduction de leurs activités, notamment les plus consommatrices en liquidités. Comme à BNP Paribas, où plusieurs centaines de suppressions de postes ont été annoncées la semaine dernière, "*essentiellement dans la banque d'investissement et au niveau mondial*", selon son directeur général Baudouin Prot. (lepoint.fr 10.11)

3- UE

3.1- L'Europe risque de connaître une nouvelle "phase de récession", a averti jeudi la Commission européenne en révisant fortement en baisse sa prévision de croissance pour la zone euro l'an prochain à seulement 0,5% contre 1,8% attendu auparavant.

"*La croissance s'est arrêtée en Europe et nous pourrions connaître une nouvelle phase de récession*", a prévenu le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, à l'occasion de la publication des prévisions économiques d'automne de l'exécutif européen.

"*Une récession profonde et prolongée et de nouvelles turbulences sur les marchés financiers ne peuvent plus être exclus*", a ainsi avancé Marco Buti, le directeur général aux affaires économiques et monétaires de la Commission européenne.

"*L'économie mondiale est à nouveau entrée dans une zone dangereuse. Au printemps, la crise de la dette souveraine semblait contenue. En outre, des signes de demande intérieure permettaient de croire à une légère reprise de l'activité en Europe (...). Ces espoirs ont été balayés*", indique la Commission européenne en guise d'introduction, dans un document de quelque 250 pages. (liberation.fr 10.11)

Quand on lit cela, on se dit qu'ils se foutent du monde ou qu'ils ne savent vraiment pas où ils en sont, sans doute les deux à la fois avec une préférence pour la seconde option, ils prennent leurs désirs pour la réalité ou ils ont mis au point des mécanismes comptables tellement complexes qu'ils n'y comprennent plus rien, sans parler de l'opacité qui les entourent et qui fausse tous leurs savants calculs.

Nous ne sommes peut-être pas des économistes chevronnés, mais cela ne nous empêche pas de comprendre que le capitalisme

est destiné à s'effondrer. Si maintenant on s'en tient au blablabla que Gauquelin nous a servi dans les derniers IO (n°174) sur la propriété privée des moyens de production, on ne comprendra rien à la situation actuelle et à cette crise d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du capitalisme, parce que les contradictions du système économique en vigueur n'ont pas seulement atteint un niveau de tension insoutenable pouvant être contenues ou ramenées à un niveau supportable aux moyens d'artifices.

Même une guerre mondiale comparable aux deux précédentes n'y suffirait pas, il faudrait qu'elle soit pour ainsi dire planétaire, puisque dorénavant le capitalisme s'est développé sur tous les continents ainsi que la population, facteur que l'on néglige, 7 milliards excusez du peu. Facteur impossible à faire reculer, à gérer à court terme maintenant, sachant que la population mondiale augmente au rythme d'un milliard tous les 12 ans, ce qui signifie que les besoins à satisfaire de la population augmentent au même rythme, facteur que l'on néglige en permanence dans nos analyses ou pire, qu'on ignore, ce qui est incompatible avec l'appropriation de la majorité des richesses produites par une infime minorité de privilégiés. Sans entrer dans les méandres des critères économiques, c'est ce facteur qui plombe l'avenir du capitalisme et le condamne à brève échéance.

Il faudrait réfléchir plus en profondeur à cette question et peut-être reconsidérer la place accordée aux différents facteurs économiques et les rapports qu'ils entretiennent pour mieux saisir l'évolution du capitalisme mondial, dont le taux de profit et la loi de l'offre et la demande, celle-ci devenant déterminante, dans la mesure où les gains obtenus en terme de profits sont déjà en partie engloutis à subventionner la pauvreté dans le monde et devraient l'être davantage dans l'avenir, au total, Etats et entreprises, déboursent par le biais d'institutions en tous genre des centaines de milliards pour subvenir aux besoins élémentaires quotidiens de plus d'un milliard d'hommes et femmes qui ne produisent aucune richesse, donc qui ne leur rapportent aucun profit, loin d'éradiquer la pauvreté car elle ne cesse de prendre de l'ampleur dans le monde (à mettre en relief avec les ambitions hypocrites affichées par l'ONU), tandis qu'il y a de plus en plus de milliardaires ou de millionnaires en dollar ou euro dans le monde, c'est ce grand écart qui est mortel pour le capitalisme et lui sera fatal à terme, pas d'un coup de baguette magique, quand le prolétariat mondial se sera doté d'une véritable Internationale pour le liquider de la surface de la terre.

3.2- Une intégration européenne accrue est nécessaire pour surmonter les défis posés par la crise de la dette souveraine mais ce processus ne doit pas être vecteur de divisions dans la zone euro ou dans l'Union européenne, a déclaré jeudi une porte-parole de la Commission européenne.

"*Un ralentissement du processus d'intégration n'est pas une option en raison des défis auxquels nous faisons face. Mais c'est un processus ouvert, pas un processus exclusif ou qui crée des divisions*", a déclaré Pia Ahrenkilde Hansen.

Citant un discours prononcé mercredi soir par le président de la Commission José Manuel Barroso, elle a déclaré qu'une scission de ma zone euro ou de l'Union européenne ferait dans un premier temps chuter de moitié le PIB de l'Union européenne.

Selon plusieurs sources, Paris et Berlin ont travaillé ces dernière semaines sur l'hypothèse d'une redéfinition radicale de la zone euro autour d'un noyau fédéral. (Reuters 10.11)

4- France

4.1- Production industrielle et manufacturière : recul.

La production industrielle de la France a reculé plus que prévu au mois de septembre, se contractant de 1,7% après une progression confirmée de 0,5% en août, selon les données publiées jeudi par l'Insee.

La hausse de la production industrielle ressort à 0,8% sur les trois mois à fin septembre.

La production manufacturière, c'est à dire hors énergie mais incluant l'agroalimentaire, a reculé de 1,6% au mois de septembre, sa hausse au troisième trimestre par rapport au trimestre précédant ressortant à 0,5%. (Reuters 10.11)

4.2- Secteur automobile : ralentit.

Alors que les constructeurs affirmaient encore récemment ne pas observer de ralentissement notable de leur activité, plusieurs marchés automobiles montrent des signes de retournement.

Principale zone de danger, en Europe, la crise de la dette a commencé à se traduire par une chute de la demande. «Nous observons sur octobre-novembre une baisse des commandes sur l'ensemble du marché européen de 9 % sur un an », déclare au Figaro Jérôme Stoll, le directeur commercial de Renault. Sur neuf mois, les ventes de voitures neuves ont reculé de 1,1 % sur le Vieux Continent.

«*Le marché européen se retourne un peu, avec un fort effet en France* », constate également Frédéric Banzet, le directeur général de Citroën. L'allemand Opel prévoit, lui, «*une contraction significative* » l'an prochain.

Dans l'Hexagone, malgré de spectaculaires offres promotionnelles, les «*commandes ont chuté d'environ 15 % le mois dernier, atteignant leur plus bas niveau depuis plus de cinq ans* », note Flavien Neuvy, le directeur de l'Observatoire Cetelem de l'automobile, même si les immatriculations ont augmenté de 2,8 %. L'effet sur les ventes ne se fera sentir que plus tard, lors de la livraison - et donc de l'immatriculation - de ces véhicules.

Ce refroidissement concerne aussi les pays émergents, qui tiraient jusqu'ici la croissance. En Chine, les ventes ont reculé de 1,1 % en octobre. Les professionnels tablent sur une augmentation de 5 % en 2011 et non plus de 10 % à 15 % comme en début d'année.

Sur la même période, l'Inde a vu son marché s'effondrer de 24 %, la plus forte baisse depuis plus de dix ans. Les experts estiment qu'il ne devrait progresser que de 2 % à 4 %, pour l'année budgétaire close fin mars 2012, contre un bond de 10 % à 12 % auparavant. Enfin, au Brésil, le marché a reculé de 8,3 % le mois dernier. Seule la Russie continue sur sa lancée (+ 27 % en octobre). (lefigaro.fr 10.11)

Renault et PSA en ont profité pour programmer de nouvelles journées de chômage technique pour limiter leurs stocks disent-ils, alors qu'il suffisait de baisser les cadences de travail, inimaginable, même les syndicats n'y pensent pas...

4.3- Marché immobilier : chute.

Le marché immobilier est en train de se gripper et la production de crédits qui chute en est le signe. Celle-ci avait augmenté de 19,1 %, sur un an, au premier semestre ; elle a décroché de 13,7 % au troisième trimestre, selon l'étude de l'observatoire Crédit Logement/CSA. Le montant des crédits immobiliers accordés par les banques devrait s'élever à 155 milliards d'euros cette année. Il recule de 8 % par rapport à 2010 (168,8 milliards), année proche du record absolu de 2007 (170,2 milliards).

«*Le marché a commencé à se gripper pendant l'été. Et comme à l'automne 2008, il se bloque depuis octobre pour les logements anciens*», constate Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris-Ouest. Traditionnellement, les ventes de logements ralentissent pendant la trêve estivale et reprennent à l'automne, en octobre. Mais cette année, les reventes de logements deviennent plus difficiles.

Les raisons de ce véritable retournement de tendance sont nombreuses. À commencer par l'inquiétude des ménages, dont le moral est au plus bas.

Dans le même temps, les banques sont, elles, devenues moins prêteuses. Les autorités monétaires, soucieuses de voir les établissements financiers augmenter leurs fonds propres, leur ont clairement demandé d'avoir une «*gestion rigoureuse des risques de crédit*» et «d*'éviter un allongement excessif de la durée des crédits*».

Les taux des crédits immobiliers sont en revanche stables depuis juin (3,86 % en moyenne en octobre, contre 3,89 % en septembre). Mais, «*ils vont monter et pourraient atteindre 4 % et plus en moyenne d'ici à la fin de l'année*», prédit Michel Mouillart. D'autant que le taux de l'emprunt d'État français (OAT à 10 ans), sur lequel les prêts à taux fixes sont indexés, grimpe depuis quelques jours (3,42 % jeudi après-midi).

L'année 2012 s'annonce bien plus difficile encore pour les acquéreurs. Selon l'observatoire, la baisse du volume de crédits accordés devrait s'accélérer avec, au mieux, une chute de 16 % par rapport à 2010 pour tomber aux alentours de 130 milliards, pas loin de 2009 (120 milliards). «*Avec la suppression du PTZ + (prêt à taux zéro +) pour l'achat de logements anciens, décidé dans le nouveau plan de rigueur, la crise sera de plus grande ampleur qu'en 2008 et aura un impact négatif considérable sur les crédits immobiliers*» , affirme Michel Mouillart. Ce qui pourrait faire reculer les prix des logements. Les ménages les plus jeunes et les plus modestes seront les plus touchés par cette nouvelle crise immobilière. Aujourd'hui, les emprunteurs sont de plus en plus des ménages aisés, qui empruntent pour des périodes moins longues et qui bénéficient d'un apport personnel important. (lefigaro.fr 10.11)

5- Japon

Sous pression médiatique depuis des semaines, Olympus a reconnu mardi avoir acquis plusieurs sociétés dans des conditions financières exorbitantes afin de maquiller des pertes sur d'autres investissements. Ces tours de passe-passe comptables auraient eu lieu depuis vingt ans, à la barbe des auditeurs du groupe et des autorités financières nippones.

La police nippone, qui rechigne d'ordinaire à traiter les scandales financiers car elle ne les comprend pas, aurait ouvert une enquête sur Olympus. La presse de l'Archipel, qui était restée en retrait avant les aveux officiels des dirigeants actuels, se déchaîne depuis deux jours. Elle évoque la banque d'investissement Nomura, dont un ancien employé aurait organisé l'infrastructure frauduleuse utilisée par Olympus.

En un mois, le géant de l'optique a perdu 80% de sa capitalisation boursière. (lefigaro.fr 10.11)

Comme quoi il est facile de falsifier les comptes d'une grande entreprise... ou d'un Etat !

Société.

L'homme est le plus grand prédateur de tous les temps.

Le rhinocéros noir d'Afrique de l'ouest est officiellement déclaré éteint et deux autres espèces de rhinocéros pourraient connaître le même sort, a annoncé jeudi l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Une récente étude sur le rhinocéros noir d'Afrique de l'ouest a conduit à conclure à l'extinction de l'espèce, précise l'UICN.
Le rhinocéros blanc du Nord, originaire d'Afrique centrale, est de son côté "*peut-être éteint*" à l'état sauvage tandis que le rhinocéros de Java est "*probablement éteint*" au Vietnam, où son dernier représentant aurait été tué par des braconniers en 2010.

Environ un quart de l'ensemble des mammifères est menacé d'extinction, précise l'organisation non gouvernementale, qui rappelle que certaines espèces ont pu être sauvées grâce à des programmes de préservation. Les rhinocéros blancs du Sud, qui n'étaient plus qu'une centaine à la fin du 19e siècle, ont ainsi vu leur population rebondir pour dépasser aujourd'hui les 20.000 animaux.

La liste rouge des espèces menacées de l'UICN comprend 62.000 espèces de plantes et d'animaux. (AP 10.11)

Haut de page

Le 12 novembre

CAUSERIE

A propos du site.

C'est bien de bosser, c'est mieux quand cela sert à quelque chose, on s'encourage comme on peut...

Du 4 au 10 novembre, vous avez été 1 151 a vous connecter au site, 119 visites en moyenne, mercredi 143, puis une pointe à 179 jeudi dernier : record pulvérisé ! Pourquoi ? Je n'en sais fichtre rien ! Faites connaître le site autour de vous, laissez les coordonnées du site dans les blogs où vous intervenez, je n'ai pas le temps de le faire.

J'ai ajouté quelques articles dans les rubriques économie, politique et internationale. Attention, je les ai classés par ordre chronologique en suivant les dates de parution sur le Net, qui ne correspond pas forcément à la date où je les ai mis en ligne dans le site.

Je m'applique à mettre en ligne la plupart des articles ou documents que j'ai pu lire, ainsi vous disposez des mêmes sources d'information que moi pour vous forger votre propre conviction sur la situation dans le monde. Ensuite peu importe qu'on parvienne aux mêmes conclusions, cela vous permet également de comprendre comment j'ai réalisé mes propres analyses, en étant toujours axé sur les mêmes objectifs qui sont tous liés : la construction du parti, construire un parti de militants conscients, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le socialisme.

Si vous voulez consulter les causeries du 1er au 8 novembre, elles ont été archivées dans le fichier suivant cliquez ici - au format html

Bon week-end et bonne continuation à tous. On vaincra !

Propagande à destination de tous les peuples en Europe

Titre : *Les Grecs réservent un bon accueil à Papadémos* (Reuters 11.11)

Un technocrate, un banquier désigné Premier ministre, flanqué de ministres d'extrême droite, voilà à quoi les travailleurs grecs auraient "*réservé un bon accueil*" !

Un gouvernement de la "gauche" à l'extrême droite , voilà la réponse politique au prolétariat grec qui exigeait de pouvoir

s'exprimer démocratiquement sur l'accord de Bruxelles du 27 octobre et au-delà sur l'euro et l'appartenance de la Grèce à l'Union européenne. Ainsi ils entendent interdire aux masses laborieuses grecques toute expression politique indépendante de l'Etat et de la classe dont il représente les intérêts, celle des banquiers et des capitalistes, c'est en tout la signification politique de cette provocation de la dernière chance, avant de faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre.

Le travailleur grec lambda peut en déduire qu'il n'y a pas d'issue à la crise actuelle et qu'il devra supporter en silence les sacrifices qu'on exige de lui. Certains vont sombrer dans le désespoir et s'engager, soit au côté de l'extrême droite, soit au côté du parti néo stalinien (KKE), ou encore au côté des anarchistes, préparant ainsi l'intervention de l'armée. Les travailleurs grecs n'attendaient pas un miracle après la démission de Papandréou puisqu'ils rejettent en bloc tous les partis institutionnels

Les jours précédents nous avons développé une ligne politique sur laquelle l'avant-garde pourrait poursuivre le combat pour construire le parti. J'ignore en quoi consiste les forces qui combattent réellement pour la révolution socialiste en Grèce, je présume qu'elles sont faibles dans tous les domaines, cependant la situation est favorable à la construction du parti, dans la mesure où il n'existe aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs en dehors de la rupture avec les institutions, l'UE et le FMI, ainsi qu'avec le capitalisme.

La formation de ce gouvernement ne règle aucun problème, c'est cela l'élément déterminant de la situation : toutes les questions que se posaient les travailleurs sont demeurées comme artificiellement suspendues en l'air quelques instants avant, puis après, il se peut que la mobilisation reflue pendant quelques jours pour reprendre de plus belle dès l'accord de Bruxelles signé par le gouvernement et le parlement, ainsi que le budget 2012 d'austérité ou plutôt de guerre contre les travailleurs qui prévoit 27 milliards d'euros de coupes sombres, on ne voit ni pourquoi ni comment les travailleurs pourraient attendre les élections législatives qui doivent théoriquement avoir lieu vers la mi-février 2012, que devraient-ils en attendre, n'ont-ils pas fait l'expérience au cours des derniers mois et des deux dernières années que ces partis étaient engagés au côté de leur ennemi de classe ?

La question est aussi de savoir quelles sont les couches les plus frappées par les mesures d'austérité, quelle proportion elles représentent par rapport à l'ensemble des exploités, de quelles ressources les autres couches disposent-elles encore pour ne pas voir leur niveau de vie nettement dégradé ou sombrer dans la précarité et la pauvreté. Quelle va être l'attitude de la jeunesse qui est à la pointe du combat, sachant que 42,5% des 16 à 25 ans sont au chômage ? Quel est son niveau d'organisation, son degré de conscience politique ?

C'est pratiquement une lapalissage de dire que c'est la cruelle absence d'un véritable parti communiste qui pèse le plus sur la situation de la classe ouvrière en Grèce (et partout ailleurs). Pour les renégats et les opportunistes, son absence a au moins le mérite de faire qu'on n'en parle pas, de faire passer à la trappe ce facteur, selon la méthode des non-dits qui leur permet d'éviter de se découvrir ainsi que leurs réelles intentions. Il faut être lucide et ne se faire aucune illusion sur l'évolution possible de la situation en Grèce et ailleurs, tant qu'on n'aura pas régler la question du parti et de l'Internationale.

La question qui est directement posée en Grèce et dans de nombreux pays est celle de l'Etat et du pouvoir politique. Ne pas la mettre en avant et ne pas subordonner sa politique à cette question revient à s'en détourner et à refuser de combattre dans la perspective du renversement du régime en place, à l'arrivée cela revient à soutenir l'ordre établi, qu'on l'admette ou non n'y changeant rien. A chacun ses responsabilités.

On se disait aussi...

Jean-Pierre Jouyet, le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), répond dans une interview aux questions du figaro.fr à propos de l'erreur commise par S&P annonçant la dégradation de la note de la France.

Jouyet a claironné que l'AMF allait "*enquêter*", prenant l'affaire très au sérieux, ça c'était pour l'effet d'annonce ou pour la galerie, à laquelle il fallait montrer que contrairement à Papandréou ou Berlusconi, le locataire du Palais maîtrisait parfaitement la situation et qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, la situation financière de la France est sous contrôle, le flic-président et sa garde rapprochée y veillent en personne tel Arpagon, ils peuvent compter sur l'AMF qui "*agit ici comme gendarme du marché bien sûr, mais aussi comme bras armé de la République française*".

Toutefois, il a tenu à préciser que sa démarche consistait à envoyer un "*signal politique fort*" à l'adresse des marchés et leurs représentants qui trônent au sommet des Etats les plus puissants de la planète, pour les rassurer dit-il, on se demande de quoi au juste, car il ne faudrait pas que son enquête remonte trop loin et embarrasse ceux qui tirent les ficelles de la crise ou en profitent pour s'enrichir davantage. Aucun risque, il a tout de suite ajouter que "*techniquement, l'enquête s'annonce extrêmement difficile*", on se disait aussi...

L'AMF, l'UE, la BCE, le FMI, le G20, bref, tout ce que le monde compte de dirigeants préoccupés par le bien-être des peuples est favorable au contrôle des agences de notation, Jouyet faisant preuve d'audace n'hésite pas à déclarer que c'est "*nécessaire*", rappelant au passage que cela "*a été acté au niveau international en 2008… et fin 2011*", mais pas de bol : "*nous n'y sommes toujours pas en Europe*", car voyez-vous de l'autre côté de l'Atlantique l'affaire serait déjà réglée, ce qui n'étonnera personne puisque c'est de là que sévissent ces officines de la mafia financière.

Une fois l'audace de ce roquet retombée, comme si l'illusion qu'elle avait fait naître s'ancrerait profondément dans le cerveau des naïfs ou des ignorants, place à la réalité : "*sur le fond, la réforme doit être menée, mais en ayant conscience que son objectif n'est pas que l'Europe se passe de la notation. Elle est nécessaire*", on se disait aussi...

Les agences de notation américaines ont encore de beaux jours devant elles avec de tels paltoquets, qui en réalité en sont les complices... et parfois les victimes, règle du jeu dont ils ont conscience et qu'ils acceptent puisqu'ils en tirent eux-mêmes profit. (source : lefigaro.fr 11.11)

Tenez, pendant qu'on y est on pourrait faire un parallèle avec l'attitude des dirigeants syndicaux qui sont à la fois complices et victimes de la collaboration de classes, les mailles du fameux "*piège*" dans lequel ils tomberaient malgré eux selon le POI. Eux aussi ils sont complices et victimes d'une règle du jeu dont ils ont parfaitement conscience et qu'ils ont acceptée parce qu'ils en tirent eux-mêmes profit, en tant qu'appareils au service du capitalisme, les seuls perdants étant les travailleurs.

Qui est complice de qui, qui tire les ficelles. Qui est victime et à qui profite le crime.

Toujours la même histoire, il faut creuser ou couper les cheveux en quatre si l'on veut vraiment comprendre quelque chose, se poser des questions qui débouchent sur d'autres questions et tenir le coup jusqu'à trouver des réponses satisfaisantes à chacune d'en elle, si on lâche le morceau en cours de route, on est foutu ou susceptible d'être manipulé par plus malin que soi, d'où la nécessité d'être à la fois modeste, persévérant, déterminé et patient. Un luxe vous me direz dans un monde qui vit à toute allure et s'emballe, certes, mais on n'a pas le choix.

Le complot mondial des dirigeants du vieux monde capitaliste et des dirigeants des syndicats ouvriers contre les travailleurs du monde entier.

En jetant un coup d'oeil aux statistiques du site, j'ai cru remarquer que ce qui s'était passé au G20 ne vous avait pas vraiment intéressé, c'est un tort si je peux me permettre, vous auriez pu constater comment au niveau le plus élevé, entre les Etats, le patronat et les syndicats, la collaboration de classes dans le dos et contre les travailleurs du monde entier fonctionnait à merveille

Extrait de la *Déclaration commune B20-L20* à l'adresse du G20 à Cannes.

- "*...nous pensons, que le riche échange sur ces sujets qui a eu lieu, au sein du G20, entre les partenaires sociaux et les gouvernements, contribuerait significativement à faire face à ces enjeux et aiderait également les pays non-membres du G20 à définir des politiques susceptibles de répondre aux différents aspects des défis soulevés par la situation de l'emploi. Nous demandons donc avec insistance au G20 de faire de ces différents sujets une priorité afin de réduire le chômage et éviter qu'une proportion croissante de la population ne perde confiance et espoir en l'économie mondiale.*"

Leur "*riche échange*" permettrait aux pays dominés de faire face aux "*défis soulevés par la situation de l'emploi*", alors que c'est justement dans ces pays-là que la classe ouvrière et la paysannerie est la plus misérable, la plus exploitée par les multinationales des pays dominants, ceux justement qui participaient au G20.

Patrons et bureaucrates syndicaux ont témoigné leur détermination à oeuvrer ensemble pour que "*la population ne perde confiance et espoir en l'économie mondiale*", légitimant celle-ci et contribuant ainsi à maintenir ces populations sous le joug du capitalisme.

Alors que depuis l'emballement de cette crise en 2008 des centaines d'emplois productifs ont disparu dans les pays du G20 (Espagne, Portugal, Grèce, France, Etats-Unis, Chine, Inde, etc.), les syndicats s'associent au patronat pour remercier les gouvernements du G20 d'avoir "*concentré leur action sur la protection et le développement de l'emploi productif*" : "*Le B20 et le L20 reconnaissent ensemble les efforts entrepris durant la crise par de nombreux gouvernements afin de concentrer leur action sur la protection et le développement de l'emploi productif*".

Et pour rendre cette collaboration de classes plus fructueuse et durable, ils annoncent qu'elle va s'enrichir d'un nouvel organisme à cet effet : "*nous apportons notre soutien à la création d'une Task Force du G20 sur l'emploi, selon les principes définis par les Ministres du Travail du G20 en septembre 2011*".

Les syndicats prêtent leur concours aux négriers pour surexpoliter la jeunesse : "*Il est nécessaire et urgent que les gouvernements et les partenaires sociaux entreprennent des efforts afin de créer des emplois stables, parmi lesquels des apprentissages et des stages qui, couplés à des offres de formation, permettront l'acquisition de qualifications; de renforcer les compétences professionnelles et d'améliorer le degré d'employabilité.*"

Il ne s'agit pas de fournir un vrai travail avec un vrai salaire aux jeunes pour qu'ils puissent entrevoir leur avenir, non ils sont condamnés à ne pas en avoir puisqu'ils promettent la précarité généralisée.

Alors que tous les gouvernements remettent en cause les systèmes de protection sociale quand ils existent, conformément à la volonté exprimée par le patronat, en France le Medef, voilà que "*les représentants des entreprises et des salariés*" manifestent "*un intérêt commun*" sur cette question, comme si les intérets des travailleurs et ceux du patronat n'étaient pas antagoniques : "*Les représentants des entreprises et des salariés ont un intérêt commun dans la création ou le renforcement des systèmes de protection sociale, sur la base de principes majeurs qui seraient partagés par tous*", et comme rien ne les arrête, ils font référence aux facteurs que le gouvernement et le patronat a avancé à l'automne 2010 pour sabrer dans le système de retraite, les "*critères démographiques et juridiques*" à partir desquels ils ont justifié le report de l'âge de départ à la retraite.

Pour que l'on n'ait plus aucun doute sur soumission des syndicats au capitalisme et ses institutions internationales, ils ont tenu à préciser : "*En ce qui concerne le B20 et le L20, nous participerons à la mise en oeuvre des Principes Directeurs sur les Entreprises et les Droits de l'Homme adoptés par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU en juin dernier et nous reconnaissons la pertinence et l'utilité des autres instruments sur les entreprises multinationales, notamment la Déclaration de Principes Tripartite de l'OIT sur les Entreprises Multinationales et la Politique Sociale.*"

Et d'enfoncer le clou sur le terrain pratique : "*Nous ne pouvons qu'approuver de tels efforts visant à établir un lien entre leurs actions, et ainsi obtenir des résultats plus probants*", qui se traduiront iimmanquablement par l'augmentation de la productivité, donc de l'exploitation, et de nouvelles dégradations des conditions de travail.

L'OIT, dont le POI ne cesse de faire les louanges, est au coeur de ce dispositif contre le prolétariat mondial : "*Toute forme de coopération associant l'Organisation Internationale du Travail présente en outre l'avantage de pouvoir associer les partenaires sociaux, ainsi que cela est permis par les Statuts de l'Organisation*".

Est-ce suffisamment clair ? A qui faut-il faire un dessin ? Alors est-il exagéré de parler d'un complot contre le prolétariat mondial ? Et il ne date pas d'hier...

Ceux qui soutiennent ou participent à l'OIT ou une agence de l'ONU (Unesco par exemple), soutiennent le capitalisme mondial qu'ils prétendent combattre par ailleurs. Ceux qui participent au G20 et qui osent s'exprimer au nom des travailleurs, sont étrangers à la classe ouvrière, ils sont ses pires ennemis après les représentants officiels du capital.

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

Le nouveau gouvernement grec de coalition a prêté serment vendredi à Athènes. Avec, à la barre, l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne Lucas Papadémos et, aux Finances, le ministre sortant Evangélos Vénizélos, profondément impliqué dans la négociation de l'accord européen du 27 octobre sur le désendettement du pays.

Lucas Papadémos s'est vu confier la tâche délicate de désigner une équipe de coalition équilibrée, chargée de conduire le pays vers des législatives anticipées, provisoirement prévues pour février 2012.

Son gouvernement de transition, formé après d'intenses tractations, comprend des représentants des deux principales formations politiques (les socialistes du PASOK et les conservateurs de la Nouvelle Démocratie) ainsi que des membres d'un parti de droite de moindre envergure, une première depuis le retour de la démocratie en Grèce en 1974 après la chute de la dictature des colonels. Makis Voridis a été nommé ministre des Transports et Adonis Georgiadis, au secrétariat d'Etat au développement et à la Marine marchande. Conscients des difficultés, les partis ont mis de côté leurs rivalités pour replacer le pays sur de bons rails financiers et s'assurer de son maintien dans la zone euro.

M. Vénizélos a conservé son poste aux Finances tandis que les portefeuilles clés des Affaires étrangères (l'ex-Commissaire européen Stavros Dimas, 70 ans -ndlr) et de la Défense sont allés aux conservateurs et quelques autres à un petit parti nationaliste de droite. La composition du gouvernement a été lue à la télévision publique et le nouveau cabinet a prêté serment dans l'après-midi.

Dans les prochains jours, le nouveau cabinet devra obtenir la confiance du Parlement; un vote qu'il est quasiment certain de remporter dans la mesure où il bénéficie du soutien des troupes socialistes de Papandréou et les conservateurs d'Antonis Samaras, leader de la Nouvelle Démocratie.

Le nouveau Premier ministre devra faire adopter un budget 2012 de nouveau marqué par la rigueur, organiser la privatisation de plusieurs entreprises publiques, lutter contre une évasion fiscale généralisée et commencer à réduire la montagne de dette du pays.

La présence à la tête du gouvernement de M. Papadémos -qui a également occupé la fonction de gouverneur de la Banque

centrale de Grèce entre 1994 et 2002- ne devrait durer que quelques mois, mais le défi n'en sera pas moins lourd, eu égard à l'application des mesures drastiques déjà adoptées, qui comprennent une suspension -à salaire réduit- de 30.000 fonctionnaires et une série de privatisations.

La nomination de Lucas Papadémos pourrait s'accompagner d'un apaisement social, au moins dans un premier temps, avancent certains analystes. "*Je pense qu'il bénéficiera d'une brève lune de miel*", souligne Thanos Dokos, patron de la Fondation hellénique de politique européenne et étrangère. "*Bien évidemment, à un certain moment, les gens escompteront des résultats qui, j'en ai peur, ne seront pas au rendez-vous sur le court terme.*"

Environ 8.000 partisans du Parti communiste ont défilé jeudi soir devant le parlement aux cris de "*Halte à l'austérité*". (AP, Reuters et 20minutes.fr 11.11)

Pour nous ce sera : A bas le gouvernement d'union nationale, à bas le gouvernement des banques, de la BCE et du FMI, à bas les institutions, nous ne paierons pas votre dette, organisons-nous, tout le pouvoir aux travailleurs !

Social

Le revenu des plus riches ont augmenté de 9,7 % en 2010. Le chiffre 9,7 %, c'est la croissance des revenus en 2010, des 11 millions d'individus les plus riches du monde, selon Capgemini et Merrill Lynch. Cette population cumule un patrimoine de 42 700 milliards de dollars. (lexpress.fr 11.11)

Ils représentent 0,145% de la population mondiale (7 milliards) : 11 millions d'individus les plus riches du monde cumulent un patrimoine de 42 700 milliards de dollars, selon Capgemini et Merrill Lynch, soit l'équivalent environ de 85% du PIB mondial.

La démocratie est incompatible avec une telle concentration des richesses entre quelques mains, 0,15% de la population mondiale... Partant de là, le combat pour la démocratie est inséparable (subordonné au) du combat pour les exproprier et leur confisquer tous leurs biens et avoirs.

Economie

1- Banques

Les banques européennes pourraient renoncer à 3.000 milliards d'euros de prêts pour renforcer leurs fonds propres, un trou énorme dans le paysage financier que pourraient se hâter de combler banques japonaises, financiers islamiques et autres fonds de pension.

Ce seront surtout les financements de projets, du commerce maritime, de l'aviation et des infrastructures qui seront touchés, les banques réduisant leurs actifs pondérés du risque (RWA) et repensant leurs relations avec leur clientèle.

"La façon la plus simple pour les banques de réduire leurs actifs est de ne pas reconduire les prêts aux clients à chaque fois qu'ils se refinancent", explique un banquier.

Une banque avec 250 milliards d'euros de risque de crédit et qui veut porter son ratio de fonds propres de 7% à 9% peut procéder à une augmentation de capital de cinq milliards d'euros ou vendre 50 milliards d'euros de ces actifs pondérés des risques. Au vu des valorisations boursières déprimées, les banques sont peu incitées à lever du capital.

"*On risque de voir un trou de 1.000 à 3.000 milliards d'euros, les banques dégonflant leur bilan pour éviter une augmentation de capital*", dit Simon Samuels, analyste de Barclays Capital.

Au vu de la situation instable de la zone euro, le mouvement de dégonflement (deleveraging) s'accélère. Les grandes banques françaises, jusqu'alors dans les plus hauts rangs du classement des prêts, sont à la pointe d'un mouvement que suivent aussi leurs concurrentes italiennes, allemandes, espagnoles, néerlandaises, suisses et britanniques, expliquent des banquiers.

Les banques veulent se dessaisir d'actifs en dollar, devenus plus onéreux à financer depuis que les banques et fonds monétaires aux Etats-Unis, alarmés par la crise de la dette de la zone euro, n'ont plus envie de faire affaire avec leurs homologues européens.

De ce fait, les segments où dominent les financements en dollar - aviation, commerce maritime par exemple - et les crédits les plus longs, donc a priori assortis du plus gros risque pondéré, figurent dans la première vague des crédits abandonnés ou renégociés par les banques européennes.

Les banques européennes détiennent dans les 42.000 milliards d'euros d'actifs (soit plus de 11.000 milliards de risque de crédit

chez 90 des plus grandes banques), et les analystes de JPMorgan estiment qu'elles pourraient rétrécir leur bilan de 2.000 milliards d'euros, soit 4,7% des actifs. D'autres analystes visent un montant proche des 3.000 milliards d'euros.

Ce mouvement de recul pourrait s'abriter derrière des considérations proprement nationales. Commerzbank a ainsi déclaré qu'elle refuserait tout prêt qui n'aide pas l'Allemagne ou la Pologne.

"*Les banques européennes vendent leur exposition à des crédits non européens, ça crée des tensions et il y a un effet de propagation*", dit un banquier d'investissement d'un établissement de Wall Street.

Les banques de la zone euro détiennent plus de 6.000 milliards d'actifs en dehors de la région, dont 1.800 milliards aux Etats-Unis et 1.000 milliards en Europe de l'Est, selon des analystes de Nomura.

Cela veut dire par exemple que les banques espagnoles réduiraient leurs prêts au Brésil et au Mexique et que les banques françaises, italiennes et allemandes feraient de même en Europe orientale.

Le banquier d'investissement explique que BNP Paribas et Société générale ont déjà sensiblement réduit leur exposition à la Russie.

Les banques japonaises saisissent cette nouvelle opportunité, et c'est ainsi que Bank of Tokyo Mitsubishi a payé en 2010 plus de six milliards de dollars pour reprendre des prêts de financement de projets de la Royal Bank of Scotland.

Grâce à une monnaie forte et à une trésorerie dépassant les six milliards de dollars, les banques japonaises négocient la reprise de davantage d'actifs bancaires européens et elles pourraient être encore plus présentes l'an prochain.

D'autres établissements asiatiques, mais aussi du Moyen-Orient, du Canada et des Etats-Unis sont également partis en chasse.

Les fonds de pension s'intéressent aux prêts destinés à des infrastructures, tandis que la compagnie aérienne Emirates a fait savoir qu'elle se tournait vers le marché de la finance islamique pour ses achats dans la mesure où les banques européennes sont en retrait.

Dans un secteur qui met autant en avant la relation à la clientèle, une telle attitude risque d'avoir des conséquences sur le long terme pour les banques européennes. Et aussi sur leurs résultats.

La britannique Lloyds a réduit ses actifs de plus de 20% ces deux dernières années, au prix d'une perte de revenus des prêts. Elle a averti cette semaine qu'elle risquait de ne pas atteindre ses objectifs de revenus sur le moyen terme.

Le projet de la BNP de réduire son risque de crédit de 70 milliards d'euros pourrait lui coûter 1,2 milliard d'euros en raison de coûts de restructuration et de pertes sur les cessions. Elle pourrait également accuser un manque à gagner de 750 millions d'euros chaque année. (Reuters 11.11)

2- Espagne

L'économie espagnole a cessé de croître au troisième trimestre par rapport au deuxième, une donnée susceptible de soulever des doutes sur la capacité du gouvernement à tenir son objectif de réduction du déficit budgétaire fixé pour 2011.

D'une année sur l'autre le produit intérieur brut (PIB) de la quatrième économie de l'économie de la zone euro affiche une hausse de 0,8% sur la période.

Les drastiques mesures d'austérité mises en place par le gouvernement socialiste de Jose Luis Rodriguez Zapatero pour maîtriser les comptes publics et éviter de devoir se tourner vers l'aide internationale ont largement contribué à l'atonie de la croissance.

L'Espagne se retrouve ainsi au bord de la récession, avec en plus un contexte de baisse de rentrées fiscales en raison notamment d'un taux de chômage ayant dépassé les 20%. (Reuters 11.11)

3- Chine

Les négociations entre l'Europe et la Chine pour une participation de Pékin à l'aide à la zone euro sont dans une impasse après le refus opposé par des responsables européens à d'accepter au moins une des conditions posées par la Chine, a-t-on appris vendredi de deux sources différentes.

En l'échange de son aide, Pékin réclamait qu'on lui reconnaisse davantage de poids au Fonds monétaire international (FMI), un

statut d'économie de marché à l'Organisation mondiale du commerce ou la levée de l'embargo européen sur les armes, ont dit les sources.

La plus simple des solutions aurait été que l'Union cède sur la question du FMI ce que les Européens ont refusé de faire lorsqu'ils ont compris que la Chine ne leur viendrait en aide qu'en l'échange d'une influence plus forte dans la prise de décision au FMI et une accélération de l'inclusion du yuan dans le panier des DTS.

Reconnaître à la Chine un poids plus important au FMI se serait fait au détriment des Européens, voire en diluant l'influence des Etats-Unis.

"*Nous sommes prêts à aider, mais nous ne sommes pas une association caritative*", a dit l'une des sources, résumant la pensée des dirigeants chinois.

"*Les Etats-Unis et le FMI posent eux aussi leurs conditions(en l'échange de leur aide), il n'est donc pas déraisonnable que la Chine en fasse autant.*"

Les espoirs nourris par Pékin de voir le yuan entrer dans le panier de référence du FMI ont été douchés jeudi lorsque sa directrice générale Christine Lagarde a déclaré que l'heure de le faire n'était pas encore venue.

Certains dirigeants européens reprochent aux Chinois une forme d'opportunisme en profitant de la crise de la dette pour accroître leur influence.

"*Je n'aime pas toutes ces discussions sur l'idée selon laquelle l'Europe fait la manche en Chine, parce que l'Europe a les moyens de s'en sortir d'elle même si elle trouve les ressources nécessaires*", a dit cette semaine un haut responsable européen qui s'exprimait sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 11.11)

Haut de page

Le 13 novembre

CAUSERIE

Le capitalisme financier au pouvoir

En Grèce, c'est entendu, c'est la BCE qui gouverne par l'intermédiaire du Premier ministre Lucas Papadémos, ancien vice-président de la BCE.

En Italie, c'est la même punition, proximité oblige : le nouveau président de la Banque centrale européenne Mario Draghi a rendu visite samedi à son compatriote Mario Monti à son domicile romain. (20minutes.fr 12.11)

Mélenchonade.

Selon M. Mélenchon. "*Hollande et Sarkozy sont deux hommes d'un autre temps, ils ne voient pas la faillite du système*" (liberation.fr 12.11) Et la verraient-ils qu'est-ce que cela changerait, faudrait-il par hasard en attendre quelque chose de positif pour les travailleurs ? C'est ce qu'il suggère indirectement, je ne suis même pas sûr qu'il en a conscience tellement il est imbu de sa personne.

De plus, l'affirmation de Mélenchon est fausse, Hollande et Sarkozy ont parfaitement conscience de la situation. Mélenchon aurait sa place dans la délégation des élus que le POI parraine et qui doit se rendre chez Sarkozy et le président du Sénat.

Allons plus loin, qu'est-ce que cela signifie au juste ? Puisqu'ils ne "*voient pas la faillite du système*", on ne peut pas les y associer, pour un peu on ne peut rien leur reprocher, on ne peut pas prétendre qu'ils en seraient responsables. Mélenchon s'emploie donc à les épargner, et contrairement à ce que son affirmation pourrait laisser penser, à les légitimer, finalement, c'est une manière comme une autre de soutenir le régime.

C'est ce qu'on appelle être démasqué.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Bonapartiste, antidémocratique, bananière, corrompue, décomposée... et grabataire, vous aurez reconnu la Ve République !

Selon l'étude que nous publions, l'âge moyen des députés est aujourd'hui de 59 ans et cinq mois. L'Assemblée nationale est la plus âgée de la Ve République. Parmi les députés élus en 2007, 272 avaient plus de 60 ans. Les seniors sont presque majoritaires, alors que seuls 97 élus ont moins de 50 ans, dont 12 moins de 40 ans.

Le sociologue Louis Chauvel avait ainsi observé que, "*avec neuf élus seniors pour un de moins de 40 ans, l'Assemblée nationale française affiche l'une des moyennes d'âge politique les plus élevées d'Europe*". Le Royaume-Uni compte trois seniors pour un junior de moins de 40 ans, l'Italie 2,66, l'Allemagne 0,78 et la Suède 0,44.

En 1981, l'Assemblée nationale comptait un député de moins de 40 ans pour un député de plus de 60 ans. En 1946, les juniors, issus de la Résistance, représentaient près de 35 %, contre 2 % en 2011. (lemonde.fr 12.11)

2- Italie

Le président du Conseil italien Silvio Berlusconi a remis sa démission samedi au président Giorgio Napolitano sous les huées de la foule romaine venue célébrer le départ du "Cavaliere".

Après le Sénat vendredi, la Chambre des députés a entériné le texte en fin d'après-midi, ouvrant la voie à une démission rapide de Berlusconi et à la formation d'un nouveau gouvernement.

Le magnat des médias, arrivé au pouvoir en 1994 sur fond d'effondrement de la démocratie chrétienne et d'opération "*Mains propres*", a été président du Conseil en 1994-95, 2001-2006 et depuis la dernière victoire de son parti allié à la Ligue du Nord aux législatives d'avril 2008.

Le président Giorgio Napolitano devrait désormais charger l'ancien commissaire européen à la Concurrence Mario Monti de former le prochain gouvernement.

Celui-ci devrait former un cabinet restreint composé de techniciens, afin de tirer l'Italie hors de la crise de la dette souveraine.

Monti a été nommé mercredi dernier sénateur à vie par le président de la République, un décret inattendu qui a préparé le terrain à sa désignation à la tête du gouvernement. Samedi matin, il a eu des consultations avec Mario Draghi, le nouveau président - italien - de la Banque centrale européenne.

Selon certains politologues, son gouvernement pourrait être annoncé dès dimanche soir, avant l'ouverture des marchés.

Les prochaines législatives n'étant pas prévues avant 2013, un gouvernement technique pourrait disposer d'un an et demi pour faire adopter des réformes économiques douloureuses, mais il aura pour cela besoin du soutien d'une majorité parlementaire et risque de ce fait de tomber d'ici là.

Le scénario d'une éviction programmée de Berlusconi a allégé les tensions en fin de semaine.

Mais il faudra à Monti, ou à toute autre personnalité nommée à la tête du gouvernement, obtenir un soutien politique suffisant pour réformer les retraites, le marché du travail et le secteur public ainsi que le réclament les partenaires européens de Rome.

Le Parti démocrate, principale formation de l'opposition de centre gauche, et des élus centristes ont promis d'apporter leur soutien au nouveau gouvernement.

A l'exception notable du principal syndicat du pays, la CGIL, organisations syndicales et patronales ont aussi lancé un appel à la formation d'un gouvernement d'urgence, la patronne des patrons Emma Marcegaglia jugeant que Mario Monti est «*l'homme de la situation*».

La Ligue du Nord, alliée fédéraliste de Berlusconi, a déclaré qu'elle ne participerait pas à un gouvernement Monti.

Peuple de la liberté (PDL), le parti d'"*Il Cavaliere*", a accepté de soutenir un gouvernement Monti à condition que ce dernier s'en tienne à l'application des réformes décidées avec l'Union européenne, selon un député PDL, Mario Baccini.

"*Nous avons donné au premier ministre Berlusconi un mandat pour procéder à des consultations afin de voir que le programme est celui convenu avec l'Union européenne, pour s'assurer que le gouvernement n'est pas politique et par-dessus tout pour vérifier le calendrier du nouveau gouvernement*", a expliqué Mario Baccini à des journalistes.

"*Les gouvernements techniques, ça n'existe pas, parce que tous les gouvernements sont politiques par le biais du vote du parlement*", rappelait jeudi l'actuel ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini.

Et les atermoiements observés en Grèce cette semaine sont là pour rappeler que le passage du projet à la réalité peut être tortueux. (Reuters et 20minutes.fr 12.11)

3- Grèce

Le cabinet grec d'union nationale dirigé par Lucas Papadémos pourrait rester en place un ou deux mois de plus que les 100 jours prévus, mais nul ne doit s'attendre à un relâchement de la politique d'austérité appliquée depuis deux ans, a prévenu samedi un responsable de la nouvelle équipe.

Dans un sondage de l'institut MRB rendu public samedi par le journal Realnews, 75% des personnes interrogées disent avoir une bonne opinion du nouveau chef de gouvernement, et 68% soutenir un gouvernement de coalition comme celui qui vient d'être formé.

Au cas où des élections législatives auraient lieu maintenant, les conservateurs de la Nouvelle démocratie (ND) arriveraient en tête avec 33,1% des voix, sans pour autant avoir à eux seuls la majorité absolue au parlement.

Les socialistes du Pasok ne recueilleraient que 18,1%. Ce sondage a été réalisé le 10 novembre, jour où Papadémos a été confirmé à la tête du gouvernement, et le 11 novembre, jour de l'investiture de son cabinet d'union.

Des experts estiment que Lucas Papadémos se heurtera, bien qu'il incarne un nouveau départ dans la lutte contre la dette, aux deux mêmes obstacles que le cabinet précédent : les dissensions politiques et une opinion farouchement opposée à de nouveaux sacrifices économiques.

Après les hausses d'impôts, la réduction des salaires et des retraites ainsi que les licenciements de fonctionnaires, les Grecs font face à un chômage record dont le taux frise les 20% et à une quatrième année de récession en 2012.

"*Je ne suis pas soulagée du tout qu'il y ait un nouveau gouvernement*", dit Eleni Papageorgiou, femme au foyer de 53 ans. "*Je sais une seule chose : quel que soit le gouvernement, les choses vont s'aggraver pour moi au lieu de s'améliorer*."

Des militants prévoient déjà de manifester contre le nouveau gouvernement sur la place Syntagma, où une série de manifestations organisées depuis des mois ont parfois donné lieu à de très violents accrochages avec la police.

Pour certains médias grecs, la taille du gouvernement (48 ministres et vice-ministres nommés pour apaiser les partis rivaux) et les querelles qui ont précédé sa mise en place, augurent mal des mois qui viennent.

"*Attention ! Danger !*", prévient le quotidien de centre gauche *Ta Nea* dans un éditorial où il rappelle que le dernier cabinet d'union du pays, formé en 1989 sous la conduite de l'ex-gouverneur de la banque centrale Xénophon Zolotas, avait éclaté au bout de trois mois. (Reuters 12.11)

Social

1- Portugal

Des dizaines de milliers de fonctionnaires portugais ont défilé samedi à Lisbonne pour dénoncer la baisse de leurs traitements inscrite dans le projet de budget 2012 du nouveau gouvernement de centre droit.

Les manifestants ont dénoncé une décision imposée par les bailleurs de fonds du pays - Union européenne et Fonds monétaire international - au lendemain de l'adoption en première lecture de la loi de finances par le parlement.

La large avenue de la Liberté et la place des Restauradores ont été envahies par la foule scandant "*FMI Dehors!*" ou "*Non au vol*

de nos salaires".

Plusieurs milliers de militaires à la retraite se sont rassemblés séparément devant le siège du ministère des Finances, sur le Tage, pour dénoncer le gel de leurs pensions.

Le budget 2012 élaboré par le gouvernement de centre droit de Pedro Passos Coelho prévoit la suppression des primes de congé et primes de fin d'année pour les fonctionnaires et la hausse des taxes sur de nombreux produits et services.

La manifestation de samedi intervient douze jours avant une grande grève générale contre l'austérité programmée le 24 novembre. Des mouvements de jeunesse préparent également un grand rassemblement le 26 novembre avant le vote final du budget le 29 novembre. (Reuters 12.11)

2- Allemagne

Plusieurs milliers d'"indignés" allemands manifestaient samedi à Francfort et Berlin pour dénoncer les excès de la spéculation financière et demander au gouvernement le démantèlement des grandes banques.

A Francfort, quelque 9.000 personnes, selon la police, manifestaient dans le calme près des bureaux de la Banque centrale européenne (BCE) au coeur de la ville. A Berlin, les manifestants ont formé une chaîne humaine pour encercler des parties du quartier des ministères. La police parlait de "*plusieurs milliers*" de manifestants dans la capitale allemande. (AP 12.11)

Et les syndicats, les partis de gauche ou d'extrême gauche, l'avant-garde révolutionnaire, où sont-ils, que font-ils, vous en avez entendu parler ?

Economie

1- UE

Les Etats de la zone euro doivent agir davantage au niveau européen et confier une partie de leurs responsabilités budgétaires et fiscales aux institutions européennes pour sortir de la crise de la dette, estime le ministre allemand des Finances dans des interviews publiées samedi.

Wolfgang Schäuble a déclaré à l'hebdomadaire allemand Focus que l'Italie serait en mesure de surmonter ses difficultés, qui découlent d'une crise de confiance sur les marchés.

Bien que l'Europe dispose d'un pacte de stabilité et de croissance censé permettre d'intervenir beaucoup plus tôt, il est nécessaire que les pays membres agissent plus au niveau de l'UE, dit Schäuble.

"*La pression exercée par la crise produit des effets qui ne seraient pas possibles autrement (...) plus grande est la crise, plus grand est le besoin de changement,* poursuit-il. *Le sentiment que cela nous conduira finalement beaucoup plus loin m'aide à traverser les moments pénibles*."

Dans une autre interview accordée au *Monde*, Schäuble juge nécessaire, pour mieux s'assurer que les membres de la zone euro tiennent leurs engagements, de modifier les traités européens existants de façon à ce que les membres de la Commission européenne disposent en matière budgétaire de pouvoirs équivalant à ceux qu'ils ont déjà sur les questions de concurrence.

"Pourquoi le membre de la commission chargé de la mise en oeuvre des accords n'aurait-il pas les mêmes droits que le commissaire à la concurrence ?, demande-t-il. Pourquoi a-t-on le droit de porter plainte devant la Cour de justice des communautés européennes pour violation du droit européen mais pas du Pacte de stabilité ?"

Membre du parti conservateur CDU, M. Schäuble a souligné que sa formation politique, réunie en congrès à partir de lundi, allait "*réclamer plus d'Europe*" et se pencher sur l'idée d'élire le président de la Commission européenne au suffrage universel. "*Ce serait une vraie révolution*", a-t-il commenté. (Reuters et liberation.fr 12.11)

2- Hongrie

L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a placé la note souveraine de la Hongrie (BBB-) «*sous surveillance négative*», a indiqué l'agence samedi matin, une décision récusée par le gouvernement hongrois qui fait valoir les «bons» indices macro-économiques du pays (déficit public et dette). «*A cause de la hausse des risques qui affectent la crédibilité financière de la Hongrie comme la dégradation de l'environnement économique et financier extérieur, S&P a placé la dette hongroise BBB-*

sous surveillance négative», de même que la note de la dette à court terme (A-3), a indiqué l'agence de notation.

La décision de S&P arrive au lendemain de l'annonce d'une autre agence de notation, Fitch, qui a indiqué avoir ramené de «stable» à «négative» sa perspective de la note souveraine hongroise (également BBB-).

Les raisons relevées par les deux agences sont quasiment identiques et reprennent les critiques des derniers mois des analystes qui ont dénoncé la politique économique «*non-orthodoxe*» du Premier ministre conservateur hongrois, Viktor Orban. Sont notamment dans le collimateur des mesures économiques contraires aux règles de l'Union européenne et prises sans consultations préalables avec les secteurs concernés, comme l'imposition des banques (623 millions d'euros) et des taxes extraordinaires sur les sociétés d'énergie, de distribution et de télécoms.

Egalement sous le feu des critiques se trouve la récente décision du gouvernement hongrois permettant à la population endettée en devises étrangères (franc suisse ou euro) de rembourser ses emprunts à un taux préférentiel, au moins 20% en-dessous des taux de changes réels. Cette mesure avait été vivement critiquée par la Banque centrale européenne (BCE), qui l'avait qualifiée de «dangereuse» non seulement pour le pays, mais aussi pour les banques de la région.

Le gouvernement hongrois a déjà récusé les avis des agences de notation, insistant sur le fait que le déficit public du pays resterait sous les 3% du Produit intérieur brut (PIB) en 2011 et en 2012 et que la Hongrie était un des rares pays ayant fait baisser leur dette nationale (d'environ 81% à 73% du PIB). (20minutes.fr 12.11)

Haut de page

Le 14 novembre

CAUSERIE

Demain je mettrai en ligne d'autres articles économiques que j'ai dégotés sur le Net. ("dégoter" avec 1 ou 2 T)

1- Le M'PEP : un mouvement politique qui combat le socialisme.

Continuons l'examen de "*l'opinion du M'PEP*" sur le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, que nous avions entamé dans une précédente causerie. Je voulais revenir en détail sur chaque point abordé dans ce document, mais je n'en ai pas le temps.

La société ne comporterait plus deux classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, la bourgeoisie et la classe ouvrière ou le prolétariat, elles ne seraient plus que des "*catégories sociales*" ou des "*notions*" parmi d'autres, glissement sémantique qui est loin d'être anodin puisqu'il débouche sur la remise en cause des conclusions du *Manifeste*, du socialisme.

Voyons comment ces faussaires, ces fossoyeurs du marxisme s'y sont pris étape par étape, pour bien comprendre que nous sommes face à une entreprise délibérée.

1- Remise en cause de l'opposition irréductible entre les principales classes, la bourgeoisie et le prolétariat, qui deviennent des "*catégories sociales*" ou des "*notions*", on ferait difficilement plus vague pour les diluer dans le fatras réactionnaire de l'intérêt général, principe qui a les faveurs de ces agents du capital. Vous allez rapidement comprendre pourquoi.

2- Remise en cause de la principale leçon que Marx et Engels avaient tirée de l'expérience de la Commune, mais sans la citer, la nécessité de démolir de fond en comble l'Etat bourgeois et de construire un Etat ouvrier sur ses cendres, l'impossibilité de s'emparer de l'Etat pour le faire fonctionner pour le compte de la classe des exploitées.

3- Jaurès est appelé en renfort pour remettre en cause la "*méthode*" préconisée par Marx et Engels pour s'emparer du pouvoir, une "*révolution violente*", ainsi que la dictature du prolétariat, comme si la violence qui accompagnait toute révolution prolétarienne était le fait de la classe ouvrière et non de la classe dominante qui prend l'initiative de déclencher une guerre civile...

De plus, remettre en cause la dictature du prolétariat revient à refuser à la classe ouvrière de s'élever au rang de classe dominante, de renverser la dictature du capital. C'est la définition de la dictature du prolétariat, quand la classe ouvrière détient tout le pouvoir et rien de plus.

4- Ils citent Jaurès qui nie l'effondrement du capitalisme, qui au contraire demeurerait éternellement progressiste, et c'est ainsi que par sa lutte de classe et le suffrage universel, "*légalement*" la classe ouvrière parviendrait au pouvoir et réaliserait le socialisme. Vous aurez reconnu le programme du Front de gauche.

La crise actuelle constitue (si nécessaire) un démenti cinglant à la théorie défendue par Jaurès et les réformistes en général. Quant au caractère progressiste du capitalisme, qu'ils aillent donc raconter cela aux ouvriers en Chine, en Inde, au Bangladesh et ailleurs qui triment comme des esclaves. A l'heure où la barbarie capitaliste gagne du terrain dans le monde entier, si ces philistins s'emploient à nier la réalité qu'ils ont pourtant sous les yeux, c'est parce qu'elle ne les concernent pas vraiment, ils sont étrangers à la classe ouvrière et signent ainsi leur crime.

5- Et pour clore cette interprétation frauduleuse du Manifeste ils citent une dernière fois Jaurès, pour lequel " *la gloire de Marx est d'avoir été le plus net, le plus puissant de ceux qui mirent fin à ce qu'il y avait d'empirisme dans le mouvement ouvrier, à ce qu'il y avait d'utopisme dans la pensée socialiste* ", après s'être acharné à vider la pensée de Marx de sa substance et s'est évertués à démontrer au moyen de citations tronquées que les conclusions de ses travaux étaient obsolètes depuis le début du XXe siècle, ce qui revient à affirmer que tous les militants ou tous les partis qui se réclament aujourd'hui du socialisme scientifique de Marx et Engels sont des utopistes et la boucle est bouclée, puisque les intentions réelles du M'PEP sont de soutenir l'ordre établi et combattre le socialisme.

Une précision à propos de Jaurès qu'ils citent abondamment. Je vous avoue que je ne suis pas un spécialiste en la matière. Ils se sont inspirés d'un article paru en décembre 1901, alors qu'il me semble que sa pensée avait évolué vers le marxisme, évoluer ne voulant pas dire forcément avoir franchi le pas.

En guise d'épilogue

Dans leur dernier appel daté du 7 novembre pour venir en aide au peuple Grec, ces "*intellectuel(-le-)s attaché(-e-)s aux Lumières, les militant(-e-)s fidèles aux valeurs progressistes des grandes révolutions du passé*" en appellent à la racaille stalinienne : Jacques Duclos et Maurice Thorez, comme quoi je n'exagérais pas en les traitant de staliniens, ils le revendiquent.

Et comme il se doit, ce mouvement politique contre-révolutionnaire n'entend pas s'attaquer aux fondements du capitalisme et aux institutions puisqu'il les soutient. Quelques extraits pour s'en convaincre si besoin :

1- Il revendique "*le droit pour chaque peuple de produire chez lui*", autrement dit d'être exploité par ses propres capitalistes puisqu'il n'est pas question d'une révolution pour les renverser et les exproprier, à chacun des peuples ses capitalistes et les peuples couleront des jours heureux.

2- "*C'est aussi le droit pour tous les peuples qui le souhaitent de rompre avec l'« économie de marché ouverte sur le monde »*", mais surtout pas avec "*l'économie de marché*" tout court, l'astuce ou le tour de passe-passe était là, nous avons à faire à des manipulateurs professionnels.

3- Exproprier les capitalistes, vous n'y pensez pas : "*Ce n'est pas l'esclavage des peuples pour dettes qu'il faut rétablir, c'est au contraire l'euro-esclavage de la dette qu'il faut abolir en taxant durement tous les usuriers du capital*", le discours de Sarkozy au G20 !

4- Eux aussi ils veulent rompre avec l'UE, avec l'euro, car voyez-vous la vie était si belle pour les travailleurs quand ils n'existaient pas qu'on en vient à rêver que par le seul fait de rétablir le franc et la souveraineté sur la monnaie le bonheur nous tendrait les bras au coin de la rue : "*Et s'il faut pour cela rompre avec cette prison des peuples qu'est l'U.E., s'il faut pour cela en finir avec l'étouffante « monnaie unique », les peuples n'en mourront pas* ", ils étoufferont comme ils étouffaient hier, ce que ces philistins se fichent pas mal, ils brassent du vent et donnent l'impression de combattre au côté de la classe ouvrière, alors qu'en réalité ils servent la cause de la réaction en détournant travailleurs et militants du socialisme et des partis qui s'en réclament, ceux qui ne figurent pas dans leur mouvement.

5- le discours se veut radical en apparence, mais comme dans un mauvais scénario la chute est misérable : nationaliste, patriotique, à gerber : « *la patrie ou la mort, nous vaincrons !* ». Là encore ils le revendiquent : "*A la fois patriotique et internationaliste, la nouvelle bataille contre l'esclavage pour dettes vient de commencer à Athènes* ". Tous au côté de notre propre bourgeoisie, de nos braves capitalistes pour défendre notre industrie, nos emplois, notre propre Etat contre l'UE, voilà le contenu réactionnaire de ce mouvement politique dans lequel on trouve des dirigeants et militants d'Attac, du PCF, du PG, du GU et du NPA, plus des altermondialistes déclarés, notamment.

J'ai mis cet article au format pdf dans la rubrique *Les articles du site*.

Les articles et documents auxquels j'ai fait référence figurent sur le Net, pour ceux qui veulent les consulter.

2- La Croix et la bannière de la manipulation...

Selon un sondage CSA à paraître lundi dans La Croix, les Français se disent heureux dans leur travail actuel à 57%. (20minutes.

fr 13.11)

Les personnes qui ont répondu à ce sondage ont très bien pu vouloir dire qu'ils étaient heureux du travail qu'ils excerçaient pour des raisons diverses, par exemple parce qu'ils l'ont choisi ou parce sous différents rapports ils y trouvent leur compte, sur le plan financier ou parce qu'il ne leur demande pas un trop grand investissement personnel, surtout physique.

J'ai bossé dans plus de 40 boîtes et je me suis toujours débrouillé pour ne travailler que 4 à 6 heures maximum par jour sur les 8 que je devais à mon patron, et quand cela n'était pas possible je changeais de boîte, quitte même à prendre un boulot moins rémunéré mais où je travaillerais peut-être moins, je n'ai jamais imaginé accepter un travail qui ne me laisserait pas le temps de penser pendant 7 ou 8 heures ou qui m'éreinterait physiquement ou psychologiquement.

Depuis le premier jour où j'ai commencé à travailler, il y a 40 ans si je pars de l'époque où j'étais apprenti mécanicien chez Renault, j'ai toujours résisté à l'exploitation, je ne détestais pas le travail, je considérais que l'on devait travailler pour vivre et non l'inverse, qu'on n'était pas des esclaves tout simplement.

Le travail n'est pas une fin en soi, pas plus que la jouissance de la vie en général chère aux hédonistes, doctrine philosophique des privilégiés qui peuvent se payer le luxe d'éviter les problèmes que génère cette société et la souffrance qui les accompagne très souvent, sans jamais comprendre grand chose à l'existence puisque nos problèmes sont à la fois le produit des questions qui se posent à l'humanité et qu'elle n'a pas encore résolues et contiennent (en germe) les réponses pour y répondre.

L'ouvrier est davantage un épicurien qu'un hédoniste, philosophie réservée aux intellectuels (Onfray qui s'en réclame par exemple), il tire du plaisir de la manière dont il exécute une tâche en s'y appliquant de son mieux, et non du travail en soi qu'il a toutes les raisons du monde de détester. Allez donc dire à un ouvrier dans une fonderie que c'était son destin et qu'il devrait s'en réjouir.

L'homme n'a pas une grande capacité de jouissance : il est content de peu et goûte mieux son plaisir quand il est rare. C'est dans la pauvreté que je suis devenu épicurien. (J. Chardonne, Éva) Quand on est ouvrier on n'a pas vraiment le choix, et l'on ne risque pas de se contenter du peu de plaisir que nous procure la société puisqu'il est si rare, si éphémère, quoiqu'il ait tendance avec l'amélioration de ses conditions matérielles d'existence à confondre le plaisir individuel, superficiel et passager que procure la possession de biens matériels, avec le bonheur que procure la libération du règne de l'exploitation et de l'oppression qui ne peut que se concevoir que collectivement, l'élévation de notre niveau de conscience n'ayant rien de superficiel ou de passager.

Pas besoin d'être pauvre pour être ou devenir épicurien, par contre ceux qui sont nés avec une cuillère en argent dans la bouche, et auxquels tous les plaisirs sont accessibles en claquant dans les doigts, finiront par faire du plaisir l'unique quête de leur vie pour en avoir été rassasiés jusqu'à la gueule au point d'en avoir perdu jusqu'au sens et devenir inaccessible.

Vous vous souvenez peut-être d'une causerie dans laquelle j'avais évoqué André Breton qui avait fait l'éloge du plaisir qu'on pouvait ressentir en dégustant un cornichon. Je ne me souviens plus dans lequel de ses livres j'ai lu cela, par contre je me souviens très bien que je me trouvais dans le métro, je devais aller bosser sans doute, pas vraiment le lieu ni le moment d'éprouver du bonheur, et pourtant cette lecture a marqué mon existence parce que je m'y retrouvais, ce fut une révélation sur ma propre personnalité, ma philosophie de la vie faite de petites choses insignifiantes en apparence, mais qui vous permettent de tenir debout, de rester debout, de ne pas crouler sous le poids de la misère que la société vous impose.

J'ai été balayeur ou homme d'entretien dans une petite usine, directeur technique, commerçant, prof, je ne peux pas dire que j'ai éprouvé plus de plaisir à accomplir une tâche plutôt qu'une autre, j'ai éprouvé la même satisfaction pour avoir fait mon travail le mieux possible dans des conditions qui m'avaient été imposées.

Le ver était dans le fruit... et il a tout bouffé !

Cécile Duflot et Eva Joly font de la sortie du nucléaire un principe non négociable avec Hollande et le PS, du coup s'ils devaient en rester là, l'élection au second tour des présidentielles du candidat du PS serait largement compromise compte tenu de l'apport en voix d'EELV qui lui sont indispensables.

Le candidat écologiste de l'UMP en rajoute une couche pour le compte du candidat Sarkozy

Le Figaro nous dit qu'elles ont "*reçu le soutien sur ce sujet du candidat malheureux à la primaire écologiste, Nicolas Hulot. Dans une tribune au JDD, celui-ci juge aussi que la sortie du nucléaire est «un objectif moral incontournable»*" (lefigaro.fr 13.11), car en matière de moral il en connaît un rayon le bougre, comme par exemple être financé par des multinationales et prétendre les combattre.

Normal qu'ils les soutiennent puisque c'est au profit de l'hystérique du Palais.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Les citoyens finiront par se révolter contre la '*dictature de fait*' des marchés financiers depuis le début de la crise de la dette en zone euro, a déclaré le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), Jean-Pierre Jouyet, dans un entretien au Journal du dimanche.

Les marchés '*ont fait pression sur le jeu démocratique*', a-t-il expliqué, soulignant qu'avec le départ du président du conseil italien, Silvio Berlusconi, '*c'est le troisième gouvernement qui saute à leur initiative pour cause de dette excessive*'.

Avant le renoncement de M. Berlusconi, son homologue grec Georges Papandréou en avait fait de même, mercredi soir. En novembre 2010, le Premier ministre irlandais Brian Cowen avait lui aussi été contraint d'annoncer son départ en février 2011, après la mise en place d'un plan d'aide d'urgence à son pays. (lemonde.fr 13.11)

A mettre en relief avec ceux qui titrent : "*Non à l'austérité*" (couverture du IO n°174) L'avant-garde paraît-il !

A bas la dictature du capital, Vive la dictature du prolétariat ! Ils ont fait faillite, chassons-les du pouvoir !

2- Sommet Asie-Pacifique (Apec)

2.1- Le président américain et les huit autres dirigeants concernés ont annoncé samedi avoir accompli d'importants progrès en vue de la création du Partenariat transpacifique (TPP), une initiative commerciale regroupant neuf Etats d'Asie, d'Océanie et des Amériques.

"*Nos neuf pays ont défini les contours généraux d'un accord*", a déclaré Barack Obama à l'issue d'une réunion entre les chefs d'Etat et de gouvernement de ces Etats, en marge du sommet annuel du forum économique Asie-Pacifique (Apec), à Honolulu.

Le Premier ministre malaisien Najib Razak est allé jusqu'à évoquer l'échéance du mois de juillet pour cet accord, même si le communiqué conjoint publié samedi ne mentionne aucune date.

"*Nous sommes tombés globalement d'accord pour définir une date-butoir en juillet*", a-t-il dit à la presse.

Face au marasme économique de la zone euro, le gouvernement américain se tourne vers la zone Asie-Pacifique et sa croissance élevée, jugée fondamentale pour dynamiser les exportations américaines et créer des emplois.

L'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Malaisie, le Vietnam, Brunei, le Chili et le Pérou participent au projet, en plus des Etats-Unis.

Les discussions entre ces Etats ont reçu un coup de fouet vendredi avec l'annonce que le Japon, troisième économie mondiale, envisageait de s'y joindre. La nouvelle a été confirmée samedi soir par le Premier ministre japonais Yoshihiko Noda.

Ce dernier a annoncé avoir soumis une demande d'adhésion de son pays au TPP lors d'un entretien bilatéral avec Barack Obama.

"*Le président Obama s'est réjoui de cette décision et a proposé que le Japon et les Etats-Unis fassent la promotion de la coopération lors des négociations à venir*", a-t-il dit.

Le Canada, le Mexique, les Philippines, la Papouasie-Nouvelle Guinée et la Corée du Sud sont également vus comme de possibles participants à ce projet. La Chine n'a en revanche pas manifesté son intérêt.

Washington espère notamment que le TPP lui permettra de ne pas être marginalisé, alors que de nombreux pays asiatiques réorganisent leurs activités économiques autour de la Chine.

L'objectif principal du TPP sera de supprimer progressivement les tarifs douaniers sur une période de dix ans.

2.2- Le sommet Asie-Pacifique (Apec) à Honolulu a donné lieu samedi à des échanges contradictoires entre les Etats-Unis et la Chine, les deux géants de la région dont les analyses divergent en matière économique.

Le président chinois Hu Jintao a voulu, lors de son intervention, assurer les autres dirigeants de l'ouverture de Pékin aux échanges commerciaux et à la poursuite de réformes.

Il a en contrepartie souligné que son pays entendait peser davantage dans les grandes orientations de l'économie mondiale, et estimé que les pourparlers du cycle de Doha, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), demeuraient le lieu privilégié de débat sur le libre-échange.

Barack Obama a estimé lui que Pékin devait respecter les règles en vigueur sur la protection de la propriété intellectuelle et laisser le yuan s'apprécier face au dollar.

"*Ce que je dis depuis mon premier jour en fonction (...), c'est que nous voulons que les Chinois respectent les règles. Et le dossier des changes est probablement un bon exemple*", a dit le président des Etats-Unis.

"*Pour une économie comme celle des Etats-Unis - dont le principal avantage compétitif réside dans notre savoir, nos innovations, nos brevets, nos droits d'auteur -, il est inacceptable de ne pas bénéficier du niveau de protection nécessaire dans un marché aussi important que la Chine*", a-t-il poursuivi.

Lors d'une rencontre bilatérale avec Hu Jintao, il a fait état de la "*frustration croissante*" de l'opinion publique américaine face aux pratiques de la Chine en matière de commerce et de changes, jugées déloyales, a rapporté à la presse un conseiller du président américain.

"*Le déficit commercial et les problèmes de chômage ne sont pas la conséquence du taux de change du yuan et même une forte appréciation du yuan ne réglerait pas les problèmes auxquels sont confrontés les Etats-Unis*", a répliqué Hu Jintao, cité par le site chinanews.com à Pékin.

Les Etats-Unis ne disposent guère de moyens d'influencer Pékin: la Chine est en effet le premier détenteur de dette américaine avec plus de 1.100 milliards de dollars.

Le débat sur le cadre à privilégier pour organiser le commerce régional illustre le désaccord sino-américain.

Les Etats-Unis privilégient leur projet de Partenariat transpacifique (TPP) aux objectifs commerciaux plus stricts que ceux du cycle de Doha.

Hu Jintao, qui s'exprimait devant une assemblée de dirigeants d'entreprises, a assuré que la Chine était déterminée à faire progresser le libre-échange autour de l'océan Pacifique. Il a toutefois souligné que les pourparlers de Doha devaient se poursuivre afin de déboucher au plus vite sur un accord offrant des concessions sur les taxes douanières aux pays les moins développés.

Autre débat en cours, la représentation de la Chine au FMI. Les Etats-Unis comme les pays européens renâclent à céder plus de pouvoirs aux grands pays émergents au sein du Fonds monétaire international.

La gouvernance économique, a répondu Hu Jintao, doit refléter l'évolution du paysage mondial afin de renforcer "*la voix des marchés émergents et des pays en développement*". (Reuters 13.11)

3- Syrie

La décision de la Ligue arabe de suspendre la Syrie et d'imposer des sanctions après huit mois de troubles pourrait augurer de mesures internationales plus sévères à l'encontre de Damas, mais ne devrait pas déboucher sur une intervention militaire de l'Occident.

Contrairement au scénario libyen, lorsque l'organisation panarabe avait sollicité en mars l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne sur le pays, préparant le terrain à une intervention de l'Otan, les mesures prises samedi par la Ligue ne prévoient pas de requérir l'usage de la force.

Elles renforcent néanmoins la main des puissances occidentales, qui réclament une position de l'Onu plus sévère face à la répression des manifestations anti-Assad.

"*Nous ne voulons pas d'intervention étrangère*", a souligné Hamad Bin Djassim al Sani, Premier ministre du Qatar en annonçant la décision de la Ligue au Caire. "*Il n'est pas question d'armer (l'opposition) ni d'appeler à une zone d'exclusion aérienne. Personne à la Ligue ne parle de cela.*"

Il n'en reste pas moins que les mesures annoncées de la part de pays traditionnellement réticents à s'ingérer dans les

affaires intérieures d'autres Etats membres accentuent fortement la pression sur le régime du président Bachar al Assad.

Damas ne s'y est pas trompé en réagissant avec colère à sa suspension des instances de la Ligue, approuvée par les chefs de la diplomatie de 18 des 22 pays membres. Le pays affirme que de telles décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité et accuse l'organisation d'appliquer un programme anti-syrien et pro-occidental.

Mais selon Chris Phillips, spécialiste du Moyen-Orient à l'Unité d'intelligence économique (EIU), la décision de suspension de la Ligue arabe pourrait d'une certaine façon amener la Chine à assouplir son opposition à une résolution de l'Onu qui condamnerait la répression syrienne.

"*C'est un message clair à la Chine: vous n'avez pas besoin de soutenir Assad pour continuer à être du côté (des pays arabes)*", a t-il dit. "*Si la Chine pouvait être influencée, cela mettrait la pression sur la Russie et son veto.*"

Le rôle central de la Syrie dans la politique du Moyen-Orient rend les puissances occidentales très hésitantes à intervenir.

Mélange complexe d'ethnies et de croyances, alliée avec Téhéran et avec des groupes d'activistes comme le Hamas et le Hezbollah, la Syrie est toujours théoriquement en guerre contre Israël, qui s'est emparé du plateau du Golan en 1967. (Reuters 13.11)

C'est le Qatar qui est à la tête de la Ligue arabe, l'allié de la coalition militaire qui est intervenu en Libye, donc inutile de se poser la question de savoir qui tire les ficelles, on a la réponse ici.

Il est clair qu'ils envisagent sérieusement de s'attaquer à la Syrie et à l'Iran, mais ils doivent tenir compte de plusieurs facteurs qui retardent l'application de leur plan : sur le plan politique les élections américaines, françaises et espagnoles, sur le plan économique et social, le coût de la guerre, 500 milliards de dollars rien que pour l'Afghanistan depuis 2001, la détérioration de la situation en Europe et l'incertitude qui pèse aux Etats-Unis même, certes ils ont commencé le retrait de leurs troupes en Irak et en Afghanistan, mais ont-ils encore les moyens de se lancer dans une nouvelle guerre dont les conséquences pourraient rapidement leur échapper pour s'étendre à tous les continents, comment la financeraient-ils sans alourdir leurs dettes abysales, comment dans ces conditions exiger de nouveaux sacrifices au prolétariat mondial qui résiste et cherche la voie pour mettre en échec le capital ?

Social

1- France

1.1- Génération sacrifiée

«*Entre juin 2011 et octobre 2011, il y a 223.000 jeunes qui sont sortis du système éducatif sans diplôme. Cela représente environ 5% des jeunes de plus de 16 ans qui sont dans nos lycées ou nos lycées professionnels*», a précisé le ministre. Sur ces 223.000, «*un quart sont pris en charge par les missions locales. Et il en reste environ 160.000 qui jusqu'à présent étaient partis sans laisser d'adresse, perdus de vue*», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 13.11)

1.2- Grève reconductible à Pôle emploi

Le principal syndicat de Pôle emploi, le SNU, a appelé à une grève reconductible lundi 14 novembre, pour manifester l'exaspération des personnels du service public de l'emploi face à leur manque de moyens. '*Nous appelons à une mobilisation pour infléchir sur les orientations budgétaires*', a expliqué Jean-Charles Steyger, délégué syndical.

Aujourd'hui les syndicats se disent alarmés par la hausse du nombre des demandeurs d'emploi qui dépasse les 4 millions en comptabilisant ceux qui ont une activité réduite. Le nombre des chômeurs sans aucune activité a atteint 2,78 millions en septembre, un plus haut depuis janvier 2000. Les syndicats déplorent également un manque de moyens et d'effectifs et une dégradation des services rendus aux demandeurs d'emploi. Une analyse confortée ces derniers mois par une série de rapports peu amènes pour le service public de l'emploi.

De ce manque de moyens découlent aussi des conditions de travail dégradées pour les personnels de Pôle emploi, dont la charge de travail a explosé et qui ne bénéficient plus des 1 800 postes supplémentaires en CDD accordés lorsque la crise a éclaté. Dans un projet de budget pour l'emploi globalement en baisse de 12% selon des économistes le budget de Pôle emploi est maintenu pour 2012, ce que le SNU assimile à 'une baisse de fait', dans le contexte actuel.

Le SNU est cette fois le seul syndicat représentatif à avoir appelé à ce mouvement, même si les autres organisations syndicales se font également régulièrement l'écho du mécontentement des agents de l'entité née, il y a trois ans, de la fusion de l'ANPE (chargée du placement des chômeurs) et des Assedic (indemnisation). (lemonde.fr 13.11)

2- Chine

De violents affrontements ont opposé les forces de l'ordre à des villageois en colère contre la vente de terres samedi dans le sud de la Chine, a indiqué la police.

Des milliers de personnes armées de batons, de pierres et de cocktails Molotov ont participé aux heurts, qui auraient fait trois morts, selon le quotidien de Hong Kong, l'Oriental Daily News.

La police de la préfecture de Zhongshan, dans la province du Guangdong (sud), a indiqué sur un compte Weibo, le Twitter chinois, que les habitants du village de Yilong avaient envahi un parc industriel où ils "*ont cassé, pillé et brûlé*".

La police a démenti qu'il y ait eu des victimes. Elle n'a pas précisé combien de personnes avaient été impliquées mais indiqué que depuis le mois d'août, des villageois bloquent le parc industriel au prétexte d'un contentieux foncier entre deux quartiers, a affirmé la police.

Deux ateliers ont été incenciés, rapporte l'Oriental Daily News, selon lequel les habitants reprochent aux dirigeants locaux d'empocher le produit de la vente de terrains communaux. Quelque 3.000 policiers ont été déployés, affirme encore le journal. (liberation.fr 13.11)

Economie

Allemagne

Selon Der Spiegel, Berlin «*se préparerait à une possible sortie de la Grèce de la zone euro*». L'hebdomadaire allemand, qui s'appuie sur des sources au sein du ministère des Finances, rapporte que le gouvernement «*a effectué des simulations sur un éventail de scénarios*» dont le pire prévoit que la Grèce puisse «*tomber dans un cercle vicieux de misère qui pourrait durer des décennies*», notamment car ses banques seraient privées d'accès aux marchés internationaux de capitaux, et entrainerait d'autres pays avec elle.

Dans un scénario intermédiaire, l'Union européenne verrait elle la crise s'intensifier, notamment en Espagne et en Italie. Un scénario «de base» prévoit lui que la situation ne devienne «pas trop mauvaise» et que la sortie de la Grèce puisse même «*contribuer à renforcer la zone euro à long terme*».

Dans un entretien au Monde, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schaüble dément le scénario d'une «division» de la zone euro. Il comprend que «*beaucoup de [ses] concitoyens*» soient favorables à une sortie de la Grèce de la zone, mais affirme que «*l'Allemagne et la France feront tout pour que la Grèce [y] reste*». Pour cela, «le peuple grec doit décider s'il peut et s'il souhaite accepter les contraintes qu'impose le maintien de leur pays dans la zone euro». (Slate.fr 13.11)

Haut de page

Le 15 novembre

CAUSERIE

Que pouvons-nous, que devons-nous opposer à la dictature du capital, sinon la dictature des travailleurs, du prolétariat ?

1- A propos de la Syrie

On jugera la légitimité de l'opposition syrienne en exil au soutien dont elle se targue de la part de la Ligue arabe ayant à sa tête l'émir Hamad bin Khalifa al-Thani qui dirige le régime féodal du Qatar. On jugera également sa légitimité au regard du soutien que lui apporte de soit-disant régimes démocratiques comme la France, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis qui ont dénié au peuple grec de se prononcer démocratiquement par référendum sur son avenir.

Autrement dit, sans pour autant soutenir le régime en place en Syrie, nous ne soutiendrons pas cette opposition fantoche financée par la coalition militaire qui est intervenue en Libye et à qui nous dénions toute légitimité. Elle est en Syrie, l'équivalent du CNT en Lybie qui représentait une frange de la bourgeoisie dans ce pays.

2- La dette, une histoire de vases communicants qui tourne mal

On est lundi soir, il est 19h15, je viens de dîner modestement, mais j'ai à l'esprit que plus d'un milliard d'hommes, de femmes et d'enfants n'auront même pas cette chance ce soir, et c'est l'estomac torturé par la faim qu'ils devront tenter de trouver le sommeil... Pendant ce temps-là, aux quatre coins du monde des privilégiés qui s'enrichissent en dormant s'empiffreront à s'en faire péter la panse dans l'indifférence de leur triste sort, et pour cause, ils en sont responsables.

C'est ce que nous allons vérifier tout de suite à partir de quelques données sur l''évolution économique et sociale au cours des décennies précédentes aux Etats-Unis, l'Etat le plus riche de la planète où la précarité, les inégalités et la pauvreté ont explosé.

Ces données proviennent d'un article du portail contreinfo.info.

- Aux USA, de 1945 à 1973, les gains de croissance se sont répartis ainsi : 32% sont allés aux 10% les plus riches et 68% au reste de la population. (source : Université de Berkeley - Etats-Unis)

- Entre 1974 et 2008, tous les gains de croissance sont allés aux 10% les plus riches. Les revenus des autres 90% de la population ont baissé. (id)

- Total des chômeurs plus les salariés à temp partiel : 2001 : environ 7% ; 2010 : 17,5% (source : Département du travail américain)

- Pourcentage de la population active en activité : 2000 : environ 64,5% ; 2011 : un peu plus de 58% (id)

- Profit après impôt des entreprises : 2000 : quelque 550 milliards de dollars ; 2011 : environ 1 500 milliards de dollars. (source : département du commerce américain)

- Salaire des dirigeants d'entreprise par multiple du revenu moyen : en 1980 : X 50 ; 2000 : X 520 environ ; 2007 : X 350 (source : Executive excess 2008)

Entre 1990 et 2005,

- Augmentation des revenus des PDG : + 298,2%
- Augmentation de l'indice boursier S&P 500 : + 141,4%
- Augmentation des profits des entreprise : + 106,7%
- Augmentation des salaires dans le secteur marchand : + 4,3%
- Augmentation du salaire minimum fédéral : - 9,3% (je ne me suis pas trompé de signe !)

(source : (source : Executive excess 2006)

Edifiant, non ?

En jetant un rapide coup d'oeil aux tableaux qui relayaient ces données, j'ai observé que chaque crise s'était soldée par une nouvelle dérégulation des marchés financiers et l'envolée des profits des entreprises américaines, des indices boursiers et de l'enrichissement des gangsters de la finance et des multinationales, et que parallèlement le pourcentage du travail dans le PIB avait diminué, ce qui traduisait la stagnation ou la baisse des salaires.

Comme disait Louis de Funes dans *Les folies des grandeurs* qu'ils ont repassé hier soir sur TV5Monde Asie (la seule chaîne francophone que je peux capter ici en Inde), dans le rôle de chevalier de la toison d'or au service du roi : *les pauvres sont faits pour être de plus en plus pauvres et le rester, et les riches pour devenir de plus en plus riches*.

On n'a jamais disposé dans le passé d'autant d'éléments provenant de différentes parties de la société à travers le monde pour démontrer la nécessité urgente de liquider le capitalisme, et il s'avère que nous ne sommes pas foutus de nous en servir efficacement, non pas pour s'attaquer aux méfaits du capitalisme, encore moins pour le réformer, mais pour préparer les conditions qui nous permettrons de nous attaquer à ses fondements, de le renverser, ce qui suppose que nous ne lui cèdions rien, dans une perspective politique révolutionnaire : prendre le pouvoir.

A bas l'austérité, d'accord, à condition d'ajouter que le gouvernement et les institutions sont illégitimes et qu'ils doivent disparaître, que c'est au peuple travailleur que doit revenir le pouvoir pour décider de son avenir, tout le pouvoir, exactement comme les exploiteurs disposent de tous les pouvoirs flanqués d'une armée de valets dits de gauche à leur service et qu'ils entretiennent en échange.

3- Les miasmes de la Ve République.

Michel Rocard était l'invité du 19h de Public Sénat, ce lundi, sur Public Sénat. Interrogé sur l'attaque de Jean-Luc Mélenchon contre François Hollande : « *Qu'il se taise. Pourquoi répondre ?* »

Interrogé sur la situation de Dominique Strauss-Kahn, Michel Rocard « *trouve qu'on devrait maintenant le laisser tranquille* ». « *C'est une souffrance* ». (publicsenat.fr 14.11)

Strauss-Kahn souffre le malheureux, on imagine aussi que les détracteurs de son "*ami*" devraient se taire, car "*Dominique est l'un de mes amis, il vit une histoire assez épouvantable qui le détruit lui-même, moi ça m'attriste*". On compatit, à côté la misère du monde est un détail ! Lundi matin sur Europe 1, à la question «*lorsque vous avez dit fin août, que DSK était un malade, vous aviez raison avant tout le monde ?*», Michel Rocard a répondu : «*J'ai été le premier à le dire mais tout le monde le pensait*». (20minutes.fr 14.11)

Tiens donc un aveu, car si "*tout le monde le pensait*", c'est que tout le monde savait que c'était un perverse sexuel et que son argent lui permettait de satisfaire tous ses fantasmes... On imagine mal qu' Aubry n'ait pas été informée des parties fines auxquelles il participait dans sa bonne ville de Lille, alors que le Carlton et d'autres gourbis plus discrets faisaient office de bordels. Au fait, il reposait sur quoi "*leur pacte*", l'omerta sur ses frasques sexuelles ?

Rocard s'en fout puisqu'il considère que c'est une "*maladie*", pas d'être riche bien entendu, c'est une qualité voyons, d'ailleurs les banquiers non plus n'ont rien à se reprocher, ils sont sans doute tout simplement malades, le capitalisme est victime des excès de la finance, une maladie en somme ! Rocard a peut-être raison après tout, Strauss-Kahn est malade, mais à son âge c'est rédhibitoire, c'est le genre de malades qu'il faut exécuter pour qu'ils cessent définitivement de nuire à la société, y compris Rocard, le père de la CSG.

Revenons à Tati brasse du vent, tandis que monsieur Hulot fait du pédalo.

Pierre Moscovici a le premier dénoncé une «*rhétorique qui n'est pas toujours de gauche*» consistant à renvoyer dos à dos PS et UMP, et qui sert «*la droite ou l'extrême droite*». «*La déclaration de Jean-Luc Mélenchon m'a choqué,* a-t-il dit sur Radio J, *c'est une faute. Cette idée reprend le thème de la droite, "le marin d'eau douce"... Elle est vraiment à côté de la plaque*.» Mélenchon contre-attaque alors par communiqué, voyant dans la réplique de Moscovici un «*dérapage*». «*Il se croit bien inspiré en m'accusant de faire le jeu de la droite et de l'extrême droite parce que j'ai fait mouche*», croit-il savoir.

Et Jack Lang condamne une «*campagne ordurière*» contre son candidat. La charge est lourde: le député PS parle «*d'étranges convergences dans l'insulte grossière*» unissant «*le cabinet noir de l'Elysée, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen*». Et de suggérer au leader du Parti de gauche d'adopter un «*comportement plus convenable*».

Lors de son point-presse hebdomadaire, le porte-parole Benoît Hamon regrette, à son tour, que Mélenchon «*s'inscrive dans une compétition avec la droite*», où c'est «à qui disqualifiera le plus François Hollande». «*Quand il pose un signe égal entre François Hollande et Nicolas Sarkozy vis-à-vis de la crise (...), intellectuellement son analyse est fausse*», recuse-t-il.

Arnaud Montebourg a frappé plus fort, sur France Inter, en recommandant au candidat allié au PCF de ne pas se transformer «*en une sorte de Georges Marchais qui voudrait faire échouer la gauche 30 ans après*». Réplique immédiate du secrétaire national du Parti de gauche, Alexis Corbière, sur son blog: «*Pour être utile aux belles idées qu'il a défendues durant la primaire, souvent empruntées au Front de Gauche, M. Montebourg devrait éviter de se donner pour rôle de gardien de plage devant le pédalo de M. Hollande.*»

«*Il y a toute la rangée des repentis qui part devant pour faire du zèle*», observe Mélenchon, «*amusé*» par Lang mais «*peiné*» par la pique de Montebourg. Puis il balance: «*Moi aussi j'en prends des claques. Quand tous ces gens me traitent d'agent de l'extême droite alors que ce sont eux qui gouvernent avec en Grèce, est-ce que je pleurniche?*» (liberation.fr 14.11)

Tous ces philistins nous donnent envie de vomir, ils soutiennent un programme similaire à celui de l'UMP, mais ils refusent de l'assumer. Moscovici le cafard qui se prend pour quelqu'un d'important, Lang le paltoquet, le lèche-cul du régime hier encore en mission en Corée du Nord pour La Talonnette, comme ordure qui bouffe à tous les râteliers il sait de quoi il cause, Hamon et Montebourg qui se renient plus vite que la girouette à suivre le sens du vent, des parasites sans scrupules guidés uniquement par leur ambition personnelle, en voilà des gens délicats qui inspirent confiance et le respect !

Mélenchon a trouvé le bon filon pour faire parler de lui, inépuisable, pour cela il faudrait qu'il aille au bout de son analyse, mais là c'est franchement trop lui demander, il en est incapable.

5- Un deal de voyous. Sordide et surréaliste.

L'UMP veut créer un "*droit à l'achat*" de leur logement pour les locataires de HLM, ainsi qu'un bail "*gagnant-gagnant*" qui assouplirait les procédures d'expulsion en échange d'un loyer plus faible et d'une absence de caution.

L'UMP veut permettre à un locataire de HLM, sous certaines conditions (10 à 15 ans de location, solvabilité, impossibilité de revendre le bien dans les cinq ans pour éviter tout effet d'aubaine), d'acheter son logement à coût réduit: décote jusqu'à 35% du prix du marché et majoration du prêt à taux zéro.

Par ailleurs, l'UMP propose la mise en place d'un bail "*gagnant-gagnant*": le propriétaire pratiquerait "*des loyers faibles*" et renoncerait "*aux garanties*" en échange de "*délais de préavis plus réduits et de procédures d'expulsion accélérées*".

L'UMP veut que 10% des logements sociaux nouvellements construits soient réservés aux classes moyennes, un objectif à atteindre d'ici à 2017. (libération.fr 14.11)

Vous êtes pauvre, on vous baisse votre loyer symboliquement et en échange si les aléas de la vie dans leur société font qu'un jour vous ne pouvez plus payer votre loyer, on vous foutra à la rue plus facilement, génial non ? A l'UMP ils vous prennent vraiment pour des demeurés !

Pour continuer d'engraisser les riches, il faut absoulement que les pauvres ou ceux qui ne le sont pas encore tout à fait s'endettent jusqu'au cou, et puis cela les fera réfléchir à deux fois avant de décider de se mettre en grève...

Mais le parti des banquiers n'est pas à court d'idées pour vous pourrir la vie un peu plus, il vous propose une autre alternative alléchante : vous êtes pauvre, ce n'est pas vraiment de votre faute mais presque, c'est quand même vous qui l'avez cherché, passons, vous vivez en HLM, en voilà une drôle d'idée, et les rêves les plus fous traversent votre cervelle de moineau, vous y vivez parce que vous n'avez pas vraiment le choix, vous n'êtes peut-être pas encore endetté ou peu, si vous n'êtes pas encore totalement dans la merde, le gang de la Bourse a concocté un plan pour vous y mettre, et attendez, pour des décennies tant qu'à faire.

Comme ils vous prennent pour des abrutis finis, ils espèrent que vous ignorerez jusqu'au bout, que lorsque vous serez devenus propriétaires vous perdrez la plupart de vos droits, vous serez considéré comme un nanti par les services de l'Etat qui s'empresseront de vous couper les allocations logements par exemple, sans compter qu'il vous faudra régler les charges à la solde des copropiétaires qui dans bien des cas s'élèvent au prix d'un loyer, vous ne pourrez pas y faire face et le noeud coulant passé autour de votre cou vous étranglera, il ne vous restera que vos yeux pour pleurer et rien à vous foutre sous la dent...

Et puis, à l'UMP, c'est une façon de venir en aide à leurs amis les banquiers, rançonner les pauvres ou ceux qui ne le sont pas encore tout à fait par des moyens détournés, ils savent faire et cela ne leur pose aucun problème moral. Vous ne vous souvenez pas du discours de Lagarde au printemps 2010, qui voulait que les banques assouplissent leurs conditions, afin que les plus pauvres accédent au crédit plus facilement et deviennent propriétaires, ils ont de la suite dans les idées les bougres, n'est-ce pas ?

C'est très facile d'embobiner les pauvres, c'est le sport national des marchands de rêves, dont les banquiers et les organismes de crédit, tout ce que compte de mercantilistes cette société abjecte. Je me souviens encore de ce couple misérable, dont le mari était éboueur à la ville de Clichy, qui avait acquis à crédit une Bible de luxe à la fin des années 80.

Plus proche de nous et cela me concerne directement, mon épouse Magueswary m'a dit au téléphone qu'elle était harcelée par la BNP qui lui propose de prendre un crédit pour acheter ce qu'elle veut, ce qu'elle a refusé évidemment, alors qu'elle n'a pour seul revenu que son allocation d'handicapée, soit environ 1000 euros, dont il faut déduire l'APL et son loyer, il lui reste 650 euros pour vivre par mois, donc sa banque estime que c'est encore beaucoup trop, qu'elle est suffisamment riche pour s'endetter.

Même le Secours populaire et les Restos du coeur la considère comme une nantis, ils lui ont demandé d'être bénévole mais ils lui ont supprimé l'aide alimentaire qu'ils lui fournissaient jusqu'à présent. Elle consacre trois matinées par semaine au Secours populaire, pour les Restos du coeur je n'en sais rien.

6- En famille. Le banquier du PS toujours au service du gang du Fouquet's.

Après une réunion en octobre, Jacques Attali relance la commission sur la libération de la croissance en novembre.

La première réunion a eu lieu en octobre - avec un diagnostic unanimement pessimiste sur l'état du pays, mais des solutions ont néanmoins fleuri. Une deuxième rencontre est prévue en novembre. Feu vert lui a été donné par Nicolas Sarkozy, qui avait missionné l'ancien sherpa de François Mitterrand dès le début de son quinquennat. (lexpress.fr 14.11)

Rappelons qu'Attali est un banquier et qu'il est un des dirigeants du PS.

7- Subventionner la misère par crainte qu'elle devienne intolérable et les submerge.

- L'aide alimentaire de l'Europe sauvée jusqu'en 2013 - LeFigaro.fr

- Budget 2012: rejet attendu d'un amendement UMP visant à réduire la défiscalisation des dons - AP

- Paris : Un plan hiver pour éviter le pire en Ile-de-France - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- L'UMP en campagne sur cinq thèmes de l'extrême droite.

Le parti majoritaire a diffusé lundi un tract, tiré à trois millions d'exemplaires, dans lequel il sonne la mobilisation derrière Nicolas Sarkozy et tire à boulets rouges contre un PS.

Le tract de quatre pages, intitulé "*Rejoignez le parti des droits et des devoirs*", a été envoyé aux fédérations UMP pour qu'elles le distribuent sur les marchés, à la sortie des métros ou des gares...

L'UMP y vante le bilan du quinquennat de Nicolas Sarkozy et, à l'inverse, met en garde contre les propositions du PS et son candidat à la présidentielle, François Hollande.

Parallèlement, l'UMP a distribué aux fédérations cinq affiches bleu-blanc-rouge, tirées à 40 000 exemplaires chacune, barrées d'un "*Fiers de nos valeurs*" et déclinées en cinq slogans: "*Je crois en la France*", "*Oui à la sécurité, non au laxisme*", "*Oui à la solidarité, non à la fraude*", "*Oui au travail, non à l'assistanat*" et "*Oui à la laïcité, non à la burqa*". (lexpress.fr 14.11)

Quel "*parti majoritaire*", le peuple travailleur ? Fastoche avec un adversaire comme Hollande. L'UMP se place ainsi délibérément sur le terrain politique du FN... La Nouvelle Démocratie en Grèce a été plus loin en s'associant au gouvernement avec un parti d'extrême droite. Plus le PASOK, il ne manque plus que les colonels !

Il faut ajouter à propos de la Grèce, que l'extrême droite a hérité de deux ministères clés dans la mise en oeuvre des contre-réformes qui font partie du dernier plan d'austérité, je n'ai plus en tête les ministères en question, je crois qu'il s'agit du ministère des transports et l'autre doit être celui des Affaires sociales, avec au programme des privatisations à la pelle et la remise en cause des retraites. Une provocation en direction des fonctionnaires et des syndicats, qui soyons en sûr ne rompront pas pour autant leurs relations avec le gouvernement et les institutions... à moins qu'ils y soient obligés sous la pression des travailleurs pour ne pas perdre le contrôle de la situation, d'où la nécessité absolue pour les travailleurs grecs de constituer des organismes de combat pour assurer le contrôle de leur mobilisation et lui donner un contenu politique correct...

1.2- Maurice Lévy rémunération 2010 : 3 600 000 euros. (un internaute)

C'est un «*nouveau pacte économique et social*» que l'Association française des entreprises privées (Afep) va envoyer aux candidats à l'élection présidentielle. Présidé par Maurice Lévy, le mouvement patronal a élaboré un rapport dont les propositions visent à «*permettre aux entreprises françaises d'être plus fortes dans la compétition internationale*».

«*Si l'on n'est pas assez compétitif face aux marchés occidentaux, il n'y a aucune chance que l'on rééquilibre notre balance commerciale et que l'on se remette à créer durablement des emplois*», insiste Maurice Lévy.

Le «*pacte*» de l'Afep s'appuie sur trois piliers forts: l'assainissement des finances publiques par la baisse des dépenses, la réduction du coût du travail via la création d'une TVA sociale et la suppression des 35 heures.

La maîtrise des dépenses d'abord. «*C'est un préalable incontournable*», indique le document. Il faut «*une règle d'or*» qui dirait que «*toute augmentation d'un euro des prélèvements obligatoires doit être accompagnée d'un euro de diminution des dépenses*».

Le coût du travail ensuite. Il faut s'y attaquer sérieusement «*si la France veut se réindustrialiser, monter en gamme, défendre son secteur des services et ainsi créer des emplois*», note le rapport. Le financement du modèle français repose «*beaucoup trop*» sur des prélèvements portant sur le travail. L'Afep rappelle ainsi que la contribution patronale à la branche famille représente 32 milliards d'euros. Et préconise de basculer une partie de ces charges sur la TVA - comme l'a fait l'Allemagne. «*Un passage de la TVA à 21% dégagerait une recette supplémentaire de 13 milliards qui permettrait d'alléger d'autant la part des cotisations sociales*» , plaident les entreprises. (lefigaro.fr 14.11)

Quant aux 35 heures, elles restent «*un handicap*» pour les entreprises. Et même si des aménagements ont été introduits, «*ils sont compris comme des écarts*» par rapport à la durée légale. L'Afep juge donc «*opportun*» d'engager une négociation entre les partenaires sociaux et avec les pouvoirs publics pour avancer sur leur suppression. (lefigaro.fr 14.11)

Un violent programme de régression sociale, une nouvelle déclaration de guerre à la classe ouvrière, la réaction sur toute la ligne.

Maurice Lévy est le président de Publicis depuis 1987, groupe créé par Marcel Bleustein-Blanchet dont la principale actionnaire est sa fille, Élisabeth Badinter, elle fait aussi partie du Conseil de surveillance de Publicis (Wikipedia), une multinationale en fait, qui compte plus de 70 sociétés dans le monde, la rédaction d'*Informations ouvrières* ne trouveraient-elle pas opportun de consacrer une nouvelle page à la millionnaire Élisabeth Badinter, histoire de s'assurer qu'elle ne partage pas la politique réactionnaire de monsieur Maurice Lévy ?

2- Italie

Désigné au poste de président du Conseil, Mario Monti a déclaré lundi qu'il était "*prématuré*" de dire si d'autres mesures d'austérité devaient être adoptées par l'Italie pour sauver les finances du pays et relancer l'économie.

Le futur chef du gouvernement italien, Mario Monti, a réclamé un peu de temps aux marchés pour former son équipe et mettre en œuvre un programme qui contiendra "*des sacrifices*", afin de récupérer la crédibilité perdue dans les derniers mois du gouvernement de Silvio Berlusconi.

Mario Monti a passé sa journée à rencontrer des représentants de partis politiques afin de savoir s'il disposait d'un soutien suffisant au Parlement pour former un gouvernement, au terme d'un week-end agité marqué par la démission de Silvio Berlusconi. (AP et lemonde.fr 14.11)

3- Grèce

3.2- Lucas Papademos, le nouveau premier ministre grec, a prononcé son discours de politique générale de crise devant les députés. Pour lui, la mise en œuvre des décisions prises lors du sommet du 27 octobre sur la zone euro est bien la « principale tâche» de son gouvernement. Lucas Papademos a indiqué que le déficit public du pays en 2011 sera réduit «*aux alentours de 9 %*» du PIB après avoir été de 10,6 % en 2010 et de 15,7 % en 2009. Inquiet du taux de chômage à 18,4 %, ce banquier, ancien vice-président de la Banque centrale européenne, a également prévenu que la Grèce aura besoin d'un nouveau programme d'ajustement budgétaire.

Ce gouvernement de 49 ministres n'a donc pas de temps à perdre. Il doit théoriquement effectuer en deux mois ce qui n'a pas été fait en deux ans et regagner la crédibilité perdue du pays auprès des partenaires européens.

Sa priorité est d'obtenir la sixième tranche du prêt de 110 milliards d'euros, accordé à la Grèce en mai 2010. Vendredi, les inspecteurs de l'Union européenne et du FMI reviennent à Athènes pour rendre leur avis sur le déblocage de ces huit milliards d'euros. «*Les dirigeants européens sont clairs. Ils veulent une application urgente des réformes engagées et la garantie de la ratification de l'accord du 27 octobre*», reprend Giorgos Tzogopoulos. Cet accord devrait être ratifié ces prochaines semaines, malgré la réticence d'Antonis Samaras, le chef de l'opposition.

La deuxième priorité de Lucas Papademos est le vote du budget 2012 qui doit être scellé et déposé au Parlement lundi prochain. Selon une source proche du ministre des Finances, deux projets de budgets seraient à l'étude. Le premier prévoit la mise en place de l'accord européen du 27 octobre avec, notamment, la négociation avec les banques grecques sur la réduction de 50 % de leurs avoirs en obligations d'État. Ce qui permettrait à l'État grec d'effacer 100 milliards d'euros de sa dette de 350 milliards d'euros et de recevoir une nouvelle aide de 130 milliards d'euros. Le second comprend de nombreuses mesures d'austérité pour atteindre les objectifs imposés par les créanciers du pays dans le cas d'une non-ratification de l'accord européen du 27 octobre.

Dans les deux cas, Kostas Tsirikas, le président du syndicat du public Adedy, conteste cette politique : «*À la fin du mois de novembre, 20.000 fonctionnaires seront mis à la porte, et 10.000 en décembre. Les créanciers veulent détruire les conventions collectives et nous ne pouvons pas nous laisser faire, même si c'est pour le bien du pays*», affirme-t-il. (lefigaro.fr 14.11)

Le "*même*" est de trop, car "*si c'est pour le bien du pays*", on peut bien faire encore un petit sacrifice devraient estimer les travailleurs qui ont encore les moyens d'en supporter, c'est ce qu'il suggère. Voilà comment cette racaille entend diviser les travailleurs.

3.2- Des dizaines de milliers de manifestants hostiles aux mesures d'austérité engagées depuis plus d'un an se rassembleront jeudi, pour l'anniversaire du soulèvement estudiantin qui contribua à renverser la junte militaire au pouvoir en Grèce de 1967 à 1974.

Mardi, les fonctionnaires sont appelés à un débrayage de trois heures en signe de protestation contre les licenciements, les réductions de salaires et de pensions de retraite décidés en octobre. Un syndicat du secteur privé envisage de son côté des grèves nationales dans le courant du mois après l'adoption du budget au Parlement. (Reuters 14.11)

Tiens, l'union nationale a du plomb dans l'aile, la lutte des classes s'invite au festin des affameurs et des prédateurs de la finance.

J'ai lu hier un communiqué daté du 7 novembre de la secrétaire-générale du PC de Grèce (KKE) Aleka Papariga (solidarite-internationale-pcf.over-blog.net), très virulente, très radicale, "*elle a insisté sur la nécessité de constituer un front populaire social pour renverser le pouvoir des monopoles, les socialiser, pour retirer la Grèce de l'UE et de l'OTAN et annuler la dette*", des objectifs auxquels on peut s'associer, mais voilà, quand il s'agit de passer à l'exercice pratique cela se gâte, à savoir comment sur le plan politique dans quelle perspective il faut combattre, car pour réaliser ces objectifs il faut impérativement qu'au préalable les institutions politiques nationales grecques aient été renversées, ce dont il n'est nulle part question dans son communiqué, en revanche elle se prononce pour des élections anticipées dans le cadre de ces institutions, car voyez-vous ce serait par les urnes qu'il serait possible à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, la "*révolution par les urnes*" ou "*citoyennes*" de Mélenchon à la sauce grecque.

Attention camarades, je m'adresse ici aux jeunes militants, aucun miracle n'aura lieu, un parti stalinien ou néo stalinien ne rompra jamais avec le capital, il ne faut surtout pas se fier aux discours de ses dirigeants et il est fortement recommandé de les lire très attentivement, sinon vous risquez de leur prêter des intentions qu'ils n'ont pas, n'ont jamais eu et n'auront jamais. Si vous avez des difficultés à les suivre dans leurs discours, demandez-vous qu'est-ce qu'ils proposent sur le plan pratique, au niveau des tâches qu'ils proposent aux travailleurs d'accomplir et dans quelle perspective politique, en ayant toujours à l'esprit la question du pouvoir et de l'Etat, comment cette question s'exprime et s'articule avec les revendications sociales des travailleurs, quelle place ils accordent au gouvernement ouvrier... s'ils ne l'ont pas "oublié" en cours de route.

Un parti politique qui réduit son intervention dans la lutte de classe aux revendications sociales ou se comporte comme un syndicat ne fait qu'alimenter les illusions des travailleurs dans le régime au lieu de le combattre, il remplit à des degrés divers le même rôle que les syndicats contrôlés par des bureaucrates corrompus au côté du régime.

Social

1- France

Dans son rapport "*Sécurité sociale 2010*", la Cour des comptes évalue ainsi à environ trois milliards d'euros par an les fraudes à la Sécu, soit 1% des prestations versées.

Dans un document publié en mars 2009, l'assurance-maladie précisait avoir réalisé 132 millions d'euros d'économies en 2008 en luttant contre la fraude et les abus, dont une bonne partie était imputable à des cliniques, des hôpitaux et des professionnels de santé.

Pour l'assurance-maladie, ce montant de 132 millions est à mettre en perspective avec les 125 milliards d'euros versés en moyenne chaque année pour des remboursements de soins. La fraude détectée représentait ainsi 0,1% des versements.

De son côté, la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) estime avoir été escroquée de 90,1 millions d'euros en 2010, ce qui ne constitue que 0,15% des 60 milliards d'euros de "*prestations directes versées aux allocataires pour les prestations légales et l'action sociale familiale*".

En 2010, la Direction nationale à la lutte contre la fraude (DLNF), rattachée au ministère du Budget, notait que le total de la fraude détectée par l'ensemble des organismes de Sécurité sociale (régime général, mais aussi agricole et indépendants) atteignait 457,6 millions d'euros, soit 19% de plus que l'année précédente.

La DLNF notait toutefois que cet accroissement était en bonne partie imputable à l'augmentation des redressements de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, autrement dit la Caisse nationale des URSSAF) en matière de travail illégal. Les redressements sont passés de 130 à 185,5 millions d'euros entre 2009 et 2010 (+42.

Et concernant la fraude aux prélèvements obligatoires, l'ACOSS avance l'évaluation suivante: en 2009, dans le cadre du travail dissimulé, ce sont entre 15,5 et 18,7 milliards d'euros de cotisations sociales que les employeurs n'ont pas versés, ce qui représente 6 à 7,5% des cotisations dûment acquittées. (AP 14.11)

En réalité, la "*fraude*" attribuée à des travailleurs est une goutte d'eau à côté de la fraude des cols et des blouses blanches qui se chiffre en dizaines de milliards d'euros.

2- Allemagne. Même le minimum au seuil de la misère, c'est encore trop !

L'Allemagne va en enfin instaurer une sorte de salaire minimum pour les travailleurs les plus pauvres. Après des semaines de débat interne dans son parti, Angela Merkel a donné son accord pour l'instauration d'un salaire minimum pour les salariés des branches d'activité qui en sont démunies. Elle l'a annoncé lundi lors du congrès du parti chrétien-démocrate (CDU) à Leipzig . «*Nous voulons un seuil limite en dessous duquel un salaire ne peut pas tomber dans les secteurs où il n'existe pas d'accord entre partenaires sociaux*», a expliqué Angela Merkel. Ces salaires devraient néanmoins être négociés secteurs par secteurs, la chancelière étant toujours opposée à un salaire minimum unique comme il existe en France.

En Allemagne les salaires sont négociés à échéance régulière par les syndicats dans le cadre des branches professionnelles et selon la région concernée. L'industrie par exemple négocie avec le très puissant syndicat de la métallurgie IG Metall le tarif horaire minimal des salariés, qui changent selon la zone géographique. Cela amène à des disparités qui peuvent être très prononcées : aujourd'hui encore, les salariés de l'Est du pays gagnent 17% de moins que leurs collègues de l'Ouest.

Beaucoup de secteurs d'activités, par exemple dans les services, l'hôtellerie où la restauration, ne disposent pas d'accord salarial global. C'est à eux que s'appliquera, s'il est voté, le projet présenté par la chancelière : «*Il y a des gens qui ont deux ou trois emplois et qui ont en même temps trop peu dans le porte-monnaie pour vivre*», a souligné Angela Merkel devant les délégués de son parti. C'est le paradoxe de la réussite allemande: la première puissance économique européenne est ressortie renforcée de la crise de 2008, mais le nombre d'emplois très mal payés a fortement augmenté ces dernières années. La flexibilité et la productivité ont été assurées par le recours au travail partiel et au «mini-job», ces emplois peu qualifiés qui sont parfois payés 4 euros de l'heure. Selon une étude, 6,5 millions de personnes, soit 20% de la population active, sont des travailleurs pauvres qui touchentmoins de 10 euros bruts de l'heure.

Pour entrer en vigueur, le projet doit encore être négocié avec le parti libéral FDP, partenaire de coalition du gouvernement de Merkel, avant d'être voté par le Parlement. Il répond à une nécessité sociale : selon une étude du DIW, le principal organisme de recherches économiques, le pouvoir d'achat réel des Allemands a baissé de 4,7% sur les dix dernières années. (lefiagro.fr 14.11)

Economie

1- Faites sauter la banque !

1.1- Goldman Sachs.

Deux autres poids lourds tiennent le haut du pavé dans la défenestration de l'euro, Otmar Issing, ex-président de la Bundesbank et Jim O'Neill, l'inventeur du concept des BRICS, l'acronyme désignant les marchés émergents à fort potentiel de croissance (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ex-président de Goldman Sachs International dont il est resté l'un des administrateurs, l'Irlandais Peter Sutherland a joué un rôle-clé dans le sauvetage de l'Irlande. Enfin, Paul Deighton, qui a passé 22 ans chez Goldman Sachs, est directeur général du comité organisateur des Jeux olympiques de Londres en 2012. La lanterne rouge car chacun sait que le sport comme l'amitié est hors concours. (lemonde.fr 14.11)

1.2- Italie

UniCredit, première banque d'Italie, a annoncé lundi une augmentation de capital de 7,5 milliards d'euros et plus de 6.000 suppressions de postes après des pertes colossales au troisième trimestre.

La banque, qui a accusé une perte nette trimestrielle de 10,6 milliards d'euros, a également prévenu qu'elle ne verserait pas de dividende au titre de l'exercice 2011.

UniCredit détient 38 milliards d'euros d'obligations du Trésor italien. Son titre de Bourse a perdu plus de la moitié de sa valeur depuis le début de l'année.

C'est aussi le créancier italien le plus exposé à l'international, avec des activités dans 22 pays.

Le groupe bancaire cherche désormais, comme d'autres, à réduire sa présence dans la banque d'investissement, trop volatile, pour se concentrer sur la banque de détail et d'entreprise.

Il a ainsi annoncé une réorganisation de ses activités qui prévoit notamment de mettre un terme à son activité de trading basé à Londres. Il a dans le même temps précisé qu'il entendait conserver un rôle majeur en Europe centrale et orientale.

Quelque 5.200 postes seront supprimés en Italie et peut-être 2.000 autres en Europe occidentale, ceux-ci pouvant être partiellement compensés par des créations de postes en Europe de l'Est.

La perte d'UniCredit au troisième trimestre est largement imputable à 9,6 milliards d'euros de dépréciations, dont 8,7 milliards liés à des acquisitions malencontreuses en Europe de l'Est ces dernières années. La banque a également fait état de dépréciations

sur ses obligations souveraines grecques.

En renforçant ses fonds propres, en réduisant son activité de banque d'investissement et en se focalisant sur ses marchés clés en Italie, en Autriche, en Allemagne, en Pologne et en Turquie, l'administrateur délégué d'UniCredit, Federico Ghizzoni, espère protéger la première banque italienne en termes d'actifs de la volatilité des marchés et lui faire gagner en rentabilité.

Le groupe vise ainsi un bénéfice net de 3,8 milliards d'euros d'ici 2013 et de 6,5 milliards en 2015.

Federico Ghizzoni devra toutefois convaincre les principaux actionnaires d'UniCredit de soutenir cette augmentation de capital, la troisième depuis 2009. Le fonds souverain libyen détient par ailleurs 7,5% du capital de la banque, une participation toujours gelée en raison des sanctions imposées à la Libye durant le conflit qui a mené à la chute du régime du colonel Kadhafi.

Mediobanca et Bank of America-Merrill Lynch sont à la tête d'un vaste consortium de banques chargées de l'augmentation de capital, parmi lesquelles Credit Suisse, JP Morgan, BNP Paribas, Société générale, UBS et Deutsche Bank. Leur mandat expire en avril 2012.

Une augmentation de capital de 7,5 milliards d'euros serait la plus importante menée par une banque européenne depuis celle de Deutsche Bank en octobre 2010 (10,2 milliards d'euros), éclipsant la recapitalisation de 5,3 milliards d'euros de Commerzbank et celle de 5 milliards d'euros d'Intesa en juin dernier. (Reuters 14.11)

1.3- Japon

La banque japonaise Mizuho va supprimer 3.000 postes en réaction à la détérioration d'un climat économique marqué par une demande faible pour le crédit et un contexte économique difficile au plan international.

Mizuho Financial Group a annoncé la suppression de ces postes, qui représentent près de 5% de ses effectifs, d'ici mars 2016 dans le cadre de la fusion de ses activités de banque de détail et d'entreprise.

Les revenus semestriels de Mizuho Financial Group, deuxième banque japonaise en actifs, ont reculé d'un quart, en raison notamment d'une chute des revenus dans le trading obligataire. (Reuters 14.11)

2- OCDE La détérioration de la conjoncture s'est poursuivie en septembre au sein des principales économies mondiales, particulièrement en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie et au Brésil, montrent les indicateurs avancés de l'OCDE publiés lundi. En recul pour le sixième mois consécutif, ces indicateurs avancés se situent sous le seuil de 100 - lequel distingue la hausse de la baisse de l'activité - dans la majorité des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le Japon, les Etats-Unis et la Russie sont les trois seuls pays pour lesquels les indicateurs avancés restent supérieurs à ce niveau. (Reuters 14.11)

3- Inde

Coca-Cola, numéro un mondial des boissons sans alcool, va investir 2 milliards de dollars (1,46 milliard d'euros) en Inde d'ici 2017 pour développer ses activités sur ce marché à forte croissance.

Cette somme représente la totalité des investissements réalisés en Inde ces 18 dernières années par la société américaine.

Coca-Cola India et ses partenaires souhaitent investir dans le marketing et l'image de la marque, l'extension des réseaux de distribution et le développement des capacités de production, a dit la société dans un communiqué.

Coca-Cola emploie actuellement 25.000 personnes en Inde, pays dont la croissance est la deuxième plus rapide des économies développées, ajoute le communiqué. (Reuters 14.11)

J'avais lu quelque part que Coca Cola et Pepsi détenaient déjà 96% du marché indien des boissons sans alcool, leur problème, c'est que les Indiens consomment encore trop peu ce genre de boisson qui à l'inconvénient dans un pays chaud de vous donner soif immédiatement après l'avoir ingurgitée !

Haut de page

Le 16 novembre

JOURNAL

Juste un mot pour se détendre avant d'aborder la causerie et les infos en bref, il est 16h20 et je viens tout juste de terminer le boulot, j'y suis depuis 6h30 ce matin avec un break de 15 minutes à 13h.

J'ai été dérangé il y a une heure environ. Mon bureau donne sur le jardin. J'ai un oeil sur l'écran et l'autre dans la verdure, j'ai cru apercevoir une forme qui se déplaçait dans le jardin, je me penche pour regarder de plus près : un singe qui se gratte la tête en m'observant.

La porte d'entrée reste ouverte la journée, alors je suis sorti pour lui demander d'aller voir ailleurs. Ici c'est comme une fôrêt avec des arbres immenses, ils ne manquent pas d'espace, mais comme ils savent qu'il y a des arbres fruitiers ici ou là, ils viennent se servir, normal, après tout, ils sont chez eux aussi bien que nous ou davantage.

CAUSERIE

Qu'on se le dise : tous d'affreux profiteurs !

Etre immigré est une tache, être chômeur est un vice, être pauvre est une tare, être jeune est une lacune, être vieux est un excès, être malade est le comble de l'infâmie. Signé : Sarkozy, Parisot, Barroso, Draghi !

La suite plus loin en détail.

1- Décryptage d'une manipulation du Figaro

- "*Plus d'un salarié sur deux a investi 12% de son salaire net sur un plan d'épargne salariale depuis un an. La plupart économise pour leur retraite, selon une étude menée par l'institut CSA pour le Club de l'épargne salariale.*"

Notez bien "*plus d'un salarié sur deux*", donc plus de 50% des travailleurs optent pour cette forme d'épargne.

- "*Plus de la moitié (55%) des sondés pour cette étude se disent pour l'heure satisfaits des performances financières de leurs placements d'entreprise.*"

Notez bien, "*plus de la moitié*" sont satisfaits, cela donne 55% de quelque 50%, on tombe donc à 27,5% de travailleurs satisfaits parmi ceux qui ont choisi ce plan. Ce n'est pas fini.

Puis le journaliste vante les mérites de ce plan d'épargne salariale qui est exonéré de l'impôt sur le revenu "*ce qui explique le succès grandissant de ces formules (avec le Perco -Plan d'épargne retraite collectif)*" et d'ajouter qu'elles sont "*réservées encore à des privilégiés*".

Tiens donc, mais encore, "*70% des salariés n'ont toujours pas accès à un dispositif d'épargne salariale*", donc le total de ceux qui y ont accès est en réalité de 30%, donc les donnée fournies au début de cet article étaient fausses "*plus d'un salarié sur deux*", il s'agirait plutôt d'un salarié sur deux sur la base de 30%, ce chiffre provient du Club de l'épargne salariale, cela donne 15%, et 55% de satisfaits donnent 8,25%.

Ce que ne dit pas cet article, c'est que le salarié a la possibilité de retirer à tout moment l'argent qu'il a déposé dans ce plan d'épargne... déduction faite de l'impôt !

On aura compris que l'objectif de cet article était de vendre aux lecteurs ces plans d'épargne pour le compte du patronat.

Un internaute apporte cette précision importante :

- "*Les Français ne plébiscitent rien !!! C'est le patron qui décide de mettre en place un mécanisme d'épargne salariale ... et les salariés sont bien obligés de suivre !!! ... ça évite au patronat d'augmenter les salaires ... et aux vilains ouvriers de dilapider leur pognon au bistrot les soirs de paye !!! Un mécanisme digne de la fin du 19e siècle industriel !!! Un " progrès " en quelque sorte ..."*

De plus, mais là je manque d'éléments pour l'affirmer, si l'argent des salariés placé sur ce plan est placé en Bourse ou dans des fonds d'investissement, le jour où la Bourse s'écroulera où la boîte coulera ils auront perdu toutes leurs économies.

2- En effet cela mérite une explication.

Avec près de 5 millions de chômeurs (dont 2 millions longue durée, et 1,3 sans prestations), comment expliquer que cette bombe sociale n'explose pas ? «*C'est la question qu'on se pose tous, confie Sara Balinda, économiste. D'autant que le phénomène s'aggrave à un rythme rapide, on devrait être en présence d'une poche d'exclus considérable. Je crains spécialement pour 2012 car, deux ans après l'hécatombe de 2010, le gros des sans-emploi longue durée ne recevra plus aucune aide.*» (liberation.fr 15.11)

Des syndicats et des partis ouvriers corrompus, complètement gangrenés par le réformisme, totalement subordonnés au capitalisme et à ses institutions politiques, l'incurie politique devenue légendaire des "héritiers" du bolchevisme qui se traduit concrètement par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire 71 ans après l'assassinat de Trotsky, du coup, sans autre perspective que le capitalisme, les travailleurs sont incapables de donner un contenu et une orientation politique correcte à leur rejet des politiques réactionnaires qui leur sont imposées. C'est le produit de la faillite des stratégies qui ont été mises en oeuvre pour combattre le réformisme et le stalinisme pendant plus d'un demi-siècle et dont les responsables étaient principalement Pierre Lambert, Alain Krivine et Arlette Laguiller.

Ces derniers n'ont eu de cesse de vouloir ménager la chèvre et le choux, de dénoncer le réformisme et le stalinisme sans jamais rompre avec leurs dirigeants et leurs partis, au-delà avec le capitalisme et le institutions, alliance avec les réformistes contre les staliniens, alors que le stalinisme était une forme de réformisme adaptée à une situation particulière, la preuve en est que les partis staliniens n'ont eu aucune difficulté à se transformer en partis réformistes sur le modèle des partis sociaux-démocrates dégénérés ; front unique en direction des partis PS-PCF en France pour soit-disant combattre les illusions des travailleurs dans ces partis sur le terrain des illusions, stratégie qui a abouti en fait à entretenir des illusions dans ces partis pendant les décennies qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, puis, comme la perspective du socialisme était liée à ces partis, quand les illusions dans ces partis se sont envolées, la perspective du socialisme s'est évaporée du même coup, en réalité elle s'était déja fortement diluée, d'autant plus facilement que pendant des décennies le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière fut une fin en soi, le seul objectif du combat du mouvement ouvrier au lieu d'être subordonné à la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, sous différents prétextes fallacieux et sans jamais vouloir l'admettre, cette politique qui était la conclusion pratique d'analyses erronées, devait enchaîner encore davantage les masses au capitalisme ; la défense de la démocratie et de la République, inséparable de la défense des institutions de la Ve République (dans la tête des travailleurs et des militants) quand elle n'est pas résolument orientée dans la perspective de leur abolition, d'une République sociale ou socialiste ; la priorité mise sur la rupture avec l'UE qui a pour vertu d'épargner la responsabilité des institutions de la Ve République dans la situation sociale actuelle ; le consensus avec les appareils des syndicats qui les légitime au passage ; ajoutons le gauchisme et le sectarisme, chacun reconnaîtra sans peine les différents partis.

3- Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant...

En faisant tomber les gouvernements grecs et italiens, les marchés ont-ils réussi là où les peuples ont échoué, se demande l'économiste Bruno Amable, professeur à l'université Paris-I, chroniqueur à Libération et notamment l'auteur du livre les Cinq Capitalismes (Seuil, 2005).

Les masses exploitées ont compris depuis longtemps que les partis institutionnels (PS-PCF) qui se réclament du socialisme étaient entièrement soumis au capitalisme et qu'elles n'avaient plus rien à en attendre, et depuis elles ont été incapables de se doter d'une nouvelle direction ou de nouveaux partis ouvriers, parce qu'entre temps elles ont été elles-mêmes asservies au capitalisme et les dirigeants des partis qui étaient susceptibles de remplacer le PS et le PCF, n'ont pas été capables de définir une stratégie qui leur aurait permis de conquérir la confiance de larges couches de la classe ouvrière, du coup, au moment où la plus formidable crise du capitalisme survient, les travailleurs se retrouvent démunis, désarmés politiquement pour affronter la dictature de l'industrie financière et des multinationales, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne tentent pas de résister, mais sans discipline, sans orientation politique et sans parti pour les guider sur la bonne voie, celle qui conduit au renversement du régime, à la révolution socialiste.

Il serait plus juste d'affirmer que c'est Papandréou et Berlusconi qui ont préparé le terrain aux marchés pour en avoir toujours été les fidèles représentants et donc complices. Leur éviction du pouvoir par ceux qui les avaient placés au sommet de l'Etat, ressemble à la solution du désespoir ou de la dernière chance face à la résistance des travailleurs, organisés ou non d'ailleurs, le capital n'osant pas pour le moment les affronter directement par crainte qu'ils ne se radicalisent davantage et que leur mobilisation ne débouche sur l'adoption d'objectfs politiques qui uniraient l'ensemble des exploités contre le capitalisme et ses institutions.

Ce qui est étonnant à la lecture d'articles de dizaines et dizaines d'économistes, d'historiens, de sociologues, de philosophes, d'universitaires ou d'intellectuels en tous genres, c'est qu'aucun ne parvient à penser au-delà du capitalisme, tous demeurent enfermés dans le carcan qu'impose le capital à tous les peuples, même les multiples témoignages de la barbarie à laquelle conduit le capitalisme à travers le monde depuis des décennies, avec une accélération et une amplification depuis 2001, ne réussissent pas à les convaincre qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans leurs analyses, ils sont incapables de se situer autrement que sur le terrain des besoins du capitalisme et de se situer exclusivement sur celui des travailleurs et des peuples.

Moi, je ne suis pas un intellectuel, mais quand je me rends compte après coup que les conclusions que j'avais tirées à la suite d'une analyse s'étaient avérées incorrectes, je laisse tout de côté et je me hâte de procéder à une nouvelle analyse pour corriger

mes erreurs ou combler mes lacunes lorsque des faits m'ont échappé, quand une réponse à une question ne me satisfait pas, je ne me dis pas qu'on fera avec pour finalement m'en satisfaire et colporter des idées erronées, je reprends tout à zéro et je repasse en revue tous les facteurs, tous les rapports entre eux, dix fois, cent fois s'il le faut jusqu'à temps que je parvienne à une réponse que je puisse défendre parce qu'étayer solidement sur des faits.

Le problème des intellectuels, c'est qu'ils ont tourné le dos définitivement au socialisme, ils considèrent que le stalinisme et le rétablissement du capitalisme en URSS et en Chine sont la preuve que le socialisme était une utopie sans chercher plus loin ; ils se montrent volontiers très critiques envers le capitalisme, sans adopter pour autant une méthode scientifique qui seule leur permettrait de l'analyser et d'arriver aux mêmes conclusions que les maîtres du marxisme, de rompre avec le capitalisme. Ils admettent que dans le passé les représentants du capital ont menti et mentent toujours aux peuples sur tout un tas de questions, mais apparemment il ne leur vient pas à l'esprit qu'ils auraient pu aussi leur mentir sur l'origine du stalinisme et bien d'autres questions déterminantes pour comprendre l'évolution de la société et du monde depuis 71 ans ou plus loin encore, cela nécessite de leur part de faire un effort qu'ils ne sont pas encore prêts à faire pour le moment.

La plupart d'entre eux ne savent même pas de quoi ils parlent, ils adoptent des positions indéfendables, ils s'en contentent parce qu'elles sont dans l'air du temps, c'est suffisant pour eux, sans risques, et puis il faut dire qu'ils ne se sentent pas vraiment directement concernés par la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement, leur bonne conscience est réglée sur leur compte en banque. Qu'ils adoptent des positions contraires aux intérêts de la classe dominante, qu'ils se retrouveraient au banc de leur communauté de gens bien pensants, ils n'y tiennent pas vraiment, ils auraient plus à y perdre qu'à y gagner personnellement, pour qu'ils adoptent un autre comportement ou une autre morale, il faudrait qu'ils se rangent résolument au côté de la classe ouvrière.

Par nature ou par défaut, un intellectuel conceptualise tout ce qui parvient à sa connaissance en autant d'abstractions qu'ils relient ensuite entre elles tant bien que mal, sans parvenir à comprendre les rapports dialectiques que les faits entretiennent entre eux, du coup ils sont incapables d'en saisir avec précision l'évolution et la nature, c'est ainsi que les intérêts des capitalistes deviennent ceux des exploités une fois qu'ils ont été recyclés artificiellement dans la machine infernale à broyer les cerveaux, l'intérêt général. (A suivre)

4- La cynique vengeance de la justice impériale

Le procès de six présumés pirates somaliens, accusés d'avoir détourné le voilier "Carré d'as" en septembre 2008 dans le golfe d'Aden et d'avoir pris en otage un couple de sexagénaires français en vue d'obtenir une rançon, s'est ouvert mardi devant la cour d'assises des mineurs de Paris.

Il s'agit du premier procès de pirates somaliens en France. Les six accusés encourent la réclusion criminelle à perpétuité.

La prise d'otages avait duré deux semaines, du 2 au 16 septembre 2008, et avait pris fin avec une opération des commandos de marine français, menée dans les eaux territoriales somaliennes.

Seuls trois des six pirates sont accusés d'avoir pris part au "*détournement*" du voilier. Mais les six hommes sont tous accusés d'avoir participé à la prise d'otages sous le chef d'"arrestation, enlèvement, détention ou séquestration en bande organisée" en vue d'obtenir le versement d'une rançon, crime passible de la réclusion criminelle à perpétuité. Tous sont également jugés pour "*association de malfaiteurs*" et cinq d'entre eux pour "*vols en bande organisée, avec usage ou menace d'une arme*".

Les six "*pirates*", âgés de 20 ans à 36 ans, se disant "*pêcheurs*", "*marin*", "*électricien*", "*étudiant*" ou "*sans emploi*" avant les faits et présentés comme des "*petites mains*" par leurs avocats, ont fait leur entrée dans le box en fin de matinée, semblant plutôt intimidés et quelque peu engourdis par le froid. Ne parlant pas français, ils sont assistés de trois interprètes.

Les débats ne se dérouleront pas à huis clos. Le seul accusé qui était mineur au moment des faits a accepté la publicité des débats. (AP 15.11)

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a précisé que les prisonniers avaient été détenus dans des conditions particulèrement dures, séparés et isolés des autres détenus de la prison, et que pendant trois ans personne ne s'était manifesté en Somalie pour leur venir en aide ou tout simplement prendre de leurs nouvelles, reproduisant la thèse avancée par leur avocat qu'ils ne faisaient pas partie d'un réseau criminel organisé, mais qu'ils avaient agi seuls en proie au désespoir face à la situation dramatique que connaît leur pays.

Cet argument m'a semblé vraisemblable, c'est pourquoi j'ai mis cette info en ligne dans le site. Leur avocat a précisé que leur incarcération à l'isolement dans des conditions habituellement réservées à des criminelles de guerre ayant commis des atrocités sur des civiles, les avait gravement perturbés mentalement, au point que certains sont devenus pour ainsi dire "*fous*" citant d'autres sources, sans doute les autorités pénitentiaires ou le médecin de la prison.

Il faut imaginer déjà le choc qu'ils ont dû subir de se retouver subitement dans un pays totalement différent du leur, la Somalie est un pays moyenâgeux, puis d'être enfermés sans aucun moyen de communiquer avec l'extérieur, et sans rien comprendre à ce qui leur arrive, se demander quotidiennement pendant trois ans ce qui va advenir d'eux, trois ans à l'isolement c'est très long, suffisamment pour devenir dingue assurément ou avoir envie d'en finir une fois pour toute.

La justice du misérable nabot qui trône au Palais se venge sur les plus faibles qu'elle exhibe comme des trophées de guerre, alors qu'elle est incapable de mettre la main sur les délinquants en col blanc, qui au moyen du carroussel sur la TVA vident les caisses de l'Etat en toute impunité, ou plus simplement, le parquet dans sa mansuétude s'emploie à blanchir les amis du président du gang du Fouquet's.

Le PS : un parti étranger à la classe ouvrière.

Selon une étude CSA publiée ce mardi, les classes moyennes et aisées se sont plus mobilisées que les classes populaires pour participer à la primaire citoyenne.

Selon l'institut, dans les territoires où la part des ménages ouvriers et employés est faible, le taux moyen de participation s'est élevée à 6,61%, alors qu'il n'a atteint que 4,08% dans les territoires où les ménages ouvriers et employés sont nombreux.

De même, la population diplômée a relativement plus voté que la population sans diplôme, bien que ce différentiel soit "*moins élevé qu'attendu*", selon Yves-Marie Cann, du département Opinion de CSA. L'étude souligne que "*la participation atteint fréquemment ses plus hauts niveaux dans les départements abritant d'importants pôles universitaires*".

Enfin selon le CSA, "*le haut niveau de participation a pleinement, voire principalement profité à François Hollande*". Dans les 48 départements métropolitains où le taux de participation a été le plus faible, il dispose en moyenne (au premier tour) d'une avance de 9,63 points sur Martine Aubry, contre 16,61 dans ceux où la participation a été la plus élevée. (lexpress.fr 15.11)

Cela confirme l'appréciation que nous avions donnée. En revanche, ceux qui s'étaient empressés d'affirmer que le niveau élevé de participation aux primaires du PS incarnait le rejet de la politique de Sarkozy par les classes populaires en seront une nouvelle fois pour leurs frais. Ils ont montré à cette occasion quelle classe sociale leurs partis représentaient vraiment, celle des petits-bourgeois et des couches moyennes les plus subordonnées au capitalisme, dont des pans entiers placent leurs espoirs dans le PS pour maintenir leur niveau de vie, mais certainement pas la classe ouvrière et le socialisme. C'était de leur part une façon comme une autre de soutenir le PS et le régime, et de montrer qu'ils n'ont d'indépendant que le nom.

- Entre 1945 et 1950 environ, une partie de la classe ouvrière croyait encore que le PS et le PCF oeuvraient pour le socialisme.

- Entre 1950 et 1958, cette illusion s'est fortement dissipée au profit d'une plus grande adaptation au capitalisme, les réformes aidant, dont l'union nationale fut le point d'orgue sur le plan politique.

- Entre 1958 à 1981, cette chimère a fini par disparaître grâce au "*grain à moudre*" et une collaboration de classes sans faille, la victoire du non au référendum de 1969 n'ayant été finalement qu'un épiphénomène.

- Depuis 1981, la classe ouvrière ne croit plus en rien et s'accroche à ce qui peut encore être sauvé sans aucune perspective politique pour l'avenir, sans aucun idéal. Le "*grain à moudre*" ne fut qu'une chimère aussi éphémère qu'un mirage que la confrérie des opportunistes réunies offrit en pâture aux masses ignorantes qu'ils manipulèrent, pendant que le combat pour le socialisme était relayé au musée des antiquités de la lutte des classes...

Maintenant, l'imposture portée à son comble veut que chacun s'étonne que tout fout le camp et que le mouvement ouvrier soit réduit à l'impuissance ou presque, car la classe désarmée politiquement tente malgré tout de résister. Ceux qui n'ont eu de cesse de jeter les travailleurs dans les bras du PS et du PCF, de redorer leurs blasons à coups de front unique, portent la responsabilité de la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

INFOS EN BREF

Politique

UE. Les agences de notation, un sujet "***très politique***" : pas touche !

Michel Barnier espérait sortir de la réunion hebdomadaire de la Commission européenne avec un accord sur l'ensemble des mesures qu'il proposait pour réduire l'influence des agences de notation. Las ! Le commissaire au Marché intérieur a dû remballer sa mesure-phare : la suspension provisoire de la note d'un État bénéficiant d'une aide financière internationale.

José Manuel Barroso soutenait les propositions. Cela suffit souvent à convaincre les récalcitrants. Mais pas cette fois-ci, signe de la division au sein de l'exécutif européen. "*C'est un sujet très politique et très sensible*", lâche un proche du dossier.

Le commissaire français reste en tout cas convaincu qu'il faut "*reconstruire une souveraineté politique pour ne pas subir la souveraineté des marchés*".

Michel Barnier et son président, José Manuel Barroso, avaient même envisagé de créer une agence européenne de notation pour contrebalancer le pouvoir des "Big Three". Mais le président de la Commission y a finalement renoncé : "*Ce n'est pas à la Commission de créer des agences publiques. Nous pourrions avoir des conflits d'intérêts*", a-t-il déclaré, lundi soir, sur LCI. "*Cela coûterait 300 à 500 millions d'euros. Nous ne les avons pas. Et on pourrait être suspecté d'être juge et partie*", ajoute Michel Barnier. (lepoint.fr 15.11)

Si la dictature du capital sous la direction des voyous de la finance internationale, qui s'exprime à travers les prises de position des agences de notation américaines, est un sujet "*très politique*", cela signifie qu'il faut impérativement lier, mieux, subordonner le combat contre le capitalisme au combat contre ses institutions politiques. C'est dialectique, simple à comprendre. Allez faire comprendre cela à nos dirigeants qui osent se réclamer de la révolution permanente, alors qu'ils ne sont même pas foutus de saisir le rapport qui existe entre le combat du capital contre la classe ouvrière sur les plans économiques et politique !

Des gens sans principes, sans scrupules, sans morales ou si, ceux des carriéristes liés au régime.

Un accord a minima. Les négociations ont abouti entre le PS et Europe-écologie-Les Verts (EELV), ce mardi, après une longue nuit de discussion. Le texte a été validé par le bureau national du PS dans la soirée. Cet accord programmatique, qui devrait faciliter un rassemblement lors de la présidentielle de 2012, devrait ensuite être avalisé par le Conseil fédéral des écologistes, le week-end prochain.

Si tel est le cas, l'accord se ferait sans avoir résolu les désaccords principaux, comme le problème des chantiers de l'EPR de Flamanville et de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes près de Nantes, que les écologistes voudraient voir arrêtés. (20minutes.fr 15.11)

Commentaire d'un internaute :

- "*Si j'ai bien compris ils sont d'accord sur rien sauf sur le partage des circonscriptions de députés.*"

Vous avez tout compris, pire que des vers, des rats !

Social

1- France

1.1- L'offensive tout azimut du parti et du syndicat du capital.

1.1.1- Le Medef. A six mois de la présidentielle, Mme Parisot a proposé "*un nouveau pacte fiscal et social pour la compétitivité de la France*". Son principe : bouleverser le financement de la protection sociale, en transférant une partie des cotisations assises sur le travail vers la consommation.

Dans la ligne de mire du Medef, qui dit viser une convergence du coût du travail entre la France et l'Allemagne, les cotisations pour la branche famille et une partie des cotisations maladie. Celles-ci devraient, selon le patronat, relever de l'Etat, donc de l'impôt, plutôt que des cotisations.

Le Medef avance trois scénarios qui prévoient tous une baisse de certaines cotisations patronales, compensée par une hausse de la TVA, et une baisse des cotisations salariales, compensée par une hausse de la CSG. Ce dispositif permettrait un résultat "*gagnant-gagnant salariés-employeurs*", selon Mme Parisot. L'assiette de la CSG étant plus large que celle des cotisations salariales – elle s'applique notamment aux revenus du capital –, la réforme se traduirait par des hausses de salaire. Un point important pour faire accepter une remontée de la TVA qui entraînera une perte de pouvoir d'achat.

Le scénario le plus prudent prévoit un transfert de 5 points de cotisation, soit 30 milliards d'euros, en augmentant la TVA de 19,6 % à 22 %, et la CSG de 0,75 point. Selon le Medef, un salarié à 2 000 euros brut mensuels verrait son salaire net augmenter de 15 euros.

Le scénario le plus ambitieux prévoit 70 milliards d'euros de transfert, avec une baisse de 7,5 points des cotisations patronales et de 4,5 points des cotisations salariales, avec une TVA à 25 % et CSG augmentée de 2 points. Toujours selon le Medef, le salarié à

2 000 euros brut verrait alors son net progresser de 50 euros.

Preuve que ce scénario séduit, l'Association française des entreprises privées (AFEP), qui regroupe les entreprises du CAC 40, devait plaider dans le même sens, mardi, lors de la présentation de ses propositions pour la présidentielle.

Sous la houlette de son président, Maurice Lévy, l'AFEP estime "*que le facteur travail n'est pas l'assiette adéquate pour le futur (…). Transférer ces charges sur la TVA, la CSG ou une taxation écologique est possible et indispensable*". (Le Monde 15.11)

1.1.2- L'UMPNicolas Sarkozy a proposé mardi d'installer d'ici la fin de l'année un Haut conseil associant les partenaires sociaux qui formulerait, avant la présidentielle de 2012, des propositions sur le financement du modèle social français.

"*Je propose d'installer le Haut conseil du financement de la protection sociale qui associera les partenaires sociaux*", a déclaré le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Bordeaux sur le thème de la lutte contre les fraudes sociales.

"*Ce Haut conseil engagera le débat public sur ces questions qui sont au coeur de notre pacte social et de son avenir. Il nous aidera à poursuivre dans la voie du redressement des différentes branches de la Sécurité sociale*", a estimé Nicolas Sarkozy.

L'objectif : savoir si "*le financement de la protection sociale doit reposer autant sur les salaires, alors que nos partenaires européens et mondiaux font un choix différent et que nos salariés sont de plus en plus mis en concurrence*".

Le président a souhaité que "*ce conseil commence à travailler avant la fin de l'année, qu'il apporte de la sérénité, du sérieux et de l'objectivité dans ce débat*". (AP et lepoint.fr 15.11)

1.1.3 - Le président de la République Nicolas Sarkozy a affirmé mardi que l'obligation de travail pour les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), bientôt testée dans plusieurs départements, a pour but de leur «*redonner de la dignité*».

«*Nous irons plus loin dans la logique des droits et des devoirs*», a dit le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Bordeaux sur le thème de la fraude sociale.

«*D'ici à la fin de l'année, nous expérimenterons dans une dizaine de départements une obligation de travail de 7 heures pour les bénéficiaires du RSA*», a-t-il déclaré, confirmant une annonce faite par le gouvernement en septembre.

Et d'ajouter: «*qu'on me comprenne bien, ce n'est pas pour punir, c'est au contraire pour respecter, pour redonner de la dignité, on n'a pas de dignité quand on ne peut survivre qu'en tendant la main*».

Les contrats seront des «contrats uniques d'insertion» (CUI), aidés à 95% par l'Etat et les Conseils généraux.

En tenant compte de la baisse du RSA induite par la reprise d'un travail, l'allocataire y gagnera environ 130 euros par mois, selon les calculs de l'ancien ministre des Solidarités, Marc-Philippe Daubresse, à l'initiative de ce projet.

Actuellement, les CUI sont de vingt heures par semaine. Comme pour ces CUI longs, les allocataires auxquels on proposera les nouveaux contrats de sept heures devront les accepter, au risque de se voir infliger des sanctions par le conseil général (réduction voire suppression du RSA). (liberation.fr 15.11)

1.1.4 - Le gouvernement. Les carences d'un système (capitaliste) à bout de souffle.

Un quatrième jour de carence va être appliqué aux salariés du privé en arrêt maladie, a annoncé mardi le gouvernement, en escomptant une économie de 200 millions d'euros pour la Sécurité sociale.

Actuellement, le délai avant lequel les salariés sont indemnisés par l'assurance maladie est de trois jours, souvent compensés par l'employeur dans les grandes entreprises.

'*Par souci d'équité*' sera aussi institué '*un jour de carence dans les trois fonctions publiques*', ont annoncé dans un communiqué commun les ministres du budget Valérie Pécresse, du travail Xavier Bertrand et de la fonction publique François Sauvadet. Une mesure que le premier ministre François Fillon avait jugé '*raissonnable*' quelques heures plus tôt, devant les députés UMP.

Si l'instauration d'une quatrième journée dans le secteur privé est une mesure réglementaire, la mesure concernant les fonctionnaires nécessite une disposition législative, précise le communiqué.

Selon les ministres, '*les indemnités journalières maladie, qui représentent 6,6 milliards d'euros, progressent à un rythme élevé et difficilement justifiable (+3,9 % en 2010, après +5,1 % en 2009)*'. Les ministres font valoir que '*le projet de loi de financement initial de la Sécurité sociale prévoyait de modifier le taux de remplacement des indemnités journalières (IJ), permettant ainsi une moindre dépense de 220 millions d'euros*'.

Ces deux mesures sont donc destinées à obtenir 'une économie équivalente', expliquent Mme Pécresse et MM. Bertrand et Sauvadet. Ils préviennent aussi que 'les actions de contrôle des arrêts de travail, de courte et de longue durée, vont se renforcer'. (lemonde.fr 15.11)

1.2- PSA Peugeot Citroën va supprimer 5.000 emplois en France.

PSA Peugeot Citroën va supprimer 5.000 emplois en France dans le cadre de son plan européen de réduction de coûts annoncé pour 2012, a déclaré mardi la CGT. PSA Peugeot Citroën emploie 100.000 personnes au total en France.

Le groupe automobile a annoncé le 26 octobre son intention de supprimer 6.000 postes en Europe, dont un millier en production, après un nouvel avertissement sur ses résultats financiers et en réaction à la baisse de ses ventes en Europe depuis la fin de l'été.

Selon Jean-Pierre Mercier, représentant CGT à l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), 1.900 postes seront supprimés en production, et 3.100 parmi les structures du groupe (commercial, marketing, informatique, recherche et développement).

Selon la CGT, sur les 1.900 postes de production concernés, 1.000 seraient des contrats à durée indéterminée (CDI), les 900 autres touchant les effectifs d'intérimaires ou de sous-traitants. Neuf cents CDI seraient menacés dans les activités de structures, toujours selon le syndicat.

Le président du directoire du constructeur, Philippe Varin, avait justifié le mois dernier les réductions d'effectifs par les "*forts vents contraires*" rencontrés par PSA et par un environnement général "*sensiblement plus dur*" que prévu.

PSA a dû revoir à la baisse fin octobre sa prévision de bénéfice courant 2011, son deuxième avertissement sur ses résultats en trois mois. (Reuters 15.11)

1.3- Suppression d'emplois et politique d'austérité à la Société générale

Le groupe Société générale va supprimer «*des centaines d'emplois en France*», ont annoncé ce mardi les syndicats, à l'issue d'une rencontre avec le PDG de la banque, Frédéric Oudéa.

Ces réductions d'effectifs concerneront la banque de financement et d'investissement (BFI) du groupe et seront accompagnées de mesures d'austérité salariale, ont ajouté les syndicats.

«*Frédéric Oudéa nous a d'abord fait un exposé assez pessimiste de la situation générale et des perspectives pour 2012 pour nous annoncer une politique d'austérité et des centaines de suppressions d'emplois dans la BFI*», a déclaré à l'AFP, Michel Marchet, délégué central CGT.

«*Les chiffres ne sont pas encore déterminés. Il nous a demandé d'engager la négociation d'un plan de départ et de gestion de mobilité qui servira à déterminer le nombre exact des suppressions*», a-t-il précisé ajoutant que la direction était cependant prête «à discuter de mesures qui permettraient d'éviter les départs contraints».

La consultation devrait débuter «*très rapidement, au plus tard début 2012*». Le groupe bancaire emploie plus de 160 000 salariés dans le monde, dont 40 000 en France. La BFI compte 5 000 salariés en France et 7 000 à l'étranger.

A la différence d'une banque de dépôt, les banques de financement et d'investissement ne reçoivent pas les dépôts des particuliers et recherchent les liquidités auprès des autres banques, des marchés monétaires ou de la Banque centrale.

«*Frédéric Oudéa a aussi fait état d'une politique de rémunération maîtrisée ce qui veut dire bien évidemment pas d'augmentation de salaire collective cette année*», a souligné Maryse Gaudet déléguée FO. (liberation.fr 15.11)

Economie

1- Faites sauter la banque

Interview de Ludovic Herschlikovitz, Président Directeur Général de Choisirmabanque.com, comparateur de frais bancaires en ligne.

Atlantico : Pouvez-vous revenir sur les conclusions de cette étude menée par Choisirmabanque.com ?

Ludovic Herschlikovitz : Premier constat de cette étude : 122 banques sur 124 sont aujourd'hui hors la loi s'agissant des facturations de dépassement d'autorisation de découvert. Globalement lorsqu'on se trouve en situation de découvert, les banques appliquent une autorisation sur laquelle elles facturent des agios et des frais supplémentaires en cas de dépassement du montant autorisé. Sauf qu'en plus d'appliquer un taux supérieur, les banques appliquent surtout des frais fixes, que l'on appelle commissions d'intervention ou frais de forçage. Ce sont précisément ces frais-là qui sont totalement hors la loi. Un arrêt de la cour de cassation de février 2008 stipule en effet que ces frais d'intervention doivent être intégrés dans les taux qui sont appliqués par les banques. Le fait qu'ils soient facturés en plus amène à ce que le taux appliqué par la banque explose totalement le taux de l'usure.

Atlantico : Comment un tel détournement de la loi est-il possible ?

Ludovic Herschlikovitz : C'est ainsi. Les banques profitent et appliquent ce type de frais depuis une dizaine d'années à peu près et aujourd'hui même les pouvoirs publics ne font pas grand-chose pour contrer cela. Le rapport initié par Christine Lagarde il y a à peu près six mois, qui devait être un grand nettoyage des frais bancaires, n'a rien changé. Messieurs Pauget et Constans, qui ont rédigé ce rapport, n'ont même pas dénié évoquer ce sujet alors qu'il s'agit d'une véritable aberration juridique. (Atlantico.fr 15.11)

2- France

L'économie française a rebondi de 0,4% entre juillet et septembre, soutenue une fois de plus par la consommation des ménages, mais pourrait retomber à zéro en fin d'année et entrer en récession début 2012, conséquence logique des mauvais indicateurs qui se succèdent depuis plusieurs semaines.

Dans un communiqué séparé, l'Insee a en effet annoncé que les secteurs marchands non agricoles n'avaient créé "*que*" 7.400 postes entre juillet et septembre, ce qui revient à une contribution nulle.

Si la consommation des ménages a appuyé la performance du PIB au troisième trimestre, les dépenses des entreprises se sont contractées, de 0,3%, un signal jugé inquiétant par les professionnels. (Reuters 15.11)

Haut de page

Le 17 novembre

CAUSERIE

La dictature en marche en Europe

En Grèce, le gouvernement le plus réactionnaire depuis la chute des colonels en 1974, flanqué de deux ministres et deux secrétaires d'Etat du parti d'extrême droite LAOS.

En Italie, le gouvernement le plus réactionnaire depuis Mussolini ou quand El Cavaliere cède la place au duce Monti, un banquier, flanqué d'un ecclésiastique et d'un militaire.

Des gouvernements et des institutions illégitimes représentant les intérêts exclusifs des capitalistes sans l'ombre d'un doute puisqu'ils le revendiquent ouvertement. Dès lors, l'objectif politique que devrait se donner les partis ouvriers et syndicats ne devrait-il pas être de préparer les conditions pour les renverser et prendre le pouvoir, pour décréter seuls légitimes les besoins des travailleurs qui constituent l'immense masse de la population ? Pouah, vous n'y pensez pas !

Et en France ? En France, nos dirigeants veulent faire payer les capitalistes au lieu de combattre pour les exproprier, seul moyen pour ne pas payer leurs dettes à leur place. Autrement dit, les capitalistes et les institutions peuvent rester au pouvoir ou demeurer en place aussi longtemps qu'ils le souhaitent du moment qu'ils règlent la dette de l'Etat, et comme ils ne la paieront pas, c'est nous qui le feront à leur place, CQFD.

Ainsi au grand jour se manifeste jour après jour leur incurie politique ou leur subordination au capital et aux institutions. Ils sont incapables de fixer des objectifs politiques à la classe ouvrière, exiger le retrait des plans d'austérité revient à considérer que la condition ouvrière était acceptable avant qu'ils ne soient adoptés.

Ils nous rétorqueront que les masses exploitées ne sont pas prêtes à se saisir de ces objectifs politiques. Baliverne de bureaucrates, de capitulards ou d'ignorants, elles ne sont pas davantage prêtes à se mobiliser contre les plans d'austérités qui les frappent à des degrés divers en fonction des couches auxquelles elles appartiennent. Les masses exploitées sont très hétérogènes, seul des objectifs politiques peuvent les unir contre l'ordre établi.

Absolument aucun argument valable ne peut contredire la nécessité de se fixer des objectifs politiques, car l'issue à la crise du capitalisme se situe sur le terrain politique, et que c'est dans ce domaine que la conscience de classe des travailleurs doit impérativement progresser, de plus, seuls ces objectifs peuvent fournir une orientation et une perspective politique correcte à leur mobilisation, qui dans son développement doit déboucher sur la remise en cause du régime et son renversement en posant la question du pouvoir, de l'Etat et d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire.

Il est parfaitement clair que refuser de donner ces objectifs politiques à la classe ouvrière revient à l'enfermer dans le carcan du régime au lieu de le combattre et de permettre aux travailleurs d'entrevoir qu'au-delà de ce régime, il sera possible de réorganiser la société et d'en finir avec le règne de l'exploitation et de l'oppression, d'avancer vers le socialisme. C'est leur interdire tout espoir.

Pas un travailleur aujourd'hui ne pense qu'il pourrait prétendre à un avenir meilleur sous les auspices du capitalisme, tous les travailleurs se rendent compte que petit à petit tout est en train de foutre le camp, que la vie devient de plus en plus dure, insupportable, que leurs conditions de travail ne cessent de se dégrader, et pour y remédier nos dirigeants n'ont rien trouvé de mieux que leur proposer de revenir en arrière, alors que les travailleurs savent pertinemment pour l'avoir vécu, qu'ils avaient observé impuissant à la dégradation de leurs conditions de vie au cours des dernières décennies, que quoi qu'ils aient tenté dans le passé à travers leurs mobilisations en demeurant sur le terrain purement économique, ils n'ont pas pu empêcher les privatisations et la liquidation des services publics ainsi que leurs droits sociaux, alors leur proposer une nouvelle fois de mener le combat sur le terrain du trade-unionisme, c'est tout simplement criminel et ne peut conduire qu'à une impasse, une nouvelle défaite, ajoutons, sans en tirer le moindre enseignement pratique, comme chaque fois dans le passé.

La question est de savoir pour quel objectif nous combattons : pour que le gouvernement retire ses plans d'austérité afin que les exploités supportent mieux le capitalisme avant la prochaine offensive qu'ils ne pourront pas aborder dans de meilleures conditions puisqu'ils seront demeurés totalement subordonnés au capitalisme, ou nous nous saisissions de ces plans d'austérité pour les dresser contre le régime dans la perspective de le renverser pour qu'il n'y ait plus jamais de plans d'austérité dans l'avenir.

Autre objection. Et si nous n'avons pas les moyens de les organiser pour qu'ils se dressent contre régime, qu'est-ce qu'on fait gros malin ? C'est là mal poser la question. En fixant des objectifs politiques à la classe ouvrière, à cette étape vous vous donnez les moyens de recruter son avant-garde pour construire le parti, en procédant pas à pas patiemment, il arrivera un moment où votre parti sera suffisamment puissant pour que la classe s'en saisissent et se mobilisent sur ces objectifs politiques entraînant derrière elle les couches les plus arriérées du prolétariat, ainsi que les travailleurs encore indécis, qui hésitent à s'organiser. Bien entendu, il aurait été préférable d'y penser avant, disons il y a quelques dizaines d'années en arrière, mais bon, on ne va pas refaire l'histoire, faisons avec ce que l'on a, avec la réalité, au lieu de tenter de s'en détourner pour finalement sombrer dans l'opportunisme. Cessez de vous prendre pour ce que vous n'êtes pas, vos forces sont ridiculement faibles, regardez la réalité en face, c'est là qu'est la solution et nulle part ailleurs.

Réforme ou révolution, réformisme ou socialisme, telles sont les deux seules orientations ou conceptions de la lutte de classe possibles. Ajoutons que si nos dirigeants subordonnaient leur stratégie à la construction du parti et à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ils n'avanceraient pas ces mots d'ordre stériles, car ce n'est pas en se fixant comme objectif l'unité et le retrait des plans d'austérité que l'on forge une armée de combattants révolutionnaires conscients.

Il est... des nôtres, non, des leurs !

Ancien bras-droit de Dominique Strauss-Kahn, son ancien professeur, Pierre Moscovici a longtemps soutenu une candidature du patron du FMI à l'élection présidentielle de 2012.

En échange de son soutien à Hollande après l'affaire du Sofitel, le député de Corrèze a nommé Moscovici, ancien ministre des Affaires européennes de Lionel Jospin, «coordonnateur» de sa campagne pour la primaire socialiste d'octobre 2011. Un rôle de premier plan qu'il conserve pour la campagne présidentielle, où il obtient le poste de directeur de campagne de François Hollande.

Issu d'une famille aisée, fils d'un psychosociologue co-fondateur des Verts, Serge Moscovici, et d'une psychanalyste, Pierre Moscovici a d'abord commencé à militer au sein de la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine.

Élève brillant, il obtient deux DEA avant d'entrer à Sciences Po Paris puis à l'ENA.

C'est en sortant de l'ENA en 1984, affecté à la Cour des comptes, que Pierre Moscovici quitte la LCR. IL n'adhère au PS que deux ans plus tard. Doué, il entre en 1988 au cabinet de Lionel Jospin, alors ministre de l'Education nationale. «Car le véritable artisan

de l'homme politique qu'est aujourd'hui Pierre Moscovici demeure Lionel Jospin», écrivait, en 2006, Le Nouvel Economiste.

Lorsque Lionel Jospin accède à Matignon en 1997, il est le benjamin du gouvernement, nommé ministre des Affaires européennes.

Après cinq ans au gouvernement, il est chargé du programme de Lionel Jospin pour la campagne présidentielle 2002 qui voit son champion échouer au premier tour, dépassé par Jean-Marie Le Pen. «J'étais bouleversé, mais pas totalement surpris. Depuis les municipales de 2001, je sentais que l'électorat populaire avait décroché. Nous étions déconnectés des problèmes du peuple», racontait-il au Point en 2007.

En 2006, il soutient Dominique Strauss-Kahn à la primaire socialiste. Son champion échoue à nouveau mais il commence à devenir ambitieux, tout en soutenant son mentor et grand ami, parti au FMI.

Il est le fidèle ami de Dominique Strauss-Kahn qui était son professeur à l'ENA et qu'il a soutenu à la Primaire socialiste de 2006. «J'ai de l'estime et de l'admiration pour Dominique Strauss-Kahn, nous avons des rapports fraternels», confiait-il en 2006 au Nouvel Economiste.

Vice-président du Cercle de l'industrie (créé en 1993 par DSK), «un lieu d'échanges autour des grandes entreprises industrielles», Pierre Moscovici a noué des relations avec des grands patrons. Il est également membre de l'élitiste club Le Siècle.

En 2009, il lance son propre courant social-démocrate, Besoin de Gauche et prépare une potentielle candidature de Dominique Strauss-Kahn à la Primaire socialiste. (slate.fr 16.11)

Une belle raclure, non ? Il est à l'image du PS, étranger à la classe ouvrière. Jospin issu de l'OCI, Moscovici issu de la LCR, on comprend pourquoi le POI et le NPA sont incapables de rompre avec ce parti passé avec armes et bagages du côté de l'ennemi il y 97 ans, c'était hier quoi. En dehors de profs d'université, ils n'ont été capables de retenir dans leurs rangs aucun intellectuel de haut niveau.

Pas "***seul responsable***", mais responsable quand même. En toile de fond : le soutien au régime.

Lu dans un appel de travailleurs et étudiants grecs à Paris, appelant à un rassemblement le jeudi 17 novembre à 19h, 43 rue Saint-Denis à Paris, devant la Fontaine des Innocents. Appel soutenu par les organisations suivantes : Aitec-IPAM, Attac, CADTM, Fondation Copernic, FSC, FSU, Gauche Unitaire, MJC, M'PEP, PCF, PG, PRCF, NPA, SNHR-Sud, Sud Etudiants, Union syndicale Solidaires. Extrait.

- "*Ces destructions sociales sont justifiées par le poids de la dette grecque, dont le peuple serait seul responsable*".

Formulé de cette manière, cela signifie que le peuple grec aurait sa part de responsabilité de la dette. Prenons-les au mot. Laquelle ?

Celle correspondant aux dépenses de l'Etat pour assurer son fonctionnement ? Impossible sans légitimer les coups de hache portés à la fonction publique, sans légitimer la baisse de revenu des fonctionnaires. Celle correspondant aux dépenses de l'Etat dans le domaine de l'économie ? Impossible, elles sont imputables aux capitalistes. Que reste-t-il alors ? Celle correspondant aux dépenses de l'Etat dans le domaine social : éducation, santé, logement ? Ou celui de la culture ? Mais ne correspondraient-elles pas à l'application ou à la satisfaction d'un droit inaliénable, à des besoins élémentaires auxquels chacun peut prétendre légitimement ? La dette qu'ils veulent nous faire payer, ne correspondrait-elle pas justement au coût jugé insupportable par les capitalistes des besoins sociaux que jusqu'à présent l'Etat prenait en charge ?

Les capitalistes estiment que les recettes de l'Etat qui proviennent des impôts et taxes prélevés aux différentes classes sociales, principalement à celle la plus nombreuse dans la société, celle des travailleurs, doivent servir uniquement à financer les fonctions régaliennes de l'Etat (administration, justice, police et armée) et les entreprises privées, tandis que l'ensemble des besoins sociaux de la population doivent en être exclus et être livrés au mercantilisme, sans tenir compte des énormes inégalités qui existent dans la société et de l'impossibilité des couches les plus pauvres de pouvoir satisfaire leurs besoins sociaux les plus élémentaires.

La dette, qui a servi de prétexte à l'élaboration de violents plans d'austérité contre les travailleurs, va se traduire par une formidable régression sociale renvoyant la condition ouvrière un siècle en arrière ou pas loin, à peu près là où en est justement le prolétariat des pays dits en voie de développement, dont la Chine qui sert de modèle à l'avenir que les capitalistes réservent à la classe ouvrière, si elle ne parvient pas à s'emparer du pouvoir politique et à les exproprier.

Dès lors, les objectifs des responsables de cette dette sont clairs, nets et précis, y associer les travailleurs sous une forme ou une autre revient à dire que, puisqu'ils ont contribué à leur propre malheur c'est normal qu'ils en supportent les conséquences, pire encore, ils doivent payer une partie de cette dette pour avoir le droit de vivre toujours plus mal, c'est le comble du cynisme auquel s'associe les signataires de cet appel.

Cet appel reprend la thèse déjà exposée dans un autre appel où les mêmes signataires estimaient qu'"une partie (de la dette), et laquelle, peut-elle être considérée comme illégitime, c'est-à-dire contractée au mépris de l'intérêt général et à ce titre faire l'objet d'une annulation ?," comme si finalement la politique dans son ensemble, et non prise morceau par morceau, mise en oeuvre par le gouvernement, n'avait pas pour unique objectif d'assurer la pérénité du système capitaliste.

Cette formulation n'est pas maladroite ou anodine. Elle a un contenu réactionnaire.

Elle exprime sous une forme voilée le soutien politique de ceux qui s'y reconnaissent à l'Etat, lui reconnaissant sournoisement malgré tous ses défauts le mérite d'oeuvrer également au bien-être du peuple, niant de la sorte que l'Etat ne serait pas exclusivement au service de la classe dominante, niant sa nature sociale pour finalement le rendre acceptable tel qu'il existe, puisqu'il servirait également les intérêts de la classe dominée, niant ou faisant abstraction des conditions qui avaient conduit l'Etat à intégrer jusqu'à un certain degré les besoins sociaux des travailleurs, les propres besoins du capital pour se développer et non par philanthropie ou humanisme, et la lutte de classe des générations passées. En allant plus loin, cela signifie que le combat politique ne doit pas être orienté vers la destruction de cet Etat, mais pour en améliorer le fonctionnement au service des exploités, ce n'est pas tout, cette orientation politique a l'insigne mérite de rendre inutile ou obsolète la révolution pour le renverser ainsi que la construction d'un Etat ouvrier, niant les enseignements de la Commune de 1871 et de la révolution russe de 191, une "*révolution par les urnes*" ou une "*révolution citoyenne*" fera l'affaire, autrement dit le capitalisme a encore de beaux jours devant lui avec de tels "opposants" et la boucle parfaite de l'opportunisme est bouclée.

Une histoire belge, une fois, non 521, mais cette fois aux couleurs de l'union nationale !

Le roi des Belges, Albert II, a de nouveau souligné mercredi 16 novembre '*l'urgence*' d'aboutir à un accord sur la formation d'un gouvernement, 521 jours après les élections, alors que les pourparlers achoppent sur les questions budgétaires.

La Belgique est sans gouvernement de plein exercice depuis avril 2010 et les discussions pour la formation d'un nouvel exécutif entamées après les législatives du 13 juin 2010 n'ont toujours pas abouti.

Mais les négociations marathon de ces derniers jours butent sur de vives tensions entre les ailes droite et gauche de la coalition de six partis qui devraient soutenir le futur gouvernement d'Elio Di Rupo. Pour rentrer dans les clous et respecter les engagements budgétaires pris envers l'UE, les responsables belges doivent trouver 11,3 milliards d'euros pour le budget 2012 et une vingtaine de milliards au total d'ici à 2015. Un effort d'une ampleur historique contre lequel les syndicats ont déjà appelé à manifester le 2 décembre. (lemonde.fr 16.11)

Les affaires sont les affaires ou comment pourrir nos gosses par le fric le plus tôt possible.

1- Carte bleue pour les ados, livret Jeune, prêt permis de conduire à un euro par jour, épargne étudiante, carte de paiement et de retrait rechargeable sur Internet pour les enfants de 12 ans, contrats d'assurance vie spécial têtes blondes…. Après avoir massivement investi le marché des jeunes, les banques lèvent un dernier tabou en s'attaquant aux 6-10 ans.

C'est la Société Générale qui donne le la en lançant le premier site d'éducation financière dédié aux enfants. A grands renforts de campagnes publicitaires, où intervient Jamy Gourmaud, figure télévisuelle de la jeunesse avec son «*C'est pas sorcier*» sur France 3, le groupe bancaire compte sensibiliser les plus petits à l'argent, épargnants et souscripteurs de contrats en devenir. «*Parce que demain se prépare dès aujourd'hui*», argumente-t-on en misant sur cet «*outil évolutif qui grandira avec les enfants*».

«*Anniversaire, Noël, petite souris… même pour les plus petits, les occasions sont nombreuses de remplir leur tirelire. Leur apprendre dès maintenant à gérer leur argent, c'est leur donner toutes les chances de réussir plus tard leur vie financière*», justifie la Société Générale.

Il est vrai que, selon différentes études, l'argent de poche se donne de plus en plus dès l'école primaire. En moyenne, 30% des foyers en donnent régulièrement à leur enfant entre 6 et 10 ans, avec de fortes diversités en fonction de l'âge (23% à 6 ans, 40% à 10 ans). La tranche des 2-4 ans n'est pas oubliée: 13% d'entre eux reçoivent en moyenne 6 euros par mois. Une somme plus importante que les 5-7 ans qui, pour 29%, reçoivent en moyenne 5 euros. Parmi les parents qui n'en donnent pas, 90% déclarent que leur enfant reçoit en revanche des sommes ponctuelles lors d'événements, comme les anniversaires, les étrennes, les petits travaux… (lefigaro.fr 16.11)

2- Le groupe BNP-Paribas a annoncé, mercredi en comité central d'entreprise (CCE), la suppression de 1.396 postes dans le monde, 373 en France et 1.023 à l'étranger, sur l'année 2012, selon les syndicats.

Selon les syndicats, la direction s'est engagée à ne pas faire de licenciements économiques. Les suppressions se feraient via des mesures d'accompagnement à la mobilité interne et les départs volontaires.

Selon les informations communiquées par les syndicats, les secteurs du financement et de l'investissement seront principalement touchés. (AP 16.11)

Ainsi va la crise...

Il est jaune, taillé en forme de poire et de la taille d'une noix. Le diamant «Sun Drop», de 110,3 carats, a été adjugé à Genève à 10 millions de francs suisses (8,06 millions d'euros) lors d'une vente aux enchères de la maison Sotheby's organisée mardi soir. "*C'est un record absolu pour un diamant jaune. C'est une pierre spectaculaire, unique*", s'est enthousiasmé le commissaire priseur. (lefigaro.fr 16.11)

Quelle est la signification politique de la nomination de Loukas Papadimos en Grèce et de Mario Monti en Italie, ainsi que leurs gouvernements d'union nationale ?

En Europe, les présidents de la Commission et du Conseil européen ont appelé à accélérer les travaux sur le renforcement de la gouvernance économique et l'intégration des politiques économiques, budgétaires et fiscales au sein de la zone euro.

"*Nous faisons aujourd'hui face à une crise véritablement systémique qui requiert un engagement encore plus fort de tous et d'importantes mesures supplémentaires*", a dit José Manuel Barroso devant le Parlement européen à Strasbourg.

"*Le moment de vérité approche (...) Nous avons les moyens de répondre à la crise en Europe, pourvu que nous en ayons la volonté politique*", a-t-il poursuivi. (Reuters 16.11)

Des Premiers ministres et des gouvernements issus d'élections qui renvoyaient dos-à-dos les partis institutionnels censés représenter les deux classes antagoniques ne leur permettaient pas d'engager immédiatement une brutale offensive contre la classe ouvrière, il fallait passer outre à tout prix et cadenasser toute expression démocratique même déformée.

Ils sont donc passés outre les Constitutions grecque et italienne qu'ils ont pour ainsi dire violées, en Grèce et en Italie, les présidents de la République ont nommé des Premiers ministres qui n'étaient pas issus des rangs du parti majoritaire au parlement, dès lors ils n'ont aucune légitimité constitutionnelle, argument qu'on ne reprendra pas à notre compte, car notre combat ne consiste pas à exiger le respect d'une Constitution et d'institutions au service du capital et qu'il faut au contraire liquider, des Premiers ministres qui incarnent directement le pouvoir de l'industrie financière et ses intérêts déclarés priorité nationale absolue, tandis que les besoins sociaux des travailleurs sont foulés aux pieds et déclarés illégitimes.

C'est un coup de force, l'équivalent d'un coup d'Etat réalisé par les voyous de la finance et des multinationales qui contrôlent l'économie mondiale, qui n'aurait pas pu avoir lieu aussi facilement sans la complicité des principaux partis ouvriers et des syndicats.

Intox et propagande

- Les Français s'estiment plutôt heureux, d'après une étude anuelle de l'Insee. Sur une échelle de 0 à 10, ils se donnent la note de 7,3, annonce Europe 1. (lepost.fr 16.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

À cinq mois de l'élection présidentielle, la route est encore longue pour Nicolas Sarkozy. Selon notre sondage Ipsos-Le Point du mois de novembre, seulement 36 % des Français pensent que le chef de l'État serait réélu s'il se présentait lors de la prochaine élection présidentielle.

Le chiffre n'a pas bougé d'un iota depuis le mois de juillet, lorsque l'institut de sondage avait posé exactement la même question. Ainsi, en novembre, seulement 8 % des Français jugent certaine la réélection du chef de l'État et 28 % d'entre eux l'estiment probable.

Le pronostic de victoire de Nicolas Sarkozy reste donc faible malgré l'embellie de sa cote dans les études d'opinion. (lepoint.fr 16.11)

C'est désolant franchement, après avoir dépensé tant d'énergie... Mais bon, il se sera enrichi pendant son mandat, ce n'est déjà pas si mal. Et gageons que ses amis du gang du Fouquet's ne seront pas ingrats avec lui, moins qu'ils le sont avec leurs salariés, sans difficulté !

Et puis, il faut bien avouer que malgré cette cote de popularité dans les talonnettes et avoir subi quatre échecs électoraux depuis qu'il trône au Palais, il aura réussi l'exploit qu'aucun parti ouvrier ne fasse campagne sur le thème de son illégitimité et le fait que son parti était minoritaire dans le pays.

Si on se fiait quelque peu à ce sondage qui semble refléter assez fidèlement l'état d'esprit qui règne dans le pays à son égard, avec 8% seulement qui estiment sa réélection assurée, sauf événement exceptionnel qui lui sauverait la mise au dernier moment et malgré un adversaire potentiel (Hollande) manifestement pas à la hauteur du poste qu'il brigue, on peut pronostiquer sa défaite en 2012.

On peut oser un pronostic s'il tient jusqu'à l'élection présidentielle et que Hollande serait élu : aussitôt à l'échelle internationale l'aristocratie financière va se déchaîner contre lui et son gouvernement plongeant le pays dans une crise politique à laquelle ils seront incapables de faire face, et pour s'en sortir Hollande emboîtera le pas de la Grèce et de l'Italie en formant un gouvernement d'union nationale...

Et dire que le POI est sur le point d'organiser une délégation d'élus chez Sarkozy (et au Sénat), à croire qu'ils vivent dans un autre monde ou sur une autre planète...

2- Grèce

2.1- Au Parlement et dans la rue

Le nouveau gouvernement de coalition de Lucas Papadémos a obtenu mercredi la confiance du Parlement avec une confortable majorité, avant l'ouverture de négociations sur les détails d'un plan de réduction de la dette du pays.

Les parlementaires ont voté en faveur de la nouvelle équipe formée par le Premier ministre par intérim, nommé la semaine dernière à l'issue de laborieuses tractations avec les partis.

Le gouvernement de l'ex-vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), qui a la difficile mission de sauver la Grèce de la faillite, est soutenu par les deux principales formations politiques du pays -socialistes du PASOK de l'ex-chef du gouvernement Georges Papandréou (majoritaires) et conservateurs de la Nouvelle Démocratie d'Antonis Samaras- ainsi par le Laos, parti de droite nationaliste et xénophobe qui compte quatre membres dans la nouvelle équipe.

A l'issue du vote de confiance, M. Papadémos devait rencontrer Charles Dallara, directeur de l'Institut de la finance internationale -lobby bancaire mondial-, lequel devait également avoir des entretiens avec le ministre des Finances Evangelos Venizelos.

La Une de mercredi du quotidien "*Ta Nea*" mettait en lumière cette impasse: "*la signature (de Samaras) vaut huit milliards d'euros*".

Le dirigeant de la Nouvelle Démocratie a déclaré devant le Parlement que les trois leaders partenaires de la nouvelle coalition gouvernementale s'étaient déjà engagés par écrit à soutenir Lucas Papadémos, et que réclamer des promesses supplémentaires était excessif.

"*Non seulement, nous soutenons le gouvernement de transition, mais nous avons joué un rôle de premier plan dans sa formation*", a souligné mercredi Antonis Samaras, ajoutant que M. Papadémos disposait d'un mandat précis pour appliquer l'accord du 27 octobre.

Si des sondages d'opinion montrent que son équipe -qui doit gouverner jusqu'à la tenue d'élections en février- bénéficie d'un soutien populaire, la colère est toujours de mise après 20 mois de cure d'austérité et de tours de vis successifs, qui ont provoqué une vague de grèves générales et de manifestations souvent violentes.

Mercredi, des salariés de l'entreprise publique d'électricité ont coupé le courant dans le bâtiment du ministère de la Santé à Athènes pendant quatre heures, accusant ses services de devoir à la compagnie 3,8 millions d'euros. AP

Signe du manque d'unité au sein du gouvernement, 101 députés socialistes ont signé une pétition mardi pour dénoncer la coopération avec Nouvelle Démocratie et le LAOS.

Le nouveau gouvernement se prépare par ailleurs à vivre sa première manifestation jeudi qui devrait faire descendre dans les rues d'Athènes des dizaines de milliers de personnes opposées aux nouvelles mesures d'austérité.

"*Nous nous attendons à une mobilisation massive car cela fait trop longtemps que la colère gronde*", prévient Mary Bossis, professeur à l'université du Pirée. "*Des incidents ne sont pas à exclure.*" (Reuters 16.11)

2.2- Le parti d'extrême droite LAOS dans tous ses états.

2.2.1- Le parti d'extrême droite LAOS, membre de la coalition gouvernementale à Athènes, apportera son "*soutien inconditionnel*" au Premier ministre Lucas Papadémos et ne juge pas nécessaire d'organiser des législatives anticipées en février prochain.

"*Je crois que Papadémos est le mieux à même de remettre sur pied l'économie grecque. J'ai confiance en lui*", a dit à Reuters le chef de file du LAOS, Georges Karatzaféris, 64 ans. (Reuters 16.11)

2.2.2- Avec retard, la participation au nouveau gouvernement du parti d'extrême droite, le LAOS, commence à susciter des réactions d'inquiétudes en Grèce. Au point que le président de ce parti, Georges Karatzaféris a été obligé d'expliquer, mardi 15 novembre, sur une chaîne de télévision, qu'il n'était pas antisémite. "*L'Holocauste est un fait. C'est le plus grand crime de l'histoire*", a déclaré cet ancien journaliste, qui a commencé sa carrière politique au sein de Nouvelle Démocratie.

En créant le LAOS, il était moins affirmatif : "*Parlons des mythes d'Auschwitz et de Dachau et de ces fours, parlons des chambres à gaz pour voir si les murs étaient isolés pour retenir le gaz ou s'ils étaient seulement faits de briques.*" Selon lui, le Mossad avait prévenu les juifs des attentats du World Trade Center en 2001. En 2000, il assurait que son parti était sans juifs, sans communistes, sans homosexuels et sans francs-maçons.

Depuis son entrée au Parlement en 2007, avec 5,6 % des voix, le LAOS a considérablement adouci son discours. Il a voté en faveur du mémorandum signé avec le Fonds monétaire international, la Commission et la Banque centrale européennes, en 2010. "*Il a suivi une évolution comparable à celle de Gianfranco Fini en Italie. Il se présente comme un parti populiste et nationaliste et non plus comme un parti d'extrême droite, explique le politologue Elias Nikolakopoulos. Depuis son vote sur le Mémorandum, il s'est montré plus responsable que l'opposition de droite.*" Georges Karatzaféris est omniprésent sur les plateaux de télévisions. Pendant les deux folles semaines que vient de connaître la Grèce, il a même paru plus raisonnable que les deux principaux partis.

"*Mais il y a des liens souterrains, observe M. Nikolakopoulos. A Athènes, lors des élections locales de l'automne 2010, le LAOS avait appelé à voter pour l'ancien maire Nouvelle Démocratie. Mais dans les bureaux de vote des quartiers populaires du centre, on a pu observer que le même nombre de voix se reportait aux municipales sur le candidat néonazi, entré au conseil d'Athènes, et aux régionales sur le candidat du LAOS. Les électeurs du LAOS ont voté pour le néonazi*."

Sur les quatre ministres et secrétaires d'Etat du LAOS, l'un, Adonis Georgiadis, secrétaire d'Etat à la marine marchande, a soutenu un livre antisémite du néonazi Constantin Plevris, l'autre, Makis Voridis, ministre des transports, était le responsable du Front hellénique, un parti d'extrême droite nostalgique de la junte. M. Voridis a nettement atténué son discours.

"*Lors du débat sur la réforme de la citoyenneté en 2010, les élus du LAOS ont affiché leur peur obsessionnelle d'un état multiculturaliste*", explique Anna Triandafyllidou, professeure à l'Institut universitaire européenne à Florence. Cette spécialiste des questions d'immigration a une autre explication à l'indifférence initiale suscitée par l'entrée du LAOS au gouvernement : "*Il y a une grande tolérance pour les discours racistes et antisémites dans une partie de la société grecque.*" (lemonde.fr 16.11)

Seul le masque a changé, comme au FN en France.

Commentaire d'un internaute.

- "*Pour celles et ceux que cela intéresse, sur mon blog (http://demari.blog.lemonde.fr/), on trouve une belle photo de Makis Voridis en train d'intervenir au congrès fondateur du Parti de la France, de Carl Lang, dissident de droite du FN. Ah oui, c'était il y a des siècles : en novembre 2009... On trouve aussi quelques informations sur les crimes de l'extrême droite contre les Grecs, de 1936 (Metaxas) à 1974 (chute de la junte des colonels). Que du beau monde !* "

3- Italie. La Sainte alliance de la banque, du sabre et du goupillon

L'économiste Mario Monti a formé mercredi un nouveau gouvernement qui ne compte aucun homme politique de profession. Il a fait appel à des banquiers, des diplomates et des chefs d'entreprise pour s'assurer que l'Italie, confrontée durement à la crise de la dette, échappe à un désastre financier.

L'ex-commissaire européen à la concurrence, âgé de 68 ans, a annoncé qu'il occupera la double fonction de président du Conseil et ministre de l'Economie pour l'instant, alors qu'il essaye de remettre sur pied les finances du pays et relancer la croissance.

Mario Monti et ses nouveaux ministres ont prêté serment mercredi. Le président Giorgio Napolitano a dirigé la cérémonie de prestation de serment au Palais du Quirinal, quelques heures seulement après la formation du nouveau gouvernement.

Le nouveau président du Conseil a promis d'être fidèle à l'Italie, de respecter la constitution et d'oeuvrer en faveur des intérêts de la nation.

Mario Monti, qui a insisté sur le fait que la croissance économique de l'Italie était pour lui une priorité, présentera ses mesures d'urgence anti-crise dès jeudi au Sénat, avant un vote de confiance. Puis il y aura un second vote, à la Chambre des députés, probablement vendredi.

Le rétablissement de la confiance dans l'avenir financier de l'Italie est crucial parce qu'en tant que troisième économie de la zone euro, elle est trop importante pour être secourue.

Mario Monti a fait peu d'allusions à son programme politique mercredi. Expliquant pourquoi son gouvernement ne comptait aucun responsable de parti politique, il a confié que ses discussions avec les dirigeants des partis l'avaient conduit à la conclusion "*que la non-présence d'hommes politiques dans son gouvernement l'aiderait*".

Corrado Passera, PDG de la deuxième banque italienne, Intesa Sanpaolo SpA, dirigera le ministère du Développement économique et des infrastructures, qui rassemblera les portefeuilles du développement économique, des infrastructures et des transports, il fait figure de véritable numéro deux ; Piero Gnudi, président d'Enel, celui du Tourisme et des Sports, dans un pays où les recettes du tourisme sont très importantes; Giulio Terzi di Sant'Agata, actuel ambassadeur italien à Washington, celui de ministre des Affaires étrangères.

A l'intérieur, Anna Cancellieri est préfète. A la justice, Paola Severino est vice-présidente du conseil de la magistrature et avocate pénaliste réputée. A la défense, Giampaolo Di Paola est amiral et préside le comité militaire de l'OTAN. Aux affaires sociales, Elsa Fornero est une économiste spécialisée dans le problème des retraites. Enfin, le ministre de l'éducation, Francesco Profumo, est recteur de l'université de Turin.

Un historien de l'Eglise catholique entretenant des liens étroits avec le Vatican, Andrea Riccardi, a été nommé ministre de la Coopération internationale. La désignation à ce poste du fondateur de la Communauté de Sant'Egidio à la fin des années 60 semble récompenser les parlementaires pro-Vatican au Parlement. MM. Riccardi et Passera participaient d'ailleurs au séminaire de Todi (Ombrie), en octobre, au cours duquel les associations catholiques ont demandé de "purifier l'atmosphère de l'Italie" berlusconienne. (AP et lemonde.fr 16.11)

4- Koweït

Selon l'opposition, des milliers de manifestants ont pénétré dans la salle principale pour réclamer la démission du Premier ministre. Depuis plusieurs semaines, un scandale de corruption agite la monarchie. Des milliers de manifestants ont envahi ce mercredi le bâtiment du Parlement à Koweït, après que les forces de l'ordre ont réprimé une manifestation réclamant la démission du Premier ministre, a annoncé un député de l'opposition.

"*Nous sommes entrés à présent dans le Parlement*", a déclaré le député Moussallam al-Barrack qui avait pris la tête de la manifestation avec d'autres parlementaires et militants qui demandaient également la dissolution du Parlement.

Les manifestants ont forcé les portes du Parlement et pénétré dans la salle principale où ils ont entonné l'hymne national, avant d'en ressortir quelques minutes plus tard.

Auparavant, les forces de l'ordre ont frappé des manifestants à coups de matraque, afin de les empêcher de défiler jusqu'à la résidence du Premier ministre après une manifestation massive organisée devant le bâtiment du Parlement. Selon des témoins, cinq personnes ont été blessées et recevaient des soins sur place.

La manifestation avait été organisée à l'appel de l'opposition pour réclamer la démission du Premier ministre cheikh Nasser Mohammad al-Ahamd Al-Sabah, un membre de la famille régnante, et la dissolution du Parlement. (lexpress.fr 16.11)

Social

Grande-Bretagne

Le taux de chômage britannique a atteint lors du trimestre écoulé son niveau le plus élevé depuis 15 ans, tandis que le nombre de jeunes adultes sans emploi touchait un record, selon les chiffres publiés mercredi par l'Office national de la statistique (ONS).

Il y a eu 129.000 sans-emploi supplémentaires au sens du Bureau international du travail (BIT) pour les trois mois à septembre, ce qui porte le nombre de chômeurs à 2,622 millions, le niveau le plus élevé depuis le trimestre juillet-septembre 1994.

Le taux de chômage s'élève à 8,3% de la population active. Il s'agit du taux le plus élevé depuis avril-juin 1996.

Le nombre de jeunes chômeurs a atteint 1,016 million, ce qui porte le taux de chômage dans cette catégorie des 16-24 ans, à 21,9%. C'est la première fois que la barre de un million est dépassée chez les jeunes depuis 1992 que ce genre de statistique existe.

Le gouvernement, à qui l'on demande de relancer la croissance, est limité dans cette voie par sa promesse de réduire le déficit budgétaire via un plan d'austérité qui prévoit la perte de 400.000 emplois dans le secteur public. (Reuters 16.11)

Economie

1- FMI

Antonio Borges, le directeur du département Europe du Fonds monétaire international (FMI), a démissionné avec effet immédiat, a annoncé le Fonds mercredi.

Le FMI précise que la directrice générale Christine Lagarde entend nommer Reza Moghadam, actuel directeur du département stratégie, à la succession de Borges, avec effet jeudi. (Reuters 16.11)

2- UE

2.1- Au tour de la France...

Après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie, la crise de la zone euro frappe désormais aux portes de la France, forçant la Banque centrale européenne à monter en première ligne pour freiner l'hémorragie.

Selon des courtiers, la BCE a intensifié mercredi ses rachats de titres italiens et espagnols au lendemain d'une journée noire sur le marché obligataire, au cours de laquelle les primes de risque de la France et de plusieurs autres pays du coeur de la zone euro ont bondi à des niveaux jugés impensables il y a encore quelques jours.

Cette intervention n'a toutefois pas permis de desserrer l'étau autour de la dette française alors que les investisseurs voient l'Europe prendre le chemin périlleux de la récession et restent défiants face à la capacité des dirigeants du continent à prendre des décisions structurelles mettant fin à la crise.

L'écart de rendement entre les dettes française et allemande se rapproche des 200 points de base, un niveau inconnu depuis le début des années 1990.

Ajoutant à la pression des investisseurs des derniers jours, le président américain, Barack Obama, a de nouveau appelé les dirigeants européens à agir de manière déterminante.

"*Nous allons continuer de conseiller les leaders européens sur les options nécessaires pour calmer les marchés. Cela appellera des décisions difficiles*", a-t-il dit à la presse lors d'une visite en Australie.

En Europe, les présidents de la Commission et du Conseil européen ont appelé à accélérer les travaux sur le renforcement de la gouvernance économique et l'intégration des politiques économiques, budgétaires et fiscales au sein de la zone euro.

"*Nous faisons aujourd'hui face à une crise véritablement systémique qui requiert un engagement encore plus fort de tous et d'importantes mesures supplémentaires*", a dit José Manuel Barroso devant le Parlement européen à Strasbourg.

"*Le moment de vérité approche (...) Nous avons les moyens de répondre à la crise en Europe, pourvu que nous en ayons la volonté politique*", a-t-il poursuivi.

Une fois que cette intégration budgétaire sera en place et que de nouveaux outils de gouvernance auront été décidés, des obligations européennes - que de nombreux économistes jugent être une solution à la crise actuelle - deviendront alors "naturelles", a-t-il encore dit.

La chancelière allemande, Angela Merkel, a réaffirmé mercredi l'opposition de Berlin à ces "*euro-obligations*", même si elle a ouvert la porte à un abandon partiel de souveraineté pour favoriser l'intégration économique et budgétaire.

Les "*euro bonds*" sont, avec une intervention massive de la BCE, les deux solutions structurelles les plus fréquemment évoquées pour résoudre la crise de confiance affectant des pays comme la France ou l'Italie, trop gros pour être secourus par le Fonds

européen de stabilité financière (FESF).

D'autant que le FESF, dont les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept avaient décidé fin octobre d'augmenter les capacités pour les porter à 1.000 milliards d'euros, peine de plus en plus à attirer les investisseurs.

Après une émission obligataire en demi-teinte la semaine dernière, son directeur général, Klaus Regling, a reconnu qu'il faudrait plus de temps que prévu pour donner au fonds l'effet de levier envisagé afin de démultiplier les 440 milliards d'euros dont il dispose actuellement.

"*Il ne faut pas s'attendre à ce qu'il y ait dès décembre des centaines de milliards prêts à être déployés dans nos nouveaux instruments*", a déclaré au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung son directeur général, Klaus Regling, alors que les dirigeants des Vingt-Sept avaient initialement émis le souhait que la réforme du fonds soit achevée en novembre.

La situation reste également tendue dans les pays de la zone euro qui sont plus particulièrement dans le viseur des marchés. (Reuters 16.11)

2.2- ... et de l'Allemagne !

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a déclaré mercredi à la presse allemande que le niveau de la dette allemande était préoccupant, soulignant qu'il était supérieur à celui de l'endettement de l'Espagne.

"*J'estime que le niveau de la dette allemande est source d'inquiétude*", a-t-il déclaré dans une interview accordée au journal General-Anzeiger et qui sera publiée jeudi.

"*L'endettement de l'Allemagne est plus élevé que celui de l'Espagne*", ajoute-t-il. "Seulement, ici (en Allemagne) personne ne veut le savoir." (Reuters 16.11)

3- Grande-Bretagne

La Banque d'Angleterre a annoncé mercredi une révision de ses prévisions de croissance et d'inflation et laissé entendre qu'elle pourrait devoir injecter des liquidités supplémentaires dans une économie britannique qu'elle estime mal en point.

"*Les perspectives de l'économie britannique se sont détériorées*", déclare la banque centrale dans son rapport trimestriel sur l'inflation.

Le gouverneur de la BoE, Mervyn King, estime que les conditions de marché se sont détériorées depuis août, ce qui veut dire que l'économie britannique pourrait rester stagnante jusqu'à la mi-2012.

La banque centrale a augmenté son programme de rachat d'actifs de 75 milliards de livres pour le porter à 275 milliards le mois dernier.

L'inflation s'est établie à 5% en octobre. Dans ses prévisions d'août.

En terme de croissance, la BoE anticipe désormais une augmentation du produit intérieur brut (PIB) inférieure à 1% pendant toute l'année 2012.

Ces prévisions vont dans le sens de ceux qui pensent que la Banque d'Angleterre injectera 50 milliards de livres supplémentaires dans la relance lors de son prochain rapport sur l'inflation en février. (Reuters 16.11)

4- Japon

Olympus, au centre d'un scandale financier, se prépare à ouvrir des procédures à l'encontre des dirigeants dont la responsabilité serait reconnue dans les fraudes comptables dont le groupe se serait rendu coupable pendant plus de vingt ans, montre une note interne adressée aux salariés.

Malgré le rebond de 61% de l'action Olympus au cours des trois derniers jours, elle accuse toujours une chute de 70% depuis les premiers soupçons d'irrégularité apparus vers la mi-octobre. (Reuters 16.11)

Haut de page

Le 18 novembre

CAUSERIE

En raison de fortes pluies (mousson), je suis privé de courant depuis le début de la matinée (il est 15h30), du coup je n'ai pas le temps de finaliser la causerie que j'avais commencée à rédiger hier soir, ce sera pour demain. Ce qui suit, je l'ai réalisé entre 7h et 11h ce matin, puis j'ai continué sur le portable pour économiser la batterie qui me fournit du courant dans la maison, je n'ai pas envie de passer ma soirée dans le noir ou de me balader avec ma lampe de secours sous le bras !

Je ne mettrai en ligne aucune page du dernier numéro d'*Informations ouvrières* car cela n'en vaut vraiment pas la peine. La plupart des infos sont déjà disponibles dans le site, voire bien davantage, avec des analyses en prime.

Histoires d'uniformes.

1- J'irai cracher sur vos tombes

- Le ministère de la Défense a annoncé jeudi que les cendres du général Marcel Bigeard seront transférées à l'Hôtel des Invalides, à Paris.

Baroudeur des guerres coloniales, Commandant du 6e bataillon de parachutistes coloniaux, il avait résisté jusqu'à la chute de Dien Biên Phù en mai 1954. (lefigaro.fr 17.11)

Commentaire d'internaute

- "*Massacrer les colonisés, les exterminer, c'est "grandiose" n'est-ce pas? C'est quoi déjà "les crimes contre l'humanité*" ?

J'Irai Cracher sur vos Tombes est le premier livre publié par Boris Vian (qui s'en reconnaîtra officiellement l'auteur le 24 novembre 1948, devant un juge d'instruction) et sera un temps interdit à la vente après que son auteur ait été condamné pour outrage aux bonnes mœurs en 1950. (/www.polarnoir.f)

2- Tous des soldats du capital.

Le parti de la majorité présidentielle aimerait tester un retour de l'uniforme dans les écoles, rapporte le Figaro ce jeudi.

Ce port du «*vêtement commun*» aurait pour objectif de «*gommer les inégalités sociales*» et de renforcer «*un esprit d'appartenance*», selon l'UMP qui entend placer cette proposition parmi celles du «*pacte républicain et la nation*», base du prochain projet présidentiel. (sur 20minutes.fr 17.11)

Quel cynisme «*gommer les inégalités sociales*», alors que leur politique conduit à les amplifier ! Ils pourraient s'inspirer de l'uniforme de la légion étrangère en mémoire au général Marcel Bigeard !

Et le jour où éclatera la révolution, ils s'étonneront de son extrême violence...

L'idiot utile.

José Manuel Barroso mercredi devant le Parlement européen : «*Je trouve plutôt curieux que l'Europe, l'une des régions les plus riches du monde, puisse dépendre des économies émergentes et de pays bien plus pauvres que nous*» . (lefigaro.fr 17.11)

Réflechissez un instant : comment s'est développé le capitalisme au XVIIIe et XIXe siècle ? Par le biais de la colonisation, pas de la Corse, de la Sicile, de l'île de Wight ou de la Crète...

Ce n'est pas à lui que je m'adresse, car ce qu'il voulait dire, c'est que les dirigeants européens doivent prendre leur courage à deux mains pour affronter directement leurs peuples, se donner les moyens de leur imposer la formidable régression sociale à laquelle adhère Barroso, sur le modèle de la Grèce et de Italie par exemple, ajoutons, provisoirement, car cela ne suffira pas...

Le FMI passe à l'offensive contre les peuples en Europe. L'impérialisme américain renforce sa main mise sur le FMI et fait appel à un "***initié*** pour mettre les Etats européens au pas

(Après la "*démission*" du directeur du département Europe du Fonds monétaire international, Antonio Borges.)

Cette décision a été saluée par les analystes qui y voient un changement clair de politique qui pourrait se traduire par une plus grande implication du FMI dans la gestion de la crise de la dette souveraine qui menace de faire plonger l'économie mondiale dans la récession.

Reza Moghadam "*est vu comme un initié très crédible et puissant*", indique Eswar Prasad, ancien responsable du FMI et haut responsable de Brookings Institution à Washington.

"*Cela montre que le FMI a l'intention de jouer un rôle plus assuré en Europe et Reza Moghadam est quelqu'un qui est perçu comme étant capable de faire évoluer le Fonds vers une position plus offensive.*" (Reuters 17.11)

Parole d'internaute.

- "*Si l'inflation rend le remboursement de votre crédit plus facile, dites-vous bien que l'autre revers de la médaille est que l'argent investi dans votre crédit ne vaut plus rien, donc que les déposants qui vous ont prêté l'argent via votre banque ont été spoliés.*

Cela signifie aussi que l'épargne, y compris celle stockée dans les caisses de retraites complémentaires et dans les assurances-vie disparaîtra: des années de labeur de millions de personnes disparaîtraient pour permettre aux emprunteurs de rembourser plus facilement. Cela s'apparente, lorsque réalisé de façon délibérée, à du VOL." (lefigaro.fr 17.11)

Le capitalisme lui-même repose-t-il sur autre chose que le vol ? (Marx)

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

1.1- «*L'absence de croissance a annulé les sacrifices*» déjà accomplis par les Italiens ces dernières années, a déploré Mario Monti dans son premier discours devant le Sénat qui sera suivi dans la soirée d'un vote de confiance dont l'issue favorable est acquise.

(Vos sacrifices n'ont servi qu'à enrichir ceux pour lesquels on vous demande de faire nouveaux sacrifices, dit autrement et plus ouvertement : on s'est foutu de votre gueule ! Péché avoué... déjà pardonné ! Ajoutons : et on va continuer, si vous nous le permettez, merci d'avance... - note du site)

Mario Monti a toutefois promis le respect de «*l'équité*» dans la distribution des nouveaux «*sacrifices*» car «*plus leur distribution sera équitable, plus ils seront acceptés*».

(Il a le droit d'y croire et le prolétariat italien a le droit de refuser de nouveaux sacrifices. - note du site)

L'ex-commissaire européen a également annoncé qu'il s'attaquera à deux réformes structurelles réclamées par l'Union européenne et attendues par les marchés, celles des retraites et du marché du travail.

Le système des retraites italien est l'un des plus solides d'Europe mais il compte «*d'amples disparités de traitement et des secteurs de privilèges injustifiés*», tandis que les règles du marché du travail doivent être réformées pour éviter que certains salariés ne soient «*excessivement protégés et d'autres privés de protections et d'assurance chômage*», a-t-il souligné.

(Calez les retraites et la protection sociale sur les plus défavorisés, ainsi la misère sera mieux partagée pour que les riches profitent des économies réalisées, ainsi "*l'équité*" sera respectée. Ce ne sont pas les banquiers et les capitalistes qui bénéficient de privilèges extraordinaires qui seraient responsables de la situation actuelle, mais les exploités. Le mépris, c'est en prime ! - note du site)

Sur le plan fiscal, Mario Monti a souligné par ailleurs le besoin de réduire la pression fiscale sur le travail et de «*réexaminer le poids des prélèvements sur la richesse immobilière*».

(Abaisser le coût du travail, sans doute au nom de "*l'équité*" envers les travailleurs chinois, par exemple, leur référence en la matière. - note du site)

Dans ce cadre, l'absence de taxe foncière sur la résidence principale depuis son abolition par le gouvernement Berlusconi est une «anomalie» italienne, a-t-il dit.

(Donc réintroduction ou création d'une nouvelle taxe. - note du site)

(Ce n'est pas tout.)

Après l'adoption de deux plans d'austérité ces derniers mois en Italie, Mario Monti a souligné qu'afin de respecter l'objectif de l'équilibre budgétaire en 2013, le gouvernement évaluera «*dans les prochaines semaines la nécessité de nouvelles mesures de correction budgétaire*».

(Traduisons : de nouvelles coupes sombres dans les différents budgets sociaux de l'Etat, agrémentées sans doute de la hausse des taxes ou impôts déjà existant. Il est sûr de ne rien avoir oublié ? - note du site)

Mario Monti a finalement annoncé vouloir tenter de réconcilier les Italiens avec la politique et les institutions du pays, après une longue période marquée par une profonde division entre les «*pro-berlusconiens*» et les «*anti-berlusconiens*». (20minutes.fr 17.11)

En fait, ils avaient raison, les marché vont réussir là où les peuples ont échoué jusqu'à présent : unir toutes les couches exploitées de la société contre le capitalisme et l'Etat.

Vous aurez noté que dans son discours il n'a pas dit un mot sur les banques ou les institutions financières. Et pour cause, il s'agissait de faire oublier qu'elles portaient l'entière responsabilité de la situation actuelle pour la reporter sur ceux qui bénéficient de "*privilèges injustifiés*", les travailleurs.

1.2- Des milliers de personnes ont manifesté jeudi dans plusieurs villes italiennes pour protester contre "*le gouvernement des banquiers*" formé par Mario Monti pour éviter au pays de crouler sous son endettement.

A Milan, la capitale économique, les étudiants ont lancé des pétards pour tenter de briser le cordon de police les empêchant d'avancer vers l'université Bocconi, présidée par Mario Monti et devenue le symbole de son "*cabinet de techniciens*".

La police a répliqué à coups de matraques. Un journaliste a été blessé par un pétard.

Les étudiants ont aussi jeté des oeufs et de faux billets en dollars contre le bâtiment de la Fédération bancaire italienne. "*Nous ne voulons pas que les banquiers gouvernent*" ou "*Le gouvernement Monti n'est pas la solution*", criaient les manifestants.

A Turin, des affrontements ont eu lieu entre les forces de l'ordre et certains membres du cortège, fort de plusieurs milliers de personnes. Des anarchistes ont tenté de s'approcher du siège local de la Banque d'Italie.

D'autres manifestations ont eu lieu à Rome, Palerme et Bari. Les étudiants ont défilé devant les universités où certains ministres de Monti enseignaient, des sièges de banques et des centres des impôts.

A Rome, les slogans de quelque deux mille manifestants ironisaient sur le nom du nouveau ministre de l'éducation nationale, Francesco Profumo ("parfum" en italien), en dénonçant par avance "*un parfum d'austérité. Non au gouvernement des sacrifices*". Partis de l'université publique de La Sapienza, ils devaient rejoindre un cortège du syndicat minoritaire mais radical Cobas, dont le mot d'ordre de grève dans les transports publics, a coïncidé, par un hasard de calendrier, avec les manifestations estudiantines.

A Palerme, en Sicile, quelque cinq mille protestataires, le plus grand cortège jusqu'à présent, ont scandé des slogans contre l'ultralibéralisme qui domine, selon eux, en Europe. "*Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiciens et banquiers*", criaient-ils.

Le fait qu'aucun membre du gouvernement n'ait jamais été élu au suffrage universel pourrait rendre encore plus injustes, aux yeux de l'opinion publique, les mesures d'austérité promises aux Italiens. (Reuters et lemonde.fr 17.11)

2- Grèce

Les policiers chargés d'assurer la protection du Parlement grec ont tiré des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes jeudi pour disperser de jeunes émeutiers au moment où des milliers de personnes défilaient dans les rues d'Athènes dans le cadre d'une manifestation annuelle.

Les participants entendaient commémorer la répression sanglante du soulèvement étudiant de 1973 par la dictature militaire ayant dirigé la Grèce de 1967 à 1974.

Craignant que ce rendez-vous ne se transforme en manifestation anti-gouvernementale et ne débouche sur des violences à l'heure de la douloureuse cure d'austérité imposée au pays, quelque 7.000 policiers étaient chargés de surveiller le bon déroulement du défilé.

Selon la police, des dizaines d'individus masqués sont sortis de la foule des quelque 25.000 manifestants qui se dirigeaient vers l'ambassade des Etats-Unis et lancé des engins incendiaires sur les policiers anti-émeutes qui ont riposté à coups de gaz lacrymogènes. Les incidents ont brièvement interrompu le défilé. On ne faisait pas état d'arrestations ni de blessés dans l'immédiat.

Au total, 255 des 300 parlementaires ont voté en faveur de la nouvelle équipe formée par le Premier ministre par intérim nommé la semaine dernière à l'issue de laborieuses tractations avec les partis. Seuls 38 députés ont voté contre, les sept derniers élus étant absents.

Lucas Papadémos rencontrera lundi à Bruxelles de hauts responsables de l'Union européenne, avant de se rendre le lendemain au Luxembourg pour rencontrer le Premier ministre Jean-Claude Juncker, qui préside les réunions des ministres des Finances de la zone euro. (AP 17.11)

Bruxelles, Francfort et Luxembourg sont devenues le siège des gouvernements des Etats de l'UE.

255 des 300 parlementaires grecs ont adoubé le gouvernement fantoche concocté par la troïka, autrement dit il n'y a rien à attendre des institutions. Il ne s'agit pas de nos jours d'instaurer une République sur la base des classes sociales existantes dans la perspective de perpétuer la division de la société entre classe dominante et dominée, mais dans celle de leur extinction, ce qui ne peut se réaliser que sous la direction de la classe la plus nombreuse qui n'en exploite aucune autre : la classe ouvrière, celle qui rasssemble l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels, du secteur privé et public, des villes et des campagnes.

3- Espagne

Le probable chef du futur gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a annoncé qu'il '*faudra faire des coupes partout*' sauf dans les retraites, afin de tenir la prévision de réduction du déficit budgétaire à 4,4 % du PIB en 2012, dans un entretien publié jeudi 17 novembre par le quotidien El Pais.

'*Le plan de stabilité présenté à Bruxelles prévoit un engagement de déficit de 4,4 %. Ma volonté est de l'appliquer. Tout le monde doit savoir que pour mon gouvernement, la priorité sera de tenir les engagements de l'Espagne à Bruxelles*', a affirmé le leader de l'opposition de droite.

Le Trésor espagnol a émis jeudi pour 3,563 milliards d'euros d'obligations à dix ans, à un taux d'intérêt qui a bondi à 6,975 %, très proche du seuil de 7 %, dans un climat de tension extrême sur les marchés. (lemonde.fr 17.11)

Pourquoi annonce-t-il qu'il procèdera à "des coupes partout" dès le lendemain des législatives, n'est-ce pas incohérent ?

Pas du tout, au contraire. Il peut tabler sur une forte abstention populaire dont les voix ne se porteront pas sur le PSOE. Assurer de l'emporter, il annonce la couleur avant les élections, en procédant ainsi, lorsque son parti sera au pouvoir, il pourra justifier sa politique ultra réactionnaire en affirmant qu'elle avait reçu un accueil favorable de la majorité des électeurs, peu importe que cela soit faux ou exagéré, le but de cette manoeuvre est de calmer à l'avance ceux qui voudront s'opposer à sa politique antisociale en avançant un argument qui pourrait les diviser et introduire le doute dans leur esprit, pour entamer leur détermination, ce qui lui laissera les mains libres pour agir pendant ce temps-là. C'est en tout cas le calcul qu'il a fait, rien ne dit maintenant que les choses se passeront ainsi...

Hier et avant-hier, aux infos du soir sur TV5Monde Asie, j'ai vu qu'il y avait eu des manifestations en Espagne, notamment du personnel de santé, rien dans les dépêches ou articles d'agences de presse ou des médias.

République Tchèque

Quelque 2.000 Tchèques se sont rassemblés jeudi place Wenceslas, en plein coeur de Prague, pour dénoncer, à l'occasion du 22e anniversaire de la "*révolution de velours*", les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement.

Partisans de modestes mouvements d'extrême gauche et syndicalistes ont manifesté aux côtés de figures du Parti social démocrate, principale formation de l'opposition qui est en tête des intentions de vote.

Certains agitaient des drapeaux soviétiques et d'autres portaient des T-shirts à l'effigie de Che Guevara. "*Le 17 novembre 1989 a été une grande duperie et une trahison du peuple de Tchécoslovaquie*", pouvait-on lire sur une banderole. (Reuters 17.11)

Suisse

Le magazine L'Hebdo de Lausanne vient d'accorder deux pages à l'"*indigné historique*", tandis que Le Matin Dimanche, le plus gros tirage de la presse francophone de Suisse, lui offre, à une semaine d'intervalle, deux très longues interviewes, reprenant en titre l'une des déclarations-chocs de Jean Ziegler : "*Les grands banquiers devraient être traduits devant un tribunal.*" Un véritable concert de louanges accompagne dans la Confédération la sortie du dernier livre de l'ancien professeur de sociologie et ancien député socialiste, Destruction massive. Géopolitique de la faim (Le Seuil).

Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation de 2000 à 2008, le Suisse Jean Ziegler considère que la faim dans le monde, qui tue toutes les cinq secondes un enfant de moins de dix ans, "*tient du crime organisé*". Il s'en prend aux grands "*prédateurs du capitalisme financier globalisé*" et à leurs complices, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, que le sociologue baptise "*les trois cavaliers de l'apocalypse de la faim organisée*". Destruction massive arrivait la semaine dernière en deuxième position des livres les plus vendus, tous rayons confondus.

Jean Ziegler n'a jamais été à pareille fête dans son pays. Depuis la parution, en 1976, de Une Suisse au-dessus de tout soupçon, présentant la Confédération comme le receleur du crime organisé et de l'argent des dictateurs et des trafiquants, il était la bête noire des bien-pensants. En 1997, lorsqu'il ose dénoncer la complicité des banquiers suisses vis-à-vis du régime nazi, cette haine atteint son paroxysme. Des personnalités déposent une plainte contre lui pour "*trahison et atteinte à l'indépendance et à la sécurité de la Suisse*". En Suisse alémanique, on évoque un "amalgame infâme", on moque "son incontinence verbale". Le quotidien Der Bund dénonce "*une insupportable fatuité*".

Felix Auer, ancien journaliste et ancien député, publie un ouvrage au titre éloquent : Jean Ziegler ou l'histoire falsifiée. En Suisse francophone, L'Hebdo tire à boulets rouges sur le polémiste. "*Peut-on encore croire Jean Ziegler ?*" s'interroge le magazine. Selon lui, le député socialiste n'aurait connu que des échecs. La preuve ? Jean Ziegler pourfend le secret bancaire. Or celui-ci existe toujours... Coup de pied de l'âne, L'Hebdo trouve que son livre La Suisse, l'or et les morts, paru en 1997, est bien écrit car "*ce n'est pas lui qui l'a écrit*"...

Attablé Aux Cheminots, un café populaire de Genève, Jean Ziegler, 77 ans, prend ce retour en grâce avec humour. "*Les banquiers suisses s'adaptent. Pendant des décennies, ils ont tenté de me faire passer pour un fou, un menteur. Mais, avec la crise, ils se rendent compte que les Suisses sont de plus en plus nombreux à me croire. Alors, d'hypocrites, les banquiers sont devenus cyniques. Mais rien n'a changé. La Suisse et toujours le receleur du monde. Et, au parlement suisse, pas une décision n'est prise sans l'aval des banquiers*", constate l'ancien professeur à l'université de Genève. (lepoint.fr 17.11)

Le problème de Ziegler, c'est qu'il n'a jamais réussi à franchir le dernier pas et à rompre avec le capital. Ses analyses et ses prises de position ne manquent pas d'intérêt, mais quand il en arrive à la conclusion, il se jette dans les bras de l'ONU, selon lui la seule instance capable de remettre de l'ordre dans un monde livré au chaos et à la barbarie, alors que l'ONU n'a cessé de couvrir tous les crimes commis dans le monde contre les peuples par l'ensemble des Etats qui justement composent cette institution.

On ne peut pas lui reprocher un manque de rigueur dans ses analyses, en revanche on lui reprochera de ne pas être capable de concevoir que la société et le monde n'ont pas toujours été divisés en classes et que l'Etat n'a pas toujours existé. Facteur qu'il faut avoir présent à l'esprit pour comprendre que le développement des forces productives dans le cadre du développement historique du capitalisme ne peut conduire (de nos jours) qu'à une dictature de l'oligarchie financière à l'échelle mondiale et à la paupérisation d'une masse toujours plus importante de la population qui en est le pendant. Et que dans ces conditions, le seul moyen d'empêcher que ce terrible scénario ne se réalise et que la civilisation ou les progrès qu'elle a réalisés au cours des siècles passés ne soient réduits à néant, repose sur la détermination des exploités de refuser cette régression sociale et politique et d'être réduits en esclavage, sur la capacité des masses laborieuses à s'unir et à prendre leur destin en mains, à renverser le pouvoir de l'aristocratie financière par une révolution, à prendre la direction de l'ensemble de l'économie, afin de réorganiser la production et la société en fonction des besoins et aspirations de la population, pour enfin pouvoir les satisfaire et assurer le bien-être et l'épanouissement de chacun, tandis que la paix et l'harmonie règneront entre tous les peuples...

Quand on y réfléchit un peu, on constate que l'incapacité des intellectuels de concevoir que le système capitalisme pourrait avoir une fin, repose sur leur ignorance du développement de la civilisation humaine depuis le néolithique, des rapports sociaux qui s'étaient développés avant que les classes et l'Etat ne fassent leur apparition, pour ne conserver que ceux qui ont existés par la suite, sans même étudier la place des différentes classes tout au long du développement des forces productives et les différents modes de production qui allaient se succéder, au fur et à mesure qu'elles allaient se développer. Du coup, ils ne perçoivent pas que le système capitaliste correspond à la fin d'un cycle historique où pour la première fois dans l'histoire de l'humanité la classe dominée qui aspire à prendre le pouvoir ou la place de la classe dominante, n'a pas engendré et ne peut pas engendrer une nouvelle classe qu'elle exploiterait et opprimerait à son tour, comme ce fut toujours le cas dans le passé.

On pourrait ajouter que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le niveau atteint par le développement des

forces productives permet de satisfaire les besoins de l'ensemble de l'humanité, précisons, sans asservir aucun peuple.

L'actualité et la légitimité du marxisme, du socialisme scientifique, repose sur la prise en compte de ces faits établis, incontestables et dont chacun peut vérifier la véracité.

Economie

1- UE

1.1- Division, tension, tour de passe-passe...

Le débat sur le rôle de la Banque centrale européenne repart-il de plus belle. La France avait accepté, au G20 de Cannes, de mettre en sourdine sa demande que la BCE puisse, de façon permanente, acheter la dette des membres de la zone euro les plus en difficulté, pour faire baisser leurs taux d'emprunt. Il lui «*suffirait*» pour cela de faire tourner la planche à billets - au risque de l'inflation.

Réponse du président de la Bundesbank, Jens Weidmann, qui est farouchement opposé à toute intervention plus poussée de la BCE, notamment pour aider l'Italie. «*L'utilisation de la politique monétaire à des fins de politique budgétaire doit prendre fin*».

Bruxelles et les grandes capitales européennes envisagent d'autres solutions. Pour satisfaire Paris sans défier Berlin, une option à l'étude serait que la BCE prête en urgence au FMI afin qu'il finance à son tour le fonds de sauvetage européen. Une façon de résoudre la quadrature du cercle : le FESF disposerait, indirectement, des ressources en principe illimitées de la Banque centrale, et celle-ci participerait massivement à la défense de l'euro sans violer ouvertement un statut qui lui interdit de financer les déficits nationaux. Reste à convaincre non seulement Angela Merkel mais aussi la sourcilleuse Cour constitutionnelle allemande. (lefigaro.fr 17.11)

Un "*viol*" consenti en somme, parce qu'à défaut de pouvoir y résister ou y échapper, un viol ne serait plus tout à fait un viol ! Affolant leur notion du droit, mais pas si étonnant que cela. A ce compte-là, il est possible de tout justifier une fois requalifié, même le pire crime, si la victime n'a pas pu l'empêcher, c'est que quelque part elle ne le voulait pas vraiment, du coup ce n'est plus tout à fait un crime et le tour est joué. Comment justifient-ils le capitalisme basé sur une injustice ? Exactement de la même manière.

Quand ils disent "*ressources en principe illimitées de la Banque centrale*", cela porte un nom : la planche à billets !

Leur modèle c'est la Fed, mais là où cela ne fonctionne pas, c'est que la Fed est constituée de banques privées donc indépendantes de l'Etat, alors que la BCE est constituée à partir des banques centrales des différents Etats de l'UE, la Banque de France pour ce qui est de la France. Bien qu'indépendante, lorsque la BCE prend une décision elle engage les Etats de l'UE sur le plan politique qui doivent rendre des comptes à leurs peuples, alors que lorsque la Fed prend une décision, elle n'a de compte à rendre à personne, elle n'a pas les mêmes contraintes puisque la totalité des institutions sont à sa botte.

En Europe, ce sont des Etats, des institutions politiques qui gouvernent dans chaque pays, aux Etats-Unis, c'est une banque ou un cartel de banques, la Fed qui dicte la politique que les institutions de l'Etat doivent appliquer. Le candidat qui l'emporte à la présidentielle correspond à celui qui était le mieux placé dans un contexte précis pour appliquer la politique définie par la Fed.

1.2- C'est la faute à Darwin !

L'euro est un projet "*darwinien*" au sein duquel ne peuvent survivre que les pays les plus forts et ses membres ayant une note "triple A" doivent se voir donner une voix prépondérante face aux autres, a estimé jeudi le ministre finlandais des Affaires européennes, Alexander Stubb.

Ces déclarations interviennent alors qu'après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie, c'est maintenant au tour des pays du coeur de la zone euro d'être placés sous une intense pression des marchés, laissant planer le doute sur le futur de la monnaie unique.

"*Pour moi, l'euro est un système darwinien. C'est la survie du plus fort et les marchés se chargent de cela et je pense que c'est le meilleur moyen de maintenir la pression*", a dit Alexander Stubb lors d'une interview à Reuters.

"*Vous pouvez toujours parler d'un noyau dur politique mais pour être honnête, c'est du vent. Le vrai noyau dur c'est celui formé par les pays qui ont une note triple A et font partie de l'euro (...) Je pense que ces pays devraient, sans aller jusqu'à dicter les règles, tout du moins avoir une voix prépondérante*", a-t-il ajouté.

"*Je ne dis pas que les marchés sont parfaits mais je dis que nous avons besoin d'une combinaison de règles de marchés et de*

règles politiques", a encore fait valoir l'ancien ministre finlandais des Affaires étrangères et spécialiste des questions liées à la construction européenne et à la création de l'euro.

Interrogé sur la forme juridique que pourrait prendre cette euro zone recentrée sur ses membres les plus solides, il a jugé que le meilleur moyen d'y parvenir était d'avoir recours à une "*coopération renforcée*" - c'est à dire la possibilité offerte par le traité de Lisbonne à quelques Etats membres d'avancer dans l'intégration sans attendre le feu vert des Vingt-Sept.

Cette possibilité, déjà évoquée par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel dans les coulisses des sommets européens de juillet et octobre, permettrait d'éviter de plonger l'Union européenne dans une longue introspection sur son futur, qui plus est soumise à la ratification de chacun des Etats membres, estime-t-il.

"*Les deux critères en seraient être un pays triple A et respecter les critères de l'Union économique et monétaire. Et si nous ne pouvons pas réunir neuf pays (le minimum requis pour cette coopération renforcée, ndlr), alors il doit y avoir un programme clair pour les pays ne remplissant pas les critères sur la manière dont ils y parviendront*", dit-il. (Reuters 17.11)

Du vent, il revient au point de départ ! Si c'est du vent, alors pourquoi reproduire ce genre d'articles ? Pour montrer qu'ils sont dans une impasse. Il ne suffit pas d'affirmer quelque chose, il faut le prouver, le montrer ou le démontrer. Ici on a rompu avec cette pratique détestable qui consistait à affirmer n'importe quoi étayé sur aucun fait, en guise de vérité de préférence.

2- Etats-Unis

2.1- En une journée, la dette publique américaine a grossi de 55,8 milliards de dollars. Résultat, mardi, elle atteignait 15.033,6 milliards de dollars (soit 48.000 dollars par Américain - ndlr), selon le département du Trésor américain. Elle correspond désormais à 99% du PIB prévu par la Maison Blanche pour l'ensemble de l'année 2011.

Cette dette avait franchi à la hausse le cap des 10.000 milliards de dollars en septembre 2008. Depuis cette date, les États-Unis accumulent 1000 milliards de dette supplémentaire tous les sept mois et demi en moyenne.

Pessimiste, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, dans son dernier «Moniteur des finances publiques» daté de septembre, que la dette publique des États-unis allait atteindre 100% du PIB à la fin de l'année, 105% en 2012, et continuer de progresser jusqu'à 115% en 2016. (lefigaro.fr 17.11)

A ce rythme-là, à raison de 5.000 milliards supplémentaires tous les trois ans, soit une augmentation de 50%, elle dépassera allègrement les 115% en 2016 et sera plus proche des 200%.

Commentaire d'un internaute

- "*Cet article remet en lumière que les plus grosses montagnes de dettes sont celles des USA , du Japon et de la G-B. Pour les USA il faudrait ajouter que les dettes privées (entreprises , ménages, banques) sont d'environ 30.000 M : 300% du PIB pour la dette globale des Américains (230% pour les Japonais). Si le dollar n'avait pas le le rôle de devise mondiale , les taux des obligations flamberaient et la faillite serait déclarée en quelques mois. L'origine de la crise est aux USA et non chez les salariés de Grèce ou d'ailleurs.*"

2.2- Si la crise de la dette de la zone euro n'est pas résolue à temps et de manière adéquate, la perspective de crédit des banques américaines risque de se dégrader, estime Fitch mercredi.

"*Les banques américaines ont une exposition directe aux marchés européens en difficulté (Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne) qui est gérable*", observe l'agence de notation. "*Mais en cas de nouvelle contagion, un risque sérieux se poserait*", ajoute-t-elle.

"*Notre souci, c'est le risque de contrepartie, l'impact de l'Europe sur la croissance économique mondiale et la manière dont cela pèse sur la reprise économique des Etats-Unis*", explique Joseph Scott, l'un des analystes ayant rédigé le rapport de Fitch.

Les analystes ne voient pas les problèmes se résoudre avant un an, voire plus, et ne risquent pas a priori d'adapter leur perspective sur le secteur rapidement. "*Ça aura un résultat incertain et prolongé*", a ajouté Scott.

Enfin, si l'exposition nette des banques américaines apparaît gérable, c'est au niveau de l'efficacité des couvertures par le biais des CDS que les analystes se posent des questions. (Reuters 17.11)

Haut de page

Le 19 novembre

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps de terminé la causerie que j'avais commencé au brouillon le 17, ce sera pour demain.

Une question tabou

Question : Sarkozy a annoncé la création d'un "Haut Conseil au financement de la protection sociale" qui associera les "partenaires sociaux" : dès lors n'est-il pas du devoir des partis se réclamant de la classe ouvrière d'engager immédiatement le combat pour empêcher les dirigeants syndicaux corrompus d'y participer ?

Arrêtez de nous mener en bateau !

S'en tenir à des revendications économique sans fixer au prolétariat, au mouvement ouvrier, syndicats et partis compris, pour objectif le renversement du capitalisme, c'est leur interdire de trouver une issue à la crise du capitalisme, c'est servir le régime en place au moment où, non seulement il témoigne de sa détermination à ne rien céder, il accroît son offensive contre la classe ouvrière.

Soutenir le régime, c'est la signification du communiqué adoptée hier par l'intersyndicale jaune, à l'exception de FO qui a refusé de le signer, sous prétexte que la journée d'action du 13 décembre prochain n'était pas assortie d'un appel à la grève, comme si une grève de 24h pouvait changer quelque chose, bref, sans pour autant adopter la perspective que j'ai exposée au paragraphe précédent.

Quant aux partis ouvriers, sachant que l'issue à la crise du capitalisme se situe sur le terrain politique, refuser de proposer des objectifs politiques aux travailleurs et militants revient à les laisser désarmés politiquement, donc à servir les intérêts du régime en place.

Vous avez sans doute encore en mémoire les mots d'ordre faussement radicaux, du style : il faut interdire les licenciements, mot d'ordre qui avait laissé "*perplexe*" plus d'un travailleur de l'aveu même de ses auteurs si vous vous souvenez, il faut stopper la contre-réforme des retraites, comme si c'était possible sans chasser Sarkozy et son gouvernement et sans renverser les institutions, ils n'ont tiré aucune leçon de cette expérience, ce qui saute aux yeux et est complètement aberrant, c'est qu'ils ne tiennent pas compte que les rapports entre les classes et à l'intérieurs des classes ont évolué depuis 30 ans, ainsi que le capitalisme à l'échelle mondiale, pour adopter finalement la même stratégie dans une situation qui a radicalement changé. Le POI en rajoute une couche aujourd'hui : "*unité pour les arrêter, unité pour le retrait immédiat des plans d'austérité !*" (IO n°175), ben voyons, personne n'y croit à part le POI, peu importe, ils s'en foutent, ils persistent et signent...

A l'opposé de ces furieux opportunistes, les travailleurs sentent bien ou ils ont bien compris que ce n'était pas une simple mobilisation ou une manifestation qui fera céder le gouvernement Sarkozy-Fillon, qu'il en faudra plus cette fois-ci, en même temps les choses sont complexes. Bien qu'ils rejettent massivement les plans d'austérité du gouvernement, ils ne savent pas vers quel parti se tourner, ils n'ont confiance dans aucun parti ouvrier puisqu'au cours des dernières décennies qui se sont écoulées, pas un n'est parvenu à s'ancrer profondément au sein des différentes couches d'exploités.

Ces différentes couches témoignent de l'hétérogénéité du prolétariat, elles ne sont pas toutes logées à la même enseigne, certaines s'en tirent mieux que d'autres, tandis que certaines sont au bord de l'asphyxie, du désespoir, elles connaissent des conditions insupportables au quotidien, d'autres encore voient leur niveau de vie se dégrader à une vitesse affolante, ce qu'elles n'auraient jamais imaginé il y a peu encore, le point commun entre elles, c'est qu'aucune ne peut envisager une amélioration de son sort dans les mois ou les années à venir, donc aucune n'a intérêt au maintien du régime actuel, encore moins à le soutenir, dès lors on peut en déduire que des centaines de milliers de travailleurs et jeunes sont dors et déjà prêts à en découdre ave ce régime honni, cherche la voie pour l'affronter, cherche une voie pour en finir avec ce régime synonyme de régression social à l'infini.

Ces travailleurs et jeunes, qui sont sourds aux appels à la patience et aux sacrifices du gouvernement, tournent ainsi le dos aux besoins des capitalistes qu'exprime la politique réactionnaire du gouvernement, on peut avancer qu'ils sont sur le point de rompre avec le capitalisme... Cela démontre que ces travailleurs pourraient se saisir d'une politique résolument tournée contre les institutions et le capitalisme pour peu qu'on ose leur proposer sérieusement, elle est la réponse pratique aux questions qu'ils se posent, à l'issue politique qu'ils recherchent désespérément, sur cet axe-là il est possible de construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Les travailleurs savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ils ne savent pas encore ce qu'ils veulent vraiment, car pour le savoir il faudrait qu'ils se tournent vers le socialisme, la seule alternative possible au capitalisme.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, il a été question de la privatisation des coiffeurs et barbiers à Cuba. Le journaliste donna la parole à l'un d'entre eux qui s'est dit enfin "*libéré*" de la contrainte de l'Etat... Je me suis dit que ce n'était pas possible d'entendre un truc pareil, et j'ai immédiatement pensé (en colère !) à nos chers partis en France qui refusent obstinément d'expliquer aux travailleurs ce que serait leur vie sous un régime avançant sur la voie du socialisme. Vous êtes coiffeur, vos journées sont longues, vos conditions de travail sont difficiles, vous voudriez investir dans du matériel plus productif et réaménager ou rénover votre salon mais l'argent vous manque, vous êtes déjà endetté, votre revenu est maigre ou vous permet tout juste de survivre, etc.

Vous êtes coiffeur, vous remplissez une fonction sociale dans la société au service de la population, cela mérite le respect. Sous un régime socialiste, si vous le souhaitez, un contrat pourrait être établi entre l'Etat et vous stipulant que : l'Etat vous garantirait un salaire minimum de 2 000 euros net pas mois ou plus en fonction de la taille et l'emplacement de votre salon, de votre clientèle, sur la base d'un temps de travail n'excèdant pas celui d'un ouvrier (25 à 30 heures par semaine ?), l'Etat vous aiderait à moderniser votre outil de travail en vous permettant d'accéder au crédit gratuitement, vous demeureriez propriétaire de votre fond de commerce, et le jour où vous voudriez le revendre l'Etat disposerait d'un droit de préemption pour l'acquérir au prix du marché, ainsi vous pourriez exercer votre profession et satisfaire les besoins de la population dans les meilleures conditions qui soient, tout le monde y trouverait son compte...

On pourrait imaginer une disposition similaire (à compléter) pour tous les commerçants et artisans, toutes les professions intermédiaires ou dites libérales, ainsi que les petites entreprises, les agriculteurs et les éleveurs, les pêcheurs, etc, dans la mesure où ce serait possible, en mettant en commun au sein de coopératives machines et outillages onéreux, mettre en place une centrale d' achat, l'objectif étant que chacun puisse exercer la profession de son choix et vivre décemment de son travail, les syndicats des différents secteurs d'activité se chargeant de l'organisation, etc.

Pourquoi aucun parti n'est-il capable de préparer une telle brochure ? C'est apparemment plus important de cavaler après des élus pour des signatures (NPA) ou préparer des délégations (POI) chez Sarkozy et au Sénat, bref, perdre son temps.

Parole d'internaute.

- "La France serait seule si elle sortait de l'Europe ? Mais savez-vous que

La France est membre du G8, Groupe des pays les plus industrialisés.

La France est membre de l'OCDE Organisation de Coopération et de développement économique.

La France est membre du Conseil de l'Europe (dans lequel siègent entre autres la Russie, la Norvège et la Suisse, en incise, c'est la Suisse qui a révélé le scandale des prisonniers américains en Europe, l'UE n'a rien fait - l'Amérique est un puissant pays...).

La France est membre de la FAO, de l'OMC, d'INTERPOLE, du FMI, de la BERD, de la Commission du Pacifique Sud, de la Commission de l'Océan Indien, du Traité de l'Antarctique, de l'Organisation Internationale du Travail, de l'ASEM, de l'UNESCO, de l'OMS, de l'OACI, de l'UPU, de l'UIT, de l'OMI (organisation maritime internationale), de l'OMPI (propriété Intellectuelle), de l'ONUDI, du FIDA, de l'AIEA, , etc., etc.

La France possède le deuxième réseau diplomatique du monde après celui des Etats-Unis : 156 ambassades, 26 représentations, 98 postes consulaires, soit une ambassade ou un consulat dans 250 villes au monde situées dans 166 états.

Enfin, La France est membre permanent avec droit de véto du conseil des Nations Unies.

Et vous dites que la France serait seule, Monsieur, mais vous plaisantez, ou vous ne connaissez rien à votre pays. Réfléchissez avant de parler."

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

1.1- Division, tension. Chacun pour soi.

La rencontre de la chancelière allemande Angela Merkel avec le premier ministre britannique Cameron, loin de marquer un rapprochement, a acté les différences entre les deux pays sur les contours de l'Europe. Malgré les déclarations cordiales des

deux chefs de gouvernement, les divergences sur la question du sauvetage de l'euro continuent. «*L'Allemagne a ses intérêts, la Grande-Bretagne a les siens*», a reconnu David Cameron à l'issue de la rencontre.

Les points d'achoppement sont toujours là et aucune solution n'est en vue, a concédé la chancelière. La Grande-Bretagne refuse toujours l'idée d'une taxe sur les transactions financières, soutenue par Paris et Berlin, au motif qu'elle handicaperait gravement la City londonienne. Sur la question d'une plus grande implication de la Banque centrale européenne pour résoudre la crise de l'euro, que promeut Londres, la chancelière allemande s'est montrée inflexible. Berlin refuse en effet l'idée que la BCE intervienne plus sur les marchés.

Quelques heures plus tôt le ministre japonais des Finances avait appelé l'Allemagne à conduire l'Europe pour créer un "*pare-feu*" contre la contagion. "*Il est important que l'Allemagne joue un rôle central dans la création d'un plan de financement solide*", a expliqué Jun Azumi. Le Japon, l'un des principaux créanciers internationaux avec la Chine, s'inquiète pour ses avoirs en euros, et de l'impact des difficultés européennes sur la conjoncture mondiale.

Les derniers développements sur les marchés ont tout pour inquiéter les Européens et leurs partenaires. Vendredi matin l'écart entre les taux des obligations à 10 ans de l'Allemagne et de l'Espagne vendredi matin a atteint un nouveau record depuis la création de la zone euro.

Même les pays les plus solides de la zone euro, comme la Finlande, l'Autriche, les Pays-Bas ou la France sont désormais touchés par la hausse des taux.

La crainte se répand que les mesures d'austérité imposées aux pays européens ne finissent par plonger toute l'Europe, Allemagne incluse, dans la récession. (lefigaro.fr et liberation.fr 18.11)

Non, sans blague !

1.2- Bruits de "***bottes*** " ?

Au cours d'une réunion de la CDU à Leipzig, le chef du groupe parlementaire de Merkel, Volker Kauder, a déclaré sous les applaudissements des délégués que l'Allemagne n'accepterait pas de voir la Grande-Bretagne "défendre ses seuls intérêts" et avant tout ceux des financiers de la City.

Il ajoutait triomphalement que "*l'Europe parle d'un seul coup allemand*", allusion à l'acceptation de plus en large d'une rigueur budgétaire à l'allemande au sein de l'UE.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a dit pour sa part que l'ensemble de l'Europe finirait par adopter la monnaie unique et que cela "*pourrait arriver plus vite que certains ne le croient dans les îles Britanniques*".

Pareils commentaires ont provoqué de fortes réactions dans la presse britannique.

"*Nous n'avons plus à craindre les bottes militaires, mais nous avons tout à craindre des bottes autoritaires allemandes*", écrit le Daily Mail. "*L'Allemagne prend l'initiative (...) comme elle ne l'osait plus depuis la Seconde Guerre mondiale.*"

Le journal allemand au plus fort tirage, Bild, a répliqué le matin même de la venue de David Cameron à Berlin: "*Que fait encore l'Angleterre dans l'UE ?*" (Reuters 18.11)

2- France

François Hollande envisage un effort de 50 milliards d'euros de redressement budgétaire supplémentaire sur 2012 et 2013 pour réduire le déficit public à 3%, a dit à Reuters une conseillère du candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Deux tiers viendraient de mesures fiscales, dont l'annulation du "*paquet fiscal*" de 2007, et un tiers d'économies, la répartition définitive pouvant aller jusqu'à moitié-moitié, a précisé l'économiste Karine Berger.

"*On parle de 50 milliards*", a-t-elle déclaré. "*On est un peu tôt dans la campagne pour donner des éléments précis mais notre ligne est qu'il faut évidemment continuer un contrôle des dépenses extrêmement strict.*"

L'accent sera mis sur le redressement des comptes de santé, avec un objectif de progression des dépenses d'assurance maladie nettement inférieur au 2,5% par an désormais prévu par le gouvernement, en mettant notamment les consultations médicales à contribution.

"*La France est attendue sur une parole très forte et très claire de rétablissement des finances publiques*", a ajouté l'économiste. "*On fera tout pour conserver la note 'triple A' et si, par malheur, on devait la perdre, on s'engage à tout faire pour la rétablir*", a-t-elle ajouté.

Pour ramener le déficit à 3%, l'évolution des dépenses sera fortement contrainte. Le nombre de fonctionnaires n'augmentera pas, les 60.000 emplois supplémentaires prévus dans l'Education nationale étant compensés par des départs en retraite ailleurs.

Michel Sapin, en charge du programme présidentiel de François Hollande, disait dans un récent entretien à Reuters "*Lorsque la gauche arrivera au pouvoir, ce ne sera pas pour donner pendant deux ans pour ensuite reprendre pendant trois ans*". "*Cela peut être l'inverse : être extrêmement sérieux pendant deux ans pour pouvoir distribuer un peu plus pendant les trois ans qui suivront.*" (Reuters 18.11)

C'est comme vouloir faire croire qu'après la hausse des prix des loyers, de l'essence, etc. ils pourraient redescendre...

Hollande surenchère, il veut être le meilleur élève de la classe... au service des marchés financiers et des capitalistes.

J'ai expliqué hier pourquoi Hollande et Sarkozy annoncent ouvertement qu'ils vont amplifier l'offensive contre la classe ouvrière après les élections, parce qu'ils savent qu'aucun parti ne peut leur ravir le pouvoir...

La vérité, c'est que le PS et le PCF n'ont jamais constitué une opposition au régime, encore moins aujourd'hui qu'hier, et c'est seulement aujourd'hui qu'on commence à s'en apercevoir, pas tout le monde...

3- Grèce

Sur le plan de la rigueur, la Grèce veut resserrer sa ceinture d'un cran supplémentaire en 2012. Le gouvernement du nouveau premier ministre, Lucas Papadémos, a revu à la baisse son objectif de déficit pour l'année prochaine, à 5,4% du produit intérieur brut (PIB), après 9% en 2011. L'avant-projet de budget visait initialement une différence entre recettes et dépenses de 6,8%.

D'autre part, le nouveau projet de budget prévoit que la Grèce fera face à une récession pire que prévu auparavant, de 2,8% contre 2,5% d'abord calculé. Cela signifie moins de recettes fiscales que prévu, et donc plus de rigueur à venir. En 2011, l'activité a reculé de 5,5%, alors que le FMI tablait en décembre 2010 sur une baisse de l'activité de seulement 3%.

D'autre part, même si le projet de budget est présenté comme très rigoureux, des doutes peuvent subsister sur sa future mise en oeuvre. L'exécution du budget 2011 a ainsi dérapé et l'objectif initial d'un déficit de 7,6% a dû être revu à la hausse à 9%. Et encore : à en croire les chiffres du rapport des finances publiques grecques du mois d'octobre, il faut s'attendre à un déficit de 9,2% à la fin de l'année, selon les calculs des économistes de Barclays Capital.

Certes, la récession est plus grave que prévue et explique des recettes inférieures aux prévisions, reconnaissent ces analystes. Mais la pente des dépenses est inquiétantes, ajoutent-ils : depuis le début de l'année, et malgré toutes les mesures annoncées, le niveau de la dépenses publique n'a quasiment pas bougé. (lefigaro.fr 18.11)

4- Egypte

«*Ed wahda*», «*une seule main*». Repris par des centaines de milliers de voix, le grand slogan de la révolution égyptienne a de nouveau résonné, vendredi, au-dessus de la place Tahrir. Mais s'il était précédé, à l'époque du soulèvement contre Hosni Moubarak, des inséparables «*l'armée et le peuple*», c'est désormais la junte militaire au pouvoir qui fait l'unanimité contre elle. «*Le peuple veut la chute du régime !*», ont crié les manifestants en réclamant le départ du Conseil suprême des forces armées (CSFA). Cible de leurs récriminations, le chef de ce concile occulte, le mouchir (maréchal) Mohammed Tantawi, ancien ministre de la Défense de Moubarak, est accusé d'avoir trahi la révolution en refusant l'adoption de réformes démocratiques et en retardant la restitution du pouvoir aux civils.

«*Les généraux veulent désigner eux-mêmes 80 % des membres de la Constituante, ils veulent que le budget de l'armée reste secret, que son indépendance du pouvoir et de la justice civile soit inscrite dans la Constitution et qu'elle en soit la "protectrice", ce qui lui fournirait un prétexte pour se mêler à tout instant des affaires politiques. Tout cela est inacceptable*», explique Khaled el-Saïd, candidat de la Coalition de la jeunesse révolutionnaire aux législatives. (lefigaro.fr 18.11)

5- Pologne

Le nouveau gouvernement polonais s'est engagé vendredi à ramener le déficit budgétaire au-dessous de la limite des 3% du PIB l'an prochain conformément aux règles de l'Union européenne, et à 1% d'ici à 2015.

Le gouvernement compte en outre relever par étapes l'âge de départ à la retraite à 67 ans et abandonner peu à peu les privilèges accordés sur ce plan aux agriculteurs, aux mineurs, aux policiers et à d'autres groupes professionnels.

Donald Tusk a également dit que la Pologne ne se laisserait pas écarter des décisions de nature à affecter l'avenir de la zone euro, dans laquelle elle espère entrer ultérieurement.

"*Le véritable dilemme est de savoir comment nous tenir au centre de l'Europe sans nous retrouver en marge ou à l'extérieur de l'Europe à cause de la crise, a-t-il dit. Mon gouvernement a l'intention d'agir pour assurer à la Pologne la plus forte position possible au centre de l'Europe.*"

Le nouveau gouvernement, qui a prêté serment vendredi en présence du président Bronislaw Komorowski, doit faire l'objet d'un vote de confiance samedi au parlement. (Reuters 18.11)

6- Birmanie. Les coulisses d'un "***revirement***"... orchestré par l'impérialisme américain.

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton se rendra en Birmanie le mois prochain, pour la première visite d'un chef de la diplomatie américaine en 50 ans, a annoncé, vendredi, Barack Obama, disant voir "*des lueurs de progrès*" dans le pays.

"*La nuit dernière, j'ai parlé directement à Aung San Suu Kyi et obtenu la confirmation qu'elle soutenait l'engagement américain en vue de faire avancer le processus*", a déclaré Barack Obama à la presse, en marge d'une visite sur l'île indonésienne de Bali, où il doit participer à un sommet asiatique. "*Après des années et des années de noirceur, nous voyons depuis plusieurs semaines des lueurs de progrès*" dans les réformes birmanes, a-t-il ajouté, soulignant des "*mesures importantes*" prises par le président birman Thein Sein, que Barack Obama côtoiera samedi lors du Sommet de l'Asie orientale (EAS), auquel les États-Unis participent officiellement pour la première fois.

"*Bien entendu, il reste beaucoup à faire. Nous restons inquiets eu égard au système politique fermé, au traitement des minorités, à la détention des prisonniers politiques et aux relations avec la Corée du Nord*", a cependant averti Barack Obama. "*Mais nous voulons saisir ce qui pourrait être une occasion historique de progrès en établissant clairement que, si la Birmanie continue sur la voie de la démocratie, elle peut forger une nouvelle relation avec les États-Unis*", a-t-il dit. La visite d'Hillary Clinton aura pour but "*d'explorer les possibilités pour les États-Unis de doter (la Birmanie) des capacités de mettre en oeuvre une transition positive*", a-t-il expliqué. Les États-Unis continuent à imposer des sanctions au régime birman.

"*Cette possibilité dépendra d'actions concrètes supplémentaires par le gouvernement birman. Si la Birmanie ne suit pas le chemin de la réforme, elle continuera à subir sanctions et isolement*", a-t-il souligné. Le déplacement d'Hillary Clinton devrait consacrer le retour de la Birmanie sur la scène diplomatique internationale. (lepoint.fr 18.11)

Social

France

Syndicat

1- Sarkozy, Parisot, Draghi : profitez-en, la voie est libre !

L'intersyndicale a appelé vendredi 18 novembre à une '*journée nationale de mobilisation interprofessionnelle, notamment avec des rassemblements*' le 13 décembre, pour protester contre les plans d'austérité du gouvernement. Réunis au siège de la CGT à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, cinq syndicats (CGT, CFDT, FSU, Solidaires et UNSA) ont également lancé un 'appel commun' aux salariés pour '*interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la période du 1er au 15 décembre*'.

Force ouvrière (FO), qui participait pour la première fois depuis deux ans à cette intersyndicale, a indiqué qu'elle ne signerait pas cet appel commun mais s'associerait à la journée du 13 décembre. La centrale de Jean-Claude Mailly revendiquera, dans le cadre de cette journée, un appel à la grève, option qui n'a pas été retenue par les autres organisations. (lemonde.fr 18.11)

Ce sera sans nous !

2- CGT

Virginie Gensel, patronne de la fédération énergie de la CGT, redoute les conséquences sociales d'une sortie du nucléaire et juge que l'arrêt de l'EPR serait «*une folie*».

Secrétaire générale de la Fédération nationale mines-énergie de la CGT , revendiquant 60.000 adhérents, Virginie Gensel

dénonce, dans une interview au Figaro , l'accord EELV-PS sur le nucléaire . Pour sa part, Bernard Thibault, le secrétaire général de la confédération syndicale, a critiqué vendredi sur BFM Business un mélange «*entre les engagements en matière de politique énergétique et les relations des partis pour former des majorités dans les Assemblées*».

Tous les arguments avancés par la CGT (pas seulement) pour défendre le nucléaire sont calqués sur ceux des lobbyistes et de l'UMP-PS, madame Gensel les revendiquent :

1- "Derrière la première intention affichée, réduire le nucléaire, il y a la sortie du nucléaire. Nous sommes favorables au développement des énergies renouvelables, mais elles ne sont pas en capacité, en l'état actuel, de répondre aux besoins. Personne ne fait de réelles propositions pour savoir par quoi on remplacerait le nucléaire. Voyez l'Allemagne, où l'on dit que les énergies renouvelables vont être développées : en attendant, les centrales thermiques sont sollicitées, et l'on augmente tranquillement l'effet de serre."

(La théorie de l'effet de serre et du réchauffement de la planète due à l'activité humaine chère aux dirigeants du vieux monde. - note du site)

2- "La filière emploie quelque 125.000 personnes, auxquelles il faut ajouter un chiffre équivalent pour les sous-traitants."

Le nucléaire est porteur d'emplois, alors que les autres sources d'énergie ne le seraient pas.

3- "Il y a en France, 3 ou 4 millions de foyers en précarité énergétique, c'est-à-dire qui consacrent une part importante de leurs -revenus à s'éclairer et se chauffer. Si les prix de l'électricité augmentent, qu'en sera-t-il pour eux ?"

Elle fait feu de tout bois.

4- "Le prix bas du courant en France est aussi un élément de compétitivité pour notre industrie."

C'est bien connu que la CGT est un syndicat qui doit prendre en compte les intérêts des industriels, la référence aux "foyers en précarité énergétique" servait uniquement d'écran de fumée pour le justifer.

5- "D'une manière générale, la recherche dans l'énergie, mais également dans le nucléaire, est aujourd'hui insuffisamment poussée. S'agissant de la génération IV des réacteurs, des pays comme la Russie et l'Inde sont en avance par rapport à la France."

Là elle fait dans la surenchère, et quelles références : un Etat mafieux et un Etat semi-féodal pourri par la corruption !

Et la CGT serait-elle pour la renationalisation totale d'EDF-GDF, pour mettre fin à la sous-traitance ? Vous rigolez :

6- "Nous sommes pour que des métiers liés à la sûreté soient réinternalisés et pour un statut de haut niveau pour tous les salariés. Nous avons demandé à Éric Besson, le ministre de l'Industrie, d'ouvrir des négociations sur la sous-traitance." (lefigaro.fr 18.11)

Elle ne répond pas à la question qui lui était posée, elle se dérobe.

La question du nucléaire n'est pas une question économique ou sociale, la seule question qui mérite d'être posée et qu'évidemment Le Figaro n'a pas posé : le danger que représente une centrale nucléaire ainsi que ses déchets vaut-il la peine de mettre en danger l'avenir de l'humanité ? Dit autrement : la civilisation humaine s'est développée pendant 10.000 ans sans recourir à l'usage de matériaux ou de techniques qui remettraient en cause son existence et celle de la planète, alors pourquoi soudainement devrait-elle prendre un tel risque ?

A part le profit et la survie du capitalisme, qu'est-ce qui justifie l'emploi de l'énergie nucléaire ? Inutile de rappeler que je suis pour la fermeture programmée de toutes les centrales nucléaires en France et dans le monde.

3- CFTC. Royal : "***irremplaçable***".

Ségolène Royal a fait une apparition, vendredi 18 novembre, en tant que présidente de la région Poitou-Charentes, à la clôture du 51e congrès confédéral de la CFTC à Poitiers.

Si Marie-Anne Montchamp, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des solidarités, a porté, jeudi 17 novembre, la bonne parole du gouvernement sur les handicapés, Xavier Bertrand, ministre du travail, a fait défection, comme au congrès de Strasbourg en 2008, pour des raisons d'agenda.

Si, en 2013, la Confédération française des travailleus chrétiens n'atteint pas, aux élections professionnelles, le seuil de 8 % au niveau interprofessionnel, elle perdra sa représentativité nationale.

Sans jamais citer la loi, Mme Royal a affirmé, sous des applaudissements nourris, que "*la CFTC occupe une place irremplaçable dans le paysage syndical*". Saluant les valeurs humaines et l'engagement spirituel de la centrale chrétienne, elle a souligné son "*respect*" de la pluralité syndicale : "*Vous vous battez sur la représentativité et vous avez raison.*"

Le rapport-programme décennal, adopté à la quasi-unanimité, évoque "*une économie humaniste du marché et du service public, qui doit prendre le pas sur l'économie de marché, trop soumise au capitalisme financier*". "*Au nom des valeurs sociales chrétiennes, affirme-t-il, sachons résister au matérialisme capitaliste mondialisé, lequel bafoue cette dignité spirituelle qui différencie la personne humaine d'une simple marchandise livrée au marché.*"

"*La CFTC remportera la bataille de la représentativité syndicale*", a martelé Philippe Louis, qui a été élu, comme prévu, à la présidence de la confédération, où il succède à Jacques Voisin. M. Louis, qui réclame la mise en place d'"*un comité permanent du dialogue social*", juge qu'"*il faut faire évoluer la loi*". Il estime que 70 % des résultats qui sont remontés au Haut Conseil du dialogue social, organisme qui doit trancher en 2013, sont entachés du doute. (lemonde.fr 18.11)

Société

Ces trusts pharmaceutiques qui sèment la mort.

L'Agence américaine des médicaments (FDA) a décidé, vendredi 18 novembre, de retirer du marché l'Avastin, anticancéreux le plus vendu au monde, dans le traitement des cancers avancés du sein. Le médicament du laboratoire suisse Roche reste toutefois autorisé pour traiter certains types de cancer du côlon, du poumon, du rein et du cerveau, a précisé la FDA dans un communiqué. L'institution américaine met notamment en cause son inefficacité et des effets secondaires graves.

"*Les femmes qui prennent de l'Avastin pour traiter un cancer du sein métastasé s'exposent à des effets secondaires mettant potentiellement en danger leur vie*", a déclaré la directrice de la FDA, citant des risques de crise cardiaque, d'hypertension ou d'hémorragie potentiellement fatals. Selon elle, les preuves de l'efficacité de cet anticancéreux pour retarder la croissance de la tumeur des patientes ou pour "*prolonger leur vie ou leur confort*" ne sont pas suffisantes pour justifier ce risque.

La décision de la FDA n'est pas une surprise : un comité d'experts indépendants qu'elle avait consulté s'était prononcé fin juin à l'unanimité contre le maintien sur le marché de l'Avastin pour le cancer du sein, administré en combinaison avec l'anticancéreux Paclitaxel (Taxol).

En décembre 2010, la FDA s'apprêtait déjà à révoquer l'autorisation de prescription de ce médicament, mais Roche et sa filiale américaine Genentech, qui a mis au point l'Avastin, avaient, chose rare, fait appel de cette décision, demandant plus de temps pour que le laboratoire effectue d'autres études.

La révocation de l'Avastin pour le cancer du sein pourrait potentiellement faire perdre un milliard de dollars par an au groupe helvétique, selon des estimations d'experts. (lemonde.fr 18.11)

Economie

1- BCE

Des traders ont rapporté que la BCE rachetait ce vendredi des titres de dette italienne sur le marché. Résultat, le rendement de ces obligations à 10 ans a reculé de 4 points de base, descendant sous la barre insoutenable des 7%, à 6,87%.

La BCE n'agit qu'en attendant que les États mettent en place leur propre mécanisme anti-crise, le Fonds européen de stabilité financière (FESF), a répété Mario Draghi ce vendredi. Il y a quatre semaines, les dirigeants européens ont décidé d'en accroître les pouvoirs pour qu'il puisse racheter de la dette d'État. Mais ces réformes ne sont toujours pas opérationnelles. «*Où en est-on de la mise en oeuvre de ces décisions? s'est interrogé le président de la BCE. Il ne faut plus attendre plus longtemps.*» (lefigaro/fr 18.11)

Commentaire d'un internaute :

- "*NY Times DealBook a découvert une source de financement exotique via le London Stock Exchange's et la chambre de compensation italienne Cassa Di Compensazione E Garanzia SpA (CC&G)... (http://dealbook.nytimes.com/2011/11/17/banks-in-italy-find-an-unusual-liquidity-lifeline/)*"

J'ai chargé cet article et traduit le passage suivant :

Et les turbulences de l'Italie ont été une bonne affaire pour le London Stock Exchange. Selon Londres, CC & G a annoncé un bond de 209 % de son revenu à £ 54,3 millions ou 83,6 millions de dollars, au cours du premier semestre de l'année, comparativement à la même période en 2010.

Les affaires italiennes représentent désormais 14% du revenu global de la Bourse, contre seulement 5% dans la première moitié de 2010.

Les Anglais, qui ont un pied dans la Fed, tirent profit de la crise de l'euro tout en conservant la livre sterling...

2- France

La Lorraine subit depuis trois ans sa plus grave crise économique depuis 1930 avec notamment un produit intérieur brut (PIB) en recul de 2,1% en 2009, selon un rapport présenté vendredi au Conseil économique, social et environnemental (CESE) de la région.

Malgré une hausse de l'activité dans le secteur sidérurgique en 2010, les niveaux de production de la branche restent très en retrait en 2011 par rapport à ceux d'avant-crise: -38% par rapport à 2007 pour l'acier brut et -13% pour les produits finis laminés, note encore le document de 225 pages.

Les exportations de la région ont reculé de 7,5% entre les 2e et 3e trimestres de l'exercice en cours tandis que la construction de logements a chuté de 9% en avril-mai-juin par rapport à janvier-février-mars.

La Lorraine, qui compte 861.000 postes de travail (3,28% de l'emploi national), a franchi en 2011 le cap des 100.000 travailleurs frontaliers employés au Luxembourg, en Allemagne et en Belgique, note encore le rapport du CESE.

Depuis 2008, la région a enregistré 11% des pertes d'emploi au niveau national, dont 43.000 postes dans l'industrie manufacturière entre 2010 et 2011. La Lorraine est la 10e des 22 régions françaises en terme de population (2,4 M habitants) mais pointait en 2009 en 19e position pour son PIB par habitant (23.653 euros). (liberation.fr 18.11)

Haut de page

Le 20 novembre

CAUSERIE

A propos du site.

Rectificatif. J'ai rectifié l'adresse incorrecte de quelques articles figurant dans la rubrique *politique*. Si vous ne trouvez pas un article dans le fichier "textes" (www.luttedeclasse.org/textes/), c'est qu'il a été mis par erreur dans le fichier "dossier" (www.luttedeclasse.org/dossier/), avec mes excuses. Le site comporte désormais plus de 3 800 fichiers, dont plus de 95% sont des articles, le reste sont des images ou des fichiers java script servant à la mise en page.

Lundi dernier vous avez été 199 à vous connecter au site, record pulvérisé ! Qu'est-ce qui se passe ?

Et vous avez téléchargé 1908 fichiers depuis le 1er novembre, auxquels il faut ajouter ceux qui ont été ouverts sans être téléchargés. Je ne comprends pas. Est-ce que quelqu'un pourrait m'expliquer ?

Le temps passe très vite. On n'a guère le temps de revenir en arrière, ce qui nous posera un sérieux problème dans l'avenir, si on n'a pas pris le temps nécessaire pour analyser et corriger au fur et à mesure les erreurs que nous avons commises, elles deviendront de véritables boulets qu'on traînera constamment derrrière nous et qui entraveront notre marche... avant qu'ils nous explosent à la figure.

Le pire consiste à refuser de reconnaître nos erreurs, à les diluer dans la réalité qui ainsi nous apparaîtra faussée sans que cela nous gêne le moins du monde puisque nous en sommes à la fois les acteurs et les bénéficaires, procédé qui présente l'avantage d'en atténuer les traces, de les effacer ou de les rendre méconnaissables aux yeux des naïfs ou des ignorants, par la suite il suffira d'entonner tranquillement toujours le même refrain sans que personne n'y trouve rien à redire. Il y a des psychopathes qui à force de croire en leurs mensonges finissent par les confondre avec la réalité.

Il en va de même du dirigeant qui se prend pour ce qu'il n'est pas et finit par se prendre au jeu, qui parfois pendant des décennies ou jusqu'à son dernier souffle, s'accroche à une vérité qui en réalité ne l'était pas. Il ne doute pas de son interprétation erronée, puisqu'il a réussi à se convaincre qu'elle était juste, elle est devenue la réalité à la manière des philosophes idéalistes qui marchent sur la tête, son doute porte plutôt sur la question de savoir si la réalité finira par lui donner raison après s'être donné tant de mal pour qu'elle épouse les méandres scabreux de ses caprices ou de sa mégalomanie.

Je n'ai plus le temps de me livrer à ce genre de causeries dans lesquelles je lie politique, philosophie ou psychologie. Et puis je déteste me répéter, quand je reviens sur une question précise c'est uniquement pour y réfléchir dans un contexte ou sous un angle différent, pour l'approfondir. Ceux qui parmi vous ont découvert le site récemment peuvent lire les causeries depuis août 2008 en laissant de côté les infos en bref, en tout il y a trois fichiers seulement.

Ces militants ou simples travailleurs peuvent aussi se demander d'où sort ce type là, etc. C'est parfaitement légitime. Il nous raconte un tas de choses aujourd'hui, mais hier ne disait-il pas autre chose ou l'inverse, ne ferait-il pas partie de tous ces gens qui racontent la même choses que d'autres en faisant croire qu'il aurait découvert quelque chose, bref, ne serait-il pas un parasite de plus qui se nourrirait de la confusion générale qui règne dans le mouvement ouvrier, ils sont légions en effet ?

Pour le vérifier, il existe les articles que j'ai rédigés depuis 2004 et les causeries plus récentes, depuis août 2008, pour vous faciliter la tâche je reproduis un extrait d'un article que j'avais mis en ligne le 9 décembre 2005, vous pourrez constater par vous-même qu'il correspond à la situation que nous pouvons observer en 2011, je précise qu'il a été rédigé 2 ou 3 ans avant le déclenchement de la dernière crise du capitalisme :

- "Qui ne voit pas que nous ne sommes pas face à une crise classique ou cyclique du système capitaliste aujourd'hui, mais qu'il est entré dans sa phase finale de pourrissement et de décomposition nécessitant pour assurer sa survie la liquidation de tous les acquis sociaux et démocratiques dans tous les pays, menant à la barbarie sur tous les continents ?

Qui ne voit pas que nous sommes face à un tournant de l'impérialisme mondial ?

Qui ne voit pas que ceux qui gouvernent se moquent dorénavant du résultat des élections, des pétitions, des manifestations, des grèves qu'ils réglementent, interdisent ou répriment violemment ?

Tous ces éléments nous amènent à dire solennellement, que face à l'offensive tout azimut de l'impérialisme mondial, nous sommes placés devant l'alternative suivante : soit nous engageons résolument le combat sur la question du pouvoir comme perspective politique immédiate et seul moyen de stopper net cette offensive, soit nous abandonnons le prolétariat à son sort et nous serons défaits et laminés avec lui.

Notre initiative n'a pas d'autre objectif que de favoriser la réalisation d'un front unique conduisant à la mobilisation des masses pour renverser le régime en place.

La question du parti étant la question déterminante qui conditionne le succès ou l'échec de toute révolution sociale ou prolétarienne, c'est en avançant sur cette question que nous pourrons avancer sur toutes les autres questions."

Depuis j'ai affiné cette analyse, mais tout y était, de la chute de Lehman Brothers à la crise des subprimes aux Etats-Unis, des révolutions en Tunisie et en Egypte au coups d'Etat de l'aristocratie financière en Italie et en Grèce, en passant par l'impasse à laquelle les mobilisations contre les mesures d'austérité dans les différents pays européens ont conduit pour avoir été incapables de se fixer des objectifs politiques, à la crise ou la décomposition qui secoue tous les partis ouvriers pour s'être écartés ou avoir abandonné les enseignements du marxisme ou du léninisme, qui se traduit par leur incapacité à poser la question du pouvoir et de l'Etat, à l'heure où celle-ci concentre à la fois toute la situation et l'issue politique pour en sortir : qui gouverne pour qui, qui doit gouverner pour qui.

Autre chose très rapidement.

L'évolution du capitalisme mondial a été marquée par au moins deux facteurs déterminants : la division internationale du travail qui a été poussée à l'extrême et la dérégulation de l'économie par étapes successives depuis le début des années 70. Ce sont des facteurs économiques, car ce sont des rapports économiques qui sont à l'origine de tous les autres rapports dans la société, y compris les rapports politiques. Il est quasiment impossible de se positionner correctement sur le plan politique si l'on n'a pas un tant soit peu une idée suffisamment précise sur l'évolution probable du capitalisme mondial dans les années ou décennies à venir. Si par exemple on a sous-estimé ou carrément oublié le facteur démographique dans notre analyse, dont on voit aujourd'hui les implications sur le marché mondial et les rapports entre les différents impérialistes, on aura faux sur toute la ligne.

Ce sont ces deux facteurs qui servent principalement de toile de fond à la situation. On peut affirmer qu'à terme ils signent l'arrêt de mort du capitalisme, après avoir permis pendant une période à une poignée de privilégiés de s'enrichir dans des

proportions colossales, monstrueuses au détriment du reste de la population mondiale. C'est la contradiction sur laquelle repose finalement le capitalisme depuis qu'il existe, qui poussée à l'extrême entraînera sa chute, sa disparition à l'échelle de l'humanité. De manière chaotique et anarchique le capitalisme aura préparé les conditions qui permettront à l'humanité (une fois seulement que nous l'aurons renversé) de se libérer du règne de la nécessité pour passer à celui de la liberté. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait un mort et près de 700 blessés samedi place Tahrir, au Caire, au lendemain d'un grand rassemblement pour exhorter l'armée à accélérer le transfert du pouvoir.

Une centaine de manifestants avaient passé la nuit sur la place, épicentre de la contestation du régime d'Hosni Moubarak l'hiver dernier, après la grande manifestation de vendredi, qui avait réuni 50.000 personnes, essentiellement des islamistes.

Après le déblayage des tentes par les policiers, plusieurs centaines de contestataires sont revenus sur la place et c'est alors que des heurts ont éclaté.

Un porte-parole du ministère de la Santé cité par l'agence de presse Mena a fait état d'un tué, un homme de 23 ans qui a succombé à une blessure par balle après son hospitalisation, et de 676 blessés. La télévision publique signale quant à elle l'arrestation et l'inculpation de "*18 fauteurs de troubles*"

Le rassemblement de vendredi, à l'appel des islamistes et des libéraux, visait à faire pression sur le Conseil suprême des forces armées (CSFA), à la tête du pays depuis la chute d'Hosni Moubarak en février, pour un transfert rapide du pouvoir. La première phase des élections législatives, premier scrutin de l'après-Moubarak, doit débuter le 28 novembre.

La quarantaine d'associations à l'origine de la manifestation dénoncent en outre plusieurs articles du projet de réforme constitutionnelle qui accorde à l'armée l'autorité exclusive sur son fonctionnement interne et son budget.

Selon une dépêche de l'agence Mena diffusée samedi soir, le vice-Premier ministre Ali al Silmi a modifié deux articles contestés du projet. L'alinéa de l'article 9 qui faisait de l'armée la garante de la légitimité constitutionnelle a ainsi été retiré.

Celui selon lequel les forces gouvernementales devaient être seules responsables de leurs affaires internes, de leur budget et de leur législation a en outre été modifié, tout comme l'article 10, qui annonçait la création d'un Conseil national de défense présidé" par le chef de l'Etat". (Reuters 19.11)

Social

1- Allemagne

Areva envisage de supprimer 1.300 postes en Allemagne en réaction à la décision de Berlin de sortir du nucléaire d'ici à 2022, rapporte l'hebdomadaire Der Spiegel.

Le spécialiste français du nucléaire devrait annoncer ces suppressions de postes en décembre, ajoute le journal sans citer de sources.

Le Figaro a rapporté en octobre qu'un plan stratégique actuellement en préparation chez Areva qui sera présenté début décembre se traduirait par 3.000 à 4.000 suppressions d'emplois.

La société compte près de 48.000 salariés, dont 30.000 en France et 5.700 en Allemagne. (Reuters 19.11)

2- Chine

De violents heurts ont opposé la police chinoise et les 7 000 salariés grévistes d'une fabrique de chaussures Adidas, Nike et New Balance du sud de la Chine, a annoncé vendredi 18 novembre le China Labor Watch (CNW), spécialisé dans la défense des droits de l'homme. D'après un communiqué de l'organisation, des dizaines d'ouvriers qui protestaient contre des licenciements et des réductions de salaires ont été blessés jeudi lorsque les forces de l'ordre ont tenté de démanteler un barrage installé sur la rue principale de la ville située près de Dongguan, dans la province de Guangdong.

Les salariés de l'usine de Yucheng, près de Huangjiang, se sont mis en grève après le licenciement le mois dernier de 18 de leurs cadres, interprété par les ouvriers comme un signe de prochaine délocalisation, a ajouté CNW dont le siège est à New York. L'un des personnels licenciés a déclaré au China Business News que son départ faisait partie d'un projet de déménagement de la production dans la province de Jiangxi afin de réduire les coûts qui sont plus élevés dans le vaste pôle manufacturier de Dongguan.

La suppression de primes de rendement et des heures supplémentaires a attisé la colère des ouvriers. '*Notre salaire de base mensuel n'est que de 1 100 yuans (130 euros)*' et '*nous avons vraiment besoin de faire des heures supplémentaires*', a déclaré une ouvrière au Yangcheng Evening. Selon le journal, les interventions des autorités locales pour un maintien des heures supplémentaires, sont restées sans réponse de la part de la direction de l'usine qui est la propriété d'un groupe d'investissement de Taïwan.

Cette grève est la dernière d'une série d'incidents et de mouvements sociaux qui ont éclaté dans le Guangdong, une région connue comme le grand atelier du monde et qui attire des dizaines de millions de travailleurs migrants. (lemonde.fr 19.11)

Economie

1- UE

Le lancement "*d'eurobonds*", ou euro-obligations, pourrait "*rapidement atténuer la crise de la dette souveraine actuelle*", et "*renforcer la résistance*" de la zone euro à de futures crises, juge la Commission européenne dans un document qu'elle doit publier la semaine prochaine.

Dans ce "Livre vert" cité samedi par le quotidien italien La Stampa, et dont l'AFP a obtenu copie, l'exécutif européen étudie la faisabilité de trois options, dont l'une --la moins ambitieuse des trois-- ne nécessiterait pas de changement des traités européens et "*pourrait être mise en oeuvre rapidement*".

Qu'elle soit totale ou partielle selon les options, cette mise en commun de la dette des pays de la zone euro "*ne doit pas conduire à une réduction de la discipline budgétaire*", afin d'éviter que des "*pays-cigale*" ne se financent sur le dos des pays plus vertueux adeptes de la rigueur budgétaire, prévient le texte.

La première option est la plus radicale, mais aussi "*la plus efficace*" selon le texte: les euro-obligations se substitueraient aux obligations actuellement émises par les différents Etats membres de la zone euro et elles bénéficieraient de garanties communes.

Une seconde option serait de créer des euro-obligations bénéficiant également de garanties communes, mais qui ne couvriraient qu'une partie des besoins de refinancement des Etats de la zone euro, ces derniers continuant à émettre des obligations nationales.

Moins ambitieuse, elle laisserait "*les Etats aujourd'hui lourdement endettés vulnérables*" à un éventuel défaut de paiement, relève la Commission.

Dans ces deux cas, cette mise en commun de la dette nécessiterait un changement du traité de Lisbonne, dont l'article 125 stipule la "*clause de non-renflouement*" selon laquelle les Etats doivent assumer seuls leurs engagements financiers.

La troisième option consiste à créer des euro-obligations qui, là aussi, ne se substitueraient que partiellement aux obligations nationales, et pour lesquelles chaque Etat serait cette fois tenu d'apporter des garanties à hauteur de sa part respective d'euro-obligations émises.

Les Etats sujets à des taux de crédit élevés "*bénéficieraient nettement moins*", dans ce scénario, des conditions plus favorables des Etats les mieux notés, admet la Commission.

Toutefois, elle ne nécessiterait pas de changement de traité et sa mise en place potentiellement rapide "*pourrait, contrairement aux deux autres approches, peut-être aider à faire face à la crise actuelle*", juge le texte. (liberation.fr 19.11)

2- Allemagne

Membre du club très fermé des pays notés AAA (l'équivalent d'un 20/20) par les agences de notation, le pays revêt à première vue toutes les qualités - ou presque - dont peut rêver un chef d'Etat. Un déficit public en baisse que le Fonds monétaire international (FMI) voit à moins de 1,7 % du produit intérieur brut (PIB) en 2011. Un stock de dettes, certes élevé à 82,6 % du PIB, mais sur la pente descendante. Un chômage contenu à 6 % de la population active (contre 9,5 % prévu en France). Et, enfin, une balance des paiements courants excédentaire.

Mais, aux yeux des experts, Berlin n'est pas si exemplaire. "*Son déficit est honteusement truqué !*", dénonce Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. Et de développer : après le choc de 2008, le pays a eu recours à une tactique légale, mais peu éthique, pour comptabiliser les dizaines de milliards d'euros déboursés (ou offerts en garanties) afin de relancer son économie et sauver son secteur financier.

Les sommes, poursuit M. Broyer, ont été logées dans un fonds spécial "*Sondervermögen*" qui a contribué à faire grossir la dette mais n'est pas pris en compte dans le calcul du déficit public. Sans cette astuce le déficit allemand en 2009 n'aurait pas été de 3,2 % mais de 5,1 %, calcule Natixis. Un niveau comparable à celui de la France... De quoi faire écho aux propos de Jean-Claude Juncker, le président luxembourgeois de l'Eurogroupe. "*En Allemagne, on fait souvent comme si le pays n'avait aucun problème, comme si l'Allemagne était exempte de dettes tandis que tous les autres auraient des dettes excessives*", a-t-il lâché récemment. Une contre-vérité à ses yeux : "*L'Allemagne a une dette plus élevée que celle de l'Espagne. Seulement personne ne veut le savoir ici.*"

De fait, selon la Commission européenne, si l'on regarde le ratio dette sur PIB, l'Allemagne fait moins bien que neuf autres pays de la zone euro. Et malgré des recettes fiscales en forte hausse (de 40 milliards d'euros) en 2011 grâce à une croissance dynamique, la dette publique devrait croître, en valeur absolue, cette année de 25 milliards d'euros. La rigueur allemande serait donc toute relative ? D'influents économistes allemands, de sensibilités différentes, partagent l'avis de M. Juncker.

"*Le niveau de la dette allemande est inquiétant, si l'on se projette dans l'avenir*", juge Henrik Enderlein, dirigeant de la Hertie School of governance. Le déclin démographique du pays, qui contribue à modérer le taux de chômage, se traduira par "*une baisse massive des recettes du gouvernement*", explique-t-il. "*Dans le même temps, le vieillissement de la population va faire exploser les coûts de la sécurité sociale et de l'assurance-maladie*". En 2010 une étude de la Banque des règlements internationaux (BRI) chiffrait d'ailleurs l'explosion des dépenses de santé en Allemagne à 10 % du PIB en 2035...

"*La dette est bien au-dessus des 60 % prévus par le traité de Maastricht. L'Allemagne non plus n'a pas rempli sa tâche*", déplore Hans-Werner Sinn. Le très influent président de l'Ifo poursuit : "*L'endettement déjà élevé montre que l'Allemagne ne peut sauver personne sans perdre elle-même sa notation.*" Autrement dit, le pays ne serait pas à l'abri, lui non plus, d'une dégradation qui le verrait perdre, un jour, son "AAA", sésame pour emprunter à bon compte sur les marchés financiers. A travers sa participation au Fonds européen de stabilité financière, censé sauver les pays en déroute de l'Union monétaire, "*l'Allemagne a déjà mis sa note gravement en danger. Les primes d'assurances sur les emprunts à dix ans de l'Etat allemand ont décuplé par rapport à ce qu'ils étaient avant la crise*", précise l'économiste eurosceptique.

Jochen Möbert, économiste à la Deutsche Bank , évoque "*trois risques (qui) pourraient menacer la note allemande : une récession, une aide accrue aux pays périphériques et une aversion des marchés pour les emprunts d'Etat*". L'Allemagne n'est pas menacée de récession. Mais, comme l'ensemble de la zone euro, elle est promise à un ralentissement en 2012 : les experts tablent sur une croissance de 0,9 % l'an prochain contre 3 % en 2011.

Pour l'heure, les marchés, qui désormais n'hésitent plus à s'attaquer à la Belgique ou à la France, réservent à l'Allemagne un traitement de faveur. Dans la zone euro, d'ailleurs, c'est Berlin qui doit débourser le taux d'intérêt le plus faible pour emprunter.

Mais le "*modèle de stabilité allemand*", hérité en grande partie des réformes structurelles (marché du travail, système des retraites) menées sous le gouvernement Schröder, soit bien avant la crise, n'est pas non plus un rempart imprenable. A en croire les économistes en tout cas. (lemonde.fr 19.11)

Ce sont les éléments fournis dans le dernier paragraphe qui permettent en partie d'expliquer la disposition favorable des marchés envers l'Allemagne.

Schröder a déjà taillé à la hache dans les droits sociaux des travailleurs, difficile d'aller plus loin en Allemagne sans remettre en cause la précieuse paix sociale signée entre le patronat allemand et les syndicats, alors que dans la plupart des autres pays de l'UE les gouvernements en place n'ont pas osé terminé la sale besogne, d'où la nomination en Italie et en Grèce de représentant de l'oligarche financière aux ordres de Bruxelles pour s'y atteler au pas de charge.

Sans le dernier paragraphe, cet article aurait été incomplet ou incompréhensible, à moins d'avoir à l'esprit tous les rapports entre les différents facteurs dans le passé et au présent pour comprendre la situation, ce qui n'est pas évident ou impossible instantanément pour les quelque 200 pays qui existent dans le monde.

Vous voyez, cela tient à peu de chose de se tromper ou non. Généralement, vaut mieux prendre le temps de réfléchir et de s'informer avant de donner un avis sur un pays, c'est plus prudent et plus sérieux aussi. Que savions-nous sur la Libye à la mi-février ? Pas grand chose en dehors de généralité ou des grandes lignes, et encore, d'où des hésitations ou des erreurs d'appréciation que l'on corrige par la suite. Idem pour la Syrie, le Yémen, Bahrein, etc.

Les gros malins qui savent tout et détiennent la vérité se retranchent courageusement derrière des principes qu'ils récitent par coeur comme des moulins à prière tibétains, croyant ainsi apporter quelque chose à la compréhension d'une situation complexe qui

ne cesse d'évoluer, pour finalement après avoir lâché un bruyant pet s'empresser de faire allégeance aux institutions et à son chef suprême des armées. C'est beau quand même l'inconsistance, j'allais écrire par erreur l'incontinence, mais finalement ils font bon ménage, quand on s'empiffre dans des banquets laïcs et républicains avant de demander audience au monarque qui piétine les valeurs de la République.

Haut de page

Le 21 novembre

CAUSERIE

Bernard-Henri Lévy. Flagrant délit de mensonge.

Lors de l'émission *On n'est pas couché* diffusée samedi dernier en différée sur TV5Monde Asie, j'ai entendu Bernard-Henri Lévy affirmer à deux reprises qu'il ne connaissait absolument personne du CNT il y a quelques mois encore, quand Sarkonapoléon décida de bombarder les positions de Kadhafi, pas même son futur Premier ministre Mahmoud Jibril.

Evidemment aucun participant à cette émission de "*divertissement*" n'a répliqué, alors que "*M. Jibril avait aussi créé des sociétés de négoce, dont une chargée du commerce du bois de Malaisie et d'Australie avec son ami français Bernard-Henri Lévy*" (Réseau Voltaire) (www.luttedeclasse.org/dossier/qatar_media_230911.pdf)

Vous voyez quel usage on peut faire des articles du Réseau Voltaire... Si nous ne sommes pas informés, comment voulez-vous mettre en échec ou contrer la propagande gouvernementale ou patronale ?

Notre ennemi est dans notre propre pays

Lu sur le site de la tendance C4 du NPA, dans une interview de l'OKDE Ergatiki Pali (Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce-Lutte Ouvrière www.okde.gr)

- "*Partout, il faudrait développer la solidarité avec la lutte des travailleurs et de la jeunesse en Grèce.* "

Pourquoi utiliser le conditionnel, il suffit de s'attaquer à notre propre bourgeoisie dans chacun de nos pays, non ? Aux institutions, à l'Etat. Or ce représentant de l'OKDE avance une panoplie de revendications sociales, mais pas un seul objectif politique en dehors "*d'un soulèvement généralisé et « pour qu'ils s'en aillent tous »*" ou encore "*l'idée que seule la grève générale politique est capable d'en finir avec ce gouvernement*", qui n'en sont pas, comme si en soi le fait de chasser le gouvernement en place et la grève générale constituaient une réponse à la question du pouvoir.

Mais "*nous menons aussi la lutte pour une autre société, pour le socialisme, pour la révolution*", dès lors on se demande bien comment !

Lu dans le n°175 d'***Informations ouvrières***

1- Page 16 : "*En 1992, avec une heure de Smic net, on pouvait acheter sept litres de gazole. Fin 2011, on ne peut en achèter que cinq.*"

Ah ben alors, travailleurs, travailleuses : sortez vos mouchoirs !

En Inde où j'ai déjà passé 17 ans, en 1992 le prix du litre d'essence était entre 20 et 23 roupies, en 2011 il dépasse 63 roupies : je sens que je vais craquer et me tirer une balle dans la tête !

Vive la crise, faisons table rase !

Parce que vous croyez à la fable que c'est le compte en banque bien garni et le frigo bien rempli qu'on fera une révolution ? Ce ne serait pas plutôt le contraire, non ? On n'a rien sans rien, et hélas ce n'est pas nous qui décidons de la règle du jeu, alors faisons avec au lieu de se lamenter comme des vieillards séniles avant l'âge !

2- Page 13 : "*Le beau rugby, malade de la finance, tend à ne devenir qu'une référence pour les jours de fête*", comme la révolution socialiste pour certains...

Comme sport je préfère la révolution au rugby qui tient de l'infantilisme barbare, mais tous les goûts sont dans la nature... primaire de l'homme, préhistorique quoi.

On est lundi on se détend un peu, sinon comment on va terminer la semaine, hein ?

Etats-Unis

Le document *Tendances dans la répartition des revenus des ménages entre 1979 et 2007* aux Etats-Unis est en anglais (Trends in the Distribution of Household Income Between 1979 and 2007), il émane du Congrès américain, mais il comporte de très nombreux graphiques accessibles quand on maîtrise un minimum l'anglais. Si j'ai le temps, je préparerai un bref article avec les graphiques les plus significatifs.

La croissance de la fortune des plus riches a été exponentielle : + 275% entre 1979 et 2007, passant de 8% du revenu national à 17%.

Espagne

Aux infos du soir avant-hier sur TV5Monde Asie, ils ont dit que 200 personnes étaient expulsées par jour à Madrid en Espagne. Dans leur reportage, ils ont évoqué le cas des gens qui logaient précédemment dans des HLM avant que la ville de Madrid leur propose d'en devenir propriétaire, pour qu'ensuite ils se retrouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt hypothéquaire et finissent par se retrouver à la rue. N'était-ce pas ce dispositif que l'UMP voulait justement proposer en France ?

Le journaliste a ajouté qu'il y aurait 3 millions d'appartements vides en Espagne.

Des sujets à développer

1- L'alliance de l'impérialisme américain avec les islamistes, de l'Arabie Saoudite à Al-Qaida (leur création), en passant par le régime Turc et le parti islamiste en Tunisie ou les frères musulmans en Egypte et en Libye...

2- Lors du sommet de l'APEC à Honolulu, Hawaii, les 12 et 13 novembre 2011, et lors du 19e sommet de l'ASEAN qui vient de se terminer en Indonésie, Obama est intervenu pour tenter d'isoler la Chine tout témoignant sa détermination à renforcer la présence militaire américaine dans le Pacifique, notamment en s'appuyant sur l'Australie, pays membre de l'APEC, mais dont la candidature à l'ASEAN a été rejetée.

L'APEC a 21 membres, qui représentent plus du tiers de la population du monde (2,6 milliards de personnes), approximativement 60 % du PIB du monde et environ 47 % du commerce mondial. Il représente également la zone économique la plus dynamique dans le monde, ayant participé à presque 70 % de la croissance économique globale entre 1994 et 2004.

L'APEC : Australie, Brunei, Canada, Corée du Sud, États-Unis, Indonésie, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Thaïlande, Chine, Hong Kong, Chinese Taipei, Mexique, Papouasie-Nouvelle-Guiné, Chili , Pérou, Russie, Viêt Nam.

L'ASEAN a 10 membres : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Viêt Nam, Laos Laos, Birmanie, Cambodge.

L'indignation de la bonne conscience.

Monique Dagnaud, sociologue, directrice de recherche au CNRS, dans un article paru hier dans le portail Slate.fr, dont le titre correspond parfaitement à l'état d'esprit des fondateurs et intervenants sur ce site plus qu'à la réalité *Pourquoi la jeunesse française ne s'indigne pas.* De quelle "*jeunesse*" parle-t-elle ?

- (en France) "*Il est possible que dans une société très politisée, la posture un peu floue et hors système politique des Indignés ait du mal à galvaniser les ardeurs*", mais mobilise largement les médias... et les intellectuels dans votre genre, simple constatation.

L'illusion fera long feu, disions-nous il y a 9 mois à propos de l'engouement pour les réseaux sociaux sur Internet, les fesses boucs et autres attrape-nigauds manipulés par les différents régimes, parfois même pas, puisque leurs auteurs ont fait des études pour ensuite servir docilement le capitalisme sans trop se poser de questions.

- "*Si les jeunes Français ne se reconnaissent que mollement dans les mouvements des Indignés, c'est que ceux-ci brassent des mots d'ordre plutôt vastes: sentiment d'injustice, indignation contre des dirigeants économiques prédateurs et des gouvernants impuissants, appel à une société meilleure, à un autre modèle de croissance, une autre organisation sociale. Entre protestation morale et front du refus, ils sont éloignés de la scène partisane classique, et en outre, n'envisagent pas de s'y tailler une place.* "

Des mots d'ordre "*plutôt vastes*" qui ne partent pas des préoccupations quotidiennes des travailleurs, préoccupations sociales élémentaires à côté desquelles la "*protestation morale*" apparaît comme un luxe de fils à papa, qui ne veulent pas se mouiller sur le terrain politique appelé ici par dérision ou par mépris une "*scène partisane classique*", parce que leur mouvement n'a ni avenir ni perspective, dès lors on comprend qu'ils "*n'envisagent pas de s'y tailler une place*", il suffit qu'ils soient servis pour faire ensuite l'apologie du capitalisme se foutant pas mal du sort du prolétariat dans lequel ils sont incapables de se reconnaître.

Réaction de deux internautes à cet article

1- "*Votre article est bien le reflet de la pensée du Français moyen c'est à dire celui qui a fait un minimum d'études sup, a le même boulot depuis au moins 10 ans, s'est acheté une maison et ne veut pas vraiment savoir ce qui se passe hors de chez lui! La jeunesse française est indignée mais personne ne veut vraiment l'écouter et le pire c'est qu'elle n'a aucune chance d'être crédible car comme vous même vous le dites si bien, la colère sociale en France est canalisée par les politiques qui eux ont plutôt d'autres intérêts!*". Vous voulez dire sans doute ceux du capital...

2- " *Les jeunes Français participent peu à ce mouvement car ils le savent complètement stérile. Ce mouvement est mou, tiède et manque de sueur. Etre indigné ? La jeunesse française l'est tous les jours mais pour elle, habituée aux "mouvements sociaux", cela ne suffit pas. Pour qu'un mouvement prenne forme il faut être plus qu'indigné : il faut être révolté !*" A qui le dites-vous !

Ce mouvement prend davantage dans les pays où il n'existe pas vraiment d'opposition sur le plan politique face au régime en place (Etats-Unis), ou dans les pays qui ont vécu ces dernières décennies sous des gouvernements dits de gauche (Espagne, Grèce, Grande-Bretagne). Le cas de l'Allemagne est particulier, puisque Schröder et le SPD ont déjà appliqué la politique réactionnaire que la Grèce, l'Iatlie, l'Espagne et le Portugal s'apprêtent à mettre en place. En France, les jeunes diplomés sont partagés entre Sarkozy et Hollande pour seul horizon, ajoutons que malgré la brutalité des trois plans d'austérité adoptés par le gouvernement, ce n'est rien à côté de la situation dramatique qui prévaut en Grèce, en Espagne et au Portugal, et qui frappe en majorité la jeunesse avec un taux de chômage record, plus de 40%, on en est encore très loin en France pour cette couche privilégiée de la jeunesse.

INFOS EN BREF

Politique

1- France.

1.1- Le "***chemin étroit***"... des promesses sans lendemain.

François Rebsamen, chef de file des sénateurs PS, et membre de l'équipe de campagne de François Hollande, a modéré dimanche, certaines mesures du projet socialiste pour 2012 comme les 300.000 emplois d'avenir ou les 10.000 policiers supplémentaires.

Dans une interview au *Parisien*, M. Rebsamen répète que le projet PS «*constitue le cadre de la stratégie économique» du candidat socialiste à la présidentielle, mais note que «la crise rend le chemin étroit*».

«*Les emplois d'avenir sont un outil intéressant qui a fonctionné en 1997. Nous ne renierons pas cette promesse, mais il faut être clair que nous n'en créerons pas 300.000 dès l'année prochaine*», dit-il.

Il précise en outre que «*l'allocation d'autonomie pour les jeunes*» devait «*être soumise à conditions de ressources*».

Questionné sur les 10.000 policiers supplémentaires prévus dans le projet PS, M. Rebsamen répond que «*si les marges de manoeuvre le permettent, ce serait évidemment une bonne chose, car c'est exactement le nombre de postes supprimés par la droite*».

Mais, ajoute-t-il, «*l'embauche de 10.000 policiers supplémentaires ne pourra pas se faire comme cela, d'un coup de baguette magique*». Et de proposer «*de commencer par sanctuariser les effectifs*» actuels. (Liberation.fr 20.11)

A bas la dictature du capital, boycott des institutions !

1.2- L'effort "***partagé***" entre ceux qui triment pour survivre et ceux qui s'enrichissent en dormant = plus 2 heures de boulot par semaine !

Le centriste Hervé Morin, futur candidat à l'élection présidentielle de 2012 en France, a proposé dimanche d'augmenter la durée

de travail en France de 35 à 37 heures par semaine.

"*La réduction de la dépense et la hausse des impôts ont une limite*", a déclaré le président du Nouveau Centre avant de se prononcer pour une "*troisième voie*".

"*Cette troisième voie, c'est celle de l'effort, de l'effort partagé, de la lucidité*", a dit l'ancien ministre de la Défense, qui présentait son projet dans un discours à l'occasion du Conseil national de son parti à Paris.

"*Cet effort, il a un nom : la semaine de 37 heures*", a ajouté Hervé Morin, qui annoncera officiellement sa candidature dimanche prochain. (Reuters 20.11)

2- Italie

Le nouveau gouvernement italien dirigé par Mario Monti pulvérise les records de popularité avec environ 80% des Italiens exprimant un avis favorable, selon un sondage publié dimanche par le quotidien de gauche La Repubblica.

Sur une échelle de 1 (le vote le plus bas) à 10, les Italiens donnant plus de 6 au gouvernement sont 78,6%. Le jugement porté sur la personne de M. Monti est encore meilleur avec 83,8% de personnes interrogées, selon ce sondage réalisé les 17 et 18 novembre par Demos sur un échantillon de 2.377 personnes.

«*Une semaine a été suffisante pour que le climat de l'opinion publique passe de la dépression à l'euphorie*», écrit l'institut de sondage, évoquant «*une majorité sans précédent*» dans l'histoire de l'après-guerre en Italie, aussi bien en ce qui concerne le soutien parlementaire que populaire. (liberation.fr 20.11)

Bon, on a compris il n'y a que les 16,2% de nantis qui n'ont pas émis un avis favorable envers Monti, parce qu'il n'en fait pas encore assez pour les plus riches...

3- Espagne

Le conservateur Mariano Rajoy sera le prochain président du gouvernement espagnol. Le Parti populaire (PP), qu'il préside, a remporté les élections législatives qui avaient lieu dimanche 20 novembre, avec une majorité absolue de 186 sièges, sur les 350 que compte le Congrès des députés. C'est la majorité la plus importante qu'ait obtenu le PP depuis sa création, en 1989. Le PP arrive en tête dans 45 des 52 circonscriptions espagnoles.

Mariano Rajoy a lancé un appel à l'union des Espagnols dimanche soir. Il a indiqué vouloir être "*le président de tous*" pour "*faire la guerre à la crise*", il a appelé à un "*effort de tous*" car "*il n'y aura pas de miracle*".

C'est avant tout l'ampleur de la défaite socialiste qui fait le triomphe de la droite. Car le PP a à peine progressé en nombre de voix et, en pourcentage (44,02 %), il fait moins bien qu'Aznar en 2000. En face, les socialistes au pouvoir se sont effondrés. Leur revers est historique. Avec 110 députés, ils perdent 59 sièges et 4,5 millions des 11,3 millions qui s'étaient portées sur leurs listes en 2008. Avec 28,35 % des voix (sur 99 % des bulletins dépouillés) le PSOE enregistre son plus faible résultat depuis son accession au pouvoir en 1982. Jamais depuis lors il n'avait obtenu moins de 34 % des voix aux élections législatives.

Le parti de José Luis Rodriguez Zapatero n'est plus en tête que dans deux provinces, celles de Barcelone et de Séville. Le PSOE perd donc ses deux principaux bastions et réservoirs de voix, l'Andalousie et la Catalogne. En Catalogne, pour la première fois, il est devancé par les nationalistes de Convergence et Union (CiU) et, en Andalousie, par le PP.

Les électeurs perdus par le PSOE se sont dispersés. Une partie d'entre eux se sont tournés vers les écolo-communistes d'Izquierda unida (IU, gauche unie), qui passent de 3,74 % à 6,85 %, soit environ 60 % d'électeurs en plus (et 11 sièges, contre 2 auparavant). D'autres ont pu se porter sur UpyD, un parti centriste fondé par une ancienne socialiste, Rosa Diez, qui obtient 4,65 % des suffrages et 5 sièges. Des centaines de milliers de voix se sont éparpillées sur de "petites" listes, qu'elles aient déjà été présentes en 2008 ou qu'elles soient nouvelles venues, comme celle du parti écologiste EQUO (212 000 voix). D'autres enfin ont pu s'abstenir (à 28,31 %, l'abstention a progressé d'un peu moins d'un point).

Au Pays basque, la gauche indépendantiste, qui n'avait pu présenter de candidats depuis 2003 faute de se démarquer de l'ETA, a pleinement tiré profit de l'abandon de la violence par l'organisation indépendantiste armée. Sous l'étiquette Amaiur, ses listes arrivent en tête en nombre de sièges (6 députés), même si elles restent devancées par le Parti nationaliste basque (PNV) en voix (24,12 % contre 27,42 %). Les socialistes, qui dirigent la région, ne sont qu'en troisième position (21,54 %). (lemonde.fr 20.11)

Mariano Rajoy ne se présentait pas puisqu'il était pressenti pour devenir Premier ministre. Il faut savoir qu'il s'était présenté aux élections en 2004 et 2008, et que ces deux fois il avait été battu. (entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie)

4- Egypte

La police égyptienne appuyée par l'armée a de nouveau entrepris dimanche soir de déloger par la force les manifestants réunis sur la place Tahrir au Caire pour réclamer aux militaires une accélération du transfert du pouvoir aux civils.

L'agence de presse Mena a fait état de trois morts et 192 blessés dimanche, au deuxième jour de ces violences, à un peu plus d'une semaine du début des élections législatives le 28 novembre. Ces chiffres portent à au moins cinq morts et plus d'un millier de blessés le bilan des affrontements depuis samedi.

De sources médicales, on a signalé 11 morts pour la seule journée de dimanche.

Dans la nuit, des affrontements violents se déroulaient toujours dans les rues menant au ministère de l'Intérieur, situé à proximité de la place Tahrir, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des protestataires lançaient des pierres et des cocktails Molotov en direction des policiers, qui répliquaient avec des tirs de fusils et de balles de caoutchouc, a rapporté le journaliste.

Les manifestants scandaient "*Nous ne partirons pas*" et "*Le peuple veut la chute du maréchal*" Hussein Tantaoui, dirigeant de fait de l'Egypte, alors que de nombreux protestataires, la plupart en sang, étaient régulièrement évacués pour recevoir des soins.

Les autorités affirment que la police n'a pas ouvert le feu sur les manifestants mais ces derniers ont brandi des cartouches, des douilles et des grenades vides de gaz lacrymogènes.

"*Le peuple veut la chute du régime*", ont scandé des milliers de manifestants avant et après la charge de la police, appuyée par des militaires qui étaient jusqu'à présent restés en retrait.

Tandis que la nuit tombait, les forces de sécurité sont intervenues sur la place Tahrir à coups de matraques et de grenades lacrymogènes.

Sur des images de télévision, on a pu voir un groupe de manifestants former un cordon face à la progression de la police.

"*L'armée envoie ses soldats sur la place Tahrir pour aider la sûreté de l'Etat à disperser les manifestants. Ils nous cognent fort dessus*", a dit un manifestant, Ragab Chemiekhi.

Les forces de sécurité ont procédé à des dizaines d'arrestations, a rapporté un témoin, ce qui n'a pas empêché les manifestants de revenir sur la place, épicentre du soulèvement de janvier et février derniers.

"*Le conseil militaire se bouche les oreilles, il nous ignore, il n'en a rien à faire de nous et nous allons continuer à occuper les rues et à revendiquer nos droits. La justice finira par triompher*", a dit Amal el Mohandes, 31 ans.

Des manifestations ont aussi eu lieu dans d'autres villes du pays dimanche.

Plus de 2.000 personnes ont assisté aux obsèques de Bahaa el Senoussi, manifestant tué à Alexandrie. Plusieurs centaines d'entre elles se sont ensuite rassemblées devant la préfecture en criant "*Les responsables du ministère de l'Intérieur sont des voyous*".

Des manifestants ont aussi défilé dans l'est de l'Egypte, à Suez et Ismaïlia, et dans le nord du Sinaï, par solidarité.

A Suez, des militaires tiraient en l'air pour disperser des manifestants, au lendemain d'affrontements dans cette ville située sur la mer Rouge, selon un correspondant de l'AFP.

Le texte incriminé accorderait à l'armée une autorité exclusive sur la gestion de ses affaires et de son budget et lui confierait des pouvoirs étendus dans le domaine de la sécurité nationale.

Ces projets ont été amendés mais pas suffisamment aux yeux des manifestants.

A l'issue de la réunion ministérielle de dimanche, le vice-Premier ministre, Ali al Silmi, a prévenu: "*Nous ne reculerons pas sur les derniers amendements proposés au texte constitutionnel.*" (Reuters et liberation.fr 20.11)

La question qui est posée en Egypte est celle de la dissolution, du démentèlement de l'armée à travers la remise en cause du

pouvoir qu'elle a acquis dans des secteurs clés de l'économie, l'expropriation de l'armée de secteurs de l'industrie qu'elle contrôle pour son propre compte.

Ce qui est intéressant ici, c'est que la révolution égyptienne ne peut pas se développer sans s'attaquer directement à l'armée qui est le garant du régime de la propriété privée des moyens de production aux mains de la bourgeoisie égyptienne, des différents impérialistes... et de l'armée elle-même.

La révolution égyptienne pose la question de la dissolution de l'armée et du peuple en armes pour pouvoir avancer vers la remise en cause des fondements du capitalisme.

C'est le programme de la révolution socialiste qui est à l'ordre du jour. C'est l'actualité des enseignements de la Commune et de la révolution russe de 1917 dont tous les partis se sont écartés ou qu'ils ont volontairement abandonnés au profit d'une voie légaliste qui confine de fait à la capitulation ou à la trahison des objectifs pour lesquels ils prétendent combattre.

Un cinglant démenti aux dangereux illusionnistes qui voudraient nous faire croire qu'on pourrait avancer sur la voie du socialisme par le biais d'un bulletin de vote, d'une "*révolution par les urnes*" ou une "*révolution citoyenne*", ou encore l'élection d'une Assemblée constituante qui n'aurait en réalité aucun pouvoir tant que l'armée et l'appareil répressif de l'Etat capitaliste n'auraient pas été démentelés.

Ces charlatans ou aventuriers irresponsables voudraient faire croire aux travailleurs et aux militants en totale contradiction avec l'expérience de toutes les révolutions au cours des XIX et XXe siècle, qu'il serait possible au prolétariat d'accéder au pouvoir et de s'attaquer au capitalisme en faisant l'économie d'une guerre civile, dont nous savons très bien qu'elle sera inévitable dans la mesure où la classe dominante refusera de céder pouvoir et privilèges et résistera par tous les moyens à sa disposition, dont l'appareil policier et militaire de l'Etat.

Cette expérience, qui est en train de se dérouler sous nos yeux en Egypte, démontre l'inanité, l'impasse criminelle à laquelle conduit inévitablement la perspective du passage du capitalisme au socialisme par la voie paisible des urnes, seule la révolution en allant jusqu'au bout de son processus dialectique, en détruisant l'Etat capitaliste de fond en comble permettra d'avancer sur la voie du socialisme.

Cela signifie que le parti ouvrier révolutionnaire doit inscrire dans son programme la dissolution de l'armée et de l'ensemble de l'appareil répressif de l'Etat et la nécessité d'armer le prolétariat pour défendre la révolution et vaincre la réaction.

Autrefois les partis communistes n'hésitaient pas à braver le régime et à entreprendre des actions illégales, de nos jours, leurs héritiers ou ce qu'il en reste, n'osent même pas employer simplement des expressions qui pourraient choquer les oreilles du législateur, ils respectent la légalité à la lettre et le font savoir bien fort pour qu'en haut on les entende. A croire qu'autrefois dirigeants et militants ne craignaient pas la répression, sans doute parce qu'il existait une fraternité ou une solidarité qui depuis a disparu, aujourd'hui tout ce petit monde dispose d'un mode de vie relativement confortable contrairement au début du XXe siècle et il y tient plus que tout, individuellement, les intérêts collectifs sont relégués au second plan, ce que l'activisme camoufle utilement en se faisant passé (inconsciemment) pour ce qu'il n'est pas, une dérive que l'on trouve dans leur programme ou leur conception de la lutte de classe et qui se retrouve jusque dans les moindres détails.

Evoquez cette question avec des dirigeants et je vous parie qu'ils se livreront à un amalgame entre le combat politique qui peut conduire à décider d'enfreindre la légalité et le gauchisme, la maladie infantile du communisme (Lénine).

Ce sont des organisations regroupant des anarchistes ou des anticapitalistes qui se livrent à des actions illégales (nucléaire, OGM, etc). Parfois ce sont des organisations contrôlées par les staliniens qui s'y livrent (Droit au logement, AC, etc.), tandis qu'à côté ils soutiennent le régime. Pendant ce temps-là, nos révolutionnaires professionnels - cette expression paraît du coup anachronique ou déplacé, grotesque de nos jours, se prélassent à l'ombre des institutions qu'ils arpentent discrètement...

Cela dit, je ne préconise pas pour autant d'entreprendre forcément des actions illégales, surtout dans le contexte actuel, vous vous retrouveriez seul contre tous et absolument personne ne vous viendrait en aide, ce serait un suicide, du gauchisme pour le coup. Ce que je voulais mettre en évidence c'est le lien politique qui existe entre l'abandon de cette forme de combat contre le régime et le refus de poser clairement la question de la nécessité d'une révolution avec toutes ses conséquences, dont l'intervention de l'armée et la guerre civile. Le refus de préparer les militants à cette situation, qui aboutira à leur incapacité à y faire face dans la plupart des cas, à la débandade... Je vous laisse deviner la suite.

Autre enseignement de la révolution égyptienne ou le même sous un angle légèrement différent, au-delà des calculs et des gesticulations politiques du régime, et la multitude de grèves et de mouvements sociaux dans le pays est là pour le rappeler, c'est la question du pouvoir économique qui est posée, qui, quelle classe détient les moyens de production et d'échange, posant la question de la nécessité d'exproprier les propriétaires ou actionnaires des grandes entreprises, dont l'armée, pour pouvoir enfin satisfaire les revendications sociales des masses exploitées.

Toutes les questions d'ordre politique en Egypte ou ailleurs nous ramènent à des questions économiques, à la question fondamental de savoir qui détient les moyens de produire les richesses et qui décide de leur répartition dans la société, au-delà, qui décide de produire quoi et pour quoi, dans quel but, s'enrichir sur le dos de la population au détriment de ses besoins ou uniquement pour les satisfaire.

On s'aperçoit rapidement en observant le déroulement de la révolution égyptienne, qu'elle plonge jusqu'aux racines du capitalisme, qu'elle pose directement la question du programme de la révolution socialiste. En Tunisie également, on y reviendra une autre fois.

5- Maroc

Des milliers de Marocains ont manifesté dimanche dans plusieurs villes du royaume pour exhorter leurs compatriotes à boycotter les élections législatives de vendredi.

Les manifestants prédisent déjà que le vote de vendredi ne sera pas démocratique.

A Tanger, dans le nord du pays, un journaliste de Reuters a rapporté qu'environ 10.000 manifestants s'étaient massés sur une place du quartier populaire de Beni Mkada. Un groupe de participants portait un faux cercueil enveloppé d'un drap blanc avec l'inscription "*élections législatives*".

Environ 200 policiers équipés de tenues anti-émeute ont bouclé la place mais aucun affrontement n'a été signalé. Un policier a estimé le nombre de manifestants à moins d'un millier.

A Casablanca, poumon économique du Maroc, un témoin a fait état d'au moins 6.000 participants à un rassemblement similaire malgré la pluie.

Deux diplomates occidentaux et un habitant de Rabat ont estimé la foule à environ 3.000 personnes dans la capitale.

Ce mouvement en faveur du boycottage des élections trouve peu de résonance au sein de la population, qui, dans sa grande majorité, est peu engagée politiquement et vénère le souverain.

Le scrutin devrait principalement opposer des islamistes modérés ayant juré fidélité au roi à une coalition de partis essentiellement libéraux et proches du palais.

Les détracteurs du roi jugent que cette consultation a été organisée de manière trop précipitée pour permettre un véritable débat. (Reuters 20.11)

Social

1- Etats-Unis

Le petit groupe des Américains qui gagnent le plus a doublé sa part du revenu total des États-Unis au cours des trois dernières décennies, selon une étude du très officiel Congressional Budget Office (CBO) signalée par le Washington Post.
La croissance de la fortune des plus riches a été exponentielle : +275% entre 1979 et 2007, passant de 8% du revenu national à 17%.

Le rapport ajoute que depuis la fin des années 70, la politique de l'État n'a pas réduit la concentration des revenus, au contraire. Voilà qui ne va pas calmer les militants du mouvement Occupy Wall Street remarque CBS News.

Une étude qui ne va pas faciliter la campagne électorale d'Obama qui espère décrocher un second mandat. Car "*selon un sondage CBS-New York Times publié cette semaine, environ 28% des personnes interrogées disent que l'administration Obama favorise les riches*", même si environ 69% disent que l'opposition, les Républicains au Congrès, agissent de concert.

« *L'effet de péréquation des impôts fédéraux était plus faible* » en 2007 qu'en 1979, et « *les recettes du gouvernement fédéral se sont éloignées d'un impôt progressif sur les revenus, au profit d'impôts moins progressifs sur les salaires* » toujours selon ce rapport du Congressional Budget Office cité par le *New York Times*.

Pour le cinquième de la population situé en bas de l'échelle, soit les 20% les plus pauvres, le revenu réel moyen après impôt des ménages n'a augmenté que de 18%.

"*Les résultats, fondés sur une analyse rigoureuse des données de l'Internal Revenue Service (IRS) et du Bureau du*

recensement (Census Bureau), sont globalement en accord avec les études fournies par certains chercheurs privés et universitaires économistes. Mais parce qu'ils portent l'imprimatur du bureau du budget, qui est un organisme non partisan, ils sont susceptibles d'avoir un impact majeur sur le débat en cours au Congrès concernant l'équité de l'impôt fédéral" souligne le *New York Times*. (atlantico.fr 20.11)

Les plus riches ont accru leur fortune de 275% entre 1979 et 2007...

Légitime, non, le capitalisme, l'exploitation ne le sont-ils pas ? Parce que l'origine de cet enrichissement monstreux dans tous les sens du terme ne proviendrait pas de là, de la concentration du capital ou des moyens de production entre les mains de quelques privilégiés, d'où alors ? On pose cette question aux "indignés", à tous ceux qui ne voit dans cette crise qu'une crise financière, qui ne veulent pas ou sont incapables d'aller au bout de leur analyse, de remonter jusqu'au fondement du capitalisme. Cela figurait déjà dans *Le Capital* de Marx et Engels...

2- Israël

Des centaines de journalistes, dont des présentateurs vedettes de la radio télévision, ont dénoncé dimanche 20 novembre les menaces qui pèsent selon eux sur la liberté de la presse, lors d'un rassemblement à Tel Aviv. Cette manifestation, sans précédent en Israël, visait la campagne législative tous azimuts du camp ultranationaliste, ciblant les médias jugés trop critiques envers le pouvoir, la Cour suprême et des ONG classées à gauche.

"*Nous sommes confrontés à une ivresse d'un pouvoir qui ne connaît plus ses limites*", a déclaré à la tribune le principal présentateur de nouvelles à la radio militaire, Razi Barkaï. "*L'attaque contre la liberté de la presse est inséparable de l'offensive contre l'indépendance de la justice*", a mis en garde une autre journaliste, Ilana Dayan, reporter de la seconde chaîne de télévision privée.

Les journalistes s'insurgent contre un projet de loi élaboré par des députés d'extrême droite destiné à aggraver de façon draconienne la législation sur la diffamation. S'il était adopté par la Knesset (parlement), il permettrait d'infliger des amendes très lourdes à des médias attaqués en justice pour diffamation, quand bien même les plaignants n'apporteraient pas la preuve qu'ils ont subi des dommages réels du fait de la publication des textes incriminés.

Les journalistes se sont également élevés contre les pressions sur la chaîne privée 10. Connue pour son indépendance dans ses programmes de nouvelles, elle est menacée de fermeture après qu'une commission parlementaire à majorité de droite eut refusé de renflouer ses dettes. Le 13 novembre, l'extrême droite avait marqué un nouveau point en obtenant le feu vert du gouvernement à deux propositions de loi controversées ciblant le financement d'ONG israéliennes hostiles à l'occupation et à la colonisation des Territoires palestiniens. Pour l'heure, toutefois les deux lois ont été gelées, suite au tollé qu'elles ont provoqué en Israël et à l'étranger. (lemonde.fr 20.11)

On l'oublie parfois, mais en Israël aussi l'extrême droite fait partie de la coalition au pouvoir. On est solidaire de ces journalistes évidemment.

Haut de page

CAUSERIE

Une question tabou.

Quelle légitimité ont les partis PS et PCF qui se réclament à tort ou à raison des "classes populaires" ou du socialisme, et dont la classe ouvrière et les masses exploitées ont fini par se détourner totalement ?

On pourrait étendre cette question aux autres partis qui n'ont pas été capables de se construire, d'emporter l'adhésion ou d'inspirer confiance aux travailleurs après 70 ans d'existence.

On s'étonne ou feint hypocritement de s'étonner de la situation sociale et politique actuelle, comme si elle était le fait du hasard ou de la faute à pas de chance, à moins qu'il ne s'agisse encore une fois d'un foutu "piège" dans lequel nos dirigeants seraient tombés, pas seulement, la quasi-totalité des travailleurs, les générations entières d'exploités qui se sont succédés, ouvriers et intellectuels confondus, qui, pas de bol, n'auraient jamais trouvé la voie apparemment impénétrable et réservée aux seuls initiés qui conduit au socialisme comme celle du seigneur qui conduit ses élus au royaume des cieux, pour finalement former une grande chapelle sous les auspices de la franc-maçonnerie, amen !

Discours politiquement très incorrect, nous n'y sommes pour rien si ceux qui prétendent combattre l'obscurantisme adhèrent à des sociétés secrètes ou dont les débats et les pratiques doivent demeurer à l'abri des curieux, de la critique, comme s'ils avaient quelque chose à cacher ou de difficilement supportable à avouer, encore moins susceptible d'être accepté par le plus grand nombre, cela vaut pour le PS, le PCF et le POI, pour les autres partis je n'en sais rien.

Le parti, qui ne parvient pas à se développer au bout de plusieurs décennies, finit toujours par se fossiliser, se scléroser, se décomposer, bien qu'il ait pignon sur rue, ses moeurs, ses pratiques, l'état d'esprit de ses membres, tiennent davantage de la secte repliée sur elle-même plutôt que tourné vers l'extérieur à l'écoute du monde

Pourquoi les travailleurs devraient-ils renouer avec l'espoir qu'une issue politique existe à la crise du capitalisme, quand ils peuvent constater qu'aucun parti n'a réussi à l'incarner depuis l'avènement de la Ve République ?

Si on admet avec Trotsky que la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction de la classe ouvrière, force est de constater que l'on n'a pas avancer d'un pas pour la résoudre en 70 ans, donc il est normal que les travailleurs ne voient pas très bien comment ils pourraient se débarrasser du capitalisme, puisqu'aucun parti n'a été capable de les convaincre que c'était possible ou plutôt indispensable, peut-être parce qu'il n'y a plus aucun parti qui y croit vraiment, autre explication, leurs dirigeants ne sont pas à la hauteur. Mais si les dirigeants de ces partis qui en principe incarnent consciemment le mouvement inconscient s'avèrent eux-mêmes largement inconscients de la situation, il est normal qu'on en soit là aujourd'hui, et on est logiquement porté à en tirer la conclusion que tout serait foutu. C'est l'état d'esprit qui domine dans la société en général et pas seulement chez les ouvriers.

On s'est gargarisé de formules et de principes prêts à l'emploi, alors que la situation et les transformations qu'ont connu la société et le monde nécessitaient de faire du sur mesure en employant les mêmes outils, parfois en en créant d'autres, ce qu'on a été manifestement incapable de faire, le on est inclusif, je me mets dans le lot, bien que personnellement j'avais cessé de militer entre 1981 et 2001.

Les travailleurs sont pessimlistes, sceptiques ou perplexes face à une situation qu'ils supportent de plus en plus mal chaque jour, et lorsqu'on leur explique qu'il existe une issue politique, ils nous écoutent poliment, mais ils voudraient bien qu'on leur explique comment ils pourraient y croire, car les discours qu'ils entendent ne répondent finalement pas aux questions qu'ils n'ont jamais réussi à se poser eux-mêmes.

On se demandait plus haut quelle légitimité avaient ces partis, des partis qui laissent Sarkozy s'exprimer tranquillement sans marteler l'argument qu'il est illégitime, en guise de fait par exemple, son parti a été mis en minorité lors des quatres élections qui ont eu lieu depuis qu'il a été élu président, qui laissent les représentants du patronat s'exprimer sans marteler que leurs besoins sont illégitimes, en guise de fait parmi d'autres, les entreprises du CAC 40 ont empoché des centaines de milliards d'euros de profits au cours des dernières années tandis que le chômage, la précarité et la pauvreté n'ont cessé d'augmenter, seuls les besoins des travailleurs sont légitimes mais personne ne le dit ou timidement, en s'excusant pour ainsi dire, des partis qui ne saisissent pas les occasions qui leur ont été données depuis 2005 pour marteler que les institutions et la Constitution sont illégitimes et qu'il faut les balayer, franchement, comment voudriez-vous que les travailleurs aient confiance dans de tels partis, des partis qui pendant des décennies leur ont dit de voter PS-PCF comme s'ils pouvaient participer à une issue politique favorable à la classe ouvrière, qui ont participé aux institutions à des degrés divers, tandis que les travailleurs s'en détournaient ? En réalité, le fossé et l'incompréhension entre les travailleurs d'une part, et les syndicats et partis d'autre part, n'a cessé de croître depuis 30 ans. Les syndicats et ces partis (POI, NPA et LO) en sont responsables et personne d'autres à leur place. (A suivre)

Tordons le coup au CNR

Le Conseil national de la résistance dont certains nous rebattent les oreilles à longueur de temps, staliniens et néostaliniens, maoïstes et gaullistes de "gauche", la panacée sur le plan politique, et pour cause, il n'a été que l'antichambre de l'union nationale qui s'est mise en place au lendemain de la guerre sous la houlette de de Gaulle. Les nostalgiques de la IVe République (1946-1958) qui comptent dans leurs rangs des "trotskystes" (sans rire !) sont en réalité des nostalgiques de l'union nationale, régime qui pava la voie au bonaparte de Gaulle et sa Ve République.

Certes, la mise en oeuvre du programme du CNR a permis d'appliquer une partie des mesures contenues dans le programme du front populaire de 1936 qui avaient été abandonnées par Blum et Thorez au profit de la Bourse, mais sa réalisation s'est faite en contrepartie du désarmement du peuple en arme et de la liquidation du mouvement révolutionnaire qui avait pris forme vers la fin de la guerre et qui menaçait l'existence de l'Etat bourgeois, pour céder la place à "*une seule police, une seule armée, un seul Etat*" (M. Thorez-PCF), ceux des capitalistes.

Un mot sur l'Espagne

Entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie : le parti conservateur de Mariano Rajoy a remporté les élections législatives de dimanche "*sans programme*", en fait de "*victoire*", elle a été acquise par "*omission*", à défaut de véritables adversaires. De fait, son parti, le Parti populaire, a progressé d'à peine 500 000 voix, alors que le PSOE en a perdues 4,3 millions. Où sont donc

passées ces millions de voix ? Pardi, vous allez les retrouver dans la rue très rapidement ! Et pour cause...

Selon une spécialiste de l'Espagne, la politique d'austérité qu'il va tenter de mettre en oeuvre va être "*très brutale, extrêmement violente pour redresser le pays*".

De l'audace !

Hier j'ai découvert hier soir l'existence et le succès apparemment inattendu du film muet en noir et blanc du réalisateur français Michel Hazanavicius *The Artist*. Il est en compétition aux Oscars aux Etats-Unis après avoir remporté plusieurs prix et être en passe de remporter un succès mondial.

Il fallait oser le faire, personne ne s'attendait à un tel accueil des critiques et du public. Comme quoi, quand on ose et qu'on colle à un besoin, ça marche ou ça peut marcher, mais quand on n'ose pas, on n'en saura jamais rien et cela ne marchera jamais, ça c'est pour la politique !

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de l'Asie orientale (EAS).

Qui l'emportera dans cette lutte pour le leadership dans la région Asie-Pacifique ? C'est une région qui promet un formidable dynamisme au moment où les économies matures s'enfoncent dans la crise. De son côté, la Chine y investit des sommes colossales, notamment en Australie, proche allié de Washington, pour exploiter ses ressources minières. Côté américain, Barack Obama a dévoilé cette semaine le déploiement de 2.500 soldats dans le nord-ouest australien, aux portes de l'Asie du Sud-Est.

Face au géant chinois, les Philippines ont appelé les autres « *petits* » pays concernés (Vietnam, Taïwan, Malaisie, Brunei) à faire front uni, avec le soutien de Washington qui a plaidé pour une approche « *multilatérale* ». Réaction de la Chine : Pékin a brandi la menace économique à l'encontre de « *tout pays qui choisirait d'être un pion sur l'échiquier américain* ». (liesidotorg.wordpress.com 21.11)

2- Egypte

Pour la troisième journée consécutive, policiers et manifestants réclamant le départ du pouvoir de l'armée se sont affrontés lundi sur la place Tahrir du Caire sur fond de crise politique avec la démission du gouvernement intérimaire.

Ces violences, qui rappellent le pire de la "révolution du Nil", ont fait au moins 33 morts.

Vers minuit, quelque 20.000 personnes restaient massées sur cette place, haut lieu de la contestation anti-Moubarak, avec des milliers d'autres dans les rues adjacentes.

"*Le peuple veut la chute du maréchal !*", scandait la foule en visant le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, ministre de la Défense du "raïs" déchu pendant une vingtaine d'années avant de prendre les rênes du Conseil suprême des forces armées (CSFA) au pouvoir depuis le départ de Hosni Moubarak.

En fin de soirée, le CSFA a publié un communiqué appelant au calme et invitant les forces politiques à des discussions de crise pour trouver une porte de sortie. Les généraux font part de leur "*profond regret pour les victimes des ces incidents malheureux*", indique l'agence de presse officielle Mena.

"*Nous appelons toutes les composantes de la nation à faire preuve de la plus grande retenue de manière à éviter de nouvelles victimes*", a ajouté l'armée.

Le Conseil militaire ne précise pas en revanche s'il a accepté la démission du gouvernement intérimaire, présentée dimanche. D'après une source militaire, le CSFA s'efforcerait de trouver un accord sur le nom d'un nouveau Premier ministre.

La démission de tous les membres du cabinet porte un coup sévère à l'autorité du Conseil militaire.

L'embrasement de la place Tahrir intervient une semaine avant le début des élections législatives le 28 novembre, premier scrutin de l'après-Moubarak.

La morgue du principal hôpital du Caire a reçu 33 corps depuis samedi. Au moins 1.250 personnes ont été blessées, dit-on au ministère de la Santé.

Les autorités affirment que la police n'a pas ouvert le feu sur les manifestants mais la plupart des cadavres à la morgue ont des impacts de balles, selon une source médicale.

"*Le régime militaire est mort, est mort*", crient les manifestants. "Liberté, liberté !" entend-on aussi.

D'autres slogans visent le maréchal Hussein Tantaoui, qui fut pendant vingt ans le ministre de la Défense de Moubarak et préside le CSFA. (Reuters 21.11)

Cet article est incomplet, il occulte la place et les privilèges que l'armée entend conserver dans le pays.

Selon un journaliste aux infos hier soir sur TVMonde Asie : 1- 80% des rédacteurs de la nouvelle constitution devraient être choisis par l'armée ; 2- elle aurait le pouvoir de retirer de la nouvelle constitution tous les articles qui ne lui conviennent pas ou portent atteinte à ses intérêts ; 3- enfin son budget, l'origine de ses fonds et leur montant ainsi que son utilisation, demeurerait secret.

Autrement dit la constitution et le "*nouveau régime*" qui se mettrait en place à l'issue des élections devrait consacrer le maintien des pouvoirs attribués par Moubarak (et l'impérialisme américain) à l'armée et devrait accepter de se placer sous sa tutelle comme gardienne de l'ordre établi, rien ne changerait en somme.

3- Tunisie

Les ministres sortants de la Défense et des Finances ainsi que le gouverneur de la banque centrale conserveront leurs attributions dans le prochain gouvernement tunisien, a-t-on déclaré lundi de source proche de la coalition majoritaire.

Selon cette source, qui appartient au parti islamique modéré Ennahda, premier parti de la nouvelle coalition, il y aura tout de même "*beaucoup de changements (dans la composition du cabinet). Il sera annoncé dans la journée*". (Reuters 21.11)

Même punition qu'en Egypte sous la conduite d'un parti islamiste. Hier j'écrivais que les islamistes étaient les alliés de l'impérialisme américain contre le prolétariat mondial, en voilà une nouvelle preuve. Hier au Caire quand la situation a commencé à dégénérer, les courageux Frères musulmans se sont fait la paire ont rapporté les agences de presse sur place.

4- Syrie

Hier (le 18 -ndlr), la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a déclaré qu'une guerre civile en Syrie était possible si l'opposition dans le pays devenait plus forte. Qu'est-ce à dire exactement ? L'opposition, déjà très armée et financée par l'extérieur, pourrait-elle prendre le pouvoir dans le sang ? Mme Clinton, bien plus élevée dans la hiérarchie des sociétés secrètes que ne l'est son mari, affirme que ses amis de Washington sont en faveur de manifestations pacifiques et d'une opposition non-violente. Selon elle, la conclusion est évidente : c'est le président syrien Bachar al-Assad qui a incité l'opposition à « *prendre les armes* ».

Interrogée sur le parallèle que l'on pourrait faire avec la Libye, Hillary Clinton répond : « *Personne ne souhaite ce genre d'action vis-à-vis de la Syrie. La Libye était un cas unique.* » « *Mais ce n'est pas applicable à la Syrie. La Syrie a son propre rythme, et ce qu'a fait la Ligue arabe est un signal clair à Assad lui signifiant que c'en est fini pour lui*», a-t-elle renchéri.

Dans le même temps, l'agent britannique Catherine Ashton, qui est aussi chef de la diplomatie européenne, s'est rendu à Moscou pour tenter d'infléchir les Russes. Réponse du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov : il s'est déclaré persuadé que des forces extérieures cherchaient à aggraver la situation en Syrie, afin de justifier leur ingérence dans les affaires politiques internes du pays. Ce n'est pas nous qui dirons le contraire.

Rappelons ce que nous écrivions dans notre dernier numéro du 15 novembre. Cela servira de complément à cet article.

L'opération de destruction de la Libye de M. Kadhafi met aussi en évidence un scénario déjà évoqué par LIESI à plusieurs reprises : la balkanisation des Etats du Moyen-Orient. En 2007, le Général Clark mentionnait un plan du Pentagone visant à déstabiliser l'Irak, la Libye, le Soudan et l'Egypte, puis la Syrie, le Yémen, la totalité du Maghreb et l'Iran. Le Pentagone n'inventait rien puisque dès 1982, la revue de stratégie sioniste Kivounim publiait ce programme en hébreu ! Le drame du Liban et de l'Irak y étaient évoqués, puis la « *dislocation de l'Egypte* », enfin : « *Une fois l'Egypte ainsi disloquée et privée de pouvoir central, des pays comme la Libye et le Soudan, et d'autres plus éloignés, connaîtront la même dissolution* ». C'est bien la preuve que les événements actuels sont l'exécution d'un plan…

NB. Le plan explicité en 1982 sur le partage de l'Egypte prévoit « *une partition du pays avec la création d'un état copte (au sud), et une mosaïque d'entités confessionnelles musulmanes diverses en Basse Egypte. Les affrontements religieux actuels sont tout à fait de nature à conforter ce processus* ». (liesidotorg.files.wordpress.com 19.11)

Social

1- France

1.1- Suppression d'emplois chez Areva

Dans le cadre d'un plan d'action stratégigue, le groupe nucléaire Areva compterait supprimer entre 2.700 et 2.900 emplois, dont 1.000 à 1.200 en France.

Selon une source citée par Le Figaro.fr, ce plan d'action viserait à économiser 500 millions d'euros par an dès 2013.

Interrogé dans la foulée par BFMTV, Eric Besson a contredit cette information. "*Aucune suppression d'emploi n'est prévue en France*", a affirmé le ministre de l'Industrie.

En France, il s'agirait de réductions d'effectifs qui concerneraient exclusivement les "fonctions support" (services juridique, financier, communication, ressources humaines...), où près d'un poste sur six serait supprimé, précise cette source. (lepost.fr 21.11)

1.2- Fermeture d'une usine Honeywell

Quelque 2.500 personnes selon les gendarmes, 3.000 selon les organisateurs, ont défilé samedi matin dans les rues de Condé-sur-Noireau (Calvados) contre la fermeture prévue en 2013 de l'usine Honeywell, qui y emploie 325 personnes. (Les Echos 19.11)

1.3- Ah ces fraudeurs anonymes qui sévissent en toute tranquillité...

Liliane Bettencourt dissimulait près de 100 millions d'euros sur une douzaine de comptes en Suisse et à Singapour en 2010, année où a éclaté une tentaculaire affaire autour de l'héritière de L'Oréal, a-t-on appris lundi de source proche du dossier. (20minutes.fr 21.11)

2- Grèce

Des ouvriers municipaux et de sites de production d'électricité ont bloqué lundi plusieurs bâtiments de l'entreprise d'électricité nationale, dans toute la Grèce, pour protester contre un impôt d'urgence collecté via les factures d'électricité.

Des adhérents du syndicat des ouvriers de l'électricité avaient déjà provoqué des coupures de courant pendant quatre heures au ministère de la Santé la semaine dernière. Lundi, ils ont bloqué l'entrée du site d'où les ordres de coupure sont décidés.

Parallèlement, les pharmacies étaient fermées dans Athènes et alentour. Une grève des ouvriers des transports devrait provoquer des arrêts de travail de quatre heures pour dénoncer les réductions d'effectif. (AP 21.11)

3- Chine

La Chine compte plus de 300 millions d'utilisateurs inscrits de l'équivalent chinois de Twitter, Weibo, et le nombre d'internautes dans le pays atteint désormais les 485 millions, rapporte lundi l'agence de presse officielle Chine nouvelle, qui cite le ministère des Technologies de l'information.

La Chine compte actuellement 1.354.000 habitants, selon les dernières statistiques. (Reuters 21.11)

Economie

1- La Bourse ou la vie

À Paris, le CAC 40 a cédé 3,41%. La Bourse de Milan a lâché 4,74%, celle de Madrid 3,48%, Londres 2,62%, Francfort 3,35% et l'indice paneuropéen EuroStoxx 50 3,42%.

A new York, l'indice Dow Jones des 30 industrielles a cédé 2,11%. Le S&P-500, plus large a perdu 1,86%. Le Nasdaq Composite

a reculé de 1,92%. (Reuters 21.11)

2- Matières premières

La production mondiale d'acier, y compris celle de la Chine, a ralenti en octobre à son plus bas niveau depuis 10 mois, sur fond de demande ralentie et de prix en baisse, montrent les chiffres publiés lundi par la World Steel Association.

La production mondiale d'acier a reculé à 3,999 millions de tonnes par jour en octobre, tandis que celle de la Chine, le premier producteur et consommateur d'acier, a chuté à 1,764 million de tonnes par jour. Toutes deux sont à leur plus bas depuis décembre 2010. (Reuters 21.11)

J'ai lu hier dans un article que le pétrole et l'or étaient également à la baisse.

3- Allemagne

3.1- La banque centrale allemande révise à la baisse sa prévision de croissance pour 2012, dans un rapport publié le 21 novembre.

"*Un ralentissement de la conjoncture est à prévoir pour l'année prochaine, ce qui rend réaliste un scénario de base avec une hausse du Produit intérieur brut (PIB) comprise entre 0,5 et 1%*", écrit la Bundesbank.

La croissance allemande devrait être soutenue par la consommation intérieure. Elle devrait en revanche être moins stimulée par le commerce extérieur.

Mais l'ombre de la crise de la dette publique plane au-dessus des prévisions allemandes. Et le gouvernement n'écarte pas le risque d'"*une longue phase de faible croissance*" si la situation européenne se dégrade. (usinenouvelle.com 21.11)

3.2- Le Handelsblatt pointe que la dette allemande n'intègre pas la majeure partie des dépenses prévues pour les retraités, les malades et les personnes dépendantes, et que son vrai montant n'est pas de 2000 milliards, mais de 5000 Mds d'euros soit 185% du PIB… comme la Grèce. (Atlantico.fr 21.11)

A noter que la même remarque est valable pour la France !

Alors à quoi rime tout cela a-t-on envie de dire naïvement ? Les Etats capitalistes les plus puissants doivent évincer les plus faibles, et pour se faire leurs peuples doivent rendre gorge jusqu'à la dernière goutte de sueur et de sang, pour conserver leur hégémonie sur le reste du monde, c'est une guerre sans oser en porter le nom. Ils vont se partager la dépouille de leurs entreprises et services publics à bon compte une fois conduits à la faillite, ainsi les capitalistes les plus puissants le seront davantage encore demain... avant que leur système ne s'effondre totalement.

3.3- L'Allemagne est restée ferme lundi sur son opposition à la création d'euro-obligations et son refus d'une plus forte intervention de la Banque centrale européenne (BCE) dans la lutte contre la crise de la dette, jugeant qu'aucune de ces solutions n'étaient «*un remède miracle*».

Le porte-parole de la chancelière Angela Merkel, Steffen Seibert, a indiqué qu'Angela Merkel privilégiait une «*solution politique*» à la crise, qui implique de rendre «*contraignant*» le respect des règles de bonne conduite budgétaire.

La chancelière est partie en campagne pour un changement «*limité*» des traités européens en ce sens, et cette démarche «*est une priorité dans toutes les conversations qu'elle mène*» avec ses partenaires européens, a ajouté Seibert. Il a jugé que la création d'euro-obligations ne «*s'attaquerait pas aux racines du mal*», c'est-à-dire à l'indiscipline budgétaire. (20minutes.fr 21.11)

Les Etats les plus riches imposent des règles à des Etats qui le sont moins, auxquels ensuite ils reprochent de ne pas les respecter et la boucle est bouclée pour leur imposer des règles encore plus drastiques qui aboutissent à les affaiblir davantage et conduisent à leur ruine !

Quand on dit "imposer", on veut dire par là que les Etats s'y conforment parce que leurs représentants sont incapables de rompre avec le capitalisme, dans ce sens ils n'ont pas le choix. Il n'y a pas de piège dans tout cela, seulement des contraintes acceptées qui sont le produit des contradictions du capitalisme.

4- Espagne

La Banque d'Espagne a annoncé lundi prendre le contrôle de Banco de Valencia, nouvel établissement espagnol victime

de l'éclatement de la bulle immobilière et première banque commerciale du pays à demander un renflouement public.

Le fonds public de restructuration bancaire FROB va renforcer le capital de la plus petite banque cotée espagnole d'un milliard d'euros et lui allouer une ligne de crédit de deux milliards, a déclaré la banque centrale dans un communiqué.

L'institution d'émission précise qu'il tentera ensuite de vendre Banco de Valencia aux enchères.

A fin juin, la banque avait un ratio de fonds propres durs de 7,36%. La proportion de créances douteuses atteignait 6,99% de ses prêts contre 6,33% à fin mars.

Depuis le début de la crise financière, la Banque d'Espagne a pris le contrôle de trois caisses d'épargne - CCM, Cajasur et Caja de Ahorros del Mediterraneo (CAM). (Reuters 21.11)

5- Hongrie

La Hongrie a officiellement sollicité lundi une aide de la part du Fonds monétaire international et de l'Union européenne, alors que jusqu'à présent le gouvernement y était farouchement opposé.

Le FMI et la Commission européenne ont dit avoir reçu une demande des autorités hongroises en vue d'une éventuelle assistance financière. (Reuters 21.11)

Haut de page

Le 23 novembre

CAUSERIE

J'ai profité des photos que j'ai prises pour envoyer à ma fille pour changer celle de moi qui figurait dans la page d'accueil du site qui datait un peu, en fait j'ai les cheveux complètement blancs depuis déjà un moment, j'ai 56 ans. Derrière on aperçoit un ventilateur tout rouillé, c'est pas terrible mais bon, je n'ai pas ni le temps ni l'envie de refaire une photo, de la charger dans le disque dur, etc. en fait je m'en tape, c'est juste pour dire quand vous vous connectez sur le site, qu'à l'autre bout il y a un militant en chair et en os qui bosse et qui ne se planque pas derrière une adresse anonyme.

Je pourrais aussi enregistrer des vidéos sonores, j'ai tout le matériel qu'il faut, mais franchement j'ai des choses plus importantes à faire que le guignole comme Mélenchon, par exemple ! Et lui apparemment il a trop de fric !

Il me reste environ trois semaines pour renouveler (ou non) l'abandonnement du site au serveur de la société OVH.

La voix du capital. Ce sont les pauvres qui nous pourrissent la vie !

Jean-François Copé, mardi soir, dans le Nord à Lambersat, lors de la présentations des mesures économiques et sociales de l'UMP pour 2012 : « *Les revenus d'assistance et solidaire ne doivent pas être au même niveau que le revenu du travail* ». (publicsenat.fr 22.11)

Sinon à quoi servirait-il de réduire la part du travail au profit du capital dans le PIB , hein franchement ?

Servir en priorité les riches, c'est normal sous un régime capitaliste, et puis cela présente l'avantage de pouvoir augmenter la dette de l'Etat que la plèbe payera ensuite à leur place, privatiser les profits et socialiser les pertes est somme toute logique dans une société divisée en classe dominante et dominée, sinon à quoi cela servirait-il de détenir le pouvoir, je vous le demande.

Et puisque la populace n'a pas été en mesure de s'opposer à la hausse vertigineuse de la dette de l'Etat que nous avons fabriquée de toutes pièces pour nous enrichir autant que pour résister à nos féroces concurrents sur le marché mondial, elle sera toute aussi impuissante à s'opposer à son règlement rubis sur l'ongle, parce qu'elle n'en comprend ni l'origine ni le mécanisme cynique, comment le pourrait-elle alors qu'elle ne comprend même pas comment elle a pu s'endetter parfois elle-même jusqu'au cou ?

Subventionner la pauvreté juste ce qu'il faut pour conserver la paix sociale et vaquer tranquillement à nos affaires, mais pas trop quand même car cela a un coût faramineux à la longue d'entretenir ces parasites, être pauvre ne doit pas devenir un prétexte pour calquer son comportement sur les profiteurs que nous sommes, cet état devient un luxe intolérable en période de crise, il

serait bon de leur rappeler, un luxe qu'on peut de moins en moins financer en plus des guerres ici ou là, il va falloir qu'ils s'adaptent aussi et songent à rétrograder d'un cran, au rang de la misère, là au moins ils feront moins d'envieux ce qui est franchement un comble et ils penseront moins à se révolter contre leurs généreux donateurs que nous sommes, pas encore la misère noire remarquez bien, non, on leur promet pour plus tard si ceux qui ont le privilège d'avoir un travail et un revenu encore confortable n'acceptent pas de nouveaux sacrifices, sacrifices qu'on leur présentera de telles sortes qu'une grande partie d'entre eux les accepteront vous verrez, ainsi si le sort des plus pauvres se détériorait encore ils s'en prendraient à ceux qui s'en tirent le mieux parmi eux au lieu de s'attaquer à nous, les nantis qui baignons dans le fric, ce qui n'est pas sans danger, une noyade est vide arrivée l'air de rien, bref, ils s'entretueraient pendant qu'on compterait les points... à la Bourse en sirotant une petite coupe... Vive l'UMP !

On se demandera comment ils ont pu s'enrichir à ce point-là au cours des trois dernières décennies. Je vous donne une piste : c'est le secret d'une certaine conception de la lutte de classe qui conduit à la subordination presque totale des exploitées aux exploiteurs. La suite, c'est le combat que nous menons quotidiennement contre toutes les formes d'opportunisme au sein du mouvement ouvrier, le pendant indispensable du combat contre le capitalisme et ses représentants, sans lequel le combat contre ces derniers confinerait à l'impuissance et favoriserait la survie du régime en place.

Manipulation et propagande sous le signe de la "***pertinence***"

- Titre : *Délinquance: 4 millions de Français victimes de vols en 2010* (lexpress.fr 22.11)

Les Français ont déclaré avoir été victimes de quatre millions de vols en 2010. Soit près de trois fois plus que les chiffres officiels, selon une enquête d'opinion dressant un état des lieux de la délinquance.

L'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) rend publique ce mardi pour la cinquième année consécutive, une enquête dite de victimation qui tranche avec les statistiques officielles, souvent sujettes à controverse, qu'il est en charge de diffuser mensuellement.

Ainsi, en 2010, selon cette enquête effectuée auprès de près de 17 000 personnes de 14 ans et plus, quelque 4 millions de vols sont déclarés contre 1,5 million rapportés dans les chiffres officiels de la police et de la gendarmerie.

Il y a parfois, pour certains délits, dix fois plus de victimes que de plaintes enregistrées et moins d'un Français sur dix déclarant déposer plainte. D'où la pertinence des enquêtes de victimation pour compléter les statistiques officielles. (lexpress.fr 22.11)

Ils ont interrogé "*17 000 personnes de 14 ans et plus*" et ils en concluent que "*4 millions de vols sont déclarés*" par an. Parce que voyez-vous l'ensemble de la population sur tout le territoire serait exactement dans la même situation que cette infime minorité de la population, et il faudrait prendre pour argent comptant les réponses obtenues par téléphone auprès de gosses de 14 ans ou de personne rendues paranoïaques par l'atmosphère nauséabonde que les médias et le gouvernement s'emploient à répandre dans tout le pays.

Plus loin, sans que l'on sache pourquoi, le panel s'élargit et concerne apparemment la même question...

"*290 000 personnes interrogées, dont 145 000 femmes, disent avoir été victimes de vols ou tentatives avec violences ou menaces en 2010, révèle l'étude*", pour arriver à une conclusion diamètralement opposée à la précédente : "*un chiffre en hausse "significative" entre 2008 et 2010 par rapport aux années précédentes s'expliquant par "la victimation déclarée des femmes*".

De "*trois fois plus*" on est passé à une hausse "*significative*", l'objectif étant peut-être de justifier la politique sécuritaire du flic-président dans le cadre de sa campagne électorale. On pourrait croire que ces chiffres pourraient desservir ses intérêts, il les mettra sur le dos de la crise dont il n'est pas responsable, pour renforcer ensuite la panoplie de son arsenal répressif et liberticide ou inclure de nouvelles mesures policières dans son programme, histoire d'attirer vers lui les voix qui seraient tentées de se porter sur le FN.

Crise politique belge. Le fond de l'affaire.

Aux infos hier soir sur TV5Monde Asie, ils ont évoqué la démission du Premier ministre nommé par le roi, parce que les différents partis succeptibles de former (officiellement) un gouvernement d'union nationale n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la manière de s'attaquer aux retraites, aux allocations chômage et à l'indexation des salaires sur les prix, facteurs cités par le journaliste, bref, aux acquis sociaux des travailleurs qui n'entendent pas se laisser faire.

Donc en résumé, la crise belge qui dure depuis 528 jours est l'expression de la crise du capitalisme et de la lutte des classes et rien de plus.

L'usure et les prédateurs de la finance.

- Titre : Les taux allemands sont à leur tour rattrapés par la crise. (lefigaro.fr 22.11)

La "*hausse des taux d'intérêt allemands à 10 ans qui atteignent désormais 1,94 %*", tandis que pour la France, les "*taux d'intérêt français (sont) revenus à 3,45 % pour les emprunts d'État à 10 ans*", près du double de l'Allemagne.

Selon un graphique EFFAS, Blomberg paru dans un article du figaro.fr, les taux d'intérêt grecs à 10 ans étaient de 28,45% le 15 noembre 2011, ce qui signifie qu'à ce taux-là en 10 ans la Grèce aura déboursé en intérêts plus de trois fois le capital qu'elle avait emprunté. Et à qui l'Etat grec a-t-il emprunté cet argent ? Aux marchés, aux banquiers américains, allemands, français...

Je vous mets un lien vers ce graphique qui comporte les taux d'intérêt de 11 pays de la zone euro : cliquez ici

Pas vraiment "***cohérent*** tout cela, à moins que...

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, ils ont repassé un morceau du dernier interview de Danielle Miterrand décédé dans la nuit d'avant-hier.

Elle affirmait qu'elle avait été "*cohérente dans ses engagements*", après avoir déclaré que le "*PS n'avait pas vraiment la tripe socialiste*", c'est le moins qu'on puisse dire.

Dans ce cas-là, pour être "*cohérent*" il aurait fallu chercher s'il n'existait pas un autre parti qui lui était socialiste jusqu'aux entrailles, à moins que sa définition du socialisme ne corresponde finalement pas à celle à laquelle on pense spontanément, à celle des fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels.

Le M'PEP ou le fond de commerce du stalinen Nikonoff (ex-PCF ?-Attac) notamment)

Jacques Nikonoff et le M'PEP présentent un nouvel ouvrage : "*Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple.*"

Pour que la " *souveraineté monétaire*" profite vraiment au peuple, il faudrait que la classe ouvrière ait été un jour au pouvoir, or elle ne l'a jamais été. Ensuite, la sortie de l'euro ne règlerait rien du point de vue des intérêts des exploités qui demeureraient la classe dominée.

Et d'annoncer un "*débat à Bruxelles le 24 novembre : Sortir de l'euro... pour s'en sortir ?* ".

Ce sera sans nous ! Pour "*s'en sortir*", il faut commencer par liquider les institutions de la Ve République et abolir les privilèges de la classe dominante.

On reviendra demain sur la question de la démocratie, du pouvoir et de l'Etat, des soviets ou comités de délégués élus et de l'Assemblée constituante. Pour préparer cette causerie ou réfléchir à ce sujet, voilà les quelques questions qui me viennent à l'esprit :

1- Quelle démocratie est-il possible quand la classe dominante est toujours au pouvoir ?

2- Quelle est la nature de la démocratie quand les intérêts de la majorité des exploités sont représentés par une minorité ?

3- Quelle est la nature de la démocratie dans un régime où la majorité des exploités sont incapables d'exprimer leurs propres besoins parce qu'ils lui restent soumis ? (au capitalisme)

4- Est-il possible de passer à la démocratie ouvrière sans renverser la démocratie bourgeoise par une révolution ?

5- Est-il possible de passer à la démocratie en conservant les institutions de l'ancien régime (capitaliste) ?

6- Peut-on parler de démocratie sans remettre en cause les rapports sociaux de production, sans liquider la propriété privée des moyens de production ?

7- Comment peut-on prétendre sauver une démocratie (bourgeoise) qui n'est pas la nôtre, et prétendre combattre pour instituer une démocratie ouvrière ?

8- La démocratie ouvrière naît-elle de la démocratie bourgeoise ou de la négation (violente) de celle-ci ?

9- La démocratie ouvrière serait-elle une extension de la démocratie bourgeoise ou pour voir le jour, nécessite-t-elle de renverser la démocratie bourgeoise ? (qui incarne le pouvoir de cette classe...)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Une "***grande fierté***"... ou plutôt une honte infinie !

La France, dont les forces armées sont engagées cette année sur de nombreux théâtres d'opérations, aurait "sans problèmes" les moyens de mener d'autres opérations ponctuelles en cas de besoin, a assuré mardi le ministre de la Défense, Gérard Longuet, à l'occasion d'un colloque consacré aux opérations extérieures des armées françaises.

"*Il y a un contrat capacitaire, on a toujours été dans les limites de ce contrat capacitaire tout au long de l'année 2011*", au cours de laquelle les forces françaises ont assuré des engagements en Afghanistan (Pamir), en Libye (Harmattan), en Côte d'Ivoire (Licorne), mais aussi au Liban, au Sahel, au Kosovo et dans l'océan Indien, a-t-il déclaré à quelques journalistes à l'issue de ce colloque intitulé "*Regards sur une année d'engagements opérationnels*".

En concluant cette rencontre constituée de tables rondes thématiques, M. Longuet a exprimé sa "*très grande fierté devant notre capacité à mettre en oeuvre des armes sophistiquées*". A ce sujet, a-t-il relevé, "*nous ne sommes ni les plus riches ni les plus puissants*". Mais, mis à part les Etats-Unis, "avons-nous un complexe à avoir face à un autre partenaire? La réponse est non", a-t-il dit en faisant le point sur les trois principales opérations de l'année. (AP 22.11)

1.2- Comment Sarkozy muselle la justice

Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) a émis mardi un avis favorable à la nomination comme procureur de Paris de François Molins, l'actuel directeur de cabinet du ministre de la Justice, a-t-on indiqué mardi de sources judiciaires.

Le ministre Michel Mercier a en effet proposé son directeur de cabinet pour ce poste. En matière de nomination de magistrats du parquet, le CSM rend un avis simple auquel n'est pas lié le garde des Sceaux.

M. Molins prendra ses fonctions une fois le décret présidentiel signé. Il succédera à Jean-Claude Marin, officiellement installé mi-novembre comme procureur général près la Cour de cassation mais nommé en juillet.

Le choix de nommer M. Molins a été critiqué par le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) qui a estimé que le CSM avait fait preuve de "*cécité*" en abandonnant toute "*exigence d'impartialité*" pour avaliser ce choix.

M. Molins a dirigé le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis) durant cinq ans avant d'être nommé en 2009 directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie.

Le CSM doit également émettre un avis à la nomination de quatre procureurs généraux, ceux de Nîmes, Angers, Lyon et Amiens. (AP 22.11)

1.3- Business is business !

Nicolas Hulot a repris mardi la présidence de la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH), qu'il avait quittée en avril pour se lancer en politique. (lefigaro.fr 22.11)

1.4- Une histoire de "***marionnettes***"

Sur le texte commun signé par le PS et Europe écologie-Les Verts la semaine dernière, Eva Joly avoue que "cet accord ne (la) fait pas rêver" et critique le volet nucléaire du projet présidentiel du PS, dont le candidat est François Hollande.

"*La vérité, c'est que les amis de François Hollande se sont révélés archaïques face à la modernité de notre projet. Face à ces blocages, mon travail plus que jamais sera de convaincre les Français*", dit-elle.

Eva Joly critique le rôle du géant du nucléaire Areva, qui a admis être intervenu auprès du PS au sujet d'un paragraphe de l'accord

sur la reconversion de la filière du retraitement et du combustible, retiré puis maintenu avec des précisions.

"*J'ai été outrée, scandalisée, de l'intervention d'Areva dans les discussions avec le PS. Faire connaître un point de vue est une chose. S'immiscer dans la vie démocratique pour réécrire un paragraphe d'un accord entre partis en est une autre*", dit-elle.

"*Il pèse désormais sur les socialistes le soupçon d'être du bois dont on fait les marionnettes, et on ne me fera pas croire que c'est bon pour la politique*", ajoute Eva Joly. (Reuters 22.11)

Ainsi font font font les petites marionnettes... trois petits tours et puis s'en vont !

2- Italie

Le nouveau président du Conseil italien Mario Monti, ancien commissaire européen à la Concurrence, est revenu mardi à Bruxelles avec la promesse de placer l'Union européenne au coeur des travaux de son gouvernement.

José Manuel Barroso a quant à lui exprimé sa "pleine confiance" en Mario Monti, un homme que je tiens en "haute estime", a-t-il dit.

Selon un sondage AP-GfK rendu public mardi, la très grande majorité des Italiens (93% considèrent la réduction de la dette colossale de leur pays (1.900 milliards d'euros, soit environ 120% du produit intérieur brut) comme l'une des principales priorités. Mais peu sont enclins à faire des sacrifices personnels pour y parvenir.

L'enquête montre qu'un quart des personnes interrogées environ sont favorables à des réformes du droit du travail pour faciliter les licenciements ou à un relèvement à 67 ans de l'âge de départ à la retraite. (AP 22.11)

C'est bien là toute la contradiction de la situation que doit affronter Mario Monti : aucun travailleur n'est prêt à accepter de nouveaux sacrifices, alors que le gouvernement n'a aucune légitimité pour tenter de leur imposer.

3- Egypte

3.1- Plus de 100.000 Égyptiens se sont rassemblés mardi soir au Caire. Malgré l'annonce de la formation d'un nouveau gouvernement, ils sont décidés à rester sur la place jusqu'à ce que les militaires quittent le pouvoir...

«*Irhal! Irhal! Irhal!*» - «*Dégage!*». Le cri emblématique des révolutions arabes a résonné à nouveau avec force mardi soir sur la place Tahrir, au Caire. Rejouant le scénario de la révolution de janvier, une foule très dense a répondu par cet impératif au discours du maréchal Tantaoui, le chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige le pays depuis février. Le vieux militaire se retrouve donc à la place de Moubarak, dans le rôle du chef d'Etat qu'il faut déboulonner.

Et, une fois de plus, les Egyptiens ne semblent pas prêts à céder: ils veulent mettre un terme au régime militaire qui gouverne leur pays depuis presque 50 ans. Quel qu'en soit le prix, alors que les élections législatives doivent commencer le 28 novembre. Le discours du maréchal Tantaoui avait pourtant pour objectif d'apaiser la colère de la place Tahrir, occupée à nouveau par des dizaines de milliers de personnes.

Mais le «*peuple de Tahrir*» est loin d'être satisfait par les annonces de Tantaoui. «*La plupart des gens exigent maintenant que l'armée transfère immédiatement le pouvoir aux civils, pas l'année prochaine*», témoigne Hisham, un ingénieur de 24 ans présent sur la place ce mardi soir. «*Il y a eu trop de morts ces derniers jours, on ne peut pas accepter de rentrer chez nous simplement sur des promesses*.»

La violence des affrontements qui durent depuis samedi a en effet poussé une partie des manifestants à se radicaliser. «*Les jeunes qui se battent ici depuis quatre jours ont vu leurs amis mourir à côté d'eux. Ils n'arrêteront pas le combat tant que les policiers et les soldats qui ont tiré sur eux ne seront pas jugés*», souligne Sherif, 30 ans.

L'absence de leader et de coordination entre les manifestants complique en outre toute tentative de trouver un accord. Surtout, les Egyptiens, qui vénéraient leur armée il y a seulement dix mois, ont désormais du mal à faire confiance aux généraux au pouvoir. Economie en berne, hausse de la criminalité, poursuite des violences policières: beaucoup d'Egyptiens trouvent que les choses n'ont fait que se dégrader depuis février. «*Le discours de Tantaoui était fait des mêmes mensonges que ceux de Moubarak. Il s'accroche au pouvoir comme lui. Le peuple égyptien est trop sage pour s'y laisser prendre*», assurait ce mardi soir l'activiste pro-démocratie Ragia Omran. (20minutes.fr 22.11)

3.2- Après plusieurs journées de manifestations et de violences, les militaires au pouvoir en Egypte ont accepté mardi d'accélérer le processus de transfert du pouvoir aux civils en convenant d'organiser une élection présidentielle en juin.

Dans une allocution télévisée visant à désamorcer la situation, le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, président du Conseil suprême des forces armées (CSFA) a également proposé de faire rentrer immédiatement l'armée dans les casernes si tel était le voeu du peuple.

Place Tahrir, sanctuaire de la contestation en plein coeur du Caire, certains manifestants ont raillé cette offre en scandant "*Dégage, dégage*" après avoir écouté le discours.

L'ancien ministre de la Défense du président Hosni Moubarak, renversé le 11 février par la rue, a affirmé à ses compatriotes que l'armée n'avait pas cherché ou voulu le pouvoir. (Journaliste aux ordres. Et pour cause : elle le détenait déjà ! - note du site)

Le maréchal Tantaoui a annoncé d'autre part qu'il acceptait la démission du gouvernement d'Essam Charaf, intervenue dimanche à la suite des manifestations et de violences.

Il a confirmé en outre que les élections législatives, dont la première phase doit débuter lundi prochain, auraient lieu dans les délais prévus.

"*Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que le transfert du pouvoir à un président civil interviendrait en juillet*", avait déclaré à Reuters, avant l'allocution de Tantaoui, Emad Abdel Ghafour, chef du parti salafiste Nour, l'un des hommes politiques qui ont rencontré l'état-major de l'armée.

L'élection présidentielle aura lieu en juin et la passation de pouvoir au nouveau président en juillet, a indiqué celui-ci.

La lenteur du transfert du pouvoir au civil est au coeur des revendications des manifestants qui s'opposent depuis samedi aux forces de l'ordre sur la place Tahrir.

"*C'est évidemment insuffisant*", a jugé Chadi el Ghazali Harb, un dirigeant de la Coalition de la jeunesse révolutionnaire, à propos du discours du chef du CSFA.

"*Le Conseil militaire est pleinement responsable de l'échec politique que connaît aujourd'hui l'Egypte. Nous exigeons une solution privant immédiatement le CSFA de toutes ses prérogatives*", a-t-il confié à Reuters.

Pour les révolutionnaires de Tahrir, les généraux doivent abandonner tout de suite leur pouvoir.

"*Nous réclamons une purge complète du système et la suppression du Conseil militaire*", a déclaré l'un des manifestants, Fahmy Ali.

A Alexandrie, deuxième ville du pays, des centaines de manifestants ont marché sur une base militaire en brandissant leurs chaussures à la main en signe de dégoût des propos tenus par le maréchal Tantaoui. "*Où est le transfert du pouvoir ?*", demandaient-ils.

"*Le discours de Tantaoui ressemble comme deux gouttes d'eau à celui de Moubarak. Il ne sert qu'à nous tromper*", affirme un jeune homme de 27 ans, Youssef Chaaban.

Des heurts entre la police et des manifestants rendus furieux par l'allocution du chef de l'armée ont également éclaté à Ismaïlia, dans l'Est. (Reuters 22.11)

3.3- Les Frères musulmans d'Egypte, la force politique la mieux organisée du pays, ont annoncé leur particpation à la réunion de dialogue organisée ce mardi 22 novembre par le conseil militaire, après trois jours de violences entre manifestants et police.

Les Frères musulmans avaient déjà déclaré, la veille, qu'ils ne se joindraient pas à cette manifestation massive. Le parti a annoncé que cette décision émanait du '*souci de ne pas entraîner le peuple vers de nouveaux affrontements sanglants avec des parties qui cherchent davantage de tensions*', selon un communiqué posté lundi soir sur son site Internet. Il fait référence aux trois jours d'affrontements meurtriers entre forces de l'ordre et manifestants hostiles au pouvoir militaire en place depuis la chute de Hosni Moubarak. (lemonde.fr 22.11)

Ce que ne disent pas ces trois articles, c'est que les manifestants exigent que l'armée ne joue aucun rôle dans la rédaction de la futur Constitution du pays et qu'elle accepte de voir ses privilèges (économiques) reniés, je ne dis pas abolis parce que les Egyptiens ne revendiquent pas directement l'expropriation de l'armée des secteurs de l'industrie qu'elle contrôle, en tout cas à ma connaissance.

Les Frères musulmans ne participaient pas à la manifestation d'hier soir, ils négociaient avec leur "*amie*", l'armée. Hier nous écrivions que l'impérialisme américain (notamment) était l'alliée des islamistes et s'en servaient pour défendre leurs intérêts

dans plusieurs régions du monde, du Maroc à l'Afghanistan jusqu'aux frontières avec la Chine et la Russie.

Un article à propos de la Tunisie publié hier sur le portail Slateafrique.com, le confirmait "*nombreux sont les observateurs (journalistes, politologues, diplomates) qui l'assurent : Ennahdha a bel et bien bénéficié d'un large soutien de la part des Etats-Unis et de leurs alliés, notamment le Qatar*". On le savait déjà, d'accord, mais c'est bien de pouvoir étayer cet argument à partir de plusieurs sources, en fournissant de nouveaux éléments, car les travailleurs ne sont pas tenus de nous croire sur parole, non ? Cet article figure en entier dans le site.

4- Russie

La Russie a jugé mardi les nouvelles sanctions américaines infligées à l'Iran "*inacceptables et contraires au droit international*".

Dans un communiqué au ton très vif, le ministère des Affaires étrangères réitère son hostilité aux mesures de rétorsion qui ne sont pas approuvées par le Conseil de sécurité de l'Onu, où Moscou dispose d'un droit de veto.

"*Nous soulignons une fois de plus que la Fédération de Russie juge ces mesures extraterritoriales inacceptables et contraires au droit international*", écrit Alexandre Loukachevitch, porte-parole du ministère. (Reuters 22.11)

5- Afrique du Sud

Les parlementaires sud-africains ont adopté mardi à une écrasante majorité un texte visant à protéger les secrets d'Etat. Les détracteurs de ce projet de loi, parmi lesquels deux lauréats du Nobel, Desmond Tutu et Nadine Gordimer (lauréate du prix Nobel de littérature), dénoncent un obstacle à la liberté d'expression.

Le texte a été approuvé par 229 voix contre 107 à l'issue de plusieurs mois d'intenses débats, mais son adoption était largement attendue dans la mesure où il s'agissait d'un projet de loi présenté par le Congrès national africain, au pouvoir, qui dispose d'une solide majorité au Parlement.

Des représentants des médias, des auteurs, des organisations religieuses, des défenseurs de la liberté d'expression et des dirigeants du monde des affaires figurent également au nombre des détracteurs du texte.

Des manifestations ont été organisées mardi matin au siège de l'ANC à Johannesburg et dans l'après-midi devant le Parlement au Cap au moment du vote des élus, pour dénoncer les faiblesses d'un texte qui manque, selon ses opposants, d'une disposition autorisant ceux qui enfreignent la loi à échapper à de la prison s'ils parviennent à justifier qu'ils ont agi dans l'intérêt public.

Le texte présenté par l'ANC stipule que "*l'information qui est accessible à tous est la base d'une société démocratique, ouverte et transparente*", tout en affirmant que le secret est parfois nécessaire pour "*sauver des vies*", "*protéger la liberté et la sécurité des personnes*" ainsi que la sécurité nationale ou encore "traduire des criminels en justice".

Avec ce texte, la divulgation de secrets d'Etat devient un crime, tout comme la rétention d'informations par un responsable pour dissimuler incompétence ou méfaits. (AP 22.11)

Social

1- France

1.1- Grève à l'usine Synkem de Chenôve

Le mouvement de grève enclenché hier matin à l'usine Synkem de Chenôve résonnait bizarrement, quatre jours après l'annonce par Abbott de la vente de ce qui reste des Laboratoires Fournier.

Car Synkem aussi, c'était Fournier. Le site avait été vendu par Solvay à un actionnaire allemand, International chemical investor group (ICIG), en 2008. Ce dernier a-t-il tenu toutes les promesses faites, en termes d'apport d'activité ? Cette question était au cœur des préoccupations des grévistes rassemblés hier matin devant les grilles de l'entreprise, à l'appel de la CGT et de la CFDT.

Pour eux, la réponse est simple : le plan social, annoncé au printemps dernier et prévoyant 15 licenciements, est la conséquence du fait que l'investisseur n'a pas tenu ses engagements pour maintenir et développer le niveau d'activité. Seize licenciements étaient même prévus (sur un total de 107 employés) à l'origine mais, à la suite de discussions menées hier matin, la direction décidait de sauvegarder un poste de magasinier. « *Pour nous, il ne s'agit que de miettes. alors que l'entreprise a réalisé un bénéfice de 7,5 millions d'€ sur trois ans et que les dividendes versés aux actionnaires sont en augmentation* », expliquait Sandrine Guignard, déléguée CFDT. Du côté des représentants de la CGT, on allait plus loin en réclamant directement une

annulation du plan social prévu.

Chez Synkem, on produit des principes actifs pour l'industrie pharmaceutique, et le plus connu d'entre eux est le fénofibrate, utilisé dans le Lipanthyl. (www.bienpublic.com/cote-d-or/ 22.11)

1.2- Journée de grève dans l'Education nationale le 15 décembre.

Toutes les fédérations syndicales de l'Education nationale appellent à une journée de grève -de la maternelle au lycée- le 15 décembre pour exiger le retrait de la réforme de l'évaluation des enseignants.

"*Les sujets de désaccords et de mécontentements sont aujourd'hui très nombreux dans l'Education nationale: suppressions massives de postes, dégradation des conditions de scolarisation des élèves, conditions de travail de plus en plus difficiles pour l'ensemble des personnels, autant de mesures qui ne sont pas au service de la réussite de tous*", dénoncent la FSU, le SGEN-CFDT, la FERC-CGT, FO, l'UNSA-Education et la FAEN dans un communiqué commun diffusé mardi.

"*Dans ce contexte, le ministre de l'Education nationale veut imposer dès la rentrée 2012 une modification en profondeur des modalités d'évaluation des personnels*", ajoutent les syndicats.

"*Les projets de textes, finalisés avant même toute concertation, prévoient: le gel des promotions autres qu'à l'ancienneté jusqu'en 2015*", et "*la progression de carrière aux seules mains du supérieur hiérarchique Dans le même temps, dans le second degré, le chef d'établissement deviendrait l'unique évaluateur*", affirment-ils.

"*Parce que ces projets induisent des transformations de nos métiers que nous refusons*", les syndicats en demandent "*le retrait*". (AP 22.11)

2- Allemagne

Le groupe allemand de service aux collectivités E.ON s'attend à supprimer près de 11.000 emplois, soit environ 14% de ses effectifs, afin de comprimer ses coûts après la décision de Berlin de sortir du nucléaire d'ici 2022.

Le groupe allemand comptait 79.457 employés à la fin du mois de septembre. (Reuters 22.11)

3- Grèce

Les salariés du métro, du tramway et des chemins de fer électriques d'Athènes se sont mis en grève mardi pour une durée de quatre heures afin de protester contre les mesures d'austérité.

Par ailleurs, le principal syndicat du pays a appelé mardi à une grève de 24 heures la semaine prochaine, qui serait la première de cette importance depuis la désignation du gouvernement de Lucas Papadémos.

La Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE), qui représente de nombreux salariés du secteur privé, souhaite organiser le 1er décembre cette grève générale contre les mesures d'austérité, mais attendait la décision du syndicat des fonctionnaires sur son éventuelle participation. Ce dernier devait se prononcer dans la journée.

Par ailleurs, des militants du syndicat des salariés de la compagnie nationale d'électricité ont entrepris mardi de manifester devant un bâtiment de l'entreprise dans le cadre de rassemblements contre une nouvelle taxe foncière intégrée aux factures d'électricité des consommateurs. (AP 22.11)

Economie

Japon

Les opérateurs des Bourses de Tokyo et d'Osaka ont annoncé mardi qu'elles fusionneraient en 2013 pour donner naissance à la troisième bourse mondiale, avec des titres cotés d'une valeur d'environ 3.600 milliards de dollars (2.664 milliards d'euros).

Après des mois de négociations, l'opération, d'un montant de 4,1 milliards de dollars, permettra aux deux opérateurs boursiers de mettre en commun leurs atouts complémentaires dans un secteur en forte consolidation.

Le Tokyo Stock Exchange (TSE) contrôle 90% du négoce d'actions au comptant tandis que le Osaka Securities Exchange (OSE) attire les plus gros volumes de contrats à termes sur l'indice Nikkei et autres dérivés.

La valeur combinée des titres cotés sur ces deux Bourses arrive derrière celle de NYSE Euronext (12.000 milliards de dollars) et du Nasdaq OMX Group (près de 4.000 milliards), selon les chiffres de la fédération mondiale des Bourses de valeurs (World Federation of Exchanges).

Ces cinq dernières années, les fusions-acquisitions annoncées dans le secteur des opérateurs boursiers ont représenté quelque 83 milliards de dollars, les acteurs voulant réduire leurs coûts et se diversifier face à la faiblesse des revenus tirés du trading traditionnel d'actions. (Reuters 22.11)

Haut de page

Le 24 novembre

CAUSERIE

Quand des esprits comptables et policiers se penchent sur la délinquance des mineurs ou quand des psychiatres ou pédopsychiatres devraient se transformer en criminologue, en policiers.

Titre : *La difficile évaluation des risques de récidive* (lefigaro.fr 23.11)

Certes, après le meurtre d'une jeune fille nommée Agnès on pourrait s'attendre à la lecture de ce titre à une analyse et des propositions sérieuses pour tenter de faire face au problème soulevé. Et bien pas du tout, on a le droit au machiavélisme de l'esprit borné du comptable qui anime les toubibs et que relaie le Figaro :

- "*L'évaluation de la dangerosité des criminels sexuels en France repose uniquement sur une expertise psychiatrique, et non sur des méthodes statistiques sur le risque de récidive comme le recommande l'Académie de médecine*"... institution aussi corrompue que le reste des institutions de ce régime en décomposition.

Donc si l'on comprend bien, pour estimer l'état de santé d'un individu ayant subi des troubles mentaux ou psychiatriques, on ne devrait pas se baser sur l'avis d'un ou plusieurs psychiatres qui l'ont examiné, sur l'analyse de son comportement et du milieu dans lequel il évolue, mais sur des chiffres, des statistiques se rapportant à une population déterminée, alors que chaque individu a vécu des expériences et un passé différents, dont le caractère et la personnalité sont différents, dont la santé mental repose sur un équilibre propre à chaque individu entre les tendances névrotique, paranoïaque et schizophrénique, bref cette proposition est totalement aberrante, monstrueuse. Mais elle ne sort pas de nulle part.

- "*Des voix s'élèvent donc en France pour que les professionnels de santé adoptent également une approche criminologique de la dangerosité des individus, méthode notamment utilisée en Amérique du Nord. La dangerosité criminologique est une notion plus récente qui vise à estimer la probabilité de récidive d'un individu*".

Encore le modèle policier anglo-saxon ! Des pionniers en terme d'emprisonnements arbitraires de malades mentaux.

Cela tombe bien, on vient d'apprendre que le nombre de places en prison devraient passer de 57 000 à 80 000 en France d'ici 2017, soit une augmentation de 45,6%, ils construisent des prisons pendant qu'ils ferment les services psychiatriques dans les hôpitaux. Il n'y a plus de fric pour soigner les malades et nos vieux, dette de l'Etat oblige, mais ils en trouvent pour contruire des prisons, ce sont leurs copains Bouygue et Cie qui doivent se frotter les mains : "*le coût total de ce programme immobilier est chiffré par le ministère de la Justice à 3,08 milliards d'euros*" (Reuters 23.11)

Ils sont très forts pour justifier leurs crimes contre les peuples et la dérive policière, dictatoriale de l'Etat, rien d'étonnant à ce que dans un récent sondage la majorité des médecins (58%) déclarent qu'ils voteront Sarkozy en 2012.

Cette tendance à la criminalisation d'actes relevant de désordres mentaux davantage que de délits relevant du droit pénal coïncide avec la décomposition de tous les rapports et repères au sein de la société dont les conséquences ne peuvent être traitées de la part du régime que sur le plan répressif pour en être directement responsables, vous ne voudriez tout de même pas qu'il avoue ses crimes et se flagelle en place publique.

Pour leur éviter cette vilaine mésaventure, à laquelle ils n'échapperont pas un jour ou l'autre, les serviteurs zélés de ce régime décadent qui ne manquent pas d'imagination, ont mis au point des «*échelles actuarielles*» dont Le Figaro nous dit qu'elle est une " *technique (qui) liste tous les facteurs de risque d'un individu et les pondèrent afin d'obtenir une note qui permet de déterminer la dangerosité d'une personne*", technique qui finalement pourrait très bien s'appliquer par extension à n'importe

quelle personne saine de corps et d'esprit, dont un militant qui serait maintenu en prison sans raison apparente ou alors qu'il a purgé sa peine.

Tombant pour la première fois sur le terme "*actuariel*", par curiosité j'ai regardé dans Le Grand Robert qui figure dans mon disque dur d'où il venait et ce qu'il signifiait exactement, et je n'ai pas été déçu, mieux, cela confirme ce que j'ai écrit plus haut à propos de l'esprit mercantile et sordide qui était derrière cette histoire :

- Étym. (éthymologie). 1905, in Rev. gén. des sc. (Revue générale des sciences), no 8, p. 393; de actuaire.

Économie. Relatif aux méthodes mathématiques des actuaires (II.). - Les calculs actuariels. - Taux de rendement actuariel ou taux actuariel, taux de rendement d'un capital, lorsque le remboursement et le paiement des intérêts sont assurés par des versements échelonnés dans le temps.

Comme lorsque c'est possible je pousse la curiosité ou la rigueur plus loin, j'ai été voir sur Internet s'il n'existait pas une autre définition qui se rapporterait au domaine qui nous intéresse ici, celui de la médecine ou de la psychothérapie, et bien non, en voici un aperçu :

Relatif aux actuaires. Spécialiste des calculs statistiques appliqués à la finance et notamment aux assurances [Economie]. (/www.linternaute.com/dictionnaire/fr)

Actuaire (angl. actuary, du latin). Spécialiste de l'application de la statistique, principalement du calcul des probabilités, aux opérations de finance et d'assurance. Cette définition tirée du Petit Larousse explique clairement le rôle de l'actuaire dans le monde financier et économique. (www.edubourse.com)

Actuariel. adjectif masculin singulier (statistiques) effectué par un actuaire, statisticien spécialisé dans le calcul des taux d'assurance et de finance (http://dictionnaire.reverso.net)

Plutôt inquiétant tout cela, si des cas relevant de la psychiatrie ou de la pédopsychiatrie sont traités par des partisans de l'ordre établi de la même manière que la finance qui plonge l'humanité dans le chaos et la barbarie !

Car cela concerne des mineurs, des gosses quoi, pour lesquels le ministre de la Justice Michel Mercier préconise "*un placement en centre éducatif fermé*", de les enfermer quoi.

La question est de savoir pourquoi la société en est arrivée à sécréter de tels rapports, de tels actes (un viol puis un meutre) de la part d'un adolescent, et si elle est devenue pourrie à ce point-là, il faut en chercher l'origine dans les rapports sociaux sur lesquels reposent l'ensemble de tous les autres rapports dans la société, remonter aux contradictions sur lesquelles reposent ces rapports sociaux qui lorsqu'elles sont tendues à l'extrême comme c'est le cas de nos jours, peuvent déboucher sur ce genre de comportement destructeur, au même titre qu'ils produisent le chômage et la misère sociale et toutes les souffrances intolérables et injustifiables dont sont victimes les prolétaires et leurs enfants, en creusant cette question et en allant jusqu'au bout de notre analyse on parvient à en découvrir le seul coupable : le système capitaliste qui déterminent ces rapports et porte la responsabilité des conséquences qui en découlent, et non les parents ou les juges qui seraient trop laxistes en la matière.

Evidemment, le législateur et ses complices du corps médical ne peuvent se livrer à une telle analyse ou accepter les conclusions à laquelle elle aboutit, puisqu'elle conduit à la condamnation sans appel du régime capitaliste. Pour eux, si ce genre de crimes n'a aucun lien avec l'évolution de la société qui découle de celle du capitalisme, il faut en chercher l'origine chez les individus qui les commettent, comme s'ils possèdaient une prédisposition au crime ou à la récidive inscrite dans leurs gènes dès la naissance, à moins qu'elle ne concerne que certaines couches de la société qui seraient plus aptes que d'autres à développer ce type de comportement, ce qui revient au même, la criminalité ou la délinquance ne concernant pas les cols blancs ou les classes aisées, c'est bien connu.

Dans l'Antiquité, les mathématiciens et les médecins étaient des philosophes, de nos jours ce sont des comptables et des policiers, la démocratie a évolué... mais elle repose toujours sur l'esclavage.

C'est l'esprit misérable que l'on retrouve dans cette tentative de justification du régime policier dont Le Figaro se fait volontiers le porte-parole :

- "*Le docteur Olivier Halleguen, qui milite pour l'utilisation des échelles actuarielles en France, avance d'autres explications. «La France a une difficulté majeure à regarder en face la forme de déterminisme qui peut exister dans la délinquance. Finalement les échelles actuarielles consistent à fixer un niveau de risque de récidive, alors qu'en France on retient plus la possibilité d'une rédemption, d'une deuxième chance pour les criminels»*"

Le "*déterminisme*" faisant abstraction des conditions générales dans lesquelles la délinquance des mineurs se développe,

aboutit logiquement à sa criminalisation, à conclure arbitrairement que les auteurs parfois mineurs de faits délictueux aux yeux de la loi portent l'entière responsabilité de leurs actes (ainsi que leurs parents qu'il faut culpabiliser pour bien les enfoncer !), pire, pour la bonne raison qu'ils étaient prédisposés à les commettre, cette raison n'ayant pas disparu par enchantement, ils sont disposés à récidiver, par conséquent il faut les enfermer ou les maintenir enfermer.

Cette affaire permet au flic-président de légiférer pour la huitième fois dans ce domaine (la récidive) depuis 2002, de s'attaquer au corps enseignant, aux jeunes et à leurs parents, aux juges, alors que c'est lui et la société en putréfaction qu'il incarne qui en sont les seuls responsables et coupables.

Un jour il faudra faire une causerie sur le déterminisme et les différentes interprétations qui en ont été données, un sujet que nous n'avons pas encore abordé et que j'aborderai à ma manière, puisqu'analyser ces différentes interprétations nous entraînerait trop loin, par manque de temps comme toujours.

Je remets à plus tard la causerie annoncée sur la démocratie, je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir davantage, mais on peut ajouter des questions à celles posées hier en partant de la définition communément acceptée : Le pouvoir du peuple pour le peuple :

1- Le peuple qui dispose en réalité de quel pouvoir ? En détient-il vraiment un ?

2- Le peuple ayant acquis quel niveau de conscience de lui-même et de la société ?

3- Un peuple libre ou un peuple asservi, exploité ?

4- Sur quels rapports sociaux repose la démocratie ?

5- La démocratie est-elle le produit de rapports sociaux ou l'inverse ?

Je vous livre ma conclusion : la démocratie est un idéal qui n'a jamais été réalisé et qui demeure en devenir, et le jour où il se réalisera la démocratie disparaîtra, notez bien que ce n'est pas demain la veille que cela se produira, on est même plutôt franchement très mal barré pour avancer dans cette voie.

Renault. Ils ont inventé l'"***ultra low-cost***"

Il faut donc en conclure que le low-cost sera réservé aux couches de la petite-bourgeoisie qui se seront prolétarisées, tandis que l'ulta low-cost sera réservé aux couches moyennes du prolétariat qui auront sombré dans la pauvreté.

Rassurez-vous, dans un premier temps cet engin réalisé à bas coût et qui tiendra du gadget ou de la camelote sera réservé aux marchés des pays dits émergents.

Renault doit développer ce tacot en collaboration avec Bajaj Auto, le fabricant indien spécialisé dans les autorickshaw à trois ou quatre roues qui servent de taxi en ville pour les petits déplacements ou des transports de marchandises.

Vont-ils étendre dans l'avenir ce concept à d'autres domaines, l'habitation, l'habillement, l'alimentation, la santé, la culture ? Gageons qu'ils ne manqueront pas d'audace pour appeler cela le progrès social !

INFOS EN BREF

Politique

1- France. Verticalité

1.1- La candidate écologiste Eva Joly, qui a choisi de s'opposer frontalement à François Hollande dans la campagne pour l'élection présidentielle de 2012, s'est attirée mercredi les foudres du Parti socialiste mais aussi de son propre camp, où son porte-parole Yannick Jadot a démissionné.

L'ex-magistrate, virulente contre le volet nucléaire de l'accord électoral conclu dans la confusion entre le PS et Europe Ecologie-Les Verts (EELV), se retrouve considérablement isolée au point que certains écologistes, comme Daniel Cohn-Bendit, se posent la question de sa candidature en 2012.

Pour les socialistes et certains écologistes, la goutte d'eau de trop est tombée mercredi, lorsqu'Eva Joly a refusé sur RTL de dire si elle appellerait à voter pour François Hollande au second tour de la présidentielle - si tel est le scénario.

"*Je ne me trompe pas d'ennemi*", a-t-elle toutefois assuré, alors que plusieurs voix au PS et à EELV l'accusent de faire le jeu du président sortant à force d'ambiguïté.

"*Mon objectif est de battre Nicolas Sarkozy*", a-t-elle ajouté. "*Je suis très consciente que nous sommes dans le même bateau avec les socialistes*".

Face aux remous provoqués par ses propos, Eva Joly a tenté de corriger le tir via son compte Twitter : "*Je ne suis pas femme à cultiver l'ambiguïté. Evidemment au second tour, la gauche et les écolos devront se rassembler*".

"*Elle a dit ce qu'elle avait à dire. Je retiens sa dernière phrase*", a simplement commenté François Hollande en arrivant au congrès des maires, à Paris.

Dans un entretien publié mardi dans Le Monde après quelques jours de silence médiatique, Eva Joly accusait François Hollande d'être à la solde du groupe nucléaire Areva et d'être "*du bois dont on fait les marionnettes*".

"*Quand on se prétend de gauche et quand on prétend créer les conditions de la victoire, il ne faut pas se tromper d'adversaire, il faut aller à l'essentiel*", a déclaré Jean-Marc Ayrault.

Pour Daniel Cohn-Bendit, la candidate "*s'est mise dans un cul-de-sac politique*".

"*La grande majorité du potentiel des électeurs écologistes votera au deuxième tour François Hollande. Point à la ligne. Le reste, c'est de la littérature*", a-t-il dit sur i-télé, commentant les propos d'Eva Joly sur RTL. (Reuters 23.11)

1.2- Les députés PC et apparentés protestent contre l'accord entre le PS et EELV qui prévoit notamment la présentation d'un candidat contre le député apparenté PC sortant François Asensi dans la 11e circonscription de Seine-Saint-Denis.

"*Le maintien d'un candidat commun PS-EELV dans cette circonscription serait une faute politique grave*", déclare le député Roland Muzeau, porte-parole des députés PC et apparentés.

"*Chercher, comme le fait EELV à gagner des sièges au détriment du Front de gauche constitue une agression inacceptable en pure contradiction avec les attentes de nos concitoyens et concitoyennes qui aspirent à battre la droite en 2012*", ajoute-il dans un communiqué. (Reuters 23.11)

En conclusion, les "*primaires*" d'EELV et du PS : c'était du bidon pour attrape-nigauds !

Ils foulent aux pieds le programme sur lequel Eva Joly a été élue candidate pour représenter EELV à l'élection présidentielle de 2012, et ils méprisent ouvertement les personnes qui l'ont élue.

Quant au Front de gauche, ses dirigeants se sont déjà torchés avec son programme, il ne leur reste plus qu'à demander, pardon, qu'à exiger que leurs militants veuillent bien tirer la chasse derrière eux !

La conception de la démocratie de ces gens-là, y compris Eva Joly qui a fait son mea-culpa et est rentrée dans le rang, n'a rien à envier à celle du régime, normal puisqu'ils s'apprêtent à diriger le pays pour le compte des capitalistes.

2- Egypte

Des heurts se sont poursuivis pendant toute la journée de mercredi dans les rues du Caire, où les manifestants hostiles au pouvoir militaire tournent en dérision l'accord conclu entre l'armée et certains partis, dont les islamistes, pour accélérer le retour de civils à la tête de l'Etat. Depuis le début des protestations il y a cinq jours, le bilan s'élève à 38 tués, selon un décompte établi par Reuters, après la mort d'un homme dans la matinée à Alexandrie et d'un autre à Marsa Matrouh dans l'attaque d'un commissariat de police, selon l'agence de presse Mena.

Le ministère de la Santé fait état quant à lui de 32 morts et 2.000 blessés.

Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, qui dirige le Conseil suprême des forces armées (CSFA) au pouvoir depuis la chute d'Hosni Moubarak en février, a annoncé mardi une accélération du processus de transfert du pouvoir avec la tenue d'une élection présidentielle en juin, soit six mois plus tôt que le calendrier de la transition initialement prévu par les militaires.

Mais son geste d'apaisement n'a pas convaincu les milliers de manifestants qui sont restés après le crépuscule sur la place

Tahrir, sanctuaire de la contestation en plein coeur du Caire, où de nouveaux incidents se sont produits dans la nuit.

Son intervention a au contraire nourri la colère des manifestants, qui ont repris à l'unisson le slogan "*Dégage, dégage*" qui avait marqué les journées révolutionnaires de l'hiver dernier.

Après la tombée de la nuit, des heurts continuaient à être signalés avec les forces de sécurité, qui ont fait usage de grenades lacrymogènes et de tirs de sommation face à des manifestants qui leur lançaient des pierres.

Des sirènes d'ambulance et des coups de feu résonnaient dans la nuit alors que les protestataires tentaient à plusieurs reprises de se regrouper pour gagner l'accès aux bâtiments du ministère de l'Intérieur.

Des témoins ont affirmé que plusieurs personnes avaient été tuées par balle sans que ces déclarations puissent être confirmées. Dans un hôpital de toile, un médecin a dit que quatre personnes avaient péri mercredi - deux tuées par balles et deux asphyxiées.

Le maréchal Tantaoui a confirmé que les élections législatives débuteraient bien lundi prochain et a également promis un gouvernement de "*salut national*" pour remplacer le gouvernement démissionnaire d'Essam Charaf.

Il a par ailleurs proposé l'organisation d'un référendum sur un retrait avancé de l'armée. Cette proposition a provoqué la colère des manifestants, qui redoutent un piège destiné à mobiliser les Egyptiens effrayés par de nouveaux troubles.

Après des discussions avec les différentes mouvements politiques, notamment avec les représentants des Frères musulmans autrefois interdits, Tantaoui a modifié l'agenda.

La police a démenti avoir utilisé des balles réelles, mais la plupart des décès des derniers jours au Caire sont dus à des blessures par balles, selon les médecins.

A Tahrir, des centaines de manifestants ont passé la nuit sous des tentes ou en plein air. "*Nous resterons ici jusqu'à ce que le maréchal parte et qu'un conseil de transition civil le remplace*", a déclaré Abdullah Galal, 28 ans.

"*Il faut changer le régime comme en Tunisie ou en Libye*". (Reuters 23.11)

Alors qu'il n'a pas fondamentalement changé dans ces pays-là, on mesure ici l'ampleur des illusions qui habitent les masses égyptiennes... A moins que les médias censurent une partie de leurs revendications contre l'armée.

3- Koweït

Partisans et adversaires du gouvernement ont manifesté ce mardi, une semaine après l'"*invasion*" historique de protestataires dans le Parlement. Des députés sont accusés d'avoir perçu des versements illégaux. Des partisans et des adversaires du gouvernement koweïtien ont manifesté séparément ces derniers jours. Alors que des députés de la majorité sont accusés de corruption (lire l'encadré), le riche émirat pétrolier du Golfe pourrait s'enfoncer dans une crise politique.

Mardi, des groupes de l'opposition libérale ont organisé, de leur côté, un rassemblement à Koweït et réclamé le limogeage du gouvernement, qu'ils accusent de corruption. Les libéraux appellent en outre à la dissolution du Parlement et à la convocation d'élections anticipées. Lundi déjà, un rassemblement de l'opposition avait réclamé la démission du chef du gouvernement, cheikh Nasser Mohammad al-Ahmad Al-Sabah, et la dissolution du Parlement. (lexpress.fr 22.11)

4- Bahrein

Après la présentation par une commission d'enquête indépendante à Bahreïn d'un rapport dénonçant un "*usage excessif et injustifié de la force*" de la part de la police durant les troubles qui ont secoué le petit royaume du Golfe en février et mars derniers, la principale formation chiite de l'opposition a appelé, mercredi 23 novembre, à la mise en place d'un "*gouvernement de salut national*".

"*Le rapport a confirmé des violations systématiques, graves et délibérées (…), ce qui signifie que le gouvernement actuel, qui a commis ces crimes, doit être limogé et un gouvernement de salut national mis en place*", a affirmé Al-Wefaq dans un communiqué. Le nouveau gouvernement devrait "*gérer une période de transition durant laquelle des réformes politiques sérieuses devraient être introduites et une transition démocratique avoir lieu*", ajoute la formation, au premier plan de l'action politique de l'opposition durant le mois de manifestations réclamant des réformes démocratiques.

Formée de cinq juristes renommés et présidée par l'Egypto-Américain Chérif Bassiouni, un expert reconnu du droit international et des droits humains, la commission souligne dans son rapport, présenté mercredi à la télévision nationale, que "*la torture a été pratiquée de façon délibérée*" à l'encontre des personnes arrêtées, dans le but de "*leur arracher des aveux*", de "les punir ou

se venger".

Mise en place fin juin par le roi Hamad Ben Issa Al-Khalifa, la commission Bassiouni a pour mission de faire la lumière sur la répression du mouvement de protestation dirigé par les chiites, majoritaires dans la population autochtone, contre la dynastie sunnite des Al-Khalifa. Ce mouvement de contestation est le plus dur qu'ait connu le royaume depuis les années 1990.

Selon la commission, ces pratiques auraient eu lieu "*contrairement aux ordres*" du gouvernement, mais les autorités ne seraient pas intervenues pour "*arrêter les mauvais traitements de la part des responsables*".

Parallèlement à la publication du rapport, les violences se poursuivaient mercredi 23 novembre. Un homme a été tué par les forces de sécurité dans une ville à majorité chiite. Selon des témoins, la police antiémeute circulant à bord de 4×4 s'est déployée dans les rues d'Aali, près de Manama, la capitale, poursuivant des dizaines de jeunes gens. L'un d'eux a été attrapé et frappé à coups de bâton.

On pouvait lire sur les murs du quartier des slogans hostiles à la royauté, comme "*Mort à Al-Khalifa*". La majorité chiite reproche au régime de lui interdire l'accès à la propriété et aux emplois de la fonction publique. Selon des activistes, quelques heures auparavant, des véhicules des forces de sécurité avaient percuté une voiture, tuant le conducteur. Après l'accident, les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène et ont tiré des balles en caoutchouc. On ignore si le conducteur tué était impliqué dans les protestations quasi quotidiennes dans les villes chiites du royaume. (lemonde.fr 23.11)

Ce n'est pas le Bahrein qui vient de condamner le régime syrien pour les violences qu'il a commises contre son peuple ?

5- Yémen

Vers un transfert du pouvoir au Yémen: après dix mois de crise jalonnés de manifestations, de violences meurtrières et de vaines promesses, le président Ali Abdallah Saleh a enfin signé mercredi l'accord proposé par les pays du Golfe afin de ramener le calme dans l'Etat le plus pauvre du monde arabe.

La cérémonie de signature, qui s'est déroulée à Riyad, en Arabie saoudite, a été retransmise en direct par plusieurs télévisions arabes.

La chaîne publique saoudienne a montré un Saleh souriant, assis à côté du roi Abdallah, apposer sa signature sur quatre exemplaires du plan de sortie de crise, avant d'applaudir brièvement. Le dirigeant yéménite, au pouvoir depuis 33 ans, s'est engagé à le céder à son vice-président et à pleinement coopérer avec le gouvernement de coalition proposé.

En vertu du plan élaboré par le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et soutenu par la communauté internationale, Ali Abdallah Saleh doit transférer le pouvoir à son vice-président Abed Rabbo Mansour Hadi dans les 30 jours, en échange de son immunité judiciaire (un point de l'accord que critiquent ses opposants). En outre, une élection présidentielle anticipée doit avoir lieu dans les 90 jours après la signature.

L'accord appelle également à une période de transition de deux ans, au cours de laquelle un gouvernement d'unité nationale serait chargé d'amender la Constitution, d'oeuvrer en faveur d'un retour à la sécurité et entamerait un dialogue national sur l'avenir du pays.

Reste que la signature de Saleh ne devrait pas grandement apaiser les protestataires, qui exigent davantage de réformes politiques et affirment que les formations d'opposition ayant approuvé l'initiative des pays du Golfe sont compromises par des arrangements de longue date avec le président.

A Washington, Barack Obama a salué la décision du président Saleh, affirmant que c'était un pas en avant important pour le peuple yéménite. Dans un communiqué, il a exhorté toutes les parties à mettre en oeuvre l'accord immédiatement.

La France a également salué la signature de l'accord. "*Nous formons le souhait que cette étape importante permette l'arrêt des violences ainsi qu'une transition démocratique conforme aux voeux du peuple yéménite et à la résolution 2014 du Conseil de sécurité. Nous appelons toutes les parties à se montrer à la hauteur de leurs responsabilités et à engager sans tarder la mise en oeuvre des dispositions de l'accord*", a déclaré à Paris le porte-parole du quai d'Orsay Bernard Valero. (AP 23.11)

Les "*voeux*" du peuple yéménite, c'est que Saleh soit jugé et châtié pour les crimes que son régime a commis, normal, légitime, non ?

Social

1- France

Une promotion en guise de sanction.

L'Agence française de sécurité sanitaire et des produits de santé (Afssaps) a renoncé, mercredi 23 novembre, à promouvoir Catherine Rey-Quinio, une ancienne experte des laboratoires Servier et du Mediator, après la polémique que cette avancement a entraîné.

"*Il y a eu un drame, je respecte les victimes, et je ne veux pas que leurs mémoires soient humiliées par un quelconque symbole.*" Dominique Maraninchi, directeur général de l'Afssaps, a indiqué que Mme Rey-Quinio avait retiré sa candidature au poste de préfigurateur de la direction de la cancérologie et de l'hématologie de l'Afssaps, auquel elle avait été nommée lundi.

Le Figaro révélait dans son édition de mercredi la promotion de cette femme chargée, entre autres, de l'évaluation du Mediator depuis 1998 jusqu'à son retrait du marché, en 2009. Une promotion qui faisait "*grincer des dents et jaser dans les couloirs de l'Afssaps, car tous ont en mémoire la façon dont Catherine Rey-Quinio a surveillé les bénéfices du Mediator pendant des années*", soulignait le quotidien. Chargée de la surveillance du Mediator, elle aurait dû avertir des risques que comportait le médicament mais n'aurait rien vu.

Or, Mme Rey-Quinio a travaillé pour les laboratoires Servier avant d'arriver à l'Afssaps. Elle y occupait le poste de médecin produit en charge de l'Isoméride, un médicament retiré du marché en 1997 et dont les propriétés chimiques sont très proches de celles du Mediator. En clair, Catherine Rey-Quinio connaissait parfaitement la molécule de Servier lorsqu'elle a pris en main le dossier Mediator à l'Afssaps. (lemonde.fr 23.11)

2- Finlande

Nokia-Siemens, premier fabricant de téléphones mobiles du monde, a annoncé mercredi la suppression de 17.00 emplois d'ici à 2013, pour tenter d'économiser d'un milliard d'euros.

Le groupe germano-finlandais a déclaré que ces mesures s'inscrivaient dans "*un programme international de restructuration*". Et de prévenir, dans son communiqué, qu'il allait réduire "*significativement le nombre de sous-traitants*".

Nokia reste le premier fabricant mondial de téléphones mobiles depuis 1998, avec 432 millions d'appareils vendus l'an dernier, soit plus que ses trois principaux concurrents réunis, mais sa part de marché continue à plonger, à 29% au premier trimestre 2011 pour atteindre son plus bas niveau depuis la fin des années 1990.

Le Finlandais a en outre perdu du terrain sur le segment lucratif des smartphones où il s'était longtemps distingué par ses innovations. Bien qu'il ait vendu 24 millions de smartphones au premier trimestre 2011, soit 13% de plus qu'en 2010, sa part de marché a chuté de 39% à 24% en un an, selon le cabinet Strategy Analytics. (AP 23.11)

Economie

1- Zone euro

La Commission européenne a proposé mercredi que lui soient confiés des pouvoirs intrusifs dans les budgets nationaux, ce qui pourrait ouvrir la voie à des émissions communes de dette pour les pays de la zone euro.

Selon le dispositif, l'exécutif communautaire pourrait émettre des recommandations ou même réclamer qu'un nouveau budget soit établi, même si les parlements nationaux conserveraient le dernier mot.

Ces nouvelles dispositions pourraient ouvrir la voie à la création d'euro-obligations, pour lesquelles la Commission a présenté trois options allant d'une simple coordination des émissions de dette à une mutualisation totale de celle-ci.

"*Les objectifs présidant à ce paquet de mesures - croissance économique, stabilité financière, discipline budgétaire - sont liés entre eux*", a expliqué le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso dans un communiqué.

"*Nous avons besoin de chacun d'entre eux si nous voulons dépasser l'urgence actuelle et nous diriger vers une Europe dans laquelle la solidarité est contrebalancée par une responsabilité renforcée*", a-t-il ajouté. (Reuters 23.11)

2- Allemagne

L'Allemagne n'a adjugé mercredi qu'un peu plus de la moitié du montant de dette qu'elle espérait écouler, essuyant l'une de ses pires émissions souveraines depuis la création de l'euro faute d'avoir proposé un rendement suffisant aux yeux des investisseurs.

Berlin n'a trouvé acquéreur que pour 3,644 milliards d'euros d'emprunts à dix ans contre 6 milliards escomptés, si bien que la Bundesbank, la banque centrale allemande, a dû acheter les 39% restants pour éviter l'échec de l'opération.

Les rendements très faibles offerts par le Bund ont douché l'appétit des investisseurs, déjà inquiets quant au coût que fera peser sur l'Allemagne la spirale de la crise européenne de la dette.

"*C'est un désastre complet, absolu*", commente Marc Oswald, stratège pour Monument Securities à Londres.

"*Cela n'augure rien de bon, c'est la pire des adjudications non couvertes que nous ayons eu cette année et il n'est pas étonnant que le Bund se soit orienté à la vente dans la foulée*."

Les futures sur les Bunds, l'euro et les Bourses européennes ont en effet chuté aussitôt après l'annonce des résultats de l'adjudication.

Le rendement moyen du papier à dix ans est ressorti une nouvelle fois en baisse, à 1,98%, contre 2,09% lors d'une adjudication similaire en octobre et 2,74% en moyenne cette année, a précisé la Bundesbank.

Le ratio de couverture, qui mesure l'appétit des investisseurs, n'a atteint que 1,1, contre 1,56 en moyenne.

"*Les Bunds commencent à perdre leur attrait parce que les marchés doivent commencer à croire à l'histoire des euro-obligations, et que l'Allemagne s'apprête, en substance, à garantir la dette d'autres pays*", analyse Achilleas Georgolopoulos, stratège pour la Lloyds à Londres. (Reuters 23.11)

3- Chine

La Chine a ravi aux Etats-Unis la place de premier marché mondial du smartphone, en volume, au troisième trimestre, selon Strategy Analytics.

Les ventes de combinés multifonctions ont progressé de 58% en Chine pour atteindre le nombre record de 23,9 millions d'unités vendues. Dans le même temps, les ventes aux Etats-Unis ont reculé de 7% à 23,3 millions de combinés.

Le cabinet d'études de marché attribue la hausse observée en Chine à de fortes remises consenties par les opérateurs, ainsi qu'à la popularité de l'iPhone d'Apple et de certains modèles à bas prix, notamment ceux proposés par le chinois ZTE et dotés du système d'exploitation Android de Google. (Reuters 23.11)

Haut de page

Le 25 novembre

CAUSERIE

Banksters : parasites. Mode d'emploi.

La Banque centrale européenne examine la possibilité d'étendre la maturité de ses prêts aux banques à deux, voire même trois ans, voulant éviter que la crise de la zone euro ne provoque un "*credit crunch*" qui étoufferait son économie, apprend-on de sources proches du dossier.

Pour l'heure, la maturité maximale des opérations de liquidité de la BCE est d'un an. Lors de ces opérations, les banques reçoivent la totalité des fonds demandés.

Cette possibilité de prêt à échéance plus longue a été soulevée la semaine dernière à l'occasion d'une réunion entre la BCE et un groupe de banques comprenant Goldman Sachs, Barclays Capital et Morgan Stanley, selon une personne au fait du dossier.

(...) Il reste qu'en offrant des fonds pour une période de deux à trois ans, la BCE pourrait contribuer à renforcer la confiance envers les banques et par contrecoup sur les marchés obligataires.

"*Dans la mesure où on améliore la situation des banques, on améliore la situation d'un acheteur en puissance de dette souveraine*", dit un banquier.

Un responsable d'une banque européenne, qui a requis l'anonymat, se dit favorable à l'extension des maturités de prêt de la BCE. (Reuters 24.11)

Le langage employé par le journaliste donne une idée de l'ambiance, de la connivence dans laquelle se déroulent ces transactions dans le dos des peuples, la BCE "*offre*" des fonds aux banquiers dans le sens plutôt avantageux du terme que neutre, un cadeau plus qu'une proposition ! Le terme n'est pas exagéré, il correspond bien à la réalité, le fait que la BCE prête aux banques à un taux d'intérêt très bas aux alentours d'1%, qu'elles prêteront à leur tour aux Etats, aux entreprises ou aux particuliers à des taux d'intérêts qui seront au minimum le double ou le triple.

Donc les banquiers s'enrichissent ici par le biais d'un simple jeu d'écritures comptable, en servant d'intermédiaire entre la BCE et le destinataire d'un prêt, ils justifient cet enrichissement par le risque qu'ils prennent et la rémunération de ce service, une commission pour service rendu.

Au fait, le "*credit crunch*" (prêt interbancaire) qui étoufferait l'économie de la zone euro n'était qu'un prétexte, un alibi pour couvrir cette magouille à laquelle étaient associés évidemment Goldman Sachs, Barclays Capital et Morgan Stanley, car l'un des objectifs de cette crise est aussi ou surtout de mettre en difficulté ou de liquider les entreprises les plus faibles au profit des plus puissantes, éventuellement des banques ou des institutions financière, un objectif inavouable, car il faut faire croire le plus longtemps possibles aux peuples ignorants que la crise était inévitable, une fatalité, le système capitaliste n'étant pas en cause.

Une poignée de prédateurs contrôlent le monde

Une partie importante de l'économie mondiale se jette dans les mains d'un petit groupe d'institutions financières.

Dans un nouveau document, publié par le NewYorkTimes Economix blog, en utilisant une méthodologie basée sur "la topologie du réseau", des universitaires suisses identifient les acteurs financiers qui sont au cœur de l'économie mondiale.

Top 10 des entreprises qui gouvernent le monde

1. Barclay (Grande Bretagne)
2. The Capital Group Companies (Etats-Unis)
3. Fidelity Investments (Etats-Unis)
4. AXA (France)
5. State Street Corporation (États-Unis)
6. JP Morgan & Chase (U S)
7. Legal & General Group (Grande-Bretagne)
8. Vanguard Group (Etats-Unis)
9. UBS (Suisse)
10. Merrill Lynch (Etats-Unis)

Au total, les 10 premières contrôlent 20 % du réseau financier mondial, et les 50 premières entreprises contrôlent près de 40%.

Ce qui est le plus significatif, remarquent les auteurs de cette étude, n'est pas que ces institutions financières exercent donc beaucoup de puissance, mais qu'elles sont fortement interconnectées. Comme ils l'expliquent, «l'intérêt de ce classement n'est pas qu'il expose d'insoupçonnées acteurs ultra-puissants. Au lieu de cela, il montre que la plupart des grands acteurs appartiennent au même nexus. Cela signifie qu'ils ne réalisent pas leurs affaires dans l'isolement mais, au contraire, ils sont liés ensemble dans un web extrêmement enchevêtré où ils dépendent les uns des autres. "

Tyler Cowen n'est pas convaincu. Il rétorque que le papier n'est pas suffisamment la distinction entre ce qu'il appelle la propriété, ou le contrôle, et l' «intermédiation financière», en d'autres termes, une grande partie de l'économie mondiale traverse ces entreprises, mais les actionnaires individuels ne détiennent pas le même contrôle sur un fonds mutuel, par exemple, comme une entreprise commerciale.

(Source : le NewYorkTimes Economix blog - .wikistrike.com 23.11)

Question d'un internaute : comment se fait-il que Goldman Sachs ne fasse pas partie de cette liste ?

Réponse d'un internaute que j'ai complétée : Goldman Sach est une banque, certes, mais c'est une couverture, en réalité ses dirigeants poursuivent un objectif bien plus important stratégiquement que s'enrichir : permettre à Israël (au peuple élu) d'étendre sa vision du monde à l'ensemble de la planète, le plus discrètement possible, ce qui ne serait pas le cas en apparaissant dans cette liste, on acquière davantage de pouvoir en infiltrant gouvernements, institutions et grandes entreprises internationales qu'en amassant une fortune dans un coffre, même si l'argent demeure le nerf de la guerre, on leur

fait confiance sur ce plan-là. CQFC.

Les sionistes au secours de Strauss Kahn

Le site israélien d'information Ynet annonce en exclusivité que Dominique Strauss Kahn s'est rendu pour une visite éclair de deux jours en Israël. DSK, ancien directeur déchu du FMI, a été l'hôte à Tel-Aviv de l'homme d'affaire Jean Friedman, ancien patron d'Europe 1.

Rappelons que Jean Friedman a été une personnalité proche des milieux du parti socialiste en France et du Président Mitterrand. En Israël, Jean Friedman était proche du Parti Travailliste. Notamment, selon la presse israélienne, c'est Friedman qui a financé le rassemblement en faveur du processus d'Oslo le samedi soir le 4 novembre 1995, où fut tué le Premier ministre Itzhaq Rabin.

Les raisons de ce déplacement furtif peuvent être nombreuses. Mais il semble assez évident que DSK devait remercier qui de droit pour la bonne conclusion de son affaire de New York. Rappelons qu'après l'arrestation de DSK, son principal avocat s'est précipité à Tel Aviv et qu'après cela toute l'affaire s'est littéralement retournée en sa faveur.

La question importante est de savoir si DSK s'est entendu avec ces réseaux de pouvoir pour « programmer » autre chose. Y aura-t-il une autre affaire en France ? L'avenir nous le dira. (liesidotorg.wordpress.com 22.11)

Pendant ce temps-là un ex-président israélien est en prison pour tentatives de viol... Il faut préciser qu'il était juif... mais d'origine iranienne !

La démocratie, quelle démocratie, où cela ? Nulle part

Avant de lire ce passage et les suivants qui traitent du même sujet, je vous propose de noter l'axe politique sur lequel travailleurs et militants devraient combattre selon Daniel Gluckstein, secrétaire national du POI (éditorial, *Informations ouvrières* n°176 page 2, c'est édifiant : "*Ce qui est en cause, c'est bien le respect de la souveraineté populaire, donc de la démocratie*".

Souveraineté populaire et démocratie sans doute du même nom, qui en réalité n'ont jamais existé que dans son imagination ou sous la forme de la dictature démocratique de la bourgeoisie ou de la classe dominante, celle des capitalistes. Selon moi, appeler au "*respect*" de cette démocratie, c'est appeler à capituler devant le régime qu'on prétend combattre.

Pour cette raison notamment, nous n'appellerons pas les travailleurs et militants à participer à la conférence ouvrière du 26 novembre initiée par le POI, ni à son meeting du 7 décembre. Par ailleurs, on ne peut pas soutenir un parti qui légitime Sarkozy et le Sénat. A vous de juger librement.

Quelle démocratie s'agit-il de "*sauver*" ou "*restaurer*".

- « *La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre contre les Etats-Unis. Une guerre permanente, économique, une guerre sans morts. […] Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. Une guerre inconnue, une guerre permanente, sans morts apparemment, et pourtant une guerre à mort* ».

Propos du président Mitterrand exprimés lors d'un entretien privé à la fin de sa vie et cité par le Courrier International du 13 avril 2000.

Lorsque F. Mitterrand dit des Américains qu'« *ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde* », il oublie de préciser que ces derniers ne sont que les pions d'un autre pouvoir, celui de l'Argent anonyme et vagabond. Ce pouvoir, comme nous le répétons inlassablement dans la Lettre d'Informations Economiques Stratégiques Internationales, est entre les mains d'un cartel de familles oligarchiques. Et cela ne date pas d'aujourd'hui puisque nous évoquions l'année 1913. Par exemple, le président américain F.D. Roosevelt dira : « *Il existe un cartel bancaire au sein de grands centres financiers qui contrôle le gouvernement depuis Andrew Jackson* ». (liesidotorg.wordpress.com 23.11)

Il s'est bien gardé de le crier sur les toits pour finalement endosser la livrée du valet de l'impérialisme américain, simple constat.

(suite) "***La démocratie n'existe ni aux USA, ni en France***". Si vous le dites...

Extraits d'un entretien du 28 octobre 2005 avec Danielle Mitterrand, réalisé par Hernando Calvo Ospina, journaliste colombien réfugié en France et collaborateur, entre autres, du Monde Diplomatique.

- « Mai 1981 fut un mois de grande activité, car c'était la préparation de l'arrivée au pouvoir de François. J'essayais d'apporter tout ce qu'il y a de meilleur en moi, pour que ce rêve d'avoir une société socialiste, quoique à l'européenne, devienne réalité. Mais bien vite j'ai commencé à voir que cette France juste et équitable ne pouvait pas s'établir. Alors je demandais à François :

‘‘Pourquoi maintenant que tu en as le pouvoir ne fais-tu pas ce que tu avais promis ?’’ Il me répondait qu’il n’avait pas le pouvoir d’affronter la Banque mondiale, le capitalisme, le néolibéralisme. Qu’il avait gagné un gouvernement mais non pas le pouvoir. J’appris ainsi qu’être le gouvernement, être président, ne sert pas à grand-chose dans ces sociétés sujettes, soumises au capitalisme. J’ai vécu l’expérience directement durant quatorze ans. Même s’il essayait d’éviter le côté le plus négatif du capitalisme, les rêves ont commencé à se briser très rapidement. […]

[…] Pourquoi un gouvernement qui se disait de gauche ne pouvait-il pas répondre aux attentes qu’il avait créées durant tant d’années dans l’opposition, tant au niveau national qu’international ? Devait-on accepter les impératifs d’un système mercantile jusqu’à la soumission ? […]

[…] Durant la célébration du Bicentenaire de la Déclaration des droits de l’Homme – juillet 1989 – j’ai pu voir jusqu’à quel point nous étions soumis aux Etat-Unis. L’Etat français n’invita pas plusieurs dignitaires, en particulier des Latino-Américains. Comme par hasard, c’était ces pays-là que Washington voulait détruire. […] Je me rappelle avoir dit à François : ‘‘Jusqu’à quel point allons-nous être dépendants de l’humeur des Etats-Unis, ne pas pouvoir choisir nos invités pour nos festivités… ?’’ Ce fut une honte. […]

[…] Durant toutes ces années de ma vie, spécialement après la Seconde Guerre mondiale, j’ai pu voir comment les États-Unis foulaient aux pieds la liberté et la démocratie des autres pays, particulièrement les pauvres. Ronald Reagan désigna comme terroriste le gouvernement sandiniste du Nicaragua, quand les terroristes, c’était son Administration et cette « contra » qu’il finançait.

J’étais au Nicaragua peu de temps avant qu’ils détruisent la révolution. Fonctionnait encore ce qui avait été atteint au niveau de l’éducation et de la santé, des choses qu’avait le peuple nicaraguayen pour la première fois de son histoire. Je me rappelle que Daniel Ortega me disait : « Daniella, dis à François qu’il ne peut pas nous laisser tomber ; que l’Europe démocratique ne peut pas nous abandonner... ». Je le lui ai dit en effet. Et il n’a pu rien faire : les États-Unis avaient décidé que les sandinistes devaient s’en aller avec leurs plans de développement social, pour faire place au néolibéralisme et au retour de la misère pour le peuple. Tandis que nous, nous étions en train de fêter le Bicentenaire de la Déclaration des droits de l’Homme ! […]

En France on élit et les élus font des lois qu’ils n’ont jamais proposées et dont nous n’avons jamais voulu. Est-ce la démocratie quand après avoir voté nous n’ayons pas la possibilité d’avoir de l’influence sur les élus ? Je ne crois pas que dans aucun des pays qui se disent démocratiques, ceux-là qui croient avoir le droit d’imposer « leur » démocratie aux pays pauvres, il existe la démocratie, à commencer par les États-Unis et la France. La France est une démocratie ? Une puissance mondiale ?

Je le dis en tant que Française : Cela ne veut rien dire. Si on le dit pour les niveaux d’éducation, de la recherche ou la santé, c’est nul. Pour être capables d’aider la paix mondiale, les peuples opprimés ? Nul. (legrandsoir.info 22.11)

Notez bien que ces propos ont d'autant plus de valeur qu'ils ne sont pas ceux d'une révolutionnair ou d'une communiste.

Mais alors, si on comprend bien, la démocratie dont on nous rebat les oreilles depuis au moins un demi-siècle ne serait qu'une gigantesque supercherie, et c'est sur cette vaste escroquerie destinée à tromper travailleurs et militants sur laquelle tous les partis ouvriers sans exception ont fondé leurs stratégies, donc s'en sont rendus complices.

On comprend mieux pourquoi on n'a jamais réussi à construire le parti depuis la disparition de Trotsky. On s'est satisfait d'analyses en apparence correctes et qui se sont avérées plus tard complètement foireuses, car construites sur des rapports tout aussi foireux. La palme revient aujourd'hui dans ce domaine à ceux qui tiennent absolument à sauver ou à faire revivre quelque chose qui n'a jamais réellement existé que sous une forme empirique ou théorique, et qui en réalité n'a cessé de demeurer à l'état d'idéal.

Voilà un réquisitoire sans appel dont on peut se servir, pas seulement pour dénoncer la dictature de l'impérialisme américain, mais pour combattre pour l'abolition du capitalisme de la surface de la terre.

Pour conclure aujourd'hui sur ce sujet, donnons la parole à Engels et Lénine, cela va faire bander les fanatiques de citations, je ne les mets pas en italique parce qu'elles sont longues pour en faciliter la lecture :

1- «La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. » (Cf. « Progrès de la réforme sociale sur le continent », 4-11-1843, trad. fr. : Écrits militaires. F. Engels)

2- «A moins de se moquer du sens commun et de l'histoire, il est clair que, tant qu'il existe des classes distinctes, on ne saurait parler de « démocratie pure », mais seulement de démocratie de classe (soit dit entre parenthèses, « démocratie pure » est

non seulement une formule d'ignorant qui ne comprend rien à la lutte des classes ni à la nature de l'État, mais encore une formule triplement creuse, car dans la société communiste, la démocratie, transformée et devenue une habitude, dépérira, mais ne sera jamais une démocratie « pure »).

La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers. L'histoire connaît la démocratie bourgeoise qui prend la relève de la féodalité, et la démocratie prolétarienne qui prend la relève de la démocratie bourgeoise.

Mais si juste que soit cette affirmation, elle ne définit pas la dictature. (...)

Lorsque Kautsky consacre jusqu'à des dizaines de pages à « prouver » cette vérité que la démocratie bourgeoise marque un progrès par rapport au moyen âge, et que le prolétariat a le devoir impérieux de s'en servir dans sa lutte contre la bourgeoisie, c'est là justement un bavardage libéral destiné à duper les ouvriers. C'est un truisme non seulement dans l'Allemagne civilisée mais aussi dans la Russie inculte. Kautsky jette tout simplement de la poudre « savante » aux yeux des ouvriers, il prend des airs graves pour parler de Weitling, des jésuites du Paraguay et de bien d'autres choses, à seule fin d'esquiver la nature bourgeoise de la démocratie actuelle, c'est-à-dire de la démocratie capitaliste.

Du marxisme, Kautsky prend ce qui est recevable pour les libéraux, pour la bourgeoisie (critique du moyen âge, rôle historiquement progressif du capitalisme en général et de la démocratie capitaliste en particulier); il rejette, il passe sous silence, il estompe ce qui, dans le marxisme, est irrecevable pour la bourgeoisie (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, pour l'anéantissement de cette dernière). Voilà pourquoi, par sa position objective et quelles que puissent être ses convictions subjectives, Kautsky s'avère inévitablement un laquais de la bourgeoisie.

La démocratie bourgeoise, tout en constituant un grand progrès historique par rapport au moyen âge, reste toujours, - elle ne peut pas ne pas rester telle en régime capitaliste, - une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres. C'est cette vérité, élément constitutif majeur de la doctrine marxiste, que le « marxiste » Kautsky n'a pas comprise. Dans cette question - fondamentale - Kautsky prodigue des « amabilités » à la bourgeoisie, au lieu de présenter une critique scientifique des conditions qui font de toute démocratie bourgeoise une démocratie pour les riches.» (Lénine : la révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky)

Vous constaterez que tous les partis ouvriers ont fait disparaître de leurs programmes "*ce qui, dans le marxisme, est irrecevable pour la bourgeoisie (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, pour l'anéantissement de cette dernière)*". A vous de juger ensuite s'ils sont plus proche de Kautsky ou de Lénine, du petit-bourgeois réformiste ou du marxiste révolutionnaire.

Pour terminer, un constat d'une lucidité implacable et d'une extraordinaire actualité, tiré du même ouvrage de Lénine :

1- "*Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile.*"

2- "*Plus la démocratie est puissamment développée, et plus la Bourse et les banquiers se soumettent les parlements bourgeois ?*"

Abattre le pouvoir des banquiers, leur confisquer tous leurs biens et privilèges passe par la liquidation de la démocratie qui sert leurs intérêts de classe, la démocratie bourgeoise, indissociable de la victoire de la révolution socialiste.

Alors vous êtes d'attaque pour sauver la "*démocratie*" et la "*souvernaineté populaire*"avec les dirigeants du POI ? Qu'en pensent les militants du POI ? Une "*couleuvre*" de plus à avaler, c'est dur n'est-ce pas ?

Attention vous allez devenir des mutants, c'est qu'on ne lézarde pas chez les activismes. Les ouvriéristes du POI qui font partie de l'aristocratie ouvrière défendent le nucléaire au nom des emplois qui seraient en cause (page 7 et 14)... Cela me rappelle lorsque la fédération de Haute-Garonne du PT défendait la réouverture de l'usine AZF à l'endroit même où elle avait explosée... pour sauver des emplois évidemment, s'en foutant totalement du danger que représentait une telle usine en pleine ville et du sort des 650 000 habitants de Toulouse et sa périphérie (dont ma fille et petite-fille), comme là ils se foutent pas mal que le nucléaire représente un danger pour l'existence de millions de personnes, ils le nient ouvertement, seul leur minable fond de commerce compte à leurs yeux : pathétique, misérable, quelle honte !

Parole d'internaute

1- "*Souvenons nous que le bail de la FED expire le 23 décembre 2012. L'écroulement financier en cours est voulu et global, la grosse majorité des bourses partout sur cette planète perdent entre 20 et 30% depuis janvier 2011. Cette FED a été créée par le président pantin Wilson, suite à une « panique bancaire » aux USA, organisée par certains banquiers en 1907.*

Le cartel en question profite de la fin programmée de son jouet pour passer à l'étape suivante : une FED à l'échelle mondiale

cette fois. Les mêmes mécanismes sont en œuvre, la finalité est évidente, pour qui écoute un peu la rhétorique mondialiste de notre époque : le scenario de sortie de crise est déjà écrit."

2- "*Effectivement, tout semble préparé. On nous rabâche les oreilles d'une nécessité de plus grande convergence politique et fiscale en Europe. Le FESF est une sorte de FED à l'européenne avec les mêmes avantages (impunité totale etc…).*

Avant la FED mondiale, nous devrions assister à la FED transatlantique.

Il y a pour moi une inconnue, une logique que j'ai du mal à analyser, l'Allemagne. Est-elle l'ennemi du N.O.M. (nouvel ordre mondial -ndlr) via une recherche d'accord germano-russe ?" (liesidotorg.wordpress.com 23.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- Zone euro

Le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel ont réaffirmé ensemble jeudi qu'ils feraient "*dans les jours qui viennent*" des "*propositions communes*" de modification des traités européens afin de contribuer à endiguer la crise de la dette dans la zone euro.

La France est favorable à l'intervention directe de la BCE pour contribuer à stopper la contagion de la crise de la dette, alors que l'Allemagne y est opposée.

"*La BCE est indépendante*", a martelé Mme Merkel, expliquant que la proposition de modification des traités européens sera "*plus politique*" -puisqu'elle portera notamment sur la convergence des politiques fiscale: il s'agit d'un "*chapitre très différent*" qui "*n'a rien à voir avec la BCE*", a-t-elle déclaré. (AP 24.11)

Leur réunion d'hier n'a servi qu'à constater une fois de plus leurs désaccords. (A suivre)

2- France

2.1- Sarkozy : le président du FN !

Nicolas Sarkozy n'est plus d'accord avec lui-même. Après l'avoir soutenue en 2005, le chef de l'Etat a qualifié d'«*hasardeuse*» la proposition d'accorder des droits électoraux aux étrangers. Le Président s'est ainsi prononcé contre le droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de pays non membres de l'Union européenne résidant en France aux élections municipales, proposé par la nouvelle majorité sénatoriale socialiste.

«*Une telle proposition me semble hasardeuse (...) parce que cette proposition risque de diviser profondément les Français au moment où, plus que jamais, nous avons besoin de les rassembler*», a déclaré le président de la République devant quelque 2.000 maires reçus au Palais de l'Elysée à l'occasion de leur congrès annuel à Paris.

La Droite populaire, aile sécuritaire de l'UMP, a lancé le mois dernier une pétition contre cette proposition de loi dans laquelle elle voit une «*imposture idéologique*» et une «manœuvre électoraliste».

«*Je crois depuis longtemps que le droit de voter et le droit d'être élu, dans nos territoires, doit demeurer un droit attaché à la nationalité française, étendu pour les élections municipales et européennes aux citoyens européens qui partagent avec nous une communauté de destin*», a poursuivi le chef de l'Etat.

La seule façon pour un ressortissant d'un pays non membre de l'UE de participer aux choix politiques de la France est de prendre la nationalité française, à condition d'en remplir les conditions, a-t-il ajouté. Arno Klarsfeld, le président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) a justifié ce refus par le fait que l'intégration était loin d'être une réussite et qu'existait le risque de voir apparaître des listes fondamentalistes aux scrutins locaux. (20minutes.fr 24.11)

La pêche aux voix du FN, rien de plus.

Sur la question soulevée. J'habite en Inde depuis 1996 et il ne m'est jamais venu à l'esprit de vouloir voter, puisque je n'ai pas les mêmes droits que le reste de la population, chaque fois que j'ai exprimé verbalement mon soutien aux opprimés devant un représentant de l'ordre établi ou contre la corruption, on m'a signifié (menacé) que je pouvais être expulsé sur le champ si

j'insistais, à part cela l'Inde est la plus grande "*démocratie*" du monde, c'est bien connu !

On peut concevoir que tout le monde ait le droit de vote à toutes les élections, j'y suis favorable évidemment, pour ce que cela changerait, puisque ceux qui l'ont n'ont jamais été foutus de s'en servir correctement, je veux dire par là, conformément à leurs propres intérêts de classe.

On se focalise volontiers sur le droit de vote et les élections en général, mais on fait peu de cas du niveau de conscience de classe du prolétariat, apparemment c'est un sujet tabou ou qui passe au second plan ou encore qui n'intéresse aucun parti ouvrier, plus enclins à se satisfaire des apparences et à cultiver les illusions au lieu de les combattre. J'exagère, vous croyez vraiment ? Les uns sont affairés à préparer l'élection présidentielle, les autres les législatives, quant à l'aspect profondément antidémocratique des institutions de la Ve République, il passe à la trappe pendant ce temps-là, il est sacrifié sur l'autel électoraliste.

2.2- Bayrou président de "***l'ordre***"...

François Bayrou, président du MoDem, a annoncé jeudi soir sa candidature à l'élection présidentielle de 2012 pour que la France reparte "*sur des bases nouvelles*".

Il est crédité d'environ 7% des intentions de vote dans les derniers sondages d'opinion. (Reuters 24.11)

3- Egypte. Provocation... répression.

3.1- En Egypte, Kamal el-Ganzouri a été chargé ce jeudi par l'armée de former un gouvernement, d'après plusieurs télévisions privées. Kamal el-Ganzouri, septuagénaire, a été de 1996 à 1999, Premier ministre sous Hosni Moubarak.

Avant d'être à la tête du gouvernement, il avait occupé le poste de ministre du Plan, où il a notamment oeuvré pour une amélioration des relations entre son pays et la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. (lexpress.fr 24.11)

3.2- Les révolutionnaires égyptiens ont appelé à une grande manifestation sur la place Tahrir du Caire (demain) vendredi pour réclamer un transfert immédiat du pouvoir à un régime civil par le biais d'un gouvernement de salut national.

Dans un commmuniqué, ils évoquent une marche réunissant un million de personnes à l'occasion de qu'ils appellent «*le vendredi de la dernière chance*». La Fédération des syndicats indépendants a également invité les travailleurs à marcher sur Tahrir, haut lieu de la «*révolution du Nil*» qui a renversé le 11 février, sous la pression de la rue, le régime du président Hosni Moubarak.

Une autre organisation syndicale a lancé un mot d'ordre de grève générale en signe de solidarité avec les manifestants. Les syndicats égyptiens ont joué un rôle important dans le mouvement populaire qui a fait chuté le «*raïs*». Jeudi, un calme précaire a prévalu sur la place Tahrir à la suite de la trêve conclue entre la police antiémeute et les manifestants après cinq jours de violences et la promesse de l'armée de tenir les élections législatives dans les délais prévus.

Des milliers de protestataires jurent cependant de poursuivre leur occupation de la place tant que les militaires n'auront pas cédé le pouvoir. (20minutes.fr 24.11)

4- Arabie Saoudite

Quatre hommes ont été tués par balles lors de troubles impliquant les forces de sécurité dans une région chiite de l'Arabie saoudite, mercredi 23 novembre au soir. Deux d'entre eux ont trouvé la mort lors d'échanges de tirs pendant des funérailles dans la région de Qatif, où vit une grande partie de la communauté chiite du royaume, a annoncé le ministère de l'intérieur. Neuf personnes, dont deux policiers et une femme, ont également été blessées, selon la même source. Deux autres hommes ont péri le même jour à Chouika, lors d'une manifestation.

C'est la première fois depuis le début du printemps arabe que des morts sont à déplorer dans la répression de manifestations dans l'est de l'Arabie saoudite. Le ministère de l'intérieur a mis en cause "*des criminels non identifiés*", "*infiltrés*" parmi les manifestants. D'après les autorités, "*plusieurs barrages et véhicules des forces de sécurité ont été la cible depuis lundi de tirs de façon de plus en plus fréquente*", ajoutant que les forces de l'ordre "*font preuve autant que possible de retenue*". Visant vraisemblablement l'Iran, Riyad a accusé les assaillants "*d'exécuter des complots étrangers*" et a appelé les habitants de Qatif à ne pas s'y laisser entraîner.

Lundi soir, un manifestant avait été tué par les forces de sécurité lors d'une manifestation dans la région de Qatif, qui visait à protester contre la mort, dimanche, d'un jeune homme de 19 ans, tué, selon les habitants, par la police. Plusieurs autres personnes avaient été blessées par des tirs lors de sa dispersion.

L'adolescent avait été blessé à proximité d'un barrage de police, dans des circonstances troubles. Il est mort à l'hôpital des suites de ses blessures. Selon des militants, un autre jeune homme avait été blessé samedi par des tirs des forces de sécurité dans une autre localité de la province, Awamiya. Cette ville avait été le théâtre de troubles début octobre, quatorze personnes, parmi lesquelles onze policiers, avaient alors été blessées au cours d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants.

Ces incidents interviennent alors qu'approche la commémoration du deuil chiite par des marches et des processions, qui doivent culminer le 5 décembre. (lemonde.fr 24.11)

Ce n'est pas l'Arabie Saoudite qui reproche au régime syrien de réprimer dans le sang son peuple ?

5- Yémen

Des hommes armés ont tué au moins cinq manifestants jeudi dans la capitale yéménite alors qu'ils protestaient contre l'accord conclu la veille à Ryad sur le départ programmé du président Ali Abdallah Saleh.

"*Nous étions en train de défiler dans la rue Zubayr pour réclamer le jugement de Saleh et de ses partisans lorsque nous avons été attaqués par des hommes armés en civil qui ont ouvert le feu directement sur nous*", a rapporté un manifestant à Reuters. (Reuters 24.11)

6- Etats-Unis Suzanne Nossel, ancienne assistante de Richard Holbrooke lorsqu'il était ambassadeur à l'ONU et actuelle assistante d'Hillary Clinton pour les organisations internationales, devient directrice exécutive d'Amnesty International USA. Elle s'est appliquée dans ses fonctions au département d'État à instrumenter les Droits de l'homme au service des ambitions impériales.

Mme Nossel avait travaillé par le passé pour Human Rights Watch, ainsi que pour Bertelsmann Media Worldwide et pour l'administration du Wall Street Journal .

Le Conseil d'administration d'Amnesty International USA a considéré que l'engagement de Suzanne Nossel au sein des administrations Clinton et Obama était un gage de compétence et ne lui a pas tenu rigueur des crimes commis en Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Liban etc.

Mme Nossel est à l'origine de diverses campagnes contre l'Iran, la Libye et la Syrie. Au cours des derniers mois, elle s'est illustrée en intoxiquant le Conseil des Droits de l'homme de Genève de manière à faire adopter par le Conseil de sécurité une résolution autorisant la guerre contre la Libye. Les imputations de Mme Nossel ont été démenties depuis. (Réseau Voltaire 23.11)

Social

1- France

1.1- Les 107.000 enseignants débutants vont commencer leur carrière avec un salaire dépassant les 2000 euros bruts à partir de février 2012

«*Le président de la République s'y était engagé. L'engagement est tenu*», a indiqué le ministre de l'Éducation nationale au salon de l'Education, porte de Versailles, à Paris. Cette mesure va concerner 107.000 enseignants de l'enseignement public et 18.000 enseignants de l'enseignement privé à partir de février 2012 mais ce n'est pas le premier geste financier envers les professeurs. Les débutants avaient déjà bénéficié d'un geste de Luc Chatel en mars 2010, si bien que, par rapport à «*1690 euros en 2007*», la hausse de leur salaire brut est de «*+ 18 % en cinq ans*», fait observer le ministre.

Dans le détail, les 14.100 enseignants «*à l'échelon 3*», c'est à dire ceux qui viennent de réussir leurs concours recevront 2000 euros bruts lors de leur première année d'exercice, soit 100 euros de plus. Les 110 900 enseignants «*à l'échelon 4 et 5*», qui sont entre leur deuxième et leur quatrième année d'exercice recevront respectivement désormais 2060 euros et 2121 euros bruts, soit 64 euros et 23 euros de plus par mois. (lefigaro.fr 24.11)

1.2- Le journal *La Tribune* va demander à être placé en redressement judiciaire faute d'avoir réussi à convaincre des investisseurs de le renflouer, annonce jeudi sa direction.

Le quotidien économique, qui bénéficiait d'une procédure de sauvegarde depuis près d'un an, doit désormais trouver un repreneur pour éviter la liquidation.

La diffusion payée en France du quotidien a reculé sur les six premiers mois de l'année, passant de 69.327 à 63.091 exemplaires. Son principal concurrent est Les Echos. (Reuters 24.11)

2- Portugal

Les salariés portugais ont observé jeudi une grève générale, la première depuis un an, pour protester contre la cure d'austérité imposée par le gouvernement en échange d'une aide financière de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Les deux principales confédérations syndicales, qui représentent à elles deux plus d'un million de travailleurs, principalement ouvriers, organisent également au moins 34 manifestations dans tout le pays pour protester contre les mesures prises pour réduire la dette publique, et qui frappent lourdement salaires et prestations sociales.

Les avions sont restés au sol, les trains à quai et les services publics ont tourné au ralenti dans le pays de 11 millions d'habitants, où le chômage affecte 12,4% de la population active, un taux sans précédent depuis les années 1980.

Les syndicats ont parlé d'une participation "*massive*", mais le gouvernement a parlé de 10,5% de grévistes parmi les fonctionnaires.

Les chiffres gouvernementaux sont "*une manipulation claire*", a dit Joao Proenca, à la tête du syndicat UGT. Manuel Carvalho, du syndicat CGTP, n'a pas donné de chiffres de participation mais a affirmé qu'elle était "*sans aucun doute plus forte que l'an dernier*".

Il y a un an jour pour jour, trois des onze millions d'habitants avaient participé à la grève, selon la CGTP.

Des milliers de personnes, principalement des jeunes, ont manifesté à Lisbonne et des heurts ont éclaté devant le Parlement entre quelques manifestants et la police.

Tous les vols internationaux au départ ou à l'arrivée de Lisbonne et de Porto ont été annulés pendant la grève, a indiqué l'autorité aéroportuaire ANA sur son site internet. Un service minimum a été maintenu sur les liaisons vers Madère et les Açores.

"*La grève est générale, l'attaque est mondiale*", ont scandé les membres d'un piquet de grève installé à l'aéroport de la capitale, en allusion à ce que les syndicats présentent comme une offensive internationale contre les droits des travailleurs.

La justice a ordonné le maintien des services publics de base. A Oeiras, dans la banlieue de Lisbonne, la police a ainsi escorté les camions-poubelles pour qu'ils parviennent à franchir des cordons de grévistes. Aucun incident n'a été signalé.

La perspective de nouvelles mesures d'austérité, qui entreront pleinement en vigueur l'an prochain, pourrait mobiliser davantage la population.

"*Même si les gens acceptent en général la nécessité des mesures d'austérité, il y a un profond sentiment d'injustice concernant la répartition des sacrifices, en particulier dans le secteur public*", note Elisio Estanque, sociologue à l'université de Coimbra. (Reuters et AP 24.11)

3- Tunisie

Le couvre-feu a été décrété jeudi soir à Gafsa, dans le centre-ouest de la Tunisie, à la suite d'actes de vandalisme liés au recrutement dans ce bassin minier durement frappé par le chômage, tandis que le calme est revenu à Kasserine, dans la même région, après des affrontements entre manifestants et forces de sécurité.

Les incidents ont éclaté mercredi soir à l'annonce des résultats d'un concours de recrutement lancé par la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), principal employeur de cette région où beaucoup vivent dans des conditions précaires.

La compagnie a justifié son choix par "*des critères de recrutement basés sur ses besoins réels en ouvriers et cadres ainsi que sur le paramètre de compétence*" mais des habitants des localités de M'dhilla et Om Larayès ont dénoncé ce qu'ils considèrent comme du favoritisme.

Des protestataires ont incendié des bus et voitures et ont saccagé et pillé des sites liés à la CPG, notamment un entrepôt. Ils se sont également attaqués à des postes de police et de la Garde nationale ainsi qu'au siège de la municipalité, selon la TAP.

En dépit des renforts de l'armée et de la police dépêchés sur place, les violences visant les équipements publics et les bâtiments de la CPG se sont poursuivies jeudi. L'insécurité persistante a causé la fermeture d'une unité de production de composants automobiles relevant de la société japonaise Yasaki.

Craignant une recrudescence de la violence, le gouverneur (préfet) de Gafsa, Moncef Hani, a déclaré à la TAP avoir demandé

au ministère de la Formation professionnelle et de l'emploi de surseoir à l'annonce initialement prévue pour jeudi des résultats du concours de recrutement dans deux autres villes, Metaloui et Redeyef.

A Kasserine, le ministère de l'Intérieur a déclaré que le calme était revenu jeudi dans la journée. La veille au soir, des affrontements entre manifestants et forces de sécurité ont éclaté lors d'une marche initialement pacifique. Plusieurs milliers de personnes protestaient contre l'absence des "martyrs" locaux sur une liste des victimes du soulèvement populaire qui a renversé le régime Ben Ali en janvier dernier, selon la TAP.

L'Intérieur a également mentionné des troubles dans d'autres localités de la région, dont Thala et Fériana, précisant que l'armée avait tiré en l'air pour dissuader les manifestants de s'attaquer à des locaux administratifs.

A Kasserine, les heurts avec les forces de l'ordre et de l'armée nationale se sont soldés par 76 cas d'asphyxie par gaz lacrymogènes, selon une source médicale à l'hôpital régional citée par la TAP.

Des manifestants auraient essayé d'incendier la prison civile de Kasserine, de dévaliser une agence bancaire et de piller la section régionale de l'Union tunisienne de solidarité sociale (UTSS). Ils auraient aussi détruit et pillé des locaux commerciaux et brûlé des pneus. Les forces de l'ordre ont dispersé la foule en procédant à des tirs de sommation et en employant du gaz lacrymogène.

Les Kasserinois manifestaient contre "*l'oubli*" de leurs "*martyrs*" morts lors du soulèvement populaire qui a forcé le président Zine el Abidine ben Ali à s'exiler en Arabie saoudite le 14 janvier dernier, après 23 ans d'un pouvoir autoritaire.

Une liste lue au cours de la séance inaugurale de l'Assemblée constituante mardi, à "l'initiative personnelle" d'un élu, ne mentionnait en effet que "*sept martyrs*" sur les 23 tombés dans la région.

Lors d'interventions à la télévision depuis, le président de l'Assemblée constituante, Mustapha Ben Jaâfar, relayé par le nouveau président de la République pressenti Moncef Marzouki, ont présenté des "*excuses*" à la population de Kasserine, affirmant que "*l'oubli n'était pas intentionnel*". Ils se sont engagés à placer "*le dédommagement moral et matériel des martyrs en tête de leurs priorités*". (AP 24.11)

Economie

1- Obligations d'Etat

L'obligation à 10 ans allemande (Bund) a touché son plus bas niveau depuis près d'un mois jeudi, plombée par l'adjudication de la veille, avec un rendement qui a atteint jusqu'à 2,2% en séance. Le rendement a clôturé à 2,14%, en hausse de 7 points de base (pdb) sur la journée.

Après la dégradation de la note portugaise par Fitch, le rendement portugais à 10 ans a lui grimpé d'un point de pourcentage pour atteindre 13,81%.

Le rendement du papier italien à 10 ans reste sous pression à 7,17%, soit bien au-delà du niveau où il est jugé soutenable, alors que le Trésor italien doit procéder vendredi à l'émission de 8 milliards d'euros de titres à 6 mois.

Sur les marchés, les taux d'emprunt belges à 10 ans s'envolent largement au dessus des 5%. (Reuters 24.11)

2- Banque

Dexia a recours a des facilités d'urgence de fourniture de liquidités en France, en Belgique, en Espagne et en Italie, a-t-on appris jeudi d'une source bancaire, un développement qui illustre aux yeux des analystes la situation "*très grave*" de la banque franco-belge.

Cette source a indiqué que Dexia utilisait la fourniture de liquidité d'urgence (ELA) de la Banque nationale belge et d'autres "*banques centrales nationales en France, en Espagne, en Italie*", où le groupe possède des filiales.

Un analyste a déclaré que le fait que Dexia ait recours aux liquidités de banques centrales nationales de l'Eurosystème prouvait que sa situation avait encore empiré.

"*Le guichet d'urgence de la BCE (...) est très cher, donc cela montre que la situation de liquidité est très grave*", a dit cet analyste, qui a requis l'anonymat.

"*A un moment donné, on se trouve à court d'actifs non plombés à présenter à la BCE, et la seule manière de se financer, c'est via l'ELA, ce qui n'est évidemment pas bon signe*", a-t-il ajouté.

La source a précisé que Dexia comptait continuer à procéder de cette manière jusqu'à ce qu'une convention de garanties de 90 milliards d'euros soit conclue avec les Etats français, belge et luxembourgeois. (Reuters 24.11)

3- Belgique

Le gouvernement belge a lancé jeudi un appel à l'aide à la population face à la crise de la dette en annonçant à grand renfort de publicité un emprunt d'Etat ouvert à tous, alors que les problèmes budgétaires et politiques s'accumulent dans le pays.

«*Vu les difficultés sur les marchés financiers, nous voulons davantage faire appel à la capacité d'épargne des Belges pour financer la dette*», a expliqué le Premier ministre sortant Yves Leterme, qui gère les affaires courantes depuis avril 2010.

L'Agence de la dette a donc lancé un emprunt d'Etat ouvert à tous assorti de taux d'intérêt jugés intéressants, a annoncé Leterme, qui fait pour la première fois lui-même la promotion de ce type d'opérations.

Très courant dans les années 1990 en Belgique, ce mécanisme pour collecter l'épargne publique était moins utilisé ces dernières années, car il était devenu moins attractif que d'autres produits financiers. (libération.fr 24.11)

4- Portugal

L'agence de notation financière Fitch a abaissé jeudi la note de crédit du Portugal, pour la placer en catégorie spéculative.

La note est ramenée de BBB- à BB+ avec perspective négative. (Reuters 24.11)

5- Inde

L'Inde a libéralisé jeudi son secteur de la distribution, ce qui va permettre à des géants mondiaux comme Wal-Mart ou Carrefour de prendre pied sur un marché estimé à 450 milliards de dollars (337,2 milliards d'euros).

Les distributeurs étrangers pourront désormais acquérir des participations allant jusqu'à 51% dans les supermarchés de la troisième économie d'Asie, ce qui devrait aider à résorber les phénomènes de goulet d'étranglement dans l'approvisionnement, qui alimentent l'inflation.

La réforme imposera aux supermarchés des règles strictes pour qu'ils se fournissent auprès de producteurs locaux et assurent un niveau minimum d'investissement afin de soutenir l'emploi. (Reuters 24.11)

Haut de page

Le 26 novembre

CAUSERIE

A l'UMP, des députés et des sénateurs s'en prennent au gouvernement, ce dernier annonce des mesures puis finalement y renoncent, des ministres se contredisent dans leurs déclarations, à Paris les futurs candidats se déchirent publiquement (Dati et Fillon), leur allié du centre va présenter au moins un ou deux candidats (Morin et Bayrou), son aile droite ultra catholique en présente un aussi (Boutin), Guéant fait sincèrement ce qu'il peut pour aider Marine Le Pen à obtenir les 500 signatures dont elle a besoin pour se présenter à la présidentielle de 2012, tandis que dans son parti il y en a qui préfèreraient que leur candidat (Sarkozy) vire encore plus à droite et qu'elle ne se présente pas, pendant ce temps-là Villepin jure qu'il n'en veut plus à Sarkozy et que finalement il a abandonné l'idée de se présenter, il faut dire que l'affaire Karachi vient de connaître un nouveau rebondissement, le juge d'instruction enquêterait de nouveau du côté du clan Chirac, donc vaut mieux se faire tout petit et rentrer dans les clous. D'autres fissures sont apparues au sein de l'UMP dotées de leur propre candidat, Dupond-Aignan par exemple...

Au PS, après avoir exigé entre les deux tours de leur "primaire" qu'Aubry la ferme, c'est au tour d'Eva Joly de "*respecter*" le PS et son candidat, ils se déchirent sur l'accord signé entre EELV et leur parti, à Paris, Delanoë est scandalisé par le parachutage de candidats EELV, dont Duflot. Les dernières prises de position d'Eva Joly ont foutu le bordel dans son parti, son porte-parole a claqué la porte, Cohn-Bendit susurre à haute voix qu'elle devrait jeter l'éponge, Mamère regrette qu'elle soit leur

candidat, apparemment elle n'avait pas bien compris que lorsque les choses sérieuses allaient réellement commencer, elle devrait se tenir au garde-à-vous aux pieds du PS, du régime quoi. Pendant ce temps-là, leur partenaire, monsieur Hulot, en a profité pour rentrer au bercail et reprendre la direction de sa fondation bien dotée par Bouyges et Cie, les affaires sont les affaires...

Leur allié gaulliste de "gauche", Chevènement, en a rajouté une couche en prétendant vouloir "*faire bouger les lignes*" du PS, dont les mouches ne servent qu'à manipuler et attraper les naïfs, quand elles ne sont pas en plomb pour racler les fonds vaseux du régime. Quant aux attaques répétés de leur petit camarade Mélenchon elles les ulcèrent littéralement, au point de le mettre dans le même sac à merde que Marine Le Pen, pour finir, au PCF ils jurent qu'ils n'y sont pour rien et qu'ils appelleront à "*battre la droite*" au second tour en 2012...

Au PCF, ils sont divisés, entre ceux qui soutiennent Mélenchon et ceux qui estiment qu'il irait trop loin, alors qu'en réalité il n'a fait qu'enfoncer des portes ouvertes ou parler pour ne rien dire puisqu'il est inconséquent ou encore ceux qui étaient opposés à sa candidature et qui ne décolèrent pas d'être privé de candidat... mais seront bien fournis en élus aux législatives s'ils savent se tenir tranquilles, faisons-leur confiance au moins sur ce point-là.

Arrêtons-nous là un instant.

Cela ne vous fait pas penser à la situation en Grèce et en Italie la veille de l'éviction de Papandréous et Berlusconi parce que leurs gouvernements étaient paralysés ? On en reparlera en 2012... ou peut-être avant au rythme où va la décomposition (accélérée) de l'UE.

Au NPA, il y a deux semaines, lors de la diffusion sur TV5Monde Asie de l'émission *On n'est pas couché*, j'ai entendu Philippe Poutou affirmé qu'il était candidat en 2012 malgré lui, parce que "*personne ne voulait y aller*", sans conviction, en traînant les pieds, il l'a avoué très modestement, ce gars m'a l'air très bien même si on n'est pas d'accord sur beaucoup de choses, il m'a fait de la peine, sincèrement je vous assure, il n'a pas été ridicule pour sa première prestation sur un plateau de télé dans ce genre d'émissions.

Ce parti traverse une grave crise, on ne s'y retrouve plus entre les fractions, courants et tendances officieuses ou officielles ou qui se recomposent ou qui fleurissent à l'inverse proportionnellement de son nombre de militants, les uns faisant campagne pour leur candidat, d'autres s'y refusant ou assurant le minimum syndical. J'ai lu dans un article de presse que Besancenot avait déclaré pour rassurer les maires susceptibles d'apporter sa signature à leur candidat, qu'ils n'avaient pas à s'inquiéter de la démarche du NPA qui était "*démocratique*", dans les clous du régime autrement dit, si c'est lui qui l'affirme, dont acte...

C'est peut-être pour la même raison que le POI a préféré ne pas présenter Schivardi, contesté par bon nombre de militants du POI, sans l'avouer évidemment, ils ne tenaient pas à perdre encore une fois des centaines de militants...

Privatiser les profits et socialiser les pertes, en directe de la Bourse de Paris.

Les valeurs financières ont été, comme le reste de la cote, portées par des informations selon lesquelles les gouvernements européens renonceraient à faire participer le secteur privé à l'aide aux pays fragiles de la zone euro. (Reuters 25.11)

Ouf ! La veille ils avaient boudé des obligations allemandes à moins de 2% d'intérêt, hier en revanche ils se sont jetés comme des chiens enragés sur les obligations italiennes à 7,814%, normal, non ?

Maroc. Etats d'esprit.

Un tour d'horizon des motivations de la population marocaine hier jour d'élections législatives (13 millions d'électeurs inscrits), sans illusions.

Un "*devoir*".

"J*e vote parce que c'est un devoir national. J'ai fait mon devoir et j'espère que les députés feront le leur*", explique Mohamed Abidar, un instituteur de 40 ans.

Attrait de la nouveauté.

"*J'ai voté pour un parti qui me paraît sérieux. Ils n'ont jamais participé au gouvernement, donc je vais leur donner une chance*", commente pour sa part Abdelhamid Akhyat, 60 ans.

Berné une fois, pas deux.

En face du bureau de vote de l'école Slaoui, Brahim Errami, 25 ans, reste accoudé à une table de la terrasse d'un café populaire.

Il n'ira pas déposer de bulletin dans l'urne.

"*J'ai voté en 2007 parce que le candidat était membre de ma famille. Lui aussi m'a déçu. Dès que les élections sont passées, je ne l'ai plus jamais vu. Donc je ferai plus la même erreur. J'ai pitié pour les gens qui entrent et qui sortent de cette école*", lâche le jeune homme.

Tous "*pareils*".

Salim Abdellaoui, 37 ans, ne se montre pas plus motivé. "J'ai voté pour la Constitution parce que le roi a proposé du concret", explique-t-il, faisant référence à la réforme constitutionnelle adoptée à par référendum avec 98% de "oui" en juillet, "mais les politiciens ne tiennent jamais leurs promesses. Ils sont tous pareils et je n'ai pas aucune confiance en eux. Je ne vote pas".

Par dépit, l'espoir fait vivre.

A Rabat, on peut voir dans les urnes du quartier Akkari, un des plus pauvres de la capitale, que des dizaines d'électeurs ont voté depuis l'ouverture des bureaux. "*J'ai voté pour un parti qui m'a convaincu. Je ne voulais pas du tout voter mais le changement de la Constitution m'a donné un peu d'espoir*", confie Ali Moutii, artisan, à la sortie de l'isoloir.

A 15h, le taux de participation s'élevait à 22,4% des quelque 13 millions d'électeurs inscrits, contre 15,47% à la même heure en 2007, selon le ministère de l'Intérieur cité par l'agence de presse officielle MAP.

Le Mouvement du 20-Février, première force d'opposition marocaine depuis le début du "*printemps arabe*" pour la démocratie en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, a appelé au boycott du scrutin. (AP 25.11)

Parole d'internautes

1- " *Minable ! Cette Europe, pardon, Europe, qui ne parle que fric et marchandises depuis des décennies ! Tout cette nomenklatura de technocrates, d'oligarques, de financiers et d'agences (qui ne veulent pas qu'on les "audite" !) qui s'auto-congratulent entre gens de bonne compagnie qui "savent"tout mieux que les béotiens peu diplômés ! Par contre, il y a quelques semaines, cette europe (sans E majuscule) a voulu supprimer les aides aux plus démunis ! Sans commentaire !*

Pendant longtemps j'ai gobé les discours des UMP, centristes et autres socialistes disant qu'ils fallait être raisonnables lors des scrutins sur l'Europe ! Quel "gogo" j'ai été ! Maintenant je deviens déraisonnable quant à cette europe ! N'avons-nous pas, quelque part, été escroqués, nous, les gens ? Quand est-ce que l'Europe se préoccupera, prioritairement, des gens, dans leur vécu quotidien ? Si on écoute nos technocrates il va falloir s'occuper des sous pendant combien de décennies encore avant de faire du social (ouh l'affreux mot pour nos oligarques financiers !). Mais je sais que tous ces pontes européens vont, pour me culpabiliser, me traiter de "populiste"... "

2- "*Allemagne est AAA pourtant elle a peiné à placer ses dernières OAT (obligations d'Etat -ndlr) à 2, 5%. En revanche l'Italie, l'Espagne n'ont eu aucun problème pour placer leurs OAT à 7, 5%. Conclusion : Ce qui déplait aux investisseurs c'est avant tout les rendements trop bas*." (lepoint.fr 25.11)

INFOS EN BREF

Politique

ONU. La dictature des impérialistes dominants.

La proposition du Parti socialiste et des Verts de «supprimer le droit de veto» traduit une méconnaissance profonde du fonctionnement de l'ONU et des débats en cours pour réformer le Conseil de sécurité. Le droit de veto a été accordé aux cinq puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale qui fondèrent les Nations unies en 1945 (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie). C'est une «assurance tous risques » selon l'expression d'un diplomate, permettant à l'un de ces États de bloquer toute décision qu'il jugerait contraire à ses intérêts.

Attribut de la puissance, ce levier demeure, pour la France en tout cas, largement symbolique : elle ne l'a utilisé que 18 fois depuis 1945, quand les États-Unis et la Russie l'ont actionné des dizaines de fois. Mais aucun membre du «club des cinq» n'envisage d'y renoncer, ni aujourd'hui ni jamais.

La nécessité de réformer le Conseil de sécurité en l'élargissant pour qu'il reflète mieux les nouveaux équilibres du monde est une évidence. Ce projet est évoqué depuis trente ans, il piétine, et n'est pas près d'aboutir.

Toutefois, dans les commissions qui s'attellent laborieusement à ce chantier, il n'a jamais été question de supprimer le droit de veto ; tout juste, éventuellement, de l'aménager.

Un pays comme l'Inde, qui revendique un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, n'envisage d'ailleurs ce statut qu'assorti du droit de veto. Force est de constater que seules la France et la Grande-Bretagne souhaitent un élargissement du Conseil de sécurité. Les autres pays préfèrent le statu quo ou sont avant tout soucieux de barrer la route aux nations concurrentes qui pourraient rejoindre le cercle des «*grands*» : la Chine ne veut pas du Japon, l'Italie réfute le choix de l'Allemagne, le Mexique et l'Argentine celui du Brésil, les Africains se disputent les sièges qui pourraient leur échoir. Dans ces conditions, proposer la suppression du droit de veto est, au mieux une fausse bonne idée. Au pire, une inconséquence.

Créer un siège de membre permanent pour l'Union européenne est tout aussi irréaliste. Aucune entité autre qu'un État ne saurait être membre du Conseil de sécurité, ce qui rend d'ailleurs caduque la proposition d'y faire entrer des ONG. Plus qu'improbable, l'idée d'un siège européen serait également néfaste. Elle conduirait à l'affaiblissement de la position de la France, en introduisant dans le jeu des groupes régionaux. La France et la Grande-Bretagne devraient en effet renoncer à leur siège, voire les fusionner, car on imagine mal que l'Europe se voit accorder trois membres permanents. De la diplomatie fiction. (lefigaro.fr 25.11)

Que Le Figaro se rassure, Moscovici (PS) a déclaré à l'AFP : «*Il n'est pas question de remettre en cause le statut de membre permanent de la France au conseil de sécurité de l'ONU, ni le droit de veto tant que le système international n'a pas profondément changé et évolué*» (liberation.fr 25.11), ouf quel soulagement !

Les programmes de l'UMP et du PS étant identiques, a seule chose qui les différencie encore, c'est justement les petites phrases lancées ici ou là par leurs dirigeants...

La dictature que l'impérialisme américain et ses valets impose au reste du monde n'est pas de " la diplomatie fiction", mais bien la réalité, merci de nous tendre la perche. De quel droit cinq pays pourraient décider du sort de quelque 200 Etats et leurs populations ? Ils appellent cela la "*démocratie*".

Loin de nous l'idée de vouloir "*réformer*" l'ONU qui sert à mettre en oeuvre la politique décidée au Congrès et au Sénat américain, concoctée par le cartel des banquiers qui détiennent la Fed. Pour nous l'ONU doit être liquidée au même titre que toutes les institutions nationales, continentales ou internationales du capital, et c'est non négociable.

Un commentaire d'un internaute naïf ou ignorant permet de cerner sur quelle illusion compte s'appuyer les dirigeants du vieux monde pour conserver leur pouvoir sur le reste de l'humanité :

- "*... Vous pensez donner un pouvoir mondial, un pays une voix (ça c'est aujourdhui), pas de veto, ça c'est votre voeux imécile, les "petits pays du sud", la Lybie dans la passé avec Kadhafi ou encore Ben ali, sans parler de tous ces pays africains dirigés par des dictateurs prêts à vendre leur vote à plus offrant, donc dans votre esprit enfantin vous leur donnez le même "pouvoir" que la France, les US (qui paient!) l'Espagne et tous les autres pays "civilisés", hum je vois d'ici votre nouvel ordre mondial vert, à se tordre de rire...*"

Les impérialistes qui sont responsables de l'état catastrophique dans lequel se trouvent plongés les peuples sur tous les continents, qui sont à l'origine de toutes les guerres depuis des siècles à travers toutes les crises qu'ils ont engendrées, doivent être considérés comme faisant partie du camp des "*civilisés*", car les guerres, génocides, famines, le chômage, la précarité extrême, la pauvreté ou la misère dans leurs propres pays ou à travers le monde pour les avoir provoqués, bref la barbarie seraient autant de témoignages du progrès social et du degré de raffinement atteint par la civilisation humaine dont se revendiquent ces Etats.

Par conséquent, il est parfaitement légitime qu'ils dictent leur loi aux "*pays africains*" et aux "*petits pays du sud*" qui de leur côté ne peuvent engendrer que des "*dictateurs*" et font partie du camp des "*incivilisés*", des sauvages, des barbares, alors que leur indépendance est une fiction pour dépendre économiquement de ces impérialistes, qui ont mis à leurs têtes des gouvernements corrompus et fantoches à leurs ordres.

Une fois rétabli l'ordre des choses tel qu'il existe réellement débarrassé de ces illusions ou fabulations, le jugement est sans appel : l'ONU doit disparaître.

Ce qui est intéressant aussi dans l'article du Figaro, c'est qu'il met en relief que les contradictions qui s'expriment au sein des impérialistes dominants à l'ONU ou ailleurs (FMI, OMC, etc.), laissons de côté ici ceux qui aspirent à les rejoindre (Inde, Brésil, Afrique du Sud), sont les mêmes qu'on retrouve au sein de l'Union européenne ou de la zone euro, ce qui montre qu'en dernière analyse ce sont toujours des intérêts nationaux (ceux de leurs capitalistes) qui guident les décisions des différents impérialistes et déterminent le rapport de force qui existe entre eux. L'unité de façade, qu'ils affichent lors de grands sommets, ne concerne que les moyens à mettre en oeuvre pour soumettre le prolétariat mondial et assurer la survie du régime capitaliste

Le pouvoir dictatorial, dont se sont dotés cinq Etats impérialistes au lendemain de la seconde guerre mondiale et qui reflètent leur hégémonie sur le reste du monde, doit demeurer en l'état, l'ordre mondial tel qu'ils l'ont établi en dépend.

France

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a annoncé vendredi une réforme du droit d'asile qui, selon lui, est «*détourné à des fins d'immigration économique*», lors d'une renontre avec des journalistes.

«*Notre système d'asile est en danger parce que le dispositif est utilisé pour pénétrer et se maintenir dans notre pays*», a déploré le ministre, selon lequel la demande va augmenter à 60.000 dossiers en 2011 contre 52.762 en 2010 et 47.686 en 2009.

Selon M. Guéant, cette hausse «*repose sur des demandes infondées de plus en plus nombreuses*».

La France est la deuxième destination des demandeurs d'asile dans le monde après les Etats-Unis, et la première en Europe, devant l'Allemagne, la Suède et le Royaume-Uni.

Conséquences de cette hausse «*infondée*»: l'allongement des délais de traitement des demandes (19 mois et 12 jours en 2010 contre 16 mois et 15 jours en 2008), une saturation du dispositif d'hébergement conduisant à une occupation des structures dédiées aux sans-abri pendant l'hiver et une hausse du budget.

Face à ce constat, le gouvernement souhaite étendre la liste des pays d'origine classés sûrs à l'Arménie, la Moldavie, le Monténégro et le Bangladesh, «*première nationalité de demande d'asile alors que la situation du pays a évolué et ne le justifie pas*».

Un pays est considéré comme tel s'il veille au respect des principes de la liberté, de la démocratie et de l'état de droit, ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Par ailleurs, le gouvernement veut réduire le budget dédié à l'asile et qui sert à financer 21.500 places en CADA (centre d'accueil des demandeurs d'asile), 20.000 places d'hébergement d'urgence et une allocation temporaire d'attente pour 37.000 demandeurs.

«*Les efforts budgétaires s'imposent à tous et la modération des dépenses publiques s'impose aussi à notre politique d'asile*», a souligné le ministre qui souhaite introduire dans le droit français la notion de «*délai raisonnable*» pour le dépôt d'une demande d'asile alors qu'il n'est pas déterminé actuellement.

M. Guéant propose «*le seuil de 90 jours*» alors qu'en Grande-Bretagne «*une demande est considérée comme tardive trois jours après l'entrée sur le territoire*».

Preuve que le droit d'asile est détourné, a fait valoir le ministre, certains étrangers le demandent quand ils sont placés en rétention pour être expulsés. (libération.fr 25.11)

Si le droit d'asile concerne tout ressortissant provenant d'un pays où "*la démocratie et de l'état de droit, ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales*" font défauts, cela signifie que plusieurs milliards peuvent le revendiquer légitimement.

Dans un Etat comme le Bangladesh (par exemple) où des multinationales ou des sous-traitants travaillant pour elles emploient des millions d'esclaves qui travaillent 6 ou 7 jours par semaine à raison de 10 heures par jour minimum pour un revenu de 50 euros sans aucune protection sociale et dans des conditions de travail effroyables sans espoir d'en sortir un jour, ces esclaves n'appartiennent-ils pas à la catégorie de la population qui ne bénéfient pas de la "*démocratie*", d'un "*état de droit*", du respect "*des droits de l'homme*", etc. et qui peuvent ainsi prétendre au droit d'asile dans n'importe quel pays dits développé ?

Par ailleurs, en France et ailleurs, la tradition du mouvement ouvrier, complètement gangrené par le réformisme, veut depuis plus de 70 ans, qu'on revendique une amélioration de la condition ouvrière sans la situer dans la perspective du socialisme, sans se soucier de savoir d'où proviennent les profits réalisés par les capitalistes du moment qu'ils acceptent d'en redistribuer une partie aux travailleurs, soit à la suite d'une grève, soit dans le cadre de négociations salariales avec les syndicats qui se prêtent volontiers au jeu pour être totalement subordonnés au capitalisme.

Ce sont les mêmes qui se servent des sans-papiers ou qui dénoncent l'exploitation de la main d'oeuvre par les multinationales dans les pays comme la Chine, l'Inde ou le Bangladesh, qui en refusant de lier le combat pour les revendications sociales au renversement du capitalisme prolongent l'agonie de ces peuples ou s'en font les complices.

Guéant présente et défend ouvertement sa politique réactionnaire tournée contre les immigrés qui lui servent de boucs émissaires pour détourner l'attention des travailleurs des causes réelles à leurs problèmes, la survie du capitalisme et des institutions, tandis que les bonnes consciences de "*gauche*" s'en servent pour masquer leur refus de s'attaquer au capitalisme et

aux institutions, comme quoi ils sont complices et se complètent très bien.

Egypte

Des dizaines de milliers d'Egyptiens réclamant un régime civil ont envahi vendredi la place Tahrir au Caire pour une journée "*de la dernière chance*".

La manifestation a coïncidé avec la nomination de Kamal Ganzouri à la tête d'un gouvernement de "*salut national*".

Avec le soutien des syndicats, les contestataires espéraient réunir un million de personnes dans les rues de la capitale égyptienne.

Dans le même temps, 5.000 personnes agitant des drapeaux égyptiens ont manifesté en soutien au conseil militaire dans le quartier cairote d'Abbassiya. "*L'Egypte ne sera pas gouvernée depuis la place Tahrir*", pouvait-on lire sur une banderole.

Si Ganzouri est considéré comme un homme politique intègre, ses responsabilités sous le règne du "*raïs*" sont mal perçues par la rue, qui s'inquiète aussi de son âge (78 ans).

L'annonce de la nomination de Ganzouri a été mal accueillie par la place Tahrir.

Le CSFA a promis que les élections législatives débuteraient bien lundi. Mais les opérations de vote, lors des trois phases du scrutin, seront étalées sur deux jours au lieu d'un pour éviter "*une trop grand affluence et des problèmes de sécurité*".

Répondant à la principale revendication des contestataires, les militaires ont en outre promis d'accélérer le transfert du pouvoir aux civils en annonçant que l'élection présidentielle, qui parachèvera la transition, aura lieu en juin, six mois plus tôt que le calendrier initialement prévu.

La Fédération des syndicats indépendants avait invité les travailleurs à marcher sur Tahrir. Une autre organisation syndicale avait lancé un mot d'ordre de grève générale en signe de solidarité avec les manifestants. L'hiver dernier, les syndicats avaient joué un rôle important dans le mouvement populaire qui est venu à bout du régime d'Hosni Moubarak.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, les manifestants de la place Tahrir et les forces de l'ordre ont conclu une trêve qui a ramené le calme dans le centre de la capitale. Mais des barricades ont été érigées pour fermer la rue Mohamed Mahmoud, scène de violentes échauffourées ces derniers jours.

Jeudi, la Banque centrale a relevé ses taux directeurs pour la première fois depuis deux ans mais la livre égyptienne est tombée à six livres pour un dollar, pour la première fois depuis janvier 2005. L'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la note souveraine à long terme du pays de B+ à BB-. (Reuters 25.11)

Social

France

Peugeot Scooters, une filiale du groupe PSA, a confirmé vendredi son intention de fermer son usine de Dannemarie (Haut-Rhin) d'ici fin 2012 et de supprimer 200 emplois, a-t-on appris de source syndicale.

"*Ils veulent garder les capacités (de production) sans les personnes capables d'assurer les fabrications*", a déclaré Emmanuel Guillier, délégué central CGT.

L'usine de Dannemarie, qui emploie 140 personnes, produit des moteurs pour deux roues de petite cylindrée et des pièces pour l'automobile.

Quarante salariés seraient reclassés dans l'autre usine de Peugeot Scooters, à Mandeure (Doubs), qui emploie 650 personnes et où 100 emplois seraient supprimés, ainsi qu'à l'intérieur du groupe PSA.

Cette décision intervient alors que le constructeur automobile vient lui-même d'annoncer la suppression de 6.000 emplois dans le monde dont 5.000 en France.

Peugeot Scooters, qui accumule les déficits depuis une dizaine d'années, selon la CGT, a délocalisé les deux tiers de sa production en Chine, à Jinan, où une production de petits modèles, en coentreprise avec un partenaire chinois, a débuté en 2007.

L'entreprise, qui était numéro 1 du scooter en France en 2010, mais seulement numéro 4 en Europe avec un total de 97.000 unités vendues, mise sur le haut de gamme pour pérenniser son activité en France.

Un véhicule à trois roues de 400 cm3 doit y être produit à partir de 2012. (Reuters 25.11)

Bulgarie

Les employés des chemins de fer étaient en grève pour le deuxième jour consécutif vendredi en Bulgarie pour protester contre un plan de restructuration prévoyant des licenciements et un gel des salaires.

Les cheminots bulgares réclament l'abandon du plan, qui prévoit le licenciement de 2.000 employés, la suppression de 138 trains et une hausse du billet jusqu'à 15%.

Les syndicats ont averti que le mouvement social serait reconduit chaque jour, entraînant la paralysie du réseau ferroviaire entre 8h et 16h, tant qu'un accord ne serait pas trouvé.

Le directeur de la compagnie de chemin de fer, Vladimir Vladimirov, a de son côté averti vendredi que l'entreprise pourrait se retrouver en faillite si la grève devait se prolonger au-delà de dix jours. (AP 25.11)

Economie

UE. Porte-parole de la dictature de l'aristocratie financière

Les Etats membres de l'Union européenne envisagent de retirer du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) la possibilité d'impliquer le secteur privé dans le sauvetage financier d'un pays, ont dit vendredi quatre sources proches du dossier.

Les discussions en cours ont lieu dans le cadre plus général des échanges sur la réforme des traités européens, sur laquelle Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se sont entendus jeudi à Strasbourg, a-t-on précisé de même source.

Ceci ne remet toutefois pas en cause la participation des banques et assureurs européens au deuxième plan d'aide à la Grèce, dans lequel ils se sont engagés à effacer 50% de leurs créances aux pays.

"*La France, l'Italie, l'Espagne et les pays périphériques sont pour, l'Allemagne, la Finlande et les Pays-Bas sont contre*", a dit l'une des sources.

"*(Les premiers) disent que la Grèce est un cas unique en ce qui concerne la participation du secteur privé (...) Il estiment que s'il s'agit d'un cas unique, alors il ne faut pas l'inclure dans le texte (du mécanisme européen de stabilité). C'est leur argument pour le retirer*", a-t-on ajouté.

Le futur MES, qui doit se substituer le 1er juillet 2013 à l'actuel Fonds européen de stabilité financière, prévoit au terme d'un accord conclu en mars dernier par les dirigeants des Vingt-Sept que des clauses d'action collective seront attachées aux émissions obligataires en zone euro à partir de cette date.

Ces "CACs" permettent, en cas de crise de solvabilité d'un pays, de forcer la restructuration d'une dette sans avoir l'unanimité des créanciers.

Les créanciers privés seraient également impliqués de manière graduelle en cas de crise de liquidité avec un maintien volontaire de leur exposition à un pays, comme cela a été fait au début de la crise.

Discutée plus en détail en mars dernier, cette question avait aussi été l'un des facteurs qui avaient accéléré la demande de soutien du Portugal.

D'où la demande d'un certain nombre d'Etats membres de l'UE de renoncer à cette provision afin de ramener progressivement le calme sur les marchés.

Une décision sur cette question est toutefois liée à des avancées sur les autres grands dossiers actuellement en discussion, ont précisé les sources interrogées : réforme des traités afin d'inscrire dans le marbre un contrôle plus strict des budgets nationaux, rôle de la BCE dans la gestion de crise ou création à terme d'euro-obligations. (Reuters 25.11)

L'homme propose et dieu dispose, c'est bien connu !

France

Un Airbus A340 d'Air France, qui venait d'être révisé en Chine, a dû être immobilisé mi-novembre aux Etats-Unis, un mécanicien ayant constaté l'absence d'une trentaine de vis sur l'appareil pour une raison encore indéterminée qui a amené la compagnie à ouvrir une enquête.

«*Dernièrement, (l'avion immatriculé) F-GLZR est rentré de Chine et a volé pendant quelques jours avant d'être arrêté: il lui manquait un tiers des vis sur un panneau de carénage*», écrivent des pilotes dans le dernier bulletin du syndicat Alter dont l'AFP a obtenu une copie.

Air France sous-traite depuis plusieurs années la révision de ses Boeing 747 et désormais aussi celle de ses Airbus A340 à Xiamen (Chine). «*Et le résultat est toujours à la hauteur des ambitions de notre entreprise!*», ironisent les navigants.

Un Boeing 747-400 d'Air France avait déjà été immobilisé l'an passé après une grande visite en Chine: certaines parois de l'avion avaient été repeintes avec de la peinture potentiellement inflammable. L'avion avait volé pendant trois semaines.

Cette fois, l'A340 reparti de Xiamen le 10 novembre avait été inspecté pendant trois jours à Roissy avant de reprendre ses rotations, mais ce n'est que cinq jours plus tard, à Boston, que l'absence de vis a été constatée, le panneau ayant commencé à se détacher en vol.

Selon Air France, la présence de joint sur les vis a pu gêner l'inspection. «*Cet incident est le premier de cet ordre*», selon le porte-parole qui a fait valoir que le sous-traitant chinois Taeco était «*internationalement reconnu et travaille depuis plus de quatre ans pour Air France*».

Taeco, qui n'a pas commenté l'incident, est un des leaders mondiaux du grand entretien de gros porteurs. Il travaille notamment pour Lufthansa, British Airways, American Airlines, JAL et Emirates.

Les grandes compagnies, qui possèdent leurs propres filiales dédiées à la maintenance (Air France Industries KLM, Lufthansa Technik, etc.), se tournent vers lui pour réduire leurs coûts.

Des compagnies comme easyJet et Air Caraïbes confient de leur côté leurs appareils au suisse SR Technics.

Selon le magazine Aviation Week d'avril 2011, le marché de la maintenance est évalué à 50 milliards de dollars dont 8,7 pour la grosse maintenance, l'un des secteurs les plus compétitifs. (liberation.fr 25.11)

Italie

Les taux des obligations italiennes à six mois ont bondi à 6,504% contre 3,535% lors d'une opération similaire le 26 octobre tandis que les taux à deux ans se sont envolés à 7,814%, contre 4,628%, du jamais vu depuis la création de la zone euro. Ces niveaux sont jugés insoutenables sur la durée pour la péninsule qui croule sous une dette colossale représentant environ 120% de son PIB.

Le Trésor a toutefois réussi à lever comme prévu 10 milliards d'euros grâce à une demande qui reste soutenue.

Face au défi de la croissance, Mario Monti doit s'atteler à la réforme des retraites et du marché du travail ainsi qu'à la libéralisation de l'économie italienne pour y insuffler plus de concurrence. (lefigaro.fr 25.11)

Haut de page

Le 27 novembre

CAUSERIE

Si l'actualité était moins chargée les semaines qui viennent, on pourrait aborder des passages très abordables du *Capital* sous forme d'épisodes, commentés ou non ou alors très brièvement, j'y réfléchis. En ce moment à cause de la mousson, tous les soirs ils coupent le courant, du coup je suis privé de télé, ma seule distraction entre guillemets, donc je me suis remis à lire avec toujours la même délectation.

Je vous avouerai que j'ai voulu lire Hegel (Principe de la philosophie du droit), à ne pas confondre avec Engels le compagnon de Marx, mais j'ai laissé tomber rapidement car cela réclamait de ma part un effort que je n'étais pas prêt à faire pour le peu que j'en retirerais, pour lire Hegel il faut un état d'esprit particulier et se plonger littéralement dedans, sinon c'est carrément impossible à lire, je n'ai jamais pu terminer la lecture de *La phénoménologie de l'esprit*, et je vous mets au défi de trouver deux lecteurs qui en feraient la même interprétation ! Et j'ai trouvé simplet ou trop général, approximatif, le *Traité de l'autorité politique* de Spinoza. Au moins avec Marx et Engels on ne marche pas sur la tête...

Serait-ce nouveau ?

Viviane Serrano. 47 ans, fonctionnaire d'État, militante à Sud, (sympathisante ou militante du NPA ?), extrait d'une interview à Libération :

"*Ces dernières années, toute la politique a eu tendance à se déplacer vers la droite. L'UMP et le président de la République flirtent avec l'extrême droite, le centre se droitise à son tour, et le Parti socialiste adhère à la mondialisation libérale en prétendant qu'on ne peut pas faire autrement.*" (liberation.fr 26.11)

- Quand un certain Maurice Papon, vichyste de son état, officiait comme préfet de police à Paris nommé par de Gaulle, l'ancêtre de l'UMP ne "*flirtait-il*" pas déjà avec l'extrême droite ?

- Quand l'UDF sera à la pointe avancée du combat pour la construction de l'Union européenne dans le milieu des années 70, le centre ne s'était-il pas déjà "*droitisé*" ?

- Quand le PS adhèrera officiellement à "*l'économie de marché*" en 1983, n'avait-il pas déjà signifié qu'il n'était plus possible de faire "*autrement*" que s'accommoder du capitalisme ?

Aucun parti issu de l'opposition de gauche (ou du trotskisme) des années 30-40 en France n'a été capable de construire un parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 ou 80 années qui viennent de s'écouler. Sous la IVe ou sous la Ve République, sous le contrôle du mouvement ouvrier par le stalinisme ou non, avant comme après l'implosion de l'URSS, en période de flux ou de reflux de la lutte des classes en France ou à l'échelle internationale, avec ou sans programme transitoire, en conservant ou en changeant le nom du parti, en conservant ou en changeant de type de parti, en conservant ou en refondant le parti, quelles que soient les conditions ou le contexte, les dirigeants de LO, de l'ex-LCR et de l'ex-PCI ont démontré qu'ils avaient été incapables de rassembler dans un parti incarnant la révolution socialiste les travailleurs en rupture avec le capitalisme et les institutions ou susceptibles de rompre avec eux, et d'incarner dans la pratique la continuité du marxisme et du bolchevisme.

On sait pertinemment qu'il existe des contextes plus difficiles que d'autres, après une lourde défaite par exemple, quand la mobilisation de la classe ouvrière reflue, mais là il ne s'agit pas de cela ici, on ne peut pas admettre l'argument selon lequel les conditions pour construire le parti auraient été défavorables pendant une aussi longue période, cela n'a jamais existé depuis les premiers soulèvements ouvriers au début des années 30... au XIXe siècle.

Au total des centaines de milliers de travailleurs sont passés par ces différentes formations politiques pour finalement les quitter comme ils y étaient entrés, ayant été incapables de les former et de les garder, d'en faire les cadres d'un parti qui serait devenu un parti de masse à partir et après l'accession au pouvoir de de Gaulle et de la fondation de la Ve République en 1958, qui aurait pu se renforcer encore vers le milieu des années 60 pour jouer un rôle décisif en 1968 et gagner des couches entières d'exploitées... Au lieu de cela, ces organisations se sont avérées être des passoires, incapables de conserver les travailleurs qui les avaient rejoints ou qu'ils avaient gagnés lors de batailles politiques.

Quand on refuse d'établir ce constat accablant pour leurs dirigeants, on cherche des explications ailleurs, on se perd en conjectures sans fournir d'arguments valables à la question de savoir pourquoi nous avons été incapables de construire le parti de la révolution socialiste dont l'absence aujourd'hui fait cruellement défaut.

On doit admettre qu'il ne soit pas toujours facile d'analyser la situation (à l'échelle mondiale) et les rapports qui existent dans la société et d'en déduire des conclusions pratiques correctes, mais on ne peut admettre qu'il soit impossible de corriger ses erreurs sous peine de se renier ou de s'écarter de l'objectif politique qu'on s'était fixé, pour finalement prétendre qu'on y est pour rien comme si là aussi il existerait une fatalité, le triomphe de la barbarie serait écrit quelque part ou programmé, inévitable, auquel cas il faudrait dire ouvertement aux travailleurs et aux militants que l'on estime que le socialisme était une magnifique utopie, qu'on n'y croit plus soi-même et que par conséquent il ne reste plus qu'à se battre pour sauver ce qui peut l'être encore, temporairement, à défaut de pouvoir changer le monde, ce serait plus honnête.

On a été incapable d'intégrer l'amélioration de la condition ouvrière dans notre analyse de l'évolution du capitalisme mondial et dans notre conception de la lutte de classe.

Hier j'ai relu quelques passages de la situation de la classe ouvrière britannique au milieu du XIXe siècle décrite avec une

précision d'horlogier par Engels (La situation de la classe ouvrière en Angleterre - 1845). Ses conditions de travail et de vie étaient effroyables, cauchemardesques, et Engels de préciser que le sort que le capitalisme avait réservé à la classe ouvrière était pire qu'à l'époque de l'esclavage et de la féodalité, absolument pire dans tous les domaines, même les chiens bénéfiaient d'un sort plus enviable, et ce n'est pas un hasard si aujourd'hui ceux qui se préoccupent du sort réservé aux animaux se désintéressent de celui réservé aux hommes et femmes qui triment comme des esclaves pour tout juste survivre, quand ils ne crèvent pas de froid sur un trottoir d'une grande ville ou de faim quelque part dans le monde.

A cette époque et jusqu'au premier tiers du XXe siècle, ce simple constat épouvantable suffisait à en déduire qu'il fallait changer le monde de fond en comble, à légitimer le socialisme. De l'après guerre jusqu'à nos jours, ce constat a été largement atténué jusqu'à devenir marginal, anecdotique jusqu'au cynisme, inconsciemment ou hypocritement en ne voulant pas regarder que ces mêmes conditions effroyables étaient reproduites dans les pays producteurs de matières matières puis de produits finis, le capitalisme avait exporté ces conditions de travail abominables dans les pays du tiers monde qu'il exploitait et dont il tirait les énormes profits qui permettaient d'améliorer le sort de son propre prolétariat ou de satisfaire en partie ses revendications sociales, à la fois pour préserver la paix sociale et permettre au cycle du capital de parvenir à son terme à travers la consommation des marchandises produites.

C'était la loi du ventre, des trippes qui nous soulevait, nous révoltait autrefois, nous forçait à nous questionner sur le monde dans lequel nous vivions, le spectacle de ce flot continu et monstrueux de misère qui s'offrait à la vue de tous pendant qu'une poignée de priviliégiés se vautraient dans le luxe ou étalaient leur extrême richesse, constituait un défi pour la raison qui avait été au coeur de la réflexion au siècle des Lumières, ou plutôt contre la raison qui finalement avait coïncidé avec les intérêts bornés de la classe qui allait prendre le pouvoir, la bourgeoisie, conception de la société qui pour cette raison devait être abandonnée au profit d'une description scientifique des rapports entre les classes établie sur la base des rapports sociaux de production, tâche qui fut accomplie magistralement par Marx et Engels, ainsi naquit le socialisme scientifique qui donna naissance aux premiers partis ouvriers combattant pour se débarrasser du capitalisme, pour le socialisme.

De nos jours, ce n'est plus cette loi du ventre ou des trippes qui peut prévaloir, car pour qu'il en soit ainsi, il faudrait qu'on ait à l'esprit en permanence et non pas seulement entre le fromage et le dessert, le sort abominable que connaît le prolétariat ouvrier et paysan sur tous les continents. Or ce n'est pas le cas, c'est quasiment impossible, parce que chacun aspire légitimement au bien-être ou au bonheur et profite de l'espace plus ou moins grand dont il dispose en fonction de sa place dans la société pour savourer une existence chèrement gagnée et oublier du même coup, non seulement que d'autres n'ont pas cette possibilité ici ou ailleurs dans le monde, mais que le sort des générations passées n'ont pas toujours été aussi enviables que le leur, que des générations passées avaient cru elles aussi être sorties d'un passé cauchemardesque ou que le progrès social serait (à nouveau) infini à l'avenir pour y replonger en pire à l'occasion de la seconde guerre mondiale et tout perdre.

On se refuse à imaginer le pire, comme on est incapable d'imaginer le meilleur quand on a suffisamment de quoi vivre relativement normalement, l'être humain est ainsi fait ou fonctionne de la sorte dans la société à défaut d'être maître et donc conscient de sa condition.

Changer le monde avant de devenir une nécessité historique consciente grâce au marxisme, fut autrefois une nécessité qui s'imposait quand on avait les trippes nouées par la faim ou quand l'existence n'était qu'une plaie purulente qui menaçait de vous emporter à chaque instant, une question de survie pour la plèbe en guenille, une priorité absolue... Alors que de nos jours c'est une simple option à laquelle on n'ose même plus penser ou si peu, une hypothèse dépassée qui appartient à un passé lointain ou indéterminé ou qui donne lieu à des débats interminables et indécents qui finissent toujours par le constat que de toute manière c'est impossible puisqu'on aurait tout essayé et qu'on aurait échoué, ou encore que la tâche s'avère trop vaste pour qu'on s'y attelle, préférant se laisser submerger par le capitalisme avec lequel finalement on finit par s'accommoder sans l'avouer, en espérant par on ne sait quel miracle, qu'un jour les choses s'amélioreront, tournant ainsi le dos à la réalité qui emprunte de plus en plus la forme et le contenu de la barbarie à l'échelle de l'humanité.

Changer le monde est devenu un sujet tabou, un sujet que seuls les utopistes ou les extrêmistes peuvent aborder, pensez donc il est même devenu impensable d'imaginer mettre en oeuvre la moindre réforme sociale profitant à l'ensemble des exploités.

Et pourtant cette perspective reposait et repose toujours non pas sur une théorie mais sur quelque chose de bien concret, matériel, le développement historique du capitalisme qui conduit, soit à son dépassement qui coïncidera à terme avec la fin du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a constitué la préhistoire de la civilisation humaine, le socialisme, soit à l'incapacité dans laquelle se trouverait le prolétariat mondial d'accomplir (consciemment) cette tâche historique, et le capitalisme en putréfaction signerait à terme l'arrêt de mort de la civilisation humaine.

Et ce n'est pas un hasard si le socialisme repose à la fois sur des conditions ou un facteur objectif et subjectif. Les deux sont en perpétuelle évolution, ne pas en tenir compte ou ne pas être capable d'en tenir compte a conduit à la situation actuelle. Le facteur subjectif dépendant du facteur objectif, une attention particulière aurait dû être portée à ce dernier.

Traduit dans la réalité et sur le plan de la lutte des classes, on a pu observer que l'amélioration de la condition ouvrière ne s'était pas accompagnée d'une prise de conscience des conditions exactes dans lesquelles elle avait eu lieu, encore moins dans quelles perspectives elle se situait sur l'échelle de l'évolution à venir du capitalisme mondial. On a assisté à l'enchâinement d'une

suite de luttes pour des revendications sociales dépourvues de contenu ou d'orientation politique ou sans qu'elles soient reliées à la nécessité de préparer les conditions pour renverser le capitalisme, car il était évident qu'un jour ou l'autre au détours d'un rapport de force qui serait défavorable aux exploités (sur le plan national ou mondial ou les deux à la fois), la bourgeoisie passerait à l'offensive pour tenter de reprendre tous le droits sociaux que nous avions chèrement acquis avec la complicité de ses lieutenants au sein du mouvement ouvrier.

C'est dans ce contexte, le combat et la mobilisation pour des revendications démocratiques bourgeoises côtoyait l'inconscience ou l'absence de perspective politique sans laquelle il était impossible de leur donner un contenu correct ou conforme aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ce qui se payerait très très cher plus tard lorsque les capitalistes passeraient à l'offensive. C'est la situation à laquelle nous devons faire face aujourd'hui.

Il faut bien avouer, qu'aussi longtemps que les différentes crises du capitalisme qui ont eu lieu depuis le début des années 70 n'ont pas violemment frappé l'ensemble des masses exploitées, personne n'a imaginé ou voulu imaginer que tous nos acquis pourraient être remis en cause à une allure fulgurante, et encore on n'a pas encore tout vu, le pire reste à venir dès 2012 ou peut-être même avant au rythme où va la crise. Pire encore, les différents partis que j'ai cités plus haut, au lieu de rectifier le tir et de recentrer (subordonner) leur politique contre les institutions ou l'Etat qui démontrait quotidiennement qu'il n'était que l'exécutant zélé de la politique antisociale dictée par les marchés financiers (via l'UE), ces partis continuèrent sur le même refrain comme si finalement tout finirait par s'arranger un jour, n'ont-ils pas décrété que tout était possible, alors que leurs forces n'ont jamais dépassé quelques milliers de militants.

Aujourd'hui, quand on voit le rôle de l'Etat auprès des banquiers, les travailleurs n'y comprennent rien ou pas grand chose, ils pensaient que l'Etat servait aussi leurs intérêts, c'est ce qu'on s'était appliqué à leur laisser croire, ces partis n'ont-ils pas par tous les bouts légitimé ces institutions, soit en participant directement à toutes les élections ou presque ou en appelant à soutenir des candidats du PS ou du PCF qui y participaient. Imaginez, du jour au lendemain il faudrait leur expliquer qu'il faut balayer cet Etat, le démolir de fond en comble sans en laisser une pierre debout, impossible évidemment, c'est la démonstration qu'offre ces partis et que chacun peut constater.

Quand Trotsky affirmait que dans l'avenir pour prendre le pouvoir le prolétariat aura besoin d'un niveau de conscience beaucoup plus élevé qu'il en avait fallu à la classe ouvrière lors des révolutions passées, il ne voulait pas dire par là que les masses exploitées devraient s'élever au niveau du programme de la révolution socialiste en régime capitaliste pour parvenir à cet objectif, mais qu'elles devraient avoir saisi que la liquidation du capitalisme était une nécessité absolue, une tâche historique qui leur incomberait de réaliser, ce qui impliquait que le moment venu, elles seraient armées d'une détermination sans faille et consciente pour s'attaquer à tous les obstacles qui se dresseraient sur son chemin pour parvenir à son objectif.

Autrefois, cette nécessité de changer le monde s'imposait par le ventre ou les trippes, par la misère qui s'étalait dans toutes les grandes villes du monde dit "*civilisé*" ou "*développé*", qu'on ne pouvait pas ne pas voir tellement elle était omniprésente comme je l'ai exposé plus haut, cette condition n'étant plus valable ou ne se présentant plus tout à fait de la même manière de nos jours, quand on a de quoi vivre confortablement, il suffit de ne lire aucun journal, de n'allumer ni la radio ni la télé et de ne se connecter à aucun site Internet d'informations pour estimer que la vie est somme toute agréable et mérite d'être vécue, compte tenu que cette condition a évolué, il y avait et il y a tout un travail d'éducation à faire en direction de l'ensemble du prolétariat et de la petite-bourgeoisie pour qu'ils pensent leur condition autrement qu'en terme d'abstraction ou un moment qui pourrait se perpétuer à l'infini, comme quelque chose de figé qui ne serait rattaché ni au passé ni au futur, en mettant en relief que tout acquis ou avancée sociale appartenant au passé, au présent ou au futur dans le cadre du régime capitaliste, se traduit ou se traduira un jour ou l'autre par son contraire, avant-hier c'était les peuples colonisés qui en avaient fait les frais, hier c'était les nouveaux esclaves du capitalisme en Asie, en Afrique et en Amérique latine, aujourd'hui et demain ils ont le droit de se dire que leur tour est venu, à eux ensuite de voir s'ils doivent rester les bras croisés à attendre de connaître le même sort que ces peuples ou s'ils sont convaincus par la démonstration à laquelle se livre le capitalisme sous leurs yeux, qu'il ne conduit finalement qu'à la barbarie et qu'il est urgent de s'organiser pour s'en libérer pendant qu'il en est encore tant, que c'est finalement davantage une nécessité qui s'impose à nous plutôt que le produit d'un caprice ou d'une théorie.

Je n'ai plus le temps de poursuivre, j'ajoute que cette nécessité qui correspond à une véritable prise de conscience, provoquerait chez les travailleurs et militants une modification radicale de leur façon d'aborder la société, elle doit être associée à la reconnaissance de la légitimité de l'ensemble de nos besoins et aspirations, ce qui permet de faire le lien sur le terrain pratique entre la défense de tous nos droits ou acquis et la perspetive du renversement du capitalisme et ses institutions politiques, son Etat, l'objectif pour lequel nous combattons et auquel doit être subordonné notre tactique et notre activité politique pour construire le parti.

Non, je ne connais pas ma leçon sur le bout des doigts, l'exercice auquel je me livre ici est autrement plus complexe et périlleux que de réciter des passages du marxisme appris par coeur, j'écris directement à l'écran et je peux vérifier en temps réel si la perspective que je trace tient finalement la route ou non, c'est ce que je viens de faire dans le paragraphe précédent, tout y est une fois que j'ai constaté sans le rechercher notez bien, que la question y avait bien sa place, et qu'à défaut de pouvoir soulever les foules d'opprimées et de se prendre pour ce qu'on n'est pas, on pouvait toujours se donner les moyens de construire le parti, pour peu qu'on le veuille réellement, c'est une autre question qu'il faudrait poser à vos dirigeants.

(après avoir cassé la croute à 14h300 heure locale, 10h du matin chez vous, bon dimanche à tous au passage)

Question : Pour concevoir qu'il existerait une issue (politique) à la crise du capitalisme, faudrait-il encore concevoir que nos besoins ou aspirations sont légitimes, non ? Si maintenant la majorité des travailleurs demeurent incapables de le concevoir, cela ne signifierait-il pas qu'ils sont subordonnés au capitalisme ?

La compréhension de la situation ne nécessite-t-elle pas d'aller du particulier au général et du général au particulier ? Le pire c'est encore de s'arrêter en cours de route...

La démocratie la "***nouvelle religion des Etats-Unis***"

Pourquoi le témoignage de Danielle Mitterrand est-il si important? Parce qu'on a la preuve (supplémentaire), par quelqu'un du Système, que les politiciens ne sont que des marionnettes. D'une manière générale, on illusionne les peuples sur un pouvoir qu'il n'a pas. La démocratie est même devenue la nouvelle religion des Etats-Unis, qu'ils ont exportée partout, en cachant soigneusement qu'ils tiraient les ficelles, derrière, via de multiples officines. Et si, par malheur, un dirigeant arrive et ne joue pas le jeu, il lui arrive un « *problème* ».

Aujourd'hui, personne ne contredira ce qui devient une évidence : les choses ne vont pas très bien ! Que font les banquiers internationaux du cartel bancaire dans une telle circonstance ? Changer les dirigeants des Etats démocratiques. Deux options : contraindre à la démission et amener une nouvelle équipe sous contrôle (ce fut le cas de la Grèce et de l'Italie récemment) ; produire des élections démocratiques avec deux équipes qui annoncent la couleur. Voilà ce qui vient de survenir en Espagne. Le nouveau leader espagnol, Mariano Rajoy, est sorti des urnes, choisi par un peuple comme un nouvel espoir… Comme l'a très bien résumé un électeur : « *On peut choisir à quelle sauce on va être mangés mais on va être mangés, de toute façon* ».

La quatrième économie européenne souffre d'un chômage important : officiellement, il touche 21% de la population active (soit environ 5 millions de chômeurs, plus de 45% des jeunes de la péninsule n'ont pas de travail). Chiffre incroyable : 1 espagnol sur 5 vit sous le seuil de pauvreté. Malgré cela, on annonce beaucoup d'austérité… tandis que la croissance est à 0% au troisième trimestre de cette année. Ce n'est pas un secret : l'implosion de la bulle immobilière « *a laissé sur le carreau de nombreuses entreprises et bâtiments invendus, aujourd'hui encore inoccupés. Conséquence directe : un secteur bancaire défaillant avec sur les bras 176 milliards d'euros de crédits douteux et de biens saisis. A l'heure où nous parlons, le total des dettes du Trésor et des banques espagnoles arrivant à échéance en 2012 s'élève à 335 milliards d'euros* ». Une paille… (liesidotorg.wordpress.com 25.11)

Qu'est-ce que le Carlyle Group ? Ou quand un clan mafieux gouverne le monde.

Extraits du numéro 29 de la lettre confidentielle LIESI du 30 décembre 2002.

En 1987, est créé le fonds de placement du nom de Carlyle Group qui gère aujourd'hui 12 milliards de dollars. Relevons qu'à travers les sociétés qu'il contrôle, ce groupe arrive au onzième rang des compagnies d'armement américaines. Ceci est très intéressant pour mieux comprendre la politique d'armement lancée par le clan Bush. Mais le plus important est de savoir que le Carlyle Group gère la quasi totalité des placements financiers du Saudi Binladen Group. Son directeur est Frank C. Carlucci, un ancien directeur adjoint de la C.I.A. ; l'ancien secrétaire d'Etat de George Bush, James A. Baker III joue le rôle de conseiller. Pour expliquer la logique du soutien inconditionnel des Britanniques aux décisions américaines en matière stratégique nous relèverons la présence de John Major, l'ancien Premier ministre britannique et, bien évidemment, George Bush père.

Avec le Carlyle Group nous avons la preuve que Ousama ben Laden n'est pas seulement un agent de la C.I.A. mais que sa famille est un des principaux partenaires financiers de la famille Bush !

La conclusion est la suivante : si, comme l'affirment de nombreux officiels américains, la famille ben Laden continue à soutenir les activités de Ousama ben Laden, le Carlyle Group qui gère les finances du Saudi Binladen Group est nécessairement impliqué dans les délits d'initié en rapport avec les événements dramatiques du 11 septembre ! Mais alors… tout le clan Bush est un heureux bénéficiaire des spéculations boursières qui ont été mises en œuvre avant les attentats ? Est-ce la raison pour laquelle toutes les enquêtes de délits d'initié sur ce grave sujet n'aboutissent jamais ? Est-ce la raison pour laquelle l'actuel président des Etats-Unis a vite cherché à détourner les projecteurs de ben Laden et à les concentrer sur S. Hussein ?

Ce n'est malheureusement pas tout… Il faut savoir que le frère de la femme de ben Laden, Khaled Ben Mahfouz, dispose d'une résidence à Houston, au Texas, et qu'avec le soutien de la famille Bush, il a acheté une partie de l'aéroport de la ville pour sa convenance personnelle. (liesidotorg.wordpress.com 24.11)

Et qui trouve-t-on dans cette association mafieuse ? Je vous le donne en mille : Olivier Sarkozy, le demi-frère de La Talonnette, un pur hasard avec sa montée aussi fulgurante qu'irrésistible au sein du parti de l'ordre. (lire plus loin)

INFOS EN BREF

Economie

1- Egypte

Les taux d'intérêt sur la dette du pays s'envolent à presque 15% à six mois et presque 7% à dix ans. (liesidotorg.wordpress.com 27.11)

2- UE.

2.1- Un marché de dupes savamment orchestré... par les marchés financiers avec la complicité des chefs d'Etat.

Ne soyons pas dupes de ce qui se met en place. Le scénario a été écrit et il se déroule pour l'instant, étape après étape, comme prévu. Le transfert de souveraineté vers des instances supranationales et une crise financière qui va s'amplifier, cadrent parfaitement avec ce qui est recherché : la perte « globale » de souveraineté nationale et une action « globale » menée par les banquiers internationaux via, justement, les institutions supranationales. On sait très bien que le FMI n'est pas l'issue du plan; derrière il y a la Banque des Règlements Internationaux. (liesidotorg.wordpress.com 27.11)

2.2- Interview de J. Delors à Challenge.

La coalition allemande n'a-t-elle pas changé de discours ?

Oui, mais je vous le rappelle, c'est l'Allemagne qui avait refusé en 1997 le pilier économique du rapport Delors. C'est ce refus qui a fait que l'Union économique et monétaire ne marche que sur une seule jambe. Aujourd'hui, Angela Merkel a repris l'offensive sur le futur de l'Europe, et sent bien qu'il faut une réforme des traités pour faire passer de nouveaux transferts de souveraineté, et les faire accepter par la cour de Karlsruhe. (challenges.fr 23.11)

2.3- La voix de son maître

Hier, sur CNBC (chaîne américaine), Olivier Sarkozy, demi-frère de qui vous devinez et qui occupe un poste très important parmi les dirigeants du Carlyle Group, a annoncé que « *L'euro allait exploser avant trois mois* ». « *Nous sommes tout proches du point de non retour* ».

Cette déclaration survient au moment où l'Allemagne a du mal à trouver de l'argent sur les marchés… C'est la banque centrale allemande qui a dû acheter une partie des obligations allemandes, lors de la dernière émission ! (liesidotorg.wordpress.com 24.11)

Haut de page

Le 28 novembre

CAUSERIE

J'ai ajouté de nombreux articles dans les rubriques économie, politique et international et j'ai en ai créé une dédiée à la Syrie. Avec tous ces éléments il est facile de comprendre la situation dans ce pays, ce qui n'avait pas été le cas avec la Libye si vous vous souvenez.

Sur les mots d'ordre intégrant la "***démocratie***".

Absolument tout le monde s'en réclame et n'a que ce mot-là à la bouche, monarques, généraux, banquiers, patrons, religieux, extrême droite, islamistes, CIA, Obama, Union européenne, FMI, ONU, Sarkozy, UMP, etc. Et bien entendu tout ce qu'ils comptent de laquais à "gauche" et à l'extême gauche ou assimilée.

Par contre absolument aucun parti ne défend le socialisme dans sa version révolutionnaire, n'ose sortir son drapeau ou son programme, un gros mot sans doute, un tabou, par crainte d'être jeté en pâture à la vindicte publique ou d'être catalogué

comme extrêmiste ou terroriste, évidemment aucun représentant de la réaction cité plus haut n'aurait l'idée de s'en réclamer, alors si avec des militants organisés dans de petites formations marginalisées nous ne le faisions pas, qui le ferait, réponse : personne.

Le combat pour le socialisme est incompatible avec la défense d'une forme politique de domination de la bourgeoisie qui en période de crise ouvre la voie à la pire dictature qui soit contre les peuples. Dans l'imagerie collective dominée par l'ignorance et les illusions des masses, certes, les gouvernements et les régimes en place sont le produit ou l'expression de la démocratie puisqu'on leur martèle du matin au soir sur toutes les coutures ils sont censés le croire ou n'ont pas d'autre choix que d'y croire, mais contradictoirement, elles estiment majoritairement qu'ils sont illégitimes quand ils tentent de leur imposer de nouvelles mesures antisociales ou exercent le pouvoir pour le compte de l'artistocratie financière.

Peu importe, les saint-bernards de la démocratie ont décrété qu'il ne fallait voir qu'un aspect de cette contradiction et ils refuseront de s'en servir et d'axer leur combat politique contre les institutions qu'ils estiment eux aussi légitimes, encore moins de s'y opposer, il ne viendrait à l'esprit de personne de réclamer un rendez-vous à un chef d'Etat qu'on estimerait illégitime, tout cela est donc très cohérent. De la même manière, on ne remettrait pas en cause une institution qu'on estimerait légitime en y participant, par exemple l'UNESCO ou l'OIT qui sont des agences de l'ONU.

Si le combat pour la démocratie peut se concevoir temporairement sur le plan stratégique face à des régimes dictatoriaux comme c'était le cas en Tunisie ou en Egypte, on ne peut le concevoir dans les pays où le régime en place se pare des oripeaux de la démocratie qui prévalait comme mot d'ordre et perspective politique à l'époque où la classe aspirant au pouvoir la revendiquait pour renverser l'Ancien régime, démocratie et pouvoir pour elle-même et jamais pour la masse des exploitées, qui demeuront constamment soumis à la dictature de la bourgeoisie ou du capital.

Il y a pire encore, quand on se donne la peine de réfléchir un peu à la signification de ce mot d'ordre de "défense" de la démocratie dans le contexte actuel.

Il est parfaitement clair que la crise du capitalisme a pris une telle ampleur, que la classe dominante n'a pas d'autre moyen pour mettre en oeuvre les moyens pour en sortir, que liquider ce qui demeure de démocratie en Europe en associant à ses plans destructions organisations et partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme, processus s'il est mené à son terme se traduira par une formidable régression sociale et politique pour les exploités, s'il n'ouvre pas la voie à une guerre mondiale uns fois le prolétariat défait, car le seul fait de l'appauvrir associé à ces mesures ne suffira pas à résoudre cette crise, qui au-delà, pose la question d'un nouveau partage du monde, exactement comme ce fut le cas dans les années 10 et 30 au XXe siècle.

Dans ces conditions, les représentants du vieux monde parés du masque de la démocratie pour camoufler l'aspect criminel de leur entreprise préméditée de destructions massives de forces productives à l'échelle mondiale, on ne peut leur opposer que la violation ou le renversement de la démocratie dont ils se réclament en avançant la nécessité d'une révolution sociale et politique. Un acte violent qui brise la légalité avec laquelle se confond la démocratie dont ils se réclament pour justifier leur politique guerrière à l'encontre des travailleurs.

La légalité et la légitimité de l'ordre établi reposent sur une escroquerie politique qui a pour nom justement la démocratie, alors que les rapports entre les classes qu'elle incarne ont pour contenu (et perspective) la dictature de plus en plus féroce qu'exerce une classe sur une autre.

Que faut-il retenir, quel doit être le contenu de notre combat politique, dans quel cadre et quelle perspective il doit s'inscrire, dans celui du respect de la légalité qu'incarne les institutions et auxquelles il faudrait se soumettre, auquel cas il faut déclarer que notre combat ne s'inscrit pas dans la perspective de les renverser, ou dans celui qui consistera à nier arbitrairement la légalité de ce régime et préparer les conditions pour en venir à bout ? On ne peut que nier "arbitrairement" ou de manière autoritaire l'existence du régime capitaliste, dans la mesure où lui-même repose sur un acte arbitraire qui consiste à accaparer les moyens de productions et la plus-value produite par les travailleurs. Pour le comprendre ou l'admettre ou encore en être convaincu, il faut avoir à l'esprit que le capitalisme, l'accumulation du capital par quelques privilégiés repose sur le vol et constitue une injustice que rien ni personne ne peut justifier.

Marx et Engels ont tordu le coup définitivement au mythe de la théorie de l'accumulation primitive du capital au chapitre XXVI du tome 1 du Capital qu'ils avaient intitulé : *Le secret de l'accumulation primitive*, dans lequel ils démontraient comment les capitalistes avaient spolié les paysans en faisant main basse sur les terres qu'ils exploitaient jusque là, pour ensuite une fois dépouillés de tous moyens de production, les contraindre à vendre leur force de travail dans des conditions effroyables pour un salaire de misère, les capitalistes leur extorquant la plus-value produite et amaçant des fortunes sans produire le moindre travail ou effort.

La crise actuelle du capitalisme pose directement la question politique de l'abolition du mode de production capitaliste, la nécessité de s'attaquer aux fondements du capitalisme, d'expropier les propriétaires et actionnaires des grandes entreprises, donc de remettre en cause la soit-disant légalité sur lequel repose le capitalisme, dont les institutions lui servent de bases juridiques pour assurer sa légitimité, par le biais d'un rapport de force entre les classes dont il détient les clés en tant que classe dominante, ce qui lui est d'autant plus facile que tous les partis politiques qui participent aux institutions sont acquis à sa cause.

Admettre la légalité du régime au moment où les conditions objectives tendent à mettre à nu les bases pourries sur lesquelles il repose pour mieux l'abattre, c'est réactionnaire, c'est justifier la survie du capitalisme, c'est justifier l'exploitation de l'homme par l'homme. Admettre sa légitimité, c'est se ranger au côté de la minorité des privilégiés qui placent leur avenir dans le capitalisme, c'est donné raison aux masses les plus arriérées au lieu de s'appuyer sur les couches d'exploités en rupture avec le capitalisme ou auxquelles il manque peu de chose pour rompre avec lui, enfin, c'est admettre que les rapports entre les classes au sein des institutions reflètent fidèlement l'état d'esprit des masses exploitées au nom de ce qui resterait de la démocratie et qu'il faudrait sauver, c'est contre-revolutionnaire.

Je vous propose les premières lignes de ce chapitre du *Capital* à savourer sans modération, cela se boit comme du petit lait, on ne s'en lassera jamais :

- "Nous avons vu comment l'argent devient capital, le capital source de plus-value, et la plus-value source de capital additionnel. Mais l'accumulation capitaliste présuppose la présence de la plus-value et celle-ci la production capitaliste qui, à son tour, n'entre en scène qu'au moment où des masses de capitaux et de forces ouvrières assez considérables se trouvent déjà accumulées entre les mains de producteurs marchands. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux, dont on ne saurait sortir sans admettre une accumulation primitive (previous accumulation, dit Adam Smith) antérieure à l'accumulation capitaliste et servant de point de départ à la production capitaliste, au lieu de venir d'elle.

Cette accumulation primitive joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie. Adam mordit la pomme, et voilà le péché qui fait son entrée dans le monde. On nous en expliqué l'origine par une aventure qui se serait passée quelques jours après la création du monde.

De même, il y avait autrefois, mais il y a bien longtemps de cela, un temps où la société se divisait en deux camps : là, des gens d'élite, laborieux, intelligents, et surtout doués d'habitudes ménagères; ici, un tas de coquins faisant gogaille du matin au soir et du soir au matin. Il va sans dire que les uns entassèrent trésor sur trésor, tandis que les autres se trouvèrent bientôt dénués de tout. De là la pauvreté de la grande masse qui, en dépit d'un travail sans fin ni trêve, doit toujours payer de sa propre personne, et la richesse du petit nombre, qui récolte tous les fruits du travail sans avoir à faire oeuvre de ses dix doigts.

L'histoire du péché théologal nous fait bien voir, il est vrai, comme quoi l'homme a été condamné par le Seigneur à gagner son pain à la sueur de son front; mais celle du péché économique comble une lacune regrettable en nous révélant comme quoi il y a des hommes qui échappent à cette ordonnance du Seigneur.

Et ces insipides enfantillages, on ne se lasse pas de les ressasser. M. Thiers, par exemple, en ose encore régaler les Français, autrefois si spirituels, et cela dans un volume où, avec un aplomb d'homme d'État, il prétend avoir réduit à néant les attaques sacrilèges du socialisme contre la propriété. Il est vrai que, la question de la propriété une fois mise sur le tapis, chacun se doit faire un devoir sacré de s'en tenir à la sagesse de l'abécédaire, la seule à l'usage et à la portée des écoliers de tout âge.

Dans les annales de l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'a toujours emporté. Dans les manuels béats de l'économie politique, c'est l'idylle au contraire qui a de tout temps régné. A leur dire il n'y eut jamais, l'année courante exceptée, d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit. En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, hormis matière à idylle.

Le rapport officiel entre le capitaliste et le salarié est d'un caractère purement mercantile. Si le premier joue le rôle de maître et le dernier le rôle de serviteur, c'est grâce à un contrat par lequel celui-ci s'est non seulement mis au service, et partant sous la dépendance de celui-là, mais par lequel il a renoncé à tout titre de propriété sur son propre produit. Mais pourquoi le salarié fait-il ce marché ? Parce qu'il ne possède rien que sa force personnelle, le travail à l'état de puissance, tandis que toutes les conditions extérieures requises pour donner corps à cette puissance, la matière et les instruments nécessaires à l'exercice utile du travail, le pouvoir de disposer des subsistances indispensables au maintien de la force ouvrière et à sa conversion en mouvement productif, tout cela se trouve de l'autre côté.

Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Cette séparation se reproduit sur une échelle progressive dès que le système capitaliste s'est une fois établi ; mais comme celle-là forme la base de celui-ci, il ne saurait s'établir sans elle. Pour qu'il vienne au monde, il faut donc que, partiellement au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrase aux producteurs, qui les employaient à réaliser leur propre travail, et qu'ils se trouvent déjà détenus par des producteurs marchands, qui eux les emploient à spéculer sur le travail d'autrui. Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée « primitive » parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois."

Les partis islamistes remparts des régimes à la solde de l'impérialisme contre les peuples

En Tunisie le régime de Ben Ali était en bout de course, on en veut pour preuve les informations révélées par Wikileaks qui témoignaient qu'à Washington se posait la question de sa succession, s'ajoutait à cela les multiples menaces et

arrestations d'intellectuels dans la période qui avait précédé le début de la mobilisation (dont j'avais rendu compte dans le site) qui allait aboutir à la chute, puis à la fuite du dictateur.

Quant au rôle de l'armée, elle a organisé sa fuite sans mitrailler la foule des manifestants, en se plaçant à leur côté, contrairement apparemment à la position des autorités françaises qui se préparaient à envoyer à Ben Ali du matériel destiné à réprimer les manifestations.

Finalement, le régime est sauf, et ce sont les islamistes qui ont pris le pouvoir avec le soutien de l'armée, tous deux en étant les garants avec la bénédiction de la Maison Blanche et de l'Elysée notamment qui ont affiché leur satisfaction de la poursuite du processus "démocratique" entamé au lendemain du départ de Ben Ali.

En Egypte, même scénario, les islamistes sont presque assurés de remporter les prochaines élections tout en négociant le partage du pouvoir avec l'armée, sans remettre en cause ses privilèges exhorbitants, dont ses relations avec l'impérialisme américain, donc avec l'Etat sioniste.

En Lybie, c'est une coalition de couches de la bourgeoisie hostiles à Kadhafi alliée à des islamistes qui ont pris le pouvoir avec le soutien d'une coalition impérialiste américano-européenne. Le CNT a annoncé que la nouvelle constitution serait basée sur la charia, un gage de "démocratie" paraît-il !

Au Maroc, c'est un parti islamiste qui va être chargé par le monarque de former un gouvernement, gouvernement auquel sera associé le parti conservateur (Istiqlal) arrivé en seconde position.

En Tunisie comme en Egypte, l'armée aurait pu décider dès les premiers jours de noyer dans un bain de sang le soulèvement contre les dictateurs en place, mais cela l'aurait privé d'une alternative politique et se serait soldé par une longue période d'instabilité et d'incertitude politique, voire se transformer en guerre civile aux conséquences dévastateurs autant qu'imprévisibles, ce qui aurait été pire que le maintien en place de Ben Ali, pour les affaires bien entendu.

Dans tous les cas, l'armée n'a fait que servir les intérêts des couches de la bourgeoisie exlues du pouvoir sous l'ancien régime, couches liées à l'impérialisme et à même de diriger ces pays, et de préserver du même coup ses propres intérêts. L'armée ne s'est jamais "rangée au côté" des masses exploitées, et si elle a épargné la révolution jusqu'à présent, c'était pour mieux en contrôler le déroulement par la suite, afin de garantir le maintien des régimes en place, en affirmant son "indépendance" elle conserve l'option de prendre directement le pouvoir pour rétablir l'ordre au cas où les choses ne se dérouleraient pas selon les plans établis par l'impérialisme.

Tiens, encore un banquier dans une sale affaire !

Reuters a retrouvé dimanche dans un ensemble d'appartements de luxe à Hong Kong un banquier japonais qui est un personnage clé du scandale financier impliquant le groupe japonais Olympus.

L'homme, très en colère d'avoir été localisé, n'a pas voulu répondre aux questions de Reuters.

La petite société d'investissement d'Akio Nakagawa est devenue célèbre pour avoir gagné 687 millions de dollars en honoraires auprès d'Olympus pour la prise de contrôle, pour deux milliards de dollars, de la société britannique d'équipement médical Gyrus en 2008. Il s'agit, en proportion, de l'honoraire de conseil le plus élevé jamais enregistré, selon les données Thomson Reuters.

Cette somme, reconnaît aujourd'hui Olympus, avait été utilisée pour dissimuler grâce à un montage habile des pertes sur investissement remontant aux années 90. (Reuters 27.11)

INFOS EN BREF

Politique

France

L'ancien ministre centriste Hervé Morin a annoncé dimanche sa candidature à l'élection présidentielle en insistant sur la gravité de la situation internationale et française.

Il est est crédité de 1% à 2% d'intentions de vote.

"*Je ne vois chez mes concurrents déclarés aucune idée qui permettrait à la France de relever le défi de ce monde en construction*", a-

t-il dit devant ses partisans à Berville-sur-Mer (Eure). "*La France est sur la ligne de crête de son destin.*"

Une vingtaine de députés, sénateurs et députés européens ont apporté leur soutien dans un communiqué à Hervé Morin, âgé de 50 ans. (Reuters 27.11)

Maroc

Le parti islamiste modéré Justice et Développement (PJD) a remporté les élections législatives organisées vendredi au Maroc en obtenant 107 des 395 sièges à pouvoir, selon les résultats officiels définitifs publiés dimanche.

Le parti conservateur Istiqlal arrive deuxième de ce scrutin avec 60 élus, indique le ministère marocain de l'Intérieur.

Cette victoire des islamistes marocains intervient un mois après celle enregistrée par les islamistes modérés tunisiens du parti Ennahda. En Egypte, les Frères musulmans devraient réussir de bons scores dans les urnes à l'occasion des élections parlementaires qui débutent lundi.

Le parti, fondé par l'ancien médecin du grand-père de Mohamed VI, est loyal à la monarchie qu'il considère comme l'autorité religieuse suprême dans le pays.

Le PJD pourrait s'associer aux trois partis du bloc Koutla qui regroupe l'Istiqlal du Premier ministre sortant Abbas al fassi, l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le parti Socialisme et Progrès (PPS) qui disposent respectivement de 60, 39 et 18 élus.

Le Rassemblement national des indépendants (RNI), qui remporte 52 élus a exclu toute alliance avec le PJD. Suivent le Parti authenticité et modernité (47 sièges), le Mouvement populaire (32) et l'Union constitutionnelle (23). Dix autres formations obtiennent chacune entre un et quatre représentants.

Le roi Mohamed VI devrait, selon toute vraisemblance, choisir le nouveau chef du gouvernement dans les rangs du PJD la semaine prochaine. Le secrétaire général du mouvement, Abdelilah Benkirane, est fortement pressenti pour le poste.

Le chômage des jeunes atteint 31% au Maroc et près d'un quart de la population de 33 millions d'habitants vit dans des conditions de pauvreté. (Reuters et AP 27.11)

Egypte

Pari perdu, politiquement en tout cas, pour les manifestants de la place Tah-rir hier. L'appel à la mobilisation générale lancé samedi n'a pas été suivi comme cela avait été le cas pour le « *jour de la dernière chance* », vendredi. Hier, la place Tahrir, qui a vu naître la révolution contre Hosni Moubarak en janvier dernier, n'a pas battu des records d'affluence. « *Nous n'avons peut-être pas atteint le million, reconnaît Amr, une jeune militant de la première heure, mais nous sommes nombreux, revanchards et décidés à aller au bout. Les militaires doivent nous laisser le pouvoir!* »

Entre drapeaux nationaux par dizaines et vendeurs de sandwichs et de masques à gaz, les manifestants ont repris les mêmes slogans depuis les heurts sanglants de mardi dernier (42 morts, 3 000 blessés, selon les autorités égyptiennes) : « *Liberté! Le pouvoir au peuple! Tantaoui, dégage!* » Le maréchal Tantaoui, tête de Turc de la rue cairote, dirige le Conseil suprême des forces armées (CSAF) et est accusé de n'avoir rien fait à la tête du pays depuis huit mois. (20minutes.fr 27.11)

Yémen

Le chef de file de l'opposition au Yémen, Mohammed Bassindoua, a été chargé dimanche de former un nouveau gouvernement par un décret du vice-président qui gère les affaires courantes depuis le retrait d'Ali Abdallah Saleh, rapporte l'agence de presse officielle Saba.

La désignation de Bassindoua par le vice-président Abd-Rabbou Mansour Hadi était attendue depuis vendredi lorsque les formations de l'opposition l'avaient désigné comme leur candidat pour diriger un gouvernement de transition.

Ces changements interviennent conformément aux dispositions d'un accord signé mercredi à Ryad en Arabie saoudite par Saleh et par l'opposition et organisant le transfert du pouvoir au Yémen.

Cet accord a été conclu sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et avec l'aide des Nations unies afin de mettre fin à la contestation meurtrière qui visait le président au pouvoir depuis 33 ans.

"*Un décret présidentiel publié aujourd'hui charge Mohammed Salem Bassindoua de former un gouvernement d'union nationale*", précise Saba.

Samedi, le vice-président Hadi avait annoncé la convocation d'une élection présidentielle le 21 février 2012 pour remplacer Ali Saleh. (Reuters 27.11)

Pakistan

Le Pakistan a exprimé dimanche aux Etats-Unis sa «fureur» et sa volonté de réviser leur coopération dans la lutte antiterroriste au lendemain de la frappe de l'Otan qui a tué 24 de ses soldats à la frontière afghane, un «*tragique incident involontaire*» de l'aveu même de l'Alliance atlantique.

Il s'agit de la pire bavure de la coalition emmenée par l'armée américaine depuis qu'Islamabad s'est allié à Washington dès la fin 2001 dans sa «*guerre contre le terrorisme*».

Samedi avant l'aube, des hélicoptères et avions de chasse ont bombardé deux postes de l'armée côté pakistanais, la force internationale de l'Otan (Isaf) reconnaissant que ses hommes opérant côté afghan avaient réclamé un soutien aérien qui avait «*très probablement*» provoqué les pertes pakistanaises.

Le Pakistan a interrompu dès samedi le trafic des convois de ravitaillement de l'Isaf, dont la plus importante partie transite par son territoire, exigé des militaires américains qu'ils quittent dans les 15 jours une base sur laquelle ils sont présents dans le sud-ouest du pays et menacé de revoir leur coopération en matière de lutte contre le terrorisme.

Samedi soir, le gouvernement et la toute puissante armée pakistanaise s'étaient réunis en un Comité de défense (DCC) de crise, annonçant qu'Islamabad allait «*complètement reconsidérer tous ses programmes, activités et accords de coopération avec les Etats-Unis, l'Otan et l'Isaf, y compris diplomatiques, politiques, militaires et dans le renseignement*». L'Isaf et les Etats-Unis ont eu beau dès samedi adresser au Pakistan leurs «*plus sincères condoléances*», promettre une «enquête rigoureuse» et souligner «l'importance» des liens avec Islamabad, le ton n'avait donc pas changé dimanche côté pakistanais.

Les bombardements «*sont une violation absolue de la souveraineté du Pakistan, qui affecte négativement les progrès réalisés par les deux pays pour restaurer leurs relations et force le Pakistan à réviser les termes de son engagement*» dans la lutte contre le terrorisme, a répété dimanche Mme Rabbani Khar à Mme Clinton, sans préciser. Exprimant «*le sentiment profond de fureur ressenti dans tout le Pakistan*», la ministre a également confirmé la décision de fermer la route aux très nombreux convois de ravitaillement de l'Otan. (20minutes.fr 27.11)

Haut de page

Le 29 novembre

CAUSERIE

(Vous excuserez les nombreuses fautes que j'ai pu laisser, il est déjà 16h40 chez moi, il me reste 40 minutes pour faire à manger à mon chien et me préparer quelque chose pour ce soir, prendre ma douche et avant charger le boulot du jour dans le serveur du site, j'ai encore bosser comme un dingue aujourd'hui, il va falloir que je me calme, en fait je profite qu'il pleut toute la journée.)

Les articles économiques qui figurent dans le site sont forcément politiquement incorrectes de notre point de vue. Mais s'en passer se serait prendre le risque de colporter les grosses conneries balancées par les médias nationaux, par exemple à propos des obligations allemandes qui n'ont pas trouvé preneurs il y a quelques jours, ces journaleux en ont fait des gorges chaudes, alors qu'en réalité cela arrive 8 ou 9 fois par an à l'Allemagne et à bien d'autres pays, je l'ignorais, maintenant je le sais.

Raison de plus pour être très prudent dans nos propos et faire preuve de modestie, personne n'est infaillible et personne n'est à l'abri d'une manipulation volontaire ou non d'ailleurs.

Le problème dans le cas du site que j'anime pour que cette rubrique présente un intérêt pour les militants, il faut que les infos que je relaie soient disponibles très rapidement, le jour même où les agence de presse les diffusent, car quelques heures plus tard elles seront traités par les chaînes de télévision et la presse papier, deux ou trois jours plus tard elles auront un goût de rance ou seront déjà dépassées.

Si je fais bien mon boulot, en dehors de quelques infos qui m'échappent parce que je ne peux pas accéder directement aux

agences de presse, l'abonnement à leur service étant prohibitif, et disons quelques infos sur la lutte des classes dans quelques pays du monde qui ne sont pas toujours relayées par les agences de presse, les militants qui se connectent quotidiennement sur le site peuvent se passer de la presse écrite ou de consulter un autre site d'informations, je dis cela uniquement pour gagner du temps et aller à l'essentiel dans les domaines limités qui nous intéressent, pas pour attirer de nouveaux lecteurs, je m'en tape complètement et je n'ai absolument rien à y gagner, cela me coûte très cher au contraire, chacun fait comme il l'entend, je n'ai jamais fait la promotion du site ni des idées que je défends, je ne vais pas commencer, je crois en la capacité de chacun à s'élever intellectuellement, librement, par les moyens de son choix.

Maintenant, quand on a conscience qu'on n'a pas un niveau très élevé dans un domaine ou qu'on manque cruellement de temps, on prendra tout ce qui nous tombe sous les yeux avec un certain recul, comme on n'aura pas le temps d'absolument tout vérifier, on se bornera à recouper les analyses provenant de diverses sources concernant les questions qui nous paraissent essentielles tout en essayant de développer notre esprit critique, en laissant tomber le reste qu'on conservera en mémoire, disons en suspension, sans avoir tranché dans un sens ou un autre.

Accumuler des connaissances ne sert pas à grand chose dans la vie, si l'on s'avère incapable de les utiliser correctement ou de s'en servir pour avancer dans la voie qu'on s'est fixé. Vaut mieux peu de connaissances sur lesquelles on peut compter pour avancer à son rythme au risque de passer parfois pour un ignorant, que de posséder des connaissances en pagaille qui peuvent certes épater la galerie, mais qui finalement ne servent à rien ou nous conduisent dans une impasse, parce qu'on est incapable de les mettre en musique ou de les replacer dans le processus dialectique qui les a vu naître ou de les situer sur un plan historique plus vaste...

Main tendue, bras tendu, appel du pied, est-ce grave docteur ? Jugez-vous même. Une seule chose est sûre : c'est incurable !

1- A Bordeaux le 15 Novembre, Sarkozy a dit cyniquement : « *On ne peut pas être digne quand on ne fait que tendre la main* » faisant référence aux travailleurs que son gouvernement et le patronat ont réduits à l'état d'indigence. (lepost 15.11)

2- Sarkozy a décoré de la Grand'Croix de la Légion d'honneur, hier à l'occasion de la cérémonie de prise d'armes d'automne aux Invalides, Hélie Denoix de Saint-Marc, 89 ans, engagé dans la Légion étrangère et participa à ce titre à la guerre d'Indochine, qui s'illustra par la suite en commandant par intérim le 1er régiment étranger de parachutistes (REP, Légion étrangère) qui fut le fer de lance du putsch manqué des généraux, en avril 1961, en Algérie. (source : lexpress.fr 28.11)

Enfin une injustice réparée... la main sur le coeur bien sûr !

3- "*Merci à Claude Guéant qui, par ses déclarations, permet aux Français de connaître l'effroyable bilan de la politique d'immigration de Nicolas Sarkozy*", a ironisé la présidente du Front national dans un communiqué.

Guéant lui a répondu, en déclarant que sur ce point il était d'accord avec Marine Le Pen, au "Grand Rendez-vous" d'Europe 1, i>Télé et Le Parisien : "*Moi aussi je trouve que c'est trop. Pourquoi est-ce trop ? Parce que je souhaite comme le gouvernement, comme le président de la République, que les étrangers qui viennent chez nous soient intégrés, adoptent nos lois, adoptent notre mode de vie*", a-t-il dit. (Reuters 28.11)

Les bras nous en tomberaient presque... si nous n'avions pas souvenir que de Gaulle s'entoura de vichystes dès la fin de la seconde guerre mondiale !

4- Hollande tend la main à Bayrou, titre d'un article du figaro.fr du 28.11.

Le Figaro précise que pour Sarnez (MoDem), ces appels du pied, tant de la gauche que de la droite, montreraient qu'«*aucun des deux candidats (du PS et de l'UMP) n'aura la faculté de gouverner seul tant la crise est profonde*».

Là on atteint le niveau du caniveau. Comme dirait l'autre : il y a des coups de pieds dans le cul qui se perdent pour rester mesuré !

Avant ou après 2012 : l'union nationale ou le front populaire pour sauver le régime.

François Delapierre, bras droit de Jean-Luc Mélenchon sur Parismatch.fr, pour qui un gouvernement dans lequel cohabiteraient le Front de gauche et le MoDem «*ne pourrait qu'exploser à la moindre difficulté*». Et de prévenir François Hollande : «*Entre Bayrou et nous, il faudra choisir*»… (figaro.fr du 28.11)

Si vous avez lu attentivement vous aurez noté qu'il admet que c'est parfaitement possible jusqu'à ce que la "*la moindre difficulté*" appararaisse. On va bien se marrer avec ces guignoles, il faut bien se détendre un peu, non ?

Bayrou est un européen convaincu de la première heure tout comme Hollande et sa clique de bras cassés, franchement ils sont faits pour s'entendre. Et puis le nombre de voix auquel le FG et le MoDem peuvent prétendre est à quelque chose près équivalent, donc le PS peut s'encanailler avec le MoDem sans y perdre au change d'autant plus que le PCF sera obligé de suivre s'il veut avoir des députés dans la prochaine Assemblée.

Et puis, cerise sur le gâteau, cela fera imploser le panier de crabes du Front de gauche, après avoir évité de l'attaquer trop violemment parce qu'il servait à marginaliser le NPA et LO, c'est l'ensemble de ses composantes qui se retrouveront logés à la même enseigne, les dindons de la farce quoi, l'objectif du PS étant de se retrouver seul face à l'UMP, en dernière analyse, réduire à une portion congrue, isoler toute forme d'opposition organisée au régime avec l'aide des médias qui les censurent, comme dans tous les pays en Europe et aux Etats-Unis notamment.

La politique est le concentré de l'économie, et ce qui les guide, leur objectif, ce n'est pas le pouvoir pour le pouvoir, ce sont les hommes de paille du capital, des pantins qui ont abdiqué devant les marchés ou dont ils sont les représentants, c'est de faire passer la politique ultra réactionnaire dictée par l'UE, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, la Fed, point barre.

Leur seul problème, c'est de trouver la meilleure formule politique pour remplir cette mission tout en conservant le contrôle sur les masses, en leur interdisant toute issue politique, qu'ils se rassurent tous les partis ouvriers sans exception y oeuvrent avec une certaine obstination et constance. Mais un dérapage est vite arrivé...

Il n'y a qu'un scénario qui pourrait vraiment les terroriser, le regroupement du POI, du NPA et de LO dans un seul parti composé de différentes tendances, des vrais tendances pas des tendances bidons, sur un axe politique révolutionnaire, avec en prime un front unique ponctuel et bien délimité avec le PCF et les débris du Front de gauche, sur lequel viendrait se greffer d'autres formations politiques, des associations oeuvrant sur le plan social, des fédérations ou des sections syndicales, mais il ne faut pas rêver, hélas, mille fois hélas ! Et dire que c'est l'avenir de l'humanité qui en dépend...

Le pays de la politique par excellence, parbleu, c'est la France... depuis toujours !

Le Cevipof et Opinion Way ont réalisé une vaste étude sur la place de la politique dans la sphère familiale Le Cevipof et Opinion Way ont réalisé une vaste étude sur la place de la politique dans la sphère familiale, que commente Anne Muxel, directrice de recherche au Cevipof.

(la politique) Pour 46 % des sondés, elle est d'ailleurs une composante importante de leur identité...

Oui, et c'est sans doute une spécificité française, même si cette identité est plus volatile qu'avant, 39 % disant avoir changé d'opinions ces dernières années. Et si le clivage gauche-droite recule, il demeure un cadre pour la transmission des valeurs ; on a un attachement affectif à l'un des deux camps, sans référence à des contenus programmatiques précis.

Les Français sont politisés: 85% ont voté à toutes ou presque toutes les élections, 51% sont prêts à manifester, 58% s'intéressent assez ou beaucoup à la politique, etc. Les Français cumulent une politisation forte et une grande défiance envers le personnel politique. (lexpress.fr 28.11)

On ne le dirait pas au premier abord au regard de la situation actuelle... C'est le pays de la lutte des classes, des révolutions et des premiers soulèvements révolutionnaires ouvriers, et comme je l'ai dit il y a quelques années, c'est le pays sur lequel reposent tous les espoirs du prolétariat international et de la révolution socialisme mondiale, d'ici en Inde, je persiste et signe. Bon, j'ai appris hier dans un article du Point que la journée de 8h avait été introduite dans les usines du groupe Tata en 1912... mais cela restera longtemps une exception en Inde.

Comment ils s'y prennent.

Voici dans un article de 20minutes.fr d'hier comment ils présentent le problème de la zone euro et la "solution" pour en sortir :

1- Le risque de la fin de la zone euro ou de sa fragmentation n'est plus tabou.

2- Quel serait le coût d'une sortie de la zone euro?

3- Pour l'éviter. La solution: Une réforme des traités.

Edifiant, mais somme toute logique, cela ne peut pas être l'accaparement des richesses à un niveau colossale par les capitalistes qui serait responsable de la crise, car cela reviendrait à remettre en cause la principale contradiction du système capitaliste, ce sur quoi il est fondé et sa raison d'être, l'accumulation du capital entre les mains d'une infime minorité de la population, c'est donc forcément la multitude qui doit casquer à tout prix à la place des nantis, majorité qui elle ne vit que de la vente de sa force

de travail mais qui est responsable d'avoir un niveau de vie encore trop élevé, de vivre au-dessus de ses moyens comme disent les représentants du capital.

Les besoins de l'aristocratie financière et des capitalistes en général ne se discutent pas, pas besoin de les justifier, ils sont légaux et légitimes, alors que les besoins des travailleurs ne le sont pas en régime capitalistes, voilà tout. C'est exposé sans détours, crûment dans cet article, cela n'a rien de choquant, il faut apprendre à regarder la réalité en face aussi détestable soit-elle.

Quand la crise du capitalisme prend une tournure aiguë qui tourne au sauve-qui-peut, c'est la réalité dans toute sa laideur qui s'expose sans fard ni précaution devenue autant illusoire qu'inutile, c'est là que l'on prend réellement conscience de ce que signifie la dictature du capital, avec son lot de cynisme.

Il fallait oser le dire

Qui a osé affirmer hier dans une interviw au Figaro : "*les enquêtes montrent une hausse de la satisfaction des Français vis-à-vis du service public*, alors qu'en réalité tout le monde constate sa dégradation et ses disfonctionnements et s'en plaint ?

Réponse : La ministre du Budget, Valérie Pécresse.

Ce qui est particulièrement significatif de la situation actuelle, c'est le gigantesque fossé qui s'est creusé entre la réalité, ce que vit quotidiennement la population et le discours que tiennent les représentants du parti de l'ordre, l'interprétation qu'ils en donnent. Dans le passé ce genre de discours a toujours précédé de grands bouleversements, de graves crises économiques et politiques, un affrontement direct entre les classes.

Il témoigne de l'extrême tension qui existe entre les classes au point que pour assurer la survie du régime, l'UMP se doit absolument de nier la réalité et plus seulement de la maquiller pour la rendre acceptable aux yeux des plus crédules. L'autre méthode est celle employée par Guaino, un des conseillers de Sarkozy, qui ne nie pas forcément la réalité, mais en fait porter la responsabilité des aspects négatifs sur d'autres.

Pour terminer cette causerie qui tient de plus en plus de la chronique politique, je vous ai dégotté un article bien pourri, d'un cynisme à en faire pâlir G. Bush si on ne savait pas que son auteur faisait partie depuis plus de 30 ans de la même clique néo conservatrice américaine, j'ai nommé le dirigeant du PS et banquier Jacques Attali.

La démocratie existe toujours bel et bien, et si telle nétait pas le cas, ce serait de notre faute, donc à l'arrivée on aurait que ce que l'on mériterait ! Alors qu'ils ont profité de l'ignorance des masses pour avancer dans la construction de l'Union européenne qu'ils ont pu ainsi tromper délibérément sur leurs véritables intentions, en faisant croire aux peuples que c'était pour leur bien-être, lutter contre les inégalités, pour la paix, etc.

Attali, dirigeant du PS et banquier, prédicateur de la barbarie

- "*Ainsi, nous dit-on, les démocraties européennes seraient moribondes. Elles seraient passées, au mieux, sous la tutelle de technocrates venus de Bruxelles ou de Francfort; au pire, sous celle des marchés. Et tout cela, naturellement, serait la faute de l'euro, de l'Union européenne, des banques et de bien d'autres gens. Pas la nôtre.*"

Excusez-nous, la vôtre et pas "*la nôtre*, on n'a pas élevé les cochons ensemble, les éleveurs de porcs qui n'appartiennent pas au milieu de ce banquier et que nous respectons, nous aurons compris, ainsi que ces braves bêtes qui nous ressemblent tant ou l'inverse. Tout ce que le capital compte d'institutions ou presque est innoccent dans cette affaire, qui en douterait franchement ?

- "*En réalité, ce sont nos parlements démocratiquement élus, et nos gouvernements librement constitués, de gauche ou de droite, qui ont, depuis des décennies, voté et exécuté des budgets en déficit. Ce sont eux, qui, en particulier depuis 2008, ont fait exploser les déficits, mettant aujourd'hui nos pays entre les mains des marchés, c'est-à-dire des prêteurs. Et ce sont eux aussi qui, dans certains de nos pays, donnent maintenant mandat à des haut-fonctionnaires pour les gouverner.*"

L'escroc est à la manoeuvre, l'un des rares talents des banquiers, il entonne le refrain sur le déficit en évitant soigneusement de pointer d'où il provient réellement, il le traite comme une abstraction en faisant disparaître les conditions qui en sont à l'origine dès 1973. Une fois poser cette abstraction, il peut lui faire dire n'importe quoi et l'imputer à n'importe qui, on a vu plus haut que les institutions européennes et les banquiers n'y étaient pour rien, il a trouvé le coupable, les parlements nationaux, cela tombe bien leur intention est justement de leur retirer jusqu'à la plus petite trace de souveraineté, un pur hasard, un peu comme les grands esprits sont voués à se rencontrer, cela tombe bien cette vermine est convaincue d'en faire partie.

Vous aurez remarqué la filouterie du philistin, plus haut il refusait d'admettre que "*les démocraties européennes*" étaient passées "*sous la tutelle* " des marchés, pour l'admettre mais pas n'importe comment, après en avoir fait endossé la responsabilité aux" *parlements démocratiquement élus* et aux "*gouvernements librement constitués*", qui seraient les seuls responsables des

"*des budgets en déficit*", pour venir à bout de ce sac de noeuds il faut se poser la question de savoir à qui profite réellement ce crime, au marché justement, tiens il a oublié de le signaler, un oubli sans doute.

A l'entendre les parlementaires auraient commis exprès ces déficits, c'est exact, ce qui l'est moins c'est qu'il laisse entendre que quelqu'un d'autre que les marchés serait le donneur d'ordre à qui ils profiteraient, on a beau chercher, on a trouvé personne d'autres que les voyous de la finance.

- "*Tout cela vient de ce que bien des gens ont oublié que la démocratie ne donne pas le droit de voter n'importe quoi, au nom de la sacro-sainte souveraineté du peuple; en particulier, elle ne permet pas aux parlementaires d'augmenter à l'infini les dépenses, tout en réduisant les recettes. Elle n'est que la meilleure façon de répartir librement des biens publics sous les contraintes de la rareté; comme le marché constitue la meilleure façon d'organiser le libre choix de biens privés sous la contrainte de rareté.* "

Une fois établie la culpabilité des gouvernements et parlement précédents, dont il a fait partie, il leur fait la leçon comme si les uns et les autres avaient commis une erreur d'écolier et qu'ils ne savaient pertinemment pas ce qu'ils faisaient en augmentant la dette de l'Etat pour s'en servir ensuite comme moyen de chantage pour sabrer dans les budgets sociaux de l'Etat ou procéder à des privatisations, s'attaquer aux fonctionnaire. Et s'il nous fait le coup soudainement du type humble qui reconnaît indirectement avoir commis une erreur, c'est aussitôt pour se rattraper et légitimer une fois de plus le marché qui doit gérer la pénurie autant que la surproduction qui sont les produits de l'anarchie dans la production.

- "*Parce que les matières premières et l'énergie sont rares; que le temps qui nous est imparti sur cette Terre l'est plus encore. Et que la liberté nous permet seulement de gérer au mieux notre vie, à l'intérieur de la prison du temps où nous emprisonne la condition humaine.*

Pour gérer le plus intelligemment possible cette rareté, nous avons depuis des millénaires choisi d'utiliser la monnaie, parce qu'elle permet d'éviter la violence du pillage et les dangers du troc."

Obligé de sortir de ce cercle vicieux que son ami Strauss-Kahn n'aurait pas renié de crainte que la vérité jaillisse de ses contradictions, il n'a rien trouvé de mieux que de déballer un tas de contrevérités qu'ils partagent avec les altermondialistes et les fanatiques de la "décroissance" pour finir par une ode pathétique d'un faussaire en hommage à la monnaie digne, pour nous faire oublier que les guerres n'ont jamais cessé depuis que le capitalisme existe et qu'elles auraient eu un autre objectif que s'accaparer par la force les richesses d'autres peuples plus faibles, au passage il légitime la guerre de rapine en Irak, Afghanistan, Libye et ailleurs, passons sur le reste.

- "*Quand le marché oublie cette contrainte de la rareté, il pousse, par mille moyens, les consommateurs à s'endetter. Et quand la démocratie l'oublie, l'Etat bascule lui aussi dans l'endettement. Et, quand elles oublient les limites de leurs missions, les banques commerciales organisent l'illusion de la disparition de la rareté et les banques centrales leur en fournissent les moyens. Trop de crédit. Trop d'émission monétaire.* "

De quelle rareté parle-t-il ? Des matières premières ? Impossible, la planète en regorge contrairement à l'idée reçue, les océans occupent plus de 75% de la surface du globe terrestre et on en a sondé moins de 1%. Quel est le rapport entre la rareté et les consommateurs qui s'endettent ? On brûle camarades. Le rapport, c'est celui qui existe entre le revenu des "consommateurs" et les marchandises qu'ils peuvent acquérir ou non avec, donc par "rareté" il entendait la rareté des "consommateurs" solvables ou dont les revenus leur permettent d'accéder au marché sans s'endetter, ce qui est évidemment impossible quand il s'agit d'acquérir une voiture ou une habitation, exceptés pour la classe des privilégiés à laquelle appartient Attali. Ce qu'il omet de préciser, et pour cause, c'est que sans le recours à l'endettement, que ce soit l'Etat, les entreprises ou les particuliers, le capitalisme ne se serait jamais développé ou pas à cette allure.

Son allusion au rôle des banques centrales se double d'un non-dit, autre technique pour falsifier la réalité ou lui faire dire ce que l'on veut, il oublie de dire qu'elles ont changé de statuts au début des années 70 et que leurs statuts a évolué pour finir par ressembler à ceux de la Fed sous la tutelle de la BCE pour ce qui concerne les pays de la zone euro. Il y a un autre aspect encore plus cynique dans sa démonstration quand il affirme qu'il y a eu trop de crédit, car s'agissant des travailleurs, pour qu'il y ait crédit à un moment donné, souvenons-nous que la plupart n'y avaient pas accès jusqu'aux années 80, il a fallu que les salaires et le niveau de vie des masses augmentent car les banquiers ou les organismes de crédit n'ont jamais prêté à des ouvriers réputés insolvables ou ayant tout juste de quoi survivre, donc ce que remet en cause ce parasite, c'est l'élévation de la condition ouvrière au cours des 3, 4 ou 5 décennies précédentes, se félicitant qu'à cette époque la "*rareté*" du crédit faisait loi.

L'air de rien, on a là la trame qui sert de toile de fond à la politique réactionnaire que les dirigeants du vieux monde veulent imposer à tous les peuples de l'Union européenne (et ailleurs). Mais là encore, ce fieffé coquin ne se rend même pas compte qu'en prônant la "*rareté*" du crédit, la baisse de la consommation, il scie la branche sur laquelle est assis le capitalisme !

-" *Les circonstances nous poussent, pour un temps qu'il faut espérer bref, à continuer à nous en affranchir. Mais cela ne saurait durer: à un moment où un autre, la rareté reprendra ses droits: sur les marchés, par l'inflation; dans la démocratie par le défaut. Dans les deux cas, par la remise en cause de la liberté. Au nom de sa défense.*"

La "*rareté*" pour les uns, traduisons, le chômage de masse, la précarité généralisée, la pauvreté s'étendant à des couches de plus en plus nombreuses de la société, l'opulence pour les autres, c'est dit crûment, pire encore, pour y parvenir il faudra faire l'impasse sur la "*liberté*" nous dit-il, autrement dit, il nous promet une dictature de fer pour que lui et ses amis continuent de vivre comme avant. Mais rassurons-nous...

- "*Nous n'en sommes pas encore là.*

Pour l'éviter, il faut profiter des circonstances actuelles pour réfléchir aux limites que le réel impose à notre liberté: nous, pauvres humains, sommes limités dans les moyens dont nous disposons. A nous d'en faire le meilleur usage. De beaucoup mieux les repartir. Et de profiter au mieux de tout ce qui n'est pas rare, de tout ce qui augmente quand on le donne: les idées, la tendresse, l'amitié, le rire, l'amour. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les réseaux, lieux réels ou virtuels de rencontre, ont pris tant d'importance: ils sont les instruments de la circulation des biens non rares.

Alors, si on veut échapper un peu aux limites de notre condition, il faudra faire évoluer notre modèle de développement vers la consommation de ces biens non rares. Vers l'altruisme et le plaisir de faire plaisir. Un autre monde."

Extraordinaire, après avoir affirmé que dans l'avenir nous devrions nous passer de l'essentiel qu'il a décrété appartenir au domaine de la "*rareté*", il nous resterait pour nous consoler des valeurs subjectives telles que "*les idées, la tendresse, l'amitié, le rire, l'amour*", et encore, à l'état "*virtuel* le plus souvent, comment pourrait-il en être autrement dans une société aussi barbare, ajoutons, et à se taper sur le ventre !

Pour donner plus de véracité à son argumentaire qui fait en quelque sorte l'apologie de la barbarie à laquelle nous n'échapperons pas, si on ne liquide pas rapidement le capitalisme et la pourriture dans son genre, il le place sous le sceau du "*réel*", donc incontestable. Il pousse l'abjection jusqu'à se mettre au même niveau que les victimes innocentes de ce crime sciemment prémédité par les siens contre l'humanité, ne fait-il pas partie de ces "*pauvres humains*" qui disposent des mêmes "*moyens*" que la plèbe vouée au sacrifice pour que le capitalisme survive à cette crise, et qui n'a qu'à s'en prendre qu'à elle-même de connaître un si terrible destin.

Si on entre dans les détails, quand il évoque un "*meilleur usage*" des moyens dont nous disposons ou quand il nous invite à "*mieux les répartir*" une fois la "*rareté*" admise, il veut dire par là qu'il faudra mieux répartir la misère, tandis que lui et ses amis continueront de profit de ce qui est superflu, la plus-value produite par les travailleurs qu'ils monopoliseront comme jamais dans le passé, en tout cas, jamais sur une échelle aussi colossale, celle de l'humanité tout entière rendue à l'état d'esclave du capital.

Quel cynisme, n'est-ce pas ? A vous glacer les os, non ? Son article méritait amplement le titre que j'y ai donné, non ?

Je n'ai plus le temps de commenter la plupart des infos en bref.

INFOS EN BREF

Politique

Conférence de Durban sur le climat.

Les négociateurs de près de 200 pays ont entamé lundi les travaux de la conférence de Durban, destinée à trouver un successeur au protocole de Kyoto.

Tout futur accord dépendra de l'aptitude de la Chine et des Etats-Unis, les plus gros pollueurs au monde, à s'accorder sur des mesures contraignantes dans le cadre d'un accord élargi, cela d'ici 2015. La Russie, le Japon et le Canada font savoir qu'ils ne signeront pas pour une nouvelle phase du protocole de Kyoto si Pékin et Washington ne le font pas.

Le négociateur en chef de la délégation chinoise, Su Wei, a déclaré à la radio nationale chinoise qu'il n'était "pas très optimiste" quant aux résultats de la conférence de Durban. (Reuters 28.11)

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, le journaliste a dit que ni les Etats-Unis ni la Chine ni l'Inde n'accepteront des mesures contraignantes pour leurs économies, ce qui signifie que cette conférence est déjà terminée.

1- France

1.1- Au nom de la "légalité", le prix du gaz pour les plus pauvres devraient être plus élevé

Le Conseil d'Etat a annoncé lundi avoir suspendu l'application du gel des tarifs du gaz de GDF Suez décidé par le gouvernement au 1er octobre, à la suite d'une saisine en référé par des petits concurrents du géant gazier français.

Dans sa décision publiée lundi, la plus haute juridiction administrative relève notamment un «doute sérieux sur la légalité» de la décision du gouvernement, à qui elle donne un délai d'un mois pour se prononcer à nouveau sur les tarifs réglementés, dont bénéficient près de 10 millions de ménages. (liberation.fr 28.11)

1.2- Au nom de la "légalité", la loi de la sélection naturelle des espèces est gravement remise en cause.

Des arrêtés de 2007 et 2008 interdisant en France la commercialisation et la mise en culture des semences de maïs transgénique Monsanto 810 ont été suspendus lundi par le Conseil d'Etat.

La plus haute juridiction administrative du pays a suivi un arrêt de la Cour européenne de justice et considéré que le gouvernement français n'avait le pouvoir pour prendre de tels arrêtés, dérogeant à une règle européenne, que sous certains conditions, non remplies en l'occurrence.

Le gouvernement qui avait décidé ce moratoire a immédiatement annoncé qu'il allait étudier tous les moyens de le maintenir malgré cette décision de justice.

"*Nous restons défavorables à la culture du mais OGM Monsanto 810 sur le territoire français, (...) parce que nous estimons qu'il reste encore trop d'incertitudes sur les conséquences sur l'environnement de cette culture*", a dit le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire à la presse.

"*Nous allons examiner tous les moyens qui permettront de ne pas cultiver le mais Monsanto 810 sur notre territoire*", a-t-il ajouté.

Une première réunion technique s'est tenue à Matignon mais le sujet semble épineux techniquement, le Conseil d'Etat ayant motivé sa décision non sur un point de procédure, comme on l'attendait, mais sur le fond de la question.

"*Le Conseil d'État relève que le ministre de l'Agriculture n'a pu justifier de sa compétence pour prendre les arrêtés, faute d'avoir apporté la preuve de l'existence d'un niveau de risque particulièrement élevé pour la santé ou l'environnement*", dit la juridiction dans un communiqué. (Reuters 28.11)

Le pire, c'est que des militants se réclamant de Darwin soutiennent la culture des OGM, les mêmes qui soutiennent le nucléaire et ce n'est pas un hasard. Pour le nucléaire, c'est au nom de la défense des emplois, pour les OGM, c'est pour nourrir 10 milliards d'habitants d'ici 2050...

Ces militants qui apparemment sont prêts à renier tous les principes qu'ils défendaient hier, oublient que, si l'on ne socialise pas la misère, c'est l'effroyable spectacle de la misère au XIXe siècle qui a conduit des membres de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie à fonder les premiers partis ouvriers... Ils ont de plus une mémoire très sélective ou défectueuse, leurs arguments sur le nucléaire et les OGM sont aussi bidons que la politique qu'ils mettent en oeuvre.

1.3- Au nom de la "légalité", le droit pénal devrait s'appliquer à des enfants de 12 ans

L'UMP envisage d'élaborer un Code pénal spécifique, «pour adapter la justice des mineurs aux nouveaux phénomènes de délinquance et lutter contre le sentiment d'impunité». Elle souhaite modifier le rôle du juge des enfants, aujourd'hui chargé à la fois de les protéger quand ils sont en danger et de les sanctionner quand ils enfreignent la loi. Ces deux fonctions seraient séparées, ce qui permettrait, d'après les rédacteurs du projet, de «raccourcir le délai entre le délit et la sanction». (lefigaro.fr 28.11)

Si j'ai bien compris, il s'agirait dans tous les cas d'arriver à une situation où le rôle de "*protection*" et la notion de "*danger*" disparaîtrait au profit du seul délit qui aboutirait à une sanction, selon l'esprit policier des rédacteurs de ce projet infâme, jusqu'à imposer en guise de sanction des «*travaux de réparation*» pour des actes commis dès 12 ans, précise Le Figaro.

Et si cela ne suffisait pas, il faudrait durcir les peines, les foutre en tôle ainsi que leurs parents, les envoyer à Cayenne, placer l'école sous la tutelle de l'armée ou de la police, leur greffer une puce électronique dans le cerveau à la naissance pour les suivre à la trace toute leur vie, mieux encore, une puce électronique qui détecterait les comportements jugés anormaux et déclencherait une décharge électrique...

2- Russie

La Russie va envoyer en 2012 une flotte de navires de guerre en Syrie officiellement pour une simple escale, alors que les tensions montent entre Moscou et les Occidentaux sur la crise dans ce pays du Moyen-Orient, rapporte lundi le quotidien Izvestia.

Les navires, menés par l'unique porte-avions russe, L'Amiral Kouznetsov, mouilleront au printemps 2012 dans le port de Tartous, où se situe une base navale russe, a indiqué le porte-parole du chef d'état-major de la marine russe, cité par Izvestia.

Le porte-parole de la marine a toutefois souligné que le projet d'envoyer des navires en Syrie n'était pas lié aux affrontements entre les forces du régime Assad et l'opposition. '*Il ne faut pas voir l'escale des bateaux russes à Tartous comme une réaction aux événements en Syrie*', a-t-il indiqué, précisant que la flotte s'arrêterait aussi à Beyrouth (Liban), Gênes (Italie) et Chypre. '*Cette escale était prévue dès 2010, quand il ne s'y passait rien, il y a eu une préparation active et il n'y a aucune raison de l'annuler ou de la reporter'*, a-t-il ajouté.

La Russie refuse obstinément de se joindre aux Occidentaux pour condamner la répression en Syrie, qui a fait plus de 3 500 morts selon l'ONU, et s'oppose à toute sanction ou pression à l'égard de Damas. (lemonde.fr 28.11)

3- Syrie

Le Liban est opposé aux sanctions adoptées par la Ligue arabe contre la Syrie et ne les appliquera pas, a annoncé lundi son ministre des Affaires étrangères.

"*Nous ne sommes pas d'accord avec ces sanctions et nous ne les appliquerons pas*", a dit à Reuters Adnan Mansour, chef de la diplomatie libanaise.

Pour sanctionner la répression du mouvement d'opposition au gouvernement, 19 des 22 membres de la Ligue arabe ont approuvé dimanche un gel des avoirs de l'Etat syrien, l'interruption des transactions avec la banque centrale et l'arrêt des investissements en Syrie.

L'Irak et le Liban sont les deux seuls pays à avoir voté contre et Bagdad a déjà laissé entendre qu'il n'imposerait pas de sanctions à son voisin. (Reuters 28.11)

4- Koweït

Le gouvernement koweïtien a présenté lundi sa démission à l'émir Sabah al Ahmad al Sabah, a-t-on appris de source parlementaire.

Depuis mars dernier, des manifestations étaient organisées pour exiger la démission du Premier ministre, Nasser al Mohammad al Sabah, un neveu de l'émir accusé de corruption.

Le Koweït, quatrième exportateur mondial de pétrole, possède le parlement le plus ouvert des pays du Golfe mais les partis politiques n'y sont pas autorisés. Les élus ne représentent qu'eux-mêmes et s'allient au gré des événements. (Reuters 28.11)

Social

France

1- Forte augmentation du chômage

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi sans aucune activité même réduite (catégorie A) en France métropolitaine a connu une hausse de 1,2% en octobre, soit 34.400 personnes de plus, selon les chiffres diffusés lundi soir par le ministère du Travail. Le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans connaît une flambée de 2,4%. Sur un an, pour toute la catégorie A, la hausse est de 4,9%.

Le 16 novembre 2010 Nicolas Sarkozy déclarait lors d'une interview télévisée: "*le chômage reculera l'année prochaine, l'économie repart*".

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établissait fin octobre à 2.814.900 personnes en France métropolitaine, (3.051.700 en comptant les DOM).

En comptant les catégories B et C (activité réduite de moins ou plus de 78 heures au cours du mois), la hausse en octobre s'établissait à +0,4% pour un total de 4.193.000 chômeurs en France métropolitaine (4.459.400 avec les DOM).

Tous les demandeurs d'emploi sont touchés par cette forte hausse, quel que soit leur âge. En prenant les chiffres de la catégorie A, la hausse en octobre était de 0,6% pour les moins de 25 ans, 1% pour les chômeurs de 25 à 49 ans, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a connu une flambée de 2,4% sur le mois, et de 15,5% sur un an.

En ce qui concerne le chômage de longue durée, le nombre de chômeurs inscrits depuis trois ans ou plus sur les listes de Pôle emploi a augmenté de 1,7% en octobre et de 21,5% sur un an.

Par ailleurs, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation ont baissé de 2,7% en octobre, tandis que les radiations administratives ont au contraire progressé de 8,4%.

Au-delà du chômage, les chiffres de Pôle emploi témoignent également de la très forte progression des emplois précaires.

On constate ainsi que les offres d'emplois durables chutent de 4,9% en octobre, celles pour des emplois "temporaires" (1 à 6 mois) de 3,8%, tandis que les offres pour des emplois "occasionnels" de moins d'un mois bondissent de 20,1%. (AP 28.11)

La précarité généralisée en prime !

Je crois me souvenir qu'en dessous de 2% de croissance du PIB, des emplois disparaissent ou aucun emploi n'est créé". L'OCDE annonce 0,3% pour 2012, ce qui veut dire que des centaines de milliers d'emplois supplémentaires vont être supprimés en 2012.

2- Restos du Coeur pour apaiser la faim...

La 27e campagne d'hiver des Restos du Coeur a commencé lundi en France. Quelque 60.000 bénévoles sont mobilisés pour "*combattre la crise et ses effets de plus en plus néfastes*". L'an dernier, 109 millions de repas avaient été distribués.

L'association fondée par Coluche, qui dit avoir accueilli 25% de personnes en plus au cours des trois dernières années, veut aussi se faire entendre pour que la campagne pour la présidentielle de 2012 "*n'oublie pas les plus pauvres*".

En 2010-2011, les Restos ont accueilli 860.000 personnes, servi 109 millions de repas et aidé 30.000 bébés de moins d'un an. Les Restos, qui comptent 254 lits d'hébergement d'urgence ont aussi logé 2.035 personnes. (AP 28.11)

3- Racket et répression

Les détecteurs de radars deviendront illégaux d'ici quelques jours, une fois que le décret imposant leur transformation en «*assistants d'aide à la conduite*» aura été examiné mardi par le Conseil d'Etat puis publié au Journal officiel, a indiqué lundi la Sécurité routière.

Les contrevenants écoperont d'une amende de 1500 euros et d'un retrait de six points de leur permis de conduire. (liberation.fr 28.11)

Il faut bien remplir les caisses de l'Etat, pardon, des banquiers!

Précision d'un internaute :

Cet article parle de "*détecteurs de radars*" qui emploient des ondes radars pour détecter infailliblement les radars de la police. Eux sont interdits depuis longtemps avec des pénalités très sévères.

Il ne faut pas les confondre avec les "*avertisseurs de radars*" qui utilisent les coordonnés GPS des radars existants ou repérés visuellement. Ce sont ceux là qui sont concernés par une reconversion en "outil d'aide à la conduite" et qui ont banni toute allusion au terme "*radar*" dans leur messages vocaux conformément aux directives gouvernementales.

Mais les messages qu'ils diffusent, s'ils sont bien interprétés par leurs utilisateurs, permettent de savoir qu'il s'agit, entre autres dangers signalés, d'emplacements de radar de surveillance.de la vitesse.

Economie

1- Zone euro

"*La poursuite de la dégradation rapide de la crise du crédit bancaire et souverain de la zone euro menace le niveau de toutes les notes souveraines européennes*", prévient l'agence de notation Moody's. "*En l'absence de mesures politiques pour stabiliser les conditions de marché à court terme, ou bien si ces conditions se stabilisent pour toute autre raison, le risque crédit va continuer à s'accroître*".

"*Alors que la zone euro dans son ensemble dispose de solides atouts économiques et financiers, les faiblesses institutionnelles continuent à empêcher la résolution de la crise et pèsent sur la notation*".

L'agence indique qu'elle estime toujours que la zone euro sera préservée sans autre défaillance que celle de la Grèce, mais avertit que même ce "*scénario 'positif' est porteur de conséquences très négatives pour les notes*" des Etats européens.

Aucun pays, même parmi ceux jugés les plus solides, comme les Pays-Bas, l'Autriche, la Finlande, voire l'Allemagne, n'est à l'abri de voir sa note abaissée. "*Alors que la zone euro dans son ensemble possède une force économique et financière énorme, la faiblesse de ses institution continue d'entraver la résolution de la crise et de peser sur les notes attribuées à la dette de ses pays membres*", prévient l'agence. (lepost.fr 28.11)

2- OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques, qui publie lundi ses perspectives semestrielles, anticipe désormais une croissance mondiale de 3,8% cette année et de 3,4% en 2012.

Elle identifie plusieurs risques et déséquilibres susceptibles de faire déraper l'activité.

"*Les inquiétudes sur la soutenabilité des dettes souveraines dans la zone euro se propagent. La contagion récente (de la crise, NDLR) à des pays jadis perçus comme bénéficiant de finances publiques relativement solides pourrait, si elle n'était pas résolue, dégénérer de manière retentissante*", écrit Pier Carlo Padoan, chef économiste de l'organisation.

"*Le chômage reste très élevé dans de nombreux pays de l'OCDE et, de façon inquiétante, le chômage de longue durée se généralise*", ajoute-t-il.

La zone euro, engluée dans une crise de la dette devenue politique, constitue la principale préoccupation de ce rapport.

"*La portée d'un événement négatif majeur dans la zone euro (comme celui d'un défaut) dépendra des canaux à l'oeuvre et de leur virulence. Les conséquences pourraient être relativement bénignes dans certains cas ou hautement dévastatrices dans d'autres*", prévient l'OCDE.

L'absence d'accord aux Etats-Unis sur les moyens de réduire les déficits et contrôler les dépenses pourrait quant à elle faire basculer la première économie mondiale dans une récession difficile à résorber par les outils classique de politique monétaire.

Dès lors, L'OCDE estime que les banquiers centraux doivent se préparer au pire au cas où un scénario particulièrement pessimiste devait se matérialiser.

"*Des perspectives économiques faibles, couplées à une inflation basse et à des risques baissiers dans la zone OCDE appellent à des politiques fortement accommodantes. Les banques centrales devraient donc amplement fournir de la liquidité pour calmer les tensions des marchés financiers*", souligne le document.

"*Dans certains pays, au sein desquels un durcissement monétaire est déjà à l'oeuvre, les taux d'intérêt doivent être abaissés,*" poursuit l'OCDE.

"*Les taux doivent être proches de zéro dans la majorité des pays (de l'organisation) et accompagnés du soutien additionnel de mesures non-conventionnelles*", allusion claire à l'assouplissement quantitatif déjà pratiqué par la Réserve fédérale américaine et, dans une moindre mesure, par la Banque d'Angleterre mais auquel s'oppose toujours la Banque centrale européenne (BCE).

Les pays émergents, locomotive de l'économie mondiale ces dernières années, sont également menacés et leurs taux de croissance sont moins élevés qu'il y a six mois.

Les échanges mondiaux sont attendus en hausse de 6,7% en 2011 et de 4,8% en 2012, loin du +12,6% de 2010.

La seule bonne nouvelle pourrait venir du Japon où le tsunami de mars aura fait s'effondrer la croissance cette année. L'OCDE s'attend toutefois à ce que le produit intérieur brut nippon accélère de 2% l'an prochain après un timide +0,2% en 2011. (Reuters 28.11)

3- France

L'organisation internationale OCDE estime que la croissance de la France ne serait que de 0,3% en 2012 , loin de l'hypothèse

du gouvernement qui est de 1%.

Pire, l'OCDE estime que l'Hexagone connaîtrait une récession «de faible ampleur» au quatrième trimestre 2011 et au premier trimestre 2012. De tous les instituts internationaux, c'est désormais elle qui a le regard le plus noir sur la conjoncture française.

Mais en plus, les experts du château de la Muette estiment que les efforts financiers annoncés dans les deux derniers plans de rigueur - de 11 et 7 milliards d'euros - par le gouvernement ne sont pas suffisants. «*Compte tenu du ralentissement de l'activité économique et de la charge croissante de la dette», atteindre l'objectif d'un retour du déficit public à 4,5% du PIB en 2012 «exigera de nouvelles mesures de consolidation budgétaire*», dit clairement l'OCDE.

L'organisation les chiffre à 0,4% du PIB, soit près de 8 milliards d'euros. Elle préconise d'engager les économies pour les années à venir sans tarder, et même «rapidement», pour ramener comme prévu le déficit public à 3% du PIB. Car «les élections vont sans nul doute ralentir ce processus». (lefigaro.fr 28.11)

4- Italie

4.1- L'Italie a vu lundi le taux d'intérêt de ses obligations à 12 ans augmenter à 7,20% alors que les marchés continuent à faire pression sur la troisième économie de la zone euro pour qu'elle adopte des réformes en urgence. Rome a écoulé pour 567 millions d'euros d'obligations.

Le Fonds monétaire international (FMI) a démenti lundi des informations du quotidien italien "La Stampa", selon lesquelles il préparerait un plan d'aide de 600 milliards d'euros pour l'Italie. (AP 28.11)

4.2- La fondation, qui contrôle 48,4% de la banque toscane, a déclaré lundi être en discussions avancées sur la question de la renégociation de ces dettes contractées lors de deux augmentations de capital effectuées depuis 2008.

Dans les deux cas, la banque avait dû apporter certains de ses titres en garantie.

Une source proche de la situation a déclaré à Reuters que l'une des solutions pourrait consister en l'octroi à Monte dei Paschi d'un délai d'un an au terme duquel elle devra avoir trouvé un acheteur pour une participation comprise entre 10% et 15%.

Selon la source, les banques françaises Crédit agricole et BNP Paribas pourraient être intéressées par une telle opération. (Reuters 28.11)

5- Etats-Unis

Au plus fort de la crise financière de 2007, de nombreuses grosses banques ont bénéficié du plus important renflouement financier de l'histoire selon l'agence de presse Bloomberg. La Fed vient en effet de publier plus de 29.000 pages de données jusqu'alors restées confidentielles, qui permettent d'affirmer que ces institutions financières ont fait plus de 13 milliards de dollars de profit grâce à la politique d'abaissement des taux directeurs pratiquée par la banque centrale américaine à partir d'août 2007.

Cette politique très favorable était l'un des volets d'un «*plan de sauvetage*» des banques mis en place par la Fed, avec notamment pour objectif la distribution en grande quantité de «*prêts d'urgence*» afin qu'elles reconstituent leurs stocks de capitaux. Ce plan est resté pendant plus de deux ans «*secret*» comme l'explique Bloomberg, et n'a été rendu public qu'en décembre 2010 à l'issue d'un procès gagné par le groupe financier Bloomberg LP contre la Fed et l'association Clearing House (LLC), et dont l'enjeu était la publication des comptes de la Fed.

Bloomberg explique que les six plus grosses banques américaines (JP Morgan, Bank of America, Citigroup, WFC, Goldman Sachs et Morgan Stanley) ont ainsi reçu pas moins de 460 milliards de dollars de la Réserve fédérale, en plus des 160 milliards prévus par le plan Paulson (ou TARP) conçu par le Département du trésor des Etats-Unis.

Pourquoi la Fed a-t-elle autant aidé ces banques? Ted Kaufman, ancien sénateur démocrate du Delaware, explique que ces établissements financiers sont en fait «trop gros pour tomber» selon la célèbre expression: s'ils s'effondrent c'est tout le système financier qui part avec.

Mais le problème, c'est que ces géants de la finance sont alors privilégiés par rapport aux banques plus modestes, ils payent moins cher leurs emprunts, et prennent le plus de risques possibles sachant que les autorités politiques les soutiendront quoi qu'il arrive. Cet aléa moral des grosses banques qui profitent de leur poids dans le système financier est même devenu un «fardeau» pour les Etats-Unis, selon l'économiste Olivier Williamson, qui a reçu le prix Nobel en 2009. (slate.fr 28.11)

6- Chine

Le ministre du Commerce chinois a dit lundi prévoir d'emmener l'année prochaine une délégation en quête d'investissements en Europe, espérant mettre la main sur des actifs intéressants dans une région plombée par la crise de la dette.

La Chine s'est jusqu'ici montrée réticente à aider l'Europe via l'achat d'obligations souveraines mais elle pourrait se montrer davantage intéressée par l'acquisition d'entreprises.

"*L'année prochaine, nous enverrons une délégation dans les pays européens pour la promotion du commerce et des investissements*", a déclaré Chen Deming lors d'une rencontre avec des sociétés chinoises ayant investi à l'étranger.

"*Certains pays européens sont confrontés à une crise de la dette. Ils espèrent convertir leurs actifs en cash et aimeraient voir leurs entreprises rachetées par des capitaux étrangers. Nous surveillerons de près (la situation).*"

Les déclarations ministre du Commerce font écho à celles de Lou Jiwei, le dirigeant du fonds souverain chinois China Investment Corp (CIC), qui dit dans une tribune publiée ce week-end par le Financial Times que le pays souhaitait faire des investissements dans le secteur des infrastructures en Europe, notamment en Grande-Bretagne.

A ce jour, les investissements effectués par des entreprises publiques chinoises ont surtout été concentrés sur le secteur des matières premières.

Malgré des réserves de changes de 3.200 milliards de dollars, les analystes pensent que Pékin ne peut investir que 100 milliards par an. (Reuters 28.11)

Haut de page

Le 30 novembre

CAUSERIE

La causerie et les infos en bref ainsi que les articles de presse du mois de novembre seront disponibles demain au format pdf (Acrobate Reader). Avec tous les documents que j'ai mis en ligne, nous voilà assez bien informés... Aujourd'hui j'ai mis certains articles en entier en ligne pour bien cerner la situation dans certains pays ou le contexte général.

Pour les militants qui veulent suivre de plus près l'actualité sociale, grèves et mouvements sociaux en cours, ils peuvent se connecter sur le site des camarades de la Tendance Claire du NPA, que je salue au passage. On devrait se répartir le boulot avec les groupes ou tendances avec lesquels on partage la plupart des positions.

Reste à chacun à se forger librement sa propre conviction.

Hausse prévisible du gaz. Qui en est le complice ? Devinez.

Le Conseil d'Etat relève que selon la Commission de régulation de l'Energie (CRE), qui avait désavoué le gouvernement dans un rare "*avis défavorable*" fin septembre, les prix auraient dû augmenter "*de 8,8% à 10% selon les tarifs*" dans le cadre de la formule légale en vigueur. (AFP 28.11)

Communiqué de presse du 15 avril 2008. Extraits (Trois documents sur le CRE figurent dans le site à la page *Traités, constitutions et documents divers*) :

1- Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire de la Confédération générale du travail (CGT), a été nommé membre de la Commission de régulation de l'énergie, pour un mandat de 6 ans, par décret du Président de la République en date du 9 avril. Il

2- Avec la promulgation de la loi du 7 décembre 2006, le collège de la CRE est désormais composé de 9 membres :

- deux (dont le président), nommés par décret du président de la République ;
- deux vice-présidents, nommés respectivement par le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat ;
- deux membres nommés respectivement par le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat ;
- un membre nommé par le président du Conseil économique et social ;
- deux membres, en qualité de représentants des consommateurs d'électricité et de gaz naturel, nommés par décret.

3- Installée le 24 mars 2000, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) est une autorité administrative indépendante. Elle concourt, au bénéfice des consommateurs finals, au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel. Elle veille à l'absence de toute discrimination, subvention croisée ou entrave à la concurrence.

À Hue et à dia.

Hue accuse Mélenchon de "*dérive sectaire*"... qui le traite en retour de "bagage accompagné du PS".

"*Que sont-ils en train de faire, les Hue, les Hollande et le reste ? Créer un divorce à gauche qui leur permette de faire leur petite fricassée avec François Bayrou*", a lancé Mélenchon. (lexpress.fr 29.11)

Après la grenouille verte qui voulait se faire aussi grosse qu'un boeuf ou un éléphant pour l'occasion, dans la fable du corbeau et du renard, dans le rôle du fromage qui incarne le produit tant convoiter de notre travail, par défaut je verrais plutôt Mélenchon que Hollande qui tiendrait celui du corbeau, tandis qu'un banquier pourrait jouer celui du renard qui raffle la mise...

Mélenchon a de la répartie, tout cela devient fort cocasse, il aurait dû faire du théâtre, vaut mieux en rire qu'en pleurer, on en a si peu l'occasion ces derniers temps.

Tranché le voile des apparences ! Ou la dure réalité de la sélection naturelle des espèces.

«Quand François Hollande tend la main à François Bayrou», il «tranche d'une manière incroyable un débat constant des socialistes au cours des 15 dernières années», estime sur France Inter Jean-Luc Mélenchon.

«*François Hollande propose de faire un trait d'union entre le centre et le Parti socialiste dont il sait qu'il aboutit à un divorce avec la gauche*», a insisté le fondateur du Parti de Gauche (allié au PCF dans le FG).

«*Cette orientation politique conduit tout droit à des Papandréou et des Zapatero, une politique d'austérité de gauche qui finit au même résultat que l'austérité de droite», selon lui. «La gauche ne peut se rassembler que sur des éléments de programme, non pas sur des apparences*», a-t-il plaidé.

Pour discuter de ce programme, il y a «*deux méthodes. Une, mauvaise, qui a consisté à faire un accord sur un coin de table*», ce qui «*donne lieu à un chaos programmatique et idéologique total*», a-t-il observé à propos de l'accord PS-EELV, en se réjouissant que le candidat PS s'en dégage en partie: «*Heureusement, parce que sur certains points, c'est de la folie, je pense en particulier à la question du droit de veto*» à l'ONU. Et l'autre méthode «*c'est le débat public. Je renouvelle l'offre de débat public*», soutient Mélenchon. (liberation.fr 29.11)

Mélenchon n'est qu'un de ces nombreux parasites de "*gauche*", qui, farci de contradictions face à ses puissants détracteurs ou rivaux dans son propre camp n'entend pas s'en laisser compter, et pour se faire doit démontrer sa loyauté envers le régime qui symbolise la mère patrie et l'ONU qui lui sert de gouvernante. Déjà au moment de la guerre contre la Libye de Kadhafi il avait manifesté sa soumission à l'ONU.

En prétendant que «*la gauche ne peut se rassembler que sur des éléments de programme*», il cautionne la supercherie qui consiste à faire croire que le programme et les intentions du PS seraient différents sur le fond de ceux de l'UMP.

Mélenchon ne comprend pas grand chose à la situation finalement, et s'il en est incapable c'est en grande partie parce qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie qui prévallait au PS quand il y était et qu'il a conservée, idéologie qu'il a adoptée et sans laquelle il ne serait jamais devenu sénateur puis député européen, ceci explique cela.

Les miracles, les coïncidences ou les hasards ou encore les illusions, sont interprétés tels quels et peuvent faire l'objet d'une exploitation tapageuse ou extravagante par toutes sortes de charlatans, tant qu'on n'a pas démontré que les faits auxquels ils se rapportaient reposaient en réalité sur quelque chose de rationnelle qui nous échappait jusqu'à présent ou qui demeurerait hors de portée de la science.

Il en allait de même en politique jusqu'à l'avènement du marxisme qui repose uniquement sur l'observation des faits matériels, concrets, palpables, vérifiables et leur enchaînement, ce que sait Mélenchon, mais dont il se fout pas mal car il défend dorénavant une autre cause que les marxistes ou tous ceux qui combattent sincèrement pour le socialisme.

Le programme du PS ne sera jamais rien d'autre que réactionnaire. Mélenchon le sait pertinemment, ce qui l'agace c'est que Hollande s'emploie à le démontrer à ses alliés potentiels, le MoDem notamment, il n'a pas compris en faisant référence aux "*15 dernières années*" que la période dans laquelle nous sommes entrés il y a trois ans avec cette crise nécessitait que le PS se dévoile toujours plus, il lui faut dorénavant supporter le régime quasi quotidiennement et le faire savoir, sa marge de

manoeuvre pour apparaître autrement que ce qu'il est réellement n'a cessé de se réduire et ce ne sont pas les gesticulations des sénateurs qui viendront contredire ce constat.

Pour le capital, la source d'inspiration de la politique et du programme du PS, l'offensive qu'il a engagé contre la classe ouvrière, et dont la Grèce est la pointe avancée en Europe, est incompatible avec tout compromis conduisant au maintien des droits sociaux des travailleurs, encore moins avec de nouvelles avancées sociales, il n'a donc que faire des partis qui prétendent incarner le progrès social, sachant d'une part, qu'aucun d'entre eux ne peut se prévaloir de la confiance des masses exploitées pour les mobiliser, d'autre part, que les seuls qui pourraient être en mesure de le faire à un niveau limité sont eux-mêmes corrompus par le capital.

Le capital a d'autant plus à sourire des sorties de Mélenchon, qu'elles servent son candidat naturel, Sarkozy, dans tous les cas de figure, il est gagnant sur les deux tableaux.

Monsieur Mélenchon, si vous en êtes encore capable, si vous n'êtes pas un poltron, romper avec le capital, et là pour le coup vous comprendrez ce que signifie réellement figurer parmi ces véritables ennemis, au lieu de jouer le rôle de l'idiot utile du capital vous servirez une noble cause, celle de la révolution socialiste.

Ainsi va la crise du régime

Titre d'articles de presse :

Coté pile.

- Jean-Pierre Raffarin prend ses distances avec Claude Guéant - Libération.fr
- Bayrou vs Morin: la bataille du centre expliquée à Jolly Jumper - LePost
- Guéant "*n'a rien à voir*" avec le Front national - lexpress.fr
- Gilbert Collard maître de la désunion au Front national - Liberation.fr

Côte face.

- Nouvelles brouilles entre Hollande et ses partenaires - LePoint.fr
- Jean-Vincent Placé: "*Halte au feu à gauche !*" - lexpress.fr
- Écolos et communistes se déchirent à l'Assemblée - LeFigaro.fr
- Alliance avec le centre: Mélenchon menace d'un «*divorce à gauche*» Liberation.fr
- Hue accuse Mélenchon de "*dérive sectaire*" - lexpress.fr

Terroristes hier, "***modérés***" aujourd'hui.

1- Au Maroc

1.1- Le roi Mohamed VI du Maroc a nommé mardi Premier ministre l'islamiste modéré Abdelilah Benkirane, après la victoire du Parti de la Justice et du Développement aux élections législatives, a-t-on appris mardi de source autorisée à Rabat. (Reuters 29.11)

1.2- La victoire des islamistes aux élections législatives marocaines du 25 novembre a-t-elle déjà eu son effet sur les médias marocains? Au lendemain de la victoire du Parti de la justice et du développement (PJD), deux femmes journalistes de la chaîne publique marocaine 2M sont apparues à l'écran avec le foulard islamique, le hidjab, alors qu'elles commentaient les estimations des résultats des élections depuis Rabat et Agadir. (slateafrique.com 29.11)

2- En Tunisie

2.1- Des étudiants tunisiens se sont battus mardi avec des centaines d'islamistes qui manifestaient dans une université pour demander la fin de la mixité en classe et le droit pour les étudiantes de porter le niqab. (Reuters 29.11)

2.2- La manifestation des étudiants islamistes de l'université de Manouba, dans la banlieue de Tunis, a tourné à la bagarre selon plusieurs témoins.

La veille, des islamistes avaient déjà assiégé un bâtiment de l'université et retenu quelque temps des étudiants et des professeurs, avec les mêmes revendications.

Les manifestants, qui criaient "*Allah Akbar*" (Dieu est le plus grand), demandaient aussi la création d'une salle de prière à l'université. (Reuters 29.11)

Ajoutons que les partisans en occident du CNT au pouvoir en Lybie ont admis que la nouvelle Constitution pourrait être basée sur une version "*modérée*" de la charia. Tandis qu'en Egypte, les Frères musulmans, présentés hier comme des *fondamentalistes religieux*, sont devenus fréquentables par miracle, des interlocuteurs tout à fait acceptables, modérés eux aussi sans doute, tout comme les talibans en Afghanistan avec lesquels l'impérialisme américain tentent en vain jusqu'à présent de négocier un partage du pouvoir.

Dans tous les cas, quelques couches de la bourgeoisie inféodées à l'impérialisme américain et européen comptent bien se servir de la religion pour mieux maintenir les travailleurs dans la soumission et l'obscurantisme, afin qu'ils assimilent leur condition au destin qu'un dieu leur aurait réservé, au lieu de prendre conscience qu'un rapport de classes en est à l'origine, fondé sur la propriété privée des moyens de production qu'il leur faudrait renverser pour avancer sur la voie de leur émancipation.

Pour compléter une récente causerie sur le rôle des islamistes liés à l'impérialisme.

Depuis le premier jour des soulèvements révolutionnaires dans ces pays, c'est l'impérialisme qui a mené le bal, qui a décidé du sort des dictateurs, qui a orchestré leur éviction du pouvoir selon des plans préparés de longue date, qui a décidé du rôle que devrait y jouer l'armée, qui a organisé la farce des élections à une Assemblée constituante dans le cadre des régimes toujours en place sans jamais remettre en cause l'institution qui en était le garant en dernier ressort : l'armée. Il faut ajouter qu'à aucun moment dans aucun de ces pays, la majorité du peuple n'est descendu dans la rue et n'était prêt ou avait les moyens de chasser les tyrans au pouvoir, et c'est parce que l'impérialisme craignait que ce moment-là survienne à un moment qu'il n'aurait pas choisi ou plus défavorable, qu'il a décidé de se saisir de la première occasion venue pour enclencher ce scénario conçu à Washington, Paris et Londres notamment.

Maintenant, que les masses se soient engouffrées dans les brèches de ces régimes profitant du soutien "*providentiel*" de l'impérialisme, c'est une chose, en échange elles ont obtenu des droits politiques qu'elles n'avaient pas auparavant, mais d'une certaine manière ils leur ont déjà été confisqués, c'est la signification que l'on peut donner à l'élection de partis islamistes liés à l'impérialisme. Ces élections confirment la faiblesse politique des masses. L'interprétation que les masses ont donné à leur mobilisation révolutionnaire en est une autre, elle est reliée à leurs besoins quotidiens qui ne sont toujours pas satisfaits sur fond de chômage de masse et de salaires misérables, ce qui a donné naissance à d'importantes grèves ou mouvements sociaux qui se poursuivent à l'heure actuelle dans tous ces pays, à l'exception de la Lybie, bien que là aussi les choses se compliquent pour le gouvernement, car ceux qui ont participé à la chute de Kadhafi exigent d'être enrolés dans l'armée ou qu'on leur fournisse un emploi en compensation de leurs sacrifices.

Bref, l'impérialisme est parvenu à ses fins dans tous ces pays et il ne pouvait pas en être autrement compte tenu que les travailleurs ne disposaient pas de partis politiques avant les soulèvements révolutionnaires, en revanche, la lutte des classes qui était plus ou moins muselée a repris ses droits et s'annonce comme un défi impossible à relever pour ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir politique. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

La faim justifie les moyens.

Députés UMP et gouvernement ont fini par trouver un point d'entente. A l'occasion du petit-déjeuner de la majorité, organisé mardi 29 novembre à l'Elysée, ils ont convenu d'abaisser le plafond des indemnités journalières versées par la Sécurité sociale aux salariés du privé en cas d'arrêt maladie.

Ce plafond, actuellement situé à 48,40 euros par jour (soit 50 % de 2,15 smic), sera abaissé à 40,40 euros par jour (50 % de 1,8 smic, le nouveau plafond de salaire envisagé). Tous les salariés rémunérés au delà de 2 500 euros bruts seront donc concernés, sauf lorsque leur employeur compense la baisse de salaire lors de leur arrêt maladie. Cette mesure doit rapporter 150 millions d'euros et compenser une partie du recul du gouvernement sur l'instauration d'un quatrième jour de carence, après une vive polémique. (lemonde.fr 29.11)

2- Russie

La Russie a activé son système d'alerte antimissile à Kaliningrad, enclave russe aux portes de l'Union européenne, afin de répondre aux "*menaces*" représentées par le projet de bouclier antimissile de l'OTAN en Europe, a indiqué mardi 29 novembre, le président Dmitri Medvedev.

La station radar "Voronej-TM" a été activée, a précisé le chef de l'Etat après avoir menacé le 23 novembre de déployer des missiles balistiques à Kaliningrad si les Etats-Unis et l'OTAN continuaient de mettre Moscou devant le "*fait accompli*".

"*J'espère bien que cette démarche sera considérée par nos partenaires comme un premier signal montrant que notre pays est prêt à répondre de manière adéquate aux menaces du système de défense antimissile [de l'OTAN] pour nos forces stratégiques nucléaires*", a déclaré M. Medvedev au cours d'une réunion avec des hauts responsables de l'armée dans la région de Kaliningrad.

"*Si ce signal n'est pas entendu, nous utiliserons d'autres moyens de défense, nous prendrons des mesures sévères, comme je l'ai promis le 23 novembre*", a mis en garde le président russe, cité par les agences. M. Medvedev avait alors expliqué que l'une de ces mesures consisterait à déployer dans la région de Kaliningrad une batterie de missiles Iskander. (lemonde.fr 29.11)

3- Liban

Plusieurs roquettes tirées du Liban ont atteint le nord d'Israël dans la nuit de lundi à mardi, et l'armée israélienne a riposté par des tirs transfrontaliers, apprend-on de sources militaires.

C'est la première fois depuis 2009, selon Tsahal, qu'un tel incident est signalé à la frontière entre Israël et le Liban, théâtre d'une guerre de 34 jours pendant l'été 2006 entre l'Etat hébreu et le Hezbollah pro-iranien.

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a annoncé le déploiement de troupes supplémentaires et la mise en place de patrouilles dans la zone et a appelé à la retenue.

En riposte, les Israéliens ont tiré quatre obus d'artillerie, qui sont tombés dans des champs sans provoquer de dégâts, ajoute-t-on de même source.

La frontière israélo-libanaise est calme depuis ces dernières années.

Certains observateurs s'inquiètent cependant du risque de voir les tensions s'accroître en raison de la situation en Syrie, où les autorités répriment dans le sang depuis des mois des manifestations contre le régime, et du récent durcissement des sanctions occidentales à l'encontre de l'Iran. (Reuters 29.11)

4- Iran

Le calme est revenu mardi soir à Téhéran où plusieurs dizaines d'étudiants ont envahi deux bâtiments de l'ambassade de Grande-Bretagne pour protester contre les nouvelles sanctions de Londres, qui a menacé l'Iran de "*graves conséquences*".

"*L'attaque de l'ambassade britannique de Téhéran aujourd'hui est scandaleuse et inexcusable. L'incapacité du gouvernement iranien à protéger le personnel et les biens britanniques est honteuse*", a lancé David Cameron dans un communiqué.

"*Le gouvernement iranien doit savoir que l'incapacité à protéger notre personnel aura de graves conséquences. Nous réfléchirons à ces mesures dans les jours qui viennent*", a ajouté le chef du gouvernement britannique, qui avait auparavant convoqué un conseil des ministres extraordinaire.

Les manifestants ont escaladé les grilles du bâtiment principal de la mission, brûlé l'Union Jack et hissé à la place le drapeau iranien, selon l'agence de presse Mehr. Une fois à l'intérieur, ils ont jeté des dossiers par les fenêtres et lancé des cocktails Molotov.

L'un d'eux s'est emparé d'un portrait de la reine Elizabeth et un autre a emporté les armoiries royales sous les yeux des forces de l'ordre. Certains brandissaient des portraits de l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la Révolution et des drapeaux symbolisant le martyr.

Des affrontements ont ensuite éclaté entre la centaine de manifestants encore massés devant la mission diplomatique et la police qui tentait de les disperser à coups de grenades lacrymogènes, mais ils sont parvenus pénétrer une deuxième fois dans les locaux, indique l'agence Fars.

Un autre groupe de manifestants est parvenu à pénétrer dans une annexe de l'ambassade située dans le nord de la ville et s'est emparé de documents confidentiels, selon l'agence de presse Irna. Le personnel de l'ambassade a réussi à fuir quelques minutes avant l'intrusion des manifestants.

"*Les forces de sécurité ont pu fermer les portes et ils ne laissent personne entrer*", rapporte Irna.

Selon l'agence Isna, près de 200 personnes se trouvaient à l'extérieur du bâtiment situé dans le jardin Qolhak. Une école allemande voisine a également été endommagée, indique Berlin.

Les manifestants ont quitté les deux sites dans la soirée, rapportent les agences. "*Après un ultimatum des forces de l'ordre aux étudiants, la manifestation a cessé devant le bâtiment principal de l'ambassade*", relate une dépêche de Fars, tandis qu'Isna annonce le départ de la foule sur le deuxième site.

"*Nous tenons le gouvernement iranien responsable en raison de son incapacité à prendre les mesures nécessaires pour protéger notre ambassade, comme il est tenu de la faire. Il y aura assurément d'autres conséquences graves*", dit William Hague, chef de la diplomatie britannique, dans un communiqué.

Aucun membre du personnel diplomatique ne manque à l'appel, ajoute le secrétaire au Foreign Office. Selon les agences de presse iraniennes, six Britanniques ont été brièvement retenus en otages pendant l'intrusion, mais l'information a été démentie de source britannique. William Hague a quant à lui évoqué une situation confuse, ajoutant que le terme d'otages ne lui semblait pas approprié.

Le ministère iranien des Affaires étrangères a regretté l'incident. "*Nous respectons les règles internationales sur la sécurité et l'immunité du personnel et des sites diplomatiques et sommes déterminés à les faire respecter*", ajoute-t-il dans un communiqué repris par Isna.

Un haut fonctionnaire iranien a en outre assuré que les autorités n'avaient rien à voir avec ces intrusions.

Le Conseil de sécurité de l'Onu les a condamnées "*dans les termes les plus vifs*", tout comme la Maison blanche. Une porte-parole de Catherine Ashton, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la sécurité commune, les a jugées "*totalement inacceptables*".

Lundi, un projet de loi révisant à la baisse les relations diplomatiques et économiques entre l'Iran et la Grande-Bretagne a été entériné par le Parlement de Téhéran.

Cette décision entraînera le départ d'ici deux semaines de l'ambassadeur de Grande-Bretagne et son remplacement par un chargé d'affaires.

William Hague avait déclaré que Londres répliquerait "*avec vigueur*" à une réduction des relations diplomatiques entre les deux pays.

La Grande-Bretagne a pris des sanctions contre la République islamique après la publication le 8 novembre d'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) selon lequel l'Iran travaille à la conception d'une bombe nucléaire. Téhéran a rejeté les conclusions de l'AIEA, jugeant son rapport inspiré par des considérations politiques.

La semaine dernière, Londres a rompu tous les liens entre son secteur financier et les banques iraniennes, y compris la banque centrale iranienne. (Reuters 29.11)

Pakistan

1- Le Pakistan a décidé, mardi 29 novembre, de boycotter la conférence internationale sur l'Afghanistan prévue le 5 décembre à Bonn, en Allemagne, lors de laquelle doit être discuté l'avenir de l'Afghanistan après le retrait des troupes de l'OTAN en 2014. Le Pakistan, qui était appellé à prendre une part essentielle à ces négociations, souhaite protester contre une attaque de l'OTAN sur son territoire, qui a tué 24 de ses soldats samedi, selon un responsable gouvernemental.

La réunion de Bonn intervient alors que l'Afghanistan se trouve dans une situation délicate, la présence de plus de 130 000 soldats de l'OTAN n'ayant pas réussi à le stabiliser face à une rébellion menée par les talibans qui a gagné du terrain ces dernières années. Dans ce contexte, le Pakistan voisin, dont les zones frontalières sont utilisées comme base arrière par les insurgés, est considéré comme un acteur essentiel dans la résolution du conflit.

Furieux après la "*bavure*" de samedi, Islamabad a bloqué le transit sur son territoire des camions de ravitaillement de la force de l'OTAN en Afghanistan et fait part aux Etats-Unis de sa volonté de réviser leur coopération dans la lutte antiterroriste.

Après dix ans d'un conflit qui a pris des allures de bourbier, et face à l'impasse militaire, les responsables occidentaux admettent de plus en plus qu'il faudra une solution politique pour pacifier l'Afghanistan, et notamment un accord de paix avec la rébellion. (lemonde.fr 29.11)

2- Les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan n'ont jamais été aussi mauvaises dans l'histoire récente, a reconnu lundi le

général Martin Dempsey, chef d'état-major interarmes américain, à la suite du raid de l'Otan qui a coûté samedi la vie à 24 soldats pakistanais.

Cette bavure est la plus grave depuis qu'Islamabad s'est allié avec réticence à Washington dans le sillage des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

"*Ils ont des raisons d'être furieux*", a déclaré le général Dempsey durant une visite à Londres, dans une interview à la chaîne britannique ITV News.

Il a toutefois exclu de présenter des excuses en attendant les résultats d'une enquête des militaires américains.

Sur ITV News, le général Dempsey a admis que, "*dans (s)a mémoire*", la situation n'avait jamais été aussi difficile - "*et ma mémoire à propos du Pakistan remonte à une vingtaine d'années*", a-t-il ajouté - mais pas irrémédiable.

Après le raid, le Pakistan a fermé les voies de ravitaillement par lesquelles transite une bonne partie du matériel logistique destiné aux troupes de l'Otan en Afghanistan.

Islamabad a également ordonné l'évacuation d'une base de drones dans le pays.

Martin Dempsey, qui n'a pas souhaité reconnaître que la base de Shamsi abritait des engins sans pilote, a estimé qu'il s'agissait d'un "*acte grave au point de vue de nos relations*".

"*Ils veulent que nous fermions la base à Shamsi, pour une raison que je laisse à votre imagination. Il y a d'autres possibilités dans la région pour baser des aéronefs et d'autres ressources.*"

"*C'est un sérieux coup (porté aux relations) dans la mesure où le gouvernement pakistanais a estimé nécessaire de nous priver d'une base que nous utilisons depuis des années.*"

"*C'est sérieux à cet égard, cela ne va pas nous affaiblir sur le plan militaire*", a-t-il poursuivi. (reuters 29.11)

Social

France

Le syndicat Unac des hôtesses et stewards de la compagnie Easyjet a déposé un préavis de grève illimitée à compter de mercredi, les négociations sur leur rémunération n'ayant toujours pas abouti.

L'Unac, deuxième syndicat derrière la CFTC, a appelé le personnel navigant commercial (PNC) à cesser le travail à partir de 00h01, dans la nuit de mardi à mercredi, pour obtenir des mesures d'évolution de carrière, une prime d'intéressement et une meilleure indemnisation en cas d'arrêt maladie.

«*La compagnie a traîné des pieds pour les négociations depuis notre grève de juillet puis est revenue vers nous avec des propositions indécentes*», a affirmé à l'AFP, Eric Cunnac, délégué du syndicat Unac, qui revendique 40% des voix lors des dernières élections professionnelles.

Le SNPNC appelle également à la grève mais n'est pas encore représentatif du fait de sa création récente au sein d'easyjet.

La compagnie britannique a réalisé «*des profits historiques cette année*», a affirmé l'Unac qui réclame, dans un communiqué, «*la part qui doit logiquement revenir aux personnels de cabine*».

Ce conflit est le deuxième chez Easyjet en France: un préavis avait déjà été déposé mi-juillet mais les vols avaient pu être assurés quasi normalement, grâce à du personnel de réserve et, selon le syndicat, des équipages venus de Grande-Bretagne.

La compagnie britannique Easyjet, leader des transporteurs à bas coûts en France, emploie environ 500 hôtesses et stewards dans l'Hexagone, basés à Orly, Roissy et Lyon. Contactée, la direction de la compagnie n'a pas encore fait de commentaire. (liberation.fr 29.11)

Syndicat

Un revers pour le gouvernement. Force ouvrière (FO) est désormais le premier syndicat dans la fonction publique

d'Etat. L'organisation de Jean-Claude Mailly devance de peu la FSU. Or, FO se veut le syndicat le plus hostile à la révision générale des politiques publiques (RGPP), conçue par Nicolas Sarkozy comme un grand plan de modernisation de l'Etat.

Ce bouleversement découle des élections professionnelles qui se sont déroulées entre le 13 et le 20 octobre dans la plupart des ministères, des administrations et des opérateurs de l'Etat – puis le 22 novembre à France Télécom et au ministère de la justice. Selon les données communiquées par plusieurs syndicats mais non encore validées par le ministère de la fonction publique, FO arrive en tête avec 17,8 % des voix, suivi de la FSU (17,1 %), la CGT (16,4 %), l'UNSA (15 %) et la CFDT (14,5 %).

Largement majoritaire à l'éducation nationale qui regroupe près de la moitié des fonctionnaires de l'Etat, la FSU rétrograde surtout à cause d'une participation plus faible que d'habitude des agents de ce ministère (40,4 %, contre 62 % en 2008). Une part importante du personnel n'a pas pu prendre part au vote électronique du fait de dysfonctionnements techniques. La FSU a dénoncé "*les conditions désastreuses*" du scrutin.

Pourtant, indépendamment du recul de la FSU, FO a le vent en poupe. Par rapport aux scrutins précédents de 2008 à 2010, cette organisation enregistre une forte progression (+ 2,41 %). Elle progresse au ministère de l'éducation nationale et à celui de l'écologie. Elle recule en revanche à l'agriculture et à la culture. Mais elle conserve la première place à la défense.

FO est désormais pour l'Etat le premier interlocuteur syndical. Or contrairement à la FSU, "*nous sommes présents partout, affirme Pascal Pavageau, secrétaire confédéral du syndicat. Nous opposons un front plus large face au gouvernement*".

Dans un"*livre noir*" sur la RGPP réactualisé en octobre, FO calcule que 500 000 postes d'agents auront été supprimés entre 2007 et 2013 contre 150 000 selon le gouvernement. "*Les résultats des élections montrent qu'une forte proportion de fonctionnaires se reconnaît dans nos critiques*", se félicite M. Pavageau.

De son côté, la CGT reste troisième mais améliore son score de 1,2 %. La CFDT gagne 3,2 %. Cette dernière bénéficie toutefois des résultats des élections dans l'enseignement privé sous contrat qui votait pour la première fois en même temps que les agents de l'enseignement public. Hors secteur privé, la CFDT gagne globalement 1,8 %. Ce syndicat réformiste marque des points. A France Télécom, il est en seconde position avec 21,8 % des voix. Un résultat stable mais qui lui permet de devancer SUD, qui recule, et la CGT, qui reste première mais régresse.

Les 2,1 millions de fonctionnaires inscrits sur les listes électorales étaient appelés pour la première fois à élire directement leurs représentants aux comités techniques – équivalents des comités d'entreprise dans le privé – et non pas seulement les membres des commissions administratives paritaires qui examinent les situations individuelles.

FO était hostile à cette réforme qui "*nuit au pluralisme syndical*" en édictant des critères plus exigeants de représentativité des syndicats habilités à négocier. Opposé à cette réforme, FO en est paradoxalement aujourdhui le principal bénéficiaire dans les urnes (lemonde.fr 29.11)

Pas de quoi s'en réjouir particulièrement, sachant que le score de FO a pour fond le corporatisme et que ses dirigants refusent d'inscrire leur combat dans la perspective du renversement du capitalisme comme tous les autres syndicats.

Economie

1- Zone euro

Empêtrés dans une difficile réforme du Fonds européen se stabilité financière, les pays de la zone euro envisageaient mardi soir de solliciter une aide supplémentaire du FMI, alors que la pression sur la monnaie unique ne faiblit pas.

Deux ans après avoir éclaté, la crise de la dette menace de faire dérailler l'économie mondiale et s'aggrave un peu plus chaque jour, l'Italie ayant dû concéder lundi matin des rendements de près de 8% pour placer des obligations à trois ans et de 7,5% pour du papier à 10 ans, en très nette hausse par rapport à octobre.

Ces coûts, similaires à ceux qui avaient déclenché les plans d'aide internationale à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal, sont jugés intenables au-delà de quelques semaines, d'autant que Rome devra refinancer pas moins de 150 milliards d'euros de dette entre février et avril prochains.

Avant que ne s'ouvre la réunion mensuelle de l'Eurogroupe, plusieurs ministres des Finances de la zone euro ont dit que le Fonds monétaire international pourrait devoir fournir une aide supplémentaire à l'Europe, sans doute en s'appuyant sur des fonds européens.

"*Nous allons devoir nous tourner vers le FMI, qui peut rendre disponible des fonds supplémentaires pour notre fonds d'urgence.*

Je pense que les pays en Europe et hors d'Europe devraient être prêts à donner plus d'argent au FMI", a déclaré le ministre néerlandais Jan Kees de Jager.

Le FMI pourrait également être mis à contribution pour que la BCE puisse venir en aide, indirectement, aux pays de la zone euro en difficulté.

Selon des sources européennes, l'une des options envisagées serait que l'institut de Francfort, via les banques centrales nationales, prête des fonds au FMI pour que ce dernier les prête ensuite à l'Italie ou à l'Espagne.

Ce système permettrait de ne pas violer les traités européens, qui stipulent que la BCE ne peut pas financer directement la dette des Etats.

"*Nous allons en discuter avec la BCE. La BCE est une institution indépendante, donc nous allons mettre des propositions sur la table et la BCE prendra la décision*", a expliqué le ministre belge des Finances Didier Reynders.

Mardi matin, c'est la France qui a été placée sous le feu des projecteurs, les marchés réagissant négativement à un article du quotidien La Tribune selon lequel l'agence de notation Standard & Poor's pourrait placer sous peu le triple A de la France sous perspective négative.

Si la note de la France venait à être abaissée, la réforme du FESF qui doit porter sa capacité d'action à 1.000 milliards d'euros, déjà difficile, deviendrait pratiquement impossible car le Fonds perdrait lui aussi sa note maximale triple A.

Lundi, son directeur général, Klaus Regling, a déclaré à des parlementaires allemands qu'au vu des conditions de marché, la démultiplication de la capacité d'intervention du FESF n'était plus imaginable dans les termes initialement prévus.

La démultiplication, qui devait se faire sur la base d'un facteur de 4 à 5 "*n'est plus atteignable en raison de la détérioration évidente de l'environnement des marchés*", a-t-il dit, selon plusieurs sources.

Klaus Regling devrait néanmoins présenter aux ministres des Finances de la zone euro les contours du nouveau Fonds, après d'intenses consultations ces dernières semaines avec les investisseurs internationaux.

Le FESF réformé ne devrait toutefois pas être en mesure d'agir pour garantir des émissions obligataires de pays avant fin décembre au moins, indiquent des sources au fait du dossier.

Ce délai pose la triple question d'une nouvelle aggravation de la crise de la dette, de la matérialisation d'une nouvelle récession en Europe et, in fine, du rôle qu'est appelée à jouer la Banque centrale européenne dans la gestion de la crise, autant de sujets qui devaient aussi se retrouver sur la table des ministres à dix jours d'un sommet européen jugé décisif pour l'avenir de la monnaie unique.

La France et l'Allemagne se sont donnés jusqu'à fin janvier pour parvenir à une union budgétaire renforcée de la zone euro, un projet qui pourrait passer par la mise en quarantaine de plusieurs pays et a suscité lundi des réactions négatives parmi les membres de la monnaie unique.

Selon des sources au fait des échanges entre Paris et Berlin, les deux pays envisagent de contourner une révision en bonne et due forme des traités européens - un processus qui durerait 18 mois a minima - en planchant sur un mini-traité en dehors du cadre communautaire, plus flexible et plus rapide à mettre en oeuvre.

Comme la veille, le président américain Barack Obama a réitéré mardi ses appels à des décisions des responsables européens et fait valoir que les Etats-Unis avaient un "profond intérêt" à une résolution rapide de la crise. (Reuters 29.11)

2- France

Société générale va céder pour 600 millions d'euros de prêts immobiliers afin de réduire son exposition à un secteur jugé volatil, a-t-on appris mardi de source proche du dossier, confirmant une information du Financial Times.

Selon le quotidien, la deuxième banque française devrait recevoir bon nombre d'offres, émanant surtout de fonds d'investissement, pour un portefeuille de prêts consentis à des magasins et à des entreprises en France et en Allemagne.

"*Ca fait partie du processus de deleveraging*", a déclaré à Reuters la source proche du dossier.

La banque anticipe une perte de 50% par rapport à la valeur originale des crédits, accordés avant la chute du marché immobilier en 2007, précise le Financial Times.

Société générale tâte également le terrain pour la cession d'un portefeuille de créances douteuses de quelque 100 millions d'euros dans le segment immobilier commercial aux Etats-Unis, ajoute le FT. (Reuters 29.11)

3- Belgique

Le Premier ministre en affaires courantes a pris tout le monde par surprise en lançant un appel à l'épargne populaire. Il court les médias pour vendre son emprunt. Trois jours plus tard, le succès est énorme : la souscription pour des bons d'État a récolté 2 milliard d'euros.

C'est peu dire donc qu'au ministère des Finances et à l'Agence de la dette on se frotte les mains face à cet afflux de souscriptions, mélange de sursaut patriotique et de calcul financier : "*D'après ce qui remonte des banques, il semble que les gens veulent venir en aide à l'État dans cette période difficile, analyse Jean Deboutte. Mais le rendement que nous offrons, de 4 % sur cinq ans, joue aussi un rôle important bien sûr. C'est attractif et sans risque. S'y ajoutent les doutes des gens sur les autres possibilités d'investissement. Tant mieux ! Il y a beaucoup d'argent en Belgique prêt à être investi*."

Et c'est vrai que de l'argent, il y en a ! Avec 730 milliards d'euros au total, dont 200 milliards sur des comptes auprès des banques, la Belgique est le premier pays de l'Union européenne en termes d'épargne. Cela représente plus de 200 % du PIB.

Ce trésor de guerre aiguise les appétits du ministère des Finances, qui réfléchit à d'autres formes d'emprunt national. (lepoint.fr 29.11)

Cela ne concerne pas les travailleurs qui peinent à assurer le quotidien et qui n'ont pas un centime d'économie ou au contraire des dettes. Si cela peut les consoler, lorsque demain l'inflation grimpera, ce placement alléchant s'avèrera avoir été un piège à cons !

4- Italie

L'Italie a dû accepter mardi un rendement record depuis la création de la zone euro de près 8% pour pouvoir émettre 7,5 milliards d'euros de papier à trois ans, un niveau qui place le coût de sa dette a un niveau de plus en plus difficilement soutenable.

La Banque d'Italie avait comme objectif de placer entre cinq et huit milliards d'euros de papier, et la demande a approché le haut de cette fourchette.

Les obligations à trois ans BTP ont été adjugées à un rendement record de 7,89% après 4,93% lors d'une précédente adjudication du même type fin octobre, a précisé la Banque d'Italie.

Pour le papier à huit ans, le rendement moyen est ressorti à 7,28%. Les obligations à 10 ans ont été adjugées au rendement de 7,56%. (Reuters 29.11)

5- Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique a nettement revu à la baisse mardi sa prévision de croissance pour l'an prochain et a prévenu qu'une récession dans la zone euro pourrait provoquer un retournement de l'économie du Royaume-Uni.

Londres s'attend désormais à une expansion du produit intérieur brut (PIB) de seulement 0,7% en 2012, contre +2,5% attendus au mois de mars, a annoncé le chancelier de l'Echiquier George Osborne. (Reuters 29.11)

6- Etats-Unis

La compagnie aérienne American Airlines et sa maison mère, la holding AMR, ont annoncé aujourd'hui avoir deposé leur bilan, tout en assurant que la continuité de ses opérations était pour l'heure assurée grâce à une trésorerie disponible de 4,1 milliards de dollars. La compagnie a dénombré des actifs de 24,7 milliards et des engagements de 29,5 milliards.

Dans un communiqué, la compagnie a expliqué que la réorganisation qui va être désormais engagée, comme le permet le chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites, allait lui permettre d'abaisser durablement ses coûts de fonctionnement, notamment en matière salariale.

American Airlines se targuait encore le mois dernier d'être l'une des rares grandes compagnies américaines à ne pas avoir récemment déposé le bilan. Le marché estimait pourtant depuis longtemps que le groupe pourrait être contraint à une telle

extrémité, faute de n'avoir pu obtenir de ses pilotes des concessions salariales suffisantes pour redresser ses comptes. Les pilotes d'American Airlines estiment de leur côté avoir assez donné, en consentant d'importants sacrifices financiers lors d'une précédente crise, en 2003, lorsque le groupe était alors le numéro un mondial du secteur. (lefigaro.fr 29.11)

On a compris que c'était un tour de passe-passe tout à fait légal pour "redémarrer" une fois imposer aux personnels des baisses de salaire sur fond de chômage de masse.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf les causeries et infos en bref de novembre, volume 966Kb pour 231 pages. Les articles de presse demain, car c'est plus long à préparer et je n'ai plus le temps.

Y aurait-il un camarade sur Marseille ou Aubagne qui voudrait donner ponctuellement un coup de main à mon épouse Magueswary qui va encore loger cet hiver dans des conditions détestables, pas de chauffage, installation électrique défectueuse, impossible de brancher un chauffage électrique le compteur saute, impossible d'utiliser la salle de bain, il y a une remontée des eaux usées, carrelage cassé, etc, bref l'endroit est insalubre, je lui ai dit de s'adresser au service technique de la mairie, cela n'existe plus, quelqu'un de la mairie est venu constater les faits puis plus rien, cela fait deux ans que cela dure, c'est intolérable dans sa situation, je rappelle qu'elle est handicapée à 80% après une double opération du coeur, elle est en permanence suivie médicalement, elle devrait d'ailleurs être hospitalisée une nouvelle fois dans quelques semaines. Elle m'a dit : "*Je ne suis pas à la rue, j'ai le gaz pour me préparer à manger et une ampoule pour m'éclairer, c'est déjà bien*."

Il s'agirait seulement de l'assister auprès de l'organisme qui lui a fourni ce taudis, l'OPAC. En attendant, je lui ai dis d'aller les voir et de les informer que tu allais déposer plainte au commissariat, à la gendarmerie et chez les pompiers pour mise en danger involontaire de la vie d'autrui, je lui ai dit qu'elle devait leur demander un rapport après leur visite des lieux, ensuite elle pourrait contacter un syndicat, des associations, j'avoue ne pas savoir quoi faire.

Peut-être qu'en portant plainte, elle pourrait bénéficier de l'assistance juridique gratuite par la mairie, je ne sais pas si cela existe encore ? Le problème, c'est qu'elle ne maîtrise pas le français écrit, elle est incapable de rédiger une lettre, au téléphone elle m'a dit ce matin de bonne heure : "*tu comprends je suis étrangère et seule, alors ils s'en foutent*", elle a la nationalité française depuis 1993, non ma chérie, tu es noire et pauvre, seule il est vrai, pas tout à fait quand même... En général je ne demande jamais rien à personne, j'ai dû hériter cela de mon père, mais là franchement je n'ai pas le choix. De mon côté je vais voir ce que je peux faire par téléphone, je vais me faire envoyer paître poliment sans doute, c'est si facile.

Merci d'avance.

Au fait, hier j'ai envoyé un chèque de 28,56 euros à la société OVH qui héberge le site pour 2012.

La Bourse frétille. Faites chauffer la planche à billets ou la fuite en avant, suite.

A l'image des Bourses européennes, Wall Street s'est envolée mercredi, gagnant plus de 4% en réaction à l'action

coordonnée annoncée par les principales banques centrales pour préserver la liquidité sur des marchés secoués par la crise de la dette, une mesure qui éloigne le spectre d'une récession mondiale.

La Réserve fédérale, la Banque centrale européenne (BCE) et les banques centrales du Canada, de Grande-Bretagne, du Japon et de la Suisse ont annoncé mercredi dans un communiqué commun qu'elles avaient convenu d'abaisser d'un demi-point, à compter du 5 décembre, le coût des swaps de liquidité en dollar en cours.

Cette mesure a apaisé les craintes des investisseurs de voir arriver une nouvelle crise financière, voire une récession, mais la crise de la dette de la zone euro n'est toujours pas résolue et cela est susceptible d'empêcher tout rebond durable des places boursières.

"*Je ne vois pas l'économie mondiale tomber en récession. A mes yeux, la décision des banques centrales d'injecter massivement des liquidités devrait soutenir l'économie*", a estimé Peter Cardillo, économiste en chef chez Rockwell Global Capital.

La Banque populaire de Chine (BPC) a également soutenu la cote, en réduisant le ratio des réserves obligatoires, pour la première fois en près de trois ans, afin d'apaiser les tensions du marché du crédit et de redonner de l'allant à une économie qui connaît son rythme de croissance le moins soutenu depuis 2009.

Réunis à Bruxelles, les ministres des Finances de l'UE sont quant à eux restés vagues sur une éventuelle augmentation des ressources du FMI permettant de venir en aide aux pays de la zone euro en difficulté, et divisés sur le soutien public nécessaire pour les banques du continent en vue d'éviter une répétition du "*credit crunch*" de 2008. (Reuters 30.11)

Soutenir l'économie ou amplifier la crise à terme ? La BCE lâche le morceau.

Le but de ces actions est de soulager les tensions sur les marchés financiers et ainsi de minorer les effets de telles tensions sur la fourniture de crédit aux ménages et entreprises et d'aider ainsi à encourager l'activité économique", a indiqué l'institution de Francfort. (lemonde.fr 30.11)

Même si votre situation ne s'améliore pas et n'a aucune raison de s'améliorer dans le futur, n'y pensez pas, endettez-vous pour croire ou faire croire le contraire, l'essentiel c'est d'y croire, ce sont les apparences, sans la confiance les marchés s'écrouleraient du jour au lendemain, pensez-y braves gens, et puis si un jour prochain plutôt que lointain vous êtes acculés et devenus à nouveau insolvable, on avisera à ce moment-là, ne vous tracassez pas, le capital veille à votre bien-être, et que dieu soit avec vous... Ils ne vont pas vous dire que le jour où vous serez pris à la gorge par vos dettes, le seul remède qu'ils trouveront sera de vous la trancher, la gorge pas la dette ne rêvez pas, ça c'est uniquement réservé aux banquiers et à ce que je sache vous n'en faites pas partie.

Bref, donc ça baigne au royaume du casino roi. Ben pas tant que cela quand même...

La Réserve fédérale a déclaré mercredi que l'économie américaine avait enregistré une croissance modérée au cours des dernières semaines, tout en soulignant que les embauches restaient rares et que le marché immobilier ne montrait guère de signes d'amélioration. (Reuters 30.11)

Comment déshabiller Pierre pour habiller Paul pour faire croire que tout va bien, la situation est sous contrôle...

Le ratio a été abaissé d'un demi-point, à compter du 5 décembre. C'est sa première réduction depuis décembre 2008. Il revient de 21,5% à 21% pour les banques les plus grandes, ce qui libère des fonds qui pourraient être consacrés à des prêts aux PME en manque de trésorerie.

Les analystes estiment que cette décision libère de 350 à 450 milliards de yuans (54,8 à 62,7 milliards de dollars) dans le système bancaire. (Reuters 30.11)

Mais cela ne résout pas le problème, à savoir pourquoi les PME manquent de trésorerie, parce que leurs clients aussi par exemple ou parce qu'ils se font plus rares...

Il arrive un moment où une banque n'a pas d'autre alternative que continuer à accorder des prêts à un client qu'elle sait déjà très endetté et qui fait face à des difficultés, à condition évidemement qu'il dispose de biens à un niveau au moins équivalent à ses créances, biens qu'il sera possible d'hypothéquer si ce n'est pas déjà fait au moment de la signature du contrat qui les lie, si elle veut récupérer un jour son argent.

De la même manière, une banque prêtera de l'argent à un entrepreneur sur la base du rendement à venir d'un investissement qui dépasse sa capacité de financement, en hypothéquant dès le départ terrain ou entreprise dont finalement la valeur pour couvrir le prêt qu'elle accorde dépendra autant des qualités de son propriétaire que de la tournure que prendra le marché, c'est un pari

sur l'avenir que la banque fait. Il suffit qu'il y ait un retournement de la situation devenue défavorable pour que toute l'affaire capote, et que la banque ainsi que son débiteur se retrouvent couverts de dettes impossibles à honorer, les deux sont conduits à la faillite. Tout repose sur la confiance en un système économique qui aurait la vertu d'être infaillible, alors qu'en réalité ce n'est pas le cas. Et les capitalistes n'ont pas d'autre solution que d'y croire.

Une précision qui vaut son pesant de larmes et de sueurs, peut-être de sang, qui sait toute agonie connaît une fin un jour, non ?

Le jounal Le Monde précise que :"*la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, la BCE et la Banque nationale suisse vont continuer*" leurs opérations de fourniture de liquidités, le refinancement, sur trois mois, jusqu'à nouvel ordre.

Trois mois pour s'endetter sur combien d'années histoire de faire illusion ? Vous vous imaginez en plein milieu de l'océan Pacifique dérivant sur un radeau percé, donc qui prend l'eau, lorsqu'un hélicoptère survient, non pas pour vous secourir mais pour le regonfler avant de s'éloigner vous abandonnant ainsi au triste sort auquel vous n'échapperez pas, plus tard, un peu plus tard, mais assurément.

Ultime rebondissement, ultime soubresaut d'un corps gangrené luttant désespérément contre sa décomposition irréversible.

Ce constat est susceptible de donner davantage de marges de manoeuvre à la Fed en termes d'assouplissement monétaire si la croissance devait s'affaiblir au début de 2012 en raison des conséquences sur l'activité mondiale de la crise de la dette européenne. (Reuters 30.11)

Plus la croissance diminue faute de solvabilité des clients potentiels endettés jusqu'au cou ou parce qu'ils sont soumis à des politiques d'austérité drastiques, plus ils veulent mettre d'argent sur la table à leur disposition, ce qui est une aberration, à moins qu'il ne leur soit pas destiné et qu'il serve uniquement à alimenter le casino pour éviter qu'il saute, plus tard sera le mieux pour les artistocrates de la finance les mieux placés qui se seront ainsi enrichis au cours de cette crise en n'ayant plus qu'à se baisser pour s'emparer des proies qu'ils convoitaient un peu plus tôt mais qui valaient trop chers à leur goût.

C'est une explication qui tient la route, on vient d'apprendre que le "*gouvernement américain a livré des informations confidentielles sur ses plans pour résoudre la crise financière à des fonds spéculatifs à l'été 2008, selon une enquête de Bloomberg Markets Magazine.* " (slate.fr 30.11)

Union nationale me voilà ! Une idée qui fait son chemin... de la sueur et des larmes en prime sur fond de dictature du capital.

1- Le président du Mouvement démocrate a réuni la presse pour présenter ses conditions pour sortir la France de la crise. L'occasion pour François Bayrou de rappeler que seul un gouvernement d'union nationale pourra d'après lui redresser la situation de la France.

Une idée qui chemine aussi chez le candidat socialiste à la présidentielle. François Hollande s'est dit prêt lundi à accueillir François Bayrou à ses côtés s'il gagne l'élection. (publicsénat.fr 30.11)

2- François Bayrou a tracé mercredi les grandes lignes de sa stratégie de redressement jusqu'à l'horizon 2020, inspirée du douloureux mais fructueux "*Agenda 2010*" de Gerhard Schröder en Allemagne.

Selon le président du MoDem, le rétablissement de l'économie française passera dès 2012 par une loi de finances drastique imposant notamment une baisse des dépenses publiques de 5% (20 milliards pour l'Etat, 20 milliards pour la Sécurité sociale et 10 milliards pour les collectivités locales).

Gerhard Schröder mit l'Allemagne sur la voie d'une réforme radicale de l'Etat providence, avec notamment une diminution des prestations sociales et une revalorisation moindre des retraites. La mesure phare de ce plan fut la loi "*Hartz IV*", du nom de Peter Hartz, le responsable du personnel de Volkswagen, qui réduisit considérablement les indemnisations des chômeurs.

Déroute politique, qui conduisit à l'éclatement de la gauche, ce plan fut un indéniable succès économique, redonnant à l'Allemagne son rôle de moteur en Europe. (20minutes.fr 30.11)

A l'UMP et au PS ils en rêvent... de la grandeur de la France qui éclaire le monde ! A coup de canons en attendant !

En famille. Mesdames et messieurs, la cour.

En substance : L'abandon de la souveraineté budgétaire des Etats, ils sont tous d'accord, sauf sur les moyens d'y parvenir ou plutôt de le présenter. Mode d'emploi.

1- Herman Van Rompuy, président du Conseil européen. A seigneur tout honneur...

Un sacrifice de souveraineté doit être fait afin d'obtenir une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire européenne, a déclaré, mercredi, Herman Van Rompuy. Lors d'une conférence des ambassadeurs de l'Union européenne (UE), le président du Conseil européen a ajouté qu'un pas significatif devait être fait vers une réelle union économique.

"*Aujourd'hui, nous arrivons au coeur du problème. Le voici : la crise systémique requiert une réponse systémique. Nous devons faire un pas significatif vers une véritable union économique à la mesure de notre union monétaire*", a-t-il dit. "*Qu'il y ait une modification du traité ou pas, les deux solutions exigent un sacrifice de souveraineté afin d'obtenir en échange une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire*", a-t-il ajouté. (lepoint.fr 30.11)

2- PS

2.1- ... non, au Parlement !

«Je n'accepterai jamais qu'au nom du contrôle des budgets nationaux, au nom de la coordination des politiques budgétaires, la Cour de justice européenne puisse être juge des dépenses et des recettes d'un Etat souverain», a déclaré M. Hollande lors d'une conférence de presse.

«*J'admets parfaitement qu'il puisse y voir des règles et qu'elles soient respectées mais seules les institutions communautaires démocratiques peuvent y contribuer*», a-t-il dit.

«*Il ne peut pas y avoir d'intervention du judiciaire dans la formulation d'une politique budgétaire nationale*», a-t-il insisté, alors que Berlin au contraire demande qu'on réforme le traité de l'UE pour octroyer à la Cour de justice européenne à Luxembourg le droit de poursuivre les pays qui laisseraient trop leurs comptes publics déraper.

Ils pourraient aussi rétablir la guillotine, et au lieu de raccourcir le monarque du moment, son ministre des Finances pourrait très bien faire l'affaire, cela éviterait par la suite que certains expriment des remords, c'est désagréable à la fin...

«*L'urgence c'est de poser un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance*», a assuré le candidat pour 2012.

Selon lui, celui-ci doit reposer sur cinq principes. Il a mentionné la mise en oeuvre dans les plus brefs délais «*d'un fonds européen de stabilité financière*» et la nécessité à ses yeux de «*mutualiser des dettes nationales avec des euro-obligations*», projet dont Berlin ne veut pas pour le moment.

Il a appelé aussi à «*faire jouer à la BCE (la Banque centrale européenne, ndlr) un rôle actif, sans qu'il soit besoin de changer les traités*» car «*elle peut intervenir massivement sur les marchés pour briser la spéculation*».

Pour M. Hollande «*ce pacte pourrait aujourd'hui, s'il était mis en oeuvre, non seulement redonner de la stabilité à la zone euro*», «*une perspective de réduction des déficits aux Etats*» mais aussi «*soutenir la croissance et l'emploi*». (libération.fr 30.11)

Là franchement ils exagèrent un brin, l'emploi figurerait en option !

2.2- Mais enfin monseigneur, c'est un crime de lèse-majesté : à nous l'honneur !

Lundi, Benoît Hamon a jugé que la décision (du sacrifice de la souveraineté budgétaire -ndlr) doit rester politique et ne doit pas être laissée à la Commission et à la Cour de justice de l'UE.

"*Ce seraient donc les tribunaux qui décideraient du bien-fondé d'un budget des états de la zone euro, c'est inacceptable, c'est insupportable que l'on arrive à une telle situation*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Responsable, soit, mais pas coupable !

2.3- Un marchand bourgeois du XVIIIe siècle qui croit encore que le temps joue en sa faveur.

Jean-Christophe Cambadélis, responsable des relations internationales au PS, est sur la même ligne.

"*Il ne me semble pas possible de négocier un traité portant atteinte à notre souveraineté budgétaire sans contrepartie des Allemands sur une modification des statuts de la BCE, à six mois d'une présidentielle*", a-t-il dit sur le site internet de TF1.

(Reuters 30.11)

Ah si c'est au nom de l'équité, cela change tout !

2.4- Quand un petit notable de province et le chancelier s'accusent mutuellement de vouloir tuer la poule aux oeufs d'or....

Invité de "Questions d'Info" (LCP-France Info-Le Monde), Arnaud Montebourg, a estimé qu'en refusant que la Banque centrale européenne rachète massivement les dettes souveraines des pays de la zone euro, la chancelière allemande avait "*décidé d'imposer*" à ces pays "*un ordre allemand*".

Il accuse Merkel de "*tuer l'euro*", de mener "*une politique à la Bismarck*" et de faire en sorte que l'Allemagne fasse "*fortune*" sur "*la ruine*" des autres pays de la zone euro. La politique de Mme Merkel, "*c'est l'importation des exigences, des diktats allemands sur ce qui restera de la zone euro après avoir expulsé finalement les pays qui ne peuvent pas s'en sortir*", a-t-il ajouté. L'ancien candidat à la primaire PS souhaite "*la confrontation politique face à l'Allemagne*" et entend "*défendre nos valeurs*". (lefigaro.fr 30.11)

Cohn-Bendit l'accuse de "*faire du FN à gauche*", ce mercredi sur leparisien.fr.

"*Il faut se calmer. Que les Allemands considèrent l'austérité comme le nec plus ultra de la solidité financière, c'est vrai. Mais de la même manière que les Français sont très attachés à leurs services publics! Ce type de déclaration à la hussarde a des relents de nationalisme...*", a-t-il commenté. (lefigaro.fr 30.11)

L'austérité vaut bien les services publics avec lesquels ils se torchent le fumier. Arthaud (LO) a dit de Guéan qu'appartenait à la famille des "*orduriers*", cette pourriture appartient sans aucun doute à celle des excréments de bas étages, c'est-à-dire qui ne serait même pas utilisée comme engrais dans un champ de maïs, non modifié génétiquement cela va de soi.

Commentaire d'un internaute :

- "*En 68 c'était "Dany-le Rouge", dans les années 2000 ce fut "Dany-le-Vert", maintenant c'est Dany-le-Bleu" (couleur de l'UMP). Pour ne pas faire de confusion il faudra le désigner dorénavant par "Dany-le-Caméléon".*"

3- PG

Quand l'arrière-cour ou le fou du roi se prend pour un alchimiste de la BCE.

L'économiste en chef de Jean-Luc Mélenchon, Jacques Généreux, dans une interview à Libération.

"*Nicolas Sarkozy croit encore au dogme de l'austérité salvatrice, celle qui va purger le malade en le saignant. François Hollande croit aussi que l'on n'a pas d'autres choix pour faire une politique sociale que de redresser d'abord les comptes publics. C'est une stratégie imbécile!*"

Une fois admis que le Parti de gauche partageait les mêmes préoccupation que Sarkozy et Hollande, il sombre dans l'infantilisme, imbécile, na !

Question : Mais que ferait le Front de gauche concrètement?

Réponse : Pour se rendre indépendant des pressions des marchés, il faut impérativement que le système européen de banques centrales - dont la banque centrale centrale européenne (BCE) - puisse prêter aux Etats à taux réduits et acheter directement de la dette souveraine des pays...

Les marchés ne laissent pas d'autres choix que de revenir sur les statuts de la BCE. Que croyez-vous qu'il va se passer si les taux d'intérêt de l'Italie s'envolent à plus de 10%? On n'attendra pas une réforme des traités! L'UE ne peut laisser un Etat s'effondrer.

Question : Sauf que rien ne peut se faire sans les Allemands. Donc sans eux, pas de politique du Front de gauche...

Réponse : Mais nous avons un avantage: nous sommes pour le principe de désobéissance si nous ne pouvons pas faire autrement!

Le PS est dans la négociation, la conviction, le consensus... Nous, nous prévenons nos partenaires que nous sommes prêts à le faire tout seul. Nous espérons ne pas en arriver là mais s'il le fallait, nous le ferions. Pour l'Allemagne, ce serait terrorisant de voir

la France prendre des marges de liberté qui entraineraient d'autres pays européens. Immédiatement, les Allemands diraient : "*Ok, on va discuter...*" Aujourd'hui, les gouvernements n'acceptent de faire quelque chose que sous la pression de la catastrophe. (libération.fr 30.1)

On voit ici dans quel camp se situe ce parti.

Nous, nous ne discuterions jamais avec ces gens-là : nous tirerons à vue !

La séquence détente du jour.

Comment ils manipulent la crédulité des masses en se servant de leurs émotions et de leur humanisme.

Le film "*Intouchables*", contant l'amitié entre un tétraplégique et son aide-soignant, a franchi la barre des dix millions de spectateurs en quatre semaines d'exploitation.

Réalisé par Eric Toledano et Olivier Nakache, le film a pour acteurs principaux François Cluzet et Omar Sy.

"*Intouchables se positionne ainsi à la 27e place du Box Office France depuis 1945*", écrivent Gaumont, le distributeur, et la société de production Quad dans un communiqué mercredi.

Parmi les films français ayant dépassé les dix millions d'entrées en France ces 50 dernières années figurent "Bienvenue chez les Ch'tis" de Dany Boon (2008, 20,4 millions d'entrées), "La Grande Vadrouille" de Gérard Oury (1966), "Astérix et Obélix: Mission Cléopâtre" d'Alain Chabat (2002) et "Les Visiteurs" de Jean-Marie Poiré (1993). (Reuters 30.11)

Commentaire d'un internaute.

- "*Je ne comprends pourquoi autant de publicité pour ce film*.

Je vais vous aider à comprendre pourquoi.

Je n'ai pas vu le film, un de ces principaux acteurs est passé récemment dans l'émission On n'est pas couché diffusé sur TV5Monde Asie, et à cette occasion ils avaient passé la bande annonce. J'avais retenu un homme blanc très riche en chaise roulante qui s'était entiché de sa nounou noire d'origine africaine et vice versa, bref, un scénario à faire pleurer dans les chaumières tiers-mondistes. Avec en toile de fond la collaboration de classe une fois gommée la différence de classe entre les deux principaux personnage, réhabiliter le privilégié présenté sous un angle avantageux, aux qualités humaines indiscutables et identiques à n'importe quel autre homme, étape indispensable pour s'identifier à lui et à la personne qui l'assiste, facile puisque ces qualités sont universelles pour peu qu'on ne soit pas un monstre produit par la société à laquelle appartient le nantis, faisant oublié ainsi d'où lui venait sa fortune en instrumentalisant la générosité ou les véritables valeurs humanistes des spectateurs.

On ne peut pas dire que les films qui ont engrangé le plus d'entrées ont été conçus pour favoriser le développement intellectuel, sans doute visait-il le divertissement, ce qui n'a rien de péjoratif ou de dégradant. On ne peut pas comprendre que l'émotion prime sur la réflexion chez la population, quand on refuse de la prendre en compte dans nos analyse et qu'on ne lui réserve pas le traitement qu'elle mérite dans nos rapports avec les travailleurs pour les amener ensuite à réfléchir à certaines questions qu'ils ne se posent pas ou à y porter davantage d'attention.

L'émotion, c'est ce qui réclame le moins d'effort, le plus économique, qui peut rapporter gros en l'occurrence. C'est incontournable, universel, donc "grand public par excellence, très humain, charnel, matérialiste puisque toujours en rapport avec la matière ou un fait matériel, psychosomatique puisqu'elle peut agir sur les commandes du cerveau en relation avec toutes les cellules, tous les organes du corps humain, elle agit comme une étincelle qui met en route un mécanisme inconscient qui conduit à certains états psychologiques, parfois psychotiques ou pathologiques, d'autres fois elle déclenche des stimulus incontrôlés ou sert de catalyseur inconscient à un changement d'état que des esprits éclairés assimilent à des miracles !

L'émotion est omniprésente et ne surgit pas du néant, elle est autant associé à notre nature physique, à notre être sensible, qu'à notre être pensif, à notre activité intellectuelle en rapport avec notre expérience de la vie et de la société.

Je suis en train de lire assis à ma table de travail et soudain le téléphone sonne, j'éprouve une émotion en découvrant qui est au bout du fil autant que son propos, parce qu'à cet instant précis sans que j'en sois conscient se produit une excitation dans mon cerveau qui se traduit par un changement d'état par rapport à celui dans lequel je me trouvais l'instant d'avant ; en électricité on dirait que c'est cette différence de potentiel qui permet au courant de passer et à l'ampoule de s'allumer, là à l'émotion de traduire un rapport au monde extérieur.

On aurait pu prendre la métaphore de l'eau de la rivière qui est en train de couler et qui semble immobile ou toujours la même, associant deux états contradictoires ou dans un rapport d'opposition, qui ne s'annulent pas, auquel cas aucun état ou rapport n'existerait ou ne serait possible, c'est le changement d'état qui produit ce qu'on appelle communément l'émotion.

Pour revenir en arrière, l'émotion étant omniprésente mais n'y prêtant pas attention ou ne soupçonnant même pas son existence disons à l'état de repos, autrement dit se manifestant sous une forme inconsciente la majeure partie de notre vie, il est normal qu'elle domine l'existence de la plupart des gens ou que l'émotion précède la réflexion ou la remplace dans les pires des cas.

Prenez le même scénario et remplacez l'aide de vie, je ne sais pas comment on le qualifie dans ce film, mettez un acteur blanc à la place du noir et ce film sera tout juste bon à être programmé sur TF1 sur les coups de 23h, ce qui ne remet pas en cause la qualité du jeu des deux acteurs du film en question, d'ailleurs je ne m'y suis pas attardé puisque je ne l'ai pas vue, je n'en parlerai pas.

Vivant avec ma compagne qui est noire depuis 21 ans déjà, je suis agacé par cette mise en scène que je trouve grotesque, déplacée, même s'il n'y a pas instrumentalisation volontaire de la part du réalisateur des origines des deux personnages principaux, principalement celui de couleur, elle se fera au niveau des spectateurs et à leur insu, et je soupçonne ceux qui ont conçu ce scénario d'y avoir pensé suffisamment fort pour que je le ressente en n'ayant vu que la bande annonce.

En Inde je suis le bon "Blanc" à qui l'on prête toutes les vertus, ce qui a aussi le don de m'agacer, surtout quand c'est hypocrite pour essayer par la suite de me soutirer de l'argent. Moi, la différence de couleur de peau ou d'origine je ne la vois même pas, je ne me suis jamais posé cette question, c'est quelque chose qui m'est totalement étranger. Je suis tellement habitué à vivre avec des Noirs que lorsque je croise un Blanc en faisant mes courses, je ne sais pas pourquoi, j'y trouve un air maladif, un peu comme s'il manquait de couleur dans sa vie pour qu'on ne remarque pas qu'en règle générale il fait partie des crétins qui s'ignorent, lui il a l'insigne honneur de le revendiquer, on lui laissera ce privilège !

TV5Monde Asie a programmé une fiction dont le personnage principal est un attardé mental. Cela me choque autant, car dans la société il ne tient jamais ce rang, et le voudrait-on que ce serait impossible, non par la volonté des hommes cette fois, mais celle de la nature qui a fait les choses ainsi que nous sommes tous différents les uns des autres... tout en étant les mêmes.
La discrimination commence là où l'on commence à établir des différences ou à les privilégier. A l'opposé cela vaut guère mieux, quand on s'acharne à nous faire croire que nous serions tous pareils, pour camoufler les différences sociales qu'une société basée sur l'inégalité et l'injustice sécrète, mieux sur lesquelles elle repose. Au nom de l'équité, cela vous dit quelque chose.

Chaque fois que j'ai croisé des trisomiques au cours de mon existence, je ne me suis jamais demandé ce qu'il faisait là, je ne m'étais pas posé cette question à propos des autres personnes, donc je n'avais eu aucune raison de me la poser à propos de celle-ci en particulier, je l'ai abordé en me mettant à sa portée, nous avons eu un échange cordial et les choses en sont restées là le plus naturellement du monde.

Le noir, le jaune ou le rouge selon votre couleur préférée, le trisomique, le paralysé ou l'handicapé, se fond dans un tableau où se trouve réunis toutes sortes de personnes de générations différentes, d'origines différentes, de catégories sociales et de classes différentes, de morphologies, de caractères et de personnalités différentes, dont les rapports constituent la toile de fond ou la substance de la société, certains disent de la tragédie humaine tant l'homme peut être cruel, y compris sans en avoir idée.

J'ai rédigé cette causerie hier soir, parce que j'ai été privé de télé, ils passaient un film sur les couvents ou les abbayes en Belgique, passionnant !

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Les Frères musulmans, représentés aux élections législatives égyptiennes par la formation Liberté et justice, ont obtenu autour de 40% des voix à la proportionnelle, sur la base des listes présentés par les partis, lors de la première phase du scrutin, lundi et mardi, a-t-on appris mercredi de source proche de ce parti.

La première phase des législatives a concerné neuf gouvernorats, dont Le Caire, les villes d'Alexandrie, Port Saïd et Damiette dans le nord du pays, ainsi qu'Assiout et Louxor dans le Sud.

Selon Basil Adel, dont la formation appartient au Bloc égyptien, coalition de partis libéraux et autres, la liste du Bloc a obtenu 20 à 30% des suffrages dépouillés jusqu'à présent au Caire. (Reuters 30.11)

Iran

La Grande-Bretagne a ordonné mercredi la fermeture de l'ambassade d'Iran à Londres et l'expulsion de son personnel au lendemain de la mise à sac de sa mission à Téhéran par des manifestants qui dénonçaient de nouvelles sanctions britanniques.

William Hague, secrétaire au Foreign office, a annoncé en outre le rappel de tout le personnel diplomatique présent en Iran où des dizaines de manifestants ont envahi mardi l'ambassade de Grande-Bretagne puis le vaste complexe de la résidence diplomatique, qu'ils ont saccagés.

"*Le chargé (d'affaires) iranien à Londres est informé actuellement que nous demandons la fermeture immédiate de l'ambassade d'Iran à Londres et que tout le personnel diplomatique iranien doit quitter le Royaume-Uni dans les 48 heures*", a dit William Hague, s'adressant au Parlement.

La France a quant à elle rappelé son ambassadeur en Iran pour consultations. "*Compte tenu cette violation flagrante et inacceptable de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et de la gravité des violences, les autorités françaises ont décidé de rappeler en consultation l'Ambassadeur de France en Iran*", peut-on lire dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Selon le site internet du Spiegel et le magazine Stern, l'Allemagne a pris la même décision. L'Italie envisage également de fermer son ambassade à Téhéran et va convoquer l'ambassadeur d'Iran à Rome pour lui demander des garanties en ce qui concerne la sécurité des diplomates sur place, selon le ministre des Affaires étrangères Giulio Terzi.

De source diplomatique, on estime désormais que la Grande-Bretagne apportera son soutien à l'idée d'un embargo sur les importations de pétrole iranien.

"*Maintenant qu'il a limité ses relations diplomatiques avec l'Iran, le Royaume Uni va apporter son soutien à de nouvelles sanctions et adoptera ces sanctions unilatéralement ou avec la France et l'Allemagne*", dit-on.

Le Conseil de sécurité de l'Onu a condamné à l'unanimité les incidents de mardi à Téhéran, tout comme la Maison blanche.

Le président du Parlement iranien, Ali Larijani, a reproché au Conseil de sécurité de l'Onu d'avoir "*hâtivement*" condamné l'attaque. Cette décision "*vise à couvrir des crimes commis antérieurement par l'Amérique et la Grande-Bretagne, alors même que la police a tout fait pour maintenir le calme*", a-t-il dit dans un discours retransmis par la radio nationale. (Reuters 30.11)

On pourrait être porté à croire le président du Parlement iranien dans la mesure où le régime est également en proie à une crise politique. Et puis, ce n'est pas très difficile de dresser la population ignorante contre l'impérialisme britannique, français ou américain qui guerroient contre les peuples arabes ou dits musulmans de Tripoli à Kaboul... Et puis la Syrie, c'est juste à côté...

Tunisie

Des centaines de manifestants se rassemblés mercredi devant le siège de l'Assemblée constituante tunisienne, à l'appel de plusieurs partis et de composantes de la société civile, pour dénoncer "*les dangers qui menacent le processus de transition démocratique*".

Les protestataires s'insurgeaient contre ce qu'ils considèrent comme un "*accaparement des pouvoirs*" par le Premier ministre pressenti Hamadi Jebali, l'homme fort d'Ennahdha, grand vainqueur des dernières élections et "*la volonté d'hégémonie*" du mouvement islamiste, tels qu'ils se dégagent des textes en discussion au sein des commissions de la Constituante.

Mardi, Ennahdha a été mise en minorité lors du vote de deux articles proposés dans ce sens. Même ses alliés au sein de la "*troïka*" majoritaire (le Congrès pour la République -CPR- de Moncef Marzouki et Ettakatol ou Forum démocratique pour le travail et les libertés -FDTL- de Mustapha Ben Jaâfar) s'en sont démarqués.

En raison de ces divergences, les travaux de la commission de l'organisation des pouvoirs publics ont été suspendus mercredi et ne devraient reprendre que jeudi ou vendredi.

Un responsable du Parti démocratique progressiste (PDP/opposition) Mehdi Ben Gharbia, a dénoncé "*une concentration des pouvoirs par le Premier ministre*".

Le dirigeant d'Ettakatol et militant des droits de l'Homme, Khémaïs Ksila, a relevé que "*ce qui se passe actuellement ne présage rien de bon*", appelant à "*mettre la pression*" pour assurer "*un équilibre des pouvoirs*".

"*Non à une nouvelle dictature*", "*le peuple veut une Constitution démocratique*", "*CPR et Ettakatol libérez-vous*", pouvez-t-on lire

sur certaines pancartes brandies par des femmes venues en grand nombre.

Leîla Mlaiki Abdeljaouad du Pôle démocratique moderniste (PDM/opposition) a plaidé pour la création d'"*une chaîne parlementaire*" et "*la diffusion en direct des débats de la Constituante dans un souci de transparence*".

"*Ennahdha veut mettre la main sur tout en ne laissant que des miettes aux autres*", a déploré l'analyste politique Noureddine ben Ticha sur Mosaïque FM.

"*La Tunisie pour tous. Non au pouvoir absolu. On exige la séparation des pouvoirs*", scandaient plusieurs voix.

"*On se bat pour sauver nos droits, les libertés et surtout la liberté de la femme qui sont menacées. J'ai une peur bleue, mais il n'est pas question de toucher à nos acquis*", a tempêté la journaliste Selma Hani.

Pour Ahmed Brahim, chef du mouvement Ettajdid (opposition), la manifestation est "*un signe positif en ce qu'elle illustre la vigilance de la société contre les risques de déviation de la mission pour laquelle a été élue la Constituante*". (AP 30.11)

L'islamisme, c'est le ver dans le fruit pour diviser, le pourrir au profit du régime qui reste inchangé.

Pakistan

Depuis ce mercredi, la BBC a disparu des écrans pakistanais. L'APCOA, l'association pakistanaise qui regroupe les diffuseurs privés de télévisions par satellite, bloque les programmes de la chaîne anglaise.

En cause: la diffusion, le week-end dernier, du documentaire Secret Pakistan sur BBC News. Ce film en deux parties met en évidence le soutien que les services secrets pakistanais apportent aux talibans afghans.

«*Ce documentaire critique notre armée et notre gouvernement, s'insurge Khalid Arain, le président de l'association. En interdisant la BBC, nous voulons remonter le moral de l'opinion publique. Nous allons surveiller les chaînes de télévision étrangères, en particulier Sky News, CNN et Fox News. Si elles aussi diffusent des informations anti-Pakistan, nous les bloquerons*.»

Le gouvernement pakistanais confirme qu'il n'est pas à l'origine de la censure. «*Cela ne vient pas de chez nous*», jure un officiel du ministère de l'Information. De même, PEMRA, l'organisme public qui délivre les autorisations de diffusion, promet qu'il n'y est pour rien. Pourtant, PEMRA a été informé deux jours avant le blocage de la BBC. «*On les a prévenus qu'on allait interrompre les émissions de la BBC. On leur a dit: «Si vous n'êtes pas d'accord, dites le maintenant.» Ils ne nous ont pas dissuadé*», raconte Khalid Airain. Et d'ajouter: «*Si l'Otan n'avait pas commis une telle bavure samedi, on n'aurait pas interdit la BBC.*» (lefigaro.fr 30.11)

Pour mémoire, Arte censurera pendant trois ans « *Le Système Octogon* », documentaire signé Jean-Michel Meurice, avant qu'il ne soit finalement programmé, après avoir été amputé de certains passages jugés inappropriés.

L'affaire remonte à 2007. Cette année-là, Jean-Michel Meurice soumet à Arte son projet. Aux côtés du réalisateur, les deux journalistes d'investigation Fabrizio Calvi et Franck Garbely y étayent la thèse selon laquelle l'Union chrétienne démocrate (CDU), parti de Konrad Adenauer, aurait bénéficié du système de financements occultes mis en place par les nazis.

Dans sa version originale, le documentaire faisait le rapprochement entre le financement, dans l'immédiat après-guerre, de la CDU d'Adenauer par l'argent nazi et l'affaire des caisses noires de Kohl.

Le commentaire expliquait :

« *Helmut Kohl est maintenant au sommet de la CDU [...] les méthodes de financement n'ont pas changé et continuent grâce au système construit trente-cinq ans plus tôt.* »

« *On a reconduit l'ancien système avec de nouveaux protagonistes, de nouveaux trésoriers, une nouvelle banque, mais les donateurs étaient toujours les mêmes [...] il n'y avait que le trésoriers, les acteurs, les personnes qui récoltaient les fonds, il n'y avait que ça qui changeait.* »

Rajoutée à la demande de la chaîne qui voulait « *actualiser* » le propos du film, cette partie sur l'implication du chancelier de l'Allemagne réunifiée dans cette affaire ne figurera pas dans la version finale du documentaire.

Mais ce n'est pas simplement ces quelques minutes qu'avaient incriminé les historiens allemands. En effet, à en croire Marc Ferro,

au-delà de Kohl, la façon dont le documentaire révèle les accointances de Konrad Adenauer avec les nazis a dérangé les spécialistes germaniques :

« *Les historiens allemands ont sorti leurs épées en voyant qu'on s'en prenait à Adenauer [...] Je pense que ils se soulevaient parce que le film lève un tabou, après Hitler et le nazisme, Adenauer c'était l'intégrité, la pureté. Entacher Adenauer, c'était entacher toute l'Allemagne. C'était un film sacrilège.* »

Au travers de la figure emblématique d'Adenauer, premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne, « *Le Système Octogon* » aborde frontalement le problème de la non-dénazification dans l'Allemagne d'après-guerre, comme le souligne Jean-Michel Meurice :

« *Il n'y a jamais que dix-neuf personnes qui ont été condamnées à Nuremberg, alors qu'il y a des millions d'Allemands qui ont été derrière Hitler. Ce n'est pas seulement l'affaire de dix fanatiques.* »

Ce qui dérange, c'est que sa thèse s'appuie sur « *le fait qu'Adenauer ait reconstruit l'Allemagne de l'Ouest avec essentiellement des nazis, et en faisant feu de tout bois avec la corruption* », dit le réalisateur :

« *Toute la structure administrative de l'Allemagne nazie a continué de fonctionner après la guerre* » : selon lui, c'est ce que les historiens allemands – eux aussi victimes d'un héritage trop lourd à porter – se refusent à entendre. (Rue89 30.04.11)

C'est quand même bien utile un paradis fiscal au beau milieu de l'Europe...

Gageons que ce documentaire n'a jamais été programmé en Allemagne et qu'il n'est pas prêt de l'être.

Quel est le rapport avec la censure de la BBC au Pakistan ? Le fait que l'impérialisme ne supporte pas qu'on lui applique le même traitement qu'il applique à des Etats souverains, Arte n'est pas un média britannique d'accord, il est européen, ce qui inclut le Raj britannique de sa majesté. Pour être franc avec vous, j'ai découvert l'existence de ce documentaire sur le "système Octogon" il y a quelques jours seulement, n'étant pas certains que les camarades en aient entendu parler, je me suis dit qu'il faudrait une occasion pour vous le glisser, c'est fait. Le devoir de vérité comme toujours.

En Espagne, ce sont les institutions franquistes qui ont été maintenues après la fin de la dictature de Franco en 1975, en France, je me souviens avoir vu une photo de de Gaulle sur le perron de la préfecture de Bordeaux si j'ai bonne mémoire, tout juste après la fin de la guerre, entouré de quelques collaborateurs dont la plupart étaient des vychistes, ce que j'aurais pas pu deviner si cela n'avait pas été précisé dans l'article en question, j'imagine que les mêmes scènes ont du se produire en Italie, au Portugal et ailleurs sans que cela gêne outre mesure les héritiers de ces régimes ou ceux qui ont pris la relève par la suite.

Les institutions de la Ve République, que l'on caractérise de bonapartistes, ont conservé comme un arrière goût nauséabond de l'Ancien régime monarchiste, non ? Alors quand on entend ses représentants se lancer dans des plaidoiries en faveur de la "démocratie" à l'adresse de dictatures pour les mettre au pas, les soumettre à leur volonté ou les renverser pour les remplacer par des régimes fantoches, on a envie de rappeler que nous vivons aussi sous une dictature et qu'ils sont franchement mal placés pour donner des leçons aux autres chefs d'Etat, car finalement ils ne valent guère mieux, si cela ne se voit pas au premier abord, c'est seulement une question de circonstance ou de temps qui joue en leur faveur, attendez que le prolétariat passe à l'action...

Social

France

Racket : au tour des paysans ! Sortez les fourches !

La loi instaure une redevance sur les « *graines de ferme* »

C'est une loi votée à près de minuit, sans amendement.Ce texte, déjà adopté au Sénat en juillet, instaure le versement d'une redevance de la part des paysans et s'attaque à une vieille tradition : le fait d'utiliser les « *graines de ferme* », c'est-à-dire de réutiliser les graines récoltées la saison précédente. Dorénavant, ils devront payer une taxe à l'hectare pour utiliser ces semences, officiellement pour « *sécuriser le financement de la recherche* », explique le Groupement national interprofessionnel des semences et plants.

Depuis la modernisation de l'agriculture, les exploitants achètent des graines issues de sélections génétiques financées par des entreprises. Celles-ci réclament donc une sorte de taxe sur leur « *œuvre* » quand elle est réutilisée. « *Les exploitants utilisent des graines qui ont été rendues performantes. Il faut protéger la création. C'est exactement le même système qu'avec Hadopi* », détaille Christiane Lambert, première vice-présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles qui

s'est prononcée en faveur de cette loi, qui devrait rapporter 16 millions d'euros par an. « *Cela s'apparente à de la privatisation du vivant. Au tout début de leurs recherches génétiques, ces entreprises n'ont acheté à personne le génome du blé* », rétorque Véronique Léon, secrétaire nationale de la Confédération paysanne. (20minutes.fr 30.11)

Grande-Bretagne

Plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires britanniques ont fait grève mercredi dans le cadre d'un mouvement social massif et sans précédent depuis plus de trente ans.

Le Premier ministre, David Cameron, a minimisé l'impact du mouvement de grève, le qualifiant de "*pétard mouillé*" et faisant état de 40% d'écoles ouvertes et d'un trafic normal à l'aéroport d'Heathrow.

Dave Prentis, qui dirige Unison, syndicat représentant 1,4 million de salariés, a averti que d'autres grèves seraient organisées si le gouvernement maintenait ses positions.

Les syndicats espéraient mobiliser deux millions de salariés du secteur public pour protester contre les projets de report de l'âge de la retraite du gouvernement conservateur et le recul de leur pouvoir d'achat.

Une coalition de trente centrales syndicales avait appelé à débrayer, dans un mouvement social inédit depuis "*l'hiver du mécontentement*" de 1978-79, sous le gouvernement travailliste de James Callaghan, qui avait précipité l'accession au pouvoir de la conservatrice Margaret Thatcher.

"*La situation est très différente de celle observée dans les années 1970-1980. Beaucoup de services qui étaient dans le secteur public ont été privatisés*", souligne Tony Travers, spécialiste des finances publiques à la London School of Economics. "*Il n'y a pas tellement de signes de la volonté des militants syndicaux de s'engager dans une grève à long terme*".

"*La grève ne va servir à rien. Elle ne va rien changer*", a dit George Osborne mercredi à la BBC. "*Elle ne fera que fragiliser davantage notre économie et coûter de nouveaux emplois.*"

Le gouvernement assure que le mouvement coûtera 500 millions de livres à l'économie britannique, un chiffre "fantaisiste" selon les syndicats.

Le Premier ministre a appelé les syndicats à poursuivre les discussions jusqu'à la date-butoir du 31 décembre, mais les représentants des fonctionnaires rétorquent que le gouvernement n'entend pas leurs revendications.

Dans son discours semestriel sur le budget, George Osborne a annoncé que la hausse des salaires du secteur public, gelée jusqu'à la fin 2012, serait plafonnée à 1% à partir de 2013.

La réforme des retraites du secteur public aboutira à une hausse de 3,2% en moyenne des cotisations vieillesse des fonctionnaires. L'âge de départ à la retraite sera porté à 68 ans à partir de 2020. La décision de changer le mode de calcul de l'indexation des traitements sur l'inflation a déjà réduit de 15% le montant de certaines pensions.

Brendan Barber, secrétaire général du Trades Union Congress,confédération regroupant une soixantaine de syndicats, a estimé qu'il ne s'agissait plus pour les travailleurs de consentir à un "*sacrifice temporaire*" mais d'accepter une "*forte diminution permanente*" de leur niveau de vie.

La grève a affecté les services de santé, les écoles, les impôts, les musées et a perturbé les transports. Aucun métro ne circulait en Ecosse et aucun bus ni train en Irlande du Nord.

En Angleterre, seuls 13% des établissements scolaires fonctionnent normalement. 62% d'entre eux sont complètement fermées. Ce chiffre atteint même 86% au pays de Galles. Sur le front des hôpitaux, 7000 interventions chirurgicales de routine sur les 30.000 prévues dans tout le pays ont été annulées. La gêne a été moindre dans les agences pour l'emploi. Seules 18 sur les 900 existantes affichent porte close. (pour ce paragraphe, source : lefigaro.fr 30.11)

Certains syndicats impliqués n'avaient pas appelé à la grève depuis dix ans, celui des directeurs d'école ne l'avait jamais fait en 114 ans d'histoire.

Les compagnies aériennes ont annoncé une réduction des vols à destination d'Heathrow, à Londres, par crainte de retards et de longues files d'attente aux guichets. Mais aucun retard conséquent n'a été constaté.

Les autorités ont recruté des bénévoles dans d'autres ministères pour pallier le manque d'effectifs dans les douanes. (Reuters 30.11)

Bulgarie

Des milliers de Bulgares sont descendus dans les rues de Sofia mercredi pour protester contre les mesures d'austérité proposées par le gouvernement qui prévoit notamment de relever d'un an l'âge de départ à la retraite.

Le gouvernement de centre-droit reste cependant ferme dans sa volonté de mettre en oeuvre ces réformes, arguant qu'elles permettront au pays d'échapper aux troubles financiers internationaux.

Selon des dirigeants syndicaux, plus de 20.000 personnes ont participé au rassemblement mercredi devant le Parlement, alors que les parlementaires sont appelés à voter le budget 2012. La manifestation a été organisée sur fond de grève nationale des employés des chemins de fer et d'actions de protestation des agriculteurs et des policiers.

Le gouvernement de Boiko Borisov envisage de relever d'un an l'âge de départ à la retraite à compter de l'an prochain, en vue de réduire le coût croissant de son système de retraite dû au vieillissement de la population et au ralentissement économique. Le départ à la retraite est actuellement fixé à 63 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes. Il compte parmi les plus bas d'Europe, comme l'espérance de vie en Bulgarie. (AP 30.11)

Italie

Le taux de chômage en Italie a augmenté à 8,5% en octobre, en données corrigées des variations saisonnières, son plus haut niveau depuis mai 2010, contre 8,3% en septembre, selon le bureau national des statistiques ISTAT.

De son côté, le taux d'emploi du pays a progressé légèrement, à 56,9% contre 56,8% le mois précédent.

Le taux de chômage italien est inférieur à la moyenne de la zone euro, mais les analystes soulignent que l'enjeu pour le pays est d'augmenter son taux d'emploi, chroniquement faible. (Reuters 30.11)

Sri Lanka

Treize personnes ont été blessées mercredi à Colombo lors d'affrontements entre des policiers et des manifestants qui entendaient dénoncer l'absence de toute proposition pour l'emploi des jeunes dans le budget du Sri Lanka, a-t-on appris de source hospitalière.

Pushpa Soysa, une porte-parole de l'hôpital national de Colombo a précisé que cinq protestataires et huit policiers avaient été blessés.

Les forces de l'ordre ont érigé des barricades pour empêcher les manifestants d'atteindre le bâtiment abritant les bureaux du président puis ont fait usage de canons à eau pour disperser le rassemblement. (AP 30.11)

Syndicat

L'omerta. Vous avez dit consensus...

Le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des syndicats a été rejeté mercredi, entraînant de ce fait sa non publication.

Cette commission d'enquête sur "*les mécanismes de financement des organisations syndicales d'employeurs et de salariés*" avait été créée le 8 juin dernier à la demande du groupe du Nouveau centre (NC).

Composée de 30 députés, elle était présidée par l'UMP Richard Mallié. Le but était d'établir "*des règles claires, reconnues par tous*", sur le financement des syndicats, avait déclaré son rapporteur, Nicolas Perruchot (NC).

Ce dernier avait évoqué au printemps dernier une certaine "*opacité*" dans le mode de financement des syndicats, tant ceux représentant les salariés que ceux des employeurs.

Mais la commission a rejeté mercredi le rapport, ce qui est assez exceptionnel. La gauche a voté contre et plusieurs élus de la majorité se sont abstenus, a-t-on appris auprès de la commission.

En conséquence, ce texte ne sera pas publié.

Plusieurs dirigeants syndicaux avaient manifesté leur mauvaise humeur à l'annonce de la création de cette commission, soulignant que la loi de 2008 oblige déjà les syndicats à publier des comptes certifiés.

Certains dénonçaient un "*acte de défiance*" à l'égard des syndicats et des motivations "*obscures et malveillantes*". (Reuters 30.11)

Ouf ! D'un autre côté, ce n'est pas à eux de faire ce boulot, ce devrait être à nous de le faire, sauf que l'on n'est pas en mesure de le faire, passons. Ce serait plus simple si les syndicats n'étaient pas financés par l'Etat et bien d'autres sources plus ou moins occultes...

Economie

UE

Un sacrifice de souveraineté doit être fait afin d'obtenir une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire européenne, a déclaré, mercredi, Herman Van Rompuy. Lors d'une conférence des ambassadeurs de l'Union européenne (UE), le président du Conseil européen a ajouté qu'un pas significatif devait être fait vers une réelle union économique.

"*Aujourd'hui, nous arrivons au coeur du problème. Le voici : la crise systémique requiert une réponse systémique. Nous devons faire un pas significatif vers une véritable union économique à la mesure de notre union monétaire*", a-t-il dit. "*Qu'il y ait une modification du traité ou pas, les deux solutions exigent un sacrifice de souveraineté afin d'obtenir en échange une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire*", a-t-il ajouté. Les chefs d'État et de gouvernement des 27 pays de l'Union européenne doivent se retrouver les 8 et 9 décembre à Bruxelles afin d'examiner des solutions permettant de sortir de la crise des dettes souveraines. Avant ce sommet, les tractations vont bon train depuis plusieurs jours entre Paris et Berlin, qui ont annoncé leur intention de présenter à ce sommet une "*initiative*" commune pour renforcer la gouvernance économique de la zone euro.

L'Allemagne fait campagne pour des modifications des traités européens visant à renforcer la discipline budgétaire, qui sont, selon elle, le préalable à tout règlement de la crise et elle refuse catégoriquement d'accroître le rôle de la Banque centrale européenne (BCE) sur les marchés, ainsi que l'en pressent Paris et Rome notamment. La France est, elle, prête à accepter une discipline budgétaire renforcée, voire un contrôle accru de la Commission sur les budgets nationaux, mais en échange d'une plus grande solidarité entre pays de la zone euro, via une extension du champ d'action de la BCE ou la création d'euro-obligations.

"*Nous travaillons à proposer un pacte, avec plus de discipline dans la zone euro : retour à l'équilibre budgétaire, règle d'or pour tous les États, et en même temps plus de solidarité de la zone euro, avec des institutions qui seraient plus fortes (...), qui interviendraient de manière plus efficace*", a résumé, mardi, la porte-parole du gouvernement Valérie Pécresse. Nicolas Sarkozy doit évoquer la crise et les questions européennes, jeudi lors d'un discours à Toulon, et Angela Merkel s'exprimer sur ce même sujet, vendredi devant le Bundestag. (lepoint.fr 30.11)

Entre nous, les seuls que cela intéresse cette histoire de maintien ou non de la souveraineté bidgétaire, ce sont ceux qui n'ont jamais eu l'intention de s'attaquer réellement aux institutions de la Ve République qui elles jusqu'à preuve du contraire sont indéboulonnable, ceux qui pourraient gouverner et que cela pourrait incommoder, cela n'a jamais été et ne sera jamais notre cas.

On va voir les commentaires des uns et des autres pour voir ceux qui vont tomber dans le panneau ou se laisser aller à des confidences sur leurs réelles intentions. Les plus malins ou les plus intelligents ne sont pas toujours ceux qui le croient, on s'en délecte d'avance, à suivre donc.

Etats-Unis

Le magazine américain Forbes a élu Lamido Sanusi, gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, personnalité africaine de l'année 2011. (slateafrique.com 30.11)

Le Nigéria est le plus grand producteur de pétrole en Afrique et le 6e exportateur de pétrole dans le monde, tandis que la pauvreté continue de ravager ce pays, un modèle ou un exemple à suivre pour ce magazine représentant les intérêts de l'impérialisme américain.

Haut de page

Le 2 décembre

Le 2 décembre

CAUSERIE

Au pays de l'Empire ou des maîtres du monde, l'ignorance élevée au rang d'icône.

La candidate à la primaire républicaine, Michele Bachmann, a annoncé son souhait de fermer l'ambassade américaine à Téhéran... qui n'existe pas. (lepoint.fr 01.12)

Pas de bol, elle ferait mieux de la fermer !

Lincoln disait : "*Si vous trouvez que l'éducation coûte chère, essayez l'ignorance*", principe adopté par les banquiers qui ont fait tous les présidents des Etats-Unis depuis 1865.

L'ignorance est plus utile en politique que nulle part ailleurs, parce que c'est justement dans ce domaine qu'elle est le plus répandue sur la surface de la terre. S'employer à l'entretenir, voilà la mission divine de toutes les religions, y compris celle de l'argent ou du capital. La combattre sous toutes ses formes ou masques, telle est notre devoir de militant.

Un internaute pose une question :

- "*Pourquoi ne pas parler de celui qui a regretté l'attaque sur l'ambassade "anglaise" et non britannique ? C'était hier, et c'était Obama, mais, quelle surprise, aucun média français ne relaie cette énième gaffe d'Obama. Ne surtout pas contredire l'image [...] : républicains = idiots, démocrates = intelligents et éduqués...*"

Le mythe de la supériorité américaine, qui en réalité repose sur la crasse ignorance des classes dominantes, doit survivre à tout prix.

Aux Etats-Unis, plus sans doute que nulle part ailleurs dans le monde, l'école ou suivre des études et au-delà l'existence toute entière doivent être vouées à un seul et unique objectif : s'enrichir, si possible toujours plus, car dans une société subordonnée à l'argent, c'est le seul moyen d'envisager de pouvoir satisfaire ses besoins les plus élémentaires jusqu'à ses désirs ou fantasmes les plus fous. Peu importe comment, seul le résultat compte. Et si toute votre vie vous demeurez un abruti fini, peu importe, vous pourrez toujours répondre à vos détracteurs, que votre exemple est la preuve vivante qu'il ne sert à rien d'être intelligent pour réussir dans la vie, selon la définition qu'en donnent ces créatures dégénérées.

Des internautes, à la suite de cet article, ont livré leurs propres expériences ou celles de leurs proches sur les Etats-Unis.

- "*Un ami anglais aux États-Unis m'a raconté qu'un Américain lui avait demandé quelle langue ils parlaient en Angleterre... Le pauvre n'avait jamais fait le rapprochement entre English/England.*

Pathétique n'est ce pas ? Les Américains ne sont pourtant pas plus idiots que d'autres peuples, simplement, leur système éducatif, au contraire du notre, laisse une part misérable à l'histoire et à la géographie, les leurs comme celles du monde qui les entoure."

- "*On m'a demandé un jour aux USA où je vivais, si "Belgique" était bien la capitale de la France... Mais on entendait au moins une telle bourde chaque jour : "Vous avez l'eau courante en Europe", "Vous avez des autoroutes en Europe", "Avant de venir aux US, aviez vous déjà vu des noirs", etc. Mais il faut reconnaitre que la classe politique française n'est guère mieux lotie. Enfin, pas tous mais beaucoup !*"

- "*Ayant vécu 15 ans aux USA, je me souviens avoir vu sur Fox News, à l'époque des émeutes en banlieues, une carte de France où Strasbourg était à la place de Lyon, et Lyon à celle de Bordeaux. Rien ne me surprend de la part de personnes du style de M. Bachmann, S. Palin et consort qui ne sont pour certain(e)s jamais sorti(e)s des USA et qui ne sont même pas capable de positionner certaines grandes villes américaines sur une carte. Je discutais un jour avec un Texan et, véridique, il était incapable de localiser Washington DC sur une carte. Triste mais vrai.*"

Que l'Américain lambda ne soit pas capable de localiser Lyon sur la carte de France, c'est normal, vous oubliez que vue de l'extérieur, et je suis bien placé pour en parler vivant en Inde, la France est un confetti sur la carte du monde et Lyon est un point quelque part sur ce confetti ; la République démocratique du Congo fait trois fois la superficie de la France et aucun d'entre nous n'est capable de situer avec précision une seule grande ville de ce pays, pas même Kinshasa, sa capitale.

S'agissant de Fox News ou un autre média américain, leur crasse ignorance est inexcusable, c'est aussi une façon de témoigner leur mépris de tout ce qui n'est pas made in USA... ou made in Israël.

La braderie de l'hiver... en attendant le printemps...

(A propos du discours de Sarkonapoléon à Toulon hier)

Un constat...

- "*La crise n'est pas finie. Nier la crise, c'est s'interdire toute perspective d'avenir*".

Il devait parler pour lui, ce type-là tiens décidément du médium... ou de l'ectoplasme !

... qui vaut bien une "***nécessité***" !

- "*Il faut accepter le réel. L'Europe n'est plus un choix, l'Europe est une nécessité. Il n'y a plus de distinction entre la politique nationale et la politique européenne*".

En a décrété ainsi le petit dictateur.

Pour votre bien...

"*L'Europe, ce n'est pas moins de souveraineté, mais davantage de souveraineté, parce que c'est davantage de capacité d'agir.*"

Où l'art de transformer le plomb en or en un tour de main, quel minable illusionniste !

... et pour cause :

- "*La France doit entrer de plain-pied dans le nouveau cycle économique*".

Qui s'identifie à la dictature de l'aristocratie financière à l'échelle de la planète, le dernier acte du capitalisme ou de la tragédie humaine.

Et devinez qui va en faire les frais...

- Il promet de permettre à la France de "*s'en sortir par le travail et par l'effort*".

- "*Dans le monde tel qu'il est, avec les défis que nous avons à relever, avec ce que sont les tendances de la démographie, la retraite à 60 ans et les 35 heures ont été des fautes graves dont nous payons aujourd'hui lourdement les conséquences et qu'il nous a fallu réparer*".

La sueur et les sacrifices qui vont se terminer par la danse devant le buffet... comme en Grèce !

Hélas !

- "*Je sais que la vie des Français est plus difficile aujourd'hui après trois années de crise*"

Surtout après avoir augmenté son salaire de 172% ! Que je suis distrait, il ne parlait de lui !

Bande d'ingrats et d'ignares ! Attention, le sauveur suprême est de retour.

- "*Ce ne sont pas les banquiers qui ont été secourus, ce sont les économies des Français qui ont été sauvées*".

- "*Cela n'a pas coûté un centime aux contribuables*".

Il n'allait pas avouer que les banquiers jouent au casino avec vos économies. Non, les plans d'austérité, c'est gratos, cela ne rapporte rien à personne, c'est bien connu !

Dans le rôle du kaiser Merkozy :

- "*L'Europe a besoin de plus de solidarité. Mais plus de solidarité exige plus de discipline*."

Et comment compte-il s'y prendre (en France) ? Réponse en deux temps :

1- "*En janvier prochain, j'inviterai tous les partenaires sociaux à participer à un sommet sur l'emploi pour que chacun puisse apporter des solutions, faire des propositions. Il faudra avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française.*"

En comptant sur le sens des "*responsabilités*" de ses "*partenaires sociaux*", les bureaucrates pourris des syndicats, on n'y aurait pas pensé. Et sur la division entre les différentes couches d'exploités :

2- "*Il est apparu une nouvelle inégalité, celle qui fait la vie plus difficile à ceux qui travaillent au bas de l'échelle par rapport à une minorité qui voudrait profiter du système sans assumer sa part des devoirs.*"

Si une partie des travailleurs ont une *vie plus difficile* que les autres, c'est de la fautes des salopards parmi eux qui profitent des allocations chômages au lieu d'aller gratter, car en réalité il n'y a pas de chômage dans ce pays, et non les privilégiés du CAC 40 qui engrengent les centaines de milliards d'euros... J'allais oublier les immigrés qui piquent le pain, le logement et le travail, au noir bien sûr, des Français, Marine Le Pen a dû atteindre l'orgasme en entendant ce discours qu'elle n'aurait pas renié !

Gloire à la Ve République et à son Bonaparte, amen !

"*De tous les grands pays développés, la France est celui dont le système institutionnel a le mieux résisté à la crise. Grâce à ses institutions, il peut être gouverné même quand les temps sont difficiles. Ce n'est pas en passant à la VIe République, qui ne serait en réalité qu'un retour à la IVe, que la France maîtrisera mieux son destin.*" (lepoint.fr 01.12)

Franchement camarades, qui a dit que la Ve ne valait pas un pet de lapin, qu'elle était à l'agonie !

La Talonnette ne doit pas être au courant : un virtuose du violon doublé d'un humaniste a créé une troupe où les musiciens jouent sans chef d'orchestre (dans l'église dévouée aux sans-papiers à Paris), qui plus est le répertoire des symphonies de Beethoven, dont la Ve, vue et entendue aux infos sur TV5Monde Asie il y a quelques jours.

Bordel, imaginez un instant la Ve sans chef d'orchestre, mais ce n'est plus la Ve alors, qu'est-ce que je vais devenir se dit l'épileptique du Palais ? Dans la poubelle de l'histoire et le plus vite sera le mieux ! En passant, je suis un fan de Beethoven.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Minoritaires, illégitimes, honnis des masses : dégagez !

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy s'érode d'un point à 29% d'opinions positives et François Fillon perd trois points (33%) dans le baromètre de décembre de TNS Sofres à paraître samedi dans Le Figaro Magazine.

Soixante-huit pour cent des personnes interrogées jugent défavorablement l'action du chef de l'Etat (contre 66% en novembre).

Elles sont 61% à avoir une opinion négative à l'égard du Premier ministre.

En novembre, la cote du président de la République était remontée de six points. "*L'embellie est fragile et Nicolas Sarkozy devra en faire encore davantage s'il veut qu'elle dure plus d'un mois*", souligne Le Figaro Magazine. (Reuters 01.12)

Pourquoi, pour quoi et comment utiliser ce genre de données ?

Ce n'est pas inutile de se savoir qu'on n'est pas tout seul à penser quelque chose, que l'on est nombreux, mieux, majoritaire à le penser, cela permet de gagner en confiance en soi, de se dire qu'on a raison de penser ce qu'on pense, cela renforce notre légitimiter bien mal en point ou qui n'arrive pas à émerger.

N'est-ce pas notre objectif que d'aider par tous les moyens les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes, à affirmer que leurs besoins sont légitimes, prioritaires par rapport à ceux des privilégiés ? En l'absence d'une mobilisation contre le régime, après avoir essuyer d'importantes défaites, on devrait faire les difficiles ou renâcler à employer ce genre d'infos, je ne suis pas d'accord.

Tout ce qui peut aider les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes doit être utilisé.

1.2- En famille. Je te tiens, tu me tiens par la barbichette...

Deux témoins renforcent les soupçons sur le financement de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, objet d'une enquête judiciaire sur un possible lien avec une présumée corruption en marge de deux importants contrats d'armement.

La validation des comptes de campagne d'Edouard Balladur s'est faite en fermant les yeux sur des irrégularités manifestes, au nom de la "*raison d'Etat*", déclare dans le Parisien de jeudi un ancien membre du Conseil constitutionnel.

Cet épisode, durant lequel des sommes importantes en espèces d'origine mystérieuse - l'équivalent de plus de trois millions d'euros - ont été "*oubliées*" par cet organe malgré l'opposition des rapporteurs, était connu, mais les déclarations de Jacques Robert sont particulièrement amères.

"*Nous nous sommes dispersés sans un mot, avec le sentiment que la raison d'Etat l'avait emporté sur le droit*", dit ce juriste qui fut membre du Conseil de 1989 à 1998.

C'est Roland Dumas, président socialiste du Conseil constitutionnel de l'époque, qui a obtenu que les "*Sages*" ferment les yeux sur ces comptes, confirme-t-il.

"*Mon impression, c'est que Roland Dumas, Jacques Chirac et Edouard Balladur se tenaient à l'époque par la barbichette. Et que nous avons servi de caution à une belle entourloupe*", dit le témoin. Les comptes de campagne de Jacques Chirac ont aussi été validés alors qu'ils étaient aussi irréguliers, précise-t-il.

Roland Dumas a admis ses doutes mais a justifié la validation des comptes d'Edouard Balladur par la difficulté qu'il y aurait eu à rejeter ceux de Jacques Chirac, sur lesquels des doutes existaient aussi, ce qui aurait privé la France de président.

Les juges ont interrogé le Conseil constitutionnel et Roland Dumas sur les circonstances de la validation des comptes mais se sont vu opposer le secret du délibéré.

Edouard Balladur avait expliqué l'apport d'espèces dans ses comptes de campagne par des ventes de T-shirts et de gadgets, ou par des dons de sympathisants.

Il doit justifier aujourd'hui devant les juges, qui pourraient l'interroger, l'achat au comptant à Tourgéville (Calvados) en 1996 d'une maison de 13 pièces pour 7,3 millions de francs (1,1 million d'euros).

Selon Le Monde, la justice suisse a par ailleurs recueilli à la demande des juges français la déposition d'un banquier suisse qui confirme que Thierry Gaubert, proche de Nicolas Sarkozy déjà mis en examen dans le dossier, avait bien retiré d'importantes sommes en espèces sur un compte avant et après l'élection présidentielle de 1995.

Thierry Gaubert était déjà été mis en cause par son épouse Hélène de Yougoslavie, qui a relaté que son mari disait à l'époque avoir remis l'argent à Nicolas Bazire, directeur de campagne d'Edouard Balladur. Ce dernier est aussi mis en examen.

Ils auraient travaillé avec l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, intermédiaire sur les deux contrats d'armement.

Selon le témoignage du banquier suisse, Mauricio Safdié, dont la banque porte le nom, Thierry Gaubert venait en personne en Suisse chercher l'argent.

"*Je ne me souviens plus des raisons pour lesquelles il souhaitait ouvrir un compte. Il a simplement demandé que le compte soit ouvert au nom d'une société pour ne pas qu'il soit ouvert à son nom*", dit-il dans sa déposition citée par Le Monde.

Un retrait de 397.500 francs français (60.000 euros) a été relevé par la justice suisse le 2 mai 1995, à cinq jours du second tour de la présidentielle.

Plus de dix millions de francs, l'équivalent de 1,5 million d'euros, sont sortis entre 1995 et 1998 de ce compte, selon les découvertes de la justice suisse.

Nicolas Sarkozy, qui était porte-parole de la campagne Balladur, a déclaré à la télévision en octobre : "*Il ne sortira rien de tout cela et tout le monde le sait*". (Reuters 01.12)

Parce que le fameux compte est vide ?

1.3- En quête de ralliement au fond des égoûts.

L'un des porte-parole de Marine Le Pen pour la présidentielle, le souverainiste Paul-Marie Coûteaux, va lancer un nouveau parti en vue d'une alliance avec le Front national aux législatives de 2012, une initiative diversement appréciée au FN.Le

Ce parti, le Siel (Souveraineté, indépendance et libertés), "*a pour but de rallier les amis de Philippe de Villiers, aujourd'hui en déshérence, et les déçus de Nicolas Dupont-Aignan, qui ne décolle pas*", a expliqué mardi soir à l'AFP M. Coûteaux, qui a officialisé son ralliement à Marine Le Pen en septembre, sans adhérer au FN.

"*J'ai expliqué à Marine (Le Pen) qu'elle ne dépassera jamais un certain socle sans faire d'alliance. Le FN n'a pas la culture du partenariat (...) mais Marine Le Pen approuve mon projet*", a ajouté le souverainiste, qui a été propulsé parmi les cinq porte-parole de la candidate à la présidentielle.

"*Le FN est un grand mouvement et Paul-Marie Coûteaux en est parfaitement conscient*", a répondu Mme Le Pen à l'AFP, sans voir d'inconvénient à la création de ce parti, dans la perspective d'une alliance aux législatives.

"*Pourquoi fait-il cela? C'est une excellente question. Mais nous lui avons demandé de ne pas mettre en porte-à-faux la campagne, dont il est porte-parole*", a prévenu le vice-président du FN, Louis Aliot. (liberation.fr 01.12)

2- Tunisie

Des milliers de personnes, universitaires, étudiants, ouvriers du bassin minier, manifestaient jeudi devant le siège de l'Assemblée constituante à Tunis pour exprimer leurs inquiétudes sur le chômage, l'intégrisme religieux ou la corruption. De deux à trois mille personnes, selon les journalistes de l'AFP, se sont installées devant le palais du Bardo, où siège l'Assemblée, dont les entrées étaient gardées par des blindés.

"*Non à l'extrémisme !*" "*Touche pas à mes enseignants*", scandaient des professeurs d'université, en grève ce jeudi pour protester contre des incidents dans une faculté de lettres près de Tunis, où des islamistes réclament le droit pour les étudiantes en niqab d'assister aux cours. Des étudiants brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*Ni mini-jupe ni niqab*", "*Si tu veux le niqab, va le mettre chez toi*". "*Je suis venu parce que je suis ahuri par ce qui se passe dans le pays. Le niqab n'a jamais fait partie de nos traditions*", expliquait un homme d'affaires refusant de donner son nom.

A côté, des mineurs de Gafsa (Centre) ont installé des tentes et se disaient déterminés à rester tant que leurs revendications ne seraient pas satisfaites. Ils demandent l'annulation d'un concours de recrutement à la Compagnie générale des phosphates, principal employeur du bassin minier, qu'ils estiment truqué. La publication des résultats de ce concours a déjà entraîné des violences la semaine dernière dans des localités du bassin minier.

"*On n'a pas fait la révolution pour ça. Les gens ont faim, n'ont pas d'emploi, la corruption sévit toujours dans le pays*", a déclaré le leader communiste Hama Hammami, présent à la manifestation. "*La politique se fait dans la rue et pas dans les chambres closes*", scandaient d'autres manifestants, qui protestaient pour leur part contre l'opacité des travaux menés dans deux commissions de l'Assemblée constituante qui tentent laborieusement de tomber d'accord sur les prérogatives de l'exécutif et le fonctionnement de l'Assemblée.

Plus d'un mois après l'élection du 23 octobre, remportée par les islamistes d'Ennahda, la Tunisie n'a pas de gouvernement. L'équipe sortante du premier ministre Béji Caïd Essebsi gère les affaires courantes. (lemonde.fr 01.12)

Justice

France

L'ex-préfète de Lozère Françoise Debaisieux a été condamnée jeudi à six mois de prison avec sursis et 5.000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Mende pour vols et détournements de biens appartenant à la préfecture entre 2007 et 2009. (20minutes.fr 01.12)

Commentaire d'un internaute.

- "*Elle vole les biens publics et elle n'a que 5000 euros d'amende et du sursis. Quelle honte ! quel laxisme parce qu'elle est sous-préfet ! Certains sont licenciés parce qu'ils ont volé dans une poubelle...*"

La justice de classe, que voulez-vous !

Social

1- France

1.1- Armée de réserve

Le taux de chômage en France au sens du Bureau international du Travail (BIT) a progressé de 0,2 point au troisième trimestre à 9,3% en moyenne en métropole (9,7% en incluant les départements d'outre-mer), selon les données corrigées des variations saisonnières (CVS) provisoires publiées jeudi par l'Insee.

Le nombre de chômeurs ressort à 2.631 millions en métropole, soit 51.000 de plus qu'au deuxième trimestre.

Les taux de chômage au deuxième trimestre ont été confirmés à 9,1% de la population active en métropole et 9,6% avec les Dom. (Reuters 01.12)

1.2- Surendettement.

Le nombre de dossiers déposés (196.432) au cours des douze derniers mois auprès des commissions de surendettement est en hausse de 8,1% à fin octobre par rapport à la même période de 2010, selon des chiffres publiés jeudi par la Banque de France.

Sur les dix derniers mois, le nombre de mesures de rétablissement personnel (c'est-à-dire d'effacement de dette total ou partiel) a progressé de presque 28% à 47.168 tandis que celui des procédures amiables a diminué de 5,5% sur un an à 111.230 dossiers. (liberation.fr 01.12)

2- Grèce.

Quelque 20.000 Grecs ont manifesté dans le calme jeudi dans le centre d'Athènes dans le cadre d'une nouvelle journée de grève générale contre les mesures d'austérité, alors que le nouveau gouvernement de coalition a promis à ses bailleurs de fonds des réformes supplémentaires, "*profondes et de grande ampleur*".

Cette grève de 24 heures constitue le premier test pour le gouvernement d'union du Premier ministre Lucas Papadémos, formé il y a trois semaines.

Selon la police, quelque 15.000 manifestants ont défilé pacifiquement dans les rues du centre d'Athènes à l'appel d'un syndicat proche du Parti communiste. "*Assez de pauvreté, assez de charges, c'est l'heure d'une nouvelle société*", ont-ils notamment scandé en passant devant le Parlement. Ils ont été suivis par quelque 4.500 autres personnes répondant à l'appel des principaux syndicats et des partis de gauche.

Deux autres manifestations ont par ailleurs réuni 6.500 personnes à Thessalonique, deuxième ville de Grèce, dans le nord du pays.

Alors que plusieurs marches contre les baisses des salaires et des retraites ainsi que les augmentations d'impôts avaient tourné aux affrontements violents ces derniers mois, opposant généralement des groupes d'anarchistes aux policiers, seuls deux incidents ont été signalés jeudi: un jet de cocktail Molotov et une voiture cassée.

Ilias Vrettakos, numéro deux du principal syndicat de fonctionnaires, ADEDY, a mis ce calme sur le compte de la peur, expliquant que les Grecs étaient influencés par le discours selon lequel la seule alternative à l'austérité est la faillite du pays. Il a aussi laissé entendre que les salariés ayant déjà subi des baisses répétées de leur rémunération hésitaient peut-être à perdre un jour de paie pour faire grève.

"*On crée une situation qui n'est plus tolérable ni supportable, malheureusement les gens se retrouvent dans un état situé entre la pauvreté et le désespoir*", a commenté Ilias Iliopoulos, secrétaire général d'ADEDY, interrogé par l'Associated Press Television News (APTN). AP 01.12)

Economie

Suisse

Comme chaque année, le magazine suisse Bilan a mené l'enquête et a dévoilé jeudi soir la liste des 300 plus grosses fortunes. Celle-ci mêle les familles suisses et les étrangers installés dans la Confédération.

Une nouvelle fois, le fondateur d'Ikea, Ingvar Kamprad, arrive numéro un avec une fortune estimée par le magazine à plus de 35 milliards de francs suisses (soit 28,5 milliards d'euros).

Cette année, l'introduction en Bourse du géant des matières premières, Glencore, a fait apparaître plusieurs dirigeants du groupe parmi les grandes fortunes suisses.

À l'inverse, la chute de la Bourse a lourdement pesé sur d'autres patrimoines. C'est notamment le cas par exemple de celui de la famille Peugeot que Bilan estime en baisse de 50% entre 1,5 et 2 milliards de francs suisses (1,2 à 1,6 milliard d'euros).

Il signale l'entrée récente de Serge Kampf, le fondateur et président du groupe Capgemini, dont la fortune est estimée entre 200 et 300 millions de francs suisses. Denis Dumont, le discret entrepreneur quinquagénaire, inventeur de l'enseigne Grand Frais (charcuteries, produits laitiers, fruits et légumes) arrive également dans cette liste.

Parmi ces 300 personnes, à côté des Suisses eux-mêmes, les deux nationalités les plus représentées sont les Allemands et les Français. Le nombre de Français est passé de 17 à 44 en dix ans (dont 13 milliardaires) dans ce classement. Celui-ci comprend 140 milliardaires, soit cinq de plus qu'il y a un an.

Les étrangers sont attirés par le fameux forfait fiscal qui permet de négocier son imposition et surtout d'être taxé en fonction de son train de vie et non en fonction de ses revenus. À une condition toutefois: ne pas avoir d'activité rémunérée en Suisse. (lefigaro.fr 01.12)

Société

Etats-Unis

Des recherches en laboratoire sur des virus inconnus et hautement pathogènes tournent mal provoquant une pandémie meurtrière qui décime l'humanité. C'est là un scénario bien connu des fans de films d'anticipation et autres films catastrophes.

C'est précisément pour éviter un tel scénario qu'un comité sur la biosécurité américain est en train d'évaluer si des recherches sur le virus A(H5N1), responsable de la «grippe aviaire», devraient être ou non publiées, rapporte le magazine New Scientist.

Les travaux de Ron Fouchier du centre médical Erasmus à Rotterdam ont en effet identifié des mutations spécifiques du virus qui le rendraient beaucoup plus contagieux et dangereux pour l'espèce humaine.

Aujourd'hui le A(H5N1) tue plus de la moitié des personnes qu'il infecte mais ne se transmet pas facilement d'une personne à une autre. Ron Foucher a toutefois expliqué dans le cadre d'une conférence scientifique sur la grippe organisée à Malte en septembre qu'en effectuant deux mutations sur le virus pour l'«adapter» aux mammifères (en infectant à plusieurs reprises des furets, un très bon modèle expérimental) il obtenait une nouvelle souche virale. Une souche toujours aussi mortelle, mais désormais capable de se transmettre aisément d'homme à homme via de simples gouttelettes en suspension dans l'air.

Pour Thomas Ingelsby du centre de biosécurité de l'université de Pittsburgh, publier ces travaux comporte plus de risques que de bénéfices: quelqu'un pourrait par exemple les détourner pour en faire une arme biologique. Autre scénario, encore plus probable selon lui: d'autres scientifiques se mettraient à travailler avec le virus ainsi modifié, ce qui augmenterait les risques d'un accident qui verrait le virus sortir d'un laboratoire. Il existe des précédents: un virus grippal bénin A(H1N1) s'est échappé d'un laboratoire (russse ou chinois) en 1977. (slate.fr 01.12)

Il y a 25 ans déjà, jai lu des rapports sur l'origine du VIH, selon lesquels ce seraient des expériences menées plusieurs décennies auparavant par des apprentis sorciers occidentaux qui travaillaient dans un laboratoire au Congo ou dans un autre pays africain je ne sais plus au juste, qui en serait à l'origine. Ils auraient inoculé un virus de leur fabrication à des singes qui se seraient évanouis dans la nature avant de se retrouver sur les étales des marchés, c'est ainsi qu'aurait débuté la transmission de ce virus qui n'existait pas à l'état naturel.

Bien entendu cette version a été contestée avec autant de virulence que celle du "*complot*" sur les intentions de l'impérialisme américain et européen de remodeler le Moyen et le Proche-Orient, ou encore sur les attentats du 11septembre organisés conjointement par le Pentagone, la CIA et Al-Qaïda, leur création, et plus proche de nous, la liquidation de Ben Laden mort depuis déjà 10 ans.

On pourrait ajouter l'assassinat de Lincoln et Kennedy pour avoir voulu remettre en cause la dictature de la Fed, dans les deux cas

les crimes furent attribués à des individus isolés et sans rapport avec les banksters, ou encore l'attaque "*par surprise*" de Pearl Harbour, alors que les renseignements généraux américains avait percé le code secret que les Japonais utilisaient dans leurs transmissions, etc. etc. etc.

Haut de page

Le 3 décembre

CAUSERIE

Les articles de presse du mois de novembre classés par rubriques sont disponibles au format pdf (24 articles pour 40 pages).

Aux infos de TV5Monde Asie ces derniers jours

L'actualité des derniers jours a été si chargée que je n'ai pas trouvé le temps d'aborder quelques infos ou sujets de réflexion.

1- Grande-Bretagne

Le 28 novembre. Les 100 patrons ou dirigeants d'entreprises perçoivent des rémunérations supérieures à 5 millions d'euros par an, chacun évidemment. Je n'ai pas noté les coordonnées de celui qui touche la plus élevée, 13 millions d'euros, une misère quoi. Comme a dit hier le locataire de l'Elysée "*je sais que la vie des Français est plus difficile aujourd'hui après trois années de crise*", Cameron doit sans doute tenir le même langage à Londres pour exiger des sacrifices des travailleurs.

A part cela patrons et actionnaires ne s'accaparent pas la plupart des richesses produites. C'est choquant, non, c'est le capitalisme, c'est tout. Après, on décide de faire avec et on cesse de gémir sur son sort ou on s'organise dans la perspective de le renverser, c'est l'un ou c'est l'autre, il faut mettre chacun devant ses responsabilités, à son niveau bien sûr.

2- Reportage d'Envoyé spécial en Syrie, à Homs

Ce reportage a été diffusé sur TV5Monde Asie le 1er décembre. L'objectif était de démontrer que la population était victime de la répression organisée par le régime. Qu'a-t-on vu au juste ?

2.1- Une femme portant lunette noire et le visage enveloppée dans un grand foulard répétant ce que les médias du monde entier débitent en boucle depuis des semaines. Qui était-elle, quelle valeur, quelle légitimité avait son témoignage ? On n'en saura rien, aucun.

2.2- Une file d'attente pour recharger des bouteilles de gaz. A Pondichéry, en Inde, où j'habite, chaque fois que je vais remplacer ma bouteille de gaz je me tape la queue, mieux je dois la faire deux fois et à deux endroits différents, une fois pour faire enregistrer ma demande en présentant mon carnet et mes tickets genre tickets de rationnement, la seconde fois pour retirer une bouteille pleine, quand il y a du stock sinon je dois revenir une fois ou deux comme cela m'est arrivé la dernière fois. Et l'armée indienne ne bombarde pas la ville !

2.3- Gros plan sur des gosses de moins de 10 ans scandant des slogans hostiles au régime.

C'est tout ? Oui c'est tout, pour le reste on a vu des gens marchés dans les rues, des voitures roulées normalement, tout du moins apparemment, ici ou là un char posté à un carrefour, un manifestant qui s'est pris une balle qui trainait, qui lui avait tiré dessus, un militaire fidèle au régime ou un mercenaire à la solde de Washington, Riyad ou Jérusalem ou encore Paris ou Londres, on n'en saura rien non plus.

Bref, la propagande de l'impérialisme français.

3- Vous emplissez votre réfrigérateur ? Non, je remplis ma poubelle.

En moyenne 20 kilos de nourriture partent à la poubelle par an et par personne en France.

Un quart de la production alimentaire mondiale finit à la poubelle, alors que toutes les six secondes une personne meurt de faim ou de sous-alimentation dans le monde.

Démontration dans un lycée en France.

Sur 900 kilos de nourriture préparée pour alimenter la cantine en fonction des élèves ayant payé leur repas (2,5 euros le plateau), 197 kilos sont partis à la poubelle. Réaction des lycéens interrogés : l'indifférence, c'est normal. Explication du responsable de la cuisine : puisqu'ils ont payé, le contenu qui figure sur leur plateau repas leur appartient, ils n'ont pas à se poser la question de savoir si ce qu'ils ne mangent pas finira à la poubelle pendant que des gens crèvent de faim ailleurs, des élèves ont confirmé au journaliste qu'ils s'en foutaient que ce n'était pas leur problème.

La grande distribution jette par an 560 000 tonnes d'aliments. Pendant ce temps-là, 3 millions de personnes en France perçoivent une aide alimentaire pour survivre avec leurs familles.

J'ai eu du mal à regarder ces images, des poubelles entières remplies de viande, de pain, de fruits ou de légumes, c'était plus fort que moi, à un moment donné j'ai détourné la tête de l'écran, je n'en pouvais plus tellement c'est dégueulasse, et pourtant je suis blindé, c'était peut-être parce que je venais de bouffer, un plat unique avec un verre d'eau et un café comme à chaque repas midi et soir.

J'achète les produits frais que je vais manger, pas que je vais jeter. Je sais à l'avance ce que je vais acheter, dans quelle quantité, comment et quand je vais le préparer et le manger, ainsi je ne jette absolument rien.

Je ne bosse pas et je mange toute l'année chez moi, certes, mais j'ai le double de repas à préparer que si je mangeais à l'extérieur le midi et parfois le soir au restaurant, ce qui ne m'arrive plus jamais, j'ai fait une croix sur le resto, c'est meilleur et meilleur marché quand je cuisine moi-même, et quand je vois les prix des plats par rapport au prix des matières premières, je me dis que les restaurateurs sont des escrocs, en fait ils ne bossent pas et le prix qu'on paie c'est le prix de leurs employés qu'ils rémunèrent avec un lance-pierres, bref, pas vraiment envie de les engraisser. Je bosse pour un patron mais le site me prend autant ou plus de temps encore, donc je m'organise, je cuisine pour la semaine qui vient le dimanche ou le lundi quand il y a moins de boulot, en général deux plats et j'alterne un jour sur deux, des plats plutôt gastronomiques, cuisine française et cuisine indienne.

En procédant ainsi je mange correctement et je ne jette rien, quand j'étais en France, on procédait de la même manière. Aujourd'hui on est samedi, le réfrigérateur n'est pas plein d'aliments que je n'ai pas consommés la semaine et qui vont finir à la poubelle, il est vide en dehors de la salade que j'ai déjà lavée et rangée dans une boîte en plastique et quelques tomates pour le midi. Ces gens qui jettent ainsi, ils ont encore beaucoup trop de fric à dépenser, après on s'étonne qu'ils ne se mobilisent pas, ne cherchez pas, la raison n'est pas seulement politique mais économique. Il y en a qui se mobilisent parce que leur niveau de vie est menacé, pas parce qu'ils seraient pris à la gorge, mais parce que cela leur coûte de plus en plus cher... pour remplir leur poubelle chaque fin de semaine !

Non, les conditions objectives ne sont pas encore tout à fait mûres pour que la majorité des travailleurs se sentent vraiment concernés par la crise et qu'ils se mobilisent, car hélas il va falloir qu'ils en soient réduits à subir les mêmes coups que les Grecs pour commencer à se poser des questions et passer à l'action, tandis que pour des millions de travailleurs et leurs familles elles étaient déjà mûres dès leur naissance, c'était d'ailleurs tellement le destin qui nous était réservé, que lorsque certains ont réussi à y échapper, ce fut pour sombrer immédiatement dans le travers de la société dite de consommation, sans progresser sur le plan politique évidemment, au contraire même, dans ma famille et mes connaissances (en France) je ne connais pas d'exceptions.

Donc chaque fois que l'on parle mobilisation, mouvement social, grève, manifestation, etc. posons-nous la question de savoir quelle en est l'orientation politique avant de nous emballer ou de n'y voir que leur contenu social, pour éviter de s'illusionner ou de se fourvoyer en général.

4- En Grèce

4.1- Une employé du ministère des Finances qui percevait l'année dernière un salaire de 2 300 euros net, ne touche plus que 1 300 euros et l'année prochaine son salaire descendra à 800 euros. Elle vit en couple et ils ont deux enfants, elle dit dépenser 800 euros par mois pour se nourrir et ils ont acheté leur maison, il leur reste à payer 1000 euros par mois pendant 27 ans. Elle a dû prendre un crédit sur 30 ans, dont le coup total se montait à 360 000 euros.

Comment peut-on s'engager sur une aussi longue période sur une telle somme, c'est délirant et comment une banque a-t-elle pu lui accorder un tel crédit, c'est criminel.

Elle va retourner vivre chez sa mère et sa maison va être saisie et vendue aux enchères comme des milliers d'autres, les prix vont chuter, les banques ne vont jamais retrouver leurs billes, la même situation qu'aux Etats-Unis en somme.

4.2- Un carreleur d'origine albanaise installé en Grèce depuis 20 ans, réduit au chômage, dans l'impossibilité de continuer de payer son loyer et de trouver du boulot, il décide de repartir en Albanie avec toute sa famille.

Il explique qu'au moins là-bas il aura un peu de boulot, ne serait que quelques jours par semaine et que cela lui sera suffisant pour vivre. Et d'ajouter : "*il n'y a plus rien à faire en Grèce, plus d'avenir, c'est fini, l'avenir est ailleurs*".

La question de l'immigration va se régler naturellement pour ainsi dire... grâce à la crise, quel paradoxe ! L'extrême droite et les nazillons de l'UMP devront trouver d'autres boucs émissaires dans quelque temps

4.3- Un armateur a été interviewé par un journaliste de France 2, il a confirmé en se marrant qu'effectivement il ne payait pas un centime sur les bénéfices réalisés par son entreprise.

Je l'avais lu ici ou là, mais bon, vous savez on lit tellement de choses qui s'avèrent être fausses ou très approximatives, là il s'agissait d'un témoignage direct, donc on sait maintenant à quoi s'en tenir réellement. Devant la caméra, il a menacé de délocaliser son entreprise si l'Etat exigeait qu'ils paient des impôts ou une taxe. Qui détient le pouvoir en Grèce (comme ailleurs) ? On a la réponse. Donc une seule solution : l'expropriation de grès ou de force sans leur verser un centime, ce n'est pas négociable.

5- Encore un autre paradoxe

Quelque 15 % des jeunes filles seraient atteintes de puberté précoce, 17% aux Etats-Unis, en cause les pesticides, les oestrogènes et autres saloperies chimiques présentes dans l'air ou l'alimentation, les emballages aussi. Résultat à terme : des femmes stériles, des foetus mâles plus rares, sans compter une augmentation des cancers du sein, etc.

Des chercheurs, après avoir soumis pendant cinq ans des poissons à des oestrogènes dans un lac artificiel, ont constaté qu'au bout de cette période une fois les mâles ayant muté puis totalement disparus, il n'y avait plus aucun poisson vivant.

Alors pourquoi un paradoxe appliqué à l'homme, parce que cela pourrait participer à la lutte contre la surpopulation dans le meilleur des cas, dans le pire à l'extinction de l'espèce humaine.

Ils n'ont pas abordé cet aspect là dans leur documentaire. De plus, c'est la population des pays riches la plus exposée, ici par exemple il y a plus de filles que de garçon, en Chine c'est l'inverse parce qu'ils doivent procéder à une sélection suite à des échographies, plus qu'en Inde où c'est également interdit ; si en France et dans les pays occidentaux les petites filles ont de la poitrine et leurs règles de plus en plus tôt, en Inde, j'ai plutôt constaté le contraire, comment ? C'est facile, lorsqu'une jeune fille a ses premières règles tout le voisinage est ameuté, car cela est l'occasion d'une fête à laquelle toute la famille et le village sont conviés.

La pauvre gamine, un animal de foire, c'est une tradition, une coutume, leur culture nous dit-on, plutôt barbare, mais il ne faut pas le dire sous peine d'être traité de tous les noms par les tiers-mondistes reconvertis en altermondialistes. Bon, en échange elle est honorée comme une déesse... de la fécondité, bien sûr, et malheur à elle si elle est stérile, elle reçoit un tas de cadeaux. Dans ces occasions, vous savez ce que je fais, j'observe les mâles pour détecter les regards lubriques ou pervers...

Bon vivement que l'Inde se développe, cela permettra de mettre un frein à la démographie galopante, je plaisante, mais c'est un paradoxe qui pourrait régler en partie le problème de la surpopulation.

J'en ai terminé avec cette émission, passons aux infos des médias et agences de presse.

Incroyable. Ils auraient découvert des tunnels reliant le Mexique aux Etats-Unis sous leur frontière...

(Vu et entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.)

Du côté mexicain à deux pas d'un poste des douanes, non, pas possible ? Et entièrement aménagés avec climatisation, ascenceurs, wagonnets pour transporter la précieuse marchandise des trafiquants de drogue, etc. Sur 600 mètres et personne n'aurait rien remarqué, à croire qu'au fur et à mesure ils ont bouffé la terre extraite de ces tunnels quand ils les ont creusés, et je ne parle même pas de l'encombrant matériel qu'ils ont acheminé jusque là, des rails et des wagonnets notamment, il est vrai qu'on en croise tous les jours dans la rue, n'est-ce pas, à moins qu'ils aient été livrés en kits ou qu'ils aient été fondus sur place ?

Ils nous prennent vraiment pour des cons. Alors qu'ils disposent des outils ultra perfectionnés pour détecter à 1 500 mètres sous les fonds sous-marins des nappes de pétrole ou du gaz simplement en survolant les océans, ils n'auraient pas les moyens de détecter des galeries creusées à quelques mètres sous la surface du sol.

Mais la meilleure ou le pire, c'est que la plupart des gens les croient sur parole, c'est à croire que leur dictature a de beaux jours devant elle, non ?

Je vais vous dire un truc, c'est le genre de révélations entre guillemets qui est plus à même d'aider les travailleurs à rompre avec

le capitalisme plutôt que nos longs discours auxquels ils ne comprennent rien ou qu'ils écoutent d'une oreille distraite, sans nous prendre vraiment au sérieux.

Si nous avions un parti révolutionnaire digne de ce nom, dans notre journal une page serait réservée chaque semaine à tordre le coup aux mensonges ou à la propagande gouvernementale, car ce genre d'infos est plus accessible aux travailleurs, plus à leur niveau si l'on veut, ce serait comme une porte d'entrée pour les mettre en confiance, pour ensuite aborder notre programme ou la politique qu'on leur propose. Croire que du jour au lendemain des milliers de travailleurs vont tomber dans la marmite de la politique en les abordant sous un angle politique, c'est se mettre le doigt dans l'oeil, il faut s'y prendre autrement pour briser leur résistance ou leur méfiance envers la politique et tout parti en général.

Personne ne veut le comprendre, soit, advienne que pourra. A mon avis, il ne nous reste que peu de temps avant qu'il devienne impossible de remettre en cause l'ordre établi, une fois qu'ils auront parachevé leur plan d'instaurer une dictature bureaucratique à l'échelle mondiale, pouvoir qui sera omniprésent, mais tellement dillué qu'il sera devenu impossible de le localiser avec précision pour s'y attaquer, encore moins le renverser.

Déjà qu'avec l'existence d'une institution supranationale même pas encore achevée, on ne parvient même pas à se mobiliser contre, d'où au passage selon moi la nécessité de s'y prendre autrement en attaquant les institutions nationales qui détiennent encore les clés du pouvoir, alors imaginez un peu ce qu'il en sera, le jour où ils seront parvenus à leur fin, quand l'UE sera devenue la copie conforme des Etats-Unis...

Vous me direz qu'ils n'y parviendront jamais. Qu'en savez-vous au juste ? Vous vous appuyez sur des documents et des données qui datent de plus d'un demi-siècle pour l'affirmer, ils sont par bien des aspects totalement dépassés ou devenus obsolètes, vous prenez vos désirs pour la réalité. Après tout les économies sont tellement imbriquées que les grandes entreprises des différents pays de l'UE sont de plus en plus dans des rapports de complémentarité que de concurrence, pour peu qu'ils parviennent à mettre au pas le prolétariat, rien ne dit qu'ils n'arriveront pas à mettre la dernière touche à leur projet diabolique sur le plan politique cette fois, c'est-à-dire en liquidant ce qui reste de souveraineté aux Parlements nationaux. On y reviendra.

Amélioration du marché du travail aux Etats-Unis. Vraiment ?

Le plus spectaculaire reste la chute surprenante du chômage de 9 à 8,6%. Elle s'explique malheureusement par la sortie de 315.000 personnes de la population active, peut-être découragées dans leurs recherches d'embauche.

Cette crainte est renforcée par la hausse du chômage de longue durée. 43% des chômeurs en novembre se trouvaient sans emploi depuis plus de 27 semaines, contre 42,4% au mois d'octobre.

Le recrutement de 49.800 personnes dans le commerce de détail est probablement lié aux efforts saisonniers du secteur de la distribution pour préparer la saison cruciale des fêtes.

La stabilité de la durée moyenne de la semaine de travail, le léger recul de la durée d'activité dans l'industrie et la baisse de 0,1% des salaires horaires moyens, sont autant d'indices qui démentent la thèse d'une amélioration radicale du marché du travail. (lefigaro.fr 02.12)

Egypte. Le voile se lève sur la révolution fesse bouc.

Les Frères musulmans, dont la création remonte à 1928, estiment vendredi sur le site de leur parti politique, Liberté et justice, qu'ils recueilleront autour de 43% des sièges alloués à la proportionnelle, à partir de listes présentées par les partis. Ils se disent également en tête au scrutin nominal.

Le parti Al Nour, l'une des formations salafistes qui défendent une vision rigoriste de l'islam, devrait obtenir jusqu'à 30% des sièges, selon les évaluations diffusées sur le site de Liberté et justice. Jeudi, Al Nour disait s'attendre à obtenir jusqu'à 20% des sièges.

Les salafistes veulent exclure les femmes et les membres de minorités religieuses, comme les coptes, des hautes fonctions administratives. Ils prônent un retour à une vision stricte de l'islam, qui prohibe l'alcool, l'art et la littérature "*non islamiste*" ainsi que la fréquentation des plages.

Le Mouvement des jeunes du 6 avril, l'un des grands artisans de la révolution, notamment grâce à son activité sur internet, assure sur sa page Facebook que *"personne ne doit s'inquiéter de la victoire d'une liste ou d'un courant politique*".

"C'est la démocratie et notre grande nation ne permettra plus à quiconque de l'exploiter à nouveau", a-t-il dit. (Reuters 02.12)

Non, la Suisse n'est pas un paradis fical.

Le forfait fiscal, encore appelé "*imposition à la dépense*", permet à l'heureux bénéficiaire de ne pas être imposé sur sa fortune et sur ses revenus, mais sur son train de vie... À la limite, un milliardaire qui louerait un studio et se contenterait de sandwiches ne paierait qu'un impôt misérable.

C'est presque le cas du Suédois Ingvar Kamprad, le fondateur d'Ikea (une fortune estimée à 30 milliards d'euros), l'homme le plus riche de Suisse. Il roule dans une épave et ramène les bouteilles vides consignées au supermarché de son village. (lepoint.fr 12.12)

Mais au fait, pourquoi au juste la Suisse leur accorde-t-elle ce statut fiscal privilégié qui n'est délivré qu'au compte-gouttes ? Si elle ne l'accorde de préférence qu'à des gens réputés fortunés, c'est bien qu'il doit y avoir une autre raison, non avouable cette fois, non ?

Bref, en fait il faut être débile pour produire encore quelque chose en France et y être domicilé, l'idéal est de produire en Chine et de déclarer vivre en Suisse, pendant que la plupart du temps vous vivez ailleurs, les affaires ou votre carrière oblige et le tour est joué, vous engrengez un maximum de fric et vous ne reversez rien à un Etat, vous profitez sur toute la ligne. Après tout, ce n'est pas un hasard si c'est parfaitement possible, légal quoi ? En plus cela vous permet d'être en paix avec vous-même, quel cas de conscience devriez-vous avoir, ce n'est pas vous qui l'avez inventé ce système très avantageux, vous ne faites qu'en profiter, où est le mal, si ce n'est pas vous, ce sera un autre...

C'est le genre d'arguments qui suffit à clouer le bec des masses arriérées qui finissent par dire : ah ben c'est vrai ce qu'il dit, si ça existe, c'est bien pour que cela profite à quelqu'un sinon ça n'existerait pas, à leur place on ferait pareil... C'est mon milieu en France, je connais le refrain par coeur.

L'art du camouflage.

On accuse quelque chose à quelqu'un de faire, pour qu'on ne nous reproche pas de faire la même chose. Franchement, pensez-vous que je serais assez idiot pour aller sur ce terrain si j'avais quelque chose à me reprocher ? Et le naïf surpris par cette réplique de répondre : ah ben ouais, c'est vrai ce que vous dites, je n'y avais pas pensé, que j'suis bête alors ! Non, tu t'es fais embobiner par un illusionniste dont c'est le métier. Deux exemples.

1- Martine Aubry, elle, a «*vu beaucoup de renoncement*» dans le discours de Nicolas Sarkozy.

Pas du tout, le PS renoncé au socialisme, qui enfin vous a raconté cette mauvaise blaque ?

2- Jean-Marc Ayrault a jugé dans un communiqué que «*la maîtrise de notre destin, c'est Nicolas Sarkozy qui nous l'a fait perdre*». (20minutes.fr 02.12)

Pas le PS qui se présente comme son opposant alors qu'il est sur la même ligne, pensez-vous, vous ne saviez pas que le PS n'avait jamais gouverné le pays ?

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

Il faudra des années pour endiguer la crise financière, a prévenu vendredi la chancelière allemande, redisant son opposition à une modification des statuts de la Banque centrale européenne (BCE).

La chancelière a insisté devant les députés allemands sur le fait que les 17 membres de la zone euro devaient prendre des mesures pour rétablir la confiance des marchés. Elle a notamment estimé que les règles financières de la zone euro étaient trop fréquemment violées.

La résolution de la crise de la dette souveraine est un processus "*qui prendra des années*", a ajouté Mme Merkel, redisant son opposition aux euro-obligations. Les discussions autour de cette hypothèse ne "*contribuent pas à la résolution de la crise*".

Elle a revanche plaidé pour une nouvelle "*union de la stabilité*" avec des contrôles plus stricts. Son objectif, avec Nicolas Sarkozy, est de modifier les traités européens pour éviter une division entre membres et non-membres de la zone euro. Elle a assuré lors d'une conférence de presse que les changements ne nécessiteraient pas de référendum pour être adoptés. (AP 02.12)

Surtout pas de référendum malheureux, d'ailleurs on se demande même s'il ne va pas falloir en venir à supprimer le suffrage universel...

Social

1-France

1.1- Quand le PS gère le saccage du droit à la santé

Les services de chirurgie ouverts, la nuit, en Ile de France, seront au nombre de 31 et non plus… 87 comme aujourd'hui.

Annonçant une réorganisation de la prise en charge des patients, le directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS), Claude Evin (PS), avait mis en avant le faible nombre d'opérations chirurgicales, soit une trentaine en moyenne par nuit. «Cela ne justifie pas que les 87 établissements de la région soient mobilisés».

D'autant que certains de ces hôpitaux ne sont pas toujours prêts à pratiquer des interventions, ne disposant pas d'équipes chirurgicales complètes pour accueillir les patients. «*Il s'en suit parfois des pertes de chances*», a analysé alors Claude Evin. Ajoutant: «*La situation actuelle n'est pas satisfaisante parce qu'elle n'est pas assez lisible, elle est trop dispersée. L'absence de lisibilité conduit, parfois, à ne pas faire le bon choix et à avoir des patients qui tournent entre plusieurs établissements*». Et il annoncait pour décembre le choix des lieux retenus.

C'est donc chose faite. «*31 dossiers ont été retenus. Près de 45 établissements concernés, dont près de 10 établissements privés et 2 établissements militaires*».

A Paris, par exemple 7 établissements ont été sélectionnés: 6 Groupements hospitaliers (GH) de l'AP-HP: l'Hôpital Universitaire Paris Nord Val de Seine, le GH Saint-Louis/Lariboisière, le GH Pitié/Salpétrière, le GH St-Antoine/Tenon, le GH HEGP-GH Cochin/Hotel Dieu/Broca. Et enfin,le GH semi-privé de St Joseph. (liberation.fr 02.12)

1.2- Aux armes, prolétaires...

La Direction centrale de la police judiciaire a recensé 2710 saisies d'armes à feu en 2010, soit une explosion de 79% par rapport à 2009.

Les saisies de pistolets, révolvers, fusils à pompes ou fusils d'assaut explosent en France. Selon une toute récente note du ministère de l'Intérieur intitulée «*physionomie du trafic d'armes et les saisies d'armes en France*» portée à la connaissance du Figaro, les services centraux de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) ont recensé 2710 saisies d'armes à feu en 2010, soit une explosion de 79% par rapport à 2009.

La tendance à la hausse se confirme cette année car, précise la note, «*entre le 1er janvier et le 24 novembre 2011, 3355 armes de toutes catégories ont été saisies*».

Dans le lot, la proportion des armes de guerre est estimée à 3% du total. Actuellement, un fusil d'assaut de type kalachnikov se négocie dans les cités entre 2000 et 3000 euros, soit quatre fois son prix de base dans son pays d'origine. Un pistolet ou un revolver se marchande clandestinement autour des 1500 euros. 30.000 calibres dans les cités

Au total, les spécialistes estiment en général à 30.000 le nombre de calibres qui circulent dans les cités, sachant 3,14 millions armes étaient légalements détenues dans le pays en 2010.

Outre les échanges entre amateurs d'armes, dont 10% des «déviants» «improprement appelés collectionneurs», la DCPJ souligne l'arrivée «*d'importantes quantités*» émanant de la «*zone balkanique*», où les «*récents conflits ont été à l'origine du pillage de nombreux dépôts d'équipements des forces militaires ou de sécurité*». 948 vols à mains armées dans les Bouches-du-Rhône

Enfin, outre un «*trafic intracommunautaire*» qui permet aux particuliers français de commander en toute impunité par internet armes automatiques et fusils en vente libre en Belgique, en Espagne ou en Autriche, les policiers savent le milieu délinquant s'approvisionne lors de «*vols ou de cambiolages*», aussi bien «*chez des particuliers à leurs domiciles, chez des professionnels de la sécurité ou dans des armureries*».

Entre le 1er janvier et le 24 novembre 2011, policiers et gendarmes ont dénombré le vol de 2019 calibres en tous genre sur l'ensemble du territoire. L'année dernière, les vols d'armes avaient bondi de 38,6% par rapport à 2009. Six fois sur dix, il s'agit d'armes de chasse et de loisirs conservées dans des domiciles privés, sans mesure de sécurité.

De son côté, au lendemain des fusillades à la Kalachnikov qui ont ensanglanté Marseille, l'Observatoire national de la délinquance a comptabilisé 948 vols à mains armées dans les Bouches-du-Rhône entre novembre 2010 et octobre 2011, soit une augmentation de 22% par rapport à la même priode de l'année précédente. (lefigaro.fr 02.12)

En voilà un marché fleurissant ! Profitez-en ! Moi je pencherai pour un pétard équipé d'un silencieux, car c'est stupide de faire du bruit pour alerter tout le monde et risquer de se faire gauler quand on peut faire autrement, discrètement quoi. Pour faire un grand nettoyage, tout ce bazar est bien trop encombrant, cela demande une logistique, etc., rien de tel que l'explosif ou la grenade, et puis cela ne laisse pas de traces !

On se détend un peu camarades, c'est le week-end...

2- Belgique

Des dizaines de milliers de Belges ont manifesté vendredi dans le centre de Bruxelles contre les mesures d'austérité que compte prendre le nouveau gouvernement pour maîtriser les finances publiques.

Les dirigeants des syndicats organisateurs ont parlé de plus de 50.000 participants dans la matinée. La police n'a pas communiqué de chiffre pour l'instant.

Participaient au défilé des métallurgistes, des fonctionnaires, des employés du secteur de la bière et du BTP ainsi que des enseignants. (Reuters 02.12)

Je ne peux m'empêcher de reproduire l'interview d'un manifestant déclarant que lui et sa compagne gagnait chacun 1 500 euros nets par mois, donc 3 000 euros au total, qu'ils vivaient très bien mais voilà, ils manifestaient aujourd'hui parce qu'ils ne parvenaient plus à économiser... Tous les manifestants n'étaient pas dans leur cas évidemment, mais un certain nombre devaient l'être, tirez-en les conclusions que vous voudrez, je suis las de me répéter sur ce sujet.

3- Chine

Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine de Shanghaï ont suivi une grève de deux jours pour protester contre des licenciements et des affrontements avec la police qui ont fait plusieurs blessés, a annoncé vendredi une organisation de défense des travailleurs. Le mouvement de protestation, entamé mercredi, se poursuivait vendredi mais avec seulement une cinquantaine d'employés, a précisé dans un communiqué le China Labour Watch, dont le siège est aux Etats-Unis.

L'usine implantée dans la grande métropole de l'est de la Chine est la propriété de la compagnie électronique de Singapour Hi-P International, sous-traitant notamment d'Apple et de Hewlett Packard. Ce nouveau mouvement de protestation sociale en Chine a démarré après l'annonce du licenciement de quelque mille ouvriers par l'entreprise qui a projeté de transférer la production dans une autre ville. Des grévistes ont indiqué qu'ils n'avaient reçu aucune notification préalable de leur licenciement et que les indemnités ne convenaient pas, selon China Labour Watch. Un représentant de Hi-P International a déclaré que l'impact de cette grève était "*très réduit*".

Le mois dernier, plus de 7 000 travailleurs ont fait grève après des licenciements et des baisses de salaire dans la province méridionale du Guangdong chez un sous-traitant des chaussures de sport New Balance, Adidas et Nike. Des centaines d'autres ont fait grève à Shenzhen pour exiger le paiement d'heures supplémentaires. (lemonde.fr 02.12)

Haut de page

Le 4 décembre

CAUSERIE

J'ai rajouté des articles dans les rubriques économie, politique, internationale et dans le dossier Syrie. Je vous conseille vivement de les lire, comme toujours.

A propos du site

En novembre, 3 691 visites au total ; 123,03 par jour en moyenne ; 2 853 documents téléchargés (pdf - Acrobate Reader) et plus encore simplement ouverts et lus.

J'ai reçu un courriel d'un militant du POI auquel je répondrai dès que possible. Ce qui est intéressant dans la question que me pose ce camarade, c'est qu'elle concerne un point d'économie si complexe et si vaste que Marx lui a consacré le chapitre I du premier tome du*Capital*, donc il est évidemment impossible de la traiter en deux minutes ou en quelques lignes. Après l'avoir reluu et réflexion, je me suis demandé s'il l'avait posée correctement ou si en la précisant on ne pourrait pas y apporter une réponse (temporairement) satisfaisante.

La question est de cerner au mieux quels sont les facteurs qui entrent en jeu et quels sont leurs rapports sur un plan particulier ou dans un contexte précis ainsi que sur le plan général ou mondial, sans confondre les deux ou sans omettre leur interaction. On peut également aborder cette question sous différents angles, économique, comptable ou commerciale.

S'agit-il de déterminer ce qu'on entend par valeur d'une marchandise, ce qui serait relativement facile, encore faut-il que l'on parle de la même chose, de la valeur d'usage, d'échange, relative, absolue, etc. ou de déterminer quel profit finira dans la poche de deux capitalistes qui produisent une marchandise identique à Paris et à Delhi par exemple, marchandise identique qui ne l'est pas tout à fait d'ailleurs, en réalité si l'on compare les deux situations, il n'y a rien d'identique entre elles dans bien des domaines, coût de la main d'oeuvre, des infrastructures, du transport, de l'électricité, des impôts et taxes, etc., il faut encore évaluer le niveau de ces exceptions, jouent-elles un rôle primordial ou secondaire, dans quelle proportion, etc.

Vous voyez, on n'a même pas poser notre question que d'autres surviennent et chacune d'entre elles va en faire surgir d'autres, et cela pour les différentes formes de la valeur, prenons par exemple la valeur d'usage d'une marchandise, elle variera en fonction de nombreux facteurs, s'il s'agit d'une voiture, on peut se borner à la décrire comme un moyen de transport, mais d'un pays ou d'un continent à un autre on n'en fera pas exactement le même usage, le niveau de développement économique de chaque pays va entrer en ligne de compte qui lui-même va nécessité de prendre en compte différents facteurs, leurs infrastructures autoroutières, la différence de développement des transports en commun, pour un usage strictement privé ou collectif, etc.

Je répondrai à ce camarade dans les jours qui viennent. Pas demain, je vais passer ma matinée chez le dentiste, puis je dois faire des courses pour la semaine. Il a écrit :"*Merci pour tout ce que tu fais*", on fait au mieux !

A propos de voiture, j'en ai justement acheté une.

En fait pas pour moi, mais pour un de mes beaux-frères au chômage depuis des mois. Il s'agit d'une Tata Indigo d'occasion, elle a 4 ans et en parfaite état, on l'a acheté à un concessionnaire qui l'a remise à neuf ou presque, le moteur diésel à 153 000 kilomètres ce qui n'est rien, ici on ne roule que rarement à plus de 60 kilomètres/heure. Je l'ai payé cash 250 000 roupies, environ 3 500 euros, mon beau-frère me remboursera 5.000 roupies chaque mois, en principe... Avec son *All India permit*, un permis de taxi valable dans tous les Etats de l'Union indienne, il a parcouru tout le sud de l'Inde pendant près de 15 ans, il va faire le taxi et il pourra emmener sa vieille mère à l'hôpital à l'occasion, et il ira chercher mon épouse Magueswary à l'aéroport de Chennai deux fois par an.

Pour revenir à ce qu'on disait précédemment. Mon beau-frère n'a pas besoin de déclarer son activité professionnelle, il ne paiera ni impôt ni taxe, sa voiture aura un double usage privé et commercial, ce qui ne sera pas le cas en France, ou tout du moins le propriétaire d'une voiture de taxi peut l'utiliser pour son usage personnel, mais en tant que taxi il est déclaré et il est imposé par le fisc.

Au passage, à ceux qui critiquent mon discours ou estiment que je suis injuste ou trop dure envers nos semblables, cette notion de classe ne me quitte jamais l'esprit, ce qui n'est semble-t-il pas le cas de mes détracteurs corrompus par les idées de la classe dominante, ce dont ils n'ont pas conscience, alors qu'en réalité je ne juge personne, s'il m'arrive de parler en des termes peu flatteurs du comportement de mes beaux-frères ou des Indiens en général, des travailleurs ou du mouvement ouvrier, je persiste et signe si nécessaire, dans la pratique je suis totalement solidaire de mes frères et soeurs de galère, c'est à mes yeux la seule chose qui compte.

Une fois vendue ma maison, je me suis retrouvé avec un petit paquet d'argent que j'ai déposé en banque sur un compte rémunéré pour assurer mes dépenses quotidiennes et ma retraite. Absolument rien ne m'obligeait à donner 200 000 roupies à un de mes beaux-frères pour qu'il puisse partir en France et 250 000 à un autre pour qu'il puisse bosser et faire vivre sa petite famille, ils ont chacun deux gosses. Je l'ai fait parce qu'il m'a semblé que c'était normal, sans rien réclamer ou attendre en échange, d'ailleurs quand leur soeur est en France, s'ils viennent me rendre visite une ou deux fois en quatre mois, c'est le grand maximum, le reste du temps je n'existe pas pour eux, je le sais et je m'en fous. Mon épouse a hurlé (au téléphone) quand elle a appris que j'avais acheté une voiture à son frère, elle n'était pas d'accord. Dans les deux cas je ne m'attends pas à revoir cet argent car je les connais trop bien, tous mes beaux-frères m'ont volé dans le passé, de cela aussi je me fous, je me dis : si cela peut leur rendre la vie meilleure et les aider à évoluer malgré tout, tant mieux, les calculs d'épicier, ce n'est pas pour moi. A côté, je méprise la bonne conscience des petits-bourgeois qui versent du fric à des associations caritatives pour soulager la misère du monde, et qui abandonnent les membres de leur propre famille en détresse sous prétexte qu'ils se laissent aller ou je ne sais quoi.

Je voudrais dire aussi ici à mes procureurs, que la légitimité cela fonctionne dans les deux sens, je le suis pour venir en aide à mes semblables, mais je le suis aussi pour les mettre en face des responsabilités qui sont les leurs, à leur niveau j'entends,

par exemple suivre la scolarité et le développement de leurs enfants, ne pas dépenser leur fric dans un tas de conneries, ne pas toujours attendre tout de l'extérieur, réfléchir un peu à leur vie et prendre des décisions, choses très difficiles à faire ici sans prendre en compte l'avis de la famille, des voisins, du village, d'un dieu et je ne sais quoi encore, tout est bon pour justifier de se laisser aller, ce que je fustige !

Ce qui compte à l'arrivée, est-ce ce que je dis ou ce que je fais ? Cela une fois posé, je vous autorise à porter un jugement si vous n'avez rien de mieux à faire.

Quand je vois le boulot que je me tape avec le site, le nombre de visites mensuels et que je reçois seulement un ou deux malheureux courriels, pas la moindre contribution ou si rarement, je me dis que forcément quelque part j'ai dû être déclaré coupable par un tribunal, de quoi, sur quelle base, je l'ignore, pas tout à fait quand même pour être honnête, donc j'assume ma défense, c'est parfois pénible de devoir sans cesse se justifier, mais je le conçois très bien dans le cadre de nos rapports via Internet, dans le cas contraire j'arrêterais tout immédiatement.

Je souhaite à tous un bon week-end.

Une gangrène qui n'a rien de fortuite

Deux exemples :

1- Le Monde

- Egypte : les islamistes en tête du scrutin après une participation record - LeMonde.fr - vendredi 2 décembre

- Favoris aux législatives, les Frères musulmans égyptiens se disent modérés - LeMonde.fr - il y a 8 heures (à 21h06)

2- L'Express

- En Egypte, la percée des islamistes se confirme - Lexpress.fr - il y a 16 heures

- Egypte: les Frères musulmans, "centristes et modérés" Lexpress.fr 03/12/2011 à 18:16

Un changement de ton...

Comme s'ils avaient reçu des ordres d'en haut, à quelques heures de distance, les médias changent radicalement de discours envers les islamistes, hier qualifiés d'infréquentables, aujourd'hui des dignes représentants de la "*démocratie*". Vous avez dit manipulation de l'opinion ? Mais non, mais non, c'est nous qui divaguons...

Avant-hier on avait évoqué la Tunisie, l'Egypte, le Maroc et la Libye, c'est au tour de deux partis islamistes en Algérie d'être déclaré "*modéré*", hier dans une dépêche de l'agence Associated Press : 1- "*Abou Djara Soltani, chef du Mouvement de la société pour la paix (MSP), parti islamiste modéré... ; 2- Mohamed Said, responsable d'une autre formation islamiste modérée (non encore agréée)*".

Pour le premier, l'affaire est déjà entendu sans attendre les prochaines élections : l'Algérie sera gouverné par des islamistes, ainsi en a décidé le peuple : "*Nous ne sommes pas encore au stade de l'alliance, mais le débat est ouvert avec les islamistes algériens, car nous sommes en devoir, nous islamistes algériens, d'être à la hauteur de attentes de notre société qui veut être gouvernée par les islamistes*", a-t-il déclaré lors d'un rassemblement préélectoral dans la wilaya (préfecture) de Bordj Bouararidj (230km à l'est d'Alger). (AP 03.12)

... téléguidé de Washington qui encourage "***l'esprit d'audace***"... des islamistes.

e vice-président américain Joe Biden a critiqué samedi les dirigeants du monde arabe qui restreignent la liberté d'expression.

"*Les révolutions démocratiques, comme celles en Tunisie, en Egypte et en Libye, et celles toujours en cours en Syrie et au Yémen, sont guidées par l'esprit d'audace*", a déclaré Biden lors d'un sommet à Istanbul destiné à encourager le secteur privé dans le monde arabe. (Reuters 03.12)

Ah les affaires ! Il n'y aurait pas dans cette histoire quelque chose qui serait en odeur de sainteté ?

Couac gouvernemental en France sur le même sujet

Une ministre française d'origine arabe affirme samedi qu'il n'existe pas d'«islamisme modéré» et que des lois fondées sur la charia, la loi coranique, sont «nécessairement une restriction des droits et libertés». La secrétaire d'Etat à la Jeunesse Jeannette Bougrab réagissait dans un entretien au journal Le Parisien aux succès électoraux des islamistes au Maroc, en Tunisie et en Egypte. Elle est elle-même d'origine algérienne, fille de harki, le nom donné aux supplétifs algériens de l'armée française pendant la guerre d'indépendance.

«*C'est très inquiétant*», a-t-elle déclaré. «*Je ne connais pas d'islamisme modéré*». «*Il n'y a pas de charia light. Je suis juriste et on peut faire toutes les interprétations théologiques, littérales ou fondamentales que l'on veut, mais le droit fondé sur la charia est nécessairement une restriction des libertés, notamment de la liberté de conscience*», a-t-elle ajouté.

Le chef de la diplomatie française Alain Juppé prône un dialogue avec les partis islamistes modérés, comme Ennahda en Tunisie ou le Parti Justice et Développement (PJD) au Maroc, à condition qu'ils ne franchissent pas certaines «*lignes rouges*», que sont le respect des élections, l'Etat de droit, les droits de l'homme et de la femme. (20minutes.fr 03.12)

Des élections gagnées par des partis islamistes subventionnés par les monarchies du Golfe ou encore les dictatures du Proche et du Moyen-Orient, sans oublier la Turquie, tous alliés de Washington, Paris ou Londres, un pur hasard sans doute...

INFOS EN BREF

Politique

1- Celac

Le président vénézuélien Hugo Chavez a célébré vendredi la naissance de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac) en présence de chefs d'Etat et de gouvernement de la région.

"*Au fil des années, la Celac va faire oublier la vieille OEA (Organisation des Etats américains) usée*", a assuré le chef de l'Etat, auquel ses pairs ont adressé de chaleureuses félicitations.

Parmi eux figuraient notamment la présidente brésilienne Dilma Rousseff, son homologue argentine Cristina Fernandez et le Cubain Raul Castro.

Entre autres projets, les 33 Etats membres de la nouvelle instance, qui ne comprend ni les Etats-Unis ni le Canada, ont l'intention de créer un fonds d'aide aux économies en crise et un organe chargé de veiller au respect des droits de l'homme. Pour ses détracteurs, la Celac n'est qu'un acronyme de plus dans la kyrielle des organisations sud-américaines.

Avec 600 millions d'habitants, elle représente un produit intérieur brut cumulé de 6.000 milliards de dollars, mais, pour de nombreux observateurs, elle exprime d'abord le désir d'émancipation de la région à l'égard de Washington.

"*C'est l'arrêt de mort de la doctrine Monroe*", s'est ainsi réjoui le président nicaraguayen Daniel Ortega, évoquant les principes diplomatiques adoptés au XIXe par les Etats-Unis, qui faisaient des Amériques leur sphère d'influence exclusive.

Les chefs d'Etat plus conservateurs auraient toutefois tempéré la déclaration finale de ce sommet de 48 heures, qui devait à l'origine coïncider avec le bicentenaire de l'indépendance du Venezuela. Il a été repoussé de six mois à la dernière minute pour permettre à Hugo Chavez de poursuivre sa convalescence à Cuba après son opération. (Reuters 03.12)

2- France

2.1- Miasmes du régime. L'art de gouverner, c'est l'art de savoir choisir ses conseillers.

Lors du cocktail qui a réuni 300 personnes, à l'occasion de la projection, lundi 21 novembre, du documentaire Paris Céline, dont il est l'auteur, Patrick Buisson, conseiller du président de la République, s'est fait interpeller par d'anciens collègues du journal *Minute* (journal d'extrême droite - ndlr).

Ceux-ci regrettaient qu'il ne soit pas venu avec "*Nicolas*", dont la passion pour l'auteur de Mort à crédit est notoire. "*Dommage que tu n'aies pas amené Sarko, c'était l'occasion de ramasser des voix !*" lui ont-ils lancé. (lexpress.fr 03.12)

Le Grand Robert précise que ce substantif est rarement utilisé au singulier, surtout par les temps qui courrent...

Florilège de la production pestilentielle de Louis-Ferdinand Céline. (1894 - 1961)

- "*Les 15 millions de juifs enculeront les 500 millions d'Aryens.*" (Bagatelles pour un massacre, 1937, p.127)

- "*Personnellement je trouve Hitler, Franco, Mussolini fabuleusement débonnaires, admirablement magnanimes, infiniment trop à mon sens, pacifistes bêlants pour tout dire, à 250 prix Nobel, hors concours, par acclamations ! Ça durera peut-être pas toujours. Les glaves ça retombe quelquefois*." (L'École des cadavres, 1938, p.62)

- " *Nous nous débarrasserons des Juifs, ou bien nous crèverons des juifs, par guerres, hybridations burlesques, négrifications mortelles. Le problème racial domine, efface et oblitère tous les autres.*" (L'École des cadavres, 1938) (d-d. natanson.pagesperso-orange.fr/celine.htm)

Le Ministre de la Culture retirera finalement Louis Ferdinand Céline des célébrations françaises 2011 initialement programmé. (Marianne2.fr 23.01.2011)

Il s'est écoulé 10 mois depuis, apparemment le "*cocktail*" du nazillon Buisson était plus discret !

2.2- PS. Gérer la société pour le compte du capitalisme, la seule chose qu'ils savent faire.

François Hollande a décidé vendredi d'imposer une cure d'austérité au Conseil général de Corrèze qu'il préside pour faire face à l'endettement record de 345 millions d'euros qui frappe ce département rural du centre de la France.

Il a annoncé des recettes nouvelles, la taxe sur le foncier bâti sera augmentée de 6,5% et le taux de la taxe d'aménagement sur les permis de construire sera triplé.

Une hausse de la taxe sur les transports urbains des agglomérations de Tulle et de Brive sera mise à l'étude et la gratuité des transports scolaires supprimée.

Le coût est estimé entre quatre et 20 euros par mois par famille en fonction des revenus et du nombre d'enfants transportés. (Reuters 03.12)

Il a hérité de la dette laissée par son prédécesseur de l'UMP, d'accord, on ne lui reproche pas cette dette, mais de ne pas la dénoncer et refuser de la payer, bref de faire la même politique que l'UMP.

3- Tunisie

Des milliers d'islamistes et de laïques, en désaccord sur la place à accorder à l'islam dans la Tunisie de l'après-Ben Ali, ont organisé samedi des manifestations parallèles devant l'Assemblée constituante à Tunis.

Quelque 3.000 islamistes se sont rassemblés samedi devant l'Assemblée constituante, qui siège au palais du Bardo. Un cordon de policiers les sépare d'un millier de contre-manifestants laïques.

Les manifestants islamistes brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire notamment "*Nous soutenons la légitimité de la majorité*", "*La Tunisie musulmane n'est pas laïque !*" et "*Non à l'extrémisme laïque*".

Nourdine Machfer, un manifestant islamiste, a expliqué à Reuters: "*C'est bizarre. Nous vivons aujourd'hui en Tunisie dans un régime de dictature de la minorité. Ils devraient respecter la volonté du peuple, qui a fait connaître ses desiderata (par les urnes en octobre, ndlr)*".

Pour sa part, Ennahda, qui pilote un gouvernement de coalition après sa large victoire électorale, a publié un communiqué pour se désolidariser de la manifestation islamiste du Bardo.

Les laïques soupçonnent quant à eux Ennahda (Renaissance), interdit durant l'ère Ben Ali, de vouloir en réalité mettre en place un Etat islamiste en sous-main.

"*Les islamistes (...) veulent utiliser la (future) Constitution pour s'emparer du pouvoir et faire un coup d'Etat contre la démocratie*", à en croire l'un des contre-manifestants, Raja Dali. (Reuters 03.12)

4- Algérie

(fin 2005) Le président rentre à Alger et commence à réfléchir au projet de la grande mosquée d'Alger, imaginée comme la plus grande du monde après celles de Médine et de La Mecque, les deux villes saintes de l'Islam, en Arabie Saoudite. L'appel d'offre est lancé en 2009, sitôt la très contestable réélection du président pour un troisième mandat, après le triturage anti-démocratique de la Constitution. Les premiers chiffres parlent de 3 milliards d'euros et effraient tous ceux qui jugent la dépense mégalomane, dispendieuse et inutile. Les progressistes mais aussi une partie des islamistes qui ne voient là que l'œuvre des Pharaons, référence à l'Egypte antique et sa démesure architecturale (les pyramides), tant décrié par la propagande judaïque que chrétienne et musulmane. Un médecin algérois s'attriste: «*On attendait le grand hôpital d'Alger mais il n'est pas au programme.*» Logique, le président est guéri, et il a été soigné en France. Houbel contre Allah

Alors qu'il y avait différents projets en course, une pré-attribution, des retards incompréhensibles et d'occultes annulations, l'Algérie opte en octobre 2011 pour une entreprise chinoise, la China State construction ENRG (CSCEC). Si le coût a été revu à la baisse (1 milliard d'euros «seulement»), un nouveau scandale éclate, la construction a été attribuée à une entreprise interdite de marchés par la Banque Mondiale, qui l'accuse de corruption. La pilule passe quand même, il s'agit d'un projet présidentiel, non négociable. Surtout, il s'agit de concurrencer la mosquée de Hassan II à Casablanca, la plus grande, ou la Basilique de Yamoussokro en Côte D'Ivoire, le plus grand édifice religieux au monde (selon le Guiness des records en 1989), construite aussi grâce à la mégalomanie de l'ex-président Felix Houphouët-Boigny. La religion au secours des autocrates, qui auront sacrifié l'argent public pour leur propre gloire. Avec son minaret de 300 mètres (le plus haut du monde), la grande mosquée d'Alger dépassera en hauteur l'immense stèle commémorative de Riad El Feth à Alger (90 mètres de hauteur) édifié en l'honneur des martyrs de la guerre d'indépendance, appelée ironiquement Houbel (du nom d'une ancienne idole païenne de La Mecque anté-islamique). Quand Bouteflika flirte avec les islamistes

L'islamisme gagnera cette dernière bataille architecturale contre le nationalisme pur et dur, pendant que le président aura marqué son règne. Par cette pharaonienne construction mais aussi par la réconciliation nationale et la récente venue de Rached El Ghannouchi, chef du victorieux parti islamiste tunisien à Alger, Bouteflika offre des gages aux islamistes et alimente une série de questionnements sur ce tapis rouge déroulé à celui qui était interdit de séjour en Algérie. La grande mosquée sera donc construite, dans la banlieue Est d'Alger sur la route de l'aéroport, et sera visible à tous les étrangers de passage. (slateafrique.com 03.12)

5- Rwanda

Le journaliste rwandais Charles Ingabire a été assassiné à Kampala, capitale de l'Ouganda, dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre, apprend-on sur le portail Rwandinfo. Selon un officier militaire, le meurtre d'Ingabire a vraisemblablement été préparé avec soin.

Dans la nuit du 30 novembre, Charles Ingabire s'est rendu dans un bar de Kampala pour un rendez-vous. Durant la soirée, le journaliste a discuté avec trois hommes non-identifiés. Alors qu'il s'apprêtait à rentrer chez lui, Ingabire a été abattu à bout portant par un individu qui circulait à bord d'une voiture tout-terrain. Touché en pleine poitrine, le Rwandais est mort sur le coup.

Selon une source proche du dossier, le vétéran militaire rwandais Leon Magyeshi est suspecté d'avoir fomenté cet assassinat. Ce dernier est actuellement détenu au quartier général du service de renseignement militaire.

Il aurait été envoyé par le gouvernement rwandais en Ouganda pour soutenir une parodie de forum hostile au pouvoir de Paul Kagamé, président du Rwanda. Cela a permis d'établir une liste des ennemis du pouvoir cachés à Kampala.

Ingabire s'était associé à Magyeshi pour lancé Inyenyeri.org lorsqu'il est arrivé en exil en Ouganda, en 2007. Le journal est très critique à l'égard du régime de Paul Kagame. Rédacteur du site, le journaliste ignorait tout des réelles activités de Magyeshi.

Charles Ingabire avait été menacé à plusieurs reprises, par téléphone ou par l'intermédiaire de commentaires laissés sur le site.

«*Il s'agit du deuxième journaliste rwandais tué en l'espace d'un an et demie, après le meurtre, à Kigali, en juin 2010, de Jean-Léonard Rugambage*», rappelle Reporters sans frontières. (slateafrique.com 03.12)

Paul Kagamé, ce ne serait pas ce président qui a été reçu en grande pompe par Sarkozy récemment ? Ce ne serait pas ce président élu avec plus de 90% des suffrages exprimés ?

Social

Etats-Unis

Le géant américain de négoce de produits agricoles Cargill a déclaré vendredi soir qu'il allait supprimer 2.000 postes dans le monde en raison du ralentissement économique mondial.

La société a précisé que cette réduction d'effectifs, qui concerne environ 1,5% de son personnel, serait menée au cours des six prochains mois.

Fin novembre, des sources avaient rapporté que Cargill Ferrous International, une filiale du groupe, était en train de fermer ses desks de trading sur l'acier à Hong Kong et à Genève.

Une porte-parole avait déclaré à Reuters que la société procédait à des changements structurels internes après un examen de ses opérations mondiales dans l'énergie, le transport et le métal. (Reuters 03.12)

Haut de page

Le 5 décembre

CAUSERIE

Le portail "liesidotorg.wordpress.com", dont je mets en ligne des articles ou des extraits d'articles comme ci-dessous, est infréquentable du point de vue de l'idéologie qui s'y exprime, comme bien d'autres qui dénoncent avec virulences pêle-mêle les méfaits du capitalisme et du socialisme qu'ils confondent avec le stalinisme ou qu'ils mettent dans le même sac.

Là encore, ce sont les données qui figurent dans leurs articles qui nous intéressent, et non leurs analyses qui parfois sont dignes de l'extrême droite, d'autres fois ils s'en prennent violemment aux néo conservateurs américains qui sont l'antichambre de l'extrême droite ou sa branche politique, celle des banquiers qui veulent imposer leur dictature au reste du monde par n'importe quel moyen.

Souvenons-nous que ces derniers ont déclenché la crise de 1929 aux Etats-Unis qui a contribué à la ruine de l'Europe et de l'Allemagne processus qui sur le plan politique s'est traduit par l'arrivée d'Hitler au pouvoir et a précipité la Seconde guerre mondiale... Ils mettront leur puissance financière (et industrielle) exclusivement au service de l'industrie de guerre, ce qui leur permettra de s'enrichir dans des proportions colossales et d'évincer du même coup leurs concurrents, ils pourront proclamer par la suite avec un aplomb ou un sang-froid sans pareil, que finalement la crise a connu un dénouement (ou dénoûment) heureux.

En réalité, ils ont agi de la sorte pour conserver ou étendre leur hégémonie financière sur le reste du monde. La volonté de s'enrichir que les privilégiés affichent n'est que le produit de cette nécessité qui s'impose à eux. C'est la manifestation d'une nécessité qu'ils ne peuvent évidemment pas dévoiler ou étaler sur la place publique, parce qu'elle exprime la raison d'être du capitalisme autant que son objectif.

Pourquoi staliniens, néo staliniens, sociaux-libéraux, etc. s'attardent-ils sur cette volonté au lieu de mettre l'accent sur cette nécessité qui s'impose aux capitalistes pour conserver ou accroître leur pouvoir ? Parce qu'ils ne veulent pas s'attaquer aux fondements du capitalisme auxquels on remonte, une fois qu'on a mis en lumière que la nécessité d'accumuler toujours plus de capital est indissociable du processus qui est à l'origine de l'accumulation primitive du capital, car dans les deux cas il est impossible de les justifier ou de les légitimer pour reposer sur la rapine ou le vol, par la force ou en usant de moyens contraignants envers la population laborieuse.

Voilà ce que les travailleurs et les militants ouvriers ne doivent surtout pas savoir, parvenir à comprendre, car dès lors, plus rien ne les retiendrait pour rompre avec le capitalisme ou il leur serait plus facile de s'en détacher, pour mieux ensuite s'en émanciper en renouant avec le socialisme.

En concentrant l'attention des militants et des travailleurs sur la "mauvaise volonté" des capitalistes, ils veulent leur faire croire que la crise aurait une origine subjective, il suffirait que les capitalistes fassent preuve de "bonne volonté" pour que la crise disparaisse par enchantement, ce qui est évidemment impossible puisse cela reviendrait à leur faire accepter de remettre en cause leurs privilèges, donc leur raison d'être, de demeurer des capitalistes, pour ainsi dire en parole seulement, tout en étant incapables dorénavant dans la pratique de se conduire comme tels, c'est un non-sens, c'est stupide, grotesque. C'est la théorie développés notamment par le M'PEP, Onfray et bien d'autres parasites ou intellectuels corrompus par le capitalisme qui se disent de gauche.

Pourquoi cette théorie ou cette interprétation frauduleuse de la crise est-elle le plus répandue dans la société ou est-elle partagée par une majorité de travailleurs ou de militants ? Pourquoi les médias s'en font-ils grâcieusement le relais ? Parce que aussi bien dans les fondements du capitalisme que dans son fonctionnement quotidien, les conditions objectives et subjectives sont intimement liées, quand on dit que le capitalisme repose sur la rapine et le vol et qu'on affirme que les masses l'ignorent, il se trouve que c'est justement cette ignorance qui est le garant de sa pérénité, sans laquelle le système capitalisme disparaîtrait, donc en fait ces lieutenants du capital dans les rangs du mouvement ouvrier se servent de ce facteur subjectif pour mieux asservir

les exploités au capital.

Dénoncer la mauvaise volonté des capitalistes revient en pratique à s'adresser et à flatter l'ignorance des masses au lieu de la combattre. C'est comme s'attarder exclusivement sur les conséquences de la crise du capitalisme sans jamais vouloir s'attaquer à ses origines, c'est ce que font tous les syndicats et tous les partis sans exception.

On pourrait parler aussi d'un combat de l'idéalisme contre le matérialisme.

En fonction de l'expérience et de la situation de chacun dans la société ou dans les rapports de production, partant du constat que l'ignorance domine dans ce domaine, chacun est appelé à porter une appréciation personnelle ou un jugement sur le comportement des capitalistes sans jamais aller au fond des choses, il y aura autant d'avis sur la question qu'il y a de travailleurs, la question que ces escrocs professionnels se proposaient d'aborder sur un air grave ou le plus sérieusement du monde est ainsi dilué à l'infini, de telle sorte qu'il soit impossible de voir jaillir de son examen une véritable issue sur laquelle l'ensemble des travailleurs pourraient s'accorder, s'unir, lutter ensemble et efficacement contre le capital.

En réalité, quelques idées seulement sont diluées dans les masses et chez les militants, qui ensuite brodent dessus, on disserte sur les idées qui nous ont été servies sur un plateau, mais on n'abordera jamais le fond de la question, les faits, le processus historique qui est à l'origine du capitalisme et de son évolution, les deux étant liés, inséparables.

Si l'on entre dans les détails, on apercevra que ces charlatans ne se bornent pas à lancer une idée en l'air autour de laquelle chacun ajoutera son propre fantasme ou sa propre fantaisie, on doit avoir à l'esprit qu'on est en présence de manoeuvriers professionnels, c'est leur métier d'induire les masses laborieuses en erreur, pour l'exécuter minutieusement, s'ils ne manquent pas d'imagination, ils doivent faire appel à toutes les formes de sophismes possibles et inimaginables.

Là en l'occurence, il leur suffit de pratiquer une dichotomie entre les fondements du capitalisme et son évolution jusqu'au milieu du XXe siècle, puis entre son évolution avant et après la Seconde guerre mondiale, et si cela ne suffit pas, ils en produiront une autre entre la période allant de 1945 à 1975 ou au début des années 80 et la période suivante jusqu'à nos jours. Leur jeu consistera à opposer ces différentes périodes entre elles, ce qui en passant nous éloignera d'autant de l'origine du capitalisme renvoyée à un passé si lointain qu'il en devient obscur, insaisissable, à tel point qu'Onfray peut déclarer maintenant que le capitalisme existe depuis l'éternité !

En découpant en rondelles l'évolution du capitalisme, puis en les traitant séparément comme autant d'abstractions, précision importante, déterminante même, sans jamais les réunir en elles, une fois parvenu à ce stade, en général on ne comprend plus rien du tout ou on se demande où l'on voulait en venir, parce qu'on aboutit nulle part, c'était évidemment le but du jeu, sauf que les participants n'en avaient pas été informés et ne le seront pas par la suite, d'où notre devoir de le faire pour leur ouvrir les yeux, ajoutons que dans ce domaine aussi nos dirigeants font preuve d'un silence ou d'une incurie politique incompréhensible.

C'est ainsi que l'on trouve des nostalgiques de mai 81, des "Trentes glorieuses", des années qui ont suivi mai 68, de la IVe République, du CNR (Conseil national de la résistance), du front populaire de 36, de 1905, et même de la Convention de 1792 à 1795, certes des moments intenses de lutte de classes, auxquels il manque toutefois la Commune de Paris (1871), et surtout les révolutions russes de 1905 et 1917, qui elles ont porté le fer au coeur du capitalisme...

"*Le principe du monde est dans la volonté au sens large du terme. Née avec la vie même, elle s'épanouit et devient consciente avec l'homme pensant. (...) Evitons la fatigue, musculaire, nerveuse, et surtout cérébrale...*" (Schopenhauer - 1788-1860)

Je ne sais pas si c'est vraiment un bon conseil à donner à la plupart de nos contemporains qui se caractérisent plutôt par leur paresse cérébrale, en particulier chez les intellectuels qui se nourrissent ou se contentent de connaissances surfaites... Ajoutons à propos de la volonté, tout dépend à quoi ou à quelle cause on la destine, au service de quoi on la met. Les capitalistes, c'est pour le demeurer, leurs serviteurs, pour le demeurer aussi. Nous, ce sera pour trouver les moyens qui nous permettrons d'aider l'humanité à se délivrer de la servitude humaine, du règne de la nécessité dont nous sommes les esclaves, pour enfin conquérir notre liberté. Je vais me faire des amis parmi les anarchistes... temporairement je le crains !

Qui a dit ?

1- "*Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois*".

Réponse : Mayer Amschel Rothschild (E-U, 1744-1812)

Moins d'un siècle plus tard ses descendants et ses semblables y parviendront, vers 1886, officiellement la Fed date de 1913. Abraham Lincoln pour avoir tenté de s'y opposer sera assassiné.

2- ‘‘*Contrôlez le pétrole et vous contrôlerez les nations, contrôlez la nourriture et vous contrôlerez les populations*’’.

Réponse : Henry Kissinger. (E-U, 1923)

Pétro-dollar et OGM et le tour est joué.

3- “*Il n’y a deux manières d’asservir une nation, la première est par le glaive, la seconde par la dette*”.

Réponse : John Adams (E-U, 1735- 1826)

La militarisation du monde est un fait accompli sous la houlette de l'impérialisme américain qui commande l'OTAN, ajoutons le compexe militaro-industriel américain, les autres impérialismes leur emboîtant le pas dans la course aux armements pour ne pas être en reste. Quant à la dette, après la Fed, voilà le temps venu en Europe avec l'euro et la BCE, une fois atteints les objectifs du GATT et ceux de l'OMC ou de Doha en bonne voie, une fois réduites les contraintes législatives que les Etats imposaient à l'aristocratie financière pour qu'elle puisse s'enrichir dans des proportions inégalées dans le passé sur le dos de tous les peuples.

Pillage du travail au profit du capital en France

Mario Draghi, l’homme de la World Bank et de Goldman Sachs est désormais à la tête de la Banque Centrale Européenne et peut diriger l’eurozone en fonction des intérêts de ses commanditaires outre-atlantique ou des fortunes apatrides.

Les Banquiers n’ont pas seulement pillé l’Italie ouvertement, voire ostensiblement. Quel que soit le gouvernement en place en France ces dernières années, les banksters tenaient les politiques par les c….. et les ont amené à vendre à l’encan les richesses de la nation.

- Chirac (Saint Gobain, Paribas, TF1, CCF, CGE, Suez,…),
- Balladur (Rhone-Poulenc, Elf, Renault, UAP, SEITA, Total),
- Juppé (AGF, CGM, Péchiney, Usinor-Sacilor, BFCE, Bull),
- Jospin (Air France, ASF, Crédit Lyonnais, France Télécom, Gan, Thomson, CICI, Aérospatiale),
- Cresson (Crédit Local de France= Dexxia),
- Raffarin (Autoroutes Paris Rhin Rhone, SNECMA, Autoroutes du Nord et de l’Est),
- Villepin (Gaz de France, SNCM, EDF, DCNS, Aéroports de Paris).

Quant à NS, il continue en démantelant beaucoup plus discrètement les centres de recherche militaire, et en vendant immeubles et terrains de notre patrimoine. La bourse est beaucoup trop basse pour qu’il puisse mettre en vente les sociétés encore sous contrôle de l’état. (liesidotorg.wordpress.com 01.12)

Pillage organisé de l'Afrique

Un membre du Parlement britannique, Eric Joyce, chef de la commission interpartis consacrée à l’Afrique des Grands Lacs, a rendu public un rapport dans lequel il livre son estimation du montant des sommes détournées par le pouvoir congolais dans le cadre de cession d’actifs miniers : 5,5 milliards de dollars (4,2 milliards d’euros). Il met en ligne des contrats cachés jusqu’ici et décrit ce qu’il qualifie de “*façon de procéder systématique, consistant à brader des actifs miniers congolais à des compagnies écran, presque toutes enregistrées aux Iles Vierges (…) avant de les céder à des proches*”. Certaines de ces sociétés ont été associées à l’homme d’affaires israélien Dan Gertler, qui avait déjà reçu du père de l’actuel chef de l’Etat la concession de la commercialisation de l’ensemble des diamants congolais. (Source : Le Monde) C’est un exemple de ce qui se pratique un peu partout, pas seulement en Afrique.

Les sociétés écrans (ou fictives) sont créées pour empêcher de remonter à certaines Familles. De telle manière qu’il est très difficile de savoir qui contrôle réellement telle ou telle grande Firme qui, habilement, emploie des pointures de la politique, devenues de simples “*représentants*”, voire des employés chargés de mettre en œuvre un scénario “*sociétal*”… (liesidotorg.wordpress.com 02.12)

Racket des paysans. Retour à la "***dîme***".

Qui sont ces propriétaires de semences à qui la « *contribution volontaire* » sera reversée ? Depuis 1949, toute variété de semence mise sur le marché doit obligatoirement être inscrite sur le catalogue géré par l’Office communautaire des variétés végétales (OCVV), dont le siège est à Angers.

Cet office accorde un droit de propriété intellectuelle, d’une durée de 25 à 30 ans, à « *l’obtenteur* », celui qui a sélectionné cette variété. Les principaux détenteurs de ces « *certificats d’obtention végétale* » ne sont autres que les grandes

multinationales semencières : Bayer, Limagrain, Monsanto, Pioneer, Vilmorin ou Syngenta. Tous réunis au sein de l'Union française des semenciers, qui aurait fortement appuyé le projet de loi.

Ce que recherchent les industries et multinationales semencières, c'est tout bonnement de créer un système d'esclavage des paysans (ce qui est déjà la cas), d'en faire leurs prisonniers, et ainsi d'avoir la capacité d'affamer n'importe quel peuple.

D'aucuns ont bien raison de parler de "*dîme sur les semences*", imposée par des laïcards qui serinent leur amour des droits de l'homme. Ressemer librement sa propre récolte ou échanger des variétés de plantes devient illégal! Ce que les politiciens français de Monsanto & Co mettent en branle, c'est s'en prendre à l'autonomie alimentaire des paysans et des citoyens.
Nous sommes dans le prolongement de ce plan visant à l'abandon de la souveraineté nationale, au moyen de la dette souveraine. La nomenklatura mondialiste espère ainsi créer une nouvelle féodalité purement technocratique avec les employés de Firmes comme Goldman Sachs, froids comme la mort, capables d'éliminer les bouches qu'ils jugent "*inutiles*", sans aucune retenue morale, car là où il n'y a plus de principes religieux, c'est le paganisme et la barbarie qui s'imposent.

En 1972, quand les Etats-Unis sont devenus l'un des principaux importateurs de pétrole, la situation est devenue alarmante. Kissinger, l'un des stratèges les plus influents de Nixon, nourri par les Rockefeller, a alors préparé le National Security Study Memo (NSSM#200), qui développait un plan de réduction de la population [mondiale]. Dans ce mémo, douze pays étaient particulièrement ciblés : Bangladesh, Brésil, Colombie, Egypte, Ethiopie, Inde, Indonésie, Nigeria, Pakistan,Turquie, Thaïlande et Philippines.

Pour réduire la population mondiale, l'arme choisie fut la nourriture. (liesidotorg.wordpress.com - bastamag.net 04.12)

Jusqu'à présent cette loi n'était pas ou peu appliquée, celle votée le 28 novembre 2011 se veut plus contraignante et a pour objectif d'obliger tous les agriculteurs à engraisser davantage ces multinationales de la faim.

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le gouvernement italien présidé par Mario Monti a adopté dimanche un plan d'austérité prévoyant notamment un report de l'âge de départ à la retraite, une hausse de la TVA et un rétablissement de la taxe foncière pour consolider les finances publiques sur la période 2012-2014.

Ce plan contenu dans un décret d'urgence et d'un montant global de 30 milliards d'euros se décompose en deux volets afin de rassurer les marchés financiers et de permettre à l'Italie d'y emprunter à un taux supportable.

Le premier volet est composé de mesures budgétaires visant à réaliser 20 milliards d'euros d'économies sur la période 2012-2014, a précisé Mario Monti.

L'autre volet d'un montant de 10 milliards d'euros regroupe des mesures incitatives pour la relance de la croissance et le soutien à l'emploi.

"*Nous devons partager les sacrifices et nous avons fait de grands efforts pour les partager équitablement*", a déclaré Monti au cours d'une conférence de presse dans laquelle il a annoncé renoncer à son salaire de président du Conseil et de ministre de l'Economie.

Selon le vice-ministre de l'Economie, Vittorio Grilli, la réduction des dépenses publiques représentera 12 à 13 milliards d'économies, le reste provenant d'une hausse des prélèvements obligatoires.

Parmi les mesures budgétaires figurent un report de l'âge de départ à la retraite à 66 ans en 2018 et une hausse de deux points de la TVA à compter de septembre 2012.

Le plan prévoit également un rétablissement de la taxe foncière perçue par les municipalités et qui devrait constituer la part principale des nouvelles recettes avec 10 à 11 milliards attendus.

Des taxes vont être instaurées sur les produits de luxe comme les yachts et les voitures haut de gamme.

Les mesures incitatives concernent une réduction des impôts pour les patrons investissant dans leur propre entreprise ou des réductions fiscales sur le montant des cotisations sociales.

Un effort d'un milliard d'euros sera consenti chaque année entre 2012 et 2014 pour soutenir l'emploi des femmes et des jeunes tandis qu'est introduit un assouplissement des heures d'ouverture pour les entreprises et commerces.

Les secteurs de la pharmacie et des transports vont eux être ouverts à la concurrence.

En revanche, le plan ne prévoit pas de hausse de l'impôt sur les revenus.

Selon le vice-ministre de l'Economie, ces mesures d'austérité sont conformes aux demandes de l'Union européenne et visent à libéraliser l'économie et à améliorer la compétitivité de l'Italie. (Reuters 04.12)

2- Slovénie

Le parti de centre-gauche de Zoran Jankovic, le maire de Ljubljana, a obtenu dimanche une courte victoire aux élections législatives en Slovénie, selon des résultats quasiment définitifs.

Après le dépouillement de 99,7% des bulletins, la formation de Jankovic est créditée de 28,5% des voix et obtient 28 sièges sur les 90 à pourvoir au sein du parlement.

Il devance le parti d'opposition de centre-droit de l'ancien Premier ministre Janez Jansa qui obtient 26,3% tandis que le parti social-démocrate du Premier ministre sortant, Borut Pahor, arrive en troisième position avec 10,5%, sanctionné par les électeurs en raison de la mauvaise situation économique.

Le parti de Jankovic a déjà annoncé son intention de relever d'un point le taux de la TVA à 21% avant d'augmenter les recettes budgétaires.

Selon les observateurs, le futur Premier ministre devra certainement réformer l'âge de départ à la retraite qui est parmi les plus bas au sein de l'Union européenne: 57 ans pour les femmes et 58 ans pour les hommes. (Reuters 04.12)

3- Croatie

La coalition d'opposition de centre-gauche Kukuriku semblait en passe d'obtenir la majorité lors des élections législatives en Croatie, indiquent les résultats préliminaires de la commission électorale après le dépouillement de 40% des bulletins.

Le bloc Kukuriku obtiendrait 79 sièges sur les 151 que compte le parlement tandis que les conservateurs du HDZ au pouvoir obtiendraient 48 élus.

Les électeurs ont sanctionné le HDZ, aux affaires depuis huit ans, en raison de son incapacité à relancer une économie marquée par un fort ralentissement avant une intégration du pays dans l'Union européenne en 2013.

Les conservateurs, qui dominent la vie politique croate depuis l'indépendance en 1991, ont également été sanctionnés en raison de plusieurs affaires de corruption et d'une hausse du chômage.

Lors de sa campagne, Milanovic a prévenu ses concitoyens qu'ils devront travailler "*plus, plus dur et plus longtemps*". (Reuters 04.12)

Social

France

1- La grève de la frite

La CGT de l'usine de frites surgelées McCain d'Harnes (Pas-de-Calais), appelle à la grève à partir de dimanche soir, tandis qu'une autre usine géante du groupe canadien est paralysée par la grève depuis une semaine dans la Marne, a-t-on appris dimanche auprès du syndicat.

"*Nous demandons une augmentation des salaires de 10%, qui soit en phase avec l'augmentation réelle du coût de la vie*", a déclaré Dany Coolen (CGT, majoritaire). L'avis de grève illimitée court à partir de 19h dimanche soir.

L'usine d'Harnes, près de Lens, est l'une des trois usines que possède McCain en France, la deuxième par la taille. Elle produit

700 tonnes de frites surgelées par jour. L'usine de Matougues (Marne), la plus grande du groupe en France et en Europe, est elle paralysée depuis dimanche dernier par une grève des ouvriers, qui réclament eux aussi une augmentation de 10% des salaires.

Le site d'Harnes, qui abrite aussi le siège de McCain en France, emploie 500 personnes, dont la moitié environ travaille à la production.

La direction de McCain Alimentaire juge "*irréalistes*" les demandes de la CGT, dans le contexte économique actuel. Elle rappelle que la CFDT a signé depuis une semaine l'accord annuel accordant une hausse de 2,68% des salaires (primes incluses) et qu'"*il est dès lors applicable en l'état*".

Comme pour Matougues, la direction propose aux employés de Harnes une anticipation de la négociation sur les salaires de 2013, ainsi qu'un plan de formation leur permettant d'être plus polyvalents, et donc d'améliorer, selon elle, leurs conditions de travail.

L'usine de Matougues a pu fonctionner partiellement vendredi grâce à 50 salariés non grévistes, a expliqué Philippe Bluszcz, directeur des ressources humaines de McCain France.

"*On a fait le nécessaire pour que nos clients ne souffrent pas de la situation. Nous avons ajusté les plannings de production*" des autres usines, a-t-il souligné.

McCain vend 1/3 de sa production aux chaînes de restauration rapide, McDonald's en particulier. Le groupe possède sept usines en Europe (France, Belgique, Pays-Bas, Pologne), 55 dans le monde. (20minutes.fr 04.12)

2- Racket. Hausse des tarifs d'assurance à venir.

Les tarifs d'assurance sont engagés dans une mécanique infernale. Après des augmentations en 2011 de l'ordre de 5% à 6% pour les assurances «habitation» et de 3% à 4% pour les contrats «*automobile*», on s'achemine pour 2012 vers un nouveau train de hausses de 4% à 5% pour les premières, de 2% à 3% pour les secondes et de 5% à 6% pour les assurances santé, d'après le comparateur Assurland.com. Les compagnies et mutuelles qui ont déjà annoncé la couleur se situent effectivement dans ces fourchettes.

La crise a un impact direct sur la gestion des compagnies d'assurance. En tant qu'investisseurs institutionnels, elles sont confrontées à la baisse des rendements de leurs placements financiers. Mais dans le même temps, comme les banques, elles sont obligées de renforcer leurs fonds propres dans le cadre de la réglementation à venir Solvabilité 2. (Slate.fr 04.12)

Ajoutons la hausse du tarif du gaz qui devrait être annoncée prochainement.

Haut de page

Le 6 décembre

CAUSERIE

A propos du site

En consultant rapidement les statistiques du site j'ai repéré quelques fichiers que j'avais oubliés de charger dans le serveur, donc inaccessibles.

- /service/mpep_131111.pdf
- /textes/politique_italie_061111.pdf
- /textes/politique_grece_051111.pdf
- /textes/politique_041111.pdf
- /tribune/dr061-07-10-11.pdf
- /dossier/gb_social_021111.pdf

Un couple d'imbéciles heureux

Reuters, dont j'ai mis l'article en ligne, titrait hier soir : *"Merkozy", comment la montagne accouche d'une souris.*

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sur l'issue de ce 17e "sommet" consacré à la crise de la zone euro, ce chiffre a été donné par un internaute, je n'ai pas vérifié s'il est exact ou non.

Quoiqu'il en soit, le crétin de service qui fait office de président en France, c'est réjoui des résultats de cette rencontre, modestie oblige. Extrait d'un article de l'Associated Press :

"*Je crois pouvoir dire que l'accord franco-allemand est le plus complet*", s'est félicité le président français, lors d'une conférence de presse conjointe à l'Elysée, à l'issue de près de deux heures d'entretien avec Mme Merkel. (s'il le dit, c'est que c'est forcément vrai ! - note du site)

"*Nous souhaitons un nouveau traité pour faire prendre conscience à l'ensemble des peuples européens (...) que les choses ne peuvent plus continuer*", a déclaré M. Sarkozy, fixant l'objectif d'un accord entre les dirigeants européens "*au mois de mars*", première étape avant le processus de ratification dans chaque pays concerné, qui sera lancé, dans le cas de la France, après l'élection présidentielle. (Il a raison, cela n'est plus possible que la France et l'Allemagne violent le "*pacte de stabilité*" sans que les autres pays montrés du doigt se tiennent au grade-à-vous derrière l'empereur et le kaiser. Inutile d'espérer un référendum, trop risqué l'exercice de la démocratie, même a minima. - note du site)

Dès mercredi, une lettre présentant les termes de l'accord franco-allemand sera envoyée au président du Conseil européen Herman Van Rompuy. Puis, lors du sommet européen de jeudi et vendredi à Bruxelles, les chefs d'Etat et de gouvernement seront consultés sur leur volonté de participer aux négociations. "*Notre préférence va à un nouveau traité à 27, mais nous sommes tout à fait prêts à le faire à 17 et aux autres Etats membres souhaitant nous rejoindre*", a expliqué M. Sarkozy. (qui m'aime me suive ! Le grouillot de service de l'UE est prié de s'exécuter et de donner une suite favorable à la lettre de créance de nos deux minables dictateurs. Quant aux autre chefs d'Etats, déjà qu'on les supporte quand ils n'ont rien à dire, alors qu'ils ne changent rien surtout, on n'attend rien d'autre de leur part qu'un paraphe au bas d'un texte bâclé et pompeusement dénommé traité ! - note du site)

"*Notre volonté, c'est d'aller à marche forcée pour rétablir la confiance dans l'euro et dans la zone euro*", a-t-il affirmé. (traduction : les marchés ne nous laissent pas le choix, et comme nous sommes leurs débiteurs, nous nous exécutions hativement, et tant pis s'il apparaît clairement que ce sont eux qui portent la culotte, notre volonté n'est qu'un alibi minable, que voulez-vous on en est rendu là, c'est notre fonction qui veut cela - note du site)

Les deux dirigeants n'ont pas détaillé le contenu précis du futur traité, mais ils en ont énoncé les "*têtes de chapitre*".

"*Nous souhaitons des sanctions automatiques en cas de non respect de la règle du déficit inférieur à 3%*", a déclaré M. Sarkozy, précisant que seule une "*majorité qualifiée*" pourrait s'y opposer. (La France et l'Allemagne devraient commencer par se les appliquer à eux-mêmes ! - note du site)

France et Allemagne veulent aussi "*une règle d'or renforcée et harmonisée au niveau européen*", c'est-à-dire une règle d'équilibre budgétaire qui serait inscrite dans les Constitutions de chaque pays, a-t-il ajouté. (là pour le coup, je crois qu'ils rêvent, et pour cause lisez la suite. - note du site)

Sur ce point, comme le souhaitait la France, la cour européenne de justice sera impliquée, puisqu'elle pourra "*vérifier*" la conformité de chaque règle d'or nationale avec le futur traité, a expliqué la chancelière Angela Merkel. Elle ne pourra toutefois pas "*invalider un budget national*", a précisé le président français. (donc en réalité elle ne sera pas appliquée, de la même manière que le "*pacte de stabilité*" a volé en éclats ! - note du site)

Paris et Berlin souhaitent également une accélération de la mise en place du mécanisme européen de stabilité, qui devrait voir le jour dès 2012, et non plus 2013, pour prendre le relais de l'actuel Fonds européen de stabilité financière (FESF). Les décisions concernant ce mécanisme devront être prises à une majorité qualifiée d'environ 85%, selon les deux dirigeants. (on n'y est pas encore - note du site)

L'Allemagne a reculé sur la contribution du secteur privé, qu'elle souhaitait initialement voir impliquée dans le cadre de la lutte contre les crises. "*Ce qui s'est passé en Grèce ne se reproduira pas*", a ainsi précisé le président français, en référence au plan de sauvetage du 21 juillet dernier, qui a mis à contribution les créanciers privés du pays. (chaque fois qu'il dit "jamais", la réalité se charge de lui infliger un cinglant démenti peu de temps après, pas de bol, quel guignol décidément ! - note du site)

Nicolas Sarkozy a quant à lui cédé sur les obligations européennes ("eurobonds"), catégoriquement refusées par Angela Merkel. "*Les eurobonds ne sont en aucun cas une solution à la crise*", et n'ont "*guère de sens*", a-t-il dit. (la veille encore il disait exactement le contraire, là encore il démontre qu'il ne fait qu'obéir au desiderata de ses maîtres. - note du site)

En ce qui concerne la Banque centrale européenne, les deux dirigeants sont restés sur la ligne décidée le 24 novembre à Strasbourg, à savoir l'absence de tout commentaire "*positif ou négatif*" à son sujet. (AP 05.12)

La suite au 18e sommet sur la crise de la zone euro !

Pendant ce temps-là, le patronat européen ronge son frein, bref s'impatiente.

Le patronat européen a lancé un appel lundi pour que les dirigeants de la zone euro s'engagent rapidement sur la voie d'une union budgétaire, de la création d'un fonds monétaire européen et de l'émission de dettes communes, tout en réclamant une intervention de la Banque centrale européenne pour stabiliser l'euro.

"*Les dirigeants de la zone euro doivent faire preuve de davantage de célérité dans des prises de décisions qui s'imposent pour préserver l'euro. Les dirigeants doivent renforcer l'architecture de l'union monétaire, en s'engageant notamment en faveur d'une union budgétaire*", estime la fédération BusinessEurope, qui dit représenter quelque 20 millions d'entreprises dans 35 pays.

"*Nous devons employer tous les moyens à notre disposition pour soutenir l'euro*", écrit BusinessEurope dans ce courrier rendu public quelques jours avant le sommet européen du 9 décembre.

"*La BCE doit continuer de soutenir la stabilité financière, à la fois en apportant de la liquidité au secteur bancaire et, pour une période limitée dans le temps jusqu'à ce que d'autres méthodes soient mises en place, agir sur le marché de la dette souveraine autant qu'elle le jugera nécessaire pour stabiliser l'euro.*"

Les dirigeants européens espèrent que, s'ils envoient un signal suffisamment clair témoignant de leur volonté de soumettre leurs budgets nationaux à un contrôle étroit des institutions européennes, alors la BCE rachètera davantage de dette émise par des pays tels que l'Espagne ou l'Italie ce qui leur donnera du temps pour mener leurs réformes à bien sans être privées de leur accès aux marchés financiers.

Le président de la BCE, Mario Draghi, a laissé entendre la semaine dernière que l'institution monétaire pourrait songer à mettre certaines mesures en oeuvre si les dirigeants européens s'accordaient sur un approfondissement de l'intégration budgétaire et fiscale.

BusinessEurope juge que le futur Mécanisme européen de stabilité (MES), appelé à se substituer de manière permanente au Fonds européen de stabilité financière (FESF) devrait être transformé en un Fonds monétaire européen, politiquement indépendant et ouvert aux 27 membres de l'Union. (Reuters 05.12)

Tiens, une Fed à l'européenne, on cherchait où pouvaient bien se cacher les donneurs d'ordres de Sarkozy et Merkel, on a là la réponse.

L'illusionniste Hollande n'est pas en reste

(Au congrès du SPD, hier)

"*Là où la démocratie régresse, là où la politique recule, c'est le marché qui avance*", a-t-il déclaré devant plusieurs centaines de délégués sociaux-démocrates, qui l'ont applaudi debout à son arrivée et à la fin de son discours. (ça c'était pour noyer le poisson, faire illusion comme l'on dit - note du site)

"*Il y a urgence, il faut la traiter, et il y a l'avenir*", a-t-il poursuivi. "*Ce que je propose, ce n'est pas un fédéralisme des marchés mais un fédéralisme des projets*". (complètons : au service des marchés. - note du site)

Le candidat a dit son attachement à l'euro, "*notre patrimoine commun*". "*Nous devons affirmer notre attachement à l'euro, à la constitution européenne autour de cette monnaie unique*", a-t-il dit, plaidant, contre la crise, pour un "*pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance*". (la responsabilité, ça c'est pour ceux qui devraient consentir des sacrifices supplémentaires, la gouvernance, ça c'est pour l'alignement politique scrupuleux sur les besoins des marchés, la croissance, ça c'est pour la cagnote des capitalistes et banquiers. - note du site) (Reuters 05.12)

Bon, et les peuples dans tout cela, ils décident quoi ? Rien, ils s'exécutent, silencieusement de préférence. Pas sûr...

Qu'est-ce qui fait rêver Guéant ?

Un régime qui peut décider arbitrairement quels partis politiques sont légaux ou non.

Titre d'un article d'Associated Press hier : *A Alger, Claude Guéant juge "encourageantes" les réformes lancées par le président Bouteflika.*

Mohamed Meziani, du Parti des Travailleurs (PT, opposition) dénonce des «mesures non démocratiques» dans le projet telles «la dissolution d'un parti qui refuse de participer aux élections».

Le Front national algérien (FNA, issu des Moudjahedine) veut une commission juridique indépendante pour «traiter des dossiers des partis politiques et non le ministère de l'Intérieur».

La loi interdit les partis en contradiction avec «les valeurs de la révolution du 1er novembre 1954 (guerre d'indépendance contre la France: ndlr) et la morale islamique». Elle prohibe aussi les «langues étrangères» dans les activités des partis. (liberation.fr 05.12)

Le PT va-t-il rompre avec Bouteflika ?

Le chiffre du jour qui ne nous fait pas rêver du tout

Selon des chiffres officiels, 4.000 milliards de dollars ont été dépensés en Irak par les Etats-Unis, un montant dépassant en chiffre absolu le coût de la seconde guerre mondiale. (slate.fr 05.12)

Et si ce n'était pas un rêve...

La mission Kepler de la NASA a permis de découvrir pour la première fois l'existence d'une exoplanète située dans la "*zone habitable*" d'une étoile semblable à notre soleil, a annoncé lundi l'agence spatiale américaine.

Une exoplanète est une planète orbitant autour d'une étoile autre que le soleil. D'après la NASA, la nouvelle planète, Kepler-22b, est située dans une "*zone habitable*", une région ni trop chaude, ni trop froide où de l'eau pourrait exister à la surface. Les chercheurs ne savent cependant pas si la planète à une composition à prédominance rocheuse, liquide ou gazeuse.

Kepler-22b est située à 600 années-lumière de distance. Une année-lumière est la distance parcourue par la lumière dans le vide spatial pendant 365 jours à environ 300.000km/s, soit quelque 9.460 milliards de kilomètres en un an. D'après la NASA, Kepler-22b est de plus grande taille que la Terre, et tourne en 290 jours autour d'une étoile de même catégorie que le soleil, bien que légèrement plus petite et plus froide. (AP 05.12)

Comme quoi il faut toujours garder espoir ! Tout cela demande confirmation, et ils ne nous disent pas combien durerait le voyage pour s'expatrier sur cette nouvelle planète habitable, si elle l'est vraiment.

... ce pourrait être pire qu'un cauchemar !

Des chercheurs américains ont annoncé la découverte des trous noirs les plus massifs jamais détectés, avec une masse représentant chacun dix milliards de fois celle du Soleil.

Les travaux de cette équipe de l'Université de Californie à Berkeley (ouest des Etats-Unis), sont publiés lundi par la revue scientifique Nature. Les chercheurs expliquent avoir découvert ces deux trous noirs géants dans un amas de galaxies à 300 millions années-lumière de distance.

Un trou noir se forme lorsqu'une étoile supergéante en fin de vie explose puis s'effondre sur elle-même. Cela créé un point dans l'espace où rien ne peut échapper à l'attraction gravitationnelle, pas même la lumière. Les trous noirs ne sont pas directement observables, mais on peut les détecter par l'effet qu'ils provoquent sur les étoiles voisines, dont la matière est littéralement aspirée. Elle s'échauffe à des températures considérables avec émission de grandes quantités de gaz et de rayons X.

D'après les chercheurs, leurs travaux suggèrent que les processus de croissance des trous noirs sont différents selon la taille des galaxies. (AP 05.12)

C'est un peu plus près de chez nous que Kepler-22b, on pourrait y envoyer tous les dirigeants du vieux monde et les ordures qui gravitent autour, histoire qu'ils ne puissent pas pourrir les autres planètes habitables après avoir rendu la terre invivable...

Illégitime

Deux facteurs influent négativement ces dernières années: «*une forte augmentation des revenus des très riches -les 0,1%, voire les 0,01%, et une politique redistributive un peu moins efficace, même si elle reste plus favorable que dans beaucoup d'autres pays de l'OCDE*», commente Michael Förster, économiste à la direction de l'emploi de l'Organisation.(lefigaro.fr 05.12)

Récemment, dans le bandeau défilant en haut de l'écran de la page d'accueil du site, j'avais mentionné cette infime minorité de privilégiés dont la fortune colossale est le produit de l'évolution du capitalisme, ainsi que sa raison d'être avec son pendant de misère et souffrance à travers le monde.

Et on ose mégoter sur la légitimité des besoins des masses laborieuses face à 0.01% qui accaparent ou contrôlent la plupart des richesses produites dans le monde, on devrait presque s'excuser d'y faire référence, on devrait employer un langage feutré pour dénoncer cette dictature, terme parfaitement approprié en l'occurrence qui devrait être banni de notre langage à l'exception des régimes militaires, mais dans ce cas-là, qui d'autres caractérisera la nature réelle du régime sous lequel nous croulons, personne.

Est-ce l'objectif recherché par nos dirigeants qui dénoncent l'illégitimité des privilèges de ces nantis sans trop s'y attarder, ce qui se traduit logiquement sur le plan politique par leur refus de déclarer les institutions illégitimes, tâche pourtant facilité depuis que le Bonaparte de service et sa cour sont minoritaires dans le pays et donc illégitimes. Non, ils se plient au sacro-saint respect de la légalité républicaine, au suffrage universelle qui a porté Sarkozy et l'UMP au pouvoir en 2007, et peu importe si depuis ils n'ont pas obtenu la majorité lors des quatres dernières élections, elles doivent compter pour du beurre, là aussi ils s'arrangent avec la réalité pour n'en retenir que ce qui arrange leur appareil, ils composent avec les institutions qu'ils prétendent combattre, l'air de rien en vérité, ils s'en accommodent depuis des lustres.

Je ne parle pas de prendre d'assaut demain matin l'Assemblée nationale ou l'Elysée, nous ne sommes pas des gauchistes, j'entends se saisir de cet élément sur le plan de l'agitation et de la propagande en direction des travailleur, parce qu'il peut les aider à parvenir à la conclusion qu'effectivement rien ni personne ne peut décréter que leurs besoins seraient illégitimes ou qu'ils devraient s'asseoir dessus, pendant qu'une poignée de prédateurs leur dictent leur loi et leur pourrissent littéralement la vie. C'est un puissant levier pour aider les travailleurs à redresser la tête, à prendre confiance en eux-mêmes, à prendre conscience que rien ne peut justifier la formidable régression sociale que le capital tente de leur imposer.

Le gouvernement, le patronat, l'UE, le FMI, tout ce que compte d'institutions et de représentants le capital se penchent sur l'euro et la dette des banquiers et institutions financières, ce serait légitime de sauver les uns et les autres, pourquoi, de quel droit, qui a décrété cela, questions inutiles, c'est ainsi et cela ne se discute pas, au passage cela confirme que nous vivons sous une dictature et que l'emploie de ce terme n'est pas exagéré, ce qui signifie que vos revendications sociales sont illégitimes et ne pourront pas être satisfaites, elles sont incompatibles avec l'euro et le paiement de la dette des Etats aux banquiers, donc avec la survie du capitalisme qu'il est manifestement impossible de réformer ou de changer.

Dès lors il faut en conclure que l'existence de l'euro est un obstacle à la satisfaction de nos besoins, de même que l'Etat et le capitalisme lui-même.

A ce stade, des travailleurs ou des militants pourraient nous rétorquer que nous y allons un peu fort ou que nous allons trop vite en besogne. Pas vraiment en réalité, car s'ils réfléchissent un peu, et on est justement là pour les y aider car cette réflexion doit venir d'eux-mêmes, ils vont s'apercevoir que ce n'est pas seulement maintenant que leurs besoins ou aspirations ne sont pas satisfaites mais en permanence ; qu'ils se contentent plus ou moins de ce qu'ils ont en temps normal est une chose, mais cela ne peut pas occulter le fait qu'en règle générale aucun n'a vraiment choisi la vie qu'il mène, qu'il trimballe derrière lui un tas de frustrations et d'humiliations, qu'il estime que la vie devrait être autrement, que secrètement il aspire à une vie meilleure, et que s'il n'en parle pas ou plus, ce n'est pas parce qu'il y aurait renoncé volontairement, mais parce qu'on lui aurait imposé de ne plus y penser, parce qu'il ne voit pas comment cela serait possible.

Allons plus loin. Si au cours d'une discussion avec un travailleur on parvient à ce qu'il reconnaisse lui-même qu'il vit en permanence dans un état d'insatisfaction, établir le constat que jusqu'à présent il n'a pas fait grand chose ou rien pour s'y attaquer, qu'il ignore les véritables raisons qui sont à l'origine de l'insatisfaction de ses besoins, va l'aider à admettre que c'est parce qu'il est sous l'emprise de l'idéologie dominante qu'il pense ainsi et qu'il a ce comportement, son discours s'inscrit dans les limites fixées par la propagande gouvernementale relayée par les médias, conformément aux conditions que la classe dominante a conçues pour lui, à sa place et dont il était en grande partie inconscient jusqu'à présent.

Les travailleurs disent souvent : "*on sait qu'on nous ment, ils nous prennent vraiment pour des cons*", ils ont raison évidemment, et ils n'ont pas conscience de la haine profonde qu'ils inspirent aux patrons et aux gouvernants, mais ils ignorent la vérité, mieux ils estiment qu'elle n'est pas à leur portée, du coup ils ne la recherchent pas, ils savent qu'ils ne savent pas et en restent là comme vaincus par la fatalité.

En me remémorant les dicussions politiques houleuses que j'avais eu avec mes parents qui appartenaient aux couches les plus arriérées de la classe ouvrière, je me souviens que chaque fois que je critiquais la société ou un aspect plutôt désagréable de la réalité, ils finissaient par me répondre : "*c'est comme ça, ça a toujours été comme ça et ce n'est pas toi qui y changera quelque chose, d'ailleurs tu connais quoi au juste de plus que nous, hein gros malin, ça sert à quoi toutes tes questions, tu nous énerves, on n'y peut rien un point c'est tout.*" Mille fois j'ai entendu ce refrain dans la bouche de mes parents. Où l'avaient-ils appris ? Nulle part en particulier, ainsi s'exprimait leur soumission totale à l'ordre établi.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

In fine ! Certificat de carence.

La majorité de gauche du Sénat a adopté un amendement de suppression de la rapporteure générale de la commission des Finances Nicole Bricq (PS).

Cette journée de carence, une grande première pour les fonctionnaires qui n'y étaient pas soumis, contrairement aux salariés du privé, a été introduite le 16 novembre dans le PLF par le gouvernement lors de son passage à l'Assemblée nationale dans le cadre du plan de rigueur du 7 novembre.

Mme Bricq souligne dans l'exposé des motifs de son amendement que dans le privé « *les conventions collectives couvrent intégralement 80% des salariés, qui ne perdent donc pas de rémunération au cours des trois premiers jours de congés maladie* ».

Le projet de budget, après son vote au Sénat, qui doit intervenir mardi, reviendra à l'Assemblée nationale, qui aura in fine le dernier mot. (publicsenat.fr 05.12)

Les 20% de salariés restant, c'est le rebut, les couches les défavorisées du prolétariat dont tout le monde se fout éperdument, on en a encore ici la preuve, pas de conventions collectives, une complémentaire misérable, pas de mutuelle, bref, en dessous du minimum syndical, d'ailleurs les syndicats sont les premiers à s'en foutre après les patrons et le gouvernement.

Au fait, pourquoi ne pas proposer une loi abolisant les trois jours de carence dans le secteur privé ? Les salariés bénéficiant de régimes spéciaux n'en ont aucun, ils cumulent tous les avantages auxquels les autres travailleurs n'ont pas droit. Pourquoi les syndicats ne se battent-ils pas pour des droits égaux pour tous en s'alignant sur les plus favorables aux travailleurs ? Toujours la même histoire : diviser pour mieux régner pour garantir la pérénité du régime...

Remettons les pendules à l'heure. Quand un nantis, un patron donc, tombe malade, cela ne change rien pour lui puisque ce sont ses employés qui produisent les richesses, lui il ne fait qu'extorquer ou voler une partie de leur force de travail, ce qui ne nécessite pas un état de santé particulier, même en dormant sa cassette se remplit, pensez aux ouvriers qui font les trois huit en usine. Mais cela les momies poudrée du PS qui siègent au Sénat ne veulent pas en entendre parler, d'ailleurs cela ne leur viendrait jamais à l'esprit.

2- Brésil

Le ministre brésilien de l'Emploi Carlos Lupi, soupçonné de corruption, a renoncé dimanche à ses fonctions, ce qui porte à six le nombre de membres du gouvernement contraints à la démission depuis l'arrivée de Dilma Rousseff à la présidence, en janvier.

"*Face aux persécutions politiques et personnelles dont je fais l'objet depuis deux mois dans les médias sans possibilité de me défendre et en l'absence de preuve, et considérant le rapport de la Commission d'étique de la présidence, qui m'a également condamné de façon sommaire sur la foi des mêmes informations de presse (...), j'ai irrévocablement décidé de renoncer à mes fonctions*", dit-il dans un communiqué publié sur le site internet de son ministère.

Carlos Lupi a pris sa décision à l'issue d'un entretien avec Dilma Rousseff, a précisé un membre du gouvernement ayant requis l'anonymat. Il sera remplacé dès lundi par son chef de cabinet Paulo Roberto dos Santos Pinto.

Cinq des six ministres ayant démissionné depuis janvier sont soupçonnés de corruption. Leur départ a mis à mal les relations de la présidente avec les différentes composantes de la majorité parlementaire dont elle besoin pour mettre en oeuvre un ambitieux programme de réformes sociales et de grands travaux. (Reuters 05.12)

3- Chine

Zhou Yongkang, membre du comité permanent du bureau politique, qui réunit les neuf plus puissants dirigeants chinois, a expliqué, vendredi 2 décembre, lors d'un discours devant des responsables de provinces du nord de la Chine que les autorités devaient améliorer leur '*gestion sociale*'. '*Face à l'impact négatif de l'économie de marché, nous n'avons pas mis sur pied un système complet de gestion sociale*', a commenté M. Zhou, dont les propos ont été rapportés au cours du week-end par l'agence officielle Chine nouvelle.

'*Il est urgent que nous bâtissions un système de gestion sociale aux caractéristiques chinoises qui soit adapté à notre économie socialiste de marché*', a déclaré le haut responsable, sans fournir de précisions, à l'heure où les salariés défendent de plus en plus leurs droits.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) chinois, qui avait atteint 10,4 % en 2010, est progressivement tombée à 9,7 % au premier trimestre de cette année, puis à 9,5 % au deuxième et 9,1 % au troisième. L'indice de la production manufacturière est tombé à son plus faible niveau en près de trois ans.

Malgré une forte censure, les blogs ont relayé ces dernières semaines un certain nombre de conflits sociaux, donnant parfois lieu à des heurts avec les forces de police, notamment dans le Sud, où les ouvriers accusent leurs patrons de faire des économies à leurs dépens, alors que les commandes à l'exportation se réduisent et que les coûts de la main-d'oeuvre augmentent. (lemonde.fr 05.12)

Social

Allemagne

Axa prévoit de supprimer 1.600 emplois en Allemagne d'ici 2015 sur un effectif total de 9.000 salariés afin de réduire ses coûts et d'accroître sa compétitivité dans un contexte tarifaire concurrentiel.

"*En croissance ou non, nous devons améliorer notre efficacité afin de préserver notre compétitivité*", a déclaré Frank Keuper, responsable d'Axa en Allemagne, cité lundi dans le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Axa a conclu un accord jusqu'en 2014 stipulant qu'il ne peut pas procéder à des licenciements et il est actuellement en discussion avec les syndicats, a ajouté le porte-parole. (Reuters 05.12)

Cela devrait s'arranger...

Justice

1- La clémence de la justice envers un flic ripou.

Le policier avait détourné 12 000 euros alors qu'il effectuait une perquisition dans un cercle de jeu parisien. Il compte demander sa réintégration après avoir été révoqué de l'Office central de répression de la grande délinquance financière. Verdict léger pour un policier accusé de vol. Il a été condamné vendredi soir par le tribunal correctionnel de Paris à trois mois de prison avec sursis pour avoir détourné 12 000 euros lors d'une perquisition dans un cercle de jeu parisien. Selon l'organisation, la somme s'élève à 70 000 euros.

Le policier ayant depuis rendu l'intégralité de l'argent, il n'a pas été condamné à verser une somme supplémentaire. A l'audience devant la 14e chambre vendredi, le parquet avait requis six mois de prison avec sursis contre le fonctionnaire pour "*vol par personne dépositaire de l'autorité publique*".

Révoqué depuis les faits, ce fonctionnaire de l'Office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) compte demander sa réintégration, a indiqué Me Lef Forster.

Le conseil se disait satisfait de cette décision, le tribunal ayant tenu compte de "*l'état dépressif*" de son client, dû aux conditions stressantes de son travail.

En juin 2008, ce policier avait détourné 12 000 euros lors d'une opération de police menée dans un cercle de jeux parisiens du IXe arrondissement de Paris.

Lors de cette opération, cinq membres de ce cercle avaient été interpellés par la police et mis en examen pour des activités illégales concernant les jeux.

Une bande vidéo, prise d'une caisse du cercle, montrait le policier incriminé, qualifié de "*très bon élément*" dans son service, se saisir de liasses de billets. (lexpress.fr 05.12)

2- Le simulacre de justice des colonisateurs.

Laurent Gbagbo, qui s'est présenté lundi pour la première fois devant ses trois juges, est respectueux de la justice. Sanglé dans

son costume sombre et sa cravate bleue, il se lève quand la présidente de la Chambre, Silvia Fernandez de Gurmendi, le lui demande. Poli à l'extrême, calme et posé, il dénonce ses conditions de transfèrement à La Haye. "*On m'a trompé. J'ai été convoqué pour tout autre chose, et puis on m'a dit : voilà un mandat d'arrêt. On m'a raccompagné, mais au lieu de me ramener dans la maison où j'étais en résidence surveillée à Korhogo, on m'a conduit à l'aéroport. Mon chauffeur n'a pas osé me dire où j'allais. Mais j'avais compris qu'on m'envoyait à la prison de la CPI à La Haye. J'ai été pris par surprise, je suis parti sans rien, juste avec le pantalon et la chemise que je portais.*"

L'ancien président de la Côte d'Ivoire promet qu'il jouera le jeu de la justice : "*Le procureur a des éléments de preuve. Je les confronterai à ma vérité, et c'est vous qui jugerez*", lance-t-il aux trois magistrats. Avant d'entrer dans le coeur des charges pour crimes contre l'humanité qui pèsent contre lui, Laurent Gbagbo accuse la France d'avoir orchestré son arrestation, sa mise à l'écart. Il revient longuement sur ce jour d'avril 2011, qui a marqué sa chute. "*J'ai été arrêté sous les bombes françaises. Le 11 avril, une cinquantaine de chars français encerclaient ma résidence pendant que les hélicoptères bombardaient. C'est l'armée française qui a fait le travail et elle m'a remis aux forces d'Alassane Ouattara, qui n'étaient pas encore les forces régulières*", raconte-t-il. Avant l'audience, ses avocats avaient indiqué qu'ils contesteraient la légalité du transfèrement à La Haye. Mais pas un mot là-dessus. Bien au contraire. "*Maintenant, je suis là, on va aller jusqu'au bout*", affirme Laurent Gbagbo.

Le procureur répète qu'il a confiance dans ce procès. "*Nos enquêteurs sont sur place, à Abidjan et ailleurs, depuis le 3 octobre dernier. Nous avons monté un dossier pour meurtre, viols, persécutions et autres actes inhumains sur des faits et des incidents précis, avec des victimes. Nous avons suffisamment d'éléments pour prouver la culpabilité de Laurent Gbagbo*", confie en marge de l'audience Pascal Turlan, conseiller du procureur Luis Moreno Ocampo. Et de poursuivre : "*Les enquêtes continuent sur lui et sur d'autres membres de son entourage ainsi que sur toute personne qui aurait contribué à commettre des crimes.*"

L'audience n'a duré que 25 minutes. La prochaine étape importante est fixée au 18 juin prochain, le temps pour l'accusé de prendre connaissance du dossier à charge et de préparer sa défense. (lepoint.fr 05.12)

S'il n'est pas mystérieusement décédé entre temps ! On ne va prendre sa défense, ce qui nous intéresse ici et que l'on condamne, c'est la manière dont ils s'y prennent pour accuser un président fantoche tombé en disgrâce, pour avoir semble-t-il osé faire preuve d'un minimum d'indépendance, de toutes sortes de crimes qui ne peuvent pas lui être reprochés personnellement, alors que les mercenaires à la solde de la nouvelle coqueluche du gang du Fouquet's présidé par Sarkozy, Ouattara, se sont livrés à des massacres de civiles notamment, sans être pour autant traduit lui aussi devant ce tribunal d'exception.

Est-ce que la CPI va juger Sarkozy, Cameron, Obama et les dirigeants du CNT en Lybie pour l'assassinat de Kadhafi et les multiples exactions commises sur des civiles par les mercenaires du CNT ?

Economie

Allemagne

L'Allemagne est prête à nationaliser Commerzbank si la deuxième banque du pays se révèle incapable de lever suffisamment de capitaux l'année prochaine, rapporte dimanche Der Spiegel.

Le ministère des Finances a refusé de commenter l'article publié par le magazine allemand.

Selon ce dernier, citant des sources gouvernementales, Berlin est prêt à réactiver son plan de sauvetage des banques Soffin, qui pourrait acheter de nouveaux titres Commerzbank si cette dernière échoue à lever les fonds nécessaires pour se conformer aux nouveaux ratios de capital qui entreront en vigueur l'été prochain.

L'Allemagne, qui détient déjà 25% du capital de la banque depuis la crise financière de 2008, achèterait la plupart des titres que Commerzbank pourrait proposer lors d'une augmentation de capital, poursuit Der Spiegel.

Il y a près de deux semaines, des sources proches du dossier avaient dit à Reuters que Commerzbank pourrait avoir besoin de bien plus de capitaux qu'initialement prévu pour atteindre un objectif de matelas de fonds propres de 9% d'ici mi-2012, comme l'exige le régulateur bancaire européen.

La deuxième banque d'Allemagne pourrait avoir besoin d'environ cinq milliards d'euros, contre une estimation initiale de 2,9 milliards d'euros, si l'Autorité bancaire européenne (ABE) applique de nouveaux ratios de capital aux banques. (Reuters 05.12)

Haut de page

Le 7 décembre

CAUSERIE

Un cocktail indigeste. Règle d'or et union nationale.

- Règle d'or : Copé invite le PS «*à la table des responsabilités*» - Liberation.fr

Message reçu 5/5 :

- Hollande: "*La règle d'or, ce sera après la présidentielle*" - L'Express.fr -

En attendant, martelons nos bonnes intentions en direction des marchés :

- Pour Ayrault (PS), Sarkozy «*ne respecte pas la première règle d'or*», le traité de Maastricht - Liberation.fr

Le PS plus royaliste que le monarque du Palais ! Par hasard n'appartiennent-ils pas au même camp ? Réponse :

- '*Règle d'or*' : Baroin et Accoyer appellent à '*l'union nationale*' - LeMonde.fr

Gérard Collomb (PS) fournit la recette :

Pas question pour autant d'appliquer dès maintenant la règle d'or a déclaré mardi Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon, lors du «Talk Orange-Le Figaro». D'abord pour une question de calendrier: «*Cela va tomber en pleine campagne présidentielle. Ce n'est pas à ce moment-là que cela va se faire*», a-t-il assuré.

«*Il faut construire un autre type de relation entre la majorité et l'opposition en France*», a demandé Gérard Collomb. «*Regardez comment Mme Merkel tient compte des Länder (les grandes régions allemandes, NDLR). Elle y est obligée mais il y a en Allemagne un consensus qui se fabrique tout au long de la vie politique (…). Ce sont d'autres institutions que l'hyperprésidentialisation d'aujourd'hui*», a-t-il souligné. (lefigaro.fr 06.12)

Bayrou ou l'art d'accommoder les restes confirme :

"*Ma certitude est qu'il faut un changement profond, d'idées, d'habitudes et d'attitude*", explique le président du MoDem François Bayrou dans un entretien à paraître mercredi dans "*Direct Matin*".

"*L'esprit d'union nationale est une nécessité vitale*", plaide-t-il. (AP 06.12)

Mais on n'en doute pas ! Sinon ce sera un nouveau front populaire, patience...

L'empereur et le kaiser sont nus ! Le masque est tombé.

Entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.

Avant même leur rencontre avant-hier, Sarkozy et Merkel avaient été informés de la décision de l'agence de notation Standard & Poor's de mettre sous surveillance avec implication négative 15 pays de la zone euro dont la France et l'Allemagne. Ce qui ne les a pas empêché de sortir un communiqué intimant l'ordre à tous les chefs d'Etats de l'UE d'appliquer la politique qu'ils leur avaient concoctée ou plutôt celle des banquiers de la Fed, de la BCE et du FMI.

Un journaliste en a profiter pour affirmer que les taux d'emprunt français allaient s'envoler et la dette avec. Il a ajouté après avoir énuméré la liste des gouvernements que les marchés avaient fait tomber, que "*l'Europe a perdu sa souveraineté*" au profit du lumpenprolétariat de la bourgeoisie qui serait capable encore une fois de mettre le monde à feu et à sang pour parvenir à ses fins.

Hier, lors d'une réunion avec des députés de l'UMP, Sarkozy a dit "*la situation est grave*", out of control, hors de contrôle, mais cela on le savait déjà, on attendait seulement le prochain épisode !

L'islamisme, une arme de guerre du capital contre le travail.

- Quand la CIA finançait les Frères musulmans - (lepoint.fr 06.12) (lire l'article en ligne dans la rubrique *politique* du site)

L'emploie de l'imparfait ne signifie pas que l'impérialisme américain aurait cessé de les financer et de les utiliser contre la révolution en Egypte et ailleurs.

Qui en doutaient ?

Les narcotrafiquants, des hommes d'affaires comme les autres - (Slate.fr 06.12)

Des hommes d'affaires tout court ou parmi d'autres.

Régime policier, liberticide, suite

1- Autoflagellation. Les députés sont masochistes.

Les députés français ont adopté mardi à l'unanimité une proposition de résolution qui réaffirme la position abolitionniste de la France en matière de prostitution, premier pas vers une possible pénalisation des clients.

Selon l'exposé des motifs de la résolution, il y a actuellement environ 20.000 personnes exercent en France le plus vieux métier du monde dont environ 85% de femmes.

En 1990, environ 20% des femmes se prostituant dans l'espace public étaient de nationalité étrangère. Elles sont aujourd'hui près de 90% venues notamment de Roumanie, Bulgarie, Nigeria et de Chine.

Une cinquantaine de "*travailleurs et travailleuses du sexe*" ont manifesté mardi après-midi aux abords de l'Assemblée nationale "*pour protester une fois de plus contre les politiques répressives les visant ou visant leurs client(e)s*". (Reuters 06.12)

Bordel, encore un consensus !

2- Remise en cause de l'accouchement sous X, pire qu'un mauvais film X.

Lundi soir à l'Assemblée, deux projets de loi ont été déposés pour demander la paradoxale levée de l'anonymat, Brigitte Barèges, députée UMP de Tarn-et-Garonne, relance le débat. (lepoint.fr 06.12)

Commentaire d'un internaute

- "*L'accouchement sous X a été un progrès, il permet d'éviter les infanticides, les avortements clandestins tardifs, les abandons dans la nature.*

Ce n'est pas parce que certains enfants regrettent de ne pouvoir connaître leur mère qu'il faut que tous les autres en pâtissent. Si une femme a décidé d'accoucher sous X, c'est qu'elle a ses raisons mais qu'elle a voulu donner à son enfant toutes les chances de vivre une vie normale parce qu'il est adoptable bébé.

Certaines acceptent même tous les traitements médicaux pour le bien de leur enfant alors qu'elles savent qu'elles ne le reverront jamais. Pourquoi vouloir à tout prix lui demander des comptes 18 ans après ? De quel droit, ces enfants veulent-ils juger leur mère ? Et leur père ? Vont-ils aussi exiger de le connaître ?"

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Ô peine, Ô désespoir...

L'espoir d'une victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2012 "*est revenu*" après un moment de doute, a déclaré mardi le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé.

Le numéro deux du gouvernement, qui concluait une convention de l'UMP sur le programme du parti du chef de l'Etat, a estimé qu'un des atouts de ce dernier résidait dans la "*faiblesse*" de son adversaire socialiste, François Hollande. (Reuters 06.12)

Ce qui risque de se passer, c'est qu'Hollande sera élu avec une courte majorité, cela tombera bien, ce sera le prétexte idéal pour entonner le chant de l'union nationale !

1.2- Un funambule en manque d'inspiration.

François Fillon a écarté mardi l'hypothèse d'un troisième plan de rigueur sans exclure toutefois de possibles ajustements en fonction de la réalité de la croissance française de 2012.

Au lendemain de l'annonce par Standard & Poor's d'une possible dégradation de deux crans de la note de la dette de la France, le Premier ministre a d'abord répété sur France 2 "*qu'il n'y aura pas de troisième plan de rigueur*".

Puis il a nuancé son propos, expliquant que le gouvernement ne prendrait pas une telle décision "*maintenant, sur la foi de prévisions*", tout en ne se l'interdisant pas en 2012.

"*S'il faut aller plus loin, s'il y a d'autres mesures qui doivent être prises, le gouvernement français les prendra, ce n'est pas exclu*", a-t-il expliqué.

François Fillon a estimé par ailleurs que les décisions prises par la Grèce, l'Italie et l'Espagne étaient "*encourageantes*". "*Nous ne devons laisser aucun doute aux investisseurs sur notre détermination à défendre la zone euro*", a-t-il souligné. (Reuters 06.12)

Quelle inspiration !

1.3- Encore un scandale d'Etat.

Regrouper toutes les administrations de la Défense sur un même site. Telle est l'ambition du «Pentagone à la Française». Une ambition qui pourrait bien être contrariée par la justice. Une information judiciaire pour corruption et favoritisme a en effet été ouverte concernant la construction du centre, obtenue par Bouygues. La procédure a été lancée en février 2011 à Paris, mais ce n'est que ce mardi qu'une source judiciaire en a confirmé l'existence, révélée par le Canard enchaîné.

Ce chantier doit regrouper l'ensemble des états-majors et services centraux de la Défense dans un complexe neuf du 15e arrondissement. Mais le projet aurait été entaché de malversations. Enquêtant sur la base d'une information anonyme à partir d'octobre 2010, la police financière a découvert qu'un cadre dirigeant de Bouygues avait obtenu d'un haut fonctionnaire le cahier des charges du projet.

L'opération, pensée dans le cadre d'un partenariat public-privé, devrait avoisiner 1,2 milliard d'euros. L'Etat, qui ne finance pas les travaux, devra, à compter de 2014, payer au promoteur une redevance annuelle de 130 millions d'euros jusqu'en 2041. (20minutes.fr 06.12)

Pour cette opération dont on nous dit qu'elles avoisinerait 1,2 milliards d'euros, pendant 27 ans l'Etat devrait payer à Bouygues une redevance annuelle de 130 millions d'euros, soit 3, 51 milliards d'euros, une affaire juteuse, non ? Cela équivaut à un taux d'intérêt de plus de 10% par an, sans risque s'il vous plaît puisque garanti par l'Etat. Elle n'est pas belle la vie pour les gangsters du Fouquet's ?

1.4- Les rêveries d'un promeneur solitaire (J-J Rousseau)

Jean-Luc Mélenchon a réussi à prendre la tête de la gauche antilibérale à cinq mois de l'élection présidentielle française et rêve d'une percée dans la cour des grands.

Le candidat du Front de gauche est en effet solidement ancré à 7% ou 7,5% dans les sondages, un score auquel n'étaient plus habitués pour un scrutin présidentiel ses alliés communistes.

Jean-Luc Mélenchon, qui est plus compatible avec le PS que l'extrême gauche, semble en effet bénéficier du vote utile en ces temps de crise.

"*Pour la première fois, il y a un regroupement significatif*" à la gauche du PS, avance Alexis Corbière, secrétaire national du Parti de gauche. "*Il y a incontestablement une prime à l'unité*." (Reuters 16.12)

Avant l'implosion du Front de gauche ou de rallier le PS au second tour en 2012... Pure illusion, cette "*unité*" se compte à l'unité, pas un seul parti ou pas une seule organisation n'a rejoint le Front de gauche, à ma connaissance pour le moment.

Pourquoi ce titre ? Vous retirez Mélenchon et le FdG est à peu de chose près au même niveau que le NPA ou LO.

2- Pakistan

Les Américains déployés sur la base aérienne de Shamsi, dans l'ouest du Pakistan, d'où partaient les drones utilisés contre les activistes islamistes locaux, ont commencé à plier bagage.

Le personnel américain présent sur cette base du Baloutchistan a jusqu'au 11 décembre pour s'exécuter. (Reuters 06.12)

3- Koweït

L'émir du Koweït a dissous le parlement mardi et annoncé des élections anticipées, rapportent les médias officiels. (Reuters 06.12)

4- Chine

Le président chinois, Hu Jintao, a appelé la marine à être prête au combat et à poursuivre sa modernisation afin de sauvegarder la sécurité nationale, a rapporté l'agence d'information Chine nouvelle, mardi 6 décembre . Il lui a ainsi demandé "d'accélérer sa modernisation" et de "*mener des préparatifs intensifs pour le combat militaire*" afin de "*sauvegarder la sécurité nationale et la paix mondiale*", alors que les ambitions maritimes de la Chine provoquent l'inquiétude de ses voisins et des Etats-Unis.

Hu Jintao s'exprimait à Pékin devant des responsables de la puissante commission militaire centrale, dont il est le chef, et en présence de son très probable successeur à la tête du pays, le vice-président Xi Jinping, numéro deux de la commission. Selon un communiqué publié sur le site du gouvernement, la rencontre portait sur l'armement de l'Armée populaire de libération (APL) et les derniers développements concernant la marine. "*Notre travail doit se concentrer sur le thème de la défense nationale et du renforcement des capacités militaires*", a expliqué le chef de l'Etat.

L'armée chinoise avait annoncé qu'elle devait mener fin novembre des manœuvres navales dans "*l'ouest de l'océan Pacifique*", dans un contexte de tensions accrues sur des territoires disputés avec ses voisins. Cet "*entraînement de routine (...) ne vise aucun pays particulier*" et la liberté de naviguer de la Chine "*ne doit pas être entravée*", avait-elle assuré. (lemonde.fr 06.12)

Social

1- France

Le conseil d'administration d'Air France examinera en janvier un blocage des salaires après avoir gelé les embauches en septembre, écrit mardi La Tribune, citant des sources concordantes.

Les administrateurs de la compagnie aérienne française étudieront le 11 janvier un gel des augmentations générales, des primes liées à la productivité et des promotions, précise le quotidien économique.

Air France entend ainsi réduire de 15% ses coûts opérationnels, les personnels navigants habitant à proximité des villes de province concernées n'ayant plus à faire d'escale.

Des analystes ont souligné que le projet dévoilé mi-2010 a laissé tout loisir aux compagnies "*low cost*" EasyJet et Ryanair pour se positionner.

Air France-KLM, qui a reconnu début novembre que ses résultats d'exploitation pour l'année 2011 seraient dans le rouge, supporte des coûts de personnels plus élevés que ses deux principales concurrentes, l'allemande Lufthansa et IAG, fusion de British Airways et Iberia. (Reuters 06.12)

2- Grèce

Environ 2.000 jeunes ont manifesté mardi à Athènes pour marquer le troisième anniversaire de la mort d'un adolescent tué par la police. Un rassemblement marqué par des heurts entre les protestataires et la police.

Dans le centre d'Athènes, le cortège principal des manifestants a dénoncé les nouvelles mesures d'austérité. "*La révolution sociale maintenant*", pouvait-on lire sur une banderole.

Les jeunes ont jeté des pierres, des pavés, des oranges et des bouteilles sur les policiers devant le Parlement et ont brisé plusieurs vitrines et arrêts d'autobus. Un autre groupe de jeunes a attaqué deux postes de police de la banlieue d'Athènes à coups

de pierres et de bouteilles.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser la manifestation après l'utilisation par les protestataires de cocktails incendiaires. Selon la police, qui a procédé à 15 interpellations, 14 policiers ont été blessés.

Des incidents ont également été signalés à Thessalonique (nord), la deuxième ville du pays, où la police a procédé à deux interpellations après des jets de pierres sur un bâtiment gouvernemental. (AP et Reuters 06.12)

3- Etats-Unis

Citigroup va supprimer 4.500 postes dans le monde et passera une charge de 400 millions de dollars dans ses comptes liés à ces suppressions, a annoncé mardi son directeur général.

Vikram Pandit, qui s'exprimait lors d'une conférence organisée par Goldman Sachs, a déclaré que le plan de réduction des dépenses de la banque permettait pour l'instant d'économiser 1,4 milliard de dollars par an, soit près de 4% des quelque 37,7 milliards de dollars de dépenses d'exploitation de la banque sur les trois premiers trimestres. (Reuters 06.12)

Justice

France

1- Circonstance atténuante envers un assassin.

Le Défenseur des droits, Dominique Baudis, recommande qu'un policier auteur d'un tir mortel de flash-ball, le 12 décembre 2010 à Marseille, fasse l'objet d'une procédure disciplinaire «*pour avoir fait un usage disproportionné de la force*». Dans une décision publiée sur son site, le Défenseur des droits «*recommande que des poursuites disciplinaires soient diligentées à l'encontre de X. C. (le policier auteur du tir mortel, ndlr) pour avoir fait un usage disproportionné de la force, méconnu le cadre légal d'emploi du flash-ball et ainsi n'avoir pas respecté les dispositions de l'article 9 du code de déontologie de la police nationale*».

La question de la culpabilité du policier n'est pas de la compétence du Défenseur des droits, mais du ressort exclusif de l'autorité judiciaire, rappelle Dominique Baudis mais «il est très probable que la distance entre le tireur et la victime était entre 4 et 5 mètres». (20minutes.fr 06.12)

2- Il ne fait pas bon être l'ami d'un parvenu.

La plus haute juridiction française a déclaré illégale mardi l'enquête menée en 2010 par le procureur de Nanterre (Hauts-de-Seine), Philippe Courroye, sur le journal *Le Monde*, un précédent en matière de protection de la presse qui devrait entraîner la mise en examen de ce magistrat.

La Cour de cassation a confirmé un arrêt rendu en mai dernier par la cour d'appel de Bordeaux, déclarant illégales les réquisitions délivrées en septembre 2010 à la police par le procureur Courroye afin qu'elle examine les factures détaillées de téléphone de deux reporters du *Monde*, Gérard Davet et Jacques Follorou.

"*L'atteinte portée au secret des sources n'était pas justifiée par l'existence d'un impératif prépondérant d'intérêt public et la mesure n'était pas strictement nécessaire et proportionnée au but légitime poursuivi*", dit la Cour dans son arrêt.

Philippe Courroye et son adjointe Marie-Christine Daubigney devraient désormais être à nouveau convoqués, peut-être avant Noël, par la juge parisienne Sylvie Zimmermann, saisie d'une plainte du Monde, en vue d'une possible mise en examen.

Pour ces démêlés avec la presse, le pouvoir est mis en cause dans une seconde affaire de violation présumée du secret des sources du Monde, où le gouvernement a reconnu avoir mandaté en 2010 la Direction centrale du renseignement intérieur. Son patron Bernard Squarcini, autre proche de Nicolas Sarkozy, a été mis en examen en octobre.

L'arrêt de la Cour de cassation consacre par ailleurs définitivement un droit que l'actuel gouvernement lui-même a fait inscrire dans la loi en 2010, la protection des sources, qui ne peuvent être recherchées que dans des cas extrêmes d'"*'impératif prépondérant d'intérêt public*". (Reuters 06.12)

Economie

1- UE.

1.1- FESF.

Standard & Poor's a annoncé mardi placer sous surveillance avec implication négative la note AAA du Fonds européen de stabilité financière (FESF).

Cette décision est la conséquence de la mise sous surveillance la veille des pays classés AAA qui garantissent ses obligations financières, a précisé l'agence.

La note à court terme A-1+ du FESF est confirmée.

La note AAA du FESF pourrait également être confirmée, même si la note AAA d'un ou plusieurs pays garants était abaissée, dans le cas où les pays garants du FESF prendraient des mesures propres à rehausser la qualité de la signature et susceptibles, aux yeux de S&P, de compenser la réduction de la qualité de cette même signature résultant de l'abaissement des notes d'un ou plusieurs pays membres. (Reuters 06.12)

1.2- Agences de notation.

La France est le seul des six pays notés AAA avertis par Standard & Poor's dont l'état des finances publiques sera un critère explicitement déterminant pour la perte ou le maintien de sa précieuse note.

L'avenir du AAA français se décidera sur quatre fronts, dit l'agence de notation : la réponse européenne à la crise - jusqu'ici laborieuse - des promesses de baisse du déficit probablement trop belles, des banques sous pression et une BCE qui n'aidera peut-être pas la France autant qu'elle pourrait en avoir besoin.

Les cinq autres pays AAA de la zone euro ont eux aussi été placés sous surveillance avec implication négative par S&P. Mais le critère strictement budgétaire n'est pas retenu dans leur cas.

Surtout, la note de la France pourrait être dégradée de deux crans alors que celles des cinq autres AAA pourraient ne l'être que d'un seul.

L'Allemagne et le Luxembourg seront jugés sur les critères de politiques européenne et monétaire, dit S&P, et l'Autriche, les Pays-Bas et la Finlande sur ces deux critères plus celui de l'impact de la crise sur leur système bancaire.

Sa concurrente Moody's s'est donné jusqu'à mi-janvier pour évaluer la stabilité de la note française, sans menacer les autres pays de la zone euro qui bénéficient de la note maximale. (Reuters 06.12)

1.3- Banques.

Les banques européennes ont de plus en plus de mal, à se financer. Cela ne veut pas dire que la BCE ne fait rien. Selon Chris Wood le stratégiste de CLSA à Hong Kong, elle a acheté 203Md€ d'obligations souveraines et prête en ce moment 641 Md€ aux banques européennes.

Le capital de la BCE qui n'est que de 5,3 milliards d'euros est "leveragé" 30,8 fois contre 52,2 fois pour la Banque d'Angleterre, 16,5 fois pour la Banque de France et seulement 5,7 fois pour la Deutsche Bundesbank (ce qui signifie que la BCE a des engagements à hauteur de 30,8 fois le montant de son capital ; plus ce ratio est élevé, plus une institution financière peut être fragilisée en cas de crise).

Malheureusement, la possibilité d'utiliser des collatéraux diminue très vite. C'est le nom générique des différents types de papier admis par les banques en garantie des prêts accordés. Selon Richard Comotto de International Capital Market Association, c'est l'équivalent de la graisse qui permet à l'injection de monnaie par les banques centrales de se transformer en prêts.

Comme le fait remarquer le patron du crédit d'une grande banque américaine à Londres , qui ne veut pas être cité, « on avait le cancer à cause des dettes souveraines détenues par les banques. On pourrait mourir d'une attaque cardiaque en raison de la disparition quasi-totale des prêts interbancaires. Si on en réchappait on pourrait néanmoins attraper une pneumonie provenant des nouvelles régulations bancaires qui vont être mises en place ». C'est la raison pour laquelle la BCE et la Fed, pour apporter de la liquidité au système bancaire ont baissé la semaine dernière de 50 bp le taux du dollar overnight index swap (OIS). (atlantico.fr 06.12)

2- Brésil

L'économie brésilienne a marqué un coup d'arrêt au troisième trimestre, plombée par la crise européenne de la dette et le ralentissement de la croissance mondiale.

La première économie d'Amérique latine a enregistré une croissance nulle au troisième trimestre par rapport au précédent, accusant un ralentissement brutal après une croissance de 7,5% l'an dernier.

En rythme annuel, la croissance du Brésil ressort à 2,1% au troisième trimestre.

Les chiffres du PIB suggèrent que le Brésil pourrait afficher en 2011 une croissance d'environ 3%, bien inférieure à celle d'autres pays émergents comme la Chine et l'Inde.

Des indicateurs récents - notamment ceux de la production industrielle - signalent même que le ralentissement s'accentue, à mesure que la détérioration de la crise européenne de la dette plombe les exportations brésiliennes, essentiellement des produits de base comme le minerai de fer et le soja.

Un contrôle budgétaire accru a également contribué à freiner la croissance, estiment les analystes. La présidente Dilma Rousseff a fait procéder à quelque 30 milliards de dollars de réductions budgétaires cette année pour éviter la surchauffe économique et faire baisser une inflation obstinément élevée.

L'inflation dépasse encore 6,5% aujourd'hui, empêchant le gouvernement de prendre des mesures de relance significative sans risquer de provoquer une envolée des prix à la consommation. (Reuters 06.12)

3- Chine

Le vrai problème de la Chine ce n'est pas la bulle immobilière, les risques d'inflation ou les problèmes concernant la démocratie, c'est celui des robots.

Fanuc le numéro un mondial japonais de la fabrication des robots a expliqué à un petit nombre d'analystes, qu'il y a dix ans un robot remplaçait un travailleur payé 50$ de l'heure. Aujourd'hui on en est à 2$ de l'heure soit un coût du travail inférieur au coût chinois ! Le résultat est simple. Une société comme Foxconn, le fabriquant de Apple devait passer dans les trois ans qui viennent à 2 millions d'employés contre un million actuellement. Avec les robots de Fanuc elle passera à 500 000 ! (atlantico.fr 06.12)

Haut de page

Le 8 décembre

CAUSERIE

Gaucheritude. La question qui tue celui qui la pose.

"Qu'est-ce qu'un homme de gauche (Hollande) va faire à aller chercher un homme de droite (Bayrou) pour gouverner avec?", a déclaré Jean-Luc Mélenchon après avoir assisté à une table ronde sur la précarité dans un quartier populaire d'Orléans.

"*Le débat de l'alliance avec le centre occupe le parti socialiste depuis bientôt trente ans. A chaque élection, il revient*", a-t-il noté. (AP 07.12)

Dialogue dans la bonne humeur. (en hommage à Joseph et Maria, paysans bretons, oncle et tante de mon ex-épouse)

- Pt'-ête ben que not'"*homme de gauche*" ne le serait point tant que çla, on est bien couillons de les croire sur parole ces filous
- T'as raison mon Joseph, c'est pas bien claire cet' histoire-là, surtout que ça date pas de la dernière récolte
- Trente printemps qu'il a dit le gardien chef des pédalos. C'est la preuve au moins qu'il sait compter, il a l'air instruit.
- Tu penses trop la Marie, ce bras-cassé n'a pas dû inventer le fil à couper le beurre crois-moi, sinon il s'poserait pas toujours la même question au bout de 30 ans.
- T'as raison mon Joseph, il est pas finaud l'animal
- (fou rire) Ah tu l'as dit, un bourricot ouais, il a le cerveau paresseux ou qui marche à reculons !
- Pour un peu il s'rait gaucher
-Tu veux dire maladroit
- P'ête ben les deux qui sait, c'est pas d'main la veille qu'ils nous f'rons prendre les pis de nos vaches pour des lampions...

Plus sérieusement, camarades, au passage Mélenchon a avoué qu'il savait avant même de rejoindre le PS, que si ce parti se posait la question d'une alliance avec les centristes, c'était parce qu'ils incarnaient tous les deux les intérêts du capital. C'est ce parti que Mélenchon a rejoint consciemment et dans lequel il a milité au cours de ces longues années contre les intérêts de la classe ouvrière sans que cela ne lui pose problème.

Question : monsieur Mélenchon : qu'est-ce qu'un "*homme de gauche*" comme vous est "*aller faire à aller chercher*" un parti comme le PS pendant de si longues années, à part faire carrière au lieu d'aller gratter ?

Sur le plan de la syntaxe, "*va faire à aller chercher*", il y a redondance, c'est plutôt lourdingue, alors au bourricot j'ajouterais volontiers un bourrin, un vieux bourrin réformé en partance pour l'abattoir.

Même au Yémen.

- Yémen: formation d'un gouvernement d'union nationale - (AP 07.12)

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

Le président syrien Bachar al Assad assure, dans une interview diffusée mercredi, ne pas avoir donné l'ordre à ses forces d'abattre des manifestants, un geste qui ne pourrait selon lui venir que d'un dirigeant dément.

Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision américaine ABC avec la journaliste Barbara Walters, il affirme que les démarches internationales pour imposer des sanctions à la Syrie ne le préoccupent pas et que l'Onu n'est pas une institution crédible.

"*Nous ne tuons pas notre peuple (...) Aucun gouvernement au monde ne tue son peuple, sauf s'il est dirigé par un fou*", dit le chef de l'Etat syrien dans un extrait de l'interview diffusé mercredi.

Il dit avoir fait son maximum pour protéger les populations, ajoutant que les violences dues aux forces de sécurité ont résulté d'erreurs individuelles et non d'une politique officielle.

"*La plupart des gens qui ont été tués étaient des partisans du gouvernement, et non l'inverse*", dit Bachar al Assad, qui reconnaît que certains membres des forces armées sont allés trop loin mais assure que leurs excès ont été sanctionnés.

"*Ce que vous devez savoir, c'est que chaque 'réaction brutale' a été le fait d'un individu et non d'une institution*", dit-il. "*Il y a une différence entre une politique de répression et quelques erreurs commises par quelques responsables*."

Des militants syriens, qui avancent un bilan de plus de 4.500 tués depuis la mi-mars, estiment que les militaires et membres de forces de l'ordre représentent environ le quart des victimes. La plupart des médias internationaux ayant été chassés du pays, il est difficile de vérifier ces bilans.

Les violences prennent de plus en plus le tour d'une guerre civile, à mesure que des groupes d'opposants armés parviennent à s'organiser et prennent position dans des secteurs urbains.

Mercredi, de nouvelles violences ont été signalées à la frontière turque, ou des habitants de villages turcs frontaliers ont fait état de tirs de l'armée syrienne en direction de combattants de l'Armée syrienne libre (ASL), formée de déserteurs hostiles au régime de Damas. (Reuters 07.12)

Lire la vingtaine d'articles sur la situation en Syrie qui figurent dans cette page. Rien que la lecture des titres permet de comprendre ce qui se passe dans ce pays et le rôle qu'y jouent l'impérialisme occidental et les pétromonarchies du Golf.

Dans le portail canadien mondialisation.ca j'ai lu un article dénonçant l'attitude de "*l'extrême gauche*" envers l'impérialisme occidental et ses partenaires du Moyen et Proche Orient ou du Golf, après le refus de soutenir Kadhafi ou Assad. Je ne m'assimile pas à l'extrême gauche mais je me considère concerné par cet article.

L'auteur passe sous silence la cruauté de ces régimes, d'un autre côté il n'a pas tort quand il affirme que la tradition du mouvement ouvrier international consistait jusqu'à présent à soutenir les faibles contre les puissants, à ce ranger au côté d'un Etat dominé en cas d'agression de la part d'un Etat dominant.

Il est vrai que lorsque Napoléon III déclara la guerre à l'Allemagne fraîchement unifiée en juillet 1870, Marx et Engels se rangèrent au côté de Bismarck qui n'était pas vraiment un démocrate, l'entreprise de Napoléon III visait à briser l'unité de l'Allemagne qui à terme deviendrait plus puissante que la France. Mais dès lors que le kaiser passa d'une guerre défensive à une guerre offensive et d'annexion contre la France à la fois dans le but de renverser la République, Marx et Engels modifièrent leur position et engagèrent le combat contre Bismarck.

Aurions-nous dû soutenir la Libye dirigée par un tyran qui n'avait rien à envier à Bismarck ? C'est la question qu'absolument personne n'a osé poser, en tout cas pas dans ces termes précis, et que je me suis posé des centaines de fois. En principe, nous aurions dû soutenir la Libye de Kadhafi, de la même manière que nous devrions soutenir aujourd'hui la Syrie d'Assad. Mais en réalité les choses sont plus compliquées que cela

Quelque part, j'avoue que jai failli de ne pas l'avoir fait et c'est inexcusable, d'autant plus que je n'avais pas un parti à défendre ou des militants à convaincre du bienfondé de cette position, je n'avais rien à perdre par rapport aux dirigeants et aux appareils des différents partis, POI, NPA, LO et PCF.

En même temps, j'ignorais absolument tout de la situation en Libye. Il aura fallu pratiquement attendre la chute de Misrata pour que les langues se délient du côté de ceux qui étaient parfaitement informés de la situation sur place, je pense en premier lieu à ceux qui affichaient leur soutien à Kadhafi sans la moindre retenue, ce qui laissait planer un fâcheux doute sur l'impartialité de leurs informations qui pouvaient tout aussi bien être inventées de toutes pièces. Pourquoi ont-ils attendu si longtemps pour fournir des données sur la Libye, par crainte d'être incompris et d'être mis au banc des médias, je l'ignore, je pense à ces réseaux de journalistes indépendants, au Réseau Voltaire notamment, par exemple, il y a deux semaines environ seulement, qu'ils ont mis en ligne un article dans lequel ils indiquaient que des navires de guerre français avaient pris position aux abords de la Libye dès le mois de février. Ils étaient au courant de la teneur des discussions qui ont eu lieu au mois de novembre 2010 en France entre les futurs dirigeants du CNT et le gouvernement français, alors pourquoi ne nous ont-ils pas informé dès cette époque ?

Quant à ceux qui ont dénoncé l'intervention militaire de la coalition impérialiste dès le premier jour, ils l'ont fait au nom d'un principe en faisant à leur tour complètement abstraction du développement de la situation lors des semaines précédentes avec la prise de Benghazi par des rebelles au pouvoir en place. Mieux, ils l'ont délibérément passé sous silence pour ne pas avoir à se compliquer la vie à réfléchir au-delà de l'application mécanique d'un principe, peut-être en se disant qu'il serait toujours temps de soutenir le soulèvement libyen si le vent venait à changer de direction ou que le soulèvement devenant général le rôle de l'intervention militaire étrangère s'en trouverait marginalisé. Leur position revenait à laisser la population civile de Benghazi et sa région se faire bombarder par l'armée de Kadhafi, ce que l'on ne pouvait pas concevoir non plus.

Du coup, en présence de deux positions anti-impérialistes marquées par l'impartialité, nous avons préféré effectivement refuser de soutenir la Libye de Kadhafi et de condamner ou soutenir le bombardement de son armée par la coalition impérialiste, imaginant que la chute du dictateur permettra par la suite au prolétariat libyen de s'organiser en syndicats et partis pour mener sa lutte de classe contre toutes les couches de la bourgeoisie libyenne, y compris celle qui étaient à l'origine du CNT que nous avons refusé de soutenir dès sa formation, en résumé nous avons refusé de soutenir à la fois Kadhafi et le CNT, pour ne soutenir que les masses en action pour conquérir de nouveaux droits politiques et sociaux, et à ce titre nous ne le regrettons pas.

Maintenant la Syrie n'est pas la Libye. Ceux qui ont condamné sans réserve l'intervention militaire occidentale au risque de laisser Kadhafi noyer dans un bain de sang le soulèvement parti de Benghazi, mais qui avait gagné l'ouest de la Libye, y compris Tripoli, n'ont pas hésité à faire un amalgame avec ce qui s'était passé en Irak, alors qu'en Irak aucune couche de la bourgeoisie n'était parvenue à se soulever contre Saddam Hussein en entraînant derrière elle des pans entiers du prolétariat. Si les situations étaient comparables, elles étaient loin d'être similaires.

La position géostratégique des deux pays n'est pas la même. La Syrie joue un rôle particulier au Moyen-Orient, charnière, à la fois allié de l'Iran, du Hezbollah au Liban, et du Hamas dans les territoires occupés palestiniens. L'écrasement de la Syrie par une coalition militaire étrangère signifierait la perte d'un puissant allié pour les Palestiniens, même si le soutien du régime d'Assad est un cadeau empoisonné. Il signerait la fin de l'encerclement militaire de l'Iran, condition que l'impérialisme américain s'est apparemment fixé avant de s'y attaquer directement. D'un autre côté, l'impérialisme occidental et l'Etat sioniste bénéficient du soutien de la Turquie, mais l'Irak soutient la Syrie, ce qui complique considérablement la donne, d'autant plus que le Pakistan, la Russie et la Chine refusent cette fois de demeurer neutre dans ce conflit, car si le plan concocté à Washington était mené à son terme, c'est tout le pétrole et le gaz du Proche et du Moyen-Orient incluant les pays du Golfe qui tomberait dans son escarcelle, une des conditions indispensables pour conserver son rang économique hégémonique à l'échelle mondiale que lui dispute la Chine et les BRICS.

De plus en Syrie, il est clair que le régime bénéficie du soutien d'une large frange de la population, sinon il serait déjà tombé. Ce qui diffère d'avec la Libye, c'est qu'après le précédent libyen, il va leur être difficile de faire croire aux peuples du monde entier que l'impérialisme fait pression sur le régime syrien pour imposer la démocratie, ce qui ne les empêche pas d'utiliser un scénario comparable, mais cette fois il est mis a nu et dénoncé immédiatement, nous sommes parfaitement informés de la situation en Syrie, du rôle qu'y jouent les différents protagonistes, y compris dans l'ombre ou officieusement, ce qui leur complique la tâche. Je vais arrêter là sinon il sera trop tard pour actualiser le site aujourd'hui.

La question est donc de soutenir les travailleurs syriens qui revendiquent des droits politiques sans soutenir Assad et l'impérialisme, il me semble que les mots d'ordre suivant seraient convenables : A bas toute ingérence dans les affaires syriennes, A bas toute intervention militaire étrangère en Syrie, c'est au peuple syrien de décider de son destin et de trouver la voie pour conquérir de nouveaux droits politiques, dehors les mercenaires à la solde de l'impérialisme occidental, de l'Etat sioniste, du Qatar, de l'Arabie Saoudite ou de la Turquie, ce n'est ni à l'ONU ni à la Ligue Arabe ni à l'Union européenne de dicter son avenir au peuple syrien. (A suivre)

2- Egypte

La victoire électorale du parti des Frères musulmans semble se confirmer en Egypte, où le nouveau gouvernement de Kamal al Ganzouri, aux pouvoirs renforcés, a finalement été investi.

Le Parti liberté et justice (FJP) a remporté la majorité des duels de second tour de la première phase des élections législatives, qui s'étendront jusqu'au mois de janvier, a annoncé dans la soirée la commission électorale égyptienne.

La participation a toutefois fortement reculé, avec seulement 39% de votants contre 52% lors du premier tour, le mois dernier.

Le FJP a remporté 24 des 44 sièges attribués, et ses alliés en ont pris quatre autres.

Avec les deux sièges obtenus au premier tour, le FJP détiendrait 36 des 56 sièges en lice dans cette première phase pour ce qui concerne le scrutin majoritaire uninominal.

Les islamistes modérés sont également arrivés en tête du scrutin de liste, avec un peu moins de 37% des suffrages exprimés. Les salafistes du parti Al Nour ont créé la surprise en prenant la deuxième place (24%). Les libéraux du Bloc égyptien sont crédités de 13% des suffrages.

Le Conseil supérieur des forces armées (CSFA) a par ailleurs publié un décret donnant au Premier ministre des prérogatives présidentielles, rapporte Mena.

La nomination de Ganzouri, 78 ans et Premier ministre d'Hosni Moubarak à la fin des années 1990, n'a pas fait l'unanimité parmi les mouvements révolutionnaires.

Le ministère de l'Intérieur, un poste-clé, a été confié au responsable de la sécurité de la province de Giza, sur la rive ouest du Nil, rapporte le journal du pouvoir Al Ahram.

Le ministre des Finances, Moumtaz al Saïd, a été confirmé dans ses fonctions. D'après des médias d'Etat, la moitié des membres du gouvernement sortant devraient conserver leur poste. (Reuters 07.12)

Social

1- Sidérurgie

Les usines européennes d'ArcelorMittal, numéro un mondial de la sidérurgie, étaient le siège mercredi de grèves et de manifestations, répondant à un appel des syndicats à la lutte contre la précarité de l'emploi.

La Fédération européenne des métallurgistes (FEM) a annoncé des grèves d'une durée allant de deux heures à 24 heures dans des usines de Belgique, de France et du Luxembourg, avec des débrayages également attendus en Italie, en Espagne et sur certains sites d'Allemagne.

ArcelorMittal a précisé que les débrayages de 24 heures ne concernaient que ses usines du Luxembourg, de Belgique et une autre en France et qu'ils n'avaient aucun impact majeur sur la production des sites, puisque celle-ci y était déjà partiellement mise en sommeil.

Selon les syndicats belges, 40.000 personnes ont manifesté mercredi à Liège par solidarité avec les salariés du groupe.

ArcelorMittal a annoncé en octobre la fermeture définitive de ses activités de sidérurgie en phase liquide à Liège, du fait de surcapacités et de la lenteur de la reprise des marchés européens.

Il a également mis à l'arrêt des hauts fourneaux à Florange, en France, et à Eisenhüttenstadt, en Allemagne. (Reuters 07.12)

Lakshmi Mittal est inquiet, il figure en deuxième position sur la liste Forbes des 100 Indiens les plus riches , mais sa fortune estimée à 19,2 milliards de dollars, a chuté en un an de 26% en raison d'une sévère baisse boursière du titre ArcelorMittal. (source : libération.fr 07.12)

2- Kenya

Plusieurs centaines de médecins du secteur public ont défilé mercredi dans les rues de Nairobi pour réclamer de meilleures conditions de travail et une hausse des salaires au troisième jour d'une grève nationale observée par la profession.

L'un des grévistes, Dennis Miskellah, a raconté qu'à son premier jour de travail à l'hôpital national Kenyatta, "*le plus grand hôpital public du pays*", il avait dû pratiquer un accouchement sans gants, une situation inimaginable "*en ces temps de HIV et de SIDA*".

D'autres médecins ont confié que les hôpitaux où ils étaient employés venaient à manquer de médicaments et de traitements pour des maladies comme le choléra et la typhoïde.

Nombre des grévistes ont dit connaître des cas où des patients étaient morts en raison des pénuries.

Les médecins réclament davantage de médicaments et d'équipements, la mise en oeuvre d'un plan national pour améliorer les soins au Kenya, ainsi qu'une hausse de leurs salaires.

Les jeunes médecins commencent au Kenya avec environ 400 dollars (environ 300 euros) par mois. A titre de comparaison, les membres du Parlement gagnent quelque 11.000 dollars (environ 8.200 euros) par mois, soit un salaire parmi les plus élevés du monde pour des parlementaires.

Ce mouvement de grève fait suite à des débrayages similaires organisés le mois dernier par plus de 200.000 enseignants qui entendaient protester contre des classes surchargées et des salaires bas.

Des représentants des autorités kenyanes ont affirmé à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas de fonds pour augmenter les salaires des fonctionnaires dans la mesure où le Kenya était impliqué dans des opérations militaires en Somalie. (AP 07.12)

Syndicat

1- France

Mardi 13 décembre, alors que cinq organisations syndicales - dont la CFDT, qu'il dirige - appellent à une journée de mobilisation contre les "*plans d'austérité et de rigueur*", François Chérèque participera, le soir, à un débat au siège du Medef avec Laurence Parisot sur le thème "*Compétitivité : agir ensemble maintenant*".

Certes, Bernard Van Craeynest (CGC) et Joseph Thouvenel (CFTC) seront également présents, mais aucune de ces deux organisations ne participe à la mobilisation du 13 décembre.

Dans ce contexte, la présence de François Chérèque au siège du patronat un soir de mobilisation risque fort d'attiser les critiques des autres participants à l'intersyndicale. Et de creuser le fossé qui séparent la CFDT avec l'Unsa d'une part, qui estiment qu'en période préélectorale il est difficile de mobiliser les salariés, et la CGT, la FSU et Solidaires, d'autre part, qui préféreraient des actions plus visibles. (lexpress.fr 07.12)

Normal, non ?

2- Italie

Les trois principaux syndicats italiens ont appelé à une grève de trois heures lundi prochain contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement de Mario Monti, dont la cote de popularité auprès de l'opinion publique est en recul.

Les employés du secteur public observeront par ailleurs une grève de huit heures le 19 décembre.

Dans un communiqué commun publié mercredi, la CGIL, la CISL et l'UIL demandent également à être reçues par le nouveau président du Conseil et les représentants politiques pour discuter d'amendements au plan de rigueur.

"*Je suis certain qu'il y aura des manifestations, et je peux même considérer qu'elles seront justifiées, mais je suis certain aussi que les citoyens comprendront*", a dit Mario Monti mardi soir lors de l'émission Porta A Porta, sur la RAI.

Un sondage IPSO pour le Corriera della Serra traduit un recul de la popularité du successeur de Silvio Berlusconi. Sa cote, qui était de 73% au moment de sa prise de fonction à la mi-novembre, perd neuf points à 64%.

Mais son plan d'austérité est globalement approuvé par deux Italiens sur trois, même si leur appréciation varie largement quand on les interroge mesure par mesure.

Si la création d'une taxe sur les biens de luxe, comme les yachts, est plébiscitée (93%), 35% seulement des personnes interrogées se disent d'accord avec la réintroduction de la taxe foncière et 30% avec le projet de relèvement du taux de la TVA.

La réforme du système des retraites n'est approuvée que par 39% des personnes interrogées par l'institut IPSO.

Le plan Monti prévoit qu'à partir de janvier 2012, les pensions seront calculées sur la base des cotisations payées et non plus sur la base du salaire perçu en fin de carrière. L'âge légal de départ à la retraite sera repoussé de 60 à 62 ans pour les femmes et de 65 à 66 ans pour les hommes.

L'abandon de l'indexation des pensions de retraite sur l'inflation pour les retraités touchant plus de 936 euros par mois constitue l'une des mesures les plus controversées de la réforme. Pour les syndicats, le seuil retenu est trop bas. (Reuters 07.12)

Trois heures de grève, c'est trop !

Justice

Etats-Unis

Mumia Abu-Jamal ne sera pas exécuté. Des procureurs de Philadelphie ont annoncé mercredi qu'ils ne demanderont plus la peine de mort contre l'ancien militant des "Black Panthers" Mumia Abu-Jamal, ce qui signifie qu'il passera le reste de sa vie en prison pour le meurtre d'un policier blanc commis il y a presque de 30 ans.

La décision du procureur Seth Williams, rendue avec l'appui de la veuve du policier et du commissaire de police de la ville, intervient au terme de près de 30 ans de batailles judiciaires autour de cette affaire.

Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort en 1982 pour le meurtre, perpétré le 9 décembre 1981, de Daniel Faulkner, un policier blanc de Philadelphie. Incarcéré depuis dans une prison de Pennsylvanie, cet homme de 58 ans n'a jamais cessé de clamer son innocence, notamment dans des livres et des émissions de radio.

Son cas a pris depuis de nombreuses années une dimension internationale. Aux Etats-Unis et en Europe, les opposants à la peine de mort se sont mobilisés en sa faveur, en le disant victime d'un système judiciaire raciste.

Une cour d'appel fédérale avait demandé de nouvelles audiences après avoir jugé que les instructions données au jury étaient potentiellement trompeuses lors du procès. En octobre, la Cour suprême a refusé de se prononcer sur l'affaire. Cela contraignait les procureurs à décider s'ils voulaient à nouveau demander la peine de mort ou accepter une condamnation à perpétuité. (AP 07.12)

Le combat continue pour exiger sa libération sans condition.

Economie

UE

Standard & Poor's a annoncé mercredi qu'elle avait placé la note 'AAA' de l'Union européenne sous surveillance avec implication négative, précisant que cette note pouvait être baissée si un ou plusieurs de ses membres perdaient leur 'AAA'.

Standard & Poor's a également dit qu'elle pourrait déclasser la note de certains grands groupes bancaires de la zone euro.

Dans la liste des banques concernées par la mise sous surveillance avec implication négative, figurent notamment BNP Paribas, BPCE, BRED-Banque Populaire, Crédit foncier de France, Natixis et Commerzbank. (Reuters 07.12)

Haut de page

Le 9 décembre

CAUSERIE

Mon épouse Magueswary a été hospitalisée hier pour une durée indéterminée, deux ou trois semaines au départ, peut-être plus.

Je n'ai pas eu le temps de répondre au camarade du POI qui m'avait adressé un courriel, ce sera fait sans faute avant lundi prochain, qu'il m'excuse pour ce délai, l'actualité est toujours très chargée et il faut bien que je consacre un minimum de temps à mes propres affaires, en fait, le peu de temps qu'il me reste une fois actualisé le site. Je répondrai aussi à Philippe, mes amitiés en attendant en te souhaitant une meilleure santé.

L'article sur l'Inde mis en ligne hier était de l'agence Reuters, j'ai rectifié ce matin.

Détendons-nous un peu, nous en avons sérieusement besoin, pas vous ?

Quelques titres qui ont attiré mon attention.

1- Travailler plus pour gagner plus, version PS :

- Hollande vante le travailler mieux et le produire plus - Liberation.fr

Ce sont les patrons qui vont être contents !

2- Après moi : le déluge !

- Sarkozy : "*il n'y aura pas de seconde chance*" pour l'Europe - AP

Entre nous, il a voulu parler pour lui... ou de la mère patrie, la France, c'est du pareil au même !

3- Longuet, le crétin de service du jour.

- Gérard Longuet : '*Sur l'euro, je ne crois pas au complot*' - LeMonde.fr

Le pire, c'est qu'il a raison, dorénavant les banquiers peuvent narguer le monde entier et mener ouvertement leurs activités criminelles puisqu'ils savent que vous les couvrez. Notez bien qu'on ne prend pas la défense de l'euro.

Dans un documentaire qu'ils ont passé avant-hier sur TV5Monde Asie consacré à Le Pen, ils ont rappelé que c'était Longuet qui avait écrit le premier programme du FN, parti issu du groupuscule fasciste Occident, auquel participait Longuet.

4- Quand le parquet est un appendice de l'UMP.

- Karachi: le parquet refuse de donner aux juges l'audition d'Hortefeux - Liberation.fr - (mer. 7 déc. 2011)

5- On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

- Le nouveau plan d'austérité italien salué par Washington et l'agence de notation Fitch - AP

6- Drone d'histoire

- Les Etats-Unis embarrassés par un drone tombé en Iran - LeFigaro.fr

Etrange, avant-hier les autorités iraniennes auraient brandi un drone tombé en Afghanistan...

7- Terrorisme d'Etat (1)

- Manifestations en Russie : Clinton soutient '*les droits du peuple*' - LeMonde.fr

... palestinien, ah non, pas celui-là, merde, j'ai confondu...

8- Terrorisme d'Etat (2)

- Égypte : les États-Unis aident à réprimer les manifestants - LePoint.fr

Ils n'ont rien compris au Point, allons, c'est la manière de l'Empire de défendre '*les droits du peuple*' égyptien, c'est pour son bien qu'ils arment la police et l'armée !

9- Un procès d'intention vraiment in-to-lé-ra-ble !

- Les USA nient vouloir retarder un accord mondial sur le climat - Reuters

10- Renversant le journal d'un banquier !

- Bachar al-Assad inverse les rôles - Liberation.fr

11- Le scoop du jour :

- Ben Laden n'était plus aux commandes d'Al Qaïda - L'Express.fr -

Ben non gros ballot, il était mort depuis 10 ans ! Et puis il y a erreur sur le casting, c'était G. Bush ou Dick Chenney, la CIA quoi.

12- Quand il y a de la place pour un, il y en a pour deux.

- Côte d'Ivoire: arme lourde dans la campagne des législatives (mis à jour) - Slate.fr

Allez hop, Ouattara au CPI !

13- Attendez, pourquoi pas Sarkozy ?

- Pourquoi il faut juger Gbagbo - Slate.fr

14- Toutes des putes dans ce milieu-là !

- DSK pouvait ignorer qu'il rencontrait des prostituées, selon son avocat - Liberation.fr

Le milieu décadent de cet individu ignoble, je précise.

Vu et entendu sur TV5Monde Asie

1- Ils sont prêts pour servir de chair à canons et mourir pour la patrie ou plutôt la Bourse.

J'ai découvert hier soir sur TV5Monde Asie, un jeu complètement dingue nommé Paintball, qui apparemment existe depuis au moins 15 ans. Les participants sont "*équipés d'un lanceur semi-automatique (pistolet à billes de peinture), d'un masque, d'une combinaison, d'un plastron (pour les dames)*". Certains clubs proposent des tenues kakis et des casques qui font davantage penser aux légionnaires engagés en Afghanistan.

Le jeu se déroule en plein air et consiste à tuer ses adversaires, comme dans une vraie guerre, quoi !

Lu sur un site Internet dédié à ce "*sport loisir*" débile qui se joue en équipe, il permettrait à ses participants de "*se défouler et de décompresser d'une manière conviviale*". S'ils s'emmerdent tant que cela et n'ont vraiment rien d'autres à foutre, c'est vraiment pathétique.

A part cela la société ne serait pas en pleine décomposition !

2- Apocalypse now.

Dans un numéro du magazine Envoyé spécial diffusé hier en différé, j'ai découvert les gigantesques ravages de la crise aux Etats-Unis, l'état de quasi-faillite de comtés et d'Etats, la disparition de la totalité des services de l'Etat dans des secteurs entiers de grandes villes, par exemple Détroit (350 km²), jadis le fleuron de l'industrie automobile américaine, dont un quart de la ville est livré à l'abandon, plus d'entretien des routes, de l'éclairage public, etc. le désert, des milliers de maisons abandonnées et vouées au feu et à la destruction, des commerces et des entreprises dont le premier supermarché construit sur le territoire américain...

Je me suis demandé si c'était une scène d'avant ou d'après guerre, pour me souvenir aussitôt qu'elle n'avait pas encore eu lieu, que ce qui se passait en ce moment n'était qu'un avant-goût de la catastrophe annoncée et confirmée par les discours guerriers des différents chefs d'Etats impérialistes. Dans ces quartiers abandonnés de l'est de Détroit, apparemment les plus pauvres et fortement peuplés de Noirs, la population qui a échappé à la crise des subprimes tente de résister et de s'organiser pour survivre, la désolation est telle que chacun peut aller se servir dans les maisons abandonnées ou récupérer tout ce qui peut l'être sans que les autorités n'interviennent, hier elles auraient hurlé au vandalisme, au vol, aujourd'hui elles ont totalement disparu laissant la population livrée à elle-même.

Ce reportage m'a laissé songeur, je me suis dit que parvenu à ce stade, la situation est mille fois plus grave que ce que j'imaginais jusqu'à présent et qu'on est au bord du chaos, que puisque rien n'a pu enrayer cette descente aux enfers, il ne leur reste plus qu'une seule issue : la guerre, une guerre mondiale.

Je dis cela très tranquillement sans vouloir verser dans le catastrophisme, j'ai parfaitement conscience qu'il y en a qui en ont fait leur fond de commerce, ce n'est pas mon cas, je constate seulement que certaines conditions qui conduisent à une guerre à court terme sont dors et déjà réunies, et pas seulement aux Etats-Unis.

Avant-hier aux infos, lors d'un reportage effectué en Grèce, ils ont dit que la population subissait des conditions de vie digne de la Seconde guerre mondiale, au point que les recettes de cuisine économiques abandonnées depuis refleurissent, à base de féculents et de farines essentiellement, plats qui vous calent l'estomac à moindre frais, des restaurants les proposent, pire, ce sont les plats en passe de devenir "à la mode". Le journaliste n'a rien inventé, il a interviewé plusieurs personnes chez eux ou dans la rue qui disaient se nourrir de ces aliments pour survivre, les médias et la presse écrite grecs expliquent à la population comment préparer ces plats que les plus jeunes ne connaissent pas.

Si les retraites des Grecs vont être réduites de façon drastique, aux Etats-Unis ils ont été plus loin encore, certains comtés ont cessé de payer les retraites des fonctionnaires depuis des mois, alors que comme tout Américain qui se respecte, tous les retraités sont endettés jusqu'au cou et doivent régler des traites à échéance, sans leur retraite ce sera impossible, du coup ils sombrent dans le désespoir et la misère, se suicident ou perdent le peu de biens qu'il leur restait pour finir clochards.

Aux Etats-Unis, une ville en faillite ne peut pas demander de l'aide au comté, il est lui-même en faillite, le comté ne peut pas s'adresser à l'Etat, il est lui aussi en faillite, et l'Etat ne peut pas s'adresser à l'Etat fédéral, il croule sous plus de 14 000 milliards de dollars de dettes. Une spirale infernale, d'où la fuite en avant de l'endettement et de l'appauvrissement de la population à une échelle gigantesque, ajoutons, et de la course aux armements des différents Etats en prévision d'une confrontation générale devenue inévitable, qui sera présentée aux peuples comme telle après l'avoir minutieusement orchestrée.

Soyons lucide, même si la réalité fait froid dans le dos ou est effrayante, cela est nécessaire plus que jamais, il n'y a pas d'issue à cette crise du capitalisme et à chaque niveau des institutions, des partis qui y participent, ils sont parfaitement conscient de la situation, de son évolution et de son issue probable, fatale : la guerre.

La guerre n'a pas pour origine des décisions politiques qui seraient le fait d'un individu ou d'un groupe d'individus farfelus ou en proie à une crise de démence, à des élus délirants ou mégalomaniaques représentant les intérêts des capitalistes les plus puissants, non, la guerre a pour origine des facteurs économiques, elle est le produit de l'évolution du capitalisme, de ses contradictions poussées à l'extrême, qui conduisent de manière cyclique à son effondrement sur une échelle plus ou moins importante à l'échelle mondiale.

Il arrive un moment où ces contradictions ont atteint un niveau tellement insupportable, que la moindre étincelle fait office de détonateur, un attentat, un accrochage à une frontière, la faillite d'une grande entreprise ou une banque, et comme cet événement est traité ou relayé sur le plan politique par les différents partis et les médias, on s'imagine que l'origine d'un conflit ou d'une guerre est politique, alors qu'en réalité il est économique.

La population étant très majoritairement ignorante, pour ne pas dire à 99% ou plus, les partisans de cette confrontation ainsi que la confrérie des opportunistes réunis feront en sorte qu'elle n'en comprenne pas l'origine, de telle sorte qu'une fois cette guerre terminée, il soit possible de préparer tranquillement la prochaine dans le dos de la population qui ne comprendra pas davantage que la fois précédente ce qui se trame réellement, pensant qu'il s'agit d'une crise qui trouvera un jour une fin heureuse, puisque c'est ce que tout le monde lui dit, effectivement, que croire d'autre à défaut de certitudes ou de convictions, l'espoir béat ou crédule fait vivre... mais on en crève aussi, ainsi la boucle est bouclée, la chaire à canon est fin prête pour le champ

de bataille.

Alors évidemment quand on a cela à l'esprit, on se doit de tirer à boulets rouges à la fois contre les institutions et contre tous les opportunistes qui s'emploient à masquer aux masses exploitées la réalité et le terrible destin qui les attend.

Parmi ces opportunistes, il y a ceux qui sont peut-être de bonne foi mais qui sont semble-il paumés ou dépassés par la situation, parce qu'ils refusent obstinément de reconnaître leurs erreurs passés, du coup ils s'emploient à les reproduire à l'infini, c'est le cas du POI, du NPA et de LO. Et il y a ceux qui soutiennent le régime dans sa course folle à l'abîme sous un vocable trompeur de gauche, le Front de gauche et l'ensemble des dirigeants syndicaux, excepté Chérèque qui appartient au camp de notre ennemi.

Pourquoi nous en sommes là ? Parce que nous avons été incapable de relier le combat social et politique sur un plan dialectique et historique, nos dirigeants ont sans cesse privilégié les rapports entre appareils aux rapports entre la classe et le capitalisme, ils ont pensé et agi en bureaucrates bornés, dogmatiques ou sclérosés, ce qui s'est traduit par l'impossibilité de construire le parti et d'aider les travailleurs à améliorer leur niveau de compréhension de la société. Lorsque vous recevez des courriels de travailleurs qui ont milité parfois pendant 20 ou 30 ans dans le même parti, qui vous écrivent qu'ils ne comprennent rien ou pas grand chose à ce qui se passent, vous êtes amenés à en déduire logiquement que la confusion la plus totale doit être le lot du reste de la population et que cela n'augure rien de bon pour l'avenir.

Cette profonde ignorance ou inconscience des masses, ce facteur est un des éléments nécessaire, déterminant au cours de la période qui précède une guerre, dans la mesure où la population sera dans l'impossibilité de s'y opposer, pire, puisqu'elle a été préparée à entendre des discours guerriers, elle ira jusqu'à croire qu'elle pourrait trouver son salut dans cette guerre, une fois qu'elle aura repris à son compte l'ennemi responsable de tous ses malheurs qu'on lui aura désigné, là encore la boucle est bouclée.

On a vu plus haut que les conditions objectives préliminaires à une guerre étaient sur le point d'être réunies ou qu'elles le sont déjà à certains endroits, le Congrès et le Sénat américains devraient voter d'importantes coupes budgétaires d'ici quelques mois, ce qui va amplifier les conséquences de la crise aux Etats-Unis même et faire de nouvelles victimes par millions.

En France, comme dans bien d'autres pays de l'UE, comme en 1914 ou 1939, le consensus politique qui existe entre l'UMP et le PS ainsi que leurs satellites respectfs, sans en avoir la forme, il a déjà le contenu de l'union nationale, et comme la crise va s'amplifier et s'accélérer, il en prendra la forme en 2012, d'où les appels en direction du MoDem, et si cela ne s'avérait pas possible autour du PS, ses jours au pouvoir seraient comptés, le pays deviendrait ingouvernable et une nouvelle mouture d'union nationale cette fois autour de l'UMP à laquelle le PS s'associerait verrait le jour, soutenu ou non par l'extrême droite comme en Grèce par exemple. Les banquiers et la Bourse peuvent saboter l'économie du pays pour faire chuter le gouvernement, ils n'en seraient pas à leur premier coup d'essai, c'est de la sorte qu'ils ont fait chuter le front populaire et porter Daladier au pouvoir avec la complicité de Blum et Thorez en 1936-38. Pour eux saboter l'économie ne serait pas vraiment un problème, même si l'on a du mal à imaginer qu'ils prendraient froidement une telle décision, quand on a en tête que cette crise n'a pas d'autre issue que la guerre au cours de laquelle ils comptent se refaire... et après.

Question que j'ai du mal à poser sans enrager : Y a-t-il aujourd'hui un parti ouvrier qui explique tout cela simplement dans son journal destiné aux travailleurs et aux militants ? Absolument aucun. Et encore, s'en trouverait-il un qu'il s'y prendrait si maladroitement qu'il ne serait pas pris au sérieux par ses lecteurs. De toutes manières, là encore soyons parfaitement lucide, à force de s'être détourné de l'essentiel au profit de compromis ou de collusion avec les institutions et les appareils pendant plus de 70 ans, il ne faut pas espérer un miracle, une fois les travailleurs détournés du socialisme et solidement enchaînés au capitalisme, il arrive un moment où vous avez beau faire tout ce que vous voulez pour leur faire comprendre quelque chose ou tenir le discours le plus juste qui soit, ils sont dorénavant hermétiques à tout discours, c'est peine perdu d'avance, ce qui ne signifie pas qu'il faut changer de discours, mais qu'il est trop tard pour qu'ils s'en saisissent.

Vous voyez l'erreur tragique qui a été commise par nos dirigeants, c'est que parce que la majorité des travailleurs et des militants ne pouvaient pas saisir leur discours, il y a 30, 40 ou 60 ans, ils l'ont adapté pour qu'il soit finalement compatible avec leurs illusions dans les appareils, les institutions, le capitalisme, bref, ils se sont adaptés au régime... Ils ont perdu leur indépendance, leur crédibilité, la confiance qu'on pouvait avoir en eux, leur légitimité à mes yeux.

Quant à ceux, le M'PEP, les altermondialistes, les écologistes et autres misérables tiers-mondistes, tous ces intellectuels ou universitaires qui se disent de gauche en parole tout en ayant le porte-monnaie à droite, qui se contentent de dénoncer le libéralisme ou l'avidité, la cupidité de la finance, le productivisme ou les adeptes de la démondialisation, ces criminels sont coupables de détourner sciemment travailleurs et militants des origines de cette crise pour leur interdire de trouver une issue politique à la crise du capitalisme, qui coïnderait avec la remise en cause des fondements de ce système économique.

Je ne crains pas de demeurer isolé en tenant un tel discours en direction des militants et dirigeants. Trotsky disait qu'on pourrait nous reprocher d'être ultra minoritaires et d'apparaître comme une secte qu'on n'en changerait pas pour autant, il n'y a que ceux qui craigne d'aller au socialisme qui changent de discours en fonction du sens du vent pour parodier Lénine. Et s'il y en a qui sont prêts à vendre leur âme (en référence à Marx) par paresse intellectuelle, par couardise ou pour conserver la mainmise sur

leur maudit appareil, c'est leur affaire. Cependant, il faut qu'ils sachent qu'on ne leur passera absolument rien, qu'ils n'espèrent pas qu'on leur accordera un seul instant de répit, car nous considérons qu'ils sont dans une très large mesure responsable de la gangrène, puis de la faillite du mouvement ouvrier en France et au niveau international.

Cela ne va certainement pas plaire à certains militants mais je m'en fous, en réalité je leur rends service, il faut bien comprendre à un moment donné, qu'on ne peut pas avoir dirigé un parti pendant de nombreuses décennies et décréter qu'on n'y est pour rien si la classe n'a pas réussi à se doter d'une nouvelle direction, ce genre de discours est intolérable, indigne d'un dirigeant, car cela signifie que ce sont les travailleurs qui en sont responsables, oui, exactement comme l'affirmaient et l'affirment toujours les staliniens.

Danger public numéro 1 : Le flic-président.

En visite à Marseille, le président Nicolas Sarkozy a annoncé jeudi que les BAC (Brigades anticriminalité) des Bouches-du-Rhône seraient dotées de 150 fusils à pompe d'ici la fin de l'année, a-t-on appris de sources syndicales. (AP 08.12)

Sans déconner, imaginez qu'il mette un engin pareil entre les mains d'un flic aussi bourré de tics que La Talonnette, c'est dangereux, non ? Je vais dire à mon épouse de s'équiper d'un gilet pare-balles quand elle descendra sur Marseille et de refuser une HLM dans cette ville si tranquille, franchement elle ne connaît pas son bonheur de vivre dans une HLM insalubre à Aubagne...

Intox à la sauce grecque

Le taux de chômage en Grèce a reculé de près d'un point en septembre, à 17,5% contre 18,4% en août dernier, a annoncé jeudi l'Autorité grecque des statistiques. (AP 08.12)

Associated Press ou la voix de l'Amérique...

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Le ministre grec de la justice a annoncé, jeudi 8 décembre, le lancement d'une ambitieuse refonte de la justice "*pour faire face au déni de justice*" que le système actuel est accusé de provoquer, affectant les droits de l'homme comme le développement économique.

La loi vise "*à imposer une justice juste. (…) Nous ne jouons plus*", a lancé le ministre, Miltiadis Papaioannou, présentant un projet de loi cadre visant pour l'essentiel à réduire les délais des jugements, actuellement autour de six à sept ans, et la masse d'affaires écrasant les juges.

La réforme, que le gouvernement veut faire voter en janvier, est réclamée par les bailleurs de fonds européens, alors que la Grèce figure, notamment avec la Turquie et l'Estonie, parmi les pires pays en Europe en la matière.

Le projet de loi privilégie médiation et justice de paix pour décharger les tribunaux administratifs, civils et pénaux, réduit les cours de plusieurs juges, encadre la pratique, actuellement incontrôlée, d'ajournement des procès et modification de la composition des tribunaux et augmente les frais de justice pour décourager la frénésie procédurière locale.

L'exécution des décisions de justice, dont 320 000 sont actuellement en souffrance, inflige à l'Etat seul un manque à gagner de "*plus de 500 millions d'euros*", selon le ministre. Elle doit être rendue effective, tandis qu'un frein sera mis au dépôt de plaintes. Il y en a actuellement 750 000 en attente d'examen. (lemonde.fr 08.12)

Une "*justice juste*", c'est une justice qui remplit les caisses de l'Etat, CQFD.

2- Yémen

Des dizaines de milliers de jeunes yéménites ont manifesté, jeudi 8 décembre à Sanaa, pour clamer leur rejet du nouveau gouvernement formé par Mohamed Basindawa. Ce chef de l'opposition était désigné pour constituer une nouvelle équipe, en vertu d'un accord politique prévoyant le départ du président Ali Abdallah Saleh.

'*Pas de partenariat avec les tueurs*', ont crié les manifestants, qui protestaient contre le fait que le cabinet ait été formé à parité entre l'opposition parlementaire et le parti du président contesté.

'*Basindawa, ils ne sont pas honnêtes*', ont-ils aussi scandé en référence à des ministres reconduits, accusés d'avoir incité aux violences. Celles-ci ont fait des centaines de morts parmi les manifestants en dix mois de protestation.

La veille, mercredi, M. Basindawa avait annoncé la formation d'un gouvernement d'entente nationale pour la période transitoire précédant le départ de M. Saleh fin février, conformément à un accord signé le 23 novembre à Riyad. Ce gouvernement doit prêter serment samedi.

Nombreux sont ceux, parmi les jeunes militants animant les manifestations contre le régime, qui rejettent cet accord, en insistant sur le départ immédiat de M. Saleh et réclamant son jugement. L'accord garantit en effet l'immunité pour lui et ses proches. (lemonde.fr 08.12)

Social

France

Alors que le prix du gaz devrait à nouveau augmenter en janvier, la Fondation Abbé Pierre dénonce la "*précarité énergétique*" qui fait que 3,8 millions de ménages sont dans l'incapacité de chauffer leur habitation en raison de trop faibles revenus, selon l'organisation.

"*C'est un problème sous évalué, mal traité par les pouvoirs publics, et qui a des conséquences terribles pour certains, notamment les enfants et les personnes âgées*", a déclaré le délégué général de la Fondation, Patrick Doutreligne, lors d'une conférence de presse.

"*Aujourd'hui, l'attention des pouvoirs publics est concentrée sur la dette et sur une politique d'austérité. Qu'on fasse des restrictions, pourquoi pas, mais pas sur le dos des plus modestes. Ce serait indigne*", a-t-il ajouté.

"*Cette incapacité à se chauffer, c'est une nouvelle précarité, une nouvelle forme d'exclusion, une souffrance invisible*", a ajouté de son côté le délégué général adjoint Christophe Robert.

La Fondation préconise notamment la mise en place d'un "*bouclier énergétique pour les plus démunis, comme on a su le faire pour les plus riches avec le bouclier fiscal*". (AP 08.12)

Il faut choisir entre soutenir les plus riches ou les plus pauvres, le gouvernement a choisi le CAC 40. Dieu aurait le don d'ubiquité, mais apparemment en dernière analyse il aurait une petite préférence pour les riches...

Justice

France

Les procureurs de la République, dans une démarche sans précédent, ont appelé solennellement ce jeudi l'attention sur "*la gravité de la situation des parquets*" en termes de statut, de moyens et d'insécurité juridique.

La Conférence nationale des procureurs de la République (CNPR) a présenté, lors d'une conférence de presse au palais de justice de Paris, une "*résolution*" signée à ce jour par 126 procureurs sur 163, soit les trois quarts des procureurs de France.

Les signataires dépassent largement le nombre d'adhérents -environ 70- de cette association créée il y a une dizaine d'années pour permettre la réflexion des procureurs et porter leur parole, a précisé son président, Robert Gelli, procureur de Nîmes.
"*Restaurer*" l'image du procureur

La CNPR "*appelle solennellement l'attention*" du législateur, du gouvernement et de l'opinion publique "*sur la gravité de la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les parquets et l'urgence de leur donner les conditions d'exercer dignement leurs nombreuses missions*", indiquent-ils dans leur texte.

Les "conditions" à remplir sont en premier lieu une "*restauration de l'image de la fonction de procureur*", entachée du "*soupçon de dépendance à l'égard du pouvoir exécutif*".

Pour cela, le rôle du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) dans la nomination des magistrats du parquet doit être "*plus important*", son avis doit être "*conforme*" (contraignant) et pas seulement consultatif, a précisé M. Gelli. "*Inflation de lois*"

Cette position avait été publiquement exposée il y a un an par la CNPR, sur fond de débat récurrent sur l'opportunité d'une réforme

du statut du parquet. L'association ne remet cependant pas en cause le fait que le ministre de la Justice soit "à l'initiative" des propositions de nomination des procureurs.

Ensuite, il faut remédier à "*l'insécurité juridique*" découlant de "*la multiplication, l'avalanche, l'inflation de lois*", qui "*manquent parfois de cohérence*", ou sont même parfois "*contradictoires*".

Le procureur Gelli a cité, entre autres réformes, la garde à vue, la loi sur la sécurité intérieure, l'hospitalisation sans consentement, les extractions judiciaires, les jurés populaires en correctionnelle... Il faut une certaine "*stabilisation normative*", a souhaité M. Gelli. Enfin, a-t-il encore indiqué, les parquets ont besoin de plus de "*moyens humains, matériels et financiers*". Besoin de plus de moyens

En tant que procureur, a déclaré M. Gelli, "*j'ai des angoisses, parce que je sais qu'un certain nombre de dossiers ne sont pas traités tout de suite*".

"*Dans ces piles, j'ai peur qu'il y ait une affaire susceptible d'avoir des conséquences importantes... Et si demain une personne est tuée, qu'allez-vous dire?*" a-t-il lancé. "*Vous direz: si on avait traité cette affaire, cela ne serait pas arrivé!*". "*Ce n'est pas une problématique éthérée... C'est la réalité quotidienne*", a-t-il constaté.

Une étude de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) a montré en 2008 que "*le procureur français était en Europe investi des charges les plus lourdes et doté, pour les assurer, des moyens les plus faibles*", est-il mentionné dans la résolution des procureurs.

Il y avait alors, en France, trois procureurs pour 100.000 habitants, alors que la moyenne européenne était de 10,4, a précisé M. Gelli. (20minutes.fr 08.12)

Economie

1- UE et zone euro

L'Allemagne rejette plusieurs mesures du projet de conclusions du sommet européen, notamment la possibilité d'octroyer une licence bancaire au futur mécanisme de soutien à l'euro et la création d'euro-obligations, a déclaré jeudi un haut responsable allemand.

Selon ce projet de conclusions, obtenu par Reuters, les dirigeants de l'UE sont déterminés à avancer vers un nouveau "*pacte budgétaire*" et à renforcer les capacités d'intervention du futur mécanisme de soutien à l'euro.

"*Nous rejetons cela dans les négociations*", a dit ce responsable au sujet de la licence bancaire, de la possibilité pour le MES de fonctionner en parallèle de l'actuel Fonds européen de stabilité financière (FESF) et de la possibilité d'avancer vers des émissions de dette communes en zone euro. (Reuters 08.12)

BCE

La Banque centrale européenne (BCE) a, sans surprise, baissé jeudi ses taux d'intérêt pour le deuxième mois d'affilée, espérant par là mettre à distance le double risque de récession et de déflation dans la zone euro.

Alors que s'ouvrira dans quelques heures un sommet européen sur deux jours censé déboucher sur un accord de sortie de crise de la dette, la BCE pourrait également annoncer de nouvelles mesures de soutien aux banques étranglées par la crise avec des appels d'offres pouvant aller jusqu'à trois ans.

Selon des responsables de la zone euro, la BCE a été étroitement associée aux discussions devant, selon le souhait de la France et l'Allemagne, aboutir à une plus grande intégration budgétaire de la zone euro, voire de l'Union européenne.

Les intervenants sur le marché seront également attentifs à tout indice suggérant d'une part que la BCE pourrait poursuivre son cycle d'assouplissement monétaire en 2012 et, d'autre part, qu'elle est prête à augmenter son programme de rachats d'obligations.

Conformément à ce qu'avaient anticipé près des deux tiers des analystes interrogés par Reuters, le taux de refinancement, principal taux directeur de la BCE, a été ramené d'un quart de point à 1,00%. Le taux de facilité de dépôt est abaissé à 0,25% et le taux de prêt marginal revient à 1,75%, réduits eux aussi de 0,25 point.

Le taux de refinancement revient ainsi à son plus bas record, le même que celui qu'il avait connu une première fois au plus fort de la crise financière de 2007-2009.

L'euro a légèrement progressé après la décision sur les taux, tandis que les Bourses européennes ont réduit leurs gains.

"*Aucune surprise. (La baisse des taux) était la partie facile*", a déclaré Holger Schmieding, économiste chez Berenberg Bank.

"*Les instruments classiques de politique monétaire, y compris tout ce que pourra annoncer la BCE pour soutenir les banques, sont d'une importance secondaire. La seule chose qui compte vraiment c'est si oui ou non la BCE va faire un pas de plus pour contenir la crise de la dette.*" (Reuters 08.12)

3- Banques européenne

L'Autorité bancaire européenne (ABE) a revu jeudi à la hausse les besoins de recapitalisation de 71 banques européennes et les estime désormais à près de 115 milliards d'euros, afin de leur permettre de faire face à la crise de la dette souveraine.

Les banques ont jusqu'au 20 janvier pour présenter leur plan de recapitalisation qui devra ensuite être mis en oeuvre et bouclé d'ici la fin juin 2012.

Pour les banques françaises, le déficit de capital à combler se chiffre à 7,3 milliards d'euros contre 13,1 milliards pour les banques allemandes.

Des quatre grandes banques françaises, seul le groupe BPCE (banque populaire-Caisse d'épargne), maison-mère de Natixis, voit ses besoins de fonds propres supplémentaires revus à la hausse par l'ABE. Elle les chiffre à 3,7 milliards d'euros.

"*Cet accroissement a d'ores et déjà été compensé par l'opération de rachat de titres super subordonnés, réalisée le 28 octobre 2011*", a réagi le groupe mutualiste dans un communiqué.

En revanche, BNP Paribas et Société générale ont des besoins de recapitalisation revus à la baisse. L'ABE a également confirmé que le groupe Crédit agricole n'avait pas besoin de renforcer ses fonds propres.

La SocGen a réagi en réaffirmant qu'elle atteindrait les exigences de l'ABE sans faire appel au marché et sans solliciter de fonds publics.

"*Le chiffre (de 2,1 milliards d'euros, NDLR) est d'ores et déjà réduit de 360 millions d'euros après impôts grâce au gain en capital réalisé suite au succès de l'opération de rachat de certains titres de dette fin novembre-début décembre 2011*", explique le groupe.

Quant aux banques allemandes, elles auront besoin de 13,1 milliards d'euros, plus du double de ce qui était encore estimé en octobre.

L'essentiel de cette révision à la hausse de la précédente estimation (5,2 milliards d'euros) est imputable aux besoins de Commerzbank, soit 5,3 milliards, et de Deutsche Bank, soit 3,2 milliards.

Commerzbank a précisé qu'il lui faudrait augmenter son ratio Core Tier 1 des fonds propres "*durs*" de bien plus de 10% d'ici fin juin 2012 et qu'elle n'avait toujours pas l'intention de solliciter de nouveau des fonds publics.

Deutsche Bank devra lever 3,2 milliards d'euros et a dit s'attendre à atteindre le ratio core Tier 1 fixé par l'ABE d'ici fin décembre.

Combinées, les sommes nécessaires à Nordlb, Westlb, DZBank et Helaba pour augmenter leurs fonds propres représentent 4,6 milliards.

En Italie, les besoins en capitaux d'UniCredit, première banque d'Italie, ont été revus en hausse à 7,97 milliards d'euros contre 7,4 milliards estimé initialement, a annoncé jeudi la Banque d'Italie, précisant qu'Intesa Sanpaolo, numéro deux du pays, pouvait se passer de capitaux frais.

Banco Monte dei Paschi di Sienna doit lever 3,267 milliards, contre une estimation initiale de 3,1 milliards, UBI Banca 1,39 milliard d'euros (contre 1,48 milliard il y a deux mois) et Banco Popolare a besoin de 2,731 milliards d'euros.

C'est en Espagne et en Grèce que le montants les plus lourds seront à trouver.

Santander, à elle seule, va devoir lever 15,3 milliards de capitaux frais, contre 6,3 milliards pour BBVA. (Reuters 08.12)

4- Hedge Fund

En moyenne, les fonds perdent 8,5% depuis le 1er janvier selon Hedge Fund Research. Ceux qui sont spécialisés sur les actions perdent même 18,6%.

La désintégration des marchés et leur côté irrationnel leur fait perdre de l'argent. Même Soros se fait du soucis. Alors que son fonds phare affichait 7,1 milliards de dollars d'actifs fin juin, il est tombé à 5,8 milliards de dollars fin septembre. George Soros a beaucoup de sociétés technologiques en portefeuille. Du côté de John Paulson, surnommé pendant un temps le sultan des subprimes, la chute est rude. Le gérant américain a perdu énormément d'argent cette année. Son fonds Advantage perd 32% depuis le 1er janvier. La chute atteint 46% pour Advantage Plus. Paulson a multiplié les paris manqués en misant sur Sino Forest, un spécialiste forestier en Chine dont le cours s'est effondré ou sur Bank of America (-56% depuis le 1er janvier).

Même les paris qui paraissaient forcément gagnants se sont avérés perdants. En particulier, les hedge funds avaient beaucoup acheté de devises émergentes comme le real brésilien ou la roupie indienne. Ils espéraient que la croissance de ces pays soit positive pour les devises locales. Mais les opérateurs ont préféré se séparer de ces monnaies volatiles, notamment après des décisions des banques centrales locales. Tous les indices de la catégorie sont en baisse. En moyenne, la perte atteint 18,3% pour un fonds libellé en euros. (lefigaro.fr 08.12)

Haut de page

Le 10 décembre

CAUSERIE

J'ai rectifié les liens vers les articles de l'OCDE (rubrique économie), avec mes excuses.

Dictature du capital

Hier, les négociations ont également bloqué sur l'enveloppe du MES, fixée sur le papier à 500 milliards d'euros, dont une partie doit être abondée en capital par les États.

Si les Européens privilégient le MES, c'est aussi pour des questions juridiques. «*Les marchés préfèrent un outil comme le MES, plus solide car il a un statut d'institution financière internationale et il offre un meilleur équilibre entre capital et garanties* », précise-t-on à Bruxelles. À l'inverse, le FESF n'a pas d'apport en capital : il se finance sur les marchés en émettant des obligations garanties par les États. (lefigaro.fr 09.12)

Aux Etats-Unis, c'est la Fed, un cartel de banques privées, qui fait office de banque centrale, son capital vient donc de ces banques via les marchés, c'est aussi la Fed qui tient lieu de garantie, autrement dit, c'est la Fed qui détient le pouvoir économique dans ce pays, c'est elle qui détermine l'ensemble de la politique du gouvernement à travers le Congrès et le Sénat qu'elle contrôle, donc les comptes de l'Etat, les dépenses et le volet fiscal des recettes (impôts et taxes), c'est donc la Fed qui est responsable de la gigantesque dette de l'Etat fédéral ainsi que l'ensemble des dettes des différents Etats du pays. Quand l'Etat emprunte de l'argent, il s'adresse aux marchés, donc à la Fed. Cet emprunt figure dans les comptes de l'Etat à la ligne dette, tandis que les intérêts figureront à la ligne profit des comptes de ses créanciers. Dans le cas des obligations d'Etat, les intérêts versés figurent à la ligne profit des institutions financières ou des Etats qui les ont souscrites, et toujours à la ligne dette de l'Etat.

Dans la zone euro, jusqu'à présent les Etats devaient passer par les marchés pour se financer, tandis que les banques passaient par leur banque centrale respective via la BCE. La BCE se refusait de prêter de l'argent aux Etats, tandis que par des mécanismes complexes ou détournés elle en prêtait aux banques, qui à leur tour en prêtaient aux Etats, les banquiers encaissaient la différence entre les taux d'intérêt que leur octroyait la BCE, c'est elle qui les fixent, et les taux d'intérêt qu'ils consentaient aux Etats, en résumé ils avaient mis au point un mécanisme permettant de piller les Etats et d'enrichir les banquiers sans qu'ils aient à lever le petit doigt.

Avec le MES, il s'agit d'inscrire cette pratique dans le marbre et de la généraliser à l'ensemble des 27 pays de l'UE, et si la Grande-Bretagne ne peut pas s'y associer ce n'est pas par manque d'intérêt, mais parce que la City participe déjà à la Fed et trouve son compte sans avoir à en rendre à personne contrairement à l'UE avec sa bureaucratie et ses multiples institutions (Commission, Parlement, BCE, etc.).

Vous aurez noté la différence notable entre le FESF et le MES, le FESF se finançait sur les marchés, les Etats servant uniquement de garanties, tandis que le MES sera financé en partie ou en totalité par les Etats qui continueront de se financer sur les marchés.

Avec le FESF les Etats n'avaient rien à débourser tant que leurs débiteurs étaient solvables, leur garantie n'était pas mise à contribution, avec le MES ce sont eux qui vont devoir débourser des centaines ou plutôt des milliers de milliards d'euros pour financer les Etats de la zone euro et de l'ensemble de l'UE, donc leurs dettes déjà abyssales vont s'envoler. Ils viennent d'annoncer que les Etats de la zone euro vont devoir apporter entre 150 et 200 milliards d'euros au MES, somme qu'ils n'ont pas puisqu'ils sont tous endettés jusqu'aux dents, ils vont donc emprunter cette somme aux marchés et ainsi augmenter leurs dettes.

Le MES doté d'un "*statut d'institution financière internationale*" fonctionnera davantage comme le FMI plutôt qu'une banque, d'où le refus de Merkel de transformer la BCE en une banque, car la différence entre le FMI et une banque, c'est qu'une banque a des relations réciproques avec ses clients, elle peut leur prêter de l'argent en prenant des risques, sur des profits à venir, sans pour autant avoir un droit de regard sur la politique de leurs clients, alors que le FMI dispose de l'argent que leur versent les Etats et ne le prête qu'en échange de la mise en oeuvre de la politique qu'il leur impose (plan d'ajustement structurel), dans le cas de la banque, le patron demeure le maître à bord de son entreprise, dans le cas du FMI, c'est lui qui devient le véritable patron des Etats auxquels il a prêté de l'argent, c'est directement le FMI qui dicte aux Etats la politique qu'ils doivent appliquer.

Pour compléter cette analyse, un autre extrait de l'article du Figaro sur le MES qui confirme ce qui vient d'être dit

«*On est toujours sur un objectif de 800 milliards d'euros*», affirme une source bruxelloise, qui reconnaît que l'une des deux solutions basée sur l'apport de capitaux des grands pays émergents n'est plus d'actualité étant donnée la frilosité de ces derniers. La voie explorée au cours des deux derniers jours à Bruxelles est donc celle d'un recours au FMI. Problème : le fonds monétaire international, qui contribue déjà pour un tiers aux sauvetages européens, manque de réserves. L'accord d'hier prévoit ainsi de mobi-liser jusqu'à 200 milliards d'euros, via les banques centrales des États de la zone, et de les mettre à disposition du FMI pour les reverser… aux maillons -faibles de l'Europe. Les États se sont donné un délai de dix jours pour caler la mécanique. (lefigaro.fr 09.12)

De leur côté, les banquiers ont parfaitement saisi la signification de l'accord auquel sont parvenus hier les chefs d'Etats de l'UE excepté la Grande-Bretagne... et n'ont pas perdu de temps pour réagir :

Goldman Sachs a relevé vendredi après-midi sa recommandation sur les banques européennes, de "sous-pondérer" à "neutre", après l'annonce la veille par la Banque centrale européenne d'un allongement de la maturité de ses prêts aux banques et les interventions concertées des banques centrales la semaine dernière. (Reuters 09.12)

Pensez donc, selon Christophe Nijdam, analyste chez AlphaValue, "*(ces) mesures sont vraiment, vraiment, positives pour le secteur : les banques européennes ont 500 à 700 milliards d'euros d'emprunts obligataires qui arrivent à échéance en 2012*", un répit qui sera de courte durée lorsque les conséquences des mesures d'austérités mises en oeuvre par les différents gouvernements se traduiront par une récession, c'est déjà le cas dans plusieurs pays, lire plus loin, l'effondrement de la consommation et des recettes des banques et des Etats, sans parler du chômage qui va continuer de croître et contribuera à l'insolvabilité des clients des banques.

Goldman Sachs a surtout compris que Merkel, qui incarne la politique dictée par la Fed, avait obtenu gain de cause, avec l'accord d'hier les banquiers ont décroché le jackpot (ou jack pot) !

L'impérialisme américain et plus généralement l'aristocratie financière ont compris depuis longtemps par les relations qu'ils avaient tissées de longue date avec Merkel (lire dans le site les articles consacrés à sa participation à des think-tanks néo conservateurs américains), qu'ils devaient s'appuyer sur elle, car de son côté Sarkozy ne pouvait remplir que le rôle de l'idiot utile à leur plan, je me permets même de douter de ses facultés à y comprendre grand chose, par contre ils savent qu'ils peuvent compter sur sa totale loyauté, sa complète soumission.

Inutile de préciser que les valeurs bancaires se sont envolées sur les places boursières européennes ce vendredi après-midi.

Hargneux, vaniteux, rancunier, grossier... et rustre !

Nicolas Sarkozy a refusé de serrer la main du Premier ministre britannique David Cameron, vendredi 9 décembre, après les négociations du sommet de la zone euro.

Ça c'est passé vers 11 h à Bruxelles. C'est ce qui s'appelle un "*vent*", une "*bâche*" ou encore "*une boite à baffes*" selon le journaliste d'i>TELE. Ou quand un geste vaut mieux qu'un long discours...

Un acte dont la presse britannique s'est immédiatement emparé, rapporte Rue89. Le Daily Mail racontait ainsi l'"*affront*" de Sarkozy : "*ce moment où Nicolas Sarkozy montre ce qu'il pense réellement du veto de David Cameron sur la réforme du traité européen de Lisbonne.*"

"*Après une séance épuisante qui a duré toute la nuit, monsieur Cameron s'approche du président français, la main tendue, comme s'il était prêt à lui serrer pour lui montrer qu'il n'y a pas de malaise. Mais non seulement monsieur Sarkozy refuse-t-il de serrer la main du premier ministre, mais il va jusqu'à se tourner sur le côté, en faisant un signe de la main à quelqu'un sur sa droite*", rapporte le Daily Mail.

"*Monsieur Cameron, clairement snobé, utilise la main qu'il avait tendue pour tapoter affectueusement - quoique bizarrement - l'épaule de monsieur Sarkozy et continue son chemin, la tête haute, mais un sourire blessé sur le visage*", estime le journal anglais. (lepost.fr 09.12)

Sarkophage (bientôt!) cumule les qualités, surtout celle de ne pas pouvoir se contrôler !

Allégeance aux institutions. Sarkozy n'a qu'une parole.

C'est le 19 décembre qu'une délégation des maires à l'initiative du POI sera reçue au ministère des Collectivités territoriales, avons-nous appris à la page 8 du n°178 d'*Informations ouvrières*, hebdomadaire du POI

"*Lundi 19 décembre, nous apporterons les dossiers de nos communes et demanderons que le « volontariat » en matière d'intercommunalité dont parlait le président de la République dans la lettre qu'il nous a adressée soit « finalement » respecté par les préfets.*"

Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays et illégitimes, honnis des travailleurs, le POI n'en a cure, c'est à se demander d'où ce parti tient la légitimité.

Au départ cette démarche avait été effectuée en direction de Sarkozy que le POI voulait rencontrer.

Question : qu'est-ce qui diffère avec la démarche de l'intersyndiacle jaune dénoncée en page 4 d'*Informations ouvrières* par Daniel Shapira (POI-CCI) : " *Les organisations syndicales appellent tous les salariés à agir pour se faire entendre des décideurs (gouvernement, élus, responsables d'entreprises) dans la période du 1er au 15 décembre 2011, en particulier lors du temps fort de rassemblements le 13 décembre », elle laisse dans le désarroi de nombreux militants et responsables.*".

Gageons que la démarche de la direction du POI en direction de l'Elysée (et du Sénat lire ci-dessous) laissera dans "*le désarroi de nombreux militants et responsables*" du POI...

Pour ne pas être en reste, trois transfuges du PS passés au POI demandent à être reçus par le président du Sénat :

"*C'est pour cela que Gérard Schivardi, maire de Mailhac, secrétaire national du POI, Georges Lemoine, ancien ministre, membre du bureau national du POI, et Claude Jenet, secrétaire national du POI, ont demandé à être reçus par Jean-Pierre Bel, président PS du Sénat, pour discuter de ces questions.*". Ils seront en famille !

Amalgame révélateur

Dans l'éditorial du n°178 d'*Informations ouvrières*, D. Gluckstein écrit : "*Sarkozy et Merkel font ici un pas supplémentaire sur la voie de la violation de la souveraineté de tous les peuples*

Questions : Où a -t-il trouvé un seul Etat, un seul gouvernement, qui respecterait la souveraineté du peuple ? En France et en Irlande sans doute après le rejet du projet de Traité constitutionnel européen...

Qu'est-ce qui incarne la souveraineté du peuple ? Pour Gluckstein c'est l'Etat, les institutions qui sont censés représenter les intérêts de toutes les classes, l'intérêt général de la nation, ce qui coïncide avec sa conception de la défense de la lutte des classes que partagent notre ennemi de classe pour nous livrer une guerre incessante sur ce terrain-là.

L'emploi de cette formule laisse à penser que finalement toutes les classes constitueraient le peuple, et qu'elles auraient en commun comme principe souverain, l'indépendance de la nation, principe qui s'imposerait au-delà des antagonismes irréconciliables entre les classes. L'indépendance de la nation étant menacée par une force maléfique qui logerait à Berlin, Bruxelles ou Washington, le peuple devrait se mobiliser pour la défendre. Ailleurs on appelle cela l'union nationale, le front populaire ou tout simplement un consensus pour sauver la mère patrie.

Quelle "*souveraineté des peuples*" ? Dans quel pays de l'UE les peuples seraient souverains ? Pour notre part nous n'en connaissons aucun. Mais peut-être que nous n'avons pas la même définition de l'Etat, à moins que nous évoquions la situation telle qu'elle est en 2011, alors que Gluckstein se situe au XVII ou au XVIIIe siècle, quand l'Italie n'avait pas encore réalisé son unité et accédé à l'indépendance ou encore quand l'Autriche était sous domination prussienne, c'est ce qui s'appelle aller de l'avant dans

le passé !

Apparemment nous n'avons pas la même conception de la souveraineté des peuples. Pour Gluckstein elle est soumise ou se confond avec l'existence des institutions de la Ve République, avec l'Etat tel qu'il existe de nos jours, c'est bien cet Etat dont il prend la défense ici ; pour nous, à l'inverse, elle repose uniquement sur la légitimité du combat des masses exploitées qui composent la majorité du peuple pour défendre leurs droits, besoins ou aspirations ou pour en obtenir d'autres sur le plan social et politique dans le cadre de l'Etat capitaliste qu'elles doivent à terme renverser par une révolution en avançant sur la voie du socialisme.

Dans son précédent éditorial il avait dénoncé le catastrophisme et la mise en scène de Sarkozy, et voilà qu'il se livre au même exercice pour venir au secours de l'Etat menacé de disparition du jour au lendemain comme chacun sait. Camarades du POI ne vous affoler pas, cela fait 53 ans qu'on entend vos dirigeants et leurs prédécesseurs affirmer que la Ve République est à l'agonie, que le marché mondial va exploser, etc. ainsi le jour où cela se produira vraiment, ils pourront dire : vous voyez que nous avions raison, sauf qu'on vous jugera sur votre capacité à construire ou non le parti dont la classe ouvrière a impérativement besoin pour prendre le pouvoir, on se fout éperdument de vos certificats et déclarations d'autosatisfaction.

La souveraineté des peuples est une formule d'autant plus malheureuse, qu'elle fait penser instantanément à la souveraineté nationale entonnée par les souverainistes de gauche, de droite et d'extrême droite.

Les Etats de l'Union européenne sont souverains et indépendants depuis plus d'un siècle. Jusqu'à preuve du contraire, ce sont les gouvernements des différents Etats de l'UE qui décident du budget de l'Etat, dépenses et recettes. Et même dans l'accord qui a été conclu entre les chefs d'Etats de l'UE hier, il n'est pas prévu que ce soit la Commission européenne, le Parlement européen ou la Banque centrale européenne ou une autre institution de l'Union européenne qui fixe le bugdet des différents Etats, et quand bien même cela se produirait, il ne pourrait être adopté qu'après un vote favorable des parlements nationaux, ce qui signifie que le combat politique devra continuer d'être axé contre les institutions et les parlements nationaux dans chaque pays aussi longtemps qu'il en sera ainsi, et ce n'est pas demain la veille que cela changera.

Mettre en avant la défense de la "*souveraineté des peuples*" revient à interdire à la classe ouvrière de trouver une issue politique à la crise du capitalisme indépendante de la classe des capitalistes, c'est brader l'indépendance de classe du prolétariat une fois enchaîner à l'Etat qu'il faut sauver à tout du prédateur européen ou des marchés qui se cachent derrière.

La suite de son éditorial confirme mon analyse, il écrit : "*Au nom de la dette et de la réduction des déficits publics, ils voudraient tout à la fois piétiner la démocratie et la souveraineté nationale et populaire, et détruire toutes les conquêtes ouvrières arrachées depuis 1945*"

Il ne lui viendra pas à l'esprit que c'est justement "*la démocratie et la souveraineté nationale et populaire*" telles qu'elles existaient jusqu'à nos jours, qui ont permis depuis plus de 20 ans aux différents gouvernements de mettre en oeuvre une politique remettrant en cause tous nos droits ou acquis sociaux, de liquider les services publics, etc. conformément aux besoins manifestés par l'aristocratie financière et qui finalement coïncident avec les besoins et les contradictions engendrés par l'évolution du capitalisme mondial.

La référence à 1945 n'est pas fortuite ni nouvelle pour ce nostalgique de l'union nationale sous la IVe République.

Pour notre part, nous ne nous reconnaissons pas dans cette démocratie, ce n'est pas la nôtre, nous revendiquons une démocratie ouvrière, une démocratie de la majorité et correspondant à ses besoins, nous ne nous reconnaissons pas dans la souveraineté nationale, nous revendiquons la destruction de l'Etat bourgeois et la fondation d'un Etat social ou socialiste, nous ne nous reconnaissons pas dans la souveraineté populaire qui coïncide en réalité avec la dictature de la classe dominante, nous revendiquons la souvernaineté de l'ensemble des masses exploitées, la dictature du prolétariat sur la classe des capitalistes, nous revendiquons tout le pouvoir, sans partage avec celle des exploiteurs.

Parole d'internaute

- "*On ne reproche pas aux Portugais d'avoir fraudé, contrairement aux Grecs : les origines de la crise sont donc ailleurs !* " (lemonde.fr 09.12)

Pardi !

INFOS EN BREF

Politique

1- Croatie

La Croatie a signé vendredi le traité d'adhésion qui lui permettra d'intégrer l'Union européenne en 2013. Les dirigeants de l'UE ont en revanche reporté leur décision sur la candidature éventuelle de la Serbie à mars prochain.

Le pays a été durement touché par la récession économique et s'en remet plus péniblement que ses voisins des Balkans. Zagreb espère que son adhésion relancera son économie.

Ce pays de 4,2 millions d'habitants est confronté à un taux de chômage d'environ 17% et un déficit budgétaire de 6,2% du Produit intérieur brut. Le gouvernement conservateur rechigne à adopter des réformes structurelles et fiscales et à lutter efficacement contre la corruption. Sa notation a été abaissée il y a un an par l'agence Standard & Poor's.

Le président du Conseil européen Herman Van Rompuy a souligné que la Croatie sera un "*observateur actif*" au sein de tous les forums européens jusqu'à son intégration officielle dans 18 mois. Cette adhésion doit maintenant être ratifiée par les Parlements des 27.

La Croatie sera la seconde nation de l'ex-Yougoslavie à rejoindre l'UE après la Slovénie, entrée en 2004. Tous les autres pays -Bosnie, Kosovo, Macédoine, Monténégro et Serbie, sont également candidats. (AP 09.12)

2- Pakistan

L'attaque aérienne menée par les forces de l'Otan qui a coûté la vie à 24 soldats pakistanais le 26 novembre le long de la frontière avec l'Afghanistan avait été planifiée, estime un haut responsable militaire pakistanais.

Le général Ashfaq Nadeem, responsable des opérations militaires, a fait cette déclaration jeudi devant la commission sénatoriale de la Défense, rapportent des journaux.

Nadeem a indiqué aux sénateurs que son pays, allié stratégique des Etats-Unis, envisage de déployer un dispositif de défense antiaérienne le long de sa frontière afin de prévenir de nouvelles attaques.

Selon le Daily Times, Nadeem a qualifié l'attaque de complot tandis qu'un autre quotidien rapporte que l'officier a jugé que l'opération constituait de "*conspiration planifiée*" contre le Pakistan.

"*Nous pouvons nous attendre à de nouvelles attaques de la part de nos prétendus alliés*", a dit Nadeem cité par l'Express Tribune.

Le Pakistan affirme qu'il s'agit d'un acte flagrant d'agression qui n'était justifié par aucune provocation, une accusation rejetée par les Etats-Unis.

Deux responsables américains ont expliqué à Reuters que les premiers éléments de l'enquête en cours montrent que les officiers pakistanais du centre de coordination frontalier avaient donné leur feu vert pour une intervention aérienne sans savoir que leurs soldats se trouvaient dans la zone. (Reuters 09.12)

Economie

1- Grèce

Le produit intérieur brut (PIB) grec s'est contracté de 5 % au troisième trimestre 2011, sur un an, selon des données révisées de l'autorité des statistiques grecques. En revanche, cette réévaluation ne modifie pas la contraction aux trimestres précédents, de 7,4 % pour le deuxième et de 8,3 % pour le premier.

Les dépenses totales de consommation, privée et publique, ont reculé de 5,1 %, à 42,2 milliards d'euros par rapport au troisième trimestre 2010, ce qui a contribué à réduire de 71,4 % le déficit du commerce extérieur, a précisé l'ESA. Sur la même comparaison, les exportations, à 13,8 milliards d'euros, ont progressé de 3,2 %, tandis que les importations ont reculé de 4,3%, à 14,2 milliards d'euros.

Selon le budget 2012, le PIB doit se contracter de 5,5 % pour 2011, et la récession en Grèce, surendettée et soumise depuis 2010 à une cure d'austérité dictée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, doit se poursuivre en 2012 pour la cinquième année consécutive, avec un recul de 2,8 % du PIB. (lemonde.fr 09.12)

2- Portugal

Le PIB du Portugal s'est quant à lui replié de 0,6 % au troisième trimestre et de 1,7 % en glissement annuel, selon des

données définitives publiées par l'Institut national des statistiques (INE).

En glissement annuel, le recul du PIB "*est dû à la forte baisse de la demande intérieure*", qui a chuté de 4,6 % de juillet à septembre (de 5,1% au 2e trimestre), a expliqué l'INE dans un communiqué.

L'investissement est tombé de 13,7 %, tandis que la consommation des ménages a reculé de 3,3% en raison notamment d'une baisse de 16,5 % en ce qui concerne les biens durables. Le gouvernement portugais table sur une récession de 1,6 % du PIB cette année, qui devrait s'approfondir à - 3 % en 2012 dans un contexte de forte austérité budgétaire. (lemonde.fr 09.12)

3- Pays-Bas

L'économie néerlandaise est susceptible de basculer en récession ce trimestre, les entreprises et les particuliers réduisant leurs dépenses en raison de la crise de la zone euro, a annoncé vendredi la banque centrale du pays, ajoutant au passage que le déficit budgétaire devrait dépasser la barre des 3% du produit intérieur brut (PIB) en 2012 et 2013.

De ce fait, pour revenir sous cette limite fixée par l'Union européenne, le gouvernement devra mettre en place de nouvelles mesures d'économies, ce qui risque d'augmenter les tensions entre le gouvernement de centre-droit au pouvoir et son allié d'extrême droite au parlement.

Selon la banque centrale néerlandaise, le PIB du pays se contractera de 0,4% sur la période octobre-décembre par rapport au troisième trimestre, période marquée par une contraction de 0,3%.

La cinquième puissance économique de la zone euro, fortement dépendante des exportations, va pâtir d'un ralentissement de la croissance du commerce mondial, poursuit la banque centrale.

Le gouvernement veut ramener le déficit budgétaire sous les 3% dès 2012, à la faveur de 18 milliards d'euros de réduction des dépenses.

La banque centrale voit toutefois, sans mesures supplémentaires, ce ratio à 3,5% en 2012, à 3,7% en 2013 après 4,4% cette année. (Reuters 09.12)

4- Inde

Le gouvernement indien a annoncé vendredi une nette révision à la baisse de ses prévisions de croissance pour l'exercice budgétaire 2011-2012 en raison d'une baisse de la demande aussi bien intérieure qu'extérieure.

Le produit intérieur brut (PIB) de la troisième économie asiatique est désormais vu en hausse entre 7,25% et 7,5% sur les 12 mois à fin mars 2012 contre une estimation de + 9% faite en février.

Le ralentissement de l'économie a mis les finances publiques sous tension, ce qui s'est traduit récemment par une chute de la roupie. Les recettes fiscales augmentent moins qu'attendu alors que la hausse des dépenses publiques est supérieure aux prévisions.

"*On ne peut pas nier le fait qu'atteindre l'objectif (de déficit budgétaire) ne sera pas facile cette année*", déclare le ministère des Finances à l'occasion de la revue bi-annuelle des prévisions du gouvernement.

D'après des économistes, le déficit budgétaire pourrait ainsi être supérieur d'un point de pourcentage au ratio de 4,6% du PIB retenu par le gouvernement pour 2011-2012.

En outre, le déficit commercial pour l'exercice budgétaire devrait sensiblement se creuser pour atteindre 116 à 120 milliards d'euros contre 77,8 milliards sur 2010-2011, une évolution qui devrait également peser sur la devise indienne.

L'Inde pourrait ainsi se trouver confrontée à sa plus grave crise financière depuis plusieurs décennies si elle n'arrive pas à enrayer le déclin de la roupie.

Contrairement à la plupart de ses pairs asiatiques, l'Inde a récemment laissé filer ses comptes publics et accuse un large déficit des comptes courants.

Le pays doit donc trouver des capitaux étrangers - surtout des dollars américains - pour combler ces manques, des capitaux dont le coût augmente lorsque la roupie baisse.

La monnaie indienne est la principale victime de cette fuite de capitaux. La devise, en partie convertible, s'est dépréciée de près de 17% par rapport au dollar depuis le début de l'année, la pire performance des monnaies asiatiques.

La faiblesse de la roupie alimente l'inflation via les importations. Sur les 11 derniers mois, les prix à la consommation ont augmenté de plus de 9% malgré 13 hausses de taux décidées par la banque centrale depuis mars 2010. (Reuters 09.12)

Après avoir supprimé totalement l'alcool, je mange davantage de riz, le même que celui que je donne à mon chien et nous nous en portons très bien merci, je voulais changer de moto parce qu'elle est rouillée de partout au bout de quatre ans passés à quelques dizaines de mètres de la mer où j'habitais avant, j'ai appris que pour acquérir la même moto je devrais débourser 50% de plus, du coup je garde ma bécane et je vais changer les pièces abimées, j'avais envisagé de racheter un canapé et des fauteuils en osier pour remplacer les miens qui sont vraiment dans un sale état après les avoir récupérés dans la mer lors du tsunami, trop cher à mon goût, je vais les rafistoler et les recouvrir, le fromage que je payais 40 roupies il y a peu a atteint 90 roupies, du coup j'achète du lait et je le fabrique moi-même, ce n'est pas le même fromage, mais il accompagne très bien les crudités, je ne jette rien, le petit lait servira à préparer le plat du chien, etc.

Ils nous ont déclaré la guerre, nous n'avons pas dit notre dernier mot, et puis je ne peux pas aider mes beaux-frères et dépenser de l'argent pour mon petit confort, je suis déjà bien loti, je suis même un foutu privilégié...

Haut de page

Haut de page

Le 11 décembre

CAUSERIE

Manoeuvre électoraliste

- Vote des étrangers aux élections locales : Plus d'un Français sur deux favorable - 20minutes.fr

Sur 1,3 million d'Européens installés ou qui travaillent en France et qui bénéficient du droit de vote, seuls 235 000 ont participé aux scrutins précédents, c'est ce que j'ai entendu aux infos du soir sur TV5Monde Asie il y a quelques jours. Donc ce sondage me fait marrer, ils demandent à des gens leur avis sur une question qui ne les concerne qu'indirectement, et parmi ceux qui sont directement concernés, 80% s'en foutent !

On n'a pas (du tout ou en parrtie) les mêmes rapports à la société bien qu'on appartienne à une classe spécifique, alors pourquoi devrions-nous décider pour qui voter, c'est un immigré qui écrit cela. J'habite en Inde depuis de nombreuses années, si je vais voter ce sera en fonction de certains critères sans que cela soit forcément ceux de la majorité des Indiens, donc j'estime qu'ils seraient en droit de me dire : de quoi vous mêlez-vous.

Sur le principe en soi, évidemment que je suis pour accorder le droit de vote à tous et sans aucune restriction, comme je suis pour la disparition des frontières, des Etats, des classes, de l'argent, etc. sauf que c'est inconcevable dans la société telle qu'elle existe... Eh oui, il y a bien un moment où il faut tenir compte de la réalité, assumer ses responsabilités, sinon on dit ou on fait n'importe quoi et cela n'a aucun sens, n'en déplaise aux tiers-mondistes et autres apprentis sorciers ouvriéristes.

Je vais vous dire un truc, je viens de passer au total 17 ans de ma vie en Inde, et bien j'ai appris à mettre mes principes dans ma poche, et à tenir ma langue aussi, j'y ai été contraint de grè ou parfois de force pour m'intégrer un minimum dans cette société, alors ce n'est pas pour aller les glisser dans une urne une fois tous les 4, 5 ou 7 ans. Moi aussi je débordais de bonnes intentions en arrivant en Inde, depuis j'ai pris la mesure de ce que je pouvais dire ou faire et ce que je ne pouvais ni dire ni faire, on fait rarement ce qu'on veut dans la vie, surtout quand on s'écarte de la réalité ou qu'on ne veut pas la voir telle qu'elle est.

Pour revenir à notre sujet. C'est encore l'immigré qui sert de bouc émissaire et de toile de fond à une misérable polémique entre des partis tous plus pourris les uns que les autres, du PS au FN en passant par l'UMP, avec des arrière-pensées qui n'ont rien à voir avec les droits politiques des immigrés.

Pourquoi TV5Monde Asie nous a-t-il passé avant-hier un documentaire sur J-M Le Pen ? Qu'est-ce qu'on en a à foutre franchement ? Il n'était pas destiné aux expatriés, il s'adressait aux Français de l'étranger qui sont racistes et qui votent UMP mais

qui seraient tentés cette fois de voter Le Pen, les Français qui sont originaires d'autres pays,par exemple les 8 000 Français d'origine indienne qui vivent à Pondichéry. Tous les médias sont en campagne électorale et TV5Monde Asie n'y échappe pas.

Une petite coupe de champe Excellence ?

Golf, Formule 1, non, non, vous n'y êtes pas, c'est plus rustique : du foot ! Annonce d'un match de foot sur TV5Monde Asie :

- "*Le PSG retrouvera-t-il son football champagne ?*"

Normal, c'est l'Emir du Qatar qui arrose ! Relations publics et business obligent ! Et survie politique, j'oubliais...

La méthode Coué ne suffit plus à les rassurer. Ils sont désabusés.

Passons sur les états d'âme de l'éditorialiste du *Monde* qui n'a pas hésité à qualifier ce sommet d'"*historique*", sous certains aspects seulement a-t-il précisé. Lesquels ?

- "*Le traité intergouvermental doit être rédigé...*", plus tard, dans quelques mois...

- "*Un vrai pacte budgétaire va être instauré...*", il ne l'est pas encore...

- "*Des mesures d'urgence ont aussi été discutées à Bruxelle...*", parole, parole, parole...

Pas très consistant tout cela, pour le moment en tout cas.

J'ai gardé le dernier paragraphe comme plat de résistance :

- "*Pour la gouvernance comme pour les mesures d'urgence, d'énormes zones d'ombre subsistent néanmoins. (...) Comme après les quinze sommets précédents, l'incertitude, le flou, l'imprécision risquent de provoquer rapidement de nouveaux soubresauts sur les marchés. Et l'organisation, en toute catastrophe, d'un énième sommet.*" (lemonde.fr 10.12)

Attention c'était le XVIe sommet, un chiffre maudit... pour eux bien sûr ! Dommage que Prévert ne soit plus là, dans un poème il s'était étonné que les Louis ne savaient pas compter au-delà du chiffre 16. Cher Jacques, il faut avoir encore sa tête pour prononcer le chiffre 17 !

Il n'y a plus à hésiter ou à tergiverser un instant sur le fait de savoir s'ils vont parvenir à remonter la pente comme lors de chaque crise ou si le cycle qui est enclenché depuis 2007-2008 conduit inexorablement à l'abîme si on ne parvient pas à les arrêter, à prendre le pouvoir, car il est devenu impossible de concevoir qu'on pourrait simplement les faire reculer, ils n'en ont pas les moyens, pire, le décideraient-ils que demain l'UE leur interdirait, ils sont aux abois, ils sont pris à la gorge, ils craignent l'affrontement direct avec les masses, mais ils n'ont pas le choix, il est inévitable, il est donc impératif de s'y préparer et d'y préparer les travailleurs.

Le roi est nu ! Le capitalisme est obligé d'apparaître à la face du monde tel qu'il est vraiment. Ses représentants s'accordent pour verser des centaines ou plutôt des milliers de milliards d'euros ou de dollars aux banquiers et aux marchés financiers, et s'entendent pour imposer aux masses laborieuses une formidable régression sociale qui va conduire à la paupérisation des couches entières de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie, avant que l'ensemble des travailleurs soient frappés à leur tour de plein fouet.

Il ne pourrait survivre à cette crise qu'à deux conditions : s'ils parviennent à sacrifier ou à réduire à la misère des générations entières endettées ou devenues insolvables jusqu'à leur extinction, ce qui nécessiterait plusieurs décennies, et si l'on ne parvient pas à construire le parti dont nous avons impérativement besoin pour les arrêter et prendre le pouvoir.

Le socialisme et son expression (consciente et pratique) la plus achevée en régime capitaliste, le parti, repose sur le refus des exploités d'être réduits en esclavage. Les capitalistes ont encore quelques mois, jusqu'en 2013 peut-être, pour réduire à la précarité absolue des dizaines et dizaines de millions de travailleurs en Europe et aux Etats-Unis, plus de 100 millions si on ajoute leurs familes, y parviendront-ils ? Durant cette période, parviendrons-nous à construire le parti et l'Internationale ? Cela me semble un peu juste comme délai.

Mais en partant du constat que j'ai dressé plus haut, le capitalisme avançant à visage découvert, de plus en plus de travailleurs et militants vont être amenés à en tirer la conclusion qu'ils n'ont plus rien à en attendre, donc à rompre avec le capitalisme, sur le plan politique, à rompre avec tous ceux qui s'en accommodent, à chercher à se donner les moyens de résister, à s'organiser, il y a donc là une formidable opportunité pour construire le parti... avant qu'il ne soit trop tard, car une fois réduit à la misère, on est

trop occupé à assurer quotidiennement sa survie pour avoir la tête ailleurs ou espérer encore qu'il existerait un moyen pour s'en sortir, on est davantage prêt à suivre le premier dictateur venu pour peu qu'il vous fasse rêver qu'à faire l'effort de réfléchir, ce qui est devenu au-dessus de nos moyens.

D'où la nécessité de défendre tous nos droits ou acquis, mais en donnant à notre combat politique un contenu et une perspective révolutionnaire qui permette de faire un pas vers notre objectif, et non en entonnant le chant patriotique de la défense de la souveraineté nationale (POI).

Allez, on se détend un peu, le monde est si triste, le combat politique si aride, je pourrais affecter un air sérieux ou supérieur histoire d'être pris plus au sérieux par les militants, et bien non, comme très souvent j'ai décidé de faire le contraire, parce que sans un peu de répit on ne tient pas indéfiniment, d'autant plus que la patience des militants est mise à rude épreuve, n'est-ce pas ? Vous en rencontrez beaucoup de moments de satisfaction ou de plaisir dans votre vie en observant le monde extérieur ? Pas moi, en dehors de ceux que je me procure moi-même. Vous savez ce que me dit au téléphon une fois sur deux mon épouse, textuellement : *du courage, il faut tenir, il faut se battre*, parfois en larmes... Bon dimanche et bon courage à tous au passage.

Un équilibre virtuel

- Sarkonapoléon :"*C'est un sommet qui fera date*".

A croire qu'il aurait passé une des plus mauvaises nuits de sa vie. On lui en souhaite d'autres du même genre d'ici mai 2012, qu'il en profite car après...

- Bismerckel : "*On ne réglera pas la crise en un seul sommet*".

Ni même au bout de 16 apparemment !

Affreux le règne de la nécessité !

- La nécessité d'une réponse globale à la crise financière - LeFigaro.fr -

Eureka !

- Le couple «Merkozy» sort gagnant du sommet - LeFigaro.fr

Plouf !

- Pas d'accord sur le montant du futur fonds de sauvetage - LeFigaro.fr

Pas de bol, le mauvais sort s'acharne sur eux..

Rififi dans la maison Lego et Cie.

- Aubry s'en prend à «*l'ego*» de Montebourg - Liberation.fr

BCBG, bobo, "*chevalier blanc*", et il joue encore aux legos, ils ne sont pas finis ces gens-là...

Alea jacta est (le sort en est jeté)

- Jack Lang veut porter plainte contre Montebourg... et le gifler - LePost.fr

Il n'a pas précisé où l'émissaire spécial de La Talonnette, c'est qu'il est beau gosse le petit notable de province...

Bref, qu'on se le dise :

- Valls: «*Hollande ne se laissera pas entraîner par les affaires internes du PS*» - Liberation.fr

La preuve :

- Pas-de-Calais - Jack Lang privé d'investiture PS pour les législatives - LePoint.fr

Il paraîtrait que c'est Aubry qui l'a débarqué et non Hollande trop mou pour supporter un soufflet de la pucelle à langue de Blois (ville dont Lang était le maire).

Toujours plus bas.

- Rama Yade dénonce des attaques sous la ceinture - lexpress.fr

Autant en emporte le vent

- "*La coopération Sarkozy/Merkel 'a porté ses fruits' selon la chancelière*" (LeMonde.fr), qui aussitôt entrés en putréfaction a déclenché "*le soulagement de Sarkozy au milieu de la nuit*" (LeFigaro.fr) sous la forme d'"un "*vent*" à Cameron. (LePost.fr)

Il a dû d'autant plus le sentir qu'il était chargé, car il valait pour deux avec Bismerkel !

Approximativement

- Russie : Environ 20.000 manifestants anti-Poutine à Moscou -20minutes.fr

- Russie : jusqu'à 80 000 manifestants à Moscou - lexpress.fr

Les journaliste du Monde et de Libération, qui ont relayé les chiffres donnés par des manifestants, ont parlé de 100 ou 150 000 manifestants à Moscou, qui dit mieux ?

Irrecevable

- L'Iran porte plainte à l'Onu après l'intrusion d'un drone US - Reuters

Irrecevable : il a été transporté à dos de chameau d'Afghanistan jusqu'en Iran !

INFOS EN BREF

Social

France

1-Entre 2.400 personnes selon la police et 4.000 selon les organisateurs, venus en deux cortèges de La Crau et de La Cadière-d'Azur (Var), à bord de 130 tracteurs et de voitures, ont manifesté samedi à Toulon pour manifester contre les projets de tracés de la LGV Paca.

Une quarantaine d'organisations syndicales et professionnelles agricoles, des élus de tous bords, des associations de défense de l'environnement et des collectifs d'habitants, s'étaient associés à cette manifestation, inscrite dans "*les journées européennes des projets inutiles et ruineux*".

Pour le président de la chambre d'agriculture, Alain Baccino, "*on n'a pas sauvé le rosé pour laisser passer la LGV*" (Ligne à grande vitesse), qui doit traverser la région Provence-Alpes Côte d'Azur (Paca) à l'horizon 2023. Selon lui, "*tous les fuseaux de RFF (Réseau Ferré de France, l'un des co-financeurs, NDLR) passent dans les zones agricoles et ça, c'est impossible*".

La concertation sur le tracé a été interrompue dans les Bouches-du-Rhône et le Var, après plusieurs réunions publiques mouvementées, mais se poursuit dans les Alpes-Maritimes. La ligne, qui vise notamment à parer à la saturation prévisible du réseau, doit mettre Paris à 4 heures de Nice (près de 5 heures 40 actuellement). (20minutes.fr 10.12)

Combien de milliards dépensés pour économiser 1h40, combien d'exploitations agricoles saccagées ? Toujours plus grand, toujours plus vite, pour vivre dans quelle société à l'arrivée, pour quel bénéfice en terme de niveau et de qualité de vie ?

2- Environ 2.600 personnes selon la police, 4.000 selon les organisateurs, ont manifesté samedi à Bayonne pour réclamer la "*résolution intégrale du conflit basque*" après l'annonce le 20 octobre par l'organisation séparatiste ETA de la fin de la lutte armée.

Les manifestants, dont beaucoup venus d'Espagne, ont défilé derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire, en français et

en basque, "*Pays basque, résolution démocratique maintenant*".

La manifestation, organisée par un collectif soutenu par des élus socialistes et écologistes, avait pour but déclaré de créer "*un mouvement large en faveur de la résolution intégrale du conflit en Pays basque et la mise en place d'un processus démocratique*". (Reuters 10.12)

Que revendiquent-ils ? L'unification du Pays basque "*maintenant*". Dans quel cadre, celui de la régionalisation prônée par l'UE qui ne pourrait en aucun cas signifier un progrès social pour la population basque, ou dans le cadre des Etats français et espagnol débarrassés de la tutelle de l'UE et des institutions de la Ve République ou héritées du franquisme, qui une fois seulement ces conditions réalisées permettrait de respecter et satisfaire les besoins particuliers de l'ensemble de la population basque ?

Haut de page

Le 12 décembre

CAUSERIE

Le "***secret***" de la "***réussite***" allemande.

Peter Hartz, l'ancien directeur des ressources humaines de Volkswagen, membre du Parti social-démocrate (SPD), a été l'un des principaux inspirateurs des lois de l'"Agenda 2010" mis en place en 2003 par Gerhard Schröder. Il a été condamné par la justice en 2007 pour divers délits commis dans le cadre de ses fonctions chez Volkswagen, notamment des faveurs sonnantes et trébuchantes accordées au dirigeant syndical de VW. (lemonde.fr 11.12.11)

Pour se faire pardonner IG Metall signera un accord pourri avec la direction dont voici un extrait :

L'accord prévoit un gel des salaires du personnel pendant 28 mois. Dans l'avenir, les salariés et les apprentis qui ont terminé leur formation auront un salaire moins élevé. Même si les salaires des nouveaux embauchés seront inférieurs au niveau en vigueur chez VW, ils dépasseront le niveau convenu dans l'industrie métallurgique en Basse-Saxe. En outre, les deux parties ont décidé d'avoir une plus grande flexibilité du temps de travail. (www.imfmetal.org 16.11.04)

Les actionnaires de Volkswagen par la voix de leur représentant ayant eu parfaitement conscience de l'intérêt d'un tel accord pour l'avenir, ont rescidivé six ans plus tard en signant un nouvel accord avec le syndicat IG Metall, en février 2010 : "*L'entreprise et les représentants des salariés ont affirmé leur détermination à augmenter ensemble la productivité*", et se sont entendus pour indexer davantage les salaires sur les performances, précise Volkswagen dans un communiqué séparé. "*Les salariés qui ont un travail sûr sont motivés et prêts à contribuer à l'amélioration de la productivité. C'est la base du succès de Volkswagen*", s'est félicité Harmut Meine, le représentant d'IG Metall pour la Basse-Saxe, qui a négocié l'accord. Volkswagen s'est aussi engagé mardi à embaucher 1.400 apprentis chaque année dans toute l'Allemagne. (lexpress.fr 16.02.10)

Actionnaires (la direction) et syndicats main dans la main pour orchestrer à terme la baisse généralisée des salaires, avec la bénédiction du SPD qui siège à la fois à la direction de l'entreprise et du principal syndicat, précédemment de l'Etat et la boucle est bouclée.

Au même moment en France dans *Informations ouvrières* le PT soutenait le SPD aux élections, un SPD sans Schröder, tartuferie, comme si cela changerait quelque chose, chacun a pu observer que 6 ans plus tard avec ou sans Schröder le SPD demeurait fidèle à lui-même, au service du capital quoi ! Une certaine conception de la lutte de classe et de l'internationalisme, ne rigolez pas, du trotskisme...

Sur la situation sociale en Grèce

- 6% de la population d'Athènes est partie.

- Beaucoup n'ont pas de retraites et travaillent encore à 80 ans.

- Les salaires sont divisés par 2.

- S'agissant des salaires des fonctionnaires: les hauts salaires sont passés de 2500 à 1600€, les petits de 600 à 450€.

- Pour les policier, les salaires sont ramenés à 650€/mois.

- Les salaires d'ouvriers passent de 900 ou 1000€ à 3 ou 400€.

- La vie est aussi, voire un peu plus chère qu'en France.

- 30% des commerçants ont fermé boutiques (des rues entières sans magasin).

- Les gens retirent leur argent des banques pour acheter de l'or. (Les banques se vident).

- Environ 20% de chômage (mais sûrement plus).

- Les salaires des employés des transports maritimes sont payés un mois sur trois.

- Sécurité sociale fermée, plus de médicaments (les pharmacies sont vides).

- Remontée de la séropositivité, car c'est le seul cas où il y a une allocation de 650€ !

- Taxe sur le bâti instaurée, taxe que beaucoup ne peuvent pas payer, même s'ils vivent dans des Algeco.

- Nouvelle taxe sur les voitures : les gens rendent leur carte grise à la préfecture pour ne pas payer car ils en sont incapables financièrement.

- Situation de pré-guerre civile : les gens cassent tout. Les jeunes en veulent aux anciens (fraudes, corruption depuis trop d'années). (liesidotorg.wordpress.com 10.12)

Voilà ce qui attend la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie dans tous les pays de l'UE !

Question : faut-il attendre plus longtemps pour situer notre combat syndical dans la perspective du renversement du capitalisme et subordonner notre combat politique dans celle du renversement des institutions en place dans chaque pays, ce qui signifiera également la rupture avec toutes les institutions européennes et internationales du capital ?

Il ne suffit pas de l'écrire ou de le déclare ici ou là, il faut impérativement et sans tarder proposer cette perspective à tous les militants et travailleurs dans chaque discussion, réunion, meeting, manifestation, afin de les organiser et de constituer la force et le parti qui prendra la direction du mouvement ouvrier au cours de la révolution à venir.

Nous soutiendrons le parti qui s'engagera dans cette voie, pas seulement en parole mais dans la lutte de classe au quotidien. A nos yeux, seul le POI est en mesure d'accomplir cette tâche, si ses dirigeants le décident. En auront-ils le courage et la volonté ? (A suivre)

Qu'est-ce, l'enjeu : "***la mort du système capitaliste***, dites-vous ?"

L'institut Molinari a procédé au calcul du jour de libération fiscale. C'est-à-dire le jour de l'année civile où vous ne travaillez plus pour l'Etat et surtout le cartel bancaire à qui nous remboursons des intérêts de plus en plus astronomiques puisque ces gens contrôlent également l'évolution des taux d'intérêt via le Marché.

Réponse: un Français ne travaille que pour l'Etat jusqu'au 26 juillet de l'année civile.

Et quand la France va perdre son triple A, les taux vont alors remonter. Par conséquent, les intérêts vont grimper. A 6%, cela fera 30 milliards de plus à payer aux parrains du Système.

Voilà le véritable sujet d'une élection présidentielle. Qui osera mettre fin à l'esclavage de la Nation ? Seul un homme d'état courageux soucieux du bien commun en est capable. Les ténors qui représentent la dialectique Thèse/Antithèse ne sont que des félons soucieux de profiter de "la place". Ils ne sont apparemment pas au courant du programme de l'establishment et de ce qui les attend car, répétons-le, le scénario qui se joue est celui de la mort du Système capitaliste. Chacun comprendra qu'à un certain moment, il faudra jeter au peuple quelques bouc-émissaires… Quels seront-ils? (liesidotorg.wordpress.com 08.12)

Quelle confusion ! Ils savent parfaitement ce qui les attend pour se soumettre constamment aux marchés, autant qu'ils se refusent à croire un seul instant à la mort du système capitalisme, à juste titre d'ailleurs, puisque sans l'intervention des masses

exploitées organisées au cours d'une révolution il ne disparaîtra jamais de lui-même.

Par contre ces intellectuels ont raison, la question à l'ordre du jour est bien celle d'en finir avec le système capitaliste synonyme de barbarie à l'échelle de la planète, reste à les convaincre que seul le socialisme présente une alternative crédible au capitalisme, ce qui nécessite qu'ils révisent de fond en comble leur analyse de la lutte des classes, etc., vaste programme ou remise en cause que peu d'entre eux sont prêts à accomplir pour le moment.

Encore un qui a tout compris ou confession d'un bourreau.

Récemment, nous avons évoqué le rôle néfaste de VGE en qualité d'architecte du système mafieux qui est en train de couler les Etats européens, l'un après l'autre.

Est-ce la lecture de l'ouvrage de Pascal Roussel *Divina Insida* qui l'a incité à réagir ? Nous l'ignorons. Mais le fait est que VGE est en train de mordre la main qui l'a longtemps tenu. Non seulement il s'en prend au Nouvel Ordre Mondial, mais surtout à sa partie américaine. Citons *Le Monde* :

« L'ancien président Valéry Giscard d'Estaing juge inopportune la visite en Europe du secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, qui revient selon lui à faire de l'Europe une victime offerte à tous les sacrificateurs mondiaux. La visite de Geithner est tout à fait inopportune et il n'a pas à se mêler des affaires de l'Europe. Les Français ne vont pas assister à la réunion de la Réserve fédérale, qu'est-ce que c'est que cette histoire ?, a dit Valéry Giscard d'Estaing à Reuters. L'Europe est devenue une espèce de victime offerte à tous les sacrificateurs mondiaux, c'est insupportable, a-t-il ajouté.

L'ancien président français (1974-1981) s'élève aussi contre la spéculation venue des Etats-Unis, alors que l'agence de notation américaine Standard & Poor's vient de mettre sous surveillance la note de la France et de quatorze autres pays de la zone euro. Cette spéculation n'est pas faite par les Européens, mais par les Américains, qui non seulement spéculent mais font le jeu des agences de notation, c'est insupportable, a considéré l'ancien président de la République ».

Voilà enfin une bonne nouvelle. Les propos exprimés par l'ancien président de la République VGE sont d'autant plus intéressants qu'il témoigne avoir bien compris le rôle occulte que les stars de la Haute Finance entretiennent avec Mammon. Pour employer des termes aussi forts que : L'Europe est devenue une espèce de victime offerte à tous les sacrificateurs mondiaux, il faut avoir compris bien des choses que nos contemporains sont tellement loin d'imaginer. (liesidotorg.wordpress.com 10.12)

Le citoyen lambda les ignorent, c'est évident, puisque sinon cela ferait belle lurette que le capitalisme aurait dégagé. Quant à croire que seuls les Américains spéculent pour forcer les Etats européens à réduire leurs peuples au niveau de misère sociale que connaissent déjà des dizaines de millions de travailleurs américains, c'est faire preuve d'ignorance ou de mauvaise foi, Giscard ignore sans doute que la BNP et la Société Générale auraient de nombreux comptes dans des paradis fiscaux par exemple. Qui a placé des hommes liés à l'impérialisme américian à la tête des Etats Italien, Grec ou de la BCE, : Bruxelles, Paris et Berlin ou Washington ?

Pour preuve que Giscard n'a rien compris ou feint de le faire croire, quand il déclare que Timothy Geithner n'a rien à faire en Europe, il se trompe ou se mêle de ce qui ne le regarde pas, les Etats-Unis étant à l'origine de cette crise et ne parvenant pas à s'en sortir, jusqu'à devenir incapable de maintenir son dispositif militaire sur les différents champs de bataille qu'ils ont initiés de l'Afghanistan à la Lybie, Geithner est venu voir où en était les avancées du dispositif européen qui permettrait d'apporter une bouffée d'oxygène à son pays, dispositif que l'impérialisme américain a lui-même concocté et que ses représentants au sein des différents gouvernements et de l'UE sont censés exécuter à la lettre, sauf que voilà il semblerait poser quelques problèmes, on pourrait ajouter d'où l'empressement dans la foulée de nommer à la direction de la BCE, des Etats grec et italien des hommes de Goldman Sachs pour donner un coup d'accélérateur à leur entreprise de destruction social généralisée.

La déclaration de Giscard ne fait que confirmer les tensions qui s'excercent au plus haut niveau des Etats, ainsi que les tensions entre Etats, où chacun tente de se justifier comme il peut, en faisant porter la responsabilité de la situation sur les autres.

Qui gouverne les Etats-Unis ? Obama ? Non.

Timothy F. Geithner, Secrétaire américain au Trésor : « *Si rien n'est fait rapidement, l'Europe sera confrontée à des défauts de paiement en cascade, des paniques bancaires avec des risques catastrophiques* ».

Lors de la dernière réunion du Conseil informel des affaires économiques et financières de l'Eurogroup (ECOFIN) à Wroclaw, en Pologne, les ministres des Finances furent surpris par la réaction de Timothy F. Geithner. Au cours de cette réunion, organisée sur le thème de la montée de la crise de l'endettement européen, le Secrétaire américain au Trésor s'est emporté et a réprimandé les Européens de ne pas fournir de nouveaux renflouements à la Grèce. Face à cette attitude, le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, a rappelé que la situation économique et financière de nombreux pays, dont celle des Etats-Unis, était bien plus critique que celle des 17 pays de l'Eurozone. Aussi a-t-il demandé si telle était la position du

président Obama à l'égard de l'Europe. Timothy F. Geithner a alors surpris l'auditoire en affirmant, sous la colère : « *Obama n'est pas le responsable, c'est moi* ». Cela explique sans doute sa présence en Pologne puisqu'il n'y était pas invité. Il a donc été imposé !

Cette déclaration choquante de Timothy F. Geithner, affirmant qu'Obama ne dirigeait pas le pays, vient après d'autres allégations selon lesquelles Geithner aurait délibérément ignoré l'ordre reçu d'Obama de préparer un plan pour réduire progressivement la taille de Citigroup Inc. (naguère la plus grande banque au monde), dans le but de sauver l'économie américaine. Selon The San Francisco Chronicle, en 2009, Timothy F. Geithner a ignoré l'ordre du Président Obama de dissoudre Citigroup, basé à New York, plusieurs mois après que la banque ait reçu un renflouement de plusieurs milliards de dollars d'argent des contribuables. Timothy F. Geithner est manifestement protégé par l'establishment de Wall Street, qui pilote les dégradations des notes des dettes des pays européens, ainsi que celles de leurs banques ! Récemment, on a appris du New York Times Magazine que Geithner avait constitué une troïka composée du directeur du Conseil National Economique de la Maison Blanche, Larry Summers, et du responsable des opérations bancaires de Goldman Sachs, pour détourner de très grosses sommes d'argent du système économique. C'est en partie à cause de l'attitude de cette troïka que des dizaines de millions d'Américains furent privés de leurs maisons, que d'autres dizaines ont perdu leur travail, et que le niveau de pauvreté est monté à un niveau que l'on n'avait pas vu depuis les jours de la Grande Dépression des années trente.

Timothy F. Geithner est arrivé le 6 décembre 2011 en Europe pour une visite de trois jours. Il devait se rendre en Allemagne, en France et en Italie. Lors de son arrêt à Berlin, il a dit : «*Je suis ici pour souligner à quel point il est important pour l'économie américaine et l'économie mondiale que l'Allemagne et la France réussissent à construire une Europe plus forte*». Mensonge ! On sait que la faction représentée par ce personnage vise l'effondrement de l'Europe de l'Ouest. Le même agent de Wall Street a affirmé que ses amis allaient «*continuer à soutenir un rôle constructif*» du FMI dans la gestion de la crise.

Timothy F. Geithner a aussi appelé à «*des réformes pour créer l'architecture de l'union budgétaire pour rendre l'union monétaire plus viable à long terme*». «*La Banque centrale européenne joue un rôle central dans cette crise. Elle va à l'évidence continuer à le faire*», a déclaré le secrétaire américain au Trésor, qui a rencontré le président de la BCE, Mario Draghi… une vieille connaissance. (liesidotorg.wordpress.com 10.12)

Une "***fraise***" qui vaut bien un "***fromage***"

Commentaire d'un internaute sur à un article du Figaro sur Montebourg(eois) :

- "*L'ancien Premier ministre considère que le Député de Corrèze (Hollande -ndlr) l'a piégé en 2005, lors de la bataille du traité constitutionnel européen. Pour régler ses comptes, il soutient aujourd'hui Aubry avec la ferveur d'un nouveau converti ! Aubry et Fabius font désormais la paire. Il le faut bien pour oublier un destin brisé. Le pacte de Marrakech liait Aubry, Fabius, et Strauss-Kahn, pour le meilleur comme pour le pire. Il se prolonge ... non plus pour DSK mais contre Hollande ! .....*

Rien de tel qu'un ennemi commun pour sceller une amitié.

A l'instar d'Aubry, Fabius déteste le président du conseil général de Corrèze...."une fraise des bois peut-elle cacher un éléphant ?" *A-t-il lancé un jour pour railler son absence de poids politique. Il lui reproche d'avoir torpillé sa candidature à la présidentielle de 2007. Il veut lui rendre la pareille en 2012.* " Franchement, vous imaginez Hollande président de la République ? On rêve !" *a lâché Fabius en avril dernier. Alors* "vas-y Martine". (lefigaro.fr 11.12)

Déjà ? Un précédent qui nous ramène 22 ans en arrière.

Manuel Noriega, l'ancien dictateur qui dirigea le Panama d'une main de fer entre 1968 et 1989, a quitté la prison parisienne de la Santé, dimanche 11 décembre, pour être transféré dans son pays.

Il a été détenu depuis 1990 dans des prisons américaines et françaises pour trafic de drogue et blanchiment d'argent.

Désormais âgé de 77 ans, le dictateur fut renversé en 1989 dans l'invasion du Panama par l'armée américaine. Ex-informateur de la CIA, il s'était peu à peu aliéné les Etats-Unis à mesure qu'il nouait des relations avec un cartel de trafic de cocaïne en Colombie. (lemonde.fr 11.12)

Donc l'impérialisme américain n'en était pas à son premier coup d'essai en éliminant Saddam Hussein puis Kadhafi, on pourrait aussi citer les chefs d'Etats qui ont été assassinés avec le concours ou le soutien de la CIA ou des opposants en passe de détrôner le dictateur au pouvoir au cours d'élections qui connaîtront le même sort.

La comparaison s'arrête là, car Noriega n'a jamais manifesté son opposition en vers les Etats-Unis, ce qui lui vaut d'être toujours en vie d'ailleurs. C'est comme reconnaître qu'il est un des leurs, constat que ne relèvera aucun journaliste aux ordres en France, évidemment.

Rétablissons les faits, la vérité. Noriega a commis l'erreur fatale de nouer des relations avec "*un cartel de trafic de cocaïne en Colombie*" concurrent de celui ou ceux qui sont sous le protectorat de la CIA, il a voulu la jouer perso, en prenant ses distances ou son indépendance vis-à-vis de ses mentors et se réserver une part du gâteau plus importante, ils ne l'ont pas supporté et ils ont décidé de l'éliminer, that's all. Rien de glorieux dans tout cela.

L'actualité en titres et petites phrases

Ils en causent. Inimaginable il y a encore quelques mois.

- Sortir de l'euro, une option très coûteuse - 20minutes.f

- Quand des économistes imaginent une sortie de l'euro - Atlantico.fr

- Le ver était dans le fruit - Liberation.fr

La réaction se mobilise

- 2.000 catholiques manifestent à Paris contre «Golgota Picnic» - Liberation.fr

- Marche blanche pour le policier tué à Vitrolles - L'Express.fr

Doit-on lui laisser ce privilège ?

- Marine Le Pen appelle la «*majorité silencieuse*» à la révolution - 20minutes.fr

Bendit et bankster, le même monde.

Question du Point à Cohn-Bendit : qu'est-ce que la dignité ?

Réponse : Moi, je ne la définis pas

Q : Faut-il donner à espérer ?

R : L'important, c'est de s'en tenir à un discours rationnel. Le problème, c'est que la croyance en une existence divine permet de s'extirper de la réalité, de rêver et donc aussi d'espérer. Le communisme donnait autrefois de l'espoir, et lui aussi faisait rêver... Ce n'est plus une solution.

Q : Mais peut-on vraiment donner de l'espérance sans faire rêver ?

R : Je dis qu'aujourd'hui, en politique, il faut tenir un discours rationnel qui permette aux gens de mieux comprendre la complexité des enjeux de notre monde. C'est par la compréhension qu'ils peuvent espérer autre chose que ce qu'ils vivent aujourd'hui. (lepoint.fr 11.12)

Il est incapable de définir la dignité... Normal, c'est ce qui lui a toujours fait défaut !

En plaçant le communisme sur le même pied que "*la croyance en une existence divine*", il démontre ainsi d'où lui vient son inspiration réactionnaire, ce qu'il entend par "*tenir un discours rationnel* ".

Parole d'internaute

- "*L'humanite est elle compétitive ? La régression sociale rend compétitif, la compétitivité c'est le progrès, donc la régression c'est le progrès. Vivre plus mal que le pays voisin c'est lui piquer des emplois et vivre mieux : vivre mal c'est vivre mieux. La paupérisation, but ultime et modèle indépassable.* "

Le syllogisme vaut mieux parfois que de longs discours, quand il ne sert pas à manipuler les militants...

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de Durban

Les délégués de 194 nations participant à la conférence de l'ONU sur le climat se sont entendus dans la nuit de samedi à dimanche pour commencer l'an prochain des négociations sur un nouveau traité contraignant légalement les pays à mettre en oeuvre de nouveaux engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce nouveau protocole destiné à succéder à celui de Kyoto entrerait en vigueur au plus tard en 2020.

L'accord de Durban n'oblige pas explicitement les pays à respecter leurs objectifs, même si la plupart des pays émergents se sont engagés volontairement à limiter la croissance de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). (AP 11.12)

Ils sont d'accord au moins sur une chose : se revoir l'année prochaine pour en rediscuter et ainsi de suite !

Peu importe, les dirigeants du vieux monde se sont congratulés à l'issue de ce sommet qui pour eux a été un succès !

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué "une avancée importante dans notre travail sur le changement climatique", la ministre française de l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet, qui a participé aux négociations, a reconnu que l'accord conclu dimanche n'était "pas idéal", mais estimé que l'objectif d'avoir "une suite au protocole de Kyoto" avait été atteint. Le ministre de la guerre Alain Juppé n'a pas été en reste et s'est félicité pour sa part d'un "succès garantissant l'avenir du protocole de Kyoto". "La Plateforme de Durban", a expliqué le Quai d'Orsay, "lance un processus" pour développer un nouveau traité, quelles coïncidence, comme le XVIe sommet de l'UE sur la crise, youpi !

2- France

2.1- L'art de brasser large ou la pratique de la brasse coulée.

Dominique de Villepin a annoncé dimanche soir sa candidature à l'élection présidentielle française de 2012, une candidature de "*gaulliste indépendant*".

Désormais, la dispersion menace à droite avec, outre celle de Dominique de Villepin, les candidatures de François Bayrou, Hervé Morin, Christine Boutin et Nicolas Dupont-Aignan.

A l'UMP, on oscillait dimanche soir entre surprise et philosophie en estimant que cette candidature de "*témoignage*" pourrait ne pas aller à son terme.

"*Tout n'est pas fermé, notre main est toujours tendue*", a déclaré la députée Valérie Rosso-Debord, déléguée générale adjointe de l'UMP, sur i-télé. (On sait ce que c'est, cela commence par la main et cela finit par le bras ! - note du site)

Moins diplomate, le secrétaire d'Etat UMP au Logement, Benoist Apparu écrit sur son compte Twitter : "*Villepin candidat à la présidentielle ! A quoi ça sert ? Surprenante posture du sauveur !*". (Dommage que le ridicule ne tue pas : Celle là même de Sarkozy depuis 2007 ! - note du site)

Le député UMP Lionel Tardy s'interrogeait pour sa part sur la capacité du candidat, qui compte peu de soutiens et de relais politiques, à réunir les 500 parrainages nécessaires et à mettre en place un budget de campagne.

Le sénateur socialiste André Vallini s'est dit surpris par la nouvelle qu'il juge "*mauvaise*" pour Nicolas Sarkozy.

Dans un sondage LH2 pour Yahoo diffusé dimanche, Dominique de Villepin est crédité d'un pour cent des intentions de vote, alors qu'il avait atteint entre 6% et 9% à l'été.

Refusant un positionnement partisan, il a appelé au rassemblement face à la crise, ce que certains à l'UMP interprètent comme une candidature de complément à Nicolas Sarkozy, utile au premier tour.

"*Ce que je veux, c'est rassembler tous les Français, ceux de gauche, ceux de droite, ceux du centre et c'est l'idéal gaulliste qui est le mien*".

"*Le rendez-vous de 2012 sera le rendez-vous de la vérité, du courage et de la volonté. Vous verrez que dans cette campagne de 2012, il y aura des surprises, beaucoup de surprises*", a prédit Dominique de Villepin. (Reuters 11.12)

2.2- Juré, craché. Inutile, non merci sans façon, nous nous sommes déjà servis !

La ministre du Budget, Valérie Pécresse, a assuré dimanche que "*l'Etat ne mettra pas d'argent dans les banques françaises*" estimant qu'elles pourraient faire face seules à leurs besoins de financement.

"*Aujourd'hui, nous pensons que le besoin de financement des banques n'est pas si élevé qu'elles ne puisssent y faire face seules*", a déclaré la ministre lors du "Grand rendez-vous" Europe1, i>TELE, Le Parisien/Aujourd'hui en France.

"*Les (banques) françaises peuvent se recapitaliser à hauteur de sept milliards d'euros à peu près, avec leurs propres fonds, leurs propres bénéfices, l'Etat ne mettra pas d'argent dans les banques françaises*", a-t-elle poursuivi, voyant là "une très bonne nouvelle". (liberation.fr 11.12)

Un grossier mensonge : Par le biais du service annuel de la dette de l'Etat avoisinant les 49 milliards d'euro, l'Etat engraissent les banquiers français, autrement dit par le biais des mécanismes financiers européens, chaque fois que l'Etat emprunte de l'argent (obligations), comme il doit s'adresser aux marchés, ce sont les banques qui sont les principaux bénéficiaires de ces opérations puisqu'elles prêtent à l'Etat à des taux d'intérêts supérieurs à ceux que leur octroie la BCE via la Banque de France.

En conclusion : l'Etat n'a pas besoin de "*mettre*" de l'argent dans les banques puisque ces dernières se servent directement dans les caisses de l'Etat !

3- Tunisie

Au terme de débats contradictoires, parfois houleux, l'assemblée constituante tunisienne a adopté dans la nuit de samedi à dimanche un projet de loi sur l'organisation provisoire des pouvoirs publics, une mini-Constitution qui accorde de larges pouvoirs au prochain chef du gouvernement.

Ce poste devrait revenir à Hamadi Jebali, secrétaire général du mouvement islamiste Ennahdha, grand vainqueur des élections d'octobre dernier qui dispose de 89 des 217 sièges que compte l'assemblée.

"*C'est la présidence du gouvernement et non pas la présidence de la République qui sera le centre du pouvoir exécutif*", a martelé le président de la commission qui a élaboré le texte, Habib Khedher (Ennahdha).

Lors des travaux retransmis en direct par la télévision nationale, de profondes divergences ont éclaté entre les trois partis de l'alliance majoritaire et ceux de l'opposition sur plusieurs points du texte constitué de 26 articles.

Forte d'une majorité confortable, la "*troïka*" a réussi, à chaque blocage, à faire passer "démocratiquement" ses choix par le recours systématique au vote boycotté par l'opposition et des élus indépendants dans les articles contestés.

Principal sujet de controverse: les larges compétences attribuées au chef du gouvernement malgré quelques amendements "*concédés*" par la majorité.

"*Dans l'ancien régime, tous les pouvoirs étaient détenus par le président déchu, aujourd'hui on veut les laisser aux mains du Premier ministre*", a dénoncé le dirigeant du Parti démocratique progressiste (PDP/opposition) Néjib Chebbi qui appréhende "*une nouvelle dictature*".

En dépit des tiraillements entre la majorité et l'opposition et de la grande tension qui a par moments marqué les débats, les élus sont néanmoins parvenus à des compromis, notamment sur les modalités de vote des articles de la future Constitution et de la motion de censure.

Prévue initialement pour un an, la durée du mandat de la Constituante n'a pas toutefois été mentionnée dans le texte.

L'adoption du document a été facilitée par la domination de l'assemblée par une alliance entre le parti islamiste, le Congrès pour la République (CPR/29 sièges) et le parti Ettakatol ou Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL/21 sièges).

Elle ouvre la voie à l'élection d'un président de la République prévue pour lundi après-midi. Elle aura lieu au vote secret et à la majorité absolue (50% +1).

Outre l'élaboration d'une nouvelle loi fondamentale, mission essentielle confiée à la Constituante, le projet de loi vise à mettre en place les institutions étatiques devant diriger le pays en prévision d'élections présidentielle, législatives et municipales à venir.

Selon les dispositions de la mini-Constitution qui exclut les candidatures de binationaux, le président devra être de nationalité "*exclusivement*" tunisienne, musulman, de père et de mère tunisiens et âgé de 35 ans au minimum.

Il lui revient de tracer la politique étrangère du pays en concertation avec le chef du gouvernement. Tout en assumant la charge de chef suprême des forces armées, il ne peut nommer ou révoquer les officiers supérieurs qu'en concertation aussi avec le chef du gouvernement. (AP 11.12)

Un zeste de IVe République, un zeste de Ve République, le tout à la sauce bonapartiste : vive l'Assemblée constituante !

4- Russie

Le président russe Dmitri Medvedev a ordonné dimanche l'ouverture d'une enquête sur les allégations de fraudes commises lors des élections législatives du 4 décembre remportées par le parti au pouvoir, Russie unie. (Reuters 11.12)

Il n'y a pas de fumée sans feu !

Haut de page

Le 13 décembre

CAUSERIE

Libye. Non nous ne nous sommes pas fourvoyés en refusant de nous ranger au garde-à-vous derrière un principe. La preuve.

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté lundi à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque, pour exprimer leur frustration à l'égard du nouveau pouvoir libyen qui a succédé au régime de Mouammar Kadhafi.

Lors de ce rassemblement -le plus important depuis le soulèvement armé contre le Guide déclenché en mars dans cette ville de l'Est- entre 20.000 et 30.000 Libyens se sont rassemblés sur la place Chajara, au coeur de la cité portuaire.

D'après un témoin, la foule a scandé "La révolution a démarré à Benghazi !" et exigé des changements au sein du Conseil national de transition (CNT, au pouvoir) ainsi que le départ du gouvernement de tous les anciens kadhafistes. (Reuters 12.12)

Vous vous souvenez de la position risquée et plutôt inconfortable que j'avais adoptée sur la Libye : ni soutien à Kadhafi ni soutien au CNT ni soutien ou condamnation du bombardement de l'armée de Kadhafi, soutien inconditionnel au soulèvement du peuple libyen pour se libérer du tyran et que vive la lutte des classes en Libye baillonnée pendant 40 ans de dictature.

Il fallait de l'audace, disons-le, un peu de courage pour tenir une telle position et prendre le risque d'être incompris de la plupart des militants et me les mettre à dos, être accusé de soutenir la coalition militaire impérialiste. J'ai essayé d'avoir une vision qui allait au-delà de la chute de Kadhafi, en tablant sur le fait qu'elle libèrerait la parole et la volonté du prolétariat libyen si longtemps muselées, qui s'exprimerait sur le terrain de la lutte des classes en revendiquant de nouveaux droits sociaux et politiques, nous y sommes.

Ceux qui sans se donner la peine de réfléchir un instant se sont rangés derrière le principe que je revendique également du droit des peuples à décider eux-mêmes de leur destin, le droit à l'auto-détermination, ou encore en cas d'agression par un pays dominant la défense du pays dominé pour faire bref, ces dirigeants ont adopté cette position erronée en l'occurrence car si elle s'était traduite sur le champ de bataille, Kadhafi serait toujours au pouvoir, révélant au passage que leur conception de la lutte des classes privilégiait les rapports entre Etats ou institutions au détriment des rapports entre les classes.

Il y a quelques mois, j'en étais arrivé à la conclusion que ces fins stratèges armés de pied en cap de principes, avaient négligé ou oublié un facteur apparemment insignifiant à leurs yeux : le prolétariat libyen et ses revendications sociales et politiques. Il se rappelle aujourd'hui à leur bon souvenir, et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là.

A force de se livrer à de misérables manoeuvres d'appareil pendant des décennies et des décennies, on finit forcément par tout confondre et ne plus comprendre grand chose, entre la réalité, les principes, la théorie, les tâches politique du moment, le parti qu'il faut construire, les objectifs qu'on peut raisonnablement se fixer, les rapports qu'on doit avoir envers les institutions, les autres partis, les syndicats, les masses et j'en passe...

Mélenchonade

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé ce lundi l'utilisation du vocabulaire de la gauche par Marine Le Pen.

"*La voilà qui parle de 'révolution'. Oui mais attention! On devine qu'il ne s'agit pas de 'révolution citoyenne' ni de révolution socialiste, bien sûr. Il s'agit de 'révolution nationale'*", a-t-il dit, y voyant une "*reprise du label du régime du maréchal Pétain*".

"*Cette nouvelle assignation injurieuse du peuple est une sorte de resucée de la vieille antienne 'plutôt Hitler que le Front populaire'*", "*plutôt le Front national que le Front de gauche*", écrit Jean-Luc Mélenchon. (lexpress.fr 12.12)

Parce que dans la "*révolution citoyenne*" ou par "*les urnes*" il faudrait y voir la révolution socialiste ? Quant au programme du Front de gauche, il a le même contenu (a minima !) que le Front populaire qui a ouvert la voie à Daladier, puis au Front national dans sa version pétiniste (ou pétainiste) en France, franquiste en Espagne...

A moins que le Front de gauche ne soit qu'un masque trompeur et que les staliniens et néo staliniens qui y participent militent dur comme fer pour la révolution socialiste, d'ailleurs même que c'était pour mener ce combat que Mélenchon le trotskiste avait rejoint autrefois le PS... Si, si, vous n'êtes pas convaincus, nous non plus d'ailleurs et ce philistin non plus, car cela fait belle lurette qu'il a abandonné ce combat pour se consacrer à la préservation du régime capitaliste... qui lui rend bien, puisqu'il en vit grâcement depuis des décennies.

Un autre article de *Libération* titrait : *Pour Mélenchon, Le Pen «pille» le vocabulaire du Front de gauche*. Le Front de gauche a bien pillé celui du socialisme... sans pour combatte pour le socialisme !

Baromètre Ipsos-UMP-Medef

Le chef de l'Etat perd un point dans le baromètre Ipsos pour Le Point, mais progresse dans l'électorat de droite et frontiste.

"*La dynamique positive de la cote de popularité de Nicolas Sarkozy, mesurée depuis plusieurs mois, est aujourd'hui stoppée*", écrit l'institut. (lexpress.fr 12.12)

Ils doivent se torturer la tête pour trouver le moyen de faire remonter coûte que coûte sa popularité, en vain, je vous fais grâce de la suite de cet article c'est délirant.

La stratégie de l'UMP consiste à mettre en avant des questions qui inspirent la crainte parmi la population, ainsi que des questions qui la divisent, pour affaiblir ses résistances et récolter leur voix en désespoir de cause en comptant sur les médias et les instituts de sondage pour y parvenir.

L'actualité en titre

Sarkonapoléon ridiculisé

- Crise de l'euro - L'accord de Bruxelles crée les conditions d'une "*sortie de crise*", selon Sarkozy - LePoint.fr

... et quelques heures plus tard :

- Sommet de l'UE - Après l'accord, le cauchemar continue - LePoint.fr -

Je n'ai pas la chance insigne que vous avez de voir à la télé tous les jours ou presque l'épileptique du Palais, mais à mon avis son état de délabrement psychosomatique devrait s'aggraver et cela devrait se voir dans son comportement. En l'observant avant-hier, il me donna l'impression de descendre de cheval et de clopiner plus que d'habitude, à la façon du cow-boy R. Reagan, un de ses modèles (avec G. Bush)... culturel !

Un monopole d'Etat qui n'a pas de prix.

- Rafale : «*Pas de cadeau fait par l'État à Dassault Aviation*» - LeFigaro.fr

Ben voyons, l'Etat français est le seul client de ce zinc ! D'ailleurs Dassault envisage d'en arrêter la production, j'ai lu cela dans un autre article la semaine dernière.

D'un mur à l'autre

- Israël veut ériger un mur contre les clandestins africains - Slate.fr

Parole d'internaute

(Réaction au rapport de l'OCDE sur l'augmentation des troubles mentaux chez les employés.)

- "*Faut pas s'étonné d'en arrivé là plus d'augmentations à cause de la concurence déloyale, vous savez moi j'ai 30 ans et en l'espace de 10 ans on m'a dégouté de mon métier car au jour d'aujourd'hui on nous prend pour des cons partout où l'on va pour bosser un peu comme l'UMP ou le PS. Les gens en ont marre, moi je ne suis plus du tous intéressé par mon travail. Avant quand tu travaillais tu avais une carotte au bout si tu travaillais bien. Alors arrêter de dire que les gens sont fainéant le monde a bien changé.*" (20minutes.fr 12.12)

Vous avez cru, les générations qui vous ont précédé ont cru, des charlatans ou manipulateurs leur ont fait croire que leur condition s'améliorerait sans fin, bref, l'air de rien que le capitalisme réaliserait le socialisme ou la République sociale, qu'il y aurait toujours du "*grain à moudre*"... Il y en a qui ont bâti ou entretenu leur fonds de commerce sur cette chimère, c'était plus facile de flatter votre ignorance que de l'affronter, au moins les résultats obtenus permettaient de croire que le mouvement ouvrier progressait, tout le monde était satisfait, la méthode objectif/résultat portait ses fruits sans qu'on se donne la peine d'analyser son contenu, ainsi au lieu de réduire l'ignorance, elle se diluait à l'intérieur des partis jusqu'à les corrompre ou les dénaturer pour finalement faire peau neuve comme pour faire oublier leur passé...

Ah la carotte, si je peux me permettre, vous savez où vous pouvez vous la mettre maintenant, il ne reste plus que le bâton, pas la trique, la matraque !

Là je m'adresse aux militants. Soit le combat syndical ou politique est vécu comme une abstraction, une fin en soi, auquel cas on aura milité toute notre vie pour rien, en pure perte, je conçois que ce soit difficile à admettre n'est-ce pas, mais quand on voit le résultat à l'arrivée on est bien obligé de l'admettre, et je ne parle même pas des travailleurs qui pendant ce temps-là en guise de "*grain à moudre*" bequetaient des cailloux, soit il est vécu comme un moment d'un processus dialectique au bout duquel on poursuit un autre objectif qu'un objectif immédiat, processus qui pour devenir conscient nécessite de passer du particulier au général, sans conscience du but final, sans que chaque bataille soit reliée à cet objectif, cette prise de conscience s'avère impossible, cet objectif présenté à son tour comme une abstraction ou détaché de la réalité, du combat pour défendre nos droits et acquis, est incompréhensif, insaisissable par les travailleurs.

On ne milite pas pour apaiser la souffrance des travailleurs comme le font les curés ou pour se faire plaisir, on milite pour renverser l'ordre établi et changer la société, dire qu'on a tendance à l'oublier (inconsciemment) est un euphémisme malheureusement, ce n'est pas nouveau.

Quand on milite dans un parti, on a l'impression de refaire le monde tous les matins en se levant, c'est naïf, on nous encourage à le croire, on profite de notre crédulité ou de notre ignorance, et le jour où enfin on parvient à ouvrir les yeux, de gré mais le plus souvent de force, on s'aperçoit que le monde est encore pire que ce qu'on pensait et que tout ce pour quoi on s'est battu s'est volatilisé, mais il y a pire encore, sans que forcément le voile de nos propres illusions ne se soit envolé à son tour.

Nos certitudes reposaient sur des fondations trop fragiles ou pas suffisamment étayées au point de devoir s'appuyer sur un fâcheux malentendu (le mouvement spontané des masses) qui a enflé comme un soufflé avant de s'effondrer sur lui-même. J'ai parlé de certitudes pas de convictions, je ne remets pas en doute la sincérité des militants ou des travailleurs qui entendent participer à notre combat.

Un dernier mot à propos du site.

J'ai constaté que le moteur de recherche de Google reproduit la première ligne qui figure dans la rubrique "causerie", du coup pour donner envie aux internautes de se connecter au site, je ne peux plus écrire n'importe quoi au début de ma causerie qui s'apparente d'ailleurs davantage à une chronique politique.

Sans le vouloir, parce que l'adresse du site luttedeclasse.org est semblable à une publication de Lutte ouvrière, le site figure à la première place de la première page devant le portail de LO. Si j'avais créé une autre adresse en reprenant celle du POI ou du NPA en ajoutant un chiffre à la fin par exemple, peut-être que cela donnerait le même résultat, mais bon, je ne vois pas à quoi cela nous avancerait franchement, ce n'est jamais par plaisir ou pour me défouler que je polémique avec le POI, davantage avec le NPA, et encore c'est plutôt une contrainte ou une punition, comme avec LO où l'on perd plus de temps qu'autre chose.

J'ai répondu hier soir au courriel du camarade du POI. On reviendra plus tard sur la question économique que nous avons abordée ou plutôt effleurée prudemment, très modestement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de l'Alliance des civilisations à Doha... ou la "***fraternité universelle***" placée sous le signe de la charia.

Doha, nouveau centre du monde ? La capitale qatarienne a accueilli pas moins de trois réunions internationales en moins de huit jours - quatre, si le rendez-vous de la délégation ministérielle arabe sur la Syrie n'avait pas été annulé. Après les Jeux arabes, le congrès mondial du pétrole, c'est donc le sommet onusien de l'Alliance des civilisations, le quatrième depuis 2005, qui s'est tenu dimanche et lundi au Qatar, en présence de Ban Ki-moon et de la femme de l'émir, Sheikha Mozah bint Nasser.

Pour disserter sur le devenir des nations, mais surtout sur les conséquences des révolutions arabes, thème qui occupa l'essentiel des échanges, plusieurs politiques de haut rang ont fait le déplacement, tels les présidents allemand et autrichien et l'ancien président du Portugal Jorge Sampaio. De multiples tables rondes, dédiées à l'immigration, à la communication, aux minorités ou encore aux religions, ont été organisées durant les deux jours de ce sommet. Politiques, intellectuels, avocats, militants pour les droits de l'homme, étudiants de nombreux pays, dont Israël, jeunes filles voilées ou non, ont pu partager leurs points de vue sur l'état du monde. Au cours de la cérémonie d'ouverture, chacun des principaux orateurs a souligné la nécessité de dialoguer et de s'ouvrir aux autres afin de contrer le nationalisme et la xénophobie, terreau des guerres. Bref, ambiance consensuelle des grands rendez-vous diplomatiques, avant que...

Absent en raison d'une récente opération à l'intestin, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a délivré un message vidéo à l'intention des 2 500 personnes installées dans l'auditorium du Centre international de Doha. Et quel message ! Le visage marqué par la fatigue, assis devant un drapeau turc, Erdogan a condamné les États-Unis pour ne pas avoir soutenu l'entrée de la Palestine à l'Unesco et reproché à Israël le recours à la force contre les civils. "*Tant que le terrorisme d'État se poursuit au Moyen-Orient et que les moyens de parvenir à la réconciliation sont entravés, que des enfants innocents sont bombardés et que des personnes innocentes sont emprisonnées, nous ne pourrons pas voir la paix régner dans le monde*", a-t-il déclaré. Des propos longuement applaudis par l'auditoire, essentiellement jeune, tandis que les officiels semblaient pour le moins gênés...

Sans doute par crainte de créer un incident diplomatique avec les États-Unis et Israël, la femme de l'émir du Qatar, qui devait - selon nos informations - annoncer la prise en charge par son pays de la contribution américaine de 60 millions d'euros à l'Unesco, suspendue depuis l'adhésion de la Palestine, a renoncé à sa prise de parole. Quelques minutes plus tard, c'était au tour du président allemand, Christian Wulff, de prononcer un discours détonnant, d'aucuns diront courageux. Durant trois bonnes minutes, l'homme, issu de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), a plaidé en faveur de la réciprocité en termes de liberté religieuse pour les minorités. "*En Allemagne, nous assurons aux musulmans la liberté de croyance et d'opinion. Il faut que les choses soient identiques dans les pays musulmans s'agissant des autres confessions*", a-t-il demandé. Pas une seule réaction d'adhésion, ni même de rejet, dans la salle... (lepoint.fr 12.12)

2- Grèce

La Grèce va encore réduire les dépenses publiques mais n'augmentera pas les impôts, a déclaré lundi le ministre des Finances Evangelos Venizelos à l'issue d'une rencontre avec les représentants des bailleurs de fonds internationaux d'Athènes.

"*La question n'est pas de savoir si nous pouvons ou non décréter de nouveaux impôts, nous ne pouvons pas*", a fait valoir le ministre après son entretien avec les délégués de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

La question, a-t-il ajouté, est de savoir "*si nous devons encore réduire les dépenses, et nous devons le faire. Il y a encore beaucoup à faire*". Selon M. Venizelos, les discussions avec les bailleurs de fonds sont à un stade "*critique*". (AP 12.12)

3- Arabie Saoudite. Un régime barbare

Elle était condamnée pour sorcellerie. Une Saoudienne a été condamnée à mort et décapitée aujourd'hui, a annoncé le ministère saoudien de l'Intérieur dans un communiqué, cité par l'agence officielle Spa. Selon le ministère, Amina bent Abdelhalim Nassar a été exécutée dans la province nordique de Jawf. La sorcellerie est une pratique interdite en Islam, dont l'Arabie Saoudite applique une version rigoriste.

Depuis janvier dernier, cette décapitation porte au nombre de 73 le nombre d'exécutions dans le pays. (elle.fr 12.12)

Social

1- OCDE. Le comble du cynisme.

Un employé sur cinq dans les pays de l'OCDE souffre de problèmes psychologiques, ce qui affecte la productivité, dit l'Organisation pour la coopération et le développement économiques dans un rapport publié lundi. Parmi les pathologies fréquemment recensées, la dépression et l'anxiété. Malgré l'existence de soins, nombre d'entre eux peinent à s'en sortir.

Les personnes atteintes de problèmes psychologiques le sont la plupart du temps du fait de leur travail, et près de la moitié des demandes d'indemnisation pour incapacité sont liées à ces problèmes. Le rapport révèle que «*30% à 50% des nouvelles demandes de pension d'invalidité dans les pays de l'OCDE sont désormais motivées par une mauvaise santé mentale*».

Or, la mauvaise santé mentale des employés a un coût. Selon l'OCDE, il se situerait entre 3 et 4% du produit intérieur brut (PIB) de l'Union européenne.

Les gouvernements doivent trouver de nouveaux moyens de résoudre ce problème car les facteurs de ces maladies, comme le stress au travail, vont probablement se multiplier, ajoute l'OCDE. «*L'insécurité croissante au travail et la pression sur le lieu de travail pourraient provoquer une augmentation des problèmes de santé mentale dans les années à venir*», peut-on lire dans le rapport.

«*La part de travailleurs exposés au stress lié au travail, ou au surmenage, a augmenté dans toute l'OCDE au cours de la décennie passée. Et, dans le climat économique actuel, de plus en plus de gens s'inquiètent pour leur poste.*»

L'OCDE recommande d'améliorer les conditions de travail, de mettre en place une surveillance systématique des congés maladie, d'aider les employeurs à réduire les conflits au travail et d'éviter les licenciements provoqués par des problèmes psychologiques. (20minutes.fr 12.12)

Ne vous inquiétez pas le gouvernement et le patronat français se charge de la "*surveillance systématique des congés maladie*"...

2- France

2.1- Suppression de postes chez Areva

Le groupe nucléaire français Areva va réduire ses effectifs dans l'Hexagone via un gel des recrutements qui se traduirait par 1.000 à 1.200 départs naturels par an, malgré l'engagement donné à l'Etat de ne pas viser l'emploi en France, rapporte lundi La Tribune.

Si cette mesure était étendue sur l'ensemble de la période (d'ici 2016) visée par le «*plan d'action stratégique*» que le conseil de surveillance d'Areva doit adopter lundi, ce gel se traduirait par 5.000 à 6.000 suppressions d'emplois sur les 28.000 en France, rapporte La Tribune.

Après la révélation par l'AFP, le 21 novembre, d'un projet prévoyant 1.000 à 1.200 réductions d'effectifs dans les fonctions «*support*» en France, notamment via un plan de départ volontaire, le président du directoire d'Areva Luc Oursel avait été convoqué en urgence par ses ministres de tutelle, François Baroin et Eric Besson.

Oursel s'était engagé à ce qu'il n'y ait «*aucune suppression de postes, aucun plan de départ volontaire et aucun impact sur les sites français*», avait assuré Baroin à l'époque. (20minutes.fr 12.12)

2.2- L'enfer carcéral.

Selon une étude publiée mardi par l'Institut de veille sanitaire (InVS), le taux de suicide en prison, près de 19 pour 10.000 personnes écrouées en moyenne en 2010 en France métropolitaine, a quintuplé depuis 1945, quand il était de 3,8.

Dans son bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH), l'InVS constate qu'à la fin des années 1940, le niveau de suicide était du même ordre, en prison, que celui observé chez les hommes âgés de 15 à 59 ans en population générale. "*Depuis l'écart s'est creusé*", souligne l'institut. "*En 2008, la mortalité en prison était ainsi sept fois plus élevée qu'en population générale masculine, où le taux était estimé à 2,6 pour mille*".

L'InVS a étudié les données sur trois ans et demi d'observation de séjours sous écrou provenant du fichier national des détenus de la direction de l'administration pénitentiaire (DAP). Il observe qu'à l'heure actuelle, près de la moitié des décès survenus dans les prisons françaises sont des suicides. (AP 12.12)

3- Italie

La semaine sera marquée par une série de grèves en Italie, les trois principaux syndicats du pays ayant mis de côté leurs désaccords pour affronter unis le plan d'austérité de 33 milliards d'euros présenté par le gouvernement de Mario Monti, qui

a cependant laissé la porte ouverte à des aménagements.

Après une réunion dimanche soir avec le président du Conseil, les dirigeants syndicaux ont confirmé les appels à la grève lancés la semaine dernière après l'annonce de ce plan de rigueur.

Ce lundi, un mouvement de grève de trois heures a concerné les ports, les autoroutes et les transports. Dans le secteur métallurgique, notamment chez le constructeur automobile Fiat, la grève a été de huit heures. Les ouvriers du livre s'étant joints au mouvement, il ne devrait pas y avoir de journaux dans les kiosques mardi.

Jeudi et vendredi, les transports publics seront en grève. Vendredi après-midi, ce sera le tour des banques. Les administrations, pour leur part, fermeront toute la journée lundi prochain.

Pour la première fois depuis six ans, les chefs des trois principaux syndicats seront ce lundi à la même tribune pour s'adresser aux grévistes réunis devant le Parlement à Rome.

Cette colère des syndicats n'aura pas de conséquences sur le soutien apporté par le Parti démocrate (PD, centre-gauche) au plan d'austérité, a dit son dirigeant Pier Luigi Bersani.

Dans une interview au Corriere della Sera, Bersani reconnaît partager certaines préoccupations des syndicats, notamment sur les hausses d'impôts et la baisse des retraites, mais souligne aussi la nécessité d'agir avec fermeté pour empêcher la ruine du pays.

"*Nous serons responsables, notre soutien (au plan d'austérité) n'est pas en cause*", a-t-il dit. "*Ces décisions budgétaires sont un message envoyé à l'Europe.*"

Les syndicats italiens reconnaissent la nécessité de mesures parfois draconiennes pour redresser les finances publiques mais estiment que les efforts demandés ne sont pas également répartis.

Le programme prévoit notamment le rétablissement de la taxe foncière, qui devrait faire rentrer 10 milliards d'euros dans les caisses publiques avec, en outre, la création d'une nouvelle taxe sur les produits de luxe (yachts, jets privés, voitures haut de gamme).

Il envisage aussi, "*seulement si c'est nécessaire*", le relèvement de deux points de la TVA à compter de septembre 2012 (trois taux de TVA sont en vigueur en Italie, à 4%, 10% et 21% - on ignore si cette augmentation concernerait l'ensemble de ces trois taux).

L'âge légal du départ à la retraite sera progressivement relevé à 66 ans d'ici 2018. La revalorisation des pensions de retraite en fonction de l'inflation serait abandonnée pour les retraités touchant plus de 936 euros par mois. (Reuters 12.12)

4- Etats-Unis

En février, 17 membres militaires et vétérans ont porté plainte contre le Pentagone (via une class action) pour protester contre le «*fléau*» des violences sexuelles pratiquées dans l'armée américaine et ont particulièrement visé les anciens secrétaires d'Etat Robert Gates et Donald Rumsfeld pour avoir toléré, ignoré voire encouragé implicitement la poursuite de telles pratiques.

En 2007, le département de la Défense avait signalé 2.200 cas de viols dans l'armée; le nombre a augmenté à 3.158 en 2010 (soit un viol toutes les 3 heures) et une femme sur 3 a déclaré avoir expérimenté une forme de violence sexuelle, allant du harcèlement au viol. Ce nombre est deux fois supérieur à la moyenne de la population féminine civile américaine, chez qui on répertorie un traumatisme d'ordre sexuel pour une femme sur 6. (slate.fr 12.12)

Economie

Inde

La croissance de la production industrielle de l'Inde est devenue négative pour la première fois en plus de deux ans avec une contraction de 5,1 % en octobre sur un an, selon les chiffres publiés lundi 12 décembre, reflétant l'impact de la politique monétaire agressive du pays. En octobre l'an dernier, la production industrielle avait progressé de 11,3 % sur un an. En septembre, cet indicateur avait déjà marqué le pas, progressant de seulement 1,9 %, bien loin des attentes du marché, lequel tablait sur 3,7 %.

La production manufacturière, qui représente environ 75 % de cet indicateur, s'est contractée de 6 % sur un an. L'activité minière a chuté de 7,2 % tandis que la production de biens d'équipements a plongé de 25,5 %. Pour Siddhartha Sanyal, directeur et économiste en chef chez Barclays Capital à Bombay, ces chiffres ont pris les analystes par surprise. "*Les chiffres actuels sont significativement plus faibles que nos attentes, a-t-il souligné auprès de l'AFP. Chaque sous-segment a baissé, ce qui aggrave la situation. A l'évidence, il y a une assez forte pression sur le secteur industriel.*"

Les résultats mensuels de cet indicateur risquent de doucher un peu plus les espoirs de voir des pays émergents tels que l'Inde soutenir la croissance mondiale au moment où l'Europe et les Etats-Unis sont à la peine. La Reserve Bank of India (RBI) a pratiqué treize relèvements des taux depuis mars 2010 pour tenter d'enrayer une inflation qui flirte avec les 10 %, gros point noir de la troisième puissance économique d'Asie. Elle doit tenir une réunion de politique monétaire vendredi, mais, selon toute vraisemblance, aucun nouveau relèvement des taux ne devrait être décidé.

Depuis des mois, le milieu des affaires met en garde la banque centrale contre sa politique, arguant que ce resserrement monétaire bride la croissance de l'Inde, dans un contexte d'incertitudes sur les perspectives de l'économie mondiale. Alors que l'Inde visait au début de l'année une croissance annuelle de 9 %, elle a ramené ses ambitions à un taux de 7,5 %. Ces prévisions s'avèrent toutefois plus optimistes que celles sur lesquelles tablent des économistes indépendants, qui anticipent plutôt un taux inférieur à 7 %. L'Inde avait enregistré une croissance de 8,5 % pour l'année 2010-2011. (lemonde.fr 12.12)

Haut de page

Le 14 décembre

CAUSERIE

A bâtons rompus.

On hésite à aborder des questions économiques parce qu'on ne les maîtrise pas forcément et qu'on n'ose pas l'avouer ou parce qu'elles sont sujettes à controverses. Quelques exemples.

Les prix.

Quelle base de calcul ? On nous dit que les prix ont certes augmenté depuis le passage à l'euro, mais pas tant que cela, pas davantage que les salaires, disons 2% en moyenne par an, soit sur 11 ans 22% pour simplifier (sinon sur une base 100 on arrive à 125 environ).

Si on prend un paquet de café X qui valait 1,5 euro en 2000 et qui en vaut 2,2 en 2011, il a augmenté de 32%, donc 11 points de plus que ce qu'on nous raconte. Oui, mais entre temps des magasins hard discount sont apparus qui proposent un paquet de café Z à 1,8 euro. Si maintenant vous additionnez les prix des café X et Z et que vous faites la moyenne vous trouverez 2 euros, soit par rapport à 1,5 euro 25% d'augmentation seulement.

Les produits X et Z sont bien tous les deux du café, le premier est de bonne qualité, alors que l'autre est de mauvaise café, peu importe, c'est toujours du café, la quantité est la même, partant de ce critère le prix du café a augmenté modérément conformément à ce qu'on nous a annoncé, à ceci près qu'en 2011 si vous considérez le critère qualité, pour 1,8 euros vous aurez le droit à un café dégueulasse, ce qu'ils ne précisent pas.

Le taux de profit.

Il y en a qui s'emploient à nous sortir le taux de profit dans tel ou tel pays, c'est bien, apparemment ils n'ont rien de plus utile à faire ou du temps à gaspiller, je ne sais pas comment ils font. Par contre personne ne sera foutu de nous sortir le taux de profit moyen à l'échelle mondiale, or dans l'économie mondialisée comme jamais auparavant, c'est seulement à cette échelle que cela pourrait être utile de le connaître.

Le taux de profit au niveau d'un secteur d'activité ou d'un pays ne présente aucun intérêt ou presque, quelle conclusion va-t-on en tirer, quelle correction faudra-til lui apporter en réintroduisant celui produit en amont ou en aval, faudrait-il encore que cette donnée soit accessible ou qu'on puisse la trouver quelque part, etc. Je n'invente rien, c'est Marx qui l'a dit pour ne pas s'éterniser inutilement sur ce sujet et s'en tenir à une tendance.

La productivité

Les uns nous disent que la productivité en France est trop faible, les autres nous disent que la France est quasi-championne du monde de la productivité, allez y comprendre quelque chose. En fait ils ne parlent pas tout à fait de la même chose, et il en va pratiquement ainsi dès qu'on aborde un facteur économique parce qu'il est impossible de l'isoler des autres facteurs ou de ne pas les considérer dans leurs rapports qui s'avèrent complexes, fluctuants, variables ou temporaire, etc. Passons.

("*La question du coût du travail n'est d'ailleurs plus au cœur de notre problème de compétitivité*" dit Alain Madelin dans un article publié sur le site de l'Institut Turgot intitulé "*Le programme de l'UMP : des propositions indigentes et affligeantes*". C'est par la qualité, la créativité, la qualification, l'innovation et l'investissement que l'on dope la compétitivité. atlantico.fr 13.12)

J'ai expliqué à ce camarade, qu'il y avait un lien entre l'augmentation de la productivité et l'apparition de ces magasins hard discount qui témoignent de l'appauvrissement des travailleurs, parce l'augmentation de la productivité ne se traduit pas par une augmentation équivalente de la force de travail, qui elle de ce fait tendra à diminuer, cela ne s'observera peut-être pas au niveau d'un secteur d'activité en particulier, dans l'aéronautique par exemple, où les salaires sont plus élevés, mais se répercutera sur l'ensemble des travailleurs, principalement ceux qui perçoivent les salaires les plus bas, qui stagneront ou baisseront encore, parce que la baisse du coût de la force de travail est à considérer sur l'ensemble des secteurs économiques de la société, et même au-delà si on prend en compte la concurrence qui existe entre les travailleurs du monde entier. Comme quoi, on ne peut pas répondre à une question qui paraît simple au premier abord, en deux minutes ou sur le coin d'une table.

La BCE

On sort un peu de notre sujet, c'est juste pour montrer à quel point on peut partir dans des discussions sans fin parce qu'on ne parle pas de la même chose.

Si on s'en tient à ses statuts ou sa raison d'être, c'est le contrôle strict des prix et de l'inflation et rien d'autres, hormis la caisse des banquiers qu'elle alimente via la banque centrale nationale de chaque pays. Sauf qu'elle a déjà racheté plus de 200 milliards d'euros d'obligations (d'Etat) grecques, italiennes et espagnoles, peut-être irlandaises et portugaises je ne sais plus. Mais on nous a dit que ce n'était pas possible, oui mais c'était hier, aujourd'hui c'est différent et demain on ne sait pas de quoi il en retournera, par exemple en passant par le FMI. Et si vous avez pris le train en route et que vous avez raté un épisode, vous serez bon pour raconter n'importe quoi ou passer pour quelqu'un de pas très sérieux.

(les banques centrales européennes vont prêter 200 milliards d'euros au FMI pour que l'institution puisse accorder les lignes de crédit aux états européens en ayant besoin. atlantico.fr 13.12)

Comme je l'ai dit au camarade du POI qui me questionnait sur la valeur, c'est bien de vouloir essayer de comprendre comment fonctionne le capital, je dirais à temps perdu, car franchement le reste du temps on a des questions théoriques ou politiques à régler qui sont d'une toute autre importance pour l'avenir du mouvement ouvrier. Quel travailleur lambda se pose des questions pointues sur l'économie ? Si ces questions viennent de militants, dites-vous bien qu'ils n'y comprennent pas grand chose de plus que vous ou encore moins, et que ces questions sont uniquement pour vous piéger ou vous embarrasser ou encore pour dévier la discussion de questions politiques qu'ils ne tiennent pas à aborder. Je ne dis pas cela pour ce militant du POI évidemment, puisque ma fonction est aussi d'aider les militants à aborder certaines questions délicates à traiter, je me fais un devoir de leur répondre.

Sans doute qu'il existe des militants très calés en économie qui seraient plus aptes que moi à répondre à ce genre de questions, personnellement je n'ai pas davantage de temps à y consacrer, et j'ai précisé à ce militant que depuis Marx et Engels, aucun marxiste, pas même Lénine ou Trotsky ne s'était aventuré à éplucher à nouveau le capital comme ils l'avaient fait. Il faut parfois se satisfaire temporairement de réponses approximatives ou incomplètes, puis persévérer pour trouver par la suite des réponses plus satisfaisantes.

Journée d'action syndicale de démobilisation et de démoralisation.

Dès la matinée, le leader de la CGT, Bernard Thibault, avait prédit une "*mobilisation moyenne*". "*Je ne regrette pas l'initiative d'aujourd'hui, on a eu raison d'être là, sinon on leur laisse un boulevard pour une remise en cause encore plus grande*", a-t-il lancé. Selon lui, "*les salariés sont fatigués de protester et de ne pas être entendus*". Mais le leader de la CGT n'entend pas baisser les bras : il va proposer de nouvelles mobilisations le jour du sommet sur l'emploi convoqué par Nicolas Sarkozy en janvier.

«*Ce gouvernement nous a imposé des réformes, n'a pas écouté le mouvement majoritaire sur les retraites, n'a pas tenu compte de l'avis des salariés qui pensent désormais que sur ces grands enjeux de société, on ne le fera pas bouger*», avance Nadine Prigent, secrétaire confédéral CGT, contactée par 20 Minutes.

Malgré le fort mécontentement qui est dans l'air actuellement, les syndicats évoquent ainsi une «*situation difficile*» sur le terrain et font un «*constat lucide*». «*Il y a beaucoup d'inquiétudes et d'attente sociale, les mesures d'austérité sont considérées comme injustes, mais on sent qu'il y a des difficultés à traduire cela dans des mobilisations interprofessionnelles*», ajoute Nadine Prigent.

Pour son homologue de la CFDT, François Chérèque, c'est le contexte "*compliqué de crise économique*" et "*la période électorale*" qui explique la faible mobilisation. "*Les salariés attendent plus de changement par le politique que par les mouvements sociaux*", selon lui.

Joint par 20 Minutes, Jean-Louis Malys, secrétaire national de la CFDT, évoque la période pré-électorale. «*Le message social est moins audible car trop politisé*», selon lui. En attendant, par cette journée d'action, que Jean-Louis Malys requalifie même de «*sensibilisation*», les syndicats affirment avoir voulu au moins assurer «*une présence médiatique et sur le terrain*».

Pour sa part, Stéphane Sirot, historien et spécialiste des mouvements sociaux, confirme à 20 Minutes qu'«*au niveau national, il y a eu toute une série de défaites assez cuisantes, c'est un élément qui pèse» et que la période pré-électorale provoque un «sentiment d'attente*».

Cependant, il ajoute d'autres éléments à charge contre les syndicats. Outre leur unité qui a du mal à perdurer, «leur choix de mobilisation se révèle inefficace et contre-productif», selon l'historien. «*Les syndicats ont mis de côté le principe de grève reconductible, campant sur les journées d'action ponctuelles qui ne font plus reculer le pouvoir politique et découragent au bout du compte*», explique-t-il.

Ecartant la «*fatalité*» qui toucherait les mouvements nationaux, Nadine Prigent s'appuie alors sur les «*luttes locales*» dans lesquelles est engagé son syndicat dans «u*n certain nombre de secteurs*». Mais pour Stéphane Sirot, «*une organisation syndicale ne peut pas prendre la décision de se replier sur le local.*» Grève reconductible ou alternance au pouvoir

Pour l'historien, la grève reconductible est ainsi le seul moyen encore viable aujourd'hui pour établir un rapport de force avec le pouvoir politique, qui lui permettre ainsi de faire des concessions. «*Mais les directions syndicales ont beaucoup de mal à s'engager dans cette démarche, ça leur fait peur*», indique-t-il.

Autre solution: une alternance politique à la tête de l'Etat qui offrirait une «*petite bouffée d'air*» et une «*survie à court terme*» pour les syndicats. Ils «*ont besoin d'une victoire politique pour montrer qu'elle est le résultat du mécontentement, car si la majorité actuelle est reconduite, la défaite de la réforme des retraites sera confirmée, ce serait un échec supplémentaire dont ils auraient du mal à se relever*», analyse Stéphane Sirot.

Bernadette Groison, secérétaire générale de la FSU a quant à elle déclaré : "*On est là pour dire : les plans d'austérité, ça suffit ; ce ne peut pas être que les salariés qui paient les efforts à faire face à la crise. Les solutions portent sur la nécessité de trouver de nouvelles recettes : il faut oser parler fiscalité, il faut oser parler de l'impôt*."

Jean Grosset, pour l'UNSA, a, comme Bernard Thibault, évoqué le sommet social sur l'emploi voulu par le président Sarkozy, soulignant la nécessité pour l'intersyndicale de définir "*des revendications communes*". Au sujet de la journée de mobilisation, le représentant syndical a déclaré : "*L'essentiel était de faire une journée de diffusion d'information auprès de milliers de salariés, d'indiquer notre désaccord et de rester mobilisés*."

Au total, près de 200 défilés et rassemblements, accompagnés de grèves ponctuelles, étaient annoncés. Le point fort était un rassemblement sur le pont de la Concorde à Paris devant l'Assemblée nationale, où ont manifesté de 3 500 à 5 000 personnes. Les manifestants étaient au nombre de 1 000 à 2 000, selon les sources, à Bordeaux comme à Nantes, mais ils n'étaient que 150 à Lyon, 300 à Marseille et à peine plus du double à Toulouse.

A Paris, le candidat du Front de gauche à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, a participé au rassemblement "*à l'appel des syndicats, comme devraient le faire tous les gens de gauche*", a-t-il proclamé. François Rebsamen, président du groupe PS au Sénat, a de son côté apporté son soutien à la mobilisation, accusant Nicolas Sarkozy d'être "*le chantre de l'équilibre budgétaire et de la rigueur*". (lemonde.fr et 20minutes.fr 13.12)

Les syndicats affirment avoir voulu au moins assurer «*une présence médiatique et sur le terrain*», vous voulez ajouter quoi après cela ?

Leur vieux monde. Ne cherchez plus où ils ont la tête.

1- A pisser de rire !

Dans un article de *The Independent* daté du dimanche 11 décembre, on apprend que David Cameron a utilisé la technique de la «vessie pleine» pour mieux se concentrer et avoir l'esprit clair pendant l'exténuante séance de négociations à Bruxelles qui a duré pas moins de 9 heures. D'après le *Guardian*, le Premier ministre britannique s'est donc forcé de ne pas aller aux toilettes lors du dîner officiel le soir jusqu'au petit matin à la fin du sommet.

Le journal explique que ce n'est pas la première fois que David Cameron fait usage de cette technique. Il l'avait déjà fait lors d'un discours qu'il a prononcé sans aucune note à son arrivée à la tête du parti conservateur. C'est en regardant un documentaire sur Enoch Powell, homme politique du parti conservateur dans les années 1960, que le Premier ministre aurait entendu parler de cette méthode. Powell, surtout connu pour son célèbre discours contre l'immigration en 1968, aussi appelé «*Discours des fleuves de san*», disait à l'époque qu'il réussissait mieux ses interventions quand il avait la «*vessie pleine*» :

«*Vous ne devez rien faire pour atténuer la tension avant de faire un grand discours. Si c'est possible, vous devez chercher à l'accroître.*»

En tout cas, David Cameron ne semble pas avoir entendu parler de Peter Snyder et Myrjam Tuk, les deux lauréats en septembre dernier de l'Ig Nobel, qui récompense chaque année les découvertes scientifiques les plus insolites. Le neurologue Peter Snyder et ses collègues ont en effet découvert selon le site Smart Planet que les gens prennent de moins bonnes décisions quand ils ont trop envie d'uriner. Se retenir de faire pipi peut justement affecter nos décisions autant que d'être saoul ou ne pas avoir dormi depuis 24 heures:

«*Quand les gens atteignent un point où ils ont tellement mal qu'ils ne peuvent plus le supporter, c'était comme s'ils étaient saouls.*»

L'équipe de Snyder partage l'Ig Nobel avec Mirjam Tuk, une scientifique qui a découvert que les gens davantage capables de maîtriser leur envie d'uriner étaient également meilleurs pour maîtriser certaines impulsions. (slate.fr 13.12)

2- Un rythme de vie de dingue !

Le succès du «*drive*» ne se dément pas. Les consommateurs sont de plus en plus nombreux à faire leurs courses sur Internet et à se faire livrer par un employé, en moins de cinq minutes, directement sur le parking du supermarché à l'heure de leur choix. Déjà 3,3% des ménages français, soit 880.000 personnes l'utilisent. Et le nombre d'aficionados a toutes les raisons de grossir à en croire l'ambitieux plan de développement qu'a présenté le groupe Leclerc ce mardi à l'occasion d'un point de presse. De 34 E. Leclerc Drive en 2009, l'enseigne est passé à 144 en cette fin d'année. Elle prévoit d'en ouvrir 105 de plus l'an prochain avec un objectif de 400 en 2015. Déjà, le groupe revendique la place de leader sur ce marché.

Un engouement qui ne doit rien au hasard. 89% des consommateurs estiment que le «*drive*» leur permet de gagner du temps et 63% jugent qu'il évite de se laisser tenter par d'autres produits puisqu'on ne passe plus en magasin, selon une étude du cabinet Kantar. Cerise sur le gâteau: les prix sont les mêmes que ceux pratiqués dans les hypers de l'enseigne, assure Michel-Edouard Leclerc, Président-directeur général du groupe. Au final, 92% des clients recommandent ce mode d'achat.

Jusqu'ici, les clients les plus alléchés par le «*drive*» sont surtout des ménages jeunes, avec ou sans enfants, venant des grandes villes de province et appartenant principalement aux classes moyennes supérieures.

La limite du «*drive*» réside aujourd'hui dans le nombre plus limité de références disponibles. Environ 5.500 chez Leclerc contre 70.000 à 120.000 dans un hyper. Un chiffre qui pourrait monter à 6.500 mais guère plus en raison d'un manque de place.

Pour l'instant, les «*drives*» sont surtout adossés à des hypermarchés déjà existants. Mais la donne est en train de changer. Sur les 144 Drive de Leclerc, 58 sont autonomes. «*Le 'drive' est une arme offensive pour aller gagner des clients*», explique Olivier Bordais, le patron du centre E.Leclerc de Landerneau (Finistère). Ce dernier a installé un «*drive*» à une dizaine de kilomètres. Selon lui, la cannibalisation entre les deux est minime: «*Le "drive" est un allié et non un concurrent.*»

Avec 405 millions d'euros de chiffre d'affaires, le «*drive*» n'a représenté que 1,4% du chiffre d'affaires total de l'enseigne Leclerc en 2011. Michel-Edouard Leclerc ambitionne de porter ce chiffre à 10% dans les années à venir.(20minutes.fr 13.12)

Parfois les ouvriers envient les couches moyennes qui ont un niveau de vie supérieur, ils devraient penser aux sacrifices qu'elles doivent consentir en échange.

Quand vous êtes cadre et que vous n'avez pas d'horaire, j'en ai fait l'expérience pendant une courte durée et vous pouvez comprendre pourquoi, que vous devez éviter de contrarier votre patron, de le contredire, ne jamais oublier de témoigner votre totale soumission à son autorité, accepter tous ses caprices, le flatter, etc. c'est humiliant au possible, quotidiennement, personnellement je n'ai jamais eu l'impression d'être aussi rabaissé de ma vie... Quand mon patron m'a finalement viré sous un prétexte bidon au bout de 6 mois, quel soulagement ce fut ! et j'ai été tellement choqué par cette expérience, que j'ai pris la décision de partir vivre en Inde, c'était en 1990...

L'actualité en titres et déclarations

Roulette russe

- Pour l'UMP, l'élection de Nicolas Sarkozy est "*jouable*" - LePoint.fr

Et le "***produire français***" alors ?

- Sarkozy préfère le slogan «*produire en France*» au «*acheter français*» - Liberation.fr

On comprend pourquoi, ce serait difficile, c'est Bayrou qui a lancé «*acheter français*»... il roule en Audi ! On s'en fout, OK !

Faciliter la mobilisation contre l'Etat, vous n'y pensez pas, ils ont mieux à faire...

- Etat et syndicats veulent faciliter le chômage partiel - Le Monde

Qui osera dire après que la collaboration de classes est négative, les braves dirigeants syndicaux n'ont-ils pas permis d'éviter des licenciements ? Franchement, nous sommes ingrats ou médisants quand nous les traitons de lieutenants du capital. Ils travaillent à la préservation de la paix sociale si propice aux affaires, à l'emploi, que demande de mieux le peuple bourré d'illusions, pardon... les gangsters du CAC 40, leurs maîtres ?

Les francs-tireurs de la réaction

- «*Aujourd'hui, les féministes ont une parole médiatique très forte*» - Liberation.fr

Ils ne sont pas les seules :

- Les syndicats affirment avoir voulu au moins assurer «*une présence médiatique et sur le terrain*» selon Jean-Louis Malys, secrétaire national de la CFDT - 20minutes.fr.

Coucou, on est toujours là. Hélas, la vermine a la peau dure !

Le changement dans la continuité.

- François Hollande confirme qu'il écarte le retour à la retraite à 60 ans - LeMonde.fr

Vous ne pensiez pas mieux dire

- Le patriotisme économique, c'est ringard et inefficace - LePoint.fr

La preuve :

- L'Otan prévoit d'étendre l'armement des villageois afghans - Reuters

Excellente idée : rien de tel que l'armement du peuple pour chasser l'occupant ! Parfois on se demande ce qu'ils ont dans la tête ces va-t-en-guerre, à tel point que cela induit en erreur certains militants ou dirigeants qui ne s'en aperçoivent pas...

Le produit criminel de leur société.

- Attaque à la grenade dans le centre de Liège: quatre morts - AP

- Un militant d'extrême droite tue deux Sénégalais à Florence - figaro.fr

Le Sommet de Durban a été un succès... pendant 12 heures montre en main.

- Le Canada, premier pays à quitter le protocole de Kyoto - Reuters

Pas de bol ! Au passage, l'écologie politique à du plomb dans l'aile, de chasseurs : qui va à la chasse perd sa place ! Heureusement pour Hollande que J-L. Mélenchon sert de rabatteur, car s'il devait compter uniquement sur Eva Joly...

Parole d'une psychopathe du vieux monde

(après la tuerie d'hier)

Selon la procureure de Liège, Danièle Reynders, la justice belge n'a jamais "*relevé un quelconque déséquilibre le concernant*". (reuters 13.12)

Ne cherchez pas, c'est vous et votre société qui êtes "*déséquilibrée*" !

INFOS EN BREF

Politique

France

L'ancien ministre UMP Renaud Donnedieu de Vabres a été placé mardi en garde à vue dans l'enquête sur une possible corruption en marge de contrats d'armement et de la présidentielle de 1995, a-t-on appris de sources policière et judiciaire.

La police financière a effectué une perquisition à son domicile parisien et l'a interpellé simultanément. C'est la première fois qu'un ancien élu est visé par cette enquête qui inquiète la majorité à moins de cinq mois de la présidentielle.

Ministre de la Culture de Jacques Chirac entre 2004 et 2007, il n'est pas interrogé à ce titre mais à propos de ses fonctions de conseiller spécial au cabinet du ministre de la Défense François Léotard entre 1993 et 1995.

Les enquêteurs soupçonnent un possible financement illégal de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, dont Nicolas Sarkozy était le porte-parole.

Deux proches de Nicolas Sarkozy, Nicolas Bazire - ex-directeur de campagne d'Edouard Balladur - et Thierry Gaubert, sont déjà mis en examen dans ce dossier, ainsi que Ziad Takieddine, homme d'affaires franco-libanais et intermédiaire dans les deux contrats.

Un témoin récemment entendu en procédure, le préfet Patrice Molle, ex-chef du cabinet civil de François Léotard, a déclaré que Renaud Donnedieu de Vabres avait imposé dans la négociation Ziad Takieddine et un autre intermédiaire, Abdulrahman El Assir, dans le but supposé d'organiser le détournement des commissions.

Renaud Donnedieu de Vabres a déjà été condamné en 2004 à 15.000 euros d'amende pour blanchiment de capitaux, en même temps que François Léotard, sanctionné alors de dix mois de prison avec sursis.

Cette affaire portait sur le blanchiment via une banque italienne de cinq millions de francs (762.000 euros) d'origine mystérieuse. Les deux hommes avaient alors parlé au procès de fonds spéciaux de l'Etat, versés en liquide aux ministres jusqu'en 2001.

Le nom de Nicolas Sarkozy, à l'époque des faits ministre du Budget, figure en procédure, dans un rapport de police luxembourgeois concernant la création de structures off shore liées à l'argent des marchés.

Les juges ont découvert récemment de nouveaux éléments laissant penser que l'argent des commissions pourrait avoir été dérivé vers des réseaux présentés comme proches de Jacques Chirac, après la défaite d'Edouard Balladur au premier tour et l'élection du maire de Paris à l'Elysée en 1995.

Dominique de Villepin, ancien secrétaire général de l'Elysée (1995-2002) et ex-Premier ministre (2005-2007) est convoqué comme témoin en janvier chez les juges. (Reuters 13.12)

L'étau se resserre autour de La Talonnette, s'il perd les élections en 2012, il pourrait bien devenir le premier président de la Ve République à passer par la case prison. Quel destin grandiose !

Social

France

1- Hausse des prix

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,3% en novembre par rapport au mois d'octobre, une nouvelle fois tirés par l'accélération des prix de l'énergie et de l'alimentation, faisant monter l'inflation sur un an à 2,5%, montrent les statistiques publiées mardi par l'Insee.

Les prix de l'énergie affichent une progression de 1,2% par rapport à octobre et de 11,5% par rapport à novembre 2010 tandis que les prix de l'alimentation s'inscrivent également en hausse, de 0,3% sur un mois et de 3,2% en rythme annuel. (reuters 13.12)

2- Hausse du prix du gaz.

Le prix du gaz va augmenter de 4,4% au 1er janvier a annoncé mardi Eric Besson.

De plus, le tarif social du gaz, une mesure dont bénéficient environ 300.000 foyers à bas revenus, va être revalorisé de 10%, a annoncé Eric Besson. Ce dispositif instauré en 2008 permet une réduction forfaitaire des factures de gaz, sous conditions de ressources. «*La réduction moyenne pour un foyer de quatre personnes chauffé au gaz et éligible à la CMU complémentaire passera de 142 euros à 156 euros par an*», précise le communiqué. (liberation.fr 13.12)

3- Suppression de postes au Crédit agricole

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, après BNP Paribas et Société générale, c'est au tour du Crédit agricole de tailler dans ses effectifs. Selon nos informations, ce sont près de 2000 postes que la banque verte envisagerait de supprimer, dont plus du quart en France, où il n'y aura pas de départs contraints.

Principale touchée, Crédit agricole CIB, la filiale de banque d'investissement et de financement: 1500 départs sont évoqués. Autres activités ciblées, le pôle crédit à la consommation et crédit-bail, avec des coupes de quelque 500 postes.

Après l'accélération de la crise cet été, le Crédit agricole n'a d'autre choix que de rationaliser ses activités et de réduire les risques inscrits à son bilan. Crédit agricole CIB, qui se flatte d'une présence dans 58 pays, va ainsi se retirer d'un «*nombre significatif*» d'implantations internationales, selon un proche du dossier.

En parallèle, la banque réduit la voilure dans les produits structurés et autres dérivés actions, activités les plus difficiles à rentabiliser dans le nouveau contexte, à la fois réglementaire et économique. Côté crédits spécialisés, très coûteux en liquidités, le Crédit agricole a décidé d'appuyer sur la pédale de frein.

Le plan de restructuration de la banque verte répond notamment aux exigences des autorités européennes qui demandent aux banques d'afficher un ratio de 9% de fonds dès juin prochain. Les banques françaises doivent présenter à l'Autorité de contrôle prudentiel un plan d'adaptation détaillé d'ici au 15 décembre. (lefigaro.fr 13.12)

4- Ils ont réinventé les camps !

En 2010, plus de 60 000 étrangers ont été enfermés dans les 27 centres de rétention français (CRA) de métropole et outre-mer. C'est deux fois plus qu'il y a onze ans, soulignent dans leur premier rapport commun, présenté ce mardi matin (pdf ici), les cinq associations autorisées à intervenir dans ces centres: la Cimade, France Terre d'Asile, l'Ordre de Malte, le Forum réfugiés et l'Assfam (Association service social familial migrants).

Jérôme Martinez, secrétaire général de la Cimade.

Le plus souvent des jeunes travailleurs, représentant pas moins de 155 nationalités. En métropole, les plus gros contingents sont marocains, algériens, tunisiens mais l'on trouve aussi des Brésiliens, Chinois, Afghans...

Tout, dans les CRA, renvoie à un environnement carcéral, donc «*extrêmement anxiogène pour ces personnes qui bien souvent ne comprennent même pas pourquoi elles sont là*», souligne l'association: barbelés, horaires très contraints, circulation limitée, vidéosurveillance, recours au menottage, mise à l'isolement... (liberation.fr 13.12)

Economie

1- BCE

La demande de financements auprès de la Banque centrale européenne (BCE) a bondi mardi pour atteindre un nouveau plus haut de deux ans et demi à près de 300 milliards d'euros, signe que la crise de la dette dans la zone euro laisse un nombre croissant de banques en mal de liquidités.

Lors de son allocation hebdomadaire de financements illimités, la BCE a consenti à 197 banques un montant de 292 milliards d'euros, au plus haut depuis juin 2009.

Cette offre de financement était la première de la BCE au taux réduit de 1%. La semaine prochaine, pour la première fois de son histoire, la BCE proposera également aux banques des financements à trois ans.

Le taux Euribor à trois mois, généralement considéré comme l'outil de mesure de référence des prêts interbancaires non sécurisés dans la zone euro, a ainsi reculé à 1,426% contre 1,430%.

L'Euribor à six mois est passé de 1,675% à 1,673%, tandis que celui à 12 mois est resté stable à 2,008%.

L'Euribor à une semaine, celui qui subit le plus l'influence d'un excès de liquidités - lequel ressort à 268 milliards d'euros selon des calculs Reuters - a lui reculé de 0,800% à 0,787%.

Les dépôts à 24 heures auprès de la BCE sont restés extrêmement élevés, à 346 milliards d'euros. Les prêts d'urgence à 24 heures ont atteint près de 9 milliards d'euros. (reuters.fr 13.12)

2- Chine

Prometteuse terre de conquête, la Chine oblige parfois les géants des biens de consommation à de piteux replis. Nestlé, le leader mondial de l'agroalimentaire, a décidé lundi la fermeture d'un de ses sites de production de crèmes glacées dans l'est du pays. Danone a lui suspendu la semaine passée les opérations de l'une de ses deux usines de fabrication de yaourts en Chine.

«*Les sociétés étrangères qui fabriquent ce genre de produits en Chine n'ont pas d'avantage compétitif*», assure Ma Wenfeng, analyste chez Beijing Orient Agribusiness Consultant. Les industriels locaux obtiennent de plus en plus souvent la préférence des consommateurs du pays qui, à produit équivalent, privilégient les marques chinoises reconnues. Pour ne rien arranger, les industriels Sanyuan, Yili et Mengniu fournissent des produits laitiers similaires et moins chers que ceux de Danone et Nestlé.

«*Nestlé China Ltd ferme une usine de crèmes glacées dans l'est de la Chine et arrête ses ventes dans cette région pour se concentrer sur le nord et le sud du pays*», explique le groupe alimentaire suisse via sa porte-parole, Nancy He. (lefigaro.fr 13.12)

Dans la suite de cet article, ils expliquaient que Danone allait se recentrer sur les produits laitiers hauts de gamme, parce que les Chinois ne seraient pas capables de les produire... Quelle plaisanterie ! On en reparlera dans quelque temps, très rapidement à coup sûr.

Haut de page

Le 15 décembre

CAUSERIE

La démocratie : Un produit frelaté. Une supercherie savamment entretenue depuis un siècle

1- Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, ils ont interviewé des Irakiens qui unanimement jugeaient désastreuse l'intervention et l'occupation américaine de l'Irak. L'un d'entre eux a dit : "*ils ont voulu importer la démocratie en Irak mais cela ne pouvait pas marcher*". Et vous savez pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas importer quelque chose qui n'existe pas !

Comme d'habitude, on passe à côté des choses les plus simples à comprendre dans la vie comme en politique. Cela vaut d'autant plus pour les militants, parce que lorsqu'on est militant, on a la fâcheuse tendance à se croire supérieur aux autres, parce qu'on aurait compris quelque chose que les autres n'auraient pas compris, alors que dans 99,99% des cas on est vraiment très loin du compte ! Cette réflexion, je me l'applique, sinon j'aurais été totalement incapable de progresser.

2- (en Allemagne) Le FDP a obtenu 14,6% des voix lors des élections législatives de 2009, ce qui lui a permis de former un gouvernement de coalition avec la CDU d'Angela Merkel. Il est tombé depuis à environ 3% d'intentions de vote. (reuters 14.12)

Lors des campagnes électorales, les médias et les instituts de sondage, les institutions et les partis politiques qui y participent, tous inféodés au régime en place, s'entendent chacun de leur côté pour fabriquer de toutes pièces les moyens artificiels ou frauduleux d'obtenir la majorité des voix des électeurs, en fait à canaliser 90 à 95% des voix, pour ensuite gouverner une fois qu'ils se sont répartis ou plutôt partagés les postes au sein des différentes institutions et dont les différentes commissions parlementaires sont le meilleur exemple. C'est valable dans tous les pays, on vient d'en avoir un aperçu en Tunisie, en Egypte, etc.

En France, il en va ainsi de certains candidats à l'élection présidentielle des deux côtés de la même pièce tragique de la Ve République. Hier le MoDem était quasi inexistant et donné comme mort, et ne voilà-t-il pas que la popularité de Bayrou dépasserait celle de Hollande. Il n'y a pas si longtemps, c'était les Verts qui étaient propulsés sur le devant de la scène politique avec des scores à deux chiffres, avant de retomber à moins de 2%

La démocratie est morte depuis un siècle déjà.

Elle a existé en réalité quand le parti social-démocrate allemand était un véritable parti socialiste et combattait vers la fin du XIXe siècle afin d'obtenir des députés... Elle est morte dès lors que les députés sociaux-démocates allemand ont pris la direction de ce parti pour finalement renier le socialisme en adoptant le réformisme, à partir de ce jour, les intérêts fondamentaux du prolétariat n'étaient plus représentés au Parlement. Ajoutons que cela ne s'est pas fait en un jour évidemment et qu'il fallut environ deux décennies pour liquider toutes traces d'opposition sociale-démocrate au régime, y compris physiquement avec l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Quant à la démocratie soviétique reposant sur la classe ouvrière et la paysannerie, la majorité de la population, elle fut le produit de la révolution russe de 1917, l'antithèse de la démocratie de la minorité, étriquée et bourgeoise, réactionnaire, qu'incarnait l'Assemblée constituante et qui fut dissoute.

Hormis cet intermède qui n'a pu avoir lieu uniquement parce que Lénine et le parti bolchevik avait tiré des enseignements de la dégénérescence de la social-démocratie dont les 3 et 4 août 1914 furent le point d'orgue et de non retour, quand les députés des partis sociaux-démocrates votèrent les crédits de guerre et s'alignèrent sur leur bourgeoisie respective, passèrent ainsi avec armes des bagages dans le camp de l'ennemi de classe, et avant que le stalinisme renverse la démocratie ouvrière pour instaurer sa dictature bureaucratique, il n'y a plus eu nulle trace de démocratie dans le monde jusqu'à aujourd'hui.

On dit que la démocratie c'est le gouvernement (ou le pouvoir) du peuple par le peuple, comment pourrait-il en être ainsi quand les intérêts du peuple ou plutôt l'immense majorité des travailleurs qui le compose ne sont plus représentés par aucun parti politique, ou quand bien même un parti disposerait de quelques élus, leurs voix seraient systématiquement étouffées et ils n'auraient aucun moyen de faire respecter les intérêts de la majorité ?

Donc à notre époque toute référence à la démocratie qui aurait existé depuis un siècle est une escroquerie politique.

Comment peut-on parler de démocratie sous des régimes politiques de types monarchie constitutionnelle ou bonapartiste, quand un homme ou une femme conserve un droit de vie ou de mort sur ses sujets, le peuple ?

Comment peut-on parler de démocratie quand il n'existe aucun parti ouvrier combattant pour le socialisme présent au sein des institutions et lorsque les partis ouvriers qui pourraient y prétendre en sont exclus, définitivement, je parle de l'Assemblée nationale ?

Le philosophe H. Bergson avait apparemment davantage la tête sur les épaules que nos dirigeants, lorsqu'il écrivit dans les *Deux Sources de la morale et de la religion* : "*L'ensemble des citoyens, c'est-à-dire le peuple, est donc souverain. Telle est la démocratie théorique*, en théorie seulement, car sans la conscience de soi pour parler comme les philosophes, point de souveraineté du peuple.

Conscience de soi qui doit traduire la compréhension des rapports qui existent entre les différentes classes dans la société et que leurs intérêts sont antagoniques et définitivement irréconciliables, et au-delà, le processus révolutionnaire qui va permettre de mettre un terme à la dictature de la minorité sur la majorité et de transformer la classe dominée en classe dominante, et c'est seulement parvenu à cette étape, parce les masses exploitées sont parvenues à prendre conscience d'elles-mêmes, de ce processus, des tâches qu'il impliquait et des objectifs vers lequel il devait tendre, que nous pourrons prétendre que la démocratie n'est plus une théorie ou réservée à une minorité de privilégiés pour imposer sa dictature à la majorité, mais bien la réalité, d'où le fait qu'on puisse la définir comme la dictature du prolétariat en opposition à la dictature du capital, une fois le rapport coercitif entre classe dominante et classe dominée inversé.

Dans *Le passé, le présent, l'avenir de la république*, Lamartine dira "*Le suffrage universel est donc la démocratie elle-même*", sans doute, à son époque, depuis les choses ont bien changé comme on vient de le relever. Le suffrage universel n'est plus qu'une mauvaise farce manipulée par de puissants médias et des instituts de sondage qui font la pluie et le beau temps, sans que la voix de véritables partis ouvriers ne puissent s'exprimer, et dans ces conditions, participer à des élections contribue à entretenir l'illuision que nous vivrions en démocatie et légimite les institutions en place. Allons plus loin, et comme chacun peut constater que quoi qu'il vote cela ne change strictement rien ou sa situation empire encore, tous les partis finissent par perdre leur légitimité et subir le même sort que les institutions.

La démocratie ne "***s'invente***" pas, elle se conquiert par une révolution, les armes à la main !

François Hollande s'est posé mercredi en "*candidat de la justice*" pour mieux lutter contre la pauvreté en France à travers une politique d'accompagnement durable, et non d'assistanat.

En matière de lutte contre la pauvreté, "*l'innovation doit être le mot-clé, il faut inventer des politiques*", a-t-il plaidé. (reuters 14.12)

La veille, il s'est engagé, s'il est élu en 2012, à renégocier le projet de traité arrêté vendredi par 26 des 27 membres de l'Union européenne "*pour redonner la confiance*"... aux marchés.

Alain Minc, l'un des conseillers officieux de Nicolas Sarkozy, a prédit que cette "*renégociation*" tournerait court comme en 1997, lorsque les socialistes de retour au pouvoir avaient promis de revoir le pacte de stabilité de l'euro.

"*François Hollande annonce ce que Lionel Jospin avait annoncé en 1997 au moment du pacte de stabilité, qui était 'je vais renégocier'; et puis au bout de 15 jours, Lionel Jospin a signé*", a-t-il estimé sur France Info. (source lepoint.fr 12.12)

Comment peut-on faire preuve d'une telle soumission envers les marchés financiers et prétendre être le "*candidat de la justice*" sociale ? Entre les deux camps il faut choisir et Hollande a choisi celui du capital, au nom de la démocratie et du socialisme, cela va de soi.

Au nom de la démocratie.

Irak. Le bilan de ces neuf années d'intervention confine en effet au désastre historique : plus de 4 400 soldats américains tués, 32 000 blessés ; 150 000 morts et 250 000 blessés côté irakien. Deux millions d'exilés. Le coût financier est aussi exorbitant : environ 1 000 milliards de dollars. (lepoint.fr 14.12)

Des dirigeants syndicaux pourris jusqu'à la moelle.

En dix-huit mois, quatre élus CGT du comité des oeuvres sociales (COS) de la mairie de Montreuil, ont voyagé en famille pour un montant de 153 024 euros. Une affaire découverte grâce à un audit commandé par la municipalité, et révélé par *Le Parisien*, le 9 décembre.

Le même jour, la maire écologiste, Dominique Voynet, a appelé Bernard Thibault pour lui proposer de lui transmettre cet audit. "*J'ai d'autres chats à fouetter, lui a répondu le syndicaliste. Je suis sûr que, s'il y a du ménage à faire, tu sauras t'en occuper.*" (lexpress.fr 14.12)

Il s'en fout et le dit ouvertement, ils se couvrent mutuellement. Et il s'en trouve encore pour vouloir nous faire croire que dans un tel contexte il serait possible aux travailleurs de se réapproprier leurs syndicats. Cela fait 70 ans qu'on entend ce refrain pour finalement constater que les dirigeants syndicaux font ce qu'ils veulent ou parviennent toujours à leur fin. Comme dit la fable, l'espoir (ou les illusions) fait vivre non pas ceux qui y croient, mais ceux qui profitent de leur crédulité.

Intox. C'est qu'ils sont encore trop riches, à moins que...

Plus de sept Français sur dix (72%) se disent prêts à acheter plus cher un produit fabriqué en France, contre 28% qui s'y refusent, montre mardi un sondage Ifop alors que le thème du "made in France" s'impose dans la campagne présidentielle.

Cette enquête réalisée pour le Comité des entrepreneurs pour un développement responsable de l'économie (CEDRE) démontre toutefois que la qualité et le prix priment dans le choix d'un produit pour une majorité écrasante des Français, loin devant son pays de fabrication. (reuters 14.12)

D'après vous quel aurait été le résultat de ce sondage s'ils avaient posé leur question ainsi : Avez-vous les moyens et d'acheter 15, 20 ou 25% plus cher un produit parce qu'il est fabriqué en France ? Seconde question : le souhaitez-vous ?

Ils ont tourné leur question de telle sorte qu'elle s'adresse y compris à ceux qui ne parviennent déjà plus à joindre les deux bouts, c'est une manipulation qui n'a rien de gratuit, car si effectivement 72% des "Français" se disent prêts à payer plus cher, c'est que les prix ne sont pas encore assez élevés ou qu'ils disposent encore d'une marge, d'argent superflu qu'ils économisent et que le gouvernement et le patronat peut leur ponctionner sous forme d'impôts, taxes ou hausses des prix. Ce genre de sondages peut servir à justifier un nouveau plan d'austérité : les trois quart des "Français" sont trop riches ! A dresser les travailleurs les uns contre autre aussi.

Voilà ce qu'il faudrait dénoncer et expliquer aux travailleurs dans un journal vraiment destiné aux travailleurs...

L'actualité en titres

Les "***Français***" ne sont-ils pas des veaux ?

- Remplacer les médecins par les vétérinaires en milieu rural - LeFigaro.fr

Tout de suite les grand mots

- Dominique de Villepin invite l'UMP à ne "*pas se foutre du monde*" - Reuters

Et ma petite gâterie alors ?

- Bernard Debré qualifie Rachida Dati de "*petite fille gâtée*" - Reuters

Une identité suspecte.

- "*Etre mère est un moyen de se construire une identité*" - L'Express.fr

A 14, 15 ou 16 ans ? Quand on est fille-mère et qu'on n'a aucune expérience de la vie en dehors de celle de son enfance, on reproduira automatiquement les mêmes gestes que sa mère et on transmettra la même éducation à son enfant, et tant pis si elle est marquée du sceau de l'ignorance. C'est plutôt le meilleur moyen de ne jamais avoir d'identité.

Une sollicitude suspecte.

- Mais où Jack Lang sera-t-il parachuté? - L'Express.fr

Je suggère en Corée du Nord où il avait été missionné par Sarkozy !

Une reconnaissance suspecte

- Le manifestant, homme de l'année selon «*Time*» - Liberation.fr

L'extrême droite aussi manifeste...

Comme les saisons passent vite.

- Le Prix Sakharov remis à cinq militants du printemps arabe - L'Express.fr

Peuple martyr

- Palestine: record de destructions et d'agressions en 2011 - lexpress.fr

Front unique avec les talibans

- Le chef du Pentagone croit pouvoir remporter le conflit en Afghanistan - LeMonde.fr

A propos du site

J'ai rectifié les liens erronés vers certains fichiers.

Un dernier mot

Il y a trois jours Cohn-Bendit répondait à un journaliste, la dignité "*je ne la définis pas*", j'ajoutais : normal il n'en a jamais eu. Aux infos du soir sur TV5Monde Asie avant-hier ils ont montré quelques images d'une manifestation au Maroc, un jeune manifestant portait un tee-shirt sur lequel était écrit : *dignité = travail*. Mais c'est vrai que Cohn-Bendit ne sait pas non plus ce que c'est, il n'a jamais bossé de sa vie !

Avant-hier, toujours aux infos du soir de TV5Monde Asie, ils ont montré des images de la manifestation qui s'était déroulée à Benghazi en Libye, et ils ont interviewé des manifestants, un homme d'une cinquantaine d'années : "*s'ils ne sont pas capables, qu'ils dégagent*", la journaliste poursuivant : ils demandent plus de "*libertés d'expression*", le "*départ de Mahmoud Djibril, le chef du gouvernement*" et le départ "*des ex-Kadhafistes*".

J'ai inscrit tout cela sur mon petit cahier d'écolier. Plus tard en relisant mes notes, je me suis dit, mais ce ne sont que

des revendications politiques, et dire qu'il y en a qui estiment que le prolétariat libyen serait incapable de manifester son indépendance de classe... Bref, je me suis dit encore une fois, que j'avais eu raison de ne pas me laisser entraîner sur le terrain des bras-coupés qui a la place d'un cerveau pour réfléchir à la situation n'ont que des principes soigneusement rangés au fond d'un tiroir.

Vive la lutte contre alzheimer ! Et vive le socialisme bien sûr !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Collaboration de classes au sommet.

Le sommet sur l'emploi proposé par Nicolas Sarkozy aux partenaires sociaux pour tenter de trouver des solutions à la forte hausse du chômage a été programmé le 18 janvier à l'Elysée, a-t-on appris mercredi auprès de la présidence de la République.

Plutôt réservés à l'annonce du sommet, les grands chefs syndicaux, y compris Bernard Thibault de la CGT, ont finalement tous décidé d'y participer, mais avec le souci de ne pas y être instrumentalisés.

Sur fond de plans sociaux annoncés dans plusieurs grandes entreprises et de moyens d'action publics réduits par la lutte contre les déficits, Nicolas Sarkozy a livré mardi quelques indices sur les pistes envisagées par le gouvernement pour enrayer la hausse du chômage.

«*Je crois à l'activité partielle*», a-t-il dit lors d'un déplacement en Haute-Savoie, «*c'est certainement l'une des mesures que l'on peut développer (...) nous consacrerons des moyens supplémentaires*». (liberation.fr 14.12)

Pas besoin de les "*instrumentalisés*" : ils sont volontaires !

Ils iront tous lui présenter leurs bons voeux au passage, quelle pourriture ! Pourquoi ne pas généraliser le chômage partiel, il y a du boulot tu bosses et tu es payé, il n'y a pas de boulot tu restes chez toi et tu n'es pas payé, génial non, les patrons en rêve.

Question. Pourquoi aucun parti ouvrier n'a engagé le combat pour la rupture des syndicats avec l'Etat, ses institutions, le gouvernement, le patronat, contre le financement des syndicats par l'Etat et le patronat ?

1.2- Debout... couché !

Le président de Debout la République (DLR) et candidat à l'Elysée, Nicolas Dupont-Aignan, a demandé mercredi que la présidente du Medef, Laurence Parisot, démissionne car elle «trahit l'emploi» et lui a conseillé de rejoindre «*l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy*».

«*Je demande la démission de Laurence Parisot car elle trahit l'emploi en France. Mme Parisot trahit les petits patrons*», a lancé M. Dupont-Aignan, devant l'Association des journalistes parlementaires (AJP). (liberation.fr 14.12)

2- Allemagne

2.1- Le numéro deux des libéraux allemands (FDP) a démissionné mercredi contre toute attente, aggravant la crise chez le partenaire de coalition d'Angela Merkel.

Le FDP doit annoncer vendredi les résultats d'un référendum interne sur le sauvetage de la zone euro. La participation ne sera probablement pas suffisante pour le valider, ce qui semble être à l'origine de la démission de Christian Lindner.

Le référendum interne s'est achevé mardi. Vingt et un mille des 64.000 adhérents du FDP doivent avoir voté pour qu'il soit valide mais le quorum ne sera probablement pas atteint, selon les premières indications.

Le résultat ne sera pas contraignant mais des dirigeants du FDP ont prévenu que la coalition d'Angela Merkel pourrait s'effondrer si les opposants aux plans de sauvetage de la zone euro l'emportaient.

Les observateurs politiques estiment que beaucoup d'adhérents du FDP se sont abstenus de voter car, tout en soutenant la

position des eurosceptiques du parti, ils ne voulaient pas mettre en péril sa position actuelle.

Le FDP a obtenu 14,6% des voix lors des élections législatives de 2009, ce qui lui a permis de former un gouvernement de coalition avec la CDU d'Angela Merkel.

Il est tombé depuis à environ 3% d'intentions de vote. (reuters 14.12)

2.2- Le ministre allemand des Finances a lancé mercredi un appel inhabituel aux pays occidentaux à limiter leur croissance économique pour le bien de tous et le respect des idéaux chrétiens, dans une tribune à l'hebdomadaire Die Zeit, diffusée mercredi.

«*Tout autant que nous devons nous engager pour vaincre la faim dans le monde entier, nous devrions par ailleurs nous engager à limiter la croissance économique dans nos propres pays occidentaux*», écrit Wolfgang Schäuble (CDU) dans ce texte à paraître dans l'édition de jeudi du magazine.

«*Le fait que nos taux de croissance ne rivalisent plus avec ceux des pays en développement comme la Chine, l'Inde, ou le Brésil, ne signifie pas que notre politique économique est un échec mais que nous avons déjà atteint un niveau de richesse certain pour une grande partie de la population, et que d'autres doivent encore atteindre cela. Nous devrions l'accepter*», a ajouté le doyen du gouvernement allemand, âgé de 69 ans.

«*Les économies occidentales ont atteint un certain degré de saturation; dans cette situation, nos buts et nos devoirs résident avant tout dans le fait de contrôler les inégalités et les tensions qui en découlent*». (liberatoin.fr 14.12)

2.3- L'Allemagne a demandé mercredi à l'Europe de s'en tenir à une discipline budgétaire stricte sur fond d'opinions divergentes de responsables européens et de scepticisme des marchés financiers après les décisions prises par les dirigeants européens pour résoudre la crise de la dette dans la zone euro.

La chancelière allemande Angela Merkel et le président de la Bundesbank Jens Weidmann, ont, dans des discours séparés, montré leur opposition à une intervention décisive de la Banque centrale européenne (BCE) pour empêcher la crise de s'aggraver.

Angela Merkel a exclu d'augmenter la taille du futur Mécanisme européen de stabilité (MES), au-delà des 500 milliards d'euros acceptés par tous, selon les participants à une réunion à huis-clos mardi au parlement allemand

La Bundesbank ne fournira de nouveaux fonds au Fonds monétaire international pour l'aider dans la lutte contre la crise dans la zone euro que si d'autres pays hors d'Europe mettent aussi la main au portefeuille, a-t-il en outre prévenu.

Un autre membre de la BCE, le gouverneur de la banque centrale néerlandaise, Klaas Knot, a déclaré qu'au moins 1.000 milliards d'euros étaient nécessaires pour résoudre la crise de la dette, soit en contributions au FMI, soit en augmentant la capacité du fonds de secours de la zone euro. (reuters 14.12)

3- Russie. Le fusible

3.1- Le président de la Douma, la chambre basse du Parlement russe, Boris Gryzlov, un proche de Vladimir Poutine et l'un des dirigeants du parti Russie Unie, a annoncé mercredi qu'il renonçait à son poste, une décision qui intervient sur fond d'allégations de fraudes lors des législatives du 4 décembre.

Boris Gryzlov avait pris ses fonctions de président de la Douma en décembre 2003. Avant cela il avait été ministre de l'Intérieur lorsque du premier mandat présidentiel de Vladimir Poutine. (liberation.fr 14.12)

3.2-Le Parlement européen a demandé mercredi l'organisation de «*nouvelles élections libres et régulières*» en Russie, en raison des «nombreuses irrégularités» constatées lors du scrutin législatif du 4 décembre dernier.

«*Le déroulement des élections a montré que la Russie ne respectait pas les normes électorales de l'OSCE*», observent les parlementaires, qui dénoncent des «*bourrages d'urnes*», des «*votes multiples*», et des «*centaines*» d'arrestations de militants de l'opposition qui tentaient de manifester le jour du scrutin et les jours suivants. (liberation.fr 14.12)

4- Tunisie. Président fantoche.

Le nouveau président tunisien, Moncef Marzouki, a appelé mercredi la classe politique à observer une trêve pendant six mois et préconisé un moratoire sur les manifestations durant cette période, faute de quoi, selon lui, le pays commettra un "suicide collectif".

"*J'appelle l'ensemble des Tunisiens à nous donner une trêve politique et sociale, juste pour six mois*", a dit Marzouki, qui a prêté serment mardi, dans une interview à la télévision publique.

"*Une trêve politique englobant l'ensemble des partis (...) et une trêve sociale, en cessant tout de suite les sit-in et les grèves*", a préconisé le chef de l'Etat. "*Si nous continuons comme ça, nous commettrons un suicide politique*", a-t-il dit.

"*Si les choses ne s'arrangent pas d'ici six mois, je présenterai ma démission*", a-t-il dit. (reuters 14.12)

Eh bien dégage !

Social

1- France

1.1- Air France.

Le gel des embauches à Air France entraînera 2.000 suppressions de postes en 2012 au sein de la compagnie qui vise environ 800 millions d'euros d'économies d'ici trois ans, selon La Tribune de jeudi.

Ces 2.000 postes s'ajouteront aux plus de 4.000 non renouvellements de postes constatés au cours des quinze derniers mois, ajoute le quotidien économique. Soit au total environ 10% des effectifs de la compagnie.

Le gel des embauches qui, cette fois, concerne toutes les catégories de personnels, est l'une des mesures d'économies qui sera présentée en conseil d'administration le 11 janvier, puis quelques jours après en comité central d'entreprise extraordinaire.

Il s'accompagne du gel des salaires, des promotions, des avancements mais aussi d'une très forte réduction des investissements, notamment informatiques, ajoute La Tribune. (reuters 14.12)

1.2- France Soir

"*France-Soir*" disparaît des kiosques, sans même avoir eu le temps de réaliser son "dernier" numéro. La direction du quotidien a annoncé mercredi aux salariés sa décision d'interrompre l'édition papier du journal, qui continue désormais sur Internet uniquement.

Le quotidien n'ayant pu paraître mercredi, l'édition de mardi restera sans doute comme l'ultime du journal, rongé par des difficultés financières depuis des années après l'époque mythique de Pierre Lazareff.

Né à la Libération en novembre 1944, "*France-Soir*" avait connu une période de gloire sous la direction de Pierre Lazareff. A la grande époque dans les années 50/60, le journal, avec jusqu'à huit éditions quotidiennes et des signatures comme celle de l'écrivain et journaliste Joseph Kessel, dépassait le million d'exemplaires. Au lendemain de la mort du général de Gaulle, le 10 novembre 1970, il sort à deux millions d'exemplaires.

Après la mort de Pierre Lazareff en 1972, Hachette vend le titre à Presse Alliance, en 1976, puis Hersant prend 50% du capital. Dans les années 90, il voit son tirage décliner. Les années 2000 très difficiles voient passer "*France-Soir*" de mains en mains, de repreneurs en repreneurs de la dernière chance. (AP 14.12)

2- Grande-Bretagne

2.1- Logica a annoncé mercredi la suppression de plus de 1.300 emplois en réaction à une aggravation de la conjoncture économique en Europe. (reuters 14.12)

2.2- C'est un nouveau record depuis dix-sept ans, le nombre de chômeurs britanniques s'élevait à la fin octobre à 2,64 millions, selon des chiffres officiels, publiés mercredi 14 décembre. Le taux global reste lui inchangé, à 8,3 %.

Du côté des syndicats, Unite, le premier du pays, a qualifié les derniers chiffres du chômage de "*désastreux*", estimant que le gouvernement devait "*revoir sa stratégie de toute urgence*". (lemonde.fr 14.12)

Quand on est syndicaliste, soit on combat la politique antisociale du gouvernement et on se place au côté des travailleurs qu'on prétend représenter, soit on s'adresse à lui en lui demandant de "*revoir sa stratégie*" comme s'il pouvoir faire la politique sociale d'un gouvernement ouvrier et auquel cas on se place au côté des patrons dont on représente finalement les intérêts. Cela vaut dans tous les pays du monde.

3- Etats-Unis

Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche sous Jimmy Carter, met en garde les Etats-Unis, engagés dans leurs relations avec l'Iran.

'*Nous croyons que nous pourrons éviter la guerre en recourant à des mesures de contrainte*' telles que les sanctions pour forcer l'Iran à renoncer à son programme d'armement nucléaire, a observé, mardi 13 décembre au soir, l'ancien conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, devant l'Atlantic Council, un cercle de réflexion, à Washington. Mais, a-t-il ajouté, '*plus vous utiliserez la contrainte et plus, si elle ne marche pas, grandira le risque d'entrer en guerre. Ce qui réduit de manière dramatique notre marge de manoeuvre*'.

M. Brzezinski s'est dit préoccupé de l'escalade '*rhétorique*' entre les deux pays. '*Beaucoup de petites décisions sont prises qui diminuent notre liberté d'action à l'avenir, a-t-il insisté. Si nous entrons en conflit ouvert avec l'Iran, sous quelque forme que ce soit, les conséquences pour nous en seront désastreuses, désastreuses de manière massive et à l'échelle globale.*' (lemonde.fr 14.12)

4- Liban

Interrogé par L'Orient-Le Jour sur la grève prévue par le comité de coordination syndicale demain, pour protester contre le décret de rajustement des salaires adopté en Conseil des ministres la semaine dernière, Nehmé Mahfouz, président du syndicat des enseignants du privé, assure que cette grève est « *non seulement maintenue, mais nous la préparons avec le plus grand enthousiasme* ». Parallèlement, le comité syndical s'est étonné, dans un communiqué publié hier, du fait que le texte de décret ait été envoyé au Conseil d'État alors que les négociations avec les conseillers du Premier ministre sont en cours, et que le texte n'a pas encore été modifié.

Rappelons que le comité de coordination rassemble les syndicats des enseignants des secteurs publics et privés, avec certains autres syndicats plus ou moins radicaux. La manifestation de demain est notamment soutenue par le Parti communiste libanais (PCL) et par le Mouvement du peuple (de l'ancien député Najah Wakim) qui ont publié hier des communiqués incitant leurs membres à prendre part à la manifestation.

Les revendications du comité syndical, souligne Mahfouz, sont les mêmes que lors de l'adoption du premier décret de rajustement des salaires par le gouvernement, qui avait été révoqué par le Conseil d'État. « *Il y avait alors eu des erreurs, et des erreurs similaires ont été commises cette fois, il faut qu'elles soient rectifiées* », dit-il. Le comité appelle à un salaire minimum supérieur à 600 000 livres libanaises. Il prône aussi l'équité dans l'augmentation des salaires. Il revendique enfin des représentants au sein du comité sur l'indice des prix, indépendants de ceux de la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL).

À la question de savoir quel taux de participation à la grève il prévoit pour demain, Nehmé Mahfouz se dit sûr que ce taux « *avoisinera les 100 %, surtout dans le secteur privé* ». « *Mais ce qui nous importe le plus, c'est de pouvoir mobiliser un grand nombre de syndicalistes pour la manifestation* », ajoute-t-il.

À quels résultats s'attend-il après ce mouvement ? « *Plus la grève et la manifestation seront réussies, plus les résultats seront probants, dit-il. Il ne faut pas oublier que c'est le mouvement populaire qui a provoqué la révision du précédent décret.* »

Que pense-t-il de la déclaration des comités de parents, qui estiment qu'une hausse de salaire des enseignants signifiera une augmentation des scolarités, qu'ils ne peuvent plus assumer ? « *Il faut rappeler à ces comités de parents que nous manifestons pour un réajustement des salaires de tous les Libanais, et non pas pour une augmentation des salaires des enseignants, qui ne forment qu'une infime partie, affirme le responsable syndical. C'est d'ailleurs le comité de coordination syndicale, et non pas les syndicats d'enseignants, qui appelle à la grève. À mon avis, si les parents veulent s'élever contre quelqu'un, qu'ils protestent contre le (Premier ministre Nagib) Mikati, et contre la prestation de ce gouvernement. D'ailleurs, j'estime que ces comités ne représentent pas les parents. Les vrais parents sont des salariés, et ils nous soutiennent.* »

À une question sur l'appel à la grève lancé par la CGTL pour le 27 décembre, Nehmé Mahfouz déclare ne pas y croire. « *S'ils ont tant reculé la date, c'est qu'ils ne comptent pas faire grève du tout* », martèle-t-il.

Ghassan Ghosn, président de la CGTL, nie formellement toute intention de ne plus recourir à la grève ainsi que toute division dans les rangs syndicaux. « *La grève de jeudi est celle des enseignants exclusivement, dit-il à L'Orient-Le Jour. Ils sont obligés de s'en tenir à cette date parce qu'après cela, ils sont en vacances et ne peuvent plus faire grève. Les ouvriers, eux, ne sont pas en vacances à la fin de l'année.* »

Mais pourquoi le 27 décembre ? Certains pensent déjà que choisir une date aussi éloignée est une preuve que la CGTL renoncera à sa grève à la dernière minute. « *Pas du tout, nous avons choisi cette date parce que le timing nous permet d'exercer un maximum de pressions sur les secteurs économiques et le gouvernement, répond M. Ghosn. Il y a toutes sortes de vacanciers,*

de touristes, d'émigrés qui viennent passer la période des fêtes au Liban. Veulent-ils que ce flot se heurte à une ambiance de grève ? Il ne faut pas prendre notre menace à la légère. »

M. Ghosn rappelle les revendications de la centrale syndicale : un salaire minimum de 700 000 livres libanaises (au lieu des 600 000 proposés par le gouvernement), une augmentation de 40 % des salaires de moins d'un million de livres, et de 30 % des salaires de plus d'un million.

Le responsable syndical affirme qu'« *il n'y a pas de négociations actuellement avec les officiels, nous avons exprimé nos revendications et attendons la réponse* ». La CGTL pourrait-elle renoncer à sa grève in extremis comme la dernière fois, suite à des tractations plus ou moins secrètes avec le gouvernement ? « *Il faut rappeler que nous avions alors obtenu 40 % de majoration des salaires, ce qui était une réalisation, dit-il. C'est le gouvernement qui est revenu sur sa parole, pas nous.* »

M. Ghosn indique qu'il n'est pas exclu que la grève du 27 s'accompagne de mouvements dans les régions, organisés par les différents syndicats. Qu'en est-il de l'après-grève ? « *Il y aura une réunion du conseil de la CGTL le 23 décembre, et des décisions seront annoncées publiquement, dit-il. On pourra même atteindre le stade de la grève ouverte, qui sait ?* »

À ce propos, l'Union des syndicats ouvriers et professionnels a affirmé hier, dans un communiqué, son « *soutien à la CGTL* », ainsi que sa « *participation à la grève prévue pour le 27 décembre et au congrès syndical du 23* ». Pour sa part, le mouvement nassérien des Mourabitoun a critiqué d'un côté le cafouillage du gouvernement, et de l'autre l'absence de décision ferme à la CGTL. Il a cependant appelé « *à participer aux grèves et manifestations, jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites* ». (lorientlejour.com 14.12)

Economie

1- Zone euro

Le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, a jugé préférable mercredi que les pays de la zone euro versent en une seule fois le capital du futur Mécanisme européen de stabilité (MES), soit 80 milliards d'euros.

«*Je suis pour le principe que tous les Etats versent leur participation directement et intégralement au Mécanisme européen de stabilité*», a déclaré M. Juncker lors d¹une intervention à la Chambre des députés à Luxembourg, pays dont il est également le Premier ministre. (liberation.fr 14.12)

Juncker est le Premier ministre d'un paradis fiscal, cela gêne-t-il les chefs d'Etats ou le Parlement européen? Pas le moins du monde évidemment, aucun n'est légitime alors au point où ils en sont... Ils vont les trouver où ces 80 milliards d'euros alors qu'ils croulent sous la dette ? Ah ce sont les marchés qui vont leur prêter, donc tout continue comme avant leur dernier sommet, eh oui, que voulez-vous qu'ils fassent d'autres !

2- Grèce. Profitez-en : on brade tout !

La contraction de l'économie en Grèce va dépasser 5,5 % du PIB en 2011, le pays étant plongé dans "*la récession la plus profonde*" de son histoire, a déclaré mercredi 14 décembre le premier ministre grec Lucas Papadémos en appelant les milieux d'affaires à investir dans le pays. "*L'an 2011 sera la pire récession que ce pays ait jamais traversée*", a dit M. Papadémos au cours d'une conférence organisée par la chambre de commerce américano-grecque, "*nous avons un dur chemin à faire*".

Le plan d'assainissement de l'économie grecque dicté par l'UE et le FMI prévoit des privatisations de 50 milliards d'euros d'ici 2015. "*Je vous appelle à saisir l'occasion et investir dans le pays […], à participer à cet effort surhumain, il n'y a pas de temps à perdre, c'est le moment de responsabilité*", a conclu M. Papadémos en appelant chaque homme d'affaires présent à réfléchir à la phrase fameuse du président américain John Kennedy : "*Que pouvez-vous faire pour votre pays ?*" (lemonde.fr 14.12)

Quel pays, les Etats-Unis ? Ou plutôt la fortune personnelle des mercenaires de la finance et des multinationales quand on a à l'esprit l'état de délabrement avancé de la société américaine ?

Haut de page

Le 16 décembre

CAUSERIE

Sur TV5Monde Asie, la lauréate du prix littéraire de la francophonie : "*vieillir est un privilège qui permet d'apprivoiser la mort*".
On pourrait peut-être en dire autant du mouvement ouvrier !

Une découverte : la pauvreté touche des millions de travailleurs... depuis des lustres en vérité.

Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI, page 14 du n°179 d'*Informations ouvrières* :

"*Partout en France, la pauvreté s'étend et devient le mode de vie normal d'un bon quart de la population : les damnés de l'Europe du fric.*"

Merci pour eux, pour nous !

Je me souviens d'une visite à une des soeurs de ma mère qui vivait avec son mari et leus deux enfants dans la misère, dans un taudis à Montreuil, j'étais gosse, cela devait être vers le milieu des années 60. A la même époque, la soeur de mon père marié à un maçon italien vivait porte des Lilas dans un appartement minuscule. Quant à nous, on vivait dans une chambre de bonne au 6e, sous les toits, au 6 rue Joubert dans le 9e arrondissement de Paris, c'était déjà ma grand-mère qui était camelot sur les marchés qui nous habillait parce qu'on ne pouvait pas même survivre avec le salaire misérable de mon père menuisier en bâtiment. C'était il y a 50 ans !

En 1955, l'année de ma naissance, cette année-là la température descendra à -15°C à Paris, les trains étaient à l'arrêt non à cause d'une grève mais parce que tous les aiguillages étaient bloqués sous des congères de glace de plusieurs dizaines de centimètres d'épaisseur, mon père ira bosser à 70 kms en mobylette, à Fontainebleau, il n'avait pas le choix, il était payé aux pièces, au rendement si vous préférez, la mensualisation n'existait pas encore dans le bâtiment, c'était bosse ou crève, pour un salaire de misère évidemment.

Quand mes parents m'ont poussé dehors 20 ans plus tard parce qu'ils estimaient que j'étais en âge de travailler et qu'ils en avaient marre de m'avoir à charge, je n'avais pas diplôme, pas de métier, par chance il n'y avait pas de chômage mais dans ma situation j'ai dû prendre n'importe quel boulot payé avec un lance-pierres, je me suis retrouvé dans un T1 que je louais 450 francs par mois, alors que mon salaire atteignait difficilement 700 à 800 francs. Je dormais à même le sol sur un vieux matelas, je n'avais rien, pas un centime d'avance, aucun meuble, pas de réfrigérateur, pas de cuisinière, un gaz de camping faisait l'affaire, j'allais bosser en vélo et je crevais la dalle, j'étais fauché comme les blé, je portais des sous-vêtements troués, des vêtements rapiécés et dès qu'il pleuvait ou neigeait j'avais les pieds trempés et glacés parce qu'elle étaient en piteux états. Et pourtant, comme mon père je bossais à temps plein.

Apparemment monsieur Pierre Jeanneney n'a pas connu cette magnifique époque que ses collègues du POI (CCI) ont vanté à plusieurs reprises dans leur journal, pire, jusqu'à présent ils ont toujours ignoré son existence. Alors oui nous ne sommes pas issus du même milieu et nous n'avons pas connu les mêmes expériences, ce qui explique peut-être en partie pourquoi nous ne parlons pas de la même chose et nous n'avons pas la même conception de la lutte de classe. Le plus fort c'est qu'ils semblent découvrir que la misère est plus répandue que ce qu'ils pensaient, parce qu'en réalité elle ne les a pas attendu pour frapper à la porte de millions de travailleurs, elle a toujours existé dans des proportions similaires, selon les époques elle est plus ou moins visible, qu'on se souvienne des années d'après-guerre avec les tickets de rationnement qui disparaîtront qu'en 1949, ou encore la terrible crise du logement qui ne sera résorbée en partie que vers les années 70, c'est à cette époque ou quelques années plus tôt seulement que les bidonvilles de Nanterre où s'entassaient les travailleurs en majorité algériens qui bossaient comme OS dans les usines ou comme cantonniers disparaîtront, on passait devant en bus quand on allait chez l'oncle où loge dorénavant ma mère, mon père est décédé.

De ma naissance jusqu'à mes 20 ans, je n'ai connu que ce milieu misérable de travailleurs pauvres, c'est cela qui m'a forgé finalement, qui m'a poussé à essayer de comprendre pourquoi nous étions condamnés à vivre ce terrible destin dans l'indifférence générale, de ce point de vue-là le témoignage de Jeanneney est remarquable parce qu'il le confirme, c'est ce qui m'a poussé à chercher s'il n'existait pas une voie pour sortir de ce cycle infernal, une fois que j'ai constaté que nous n'étions pas tous logés à la même enseigne dans leur société, que les inégalités et l'injustice frappaient toujours les mêmes.

Plus loin, il n'est jamais trop tard :

"*Est-ce que cette situation peut durer ? Ne faut-il pas se lever pour défendre ce nouveau sous-prolétariat laissé au bord de la route ? Ils sont maintenant plusieurs millions en France. Ils ont des droits. Ne faut-il pas les aider à s'organiser au moins pour défendre ceux qui ont encore un travail et une vie normale et leur éviter de rejoindre les nouveaux parias ?*"

Quelle généreuse intention, si soudaine, si spontanée ! A votre place, je réfléchirais encore quelques décennies avant de me demander s'il faut s'adresser de préférence à l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat qui finalement trouvent leur compte dans le capitalisme, ou s'adresser à ces couches de la classe ouvrière qui par leur situation sont susceptibles de rompre plus facilement ou rapidement avec le capitalisme pour construire le parti.

Par chance voyez-vous, heureusement qu'on ne vous a pas attendu pour ne pas finir par "*rejoindre les nouveaux parias*". Le ton détaché employé par l'auteur de cet article est insupportable, il pue l'opportunisme à plein nez pour ne pas dire que cet intérêt soudain pour la plèbe a quelque chose de suspect.

Allez donc dire aux bureaucrates syndicaux que les travailleurs du secteur privé devrait avoir les mêmes droits que les fonctionnaires... C'est toute votre conception de la lutte de classe qui est à revoir.

Jean Markun, secrétaire national du POI, dans son éditorial semble lui aussi avoir fait une découverte incroyable, à prendre avec des pincettes apparemment :

"*Mais quel intérêt avons-nous avec le patronat, la droite, et enfin avec un système capitaliste qui pratique cette fois une véritable « guerre des classes » ?*"

Notez bien, "*cette fois*", s'il vous plaît ! Encore un nantis ! Encore un qui parce qu'il n'a jamais bossé dans le secteur privé ignore que la ce secteur d'activité, la « guerre des classes » n'a jamais cessé !

Quelle vilaine expression ! Il a raison d'entourer *guerre des classes* avec des guillemets et de témoigner ainsi aux lecteurs qu'il garde ses distances envers cette expression qui n'est pas de lui ou qu'il ne partage peut-être pas vraiment ou qu'il trouve excessive, il ne faudrait pas que les lecteurs s'imaginent que son parti serait pour mener une guerre, une vrai guerre contre les exploiteurs, vous ne vous rendez pas compte le mauvais effet que cela pourrait produire sur leurs esprits pétris de conformisme, farcis de dialogue social ou d'une affection sans borne envers toute forme de compromis social au lieu d'aller à l'affrontement avec le patronat et le gouvernement, quelle horrible perspective...

On se demande plus loin s'il sait vraiment où il en est lui-même : "*En tout cas, une adhésion syndicale très inquiétante (à l'intérêt général - ndlr) qui explique en fait pourquoi nous reculons ! Avec risque de décrédibilisation de la démarche syndicale générale. Comment expliquer « une telle position » au moment même où vient d'être décidée « l'austérité à marche forcée » ?*"

Ce serait plutôt à vous et à vos semblables qu'il faudrait poser cette question, non ?

On pourrait croire que les dirigeants qui contrôlent les syndicats pour le compte du capital viendrait seulement d'adopter cette position, c'est en tout cas en lisant ces lignes, ce qu'un travailleur qui n'aurait aucune expérience du syndicalisme serait en droit de penser. Et à qui cela profiterait-il ? A ces dirigeants syndicaux, bravo vous l'aviez deviné ! Et bien cela fait des décennies et des décennies qu'à l'OCI, au PT et au POI ils tiennent le même discours, donc messieurs, pour avoir colporté cette illusion criminelle, vous partagez avec les Thibault, Chérèque et consorts la responsabilité de la "*décrédibilisation de la démarche syndicale générale*", que vous les niez ou non n'y changeant absolument rien.

Pourquoi les dirigeants syndicaux montent au créneau pour sauver le capital ? On attend toujours votre réponse. Pourquoi n'êtes-vous pas foutu de répondre à cette question que chaque militant est en droit de se poser ?

Vous aurez remarqué aussi que ces dirigeants du POI sont incapables de produire une phrase ou un paragraphe de trois lignes sans insérer des guillemets en veux-tu, en voilà, comme si les mots leur brûlaient la langue, par crainte qu'on leur reproche un jour de les avoir prononcés à la légère, qu'on leur impute abusivement, on les sent mal à l'aise, il semble atteint de paranoïa aiguë ou je ne m'abuse. Je vais vous confier un truc, la lecture avec les guillemets, c'est pour les transfuges du PS, les républicains et autres démocrates ou encore les syndicalistes réformistes qui ont rejoint la direction trotskiste du POI, sans les guillemets c'est pour nos révolutionnaires du courant communiste internationaliste, quand ils n'ont pas troqué la faucille et le marteau par l'équerre et le compas (maçonniques).

Parfois cela m'arrive d'en employer par mimétisme, après avoir lu des milliers et milliers d'articles de presse, puis je me dis que c'est complètement ridicule, aussi ridicule que les féministes qui écrivent les militants et les militantes ou les militantEs, ce qui est complètement débile. Si on n'y prenait pas garde, on finirait par perdre notre personnalité dans ce monde de névrosés profonds.

Alors camarades, je n'ai pas écrit ces lignes pour que vous vous endormiez sur vos lauriers, vous avez trouvé la question qui vous était posée par Markun, comment expliquer l'attitude des dirigeants syndicaux, hein, en voilà une satanée question, quel défi il a lancé là à l'intelligence humaine, n'est-ce pas ? Vous n'allez jamais vous en remettre, et n'y voyez surtout pas un piège, ces dirigeants n'ont jamais d'arrière-pensées...

Pour les plus anciens, hier si on reculait c'était de la faute des staliniens, et les réformistes, non pas les réformistes puisqu'ils s'étaient alliés avec eux, bon, les staliniens, et aujourd'hui si on recule c'est de la faute de ces foutus dirigeants syndicaux, sauf Mailly qui est vertueux comme chacun sait pour la raison évoquée plus haut, mais ce n'est et ce ne sera jamais la faute des Lambert, Gluckstein, Krivine, Laguiller et Cie, ou si entre eux ils se rebalancent la responsabilité de la situation, ce qui une

fois neutralisée revient au même, c'est la faute aux autres, pourquoi se gêner puisque les militants le gobent.

A la page 4 d'*Informations ouvrières* figure un entretien avec Luis Gonzalez, responsable syndical de la santé à Séville et membre du conseil confédéral des Commissions ouvrières (CCOO).

Question d'*Informations ouvrières* :

"*Mais ne crois-tu pas que si l'Union européenne s'effondre nous en pâtirons tous ?*"

Extrait de la réponse de Luis Gonzalez :

"*C'est une bonne question qu'il faut poser aux travailleurs grecs, portugais ou irlandais...*"

N'y a-t-il rien qui vous choque dans la tournure de cette question ? N'a-t-on pas envie de répondre : ah ben si, et c'est bien là le problème, on souhaiterait que l'Union européenne tienne bon, bref que tout continue comme avant, non ?

Mettez-vous un instant à la place du travailleur qui n'a aucune expérience du combat politique et qui découvre cette question, quelle autre réponse ne les pousse-t-il pas à donner à cette question, en fait à le jeter dans les bras de l'UE ? Pour ne pas en rajouter une couche, disons que c'est fort maladroit, ce n'est pas de la complaisance de ma part envers le POI, ils sont pathétiques et font pitié comme disent les jeunes, on a sincèrement envie de les plaindre.

Ils vaudraient avancer vers le socialisme, mais il faudrait que le chemin pour y parvenir soit pavé de roses, que tout cela se passe dans la joie et la bonne humeur... Impensable, c'est exactement l'inverse des conclusions auxquelles étaient parvenues Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Il y a un dicton populaire qui dit : si tu veux être beau, tu dois souffir avant. Et bien avec le socialisme, l'émancipation du capital, c'est exactement la même chose, il faudra consentir de nombreux sacrifices et passer par des épreuves douloureuses pour accéder au règne de la liberté. Peut-être que ceux qui n'y tiennent pas ont l'impression d'avoir quelque chose à perdre, ce qui signifie qu'ils sont incapables d'épouser les intérêts collectifs de la classe et qu'ils privilégient leurs intérêts individuels, inconsciemment disons pour ne pas les enfoncer trop vite. On leur conseillera fraternellement de revoir leur copie au plus vite.

Comment ils préparent les esprits à l'union nationale

Dans un sondage CSA, une majorité de Français se disent favorables à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Par ailleurs, la percée de Français Bayrou se confirme. La droite et la gauche peuvent-ils gouverner ensemble?

C'est en cas le souhait d'une majortié de Français, selon un sondage CSA pour BFMTV, 20 minutes et RMC. En effet, 55% des personnes interrogées penchent pour "*un gouvernement d'union nationale regroupant des personnalités de gauche, de droite et du centre*" alors que 37% préfèrent "*un gouvernement reposant sur une claire majorité de gauche, de droite ou du centre*" (8% sans opinion), ce qui est cohérent avec la progression de François Bayrou, défenseur de la première option. (lexpress.fr 15.12)

Cette manipulation est décidément très maladroite : "*un gouvernement reposant sur une claire majorité*" du "*centre*", cela existe ? Le centre se caractérisant par sa critique de la gauche et de la droite pour finalement faire une politique de droite que ne renierait pas la gauche. Le centre, c'est la droite avec une étiquette à gauche ou sans la gauche, puisqu'elle n'existe pas au niveau institutionnel, le PS et ses satellites ayant opté pour l'économie de marché, le capitalisme, comme la droite.

Une autre fois on aura une causerie sur la superficialité des choses, sur l'intérêt sélectif que l'on porte aux faits et gestes de chacun, comme si finalement rien n'avait vraiment d'importance, car cela ne changerait rien. On ne réfléchit pas, on procède arbitrairement par décret selon ce qui nous arrange, sans craindre de se contredire, de cela aussi on se fout éperdument, sous prétexte que tout le monde se renierait un jour, alors qu'il n'y a que les crétins qui ne changent jamais d'idée.

Il est admis que le centre existe, donc faisons avec. Et puisqu'il y a plus de deux siècles maintenant droite et gauche signifiaient bien quelque chose, pourquoi cela aurait-il changé depuis, on se le demande, non plutôt on ne se demande pas, la droite c'est l'exploiteur, la gauche c'est l'exploité, et le centre alors, attendez, le centre c'est la corde qui sert au premier à pendre le second...

Pourquoi les religions sont-elles si puissantes et quelque part incontournables ?

C'est en regardant avant-hier un numéro des *Racines et des ailes*, diffusé en différé sur TV5Monde Asie et consacré à la ville d'Albi, l'un des derniers puissants bastions des Cathares au XIIIe siècle, que m'est venue cette réflexion. Pour résister aux croisés, au roi de France allié du Pape, les Cathares avaient ralliés les puissants seigneurs du sud-ouest de la France. Louis IX rêvait de faire main basse sur cette région jusqu'aux Pyrénées, il s'allia avec l'église romaine qui était déjà dans la place, celle-ci fit une donation de terres à un rejeton de la cour venu du nord, une fois les Cathares vaincus à Montségur, le baron de Montfort fut déclaré

le seigneur des lieux et règna sur la région pour le compte du roi, qui ainsi avait agrandi son territoire et étendu désormais sa puissance jusqu'aux contreforts des Pyrénées.

Au départ l'Eglise ne possède aucun bien matériel, son pouvoir est purement intemporel, ce sont les nobles, les seigneurs provinciaux qui possèdent les terres et les serfs qui les cultivent, le pouvoir temporel. En échange de ses services, l'Eglise est devenue très riche, plus riche que n'importe quel monarque, et c'est facile à comprendre comment elle s'y est prise. Chaque seigneur était isolé et plutôt faible s'il devait affronter une armée composée de milliers de soldats. Pour mieux asservir les paysans et éviter qu'ils se rebellent, il n'y avait rien de tel qu'un pouvoir supérieur qui exercerait une emprise sur eux en s'appuyant sur leurs superstitions et la peur de la mort, du jugement dernier, se servant de leur ignorance pour mieux les culpabiliser ou les terroriser, pour leur faire admettre que finalement c'était la volonté divine qui s'accomplissait sur terre en servant leur seigneur ou le noble du coin, et que quiconque viendrait à s'y opposer se verrait interdire l'accès au royaume des cieux ou finirait ses jours en enfer après être passé par des épreuves terrifiantes à côté desquelles tous les supplices ou tortures conçus par les hommes sur terre étaient de la rigolade.

En échange de ses services, l'Eglise se fit remettre ou exigea des terres de la part de chaque seigneur, et cela dans tous les pays où elle était implantée. Si chaque seigneur ne possédait que ses propres terres, l'Eglise possédait dorénavant les terres que tous les seigneurs lui avaient remises, du coup son pouvoir s'en trouva décuplé au point d'imposer sa volonté aux seigneurs...

La religion seule n'a aucun pouvoir, autrefois elle dut s'allier à des couches de la noblesses, plus tard à des couches de la bourgeoisie, et de nos jours, si elle peut encore vivre de ses rentes, elle s'allie avec les Etats qui en combattent d'autres où une autre religion est implantée, pas forcément, quand un pays est assez vaste pour que plusieurs religions se cotoient, en Inde par exemple, comme hier elle s'allie avec des couches de la bourgeoisie qui lui font des donations en échange de ses services. Passons sur le fait que c'est un business très rentable ainsi que la dotation des Etats ou leur générosité (fiscale) envers les religions. Quand une religion n'est pas directement inscrite dans la Constitution, comme en Algérie par exemple.

Ce n'est là que les grandes lignes des rapports entre les religions et les classes dominantes. L'alliance des Frères musulmans, de certaines franges d'islamistes avec différents impérialiste, correspond précisément à ce qui vient d'être exposé. Les religions et les Etats se répartissent le pouvoir intemporel et temporel pour mieux asservir la population laborieuse, et les uns et les autres s'arrangent pour que matériellement et financièrement ils y trouvent leur compte. Et quand l'un ou l'autre veut accroître son pouvoir, rien ne l'empêche de passer une nouvelle alliance avec d'autres Etats ou impérialistes, et dans le cas de pays colonisé, l'Etat qui exerce son pouvoir dessus peut décider de favoriser une religion plutôt qu'une autre ou un groupe dissident de cette religion contre un autre ou contre la maison mère, les chiites contre les sunnites par exemple.

A propos du site

J'ai ajouté 8 articles dans les rubriques économie, politique, internationale et Syrie. J'ai actualisé les différentes pages d'accueil du site, quel boulot !

Bon week-end à tous, et gardez le moral camarades : vaincre ou périr, on vaincra !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Jacques Chirac a été condamné à deux ans de prison avec sursis pour des détournements de fonds publics commis dans les années 1990 après 13 ans d'une procédure retardée par la protection dont il a bénéficié pendant 12 ans à l'Elysée.

Contre l'avis du parquet qui avait requis la relaxe, les juges retiennent aussi les incriminations "*d'abus de confiance, ingérence et prise illégale d'intérêt*" et se montrent sévères dans leurs attendus, où ils reprochent à l'ex-maire de Paris (1977-1995) d'avoir "manqué à l'obligation de probité" imposée aux élus gérant l'argent public.

Cette affaire, point d'orgue de 15 années "*d'affaires*" où des proches de Jacques Chirac ont été condamnés parfois sévèrement, voire emprisonnés, sans jamais qu'on puisse demander des comptes à leur chef, relance déjà la débat sur l'immunité pénale du chef de l'Etat, un dispositif introduit dans la Constitution en 2007 par ce même Jacques Chirac.

Sept des neuf autres prévenus sont sanctionnés, dont l'ex-patron du syndicat FO Marc Blondel, dispensé de peine mais déclaré coupable car son garde du corps était payé par la Ville, et le petit-fils du fondateur de la Ve République Jean de Gaulle, frappé de trois mois de prison avec sursis pour avoir bénéficié à titre personnel de chargés de mission.

Jacques Chirac encourait en théorie pour ces faits jusqu'à dix ans de prison et le tribunal précise dans ses attendus que le sursis

n'est dû qu'à l'ancienneté des faits, à son âge, sa maladie et son passé de chef d'Etat.

Au procès, les avocats de l'ex-maire de Paris avaient soutenu qu'il fallait préserver l'image dans l'Histoire de celui qui fut plusieurs fois ministre à partir des années 1960, deux fois Premier ministre (1974-1976 et 1986-1988) et douze ans chef de l'Etat (1995-2007).

"*Si vous condamnez, vous direz que la France a été dirigée pendant 12 ans par un petit comptable indélicat*", avait dit Me Georges Kiejman.

L'audience, malgré l'absence de Jacques Chirac ou à cause d'elle, ne lui a pas été favorable. Son rôle personnel est apparu étayé.

Les pseudo-spécialistes des Africains, des Chinois ou de l'agriculture, les épouses de dignitaires RPR, le garde du corps de Marc Blondel, les amis et les "*petites mains*" de partis proches n'ont pas servi les Parisiens mais perçu des fonds publics par la volonté de Jacques Chirac, ont dit les témoins. (reuters 15.12)

La "*France a été dirigée pendant 12 ans*" par un pauvre châtelain et chef du parti de la réaction, qui sachant qu'il avait commis des actes délictueux selon la loi en vigueur, a pris la précaution avant de tirer sa révérence d'introduire un alinéas dans la Constitution en 2007 pour assurer ses arrières ou gagner du temps, escomptant qu'en cas de jugement beaucoup plus tard, les juges feraient preuve de clémence envers un vieillard simulant ou non la sénilité.

Quant à Blondel, il fait partie de ces bureaucrates pourris chez qui la corruption est tellement un état naturel, que lorsqu'ils en sont les bénéficiaires ils ne s'en rendent même pas compte. Cela vaut bien entendu ou surtout sur le plan idéologique. A ce niveau c'est une institution.

2- Bahreïn

Des centaines de manifestants se sont heurtés aux policiers antiémeutes pendant plusieurs heures, jeudi, près d'un grand axe routier menant à la capitale Manama, battant en retraite quand les agents tiraient des grenades assourdissantes et se regroupant un peu plus tard, ont rapporté des habitants.

Les manifestants, appartenant pour la plupart à la communauté chiite, majoritaire dans le royaume, ont fréquemment bloqué des routes depuis le début de leur mouvement de contestation voici dix mois, afin de réclamer davantage de droits politiques à la monarchie sunnite. (reuters 15.12)

Social

France

1- Mobilisation à l'Education nationale.

Le mouvement de grève à l'Education, contre le projet de réforme de l'évaluation des enseignants, était suivi en moyenne nationale, jeudi, par 11,18% des personnels dans le primaire et 16,43% dans le secondaire, selon une "*estimation provisoire*" diffusée dans la matinée par le ministère.

A Paris, une manifestation a rassemblé 3.200 personnes dans l'après-midi, selon la police et 7.500 d'après les organisateurs, entre la place Denfert-Rochereau et Sèvres-Babylone. Plus de 70 rassemblements et défilés étaient prévus un peu partout dans la journée.

Sur la grève, le SNES, premier syndicat des collèges et lycées, parle de son côté de "*près d'un enseignant sur deux*" en grève.

Le plus fort taux de participation était enregistré dans les collèges avec 21,14% des enseignants en grève, et le plus faible dans les lycées professionnels (7,71, selon les chiffres du ministère de l'Education nationale.

Mais selon les chiffres diffusés par le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES), 47% des enseignants des collèges et lycées étaient en grève jeudi matin.

Les principaux syndicats -à l'exception du SGEN-CFDT- ont appelé à cette journée de grève et de manifestations dans toute la France, ce jeudi, contre la réforme de l'évaluation des enseignants. Ils accusent le gouvernement de vouloir faire entrer une "*logique managériale*" dans l'Education nationale.

Le projet de réforme "*qui fait du chef d'établissement l'unique évaluateur des personnels revient à décaler l'évaluation sur la périphérie de nos métiers*", dénonce le SNES dans un communiqué.

Le syndicat "*exige une nouvelle fois le retrait de ce projet et rappelle sa détermination à poursuivre avec les personnels la mobilisation dès la rentrée de janvier si le ministre persistait dans son obstination coupable*". (AP 15.12)

2- No smoking !

Va-t-il bientôt y avoir pénurie de cigarettes en France? Des sites d'Altadis distribution France (ADF, groupe Imperial Tobacco), qui organise la distribution en France des paquets de cigarettes aux bureaux de tabac, sont touchés par un mouvement de grève sur les salaires à l'appel de la CGT.

«*Les sites de Lognes (Seine-et-Marne), de Colomiers (Haute-Garonne) et de Nyons (Drôme) sont bloqués depuis lundi matin, aucun camion ne sort*», a indiqué à l'AFP Eric Comparot, responsable CGT chez Altadis. Les grévistes ont été rejoints par leurs collègues de Nancy (Meurthe-et-Moselle) et du Mans (Sarthe). ADF, qui a également un site à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), emploie quelque 1.300 salariés, dont près de 700 dans la distribution de tabac, qui sont principalement des préparateurs de commandes et des gestionnaires de stocks.

Cause de la grogne chez ADF? Les salaires. Les négociations annuelles obligatoires sur les salaires ont récemment eu lieu mais aucun syndicat n'a accepté les propositions de la direction, qui prévoit 2,2% d'augmentation générale plus des hausses individuelles, a expliqué la CGT à l'AFP. «*On veut au moins 2,4% pour supporter l'inflation de 2,3%*», a expliqué au Parisien Franck Lecot, secrétaire général du comité d'entreprise (CE) à Lognes. Ces revendications ont pour l'instant été rejetées par la direction. (20minutes.fr 15.12)

3- SMIC

Le SMIC sera revalorisé une nouvelle fois à compter du 1er janvier prochain, passant de 9,19 euros brut de l'heure à 9,22 euros, soit un mensuel brut de 1.398,37 euros contre 1.393,82 euros précédemment, a confirmé jeudi la Direction générale du Travail (DGT) dans un communiqué.

"*L'augmentation du SMIC sur un an a été de 2,4%*", affirme la DGT. (AP 15.12)

4- Un record ***historique*** !

Quelques jours après la parution d'un rapport accablant sur l'Etat des prisons françaises, l'administration pénitentiaire a indiqué que le 1er décembre plus 65 000 personnes étaient détenues. Un record historique. Triste record. Le nombre de détenus dans les prisons françaises a atteint le 1er décembre un nouveau record historique, avec 65 262 personnes incarcérées, selon les statistiques mensuelles de l'Administration pénitentiaire (AP) publiées ce jeudi.

Le parc pénitentiaire comptant 57 255 places, il est nettement surpeuplé avec un taux d'occupation de 113,9% (113% au 1er novembre).

Le nombre de personnes prévenues (en attente de jugement) s'élève à 16 587, soit 25,4% des personnes incarcérées. Les mineurs détenus sont 750, en hausse de 8,7% par rapport au mois précédent (690). Ils représentent 1,1% des personnes incarcérées.

Au 1er décembre 2011, 10 698 personnes bénéficiaient d'aménagements de peine (semi-liberté, bracelet électronique...), dispositif ayant progressé de 25,4% en un an et de 43,7% en deux ans. (lexpress.fr 15.12)

Economie

1- France

Selon la 9e enquête annuelle sur la diffusion en France des technologies de l'information et de la communication (TIC) a été réalisée pour le Conseil général de l'Industrie, de l'Energie et des Technologies (CGEIT) et l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), trois Français sur quatre (74 %) disposent à la fois d'un téléphone fixe à domicile et d'un portable personnel, soit une progression de quatre points du double-équipement fixe (89 % des Français) et mobile (85 %), par rapport à 2010. En un an, la navigation sur Internet depuis le mobile a progressé de 9 points (24 %), le téléchargement d'applications payantes de tous types a gagné 8 points (17 % d'utilisateurs), et 8 % d'utilisateurs ont adopté la télévision sur écran mobile (+8 points en un an).

Aujourd'hui, 17 % de la population dispose d'un smartphone. Les cadres supérieurs sont deux fois plus nombreux que les ouvriers à utiliser ce terminal, alors que ces deux catégories socioprofessionnelles sont équipées de simples téléphones mobiles dans les mêmes proportions, respectivement 95 % et 93 %.

Le phénomène nouveau d'équipement en tablettes tactiles ne concerne encore que 4 % des Français, soit deux millions d'utilisateurs, issus majoritairement "*des populations en pointe en matière de nouvelles technologies et de nouveaux usages*", souligne le Crédoc.

Près de quatre Français sur cinq (78 %) sont désormais équipés d'un ordinateur à leur domicile (+2 points). Et depuis deux ans, les utilisateurs s'équipent majoritairement en ordinateurs portables. Et ils se "*connectent de plus en plus en mobilité dans leur foyer, principalement avec le Wi-Fi*", selon l'étude. (lemonde.fr 15.12)

Internet est comme l'idiot utile qui sert les intérêts du régime ou vient à son secours, car c'est un outil de communication que l'on ne peut utiliser à bon escient que si l'on maîtrise le mode d'emploi, si l'on est capable de faire la part des choses dans la vie, et comme ce n'est pas le cas de l'immense majorité des utilisateurs, ils seront finalement incapables d'en tirer profit, sur le plan politique notamment.

Mieux ils ne pourront pas prétendre qu'ils ont été manipulés, puisque personne ne les a obligés à se connecter sur un portail plutôt qu'un autre, autrement dit, ils ne sont victimes que de leur propre ignorance et n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. On peut tout trouver et tout faire sur Internet, on peut y passer sa vie aussi, alors imaginez un peu quand cela tombe dans les mains d'esprits un peu faibles les ravages que cela peut provoquer sur leur état mental.

L'homme n'apprend plus directement des expériences qu'il a vécues ou vit au quotidien en contact avec le monde extérieur, il vit par procuration des expériences sans éprouver les sensations qui s'en dégageaient au moment où elles ont eu lieu et qui ont influencé celui qui les a relatées sur Internet, si bien que ce n'est pas avec sa propre sensibilité qu'il va juger ou ressentir ces expériences, on assiste donc là un processus de dépersonnalisation, de désagrégation de la personnalité qui caractérise la schizophrénie, que certes on pouvait déjà trouver dans la lecture en s'identifiant à un auteur ou un personnage de roman, sauf que là cela touche la totalité de l'expérience humaine et pas seulement le domaine bien circonscrit de l'imaginaire romanesque.

Cette déconnection de la réalité, on dit aussi du monde sensible, qui affecte des gens qui n'ont plus ou presque comme seul passe-temps qu'Internet, peut favoriser également des comportements paranoïaques, qui lorsqu'ils sont associés à la désagrégation schizoïde, peuvent se traduire par des meurtres ou des suicides.

2- Etats-Unis

Morgan Stanley a annoncé jeudi la suppression de 1.600 emplois au premier trimestre 2012 pour réduire ses coûts dans un contexte difficile, une décision qui dope le titre à Wall Street.

Cette compression d'effectifs touchera tous les échelons hiérarchiques et toutes les zones géographiques, a dit le porte-parole Mark Lake.

Goldman Sachs, JPMorgan Chase, Bank of America et Citigroup ont déjà fait part de leurs projets de supprimer des milliers d'emplois d'ici la fin de l'année. (reuters 15.12)

Haut de page

Le 17 décembre

CAUSERIE

Manoeuvre de l'Etat mafieux russe.

Le parti de Poutine contesté dans les urnes et dans la rue, le Parlement européen condamne le déroulement des dernières élections entâché de nombreuses irrégularités (un euphémisme !), la Russie attaquée à l'ONU pour son refus de voter au Conseil de sécurité la condamnation du régime syrien, la Russie candidate malheureuse depuis 18 ans à l'adhésion à l'OMC...

Et ne voilà-t-il pas que Medvedev-Poutine concocte une résolution condamnant toutes les violences en Syrie d'où qu'elles viennent, pour que son adhésion à l'OMC soit enfin accordée à la Russie.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Marisol Touraine (PS) dans un entretien au Monde, le 16 décembre, à propos des retraites : "*Ce que propose François Hollande est une avancée majeure. Nous nous sommes opposés fortement à la réforme du gouvernement.*"

Voilà pour ce qui relève des apparences, de la superficialité des choses, un grossier mensonge.

En réalité, tout d'abord il n'y a aucune avancée dans les propositions du PS ou à la marge pour une population qui ne va cesser de diminuer dans les années à venir, pire, puisque plus loin elle annonce que si Hollande était élu dans les mois qui suivent, avec les syndicats il négocierait un nouvel allongement de la durée de cotisation, ensuite le PS a soutenu la contre-réforme du gouvernement au lieu de la combattre en appelant les masses à se mobiliser. (lemonde.fr 16.12)

2- Italie

Le président du Conseil italien Mario Monti a déclaré vendredi qu'il n'était "*absolument pas désespéré*" par la situation économique de son pays et qu'il n'avait aucun doute sur le fait que l'Italie sortira de la crise de la dette.

L'ensemble des mesures contenues dans le plan sont structurelles et doivent permettre d'apporter au pays une stabilité financière, a ajouté l'ancien commissaire européen.

Une réforme du marché du travail et des mesures pour libérer l'économie seront toutefois nécessaires, a-t-il souligné.

Le gouvernement italien a largement obtenu vendredi, par 495 voix contre 88, la confiance des députés sur le plan d'austérité qui va être à présent soumis au Sénat. (reuters 16.12)

3- Russie

Le fondateur d'un journal qui enquêtait sur la corruption dans les sphères gouvernementales a été tué par balles au Daghestan, république autonome russe du Nord-Caucase.

Gadjimourat Kamalov a été assassiné alors qu'il quittait les bureaux du journal Tchernovik, jeudi peu avant minuit à Makhachkala, la capitale du Daghestan, a fait savoir le ministère daghestanais de l'Intérieur.

Atteint de huit balles, il est décédé alors qu'on l'évacuait vers un hôpital, a précisé la police. (reuters 16.12)

J'ajoute que c'est le quatrième journaliste assassiné en Russie en 2011, entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.

4- Egypte

Des heurts vendredi au Caire entre des manifestants et la police militaire ont fait trois morts et 257 blessés, a annoncé le ministère égyptien de la Santé.

Ce sont les pires violences dans la capitale depuis le début des élections législatives fin novembre.

Les affrontements ont éclaté après la dispersion dans la nuit de jeudi à vendredi d'un sit-in organisé par des militants pro-démocratie.

Les rues autour du Parlement ont été le théâtre de heurts très violents, après le premier tour de la deuxième phase des élections législatives organisé mercredi et jeudi dans neuf provinces.

En début d'après-midi, des soldats ont chargé 10.000 contestataires rassemblés dans le centre-ville. Les affrontements se sont poursuivis après la tombée de la nuit. Des manifestants ont lancé des cocktails Molotov et des pierres sur les bâtiments publics, brisant des vitres et détruisant des caméras de surveillance.

Des soldats ont tiré - on ignore s'il s'agissait de balles réelles ou de balles en caoutchouc - sur des protestataires qui jetaient des pierres sur le bâtiment du Parlement.

Selon le Dar al Iftah, organe religieux chargé de lancer des fatwas, un de ses membres, le cheikh Emad Effat, a été tué lors des affrontements, rapporte l'agence de presse officielle Mena.

"*Même si le sit-in était illégal, était-il nécessaire de le disperser avec une pareille brutalité et une telle barbarie ?*" s'est interrogé Mohamed ElBaradeï, l'ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), sur Facebook.

Ziad el Elaimy, homme politique libéral du Bloc égyptien qui brigue un siège au Parlement dans une circonscription du Caire, a dit avoir été frappé par les forces de sécurité lors de son arrivée sur les lieux des affrontements.

Dans une déclaration lue à la télévision, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a démenti que les soldats aient ouvert le feu sur les manifestants. Il a affirmé que les incidents avaient commencé lorsque l'un des agents de sécurité postés devant le Parlement avait été attaqué.

Le conseil consultatif civil récemment mis en place pour assister le CSFA dans ses décisions politiques a annoncé qu'il suspendait ses réunions et présenterait sa démission si ses avis n'étaient pas écoutés. Amr Moussa, candidat à la présidence et l'un des membres de ce conseil, a précisé qu'il demandait la fin des violences contre les manifestants.

Environ 300 personnes s'étaient rassemblées après la diffusion via internet d'images présentées comme celles d'un activiste arrêté et battu par les forces de l'ordre.

"*La rumeur court qu'ils l'ont battu et qu'il a dû être hospitalisé*", a dit un médecin s'occupant des manifestants blessés. "*C'est ce qui a conduit des gens à sortir manifester*", a-t-il ajouté.

Des soldats et des hommes en civil ont jeté des projectiles du toit des édifices publics sur les manifestants, qui ripostaient avec des pierres. Des voitures étaient en feu et un bâtiment public a été en partie incendié.

Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, qui assume l'intérim de la présidence, a demandé que les blessés soient évacués vers des hôpitaux militaires, rapporte la télévision d'Etat.

De source militaire, on précise que 32 gardes du Parlement ont été blessés après avoir tenté de refouler les manifestants qui cherchaient à pénétrer dans l'édifice.

L'activiste au centre de la rumeur, Abboudi Ibrahim, a été arrêté alors qu'il quittait le sit-in organisé devant le siège du gouvernement.

Ce sit-in existe depuis les journées de violences de la fin novembre qui ont fait plusieurs dizaines de morts et assombri le début des élections législatives.

Une vidéo circulant sur Facebook montre un jeune homme, identifié comme étant Abboudi Ibrahim, le visage portant les traces de coups violents.

Selon l'agence Mena, des appels à se rassembler de nouveau sur la place Tahrir, symbole de la révolution de l'hiver dernier contre Hosni Moubarak, courent parmi les cercles militants. Les contestataires auraient bloqué une artère menant à la place Tahrir, selon Mena. (reuters 16.12)

5- Bahreïn

Des heurts ont éclaté entre les forces de l'ordre et des manifestants chiites vendredi à Bahreïn, au lendemain de la mort d'un manifestant près de la capitale Manama, rapportent vendredi l'opposition et des militants des droits de l'homme.

La police a fait usage de gaz lacrymogène et a lancé des grenades assourdissantes pour disperser les manifestants et plusieurs personnes ont été blessées lors des affrontements qui se sont produits dans plusieurs villages chiites près de la capitale, a indiqué Matar Matar, membre du principal parti d'opposition chiite Al Wefaq.

Jeudi, des centaines de manifestants s'étaient heurtés aux policiers antiémeutes pendant plusieurs heures près d'un axe routier menant à la capitale, battant en retraite quand les agents tiraient des grenades assourdissantes et se regroupant un peu plus tard. (reuters 16.12)

Social

1- France

1.1- Grève national des agents de sûreté

La totalité des vols au départ de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry ont été annulés vendredi à partir de la mi-journée et des perturbations ont eu lieu à l'aéroport parisien de Roissy en raison d'un mouvement de grève national des agents de sûreté.

Cette grève de 24 heures reconductible a été lancée par les syndicats des sociétés de sûreté aéroportuaire, qui emploient environ 10.000 salariés.

Les organisations demandent une revalorisation de leurs salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Dans la région parisienne, la situation était normale à Orly, a indiqué Aéroports de Paris (ADP) dans un communiqué.

En revanche, à Roissy-Charles de Gaulle, le mouvement a entraîné pour les passagers des temps d'attente de 20 à 40 minutes à certains postes de contrôle en ce jour de fort trafic lié aux départs en vacances de Noël. (reuters 16.12)

1.2- Mayotte

La grève contre la vie chère pourrait reprendre à Mayotte. L'intersyndicale, l'association des consommateurs de Mayotte et le Collectif des citoyens perdus appellent à une manifestation lundi, alors qu'une grève qui avait duré quarante-qautre jours avait été levée le 9 novembre.

"*La précédente grève générale a permis un certain nombre d'avancées, dont l'augmentation du smic local et des mesures de relance en faveur des entreprises mais les grands distributeurs continuent à faire des blocages manifestes au niveau des prix des produits de première nécessité,* a expliqué vendredi Djanfafar Kamiloudine, secrétaire général adjoint de la CGT Ma. *La plupart des habitants nous signalent qu'après la grève de quarante-cinq jours contre la vie chère, les prix ont plutôt augmenté et donc, nous avons décidé de réagir et de ne pas laisser envenimer la situation.*"

Les syndicats souhaitent notamment l'insertion dans l'accord de fin de conflit de la baisse des prix des produits de première nécessité de façon durable, de l'affectation au kilo des produits négociés et de la neutralisation des prix pour les produits n'ayant pas fait l'objet de négociations, selon leur préavis de grève pour lundi, déposé le 8 décembre. Les responsables syndicaux espèrent aboutir le plus rapidement possible à une sortie définitive du conflit, les récentes manifestations ayant laissé des séquelles dans la vie socio-économique de Mayotte. (lemonde.fr 16.12)

1.3- Education nationale. Les 5700 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2012

Les 5700 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2012 en classes primaire affecteront d'abord, en nombre absolu, les académies de Lille (399 suppressions) et Nancy-Metz (367), selon un document transmis aujourd'hui par le ministère de l'Education nationale aux syndicats. Toutes les académies doivent perdre des postes, sauf la Guyane où sont prévues 20 créations nettes de postes.

Les autres académies touchées sont Versailles (260), Amiens (235), Créteil (233), Toulouse (227), Aix-Marseille (219), Strasbourg (216), Bordeaux (203), Orléans-Tours (196), Dijon (181), Caen et Rennes (179), Montpellier (172), Rouen (166), Besançon (154), Grenoble et Reims (153), Nice (143), Clermont-Ferrand (141), Nantes (137), Guadeloupe (134), Limoges (131), Lyon et Poitiers (129), Paris (98), Martinique (97), La Réunion (69) et Corse (20).

Soit en tout 5100 suppressions de postes, les 600 autres devant concerner "*les moyens alloués au recrutement des étudiants en master 2*", a précisé Christian Chevalier, du syndicat SE-Unsa.

"*Le projet ne fait pas dans la dentelle. Le couperet tombe dans toutes les académies, sauf la Guyane. Elles doivent toutes rendre des postes quelle que soit l'évolution du nombre d'élèves*", a commenté pour sa part, dans un communiqué, le SNUipp-FSU, premier syndicat des établissements du secondaire. (liberation.fr 16.12)

2- Eglise catholique

Des milliers d'enfants ont été agressés sexuellement au sein d'institutions catholiques néerlandaises, alors que les responsables de l'Eglise n'ont pas su répondre ou aider les victimes, selon une enquête rendue publique vendredi.

S'appuyant sur une enquête menée auprès de plus de 34.000 personnes, la commission a estimé qu'un enfant néerlandais sur dix a subi un forme d'agression. Le chiffre passe à 20% pour les enfants ayant passé une partie de leur jeunesse dans une institution, soit 10.000 à 20.000 enfants.

La commission a reçu près de 1.800 plaintes pour agression dans des écoles catholiques, des séminaires et orphelinats, des institutions qui ont "*fait preuve de négligence*".

Mise en place l'année dernière sous la présidence de l'ancien ministre Wim Deetman, la commission a enquêté sur des agressions commises depuis 1945. (AP 16.12)

3- Kazakhstan

Dix personnes ont été tuées au Kazakhstan vendredi lors d'affrontements entre des employés du secteur pétrolier qui avaient été licenciés et des policiers, a fait savoir le procureur général du pays.

"*D'après les premières informations, dix personnes ont été tuées dans ces graves troubles. Il y a eu également des blessés, dont des policiers*", a expliqué Askhat Daoulbaëv au cours d'une conférence de presse.

Les manifestants ont selon lui incendié le bâtiment de l'administration municipale de la ville de Janaozen, dans l'ouest du pays, ainsi que le siège de la compagnie pétrolière Uzenmunaigas, filiale du groupe KazMunaiGas.

L'usine Uzenmunaigas a été touchée par une grève de trois mois cette année. Au total, 989 ouvriers ont été licenciés.

"*Les délinquants ont attaqué des policiers, renversé l'arbre du nouvel an, détruit des yourtes et une scène installée pour les fêtes, et incendié un car de police*", a déclaré Daoulbaëv.

"*Les bâtiments de l'administration municipale, un hôtel et le siège d'Uzenmunaigas ont été incendiés. Des biens appartenant à des personnes et à des entreprises ont été détruits. Des voitures ont été brûlées et des distributeurs de billets pillés.*"

Les affrontements ont entaché les célébrations du 20e anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan. Des commémorations éteint organisées dans l'ensemble du pays, et la télévision d'Etat, qui retransmettait les festivités dans la capitale Astana, n'a pas fait mention des violences.

Les manifestants ont détruit les yourtes qui avaient été dressées autour d'une scène de concert. "*Ils étaient scandalisés que la ville prépare une fête pour les habitants et ont jeté des pierres sur les passants*", a déclaré Janna Oïchibaïeva, assistante du gouverneur de la province de Mangistau.

Janozen est une ville de 90.000 habitants à environ 150 km de la mer Caspienne. Les manifestations violentes sont rares au Kazakhstan, première économie d'Asie centrale. Le président Noursoultan Nazarbaïev, âgé de 71 ans, dirige le pays depuis son indépendance et y a supervisé d'importants investissements étrangers, notamment dans le pétrole et le gaz naturel. (reuters 16.12)

Economie

1- Zone euro

1- Moody's a annoncé vendredi l'abaissement de deux crans de la note de crédit de la Belgique, de Aa1 à Aa3, jugeant que le "sentiment fragile" au sein de la zone euro pourrait provoquer des tensions sur le financement pour les pays les plus endettés. (reuters 16.12)

2- Fitch Ratings a placé vendredi sous surveillance négative les notes souveraines de l'Italie, l'Espagne, la Belgique, l'Irlande, la Slovénie et Chypre, menaçant de les abaisser, faute de "solution globale" à la crise de la dette de la zone euro.

Dans un communiqué, l'agence dit espérer achever l'examen des notes souveraines d'ici à la fin du mois de janvier. Si cet examen conclut à un abaissement, celui-ci serait probablement limité à un ou deux crans, précise-t-elle.

Après le sommet européen des 9 et 10 décembre, une solution globale à la crise de la zone euro est "*techniquement et politiquement hors d'atteinte*", estime Fitch, qui se dit particulièrement préoccupée par l'absence de "*pare-feu financier crédible*". (reuters 16.12)

2- Parlement européen

Quand le contribuable français finance les délocalisations de Renault.

En effet, Renault vient de se voir octroyer une aide de 24,5 millions d'euros par le Parlement européen pour financer un plan de départs volontaires de 3 500 personnes en 2009. Les fonds seront versés, attention là ça devient du très lourd, par le

"*Fonds Européen d'Ajustement à la Mondialisation*" (vous avez bien lu). Ainsi l'Europe s'est dotée d'un "*Fonds*", alors qu'on nous répète à l'envi qu'il n'y plus d'argent dans les caisses, pour indemniser les entreprises qui licencient. On croit rêver.
Des entreprises qui délocalisent pour faire plus de bénéfices se voient octroyer des aides par les contribuables européens, ce qui rend la situation d'autant plus ubuesque qu'on fait donc payer aux personnes licenciées les aides perçues par leur ex-employeur pour les virer dans leurs impôts. L'Union européenne ou la version moderne du "*Royaume du Père Ubu*".

Le pire est que cette aide a été votée par la droite et la gauche confondues, seuls les Verts s'étant abstenus. Les socialistes européens ont un peu traîné des pieds afin de faire passer le chèque octroyé à Renault de 24,5 à 17,4 millions mais ont fini par voter avec la droite l'intégralité de la somme au prétexte, pour citer la députée européenne socialiste Estelle Grellier, "*que le rapport de force n'était pas en leur faveur*". Si l'opposition doit voter comme la majorité au prétexte que le rapport de forces lui est défavorable, à quoi sert alors d'avoir une opposition…

Ainsi donc, nous autres contribuables avons dû verser, suite à l'aval de nos politiques, des millions à Renault (dont l'Etat détient toujours 15% du capital) afin d'aider la marque au losange, qui produit aujourd'hui moins de 20 % de ses véhicules particuliers en France, à délocaliser.

Enfin, cela a au moins un coté positif. La prochaine fois que Nicolas Sarkozy, François Hollande ou François Bayrou diront qu'il faut lutter contre les délocalisations et produire en France, nous saurons vraiment à quoi nous en tenir. (atlantico.fr 16.12)

3- Banques

Le montant des mauvaises créances détenues par les banques européennes a augmenté pour représenter plus d'un quart de leur capital, montrent les chiffes publiés vendredi par la Banque centrale européenne.

Les données, arrêtées fin juin, concernent 4.700 banques européennes. Elles montrent que dans l'ensemble, les mauvaises créances représentent l'équivalent de 27% du capital des banques selon la définition des ratios prudentiels, contre 25% il y a un an et 20% en 2009.

Les bénéfices des banques ont toutefois augmenté malgré la crise dans la zone euro. Le résultat net agrégé des banques allemandes s'est établi à 5,8 milliards d'euros, au lieu de 4,3 milliards auparavant. Le profit des banques françaises est passé de 14 à 14,5 milliards. Celui des établissements italiens est passé de 4,2 à 4,9 milliards.

Les banques espagnoles en revanche ont vu leur profits tomber de 10,7 à 9,1 milliards. Celui des banques britanniques a baissé de 16,9 milliards, pour tomber à 8,4 milliards.

Ces chiffres interviennent alors que certains craignent un tarissement des sources du crédit.

Les banques pourraient alors très fortement réduire leurs prêts aux entreprises et aux ménages de façon à rester en conformité avec les nouvelles règles en matière de ratios prudentiels qui entreront en vigueur l'an prochain. (reuters 16.12)

4- France

L'Insee souligne que le produit intérieur brut français devrait reculer de 0,2% au quatrième trimestre 2011 et de 0,1% au premier trimestre 2012 - validant la définition d'une récession technique de l'économie - avant de progresser de 0,1% au deuxième trimestre.

Dans sa note de conjoncture trimestrielle, l'institut estime que le chômage, à 9,3% de la population active en métropole, pourrait atteindre 9,6% à cette date et franchir le seuil de 10% sur la totalité du territoire. (reurters 16.12)

5- Irlande

L'économie de l'Irlande s'est contractée de 1,9% au troisième trimestre, un chiffre nettement plus mauvais qu'attendu qui pourrait compromettre les objectifs de déficit et de dette fixés par l'accord avec l'Union européenne et le FMI.

Le produit national brut (PNB), considéré par certains économistes comme plus représentatif de l'état de l'économie irlandaise car il exclut ces résultats, ressort en baisse de 2,2% sur juillet-septembre. Un chiffre lui aussi décevant puisque le consensus donnait un PNB inchangé. (reurters 16.12)

6- Russie

L'Organisation mondiale du Commerce a accepté vendredi la Russie comme nouveau membre, après plus de 18 ans de

négociations pour l'intégrer.

Les 153 pays membres de l'OMC ont approuvé à l'unanimité la candidature de Moscou. Jusqu'à présent, la Russie était le seul pays membre du G-20 à ne pas appartenir à l'OMC.

Dans le cadre du protocole d'accord, la Russie a accepté d'abaisser ses tarifs douaniers à 7,8%, contre 10% actuellement. Les tarifs pour les produits agricoles passeront à 10,8% contre 13,2% aujourd'hui, et ceux sur les produits manufacturés à 7,3% contre 9,5% en moyenne cette année. (AP 16.12)

Haut de page

Le 18 décembre

CAUSERIE

Les institutions fossoyeurs de la démocratie.

A Madrid, la défaite de José Luis Zapatero, comme celles de José Socrates au Portugal en juin dernier ou de Brian Cowen en Irlande en février, relève du jeu normal de l'alternance démocratique. Il n'en va pas de même en Grèce et en Italie, où la mise en place de gouvernements de transition a emprunté d'autres voies et où se répand le sentiment que le destin des populations se décide désormais sur les marchés, à Bruxelles ou dans les bureaux de la BCE. A Rome, on fustige ainsi le " *directoire franco-allemand* " ; à Athènes, les " *forces d'occupation* " de la troïka composée des représentants de la Commission européenne, de la BCE et du Fonds monétaire international… Et certains voient dans les personnalités de Monti et de Papademos, passés par les arcanes européennes et, pour le premier, chez Goldman Sachs, deux " *banksters* " prêts à faire marcher leur pays au pas de l'ordre libéral bruxellois.

De là à affirmer que la technocratie a confisqué la démocratie, il n'y a qu'un pas… qu'il faut se garder de franchir. Car ces gouvernements ont été adoubés par leurs parlements nationaux. (Alternatives économiques n°308 - décembre 2011)

C'est juste, ces parlements sont donc antidémocratiques et ils n'ont aucune légitimité. Dès lors ne faut-il pas en tirer la conclusion qu'il faut mettre en lumière le rôle des institutions et des partis qui y participent ou les soutiennent, et axer résolument le combat politique contre l'Etat ?

Ce sera non, car voyez-vous, nos dirigeants veulent sauver à tout prix la démocratie, cette démocratie qui ouvre la voie à la dictature au lieu de dénoncer cette escroquerie permanente, de la combattre, par ignorance ou manque de courage, de volonté. Ils n'en sont plus à une contradiction près notez bien, lorsque d'un côté ils affirment que les institutions de la Ve République sont antidémocratiques, pour de l'autre vouloir sauver la démocratie, la démocratie... antidémocratique, les jours pairs ou impairs au choix ou selon l'humeur du chef ! Et ils se permettent de se moquer de ceux qui dénoncent l'UE ou la BCE et veulent les réformer, alors qu'ils ne font guère mieux.

Réflexion politique

Ce n'est pas en faisant miroiter aux travailleurs ou militants qu'on serait en mesure de faire reculer ou céder le gouvernement qu'on parviendra à faire un pas en direction de notre objectif : la prise du pouvoir. Ce genre de discours est totalement inaudible parce que les travailleurs ou les militants n'en croient pas un mot. Pire, il est démoralisant et démobilisateur, de plus il dicrédite ceux qui le tiennent. Cela témoigne une nouvelle fois que ceux qui tiennent ce genre de discours n'ont finalement rien appris ou pas grand chose sur la manière dont le prolétariat appréhende la réalité dans la vie quotidienne.

Donc il faut s'y prendre autrement, être très méthodique et faire preuve de beaucoup de patience.

Tous les jours on entend un ou plusieurs dirigeants de l'UMP ou du PS marteler dans les médias qu'il faut dire la vérité à la population. Eux ils colportent la leur qui correspond aux intérêts de l'aristocratie financière, des banques et des multinationales qui contrôlent l'économie mondiale. Ils ne se grattent pas, ils n'y vont pas avec le dos de la cuillère, ils annoncent d'emblée la couleur : on ne vous lâchera rien, on va vous saigner, vous allez en baver pendant au moins une décennie !

Et comment nos dirigeants réagissent-ils à cette formidable provocation ? Comme l'état major d'une armée en déroute qui intimerait l'ordre à ses soldats désarmés et démoralisés de monter au front pour se faire massacrer, tandis qu'ils battent en retraite dans un désordre indescriptible pour sauver leur peau, considérant que dans l'état actuel de la situation il leur était impossible d'affronter et de vaincre un ennemi trop puissant pour eux.

Notez bien que parmi ces courageux soldats, un bon nombre d'entre eux sont prêts à aller au combat, mais en l'absence d'une logistique et d'une intendance capable de les regrouper sur une stratégie qui tienne la route, ils se retrouvent isolés, dispersés, donc finalement aussi faibles et inutiles que l'immense masse qui trépigne, hésite ou préfère battre provisoirement en retraite. Cette immense masse ne s'engagera à nouveau dans la bataille qu'une fois déterminée à vaincre son ennemi, portée par un espoir, par un nouvel idéal matérialisé par un objectif commun clairement identifié, dans lequel elle s'est reconnue et un commandement dans lequel elle aura acquis une totale confiance, dès lors bien armée et bien encadrée, elle prendra conscience de sa toute puissance, elle deviendra invincible.

C'est ce commandement, cet encadrement, c'est cette direction que le prolétariat doit impérativement se forger pour terrasser son ennemi et gagner cette guerre de classes, le parti ouvrier révolutionnaire section de l'Internationale. Il faut donc définir une politique, des objectifs politiques qui répondent aux questions que se posent l'avant-garde révolutionnaire des masses exploitées pour la rassembler dans un seul parti combattant résolument pour abattre les institutions et le capitalisme.

Chaque lutte, chaque bataille doit être menée dans cette unique perspective, le socialisme : liquider le capitalisme et ses institutions, car l'expérience nous prouve que quelle que soit son issue, tôt ou tard tous nos droits ou acquis seront systématiquement remis en cause et le bénéfice de nos combats passés sera réduit à néant, aussi sûrement que les crises du capitalisme se succèdent depuis plus de deux siècles en plongeant chaque fois l'humanité dans le chaos et la guerre, la barbarie.

Nous n'avons pas les moyens d'entraîner au combat l'immense masse des travailleurs, le jour où nos dirigeants l'auront enfin compris, l'humanité aura fait un immense pas en avant ! Maintenant on peut se demander pourquoi aucun parti n'est en mesure de regrouper les militants révolutionnaires. Parce qu'aucun ne veut s'en donner véritablement les moyens, parce que tous lorgnent parmi les masses, non pas en direction de son avant-garde révolutionnaire, mais en direction de couches liées au régime et qui témoignent leur fidélité aux institutions, des républicains qui estiment qu'hier au moins les principes de la République étaient respectés, des démocrates qui regrettent la belle époque où la démocratie pouvait s'épanouir librement, chaque fois sans se demander à qui elles profitaient vraiment, des anarcho-syndicalistes qui prêchent uniquement pour leur paroisse, une cohorte de parasites, petits-bourgeois ou réformistes dont l'idéal (individuel ou corporatiste) rivalise avec celui d'un cambiste ou d'un trader.

En agissant de la sorte, ces partis ne sont pas crédibles, ils ne peuvent pas inspirer confiance, au lieu d'être des facteurs de regroupement de nos forces, ils sont davantage une source de division et de polémiques à l'infini. On ne construira jamais le parti dont on a absolument besoin pour vaincre avec des dirigeants qui appellent au respect de la "*souveraineté nationale*" (éditorial de Gluckstein), qui passent leur temps à légitimer les institutions (rendez-vous du POI au ministère de l'Intérieur le 19 décembre prochain, notamment) ou qui devant des millions de téléspectateurs baissent les bras (NPA, Poutou à l'émisson *On n'est pas couché*).

La servilité (la collusion) dont font preuve ces partis envers les appareils et les institutions, leur volonté affichée de reprendre à leur compte les illusions des masses, les rabaisse au lieu de les élever au niveau de l'idéal pour lequel ils prétendent combattre, finalement ils flattent et profitent de l'ignorance du peuple, selon la fable où tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute. Et l'idéal du socialisme dans tout cela ?

INFOS EN BREF

Politique

1- Etats-Unis

Le Sénat américain a adopté samedi un gigantesque ensemble de mesures de plus de 1.000 milliards de dollars pour financer l'Etat fédéral jusqu'au 30 septembre 2012, évitant ainsi une paralysie des services administratifs.

Les sénateurs ont adopté l'ensemble de mesures par 67 voix pour et 32 contre, après un vote similaire à la Chambre des représentants vendredi portant sur 915 milliards de dollars de dépenses.

Il revient ainsi désormais au président Barack Obama de promulguer ces mesures comprenant les 915 milliards de dollars de dépenses adoptées par la Chambre vendredi, ainsi que 126,5 milliards pour des opérations imprévues à l'étranger, essentiellement pour l'armée.

Les leaders de la Chambre et du Sénat avaient trouvé un accord jeudi soir sur ces mesures budgétaires évitant ainsi une fermeture de certains services administratifs qui serait intervenue vendredi à minuit. La Chambre avait voté une mesure de financement provisoire de 24 heures pour lui laisser le temps d'agir. Un vote dans une seule des deux chambres suffit à empêcher le gouvernement de fermer ses services, selon des élus.

Les mesures adoptées financent le fonctionnement des ministères de l'administration fédérale. (liberation.fr 17.12)

2- Egypte

Samedi matin, des soldats anti-émeutes ont tiré des coups de feu en l'air. L'intervention des militaires s'est déroulée après l'incendie d'édifices situées à proximité du Parlement et dans lesquels ont brûlé des archives, dont certaines remontaient à plus de 200 ans.

Après la charge des militaires place Tahrir, des affrontements ont opposé des protestataires et aux soldats. Certains contestataires ont lancé des pierres à côté de camions de pompiers qui tentaient d'éteindre le feu.

Les militaires ont arrêté des protestataires et les ont frappés, parfois violemment, alors qu'ils étaient immobilisés ou à terre, a constaté un journaliste de Reuters. Les contestataires, dont certains campaient sur la place Tahrir depuis le mois dernier, ont dû s'enfuir dans les rues environnantes.

Selon des images de la télévision égyptienne, plusieurs tentes installées sur la place emblématique de la "révolution du Nil" ont été incendiées par les militaires après en avoir extrait leurs occupants.

Un cadreur de Reuters a filmé un soldat dégainant un pistolet et ouvrant le feu sur des manifestants battant retraite devant l'armée.

Vendredi, les affrontements avaient éclaté à proximité du Parlement en raison de la dispersion dans la nuit de jeudi à vendredi d'un sit-in organisé par des militants pro-démocratie.

Dans une déclaration lue à la télévision, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a démenti que les soldats aient ouvert le feu sur les manifestants. Il a affirmé que les incidents avaient commencé lorsque l'un des agents de sécurité postés devant le Parlement avait été attaqué.

Le Premier ministre intérimaire, Kamal al Ganzouri, a imputé la violence aux manifestants, qu'il a accusés d'avoir attaqué le siège du gouvernement et du Parlement.

"*Je confirme que l'armée n'a pas tiré*", a déclaré le chef du gouvernement à la télévision publique.

"*Je m'adresse à l'ensemble des forces et mouvements politiques pour leur dire que le sort de l'Egypte réside entre vos mains. Ce qui se passe aujourd'hui dans les rues n'est pas une révolution, mais plutôt une attaque dirigée contre la révolution*", a-t-il souligné.

"*Je répète que nous ne répondrons pas à des manifestations politiques par des violences, même verbales*", a ajouté le Premier ministre intérimaire, 78 ans.

Selon le Dar al Iftah, organe religieux chargé de lancer des fatwas, un de ses membres, le cheikh Emad Effat, a été tué lors des affrontements, rapporte l'agence de presse officielle Mena.

"*A bas le régime militaire !*", a scandé la foule lors de ses obsèques samedi. (reuters 17.12)

3- Kazakhstan

Le président du Kazakhstan a décrété d'état d'urgence et instauré le couvre-feu samedi à Janaozen, une ville de l'ouest de cette ancienne république soviétique d'Asie centrale où des émeutes ont fait la veille au moins 11 morts, beaucoup plus selon l'opposition.

Dans un décret publié à l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité kazakh, le président Noursoultan Nazarbaïev a ordonné «*d'instaurer d'état d'urgence dans la ville de Janaozen du 17 décembre 18H00 au 5 janvier 2012 07H00 (…) à la suite des troubles massifs à l'ordre public le 16 décembre*».

Le même texte ordonne de faire respecter un couvre-feu sur la même période de 23H00 à 07H00.

Le président Nazarbaev, qui dirige d'une main de fer depuis l'époque soviétique ce pays riche en ressources minérales et en hydrocarbures, et considéré jusqu'à présent comme le plus stable de la région, a affirmé dans une déclaration également publiée samedi que la situation était «sous contrôle».

Un porte-parole du Parquet général kazakh a cependant indiqué que la situation s'était également tendue dans une autre ville de l'ouest du pays, Aktaou.

Vendredi, de violents heurts impliquant apparemment des milliers de grévistes du secteur pétrolier réclamant des hausses de salaires, et qui s'en étaient pris aux préparatifs de l'anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan sur la place centrale de Janaozen, ont provoqué la mort de 11 personnes après l'intervention des forces de l'ordre.

Plusieurs grèves ont eu lieu ces derniers mois dans cette région qui regorge de pétrole, située sur la rive orientale de la mer Caspienne.

Selon plusieurs médias d'opposition, des manifestants employés de la société pétrolière Ozemunaigaz s'en sont pris à la tribune montée à l'occasion des festivités, après quoi les forces de l'ordre ont chargé et ouvert le feu.

Le Parquet général kazakh a cependant fait état samedi d'un dernier bilan officiel de 11 morts, 86 blessés dont 6 policiers, et 70 personnes interpellées.

Le représentant du Parquet, dans un communiqué, a affirmé que les troubles avaient été organisés par des «*voyous*» qui «*se cachaient derrière les grévistes*».

Selon lui, les forces de police ont été contraintes de faire usage de leurs armes après avoir essuyé «*des coups de feu de la part des participants des troubles*».

Des informations diffusées par des ONG russes de défense des droits de l'homme et l'opposition kazakhe, qui ne donnent pas de sources, font pour leur part état de «plusieurs dizaines de morts».

Des témoignages diffusés par la chaîne de télévision indépendante kazakh K+, basée au Kirghizstan voisin, ont fait état d'une cinquantaine de morts et de l'emploi d'armes automatiques contre la foule.

Dans un communiqué samedi, le Parti national social-démocrate (opposition) a accusé les forces de l'ordre d'avoir «*utilisé leurs armes contre des manifestants non armés*».

«*Sans moyen de communiquer avec le monde extérieur, la population de Janaozen est extrêmement vulnérable*», a estimé l'ONG, alors que l'internet et la téléphonie mobile ont été coupés dans la région depuis vendredi. (liberation.fr 17.12)

Economie

France

Emmanuel Todd s'entretien avec Ruth Elkrief, 2 décembre 2012 - extraits

Q : vous proposez dans le Point d'effacer la dette de la zone euro (...)

R : ce qui important, c'est la cohérence. C'est un modèle qui est présenté dans cet entretien du Point. C'est de la sociologie à chaud. (...) Le point de départ du modèle c'est d'abord de démasquer, derrière toutes sortes de termes qu'on utilise - banques, Etats, marchés, Bruxelles, Francfort - la réalité de ce qui se passe : une nouvelle caste de riches a pris le pouvoir et utilise tous ces instruments en prétendant, ou en faisant croire, qu'il y a un conflit entre le marché et l'Etat.

Alors qu'en fait il y a une complicité fondamentale entre tous les acteurs. (...)

Pour la dette publique, par exemple, il y a une sorte de jeu pervers entre les gens qui concoctent les plans d'austérité et les gens qui menacent de mettre des mauvaises notes aux Etats s'ils ne se tiennent pas bien.

Le jeu idéologique, pour le moment totalement dominant (...) c'est de dire que [pour] la dette les coupables, ce sont les emprunteurs. Les Français sont laxistes et dépensiers, les Grecs n'en parlons pas... (...)

Q ; pour vous, ils n'ont aucune responsabilité dans la situation ?

R : Je pense que la vérité - je ne l'ai jamais formulé comme cela (...) - c'est qu'ils n'en ont aucune. On ne voit jamais le mécanisme fondamental de l'endettement. Historiquement et économiquement, c'est la volonté des prêteurs. (...)

Il y a une mécanique du système économique général qui s'est mise en place avec le libre échange, [qui] met en concurrence toutes les populations actives. On fait intervenir des populations à très bas salaire de l'ex Tiers Monde, en Chine, en Inde ou ailleurs. Donc on obtient une compression des ressources des gens ordinaires, une stagnation ou une baisse des

salaires. Evidemment ces gens sont poussés à s'endetter.

Et puis, d'un autre côté, comme ce beau mécanisme fonctionne pour dégager un taux de profit à 15%, il y a une accumulation d'argent en haut de la structure sociale. Et les gens qui ont de l'argent (...) les gens riches ont leurs problèmes. Et c'est : que faire de l'argent ?

Prêter à l'Etat, c'est totalement génial. Puisque vous avez - ou croyez avoir - une sorte de garantie maximum. La réalité, c'est que cette espèce d'oligarchie dirigeante est tout à fait ravie de prêter son argent aux Etats, de les rançonner. (...)

Ce que je voudrais essayer de faire comprendre, c'est qu'on nous dit : il y a 250 milliards qui partent dans le budget de l'Etat au service de la dette, dont 50 milliards d'intérêts. C'est affreux parce qu'on a trop dépensé...

Non, il faut regarder ces sommes différemment. Il faut voir que l'impôt - puisque ces sommes seront extraites autoritairement par l'impôt étatique - cela sera de l'argent qui ira aux riches. Donc l'Etat est l'agent des riches (...) on est passé à un Etat de classe, à l'ancienne. (contreinfo.info 09.12)

Cet économiste subordonné à l'économie capitaliste est finalement incapable de fournir une conclusion cohérente à son analyse, sinon il lui faudrait admettre que le capitalisme conduit inévitablement à la barbarie à l'échelle de l'humanité...

En réalité, c'est la socialisation de la production à une échelle plus vaste que par le passé réalisée par les capitalistes depuis les années 80-90, l'extension de la division internationale du travail au continent le plus peuplé du monde, l'Asie, qui a amplifié la contradiction entre le mode de production et d'appropriation des richesses par une minorité d'un côté, et les gigantesques forces productives que cette nouvelle concentration et rationalisation de la production a engendrées ou libérées, qu'il ne peut pas contenir et qui se traduit par leur destruction à une échelle tout aussi phénoménale, par de nouvelles guerres, le chômage de masse, la précarité extrême et la paupérisation grandissante de centaines de millions de travailleurs et leurs familles de l'autre.

Haut de page

Le 19 décembre

CAUSERIE

La démocratie "***sans qualificatif***, cela n'existe pas.

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, un intellectuel français a dit que V. Havel ne pouvait pas choisir la "*démocratie socialiste*" en 1989 et que c'était pour cette raison qu'il avait opté pour la "*démocratie sans qualificatif, la démocratie tout court*". V. Havel était un dramaturge, il n'a jamais compris la nature du stalinisme et pas davantage le marxisme.

S'il voulait dire par là qu'il était impossible de réformer le stalinisme qu'il confondait avec le socialisme, il avait raison puisque le stalinisme est par excellence la négation de la démocratie au même titre que le fascisme, il s'est développé en premier en Russie dans les années 20 en opposition à l'exercice de la démocratie au sein du parti bolchevik qu'il a fini par étouffer en liquidant ses opposants, y compris physiquement. Le stalinisme ne supporte pas la critique ou la contradiction, c'est un système politique dictatorial qui interdit toute forme d'expression indépendante de l'Etat, justice, presse, organisations, syndicats ou partis. La dictature du parti unique est la seule forme et expression du pouvoir politique que le stalinisme peut supporter.

Le stalinisme consiste à confisquer au profit d'une caste parasitaire de bureaucrates les richesses produites alors que les moyens de production sont détenus exclusivement par l'Etat, en plaçant à la direction des entreprises et des institutions une armée de fonctionnaires ignares ou sans talent le plus souvent, mais qui se sont fait remarquer par leur dévouement ou leur soumission sans borne envers le parti et son secrétaire général.

La finalité du capitalisme et du stalinisme est la même, permettre à une minorité de privilégiés de vivre au crochet de la majorité qui trime comme des esclaves, on notera au passage que l'un et l'autre aboutissent à un appauvrissement général des masses laborieuses et à la décomposition de tous les rapports dans la société.

Quant aux moyens mis en oeuvre, à l'arrivée non plus ils ne diffèrent guerre, puisque le capitalisme en crise aboutit à l'instauration d'une dictature fasciste, militaire ou bureaucratique dont le pouvoir se situe au niveau des institutions internationales, UE, FMI, etc. les parlements nationaux n'étant plus que les exécutants de leur politique réactionnaire sur toute la ligne, tandis que le stalinisme impose son pouvoir en spoliant le prolétariat de tout droit politique.

Le stalinisme n'est pas le produit du socialisme, du communisme ou du bolchevisme, il en est l'antithèse et le pire ennemi avec le capitalisme, dans lequel il trouve un allié temporaire pour combattre le socialisme. Le stalinisme cristalise les contradictions de la lutte des classes, dans la mesure où il incarne à la fois l'incapacité passagère de la bourgeoisie et du prolétariat d'assumer le pouvoir. On pourrait dire qu'il assume le pouvoir pour son propre compte temporairement avant de le transmettre à la bourgeoisie, ou durant une période au cours de laquelle mûriront les conditions de sa transformation de caste en classe, les directeurs d'usines ou les apparatchiks du régime d'hier devenant les patrons de demain, hier à la tête du KGB, demain président de la Russie.

Il a pris racine et s'est nourri de la révolution socialiste en Russie en cultivant et en s'appuyant sur ses faiblesses, pas seulement sur le plan national, mais aussi à l'échelle internationale, sachant que la révolution ne pourrait s'approfondir qu'à l'échelle mondiale, autrement dit qu'il serait impossible de construire le socialisme dans un seul pays. Et si le stalinisme s'est acharné à interdire tout développement de la révolution socialiste, ce fut uniquement pour assurer sa propre survie, et indirectement celle du capitalisme auquel il était lié objectivement, puisqu'ils combattaient le même ennemi.

L'expérience des 90 dernières années pendant lesquelles virent le jour différentes versions du stalinisme (maoïsme et castrisme essentiellement), prouve qu'il était impossible de réaliser une révolution politique en Russie et dans ses satellites, ainsi qu'en Chine, au Vietnam ou à Cuba, aussi longtemps que les prolétariats des pays capitalistes développés ne renoueraient pas avec la tradition du prolétariat international combattant sous le drapeau du socialisme. Cette condition ayant fait défaut jusqu'à présent, l'opposition existant dans ces pays s'est avérée incapable d'analyser à fond l'expérience tragique du stalinisme et d'en tirer tous les enseignements, ce qui lui auraient permis de se réarmer théoriquement et de renouer avec le socialisme, n'y étant pas parvenus, les opposants au stalinisme, dont faisait partie V. Havel, se sont jetés dans les bras du capitalisme.

Pour revenir au titre de cette chronique.

La démocratie en général ou "*sans qualificatif*" n'existe pas, en revanche il existe soit la démocratie bourgeoise ou capitaliste, forme de domination de classe de la classe dominante, celle qui détient tout le pouvoir, donc profitant à une minorité qui exerce sa dictature sur la majorité, au mieux une dictature démocratique, masque derrière lequel se camoufle la dictature du capital, soit la démocratie ouvrière forme de domination de classe de la classe des exploitées une fois parvenue au pouvoir, détenant tout le pouvoir, donc profitant à une majorité qui exerce sa dictature sur la minorité, la dictature du prolétariat.

Quand votre compagne a décidé de foutre le camp, habituellement vous vous en rendez compte quand il est déjà trop tard, sa décision est prise et elle a déjà planifié la suite de sa vie sans vous, c'est la raison pour laquelle vous avez beau tout tenté pour la retenir, en vain. Il en est de même avec le combat pour "*sauver*" la démocratie ou ce que l'on dénomme ainsi par défaut, quand on s'aperçoit qu'elle est menacée, c'est qu'elle est déjà morte. On pourrait dire qu'il en a été ainsi quand les masses se sont détournées définitivement du PS et du PCF et qu'aucun parti ouvrier n'était prêt à prendre la relève malheureusement.

Cette mort n'intervenant pas soudainement mais au bout d'un long processus pendant lequel ces partis gangrenés étaient en pleine décomposition, les effluves qui s'en dégageaient encore permirent d'alimenter l'illusion selon laquelle il serait possible de les ramener à la vie, mieux ou pire, de leur redonner une nouvelle jeunesse, de sorte que tous les autres partis ouvriers continuèrent de danser autour leur ronde macabre, au point d'épouser ou de se confondre avec l'ombre de ces demi-cadavres.

Le capitalisme puise sa force, non pas de la faillite du socialisme ou parce qu'il serait une utopie, mais de l'incurie politique indécrottable de nos dirigeants.

INFOS EN BREF

Politique

Kazakhstan

Des manifestations d'une ampleur jamais vue depuis 20 ans au Kazakhstan se sont poursuivies dimanche dans l'ouest du pays, déclenchées par des employés mécontents du secteur pétrolier.

Dimanche matin, 500 protestataires s'étaient réunis à proximité de la principale place d'Aktau, capitale du Mangistau. Bravant un froid polaire, ils ont défié des forces de sécurité présents en grand nombre, a constaté un correspondant de Reuters.

Les émeutes vendredi dans une autre ville de la région, Janaozen, ont fait 14 morts, a annoncé dimanche le bureau du procureur général. Le président Noursoultan Nazarbaïev a instauré l'état d'urgence pour une durée de 20 jours dans cette ville.

Samedi soir, une personne a été tuée et 11 blessées dans des affrontements avec la police dans un village voisin, Shetpe, portant à 15 morts et une centaine de blessés le bilan officiel.

Plusieurs manifestants ont mis en doute ce bilan, estimant qu'il était en réalité plus élevé. Les victimes portaient des traces de balles, selon des sources médicales.

Les affrontements ont coïncidé avec les célébrations du 20e anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan.

"*Nous voulons que les soldats partent. Ils ont tué des gens d'ici*", a dit un des manifestants, Sarsekesh Bairbekov.

Il dit avoir été licencié par la compagnie pétrolière Karazhanbasnunai (KBM) en mai. "*J'ai travaillé pour eux pendant vingt ans. J'étais soudeur et j'ai même perdu un oeil*", dit-il.

Les manifestations sont rares au Kazakhstan, la première économie d'Asie centrale et le plus gros producteur pétrolier de la région.

"*Il n'y aura pas de révolution à l'arabe*", a dit à Reuters Iermoukhamet Iertsibaïev, conseiller du président. "*Vous pouvez voir que le Kazakhstan est calme. Toute la population multiethnique du Kazakhstan soutient le chef de l'Etat.*"

Le conseiller présidentiel a accusé des "*fonds étrangers*" d'avoir appelé à manifester et a affirmé que la situation était "*sous contrôle*".

"*Les citoyens ont le droit de manifester, n'en tirons pas des conclusions générales*", a-t-il dit.

Dans la soirée, le vice-Premier ministre Oumirzak Choukeïev, qui préside une commission d'enquête sur les évènements de Janaozen, a discuté avec des représentants des employés du secteur pétrolier. Ces derniers lui ont demandé de ne pas confondre leur mouvement avec les émeutes de Janaozen.

"*Si nous pensons que vos demandes sont justes et qu'il y a quelque chose à faire, nous ferons des recommandations*", a dit le vice-Premier ministre.

Des personnes soutenant les grévistes ont arrêté samedi un train transportant 300 passagers, indique le procureur général.

La plupart des contestataires ont ensuite quitté les lieux, mais une cinquantaine de "*hooligans*", selon les termes du communiqué du parquet, ont incendié la locomotive.

Ils se sont ensuite dirigés vers le village de Shetpe, y brisant des vitrines des magasins et jetant des cocktails molotov sur des policiers. "*Vu que les hooligans risquaient de tuer de paisibles citoyens et des policiers, ces derniers ont dû faire usage de leurs armes*", explique le communiqué.

Un des douze contestataires hospitalisés a succombé à une blessure par balles, selon la même source.

Vendredi, des affrontements avaient éclaté à Janaozen entre des employés du secteur pétrolier qui avaient été licenciés et des policiers.

Selon les autorités, les manifestants ont incendié le bâtiment de l'administration municipale de Janaozen ainsi que le siège de la compagnie pétrolière Uzenmunaigas, filiale du groupe KazMunaiGas.

L'usine Uzenmunaigas a été touchée par une grève de trois mois cette année. Au total, 989 ouvriers ont été licenciés. (reuters 18.12)

Social

France

Ce lundi devrait être le quatrième jour de perturbations dans les aéroports, après l'échec «*total de la tentative de négociation*», selon les propos tenus par la CGT dimanche soir. Après trois jours sans départ ou presque à l'aéroport de Lyon, des retards à Toulouse et dans deux terminaux (2E et 2F) à Roissy Charles-de-Gaulle -(Paris) et à Toulouse… «*Le durcissement de la situation risque de conduire à une réquisition des personnels*», laissait entendre dimanche au Figaro un proche du dossier.

Dimanche soir Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Écologie et des Transports, au «*Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI*» a réaffirmé son soutien à la proposition de loi déposée par le député UMP Éric Diard. Celui-ci veut étendre les obligations faites aux salariés du transport ferroviaire à ceux de l'aérien. «*Les agents de sûreté se déclarent grévistes au moment de leur prise de poste. Cela rend impossible toute anticipation*», a dénoncé la ministre.

Le texte, appuyé aussi par le ministre du Travail, Xavier Bertrand, vise à imposer à toutes les professions qui concourent au

transport aérien l'obligation d'entamer au préalable des négociations et une déclaration individuelle d'intention de faire grève 48 heures à l'avance. Cela concerne notamment les salariés chargés de la sécurité, ceux qui assurent l'approvisionnement des avions en carburant, les bagagistes… Les contrôleurs aériens, qui eux sont des fonctionnaires, ont déjà une telle obligation. Mieux informées, les compagnies aériennes pourraient mieux s'organiser, prévenir leurs passagers et assurer un service minimum. «*Il ne s'agit pas d'entraver le droit de grève, mais de préserver le droit des passagers et l'équilibre économique, déjà fragile, des compagnies aériennes*», ajoute Thierry Mariani, ministre des Transports. La proposition de loi doit être examinée en janvier à l'Assemblée, mais le calendrier rend improbable son adoption définitive avant la fin du quinquennat.

Le statut des salariés concernés ne serait en revanche pas un obstacle. Les grévistes sont les employés de sociétés privées spécialisées dans la sécurité (Brink's, Securitas, ICTS et Alyzia). Ils sont chargés d'assurer les contrôles de sécurité des passagers, de leurs bagages à main et de ceux enregistrés en soute. Depuis plusieurs années, les aéroports ont choisi de sous-traiter ces fonctions auprès de 5.200 salariés du secteur privé à Paris, 360 à Lyon… Conséquence, ce sont ces entreprises qui gèrent les négociations avec les grévistes, qui réclament notamment une hausse de salaire. Accrédités par les préfectures après une enquête sur leur situation personnelle, ces salariés ne peuvent pas être remplacés au pied levé par d'autres catégories de personnel.

Aéroports de Paris ou le Groupe aéroports de Lyon se disent aujourd'hui suspendus aux tractations entre leurs sous-traitants et leurs employés. «*Nous avons demandé à Brink's d'assurer un retour à la normale pour (dimanche) 19 heures*», rapportait hier un porte-parole de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry. En vain. Les entreprises concernées rétorquent, elles, que les conditions de travail de leurs salariés dépendent surtout des aéroports. En attendant, le mouvement est reconduit et les grévistes misent sur cette période de fêtes et de vacances pour obtenir gain de cause…

Aux revendications de salariés dont les conditions de travail n'ont rien de comparables à celles offertes par certaines compagnies aériennes (leurs salaires sont compris 1.100 et 1.400 euros, 1.600 selon le patronat) s'oppose le désarroi de voyageurs privés de Noël en famille. «*À chaque départ en vacances, nous assistons à la course à qui fera grève en premier. Cette situation est devenue insupportable*», dénonce Thierry Mariani. (lefigaro.fr 18.12)

Haut de page

Le 20 décembre

CAUSERIE

Faites-moi savoir ce que vous voudriez voir conservé dans le site si je devais en alléger le contenu. A défaut de réponses, je déciderai le 1er janvier de mettre un terme aux causeries ou aux infos en bref, ou pourquoi pas les deux à la fois pour ne conserver qu'une base de données.

Maintenant je vois mal comment je pourrais me passer de cette tribune pour m'exprimer librement, sachant que c'est ma seule contribution politique possible à notre combat pour le socialisme en vivant en Inde. J'ai également conscience que l'humanité est à un tournant de son histoire et que l'année qui vient va être décisive pour son avenir. C'est animé de la même passion et de la même détermination que je veux participer aux combats de demain, même si je serai terriblement frustré de ne pas être des vôtres sur le terrain.

Quoiqu'il arrive je défendrai mes principes et notre cause jusqu'au bout, loyalement et honnêtement, et si ma modeste contribution peut servir à quelque chose tant mieux, dans le cas contraire j'aurais le sentiment d'avoir accompli mon devoir dans des conditions parfois difficiles, car ce n'est pas toujours évident d'être immigré à l'autre bout du monde depuis de nombreuses années et de n'avoir qu'un chien comme compagnie à longueur de temps, pour anachronique que soit ma situation d'être traîté pour ainsi dire comme un paria par les militants qui sont censés changer le monde demain au lieu de me soutenir, ce qui aurait de quoi en décourager ou en laisser perplexe plus d'uns à ma place, mais de ce côté-là je suis blindé, ce n'est qu'un épiphénomène sans importance, un jour ou l'autre nous nous retrouverons tous réunis pour combattre sous le même drapeau, celui de la révolution socialiste mondiale.

Un dernier mot.

Qu'est-ce qu'on a pu entendre ou lire comme conneries depuis que le dictateur nord-coréen est mort, notamment à propos de la ferveur des Coréens qui s'est exprimée dans les heures qui ont suivi cette nouvelle. Les journalistes et commentateurs politiques qui oeuvres dans les médias aux ordres n'ont aucune idée du niveau d'ignorance du peuple dans de très nombreux pays. Je me fais cette réflexion chaque fois que je tombe sur un article sur l'Inde que je connais bien pour y avoir vécu 17 ans maintenant.

Oui les masses sont incultes, profondément ignorantes, superstitieuses, facilement manipulables, là ou vous vous posez

100 questions elles ne s'en posent même pas une seule, cela peut paraître incroyable mais c'est pourtant la stricte vérité, j'en fais l'expérience quotidiennement, car si je ne fréquente pas de "Blancs" ou des étrangers, j'ai des contacts quasi-quotidiens avec des Indiens, sans parler de la famille de mon épouse Magueswary.

Oui, le culte de la personnalité fait partie de leur comportement, ils honorent les puissants ou les assassinent cela dépend du moment. Oui ils sont très sensibles au folklore du régime, à ces débauches de couleurs ou de lumières, à ces parades militaires ou non, inutiles, à la gloire d'un régime qui les maintient dans un état de pauvreté que nous jugerions insupportables et qui l'est effectivement. Comment comprendre les rapports entre les classes ou du peuple envers l'Etat dans un pays en refusant d'admettre que la population ne partage pas forcément nos valeurs ou principes, en partant d'a priori. L'arriération de la population d'un pays vient du sous-développement économique aussi bien que de son extrême isolement.

En Inde, je vis entouré de gens qui ne sont pratiquement jamais allés plus loin que les limites de leur village ou de la ville où ils vivent, exceptées à de très rares occasions au cours de leur vie, pour eux le monde s'arrête là, le monde qui a de l'influence sur eux je veux dire même si ce n'est pas tout à fait exact, de toutes manières ils n'en ont pas conscience donc cela revient au même. Jusqu'aux expressions ou qualificatifs que l'on emploie couramment chez nous depuis des décennies ou des siècles, mais qui ne leur disent absolument rien.

Avec nos mots choisis ou nos tournures d'esprit rafinées, on leur prête un comportement, un état d'âme ou un niveau de conscience qui n'a absolument rien à voir avec la façon dont ils le vivent et le traduisent eux-mêmes, c'est tout un monde qui nous sépare encore. Bien entendu que j'avais cela à l'esprit quand j'observais ce qui se passait en Tunisie, en Egypte, en Libye ou en Syrie, peut-être dans une moindre mesure, quoique, le bédouin dans son oasis ressemble davantage aux Indiens que je croise tous les jours qu'à vous ou moi ou aux Français en général.

Quand on est en terrain inconnu, on est sous l'emprise des apparences, des mirages, on fait la part belle aux illusions en tous genres ! J'ajouterai : et quel formidable spectacle, parfois drôle, parfois grotesque ! Donc soyons modeste, tolérant, attentif, vigilant, patient, prudent, lucide... (A suivre)

Mes meilleurs voeux à tous pour 2012.

A propos de la situation en Egypte

Difficile de se faire une idée exacte de la situation en Egypte. On serait porté à penser que les couches les plus conscientes du prolétariat égyptien refusent que l'armée demeure au pouvoir et conserve ses priviléges, y compris après les élections en cours et à venir en 2012. Elle est le pilier du régime, ce qui signifie que rien n'a changé depuis la chute ou le départ forcé de Moubarak.

Il y a deux ou trois semaines j'ai précisé qu'en qualifiant les soulèvements révolutionnaires en Tunisie et en Egypte de révolutions, nous n'avions fait que reprendre à notre compte la caractérisation de ces évènements telle qu'elle était apparue dans la bouche ou sous la plume des différents acteurs présents sur le terrain.

Quelque part nous avions cédé à la facilité à défaut de suffisamment d'éléments sur les rapports réels entre les classes, pour ne pas apparaître encore une fois comme les empêcheurs de tourner en rond et nous couper de bon nombre de militants à la susceptibilté exacerbée ou toujours prêts à se ranger aveuglément derrière les discours de leurs dirigeants, même si leurs analyses ressemblaient davantage à la récitation d'un refrain ou d'une prière apprise par coeur plutôt qu'à une véritable analyse. Et puis, nous avions bien conscience que les militants avaient besoin d'une victoire ou d'une bonne nouvelle qui leur redonne le moral, ce qui est impossible en France tant leurs partis sont empêtrés dans leurs contradictions et n'inspirent pas vraiment confiance aux travailleurs.

Aujourd'hui, au regard des déclarations que viennent de faire les généraux égyptiens qui traitent de contre-révolutionnaires les manifestants qui réclament le départ des militaires du pouvoir, l'armée serait garante du bon déroulement de la révolution qui ne serait pas encore achevée, je me dis que cette précision effectuée il y a quelques semaines s'imposait effectivement et qu'il serait impossible de comprendre la situation en Egypte aujourd'hui si nous en étions restés à la caractérisation approximative des premiers jours.

Nous avons eu aussi le mérite de préciser la place et le rôle de l'armée, pas seulement en Egypte au niveau des secteurs économiques qu'elle contrôle, ce que d'autres ont fait également, mais aussi au sein des institutions, de l'Etat, et de ses rapports avec les autres classes, ainsi qu'au cours d'une révolution.

Parole d'internaute

(Dette: la zone euro apportera 150 milliards d'euros au FMI - lefigaro.fr)

1- "*Donc, les Européens vont prêter 150 Mds Euro au FMI, pour que ce dernier puisse prêter cette somme aux Européens.*

Vous avez dit absurde?
Vous avez dit qu'on se moque de nous?
Ca va mal finir tout ça, et dans pas longtemps.

En 2012, vous n'attendrez pas plus longtemps !

2- "*Faire repartir la croissance en condamnant au chômage des millions de salariés, en réduisant leur pouvoir d'achat, en bridant l'investissement public (75% de l'investissement dans notre pays) que voilà des méthodes que les médecins de Molière n'auraient pas désavouées "primum purgare, secundum saignare".....*"

INFOS EN BREF

Politique

1- Espagne

Le futur chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a souligné lundi les difficultés économiques du pays et promis des coupes sombres dans les dépenses publiques tout en proposant des réductions d'impôts pour les entreprises.

L'économie espagnole va vraisemblablement se contracter au quatrième trimestre au vu des données statistiques disponibles, a souligné Mariano Rajoy dès le début de son discours.

La demande intérieure de l'Espagne vacille, la croissance des exportations ralentit et le taux de chômage, à 21,5%, est le plus élevé de l'Union européenne.

Mariano Rajoy a dit qu'il mettrait en oeuvre un gel des embauches dans l'essentiel du secteur public, à l'exception des forces de sécurité, et qu'il annoncerait le 30 décembre des mesures d'assainissement budgétaires détaillées.

Mais il a également annoncé des mesures fiscales immédiates en faveur des entreprises pour stimuler l'emploi et la demande.

Les petites entreprises réalisant leur première embauche bénéficieront d'une incitation fiscale de 3.000 euros et les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à cinq millions d'euros se verront placées dans une tranche fiscale plus avantageuse.

Il a annoncé une revalorisation des pensions de retraite en termes réels en janvier 2012, tout en soulignant que ce serait le seul poste de dépenses publiques à afficher une hausse.

Il a enfin fait allusion à des modifications du système de santé publique, déclarant que son parti redéfinirait les services de base garantis à chacun par l'Etat. (reuters 19.12)

2- Egypte

La police et l'armée égyptiennes ont tiré des coups de feu et fait usage de gaz lacrymogènes et de matraques mardi pour tenter une nouvelle fois, pour la cinquième journée consécutive, de déloger de la place Tahrir du Caire des manifestants hostiles au pouvoir militaire.

D'intenses fusillades ont résonné à travers la place tandis que les forces de sécurité chargeaient des centaines de manifestants refusant de quitter les lieux, ont déclaré des activistes et un journaliste de Reuters.

"*Des centaines de membres de la sûreté de l'Etat et de l'armée ont pénétré sur la place et ont commencé à tirer sans relâche. Ils ont poursuivi des manifestants et brûlé tout ce qui était sur leur passage, y compris du matériel médical et des couvertures*", a dit Ismaïl, un manifestant, au téléphone.

Avant cette intervention des forces de l'ordre, des manifestants ont tenté de briser un mur de briques érigé pour bloquer l'accès au parlement, situé non loin de la place Tahrir.

L'agence de presse Mena a rapporté que le parquet avait placé en détention 123 personnes arrêtées pour refus d'obéissance, jets de pierres contre les forces de l'ordre et incendies de bâtiments publics. Le parquet a relâché 53 autres personnes.

ix mois après le renversement d'Hosni Moubarak, une partie de la population soupçonne l'armée de profiter de son rôle à la tête

du processus de transition pour tenter de conserver le pouvoir. D'autres savent gré aux militaires de chercher à maintenir le calme et l'ordre afin de permettre le bon déroulement des élections, qui se déroulent par phases depuis fin novembre.

Les images d'une femme à terre brutalisée par les forces de l'ordre et traînée au sol au point de faire apparaître ses sous-vêtements ont toutefois choqué de nombreux Egyptiens.

L'armée, elle, se défend. Le général Adel Emara a assuré qu'il s'agissait d'un incident isolé et que l'armée n'avait pas donné l'ordre d'évacuer la place Tahrir par la force.

Les dernières violences sur la place Tahrir ont provoqué l'incendie de la bibliothèque de l'Institut d'Egypte, fondé il y a plus de deux siècles.

"*Que ressentez-vous lorsque vous voyez l'Egypte et son histoire brûler sous vos yeux?*", s'est indigné le général à la retraite Abdel Moneim Kato, conseiller de l'armée, dans le journal Al Chorouk, en dénonçant des "*vagabonds qui mériteraient de brûler dans les fours crématoires d'Hitler*". (reuters 19.12)

Pour vous ce serait une mort trop douce parce que trop rapide !

3- Irak

La justice irakienne a lancé un mandat d'arrêt à l'encontre du vice-président Tareq al Hachemi.

Elle l'a fait après avoir obtenu des aveux selon lesquels ce dirigeant de la minorité sunnite serait lié à des "*activités terroristes*", a annoncé lundi le général Adel Daham, porte-parole du ministère de l'Intérieur.

Ces confessions, a-t-il dit lors d'une conférence de presse, émanent de suspects identifiés comme étant des gardes du corps de Hachemi.

Auparavant, on avait appris auprès de la sécurité irakienne que la justice avait interdit au vice-président Hachemi de quitter le pays.

D'après ces sources, ce mandat d'arrêt a été émis après l'arrestation, il y a deux semaines, de quatre gardes du corps d'Hachemi qui l'ont accusé d'entretenir des liens avec le terrorisme.

"*Nous avons reçu un ordre d'interdiction de voyager (à l'étranger) concernant Hachemi*", avait confirmé un haut responsable de la sécurité en précisant qu'il émanait de cinq juges enquêtant sur des allégations concernant le vice-président.

Dans un communiqué publié lundi, ce dernier accuse le gouvernement dirigé par Nouri al Maliki, membre de la majorité chiite, de se livrer à "*un harcèlement délibéré*".

Il évoque l'exemple de son avion retenu pendant trois heures à l'aéroport de Bagdad alors qu'il se rendait à Souleymanieh, au Kurdistan, pour y rencontrer le chef de l'Etat irakien.

Selon sa version, les forces de sécurité ont interpellé trois de ses gardes du corps qui revenaient de l'aéroport. Le dispositif de sécurité entourant depuis plusieurs semaines le domicile d'Hachemi avait été renforcé.

Le vice-président exige la remise en liberté immédiate de ses trois gardes en indiquant avoir fait preuve jusqu'ici de "*beaucoup de patience*".

Cette affaire illustre le risque de relance des tensions communautaires en Irak au moment où le dernier soldat américain vient de quitter ce pays après l'intervention militaire de 2003 visant à renverser le régime de Saddam Hussein.

Le Premier ministre a, en outre, demandé au Parlement de voter une motion de défiance à l'égard d'un autre responsable éminent de la minorité sunnite, le vice-Premier ministre Saleh al Moutlaq, en raison de son manque de confiance dans le processus politique.

Hachemi et Moutlaq sont des dirigeants du bloc Irakiya, un groupe laïque soutenu par les sunnites qui s'est rallié à contrecoeur au gouvernement de coalition de Maliki.

Depuis quelque temps, ce groupe boycotte les travaux parlementaires en se plaignant d'être marginalisé alors même qu'il constitue le plus important bloc dans cette assemblée. (reuters 19.12)

4- Russie

La presse française s'enorgueillit du projet de résolution russe au Conseil de sécurité qu'elle considère comme une victoire occidentale. Moscou aurait été contraint de prendre cette initiative pour ne pas perdre la face alors que son gouvernement est accusé d'avoir truqué les élections législatives russes et de soutenir les crimes contre l'humanité ordonnés par Bachar el-Assad.

Cependant, la presse anglo-saxonne fait l'impasse sur ce sujet. Rares sont les journaux qui relèvent que ce projet de résolution reprend un texte russo-chinois de septembre dernier, c'est-à-dire d'avant le double veto. Il n'y a donc pas de changement de position russe, mais une volonté de ne pas laisser les Occidentaux monopoliser le discours. (Réseau Voltaire 17.12)

5- Syrie

Alors que la presse anglo-saxonne, trop occupée par sa campagne anti-Russes, oublie les Syriens, la presse française, elle, poursuit son action pour un changement de régime. Cependant, pour la première fois, un reportage publié dans un hebdomadaire branché atteste des crimes des groupes armés.

Organe officieux de l'atlantisme, « Le Monde » s'érige en porte-parole de l'Alliance et appelle en « une » à la création d'un groupe de contact, c'est-à-dire à la formation d'une coalition militaire ad hoc. Pourtant, après le refus allemand d'une aventure militaire et la reculade de la Ligue arabe, Paris, qui s'imaginait en leader, est isolé.

- L'annonce du durcissement des sanctions de la Ligue arabe et de la saisine du Conseil de sécurité est brouillée par de nombreux articles sur les conséquences catastrophiques des sanctions sur l'économie des Etats qui les ont décrétés.

- L'accord survenu entre la Ligue arabe et le gouvernement syrien pour le déploiement d'observateurs est vécu comme un soulagement au Proche-Orient. En effet, Damas avait posé comme seul préalable que la Ligue reprenne une attitude empathique. Même si les choses ne pas clairement explicitées, chacun comprend que le déplacement des observateurs accompagne une levée des principales sanctions, et annonce un re-démarrage économique. (Réseau Voltaire 19.12)

Social

1- France

1.1- Poursuite de la grève dans les aéroports

Après Lyon, Toulouse et Roissy, les aéroports de Nice, Mulhouse et Rennes devraient être emportés dans le mouvement de grève des agents de sûreté aéroportuaire qui entre dans son cinquième jour. Mais lundi soir, les dirigeants de ces aéroports estimaient que les agents de sûreté ne devraient pas se joindre au mouvement. Une évaluation qui demande encore à être confirmée: les agents peuvent se déclarer en grève au dernier moment, à l'heure où ils prennent leur service.

Le conflit social, lui, s'enlise. D'un côté, les dirigeants des entreprises concernées (ICTS France, Securitas, Brink's, Alyzia Sûreté…), regroupées dans le Syndicat des entreprises de sûreté aérienne et aéroportuaire (Sesa) qui emploie 10.000 personnes, soulignent que les rémunérations ont été revalorisées en janvier 2011 et que l'accord négocié il y a un an prévoyait une hausse de salaires de 6% sur trois ans. Un argument que réfute Thierry Ménard de la CGT: «*Ces 2% par an ont simplement compensé le niveau de l'inflation et, au final, nous avons perdu du pouvoir d'achat.*»

Patrick Thouverez, le président du Sesa, juge que dans le contexte économique actuel «*les demandes d'augmentations supplémentaires sont totalement irréalistes. Certains syndicats réclament 200 euros supplémentaires par mois*». Or, selon le syndicat patronal, le salaire d'un agent de sûreté atteint en moyenne 1600 euros net par mois. En revanche, le Sesa est prêt à faire des concessions sur les conditions de travail.

Face à eux, les syndicats campent sur leurs revendications et alignent quatre exigences: revalorisations salariales, amélioration des conditions de travail et embauches supplémentaires, reconnaissance de la pénibilité et départs anticipés à la retraite. Un véritable dialogue de sourds qui n'a pas permis lundi de réunir les deux parties autour d'une table. (lefigaro.fr 19.12)

1.1- Suppression de 600 emplois à Technicolor.

Technicolor, groupe spécialisé dans les technologies utilisées dans l'industrie du divertissement (cinéma, télévision, vidéo, jeux, etc.), a révisé en baisse lundi sa prévision de résultat opérationnel 2011 en raison d'un environnement économique plus difficile que prévu en Europe cette année, tendance qui devrait se poursuivre en 2012.

Face au ralentissement économique, le groupe a décidé d'accélérer son programme de réduction des coûts, qui devrait

permettre d'économiser 66 millions d'euros par an en vitesse de croisière, à partir de 2013.

Ce plan de redressement se traduira par la suppression de 600 emplois (sur un total de 17.000 dans le groupe) et la fermeture de la production de films photochimiques à Rome, Madrid et Londres. (reuters 19.12)

2- Italie

Des milliers de salariés de la fonction publique ont observé une grève lundi et participé à des manifestations dans toute l'Italie, pour dénoncer les modifications d'impôts et de retraite prévues par le plan d'austérité du gouvernement.

La grève affectait les hôpitaux, les bureaux de poste et des services publics toute la journée. (AP 19.12)

3- Kazakhstan

Des centaines de travailleurs de l'industrie pétrolière ont manifesté lundi au Kazakhstan (16,6 millions d'habitant) pour le troisième jour consécutif, dans la capitale du Mangistau, région riche en pétrole où 15 personnes ont trouvé la mort depuis le début des émeutes.

Près de 400 manifestants, dont certains étaient équipés d'armes automatiques, se sont opposés à la police sur la grande place d'Aktau, capitale de la région du Mangistau.

Ces troubles, d'une ampleur jamais vue depuis vingt ans au Kazakhstan, ont été déclenchés par le licenciement d'employés du secteur pétrolier dans cette région de l'ouest du pays.

Selon Janna Oishibaïeva, conseillère du gouverneur du Mangistau, les protestataires ont rencontré lundi des représentants d'Aktau et demandé une hausse des salaires. (reuters 19.12)

Economie

1- Zone euro

Pas de répit sur la monnaie unique. Les dix-sept pays de la zone euro se sont retrouvés lundi face à un scénario éprouvé: honorer leurs engagements à l'heure dite et pour le montant promis, c'est-à-dire s'accorder sur les 150 milliards d'euros destinés au FMI qui serviraient, en retour, à financer les pays les plus vulnérables.

L'engagement formel a été pris au sommet du 9 décembre, avec obligation de «*confirmer dans les dix jours*». Lundi soir, à l'issue de plus de trois heures d'une conférence téléphonique, les ministres des Finances de l'Eurogroupe sont tombés d'accord. Les dix-sept pays de la zone euro ont confirmé vouloir «*fournir 150 milliards d'euros supplémentaires*» au FMI «*sous forme de prêts bilatéraux*», a déclaré Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe. Quatre pays non membres de la zone euro, le Danemark, la République tchèque, la Pologne et la Suède ont accepté de participer au mécanisme de soutien. La Pologne envisage d'apporter 6 milliards et la Suède s'est dite prête à apporter au maximum 100 milliards de couronnes (11 milliards d'euros). Enfin, le Danemark annonce 5,4 milliards, avant de prendre la présidence tournante de l'UE.

La Grande-Bretagne, elle, a pris les devants: un refus clair et net, qui prive l'effort collectif de 30 milliards. Cette opposition rend plus difficile la possibilité d'atteindre l'objectif de 200 milliards d'euros de fonds apportés au total au FMI.

«L'Union européenne apprécierait que les membres du G20 (le forum des pays riches et émergents, NDLR) ainsi que d'autres pays membres du FMI financièrement solides soutiennent les efforts visant à préserver la stabilité financière mondiale en contribuant à augmenter les ressources du FMI», a ajouté Jean-Claude Juncker dans un communiqué publié hier soir.

Cet accord de dernière minute n'est qu'une étape dans le sauvetage de la zone euro. Cette valse-hésitation sur des objectifs souscrits au plus haut niveau en rappelle quelques autres. Deux mois après l'effet d'annonce, le «*pare-feu*» FESF attend toujours les 1.000 milliards annoncés dans l'euphorie d'un autre sommet, le 26 octobre. Quant au MES, présenté comme un possible «*fonds monétaire européen*», il voit déjà ses futurs actionnaires se déchirer sur l'apport de 500 milliards attendu l'été prochain: versement unique, comme le souhaite le Luxembourg? ou échelonné, comme on le dit à Berlin?

Dix jours après un autre sommet «de la dernière chance», le ministre allemand Wolfgang Schäuble reconnaît que «*la confiance des marchés*» se retrouve une fois de plus en jeu. Il ne s'agit pas seulement de rassurer les investisseurs privés. La Russie, la Chine et le Brésil, courtisés par la zone euro à hauteur de 50 milliards, répondent avec la sagesse de La Fontaine: «*Aide-toi, le Ciel t'aider!*» Si l'euro ne réunit pas son tour de table pour le FMI, les chances sont minces que la dynamique s'enclenche et que les grandes puissances financières viennent combler la différence. Les États-Unis se sont mis hors jeu dès le départ.

La BCE, elle, a confirmé lundi qu'elle n'entend pas faire des miracles. Les traités d'ailleurs le lui interdisent. La solution, disait lundi Mario Draghi, se trouve plutôt dans le «*rétablissement de la discipline budgétaire*», des réformes «*pour faire repartir la croissance*» et surtout «*un pare-feu pleinement équipé et opérationnel*». (lefigaro.fr 19.12)

Des pays endettés jusqu'aux dents empruntent de l'argent, à qui, aux marché bien sûr, pour le prêter au FMI qui le prêtera avec intérêt évidemment à d'autres pays encore plus endettés, et ainsi de suite.

2- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé lundi avoir racheté pour 3,361 milliards d'euros d'obligations d'Etat au cours de la semaine au 16 décembre.

La BCE avait racheté pour 635 millions d'euros d'obligations la semaine précédente.

L'institut d'émission précise que le montant total de ses rachats d'obligations souveraines dans le cadre de son programme exceptionnel réactivé en août atteint désormais 211 milliards d'euros. (reuters 19.12)

Haut de page

Le 21 décembre

CAUSERIE

Le PS dans le rôle de briseur de grève.

1- André Vallini pense que «*toute grève est légitime*» et en particulier celle des agents de sûreté dans les aéroports, mais une atteinte au droit de grève dans le transport aérien comme c'est déjà le cas dans le transport ferroviaire serait la bienvenue : «*Le système donne plutôt satisfaction. On pourrait faire la même chose dans le transport aérien*.» (source : le figaro.fr 20.12)

2- Quel dommage que le droit de grève n'ait pas été remis en cause plus tôt dans le transport aérien : "*Le service mimimum, la droite en parle toujours en plein moment de crise. Ce n'est pas au moment où les Français vont partir en vacances - et on peut comprendre leur exaspération - qu'il faut s'inquiéter du fait que les salariés de ces entreprises privées de sécurité soient dans la précarité et de mauvaises conditions de travail*" a déclaré Martine Aubry, première secrétaire du PS, mardi matin sur RTL. "*C'est avant qu'il faut se mettre autour d'une table pour mettre en place le dialogue social*" a poursuivi la maire de Lille.

Le "*dialogue social*" devant servir évidemment à remettre en cause le droit de grève et non pas à donner satisfaction aux travailleurs en lutte contre leur direction, cela va de soi. Moscovici le confirme, mieux, il "*regrette*" que cette grève ait lieu en dressant les usagers contre les grévistes. .

Pierre Moscovici a également mis en cause la responsabilité du gouvernement dans la grève. Interrogé par France Info sur la nécessité ou non d'un service minimum, le député PS du Doubs a estimé que "*cette grève n'aurait pas dû avoir lieu*". Il la "*regrette*" et pense "*aux gens qui veulent prendre leurs vacances, rejoindre leur famille et sont bloqués*". "*Le gouvernement, plutôt qu'avoir toujours la même réponse - un problème, une loi, en plus à quelques encablures de la présidentielle - devrait avoir la culture du dialogue et aider les entreprises qui dépendent de lui en partie à avoir cette culture*", a-t-il plaidé. (lexpress.fr 20.12)

Quel pourriture ce parti !

Commentaire d'un internaute :

- "*Les grévistes sont des salariés de sociétés privées.....et le gouvernement n'a donc pas à intervenir dans le dialogue social de ces sociétés.*"

Peu importe, le droit de grève doit être suspendu en temps de crise ou tout simplement liquidé dans le privé comme dans le public, place à "*l'économie de marché*" ! A part cela le PS ne combat pas au côté de l'UMP et du patronat contre la classe ouvrière, depuis des lustres ou toujours en vérité.

L'actualité en titres

La question stupide du jour

- Pourquoi Gerhard Schröder inspire Nicolas Sarkozy - LeFigaro.fr

Mise en scène suspecte

- Sarkozy va prendre la plume pour «*se mettre à nu*» - LeFigaro.fr

- Sarkozy veut régler le cas de cette «*folle de Dati*» - Liberation.fr

Inaudible ! Un cas.

- François Fillon fait de l'autisme la Grande cause nationale 2012 - Associated Press

L'Etat et la théorie du complot...

- La piste criminelle négligée dans l'enquête AZF, selon Bruguière - Reuters

Pourquoi ont-ils besoin de tant de fric ?

- Un appartement à 88 millions pour la fille d'un oligarque - figaro.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Nicolas Sarkozy doit recevoir mardi Gerhard Schröder. L'ancien chancelier social-démocrate est devenu dans les cercles politiques français le modernisateur emblématique de l'Allemagne. Son embauche dès 2005 chez le russe Gazprom avait beaucoup choqué, en Allemagne et en France, sans parler de son amitié assumée avec Vladimir Poutine. Mais tout cela paraît finalement peu de chose en regard des réformes accomplies.

Schröder reste en effet dans les annales comme celui qui a rendu possible l'adaptation de son pays à la nouvelle donne de la compétition économique mondiale. Willy Brandt avait été le chancelier de l'Ostpolitik, Helmut Kohl celui de la réunification, et Schröder restera comme le chancelier de la réforme. À l'Élysée, certains conseillers comparent volontiers leur champion, Nicolas Sarkozy, à Gehrard Schröder, qui a su prendre lucidement acte des nécessaires sacrifices que devait accepter la société allemande pour vaincre un chômage qui dépassait alors les 10%.

C'est au cours de son second mandat, et non de son premier, que Schröder a pris le grand virage des réformes. En 2003, devant le Bundestag, le chancelier avait annoncé «*l'agenda 2010*». Au menu, il y avait entre autres la suppression des indemnisations chômage de long terme, ou le choix de la désinflation compétitive grâce à la modération salariale - en clair travailler plus sans gagner plus.

Résultat: plus d'un million et demi d'Allemands dans les rues, une rareté outre-Rhin. Et des records d'impopularité. Schröder était rejeté par 75% des Allemands en juin 2004. En mai 2005, date de l'élection anticipée déclenchée par Gerhard Schröder, le chancelier était presque redevenu populaire. Comme pour la réforme des retraites de Nicolas Sarkozy en 2010, aujourd'hui de mieux en mieux jugée par les Français, l'opinion allemande avait finalement donné raison à Schröder. Dans le dernier mois, à la faveur d'une campagne très offensive, Schröder avait failli être réélu pour un troisième mandat face à Angela Merkel.

Ami personnel de Tony Blair, Nicolas Sarkozy n'en finit pas de découvrir les vertus du social-libéralisme européen. Il faut dire que Schröder est bien celui qui a eu «*tout juste*» dans la première décennie de l'an 2000: contrairement à Jacques Chirac, il a osé des réformes drastiques et, contrairement à Blair, il a désapprouvé la guerre en Irak. (lefigaro.fr 20.12)

En prévison de sa défaite, il doit se demander comment continuer après 2012 à assurer un train de vie royal à sa Barbie...

2- Egypte

La police et l'armée égyptiennes ont fait usage d'armes à feu et de gaz lacrymogènes mardi au Caire pour déloger des

manifestants de la place Tahrir, au cinquième jour de violences qui ont fait 13 morts et suscité de vifs reproches des Etats-Unis.

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a jugé "*particulièrement choquants*" des incidents comme celui où des soldats ont été filmés en train de brutaliser une femme en la traînant au sol au point de faire apparaître ses sous-vêtements, avant de la rouer de coups de matraque et de coups de pied.

"*Des femmes sont battues et humiliées dans les rues mêmes où elles avaient risqué leur vie pour la révolution voici tout juste quelques mois*", a dit la responsable américaine dans un discours lundi à l'université de Georgetown, à Washington.

Les Etats-Unis, qui tenaient l'Egypte pour un allié inébranlable sous la présidence d'Hosni Moubarak, fournissent au Caire une aide militaire annuelle de 1,3 milliard de dollars.

Les autorités américaines ont jusqu'ici salué l'engagement pris par l'armée de céder le pouvoir aux civils.

Par la suite, des milliers d'Egyptiennes vêtues de noir et encadrées par un service d'ordre masculin ont marché sur la place Tahrir pour protester contre les agressions visant les femmes. A la tombée de la nuit, le calme était revenu sur ce lieu emblématique de la "*révolution du Nil*".

"*On ne touche pas aux femmes d'Egypte !*", scandaient les manifestantes qui ont lancé aux hommes qui les observaient depuis des balcons: "*Demain, ce sera au tour de vos soeurs !*".

Dans un communiqué, le CSFA a présenté des excuses, affirmant "*respecter et apprécier les Egyptiennes et leurs droits de protester et de participer pleinement à la vie politique*".

Mais pour le général Adel Emara, "*des forces malfaisantes tentent d'entraîner l'Egypte dans le chaos et placent l'armée dans une situation de confrontation avec le peuple*".

"*Ce qui est en train de se passer n'a rien à voir avec la révolution et sa jeunesse pure, qui n'a jamais voulu mettre à terre ce pays*", a-t-il dit en assurant par ailleurs que l'armée n'avait pas donné l'ordre d'évacuer la place Tahrir. (reuters 20.12)

En torturant, lynchant, assassinant Kadhafi publiquement, les barbares et mercenaires au service du CNT et de l'impérialisme occidental ont montré leur vrai visage au monde entier et mis à mal, pour ne pas dire ruiner, tous les efforts de Sarkozy, Cameron et Obama pour présenter leur aventure militaire en Libye comme un acte légitime et conforme au respect des droits de l'homme et de la démocratique. Des mois de propagande gouvernementale et de matraquage médiatique quotidien savemment orchestrés pour manipuler les masses ruinés en quelques secondes.

En Egypte, les images de militaires et de policiers lynchant des manifestants, dont des femmes venues manifester pacifiquement, vont pousser les travailleurs égyptiens à se poser davantage de questions sur la place et le rôle de l'armée dans leur pays, à se dresser contre son pouvoir tentaculaire, à exiger que ses privilèges lui soient retirés, ce qui évidemment contrarie l'impérialisme américain.

L'armée en Egypte ou en Tunisie n'a jamais été et ne sera jamais au service de la révolution ou complice d'un soulèvement populaire, qui, s'il était mené à son terme signifierait sa dissolution pure et simple. Tout au plus peut-elle apparaître neutre dans un premier temps pour permettre de se débarrasser d'un régime devenu encombrant, usé jusqu'à la corde et isolé du peuple, pour qu'ensuite en garant du régime ou sous son autorité, une nouvelle forme du pouvoir au vernis démocratique puisse se mettre en place, avec la participation aux institutions de partis soit-disant représentant les intérêts du peuple, mais qui en réalité sont intimement liés à certaines couches de la bourgeoisie subordonnées à l'impérialisme.

L'armée égyptienne est apparue telle qu'elle est vraiment, un appareil de répression au service de la réaction, de la contre-révolution. On comprend dès lors l'empressement de la secrétaire d'Etat américaine à dénoncer ses fâcheuses maladresses...

3- Turquie

La police turque a arrêté au moins 38 personnes, pour la plupart des journalistes, lors d'interventions opérées mardi à l'aube dans le cadre d'une enquête sur des liens présumés entre militants kurdes et éléments séparatistes armés, rapportent des responsables de la sécurité et des médias.

Quelque 70 journalistes sont déjà emprisonnés en Turquie, mais les autorités assurent qu'ils sont en détention pour des délits ou des crimes sans rapport avec leur profession.

Vingt-cinq personnes, surtout des journalistes, ont été arrêtées à Istanbul. Des reporters de Reuters ont vu des policiers

interpeller chez lui un photographe de l'Agence France-Presse, Mustafa Ozer. L'AFP a confirmé son arrestation.

Plus de dix journalistes de l'agence pro-kurde Dicle ont aussi été interpellés, rapporte l'agence officielle Anatolie. Une avocate représentant Dicle a dit qu'il ne restait au bureau stambouliote de l'agence que des policiers occupés à copier des documents et des disques durs d'ordinateur. Elle a dit ne pas connaître le nombre exact de journalistes en état d'arrestation.

Dans le cadre de la même enquête, lancée il y a deux ans, des centaines de personnes sont en procès pour liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

A Diyarbakir, principale ville du Sud-Est à prédominance kurde, la police a interpellé au moins six personnes et perquisitionné dans dix bureaux et habitations appartenant à des membres du personnel de Dicle, ont indiqué des responsables. Des descentes de police ont eu lieu simultanément à Ankara, à Izmir et dans d'autres villes où des arrestations ont été opérées.

La police a aussi passé au crible des bureaux de plusieurs autres agences à travers le pays, saisissant ordinateurs et documents, a rapporté la chaîne CNN Turk.

Le mois dernier, plus de 100 personnes avaient été arrêtées au cours d'interventions analogues qui avaient coïncidé avec une recrudescence des attaques du PKK contre les forces de sécurité. (reuters 20.12)

Ce ne serait la Turquie qui intimerait l'ordre au président syrien de respecter la démocratie par hasard ?

Social

1- France

1.1- Grève dans les aéroports. Respect du droit de grève. A bas l'intervention policière !

Les agents de sûreté aéroportuaire ont décidé, mardi 20 décembre, de poursuivre leur mouvement de grève après l'échec de négociations avec les entreprises. Celles-ci étaient menées à Paris et à Lyon sous l'égide de médiateurs nommés la veille par le gouvernement, qui veut un retour à la normale mercredi, quitte à recourir aux forces de l'ordre.

"*Les patrons ne sont prêts à aucun effort. On leur a demandé de faire des contre-propositions, ce qu'ils ont encore refusé*", a déclaré mardi Benamar Belkouche, délégué CFDT chez ICTS France à Roissy. "*Je pense que la grève va se durcir et s'amplifier*", a ajouté le syndicaliste.

Nice, troisième aéroport du pays, doit rejoindre le mouvement mercredi. Les syndicats évoquent également les aéroports de Mulhouse, Beauvais et Rennes.

Les salariés des sociétés d'agents de sûreté de l'aéroport de Nice, le troisième du pays, ont voté le début de la grève en assemblée générale pour mercredi à partir 5 heures, selon la CGT.

Le gouvernement s'est dit prêt à envoyer les forces de l'ordre mercredi dans les aéroports pour se substituer aux grévistes. "*Demain [mercredi], si la grève continue, la police aux frontières, la gendarmerie des transports aériens, et, en tant que de besoin, les CRS et la gendarmerie mobile seront mobilisées, pour faire en sorte que la sécurité dans les aéroports soit assurée*", a déclaré la ministre des transports, Nathalie Kosciusko-Morizet, sur France Info.

"*Nous ne laisserons pas les Français être otages de la grève*", a-t-elle ajouté, assurant qu'"*il ne s'agit pas de remettre en cause le droit de grève, mais […] d'assurer la sécurité*". Trois cents policiers et cent gendarmes sont "*d'ores et déjà prêts à se substituer aux agents grévistes*", a annoncé de son côté le ministère de l'intérieur. Ils pourraient assurer "*les missions de fouilles des passagers et des bagages*" et "*feraient en sorte qu'aucun passager ne se retrouve bloqué*", a ajouté le ministère.

Les syndicats de policiers, FO et Alliance, se sont déclarés hostiles à ce recours aux forces de l'ordre, et un haut gradé de la gendarmerie s'est dit sceptique, particulièrement en cette période de fin d'année, au moment où les plans Vigipirate sont renforcés. La direction de l'aéroport de Lyon a affirmé mardi qu'elle n'envisageait pas de recourir aux forces de l'ordre pour contrer les effets de la grève. (lemonde.fr 20.12)

Entre nous, par les temps qui courrent, c'était une connerie ou une provocation d'entamer une grève durant cette période de l'année, à croire que les syndicats le font exprès pour dresser les travailleurs les uns contre les autres. On soutient cette grève évidemment puisqu'elle a lieu, on n'a pas le choix.

1.2- L'Agence du médicament corrompue. Un système mafieux mis au point par l'industrie pharmaceutique.

Un ancien responsable de l'Agence du médicament devenu ensuite consultant pour l'industrie pharmaceutique, le Pr Jean-Michel Alexandre, a perçu, à ce titre, pas moins de 1,2 million d'euros de rémunération des laboratoires Servier entre 2001 et 2009, révèle Le Figaro lundi 19 décembre.

Le journal écrit que "*ce professeur de pharmacologie a été l'un des hommes les plus influents en matière de médicaments en France de 1980 à 2000*". Selon Le Figaro, M. Alexandre a été président de la commission d'autorisation de mise sur le marché à l'Agence du médicament de 1985 à 1993, puis directeur de l'évaluation des médicaments de 1993 à 2000 et président du comité des médicaments de 1995 à 2000, avant de devenir consultant pour l'industrie pharmaceutique.

"*Du 29 octobre 2001 au 4 septembre 2009, [M. Alexandre] a facturé 1 163 188 euros à Servier, via une filiale dénommée CRIS [centre de recherche international pour la santé]*", affirme *Le Figaro* sans citer de sources. "*En paiement des services rendus, Jean-Michel Alexandre a perçu une rémunération forfaitaire payée sur présentation de factures accompagnée d'un rapport trimestriel*", ajoute le journal.

"*Sa mission consistait, selon les demandes de Jacques Servier, à analyser des dossiers touchant à l'efficacité des médicaments en développement ou déjà mis sur le marché*", poursuit *Le Figaro*. Le journal mentionne les médicaments Vastarel, Protelos, Valdoxan et Procoralan, qui sont actuellement sous surveillance des autorités du médicament.

Le journal précise que, lors de son audition au Sénat, en avril, le Pr Alexandre avait indiqué avoir travaillé "*comme consultant scientifique indépendant (...) pour 30 à 40 laboratoires dans le monde*". Selon le journal, les montants les plus importants ont été perçus avec les laboratoires Servier. (lemonde.fr 20.12)

1.3- Carlton, Eden Roc... Ces "***palaces***" repères de fripouilles de haut vol.

L'Eden Roc, le prestigieux palace des stars qui a vu passer entre ses murs une pléiade de célébrités d'Henry Kissinger à Elizabeth Taylor, est aujourd'hui dans la tourmente. Jean-Claude Irondelle, 82 ans, l'ex-directeur général de l'hôtel, situé sur la Côte d'Azur dans le département des Alpes-Maritimes, a été mis en examen le 13 décembre pour «*abus de biens sociaux*», révèle mardi Le Parisien.

En cause: un audit accablant sur la gestion passée de l'hôtel mettant en lumière la somme de 740.000 € détournée entre 2003 et 2006 par Jean-Claude Irondelle. Propriétaire du palace depuis 2005, le groupe allemand Oetke a déposé plainte l'année suivante contre l'ex-PDG de l'établissement qu'il soupçonne de malversations dans la gestion des lieux ayant «*abouti à la mise en place d'une organisation parallèle frauduleuse*». Selon les termes de la plainte déposée par les nouveaux gestionnaires de l'Eden Roc, de petits arrangements auraient notamment eu lieu avec les fournisseurs de l'hôtel «*assujettis au paiement de commissions occultes*». (lefigaro.fr 20.12)

2- Chine

2.1- Une manifestation contre une centrale thermique accusée de polluer l'environnement dans une ville du sud de la Chine, Haimen, a dégénéré mardi 20 décembre, la police anti-émeute frappant brutalement les protestataires et les repoussant avec des gaz lacrymogènes, ont rapporté des témoins.

Ces violences se sont déroulées dans la province du Guangdong (sud), où est concentrée une part importante de l'industrie manufacturière chinoise travaillant pour les exportations, et où une série de conflits sociaux ont éclaté ces dernières semaines.

Des protestataires parlant au téléphone avec l'AFP ont affirmé qu'un adolescent de 15 ans avait trouvé la mort et que plus de cent autres manifestants avaient été violemment frappés par les forces de l'ordre. L'AFP n'a pas été en mesure de confirmer ces faits de façon indépendante. Les autorités locales n'ont pas répondu à des appels téléphoniques de l'AFP et une femme contactée au Bureau de sécurité publique de Haimen a nié que des troubles aient éclaté dans la ville.

La ville de Haimen se trouve à environ 115 kilomètres au nord-est de Wukan, un village actuellement en rébellion contre les dirigeants locaux qu'ils accusent de corruption. (lemonde.fr 20.12)

2.2- La police chinoise a arrêté 52 personnes soupçonnées d'avoir vendu de l'huile alimentaire récupérée dans le caniveau de restaurants, ont rapporté mardi les médias d'Etat.

Les enquêteurs ont découvert qu'une entreprise de la province du Jiangxi, dans le sud du pays, avait fabriqué plus de 2.000 tonnes de cette "*huile de caniveau*" depuis 2010, et l'avait revendue à une entreprise agro-alimentaire de la province voisine du Guangdong, a rapporté l'agence officielle Chine nouvelle.

L'huile était ensuite revendue dans des restaurants de la région après avoir été "*mélangée avec de l'huile alimentaire de qualité*", ajoute l'agence.

La Chine tente d'enrayer les violations aux règles de sécurité sanitaire dans un secteur alimentaire aussi vaste qu'incontrôlé, malgré les pénalités sévères prévues par la loi. (reuters 20.12)

Un pays aussi pourri que l'Inde par la corruption. 2.000 tonnes d'huile, une paille, cela passe forcément inaperçu...

Economie

France

Le déficit commercial de la France sera de 70 à 75 milliards d'euros en 2011, en forte progression par rapport à celui de 2010 (51,4 milliards), a déclaré mardi à Reuters le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Pierre Lellouche.

Le précédent record de déficit commercial de la France - 56 milliards d'euros en 2008 - sera pulvérisé. (reuters 20.12)

Haut de page

Le 22 décembre

CAUSERIE

Hollande. Votre légitimité : c'est celle des marchés !

Le vote des classes populaires, "*c'est la condition de la légitimité*", estime François Hollande, mardi à Mantes-la-Jolie. Le candidat socialiste assure que le FN est "*une tromperie à l'égard des classes populaires*". (lepoint.fr 21.12)

Le philistin est bien placé pour parler de "*tromperie*", c'est le fond de commerce de toujours du PS (et du FN bien entendu).

Ne parlez pas des couches sociales ou de la classe que vous ne connaissez pas et qui vous méprisent monsieur Hollande. Pour en faire partie j'ai quelques conseils pratiques à donner à mes frères et soeurs de galère. Hollande : tirons la chasse !

Vous savez que j'ai revendu ma maison et que depuis je suis à nouveau locataire. Quand j'étais chez moi, pendant 11 ans j'ai trafiqué le compteur électrique pour diminuer ma facture des trois quart ou plus l'été quand la climatisation fonctionnait toutes les nuits, il suffisait de placer un shunt (un fil) entre les deux fils situés à l'entrée du compteur, ainsi il tournait très lentement ou pas du tout ! Je l'enlevais une semaine avant le relevé du compteur et je le remettais aussitôt en place après.

Il se trouve que là où j'habite maintenant le compteur est situé dans le jardin et visible de la rue, c'est gênant, j'envisage de le recouvrir en prétextant le danger que cela représente quand il pleut, cet argument tient la route, le propriétaire en convient.
En attendant, en dehors de l'ordinateur que j'utilise une douzaine d'heures par jour et la télé deux à trois heures par jour, il n'y a que le réfrigérateur qui bouffe du courant, et avec la partie congélateur le moteur fonctionne quasiment en permanence, donc j'ai décidé de l'éteindre dès que je me lève le matin jusqu'à 19h le soir. J'ai vérifié la température, pas de problème. Pour la lumière, des ampoules basses puissances partout, entre 8 et 20 watts maximum, et j'éteins systématiquement la lumière dès que je quitte une pièce, les Indiens laissent une ampoule allumée à l'extérieur la nuit par crainte des voleurs, j'ai décidé de ne pas les imiter, je ne me sens pas l'âme d'un voleur.

J'ai encore les moyens de vivre normalement, grâce à la vente de ma maison je dois préciser, mais je n'ai pas envie d'engraisser un Etat gangrené par la corruption ; ils nous ont déclaré la guerre après tout, donc à tous les niveaux relevons ce défi. Si maintenant il y a des gens assez cons ou trop bien lotis encore ou les deux à la fois mais pas toujours, qui balancent du fric par la fenêtre pour montrer à la galerie qu'ils ne sont pas gênés aux entournures, c'est leur problème, moi je n'ai rien à foutre de ce genre de considérations, j'estime n'avoir de compte à rendre à personne et j'emmerde ceux que me jugent, c'est le sport national en Inde, incontournable, c'est ce qui pourrit la vie de mon épouse qui ne parvient à se libérer du qu'en-dire-t-on et la mienne indirectement, c'est aussi la raison pour laquelle elle ne veut plus vivre en Inde, c'est tellement insupportable qu'elle préfère encore vivre seule dans son T1 insalubre à Aubagne, c'est pour dire.

Si vous êtes un travailleur pauvre en France et que vous habitez en ville, pour se nourrir et y prendre encore du plaisir, il y a le riz thaïlandais, brisé et parfumé naturellement, le moins cher se trouve dans les magasins chinois ou africains, dans le 13e à Paris

ou à la hauteur du métro La Chapelle ou encore dans les magasins asiatiques à Barbès, il est excellent, à côté le riz blanc français, américain ou indien est franchement dégueulasse, il n'a aucun goût en dehors de l'amidon. Et si vous trouvez que le pain est devenu trop cher, le riz peut très bien accompagner tous les plats en sauce, il suffit d'en préparer une bonne casserole, de la mettre au réfrigérateur et d'en extraire la portion de riz nécessaire à chaque repas. Il faut aimer le riz évidemment ! Si ce n'est pas le cas, essayez le riz thaïlandais, après la cuisson il laisse même une odeur agréable dans la maison, exotique, vous aurez l'impression de voyager... pour pas cher !

Ici, il y a de nombreuses boutiques qui ne vendent que du riz. Les prix vont en ce moment de 13 à 28 roupies, donc du simple au double ou plus. Franchement, très modestement je suis un peu gastronome, je cuisine depuis plus de 30 ans, et bien je ne vois pas de différence de goût entre le riz le plus cher et le moins cher, la seule différence réside dans la taille des grains de riz ou leur texture, qui passe inaperçue puisqu'on le mange toujours accompagné ou mélangé à un plat en sauce, c'est donc un luxe ou une lubie d'acheter le riz le plus cher. Le poids de la société est telle, que la plupart des Indiens n'achètent pas le riz le moins cher par crainte du jugement que portera sur eux le vendeur ou boutiquier, jugement dont entre nous nous n'avons absolument rien à foutre, c'est pour dire à quel point les Indiens sont angoissés et accordent une importance démesurée à l'idée qu'on se fait d'eux...

Opium du peuple. Quand les people manipulent les beaufs.

- Beckham au PSG pour 800.000 euros par mois - Reuters

Normal s'écrient les supporters du PSG...

Cela me rappelle dans les années 70, quand mon père faisait la menuiserie dans des appartements de prestiges avenue Foch à Paris vendus un milliard (de francs) à des princes saoudiens richissimes (notamment), c'est lui qui nous racontait cela le soir au dîner, et qui trouvait normal de m'envoyer à l'école avec des slips et des chaussettes trouées, des semelles percées parce qu'avec son salaire de misère il ne pouvait pas m'en acheter.

Hier soir je me suis fait la réflexion que rien n'avait changé depuis plus 7 000 ans, l'homme n'a pas évolué, il est toujours aussi ignorant, en extase devant les puissants, les riches. Il a toujours besoin d'un pharaon, d'un empereur, d'un maharajah, d'un calife, d'un tsar, d'un monarque, d'un président, etc. pour décider à sa place son destin. Tous ces dictateurs à qui les peuples doivent respect et obéissance, les maîtres après dieu, cette quasi vénération, cette déification de la fonction suprême, n'est pas sans rappeler la nuit des temps quand les peuples attribuaient des pouvoirs supranaturels à la nature, avant d'en prêter aux esprits, aux dieux, aux hommes auxquels ils prêteront volontiers des attributs et des qualités semblables. Non, de ce côté-là rien n'a changé.

Personne ne veut vraiment s'attaquer à cette profonde ignorance, il paraîtrait que ce serait la mission de l'école, qu'on nous permette d'en douter fortement à l'heure où la barbarie gagne du terrain à l'échelle mondiale. Effectivement, nous ne sommes pas encore sortis de la préhistoire, il ne suffit pas de le déclarer, faut-il encore en prendre toute la mesure. Or de nos jours, on préfère flatter l'ignorance des masses, soit le sport est gangrené par le fric, mais tant de nos contemporains s'y adonnent qu'il faut bien lui trouver une certaine utilité, des qualités, selon le principe bien connu qu'il y aurait du bon et du mauvais en toute chose, on appelle cela aussi le populisme.

Désolé, trier est un luxe au-dessus de nos moyens !

"*Parfois, il y a un fruit pourri, et pourtant nous dénigrons tout le panier*"... Pour Jamie Dimon, PDG de JPMorgan Chase, prétendre que tous ceux qui sont riches "*sont mauvais*" est un non-sens.

Jamie Dimon est le responsable le mieux payé des six premières banques américaines : en 2010, sa rémunération atteignait 23 millions de dollars. (atlantico.fr 21.12)

Anarchie et tiers-mondisation ou plutôt tiers-mondialisation.

Surprise pour les Parisiens pressés déjà fatigués du Vélib': des vélos-taxis gratuits sont à leur disposition depuis le début de la semaine pour les conduire d'un bout à l'autre de la capitale.

Un entrepreneur trentenaire, Kheir Mazri, a eu l'idée de lancer ce nouveau mode de déplacement composé d'une carriole conduite par un vélo électrique rappelant le "*touk-touk*" des pays d'Asie.

Le service, pour l'instant composé de 24 attelages, est appelé à fonctionner sept jours sur sept en suivant 14 itinéraires de bus dans la capitale, où la circulation reste problématique malgré la récente mise à disposition de systèmes de location de bicyclettes et d'automobiles Vélib' et Autolib'.

La gratuité, surtout, séduit.

"*Les gens ne le croyaient pas au départ*", dit l'entrepreneur. "*On fait un test à Paris et si ça marche on va élargir au niveau national, voire international.*"

Le système est financé par la vente d'emplacements publicitaires situés de part et d'autre de la charrette, et la vente à bord de thé, de pâtisseries et pop corn, proposés à partir de 50 centimes d'euro.

Les véhicules, importés de Chine, ont été achetés grâce à un prêt familial et ils sont conduits par des associés, explique Kheir Mazri, qui affirme ne pas faire de concurrence aux taxis dans la mesure où le client ne peut imposer sa destination finale.

Comme les motos-taxis, le système n'a pas besoin d'autorisation administrative particulière pour fonctionner. (reuters 21.12)

En Inde, les rickshaws ou pousse-pousse sont en voie de disparition au profit des autorickshaws, maintenant je comprends pourquoi !

Entendu aux infos du soir de TV5Monde Asie

Le 19 décembre. La Croix rouge s'attaquent aux jeux vidéo de guerres. Elle veut "*humaniser*" la guerre, car voyez-vous dans ces jeux les combattants ne respectent aucun principe, ils massacrent les civils, bombardent des villes, etc. ils ne respectent pas les règles de la guerre, les joueurs manquent de "*compassion*" envers leur prochain, les "*droits humanitaires*" sont bafoués... Ah ben ça alors, comme en Irak, en Afghanistan, en Libye, etc. non ? Non, là c'était la vraie guerre, qui plus est menée par des impérialistes légitimes... Et qui financent la Croix rouge via l'ONU et ses agences, on comprend.

Le 20 décembre. La journaliste a parlé à propos de la Corée du Nord, je cite textuellement du "*dernier régime stalinien*" en place, bravo madame pour votre exactitude, c'est si rare dans votre milieu ! C'est mieux que le dernier régime communiste, non ?

Le 21 décembre. Le Canada aurait un système financier et bancaire exemplaires, si, si, c'est sérieux. Et la journaliste d'ajouter quelques secondes plus tard, que la population canadienne est plus endettée que les Américains ou les Européens. Vous avez dit exemplaire ? Tout s'explique effectivement. Un membre du gouvernement canadien légèrement inquiet pour l'avenir tout de même de conclure : pourvu que cela dure, les vrais problèmes risquent de surgir bientôt. Un devin cet homme-là !

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

La presse atlantiste accuse la Syrie de mener un double jeu : d'un côté, elle accepte de recevoir les observateurs de la Ligue arabe, de l'autre elle poursuit la répression. Les journaux reproduisent sans vérification les imputations de l'OSDH (bureau londonien des Frères musulmans syriens) faisant état de l'exécution de très nombreux déserteurs.

L'adoption d'une loi étendant la peine de mort aux trafiquants d'armes, et non plus seulement à ceux qui commettent des crimes de sang, est présentée en Occident et dans le Golfe comme une loi condamnant à mort les citoyens qui manifestent pacifiquement contre le gouvernement.

La presse du Golfe se focalise sur l'injonction énoncée par les chefs d'Etat du Golfe à la Syrie (arrêter la machine à tuer !) et à l'Iran (mêlez-vous de vos affaires !), ce qui montre a contrario que le conflit est déjà régional.

- Les journaux français se référent de plus en plus souvent à un expert syrien vivant à Paris : Salam Kawakibi. Il est présenté comme chercheur, à l'Arab Reform Initiative, ce qui évite de signaler qu'il y est l'adjoint de Bassma Kodmani, la porte-parole du Conseil national syrien.

- Il semble que tous les reportages sur l'Armée libre syrienne réalisés depuis un mois l'ait été dans le même village, censé être en territoire syrien à la frontière turque. Les correspondants de presse qui s'y sont rendus sont tous passés par un bureau du gouvernement turc faisant office de tour operator.

- Selon le Daily Star de Beyrouth, le chef d'état-major de l'armée libanaise, le général Jean Kahwagi, a déclaré que nombre de prétendus réfugiés syriens qui se sont regroupés dans le bourg libanais d'Arsal, sont en réalité des combattants d'Al-Qaida. Le général Kahwagi a demandé l'aval du Conseil des ministres libanais pour intervenir avant que le pays ne se retrouve dans une position comparable à celle de Nahr-el Bared (où l'armée perdit 163 hommes en 2007). (Réseau Voltaire 21.12)

Syndicat

France

1- Journée d'action... patronale.

La CGT a appelé mercredi à faire du 18 janvier, jour du sommet sur l'emploi annoncé par Nicolas Sarkozy, une journée de mobilisation interprofessionnelle.

Les cinq membres de l'intersyndicale (CGT, CFDT, Unsa, Solidaires et FSU) n'étaient pas parvenus lundi à s'entendre sur le principe d'une journée d'action après la faible mobilisation de la semaine dernière contre le plan d'austérité du gouvernement.

Plusieurs syndicats, dont la CGT et Solidaires, ont décidé de lancer tout de même des appels convergents pour maintenir une journée d'action. La FSU devrait se joindre à cet appel. (reuters 21.12)

2- Souhait empoissonné.

Pour souhaiter la bonne année à ses adhérents, la CFDT a mis en ligne une vidéo faisant référence à la série 24 heures. Mieux: son secrétaire général ressemble à s'y méprendre à Jack Bauer, son principal protagoniste.

Le pitch? «*Alors que l'apocalypse est inéluctable, une organisation secrète a décidé d'agir*», résume une voix masculine angoissante. (lefigaro.fr 21.12)

Il n'y a rien de secret dans la jaunisse...

Social

1- Belgique

Un mouvement social surprise paralysait mercredi les transports ferroviaires de la Belgique, à la veille d'une journée de grève destinée à contester la réforme des retraites.

Les transports étaient paralysés dans la majeure partie du pays tôt mercredi aux heures de pointe, avec de nombreux trains annulés en l'absence de personnel. Bruxelles était paralysée par de nombreux embouteillages.

Cette grève surprise a été décidée après que le gouvernement a confirmé sa réforme des retraites, qui allonge de deux ans l'âge légal pour la retraite anticipée. (AP 21.12)

2- Chine

Trois meneurs de la rébellion des villageois de Wukan, qui accusent leurs dirigeants locaux de corruption, vont être libérés par les autorités, mercredi 21 décembre et jeudi, un porte-parole des habitants, Lin Zulian, après des discussions avec les responsables locaux dans le but de faire retomber la tension dans ce gros bourg du sud de la Chine.

"*Ce n'est pas une victoire mais un début de victoire*", a estimé M. Lin, qui a confié être "*très satisfait*". Selon lui, les autorités ont également promis de rendre au village, à une date non précisée, le corps d'un autre des meneurs de la révolte, Xue Jinbo, mort récemment en détention. Les villageois accusent la police d'avoir battu à mort M. Xue, qui avait pris la tête de manifestations ayant dégénéré en violences en septembre contre des expropriations. Les autorités ont affirmé que l'homme était mort de cause naturelle, précisément d'une "*défaillance cardiaque*" à l'âge de 42 ans.

Les 13 000 habitants de Wukan, un village situé sur la côte de la province méridionale du Guangdong, avaient obtenu que leurs représentants puissent s'entretenir mercredi avec Zhu Mingguo, un responsable local du Parti communiste. Cela les avait conduits à reporter une marche prévue ce même jour. Les forces de sécurité, qui maintenaient un blocus depuis plus de dix jours autour de Wukan, ont par ailleurs levé certains de leurs barrages.

Les résidents de Wukan sont en révolte ouverte contre les autorités pour demander des réparations après des saisies de terres qu'ils jugent illégales. En dépit de la censure, le soulèvement de Wukan est très suivi sur les sites de microblogs en Chine. Selon M. Lin, Zhu Mingguo a promis que les villageois de Wukan recevraient des compensations pour les terres saisies, même si le responsable n'est pas rentré dans les détails.

La révolte de Wukan est devenue une épine dans le pied du Parti communiste du Guangdong, province prospère située aux portes de Hongkong et considérée comme la vitrine de l'époustouflante réussite économique de la Chine. Les expropriations de terres sont un problème de plus en plus épineux en Chine, où des paysans accusent les cadres locaux corrompus de s'allier à des promoteurs véreux pour s'enrichir sur leur dos en permettant la réalisation de nombreux projets immobiliers. (lemonde.fr 21.12)

Economie

1- France

Le site internet d'informations Rue89 a été racheté par Claude Perdriel, fondateur de l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur, a annoncé mercredi Rue89.

Lancé en mai 2007, Rue89 attire plus de deux millions de visiteurs uniques par mois, selon des chiffres de l'institut de recherche Nielsen qu'il cite.

"*Cet accord, qui sera effectif le 31 décembre, se matérialise par le rachat du capital de Rue89 par Claude Perdriel*", écrit Pierre Haski, cofondateur de Rue89. "*Il pérennise l'aventure de notre site en lui garantissant son indépendance éditoriale totale.*"

Rue89 restera un site autonome et les fondateurs (Pierre Haski, président, Laurent Mauriac, directeur général, Pascal Riché, rédacteur en chef) continueront à en assurer la direction comme auparavant, poursuit Pierre Haski. (reuters 21.12)

Entre Rue89 et Mediapart, les deux "*pure players*" de l'info en ligne, l'heure des comptes a sonné. Le modèle payant de Mediapart a démontré sa supériorité au moment où Rue89, en panne de carburant, est contraint de se vendre au groupe Nouvel Observateur. Mediapart a publié ses comptes le 2 décembre : le site, lancé par Edwy Plenel, dégage 500 000 euros de bénéfice pour 5 millions de chiffre d'affaires. Il compte 55 000 abonnés actifs. En trois ans, le site a créé 39 CDI, dont ceux de 27 journalistes. Avec les pigistes, une soixantaine de personnes vivent grâce au paiement en ligne.

"*Pour l'information de qualité, la recherche de faits nouveaux - je ne parle du commentaire -, il n'y a qu'un seul modèle viable : le paiement,* souligne Edwy Plenel, dont les intuitions ont été vérifiées. *Le paiement contient en soi l'idée d'indépendance et de confiance du lecteur. Quel meilleur gage d'indépendance que de dépendre uniquement de ses lecteurs pour vivre ? Le beau défi de la presse, c'est de créer de la richesse afin de ne pas dépendre d'un mécène qui fait les fins de mois.*" (lepoint.fr 21.12)

Cela fait longtemps que je ne me connecte plus à Rue89, sans intérêt la plupart du temps, quant à Médiapart, je n'ai pas les moyens de m'abonner, il suffit d'être patient pour voir l'essentiel du contenu de leurs articles atterrir ailleurs, il suffit alors de les lire ou les recopier si nécessaire. Edwy Plenel est sympathique comme peut l'être Mélenchon, par rapport aux journalistes des médias nationaux il n'y a pas photo.

2- Chine

Le prix Nobel d'économie Paul Krugman pose la question dans sa chronique du New York Times : la Chine va-t-elle craquer ?

Paul Krugman ne s'appuie ni sur les chiffres ("*Les chiffres de la Chine sont bien plus fictifs que la plupart des autres*"), ni sur les experts ("*On ne trouve pas deux experts disant la même chose.*"), mais sur l'analyse de la situation du pays, qui lui rappelle celle du Japon à la fin des années 80 ou celle des Etats-Unis en 2007.

Pour l'économiste, une bulle immobilière et une corruption grandissante sont les deux gros points noirs de l'économie chinoise aujourd'hui :

Tous les ingrédients d'une bulle spéculative sur le point d'éclater sont réunis avec les conséquences que l'on imagine, des faillites en chaîne et une crise économique et sociale majeure. "*Savons-nous vraiment si l'immobilier a créé une bulle ? Il en montre tous les signes : pas seulement des prix à la hausse, mais également cette sorte de fièvre spéculative qui nous semble bien familière - pensons simplement à la côte de la Floride il y a quelques années.*"

L'agence Bloomberg tire aussi la sonnette d'alarme sur la montagne de dettes accumulée en Chine pour des projets immobiliers pharaoniques qui n'ont aucune chance d'être rentables. Elle souligne que la réalité des chiffres est cachée par les promoteurs, les établissements de crédit et les gouvernements locaux.

Elle chiffre les dettes de 231 organismes chinois de financement locaux à près de 4 000 milliards de yuans, soit plus de 430 milliards d'euros. Or, il existe dans toute la Chine 6 576 établissements de crédit locaux… Les provinces et les villes n'ont plus les moyens de finir leurs gigantesques projets sans obtenir de nouveaux crédits et seront pour certaines en cessation de paiement si leur principale source de revenus, la vente de terrains, ne rapporte plus suffisamment.

De même, l'existence d'un système bancaire parallèle clandestin et non supervisé fragiliserait l'économie : "*Si le gouvernement chinois n'est pas contraint par l'Etat de droit, il est contraint par une corruption omniprésente, ce qui veut dire que ce qui se passe réellement au niveau local pourrait ne pas ressembler à ce qui est ordonné à Pékin.*"

Paul Krugman espère être "*inutilement alarmiste*" mais, selon lui, "*il est impossible de ne pas être inquiet : l'histoire de la Chine ressemble trop aux effondrements que l'on a vus ailleurs.*" (atlantico.fr 21.12)

Haut de page

Le 23 décembre

CAUSERIE

La rupture avec Sarkozy : une nécessité !

- Le candidat Sarkozy parie sur la rupture de la rupture - lexpress.fr

Le POI vient de rendre visite au ministère de l'Intérieur à défaut d'avoir pu rencontrer l'épileptique du Palais ; le PS vient de se prononcer en faveur de la restriction du droit de grève dans le secteur aérien, soutenant ouvertement Sarkozy qui a fait appel au CRS pour briser la grève en cours ; à l'unanimité les dirigeants syndicaux ont indiqué qu'ils participeraient au "*sommet sur l'emploi*" auquel il les a conviés, etc. Ils sont tous au chevet de la Ve République !

Tous à leur manière légitiment sa présence à la tête du pays, alors que son parti est minoritaire dans le pays (l'UMP a été mis en minorité lors des quatre dernières élections), illégitime, rejeter, honni par la majorité des masses laborieuses, le président le plus impopulaire de la Ve République, à croire qu'il leur manquera s'il perdait les élections en 2012. Fort de ce soutien, il aurait tort de ne pas continuer son offensive contre la classe ouvrière jusqu'à la veille des élections présidentielles...

Il faudra encore attendre avant que syndicats et partis ouvriers rompent avec les institutions et celui qui en est le garant. Et peu importe si on en crève entre temps, les travailleurs et militants ont le droit de le penser et de le dire. Il ne faut pas s'étonner ensuite que de plus en plus de militants baissent les bras ou soient littéralement dégoûtés, selon les quelques témoignages que j'ai recueillis, on ne leur en voudra pas évidemment.

Travail, famille, patrie.

Grève dans les aéroports.

- "*L'année 2011 a été rude pour les Français et nous ne pouvons pas accepter que qui que ce soit pris en otage au moment de partir en vacances, avec ses enfants, avec sa famille, dans un conflit auquel ils ne sont pour rien*", a déclaré le chef de l'Etat. (reuters 22.12)

Un "***secret***" bien gardé.

Entendu hier soir lors de l'émission *Secrets d'histoire* consacrée au palais de l'Elyése, diffusée sur TV5Monde Asie.

"*finalement la République assure le fier héritage de la monarchie*", non, pas possible ? Allez, on fera avec, on n'est plus à cela près, n'est-ce pas ?

Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir (Lénine)

En prêtant 489 milliards d'euros à près de cinq cent banques européennes, la BCE entend éviter un "credit crunch". Elle offre en effet la possibilité aux banques d'emprunter sur trois ans à un taux proche de 1%. Cette vaste opération de refinancement va permettre aux banques de souffler, dans la mesure où elle résout l'énorme problème de liquidités auquel elles étaient confrontés.

En résumé, cette opération ne met pas fin à la crise : elle permet juste au système de continuer à tourner. (atlantico.fr 22.12)

Facile à comprendre, non. Il faut ajouter que les banques continuent de s'endetter... et de réaliser des profits.

Le secret du capitalisme, c'est qu'il vit à crédit. Quand vous travaillez, vous n'êtes payé qu'à la fin du mois, vous avez fait crédit pendant 30 jours à votre patron ou à l'Etat de la force de travail que vous avez dépensée, gratuitement bien sûr, en plus de la plus-value qu'il vous aura extorquée.

Comment les banquiers s'enrichissent, c'est simple il suffit de suivre le mode d'emploi, un exemple :

- Les deux principales banques italiennes UniCredit et Intesa Sanpaolo utiliseront les fonds à trois ans de la BCE pour financer l'industrie et les ménages transalpins, ont déclaré jeudi les dirigeants des deux établissements dans des interviews.

"*Nous avons levé des liquidités à des coûts avantageux afin qu'elles soient injectées dans l'économie*", a déclaré Andrea Beltratti, président du directoire d'Intesa dans un entretien accordé à Il Sole 24 Ore. (reuters 22.12)

Les banques ont emprunté à la BCE à 1% d'intérêt et vont faire la culbute trois fois, dix fois ou davantage selon le crédit accordé, immobilier (3,5 à 4,7%) ou prêt à la consommation dont les taux tournent autour de 20%.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette affaire, c'est que cette opération est réalisée ouvertement, personne ne peut dire qu'il n'est pas au courant, les banquiers vont littéralement vampiriser, piller, voler, escroquer les travailleurs le plus légalement du monde, et cela passe comme une lettre à la poste, c'est normal en somme. Quand un travailleur a besoin d'argent pour acheter une voiture ou autre chose, il emprunte à 7, 10 ou 15%, quand le banquier a besoin d'argent il emprunte à 1% et vous facture à 7, 10 ou 15% ou plus, c'est normal, lui il est banquier, vous vous n'êtes qu'une merde quoi, disons les choses telles qu'elles sont.

Parler d'inégalité et d'injustice ici paraît presque grotesque, puérile, tellement c'est énorme, scandaleux, une telle pratique est digne d'un système mafieux, dictatorial, spontanément on se demandera comment cela est-il possible. La réponse a été donnée plus haut (et plus loin), je n'ai ni le temps ni l'envie ni la patience de me lancer dans une nouvelle démonstration.

Courriel reçu d'un militant marocain

- "*Salut camarade,*

Merci pour votre travail sur l'histoire de l'opposition de gauche.

Je vous demande si je peux savoir toute information sur la constitution de la 4e internationale depuis sa naissance, sa scission, (Pablo, Lambert, Moreno, Stéphane Just....) jusqu'à ce jour où on trouve trois grandes organisations et d'autres fractions et petites groupes ....

Je porte à votre connaissance que je suis du Maroc et je m'intéresse beaucoup à cette politique.

Merci encore, j'attends votre réponse."

J'ai corrigé légèrement l'orthographe de ce courriel, je répondrai à ce camarade dans les jours qui viennent.

Je tiens à préciser que mon travail ne consiste pas à étudier l'histoire des partis issus du trotskisme, d'autres camarades pourraient le faire beaucoup mieux que moi. A mon avis, cela ne présente pas un grand intérêt, on a beaucoup mieux et plus urgent à étudier ou à régler comme questions. Pour ma part, j'ai pratiquement épuisé ce sujet dans mes causeries ou dans différents articles, cela étant, j'ai laissé de côté certaines questions qui ne me semblaient pas présenter un grand intérêt pour la suite de notre combat, je ne suis pas entré dans les détails faute de documentations appropriées. Je ne me suis intéressé qu'aux questions en rapport avec la lutte de classe à notre époque.

Par ailleurs, si j'ai intitulé le site *La voix de l'opposition de gauche*, c'est en partie en référence à l'opposition de gauche dirigée par Trotsky à partir du milieu des années 20, ayant été militant de l'OCI à la fin des années 70, sans pour autant me sentir lié à aucun de ces partis, le POI (CCI), le NPA ou LO, sans avoir de comptes à leur rendre, sans non plus leur reconnaître forcément le statut d'héritier de l'opposition de gauche, puisqu'au contraire je prétends qu'ils ont rompu ou se sont écartés du léninisme ou du bolchevisme. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Union nationale ou quand la farce électorale prend une tournure pathétique.

Les députés français ont provoqué un incident diplomatique majeur avec la Turquie en votant jeudi une proposition de loi visant à pénaliser la négation des génocides, notamment le génocide arménien.

Ankara, qui ne reconnaît pas que les massacres d'Arméniens en 1915 relèvent d'un génocide, a réagi immédiatement en qualifiant le texte adopté à l'Assemblée nationale d'inacceptable et en rappelant son ambassadeur en poste à Paris.

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a estimé que ce vote avait ouvert des plaies qui seraient difficiles à refermer.

Pour le chef du gouvernement turc, qui a protesté à de multiples reprises avant le vote, le texte adopté à Paris relève d'"*une politique fondée sur le racisme, la discrimination et la xénophobie*".

La Turquie, a-t-il ajouté, annule toutes les rencontres politiques, économiques et militaires prévues avec la France. Elle annule également l'autorisation qui était faite aux avions de chasse et aux bâtiments de guerre de l'armée française d'atterrir ou d'accoster en Turquie.

Le texte, déposé par la députée UMP Valérie Boyer, a été validé par les députés français lors d'un vote à main levée. Les quatre groupes de l'Assemblée nationale avaient appelé à voter pour mais des députés de la majorité comme de l'opposition ont voté contre ou se sont abstenus.

Le texte initial visait à sanctionner la seule contestation du génocide arménien mais il a été modifié le 7 décembre pour s'étendre à "*la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi*".

Il prévoit de punir la négation d'un génocide d'un an de prison, d'une amende de 45.000 euros ou des deux.

La diaspora arménienne en France, forte de 500.000 personnes, est à nouveau un enjeu électoral à l'approche des élections présidentielle et législatives du printemps 2012.

La proposition de loi pourrait être examinée début 2012 par le Sénat. Valérie Boyer a souhaité que le texte soit inscrit "*très vite*" à l'agenda de la haute assemblée afin, a-t-elle dit, "*d'avoir une loi effective à la fin de cette législature*". (reuters 22.12)

1.2- A propos du "***sommet***" antisocial du 18 janvier

Le Président pourrait être tenté de lancer d'autres chantiers, plus structurels. "*Il faudra avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française*", a ainsi prévenu Nicolas Sarkozy à Toulon.

Il pourrait bien s'appuyer pour cela sur une proposition de la branche métallurgie du patronat. L'UIMM propose de développer des accords compétitivité-emploi. Le principe est simple : négocier avec les représentants du personnel une flexibilité accrue des salariés, en échange de garanties pour l'emploi ou sur les investissements. Actuellement, les accords de ce type ne s'imposent en effet pas automatiquement à tous les salariés de l'entreprise concernée.

Cette piste a le mérite d'aller (encore une fois) dans le sens d'une convergence avec nos voisins d'outre-Rhin. Raymond Soubie, ancien conseiller social de l'Élysée, n'y voit que des avantages. "*Regardez ce qui s'est fait en Allemagne. Depuis 2004, des accords sociaux ont été conclus, qui portent tout à la fois sur les salaires, l'emploi et le temps de travail, afin de restaurer la compétitivité par le consensus. Les salariés obtiennent des garanties sur une partie de ces sujets, en échange de concessions sur d'autres*", a-t-il déclaré, dans une interview au Journal du Dimanche du 11 décembre. Les syndicats, pas enthousiastes

Xavier Bertrand s'est lui aussi prononcé en faveur de ce principe dans une interview accordée au Monde de jeudi : "*Les accords compétitivité-emploi peuvent être une voie d'avenir*", a réaffirmé le ministre du Travail. Celui qui s'est opposé, à l'UMP, à la proposition de remise en cause des 35 heures y voit un bon moyen de "*sortir de l'esprit des 35 heures sans faire payer à nouveau la facture aux ouvriers et aux salariés*", même s'il reconnaît qu'il sera difficile de passer à l'action avant la présidentielle.

Les syndicats, eux, préfèrent se concentrer sur les mesures d'urgence. "*Nous refusons de parler des réformes structurelles du marché du travail, car il n'y a pas assez de temps avant les élections*", fait valoir Marcel Grignard pour la CFDT. Une telle évolution du droit du travail "*ne se fait pas en trois coups de cuillère à pot*", explique le syndicaliste. Car les accords compétitivité-emploi nécessitent de "*donner plus de marge de manoeuvre à la négociation collective dans les entreprises*". Ce qui suppose aussi de "*définir ce qui relève des négociations d'entreprises, de branches et interprofessionnelles*", explique-t-il.

La CGT, elle, est tout à fait opposée au principe, considéré comme un véritable chantage à l'emploi. On comprend pourquoi : en période de crise, cela revient à troquer le maintien de l'emploi contre une stagnation des salaires. Voire une baisse. (lepoint.

fr 22.12)

L'essentiel, c'est d'y aller pour légitimer Sarkozy, ensuite, les mesures qu'il aura décidées, peu importe après que les uns ou les autres se déclarent pour ou contre.

Ce n'est pas un hasard si mardi dernier l'avatar d'Adolphe Tiers recevait Gerhard Schröder, qui selon Le Figaro restera "*dans les annales comme celui qui a rendu possible l'adaptation de son pays à la nouvelle donne de la compétition économique mondiale*", notamment "*grâce à la modération salariale - en clair travailler plus sans gagner plus*" ou encore "*la suppression des indemnisations chômage de long terme*", l'artisan des petits boulots rémunérés 1 euro de l"heure, Hartz IV et Cie. (voir les infos en bref d'avant-hier)

Entre nous, la Bourse devrait miser sur Hollande plutôt que sur Sarkozy, à moins qu'elle ne fasse comme aux Etats-Unis et mise sur les deux à la fois histoire de gagner à tous les coups. Maintenant le mouvement ouvrier n'est pas similaire en France et en Allemagne.

En attendant le syndicat jaune CFDT a déjà donné son accord à Sarkozy par la voix de Marcel Grignard pour qui sait lire.

Au-delà, la question demeure la même : pourquoi aucun parti dit ouvrier n'engage-t-il pas une campagne nationale sur le thème de la rupture des syndicats et des partis avec le gouvernement et le patronat à l'époque de la réaction sur toute la ligne, avec les institutions, l'Etat ? Ils tiennent tous un double langage en vérité. Ils prétendent défendre l'indépendance des syndicats et ils refusent de mener le combat pour leur rupture avec l'Etat et les représentants du capital.

2- Espagne

Le nouveau chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a nommé mercredi 21 décembre Luis de Guindos, ancien président de la banque Lehman Brothers pour l'Espagne et le Portugal de 2006 à 2008, au poste de ministre de l'Economie, rapporte BBC News. Précisons que la banque Lehman Brothers a fait officiellement faillite le 15 septembre 2008 à la suite de la crise financière mondiale née de la crise des subprimes.

Cet ancien secrétaire d'Etat à l'Economie (2002-2004), âgé de 51 ans, a dirigé la grande école de commerce Instituto de Empresa à Madrid et a été chargé du département financier de PriceWaterhouseCoopers, grand cabinet d'audit. (slate.fr 22.12)

En Italie : Premier ministre Mario Monti, ancien Commissaire européen, l'homme de Bruxelles formé aux Etats-Unis ; en Grèce : Lucas Papadémos, ancien vice-président de la BCE ; en Espagne : ministre de l'Economie Luis de Guindos, ancien président de la banque Lehman Brothers ; BCE, Président Mario Draghi, l'homme de de Goldman Sachs.

Question à cent balles : qui dirige l'économie européenne, la BCE, l'UE ?

3- Grande-Bretagne

La justice a annoncé jeudi l'ouverture d'une enquête après le scandale déclenché en Grande-Bretagne par le député conservateur Aidan Burley, filmé lors d'une soirée arrosée dans les Alpes avec toasts au IIIe Reich et déguisement d'officier SS.

L'«*apologie de crime de guerre ou contre l'humanité» est passible de cinq ans de prison et 45.000 euros d'amende, et celui de «port d'uniforme et d'insigne d'une organisation criminelle contre l'humanité*» de 1.500 euros.

Tout a commencé par une vidéo filmée par un client du restaurant, diffusée sur internet, notamment via Twitter par l'organisation SOS Racisme. Elle est également relayée par les journaux britanniques comme le Daily Mail.

On y entend la dizaine de convives britanniques de cet enterrement de vie de garçon lever leurs verres «*à l'idéologie et la pensée du Troisième Reich*». Une photo montre l'ami déguisé du député faisant le salut hitlérien dans la rue.

Ce scandale, qui vient rappeler celui qu'avait provoqué en 2005 la photographie du prince Harry en uniforme nazi à une fête costumée, a déjà conduit au retrait d'Aidan Burley de sa fonction de chargé de mission auprès du Secrétaire aux Transports. (libération.fr 22.12)

Bien entendu ce député conservateur britannique s'est empressé d'affirmer qu'il n'était pour rien dans cette histoire, qu'il ignorait tout des penchants idéologiques fascistes de son ami... Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es.

4- Gabon

Au Gabon, la coalition du président Ali Bongo au pouvoir a remporté 95% des sièges aux élections législatives de samedi dernier, renforçant sa mainmise sur ce pays producteur de pétrole et déclenchant des accusations de fraude de l'opposition.

Le Parti démocratique gabonais (PDG), parti d'Omar Bongo, a remporté 113 des 120 sièges de l'assemblée, selon les résultats communiqués tard mercredi soir par le gouvernement. Son allié, le Parti gabonais du centre indépendant (PGCI), a obtenu un siège. Le taux de participation s'élève à 34%.

Les partis d'opposition, qui ont remporté les six sièges restants, avaient appelé à un boycott des élections après que le gouvernement a rejeté leur demande d'introduire des cartes électorales et des kits d'inscription biométriques afin de réduire le risque de fraude. reuters 22.12)

5- Syrie

La presse atlantiste et du Golfe reprend l'assertion de l'OSDH (bureau londonien des Frères musulmans syriens) selon laquelle l'armée syrienne aurait massacré une centaine de personnes à Kafroueid, dans la province d'Idleb.

Bien que cette imputation n'ait pas été recoupée, la France et les Etats-Unis ont vivement réagi. Le Quai d'Orsay parle de « *tuerie sans précédent* », tandis que la Maison-Blanche affirme « *Assad ne mérite plus de diriger la Syrie* ».

- La presse internationale fait l'impasse sur l'enlèvement de cinq ingénieurs iraniens à Homs. Cette action fait suite au sabotage du pipe-line approvisionnant la centrale électrique et au retrait de Petro-Canada. L'objectif est de priver Homs d'énergie.

- Jane's Defence Weekly note que même avec les 20 000 hommes qu'on lui prête, l'Armées syrienne libre n'a aucune chance de l'emporter. En effet, elle ne bénéficie d'aucune défection significative, en terme d'unités de combat ou de généraux. Elle est destinée à servir de couverture pour une opération internationale.

- Le Jerusalem Post est le premier quotidien à évoquer la lettre ouverte au président Obama de 55 membres de la Foreign Policy Initiative (lire pp. 45-46), la nouvelle association des faucons US, qui se situe résolument dans le prolongement du Projet for A New American Century.

La lettre a été écrite en collaboration avec la Foundation for the Defense of Democracies, qui est une émanation du gouvernement israélien.

Les signataires pressent le président des Etats-Unis de renforcer les sanctions, de nouer des contacts officiels avec l'opposition civile et militaire, et de confier à la Turquie la création d'une zone neutre en territoire syrien.

- Dans Le Point, Edward Luttwak, historien officiel de l'armée israélienne, présente les troubles en Syrie comme un moyen de casser l'influence iranienne en attisant la fitna. (Réseau Voltaire)

6- Yémen

Des milliers de manifestants yéménites ont marché jeudi vers la capitale Sanaa pour réclamer le jugement du président Ali Abdallah Saleh pour la mort de manifestants tués lors de la répression des manifestations anti-gouvernementales.

"*Notre objectif est de renverser le régime et de poursuivre les dirigeants, de rejeter l'immunité parlementaire accordée à Saleh et à ses conseillers*", a expliqué Waddah al Adeeb, un des organisateurs de la marche partie de la ville de Taëz en début de semaine. "*Et nous rejetons le gouvernement d'unité nationale parce qu'il reproduit tout simplement le régime*", a-t-il ajouté.

L'accord signé fin novembre sous l'égide de l'Onu et du Conseil de coopération du Golfe (CCG) prévoit un transfert des pouvoirs de Saleh à son vice-président, Abd-Rabbu Mansour Hadi, jusqu'à une élection présidentielle anticipée fixée en février 2012.

Dans un communiqué, le parti de Saleh a estimé que la marche "*violait les engagements de l'accord visant à mettre fin aux manifestations d'ampleur*." (reuters 22.12)

7- Etats-Unis

Une enquête de l'armée américaine rend ses hommes responsables de la frappe aérienne qui a tué par erreur 24 soldats pakistanais le mois dernier, rapporte jeudi le Wall Street Journal.

Dans un communiqué, le Pentagone concède qu'"*une mauvaise coordination entre des officiers des armées américaine*

et pakistanaise" et "*des informations cartographiques incorrectes (...) ont contribué à cette issue tragique*".

Le rapport de l'armée américaine confirme plusieurs éléments de la version pakistanaise et contredit celle des Etats-Unis. Washington avait dit après les faits avoir obtenu l'autorisation des Pakistanais pour cette frappe aérienne.

"*Le problème général qui entoure cet incident, c'est le manque de confiance*" entre les deux pays, dit un responsable militaire cité par le Wall Street Journal.

Selon le rapport, résumé par des sources proches du dossier, un commando américano-afghan a d'abord été visé à partir d'une ligne de crête. Ce commando de 150 hommes a demandé un soutien aérien pour faire étalage de sa force aux assaillants.

Interrogé par le commando au sol, l'Otan a répondu par radio: "*Nous ne repérons ("tracking") aucun militaire 'pak' dans cette zone.*" Les soldats américano-afghans ont interprété cette communication comme une preuve qu'il n'y avait aucun soldat pakistanais.

L'armée américaine a commis une deuxième erreur en donnant involontairement aux Pakistanais des informations erronées sur le lieu des frappes, selon l'enquête. (reuters 22.12)

Social

1- France

1.1- Grèves dans les aéroports.

1.1.1- La grève a été reconduite pour vendredi dans plusieurs aéroports français, a-t-on appris auprès la CGT, qui appelle à un élargissement du mouvement dans les métiers de sécurité au-delà du secteur aéroportuaire.

Un préavis de grève a été déposé parallèlement par plusieurs syndicats du secteur aérien, dont le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), du 6 au 9 février, pour protester contre la proposition de loi UMP visant à encadrer le droit de grève dans ce secteur.

Les pilotes, les navigants commerciaux, les mécaniciens et le personnel au sol sont réunis dans cet appel, a-t-on précisé de source syndicale.

Malgré les protestations des syndicats, y compris au sein de la police, le gouvernement a mis à exécution sa menace de demander aux forces de l'ordre de se substituer aux grévistes afin que les passagers ne soient pas "pris en otage" pour Noël. (reuters 22.12)

1.1.2- Contacté par 20 Minutes, Stéphane Sirot, historien et spécialiste des mouvements sociaux, apporte son éclairage.

La réquisition des forces de l'ordre, est-ce une façon de «briser la grève»?

Oui, c'est même une façon assez inhabituelle de le faire. Quand on observe les conflits sociaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la force publique ou l'armée n'ont été utilisées que lorsque les mouvements sociaux concernaient des secteurs vitaux. Mais pour les autres services, qui relèvent des entreprises privées, l'Etat ne s'est jamais permis d'intervenir. Cela nous renvoie très loin en arrière, aux années 30, quand le gouvernement intervenait de cette façon. On revit cela, de manière assez inédite dans la configuration contemporaine des conflits sociaux.

Le secteur de la sûreté aéroportuaire ne rentre pas dans la catégorie des «professions vitales»?

Ça n'a même strictement aucun rapport. Ce secteur n'est pas contrôlé par l'Etat, on est dans la configuration classique d'une entreprise privée confrontée à un conflit social.

Comment expliquer cette décision du gouvernement?

C'est une illustration supplémentaire d'un dérèglement des relations sociales, avec un droit de grève de plus en plus contraint et l'Etat qui délaisse son rôle de médiateur et préfère le pourrissement du conflit ou la reprise du travail par la contrainte. C'est aussi un signe politique à l'égard de l'électorat traditionnel de la droite républicaine, pour laquelle il est de bon ton de montrer une certaine fermeté dans les conflits sociaux.

Certains secteurs jugés «sensibles» par le gouvernement n'ont-ils aucun espoir de voir leurs grèves porter leurs fruits?

C'est sûr que le gouvernement envoie un signal particulier aux salariés du privé qui feront grève. Va-t-il faire le choix d'intervenir dès qu'une grève gêne le public? (20minutes.fr 22.12)

2- Grève dans l'Education nationale le 31 janvier

Le Snes-FSU et deux autres syndicats FSU des collèges et lycées ont appelé jeudi à une nouvelle grève, le 31 janvier, ainsi qu'à une «manifestation nationale à Paris», contre le projet de réforme de l'évaluation et de l'avancement des enseignants, après la grève du 15 décembre.

«Le ministre doit retirer son projet», ont écrit les trois syndicats dans un communiqué, rappelant qu'une pétition en ce sens sur internet avait recueilli jeudi plus de 70.000 signatures électroniques.

«*Les enseignants rejettent particulièrement le rôle dévolu au chef d'établissement qui deviendrait l'unique évaluateur*», selon ces syndicats.

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, assure lui que les corps d'inspection garderaient un rôle, notamment pour l'évaluation disciplinaire des professeurs, même si le chef d'établissement aurait le dernier mot. (liberation.fr 22.12)

2- Belgique

Les salariés du public ont fait grève jeudi en Belgique pour protester contre le projet de report de l'âge de départ à la retraite, dans le cadre d'un plan de réduction du déficit public.

L'Eurostar et le Thalys, qui relient respectivement Londres et Paris à Bruxelles, ne fonctionnent pas et les trains, bus, tramways et métros ne circulent plus depuis mercredi soir.

Il s'agit de la seconde manifestation d'opposition des Belges aux mesures d'austérité annoncés il y a deux semaines par le nouveau gouvernement. Quelque 50.000 personnes avaient défilé le 3 décembre à Bruxelles, selon l'estimation des syndicats.

Le mouvement de grève était organisé alors que les députés débattaient au parlement de la réforme du système des retraites décriée par les syndicats.

"*Le plan du gouvernement doit être respecté mais nous pouvons discuter de la transition et de la manière dont les lois sont appliquées*", a déclaré Vincent Van Quickenborne, ministre des Retraites (centre-droit) à l'issue de pourparlers avec les syndicats. "*Nous sommes toujours en discussions*".

Les syndicats ont menacé d'organiser une nouvelle journée de grève le 30 janvier mais la secrétaire générale du syndicat Acod, Chris Reniers, a indiqué que "*la porte restait ouverte à quelques ajustements.*"

Le gouvernement d'Elio di Rupo tente de repousser l'âge effectif de départ à la retraite, qui est d'environ 59 ans, en reportant l'âge de la retraite anticipée. L'âge officiel de départ, à partir duquel les Belges bénéficient d'une pension sans décote, est de 65 ans. (reuters 22.12)

Economie

1- Slovénie

Moody's Investors Service a annoncé jeudi avoir abaissé d'un cran la note souveraine attribuée à la Slovénie, de Aa3 à A1, évoquant la pression croissante pesant sur les comptes publics liée à l'éventuelle nécessité d'une nouvelle aide au secteur bancaire du pays. (reuters 22.12)

2- Hongrie

Emboîtant le pas à Moody's, qui a sévi fin novembre, Standard & Poor's a dégradé, jeudi, la note souveraine hongroise de BBB- à BB +, la reléguant en catégorie «*spéculative*». La notation est en outre assortie d'une perspective négative, avec une probabilité d'un sur trois d'une nouvelle dégradation dans l'année qui vient.

Budapest, qui peine à financer une dette publique dépassant les 80 % du PIB sur les marchés - les taux des obligations à dix ans ont encore grimpé, jeudi, à 9,18 % -, s'est résolu le 21 novembre à solliciter l'aide du FMI et de Bruxelles, évaluée entre 15 et

20 milliards d'euros. (lefigaro.fr 22.12)

Haut de page

Le 24 décembre

CAUSERIE

Comment ils préparent le terrain.

Il y a deux semaines Sarkozy annonçait la tenue d'un "*sommet sur l'emploi*" avec les dirigeants syndicaux le 18 janvier prochain.

La totalité des syndicats se sont empressés d'accepter de se rendre à cette invitation placée sous le signe du renforcement de la compétitivité des entreprises, autrement dit de l'exploitation des travailleurs. Mailly (FO) le justifiant dans sa lettre Internet par le fait qu'il est "*républicain*", comme quoi nous avons raison de ne pas nous reconnaître dans leur République, leur République bonapartiste, merci monsieur Mailly pour cette précision, les curés de la Libre Pensée estimeront sans soute que les "*péchés*" de ses ouailles s'en trouvent absous, pas de procès en sorcellerie entre nous, on comprend : au diable les principes !

Sarkozy recevait Schröder le 20 décembre, l'artisan de la mise en oeuvre de la contre-réforme nommée Hartz IV.

Depuis quelques jours fleurissent des titres et des articles de presse, qui s'inspirant de la situation en Allemagne, fournissent une indication sur le prochain consensus en France entre les syndicats ouvriers et le patronat sur le thème de la nécessité d'augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises présenté comme un moyen de préserver l'emploi et de lutter contre le chômage, qui se solderait d'une part par l'acceptation d'une modération salariale, et d'autre part par une plus grande flexibilité du temps de travail, de telle sorte que le droit de grève pour obtenir des augmentations de salaires ou des améliorations des conditions de travail serait suspendu, la mobilisation et le recours à la grève sur ces thèmes deviendrait de facto illégitime, illégale. A côté la "*règle d'or*" c'est de la rigolade, à croire que la campagne sur ce thème menée par certains servait en réalité de diversion pour épargner les appareils syndicaux avec lesquels ils sont cul et chemise.

En résumé, vous acceptez une stagnation ou une baisse de votre revenu compte tenu de la faible augmentation de votre salaire et de la hausse des prix, taxes et impôts divers, vous acceptez des horaires à la carte bafouant Code du travail et conventions collectives devenus obsolètes en fonction du carnet de commandes de l'entreprise, ce qui se soldera d'un côté par du chômage partiel pendant des jours, des semaines ou davantage en cumulé sur l'année, et d'autre part par une augmentation des cadences de travail et des heures supplémentaires à d'autres moments de l'année, donc de l'exploitation. Devinez qui est le dindon de cette mauvaise farce ?

Dans un langage plus accessible aux ouvriers : Quand le taux d'exploitation des installations et de la main d'oeuvre est au minimum on plie bagage, on rentre chez soi, et quand il est au maximum on bosse, on bosse, on bosse pour réaliser le maximum de profit sur le dos des esclaves qui ont accepté d'être soumis à de telles conditions de travail. C'est l'application de la définition du travail et du chômage en alternance qui ne veut pas dire son nom.

Voilà ce que les syndicats allemands ont accepté et ce que les syndicats en France acceptent de discuter avec Sarkozy.

Vous aurez compris que le patronat est gagnant sur tous les tableaux et que c'est un marché de dupes.

Sarkozy n'avait même pas besoin d'annoncer ouvertement la couleur pour que l'on sache sur quel terrain se situerait ce "*sommet sur l'emploi*", celui des intérêts du patronat au détriment de ceux des travailleurs. Dès lors qu'on accepte de dialoguer avec lui, cela signifie qu'on accepte de se situer sur le même terrain que lui, cela s'appelle une capitulation en rase campagne. Dès lors qu'on accepte de se situer sur le terrain du capital, il n'est plus possible de se situer sur le terrain du travail, il faut être corrompu par le capitalisme ou un crétin pour ne pas le comprendre.

Camarades, examinez attentivement l'évolution des discours et de la politique mise en oeuvre par tous les partis depuis des années ou au cours des trois dernières décennies, vous constaterez qu'ils ont tous accepté de passer des compromis avec l'ennemi, que leurs déviations droitières qualifiées de simple penchant sont devenues une tendance confirmée qu'ils assument, mieux qu'ils revendiquent, ce qui signifie que finalement ils en sont tous arrivés à légimiter le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Et comment les dirigeants de ces partis s'y prennent-ils pour faire avaler cette couleuvre à leurs militants ? C'est très simple etsans avoir à déployer le moindre effort, puisque la majorité de leurs propres militants sont déjà gangrenés par l'idéologie

dominante, l'opération qui avait consisté il y a deux ou trois ans à changer le type des partis qu'ils construisaient ainsi que leurs noms, devait aboutir à faire entrer dans leurs partis des militants d'horizons divers qui ne se reconnaissaient ni dans le léninisme ni dans la révolution socialiste, de telle sorte que leurs militants qui entendaient demeurer fidèles au marxisme deviendraient minoritaires dans ces partis, à partir de ce moment-là, pris en otage par leurs dirigeants, ils se retrouvaient devant le dilemme suivant : soit accepter de se soumettre à la politique droitière adoptée par la majorité de leurs partis, soit démissionner.

Quant à la méthode pour défendre cette politique droitière, elle relève du principe selon lequel il y aurait du bon et du mauvais en toute chose, par exemple chez de Gaulle, dans la Constitution de la Ve République, dans tous les partis y compris l'UMP, pour certains dans l'ONU, l'UE, la BCE, etc. quand on a fait le tour de tous les partis on se rend compte que tout y passe. Hier, ce qui était réactionnaire et caractérisé comme une trahison, est devenu révolutionnaire dans la bouche des mêmes dirigeants, et ceux qui le dénoncent seront traîtés de sectaires, de gauchistes.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, la tendance actuelle est à l'effacement ou la remise en cause des frontières entre les classes, de telle sorte que l'idéologie dominante pénètre plus facilement encore que par le passé dans tous les partis jusqu'à leur sommet, on peut difficilement le nier quand on en arrive à prendre ouvertement la défense de la *souveraineté nationale*" par exemple.

La pression de l'idéologie bourgeoise qui s'exerce sur tous les partis a atteint un degré tel, que chacun se sent obligé de passer des compromis avec l'ennemi de classe, sous prétexte qu'il n'existe aujourd'hui aucune issue politique parce que la classe ouvrière n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction lors des 70 dernières années, cela se traduit par la défense des oripeaux de la République, de la démocratie, de l'Etat qu'ils évitent dorénavant de caractériser, on comprendra qu'une fois passée à la trappe leur nature sociale il leur soit pratiquement impossible de combattre pour une République, une démocratie ou un Etat qui aurait une autre nature sociale, c'est l'impasse, en conclusion leur discours est devenu inaudible, incompréhensible pour les travailleurs qui cherchent une issue politique à la crise du capitalisme.

Au NPA et à LO, les choses sont simples, ils sont incapables de définir la moindre stratégie politique.

Au POI, ils sont retournés plus de deux siècles en arrière avec leur Assemblée constituante, et pour justifier auprès de leurs militants l'abandon des leçons de la Commune de Paris et de la révolution russe de 1917, leurs dirigeants n'ont rien trouvé d'autre que prétendre que la disparition de l'URSS aurait initié une nouvelle période de la lutte des classes qui pour ainsi dire aurait effacé d'un coup de baguette magique deux siècles de lutte de classe du prolétariat, on devrait donc repartir de zéro, en réalité ils font varier la place du curseur en fonction des intérêts de leur appareil. Alors qu'en fait, on a pu constater dans le passé qu'en période de crise et de réaction sur toute la ligne, on assistait au même processus, avec d'une part une offensive généralisée du capital pour tenter de reprendre tout ce qu'il avait dû concéder à la classe ouvrière au cours des décennies antérieures, d'autre part, que toutes les théories utopiques, foireuses, opportunistes ou réactionnaires qui existaient avant que Marx et Engels développent le socialisme scientifique, réapparaissaient systématiquement, sans nier cet aspect de la réalité, ces dirigeants n'auraient jamais pu avancer leur stratégie de l'Assemblée constituante, ni même pouvoir justifier l'abandon de la construction d'un parti du type bolchevique.

Ils ont imputé au stalinisme la difficulté, qui s'est transformé au fil du temps en impossibilté la construction du parti, alors qu'en réalité, elle était imputable uniquement à leur incapacité à tisser des liens profonds et durables avec la classe ouvrière, ce qui est en cause c'est leur rapport au milieu ouvrier.

Je dis cela par expérience, quand on milite, qui plus est quand on est pris dans l'engrenage infernal de l'activisme, on finit par vivre dans une bulle, on n'a plus le temps à rien d'autres, on rompt nos relations avec nos anciennes fréquentations, on ne fréquente plus que des militants, on ne pense plus qu'en terme politique, on n'a pas le temps d'écouter les travailleurs nous raconter leur vie, au mieux nos relations sont très superficielles, on ne parle que politique avec eux, bref, on est déjà coupé de la classe, de toutes manières on est devenu sourd à tout discours qui ne se rapportent pas à la politique, pas par mépris, on fait passer au second plan tout le reste puis on l'oublie tout simplement, cela se déroule inconsciemment. Alors imaginez ce qu'il en est quand on est dirigeant, permanent d'un parti, quand on n'a même pas le contact avec les travailleurs sur leur lieu de travail, qu'on croule sous les tâches et les responsabilités, la bulle prend l'allure d'un nuage qui s'éloigne de plus en plus de la terre ferme, dans lequel on aura tendance à refaire le monde plutôt qu'à le prendre tel qu'il est, on finira par être déconnecté de la réalité, d'autant plus si la société n'a pas été trop ingrate envers nous et que les dirigeants qui nous entourent font également partie des couches privilégiées du prolétariat.

Un mot d'ordre à l'ordre du jour

Question légitime que tout travailleur peut se poser : Pourquoi je ne peux pas emprûnter à 1% à ma banque ? N'emprunte-t-elle pas à 1% à la BCE, ne vit-elle pas des frais qu'elle me facture, qu'est-ce qui jusifie qu'elle me prête à 7, 10, 15% ? C'est du vol, non ?

Quel parti va faire campagne sur ce thème ? Aucun sans doute. Pourtant cette argumentation est à la portée de tous. Oui, mais c'est là le problème, nos dirigeants ne s'adressent qu'à une élite, lisez donc leurs discours, cette démonstration est grotesque, c'est du populisme. Après on s'étonnera que les masses demeurent enchaînées au capitalisme, à croire que nos dirigeants se

complaisent dans cette situation, non ?

On a là un argument idéal, parfait, génial pour aider les travailleurs à comprendre que le capitalisme repose sur le vol de leur force de travail, il est accessible aux plus arriérés d'entre eux, c'est une aubaine, formidable. En écrivant ces lignes une idée vient de me traverser l'esprit : On se plaint que l'on va de défaite en défaite, certains militants semblent ne plus savoir par quel bout aborder la situation à force peut-être de se répéter ou de ne rien voir bouger, mais bordel, notre ennemi nous fournit là un argument qui vaut toutes les défaites de la terre pour... marquons une pause, pour quoi au juste, bonne question : pour quoi ? pour obtenir une victoire, le vaincre, mais non, où avez-vous la tête à la fin, arrêtez de prendre vos désirs pour la réalité, pour rassembler les travailleurs et construire le parti. Avec un tel argument, c'est comme si vous pêchiez, non pas dans une rivière ou en pleine mer, mais dans le bassin d'une ferme aquicole remplie de milliers de poissons...

Entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.

Le directeur du musée d'Ottawa (au Canada) consacré aux religions.

Après avoir dit que cela permettrait aux visiteurs de mieux comprendre comment chacun pratique sa foi (32 religions dédiées au culte de l'ignorance sont présentes dans ce musée), ce sont ses termes, comme si le monde était uniquement peuplé de croyants, passons, avant de conclure, je cite, parce que "*dieu propose et l'homme dispose*", alors qu'en réalité dieu dans ses différentes représentations n'est rien d'autre que le produit déformé (ou renversé) des manifestations de la nature (et de la société) dans le cerveau humain, cerveau qui inconsciemment et marqué du sceau de l'ignorance s'invente un monde imaginaire, merveilleux ou fantasque dans l'au-delà, le diabolique ou le satanique est réservé au monde terrestre, au plateau des vaches, c'est le postulat inverse qui correspond à la vérité : l'homme propose et dieu dispose.

Au même moment le Canada vient de liquider purement et simplement l'âge limite du départ à la retraite (lire l'article dans cette page), une semaine auparavant il avait retiré sa signature du protocole de Kyoto, le Canada confirme ainsi qu'il marche bien sur les traces de Bush et son clone Obama.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Depuis plus de six mois, le premier actionnaire du Medef fait plancher plusieurs groupes de travail sur des idées fortes pour créer un «*choc de compétitivité*». L'objectif ? Fournir en février «*des mesures concrètes, chiffrées et applicables*», validées par la base, aux différents candidats. «*Chaque proposition est testée auprès d'un groupe miroir composé de chefs d'entreprise, justifie Frédéric Saint-Geours, le président de l'UIMM. Je suis convaincu que beaucoup seront reprises par le candidat élu, quel qu'il soit, car l'orientation est de redonner sa place à l'industrie en France. Il ne s'agit pas pour nous de prendre partie mais de faire des propositions pour alimenter le débat.*»

Pour l'UIMM, redonner à l'industrie française sa compétitivité passe notamment par l'instauration d'un véritable «*choc social*», pour reprendre l'expression de Jean-François Pilliard, son délégué général. L'organisation a pointé quatre thèmes majeurs: financer autrement la protection sociale (via le transfert d'un pack de cotisations sociales sur la TVA et la CSG), fluidifier le marché du travail (plus de flexibilité pour les entreprises et de sécurité pour les salariés), permettre aux entreprises de trouver les compétences dont elles ont besoin et développer le dialogue social pour appuyer les réformes. (lefigaro.fr 23.12)<

Cela tombe à pic, l'UMP et le PS n'avaient pas de programme pour 2012 selon certains commentateurs de la presse aux ordres...

2- Egypte

Des milliers de manifestants se sont rassemblés vendredi 23 décembre place Tahrir, au Caire, pour réclamer des poursuites judiciaires contre les responsables des récentes violences qui ont fait 17 morts dans la capitale. Ils avaient appelé à une nouvelle manifestation de grande ampleur, sous le slogan "*Vendredi de la restauration de l'honneur*".

Dans le même temps, une contre-manifestation des partisans du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige l'Egypte depuis la chute en février du président Hosni Moubarak, a réuni des milliers de personnes dans le quartier Abbassiya, à quelques kilomètres de la place Tahrir. (lemonde.fr 23.12)

Social

France

1- Poursuite de la grève des agents de sécurité dans les aéroports.

Les syndicats s'orientaient vendredi soir vers une poursuite de la grève des agents de sécurité qui perturbe les aéroports francais depuis une semaine mais les grévistes se sont mis d'accord en début de soirée pour initier des consultations avec l'ensemble des adhérents.

«*Il n'y a pas de reprise du travail prévue demain (samedi), le mot d'ordre c'est de consulter*», a déclaré à Reuters un membre du syndicat Force ouvrière. «*La proposition ultime (des organisations patronales) consiste en une prime de performance individuelle portée à un mois de salaire au lieu du demi-mois actuel et d'ouvrir une négociation sur les conditions de travail*», a-t-il dit.

La grève a été reconduite pour un huitième jour mais le trafic est désormais proche de la normale dans les aéroports français. «*En dépit de la poursuite du mouvement social des agents de sûreté et, grâce aux mesures prises, aucun temps d'attente significatif aux contrôles de sûreté n'est enregistré*», a annoncé vendredi soir Aéroports de Paris, la société qui gère les aéroports franciliens de Roissy-Charles-de-Gaulle et d'Orly. (20minutes.fr 23.12)

Question : pourquoi les syndicats n'ont-ils pas profiter de l'occasion pour appeler toutes les catégories de personnels, dont les pilote, à se mettre en grève pour défendre le droit de grève ? Sans doute pour ne pas "*gêner*" les "*négociations*" en cours !

Commentaire d'un internaute

- "*Les employés de sûreté de Marseille ont obtenu les 200 euros de + par mois en décembre 2010. A qui fera-t-on croire que c'est impossible à Paris? 2) ADP, qui est l'"employeur des employeurs", le donneur d'ordre des sociétés de sécurité, peut financer les 200 euros simplement en augmentant de 30 CENTIMES la taxe payée par chaque voyageur;*

Alors, où est le problème?

En réalité, le gouvernement, qui est le "patron" d'ADP, bloque toute solution négociée pour des raisons purement électoralistes. Notre fédération des usagers des transports et des services publics, en concertation avec les agents de sûreté, a l'intention de déjouer cette manoeuvre politicienne auprès de l'opinion publique."

2- Régime policier, suite.

Les agents de surveillance et de gardiennage des immeubles collectifs de type HLM pourront désormais être armés de bâtons de défense de type tonfa et d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes, selon un décret du ministère de l'intérieur publié vendredi 23 décembre au Journal officiel.

Ces agents employés par les bailleurs d'immeubles collectifs d'habitation devront suivre une formation spécifique, comprenant '*un module théorique sur l'environnement juridique du port d'arme*' et '*un module pratique*', qui sera 'sanctionnée par un certificat individuel de réussite'. Cette formation est un '*préalable*' à une '*demande d'autorisation de port d'arme individuel*', qui doit être faite au préfet.

Les armes devront être entreposées dans un local non accessible au public et sécurisé. Le gardien 'ne les porte que le temps strictement nécessaire à l'exercice de sa mission'.

Utilisée par les policiers ou les agents de sécurité du métro, le tonfa est une arme de 6e catégorie qui se compose d'une matraque, assortie d'une poignée latérale perpendiculaire. Son port est interdit sans autorisation administrative et son transport est réglementé. (lemonde.fr 23.12)

Commentaire d'internautes

1- "*Depuis quand les gardiens d'immeuble doivent faire le travail de la police ?*"

2- "*Les voyous vont répliquer à la Kalash et ces malheureux concierges devront s'armer de lance-roquettes, peut-être ? Non !*"

Economie

1- Zone euro

800 milliards d'euros. C'est le montant des obligations que les pays de la zone euro comptent emprunter en 2012 pour financer leurs dettes, selon Natixis. A elle seule, la France compte lever 178 milliards d'euros d'obligations. (libération.fr 23.12)

2- France

L'économie française a rebondi au troisième trimestre moins fortement qu'annoncé initialement, en raison notamment d'une chute plus marquée de l'investissement des entreprises, la stagnation du pouvoir d'achat faisant craindre que le rebond de la consommation ne soit que passager.

L'Insee, qui a revu vendredi à 0,3% contre 0,4% la hausse du produit intérieur brut au troisième trimestre, après une baisse de 0,1% au deuxième, estime que la France devrait entrer en récession en 2012.

Le taux d'épargne des ménages, qui avait atteint au printemps son niveau le plus élevé depuis 1983 à 17,3%.

"*Nous considérons que ce taux d'épargne très élevé reflète une chute de la confiance des consommateurs*", écrit Marion Laboure, économiste de Barclays Capital dans une note.

A 29,0%, le taux de marge des sociétés non-financières est stable, après une baisse de 0,8 point au deuxième trimestre, mais il reste inférieur à ses moyennes historiques. Ce taux était de 30,1% en moyenne en 2010. (reuters 23.012)

Haut de page

Le 25 décembre

CAUSERIE

Le vieux monde des primates au secours du capitalisme

Vos comportements de consommateurs sont non seulement analysés, mais aussi, depuis quelques années, le neuromarketing donne aux publicitaires des moyens pour stimuler votre subconscient et entretenir votre besoin d'acheter.

"*On sait maintenant quelles sont les régions du cerveau qui s'animent dans certaines conditions, explique Christophe Morin, spécialiste du neuromarketing. L'une des grandes découvertes est que les décisions sont souvent dirigées par la partie la plus primitive du cerveau, la partie reptilienne.*" Cette zone du cerveau "*est extraordinairement égoïste.*

L'important est l'impact que le produit ou l'entreprise aura sur le sujet. Il est attentif à ce qui est différent, il faut donc multiplier les contrastes visuels et sonores. Il est attentif au début et à la fin des messages mais perd de l'intérêt au milieu. Il est sensible aux émotions extrêmes, positives comme négatives. Et le cerveau reptilien est plutôt visuel, parce qu'il est connecté directement au nerf optique".

Malgré son caractère intrusif, le neuromarketing n'a donc pas (encore) trouvé de bouton "*acheter*" de notre cerveau. De fait, les recommandations marketing tirées de ces travaux restent relativement vagues. (atlantico.fr 24.12)

INFOS EN BREF

Politique

1- Russie

Intensifiant la pression sur Vladimir Poutine, des dizaines de milliers de Russes sont redescendus samedi dans les rues de Moscou pour réclamer la tenue de nouvelles élections législatives et, pour certains, la fin du régime en place.

Deux semaines après une première journée de mobilisation réussie, les manifestants, qui scandaient "*la Russie sans Poutine*" ou "*Nouvelles élections*", étaient 28.000 sur l'avenue Sakharov selon la police russe. Mais l'un des organisateurs, le dirigeant libéral Vladimir Ryjkov, a parlé de 120.000 personnes. Certains participants s'étaient juchés sur des arbres ou des réverbères pour mieux voir l'ensemble du mouvement.

Des dizaines de cars de police étaient stationnés à proximité, mais les forces de sécurité ne sont pas intervenues.

Sur la scène érigée le long de l'avenue et surmontée d'une banderole barrée du slogan "*La Russie sera libre !*", l'écrivain Boris Akounine a été l'un des premiers à prendre la parole. "*Voulez-vous que Poutine revienne à la présidence ?*", a-t-il lancé, déclenchant un concert de sifflets et de "*non*".

Regroupant libéraux, nationalistes, anarchistes, écologistes et jeunes urbains, l'opposition affirme que la victoire de Russie unie, le parti présidentiel qui a conservé de justesse sa majorité absolue à la Douma d'Etat, résulte de fraudes massives.

Elle réclame l'annulation du scrutin et la tenue de nouvelles élections, l'enregistrement de partis d'opposition, l'éviction du président de la commission électorale et la libération de détenus considérés comme des prisonniers politiques. Certains veulent aussi la démission de Poutine.

Sur certaines banderoles déployées samedi, on lisait "*Pour une Russie sans Poutine*".

Un avis du conseil des droits de l'homme rattaché à la présidence russe a donné du baume au coeur aux opposants. Il estime que les allégations d'irrégularités ont jeté le discrédit sur la nouvelle Douma. Il s'agit d'une "*véritable menace contre l'Etat russe*", ajoute le conseil qui juge souhaitable que le président de la commission centrale des élections démissionne.

L'avis n'est que consultatif, mais il renforce la motivation des contestataires, qui ont également reçu l'appui d'Alexeï Koudrine, un proche de Poutine dont il fut le ministre des Finances pendant onze ans, jusqu'à septembre dernier.

"*Je partage vos émotions négatives liées aux résultats des élections législatives dans notre pays*", écrit-il dans une tribune publiée sur le site internet du quotidien Kommersant.

Face à cette mobilisation, l'actuel Premier ministre, qui entend retrouver la présidence à l'occasion de l'élection de mars prochain, et le chef de l'Etat, Dmitri Medvedev, ont rejeté l'idée d'annuler le scrutin.

Medvedev a cependant promis jeudi de refondre le système politique en rétablissant l'élection au suffrage direct des gouverneurs des régions, abolie en 2004 et remplacée par un processus de désignation par le Kremlin. Il a également promis d'assouplir les règles d'enregistrement des partis politiques. (reuters 24.12)

2- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a annoncé samedi son départ prochain pour les Etats-Unis, sans préciser à quelle date, alors que des milliers de manifestants ont défilé à Sanaa pour réclamer sa comparution devant la justice.

Les forces gouvernementales sont intervenues en tirant à balles réelles pour disperser les protestataires rassemblés devant le palais présidentiel, faisant neuf morts et 90 blessés selon un médecin de l'hôpital qui traite depuis des mois les manifestants blessés dans la répression de la contestation anti-Saleh.

Des dizaines de milliers de manifestants ont exigé samedi un procès du chef de l'Etat, alors que Saleh bénéficie d'une immunité en vertu de l'accord de transition négocié par le Conseil de coopération du Golfe.

Des coups de feu ont retenti alors qu'un défilé de protestation lancé il y a plusieurs jours dans la ville méridionale de Taëz atteignait la capitale, ont déclaré des habitants.

Des participants sont entrés dans la ville en scandant "Non à l'immunité", allusion à l'accord conclu par le Yémen avec ses voisins du Golfe.

Les adversaires de Saleh, qui a exercé le pouvoir durant 33 ans, veulent qu'il soit jugé pour son rôle dans la violente répression des manifestations qui ont débuté en janvier. (reuters 24.12)

3- Egypte

Les principaux partis islamistes ont confirmé leur domination en remportant plus de 65% des voix lors de la deuxième phase des élections législatives organisée entre le 14 et le 22 décembre, a annoncé samedi la commission électorale.

Le Parti liberté et justice (PLJ), issu des Frères musulmans, a remporté 36,5% des voix et les salafistes d'Al-Nour 28,7% lors du scrutin organisé dans un tiers des 27 gouvernorats du pays, notamment Suez (nord-est), Assouan (sud) et Guizeh (qui englobe une grande partie de l'ouest du Caire).

Lors de la première phase du vote fin novembre/début décembre, qui avait concerné notamment Le Caire, Alexandrie (nord) ou Louxor (sud), le PLJ avait déjà raflé 36% des voix, tandis qu'Al-Nour avait réalisé une percée surprise avec 24%.

Pour les 60 sièges attribués au scrutin uninominal à deux tours lors de cette deuxième phase, la commission a annoncé samedi les vainqueurs sans préciser leur affiliation. Selon le quotidien d'Etat Al-Ahram, le PLJ a remporté 40 de ces sièges et Al-Nour 13.

Comme lors de la première phase, les libéraux sont les grands perdants de ce scrutin. Le parti Al-Wafd, le plus ancien du pays, doit se contenter de 9,6% des voix, et le Bloc égyptien, la principale coalition libérale, de 7%. La troisième phase du scrutin pour élire les députés, dans le dernier tiers des gouvernorats, doit débuter le 3 janvier. Une fois l'assemblée élue, un nouveau cycle de trois phases similaires étalées jusqu'en mars permettra de désigner les membres de la Choura (chambre haute consultative).

Avec près des deux-tiers des voix lors des deux premières phases, les islamistes semblent assurés de dominer l'assemblée, qui doit se réunir pour la première fois le 23 janvier.

Le PLJ a donc estimé qu'il aurait le droit de former le prochain gouvernement, mais l'armée, qui détient le pouvoir depuis la chute de Hosni Moubarak en février, et le Premier ministre qu'elle a désigné ont déjà annoncé que le Parlement n'aurait pas le pouvoir de nommer les ministres. (liberation.fr 24.12)

Social

1- France

Les agents de sécurité aéroportuaires ont voté samedi matin la poursuite de la grève, a-t-on appris de source syndicale.

Réunis en assemblée générale à l'aéroport de Roissy, les salariés ont rejeté le protocole d'accord mis au point la veille au soir, dans lequel la direction proposait notamment de porter à un mois de salaire le montant de la prime annuelle des agents de sûreté.

Les représentants des grévistes demandent des hausses de salaire allant jusqu'à 200 euros par mois -une revendication que le patronat juge irréaliste- et l'amélioration de leurs conditions de travail.

"*Il faut que le patronat entende et fasse un geste pour les salariés qui se sont exprimés ce matin en refusant de valider cet accord*", a dit à Reuters Thierry Ménard, secrétaire fédéral CGT pour le commerce et les services.

"*Il y a une avancée sur la proposition que fait le patronat, qui montre qu'il est en capacité de lâcher un certain nombre de mesures aléatoires, et les salariés ont estimé qu'il pouvait transformer cet argent en salaire*", a-t-il estimé.

Alain Bouteloux, de la fédération des services Force ouvrière, a mis en garde contre le risque d'une "*impasse totale*" dans ce conflit qui dure depuis le 16 décembre.

"*Aucun plan B n'a été prévu. Il n'a pas été prévu par les employeurs de rouvrir des négociations*", a-t-il dit à Reuters.

En dépit des protestations des syndicats, y compris dans la police, le gouvernement a mis à exécution sa menace de demander aux forces de l'ordre de se substituer aux grévistes afin que les passagers ne soient pas "*pris en otage*" pour Noël. (reuters 24.12)

2- Grèce

Des centaines de touristes n'ont pas pu visiter l'Acropole d'Athènes samedi, veille de Noël, les gardiens du site s'étant mis en grève pour exiger le versement de salaires en retard.

Les gardiens de beaucoup d'autres sites archéologiques grecs se sont mis en grève samedi en annonçant qu'ils resteraient chez eux tous les week-ends jusqu'à ce que leur soient payés des arriérés de salaire. (reuters 24.12)

Haut de page

Le 26 décembre

CAUSERIE

La lecture des titres des six articles de presse qui figurent dans cette page permet de se faire une idée assez précise sur l'offensive en cours de la réaction, et par quels moyens elle compte s'y prendre pour l'amplifier dans les mois à venir contre tous les peuples.

A quoi bon de longs discours, à quoi bon répéter toujours la même chose puisque finalement cela ne sert strictement à rien ou presque.

Tout en maniant la démagogie, notre ennemi avance ses pions à découvert, il n'a pas trop le choix, il y est forcé par la crise, sans marge de manoeuvre il doit frapper vite et fort, il y est d'autant plus encouragé qu'en face les troupes ennemis sont désorientés, hésitantes, divisées, dispersées, disloquées, atomisées, sans véritable direction et sans stratégie surtout, donc faibles ou réduites à l'impuissance... mais présentant toujours une menace pour le régime ou plutôt un obstacle, une forme de résistance qui freine la mise en oeuvre de notre politique ultra réactionnaire.

Puisque chers camarades vous n'avez pas éprouvé le besoin de m'adresser vos bons voeux, entre nous je n'espérais rien, voici ceux que j'ai imaginés dans la bouche du chanoine de Latran et saint protecteur de la banque devant un parterre de notables.

Pour accélérer la cadence des destructions que nous avons engagées sur le plan social, nous devons nous donner comme objectif sur le plan politique de réduire à néant la capacité de cette résistance à se rassembler et à s'exprimer d'une seule voix, de façon à ce qu'elle ne puisse pas constituer une opposition radicale à nos plans meurtriers, le plus grand danger serait qu'elle y parvienne sur la base d'objectifs politiques qui porteraient un coup fatal au régime... Rassurons-nous, nous en sommes encore loin, mais...

Notre seule crainte réside dans une explosion sociale imprévisible et incontrôlée, dès lors qu'elle serait spontanée et échapperait à tout contrôle, y compris celui des appareils des syndicats et des partis. Le plus grand danger ne consiste pas en un appel à la grève générale à l'appel des syndicats, puisque par chance ils y sont tous opposés, mais dans l'état d'exaspération générale grandissant des masses laborieuses qui pourraient passer à l'action à la moindre étincelle.

C'est la raison pour laquelle il faut continuer de souffler le chaud et le froid, dramatiser la situation afin de manipuler les esprits des plus faibles et refroidir l'ardeur des plus vindicatifs, dans le meilleur des cas les diviser et dresser les uns contre les autres en recourant si nécessaire à des boucs émissaires, tout en présentant les sacrifices que nous leur imposons comme inévitables et un moindre mal face à un péril plus grand encore qui les menace et contre lequel leur sauveur suprême veille et les protège...

Pourquoi la plèbe ne le croirait-elle pas puisque nous venons de lui dire la vérité, la nôtre bien sûr, mais elle n'en sait rien, elle n'a pas été préparée à affronter une telle situation et elle n'y comprend rien, comment pourrait-elle se faire une idée du fonctionnement du capitalisme mondial, alors qu'elle n'a même pas idée d'être exploitée jusqu'au trognon, franchement un peu de sérieux. Puisque la démocratie et la république lui inspirent un respect quasi religieux, il faut l'en abreuver matin et soir jusqu'à épuisement du stock.

Il ne vous aura pas échappé mes chers amis, que notre franchise, les mauvaises langues parlent de cynisme, n'a d'égal que le silence de notre ennemi le plus coriace, qui ne s'aventure pas à dire la vérité au peuple par crainte de le voir fuir une fois pris connaissance de la tâche immense qu'il n'a jamais été foutu d'accomplir, par chance, à croire qu'elle nous a adoptée, je veux parler du parti révolutionnaire qui lui fait défaut et auquel par défaut nous devons d'être là tranquillement à converser. Vous voyez, nous n'avons même pas besoin de les réprimer pour leur imposer le silence, c'est formidable, non, alors profitons-en pour avancer.

Ajoutons messieurs que la balle est dans notre camp, et que même lorsque nous perdons la main nos chers partenaires sociaux s'empressent de nous la redonner grâcieusement, que demande de plus le brave peuple de la finance, franchement, ah, ah, ah ! on en rigole bien entre nous je vous assure, avec le matracage médiatique que nous allons leur asséner et tous les complices dont nous disposons dansla place, félicitons-nous que la fatalité fasse si bien les choses et nous épargne jusqu'à présent.

En présentant nos crimes sous un jour favorable nous parvenons même à duper ceux qui étaient enclins à nous juger durement, voyez comment les uns et les autres s'accommodent finalement d'un système économique qu'hier encore ils vomissaient, c'est touchant, il faut être attentif à ces marques de dévotions soudaines, il ne vous aura pas échappé qu'aucun ne réclame la fin du capitalisme en dehors de quelques partis marginaux que nous n'avons même pas besoin de criminaliser pour le moment pour les tenir à distance des grandes masses, du reste ils ne présentent aucun danger réel dans la mesure où ils sont empêtrés dans de telles contradictions qu'ils en arrivent à légitimer notre pouvoir, ils nous mangent dans le creux de la main et nous réclament des entretiens, des faveurs, inespéré n'est-ce pas ? osons avouer que nous n'en demandions pas tant, c'est la preuve que nos idées gagnent du terrain chez notre ennemi et que nous avons bien travaillé durant l'année 2011.

Messieurs l'exercice auquel nous nous livrons s'avère périlleux et non sans péril si nous n'y prenons pas garde, il faut en avoir conscience, car il nous faut présenter la situation à la fois comme le produit d'une fatalité pour ne pas qu'on puisse nous accuser d'en être responsable, et nous devons faire en sorte de faire vivre l'espoir au coeur de chacun de nos concitoyens que sa situation s'arrangera un jour, disons dans un avenir qui doit demeurer indéterminé, vaut mieux ne pas trop s'avancer sur ce terrain glissant, d'ailleurs chacun d'entre nous sait parfaitement pourquoi, en réalité, ils sont loin d'être au bout de leur peine les bougres, cela ils ne sont pas censés le savoir et ce n'est certainement pas à nous de leur dire, laissons-les rêver puisque Hollande a eu la bonne idée de remettre cette expression à la mode.

Pour accompagner cette déchéance programmée de notre société, nous pouvons compter également sur le soutien indéfectible de l'église catholique, des religieux en général qui distillent la bonne parole du pardon, de la réconciliation et de l'amour universel, qui transforment si habilement les plus humbles sacrifices consentis par nos compatriotes en autant d'actions de grâce pour racheter leurs péchés et prétendre au royaume des cieux et à la vie éternelle, comme c'est beau, voilà une perspective divine qui vient à point nommer pour remplacer celle que l'on ne peut pas leur offrir sur terre, paix à leurs âmes si charitables. Même là où nos braves CRS ne peuvent plus se rendre sans se faire tirer dessus comme des pigeons, nos valeureux missionnaires de la foi dans l'ordre établi oeuvrent inlassablement à la pacification des âmes les plus rebelles à notre dictature, amen.

Admettons que nous ne pourrions mener à bien cette croisade pour un Nouvel ordre mondial sans la crasse ignorance du peuple qui nous est si chère, sans tous ces êtres faibles et viles, cupides, ignares ou hypocrites, qui ont fait leur la mission sociale de le servir et qui nous épaulent avec tant de talent, nous sommes scélérats au possible certes, mais pas ingrats au point de ne pas reconnaître publiquement leur sens inné de la responsabilité, messieurs levez-vous, saluons-les bien bas et portons un toast en leur honneur, ils l'ont bien mérité, notre salut dépend d'eux.

Gloire au Seigneur, enrichissez-vous et que la paix soit avec vous, vive la République, vive la France ! (pour conclure, avant de passer à table avec ses convives du Fouquet's, il récite une courte prière sur un ton angélique, suivie de La Marseillaise sur un ton martial.)

Fin.

On devrait se faire un honneur de refuser tout compromis, toute collusion avec notre ennemi, de défendre nos principes, notre programme et notre cause avec la plus extrême rigueur. Prolétaires de tous les pays unissez-vous pour abattre le capital. Vive la révolution socialiste mondiale !

Propagande patronale. Contre-argument.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en 2008, l'Allemand moyen a travaillé 1.429 heures. Le travailleur grec moyen, lui, a travaillé 2.120 heures. En Espagne, les personnes actives ont fourni en moyenne 1.647 heures; en Italie, 1.802. Les Néerlandais surpassent même leurs camarades germaniques dans la paresse, avec une charge de travail de seulement 1.389 heures par an. (slate.fr 25.12)

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

La presse ne fait pas confiance aux observateurs de la Ligue qu'elle a réclamés.

La presse est beaucoup moins bavarde aujourd'hui sur la Syrie. Elle préfère focaliser son attention sur les attentats survenus en Irak.

Après avoir hurlé pendant trois semaines pour que la Syrie ouvre ses frontières aux observateurs de la Ligue arabe, la presse atlantiste et du Golfe s'efforce de présenter leur arrivée comme un événement sans importance :

- 1. Le « régime » pourrait se montrer moins violent en leur présence car leur venue aurait été précédée de vastes massacres ;

- 2. Les observateurs pourraient ne pas rencontrer les victimes, car celles-ci auraient été transportées dans des lieux inaccessibles ;

- 3. Le directeur de la délégation de la Ligue arabe, le général soudanais Mohammed Dabi, pourrait se montrer complaisant face aux crimes du « régime », car il serait lui-même un criminel de guerre. (Réseau Voltaire 23.12)

2- Pakistan

L'ancien joueur de cricket et opposant pakistanais Imran Khan a rassemblé au moins 100.000 personnes dans les rues de Karachi dimanche, accentuant la pression populaire sur le gouvernement civil et s'imposant un peu plus comme une force politique dans le pays.

Khan, fondateur de Tehreek-e-Insaaf (PTI) ou mouvement du Pakistan pour la Justice, a pris la tête d'un mouvement de mécontentement contre le président Asif Ali Zardari dont les relations avec l'armée sont au plus bas depuis l'affaire du "*mémo*".

Entre 100.000 et 150.000 personnes, selon la police, et plus de 500.000 personnes, selon le PTI, se sont rassemblées dans les rues de la capitale dimanche pour protester contre le gouvernement.

"*Nous avons besoin d'un gouvernement qui change le système et qui mette fin à la corruption, nous avons besoin que le PTI arrive au pouvoir*", a lancé Imran Khan à la foule. "*La première chose qu'il nous faut c'est de mettre un terme à la corruption. Je promets que nous en aurons fini avec la corruption d'ici 90 jours.*"

Le 30 octobre dernier, Khan, qui est apparu dans de récents sondages comme l'un des hommes politiques les plus populaires du pays, avait organisé un rassemblement semblable à Lahore réunissant entre 100.000 et 200.000 personnes. (reuters 25.12)

Economie

1- Zone euro

La nouvelle est maintenant publique, le FMI aura la haute main sur les finances publiques en Euroland. Il y aura des accords de swap («échanges») à partir des réserves en devises et en or des banques centrales (telle la Banque de France) et le FMI.

Commentaire incroyable de Valérie Pécresse, la ministre du Budget : les pays émergents et le Royaume-Uni pourraient d'autant plus lui faire confiance "*que seul le FMI a la compétence pour mettre en place des plans de redressement des finances publiques et contrôler ces plans de redressement*". Incroyable mais vrai ! Cette personne a-t-elle lu un manuel d'économie dans sa vie ? A-t-elle appris l'histoire de la mondialisation ?

Un changement de gouvernance dans la crise européenne est en train de s'opérer au bénéfice du FMI.

Nous l'avions annoncé depuis quelques semaines et depuis des mois dans la lettre LIESI. La prochaine étape sera la BRI, à Bâle. Mais pour cela, il faut que les choses aillent vraiment très mal. On peut faire confiance au marché qui, de son QG de Londres, peut sur multiplier les munitions pour agir dans le sens qu'il entend.

Nous sommes abasourdis devant la célérité avec laquelle les autorités nationales abattent les frontières défensives du pays. En temps de guerre, ces comportements absolument criminels sont appelés « *intelligence avec l'ennemi* ». Il est vrai que pour les imbéciles utiles (formule de Lénine) du Système, il n'y a pas de complot contre les Etats-nations. Autant le dire : nous nous accordons avec les réflexions jugées non pas pessimistes, mais trop réalistes du Banquier anonyme qui a confié des choses que nous n'osons même pas publier. C'est consternant ! Et ne comptez pas sur la télépoubelle pour vous informer. Nous sommes déjà dans la dictature. Il faut bien endormir les dindes afin de mieux les plumer. (liesidotorg.wordpress.com 24.12)

2- France

Depuis plusieurs semaines, essayistes, journalistes, économistes flagornés par les grands médias, annoncent que la note de la dette de la France, à savoir le triple A, n'est plus de mise. Pourtant, les jours se suivent et semblent se ressembler. Conclusion évidente : si les banquiers internationaux n'ont pas encore donné de consignes précises apparentes, c'est qu'il y a quelque chose à réaliser AVANT la dégradation. C'est tellement logique mais encore faut-il le dire.

La journée du 21 décembre 2011 fut assez riche en informations pouvant éclairer les raisons de cette prolongation.

Récemment, nous nous interrogions : pour quelles raisons les pays européens allaient-ils prêter de l'argent au FMI afin que celui-ci prête, à son tour, à certains pays européens ?

L'explication est sans doute dans un article de P. Herlin… et confirme ce que nous pressentions sur ce blog depuis plusieurs semaines.

"*Ceci dit, comme le FMI et l'UE n'ont pas encore inventé la pierre philosophale, il y a quand même un gage dans cette affaire*". Lisons l'article : ''*ces avances ne présentent aucun caractère budgétaire pour l'État prêteur : il s'agit en réalité d'accords de swap (échanges) à partir des réserves en devises et en or des banques centrales (telle la Banque de France) et le FMI*'' Et voilà : "*l'or de la Banque de France (2 435 tonnes) sert, au moins pour partie, de garantie à ce montage !*" (ladettedelafrance.blogspot.com)

Voilà qui devient plutôt lumineux. Ne comptons pas sur les carpettes politiciennes pour sonner le tocsin. Elles continueront leur besogne de destruction du pays, cherchant à illusionner sur leur rôle nécessaire dans cette crise qui va nous mener où l'on sait. (liesidotorg.wordpress.com 22.12)

Haut de page

Le 27 décembre

CAUSERIE

Précision

Un jour j'ai écrit un peu à la hâte que le portail Atlantico était piloté par l'UMP, pour me rétracter deux jours plus tard car j'avais un doute. L'info qui suit montre que je ne m'étais pas tout à fait trompé.

- L'homme d'affaires Arnaud Dassier, ancien responsable de la campagne internet de Nicolas Sarkozy et actionnaire du site Atlantico annonce qu'il retire sa demande d'investiture UMP dans la 3e circonscription du Loiret.

Quant à son afiliation au parti de la majorité présidentielle, M. Dassier explique qu'après 23 ans de militantisme, il ne renouvellera pas son adhésion à l'UMP. (lemonde.fr 26.12)

Il en va de même de tous les portails d'informations soit-disant alternatifs et qui finalement sont tous liés à l'UMP et au PS. On jugera davantage un portail aux articles qui ne s'y trouvent pas qu'à ceux qui s'y trouvent. Hier dans Atlantico justement, j'ai lu un article pour le moins insupportable, son auteur faisait l'apologie de la finance et la dédouanait de toute responsabilité dans la crise actuelle, et dans Le Grand Soir qui se veut de gauche, j'ai parcouru en diagonale un article dans lequel l'auteur s'en remettait au Tea Party aux Etats-Unis, l'extrême droite du parti républicain.

On pourrait en conclure qu'il ne faut surtout pas se connecter sur ces portails jugés infréquentables, dans ce cas-là, en dehors du portail de votre propre parti vous ne vous connecterez plus sur aucun autre portail, et ceux qui ne sont adhérents d'aucun parti peuvent revendre leur ordinateur !

On se connecte sur quelques portails ciblés en fonction de la qualité des informations qu'ils diffusent et non pour leurs analyses, qui de préférence nous embrouilleront plutôt qu'autre chose, dès lors qu'on ne maîtrise pas les outils indispensables pour les décrypter ou qu'on ne maîtrise pas le sujet abordé, à notre insu, ce qu'on refusera d'admettre évidemment, car on a une telle idée de soi, qu'on se croit assez malin pour éviter de tomber dans les pièges ou les arcanes qui nous sont tendus par la pensée dominante.

Au mieux dans ce type de portails on trouvera des informations intéressantes et des analyses pertinentes, et dans neuf cas sur dix leurs conclusions corresponderont aux besoins de notre ennemi de classe parce que leurs auteurs ne sont pas des marxistes tout simplement. Ce que je trouve intéressant dans ce genre d'articles, c'est qu'ils mettent en relief les contradictions du capitalisme, ensuite leur orientation dépendra de la classe à laquelle appartient son auteur ou de la conscience qu'il en a en fonction de ses propres intérêts. Plus son auteur aura l'impression de s'exprimer librement, plus son inconscience affleurera à la surface ou s'exprimera, plus ces contradictions jailliront plus nettement, or il se trouve que c'est justement leur penchant ou résolution dans un sens ou dans un autre qui détermine le cours de la lutte des classes, on comprendra dès lors qu'on y prête un minimum d'attention.

Personnellement je n'ai pas "sélectionné" des portails, je n'ai suivi les conseils de personne, j'ai découvert quelques portails en fonction de mes recherches sur le Net, qui étaient susceptibles de répondre à mon besoin d'information dans des domaines bien ciblés.

Ma bibliothèque, avant qu'elle ne soit détruite par le tsunami, ne comportait que des livres (un millier environ si je compte ceux que j'ai dû laisser en France) que j'avais minutieusement et librement choisis, adoptés, absolument personne au cours des 30 ans précédentes n'avait pu m'imposer la lecture d'un seul livre, encore moins en introduire un dans ma bibliothèque qui en fait était à l'image de mon parcours ou de mon développement intellectuel, c'était un peu comme ma propre histoire une fois sorti des ténèbres de l'obscurantisme qui m'avait habité jusqu'à l'âge de 19 ans, mon point de repère, mon guide, ma boussole, ma vie quoi. Il n'existe rien de comparable, certainement pas Internet. En réalité les choses furent un peu plus compliquées, comme presque toujours dans la vie, ce serait trop long d'entrer ici dans les détails, disons à partir du moment où je ne vivais plus seul.

Un écran ne remplacera jamais un livre, une toile ou une scrulture, il ne remplira jamais le même rôle, il y manquera toujours quelque chose, une part de sensualité palpable, qui est à elle seule une expérience sans cesse renouvelée et qui nous transporte dans le passé ou l'avenir selon notre humeur du moment, dans tous les cas une source d'inspiration inépuisable.

En famille

Le député souverainiste de l'Essonne, Nicolas Dupont-Aignan, estime sur BFM-TV, qu'il "est quand même temps qu'il y ait une nouvelle génération politique". "Je pense notamment à Arnaud Montebourg, qui pendant la primaire a dit exactement ce que j'ai

dit et qui maintenant malheureusement rejoint François Hollande qui ne fera rien", a-t-il ajouté. (lexpress.fr 26.12)

L'actualité en titres.

Quel bon sens !

- Hervé Novelli : '*Produire français n'a du sens que si nos produits ne sont pas faits ailleurs*' - LeMonde.fr

Les étiquettes made in France ? Encore un qui doit sortir d'une "*grande école*"!

A la déchetterie !

- Lang décidera en janvier de sa future circonscription - Liberation.fr

Le régime des parrains

- Les Sages préparent l'opération «*parrainages*» - LeFigaro.fr

Un article relatif à l'élection présidentielle de 2012. Le Conseil constitutionnel est une institution antidémocratique et illégitime qui a validé les comptes truqués de Balladur en 1995, notamment, c'est Roland Dumas qui l'a reconnu.

Anticonstitutionnellement

- Villepin accuse les partis de «*kidnapper*» l'élection - LeFigaro.fr

Il a raison d'employer le pluriel, hier on voulait nous faire croire que la Ve République n'avait été conçu que pour le parti officiel du capital, l'UDR sous de Gaulle, devenu RPR sous Chirac, puis UMP sous Sarkozy, alors qu'en réalité la Constitution de la Ve République s'est très bien accommodée de Mitterrand et vice versa, allons plus loin, elle a été conçue de telle sorte que tous les partis qui participent aux institutions se partagent les rôles afin d'assurer la stabilité du régime, peu importe celui qui domine temporairement puisqu'ils sont tous inféodés au capital.

Il en est ainsi depuis la IIIe République, depuis le 3 août 1914, quand la SFIO se rangea derrière la bourgeoisie et vota les crédits de guerre. Depuis cette date, en France les institutions ont cessé d'être démocratiques, dans la mesure où aucun parti ouvrirer représentant les intérêts de la classe ouvrière ne devait plus avoir d'élus et ne pourrait plus jamais s'exprimer à la tribune de l'Assemblée nationale, pas même et surtout pas le PS et le PCF passés avec armes et bagages à l'ennemi.

C'est quand même simple à comprendre, dès lors que vous n'avez rien à attendre de ces partis à l'extérieur du Parlement, vous n'avez rien à en attendre à l'intérieur. Mais vous oubliez les illusions que les travailleurs plaçaient dans ces partis... Pas du tout, je me les suis gravé dans le cerveau pour ne jamais les oublier et je vais vous le prouver.

De quoi parlez-vous au juste, de quelles illusions s'agit-il, à quel niveau les situez-vous, quel contenu leur donnez-vous, quel contenu leur donnaient les travailleurs, quelle en était la nature sociale ou autrement dit, dans quelle perspective politique elles se situaient leurs illusions ? Vous êtes-vous seulement posés ces questions ? Pas une fois s'il vous plaît, à chaque élection depuis 30 ou 98 ans, à chaque fois que les institutions ont été portées sur le devant de la scène politique. Ceci est valable pour l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne notamment, pays où la social-démocratie (et les syndicats) a fait faillite et rejoint les rangs de la réaction. Il faut ajouter les partis communistes dégénérés et devenus staliniens, parfois sans même n'avoir jamais été communiste, en France par exemple.

Attendez, je ne comprends rien à ce que vous dites, vous cherchez à nous embrouiller ou quoi, vous ne seriez pas en train de refaire l'histoire par hasard, j'ai toujours entendu dire le contraire par des dirigeants et des militants qui avaient l'air de savoir de quoi ils causaient, certainement, ils avaient plus l'air qu'ils ne maîtrisaient la mesure en réalité, c'est en tout cas ma conviction.

Les réflexions des masses ne dépassent pas le stade superficiel des choses, et vous, vous vous employez à leur accorder une profondeur qu'elles n'ont pas, pour finalement échaffaudez de belles théories sur cette base qui ne dépasse pas le stade des apparences, avouez qu'on ne peut se fier ou prendre au sérieux un tel procédé qui relève de l'aventurisme ou de la charlatanerie ou tout simplement de l'ignorance, qui en persistant devient au fil du temps de la mauvaise foi ou de la malhonnêteté intellectuelle, les deux à la fois généralement pour ne pas reconnaître qu'on s'est fourvoyé ou tout simplement ses erreurs d'analyses.

Et parce que les masses persistent à privilégier les apparences qui hélas sont généralement trompeuses, ce qui donnent à leur comportement une impression de stabilité tout aussi trompeuse, animez de bonnes intentions, vous leur emboîtez le pas en

les privilégiant à votre tour, oubliant au passage que l'enfer est parfois pavé de bonnes intentions, pour à force de cultiver ses apparences les confondre avec la réalité ou pour être plus précis, définir dorénavant la réalité à partir de ces apparences alors qu'elles n'étaient que le produit déformé de la réalité, ces apparences finissant par prendre la place d'une réalité qui vous échappe ou qui vous est de plus en plus étrangère.

Parvenu à ce stade, pour reprendre une formule éculée, vous ne combattez plus les illusions sur le terrain des illusions, puisqu'elles se confondent dans votre cerveau avec la réalité qui demeure inaccessible à la conscience des masses, vous ne faites plus que les entretenir, vous êtes à votre tour gangrené par ces illusions, vous n'avez d'indépendance face aux appareils que l'apparence ou le nom, vous êtes devenu définitivement incapable de concevoir une ligne ou une stratégie politique qui ne repose pas sur ces illusions ou ne leur fasse pas la part belle.

Au XIXe siècle la classe ouvrière combattit pour obtenir des droits politiques qui devaient l'amener à participer aux institutions, combat pour la République et le suffrage universel notamment. Une fois ces objectifs atteints, les partis ouvriers participèrent aux élections et obtinrent des élus au Parlement, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France. Bien que leur dégénérescence ait commencé avant, leur participation au Parlement accéléra et amplifia leur décomposition au point de passer de l'autre côté de la baricade à l'heure des combats ou des épreuves décisifs qui allaient signifier leur mort comme parti ouvrier oeuvrant pour la cause du socialisme.

Cela ne date pas d'hier, mais d'un siècle, excusez du peu ! Et qu'a-t-on fait depuis ? Comme si rien ne s'était vraiment passé, cela peut paraître aberrant ou incroyable, c'est pourtant la stricte vérité. D'appels en faveur d'un gouvernement PS-PCF, au vote au premier ou au second tour des élections en faveur de leurs candidats, y compris à la présidentielle, en passant par une multitude de pétitions ou délégations en direction de leurs élus ou dirigeants, le tout enveloppé dans le front unique qui servait de caution théorique, à l'arrivée le meilleur moyen pour redorer leurs blasons tachés du sang de la classe ouvrière ou à défaut, car les masses ont fini par prendre définitivement leur distance avec ces partis pourris, faire en sorte que ces partis demeurent incontournables en s'adressant non plus à leurs dirigeants mais à leurs élus ou sympathisans en mal de bonne conscience ou encore à la crème des syndicalistes plus ou moins liés à ces partis et qui ne se reconnaissent pas dans le socialisme, ce qui était peut-être inutile de préciser ici.

Et pour que le mimétisme soit pour ainsi dire parfait, des partis ont été jusqu'à se refonder sur le modèle de la SFIO, le PCI et la LCR. Nostalgique des heures de "*gloire*" de la IVe République, l'union nationale en fait, de la période de la Ve République lorsqu'il y avait encore du "*grain à moudre*", l'un et l'autre n'ont cessé de faire allégeance aux institutions sans jamais avoir réussi à s'ancrer profondément dans les masses, à lui seul ce constat à valeur de faillite politique, notons au passage que la culture des apparences ou des illusions suffit à assurer la survie d'un petit appareil, autrement dit flatter l'ignorance des masses, le corporatisme des couches supérieures du prolétariat ou de l'aristocratie ouvrière, pour définir une stratégie qui nous ramène plus de deux siècles en arrière, l'Assemblée constituante, en ce qui concerne le POI, s'agissant du NPA les choses sont plus simples puisqu'à l'instar de LO, ce parti n'est pas foutu de définir la moindre stratégie. On a envie d'hurler : tout cela pour en arriver là ? Simple constat.

Aujourd'hui plus personne ne met le moindre espoir dans le PS et le PCF, dans aucun parti en dehors de leurs propres adhérents et encore, les travailleurs sont livrés à eux-mêmes, au capitalisme, et ils ne sont pas près de se tourner vers le socialisme qu'ils confondent encore avec le stalinisme.

Quant aux syndicats, leurs dirigeants étant incapables de rompre avec le capitalisme et ses représentants, ces derniers étant engagés dans une féroce offensive contre tous nos droits ou acquis et donc ne lâcheront rien, leur décomposition va s'accélérer irrémédiablement, puisqu'il n'existe aucune force politique organisée suffisamment puissante pour inverser le cours des choses.

Notre destin est entre les mains de nos dirigeants, nous avons constaté que plus la pression du capital s'accentuait, plus ils penchaient à droite, ils faisaient la part belle aux illusions jusqu'à vouloir rencontrer le Bonaparte de service (POI) ou participer à la farce électorale de 2012 (NPA et LO), la crise aurait dû être une aubaine pour aider la classe ouvrière à comprendre le fonctionnement de la société capitaliste, élever son niveau de conscience politique et l'organiser, construire le parti de la révolution socialiste, trois ans viennent de s'écouler en pure perte, sans qu'on ait fait un pas en direction de notre objectif.

Du côté des militants de base que nous sommes, que pouvons-nous faire pour remédier à cette situation ? Inciter les partis et les militants qui se réclament de la révolution socialiste à se rassembler dans un seul et même parti. Discuter avec les travailleurs, en leur disant la vérité en face, toute la vérité, en employant un discours qui soit à leur portée, en essayant de leur faire comprendre que l'issue à cette crise du capitalisme repose uniquement sur eux, sur leur capacité à unir leurs forces et à se donner une nouvelle direction politique, ce à quoi nous oeuvrons 24H/24, et que si par malheur ils laissaient à d'autres le soin de décider de leur avenir, ils devraient s'attendre au pire, à vivre un terrible cauchemar dont ils n'ont pas idée aujourd'hui.

Vous aurez compris j'espère que ma critique, aussi sévère soit-elle, ne se veut pas destructrice ou négative mais l'inverse.

C'est la période des fêtes de fin d'année et nous avons tous besoin de décompresser un peu. Une petite histoire (réelle) qui

pourrait servir d'épilogue à ce qui vient d'être dit, sous la forme d'une métaphore.

J'aurais dû être chanteur ou plutôt choriste à l'Opéra de Paris, avoir un bon statut et voyager à travers le monde, bref un destin rêvé pour un gosse d'ouvrier en bâtiment. Au lieu de cela, j'ai erré de galère en galère toute ma vie pour atterrir finalement dans ce trou en Inde, pas vraiment génial.

46 ans plus tard, je n'en veux pas particulièrement à mes parents de m'avoir privé de ce destin formidable qui me tendait les bras. J'ai fait autre chose de ma vie, rien de très glorieux. J'essaie de me rattrapper un peu sur le tard. Je ne suis ni aigri ni rancunier, ni heureux ni malheureux. Ils ont cru bien faire et de mon côté j'ai fait ce que je pouvais voilà tout. Je ne les juge pas, je leur demande seulement de ne pas me juger à leur tour. C'est seulement ainsi qu'on pourra mieux se comprendre, ce qu'on n'a jamais été capable de faire auparavant. Mon père est décédé il y a 8 ans, donc il est trop tard en ce qui le concerne. Reste ma mère, qui commence à peine à réaliser que le monde dans lequel nous vivons ressemble étangement à celui que je lui décris depuis que j'ai commencé à avoir une conscience politique, il y a 35 ans. Comme disait Trotsky, si j'ai bonne mémoire, on a le droit de douter, mais on n'a pas le doit de perdre espoir.

Sur ce, je souhaite à tous les militants une bonne continuation, une bonne santé à nos aînés, axons notre combat sur l'essentiel, sur ce qui nous rassemble au lieu de privilégier ce qui nous sépare, prenons conscience que ce qui peut nous rassembler, c'est aussi ce sur quoi la classe doit se rassembler pour vaincre, voilà ce que je souhaite à tous pour 2012.

INFOS EN BREF

Politique

1- Maroc

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 25 décembre à Casablanca et Rabat, à l'appel des jeunes du Mouvement du 20 février, qui revendique des réformes politiques profondes. Pour la première fois, la manifestation s'est déroulée en l'absence des représentants du mouvement islamiste Justice et bienfaisance.

Ce dernier s'est récemment retiré de la contestation menée depuis le début de l'année par les jeunes pour la démocratie. Entre 4 000 et 5 000 personnes sont descendues dans la rue dans le quartier populaire Hay Mohammadi à Casablanca pour appeler à la poursuite de la lutte pour les réformes démocratiques. A Rabat, le nombre de manifestants était de 300 à 500 personnes. La police a, pour sa part, indiqué à l'AFP que 3 500 personnes avaient manifesté dans tout le royaume. (lemonde.fr 26.12)

2- Israël

Une commission parlementaire israélienne examinait lundi matin un texte reconnaissant le génocide arménien, une mesure qui devrait aggraver les tensions déjà fortes avec la Turquie.

Le Parlement avait rejeté une proposition similaire en 2007, quand Israël et la Turquie entretenaient des liens étroits. Mais les relations se sont tendues depuis que la marine israélienne a tué neuf Turcs en mai 2010 lors de l'arraisonnement d'une flottille qui tentait de briser le blocus de Gaza.

En octobre, la Turquie a expulsé l'ambassadeur israélien à Ankara et rompu ses contrats militaires et de défense avec Israël.

«*Cela fait des années que nous travaillons*» sur ce projet de journée commémorative, a déclaré Georgette Avakian, membre du Comité national arménien à Jérusalem, à la radio publique. «*Nous espérons que le temps est venu*».

«*Pendant des années, le gouvernement israélien a refusé de reconnaître le génocide pour des raisons cyniques, stratégiques et économiques, liées à ses relations avec la Turquie*», a regretté Zahava Gal-On, une député du parti de gauche Meretz qui soutient la proposition de loi. (liberation.fr 26.12)

Social

1- France

1.1- A propos de la grève dans les aéroports

Plusieurs syndicats d'agents de sûreté aéroportuaire ont signé lundi un accord de sortie de crise après onze jours de grève. Les fédérations FO, CFTC et UNSA du secteur ont décidé d'accepter les propositions du patronat, qui a offert une prime annuelle afin de sortir du conflit, la CFDT devant signer dans la foulée.

'*Nous avons pris nos responsabilités, nous avons signé cet accord suite à la demande de très nombreux salariés qui souhaitaient sortir du conflit*', a déclaré à l'AFP Erik Biro, secrétaire général de l'UNSA-FMPS. 'Nous leur demandons maintenant de reprendre le travail. Grâce à cet accord nous avons fortement limité la casse, même s'il n'a pas atteint les objectifs par rapport à nos revendications initiales', a-t-il poursuivi. M. Biro a aussi déploré 'l'atteinte à la grève' faite par le gouvernement en remplacement des grévistes par des forces de l'ordre, ce qui était 'inédit' et pose des problèmes juridiques.

'*Les négociations étaient bloquées, le patronat a rouvert une fenêtre de négociations, et après consultation de notre base, nous constatons que les propositions sont mieux que rien*', a expliqué de son côté Thierry Fressart, de la fédération services CFDT. Des négociations s'ouvriront au premier semestre 2012 pour fixer les modalités de l'augmentation de la prime proposée par le patronat, a-t-il précisé. De son côté, la CGT, non signataire, a fait savoir qu'elle allait '*consulter ses bases*'. (lemonde.fr 26.12)

1.2- Chômage de masse.

1.2.1- Le chômage a encore augmenté en France en novembre pour atteindre son plus haut niveau depuis novembre 1999.

Selon les chiffres publiés lundi par le ministère du Travail et Pôle Emploi, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 29.900 (+1,1%) le mois dernier en France métropolitaine pour s'établir à 2.844.800. Sur un an, la hausse est de 5,2%.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1,2%, soit 51.800 personnes de plus, pour atteindre 4.244.800. Sur un an, la hausse est de 5,6%.

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 4.510.500.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi a été particulièrement vigoureuse pour les moins de 25 ans, puis pour les plus de 50 ans.

En catégorie A, le nombre de demandeurs âgés de moins de 25 ans a ainsi progressé de 2,2% (+2,3% sur un an) contre 0,7% pour les 25-49 ans (+2,9% sur un an) et 1,5% pour les plus de 50 ans (+15,4% sur un an).

En catégories A, B et C, ce nombre a augmenté de 2,2% pour les moins de 25 ans (+2,5% sur un an), de 0,9% pour les 25-49 ans (+3,6% sur un an) et de 1,5% pour les 50 ans et plus (+15,3% sur un an). (reuters 26.12)

1.2.2- L'organisation patronale CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) propose de porter de 18 à 30 mois la durée maximale des contrats à durée déterminée pour maintenir ces salariés dans l'emploi alors que les chefs d'entreprise hésitent à les embaucher en contrat à durée indéterminée. (reuters 26.12)

Question d'un internaute : "*Chez les adhérents de la CPME, la place du patron, elle est en CDD ou CDI ?*"

On a mieux comme solution : on ne renouvelle pas le bail du capitalisme ! Et des institutions !

2- Grande-Bretagne

Comme en 2010, les conducteurs du métro se sont mis en grève pour 24 heures à l'appel du syndicat Aslef afin d'obtenir une augmentation de salaire et une journée de récupération pour ceux appelés à travailler pour le «Boxing day», jour férié qui suit Noël. Toutes les lignes du métro étaient affectées: deux d'entre elles étaient fermées, certaines fonctionnaient partiellement et les autres connaissaient des perturbations. La veille, le métro n'avait pas fonctionné, comme c'est de tradition le 25 décembre.

La direction a accusé le syndicat Aslef de prendre les Londoniens «*en otages*» et affirmé que l'accord salarial concernant les conducteurs prenait en compte le fait de travailler un jour férié. Elle avait porté l'affaire en justice la semaine dernière pour tenter de stopper le mouvement mais a été déboutée. Le syndicat a prévu trois autres grèves de 24 heures, le 16 janvier, les 3 et 13 février. (20minutes.fr 26.12)

Economie

Economie mondiale

Le Brésil est passé devant le Royaume-Uni pour devenir en 2011 la sixième puissance économique mondiale, a annoncé lundi l'institut de recherche CEBR, basé à Londres.

Dans son dernier classement, le Center for Economics and Business Research place le Royaume-Uni à la 7e place des économies mondiales, derrière les Etats-Unis (1er), la Chine (2e), le Japon (3e), l'Allemagne (4e), la France (5e) et le Brésil (6e).

Dans une interview à la radio BBC, le directeur de ce cabinet, Douglas McWilliams, a souligné que ce classement montrait le poids croissant de l'Asie dans l'économie mondiale, au détriment des pays occidentaux.

"*On voit aussi que des pays qui produisent des biens de première nécessité, comme les aliments et l'énergie, s'en sortent très bien et montent progressivement dans le classement économique*" mondial, a-t-il ajouté.

Le CEBR prévoit aussi qu'en 2016, la France sera dépassée par le Royaume-Uni et qu'elle ne sera plus qu'à la 9e place des économies mondiales en 2020.

Toujours selon l'institut de recherche, la Russie et l'Inde devraient se hisser respectivement aux 4e et 5e rangs des puissances économiques mondiales en 2020. (Liberation.fr 26.12)

Les pays les plus puissants seront les plus peuplés, dont la superficie est la plus importante, ceux qui disposent des plus grandes forces productives, du sous-sol le plus riche... Bon, je l'avais déjà écrit en 2005.

Haut de page

Le 28 décembre

CAUSERIE

Un courriel reçu d'un militant

- "*Cher camarade*

Il n'y a pas un jour que je ne prenne pas quelques instants pour lire tes "causeries". Je suis émerveillé de ta capacité d'analyse et, si je ne suis pas toujours d'accord avec toi, ton courage et ta tenacité forcent le respect.

Je pense par ailleurs que tu dois te sentir bien seul, à des milliers de kilomètres de tes racines. S'il y a quelque chose de raisonnable qu'un banlieusard puisse faire pour toi, je serais ravi de t'aider.

Bonnes fêtes de fin d'année, on boira un coup à ta santé. "

Merci camarade, ton courriel me touche beaucoup. Heureusement qu'on n'est pas toujours d'accord, car il m'arrive d'écrire des conneries !

Adhérez aux institutions de la Ve République : elle n'est pas ingrate !

La Commission nationale des comptes de campagnes a rendu son rapport annuel ce mardi. L'instance de contrôle constate que les partis sont financés à 42% par les aides publiques.

Au total, l'aide publique directe aux partis, petits et grands, a atteint 74,9 millions d'euros en 2010, souligne la CNCCFP dans ce rapport de 544 pages, publié chaque fin d'année au Journal officiel.

De plus, relève-t-elle, l'Etat finance indirectement la vie politique en accordant aux donateurs et aux cotisants un avantage fiscal de 66%. Cette dépense fiscale équivaut à entre la moitié et les deux tiers de l'aide publique directe, selon la Commission.

D'après le rapport, sur 296 formations politiques qui étaient tenues de déposer leurs comptes au plus tard le 30 juin 2011 pour l'exercice 2010, 230 ont respecté leurs obligations, 9 ont déposé des comptes non conformes et 57 n'ont déposé aucun compte.

Seuls les partis politiques ayant déposé leurs comptes certifiés par deux commissaires aux comptes peuvent bénéficier de l'aide publique calculée en fonction de leurs résultats aux dernières législatives. Ils sont également habilités à financer des campagnes électorales et d'autres partis.

"*Les comptes de l'exercice 2010 présentent des résultats globaux proches de l'exercice précédent*", souligne la CNCCFP. Les 230 formations ayant déposé des comptes certifiés exploitables ont dépensé plus en 2010 qu'en 2009, avec 187,5 millions d'euros de dépenses l'année dernière. (lexpress.fr 27.12)

Mediapart ou merdiapart ?

Le ministre du Travail et de la Santé Xavier Bertrand, mis en examen pour diffamation pour avoir accusé Mediapart d'utiliser des «*méthodes fascistes*», est renvoyé devant le tribunal correctionnel, a indiqué une source judiciaire ce mardi, confirmant une information du site. L'ordonnance de renvoi du ministre a été signée par une juge d'instruction parisienne le 16 décembre et la date de son procès devrait être fixée en mars, a-t-on précisé. (20minutes.fr 27.12)

N'importe qui, le secrétaire général de l'UMP (à l'époque, le 6 juillet 2010) ou le pape nous traiterait de tous les noms qu'on s'en foutrait éperdument monsieur Plénel, permettez-nous de vous dire que vous dérapez sur cette question.

Imaginez un instant qu'une explosion sociale se produise, ce qui se produira bien un jour ou l'autre chacun peut en convenir, et que le gouvernement emploie des méthodes policièress dignes des SS ou de la gestapo, du régime de Vichy, nous ne pourrons pas les caractériser à leur juste valeur en employant par exemple ces comparaisons sans prendre le risque au mieux, de nous retrouver devant les tribunaux pour diffamation, au pire derrière les barreaux à titre préventif, au-delà d'être liquidé physiquement ou de disparaître, vous donnez là un prétexte (de plus et inutile) à notre ennemi pour nous réduire au silence.

A force de manier l'accusation en diffamation à l'endroit de n'importe quel propos, on va en arriver à devoir employer des périphrases inaudibles à la place d'un mot unique dont le contenu à lui seul suffit généralement à qualifier un acte ou un événement. Demain, il y en aura pour porter plainte en diffamation contre des périphrases dont le contenu aura été jugé trop explicite, autrement dit, nous n'aurons plus qu'à la fermer ou faire l'apologie du régime, le critiquer sera autorisé sans toutefoisaller jusqu'à le condamner ou le remettre en cause et la boucle sera bouclée.

C'est une atteinte à la liberté d'expression qui ferait bon ménage avec le puritanisme anglo-saxon et la condamnation des paroles blasphématoires.

Quand nous qualifions la Droite populaire de l'UMP ou les ex-militants d'Ordre nouveau ou d'Occident, les Longuet, Devedjian et Cie. de nazillons, cela relève du raccourci, de l'économie du langage dit-on en linguistique, cela renvoie à quelque chose de bien concret, un vécu, une idéologie, une forme de pouvoir dictatorial extrême, barbare, résumé en un mot, qui pour le moment n'a pas pu s'exprimer pleinement, une forme de barbarie contenue, à la fois présente et en devenir, dont seuls quelques aspects affleurent à la surface dans un contexte qui ne lui est pas encore tout à fait favorable, donc l'emploi de ce terme correspond bien à la réalité, il n'est ni outrancier ni inopportun, on peut trouver aussi à son emploi une valeur préventive.

J'aurais la même attitude envers ce qu'ils appellent le négationnisme et sa condamnation par ceux qui sont les représentants de l'idéologie à l'origine du fascisme comme du stalinisme, idéologie qui a pour particularité d'avoir pour fondement l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, la servitude humaine, et ce n'est pas un hasard si ceux qui condamnent le négationnisme assimilent sciemment le communisme au fascisme, alors que le communisme est la négation du fascisme et du stalinisme qui sont sortis du même tonneau. Ceux qui condamnent le négationnisme sont eux-mêmes des falsificateurs de l'histoire de la lutte des classes ou de l'histoire tout court si l'on veut, cela procède de la propagande politique de la classe dominante.

Finalement, Mediapart fournit un argument supplémentaire aux censeurs, aux législateurs toujours à l'affût de la moindre occasion pour concocter de nouvelles lois liberticides et répressives, il remplit le rôle d'idiot utile auprès de ceux qu'il prétend combattre pour faire parler de lui, et faire oublier qu'en réalité il n'entend pas remettre en cause fondamentalement l'ordre établi.

Quand le secrétaire général d'un parti, qui compte parmi ses membres des dirigeants issus de l'extrême droite et des élus qui par la politique qu'ils préconisent sont dignes d'appartenir au FN, emploie l'expression "*méthode fasciste*" à l'encontre de journalistes réputés pour leur indépendance ou le sérieux de leur travail d'investigation, il se ridiculise, il témoigne qu'il n'a aucun argument valable à leur opposer, c'est accablant pour lui et en soi c'est suffisant.

Antisocial. Participer au "***sommet social***" sur l'emploi le 18 janvier à l'invitation de Sarkozy, c'est cautionner par avance les mesures qui seront adoptées par le gouvernement au profit du patronat.

A ce propos j'ai commencé à préparer un dossier sur ce sujet (voir plus haut dans cette page). Très rapidement, nous reviendrons sur cette question dans les jours suivants.

Les dirigeants syndicaux se partagent déjà les rôles comme d'habitude : la CFDT sert d'aiguillon, la voix de son maître, le Medef ; FO est d'accord pour co-organiser le chômage partiel à condition que le gouvernement casque, peu importe que tous les travailleurs ne soient pas logés à la même enseigne, du moment que son fond de commerce est servi, il se fout du reste,

comme toujours ; pour la CGT, le secrétaire confédéral Eric Aubin, interrogé par RTL, s'oppose aux pactes de "*compétitivité-emploi*" en entreprise, le chômage, il s'en lave les mains c'est plus simple et expéditif : "*l'emploi, on ne peut pas le garder à n'importe quelle conditions*", sachant que la direction de la CGT s'oppose à tout appel unitaire à la grève illimitée dans tout le pays.

Une campagne nationale devrait être lancée par les partis attachés à l'indépendance des syndicats envers l'Etat : N'y allez pas, il n'y a rien à négocier avec Sarkozy et le patronat, interdiction pure et simple des licenciements, nationalisation de toutes les entreprises en difficulté, confiscation des profits des entreprises du CAC 40, annulation rétroactive des exonérations de cotisations sociales depuis 20 ans, rétablissement des services publics privatisés ou supprimés, réduction massive du temps de travail et répartition du travail pour éradiquer le chômage, tout de suite, maintenant, sans délais ! Proposition à affiner ou compléter.

La mission des syndicats c'est de combattre le chômage, la précarité et la pauvreté, et non de les accompagner ou de les orchestrer avec les représentants du capital, dans la perspective du renversement du capital et la prise du pouvoir par les travailleurs. En se rendant à cette convocation, les dirigeants syndicaux acceptent le cadre qui leur est fixé par Sarkozy qui représente le patronat, ils acceptent de se situer sur le terrain du capital au lieu de se situer strictement sur celui du travail, c'est déjà une capitulation qui porte un coup terrible au syndicalisme.

Quels partis auront la volonté et le courage d'engager une telle bataille au niveau national ?

A propos de la Russie.

Il y a trois jours aux infos du soir de TV5Monde Asie, le journaliste a précisé que les manifestants ne se réclamaient d'aucun parti, d'où les rubans ou les ballons blancs qu'ils arboraient, le blanc symbolisant le rejet de la corruption dont tous les partis feraient l'objet, on veut bien le croire, et d'ajouter que les manifestants voulaient voter à la présidentielle de 2012 librement, pour le candidat de leur choix issu d'un parti politique. Une contradiction en apparence seulement.

Comme quoi, les manifestants ne rejettaient pas les partis politiques en soi, mais les partis institutionnels qui sont tous corrompus. Une distinction qui ne m'a pas échappé et qui a toute son importance.

Chère année 2012 !

- Les tarifs des taxis vont augmenter de 3,7% - LeFigaro.fr

- La SNCF va augmenter ses tarifs de 3,2% le 3 janvier 2012 - figaro.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

1.1- Les médias internationaux accordent une très grande place au double attentat survenu à Damas (44 morts, 166 blessés). Ces articles étant souvent redondants, seuls quelques-uns ont été reproduits dans cette revue de presse.

Le recours à des kamikazes pour ce type d'opération est traditionnellement interprété comme la signature d'Al-Qaida. Cependant le Conseil national syrien et les leaders régionaux pro-US accusent le gouvernement Assad d'avoir perpétré lui--même ces attentats contre ses propres services de sécurité.

La presse internationale, qui considère le CNS en général et les Frères musulmans en particulier (Observatoire syrien des Droits de l'homme) comme seules sources crédibles, relaie leur interprétation sans chercher à la vérifier.

Selon les cas, les éditorialistes

- Visent d'abord à nier le déploiement en Syrie des hommes d'« *Al-Qaida en Libye* »

- Ou à charger un peu plus le dossier d'accusation du président el-Assad devant la Cour pénale internationale

- Ou enfin à souligner que l'administration Assad ne peut plus garantir la sécurité à ses concitoyens.

- Alors que le web francophone reprend très largement nos informations et nos analyses, Edith Bouvier, du *Figaro*, confirme le reportage de Daniel Iriarte pour ABC : des Libyens ont bien rejoint l'Armée syrienne libre. Cependant, elle cherche à la fois

à minorer leur rôle et à masquer leurs responsabilités. Abelhakim Belhaj, chef historique d'Al-Qaeda (dont il était le numéro 3) est ainsi qualifié « *d'ex-djihadiste* ».

- Les journaux canadiens se focalisent sur les propos de leur ministre des Affaires étrangères, John Baird, qui a annoncé de nouvelles sanctions contre la Syrie. Aucun média ne souligne que parmi les 81 entités et personnalités visées figure Cham Press TV. L'Occident qui se veut le défenseur de la liberté d'expression s'est habité à censurer les médias de ses adversaires (après Al-Manar depuis la guerre israélo-libanaise, la TV libyenne durant la guerre de Libye, et la chaîne privée syrienne Ad-Dounia depuis le début des événements).

- Reuters observe que la société pétrolière russe Tatneft est contrainte de cesser ses activités en Syrie du fait des sanctions internationales. (Réseau Voltaire 25.12)

1.2- Peu de journaux paraissaient ce lundi de Noël en Occident et aucun message particulier ne se dégageait des articles consacrés à la Syrie, hormis l'appel du Conseil national syrien à la Ligue arabe pour que ses observateurs viennent briser le siège dont Homs ferait l'objet. Cependant, sur place, nos correspondants constatent qu'il n'y a pas de siège et que la population se plaint au contraire de ne pas être protégée par l'armée.

Dans les pays catholiques les médias ont entendu l'appel du pape Benoît XVI à la fin des violences. Le Saint-Père s'est limité à exprimer un vœu pieux, s'abstenant de désigner les agresseurs et les victimes.

- *El Pais* donne longuement la parole à l'historien britannique Simon Sebag Montefiore qui valide doctement tous les slogans anti-syriens. Il n'est pas précisé que cet historien n'a jamais travaillé sur la Syrie, mais uniquement sur la Russie et qu'il défend en toutes circonstances des points de vue anti-soviétiques et sionistes.

- Dans *Today's Zaman*, l'ex-ambassadeur syrien en Suède, Mohammad Bassam Imadi, annonce l'union des mouvements de protestation civils au sein de l'Alliance nationale (Al Leqaa) et l'ouverture d'un bureau du Conseil national syrien à Istanbul et la possible installation de son siège à Paris.

- Egalement dans *Today's Zaman*, l'éditorialiste Ömer Taspinar s'inquiète de la polémique entre MM. Sarkozy et Erdogan (à propos du génocide arménien) qui éloigne la Turquie de sa mission en Irak et en Syrie.

- Enfin, depuis Beyrouth, la reporter du *Los Angeles Times* Alexandra Zavis relaye des accusations selon lesquelles des membres des forces de sécurité déguisés en médecins seraient venus dans les hôpitaux torturer et exécuter des manifestants blessés. Cependant, elle ne donne aucun nom de victime, ni d'hôpital, de sorte qu'il est impossible de vérifier ses imputations. (Réseau Voltaire 26.12)

Economie

1- Suisse

La crise du crédit risque de faire une nouvelle victime. Le premier raffineur européen Petroplus a prévenu les investisseurs que les banques lui avaient coupé l'accès à son crédit revolving d'un milliard de dollars. Cette nouvelle a provoqué une chute de 44% du titre à la Bourse de Zurich.

Les boursiers s'affolent. Il y a de quoi. À la lecture des derniers documents financiers, Petroplus est pris dans un engrenage dont il sera difficile de sortir. Premier point, le raffineur achetait ses barils avec un crédit à très court terme. L'arrêt de ce prêt l'empêche d'acheter la matière première pour poursuivre son activité. Deuxième point, son bilan est rempli d'»obligations pourries», avec des taux d'intérêt élevés. Cela rend difficile une restructuration financière. Troisième point, le secteur du raffinage connaît une crise de grande ampleur. Le secteur est en surcapacité en Europe. Tous les grands groupes comme Total, Shell, Exxon perdent de l'argent dans ce domaine. Les raffineurs doivent acheter le pétrole de plus en plus cher alors qu'ils ne peuvent pas répercuter toute la hausse sur les carburants. Surtout, les usines nécessitent des investissements réguliers qui sont de plus en plus difficiles à financer. À la différence de Petroplus, les grands groupes pétroliers peuvent compenseravec leurs autres activités comme l'exploration-production de pétrole.

En bref, Petroplus accumule les défauts et son avenir n'en est que plus sombre. Le groupe compte plusieurs sites en France dont un à Petit-Couronne, en Haute-Normandie. Sur place, 550 salariés attendent angoissés d'avoir plus d'informations sur leur avenir. Petroplus avait racheté le site en 2008 à Shell. Ce n'est pas la première fois que la filière raffinage craint pour ses emplois. (lefigaro.fr 27.12)

2- UE

Alors qu'en 2002, le secteur financier représentait quatre fois le PIB de l'Union européenne, il est passé à six fois en 2007, au début

de la crise. L'argent qui circule dans cette sphère financière ne sert pas qu'à soutenir les investissements de l'économie réelle mais aussi à nourrir des flux spéculatifs inutiles pour l'économie réelle.

Il y a eu une modeste évolution de la situation (...), le volume de la sphère financière est revenu à 5,5 fois le PIB de l'Union européenne.

La sphère financière a pris une telle importance dans l'économie générale, en terme de croissance des Etats notamment, qu'elle est devenue essentielle. Elle a été un facteur majeur de la progression de nos pays ces dernières années. En 1950, la finance représentait environ 3% du PIB américain. Elle est montée à plus de 10% peu avant la crise et se trouve aujourd'hui aux alentours de 8%.

Lorsqu'un tel pourcentage de votre économie dépend directement de la finance, vous ne pouvez pas vous permettre de la sacrifier. C'est ce qu'on observe au Royaume-Uni. Dans le domaine des produits dérivés, chaque banque a son propre fonctionnement et refuse toute forme de régulation centrale européenne. (atlantico.fr 27.12

Haut de page

Le 29 décembre

CAUSERIE

On se détend un peu, c'est la fin de l'année, pas trop tout de même !

Pas de compromis : êtes-vous dans la norme "***académique***"?

A propos de la taille du pénis, les chirurgiens français sont tellement sollicités pour des opérations d'extension pénienne que l'Académie nationale de chirurgie a été obligée de publier ce qu'elle estime être les chiffres normaux des dimensions du pénis humain. Verdict: au repos: 9 à 9,5 cm (circ: 8,5 à 9) / érection: 12,8 à 14,5 cm (circ: 10 à 10,5). (atlantico.fr 28.12)

Voilà qui devrait faire consensus ! Pendant que des femmes se font poser des implants mammaires...

Plus de femmes aux seins plats, plus d'hommes aux petites bites, plus de puberté avec des poils, plus d'été avec des nuages et de la pluie, plus d'hiver avec de la neige, plus d'océans avec des vagues, plus de chiens qui ignorent le caniveau dans leur patrimoine génétique, plus de guerre avec des morts, dans notre camp cela va de soi, plus de lait avec de la crême, plus de café avec de la caféine, plus de thé avec de la théine, plus de vin avec de l'alcool, plus de sauces qui tachent, plus de fruits ou légumes avec des imperfections, plus de viande avec de la graisse, plus de poisson avec des arrêtes, plus d'orange avec des pépins, plus de cerise avec des noyaux, plus rien à bouffer qui n'ait pas été manipulé génétiquement ou empoisonné au préalable par des engrais et des pesticides, en voilà un idéal, plus de routes avec des accidents, plus de crises du capitalisme, plus de travail avec de la sueur, des larmes et des salaires de misère, non, pardon, ce n'est pas encore au programme de ce monde dirigé par de grands malades... et pas seulement du cerveau ! Bref, je ne supporte plus rien, je sens que je vais craquer tant le monde qu'ils nous ont fabriqué est insipide, débile !

Dialogue entre le philosophe et son miroir.

- Je déteste la terre entière et moi avec, c'est peu dire... Tenez, le ciel aussi !

- Faut pas se mettre dans des états pareils, vous vous faites du mal pour rien, ils nous préparent un monde merveilleux : plus de problèmes, plus de douleurs, plus d'angoisses ici bas... rien que des sacrifices et le bonheur éternel ! Dans l'au-delà pour ce dernier, j'entends. Cela vaut bien une messe le jour de Noël, faites donc un voeux.

- Je n'ai pas le coeur à cela.

- Remarquez que je n'en ai jamais fait moi-même. Laissez-vous tenter pour une fois, arrêtez de broyer du noir et essayez d'imaginer la vie en rose à partir de 2012.

- Je peux pas. Je peux pas, j'y arrive pas, c'est plus fort que moi.

- Vous manquez singulièrement de volonté, diable reprenez-vous, ce n'est pas encore la fin du monde, disons, pas tout à fait.

- Vous blasphémez, vous finirez en enfer.

- Bien parlé, nous avons déjà un pied dedans et je vous laisse deviner où l'autre a eu l'idée de se fourrer.

- Vous avez le coeur à plaisanter, pas moi ! Il y a un proverbe qui dit : Dieu est pour les gros escadrons, la fortune favorise les plus forts, et je me sens si pauvre, si faible, si moche, si bête, si inutile.

- Ce n'est pas une raison pour vous laissez aller, il y a un autre proverbe qui dit : Voix du peuple, voix de Dieu, vox populi, vox dei en latin si vous préférez. Le peuple c'est vous, c'est moi, voilà qui devrait vous remonter le moral, nous sommes Dieu tout puissant...

- Vous vous moquez de moi, il y a un autre proverbe qui dit : L'homme propose, Dieu dispose. C'est plutôt démoralisant, qu'en pensez-vous ?

- Foutaise, c'est vous qui avez commencé avec ces foutus proverbes à la noix, je vous en sors un dernier et on s'en tiendra là pour aujourd'hui.

- D'accord, au point où nous en sommes, je n'ai plus rien à pendre, pardon à perdre.

- Ce n'est pas tout à fait un proverbe mais cela fera l'affaire, ce fut jadis la devise de Blanqui et des anarchistes : Ni Dieu ni maître, donc vous voyez bien que personne ne vous impose de supporter plus longtemps votre condition misérable, la fatalité n'existe pas.

- C'est vous qui le dites.

- Parfaitement, et je me fais fort de vous le prouver sur le champ, après je vous quitte, j'ai à faire. Vous êtes à la fois Dieu et son disciple, le maître et son serviteur, ça s'annule vous comprenez, non évidemment, vous êtes borné ! Votre problème, c'est que vous vous comportez comme un hémiplégique, notez bien que cela n'a rien à voir avec le dernier compliment que sieur de Villepin a adressé aimablement à son boucher, vous ne voyez que le disciple et le serviteur qui est en vous, prenez sur vous et vous deviendrez le maître de votre destin.

- Etait-ce cela votre voeux ?

- Prenez cela de la sorte si cela vous agrée ou vous soulage, tous les moyens sont bons pour vaincre l'inertie du vieux monde pourri qui pèse de tout son poids sur vos épaules et qui vous réduit à l'impuissance et vous condamne à une existence si misérable. Imaginez un instant que tous les gueux qui partagent votre triste sort trouvent la voie de leur émancipation, et ce n'est pas seulement de votre destin que vous deviendrez le maître, mais du monde, de l'univers tout entier.

- C'est peut-être un peu trop ?

- Soit, c'est une façon de parler idiot, avec vous on a toujours l'impression d'en dire trop ou pas assez ! Mais je ne vous en veux pas, cela prouve au moins que vous m'avez entendu jusqu'à la fin, ce qui est déjà un progrès, puisque lorsque je vous ai rencontré vous étiez hermétique à tout discours.

Fin.

Intox et propagande. Syrie : La baudruche se dégonfle.

- La situation est rassurante à Homs, dit le chef des observateurs - reuters

- Des militants refusent de rencontrer les observateurs à Homs - reuters

- Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie: «*Les médias occidentaux exagèrent la situation*» - 20minutes.fr

Non, ce n'est pas possible, il y aurait manipulation quelque part, franchement, qui l'aurait cru !

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, le journaliste a évacué en cinq secondes la Syrie, et pour cause, il a préféré s'attarder sur l'Iran qui menace de bloquer le détroit d'Ormuz et sur la Corée du Nord qui a accepté comme seul représentant officiel étranger aux obsèques du dictateur coréen décédé, l'ambassadeur de Chine à Pyongyang, précisant : "*deux régimes qui se disent communistes*". Ouf, si ce sont eux qui l'affirment, on n'est pas obligé de les croire, faites passer le message !

Vive le communisme !

Concrètement.

Selon un sondage Opinionway pour La Croix, seulement 10% des Français estiment que les réponses apportées par les candidats à la présidentielle sont "*plus concrètes qu'en 2007*", 30% les jugeant "*moins concrètes*" et 59% "*ni plus, ni moins concrètes*".

27% d'entre eux considèrent que la campagne telle qu'elle se déroule "*apporte des réponses proches*" de leurs préoccupations, et 72% "*éloignées*" de leurs préoccupations. 1% ne se prononcent pas. (lexpress.fr 28.12)

Autrement dit, la légitimité de la prochaine élection présidentielle tourne autour de 10%.

L'actualité en titres

Il est déjà parti ?

- 2012 : Sarkozy, le plus mal parti des présidents de la Ve - Lexpress.fr

... peut-être pas..

- Chômage : Xavier Bertrand veut créer le cdi pour intérimaires - liberation.fr

.... il pourrait tenter sa chance ailleurs.

- Le seul candidat à la présidence de la Moldavie se retire - Reuters

Taxer la majorité pour engraisser la minorité. Mode d'emploi.

- Budget: le Conseil constitutionnel valide la taxe sur les sodas et la hausse du taux de TVA - Associated Press

- Comment Bolloré échappe à 20 millions d'euros de taxe - lepoint.fr

Comment ? Réponse : Le Conseil constitutionnel vient de censurer les dispositions qui instituaient une taxe sur le commerce des fréquences TNT, considérant que le législateur n'avait pas été suffisamment rigoureux dans sa rédaction. Cette taxe, de 5 %, avait été conçue après la cession par Vincent Bolloré des chaînes Direct 8 et Direct Star au groupe Canal+. Ces deux fréquences, attribuées gratuitement par le CSA, ont été valorisées à 465 millions d'euros. Vincent Bolloré évite ainsi le paiement d'une taxe qui lui aurait coûté une vingtaine de millions d'euros... (lepoint.fr 28.12)

Histoire de vases communicants

- Bouygues réclame 9 millions au Canard enchaîné pour diffamation - Reuters

- Comment Bolloré échappe à 20 millions d'euros de taxe - LePoint.fr

- L'UMP a renfloué ses caisses en vue de la présidentielle - LeFigaro.fr

Avancées sociales

-Tempête Joachim : 5.000 clients de France Télécom sans téléphone en Sud-Bretagne - 20minutes.fr

- Des députés PS veulent simplifier le changement d'état civil des transsexuels - liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

Moldavie

La crise politique devrait se prolonger en Moldavie après que le seul candidat à la présidence de la République a annoncé son retrait mercredi.

Le président du Parlement Marian Lupu a renoncé à briguer la plus haute fonction de l'Etat. Le président, qui jouit d'importants pouvoirs exécutifs, doit être élu par le Parlement le 15 janvier. Le scrutin devra probablement être repoussé si personne ne se présente à sa place.

La Moldavie, l'un des pays les plus pauvres d'Europe, n'a plus de président depuis plus de deux ans, aucun groupe parlementaire n'ayant réussi à rassembler les 61 voix (sur 101 élus) nécessaires.

Lupu est président par intérim en tant que président du Parlement. Lors d'un vote le 16 décembre, il n'avait pas réuni le nombre de voix nécessaires.

Un nouvel échec aurait provoqué la dissolution automatique du Parlement et des élections législatives anticipées. (reuters 28.12)

Comme quoi on peut très bien se passer d'un monarque ou d'un Bonaparte !

Social

France

Le CDI jusqu'au dernier souffle ou...

Le nombre de départs à la retraite a diminué au troisième trimestre 2011 à la suite de la réforme des retraites qui a repoussé l'âge légal de départ à compter du 1er juillet, selon une étude du ministère de l'emploi (Dares) publiée mercredi 28 décembre.

Les départs à la retraite ont ainsi baissé de 32 % dans les entreprises de 10 salariés ou plus, relève la Dares. Le taux de départs à la retraite (calculé par rapport au nombre total de salariés) diminue ainsi de 0,1 point par rapport au trimestre précédent, à 0,2 %.

La Dares voit dans ce 'repli marqué' la conséquence de *'l'entrée en vigueur du recul progressif de l'âge légal de départ à la retraite au 1er juillet 2011*'. Aux termes de la loi du 9 novembre 2010, l'âge d'ouverture des droits à la retraite est passé de 60 ans à 60 ans et quatre mois à compter du 1er juillet 2011.

Cette baisse entraîne une diminution du taux de sortie fins de contrat à durée déterminée, démissions, licenciements économiques et autres, fins de période d'essai et départs à la retraite qui décroît de 0,1 point (12,6 %) après s'être accru de 0,5 point au trimestre précédent. (lemonde.fr 28.12)

2- ... la précarité en CDI toute la vie, choisissez !

Des CDI pour les intérimaires… C'est la proposition faite hier par le ministre du Travail, Xavier Bertrand, lors d'un déplacement à Reims dans une agence Pôle Emploi.

«*Crise ou pas crise, il y a la possibilité de passer vers plus de CDI […], cela pourrait montrer que le marché du travail en France n'est pas signe de précarité*», a-t-il ajouté, précisant que la mesure pourrait aussi concerner les travailleurs saisonniers. (Liberation.fr 28.12)

Hier sur RTL, il avait précisé que sa proposition de «*pactes compétitivité emploi*» dans les entreprises était destinés à adapter salaires et temps de travail en fonction de la conjoncture précise Libération. Adapter les salaires au temps de travail "*en fonction de la conjoncture*", c'est purement et simplement la liquidation du contrat de travail, du CDI !

Economie

Banque

Citigroup a annoncé mercredi un accord définitif de cession de sa banque de détail belge Citibank Belgium à Crédit Mutuel Nord Europe (CMNE), du Groupe Crédit Mutuel.

"*Cette cession d'actions concerne l'ensemble des activités de la banque de détail de Citibank en Belgique, qui comprend actuellement 700 employés, 198 points de vente, 500.000 clients et un US GAAP Total Assets en Septembre 2011 de 4,1 milliards de dollars US*", écrit Citigroup dans un communiqué.

La banque américaine, qui ne donne pas de détails financiers, précise que la transaction doit encore recevoir les autorisations réglementaires.

Un porte-parole de CMNE a précisé que la cession incluait les activités de cartes de crédit et de crédit à la consommation de Citibank en Belgique. (reuters 28.12)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

Les causeries et infos en bref de 2012

JANVIER	**FÉVRIER**	**MARS**	**AVRIL**	**MAI**	**JUIN**
JUILLET	**AOUT**	**SEPTEMBRE**	**OCTOBRE**	**NOVEMBRE**	**DÉCEMBRE**

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 8 janvier

CAUSERIE

Nous n'avons plus d'électricité depuis le cyclone survenu dans la nuit du 29 au 30 décembre. La situation est critique, plus de 50 000 poteaux électriques ont été détruits dans le Tamil Nadu, plus des dizaines de pylônes à haute tension qui ont cédés. Situation de survie depuis 9 jours. Je n'entrerai pas ici dans les détails, la situation ne devrait pas revenir à la normal avant plusieurs semaines, voire plusieurs mois étant donné l'étendu des dégâts.

Je viens d'acheter un générateur Honda qui délivre 1500 watts, mais comme il est impossible de trouver du kérosène, je suis obligé de le faire fonctionner à l'essence trois fois plus chère, c'est une ruine, j'ai été obligé de casser mon plan épargne réservé à ma retraite, la facture va se monter à 1500 euros, estimation minimum. Cela pour pouvoir reprendre mon activité politique et alimenter le moteur qui me fournit l'eau, depuis huit jours je parcours deux fois par jour 200 mètres (aller et retour compris) avec mon seau, je m'éclaire avec une lampe de secours que je vais faire recharger tous les matins et que je récupère le soir.
Pas réfrigérateur ni ventilateur évidemment, donc on se débrouille pour manger en faisant un minimum de cuisine et de vaisselle, je mange des conserves de France que j'achète à un prix prohibitif, je vide la cuvette des toilettes qu'une fois par jour pour économiser l'eau qui reste dans le réservoir, le linge propre s'épuise aussi et la maison est dégueulasse, inévitable.

Comme j'habite dans ce qui était hier encore une forêt, on ne compte pas les arbres qui ont cédés, ont été décapités, déracinés, des troncs de plus d'un mètre de diamètre ont été pulvérisé par la force du vent, ils ont parlé de 130 à 150 kilomètres/heure, à mon avis plus au regard des dégâts. Donc où j'habite il y a des dizaines de poteaux électriques par terre. Même lorsqu'ils auront rétabli le courant, il y aura forcément des coupures pendant des mois, ici les services de l'Etat sont misérables, avant-hier en une seule journée trois électriciens sont morts électrocutés tellement c'est l'anarchie ! Aucune solidarité, on est en dessous de tout dans tous les domaines, mais cela je le savais déjà. Je n'ai pas de téléphone non plus depuis huit jours et j'ai attendu trois jours la visite de mes beaux-frères, et encore parce que je leur ai téléphoné, eux ils habitent en ville et ils n'ont subi aucun dégât. Il faut quémander pour obtenir la moindre aide, le moindre petit service...

J'ai été coupé du monde pendant 10 jours. J'ai profité de mes longues journées et courtes soirées à lire et réfléchir à la situation, j'ai eu le temps de me poser pas mal de questions politiques. Je dois sortir acheter de l'essence et je reprendrai le travail plus tard dans la journée et la soirée. Je bosserai sur le portable, vous excuserez les erreurs inévitables en me laissant un peu de temps pour me remettre dans le bain, surtout que mes journées vont continuer d'être très perturbées, je dois aller à Pondichéry tous les matins pour acheter de la viande pour mon chien et pour mon déjeûner et faire le plein d'essence, quelle galère ! Ce n'est pas le moment de tomber malade où d'avoir d'autres problèmes. A plus, bonne journée à tous.

Haut de page

Le 9 janvier

CAUSERIE

Vous excuserez les erreurs de liens que vous pourriez rencontrer dans le site, je jongle entre les deux ordinateurs qui ne fonctionnent pas avec le même système ni les mêmes applications, en réalité il règne un tel bordel dans le portable que je m'y retrouve péniblement, je n'ai jamais pris le temps de régler ce problème et me voilà acculer et à perdre du temps !

Le matin je travaille sur le portable et je mets mon boulot sur une clé USB, j'arrête quand la batterie est presque épuisée. Je mets en route le générateur et j'allume l'autre ordinateur pour continuer le boulot, pendant ce temps-là la batterie du portable se recharge, ce qui fait que je pourrai m'en servir ce soir quand le générateur sera éteint, il ne fonctionne que 4 ou 5 heures par jour à cause du prix de l'essence, un peu plus d'un euro, prohibitif pour le pays ! Je dois me presser d'actualiser le site et télécharger les fichiers dans le serveur avant de couper le générateur sur les coups de 3 heures. Je le rallume juste pour dîner le soir en compagnie de mon chien. Bonjour les vapeur d'essence !

Ici, rien de neuf, heureusement qu'il ne pleut plus depuis le 30 décembre ! Je vous raconterai plus tard comment j'ai vécu ce cyclone, le vent a soufflé pendant 15 heures avec une pointe vers une heure du matin jusqu'à 3h30, imaginez avec la bâche en plastique au-dessus du patio qui claque au vent et moi angoissé avec ma torche en train de scruter à quel moment elle va se déchirer et s'envoler... Bien entendu l'intérieur de la maison n'était plus qu'une piscine recouverte de feuilles, par chance la veille je l'avais solidement attaché... et elle a tenu, il faut dire qu'elle était protégée par le premier étage, le vent soufflait du nord nord-est, vers 7h du matin je suis sorti pour remettre des ficelles, quelle galère !

J'ai appris hier qu'il y avait eu un gros coup de vent sur le nord de la France il y a quelques jours, mes amitiés à tous les camarades du nord et leurs familles. Ces derniers jours, j'ai surtout pensé aux 12 millions de Pakistanais qui avaient tout perdu et avaient été jetés sur les routes l'année dernière vers la même époque et dont le monde entier s'était foutu éperdument, tous des talibans en puissance !

J'ai fait le plein d'essence hier pour alimenter le générateur, sauf que je ne parviens pas à recharger la batterie de la maison. Tout cela me coûte un fric dingue, mais bon, il faut bien tenir d'une manière ou d'une autre, y compris moralement, certainement pas grâce à vos messages de soutien en tout cas ! J'ai de nouveau le téléphone. Mes meilleurs pensées au camarade qui a essayé de me joindre, c'est juste à ce moment-là que le téléphone fut coupé pour cause de batterie à plat, celle du téléphone cette fois.

J'ai réalisé une actualisation sommaire des infos en bref des neufs derniers jours, je mettrai cela en ligne ce soir. Je n'ai le temps de me livrer à une analyse politique sur aucun sujet. Pendant mes lectures (politiques notamment) du soir j'ai pris plein de notes.

J'espère reprendre mon activité normal dès demain. Comme dit mon épouse "*il faut se battre et être courageux*", et d'ajouter "*on n'a pas le choix*". Voilà une réflexion qui vient de très très loin camarades, je ne sais pas si vous pouvez l'imaginer. Elle aussi elle est dans une sacrée merde à Aubagne, elle vient de renvoyer son médecin traitant. Enfin, cela fait plusieurs années que je lui dis que c'est un bon à rien, dangereux évidemment, tous les graves problèmes qu'elle connaît depuis son opération pourraient venir du traitement qu'il lui a donné, en tout cas tout concorde.

Pour conclure, l'adversité ou ce genre d'épreuves me stimule, je sais qu'en les affrontant sans faiblir on en ressort plus fort. Bonne continuation à tous.

En attendant que cette rubrique soit actualisée, voilà de quoi vous occuper, un courriel que j'ai reçu ces derniers jours.

Débat autour du livre de Jean-Jacques Marie : *LÉNINE La révolution permanente*

Samedi 21 janvier 2012 à 14 h 30 Au CERMTRI : 28, rue des Petites-Écuries- 75010 – Paris

Après tant d'études et de biographies, un nouveau livre sur Lénine était-il nécessaire ? Était-il nécessaire maintenant ?

Quelle est l'actualité de Lénine en 2012, vingt ans après que s'est désintégrée l'Union Soviétique ? Désintégrée au terme de décennies de domination de cette bureaucratie dont Lénine a tenté de combattre l'émergence, bureaucratie qui se reconnut dans Staline contre lequel, selon la formule de l'historien Moshe Lewin, « *Lénine livra son dernier combat* ».

Quelle est la portée mondiale de la Révolution d'octobre 1917 à laquelle le nom de Lénine reste associé, en ce début du 21ème siècle - où des dictatures viennent de s'écrouler sous les coups des peuples et où en même temps les travailleurs et les peuples voient se déchaîner une furieuse offensive contre leurs droits et leurs conditions de vie ? Associé au point qu'en 2011, un

journaliste russe, pourtant hostile politiquement à Lénine, a déclaré qu'accepter aujourd'hui que soit occultée sa mémoire serait « *l'enterrement de l'idée même d'une révolution émanant de la base, seule possibilité qui reste aux masses, étant donné le blocage de tout changement venu d'en haut.* »

Alors que déferle sur toute la planète une crise économique aux conséquences catastrophiques, n'est-il pas d'actualité de revenir sur l'analyse faite dès 1916 par Lénine de l'impérialisme ; analyse dont les conclusions prennent aujourd'hui, comme l'écrit Jean-Jacques Marie « *un caractère aveuglant* » ?

N'y a-t-il pas dans le déchaînement d'ignorance, de calomnies et de haine à l'encontre de Lénine comme une reconnaissance involontaire de l'actualité de l'action et de la pensée de celui dont toute l'activité politique restera guidée par l'affirmation formulée dans l'un de ses premiers écrits : « *Aider au développement politique et à l'organisation politique de la classe ouvrière, voilà notre objectif principal et fondement. Celui qui le relègue au second plan et ne lui subordonne pas tous ses objectifs et procédés particuliers s'engage sur une fausse voie.* »

Ces questions sont au cœur même du livre : *Lénine, la révolution permanente.*

François de Massot, président du CERMTRI, introduira le débat. Jean-Jacques Marie répondra à tous les questions que l'on voudra lui poser à propos de son livre.

Inscrivez-vous nombreux pour cette conférence.

Merci d'aviser le CERMTRI soit par courrier au 28 rue des Petites-Ecuries 75010 Paris, soit par téléphone au 01 44 83 00 00 ou par e-mail : cermtri@wanadoo.fr en indiquant vos Nom, prénom et le nombre de participants

Je vous conseille de participer à cette conférence.

J'ai relu *La révolution permanente* de Trotsky pendant mes longues soirées, *Leçons d'Octobre* aussi. A ce propos je me suis demandé, si sans la présence de Lénine en octobre 1917 en Russie la révolution aurait obligatoirement échoué, selon Trotsky, et si elle a échoué dans d'autres pays comme l'Allemagne par exemple, c'est parce qu'il n'y avait pas un Lénine à la direction du Parti communiste allemand, ou en Chine, cela signifie-t-il que la révolution mondiale est irrémédiablement vouée à l'échec parce qu'il n'y aura jamais un Lénine à la tête de chaque parti révolutionnaire dans chaque pays du monde ?

Comment doit-on concevoir le parti (et l'Internationale) pour remédier à cet inconvénient ou à cette lacune incontournable et fatale ? En voilà une bonne question à poser à Jean-Jacques Marie et François de Massot notamment, non ? J'ai déjà fourni une réponse ou un début de réponse à cette question pour ceux qui suivent le site depuis quelques années... Ni monarque, ni Bonaparte, ni secrétaire général... Mais, le parti, encore le parti, toujours le parti... (à suivre)

Au fait, les articles de presse et les causeries de décembre et de 2011 seront au format pdf demain.

Haut de page

Haut de page

Le 10 janvier

CAUSERIE

Voilà où nous en sommes sur place : ils se battent pour savoir qui doit payer les ouvriers qui vont couper les arbres abattus et déblayer le champ des lignes électiques et qui va récupérer le bois pour le revendre, sachant qu'il provient de propriétés privées dont les propriétaires sont absents ! Il s'agit de teck revendu 10 000 roupies la tonne, et où j'habite tous les terrains étaient bordés de teck d'une dizaines de mètres de haut, il y en a pour plusieurs centaines de tonnes, donc beaucoup de fric en jeu.

Les arbres étaient plantés dans les parties communes de ce qu'on peut appeler un lotissement pour privilégiés, les quelques propriétaires présents sur les lieux ont fait couper les arbres qui s'étaient abattus sur la chaussée pour accéder ou sortir de chez eux, ils ont payé des milliers de roupies pour faire exécuter le travail et c'est le propriétaire des parties communes qui a récupéré le bois dans leur dos, il a été jusqu'à faire la tournée la nuit avec des tracteurs pendant que les propriétaires étaient absents, ils ont tous une autre maison dans Pondichéry. Mieux encore, il a osé leur demander de l'argent pour faire couper les branches des arbres encore debouts qui obstruent le passage des lignes électiques, ce qui a provoqué leur colère, ils ont refusé de payer en le traitant de tous les noms, bonjour l'ambiance !

Et moi dans tout cela je suis l'otage de leur cupidité et de leur connerie ! Le propriétaire des parties communes n'est rien d'autre que le voyou qui a racheté ma maison, une ordure finie pour ceux qui ont suivi cette histoire il y a quelques mois déjà. Il est capable de s'arranger pour que le courant revienne dans les secteurs du lotissement qui le concerne et de laisser les autres à l'abandon pendant encore des semaines !

Il y a deux jours le service d'électricité du coin a reçu 30 poteaux, au cours de la nuit suivante des villageaois sont venus en tracteur et ils ont embarqué les poteaux pour remplacer ceux qui étaient cassés dans leur village, ils ont même été jusqu'à commencer à les mettre en place pour qu'on ne vienne pas leur reprendre ! Et les autorités dans tout cela ? Quelles autorités, corrompus et pourris jusqu'à l'os ! C'est la loi de la jungle ici, on a du mal à se l'imaginer quand on ne l'a pas vécu soi-même.

Ce qui me gêne le plus, c'est ma réserve d'eau qui diminue chaque jour, je ne l'utilise que pour la cuisine et les toilettes. Il va bien falloir que je lave du linge à un moment donné et cela nécessite pas mal d'eau. Autre problème, l'eau qui stagne dans le réservoir depuis 12 jours va devenir impropre à la consommation, surtout que la température remonte rapidement, d'autant plus que la plupart des arbres ont disparu.

Cela va se terminer que je vais être obligé de déménager encore une fois ! Encore un peu de patience, encore de la patience, toujours de la patience...

C'est peut-être ce qui nous a manqué le plus pour construire le parti, ainsi et surtout qu'une direction collégiale du parti, sachant qu'il n'existait aucun dirigeant de la trempe de Lénine après l'assassinat de Trotsky par Staline. Ce n'est pas le modèle du parti bolchevik qui a fait faillite, c'est la manière dont il a été transposé, à la lettre, alors qu'il aurait fallu l'adapter à la nouvelle situation tout en faisant preuve de modestie et de tolérance, fermeté dans les principes et souplesse dans leur application, tout un art, comme la révolution quoi, ce qui n'est pas donné à tout le monde. (A suivre)

Un dernier mot.

J'ai effacé par erreur une partie des infos en bref que j'avais préparées hier, celles qui suivent comportent ou non des dates parce que certaines infos ne sont pas datées, seules figurent les heures de leur parution sur le Net entre le 5 et le 9 janvier. Demain je complèterai avec quelques infos importantes que je n'ai pas eu le temps de traiter. Je viens d'avoir une conversation d'une heure au téléphone avec mon épouse dont la situation m'inquiète au plus haut point, je crains le pire désormais, pour ne pas en dire plus...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Hausse de la TVA

Le Premier ministre François Fillon a annoncé jeudi dernier qu'il soumettrait en février au Parlement sa réforme du financement de la protection sociale, qui pourrait passer par l'instauration d'une "*TVA sociale*".

La ministre du Budget, Valérie Pécresse, a précisé jeudi dernier que ce texte serait un projet de loi de finances rectificative et qu'il tirerait "*les conclusions financières de l'ensemble des discussions*" du sommet social du 18 janvier et des décisions du gouvernement.

"*Nous prendrons le temps qu'il faudra pour que ce texte soit adopté avant la présidentielle*", a-t-elle déclaré à l'adresse du Sénat. (reuters 08.01)

1.2- Taxation financière... des petits porteurs

1.2.1- Le gouvernement enthousiaste...

Un projet de loi sur l'instauration unilatérale par la France d'une taxe sur les transactions financières pourrait être présenté au Parlement dès février, a annoncé dimanche Benoist Apparu, secrétaire d'Etat au Logement.

Le gouvernement se montre ferme sur son idée, à trois mois et demi du premier tour de l'élection. "*Ce n'est pas parce que les financiers disent 'non, on ne veut pas être taxés' qu'on va les écouter*", a déclaré Benoist Apparu sur Radio J.

La date de février correspond à la fin de la session parlementaire. Aucun détail sur les modalités du texte n'est disponible.

Une promulgation et une entrée en vigueur avant le printemps et l'élection semblent aléatoires.

Dans un communiqué publié vendredi, l'association Paris Europlace, qui regroupe l'ensemble des acteurs de la place financière française a déclaré "*son opposition à la mise en place d'une taxe sur les transactions financières qui, si elle n'était pas européenne, affaiblirait l'économie française*".

Le Premier ministre britannique, David Cameron, a estimé dimanche que la France était dans son droit avec ce projet mais a prévenu qu'il bloquerait l'instauration d'une taxe Tobin au niveau européen si elle n'était pas suivie au niveau mondial.

Manuel Valls, chargé de la communication dans l'équipe de campagne du candidat PS François Hollande, a estimé sur Radio J que ce projet était un acte de campagne de Nicolas Sarkozy. Il a refusé de dire si le PS voterait ou non le projet de loi.

"*Nous attendons la capacité de Nicolas Sarkozy à convaincre ses partenaires européens, puisque tout le monde sait que c'est évidemment au niveau européen qu'il faut mettre en oeuvre cette taxe*", a-t-il dit.

Le député PS Arnaud Montebourg a cependant déclaré sur France 3 qu'il voterait le projet de loi, même s'il jugeait incongru de la présenter aujourd'hui, alors même que Nicolas Sarkozy et le gouvernement déclaraient jusqu'ici que ce n'était pas possible justement du fait d'une absence d'accord européen.

Le candidat de droite à la présidentielle Dominique de Villepin a exprimé un point de vue similaire sur Canal+, soulignant aussi qu'une instauration unilatérale allait pénaliser le système bancaire français. (reuters 08.01)

1.2.2- La réalité....

La taxe sur les transactions financières que Nicolas Sarkozy veut voir votée avant la présidentielle pourrait être limitée aux ventes d'actions dans un premier temps, selon Le Monde.

"*La taxe Tobin pourrait se réduire, au moins dans un premier temps, à la réintroduction de l'impôt de Bourse, qui taxe les simples achats d'actions*", écrit Le Monde dans son édition de lundi.

"*Ça n'est pas faux*", répond au quotidien un ministre non identifié.

L'impôt de Bourse avait été supprimé en 2008 par la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, qui avait mis en avant le renforcement de la compétitivité de la place de Paris.

Essentiellement concentré sur les ventes d'actions, cet impôt se déclenchait à partir de 7.668 euros avec deux taux, un premier à 0,3% pour les transactions inférieures à 153.000 euros et un second à 0,15% au dessus. Cette taxe a l'avantage d'exister à Londres sous forme d'un droit de timbre de 0,5 % et qui rapporte selon Bercy 2 à 3 milliards de livres par an.

"*L'idée serait de voter avant les élections une loi qui transpose par avance la directive européenne et commencerait par faire entrer en vigueur l'impôt de Bourse, la taxation des obligations et produits dérivés intervenant plus tard*", poursuit Le Monde.

Le ministère des Finances n'a pas commenté immédiatement ces informations. (reuters)

1.2.3- ... qui n'effraie pas le Medef.

La présidente du Medef pense qu'une telle initiative "*ne changerait pas grand-chose*". Elle milite plutôt pour une interdiction du "*flash trading*", la spéculation à haute fréquence. (lemonde.fr 09.01)

La spéculation insaisissable quoi, il fallait y penser !

1.3- La démocratie fantôme. Chassez-moi ces électeurs que je ne saurais voir !

A Marseille. Le nombre de nouveaux électeurs pouvant participer aux élections présidentielle et législatives de 2012 devrait ainsi être de 28 % inférieur à celui enregistré fin 2006, avant la précédente année présidentielle.

A la veille de la clôture des listes, on estimait vendredi à "*environ 41 000*" le nombre de nouveaux inscrits marseillais pour 2012, dont 7 000 jeunes de 18 ans inscrits d'office, contre 53 000 au 31 décembre 2006, a indiqué à la presse Daniel Sperling, adjoint au maire chargé de l'état civil.

Selon M. Sperling, la deuxième ville de France se situe toutefois "*dans la moyenne nationale*" en matière de nouvelles inscriptions et fait nettement mieux que certaines villes de la région PACA, où la baisse atteint parfois 40 %.

Selon M. Sperling, les raisons de la baisse du nombre d'inscriptions seraient plutôt à chercher dans "*la crise sociologique et financière qui amène les gens à penser qu'ils ne peuvent pas écrire l'histoire*", des candidats (à la présidentielle) "*moins clivants*" qu'en 2007 et peut-être, localement, le poids des affaires. Marseille comptait au 28 février 2010 472 210 inscrits sur les listes électorales pour une population de 18 ans et plus en âge de voter de 665 533 personnes, soit un taux de non-inscrits nettement supérieur à la moyenne nationale (9 %). (lemonde.fr 30.12)

1.4- Etat policier. Les alcooliques "*anonymes*" frappent et tuent.

1.4.1- L'Inspection générale des services (IGS, la police des polices) a été saisie par un homme qui s'est plaint d'avoir été frappé par un policier pour avoir sifflé l'Internationale dans un commissariat parisien, a-t-on appris lundi auprès de la préfecture de police de Paris (PP).

L'homme de 47 ans a déposé plainte vendredi pour violences volontaires aggravées, a affirmé le site d'informations Mediapart, qui révèle cette information.

Les faits se seraient déroulés vendredi vers 05H00 heures du matin dans un commissariat parisien. Après avoir été interpellé en état d'ébriété par des policiers de la brigade anti-criminalité, cet homme, amené au commissariat du IIIe arrondissement parisien, assure qu'un policier l'a violemment frappé parce qu'il sifflait l'Internationale, selon Mediapart, qui a recueilli son témoignage.

Selon Mediapart, il souffrirait depuis d'une fracture du plancher de l'orbite avec douze jours d'interruption temporaire du travail (ITT). (AFP)

1.4.2- Wassan El-Yamni, le Clermontois interpellé de manière «*musclée*» par deux policiers dans la nuit de la Saint-Sylvestre et plongé depuis dans le coma, est décédé ce lundi après-midi, selon l'avocat de la famille. Jointe par 20 Minutes, la préfecture a confirmé l'information. Agé de 30 ans, il était marié et père d'un garçon de 3 ans et demi et d'une fillette d'un an. Il était chauffeur routier salarié et pratiquait le football.

Tout commence par un appel téléphonique. Vers 2h30 du matin, dans la nuit de la Saint-Sylvestre, un coup de téléphone prévient la police et les pompiers de la présence au sol d'un homme inanimé au centre commercial de la Gauthière, un quartier sensible du nord de Clermont-Ferrand. Arrivés sur les lieux, policiers et pompiers ne trouvent que quatre jeunes, assis sur un banc, raconte la Montagne. L'un deux, Wassan El-Yamni, décrit plus tard comme très excité, aurait lancé des projectiles sur la voiture de police, dont la vitre se brise à l'impact.

Une course-poursuite s'engage alors. Deux policiers de la brigade canine, appelés en renfort, finissent par interpeller le Clermontois. Selon la Montagne, l'homme âgé de 30 ans est alors mis au sol par le chien, menotté, placé dans le véhicule et aspergé de gaz lacrymogène. Lorsqu'il arrive au commissariat, il est inanimé. Selon le parquet, les policiers ne croient d'abord pas à son malaise. Victime d'un arrêt cardiaque, il est ranimé avant de tomber dans le coma.

Selon le parquet, il souffrait d'une fracture des côtes, une autre du rocher orbitaire et des lésions au niveau du cou. Il est resté dans le coma jusqu'à son décès, lundi après-midi.

Deux juges d'instruction ont été saisis du dossier. Les deux policiers ayant interpellé Wassan ont été mis en cause nommément et pourront être mis en examen. (20minutes.fr)

1.5- Terrorisme d'Etat et propriété privée.

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a installé lundi le Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps), chargé notamment de "*délivrer les agréments, contrôler le respect des lois et conseiller*".

L'Etat, a relevé le ministre lors d'une conférence de presse à Paris, "*a le devoir de veiller à ce que les activités qui se déploient du fait de la sécurité privée s'exercent conformément aux lois de la République et en parfaite coordination avec les responsabilités des autres forces de sécurité, police et gendarmerie nationales, les polices municipales*".

La sécurité privée représente en France quelque "*9.000 entreprises*" employant "*165.000 personnes*", alors que la police en compte "*145.000*" et la gendarmerie "*95.000*".

Pour le ministre, il convient d'écarter tout risque de "*dérives sur le plan des libertés individuelles*". Aussi est-il "*nécessaire que nous parvenions à davantage de professionnalisme et le Cnaps doit permettre de progresser sur cette voie*", a-t-il affirmé.

"*Complètement opérationnel fin 2012*" et présidé par le criminologue Alain Bauer, le Cnaps aura pour mission de délivrer "*les agréments, autorisations et numéros de carte professionnelle aux entreprises, dirigeants et salariés; contrôler le respect des lois et règlements en vigueur sur la sécurité ainsi que celui d'un code de déontologie en cours d'élaboration*", a énuméré M. Guéant. (AFP)

Ancien n°2 en Europe de la SAIC/NSA, puis Grand Maître du Grand Orient de France, devenu conseiller de Nicolas Sarkozy, il a collaboré avec la police de New York (NYPD) qui a publié, le 15 août 2007, une étude de 90 pages sur *La Radicalisation en Occident*. Il y affirmait notamment : « *Le terrorisme est aujourd'hui le problème central de sécurité pour nos gouvernements. On peut même dire que le terrorisme est devenu une guerre. Le terrorisme d'État de la Guerre froide, qu'il soit politique ou idéologique, a presque disparu* ». « *Les civils, les villes, les entreprises et les populations en général seront encore plus affectées qu'elles ne le furent par les attentats du 11 septembre et par l'alerte à l'anthrax la même année* ». (source : Réseau Voltaire, article dans le site)

2- Italie

Le président italien du Conseil, Mario Monti, a annoncé dimanche qu'il préparait une libéralisation graduelle dans plusieurs secteurs d'activité pour accroître la concurrence et relancer l'économie italienne.

"*Nous voulons faire plus de place à la concurrence et au mérite dans différents secteurs d'activité*", a-t-il dit lors d'une interview accordée à la RAI.

"*Cela implique de réduire la protection et les différents moyens par lesquels les secteurs industriels tentent de créer des avantages pour ceux qui sont à l'intérieur de la forteresse, au détriment de ceux qui sont à l'extérieur*", a-t-il ajouté.

Son ministre de l'Industrie, Corrado Passera, a précisé que tous les secteurs seraient concernés, citant le gaz, l'énergie, le commerce, les transports et les professions libérales.

L'autorité italienne de la concurrence et du marché a proposé cette semaine une série de réformes, suggérant notamment de séparer l'activité bancaire du reste de l'activité de la Poste italienne, de favoriser le développement d'opérateurs indépendants dans le secteur de l'énergie et de privatiser certains services publics.

Elle propose aussi de réduire les tarifs interbancaires et de créer une autorité des transports chargée de veiller au respect de la concurrence dans le transport ferroviaire de passagers et de fret. (reuters 08.01)

Social

1- Journalisme

Plus de 100 journalistes et personnels des médias sont morts victimes de violences en 2011, rapporte vendredi 30 décembre la Fédération internationale des journalistes (FIJ), qui exhorte le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, à agir pour protéger la profession.

Avec chacun onze tués, le Pakistan, l'Irak et le Mexique ont été les pays les plus meurtriers au monde pour les journalistes cette année. Au total, 106 journalistes et personnels des médias ont été tués en 2011, contre 94 en 2010. A cela s'ajoute 20 journalistes tués dans des accidents ou des catastrophes naturelles, précise la FIJ, dont le siège se trouve à Bruxelles.

"*Dans une situation où les gouvernements sont dans le déni ou indifférents face à qui est devenu une habitude de prendre pour cible des journalistes, il vous revient et il revient à l'ONU de leur rappeler leur responsabilité de protéger les journalistes*", écrit le président de la FIJ Jim Boumelha, dans une lettre envoyée à Ban Ki-moon, rendue publique vendredi.

La Fédération internationale des journalistes représente plus de 600 000 journalistes dans 131 pays. Selon le bilan annuel de Reporters sans frontières publié mi-décembre, 66 journalistes ont été tués et un millier arrêtés dans le monde en 2011, une année marquée par le "*printemps arabe*" et les contestations liées à la crise. (lemonde.fr 30.12)

2- France

2.1- Un "*déchet très toxique*" : le PS.

Les jeteurs de mégots seront bientôt passibles d'une sanction de 35 euros à Paris dans le cadre de la campagne "*Paris met les pollueurs à l'amende*", a indiqué lundi l'adjoint au maire chargé de la propreté, François Dagnaud, confirmant une information du Figaro.

"*Nous lançons le message suivant : nous verbaliserons les jeteurs de mégots sur les trottoirs quand il y aura des éteignoirs à cigarettes partout, ce qui sera le cas dans plusieurs mois*", a déclaré M. Dagnaud à l'AFP.

"*Un mégot est un déchet très toxique qui met plusieurs années à se dégrader et qui peut polluer jusqu'à six litres d'eau*", a-t-il souligné. "*Il est normal dès lors que cette forme de pollution soit sanctionnée, comme les autres pollutions, mais il y a une tolérance jusqu'à présent, en attendant le déploiement des éteignoirs à cigarettes*".

15.000 à 20.000 de ces dispositifs devraient être installés cette année, contre 2.000 actuellement, et il devrait y en avoir 30.000 d'ici 2014. Ils seront adossés aux poubelles.

Déjà, des actes de pollution entraînaient des amendes, comme le dépôt sauvage d'encombrants, le fait d'uriner dans la rue ou de ne pas ramasser les crottes de son chien. Il y a eu 11.659 PV pour infractions à la propreté au premier semestre 2011, soit 8% de plus qu'au premier semestre 2010. (AFP)

2.2- Suppression d'emplois à la Banque de France.

La Banque de France prévoit de supprimer 2 500 postes nets d'ici 2020 dans le cadre d'un plan stratégique destiné à gérer environ 5 000 départs naturels à la retraite et à adapter l'institution à ses missions. Le plan inclut 2 500 recrutements sur la période, avec une forte proportion de cadres.

"*Pendant six mois, nous allons travailler pour présenter une évolution de la structure de la banque d'ici 2020. A la fin du premier semestre 2012, il y aura communication d'un projet qui donnera lieu à discussion avec les IRP*", a expliqué le directeur général des ressources humaines de la Banque, Frédéric Peyret. Concrètement, les effectifs, qui se montaient à 13 009 équivalents temps plein (ETP) fin 2010, passeront à environ 10 500 en 2020.

Les effectifs de la Banque de France ont déjà été réduits d'un peu plus de 2 000 personnes sur les dix dernières années, également par le biais du non-renouvellement de départs en retraite.

"*Il y a trente ou trente-cinq ans (moment de l'embauche du personnel qui partira à la retraite d'ici 2020), la nature des métiers était très différente, avec beaucoup d'activités de gestion de flux, qui ont disparu aujourd'hui. Les fonctions support nécessitent moins de personnel. Il y a une réorientation vers d'autres profils*", détaille M. Peyret.

"*On nous a annoncé 2 500 suppressions d'emplois, mais pour nous, c'est a minima. Par déduction, cela va entraîner des fermetures de caisses, d'unités et d'implantations*", a affirmé à l'AFP Chrystian Fraignaud, secrétaire général du syndicat FO à la Banque de France. Concernant les succursales, "*le gouverneur a confirmé la logique d'implantation départementale*", a précisé M. Peyret, indiquant qu'il existait aujourd'hui une trentaine d'implantations non départementales. "*Nous sommes sur le pied de guerre à la suite de cette annonce. Nous ne sommes même pas sûrs que cela sera des statutaires qui seront embauchés sur ces postes*", a dit à l'AFP un responsable syndical CGT de la Banque de France. (lemonde.fr 03.01)

2.3- Parole de patron

La présidente du Medef Laurence Parisot a affirmé, dimanche, lors de l'émission "*Internationales*" de RFI/TV5Monde/Le Monde, que le déficit de compétitivité de la France face à l'Allemagne avait une composante psychologique.

Pour Mme Parisot, "*la principale différence de culture (entre les deux pays) est la capacité qu'ont les Allemands à rechercher le compromis et à éviter le conflit*". "*Ils ont une volonté de trouver au final une position commune. C'est cela qui parfois nous manque*", a-t-elle regretté. (AFP)

"*Le déficit a dégringolé à partir de la mise en place des 35 heures*", explique Mme Parisot. "*La corrélation est évidente, dit-elle, on s'est mis à travailler moins lorsque le reste du monde se mettait à travailler plus.*" (lemonde.fr 09.01)

3- Nigéria

Des centaines de personnes ont défilé vendredi dans les rues d'Abuja, capitale fédérale du Nigeria, pour protester contre le doublement du prix de l'essence à la pompe provoqué par la suppression par le gouvernement de la subvention de l'Etat.

Cette manifestation, qui précède un appel à la grève générale illimitée lancé à partir de lundi par les syndicats, fait suite à une série de protestations similaires dans le pays depuis l'entrée en vigueur, le 1er janvier de cette mesure motivée par la volonté de lutter contre la corruption et de faire des économies.

Le gouvernement du président Goodluck Jonathan a fait savoir qu'il n'était pas question de revenir sur cette mesure.

Vendredi, il a obtenu de la justice une injonction enjoignant à deux organisations syndicales - NLC et TUC - de s'abstenir d'ordonner à leurs adhérents de cesser le travail.

Les pouvoirs publics espèrent économiser 6,21 milliards de dollars cette année grâce à la suppression de la subvention sur les carburants.

De source pétrolière, on estime que la grève, si elle a lieu, ne devrait pas avoir un impact significatif sur les ventes de brut dont le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, est le premier exportateur du continent. (reuters 06.01)

Syndicat

Interrogé par la presse, à l'issue de sa rencontre avec François Hollande, pour savoir s'il allait rencontrer aussi Marine Le Pen, Jean-Claude Mailly a répondu: "*Je ne pense pas. Attendez, moi le national-socialisme, ce n'est pas ma tasse de thé*".

Vous comparez le Front national aux nazis? lui a-t-on demandé. Il a répondu: "*Non ! (...) Ce n'est pas la même chose. Je considère qu'il y a un discours qui est national-socialiste au sens historique du terme, c'est à la fois des références à l'Etat mais aussi beaucoup de social, donc (...) je ne dis rien d'autre*". (lexpress.fr)

Mais ma parole, il a dû lire mon article du 30 octobre dernier !

Economie

1- Parole d'économiste

Pour Gerald Celente, fondateur de Trends Research Institute, l'effondrement qui a débuté au cours de l'été 2007, avec une accélération en mars 2010, va s'achever quelque part en 2012. La banqueroute des banques européennes va torpiller tout espoir de reprise économique mondiale et les peuples, selon lui, vont haïr les responsables de cette immense catastrophe.

Nous ne partageons pas ce point de vue parce que les peuples n'ont aucune idée de l'existence d'un cartel bancaire et ce n'est pas demain que les grands médias passeront à la confession. Le cartel bancaire, comme à son habitude depuis la révolution française de 1789 et les grandes révolutions européennes du début du XIX° siècle, sortira des boucs-émissaires qui, eux, seront haïs du peuple. Et si les politiciens actuels, complices du jeu de massacre qui se met en place avaient deux sous de réflexion, ils agiraient autrement. Peut-être pas en s'opposant à leurs maîtres de manière frontale, mais par l'esquive. Enfin, pour agir de la sorte, encore faut-il ne pas être aveuglé par l'orgueil.

G. Celente s'est récemment exprimé en Australie pour dire son immense inquiétude. « *Je n'ai jamais été aussi soucieux depuis une trentaine d'années* ». Il prédit une terrible lutte des classes pour 2012. Nous sommes, pour notre part dubitatifs, puisque le programme du cartel est précisément l'élimination de la classe moyenne au moyen d'un krach bancaire et financier qui va s'accélérer comme l'annonce Trader Noé. C'est une question de semaines apparemment. Toutes les économies de la classe moyenne vont partir en fumée. D'aucuns n'ont pas compris ce qui va arriver. Ce n'est pas un scénario de science-fiction mais une certitude. Le banquier anonyme, qui fréquente de hautes pointures de la Haute finance mondiale, nous a clairement dit : « *Cela va être la mort de la civilisation financière telle que nous la connaissons depuis des décennies* ».

Poursuivons avec G. Celente. Il annonce une détérioration phénoménale des conditions de vie des populations du Maghreb et du Moyen-Orient. "*Les révoltes que l'on voit dans plus d'une douzaine de pays : de Tunisie, d'Egypte, Yémen, Syrie, Bahreïn, du Qatar au Royaume-Uni, en Grèce et en Italie, vont finir par s'étendre à l'Europe orientale / Asie centrale et plus intensément aux Etats-Unis*". De ce point de vue, les vidéos présentées hier sur la FEMA confortent la justesse de cette analyse.

Pour le moment, dit Gerald Celente, le monde n'a rien vu de ce que produira la crise financière puisque, depuis la chute de Bear Stearns, en 2008, les banquiers centraux ne font que boucher des trous en augmentant les dettes des Etats, et donc grèvent des dettes supplémentaires sur le dos des contribuables. Les chiffres sont tellement astronomiques qu'ils ne veulent plus rien dire.

La vérité est que tout cet argent n'a en aucune manière servi à résoudre la crise financière. Bien au contraire, on a alimenté cette même crise pour un résultat dont l'immense majorité des gens n'a aucune idée. Notre monde n'a jamais été confronté à un tel scénario. Certains font le parallèle avec 1929, mais à cette époque le monde n'était pas en « *mondialisation* », il n'y avait pas une économie fonctionnant en flux tendu, comme c'est aujourd'hui le cas. Il y avait encore pas mal de gens dans les campagnes. Cette fois, les banquiers internationaux ont pris le temps de détruire l'agriculture saine et l'agriculture en général. Les agriculteurs sont peu nombreux, ils n'arrivent pratiquement plus à vivre de leur travail. Par contre, les multinationales ont accaparé les réseaux de distribution. Nous sommes prisonniers de ces réseaux en cas de rupture du système. En outre, les familles sont disloquées, et l'individualisme a pris le dessus.

Pour G. Celente, 2012 va voir se succéder une suite d'échéances de dettes et le risque de voir les Etats européens s'effondrer, selon le jeu des dominos, grandit. Cela devrait arriver et impacter l'économie mondiale. «Si vous vivez en Grèce, vous êtes dans une dépression, si vous vivez en Espagne, vous êtes dans une dépression, si vous résidez au Portugal ou en Irlande, vous êtes dans une dépression», a déclaré Celente. «Combien de pays en Europe de l'Est sont-ils, également, en dépression ? Plus que vous ne pouvez imaginer». Partout, les clignotants arrivent au rouge. « *En Chine, il y a 1,3 milliard de personnes et aussi 1 million de problèmes* ». « *Avec les événements européens de 2012, il faut vraisemblablement s'attendre à une chute conséquente des importations de matières provenant de pays asiatiques* ». « *Cela va nécessairement se traduire par du chômage en Asie et un déclin de l'activité économique* ». (liesidotorg.wordpress.com 08.01)

2- Fed, Banque d'Angleterre et BCE

Il existe une différence notable entre les politiques menées par les banques centrales américaine et britannique par rapport à celle de la zone euro (la BCE). Les deux premières se sont engagées dans des processus dont on a beaucoup parlé il y a quelques mois : le quantitative easing (assouplissement quantitatif). Concrètement, cela s'est traduit par l'achat massif de dette publique par la banque centrale, additionnée à des taux très bas. Opération qui fut réalisée en deux temps pour la banque d'Angleterre : d'abord entre mars 2009 et janvier 2010, puis depuis le 6 octobre, la Banque d'Angleterre a décidé de porter à 275 milliards de livres sterling ses achats de dette publique britannique.

Après deux plans de quantitative easing, la Réserve fédérale américaine (Fed) détient désormais 2850 milliards de dollars de dette américaine. Et elle a annoncé, le 21septembre 2011, qu'elle allait céder des emprunts arrivant à échéance d'ici trois ans pour en acquérir d'autres, de maturité plus longue.

Résultat, la Fed comme la Banque d'Angleterre détiennent toutes deux environ 17% des dettes américaine et britannique.

De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) a acheté 203,5 milliards d'euros de dette d'Etats européens depuis mai 2010 – d'abord grecque, irlandaise et portugaise, puis italienne et espagnole – soit 3% de la dette de la zone euro.

Comme le groupe anglo-américain contrôle les agences de notation ainsi que la City, à partir de laquelle il est possible de jouer et de spéculer sans aucune réglementation (lire avec un effet de levier maximum), l'histoire est déjà écrite.

Les banquiers centraux européens ont toujours cherché à justifier leur attitude par la crainte de l'inflation. Pour eux, la politique de monétisation des dettes publiques renforce le scénario de perte de valeur de la monnaie. Or, aujourd'hui, l'euro plonge contre le dollar !

Pourtant, statistiquement, l'écart d'inflation entre l'Europe et le tandem Etats-Unis/Grande Bretagne n'est pas (officiellement) si important.

Alors faut-il entendre que les règles économiques enseignées en université ne marchent plus ? Peut-on imprimer de la monnaie sans scrupule et voir sa devise se renforcer contre celles des pays dont la banque centrale est plus rigoureuse ? L'explication se trouve dans la MANIPULATION ou le tour de magie des financiers sans scrupule de Wall Street à la City.

SP500 contre CAC 40

De ce point de vue, les analyses successives et comparatives de Trader Noé entre les indices SP500 et CAC 40 sont révélatrices du plaisir que prennent les parrains de Wall Street à préparer le torpillage de l'Europe. Les manipulations indicielles sur le SP500 ont pour objectif de lui donner de l'air (oxygène) et donc d'apparaître plus performant, tout en assurant la descente des indices européens, de plus en plus fragilisés par des niveaux techniques que seuls détectent certains traders… comme ceux agissant via certains comptes numérotés.

D'un point de vue stratégique, le rebond technique haussier auquel on assiste sur les indices américains, permet de tirer (en reprise technique) des indices européens comme le CAC40, tout en préparant une puissante dynamique baissière… (liesidotorg.wordpress.com 05.01)

3- BCE

3.1- Le refinancement massif des banques par la BCE commence à porter ses fruits et l'institution est prête à répéter l'opération en février, a déclaré vendredi Christian Noyer, membre du conseil des gouverneurs de l'institut de Francfort.

"*Depuis que la BCE a fait sa grosse opération de refinancement à trois ans - plus de 500 milliards (d'euros) - on a des opérations d'émissions publiques par les Etats qui se sont très bien passées, et celle du Fonds européen de stabilité financière*

aussi", a-t-il dit sur Europe 1.

La France a émis sans difficulté majeure près de 8 milliards d'euros de dette à long terme jeudi, soit dans le haut des objectifs annoncés, à un taux moyen qui s'est tendu à 3,28% contre 3,19% en décembre. Le succès de l'opération "*est un très bon signe*", a dit Christian Noyer.

Le FESF a quant à lui emprunté 3 milliards d'euros, une opération qui a attiré une forte demande.

Christian Noyer a ajouté que la BCE ferait une deuxième opération de refinancement des banques à trois ans en février, pour un montant qui dépendra de la demande de ces dernières.

Prié de dire si le montant de l'opération pourrait atteindre 500-600 milliards d'euros, il a répondu : "*Si c'est nécessaire absolument, on fera la même opération.*"

"*J'attends des banques qu'elles soient plus actives sur le crédit à l'économie, qu'elles soient vraiment dynamiques*", a ajouté Christian Noyer. "*C'est pour ça qu'on leur prête de l'argent, qu'on leur prête à de très bonnes conditions et qu'on leur garantit ça sur plusieurs années.*"

Selon les chiffres publiés fin décembre par la Banque de France, les crédits au secteur privé ont ralenti en novembre, pour les entreprises comme pour les ménages.

En outre, "*elles (les banques) ont toutes les capacités d'acheter des dettes d'Etats, c'est un placement sûr, qui leur rapporte, il n'y a aucune raison qu'elles soient timorées là-dessus*". (reuters 06.01)

3.2- Frédéric Oudéa, PDG de la Société générale, a déclaré qu'il n'était "*pas question*" que la deuxième banque française investisse massivement dans la dette souveraine française, selon une étude publiée vendredi.

Ces commentaires entrent en contradiction avec les appels émis par les dirigeants de la zone euro, pressant les banques d'acheter davantage de dette souveraine en contrepartie d'une opération exceptionnelle de refinancement des banques à trois ans réalisée en décembre par la Banque centrale européenne (BCE). (reuters 06.01)

3.3- Les dépôts au jour le jour des banques commerciales auprès de la Banque centrale européenne (BCE) ont inscrit un nouveau record à 455 milliards d'euros, montrent les statistiques publiées vendredi, signe que les acteurs du secteur privilégient toujours la sécurité des placements à l'institut d'émission sur la rentabilité que pourrait leur procurer des prêts interbancaires.

Parallèlement, les emprunts d'urgence aux guichets de la BCE ont baissé à 1,861 milliard d'euros, leur plus bas niveau depuis le 28 novembre. Ce reflux est de nature à apaiser les craintes de voir des banques incapables de se financer obligées de payer un taux d'intérêt de 1,75% au lieu de celui de 1,0% en vigueur pour les opérations habituelles de refinancement.

Les dépôts au jour le jour, eux, sont rémunérés au taux de 0,25%, bien en dessous de celui du marché interbancaire, actuellement à 0,369%

"*Le fait que les banques se tournent davantage vers la BCE montre qu'elles ont de moins en moins confiance dans les autres institutions*", commente un trader sur le marché monétaire.

Les prêts accordés par la BCE aux banques, toutes échéances confondues, atteignant un montant global de 685 milliards d'euros, ce sont les deux tiers de ceux-ci qui sont redéposés auprès de la banque centrale. (reuters 06.01)

4- Pétrole

Extrait de l'ouvrage *La guerre secrète du pétrole*, de Pierre Fontaine, écrit il y a une quarantaine d'années.

[…] En juin 1927, une revue parisienne annonçait «l'offensive mondiale des pétroliers contre les carburants de remplacement». En 1935, lord Bearsted, fondateur de la Shell, avait adressé, de Londres, un cynique avertissement aux gouvernements étrangers qui, «*désireux d'atteindre une prétendue indépendance économique engageaient des dépenses pour construire des raffineries, même lorsqu'elles ne disposent pas de ressources en pétrole brut*». Les gouvernants français se rendirent les premiers et devinrent les agents d'exécution des consignes des trusts pétroliers, ainsi que le député Margaine l'expliqua à ses collègues. Ils étouffèrent toute rivalité à l'industrie du pétrole anglo-saxon. En avant la valse des dollars et des sterlings pour acheter l'huile (oil) étrangère que la France refusait de puiser dans ses richesses nationales inutilisées.

Ce bilan est pénible, mais il faut avoir le courage d'aller jusqu'au bout, ne serait-ce que pour réaliser le sens de la véritable révolution économique à entreprendre. Il est clair que l'essence de pétrole, imposée au monde par les trusts, n'est pas indispensable à la bonne marche des moteurs. […]

La plupart des savants se penchèrent sur le problème des carburants de remplacement. Les uns par curiosité scientifique, les autres par souci de détacher leur pays de la sujétion du pétrole étranger. Le professeur Jean Laigret ne trouva-t-il pas, dans son laboratoire de l'Institut Pasteur de Tunis, le microbe de la fermentation pétrolière ? Cette fermentation ayant été reproduite, il créa des hydrocarbures par le même processus que la nature employait pour transformer des matières végétales ou animales en pétrole. Découverte sensationnelle permettant de transformer des multitudes de choses qui se perdent annuellement en huile qui ne serait plus à chercher dans les entrailles de la terre. La découverte du professeur Laigret fut rendue publique en 1947. Quelles suites depuis ? Dans le même sac que le carburant par catalyse de l'eau et que les roches pétroligènes.

L'ingénieur Roger François expliqua, au Congrès soudanais de technique agricole (février 1936), comment on produisait de l'huile lourde pour moteurs en partant des graines oléagineuses, arachide y compris, appelé «*pétrole végétal*». Des noms de grands savants français sont attachés à cette recherche : Sabatier, Maille, Charles Roux, etc… Depuis la mission Roux de 1932, il y eut de catastrophiques méventes de produits oléagineux en Afrique noire et particulièrement d'arachides. Elles pourrirent ou furent brûlées pour le simple spectacle des colonnes de fumée qui s'élevèrent dans le ciel.

En 1932, à Bamako, avec du matériel de fortune, on obtint le «pétrole végétal» qui fut immédiatement utilisé dans des moteurs fixes, moteurs de camions et de remorqueurs du Niger… alors que l'on importait à grands frais des combustibles étrangers pour les centrales électriques. […]

L'achat assuré aux indigènes des graines riches et même des graines pauvres sans utilité, d'une valeur marchande actuellement presque nulle, permettrait une rapide revalorisation de la production locale non exportable, tout en évitant de débourser des devises lourdes pour l'achat de produits pétroliers.

Il serait fastidieux de citer toutes les initiatives de savants tendant au remplacement des essences de pétrole. Notons néanmoins que, voici presque trente ans, le technicien Jean Brémond réalisa la production industrielle de l'alcool de sisal sur laquelle avaient échoué tous les spécialistes du monde entier. Imaginons que le moteur à alcool du marquis de Dion ait acquis droit de cité, l'Afrique, avec l'alcool et le «pétrole végétal» pouvait acquérir rapidement une cadence économique favorable à son développement accéléré. […]

Le pétrole est une matière avant tout «*politique*». Jadis, il s'appuyait sur la «*droite*» ; aujourd'hui, il mise à gauche. En réalité, il a des garants politiques partout, mais il ne faut pas oublier que ce sont des ministres socialistes de la S.F.I.O. qui introduisirent le trust mondial n° 2, Royal Dutch Shell, au Sahara et, ainsi, mirent le feu aux poudres en Afrique du Nord française. Par exemple, M. Robert Lacoste, ancien ministre qui, simple syndicaliste gazier voulait pendre les banquiers, devint actionnaire de la Société pétrolière Francarep (groupe Rothschild) aux actions à un million de francs anciens chacune.

Cette puissance pétrolière est présente quel que soit le régime. Sous l'Etat français, en pleine guerre, le 13 juin 1944, le «*Comité d'organisation des combustibles liquides*» et le «*Comité d'organisation des carburants et lubrifiants de remplacement*» créèrent conjointement l'Institut du pétrole. Lequel Institut s'empressa de placer les carburants nationaux sur un plan inférieur au pétrole. Nous étions alors dans une époque cruciale où la France était paralysée par le manque de carburant. Mais les hommes dans les coulisses organisaient déjà l'avenir, leur avenir. Inutile de s'étonner de la nuit opaque qui entoure les carburants de synthèse français. L'Allemagne, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne, les Etats-Unis voient plus loin que les dirigeants français des carburants. La France a perdu le pétrole algéro-saharien par la faute des anglo-saxons qui déclenchèrent le baroud nord-africain. […] (liesidotorg.wordpress.com 02.01)

5- Assurance

Axa Real Estate, filiale de l'assureur Axa, est prêt à investir jusqu'à 2,5 milliards d'euros dans des projets d'immobilier de bureau en Europe pour profiter de la pénurie sur ce segment. Axa RE a ainsi confirmé une information du Financial Times. (reuters)

6- Transport aérien

Ryanair a annoncé lundi son intention d'instaurer dès la semaine prochaine une surcharge de 0,25 euro par billet pour couvrir le coût de 18 à 20 millions des permis d'émission de dioxyde de carbone (CO_2) dont la compagnie aura besoin cette année conformément au nouveau mécanisme mis en place par l'Union européenne.

La première compagnie à bas coûts d'Europe a ainsi décidé d'imiter l'américaine Delta Air Lines et l'allemande Lufthansa, qui ont déjà choisi de répercuter ce coût sur leurs tarifs.

L'Union européenne a décidé de faire payer des droits d'émission de CO_2 aux compagnies aériennes décollant ou atterrissant sur

son sol ou sur celui de trois pays voisins dans le cadre du développement du marché mondial du CO2. (reuters)

7- France

7.1- Aveu : "*C'était moins cher*"

Selon des documents enregistrés au tribunal de commerce de Toulon, les enfants de Jean-Claude Mas, Nicolas et Peggy Lucciardi, respectivement âgés de 27 et 24 ans, ont créé en juin France Implant Technologie (FIT).

Le nom du fondateur de PIP apparaît dans l'organigramme de ce nouvel établissement en tant que "*consultant technico-commercial*" et "*créateur de génie*", révèle Nice-Matin, qui a révélé vendredi l'information, citant un document sur la stratégie commerciale de la société. Cette nouvelle société aurait pour "*objectif de se déployer sur le marché européen, sud-américain et chinois*" à des tarifs concurrentiels pour prendre le relais de PIP, selon le journal local.

Il ne nie pas avoir utilisé un gel de silicone non agréé, pour fabriquer des implants à des prix défiant toute concurrence. "*C'était moins cher*", une simple "démarche capitaliste", assène son avocat Me Yves Haddad. (lemonde.fr 30.12)

7.2- Loyers commerciaux en forte hausse

L'indice du coût de la construction (ICC) en France a augmenté de 6,84% sur un an pour atteindre 1.624 points au troisième trimestre 2011, au dessus de son record historique qui datait du 3e trimestre 2008, a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) vendredi.

L'indice du coût de la construction sert de référence pour la révision de certains loyers commerciaux, aux côtés de l'indice des loyers commerciaux. (AFP 06.01)

7.3- Illusion, cynisme ou crasse ignorance de M. Rocard (PS) ou les trois à la fois.

Après avoir épluché 20 000 pages de documents divers, Bloomberg montre que la Réserve fédérale a secrètement prêté aux banques en difficulté la somme de 1 200 milliards au taux incroyablement bas de 0,01 %.

Au même moment, dans de nombreux pays, les peuples souffrent des plans d'austérité imposés par des gouvernements auxquels les marchés financiers n'acceptent plus de prêter quelques milliards à des taux d'intérêt inférieurs à 6, 7 ou 9 % ! Asphyxiés par de tels taux d'intérêt, les gouvernements sont "*obligés*" de bloquer les retraites, les allocations familiales ou les salaires des fonctionnaires et de couper dans les investissements, ce qui accroît le chômage et va nous faire plonger bientôt dans une récession très grave.

Est-il normal que, en cas de crise, les banques privées, qui se financent habituellement à 1 % auprès des banques centrales, puissent bénéficier de taux à 0,01 %, mais que, en cas de crise, certains Etats soient obligés au contraire de payer des taux 600 ou 800 fois plus élevés ? "*Etre gouverné par l'argent organisé est aussi dangereux que par le crime organisé*", affirmait Roosevelt. Il avait raison. Nous sommes en train de vivre une crise du capitalisme dérégulé qui peut être suicidaire pour notre civilisation.

Allons-nous attendre qu'il soit trop tard pour ouvrir les yeux ? Allons-nous attendre qu'il soit trop tard pour comprendre la gravité de la crise et choisir ensemble la métamorphose, avant que nos sociétés ne se disloquent ? Nous n'avons pas la possibilité ici de développer les dix ou quinze réformes concrètes qui rendraient possible cette métamorphose. Nous voulons seulement montrer qu'il est possible de donner tort à Paul Krugman quand il explique que l'Europe s'enferme dans une "*spirale de la mort*". Comment donner de l'oxygène à nos finances publiques ? Comment agir sans modifier les traités, ce qui demandera des mois de travail et deviendra impossible si l'Europe est de plus en plus détestée par les peuples ?

En 2012, la France doit emprunter quelque 400 milliards : 100 milliards qui correspondent au déficit du budget (qui serait quasi nul si on annulait les baisses d'impôts octroyées depuis dix ans) et 300 milliards qui correspondent à de vieilles dettes, qui arrivent à échéance et que nous sommes incapables de rembourser si nous ne nous sommes pas réendettés pour les mêmes montants quelques heures avant de les rembourser.

Faire payer des taux d'intérêt colossaux pour des dettes accumulées il y a cinq ou dix ans ne participe pas à responsabiliser les gouvernements mais à asphyxier nos économies au seul profit de quelques banques privées : sous prétexte qu'il y a un risque, elles prêtent à des taux très élevés, tout en sachant qu'il n'y a sans doute aucun risque réel, puisque le Fonds européen de stabilité financière (FESF) est là pour garantir la solvabilité des Etats emprunteurs...

Il faut en finir avec le deux poids, deux mesures : en nous inspirant de ce qu'a fait la banque centrale américaine pour sauver le système financier, nous proposons que la "*vieille dette*" de nos Etats puisse être refinancée à des taux proches de 0 %.

Il n'est pas besoin de modifier les traités européens pour mettre en oeuvre cette idée : certes, la Banque centrale européenne (BCE) n'est pas autorisée à prêter aux Etats membres, mais elle peut prêter sans limite aux organismes publics de crédit (article 21.3 du statut du système européen des banques centrales) et aux organisations internationales (article 23 du même statut). Elle peut donc prêter à 0,01 % à la Banque européenne d'investissement (BEI) ou à la Caisse des dépôts, qui, elles, peuvent prêter à 0,02 % aux Etats qui s'endettent pour rembourser leurs vieilles dettes.

Rien n'empêche de mettre en place de tels financements dès janvier ! On ne le dit pas assez : le budget de l'Italie présente un excédent primaire. Il serait donc à l'équilibre si l'Italie ne devait pas payer des frais financiers de plus en plus élevés. Faut-il laisser l'Italie sombrer dans la récession et la crise politique, ou faut-il accepter de mettre fin aux rentes des banques privées ? La réponse devrait être évidente pour qui agit en faveur du bien commun.

Le rôle que les traités donnent à la BCE est de veiller à la stabilité des prix. Comment peut-elle rester sans réagir quand certains pays voient le prix de leurs bons du Trésor doubler ou tripler en quelques mois ? La BCE doit aussi veiller à la stabilité de nos économies. Comment peut-elle rester sans agir quand le prix de la dette menace de nous faire tomber dans une récession "plus grave que celle de 1930", d'après le gouverneur de la Banque d'Angleterre ?

Tout cela est indispensable. Mais aucun nouveau traité ne pourra être adopté si notre continent s'enfonce dans une "*spirale de la mort*" et que les citoyens en viennent à détester tout ce qui vient de Bruxelles. L'urgence est d'envoyer aux peuples un signal très clair : l'Europe n'est pas aux mains des lobbies financiers. Elle est au service des citoyens. (lemonde.fr 03.01)

Comme la BCE et les banques, ben voyons !

8- Suisse

Le président de la Banque centrale suisse, Philipp Hildebrand, a démissionné lundi à la surprise générale, éclaboussé par un scandale d'achat de devises qui a miné sa réputation de banquier rigoureux.

L'objet du litige concerne une opération qu'a effectuée Mme Hildebrand le 15 août. Profitant de la faiblesse du billet vert face au franc suisse, elle a acheté environ 500.000 dollars, une somme revendue en octobre avec un bénéfice de 60.000 francs suisses (environ 49.000 euros au cours actuel).

La transaction a été révélée par un informaticien de la banque Sarasin, où le couple Hildebrand détient un compte. L'employé a remis les extraits de compte à un avocat proche du parti UDC, très critique vis-à-vis de la politique du patron de la BNS.

Malgré une enquête diligentée par l'institut d'émission, qui a blanchi M. Hildebrand de tout soupçon de délit d'initié, et la publication des échanges emails entre M. et Mme Hildebrand et leur banquier montrant que le président de la BNS n'avait été informé qu'à posteriori des opérations de sa femme, le patron de la BNS a néanmoins dû démissionner.

Avec son départ de la tête de la BNS, il abandonne également sa fonction de vice-président du Conseil de stabilité financière (FSB), une organisation chargée de réformer le système bancaire international. (AFP)

9- Chine

L'excédent commercial de la Chine, sujet de frictions avec ses partenaires économiques, s'est réduit à "*environ 160 milliards de dollars*" en 2011, a déclaré jeudi le ministre du Commerce Chen Deming cité par l'agence Chine nouvelle.

En 2010, l'excédent commercial de la deuxième économie mondiale, qui reste fortement dépendante de ses exportations pour sa croissance, s'était élevé à 183,1 milliards de dollars.

Le volume du commerce extérieur chinois s'est accru au cours de l'an passé de plus de 20% pour atteindre 3.600 milliards de dollars, a encore indiqué le ministre chinois, cité par l'agence officielle.

Le ministère du Commerce a indiqué mercredi que le commerce extérieur chinois croîtrait d'environ 10% par an pour atteindre un volume de 4.800 milliards de dollars en 2015. (AFP 05.01)

Haut de page

Le 11 janvier

CAUSERIE

Je reprends péniblement l'actualisation quotidienne du site. Toujours pas d'électricité au bout de 13 jours.

Pour se faire les dents après une interruption d'une semaine, je vous propose un article commenté qui traite d'économie.

Les infos en bref ne seront actualisées que demain car j'ai pris trop de retard aujourd'hui. Temps que la situation ne sera pas redevue normale, le site ne sera actualisé que sommairement, je ne peux pas faire autrement.

J'ai très mal dormi et je me suis réveillé très tard à cause d'une sono hurlante jusqu'à minuit installée à quelques centaines de mètres de chez moi, eh oui il y a des gens qui trouvent le moyen de faire la fête, des expatriés et des soixante-huitards attardés, cela ne s'invente pas, plus les miasmes d'une fosse septique provenant du terrain situé juste en face de la fenêtre de ma chambre, deux emmerdements de plus qui viennent s'ajouter au reste, cela commence à faire beaucoup !

Pour couronner le tout, je pensais naïvement que mon propriétaire me ferait cadeau du dernier loyer compte tenu de la situation dans laquelle je me trouvais et des frais importants que j'ai engagés pour rester dans cette maison, alors que je pourrais envisager de déménager sans préavis du jour au lendemain, décidément c'est dur de "*rêver*" par les temps qui courent !

Pascal-Emmanuel Gobry, analyste de marché senior chez Business Insider Intelligence et maître de conférences à HEC. Extraits. (Atlantico.fr 10.01)

En théorie financière, une entreprise investit pour obtenir un rendement supérieur à son coût du capital, c'est-à-dire le rendement qu'attendent les actionnaires. (soutirer davantage de plus-value de la force de travail employée. - ndlr) Autrement dit, si une entreprise rend de l'argent à ses actionnaires, c'est qu'elle ne trouve pas d'endroit plus rentable pour l'investir. (rend **plus** d'argent aux actionnaires, il faut préciser, volé aux travailleurs, il faut ajouter. - ndlr)

C'est pour ça que la cupidité des actionnaires n'explique pas les dividendes (effectivement, c'est l'exploitation de la force de travail qui l'explique. - ndlr) : un actionnaire cupide préférera qu'une entreprise réinvestisse de l'argent qui lui offrira un rendement supérieur à de simples dividendes. (pas exactement, c'est la raison d'être du capitalisme, il fonctionne de la sorte parce qu'il est ainsi fait et ne peut pas fonctionner autrement, il fonctionne selon la loi de l'accumulation du capital qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme dans sa version moderne, à un certain stade du développement des forces productives dans le monde, ce mode de production ne pouvant plus fonctionner sans engendrer de terribles destructions ou catastrophes à travers le monde, il verse dans la barbarie et la guerre. - ndlr)

Et donc, le fait qu'une entreprise verse des dividendes n'est pas forcément un signe de force, mais parfois de faiblesse (et toujours un privilège. - ndlr) : qu'elle ne trouve pas d'investissement rentable. (trop de capital accumulé et impossible à recycler dans l'économie marchande, au prix d'une paupérisation grandissante dans le monde, ceci est la condition de cela, son pendant (naturel).

Alors, pourquoi les grandes entreprises ne trouvent-elles pas d'investissements rentables ? (si aucune production de marchandises n'est rentable, il ne reste que l'argent, la monnaie sur laquelle spéculer, c'est le casino, quoi ! - ndlr)

Il suffit de regarder autour de nous : l'eurozone en récession, le Japon est morose, la croissance américaine reste en berne… Bref, loin de vouloir dire que le CAC 40 croule sous l'or pendant la crise, ces dividendes veulent sans doute dire le contraire.

Mais c'est là tout le problème : ça crée un cercle vicieux. Pour sortir de la crise, il faut que les entreprises investissent.
Ce comportement est une forme de prophétie auto-réalisatrice : ce que Keynes appelait le paradoxe de l'épargne. Si les entreprises et les foyers anticipent une croissance de l'économie, elles investissent (et ils consomment), et l'économie se relance. S'ils anticipent un marasme, ils n'investissent pas et ne consomment pas, et l'économie stagne. (notre économiste a subitement un trou de mémoire ou semble oublier que le marché n'est pas extensible à volonté et qu'il faut le concevoir au niveau mondial, ce qui est somme toute normal ou imparable à ce stade de sa réflexion, puisque la cause fondamentale de cette crise lui échappe ou qu'il ne veut pas la caractériser.

Et s'il est incapable d'aller au bout de son analyse après s'être demandé pourquoi "*les grandes entreprises ne trouvent-elles pas d'investissements rentables* ", c'est parce qu'en tant qu'idéologue du capitalisme il ne peut concevoir une réponse à cette question qui mettrait à nu les fondements sur lesquels il repose, le fragiliserait davantage et l'exposerait à un jugement sans appel... Il en arrive à un raisonnement simpliste déconnecté de la réalité, qui consiste à décréter qu'il suffirait d'investir, donc de produire plus de marchandises, faisant abstraction que le marché est déjà saturé, pour que la population consomme subitement davantage, oubliant de spécifier au passage que les conditions d'exploitation dans lesquelles ces marchandises seraient produites ne permettraient pas aux travailleurs concernés d'accéder au marché ou qu'ils viendraient grossir les rangs des travailleurs pauvres, puisque pour que ces nouveaux investissements soient rentables pour les capitalistes, il faudrait que les coûts de

production soient alignés ou encore plus bas que ceux de leurs concurents sur le marché mondial, et quel que soit le cas de figure envisagé une surproduction s'ensuivrait si elle n'était pas déjà à l'origine de cette crise, surproduction de forces productives incompatible avec l'existence du mode de production capitaliste. - ndlr)

C'est connu : pour Keynes c'est à l'Etat de briser le cercle vicieux en relançant l'activité économique à coups de dépense publique. Pour les économistes qui viennent après Keynes, c'est à la banque centrale de jouer ce rôle : en agissant pour augmenter la masse monétaire, elle change les attentes de croissance des entreprises et crée cette prophétie autoréalisatrice de croissance de l'économie. (en dernière analyse, notre intellectuel doit s'en remettre à une "prophètie", c'est pathétique et symptômatique de l'impasse, de l'effondrement auquel aboutit infailliblement le système économique capitaliste. Parce qu'il est incapable d'intégrer dans son raisonnement les besoins et les conditions d'existence de l'immense masse des exploités de l'humanité, rien de moins ! - ndlr)

Lesquels des deux ont raison ? Débat purement théorique : on n'a aucun des deux. La Banque centrale européenne est dominée par une idéologie qui refuse toute création monétaire par peur de l'inflation, et les Etats européens font régner l'austérité budgétaire. (la première affirmation est doublement fausse, parce que la BCE fait fonctionner à plein régime la planche à billets, ensuite si l'inflation n'est pas visible de son bureau, du mien en Inde elle l'est ! Le défaut de ce genre d'analyses, c'est qu'elles ne prennent pas en compte tous les facteurs en présence à l'échelle mondiale, ou que leurs auteurs y font référence quand cela les arrange seulement.- ndlr)

L'actualité des derniers jours en titres

L'impossible métamorphose d'un psychopathe, mégalomane, hystérique, complexé...

- Alain Juppé: «*Une des qualités du président, c'est de savoir évoluer*» - 20minutes.fr

La preuve :

- La popularité de Sarkozy s'effondre dans un sondage - LeFigaro.fr

Si au moins...

- Villepin: "*Sarkozy gagnerait à avoir un peu plus d'humilité*" - AFP

Voix d'outre-tombe, quelle source d'inspiration !

- Hommage de Sarkozy à Jeanne d'Arc, "*résistante*" face aux épreuves - AFP

Coïncidence, j'ai lu qu'il allait recevoir J-M Le Pen au Palais, cela leur fera un sujet de conversation amicale en plus !

- Hollande va puiser les «*forces de l'esprit*» chez Mitterrand - Liberation.fr

Quand les choses les plus simples s'énoncent simplement...

- Pierre Moscovici promet un projet PS "*cohérent et crédible*" - Reuters

Ah bon ! La preuve :

- Cahuzac (PS): «*supprimer*» le quotient familial en le «*modulant*» - Liberation.fr

Ouf !

- Hollande ne veut pas "*supprimer*" le quotient familial - L'Express.fr

Pas facile de se faire passer pour autre chose que ce que l'on est véritablement, surtout de nos jours !

L'Etat policier à la manoeuvre.

- L'armement des polices municipales pourrait s'étendre - LeFigaro.fr

- Lyon : la police tire sur un SDF - LePoint.fr

Etat d'âme de privilégiés... cynique

- 2012 sera une bonne année pour les dividendes - LeFigaro.fr -

- Le CAC crée de la richesse, sa répartition fait débat - LeFigaro.fr

Quand l'argent et le pouvoir rendent fou.

- La psychiatrie pour expliquer la crise ? Wall Street serait un aimant à psychopathes - Atlantico.fr

- Le pape prône le respect de principes éthiques en économie - Reuters

Il y a ceux qui ne demandent qu'à vivre mais abrégent leur jours par désespoir...

- Dans les Ardennes, un retraité tue sa femme souffrant d'Alzheimer puis se pend - AFP

... ceux qui sont blasés de la vie et s'y emploient mais n'y parviennent pas...

- Elle survit à une chute de 111 mètres après un accident de saut à l'élastique - L'Express.fr

... et ceux qui y parviennent malgrè eux et qui l'ont bien cherché, pour ne pas dire mérité.

- Un ex-militaire français tué par balle dans son appartement à Tripoli - AFP

On ne se refait pas !

Le M'PEP ou un mouvement politique à la remorque du stalinisme, qui en doutait ?

Un rappel sur leur site : À partir du lundi 9 janvier 2012, Jacques Nikonoff tiendra une chronique tous les lundis. Et de préciser : Il renoue ainsi avec une tradition où il avait tenu une chronique hebdomadaire dans l'Humanité en 1999 et 2000. (source : http://www.m-pep.org)

Il y a ceux qui voudraient nous faire croire que le PCF serait un creuset de dirigeants communistes ou révolutionnaires, quand d'autres s'emploient à vouloir nous faire croire que le PS serait digne d'autre chose que "*l'union sacrée*" avec le capital, Gluckstein (POI) dans l'éditorial du n°181 d'*Informations ouvrières*, j'y reviendrai dans les jours qui viennent car il nous faut aussi combattre ce genre d'illusions qui desservent notre cause.

Haut de page

Le 12 janvier

CAUSERIE

J'actualise le site très tard dans la journée (19h20 heure locale) bien que je me sois levé à 5 heures du matin, parce que j'ai la tête ailleurs. Demain matin cela fera 15 jours qu'on est sans électricité, et au regard de la situation les choses ne sont pas près de s'arranger. Je préfère ne pas en dire davantage.

J'ai mis en ligne des documents de la société Coe-Rexecode au service du patronat et qui définit ainsi ses deux missions : 1- "*Une mission de veille conjoncturelle et de suivi permanent de l'économie mondiale*" ; 2- "*Une mission de participation au débat de politique économique*". Et depuis 2003, elle organise " *les Rencontres de la Croissance avec la participation du Premier ministre ou de membres du gouvernement.*"

Elle a donc pour tâche de soumettre les besoins des capitalistes au gouvernement, qui est vivement encouragé à engager les mesures pour les satisfaire.

L'intérêt de ces documents, c'est que les arguments qui y sont présentés correspondent à ceux qui figurent dans la nouvelle offensive annoncée par le gouvernement contre les travailleurs, et dont le "*sommet social*" sur l'emploi du 18 janvier prochain doit constituer la rampe de lancement, avec le soutien des dirigeants syndicaux qui y participent.

Certains documents sont datés de janvier 2011, il n'y a pas d'erreur sur la date.

Actualité en titres

Une collusion, un consensus, un complot contre les travailleurs, au choix.

- GM et IG Metall seraient en discussions pour restructurer Opel - Reuters

Contrats de travail sur mesure adaptés aux besoins des entreprises.

- Hollande veut simplifier le recours au chômage partiel - Public Sénat

Des privilégiés au secours du régime

- Un "*Pacte contre l'échec scolaire*" signé par quelque 50 personnalités - AFP

Pourquoi ce titre vindicatif ?

Parce que s'attaquer à l'échec scolaire sans s'attaquer aux conditions sociales qui en sont à l'origine, c'est faire croire que ce problème pourrait être résolu dans le cadre du régime actuel. Donc une illusion criminelle qui soulage apparemment la bonne conscience de ces nantis entretenus par le régime en question, dans la mesure où ils sont incapables d'envisager que ce serait les fondements du capitalisme qui seraient en cause et contre lesquels il faudrait se mobiliser pour les renverser.

Et pourquoi en sont-ils incapables ? Parce qu'il leur est impossible de se situer résolument sur le terrain des besoins des exploités, sans doute parce que leurs conditions d'existence leur sont étrangers ou qu'ils n'appartiennent pas au milieu ouvrier. Bref, du vent !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Suite de l'offensive antisociale du gouvernement.

Le gouvernement présentera une réforme du droit du travail après le sommet social du 18 janvier, a déclaré mardi le Premier ministre François Fillon, selon plusieurs députés UMP.

Selon ces participants à une réunion du groupe UMP, il a évoqué "*quatre décisions structurelles*" : la formation des chômeurs, l'allègement du coût du travail par le transfert d'une partie des charges patronales sur une autre assiette, les accords de compétitivité en entreprises et le temps de travail.

"*Pour cela, il faut une réforme législative. Il y aura un projet de loi de finances rectificative et un texte sur le droit du travail*", a dit François Fillon, selon plusieurs députés.

Le projet de loi de finances rectificative devrait mettre en oeuvre un transfert de charges fiscales vers la TVA, selon l'idée surnommée "*TVA sociale*".

Le texte sur le droit du travail permettrait quant à lui des ajustements, au sein des entreprises, du temps de travail et des rémunérations, en fonction de l'activité. (Reuters 10.01)

1.2- Les parasites. Non, le ventre du CAC 40 n'a rien de populaire !

Invité mardi matin sur RFI dans l'émission "Mardi Politique", le député-maire de Nice, Christian Estrosi, s'est retrouvé interrogé sur la fameuse soirée donnée au Fouquet's le soir de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République en mai 2007.

Une erreur originelle ?

"*Il est indigne de reprocher au président de la République d'être allé dans une brasserie populaire des Champs-Élysées*", s'est-il insurgé (5e minute). "*Moi, j'étais sur la place de la Concorde. (...) Je n'étais pas invité et c'est très bien ainsi.*" (lepoint.fr 11.01)

Commentaire d'un internaute.

- "*Je confirme! Je fais partie de la classe "populaire", je gagne 1500 euros par mois, je loue un grand duplex à 2 pas des Champs, je prends toujours le thé au Ritz et je dine toujours au Fouquet's, j'ai une A8 (voiture populaire) et je passe souvent des vacances populaires à bord du Yacht d'un ami.*"

1.3- FNUMP soluble !

L'ancien membre du Front national Guillaume Peltier, 35 ans, doit être nommé secrétaire national chargé des études d'opinion et des sondages de l'UMP ce mercredi, a appris l'AFP mardi d'après une source au sein du parti de la majorité.

Cette nomination doit être validée ce mercredi matin par le bureau politique de l'UMP, l'instance dirigeante du parti présidentiel.

Il a déjà un long parcours politique. Ancien membre du Front national jeunesse puis du Mouvement national républicain de Bruno Mégret, il a été proche de Nicolas Bay, conseiller régional FN de Haute-Normandie, membre du bureau politique et délégué national à la communication du parti présidé par Marine Le Pen.

Guillaume Peltier a rejoint le parti de Philippe de Villiers en 2001, le Mouvement pour la France, dont il a été notamment secrétaire général, avant de le quitter en 2008 pour rejoindre, l'année suivante, l'UMP. (20minutes.fr 11.01)

1.4- Rappel. Quand Sarkozy veut faire adopter... une loi déjà votée.

Le principe d'une taxe sur les transactions financières, dite taxe Tobin, que le président Sarkozy entend instaurer, a déjà été adopté par le Parlement en 2001 et figure même dans le code général des impôts, comme le révèlent plusieurs organes de presse dont le *Canard Enchaîné.*

Dans son édition à paraître mercredi, le Canard enchaîné raconte en effet comment la taxe Tobin, frappant "*les transactions sur devises*" et inspirée des travaux du prix Nobel d'économie américain James Tobin, avait été votée par la gauche, avec la "*neutralité débonnaire du président*" Jacques Chirac.

La mesure figure même dans le code général des impôts - article 235 ter ZD-, disponible sur le site legifrance.gouv.fr.

D'après les comptes-rendus des débats de l'époque, la secrétaire d'Etat du Budget, Florence Parly, s'en était remis à la sagesse de l'Assemblée et soulignait qu'un "*pays ne peut guère le porter tout seul*".

Le dernier alinéa de la loi prévoyait en effet que le décret fixant le taux de la taxe ne prendrait effet qu'à "*la date à laquelle les Etats membres de la Communauté européenne*" auront eux-mêmes intégré dans leur législation la taxe Tobin - ce qui n'est jamais advenu -. (AFP 10.01)

2- PG. Ah les cons !

Alors qu'il s'apprête à monter dans un train mercredi, gare du Nord, Jean-Luc Mélenchon est interpellé par un syndicaliste de Sud: «*On a un problème avec les anciens ministres!*», lui lance-t-il. Du tac au tac, le candidat du Front de Gauche lui rétorque: «*Moi j'ai un problème avec les cons!*»

Jean-Luc Mélenchon s'aperçoit quelques instants plus tard que la caméra de Canal+ a tout filmé. «*Merde, évidemment, ils étaient là eux!*», rouspète-t-il. (20minutes.fr 05.01)

3- PS. C'était déjà hier, autrefois, jadis...

"*Le changement, c'est maintenant.*" Le slogan de campagne de François Hollande est maintenant validé et sera officialisé mercredi 11 janvier, à l'occasion de l'inauguration du quartier général au 59, avenue de Ségur (7e arrondissement).

C'est l'agence de communication BDDP & Fils qui a imaginé ce slogan, ainsi que les éléments graphiques de la campagne. Ils ont été validés par le trio gravitant autour du candidat : Pierre Moscovici, Stéphane Le Foll et Manuel Valls.

"*L'idée, c'est que la volonté de changement, l'envie de changer de président passent par François Hollande*", détaille au Monde Manuel Valls, responsable de la communication. (lepost.fr 11.01)

Porte-parole du marché, comme toute entreprise capitaliste qui se respecte, le PS recourt à une agence de communication pour pondre son slogan de campagne électoral. Ce fut déjà le cas en 1981, donc ce n'est pas une nouveauté. Assurément, d'ailleurs rien n'est une nouveauté au PS contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire.

4- PS. Un parti de privilégié qui est étranger à la classe ouvrière

Le Parti socialiste revendique 174.022 adhérents fin 2011. En pleine campagne présidentielle, et alors que l'UMP revendiquait 261.000 adhérents il y a quelques jours, ce chiffre était attendu de pied ferme.

Il a été dévoilé ce mardi soir en exclusivité à 20 Minutes par Pascale Boistard, la présidente du Bureau national des adhésions au Parti socialiste.

Pour la secrétaire nationale, 2011 est une «très bonne année, avec 23.117 nouveaux adhérents».

Rien à voir cependant avec le raz-de-marée de 2006. A l'époque, le PS comptait 280.000 adhérents juste avant la précédente élection présidentielle. Le parti avait alors connu un «*boom*» d'adhésions (100.000 nouveaux adhérents) pour désigner le candidat des primaires internes.

Inquiétant ? Pas vraiment. Car cet écart s'explique par des raisons très pratiques. Pour les primaires d'octobre dernier, c'est l'ensemble des sympathisants de gauche qui étaient invités à départager les six candidats, et l'adhésion au PS n'était donc pas requise.

Pas moins de trois millions de personnes avaient ainsi fait le déplacement pour voter.

En pleine campagne, alors que les partis comptent leurs forces militantes, Pascale Boistard se rassure: «*Au moment des primaires ouvertes, 700.000 personnes ont laissé leur adresse mail*» pour être associées à la campagne de François Hollande. (20minutes.fr 11.01)

280 000 - 100 000 = 180 000. Et 174 022 - 23.117 = 150 905. Quel engouement en direction du PS !

A part des membres des classes et des couches moyennes du prolétariat, aucun travailleur en dehors de rares écervelés adhèrent à un parti aussi pourri. Des petits-bourgeois qui craignent que leur situation se détériorent ou qui aspirent à devenir de grands bourgeois.

Pas étonnant que l'on trouve les mêmes motivations et les mêmes profils chez les adhérents du FN, à ceci près que ceux-là ne s'embarrassent pas de manières pour se donner bonne conscience, quelque part, hormi leur xénophobie et leur racisme intolérable, ils sont moins méprisables. Entre celui qui dans la vie assume ce qu'il est et celui qui se munit d'un masque trompeur parce qu'il en est incapable, d'après vous, lequel des deux individus est le plus méprisable ? Les deux, mais pas forcément pour les mêmes raisons.

Si le PS vous donne envie de vomir, profitez-en, voilà une excellente raison de vous soulager.

Jack et Monique Lang ont passé les fêtes de Noël dans un prestigieux palace de l'Île Maurice, le Royal Palm, ce prestigieux palace de l'île Maurice fréquenté en son temps par Jacques Chirac, pour une note avoisinant les 12 000 euros.

Le "*représentant particulier*" de François Hollande dans son équipe de campagne a pu croiser le financier Marc Ladreit de Lacharrière et l'actrice Sandrine Kiberlain. Soins au spa de l'hôtel, petits plats dans les grands, crevettes sauvages cuisinées pour le couple...

Jack Lang a séjourné une semaine dans cet hôtel de luxe, le tout pour une note avoisinant les 12 000 euros et payée rubis sur l'ongle. (lexpress.fr 11.01)

Social

1- France

1.1- La "*règle d'or*" : tendre vers le moins social dans tous les domaines.

Les salariés français travaillent moins que leurs homologues européens, selon le cabinet d'étude Coe-Rexecode qui cite des chiffres inédits de l'institut européen de la statistique.

Selon ces chiffres d'Eurostat, les salariés français à plein temps ont travaillé 1.679 heures en moyenne en 2010, soit 224 heures de moins que les Allemands, 177 heures de moins que les Britanniques et 134 heures de moins que les Italiens.

Ce chiffre est le plus bas de l'Union européenne, avec la Finlande. Et c'est en France, que cette durée a le plus diminué depuis 1999 (-270 heures).

En revanche, la durée effective annuelle de travail des non-salariés et des salariés à temps partiel en France se situe dans la moyenne haute en Europe (respectivement 2.453 et 978 heures).

Eurostat a retraité à la demande de Coe-Rexecode les enquêtes menées dans les 27 pays de l'Union pour mesurer la durée effective annuelle du travail de façon comparable.

Coe-Rexecode estime que la stratégie française de baisse de la durée du travail a échoué et préconise de libérer la durée du travail par des accords d'entreprises, ce qui "*conduirait à une augmentation du taux d'emploi et du pouvoir d'achat en France*".

Ces chiffres sont publiés quelques jours avant le sommet social du 18 janvier lors duquel doit être discutée la possibilité de conclure des accords "*compétitivité-emploi*", permettant d'ajuster la durée du travail et le montant des salaires dans les entreprises selon la conjoncture.

Selon Coe-Rexecode, "*le dynamisme démographique de la France est un atout majeur dont la France peut tirer parti par des réglementations de l'emploi moins restrictives et un meilleur fonctionnement du marché du travail*". (Reuters 11.01)

1.2- Boucs émissaires et record infâme

Au total, 32 922 étrangers ont été expulsés de France en 2011. C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, ce mardi, au cours d'un point presse. Le gouvernement vise un objectif de 35 000 expulsions en 2012. «*Ce chiffre est supérieur de 5 000 à celui de 28 000 initialement fixé. C'est le plus élevé jamais atteint*», s'est félicité le ministre.

Claude Guéant a également fait état de 182 595 premiers titres de séjour délivrés l'an dernier, contre 189 455 en 2010, soit une baisse de 3,6%. Dans le détail, l'immigration professionnelle a reculé de 26% sur un an et l'immigration familiale de 14%, selon le ministre de l'Intérieur. (liberation.fr 10.01)

1.3- Boucs émissaires fabriqués sur mesure par l'Etat.

Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a affirmé mardi sur RMC-BFMTV que le taux de délinquance, chez la population étrangère en France, était "*de deux à trois fois supérieur*" à celui de la délinquance générale.

Selon le dernier rapport de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), portant sur 2010, 226.675 étrangers ont été "*mis en cause*" cette année-là dans les affaires de police et de gendarmerie. Mais 40% l'ont été pour des infractions à la législation sur les étrangers (ILE).

Au total, 137.098 étrangers ont été mis en cause pour des crimes et délits non routiers hors ILE. Cela représente 13% du gros million de personnes ayant eu maille à partir avec les forces de l'ordre cette année-là. Les étrangers représentent environ 6% de la population. (AFP 10.01)

1.4- Mouvement social des fossoyeurs de la ville de Paris.

Les employés de la ville de Paris réclament une retraite anticipée ainsi qu'une réduction du temps de travail.

L'accès des convois pour les enterrements au cimetière parisien du Père-Lachaise a été temporairement bloqué mardi par des fossoyeurs de la ville de Paris, qui réclament une retraite anticipée et une réduction du temps de travail, avant qu'ils ne soient expulsés par la police. Peu après le début du blocage, la mairie de Paris a demandé le concours de la police pour déloger les fossoyeurs. "*La directrice des espaces verts responsable des cimetières s'est rendue sur place pour demander de libérer les accès*", qui ont ensuite été "*rétablis après intervention des policiers*", a précisé un porte-parole de la mairie, joint par l'AFP.

"*Bloquer l'accès à un lieu public est juridiquement illégal, et prendre en otage des familles dans la peine est moralement scandaleux*", a déclaré le maire PS Bertrand Delanoë. (lepoint.fr 10.01)

1.5- Mouvement de grève nationale des enquêteurs de l'Insee.

Une partie des enquêteurs de l'Insee a lancé un mouvement de grève national pour des raisons salariales. Les enquêteurs de l'Insee, qui sont environ un millier en métropole et dans les départements d'outre-mer et sont en majorité des femmes, effectuent notamment les enquêtes auprès des ménages pour calculer le taux de chômage, ou s'occupent des relevés de prix pour calculer l'indice des prix.

«*Il y a un mouvement de grève aujourd'hui, parce que les enquêteurs de l'Insee sont des précaires actuellement, des pigistes payés uniquement à l'enquête avec une protection sociale amoindrie*», a expliqué Julie Herviant, responsable CGT à l'Insee, précisant que l'action était soutenue par une intersyndicale CGT, CFDT, FO et SUD.

Le mouvement est toutefois partiel et ne bloque pas la parution des indices, selon la syndicaliste.

Selon elle, l'Insee a bien une volonté d'améliorer le statut en faisant des enquêteurs des «contractuels», mais «*propose un troc qui est de dire : on améliore un petit peu le statut mais on va baisser les salaires*».

De son côté, la direction de l'Insee a confirmé préparer «*une réforme des conditions d'emploi pour les enquêteurs, afin de passer d'une situation de pigiste rémunéré à la tâche à celle de contractuel de l'Etat*» pour «*mettre en place un cadre d'emploi plus sécurisant*».

«*Le mouvement actuel d'enquêteurs de l'Insee témoigne essentiellement d'inquiétudes quant aux conditions de reclassement dans le nouveau dispositif*», a indiqué l'Insee, soulignant que «*l'administration s'est d'ores et déjà engagée à garantir le revenu net de chaque agent*».

Selon des données fournies par la CGT, 83% des enquêteurs sont des femmes, et la majorité travaille à temps partiel, 34% effectuant moins qu'un mi-temps. Le salaire brut médian 2009 des enquêteurs était de 850 euros mensuels. (liberation.fr 11.01)

1.6- Mouvement social contre la liquidation d'une usine du groupe pharmaceutique américain Merck.

Selon la police, une cinquantaine de salariés de l'usine Schering-Plough d'Eragny-sur-Epte (Oise) ont tenté d'empêcher les entrées et les sorties de camions du site d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados). Les salariés d'Hérouville les ont ensuite rejoints, selon la CFDT.

Selon ce syndicat, le site d'Eragny-sur-Epte, qui emploie 230 personnes, est menacé de fermeture après le désistement d'une entreprise qui devait racheter l'usine à Merck.

La direction a en outre annoncé la suppression prochaine de 107 postes sur 425 à Hérouville et refuse de s'engager sur la pérennité du site, selon la mairie et les syndicats.

En juin 2010, la filiale française du groupe pharmaceutique américain Merck avait annoncé que sa fusion avec Schering-Plough pourrait entraîner la suppression d'environ 800 postes sur un effectif de 4 000 personnes en France.

«*Hérouville est le dernier site Schering en France. On craint que Merck ne soit en train de progressivement fermer tous les sites de production Schering après avoir acquis les brevets*», a dit Manuel Lecoutey, élu CFDT de Schering à Hérouville.

Fin octobre, Merck avait annoncé le triplement de son bénéfice net au troisième trimestre 2011, à 1,7 millions de dollars (1,3 millions d'euros). Le 30 septembre, le laboratoire employait 90 000 personnes dans le monde. (liberation.fr 11.01)

1.7- La hausse des prix frappent de préférence les plus pauvres

L'association de consommateurs Familles Rurales dénonce une forte augmentation de 4,4% du prix du panier moyen des consommateurs (35 produits de consommation courante, eaux, biscuits, jus de fruits, desserts, confiture, produits laitiers...) au cours de l'année 2011, à 135,21 euros, pointant du doigt la distribution à bas prix.

Le record historique a été atteint au mois de novembre, avec un panier moyen à 137,6 euros, un niveau jamais atteint depuis le lancement de cet observatoire des prix en 2006, peut-on lire dans l'étude révélée mardi par La Croix.

Un constat corroboré par l'association de défense des consommateurs UFC-Que Choisir, qui relève entre septembre 2010

et septembre 2011 une hausse de son panier moyen (26 produits de marques nationales) de 6,8%, toutes enseignes confondues.

De son côté, l'Insee a constaté une variation des prix de l'alimentation de 3,2% entre novembre 2010 et novembre 2011, un indice qui sera actualisé le 12 janvier.

Les "*veilleurs consommation*" effectuent des relevés de prix tous les deux mois, dans 72 magasins à travers 34 départements.

"*Les produits qui sont dans l'ombre, comme les marques de distributeurs et les 1er prix, là, cela dérape beaucoup*", constate M. Damien.

Le panier de grandes marques nationales a augmenté de 2,65% en 2011, celui des marques de distributeurs a grimpé de 4,14% tandis que celui des 1er prix a bondi de 8,12%, constate l'étude.

L'association pointe aussi les "*mauvaises performances*" des magasins hard-discount, où le prix du panel des produits 1er prix est plus élevé qu'ailleurs.

"*Finalement, ce sont des pièges à consommateurs*", estime M. Damien, pour qui les distributeurs low-cost ne proposent "pas forcement les prix les plus bas". (AFP 11.01)

2- Nigéria

Pour la troisième journée consécutive, le Nigeria restait paralysé mercredi par la grève générale sur le point de s'étendre au secteur clé du pétrole, avec des émeutes dans le centre du pays et la persistance des violences inter-religieuses.

Les deux syndicats de travailleurs du pétrole du Nigeria, le premier producteur de brut d'Afrique, ont menacé pour la première fois depuis le début de ce mouvement social contre la hausse des prix du carburant, d'interrompre la production de brut.

Le président du syndicat PENGASSAN, dont les dirigeants sont réunis à Port Harcourt, la capitale pétrolière dans le sud du pays, a demandé "*à toutes les plateformes de production de se mettre en alerte rouge en prévision d'un arrêt total de la production*".

Un autre membre de ce syndicat a déclaré espérer que la décision d'interrompre la production sera prise d'ici mercredi soir.

"*Nous envisageons l'arrêt de la production du pétrole*", a également annoncé le chef du second syndicat de travailleurs du pétrole, le NUPENG (Syndicat nigérian des ouvriers du pétrole et du gaz naturel).

Les grévistes demandent le rétablissement des subventions aux carburants dont la suppression, le 1er janvier, a entraîné un doublement des prix de l'essence, frappant la majorité, démunie, des 160 millions de Nigérians.

Le pétrole est vital pour le Nigeria, le plus gros producteur de brut d'Afrique devant l'Angola avec près de 2,4 millions de barils par jour, et représente 90% de ses exportations.

Depuis lundi, des manifestations pacifiques ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes dans la grande métropole économique Lagos, dans un climat pacifique.

Ils étaient de nouveau plusieurs milliers ce mercredi dans les rues de Lagos à manifester dans le calme. Seuls quelques incidents isolés ont eu lieu dans un quartier chic de la ville, où des protestataires ont attaqué un véhicule de police à coups de bâtons et ont arraché des panneaux de signalisation.

A Kano, la plus grande ville du Nord, la manifestation a également rassemblé des dizaines de milliers de personnes et s'est déroulée sans incident majeur.

A Minna en revanche, capitale de l'Etat de Niger dans le centre du pays, des violentes émeutes ont éclaté dans la journée. Plusieurs bâtiments officiels ont été attaqués et un policier en faction devant l'un de ces immeubles a été tué.

A la suite de ces violences, les autorités locales ont imposé un couvre-feu de 24 heures dans l'ensemble de l'Etat de Niger.

Le gouvernement fédéral d'Abuja a demandé mardi soir à tous les grévistes de revenir à leur poste, en menaçant d'appliquer la politique "*pas de travail, pas de salaire*".

Avec la suppression des subventions sur le carburant, les autorités comptent réaliser 8 milliards de dollars (6,3 milliards

d'euros) d'économies pour financer des infrastructures. (AFP 11.01)

Coïncidence ou non, il y a quelques semaines je me disais que le Nigéria serait bien le prochain champ de bataille des impérialistes...

3- Etats-Unis

3.1- Engraissement, empoisonnement, enrichissement

Un emblème de la gastronomie populaire américaine est ébranlé: le pâtissier industriel Hostess Brands, producteur du petit gâteau Twinkie qui a nourri des générations d'amateurs de sucre, a déposé le bilan mercredi.

Hostess, qui a son siège à Irving (Texas, Sud), s'est placé sous la protection d'un tribunal des faillites de New York, étranglé par les dettes et les problèmes de compétitivité. C'est la deuxième fois pour lui depuis 2004.

L'entreprise n'est pas cotée et ne publie pas de données financières. Elle emploie environ 19.000 personnes.

Cette génoise ultramoelleuse, fourrée avec une grosse quantité de crème industrielle, a une quantité de sucre (42% de la composition) et de graisse (10%) qui a de quoi heurter les palais délicats. Le Twinkie a pour réputation d'être bourré de conservateurs. Mais pour beaucoup d'enfants, c'est un régal.

Le produit a été inventé en 1930, sur fond de crise économique, selon la légende pour utiliser des machines qui ne tournaient pas en dehors de la saison des fraises.

Elle n'envisage pas de changement dans sa gamme, et a affirmé dans un communiqué que l'entreprise avait "*un potentiel formidable*" et "*certaines des marques les plus puissantes et résistantes du secteur*".

D'après la direction, le problème vient des accords d'entreprise, qui génèrent des coûts salariaux et de retraite intenables. (AFP 11.01)

Nous y voilà !

3.2- Tous égaux devant la crise !

A propos de 2011, « *annus horribilis* » des banques, saluons l'esprit de sacrifice des 400 associés de Goldman Sachs qui, alors que le chiffre d'affaires de leur banque devrait reculer de 22% cette année, se serreront la ceinture en ne touchant en 2011 qu'entre 3 millions et 6,5 millions de dollars par tête. Deux fois moins qu'une « *bonne année* ». (atlantico.fr 11.01)

4- Inde

4.1- Les cobayes des trusts pharmaceutiques.

Une amende de 5 000 roupies (72 euros) : c'est l'unique peine qu'ont reçu douze médecins en Inde pour avoir pratiqué en secret des tests de médicaments sur des patients, des enfants pour certains. Les médecins, dont deux d'entre eux ont démenti avoir mal agi, sont accusés d'avoir été payés par des entreprises pharmaceutiques pour mener dans la ville d'Indore des essais de médicaments visant à traiter notamment des dysfonctionnements sexuels.

L'affaire a provoqué la colère dans le Madhya Pradesh, dans le centre du pays. C'est dans cet Etat que 1 883 personnes auraient subi ces tests cliniques illégaux, selon le quotidien India Today, qui parle d'une condamnation "*honteuse*".

Selon le gouvernement local, les tests n'avaient pas été approuvés par les autorités sanitaires et les médecins ont refusé de divulguer toute information au nom de la protection du secret médical.

Anand Rai, un médecin qui a alerté l'opinion sur cette affaire, a fait part mardi 3 janvier à l'AFP de sa colère et de sa frustration après la peine infligée dimanche aux médecins, jugée non dissuasive. "*Tous les tests ont été pratiqués sur des patients venus dans des hôpitaux gouvernementaux pour des soins de routine. C'est un crime de pratiquer sur eux des tests médicaux sans leur consentement*", s'est-il insurgé.

Ajay Singh, à la tête de l'opposition au Parlement local, a qualifié l'amende de "*ridicule*". Des associations de défense des droits de l'homme disent craindre que l'Inde devienne une plaque tournante pour les tests de médicaments pratiqués sur des patients pauvres utilisés comme des cobayes par les géants pharmaceutiques, souvent sans leur accord.

Selon M. Rai, les mauvaises pratiques dans le milieu médical risquent de se poursuivre encore longtemps : "*Les tests de médicaments sont ici en augmentation parce qu'ils coûtent seulement un sixième de leur prix dans les pays occidentaux*", a-t-il souligné. "*Le système de régulation est ici plus corrompu et les compagnies pharmaceutiques peuvent facilement inscrire des patients et commencer les essais*", a-t-il ajouté. Selon lui, "*dans les pays développés, cela prendrait six mois pour inscrire cinq patients tandis qu'en Inde, ils peuvent pendant ce temps mener des tests sur 2 000 personnes*". (lemonde.fr 03.01)

4.2- Malnutrition. Pire que l'Afrique

La malnutrition qui continue de toucher des millions d'enfants en Inde est un motif de "*honte nationale*", a reconnu mardi le Premier ministre, Manmohan Singh, en dévoilant une étude selon laquelle 42% des enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés.

"*Je répète que le problème de la malnutrition est un motif de honte nationale*", a-t-il déclaré lors d'une allocution télévisée à l'occasion de la publication d'un rapport portant sur 73.000 foyers dans neuf Etats de l'Union indienne.

"*Nous ne pouvons espérer un avenir sain avec un grand nombre d'enfants mal nourris*", a-t-il estimé.

Selon M. Singh, les acteurs sociaux et politiques doivent "*comprendre clairement les nombreux liens --entre éducation et santé, installations sanitaires et hygiène, eau potable et nutrition-- pour ensuite adapter leurs réponses en conséquence*".

Depuis la libéralisation économique de l'Inde dans les années 1990, le pays a émergé de décennies de pauvreté, porté par une solide croissance de l'ordre de 10% qui a permis la naissance d'une classe moyenne et donné à l'étranger l'image d'un pays "*qui brille*".

L'Inde anticipe cette année un taux de croissance proche de 7%.

Mais selon Rohini Mukherjee, qui travaille au sein de la Fondation Naadi ayant participé au rapport, la richesse créée dans un pays où vivaient l'an dernier 57 milliardaires ne s'est pas propagée suffisamment vite aux populations défavorisées.

En terme de malnutrition, l'Inde "*fait pire que l'Afrique sub-saharienne*", a-t-elle dit à l'AFP, se faisant l'écho d'observations du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). (AFP 10.01)

Pire que l'Afrique et ce n'est pas moi qui le dis...

Economie

1- Forum économique mondial

Dans son rapport annuel sur les risques dans le monde, le Forum économique mondial (WEF), qui organise chaque année le Forum de Davos en Suisse, estime que l'accumulation des problèmes budgétaires, démographiques et de société risque de créer un sentiment de désillusion grandissant.

Le rapport, réalisé auprès de 469 experts et décideurs, avertit notamment du danger que représente "*un monde où une majeure partie de la jeunesse doit affronter un chômage chronique et élevé*", tandis que le nombre de retraités ne cesse d'augmenter.

Si les gouvernements ne parviennent pas à rétablir la situation, d'autres phénomènes risquent de surgir, notamment "le protectionnisme, le nationalisme et le populisme", a insisté le WEF.

L'organisation dirigée par Klaus Schwab a également souligné les dangers émanant de "*l'hyperconnectivité*", en référence aux 5 milliards de téléphones portables dans le monde reliés à internet.

"*Le quotidien est devenu plus vulnérable à la cyber-criminalité et aux interruptions techniques*", a précisé le rapport.

Sur un ensemble de 50 risques analysés sur les dix ans à venir, l'étude a identifié comme étant les plus probables la disparité des revenus, les déséquilibres budgétaires, la hausse des émissions des gaz à effet de serre, les cyber-attaques et les problèmes d'approvisionnement en eau potable. (AFP 11.01)

2- France

Contrairement aux craintes de certains, les dividendes qui seront distribués par la plupart des sociétés du CAC 40 seront généreux cette année.

«*A l'exception de deux banques qui ont décidé de suspendre leur dividende au titre de l'exercice 2011, vingt sociétés du CAC 40 ont annoncé leur intention de le relever et onze comptent le maintenir. Pour l'heure, seulement sept d'entre elles pourraient baisser leur coupon*» estime Pierre Sabatier, directeur général de Prime View.

«*La masse des dividendes qui sera versée cette année sera en baisse par rapport à l'an dernier (37,3 contre 40,2 milliards d'euros), mais ce recul est le résultat de la suspension annoncée du dividende de deux importantes banques de la cote (NDLR: Société Générale et Crédit Agricole), pour le reste, les dividendes seront au rendez-vous dans la majorité des cas*», ajoute Pierre Sabatier.

La générosité des sociétés françaises s'explique par la bonne tenue des résultats net courants des sociétés du CAC 40 qui sont restés stables à 86 milliards d'euros hors éléments exceptionnels. Les dividendes seront définitivement arrêtés au printemps en fonction des profits 2011 et des perspectives l'année en cours, mais tout porte à croire que le millésime 2012 sera bon.

Interrogations sur France Télécom, Vivendi et EDF

Il paraît ainsi d'ores et déjà acquis que les grandes valeurs de croissance, comme L'Oréal, LVMH, EADS ou encore Sanofi dans la pharmacie continueront à améliorer leurs dividendes. La partie sera plus difficile pour les «*cycliques*», mais elles feront tout pour ne pas décevoir leurs actionnaires déjà éprouvés par la chute des cours. Pour ces dernières, dont les profits ont été finalement bien résisté en 2011, tout dépendra de la vigueur du ralentissement redouté pour 2012.

Paradoxalement c'est du côté des valeurs défensives que persistent les grosses interrogations. Parviendront-elles à gratifier longtemps leurs actionnaires de rendements compris entre 6 et 8 %? Le marché commence à en douter sur France Télécom, Vivendi et EDF.

Pas d'inquiétude en revanche sur Total, qui reste le plus gros contributeur du CAC 40 avec plus de 5 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires l'an dernier. Les analystes attendent pour cette année un dividende en légère hausse de 2,3 euros par action. (lefigaro.fr 06.01)

3- Espagne

La production industrielle espagnole s'est effondrée en novembre, de 7% sur un an, sa plus forte chute depuis plus de deux ans, selon les chiffres publiés mercredi par l'Institut national de la statistique (Ine).

Cet indicateur, calculé en données corrigées des variations saisonnières (CVS), avait déjà plongé en octobre, de 4,2% sur un an, montrant une aggravation de la situation économique du pays, qui devrait selon les analystes renouer avec la récession début 2012.

En moyenne entre janvier et novembre 2011, la production espagnole est en baisse de 1,4% sur un an.

De quoi fragiliser encore plus la croissance du pays, qui devrait s'établir selon le gouvernement à 0,8%.

La plupart des analystes tablent sur un quatrième trimestre 2011 et un premier trimestre 2012 dans le rouge, ce qui signifierait pour l'Espagne le retour à la récession, la deuxième en trois ans.

En novembre, "*tous les secteurs industriels présentent des taux interannuels négatifs*", précise l'Ine dans un communiqué.

La production de biens de consommation durable a plongé de 16,3% sur un an, celle de biens intermédiaires a chuté de 10%, celle de biens d'équipement a diminué de 7,4% et celle de biens de consommation non durable a reculé de 2,8%.

La production d'énergie a elle baissé de 5,2%.

Sur l'année 2010, l'industrie espagnole avait réussi à progresser de 0,8%, après s'être effondrée de 15,8% en 2009 avec la crise. (AFP 11.01)

4- Grande-Bretagne

Le constructeur aéronautique Airbus (EADS) a annoncé mardi qu'il allait transférer une partie de la charge de travail d'une de ses usines du Pays de Galles (Broughton) vers la Corée du Sud, provoquant la colère du plus grand syndicat britannique.

"*Nous avons passé un accord avec Korean Airspace Industries pour produire des pièces de voilure qui ne tiennent pas à notre coeur de métier, ce qui nous permet de redéployer nos ressources et de les affecter à l'augmentation de la production*", a déclaré un porte-parole d'Airbus.

Le groupe britannique GKN, qui est déjà sous-traitant d'Airbus, avait répondu à l'appel d'offres remporté par KAI, a expliqué le porte-parole d'Airbus. (AFP 11.01)

5- Etats-Unis

Il y a aujourd'hui "*un risque de répétition de ce que les Etats-Unis ont vécu dans les années 1930 ou de ce que le Japon connaît depuis vingt ans*", a déclaré M. Evans, président de l'antenne de la Fed de Chicago, lors d'un discours dont la Réserve fédérale a publié le texte en ligne.

Pour M. Evans, l'Amérique est victime de la "*trappe à liquidités*". En théorie keynésienne, c'est une situation dans laquelle la politique monétaire classique touche ses limites, avec des taux d'intérêts à court terme au plancher ne pouvant plus être abaissés pour stimuler consommation et investissement.

La Fed maintient son taux directeur quasi nul depuis trois ans et intervient de nouveau sur les marchés depuis octobre pour faire baisser les taux d'intérêt à long terme.

Pour éviter que le pire se produise et afin de soutenir la croissance de l'économie américaine qui, plus de deux ans et demi après le début de la reprise, reste très faible, M. Evans propose depuis plusieurs mois que la Fed s'engage à maintenir son taux directeur exceptionnellement bas.

Il a redit mardi que, pour tenir cet engagement, la Fed pouvait s'accommoder d'une inflation allant jusqu'à 3% alors que les dirigeants de la Réserve fédérale jugent souhaitable que la hausse des prix soit légèrement inférieure à 2,0%.

M. Evans est loin d'avoir convaincu ses collègues au sein du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) de la pertinence de ses vues.

Le krach de 1929 à Wall Street avait débouché sur une crise économique majeure aux Etats-Unis dont le pays n'est véritablement sorti qu'avec le déclenchement de la Seconde guerre mondiale. (AFP 11.01)

Haut de page

Le 13 janvier

CAUSERIE

Du Palais.

La Talonnette citée dans l'hebdomadaire *Le Point* : "*Il faut passer la surmultipliée*", autrement dit mettre le paquet avant la fin de la dernière cession parlementaire de sa mandature.

Quant au "*sommet social*" sur l'emploi du 18 janvier et les mesures antisociales légitimées par avance par la participation des dirigeants syndicaux qui en découleront, tout est déjà ficelé : Les principales mesures issues du "*sommet pour la croissance et l'emploi*" seront présentées dès le 25 janvier en conseil des ministres. (Reuters 12.01)

Répétons-le, cela démontre que tout est déjà ficelé, les dirigeants syndicaux le savent pertinemment, pour ne pas dire qu'ils ont fourni à Sarkozy le gage qu'ils sauront faire preuve de "*responsabilité*".

"*L'essentiel* : les revendications patronales.

Dans un entretien au *Nouvel Observateur* publié mercredi, F. Chérèque appelle les candidats à revenir à "*l'essentiel*", à savoir "*l'Europe, l'avenir de l'industrie, la compétitivité, la réduction des inégalités*". (liberation.fr 12.01)

Collaboration de classes. Du syndicalisme de négociation à la "*coproduction*" des lois anti-ouvrières.

Le candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande, a promis jeudi aux syndicats d'accroître leur pouvoir et celui des organisations patronales s'il est élu en mai.

Il s'agirait d'inscrire dans la Constitution l'obligation d'une concertation avec les partenaires sociaux avant l'examen au Parlement d'un texte de loi sur les sujets sociaux .

"*Aucun projet de loi, aucune proposition de loi ne pourrait venir en débat au Parlement sans qu'il y ait eu au préalable une phase de concertation lorsque le sujet porte sur les questions sociales*", a-t-il ajouté après avoir rencontré François Chérèque, le numéro un de la CFDT, dernier syndicat à être reçu.

"*J'ai cru comprendre -mais je ne veux pas les engager car ce serait contraire même à la méthode que je viens de définir- que les partenaires sociaux, en tout cas pour les salariés, étaient tout à fait sensibles à cette démarche*", a-t-il dit.

"*C'est une logique de coproduction qui s'écarte de la logique de convocation qui a été la règle depuis maintenant cinq ans*."

Il a critiqué sur ce dernier point le projet de "*TVA sociale*" du gouvernement, une décision "*brutale, impréparée, et avec des conséquences qui peuvent être tout à fait fâcheuses pour la croissance*". (Reuters 12.01)

Passons sur le fait que la croissance le préoccupe davantage que les besoins des travailleurs, ce qui est normal puisqu'il représente ceux du capital.

Résumons.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, gaullistes, capitaines d'industrie, militaires, staliniens et réformistes collaborent au désarmement des masses, à la reconstruction du capitalisme français et de l'Etat en contrepartie d'avancées sociales qui profitent à des degrés divers à toutes les classes sociales, en premier lieu à la classe dominante, tandis que le PS et le PC se font les fossoyeurs de la lutte de classe du prolétariat, confirmant ainsi qu'ils avaient définitivement abandonné le combat pour son émancipation du capital, pour le socialisme.

Ainsi associés à la gestion de la société capitaliste à travers les différents gouvernements d'union nationale sous la IVe République (1946-1958), ils ne manqueront pas d'y faire collaborer et d'y soumettre les syndicats qu'ils contrôlent, la CGT et FO principalement (à partir de 47-48), cette fois avec le soutien des formations se réclamant du trotskysme et des anarcho-syndicalistes, les uns et les autres se répartissant le boulot dans les différents syndicats, à la remorque des staliniens ou des réformistes tout en prétendant les combattre, car déjà incapables de faire preuve d'indépendance à leur égard, ce qui témoignait au passage l'incapacité de leurs dirigeants d'assurer la continuité de l'héritage du marxisme qu'incarnait le léninisme dans la personne de Trotsky jusqu'en 1940.

Au cours des 30 années d'après-guerre, ils profiteront de la conjugaison de l'augmentation de la productivité et de la volonté de la classe ouvrière d'en tirer profit pour banaliser ou normaliser leurs liens avec le capital avant de l'instutionnaliser à travers ce qui allait devenir la politique dite contractuelle, favorisant la négociation dans leurs relations avec le patronat et le gouvernement au détriment de la mobilisation des masses et l'affrontement direct (grève, occupation) avec les patrons ou l'Etat.

Cette allégeance permanente et croissante au capitalisme devait déboucher inévitablement sur des accords de plus en plus pourris à une époque moins favorable à la lutte de classe du prolétariat, et celui-ci solidement arrimé au capitalisme par des décennies de collaboration de classes depuis la fin de la guerre, allait se retrouver désarmé théoriquement et politiquement, incapable de l'affronter à l'heure où sonnera l'offensive du capital contre tous ses droits sociaux et politiques, la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Une fois la totalité du mouvement ouvrier ayant adopté, participé ou soutenu la collaboration de classes pendant plus d'un demi-siècle, cela n'étonnera pas les générations à venir de combattants marxistes-révolutionnaires puisque celles d'aujourd'hui sont usées, sclérosées ou incapables de le comprendre ou s'y refusent, que dans ces conditions il ait été impossible de construire un nouveau parti communiste, puisque finalement tout a été entrepris pour qu'on n'y parvienne jamais, triste bilan qui est à mettre au compte de nos dirigeants.

Si on analysait sérieusement pas à pas les différentes lignes politiques adoptées au cours des 76 années passées, on s'apercevrait que l'objectif final du combat du mouvement ouvrier a été sacrifié au profit d'objectifs immédiats, du mouvement spontané des masses, autrement dit qu'en permanence la stratégie a été subordonnée à la tactique.

Ce constat que vous partagerez ou non, peu importe, permet de comprendre que lorsque la situation ne permet plus d'atteindre des objectifs immédiats, pas même de les poser ou de se les fixer, les masses sont gagnées par le pessimisme, se sentent impuissantes et finalement sombrent dans le désespoir.

Durant cette longue période, des millions et millions de travailleurs ont participé à la lutte de classe, se sont organisés, sans jamais parvenir à tirer les enseignements politiques de leurs combats, sans jamais atteindre un niveau de compréhension de la société qui se serait traduit par leur adhésion au socialisme, par la construction du parti, assurément sur ce plan-là aussi nos dirigeants ont failli.

Je comprends que cela soit difficile à digérer pour les militants de ces partis, qu'ils rejettent cette analyse, mais à qui d'autres revenaient la tâche de construire le parti sinon à ces dirigeants, qui d'autres contrôlaient les différentes organisations trotskystes, définissaient leur politique, leurs rapports avec les appareils, les partis, les institutions, le capitalisme, avec la classe ouvrière et les masses, la classe dominante, personne d'autres qu'eux, désolé.

Aujourd'hui on assiste à la fuite en avant du capitalisme vers l'abîme et la barbarie, à la fuite en avant de la collaboration de classe entre le gouvernement et le patronat d'une part, et les dirigeants syndicaux d'autre part, et nos dirigeants étant incapables ou se refusant à reconnaître leurs erreurs, puis à les corriger, s'efforcent à procéder à des compromis sur les principes qui les éloignent un peu plus chaque jour de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, s'enfoncent dans une impasse politique parce qu'ils sont incapables de se tourner résolument vers la classe ouvrière, de modifier les rapports qu'ils ont avec le prolétariat.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Je n'ai pas eu le temps de relire mes notes de lectures des derniers jours. Nos dirigeants se foutant éperdument des analyses que je peux produire et les militants les lisant distraitement, autant dire qu'elles ne servent à rien ou presque puisqu'elles proviennent d'un pauvre type isolé à l'autre bout du monde qui se prend pour je ne sais quoi...

Aussi, je reproduis un passage de *La révolution permanente* de Trotsky (page 11 de la version Internet) en rapport avec ce qui vient d'être dit et qui à mon avis mérite réflexion.

- "Ma position à l'intérieur du parti était conciliatrice, et c'est sur cette base que j'eus, à certains moments, tendance à former un groupement. Mon attitude était déterminée par une sorte de fatalisme révolutionnaire social. J'estimais que la logique de la lutte des classes obligerait les deux fractions à suivre une seule ligne révolutionnaire. A cette époque je ne comprenais pas encore la grande signification historique de la politique de Lénine, qui exigeait une impitoyable ligne de démarcation idéologique et même, à l'occasion, la scission, pour affermir et fortifier le squelette d'un parti véritablement prolétarien. En 1911, Lénine écrivit à ce sujet :

La tendance à la conciliation est la somme d'états d'âme, de désirs et d'opinions indissolublement liés à la tâche historique que l'époque de la contre-révolution de 1908 à 1911 a posée devant le parti socialdémocrate ouvrier russe. C'est pourquoi pendant cette période beaucoup de social-démocrates, partant de prémisses tout à fait différentes, aboutirent à cette attitude conciliatrice. Trotsky l'exprima d'une manière plus conséquente que les autres, il fut presque le seul à vouloir donner des fondements théoriques à cette tendance. (Vol. XI, seconde partie, p. 371.)

Cherchant l'unité à tout prix, j'idéalisais, inévitablement à mon insu, les tendances centristes du menchevisme. Malgré trois tentatives épisodiques, je n'ai pas réussi à travailler avec les mencheviks. Cela ne m'était pas possible. D'autre part, ma ligne conciliatrice m'opposait au bolchevisme, d'autant plus que Lénine, pour faire pièce aux mencheviks, livrait à la tendance conciliatrice une bataille impitoyable, et il ne pouvait faire autrement. Il est évident qu'aucune fraction ne pouvait être formée sur la simple base de la conciliation. Et voilà la leçon qu'on peut tirer de tout cela : il est inadmissible et désastreux de rompre ou d'atténuer la ligne politique dans un but de vulgaire conciliationnisme ; il est inadmissible d'embellir le centrisme qui fait des zigzags à gauche ; il est inadmissible d'exagérer et de gonfler les désaccords avec les camarades qui sont de vrais révolutionnaires, pour courir après les feux-follets du centrisme. Telles sont les véritables leçons qu'on peut tirer des véritables erreurs de Trotsky."

Comment dire, c'est cette tendance conciliatrice qui s'est imposée à l'avant-garde du mouvement ouvrier après la disparition de Trotsky. Et nous en sommes toujours là. Conciliationnisme de nos jours avec des démocrates, des républicains, des anarcho-syndicalistes, des altermondialistes, etc. qui débouche sur la défense de la démocratie, de la république, de la souveraineté nationale, de l'Assemblée constituante ou le partage des richesses conspués par Lénine (et Trotsky par la suite) ou par Marx (Critique du programme de Gotha, on y reviendra).

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Les Européens sont tombés d'accord jeudi sur les grandes lignes d'un pacte pour renforcer la discipline budgétaire de la zone euro mais n'ont pas été aussi loin que certains le voulaient, au risque de susciter le doute quant à leur volonté de tirer les leçons de la crise.

Il était discuté au niveau technique par de hauts fonctionnaires des pays de l'Union. Participaient également des représentants de

la Commission et plusieurs parlementaires européens.

Trois ébauches de compromis ont ainsi été rédigés avant de parvenir à l'accord de principe annoncé jeudi soir par des négociateurs.

Le texte final de compromis doit encore être peaufiné avant d'être soumis aux ministres des Finances européens, puis aux chefs d'Etat et de gouvernement qui se retrouvent à Bruxelles le 29 janvier. Objectif: boucler les négociations à ce moment-là puis signer le texte lors du sommet européen de début mars.

Le calendrier pourrait toutefois s'accélérer, sous la pression de la Banque centrale européenne (BCE).

Son influent président, l'Italien Mario Draghi, a estimé jeudi qu'il "*serait bon que ce pacte budgétaire puisse être adopté à la fin de ce mois, pas en mars*".

Ce pacte budgétaire, auquel la Grande-Bretagne refuse de participer, prévoit l'instauration d'une "*règle d'or*" pour graver dans le marbre l'objectif de comptes publics équilibrés, ainsi que des sanctions financières quasi-automatiques lorsque les déficits dépassent 3% du PIB. Il est destiné aux pays de la zone euro et à ceux de l'UE souhaitant s'y associer.

Mais, "*il reste encore des points litigieux à résoudre*", a admis une source diplomatique, notamment pour certaines compétences de la Commission européenne.

Son rôle fait débat et a évolué au fil des discussions: il a un temps été envisagé qu'elle puisse saisir la Cour de justice européenne si un Etat ne respecte pas l'inscription d'une règle d'or dans sa Constitution ou dans un texte équivalent. Dans la dernière mouture du texte remise aux Etats mardi soir, ce rôle avait été amoindri, mais pourrait encore évoluer.

Autre point restant à trancher: le nombre de pays devant ratifier ce texte pour qu'il entre en vigueur. Ce seuil a d'abord été fixé à neuf (la majorité des 17 pays de la zone euro), avant d'être remonté à 15 puis redescendu à 12.

Quoi qu'il advienne, le texte dont devraient accoucher les Européens promet d'être moins sévère que prévu. Certains pays ont en effet bataillé dur pour ne pas se voir imposer une discipline de fer.

Résultat: les prérogatives de la Cour de justice européenne et de la Commission, en particulier en matière de surveillance, sont appelées à être limitées par rapport à ce qui avait été un temps envisagé.

La France a notamment ferraillé pour que le rôle de la Cour européenne de justice soit circonscrit et qu'elle ne puisse pas vérifier l'ensemble de la politique budgétaire d'un Etat. Elle devrait vérifier uniquement l'application des règles d'or.

Lourdement endettée, l'Italie a obtenu que les sanctions quasi-automatiques ne s'appliquent qu'en cas de dépassement du plafond retenu pour les déficits publics et non pour la dette, comme cela fut envisagé. (AFP 12.01)

2- France

A six jours du sommet social, la durée du travail a fait irruption dans le débat, alimentée par une étude controversée de Coe-Rexecode, venue à point nommé conforter le souhait du gouvernement de renforcer la compétitivité des entreprises.

Selon Laurence Parisot, la compétitivité en France "*est dégradée à la fois par le coût et par la durée du travail*".

Et la patronne des patrons d'enfoncer le clou sur la nécessité d'en finir avec la durée légale du travail: le temps de travail serait "*fixé de manière conventionnelle par les branches ou les entreprises*".

Prenant appui sur l'étude, M. Bertrand a conclu qu'"*il faut qu'on travaille davantage*" en France et "*qu'on fasse travailler davantage de monde*", notamment les seniors et les jeunes.

Toutefois, reconnaît-il, l'économie française réussit à "*se maintenir*" grâce à sa "*formidable productivité*", mais elle "*ne suffit pas, il faut aussi la compétitivité*". (AFP 12.01)

Gagner en "*compétitivité*" en voulant faire travailler davantage les seniors et les jeunes, c'est possible uniquement en leur imposant des conditions de travail et de rémunération dignes des concurrents des entreprises françaises, autrement dit précarité absolue et salaire de misère. Car il ne suffit pas seulement de produire des marchandises, faut-il encore gagner des parts de marché pour pouvoir les écouler, donc être plus compétitif que les concurrents sur le marché mondial dont les conditions de travail et les coûts de production sont médiocres et plus bas, CQFD.

Social

France

1- Inflation et augmentation des prix

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,4% en décembre par rapport au mois de novembre, essentiellement tirés par l'accélération des prix de l'habillement et de l'alimentation, faisant monter l'inflation sur un an à 2,5%, montrent les statistiques publiées jeudi par l'Insee.

Ces chiffres sont de nature à déclencher une hausse de la rémunération du livret A d'après la formule mécanique traditionnellement utilisée par le gouvernement mais le ministre de l'Economie François Baroin a décidé de maintenir le taux actuel de ce placement à 2,25%, conformément aux recommandations du gouverneur de la Banque de France.

Les prix de l'habillement affichent une progression de 0,7% par rapport à novembre et de 3,0% par rapport à décembre 2010 tandis que ceux de l'alimentation s'inscrivent en hausse de 0,3% sur un mois (+0,9% pour les produits frais) et de 3,3% en rythme annuel. (Reuters 12.01)

Un salarié du groupe d'annuaires Pagesjaunes s'est suicidé à son domicile, mercredi 11 janvier, après avoir adressé un mail à son épouse, avec en copie les syndicats et la direction du groupe, dans lequel il met en cause ses conditions de travail, a-t-on appris de source syndicale.

Le salarié, un commercial âgé de 53 ans et père de famille, s'est pendu à son domicile. Selon les syndicats, qui appellent 'à ne pas tirer de conclusions dans l'immédiat', le salarié évoquait notamment dans son mail une surcharge de travail et une perte de salaire.

Le groupe Pagesjaunes compte 4 776 collaborateurs en France, en Espagne, au Luxembourg et en Autriche, dont 2 100 conseillers commerciaux. (lemonde.fr 12.01)

2- La direction d'Air France-KLM passe à l'offensive.

Le premier transporteur aérien européen Air France-KLM a dévoilé jeudi un plan de redressement sur trois ans visant des économies supérieures à deux milliards d'euros via la réduction de la flotte, des investissements, un gel des embauches et une restructuration de l'activité moyen-courrier.

Pour réaliser plus d'un milliard d'économies immédiates, le groupe Air France-KLM a décidé de geler les augmentations de salaires en 2012 et 2013 et de poursuivre le gel des embauches décidé en septembre, ce qui se traduira par le non-remplacement d'environ 800 salariés.

Le second volet du plan, qui sera détaillé en mai-juin, prévoit des mesures structurelles qui devraient également générer un milliard d'euros d'économies.

Pour améliorer sa productivité, la compagnie va ainsi dénoncer les accords collectifs existants en vue de réorganiser le travail du personnel navigant (pilotes, hôtesses et stewards) et au sol, ce qui aura des conséquences en matière d'emploi.

Le nouveau PDG Alexandre de Juniac a indiqué au cours d'une conférence de presse que le principe d'une renégociation des contrats avait été annoncé aux représentants du personnel : "*notre sentiment est que cela a été accueilli avec sérénité, sang-froid*", a-t-il dit.

Enfin, pour enrayer les pertes de son activité court et moyen-courrier (France et Europe), la compagnie n'exclut pas de recourir davantage à la sous-traitance "*dans certains secteurs*".

De source interne à Air France, on indique que les efforts consentis par la seule compagnie française "*sont très importants*". Plusieurs syndicats ont indiqué être prêts à entrer dans une phase de renégociation des accords collectifs afin d'augmenter la productivité et ont manifesté leur inquiétude sur l'emploi.

"*Face à la situation d'Air France, dont la gravité ne peut être ignorée et au-delà d'un immense gâchis, l'Unsa-Aérien conçoit que des mesures s'imposent*", a ainsi écrit ce syndicat dans un communiqué. (AFP 12.01)

Economie

1- France

La Banque de France a recommandé jeudi de laisser le taux du livret A à 2,25% et celui du livret d'épargne populaire à 2,75%, l'inflation constatée n'étant à ses yeux que temporaire.

Le ministre de l'Economie et des Finances est libre de suivre ou non les recommandations du gouverneur de la BdF.

"*L'application mécanique de la formule de calcul des taux de l'épargne réglementée conduirait à accroître le taux de rémunération du livret A à 2,75%*", écrit la banque centrale dans un communiqué.

"*Toutefois, compte tenu des perspectives de baisse de l'inflation, afin d'éviter une volatilité excessive du taux du livret A, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, a décidé de déroger à la stricte application la formule de calcul en vigueur, ainsi que le règlement en prévoit la possibilité.*" (Reuters 12.01)

2- Grèce

Les forums d'investisseurs, gréco-américains, allemands, russes, émiratis se succèdent à grande vitesse en Grèce. La plupart dans le décor paradisiaque d'un hôtel de luxe au bord de la mer Egee. La Grèce est à vendre.

Le dernier forum du genre, près du cap Sounion face à la mer, à 50 kilomètres au sud d'Athènes, a réuni mercredi et jeudi une délégation composée d'une cinquantaine de grandes sociétés des Emirats Arabes Unis pilotée par le ministre émirati des Affaires étrangères, cheikh Abdallah ben Zayed Al-Nahyane.

A la pause-café, les discussions prennent un tour nettement plus concret. "*Je cherche la liste des sociétés privatisables, vous l'avez?*" demande le responsable d'un groupe émirati spécialisé dans les énergies renouvelables à un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères grec, légèrement interloqué par le ton direct de la question. (AFP 12.01)

3- Russie

La Russie a vu son produit intérieur brut augmenter de 4,2% en 2011 après avoir connu une croissance économique de 4% en 2010, a annoncé jeudi le Premier ministre Vladimir Poutine, cité par les agences de presse russes.

"*Nous avons un excédent budgétaire de 0,8%*", a-t-il dit, soulignant que "*partout (ailleurs), il y a des déficits, et importants en plus*".

Après un déficit de 5,9% en 2009 et de 4,1% en 2010, le budget de la Russie est revenu dans le vert en 2011, à la faveur de la hausse des cours des hydrocarbures, qui sont le pilier de l'économie russe.

M. Poutine a par ailleurs indiqué que la dette publique de la Russie était de 10,4% du PIB.

"*Concernant la hausse de la production industrielle, nous sommes en quatrième position, derrière la Chine, l'Inde et l'Allemagne, nous avons enregistré 4,7%*", a encore dit M. Poutine.

En 2010, la production industrielle avait augmenté de 8,2% par rapport à 2009, année où le pays avait été touché de plein fouet par la crise économique mondiale. (AFP 12.01)

4- Etats-Unis

Le déficit du budget fédéral américain a augmenté au mois de décembre à 85,97 milliards de dollars.

Selon le système comptable du gouvernement américain, le mois d'octobre ouvre l'exercice 2012. Au cours de l'exercice budgétaire 2011, clos le 30 septembre, le déficit cumulé a atteint au total 1.296 milliards de dollars. (Reuters 12.01)

Haut de page

Le 14 janvier

CAUSERIE

Poutou (NPA), interview dans liberation.fr du 10 janvier. Ou l'art de poser les questions à l'envers.

- "*Les licenciements, le démentèlement des services publics, la pauvreté qui se généralise. Tout cela contribue à une démoralisation et à un sentiment d'impuissance.* "

Certes, mais c'est aussi le prix à payer de décennies d'illusions (notamment) savemment entretenues par tous les partis ouvriers. Illusions à la base de la faillite de la social-démocratie un siècle plus tôt.

Actualisées, illusions qui consistaient à faire croire aux travailleurs que leurs conditions de travail et d'existence ne cesseraient de s'améliorer dans le futur sous le capitalisme, pour peu qu'une minorité s'organise dans des syndicats ou partis ou les deux à la fois pour inconconsciemment entretenir cette terrible illusion que le passage progressif au socialisme (sous-entendu) se réaliserait sous le capitalisme, politique criminelle de soumission du prolétariat au capital incarnée par le PS et le PCF, y compris dans les syndicats, abandonnant la perspective d'en finir avec le capitalisme puisque celui-ci allait réaliser le socialisme.

Aujourd'hui, alors qu'il n'y a plus de "*grain à moudre*", le réveil est brutal, insupportable, dramatique. Si les conditions de travail et d'existence du prolétariat se sont effectivement améliorées au cours des 30 ou 40 années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, on ne peut pas en dire autant de leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société, qui n'a pas évolué en réalité, pour ne pas dire qu'il a régressé parmi certaines couches d'exploités.

L'avant-garde de la classe ouvrière a agi de la même manière que l'aristocratie financière qui court après les profits à court terme pour se retrouver finalement face à une crise, certes qu'elle a provoquée, mais qui était du reste inévitable à terme.

Au regard de la situation et celle à venir qui devrait confirmer la tendance actuelle, la crise du capitalisme et l'impuissance du mouvement ouvrier à la combattre, il n'est pas exagéré d'en conclure que la lutte de classe des 65 dernières années n'aura finalement servi à rien, à moins de se satisfaire d'avancées sociales... qui se sont volatilisées.

Le petit-bourgeois démocrate rejettera cette analyse parce qu'il espère bien conserver les avantages dont il profite encore et se foutant bien du reste, c'est l'état d'esprit qui prédomine chez les syndicalistes et la plupart des militants. Ce qui mine le moral de ces derniers, c'est la réaction des travailleurs qui refusent de participer à leurs combines d'appareil, y compris les plus déterminés d'entre eux qui inconsciemment se disent que les partis qui convoitent leur adhésion ont failli lamentablement, alors pourquoi leur accorder la moindre confiance aujourd'hui. Réaction saine et amplement justifiée, hélas !

A ce stade, évidemment la situation semble inextricable et toute amélioration paraît extrêmement difficile à envisager. Eh oui, comment faire pour combler un tel retard, une telle lacune ! Cela pourrait aller très vite à condition de s'en donner les moyens, partant du constat que des centaines de milliers de travailleurs sont prêts à passer à l'action.

Voyez ma situation en Inde en ce moment, je suis sans électricté depuis 16 jours, je pourrais me morfondre et en vouloir à la terre entière, j'ai pris quelques dispositions pour atténuer autant que possible les conséquences qui en découlent et garder le moral, en me disant que cette situation n'allait pas durer indéfiniment, j'ai l'espoir de m'en sortir en bref.

D'une part j'ai pris sur moi-même, d'autre part j'ai un objectif. Sans cet objectif, le rétablissement de l'électricité et du cours normal des choses, j'aurais pu sombrer dans le désespoir, me laisser aller, c'est cet espoir auquel je me raccroche qui me porte finalement, qui me donne la force de tenir et non parce que je serais particulièrement courageux, on s'attribue souvent généreusement des qualités qu'on n'a pas forcément au détour d'une expérience périlleuse.

Maintenant les travailleurs ne font pas face à un ou deux problèmes, mais bien davantage, tout est source de problèmes ou d'insatisfactions dans leur vie et la société, sans compter qu'il ne cesse d'en surgir de nouveau au fil du temps ou parce que la décomposition de la société s'accélère. Donc ils sont bien dans la même situation que moi à devoir satisfaire un besoin immédiat, mais c'est là qu'en règle générale l'action du mouvement ouvrier s'arrête, à savoir que cet objectif atteint on considère que le combat est terminé, alors que pour bien faire il ne fait que commencer.

Dans mon cas, mon espoir ne repose pas uniquement sur l'objectif du rétablissement de l'électricité, mais plutôt dans la perspective de pouvoir continuer par la suite mon activité politique dans des conditions normales (c'est une façon de parler) pour donner le meilleur de moi-même, la satisfaction de ce besoin immédiat est finalement négligeable au regard du gain que j'en tirerai sur le long terme, sans cette perspective j'y accorderais plus d'intérêt qu'il ne mérite, pour ne pas dire qu'il fausserait ma perception de la réalité, qui ne doit pas être isolée de son évolution et doit être traitée dialectiquement. La conception de la lutte de classe qui prévaut depuis des lustres est mécaniste, antidialectique, étrangère au marxisme...

- "*Il faut montrer qu'il y a d'autres solutions que l'austérité et la rigueur : s'en prendre aux riches.* "

Un riche, un capitaliste, un président, un gouvernement en remplace un autre et la vie continue comme avant, pas très crédible comme argument et pour le coup plutôt démoralisant. Comment voulez-vous faire l'éducation politique des masses avec de tels arguments ? Et ça ne marche pas ! Si ça ne marche pas, c'est que rien ne peut marcher à l'échelle des masses dans les conditions actuelles. Le socialisme pour lequel nos combattons n'est pas sorti du cerveau de deux penseurs géniaux, il est une nécessité qui s'impose à nous à un certain stade du développement historique du capitalisme que Marx et Engels ont théorisé.

- "*Je me suis particulièrement étendu sur le* "produit intégral du travail", *ainsi que sur le* "droit égal", *le* "partage équitable", *afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquées à grand-peine au parti, mais aujourd'hui ben enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.*

Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, c'était de toute façon une erreur que de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage, et de mettre sur lui l'accent.

A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes" (Marx - *Critique du programme de Gotha*, 1875)

Il était écrit dans la résolution du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste que les chômeurs et les travailleurs pauvres étaient un "*facteur révolutionnaire*" d'une "*valeur colossale*" et que c'était vers eux que le parti devait se tourner au lieu de les ignorer... Question : Combien de chômeurs ou de travailleurs des couches les plus défavorisées du prolétariat comptent dans leurs rangs le NPA, LO et le POI ? En fait, ce sont les staliniens et néo staliniens qui se chargent à travers différentes associations de les organiser ou de les contrôler.

Revenons à cet interview.

- "*La logique voudrait que les gens votent pour la contestation du système économique et du modèle capitaliste. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui malheureusement!* "

La réponse à cette lamentation figure plus haut. La révolution est un art (Trotsky), faire en sorte que le prolétariat se retrouve dans les meilleures conditions positions pour aborder une crise révolutionnaire aussi, donc nos dirigeants n'ont pas ce talent !

"*Les élections, c'est avant tout un moment démocratique, et autant que nos idées soient discutées dans l'arène. Les gens ne doivent pas se contenter du faux-choix qu'on leur propose en permanence.*"

Tu parles d'un "*moment démocratique*" ! Si tel était vraiment le cas, comment comprendre que les "*gens*" "*se contentent du faux-choix qu'on leur propose en permanence*" ? Cela ne signifierait-il pas plutôt que la démocratie serait bafouée en permanence sous la Ve République ? On en revient à une causerie précédente dans laquelle je dénonçais les fétichistes de la démocratie en soi, en général, qui camouflent ainsi leur incapacité à rompre avec le capitalisme et les institutions.

A l'entendre, on pourrait croire que les "*gens*" se contentent de ce qu'ils ont de bonne grâce, bref qu'ils ne méritent pas mieux. S'il était vrai qu'ils se contentent de ce qu'ils ont, il faudrait se demander pourquoi, la faute à qui, sinon aux partis qui sont censés les représenter et qui manifestement en sont incapables.

Actualité en titres

En famille ou en ménage, à trois s'il vous plaît !

- " *Le chômage partiel est un ménage à trois, c'est désormais à l'Etat d'agir* ", dit Stéphane Lardy de FO (lemonde.fr 13.01)

C'est beau l'esprit de famille ! La balle est dans votre camp excellence, à vous de jouer... Il n'y a pas mieux pour désarmer la classe, la réduire à l'impuissance, la neutraliser.

Ca tombe bien :

- L'Assemblée vote 24 000 places de prison supplémentaires d'ici à 2017 - LeMonde.fr

- L'errance sans fin des Roms à Marseille - AFP

Irrésistible !

- Bayrou a choisi son slogan de campagne: "*Un pays uni, rien ne lui résiste*" - AFP

Mieux que l'espoir, l'avenir fait vivre !

- Bayrou gagne 14 points de cote d'avenir, selon un sondage - AFP

- Borloo veut son groupe parlementaire à l'Assemblée - L'Express.fr

La culture au Karcher !

- Une tour du 93 transformée en « Villa Médicis » - LeFigaro.fr

Que demande le peuple franchement !

Promesse et intention pour le moins douteuses...

- François Hollande promet plus de pouvoir aux partenaires sociaux - Reuters

- 35 heures: Bayrou veut discuter avec les syndicats pour "*plus de souplesse*" - AFP

La campagne électoral, c'est guignol !

- Wauquiez rappelle à Joly que la France est «*chrétienne*» - Liberation.fr

- Carla Bruni-Sarkozy prête à participer à la campagne - Reuters

- François Bayrou dispute le rôle d'arbitre à Marine Le Pen - Reuters

- Montebourg refuse d'appliquer l'accord PS-EELV - L'Express.fr -

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

Les Frères musulmans ont officiellement dénoncé la mission des observateurs de la Ligue arabe, estimant qu'elle ne faisait par sa présence qu'accorder un délai au régime de Bachar el-Assad. Ces déclarations coïncident avec celles des autorités du Qatar qui ont vainement tenté d'écourter la mission, arguant que si les observateurs ne confirmaient pas leur informations, c'est qu'ils étaient habilement manipulés par le régime.

Au demeurant, la presse atlantiste et du Golfe cite le pré-rapport des observateurs en en déformant le sens. La mission fait état de la continuation des violences, ce qui est interprété comme le constat d'une répression qui se poursuit, alors que les observateurs ont évoqué la violence de groupes armés infiltrés dans le pays.

Lors de son discours annuel au corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège, le pape Benoît XVI a –en termes allusifs– exprimé son inquiétude face à la possible remise en cause de la liberté religieuse par les salafistes et les Frères musulmans dans le monde arabe.

Lors d'une conférence de presse télévisée, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a une nouvelle fois condamné le gouvernement syrien. Cependant, il a surtout rendu public le virage politique perceptible depuis deux semaines en exprimant son inquiétude face à une possible guerre civile ou confessionnelle chez son voisin. Après la brouille franco-turque à propos du massacre des Arméniens –qui a fait exploser la coalition militaire anti-syrienne–, Ankara invite à la retenue l'Armée libre syrienne –à la quelle il procure une base arrière– et appelle à la seule contestation pacifique. (Réseau Voltaire 10.01)

Social

Chine

Une municipalité chinoise a versé l'équivalent de deux mois de salaire à un millier d'ouvriers protestant contre la fermeture brutale de leur usine, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable local.

Les travailleurs, des migrants pour la plupart, ont manifesté leur colère après l'annonce par leur employeur Chuang Ying Toy Factory, un fabricant de jouets basé à Hong Kong, de la cessation d'activité.

Les propriétaires du site de Hengli, dans la province de Guangdong (sud-est) ont pris la fuite, selon un ouvrier.

La municipalité, soucieuse d'éviter tout mouvement social susceptible d'attirer l'attention des autorités centrales, a versé huit millions de yuans au total, soit 1,3 million de dollars environ, a précisé le responsable municipal.

L'industrie du jouet est particulièrement touchée par la baisse des exportations qui frappe le Sud-Est industriel chinois. Des milliers d'ateliers ont fermé leurs portes en 2011 et un dixième des salariés du secteur ont perdu leur emploi, selon la Fédération des fabricants de jouets, basée à Hong Kong. (Reuters 13.01)

Economie

France

L'agence de notation financière américaine Standard & Poor's a abaissé vendredi la note souveraine française d'un cran, à AA+ avec perspective négative. La France perd ainsi le triple A qu'elle détenait depuis 1975 chez S&P, et dans lequel le président Sarkozy a longtemps vu "*un objectif et une obligation*".

Le ministre des Finances François Baroin s'est efforcé de relativiser cette annonce, assurant que la perte de la précieuse note n'était "*pas une catastrophe*".

S&P a frappé l'ensemble de la zone euro à l'exception de l'Allemagne, privant également l'Autriche de son triple A et abaissant la note de sept autres pays. L'agence n'a finalement dégradé la France que d'un seul cran, et non deux comme attendu

S&P a aussi abaissé d'un cran les notes des dettes à long terme de Malte, de la Slovaquie et de la Slovénie. Elles rejoignent la France, l'Autriche, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et Chypre au club des Etats dégradés ce soir.

S&P a relèvé "*l'endettement relativement élevé des administrations publiques ainsi que les rigidités du marché du travail*" français.

Berlin rassure - "*La France est sur la bonne voie*", affirme le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble. "*Nous devons tous ensemble tenir les règles, renforcer la compétitivité, nous le faisons tous ensemble*". (AFP 13.01)

Vivement le "*sommet social*" sur l'emploi qui va venir au secours de la compétitivité des entreprises françaises !

Crise au sommet de l'Etat à propos du maïs transgénique Monsanto 810

La culture du maïs transgénique Monsanto 810 restera interdite en France en 2012 malgré la décision du Conseil d'Etat d'annuler la clause de sauvegarde appliquée à son encontre, annoncent vendredi soir les ministères français de l'Ecologie et de l'Agriculture.

Ce maïs transgénique est autorisé dans plusieurs pays européens.

Les cabinets des ministres Nathalie Kosciusko-Morizet et Bruno Le Maire ont fait part de cette décision aux représentants de la Confédération paysanne, de l'Union nationale des apiculteurs français et de la Fédération française des apiculteurs professionnels qu'ils ont reçus vendredi.

"*Il leur a été confirmé que, suite à la décision du Conseil d'État d'annuler la clause de sauvegarde prise par la France en 2008 pour interdire la culture du maïs transgénique MON810, le gouvernement maintenait son opposition à cette culture et que la culture du MON810 resterait donc interdite en France en 2012*", précisent les ministères dans un communiqué. (Reuters 13.01)

Parole d'économiste

G. Celente estime que l'avertissement de C. Lagarde, dirigeant ce qu'il appelle la Fédération Internationale d'une Mafia de Requins, c'est-à-dire le Fonds monétaire international, est un signal envoyé à tous ceux qui peuvent comprendre. Pour Celente, les rapprochements avec la crise de 1929, la Grande Dépression, les guerres de devises, les guerres commerciales, les guerres mondiales, ne sont plus chose farfelue. Il signale que la chute des prix de l'immobilier aux Etats-Unis, est plus

important qu'elle ne le fut dans les années trente. Les enseignements de l'histoire disent que dans pareille situation, les dirigeants cherchent à échapper à leurs responsabilités en déclenchant le chauvinisme et surtout la guerre. « *Regardez les discours qu'ils nous tiennent. Ils s'estiment contents du travail opéré en Afghanistan et en Irak et maintenant ils préparent le terrain pour justifier une attaque de l'Iran. Ecoutez les discours des candidats aux prochaines élections présidentielles américaines. A l'exception du républicain Ron Paul, ils veulent tous partir guerroyer contre l'Iran* ». On voit ainsi la cupidité de ces personnages qui, non seulement n'ont aucune culture, mais débitent un discours traduisant un formatage réalisé par les Elites. Les réseaux qui les financent sont les mêmes que l'on trouve derrière pas mal de sociétés secrètes aux Etats-Unis. C'est une bande de psychopathes, pour G. Celente, qui sont ainsi proposés pour résoudre la crise actuelle. En fait, ces gens-là se proposent d'appliquer des programmes politiques qui vont finalement se traduire par plus de violence et de criminalité.

Celente a raison de dire que le coup d'envoi d'une attaque de l'Iran conduira « *à une spirale hors de contrôle* ». De toutes les façons, selon les règles actuelles, génératrices de chaos, «*il ne peut se produire qu'une aggravation de la crise européenne, jusqu'à une cassure* ». « *Le risque de guerre civile en Europe va devenir de plus en plus élevé* ». Et les Etats-Unis ne seront pas mieux placés puisque Obama a fait voter la National Defense Authorization Act (NDAA), lui accordant le droit césarien de désigner n'importe quel citoyen comme terroriste ! Les militaires américains sont les chiens de garde du président américain, qu'il peut lâcher sur n'importe quelle personne avec ordre de la tuer. Malgré cela, l'équipe Obama ne se gêne pas pour donner des leçons à la Russie en matière de démonocratie…

Pour G. Celente, comme les Etats-Unis se préparent à gérer une guerre civile, à instaurer une dictature avec les camps de la FEMA, etc., il faut envisager un effondrement du dollar comme une certitude et donc… urgemment la préparation d'une résistance active.

G. Celente a probablement raison, mais il y a une autre certitude: l'effondrement de l'euro. Les financiers américains sont en bonne voie de réussir le torpillage de l'euro avant de voir sombrer leur devise impériale, le dollar US. (liesi 11.01)

Haut de page

Le 16 janvier

CAUSERIE

Enfin, au soir du 17e jour nous avons à nouveau de l'électricité, heureusement, depuis avant-hier après-midi je n'avais plus du tout d'eau. La première chose que j'ai faite : remplir les deux réservoirs et prendre une bonne douche !

A propos du site.

3249 visites en décembre, et vous avez téléchargé 2 168 documents, environ 20 000 sur l'année 2011.

Entre hier et aujourd'hui, j'ai mis en ligne une trentaine d'articles de sources diverses, je vous encourage à les lire. J'ai actualisé les pages d'accueil des différentes rubriques du site en intégrant les fichiers de décembre.

Mise en garde.

La désinformation à l'échelle internationale orchestrée par les maîtres du monde n'a plus aucune limite. On en a une preuve flagrante (si c'était nécessaire) à travers l'interprétation du développement de la situation en Syrie telle qu'il est relaté par les médias et les principaux sites Internet.

Comment fonctionne la propagande de l'impérialisme américain (notamment) et des monarchies du Golfe ?

Dans un premier temps ils produisent des faux éléments, documents, témoignages, etc. qu'ils envoient aux différentes agences de presse dans le monde, ensuite celles-ci les mettent en ligne sur Internet sans la moindre vérification des faits qui leur sont rapportés, simultanément elles les envoient aux principaux médias qui eux non plus ne se donnent pas la peine de vérifier la véracité des informations qui leur sont transmises, pour finir, une fois ces données largement diffusées à travers le monde et approuvées comme telles, les différents acteurs politiques s'en saisissent dans le sens voulu par les auteurs de cette manipulation et la boucle est bouclée.

Ce n'est pas nouveau s'empresseront d'affirmer les militants ou dirigeants qui savent tout mieux que tout le monde, avant tout le monde, qui semblent mieux informés que tout le monde, à croire qu'ils sont en relation avec ceux qui sont à l'origine de ces fausses informations, les mêmes qui ont adopté béatement la version du 11 septembre 2001 de G. Bush ou de la mort de Ben

Laden pour ne prendre que ces deux exemples, toutes autres interprétations ne pouvant trouver grâce à leurs yeux après avoir été unanimement rejetées par l'ensemble des gouvernements et des médias (aux ordres) tenant lieu de la malversation, de la théorie du complot, témoignant ainsi d'un esprit critique médiocre et de leur manque d'indépendance politique.

Le devoir d'un parti ouvrier devrait être dans sa presse de démonter ces manipulations.

Parole d'économiste.

1- Le dirigeant de Birinyi Associates prédit la fin de la Bourse : Le volume des opérations devrait atteindre zéro à la fin de cette année.

... on peut seulement ajouter que – au rythme actuel de dégradation du volume total des échanges au NYSE, depuis la dégradation américaine jusqu'à maintenant – le dirigeant de Birinyi Associates laisse supposer que le volume des échanges disparaîtra complètement d'ici le 11 Décembre 2012. (wikistrike.com 11.01)

2- Dans les mots de l'économiste Jon Danielsson : " *Les (banques) ont accumulé une dette égale à plusieurs fois le PIB annuel. Il n'y a aucune possibilité que les citoyens puissent payer cette dette*." (wikistrike.com 11.01)

Tant mieux dans les deux cas !

3- "*...pour regagner de la compétitivité, des Etats, comme la France, doivent flexibiliser leur marché du travail, afin de réduire le coût unitaire du travail. En Espagne, il doit baisser d'au moins 25%. Mais de telles mesures seront difficiles à faire accepter par les travailleurs, puisqu'elles risquent d'accroître l'insécurité de l'emploi. Les employés espagnols, italiens, portugais ou français devront accepter une hausse des salaires au taux inférieur à celui de l'inflation...*" (atlantico.fr 15.01)

Leur référence en matière de salaire minimum, ce n'est pas le SMIC, mais le RMI ou le RSA, plus proche du salaire de l'ouvrier chinois ou indien, à raison de 48h de travail minimum par semaine, sans aucun avantage social à côté ni congés payés, cela va de soi.

Actualité en titres

Le culte du capital.

- Triple A : la France n'est plus au standard - Liberation.fr

Mais encore :

- S&P s'explique : «*la réponse à la crise n'est pas la bonne*» - LeFigaro.fr

On se disait aussi... Que cela ne tienne :

- Pécresse: «*Il faut continuer les réformes...*» - Liberation.fr

Quitte à se contredire :

- AAA perdu : «*Des ajustements si nécessaires*», promet Fillon - LeFigaro.fr

Du coup, il y en a qui se prennent à rêver à haute voix :

- Allègre soutiendra Sarkozy s'il fait un «*gouvernement d'union nationale*» - 20minutes.fr

"*Rêver*", un peu, beaucoup passionnément, pas du tout :

- François Hollande reconnaît que tout ne sera pas possible - LeFigaro.fr

Entre le capital et le travail, Hollande a déjà fait son choix.

J'ai reçu un mail de syndicalistes qui semblent découvrir que la collaboration de classes remonterait à quelques décennies, deux pour être précis, qu'ils grattent encore un peu, ils découvriront peut-être ou ils parviendront à admettre qu'elle est une pratique permanente depuis l'après-guerre pour ne pas remonter plus loin, mais c'est permis également.

Au point de dégérescence auquel est parvenu le mouvement ouvrier, il ne pourra pas espérer s'en sortir ou se sauver en faisant l'économie de la critique du mouvement ouvrier depuis un siècle, y compris ou surtout celle de son avant-garde.

UMPFN soluble, suite.

- Brigitte Barège (UMP) prône la "*préférence nationale*" pour l'accès à l'emploi LEXPRESS.fr - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

France

1- Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute.

«*Je parlerai aux Français à la fin du mois, je leur dirai les décisions importantes qu'il faut prendre sans perdre de temps*», a déclaré Sarkozy lors d'un discours à Amboise, au surlendemain de la dégradation de la note financière de la France.

«*Je leur dirai que la crise peut être surmontée, pourvu que nous ayons la volonté collective et la force de réformer notre pays*», a affirmé le chef de l'Etat dimanche.

«*Depuis 2008, on a traversé cette crise absolument sans précédent, peut-être depuis un siècle, j'ai choisi de dire la vérité aux Français sur la gravité de la crise. Je leur ai dit qu'il s'agissait d'une épreuve qu'il ne fallait ni sous-estimer, ni dramatiser à l'excès*», a-t-il poursuivi.

«*C'est une épreuve et, en tant que telle, il faut l'affronter. Il faut résister, il faut se battre, il faut faire preuve de courage, il faut faire preuve de sang-froid. On ne répond pas à une crise de cette ampleur par l'agitation, par l'emportement*», a insisté le chef de l'Etat.

«*Le courage, c'est celui dont font preuve les Français tous les jours, dans leur travail. Le courage, c'est celui avec lequel, mes chers compatriotes, vous avez accepté les réformes difficiles, comme la réforme des retraites. On mesure aujourd'hui ce qu'il en serait advenu si nous n'avions pas mis en oeuvre cette réforme indispensable*», a-t-il ajouté. (libération.fr 15.01)

Sa "*vérité*", c'est celle qui correspond aux besoins des capitalistes. La nôtre, c'est celle qui correspond aux besoins des travailleurs. La question est posée à chaque militant de savoir sur quel terrain ils entendent se battre sachant qu'aucun compromis n'est possible, ni avec Sarkozy et son gouvernement, ni avec les appareils pourris des syndicats, ni avec le PS et ses satellites à la solde du capital, ni avec le patronat et les institutions.

Les représentants du capital posent des questions qui ne nous concernent pas, les prendre en compte ou essayer d'y répondre, c'est déjà se compromettre ou capituler, ce que bon nombre de militants ne parviennent pas à comprendre apparemment.

Imaginez qu'on vous parachute au beau milieu de sables mouvants prêts à vous engloutir et qu'on vous dise maintenant démerdez-vous, posez-vous les bonnes questions... Impossible évidemment, vous êtes cuit et votre fin est proche, politiquement en l'occurence, vous êtes déjà mort, ce n'est pas plus compliqué que cela à comprendre.

Pourquoi les militants ne sont-ils pas inflexibles sur les principes ? Parce qu'ils sont incapables de les défendre, il leur manque les bases théoriques pour y parvenir. Et puisque les seules bases théoriques disponibles sont celles du marxisme et qu'ils les rejettent ou ignorent, il ne leur reste plus qu'à élaborer des théories toutes plus foireuses ou grotesques les unes que les autres, entre opportunisme et aventurisme.

Au cours de mes lectures des derniers jours, je ne sais plus si c'est Marx, Lénine ou Trotsky qui disaient à propos du ralliement à notre combat de certains éléments avec lesquels jusque là il avait des désaccords (cela me revient, il devait s'agir de quelques lassaliens, donc de Marx dans la *Critique du programme de Gotha*) , à leur demande il faut préciser, que ce n'était à nous de leur faire des concessions sur le programme, mais que c'était à eux d'intégrer notre programme, et que c'était seulement à cette condition qu'on pourrait les accepter dans le parti, car accepter de dénaturer notre programme, c'était dénaturer le parti, bref le liquider.

Qu'on fait les dirigeants du PCI et de la LCR en fondant le PT puis le POI pour les premiers, le NPA pour les seconds ? Exactement le contraire de ce que préconisait Marx, qui ajoutait que jamais il n'adopterait un programme qui intègrerait sous une forme ou une autre l'idéologie de la classe des capitalistes. Qui a lancé la grande braderie des principes et de la théorie sur lesquels reposait le combat de l'avant-garde révolutionnaire dès la disparition de Trotsky ?

Par faiblesse ou ignorance ou les deux à la fois, pour continuer d'exister politiquement, sans plus se soucier de la nature politique de notre combat dans laquelle on a introduit une dose de réformisme pour faire bonne mesure, la suite est banale et connue, pour le justifier il ne reste plus que la fuite en avant qui nous conduit à adopter des stratégies et des mots d'ordre conforme à la perspective du maintien en place de l'ordre établi qu'incarne la défense de la souveraineté nationale et l'Assemblée constituante (POI) ou un meilleur partage des richesses (NPA-LO).

Sur le plan syndical, on commence par s'encanailler avec de farouches anticommunistes issus de la SFIO alliés de l'impérialisme américain, qui soutiennent le plan Marshall qui permettra à l'Etat et au capitalisme français de se reconstruire sur le dos des travailleurs encore plus exploités qu'avant-guerre, ensuite on ne trouve rien à redire à ce que le syndicat réformiste que l'on soutient soit financé par l'Etat et accessoirement par l'impérialisme américain, qu'il collabore ouvertement avec l'Etat et le patronat tout comme la CGT, entre autres témoignages de servilité, on vote comme un seul les résolutions de la direction confédérale en échange de postes de permanents dans l'appareil et cela pendant un demi-siècle, et comme en réalité jamais aucune campagne nationale sérieuse n'a été menée contre les appareils, les critiques de cadres de la CGT envers FO et l'inverse se neutralisent puisque les deux syndicats sont finalement comme les autres à la remorque du capital, du petit doigt introduit au départ dans ce mécanisme infernal ils ont fini par y laisser leurs âmes comme aurait dit Marx. Lisez attentivement la presse du POI, du NPA ou de LO, jamais vous ne trouverez le moindre article qui remette les pendules à l'heure.

Pendant des décennies les uns et les autres se sont affrontés pour savoir lequel serait le plus à la remorque du PS ou du PCF, en réalité à l'idéologie dominante, sans qu'aucun n'envisage qu'il pouvait l'être également, réellement. Au regard du résultat qu'on a sous les yeux aujourd'hui, pitoyable, misérable, on est en droit de se poser une question : si une organisation avait été capable de définir une politique indépendante des appareils pourris du PS et du PCF, cela aurait signifié que les arguments existaient pour la défendre, elle y aurait forcément gagné en crédibilité, elle se serait renforcée et la plupart des travailleurs qui cherchaient une issue au capitalisme se seraient tournés de préférence vers cette organisation au détriment des autres qui se seraient effondrées ou auraient disparu, or rien de tout cela ne s'est produit.

Qu'est-ce qui a donné un formidable élan à la construction du mouvement ouvrier international au cours de la seconde moitié du XIXe siècle ? Le développement du capitalisme, mais encore, la révolution de 1848 et la Commune de Paris, certes, mais cette dernière s'est terminée par un sanglant échec 72 jours plus tard, ne serait-ce pas plutôt les enseignements qu'en tirèrent Marx et Engels qui permirent à la fois à l'avant-garde révolutionnaire d'élever son niveau de compréhension du capitalisme et du monde, et de se débarrasser de tout le fatras que constituaient toutes les théories socialistes utopiques ?

Le socialisme scientifique fut vivement critiqué à cette époque, attaqué de toutes parts évidemment, férocement il faudrait ajouter, mais il était devenu incontournable, il était impossible de se positionner politiquement et de l'ignorer, pour finalement aboutir à une situation où chacun s'en réclamerait plus ou moins, tandis que des dirigeants du monde entier et des partis ouvriers l'adoptaient sincèrement, sa supériorité sur toutes les autres théories était devenue incontestable, d'où la rage de ceux qui le combattaient.

C'est ce (le marxisme) qui servit de charpente à la seconde puis à la troisième internationale et finalement à la quatrième, avant qu'elle n'avorte, non pas parce que des conditions plus difficiles auraient prévalu, pour s'en convaincre il suffit d'avoir à l'esprit l'atmosphère de chasse aux sorcières contre les socialistes qui existait à travers toute l'Europe (notamment) lors de la fondation des précédentes internationales, non, le seul facteur déterminant qui allait faire défaut après-guerre, cela allait être l'absence d'un dirigeant maîtrisant suffisamment le marxisme et possédant les qualités nécessaires à la fois pour analyser correctement la situation et construire un nouveau parti communiste... On pourrait ajouter par la suite, comprendre les transformations importantes qu'allaient subir la société et le monde au cours de la période à venir de manière à adapter la stratégie et le parti en conséquence, tout en demeurant fidèle aux principes du marxisme et du léninisme, le marxisme pour ce qui est de la théorie, et le léninisme pour ce qui est de la question du parti.

Il s'agit là d'un simple constat, pas besoin de jeter la pierre à qui que ce soit ou de juger tel ou tel dirigeant, cela n'a jamais été mon propos fort mal interprété par bien des militants, ce que je m'explique très bien, je m'en suis expliqué plus haut. Il y en a parmi nous qui se complaisent à pratiquer ce jeu de massacre, au lieu de servir notre cause ils s'emploient à mettre de nouveaux obstacles sur le chemin qui doit nous conduire à comprendre pourquoi nous avons été incapables de construire un nouveau parti au cours des 70 dernières années, qu'ils ne s'étonnent pas de la férocité de notre polémique.

Je ne prétends pas avoir raison ou détenir la vérité, j'affirme simplement qu'un certain nombre de questions n'ont jamais été discutées ou analysées sérieusement et que temps qu'on ne voudra pas s'y coller on n'avancera pas d'un millimètre, chacun continuera dans son coin à croire ou prétendre qu'il détient la vérité, les différents partis continueront d'être des passoires, de se scléroser (LO) ou de dégénérer (POI-NPA), nous demeurerons incapables de corriger nos erreurs et de nous rassembler, de retrouver la voie de la révolution socialiste mondiale. (A suivre)

2- Au tour des congés payés...

Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, a affirmé dimanche qu'il n'était pas question "*à sa connaissance de faire évoluer*" la durée légale de cinq semaines des congés payés.

Invité de Radio France politique, M. Copé était interrogé sur l'éventualité d'une suppression de la cinquième semaine de congés payés après les déclarations de Luc Chatel, ministre de l'Education nationale, accusant les socialistes avoir fait "*payer à crédit*" cette semaine supplémentaire de congés.

"*Pas à ma connaissance*", a-t-il répondu, en ajoutant: "*dès lors qu'on réfléchit au temps de travail par branche et par entreprise (...) en réalité c'est que le dialogue social est en première ligne pour trouver les meilleures solutions et poser le problème des allégements de charges à hauteur de 12 milliards d'euros payés par le contribuable pour financer les RTT et aujourd'hui on ne peut plus se le permettre*".

"*Ce n'est pas tant un problème de congés qu'un problème de temps de travail effectué*", a-t-il dit, en soulignant que dans certaines branches, comme les banques, des conventions collectives prévoyaient sept semaines de congés payés.

"*Il y a une durée légale, je n'ai pas connaissance qu'il faille la faire évoluer*", a-t-il ajouté. (AFP 15.01)

Commentaire d'un internaute.

- " Hou là là, quand l'UMP commence à dire: on ne fera pas ceci ou cela, c'est le début de la fin !

J'en connais un qui avait dit : je n'est pas reçu de la part des Français un mandat pour reculer l'age de la retraite..."

3- FdG. D'une expérience "*désastreuse*" à une autre.

Plus de 5.500 personnes ont accueilli leur champion au poing levé dans les travées du Zénith de Nantes, sous une marée de drapeaux rouges et tricolores.

Mélenchon a lancé un «*appel*» aux socialistes «*à eux qui sont nos camarades, nos partenaires naturels et dans tant de circonstances, nos alliés*», insiste l'ancien ministre de Lionel Jospin : «*Je les adjure de se ressaisir! Ne cédez pas! Ne capitulez pas! insiste-t-il. Je forme le vœu qu'au plus vite, nos camarades socialistes se souviennent de l'expérience désastreuse des socialistes espagnols, portugais ou grecs* |*...] qui ont cru bien faire en cédant*». (liberation.fr et AFP 14.01)

Le PS est déjà le "*partenaire naturel*" du capital, de l'économie de marché comme ils appellent cela, c'est lui qui le revendique, il a déjà démontré de quoi il en retournait quand il était au pouvoir, au passage, avec les alliés acutels du PG, le PCF, pire, Mélenchon doit occulter qu'il a fait partie d'un gouvernement dont le conseil des ministres était présidé par un certain... Jacques Chirac. Sans doute le produit d'un malheureux concours de "*circonstance*", un de plus !

Il vaut mieux évoquer "*l'expérience désastreuse des socialistes espagnols, portugais ou grecs*" que celle du gouvernement Jospin, qui a davantage privatisé que tous les gouvernements RPR ou UMP, et dont Mélenchon était ministre.

Social

1- France

Plus de 2.000 manifestants ont défilé samedi après-midi à Clermont-Ferrand, pour réclamer "*justice*" et "*vérité*" dans l'affaire Wissam El-Yamni.

Les plus virulents des manifestants ont scandé "*Police assassins*" devant la préfecture, sur laquelle a été accrochée une banderole disant: "*pas de justice, pas de paix*".

D'autres banderoles dans le défilé mettaient en cause les deux policiers ayant procédé à l'interpellation controversée: "*Pour Wissam, la justice doit punir ses assassins*" ou "*prison pour les meurtriers de Wissam*".

"*Mon fils a été assassiné par la police, je veux la justice*", a déclaré entre deux sanglots le père de Wissam El-Yamni devant la foule avant d'entrer dans le bâtiment pour y être reçu par le préfet, François Lamy.

Jean-Louis Borie, avocat de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), a dénoncé devant les manifestants "*les contrôles au faciès*" dans les quartiers populaires comme La Gauthière, d'où venait ce chauffeur routier de 30 ans.

"*Respect de la dignité. Vérité et justice pour Wissam*", pouvait-on lire plus sobrement sur la banderole de tête. Les manifestants étaient plus de 2.000, selon l'AFP, au plus fort de la manifestation, en grande partie dispersée en fin d'après-midi.

Une autre manifestation qui devait être organisée parallèlement devant la préfecture par le Bloc identitaire (extrême droite) a été interdite, la préfecture redoutant un "*risque de trouble à l'ordre public*".

La famille a été reçue vendredi par la juge d'instruction chargée du dossier. Les résultats de l'autopsie n'étaient pas encore connus. Une information judiciaire pour "*violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner par personne dépositaire de l'autorité publique*" a été ouverte. (AFP 14.01)

2- Roumanie

Une dizaine de personnes, dont un caméraman et quatre gendarmes, ont été blessées samedi à Bucarest lors d'une manifestation contre le président roumain Traian Basescu, jugé responsable d'une baisse du niveau de vie, ont indiqué les médias locaux.

Les manifestants avaient été mobilisés notamment via internet et les réseaux sociaux afin d'exprimer leur solidarité avec le fondateur des services d'urgence, le médecin Raed Arafat, contraint à la démission en début de semaine à la suite d'un différend avec M. Basescu sur un projet controversé de réforme de la santé.

Mais alors que ce projet a été retiré du débat public vendredi, à la demande du chef de l'Etat, les participants à ce mouvement ont renoncé à leurs slogans de soutien à M. Arafat, pour appeler le président et le gouvernement à démissionner.

"*Nous ne pouvons plus supporter la pauvreté, trop c'est trop*", a déclaré à l'AFP une retraitée, Rodica Patran, évoquant le gel des retraites et la baisse de 25% des salaires dans le secteur public, imposés en juillet 2010.

Des centaines de personnes s'étaient également rassemblées dans la journée dans plusieurs grandes villes pour exprimer leur opposition à la réforme de la santé qu'avait défendue M. Basescu, qui prévoyait de donner davantage de place au privé. (AFP 14.01)

Economie

1- France

1.1- Les hommes de paille de l'aristocratie financière

L'agence de notation Standard and Poor's a tenu une conférence téléphonique, samedi après-midi, pour motiver sa décision.

«*Les dirigeants européens n'ont pas réussi à trouver les solutions adaptées à l'ampleur de la crise qui touche la zone euro*», résume Moritz Kraemer, le responsable de la notation des états souverains européens.

Plus important, et plus inquiétant, «*les chefs d'Etat n'ont pas forcément établi le bon diagnostic sur les raisons profondes de cette crise*». Ce qui, selon S&P, les empêche d'y apporter les bonnes réponses. «*Tous les pays se concentrent essentiellement sur des remèdes budgétaires en réduisant leurs déficits excessifs, en particulier dans les pays périphériques, mais la crise de la zone euro s'explique surtout par un écart de compétitivité qui n'a cessé de se creuser entre certains pays européens depuis le lancement de la monnaie unique*», estime Moritz Kraemer.

En termes économiques, cet écart de compétitivité a abouti au creusement, dans certains pays, de la balance des paiements et ce creusement a été trop longtemps ignoré par les responsables européens.

Depuis plusieurs années, S&P fait de cette balance des paiements l'un des critères majeurs de sa notation, au côté des chiffres plus usuels des déficits publics. De fait, ce sont les pays comme l'Irlande, l'Espagne ou le Portugal, dont les balances des paiements se sont lourdement creusées, qui ont été les plus dégradées ces dernières années. Dans une certaine mesure c'est aussi ce déficit -plus encore que ses déficits budgétaires- qui a fini par affecter la note de la France. Encore bénéficiaire en 2004, cette balance des paiements ne cesse de se dégrader depuis lors, au point de s'élever en moyenne à 6 ou 7 milliards de déficit par mois. C'est le signe que la France n'arrive plus à compenser son déficit commercial par suffisamment d'entrées de capitaux étrangers sur son territoire.

Vu sous cet angle, les solutions proposées par les différents sommets européens, notamment le durcissement de la discipline budgétaire, sont largement insuffisantes pour résoudre tous les problèmes de l'euro. «*Si il y avait eu une règle d'or budgétaire dans les pays auparavant, il n'est pas certain que la crise aurait été évitée*», explique Moritz Kraemer. «*Pour preuve, avant 2007, les Allemands avaient un déficit budgétaire bien plus élevé que les Espagnols, qui étaient presque à l'équilibre*». Mais la compétitivité de l'économie allemande lui a permis de mieux résister au choc, ce qui n'a pas été le cas

de l'Espagne. (lefigaro.fr 14.01)

1.2- La vérité sur le poids des fonctionnaires dans la dette de l'Etat

Rappelons d'abord les vraies proportions des salaires des fonctionnaires dans le budget de l'État: 80 milliards d'euros hors pensions, soit moins de 25% des dépenses, un petit 120 milliards d'euros avec les pensions, ce qui ne fait pas le tiers de l'ensemble.

En réalité, la dette de la France, contrairement à ce que l'on croit, n'augmente pas à cause de la masse salariale des fonctionnaires. Elle augmente pour de toutes autres raisons, à commencer par l'existence de la dette elle-même. Ce qui endette la France, c'est la part de plus en plus grande occupée par le service de la dette.

Rappelons que, depuis 2007, les déficits cumulés se sont creusés de plus de 250 milliards d'euros, quand la masse salariale restait stable ou diminuait comme c'est le cas cette année. L'explosion de la dette de la France durant les 4 dernières années n'a donc rien à voir avec le nombre de fonctionnaires employés par l'État. Et quand bien même nous supprimerions tous les fonctionnaires en France, nous économiserions simplement de quoi équilibrer péniblement le budget de l'État, puisque le déficit prévu en 2012 est supérieur à la masse salariale !

C'est probablement ici que se niche l'ironie la plus cruelle dans les positions cachées des partisans d'une diminution du nombre de fonctionnaires. Leur rêve fou, celui d'une France asymptotiquement sans fonctionnaires (sauf des policiers et des gardiens de prison, bien entendu), ne règle pas le problème de la dette. (atlantico.fr 14.01)

Il faut préciser que l'auteur de cet article est un farouche partisan du capitalisme.

2- Grèce

Le gouvernement et les créanciers privés ont ajourné leurs discussions jusqu'à mercredi. Les négociations entre les créanciers privée et le gouvernement grec sur la restructuration de la dette publique de la Grèce sont dans une passe difficile depuis vendredi. Elles ont été provisoirement suspendues par les créanciers, qui laissent entendre par là qu'ils pourraient ne pas tenir, en partie, leur engagement à effacer une partie de la dette, une mesure capitale pour le sauvetage du pays.

En cause, selon les créanciers, le fait que la proposition des banques d'abandonner 50 % de la dette de l'Etat grec en leur possession,"*n'ait pas abouti à une réponse ferme et constructive de la part de toutes les parties*", ainsi que l'a dit l'Institut de la finance internationale (IIF). Les négociations semblent notamment buter sur les taux d'intérêt réclamés par les banques, que le gouvernement jugent excessifs. En échange des anciens titres, les créanciers doivent recevoir des obligations de l'Etat grec. Ils souhaiteraient pour celles-ci un taux d'intérêt autour de 5%,quand le gouvernement penche plutôt pour 4%. (Atlantico.fr 14.01)

Alors que la Fed ou la BCE prête aux banques à des taux d'intérêts entre 0,5 et 1% !

Haut de page

Le 17 janvier

CAUSERIE

J'ai mis en ligne un article provenant d'une nouvelle source en ce qui nous concerne, et pour satisfaire la curiosité légitime des militants qui s'interrogent sur les véritables intentions des auteurs des portails auxquels nous nous référons, j'ai reproduit un large extrait de la présentation de www.mecanopolis.org.

- "La société dans laquelle nous vivons n'est pas aussi transparente qu'elle le prétend, ou elle ne l'est pas comme elle le prétend. Elle ne parait si déconcertante que parce que les intérêts agissants y sont la plupart du temps cachés, et les rapports de causalité falsifiés.

Dans la voix de ceux qui répètent les mensonges officiels diffusés en boucle par la propagande médiatique, c'est l'acceptation et la soumission à un « *nouvel ordre mondial* » qui s'exprime, et qui prétend, par la contrainte, assurer la survie collective. Ce « *nouvel ordre mondial* » est en fait toujours le même ordre ancien, qui se donne pour nouveau parce qu'il avance sur de nouvelles béquilles, jamais vues nulle part, et répand de nouvelles odeurs de décomposition, jamais senties nulle part.

L'artifice de la propagande consiste à affirmer à la fois que l'avenir est l'objet d'un choix conscient, que l'humanité pourrait faire collectivement, comme un seul homme, en toute connaissance de cause une fois instruite par les experts, est régi par

un implacable déterministe qui ramène le choix à celui de vivre ou de périr ; c'est-à dire de vivre selon les directives des gouvernements ou de périr parce que l'on sera resté sourd à leurs mises en garde. Un tel choix se ramène donc à une contrainte qui règle le vieux problème de savoir si les hommes aiment la servitude, puisque désormais ils sont contraints de l'aimer. Selon Hannah Arendt, le problème de la domination totale était de fabriquer quelque chose qui n'existe pas : à savoir une sorte d'espèce humaine qui ressemble aux autres espèces animales et dont la seule « *liberté* » consisterait à « *conserver l'espèce* » (2).

Sur la terre ravagée par mille catastrophes savamment provoquées, ce programme cessera d'être une théorie de la domination pour devenir une revendication des dominés, car notre société est depuis trop longtemps abrutie par les manipulations « *démocratiques* » pour qu'il soit encore nécessaire de faire régner l'ordre par les armes. Nous aurions tort de penser selon le vieux schéma : si les masses savaient, si on ne leur cachait pas la vérité, elles se révolteraient. L'histoire moderne n'a pas été avare d'exemples contraires, illustrant plutôt, chez les dites masses, une assez constante détermination à ne pas se révolter en dépit de ce qu'elles savaient, et même – depuis Néron jusqu'aux « *attentats* » du 11 septembre – à ne pas savoir en dépit de l'évidence, ou du moins à se comporter en dépit de tout comme si elles ne savaient pas.

Les masses ont été trop longuement entraînées aux sophismes de la résignation et aux consolations de l'impuissance pour ne pas rester impavides devant la destruction du monde qui se déroule devant elles. Tout démontre que l'identification avec le mouvement et le conformisme absolu semblent avoir détruit jusqu'à la faculté d'être atteint par l'expérience la plus directe.

A peine avait-on désigné les responsables de la crise économique mondiale qu'on les a escamotés en expliquant qu'ils n'y étaient pour rien ou presque, qu'en somme ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, que la responsabilité est a ce point diluée dans le pouvoir économique qu'il serait archaïque, barbare, digne des persécutions de l'Inquisition, de vouloir frapper des coupables. Bref, il n'y a plus de responsables de rien : c'est la faute à la « *technostructure* », par exemple, ou aux « *conditions* », qui, il faut bien l'admettre, sont mauvaises.

On serine tellement que ce sont les « *conditions* » qui sont mauvaises qu'on en oublie qu'en réalité ce sont les hommes qui le sont. Si ceux qui prennent des décisions voyaient plus souvent en revenir les conséquences, cela contribuerait efficacement à restaurer les aptitudes à la logique chez nos contemporains.

Certains s'offusqueront de la violence de nos propos, de même qu'ils sont outrés lorsque de jeunes manifestants s'en prennent aux devantures des banques qui ont ruiné nos sociétés. Ce n'est évidemment pas d'aujourd'hui que les hommes, même quand ils en sont victimes, sont portés à méconnaitre la violence là ou elle est la plus répandue, comme dans la destruction de leur travail ou l'aliénation de leur droits fondamentaux, simplement parce que cela ne nécessite pas l'emploi visible de la force. Ce qui est nouveau par contre, c'est que la diffusion d'images sélectionnées permette de diriger à volonté l'émotion sur tel ou tel acte de violence manifeste, choisi pour l'intérêt que trouvent les autorités à le dénoncer.

Il n'y aura bientôt plus d'alternatives qu'entre la soumission et le pur nihilisme. Ceux qui refuseront de se «*responsabiliser*» (répéter les mensonges du pouvoir en place, se faire vacciner, accepter une puce RFID, etc.), de participer avec zèle à la « *gestion citoyenne* » de toutes les crises présente et à venir, et à l'embrigadement dans « *l'union sacrée* » avec le président Obama pour « *sauver le monde* », peuvent s'attendre à être très prochainement traités comme le sont en temps de guerre les déserteurs et les saboteurs.

Cependant notre rôle reste, dans un présent écrasé par la probabilité du pire, d'étudier les diverses possibilités qui n'en demeurent pas moins ouvertes. Pris comme n'importe qui à l'intérieur d'une réalité aussi mouvante que violemment destructrice, nous nous gardons d'oublier ce fait d'expérience que l'action de quelques individus, ou de groupes humains très restreints, peut, avec un peu de chance, de rigueur, de volonté, avoir des conséquences incalculables.

Ce n'est pas d'un « *nouvel ordre mondial* » dont nous avons besoin, mais d'un nouveau monde.

(1) D'autres charlatans, que nous avons exclus en raison de leur bavardage inutile, nous taxent maintenant de « *fascistes* » ou même de « *fanatiques religieux* », entre autres allégations mensongères. Motivés par la seule frustration de n'avoir duré que quelques jours au sein de Mecanopolis, ils en viennent à oublier que la trahison est le seul crime pour lequel le pardon n'existe pas.

(2) Hannah Arendt in « *Le Totalitarisme* »

Différentes citations sont issues de « *La fosse de Babel* » (1962), de Raymond Abellio, ainsi que de « *L'abîme se repeuple* » (1997), de Jaime Semprun."

Précisons-leur que le "*nouveau monde*" porte un nom : le socialisme !

Intox.

1- Dans le dernier baromètre Ipsos-Le Point, le candidat MoDem enregistre un bond spectaculaire et hérite du titre de politique

préféré des Français.

François Bayrou enregistre en janvier une hausse impressionnante des opinions favorables, puisqu'il gagne 6 points par rapport à décembre, soit 20 points en tout sur cinq mois ce qui le porte à la première place dans ce classement avec 56% de jugements favorables, et 35% d'avis inverses. (lexpress.fr 16.01)

2- Aung San Suu Kyi pourrait accepter un poste de ministre nous dit-on (AFP 15.01), dans un gouvernement "*civil*", précisons, composé de militaires qui ont troqué l'uniforme pour le costard trois pièces, avec le soutien appuyé de Washington, Paris et Londres, comme il se doit.

Ah ces "*démocrates*", pareils à eux-mêmes !

Comment Chérèque et Thibault (notamment) s'y prennent pour soutenir les mesures qui seront prises par Sarkozy à l'issue du "*sommet social*" de demain.

1- "*Nous serons contre toute augmentation de la TVA*", a dit François Chérèque dimanche au Grand Jury Europe 1, Le Parisien et i>Télé, évoquant en revanche une hausse de la CSG. "*Personne n'est assuré que cet argent-là ira à la Sécurité sociale.*"

Tout d'abord, Sarkozy pourra répliquer qu'il lui fait là un procès d'intention, ensuite cela signifie que Chérèque est d'accord pour une hausse de la TVA si elle profitait à la Sécu, et pour finir qu'il ne voit pas d'inconvénient à remettre en cause les bases du financement de la Sécu qui en quelque sorte la structure, garantit son fonctionnement ou définit sa nature non marchande, sa raison d'être. On peut ajouter qu'en ne s'y opposant pas une fois ces réserves émises, il fait en sorte que la discussion porte non pas sur l'acceptation ou le refus de cette augmentation mais sur son bien-fondé ou son utilisation, il introduit donc un nouveau facteur de division entre les travailleurs, discussion sans fin qui devrait favoriser son adoption tout en faisant croire qu'il est contre

En conclusion il n'est pas contre le principe de l'augmentation de la TVA à condition que Sarkozy la présente sous un angle "*avantageux*". Dans tous les cas de figure les travailleurs casqueront et l'objectif de Sarkozy sera atteint.

2- François Chérèque, qui a rencontré ces jours dernier le ministre de l'Emploi Xavier Bertrand pour préparer le sommet social, a assuré que "*les négociations ne progressent pas*". (Reuters 16.01)

Alors qu'il n'y a rien à négocier, les dirigeants syndicaux passent leur temps à peaufiner dans les ministères la manière dont toutes ces mesures antisociales seront présentées puis adoptées.

3- Le numéro un de la CGT Bernard Thibault a estimé lundi que le sommet social convoqué mercredi par Nicolas Sarkozy relevait d'un "*affichage*" politique pré-électoral.

"*Je suis presque convaincu qu'il a programmé une rencontre avec les organisations syndicales plus pour l'affichage, dans une séquence électorale, que dans une véritable volonté de tirer les enseignements de la situation*", a déclaré Bernard Thibault lors d'une conférence de presse.

Autre dit, ne vous tracassez pas,c'est juste "*pour l'affichage*", pour faire croire aux électeurs que Sarkozy va prendre des mesures... mais il n'y a rien de sérieux dans tout cela. Ce qui n'empêchera pas Thibault d'affirmer le contraire plus loin, peu importe, il faut tenter de désamorcer la bombe, y compris en mettant les doigts dans le cambouis, après tout il est habitué des sales besognes. Vous aurez remarqué également qu'il s'en remettait à Sarkozy pour "*tirer les enseignements de la situation*", comme si le représentant du capital et ce qui est censé être le représentant du travail pouvait partager les mêmes enseignements de la situation, autrement dit avoir des intérêts communs ou convergents. Rien dans cette phrase il s'est vendu !

4- Selon lui, "*il n'est pas sûr que le président de la République joue carte sur table*" au sommet, "*peut-être que nous aurons une séance de faux fuyants*" et "*nous n'en saurons pas plus à la sortie*". Nicolas Sarkozy, selon lui, prendra le temps de "*nous écouter*" mais "*cela ne veut pas dire qu'on ait l'intention de nous entendre*".

Il prend un faux air désabusé pour qu'on ne l'accuse d'avoir cautionné les mesures qui seront annoncées à l'issue de ce sommet ou dans la foulée les jours suivants en y participant. Pécresse a annoncé que ces mesures pourraient être annoncées dès mercredi soir et Thibault n'en connaîtrait pas la teneur, il prend les syndiqués et les travailleurs pour des abrutis, une fois de plus, normal.

5- Dans ce contexte, "*échéance politique ou pas, l'heure est à la mobilisation*", a affirmé M. Thibault en regrettant la "*passivité*" des autres organisations syndicales (dont la CFDT) qui n'ont pas rejoint l'appel de la CGT à une manifestation mercredi.

Quoi qu'il en soit, comment une mobilisation pourrait-elle être possible à l'appel des syndicats quand leurs dirigeants s'apprêtent à cautionner les mesures réactionnaires déjà ficelées par Sarkozy ?

6- "*Je considère l'absence de l'unité syndicale dans ce paysage-là comme une attitude passive, coupable, au regard des enjeux*", a-t-il lancé. "*Après ce sommet je suggère que nous organisions une nouvelle réunion de l'intersyndicale pour faire le point de la situation*".

Ce passage ne sert qu'à camoufler sa propre capitulation auprès des militants de la CGT dont certains ne sont pas dupes.

7- "*On ne chamboule pas la protection sociale en quinze jours, à la hussarde*", a-t-il dit, en jugeant "*scandaleux qu'on puisse penser légiférer sur une modification des règles du financement de la sécurité sociale en si peu de temps*". "*Il n'est pas normal que le chef de l'Etat estime disposer comme bon lui semble*" de la protection sociale, "*ça appartient aux salariés*".

On est passé en quelques phrases du simple "*affichage*" inoffensif à un "*chamboulement*" de la protection sociale, la véritable portée des mesures que Sarkozy s'apprête à prendre, à part cela il ne connaît pas le contenu des mesures qui lui seront présentées demain, alors que tous les médias s'en sont déjà faits grâcieusement l'écho !

Tiens donc, la Sécu "*appartient aux salariés*", alors si elle appartient vraiment aux travailleurs, eux-seuls et leurs organisations peuvent discuter et décider de son avenir et non les représentants du capital, sauf qu'en participant à ce sommet les dirigeants syndicaux cautionnent que ce soit le gouvernement qui décident à leur place, de brader la Sécu au profit du marché.

8- Selon lui, "*aucun des droits sociaux des salariés n'est à l'abri*", même pas la 5ème semaine de congés payés. "*Tout est susceptible d'être révisé de manière autoritaire*" dans la mesure où le gouvernement "*reprend à son compte le diagnostic des organisations patronales sur le coût du travail*" trop élevé.

Affirmation gratuite et cynique, l'air de dire par avance : satisfaites-vous des prochains coups que vous allez prendre comme si c'était déjà plié, soyez rassurés, cela pourrait être pire encore.

9- "*Ce ne sont pas les salariés qui sont responsables de cette crise*", les entreprises en France "*souffrent d'un sous-investissement*" y compris en comparaison avec l'Allemagne, a-t-il argué. (libération.fr 16.01)

Heureusement qu'en leur accordant de nouvelles exonérations de cotisations sociales qui seront compensées par une hausse de la TVA payée par les travailleurs, en recourant à la baisse des salaires par le biais du chômage partiel, etc. elles gagneront en productivité ! Rien sur ce plan ne distingue la ligne du jaune Chérèque de celle de Thibault.

Donc pour finir, il reprend à son compte un des arguments fétiches de Parisot (Medef) et du gouvernement, y compris les agences de notation qui estiment que les coupes budgétaires ne suffisent pas pour réduire la dette et rassurer les marchés, qu'il faut tailler à la hache dans la législation du travail et augmenter l'exploitation... En venant au secours des entreprises, il se place délibérément sur le terrain du capital contre le travail, normal de la part d'un lieutenant du capital.

Actualité en titres

La police applique la "*règle d'or*" : le silence...

- Comment l'IGS a passé sous silence les agissements suspects de policiers - LeMonde.fr

... sinon l'impose :

- Sept policiers en procès, après la mort par asphyxie d'Hakim Ajimi en 2008 - LeMonde.fr

- Interpellations musclées: les policiers appelés à la prudence - L'Express.fr

Aucun "*risque*", aucune conséquence...

- Baroin: la dette française, "*investissement qui ne comporte aucun risque*" - AFP

C'était une façon de parler :

- Les prix de l'essence battent un nouveau record - Liberation.fr

Et puis cela présente des avantages :

- Juan Carlos adoube Sarkozy 1.203e chevalier de la Toison d'Or - Reuters

En voilà deux au moins à enfermer.

- Le duel à distance Hollande-Sarkozy passe par Cayenne - Reuters

Non pas eux, pauvres bêtes :

- La France accueille deux pandas chinois en zone VIP - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

1.1- S'il fallait encore des preuves que la Syrie n'est pas secouée par une révolte généralisée, mais bel et bien par des actes destinés à terroriser la population et susciter son ressentiment vis-à-vis d'un gouvernement décidément trop populaire, les récents actes de sabotage des infrastructures publiques ne laissent plus guère de doute.

Dans la province d'Idleb, un engin explosif artisanal installé en bord de route a causé la mort de 6 employés d'une usine textile, et blessé 16 autres qui se rendaient en minibus sur leur lieu de travail. Le transport ferroviaire de carburant destiné à la production d'électricité a en outre été visé dans le même secteur par un engin explosif, blessant trois employés qui se trouvaient à bord du train.

À Deir Ezzor, ce sont des pylônes de lignes électriques à haute tension qui ont fait l'objet d'actes de sabotage, provoquant d'importantes perturbations sur le réseau de distribution.

L'« *Observatoire syrien des droits de l'homme* » (Bureau londonien des Frères musulmans) n'est pas encore parvenu à attribuer ces actes à la répression gouvernementale, préférant dénoncer d'hypothétiques massacres commis par l'armée sans apporter le moindre élément concret pour appuyer ses dires. (Réseau Voltaire 15.01)

1.2- La presse atlantiste et du Golfe, qui a abondamment mis en cause les observateurs de la Ligue arabe, relaie le jugement du Premier ministre du Qatar selon lequel la Ligue n'a pas la compétence pour ce type de mission. Puis, la presse rapporte la demande du commandant de l'armée syrienne libre de transférer cette charge aux Nations-Unies.

Personne ne semble se souvenir que la Ligue arabe prévoyait de s'appuyer sur le rapport des observateurs pour saisir le Conseil de sécurité. Ne pouvant compter sur un rapport étayant la culpabilité de l'administration Assad, la Ligue voudrait maintenant que le secrétaire général de l'ONU le rédige dans le sens attendu et le transmette au Conseil.

Chaque jour, la presse atlantiste a une belle historie à raconter. Aujourd'hui, c'est la portrait de Fadwa Suleiman, une jeune actrice qui a rejoint la révolution. Il ne doit pas s'agir d'une comédienne de premier plan puisque les journaux arabes s'appliquent à rappeler qu'elle a joué un second rôle dans une série télévisée, au cas où les lecteurs ne parviendraient pas à l'identifier.

- Le Tehran Times confirme que le Mouvement contre l'expansion chiite en Syrie a revendiqué l'enlèvement à Homs des 5 (et maintenant 7) ingénieurs iraniens. Le quotidien iranien ne précise pas que ce Mouvement est en fait une signature de la Brigade al-Farouk de l'Armée syrienne libre.

- Le Figaro résume les travaux du Strategic Research and Communication Center, présenté comme le think tank du Conseil national syrien. Dans un récent rapport, ce centre a proposé une stratégie diplomatique et militaire pour renverser Bachar el-Assad. Le quotidien français n'indique pas que ce centre est un pseudopode de l'association néoconservatrice Henry Jackson Society, qui a déjà publié le même texte sous une autre forme. (06.01)

2- Russie.

Voilà un extrait de ce qu'a publié *France-Soir* samedi.

"Guerre des étoiles"

Série noire ? Peut-être. En 1996, une précédente mission russe pour Mars s'était, elle aussi, soldée par un fiasco retentissant. Mais Vladimir Popovkin, le directeur de Roskosmo a laissé entendre que la cause de l'échec de Phobos-Grunt pourrait être ailleurs. Après l'avoir l'attribué à une possible panne d'ordinateur, il a esquissé une autre explication, plus énigmatique. « *Nous ne voulons accuser personne, mais il y a des machines très puissantes qui peuvent influencer les engins spatiaux. La possibilité que de telles machines aient été utilisées ne peut pas être écartée* », a-t-il indiqué dans une interview accordée au quotidien russe *Izvestia*, cité par le *New York Times*.

Le quotidien américain relie cette insinuation à une information non confirmée d'origine russe selon laquelle une base secrète US, installée en Alaska, serait en mesure de perturber le fonctionnement des engins spatiaux en envoyant de puissants signaux dans l'espace. Elément troublant : des recherches de ce type ont effectivement été menées par les Américains sous les présidences de Ronald Reagan (1981-1989) dans le cadre du projet baptisé « *Guerre des Etoiles* ». Ces développements ont-ils permis de mettre au point des armes efficaces, capables de « *tuer* » des satellites ou des fusées ? Mystère. " (Liesi.htm 15.01)

Otan

De l'analyse géostratégique de la dernière décennie, les militaires américains ont compris que la gestion du terrain, occupé militairement, était bien difficile. Cela coûte cher, tant sur le plan humain que budgétairement. Quant aux résultats obtenus? Ils sont bien maigres, très loin même des objectifs initiaux recherchés.

C'est ainsi que peut se comprendre le commentaire du patron de l'Otan à la suite de la guerre engagée contre la Libye : « *Mais de façon plus générale, je pense que ceci pourrait établir un modèle. Nous avons démontré notre capacité à agir en soutien des Nations-Unies et nous avons démontré notre capacité d'inclure des partenaires extérieurs à l'Otan dans de telles opérations* ». Par conséquent, on doit craindre que le complexe militaro-industriel à la tête de l'Otan ne finisse la sale besogne en s'en prenant à la Syrie. A quand le processus sans retour ? (Liesi.htm 13.01)

Social

1- France

1.1- Conditions de travail suffoquantes

Une salariée de l'enseigne à bas coûts Tati s'est suicidée lundi 9 janvier à son domicile après avoir adressé un courrier à sa famille et à la police dans lequel elle a expliqué son acte désespéré, a-t-on appris lundi de source syndicale.

La salariée qui a mis fin à ses jours était âgée de 53 ans et avait travaillé 24 ans chez Tati, en tant que vendeuse, puis en tant que cadre depuis un peu plus d'un an.

Dans un communiqué, la fédération CGT Commerce et Services a indiqué que l'employée, "*poussée à bout par l?attitude de sa direction*", avait "*mis fin à ses jours après un entretien de plusieurs heures avec sa hiérarchie*".

Selon une responsable de la CGT, elle était ressortie "*abasourdie*" de cet entretien de trois heures.

Dans son communiqué, le syndicat précise qu'elle a adressé une lettre à sa famille et à la police dans laquelle elle explique son geste, et ajoute qu'en 2009, une autre salariée de Tati avait tenté de mettre fin à ses jours.

Selon la fédération, qui précise que les salariés ont débrayé samedi à la suite de ce drame, le syndicat CGT de l'enseigne "*interpelle depuis plusieurs années*" en vain "*la direction générale sur les dégradations des conditions de travail et la souffrance au travail des salariés*".

Le syndicat CFTC a lui aussi dénoncé dans un communiqué le suicide d'une "*collègue, responsable du rayon textile, qui a été poussée à bout par les conditions de travail qu'on lui imposait*".

Tati, filiale du groupe Eram depuis 7 ans, possède 100 magasins en France et compte quelque 1.800 collaborateurs.(AFP 16.01)

1.2- Boycott du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche

La réunion du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), où le ministère devait présenter lundi aux représentants de la communauté universitaire la répartition pour 2012 des moyens de fonctionnement des universités, a été annulée faute de quorum et renvoyée au 23 janvier, a-t-on appris auprès du ministère.

Les représentants de la communauté universitaire ont massivement boycotté lundi cette réunion et faute de quorum, la réunion n'a pu se tenir.

Dans une "*déclaration commune*", diffusée à l'AFP, la quasi-totalité des syndicats d'enseignants-chercheurs, l'organisation étudiante Unef et l'association de parents Peep-Sup ont annoncé leur boycott "*en signe de profonde réprobation et de colère*" contre ce qu'ils considèrent comme un manque de transparence et "*les opérations de camouflage*" du ministère.

"*Seuls 14 des 68 personnes devant siéger au Cneser plénier ont signé les feuilles d'émargement. Ce large boycott est un camouflet pour le gouvernement*", a commenté à l'AFP Stéphane Tassel, secrétaire général du Snesup-FSU, premier syndicat d'enseignants-chercheurs.

"*A ma connaissance, ce boycott du Cneser plénier budgétaire est même une première*", a-t-il ajouté.

Pour M. Tassel, les documents reçus "*dans la nuit de samedi à dimanche*" par la communauté universitaire pour préparer la réunion sont "*indigents*" et ne permettent pas d'analyser les chiffres donnés.

Selon un document budgétaire qui devait être débattu lundi, les moyens de fonctionnement des universités progresseront en 2012 de 25,2 millions d'euros, soit 1,2% en moyenne, contre 78,4 M en 2011 et 138 M en 2010.

Alors que le ministre Laurent Wauquiez avait affirmé à l'automne, en présentant son budget global 2012, que le supérieur et la recherche restaient "*une priorité*" du gouvernement, les syndicats avaient jugé ce budget "*en trompe l'oeil*" et "*en régression*", avant même de connaître la répartition par établissement. (AFP 16.01)

2- Chine

Shenzhen, le plus grand centre industriel du sud de la Chine, aux portes de Hongkong, a été une nouvelle fois le théâtre de troubles sociaux le week-end dernier. Entre 3000 et 4000 ouvriers, selon les médias chinois, ont manifesté dans une usine de Sanyo Electric qui fabrique des pièces pour haut-parleurs. Quatre arrestations ont eu lieu, à la suite de heurts avec la police, a indiqué le site Internet du Quotidien du peuple.

Selon le journal Sing Tao Daily, les ouvriers de la coentreprise sino-japonaise réclamaient des indemnités à l'approche de la fusion des activités de Sanyo avec Panasonic Corp. Lundi, le porte-parole de Panasonic, Akira Kadota, a affirmé à Tokyo que «*s'il y a bien eu une grève samedi dans l'usine de Shenzhen, la production est revenue à la normale dimanche*». Selon lui, «*l'exacte nature des revendications n'a pu être clairement définie alors que des négociations sont toujours en cours*».

En décembre, près de 1000 salariés d'une autre usine japonaise, Shenzhen Hailiang Storage Products, avaient également manifesté pour obtenir des dédommagements après un changement de direction.

Malgré l'absence de syndicats indépendants, plusieurs milliers d'ouvriers travaillant pour des sociétés étrangères ont ainsi fait grève à travers toute la Chine ces derniers mois, et plus particulièrement dans la région manufacturière du Guangdong -qui englobe Shenzhen-, réputée pour ses exportations à bas coût, et qui ont fait d'elle «*l'atelier du monde*». Des tensions provoquées souvent par des restructurations liées à la mauvaise conjoncture mondiale tandis que les ouvriers ne veulent plus être corvéables à merci.

Face à la multiplication des troubles sociaux à Shenzhen, le gouvernement local a promis une augmentation de 14% du salaire minimal à 1500 yuans (185 euros) à compter du mois de février. Une mesure qui, espèrent les gérants des usines, incitera leurs salariés -originaires de toute la Chine- à continuer à travailler pour eux, à l'approche du Nouvel An. (lefigaro.fr 16.01)

Economie

1- Point de vue

Le problème des pays européens vient du fait, qu'ils ne sont pas maîtres de leur monnaie. Comme ils ne peuvent pas dévaluer, ils doivent offrir aux investisseurs des taux attractifs, qui vont alourdir la charge de la dette pour les mois à venir. Un cercle vicieux, qui implique que les pays s'endettent de plus en plus. Le problème pourrait être résolu à l'américaine si la BCE émettait des obligations européennes et prêtait aux Etats, mais l'Allemagne, le pays le plus solide de l'UE, ne veut pas assumer les dettes de tous les mauvais gestionnaires européens. Pour l'UE, ça passe ou ça casse… avec Angela Merkel.

Il est probable que le périmètre de l'Eurozone pourrait être modifié à très court terme.

Si la Grèce était éjectée de l'Eurozone, l'Euro pourrait reprendre un peu de vigueur, à l'inverse, si l'Allemagne reprenait sa

liberté, l'euro perdrait brutalement de sa superbe. John Embry, directeur de Sprott Asset Management, lors d'un interview dans Investors' Digest le 30 décembre, disait qu'une scission de l'Eurozone serait extrêmement "*bullshit*" pour les métaux précieux, mais plus particulièrement pour l'Argent, "*l'or du pauvre*", qui devrait monter beaucoup plus violemment, tout en restant accessible au grand public. L'or devant à terme n'être accessible qu'aux banques centrales, fonds souverains et aux plus fortunés.

La Crise bancaire vous est également connue. Les banques, après avoir été durement impactées par la crise des subprimes et de tous les produits dérivés y afférant, doivent subir des renégociations sur la dette des états. Aux Etats-Unis, tous leurs titres hypothécaires s'avérant illégaux, les actifs des banques américaines liés à ces hypothèques ne valent plus rien. Les bilans bancaires vont devoir être ajustés en conséquences. D'une manière générale, tous les bilans des banques vont devoir être corrigés à la baisse à la suite des accords de Bâle III. Les mois à venir devraient amener de profondes mutations dans cette branche d'activité. Ce qui est un euphémisme, évidemment.

La Grande Bretagne s'est engagée le mois dernier à séparer les activités des banques, entre banque de dépôts et banques d'affaires en 2019, (comprenez jamais), l'Allemagne pourrait violemment accélérer le processus en Europe du Nord, dans les 18 mois à venir. Cela sera un accouchement au forceps dans la sueur, le sang et les larmes pour les banquiers, notamment pour Deutsche Bank et Goldman Sachs.

La crise monétaire est due à l'intensification de la lutte entre les tenants d'un monde unipolaire et ceux qui veulent un monde multipolaire. D'un côté, l'Amérique, ses alliés ou ses valets, qui voudraient maintenir la suprématie du Dollar (et/ou des institutions mondialistes sous tutelle américaine), de l'autre une très vaste alliance menée par la Chine, la Russie, l'Allemagne et d'autres plus ou moins frileux à affirmer leurs positions.

Quand l'Iran, la Russie, la Chine, le Japon, le Brésil … ne commercent plus entre eux avec la monnaie internationale le dollar, ils diminuent la demande en dollar et de ce fait affaiblissent les cours durablement. Actuellement, seul le Yuan chinois est en mesure de concurrencer le Dollar sur le marché international. L'Histoire est en train de s'écrire sous nos yeux, mais la fin n'est pas encore figée.

Il est probable que la Chine et ses alliés ont joué ce rôle modérateur, profitant de chaque poussée haussière du Dollar, pour se délester de leurs énormes réserves dans cette devise. On sait également que la Chine a investi dans la dette grecque, espagnole et portugaise, par des swaps sur la monnaie ou la dette américaine. Le sujet est évidemment éminemment complexe et je n'ai pas la prétention de le maîtriser. (liesi 13.01)

2- UE

2.1- FESF

Les dégradations par Standard and Poor's de plusieurs pays ont relancé le débat sur la nécessité d'un renflouement du Fonds de secours de la zone euro (FESF), avec toutefois de sérieux clivages entre capitales. "Il y a un débat, la question est encore ouverte et il n'y a pas de consensus à ce stade" entre les pays de l'Union monétaire, a indiqué dimanche 15 janvier une source de haut rang de l'Union européenne sous couvert d'anonymat. (lemonde.fr 15.01)

L'agence de notation Standard & Poor's a annoncé lundi qu'elle abaissait la note à long terme du Fonds européen de stabilité financière (FESF), celle-ci étant ramenée de AAA à AA+. (Reuters 16.01)

2.2- BCE

L'Europe se trouve dans une situation économique "*très grave*", a déclaré lundi le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, s'exprimant en tant que président du Conseil européen du risque systémique (Cers).

"*Nous sommes dans une situation très grave, il ne faut pas se voiler la face*", a-t-il dit devant la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen. (Reuters 16.01)

2.3- Emploi.

L'emploi dans l'Union européenne est tiré par les petites et moyennes entreprises, qui y ont assuré 85% de la création nette d'emplois entre 2002 et 2010.

La Commission souligne que la part des PME dans la création d'emplois est nettement supérieure à leur part dans l'emploi total, qui est de 67%.

Au sein des PME, ce sont les entreprises de moins de 10 personnes qui créent le plus d'emplois nets. Ce sont aussi les entreprises les plus jeunes (moins de cinq ans) qui sont les plus dynamiques en matière de création d'emplois, en particulier dans le secteur des services aux entreprises.

L'étude de la Commission, qui a été menée dans 37 pays européens, dont les 27 membres de l'UE, reconnaît cependant qu'en moyenne, les postes dans les petites entreprises sont moins productifs et moins bien rémunérés et que les salariés de ces entreprises sont moins syndiqués que dans les grandes entreprises.

Elle souligne aussi que les PME ont été plus vulnérables à la crise économique: le nombre d'emplois dans ce secteur a chuté de 2,4% par an en moyenne à la suite de la crise de 2009-2010 contre 0,95% dans les grandes entreprises. (AFP 16.01)

3- Grèce

Un responsable de Standard & Poor's a déclaré lundi à la chaîne Bloomberg que la Grèce sera bientôt en situation de défaut.

"*La Grèce sera en situation de défaut très bientôt. Je ne peux pas dire si une solution sera trouvée à l'issue des négociations houleuses actuellement en cours*", a déclaré Moritz Kraemer, responsable de S&P pour les notes souveraines en Europe, Afrique et Moyen orient, en faisant référence aux discussions engagées par Athènes et ses créanciers en vue d'une contribution du secteur privé.

Les discussions entre la Grèce et ses banques butent sur des divergences de vues sur le coupon que servirait le pays sur de nouvelles obligations, a déclaré de son côté le directeur général de l'Institut de la finance internationale (Ifi), qui représente les créanciers privés d'Athènes.

"*Ils sont au bord du précipice et un défaut désordonné aurait des répercussions sur d'autres pays mais les dirigeants politiques feront tout éviter cela. (...) La partie n'est pas finie*", a commenté Moritz Kraemer. (Reuters 16.01)

La dernière hypothèse retenue est celle d'une décote volontaire de 50% de la dette. Après avoir hésité, les banques ont fini par s'en contenter. Selon le dernier scénario en vogue dans les médias américains, les établissements recevraient 15% en numéraire et le reste en nouveaux titres de dette. Mais ce schéma ne convient pas à certains hedge funds.

Gourmands, ces derniers réclament d'être intégralement payés sur l'échéance de mars. Ils pointent du doigt le fait que la banque Centrale Européenne sera payée en entier. Si aucun accord n'est conclu avec ces fonds, ils pourront déclencher les CDS. Ces produits permettent au porteur de recevoir l'intégralité de la valeur d'une dette dans le cas d'un défaut, contre le paiement d'une prime d'assurance.

C'est là que le bas blesse. En 2008, ce sont les paiements de CDS liés à Lehman Brothers qui avaient provoqué une liquidation sur de nombreux marchés: actions, obligations, matières premières. La Réserve Fédérale avait été obligée d'intervenir en urgence.

Sur la Grèce, l'organisme centralisateur des opérations sur CDS chiffre l'exposition totale des CDS grecs à 70,5 milliards de dollars. Parmi les vendeurs figurent des banques hellènes. Des rumeurs courent sur des établissements français mais elles ne peuvent pas être vérifiées car les CDS sont des éléments hors bilan. De son côté, l'organisme professionnel des produits dérivés parle de 3,7 milliards de dollars car il prend en considération les garanties apportées par les vendeurs.

Le problème, c'est que si la Grèce fait défaut, la valeur de nombreux titres apportés en garanties risque de chuter. Pour les marchés, il faut à tout prix éviter cet effet domino. (lefigaro.fr 16.01)

4- Portugal

Le poids de l'économie parallèle a progressé en 2010 pour atteindre près d'un quart du Produit intérieur brut (PIB) au Portugal, et probablement davantage en 2011, année où l'imposition a été relevée, montre une étude publiée lundi.

L'estimation de croissance de l'économie souterraine, à 2,5% en 2010, bien que modeste, est une mauvaise nouvelle pour le gouvernement de centre-droit.

En plus de la fraude fiscale, l'économie souterraine fausse la compétitivité du pays, point faible du Portugal.

Le rapport, élaboré par l'Université de Porto et l'Observatoire de surveillance de la fraude, montre que l'économie parallèle a crû de 2,5% en 2010, pour peser 24,8% du PIB.

Cela se traduit par une perte de recettes publiques de plus de huit milliards d'euros.

Selon le Professeur Oscar Afonso, directeur adjoint de l'Observatoire, ces chiffres suggèrent que l'économie souterraine du Portugal est bien plus importante que la moyenne des 16 pays européens de l'OCDE, où elle représentait environ 17% du PIB en 2003, année où on été publiées les dernières données disponibles.

En 2010, le Portugal a relevé son taux maximum de TVA d'un point de pourcentage à 21%, un taux qui devrait atteindre 23% en 2011. Une large gamme de produits qui jusqu'ici étaient soumis à un plus faible taux de TVA sont depuis début janvier soumis au taux maximum.

Les mesures d'austérité ont provoqué une chute sans précédent de la consommation, ce qui devrait provoquer une contraction de 3,1% de l'économie portugaise cette année, selon les chiffres de la banque centrale, après une contraction de 1,6% enregistrée en 2011. (Reuters 16.01)

5- Italie

L'inflation a fortement accéléré en 2011 en Italie à 2,8% en moyenne contre 1,5% en 2010, a annoncé lundi l'institut de statistiques Istat, confirmant ainsi sa première estimation.

Ce niveau est le plus haut depuis 2008, année durant laquelle la hausse des prix avait atteint 3,3%.

En 2011, les progressions les plus marquées ont concerné les prix des transports qui ont augmenté de 6,2% par rapport à 2010, ceux du logement, de l'eau, de l'électricité et des carburants (+5,1%) et ceux des boissons alcoolisées et du tabac (+3,5%).

Les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ont progressé de leur côté de 2,4% et ceux de l'habillement et des chaussures de 1,7%.

En décembre, les prix des transports ont bondi de 7,1% sur un an, ceux du secteur logement, eau, électricité et carburants de 6,2% et ceux des boissons alcoolisées et du tabac de 6%. (AFP 16.01)

6- Russie

Evoquant les risques politiques, Fitch Ratings a abaissé lundi la perspective de la note de crédit souverain BBB de la Russie, pour la ramener de "*positive*" à "*stable*".

L'agence de notation a en outre souligné la faiblesse de la croissance russe et une dépendance accrue de l'économie aux cours élevés du pétrole.

Fitch prévoit le retour de Vladimir Poutine dans le fauteuil de président en mars, mais elle juge que les manifestations régulières depuis les dernières élections législatives, dont l'opposition conteste la sincérité, créent de nouveaux risques politiques. (Reuters 16.01)

Manifestations dont les organisateurs sont des agents de Washington. (lire les articles en ligne dans le site)

Haut de page

Le 18 janvier

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps de commenter l'actualité parce que je continue de régler les conséquences du cyclone. On se contentera de quelques réflexions à la suite d'articles de presse. J'ai mis en ligne quatre articles se rapportant au sommet antisocial d'aujourd'hui, dans la rubrique appropriée.

Sommet antisocial. En famille. Le ton est donné : ils sont en compétition au chevet du capitalisme.

Nicolas Sarkozy convie les partenaires sociaux mercredi à l'Elysée pour trouver un terrain d'entente sur des remèdes d'urgence à la crise et des mesures susceptibles de doper la compétitivité.

La réunion, qui débutera à 09h00 et devrait durer trois heures, mettra en présence les organisations syndicales (CGT, FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC) et patronales (Medef, CGPME, UPA).

"*Ce sera un sommet pour prendre des décisions*", a assuré mardi le ministre du Travail, **Xavier Bertrand**.

Un consensus se dessinerait, selon le ministre, sur l'activité partielle et la formation des chômeurs, mais l'incertitude demeure sur la "*TVA sociale*" et les accords compétitivité-emploi qui permettraient à une entreprise en difficulté de négocier une nouvelle durée du travail et/ou une baisse des salaires - deux mesures-clés avancées par le gouvernement et contestées par les syndicats.

Insistant sur les nécessaires gains de compétitivité, il a souligné : "*Si vous voulez produire en France, il faut aussi que le travail coûte moins cher en France*". Selon ses chiffres, lorsqu'un salarié français ou allemand touche chacun 1 700 euros nets par mois, "*pour le patron allemand ça lui coûte 2 720 euros et pour le patron français 3 800*". Il faut "*moderniser notre système social*" et "*ne pas attendre le lendemain des élections pour le faire*", a-t-il souligné.

M. Bertrand s'est dit une nouvelle fois opposé à un éventuel passage à 37 heures : "*Je n'aime pas qu'on cherche à faire diminuer le pouvoir d'achat des salariés et des ouvriers*". Sur le temps de travail, selon lui, "*il y a une autre façon de faire*", ainsi avec "*les accords compétitivité-emploi dans l'entreprise, vous pouvez discuter plus largement et beaucoup plus librement de la durée du travail*", a-t-il dit.

Selon lui, la durée hebdomadaire réelle du travail en France "*est de 39,6*" heures mais "*il faut de la souplesse et des garanties*".

"*Est-ce que la société française fait le choix de l'emploi, donc de la croissance, donc de la compétitivité ? Ou est-ce que la société française fait le choix du court terme*", a lancé mardi le président Nicolas Sarkozy, en visite dans l'Ariège.

La compétitivité est devenue le sésame pour sortir le pays de l'ornière en l'absence de marge de manoeuvre budgétaire. "*Le problème de la France, c'est d'abord la compétitivité*", souligne un haut responsable de la majorité.

"*La **CFDT** demande ce sommet social pour parler en priorité des problèmes des salariés qui sont face à la crise, des chômeurs, des jeunes, des entreprises en difficulté pour faire du chômage partiel*", a-t-il détaillé sur France Info.

François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, viendra mercredi à l'Elysée avec une proposition de substitution : une baisse de 10 points des cotisations sociales couplée à une augmentation des salaires de 7% et une hausse de la contribution sociale généralisée CSG) de 7%.

Plébiscitée par le patronat, la mesure (hausse de la TVA - ndlr), impopulaire s'il en est - deux tiers des Français y sont opposés selon un sondage CSA - est rejetée par les syndicats: "*si vous augmentez la TVA de 2 ou 3%, c'est un plan de rigueur*", affirme le numéro un de la CFDT, François Chérèque, qui reste favorable à une hausse de la CSG.

Bernard Thibault, lui, fustige le calendrier: "*il est scandaleux qu'on puisse penser légiférer sur une modification des règles du financement de la sécurité sociale en si peu de temps*". Le gouvernement devrait entériner la mesure dans un collectif budgétaire en février.

La présidente du **Medef, Laurence Parisot**, prône pour sa part une hausse de la TVA épargnant les produits de première nécessité, compensée par une baisse des charges patronales et assortie d'une hausse de la CSG.

"*Les sujets d'intérêt commun*" devraient faire l'objet d'annonce chiffrées mercredi.

L'équipe de campagne de **François Hollande** approuvera les mesures du sommet social de mercredi qui "*feront consensus avec les syndicats*"

"*Si des mesures sortent du sommet social et qu'elles sont assumées par le seul président de la République, par la seule majorité, par la seule droite, elles ne passeront pas socialement*", a déclaré le directeur de campagne du candidat socialiste, **Pierre Moscovici** (PS) dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

Interrogé sur des mesures concernant le chômage partiel, M. Moscovici a répondu: "*tous les sujets qui feront consensus avec les syndicats feront aussi consensus avec nous (...) Si demain il y a des avancées concrètes et tangibles, pourquoi pas ?*"

Mais "*les sujets qui sont dans les grands choix démocratiques de l'élection, par exemple la structure fiscale ou la TVA sociale, ne devraient pas être traités à la va-vite et bâclés. Les Français ne doivent pas se voir confisquer leur débat et on ne doit pas mettre en place des mesures qui seraient irréversibles et qui fausseraient celui-là*", a souligné M. Moscovici.

Marisol Touraine (PS), chargée des questions sociales dans l'équipe, a estimé que le contrat de compétitivité, une des mesures envisagées, consistait à "*permettre aux entreprises de ne plus demander leur avis aux salariés sur leur contrat de travail*".

"*Ca revient à dire à un salarié: vous devez travailler plus longtemps en étant payé la même chose ou vous allez travailler moins en étant payé moins, que ça vous plaise ou non, alors qu'aujourd'hui, dans le droit tel qu'il existe, un salarié peut s'y opposer puisqu'on considère que c'est une remise en cause de son contrat de travail*", a-t-elle dit.

"*On nous explique qu'en Allemagne cela se fait en oubliant de dire qu'en Allemagne, les syndicats sont co-partenaires des décisions stratégiques dans l'entreprise*", a poursuivi Mme Touraine.

Le gouvernement entend ainsi aller "*encore plus loin*" sur le recours au chômage partiel, actualisé limité à six semaines, qui serait simplifié et "*plus attractif*" pour les entreprises.

Mais adopter le système allemand, qui permet de percevoir de 60 à 67% de leur salaire pendant une période allant jusqu'à deux ans risque de se révéler onéreux pour une France endettée : il a coûté 6 milliards d'euros en 2010.

Les Français, eux, sont dubitatifs: 73% pensent que le sommet ne servira pas à relancer l'emploi, selon un sondage CSA pour L'Humanité. (Reuters, AFP et liberation.fr 17.01)

Au-delà des discours dans lesquels on trouve évidemment des variantes, ils ont tous en commun comme priorité (ou fond commun) la compétitivité des entreprises, autrement dit, ils se placent tous sur le terrain du capital. Normal, non ?

Pour notre part, nous n'exigeons rien de Sarkozy et son gouvernement qui représentent les intérêts des banquiers et des capitalistes, nous ne nous adressons pas aux dirigeants syndicaux pourris qui défendent les mêmes intérêts.

Question : comment éduquer politiquement les masses exploitées en leur faisant croire que Sarkozy pourrait mener une autre politique, que les dirigeants syndicaux pourraient cesser d'être des lieutenants du capital au sein du mouvement ouvrier, finalement en colportant des illusions sur les uns et les autres... et sur le capital ? Précisons au passage, que c'est justement cette stratégie adoptée depuis plus de 60 ans qui a lamentablement échoué et qui nous a conduit à la situation actuelle caractérisée par l'absence d'un parti révolutionnaire dans ce pays (notamment).

Quand la "*gauche*" du PS reprend les arguments du Medef.

Libération porte-parole d'Henri Emmanuelli, Benoît Hamon et Liêm Hoang-Ngoc.

A la veille du sommet social, trois figures du PS dénoncent l'instauration d'un impôt indirect et proportionnel, «*défendu par les conservateurs et les libéraux*». Et y opposent le retour à un «*impôt direct et progressif sur le revenu*».

On peut lire dans cet appel :

"*le transfert des cotisations vers l'impôt peut être l'occasion de mettre fin à un système de financement qui pèse sur le travail.*" (source : liberation.fr 17.01)

Et comment s'appelle ce "*système de financement qui pèse sur le travail*" et qu'il faudrait liquider selon ces philistins : La Sécurité sociale !

Actualité en titres

C'est tout ?

- L'ONU prévoit une croissance mondiale maximale de 2,6% en 2012 - AFP

Pas tout à fait :

- Le prix de l'électricité pourrait grimper de 30 % d'ici à 2016 - Liberation.fr

Au diable toute cette réglementation archaïque !

- Sarkozy dénonce les entraves à la chasse - Lexpress.fr

- Sarkozy critique des «*règlements tatillons*» sur l'environnement - Liberation.fr

- Bouygues s'apprête à constituer une coentreprise au Qatar - Reuters

Démagogie, embrouille autour d'une question pratique, délicate, sensible, importante ou l'art de prendre les travailleurs pour des cons :

- Un sommet social de "*crise*" avec comme maître mot la compétitivité - AFP

Vous voyez que c'est sérieux. Pensez-vous, que du vent :

- Marisol Touraine: «*Ce sommet est une gesticulation de campagne*» - 20minutes.fr

Pas tout à fait quand même :

- Sommet social: l'équipe de Hollande très critique mais pas fermée à tout - AFP

On s'en doutait ! Il y en a au moins un qui ne risque pas de s'y tromper :

- La CFDT prône une hausse de la CSG contre une baisse des charges - Reuters

Et puis c'est bien mérité, on ne peut pas tout avoir :

- A Matignon, Fillon estime "*avoir protégé les Français du mieux*" possible - L'Express.fr

Comment cela ?

- Pour Jean-Louis Debré, '*le régime a changé d'esprit*' - LeMonde.fr

- Hollande à Gandrange : "*Il ne faut pas laisser croire que tout sera possible*" - LePoint.fr

Non mais alors ! Mais encore ?

- Pourquoi il faut en finir avec la sacralisation de la Culture générale - Slate.fr

- Hollande, du "*rêve*" à la "*lucidité*" - L'Express.fr

Pas de bol :

- Christian Noyer presse à nouveau les banques de ne pas restreindre le crédit - La Tribune

Message entendu :

- Record battu ! Les banques placent plus de 501 milliards d'euros de liquidités auprès de la BCE - La Tribune

C'est à ne plus rien y comprendre

- Max Gallo : "*l'Europe est en crise parce qu'elle consomme mais ne fabrique plus*" - La Tribune

Politique

France

1- UMP. Surtout ne pas augmenter les bas salaires... Le smic est largement suffisant, trop encore...

A en croire le document réunissant ses propositions (de l'UMP -ndlr), dans la colonne bilan de la mandature on lit que "*Nicolas Sarkozy a réhabilité le travail pour développer l'emploi*". "*La durée moyenne hebdomadaire de travail est revenue à*

son niveau d'avant 1999 : 39,5 heures."

Pour garantir que les Français actifs restent, en termes de moyens financiers, à distance des populations les plus pauvres, l'UMP a sa solution. Il n'est pas question d'augmenter les salaires les plus bas mais de réduire le cumul des revenus sociaux. Les bénéficiaires du RSA socle ne pourraient additionner de droits connexes au delà de 75 % du smic.

En ce qui concerne les chômeurs, "*nous voulons rendre les allocations dégressives dans le temps*" souligne le parti. Ce qui est déjà le cas. Sur cette thématique qui lui est chère, Laurent Wauquiez glisse au public ce qu'il veut entendre : il faut rééquilibrer les dérives de l'assistanat, qui décourage les travailleurs qui se disent "*mon argent est utilisé pour n'importe quoi...*" (lemonde.fr 17.01)

2- UMP. Bâillonner toute forme d'opposition.

Nicolas Sarkozy s'est livré mardi à une attaque en règle contre les règles environnementales trop «tatillonnes» qu'il a promis de lever et contre certaines limitations imposées par la justice à la chasse, lors de ses vœux au monde rural, en Ariège.

«*J'ai conscience que l'aspect tatillon de certains règlements administratifs vous insupporte. Je prends l'exemple des règles environnementales, la question de l'eau, la protection de l'eau*», a lancé Nicolas Sarkozy dans son discours.

«*Naturellement il faut protéger l'environnement [...]. Mais, là encore, tout est une question de mesure. Nous allons prendre un certain nombre de décisions pour relâcher la pression*», a-t-il promis, ajoutant : «*La préservation de l'environnement, ça n'est pas empêcher quiconque de faire quoi que ce soit.*»

«*N'importe quelle association qui veut empêcher un maire, un élu, une initiative peut le faire [...], il faut absolument lever le pied de ce point de vue*», a insisté le chef de l'Etat. (liberation.fr 17.01)

3- PG. Leur priorité : La "*récession*", les besoins des capitalistes.

Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) et Bernard Thibault (CGT) ont affiché mardi leurs convergences anti-austérité, à la veille du sommet de l'Elysée que tous deux jugent "*anti-social*".

Nous avons une "*perception commune du danger de récession que comporte la politique du gouvernement*". (AFP 17.01)

Ne pouvant pas rompre avec le capitalisme, refusant de le combattre, il faudrait qu'il se porte mieux pour le bien-être des travailleurs, logique non ?

4- PG. Il faut les "*brûler*" (Trotsky)

Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'Elysée, confirme son appartenance à la franc-maçonnerie dans une biographie à paraître jeudi, dans laquelle on apprend que le nom et le logo Front de gauche appartiennent à son Parti de gauche.

Dans "*Mélenchon le plébéien*", une biographie fouillée, écrite par les journalistes Lilian Alemagna (Libération) et Stéphane Alliès (Mediapart), M. Mélenchon parle pour la première fois de son appartenance au Grand Orient de France.

"*J'y suis entré en 1983*", affirme-t-il, après "*le tournant de la rigueur*" qui l'a mis "*K.O. debout*". "*Quand tout s'est cassé la figure, que reste-t-il? La République. Donc, in fine, la liberté et l'égalité*", souligne l'ex-trotskiste, dont le père était également maçon.

"*Je comprends non pas la vision trotskyenne de la franc-maçonnerie, c'est-à-dire une machine à corrompre la classe ouvrière, mais je vois l'inverse: le lieu où se conserve le fil d'or. Où traverse notre histoire. Les temps profonds*", dit-il.

Par ailleurs, on apprend dans ce livre qu'"*en cas de divorce au sein de la famille Front de gauche (PCF-Parti de gauche-Gauche unitaire), c'est à lui que reviendrait le label*" Front de gauche.

Le nom ainsi que le logo rouge et jaune ont été déposés auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (Inpi) après les européennes de 2009 par un proche, Gabriel Amard, secrétaire national du Parti de gauche. (AFP 17.01)

Parcours d'un épigone : incompréhension du léninisme, illusion dans le PS, ceci explique cela, aventurisme politique pour finir.

- De 1972 à 1975, il devient le dirigeant de l'OCI à Besançon (...). Pendant quatre années, il participe à toutes les luttes étudiantes et ouvrières du Jura — en particulier la grève des Lip, importante industrie horlogère bisontine démantelée quelques années plus tard.

Cette expérience l'amène progressivement à prendre ses distances avec la conception léniniste du parti (« *ma vraie divergence, c'est que je n'ai jamais cru à l'avant-gardisme* », a-t-il expliqué plus tard). Cela lui vaut, selon lui, d'être « *radié* » de l'organisation — Charles Berg, dirigeant lambertiste, affirme de son côté qu'il a « *négocié son départ* » avec lui. (...) Jean-Luc Mélenchon quitte Besançon pour entrer dans l'activité professionnelle à Lons-le-Saunier et adhère au PS en 1977. (...) Le PG est officiellement fondé le 1er février 2009. (source : Wikipedia)

A sa décharge, ni l'OCI ni la LCR et ni LO n'incarnaient vraiment le léninisme... Un terrible gâchis en vérité.

Social

1- Grèce

Plusieurs milliers de Grecs ont manifesté mardi en direction du parlement à Athènes pour protester contre la politique d'austérité mise en oeuvre sous la surveillance inquiète des créanciers internationaux de la Grèce, menacée de faillite.

Aucun métro ne circulait et les ferries étaient à quai mardi en Grèce dans le cadre de cette grève générale. Les journalistes ont cessé le travail et les bus ne circuleront qu'une partie de la journée.

Dans la manifestation athénienne, on pouvait lire sur une banderole: "*UE, FMI, dehors!*". (Reuters 17.01)

2- Niger

La crise alimentaire dans le Sahel frappe près de sept millions de personnes, dont 1,7 million d'enfants, a alerté mardi 17 janvier à Niamey l'Union européenne.

En proie à des crises alimentaires chroniques, le Niger accuse un déficit céréalier de 519 639 tonnes, soit 14 % des besoins de consommation de ses 15 millions d'habitants en 2012. Niamey a imputé les mauvaises récoltes de cette année à la sécheresse et aux attaques de criquets et de chenilles, et a averti fin décembre que la population de 58 % des villages agricoles du pays 'risque de connaître des difficultés alimentaires au cours des mois à venir'. (lemonde.fr 17.01)

Economie

1- UE

Un responsable de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) s'est montré inquiet mardi de la tendance des banques occidentales à réduire leur présence dans les pays émergents d'Europe, par exemple en mettant en vente des filiales.

"*Nous sommes très préoccupés par un grand nombre de signes de moindre exposition à l'endettement, par un grand nombre d'annonces d'une réduction des engagements dans la région, par la mise en vente d'un certain nombre de filiales*", a déclaré à Reuters Erik Berglof, chef économiste de la Berd.

Outre les Russes et les Chinois, des banques peu présentes dans cette partie de l'Europe sont intéressées, comme Standard Chartered, a-t-il précisé. (Reuters 17.01)

2- Grèce

La Grèce a levé mardi 1,625 milliard d'euros en bons du Trésor à trois mois, à un taux de 4,64%. (AFP 17.01)

Donc les banquiers qui ont acquis ces bons du Trésor avec l'argent reçu de la Fed ou de la BCE à 1% ou moins (Fed), vont réaliser une plus-value en trois mois de 14 787 500 euros, pas mal en si peu de temps et en dormant !

3- Corée du Sud

Samsung Corp, qui comprend Samsung Electronics, a fait état mardi de son intention de porter ses investissements à un montant de record de 41,4 milliards de dollars (32,4 milliards d'euros) en 2012 afin de consolider sa domination sur les marchés des microprocesseurs pour mobile et des écrans plats.

Défiant le ralentissement économie mondial, le conglomérat sud-coréen connu pour ses plans d'investissement massifs destinés à distancer ses concurrents, parie désormais sur les microprocesseurs intelligents et les écrans OLED pour réitérer les

succès rencontrés avec les microprocesseurs flash ou les écrans plats.

Samsung Electronics, société technologique asiatique la mieux valorisée avec une capitalisation boursière de quelque 150 milliards de dollars, fabrique notamment les puces qui équipent les iPhone et iPad d'Apple ainsi que sa propre gamme de téléphones mobiles, Galaxy.

Sa division écrans plats, Samsung Mobile Display, détient un quasi-monopole sur les écrans OLED, utilisés dans les applications mobiles haut de gamme et appelés à remplacer les écrans de télé LCD.

Les ventes d'écrans OLED devraient atteindre 20 milliards de dollars en 2018 et représenter 16% du marché du marché des écrans à cet horizon contre 4% actuellement, selon les données de bureau de recherche spécialisé DisplaySearch.

Le montant record d'investissement de Samsung Group, en hausse de 12% sur les 42.800 milliards de wons de 2011, contraste avec la réduction de quelque trois milliards de dollars du budget d'investissement annoncée par son principal concurrent sud-coréen LG Group, qui contrôle LG Electronics et LG Displays.

Samsung, qui est le plus gros conglomérat sud-coréen, contrôle environ 80 entreprises et son chiffre d'affaires représente environ 20% du PIB du pays. (Reuters 17.01)

4- Chine

Au final, la Chine a donc vu son économie croître de 9,2% sur l'ensemble de l'année 2011.

Yao Jingyuan, l'ancien responsable du Bureau des statistiques chinoises, a ainsi déclaré au « China Daily » que les perspectives pour le secteur exportateur étaient « très inquiétantes ». De fait, les exportations connaissaient, début 2011, une croissance de 37% sur un an. La même statistique est tombée à 13% fin décembre. (Les Echos 17.01)

Société

La France a confirmé en 2011 son dynamisme démographique, avec une population atteignant 65,4 millions d'habitants et une fécondité parmi les plus élevées d'Europe, selon les chiffres du recensement présenté mardi par l'Insee.

Soit 349.000 personnes de plus qu'un an auparavant, et 10 millions de plus qu'en 1982. A noter que ces données sont provisoires et pourront être corrigées par la suite. Il ne faut pas les confondre avec les chiffres portant sur l'année 2009 publiés le 31 décembre au « *Journal officiel* », qui sont définitifs et à valeur légale et qui servent de référence aux centaines de dispositions législatives ou réglementaires dans des domaines comme les finances, l'organisation des conseils municipaux ou encore les élections.

Depuis le milieu des années 1980, la France est devenue le deuxième pays de l'Union européenne par la taille de sa population derrière l'Allemagne (81,8 millions d'habitants). Comme le Royaume-Uni, la France doit l'essentiel de sa croissance à son « *solde naturel* », soit la différence entre le nombre de naissances (827.000 en 2011) et le nombre de décès (555.000). Le « *solde migratoire* » n'est que de 77.000 personnes en France.

Malgré la crise, les Français ont continué à faire beaucoup de bébés l'an dernier. Le taux de fécondité s'est maintenu au-dessus de la barre des 2 enfants par femme pour la quatrième année consécutive. A 2,01, il est toutefois en léger repli par rapport à 2010, où il avait atteint son plus haut niveau depuis la fin du baby-boom (à 2,03). La France n'atteint pas le seuil de renouvellement des générations, qui est de 2,1.

Dans l'Union européenne à 27, seule l'Irlande a un taux de fécondité plus élevé avec 2,07 enfants par femme. Hors Union, l'Islande reste en tête avec plus de 2,2 enfants.

L'âge moyen à l'accouchement a continué de reculer pour atteindre 30,1 ans en 2011, comme dans la plupart des pays européens. La part des mères qui accouchent entre 30 et 34 ans est passée de 26% en 1991 à 33%.

L'espérance de vie a continué d'augmenter l'an dernier, d'un mois pour les femmes, pour atteindre 84,8 ans, et de deux mois pour les hommes, à 78,2 ans. La France fait partie des pays d'Europe où les femmes vivent le plus longtemps, avec l'Espagne et l'Italie, mais elle ne se situe que dans la moyenne pour les hommes. Le nombre de décès augmente aussi, du fait du vieillissement de la population. La France comptaient 17,1% de plus de 65 ans au 1er janvier 2012 contre 16% il y a dix ans. La mortalité infantile a atteint son plus bas niveau en 2011, à 3,5 pour 1.000, une baisse générale en Europe.

Autre tendance qui se confirme : le nombre de mariages continue de baisser (251.000 en 2011 après 241.000 en 2010) au profit du Pacs (195.000 en 2010). Enfin, l'Insee a noté que sept personnes sur dix vivent dans la région où elles sont nées. (Les

Echos 17.01)

Haut de page

Le 19 janvier

CAUSERIE

J'ai volontairement mis en ligne plusieurs articles du portail Atlantico ultra réactionnaires, plus pourris impossible. Car si on ne vit pas d'air pur et d'eau fraîche ou d'amour, il nous faut regarder la réalité en face aussi impoyable soit-elle, on n'a pas le droit de se contenter des apparences ou d'attendre qu'une tendance devienne un fait avéré pour se réveiller ou jouer les étonnés.

Chaque militant doit assumer ses responsabilités et doit savoir à quoi s'en tenir précisément quand aux intentions de notre ennemi de classe, jusqu'où il est capable d'aller dans le cynisme et la barbarie. Il n'y a pas de place ici pour les états d'âme ou les âmes sensibles, nous sommes en présence d'une guerre impitoyable, à mort, notre responsabilité est d'en avoir pleinement conscience en permanence ou de se graver une fois pour toute dans le cerveau, sinon on raconte des blagues aux travailleurs ou l'on se décourage à la première offensive d'envergure. Et nous ne sommes pas au bout de nos peines, vous vous en rendrez compte en lisant un de ces articles que j'ai reproduit exprès dans cette page.

Pas de place pour un compromis aussi minime soit-il avec l'ennemi, pour des assauts d'angélisme du genre libre pensée ou franc-maçonnerie, qui consiste à faire croire aux naïfs que notre ennemi pourrait nous épargner ou faire preuve d'un sursaut d'humanisme à l'égard de notre classe à laquelle il n'épargnera finalement aucune souffrance.

Pendant des décennies nos dirigeants se sont employés à ramolir le cerveau et la détermination des militants en oubliant ces quelques principes de base sur lesquels transiger était criminel ou signait notre arrêt de mort, sur le plan politique pour commencer, physiquement par la suite. Leur incapacité à analyser l'évolution du capitalisme mondiale, leurs manques de lucidité et de prévoyance, nous les avons déjà payés très cher, mais ce n'était qu'un hord d'oeuvre à côté de ce qui nous attend, c'est maintenant que le plat de résistance arrive et plus d'un va s'étouffer en l'avalant, car il va falloir se le goinfrer, quitte à en crever, ce n'est pas moi qui l'affirme mais notre bourreau.

On les a tellement entendu répéter que le régime était à l'agonie, que le capitalisme était foutu, etc. que lorsqu'il sort l'artillerie lourde pour nous pilonner, on n'y est pas du tout préparer, bien des travailleurs ne veulent pas y croire, et ils n'ont encore rien vu, chacun a cru qu'en faisant sa petite cuisine dans son coin pour préserver son misérable appareil il pourrait survivre à la tempête qui s'annonce, c'était une fois de plus se leurrer pour avoir ignoré les enseignements de la lutte des classes internationales depuis deux siècles, peut-être parce qu'on a volontairement occulté qu'on était dans cette situation au lendemain de la Seconde guerre mondiale, s'en remettant une fois de plus aux apparences en les parant d'illusions trompeuses au lieu de regarder la réalité en face.

Trop dur, vallait mieux maquiller la réalité, n'avait-on pas déjà suffisamment souffert, il fallait bien souffler un peu et se prendre à rêver que le plomb se transformerait un jour en or, sauf qu'en cas de tempête quand notre barque est lestée de plomb elle a toutes les chance de couler ! Ils n'ont pas cessé de lester notre barque de plomb au fil des décennies, au point que la ligne de flottaison coïncide aujourd'hui avec le pont de notre embarcation. Vont-ils en débarquer brutalement pour sauver ce qui vaut encore le coup ou vont-ils décider de couler avec ? A une autre époque, des dirigeants n'ont pas hésité à saborder leur parti pour sauver la mise au capital. Cela devrait faire réfléchir davantage les militants.

Dans la vie, il arrive qu'on paie comptant une mauvaise décision, et parfois cela prend un certain temps, quand cela se produit on ne fait pas forcément le lien entre cause et effet, cela remonte à si loin, et puis comment soupçonner une habitude si ancrée dans nos mentalités ou nos comportements. Après la Première guerre mondiale tout le monde ou presque pensait naïvement que c'était la "*der des der*", puis vint la seconde à peine 21ans plus tard. On entend cela aussi lors de la sortie de chaque crise du capitalisme, pour s'apercevoir presqu'aussitôt qu'une autre pointe son nez, qu'en réalité rien n'a été réglé, définitivement.

C'est là toute la question. Des crises et des guerres à répétition, l'histoire du capitalisme en est jalonnée depuis le premier jour, veut-on que cela cesse définitivement ou préférons-nous nous illusionner et vivre avec, tout en sachant que les prochaines seront encore plus terrifiantes que les précédentes ? Vaincre ou périr, socialisme ou barbarie capitaliste, telle est la seule alternative qui s'impose à nous.

Si au moins nous ne sommes pas capables de nous rassembler dans le même parti, dans un premier temps on pourrait envisager la constitution d'une convention socialiste révolutionnaire basée sur une plate-forme commune pour agir ensemble et organiser la classe... J'ai lu dans un article, sur le site Internet national du NPA, paru le 4 janvier je crois, que ses dirigeants allaient proposer une rencontre aux dirigeants des autres partis, depuis plus de nouvelles. Qu'en est-il ? Encore une manoeuvre

d'appareil, irresponsable ?

Je vis en Inde, la vie y est très dure, insupportable même, personnellement je suis relativement épargné à côté des Indiens bien que j'aie mon lot d'emmerdements quasi-quotidien puisqu'il est impossible de régler certains problèmes, j'en suis arrivé à regarder le ciel et la cime des arbres (il en reste encore après le cyclone !) parce par moment moi non plus je n'en peux plus et pourtant je suis blindé, je ne trouve aucun moyen de satisfaction à vivre dans ce pays, dans mes rapports avec les autres, qui sont épouvantables en vérité (les rapports), quelle misère je me dis, sociale, politique, intellectuelle, morale, culturelle, environnementale, bref, dans absolument tous les domaines, c'est effrayant... mais c'est la réalité. (A suivre)

Compte rendu et suite du sommet antisocial d'hier.

Déclaration.

- De l'Elysée, Nicolas Sarkozy promet des mesures «*fortes*», «*rapides*» et «*radicales*».

- Laurence Parisot (Medef) salue une réunion «*excellente*» et «*riche*». (Super, tous les espoirs sont permis, les dirigeants ont dû leur donner des gages de "*responsabilité*"! - ndlr)

- Pour la CFDT, «*quelques mesures utiles pour accompagner les salariés*», notamment sur le chômage partiel, mais «du flou» sur les financements, et une inquiétude sur la «*TVA sociale qui n'a rien de social*». M. Chérèque a répété son opposition à une augmentation de la TVA et indiqué que la CFDT était "*prête*" à se remettre autour d'une table pour en discuter. (Il est contre... mais on peut en discuter... pour qu'elle soit appliquée ! - ndlr)

- Jean-Claude Mailly (FO) assure que «*l'Etat mettra 100 millions d'euros supplémentaires pour le chômage partiel*». (Chouette, les charges salariales des entreprises vont baisser ! - ndlr)

- Bernard Thibault, (CGT) boude et parle «*de mesures sans impact véritable sur la situation de l'emploi aujourdhui*». (liberation.fr 18.01) (Quel dommage, que des cadeaux pour les patrons ! - ndlr)

En chiffres.

Nicolas Sarkozy a annoncé mercredi des mesures d'urgence d'un montant total de 430 millions d'euros pour enrayer le chômage et améliorer la formation des chômeurs, et promis des réformes concernant la formation professionnelle et le logement.

L'effort financier annoncé par Nicolas Sarkozy sera financé par "*rédeploiement*" de crédits déjà existants afin de "*ne pas accroître nos déficits*" et pourra être "*doublé*" par le Fonds social européen (150 millions d'euros) et des fonds paritaires qui gèrent la formation des salariés.

La suppression pendant six mois des charges de l'embauche des jeunes de moins de 26 ans dans les TPE (très petites entreprises), qui figurait dans le rapport remis au président la semaine dernière par le député UMP Alain Joyandet, représente un coût de plus de 100 millions d'euros, selon l'Elysée.

Pour doper l'activité partielle, le gouvernement va mobiliser plus de 140 millions d'euros, notamment pour simplifier le dispositif actuel. Il faut "*tout faire pour éviter de couper les liens entre le salarié et son entreprise, tout faire pour maintenir en activité les salariés (...), tout faire pour former les salariés dans l'entreprise plutôt que de les licencier*", a dit M. Sarkozy. (Ce qui sert à camoufler, légitimer ce cadeau au patronat... - ndlr)

Le chef de l'Etat a également insisté sur la formation des chômeurs "*très éloignés de l'emploi*" en annonçant une enveloppe de 150 millions d'euros.

M. Sarkozy a également confirmé, ainsi que l'avait annoncé le numéro 1 de la CGT Jean-Claude Mailly, que l'Etat allait "*renforcer les effectifs de Pôle emploi*" en embauchant 1.000 CDD. Ces recrutements représentent un coût de 39 millions d'euros, selon l'Elysée. (AFP 18.01)

Annonces trompeuses.

Le Figaro s'en fait le relais en titrant *Sommet social : les quatre chantiers surprises*.

1- Réformer radicalement la formation professionnelle. Travail forcé. Précarité sociale aggravée et généralisée.

- «*Il souhaite une réforme systémique*», confirme un proche. «*L'objectif est que chaque chômeur ait une formation et l'obligation, à l'issue, d'accepter l'offre d'emploi qui lui est proposée*», a prévenu Nicolas Sarkozy.

2- Créer une banque de financement de l'industrie. Qui existe déjà !

- Il a annoncé la création d'«*une banque de financement de l'industrie*».

3- Rendre plus efficaces les règles sur l'apprentissage. De la main d'oeuvre grauite ou à bon marché.

- L'Élysée rappelle les résultats encourageants obtenus sur l'alternance, avec une hausse de 7% des contrats signés en un an. Pourtant Nicolas Sarkozy constate que les grandes entreprises n'accueillent que 1,7% de jeunes en alternance dans leurs effectifs, alors que l'objectif est de 4%.

4- Construire beaucoup plus de logements. Un cadeau à ses amis bâtisseurs !

- Le gouvernement envisagerait notamment de rendre moins faciles les recours contre les permis de construire. Une façon d'accélérer la construction de logements. Les pouvoirs publics envisagent aussi d'inciter à ce qu'on construise plus sur le même territoire.

Moins de réglementation dans ce domaine là aussi histoire de satisfaire les bétonneux, de construire ce qu'ils veulent là où ils veulent. Pour le reste... la ghettoïsation. (source : lefigaro.fr 18.01)

Tartufferie.

Quelle drôle de coïncidence ! Cela tombe bien : Sarkozy non plus !

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a prévenu mercredi qu'il était hors de question pour lui d'aborder les sujets de la TVA sociale et des 35 heures avec Nicolas Sarkozy, qui devait recevoir les partenaires sociaux dans la matinée lors d'un sommet social. (Sarkzoy n'en a pas parlé -ndlr)

La TVA sociale est "*une erreur économique*", selon le responsable syndical, qui estime qu'"*on ne traite de la question du financement de la protection sociale en deux coups de cuiller à pot, comme ça, en trois semaines*", a-t-il dit sur i-Télé. La hausse de la TVA "*ne changera rien*" et fragilisera "*le système de protection sociale*", a-t-il déclaré. (Un euphémisme cynique ! Vous aurez noté qu'il ne dénie par le droit à Sarkozy de traiter "*de la question du financement de la protection sociale*", il lui reproche de vouloir aller trop vite. - ndlr)

Sur les 35 heures, "*c'est la négociation impossible*", a-t-il affirmé. Et selon le numéro un de FO, "*il n'y aurait jamais eu autant de flexibilité d'annualisation du temps de travail dans notre pays s'il n'y avait pas eu les 35 heures*".

(Plutôt si les dirigeants syndicaux avaient rompu leurs relations avec le gouvernement et s'étaient placé résolument au côté des travailleurs. Cela tombe bien, l'ex-président du Sénat, Gérard Larcher (UMP), a dit lui aussi qu'il ne fallait pas toucher aux 35 heures. - ndlr)

Le secrétaire général de Force Ouvrière a aussi expliqué qu'il demanderait au chef de l'Etat "*une simplification du dispositif*" sur le chômage partiel et que l'on "*puisse plus facilement y avoir recours, ce qui suppose de mettre de l'argent sur la table*".

(A croire décidément qu'il connaissait l'ordre du jour de ce sommet avant même son ouverture... Sarkozy vous a entendu monsieur Mailly ! Que l'on comprenne bien de quoi il s'agit.

Les patrons vont mettre au chômage partiel des milliers et milliers d'ouvriers dès que l'occasion se présentera à moins qu'ils l'aient fabriquée eux-mêmes. Le salaire que le patron verse aux ouvriers sera donc réduit, mais pas dans les mêmes proportions que les heures de travail d'autant. Une partie de la différence entre leur salaire mensuel et le salaire qui leur sera proposé par leur patron sera comblée par l'Etat, une partie seulement il faut préciser (si j'ai bien compris).

Donc le patron va faire des économies sur les salaires, il va les diminuer de fait. C'est donc un cadeau aux patrons. Ensuite, si c'est l'Etat qui verse une allocation aux ouvriers pour compenser une partie de leur perte de salaire, cela signifie que ce sont les contribuables qui vont payer cette allocation, donc l'ensemble des travailleurs à la place des patrons. C'est la double peine qui vaut déjà dans le cas des exonérations de cotisations sociales ! Voilà la mesure qu'approuvent les dirigeants syndicaux. -ndlr)

M. Mailly a par ailleurs estimé qu'il y avait "*urgence*" à "*augmenter les effectifs de Pôle Emploi*".

(Quel bol, Sarkozy annonce la création de 1.000 CDD au Pôle Emploi... après avoir réduit les effectifs de 1.800 rien qu'en 2011, j'ai lu cela quelque part. Peu importe, c'est l'effet d'annonce qui compte pour Sarkozy comme pour Mailly. - ndlr) (20minutes.fr 18.01)

PSPG soluble.

Le candidat Front de gauche à l'Elysée, Jean-Luc Mélenchon, a invité mercredi la gauche du PS à voter pour lui.

"*Je leur ai dit: si vous voulez rester fidèle à votre idéal socialiste, surtout vous la gauche du parti, il faut voter pour moi, qui suis resté longtemps dans vos rangs. Si je suis parti, c'est qu'il y a bien une raison*". (AFP 18.01)

Et si vous y êtes resté pendant 30 ans aussi ! Le Front de gauche, incapable de rompre avec l'euro, avec l'UE, avec l'ONU, avec les institutions de la Ve République, avec le capitalisme, dès lors qu'est-ce qui le distingue fondamentalement du PS ? Rien!

Le PG a repris à son compte le rôle que le PS a joué jusqu'en 1981, à savoir un parti réformiste qui espère par les urnes parvenir au socialisme, et au cas où cela ne serait pas possible, en réformant le capitalisme.

Actualité en titres

Chaque chose en son temps.

- Sommet «*social*» : le quitte ou double d'un président kamikaze - Liberation.fr

- «*Trop tard*», «*trop libéral*»: La presse doute du sommet social - 20minutes.fr

- Sarkozy vante le modèle allemand, mais peut-il imiter Schröder? - AFP

- Sarkozy, un sommet d'hésitation - Liberation.fr

Quand la vie est un roman...

- Mélenchon dans Gala : "*un jour, j'aimerais bien écrire un roman d'amour*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

"*Ce que nos amis allemands ont fait avec leur industrie, c'est incontestablement un exemple pour nous*", déclarait le président français, lors de sa dernière rencontre à Berlin lundi avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Et d'ajouter qu'il fallait trouver des moyens pour réduire le coût du travail en France afin qu'elle reste un grand pays de productivité et de production.

Parmi ces moyens, la TVA sociale, qui consisterait à alléger les charges salariales et patronales pesant sur les entreprises pour les transférer sur la TVA, augmentée de plusieurs points.

"*Nos amis allemands ont utilisé il y a quelques années cette arme pour réduire le coût du travail et les déficits*", a dit M. Sarkozy.

Sans parler de TVA sociale, le gouvernement allemand avait fait passer, le 1er janvier 2007, le taux de cette taxe de 16 à 19% -- la plus forte hausse d'impôt jamais décidée dans l'histoire de la République fédérale--, pour diminuer les charges patronales et assainir les finances publiques.

Mais, "*la marge du président Sarkozy est beaucoup plus réduite qu'en Allemagne alors*", remarque Henrik Uterwedde, directeur adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg.

Parmi les autres mesures allemandes citées en exemple par M. Sarkozy, "l'Agenda 2010", les réformes de l'Etat-providence adoptées entre 2003 et 2005 sous le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, alors que l'Allemagne affichait un chômage record et une croissance réduite.

Le 20 décembre, Nicolas Sarkozy avait reçu à l'Elysée M. Schröder, qui estimait deux jours plus tard dans le Figaro que les réformes du président français allaient "*dans la bonne direction*".

Alors que La France vient de voir abaissée la note de sa dette à long terme "*dire que l'on va faire comme les Allemands permet (cependant) de gagner en crédibilité auprès des marchés financiers et des électeurs français*", estime Arnaud Lechevalier, économiste du centre franco-allemand de recherche Marc Bloch à Berlin.

En comparaison avec l'Allemagne, le bilan de la France ces cinq dernières années est très mauvais en termes de croissance et d'emploi, même si sur cette même période, l'Allemagne est le pays où les inégalités ont le plus progressé au sein de l'OCDE, note-t-il.

Le remodelage du marché du travail allemand avait suscité une vague de mécontentements exprimés lors de manifestations quasi-hebdomadaires, majoritairement dans l'ex-RDA. "*Et cela avait valu à Schröder un revers électoral en 2005*", rappelle René Lasserre, directeur du centre d'information et de recherche sur l'Allemagne (CIRAC). (AFP 18.01)

Ceci explique sans doute en partie pourquoi Sarkozy n'a pas évoqué cette question hier.

La stratégie de Sarkozy.

Quel constat dressait hier soir l'agence Reuters, AFP et d'autres commentateurs:

- Nicolas Sarkozy a annoncé mercredi des mesures d'urgence consensuelles contre la montée du chômage et évité un affrontement avec les syndicats en reportant à fin janvier des décisions sur des sujets controversés comme la "*TVA sociale*". (Reuters 18.01)

- Nicolas Sarkozy a avancé prudemment ses pions mercredi sur son projet controversé de TVA sociale. (AFP 18.01)

Dans un premier temps, il a préféré aborder les questions sur l'emploi qui font consensus avec ses partenaires sociaux, histoire de s'appuyer sur cet avantage pour s'attaquer aux questions plus importantes fin janvier ou début février, comptant sur les contradictions des dirigeants syndicaux pour semer la division dans leurs troupes.

Pas seulement, la manoeuvre va maintenant consister à alimenter la discussion (déclarations, activation de think-tanks, médias, etc.) sur la question de la modification fondamentale du financement des organismes sociaux dont la "*TVA sociale*" fait partie, histoire que chacun livre tranquillement ses propositions, donc se place sur le terrain que Sarkozy aura choisi, cette méthode présente l'avantage de faire croire que l'on serait en présence d'un processus démocratique, une fois ce mécanisme largement enclenché le Bonaparte de service sifflera la fin de la partie en rappelant que c'est à lui de prendre la décision finale, pour finir sur fond de brouhaha et de division, il ne lui restera plus qu'à livrer les mesures qu'il va appliquer en affirmant agir en prenant en compte les différents points de vue qui se sont exprimés, pour le bien de la France évidemment et face à la nécessité d'agir rapidement pour éviter que la situation n'empire,ses opposants seront neutralisés ou réduits à l'impuissance, déjà décrédibilisés pour s'être placés sur son terrain et la boucle sera bouclée.

On s'aperçoit ici que l'argument repris en coeur par les dirigeants syndicaux qui consiste à demander plus de temps à Sarkozy fait en réalité partie de sa stratégie pour parvenir à ses fins. Une fois que le poisson a mordu à l'hameçon, il n'y a plus qu'à le cueillir.

Il faut avoir à l'esprit pour apprécier à leur juste valeur les déclarations des dirigeants syndicaux et la stratégie adoptée par Sarkozy, qu'ils doivent tenir compte des syndiqués, notamment, faire en sorte qu'ils soient le plus divisé possible, etc.

Vous allez voir que les uns et les autres vont faire un compte rendu de ce "*sommet*" bâclé en trois heures, le commenter abondamment chacun à leur manière, insitant sur un aspect qui a leur faveur et minimisant les autres qui les dérangent, sans qu'aucun n'explique la méthode et la stratégie mise en oeuvre conjointement par Sarkozy et ses acolytes syndicaux, bref, en passant à côté d'un aspect essentiel de cette mascarade, ce qui aura pour conséquence que ni les militants ni les travailleurs n'en tireront un enseignement pour la suite, ainsi cette comédie pourra continuer...

Quel parti ouvrier expose de cette manière ou aussi précisément et de manière aussi simple aux militants et aux travailleurs comment Sarkozy et les dirigeants syndicaux s'y prennent pour les rouler ou faire passer des mesures antisociales ? Vous connaissez la réponse.

Ils négocient la liquidation de nos droits dans le dos des travailleurs :

- "*Nous avons (...) entendu les remarques de l'ensemble des organisations*", a dit le chef de l'Etat, selon qui le Premier

ministre, François Fillon, et le gouvernement poursuivront leurs contacts dans les dix prochains jours. (Reuters 18.01)

Les dirigeants syndicaux se partagent les rôles entre ceux qui sont contre la "*TVA sociale*" mais sont favorables au relèvement des cotisations sociales, ceux qui sont pour mais à condition qu'elle ait un contenu social, ne vous marrez pas, c'est ce qu'a sorti hier le jaune Chérèque (AFP). De la même manière tous sont contre les exonérations de cotisations sociales, sauf si elles sont accompagnées de mesures "*favorables*" à l'emploi, si elles permettent de "*garantir*" l'emploi, de "*combattre*" le chômage, bref ils sont tous contre pour être finalement tous pour !

En acceptant d'associer deux facteurs, de les mettre en concurrence, de favoriser l'un au détriment de l'autre, la "*protection sociale et les accords compétitivité-emploi*", de se placer sur ce terrain-là, les dirigeants syndicaux ont d'avance accepté que l'un ou l'autre ou les deux à fois face l'objet de mesures favorables au patronat.

Maintenant place à la propagande, à l'intox, avant de passer au gros morceau. L'AFP a donné le signal du départ en titrant un article *TVA sociale: sans doute pas un euro de plus sur les feuilles de paie*, mais assurément des euros en moins dans votre porte-monnaie et des milliards d'euros en plus dans les caisses des patrons !

L'idée est de fairer croire que ce sera une mesure indolore pour les travailleurs ou insignifiante sur leur niveau de vie, histoire de ne pas dire qu'on vient de mettre le doigt dans un engrenage qui a terme signifiera la liquidation pure et simple de la Sécu. A force de nous répéter que c'est déjà fait, plus personne n'y croit et pourtant cette fois cela pourrait être la bonne !

Social

1- France

L'établissement de crédit à la consommation Cofinoga s'apprête à supprimer «*plusieurs centaines d'emplois*» sur son site de Mérignac en Gironde, rapporte le journal *Les Echos* dans son édition de mercredi.

La société «*souffre d'une baisse d'utilisation des crédits et d'une hausse des risques*» (impayés), écrit le quotidien.

Cofinoga est filiale de LaSer, lui-même contrôlé à parité par le groupe Galeries Lafayette et la banque BNP Paribas.

«*Sans que cela soit forcément lié*» aux suppressions de postes prévues, *Les Echos* indiquent également que deux des principaux adhérents du programme de fidélisation S'Miles, la SNCF et la banque Caisse d'Epargne, ont décidé d'en sortir. (liberation.fr 18.01)

2- Grande-Bretagne

Le taux de chômage a encore progressé en novembre au Royaume-Uni, où il n'y a jamais eu autant de personnes à la recherche d'un emploi depuis 17 ans, selon des chiffres officiels publiés mercredi, qui confirment la dégradation de l'économie britannique.

Le taux de chômage a atteint 8,4% de la population active fin novembre, contre 8,3% le mois précédent, a annoncé l'Office des statistiques nationales (ONS).

Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a augmenté de 118.000 sur les trois mois achevés fin novembre, pour atteindre 2,68 millions de personnes, un niveau plus vu depuis 1994.

Le chômage continue de toucher particulièrement les jeunes de 16 à 24 ans, qui sont plus d'un million à chercher du travail.

Ces mauvais chiffres confirment que l'économie britannique, affectée par la crise dans la zone euro voisine et soumise à une cure d'austérité drastique par le gouvernement, tourne au ralenti. Elle basculerait même actuellement de nouveau dans la récession, selon certains économistes.

"*Le chômage devrait continuer à augmenter encore bien plus. Le marché du travail n'a pas encore subi tous les effets négatifs du récent ralentissement de l'économie et des études montrent que les entreprises vont licencier à un rythme plus élevé ces prochains mois*", a commenté Ben May, économiste chez Capital Economics.

Avec le ralentissement actuel de l'inflation, la Banque d'Angleterre (BoE) possède désormais tous les arguments pour donner un nouveau coup de fouet à l'économie britannique.

"*Les mauvais chiffres de l'emploi et la faible hausse des revenus rendent un peu plus inévitable une nouvelle*

tranche d'assouplissement quantitatif de la part de la Banque d'Angleterre (BoE) en février", a estimé Howard Archer, économiste chez IHS Global Insight.

La plupart des analystes s'attendent en effet à une nouvelle injection de liquidités d'au moins 50 milliards de livres (60 milliards d'euros), une mesure destinée à injecter des liquidités dans le système pour soutenir l'économie. (AFP 18.01)

Ils appellent l'économie les marchés financiers.

3- Espagne

Des milliers de fonctionnaires du gouvernement catalan, policiers, pompiers, gardiens de prison, personnel de santé ou enseignants, ont manifesté mercredi à Barcelone contre de nouvelles mesures d'austérité en discussion au Parlement régional.

"*Non aux coupes budgétaires. Sauvons les services publics*", proclamait une immense banderole menant le cortège, qui a défilé dans le centre de la capitale catalane avant de rejoindre le Parlement régional où étaient réunis les députés pour débattre du budget 2012.

Plus de 10.000 fonctionnaires ont participé à la manifestation, selon le gouvernement régional, 30.000 selon les syndicats.

Les pompiers, casqués et en uniforme, arrosaient les avenues de neige carbonique ou distribuaient des tracts portant les mots: "*Assez de coupes, ne touchez pas à nos droits*", barrés d'une paire de ciseaux.

Les policiers régionaux, les Mossos d'Esquadra, ont déjà affiché leur mécontentement ces derniers jours en s'enfermant dans des commissariats tandis que des gardiens de prison bloquaient les accès à des centres pénitentiaires.

"*Corps de sécurité en lutte*", criaient les manifestants, portant des pancartes avec les mots: "On ne joue pas avec la sécurité".

Déjà en 2011, le gouvernement catalan mené par la coalition nationaliste CiU avait décidé des coupes d'un milliard d'euros, soit 10% de son budget, qui ont durement frappé le secteur de la santé, relevant en Espagne des compétences régionales, et provoqué de nombreuses manifestations.

Le gouvernement régional dirigé par Artur Mas avait ensuite annoncé en novembre un nouveau plan de rigueur pour 2012, prévoyant des baisses de salaires pour les fonctionnaires ainsi qu'une augmentation des taxes sur l'essence, les inscriptions universitaires, l'eau ou les transports. L'objectif est d'économiser 625 millions d'euros.

Le gouvernement espagnol, qui cherche à réduire le déficit des 17 régions autonomes du pays, leur avait fixé un objectif de déficit de 1,3% du PIB à la fin 2011. Faisant fi de ces consignes, la Catalogne a fixé son propre objectif, pour fin 2011, à 2,66% de son PIB.

Mardi, le ministre espagnol du Budget Cristobal Montoro a annoncé que des sanctions seraient appliquées aux régions qui ne rempliraient pas leurs objectifs.

En exigeant des régions une discipline budgétaire accrue, le nouveau gouvernement conservateur espère réduire son déficit public, qui pourrait finalement dépasser les 8% du PIB en 2011, alors que l'objectif était de 6%. Le gouvernement vise 4,4% en 2012. (AFP 18.01)

Economie

1- FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) veut disposer d'au moins 500 milliards de dollars supplémentaires pour faire face à la crise de la zone euro et à ses retombées sur l'économie mondiale, et devrait donc solliciter les pays émergents pour qu'ils participent à l'effort.

Selon une estimation de l'institution financière, les "besoins de financement potentiels mondiaux dans les années qui viennent" s'élèvent à 1.000 milliards de dollars.

Dès lors, "*le Fonds aimerait parvenir à lever jusqu'à 500 milliards de dollars de ressources prêtables supplémentaires*", a-t-il annoncé mercredi dans un communiqué, confirmant des informations de presse.

Ces ressources supplémentaires seront demandées aux Etats membres du FMI, avait expliqué un peu plus tôt à l'AFP une

source proche du dossier, précisant que, pour des raisons comptables, ce sont en tout jusqu'à 600 milliards de dollars supplémentaires qui pourraient être requis. Cela permettrait de disposer d'un matelas de sécurité, a-t-on ajouté de même source.

Le Fonds dispose actuellement d'un tout petit peu moins de 385 milliards de dollars de ressources qu'il peut prêter aux Etats membres qui en ont besoin. Il s'agirait donc de porter ce montant à 885 milliards.

Les Etats de la zone euro se sont déjà engagés en décembre à fournir 150 milliards d'euros (192 milliards de dollars) au FMI "*sous forme de prêts bilatéraux*".

Resterait donc à l'institution financière de Washington à trouver au moins 308 milliards de dollars environ auprès d'autres Etats membres.

Les Etats-Unis ont déjà fermement manifesté leur refus de remettre au pot.

De leur côté, une poignée de pays de l'Union européenne non membres de la zone euro (République tchèque, Danemark, Pologne et Suède) devraient apporter leur contribution, encore non chiffrée. En revanche, le Royaume-Uni se fait désirer, promettant d'étudier la demande du FMI tout en exigeant que les fonds apportés servent à aider des Etats et non à sauver l'euro.

Les efforts du FMI devraient donc se concentrer sur les pays émergents, notamment la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie. (AFP 18.01)

2- Monde. Assurance

Les pertes économiques consécutives à des catastrophes naturelles ont atteint un niveau record l'an passé, à hauteur de 366 milliards de dollars (286 milliards d'euros), estime l'ONU dans sa dernière étude annuelle sur le sujet publiée mercredi.

En 2011, l'ONU a enregistré quelque 302 catastrophes naturelles qui ont provoqué le décès de 29.782 personnes, affecté quelque 206 millions d'êtres humains et infligé des coûts économiques record.

Les statistiques publiées par l'ONU sont semblables à celles du réassureur Swiss Re, qui a estimé que les dommages enregistrés en 2011 dans le monde avaient atteint 350 milliards de dollars, soit la deuxième année la plus coûteuse pour la profession, après 2005.(AFP 18.01)

3- Japon

Takeda Pharmaceutical a annoncé mercredi qu'il supprimerait 10% de ses postes environ, par compression des effectifs en dehors du Japon.

Le premier groupe pharmaceutique japonais compte supprimer 2.100 emplois, surtout en Europe, et 700 emplois aux Etats-Unis d'ici mars 2016, conséquence d'une rationalisation des activités consécutive à l'acquisition du suisse Nycomed pour 9,6 milliards d'euros en mai dernier.

Takeda compte réaliser une économie de l'ordre de 2,6 milliards de dollars sur cette période. Il emploie 30.000 personnes environ dans le monde. (Reuters 18.01)

Haut de page

Le 20 janvier

CAUSERIE

Voilà à quoi elle tient ! Et encore...

Denis Muzet, président de l'Institut Médiascopie, la "*loterie, c'est peut être ce qui reste de la démocratie*". (AFP 19.01)

Vous noterez quand même qu'à chaque coup on gagne, je parle de ceux qui en profitent, de la démocratie, ceux qui colportent l'illusion qu'il faudrait la sauver, alors qu'elle sert à masquer la dictature du capital.

Les esprits étroits et sclérosés vont rejeter ces propos, car ils sont incapables de concevoir qu'on puisse à la fois utiliser le peu d'espace de liberté qu'elle nous octroie, cette démocratie (bourgeoise) étriquée, et combattre pour la renverser car elle incarne le régime en place. Ils sont tellement gangrenés par l'idéologie dominante, qu'ils ne sont plus en mesure de faire la part des choses qu'en prenant la défense de l'ordre établi, inconsciemment ou non.

Il y a ceux qui réclament plus de démocratie et qui collaborent au régime parce qu'ils ont abandonné la stratégie qui inclut la dictature du prolétariat, l'élévation de la classe ouvrière au rang de classe dominante, et il y a ceux qui combattent pour une véritable démocratie, qui ne se reconnaissent pas dans la démocratie telle qu'elle existe aujourd'hui et qui refuse tout compromis avec les représentants du régime, les institutions, les appareils des syndicats.

Quelques éditorialistes plus perspicaces que la moyenne (un euphémisme !) ont rendu compte du sommet antisocial du 18 janvier.

- Le Républicain Lorrain: "*Premier acte de la dramaturgie, le sommet social avait pour objet de brosser un portrait consensuel - a minima - du chef de l'Etat en lui faisant consulter les partenaires sociaux.*"

- Sud-Ouest : "*C'était donc un Nicolas Sarkozy tentant de sauver les meubles qui recevait hier les partenaires sociaux réduits au rôle de figurants.*"

- Le Courrier Picard : "*la mise en scène d'une parodie de dialogue social*", comédie. (AFP 19.01)

Perspicace, c'est un grand mot, car l'essentiel c'était d'y participer pour légitimer Sarkozy minoritaire et illégitime dans le pays.

Le président de la commission des Finances du Sénat, Philippe Marini (UMP) l'a confirmé à sa manière dans une interview à Libération dans laquelle il a affirmé que lors de ce sommet "*le président a indiqué le cap*" (liberation.fr 19.01) sur lequel il entendait se situer en convoquant les dirigeants syndicaux et sur lequel se situerait les mesures qu'ils entendaient prendre, ce qui a le mérite d'être clair

D'ailleurs à ce propos on pourrait se demander quelle légitimité ont les dirigeants syndicaux dont chacun des syndicats ne dépasse pas 1% des travailleurs dans le secteur privé, pour discuter ou négocier avec Sarkozy ?

Comment faire comme si c'était déjà fait, démonstration par Thibault et l'AFP.

A la suite du sommet social tenu mercredi à l'Elysée, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a dit jeudi s'attendre à une baisse rapide des charges des petites entreprises mais a pronostiqué une hausse de la TVA prenant effet après la présidentielle.

"*Je m'attends à ce qu'il (Nicolas Sarkozy, ndlr [AFP]) décrète une mesure immédiate en faveur des entreprises -- diminution des cotisations -- et puis s'agissant de la TVA une décision d'augmentation mais peut-être dont l'application sera reportée le mois X de l'année 2012, à savoir après l'élection, pour que les aspects négatifs n'apparaissent qu'après les échéances électorales*", a déclaré M. Thibault sur RTL.

D'autres mesures, dont celle de l'instauration d'une TVA sociale venant augmenter un ou plusieurs des taux de la TVA actuelle, doivent être annoncées à la fin janvier par Nicolas Sarkozy. (AFP 19.01)

Voilà c'est plié ! Sarkozy ne pouvait "*rêver*" mieux comme mise en condition pour faire passer cette mesure scélérate, non ?

Un aveu.

Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, écarte l'idée du Qatar d'envoyer des troupes arabes en Syrie, dans un entretien publié vendredi par le quotidien français Ouest-France.

Alain Juppé n'explicite pas les raisons qui poussent la France à adopter cette position. Il se borne à ajouter: "*En revanche, nous dialoguons avec l'opposition syrienne afin qu'elle se structure et s'ouvre à toutes les sensibilités*". (AFP 19.01)

Pas vraiment une lumière ce journaliste de l'AFP, aux ordres sans doute, il a la raison sous le nez ou plutôt dans les oreilles mais les siennes sont bouchées.

Juppé dit que l'opposition syrienne qu'ils ont fabriquée de toute pièce avec Londres et leurs amis des pétro-monarchies du Golfe,

doit s'ouvrir "*à toutes les sensibilités*", ce qui signifie qu'elle est fermée, étrangère ou coupée des véritables opposants à Assad qui entendent se battre sur le terrain de la lutte des classes et qui sont indépendants des différents impérialistes qui ont entrepris de déstabiliser ou renverser le régime en place au profit d'un régime fantoche.

Sur la Syrie notre position est la suivante : soutien ni à Assad ni au CNS (le CNT syrien) mais à la lutte de classe indépendante des travailleurs syriens ; A bas toute ingérence étrangère en Syrie !

Juppé peut affirmer dans un entretien publié vendredi par le quotidien français Ouest-France : "*Nous sommes aujourd'hui dans une impasse. Le Conseil de sécurité est paralysé du fait d'une position rigide de la Russie, de la Chine mais aussi de quelques pays émergents*", si la lutte des classes a une influence sur l'ONU, elle se déroule ailleurs, sur le terrain, en Syrie.

Surenchère. Qui dit mieux ?

Dans une interview au Figaro Magazine Bayrou s'engage à éliminer le déficit un an avant l'échéance prévue par le gouvernement et deux ans avant celle visée par le PS, selon cette source. (Reuters 19.01)

Et comment parviendrait-il à se résultat, par un effort collectif qui sera facilité par le "*climat d'union nationale*" qu'il s'engage à instaurer en France s'il est élu. (source : Reuters 19.01)

Combien de divisions ?

Cécile Duflot a suggéré jeudi à Eva Joly de "*passer en mode blindé*". "*Nous avons le devoir de protéger notre candidate et de faire corps avec elle*", a-t-elle déclaré à Bègles (Gironde). (source : Reuters 19.01)

Henri Emmanuelli dans le rôle de l'enfumeur. L'espoir... nous fait vivre !

"*Si nous gagnons, ce ne sera pas facile, dit-il. Mais la campagne ne peut se réduire à une course à l'austérité entre droite et gauche. Même si on ne peut pas tout faire, on doit dire qu'on va essayer.*" Et encore : "*Pour gagner, il faut susciter un minimum d'espérance, estime pour sa part Henri Emmanuelli. Notre rôle est de redonner un peu d'espoir.*"

Pour Hollande, c'est encore trop, pas la peine, la majorité de la population en a tellement marre de Sarkozy qu'elle votera les yeux fermés pour lui.

En visite à Nantes, François Hollande qu'il ne tolérerait "*aucun écart de langage*" dans son camp, a-t-il dit devant la presse. (Reuters 18.01)

Comment faire campagne quand on affirme qu'on poursuivra la politique que Sarkozy ?

Selon Reuters : Les proches du candidat (Hollande - ndlr) ont déjà expliqué que les premiers mois de son quinquennat seraient consacrés à la réduction de l'endettement, la redistribution des fruits de cette politique étant réservée à la seconde partie du mandat.

Autant dire, de la sueur et des larmes et rien d'autres prétextant un retournement de la conjoncture, impossible elle est mauvaise, alors une aggravation de la crise, c'est l'argument fétiche de La Talonnette.

Sarkozy. Propagande. Arguments.

"*Vous avez peut-être entendu les débats où on dit, il ne faut pas augmenter la TVA, il ne faut pas augmenter la CSG, il ne faut rien augmenter (...) mais on oublie une chose, si on reste comme on est, les délocalisations continueront*", a-t-il ajouté devant les ouvriers de Seb dans une allusion aux solutions envisagées pour compenser la baisse annoncée des charges pesant sur les salaires.

"*Nous voulons (...) que votre salaire ne soit pas touché, que votre protection sociale ne soit pas touchée mais que ça revienne moins cher à l'entreprise pour qu'elle n'ait pas la tentation d'aller produire ailleurs pour fabriquer moins cher*", a-t-il encore dit. (Reuters 19.01)

Il faut vous faire à l'idée que vous allez vivre plus mal qu'avant, mais que cela pourrait être pire encore, estimez-vous heureux d'avoir un président comme moi pour vous éviter un tel destin... Terminons son argumentation en ajoutant le non-dit : pour le moment !

Commençons par le salaire.

Nous ne toucherons pas à votre salaire, sauf bien sûr si vous faites partie des heureux bénéficaires du chômage partielle, non, cela il ne l'a pas évoqué, nous ne toucherons pas à votre salaire mais en augmentant la TVA nous ferons en sorte que votre niveau de vie diminue, vous aurez le même salaire mais vous pourrez consommer moins, donc satisfaire moins de besoins.

Passons à la protection sociale.

Nous ne toucherons pas à la protection sociale, c'est-à-dire que chacun pourra continuer à se faire soigner quand il est malade, etc. mais avec l'abandon du système actuel reposant sur la solidarité entre générations et le basculement vers un système de financiarisation, le droit à la santé ne sera plus égal pour tous, bien que déjà plus que théorique dans la réalité, il deviendra individuel en fonction de vos moyens financiers... Autrement dit, les riches auront le droit aux meilleurs cliniques et traitements, les plus pauvres d'entre les pauvres seront épargnés par ce système et pris en charge par l'Etat afin d'éviter que le pays ne se transforme en cour des miracles ou ne ressemble à un pays comme l'Inde, quant à l'immense majorité des travailleurs, ils devront choisir entre entamer un traitement coûteux ou partir en vacances, remplacer la machine à laver qui a lâché par exemple, ils devront consacrer une partie de plus en plus importante de leurs revenus pour se soigner.

En conclusion.

Peut-être que votre salaire ne baissera pas, mais il n'augmentera pas non plus contrairement aux prix de toutes les marchandises ou services ou encore les taxes et les impôts (locaux notamment), donc à l'arrivée vous êtes condamné à vivre plus mal qu'avant et ne vous étonnez pas si les inégalités dans le pays sont amenés à s'accroître encore.

Et l'injustice alors ? Oui bien sûr, mais elle, elle est le produit sur le plan juridique et institutionnel, donc politique, des inégalités (rapports [sociaux] de production) qui sont à l'origine de tout le système économique capitaliste. Donc chaque fois que les inégalités se renforcent, les injustices deviennent plus criantes et insupportables.

Deux conceptions de la lutte de classe. Réforme ou révolution.

On peut lutter de deux manières contre les inégalités et les injustices, mais une seule est efficace car elle s'inscrit sur le long terme et se trouve reliée à l'objectif de notre combat, l'émancipation du capital et de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui au passage le rend compréhensible aux yeux des masses et permet aux travailleurs ayant participé à une bataille de s'en saisir, renforce sa crédibilité, sa légitimité, au point de devenir une nécessité (historique) sans toutefois avoir besoin de sortir d'une grande école ou d'appréhender la totalité des lois de fonctionnement du système capitaliste.

L'autre méthode, conception ou théorie consiste à combattre uniquement les conséquences des inégalités telles qu'elles apparaissent aujourd'hui, de telle sorte qu'on en arrive à croire ou imaginer que les problèmes auxquels on fait face ne sont pas dus aux fondements et aux contradictions qui sont inhérents au capitalisme mais à son dysfonctionnement, son dérèglement, qui, pour peu qu'on y remédie, progressivement on pourrait espérer parvenir à satisfaire tous nos besoins et à vivre dans le bonheur et la paix.

Problème, sauf que l'expérience du XXe siècle prouve amplement que les choses ne se passent pas du tout de la sorte et que tous nos acquis ou droits acquis ou concédés à une autre époque peuvent petit à petit ou subitement disparaître, pour ne pas dire qu'ils sont sans cesse menacés ou remis en cause par la classe avare de revanche qui détient le pouvoir économique et politique.

C'est parce que c'est cette seconde conception de la lutte de classe, le réformisme, qui a complètement pourri le mouvement ouvrier, que plus personne ou presque ne parvient plus à comprendre la situation et n'ose remettre en cause l'existence du capitalisme, laissons de côté ici l'expérience désastreuse du stalinisme sous ses différentes versions dans le monde, car elle ne vient pas automatiquement à l'esprit du travailleur ou du militant engagé dans un combat pour empêcher la fermeture d'un hôpital ou d'une entreprise ou pour défendre tout autre revendication.

Du coup, depuis que la dernière crise a éclaté sous la forme d'une crise financière, en dehors du POI et de LO, de l'UMP au Front de gauche tous les partis expliquent que la crise qui a pris une tounure et affecte dorénavant l'ensemble des secteurs économiques, est due à une mauvaise gestion du capitalisme, et que par conséquence, pour que tout rendre dans l'ordre, car tous y tiennent absolument précisons au passage, la solution consisterait à prendre des mesures pour le réformer ou le remettre dans les clous, occultant du même coup toutes les crises qui se sont succédées depuis le début des années 70 et dont celle-ci est le point d'orgue et non un fait isolé dû à la voracité d'une poignée de capitalistes, faisant fi (notamment) de l'évolution du capitalisme mondial au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler, comme si par un coup de baguette magique il serait possible de retourner 60 ou 70 ans en arrière pour appliquer les mêmes solutions, et là nous en revenons à ce que nous avons précisé plus haut, solutions temporaires (durant les "Trente glorieuses") , qui ne pouvaient être que temporaires, car le capitalisme est ainsi conçu que ses contradictions conduisent infailliblement à de nouvelles crises, à son effondrement qui se traduit concrètement par toujours plus de misère sociale, et accessoirement trouve un prolongement sur le plan politique, si l'on peut dire, par la guerre.

Aujourd'hui nous en sommes là, la majorité des travailleurs et des militants sont convaincus que la crise serait purement

financière sans en comprendre les tenants et les aboutissants, témoignant ainsi de leur ignorance des fondements et du fonctionnement du capitalisme.

Quand les forces productives qu'a engendrées le développement historique du capitalisme ne peuvent plus être contenues dans le mode de production (et d'échange) qui les a vues naître, elles entrent en contradiction avec lui, se révoltent, soit sous la forme de crises et de guerres entraînant la destruction de gigantesques forces productives à l'échelle d'un pays, d'un continent ou de la planète toute entière, soit sous la forme de révolutions pour briser le carcan que constitue ce mode de production.

Ajoutons, afin de passer à un mode de production qui ne repose plus sur la propriété privée des moyens de production qui permet à une minorité de privilégiés d'accaparer l'essentiel des richesses produites dans le monde et de décider du sort de près de 7 milliards de travailleurs avec leurs familles. Une fois le mode de production capitaliste liquidé et les moyens de production des richesses déclarés bien collectif d'un pays, de l'humanité, une fois décrété que la production doit être organisée pour satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, les forces productives pourrront se développer librement, sans encore totalement disparaître parce que ce processus ne trouvera son achèvement qu'à l'échelle mondiale, les inégalités diminueront au point d'être supportables et supportées, avant de disparaître totalement une fois ce processus mené à son terme, lorsque le capitalisme aura été éradiqué de la surface de la planète... La première étape qui correspond à la réduction des inégalités en s'attaquant aux fondements du capitalisme, on l'appelle le socialisme, la seconde qui correspond à la liquidation de ces inégalités, on l'appelle le communisme. Alors et alors seulement le règne de la nécessité aura cessé d'exister pour céder la place au règne de la liberté.

C'est en gros mon objectif et mon programme, j'estime qu'il est conforme au marxisme.

Ce qui est difficile à comprendre, encore plus à admettre, c'est qu'il n'existe aucune demi-mesure en la matière, qu'avec le capitalisme on est parvenu à la fin d'un cycle historique et et que l'heure a sonné qu'il cède la place - depuis pas mal de temps déjà, celui basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. On ne peut pas transformer ou réformer un système économique, un mode de production qui a pour corollaire l'enrichissement sans fin d'une poignée de nantis au détriment d'une masse de plus en plus gigantesque de milliards d'hommes, femmes et enfants dont les besoins (insatisfaits) ne cessent d'augmenter, on le sait depuis le milieu du XIXe siècle, il arrive forcément un moment où cette contradiction a atteint un tel niveau d'exacerbation, une telle tension, qu'elle doit se résoudre dans un sens ou un autre, en s'attaquant violemment à l'un de ses deux pôles, au prolétariat ou à l'ensemble des masses exploitées quand c'est la classe des capitalistes qui en prend l'initiative, au détriment de cette classe quand c'est la classe ouvrière qui passe à l'offensive ou reprend la main.

La question est ensuite d'aller jusqu'au bout, de terminer le boulot : de prendre le pouvoir politique, tout le pouvoir. Et sachant que le capitalisme ne disparaîtra pas du jour au lendemain de la surface de la terre parce qu'on a pris le pouvoir dans un pays, la guerre de classe continuera à l'échelle mondiale, aussi bien pour avancer vers notre objectif que pour mettre en oeuvre une politique véritablement socialiste que pour réduire la capacité de nuisance des capitalistes dans notre propre pays, nous leur imposerons notre propre dictature, ce qu'on appelle la dictature du prolétariat, le pendant de la dictature du capital, expression qui signifie pratiquement que dorénavant la démocratie ne sera plus réduite à "*la loterie*" ou au pouvoir exercé par une infime minorité l'imposant si nécessaire par la force à l'immense majorité, mais coïncidera avec les organismes politique que la majorité aura créé pour exercer son pouvoir, la classe des capitalistes étant exclue du pouvoir ; de la même manière qu'aujourd'hui nous ne détenons aucun pouvoir, nous n'avons aucun moyen à notre disposition pour nous opposer au diktat des représentants du capitalisme, à la dictature du capital, hormis nous organiser pour mener le combat pour le socialisme.

Actualité en titres

Capitalisme. Pour le meilleur...

- La dette française aura été un bon placement en 2011 - LeFigaro.fr

- Emploi des jeunes : le dispositif «*zéro charge*» entre en vigueur immédiatement - Liberation.fr

... et pour le pire !

- La consommation d'électricité a chuté de 6,8% en 2011 - AFP

Franc sois... et rends-toi !

- François Bayrou appelle à la « *résistance* » - LeFigaro.fr -

- Stéphane Hessel invite François Hollande à "*résister*" - Reuters

Série B :

- Le chef du renseignement accusé de servir l'Elysée - Reuters

- Norvège: la chef du renseignement démissionne après une gaffe - AFP

Complexe anal et branlette espagnole.

- Poutine accuse une radio de le "*couvrir de merde*" - L'Express.fr

- François Hollande : la stratégie espagnole - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Indépendant, tout de suite les grands mots.

A propos de l'édition annuelle du baromètre de confiance dans les média réalisé par TNS Sofres et publié par La Croix aujourd'hui, 59% des Français répondent "*non*" à la question "*Croyez-vous que les journalistes sont indépendants, c'est-à-dire qu'ils résistent aux pressions des partis politiques et du pouvoir*"… ceci étant dit, vous n'êtes pas obligé de nous croire, Internet étant, toujours selon le sondage, la source la moins crédible, 37% seulement des Français pensant que les infos qu'on y trouve correspondent à la réalité (vs. TV : 48%, Journal : 51%, Radio: 58%) (atlantico.fr 19.01)

1.2- Complexé, rustre, teigneux et rancunier.

Le garde des sceaux a finalement décidé de renvoyer Isabelle Prévost-Desprez devant la formation disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). La présidente de la 15e chambre du tribunal de Nanterre était accusée d'avoir '*manqué à son devoir de réserve, à l'obligation de prudence et aux devoirs d'impartialité et de délicatesse*' après ses propos mettant en cause Nicolas Sarkozy dans l'affaire Bettencourt.

La magistrate avait indiqué, dans le livre Sarko m'a tuée (Stock), que deux témoins avaient évoqué, hors procès verbal, des remises d'espèces à Nicolas Sarkozy par l'entourage de Liliane Bettencourt. (lemonde.fr 19.01)

Il est vrai que côté "*délicatesse*" l'hystérique du Palais se pose là !

2- Roumanie

Quelque 7.000 personnes, selon la gendarmerie, ont défilé jeudi à Bucarest à l'appel de l'opposition pour demander la démission du président roumain Traian Basescu, a constaté une journaliste de l'AFP.

Par ailleurs, des rassemblements ont eu lieu jeudi soir pour le septième jour consécutif afin de dénoncer pêle-mêle les mesures d'austérité, la "*dictature du FMI*" et la "*corruption*" de la classe politique, majorité et opposition confondues.

Dans l'après-midi, des militants et des sympathisants de l'opposition venus de tous les départements du pays, ont défilé près du palais du gouvernement à Bucarest en scandant "*A Bas Basescu !*", "*Démission !*" ou encore "*N'ayez pas peur, Basescu chutera !*".

"*Les gens sont en colère car ils ont perdu leur emploi, on a réduit leur retraite, ils se sont sentis humiliés*", a lancé à la foule l'un des deux coprésidents de l'Union sociale-libérale (USL, opposition), Victor Ponta.

Outre les "*A bas Basescu !*", des manifestants ont scandé des slogans tels que : "*PDL (parti au pouvoir), USL (opposition), même misère !*", "*PDL-USL, corruption !*".

"*Nous sommes venues manifester car nous en avons marre de l'actuelle classe politique, je devrais même dire caste politique, que ce soit l'opposition ou le pouvoir*", a déclaré à l'AFP Maria Alexandru, 27 ans diplômée de la faculté de lettres. (AFP 19.01)

3- Libye

Le vice-président du Conseil national de transition (CNT) libyen a été pris à partie par des étudiants jeudi à Benghazi, dans l'est du pays, où était né l'an dernier le mouvement de révolte contre Mouammar Kadhafi.

Cet incident illustre le mécontentement d'une partie de la population qui exige des nouveaux dirigeants du pays qu'ils écartent les personnalités liées à l'ancien régime et encore à des postes de responsabilités.

Les manifestants de Benghazi demandaient également au CNT une totale transparence sur les dépenses publiques, notamment sur la destination des fonds libyens gelés à l'étranger pendant la guerre civile et dont une partie a été débloquée après la mort de Kadhafi.

Abdoul Hafiz Ghoga, le numéro deux du CNT, a été entouré et bousculé par une foule de manifestants en colère, avant d'être secouru et mis à l'abri.

Il assistait dans la capitale de la Cyrénaïque à une cérémonie organisée à l'université en mémoire des morts de la guerre civile.

Attia al Odjeli, un professeur de l'université, a précisé que le vice-président du CNT avait été accueilli à son arrivée par un groupe d'étudiants qui criaient "*Dégage, dégage !*". (Reuters 19.01)

Voilà un fait (notamment) qui légitime la position que j'ai adoptée dès le début du soulèvement pour chasser Kadhafi du pouvoir. Vive la lutte des classes en Libye ! C'est marrant, ceux qui hier encore n'avaient que cette expression à la bouche (la lutte des classes) sont muets sur ce thème aujourd'hui.

Social

France

1- Ils n'en peuvent plus !

Les agents d'accueil du siège de la CPAM de la Haute-Vienne à Limoges, se disant épuisés par l'affluence à laquelle ils sont confrontés depuis quelques mois, ont craqué jeudi et fermé les portes à 11h30, refusant d'accueillir de nouveaux assurés, a constaté une correspondante de l'AFP.

L'affluence à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) a récemment augmenté, selon les agents, notamment en raison du non-remplacement de fonctionnaires partant en retraite et du contexte économique qui pousse les assurés à demander la CMU ou le remboursement au guichet de leurs prestations.

Jeudi matin, se retrouvant à trois pour orienter 70 assurés (un agent au pré-accueil et deux dans les boxes), ils se sont mis à pleurer de fatigue, puis à 11h30, avec l'aide du gardien, ils ont fermé les portes tout en restant à la disposition des personnes qui attendaient depuis l'ouverture. La direction n'a pu que prolonger cette fermeture toute la journée.

Lors d'une rencontre dans l'après-midi, le directeur, selon la déléguée CGT Monique Desnoyers, "*a demandé aux fonctionnaires des bureaux de venir soutenir leurs collègues de l'accueil*" à partir de vendredi. Mais "*en attendant, selon elle, le travail s'accumule ailleurs... C'est un pansement sur une jambe de bois*".

Le directeur, Paul Orliac, n'a pas souhaité faire de commentaire, estimant simplement que "*la réunion de jeudi après-midi a permis de trouver un terrain d'entente*".

"*Les gens arrivent ici désemparés, les situations que nous gérons sont de plus en plus complexes, de plus en plus graves, et ils ne comprennent pas pourquoi ils doivent revenir plusieurs fois pour compléter un dossier, ni pourquoi la moitié des boxes d'accueil sont vides" alors qu'ils "doivent patienter trois, parfois quatre, heures avant d'être reçus*", a déclaré Mme Desnoyers.

Annie, un des agents concernés, a relevé "*qu'heureusement, la grande majorité des assurés font le même constat que nous et nous soutiennent*".

Ainsi Christelle, une mère de famille ayant attendu un mois pour obtenir la CMU dans le cadre d'une procédure d'urgence, s'est indignée "*du traitement inhumain que subissent ces dames dont on voit qu'elles se démènent pour nous aider*". (AFP 19.01)

2- 2,1% d'inflation en 2011 (officiellement)

Les prix à la consommation en France ont progressé en moyenne de 2,1% sur l'ensemble de l'année 2011 par rapport à l'année précédente, a indiqué l'Insee jeudi.

L'inflation moyenne était de 1,5% en 2010.

L'évolution d'une année sur l'autre se caractérise à nouveau par une forte hausse des prix de l'énergie. Ceux-ci ont, entre 2010 et 2011, augmenté de 12,3% (+10,0 % entre 2009 et 2010), précise l'Insee.

Cette augmentation traduit celle des prix des produits pétroliers (+15,8%), dans le sillage des cours du pétrole brut: +23,1% pour les fiouls domestiques et +14,3 % pour les carburants. Dans le même temps, les tarifs de l'électricité se sont accrus de 6,5% et ceux du gaz de ville de 8,5%.

"*L'année 2011 a été marquée par un renchérissement des produits alimentaires hors produits frais (+2,4%)*", indique aussi l'Insee.

Dans le détail, la hausse des cours des produits alimentaires a notamment entraîné une nette augmentation des prix du café (+10,3%), des huiles et margarines (+5,0%), des produits à base de sucre (+2,7%) et du pain (+2,4%). Ont également fortement augmenté en 2011, les prix des boissons gazeuses, jus et sirops (+3,6%), du lait et de la crème (+3,4%) et de la viande (+2,6%). (AFP 19.01)

3- L'espoir fait vivre... nos bourreaux !

Loto, casinos, chevaux, paris sportifs, poker en ligne: malgré ou en raison de la crise, les Français ont misé chaque jour en 2011 la somme record de 86,5 millions d'euros, l'équivalent du prix d'un Airbus A321 neo ou de deux lycées neufs en Ile-de-France, selon une enquête de l'AFP.

Ainsi, les dépenses quotidiennes des Français aux jeux d'argent et de hasard sont passées en neuf ans de 47,5 à 86,5 millions d'euros.

"*Dans un contexte de souffrance due à la crise, le jeu a pour les Français une double fonction, celle du rêve et celle de la consolation*", dit à l'AFP le sociologue Denis Muzet. "*Le jeu est un exutoire qui entretient la flamme de l'espoir*", relève le président de l'Institut Médiascopie.

Selon les chiffres communiqués ces dernières semaines par les trois grands opérateurs historiques (Française des Jeux, PMU, casinos) et jeudi par l'Autorité de régulation des jeux en ligne (Arjel), les Français ont misé en 2011 un total de 31,6 milliards d'euros (26,3 milliards en 2010).

Quant à l'Etat, confronté depuis des années à des déficits budgétaires abyssaux, il peut au moins se consoler avec les jeux d'argent qui lui auront rapporté en 2011 un peu plus de 5 milliards d'euros, dont trois pour la seule Française des Jeux. (AFP 19.01)

Economie

Etats-Unis

La fondation de la société Kodak remonte à 1880 quand George Eastman s'est lancé dans la fabrication de plaques photographiques après avoir abandonné ses études. Pour lancer son entreprise, il achète un moteur d'occasion pour 125 dollars.

En l'espace de huit ans, le marque Kodak était déposée et le groupe lançait un appareil photo portatif, plus maniable, ainsi que le film qui s'enroule dont il devient le principal fabricant.

Eastman a aussi inventé le "*dividende sur salaire*" selon lequel les salariés recevaient une prime basée sur les résultats.

Près d'un siècle d'après la fondation de Kodak, l'astronaute Neil Armstrong utilisa un appareil de la marque, de la taille d'une boîte à chaussures, pour prendre les photos de la lune en juillet 1969.

Six ans plus tard, Kodak inventait l'appareil photo numérique, de la taille d'un grille-pain. Mais plutôt que de développer son invention, Kodak a laissé ses concurrents prendre des parts de marché qu'il n'a jamais pu récupérer.

En 1994, Kodak s'est séparé de son activité dans la chimie, Eastman Chemical, qui a plutôt bien tiré son épingle du jeu.

La capitalisation boursière du groupe, qui était de 31 milliards de dollars il y a 15 ans, est tombée à moins de 150 millions de dollars.

Fin septembre, le groupe affichait un actif total de 5,1 milliards de dollars et des dettes de 6,75 milliards.

Eastman Kodak, le pionnier de la pellicule photographique qui a apporté au monde les premières photos de la lune, a finalement déposé son bilan jeudi au terme de plusieurs années très difficiles.

Le géant américain déchu a annoncé dans le même temps avoir obtenu une ligne de crédit de 950 millions de dollars (740 millions d'euros) sur 18 mois de la part du groupe bancaire Citigroup.

Le groupe, qui a pourtant inventé l'appareil photo numérique, n'a plus enregistré de bénéfice depuis 2007.

Concrètement, Kodak et ses filiales américaines demandent à bénéficier de la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. Les filiales étrangères ne sont pas concernées et continueront à honorer leurs engagements auprès de leurs fournisseurs.

La procédure de dépôt de bilan ainsi que la ligne de crédit visent à donner du temps au groupe pour trouver des acquéreurs pour ses quelque 1.100 brevets numériques, tout en lui permettant de continuer à payer ses 17.000 salariés.

Le groupe souligne que ses brevets en imagerie numérique sont utilisés dans pratiquement tous les appareils photo numériques, smartphones et tablettes. Kodak a aussi des brevets dans les techniques d'impression. (Reuters 19.01)

Haut de page

Le 21 janvier

CAUSERIE

Question qu'est en droit de se poser chaque militant et travailleur : Existe-t-il dans ce pays (la France) un dirigeant d'un parti dit ouvrier ou d'un syndicat qui exigera le paiement intégral des salaires des ouvriers mis arbitrairement en chômage partiel ? Nous attendons la réponse. En attendant, elle ne figure pas dans le dernier numéro (183 d'*Informations ouvrières*, hebdomadaire du POI.

Qu'est-ce qui est en cause dans la crise actuelle : le capitalisme et ses fondements à l'échelle mondiale ou uniquement un secteur du capitalisme devenu incontrôlable ?

Tous les partis sans exception, le plus souvent en recourant au double langage, ont adopté la seconde version. Chacun de la sorte témoigne de son incapacité ou de son manque de volonté à rompre avec le capitalisme. Démonstration.

Titre d'*Informations ouvrières* en couverture "*Le capital financier entend dicter sa loi aux candidats à la présidentielle*". Sortez vos mouchoirs camarades, les malheureux, on devrait les plaindre aussi !

Page 9 : Communiqué du POI : "*Les “marchés” accentuent donc leur pression, menaçant la France (...) Plus généralement : cette crise, cette dette, ces déficits, ce sont ceux des capitalistes et des spéculateurs. C’est à eux de payer !*". Après la défense de la "*souveraineté nationale*" cher aux sociaux-libéraux et aux staliniens, voilà que c'est la France qui est menacée, on en a les bras qui tombent...

Page 14 : "*Cette crise n’est ni celle de la Grèce ni celle de la dette, mais celle d’un système capitaliste en perdition*".

Mais encore ? Rien, vous n'en saurez pas davantage. Le capitalisme est en "*perdition*, en "*faillite*", pauvre de moi, si tel est bien le cas, je ne me vois pas revendiquer quoi que ce soit, contentons-nous de ce que nous avons et estimons-nous encore heureux, CQFD.

Employons un langage populaire.

- Bordel, c'est à ne plus rien y comprendre, on nous dit que le "*système capitaliste (est) en perdition*", il serait au bord de la ruine, c'est terrible cela, cela ne présage rien de bon, on va encore morfler, et au même moment les capitalistes croulent sous le fric, ils n'ont jamais été aussi riches, c'est dingue cette histoire-là, et il n'y a personne pour m'expliquer ce qui se passe véritablement, qu'est-ce qu'il y a derrière tout cela, je sens qu'on cherche à nous embobiner ou qu'on nous cache la vérité, mais laquelle, merde, décidément je dois être trop con...

- Pas vraiment, vous n'avez tout simplement jamais croisé sur votre chemin un militant qui aille au bout de son analyse ou vous n'avez pas eu la patience de l'écouter jusqu'au bout. Ils sont rares j'en conviens, surtout ceux capables de vous expliquer les choses simplement, faudraient-ils qu'ils commencent par vous écouter, car finalement cette histoire est fort simple à comprendre,

et quand vous l'avez comprise, vous vous apercevez que tout, absolument tout en découle.

- Qu'est-ce que je dois faire alors ?

- Quotidiennement vous faites preuve de détermination et de courage pour vous en sortir ainsi que votre famille, et bien faites preuve de la même détermination pour arriver à comprendre comment fonctionne le capitalisme et la société, écoutez ce qu'on a vous dire les militants qui se réclament de la révolution socialiste mondiale et peut-être que vous atteindrez cet objectif qui donnera un sens, une direction à votre vie, une véritable raison d'être, de lutter et de ne jamais désespérer...

- Il n'y a pas de faillite du capitalisme proprement dite, il est ainsi fait et vous l'ignorez, son existence est tout simplement incompatible avec la satisfaction des besoins croissants des sept milliards de producteurs et leurs familles dans le monde, de la même manière qu'il l'était déjà quand la population mondiale ne dépassait pas un milliard d'habitants ou moins encore quand il a vu le jour aux alentours du XVIIIe siècle. Il a vu le jour et il s'est développé sur cette base-là justement.

- Non, il n'a jamais changé, il est resté fidèle à lui-même, sinon il n'aurait jamais été ce qu'il est, vous comprenez. On veut vous faire croire que ce serait tel ou tel aspect du capitalisme qui serait en cause aujourd'hui, baliverne, alors que la première crise du capitalisme eut lieu à la Bourse de Londres il y a plus de deux siècles, une crise financière ! (A suivre)

Suite. La causerie que j'avais commencée de rédiger hier soir.

Hier j'aurais mieux de m'abstenir que d'écrire que le POI se distinguait (avec LO) des autres partis, voilà qu'Informations ouvrières (n °183) titre *Le capital financier entend dicter sa loi aux candidats à la présidentielle*, mêlant ainsi sa voix à ceux qui pour ne pas avouer ouvertement qu'ils sont incapables de rompre avec le capitalisme et empêcher les travailleurs de saisir l'orgine de cette crise, concentre leur attention sur son aspect financier pour ne pas avoir à remonter à son origne, les fondements du capitalisme.

Ce titre pose une autre question déterminante que nous aborderons plus loin.

Non, la politique du capitalisme financier n'est que le produit des fondements et du fonctionnement du capitalisme à un certain stade de l'évolution du capitalisme, conduisant à des crises à répétition et à l'effondrement de ce système économique, caractérisé par une accumulation de capital impossible à placer sur le marché pour engrenger de nouveaux profits à un niveau jugé satisfaisant par une poignée de capitalistes à un pôle, et la paupérisation croissante de la majorité des exploités, dont les revenus trop faibles ou leur niveau d'endettement ayant atteint (ou dépasser) sa limite ne permettent pas de consommer autant ou plus qu'auparavant ou de s'endetter davantage à l'autre pôle.

A lire ce titre on pourrait croire trompeusement, que le capitalisme financier est à l'origine de cette crise et de la situation sociale actuelle. C'est encore confondre cause et effet ou conséquence, ou manifester la volonté de ne traiter que la conséquence sans s'attaquer à son origine, le refrain de tout réformiste qui se respecte.

Si le prolétariat n'est pas homogène, le capitalisme non plus, le capitalisme financier pas davantage, dans la mesure ou les membres de l'aristocratie financière se livrent à une guerre impitoyable entre eux à l'échelle mondiale. Chacun veut sa part du gâteau, chacun veut conserver ses parts de marché, chacun aspire à dominer les autres dans le ou plutôt les secteurs d'activité sur lesquels il a jeté son dévolu, si chacun contrôle une part déterminée du secteur financier, il contrôle par là même directement ou indirectement des pans entiers du secteur marchand ou dit productif d'où est extraite directement la plus-value.

Or c'est dans ce secteur productif, auquel on doit associer les services puisqu'ils en sont l'appendice naturel ou indispensable, où se trouvent mis en oeuvre les rapports d'exploitation, les rapports entre les classes et dont l'Etat est le garant pour le compte des capitalistes. D'où au passage la nécessité pour l'aristocratie financière et les capitalistes en général de s'attaquer à l'Etat s'il traine les pieds à remettre en cause la législation du travail et sociale jugée toujours trop favorable aux travailleurs par rapport à celle qui existe dans d'autres pays.

La division du travail à l'échelle mondiale s'appliquant dorénavant à pratiquement tous les secteurs économiques, il va de soi qu'en fonction de la situation de chaque capitaliste, certains se retrouveront dans une situation plus favorable que les autres, et au final puisque les plus puissants capitalistes commercent à travers le monde, ils ne voient pas pourquoi ils ne bénéficieraient pas dans tous les pays des mêmes avantages que dans les pays où ils réalisent le maximum de profit, de manière à contrecarrer les ambitions de (nouveaux) concurrents qui osent leur damer le pion ou qui pourraient menacer à terme leur suprématie sur le marché mondial.

Il faut ajouter que pour se maintenir à un degré de compétitivité moyen et alimenter en permanence la machine capitaliste à produire des marchandises et des services, les capitalistes doivent sans cesse concevoir de nouveaux besoins, or la recherche et le développement, la mise au point de nouveaux produits, la mise en oeuvre de nouvelles technologies et finalement la construction de nouvelles usines représente un investissement faramineux, sans qu'ils puissent prédire si à terme il sera rentable ou non ou dans quelle proportion, au bout de combien d'années, alors qu'il arrive de plus en plus fréquemment qu'entre la conception

d'un produit et sa commercialisation il se passe quelques années et il se retrouve obsolète ou dépasser par un produit concurrent plus performant ou plus innovant.

Donc pour espérer garder son rang, chaque capitaliste doit être en mesure de tirer le maximum de profit des travailleurs qu'il exploite directement ou indirectement. Pour y parvenir il ne vise pas seulement la baisse de leur revenu et de leurs droits sociaux, c'est l'ensemble de leur mode de vie qu'il entend tirer vers le bas pour conserver la plus grosse part possible du gâteau, des richesses produites.

C'est à cette compétition sans fin que se livrent les capitalistes les plus puissants de la planète, compétition d'autant plus âpre qu'ils ne l'abordent pas tous avec le même handicap ou avantage selon la situation des uns et des autres, ce qui les conduit à faire feu de tout bois pour parvenir absolument à leurs fins.

Cela étant dit, les uns disposent d'une législation et d'outils financiers sur mesure, les autres bénéficient d'un coût du travail parmi les plus bas du monde, tandis que d'autres peinent à disposer de l'un ou l'autre ou les deux à la fois pour bien faire, directement ou indirectement par le biais d'investissements ou de délocalisations dans ces pays.

Les uns et les autres ne sont pas logés à la même enseignement sur le plan de la lutte des classes et des moyens dont la classe dominante dispose pour combattre la classe ouvrière, bref les rapports entre les classes ne sont pas identiques dans tous les pays, notamment du fait de leur histoire ou de leurs particularités.

En conclusion, l'ensemble des capitalistes qui dominent le marché ainsi que ceux qui aspirent à les rejoindre voudraient disposer des conditions les plus favorables pour engranger le maximum de profit, d'où l'offensive généralisée et tout azimut contre les droits et acquis sociaux et politique du prolétariat à l'échelle mondiale.

Ce qui est en cause finalement, c'est l'existence même du capitalisme et non un secteur du capitalisme, le secteur financier pour ne pas le nommer.

Marx avait taillé en pièce le mythe de "*l'accumulation primitive* du capital, pour ainsi dire naturele, pour ne pas dire divine, qui consistait à légitimer ou justifier l'existence du capitalisme, alors qu'à l'origine la possession des moyens de production a été le produit de l'exploitation des escalaves puis des serfs, de la privatisation ou confiscation des terres de la paysannerie, du recyclage et de l'adaptation du pouvoir économique de la classe féodale (qui se reflète d'ailleurs sur le plan politique puisque les différentes Constitutions ont de fort relents monarchistes) dans le circuit marchand et industriel, de l'exploitation de générérations et générations d'ouvriers, hommes, femmes et enfants au cours du XIXe siècle, du pillage des richesses et de la surexploitation des travailleurs dans leurs colonies, des opportunités fournies grâcieusement par le législateur à des membres ou des pans de la petite-bourgeoisie d'accéder au rang de bourgeois, etc.

Bref, le capitalisme qu'on le prenne par n'importe quel bout à n'importe quelle époque, est le produit du vol (accumulé) de la force de travail. C'est ce privilège qui doit être aboli.

(il y a une tronçonneuse en action juste devant chez moi depuis déjà un moment, et j'ai toutes les peines du monde à achever ma démonstration !)

Maintenant comment voulez-vous que le niveau de compréhension du capitalisme progresse chez les travailleurs et les militants, si vous vous limitez à l'aspect superficiel de la crise, au passage, sur celui que le gouvernement et les médias (notamment) mettent également en avant afin d'éviter que ni les uns ni les autres ne se posent davantage de questions sur son origine véritable, si vous vous limitez à la dénonciation des méfaits de l'industrie financière, aux conséquences sans aller au bout de votre analyse, c'est impossible. Car le lien entre les besoins exprimés par le capital et son offensive contre le prolétariat, la contradiction ou le paradoxe qui se résume à trop de richesse d'un côté et trop de pauvreté de l'autre, n'est compréhensible que si on relie la cause à l'effet, que si on explique précisément en quoi consiste cette cause, cette formidable injustice, ce privilège illégitime qui est à la base de toutes les inégalités, d'ailleurs, c'est sous cet aspect cru, violent, cynique et dépouillé de scrupules que ce privilège inouï est mis en oeuvre pour frapper indistinctement toutes les couches de travailleurs. (A suivre)

Il y en a plus d'un parmi vous qui se demande où je vais chercher tout cela, où je trouve cette énergie, etc. car l'actualisation quotidienne du site représente un énorme boulot. L'expérience, l'habitude de se poser des questions, je la tiens de là ma légitimité, puis-je ajouter, le socialisme aussi....

Je n'ai plus le temps, demain on verra pourquoi et comment l'argument des agences de notation et l'histoire du triple A ne tient la route, pas étonnant que la conférie des opportunistes réunis s'engouffre dedans. A partir de faits précis intervenus les derniers jours, je vous mets sur la piste, observez le comportement de la Bourse, les taux des obligations françaises...

Recyclage. Le FdG en "*sous-traitant* du PS. Les flancs-gardes d'une manipulation des masses.

L'électorat du Front de gauche se reporte très massivement vers Hollande, dans les projections de second tour. Membre de la gauche du PS, le président du conseil général de l'Essonne Jérôme Guedj tempère: «*Je préférerais qu'il n'y ait pas de sous-traitance implicite et que cet électorat de gauche se retrouve sur François Hollande dès le premier tour.*»

Pour Hollande, il faudrait que cette situation ne change pas. Contenir Mélenchon, c'est la mission que se sont donnée les plus à gauche des socialistes. «*On lui assure un flanc gauche qui évite que certains électeurs se tournent vers Mélenchon*», assure Benoît Hamon. (lefigaro.fr 20.01)

En 1981, la "*gauche*" du PS remplissait déjà le même rôle vis-à-vis du PC...

Le "*miracle*" allemand est en réalité un mirage, un cauchemar...

Le nombre de travailleurs intérimaires en Allemagne a augmenté de 13 % en un an, atteignant 910 000 personnes en juin 2011, selon les dernières statistiques révélées vendredi 20 janvier par l'agence fédérale pour l'emploi, qui indique par ailleurs que la moitié de ces contrats intérimaires durent moins de trois mois. (lemonde.fr 20.01)

Commentaire d'un internaute allemand.

- "*Tout va très bien en RFA, madame la marquise, l'espérance de vie diminue, les allocations-chômages sont réduites au minimum, un tiers des enfants est sous-alimenté, le reste est devenu obèse ; beaucoup de nos petits chômeurs travaillent désormais pour 1 euro de l'heure, et avec ça nous sommes enviés par toute l'Europe. Que demander de plus ?*"

Museler Internet, au-delà, toute opposition aux maîtres du monde qui le conduisent à l'abîme.

1- Le site de téléchargement de fichiers Megaupload.com a été rendu inaccessible jeudi par le gouvernement américain, conséquence de poursuites engagées par la justice contre plusieurs responsables du site accusés de violation du droit d'auteur.

Cette décision, qui frappe l'un des plus importants sites de téléchargement au monde, survient alors que deux projets de loi visant à renforcer la lutte contre le téléchargement illégal aux Etats-Unis met internet en ébullition. (Reuters 20.01)

2- Le 24 janvier, le Sénat va voter un projet, le SOPA, qui autorise le Secrétaire à la Justice à incriminer tout site Web dont le contenu serait considéré comme illégal ou dangereux pour le gouvernement des États-Unis. Selon le texte en débat, le simple fait de placer un article dans un réseau social peut justifier l'intervention de la Justice de Washington.

La loi, théoriquement motivée par la nécessité de combattre le piratage numérique, sera de portée mondiale. En d'autres termes, si un Web européen, asiatique ou africain publie quelque chose que les autorités nord-américaines considèrent comme « dangereux » il peut être bloqué aux États-Unis par décision de la justice d'Obama. (mondialisation.ca 16.01)

Une manipulation qui a fait long feu.

Gilles Jacquier, le journaliste français tué à Homs, en Syrie, le 11 janvier, aurait été victime d'une bavure des insurgés syriens, selon Le Figaro, qui précise tenir l'information d'un responsable de la Ligue arabe.

Le jour de sa mort, un dirigeant d'une organisation des droits de l'Homme de Homs a confié à un responsable de l'opposition syrienne en France -tous deux souhaitent garder l'anonymat pour des raisons de sécurité- qu'il s'agissait d'"*une grosse bourde*" commise par les adversaires de Bachar al Assad, rapporte vendredi Le Figaro sur son site internet.

Un responsable de la Ligue arabe a confirmé cette version vendredi au Figaro : "*Nous savons désormais qu'il y a eu une bavure commise par l'Armée syrienne libre. L'ASL a été poussée à la faute par les miliciens pro-Assad, qui défiaient ses hommes depuis plusieurs jours. Les déserteurs ont voulu leur donner une leçon et leur faire peur. Nous savons que les tirs sont venus de Bab Sbah*", un bastion de l'opposition.

Gilles Jacquier a été tué dans une attaque au mortier qui a fait au total huit morts et 25 blessés alors qu'il effectuait un reportage avec l'accord du gouvernement syrien. (Reuters 20.01)

Comme quoi il n'est pas inutile de lire les articles du Réseau Voltaire et de Mondialisation.ca, notamment, avec un certain recul précisons, mais nous nous sommes déjà suffisamment expliqué sur ce sujet dans de précédentes causeries.

Actualité en titres

C'est encore un honneur !

- Deux mois de prison avec sursis pour avoir crié «*fils de pute*» à Sarkozy 20minutes.fr

- Borloo-Sarkozy : pacsés d'ici le 3 mars ? - LePoint.fr

Quand ils perdent la tête.

- Découverte de deux têtes de cochon sur le chantier d'une mosquée à Nanterre AFP

Une plainte pour "*injures publiques à caractère religieux*" a été déposée.

- Bernard Thibault ne briguera pas un nouveau mandat à la tête de la CGT - 20minutes.fr

- De l'Afghanistan à l'Iran, Sarkozy dresse un sombre inventaire du monde - AFP Arnaud Montebourg se drape du "soutien-gorge tricolore" chez les Lejaby AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer (UMP) a annoncé vendredi à Berlin que le fonds de secours financier permanent de la zone euro (MES) serait ratifié par les députés en février. (AFP 20.01)

C'était initialement prévu avant le 31 décembre 2011, mais il semble qu'ils aient rencontré quelques petites problèmes depuis...

2- Italie

2.1- Tout doit y passer...

A l'issue d'un conseil des ministres de plus de huit heures, M. Monti a annoncé à la presse à Rome l'adoption de ces "*réformes structurelles*" pour relancer la croissance qui "*a été freinée durant des décennies*" en Italie en particulier en raison de "*l'insuffisance de la concurrence*".

Le chef du gouvernement a jugé à la télévision, en s'appuyant sur des études de l'OCDE et de la Banque d'Italie, que si l'Italie parvenait au même "*degré de flexibilité*" dans les services que dans d'autres pays, "*il y aura une augmentation de 10% de la productivité et de 10% du PIB au cours des prochaines années*".

Taxis, pharmacies, transports publics locaux, distribution d'essence, gaz, professions libérales, assurance, banques... : les secteurs qui seront plus ouverts à la concurrence sont nombreux.

Ce plan prévoit notamment l'augmentation du nombre des pharmacies et des notaires, une probable hausse du nombre de licences de taxis, la liberté pour les propriétaires de stations-service de s'approvisionner auprès du fournisseur de leur choix ou encore l'abolition des tarifs minimums des avocats ou des notaires...

Afin de faire baisser les prix du gaz en renforçant la concurrence, le gouvernement va par ailleurs imposer au géant de l'énergie ENI de céder le réseau de transport Snam Rete Gas.

Outre les libéralisations, le plan adopté vendredi contient des mesures pour relancer les infrastructures.

Le troisième grand "*obstacle*" de l'économie italienne, les "*procédures administratives compliquées*", seront au centre d'un plan de "*simplifications*" qui sera adopté la "*semaine prochaine*", a encore dit M. Monti.

Mais les corporations les plus touchées sont sur le pied de guerre face à ces mesures.

Les chauffeurs de taxis ont multiplié ces derniers jours les grèves et un nouvelle journée de protestation est prévue lundi.

Les organisations de distributeurs d'essence et les avocats ont aussi annoncé des mouvements de grève tandis que l'organisation de pharmaciens Federfarma n'exclut pas des formes "*extrêmes de protestation*".

M. Monti devra maintenant faire entériner son plan par le Parlement sans qu'il soit dénaturé, alors que ces corporations comptent de nombreux relais dans la classe politique, surtout à droite. Silvio Berlusconi a d'ores et déjà indiqué que son parti se réservait la "*possibilité de modifier*" ces mesures.

Hormis les libéralisations, l'autre priorité de Mario Monti est la réforme du marché du travail, un autre sujet très sensible sur lequel le gouvernement a convoqué les partenaires sociaux pour une table ronde lundi. (AFP 20.01)

2.2- ... sauf :

Selon le dernier inventaire officiel des 4 214 bases militaires que les USA ont sur leur propre territoire et des 611 bases militaires qu'ils entretiennent dans d'autres pays (Base Structure Report 2011) En Italie, le Pentagone possède 1 395 immeubles et 1 062 autres en location ou en concession, pour une superficie totale de presque 2 millions de mètres carrés. Ceux-ci sont distribués en 40 sites principaux, auxquels s'en ajoutent d'autres mineurs, portant le total à 60.

Ce qui signifie qu'après le Vatican, le plus gros propriétaire immobilier en Italie est le Pentagone. (Réseau Voltaire 17.01)

3- Portugal

Le Premier ministre portugais a admis vendredi que son pays, sous assistance financière, traversait "*un moment réellement critique*" espérant toutefois qu'il pourrait enregistrer en 2012 un excédent commercial alors qu'il mise sur les exportations pour relancer son économie.

Le pays mise fortement sur ses exportations pour relancer une économie en berne qui devrait enregistrer une récession de 13,1% en 2012 avec un chômage record à 13,4%, selon les prévisions officielles.

Le chef du gouvernement s'est en outre félicité de l'accord obtenu cette semaine, qui réforme profondément le code du travail en assouplissant les horaires et en simplifiant les licenciements, dans le cadre des mesures d'austérité du plan de sauvetage du Portugal. (AFP 20.01)

4- Syrie

4.1- La conférence de presse du ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, sur le bilan de la diplomatie russe en 2011 a été l'occasion d'un rappel au droit international. Concernant la Syrie, le ministre a répété que Moscou ne laisserait pas le Conseil de sécurité légaliser une agression, ni même des sanctions, et qu'il continuerait à commercer avec Damas. De son côté, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Liu Weimin, a apporté son soutien aux observateurs de la Ligue arabe et a affirmé que leur présence est bénéfique.

Si la fermeté de la Russie est accueillie avec empathie par la presse allemande et vaticane, elle est incomprise par le reste de la presse européenne qui persiste à battre les tambours de la guerre en évoquant une « urgence humanitaire », et préfère traiter les nouvelles sanctions édictées unilatéralement par l'Union européenne.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot assure que des officier de la Garde républicaine syrienne sont en formation à Téhéran. Ce faisant, l'auteur dément ses imputations précédentes selon lesquelles les Gardiens de la Révolution iranienne seraient venus réprimer des manifestations en Syrie.

- Le Financial Times Deutchland estime que les événements en Syrie ont provoqué, en 2011, une récession de 2 %. Le Wall Street Journal a enquêté sur la manière dont la Russie et l'Iran permettent à la Syrie de contourner l'embargo unilatéral sur le pétrole et les armes décrété par l'Union européenne et les USA. Quoi qu'il en soit, selon le Daily Star de Beyrouth, la livre syrienne s'est considérablement dévaluée. Il en fallait 47 pour acheter un dollar avant les événements, il en faut maintenant 60 dans les banques syriennes, voire 71 dans les banques étrangères.

- L'Orient-Le Jour rapporte que les événements de Syrie ont cassé la croissance du Liban. Elle était de 8,3 % en moyenne durant les quatre ans, avant de chuter à 1,6 % en 2011.

- Le Temps (Suisse) publie un entretien avec Anouar Malek, un ex-observateur de la Ligue arabe, qui prétend être témoin oculaire de crimes commis par l'administration Assad. Cette publication surprend, dans la mesure où, après avoir bénéficié d'un effet de surprise, M. Malek est considéré par la presse atlantique elle-même comme un personnage douteux.

- Michael Young rappelle dans The National (Émirats) qu'il existe trois précédents d'intervention militaire arabe contre ou dans un autre État arabe : la fin de la guerre civile libanaise, Tempête du désert, et la récente guerre de Libye. Il en conclut qu'en l'absence de large consensus, ce type d'opération exacerbe les tensions régionales au lieu de les résoudre. (Réseau Voltaire 19.01)

4.2- La presse attend que la Ligue arabe publie le rapport de ses observateurs. Chaque puissance y va de son commentaire : le Qatar, la Turquie et la France espèrent que le document sera accablant et qu'il sera transmis au Conseil de sécurité afin que celui-ci autorise une intervention militaire. Au contraire, la Chine préconise une prolongation de la mission des observateurs, tandis que la Russie a déjà indiqué qu'elle s'opposerait à toute résolution du Conseil de sécurité édictant des sanctions, voire autorisant la guerre.

Sur le terrain militaire, l'armée nationale syrienne a abandonné la ville de Zabadani (proche du Liban) aux rebelles.

Pour la première fois depuis longtemps, aucun message particulier ne se dégage de cette revue de presse. Il est cependant beaucoup trop tôt pour conclure que le service de communication de la Maison-Blanche a abandonné ce dossier.

La presse française (hebdomadaires et télévision) revient largement sur la mort de Gilles Jacquier. Les journalistes qui faisaient partie de la même équipe que lui accusent le gouvernement syrien et s'en prennent à la religieuse qui avait facilité l'obtention de leurs visas, tandis que ses collègues de France-Télévision adoptent une position nuancée et éludent ses relations avec le renseignement militaire. Ce traitement laisse à penser que le ministère de la Défense a repris en main des initiatives qui lui échappaient.

- Dans Le Figaro, le professeur Mohammed Ayoob observe que la volonté turque de conserver son enracinement dans l'OTAN tout en étendant son influence dans le monde arabe l'a mise en concurrence avec l'Iran. C'est cette rivalité qui expliquerait le revirement politique d'Ankara contre Damas.

- Après Le Temps (Suisse), c'est au tour de Libération (France) de donner la parole à l'ex-observateur de la Ligue arabe Anouar Malek, malgré le discrédit qui le frappe dans le monde arabe.

- Dans Marianne (France) le chroniquer et ancien ambassadeur d'Israël Elie Barnavi assure que les chrétiens d'Orient sont condamnés à disparaître : ils s'accrochent à la dictature syrienne qui les protège, mais ils seront emportés avec elle.

- Dans Gulf News, le professeur Marwan Kabalan note que la Syrie est encore bien loin de la guerre civile car les zones sous contrôle rebelle se limitent à quelques poches et l'ensemble du système sécuritaire fait bloc derrière le gouvernement. Cependant, poursuit-il, la crise met à jour les faiblesses endémiques de la société, notamment la prévalence des liens familiaux et confessionnels sur ceux de la citoyenneté. (Réseau Voltaire 20.01)

Social

France

1- Cofinoga : 433 licenciements en perspective.

Le comité central d'entreprise de Cofinoga a annoncé vendredi matin que les postes supprimés au sein la société de crédit à la consommation s'élevaient à 433, net, a indiqué vendredi la direction dans un communiqué.

Jean-Louis Gayon, délégué CGT du personnel, a indiqué que la moyenne d'âge au sein de la société était de 41 ans et que peu de salariés se trouvaient en fin de carrière. '*Ils ne pourront pas jouer massivement sur un plan de départs en pré-retraite*', a indiqué M. Gayon. '*Cette entreprise ne perd pas d'argent, elle gagne moins mais nous avons deux actionnaires, les Galeries Lafayette et la BNP, cette dernière fait 7 milliards de bénéfice, on ne peut pas lui laisser faire ça*', a ajouté M. Gayon. (lemonde.fr 20.01)

2- Régime policier. Liberté surveillée.

Le député-maire UMP de Nice, Christian Estrosi, a annoncé jeudi soir le renforcement du dispositif de sécurité publique dans sa ville, l'une des plus vidéosurveillées de France, avec la future installation de "*caméras nomades*" et d'un système de "*vidéosurveillance intelligente*" (VSI).

L'élu a confirmé pour 2012 la mise en place de 125 nouvelles caméras, dont cinq nomades qui auront "*pour objectif de répondre ponctuellement à des besoins conjoncturels*" (dépôts sauvages d'ordures, dégradations dans un périmètre donné, etc.), a-t-on appris auprès de la mairie.

Le dispositif passera ainsi à 744 caméras à la fin 2012. Le procureur de la République de Nice, Eric de Montgolfier, s'est récemment interrogé sur l'utilité de ces caméras pour la justice, doutant de leurs vertus préventives.

Concernant la VSI, un "*progiciel*" permettra "*de détecter automatiquement et en temps réel, à partir de flux vidéo issus des caméras de vidéosurveillance, tout comportement +anormal+*", notamment la présence de colis suspects, d'un attroupement ou d'un mouvement de foule.

Une "*Brigade d'intervention pour la tranquillité publique*", constituée de policiers municipaux, va par ailleurs être créée - à effectif constant cependant -, consistant en une brigade spécialisée dédiée aux "*atteintes à la tranquillité publique*" (groupe bruyant au bas d'un immeuble par exemple). Elle sera opérationnelle courant février.

La police municipale de Nice, 5e ville de France, est la première du pays, avec 380 agents, soit un pour 610 habitants, contre 1 pour 1.400 à Lyon par exemple. (AFP 20.01)

Economie

BCE

Les médias parlent beaucoup des banques privées impliquées dans le problème des dettes souveraines grecques. On a tendance à oublier le fait que la Banque centrale européenne possède, elle aussi, une quantité non négligeable de ces obligations grecques. En réalité, depuis mai 2010, la BCE en a absorbé environ 50 à 55 milliards d'euros. Car quelque chose a bien changé depuis l'arrivée de Mario Draghi. Ce changement explique d'ailleurs la tenue des indices boursiers européens.

Sans le dire, la BCE fait tourner la planche à billets. L'arrivée de Mario Draghi et sa perestroïka au sein de la BCE ne sont, bien évidemment, absolument pas du goût des Allemands. La BCE distribue de l'argent aux banques privées qui achètent des obligations (qui deviendront pourries) sur des échéances courtes à des Etats en difficulté. Cela permet de freiner la tension sur les taux courts, mais la photographie des taux longs n'est pas aussi idyllique. Cela fait aussi plaisir à certains hommes politiques qui bénéficient de taux moins forts qu'avant une dégradation faite par une agence de notation… Mais tout cela n'est que montage court terme.

Les banquiers privés ne sont pas fous et savent pertinemment que nous sommes en sursis. On ne fait que décaler la catastrophe financière de quelques semaines. Ce changement s'est particulièrement opéré vers la période de Noël, ce que Trader Noé laissait à entendre en parlant des 3300 et 3400 pour le CAC40 et de la remontée probable du SP500. Depuis ? L'argent coule dans un trou sans fond.

Si les banquiers centraux européens ont décidé de passer outre (sans le dire) les propres règles qu'ils s'étaient imposées, ils refusent cependant de participer à la restructuration volontaire de la dette grecque, dans laquelle sont actuellement engagés les investisseurs privés et qui pourrait se traduire pour ces derniers par une perte de 50% voire 60% de leurs investissements. On appréciera…

Pourquoi ? Parce que personne n'a le désir d'échanger les titres grecs contre de nouvelles obligations d'une durée très supérieure (jusqu'à 30 ans) et avec des taux inférieurs, de 5% ou 6%. Cela signifie clairement une perte sèche ! Et, en général, les banquiers n'aiment pas ça. On est donc dans la gestion au jour le jour sans aucune perspective de stabilité fondamentale.

Il est intéressant tout de même de rappeler qu'au début de cette affaire, en octobre 2010, Jean-Claude Trichet (alors président de la BCE) s'y était opposé de façon catégorique. Lorsque, à Deauville, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy se sont mis d'accord, il a parlé de « *bêtise* » et il a eu raison. Il est bien vrai que cet accord a eu pour conséquence de mettre à mal l'Italie et l'Espagne par la suite.

La BCE refuse donc de participer à la table des négociations entre le gouvernement grec et ses créanciers, alors qu'elle est pourtant en première ligne. Elle refuse d'entendre parler de restructuration. Ce qui se comprend d'une certaine façon : cela voudrait dire alors qu'elle "*pénalise indirectement les autres pays de la zone euro dont elle a acheté des tires sur le marché secondaire… une broutille de 200 milliards d'euros au total, dont une part importante de l'Etat italien et de l'Espagne*".

En refusant de reconnaître des pertes d'au moins 20 milliards d'euros sur ses obligations grecques, la BCE ne veut tout bonnement pas tendre la main et demander la quête aux Etats qui colmatent déjà (donc les contribuables) les pertes des banquiers quand ils jouent au casino de la bourse des produits made un USA et font des pertes abyssales. (liesi 20.01)

2- Etats-Unis

Les obligations du Trésor américain détenues par quelques Etats. (B = billion, pour un milliard)

Chine : 1175,3 B$ en octobre 2010, 1132,6 B$ en novembre 2011.
Japon : de 1038 B$ à 875 B$

GB : de 428 B$ à 242 B$
Russie : de 176 B$ à 80 B$.

La Fed est obligée de racheter les Obligations américaines en sous-main, qui viennent s'accumuler dans son bilan, qui gonfle dangereusement. (source : liesi 19.01)

Haut de page

Le 22 janvier

CAUSERIE

Manipulation. OpinionWay et le Figaro à la manoeuvre. Mode d'emploi

Selon le sondage OpinionWay Fiducial pour Le Figaroet LCI, les cinq annonces du chef de l'État sont bien, voire très bien accueillies. (source : lefigaro.fr 20.01)

Aux questions posées, les personnes interrogées pouvaient répondre de cinq manières différentes :

1- Une très bonne mesure ;
2- Une assez bonne mesure ;
3- Une assez mauvaise mesure ;
4- Une très mauvaise mesure ;
5- Ne se prononce pas.

A toutes les questions posées, c'est la deuxième réponse qui a choisi par 42 à 51% des personnes interrogées. Pourquoi, parce que naturellement ou spontanément quand vous êtes face à un problème vous ne pouvez pas imaginer qu'il n'existe pas au moins une façon de la régler de façon plus ou moins satisfaisante ou plus satisfaisante que les autres ou ne rien faire qui serait la pire solution.

Et puis, puisqu'il y aurait du bon et du mauvais en toute chose, pourquoi ne pas favoriser le bon ou voir ce que l'on estime être le bon côté des choses histoire de garder espoir que les choses s'arrangeront, comment on n'en sait rien, peu importe, la plupart des gens ne se posent pas davantage de questions, il ne faut pas se leurrer et nos manipulateurs professionnels le savent très bien.

Par nature nous sommes optimiste, sinon il ne nous reste plus qu'à se loger une balle dans la tête, c'est là-dessus que joue ou sur quoi repose ce sondage, afin de faire croire à une adhésion massive de la population aux mesures annoncées par Sarkozy. Si on ajoute la manière dont les questions sont formulées, on obtient forcément le résultat escompté.

Prenons une de ces questions : *Développer le plan de formation pour des jeunes très éloignés de l'emploi*. Tout le monde est favorable à la formation des jeunes leur permettant d'obtenir un emploi, théoriquement seulement, puisqu'il existe un chômage de masse dans le pays, mais cet élément passe au second plan, il ne figure pas dans la question et les personnes interrogées n'y pensent pas non plus, de la même manière qu'ils ignorent le contenu exact des mesures annoncées par Sarkozy, ainsi que ce qu'elles impliquent, leur véritablement signification une fois qu'on les relie à la perspective économique dans laquelle elles s'inscrivent.

Dans ce sondage et on aurait peut-être pu commencer par là, la manipulation commence dès la question qui encadre ce sondage : *Nicolas Sarkozy, lors du sommet social, a annoncée une série de mesures d'urgence pour l'emploi. Pour chacune des mesures suivantes, dites-nous si vous considérez que c'est une bonne mesure ou une mauvaise mesure ?*. Autrement dit, la personne interrogée peut confondre et se prononcer, non pas sur le contenu de la mesure annoncée par Sarkzoy mais sur l'énoncé de la mesure, l'intérêt porté à la formation des jeunes pour reprendre l'une de ces mesures citée plus haut, d'autant plus facilement que le mot mesure figure quatre fois dans cette question, alors que la personne interrogée n'aura pas à l'esprit le contenu précis des mesures annoncées par Sarkozy.

Ils auraient posé la question êtes-vous pour ou contre le chômage et les fermetures d'entreprises, qu'ils auraient obtenu le même résultat, en y mettant la manière, la manipulation est possible, pas sûr que cela servira à grand chose, les conditions objectives ayant toujours le dernier mot.

Mélenchonade.

Interview du journal *Le Monde* paru le 21 janvier. Extraits.

"*Pour la première fois, vous avez une élection dans laquelle le candidat du PS n'a strictement rien à proposer au grand nombre. Rien.*", la troisième fois après 2002 et 2007, peu importe, un peu de "*grain à moudre*" pour faire illusion serait le bienvenu on a compris.

Question : Y a-t-il des choses compatibles entre François Hollande et vous ?

Réponse : Par la force des choses, il devrait y en avoir. Mais rien de ce que nous disons ne leur convient. Pourtant, ils vont devoir faire des choix. Ils sont repartis sur le schéma de campagne de Jospin. Ils pensent que Sarkozy est battu d'avance et qu'il ne faut rien dire qui empêche des centristes, ou certains électeurs de droite, de voter pour eux. Voilà leur stratégie. Peut-être M. Sarkozy est-il battu d'avance, je ne sais pas. Mais ce qui est une erreur, pour un pouvoir de gauche, c'est d'affronter une crise du capitalisme sans rien construire d'idéologique. (...)

La référence à Jospin confirme ce que j'ai précisé plus haut, ensuite, il est faux d'affirmer que le PS ne se rallierait pas à une idéologie, il en a une, il marche dans les pas de l'UMP et il a adopté le marché, le capitalisme qu'est-ce qu'il lui faut de plus à Mélenchon ? Cela saute peut-être trop aux yeux et fait mauvais effet, c'est cela qui dérange Mélenchon et rien d'autres, quand on prétend que par "*la force des choses*" on est "*compatible*" avec un parti qui roule ouvertement pour le capital, c'est qu'on roule également pour lui, en y mettant la forme, Mélenchon reproche à monsieur Hollande de faire preuve de mauvaise volonté sur ce plan-là, c'est tout.

Mélenchon poursuivait ainsi "*Le flou actuel du PS nous pousse à redoubler d'efforts, non pas face au PS ou contre le PS, mais pour organiser le grand nombre qui est désorienté, désemparé.*". On a compris que vous n'étiez pas contre le PS et que vous étiez prêt à marcher et frapper les travailleurs main dans la main, quant au programme du PS il n'est pas "*flou*", il est calqué pour ce qui est des grandes lignes sur celui de l'UMP. Mélenchon joue le rôle de rabatteur pour le PS, il se plaint que le PS n'y mette pas vraiment du sien, voilà tout.

Mélenchon candidat du PS, c'est lui-même qui le dit !

Répondant à une autre chose, il a dit "*C'est quoi le socialisme pour eux ? Le contrat de génération ? Pour moi, c'est la planification écologique, la VIe République, les conquêtes sociales… En ce sens, je me trouve être aussi un candidat des socialistes.*", autrement dit Montebourg est un socialiste, donc en réalité aucun d'entre eux ne l'est, pas même Mélenchon, un socialiste bourgeois s'il y tient.

Il avoue ou admet à sa manière que le PS est étranger à la classe ouvrière.

"*La gauche que je veux entraîner n'a pas d'avenir si elle ne reprend pas le terrain dans le peuple.*", entendez par gauche le PS et ses électeurs potentiels de la première heure dans lesquels ne figurent aucun ouvrier. Il roule pour le PS, on le savait, il le confirme, merci de cette précision monsieur Mélenchon.

Et de continuer "*En milieu populaire, il y a le FN et nous.* ", admettons, on voit le résultat ! Heureusement qu'il y a les militants du POI, du NPA, de LO et dans une moindre mesure du PCF et d'autres formations politiques.

Suite de la causerie d'hier sur la crise du capitalisme

Vous disposez dans le site d'un nombre considérable d'articles, de données et d'analyses économiques de sources diverses, auxquels il est possible de se référer afin de vérifier la validité des arguments, des théories ou des analyses que les différents partis ouvriers vous proposent.

Les récapituler est facile puisqu'ils sont au nombre de deux seulement, entre ceux qui ne voient dans cette crise qu'une crise financière et ceux qui y voient une crise du système capitaliste tout en la réduisant à une crise financière. Vous me direz que cela revient au même, dans une certaine mesure c'est ce que l'on peut en conclure.

Le 14 janvier Philippe Poutou (NPA) déclarait "*Les agences de notation exigent de nouvelles mesures antisociales*", quant au POI, il titrait le 19 "*Le capital financier entend dicter sa loi aux candidats à la présidentielle*" et dans son éditorial, D. Gluckstein embrayait "*L'abaissement de la notation de la France par Standard and Poor's...*". Nous sommes bien dans le cas de figure évoqué plus haut.

Sauf que voilà, depuis la dégradation de la note de la France par une seule agence de notation, Standard and Poor's, la Bourse ne s'est pas effondrée et les marchés ne se sont pas attaqués à l'économie française. Au contraire. Pas de bol décidément pour nos dirigeants ! Vérifions-le immédiatement.

1- L'Agence France Trésor a émis des obligations à des taux en baisse, malgré la dégradation par Standard & Poor's.

L'Agence France Trésor (AFT), qui gère la dette de la France, a annoncé jeudi 19 janvier avoir levé, comme prévu, 9,463 milliards d'euros sur des échéances moyen et long terme avec des taux en net repli, malgré la perte du triple A de la France.

Le premier appel au marché de la matinée sur des échéances à moyen terme s'est réalisé avec succès, la demande des investisseurs ayant été en moyenne plus de deux fois supérieure à l'offre et les taux sont ressortis en nette baisse. Sur les échéances plus longues et indexées sur l'inflation (2016, 2022 et 2040), émises un peu plus tard, l'accueil du marché a été également largement satisfaisant avec une demande des investisseurs entre deux et trois fois supérieure à l'offre et des taux en nette baisse également.

Sur la ligne de BTANi (Bons du trésor à taux fixe et intérêts annuels indexés sur l'inflation) à 0,45% à échéance le 25 juillet 2016, le taux moyen pondéré est ressorti à 0,13% contre 1,78% lors de la dernière adjudication comparable le 17 novembre 2011.

Sur la ligne d'OATei (obligations assimilables du Trésor indexées sur l'inflation européenne hors tabac) à 1,10% à échéance le 25 juillet 2022 le taux moyen est ressorti à 1,07% contre 2,32% le 17 novembre.

Le marché continue d'être insensible à la dégradation vendredi dernier, par l'agence Standard & Poor's, de la note souveraine espagnole, de deux crans (à A). Sur l'échéance-phare des obligations à 10 ans, le Trésor avait dû, lors de la dernière émission similaire le 17 novembre, accorder un taux d'intérêt de 6,975%, très proche du seuil symbolique des 7%, dans un climat de tension extrême sur les marchés. Ce chiffre était un record depuis la création de la zone euro. Jeudi, le taux a chuté à 5,403%, un niveau similaire à celui que négociait l'Espagne en octobre dernier. (www.challenges.fr 19.01)

2- La perte du tripe A de la France n'a pas eu d'effet immédiat sur le taux des obligations émises par l'Etat français (taux à 10 ans). Mais l'écart avec le taux allemand ne cesse de se resserrer.

La semaine dernière il était de 130 points, et aujourd'hui il n'est plus que de 120. Cet écart de taux entre la France et l'Allemagne est très surveillé par les investisseurs puisqu'il mesure la prime de risque entre les dettes. (Atlantico.fr 17.01)

3- Sans réaction à la perte du triple A français, la Bourse de Paris reprend doucement confiance dans la zone euro, une sérénité qui pourrait être entretenue la semaine prochaine en cas d'accord en Grèce avec les banques.

Sur la semaine écoulée, le CAC 40 a pris 3,91% pour terminer vendredi à 3.321,50 points. Depuis le 1er janvier, il s'affiche en hausse de 5,12%.

Le marché parisien est allé de l'avant, alors même que l'agence de notation Standard and Poor's a abaissé vendredi 13 janvier la note de plusieurs pays en zone euro et privé la France de son AAA, reléguée à AA+.

Ce verdict n'a pas surpris les investisseurs, qui l'avait largement anticipé. Ils semblent même davantage optimistes sur la situation en zone euro. (Reuters 21.01)

On notera, que les marchés avaient anticipé cette baisse, à moins que ce ne soit la dégradation de la situation dans la zone euro, peu importe, il n'en demeure pas moins que depuis le 13 janvier ou le début de l'année on n'a pas assisté à une envolée des taux d'intérêt des obligations françaises ou à un effondrement de la Bourse, mais bien plutôt à un mouvement inverse. Provisoire peut-être, sans doute, assurément, leur offensive contre la classe ouvrière va se poursuivre, qui en douterait, à partir de là on peut se perdre en conjecture ou extrapoler dans le vide a l'infini, sans qu'on soit plus avancé pour autant, ce n'est ni notre propos ni notre objectif.

D'ailleurs, que ces agences de notation existent ou non n'y changerait rien. Quand le Parti radical siffla la fin de la partie du Front populaire, ce fut à la demande des barons de la finance et de l'industrie en faisant chuter brutalement la Bourse, ce sont donc ceux qui détiennent les cordons de la bourse qui mènent la danse et non leurs hommes de paille représentés ici par les agences de notation.

Nos anticapitalistes de service sont bien sympathiques au demeurant, mais on a comme l'impression que lorsque ce sont le fondements du capitalisme qui sont mis à nu par la crise, ils désertent subitement ou deviennent muets sur le sujet. La crise nous procure les moyens de délivrer aux masses une leçons de chose grandeur nature, sur le tas, sur le vif, et l'on devrait se passer de cette occasion extraordinaire de leur enseigner comment fonctionne le capitalisme pour ne finalement n'aborder que la superficie des choses, alors qu'on dispose des moyens de remonter à l'origine du problème auquel nous sommes confrontés au même titre que les capitalistes mais avec des motivations et des intérêts opposées. Laisser filer cette occasion serait un crime impardonnable !

La crise est le produit d'un processus dialectique conduisant à l'affrontement les pôles d'une contradiction. L'irruption violente de cette contradiction prend la forme d'une crise, la crise en est que la partie émergée, visible, qui à elle-seule ne permet pas de comprendre ni comment ni pourquoi elle est survenue, donc si on ne la traite qu'à ce niveau-là, c'est-à-dire déconnecté de sa véritable origine, les rapports sociaux de production, et du processus qui y a conduit, on n'aura pas avancé dans la compréhension du fonctionnement du capitalisme, autrement dit on en retirera aucun enseignement.

C'est cet aspect que je dénonce principalement, la manière dont elle est présentée qui s'évèrera contre-productive à l'arrivée pour n'avoir pas répondu aux questions que les travailleurs se posent, leur souhait légitime de comprendre ce qui se passe véritablement, au lieu de leur servir des lieux communs qui ne font qu'effleurer la réalité.

L'effondrement du capitalisme se manifeste sous la forme d'un effondrement social, et mes contradicteurs d'embrayer que c'est pour cette raison qu'ils l'abordent sous cet angle-là. Pour ceux qui savent lire, je ne prétends pas autre chose, de la même manière que j'ai toujours affirmé qu'on devait défendre chaque droit ou acquis social.

Je dis simplement qu'on ne peut pas se contenter de l'aborder sous cet angle-là, auquel cas cela revient à n'aborder que les conséquences de cette crise, la partie superficielle des choses sans jamais parvenir à son origine, donc à pouvoir la comprendre. On retrouve le même travers quand on livre un combat sur une revendication sans le situer dans la perspective du renversement du capitalisme, en se refusant de lui donner une direction et un contenu politique, précisons pour ceux qui l'ignoreraient encore ou qui l'aurait oublié au fil du temps, partagé par les syndicats et les partis, car à ma connaissance l'objectif de l'émancipation du capital figure au programme du syndicalisme, peu importe que les autres militants ou partis ne s'y réfèrent pas, nous n'en faisons pas un préalable à l'unité d'action.

Par contre c'est le devoir de tout militant qui se dit anticapitaliste, révolutionnaire, marxiste ou léninisme d'intégrer cette perspective dans son combat (syndical ou politique) ou de la porter continuellement à la connaissance des travailleurs, parce que pour le militant combattant pour le socialisme et qui ose prétendre représenter l'avant-garde du prolétariat, l'essentiel n'est pas de gagner une bataille mais d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs et de recruter ceux qui au cours d'une bataille auront témoigné la plus ferme détermination ou manifesté des dispositions à rompre avec le capitalisme, notre priorité absolue demeurant la construction du parti, ainsi la tactique demeure bien subordonnée à la stratégie, et ne pas le faire sous n'importe quel prétexte revient à s'aligner sur le réformisme qui colporte les pires illusions qui soient sur le capitalisme, à se transformer en vulagire trade-unioniste aurait dit Lénine.

Il faut bien se dire que si l'on se refuse ou qu'on est incapable de donner un contenu révolutionnaire au combat que nous menons, il aura un contenu réactionnaire ou qui s'inscrira dans le cadre et la perspective de la préservation du régime, donc contraire à l'objectif que nous nous sommes fixés, ensuite à chacun de choisir en connaissance de cause de quelle manière il entend se disposer.

On est là en présence de deux conceptions de la lutte de classe antinomiques et irréconciliables, réforme sociale ou révolution pour parodier Rosa Luxemburg.

A entendre nos dirigeants, ce serait les agences de notation qui seraient à l'origine de la situation actuelle ou de sa dégradation, c'est purement grotesque. C'est seulement en analysant la situation à l'échelle mondiale que l'on peut comprendre la situation politique et sociale en France notamment. Et c'est seulement en envisageant le socialisme à l'échelle mondiale qu'il prend tout son sens ou qu'il apparaît comme une alternative cohérente au capitalisme dans chaque pays et à l'échelle internationale pour construire le parti et l'Internationale.

Vous avez ici à la fois la méthode et le programme que j'ai adoptés, les deux étant liés et inséparables.

Un petit mot personnel et sur le site pour finir.

J'ai remarqué que j'avais commis pas mal d'erreurs dans le formatage des causeries les derniers jours, j'en ai corrigé quelques-unes ce matin, je passe sur les fautes d'orthographe que je ne vois pas à l'écran, au passage je repère plus facilement celles qui figurent dans les articles de presse, surcharge de travail due à l'actualité et au cyclone, je n'ai pas encore commencé à nettoyer le jardin qui est dans un état épouvantable, je suis aussi très préoccupé par l'état de santé de ma compagne qui sera une nouvelle fois hospitalisée à partir de lundi, cette fois à l'hôpital d'Aubagne, etc., je m'excuse pour ces erreurs.

Nous avons décidé de trouver le moyen d'attaquer en justice la clinique qui l'a opérée du coeur il y a bientôt six ans, puisque au moins une erreur médicale est avérée, incontestable devant les tribunaux. Depuis son opération et les deux hémorragies dont elle a été victime, elle est devenue asthmatique, elle a un taux de cholestérol alarmant, elle a un fort mal de tête permanent et je viens d'apprendre qu'elle est sujette à l'incontinence, elle pisse au lit, c'est nouveau, or jamais elle n'avait connu ce genre de problèmes avant son opération. Est-ce dû uniquement à ces deux hémorragies, au traitement qu'ils lui ont donnés, aux transfusions sanguines, je n'en sais rien au juste.

Ce qui est sûr en revanche, c'est qu'elle avait été suivie pendant 20 ans à partir de 1986, date de sa première opération, en France et en Inde, par des cardiologues expérimentés, dont la clinique de la Cardiologie du Nord à Saint-Denis (93), et qu'à aucun moment il

a été question pendant 20 ans de la détérioration des deux valves, chaque fois une seule était en cause, il n'y a que la clinique Casamance qui l'a opérée à Aubagne qui a détecté une détérioration de la seconde valave, d'où la pose de deux prothèses mécaniques, entre nous, ils ont dû empocher le double de fric en se foutant bien de savoir comment elle s'en tirerait dans l'avenir. Ensuite qu'on ne vienne pas me reprocher de ne pas faire dans la "*dentelle*" (C. Eyschen) avec ces salopards...

Cela me fait penser à ce que j'ai écrit plus haut, j'ai oublié quelque chose, il est vrai qu'on ne peut pas toujours tout dire à chaque fois, on se bat sur une question ou une revendication précise, mais quand bien même on obtiendrait satisfaction, il demeure toutes celles qu'il est impossible de satisfaire sans renverser le régime en place et prendre le pouvoir pour changer la société, nous, les travailleurs et les militants, nous sommes tous logés à la même enseigne de ce point de vue là, à des degrés divers bien sûr, on doit avec notre famille, nos proches, nos collègues de travail, continuer à subir quotidiennement leur société infâme, voilà une bonne raison pour s'organiser et mener le combat jusqu'au bout.

Mon épouse a flirté avec la mort à plusieurs reprises depuis 1986, elle se bat pour survivre et au lieu que sa vie s'améliore elle ne cesse de se dégrader, je vous assure qu'elle fait preuve d'un courage extraordinaire, je la soutiens comme je peux, parfois elle est au bord de craquer, c'est terrible, on se sent impuissant, malgré tout il faut trouver les mots qui consolent, qui rassurent, sans avoir la faiblesse d'abonder dans son sens, ce serait le pire service à lui rendre.

Il faut réussir à lui insuffler la force ou l'énergie que je trouve en moi pour qu'elle conserve l'espoir de s'en sortir une fois de plus, je peux vous dire que cela occupe l'esprit, car il n'y a pas de place pour l'improvisation, dans ces moments-là je maudis l'opportunisme, pas seulement celui qui sévit dans le mouvement ouvrier. Je raccroche le téléphone et en un clin d'oeil je me retrouve face à l'écran de l'ordinateur pour me replonger dans la situation politique quelque part dans le monde, parfois j'ai du mal à reprendre le fil de mes idées et je fais des conneries, j'ai encore un peu la tête ailleurs.

Si elle lâche prise, elle est finie, si je lâche prise je suis fini politiquement, ni l'un ni l'autre n'a envie que cette histoire s'arrête là, donc on continue le combat...

Bon dimanche à tous et bon courage pour la suite. On vaincra !

Actualité en titres

Nationaliser les pertes.

- Fukushima: Tepco devrait être nationalisé pendant 10 ans - AFP

Ils veulent du pain, donnez-leur des croissants !.

- Yves Bertrand : à la DCRI «*on fait des écoutes comme on mange des croissants*» - Liberation.fr

Pas vraiment le point fort de l'AFP !

- Obsèques de Gilles Jacquier: dernier hommage à un homme "*en quête de vérité*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

L'ancien et controversé «*patron*» des Renseignements généraux (RG) Yves Bertrand affirme vendredi, dans un entretien à Mediapart, que Bernard Squarcini est «d*evenu l'homme du président*» Sarkozy, son «*espion*» à la tête de la DCRI où on fait des écoutes «*comme on mange des croissants*».

M. Squarcini «*est devenu l'homme du président (Nicolas Sarkozy), l'espion du président*», déclare à Mediapart M. Bertrand, directeur des RG de 1992 à 2004, où il a notamment eu M. Squarcini comme adjoint.

M. Squarcini «*s'est entiché de M. Sarkozy comme n'importe quel fonctionnaire l'aurait fait dans un système autoritaire», dit M. Bertrand, l'accusant d'avoir «fait des coups tordus chaque fois qu'il y avait à le faire*», sans les citer et sans preuve. «*Il n'a pas su dire non à Sarkozy. Il a tout fait. Il n'y a pas que les fadettes*».

«Les écoutes, la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) en a fait comme vous pouvez manger des croissants»,

assure M. Bertrand, qui dénonce par ailleurs au passage l'existence d'un système d'«*écoutes sauvages, à la discrétion de Matignon et de l'Elysée*», lorsqu'Alain Juppé était Premier ministre de Jacques Chirac en 1995. (liberation.fr 21.01)

2- Egypte

Les islamistes égyptiens ont remporté plus de deux tiers des sièges de députés, dont près de la moitié pour les seuls Frères musulmans, selon les résultats officiels de la première élection depuis la chute du président Hosni Moubarak diffusés samedi.

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), issu des Frères musulmans, se taille la part du lion avec 235 sièges sur les 498 en lice, soit 47% environ, lors de ce scrutin qui s'est tenu en plusieurs phases depuis le 28 novembre.

Le parti fondamentaliste salafiste Al-Nour arrive en deuxième position, avec 121 sièges (environ 24%).

Le parti libéral Wafd a eu quelque 9% des sièges. Le Bloc égyptien, coalition de partis libéraux laïques, obtient 7% des députés dans cette élection considérée comme la plus ouverte depuis le renversement de la monarchie en 1952.

Dix sièges de députés supplémentaires, non-élus, ont été pourvus par le chef du Conseil militaire qui dirige le pays, le maréchal Hussein Tantaoui, qui a notamment désigné pour ces sièges cinq chrétiens et deux femmes.

L'élection des sénateurs doit pour sa part débuter le 29 janvier pour s'achever fin février.

Le futur Parlement sera chargé de désigner une commission qui rédigera une nouvelle Constitution. Une élection présidentielle est prévue avant la fin juin, avec l'ouverture du dépôt des candidatures le 15 avril.

Les Frères musulmans ont multiplié les déclarations ces dernières semaines pour se présenter comme une formation responsable, prête à participer au pouvoir.

Ils ont notamment tenu à se démarquer des fondamentalistes salafistes, dont la percée électorale constitue la grande surprise du scrutin, et fait des propositions d'alliance avec des partis laïques.

Les dirigeants des Frères et du PLJ ont notamment cherché à rassurer sur le terrain de l'économie, alors que le pays traverse une grave crise, et se sont employés à donner des gages à la communauté chrétienne copte, qui représente entre 6 et 10% de la population.

Sur le plan diplomatique, le PLJ a reçu la semaine dernière une visite inédite du "*numéro deux*" de la diplomatie américaine, le secrétaire d'Etat adjoint William Burns.

Fondée en 1928, très influente grâce à ses réseaux d'aide sociale, la confrérie était confinée dans une semi-clandestinité du temps de M. Moubarak.

Le guide de la confrérie, Mohamed Badie, s'est dissocié des appels à manifester contre le pouvoir militaire à l'occasion du premier anniversaire, mercredi, du début de la révolte contre Hosni Moubarak.

Il a notamment rejeté les appels à une "*deuxième révolution*", et a plaidé pour qu'il ne "*soit pas porté atteinte au prestige de l'armée*", dans des propos sur une chaîne privée, rapportés samedi sur le site internet de la confrérie.

Il a toutefois laissé entendre que la future assemblée dominée par le PLJ pourrait être ferme face à des demandes de l'armée de préserver certains privilèges de l'institution militaire.

Il a notamment estimé que le budget de l'armée, jusqu'à présent exempt d'examen par les députés, pourrait être soumis à une commission parlementaire. Il a aussi souligné que les membres des forces armées n'étaient pas au dessus des lois ordinaires. (AFP 21.01)

Chacun aura compris que leur incartade en direction l'armée était de pure forme. Quant à la visite du secrétaire d'Etat adjoint William Burns au parti islamiste, leur rejet d'une "*deuxième révolution*" et leur allégeance ou leur plaidoirie en faveur de l'armée, cela n'étonnera pas les militants qui lisent régulièrement les articles que je mets en ligne dans le site, tout ou presque y était déjà sur cette question précise.

Le parti des Frères musulmans étaient pratiquement inexistant au début de la révolution tunisienne, il obtint d'importantes subsides des monarchies du Golfe liées aux différents impérialistes, et pour finir il remporta les élections législatives. On peut

donc affirmer que le parti des Frères musulmans est une création de l'impérialisme. Que dire d'Al-Qaïda et des mouvements qui s'en réclament sinon exactement la même chose. Les bulles financières finissent toujours par éclater, les bulles politiques aussi, tout est une question de temps.

Economie

1- FMI

Les membres du G20 se sont mis d'accord sur la nécessité d'augmenter les ressources du Fonds monétaire international (FMI) lors d'une réunion vendredi entre responsables des ministères des Finances et des banques centrales à Mexico, capitale du pays qui préside actuellement le groupe.

En matière de ressources, "*il y a un accord pour renforcer les différentes méthodes qui favorisent le financement souverain, cela inclut la partie européenne et la partie du FMI*", a expliqué lors d'une conférence de presse Gerardo Rodriguez, le directeur général adjoint du Trésor public du Mexique.

Il a également précisé qu'il s'agissait uniquement d'un débat "*conceptuel*" dans lequel "*il n'y a pour le moment aucune discussion au niveau des chiffres ni des besoins précis*".

Ils ont discuté de l'appel lancé par le FMI mercredi concernant l'augmentation de ses ressources de 500 milliards de dollars afin d'octroyer des prêts aux pays-membres qui leur permettront d'affronter la crise économique de la zone euro et la menace qu'elle représente pour l'économie mondiale.

Gerardo Rodriguez a souligné qu'il est nécessaire de renforcer les organisations internationales comme le FMI pour créer des "*barrières de feu et ainsi éviter une possible contagion (de la crise européenne) vers les autres pays, les autres économies*". (AFP 21.01)

Excellent, les pyromanes qui veulent dresser une "*barrière de feu*" pour éteindre l'incendie qu'ils ont eux-mêmes déclenché. Elle ne fera que l'attiser... sur le plan social.

Grèce

Charles Dallara et Jean Lemierre, négociateurs de l'Institut de la finance internationale (Ifi) qui regroupe les créanciers privés de la Grèce, ont quitté samedi matin Athènes pour Paris mais les discussions se poursuivront par téléphone durant le week-end, a-t-on appris de source proche des pourparlers.

Il est peu probable qu'un accord permettant à Athènes d'éviter la banqueroute soit conclu avant la semaine prochaine, a-t-on précisé de même source. "*Les choses sont compliquées(...), il y a encore du travail devant nous*."

Vendredi soir, après deux jours de discussions, on déclarait que les éléments d'un accord entre la Grèce et ses créanciers privés étaient en train de prendre forme.

Dans un communiqué, l'Ifi a exhorté toutes les parties à agir de manière décisive pour parvenir à un accord.

"*Il est temps d'agir de manière décisive et de saisir l'opportunité de finaliser cet accord historique et de contribuer à la stabilité économique de la Grèce, de la zone euro et de l'économie mondiale.*"

La Grèce négocie depuis des mois avec ses créanciers privés les modalités d'un échange de dette, condition essentielle à la mise en place d'un deuxième plan d'aide de 130 milliards d'euros, sans lequel le pays risque de faire défaut dès la fin du mois de mars. (Reuters 21.01)

Aucun des acteurs de cette partie de poker menteur n'entend y laisser des plumes, mieux, il y a fort à parier que certains pourraient en profiter pour tenter d'en tirer un avantage substantiel sur ses concurrents ou les affaiblir... Par exemple à la manière d'une multinationale qui pour faire monter la sauce ou évincer un de ses concurrents déclarés ou potentiels va vendre à perte un produit.

Haut de page

Le 23 janvier

CAUSERIE

Extrait du courriel adressé ce jour au Groupe Bolchevik.

Je ne sais pas si votre initiative va soulever l'enthousiasme de nombreux militants puisqu'un bon nombre sont complètement sclérosés, il n'en demeure pas moins qu'un certain nombre aussi ne se satisfont pas, ne peuvent pas se satisfaire de la politique droitière ou opportuniste de leurs dirigeants. Les médias, les commentateurs politiques, les dirigeants des partis et des syndicats évoquent à loisirs le scepticisme qui a gagné les travailleurs et les militants, pour justifier leur collaboration de classes en ce qui concernent ces derniers, cela va de pair avec leur intention d'interdire à la classe de trouver une issue à la crise du capitalisme ou cela en est l'expression, ce scepticisme a gagné tous les partis ouvriers d'après ce que me rapportent des militants, donc la tâche ne va pas être facile pour les convaincre de vous rejoindre.

Donc il va falloir s'employer à trouver la bonne méthode et les mots appropriés, plus pour les convaincre que cette fois ils ne feront pas fausse route en vous rejoignant que pour leur redonner espoir dans le socialisme, dans les masses. Ils sont sceptiques ou pessimistes, on les comprend, mais il n'y a pas que cela, ils sont susceptibles aussi, au moindre mot qui ne leur convient pas ils démarrent, ils ne veulent plus rien entendre, ils vous tournent le dos, au point qu'une erreur de ponctuation peut devenir fatale !

J'en fais l'expérience depuis quelques années déjà. C'est difficile ou plutôt impossible à gérer, du coup je poursuis ma route sans m'en préoccuper, j'estime avoir mis au point une méthode qui permet de contrebalancer cette fâcheuse tendance, ensuite c'est à chacun de se prendre en charge. Les militants sont devenus d'une méfiance quasi maladive envers tout ce qui est extérieur à leur parti, leurs dirigeants entretiennent ce sectarisme. La plupart pour ne pas dire pratiquement tous, refusent de discuter sur un autre terrain que le leur, qu'ils vous imposent. Vous leur proposez une démonstration étayée par de nombreux arguments, faits ou déclarations, éventuellement quelques citations bien que je n'en sois pas friand, ils vous répondent en reprenant leurs propres arguments comme si vous n'existiez pas en somme, vous pouvez tenter d'engager une discussion à partir de leurs arguments, il suffit que vous les critiquiez, en fait que vous les mettiez en pièces parce qu'ils ne tiennent pas debout, ils disparaissent, vous n'avez plus jamais de nouvelles d'eux !

Du coup, je réserve de préférence mes analyses et mes causeries aux jeunes militants, qui avec un peu de chance sont encore vierges comme aurait dit Lénine ou pas trop abîmés, quant aux autres, les militants plus âgés ou les "vieux bolcheviks" (je ne peux pas employer cette expression sans me marrer et penser à Lénine, vous savez pourquoi évidemment), c'est à désespérer, mais souvenons-nous quand même comment Lénine avait réussi à les retourner à la veille d'Octobre, sans les avoir épargnés, il avait été à leur égard d'une violence terrible, ne leur passant absolument rien, les traitant publiquement de capitulards, de traîtres, comme quoi il ne sert à rien de les ménager, et ce serait une erreur de les ignorer pour autant.

Comme disait Illitch Oulianov, il faut expliquer notre politique aux travailleurs et aux militants, encore et encore, on en récoltera un jour les fruits, il faut être patient, très patient, c'est difficile parfois, il faut se mettre au diapason de chacun sans jamais dévier de notre objectif, brader nos principes. Je pense qu'on a un gros effort à faire de ce côté-là comme je ne cesse de le marteler.

Les travailleurs et les militants ont besoin de se trouver en confiance pour ensuite pouvoir penser tranquillement, librement, si cette condition n'est pas remplie, ils se renferment sur eux-mêmes et il n'y a plus rien à en tirer ou à en espérer. Chacun aspire à penser par lui-même, quelque part à détenir la vérité, c'est légitime, c'est l'un des objectifs primordials de l'existence après tout. Au départ, chacun prétend détenir la vérité, même le plus crétin que l'on croise sur sa route, parce qu'on a besoin de certitudes pour vivre ou continuer à vivre. Le problème, c'est qu'il ne peut pas exister cinquante manières d'interpréter la réalité, qui seraient toutes correctes, s'agissant de la lutte des classes, il n'existe que deux classes indépendantes, la bourgeoisie et la classe ouvrière, donc sera réduit d'emblée quel contenu politique aura la vérité que l'on représente.

De manière générale, très peu de militants, encore moins de travailleurs ne sont en mesure d'expliquer comment ils en sont arrivés à adhérer à cette vérité qu'ils ont fait leur. Nous de notre côté, armés de la méthode du matérialisme dialectique, nous en sommes parfaitement capables pour peu qu'on accepte de se livrer à l'exercice qui consiste à leur expliquer le processus qui nous a conduit à l'interprétation du monde que nous défendons. Au départ, il ne s'agit pas uniquement que de politique, voyez le temps que Marx et Engels ont consacré à la philosophie en général, à comprendre comment fonctionne l'être humain sous tous ses aspects, y compris psychologiques, caractère qui se manifeste sous la forme d'émotions, la plupart des gens abordent leurs rapports au monde extérieur de manière spontanée, épidermique, superficielle avant même de commencer à penser, bien que leur comportement ait intégré leurs expériences passées, mais là encore, le plus souvent inconsciemment, de toutes manières ils n'en ont pas conscience quand ils sont face à une situation, c'est par la suite qu'ils y réfléchissent, s'ils en sont capables évidemment.

Donc si de but en blanc on espère en tirer quelque chose ou on les aborde en commençant par justement ce qui pose problème chez eux, on va droit dans le mur. Quand je militais à l'OCI, je me souviens de la réflexion qui revenait souvent dans la bouche des travailleurs que j'abordais lors de diffusions ou de porte à porte : pourquoi je vous croirais vous plus qu'un autre, j'étais alors jeune militant, c'était la question qui tue, j'étais totalement désarmé face à cette question parce que je ne savais pas comment abordé autrement ces travailleurs, j'aurais pu avoir la politique la plus correcte du monde que cela n'aurait rien changé.

J'étais incapable d'expliquer aux travailleurs comment je m'étais forgé les convictions que je défendais, à tel point que je cesserai de militer quelques temps plus tard sans avoir de réponse à cette question. Bon, c'est l'expérience de la vie qui m'a permis d'y répondre depuis.

Quand vous examinez de près la littérature que nous ont laissée les marxistes, vous remarquez qu'ils se sont employés à reprendre à leur compte la méthode de Marx et Engels qui consistait à mettre leurs travaux à la portée de leurs lecteurs, en leur expliquant pas à pas le cheminement de leurs pensées, de leurs recherches, de telle sorte que chacun puisse s'approprier cette méthode pour vérifier le bien-fondé de leurs conclusions ou de leurs enseignements, d'où l'impossibilité dans laquelle se sont trouvés les contradicteurs du marxisme de le mettre en pièces ou de le réfuter, la force prodigieuse et inégalée du marxisme à ce jour vient de là et non de leurs conclusions que l'on peut rejeter sans même s'être donné la peine de les examiner.

Je pourrais encore poursuivre longtemps sur ce sujet, arrêtons-nous là pour aujourd'hui.

Cette question des rapports à la classe ouvrière et aux masses me semble d'une importance cruciale (notamment) pour construire le parti.

PS : vous pouvez évidemment transmettre ce courriel au CCI-T et à Révolte, tout comme faire référence à mon soutien.

Intox. Manipulation des masses. Scénario en trois actes. (source : Reuters 22.01)

1- "Les Croates ont massivement approuvé dimanche l'entrée de leur pays dans l'Union européenne à compter du 1er juillet 2013 malgré l'inquiétude soulevée par les difficultés actuelles de la zone euro."

On retiendra l'adverbe massivement, donc il n'y a pas photo.

2- "Selon les résultats quasi-complets du référendum, le "oui" l'emporte avec 66% des voix, a annoncé la commission électorale nationale plus de deux décennies après la rupture de ce petit pays de l'Adriatique avec l'ancienne Yougoslavie socialiste."

Victoire incontestable du "oui", donc un plébscite en faveur de l'UE.

3- "Le taux de participation de 44% a déçu par sa faiblesse, reflétant probablement pas mal d'incompréhension de la part de citoyens sur les enjeux et les atouts de l'appartenance au bloc européen."

Tiens donc, 56% des électeurs ont refusé de participer à ce référendum parce qu'ils jugent sans doute illégitimes ceux qui l'ont organisé. La véritable victoire appartient donc "*massivement*" à ceux qui ont exprimé leur rejet du pouvoir en place, auxquels on peut ajouter ceux qui ont voté "non".

On pourrait ajouter un mot sur la propagande en faveur du "oui" qui a précédé ce référendum.

1- Dramatisant l'enjeu dans l'espoir de mobiliser les électeurs, la ministre des Affaires étrangères, Vesna Pusic, avait quant à lui parlé cette semaine d'une "*question de vie ou de mort*".

2- L'influente Église catholique croate et Ante Gotovina, ancien général jugé pour crimes de guerre à La Haye et considéré comme un véritable héros dans le pays, avaient appelé séparément cette semaine les Croates à voter en faveur du "oui". (reuters 22.01)

Collectivisation des pertes et privatisation des profits. Mode d'emploi par un spécialiste.

Francesco Garzarelli, cadre de la banque d'affaires Goldman Sachs, dans un entretien paru dimanche dans un journal grec, explique que "*d'ici 2014, une partie importante de la dette grecque sera passée du secteur financier privé aux institutions de la zone euro tandis que parallèlement +un accord (européen) sur les finances publiques+ sera appliqué à tous les pays membres, ce qui va entraîner à l'imposition des règles communes sur la dette*".

"*Cet accord sur les finances publiques va contribuer à la transformation de vieux titres des Etats --grecs, italiens ou espagnols-- en une dette de l'ensemble de la zone euro. Ainsi le pouvoir de l'ensemble (de la zone euro) ne sera pas menacé par la maillon faible (...), la zone euro sera stabilisée*", a souligné M. Garzarelli.

Des divergences persistent sur le taux d'intérêt de nouvelles obligations qui seront émises après l'effacement de 100 milliards d'euros de la dette privée, soit 50% de la valeur des obligations détenues par les créanciers privés, un sujet épineux qui avait provoqué l'interruption des négociations le 13 janvier.

"*Le FMI insiste sur un coupon aux alentours de 3%, ce que Berlin veut également*" mais "*l'IIF a proposé un taux moyen de 4,35%*", relève Kathimérini. (AFP 22.01)

La Fed a mis à la disposition des banques et institutions financières américaines depuis 2008 plus de 1 000 milliards de dollars à un taux d'intérêt proche de zéro, qu'ils ont prêté ensuite aux Etats ou aux entreprises à des taux pouvant monter à 25% (à la Grèce justement), elles vont certes y laisser des plumes dans cette opération, mais à l'arrivée, sachant que ces prêts s'étendent sur de longues années, 5, 7 ou 10 ans, et que ceux sur le court terme sont sans cesse renouvelés dans des conditions identiques ou proches, c'est le jackpot pour elles, sauf qu'il leur faut toujours gratter pour tenter d'empocher plus de profit encore, sans rien faire, par le biais d'un jeu comptable.

Tour de passe-passe. Avis de recherche.

Hollande : «*Mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature et pourtant il gouverne*.». (lefigaro.fr 22.01)

2012 sera placée sous le signe du dragon en Chine, non ce n'est pas cela, ce ne serait pas le diable par hasard, non c'est plus subtil que cela, diantre, une force surnaturelle et inconnue nous domine, impossible de lutter contre elle !

Puisqu'il s'agit d'un adversaire invisible, c'est pratique, il est impossible de le saisir, de le réduire au silence pour qu'il cesse de nuire, donc il conserve le pouvoir et rien ne change, on peut ajouter que ce ne sera pas faute d'avoir essayé, en vain évidemment, du coup on y est pour rien, comment saisir un ectoplasme ou un mirage franchement, donnons-lui un nom puisque Hollande en est incapable : le capitalisme.

Son "*véritable adversaire*" peut dormir tranquille et n'a pas besoin de présenter sa candidature, les prétendants au trône se bousculent au portillon pour défendre ses intérêts, dont monsieur Hollande.

Eva Joly qui a le mérite de faire une bourde à la fois a lâché le morceau si on peut dire : "*Ce qu'il ne dit peut-être pas assez clairement, c'est que la sphère financière ne vit pas en dehors des politiques*". (lefigaro.fr 22.01), Ah ben ça alors, ils seraient complices, l'un bosserait pour le compte de l'autre, main dans la main, l'autre sur le portefeuille dans les deux cas, non, pas possible ?

On aurait citer le titre d'un article du journal Le Monde : *'Dans la zone euro, c'est le marché qui gouverne'* (lemonde.fr 22.01). Mais il est trompeur, il exonère les partis qui détiennent le pouvoir politique pour le compte du capital, ainsi que ceux qui aspirent au pouvoir pour poursuivre la même politique réactionnaire à travers leur allégeance à la BCE, à l'UE ou à l'ONU ou tout simplement aux institutions de la Ve République...

Et puis, la bonne conscience non plus n'a pas "*de nom, de visage, de parti*", elle a seulement un prix.

François Mitterrand, qui, lors du Congrès d'unification des socialistes à Epinay en juin 1971, avait prôné la rupture avec "toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes". (Reuters 22.01)

Assurément, question pourriture, ils ont acquis une solide expérience en la matière les sociaux-libéraux ! Au moins celui qui le revendique fait preuve d'un minimum d'honnêteté, ce qui n'est pas le cas des dirigeants et cadres du PS ainsi que ses satellites.

Dans le rôle de l'enfonceur de porte ouverte.

En matière de laïcité, il a ainsi annoncé qu'il inscrirait dans la Constitution la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, relate *Le Point*, quelle audace ! un internaute de signaler qu'elle est déjà inscrite dans la Constitution, du coup j'ai voulu vérifier dans quel terme :

- Article I. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances.

Autre bouffonnerie.

Il a confirmé qu'il mettrait fin à la RGPP, soit le non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, "*une mesure aveugle*" selon lui. Mais il a également expliqué que cela se ferait sans augmenter le nombre de fonctionnaires. Il a, plus loin dans son discours, renouvelé son engagement constant de recruter 60 000 postes supplémentaires à l'Éducation nationale... (Lepoint.fr 22.01)

S'il remplace tous les fonctionnaires qui partent à la retraite et qu'il s'engage à ne pas augmenter le nombre de fonctionnaires, c'est incompatible avec la création de 60 000 postes supplémentaires à l'Éducation nationale.

Actualité en titres

Gare à vous !

- La SNCF part à la chasse aux lapins et aux blaireaux - AFP

- François Hollande sera intraitable avec les "*petits caïds*" - Reuters

Changement. Le pouvoir confisqué.

- Hollande promet de mettre le pouvoir au service des Français - Reuters

- Afghanistan: les ennemis de l'intérieur - Slate.fr

- Yémen: des manifestants réclament l'exécution du président - L'Express.fr

- Human Rights Watch prône le dialogue avec les islamistes - Reuters

Dans les premiers jours de la guerre en Irak, Attac s'était rangé au côté de G. Bush. Une décennie plus tard, c'est l'ensemble des ONG et autres altermondialistes qui montent au créneau pour défendre la stratégie de l'impérialisme américain. Les choses deviennent plus claires. Il faut continuer de les pilonner !

Parole d'internaute

(réaction au discours d'Hollande au Bourget)

- "Je fais partie des invisibles : couple, la quarantaine, 2 enfants scolarisés, nous travaillons tout les 2 employés en PME : pas de CE, tout juste les tickets restos, aucun avantage social, jamais aucune aide, des impôts et taxes de tous les cotés, locataires plein pot (pas les moyens d'acheter), bref les fins de mois ne sont pas reluisantes et les vacances de plus en plus rares malgré près de 400 heures de présence mensuelle au travail à 2, avec ce que cela génère comme stress et logistique pour les enfants : nous travaillons, courons sans arrêt, et payons, payons, payons toujours plus alors que nos salaires n'évoluent jamais, à la fin nous pensons que nous ne sommes bons qu'à ça : payer toujours plus pour une société qui de toute façon va de plus en plus mal... Je me dis souvent «à quoi bon»." (lepoint.fr 22.01)

Alors imaginez un instant quel état d'esprit peuvent avoir ceux qui n'ont pas deux revenus, qui sont encore plus mal payée, qui ne travaillent pas à plein temps, pire, dont l'un est au chômage, en mauvaise santé, dépressif...

INFOS EN BREF

Politique

1- Roumanie

Pour la dixième journée consécutive, les Roumains ont manifesté dimanche à Bucarest ainsi que dans plusieurs villes de province pour réclamer la démission du gouvernement en raison de sa politique d'austérité.

Ces manifestations, qui ont donné lieu pour certaines à des violences, ont été provoquées par la démission du populaire ministre de la Santé, hostile à un projet de privatisation de ce secteur. Les manifestants exigent désormais la tête du chef de l'Etat, le président Traian Basescu, et du Premier ministre, Emil Boc.

Ce dernier a amputé les traitements des fonctionnaires de 25% en 2010 et augmenté de cinq points la TVA conformément à un accord passé avec le FMI.

Quelque 600 personnes se sont rassemblées dimanche sur la place de l'Université, la plus grande de la capitale et qui fut l'épicentre de la révolution de 1989 qui précipita la chute de Nicolae Ceausescu. Par une température glaciale et sous des flocons de neige, la foule scandait "*A bas Basescu*" et "*Démission*".

Les manifestations ont débuté la semaine dernière pour s'opposer à un projet de loi, retiré depuis par le gouvernement, visant à libéraliser le système de santé.

Le mécontentement a dégénéré en une contestation générale des mesures d'austérité, qui incluent des baisses de salaires et une hausse de la TVA.

Il s'agit des manifestations les plus violentes en Roumanie depuis plus de dix ans. Mais relativement peu suivies, elles ne devraient pas compromettre les réformes prévues, qui ont le soutien de l'opposition de gauche. (Reuters 22.01)

L'opposition dite de gauche, c'est mieux et conforme à la réalité.

2- Libye

2.1- Le vice-président du Conseil national de transition (CNT) libyen, Abdoul Hafiz Ghoga, a présenté dimanche sa démission, trois jours après avoir été pris à partie par de jeunes manifestants à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque et berceau de l'insurrection anti-Kadhafi l'an dernier.

Ces incidents illustrent le mécontentement d'une partie de la population qui exige la révocation des personnalités liées à l'ancien régime encore à des postes de responsabilités.

Les manifestants de Benghazi exigent également une totale transparence sur les dépenses publiques, notamment sur la destination des fonds libyens gelés à l'étranger pendant la guerre civile et dont une partie a été débloquée après la chute de Mouammar Kadhafi.

Moustapha Abdeljalil a précisé qu'il avait rencontré des dirigeants religieux et des manifestants pour discuter de leurs revendications.

Il a ajouté avoir accepté la démission du maire de Benghazi, Saleh el Ghazal, dont le successeur, a-t-il dit, ne sera plus désigné par les autorités mais sera élu.

Le président du CNT doit présenter dans la journée la loi électorale qui permettra d'installer d'ici six mois une assemblée nationale.(Reuters 22.01)

2.2- Le Conseil national de transition libyen (CNT) se réunit dimanche dans un lieu tenu secret pour adopter la loi électorale qui régira l'élection d'une assemblée constituante en juin, après le saccage de son siège à Benghazi (est), a-t-on appris auprès du CNT. (AFP 22.01)

3- Yémen

Des milliers de manifestants ont protesté dimanche à Sanaa contre l'immunité accordée au président sortant Ali Abdallah Saleh, exigeant que l'homme fort du pays depuis 33 ans soit traduit en jugement pour les atteintes aux droits de l'homme commises pendant son règne sans partage.

Le parlement yéménite a adopté samedi un projet de loi qui garantit l'immunité judiciaire au président Saleh. Ce texte s'inscrit dans le cadre du plan de transfert du pouvoir mis en oeuvre sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour faire cesser la contestation qui dure depuis un an.

Il couvre toute la présidence de Saleh et devait s'appliquer à ses collaborateurs, mais des amendements en ont limité la portée. Seuls les crimes "*motivés politiquement*" qui ne sont pas considérés comme des "*actes terroristes*" seront finalement couverts dans leur cas.

L'immunité du chef de l'Etat est en revanche immuable et aucun recours n'est possible. Les élus ont également autorisé le vice-président Abd-Rabbou Mansour Hadi à briguer la succession de Saleh lors du scrutin prévu le mois prochain.

Mani al Matari, dirigeant d'un comité d'opposition qui ne s'est pas associé aux discussions de sortie de crise, a affirmé dimanche ne pas se sentir tenu par cet accord.

"*Cela ne nous concerne pas (...) Nous continuerons à protester jusqu'à ce que tous les objectifs de la révolution soient atteints. Le parlement n'a aucune légitimité et c'est nous qui sommes en conformité avec le droit international*", a-t-il ajouté. (Reuters 22.01)

Social

Chine

Les villes chinoises, qui accueillent désormais plus de la moitié des 1,35 milliard d'habitants du pays, sont construites par les ouvriers migrants venus des campagnes, objets d'une discrimination institutionnalisée qui les empêche de devenir citadins à part entière.

Arrivé il y a trois mois à Pékin depuis l'île tropicale de Hainan, Xie Feng a froid et se sent seul.

"*Regardez-moi. Chez moi, il fait 26 degrés et ici, je n'ai pas suffisamment d'habits pour me tenir chaud*", déclare à l'AFP cet homme âgé de 26 ans sur un chantier de la capitale chinoise, où souffle un vent glacial en cette fin janvier.

"*Pékin n'est pas mon amie. Je ne connais personne ici, mais je n'ai pas le choix, je dois gagner de l'argent*", explique M. Xie, qui fait partie des quelque 230 millions de migrants ayant quitté leur région natale avec l'espoir d'une vie meilleure dans les métropoles chinoises en plein boom.

Après trois décennies de construction urbaine effrénée, le gouvernement a annoncé officiellement la semaine dernière que les citadins représentaient 51,27% de la population, contre environ 20% vers 1980.

"*Aucun pays ne s'est jamais urbanisé plus vite que la Chine*", selon Paul James, directeur du Global Cities Research Institute à l'université RMIT de Melbourne en Australie.

Des infrastructures "*fondamentales comme des routes ou des voies de chemin de fer ont ouvert l'accès à des régions autrefois considérées comme reculées, tandis que l'Etat construit des villes dans des endroits aussi isolés que la Mongolie intérieure*", relève cet expert.

"*Mais ces villes nouvelles sont inconfortables. Leur vitesse de développement est peut-être viable sur le plan économique, mais elle ne l'est pas sur les plans culturel et environnemental*".

A cause de leur permis de résidence (hukou) rural, les migrants ne sont pas considérés comme des citadins, bien qu'ils vivent la plupart du temps en ville. Beaucoup ont désormais des "*permis temporaires*" pour séjourner en milieu urbain, mais leur statut reste précaire.

Lorsqu'ils tombent malades, les soins restent entièrement à leur charge s'ils ne rentrent pas dans leur région d'origine pour se faire soigner. Envoyer ses enfants dans une école en ville relève pour eux du parcours du combattant, et les meilleurs établissements les refusent systématiquement, de peur de nuire à leur réputation.

Kam Wing Chan, professeur de géographie politique et économique à l'Université de Washington, souligne l'urgence de réformer le système du hukou.

"*Ces gens aspirent à vivre en ville mais ils se rendent compte une fois sur place qu'ils ne peuvent pas se le permettre*" parce que la vie y est trop chère, a-t-il expliqué à l'AFP.

"*Ils n'ont pas accès aux systèmes de retraites des grandes villes, aux bons emplois ou aux écoles locales pour les enfants.*"

A 34 ans, Pei Yanlu vit à Pékin depuis dix ans, loin de sa femme et de ses enfants, habitant sur le chantier où il travaille, dans un conteneur aménagé en dortoir, mal éclairé et poussiéreux.

"*La vie serait meilleure si elle pouvait me rejoindre ici*", déclare M. Pei, qui gagne pourtant plutôt bien sa vie: 6.000 yuans (732 euros) par mois, plus les heures supplémentaires. Il envoie régulièrement de l'argent à sa famille dans la province orientale du Shandong.

Sans envisager pour l'instant de supprimer le système du hukou, le gouvernement veut poursuivre le processus d'urbanisation du pays, avec 100 millions de nouveaux citadins prévus à l'horizon 2020.

La construction des villes soutient la croissance, notamment à travers le secteur du bâtiment et des travaux publics, pilier de l'économie. (AFP 22.01)

Haut de page

Le 24 janvier

CAUSERIE

Grille de lecture pour comprendre la situation en Tunisie et les pays comparables.

1- Ce pays n'a d'indépendant que le nom, c'est un régime semi-colonial passé de la tutelle de l'impérialisme français à celle de l'impérialisme américain.

2- Ce pays n'est pas suffisamment développé sur le plan économique pour qu'un semblant de démocratie puisse exister. La bourgeoisie n'est pas développée au point d'assumer le pouvoir par la voie démocratique, ce sont donc les islamistes qui s'en chargent à sa place pour le compte d'une couche de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Rappelons que le niveau juridique d'un pays (sa Constitution et ses institutions) dépend essentiellement de son niveau économique.

3- En conséquence, le prolétariat non plus n'est pas suffisamment développé, s'ajoute à cela que la paysannerie est toujours livrée à des rapports semi-féodaux. Compte tenu de la situation, de la faiblesse de la bourgeoisie, ce devrait être au prolétariat de prendre le pouvoir en entraînant derrière lui la paysannerie pauvre, mais sans parti révolutionnaire il en est incapable, du coup le pouvoir ne peut revenir qu'à un ou des pans de la bourgeoisie liée à l'impérialisme et que représentent les islamistes.

Correcte, non ? Bon, je sais c'est tiré des enseignements de la révolution russe de 1917, c'est ringard, vieux, obsolète, dépassé, qui a mieux à proposer, nous sommes à l'écoute ?

Enseignement du marxisme. A propos d'une "*expression creuse*" : le "*partage équitable*"

Puisque certains d'entre vous n'ont pas le temps de lire, allons à l'essentiel. Extrait de la *Critique du programme de Gotha* de Marx (1875). Cela va ravir nos petits camarades du NPA adeptes d'un "*meilleur partage des richesses*".

- "Qu'est-ce que c'est que le « produit du travail » ? L'objet créé par le travail ou sa valeur ? Et, dans ce dernier cas, la valeur totale du produit ou seulement la fraction de valeur que le travail est venu ajouter à la valeur des moyens de production consommés ?

Le « produit du travail » est une notion vague qui tenait lieu, chez Lassalle, de conceptions économiques positives. (...)

Qu'est-ce que le « partage équitable » ?

Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est « équitable » ? Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage « équitable » ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n 'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ? Les socialistes des sectes n'ont-ils pas, eux aussi, les conceptions les plus diverses de ce partage « équitable» ?

Pour savoir ce qu'il faut entendre en l'occurrence par cette expression creuse de « partage équitable» (...)

A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement.

Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition. Les rapports réels ayant été depuis longtemps élucidés, à quoi bon revenir en arrière ?"

Mon cher professeur, vous avez mis le doigt sur l'origine du "*socialisme vulgaire*" toujours prisé par certains 137 ans plus tard. S'ils traitent les questions économiques et sociales sous la forme d'abstractions "*comme une chose indépendante du mode de production*", c'est parce qu'ils n'entendent pas liquider ou renverser le mode de production capitaliste, ils veulent juste le réformer pour le rendre plus "*humain*", plus supportable pour le prolétariat.

On trouve parmi eux les adeptes de l'autogestion, des Scops, c'est à la mode, sur le plan politique cela donne la démocratie participative, l'unité avec des formations politiques sans principes ou défendant des principes opposés au socialisme.

Une dernière citation pour enfoncer le clou.

- "Je me suis particulièrement étendu sur le « produit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal », le « partage équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquée à grand-peine au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.

Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, c'était de toute façon une erreur que de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage, et de mettre sur lui l'accent."

Mon cher professeur, il y en a qui se repaîssent de cadavres et en redemandent, mieux encore ou pire, ils cherchent à tout prix à les ramener à la vie parce qu'ils n'ont pas appris grand chose de vos enseignements, parce qu'ils n'y ont rien compris ou parce qu'ils les ignorent, sans l'avouer de préférence, allez savoir où va se nicher l'amour-propre chez l'homme, bien bas très souvent, à ses dépens convenons-en, car le comble de l'absurde c'est qu'il l'ignore lui-même, Molière s'en serait amusé.

Nous, nous avons la modestie de penser que nous sommes incultes en la matière, que nous ne savons rien et avons tout à apprendre, après trente ans d'études, parfaitement je confirme, nous prenons le temps de vous lire et relire, de réfléchir, d'étudier, de voir dans quelle mesure on peut utiliser vos enseignements en fonction de la situation et des rapports qui existent de nos jours dans la société et le monde, nous vérifions chaque fois leur validité avant de les employer, deux précautions valant mieux qu'une, personne n'est à l'abri d'une erreur, c'est vous-même qui nous l'avait enseigné aussi.

Il est apparemment plus facile d'apprendre en prétendant ne rien savoir, que de se dépouiller d'une idée fausse qui s'est incrustée dans notre cerveau pendant de longues années, ça c'est votre compagnon Engels qui me l'a soufflé et j'ai retenu la leçon...

Cela prend du temps, beaucoup de temps. Cela nécessite beaucoup de courage et d'énergie, une certaine force de caractère aussi, mais à l'arrivée la récompense dépasse toutes les espérances, quel soulagement, quel bonheur !

Un de vos plus brillants élèves, tombé sous le piolet du bourreau du mouvement ouvrier au XXe siècle, a consacré une partie de la fin de sa vie malheureusement trop courte à analyser sa propre expérience, sans hésiter à admettre chez lui de "*grandes lacunes*" quand il était plus jeune, avoir commis des "*fautes beaucoup plus graves et plus importantes*" que celles qu'on lui prêtait, parce qu'il était animé par la même soif de vérité que vous monsieur le professeur, pour à son tour transmettre son enseignement aux générations de militants à venir...

Le plus dramatique dans cette histoire mon cher professeur, c'est que la plupart de ces militants ne veulent rien entendre, ils sont fermés comme des huîtres à toute discussion sérieuse, il faut dire que bien souvent et on ne peut pas leur reprocher, ils n'ont pas les moyens d'y entendre quelque chose, on assiste à un dialogue de sourds ou à des monologues sans substance, presqu'irréelles.

Que faire d'autre alors que persévérer, continuer encore et encore, revenir inlassablement sur chaque question en espérant qu'un délic se produira un jour, que quelque chose se débloquera dans leurs têtes, on ne les juge pas, on part d'un constat et on essaie d'aller de l'avant, c'est modeste comme objectif, on ne le choisit pas en vérité, c'est le seul endroit où pour le coup on s'adapte à la réalité au lieu de la confondre avec nos désirs. Même cela on nous le reproche, à croire qu'il faut tout reprendre à la base, acquérir les outils, la méthode qui permet de faire preuve de davantage de discernement, de faire la part des choses, de faire preuve de mesure en toute chose, etc.

C'est ingrat, fastidieux, épuisant, lassant par moment, pas vraiment décourageant parce qu'on a l'entraînement et qu'on s'applique le même traitement pour ne jamais lâcher le fil, ne jamais nous écarter de notre objectif... Encourageons chaque militant à progresser tout au long de sa vie, tout en sachant qu'on ne naît pas socialiste ou communiste, que ce n'est pas un état inné chez l'homme, mais qu'on le devient à force d'expériences et d'étude du marxisme (du socialisme dira Engels) pendant souvent de longues années. On peut s'improviser révolutionnaire ou anticapitaliste sans que cela veuille dire grand chose en vérité, il en va de même en général de ce que l'on pense de soi-même, en tant que militant ou dans la vie en général, quand on a admet qu'on passe le plus clair de son temps à se leurrer (et les autres par la même occasion !) sur nous-même et la société, on a déjà réalisé un progrès considérable, on est sur la bonne voie.

Cela va peut-être vous étonner, mais c'est ce que je me dis quotidiennement pour l'avoir en permanence à l'esprit quand j'actualise le site. En fait, à force cela ne me quitte plus, c'est devenu une obsession, quelque part le dénommé Coquema avait raison, je suis complètement névrosé, dommage que ce ne soit pas une maladie contagieuse ! Entre nous, c'est peut-être aussi pour cela

que ce n'est pas vraiment une partie de plaisir, on se triture les neurones, c'est presque une torture, quel boulot ! Allez, bon courage à tous, il en faut !

Au fait, vous aurez reconnu Trotsky dans le rôle du brillant élève de Marx et Engels, le meilleur bolchevik d'entre nous, ça c'est du Lénine tout craché. Gloire à nos plus grands penseurs, humanistes, militants... C'est mon côté provocateur destiné à mes contradicteurs les plus malhonnêtes qui démarrent au quart de tour en lisant cela, cela marche à tous les coups, ils se plantent, se dévoilent et je me marre, *rira bien qui rira le dernier*, n'est-ce pas ? Un dernier mot qui me vient spontanément à l'esprit : Ni Dieu ni maître, ajoutons à l'adresse des renégats, ni esclaves ! D'un secrétaire général, d'un secrétaire national, bref, de l'ordre établi puisque finalement cela revient au même.

Sauna en famille.

Pour *L'Humanité*, Hollande a tenu au Bourget un « *discours de gauche, bien loin des eaux tièdes sociales-libérales d'il y a cinq ans (…)* » (Reuters 23.01)

La "*gauche*" caviar sponsorisée par le FMI et l'OMC a son champion, quelques miettes de ce festin seront réservées à la petite-bourgeoisie, quant aux prolos ils sont appelés à débarrasser la table et à se contenter des rogatons, et qu'ils s'estiment heureux encore, on leur fait une fleur ! Vous aurez noté queles médias et agences de presse se sont empressés de saluer unanimement la prestation de cet illusionniste.

Ce sera sans nous au premier comme au second tour ! Pas question de cautionner cette mascarade qui a pour seul objectif de légitimer les institutions, le capitalisme.

Racket, vol légal en bandes organisées.

Selon UFC-Que choisir, les crédits à la consommation dits amortissables sont proposés à un taux d'intérêt de 6-7% contre 15% pour les renouvelables. (liberation.fr 23.01)

Pour l'UFC-Que choisir c'est une aubaine pour les travailleurs, alors que les parasites de la finance obtiennent des prêts auprès de la BCE à 1% d'intérêt.

Chercher l'erreur. 81% du PIB en 2012, c'est insupportable, 230% en 1947 c'est supportable.

(en Grande-Bretagne) Pendant la deuxième Guerre Mondiale et dans l'après-guerre, la dette publique s'élevait à 180% du PIB en 1943 et était montée à 230% du PIB en 1947. (Atlantico.fr 23.01)

Levée du secret bancaire et commerciale, une revendication ouvrière.

Un nouveau délit dans le code pénal: les députés ont voté lundi soir une proposition de loi UMP qui sanctionne la violation du "*secret des affaires*" d'une peine de trois ans de prison et de 375.000 euros d'amende afin de combattre l'espionnage économique.

Le député UMP du Tarn, Bernard Carayon est ainsi devenu l'infatigable défenseur de la mise en place d'une sorte de tampon "*confidentiel défense*", s'inspirant notamment de la législation américaine adoptée sous l'ère Clinton en 1996.

Généralement, les affaires ressemblant de près ou de loin à de l'espionnage industriel tombent sous le coup de l'"*abus de confiance*", du "*vol*" ou du "*recel*" lorsqu'elles sont portées devant les tribunaux.

Pour le promoteur du texte, il s'agit de "*protéger des emplois, des technologies sensibles, des investissements, parfois considérables*". "*C'est garantir notre puissance et notre indépendance dans certains cas, et lutter contre la désindustrialisation, qui n'a pas toujours été la pensée première des pouvoirs publics*", a de nouveau déclaré le député à la tribune.

La protection accrue des informations économiques semble faire consensus puisque la commission des Lois a adopté le texte à l'unanimité.

Les informations protégées concerneront les "*procédés, objets, documents, données ou fichiers*" de nature "*commerciale, industrielle, financière, scientifique, technique ou stratégique*" qui ne présentent pas un caractère public et dont "*la divulgation non autorisée serait de nature à compromettre gravement les intérêts de l'entreprise*".

Le secret des affaires ne sera pas opposable à la justice, aux autorités administratives, à la police, à la douane ou aux autorités de renseignement.

De même, un journaliste pourra produire des documents couverts par le secret des affaires sans être poursuivi pour recel. Plusieurs syndicats avaient fait part de leurs inquiétudes, craignant pour la liberté de la presse. (AFP 23.01)

Ouf, alors pourquoi cette loi ? Surtout que pendant ce temps-là ils délocalisent à tour de bras leurs technologies aux quatre coins du monde ! Pour simplement calquer la dictature américaine ?

Quand j'étais technicien chez U-Bix (Konica), un jour on m'a envoyé faire l'entretien d'un gros copieur dans une place-forte de l'OTAN, à Neuilly-sur-Seine. J'y suis resté tout un après-midi. J'étais équipé d'une grosse malette plus un carton comportant un kit de pièces détachés. Je suis resté seul dans la pièce où se trouvait le copieur, en jetant un oeil aux énormes piles de copies qui figuraient sur une table, il y en a une qui attira mon attention, elle comportait au moins 2 000 pages, pour autant que je me souvienne, j'avais sous les yeux l'emplacement de tous les sous-marins de l'OTAN en mer du Nord ainsi que la stratégie qui allait avec expliquée dans les moindre détails. J'aurais facilement pu glisser dans ma malette et mon carton un exemplaire de ce document et ressortir comme j'étais entré, il n'y avait pas de fouille à l'entrée et à la sortie. Je n'y ai pas pensé.

Le député UMP Bernard Carayon est un grand malade, quand la société se délite, n'importe qui est prêt à vendre n'importe quoi au plus offrant, techniciens, ingénieurs, chercheurs et scientifiques compris. Sarkozy n'a-t-il pas donné lui-même l'exemple ?

Actualité en titres

Lâcher les chiens :

- Le «*charisme du pitbull*» Gingrich séduit la Caroline du Sud - Liberation.fr

- Jean-Marie Le Pen voit le FN comme "*le noyau de regroupement des anti-marxistes*" - L'Express.fr

Le terrorisme d'Etat, ce n'est pas vous mais nous et nos amis, non mais sans blague !

- Guéant dissout un groupuscule islamiste accusé de préparer '*à la lutte armée*' - LeMonde.fr

- L'imam d'une mosquée parisienne sous la menace d'une expulsion - 20minutes.fr

- Guéant salue le fonds d'investissement qatarien pour la banlieue - Liberation.fr

Le second satellite du capital est en orbite...

- Hollande au Bourget: «*Décollage réussi*» estime la presse - 20minutes.fr

... après avoir répandu un épais nuage derrière lui...

- La guerre à la finance de François Hollande relance le débat - Reuters

- François Hollande à l'offensive contre la finance, érigé en "*adversaire*" - AFP

- Hollande contre la finance: dans les pas de Mitterrand, … - AFP

... qui brouille les pistes.

- Grand oral réussi pour Hollande, champion de l'égalité - AFP

Après le décollage, il y a le passage en pilotage automatique, puis vient le temps de l'atterrissage...

Entre le banquier et l'ouvrier...

- "*Pas de virage à gauche*" de Hollande au Bourget, selon Hamon - L'Express.fr

- Présidentielle 2012: Hollande a-t-il une diplomatie de gauche? - Slate.fr

Mais, mais, qu'insinuez-vous là, Hollande, il a toujours été de gauche, on est tous de gauche au PS, attention, votre insinuation

est proche de la diffamation, on pourrait porter plainte contre vous, fermez-là !

Une question de méthode. Commençons par là !

- La France va pénaliser plus lourdement la fraude fiscale - Reuters

- Des faux policiers cambriolent la maison du Caviar: 100.000 euros de butin - AFP

A consommer avec modération, avec de la vodka bien frappée de préférence. Bon appétit !

INFOS EN BREF

Social

1- Monde. Emploi

Les perspectives de l'emploi dans le monde sont plutôt sombres et quelque 600 millions d'emplois devraient être créés sur 10 ans afin d'assurer une croissance durable et maintenir la cohésion sociale, selon le rapport 2012 sur les tendances mondiales de l'emploi de l'OIT (organisation internationale du travail) publié lundi à Genève.

"*Malgré les efforts acharnés des gouvernements, la crise de l'emploi ne connaît pas de répit, un travailleur sur trois dans le monde, soit environ 1,1 milliard de personnes, est chômeur ou vit sous le seuil de pauvreté*", a déploré le directeur général du BIT (Bureau international du Travail), M. Juan Somavia. (Ah les braves gouvernements au service des travailleurs ! Pour qui roule OIT, la question est posée à ceux qui y participent ou soutiennent la participation des syndicats à cette agence de l'ONU. - ndlr)

Ces emplois doivent provenir principalement du secteur privé, selon l'OIT, qui demande aux responsables politiques "d'agir de manière déterminée et coordonnée pour réduire les craintes et les doutes qui freinent les investissements privés, afin que le secteur privé puisse relancer le principal moteur de la création mondiale d'emplois". (Surtout pas développer les servces publics, quelle horreur ! L'OIT, la marque de fabrique du capital... - ndlr)

En 2011, quelque 200 millions de personnes étaient au chômage dans le monde, soit un nombre "*record*", selon Juan Manuel Salazar, directeur à l'OIT en charge de l'emploi. (En réalité il y en a énormément plus. La preuve, en Inde où j'habite, il n'existe pas l'équivalent de Pôle emploi, les chômeurs ne sont pas enregistrés, il n'existe même pas une agence d'intérim ou un bureau d'embauche quelconque, c'est le désert administratif et social, donc le chiffre de l'OIT est fantaisiste. On peut ajouter qu'il n'est même pas possible de recenser combien de travailleurs ont un emploi dans le pays, puisque la plupart n'ont même pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie, ils n'ont pas réellement d'existence pour les patrons et l'Etat, ils sont tout juste bon à être exploités et jetés si nécessaire, point barre. - ndlr)

Ce nombre est encore être plus important si l'on inclut les 27 millions de "*travailleurs découragés*", soit ceux qui ont quitté volontairement le monde du travail, par lassitude de ne pas avoir trouvé un emploi. Il s'agit notamment des jeunes, qui ont repris des études, après avoir déjà bouclé un cycle de formation.

L'OIT relève encore que 900 millions de travailleurs dans le monde vivent en-dessous du seuil de pauvreté fixé par la Banque Mondiale, soit avec moins de 2 dollars par jour. Ce sont 55 millions de plus qu'avant la crise de 2008. (Chiffre encore fantaisiste qui ne tient pas compte du nombre de personnes percevant un salaire dans un foyer ni du nombre de bouches à nourrir. Et c'est cela que les syndicats légitiment en participant à l'OIT. - ndlr)

La moitié de ces 900 millions de personnes vivent sous le seuil de l'extrême-pauvreté, soit avec moins de 1,25 dollar par jour. (AFP 23.01)

2- France

Les ouvrières de l'usine Lejaby, en Haute-Loire, fermée à la suite de la reprise du fabricant de lingerie par un consortium associant son sous-traitant tunisien, ont exprimé leur "*indignation*" lundi dans une lettre ouverte au président Nicolas Sarkozy, refusant les licenciements.

"*Nous sommes victimes des délocalisations des productions et de la recherche permanente de la baisse de la rémunération du travail*", dénoncent les signataires de cette lettre, dont l'AFP a eu copie.

"*Nous refusons les licenciements et voulons continuer à gagner notre vie en travaillant*", poursuivent les ex-salariés, en grande majorité des femmes, qui réclament le redémarrage de leur atelier et la "*réindustrialisation du site*".

"*Beaucoup d'entre nous ont plus de 35 ans d'ancienneté. Nous préférons être préretraités plutôt que chômeurs ou percevoir le RSA*", ajoutent les signataires, demandant "la mise en place d'une préretraite à 55 ans".

Dénonçant les "*primes de licenciement dérisoires*", les ouvrières réclament en outre "*une prime de licenciement à la hauteur de la prime précarité, soit 10 % de nos salaires travaillés*".

"*Nous resterons mobilisés jusqu'à la réponse à ces exigences*", concluent les signataires, qui veulent des "*réponses concrètes*", assurant que leur "*détermination est à la hauteur de (leur) colère contre l'injustice qui (leur) est faite*". (AFP 23.01)

3- Tunisie

Un an après le départ de l'ancien dictateur, les Tunisiens réclament toujours le droit au travail et à la dignité. Et l'impatience monte. Outre Makthar, durant cette semaine du 16 janvier, Jendouba a aussi été secouée par une importante vague de protestations. À Gafsa, une grève générale a été observée dans les écoles, les administrations, les banques... À Redeyef, foyer de la contestation de 2008, une trentaine de travailleurs journaliers ont fait une grève de la faim. Depuis près d'un an, ils tiennent un sit-in dans les locaux de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), réclamant une régularisation de leur situation ainsi qu'une couverture sociale. Revendications satisfaites le 22 janvier. À Sfax, des employés de British Gaz ont été pris en otages. Le sit-in a été levé le 19 janvier après un déploiement important des forces de l'ordre. Mais à peine le gouvernement éteint-il un foyer de contestation qu'un autre s'allume ailleurs.

Les 19 et 20 janvier, des employés de la Banque centrale, à Tunis, ont également protesté. Même la Marsa, banlieue huppée de la capitale, n'a pas échappé à cette vague. Depuis deux semaines, les éboueurs ont cessé de travailler : des ordures jonchent le sol jusque dans les cimetières. Le palais présidentiel à Carthage est le rendez-vous des Tunisiens en colère. "*C'est pratiquement tous les jours en ce moment*", assure un gardien posté à l'entrée.

Face à la multiplication des manifestations, Samir Dilou, porte-parole du gouvernement et ministre des droits de l'Homme, s'est adressé aux citoyens la semaine dernière à la radio : "*On comprend vos revendications, mais vous devez également faire preuve de patience et de compréhension... Le pays est en crise.*" (lepoint.fr 23..01)

Economie

1- Banques centrales.

Les achats d'or réalisés par des banques centrales devraient avoir atteint un nouveau record en 2011, selon un rapport du Conseil mondial de l'or (CMO) publié lundi, tandis que la demande pour les fonds indiciels basés sur le métal jaune a chuté à près de la moitié de son niveau de 2010.

Le CMO a déclaré en novembre s'attendre à ce que les banques centrales dans le monde aient accru de 450 tonnes leurs réserves en 2011, notamment en raison des achats de pays émergents désireux de diversifier leurs actifs pour réduire leur exposition au dollar américain.

Le cours de l'or, qui a atteint un record à 1.920,30 dollars l'once en septembre, a fini l'année sur un gain en dollars de 10%, selon le CMO.

"*Les achats nets des banques centrales devraient signer une année record (en 2011) et beaucoup de ces transactions ont eu lieu pendant les troisième et quatrième trimestres*", peut-on lire dans le rapport.

"*Les fonds indiciels basés sur l'or dans leur ensemble ont augmenté de 75 tonnes d'or sur la seule période septembre-décembre (sur un total de 153 tonnes sur la totalité de l'année)*", précise le CMO.

En 2010, années marquée par les renflouements de la Grèce et de l'Irlande, les premiers épisodes de la crise de la dette, la demande de fonds indiciels avait atteint 367,7 tonnes, selon des données du Conseil. (Reuters 23.01)

2- BCE

Les banques françaises ont augmenté de 43,6 milliards d'euros leurs emprunts auprès de l'Eurosystème entre le 13 décembre 2011 et le 17 janvier 2012 dans le cadre de leurs opérations de refinancement à plus long terme, indique lundi la Banque de France dans ses publications statistiques.

D'après ces données, les établissements bancaires français ont emprunté sur la période 107 milliards d'euros contre 63,4 milliards

lors de la précédente opération de refinancement à plus long terme.

Pour les analystes de la Deutsche Bank, les statistiques de la Banque de France suggèrent que les banques françaises ont emprunté près de 44 milliards d'euros auprès de la Banque centrale européenne lors de son opération inédite de prêts à trois ans. (Reuters 23.01)

3- UE

Les ministres des Finances de la zone euro ont rejeté lundi l'offre faite ce week-end par le secteur privé sur sa participation au deuxième plan d'aide à la Grèce, ont indiqué plusieurs sources au sein de la zone euro.

"*Les ministres ont renvoyé l'offre sur la table des négociations*", a déclaré l'une des sources, avant de préciser qu'ils avaient spécifiquement demandé aux négociateurs de s'entendre sur un taux d'intérêt inférieur à 4% pour les nouvelles obligations grecques.

"*Notre proposition (...) est la proposition maximale qui peut se faire dans le cadre d'un plan d'échange de dette dit +volontaire+*", a mis en garde dimanche soir le représentant des banques et créanciers privés de la Grèce, l'Américain Charles Dallara, interviewé sur la chaîne grecque Antenna.

Il négocie depuis dix jours avec le gouvernement grec au nom de quelque 450 banques ou institutions privées qui détiennent des obligations souveraines grecques, en vue d'effacer 100 milliards d'euros de dette. (AFP et Reuters 23.01)

Haut de page

Le 25 janvier

CAUSERIE

Démontage d'une manipulation politique.

1- François Hollande a réitéré mardi ses attaques contre le "*monde de la finance*" dont la démocratie doit selon lui triompher, reprenant ce qui est devenu son principal slogan de campagne.

(Si tel était vraiment le cas, les médias ne le porteraient pas au pinacle après son discours du Bourget. La finance ne s'y est pas trompée, elle sait pertinemment qu'Hollande n'est pas le candidat de la démocratie, pas plus que Mitterrand ou Blum, parce qu'il revendique son attachement au marché, au capital, il ne peut pas à la fois incarner la démocratie ou seulement la démocratie étriquée qui sied si bien à la finance à défaut de pouvoir s'en passer totalement. - ndlr)

A Toulon François Hollande a fustigé un "*monde de la finance qui s'est octroyé toutes les possibilités de déstabiliser les Etats*".

(Rectifions : ce sont les Etats qui détiennent le pouvoir politique qui font les lois et qui ont ainsi fourni à la finance la possibilité d'imposer sa loi aux Etats. - ndlr)

"*Comment peut-on admettre que des banques en France puissent avoir des opérations dans les paradis fiscaux ?*", a-t-il demandé. "*Et bien, ce ne sera plus autorisé à partir du mois de mai. Les produits spéculatifs, qui n'ont aucun lien avec l'économie, seront aussi mis hors la loi.*"

(Rappelons que l'UE est un repère de paradis fiscaux, Luxembourg, Liechtenstein, Monaco ou encore la City de Londres. Sans parler de la Suisse avec laquelle l'UE commerce. Hollande envisagerait-il de rompre avec ces Etats ou principautés ? D'un coup de baguette magique, instantanément, c'est du délire, Hollande va mettre au pas le G20, plus fort encore, se substituer à lui, farfelu, grotesque ! - ndlr)

François Hollande a réaffirmé que seule une "*Europe solidaire*" permettra de trouver une solution à la crise "*face à la spéculation et face aux marchés*", prônant une nouvelle fois la mise en place d'une "*agence publique de notation*" pour remplacer des "*agences dont nul ne connaît la fiabilité*".

(Faux : la fiabilité des agences de notation est bien connue, elle n'avait vu venir aucune des crises qui se sont produites au cours des décennies précédentes et pas seulement la dernière en date, Lehman Brothers était noté AAA avant son effondrement.

Discussion parfaitement inutile, puisque cette crise a été en grande partie orchestrée en sous-main par ceux qui étaient censés la détecteur afin de l'éviter, les principaux bénéficiaires évidemment.

Plus grave encore, c'est aussi un aveu, quand il prône la création d'une "*agence publique de notation*", cela signifie que le peuple n'a pas les moyens (démocratiques) d'exercer son contrôle sur l'Etat et l'économie du pays en général, et au lieu de préconiser de remédier à cette fâcheuse lacune, il préfère entériner ce hold up sur la démocratie par le biais d'un organisme aux mains de technocrates sur lequel les travailleurs n'auront aucun moyen de contrôle, ce qui confirme que dans ce pays les travailleurs ne dispose d'aucun pouvoir. - ndlr)

"*La démocratie doit être plus forte que les marchés, la politique plus ferme que les spéculateurs*", a-t-il déclaré. (Reuters 24.01)

(Foutaise, les marchés sont l'antithèse de la démocratie, il suffit d'observer ce qui se passe aux Etats-Unis pour en être convaincu. - ndlr)

2 Il n'y aura pas de croissance "*si on ne s'attaque pas à la finance*", a affirmé mardi sur BFMTV-RMC la première secrétaire du PS, Martine Aubry.

(croissance signifie davantage de profit pour les patrons, la suite va le confirmer. - ndlr)

"*Cela fait au moins dix ans que la droite est au pouvoir et on ne fait rien pour que la croissance revienne. Regardez l'Allemagne où elle en est et regardez où nous en sommes!... Elle (l'Allemagne) a réussi à maintenir la croissance malgré la crise*", a poursuivi la responsable du PS.

(Nous y sommes, l'Allemagne avec ses contre-réformes successives favorables au patronat, qui se sont finalement traduites par la précarité généralisée, quelle référence, tout un programme ! - ndlr)

"*Contrairement à ce que veut nous faire croire la droite et M. Sarkozy,* a-t-elle dit, *il n'y a pas de fatalité à la politique qui est menée aujourd'hui*".

(Alors qu'elle vient d'annoncer ou de prouver que le PS poursuivra ou amplifiera encore la politique antisociale de Sarkozy. - ndlr)

Mme Aubry a assuré d'autre part que le PS dans son ensemble faisait corps derrière M. Hollande, un "*homme de gauche*".

(Tout comme Attali le banquier, DSK ex-directeur général du FMI, P. Lamy à la tête de l'OMC, la milliardaire E. Badinter (Publicis), etc. tu parles, lisons la suite qui le dément. - ndlr)

"*Beaucoup d'hommes et de femmes qui ne sont pas marqués à gauche dans leurs engagements peuvent s'y retrouver facilement*", car François Hollande n'a pas fait de "*promesses aberrantes*", a-t-elle dit. (AFP 24.01)

(Même quand vous êtes de droite vous êtes de gauche, merci pour cette précision qui a le mérite d'être claire, Hollande ne pouvait pas faire de "*promesses aberrantes*" pour la bonne raison qu'il est entièrement soumis au capital et que ce dernier ne le supporterait pas, dans le sens qu'il y est farouchement opposé, crise oblige évidemment. - ndlr)

Cette vermine, qui se fait passer pour socialiste, ne pourrait pas tenir ce discours si les travailleurs en France savaient exactement quel sort le patronat allemand a réservé à leurs homologues. En voici un bref aperçu, d'autant plus crédible qu'il provient d'une personne qui n'est pas vraiment connu pour son engagement au côté des travailleurs, Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "*Point*", qui intervient sur les ondes de RMC pour sa chronique politique. Voici ce qu'il en dit du "*mythe*" allemand cher aux dirigeants de l'UMP et du PS notamment.

Par exemple ? Qu'est-ce qui vous paraît critiquable dans le modèle allemand ?

Il faut se méfier de la présentation qu'en font les politiques français. Le grand mythe de la réussite allemande, c'est sa croissance économique et la rigueur de ses finances publiques. La vérité, c'est que sa croissance est presque au niveau de la nôtre (proche de zéro) et que la dette allemande est la plus élevée d'Europe - ce qui nuance la légende de la rigueur teutonne. Ce qui est souvent mis en avant, c'est la fiscalité. Il est exact que le taux d'imposition des entreprises a été réduit et qu'il est légèrement inférieur à celui pratiqué en France - mais pas pour les PME, qui sont moins taxées en France. Et pour les particuliers, il y a bien un bouclier fiscal en Allemagne (à 42 %), mais vu l'impopularité de cette mesure en France, on a peine à croire que ce soit un objet d'admiration.

Là où la politique allemande produit des résultats, c'est dans la lutte contre le chômage...

C'est vrai, mais les chiffres sont trompeurs. Il faut savoir que les chômeurs de plus de 58 ans sont écartés des statistiques. Ensuite, les réformes du gouvernement Schröder en 2010 ont effectivement fait reculer le chômage, mais il faut voir à quel prix. En Allemagne, il n'y a plus d'allocation chômage au bout d'un an et le demandeur d'emploi est obligé d'accepter la place qu'on lui propose, y compris des emplois sous-payés. C'est vrai aussi que le chômage partiel a permis d'éviter beaucoup de licenciements, mais le résultat, c'est qu'il y a 6,5 millions de salariés pauvres en Allemagne - et pas de salaire minimum dans les services. Sans compter une politique familiale inexistante, qui fait que les femmes doivent choisir entre travailler ou élever des enfants ; ce qui explique que la natalité soit en berne.

Quelle conclusion en tirez-vous ? Que la convergence franco-allemande, que préconise Nicolas Sarkozy, est une illusion ?

C'est au moins un trompe-l'oeil. Les différences entre nos deux pays sont économiques et sociales, mais aussi politiques et culturelles. Paradoxalement, les syndicats ont un poids bien plus grand en Allemagne, mais la condition des salariés est mieux préservée en France. C'est là où les clichés peuvent avoir une réalité : peut-être que les Allemands acceptent plus facilement ce contre quoi nous, Français, avons tendance à résister. Et sans doute que ce que nous envions le plus, dans le modèle allemand, ce sont les résultats qu'il produit - et non les efforts qu'il nécessite. (Lepoint.fr 24.01)

Démontage d'une manipulation économique.

(Dans ce genre d'articles, l'auteur commence par énoncer une affirmation qu'il va ensuite s'employer d'étayer, mais comme il n'a pas vraiment conscience de l'idéologie à laquelle il adhère, il ne va pas s'apercevoir, en tout cas pas toujours, que certains faits ou arguments qu'il avance sont en contradiction avec l'affirmation qu'il soutenait au départ.

Dans le cas où il s'agira pour lui de justifier une position ou une mesure à laquelle il adhère ou qu'il soutient, il développera sa démonstration sans même s'apercevoir des contradictions qu'elle contient, mais qu'un lecteur attentif ou avisé détectera facilement.

Dans le cas présent, il est convaincu mordicus à la fois qu'il est possible de réguler les produits dérivés et que les dirigeants de l'UE ont véritablement la volonté d'y parvenir. Voyons ce qu'il en est réellement, ajoutons que parfois, assez souvent tout de même, il suffit d'un seul mot pour que la totalité de sa démonstration tombe à l'eau et révèle sa véritable intention, dans quelle direction erronée il avait voulu entraîner ses lecteurs.)

Les ministres des Finances des 27 pays de l'Union européenne se sont mis d'accord mardi pour réguler les produits dérivés, accusés d'avoir contribué à la crise sur les marchés financiers, suite à un compromis avec la Grande-Bretagne qui traînait des pieds.

(Le cadre est posé. - ndlr)

"*Une étape très importante a été franchie avec cet accord unanime des ministres des Finances sur la régulation*", a déclaré à la presse le commissaire européen chargé du secteur des services financiers, Michel Barnier, à l'issue de la réunion ministérielle à Bruxelles.

(Le superlatif absolu employé en tout début de phrase renforcé par l'idée d'unanimité, contribue à donner aux lecteurs la conviction qu'un fait important vient de se produire, qu'une question vient d'être réglée une fois pour toute. Nous verrons par la suite qu'il n'en est rien. - ndlr)

"*Nous sommes dans les temps pour respecter nos engagements au sein du G20*" sur ce sujet, s'est-il réjoui, ajoutant qu'il espérait parvenir "*dans quelques jours*" à un accord sur la question avec le Parlement européen, appelé aussi à co-décider.

(Nous sommes là en présence d'un grossier mensonge implicite camouflé par une vérité sans importance. Le grossier mensonge consiste à faire croire implicitement que tous les pays du G20 accepteraient que les produits dérivés soient sévèrement réglementés ou controlés, alors que les Etats-Unis y sont farouchement opposés. C'est la raison pour laquelle Barnier a commencé par une vérité sans intérêt, ils sont "*dans les temps*", ce dont tout le monde se fout, les Américains en premier. L'accord probable des pantins du Parlement européen étant acquis d'avance. - ndlr)

Bruxelles veut obliger tous les produits dérivés, y compris ceux échangés de gré à gré, à passer par des chambres de compensation, des organismes qui assurent le bon déroulement des opérations et jouent le rôle de fonds de garantie.

(On verra ci-dessous que Bruxelles n'est pas en mesure d'"*obliger*" quoi que ce soit à qui que ce soit en la matière. -ndlr)

"*Le tout dernier point sur lequel nous devions réunir un accord était celui du rôle de la supervision de ces chambres de compensation*" en Europe, a expliqué M. Barnier.

(Et c'est là que le dérapage se produit. Deux éléments de sources diverses pour le prouver.

- Improprement qualifiée de "*chambre de compensation*", Clearstream est l'un des deux organismes européens de règlement-livraison -sa principale activité- par lequel plus de 2.000 banques, institutions financières ou encore banques centrales du monde entier s'échangent leurs actions et leurs obligations. (AFP 28.01.2010 ; source : www.paradisfj.info)

Je rectifie l'imprécision de l'AFP, Clearstream est bien une chambre de compensation (source : Wikipedia)

- Mais une chambre de compensation ne constitue pas une panacée, et même si cela ne saute pas aux yeux, la protection qu'elle offre à ses participants s'accompagne d'inconvénients non négligeables pour ceux qui sont en dehors. (...)

La chambre de compensation accroît également la transparence, parce qu'elle peut faire état de son exposition agrégée au régulateur pour qui il est plus facile de réguler une chambre de compensation centrale que toute une série de banques au fonctionnement opaque – ce qui devrait renforcer le système financier.

Mais les risques, dont beaucoup sont systémiques et souvent importants, demeurent. Malheureusement, la structure même des chambres de compensation les camoufle.

Autre facteur préoccupant : en équilibrant pertes et gains la chambre de compensation peut réduire les risques encourus par ses participants, mais elle ne fait souvent que les transférer aux créanciers extérieurs ; et elle ne supprime pas le risque fondamental auquel est confronté l'ensemble du système financier. (l'auteur de cet article en fait ensuite la démonstration -ndlr)

Les régulateurs veulent faire davantage appel aux chambres de compensation ou même exiger que l'on passe par elles pour ce type d'accords financiers. Elles offrent beaucoup d'avantages, notamment une plus grande transparence, une meilleure fixation des prix et tendent à une meilleure régulation. Mais les régulateurs surestiment globalement leurs avantages. Trop de réduction du risque systémique se réduit à un transfert de risque. (source : http://lecercle.lesechos.fr)

Pour conclure, si tel n'était pas le cas ou qu'il n'était pas possible de déroger d'une manière ou d'une autre à cette

L'accord a été obtenu grâce à un compromis avec Londres qui contestait le pouvoir de l'autorité de régulation financière européenne (ESMA), étant donné que la City contrôle 75% du marché européen des dérivés et 50% du marché mondial. La chambre de compensation LCH.Clearnet, parmi les premières d'Europe, est basée à Londres.

(Je ne suis pas un expert de la finance, mais compte tenu de ce qu'on a lu plus haut, on peut penser que la City liée à la Fed a accepté ce "*compromis*" en accord avec les financiers américains, et qu'elle procèdera au "*transfert du risque*" de l'autre côté de l'Atlantique, et le tour est joué ! - ndlr)

Les droits de vote sur les procédures d'autorisation des chambres de compensation sont plus favorables aux Britanniques que précédemment, tout en maintenant le rôle de l'ESMA, auquel le Parlement européen est attaché.

(En économie plus encore qu'en politique, c'est le plus puissant ou celui qui détient le pouvoir qui dicte sa loi et les autres s'y plient, donc nous sommes là en présence d'un euphémisme qui sert à camoufler la capitulation de l'UE devant l'impérialisme américain. - ndlr)

Dans un communiqué, un responsable de l'ONG Oxfam, Marc Olivier Herman, a qualifié l'accord entre Etats européen de "*bonne nouvelle*", soulignant notamment que "*les dérivés sur les marchés de matières premières alimentaires devraient être beaucoup plus transparents*", et a appelé à un accord rapide avec le Parlement européen sur la question. (AFP 24.01)

(Cet épilogue misérable est conforme à la nature et la mission des ONG, ainsi tout est dans l'ordre des choses. - ndlr)

Démontage d'une manipulation syndicale.

A la tête de la CGT depuis 13 ans, Bernard Thibault, artisan d'une évolution du premier syndicat français vers plus d'ouverture et d'indépendance à l'égard du politique, a annoncé mardi qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat en 2013.

En 13 ans, M. Thibault a réussi à modifier l'image de la centrale qu'on appelait autrefois la "*courroie de transmission du PCF*", une oeuvre qu'il a poursuivie dans le sillage de son prédécesseur, Louis Viannet.

Plusieurs chantiers de réforme ont été lancés dont certains plutôt couronnés de succès comme la réforme des cotisations ou le rapprochement depuis 2006 avec l'autre grand syndicat, la CFDT. (AFP 24.01)

Avez-vous remarqué que chaque fois qu'on entend parler "*d'indépendance à l'égard du politique*" cela se traduit par une dépendance plus grande envers le capitalisme ou le régime (l'Etat), leur idéologie, cela vaut pour les syndicats, les partis comme pour la Banque de France par exemple.

Que cache l'affirmation selon laquelle M. Thibault la CGT ne serait plus la "*courroie de transmission du PCF*" ? La CGT n'est plus la "*courroie de transmission du PCF*" dans sa version purement stalinienne, elle est devenue la "*courroie de transmission du PCF*" stalinisé reconverti sans effort au social-libéralisme, ce que confirme son rapprochement avec la CFDT, CQFD.

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

Le Conseil national syrien (pro-occidental) poursuit son lobbying pour que la Ligue arabe transfère le dossier syrien au Conseil de sécurité des Nations Unies. Cependant, le rapport des observateurs de la Ligue est susceptible d'infirmer la version atlantique des événements et de confirmer la version de l'administration el-Assad. C'est pourquoi le Conseil national syrien a annoncé qu'il préparait un contre-rapport que la Ligue pourrait substituer au document officiel pour saisir le Conseil de sécurité en faveur d'une intervention militaire internationale.

Le Figaro a donné le signal d'un retournement complet de la presse française. Celle-ci n'accuse plus l'administration el-Assad d'avoir tendu un guet-apens au journaliste Gilles Jacquier pour l'assassiner, mais affirme qu'il a été victime d'une « *bavure des insurgés* ». Cette interprétation n'est pas plus étayée que la précédente et reflète uniquement la volte-face de l'administration Sarkozy. Très préoccupée par les révélations sur l'appartenance de M. Jacquier aux services de renseignement militaires et sur l'implication de la France dans l'enlèvement des ingénieurs iraniens, Paris a décidé de clore le dossier pour étouffer ces affaires.

- L'armée syrienne a repris la localité de Zabadani durant la nuit. Selon la Deutsche Press Agentur, qui suit l'affaire de près, elle aurait été aidée par des combattants du Hezbollah libanais venus en renfort. Pas du tout, affirme As Safir, l'armée a expérimenté une nouvelle technique : elle a abandonné la localité le jour pour y encercler les rebelles. Elle a attendu la nuit pour que la population soit à l'abri, avant de lancer une attaque et de reprendre le contrôle du bourg. Cette méthode est efficace car les bandes armées n'ont pas de soutien dans la population.

Étrangement, sur les photos des rebelles posant à Zabadani, on remarque qu'ils sont équipés de fusils d'assaut allemands.

- Le Los Angeles Times n'admet pas le soutien russe à la Syrie. Son reporter à Moscou interprète cette politique comme un pur réflexe anti-occidental de Vladimir Poutine.

- Alors que plusieurs attentats kamikazes ont endeuillé Damas, l'ambassade des États-Unis a souhaité, pour se protéger, que la municipalité barre la rue passante où elle se trouve. Cependant, les autorités syriennes, qui estiment que les attentats d'Al-Qaida sont commandités par les Occidentaux, ont refusé pensant que les États-Uniens étaient les seuls à ne rien avoir à craindre. Le Washington Post déplore que le personnel US soit en danger et qu'il faille donc fermer la représentation diplomatique.

- Kamal al-Labwani, un opposant ayant bénéficié d'une amnistie en novembre, a participé à une manifestation anti-Assad à Amman. Il a accordé un entretien à Associated Press et au Moustaqbal. Il appelle les minorités religieuses à ne pas craindre une révolution sunnite et garantit que le prochain régime sera séculier et reconnaîtra leurs droits.

- Al-Watan (Qatar) révèle que l'émir Hamad a saisi l'Organisation de la Conférence islamique pour que son secrétaire général, le Turc Ekmeleddin Ihsanoglu, invite la Ligue arabe à transmettre le dossier syrien au Conseil de sécurité de l'ONU si la répression se poursuit. L'OCI –comme le Conseil de coopération du Golfe et la Ligue arabe– avait déjà soutenu la guerre contre la Libye. (Réseau Voltaire 22.01)

Social

1- Forum social mondial

Le Forum social mondial, principal événement anti-capitaliste de la planète, s'ouvre mardi à Porto Alegre (sud du Brésil) avec une marche devant réunir des milliers de manifestants.

Ce Forum social "*thématique*" doit préparer le Sommet des peuples que les mouvements sociaux organiseront en marge de la Conférence de l'ONU sur le développement durable en juin à Rio de Janeiro (Rio+20) qui réunira des chefs d'Etat du monde entier.

Il se tient à la veille du Forum économique de Davos qui réunira les dirigeants politiques et industriels des pays riches.

Cette année, la grande nouveauté du forum sera la participation des nouveaux mouvements de protestation comme le Printemps arabe, Occupy Wall Street, les Indignés et les étudiants du Chili. (AFP 24.01)

Que dit-on de deux forums financés par les mêmes sources (les multinationales (Ford, Coca Cola notament), donc les banquiers américains) ? Qu'ils sont complémentaires, qu'ils font partie de la même famille, qu'ils appartiennent au même monde, le vieux monde pourri qu'il nous faut liquider. Le Forum social mondial et le Forum de Davos sont les deux faces de la même pièce : la contre-révolution.

2- Espagne

Le groupe sidérurgique ArcelorMittal a annoncé mardi la fermeture de son aciérie de Madrid (325 personnes) au cours d'un comité d'entreprise européen extraordinaire, a indiqué à l'AFP le représentant du syndicat français CFDT à ArcelorMittal.

Quelque 630 salariés sur un total de 6.000 quitteront la filiale tchèque du sidérurgiste à Ostrava (nord-est) d'ici à la fin du mois dans le cadre d'un plan de départs volontaires, lancé afin d'augmenter la compétitivité du site, a-t-on ainsi appris mardi auprès du groupe.

Selon les informations communiquées mardi par le groupe sidérurgique, le marché européen aurait une capacité de production de 90 millions de tonnes alors qu'il n'en consommerait que 60 millions.

En Belgique, ArcelorMittal a annoncé l'an dernier la fermeture de deux haut-fourneaux à Liège (sud-est) pour les mêmes raisons. (AFP 24.01)

Economie

1- FMI

Le FMI table désormais sur une croissance mondiale de 3,3% en 2012, contre 4% lors de ses précédentes prévisions. Pour 2013, le Fonds prévoit toutefois une accélération à 3,9%.

Il estime toutefois qu'en cas d'aggravation de la crise européenne, son estimation pour cette année sera amputée d'environ deux points de pourcentage.

Le produit intérieur brut (PIB) des pays de la zone euro devrait reculer de 0,5% cette année avant de recommencer à croître en 2013 (+0,8%).

Pour la France, le FMI table sur une croissance de 0,2% cette année (révisé de +1,4%) et de 1,0% en 2013. Quant à l'Allemagne, elle devrait croître respectivement de 0,3% (révisé de +1,3%) et 1,5%.

Les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, qui entretiennent des liens importants avec les économies de la zone euro, seront particulièrement affectés par un ralentissement de la croissance. Les prévisions du FMI s'élèvent pour cette région à 1,1% en 2012 contre une précédente estimation à +2,7%.

Le FMI précise que l'activité économique ralentit mais ne s'effondre pas. Il maintient sa prévision de croissance de 1,8% pour les Etats-Unis cette année, mais réduit sa projection pour le Japon à 1,7% au lieu de 2,3%.

L'activité économique des pays avancés devrait croître de 1,5% en moyenne en 2012 et 2013, une hausse insuffisante pour permettre un reflux marqué du chômage.

En ce qui concerne les économies émergentes, le Fonds prévoit un ralentissement brutal du rythme de croissance, à 5,4% en 2012 contre 6,1% prévu en septembre. Il appelle les Etats concernés à concentrer leurs efforts sur des politiques de stimulation de leurs économies. (endettement. - ndlr)

L'ensemble des pays émergents asiatiques devrait connaître une progression de 7,3% en 2012 contre 8% prévu auparavant.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la croissance devrait s'accélérer, notamment en Libye. (guerre=destruction=reconstruction. - ndlr) (Reuters 24.01)

2- France

Incapable de faire face à des engagements financiers de 1,75 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros) faute d'accord avec ses banques, le raffineur suisse Petroplus a annoncé mardi le déclenchement d'une procédure d'insolvabilité qui menace plus de 2.000 emplois en Europe.

Les négociations menées ces dernières semaines avec les banques ont échoué, a expliqué dans un communiqué le principal raffineur indépendant en Europe, qui avait déjà mis à l'arrêt trois de ses raffineries en Suisse, en Belgique et en France, à Petit-Couronne (Seine-Maritime). (Reuters 24.01)

1- Saisie des banques décrétée par un gouvernement ouvrier révolutionnaire ;

2- Expropriation des patrons ou actionnaires de Petroplus ;

3- Continuité ou reprise de l'activité chez Petroplus sous le contrôle ou par les salariés eux-mêmes avec leurs organisations syndicales.

Première objection : ce n'est pas possible.

Réponse : c'est la seule réponse possible conforme aux intérêts de l'ensemble des travailleurs.

Deuxième objection : argument insuffisant ou ne réglant pas la question à l'ordre du jour.

Réponse : on ne prétend rien régler dans l'immédiat, par contre si l'on ne s'en donne pas les moyens maintenant, ce n'est pas seulement maintenant qu'on ne règlera rien mais toujours. Il faut donc réunir les conditions pour régler ce problème et tous les autres, autrement dit se rassembler pour construire le parti qui dirigera ce gouvernement ouvrier révolutionnaire et imposera les mesures citées plus haut...

Troisième objection : on fait quoi en attendant ?

Réponse : on se déclare en grève illimitée jusqu'à la reprise d'activité garantie par l'Etat puisque en dernière analyse c'est l'Etat qui détient le pouvoir, on élit nos délégués et on se constitue en comité de grève, on occupe l'usine, on en appelle aux syndicats et aux travailleurs des autres raffineries en France et en Europe pour qu'ils nous immitent, on en appelle aux syndicats au niveau national pour qu'ils appellent à la grève illimtée dans tout le pays pour nous soutenir...

Quatrième objection : vous en faites quoi du mot d'ordre *Interdiction des licenciememts* ?

Réponse: devinez ? Plus sérieusement, vous ne pensez pas que la bonne question serait plutôt : Quel gouvernement interdira les licenciements, expropriera les banquiers, prendra le contrôle de l'économie du pays ?

3- Grande-Bretagne

La dette nette britannique a dépassé pour la première fois à la fin 2011 le seuil symbolique des 1.000 milliards de livres (1.200 milliards d'euros), selon des statistiques officielles publiées mardi.

En outre, conformément aux règles budgétaires britanniques, cette somme est calculée en excluant les "effets temporaires" du sauvetage par l'Etat des banques lors de la crise financière de 2008/2009, qui se chiffre en centaines de milliards de livres.

Hors ces interventions, la dette publique britannique représentait fin 2011 64,2% du produit intérieur brut (PIB) contre 59,4% un an plus tôt.

Mais, selon les projections de la Commission européenne, dont les calculs tiennent compte d'une partie de l'argent public engagé dans le secteur financier, cette dette équivaut en fait à 84% du PIB, un pourcentage équivalent à celui de la dette de la France. (AFP 24.01)

4- Etats-Unis

4.1- Mercredi, Obama a annoncé qu'il s'opposait à la création de l'oléoduc transcanadien, Keystone XL, qui devait transporter le pétrole de l'Alberta jusqu'au Texas. Le ministre canadien du pétrole, Joe Oliver, s'est donc immédiatement tourné vers la Chine, tout en déclarant: "*moins compter sur les Etats-Unis, nous aidera à renforcer la sécurité des finances canadiennes.*" "*Les Etats-*

Unis deviennent une source d'incertitude".

Si le Canada ne fait plus confiance à Washington et se tourne vers Pékin, l'Empire vacille.

Jeudi, la Turquie et l'Iran ont annoncé, qu'ils allaient augmenter leurs échanges financiers et améliorer les relations de leurs Banques Centrales.

Vendredi, l'Inde a annoncé qu'elle continuerait à acheter Pétrole et Gaz à l'Iran en remplaçant le Dollar par la roupie. C'est une énorme claque pour la crédibilité d'Obama, qui avait promis des sanctions sévères à ceux qui feraient des échanges avec l'Iran.

La Chine, la Russie, le Japon, l'Inde, la Turquie, la Corée du Sud et l'Iran représentent un bloc financier très important, qui vient d'ouvrir une brèche énorme dans l'autorité de l'Empire américain, qui impose depuis 1973 que les produits pétroliers soient négociés en Dollar.

Les accords bilatéraux Sino-brésiliens, russo-allemands, sino-japonais, turco-iraniens, russo-iraniens, etc., entre les plus gros producteurs et les plus gros consommateurs d'énergie de la Planète, mettent à mal le Dollar américain. Le perte de son statut de monnaie internationale dans les transactions financières et commerciales entre les B.R.I.C. est désormais un fait établi. Le Dollar ne peut que faiblir fortement devant cet état de fait, quelle que soit la crise obligataire actuelle à l'intérieur de l'Europe, qui est montée en épingle mais est relativement secondaire face à l'effondrement de la confiance dans le Billet Vert.

Les banques américaines vont fortement ressentir les effets de cette désaffection pour la monnaie US.

La politique de la canonnière

On peut craindre que les Etats-Unis réagissent violemment au fait que personne n'ait suivi leurs menaces de sanctions contre les partenaires commerciaux de l'Iran. Ils pourraient lâcher la bride à Israël, les laissant attaquer les cibles iraniennes. On se souvient que le porte-avions USS STENNIS avait traversé le Détroit d'Ormuz vers la Mer d'Oman pendant une manoeuvre de la Marine iranienne simulant la fermeture du Détroit. Un général iranien avait alors interdit à ce porte-avions américain de franchir le détroit en sens inverse, pour revenir dans le Golfe Persique.

Officiellement, le STENNIS a été désaffecté de la Ve Flotte et devrait être sur la route du retour vers les USA, pour être remplacé par le USS LINCOLN. Pratiquement, sur son site Face-book, vendredi dernier, le STENNIS montrait une photo où les deux porte-avions naviguent bord à bord, dans la même direction. Les Américains vont ils avoir 3 porte-avions cette semaine face à l'Iran ?

Quoiqu'ils fassent, le Dollar aura perdu de sa superbe et de sa puissance financière. (liesi 22.01)

4.2- Washington (awp/afp) – La Chambre des représentants américaine a adopté mercredi une résolution symbolique désapprouvant le relèvement du plafond de la dette des Etats-Unis demandé par le président Barack Obama pour éviter un défaut de paiement après la date butoir du 27 janvier. Les élus ont approuvé par 239 voix contre 176 cette "*résolution de désapprobation*" du relèvement du plafond de la dette, jusqu'ici fixé à 15'194 milliards de dollars. Le président avait formellement demandé au Congrès jeudi dernier de relever le plafond de la dette car il ne restait plus que 100 milliards de dollars de marge de manœuvre avant d'atteindre la limite autorisée.

En août, après des semaines de bagarre entre les républicains du Congrès et la Maison Blanche, la "*loi de contrôle du budget*" (Budget Control Act) avait relevé une première fois ce plafond de 400 milliards de dollars. Une deuxième augmentation de 500 milliards avait eu lieu en septembre. Un troisième relèvement de 1200 milliards de dollars est prévu pour permettre au gouvernement fédéral de financer son fonctionnement jusqu'à la fin de l'année 2012, soit après les élections. Mercredi, la Chambre a désapprouvé cette action. Mais M. Obama opposera son veto à une telle résolution, qui ne devrait de toute façon pas passer le cap de l'adoption au Sénat, à majorité démocrate. En outre, la loi budgétaire votée en août prévoit que le troisième relèvement du plafond de la dette de 1200 milliards de dollars soit effectué de façon automatique pour éviter un défaut de paiement de Washington.

Le représentant Ron Paul, candidat à l'investiture républicaine pour la présidentielle de 2012, a brièvement interrompu sa campagne en Caroline du Sud pour voter contre le relèvement du plafond de la dette mercredi à Washington. Le vote de mercredi, même s'il est symbolique, marque une reprise des tensions entre les républicains et les démocrates du Congrès après plus de trois semaines de congés de fin d'année, le tout en pleine campagne pour les élections de novembre 2012.

Commentaire : l'agence de notation S&P avait dégradé la note des Etats-Unis pour un problème similaire, il y a quelques mois, en arguant que la mésentente entre républicains et démocrates sur le plafond de la dette était à l'origine de cette décision… (liesi 23.01)

5- Inde

La Banque de Réserve d'Inde (RBI) a ramené le taux des RO (Réserves obligatoires -ndlr) à 5,50% et maintenu à nouveau son taux d'intervention à 8,50%, un statu quo qui était attendu. La banque centrale avait augmenté les taux à 13 reprises de mars 2010 à octobre 2011.

La réduction des RO libérera autour de 320 milliards de roupies (6,4 milliards de dollars) dans le système bancaire.

"*L'équilibre croissance-inflation de la politique monétaire penche désormais du côté de la croissance, tout en s'assurant que les tensions inflationnistes restent contenues*", a déclaré Duvvuri Subbarao, gouverneur de la RBI.

Le taux d'inflation annuel, mesuré par l'indice des prix de gros, a ralenti à un plus bas de deux ans de 7,47% en décembre, grâce à une forte décrue des prix alimentaires.

Les répercussions du taux de change sur l'inflation sont également une préoccupation de la RBI. La baisse de 16% de la roupie en 2011 crée de l'inflation importée.

La RBI a par ailleurs abaissé, comme prévu, sa prévision de croissance pour l'exercice budgétaire clos fin mars, à 7% contre 7,6%, et 8,5% constatés durant le précédent exercice budgétaire. Elle n'a pas modifié son objectif d'inflation qui est de 7%. (Reuters 24.01)

Haut de page

Le 26 janvier

CAUSERIE

Un courriel du Cermtri. « *Lénine à Longjumeau* », une exposition à voir

- "Près de 100 personnes ont assisté le samedi 21 janvier au CERMTRI au débat autour du livre de Jean-Jacques Mari « *Lénine, la révolution permanente* ». La discussion a été introduite par François de Massot qui a expliqué ce titre : Lénine n'a jamais été partisan de la révolution par étapes contrairement à ce qu'ont affirmé les staliniens – même si c'est Trotsky qui a développé la théorie de la révolution permanente.

Ainsi, en septembre 1905, Lénine déclarait : « *De la révolution démocratique nous passerons aussitôt, selon le degré de notre force et la force du prolétariat conscient et organisé, à la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution permanente. Nous ne nous arrêterons pas en chemin.* » (p.97-98) Lénine a consacré toute sa vie à la construction d'un parti révolutionnaire, c'est ce qui explique la place qu'il a donnée à la formation des militants et le rôle qu'a eu « *l'école de Longjumeau* » en 1911.

Vous pouvez venir voir au CERMTRI (aux heures d'ouverture du centre) jusqu'au mercredi 8 février 2012 l'exposition « *Lénine à Longjumeau* » qui a été réalisée par des militants de cette ville."

Ce n'est pas beaucoup 100 participants à cette conférence/débat, c'est mieux que rien certes. Je n'ai pas lu ce livre. Je ne sais pas si l'auteur a fait le lien avec Marx (et Engels) qui le premier avait fait référence à la révolution permanente, Lénine et Trotsky reprenant cette stratégie à leur compte dès le début du XXe siècle. Je ne sais pas non plus s'il a fait des parallèles avec *La révolution permanente* de Trotsky.

A propos de la "*révolution par étapes*", à la page 33 (version Internet en pdf), Trotsky écrivait :

- "*Grâce à son ampleur, l'expérience bolchevique de 1905-1917 a fermé définitivement la porte à la "dictature démocratique". De sa propre main Lénine a inscrit sur cette porte "Condamnée". Il a exprimé cette idée en quelques mots: le paysan ne suit que le bourgeois ou l'ouvrier.*", ce qui signifie en la transposant à notre époque, en remplaçant la paysannerie qui a pratiquement disparu par la petite-bourgeoisie, qu'entre la dictature du capital et la dictature du prolétariat, il n'y a pas de place pour une étape intermédiaire "*démocratique*", aucune autre classe que la classe ouvrière n'est capable de mener à son terme le renversement du régime en place, ce qui ne veut pas dire que la révolution ne connaîtra pas des périodes plus ou moins longues de flux et de reflux avant de finalement triompher, comme ce fut le cas en 1917. Aucune autre classe que la classe ouvrière ne peut revendiquer la direction de la révolution socialiste (mondiale), car c'est la seule classe indépendante de la bourgeoisie par la position qu'elle occupe dans les rapports sociaux de production.

D'autant plus qu'à notre époque de décomposition avancée du capitalisme, il est impossible de satisfaire la moindre revendication sociale collective sans remettre en cause simultanément les fondements du capitalisme. Imaginez que demain

vous passiez le smic et la retraite minimum à 1700 euros nets par mois, que vous annuliez toutes les lois anti-ouvrières votées depuis 1958, que vous rendiez gratuit l'accès aux soins, à l'école et à l'université, que vous diminuiez les loyers de 40 ou 50%, etc. ce qui n'a rien d'exceptionnel ou de farfelu, et c'est l'ensemble de l'économie fonctionnant selon les lois du capitalisme qui s'écroule, les entreprises ne seraient plus compétitives, etc. d'où la nécessité de mettre fin aux rapports de production capitalistes immédiatement pour éviter le chaos qui profiterait à la réaction.

L'expropriation des banquiers et des grands capitalistes (sans indémnités), la fermeture de la Bourse et le monopole du commerce extérieur réalisé par l'Etat ouvrier (notamment), sont des mesures indispensables pour à la fois satisfaire nos revendications sociales, commencer à réorganiser la production et la distribution des richesses produites sur la base des besoins réels de la population, sachant qu'il sera possible de réduire les inégalités pour les rendre supportables à tous, le chômage, la précarité et la pauvreté auront disparu, par contre il sera impossible de les faire disparaître totalement, de même que le capitalisme n'aura pas totalement disparu, ces objectifs ne pouvant être atteints qu'au niveau mondial, une fois le capitalisme totalement éradiqué de la surface de la terre, c'est aussi cela la révolution permanente : à la première étape le socialisme, à la seconde le communisme qui coïncidera avec l'extinction des classes, des Etats et des frontières, la fin du règne de la nécessité caractérisée par l'exploitation de l'homme par l'homme, enfin l'homme commencera à écrire consciemment sa propre histoire, libéré des chaînes de la servitude humaine.

Tirez le rideau !

1- Etat d'âme de La Talonnette.

L'évocation par Nicolas Sarkozy auprès de journalistes de sa possible défaite à la présidentielle relève davantage d'une "*opération d'intox*" destinée à "*rebondir*" que d'un véritable "*abattement*", estiment mercredi de nombreux éditorialistes. (AFP 25.01)

Il est battu d'avance et il le sait, sauf coup de théâtre de dernière minute, encore faut-il qu'il se représente. Car au point où il en est, à l'UMP ils pourraient envisager de présenter un autre candidat, Juppé par exemple, resterait-il encore à justifier ce forfait de dernière minute qui ne plomberait pas la candidature de Juppé. Cela ne s'est jamais vu mais pourquoi pas. A moins que leurs amis du Fouquet's jugent préférable qu'il se sacrifie au profit de Hollande, qui malgré ses incartades en direction de la finance, rentrera dans le rang comme Blum et Mitterrand une fois élu, ils se chargeront de lui faire comprendre si nécessaire, en réalité, ce ne sera même pas nécessaire, Hollande est un agent du capital. On s'en fout vous me direz, bien sûr.

2- Un extrait de ce qu'il aurait dit en "*off*" en Guyane.

« *Oui, j'en ai la certitude. J'ai 56 ans, je fais de la politique depuis trente-cinq ans, j'ai un métier, je changerai complètement de vie, vous n'entendrez plus parler de moi si je suis battu*.» Cette phrase est bien de Nicolas Sarkozy, évoquant pour la première fois son possible échec à la présidentielle. C'était samedi à Cayenne, lors du déplacement du chef de l'Etat en Guyane où il présentait ses vœux à l'Outre-mer. Le président français s'est entretenu à bâtons rompus pendant trois heures avec une dizaine de journalistes. Une conversation qui devait rester « *off* » - cela signifie que les journalistes peuvent utiliser les propos d'une source sans en révéler l'identité - mais qui a finalement été dévoilée par l'AFP puis par *Libération* hier après-midi.

L'après-Elysée, le président l'avait d'ailleurs déjà évoqué en 2008 : « *Je fais ça pendant cinq ans et, ensuite, je pars faire du fric, comme Clinton. 150 000 euros la conférence !* » (elle.fr 25.01)

T. Blair en a fait autant, ils le font tous.

3- C'est "*cuit*" !

Le *Canard enchaîné* de mercredi rapporte le désarroi de nombreux ministres après le meeting socialiste du Bourget. Et notamment celui du Premier d'entre eux. «*Si Nicolas ne déclare pas tout de suite sa candidature, c'est cuit. Sa stratégie de président au-dessus de la mêlée a échoué. Il n'a que 15 jours pour renverser la tendance. Après...*», aurait déclaré François Fillon. Tout est dans les points de suspension. (20minutes.fr 25.01)

Pas crédible et c'est encore rien de le dire !

Sondage CSA pour 20 Minutes, BFMTV et RMC. Sur les thématiques économiques, la défiance des Français est très importante : 28 % des sondés ne font confiance à aucun des candidats ou des probables candidats dans la lutte contre le chômage (une méfiance qui atteint 30 % sur la dette ou encore 29 % sur la défense du pouvoir d'achat…). (20minutes.fr 25.01)

En réalité, personne n'y croit !

Comment peut-on croire que des questions non résolues depuis bientôt 30 ans pourraient l'être par les mêmes partis ou ceux-là mêmes qui ont déjà gouverné le pays ? Si CSA avait commencé par poser cette questions aux personnes qu'ils ont interrogées,

ce ne serait pas 28, 29 ou 30% qui se diraient désabusées mais 90% ou plus.

Leur sondage est conçu de telle sorte que chacun ait l'illusion que la réponse à leurs problèmes existe dans le cadre de l'ordre établi que ces partis ou ces philistins représentent. C'est le but de la manoeuvre.

Un véritable cauchemar ! Et "*maintenant le capitalisme lui-même*".

Extrait d'un article de Slate.fr titré : *Comment sauver une nouvelle fois le capitalisme?*

Au moment où s'ouvre la grand-messe annuelle du capitalisme à Davos, le magazine Time dresse un tableau très sombre du système économique mondial et affirme que sans profonde réforme le capitalisme est en danger car il s'aliène les peuples partout sur la planète.

«*Tandis que la crise économique mondiale entre dans sa quatrième année, tout ceux qui pouvaient être blâmés l'ont été. Les banquiers irresponsables. Les dirigeants d'entreprises avides. Les régulateurs incompétents. Les politiques incapables d'agir. Les travailleurs chinois sous-payés. Les travailleurs grecs sur-payés. George W. Bush. Ben Bernanke. Angela Merkel. Les agences de notation…*» Et maintenant le capitalisme lui-même.

Time souligne que c'est logique. Le capitalisme est incapable aujourd'hui d'apporter ce qu'il est sensé offrir: récompenser le mérite, donner des opportunités et rémunérer le travail et le talent. Au contraire, depuis 2008, le capitalisme a tourné le dos à la méritocratie et bénéficie seulement aux privilégiés. (le balayeur du Bronx a le salaire et les conditions de vie qu'il mérite en temps normal, de même que le parasite milliardaire qui se vautre dans la luxure. Ce qui est "*logique*" aussi pour le Time, c'est que le capitalisme soit déclaré indépassable et donc éternel ! - ndlr)

«*L'écart entre les riches et les pauvres s'est élargi partout. Dans un rapport de 2011, l'OCDE souligne que les inégalités de revenus dans les 22 pays étudiés ont augmenté de 10% en moyenne depuis le milieu des années 1980 et que la situation s'est dégradée dans 17 pays. Le libre-échange a conduit à une mondialisation qui a forgé un marché du travail international qui met en concurrence directe les étudiants américains et indiens et met sur la touche ceux qui ne peuvent pas lutter.*»

(le capitalisme repose sur des contradictions explosivent à terme, incompatibles avec sa survie. - ndlr)

Alors bien sûr, le capitalisme n'en est pas à sa première crise. L'immoralité et la brutalité du système sont dénoncées depuis le XIXe siècle. Pour autant, le capitalisme a vaincu le communisme et inclut dans son orbite à peu près toute la planète. Son secret, c'est un système dynamique. Comme la vie, il s'adapte, encore et toujours. Et la question aujourd'hui n'est pas «*s'il doit être réformé, mais comment… Les souffrances de la grande dépression ont donné naissance au mouvement pour rendre le capitalisme plus juste et plus stable avec une plus grande protection et régulation des gouvernements. Le New Deal aux Etats-Unis et l'Etat providence en Europe. La stagflation des années 1970 a conduit le capitalisme vers plus d'innovation et de productivité*».

(le capitalisme n'a jamais "*vaincu*" le communisme, puisque le communisme n'a jamais existé à l'échelle de la planète, auquel cas les frontières, les Etats et les classes, les riches et les pauvres auraient disparu, on s'en serait porté si bien qu'il ne serait jamais venu à l'idée de personne de les faire renaître.

Quant aux"*souffrances de la grande dépression*, excusez du peu, elle s'est traduite par plus de 45 millions de morts dans le monde, davantage de blessés, plus encore de vie et de famille brisée pour toujours, le Time le minimise car finalement elle a été profitable aux capitalistes américains à qui il doit encore son existence, on pourrait ajouter toutes les autres guerres (Corée, Vietnam, etc.) qui ont marqué la période entre 1945 et le début des années 70.

Mais au fait, n'était-ce pas les impérialistes français, britannique et américain qui avaient saigné à blanc l'économie allemande au lendemain de la Première guerre mondiale au titre des "*réparations de guerre*" imposées au vaincu ? Par la suite, pour lui éviter de sombrer totalement et d'emboîter le pas à la Russie passée sous le pouvoir du parti bolchevik, n'était-ce pas l'impérialisme américain qui avait investi des milliards de dollars dans l'économie allemande... jusqu'en 1929, date à laquelle Hitler n'était pas encore parvenu au pouvoir, avant de rapatrier ces capitaux aux Etats-Unis et de plonger l'économie allemande dans un marasme épouvantable favorisant l'arrivée de Hitler au pouvoir, on connaît la suite ?

Au passage, le Time ne peut nier l'existence de la lutte des classes (Etat providence) en réaction et d'une certaine manière comme frein à la dérive totalitariste du capitalisme. L'amalgame auquel il se livre entre "*le New Deal aux Etats-Unis et l'Etat providence en Europe*" n'est pas anodin ou une erreur d'appréciation ou encore le produit d'une confusion dans la tête du rédacteur du Time, non, il s'agit de mettre au compte du capitalisme pour l'embellir ou lui donner un visage plus présentable, plus humain, les avancées sociales qui étaient uniquement le produit de la lutte de classe du prolétariat en Europe, et dans une certaine mesure la condition de la reconstruction des Etats et du capitalisme sur le versant occidental de ce continent.

Pour finir, la situation que nous connaissons aujourd'hui est le produit de la politique mise en avant par l'impérialisme dès le début

ou le milieu des années 70, relayée par la suite à des degrés divers dans chacun des Etats en Europe. Ce sont les conséquences de ce processus entamé il y a 40 ans que nous observons et que nous subissons, conclusion à laquelle le le Time ne peut adhérer, qu'il ne peut pas reconnaître et livrer à ses lecteurs, car il s'agit d'un réquisitoire à charge et sans appel possible contre le capitalisme. -ndlr)

Comme au lendemain de la crise des années 1930, Time suggère que le balancier revienne vers un plus grand contrôle des excès. Il faut rétablir ce que la mondialisation a effacé, retrouver un équilibre des pouvoirs économiques et politiques et rendre les dirigeants des banques et des entreprises responsables. Les risques pris jamais sanctionnés et les rémunérations pharaoniques injustifiées «détruisent la justification morale de l'existence d'un système capitaliste construit sur le mérite».

(Puisque rien ni personne ne peut justifier l'existence d'un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur le vol de la force de travail des producteurs (manuels et intellectuels), sur des conditions objectives, matérielles, palpables et vérifiables, ils inventent une valeur subjective sur laquelle chacun devrait se pencher désormais, le mérite, valeur laissée à l'appréciation de chacun, sur laquelle les opposants au capitalisme devraient discourir à l'infini tel des métaphysiciens, pendant que les capitalistes continueraient tranquillement de vaquer à leurs affaires, le monde continuant sa marche vers l'abîme, ce dont se fout le Time évidemment. L'un mériterait d'être pauvre ou miséreux bien qu'il travaille, sans exploiter personne, et l'autre mériterait d'être riche en dormant, en exploitant la planète entière. Cette "*justification morale*" est conforme à la doctrine de l'Eglise. - ndlr)

Des idées qui sont proches de celles mises en avant par l'éditorialiste pourtant conservateur du New York Times David Brooks, qui appelle à la naissance d'un concept qui nous rappelle quelque chose en France : le «*free market socialism*» (le socialisme de marché). (slate.fr 25.01)

(Cela pourrait très bien être aussi le "*socialisme de marché*" à la chinoise, la négation du socialisme ! - ndlr)

Actualité en titres

Cause et effet.

- Nouveau record pour le chômage en France depuis 12 ans - Reuters

- Les ventes de l'anti-douleurs Tramadol en hausse de 30% sur un an - Liberation.fr

Frénésie !

- 377 900 par jour : le nombre d'iphones vendus au cours du dernier trimestre 2011 (plus que le nombre de naissances dans le monde) - Atlantico.fr

Tout fout le camp !

- La dernière fabrique française de bérets basques en redressement judiciaire - AFP

- La France a perdu un cinquième de ses vergers en dix ans AFP

D'une maison close à l'autre...

- Une gendarmerie de l'Essonne squattée par des Roms évacuée - Liberation.fr

- Prostitution : un célèbre club libertin contraint de fermer - LeFigaro.fr

Dictature américaine.

- Des commandos américains libèrent deux otages en Somalie - Reuters

- Le responsable de la tuerie d'Hadita, en Irak, n'ira pas en prison - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

Bahreïn

Des affrontements ont opposé la police et des manifestants dans plusieurs localités chiites de Bahreïn où 41 policiers et plusieurs manifestants ont été blessés, ont indiqué mercredi les deux bords.

Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur a affirmé que la police anti-émeutes avait été attaquée mardi soir par "*des hommes et des femmes masqués*" et armés de pierres et de cocktails Molotov, notamment à Duraz, Sanabis, Dair et Al-Ekr.

Ces attaques "*reflètent une grave escalade dans les tactiques violentes de groupes et individus qui soutiennent l'opposition*", a ajouté le ministère, faisant état d'au moins 41 policiers blessés. (AFP 25.01)

Social

1- France

Le chômage a poursuivi sur sa lancée, en décembre, avec une augmentation de 1% du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A par rapport au mois précédent. Soit 29 700 personnes supplémentaires n'exerçant aucune activité professionnelle. Sur un an, ce chiffre a augmenté de 5,6%.

En incluant les personnes ayant une activité partielle (catégories B et C), le chômage a crû de 0,6% entre novembre et décembre 2011. Plus de 4,2 millions de demandeurs d'emplois sont inscrits dans les trois premières catégories.

Les catégories D et E, concernant les chômeurs bénéficiant d'une formation, d'un stage ou d'un emploi aidé, augmentent respectivement de 2,3% ou de 2,1%. Ce qui peut indiquer une augmentation du recours à ces de la part des pouvoirs publics, ou une conséquence de l'augmentation du nombre de plans sociaux, accompagnés de dispositifs publiques de reconversion.

La hausse a particulièrement touché les plus de 50 ans, qui sont 2% de plus en catégorie A (16% sur un an). Ils représentent plus de 20% des inscrits à Pôle Emploi. Les moins de 25 ans sont aussi plus concernés que la moyenne : +1,3% sur le mois.

La hausse concerne de manière égale les chômeurs de courte et de longue durée (+0,6%).

Les fins de contrats précaires (CDD ou intérim) représentent toujours le premier motif d'inscription à Pôle Emploi, avec près d'un tiers des cas. Bien moins importants en nombre, les licenciements économiques bondissent néanmoins de 5,7%, de mauvais augure après les +11% du mois précédent. (liberation.fr 25.01)

2- UE. En famille.

La Confédération européenne des syndicats (CES) a appelé mercredi à Bruxelles à "*une journée d'action européenne*" le 29 février, à la veille d'un sommet des dirigeants européens consacré au nouveau traité visant à renforcer la discipline budgétaire au sein de l'UE.

"*Le mot d'ordre de la journée d'action sera +Trop, c'est trop ! Les mesures d'austérité ne sont pas la seule réponse à la crise+*", a déclaré Bernadette Ségol, la secrétaire générale de la CES, après une réunion extraordinaire de son comité de direction.

Le "*seul objectif de ce traité est de réduire au maximum les déficits publics quels qu'en soient les impacts sociaux. On ne peut pas continuer à imposer des mesures qui ne marchent pas, qui enfoncent les pays dans la crise et appauvrissent de plus en plus de monde*", a dénoncé Mme Ségol.

"*C'est au contraire une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée*", a-t-elle précisé.

Les principaux délégués de la CES -Brendan Barber (patron du syndicat britannique TUC), Bernard Thibault (CGT française) et Annelie Buntenbach (DGB allemande)- sont montés mercredi midi sur une tribune dressée devant le bâtiment du Conseil européen pour "*démontrer l'unité des syndicats européens*" sur ce dossier. Ils avaient été auparavant reçus par le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

"*Le diagnostic que font tous les syndicats est unanime quant à la dégradation sociale dans l'ensemble de l'Europe*", a déclaré M. Thibault, qui représentait les syndicats français membres du CES (notamment la CFDT et FO).

Le choix de la forme (manifestations, grèves...) que prendra la Journée d'action du 29 février a été laissé aux différentes confédérations nationales. (Reuters 25.01)

La CES est un syndicat formidable, non ? Pas vraiment.

Pour vérifier que l'agence Reuters n'avait rien oublié au passage, je me suis connecté au portail de la CES. Et effectivement de la déclaration de la secrétaire générale de la CES, ils ont occulté le passage suivant qui indique clairement quel contenu politique la CES compte donné à cette journée d'action contre laquelle nous sommes évidemment :

"*Pour les syndicats européens, ce traité doit comporter un volet social fort. Même si l'équilibre budgétaire est nécessaire, la rigueur seule accroît les déséquilibres. C'est une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée* " (www.etuc.org), comme si l'UE avait eu un jour un caractère social, antisocial assurément ! Autrement dit, compte tenu du fait que "*l'équilibre budgétaire est nécessaire*" est incompatible avec la satisfaction des revendications collectives des travailleurs, cette journée d'action aura pour seul objectif de légitimer ce traité et la politique ultra réactionnaire adoptée par tous les gouvernement de l'UE.

Comment fonctionne la colloration de classes de la CES. En associant en permanence dans ses préoccupations les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs, comme si la satisfaction des uns ne se faisaient pas obligatoirement au détriment des autres. Un autre exemple pour l'illustrer, il est daté du 12 janvier 2012 : Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES, a déclaré : " *Nous doutons sérieusement que la proposition de Traité international du Sommet de décembre dernier soit suivi d'effets positifs pour l'économie et pour les travailleurs*", vous retrouvez bien les intérêts du capital sous le vocable de "*l'économie*" au côté des travailleurs, comme si leurs intérês étaient complémentaires au lieu d'être antinomiques et inconciliables, tout le reste n'est que du baratin pour mieux embrouiller militants et travailleurs.

Question : que foutent les syndicats dans la CES créée de toutes pièces par l'UE, sinon collaborer avec l'UE. A bas la CES et l'UE !

Economie

1- Grande-Bretagne

L'économie britannique s'est contractée de 0,2% au dernier trimestre de 2011, une performance pire que celle anticipée par les analystes et qui conforte les craintes d'un retour du pays dans la récession, selon une estimation officielle publiée mercredi.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) s'établit à +0,8% par rapport à la même période de l'année dernière et à +0,9% sur l'ensemble de 2011, a indiqué l'Office des statistiques nationales.

Cette mauvaise performance devrait relancer les interrogations sur le bien-fondé de la politique d'austérité menée sans relâche par le Premier ministre conservateur David Cameron, accusée par ses détracteurs d'avoir "*tué*" la reprise. Elle intervient en outre au moment où le chômage est déjà au plus haut depuis 17 ans.

Pour Vicky Redwood, du cabinet Capital Economist, "*le Royaume-Uni est en fait déjà de retour dans la récession et l'économie va continuer de se contracter durant la majeure partie de cette année*".

De son côté, la Banque d'Angleterre a signalé mercredi qu'elle était disposée à effectuer rapidement de nouvelles injections massives de liquidités pour soutenir l'économie, une politique qui a jusque-là aidé le Royaume-Uni à emprunter sur les marchés dans de bonnes conditions pour financer sa dette. (AFP 25.01)

Et faites chauffer la planche à billets !

2- Grèce

Le Fonds monétaire international (FMI) fait pression sur la Banque centrale européenne (BCE) pour qu'elle accepte de prendre des pertes sur les 40 milliards d'euros de dette grecque qu'elle détient, rapporte, mercredi 25 janvier, le *Financial Times*. La BCE est très fortement opposée à l'idée qu'elle subisse des pertes sur ses obligations grecques, sur le modèle des créanciers privés, selon le quotidien économique, qui cite des responsables européens qui participent aux difficiles négociations sur la restructuration de la dette hellénique.

Le journal rappelle toutefois que le FMI a démenti exercer une telle pression. L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les créanciers privés dans la négociation, a réaffirmé, mardi, qu'il refusait d'aller au-delà de 50 % de décote pour les titres de dette de la Grèce détenus par le secteur privé. '*Nous appelons maintenant toutes les parties à honorer cet accord*', a déclaré à Zurich le directeur général de l'IIF, Charles Dallara, ce qui inclut la BCE.

Démentant les espoirs d'une conclusion imminente d'un accord avec les banques et fonds d'investissement sur l'opération

d'échange d'obligations censée assurer le désendettement grec, la réunion de l'Eurogroupe lundi à Bruxelles n'a accouché que d'une date-butoir, celle du 13 février, avant laquelle Athènes doit trouver une issue pour lancer, à temps, l'offre publique d'effacement. (lemonde.fr 25.01)

3- Etats-Unis.

3.1- La Fed ou la spirale infernale du rachat d'actifs pourris et de l'endettement.

La président de la Réserve fédérale Ben Bernanke a déclaré mercredi que la banque centrale américaine était prête à prendre d'autres mesures de soutien à l'économie après que la Fed a annoncé plus tôt que ses taux d'intérêt resteraient proches de zéro jusqu'à au moins la fin 2014.

La Fed a également décidé, pour la première fois de son histoire, de fixer un objectif d'inflation officiel - de 2% -, même si Ben Bernanke a précisé que la banque centrale devait faire preuve de flexibilité pour contenir la hausse des prix à la consommation quand le chômage est élevé.

En réponse à la plus grave crise économique depuis la Grande dépression des années 1930, la Fed a ramené ses taux d'intérêt à un niveau proche de zéro en décembre 2008 - dont ils n'ont pas bougé depuis.

Dans le même temps, la Fed a également plus que triplé la taille de son bilan à environ 2.900 milliards de dollars après deux programmes d'assouplissement quantitatif, consistant à racheter des obligations d'Etat, opérations qui reviennent de fait à faire tourner la planche à billets.

Avec ces actions, les économistes jugent que la Fed a réussi à éviter une récession encore plus sévère, mais elle n'est pas parvenue à ramener le taux de chômage à un niveau considéré comme normal quand l'économie fonctionne bien.

Beaucoup de connaisseurs de la Fed s'attendent à une nouvelle série de rachats d'obligations, avec un accent mis sur de la dette immobilière.

La Fed, dans sa toute première déclaration d'"*objectifs à plus long terme et de stratégie de politique*", a précisé qu'il n'était pas opportun de fixer un objectif pour le taux d'emploi, parce que le marché du travail n'est que partiellement déterminé par des facteurs monétaires. (Reuters 25.01)

J'ai relevé trois éléments intéressants dans cet article :

1- la Fed fixe le taux officiel de l'inflation aux Etats-Unis, c'est elle qui dirige le pays, donc les banquiers, dès lors comment le président des Etats-Unis ne serait pas le président des banquiers et comment pourrait-il mettre en oeuvre une politique qui ne serait pas favorable à ses commanditaires ou mentors, impossible ;

2- le refus de la Fed de se prononcer sur l'objectif de la réduction du chômage, parce que ce n'est pas sa priorité ;

3- si "*le marché du travail n'est que partiellement déterminé par des facteurs monétaires*", c'est qu'il est déterminé par un autre facteur, en dernier ressort, par le coût du travail, compétitif ou non sur le marché mondial, qui reflète le niveau de vie moyen de la population, ses besoins, la totalité de ses besoins qui dépassent de très loin les besoins élémentaires d'un travailleur pour renouveler sa force de travail dans une société basée sur la consommation ou plutôt la surconsommation et l'endettement. C'est le modèle de société américaine qui est en cause, l'existence même de l'impérialisme américain.

Pourquoi ? Parce que paradoxalement tous les peuples de la planète aspirent à vivre mieux, à accéder au progrès social, à satisfaire des besoins qui ne coïncident plus avec le strict minimum qui était nécessaire hier pour survivre.

Ces besoins sont devenus planétaires à la fin du XXe siècle. Ils échappent au contrôle de toute autorité ou tyran, et c'est la jeunesse qui aspire naturellement à les satisfaire qui est à la pointe du combat révolutionnaire contre le capitalisme et les régimes qui s'y opposent, de façon désordonnée certes, mais personne ne peut stopper ce processus légitime en marche qui fait partie intégrante de la révolution socialiste mondiale, reste au prolétariat mondial et à sa jeunesse à trouver la voie du socialisme qui lui permettra de prendre le pouvoir.

3.2- Ah les petites mains chinoises !

Portée par des résultats flamboyants publiés mardi soir, l'action Apple s'envole mercredi à Wall Street, permettant à la marque à la pomme de devenir la première capitalisation boursière du monde, avec une capitalisation boursière de 416,46 milliards de dollars, selon des données Reuters, reléguant le groupe pétrolier Exxon Mobil au deuxième rang (412,6 milliards de dollar).

Reuters 25.01)

4- Japon

Le Japon a subi en 2011 son premier déficit commercial annuel depuis 1980, à cause des perturbations liées au séisme du 11 mars, d'une facture énergétique renchérie par l'accident de Fukushima et de la vigueur du yen.

Le déficit commercial de la troisième puissance économique mondiale a atteint 2.492,7 milliards de yens (près de 25 milliards d'euros) sur l'ensemble de l'année, a annoncé mercredi le ministère des Finances.

Les importations ont bondi de 12,0%, à cause d'une facture énergétique renchérie par l'envolée des achats en valeur de pétrole (+21,3%) et de gaz naturel liquéfié (+37,5%).

Outre la hausse des tarifs, le Japon a dû importer du gaz comme jamais pour approvisionner ses centrales thermiques, afin de compenser l'effondrement de la production nucléaire d'électricité du pays après l'accident de Fukushima.

Depuis cette catastrophe, la pire du secteur depuis celle de Tchernobyl (Ukraine) en 1986, les réacteurs arrêtés pour maintenance régulière n'ont pas pu redémarrer en raison de l'obligation préalable d'effectuer des tests de résistance et d'obtenir l'approbation des autorités locales. Au 31 décembre, l'archipel ne disposait que de 6 unités en service sur un total de 54.

Le Japon a aussi élevé ses acquisitions de produits alimentaires, de 12,4% en valeur.

En 2011, les exportations se sont effritées pour leur part de 2,7% par rapport à celles de 2010, plombées par un recul des livraisons à l'étranger de semi-conducteurs (-14,2%) et de voitures (-12,1%).

La production des fabricants d'électronique et des constructeurs d'automobiles a été très perturbée par le séisme et le tsunami qui ont dévasté la région du Tohoku (nord-est) le 11 mars.

Usines endommagées, approvisionnement interrompu ou réduit pendant des semaines, ces puissants secteurs de l'économie nippone ont connu un printemps désastreux qui les a contraints à diminuer leurs ventes hors du Japon.

A l'automne, des inondations historiques en Thaïlande ont en outre perturbé les circuits habituels d'échanges de pièces détachées et produits finis, alors que la situation venait à peine de revenir à la normale au Japon.

Ces difficultés ont été aggravées par la vigueur historique du yen qui a renchéri leur production "*made in Japan*" et amoindri la valeur de leurs revenus encaissés à l'étranger. Considérée comme une devise refuge par temps économique incertain, la monnaie nippone a fait l'objet d'achats massifs d'investisseurs effrayés par les turbulences financières internationales.

En deuxième partie d'année, la dégradation de la conjoncture mondiale en lien avec la crise européenne d'endettement a de surcroît réduit les débouchés des firmes nippones.

Au sein de la région asiatique en croissance, le déficit commercial nippon vis-à-vis de la Chine, son premier partenaire commercial, a quintuplé et son excédent s'est notablement réduit envers la Corée du Sud et Taïwan.

Le bénéfice tiré de ses échanges de biens a diminué de 8,2% face aux Etats-Unis et de 31,3% vis-à-vis de l'Union européenne à l'économie chancelante.

"*Le commerce japonais a été cette fois frappé des deux côtés*", a résumé Satoshi Osanai, économiste à l'Institut de recherche Daiwa, rappelant que la chute des exportations observée en 2008, année du pic de la crise financière, n'avait pas été accompagnée d'une hausse des importations, à l'inverse de 2011.

Les économistes soulignent que les circonstances de l'année passée furent exceptionnellement négatives pour l'archipel, mais plusieurs facteurs pesant sur son commerce pourraient néanmoins perdurer.

Même si elle redémarre quelque peu, la production nucléaire du pays ne retrouvera sans doute pas ses niveaux d'antan, lorsqu'elle assurait quelque 30% de la production d'électricité locale, ce qui maintiendra la facture énergétique à des niveaux coûteux.

Le yen risque pour sa part de rester élevé en 2012 et de peser encore sur la compétitivité des produits fabriqués au Japon pour l'exportation, à moins d'une brusque éclaircie sur l'économie mondiale. (AFP 25.01)

Haut de page

Le 27 janvier

CAUSERIE

Un courriel reçu du groupe CCI (T)

Le CCI(T) organise sur Lyon une réunion politique (situation internationale, française et économique) ce mercredi 1er Février 2012 à 20h30 à la Maison des Passages. Venez nombreux et n'hésitez pas à confirmer par retour de e-mail.

La Maison des Passages - 44, rue Saint Georges - 69005 Lyon - (Métro St Jean, Ligne D)

Subtilité sémantique.

«*L'idée de progrès, c'est ça le rêve, ce n'est pas l'idée de faire rêver les Français*», corrige subtilement Manuel Valls, le dircom de Hollande. (20minutes.fr 26.01)

Ne rêvez pas, circulez il n'y a rien à voir !

Pour les abrutis qui ne l'auraient pas compris, parce que c'est ainsi qu'ils traitent les travailleurs (lire plus loin), ce n'est pas le progrès social qui est à l'ordre du jour, mais seulement l'idée du progrès, l'idée sans le progrès, l'idée qui se suffit à elle-même, qui se nourrit d'elle-même quoi ! A défaut d'être marxistes, ils renouent sans le vouloir avec la philosophie hégélienne, toutefois vidée de sa substance.

Quand Valls dit que le rêve "*ce n'est pas l'idée de faire rêver* ", mais "*l'idée de progrès*", évidemment ce n'est pas l'idée en soi, auquel cas cela ne voudrait rien dire, mais le contenu qu'on lui donne, l'astuce consistant à lui donner précisément le contenu qu'on veut une fois élevé au rang de rêve, pour que chacun ait l'impression qu'elle figure ainsi dans le programme du PS, alors que la seule idée qui y figure réellement s'apparente au changement dans la continuité...

C'est l'idée qui nourrrit son homme après une dure journée de labeur et non ce qu'il a dans son assiette, c'est bien connu. Surtout, qu'on ne nous sorte pas qu'il faudrait voter pour cette racaille au second tour de la présidentielle de 2012. Jamais, même sous la torture !

Les absents ont toujours tort.

«*On n'a jamais aussi peu parlé des classes populaires dans une campagne,* note le politologue Luc Rouban du Centre de recherche Cevipof. *Parler plutôt des classes moyennes, une notion très élastique, est une stratégie électorale qui permet aux candidats de se départir des élites sans trop parler des chômeurs*.» Et de cibler un grand nombre de personnes.

En effet, «*70% des Français se sentent membres des classes moyennes*», explique le sociologue Louis Chauvel, auteur de *Les classes moyennes à la dérive* (Seuil). Un panel qui va des ouvriers qualifiés aux cadres d'entreprises. Et qui permet à chaque candidat de cibler un électorat différent sous couvert d'un nom générique. (20minutes.fr 26.01)

Les "*classes populaires*", de la chair fraîche tout juste bonne à consommer les bas morceaux et éventuellement à envoyer à la boucherie ! Quant aux classes moyennes, elles vont rapidement déchantées. Ce qui n'est pas dit ici, c'est d'une part qu'elles paient très cher ce statut, un prix ou un sacrifice de plus en plus insupportable, d'autre part que parmi elles, des pans entiers peuvent basculer du jour au lendemain dans la précarité, la pauvreté, la prolétarisation.

Leurs conditions objectives d'existence ne les incitent pas encore à remettre radicalement en cause le régime, elles y viendront tôt ou tard, dans un sens ou dans l'autre, en venant grossir les rangs de l'extrême droite ou en ralliant la révolution socialiste.

La gauche de la droite

Albert Zennou, journaliste politique au Figaro, juge le programme du candidat Hollande «*en retrait*» par rapport à son discours plus à gauche du Bourget, dimanche. (lefogaro.fr 26.01)

Il a raison en admettant qu'il ait pu être à gauche, et d'ici le mois d'avril il le sera encore davantage, puis, si Hollande était élu, il

ne resterait plus qu'à faire un trait dessus ! Je n'invente rien c'est écrit noir sur blanc :

- Son quinquennat, a-t-il expliqué, sera «*organisé en deux temps*»: d'abord les «*réformes structurelles*», notamment fiscales, qui permettront de dégager des marges de manœuvres, et «*dans un deuxième temps*», celui de la «*redistribution*», promet-il vaguement, laissant entendre que le Smic pourrait être revu à la hausse. (20minutes.fr 26.01)

Une fois les marchés et les patrons servis, on verra s'il reste des miettes pour les affamés, voilà ce qu'ils appellent un "*discours de gauche*".

Populisme. Douche froide et main tendue.

Pour Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche pour 2012, les propositions avancées par M. Hollande sont comme un "*filet d'eau tiède*". Le candidat PS "*m'aide en ce sens qu'il désenclave le propos du Front de gauche. Aujourd'hui, quand vous dites 'on va lutter contre la finance', plus personne ne vient dire : M. Mélenchon, 'vous êtes un exagéré'*", a-t-il toutefois dit sur iTélé.

"*S'il [le candidat socialiste] veut me tendre la main, qu'il le dise, et qu'il dise de quelle manière ça va se passer*", a déclaré aussi M. Mélenchon. (lemonde.fr 26.01)

Parce que Hollande a annoncé qu'il allait s'attaquer à la finance, si, si, c'est sérieux, nous en concluons que le premier est un escroc et le second un charlatan ! Vous aurez compris qu'il a suffi qu'il l'affirme pour que des esprits simplets ou intéressés en concluent que tel était bien le cas, comme si cette affirmation constituait déjà en soi un acte, un acte de guerre contre la finance, or il n'en est rien évidemment.

Pour mieux comprendre comment fonctionne la démagogie teintée d'hypocrisie qui vire au mensonge grotesque et que l'on nomme de nos jours populisme, je vous propose un exercice de linguistique autour du substantitif ou qualificatif performatif, qu'est-ce que cela signifie ? Voici la définition du Grand Robert de la langue française :

- "Ling. Qui constitue un acte, en parlant d'un énoncé. - Phrases performatives. - N. m. Énoncé qui constitue simultanément l'acte auquel il se réfère (ex. : Je vous autorise à partir, qui est une autorisation)." On pourrait ajouter un autre exemple pris dans le langage courant quand on dit "je jure", l'acte auquel on se réfère, jurer, on le commet au moment même où on le prononce, sans décalage dans le temps, de la même manière que lorsque l'on dit "je vous fais confiance" ou encore "je vous aime", le mot et l'action coïncide, quelque part il se suffit à lui même, pour ainsi dire l'identification (espace temps) est parfaite.

Son recours en politique est pratique à plus d'un titre, parce qu'il fait l'impasse ou sert à faire oublier son contenu réel, ce qui ouvre la voie à toutes les interprétations possibles. On peut parler de recours abusif ou détourné de cette formule à seule fin de tromper son auditoire ou ses lecteurs. Comment cela fonction dans le cas présent ? Il a suffi d'imputer une valeur objective et positive à ce qui n'était qu'une vague intention à valeur subjective à défaut de reposer sur des éléments concrets, matériels. L'adhésion à l'énoncé se substitue à toute réflexion, dès lors toutes les manipulations sont possibles.

Dans le langage populaire, on appelle cela prendre inconsidérément ou sans faire preuve d'un minimum de discernement pour argent comptant, tout ce qu'on peut vous raconter, pas forcément sous un angle avantageux. Le pendant du paranoïaque adepte de la théorie du complot à chaque coin de rue, on le trouve dans le névrosé faisant preuve d'une crédulité qui confine à un optimisme béat. D'autant plus qu'aujourd'hui pour renouer avec l'espoir que les choses vont s'arranger, on est tenté de se raccrocher à un mot ou une expression sans réfléchir davantage à sa portée réelle, bref, on est prêt à se leurrer soi-même pour se rassurer, quitte à confondre pendant un moment illusion et réalité, à défaut de comprendre en quoi la réalité consiste vraiment. Témoignant ou faisant inconsciemment ainsi l'étalage de notre propre ignorance, il s'avère qu'elle nous domine et qu'on est impuissant à la combattre, on en fait ici la démonstration.

Un voeux, un souhait, une promesse, une intention devient ainsi réalité par le miracle du langage qui lui donne la valeur de fait accompli et le tour est joué, les esprits faibles ou les parasites y croient dur comme fer comme s'il s'était réalisé ou allaient se réaliser. Mieux encore, ils y trouvent ce qui en réalité n'existe pas, aveuglés qu'ils sont par leurs propres souhaits ou attentes ou encore intérêts mercantiles, carriéristes (du régime) dans le cas d'un Mélenchon. Pourrait-on mieux définir l'ignorance des masses sur laquelle repose la survie du régime ?

Actualité en titres

Tensions. Quand ça coince !

- Bras de fer continu sur la dette de la Grèce, les marchés … - AFP

- La Pologne menace de ne pas signer le nouveau pacte budgétaire européen - AFP

- Cameron critique l'Europe non compétitive et son projet de taxe financière - AFP

A tout problème, un remède.

- La consommation française de carburants patine face à une série d'obstacles - AFP

Que cela ne tienne...

- Thierry Mariani annonce des mesures en faveur du vélo - AFP

- Le vélo, un nouveau remède anticrise - LeMonde.fr

...inconvénient :

- Pour les voitures et les piétons, '*cohabiter avec le vélo est stressant*' - LeMonde.fr

Ah ben alors, quel monde ! Pitoyable !

Illusionnisme. Du marchand de sable au moulin à vent

- Après le «*rêve français*», Hollande vend sa rigueur - 20minutes.fr

C'est ce que le marché appelle :

- Le rêve « *lucide* » de François Hollande - Public Sénat

Ou la dure réalité.

- La Banque publique d'investissement de François Hollande : ou comment réinventer ce qui existe déjà - Atlantico.fr

Négociations fructueuses de Washington avec les talibans

- Les barbus enfin bienvenus chez Disney! - Slate.fr

Fin d'une horrible et regrettable méprise.

- Non, les agences de notation ne sont pas le diable - L'Express.fr

C'est le paradis à la Fed et à la BCE !

La palme de la désinformation.

- Etats-Unis: les inscriptions au chômage en hausse, mais la tendance reste bonne - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Sénégal

A un mois du premier tour de la présidentielle du 26 février, la tension monte au Sénégal où le Conseil constitutionnel doit dire vendredi si la candidature contestée du chef de l'Etat sortant Abdoulaye Wade est retenue, jour choisi par l'opposition pour braver une interdiction de manifester.

Signe des craintes de violences suscitées par la décision des cinq "*sages*" (membres) du Conseil constitutionnel, le gouvernement a interdit les manifestations politiques de jeudi, dernier jour de dépôt des candidatures, jusqu'à lundi.

Mais le Mouvement du 23 juin (M23), regroupant les partis d'opposition et la société civile qui jugent la nouvelle candidature de Wade anticonstitutionnelle, a décidé de braver cette interdiction "*illégale*" en appelant à manifester vendredi à Dakar.

"*La Constitution nous autorise à manifester et ne peut pas être abrogée par un arrêté ministériel*", celui du ministre de l'Intéroeur Ousmane Ngom qui interdit les manifestations, a déclaré Alioune Tine, porte-parole du M23 qui entend par ailleurs "*attaquer*" cet arrêté "*devant la Cour suprême*".

Des déclarations du président Wade publiées jeudi par le site sénégalais d'information en ligne DakarActu risquent d'exacerber les tensions, puisqu'il y affirme qu'il peut "*légalement*" se présenter non seulement en 2012, mais également "une autre fois en 2019". (AFP 26.01)

Social

Espagne

"*Ce sont des menteurs! Ils ferment sans le dire!*", lance Oscar Tierno, ouvrier de l'aciérie ArcelorMittal de Madrid, venu manifester jeudi comme des dizaines d'autres pour dire "non" à la fermeture de l'usine, un nouveau coup dur pour l'économie espagnole sinistrée.

"*Non à la fermeture d'Arcelor*", crient les manifestants, à grand renfort de sifflets et de cornes de brume, devant les grilles du site de Villaverde, qui s'étend sur 150 hectares dans la banlieue sud de la capitale.

L'aciérie qui emploie 324 personnes, spécialisée dans la production de poutres pour la construction, était à l'arrêt depuis fin octobre et son personnel au chômage partiel.

L'activité devait repartir en janvier mais la direction d'ArcelorMittal a annoncé mardi l'arrêt, pour une durée indéterminée, du four électrique et de la production d'acier associée, lors d'un comité d'entreprise européen extraordinaire à Luxembourg.

En cause, selon le groupe qui emploie 11.000 personnes en Espagne, "*la faiblesse persistante du marché de la construction espagnole et l'absence de tout signe de redressement à court terme*".

"*Ils nous mentent quand ils disent qu'ils vont redémarrer dans six ans. Sans maintenance, tout sera abîmé en moins d'un an et elle ne redémarrera jamais*", dénonce aussi Patxi Herzog, 53 ans et père de deux enfants.

Dans un pays au bord d'une nouvelle récession, où le chômage bat tous les records avec plus d'un actif sur cinq sans travail, les salariés d'ArcelorMittal ne voient aucune possibilité de reconversion.

Si la direction s'est engagée à reclasser tout le personnel, "*ils ne nous ont rien proposé et l'usine la plus proche est à 330 kilomètres, à Saragosse*", regrette Patxi Herzog.

"*Moi, j'ai une maison ici et un crédit à payer pour encore 30 ans. Si je dois la vendre, je vais perdre beaucoup d'argent car rien ne se vend avec la crise*", renchérit Oscar Tierno, père d'un bébé de cinq mois.

Les syndicats ne croient pas non plus à l'engagement de la direction de conserver une centaine de salariés à Villaverde pour des activités de logistique et de distribution.

Pour eux, la fermeture est "*une décision uniquement financière*" d'une multinationale qui "*fait passer en premier les intérêts de ses actionnaires sans penser aux répercussions sur les emplois directs et indirects*", dit Casimiro Ramirez, délégué du syndicat Comisiones obreras (CCOO).

"*Nous devons lutter contre la politique d'Arcelor. Ils ferment les usines les unes après les autres*", après nous avoir assuré il y a quelques mois qu'il n'y avait "*aucun problème*" avec celle de Madrid, lance José Ramon Laso Castano, secrétaire général de la fédération de la sidérurgie de CCOO. (AFP 26.01)

Economie

France

«*Le nombre de crédits accordés devrait enregistrer une "forte chute" aux environs de 130 milliards d'euros*», estime d'ailleurs Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris-Ouest. Ce qui représenterait un plongeon de près de 20%, par rapport à 2011! Si cela se confirmait, le total des crédits accordés se situerait en dessous du niveau de 2008 (140 milliards), année du

début de la crise et il se situerait niveau de 2004! Ce renversement de tendance surviendrait après une explosion de ces crédits depuis le début des années 2000 qui avait contribué à la bonne tenue du marché immobilier en France: 70,8 milliards en 2001 et le record absolu de 170,2 milliards en 2007.

L'an dernier, les banques ont accordé pour 160 milliards de prêts immobiliers, selon l'Observatoire Crédit Logement/CSA. Un montant en baisse de «*seulement*» 5% par rapport à 2010.

Mais, comme en 2010, de nombreux Français ont acheté un logement par «*anticipation*» de la fin de certaines aides immobilières le 1er janvier: fin du PTZ+ pour l'achat de logements anciens et forte baisse de l'avantage fiscal Scellier pour les investisseurs.

L'important décrochage prévu cette année serait dû notamment à la fin (programmée fin 2012 pour le Scellier) de ces deux dispositifs et «*à une moindre demande des -emprunteurs*», selon Michel Mouillart. Un dernier point que confirme une étude récente de l'Observatoire des crédits aux ménages, selon laquelle «*la demande de crédits immobiliers, qui a reculé d'environ 30% depuis 2007, est au plus bas depuis la fin des années 1980*».

Cette frilosité est aussi renforcée par la hausse des taux des crédits immobiliers et le durcissement des conditions d'octroi par les banques. En décembre, les taux des prêts atteignaient en moyenne 3,94% (3,86% en novembre), contre 3,25% en novembre 2010! Seuls 43,2% de prêts accordés se situaient au-dessous de la «*barrière psychologique*» des 4%, selon l'observatoire. En ce début d'année, les taux ont déjà augmenté de 0,4% en moyenne et ils pourraient atteindre 4,25% en moyenne d'ici l'été.

Une tendance que l'on constate aussi en matière de crédits à la consommation. La production a ainsi reculé de 0,5% en 2011 (par rapport à 2010) et de 14% par rapport au pic historique de 2007, selon l'Association française des sociétés financières (ASF). Là aussi, les anticipations ne sont pas très optimistes. Seuls 3,6% des ménages envisageraient de souscrire ce type de prêt cette année (4,1% en 2010 et 5,1% en 2007), selon l'Observatoire des ménages. (lefigaro.fr 26.01)

Haut de page

Le 28 janvier

CAUSERIE

J'ai rectifié l'adresse suivante, avec mes excuses :

- Lettre du Groupe Bolchevik (21.01)

Vous êtes trop bon monseigneur.

- François Hollande n'exclut pas un "*coup de pouce*" pour le smic - Reuters

Cela ne figurait pas dans le programme du PS adopté par tous les candidats des primaires de ce parti, cela ne figurait pas dans son discours au Bourget, cela ne figurait pas dans sa prestation télé face à Juppé, il vient de le sortir vendredi sur BFM-TV.Qu'a-t-il dit au juste :

François Hollande a déclaré vendredi qu'il n'excluait pas un "*coup de pouce*" en faveur du smic l'été prochain, s'il entre à l'Elysée en mai.

Son projet présidentiel présenté jeudi ne prévoit pas de revalorisation du salaire minimum.

"*Lorsqu'il s'agira de revaloriser le smic, et cela viendra nécessairement, sans doute au moment de l'été, il y aura eu cette conférence sociale qui permettra d'avoir une discussion sur cette question*", a déclaré le candidat socialiste à l'élection présidentielle à BFM-TV.

"*Il y aura de toute façon une revalorisation par rapport à l'inflation et nous aurons la question de savoir s'il faut un coup de pouce et j'en discuterai avec les partenaires sociaux dans le cadre de cette conférence*", a-t-il ajouté. (Reuters 27.01)

Ca pue le mépris à plein nez ! On ne veut pas de votre charité qui semble vous déchirer le coeur, on veut simplement vivre de notre travail, nous au moins nous avons de la dignité !

Pourquoi lier les syndicats à cette mesure de misère ? Sans doute en contrepartie de leur soumission aux institutions, elle est déjà acquise dans les faits depuis des lustres, mais encore, pour les associer à une mesure populaire, histoire de faire oublier qu'il ne remettra pas en cause les lois antisociales ou liberticides adoptées au cours des 15 dernières années (notamment) avec l'aval des dirigeants syndicaux. La situation impose d'aller plus loin, de cadenasser le mouvement ouvrier et le prolétariat

C'est le sens de la "*règle d'or*" à destination des syndicats qui figure dans les "engagements de Holande : l'institutionnalisation de la collaboration de classes inscrite dans la Constitution. Elle porte le numéro 55 :

- "*Tout texte de loi concernant les partenaires sociaux devra être précédé d'une concertation avec eux. Je ferai modifier la Constitution pour qu'elle reconnaisse et garantisse cette nouvelle forme de démocratie sociale. Dès l'été 2012, je réunirai une grande conférence économique et sociale qui sera saisie des priorités du quinquennat. Je permettrai la présence des représentants des salariés dans les conseils d'administration et dans les comités de rémunération des grandes entreprises.*"

Ainsi les syndicats seront à la fois plus étroitement associés aux institutions et à la politique réactionnaire poursuivie par le nouveau pouvoir en place. Et comme si cela ne suffisait pas, pour rassurer ses mentors du CAC 40, ils seront amenés à siéger aux conseils d'administration des entreprises afin de légitimer leur politique antisociale, la régression sociale, le système d'exploitation capitaliste. Son exemple étant l'Allemagne, n'a-t-il pas déjà annoncé s'il était élu, que sa première visite à l'étranger serait pour Merkel, sa référence en terme de progrès social !

Pour commencer, les syndicats seront associés à la mise en oeuvre des mesures adoptées par Sarkozy contre le droit à la retraite, cela figure dans son 18e engagement, tandis qu'au 35e ils seront appelés à collaborer à l'application d'une revendication conjointe du Medef, de la CGT et de la CFDT que Sarkozy s'est engagé à satisfaire lors du sommet antisocial du 18 janvier dernier, à savoir "*la sécurisation des parcours professionnels, pour que chaque salarié puisse se maintenir dans l'entreprise ou l'emploi et accéder à la formation professionnelle*", vous aurez noté au passage l'alternative "*se maintenir dans l'entreprise ou l'emploi* ", autrement dit, la "*la sécurisation des parcours professionnels*" ne signifiera pas forcément la fin des licenciements, mais leur encadrement, leur accompagnement par les syndicats, parce qu'à défaut de nationaliser une entreprise en faillite, elle fermera ses portes, et dans le meilleur des cas si je puis dire, "*la sécurisation des parcours professionnels*" consistera à légitimer la baisse des salaires, la précarité et la paupérisation d'une plus grande masse encore de travailleurs... comme en Allemagne.

Après tout, pourquoi certains travailleurs passeraient-ils au travers des mailles du filet de la crise et ne devraient-ils pas subir une plus grande flexibilité de leurs conditions de travail, en passant alternativement de périodes de chômage forcé à des périodes de surexploitation forcenée selon le bon vouloir de leur patron et avec l'accord des syndicats ?

Un constat. Puisque les syndicats ont décrété qu'ils étaient indépendants du socialisme et des partis qui combattent pour la renverser le capitalisme, ils sont (forcément) dépendants de l'Etat, des institutions et des capitalistes, on en a la démonstration ici, si nécessaire pour s'en convaincre. C'est l'un ou c'est l'autre, c'est quand même simple à comprendre. Maintenant, ceux qui prétendent le contraire sont des escrocs, des falsificateurs, des manipulateurs.

Pour rappel :

IV. Neutralisme et autonomie

11. L'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat se reflète dans la théorie de la neutralité, sur laquelle les syndicats devraient se proposer exclusivement des buts corporatifs, étroitement économiques et non point des visées de classe. Le neutralisme a toujours été une doctrine purement bourgeoise contre laquelle le marxisme révolutionnaire mène une lutte à mort. Les syndicats qui ne se posent aucun but de classe, c'est-à-dire ne visent pas au renversement du système capitaliste, sont, en dépit de leur composition prolétarienne, les meilleurs défenseurs de l'ordre et du régime bourgeois.

12. Cette période du neutralisme a toujours été favorisée par cet argument que les syndicats ouvriers doivent s'intéresser aux seules questions économiques sans se mêler de politique. La bourgeoisie a toujours tendance à séparer la politique de l'économie, comprenant parfaitement que, si elle réussit à insérer la classe ouvrière dans le cadre corporatif, aucun danger sérieux ne menace son hégémonie.

13. Cette même démarcation entre économie et politique est tracée aussi par les éléments anarchistes du mouvement syndical, pour détourner le mouvement ouvrier de la voie politique, sous prétexte que toute politique est dirigée contre les travailleurs. Cette théorie, purement bourgeoise au fond, est présentée aux ouvriers comme celle de l'autonomie syndicale, et l'on comprend cette dernière comme une opposition des syndicats au Parti Communiste et une déclaration de guerre au mouvement ouvrier communiste.

14. Cette lutte contre « la politique et le parti politique de la classe ouvrière », provoque un rétrécissement du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières, de même qu'une campagne contre le communisme, conscience concentrée de la classe

ouvrière. L'autonomie sous toutes ses formes, qu'elle soit anarchiste ou anarcho-syndicaliste, est une doctrine anticommuniste et la résistance la plus décidée doit lui être opposée ; le mieux qu'il puisse en résulter, c'est une autonomie par rapport au communisme et un antagonisme entre syndicats et partis communistes ; sinon c'est une lutte acharnée des syndicats contre le parti communiste, le communisme et la révolution sociale.

La théorie de l'autonomie, telle qu'elle est exposée par les anarcho-syndicalistes français, italiens et espagnols, est en somme le cri de guerre de l'anarchisme contre le communisme. Les communistes doivent mener à l'intérieur des syndicats une campagne décisive contre cette manoeuvre de faire passer en contrebande, sous le pavillon de l'autonomie, la camelote anarchiste et pour diviser le mouvement ouvrier en segments hostiles les uns aux autres, pour ralentir ou entraver le triomphe de la classe ouvrière. (Résolution adoptée par le IV° Congrès de l'Internationale Communiste -1922)

Nous confirmons 90 ans plus tard. Tous les syndicats sont contrôlés par des sociaux-libéraux (FO, FSU, CFDT), des staliniens, néo staliniens ou crypto-staliniens (CGT, SUD), des anarcho-syndicalistes et des renégats du trotskysme (FO), tous soutiennent l'ordre établi et mènent une "*lutte acharnée contre le communisme et la révolution sociale*".

Trotsky affirmera qu'évoquer l'indépendance des syndicats était de la foutaise ou tendait à induire en erreur les militants, et que seuls leurs rapports envers l'Etat permettait de mesurer leur degré d'indépendance vis-àvis de l'Etat, que c'était la seule question qui valait la peine d'être posée.

Alors quand on constate que tous les dirigeants syndicaux sans exception accourent à l'Elysée ou à Matignon, on a compris que l'indépendance des syndicats était un leurre, une vaste escroquerie qui servait à couvrir leur subordination totale au régime en place. Cela vaut en premier lieu pour ceux qui soutiennent cette théorie de l'indépendance des syndicats. Leur engagement à soi-disant combattre les appareils sera pour ainsi dire neutralisé par leur incapacité à rompre finalement avec eux, comme hier leur soumission à la social-démocratie dans sa version anticommuniste primaire ou débridée réduisit à néant l'efficacité de leur lutte contre le stalinisme, qui finalement ne servit qu'à couvrir leur loyauté envers le capitalisme, rejoignant ainsi les anarcho-syndicalistes devenus leurs maître à penser.

Par manque de temps je ne m'étendrai pas sur les "*60 engagements de Hollande*", si des militants ont le temps de s'y coller, qu'ils nous envoient leur copie, nous la publieront volontiers.

Arguments pour faire comprendre la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques

Cela pourrait s'adresser de préférence à la classe moyenne, à la petite-bourgeoisie, aux intellectuels qui réfléchissent mais passent à côté des choses les plus simples.

Chacun aspire au bien-être, à se réaliser, à vivre en harmonie et en paix avec tous les membres de la société, avec tous les peuples. Personne ne souhaite le malheur des autres, de connaître les pires souffrances, la guerre... Dès lors chacun ne peut qu'admettre que nous partagions tous cet objectif, cet idéal, il est pas nature un et indivisible, universel.

Questions :

Comment peut-on tendre vers le bien-être quand des centaines de millions ou des milliards d'hommes, femmes et enfants à travers le monde en sont privés ?

Comment peut-on souhaiter vivre en harmonie avec les autres dans la société, quand les rapports entre les hommes sont basés exclusivement sur la concurrence et la compétition qu'ils se livrent enter eux et qui profite à une minorité, tandis que l'immense majorité de la population en est la victime ou est laissée pour contre ?

Comment peut-on espérer vivre en paix quand la guerre sévit au quatre coins du monde ?

Les conditions qui viennent d'être énumérées et qui s'opposent à la réalisation de notre objectif, à notre idéal, correspondent à la définition du capitalisme depuis qu'il a vu le jour, lui-même issu d'une société (féodale) où ces inégalités et ces injustices existaient déjà. Et c'est bien là que se situe le noeud du problème que nous avons à résoudre pour avancer vers notre objectif et commencer à réaliser notre idéal.

Pourquoi faut-il toujours opposer les individus entre eux, les mettre en concurrence les uns contre les autres ? Parce que c'est dans la nature du capitalisme, c'est inscrit dans ces gènes, dans ses fondements, c'est parce que tout le système économique repose sur ce facteur, l'inégalité entre les hommes (terme générique), pas seulement au niveau du mode de production, c'est partant de là l'ensemble des rapports sociaux de la société qui reposent sur cette inégalité, entre ceux qui possèdent les moyens de produire les richesses et qui les accaparent, et ceux qui n'ont que leur force de travail manuelle ou intellectuelle à vendre pour survivre, et qui lorsqu'ils sont privés de travail sont voués au désespoir, à la déchéance, à la violence aveugle, à la mort aussi.

Le système capitaliste se nourrit et entretient ces inégalités au point de les pousser à l'extrême pour assurer sa survie, tandis que l'immense majorité de l'humanité est vouée à subir les pires humiliations et souffrances.

De par sa nature, les inégalités existent entre tous les hommes, ce ne sont pas des tares mais le produit de la diversité génétique appliquée à une espèce parmi d'autres, l'espèce humaine. Ce ne sont pas ces inégalités qui sont des facteurs de barbarie et de chaos, de guerres, mais les inégalités sociales qui se sont développées depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme et dont le capitalisme est l'aboutissement suprême. A ceci près avec le passé, qu'il est possible aujourd'hui de satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité grâce au formidable développement des forces productives au cours du XXe siècle, donc d'atteindre notre objectif et de réaliser notre idéal, qui du domaine de l'utopie pour les sceptiques est désormais à la portée de main.

Hier aux infos du soir sur TV5Monde Asie, j'ai entendu un journaliste poser une question qui m'a inspirée cette causerie : "*question : quelle place la France peut-elle encore prétendre occuper dans la compétition mondiale ?*". Question suicidaire puisqu'il est impossible de rivaliser avec les pays dits émergents, à moins de ramener en France le niveau de vie et les conditions de travail à ceux qui existent dans ces pays-là, autrement dit, procéder à une formidable régression sociale.

Mettre ainsi en concurrence ces pays conduit à élever les inégalités dont il a été question plus haut à un niveau tel qu'on va être en guerre avec la terre entière, sa propre famille (je dis cela en connaissance de cause en Inde), son collègue de travail, son voisin, etc. et pas seulement avec les privilégiés, on va finir s'entretuer, on va à notre perte, on s'éloigne de notre objectif au lieu de s'en rapprocher.

Donc pour que chacun puisse accéder au bien-être et puisse s'épanouir, vivre en harmonie et en paix avec les autres, au lieu de combattre contre ces inégalités, il faudrait cesser de les opposer en entre elles au nom de la concurrence, on devrait combattre pour qu'elles soient reconnues afin que chacun trouve librement sa place dans la société et s'y trouve bien, pour y parvenir il est impératif d'abattre l'obstacle qui sur le plan social et juridique se dresse contre cet objectif, le capitalisme et ses institutions politiques.

Inutile de chercher deux hommes égaux à la surface de la terre, cela n'existe pas. Cependant, aussi sûrement que l'homme et la femme forme une unité permettant à l'espèce humaine de se reproduire et d'assurer ainsi sa survie, une fois débarrassée des obstacles à l'unité de la civilisation humaine, la totalité des hommes et des femmes de la planète devraient bénéficier des mêmes droits ou du même traitement en accord avec leur niveau de développement, car il ne s'agit pas d'imposer à qui que ce soit un modèle de société ou un nouveau système économique, ainsi seulement nous pourrions atteindre notre idéal ou s'en rapprocher.

C'est la mise en concurrence des hommes entre eux, au départ sur le plan social ou économique, puis sur tous les plans qui ronge la société et menace l'existence de la civilisation humaine. Liquidez cette concurrence et l'origine de l'affrontement entre les hommes disparaîtra. Elle est nécessaire sous un régime capitaliste, ce qui nous fait dire que nous vivons sous le règne de la nécessité, supprimez-là et vous vous libérerez, la liberté ne sera plus un rêve ou une utopie.

Hier dans un article de presse on pouvait lire que les piétons et les automobilistes étaient en concurrence avec les cyclistes, dans un autre les fumeurs et les non-fumeurs, ailleurs à propos d'Apple, les travailleurs américains et les travailleurs chinois... Stop, la société a atteint un tel degré de décomposition qu'on en arrive à s'attaquer à tout ce qui ne nous ressemble pas, inutile de parler de discernement, nous démontrons que nous en sommes incapables, le monde devrait être à notre image ou à celle qu'on s'en fait de manière déformée sans se poser davantage de questions, comme je le disais plus haut, c'est littéralement suicidaire, puisque si tout le monde finit par penser de la sorte, il ne reste plus qu'à s'entretuer ou attendre le moment où cela viendra, parce que en persistant dans cette voie c'est inévitable que cela arrive un jour.

Il reste un écueil à éviter, ce que certains appellent la culture de la différence ou des différences. Cet obstacle consiste à encenser les différences qui existent entre les hommes qui conduit infailliblement à renforcer les inégalités entre eux, dans la mesure où ils ne comptent pas s'y attaquer dans la perspective d'une société débarrassée de toutes formes de discrimination, ils ne concourrent pas ainsi à en atténuer les conséquences de manière à ce que chacun puisse s'épanouir librement, au contraire, ils s'emploient à les banaliser et à les renforcer du même coup, à les figer au même titre que les rapports sociaux de production auxquels leurs partisans ne comptent pas s'attaquer évidemment.

Qu'il s'agisse de perpétuer les inégalités ou de cultiver nos différences que je place dans le même sac, dans tous les cas on s'aperçoit que leurs partisans répondent ainsi à des besoins individuels sur un plan individuel, alors que cette question ne peut être réglée définitivement que sur un plan collectif, l'ensemble de la collectivité humaine poursuivant ou aspirant au même idéal, y ayant droit légitimement.

S'attaquer au sort des hommes en partant de leurs inégalités ou différences sans s'attaquer au préalable ou sans régler la question des inégalités sociales qui en sont à l'origine, ne peut aboutir qu'à un affrontement général entre eux, d'où la nécessité de commencer par éradiquer le capitalisme de la surface de la planète, et le plus tôt sera le mieux.

La culture des différences chère aux défenseurs des particularismes, outre qu'elle conduit à différentes formes de

communautarisme, de sectarisme, elle participe à l'entretien de ces différences, dont l'inégalité sociale à la base du capitalisme, d'où l'intérêt que lui portera volontiers les représentants de l'ordre établi ou la confrérie des opportunistes réunie, de l'UMP au NPA en passant par le PS et EE-Verts. Leur objectif n'étant que chacun puisse vivre tranquillement tel qu'il est, mais d'opposer entre elles les couches sociales appartenant aux masses exploitées, tandis que le régime compte les points et perdure.

Ce que j'ai voulu démontrer ici très rapidement, c'est que le bien-être, s'épanouir, vivre en harmonie et en paix avec le reste du monde est incompatible avec un système économique basé essentiellement sur les inégalités sociales, la concurrence que les hommes se livrent entre eux, sur l'affrontement permanent, latent ou déclaré et violent entre les hommes.

Le socialisme et le communisme constitue l'antithèse de cette société basée sur des inégalités, l'injustice et l'individualisme, dans la mesure où il propose à l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels de prendre en mains collectivement leur destin.

Actualité en titres

Illusionnisme tout azimut.

- L'Europe se dit proche de la sortie de crise - Liberation.fr

- Wauquiez aux Lejaby : «*Je ne veux pas qu'on vende des illusions*» - Liberation.fr

- Economie sociale et solidaire, une illusion ? - Liberation.fr

- Changer l'économique par l'écologique - Liberation.fr

- Paris envisage de taxer les actions et produits dérivés - LeFigaro.fr

- Les hedge funds : des '*fonds vautours*' devenus boucs émissaires - LeMonde.fr

On a vraiment envie de les plaindre !

A *Libération* la médaille du travail sera frappée à l'effigie de Rothschild, au journal *Le Monde*, il mérite bien la légion d'honneur, quant au *Figaro* travail, famille patrie ou la francisque fera parfaitement l'affaire !

Le capitalisme à visage "*humain*".

- Les usines carcérale déshumanisent le prisonnier et le personnel pénitentiaire - Liberation.fr

- La prostitution en pleine expansion, femmes et mineurs en première ligne - LeMonde.fr

Un aveu.

- A Davos, Geithner conditionne une croissance de 2 à 3% aux USA si l'UE résorbe sa crise - AFP

Un mystère !

- Qu'y a-t-il donc derrière ce qu'on appelle depuis si longtemps «*la crise du logement*» ? - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Olivier Besancenot, ex-candidat à la présidentielle, a écrit vendredi une lettre ouverte aux partis et à leurs élus, pour leur demander de faciliter la récolte des 500 parrainages nécessaires à la candidature de Philippe Poutou pour le NPA.

S'adressant notamment à l'UMP, au PS, au Front de gauche, à Europe Ecologie-Les Verts et à leurs élus, il explique: "*le NPA approche les 400 parrainages, mais nous ne sommes toujours pas assurés que Philippe Poutou puisse être candidat*" alors que des "*centaines de militants ont dû faire des milliers de kilomètres pour aller à la rencontre de plusieurs milliers d'élus*".

La date limite pour déposer son dossier au Conseil constitutionnel est fixée au 16 mars. (AFP 27.01)

Vous avez quelque chose à réclamer à l'UMP ou au PS ? Pas nous !

2- Sénégal

Le Conseil constitutionnel a validé vendredi la candidature du président Abdoulaye Wade, mais jugé irrecevable celle de la star internationale de la chanson Youssou Ndour, pour la présidentielle de février au Sénégal, ce qui a provoqué des violences entre jeunes et policiers à Dakar.

Outre celle de M. Wade, le Conseil a validé treize autres candidatures sur dix-sept présentées, dont celles de trois de ses ex-Premier ministres devenus opposants : Idrissa Seck, Macky Sall et Moustapha Niasse.

Egalement validée la candidature du dirigeant du Parti socialiste (PS, opposition), Ousmane Tanor Dieng.

Le Conseil a motivé son refus de valider la candidature de Youssou Ndour en constatant qu'il "*a produit une liste de 12.936 électeurs appuyant sa candidature, dont seulement 8.911 ont pu être identifiés et leurs signatures validées*", alors qu'il en faut 10.000 au minimum.

Dès l'annonce de la validation de la candidature du président Wade et du rejet de celle Youssou Ndour, des jeunes rassemblés depuis des heures sur une place de Dakar à l'appel de l'opposition ont jeté des pierres sur les policiers qui ont riposté à coups de gaz lacrymogène et de matraque.

Auparavant, le rassemblement à partir de la mi-journée de milliers d'opposants sur la Place de l'Obélisque, à l'appel du Mouvement du 23 juin (M23) regroupant partis politiques et organisations de la société civile, s'était déroulé sans incidents.

Initialement interdit par le gouvernement, puis finalement autorisé, il avait pour objectif d'"*organiser la résistance contre le coup d'Etat constitutionnel*" que constitue, selon le M23, la validation de la candidature de M. Wade qui se présente à un nouveau et troisième mandat. (AFP 27.01)

3- Syrie

3.1- La mission d'observation a remis son rapport à la Ligue arabe. A l'issue de cinq heures de débats, le Conseil des ministres ad hoc a prolongé d'un mois la mission des observateurs dans le cadre du premier plan de la Ligue arabe, tout en adoptant un second plan.

Ces événements donnent lieu à des interprétations très différentes.

- Le contenu du rapport des observateurs est généralement passé sous silence, c'est qu'il confirme la version du gouvernement syrien et infirme celle de l'opposition. Notamment, il atteste qu'il n'y a jamais eu de répression létale de manifestations pacifiques et que les engagements pris par Damas ont été scrupuleusement respectés (libération de plus de 7 000 prisonniers, retrait des troupes des grandes agglomérations, etc.). Il valide le fait que le pays est déstabilisé par des groupes armés.

- Le Comité ministériel ad hoc est souvent présenté comme l'instance exécutive de la Ligue alors qu'il s'agit d'un comité de suivi du Plan arabe composé de 5 Etats sur 22 (Algérie, Egypte, Oman, Qatar, Soudan). Il est passé sous silence que le Comité ministériel ad hoc a accepté le rapport des observateurs par 4 voix contre 1 (celle du Qatar) et a décidé de prolonger d'un mois la mission des observateurs en application du Plan arabe. Il est par contre souvent rapporté que l'Arabie saoudite a décidé de se retirer de ce dispositif (et tente de convaincre d'autres Etats de faire de même pour délégitimer les observateurs).

- Surtout, les médias atlantistes entretiennent une certaine confusion autour des propositions du Qatar, qui ont été en partie adoptées (transition sur le modèle yéménite), en partie rejetées (envoi de troupes arabes), par le Comité ad hoc. Ces décisions ont été validées par 3 voix pour (Egypte, Oman, Qatar) 1 contre (Soudan) et 1 abstention (Algérie).

- En outre, les médias atlantistes ne s'étonnent pas que le Qatar ait exigé de nouvelles élections en Syrie alors qu'il n'en a jamais tenu chez lui. Ils ne relèvent pas que la demande faite au président el-Assad de renoncer au pouvoir au profit de son vice-président n'a pas d'autre sens politique que d'affirmer que la présidence ne peut échoir qu'à un sunnite.

- En totale contradiction avec la tendance dominante des médias européens, l'envoyé spécial du Dagblad De Pers (Pays-Bas), Arnold Karskens, témoigne qu'il n'y a pas de révolution et de répression en Syrie, mais une déstabilisation du pays par des groupes armés instrumentés de l'étranger. Seul le Guardian (Royaume-Uni) défendait jusqu'à présent cette vision des événements).

- Dans le Washington Times, Roman Scarborough espère que la chute imminente du président el-Assad permettra de retrouver enfin les armes de destruction massives de Saddam Hussein que le dictateur irakien avait eu le temps de transférer en Syrie avant l'invasion US de son pays. Ainsi, les néo-cons n'auraient pas jamais menti pour envahir l'Irak et une action contre la Syrie permettrait de terminer la mission définie en son temps par les présidents Clinton et Bush Jr. (Réseau Voltaire 23.01)

3.2- La presse atlantiste présente la Feuille de route adoptée par le Comité des ministres ad hoc de la Ligue arabe comme la solution consensuelle à la crise syrienne. Ce faisant, elle oublie tout ce qu'elle disait durant les dix mois précédents : il ne s'agit plus de remplacer une dictature par une démocratie, mais uniquement d'obtenir le départ d'un président alaouite et de le remplacer par une personnalité sunnite. Faut-il comprendre que les adversaires de la Syrie se contenteraient d'une victoire symbolique ou qu'ils poursuivent leur plan de destruction du pays en tentant par une nouvelle manoeuvre de provoquer un conflit confessionnel ?

Au-delà de ce revirement rhétorique, la question stratégique principale est la position de la Russie. Une partie de la presse relaie des propos attribués à un représentant du président Medvedev selon lesquels Moscou ne soutiendra pas plus loin le président el-Assad. Toutefois, cette dépêche de Reuters a été démentie après parution des journaux. Une autre partie de la presse insiste au contraire sur la vente de 36 avions Yakolev 130, pour 550 millions de dollars. Ces aéronefs peuvent être utilisés pour la formation de pilotes de chasse et, en situation réelle, comme appui-feu lors de combats au sol. L'importance de ce contrat témoigne à la fois du soutien apporté par Moscou à Damas, et de sa certitude que l'administration Assad durera assez longtemps pour l'honorer complètement.

- The National rapporte le témoignage d'un Emirati qui fut observateur de la Ligue arabe. Il déclare avoir été bien accueilli par les deux camps, mais déplore que les rebelles n'aient pas souhaité continuer à collaborer avec les observateurs. L'article, qui présente la mission en termes positifs a été publié avant que les Emirats n'annoncent leur retrait du dispositif en même temps que les autres Etats du Conseil de coopération du Golfe.

- Al-Asharq Al-Awsat (Arabie saoudite) donne la parole au leader des Frères musulmans syriens, Mohammed Riad al-Sakfa. Il se montre confiant dans la victoire prochaine. Il revendique le caractère salafiste de la « révolution syrienne », affirme que les rebelles n'ont besoin que d'armes défensives, et assure que le régime el-Assad tombera dès qu'il sera complètement isolé (d'où la nécessité de fermer les ambassades comme viennent de le faire les Etats-Unis sous un prétexte sécuritaire). (Réseau Voltaire 24.01)

3.3- Les médias internationaux voient dans la conférence de presse du ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Al-Mouallem, la confirmation de leurs commentaires d'hier à propos des décisions du Comité ministériel ad hoc de la Ligue arabe (reconduction de la mission d'observation et proposition d'une feuille de route) et de leur rejet partiel par Damas.

Aucun n'informe ses lecteurs du contenu du rapport de la Mission d'observation de la Ligue, lequel stipule explicitement qu'il n'y a jamais eu de répression sanglante de manifestations pacifiques. Tous, dans le sillage de la Haut-commissaire des Droits de l'homme de l'ONU, continuent à relayer les affabulations de l'Observatoire syrien des Droits de l'homme sans jamais s'interroger sur sa légitimité, sa méthodologie et sa crédibilité. Par conséquent, les médias interprètent les propos de M. Mouallem –selon lequel l'État syrien s'acquittera de ses responsabilités en matière de protection de la population face aux groupes armés– comme l'annonce d'une amplification de la répression politique.

- L'ex-observateur Anouar Malek poursuit sa tournée internationale. Il s'exprime cette fois dans le Süddeutsche Zeitung. Aucun des médias qui l'a interrogé ne semble être informé de son passé, ni avoir lu le passage qui le concerne dans le rapport de la Mission de la Ligue arabe. La seule chose qui intéresse les Occidentaux, c'est qu'il leur dise ce qu'ils veulent entendre. Il s'est notamment exprimé dans USA Today (USA), National Post (Canada), Libération et Le Monde (France), Le Temps (Suisse).

- L'Orient-Le Jour annonce que les banques libanaises appliqueront les sanctions internationales prises contre la Syrie. Il semble que le gouverneur de la Banque centrale libanaises faisait référence aux sanctions unilatérales européennes, lesquelles violent pourtant le droit international. (Réseau Voltaire 25.01)

3.4- Lors de sa conférence de presse, le ministre des Affaires étrangères syrien, Walid al-Mouallem, avait relevé que le rapport des observateurs de la Ligue arabe reconnaissait que le gouvernement syrien a obligation d'assurer la sécurité de son peuple. Sans attendre, l'armée régulière a libéré les villes de Douma et de Hama, partiellement occupées par la Légion wahhabite. Il reste encore des quartiers dans deux villes et une vaste zone rurale aux mains des forces armées étrangères.

Au contraire, pour la presse internationale –qui feint d'ignorer le contenu du rapport des observateurs–, les forces de sécurité syriennes ont poursuivi leur répression sanglante de manifestations pacifiques dans ces deux villes. Partant de cette analyse, le Conseil de coopération du Golfe –qui rassemble non seulement les États arabes du Golfe, mais toutes les monarchies arabes– a décidé de saisir le Conseil de sécurité pour pallier à la carence de la Ligue et légaliser une intervention militaire.

- Abdel Halim Khaddam a accordé un entretien au Figaro depuis son exil parisien. Il y accuse le président el-Assad de vouloir démanteler la Syrie afin de se replier sur un État alaouite. L'intervieweuse, Isabelle Lasserre ne s'est pas interrogée sur ce

qui conduirait le président el-Assad à se rallier ainsi au plan de remodelage du Moyen-Orient élargi des néo-conservateurs.

- Sous la signature de Lorenzo Cremonesi, le Corriere della Sera insinue que les autorités syriennes pourraient être responsables de l'assassinat du père Basilius Nassar. Leur plan machiavélique consisterait à s'attacher la minorité chrétienne en lui faisant croire à un péril islamiste.

- Le Daily Telegraph (Royaume-Uni) rapporte une rencontre avec Omar Bakri Mohammed dans son exil libanais. Celui que l'opinion publique britannique considère comme l'inspirateur des attentats de Londres en juillet 2007 déclare sur un ton péremptoire que les « frères d'Al-Qaida » sont prêts à multiplier les attentats suicides en Syrie dès que l'opposition leur en fera la demande.

- De retour d'un voyage de 11 jours au Moyen-Orient, le sénateur John Kerry a répondu aux questions de Foreign Policy. Selon lui, la Syrie est au bord de la guerre civile. Il n'a pas évoqué d'action directe des Etats-Unis, mais a indiqué que Washington suivait de près les efforts de la Ligue arabe et du Conseil de coopération du Golfe.

- L'Orient-Le Jour applaudit à la publication d'une lettre ouverte du Conseil national syrien relative aux relations du futur gouvernement (si le CNS arrivait au pouvoir) avec le Liban. Le texte –qui entérine la partition Sykes-Picot de la région, l'Accord saoudien de Taëf, et les revendications israéliennes de Chebaa– donne pleine satisfaction aux politiciens de la Coalition du 14-Mars. Cependant, déplore le quotidien, ce document historique –dont le contenu est reproduit intégralement– n'est qu'un projet qui n'a toujours pas été validé par le CNS.

- L'Orient-Le Jour révèle également que [la présidence de] la Ligue arabe, c'est-à-dire le Qatar, aurait pris contact avec l'Egyptien Mohammed el-Baradei pour en faire l'envoyé spécial de la Ligue en Syrie. L'information a été officiellement démentie depuis. (Réseau Voltaire 26.01)

Social

Italie

Les employés des transports publics italiens se sont mis en grève vendredi pour dénoncer les mesures de libéralisation annoncées par le gouvernement de Mario Monti.

La circulation des bus, des trains et des tramways a été perturbée à travers le pays et une manifestation a rassemblé des milliers de personnes à Rome.

Lundi dernier, les routiers et les chauffeurs de taxi ont reconduit leur mouvement de grève pour protester contre la hausse des taxes pétrolières et l'ouverture à la concurrence de secteurs protégés comme les transports.

Ces manifestations traduisent l'opposition croissante que rencontre le plan du président du Conseil qui prévoit une dérégulation dans plusieurs secteurs protégés de l'économie afin de favoriser concurrence et création d'emplois.

Ces mesures s'ajoutent à une réduction des dépenses et une hausse des prélèvements publics adoptées par le parlement au mois de décembre.

La hausse des taxes sur les carburants a entraîné une augmentation de 8,2% du prix du litre d'essence qui atteint 1,76 euro et de 11,2% pour le diesel qui s'établit à 1,71 euro. (Reuters 27.01)

Economie

1- UE

L'agence de notation Fitch a annoncé vendredi l'abaissement des notes de la Belgique, de Chypre, de l'Italie, de l'Espagne et de la Slovénie, et a précisé que de nouvelles dégradations étaient envisageables au cours des deux prochaines années. (Reuters 27.01)

2- Espagne

La compagnie aérienne espagnole Spanair, en grande difficulté financière, a annoncé vendredi avoir cessé son activité et suspendre ses vols, le ministère de l'Equipement exigeant pour sa part qu'elle remplisse "*ses obligations envers les passagers*".

Cette décision a été prise alors que la région de Catalogne, actionnaire de la compagnie, a annoncé qu'en raison "*de la crise*

actuelle" et des limites fixées par l'Union européenne, le gouvernement de la région se trouvait "*dans l'impossibilité de fournir un nouvel apport en capital*" à la compagnie.

En janvier 2011, les autorités catalanes avait octroyé à la compagnie espagnole un crédit d'urgence de 10,5 millions d'euros. Il venait s'ajoutait aux quelque 90 millions d'euros d'aide publique reçus auparavant, selon la presse économique.

Fondée en 1986, Spanair opérait essentiellement sur des vols intérieurs en Espagne.

Ancienne filiale de la scandinave SAS, elle avait été prise en main début 2009 par des actionnaires espagnols, parmi lesquels des organismes publics régionaux de Catalogne.

La compagnie avait été frappée en août 2008 par l'accident d'un de ses avions, à l'aéroport de Madrid, qui s'était écrasé au décollage, faisant 154 morts.

Elle avait engagé cette année là un plan de restructuration qui s'était traduit par le licenciement de 1.100 de ses 4.000 employés.

Cette annonce intervient alors que les compagnies régulières subissent de plein fouet la concurrence des compagnies low cost. Les pilotes de la première compagnie espagnole Iberia ont décidé d'observé plusieurs jours de grève pour s'opposer à la création de la filiale à bas coûts Iberia Express dont le premier vol doit décoller le 25 mars.

La compagnie espagnole Air Europa a annoncé le 10 janvier la suppression de 260 postes, soit 8,5% de ses effectifs, dont 46 pilotes, après avoir enregistré 13,1 millions d'euros de pertes en 2011. (AFP 27.01)

Haut de page

Le 29 janvier

CAUSERIE

Où cela s'est-il passé ?

Des assaillants fortement armés "*ont mitraillé le bureau de vote, tuant trois assesseurs, un membre des forces paramilitaires et un civil*", dans le village de Thangpi, au sud de la capitale de l'Etat du Manipur, Imphal, a déclaré à l'AFP le chef de la police Priya Singh. (AFP 28.01)

Vous aurez reconnu la "*plus grande démocratie du monde*", le pays tranquille où j'habite depuis 1996. Ailleurs, ils ciblent leurs victimes, ici on ne fait pas dans le détail, le raffinement, ils tirent dans le tas, ils mitraillent ! J'ai reconnu là ce que je vis au quotidien sans pouvoir toujours l'exprimer avec les mots qu'il faudrait de crainte d'être incompris ou d'être accusé de manquer d'impartialité. Je vous rassure quand même, cet Etat est à plus de 2 000 kms de chez moi, ici à Pondichéry c'est tranquille...

J'ai lu un commentaire très juste sur la Libye. Il y en a qui reproche au CNT, le bras armé des multinationales occidentales du pétrole, de négliger les femmes en ne leur réservant pas des sièges à la futur Assemblée constituante, alors que "*la France a mis 200 Ans pour avoir 10% de femmes parlementaires*", très juste.

J'ajouterai, que lorsque les femmes obtinrent en France enfin le droit de vote à l'issue de la Seconde guerre mondiale, 300 millions de femmes en bénéficiaient déjà dans le monde. Idem dans bien des domaines, par ignorance ou parce qu'on nous l'a inculqué dans notre jeunesse, on s'imagine que la France serait un modèle ou la pionnière en terme de démocratie pour le reste du monde, or c'est faux dans bien des domaines.

Depuis, elle aurait plutôt fait des progrès en sens inverse, par exemple en foulant aux pieds le résultat du référendum de 2005 sur l'UE. Elle n'est pas la seule à piétiner le peu de démocratie qui a le droit de citer. L'Irlande n'est pas mal dans son genre, c'est même devenu une tendance mondiale. Deux exemples. L'UE refuse aux peuples de se prononcer par référendum sur la modification des traités européens ou l'adoption de nouveaux traités par crainte qu'ils ne les rejettent massivement ; l'ONU qui cautionnent les guerres, les génocides, les coups d'Etat, les guerres civiles fomentées en sous-main par l'impérialisme américain et les puissances impérialistes européennes, ainsi que l'Etat sioniste et les monarchies du Golfe.

Du coup, au Sénégal, Wade se sent autorisé à les imiter, que dis-je, légitimer à agir en dictateur. En 2001, il avait organisé un référendum qui s'était soldé par la limitation du mandat présidentiel à deux, Wade est en train de terminer son deuxième mandat, que cela ne tienne il a décidé de se présenter une troisième fois, violant ainsi la loi en vigueur depuis 2001, avec l'accord

du Conseil constitutionnel faut-il préciser. Et c'est au Conseil constitutionnel que Juppé vient de demander de "*statuer de manière claire et impartiale sur les réclamations*" des opposants à la candidature de Wade, Conseil constitutionnel tellement "*impartial*" qu'il vient de valider la candidature de Wade en violation flagrante de la loi.

Un précédent. Cela ne vous rappelle pas la Côte-d'Ivoire ? Sauf qu'en Côte-d'Ivoire, puisque le Conseil d'Etat avait validé l'élection de Gbagbo, Sarkozy ne s'était pas adressé à cette instance, il avait préféré se tourner vers la commission électorale qui avait validé l'élection de Ouattara, le candidat de l'Elysée contournant l'avis du Conseil d'Etat qui était la plus haute instance de l'Etat de Côte-d'Ivoire, donc violant délibérément ou passant outre la Constitution ivoirienne.

En Haïti, avec l'accord de l'ONU, Préval avait été déclaré élu bien qu'il n'avait pas franchi la barre des 50% des suffrages exprimés, il n'avait obtenu que 48%, il avait suffit de modifier la loi électorale après la fin du scrutin et l'annonce des résultats, ce qui représenta un coup de force, illégale, de retirer les bulletins blancs du décompte des voix exprimés pour que Préval franchisse la barre des 50% et soit déclaré élu président d'Haïti. Un dictateur genre Franco ou Pinochet n'aurait pas imaginé mieux, mais cela est passé comme une lettre à la poste, il y a même des groupes de militants en France, de soi-disant trotskystes, qui soutinrent R. Préval !

Un autre exemple, d'actualité, en France cette fois encore, de la violation de la "*démocratie*" ou de son détournement.

Une dépêche de l'agence Reuters datée d'hier : Nicolas Sarkozy annoncera dimanche une hausse de 1,6 point de la TVA pour alléger les charges sociales et maintiendra le taux actuel de la CSG, écrit Le Monde samedi sur son site internet.

Sans être bonapartiste, mais pour montrer à quoi en est rendue leur "*démocratie*", on constate qu'une importante mesure sociale (sic !) adoptée par le gouvernement et concernant la totalité de la population est annoncée non pas par Sarkozy, son Premier ministre ou un membre de son gouvernement issus des élections, mais par une entreprise privée soutenue par les banquiers, un média national, le journal Le Monde élevé au rang de porte-parole du gouvernement ! Il ne manque plus qu'un ex-cadre de Goldman Sachs à la tête de l'Etat et la boucle sera bouclée, vous me direz qu'on a déjà l'équivalent avec le représentant du CAC 40.

A la collusion des banquiers avec l'Etat, il faut ajouter celle des médias qui leur servent grâcieusement la soupe et se font les courroies de transmission de leur propagande, soupe pas vraiment populaire mais façon Fouquet's, homard, caviar et fois gras truffé, histoire de garder de bonnes relations, cela peut être utile en temps de crise pour les uns comme pour les autres.

Une agence de l'ONU au chevet des affamés

"*Au Sahel, nous faisons face à une crise alimentaire d'une plus grande importance que d'habitude, avec plus d'un million d'enfants risquant une grave malnutrition*", a déclaré vendredi Rima Salah, directrice adjointe de l'Unicef.

"*Si nous ne répondons pas aux besoins des pays du Sahel, ils risquent de se trouver dans une situation semblable à celle que l'on rencontre en Somalie (...)*", a-t-elle ajouté.

L'agence a lancé un appel au financement à hauteur de 1,28 milliard de dollars pour 98 millions de femmes et d'enfants dans 25 pays.

Les trois pays de la corne de l'Afrique (Djibouti, Somalie, et Ethiopie) représentent environ un tiers de l'appel aux fonds. L'agence demande 67 millions de dollars pour huit pays du sahel, à savoir le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger et les régions septentrionales du Cameroun, du Nigeria et du Sénégal.

"*Il y a une instabilité grandissante dans la région du Sahel, avivée par le Printemps arabe et les activités grandissantes d'Aqmi et de Boko Haram, aggravant les besoins humanitaires des enfants et des femmes dans la région*", peut-on lire dans un rapport de l'Unicef. (Reuters 28.01)

Qui déstabilisent tous ces pays, qui arment de soi-disant opposant aux différents régimes en place et dont les masses les plus pauvres d'Afrique sont les victimes, sinon les différentes puissances impérialistes occidentales qui se livrent entre elles à une guerre économique sans merci ou avec les impérialistes des pays dits émergents, avec la bénédiction de l'ONU évidemment.

Prosélytisme religieux. Comment ils exploitent la misère à des fins politiques.

Extrait d'un article du monde.fr du 28 janvier 2012.

- "Cette habitante d'un immeuble autrefois coquet du quartier de Grigny-2 (Essonne) est l'une des "amies" de Maïté, Bernadette et Marie-Armelle, trois religieuses de la congrégation Notre-Dame, installées dans un appartement du dixième étage de la même barre.

"Ce sont les premières voisines avec qui je parle, depuis vingt ans que j'habite là", témoigne la propriétaire du logement. Allure sportive et sourire avenant, Maïté Barrès, la plus jeune des sœurs, confirme. "*Le soir de Noël, Solange était toute seule. Je l'ai emmenée au restaurant du bout de la rue.*" Les deux femmes ont "*bien papoté*". Il arrive que Maïté lui change une ampoule ou aide pour ses papiers cette célibataire sous tutelle. C'est aussi par les papiers que les "*sœurs du 10e*" ont rencontré Awa (le prénom a été modifié) et ses quatre enfants. Originaire du Mali, la jeune femme vit dans un appartement bien tenu au rez-de-chaussée de cette copropriété en voie de dégradation. En riant, Marie-Armelle Girardon, l'ancienne supérieure générale de la congrégation, religieuse depuis cinquante-deux ans, serre dans ses bras le petit dernier et rappelle à Awa qu'elle l'attend toujours pour son cours de français. Maïté en profite pour lui donner les horaires de la bibliothèque de rue, où les enfants d'Awa se rendent les mercredis après-midi.

"*Vivre l'Evangile*". Ainsi va la vie de la communauté Notre-Dame, trois femmes de 74, 73 et 46 ans, réunies par leur foi au cœur de cette banlieue populaire. Alors que près de 600 jeunes religieuses et religieux sont rassemblés jusqu'à dimanche 29janvier en région parisienne pour réfléchir à une meilleure visibilité de la vie consacrée, les sœurs de Grigny vivent leur apostolat, discrètement: de rencontres en coups de main, elles s'efforcent de créer du "*lien*", là où les solitudes et les communautarismes se croisent rarement. Leur manière à elles "*de vivre l'Evangile*", sans visée directement prosélyte et à contre-courant des évolutions plus clairement identitaires."

Le prosélytisme ce n'est pas leur truc affirme ce journaliste, plutôt crédule à en juger par la suite :

- "L'aînée, Bernadette Vallez, ancienne infirmière, accompagne aussi un groupe d'adultes, africains, antillais et laotiens, qui souhaitent se convertir au catholicisme."

On peut déplorer qu'elles remplissent un rôle social dévolu à l'Etat puisque celui-ci a déserté les quartiers parmi les plus pauvres. Ajoutons que toute emprise de la religion sur les opprimés est une atteinte à l'intégrité humaine qui aspire à la connaissance et à sortir de l'obscurantisme ou de l'ignorance du monde extérieur (notamment) qui l'habite depuis sa naissance. C'est une atteinte à l'intelligence humaine ravalée au rang d'illusion qu'il faut combattre, parce qu'elle participe au maintien du régime en place qui se nourrit de l'ignorance des masses.

Intox. Manipulation des masses.

Titre de l'AFP : Un Français sur deux souhaite que Sarkozy déclare rapidement sa candidature

A la question "*En pensant à Nicolas Sarkozy, souhaitez-vous qu'il annonce sa candidature à l'élection présidentielle...*", ils sont 49% à répondre "*le plus tôt possible*", contre 17% à préférer la "*fin du mois de février*" et 20% la mi-mars.

Enfin, interrogés sur leur état d'esprit, les sondés se montrent un peu plus critiques qu'il y a un an: 33% affirment qu'ils ne se font "*plus aucune illusion sur la politique*" (30% en février 2011). (AFP 28.01)

Une fois qu'ils ont forcé les personnes sondées à "*penser*" à Sarkozy, de là à ce que le citoyen lambda imagine que la majorité de la population pense à lui, qu'il serait soudain devenu indispensable à tout un chacun, c'est ce que suggère sournoisement la question qui leur était soumise, il n'y a qu'un pas à franchir, c'est l'objectif de cette manipulation pour le faire remonter dans les sondages, et qui sait parvenir à le faire réélire.

Allons plus loin. Une fois ce constat établi, rectifions le titre de l'AFP, un Français sur deux, ce n'est pas forcément suffisant pour remporter une élection présidentielle, pour y parvenir il existe un autre moyen, il suffit d'établir que 49 + 17 + 20 = 86% des électeurs potentiels montrent de l'intérêt pour la candidature de Sarkozy contrairement à tous les sondages des derniers mois qui montrent qu'il est rejeté (avec sa politique) par environ 70% des électeurs, de là à suggérer que ces 86% pourraient éventuellement voter pour lui, qui sait, rien n'est joué à l'avance bien des choses peuvent encore se passer en trois mois, c'est ce qu'il s'agit de faire entrer dans la tête des électeurs, ainsi par le biais d'une grostesque manipulation Sarkozy dispose d'un coup de baguette magique d'une marge de manoeuvre suffisante pour se relancer dans la course à la présidentielle, alors que tout le monde le donne battu d'avance et la boucle est bouclée.

La réponse à la seconde question de ce sondage évoquée plus haut n'est pas forcément contradictoire avec ce qui vient d'être dit, quand on a à l'esprit que le législateur n'a rien fait pour encourager les personnes non inscrites sur les listes électorales à le faire, l'UMP pensant tirer profit d'un fort taux d'abstention.

Détourner les travailleurs de la politique, c'est l'objectif de tous les partis institutionnels qui estiment que cela leur donne une marge de manoeuvre plus grande pour garantir la survie du régime et se partager les rôles et les places, et les prébendes sonnantes et trébuchantes qui vont avec bien entendu.

Actualité en titres

Dictature du capital via les bankters

- Le monde somme la zone euro d'agir, la Grèce menacée de tutelle - AFP

- Grèce : accord en vue sur la dette, rudes tractations avec l'Europe et le FMI - AFP

La femme est l'avenir de l'homme, pas les marchés !

- A Davos, les responsables européens veulent redonner confiance aux marchés - LeMonde.fr -

- Les militantes aux seins nus de Femen dénoncent les "" de Davos - AFP

En péril.

- Un temps menacée d'extinction, la loutre reconquiert la Bretagne - AFP

Vite, son nom :

- Sarkozy va tenter de reprendre la main dimanche, avec une hausse de la TVA - AFP

Et comme cela ne suffira manifestement pas :

- Merkel participera à des meetings électoraux avec Sarkozy - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Sénégal

L'opposition a lancé samedi "*la résistance*" contre le président sénégalais Abdoulaye Wade, 85 ans, malgré la validation de sa candidature à la présidentielle de février par le Conseil constitutionnel qui a provoqué de graves violences dans plusieurs villes.

Les tenants de cette "*résistance*", dont les modalités restent à préciser, s'opposent d'ores et déjà à une vague d'arrestations de responsables et partisans du Mouvement du 23 juin (M23), qui regroupe partis d'opposition et organisations de la société civile à la pointe du combat contre la candidature de Wade.

"*Nous nous organisons pour faire face par une résistance contre l'oppression, et nous avons lancé un mot d'ordre à l'ensemble des Sénégalais de se tenir prêts à (y) faire face*", a déclaré à la presse Macky Sall, un des dirigeants du M23, candidat à la présidentielle, aux côtés des autres leaders du mouvement.

Il faut "*tout mettre en oeuvre pour que Wade retire sa candidature, parce qu'il n'est pas question qu'il prenne part aux prochaines élections*", le scrutin présidentiel du 26 février, a-t-il ajouté. "*C'est tout à la fois les marches, les sit-in, la résistance*", mais "*pas la violence*"

Selon le M23, des "*dizaines*" de ses militants et responsables ont été arrêtés samedi dans tout le pays, dont son porte-parole, Alioune Tine, célèbre défenseur des droits de l'Homme en Afrique, qui se trouvait samedi soir dans les locaux de la Division des investigations criminelles (DIC) à Dakar.

Youssou Ndour, dont la candidature a été rejetée par le Conseil constitutionnel, a été "*malmené*" par des policiers alors qu'il se rendait à la DIC pour soutenir Alioune Tine, selon un de ses porte-paroles, Doudou Sarra.

La France "*attend que le Conseil constitutionnel statue de manière claire et impartiale sur les réclamations*" émises par les candidats exclus de la présidentielle, a déclaré le ministère français des Affaires étrangères.

Elu en 2000, réélu en 2007 pour cinq ans après une révision constitutionnelle de 2001 instituant un quinquennat renouvelable une fois, M. Wade se représente pour sept ans après le rétablissement du septennat en 2008, à la suite d'une nouvelle révision constitutionnelle. Ses opposants jugent sa candidature anti-constitutionnelle. (AFP 28.01)

2- Libye

Le Conseil national de transition (CNT) a annoncé samedi soir l'adoption de la loi électorale qui régira l'élection d'une assemblée constituante en juin en Libye. Selon le texte, dont la version finale de la loi devrait être publiée dans deux ou trois jours.

Selon le texte de la loi, qui devrait être "*révisé*" selon le CNT, deux tiers des 200 sièges de l'assemblée ont été réservés aux listes des partis politiques et le reste, soit 64 sièges, aux indépendants.

Contacté par l'AFP samedi soir, Fathi Baaja, un membre du CNT, a dénoncé la marginalisation de plusieurs membres du CNT qui n'ont pas été informés de la réunion de samedi.

Il a ajouté que l'amendement de la loi et l'adoption du système de liste dans les prochaines élections, a été opéré sous "*la pression des Frères musulmans*", seul groupe politique capable selon lui d'obtenir une "*écrasante majorité*" dans l'assemblée qui devrait rédiger une constitution pour le pays.

Prévue initialement la semaine dernière, l'adoption de la loi avait été reportée sous la pression de groupes politiques et de la société civile qui voulaient imposer de nouveaux amendements. (AFP 28.01)

Social

Italie

Après une nouvelle cure de rigueur en décembre et un vaste plan de libéralisation de l'économie la semaine dernière, Mario Monti a adopté vendredi des mesures de simplification des procédures administratives, considérées comme un frein à la croissance.

Persuadé que l'Italie aurait chuté comme la Grèce sans un nouveau tour de vis budgétaire qui va toutefois accentuer la récession, et que les libéralisations mettront fin aux "*rentes de certaines catégories*" qui sclérosent le pays, le chef du gouvernement garde le cap en dépit de la grogne sociale qui s'amplifie.

Taxis, camionneurs, pêcheurs, transports : les grèves, pour protester contre les libéralisations ou pousser un cri d'alarme contre la dégradation de la situation sociale, ont marqué la semaine.

D'autres mouvements, des gérants de stations-service ou des avocats, suivront ces prochaines semaines.

Inspiré par un mouvement qui a paralysé la Sicile la semaine dernière, la grève des camionneurs contre les prix record du carburant, qui a démarré lundi et s'achève vendredi, a eu d'importantes répercussions.

Des entreprises comme Fiat ou Barilla ont dû mettre des usines à l'arrêt tandis que le sud du pays en particulier a fait face à de graves problèmes d'approvisionnement en carburant ou en produits alimentaires.

Vendredi, c'était au tour de l'Union syndicale de base (USB), très marquée à gauche, de protester, ce qui entraînait des perturbations limitées dans les transports publics.

"*Dehors le gouvernement des banquiers. Non aux dictats de l'Union européenne et non aux attaques contre l'emploi et les retraites*", clamait une banderole dans leur manifestation romaine.

Sur le plan politique, "*Super Mario*" continue de naviguer sereinement, fidèle à sa stratégie de mécontenter tout le monde pour désamorcer les oppositions, et bénéficie toujours d'une majorité écrasante au Parlement, comme l'a prouvé l'adoption cette semaine d'une motion de soutien à sa politique européenne.

Alors que les libéralisations mécontentent une bonne part de l'électorat de droite, Silvio Berlusconi a d'ailleurs rejeté jeudi l'appel de son ex-allié Umberto Bossi, chef de la Ligue du Nord, à faire chuter le gouvernement.

"*La situation est difficile, le gouvernement agit avec grande prudence et il est difficile d'avancer des critiques fondées*", a jugé le Cavaliere.

"*Tout le pays veut étrangler Monti et lui il a peur de le chasser*", a protesté M. Bossi en menaçant le Cavaliere de faire chuter l'exécutif de droite au pouvoir dans la région de Milan, la plus riche du pays.

Selon Stefano Folli, éditorialiste du quotidien Il Sole 24 Ore, "*Silvio Berlusconi n'a pas aujourd'hui envie ou intérêt à +débrancher+*

le gouvernement Monti."

"*Ce n'est pas de la générosité mais un calcul: si les +technocrates+ doivent chuter il faut que cela soit en raison des contradictions de la gauche (en particulier sur la réforme du marché du travail à venir, NDLR) et non des convulsions de la droite*", estime le politologue. (AFP 28.01)

Economie

1- Banquiers.

Bankiers-kamikazes ?

Interconnection des banques

La différence entre la deuxième moitié du XIXe décrit par Zola et aujourd'hui, c'est que le monde bancaire est mondialisé. Par le shadow banking, toutes les banques sont interconnectées, toutes les obligations ont été mises en garantie de la banque A à la banque B, puis de B à C… etc. …

Au XIXe, il pouvait y avoir des faillites massives, aujourd'hui NON. Une grosse faillite entraîne l'ensemble des banques dans le trou.

Il semble évident, que les banquiers vont devoir se couper un bras, avant de subir l'ablation d'une jambe, voire de se faire énucléer. S'ils ne s'accordent pas sur un processus réducteur, ils pourraient être également émasculés. C'est le voeu et le plan d'Angela Merkel, qui n'est pas femme pour rien.

L'autre possibilité est de monétiser la totalité des dettes en imprimant de la monnaie. S'il y a 53 trillons de dettes aux Etats Unis, la Fed rachète les 53 T$ en imprimant de la monnaie et en mettant ces obligations pourries dans son bilan, comme dans une poubelle géante. Le processus est déjà largement entamé avec la nationalisation de Fannie Mae et Freddy Mac, et l'achat des Bons du Trésor US.

Si on n'interdit pas d'abord aux banques de continuer à créer de la dette, des produits financiers, des hypothèques sur ces produits, etc … multipliant sans fin le processus, il n'y a aucune raison d'arrêter cette monétisation, demain, après-demain ou en 2014. Or les banquiers ayant réussi à revendre à la Banque Centrale des obligations pourries, même décotées, osent afficher des bénéfices records, qu'ils distribuent sous forme de bonus ou de dividendes … faisant entrer cet argent virtuel dans la "vraie vie". Pire encore, ils profitent de cette manne pour jouer cet argent frais sur les marchés, faisant monter toutes les matières premières. Quand Paribas achètent toutes les fèves de cacao disponibles dans le monde pour faire un coup, c'est la ménagère qui va devoir payer son chocolat plus cher. Or les banquiers spéculent sur le blé, le maïs, la viande, etc. De toute évidence, leurs spéculations amènent une accélération de l'inflation réelle, même si les statistiques gouvernementales cherchent à le cacher.

Entre le Chaos d'un Krach bancaire mondial et l'hyperinflation, il y avait une troisième voie moyenne, qui impliquait de la rigueur, de la volonté, un pouvoir puissant faisant respecter la loi. Les banquiers aujourd'hui sont trop puissants et les Etats sont totalement à leurs ordres. Il n'y a qu'à voir l'impuissance totale du CFTC, incapable de mettre en application la loi Dodd-Franck aux Etats Unis, pour comprendre l'ensemble du problème.

Par défaut, c'est donc l'hyperinflation qui a été choisie par les voyous de W.S.. Nous avons été prévenus, puisque le I.A.S. B., l'organisme international chargé des normes comptables, a créé des aménagements dés 2010 pour aider les entreprises à tenir une comptabilité dans un environnement d'hyperinflation sévère. (le contenu de cet amendement daté du 30 septembre 2010 figure dans cet article. - ndlr)

L'élite souffrira moins que le peuple, car les initiés ont déjà investi leurs capitaux dans les métaux précieux, les terres et les denrées alimentaires. Les masses mourront de faim, ce qui simplifiera (pour l'establishment) les problèmes de l'avenir de la Planète.

Une victoire à la Pyrrhus

Certains banquiers, plus puissants que la plupart des nations, ne se satisfont pas de la situation actuelle. Même si cela semble impossible à certains analystes avec qui j'ai échangé sur le sujet, je considère qu'une des factions de l'oligarchie peut opter pour un effondrement généralisé, en jouant justement de l'interconnexion généralisée dûe au "*Shadow Banking*". Après tout, les banquiers de W.S. ont bien créé des produits financiers destructeurs et les ont disséminés dans toutes les banques du Monde, dans un seul but, mettre les nations à genoux. Ils y ont pleinement réussi et ces banques sont aujourd'hui aux commandes en Europe, dictant leur loi aux gouvernements. Il devrait être assez aisé de les faire exploser par une flamme en retour, en faisant tomber une carte du système, qui par l'effet de contagion des CDS, viendrait mettre le feu au coeur du système qu'ils ont mis en place. Pour cela, il faut auparavant avoir installé un minimum de pare-feu.

La Russie a très certainement réussi à préserver en grande partie son système bancaire. La Chine est peut être plus vulnérable, mais elle a annoncé en août 2009, qu'elle autorisait ses sociétés à faire défaut sur les produits dérivés. Elle a certainement pris des mesures depuis pour se protéger des manigances de WS et de la City. Quant à Angela Merkel et ses alliés, ils auraient mis en place une police financière, qui aurait pour but de mettre les Banksters au trou, aussi puissants soient ils et notamment Deutsche Bank et Goldman Sachs.

Nos informateurs nous disent que la tension est telle dans l'oligarchie, que toutes tentatives de résoudre la crise par la diplomatie se sont terminées par des échecs et que désormais, ils seraient en train de préparer la guerre. Cette guerre se jouera sur tous les fronts. Le premier d'entre eux sera bancaire. Certains vont donc faire en sorte que la Banque saute, quitte à perdre un bras et un oeil. Cela ne sera pas un hasard, mais une volonté délibérée. Puis tous les dominos tomberont.

Vous avez la chance de regarder l'Histoire en train de s'écrire sous vos yeux… alors surveillez l'attentat de Sarajevo en regardant du côté des banques.

Tout cela va commencer en 2012, avec probablement, une très nette accélération au deuxième trimestre.

Ceci n'est qu'une analyse personnelle, qui n'engage que son auteur. (liesidotorg.wordpress.com 27.01)

2- Allemagne

2.1- L'Allemagne et ses banques ne sont pas à l'abri d'une faillite de quelques pays du sud de l'Europe.

Comme nous le verrons dans le numéro 248 de LIESI (15 février 2012), il existe une fenêtre de tir importante pour un éventuel retrait de l'Allemagne: entre la fin du printemps et la fin de l'été 2012. Il y a bien sûr des aléas qui ne sont, pour le moment, pas déterminés, mais assez probables. Sur ce genre de sujet, il convient toujours d'être prudent, mais réaliste à la lumière des mines posées par nos chers banquiers américains dans le système financier européen.

Ce qui nous amène à une question importante. L'Allemagne, si protégée par Standard and Poor's (qui refuse de la dégrader pour 2012) est-elle exposée aux dettes des pays du sud, si méprisés par les agences de notation américaines?

Généralement, les experts disent avoir bien de la peine à estimer les conséquences économiques d'une telle option, même pour l'Allemagne dont les banques très exposées aux dettes souveraines de l'Europe du Sud et de l'Irlande (à hauteur de 460 milliards d'euros) n'échapperont sans doute pas à la faillite. Si les experts d'UBS prédisent qu'une telle catastrophe touchera plus sévèrement la périphérie de l'Europe que les pays forts, ils résument un tel scénario en citant Shakespeare : " Cry "havoc", and let slip the dogs of war. " (" "Carnage !" et alors seront lâchés les chiens de la guerre ").

On peut raisonnablement penser que cela devrait intervenir avant l'attaque de l'Iran. La logique est d'abattre financièrement l'Occident avant d'accélérer le processus de délitement géopolitique du Moyen-Orient. (liesidotorg.wordpress.com 27.01)

2-2- Un veto de la Commission européenne à la fusion entre NYSE Euronext et Deutsche Börse est de plus en plus probable, un revers dont l'opérateur boursier allemand devrait pouvoir s'accommoder grâce à un modèle d'activité solide, selon les spécialistes du secteur.

Pour la presse comme pour les analystes, le NON! de Bruxelles, gendarme de la concurrence en Europe, ne fait pratiquement plus de doute, en raison de ses craintes sur une situation de monopole du nouvel ensemble, notamment dans le marché des dérivés en Europe.

Paradoxalement les investisseurs n'ont pas l'air mécontents de cet échec annoncé. L'action Deutsche Börse a même nettement progressé ces derniers jours.

"*Les actionnaires de NYSE Euronext auraient davantage profité de la fusion*" selon l'analyste Martin Peter de la banque régionale allemande LBBW, "*car le groupe Deutsche Börse est beaucoup mieux positionné que les Américains*".

Le groupe allemand repose en effet sur trois piliers couvrant tout le cycle des échanges financiers: le marché d'actions avec sa plateforme d'échanges électroniques Xetra, le marché des dérivés avec sa plateforme Eurex, et les activités post-marché de règlement et de compensation assurées par sa filiale luxembourgeoise Clearstream.

Grâce à Clearstream et à Eurex Clearing, Deutsche Börse est aussi bien placé pour profiter de la croissance des activités post-marché. Celles-ci assurent une fonction centrale pour les marchés réglementés mais aussi pour les marchés de gré à gré (OTC), plus opaques, car elles offrent la sécurité des opérations entre vendeurs et acheteurs.

Deutsche Börse peut ainsi profiter indirectement de la masse des échanges non réglementés qui lui échappent sur d'autres segments. Par exemple, sur le marché global des dérivé "*80 à 85% des transactions ont lieu hors Bourse*", rappelle Martin Peter.

L'opérateur de la Bourse de Londres, le LSE, cherche d'ailleurs à imiter la stratégie de Deutsche Börse en s'efforçant actuellement de s'emparer de l'autre grande chambre de compensation en Europe, LCH.Clearnet.

Certes, "*avec NYSE Euronext, Deutsche Börse aurait formé la première Bourse du monde et aurait ainsi pu dégager d'importantes synergies de coûts, elle serait devenue plus rentable et plus importante dans le futur paysage boursier*", estime Philipp Hässler d'Equinet.

Mais la consolidation globale du secteur ne s'est pas encore vérifiée dans les faits: l'an dernier l'alliance des Bourses de Londres et de Toronto a échoué, et l'Australie a rejeté le projet de fusion entre les Bourses de Sydney et de Singapour.

Pour Christian Muschick de Silvia Quandt, les réserves de la Commission européenne sur la fusion entre Deutsche Börse et NYSE Euronext seraient d'ailleurs plutôt d'ordre politique, liées à "*la peur de perdre le contrôle, la peur d'une domination des actionnaires américains*". (AFP 28.01)

Clearstream, mais c'est un nom qui nous dit quelque chose... Ah oui j'y suis, ils veulent faire jouer un rôle plus grand aux chambres de compensation dont Clearstream pour garantir la transparence des marchés, sans rire, réguler les produits dérivés, tout un poème !

Haut de page

Le 30 janvier

CAUSERIE

Si vous connaissez d'autres portails d'information du genre Mondialisation.ca ou Réseau Voltaire, communiquez-moi leurs adresses pour en faire profiter tous les militants qui se connectent sur le site. Difficile ensuite de dire qu'on n'était pas informé, qu'on ne savait pas ce qui se tramait dans les plus hautes sphères du pouvoir...

A propos des mesures antisociales annoncées par Sarkozy. Tout, tout, tout pour les patrons !

1- Commençons par le plus évident, le logement, en reproduisant la réflexion d'un internaute :

- "*Augmenter la possibilité de construire 30% de plus, ça veut dire que tout le monde va dès demain se lâcher et agrandir son pavillon ou son bout de logement ? Ou bien ça veut dire que les gros promoteurs-financiers-banquiers vont pouvoir sans délai augmenter la taille de leurs opérations immobilières sans respect des lois et des règlements précédents qui contrôlaient jusqu'à présent la qualité, la densité, l'harmonie de de notre cadre de vie ? A quoi donc servent les règles d'urbanisme si quelques-uns peuvent les accomoder à leur profit ?*"

Enfin, mais à satisfaire les besoins exprimés par ceux que vous représentez... Ses amis promoteurs-bétonneurs vont en profiter pour faire de juteuses affaires inespérées hier encore, ainsi le quinquennat de La Talonnette va se terminer comme il a commencé : le gang du Fouquet's ne pourra pas dire qu'il aura été ingrat avec eux !

S'agissant des propriétaires de leur habitation, pour un peu, cela va inciter ceux qui peuvent se le permettre de s'endetter pour réaliser des travaux, c'est excellent pour les banquiers qui ont encaissé des milliards d'euro à 1% via la BCE !

2- La liquidation des 35 heures dénommée «*accords compétitivité-emploi*».

Rappelons que cette mesure avait été accompagnée de l'annualisation du temps de travail qui permettait de liquider la durée légale journalière de travail. Une fois cet objectif largement atteint, il ne restait plus qu'à trouver le moyen et le moment pour la généraliser. Comment ? Pardi, avec la complicité des dirigeants syndicaux !

- "*Si une majorité de salariés se met d'accord dans une entreprise (...) pour décider de leur durée de travail, pour décider de privilégier l'emploi sur le salaire ou le salaire sur l'emploi, ils pourront le faire*", a-t-il dit.

"*Grâce aux accords compétitivité-emploi qui existent en Allemagne, l'économie allemande a fait le choix de privilégier l'emploi. Le premier ministre demandera dès demain matin aux partenaires sociaux de négocier ces accords par entreprise*", a dit

Nicolas Sarkozy. (lemonde.fr 29.01)

Accepter de discuter sur ce terrain-là, opposer et sacrifier le salaire à l'emploi, revient à admettre que le patron ou l'actionnaire est le maître et qu'on est son esclave, pire encore si c'est possible, qu'on est encore trop payé et que les actionnaires ont raison de se goinffrer, de délocaliser, d'imposer leur dictature. Tout militant qui acceptera de se placer sur ce terrain sera considéré comme un jaune, un traitre, un ennemi du mouvement ouvrier.

3- Mesure contre le chômage des jeunes

L'objectif est de mettre à la disposition du patronat de la main d'oeuvre gratuite et de soustraie un million de jeunes des statistiques du chômage :

- Le gouvernement vise les 800 000 alternants d'ici 2015 et même un million à terme, contre 600 000 aujourd'hui. (lemonde.fr 29.01)

Ce qui est étrange, c'est qu'ils n'ont pas encore conçu comment obliger les jeunes à accepter un contrat d'apprentissage ou ils n'ont pas osé, il faut dire qu'ils n'ont aucun moyen pour les y contraindre. Mais ils pourraient très bien imaginer de supprimer les allocations familiales à leurs parents en cas de refus ou leur interdire de compter une demi-part par enfant à charge lors de leur déclaration d'impôt, qui sait ce qu'ils sont capables d'inventer !

4- Taxe sur les transactions financières

C'est l'arlésienne pour distraire la galerie et détourner l'attention des travailleurs des origines de la crise.

A ce stade ce n'est pas précisé, mais il y a fort à parier que le tout petit milliard d'euros que l'Etat compte ainsi récupérer dans ses caisses proviendra de la taxation des petits actionnaires, les travailleurs de la classe et des couches moyennes qui aujourd'hui encore peuvent économiser quelques milliers d'euros par an.

5- Terminons par la hausse de la TVA et l'exonération des cotisations abusivement dénommées patronales.

En préambule, rappelons que les cotisations sociales à la charge des travailleurs et celles à la charge des employeurs sont une partie de notre salaire dit différé qui servent à alimenter les caisses des organismes sociaux pour satisfaire ou couvrir les besoins sociaux de l'ensemble de la population.

La rémunération d'un salarié se compose de son salaire, des cotisations à sa charge, des cotisations à la charge de son employeur, auquel il faut ajouter la part des bénéfices qui lui est (éventuellement) attribuée au titre de la participation, puisque les bénéfices de l'entreprise ainsi distribués aux employés ne sont pas tombés du ciel mais constituent une partie de la plus-value extorquée aux travailleurs au cours du processus de production, ce n'est pas un "cadeau" du patronat, ces bénéfices appartiennent de plein droit aux travailleurs puisqu'ils sont exlusivement le produit de leur travail, et non celui des actionnaires qui ne produisent rien.

- "*La décision que le gouvernement proposera au parlement sera d'exonérer la cotisation totale ou partielle des cotisations familiales ou patronales*", sur les salaires entre 1,6 et 2,1 smics.

"*Nous monterons en sifflet (...) jusqu'à smic 2,4*." Cette mesure concernera 97 % des effectifs de l'agriculture, 82 % des effectifs de l'automobile et les deux tiers des effectifs de l'industrie, a dit Nicolas Sarkozy.

En contrepartie, il a annoncé une hausse de 1,6 point de la TVA, qui passerait donc de 19,6 % à 21,2 %. Le montant de ce transfert : "*13 milliards d'euros*", a-t-il affirmé. Les taux réduits de TVA resteront inchangés.

De plus, il y aura aussi "*une hausse de 2 points de la CSG sur les revenus financiers*" pour baisser les charges patronales. (lemonde.fr 29.01)

Je me suis déjà exprimé sur ce sujet dans une précédente causerie, mais on peut y revenir rapidement.

S'agissant de l'exonération des patrons.

Cette mesure consiste à augmenter la part qui revient au capital au détriment du travail, à abaisser le coût de la force de travail, donc à faire baisser le niveau de vie des travailleurs. Ce qui ne saute pas aux yeux au premier abord, dans la mesure où le coût de la force de travail correspond à ce qui est nécessaire pour la reproduire, au coût de l'entretien d'un travailleur qui comprend tout ce qui figure dans son mode de vie, pas seulement l'alimentation, l'habillement et le logement avec ce qui vient se greffer dessus, mais aussi ses besoins en matière de santé, d'éducation, de culture, de loisirs ou distraction, de vacances, etc.

Après tout, les travailleurs chinois s'en passent très bien et n'en meurent pas pour autant, n'est-ce pas ? Sinon comment les privilégiés vont-il pouvoir continuer de jouer au casino, d'acheter des jets privés, des yachts, des résidences de prestige, des voitures de luxe, remplir les palaces cinq étoiles, etc. franchement, au nom de l'équité les travailleurs peuvent bien faire de petits sacrifices supplémentaires...

S'agissant de la hausse de la TVA, l'impôt le plus injuste de tous.

Si cette mesure est adossée à la précédente ce n'est pas pour des prunes ou le fruit du hasard.

Jusqu'à présent lorsque l'Etat accordait généreusement aux patrons des exonérations de cotisations sociales, l'Etat tapait dans sa caisse pour verser l'équivalent aux organismes sociaux, bon, pas toujours au centime près et rarement dans un délai respectable mais laissons cela de côté ici. Mais voilà, les caisses de l'Etat étant vides et croulant sous un endettement abyssal voulu par les banquiers pour mieux le (nous) racketter, il lui est devenu impossible aujourd'hui de compenser ce cadeau de dizaines de milliards d'euros offerts aux capitalistes ou plutôt l'Etat n'a pas l'intention de s'endetter davantage, attention les marchés veillent ! il vaut mieux que ce soit l'ensemble de la population qui règle l'addition à sa place, frappant indistinctement pauvres et nantis, auparavant aussi par le biais des impôts et taxes que l'Etat nous imposait, c'était déjà nous qui réglions la note, disons qu'à partir de maintenant elle sera encore plus salée.

Question : est-il exagéré d'affirmer que la liquidation du capitalisme est une nécessité impérieuse, urgente ?

Concurrence mondiale et division internationale du travail.

Ce qui caractérise la situation actuelle, c'est la mise en concurrence des économies de tous les pays, qui se traduit par une course effrénée à la compétitivité à l'échelle mondiale, conduisant les Etats et les entreprises à s'aligner sur le moins social d'une part, et plus de précarité, plus d'exploitation d'autre part, le tout combiné constituant une formidable régression sociale généralisée dont profite une poignée de privilégiés à travers le monde.

Quand dans pratiquement tous les secteurs économiques vous mettez en concurrence des entreprises dont le coût du travail varie de 100 à 1500 euros par mois, il est évident que les premières vont évincer les secondes du marché. Et quel levier reste-t-il à ces dernières pour inverser cette tendance ? Baisser leur coût du travail pour le ramener au niveau de leurs concurrents. C'est imparable en régime capitaliste, c'est le produit de la division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale.

Mais ce n'est pas la division internationale du travail qui est en cause, car elle participe du développement des forces productives à l'échelle mondiale déjà constaté au XIXe siècle, par ailleurs, il est parfaitement légitime que tous les peuples développent leurs forces productives, car dans le cas contraire cela signifierait que l'on considère que le progrès social qui accompagne leur développement à travers la lutte de classe devrait être réservé à certains peuples plutôt qu'à d'autres, thème cher aux socials-patriotes, aux nationalistes de tous poils et à l'extrême droite, j'allais oublier les théoriciens de la décroissance, de la démondialisation comme ils disent, qui dénoncent le productivisme, cela en fait une masse de réactionnaires !

C'est la division du travail qui a permis (au capitalisme) de rompre avec le mode de production féodal et de développer dans des proportions gigantesques les forces productives, au point d'être en mesure pour la première fois dans l'histoire de l'humanité depuis l'avènement du néolitique de satisfaire l'ensemble besoins de la population de la planète. Pour rappel, le passage du paléolithique au néolithique se caractérise (notamment) par l'abandon de la cueillette et la chasse au profit de l'agriculture et l'élevage, par la sédentarisation croissante des peuples autrefois nomade...

Donc le problème ne vient pas de la division internationale du travail, il vient du fait qu'elle conduit comme autrefois, mais dans des proportions encore plus gigantesque compte tenu des formidables progrès réalisés par les sciences et les technologies au cours de la seconde moitié du XXe siècle, à un accroissement des forces productives alors que le mode de production capitaliste n'est déjà plus en mesure de les contenir et procède déjà à leur destruction massive depuis un siècle.

Or, l'impérialisme stade suprême du capitalisme est incompatible avec la libération des forces productives à l'échelle mondiale qui étouffent dans le carcan du mode de production basé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange. Cela se traduit par la mise en concurrence et la destruction des forces productives déjà existantes avec celles qui se développent de nos jours moyennant un niveau d'exploitation supérieure, du fait de conditions politiques qui lui sont favorables et donc au détriment des producteurs eux-mêmes dans tous les cas de figure, le prolétariat.

En conclusion, à un stade supérieur de la division du travail à l'échelle mondiale, le système économique et social basé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange entre violemment en collision avec les forces productives qu'il tend à libérer, et comme ce mode de production n'a pas pour objectif la satisfaction des besoins de l'humanité mais l'accumulation du capital au profit d'une poignée de nantis, il se transforme en un formidable moyen de destruction n'épargnant aucun pays, aucun continent, mettant en péril la civilisation humaine, frappant tous les peuples, pourrissant la planète entière.

Sous une République sociale universelle, la division du travail serait refondée de manière à satisfaire les besoins de tous les peuples, mettant fin à l'anarchie qui règne dans la production et à la concurrence à laquelle les travailleurs du monde entier sont livrés malgré eux. Les marchandises que nous consommons seraient produites dans des conditions permettant d'économiser la force de travail et les ressources de la planète. Non seulement le travail serait réparti entre tous les producteurs mettant fin ainsi au chômage, et cette économie de la force de travail permettrait aussi de réduire la durée du travail de moitié ou davantage encore. Les marchandises seraient produites au plus près des consommateurs, dans la mesure du possible, de la même manière que les travailleurs vivraient proche de leur lieu de travail, cela engendrerait d'énormes économies en terme de transport, donc d'énergie, et libèrerait du temps libre pour s'épanouir ou satisfaire ses aspirations.

Ce qui pose problème dans chaque pays et l'échelle mondiale, nous avons vu plus haut que c'était la survie du capitalisme qui conduit au chaos et à la guerre. Ensuite, nous avons précisé que cet obstacle était à son tour le produit de conditions politiques particulières auxquelles il nous faut s'attaquer pour faire sauter cet obstacle.

Ces conditions politiques se résument à l'incapacité du prolétariat mondial de se doter d'une nouvelle direction depuis la dégénérescence de l'Internationale communiste dans les années 20 et de la IVe Internationale pour ainsi dire liquidé avant même avoir eu le temps de se développer.

Avec la crise, nous disposons d'un nombre innombrables de faits et d'arguments dans tous les domaines de la société comme jamais par le passé pour convaincre les travailleurs de la nécessité d'en finir avec le capitalisme et de s'organiser, de construire le parti indispensable pour prendre le pouvoir.

Si nous n'y parvenons pas malgré cela, on serait tenté d'affirmer qu'on n'y parviendra jamais.

Chaque militant à le droit légitime de s'interroger non pas sur la validité du socialisme qui est indiscutable à plus d'un titre dès lors qu'on fait preuve d'honnêteté intellectuelle, pour peu qu'on l'ait étudié sérieusement ou qu'on admet que rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme ou encore, qu'il serait possible à notre époque de satisfaire l'ensemble des besoins de la population mondiale et que seule l'existence du capitalisme constitue un obstacle à la réalisation de cet objectif.

Le problème que nous avons à résoudre se situe manifestement ailleurs. Il n'y a pas un travailleur pour ne pas être scandalisé par les dernières mesures annoncées par Sarkozy en faveur exclusivement des patrons et actionnaires en tous genres pendant que les travailleurs devront subir de nouveaux sacrifices. Donc le problème n'est pas là non plus.

Certes ils ont toujours des illusions dans le capitalisme dans lequel il baigne depuis leur naissance, certes ils ont toujours des illusions dans les institutions, beaucoup moins ou pas du tout dans les partis qui participent aux institutions, en tout cas s'agissant de leur volonté ou leur capacité à changer la société, là ils n'en ont aucune, c'est une certitude. Le veulent-ils vraiment ?

Renversons cette question : qui ne le voudrait pas compte tenu du cauchemar qu'ils vivent au quotidien ? Ils n'y croient pas ou plus si on se réfère aux générations de la fin du XIXe siècle et du début du XXe. Et cela ne date pas d'hier ou des années 80 comme on voudrait nous le faire croire.

A la terrible épreuve de la guerre, succéda des décennies de misère sociale que les nantis appelèrent les Trente glorieuses, certes le chômage était quasi inexistant jusqu'au début des années 80, mais les salaires et les conditions de vie de millions et millions d'ouvriers étaient misérables, l'exploitation était pire à bien des égards par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui, le problème du logement atteignait des sommets au milieu des années 50, dans Paris (où j'habitais, à deux pas de l'Opéra, dans une ex-chambre de bonne) à chaque coin de rue, dans tous les jardins publics, on croisait des clochards, la pauvreté était omniprésente, au milieu des années 70, je me souviens encore avoir dîné avec un copain dans une soupe populaire située à deux pas de la Bourse, au coin de la rue Richelieu qui donne sur les Grands boulevards, au premier étage...

Avant comme après l'effondrement du stalinisme, les problèmes rencontrés par les travailleurs étaient les mêmes, donc l'argument selon lequel ce serait le stalinisme qui serait la cause de l'impossibilité de construire le parti ne tient pas, il faut chercher ailleurs. Et puis, il faut admettre que le stalinisme n'a jamais eu une emprise sur la totalité ni même sur la majorité de la classe ouvrière, cette emprise s'est toujours exercée sur la minorité du prolétariat qui était organisée dans les syndicats tandis que des dizaines de millions de travailleurs s'en détournaient, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'ils étaient plus conscients pour autant, dans bien des cas il faut bien admettre qu'ils étaient encore plus arriérés, cependant, cela ne signifiait nullement qu'il était impossible de détacher des travailleurs du stalinisme et de convaincre des travailleurs apparemment sans conscience politique d'en acquérir une, d'ailleurs des dizaines et dizaines de milliers de travailleurs et jeunes sont passés par l'OCI (POI), la LCR (NPA) et LO au cours de ces décennies.

La question est de savoir pourquoi ils en sont partis, pourquoi il a été impossible de les retenir, pourquoi cette dynamique n'a pas permis d'attirer des centaines de milliers de travailleurs vers ces organisations, pourquoi elles ont été incapables de construire le parti 70 ans plus tard. Qu'est-ce qui est en cause selon nous, sinon les dirigeants de ces partis et la politique qu'ils ont impulsée au cours de ces longues années, leur analyse de la situation nationale et internationale, leur conception de la lutte de classe,

leurs rapports au capitalisme, à l'Etat, aux autre partis, aux appareils des syndicat, à la classe elle-même ?

Existe-t-il une autre réponse sérieuse et cohérente à la question que nous posions plus haut ?

Voyez où ils en sont arrivés, l'un appelle à défendre la "*souveraineté nationale*", pour un peu on se croirait revenu au 4 août 1914 ! l'autre appelle au "*partage des richesses*", ce que les capitalistes savent très bien faire, à leur manière bien sûr, quant à LO, elle assume sa fonction d'appendice du PCF (N. Arthaud à l'émission *On n'est pas couché*, au moins le front unique lui sert à quelque chose !

Comme disait Engels en substance, on ne fera jamais du neuf avec du vieux, on a besoin d'un nouveau parti communiste, avec de nouveaux dirigeants, une autre orientation politique, tournée résolument vers toutes les couches de la classe ouvrère, mais aussi vers la classe moyenne ou la petite-bourgeoisie.

Ce qui est frappant dans le cas de ces partis, c'est que leurs dirigeants ont appris autrefois que c'était la classe ouvrière, ses couches les plus exploitées qui devaient servir de guide à l'ensemble de la classe dans la lutte de classe, alors qu'elles sont quasiment absentes de leurs partis, à aucun moment depuis 1945 ils ne se sont vraiment tournés vers elles, et quand bien même auraient-ils mené campagne en leur direction, ils n'ont jamais été foutus de les convaincre, de les former ou de les retenir, pour finalement former des partis démocratiques petits-bourgeois où les déshérités du système capitaliste sont absents.

Partant de là, il n'est pas étonnant que leurs politiques ne prennent pas en compte ces millions et millions de travailleurs et qu'ils ne reconnaissent pas dedans, et que par conséquent ils ne recrutent que parmi les couches qui bénéficient d'un statut avantageux par rapport au reste du prolétariat, avantages acquis sous un régime capitaliste - pas forcément suite à leur mobilisation ou la grève selon une légende, mais par le biais de la politique dite contractuelle "*négociée*" dans les cabinets feutrés des ministères, les méfaits du "*dialogue social*" remontent des années 40 à nos jours - qu'ils défendent finalement au même titre que ce régime, consciemment ou non. (A suivre)

Actualité en titres

Doute, crispation, tension... rejet !

- Qui croit encore en Sarkozy ? - LeMonde.fr

- Donnedieu de Vabres dénonce une "*droitisation suicidaire de l'UMP*" - AFP

- François Bayrou dénonce "*l'affolement*" de Nicolas Sarkozy - Reuters

- Hervé Morin: pas le moment de réformes structurelles majeures - AFP

L'article L. 122.12 du Code du travail appliqué à Sarkozy :

- Entretien de licenciement ou détermination à agir ? - 20minutes.fr

- «*Pour Nicolas Sarkozy, c'est quitte ou double*» - LeFigaro.fr

C'est bien le seul article du Code du travail que je me souvienne encore pour l'avoir pratiqué si souvent en tant que futur chômeur et délégué syndical, selon lequel avant tout licenciement vous devez être convoqué à en entretien assisté de la personne de votre choix travaillant dans l'entreprise. Lors de cet entretien on doit vous notifier les griefs retenus contre vous, vous êtes en droit de répondre ou de vous expliquer, par contre l'employeur n'a pas le droit (en principe, sauf en cas de bonne nouvelle, mais c'est si rare !) de vous notifier sa décision finale, vous l'apprendrez par la poste 24h plus tard au minimum. J'imagine que depuis il a dû être modifié ?

Pour la petite histoire, pour bien montrer que les patrons sont vraiment des pourris. Dans une boîte qui m'en avait envoyées six - j'ai été viré au bout de la septième, ouf enfin ! - j'ai dû me battre avec mon chef pour trouver le temps d'aller les retirer pendant les heures d'ouverture du bureau de poste sur mon temps de travail, le matin quand je partais au boulot et le soir quand j'en rentrais la poste était fermée, il s'agit toujours d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Cela ne pouvait pas se passer ailleurs :

- Rencontre entre talibans et Américains au Qatar - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le PS se place exactement sur le même terrain que l'UMP.

Nicolas Sarkozy a loué à plusieurs reprises l'ancien chancelier socialiste allemand Gerhard Schröder, "*un homme d'une grande qualité*", dont il a pris les réformes pour modèle. (Reuters 29.01)

Bernard Cazeneuve, porte-parole de François Hollande a accusé Sarkozy "*du déficit de compétitivité*" de la France par rapport à l'Allemagne

"*Tout ceci est une politique à l'allemande: on a eu le sentiment à un moment donné que Nicolas Sarkozy était candidat à être chancelier socialiste de la République fédérale allemande*", a déclaré M. depuis son siège de campagne aux Lilas près de Paris. (lemonde.fr 29.01)

Chancelier "*socialiste*" en référence sans doute à Schröder et à destination de Hollande.

Mélenchon l'a constaté aussi, mais à sa manière, oubliant de préciser que lorsque Schröder pris des mesures drastiques pour défendre la compétitivité des entreprises allemandes sur le marché mondial au détriment des intérêts fondamentaux des travailleurs, le PS dont il était un des dirigeants soutenait Schröder sans que cela gêne davantage monsieur Mélenchon. (lexpress.fr 29.01)

On sait déjà que Mélenchon va appeler à voter Hollande s'il figure au second tour. Question : si Hollande n'annonce pas d'ici le premier tour de la présidentielle qu'il remettra en cause immédiatement les dernières mesures annoncées par Sarkozy, appellera-t-il toujours à voter pour lui, autrement dit soutiendra-t-il l'application de ces mesures scélérates ?

2- Syrie

L'unanimité de la presse occidentale et du Golfe qui a prévalu durant les dix derniers mois est en train de se fissurer. Si de grands journaux présentent l'opération de l'armée syrienne visant à libérer les villes occupées par la Légion wahhabite comme une forme de répression politique à l'encontre de civils désarmés, d'autres médias multiplient les signaux d'alerte : les photos de civils manifestant contre le président el-Assad ont laissé la place à des images d'hommes en armes cagoulés, tandis que des reportages font état d'exactions multiples à caractère confessionnel ou mafieux, et non de contestation politique.

Les médias occidentaux et du Golfe reflètent toujours la position de leurs gouvernements, mais sans chaleur : l'image romantique de la « *révolution syrienne* » a disparu. Le seul argument qui reste pour convaincre les lecteurs est de présenter les « rebelles » comme des « *insurgés* », de faire croire qu'ils sont tous des soldats syriens déserteurs et non majoritairement des mercenaires étrangers de la Légion wahhabite, souvent recrutés dans la mouvance Al-Qaida.

Tous les commentateurs attendent la prochaine séance du Conseil de sécurité au cours de laquelle devraient être présentées les propositions de la Ligue arabe et de la Russie. (Réseau Voltaire 27.01)

Social

Belgique

Une grève générale contre l'austérité, la première depuis près de sept ans, devrait paralyser le royaume et poser de sérieux problèmes d'organisation pour le sommet des dirigeants de l'Union européenne, attendus dans l'après-midi lundi 30 janvier à Bruxelles.

Trains à l'arrêt, y compris les Thalys et Eurostar, barrages à l'entrée des grandes villes et des zones industrielles, grandes surfaces fermées et service minimum dans les hôpitaux : l'appel à se "*croiser les bras*" devrait être largement suivi dans le privé et le public. Les organisations syndicales protestent contre les mesures d'austérité du gouvernement de coalition du socialiste Elio Di Rupo, qui a prévu des économies de plus de 11 milliards d'euros en 2012. (lemonde.fr 29.01)

Economie

Portugal

Le chef du patronat portugais a estimé, dans une interview publié dimanche par un quotidien portugais, que le Portugal, déjà sous assistance financière, pourrait être contraint de demander une aide supplémentaire afin de financer son économie.

"*Le problème majeur que nous affrontons est le financement de l'économie*", a dit Antonio Saraiva au journal Diario de Noticias en ajoutant : "*Ou le gouvernement parvient à réduire les dépenses pour générer cette aide ou il devra la solliciter à l'extérieur*".

"*Au moment où nous avons demandé une aide (...) la valeur que nous (le patronat) calculions alors était de 105, 106 milliards d'euros. Il y a une différence de 30 milliards*", a dit M. Saraiva.

En échange du prêt de 78 milliards d'euros, le gouvernement portugais a mis en oeuvre de sévères mesures d'austerité qui auront pour impact cette année une contraction de 3,1% du PIB, selon une estimation récente de la Banque du Portugal.

D'autre part, le crédit accordé par les banques aux entreprises s'est réduit alors que les créanciers du Portugal exigent qu'elles renforcent leur capitaux.

"*La banque n'aide pas les entreprises, il y a une réduction des lignes de crédit, les demandes qui sont faites à la banque ne sont pas accordées*", a souligné M. Saraiva.

Le patron des patrons portugais a toutefois estimé que le pays devait, pour restaurer sa crédibilité, poursuivre la politique de rigueur, marquée notamment par des baisses des salaires et des hausses des impôts, que réclament ses bailleurs de fonds. (AFP 29.01)

Haut de page

Le 31 janvier

CAUSERIE

Récidive. Flagrant délit de mensonge

Sans rire, Sarkozy est opposé à une hausse généralisée de la TVA. Hein, quoi, la TVA sociale, jamais dit cela moi. Vérifions-le.

Partons de cette vérité prononcée le 29 janvier 2012 : "*Je n'ai jamais prononcé le mot de 'TVA sociale. Ce mot n'a aucun sens*" .

- octobre 2011 : Dans l'émission "*Face à la crise*", Nicolas Sarkozy s'était opposé à une hausse "*généralisée*" de la TVA. "*Pour une raison assez simple : c'est que ça pèserait sur le pouvoir d'achat des Français, sur la consommation des Français*", ce qui serait "*injuste*", avait-il dit.

- 20 juin 2007 : lors d'un discours de politique générale aux parlementaires de la majorité, juste après son accession à l'Elysée : "*Si la TVA sociale contribue à freiner les délocalisations, si elle est bonne pour l'emploi, si elle est bonne pour la croissance, si elle ne pénalise pas le pouvoir d'achat, alors nous ferons la TVA sociale*".

- 22 juin 2006 : lors d'un meeting à Agen : "*Je propose que l'option de la TVA sociale soit étudiée, débattue, sans à priori idéologique*". (lemonde.fr 29.01)

Il n'est pas à une contradiction près, apparemment il s'en fout complètement : il avait signé pour un bail de 5 ans seulement !

Le monopole du pouvoir et des médias

L'intervention de Nicolas Sarkozy à la télévision dimanche soir a attiré 16,568 millions de téléspectateurs cumulés sur les six chaînes qui la retransmettaient, soit près 2,5 millions de moins que son record, a indiqué lundi l'institut Médiamétrie.

Sur la durée de cette intervention, le président de la République a rassemblé "*16.568.000 téléspectateurs sur les six chaînes: TF1, France 2, BFMTV, iTélé, LCI et La Chaîne parlementaire*", a indiqué un porte-parole de l'institut à l'AFP. (AFP 30.01)

Rétropédalage

Le député UMP de Charente-Maritime Jean-Louis Léonard s'est engagé à retirer une disposition de sa proposition de loi relative aux hébergements légers, qui visait à interdire la résidence en camping à l'année. Jean-Louis Léonard a expliqué qu'il ne s'était pas agi pour lui d'interdire le camping à l'année «*puisqu'il est déjà interdit*», mais bien d'«*établir un contrôle de cet habitat permanent*». «*Il faut que les maires puissent éventuellement saisir les préfets pour reloger les gens*», a-t-il dit. (libération.fr 30.01)

Que font-ils pour ceux qui dorment dans la rue ou dans leur bagnole en plein hiver ? Rien, alors qu'ils foutent la paix à ceux qui se démerdent pour survivre comme ils peuvent. C'est terrible, non seulement ils leur réservent une vie de merde, et il faut qu'en plus ils les harcèlent et leur pourrissent un peu plus. Cela me met hors de moi après la chasse aux mendiants dans les grandes villes.

Note économique.

Rectification. L''origine de l'article *Perspectives de l'économie mondiale 2012.* n'était pas la Banque mondiale mais le FMI.

Dans l'article (rubrique économie) mis en ligne aujourd'hui *Mettre à profit les atouts du modèle de croissance de l'Europe tout en poursuivant des réformes, préconise un rapport de la Banque mondiale*, vous retrouverez la ligne politique suivie par Sarkozy et l'ensemble des dirigeants de l'UE. Deux extraits pour l'illustrer.

1- Comment rester compétitif face à la Chine, l'Inde, le Brésil, etc. :

« *Pour pouvoir rester compétitive sur les marchés mondiaux, l'Europe devra devenir plus productive et plus innovante,*» a estimé Martin Raiser, Directeur des opérations de la Banque mondiale pour la Turquie et un des principaux auteurs du rapport. « *Bon nombre de pays en Europe y parviennent — des pays comme l'Allemagne, l'Estonie, la Finlande, la République slovaque et la Suisse. Mais les travailleurs dans plusieurs autres pays sont devenus moins productifs. Cette situation doit changer. On trouve en Europe des pays qui ont montré comment venir à bout de telles difficultés. Lorsqu'on donne plus de liberté économique aux entreprises, elles créent des emplois, rendent les travailleurs plus productifs et produisent pour l'exportation.*»

2- La protection sociale est une anomalie, il faut l'abroger :

« *Les superpuissances dépensent énormément pour projeter leur influence et protéger leur genre de vie,*» estime Indermit Gill. « *L'Europe dépense plus pour la protection sociale—retraites, assurance chômage et prévoyance sociale—que le reste du monde pris ensemble. Les gouvernements européens dépensent environ 10 % du PIB de plus que leurs homologues d'autres régions du monde, et presque toute la différence est représentée par la protection sociale. Bon nombre de pays en Europe n'ont plus les moyens de cette politique. Conjuguée aux pressions démographiques et à l'affaiblissement des mesures d'incitation au travail, cette charge budgétaire pèse désormais lourdement sur la croissance.*»

Vous comprendrez qu'on ne peut pas se permettre le luxe de se situer sur un autre terrain que celui de notre classe, exclusivement il faut ajouter, passez le mot à ceux qui l'ignorent encore...

Actualité en titres

Au secours les caisses sont vides !

- La France commande 34 hélicoptères de transport militaire NH90 - AFP

L'espoir fait vivre....

- Les dirigeants européens vont-ils montrer «*le chemin de l'espoir*»? - 20minutes.fr

- «*Les Français ont besoin de voir le chemin de l'espoir*» - LeFigaro.fr

Et comment !

...ou mourir !

- Le président de la République a-t-il tué le candidat Sarkozy? - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Les dirigeants européens ont adopté lundi soir un nouveau pacte pour renforcer leur discipline budgétaire et appelé à finaliser dans les prochains jours un accord pour sauver la Grèce de la faillite, dans l'espoir de commencer à tourner la page de la crise de la dette.

Leur sommet à Bruxelles a toutefois été assombri par une controverse autour d'une proposition allemande visant à placer la Grèce sous une stricte tutelle budgétaire européenne. Elle a été sèchement rejetée par plusieurs pays, dont la France.

Au final, vingt-cinq des vingt-sept pays de l'Union européenne ont accepté un nouveau traité de discipline budgétaire. La République tchèque est venue au dernier moment rejoindre la Grande-Bretagne dans le front du refus, en invoquant des problèmes "*constitutionnels*". En clair des difficultés à faire ratifier le texte du fait du risque de devoir convoquer un référendum.

Les autres Etats ont accepté d'inscrire dans leurs législations une règle d'or sur le retour à l'équilibre budgétaire et des sanctions quasi-automatiques en cas de dérapages des déficits publics, comme le voulait à tout prix l'Allemagne en échange de sa solidarité financière.

Le traité doit désormais être signé lors du prochain sommet de mars avant les longues phases de ratification. Ce pacte budgétaire butait encore notamment sur le format des sommets de la zone euro. Le traité doit entrer en vigueur le 1er janvier 2013, à la condition que 12 pays l'aient ratifié d'ici là.

En attendant, ils ont dû se pencher sur la situation de la Grèce, après que Berlin a jeté un pavé dans la mare en proposant de placer Athènes sous stricte tutelle d'un commissaire européen qui disposerait d'un droit de veto sur les décisions budgétaires du gouvernement.

Cette idée a été rejetée catégoriquement par la France. Le président Nicolas Sarkozy a jugé que ce ne serait "*pas raisonnable, pas démocratique et pas efficace*".

Athènes ne veut pas en entendre parler. "*Soit nous avançons sur la voie démocratique où chaque pays est responsable de sa propre politique, soit nous sapons la démocratie dans l'Europe entière*", a réagi Georges Papandréou, le chef de file des socialistes grecs et ex-Premier ministre.

Face à cette fronde, la chancelière allemande Angela Merkel a tenté de calmer le jeu, sans pour autant se désavouer.

La question d'une surveillance accrue des décisions du gouvernement grec "*se pose*" car les réformes promises ne sont pas toutes mises en oeuvre, a-t-elle dit. "*Le débat doit porter sur comment l'Europe peut aider à ce qu'en Grèce les tâches qui ont été données soient effectuées*", a-t-elle estimé.

L'enjeu n'est pas mince: il s'agit du déblocage du second plan d'aide au pays d'un montant de 130 milliards d'euros, promis par les Européens en octobre dernier. Cette aide est vitale pour la Grèce qui doit rembourser 14,5 milliards d'euros de prêts le 20 mars, faute de quoi elle sera en cessation de paiements.

Mais le pays doit en parallèle boucler des négociations avec ses créanciers privés pour réduire sa dette de 100 milliards d'euros, condition sine qua non au déblocage de l'aide européenne. Sur ce point, cela avance "*dans la bonne direction*", a indiqué le président français, qui a lancé un appel du pied à la BCE pour qu'elle accepte aussi une réduction de ses propres créances. (AFP et Reuters 30.01)

Quel dirigeant politique attaché à la "*démocratie*" ce Sarkozy, et dire qu'on ne s'en rend même pas compte, de même que l'UE, franchement on est vraiment ingrat !

2- France

Le candidat PS à l'Elysée François Hollande a jugé la hausse de la TVA "*inopportune, injuste, infondée et improvisée*" en réagissant pour la première fois à l'intervention du chef de l'Etat la veille.

"*Ca fait beaucoup*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Brest, confirmant que s'il remportait l'élection présidentielle, il "*demanderait au Parlement de l'annuler*". (AFP 30.01)

... mais :

«*D'autres mesures seront mises en oeuvre pour soutenir les secteurs qui en ont besoin et leur permettre de se battre au niveau international*», a déclaré sur Canal+ M. Sapin, chargé du projet présidentiel de François Hollande. (liberation.fr 30.01)

Ouf, on avait cru "*rêver*" un instant !

3- Sénégal

La contestation de la candidature à la présidentielle au Sénégal du président Abdoulaye Wade a été marquée lundi par de nouvelles violences avec deux morts à Podor (nord), à la veille d'un rassemblement à Dakar de l'opposition faisant craindre des débordements.

Ces violences ont éclaté lors d'une manifestation de militants du Mouvement du 23 juin (M23), regroupant des partis d'opposition et organisations de la société civile contre la candidature de M. Wade.

Selon une source policière à Podor, des gendarmes sont intervenus pour disperser les manifestants, faisant des blessés par balle, dont deux ont succombé: un manifestant et une victime collatérale, d'après un témoin et la maire de la ville de Podor, Mme Aïssata Tall Sall.

Selon l'opposition, il y a eu de nombreux blessés -dont des journalistes frappés par la police- et arrestations. Aucun bilan n'est disponible.

Parmi les personnes arrêtées, figure Alioune Tine, défenseur des droits de l'homme et coordonnateur du M23, retenu depuis le 28 janvier par la police.

Plusieurs ONG, dont Amnesty International, la Fédération des ligues des droits de l'homme (FIDH) et des organisations de journalistes, dont le Syndicat des professionnels de l'information et de la communication du Sénégal (Synpics), ont dénoncé les violences et exhorté les autorités à garantir la liberté d'expression, d'information et de manifestation.

Les derniers développements font craindre des débordements, le M23 ayant appelé "*tous les citoyens*" à participer à un "*rassemblement pacifique*" mardi après-midi à Dakar "*pour exiger le retrait de la candidature de Wade*" à moins d'un mois de la présidentielle prévue le 26 février. (AFP 30.01)

On peut effectivement parler d'un *coup d'Etat constitutionnel*, caractérisation avancée par l'opposition à Wade.

Social

1- Belgique

Les syndicats belges ont salué la "*réussite*" de la grève générale organisée lundi en Belgique pour protester contre les mesures d'austérité en Europe et réclamé une "*politique de relance*" aux dirigeants des 27 attendus plus tard dans la journée à Bruxelles.

"*Cette grève générale est manifestement une réussite*", a déclaré à la mi-journée le secrétaire général de la centrale chrétienne CSC, le premier syndicat du pays, Claude Rolin.

La circulation ferroviaire, y compris celle des trains internationaux à grande vitesse Thalys et Eurostar qui relient Bruxelles à Paris, Amsterdam, Cologne et Londres, était à l'arrêt et devait le rester toute la journée de lundi.

Aucun tramway, bus ou métro ne circulait à Bruxelles. Et ailleurs dans le pays les transports en commun étaient très perturbés.

De nombreux Belges ayant anticipé le mouvement, les bouchons redoutés ne s'étaient en revanche pas concrétisés.

Quelques vols ont été annulés à l'aéroport de Bruxelles et des retards étaient enregistrés mais le trafic restait globalement assez proche de la normale. L'aéroport de Charleroi (sud) était toutefois fermé.

Les salariés du port d'Anvers, l'un des plus importants d'Europe, avaient décidé de se joindre au mouvement et des grévistes organisaient plusieurs blocages de routes et autoroutes, principalement à l'entrée des zones industrielles.

Dans le privé, la grève est "*très bien suivie*", notamment dans la sidérurgie, la pétrochimie, la grande distribution, selon le syndicat socialiste FGTB.

Cette grève générale, la première en Belgique depuis 2005, "*est nécessaire*" car les "*mesures que le gouvernement est en train de prendre sont inéquitables et injustes*", ont souligné les trois grands syndicats du royaume.

Les syndicats belges et européens réclament que la Banque centrale européenne puisse émettre des euro-obligations, une option rejetée notamment par l'Allemagne. "*Les Etats pourraient alors rembourser leurs dettes à des taux normaux sans être victimes de la spéculation des marchés financiers*" et financer la relance, avance la secrétaire générale de la FGTB, Anne Demelenne. (AFP 30.01)

Ah ben alors si les bureaucrates des syndicats belges s'en remettent à la BCE, et si en plus c'est pour que l'Etat puisse payer "*sa dette*", c'est franchement pas normal que leur réclamation ne soit pas entendue !

Vous avez là la méthode habituelle : ils commencent par critiquer une mesure, donc on est porté à se dire : qu'est-ce qu'ils sont bien ces dirigeants syndicaux, puis ils se placent sur le terrain de ceux qui ont pris cette mesure histoire de la légitimer, de les soutenir et finalement de la faire passer et la boucle est bouclée.

Si c'est tout un art de baiser les travailleurs pour parler vulgairement (cela me détend un peu !), pas toujours en finesse, n'oublions pas que nous avons à faire à des rustres, je parle évidemment des dirigeants syndicaux, cela en est un aussi de dénoncer leurs manoeuvres et de les combattre, mais apparemment on manque d'artistes qualifiés pour effectuer cette besogne ingrate avouons-le.

2- Japon

La population du Japon devrait chuter de 30% d'ici 2060 et passer alors sous la barre des 90 millions d'habitants, contre 128 millions actuellement, prévoit une agence gouvernementale nippone dans un rapport rendu public lundi.

"*La tendance au vieillissement de la société va se poursuivre et il est difficile de s'attendre à une hausse notable du taux de natalité*", a déclaré lundi le secrétaire général du gouvernement, Osamu Fujimura, lors d'une conférence de presse.

D'ici 2060, le nombre de jeunes de 0 à 14 ans devrait chuter de moitié en passant à 7,91 millions. Dans le même temps, le nombre de personnes de 65 ans et plus va continuer de grimper et représentera pratiquement 40% de la population totale dans un demi-siècle, contre 23% en 2010.

Le taux de fécondité - soit le nombre moyen d'enfants par couple - ne sera plus que de 1,35 en 2060, contre 1,39 en 2010, soit nettement en dessous du seuil de 2,08 nécessaire pour un maintien de la population. (Reuters 30.01)

Economie

UE

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE sont parvenus à un accord lundi sur la version finale du traité instaurant le Mécanisme européen de stabilité financière (MES), ont indiqué trois sources européennes.

Le MES, qui disposera d'une capacité effective de prêt de 500 milliards d'euros, doit succéder à partir du 1er juillet 2012 au Fonds européen de stabilité financière (FESF), qui avait été créée au plus fort de la crise en mai 2010.

Cette capacité pourra éventuellement être revue à la hausse en mars, lors d'un nouveau Conseil européen. (Reuters 30.01)

Haut de page

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29										

Le 1er février

CAUSERIE

Les marchés peuvent être rassurées et patron et gouvernement peuvent dormir tranquille

Lisez attentivement, il est dit que la réunion d'hier entre le ministre du Travail et les dirigeants syndicaux avait comme seul objectif de légitimer la mise en oeuvre des mesures considérées comme déjà adoptées. Et c'est en ayant ce constat à l'esprit que l'on jugera les déclarations des dirigeants syndicaux, qui ont pour seuls objectifs de détourner l'attention des militants de faits concrets dont ils sont les complices et faire oublier ainsi leur dernière trahison. On jugera par la même occasion "*l'indépendance*" des syndicats par rapport au capital et à l'Etat.

- Fort du soutien des dirigeants syndicaux aux mesures annoncées le 18 janvier à l'issue du sommet antisocial auquel ils ont participé à l'invitation du chef de l'Etat, avant même de les recevoir dans la matinée du 31 janvier, X. Bertrand a fait savoir au micro de RTL quel était l'objet de la réunion qu'il devait avoir avec eux : "*Je reçois ce matin tous les partenaires sociaux ensemble pour la mise en oeuvre effective de ces mesures* ".

Un peu plus tard dans la journée, dans un communiqué du ministère, on apprenait qu'il avait été décidé "*la suppression de l'autorisation administrative préalable afin de simplifier le recours à l'activité partielle pour toute entreprise qui en a besoin*". (lire la suite plus loin)

Ce n'est pas tout, pour qu'il n'y ait plus aucun doute sur le rôle de complice du gouvernement assumé par la totalité des dirigeants syndicaux, il faut ajouté que le ministre a précisé avoir signé lundi le décret sur ce dispositif "*zéro charge*" destiné aux entreprises de moins de 10 salariés qui embaucheront au cours des six prochains mois un jeune en CDI ou en CDD de plus d'un mois, tout en soulignant qu'il est opérationnel depuis le 18 janvier. (source : AFP 31.01).

Ce qui signifie que les dirigeants syndicaux se sont rendus hier à un rendez-vous fixé par le ministre du Travail sachant que les mesures dont ils allaient discuter étaient non seulement arrêtées, pour ainsi dire définitivement adoptées et que l'une d'entre elles et pas des moindre était déjà entrée en application.

En conclusion, il n'y avait effectivement absolument rien à négocier comme nous n'avons cessé de le marteler, il s'agisssait uniquement pour eux d'apporter leur soutien à ces mesures, au patronat et au gouvernement, ouvertement, sachant qu'aucun parti ouvrier ne les combattrait véritablement.

Dispositif et offensive conjointe gouvernement-patrons-syndicats contre les travailleurs.

Hier nous avons relaté les déclarations de FO et de la CFDT favorables à des "*négociations*" en vue d'accords "*compétitivité-emploi*". Aujourd'hui c'est au tour de la CGT de leur emboîter le pas, selon la même méthode : dénonciation, légitimation, collaboration, action pour à la fois permettre l'application de mesures antisociales et se blanchir au passage.

On pourrait la résumer ainsi : une affirmation à caractère subjective (parole, intention) suivie de son contraire sur le plan objectif (pratique, concret), et pour ne rien oublier, en épilogue pour que les militants ne se méprennent pas, son auteur leur indique quelle grille de lecture ils doivent utiliser pour comprendre le sens de son intervention, et la boucle est bouclée. On aurait pu simplifier leur méthode : charge, retraite, capitulation, justification (éventuellement), diversion ! Vous avouerez qu'un tel mécanisme ne peut être conçu (méticuleusement) que consciemment, délibérément pour tromper militants et travailleurs.

Hier au Zénith à Paris lors d'un meeting de la CGT.

Bernard Thibault a qualifié d'«*arnaque*» la décision de Nicolas Sarkozy de transférer une partie des charges patronales sur la TVA. Concernant les négociations sur la compétitivité-emploi, il a affirmé que la CGT «*ne va pas collaborer à cette opération de sabotage du droit social*».

Invité un peu plus tard à dire si la CGT participerait à la négociation, voulue par le gouvernement, M. Thibault a indiqué que la confédération «*n'avait pas l'habitude de pratiquer la politique de la chaise vide*». (liberation.fr 31.01)

Tout est dit ici, le patronat et le gouvernement sont rassurés, tout le reste n'est que du baratin destiné aux ignorants et au naïfs. On aurait pu titrer : Thibault "*l'arnaqueur*", le "*saboteur*" du syndicalisme.

Ils étaient tous là pour soutenir le partenaire antisocial de Sarkozy-Fillon-Bertrand-Parisot, le fossoyeur du syndicalisme et de nos acquis.

Assis au premier rang, quatre candidats de gauche, tous favorables comme la CGT au retour à l'âge légal à 60 ans, étaient venus le soutenir: Eva Joly (Europe Ecologie-Les Verts), Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière), Philippe Poutou (NPA) et Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche).

François Hollande et le PS étaient représentés par Harlem Désir, secrétaire national PS à la Coordination, et Jean-Marc Ayrault, chef de file des députés PS. (AFP 31.01)

Pour finir en beauté, il a mis en avant la journée d'action du syndicat maison de l'Union européenne, la CES.

Devant les militants, le numéro un de la CGT a appelé «à préparer une puissante mobilisation de toutes les professions le 29 février prochain pour dire non à l'austérité». Il a exprimé le voeu de créer les conditions d'une mobilisation «*unitaire*» avec d'autres syndicats. (liberation.fr 31.01)

Question : Quel parti ouvrier s'emploie minutieusement et systématiquement à démonter le mécanisme de la collaboration de classes pour que les militants et travailleurs comprennent comment il fonctionne et en tirent les conclusion qui s'impose ? Réponse : aucun.

Autre question qui coule de source : dès lors quel parti ouvrier combat véritablement les bureaucrates pourris des syndicats, quel parti oeuvre vraiment à l'indépendance des syndicats, quel parti combat efficacement pour un syndicalisme de classe ? Réponse : aucun.

Dernière question qui tue : dès lors quel part ouvrier combat effectivement dans la perspective du renversement du capitalisme et des institutions ? Réponse : aucun. Mille fois hélas, simple constat. Cela laisse indifférent leurs dirigeants, puisqu'ils savent pertinemment que leurs militants n'y comprennent rien et par conséquent les soutiennent.

Précision sur le relèvement de deux points de la CSG sur les «***revenus financiers***» annoncée dimanche par Sarkozy.

Nous attendions d'en savoir plus pour aborder cette question.

Elle touchera tout le monde : (...) c'est-à-dire bien sûr les patrimoines les plus importants, mais aussi ceux des petits épargnants, comme ceux par exemple qui complètent leurs petites retraites avec des revenus fonciers à travers des investissements locatifs», souligne Marylène Bonny-Grandil, avocat fiscaliste associée au sein du cabinet Altexis.

- Concrètement, les «*revenus financiers*» ciblés par Nicolas Sarkozy à compter du 1er juillet 2012, devraient correspondre

à l'ensemble des produits de placements et revenus du patrimoine: obligations, actions, assurance vie, patrimoine immobilier… tous seront concernés. Au final, seuls les livrets d'épargne défiscalisés, comme le livret A et le livret de développement durable (LDD), ne seront pas taxés. (20minutes.fr 31.01)

Dans quelles conditions ?

A propos de le vente par Dassault de 126 Rafale à l'Inde, le montant total du contrat remporté s'élève à 9,1 milliards d'euros, soit 72 millions par appareil… plus de deux fois moins cher que le coût payé par la France (152 millions d'euros par Rafale) selon la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat. (Atlantico. fr 31.01)

Ce contrat stipule que l'Inde achètera directement 18 avions tandis que les 108 autres seront construits en Inde. (Reuters 31.01)

La négociation du contrat "*va s'engager très prochainement avec le soutien total des autorités françaises. Il inclura d'importants transferts de technologie garantis par l'Etat français*", ajoute le communiqué de l'Elysée. (AFP 31.01)

On comprend mieux pourquoi il coûtera moins cher ! Je ne suis pas contre les transferts de technologie (en général) bien au contraire, le savoir est universel ou devrait l'être. Le gouvernement indien ignore sans doute que Dassault a annoncé l'arrêt prochaine de la fabrication de cet avion. Peut-être que Dassault les fera fabriquer en Inde dans le futur, qui sait, ainsi l'Etat français pourra s'armer à moindre coût et continuer de guerroyer à travers la planète...

Actualité en titres

Médiumnité.

- Aucun pays noté "AAA" en 2035 sans maîtrise des coûts de santé, prédit Standard and Poor's - AFP

Un regret :

- Pour BHL, Marine Le Pen a "*peut-être ruiné ses chances d'être au 2e tour*" - AFP

Tout de suite les grands mots.

- '*Les patrons sont égoïstes. Ils en veulent toujours plus*' - LeMonde.fr

- Un livre dénonce le train de vie «*monarchique*» de l'État - LeFigaro.fr

Qui veut la fin veut les moyens... ou l'inverse :

- Le clip grandiloquent de l'UMP... Sarkozy, «*suicidaire le plus en forme de France*» - 20minutes.fr

- Sarkozy: "*Parfois, l'attente fait monter le désir*" - L'Express.fr

- Dette grecque: Baroin laisse entendre que l'objectif pourrait être assoupli - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Des mesures "***déjà opérationnelles***".

Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a déclaré mardi sur RTL qu'il allait recevoir les partenaires sociaux dans la matinée pour la mise en oeuvre des mesures prises lors du sommet social du 18 janvier.

«*Je reçois ce matin tous les partenaires sociaux ensemble pour la mise en oeuvre effective de ces mesures et, cet après-midi, je reçois tous les préfets, tous les sous-préfets, tous les acteurs dans les régions et dans les départements de façon à mettre tout cela en oeuvre maintenant*», a affirmé le ministre au micro de RTL.

Pour Xavier Bertrand, «*les décisions prises lors du sommet pour l'emploi sont opérationnelles*». Il a cité la mesure qui consiste à supprimer pendant six mois les charges liées à l'embauche des jeunes de moins de 26 ans dans les entreprises de moins de 20 salariés, ainsi que l'activité partielle.

Interrogé sur les accords compétitivité-emploi, M. Bertrand a assuré que «*c'est une bonne idée qui permet d'adapter dans les entreprises le droit du travail, avec des garanties, à la souplesse et à la réalité de l'activité de l'entreprise*».

«*Il y a deux verrous: la loi et l'accord majoritaire dans l'entreprise. Cela fait de sacrés garanties pour les salariés, cela engagera le processus qui est une logique protectrice des salariés*», a-t-il indiqué. (liberation.fr 31.01)

Une précision de l'AFP :

Le ministre du Travail Xavier Bertrand a annoncé mardi "*la suppression de l'autorisation administrative préalable*" jusqu'à présent nécessaire à une entreprise pour engager un dispositif de chômage partiel.

Le ministre, qui a reçu mardi les partenaires sociaux sur l'activité partielle, a décidé "*la suppression de l'autorisation administrative préalable afin de simplifier le recours à l'activité partielle pour toute entreprise qui en a besoin*", explique un communiqué du ministère.

Actuellement, un employeur peut demander une aide s'il veut mettre en place une période de chômage partiel, mais il doit préalablement déposer une demande de convention auprès de l'administration qui a ensuite 20 jours pour notifier sa décision. Dans un premier temps, le gouvernement avait envisagé simplement de réduire ce délai.

Xavier Bertrand a précisé qu'un décret concrétisant la suppression de l'autorisation serait pris "*dans les prochaines semaines*". Selon le ministère du Travail, "*l'avis du comité d'entreprise devra être transmis à l'administration qui, en cas d'avis négatif, exercera une vigilance particulière*".

En outre, M. Bertrand a indiqué avoir signé le décret permettant aux entreprises de former leurs salariés en activité partielle, "*afin que ces périodes non travaillées soient utilisées au maximum par les salariés pour se former*".

Par ailleurs, devant les préfets et autres acteurs territoriaux de l'emploi, Xavier Bertrand a défendu le dispositif "zéro charge" pour les jeunes de moins de 26 ans, affirmant que "*des dizaines de milliers de créations d'emplois étaient à la clé*".

En vertu de cette mesure réactivée lors du sommet de crise du 18 janvier, les entreprises de moins de 10 salariés qui embaucheront au cours des six prochains mois un jeune en CDI ou en CDD de plus d'un mois seront exonérées de charges patronales pendant un an.

Appelant les préfets à "*une mobilisation totale*" pour l'emploi des jeunes, le ministre a précisé avoir signé lundi le décret sur ce dispositif "*zéro charge*", tout en soulignant qu'il est opérationnel depuis le 18 janvier. (AFP 31.01)

1.2- Un intérêt bien compris.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point".

L'enterrement discret du projet de loi sur les conflits d'intérêts.

C'est à la fois l'histoire d'un anniversaire et... d'un enterrement. Il y a un an à quelques jours près, le 26 janvier 2011, Nicolas Sarkozy se faisait remettre en grande pompe un rapport qui préconisait l'instauration de nouvelles règles précises en matière de déontologie dans la vie publique. Il promettait alors que ce rapport ferait date, qu'il inspirerait un texte de loi et qu'on allait voir ce qu'on allait voir en matière d'État irréprochable et de République exemplaire. Seulement l'urgence s'est relativisée au fil des mois. Un projet de loi a quand même été présenté au conseil des ministres le 27 juillet 2011 puis transmis à l'Assemblée. Depuis, plus rien. Le texte ne sera pas examiné avant la fin de la session parlementaire. C'est ce qu'on appelle un enterrement de première classe.

Qu'est-ce qu'il y avait de si terrible dans ce rapport dont le gouvernement n'a pas voulu ?

Des principes et des règles - ce qui manque trop souvent dans la vie publique en France. Un cadre strict pour empêcher les situations dans lesquelles une personne chargée de l'intérêt public peut prendre des décisions qui croisent ses intérêts privés. Par exemple le départ d'un conseiller de l'Élysée pour une entreprise sur laquelle il a travaillé, les avis donnés par des experts sur les autorisations de médicaments... En clair, c'était un code de déontologie pour les ministres, les hauts fonctionnaires, les magistrats - au total, le rapport visait 4 000 agents publics qui devaient s'engager à éviter toute situation litigieuse. Le projet de loi avait

déjà beaucoup réduit cet objectif. À l'arrivée, il n'y aura rien du tout. On a préféré les mauvaises habitudes aux bonnes résolutions.

Mais le gouvernement aura beau jeu de répondre qu'avec la crise, il y a bien d'autres priorités...

C'est un tort. Depuis 1988, tous les gouvernements ont fait adopter des lois qui ont fait progresser la transparence et l'éthique dans la vie publique - qu'il s'agisse du financement des partis, de la fin des fonds secrets ou de la surveillance des marchés publics. Tous sauf celui de François Fillon, donc, et malgré les serments de Nicolas Sarkozy. C'est d'autant plus regrettable que ces textes-là ne coûtent rien ou presque à mettre en oeuvre. Les lois sur la transparence ne creusent pas la dette. Au contraire, elles aident à combler un déficit : le déficit de confiance des citoyens envers ceux qui les représentent et qui les dirigent. Hélas, tout porte à croire que cet argument-là a été négligé. (lepoint.fr 31.01)

Quelle confusion, cette mesure aurait coûté au gang du CAC 40 dont les ministres et bien des hauts fonctionnaires agissent dans l'ombre comme des lobbyings, ce ne sont quand même pas les grandes entreprises capitalistes qui doivent combler ce déficit mais les travailleurs, franchement !

1.3- A la cour on ne connaît pas la crise.

Avec un montant de 362,2 millions d'euros en 2012, le budget de Matignon est plus de trois fois supérieur à celui de l'Elysée (112,8 millions d'euros). En hausse de 12,2 % par rapport à celui de l'année précédente.

Ainsi, les effectifs (105 personnes) et le budget (26,5 millions) du service d'information du gouvernement (SIG) ont littéralement explosé : les dépenses de fonctionnement du SIG sont passées de 4,9 millions d'euros en 2007 à 16,5 millions en 2010, et près de 20 millions en2011 et 2012.

"*M. Fillon dispose d'un appartement de 7 pièces pour une surface totale de 309,72 m2*". Son prédécesseur, Dominique de Villepin, disposait d'un appartement de 90 m2. Matignon n'avait jamais fait état de ces travaux d'aménagement.

M. Fillon est aussi un grand voyageur : plus de 700 heures de déplacements aériens et une dépense moyenne de plus de 4 millions par an. (lemonde.fr 31.01)

1.4- Le populisme aura peut-être son candidat officiel

Le candidat ayant réalisé le plus petit score de l'élection présidentielle de 1995 en France, Jacques Cheminade, a recueilli les 500 signatures d'élus nécessaires à sa candidature, a-t-on appris mardi dans son entourage.

Cet économiste atypique, classé par certains à l'extrême droite mais qui a appelé en 2007 à voter pour la socialiste Ségolène Royal et se définit lui-même comme "*gaulliste de gauche*", confirmera qu'il est en lice et détaillera son programme lors d'une conférence de presse à Paris dans l'après-midi.

Jacques Cheminade avait obtenu 0,28% des voix en 1995 et avait vu ses comptes de campagne rejetés par le Conseil constitutionnel.

Comme en 1995, Jacques Cheminade, aujourd'hui âgé de 70 ans, dénonce le "*cancer spéculatif*" et rêve d'un monde "*sans la City ni Wall Street*".

Né en Argentine de parents auvergnats, diplômé de HEC et ancien élève de l'Ena puis fonctionnaire au ministère des Finances, il a d'abord suivi un parcours classique avant de tomber sous le charme de l'économiste américain Lyndon LaRouche, qui prône une réorganisation totale du système financier.

"*Nous sommes en guerre*", annonce Jacques Cheminade sur son site de campagne. "*Un conglomérat d'intérêts financiers opérant depuis la City de Londres et Wall Street domine le monde. Sa loi est le profit à court terme, la possession, la cupidité et le saccage social.*"

Son programme, qui varie peu depuis des années, repose sur une séparation entre les banques d'affaires et celles de dépôt et de crédit. Il se prononce également pour un "*crédit productif public*" de financement de grands travaux. (Reuters 31.01)

2- Egypte

Plusieurs milliers de manifestants ont marché mardi en direction du parlement égyptien, au Caire, pour réclamer la fin du pouvoir militaire, et certains ont laissé éclater leur colère à l'encontre des Frères musulmans, qu'ils accusent de collusion avec l'armée.

Certains adhérents du mouvement de jeunesse des Frères musulmans avaient formé un cordon dans la rue menant au parlement, afin d'empêcher la progression des manifestants.

"*Le peuple veut la chute des Frères musulmans*", scandaient les manifestants, reprenant un slogan d'ordinaire utilisé contre le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui détient le pouvoir depuis la chute du président Hosni Moubarak le 11 février 2011. (Reuters 31.01)

3- Algérie

Les forces de sécurité algériennes ont eu recours aux canons à eau et aux gaz lacrymogènes mardi pour disperser des habitants d'une banlieue d'Alger qui protestaient violemment contre l'incurie de la justice, selon eux, après le meurtre d'un habitant.

Plusieurs centaines de personnes ont lancé des pierres et des cocktails Molotov en direction des gendarmes à Cheraga, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de la capitale. Les manifestants ont brièvement bloqué une artère traversant ce faubourg, ont constaté des journalistes de Reuters.

Les gendarmes ont repoussé les manifestants, qui se sont rendus dans un faubourg voisin, Sidi Hassan, où les affrontements se poursuivaient en fin de journée. (Reuters 31.01)

4- Sénégal

La police sénégalaise a dispersé mardi soir à Dakar un rassemblement de milliers d'opposants venus contester la candidature du chef de l'Etat Abdoulaye Wade à la présidentielle de février, après des violences qui avaient fait trois morts en trois jours.

A l'appel de l'opposition et de la société civile, regroupées au sein du Mouvement du 23 juin (M23), des milliers de personnes se regroupées dans l'après-midi sur la place de l'Obélisque, l'une des principales esplanades au coeur de la capitale.

Malgré quelques adolescents un peu échauffés, la manifestation s'est déroulée sans aucun incident jusque vers 18H30, sous la surveillance d'un cordon d'environ 150 policiers anti-émeute. (AFP 31.01)

Social

1- UE

Le taux de chômage dans la zone euro a grimpé en fin d'année dernière à son plus haut niveau depuis la création de la monnaie unique, selon les chiffres publiés mardi par Eurostat.

En données ajustées des variations saisonnières, le taux de chômage parmi les 17 pays utilisant l'euro est ressorti à 10,4% au mois de décembre, comme attendu par les économistes interrogés par Reuters.

C'est un niveau inégalé depuis juin 1998, avant l'introduction de l'euro en 1999.

"*Nous attendons une poursuite de la hausse dans les mois à venir, ce qui est inquiétant*", commente Martin van Vliet, économiste chez ING.

"*Regardez la Grèce, où le chômage est autour de 20%, et l'Espagne où il est à 23%. A un moment, ça pourrait mener à des mouvements sociaux.*"

Le reflux du chômage en Allemagne, qui atteignait 7,4% en janvier 2011 (6,7% en janvier 2012 -ndlr), devrait cependant marquer le pas en raison du ralentissement économique, estiment des économistes.

En données brutes, le nombre de chômeurs a repassé la barre des trois millions de personnes en Allemagne en janvier, à 3,082 millions contre 2,780 millions en décembre. (Reuters 31.01)

Commentaire d'un internaute.

- "*Enfin ça dépend des villes. 15,7% de chômage à Berlin. Bravo pour une capitale ! Croyez-moi l'exemple allemand n'est pas le bon, on s'en rendra compte mais bien trop tard.*"

2- France

2.1- Offre "***sérieuse***". Pôle emploi dans le rôle de maquerau

Au chômage depuis un an, Danielle Casadamont n'aurait sans doute jamais cru recevoir ce type d'offre d'emploi dans sa boîte mail : « *Recherche strip-teaseuse, 12 euros de l'heure. Au sein d'un établissement privé vous interprétez des œuvres chorégraphiques avec des techniques classiques du strip-tease topless, du mercredi au samedi. Horaires: de 21h à 5h du matin.* »
Educatrice spécialisée âgée de 53 ans, Danielle dit ne pas savoir si elle « *correspond aux critères* ». « *Vous savez, je n'ai plus un corps de jeune fille* », plaisante-t-elle. Mais si elle en rit maintenant, sur le coup, cette annonce l'a surtout mise en colère. « *Ce qui me perturbe, c'est la déontologie de Pôle Emploi. S'ils nous proposent de nous foutre à poil pour gagner notre vie, où est la limite, ça suffit!* », s'est-elle exclamée à l'antenne de RTL ce mardi.

A Pôle Emploi, on explique qu'il s'agit d'une « *offre sérieuse* » qui n'a pas pu se retrouver dans les mails de Danielle Casadamont par hasard. La quinquagénaire n'aurait tout simplement pas affiné suffisamment ses critères de recherche. « *Si elle a reçu cette offre, c'est parce qu'elle avait demandé de recevoir toutes les offres d'emploi disponibles à moins de trente kilomètres de chez elle, sans préférence pour le domaine d'activité et le type de contrat* », selon un porte-parole de Pôle emploi cité par Le Figaro. « *À aucun moment, un conseiller ne s'est dit 'je vais envoyer cette offre à cette femme en particulier'* », ajoute-t-il, précisant que le système est entièrement automatisé. Toutefois, le porte-parole reconnaît que les conseillers incitent les demandeurs d'emploi à filtrer le moins possible leur recherche. « *On ne peut qu'encourager à élargir le champ car autrement, la personne à la recherche d'un emploi pourrait laisser s'échapper un travail.* » (Elle.fr 31.01)

Commentaire d'une internaute :

- "*ça ne me surprend pas du tout, une de mes amies, assistante de direction avec un excellent CV s'est vu proposer de relever des compteurs à gaz....* "

Sur le trottoir ?

2.2- Mobilisation hier des profs

Plusieurs milliers d'enseignants ont défilé mardi à Paris à l'appel de syndicats qui ont également lancé un mouvement de grève pour dénoncer les 14.000 suppressions de postes à la rentrée et exiger le retrait du projet de réforme de l'évaluation.

Le ministère a annoncé un taux de grévistes de 15,55% dans le primaire et de 12,41% dans le secondaire.

Selon le SNUipp-FSU (principal syndicat du premier degré), l'appel était suivi dans 52 départements, avec un taux moyen global de grévistes de 40%. Selon le Snes-FSU (principal syndicat du secondaire), la grève était suivie par 42% des enseignants.

A Paris, la manifestation nationale a réuni entre 9.000 personnes selon la police et 20.000 selon les organisateurs. Derrière la banderole de tête, réclamant "*Retrait du projet d'évaluation et arrêt des suppressions de postes*", Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, première fédération dans l'éducation, s'est félicitée d'une mobilisation "*très significative*".

"*Le taux de grévistes est important et ce n'était pas gagné*", a-t-elle dit à l'AFP.

Sur les 14.000 postes qui doivent être supprimés à la rentrée, 6.550 vont l'être dans le secondaire et 5.700 dans le primaire. Au total, entre 2007 et 2012, 80.000 postes auront disparu.

La mobilisation "*permet de dire aussi au futur gouvernement: +vous voyez, il n'est pas question de réactiver les projets de ce type +. C'est un changement profond de culture, qui nécessite des négociations dans un vrai dialogue social*", a dit Frédérique Rolet, co-secrétaire générale du Snes. (AFP 31.01)

Un "*changement profond de culture*" dans le cadre d'"*un vrai dialogue social*" avec les représentant de l'Etat des capitalistes...

2.3- Mobilisation au Crédit Mutuel-CIC

Une intersyndicale du Crédit Mutuel-CIC a appelé à une nouvelle journée de grève nationale le 7 février pour réclamer notamment une revalorisation salariale, après une journée de mobilisation mardi suivie, selon les syndicats, par près de 10% des salariés.

Entre 4 500 et 5 000 salariés ont manifesté dans une douzaine de villes de France, dont plusieurs centaines à Paris-siège du CIC-, Marseille, Toulouse et Nantes, entraînant quelques fermetures d'agences.

A Strasbourg, ils étaient 900 selon la police et plus de 1 500 selon les syndicats, réunis à l'appel d'une intersyndicale (CFDT-CFTC-CGT-FO-UNSA) devant le siège de la principale fédération du Crédit Mutuel, pour demander une revalorisation salariale de 2,9% (soit 1,7% supplémentaire par rapport à la hausse de 1,2% octroyée au 1er janvier), ainsi qu'une amélioration des conditions de travail.

«*C'est la négociation salariale (achevée en décembre, ndlr) qui a mis le feu aux poudres*», a estimé Jean-Claude Martinez, responsable FO au sein du CIC. «*La direction a décidé unilatéralement d'une augmentation salariale de 1,2% au 1er janvier, c'est largement insuffisant pour maintenir le pouvoir d'achat*», a-t-il poursuivi, regrettant que «*dans une banque mutualiste, les dirigeants se comportent en véritables capitalistes*».

(Normal non, la banque incarne au plus haut niveau le capitalisme, pour un peu ce "*syndicaliste*" l'ignorerait ! Exactement comme la plupart des délégués syndicaux de la fonction publique ignorent que leur employeur, l'Etat, est avant tout au service des capitalistes, ce qu'il a toujours été d'ailleurs. Cela en dit long sur le niveau de la conscience de classe misérable des syndicalistes en général, ne parlons pas de celui des syndiqués, question : à qui la faute ? - ndlr)

L'intersyndicale a également demandé une amélioration de la gestion des ressources humaines et des conditions de travail.

Dans les agences, «*les conditions de travail se dégradent, on impose sans cesse des temps forts commerciaux aux employés, avec des objectifs de vente irréalistes*», a expliqué Philippe Ringler, délégué syndical CFDT au Crédit Mutuel. Des «*rencontres*» ont eu lieu mardi dans différentes régions avec la direction.

«*Chaque rendez-vous sollicité par des représentants syndicaux a été honoré dans les régions*», a déclaré de son côté la direction du Crédit Mutuel-CIC se refusant à tout autre commentaire.

Faute d'avancées dans les discussions, l'intersyndicale a décidé de reconduire le mouvement, appelant à une nouvelle journée de grève mardi prochain, a indiqué Thierry Haag, délégué syndical CFDT du groupe. (liberation.fr 31.01)

2.4- Non comptabilisés parmi les chômeurs.

Seuls 28 % des jeunes ayant bénéficié de l'accompagnement Civis (contrat d'insertion dans la vie sociale) au plus fort de la précédente crise, en 2009 et 2010, ont trouvé un emploi durable, selon une étude publiée, mardi 31 janvier, par le ministère de l'emploi.

Créé en 2005, le Civis est un accompagnement apporté à un demandeur d'emploi de 16 à 25 ans sans qualification ou d'un niveau bac + 2 non validé. Il est suivi régulièrement par un référent présent en mission locale qui doit l'aider à trouver un emploi durable (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le dispositif est de plus en plus populaire puisque 213 000 jeunes sont entrés en Civis en 2010, soit une hausse de 13 % par rapport aux 187 700 l'ayant intégré en 2009. Néanmoins, '*les perspectives à la sortie du dispositif se sont dégradées*', souligne la direction des études du ministère, la Dares, puisque 'seuls 28 % des sortants' du programme ont accédé à un emploi durable, contre 37 % en 2008 et 40 % en 2007.

En janvier 2010, le gouvernement visait l'objectif de 200 000 entrées en contrats d'insertion dans la vie sociale en 2010 avec 40 % d'accès à un emploi durable à sa sortie. Au 4e trimestre 2010, le taux de chômage des moins de 25 ans atteignait 22,2 %, rappelle la Dares. Depuis sa création, près de 800 000 jeunes sont sortis du Civis. Parmi eux, 34 % ont pu trouver un CDI ou un CDD de plus de six mois (hors contrats aidés du secteur non marchand). (lemonde.fr 31.01)

Ajoutez les quelques 800 000 stagiaires, les quelques centaines de milliers d'apprentis, les millions en CDD, en intérim, en formations, etc. plus tous les travailleurs radiés de Pôle emploi, et il faut ajouter quelques millions de chômeurs aux statistiques officielles.

3- Allemagne

Nokia Siemens Network envisage, dans le cadre de sa restructuration, de supprimer plus de 4.000 postes en Allemagne et en Finlande.

Le numéro deux mondial des équipements de réseaux mobiles dit tabler sur la suppression de 2.900 postes en Allemagne et 1.200 en Finlande, dans le cadre d'un vaste programme de restructuration du groupe visant à réduire ses effectifs de près d'un quart et d'économiser près d'un milliard d'euros par an.

Nokia Siemens, coentreprise de réseaux montée en 2007 entre le finlandais Nokia avec l'allemand Siemens, peine depuis sa

création à dégager des bénéfices dans un secteur dominé par le géant suédois Ericsson et marqué par l'arrivée de nouveaux concurrents chinois. (Reuters 31.01)

Quel "*modèle*" social !

Economie

1- UE-BCE

Les banques européennes comptent emprunter auprès de la Banque centrale européenne (BCE) fin février deux à trois fois plus qu'elles ne l'avaient fait en décembre, lorsque l'institut d'émission leur avait accordé 489 milliards d'euros, rapporte le Financial Times mardi.

"*Les banques ne seront pas aussi timides lors du deuxième round (le 29 février, ndlr). Nous aurions dû faire plus la première fois*", a déclaré au quotidien financier le patron d'une banque de la zone euro sous couvert d'anonymat.

Trois patrons de groupes bancaires - eux aussi sous couvert de l'anonymat - ont également indiqué au journal qu'ils comptaient emprunter de deux à trois fois plus cette fois-ci, soit au total 1.000 milliards à 1.500 milliards. (AFP 31.01)

Suivez le guide, aux Etats-Unis, le guichet de la Fed est ouvert pour une durée de temps et une somme indéterminée, elle n'est pas belle la vie de banquiers ?

2- France

2.1- Relation de cause à effet.

Le moteur de la croissance a calé en fin d'année. En décembre, les dépenses des ménages ont baissé de 0,7%. Les économistes ne s'attendaient pas à un tel plongeon. Du coup, sur un an, le recul de la consommation atteint 3,1%, selon leschiffres de consommation publiés ce mardi par l'Insee.

La hausse du chômage, le ralentissement de la hausse des salaires, le regain d'inflation et la perspective d'une hausse des impôts après la présidentielle font peser une incertitude sur le comportement des ménages cette -année.

La hausse de la TVA prévue le 1er octobre pourrait néanmoins chambouler le scénario de consommation de 2012. Les Français pourraient être tentés d'anticiper certains de leurs achats.

Au total, aussi faible soit-elle, la consommation pourrait de nouveau être en 2012 un des rares soutiens à la croissance. La France risque en effet de ne pouvoir compter ni sur l'investissement des entreprises (l'Insee le voit reculer sur les six premiers mois de l'année), ni sur son commerce extérieur. (lefigaro.fr 31.01)

2.2- La survie de la planète exige le renversement du capitalisme.

Prolonger la durée de vie des centrales nucléaires françaises au-delà de 40 ans semble inévitable sauf à accepter des investissements difficilement réalisables ou une baisse de la consommation d'électricité, selon un rapport de la Cour des comptes publié mardi.

Vingt-deux des 58 réacteurs français, représentant environ 30% de la puissance nette du parc, atteindront leur quarantième année de fonctionnement d'ici à la fin 2022, rappelle la Cour.

"*Par conséquent*", résume-t-elle dans un communiqué, "*dans l'hypothèse d'une durée de vie de 40 ans et d'un maintien de la production électronucléaire à son niveau actuel, il faudrait un effort très considérable d'investissement équivalent à la construction de 11 (réacteurs de type) EPR d'ici la fin de 2022*".

"*La mise en oeuvre d'un tel programme d'investissement à court terme paraît très peu probable, voire impossible, y compris pour des considérations industrielles.*" (Reuters 31.01)

Le capitalisme n'a plus les moins de sa survie, encore moins de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, alors il doit disparaître, immédiatement !

3- Portugal

Le rendement du papier portugais à deux ans s'est tendu mardi matin de 36 points de base (pdb) pour atteindre 21,61%, tandis que le coût des credit default swaps (CDS), un mécanisme d'assurance contre le risque de défaut d'un emprunteur, atteignait lui aussi un nouveau record.

Il fallait débourser 4,2 millions d'euros pour assurer 10 millions d'euros de dette portugais à plus de cinq ans.

Certains investisseurs redoutent que Lisbonne réclame un renflouement additionnel pour compléter le plan de 78 milliards d'euros élaboré l'an dernier par le Fonds monétaire international et l'Union européenne.

La crainte est également forte que le Portugal finisse lui aussi par devoir restructurer une dette publique qui représente environ 105% de son produit intérieur brut. (Reuters 31.01)

4- Etats-Unis

La chute des prix de l'immobilier a pris un tour inquiétant aux Etats-Unis en novembre, selon l'enquête Case-Shiller publiée mardi par Standard and Poor's.

En données corrigées des variations saisonnières, les prix des logements vendus dans les vingt plus grandes métropoles du pays ont reculé de 0,7% par rapport au mois précédent.

C'est le cinquième mois consécutif de baisse, et elle est d'une ampleur égale à celle déjà constatée en septembre et en octobre. Pour retrouver une hausse des prix en données corrigées, il faut remonter à avril.

En données brutes, il suffirait que les prix baissent de 1% pour atteindre le point bas des prix lors de la crise immobilière, touché en mars 2011. Ils sont aujourd'hui redescendus à leur niveau de début 2003.

Sur un an, ils affichent une baisse de 3,7%, alors que les analystes tablaient sur 3,2%.

"*Malgré le maintien de taux d'intérêt bas et une amélioration de la croissance (...) au quatrième trimestre, les prix des logements continuent de baisser*", a constaté Standard and Poor's dans un communiqué.

La chute des prix de l'immobilier a pris un tour inquiétant aux Etats-Unis en novembre, selon l'enquête Case-Shiller publiée mardi par Standard and Poor's.

En données corrigées des variations saisonnières, les prix des logements vendus dans les vingt plus grandes métropoles du pays ont reculé de 0,7% par rapport au mois précédent.

C'est le cinquième mois consécutif de baisse, et elle est d'une ampleur égale à celle déjà constatée en septembre et en octobre. Pour retrouver une hausse des prix en données corrigées, il faut remonter à avril.

En données brutes, il suffirait que les prix baissent de 1% pour atteindre le point bas des prix lors de la crise immobilière, touché en mars 2011. Ils sont aujourd'hui redescendus à leur niveau de début 2003.

Sur un an, ils affichent une baisse de 3,7%, alors que les analystes tablaient sur 3,2%.

"*Malgré le maintien de taux d'intérêt bas et une amélioration de la croissance (...) au quatrième trimestre, les prix des logements continuent de baisser*", a constaté Standard and Poor's dans un communiqué. (AFP 31.01)

Haut de page

Le 2 février

CAUSERIE

J'ai perdu 2h30 ce matin au bureau d'immigration pour le renouvellement de mon visa, du coup j'ai dû cavaler pour actualiser le site. Mon visa est périmé depuis la fin août, j'ai fait les choses en temps et en heure pourtant, je vous passe les détails, la bureaucratie indienne est l'une des pires du monde paraît-il, je confirme, c'est à devenir fou !

Quelques réflexions à bâtons rompus

1- On pourrait s'étonner de la violence verbale de Sarkozy envers les banquiers et les spéculateurs. En réalité, il aura servi leurs intérêts du premier jusqu'au dernier jour de sa mandature, les intéressés le savent très bien et lui en sont gré de s'être "sacrifié" pour eux, ils ne lui reprocheront pas malgré tout d'essayer de garder la face avant de se retirer ou de tout tenter pour essayer de combler son handicap, tâche impossible selon de Villepin hier.

C'est uniquement une posture en direction d'électeurs qui n'ont pas grand chose dans la tête, qui n'ont jamais rien appris ou qui l'ont oublié aussi vite qu'ils l'ont appris, il sait qu'ils sont légion et il s'adresse à eux pour sauver la face comme l'on dit.

2- Du PS au FdG, ils ont tellement les mains sales qu'ils feraient mieux de balayer devant leurs portes et de la fermer au lieu de s'attaquer maladroitement à M. Le Pen. Ils lui ont reproché d'avoir participer à un bal en Autriche en présence de membres de l'extrême droite. Celle-ci a répliqué que cela ne leur causait pas de problèmes hier de compter dans les rangs de l'Internationale socialiste des dictateurs tels Ben Ali ou Moubarak.

Elle aurait pu leur rappeler que "*l'Internationale socialiste a organisé une réunion extraordinaire à Beyrouth le 16 décembre 2006 où elle a accueilli des représentants de partis fascistes et leur a apporté son soutien.*" Parmi lesquels :

- "Dory Chamoun, ancien membre (avec son père Camille Chamoun) de la Ligue anticommuniste mondiale ; une organisation criminelle dont firent partie la plupart des dictateurs pro-US durant la Guerre froide [2]. La France y était représentée par François Duprat, alors président-fondateur du Front national.

Amine Gemayel, « leader suprême de la Phalange » (sic) ; un parti créé par son père Pierre Gemayel, sur les conseils d'Adolf Hitler, et sur les modèles de Benito Mussolini et de José Antonio Primo de Rivera.

Samir Geagea, tortionnaire et criminel de guerre, amnistié par une loi spéciale votée à l'initiative de Saad Hariri. Entre autres crimes, M. Geagea assassina Tony Frangié et sa famille (1978), puis Dany Chamoun (1990), frère cadet de Dory Chamoun. Jusqu'à son incarcération, Samir Geagea participait aux réunions du Front national. Il conserve comme avocat le député frontiste Wallerand de Saint-Just." (http://www.voltairenet.org/article12431.html)

Précisons toutefois que le PS français n'avait pas participé à cette réunion entre gens de bonne compagnie contrairement au PSOE, au PASOK et au RDC de Ben Ali, et d'autres partis de l'Internationale socialiste.

Bref, match nul. On peut ajouter qu'aucun dirigeant du PS n'ignorait ces faits et qu'à l'époque Mélenchon était adhérent de ce parti. Le gouvernement grec en 2012 est à l'image de l'Internationale socialiste en 1986, l'union nationale du PASOK à l'extrême droite soutenue par le parti communiste, rien de changer, rien de nouveau non plus depuis la capitulation de la social-démocratie en 1914...

Ces philistins s'emploient à faire la démonstration de leur impuissance face à l'extrême droite dont ils favorisent la montée, comme leurs prédécesseurs dans le passé.

3- En Tunisie et en Egypte la contre-révolution islamo-impérialiste est à l'oeuvre.

4- La désinformation atteint des sommets sur la situation en Syrie, en Russie et d'autres pays. Hier aux infos du soir sur TV5onde Asie, j'ai entendu un membre du CNS, le CNT syrien, expliquer très sérieusement qu'il exigeait le départ d'Assad, qu'il n'existait pas d'autres alternatives parce que les partis politiques étaient interdits en Syrie, pour qu'enfin des élections puissent avoir lieu, etc. alors que les partis politiques existent en Syrie, le parti communiste par exemple, et quant aux élections, si je ne me trompe pas des élections municipales (notamment) ont eu lieu récemment.

Ainsi les médias nationaux et internationaux ouvrent généreusement leurs colonnes à la pire réaction ou se font ouvertement les porte-parole des va-t-en-guerre contre des Etats souverains.

A ce propos, compte tenu des éléments en notre possession, je me demande si nous ne devrions pas soutenir la Syrie contre les monarchie du Golfe et les impérialistes occidentaux.

Question délicate s'il en est, déjà que la plupart des militants ne comprennent pas grand chose à ce qui se passe en France sous leurs yeux et préfèrent reprendre à leur compte aveuglément les positions de leurs dirigeants, cela évite de réfléchir, qui sait à quelle conclusion on pourrait parvenir n'est-ce pas, alors là pour le coup ils ne se donneront même pas la peine de lire la suite et nous claquerons la porte au nez. Entre nous, ce n'est pas en adoptant une telle attitude qu'on infléchissera notre position, bien au contraire.

Je me suis même demandé si cela n'avait pas été une erreur politique de ne pas avoir soutenu Kadhafi, compte tenu de la position adoptée par Marx et Engels lors de la première partie de la guerre franco-prussienne consacrée à défendre l'unité de l'Allemagne, il y a fort à parier qu'ils auraient résolu cette question de la même manière, à ma connaissance, mais vous me reprendrez si je me trompe, Otto von Bismarck n'était pas vraiment un démocrate modèle, il fut notamment l'auteur d'une loi antisocialiste et sous son règne Marx et Engels durent s'exiler, je ne pense pas non plus qu'ils aient eu un penchant sadomasochiste.

On pourrait nous répliquer que Marx et Engels commirent là une erreur politique, qu'ils versèrent dans une forme de nationalisme, etc. C'est la France qui agressa l'Allemagne, Bismarck ne fit que se défendre. Assad est dans le même cas de figure, à ceci près qu'il n'a pas les moyens militaires pour répliquer et engager une guerre contre les puissances impérialistes qui veulent mettre à sa place un régime fantoche à leur botte. L'état des forces en présence est totalement déséquilibré et sans l'appui de la Russie, la Syrie serait déjà passée sous domination américaine, britannique et française. Nous sommes en présence d'une guerre déclarée par des Etats dominants à un Etat dominé mais indépendant ou souverain. Or le prolétariat d'un pays ne peut mener sa lutte de classe que dans un pays débarrassé de la tutelle impérialiste, d'où le principe internationaliste de prendre la défense du pays dominé. Au passage, on comprendra pourquoi il a tant de mal à l'imposer en Tunisie et en Egypte.

Nous aurions eu plus de difficulté à adopter ce principe concernant la Libye, dans la mesure où contrairement à la Syrie la lutte de classe était bannie, les partis et syndicats interdits. La chute de Kadhafi devait à terme permettre à la lutte de classe de s'imposer, on a pu constater ces dernières semaines, qu'encore en gestation elle prenait de plus en plus la forme d'une opposition croissante des masses au CNT et à la mainmise de l'impérialisme français et autres sur les ressources du pays. La loi électorale qui vient d'être adoptée va être suivi par la fondation de partis politique, attendons la suite, un peu de patience. Soutenir la Libye aurait abouti à maintenir cadenassée la lutte de classe dans ce pays, alors qu'on ne peut le souhaiter à aucun peuple, tel est l'élément décisif qui justifia notre position.

Si maintenant on devait définir une position en tenant compte de la manière dont chaque militant ou travailleur interprète la situation dans un pays ou dans le monde, il serait impossible d'adopter la moindre position. Elle peut s'inscrire à contre-courant de ce que pense la majorité ou la quasi-totalité des militants ou des travailleurs, peu importe.

A ce que je sache, sur l'Irak et l'Afghanistan, nous avons unanimement adopté la position que j'ai évoquée sur la Libye, à savoir condamnation de l'intervention militaire impérialiste, ce qui revenait (indirectement) à soutenir l'Irak de S. Hussein et l'Afghanistan des talibans, au nom de la détermination des peuples à disposer d'eux-mêmes, patati patata... Alors pourquoi ne pas avoir assumé cette position jusqu'au bout s'agissant de la Libye et aujourd'hui de la Syrie, et demain peut-être de l'Iran ? C'est cela que je reproche le plus à mes adversaires, plus que leur position elle-même, leur manque de courage, leur hypocrisie, leur incapacité à défendre leur propre position dès lors qu'ils ont fait l'impasse sur les éléments que j'ai évoqués plus haut.

Ceci dit, l'histoire et le contexte ne sont pas les mêmes dans tous ces pays, il existe des différences ou des nuances dont il faut tenir compte avant de prendre position. Ce n'est pas toujours facile, j'en conviens, surtout si on privilégie la recherche d'un consensus entre tous les militants sachant que c'est impossible.

Il ne faut pas non plus confondre la situation de la Syrie face à l'agression impérialiste avec les guerres mondiales inter-impérialistes du XXe siècle. En Syrie les partis officiels de l'opposition se sont prononcés pour la défense de l'unité et de la souveraineté de la Syrie face à un complot ourdi par Washington, Jérusalem, Riad, Paris et Londres qui à terme devrait mettre le pays à feu et à sang, entraîner d'énormes destructions et se transformer en guerre civile entre syriens afin d'installer à Damas un régime à leur botte, prélude à une remise en ordre au Liban et à une offensive militaire contre l'Iran.

La Syrie n'a attaqué aucun pays. Sa position est purement défensive, et l'immense majorité de la population rejette le CNS ou cette pseudo-opposition financée par l'impérialisme britannique. Les masses syriennes opposées à Assad ont désigné leur principal ennemi : les bandes paramilitaires qui sévissent dans le pays et armées par les monarchies du Golfe, l'Etat sioniste et la même coalition qui s'était formée contre la Libye. Jusqu'à preuve du contraire, le régime n'a pas engagé le massacre de ces opposants, au contraire il a libéré des centaines de prisonniers et il a promulgué des réformes qui vont dans le sens d'une plus grande "démocratisation", concession qu'il a dû leur accorder justement en échange d'un consensus nationale anti-impérialiste, simple constat.

L'expérience que nous avons acquise avec la Libye nous a enseigné la prudence ou plutôt la patience avant de prendre position. Ttout d'abord s'informer de la situation réelle sur le terrain et des rapports entre les classes, à l'ntérieur de ces classes, mais aussi sur l'histoire de ce pays, sa composition éthnique ou religieuse, tribale, sachant que le pays est certes indépendant, mais le régime encore semi-féodal, les masses profondément arriérées, soumise à un pouvoir qui s'accommode mal des règles de la démocratie, je me souviens qu'il n'y a pas si longtemps on appelait le père Assad le boucher, un pays encore largement sous-développé et dépendant financièrement de ses liens avec la Russie notamment, donc un pays qui n'a pas atteint un stade de développement économique compatible avec l'exercice de la démocratie bourgeoise comme c'est le cas en France par exemple...

Donc on ne peut pas exiger de ce pays qu'il soit un modèle de démocratie pour le soutenir contre son agresseur impérialiste, auquel cas on ne prendrait la défense d'aucun pays dominé dans le monde. On doit se passer de cet argument pour justifier de

le soutenir, on n'a pas le choix et tant pis pour ceux qui ne le comprendraient pas.

Assad n'est pas vraiment un chantre de la défense de la souveraineté de la Syrie sous la tutelle économique de la Russie notamment, bien que la survie des couches de la bourgeoisie qu'il incarne se confond avec elle, ce sont les masses profondément anti-impérialistes qui sont à la pointe du combat pour la défendre.

Marx et Engels ont soutenu Bismarck qui incarnait l'unité de l'Allemagne, une menace pour les puissances impérialistes française et britannique. Ils ont cessé de le soutenir quand il est passé d'une guerre défensive à une guerre offensive contre la République en France. Marx et Engels ont assumé leurs positions respectives, ils se sont donnés les moyens politiques de les justifier auprès du mouvement ouvrier allemand et internationale, leurs positions furent dictées uniquement par les intérêts généraux du prolétariat allemand et français.

Comment faire comprendre à des militants apparemment bornés ou ignorants que Marx et Engels aient pu soutenir un jour le bourreau de la Commune de Paris, j'y ai renoncé car je suis une merde pour eux à côté de Marx et Engels, d'ailleurs je ne comprends pas pourquoi ils se connectent à ce site qui colporte des théories foireuses, ils perdent leur temps.

Marx et Engels n'ont pas eu à fournir d'autres justifications du moment qu'ils se tenaient sur le terrain de classe du prolétariat. Maintenant rien n'empêche les militants qui estiment avoir développé un niveau de conscience supérieur de les traiter de vulgaires opportunistes ou de fieffés réactionnaires pour avoir soutenu Bismarck, cela ne nous choquerait pas après tout ce qu'on a pu entendre ou lire, cela nous laisse totalement indifférent.

En comparaison nos dirigeants sont de vulgaires manoeuvriers, rongés par tant de contradictions et de reniements qu'ils sont incapables de livrer leurs réelles intentions qui au demeurant ne sont jamais très claires, au point de n'apparaître qu'implicitement, à condition de se demander ce que recouvre leur position puisqu'ils ne tiennent pas à nous le livrer eux-mêmes, laissant toujours planer un doute, un mystère, chacun étant conduit à en penser ce qu'il voudra, ce qui présente comme avantage de ne jamais pouvoir en discuter puisqu'il y aura autant d'interprétations que de militants, d'éviter ainsi une confrontation des idées qui les forcerait à argumenter leur position... Assez d'hypocrisie !

S'ils en avaient eu le courage ils auraient clairement affirmé qu'ils soutenaient Kadhafi, cela leur aurait valu de violentes critiques et cela les aurait obligé à s'expliquer devant les militants, à défendre leur position. Or, ils en ont été incapables ou n'en ont pas eu la volonté, et en étant incapables de le faire ils ont rendu un fier service à Sarkozy, qui pouvait se prévaloir d'avoir cloué le bec à toute forme d'opposition à son agression contre la Libye, cette opposition étant neutralée, désarmée politiquement du moment qu'elle était dans l'impossibilité d'avancer des arguments en faveur de la défense de la Libye. Voilà ce qui arrive quand on ne va pas au bout de ses analyses, quand on se réfugie derrière un principe qu'on n'est même pas foutu d'assumer. C'est aussi ce qui arrive quand un parti privilégie les intérêts de son appareil au détriment des intérêts des travailleurs, quand les uns entrent en contradiction avec les autres, au passage on se demandera comment un parti a pu en arriver là, ce que cela recouvre, quelle en est la signification politique.

Je ne change rien à la position que j'avais adoptée sur la Libye, il semblerait à ce jour que les faits m'aient donné raison, peut-être aurait-il mieux valu défendre ouvertement la Libye de Kadhafi au détriment des couches progressistes qui avaient commencé à se dresser pour le renverser car celles-ci n'étaient pas mûres pour instaurer un régime démocratique (bourgeois) dans ce pays, cela se discute, en principe on défend une révolution même si elle est vouée à l'échec, c'est ce que j'ai fait, c'est ce que fit Marx lors de la Commune de Paris par exemple. Par contre j'estime que la défense de la Syrie contre l'agression impérialiste occidentale et sioniste sera justifiée aussi longtemps qu'Assad ne retournera pas son armée contre l'opposition soutenue par des pans entiers du prolétariat syrien, à ne pas confondre avec la soi-disant opposition armée par Washington et dans laquelle les masses ne se reconnaissent pas.

Avouons pour terminer que chacun peut être induit en erreur tant ces questions sont complexes où tant de facteurs entrent en ligne de compte. L'essentiel, c'est d'une part l'orientation générale dans laquelle s'inscrit une position, parfois maladroitement il faut en convenir, d'autre part, de rectifier ses erreurs quand on en a pris conscience.

INFOS EN BREF

Politique

1- Sénégal

Les forces de sécurité sénégalaises sont de nouveau intervenues mercredi pour disperser plusieurs centaines de manifestants à Dakar, au lendemain de la mort d'un étudiant lors d'un rassemblement contre la candidature du chef de l'Etat sortant Abdoulaye Wade à l'élection présidentielle du 26 février.

Des jeunes manifestants qui criaient "*Wade démission !*" ont incendié un bus sur l'une des artères principales de la capitale puis

ont lancé des pierres sur les policiers qui ont riposté avec des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes.

Les forces de l'ordre ont poursuivi les protestataires jusque sur le campus d'une université, ont précisé des témoins. (Reuters 01.02)

2- Syrie

2.1- Le Conseil de sécurité s'est réuni vendredi soir à la demande de la Ligue arabe pour tirer les conclusions du rapport des observateurs. Cependant, le texte du rapport n'ayant pas été distribué par la Ligue, la séance s'est focalisée sur une proposition de résolution présentée par le Maroc bien qu'écrite par les Européens. Elle a été rejetée par la Russie.

Samedi, les ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe se sont réunis à Istanbul avec leur homologue turc pour étudier une possible reconnaissance diplomatique du Conseil national syrien suivi d'une intervention militaire arabo-turque. Dimanche soir, le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe, Abdul Latif Al-Zayani, est arrivé à Bruxelles pour rencontre son homologue de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen.

L'armée syrienne a poursuivi ses opérations pour libérer les villes encore aux mains de la Légion wahhabite.

Le secrétaire général de la Ligue arabe a décidé de son propre chef de geler la mission des observateurs (qui vient d'être reconduite pour un mois par le Comité des ministres ad hoc de la Ligue avec l'accord de la Syrie). Nabil Al-Arabi a en effet considéré que ses observateurs étaient en danger après que le chef spirituel des salafistes syriens, cheikh Adnan Al-Arour ait déclaré sur les ondes d'Al-Arabiya qu'il était licite d'assassiner les observateurs arabes.

La presse occidentale et du Golfe fait l'impasse complète sur la non-présentation du rapport des observateurs de la Ligue arabe au Conseil de sécurité, sur les préparatifs de guerre arabo-turcs, et sur l'appel au meurtre du cheikh Adnan Al-Arour. Elle présente la position russe au Conseil de sécurité comme une posture anti-américaine de Vladimir Poutine en campagne électorale. Elle présente le gel de la mission des observateurs comme une mesure de protection non vis-à-vis des salafistes, mais des troupes loyalistes. Surtout, elle concentre son attention sur le massacre survenu à Homs jeudi dernier et qu'elle n'avait pas couvert alors. Se fiant à un témoignage loufoque, elle attribue ce massacre aux forces loyalistes alors qu'il est intervenu dans un quartier contrôlé par les rebelles. Il s'agit avant tout, pour les services de communication occidentaux, de présenter le conflit comme une lutte entre un Etat et des enfants. Pour renforcer cette image, certains articles sont illustrés par des photos d'enfants protestataires avec des armes à la main.

- Le photojournaliste Mani rapporte dans Le Monde le témoignage d'un habitant d'Homs. Il déclare avoir compris qu'un massacre était en cours rue Al-Ansar et avoir « *décidé de rejoindre la maison visée en perçant des trous dans les murs des maisons contiguës. Il assure avoir pu voir, à travers des ouvertures pratiquées dans les murs, le massacre des enfants. Il déclare que les assaillants étaient sept hommes en uniforme militaire appartenant aux forces loyalistes* » (sic).

- La correspondante au Caire du Monde, Claire Talon, présente la capitale égyptienne comme le nouveau sanctuaire des opposants syriens. Elle cite quatre personnalités : Mahmoud Hamad (qui avait déclaré sur Al-Jazeera avoir vu, de ses yeux vu, l'aviation syrienne bombarder Damas), l'actrice Louise Abdelkrim (qui décrit ses nuits sans sommeil à Damas peuplés des hurlements des hauts parleurs scandant le prénom du président), Imad Ghalioun (le cousin du président du CNS), et Helen Al-Dayem (qui évalue à 50 000 le nombre de Syriens récemment tués par le régime).

- Le chroniqueur du Figaro René Girard met en garde contre un renversement de Bachar el-Assad qui provoquerait une situation à l'irakienne. Les Syriens n'ont rien à gagner à un changement de régime, indique t-il, car l'anarchie serait pire que la dictature.

- Gudrun Harrer –qui doit ignorer la situation des droits de l'homme au Qatar– explique dans Der Standard (Autriche) que la Ligue arabe est devenue une organisation progressiste active sous l'influence de l'émir éclairé de Qatar.

- Le patriarche orthodoxe de Syrie, Ignacio IV, explique dans ABC (Espagne) que les chrétiens de Syrie ne soutiennent pas Bachar el-Assad par peur des salafistes, mais de leur projet. Les chrétiens veulent continuer à vivre parmi les musulmans et pensent qu'el-Assad est le meilleur président de la région.

- Ce week-end, l'ex-observateur Anouar Malek s'exprimait dans la presse espagnole, laquelle n'est pas plus curieuse que ses consoeurs occidentales sur son passé et sa personnalité.

- Le reporter du Financial Times Europe, Michael Peel, a constaté qu'il n'y avait que quelques douzaines de manifestants anti-gouvernement à Alep, mais que l'économie était fortement touchée : coupures d'électricité et pénurie d'essence.

- Colum Lynch analyse dans le Washington Post le veto russe comme une « *putinisation* » de la politique étrangère russe. L'auteur n'examine pas les arguments de Moscou qui ne lui semblent pas dignes d'intérêt, mais s'interroge sur ce qui lui paraît être une stratégie de Poutine pour accroître son influence.

- The Daily Star (Liban) note que le nombre de réfugiés syriens enregistrés par les Nations Unies au Liban atteint désormais 6 290. Cependant, le journal ne relève pas que nombre de ces personnes vivaient au Liban depuis longtemps et se sont faits enregistrer comme « réfugiés » pour bénéficier d'une aide matérielle. Dans le même article, le journal rapporte que cheikh Zakaria Masri a organisé une manifestation à Tripoli (nord du Liban) contre la Russie, la Chine et le Hezbollah, au cours de laquelle il a stigmatisé Bachar el-Assad comme croyant à l'athéisme et cherchant à l'imposer. (Réseau Voltaire 29.01)

2.2- La presse occidentale et du Golfe, qui déplorait jusqu'ici la faiblesse de l'Armée syrienne libre, affirme soudainement qu'elle est sur le point de prendre Damas. Le président el-Assad aurait été contraint de déployer des troupes dans la capitale pour sauver son régime, tandis que de durs combats se dérouleraient dans la banlieue.

Cette fable vise à la fois à créditer l'idée que les groupes armés seraient composés de nombreux déserteurs (et non pas principalement de mercenaires wahhabites), et que les troubles gagneraient enfin la capitale. Surtout, elle sert à divertir un peu plus longtemps l'attention du public du contenu du rapport de la Ligue arabe. En effet, ce document dément la théorie occidentale du soulèvement populaire réprimé dans le sang.

Ces efforts de communication préparent l'opinion publique à la prochaine réunion du Conseil de sécurité à laquelle doivent participer les ministres des Affaires étrangères français et britanniques qui avaient réussi à faire légaliser l'intervention de l'OTAN en Libye.

- C'est désormais Hala Kodmani qui analyse la crise syrienne dans Libération (le quotidien d'Edouard de Rothschild). C'est une des sœurs de la porte-parole du Conseil national syrien, Bassma Kodmani, élevée comme elle à l'ambassade d'Arabie saoudite à Paris. Elle fut secrétaire de Bouthros-Ghali à la Francophonie, puis devint rédactrice en chef à France24. (Réseau Voltaire 30.01)

2.3- La presse occidentale et du Golfe rend compte de durs combats dans les faubourgs de Damas. Cartes à l'appui, elle affirme que les révolutionnaires seraient sur le point de prendre la capitale. L'épouse et les enfants du président el-Assad n'auraient pas réussi à atteindre l'aéroport pour fuir et auraient été contraints de rebrousser chemin. Le sort de la famille du tyran ne tardera pas à ressembler à celui des Kadhafi a commenté Haitham Maleh, un des dirigeants de l'opposition pro-occidentale.

En réalité, les combats ont eu lieu dans des localités éloignées de la capitale, aucun groupe armé important n'étant entré dans les banlieues de Damas. La route de l'aéroport n'a jamais été fermée et les el-Assad n'ont jamais cherché à l'emprunter. Cette fable est juste destinée à ouvrir une campagne visant à utiliser contre son pays l'estime dont jouit Asma el-Assad en Europe, notamment en Italie et en France. Ainsi Haitham Maleh a assuré sur BaradaTV (télévision basée à Londres et financée par la CIA) que la belle jeune femme, une sunnite originaire de Homs, était prisonnière de son tyran alaouite de mari

La Russie a proposé de faciliter à Moscou des discussions informelles entre l'administration el-Assad et les différentes oppositions (souverainiste et pro-occidentale). Le Conseil national de transition a accepté sous réserve de la démission préalable du président el-Assad, ce qui est une manière de refuser puisqu'en cas de démission elle n'aurait plus d'interlocuteur.

- Le Monde revient sur la disparition à Beyrouth de Chébil Al-Ayssami, ancienne figure baasiste syrienne, qui s'était rallié en 1968 à Saddam Hussein. Pour sa famille comme pour le quotidien français, il n'y a aucun doute, il a été enlevé au Liban par les services secrets syriens qui ont la mémoire longue.

- Le Monde publie également un appel d'artistes syriens « *pour délivrer la Syrie et retrouver le droit de vivre et de créer* ». L'article comprend plusieurs erreurs factuelles visant à noircir l'administration el-Assad et dénie l'existence de toute activité artistique dans le pays. Surtout, il semble ignorer que les takfiristes qui ambitionnent de prendre le pouvoir sont opposés à toute forme d'art, hormis religieux.

- Ahmad Hijjazi, numéro 2 de l'Armée libre syrienne, révèle dans Le Temps (Suisse) son inquiétude que Bachar el-Assad utilise bientôt des armes chimiques contre son propre peuple. Le thème des armes de destruction massive était apparu dans le Washington Times, selon lequel la guerre contre l'administration el-Assad permettrait de terminer le travail entrepris en Irak et retrouver les armes de destruction massive que Saddam Hussein avait caché en Syrie avant l'invasion états-unienne. Ce thème est également présent depuis plusieurs semaines dans la presse israélienne qui s'est inquiétée du manque de masques à gaz en cas d'attaque syrienne. On le trouve aussi dans la dernière livraison de Jane's Defence Weekly.

- Olan Micalessin dénonce dans Il Giornale la volonté d'Hilary Clinton d'appliquer à la Syrie son plan libyen. Vu le résultat de la première opération, elle serait bien inspirée de se souvenir du dicton latin : l'erreur est humaine, persévérer est diabolique.

- Le Kleine Zeitung (Autriche) s'apitoie sur le sort de la pauvre Asma el-Assad, jadis analyste à la City (Deutsche Bank, puis JP Morgan), aujourd'hui prisonnière du « *régime* ».

- Il Libero s'inquiète de ce qui attend le contingent italien de la FINUL en cas de guerre en Syrie. Il deviendrait probablement la cible

du Hezbollah libanais.

- ABC (Espagne) observe la guerre médiatique. Si pendant une demi-heure les autorités ont interrompu le trafic sur la route de l'aéroport, jamais elle n'a été coupée par des combats. Dans le même quotidien, Florentino Portero observe que la situation n'est pas à proprement parler une guerre civile puisqu'elle implique de nombreux étrangers et attire les jihadistes du monde entier.

- Dans le Financial Times Europe, Michael Peel rapporte que les habitants de Damas achètent de l'or pour se prémunir contre la chute de la livre.

- Le néo-conservateur Amir Taheri, dont la réputation d'intoxicateur n'est plus à faire, révèle dans le New York Post, que la Russie et l'Iran pourraient accepter la destitution d'el-Assad s'il était remplacé par la vice-présidente Najah al-Attar plutôt que par le vice-président. Rien dans l'article n'étaye cette imputation. Au passage, il invente que la Cour pénale internationale enquête sur cette dame. L'essentiel est d'essayer de semer la zizanie dans le gouvernement syrien en faisant des offres d'emploi.

- The Saudi Gazette annonce que le Conseil de coopération du Golfe a demandé aux entrepreneurs de la région de diminuer leurs relations commerciales avec la Russie pour la punir de son arrogance et de se tourner de préférence vers l'Inde et la Chine.

- Gareth Evans, l'ancien ministre australien des Affaires étrangères et actuel président du think tank de Georges Soros, International Crisis Group, se désespère dans The Australian de la fin du consensus autour de la « *responsabilité de protéger* ». Les Etats du BRICS n'ont pas apprécié que l'OTAN y fasse référence pour obtenir l'aval du Conseil de sécurité, puis changer le régime en Libye. Le Brésil a ainsi proposé que ce concept soit amendé en spécifiant que les grandes puissances doivent aussi se montrer responsables pendant qu'elles prétendent protéger les populations civiles. Il n'y aura pas d'accord diplomatique sur la Syrie tant qu'on aura pas rétabli un accord sur ce concept. (Réseau Voltaire 31.01)

Social

France

Outre la maîtrise de la langue française et l'adhésion à une «*charte des droits et des devoirs du citoyen français*», les étrangers voulant devenir français - ils étaient plus de 108.000 en 2009 - devront «*justifier d'une connaissance de l'histoire, de la culture et de la société françaises correspondant au niveau des connaissances attendu dans ces matières d'un élève*» de 6e.

Un test qui doit se présenter sous la forme d'un QCM -questionnaire à choix multiples - de dix questions à remplir lors d'un entretien avec un agent de la préfecture où le dossier de naturalisation est déposé. Le Figaro a pu consulter une soixantaine de ces questions de culture G qui ont été testés auprès de 2 000 candidats à la naturalisation. Comme:

- De ces trois personnalités, laquelle n'est pas un chanteur?

Claude François
Michel Platini
Charles Trénet (liberation.fr 01.02)

J'imagine il y a 19 ans auparavant mon épouse devant répondre à ce genre de questions débiles, Claude François et Charles Trénet sont morts depuis belle lurrette, et quant à Michel Platini, un footballeur à la retraite que même les nouvelles générations en France ne connaissent pas ! Ces "*personnalités*" sont finalement à l'image du régime...

Haut de page

Le 3 février

CAUSERIE

Délire mégalomaniaque.

"*Je suis plutôt bien placé, tout en n'étant pas candidat. Je me consolide à 24 %, malgré la campagne médiatique favorable à Hollande. Ceux qui sont sûrs de gagner ont toujours perdu*", a clamé Nicolas Sarkozy, mercredi soir, lors d'une réunion à l'Élysée, entouré de quadras de l'UMP.

"*Pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, le bilan d'un président sortant peut être un argument électoral*", affirme Henri Guaino, conseiller spécial du président, qui énumère les pays européens où la crise a été beaucoup plus dévastatrice qu'en France.

"*Une fois que Nicolas sera en campagne, nous verrons des images de ferveur, des salles pleines et des drapeaux flotter. Pour l'heure, on le voit plutôt sortir des conseils européens avec des valises sous les yeux*", considère un ami (du président -ndlr). (lepoint.fr 02.02)

Leur moral et la nôtre.

Selon cette enquête d'opinion Ipsos-Logica Business Consulting réalisée pour le Monde et l'association Lire la société, 2% considèrent que «tous» les politiques respectent ces grandes règles, 20% jugeant que «la plupart» le font. (liberation.fr 01.02)

Avant de continuer une précision. Dans le suite de cet article Libération s'efforce de redorer le blason du personnel politique fidèle aux institutions de la Ve République. Une gageure évidemment, qui tourne à la manipulation frauduleuse ... mais ne peut éviter de se terminer sur le constat que le personnel de la Ve République est plutôt minable. Comment s'y prennent-ils ?

Pour commencer, les personnes interrogées donnent leur avis davantage en partant de la conception de la morale en politique telle qu'ils ont l'habitude de la cotôyer, telle qu'on leur a enseignée et, on peut ajouter sans prendre le risque de se tromper, telle qu'il la pratique eux-mêmes en général dans la vie quotidienne, en pensant avant tout à leur intérêt individuel plutôt qu' en terme d'intérêt collectif, dans le cas contraire cela reviendrait à leur prêter un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas.

Du coup, une fois le premier constat établi, il font preuve d'une relative mansuétude envers un personnel politique qui leur ressemble finalement, ceci explique cela. Inutile de dire que le journaliste de Libération qui a pondu cet article ne s'en est pas aperçu puisqu'il est lui-même gangrené par cette morale qui consiste à donner bonne conscience à celui qui s'en réclame.

Apparemment le questionnaire était suffisamment évasif pour ne pas dire élastique de façon à ce que finalement le pourcentage de pourris n'apparaisse pas clairement ou qu'il soit minoré, tout du moins au départ, car cela va se gâter sur la fin, "*la plupart*", "*seuls certains*" seraient au-dessus de tout soupçon, combien au juste, il vaut mieux que personne se pose la question et ne le sache vraiment !

Plus fort encore. Cet article se poursuit ainsi :

- Questionnées sur les qualités qu'elles privilégient chez les gouvernants, elles mettent en tête ex-aequo à 40% «*leur conviction pour les idées et les causes qu'ils défendent*» et «*leur sens de l'intérêt général*».

Il y avait quelque chose de pernicieux dans cette question. Les personnes interrogées ont-elles privilégié le respect de leurs propres convictions par les carriéristes de la politique, dans le sens sont-ils honnêtes avec eux-mêmes, ou se sont-elles prononcés en fonction des idées qu'ils défendent et que ces personnes partagent ?

Mauvaise question sachant que la plupart des gens s'illusionnent sur les convictions qu'elles leur prêtent ou plutôt sur les convictions qu'elles tendent à leur prêter spontanément, car démêler le vrai du faux est un exercice que peu de gens sont capables de mener à bien en réalité. Souvent elles ne savent même pas ce qu'elles veulent au juste. Plus loin on verra qu'ils sont plutôt pragmatiques. Par expérience ils ont un a priori négatif. Mauvaise question, parce que la signification ou le contenu de l'intérêt général n'a pas été précisé. Pratique pour attribuer aux gouvernants une qualité qui leur fait défaut ou qui correspond en réalité à des intérêts particuliers ou ceux de la classe dominante, ce qui ne devait absolument pas paraître dans ce sondage.

Comme quoi ils jouent sur la confusion qui règne dans la tête des gens :

- Cependant, dans le classement des éléments les moins acceptables chez les politiques, vient en tête (31%) «la défense d'intérêts privés plutôt que l'intérêt général», puis «les promesses non tenues» (29%).

Or, le statut et les privilèges dont bénéficient les députés, les sénateurs et les ministres, sans parler du cumul des mandats, etc. s'apparentent à un intérêt privé sans avoir besoin d'aller chercher plus loin. Quant aux promesses, lesquelles, qui s'y retrouvent quand on sait qu'ils pratiquent l'art du double langage comme personne ? Et puis l'intérêt que l'on porte à une promesse dépend de notre propre situation, de nos besoins, et pas forcément de son contenu réel sur lequel on s'illusionne volontiers.

Toujours plus fort.

- Mais les Français ne semblent pas exiger de leurs responsables politiques un désintérêt pour l'argent et les carrières du privé: seuls 18% en font un élément apprécié.

Pourquoi "*exiger de leurs responsables politiques un désintérêt pour l'argent et les carrières du privé*", quand ils savent que c'est impossible ? On frôle la question stupide, inutile.

Mais où voulaient-il en venir avec ce sondage ? On y arrive, patience.

- Les changements de camp entre gauche et droite ne sont inacceptables que pour 10%.

Normal, c'est du pareil au même et ils l'ont bien compris. Tiens, il semblerait qu'un éclair de lucidité ait jailli. Pas de précipitation, attendez de lire la suite.

- Les Français, selon cette enquête, veulent entendre la vérité de la bouche de leurs dirigeants : 80% jugent qu'ils ont intérêt à le faire.

Cela tombe bien, Sarkozy, Hollande et Bayrou se sont engagés à leur tenir "*un langage de vérité*" au cours de la campagne électorale, nous y voilà. Gauche et droite interchangeable pour 80%, une importante majorité, de là à suggérer que l'union nationale serait une solution plébiscitée par les "Français il n'y a qu'un pas !

Quelle vérité ? Celle de la fatalité : que nos droits sociaux sont devenus incompatibles avec la compétitivité des entreprises, qu'il va falloir apprendre à s'en passer et qu'il n'existe pas d'alternative. Une fois qu'on vous a balancé cette vérité et que vous considérez qu'il n'en existe pas d'autres, vous êtes bon pour l'adopter à votre tour et ainsi de suite, c'est ainsi qu'une vérité qui au départ ne concernait qu'une infime minorité sera finalement reprise par une majorité, et s'il vous plaît colportée grâcieusement par celle-ci, et en plus cela ne coûte rien !

Si 80% des gens interrogés "*veulent entendre la vérité de la bouche de leurs dirigeants*", cela veut dire également qu'ils leur prêtent une honnêteté qu'ils n'ont pas, c'est là que ce sondage contribue à redorer le blason de cette racaille.

Là ils ont peut-être été trop loin, du coup la fin de cet article part en vrille ou plutôt la réalité effleurée au début de cet article, puis écornée par la suite, revient au galop :

- En matière de financement de la vie politique, une énorme majorité disent que le situation soit est restée la même depuis vingt ans (29%), soit s'est dégradée (45%). Seuls 20% perçoivent une amélioration.

Idem pour «*la sincérité en politique*»: 50% pensent que c'est pire, 39% que c'est pareil, 9% que c'est mieux.

Pour ce qui est de la confusion entre intérêts personnels et responsabilités politiques, 58% voient une aggravation, 32% une stabilité, 7% une amélioration.

Bref, entre 74 et 90% estiment qu'ils sont tous plus ou moins pourris, là pour le coup on est vraiment proche de la vérité !

Je tiens à préciser que j'ai traité ces questions en respectant l'ordre dans lequel elles figuraient dans cet article, car j'aurais pu moi-même me livrer à une manipulation en les inversant pour parvenir à une conclusion établie à l'avance.

Confusion, espoir et lucidité se côtoient finalement dans la tête de la population en général, avec un avantage tout de même à la lucidité, comme quoi il ne faut jamais perdre espoir...

Quand le PS fait allégeance à l'émir du Qatar, autrement dit à Washington

L'ancien Premier ministre ministre français, Laurent Fabius, est attendu vendredi 3 février 2012 à Doha (Qatar), en qualité d'envoyé spécial du candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande. Il sera reçu par l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani. L'entretien portera sur la position de François Hollande face à la guerre contre la Syrie et sur le possible soutien de l'émir au candidat socialiste.

L'émir Hamad avait déjà noué des liens étroits avec Nicolas Sarkozy et son épouse Carla Bruni –à laquelle il ne manque jamais une occasion de prêter un avion privé–, ainsi qu'avec le maire de Paris, Bertrand Delanoë, et le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand –qui l'ont aidé à obtenir des dérogations pour aménager l'hôtel Lambert (Île Saint-Louis) acquis à la famille Rothschild–.

L'émir Hamad multiplie les investissements en France. Après avoir placé à son service de hautes personnalités, comme l'avocat d'affaire et ex-Premier ministre Dominique de Villepin, il a acheté des parts dans les médias (groupe Lagardère) et dans un club de football (le Paris Saint-Germain). Il a par ailleurs annoncé, le 9 décembre 2011, la création d'un fonds de 50 millions d'euros destiné à de jeunes leaders issus des quartiers français « *en difficulté* ».

En rivalité avec l'Arabie saoudite, l'émirat wahhabite est devenu le principal financier d'Al-Qaeda et des Frères musulmans. L'émirat a engagé 5 000 mercenaires pour composer des Forces spéciales qui ont combattu au sol en Libye, en violation de la résolution de l'ONU. Il a depuis transféré ces troupes en Syrie, ainsi qu'environ 1 500 membres d'Al-Qaeda en Libye sous le commandement d'Abdelhakim Belhaj, pour constituer l'Armée syrienne libre à laquelle se sont joints quelques centaines de déserteurs syriens.

Pour terroriser les populations, les combattants d'Al-Qaeda se sont caractérisés par le recours à des crimes spectaculaires (ils égorgent les hommes ou leur coupent les membres, tandis qu'ils coupent les seins des femmes, parfois ils écorchent les corps).

L'émir Hamad est propriétaire de la chaîne satellitaire Al-Jazeera qui s'est récemment caractérisée par la diffusion de fausses images d'actualité –en réalité des images de fiction tournées en studio– ; une propagande de guerre destinée à servir ses ambitions en Libye et en Syrie. Le groupe Al-Jazeera entend s'implanter progressivement en France avec le prochain lancement d'Al-Jazeera Sports.

En 2006 déjà, François Hollande déclarait que la diplomatie du « *Qatar va plutôt dans le sens de la stabilité et de la recherche de la paix* ». (Réseau Voltaire 31.01)

Pendant ce temps-là, D. Gluckstein se tourne une nouvelle fois... vers le PS !

On a du mal à y croire, mais c'est pourtant vrai.

Après avoir mis en évidence que M.Aubry et M. Sapin soutenaient la mise en coupe réglée de la législation du travail annoncée par Sarkozy le 29 janvier, il écrit (IO n°185 dans l'éditorial) : "*Sapin, Aubry, Hollande sont à la tête d'un parti dont le nom—« socialiste »— évoque l'histoire du mouvement ouvrier.*" Suit la démonstration que l'histoire du mouvement ouvrier s'inscrit en contradiction avec les positions défendues par Aubry et Sapin.

Bien, et alors, que suggère-t-il au juste, quelle conclusion doit-on en tirer : qu'ils vont rentrer dans le rang, qu'ils pourraient rentrer dans le rang, qu'ils ne rentreront jamais dans le rang ? Nul ne le sait, chacun en pense ce qu'il veut, c'est cela faire preuve d'audace et de courage de nos jours. Non répliquera-t-il, de démocratie, ah j'allais l'oublier celle-là, pratique, non ?

Le PS évoque-t-il le mouvement ouvrier, l'a-t-il évoqué un jour, a-t-il cessé de l'évoquer, quand, à quelles occasions ? Est-il étranger, associé, hostile au mouvement ouvrier, comment, de quelle manière, dans quel objectif politique ?

On ne peut pas se contenter d'un constat, il faut analyser les faits jusqu'au bout, les caractériser politiquement, sinon cela sert à quoi de réfléchir, de discuter, de militer. A se faire plaisir, c'est déjà cela !

Sapin, Aubry, Hollande devraient-ils "*évoquer l'histoire du mouvement ouvrier*" ou est-ce une manière de montrer qu'ils y sont étrangers, faudrait-il encore le préciser, c'est une des interprétations possibles de cette phrase. Deux propositions indépendantes, une principale et une subordonnée relative introduite par dont, les deux sont vraies, reste à savoir ce qu'elles peuvent évoquer, ce que Sapin, Aubry et Hollande peuvent évoquer dans la tête des travailleurs, des larbins des marchés, Fabius est au Qatar à cirer les pompes de l'émir, Gluckstein est-il au courant qu'ils nous ferons boire la ciguë de la crise jusqu'à la lie s'il le faut, regardez en Grèce, en Espagne, hier en Grande-Bretagne, au Portugal, les débris de la social-démocratie s'associent à la gestion de la crise pour le compte des banquiers. Ils sont dans leur rôle, faudrait-il en douter un instant ?

Relier deux propositions indépendantes considérées comme vraies par un pronom relatif n'en font pas forcément pour autant une vérité. Première proposition, "Sapin, Aubry, Hollande sont à bien à la tête d'un parti", seconde proposition, "le nom —« socialiste »— évoque bien l'histoire du mouvement ouvrier", tandis que *dont* a pour antécédent *parti*, il s'agit du nom du parti, *socialiste* s'applique au nom du parti et non à Sapin, Aubry, Hollande.

Le substantif *nom* figure dans les deux propositions sous des référents différents, dans la première le nom de trois dirigeants du PS, dans la seconde le nom de leur parti *socialiste*, de là à penser qu'il y aurait un lien ou une parenté entre les deux est une interprétation explicitement suggéré, pour ne pas dire encouragé. Une fois le rapprochement réalisé entre ces dirigeants et le nom de leur parti, de là à penser qu'ils auraient vraiment un lien avec le socialisme il n'y a qu'un pas, alors qu'en réalité ils y sont étrangers. Cette figure de style s'apparente à un syllogisme : le nom de ce parti évoque le socialisme, ces trois dirigeants appartiennent à ce parti, donc ils sont socialistes ou censés l'être (comme si c'était possible, sic !) et la boucle est bouclée.

Pour terminer sur ce sujet, quel enseignement tire-t-ils de l'attitude du PS ? : "*Comment comprendre l'alignement des Sapin, Aubry, Hollande sur cette exigence, sinon comme conséquence de leur soumission au carcan antidémocratique de l'Union européenne, de la troïka et du capital financier ?*", mais pourquoi ? Mystère !

Parce qu'il se refuse à nous révéler les conclusions de son analyse, parce qu'il refuse de caractériser clairement le PS pour ce

qu'il est, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut, parce qu'il continue de considérer que le PS fait partie intégrante du mouvement ouvrier, ce que nous récusons. Ce qui se comprend parfaitement, car il a cité "*l'Union européenne, la troïka et (le) capital financier*", contre lesquels le PS pourraient s'attaquer à la marge, mais pas le capitalisme en tant que tel qu'il a oublié dans son énumération. Après tout Hollande n'a-t-il pas affirmé qu'il allait mener la vie dure à la finance, ses satellites du Front de gauche n'ont-ils pas applaudi des deux mains, eux aussi ils se disent prêts à s'attaquer "*au carcan antidémocratique de l'Union européenne, de la troïka et du capital financier* ", mais en aucun cas aux fondements du capitalisme qui sont à l'origine de la crise actuelle.

On a des idées, mais on n'a pas de pétrole, cela ne vous rappelle rien ? Aujourd'hui, c'est celui qui a du pétrole qui a des idées et les imposent aux autres qui en manquent cruellement ou en font un mauvais usage, des idées comme du pétrole d'ailleurs.

Gluckstein affirme qu' "*on ne peut appeler négociation le chantage par lequel les patrons pourraient exiger des syndicats qu'ils cassent eux-mêmes les droits collectifs et baissent les salaires*, c'est exact, sans toutefois préciser que Thibault, Chérèque et Mailly notamment avaient déjà déclaré qu'ils étaient prêts à "négocier" avec le patronat, à condition que le gouvernement leur en laisse le temps.

Dans ces conditions, pourquoi rappeler plus loin que "*la démocratie, c'est l'indépendance des organisations ouvrières libres d'agir et de négocier*" au moment même où il n'y a rien à négocier avec le gouvernement et le patronat, où les dirigeants syndicaux devraient refuser de participer à cette mascarade de sommet où tout est déjà décidé avant son ouverture, Sarkozy, Fillon et Bertrand ne s'en sont pas cachés par la suite. Comme quoi leur présence suffisait à légitimer les mesures annoncées par Sarkozy, la preuve, une d'entre elle sur l'exonérations des PME de cotisations sociales est entrée en vigueur avec effet rétroactif au 18 janvier 2012, pour un peu ils l'auraient datée de la veille ! Au point où ils en sont...

Enfonçons le clou, non l'indépendance des syndicats ne consistent pas à privilégier systématiquement la négociation avec le patronat ou le gouvernement, il ne le dit pas ouvertement, mais il sait pertinemment que c'est ce qui se passe dans la réalité, car en procédant de la sorte ils se font les fossoyeurs du syndicalisme.

Le syndicalisme consiste à prendre en compte les besoins exprimés par les travailleurs, à les présenter sous forme de revendications au patronat ou au gouvernement, et en fonction de leur réponse organiser la mobilisation des travailleurs pour les faire aboutir, et c'est seulement parvenu à ce stade qu'il est envisageable de négocier la fin d'une grève sur la base des propositions faites par le patronat ou le gouvernemnt, à condition et à condition seulement que les travailleurs en aient donné le mandat à ses représentants en assemblée générale.

Ce qui caractérise aujourd'hui la situation politique, c'est justement la faculté récurrente des dirigeants à pratiquer la collaboration de classes en participant à de pseudo négociations, qui ont pour seules objectifs de légitimer les mesures antisociales du gouvernement, afin qu'elles puissent être appliquées sans provoquer de vagues, pour interdire aux masses exploitées de se mobiliser.

Or le POI n'entend pas organiser une campagne pour exiger des dirigeants syndicaux qu'ils refusent de négocier avec le patronat, il appelle au retrait de ces mesures reprenant la même méthode confinant à l'impuissance et au désarmement des travailleurs que lors de la contre-réforme des retraites. Le POI dénonce le consensus UMP-PS, mais lorsqu'il s'agit de dénoncer celui qui existe entre les appareils syndicaux et le patronat ainsi que le gouvernement, il bat en retraite.

Or la question qui est posée aujourd'hui à tous les syndiqués ainsi qu'aux travailleurs, c'est la nécessité de briser l'alliance passée par la CGT avec la CFDT qui incarne les revendications du Medef et qui permet à toutes les lois anti-ouvrières de passer depuis 2006, via une intersyndicale jaune qu'il faut faire voler en éclat, condition préalable à un combat efficace dans l'unité pour le retrait de ces mesures. Dire uniquement "*retrait*" sans exiger la rupture des relations des syndicats avec le gouvernement et le patronat n'a aucun sens, cela revient à s'iinterdire de se donner les moyens de pouvoir combattre sur cet objectif, c'est comme dénoncer les méfaits du capitalisme qui n'engage à rien sans s'attaquer à ses fondements.

Le retrait de ces mesures ne peut être envisagé sérieusement qu'à partir du moment où les dirigeants syndicaux auront rompu leurs relation avec le gouvernement, autrement dit, à partir du moment où ils se situeront sur le terrain de classe des exploités et non sur celui des exploiteurs qu'incarne leur présence à ces soi-disant "*négociations*".

Que ce soit avec l'UMP ou le PS tout est cadenassé, impossible de changer de destin, les uns disent "*nous allons vous imposez de nouveaux sacrifices pour votre bien*", les autres nous disent que "ces sacrifices sont inévitables et que personne n'y est pour rien", qu'on n'y peut rien en somme... Vous n'avez même pas le loisir de "*rêver*", au point que même les illusions deviennent un luxe inabordable, l'évolution du capitalisme mondial les a tuées, c'est dangereux pour le régime car les illusions cèdent la place aux certitudes, aux convictions, à l'action, cette fois incontrôlées.

Actualité en titres

Anonymous démasqués :

- Hollande «*enfariné*»... Mélenchon et les «*quatre Dalton*» - 20minutes.fr

Le niveau monte :

- Bayrou accuse l'UMP et le PS de proférer des «*mensonges*» - LeFigaro.fr

- «*Con comme une bite*» : le match Alévêque-Zidane au tribunal - Liberation.fr

Pas nous !

- La presse regrettera Sarkozy... et réciproquement - LePoint.fr

Conversion :

- Comment Sarkozy va tenter de récupérer le vote gay par la peur de l'Islam - Lexpress.fr

Sarkozy recalé :

- Naturalisations: un test d'histoire et de culture désormais exigé - Liberation.fr

Vivement demain !

- Sarkozy attend des jours meilleurs pour réformer la dépendance - Reuters

Récidive

- Génocides: Sarkozy déposera un autre texte en cas de blocage - L'Express.fr

Histoire de vases communicants :

- Hollande-Sarkozy: qui est le plus compétitif ? - Lexpress.fr

- François Bayrou, le candidat anti-dépense - LePoint.fr

- De la graisse de canard pour carburant - Reuters

C'est pas faute d'avoir essayé pourtant :

- Harlem Désir : «*C'est un enjeu pour nous de savoir s'adresser au monde ouvrier*» - Publicsenat

La bulle :

- Facebook lance la plus grosse entrée en Bourse de la net-économie - AFP

Ça baigne pour eux...

- Combien méritent vraiment de gagner les patrons de banques ? - Atlantico.fr

- Fichiers HSBC volés : les « *évadés fiscaux* » peuvent souffler - Liberation.fr

- Orange réalise une marge de l'ordre de 35% dans la téléphonie mobile en France - AFP

Une fois :

- La Belgique, 1er pays en zone euro à retomber en récession - Reuters

S'ils le disent...

- Les taliban prêts à reprendre le contrôle de l'Afghanistan ? - Reuters -

- L'opposition syrienne accuse l'Iran de fournir des hommes de main à Damas - LeMonde.fr -

- L'Iran peut produire quatre bombes nucléaires, selon le renseignement militaire israélien - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Le coup de grâce ! Voilà qui va contribuer à faire monter la cote de popularité de Sarkozy !

L'ancien ministre du Travail Eric Woerth est convoqué la semaine prochaine chez les juges d'instruction bordelais en charge de l'affaire Bettencourt, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Selon une source proche du dossier, il devrait être mis en examen pour financement illégal de parti politique et abus de faiblesse aux dépens de Liliane Bettencourt. Il est soupçonné d'avoir obtenu de celle-ci des fonds en quantité illégale pour le financement de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. (Reuters 01.02)

1.2- Pour La Talonnette, c'est "doublement plié" !

Dominique de Villepin donne ses conseils à Nicolas Sarkozy. Le candidat à l'élection présidentielle était l'invité d'En route vers la présidentielle, ce mercredi matin, sur Public Sénat et Radio Classique.

Alors, l'affaire est-elle pliée pour Nicolas Sarkozy ? « *Le point de départ, c'est que c'est réglé. Nicolas Sarkozy a perdu. S'il veut gagner, il faut qu'il parte de ce constat-là* », affirme l'ex-premier ministre, en référence à la campagne victorieuse de Jacques Chirac, en 1995, où l'ancien Président était d'abord distancé dans les sondages. « *Quand on est le challenger, c'est le point de départ absolu. C'est à partir de ce constat qu'on peut gagner. (…) Si on veut en plus se bercer d'illusions, imaginer que les choses ne sont pas ce qu'elles sont, (…) c'est doublement plié*

», ajoute Dominique de Villepin. Il souligne la difficulté du chef de l'Etat : «

Les seuls Présidents qui ont été réélus l'ont été au sortir de cohabitations. (…) Le Président ne peut pas jouer sur l'échec d'un premier ministre sortant. Ça accroît les risques pour lui ».

Alors qui va gagner ? « *Aujourd'hui, on voit bien qu'il y a un rejet profond de Nicolas Sarkozy. Il joue plutôt en faveur du candidat de la gauche* », note-t-il. « *Est-ce pour autant une garantie de victoire de ce candidat ou est-ce une victoire par défaut ? L'histoire reste à écrire* ».

Ce qui « *frappe* » Dominique de Villepin, « *c'est qu'il n'y a pas de campagne. (…) Cette confrontation (des projets et des candidats) n'a pas lieu* », regrette-t-il. (publicsenat.fr 01.02)

1.3- Le scoop !

Jean-Pierre Chevènement a annoncé mercredi qu'il se retirait de la course à l'élection présidentielle, sans se prononcer pour l'instant pour un autre candidat.

Agé de 72 ans, l'ancien ministre ne rêvait certes pas d'un destin présidentiel et avait expliqué, en se lançant dans l'arène en novembre, vouloir faire "*bouger les lignes*".

François Hollande, estime Stéphane Rozès, a su, en insistant lors de son discours du Bourget sur sa vision de la République et de la France, donner à Jean-Pierre Chevènement la réponse qu'il attendait. Le candidat socialiste n'a d'ailleurs pas tardé à saluer la décision de son ancien compagnon de route, qu'il a qualifiée de "*sage*". (Reuters 01.02)

2- Etats-Unis

Avant de s'expliquer auprès des journalistes voyageant à bord de son avion de campagne. L'Américain multimillionnaire Mitt Romney, candidat à l'investiture républicaine pour la présidence des Etats-Unis, a confié ce mercredi "*ne pas trop s'en faire*" pour les plus pauvres de ses concitoyens.

"*Je ne m'en fais pas trop non plus pour les plus riches, ils s'en sortent bien*", a lancé le candidat républicain qui a déclaré des revenus de 20 millions de dollars pour 2010. (lexpress.fr 02.02)

3- Egypte

Les affrontements se poursuivaient jeudi soir entre la police égyptienne et les manifestants qui protestaient au Caire contre la mort de 74 personnes la veille après un match de football à Port-Saïd, un drame qui a relancé le mouvement de protestation contre le pouvoir militaire.

Les policiers antiémeutes ont fait usage de gaz lacrymogène contre les manifestants qui lançaient des pierres et tentaient de s'approcher du ministère de l'Intérieur, cible de vives critiques en raison de l'inertie des forces de sécurité face aux affrontements entre supporteurs lors du match mercredi soir.

"*Ils savent protéger un ministère, mais pas un stade !*", lançaient des manifestants, dont la colère était surtout dirigée contre le maréchal Hussein Tantaoui, le chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA) au pouvoir depuis la chute de Hosni Moubarak il y a un an.

"*Le peuple veut l'exécution du maréchal! Dégage!*", criaient-ils.

Les heurts se sont étendus à la ville de Suez (nord-est), où de violents affrontements également liés aux évènements de Port-Saïd opposaient policiers et manifestants autour du siège de la direction de la sécurité, faisant quatre blessés selon la Mena.

Des milliers de supporteurs du très populaire club cairote Al-Ahly mais aussi des citoyens ordinaires avaient défilé dans la journée au Caire.

Les violences au stade de Port-Saïd ont commencé après le coup de sifflet final du match au cours duquel Al-Masry, un club de Port-Saïd, a fait subir à Al-Ahly sa première défaite (3-1) de la saison. Des centaines de supporteurs d'Al-Masry ont alors envahi le terrain et ont commencé à jeter des pierres et des bouteilles sur ceux d'Al-Ahly.

Les "Ultras" d'Al-Ahly, groupe de supporteurs parmi les plus fervents et les plus organisés, ont participé à la révolte contre M. Moubarak début 2011 et pris part aux manifestations hostiles à l'armée et la police, ce qui alimente sur les réseaux sociaux les soupçons d'une "*vengeance*" à leur encontre.

Le Premier ministre Kamal al-Ganzouri, nommé par les militaires, a annoncé le limogeage de la direction de la fédération égyptienne de football, ainsi que la démission du gouverneur de Port-Saïd et des principaux responsables de la sécurité de cette ville du nord du pays.

Le chef du Parlement, Saad al-Katatni, issu des Frères musulmans, première force politique du pays, a estimé lors d'une séance houleuse que "*la révolution est face à un grand danger*". "*Ce massacre est dû à une négligence énorme de la Sécurité*", a-t-il dit, sans aller jusqu'à demander la chute du gouvernement.

Des députés ont en revanche réclamé le "*limogeage*" du cabinet, en faisant porter au CSFA "l'entière responsabilité" de ces évènements et en l'appelant à partir.

De nombreux Egyptiens évoquaient une "*conspiration contre la révolution*". "*C'est clairement un complot*", soutient Mohammed, un habitant de Port-Saïd, où le calme est revenu. "*C'était préparé d'avance*", ajoute-t-il. (AFP 02.02)

4- Pakistan

Le Premier ministre du Pakistan va être inculpé le 13 février pour outrage à la Cour suprême pour avoir refusé depuis deux ans de relancer une procédure judiciaire en Suisse pour des détournements de fonds présumés par le très impopulaire président Asif Ali Zardari, dont le pouvoir est déjà vacillant.

La fermeté de la Cour met davantage en difficulté un chef de l'Etat et un gouvernement très impopulaires, accusés de corruption et de mauvaise gouvernance et confrontés à l'hostilité croissante de la toute puissante armée, le tout sur fond de crise économique aiguë.

Une inculpation contraindrait à la démission le Premier ministre Yousuf Raza Gilani, qui n'est pas lui-même impliqué dans le fond de "*l'affaire des comptes suisses*" de M. Zardari, un scénario qui affaiblirait encore davantage le pouvoir du chef de l'Etat et pourrait déclencher des élections législatives anticipées, alors qu'elles sont prévues en 2013.

Le juge qui présidait l'audience, Nasir-ul-Mulk, a déclaré à la Cour qu'il y avait matière à poursuivre M. Gilani malgré l'insistance du gouvernement à invoquer l'immunité judiciaire dont jouit le chef de l'Etat en exercice.

"*L'audience est ajourné au 13 février pour rédiger les chefs d'accusation. La présence du Premier ministre sera requise devant la Cour*", a ajouté le juge Mulk.

La Cour suprême avait annulé en 2009 un décret d'amnistie générale de 2007 exonérant M. Zardari de poursuites notamment dans une affaire de détournements présumés de fonds publics dans les années 1990 transférés sur des comptes en Suisse. Elle avait alors sommé le gouvernement de demander à la justice suisse de rouvrir les procédures judiciaires, ce qu'il n'a jamais fait.

"*Nous avons le droit de faire appel et ce sera à la Cour de juger si elle suspend ou non son jugement le cas échéant*", a commenté jeudi l'avocat de M. Gilani, Aitzaz Ahsan, ajoutant: "*Nous déciderons quand nous aurons une copie du jugement*".

Le 19 janvier, le Premier ministre avait comparu en personne devant la Cour suprême qui avait ajourné l'audience pour laisser le temps au gouvernement de se plier à son injonction ou rendre ses arguments pour prouver que l'immunité présidentielle s'appliquait dans le cas des "*comptes suisses*".

"*Ecrire une lettre aux autorités suisses (pour qu'elles rouvrent la procédure) ne pose pas de problème*", avait toutefois expliqué son avocat Aitzaz Ahsan, assurant que l'immunité présidentielle préserverait alors M. Zardari.

La Cour suprême en a manifestement jugé autrement jeudi.

Or, en 2010, le procureur de Genève avait déjà estimé qu'il ne pourrait rouvrir le dossier tant que M. Zardari serait président, en raison de cette immunité.

L'affaire remonte à 2007, lorsque le président d'alors, le général Pervez Musharraf, en grande difficulté, avait conclu une alliance secrète avec l'ex-Premier ministre Benazir Bhutto, leader de l'opposition de retour d'exil, pour un futur partage du pouvoir à l'occasion des législatives de 2008.

Pour cela, il avait décrété une amnistie générale exonérant plus de 8.000 personnes --dont Benazir Bhutto et son époux Asif Ali Zardari-- de toutes poursuites pour corruption. Le couple était notamment sous le coup d'enquêtes pour des détournements présumés de fonds publics du temps où elle était Premier ministre (1988-90 et 1993-96) et lui ministre.

Après l'assassinat de Mme Bhutto dans un attentat en décembre 2007, et la large victoire de son parti aux législatives de février 2008, M. Zardari avait été élu président par le Parlement.

En 2009, la Cour suprême avait annulé le décret d'amnistie de 2007. (AFP 02.02)

Social

1- France

1.1- Suppression d'emplois... pour demeurer "***numéro un mondial du secteur***".

Le cimentier français Lafarge, numéro un mondial du secteur, a annoncé jeudi la suppression de 460 emplois, dont 90 en France, pour faire face à la crise et adapter ses structures à sa réorganisation annoncée en novembre dernier.

Les réductions de postes dans l'Hexagone devraient toucher uniquement des postes administratifs et non pas de production. Elles devraient se faire sur la base d'un "*plan de départs volontaires*" et "*sans aucun licenciement contraint*", selon le groupe.

Lafarge compte 76.000 salariés dans 78 pays et a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 16,2 milliards d'euros. Il doit présenter ses résultats 2011 le 17 février. (AFP 02.02)

1.2- Suppression d'emplois chez Nouvelles Frontières.

Les mauvaises nouvelles s'accumulent chez Nouvelles Frontières, après l'annonce jeudi d'un plan social plus lourd que prévu et

celle, la semaine passée, d'une enquête judiciaire sur les comptes du voyagiste.

Pour commencer l'année 2012, Nouvelles Frontières a fusionné au 1er janvier avec les autres activités françaises du britannique TUI Travel, à savoir Marmara, Tourinter, Aventuria et la compagnie aérienne Corsairfly.

Cette fusion, qui a créé "*TUI France*", est loin de faire l'unanimité en interne, mais elle est dictée par l'urgence de la situation de Nouvelles Frontières: chroniquement malade depuis plusieurs années, le voyagiste a connu des pertes historiques en 2011, et l'idée était de l'adosser à des camarades françaises plus en forme, dont la "*pépite*" Marmara.

La fusion devait s'accompagner d'un plan social de 400 personnes touchant surtout Nouvelles Frontières. Mais 400 postes supprimés ne suffiront visiblement pas à redresser la barre, puisqu'il est désormais question de 484 réductions de postes: la direction, qui invoque des conditions économiques tendues. (AFP 02.02)

1.3- Mouvement social chez Dassault en Gironde.

Les salariés des usines girondines de Dassault ont manifesté jeudi pour réclamer des augmentations de salaires dans un contexte social tendu dans tous les sites du groupe malgré la perspective d'un contrat de vente de 126 Rafale à l'Inde.

Les "*Dassault*" des usines de Martignas-sur-Jalle (457 salariés) ont rejoint en fin de matinée leurs collègues du site de Mérignac (1.247 salariés), où ils ont manifesté à l'intérieur du périmètre industriel sous le soleil et par grand froid.

Lors de la négociation annuelle obligatoire, "*aucune organisation syndicale n'a signé l'accord portant sur des augmentations de salaire de 0,8% pour les non cadres. Aujourd'hui nous nous battons dans toutes les usines pour que la direction revienne à la table de négociations*", a indiqué Cyril Courel, délégué CGT à Mérignac.

"*Au départ on demandait 5% d'augmentation générale et 5% de rattrapage sur les dernières années. Nous revendiquons aussi de meilleures conditions de travail et pour l'emploi car rien ne nous garantit que les départs à la retraite seront compensés par des embauches*", a ajouté le syndicaliste.

Le principe de débrayages d'une heure plusieurs fois par semaine dans l'ensemble du groupe depuis le 30 janvier a été retenu par les syndicats. (Reuters 02.02)

2- Italie

Après les pharmaciens, les marins-pêcheurs ou les chauffeurs de taxi, les avocats italiens se sont joints au mouvement de révolte contre les mesures de libéralisation annoncées par le gouvernement de Mario Monti et appellent à une grève et à des rassemblements les 23 et 24 février.

A l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire, ils ont déjà organisé des manifestations symboliques pour dire leur opposition aux réformes qui prévoient de déréglementer plusieurs secteurs protégés afin de favoriser, face à la crise financière, concurrence et création d'emplois.

A Venise, ils ont boudé la semaine dernière la cérémonie officielle en déposant leurs robes d'avocat sur leurs chaises vides. A Naples, ils se sont bâillonnés et ont tourné le dos au représentant de l'Etat qui devait prendre la parole.

Malgré cette grogne, le directeur de cabinet de Mario Monti, Antonio Catricala, a assuré à Reuters que le gouvernement mènerait à bien les réformes promises. "*Ce ne sont que de petits groupes d'opposants*", a-t-il dit.

Il y a environ 240.000 avocats en Italie, pour une population de 60 millions d'habitants, contre 54.000 en France pour une population un peu supérieure.

La profession est la mieux représentée au Parlement italien.

La semaine dernière, le principal syndicat d'avocats s'est offert des pages entières de publicité dans la presse pour dénoncer les réformes qui, selon lui, ne feront qu'augmenter les frais pour les justiciables.

"*Il ne faut pas transformer des professionnels en entrepreneurs et en hommes d'affaires*", plaident les avocats.

Ils protestent notamment contre la disparition des honoraires fixes et le développement des procédures de conciliation qui pourront se faire sans l'aide d'un avocat.

Actuellement, la durée moyenne pour boucler une procédure civile en Italie est de près de sept ans et demi. Pour les dossiers criminels, elle est de près de cinq ans. Neuf millions de dossiers sont en attente, dont 5,5 millions au civil. (lexpress.fr 01.02)

3- Portugal

Les transports publics urbains étaient perturbés jeudi au Portugal par une grève de 24 heures pour protester contre la restructuration du secteur, prévue dans le programme d'austérité du gouvernement.

A Lisbonne aucune rame de métro ne circulait depuis minuit et le transport fluvial était arrêté aux heures de pointes, tandis qu'à Porto, la principale ville du nord du pays, un peu moins de la moitié des bus circulait. En revanche, les trains et les bus de la capitale étaient peu touchés par ce mouvement.

Cette grève, la troisième depuis novembre, a pour but de «*protester contre le plan stratégique des transports et toutes les mesures prévues dans ce plan pour les salariés de ces entreprises, qui vont de la réduction du nombres de postes à la baisse des salaires*», a expliqué José Oliveira, coordinateur de la Fédération des syndicats des transports (FECTRANS), à l'agence Lusa.

Ce plan stratégique pour les transports comporte également «un ensemble d'impacts négatifs pour la population, qui comprend notamment la hausse des prix du transport et la réduction des services», a-t-il fait valoir.

«*En l'espace d'un an, le gouvernement a augmenté les prix des transports de 26%, alors que la majorité des travailleurs ont perdu du pouvoir d'achat et que le coût de la vie grimpe en flèche*», a rappelé Armenio Carlos, secrétaire général de la CGTP, la principale confédération syndicale du pays.

«*La grève est un droit mais elle n'évitera pas la restructuration des transports*», a affirmé mercredi Alvaro Santos Pereira, ministre de l'Economie. (liberation.fr 02.02)

Economie

1- Espagne

Le gouvernement espagnol approuvera vendredi une réforme du secteur bancaire, exigeant de lui un nouvel effort de 50 milliards d'euros pour s'assainir une fois pour toutes des excès hérités de la bulle immobilière, avec comme souci de ne pas peser sur le déficit public.

L'objectif est "*de provoquer des fusions pour créer des entités plus viables*" et que "*l'assainissement soit rapide et profond", a expliqué jeudi le ministre de l'Economie Luis de Guindos, pour parvenir à un secteur "plus sain et mieux dimensionné*".

Car les banques du pays sont fragilisées depuis l'éclatement de la bulle en 2008, ayant sur les bras des crédits risquant de ne pas être remboursés, ainsi qu'un stock d'immeubles et de terrains saisis.

Ces actifs considérés comme "*problématiques*" - car à la valeur incertaine - représentaient 176 milliards d'euros en juin 2011, un chiffre qui a sûrement grimpé depuis.

Pour couvrir les pertes éventuelles au moment de revendre ces actifs, les banques ont mis de côté un tiers de cette somme, mais les autorités jugent que ce n'est pas suffisant.

Désormais "*les provisions pour actifs problématiques augmentent jusqu'à 80% (de la valeur de ces actifs, ndlr) selon les cas et une provision générique de 7% est créée pour le reste du crédit promoteur*", c'est-à-dire même celui qui est considéré comme sain.

"*Ce processus devra être réalisé en un an*" et "*sans aucune aide publique*" même si le Fonds spécial d'aide au secteur, le Frob, pourra éventuellement intervenir, a indiqué le ministre.

"*Ce que vise cette réforme c'est d'améliorer la confiance et la crédibilité du secteur financier espagnol*", "*pour qu'il puisse à nouveau financer la croissance économique et la création d'emploi*", a insisté M. de Guindos, dans un pays au bord de la récession et avec un chômage record (22,85%).

Sur les 50 milliards d'euros prévus dans le processus, la majorité - 35 milliards - prendra la forme d'une provision "*prise sur les résultats*", a expliqué le ministre.

Les banques espagnoles, qui publient leurs résultats ces jours-ci, ont d'ailleurs déjà commencé à piocher dans leurs

bénéfices: Santander, première banque cotée en zone euro, a sacrifié celui du quatrième trimestre (-98%) en mettant de côté plus de 3 milliards, tandis que CaixaBank a vu son bénéfice 2011 reculer de 13% après une provision "*extraordinaire*" d'un milliard.

Pour les entités fusionnant entre elles, le gouvernement accordera un délai de deux ans pour assainir les actifs immobiliers: elles pourront alors solliciter une aide remboursable du Frob, via l'émission d'obligations convertibles.

"*La capacité du Frob augmentera à 15 milliards d'euros*", contre 9 milliards actuellement, pour y répondre, a indiqué le ministre.

Car "*50 milliards d'euros est une quantité colossale*", note Daniel Pingarron, analyste à la maison de courtage IG Markets, et "*il est très possible qu'actuellement le secteur bancaire espagnol ne dispose pas de 50 milliards pour faire cette réforme*".

Surtout que "*la récession a changé un peu le scénario*", les banques ne pouvant plus compter sur de juteux bénéfices pour réaliser des provisions, souligne José Carlos Diez, économiste en chef du courtier Intermoney.

Le gouvernement, dont la priorité est de réduire son déficit, avait au départ écarté toute intervention publique, ayant déjà prêté au secteur plus de 15 milliards, mais il a donc finalement changé son fusil d'épaule, même s'il assure que "*la réforme n'aura pas d'impact sur le déficit public*".

Ce processus "*bénéficie aux grands du secteur, dont la position est plus confortable, et qui sont, comme on dit en Espagne, avec la canne à pêche*", prêts à avaler les petites banques et caisses d'épargne, note Alberto Roldan, analyste à Inverseguros. (AFP 02.02)

2- Grèce

Les négociations menées par les autorités grecques avec leurs créanciers pourraient encore prendre du temps, peut-être même des "semaines", et sont "difficiles", selon les déclarations de responsables européens jeudi.

Parallèlement aux discussions avec les créanciers privés sur l'effacement de 100 milliards d'euros de dette, le gouvernement négocie avec les créanciers institutionnels du pays (UE-BCE-FMI) l'obtention d'un deuxième prêt international de 130 milliards d'euros, dont le principe a été adopté en octobre par la zone euro en échange de mesures d'ajustement structurel de l'économie grecque.

"*Les négociations sont très difficiles*" et le "*coût*" des décisions qui seront prises "*ne sera pas anodin pour le peuple*", a déclaré le porte-parole du gouvernement grec Pantélis Kapsis à la télé privée Méga.

Du côté des créanciers privés, le patron de Deutsche Bank, Josef Ackermann, a affirmé jeudi qu'un accord était "*très proche*", avant d'ajouter toutefois que c'était une question de "*jours ou de semaines*".

M. Ackermann a estimé jeudi que les banques allaient perdre "*70% ou plus*" dans l'opération.

L'opération doit être réalisée via un échange d'anciennes obligations par de nouveaux titres, et un accord doit être trouvé d'ici la fin de la semaine afin que l'opération puisse aboutir début mars, selon une source européenne.

Si l'accord avec le privé ne permet de ramener la dette publique qu'à 125% du PIB, comme l'a laissé entendre le ministre français des Finances, François Baroin, alors les créanciers publics de la Grèce devront remettre au pot pour l'abaisser à 120%.

Une rallonge de 15 milliards d'euros a été évoquée. Mais le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a estimé jeudi que les créanciers publics de la Grèce n'avaient "*pas besoin*" de contribuer davantage.

Les créanciers privés "*ont gagné suffisamment avec les taux*" élevés sur les obligations grecques, et doivent maintenant accepter des pertes, a-t-il justifié. (AFP 02.02)

3- Etats-Unis

3.1- Fed : "***protéger le système financier américain***".

La crise financière européenne continue de menacer la reprise américaine et la Réserve fédérale fera tout ce qu'il faudra pour éviter qu'elle ne pénalise la première économie mondiale, a déclaré jeudi son président Ben Bernanke s'exprimant devant le Congrès.

"*Le risque demeure que l'évolution de la crise en Europe ou ailleurs mène à une détérioration des perspectives économiques, ici*", a-t-il dit devant la Commission budgétaire de la Chambre des représentants.

"*Nous sommes régulièrement en contact avec les autorités européennes et nous continuerons de surveiller étroitement la situation. Nous prendrons toutes les mesures possibles pour protéger le système financier américain et l'économie.*"

De nombreux analystes s'attendent à ce que la Fed, qui a déjà acquis pour 2.300 milliards de dollars d'obligations, élargisse encore son bilan dans les mois à venir. (Reuters 02.02)

3.2- Fed : Tailler encore davantage dans les budgets sociaux.

Le président de la banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a donné un nouveau sens de l'urgence budgétaire aux Etats-Unis en exhortant les députés à faire de l'assainissement des finances de l'Etat fédéral américain "une priorité absolue".

"*Pour permettre la stabilité économique et financière, la politique budgétaire des Etats-Unis doit être ramenée sur une trajectoire viable en assurant au minimum que le ratio de la dette au produit intérieur se stabilise, voire mieux, qu'il baisse au fil du temps*", a dit M. Bernanke.

Le président de la Réserve fédérale tient le même discours aux élus depuis bientôt deux ans: la hausse des dépenses de protection sociale provoquée par le vieillissement de la population et la prolongation des cadeaux fiscaux accordés sous la présidence de George Bush fils (2001-2009) sont "*intenables*" pour le budget.

"*Nous ne ne pouvons pas compter sur la croissance économique pour nous sortir de notre situation de déséquilibre budgétaire*", a-t-il redit.

Pour M. Bernanke, à l'heure où la Fed juge toujours la reprise très lente, il revient aux élus de prendre les "*mesures de correction*" qui s'imposent pour éviter que les Etats-Unis ne connaissent le sort de pays comme "*la Grèce et le Portugal*".

"*Si les investisseurs perdent confiance dans la politique budgétaire d'un pays, les taux montent, et il n'y a rien que la banque centrale puisse faire contre cela*", a-t-il averti, prédisant des "*conséquences économiques graves*" pour le pays si rien ne change.

Selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international publiées en janvier, la dette publique américaine croît plus rapidement que celles d'autres pays avancés: le ratio de la dette au PIB devrait atteindre aux Etats-Unis cette année la moyenne des pays avancés (107,6%) et passer à 112,0% en 2013. (AFP 02.02)

Haut de page

Le 4 février

CAUSERIE

Essayons de comprendre.

Il n'existe aujourd'hui dans ce pays aucun parti ouvrier en mesure de prendre la direction du mouvement ouvrier et d'entraîner les masses au combat pour imposer quoi que ce soit au gouvernement ou au patronat. Cependant voici sur quelle ligne politique sont le POI, le NPA et LO :

- POI, IO n°85 page 9 : "*Par le libre débat et l'action commune, dégager les moyens d'imposer une politique de rupture*".

Autrement dit ces partis ne partent pas de la réalité telle qu'elle existe, mais de la réalité telle qu'ils se la représentent pour ne pas dire qu'on nage en plein délire ou plutôt aventurisme. Ils sont, nous sommes dans l'impossibilité d'imposer quoi que ce soit à personne, penser le contraire c'est s'illusionner. S'ils s'illusionnent, il faut se demander pourquoi, on est bien obligé d'en déduire que que leur ligne politique repose sur une analyse qui ne correspond pas à la réalité. Ce n'est pas nouveau, moyennant quoi, non seulement ils sont inaudibles, ils demeurent incapables de construire le parti qui nous fait tant défaut.

A moins de décréter que, si avant, pendant et après la crise on ne peut pas construire le parti, il vaudrait mieux abandonner tout simplement cet objectif, autrement dit, le socialisme dans sa version marxiste-léniniste était une magnifique utopie et tournons la page, collaborons au socialisme dans sa version réformiste qui prête au capitalisme la vertu suprême de le réaliser progressivement, bref, endossons consciemment le capitalisme comme le seul avenir de l'homme et de l'humanité...

A ce propos, hier après-midi je me suis fait cette réflexion :

Si je comprends bien, hors période de crise ouverte du capitaliste, on nous explique qu'il a été impossible de construire le parti au cours des 3, 5 ou 7 décennies qui se sont écoulées depuis la fin de la Seconde guerre mondiale sous différents prétextes, pour un peu ce serait la faute à pas de bol, le stalinisme ou les militants qui ont été successivement recrutés se sont faits la paire à la première occasion, estimant sans doute que leur engagement politique ne devait pas aller au-delà de la bataille à laquelle ils avaient participé, autrement dit sans avoir assimilé qu'elle n'était qu'une étape du combat pour le socialisme, à qui la faute sinon à leurs dirigeants.

Et en période de crise comme c'est le cas depuis bientôt 4 ou 5 ans, ce n'est pas possible non plus, cette fois parce que les travailleurs sont désespérés, désemparés, abattus par l'avalanche de coups qui leur tombent dessus, bref, ils sont tellement démoralisés et paumés qu'ils ne croient plus en rien et par conséquent il est impossible d'en tirer quoi que ce soit.

Donc, quel que soit le cas de figure, la construction du parti est impossible tant on ferait face à des obstacles insurmontables. Nous ne pouvons pas partager cette conclusion évidemment.

Les partis sociaux- démocrates se sont construits en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France (notamment) à l'époque de la phase ascendante du capitalisme, quand il y avait du "*grain à moudre*", exactement comme pendant les décennies allant de 1945 à 1975 environ. Rappelons que lors de sa phase ascendant le capitalisme a connu un nombre de crises encore plus nombreuses qu'au XXe siècle, en moyenne tous les dix selon Marx. Dans la seconde moitié du XIXe siècle il existait un nombre considérable de théories se réclamant du socialisme ou assimilables au socialisme, il existait autant de tendances, courants et organisations pour les défendre. Précisons, exactement comme aujourd'hui. Cela n'a pas empêché les partis sociaux-démocrates, puis les partis communistes de se construire.

Les partis sociaux-démocrates participaient aux processus électoraux, ils avaient de nombreux élus, parfois même ils avaient des ministres dans des gouvernements bourgeois ou ils votaient au parlement des lois présentées par le parti de l'ordre. Leur trahison les 3 et 4 août 1914 ainsi que leur collusion au cours des années précédentes avec les différents régimes en place en Europe n'a pas été un obstacle à la construction de partis communistes et à la fondation de l'Internationale communiste. A cette époque le socialisme aurait pu être totalement discrédité et disparaître, c'est la révolution russe de 1917 qui l'a sauvé et lui a redonné une nouvelle jeunesse en revenant aux fondamentaux du socialisme... Avec le stalinisme, il a reçu un terrible coup sans toutefois disparaître, l'opposition de gauche emmenée par Trotsky assurant la continuité du socialisme, du marxisme.

La dégénérescence de l'Etat ouvrier sans remettre en cause les rapports de classe résultant de la révolution allait poser un cruel dilemme aux dirigeants se réclamant de la IVe Internationale : fallait-il continuer de défendre cet Etat ouvrier en tant qu'acquis de la révolution russe de 1917, conformément au principe selon lequel toute avancée sociale ou politique devait être défendue, ou au contraire fallait-il abandonner sa défense sous prétexte qu'il n'était plus qu'un Etat bureaucratique et despotique aux mains d'une caste criminelle, qui à l'échelle mondiale allait donné une image monstrueuse du socialisme avec les conséquences désastreuses qu'on pouvait imaginer sur le mouvement ouvrier international, bref, s'en faisant le fossoyeur permanent au risque que les travailleurs identifient le socialisme au stalinisme aussi longtemps que l'URSS existerait et au-delà et finissent par s'en détourner totalement rendant la construction de nouveaux partis communistes quasiment impossible, ce qui fut le cas, sans qu'à ce stade on puisse établir avec certitude une relation de cause à effet. Personnellement, j'ai déjà franchi ce pas pour ceux qui se connectent depuis quelque temps sur le site.

Ce fut une monstrueuse erreur politique de défendre l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS après la seconde guerre mondiale dont nous payons encore le prix aujourd'hui. Absolument personne ne peut affirmer que Trotsky l'aurait commise ou cautionnée s'il avait vécu plus longtemps. Trotsky avait précisé peu de temps avant sa mort que si la clique du Kremlin au pouvoir faisait un pas de plus à droite, il reconsidèrerait cette question. Or, par la suite ce n'est pas un pas de plus à droite que fit le stalinisme mais de grandes enjambées !

Comme argument il y a mieux encore. Lénine se méfiait du penchant chez Trotsky à vouloir concilier ce qui ne pouvait pas l'être ou plutôt ne devait pas l'être, au point qu'il n'osera pas en faire son "*héritier*" officiel dans son testament politique contrairement à certaines interprétations (POI-CCI). Ici la question qui était posée était de savoir comment concilier la défense de l'Etat ouvrier bureaucratique avec le combat contre le stalinisme. Etait-ce possible, quelles en seraient les conséquences pratiques, serait-on en mesure de les gérer, cela n'allait-il pas constituer un nouvel obstacle à la construction du parti, à l'idée que les travailleurs et les militants se font du socialisme, s'y retrouvraient-ils ou n'y comprendraient-ils rien, quels en seraient les avantages et les inconvénients, dans quels domaines ?

Lénine maîtrisait parfaitement le marxisme, il avait intégré comme personne les enseignements de Marx et Engels, Trotsky l'affirmera dans ses Leçons d'Octobre. Demandons-nous alors comment Marx et Engels avaient réagi dans des circonstances qui n'avaient rien de comparable mais qui par la méthode mise en oeuvre nous aide à répondre à cette question.

Ils ont soutenu Bismarck au début de la guerre franco-prussienne au nom de la défense de l'unité (pas tout à fait achevée si je ne me trompe pas) de l'Allemagne, puis ils l'ont combattu quand il s'est attaqué à la République en France. Ils ont soutenu la

Commune de Paris bien qu'ils savaient à l'avance qu'elle était vouée à l'échec. Ils ont combattu à la fois la loi antisocialiste de Bismarck et ses mesures sociales destinées à l'amélioration du sort des ouvriers qui à l'époque était épouvantable.

Et pourquoi ont-ils refusé de soutenir ces mesures pourtant progressistes et si nécessaires aux ouvriers ? Parce qu'elles étaient promulguées par l'ennemi de la classe ouvrière, parce que Bismarck comptait s'en servir pour affaiblir la sociale-démocratie allemande. Non seulement ils n'ont pas soutenu Bismarck, mais ils ont dénoncé l'usage qu'il comptait faire de ces mesures, par ailleurs Marx et Engels considéraient qu'il n'y avait pas lieu de s'afficher avec Bismarck, de lui concéder une qualité progressiste qu'il n'avait pas et dont il pourrait se prévaloir par la suite contre le parti ouvrier.

Comment interpréter l'attitude de Marx et Engels, qu'est-ce qui les guidait au juste, c'est la seule question qui nous intéresse ici. Il est incontestable qu'ils faisaient passer au second plan l'amélioration de la condition ouvrière pour lui privilégier le parti et son objectif, le socialisme. Ils considéraient que l'amélioration du sort de la classe ouvrière était du domaine exclusif de son combat, de sa mobilisation et de son parti et de ses syndicats. Vous comprendrez au passage l'origine de notre farouche opposition à la politique des syndicats qui consistent à négocier en premier et à mobiliser éventuellement par la suite, permettant ainsi au parti de la réaction et au patronat de se prévaloir d'avancées sociales ou d'y être associés. En cela nous sommes fidèle au marxisme. Partant de là, nous pouvons affirmer tranquillement qu'aucun parti ouvrier peut se prévaloir d'incarner la continuité du marxisme.

Pour revenir à notre sujet du début, si aucun parti ouvrier dans l'état actuel de leur force n'est en mesure d'imposer un changement de politique au gouvernement, cela signifie que tout progrès social devrait venir d'ailleurs, d'autres partis, des syndicats qui comme chacun sait n'ont pas vraiment la même conception de la lutte de classe que Marx et Engels. Quand on prétend imposer quelque chose à quelqu'un et qu'on n'en a pas les moyens, il faut bien admettre que l'on conçoit que d'autres s'en chargeront à notre place pour peu qu'on fasse suffisamment pression sur eux par exemple.

Quant aux conséquences qui en découleront, contrairement à Marx et Engels, ils s'en foutent éperdument ou n'en ont pas conscience. Les travailleurs demeureront enchaînés au capitalisme (et aux institutions) et se contenteront du sort qui découlera de la collaboration de classe entre le gouvernement, le patronat et les dirigeants syndicaux, certaines couches de travailleurs les remerciant de les avoir épargnées, d'autres de leur avoir distribué quelques miettes, leur concédant qu'ils leur ont évité le pire, ils devront finalement leur salut au capitalisme, tandis que la majorité d'entre elles n'aura que ses yeux pour pleurer au regard de leur situation qui ne cessera de se dégrader, pendant que le combat pour renverser le capitalisme passe littéralement à la trappe.

Marx et Engels privilégiaient la construction du parti et l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le socialisme, ils considéraient que l'amélioration de la condition ouvrière devait résulter uniquement du combat de la classe ouvrière et qu'il devait être subordonné à son objectif final, la prise du pouvoir, la tactique devait êre subordonnée à la stratégie. Nos dirigeants rejettent cette conception de la lutte de classe. Sans prétendre avoir épuisé cette question en quelques lignes, on se demandait pourquoi on n'avait pas réussi à contruire le parti depuis 1945, on a là une partie de la réponse.

S'agissant de la défense de l'Etat ouvrier dégénéré, le stalinisme s'en nourrissant, la question était de savoir ce qui faisait obstacle à la construction de nouveaux partis communistes, la réponse est claire, les deux dans la mesure ou ils étaient inséparables, de la même manière que les travailleurs allaient identifier le socialisme au stalinisme, et comme l'expérience l'a démontré en URSS mais aussi dans l'ensemble de ses satellites, on pourrait même aller plus loin et affirmer partout dans le monde, dans ces conditions il était impossible qu'une opposition se développe au point de renverser la caste bureaucratique au pouvoir en URSS et ses satellites, comme il était difficile mais pas impossible à de nouveaux partis communistes de se contruire ailleurs dans le monde, à condition de rompre avec le stalinisme et cesser de soutenir un Etat qui ne pouvait plus servir que de point d'appui au combat contre la révolution socialiste mondiale, ce en quoi le maoïsme et le castrisme a fait la démonstration. Il n'y a qu'en cas d'agression militaire impérialiste contre l'URSS, la Chine ou Cuba, que nous aurions assoupli notre position, cela pourrait faire l'objet d'une autre causerie, on pourrait la résumer ainsi : A bas le stalinisme, à bas l'impérialisme, tout le pouvoir aux travailleurs ! (exclus du pouvoir aussi bien en URSS qu'aux Etats-Unis ou en France)

Dès lors que la défense d'un Etat ouvrier dégénérée présente plus d'inconvénients que d'avantages dans le combat que l'on mène pour construire de nouveaux partis communistes, pour la révolution socialiste mondiale, il vaut mieux l'abandonner à son sort que d'assurer sa survie puisqu'il est voué de toutes manières à disparaître en l'absence de conditions indispensables pour renverser la bureaucratie au pouvoir ou assurer la victoire d'une révolution politique.

Des claques qui se perdent.

«*Ils voulaient plus de monde autour de Nicolas Sarkozy.*» Un cadre du chantier de Mennecy (Essonne) a confié à Europe 1 que la visite du chef de l'Etat, jeudi, aurait été scénarisée avec la venue de «*plusieurs dizaines de personnes n'appartenant pas au chantier, […] des fournisseurs, des partenaires, des chefs de chantiers et même des inconnus parfois travaillant à l'autre bout du département francilien*».

Les ouvriers et les faux ouvriers auraient été même priés de faire semblant de travailler devant la presse. Une consigne donnée alors qu'à cause de la température glaciale ce jour, il leur était interdit de travailler. Aucun n'aurait dû se rendre sur le chantier. D'ailleurs, dès la fin de la visite, tous les ouvriers sont rentrés chez eux. (slate.fr et libération.fr 03.02)

Le maître au secours de son serviteur.

Le PDG du numéro un mondial du luxe LVMH, Bernard Arnault, s'est défendu vendredi de tout interventionnisme politique dans la reprise d'un site de Lejaby et affirmé qu'un de ses fournisseurs l'avait informé en premier des difficultés de l'entreprise, avant le président Nicolas Sarkozy.

Sofama se propose de reprendre la totalité des 93 employés qui fabriquaient de la lingerie féminine sur le site de Lejaby. Si l'offre aboutit, l'usine d'Yssingeaux se transformera en maroquinerie. (Reuters 03.02)

Actualité en titres

Illégitime le bonapartisme : raison de plus pour s'en débarrasser !

- Être candidat à l'Élysée, ce n'est pas un droit ! - LePoint.fr

Pas d'état d'âme : que la bête meurt...

- Présidentielle : les politiques caressent les chasseurs dans le sens du poil - Liberation.fr

- Sarkozy «*souffre d'un défaut d'affection des Français*»... - 20minutes.fr

... comme elle est :

- Kosciusko-Morizet : «*Sarkozy n'est pas le même qu'en 2007*» - LeFigaro.fr

Le sauveur suprême.

- Comment (le candidat) Sarkozy a sauvé Lejaby - LePoint.fr

- LVMH se défend d'agir en service commandé pour Lejaby - Reuters

Business is business.

- La vague de froid, propice à la vente de soupes, radiateurs et doudounes - AFP

- Rosneft livre un bénéfice 2011 en hausse de 20% - Reuters

Il y a des hauts, il y a des bas...

- Dette grecque: signaux contradictoires sur l'avancée des négociations - AFP

... et pour cause :

- La zone euro pourrait devoir prêter 145 milliards à la Grèce - Reuters

Les souteneurs

- La Chine n'a pas l'intention "*d'acheter l'Europe*" en crise - AFP

- Angela Merkel est-elle en train de vendre l'Europe à la Chine ? - Atlantico.fr

- Wen Jiabao : "*La Chine n'a ni les moyens ni les capacités d'acheter l'Europe !*" - LePoint.fr

Chinoiseries.

- Autriche: France Télécom vend sa filiale à un groupe chinois - AFP

- Le Portugal entame son plan de privatisations avec succès, grâce aux Chinois - AFP

- Taïwan : il meurt dans un cybercafé, personne ne s'en rend compte - LePoint.fr

Quelle coïncidence !

- Etats-Unis: l'assainissement budgétaire, priorité "*absolue*" pour la Fed - AFP

- Wall Street a choisi Mitt Romney - Reuters

- Mitt Romney reçoit le soutien du milliardaire Donald Trump - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Slovaquie

Des milliers de Slovaques, bravant un froid glacial, ont défilé à Bratislava et dans cinq grandes villes pour protester contre un scandale de corruption qui a ébranlé le gouvernement sortant de centre-droit avant les élections législatives de mars.

La foule a scandé des slogans tels que "*trahison nationale*" et a jeté des oeufs et des bananes sur les édifices publics lors de la dispersion de la manifestation sur la principale place de la capitale slovaque.

Depuis décembre, le dossier, baptisé "*Gorila*", fait les gros titres de l'actualité dans le pays. D'après des fuites parues dans les journaux, des responsables politiques slovaques auraient entretenu des liens troubles avec le groupe financier Penta, durant les années 2005-2006.

Cette affaire de corruption a entamé la crédibilité des partis de centre-droit et a profité aux partis populistes, qui pourraient faire pour la première fois leur entrée au Parlement à l'issue des élections de mars selon les sondages. (Reuters 03.02)

2- Egypte

Cinq personnes ont été tuées vendredi en Egypte au cours de nouveaux affrontements entre forces de l'ordre et manifestants réclamant le départ du pouvoir militaire, dans une nouvelle flambée de violences après le drame du match de football meurtrier à Port-Saïd.

Les protestataires sont descendus dans les rues à travers le pays pour exiger que les généraux au pouvoir remettent immédiatement les rênes du pays aux civils, après une nuit de manifestations au cours de laquelle deux personnes étaient par ailleurs mortes à Suez (nord-est).

D'après le ministère de la Santé, 1.051 personnes ont été blessées dans les affrontements de vendredi dans la capitale.

La fumée des gaz lacrymogènes flottait sur le centre-ville, où se trouve le ministère de l'Intérieur et où les heurts entre policiers et manifestants ont repris.

Les manifestants, dont certains étaient des "Ultras" --de fervents fans de football très organisés-- ont brandi face à la police une pancarte proclamant: "*Ceux qui ne méritaient pas de mourir sont morts par la main de ceux qui ne méritent pas de vivre*".

Les manifestants ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre, dont les véhicules chargeaient avant de se retirer. Des policiers anti-émeutes ont matraqué des manifestants qui s'étaient avancés à quelques mètres du ministère.

De l'autre côté de la rue, le bâtiment de l'Autorité des taxes était en feu, a indiqué la télévision d'Etat sans plus de détails.

Non loin de là, des centaines de personnes rassemblées sur l'emblématique place Tahrir scandaient des slogans hostiles au régime militaire qui gère le pays depuis la chute du régime de Hosni Moubarak il y a un an.

A Suez, la police a fait usage de gaz lacrymogène et tiré à la chevrotine pour tenter de disperser les manifestants, selon un journaliste de l'AFP qui a vu des ambulances évacuer les blessés sous une pluie de pierres.

Des milliers de personnes ont aussi manifesté contre l'armée à Alexandrie et Port-Saïd (nord).

Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), dirigé par le maréchal Hussein Tantaoui et chargé de la délicate transition démocratique, a accusé "*des mains étrangères et intérieures de viser le pays*".

Dans un communiqué publié sur Facebook, il a appelé "*toutes les forces politiques et nationales de cette grande nation à adopter un rôle historique (...) et à intervenir pour rétablir la stabilité*".

Régulièrement accusé de mal gérer cette transition, le CSFA est tenu pour responsable des 74 morts et des centaines de blessés mercredi au stade de Port-Saïd après la première défaite de la saison pour le célèbre club cairote Al-Ahly face aux locaux d'Al-Masry (3-1).

Le drame de Port-Saïd "*a eu lieu alors que les services de sécurité sont restés debout sans rien faire*", écrit Ibrahim Mansour, un éditorialiste du journal indépendant Al-Tahrir, estimant que le CSFA "*a fait la preuve de son échec*".

Les Egyptiens sont de plus en plus exaspérés par le pouvoir militaire, qu'ils accusent de violations des droits de l'Homme, et réclament depuis des mois la fin des procès de civils devant des tribunaux militaires, une refonte du ministère de l'Intérieur et le respect des libertés et de la justice sociale.

Preuve de la dégradation de la sécurité dans la capitale, des hommes armés ont attaqué et incendié vendredi un poste de police dans l'est du Caire, libérant les détenus après de violents affrontements avec les policiers, a indiqué une source des services de sécurité. (AFP 03.02)

Etats-Unis

Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, juge que la possibilité d'un raid israélien contre les installations nucléaires iraniennes dès le mois d'avril gagne en crédibilité, rapportent des médias américains jeudi.

"*Panetta pense qu'il existe une forte probabilité qu'Israël frappera l'Iran en avril, mai ou juin - avant que l'Iran n'entre dans ce que les Israéliens qualifient de 'zone d'immunité' pour commencer à assembler une bombe nucléaire*", écrit le Washington Post.

"*Très prochainement, redoutent les Israéliens, les Iraniens auront stocké suffisamment d'uranium enrichi dans des entrepôts souterrains profondément enterrés, et seuls les Etats-Unis pourraient alors les stopper militairement*", poursuit le journal sous la plume d'un de ses éditorialistes, David Ignatius. Le journaliste ne cite pas de source, mais écrit de Bruxelles, où Leon Panetta assiste à une réunion des ministres de la Défense de l'Otan.

Le Washington Post écrit encore que le report de manoeuvres militaires communes entre Américains et Israéliens initialement programmées pour ce printemps peut être vu comme le signe d'une attaque israélienne en préparation.

Jeudi, dans une rare déclaration publique, le chef des renseignements militaires israéliens, le général Aviv Kochavi, a estimé que l'Iran avait "*accumulé quatre tonnes d'uranium enrichi à 3,5% et près de 100 kilos à 20%*".

Une bombe atomique nécessite de l'uranium enrichi à 90% mais selon des experts occidentaux, franchir ce seuil ne requiert pas de compétences techniques supplémentaires.

"*Si (le guide suprême iranien Ali) Khamenei donne l'ordre d'accélérer la fabrication d'une première bombe, nous estimons qu'il ne faudra qu'un an pour y parvenir*", a affirmé le général Kochavi.

"*Si les sanctions ne peuvent empêcher l'Iran de poursuivre son programme nucléaire militaire, il sera nécessaire d'envisager une action*", a prévenu pour sa part le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak. (Reuters 03.02)

Social

1- France

1.1- Mouvement social dans l'hôtellerie de luxe parisienne

La protestation contre les "*conditions de travail détestable*" dans l'hôtellerie de luxe parisienne a gagné le Concorde Montparnasse et l'hôtel Bristol, après les mouvements qui ont touché le Concorde La Fayette et le Novotel des Halles, a-t-on appris vendredi de sources syndicales.

"*C'est le onzième jour de grève au Concorde Montparnasse pour dénoncer le statut et les conditions de travail détestables et nettement inférieures à celles des hôtels parisiens de luxe*", a affirmé à l'AFP Claude Levy, délégué CGT de l'hotellerie de luxe à Paris.

L'hôtel quatre étoiles compte 70 salarié en CDI et 50 personnes étaient en grève vendredi à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT et FO, selon lui.

"*Il y a une attaque en règle dans l'hôtellerie de luxe parisienne et nous avons de grosses inquiétudes pour des établissements comme le Ritz et le Crillon, où il y a plusieurs centaines d'emplois en jeu*", a ajouté le syndicaliste.

L'hôtel de prestige Le Ritz, place Vendôme, va fermer en juin pour 27 mois de travaux. Pour Didier Del Rey de la CGT, la direction "*veut profiter de la situation pour dénoncer tous les accords d'entreprise et se séparer de la plupart de ses 481 salariés*".

L'hôtel de Crillon, qui emploie environ 360 personnes, doit également fermer cet été pour travaux. "*La direction refuse un accord sur le maintien de l'emploi*", affirme un communiqué d'une intersyndicale CGT-CFDT et FO.

"*Au Bristol nous avons manifesté parce que la direction veut dénoncer des accords d'entreprise. Il y a également une dégradation des conditions de travail*", a assuré Costel Papescu, du syndicat CGT. Le palace parisien compte près de 500 salariés.

"*Au Concorde La Fayette, ils nous ont annoncé qu'ils voulaient annualiser le temps de travail, même chose pour le Louvre-Hôtel*", a déploré le syndicaliste.

Fin 2011, les femmes de chambres et gouvernantes du Novotel Les Halles ont fait grève pendant plus d'un mois. "*Nous avons obtenu des avancées importantes avec une augmentation d'environ 200 euros par mois, la requalification de CDD en CDI ainsi que du temps partiel en temps complet*".

L'hôtellerie-restauration française compte 800.000 salariés qui bénéficient d'une prime dite TVA, de 2% du salaire brut annuel plafonné à 500 euros pour la restauration et à 250 euros pour l'hôtellerie. Cette prime devrait être supprimée au moment du passage de la TVA de 5,5% à 7%, selon Claude Levy. (AFP 03.02)

1.2- Grève dans le secteur aérien

Les syndicats de l'aérien, fortement opposés à une proposition de loi encadrant davantage les conflits, ont lancé un large appel à la grève de lundi à jeudi, notamment auprès des pilotes et hôtesses ou stewards, ce qui devrait occasionner des perturbations dans les aéroports.

Le principal syndicat de pilotes, le SNPL, les syndicats Unac, SNPNC et Unsa d'hôtesses, ainsi que les fédérations FO, CFDT, Unsa et CGT de l'aérien appellent les personnels des compagnies et de leurs prestataires (agents en escale, avitailleurs, bagagistes, etc.) à se mobiliser.

"*Nous appelons à la grève, du 6 au 9 février inclus, dans toutes les compagnies aériennes françaises, en métropole et hors métropole*", a indiqué vendredi soir à l'AFP Yves Deshayes.

"*Le gouvernement a choisi de passer en force, nous n'avons pas d'autre choix aujourd'hui que d'entrer en conflit*", a-t-il ajouté en faisant état d'un rendez-vous avec le gouvernement cette semaine et d'"une fin de non-recevoir sur nos préoccupations".

Le SNPL a précisé que parmi les personnels au sol certains feraient grève et que d'autres seraient "dans l'action via d'autres moyens" comme des rassemblements.

La proposition de loi du député UMP Eric Diard a été adoptée en première lecture le 24 janvier à l'Assemblée et saluée par le ministre des Transports Thierry Mariani comme un progrès pour "*le droit des passagers*".

Le texte prévoit notamment d'imposer aux grévistes l'obligation de se déclarer individuellement 48 heures à l'avance, une mesure jugée "*inacceptable*" par les syndicats qui y voient une atteinte au droit de grève.

Les syndicats de l'aérien ont formé un front inédit. "*De mémoire de syndicaliste, il n'y a jamais eu une telle unité syndicale du monde aérien dans un conflit*", a souligné Yves Deshayes.

Le SNPL, qui avait réuni vendredi ses instances nationales, a entériné la reconduction de la grève au-delà du 9 février,

immédiatement ou à un autre moment en février.

"*On ne va pas appeler à une grève dure de quatre jours au sol, mais il y aura un temps fort le lundi 6 et après on décidera au jour le jour*", a indiqué David Ricatte, responsable CGT à Air France.

Pour Yves Deshayes (SNPL), "*au moment où Air France dénonce tous les accords collectifs d'entreprise, le gouvernement veut restreindre le droit de grève, je crois que les salariés ont pris conscience du piège et que la mobilisation sera très forte*". (AFP 03.02)

2- Espagne

La libéralisation de l'avortement aura duré 18 mois en Espagne. Le ministre de la Justice, Alberto Ruiz Gallardón, a en effet annoncé son intention de revenir sur la loi adoptée en juillet 2010 par le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero.

La gauche avait fait de l'avortement un droit, une possibilité ouverte aux femmes pendant les 14 premières semaines de grossesse sans qu'elles aient à justifier leur demande. Le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy souhaite désormais que l'IVG redevienne une exception légale, comme c'était le cas entre 1985 et 2010.

En théorie, l'IVG était illégale entre 1985 et 2010, sauf pour trois exceptions: en cas de viol, de grave malformation du fœtus, et en cas de danger pour la santé physique ou psychologique de la mère. En réalité, c'est cette dernière raison, le risque de troubles mentaux pour la femme, qui était invoquée dans plus de 90 % des cas. Une soupape sociale qui rendait l'avortement légal de facto.

En libéralisant l'avortement en 2010, le gouvernement Zapatero disait vouloir mettre un terme à cette hypocrisie, sans pour autant encourager la pratique. (lefigaro.fr 03.02)

3- Hongrie

La compagnie aérienne hongroise Malev a annoncé vendredi avoir cessé ses opérations faute de liquidités, un mois après avoir été forcée par l'Union européenne (UE) à rembourser à l'Etat une aide financière jugée indue.

"*Depuis 05H00 GMT le 3 février, après avoir opéré pendant 66 ans de façon presque ininterrompue, Malev ne décolle plus*", a déclaré la compagnie dans un communiqué diffusé sur son site internet.

Le refus du personnel au sol de l'aéroport de Tel-Aviv en Israël de préparer un avion de la compagnie, le seul appareil de Malev cloué au sol en dehors de la Hongrie, est la raison immédiate de l'annonce de l'arrêt des opérations de la compagnie, a expliqué Lorant Limburger, directeur exécutif de Malev, au cours d'une conférence de presse.

"*En raison de la décision de l'Union européenne, le gouvernement hongrois ne peut plus injecter d'argent dans la compagnie, et comme nous n'avons pas d'autre partenaire tangible disponible, les activités de Malev sont devenues impossibles à cause du manque de liquidités*", a expliqué de son côté le patron de Malev, Lazslo Berenyi.

"*Tous (nos clients) nous ont demandé des paiements en avance, des demandes qui se sont incroyablement accélérées. Aucune compagnie ne peut réaliser des paiements en avance sur des mois*", a-t-il ajouté.

La veille, le tribunal de Budapest avait ordonné un moratoire extraordinaire pour la compagnie et l'avait placée sous l'autorité d'une société de supervision chargée de s'occuper de sa gestion jusqu'à ce qu'un repreneur ou un partenaire lui soit trouvé.

A la suite de l'annonce de l'arrêt des activités de Malev, le Premier ministre conservateur hongrois Viktor Orban a affirmé à la radio MR1-Kossuth que Malev pouvait être relancée si l'on arrivait "*à se débarrasser des squelettes hérités du passé*".

La situation financière de Malev s'est dramatiquement aggravée après que début janvier, la Commission européenne eut exigé du gouvernement hongrois que ce dernier récupère une aide accordée entre 2007 et 2011 à la compagnie dans le cadre de sa privatisation puis de sa nationalisation.

La Commission, gardienne de la concurrence en Europe, avait considéré que cette aide d'Etat était illégale, car "*Malev n'aurait pas pu obtenir ce financement sur le marché aux conditions accordées par la Hongrie*". Le montant en question est de 38 milliards de forints (126 millions d'euros).

La société hongroise a plusieurs fois été privatisée dans le passé, mais sans succès, avant de repasser dans le giron de l'Etat en février 2010.

Elle emploie 2.600 personnes et assure 40% du trafic de l'aéroport international de Budapest. En 2010, elle a affiché une perte de 24,6 milliards de forints (85 millions d'euros), mais avait promis une amélioration de sa situation financière pour 2011. (AFP 03.02)

4- Maroc

Environ cent cinquante personnes, des policiers et des civils, ont été blessées, vendredi 3 février, lors d'affrontements à Taza, une ville située dans une région pauvre du Maroc, en proie à des accès sporadiques de violences.

Plusieurs journaux marocains ont fait état de ces affrontements entre la population et les forces de l'ordre, souvent violents, qui ont commencé mercredi, sur fond de problèmes sociaux et de chômage des jeunes. Ces journaux montraient en 'une' des photos de véhicules incendiés et d'édifices publics endommagés. (lemonde.fr 03.02)

Economie

1- Portugal

Tenu de privatiser à tout va pour réduire son niveau d'endettement et éviter le sort de la Grèce, le Portugal a déjà encaissé plus de la moitié des recettes prévues par son plan d'aide UE-FMI, essentiellement grâce à l'investissement d'entreprises publiques chinoises.

Sur les quelque 5 milliards d'euros que le Portugal espère obtenir avec l'ensemble de son programme de privatisations, plus de 3 milliards ont déjà déjà assurés par la vente de participations publiques dans les électriciens EDP et REN aux groupes chinois Three Gorges et State Grid, respectivement.

Le gouvernement a décidé jeudi de vendre 25% du gestionnaire du réseau électrique REN au chinois State Grid, pour 387,15 millions d'euros, et une participation de 15% au groupe omanais Oman Oil pour 205,06 millions d'euros.

Cette opération représente "*un deuxième grand succès du programme de privatisations portugais*" après la vente en décembre de 21,35% d'Energias de Portugal (EDP) à China Three Gorges pour 2,7 milliards d'euros, a estimé José Maria Ricciardi, président de BES Investimento, qui a conseillé State Grid dans le rachat de REN.

Si State Grid et Oman Oil ont fait les seules offres définitives pour REN, Three Gorges est devenu le premier actionnaire d'EDP en l'emportant sur l'allemand EON et les brésiliens Eletrobras et Cemig.

Les deux opérations ont été assorties d'un engagement de la part des Chinois à assurer le financement des sociétés dont ils ont pris le contrôle.

L'intérêt chinois pour les actifs énergétiques portugais s'était déjà manifesté en novembre, avec le rachat par Sinopec de 30% de la branche brésilienne du groupe pétrolier et gazier Galp Energia, pour 3,54 milliards de dollars (2,6 milliards d'euros).

Avec trois opérations en trois mois, la Chine a remplacé l'Angola, ancienne colonie portugaise riche en pétrole, au rang de premier investisseur étranger au Portugal, notait le quotidien Diario de Noticias.

Selon Rui Santos, économiste à la banque BPI, le verre peut être vu "*à moitié plein ou à moitié vide*". D'une part, "il a été possible en pleine crise financière de trouver des investisseurs prêts à investir au Portugal. D'autre part, "*la vente d'actifs dans un marché actionnaire déprimé implique nécessairement un sacrifice de recettes*".

Après la vente du joyau EDP, la suite du programme de privatisations s'annonce plus délicate car "*l'Etat doit maintenant relever le défi de vendre des entreprises moins rentables ou qui affichent des pertes*", telles que la compagnie aérienne TAP, ajoute M. Santos.

"*Ce programme de privatisations rend le Portugal plus pauvre et les Chinois plus riches*", tranche Paul de Grauwe, professeur d'économie à l'université de Louvain, en Belgique.

En cédant EDP notamment, Lisbonne a fait "*un cadeau aux Chinois*" et s'est privé d'une source de revenus futurs, victime de "*la stupidité des Européens qui forcent les pays à vendre des actifs très rentables à des prix de solde*", explique l'économiste. (AFP 03.02)

2- Canada

Les Canadiens sont sortis indemnes de la crise des prêts hypothécaires à risque traversée par le voisin américain, mais aujourd'hui

le niveau record d'endettement des ménages et la flambée des prix des appartements font surgir le spectre d'une bulle immobilière.

"*Bien que la situation du Canada soit différente de celle des Etats-Unis en 2006, la vague continue de construction d'appartements et les prix des maisons à des niveaux incompatibles avec la croissance des revenus des ménages soulèvent des questions...*", notait cette semaine l'économiste en chef de la Banque de Montréal, Sherry Cooper.

Depuis 2006, les prix des appartements et maisons ont progressé de 30% au Canada avec une pointe de 54% à Vancouver, métropole de la côte Pacifique où le prix moyen d'un appartement avoisine 780.000 dollars canadiens (590.000 euros), selon les données de l'Association canadienne des courtiers immobiliers.

Les villes cosmopolites de Toronto et Vancouver sont les deux principales sources de préoccupations sur le marché immobilier canadien. Un pavillon dans un secteur recherché de Vancouver peut facilement dépasser le million de dollars, un appartement sans cachet à Toronto se négocie à un demi-million.

"*Défiant toute logique, le marché de l'immobilier résidentiel au Canada a surpassé les attentes en 2011*", résumait récemment le plus grand courtier immobilier du pays RE/MAX.

"*Le secteur immobilier au Canada continue de caracoler en tête dans le groupe des pays développés*", profitant de taux presque plancher, note la banque Scotia.

Si les prix ont flambé, les propriétaires se sont endettés. Selon la Banque du Canada, l'endettement des ménages atteint actuellement un niveau record, à 153% du revenu disponible, un niveau flirtant avec celui des Etats-Unis lors de l'éclatement de la bulle immobilière.

Et les prêts immobiliers représentent les deux-tiers de l'endettement total des ménages, selon la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), premier assureur hypothécaire du pays.

Une éventuelle hausse du taux directeur ou des pertes massives d'emplois, avec une économie mondiale atone, pourraient faire dévisser le secteur immobilier, les propriétaires les plus vulnérables devenant incapables d'assumer le service des hypothèques contractées sur des résidences achetées au prix fort.

Dérive des crédits immobiliers? Les banques canadiennes proposent actuellement des taux hypothécaires concurrentiels à 2,99% sur fond d'un gel attendu jusqu'en 2013 du taux directeur de la banque centrale à 1%, ce qui facilite l'accès à la propriété malgré la flambée des prix.

Dans des documents internes publiés cette semaine dans la presse, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le régulateur du secteur au Canada, s'inquiète du comportement "*de plus en plus libéral*" des grandes banques canadiennes qui concèdent des prêts hypothécaires à des particuliers sans que ces derniers aient à prouver leurs revenus.

Certains prêts, accordés notamment aux travailleurs autonomes et immigrants récemment arrivés au Canada "*présentent quelques similitudes avec les crédits +subprime+ sur le marché américain*", indiquait le BSIF. "*C'est un sujet d'inquiétude*", a reconnu le ministre des Finances, Jim Flaherty.

Dans la foulée de la crise des "*subprime*", Ottawa a resserré les conditions d'accès du crédit en ramenant de 40 ans à 30 la durée maximale d'une hypothèque, et en imposant une mise de fonds initiale de 5%. (AFP 03.02)

Haut de page

Le 5 février

CAUSERIE

Je vous recommande vivement de télécharger et de lire les trois derniers articles mis en ligne dans la rubrique économie. Quel bonheur d'avoir trouvé des portails qui nous fournissent des données aussi précisieuses pour notre combat ! Il ne se passe pas une semaine sans que l'on dispose de nouveaux éléments pour étayer notre argumentation pour démolir de fond en comble le capitalisme mondial, je trouve cela formidable. A nous ensuite de les intégrer dans notre stratégie. A vrai dire, ils ne font que la conforter.

Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi il y a de quoi enrager de constater que malgré tout on ne parvient pas faire un pas

en avant vers notre objectif, il faut dire que nos dirigeants ont l'esprit ailleurs et ignorent superbement ces données qui constituent un réquisitoire sans appel du capitalisme mondial.

Je ne sais pas quel effet produit sur vous la lecture de ces articles, personnellement je suis au bord de la suffocation, car dans tous les domaines la situation est plus insupportable que celle qu'on nous décrit quotidiennement dans les médias, mille fois pire que ce que nous nous figurions au regard des éléments qui étaient déjà en notre possession. Si je ne voulais pas me faire passer pour quelqu'un de naïf, je dirais que je suis stupéfait par ce que j'apprends, cela dépasse l'entendement, comme par exemple la garantie apportée par quatre banques américaines à la somme colossale de 15 000 milliards de dollars en possédant 97% des CDS dans le monde. Il suffit que l'une d'entre elle fasse défaut et c'est l'économie mondiale qui explose, ce n'est pas rien !

Je ne sais pas si nous prenons vraiment la mesure de ce que cela signifie. A ce propos, j'ai peut-être manqué de partialité envers D. Gluckstein qui pointait la finance parce qu'il ne visait pas les fondements du capitalisme, l'effondrement de la finance peut précipiter la révolution qui devra se poser la question des fondements du capitalisme pour pouvoir satisfaire les besoins et aspirations des travailleurs, dans le cas contraire on se retrouverait au même niveau que le FdG qui ne vise que la finance de manière délibérée, alors que nous devons aussi ou plutôt commencer par liquider les institutions politiques, qui servent de caution juridique au régime et lui permettre de se considérer légitime pour mettre en oeuvre une politique antisociale et réactionnaire. Je ne suis pas certain que ce soit la priorité de Gluckstein qui a cité l'Union européenne, la troïka et le capital financier, mais pas les institutions de la Ve République à laquelle toute soumission est inacceptable et non négociable.

Et puis qu'on le veuille ou non, c'est bien seulement au cours du processus de production des marchandises que le profit des capitalistes est créé et non par les places financières, a Fed ou Wall street. Donc dès lors qu'on entend s'attaquer au profit des capitalistes, c'est impossible sans remettre en cause les rapports sociaux de production qui en sont à l'origine. Certes ce sont les rapports entre l'économie virtuelle ou spéculative et l'économie réelle ou marchande qui domine l'économie mondiale et concourt ainsi à sa dislocation, mais sans l'extraction de la plus-value dans l'économie réelle, l'économie virtuelle ne pourrait tout simplement pas exister ou n'aurait aucun sens.

Pour poursuivre l'analyse de l'éditorial de D. Gluckstein, citons le passage suivant :

"*Ce que veulent les travailleurs — et cela, quelle que soit leur position sur l'élection présidentielle—c'est non seulement chasser Sarkozy, mais en finir avec sa politique. Donc bloquer tout de suite, maintenant, les plans de régression sociale.*"

Nous sommes d'accord là-dessus évidemment, mais mettez-vous un instant à la place d'un travailleur qui lit ces lignes, que va-t-il en penser ?

Lui, il a dans la tête le contexte actuel, il sait pertinemment qu'aucun parti ouvrier n'aura réellement la volonté de mobiliser les travailleurs, de la même manière qu'il ira peut-être voter en 2012 mais sans illusions. Dès lors, il va penser que le dirigeant qui a écrit cela ne doit pas avoir toute sa tête ou qu'il est complètement à côté de la plaque, bien qu'il ait raison reconnaît-il, car c'est effectivement ce qu'il faudrait faire, sauf que l'on ne vit pas au conditionnel mais dans la réalité, et sans moyen pour la modifier il ne saisit pas où veut en venir l'auteur de cet éditorial, il se dit qu'il y manque quelque chose qui permettrait de le relier à la réalité, mais quoi il n'en sait rien. Peut-être le constat que justement on ne dispose pas de l'outil indispensable pour changer le cours des choses, le parti quoi.

Il faut dire les choses telles qu'elles sont et ne pas tourner autour du pot, c'est mon principe. Pendant plus de 60 ans on s'en est remis au PS et au PCF pour mobiliser les travailleurs et obtenir une amélioration de la condition ouvrière, aujourd'hui ce n'est plus possible parce que la crise du capitalisme aidant ils se doivent de monter au créneau pour le défendre ainsi que les institutions, révélant au passage leur véritable nature de partis contre-révolutionnaires totalement subordonnés au vieux monde.

Du coup on se retrouve totalement démunis pour combattre l'offensive des capitalistes, par conséquent ils peuvent appliquer leur politique antisociale et profondément réactionnaire avec la complicité de ces partis. Ils ont donné naissance à des partis (PG) ou des regroupements politiques (le Front de gauche, le M'PEP) qui à leur tour sont incapables de rompre avec le capitalisme, ce qui explique pourquoi leurs dirigeants s'obtinent à refuser d'appeler dans l'unité avec d'autres partis (POI, NPA, LO) à la mobilisation générale de la classe contre le gouvernement et les institutions.

C'est le résultat de la stratégie du front unique privilégiée pendant les 6 ou 7 dernières décennies écoulées qui a consisté à mettre en scène ces partis (PS-PCF), à redorer leurs blasons, à les faire passer pour autre chose que ce qu'ils étaient réellement, ce qui n'avait qu'une incidence mineure hors période de crise, à l'exception toutefois pour les millions de travailleurs vivant dans la pauvreté il faut souligner, mais qui s'est révélée dévastateur en période de crise quand la véritable nature de ces partis reprit le dessus.

C'est comme si ces partis avaient soudain retiré le tapis sous les pieds des travailleurs qui se sont retrouvés suspendus dans le vide ; jusque là ils avaient utilisé le canal de ces partis pour se mobiliser, ce canal faisant dorénavant défaut, ils se retrouvent seuls face à un mur infranchissable, on pourrait lui donner un nom, silence ou consensus, autour d'une terrible fatalité contre laquelle rien ni personne n'y peut rien, finissant ainsi leur travail de sape conduisant à la démoralisation et ensuite au désespoir

un grand nombre de travailleurs, condition requise pour assurer la pérénnité du régime auquel ces partis doivent leur propre survie et ainsi la boucle est bouclée.

Dans ces conditions, il est impossible d'imposer quoi que ce soit au gouvernement ou au patronat, sauf à se leurrer sur ses propres forces ou croire au miracle. Le faire croire relève de la mégalomanie ou de la supercherie doivent penser les travailleurs. Il vaudrait mieux leur dire la vérité en face et tenter de recruter les plus déterminés d'entre eux qui sont capables de saisir la stratégie qu'on leur propose...

Argumentaire pour comprendre les rapports qui prédominent en régime capitaliste.

Il y a au moins deux semaines, un soir en buvant un jus de fruit avant de me mettre à table, j'ai pris quelques notes sur un cahier d'écolier, depuis je n'ai jamais trouvé le temps de vous les livrer. Ce sont des idées en vrac jetées rapidement sur le papier.

Comment se traduisent les inégalités qui sont à l'origine du capitalisme ?

Par un rapport de force entre exploiteurs, patrons ou propriétaires d'un côté, exploités, travailleurs ou locataires de l'autre. On retiendra pour exploiteurs, les patrons ou actionnaires des grandes entreprises qui produisent en masse des marchandises ou des services, et qui par leurs positions dominent le marché ou lui dictent leurs lois.

Qui est maître de la situation ou impose ces rapports ? Qui propose et qui dispose ?

Qui a le plus besoin de l'autre ? Qui ne peut pas se passer de l'autre ?

Qui impose ses droits ou besoins ? Qui se voit imposer des devoirs ?

Qui impose son diktat, ses conditions à l'autre ? Qui les subit ?

Qui est en position dominante, qui est dominé ?

Qui détient la richesse, les moyens de les produire ? Qui ne possède rien en dehors de sa force de travail, manuelle ou intellectuelle ?

Qui détient le pouvoir ? Qui n'en a pas ?

Qui impose sa volonté à l'autre ? Qui la subit ?

Qui dispose du privilège d'avoir le choix d'accepter ou de refuser les rapports auxquels il est soumis ? Qui ne l'a pas ?

La réponse à toutes les premières questions est le patron, le propriétaire qui profite de la situation pour imposer sa loi.

Le patron veut exploiter au maximum son employé pour garder le maximum de profit dans sa poche, le propriétaire veut encaisser le loyer le plus élevé possible pour tirer le maximum de son investissement. L'employé veut obtenir le salaire le plus élevé possible et le locataire veut payer le loyer le plus bas possible.

On comprend donc immédiatement que les intérêts des patrons, actionnaires ou propriétaires sont antinomiques, opposés à ceux des travailleurs comme salariés ou locataires.

Dans tous les cas de figure, c'est le salarié ou le locataire qui doit se plier aux rapports ou conditions qui lui sont imposés. Il peut les refuser, auquel cas il ira grossir l'armée de réserve des patrons, les chômeurs, ou il ira dormir dans la rue ou sous un pont. De son côté, avec plus de 5 millions de chômeurs, les patrons ne seront jamais à court de main d'oeuvre, et avec la crise du logement, les propriétaires trouveront toujours à louer leurs habitations.

Qu'est-ce qui permet de justifier ces rapports, cette différence de traitement ? Rien ni personne. Par contre, la Constitution leur fournit le cadre juridique légal nécessaire à leur légitimité, du point de vue de la classe dominante, l'Etat n'étant pas neutre ou au-dessus des classes mais au service d'une classe, de celle qui détient le pouvoir économique. Et le fonctionnement des institutions codifié dans la Constitution ne sert qu'à perpétuer ces rapports.

Un salarié dispose de deux recours possible.

Il peut se syndiquer pour tenter de compenser ce rapport de force qui lui est défavorable, en se mobilisant avec son syndicat il peut espérer défendre ou améliorer son salaire et ses conditions de travail, mais il n'est pas à l'abri d'une fermeture ou d'un plan

de licenciements ou même d'une baisse de salaire et une nette détérioration de ses conditions de travail, c'est le sens des dernières mesures annoncées par Sarkozy, dans tous les cas de figure, sa situation demeurera précaire.

Quant à ses revendications sociales qui ont un caractère collectif, elles ne pourront pas être satisfaites par le biais du syndicalisme car elles sortent du cadre de l'entreprise et relèvent du législatif, des institutions, de la Constitution, elles se situent sur le plan politique, c'est donc sur ce plan qu'il lui faudra agir pour espérer les voir satisfaites un jour.

Son second recours consiste donc à s'engager sur le plan politique, ce qui lui permettra d'envisager également d'en finir une fois pour toute avec la précarité, avec ces rapports sociaux de production qui lui sont défavorables.

Cela concerne la totalité des travailleurs manuels et intellectuels des secteurs publics et privés.

Vous voyez qu'il est possible de décrire très simplement la situation à laquelle sont confrontés la totalité des travailleurs, s'agissant des fonctionnaires, on remplacera le patron par l'Etat des patrons, antithèse de l'Etat des travailleurs. Ce qui est important dans une démonstration de ce genre, c'est que chaque travailleur s'y reconnaisse ou se dise : c'est bien ainsi que les choses se passent, je peux en témoigner, etc. Si maintenant on veut les aider à comprendre comment fonctionne le capitalisme et la société à partir d'une lecture du *Capital* de Marx ou à travers de grands discours, on aura tout faux.

Ce qui ressort nettement de ces rapports, c'est que les travailleurs ne disposent d'aucun pouvoir, ils subissent la dictature du capital.

Mais bon, j'ai l'impression de prêcher dans le désert ! J'ai dû mettre moins de 30 minutes pour écrire ces lignes, d'un jet pratiquement.

C'est plutôt cela qui est désespérant à la longue plutôt que la situation en elle-même. C'est sans doute pour cette raison que bien des militants ne voient que les aspects négatifs de la situation et finissent par perdre patience ou ne parviennent plus à faire la part des choses, alors que la situation porte en elle sa négation qui ne sera pas forcément une guerre mais une révolution.

Or, avec un tel état d'esprit on ne s'y prépare pas vraiment, on ne met pas vraiment toutes les chances de notre côté, au lieu de saisir la colère qui s'empare de millions de travailleurs, on s'emploie à la minimiser, on ne la prend pas au sérieux, on s'en détourne, pourquoi, parce qu'on a perdu la foi comme dirait Marx, on n'y croit plus, dans quoi : dans les masses, dans le socialisme finalement.

Actualité en titres

Charité bien ordonnée comme par soi-même :

- La patronne de Hewlett-Packard a gagné 16,5 millions de dollars l'an dernier - AFP

Quelle chance ils ont quand même !

- Nicolas Sarkozy en visite dans un centre d'hébergement du Val-de-Marne - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- En famille.

Face à la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, jeudi 2 février sur France 2 dans l'émission "Des paroles et des actes", François Fillon s'est appliqué à tordre le cou à ce qu'il appelle une "*contrevérité*" de la gauche. "*Aucun cadeau n'a été fait aux riches, a-t-il assuré. Je suis blessé quand j'entends qu'on a baissé les impôts sur les plus riches.*"

Sur ce sujet, il a renvoyé la gauche à ses propres responsabilités : "*Quand vous étiez ministre, le capital était imposé à dix points de moins que ce qu'il est aujourd'hui*", a-t-il lancé à Mme Aubry. Il a également rappelé qu'"*en 2000, Laurent Fabius a abaissé la fiscalité des stock-options*".

M. Fillon, a expliqué qu'"*on ne peut pas dire que nous n'avons rien fait sur les paradis fiscaux*". "*Nous avons pris des décisions que vous n'avez jamais prise, a-t-il expliqué. Sur les stocks-options, nous avons mis en place une fiscalité très lourde.*" "*Il y a une grande injustice dans la présentation du Parti socialiste*", a-t-il conclu. (lemonde.fr 03.02)

Il n'a pas eu besoin de baisser les impôts des plus riches, ils les déclarent dans un paradis fiscal : la Suisse ! (lire l'article dans le site *Les familles françaises les plus riches exilées en Suisse*).

Nous conservons à l'esprit que Mitterrand fit flamber la Bourse satisfait de sa politique conforme aux intérêts des actionnaires du CAC 40. Depuis, par le biais d'exonérations et d'arrangements fiscaux le taux réel d'imposition des entreprises du CAC 40 tourne autour de 10%... au mieux, car dans le cas de Total c'est encore plus fort, non seulement cette entreprise ne paie pas d'impôt sur les bénéfices, mais en plus elles bénéficient des mêmes avantages que les autres entreprises, autrement son taux d'imposition est négatif ! Total réalise des bénéfices, ne paie pas d'impôt dessus, bénéficie d'avantages (exonérations de cotisations sociales) pour réaliser encore plus de bénéfices, et cerise sur le gâteau, au titre de la recherche empoche de l'argent de l'Etat, du contribuable.

1.2- UMP-FN unis !

Le ministre de l'intérieur aurait ainsi abordé dans son intervention la place de la civilisation française: "*Nous devons protéger notre civilisation*" a-t-il affirmé avant d'ajouter: "*contrairement aux socialistes, je pense que toutes les civilisations ne se valent pas.*" Des propos "qui n'auraient pas du quitter le huit clos de cette salle de l'Assemblée nationale. La presse est toujours interdite par l'UNI lors de cette "*convergence annuelle*", rappelle le site.

Ces propos, rapportés par un site internet lié à une école de journalisme de Paris, « Fréquence ESJ »,auraient été tenus samedi à l'Assemblée nationale lors d'une réunion à huis clos avec le syndicat étudiant UNI, liée à la droite radicale. Tristan Maupoil, rédacteur en chef du site, assure par ailleurs que plusieurs militants de l'UNI lui ont confirmé ces propos.

Une chose est sûre: la droite de gouvernement s'est visiblement sentie comme chez elle à la réunion de l'UNI. A commencer par un vieux routier de la droite décomplexée, Eric Raoult, responsable de l'UNI Paris I et Paris Assas en 1979...

La thématique de la civilisation a toujours été l'un des sujets fétiches du FN. (liberation.fr 04.02)

2- Egypte

Des affrontements ont opposé samedi pour le troisième jour consécutif au Caire la police à des manifestants qui persistent à réclamer le départ du pouvoir militaire, accusé d'inaction face aux violences ayant fait 74 morts après un match de football.

Au Caire, des colonnes d'épaisse fumée s'élevaient au-dessus des ruelles menant au ministère de l'Intérieur, où les manifestants ont lancé des pierres sur les policiers anti-émeutes et où les ambulances ont fait des aller-retours pour évacuer les blessés.

Depuis le début des manifestations et des affrontements jeudi au lendemain du drame du football à Port-Saïd (nord), douze manifestants ont été tuées au Caire et à Suez (est) et 2.532 personnes blessées, dont des policiers et des manifestants, selon le ministère de l'Intérieur.

Certaines victimes sont mortes asphyxiées par les gaz lacrymogènes, selon des sources médicales. Parmi les blessés se trouvent 211 policiers, dont un général qui a perdu un oeil. Selon la chaîne nationale Nile News, un de ses journalistes a également été blessé à un oeil par un tir de chevrotine.

Dans l'après-midi, des manifestants ont essayé de s'interposer entre leurs camarades et la police qui tirait des gaz lacrymogènes et à la chevrotine, mais les affrontements ont repris dans le centre du Caire, à quelques mètres de la Place Tahrir.

En fin de soirée, la situation s'est calmée mais la tension était palpable parmi les centaines de personnes encore dans les rues. (AFP 04.02)

3- Syrie

3.1- La Russie et la Chine ont opposé samedi leur veto lors d'un vote au Conseil de sécurité de l'Onu sur un projet de résolution soutenant le plan de la Ligue arabe qui prévoit la mise à l'écart du président syrien Bachar al Assad.

Les Russes ont fait valoir que la résolution visait Assad mais non ses adversaires armés. Lavrov a estimé que le texte était partial.

Selon les amendements consultés par Reuters, la Russie souhaitait notamment que l'opposition syrienne soit condamnée au même titre que le régime pour les violences. (Reuters 04.02)

3.2- Les Occidentaux et les monarques du Golfe sont choqués par la rebuffade que leur ont infligée la Russie et la Chine au

Conseil de sécurité. Cette amertume prend deux formes : d'une part, les médias déplorent que les grandes puissances se divisent alors que « les massacrent continuent » ; d'autre part, ils accusent Moscou de privilégier ses intérêts stratégiques et commerciaux par rapport aux droits humains. Tous font l'impasse sur la position de Pékin, pourtant tout aussi claire que celle de Moscou, mais qu'ils ne parviennent pas à relier à des intérêts directs.

Certains commentateurs développent des arguments pour convaincre la Russie et la Chine de changer de position. Cependant, ces éditoriaux semblent plus destinés à montrer aux lecteurs occidentaux que l'on a tout tenté en vain. En effet, les arguments choisis ne peuvent qu'être mal ressentis par leurs destinataires : ces commentateurs leur reprochent de manquer de principes, alors que c'est précisément au nom de leurs principes que Russes et Chinois ont posé leur veto.

En définitive, tout laisse à penser qu'après avoir envisagé ces derniers jours de déchaîner les foudres de l'OTAN, les Occidentaux ne souhaitent pas risquer un conflit mondial et préfèrent clore le dossier. Si cette interprétation devait se confirmer, il leur resterait à mettre en scène cette sortie de crise pour éviter qu'elle n'apparaisse comme une reculade, illustrant la fin de leur domination unipolaire.

- Dans Le Monde, Christophe Ayad prend au pied de la lettre les confessions vidéos des cinq ingénieurs iraniens détenus par l'Armée syrienne libre, ce qu'il refuserait de faire pour autre otage détenu dans le monde. Il s'agirait donc de Gardiens de la révolution agissant sous couverture, ce que confirmerait leur tenue vestimentaire et la présence sur la vidéo d'un fusil de sniper. Au passage l'auteur informe ses lecteurs avec quelques semaines de retard de la parution de la « preuve de vie » des otages dans un reportage de Paris-Match (voir notre enquête : « Le fiasco des barbouzes français à Homs », par Boris V.). Christophe Ayad admet que les ingénieurs étaient alors vêtus en civils. Il s'ensuit que leurs vêtements dans la vidéo sont une mise en scène. L'auteur ne relève pas qu'il en est de même pour le fusil Dragonov. En effet, dans le même reportage de Paris-Match, ce fusil est utilisé par des membres de la brigade qui a enlevé les Iraniens.

- Toujours dans Le Monde, Peter Harling de l'International Crisis Group (ICG) observe qu'il est impossible de dire comment évolueront les révolutions arabes. Pour éviter le pire, il convient avant tout, poursuit-il, de diminuer la tension. Par conséquent, ce n'est pas le moment d'attaquer la Syrie. Après celle de Gareth Evans, cette tribune libre est la seconde en trois jours écrite par l'ICG et diffusée par Project Syndicate (deux organisations de George Soros) pour remettre la guerre de Syrie à plus tard.

- La Tribune de Genève assure qu'il faut laisser le temps aux Russes pour qu'ils acceptent un compromis. Une fois l'élection présidentielle passée, Poutine pourrait lâcher el-Assad. Il est donc urgent d'attendre.

- Dans le Diario de Noticias, Lumena Raposo, reprend les imputations d'El Pais : la Syrie aurait libéré un théoricien d'Al-Qaida, Mustafa Setmarian Nasr al-Suri, pour irriter les Etats-Unis.

- L'éditorial du National Post met en garde contre l'engrenage que représenterait une guerre contre la Syrie et préconise d'attendre que le régime tombe de lui-même, ce qui ne saurait tarder. Le quotidien néo-conservateur canadien publie également une lettre d'un président d'université assurant que Bachar el-Assad n'est pas un tyran, mais un réformiste captif de ses généraux. Il serait donc contre-productif de demander sa démission.

- Mona Amami rapporte dans USA Today que le soutien du Hezbollah à l'administration el-Assad est susceptible de lui aliéner une partie de l'opinion publique arabe. La conclusion induite est toujours la même : les États-Unis n'ont pas intérêt à renverser tout de suite le régime syrien.

- Le responsable de la rubrique Iran dans le New York Times, Rick Gladstone, imagine qu'un renversement du président el-Assad aurait de lourdes conséquences pour l'Iran. À la condition que ce changement de régime vienne de l'intérieur.

- De nombreux médias, dont L'Orient-Le Jour, reprennent à leur compte des citations extraites du rapport des observateurs de Ligue arabe, sorties de leur contexte. Ils en concluent que les observateurs étaient incompétents et sans moyens de travail et font l'impasse sur le fond de leur travail.

- Dans une déclaration à L'Orient-Le Jour, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, invite les chrétiens de Syrie à se désolidariser d'un régime qui n'a pas d'avenir. Il y a une certaine maladresse à menacer une communauté confessionnelle en lui offrant de sauver ses intérêts matériels si elle renie ses principes.

- Michael Young s'interroge dans le Daily Star : pour faire usage de leur veto, les Russes regardent-ils les mêmes télévisions que nous ? La réponse qui ne lui vient pas à l'esprit est évidemment, les Russes ont d'autres sources d'information et par conséquent une autre vision des événements.

- La presse chinoise consacre de gros titres au veto, soulignant que Beijing défend des principes fondamentaux (souveraineté des peuples, non-ingérence dans les affaires intérieures) selon l'esprit et la lettre de la Charte des Nations-Unies dont les Occidentaux font peu de cas. (Réseau Voltaire 02.02)

3.3- La presse occidentale et du Golfe maintient le cap que la Maison-Blanche lui a fixé depuis l'affrontement qui a opposé les membres de l'OTAN à la Chine et à la Russie au Conseil de sécurité. Chacun attendu la réunion suivante en se ménageant une porte de sortie. Contrairement à l'habitude, lorsque le Bureau des communications globales tente de créer un consensus autour d'un argumentaire, les éditorialistes ont une conclusion qu'ils doivent démontrer par eux-mêmes.

Le ton est donné par un éditorial du conservateur Charles Krauthammer du Washington Post, largement reproduit aussi bien par la presse US que par des journaux européens et du Golfe. Après avoir comparé en importance la chute possible de Bachar el-Assad à celle du Mur de Berlin –la première ouvrant la voie à la fin de l'Iran comme la seconde avait scellé le sort de l'URSS–, et avoir tenu un discours martial, l'auteur préconise… de renforcer les sanctions. Les grandes victoires viendraient d'elles-mêmes à qui sait attendre.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot dresse un portrait élogieux de Burhan Ghalioun, président du Conseil national syrien, et de Haytham Manna, président du Comité national de coordination, mais c'est pour mieux souligner leur division et leur absence de représentativité populaire.

- De nombreux quotidiens reproduisent une dépêche de l'AFP écrite à l'occasion du 30e anniversaire du massacre de Hama. Ce qui caractérise ce texte, c'est l'absence de contextualisation (il ne s'agissait pas de la répression d'un parti politique, mais du rétablissement de l'ordre durant une tentative avortée de coup d'État des Frères musulmans, ce sont donc ces derniers qui ont provoqué les violences), et l'amalgame avec la situation actuelle (cette fois les putschistes sont appuyés financièrement et militairement par les monarchies absolues du Golfe).

- La Tribune de Genève reprend à son compte les commentaires de Foreign Policy sur le rapport des observateurs. Ils ignorent le contenu des observations et se concentrent sur les remarques relatives aux observateurs démissionnaires qu'ils extrapolent abusivement à leurs collègues. Il s'agit de faire accroire que l'ensemble des observateurs seraient incompétents et que, par conséquent, le contenu de leurs observations ne mériterait aucune attention.

- Le Diario de Noticias compare Asma el-Assad à Lady Macbeth. Comme le personnage shakespearien qui sombre dans la folie après avoir commis un meurtre, l'épouse du président serait emportée par le flot des crimes imputés à son époux.

- Divers journaux dénoncent les ventes d'armes russes à la Syrie. Defence Technology International indique que Moscou a livré à Damas deux ensembles Yakhonts de 18 camions lanceurs, équipés chacun de deux missiles supersoniques capables de couler des navires jusque dans le port d'Haifa.

- Le directeur adjoint des pages éditoriales du Washington Post, le belliciste Jackson Diehl, met en garde contre le bluff de Mme Clinton : les déclarations sur la chute imminente du régime syrien ne convainquent pas les Russes et, au contraire, les renforcent dans leur analyse que les Occidentaux n'ont pas de stratégie.

- Le Jerusalem Post et quelques autres se donnent du courage en annonçant que l'Armée syrienne libre se renforce en nombre et en armement. Mais ces articles ne peuvent être illustrés que par des photos montrant tout au plus quelques combattants.

- L'universitaire syrien Marwan Kabalan attire l'attention des lecteurs de Gulf News sur l'inquiétude russe face au rôle que les USA font jouer à la Turquie. Moscou ne veut pas qu'Ankara devienne le gendarme du Moyen-Orient ce qui raviverait ses ambitions dans le Caucase et en Asie centrale.

- The Saudi Gazette reproduit le script de l'entretien accordé par le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, à CNN. Al-Arabi ne croit pas à une intervention militaire internationale dans la mesure où la Syrie a une armée forte et où son territoire ne recèle pas d'hydrocarbures. Personne ne prendra le risque d'un conflit coûteux sans perspective de retour sur investissement. (Réseau Voltaire 04.02)

Economie

Etats-Unis

La Securities and Exchange Commission (SEC) a fait preuve d'une étrange mansuétude avec, par exemple, JPMorganChase, Goldman Sachs ou Bank of America...

Même si la SEC a intensifié ses enquêtes de Wall Street dans la dernière décennie, l'agence a à plusieurs reprises permis aux plus grandes entreprises d'éviter des peines spécifiquement destinées à s'appliquer aux cas de fraude.

Par l'octroi de dérogations, la SEC a laissé des géants financiers comme JPMorganChase, Goldman Sachs et Bank of America continuer à avoir des avantages réservés aux entreprises les plus fiables. Il est donc toujours aussi facile pour eux de

lever des fonds auprès d'investisseurs, par exemple, d'éviter la responsabilité contre les poursuites si ils se trompent dans leurs prévisions financières.

Une analyse des enquêtes de la SEC, portant sur la dernière décennie, par le New York Times montre que, dans près de 350 cas, l'agence a donné aux grosses institutions de Wall Street et à d'autres institutions financières des passes droits évitant les sanctions. Cela comprend aussi des dérogations à ces entreprises de procéder à des ventes d'obligations et de gérer des fonds communs de placement.

JPMorganChase, par exemple, a été cité dans six cas de fraude au cours des 13 dernières années, dont une portant sur 228 millions de dollars l'été dernier. La compagnie a néanmoins obtenu au moins 22 dérogations. Bank of America et Merrill Lynch, qui ont fusionné en 2009, se sont rendu coupable de 15 cas de fraudes et ont reçu au moins 39 dérogations.

Seule une douzaine de sociétés (Dell, General Electric et United Rentals, entre autres) ont du subir les foudres de la SEC après l'émission d'informations trompeuses au sujet de leurs entreprises. Citigroup a été la seule grand banque de Wall Street a en faire partie. En 11 ans, six cas de fraude ont été découverts et elle a reçu 25 dérogations avant de perdre la plupart de ses privilèges en 2010. (Atlantico.fr 04.02)

Haut de page

Le 6 février

CAUSERIE

A propos du site

En janvier 2012.

Visites : 3 078, moyenne : 99,29 par jour ; Téléchargements : 3 622, volume 1,24GB.

Actualité en titres

A vendre.

- La Chine va-t-elle racheter l'Europe? - 20minutes.fr

- Goldman Sachs veut croître en Europe - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

Georges Papandreou, Antonis Samaras et Georges Karatzaferis - respectivement leaders du parti socialiste, de la Nouvelle Démocratie (droite) et du Laos (extrême droite), représentés au sein du gouvernement de coalition grec, se retrouveront lundi pour tenter de trouver un accord politique sur les réformes demandées par les bailleurs de fonds du pays à qui la Grèce doit donner une réponse rapide si elle veut éviter un défaut de paiement en mars.

Ils ne sont pas parvenus dimanche soir à surmonter leurs objections aux nouvelles mesures d'austérité demandées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international et à s'engager publiquement à appliquer les impopulaires réformes, condition demandée pour débloquer un nouveau prêt d'au moins 130 milliards d'euros.

Aucun accord global n'a été trouvé au terme de cinq heures de réunion. Le Premier ministre Lucas Papademos a indiqué que la réunion reprendrait lundi.

Il a néanmoins fait valoir les avancées. Selon lui, un consensus a été trouvé sur des mesures destinées à réduire les dépenses publiques de 1,5 point de PIB, sur la mise en place de réformes permettant d'abaisser les coûts de production (salariaux et non salariaux) et destinées à relancer la compétitivité, et enfin sur un schéma de recapitalisation des banques, prévoyant

des mesures destinées à sauvegarder l'intérêt public ainsi que l'autonomie opérationnelle des banques.

A leur sortie, les deux leaders de droite n'ont cependant pas mâché leurs mots sur le contenu des réformes qu'on leur demande d'avaliser.

La troïka "*demande encore plus d'austérité, que le pays est incapable de supporter*", a déclaré le leader de la Nouvelle Démocratie (droite) Antonis Samaras. "*Je me bats pour empêcher ça*", a-t-il dit.

Le leader d'extrême-droite Georges Karatzaferis a fait valoir qu'il ne voulait "*pas contribuer à l'explosion d'une révolution*" en acceptant les mesures demandées, qui comporteraient selon la presse un abaissement de 20% du salaire minimum mensuel, actuellement à 750 euros.

Or le temps presse: Athènes doit rembourser 14,5 milliards d'euros de prêts le 20 mars, faute de quoi le pays sera en cessation de paiements. Et samedi soir, le ministre des Finances Evangélos Vénizélos avait estimé que les négociations devaient se conclure dimanche soir pour que la Grèce puisse éviter la banqueroute à cette date-là.

Les opposants aux réductions salariales font valoir qu'elles vont exacerber la récession en Grèce, où le PIB devrait chuter de 6% en 2011.

Le FMI tout particulièrement insiste sur des mesures de compression salariale dans le secteur privé pour relancer l'économie via un gain de compétitivité.

Poul Thomsen, chef de mission du FMI en Grèce a notamment plaidé cette semaine pour une réduction du salaire minimum, chiffon rouge pour les syndicats, affirmant qu'à 751 euros brut par mois il était supérieur de 35% à celui du Portugal et de 20% à celui de l'Espagne.

Devant l'opposition des partis aux demandes de la troïka, le Premier ministre Lucas Papademos aurait menacé de démissionner au début du week-end, selon des rumeurs de presse, non confirmées par son porte-parole.

Les demandes de la troïka portent aussi sur la poursuite des réductions d'effectifs dans le secteur public, la mise en place d'une grande réforme fiscale et d'une réforme de la justice notamment.

La Commissaire européenne à la pêche Maria Damanaki, de nationalité grecque, a déclaré à l'hebdomadaire To Vima que le pays était sur une "*voie désastreuse*".

"*Nous parlons beaucoup et faisons peu. Nous acceptons des calendriers que nous ne tenons pas. Nous avons ainsi créé l'image d'un état systématiquement pas fiable*" a-t-elle dit. (AFP 05.02)

On sait qu'en cas de faillite de l'Etat grec, ce sont principalement les banques américaines et accessoirement allemandes qui sont visées car elles détiennent les CDS, ces garanties sur les obligations d'Etat...

Economie

Grande-Bretagne

Le directeur général de la banque Barclays, Bob Diamond, devenu un symbole en Grande-Bretagne des excès de la finance, pourrait toucher un bonus compris entre 2 (Sunday Times) et 3 (Sunday Telegraph) millions de livres (entre 2,4 millions et 3,6 millions d'euros), selon la presse britannique de dimanche.

La banque britannique, qui doit annoncer vendredi ses résultats annuels, va enregistrer un bénéfice 2011 avant impôts de 6 milliards de livres (7,2 milliards d'euros) indique également le Sunday Telegraph, citant des analystes.

Un résultat à peu près comparable à celui de 2010 (bénéfice avant impôt de 6,06 milliards de livres, bénéfice net de 3,56 milliards de livres).

En 2011, Bob Diamond s'était vu accorder un bonus annuel de 6,5 millions de livres (environ 7,6 millions d'euros). Surnommé par la presse britannnique "*le banquier aux 100 millions de livres*" pour avoir été un grand bénéficiaire de bonus avant la crise financière, il avait renoncé à son bonus en 2009. (AFP 05.02)

Etats-Unis

La directrice générale du groupe informatique américain Hewlett-Packard a gagné quelque 16,5 millions de dollars en 2011, dont 16,1 millions en actions, selon des documents remis vendredi soir aux autorités boursières, la SEC.

Meg Whitman, qui ne reçoit qu'un salaire symbolique d'un dollar depuis qu'elle a pris ses fonctions en septembre dernier, a reçu diverses compensations de quelque 370.000 dollars en numéraire, notamment pour couvrir ses frais de déplacements.

Son prédécesseur Leo Apotheker, débarqué en septembre après moins d'un an à la tête du groupe, a touché 30,4 millions de dollars, dont 780.000 dollars de salaire, un bonus de 6,4 millions et 17,6 millions en actions, précisent ces documents remis à la SEC pour être approuvés par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle prévue le 12 mars. (AFP 05.02)

Chine

Les sociétés chinoises ont récemment multiplié les rachats d'entreprises en Europe, dans des secteurs très divers comme l'eau, l'énergie ou les yachts de luxe, des investissements plus attractifs que les obligations d'Etat en pleine crise de la dette.

Ces acquisitions tous azimuts sont décidées sur de purs critères de rentabilité sans cibler un secteur en particulier et cadrent avec la volonté de Pékin de diversifier le portefeuille d'actifs chinois à l'étranger.

"*En cette période de grandes tensions économiques et financières, il y a assurément quelques bonnes affaires pour les entreprises chinoises pleines de liquidités*", selon Alistair Thornton, analyste chez IHS Global Insight à Pékin.

Sany, le géant chinois des engins de chantier pour BTP, a ainsi annoncé il y a une semaine le rachat de Putzmeister, un fleuron de la technologie allemande dans ce secteur, pour environ 500 millions d'euros, selon une source proche du dossier.

Quelques jours avant, le fonds souverain chinois CIC, riche de quelque 410 milliards de dollars, a annoncé une prise de participation dans la compagnie des eaux britannique Thames Water.

En janvier également, le groupe Shandong Heavy Industry a donné son accord pour reprendre 75% du constructeur italien de yachts de luxe Ferretti, criblé de dettes.

"*Ces sociétés ont signé des contrats stratégiques pour elles, mais ce n'est pas l'entreprise Chine qui orchestre une stratégie d'ensemble*", a expliqué à l'AFP Mark Williams, économiste chez Capital Economics basé à Londres.

"*La plupart des achats récents effectués par la Chine sont en tous points semblables à ceux de n'importe quel grand investisseur*", selon lui.

Confrontées à une concurrence de plus en plus vive sur leur marché intérieur, les entreprises chinoises sont néanmoins poussées à aller chercher des opportunités ailleurs.

Elles profitent aussi de la nécessité pour certains Etats européens de renflouer leurs caisses, comme dans le cas de China Three Gorges qui a acquis en décembre 21,35% de Energias de Portugal pour 2,7 milliards d'euros.

Le géant chinois du fret maritime, Cosco, qui opère déjà deux terminaux sur le port du Pirée en Grèce, a également manifesté son intérêt pour accroître ses affaires dans ce pays au bord de la faillite.

Les achats chinois sont enfin facilités par des emprunts à faible taux d'intérêt offerts par les banques d'Etat.

Le montant total des acquisitions chinoises reste toutefois largement en deçà de celui d'autres puissances économiques comme les Etats-Unis ou le Japon, relativise Jonathan Holslag, chercheur à l'Institut d'études sur la Chine contemporaine de Bruxelles.

"*En incluant Hong Kong, la Chine a peut-être investi environ 40 milliards de dollars en Europe depuis 2007... mais cela ne représente qu'1% à 2% du total des investissements*" étrangers sur ce continent, selon lui.

La Chine détiendrait pour plus de 550 milliards de dollars de dette souveraine européenne. (AFP 05.02)

Haut de page

Le 7 février

CAUSERIE

Nationaliste et social-patriotisme au programme du M'PEP

Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), le 6 février 2012. (http://www.m-pep.org/spip.php?article2506)

Les militants de gauche auront été probablement traumatisés à la lecture du sondage publié dans le journal L'Humanité du 3 février 2012. On y apprend que les intentions de vote en faveur de Marine Le Pen atteignent 25% chez les sympathisants de FO, 22% chez les sympathisants de la CGT (à égalité avec Jean-Luc Mélenchon), 13% chez les sympathisants de Sud.

La gauche a peur d'évoquer franchement certains thèmes comme la sortie de l'euro, le protectionnisme, le démantèlement de l'Union européenne, produire et acheter français, la démondialisation... Ce sont les axes politiques que le M'PEP défend. Pour autant, le M'PEP et le Front national disent-ils la même chose puisque ce dernier, apparemment, utilise également ce vocabulaire ? En réalité, la souveraineté nationale est un principe politique qui peut-être invoqué pour mener une politique de gauche, de droite ou d'extrême droite. Il ne faut donc surtout pas l'abandonner au Front national. Le M'PEP est un mouvement qui est pour la souveraineté populaire et nationale, car seule l'application de ces deux principes permettra de mener de véritables politiques de gauche.

(Non, ce sera la révolution socialiste liquidant les institutions de la Ve République et élevant la classe ouvrière au rang de classe dominante, donc disposant de tout le pouvoir (dictature du prolétariat), qui seule permettra de s'attaquer aux fondements du capitalisme et de mener une politique conforme aux besoins des masses exploitées.

Rappelons que la Constitution de la Ve République revendique également l'exercice de la "*souveraineté populaire*" et se veut le garant de la "*souveraineté nationale*". Quand on a réellement pour objectif la liquidation de la Constitution et des institutions, on ne peut pas reprendre à son compte le cadre qui sert à la légitimer aux yeux de la population, alors qu'il ne sert qu'à perpétuer sa soumission à l'ordre établi. -ndlr)

La question de la souveraineté nationale, posée à travers la « construction » européenne, le dogme libre-échangiste et la mondialisation, clive le paysage politique français autant que la différence droite-gauche, mais selon un axe transversal à celui-ci. Les mouvements qui se présentent comme favorables à la souveraineté nationale, à droite (DLR, UPR, FN…), à gauche (M'PEP, MRC, POI, PRCF…), ou hors de ce clivage (NAR…), évoquent la restauration de la souveraineté nationale pour permettre à la France de reprendre son destin en main.

(La "*France*" sans distinction de classes, c'est apporté son soutien à l'ordre établi que l'on prétend combattre. -ndlr)

(Ensuite le M'PEP vend la mèche. -ndlr)

(après avoir exposé un certains nombre de mesures économiques et sociales -ndlr) Si ces mesures sont une nécessité, elles ne sont pas une finalité. Pour la gauche, elles ne sont qu'une étape parmi d'autres pour rompre avec l'ordre libéral et avec le capitalisme.

(Sauf que c'est là prendre le problème à l'envers et dévoiler les véritables intentions politiques des dirigerants du M'PEP : au total ils exposent 27 mesures qui ne seront jamais appliquées parce qu'il n'y figure pas la liquidation de la Constitutions et des institutions de la Ve République, préalable incontournable avant pour pouvoir s'attaquer au capitalisme.

C'est ignorer que c'est la Constitution qui fixe le cadre (juridique) légal dans lequel s'exerce les rapports sociaux de production en faveur des capitalistes et au détriment des travailleurs, à travers les institutions qui ont précisément cette fonction, elles servent à légitimer le capitalisme, la Constitution fixe ces rapports (déjà existants, les institutions s'emploient à les entretenir, à les protéger, à les pérenniser, il est dès lors facile de comprendre que si on ne fait pas sauter ce cadre, il sera impossible de remettre en cause les fondements du capitalisme, un gosse de 10 ans pourrait le comprendre du premier coup en lui expliquant aussi simplement, notez bien sans rien renier ou ajouter à la réalité, en s'y conformant strictement.-ndlr)

(Leur gauche n'est pas la nôtre, vous allez comprendre tout de suite pourquoi. -ndlr)

La gauche veut mettre fin à la guerre économique – dont les responsables sont les détenteurs de capitaux et les victimes les salariés – pour lui substituer un système de coopération entre les nations.

(On retrouve le même argumentaire qu'au POI, il manque le mot "*libre*", des "*nations libres*", qui ne seraient pas libérées du capitalisme, une nouvelle mouture du socialisme dans un seul pays en quelques sortes chère à Staline. Non, la guerre économique fait partie intégrante du capitalisme, elle ne prendra fin qu'avec lui et non par une "*coopération entre les*

nations" demeurées capitalistes. - ndlr)

(Pourquoi ne peuvent-ils pas aller plus loin dans leur analyse ? Parce qu'ils n'en ont jamais eu l'intention. -ndlr)

Au cours des trente dernières années, la gauche a désinvesti le principe politique de la souveraineté nationale. Ce désinvestissement correspond au « tournant de la rigueur » opéré par le gouvernement Mauroy - c'est-à-dire au moment de la conversion du Parti socialiste au libéralisme en 1982-1983.

(Voilà un regret qui tombe à point. Pour eux cette "*conversion*" daterait de 1982-1983, ce qui signifie que précédemment le PS défendait "*le principe politique de la souveraineté nationale*" de la même manière que le général-président de Gaulle, Pompidou ou Giscard, donc qu'il était déjà sur la même longueur d'onde que la réaction. Rien de changer en somme, sauf que le M'PEP ne s'en rend pas compte, normal à cette époque le PC défendait lui aussi "*le principe politique de la souveraineté nationale*" en guise d'internationalisme ! -ndlr)

Le principe d'une « gouvernance » économique supranationale permettant la mise en œuvre des dogmes libéraux était en effet incompatible avec le maintien de la souveraineté politique des nations. Un principe pourtant défendu historiquement par la gauche !

(Faux ou plutôt la "*gauche*" tel un caméléon s'est adaptée au fil du temps aux besoins des capitalismes, à l'évolution du capitalisme mondiale... Par ailleurs, l'Union européenne n'était qu'un moyen comme un autre et plutôt un bouc émissaire commode pour arriver à ses fins. Ils ont opté pour ce schéma, ils auraient pu parvenir au même résultat Etat par Etat, à l'exception du dernier référendum (2005), c'est bien Etat par Etat qu'ils ont avancé pendant plus de 45 ans en soumettant leurs mesures ou traités dans chaque pays au référendum ou en procédant pas la voie parlementaire, non, dites-moi si je me trompe.

Actualité en titres

Un soutien de poids...

- Merkel vient soutenir Sarkozy à Paris en pleine campagne présidentielle - AFP

... ou un boulet !

- L'atout Angela Merkel pourrait-il se révéler être un boulet pour Nicolas Sarkozy… - Atlantico.fr

Ah l'ordre ! Sarkozy vite !

- Pour François Hollande, «*Claude Guéant ferait mieux de s'occuper de sécurité*» - 20minutes.fr

- Hamon demande à Sarkozy de se déclarer candidat "*le plus vite possible*" - AFP

Pression...

- Nicolas Sarkozy et Angela Merkel mettent la Grèce sous pression - Reuters

... décompression

- La Grèce se prépare à une nouvelle grève générale contre l'austérité - Liberation.fr

Rien ne va plus...

- «*La désillusion des classes populaires est à la mesure des espérances*» Liberation.fr -

... mais non, mais non :

- Psychologie positive, le bonheur à portée de main - LeMonde.fr

Va-t-en-guerre. Intoxication massive

- Syrie : les Etats-Unis ferment leur ambassade à Damas - Liberation.fr

- Londres rappelle son ambassadeur à Damas - Reuters

- Syrie: Juppé reçoit le chef du CNS et parle avec des responsables arabes - AFP

- Washington renforce les sanctions contre l'Iran - Liberation.fr

- Pentagone : la hiérarchie militaire syrienne subit des défections '*notables*' - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Roumanie

Le chef des services de renseignement roumains, Mihai Razvan Ungureanu, a été désigné lundi Premier ministre en remplacement d'Emil Boc, qui a démissionné sur fond d'impopularité croissante face aux mesures d'austérité.

"*La variante sur laquelle la coalition au pouvoir est tombée d'accord est de nommer Mihai Razvan Ungureanu au poste de Premier ministre désigné*", a déclaré le président roumain Traian Basescu dans une allocution.

"*La première priorité du nouveau gouvernement sera de rétablir graduellement le pouvoir d'achat des Roumains qui ont payé la facture des mesures de stabilisation macroéconomique*", a indiqué le président, alors que des milliers de Roumains avaient manifesté dans la rue leur mécontentement durant le mois de janvier.

M. Ungureanu, un historien de 43 ans, qui fut ministre des Affaires étrangères entre 2004 et 2007, va disposer de dix jours pour former sa nouvelle équipe et obtenir la confiance au Parlement.

Les bailleurs de fonds ont loué dimanche les réformes réalisées par le gouvernement d'Emil Boc.

Pour obtenir un prêt de 20 milliards d'euros en 2009, en pleine récession, M. Boc avait appliqué une cure d'austérité drastique en taillant les salaires du secteur public de 25%, gelant les retraites, et supprimant des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, ce qui avait provoqué une chute dramatique du niveau de vie.

Le salaire moyen en Roumanie est de 350 euros.

Confronté à une dramatique chute de popularité en raison de ces mesures, M. Boc a préféré jeter l'éponge lundi pour "détendre la situation politique et sociale du pays". (AFP 06.02)

2- Egypte

Un manifestant a été tué lundi 6 février au cours de la cinquième journée consécutive d'affrontements entre policiers et manifestants au Caire, en Egypte, où des militants ont appelé à la désobéissance civile.

La mort du manifestant à l'aube, rapportée par le ministère de la santé, porte à 13 le nombre de morts depuis le début jeudi des violences.

Les affrontements, qui s'étaient poursuivis durant la nuit avant de s'interrompre dans la matinée, ont repris en début d'après-midi, avec des échanges de pierres entre forces de l'ordre et protestataires. Les rues autour du ministère de l'intérieur étaient couvertes de fumée, la police tirant régulièrement des gaz lacrymogènes, selon un journaliste de l'AFP. Selon des témoins, la police a également tiré à la chevrotine contre les manifestants dans des rues proches de la place Tahrir menant au ministère.

De jeunes prennent part aux manifestations devant le ministère de l'intérieur au Caire, le 6 février 2012. (lemonde.fr 06.02)

3-Syrie

La réunion du Conseil de sécurité a été précédée d'une puissante campagne de presse visant à décourager la Russie de soutenir la Syrie. Elle s'articule autour de deux thèmes :

- Le régime torture des enfants, assure Human Rights Watch (HRW) ;

- Le régime est responsable de « l'horrible massacre », cette expression toute prête désignant l'assassinat de plus de 200 personnes à Homs.

Le rapport de HRW ne comporte aucun nom de victime. Il ne donne aucune mobile aux tortures qu'il rapporte. Il impute aux tortionnaire d'exiger que leurs victimes abjurent leur foi et adore Bachar el-Assad, ce qui est un classique de la littérature takfiriste accusant les alaouites de ne pas être musulmans. Il donne désigne comme centre de tortures non pas des bâtiments précis, mais des administrations dont certaines ont effectivement pratiqué des tortures dans les années 70-80, c'est-à-dire à l'époque de la dictature.

Les victimes de Homs sont des personnes, civils et militaires, qui ont été enlevées par des groupes armés, à caractère politique ou mafieux, et exécutées. Sur les photos d'agence, on voit plusieurs cadavres les mains ligotées, il ne peut donc s'agir de personnes abattues par des snipers ou tuées par des tirs de mortier au cours d'une manifestation, ainsi que le prétend l'Observatoire syrien des Droits de l'homme (OSDH).

Tous les médias qui accusent l'administration el-Assad d'être responsable de ces crimes utilisent la même expression : « *horrible massacre* », qui joue le rôle d'un slogan. Gulf News évoque « *le choc et l'horreur* », par référence à la technique militaire « *du choc et de la stupeur* ». Il s'agit de crimes dont l'ampleur place les témoins dans une forme d'hébétude qui les empêche à la fois d'analyser la situation et de réagir.

Réagissant spontanément à ces nouvelles, des expatriés syriens auraient attaqué quatre ambassades de leur pays à l'étranger. Les ambassades au Royaume-Uni et au Koweit ont effectivement été saccagées sans que les autorités locales n'interviennent.

- Marie Jego explique dans Le Monde que si la Russie soutient la Syrie, c'est parce qu'elle méprise la vie humaine et que Vladimir Poutine est un produit paranoïaque de la Guerre froide.

- Mani, l'envoyé spécial du Monde à Homs témoigne de ce que « l'horrible massacre » résulte d'un bombardement des forces loyalistes contre le quartier de Khaldiyé. Cependant, sans craindre la contradiction, il admet que des barrages sont tenus dans ce quartier-cible par… les forces loyalistes.

- Georges Malbrunot célèbre dans Le Figaro le 30e anniversaire du massacre de Hama (1982). A la différence de ses confrères, il rapporte le contexte, cependant il s'abstient de rappeler qu'il était alors dans la ville en qualité d'agent de liaison des services secrets militaires français auprès des putschistes.

- A Brême, les Verts allemands lancent une campagne de collecte de fond pour les révolutionnaires syriens, sous le titre « *adoptez une révolution* », explique le Tageszeitung.

- Dans le Corriere della Sera, le journaliste et néanmoins collaborateur de la CIA Guido Olimpio établit un parallèle entre la visite annoncée de Sergey Lavrov à Damas et celle d'Evgueni Primakov à Saddam Hussein (1991). A l'époque, l'envoyé russe avait endormi la confiance du leader irakien pour faciliter l'intervention militaire internationale.

- Dans Il Giornale, la vice-présidente de la Chambre italienne des députés et figure majeure du lobby pro-israélien en Europe, Fiamma Nirenstein, s'inquiète de la banalisation des Frères musulmans.

- Dans ABC, Daniel Iriarte s'interroge sur mystère Asma el-Assad. La première dame, qui a fait si belle impression en Europe, peut-elle être complice de son criminel de mari, ou est-elle sa prisonnière ?

- Le Sunday Telegraph affirme que la Syrie a relâché le cerveau des attentats du 7 juillet 2005 à Londres. D'origine syrienne, Mustafa Setmarian Nassar aurait été un des compagnons d'Oussama Ben Laden. Il a déjà été inculpé pour complicité dans les attentats du 11 septembre 2001 aux USA, pour ceux de 2004 à Madrid et ceux de 2005 à Londres. Enlevé par les Etats-Unis, il aurait été séquestré à Guantanamo ou à Diego Garcia, puis extradé en Syrie, ce que rien ne permet de confirmer, et récemment relâché.

- Le Times of India indique que New Delhi a cessé de supporter Damas lorsqu'il a considéré que la théorie d'une subversion infiltrée de l'étranger était une fiction. (Réseau Voltaire 05.02)

4- ALBA

La gauche latino-américaine reste décidément très attachée au principe de souveraineté nationale. Réunis à Caracas à l'occasion de leur XIe sommet, les pays de l'Association bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) ont applaudi le veto opposé

par la Russie et la Chine à la résolution de l'ONU contre le gouvernement de Bachar Al-Assad. Dans un communiqué publié dimanche 5 février, ils ont condamné les actes de violences "commis contre le peuple syrien par des groupes en armes appuyés par des puissances étrangères", ainsi que "la politique systématique d'ingérence et de déstabilisation" menée par l'Occident.

Créée en 2004 à l'initiative du président vénézuélien, Hugo Chavez, l'ALBA réunit outre le Venezuela, Cuba, la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua et trois petites îles des Caraïbes. Sur une proposition du président équatorien, Rafael Correa, les chefs d'Etat ont par ailleurs menacé de ne pas assister au prochain Sommet des Amériques, si le gouvernement de Raul Castro n'y était pas invité. Le sommet doit réunir en avril en Colombie tous les chefs de l'Etat du continent, y compris Barack Obama. (lemonde.fr 06.02)

5- Etats-Unis

Une enquête menée par le Bureau d'investigation du journalisme (The Bureau of Investigative Journalism), basé à Londres, dénonce des frappes d'avions-cibles américains sur des civils au Pakistan. Les drones de la CIA, destinés normalement à surveiller les talibans présumés qui se cachent dans les zones tribales, au nord-ouest du Pakistan, auraient, à plusieurs reprises, ciblé des sauveteurs qui venaient en aide à des civils touchés par une première frappe selon le New York Times de dimanche.

Le rapport des journalistes du Bureau d'investigation de Londres a été révélé sur le Sunday Times et sur le site du Bureau of Investigative Journalism, quelques jours après le discours du président Barack Obama le 30 janvier dernier, au sujet de la campagne des drones au Pakistan, dans lequel il déclarait que l'action des drones "*n'avait pas causé un grand nombre de pertes civiles*". En réponse à ces déclarations, le rapport dénonce la mort d'au moins 50 personnes tuées alors qu'elles tentaient d'aider des civils qui assistaient à des funérailles.

L'enquête du Bureau qui a commencé l'année dernière, dresse un bilan accablant pour le gouvernement américain. Ainsi, deux-cent soixante frappes auraient été effectuées par des drones américains depuis la prise de fonction du président Obama début 2009. Jusqu'à 535 civils auraient été tués dans des attaques, dont plus de 60 enfants. L'équipe de journalistes fonde les conclusions de son rapport sur des entretiens avec des villageois témoins des frappes, ou encore des blessés ou des membres de la famille des personnes tuées.

Si le gouvernement américain a nié les allégations formulées dans le rapport, il a néanmoins reconnu que plusieurs dizaines de civils avaient été tués par inadvertance. "Pour la plupart, ils ont été frappés car ils ont été affiliés à Al-Qaïda même s'ils ne figuraient pas sur notre liste de terroristes actifs". (lexpress.fr 06.02)

Social

1- France

1.1- Les fossoyeurs du syndicalisme à l'oeuvre. Le patronat comblé !

Les partenaires sociaux ont bouclé lundi des négociations sur la simplification du dispositif de chômage partiel, souhaitée par le gouvernement

A l'issue d'une réunion au siège parisien du Medef, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et FO ont indiqué qu'elles signeraient ce projet d'accord inter-professionnel, la CGT n'ayant pas encore pris sa décision définitive.

Du côté du patronat, le Medef, l'UPA et la CGPME devraient aussi donner leur aval.

Malgré des désaccords, tous ont souligné la nécessité de faire preuve de pragmatisme en ces temps de crise, le chômage partiel permettant aux entreprises de faire face à des baisses d'activité sans licencier.

Cet accord simplifie l'un des deux systèmes d'indemnisation prévus en cas de chômage partiel: l'Activité partielle de longue durée (APLD), jusqu'à présent moins utilisée que l'allocation classique.

Les entreprises pourront ainsi faire appel à l'APLD pour une période de chômage partiel de deux mois, au lieu de trois mois minimum comme jusqu'à présent.

Par ailleurs, l'Unédic va indemniser le salarié dès la première heure chômée et non plus à partir de la 51e heure. Ainsi l'Etat et l'Unédic indemniseront l'employé à hauteur de 7,23 euros dès la première heure (7,84 euros pour les entreprises de moins de 250 salariés), contre 5,23 actuellement, une aide bienvenue pour l'employeur.

Cet accord "*simplifie le dispositif*", surtout pour les petites entreprises, a indiqué le négociateur de la CFDT Laurent Berger.

"*On est quand même loin de ce que l'on cherchait, à savoir l'unification des dispositifs du chômage partiel*", a regretté de son côté Maurad Rabhi, de la CGT.

De plus, "*à aucun moment dans ce texte, on a pu mettre la contrepartie qui avait été négociée en 2009, qui était la préservation de l'emploi*", a-t-il affirmé.

Lorsqu'une entreprise a recours à l'APLD, elle s'engage à préserver les emplois le double du temps pendant lequel ses salariés ont été au chômage partiel. Par exemple, un employé connaît une inactivité de trois mois, l'entreprise s'engage à le garder au moins six mois.

Cet accord sera expérimenté jusqu'en septembre et une suite lui sera donnée "*au vu du bilan*". Pour le mettre en place, l'Unédic va dégager 80 millions d'euros, qui s'ajouteront aux 40 millions restants d'une enveloppe de 150 millions dédiée au chômage partiel débloquée en 2009.

Ce texte intervient alors que le gouvernement a annoncé la semaine dernière la suppression de l'autorisation administrative préalable.

Jusqu'à présent un employeur qui voulait avoir recours au chômage partiel devait déposer une demande à l'administration qui avait 20 jours pour notifier sa décision. (AFP 06.02)

Sarkozy et Parisot doivent être aux anges pour avoir fait mieux que leurs homologues allemands, ils ont réussi à éviter que la clause de "*la préservation de l'emploi*" soit prévue dans cet accord pourri. Pendant combien de temps encore les dirigeants du POI, du NPA et de LO vont continuer de soutenir cette pourriture de dirigeants syndicaux ?

1.2- A propos du chômage

Quelque 2,565 millions demandeurs d'emploi ont été indemnisés en décembre 2011, un nombre en hausse de 1,1% sur un mois et de 4,2% sur un an, selon des données publiées lundi par Pôle emploi.

Toutes allocations confondues - allocations chômage, formation, et préretraites comprises - le nombre des personnes indemnisées par Pôle emploi a augmenté de 1,3% sur un mois et de 3,9% sur un an.

Ainsi au total, 2,760 millions de personnes ont été indemnisées en décembre 2011, chiffre incluant les 6.000 personnes en préretraite (-1,6% sur un mois) et les 189.700 en formation ou conversion (+4,7%).

Parmi les personnes en formation, 19.900 ont bénéficié du nouveau Contrat de sécurisation professionnelle (CSP) réservé essentiellement aux licenciés économiques. Ce dispositif remplace deux autres, le CTP et la CRP, dont le nombre de bénéficiaires a chuté sur un an de respectivement 36,6% et 38,2% à 7.500 et 40.000.

Le directeur général de Pôle emploi a par ailleurs indiqué dans un entretien au journal Les Echos publié lundi que l'organisme allait recevoir d'ici juin 300.000 chômeurs de longue durée pour leur proposer une "*solution*", de formation notamment.

Comme l'avait souhaité Nicolas Sarkozy lors du sommet social de mi-janvier, "*une solution sera proposée à chacune d'elles pour favoriser le retour à l'emploi, grâce en particulier à un effort important de formation*".

Pour mettre en oeuvre ce plan en faveur des personnes très éloignées de l'emploi, M. Bassères se donne moins d'un mois, "*d'ici au 1er mars*", pour recruter le renfort de 1.000 CDD d'un an répartis dans les quelque 900 agences, également annoncé par le chef de l'Etat mi-janvier. (AFP 06.02)

Ou comment faire baisser artificiellement le nombre de chômeurs. Ils ont l'air plutôt pressé, cela aurait-il quelque chose à voir avec le candidat Sarkozy ?

1.3- Comment faire payer des impôts aux travailleurs les plus pauvres et augmenter ceux qui se situent juste au-dessus?

La mauvaise surprise pourrait concerner 100.000 à 200.000 foyers. Selon Le Parisien-Aujourd'hui en France , des ménages non imposables jusqu'à présent risquent notamment de devoir payer l'impôt sur le revenu cette année. Le responsable est le deuxième plan de rigueur annoncé par le gouvernement au mois de novembre dernier et qui a gelé le barème de l'impôt.

Auparavant, les tranches d'imposition qui servent d'assiette à la taxation, étaient revues chaque année pour tenir compte de l'inflation qui augmente le coût de la vie. En figeant pour deux ans au moins les tranches d'imposition, toutes les personnes dont les revenus ont augmenté en 2011 risquent potentiellement de subir les conséquences de la réforme s'ils se retrouvent avec

des revenus imposables supérieurs à 5963 euros, le seuil de la première tranche à 5,5 %. Pour le gouvernement, les sommes que ces foyers devront acquitter seront relativement faibles car le fisc ne réclame pas le paiement de l'impôt quand celui-ci est inférieur à 61 euros. Le Parisien-Aujourd'hui en France souligne néanmoins que cette soudaine imposition pourrait avoir des conséquences plus graves pour les ménages car beaucoup d'aides comme celles accordées pour la cantine scolaires et les transports sont liées à l'absence d'imposition. Des familles pourraient donc perdre ces avantages.

Autre effet mécanique du gel du barème, d'autres ménages déjà imposés pourraient, eux, franchir le seuil de la tranche supérieure d'imposition et donc devoir payer davantage. Ce surplus d'impôts n'est pas encore visible sur les avis que les contribuables ont reçu en ce début d'année pour payer le premier tiers. La mauvaise surprise viendra en septembre, lors du paiement du reliquat. Selon les calculs du syndicat national unifié des impôts (Snui) cités par le quotidien, les hausses s'étaleront de 1,17 % pour un couple aisé sans enfant à 12,57 % pour un célibataire. Le gouvernement attend en tout cas 1,7 milliard d'euros supplémentaires de rentrées fiscales pour 2012 et le double pour 2013.

Enfin, le plus riches seront également touchés, car le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a aussi été figé.
Le gouvernement table sur 44 millions d'euros d'ISF supplémentaire en 2012 et 88 millions d'euros de plus en 2013. (lefigaro.fr 06.02)

Vive l'équité et le partage des richesses : 1,7 milliard d'euros supplémentaires ponctionnés aux travailleurs, 44 millions d'euros d'ISF supplémentaire versés par les privilégiés.

1.4- Racket. Hausse du prix du tabac

Le prix du tabac va augmenter de 7,6% au 1er octobre avec le relèvement de la TVA de 1,6 point, combiné à une hausse des prix de 6% prévue antérieurement, selon le ministère de l'Economie. (AFP 06.02)

2- Grèce

Les deux grandes centrales syndicales grecques, GSEE pour le privé et Adedy pour le public, ont affuté leur riposte, en décidant lundi l'organisation d'une grève générale de 24H mardi, assortie d'une manifestation dans le centre d'Athènes à la mi-journée.

Les nouvelles mesures "*sont la chronique d'une mort annoncée (...), l'objectif est de mettre à bas tout le droit du travail et de baisser les salaires de 20 à 30% en plus des coupes déjà opérées*", a déclaré le président de la GSEE, Iannis Panagopoulos.

Avec l'Adedy, la GSEE avait déjà organisé six grèves générales en 2011, sans réussir à faire fléchir les bailleurs de fonds.

L'opposition de gauche, communiste et radicale, est pour sa part montée au front en annonçant des manifestations dès lundi soir. (AFP 06.02)

Brésil

Près de mille soldats et une quarantaine de policiers d'élite ont encerclé lundi le siège du Parlement de Salvador de Bahia (nord-est du Brésil) où s'est retranché un groupe de policiers militaires en grève avec leurs familles.

Selon la presse locale, la grève des policiers militaires --(PM, chargés du maintien de l'ordre au Brésil)-- entamée il y a six jours pour réclamer de meilleurs salaires a entraîné une vague de pillages et de braquages à main armée et au moins 89 homicides, la plupart à Salvador, la capitale de l'Etat, à deux semaines du carnaval qui attire des dizaines de milliers de touristes.

Le dirigeant de la grève, Marcos Prisco, a prévenu lundi que son groupe "*résisterait*" et que "*si l'armée envahissait le bâtiment, il pourrait y avoir une catastrophe*", d'après le site G1 de O Globo.

Lundi matin des proches des grévistes ont tenté de forcer le cordon de sécurité de l'armée mais ont été repoussés avec des balles en caoutchouc, selon des images montrées par la TV Globo News.

Quarante hommes du Commando des opérations tactiques (COT) sont arrivés dimanche soir à Salvador, l'une des douze villes hôtes de la Coupe du monde de football 2014.

Ces policiers d'élite ont onze mandats d'arrêt contre les dirigeants grévistes retranchés dans le parlement.

Les autorités ont ordonné l'arrestation de douze leaders du mouvement de grève, dont l'un a été interpellé dimanche pour "*incitation à la violence, formation de bandes organisées et vol de biens publics*", a indiqué le gouvernement de l'Etat de Bahia.

3.500 militaires de l'armée de terre, de la Marine et de la Force nationale de sécurité ont été envoyés depuis vendredi dans cet Etat pour rétablir la sécurité, à la suite du refus des policiers de mettre un terme à leur grève, déclarée illégale par la justice.

"*Je ne peux pas contrôler la réaction*" des policiers grévistes, a dit le leader des grévistes à G1.

"*Cela pourra être une troupe armée contre un autre troupe armée*", a menacé le leader Prisco.

"*Ce sont des dizaines de policiers armés qui demandent une amnistie (pour les dirigeants grévistes) et qui ont occupé une partie du parlement de Salvador depuis mercredi, quand a commencé la grève*" pour de meilleurs salaires, a expliqué à l'AFP Robinson Almedia, porte-parole du gouvernement de Bahia, le quatrième Etat le plus peuplé du Brésil avec 13,6 millions d'habitants.

La grève, suivie selon les autorités par un tiers des 31.000 policiers, a entraîné une recrudescence des meurtres et des agressions.

En 2001, la police militaire de Bahia avait déjà observé une grève d'une semaine pour réclamer une augmentation de salaires. (AFP 06.02)

Economie

1- France

Le montant des crédits immobiliers accordés par les banques a enregistré un très fort recul en janvier, avec une baisse de 25,7 % par rapport au mois correspondant de 2011, selon une étude de l'Observatoire Crédit logement/CSA publiée lundi 6 février.

D'un mois à l'autre, l'effondrement est en effet brutal : - 49,4 % entre décembre 2011 et janvier 2012 (après déjà une chute de 34,1 % entre décembre 2010 et janvier 2011). "*C'est un coup de massue. La chute est comparable à 2009, au moment de la crise des subprimes américains*", souligne Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris-Ouest et expert du secteur.

Pour M. Mouillart, deux décisions spécifiques au secteur s'ajoutent aux "*craintes concernant la montée du chômage, le pouvoir d'achat et le perspectives économiques défavorables*". "*Tout d'abord la forte diminution du taux (de 22 % à 13 %) de l'avantage fiscal pour les investisseurs achetant un logement neuf et, en plus, la suppression du prêt à taux zéro pour les acquéreurs d'habitations anciennes*", explique M. Mouillart.

Pour l'ensemble de l'année 2012, les crédits immobiliers accordés les banques devraient s'élever à seulement 130 milliards d'euros, soit une baisse de près de 20 % par rapport à 2011 (160 milliards), loin du record absolu de 2007 (170,2 milliards), estime M. Mouillart.

Ce renversement de tendance survient après une explosion de ces crédits depuis le début du siècle qui avait contribué à la bonne tenue du marché immobilier en France : 70,8 milliards en 2001, 87,3 en 2003, 143,7 en 2005 et 170,2 en 2007.

Les taux d'intérêt des crédits immobiliers ont continué à monter en janvier 2012 et se sont établis en moyenne à 3,97 % contre 3,94 % en décembre 2011 et 3,86 % en novembre, soit un bond de plus de 70 points de base par rapport au plus bas niveau depuis 1945 (3,25 % en moyenne) atteint en novembre 2010, selon Crédit logement. (lemonde.fr 06.02)

2- Grèce

Un des mécanismes mis en place par le gouvernement grec pour récupérer l'argent que lui doivent certains citoyens a été de publier, au mois de janvier, une liste nominative de plus de 4 000 personnes. Réunies, ces personnes devraient à l'Etat près de 30 milliards d'euros.

Depuis la publication de cette liste, la plupart de personnes arrêtées pour ce motif ont été libérées sous caution ou condamnées à de faibles peines. Près de 500 font encore l'objet d'un mandat d'arrêt.

Le journal grec Ethnos a annoncé, dimanche 5 février, avoir retrouvé l'un des principaux débiteurs de l'Etat grec, un homme qui devrait à lui seul, selon les calculs du ministère des finances, pas moins de 10,8 millions d'euros.

Il s'agit de Stelios Parasyris, un berger crétois de 65 ans, qui possède une cinquantaine de moutons et, assure-t-il, pas beaucoup d'argent.

L'Etat grec affirme que Parasyris a frauduleusement empoché 30 millions de drachmes, soit près de 88 000 euros, en 1995. La somme qu'il doit est obtenue en y ajoutant les amendes, pénalités et autres intérêts. Le berger assure avoir déjà

remboursé l'équivalent de trois fois ce qu'il avait détourné. '*Si tous les gens sur la liste sont aussi pauvres que moi, je ne vois guère d'avenir pour ce pays*', a-t-il déclaré au quotidien. (lemonde.fr 06.02)

L'Etat grec a dégotté le mouton à cinq pattes : le berger bouc émissaire. Au fait, panurge vient du grec panourgos, cela s'adresse à l'Etat grec. Pas étonnant que face aux exigences exorbitantes de la troïka, hier, Panis Béglitis, porte-parole de l'ex-Premier ministre Papandréou ait déclaré qu'il était prêt «*à faire preuve du même sens des responsabilités*» qu'auparavant, nous n'en avons jamais douté, cela vaut pour Hollande évidemment.

3- Brésil

Le Brésil a donné en concession à trois consortiums privés, dont l'un inclut la société française Egis, la gestion de trois aéroports pour la somme record de 14 milliards de dollars (10,7 milliards d'euros), a annoncé lundi la Bourse de Sao Paulo.

Trois consortiums ont obtenu, lors d'une vente aux enchères à la Bourse, la concession sur plus de vingt ans de deux aéroports de l'Etat de Sao Paulo et celle de l'aéroport de Brasilia.

L'entreprise française d'ingénierie Egis, détenue à 75% par la Caisse des dépôts, fait partie du consortium qui a remporté la concession de Viracopos, l'aéroport de Campinas à 120 km de Sao Paulo.

Viracopos a été concédé pour 30 ans au consortium formé par les Brésiliens Triunfo Participações, UTC Participações et le Français Egis, via sa filiale Egis Airport Operation, qui détient une part minoritaire du consortium.

Le trafic aérien au Brésil augmente de 15% par an, a souligné M. Barbier.

La concession de l'aéroport international de Guarulhos (Sao Paulo), le plus important du pays, a été remportée par le groupe formé par la société brésilienne d'investissement Invepar, le constructeur brésilien OAS et l'opérateur sud-africain ACSA (Airports company South Africa), avec une offre de plus de 9,4 milliards de dollars (7,17 milliards d'euros). La concession s'étend sur vingt ans.

L'aéroport de Brasilia a été concédé pour 25 ans au consortium Inframérica Aeroportos, comprenant le Brésilien Engevix et l'Argentin Corporación América pour 2,6 milliards de dollars.

En août, l'aéroport Sao Gonçalo d'Amarante, près de Natal (nord-est), avait été le premier du pays à être privatisé. Il était déjà allé au consortium Inframérica Aeroportos.

Les trois aéroports représentent 30% du trafic passager du Brésil.

Selon le quotidien économique Valor, vendredi dernier, les trois aéroports prévoient un retour d'investissement de 6,46% par an. (AFP 06.02)

4- Japon

Le constructeur d'automobiles japonais Mitsubishi Motors a annoncé, lundi 6 février, qu'il prévoyait d'arrêter de produire des véhicules en Europe, dans son usine de Born, aux Pays-Bas, après 2012. Confirmant des informations divulguées quelques heures plus tôt par la presse, Mitsubishi Motors justifie ce choix par le fait que la conjoncture en Europe n'est pas satisfaisante pour continuer d'y fabriquer des automobiles.

Le groupe, qui assure que "*le marché européen reste important pour lui*", prévoit d'approvisionner le Vieux Continent depuis la Thaïlande et le Japon.

Mitsubishi Motors est le deuxième constructeur d'automobiles japonais à décider la fin de la production en Europe après Daihatsu, une filiale de Toyota, spécialisée dans les petites voitures de moins de 660 cc. (lemonde.fr 06.02)

5- Chine

5.1- La Chine pourrait devenir cette année le premier marché à l'exportation de l'Union européenne, devant les Etats-Unis, a estimé lundi l'ambassadeur de l'UE alors que la demande intérieure doit progresser dans la deuxième économie mondiale.

Les exportations chinoises vers l'UE n'ont progressé que de 14,5% en 2011, contre 25,6% pour les importations, selon les statistiques des douanes chinoises qui montrent toutefois aussi que l'UE continue à accuser un important déficit dans ses

échanges avec la Chine. Celui-ci s'est élevé à 145 milliards de dollars l'an dernier.

L'Union européenne est le premier marché pour les exportations chinoises dans le monde, mais Pékin tente de limiter sa dépendance vis-à-vis des exportations et de stimuler sa demande intérieure, ce qui doit entraîner une hausse des importations. (AFP 06.02)

5.2- Une aggravation de la crise économique en Europe est le principal danger pour la Chine, qui reste très dépendante des variations de la demande mondiale, a indiqué le Fonds monétaire international dans un rapport lundi.

"*L'économie mondiale est dans un état précaire et les risques se sont fortement accrus. Le plus remarquable est celui d'une intensification de la spirale négative entre les pressions sur le financement des Etats et des banques dans la zone euro*", a écrit le FMI dans un rapport sur la Chine.

"Si le risque de volatilité financière émanant de l'Europe devait se matérialiser, cela tirerait la croissance de la Chine à la baisse", a-t-il affirmé.

Dans le pire des cas imaginé dans les prévisions mondiales publiées par le FMI en janvier, la croissance mondiale baisserait de 1,75 point de pourcentage par rapport au scénario le plus probable, et celle de la Chine "*d'environ 4 points de pourcentage*".

Dans son scénario le plus probable, le FMI table sur une croissance de 8,2% cette année pour la deuxième économie mondiale, l'une des plus élevées de la planète. (AFP 06.02)

Haut de page

Le 8 février

CAUSERIE

En raison du séjour en Inde de mon épouse pour une période de trois à quatre mois, pendant cette période l'actualisation du site sera ralentie. Elle arrivera à Pondichéry sur les coups de 3h30 du matin. Il se peut que je rajoute des articles en ligne en fin de journée car je vais veiller tard ou plutôt ne pas me coucher. Si je ne m'endors pas devant l'écran, je préparerai la nuit prochaine la causerie du 9. En réalité, je vis à un rythme effréné et je suis déjà complètement crevé, mais bon, c'est pour la bonne cause...

Adversaire, pas ennemi.

A propos de la polémique sur les dernières sorties de Guéant.

- «*La France est une démocratie, un Etat de droit dans lequel la parole libre ne saurait servir à salir, même un adversaire politique*», selon un communiqué de Matignon. (liberation.fr 07.02)

Rectifions : La France n'est pas une démocratie représentant les intérêts de la majorité de la population ni un Etat de droit dans lequel la parole devrait être libre, car celle de l'ennemi de la classe dominante qu'incarne cet Etat est censurée, baillonnée, mise à l'index et finalement n'a pas droit de citer.

Seuls les partis institutionnels (UMP et PS ainsi que leurs satellites respectifs) peuvent s'exprimer dans les médias nationaux ou à la tribune du Parlement, qui constituent les deux faces de la même pièce à laquelle ils sont tous très attachés, le régime en place.

Par contre les ennemis de ce régime, ceux qui le dénoncent et combattent pour le renverser ne disposent que de leurs faibles moyens pour se faire entendre, autrement dit leur voix est volontairement étouffée comme celle de la vérité sur toutes les questions économiques, sociales ou politiques concernant l'ensemble des masses laborieuses.

Depuis les 3 et 4 août 1914, la social-démocratie et ce qu'il en reste a toujours opté pour la guerre plutôt que pour la révolution, elle a toujours choisi aux moments décisifs de l'histoire le camp du capital contre le camp du travail, le camp de la réaction et de la répression, récemment encore ne comptait-elle pas dans ces rangs (Internationale socialiste) les tyrans Ben Ali et Moubarak, ainsi elle a démontré qu'elle avait délibérément adopté l'idéologie bourgeoise qui dans son développement a donné naissance à la forme moderne de la barbarie, le fascisme et le nazisme.

Et quand les sociaux-libéraux, qui sont les derniers fourvoyeurs de la social-démocratie, refusent d'endosser ce rôle et de

reconnaître leur responsabilité, cela donne lieu à de misérables vociférations, dont celle à laquelle nous avons assisté hier à l'Assemblée nationale sur fond de campagne électorale.

M. Letchimy (PS) doit faire partie de ceux qui soutiennent que les Etats-Unis, Israël et les monarchies du Golfe sont des modèles de démocratie, il a dû soutenir la guerre contre les peuples irakiens, afghans, libyens, comme il doit soutenir le plan de guerre contre la Syrie et l'Iran, Guantanamo ne le gêne pas plus que les prisons secrètes de la CIA en Europe, le sort des Palestiniens non plus, depuis 1947-48 l'Etat sioniste n'a pas respecté une seule résolution de l'ONU, cela non plus ne le gêne pas, par contre l'Iran et la Syrie sont sommés de les appliquer sous peine de se voir bombardés, etc.

On aurait pu évoquer la colonisation, la poursuite de la guerre du Vietnam quand le PS était au pouvoir, la guerre d'Algérie, etc. On aurait pu ajouter famines et génocides, la Somalie et une grande partie des peuples africains qui s'entre-déchirent ou crèvent de faim du fait de la spéculation sur les produits agricoles pratiquée par les banquiers et les multinationales...

La rupture des relations avec la dictature américaine et l'ONU ne figure pas au programme du PS, pas davantage de ses satellites d'ailleurs.Par n'importe quel bout par lequel on le prend, on s'aperçoit que le PS est un parti pourri jusqu'à la moelle, donc par conséquent, quand il s'aventure à donner des leçons d'humanisme au parti de l'ordre, il lui fournit un bâton pour se faire battre, qu'on ne compte pas sur nous pour prendre sa défense.

Le PS est le complice permanent de la barbarie impérialiste, voilà la vérité.

Un mot sur la question des civilisations

S'agissant des civilisations, les plus développées disparaissent, quand une fois développées leurs forces productives elles s'avèrent incapables de passer à un mode de production supérieur, tel est l'enseignement que l'on a pu tirer des multiples exemples du passé.

La nôtre, qui coïncide avec l'impérialisme stade suprême du capitalisme, est condamnée à connaître le même sort si nous ne sommes pas capables de passer au socialisme, à ceci près qu'avec le développement massif à l'échelle mondiale des armes atomiques, bactériologiques, chimiques et autres, c'est la civilisation humaine et toute vie sur terre qui est de nos jours menacée de disparition.

Différentes civilisations se côtoient aujourd'hui ou plus exactement des civilisations correspondant à des stades de développements des forces productives différents. Dans le passé, c'est toujours la civilisation la plus avancée qui a disparu. A notre époque ce n'est pas un hasard si ce sont les pays pratiquant une politique antisociale où les inégalités (Etats-Unis, Chine, Vietnam, Inde, Brésil, Mexique, Afrique du Sud, etc.) sont les plus importantes où règnent des dictatures ou des régimes semi-féodaux, des monarchies absolues (Golfe), qui servent de modèle aux pays les plus développés sur le plan économique, social et politique, et qui tirent l'ensemble des droits sociaux et politiques du prolétariat à l'échelle mondiale vers le bas. Dès lors, il n'est pas exagéré d'affirmer que la civilisation humaine est déjà en pleine décomposition.

C'est le destin qui est réservé à l'humanité entière si nous ne parvenons pas à passer à un mode de production supérieur, le socialisme. Le capitalisme s'est imposé une fois seulement que le mode de production de type féodal s'était imposé à l'échelle mondiale et pas seulement dans un pays ou sur un continent.

Question ou hypothèse à creuser : Y a-t-il lieu de penser qu'il sera impossible de passer au socialisme aussi longtemps que le capitalisme ne sera pas développé sur tous les continents à un niveau comparable à celui qui existe des les pays dits développés de nos jours ? J'avais déjà émis cette hypothèse en 2005 sans y réfléchir depuis.

A quel moment, à quel stade du développement du capitalisme dans le monde la nécessité du passage au socialisme s'imposera ou la civilisation sera-t-elle menacée de disparition ? On reviendra plus tard sur cette question, disons rapidement que selon certains critères retenus jusqu'à présent, les forces productives étaient suffisamment développées depuis le début du XXe siècle pour permettre ce passage au socialisme, sauf que cela ne s'est pas produit. On a attribué cette impossibilté à des facteurs subjectifs ou politiques, le stalinisme et le retard pris par la conscience de classe du prolétariat qui s'est caractérisé par son incapacité à prendre le pouvoir dans la foulée de la révolution russe de 1917. On s'est contenté d'une analyse purement politique, or ce fut une terrible erreur, cela ne permit pas de comprendre réellement l'évolution du capitalisme mondiale pas plus que la situation en générale et les tâches politiques qui devaient en découler.

Si on voulait se donner la peine de réfléchir davantage à cette question, sans en être totalement convaincu pour le moment parce que de mon côté non plus je n'ai pas pris le temps d'y réfléchir, je suis pratiquement certain qu'on parviendrait à découvrir le lien qui existe entre l'absence de maturité de la conscience du prolétariat et l'absence de maturité du capitalisme mondial, l'un alimentant l'autre, l'un interdisant l'autre...

Le capitalisme s'est développé en Europe du XVIII au XXe siècle au détriment des pays et des peuples qu'ils pillaient et

exploitaient, c'est de la sorte qu'il a pu faire face à la lutte de classe et financer des avancées sociales, se forger une certaine légitimité auprès des peuples européeens, ce qui lui a permis à la fois de développer une classe moyenne et une aristocratie ouvrière, de combattre le socialisme et d'assurer sa stabilité politique, malgré des crises à répétition qui le conduiront au bord de l'effondrement et dont il sortira par l'intermédiaire de deux guerres mondiales...

On comprendra que tout mouvement politique tendant à freiner ce développement ait un caractère réactionnaire, cela inclut ceux qui dénoncent le productivisme, les adeptes de la démondialisation, les altermondialistes, qui voudraient interdire à des pays comme la Chine de se développer et à sa population de consommer davantage, alors que dire du continent africain qui devrait demeurer éternellement sous-développé alors qu'il est à l'origine de la civilisation humaine. On comprendra aussi au passage pourquoi les maîtres du monde s'opposent au développement des forces productives et s'emploient à les détruire, notamment... (A suivre)

Le masque commence à tomber.

On se souvient des bloggeurs tunisiens et égyptiens présentés comme des opposants "*spontanés*" aux régimes en place, pour ensuite apprendre qu'ils étaient en relation avec le Foreign Office britannique ou des agents de la CIA... On se souvient aussi de ces Américains se faisant passer pour des Syriens victimes du régime et finalement démasqués.

On a voulu nous faire croire que le mouvement dit des indignés qui a vu le jour dans différents pays étaient indépendants des régimes en place, jusqu'à ce qu'on apprenne que des magnats de Wall street y étaient associés sans même attendre le soutien du milliardaire Warren Buffet. Dans les deux cas mais en plus grossier, la même farce que le Forum social mondial financé par les multinationales américaines, donc des banquiers, la référence incontournable pour les altermondialistes et leur parti en France, le NPA.

On a appris avant-hier que les écologistes allemands apportaient leur soutien à la Ligue arabe, dont le plan concocté pas Washington consiste à mettre en place à Damas un régime fantoche à la botte de l'impérialisme américain, préalable à l'encerclement de l'Iran avant une attaque militaire sur ce pays pour prendre le contrôle de son pétrole, la deuxième ou troisième réserve mondiale de pétrole si je ne me trompe pas, et ainsi fermet les robinets en direction de la Chine, le premier client de l'Iran. Bref, les braves écologistes, qui se veulent progressistes et humanistes, montent au créneau et leur véritable nature s'étale à la face du monde : réactionnaire.

A l'ère de la communication en temps réel à l'échelle mondiale, le secret le mieux gardé ne fait pas long feu et les auteurs de manipulations en tous genres de l'opinion publique qui se situent au plus haut sommet des Etats doivent redoubler d'imagination et de moyens pour continuer leur sale besogne d'intoxication et de désinformations systématique, l'un des derniers en date Anonymous.

Récemment dans un article le Réseau Voltaire les avait rangés dans le même panier de crabes que ces bloggeurs manipulés par les agences de renseignements occidentaux quand ces derniers ne faisaient pas eux-mêmes le boulot. Voilà qu'ils se mettent au service de l'impérialisme américano-européen et des monarchies du Golfe dans l'affaire syrienne.

Mais apparemment le coup a foiré lamentablement, ils auraient piraté des conversations téléphoniques du président syrien et de son entourage pour finalement n'avoir rien d'autres à se mettre sous la dent que ce qu'on savait déjà. N'ayant rien trouvé qui puisse servir la thèse guerrière de Washington, ils se sont acharnés sur pas moins de 78 adresses téléphoniques ou électroniques, en vain. Et par quel canal ces "*révélations*" nous sont-elles parvenues, je vous le donne en mille par la voie d'un média de l'Etat sioniste.

- Selon des révélations du journal israélien Haaretz, le collectif Anonymous a joué les justiciers masqués ce week-end, s'introduisant dans les serveurs mails du ministère des Affaires présidentielles.

Les hackers ont accédés à 78 comptes appartenant à des membres du cabinet de Bashar al-Assad, dont ceux du ministre des Affaires présidentielles, Fadlallah Azzam, et du conseiller média du président syrien, Bouthaina Shaaban. Plusieurs comptes étaient protégés par le mot de passe «*12345*», selon le Haaretz. (20minutes.fr 07.02)

Haaretz précise ensuite que "*plusieurs centaines de courriers ont été dérobés*", diable, ce serait un comble s'ils ne pouvaient pas s'en servir contre le régime syrien. En désespoir de cause, voici un extrait de ce qui a été publié par *Haaretz* et que 20minutes.fr a reproduit :

- «*L'opinion américaine peut facilement être manipulée si elle entend que des erreurs ont été commises et que nous sommes maintenant en train de les réparer*», écrit notamment l'attachée de presse de la Syrie à l'ONU.

Cela peut signifier également que l'opinion américaine peut facilement avoir été manipulée par les médias américains favorables à une guerre contre la Syrie.

- Rejeter la faute sur les médias qui ont «*dénaturé et déformé les faits*» au début des affrontement.

Normal, puisque c'est la stricte vérité.

C'est tout ? Et ensuite ? Ensuite, quoi, rien, l'article de 20minutes.fr s'arrête là, à croire que celui d'*Haaretz* n'était pas mieux étayé pour prouver qu'Assad massacre aveuglément le peuple syrien.

Un mot très vite sur la situation en Grèce.

Entendu avant-hier soir aux infos sur TV5Monde Asie.

Je n'ai pas eu le temps de relevé son nom, un ministre grec participant aux "*négociations*" avec la troïka a expliqué aux journalistes, qu'il ne voulait pas se faire le complice de mesures d'austérité supplémentaires impossible à supporter par la population grecque et qui risquaient de conduire à une révolution, en Grèce avant qu'elle se répande dans toute l'Europe. A la virgule près ce sont ces propos. On comprend pourquoi ils ne parviennent pas à un accord... Un spectre hante l'Europe...

Entendu hier soir aux infos sur TV5Monde Asie.

Le journaliste a relevé à sa grande surprise, pour ne pas dire qu'il en était tétanisé car il n'en ignore pas les dessous, que l'appel à la grève générale était massivement suivi dans tous le pays, alors qu'il n'avait été lancé par les syndicats que 24h avant. J'en ai déduit que la situation était explosive comme jamais.

Actualité en titres

Appel d'offre ou les voix du marché :

- Mamère: "*Fortes chances*" d'une participation écologiste à un "*gouvernement de gauche*" - AFP

- Fonctionnaires : Hollande ira plus loin que le «un sur deux» dans certaines administrations François Vignal - Public Sénat

Les voies du Seigneur sont impénétrables :

- Pédophilie : le pape plaide pour '*un profond renouveau de l'Eglise*' - LeMonde.fr

Sans blague :

- Est-il possible de prévenir le suicide des enfants ? - LeMonde.fr

- '*C'est un fort sentiment d'exploitation qu'éprouvent les personnes détenues*' - LeMonde.fr

Mimétisme.

- La France rappelle pour consultations son ambassadeur en Syrie - Reuters

- Les monarchies du Golfe retirent leurs ambassadeurs de Syrie - Reuters

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Grève dans les transports aériens contre la remise en cause du droit de grève

Plus de 50% des pilotes étaient en grève mardi, avec des pointes à 70% chez Air France, d'après le SNPL, qui évoque un mouvement "*bien suivi*".

À la mi-journée, environ un tiers des pilotes étaient en grève chez Transavia, filiale "*low cost*" d'Air France, un tiers aussi chez Britair

et un quart chez EasyJet, de même source.

La grève, organisée par les syndicats français de pilotes de ligne et la majorité des organisations de stewards, hôtesses et personnels au sol, doit durer jusqu'à jeudi inclus.

Le ministre chargé des Transports Thierry Mariani a soutenu lors des questions à l'Assemblée que le projet du gouvernement ne remettait pas en question le droit de grève. Il avait déjà prévenu lundi sur RTL que le gouvernement irait "*jusqu'au bout*" sur ce dossier. (Reuters 07.02)

1.2- Mouvement social chez les inspecteurs du travail.

Romain Lecoustre, 32 ans, a mis fin à ses jours, le 18 janvier. Huit mois plus tôt, Luc Beal Rainaldy, 52 ans, en avait fait de même. Tous deux travaillaient pour l'inspection du travail. C'est pour leur rendre hommage qu'environ trois cents agents de contrôle de l'inspection du travail – sur une administration qui en compte 2 200 – se sont réunis, mardi 7 février, devant le cabinet de leur ministre, dans le 7e arrondissement de Paris. Ils ont ensuite manifesté jusqu'aux locaux de la Direction de l'administration générale et de la modernisation des services (Dagemo), où se déroulait un comité d'hygiène et de sécurité ministériel (CHSM) consacré au suicide de Romain Lecoustre.

"*Nous sommes les fonctionnaires d'un ministère qui devrait donner l'exemple à toute la France. Pourtant notre situation professionnelle est aujourd'hui pire que dans le privé, c'est inadmissible*" , hurle un manifestant dans un porte-voix.

Romain Lecoustre avait déjà fait une tentative de suicide au cours de l'été 2011. Il avait parlé à ses proches des raisons de ce premier appel à l'aide : une agression verbale lors d'un contrôle sur le terrain et des relations tendues avec sa hiérarchie.

Pour l'intersyndicale (CFDT-CGT-FO-SNU-TEF/FSU-SUD-UNSA) du ministère du travail, qui a appelé à la grève nationale, ces deux suicides (auxquels s'ajouteraient au moins deux autres sur les trois dernières années) symbolisent les dysfonctionnements d'une administration qui pâtit des réformes en cours dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

"*Jusqu'à quand le bulldozer de la réforme de l'Etat va t-il continuer et rallonger la liste des victimes ? Ça suffit !*", crient les manifestants. Venus de différentes régions, ils ont manifesté derrière une banderole noire sur laquelle on pouvait lire : "*Suicides au ministère du travail. Administration coupable.*"

Les syndicats, qui dénoncent l'arrivée imminente de la prime de fonction et de résultats, réclament l'arrêt des suppressions de postes, l'abandon immédiat de tous les objectifs chiffrés fixés annuellement aux agents et l'arrêt de la dévalorisation et de la déstabilisation des agents comme mode de relations hiérarchiques.

La mobilisation a en tout cas été forte au sein de l'inspection du travail, avec un agent sur quatre en grève selon les chiffres du ministère. (lemonde.fr 07.02)

2- Grèce

Alors que les dirigeants grecs se réunissent pour donner leur réponse aux mesures drastiques exigées par les bailleurs de fonds d'Athènes, environ 20.000 personnes manifestent dans la capitale et à Salonique, dans le nord.

«*Non aux conditions de travail médiévales, ne baissons pas la tête, faisons preuve de résistance!*» ont scandé les manifestants, rassemblés sur la place Syntagma, dans le centre d'Athènes.

Le mouvement a été lancé à l'appel des principaux syndicats du pays, GSEE (privé) et Adedy (public) pour dénoncer une politique qui menace d'entraîner le pays dans une spirale destructrice.

La grève touche tous les secteurs: écoles, ministères, hôpitaux, médias publics, banques. Aucun train ne circule dans le pays, et les salariés des transports urbains ont également marqué des arrêts de travail. En revanche, le trafic aérien ne connaît pas de perturbations. (20minutes.fr 07.02)

3- Allemagne

Le syndicat IG Metall réclame des hausses de salaires de 6,5%, les fonctionnaires et salariés de la chimie devraient s'aligner: les Allemands veulent leur part du gâteau, alors que l'évolution de leurs salaires est plus que jamais scrutée par leurs partenaires européens.

IG Metall, qui a annoncé sa revendication mardi, représente les employés de la métallurgie. Cette branche, dans laquelle

les négociations débuteront mi-mars, rassemble quelque 3,4 millions de salariés, et des secteurs de l'industrie aussi variés et cruciaux pour l'économie du pays que l'automobile ou les machines-outils.

Une hausse conséquente des salaires, dans un secteur qui s'est dans l'ensemble très bien remis de la crise de 2009, "*est une nécessité économique, et assurerait aux salariés une participation juste*" à la croissance de l'industrie, a argumenté le chef d'IG Metall, Berthold Huber.

L'accord dans la métallurgie sert traditionnellement d'étalon pour les autres branches. Le syndicat Verdi va publier jeudi sa revendication pour les fonctionnaires des communes et de l'Etat fédéral, qui devrait être du même ordre que celle d'IG Metall.

La fédération des fabricants de machines-outils VDMA s'est empressée de qualifier la revendication d'"*exagérée*" et "*coupée de la réalité*".

Du côté de la fédération des employeurs, Gesamtmetall, on s'est déjà employé à réfréner les attentes, soulignant que les perspectives n'étaient plus aussi roses qu'il y a à peine quelques mois.

Mais l'économie allemande se porte tout de même mieux que la plupart de ses voisines. Et au vu de la pénurie de main d'oeuvre qui touche certains secteurs, et alors que le gouvernement pousse à un alignement des salaires des intérimaires sur ceux du reste des salariés, des hausses importantes de rémunérations paraissent inévitables.

Ralph Solveen, de Commerzbank, table ainsi sur des hausses de l'ordre de 3,5% à 4% dans la métallurgie mais aussi dans la chimie. Ce secteur aussi a bien redressé la tête après la crise, et ses quelque 500.000 salariés, dont l'accord actuellement en vigueur expire fin mai, veulent en cueillir les fruits.

Cette année, au sein de la zone euro, l'Allemagne "*devrait être en tête*" du rythme de hausse des salaires en zone euro, prédit M. Solveen, quand partout ailleurs l'heure est à la restriction budgétaire voire à la récession.

L'Allemagne se démarque, avec des perspectives meilleures que ses partenaires européens. L'idée fait son chemin que c'est "*la main d'oeuvre qui a rendu possible ces succès*" et qu'elle doit en être récompensée, selon M. Huber.

Les Allemands se sont serrés la ceinture pendant des années. Une modération salariale qui fait débat aujourd'hui, sur fond de crise de la dette et de recherche fébrile de ses causes et ses remèdes.

L'Allemagne s'érige, et est érigée par certains de ses partenaires dont la France, en modèle de compétitivité en raison de cette retenue salariale.

Pour l'Organisation internationale du travail (OIT), la politique allemande de compression des salaires est au contraire "*la cause structurelle*" de la crise que traverse la zone euro, selon une étude publiée fin janvier.

Pour M. Solveen, "*l'Allemagne va petit à petit perdre en compétitivité-prix au sein de la zone euro*" alors que ses salaires grimpent et que, largement sous la pression de Berlin, les pays très endettés s'attellent à réformer leur marché du travail.

Mais "*ce processus devrait être plutôt long*", relève-t-il, et la concurrence des pays d'Europe de l'Est voisins, tout comme un solde migratoire appelé à redevenir positif, vont maintenir un couvercle sur les coûts du travail. (AFP 07.02)

Pour un peu Merkel ne pourra pas venir soutenir Sarkozy parce qu'elle devra affronter un mouvement de grève massif en Allemagne !

4- Israël

Les autorités israéliennes ont approuvé mardi 7 février un projet de construction d'un camp de rétention pour les immigrés clandestins dans le désert du Néguev, dans le sud d'Israël, a indiqué le ministère de la défense. Selon ce texte, un budget de 250 millions de shekels (51 millions d'euros) a été dégagé à cet effet, et d'ici fin juin quelque 3 000 personnes pourront être accueillies dans ce camp qui pourra à terme en abriter jusqu'à 11 000.

Le Parlement a adopté en janvier une loi permettant de placer les clandestins africains en détention pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans sans procès.

Le gouvernement a par ailleurs décidé en janvier d'accélérer la construction d'une barrière longue de 240 km à la frontière israélo-égyptienne. Selon des statistiques présentées au gouvernement, il y avait 52 487 immigrants illégaux en Israël fin 2011. En 2011, quelque 16 816 Africains sont entrés clandestinement en Israël depuis l'Egypte, dont 2 931 pour le seul mois de décembre. (lemonde.fr 07.02)

4- Maldive

Le premier président démocratiquement élu dans l'archipel des Maldives, Mohamed Nasheed, a démissionné ce mardi après des semaines de troubles politiques qui ont abouti à une mutinerie de policiers, l'armée assurant qu'il ne s'agit pas d'un coup d'Etat.

«*Ce sera mieux pour le pays, dans la situation actuelle, si je démissionne. Je ne veux pas diriger le pays d'une main de fer. Je démissionne*», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse télévisée.

Des policiers rebelles se sont joints ce mardi à des manifestations d'opposants qui affectent la capitale, Malé, depuis trois semaines.

Le porte-parole de l'armée, le colonel Addul Raheem Adbul Latheef, a déclaré que des troupes avaient utilisé des gaz lacrymogènes et des balles de caoutchouc lors de heurts avec les manifestants et la police qui s'étaient rassemblés devant le siège de l'armée dans la capitale.

«*Les heurts sporadiques ont débuté après minuit et se sont poursuivis jusqu'à 8 heures*», a-t-il précisé.

Des policiers rebelles ont aussi pris le contrôle de la télévision d'Etat et ont commencé à diffuser une chaîne d'opposition. L'armée a démenti qu'un coup d'Etat se soit produit dans l'archipel, mais elle a indiqué avoir conseillé au Président de démissionner.

«*Ce n'est pas un coup d'Etat. Absolument pas*», a affirmé le porte-parole de l'armée, Adbul Raheem Abdul Latheef, par téléphone depuis Malé, peu après que le chef de l'Etat a annoncé sa démission.

L'opposition réclamait la tête du Président au motif qu'il avait ordonné l'arrestation le mois dernier du président de la Cour d'assises, accusé par le pouvoir de mauvaise conduite et d'avoir favorisé des figures de l'opposition. La cour suprême et le procureur général ont demandé sa libération, en vain.

Un communiqué du gouvernement mis en ligne sur le site internet du Président a indiqué que «*le gouvernement des Maldives, au côté de toutes les institutions étatiques, travaillera à assurer la paix et la stabilité à Malé*».

«Le gouvernement des Maldives appelle au soutien et au calme de la population pour stabiliser la situation», selon le texte.

Mohammed Nasheed, plusieurs fois emprisonné lorsqu'il était dans l'opposition, était arrivé au pouvoir en 2008 pour un mandat de cinq ans. Il était le premier président élu démocratiquement dans cet archipel de 1 200 îles de l'océan Indien plébiscité par les touristes fortunés en quête d'exotisme.

Il créa en exil son parti, le Parti démocratique des Maldives, avant de revenir sur l'île en héros et de remporter 54% des voix en 2008.

Mais son gouvernement a été régulièrement accusé de corruption et de mauvaise gestion financière. Des manifestations, réprimées, avaient déjà éclaté au printemps 2011.

Un fort taux de chômage parmi les jeunes, une hausse de l'extrémisme islamiste et un ralentissement de l'activité touristique en raison d'une situation économique mondiale délicate ont alimenté le mécontentement à l'égard de l'administration de M. Nasheed. (libération.fr 07.02)

Il a été précisé aux infos du soir sur TV5Monde Asie, qu'immédiatement après sa démission il allait être emprisonné dans l'attente de son jugement pour corruption.

Economie

1- France

La France a enregistré en 2011 un déficit commercial de près de 70 milliards d'euros, un record qui soulève la question de la tendance à l'érosion continue des exportations de produits industriels et celle de la compétitivité de la France.

Le déficit du commerce extérieur a atteint 69,59 milliards d'euros contre 51,52 milliards en 2010, ont annoncé mardi les Douanes. Il dépasse largement le précédent record, de 56,2 milliards en 2008.

En 2011, les exportations françaises ont atteint 428,80 milliards d'euros mais leur progression a ralenti à 8,6% après +14% en 2010. Les importations ont représenté 498,39 milliards d'euros, continuant de "*progresser à un rythme rapide"* avec +11,7% en

2011 après +14,1% l'année précédente.

Avec une facture énergétique elle aussi massive, l'Allemagne s'apprête à annoncer mercredi "*un excédent commercial d'environ 160 milliards d'euros*" en 2011, a souligné mardi le secrétaire d'Etat chargé du Commerce extérieur, Pierre Lellouche.

"*Il y a une tendance beaucoup plus inquiétante et structurelle de dégradation du commerce extérieur français depuis 10 ans avec un problème de compétitivité*", a souligné Philippe Martin, de l'Institut d'études politiques de Paris.

La facture énergétique s'était élevée en 2008 à 59 milliards, à peine moins que l'an dernier et "*c'est donc la dégradation du déficit industriel (de presque 10 milliards d'euros en l'espace de 3 ans) qui explique la quasi-intégralité du creusement du déficit commercial français depuis 2008*", explique pour sa part Alberto Balboni du cabinet Xerfi.

Pour M. Martin, le mal est dans la compétitivité hors prix: qualité des produits, adaptation à la demande locale, innovation.

Autre faiblesse structurelle, surtout par rapport au voisin allemand: le nombre réduit d'exportateurs et leur taille, caractérisée par un petit nombre de très grosses sociétés telles que le groupe EADS et un manque criant d'entreprises moyennes.

Le nombre total de sociétés exportatrices, de plus de 130.000 en 2000 est tombé à 117.000 en 2011.

Comme en témoigne l'année 2011, l'avantage comparatif de la France se concentre sur quelques secteurs: l'agro-alimentaire, le luxe et l'aéronautique, la plupart des autres restant sur l'entrée et le milieu de gamme.

Une tendance "*liée à l'adoption, au cours des années 2000, d'un modèle économique basé sur le dynamisme de la consommation des ménages et des services, accélérant la perte de compétitivité à l'exportation et la désindustrialisation de l'économie française*", analyse M. Balboni.

"*Il faut se débarrasser*" de "*l'idée selon laquelle la machine économique de la France va se nourrir d'une consommation intérieure faite à base de redistribution d'argent emprunté*", qui "*nous mène droit dans le mur*", a lancé pour sa part mardi M. Lellouche. (AFP 07.02)

2- Suisse

Les groupes suisses Glencore et Xstrata ont officialisé mardi leur projet de fusion très attendue, destinée à créer un géant mondial des matières premières pesant 90 milliards de dollars en Bourse et qui sera en mesure de rivaliser avec les autres acteurs du secteur.

L'union des deux groupes suisses, qui avait été en partie dévoilée jeudi, va donner naissance à un mastodonte générant un chiffre d'affaires de 209,4 milliards de dollars (159,3 milliards d'euros) et un résultat brut d'exploitation de 16,2 milliards.

La nouvelle entité, baptisée Glencore Xstrata, se classera parmi les quatre premiers groupes miniers au monde, derrière l'anglo-australien BHP Billiton, le brésilien Vale et l'anglo-australien Rio Tinto.

"*Une fusion entre Glencore et Xstrata offre une opportunité unique de créer un nouveau modèle d'affaires dans notre secteur pour répondre à un environnement changeant*", a estimé le patron de Xstrata, Mick Davis, cité dans un communiqué.

Pour Ivan Glasenberg, le directeur général de Glencore, la fusion, d'un coût de 61,9 milliards de dollars, "*permettra de réaliser une valeur immédiate et durable*".

Les deux groupes, domiciliés dans les paradis fiscaux de Baar et de Zoug, étaient en discussions depuis 2006, a expliqué M. Glasenberg dans un entretien à l'AFP.

Alors que Glencore profitera des matières premières de Xstrata, ce dernier bénéficiera du réseau de vente de Glencore, qui s'appuie sur 8.000 fournisseurs et 54 bureaux à travers le monde, a illustré M. Glasenberg.

Les deux groupes devraient aussi recueillir le feu vert des autorités de la Concurrence.

Les spécialistes de la banque helvétiques tablent sur des synergies dans les activités de marketing du charbon, du cuivre et du zinc.

Partie de presque rien, Glencore, qui détient 34% de Xstrata, fait figure d'acteur majeur du secteur. Il ne se contente pas d'être un géant du négoce, mais détient également une grande partie de ses actifs miniers, énergétiques et agricoles.

Le groupe, qui a lancé avec succès en mai 2011 son introduction à la Bourse de Londres et de Hong Kong, possède également ses propres installations portuaires, des entrepôts et une flotte de navires. Il a dégagé l'année dernière un bénéfice net en hausse de 7% à 4 milliards de dollars.

Xstrata a quant à lui dégagé un bénéfice net annuel en progression de 22% à 5,7 milliards de dollars. (AFP 07.02)

Des entreprises suisses domicilées dans des paradis fiscaux ont été introduites à la Bourses de Londres. Conclusion : Londres et Zurich sont des paradis fiscaux.

3- Etats-Unis

3.1- Le Baltic Dry Index est un indicateur économique avancé, qui donne le prix du fret maritime. Quand l'économie tourne à plein, les navires sont tous en rotation et le prix du fret augmente. A l'inverse, quand l'économie est au ralenti, de nombreux cargos cherchent des clients et sont prêts à baisser les prix du transport. Le BDI est à 647 $ aujourd'hui, il vient de marquer un plus bas d'au moins 5 ans, puisque le plus bas de 2008 avait été atteint à 663 le 5 décembre.

Sans matières premières, l'industrie ne peut pas tourner. Or la commande de matières premières anticipe la fabrication, qui elle-même anticipe la distribution et la consommation. Si on regarde l'indice du prix du freight en containers au départ de la Chine (China Forwarders Freight Index), les tarifs sont actuellement 60% en dessous des prix de 2008, 32% en dessous des prix de 2010 et 16% en dessous des prix 2011. Ce deuxième indice montre le flux de produits semi-finis destinés à l'industrie et de produits finis destinés à la consommation. Si l'indice s'est très légèrement relevé depuis le plus bas de fin décembre, il est totalement illusoire de parler de reprise économique de l'industrie ou de la consommation.

Ce serait un miracle, si des usines avaient embauché sans augmenter leurs commandes de matières premières ou de pièces détachées, et plus encore si les circuits de commerce avaient étoffé leur personnel, avant même une augmentation de la fabrication ou de l'importation de produits de consommation. Quant au secteur tertiaire, les financières ont plutôt tendance à licencier en ce moment et la publicité n'est pas à la fête.

L'Administration américaine a donc bidouillé les chiffres avec talent, en supprimant les demandeurs d'emploi de trop longue durée et en requalifiant les travailleurs à temps partiel, qui auraient repeint le garage du voisin. Quant au Medias qui s'extasient sur la reprise américaine, ils continuent à créer un Monde purement virtuel à l'usage de la masse moutonnière. Les journalistes n'ont plus le droit de faire leur travail d'analyse et de conseil si jamais l'envie leur en prenait d'être honnête, alors sans vergogne, ils vont à la soupe.

Manifestement, cela ne doit pas les déranger d'avoir un nez qui s'allonge à l'infini (et au-delà). (liesi 06.02)

3.2- Quarante Etats américains ont signé une proposition d'accord amiable de 25 milliards de dollars avec les principaux émetteurs de prêts hypothécaires du pays pour solder les poursuites liées au scandale des saisies immobilières erronées, écrit le Los Angeles Times mardi.

La Californie (ouest) et l'Etat de New York (est) ne font pour l'instant pas partie des signataires, ajoute le quotidien sur son site internet.

Cet accord très attendu permettrait d'indemniser des propriétaires immobiliers qui estiment que leurs biens ont été saisis à tort, et mettrait fin à toute une série d'enquêtes et procès liés aux pratiques douteuses des banques et émetteurs de prêts hypothécaires aux Etats-Unis.

Ce scandale avait éclaté aux Etats-Unis à l'automne 2010, avec les révélations que des banques telles que Bank of America ou JPMorgan Chase avaient saisi des biens au cours de procédures entachées d'erreurs: validation de documents sans vérifications ("robot-signing"), signatures hors de la présence obligatoire d'un notaire, etc. (AFP 07.02)

Haut de page

Le 9 février

CAUSERIE

Comment comprendre une telle différence de traitement ?

D. Gluckstein écrit dans l'éditorial du n° 186 d'*Informations ouvrières* : "*Que font les grands partis de « gauche » ? Hollande ne manque aucune occasion de prêter allégeance à l'Union européenne*", et plus loin : "*Les dirigeants du Parti communiste français (...) déclare, ce 5 février, qu'il faut défendre l'euro « point d'appui pour résister au poids du dollar »*", ce qui est exact, il a raison de le dénoncer.

Question : Les dirigeants ou cadres du POI présents au sein de l'appareil de Force ouvrière ne votent-ils pas les résolutions de la direction confédérale qui est sur la même longueur d'onde que le PS et le PCF. Vérifions-le.

Quelle position défend Mailly dans son éditorial du 8 février, exactement la même que celle que dénonce Gluckstein dans son éditorial : "*Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de remettre en cause l'euro, mais de remettre la monnaie à sa place: celle d'un instrument au service d'une politique économique et sociale de progrès. Il est grand temps que l'Union européenne se mette au service des travailleurs et du progrès social*", comme si elle avait été créée dans cet objectif-là, comme si c'était possible.

Et mêlant les actes à la parole, logiquement Mailly annonce que FO participera à la journée d'action de la CES du 29 février, le syndicat maison de l'UE, autrefois on appelait ce genre de syndicat (chez Citroën notamment) un syndicat patronal ou jaune : "*c'est aussi pourquoi nous nous inscrivons dans la journée décidée par la CES – le 29 février – pour contester l'austérité et exiger une politique basée sur l'emploi et la justice sociale*".

La Confédération européenne des syndicats (CES) a appelé mercredi à Bruxelles à "*une journée d'action européenne*" le 29 février, à la veille d'un sommet des dirigeants européens consacré au nouveau traité visant à renforcer la discipline budgétaire au sein de l'UE. "*Le mot d'ordre de la journée d'action sera +Trop, c'est trop ! Les mesures d'austérité ne sont pas la seule réponse à la crise+*", a déclaré Bernadette Ségol, la secrétaire générale de la CES, après une réunion extraordinaire de son comité de direction.

Le "*seul objectif de ce traité est de réduire au maximum les déficits publics quels qu'en soient les impacts sociaux. On ne peut pas continuer à imposer des mesures qui ne marchent pas, qui enfoncent les pays dans la crise et appauvrissent de plus en plus de monde*", a dénoncé Mme Ségol.

"*C'est au contraire une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée*", a-t-elle précisé.

Les principaux délégués de la CES -Brendan Barber (patron du syndicat britannique TUC), Bernard Thibault (CGT française) et Annelie Buntenbach (DGB allemande)- sont montés mercredi midi sur une tribune dressée devant le bâtiment du Conseil européen pour "*démontrer l'unité des syndicats européens*" sur ce dossier. Ils avaient été auparavant reçus par le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

"*Le diagnostic que font tous les syndicats est unanime quant à la dégradation sociale dans l'ensemble de l'Europe*", a déclaré M. Thibault, qui représentait les syndicats français membres du CES (notamment la CFDT et FO).

Le choix de la forme (manifestations, grèves...) que prendra la Journée d'action du 29 février a été laissé aux différentes confédérations nationales. (Reuters 25.01)

La CES est un syndicat formidable, non ? Pas vraiment.

Pour vérifier que l'agence Reuters n'avait rien oublié au passage, je me suis connecté au portail de la CES. Et effectivement de la déclaration de la secrétaire générale de la CES, ils ont occulté le passage suivant qui indique clairement quel contenu politique la CES compte donner à cette journée d'action contre laquelle nous sommes évidemment :

"*Pour les syndicats européens, ce traité doit comporter un volet social fort. Même si l'équilibre budgétaire est nécessaire, la rigueur seule accroît les déséquilibres. C'est une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée* " (www.etuc.org), comme si l'UE avait eu un jour un caractère social, antisocial assurément ! Autrement dit, compte tenu du fait que "*l'équilibre budgétaire est nécessaire*" est incompatible avec la satisfaction des revendications collectives des travailleurs, cette journée d'action aura pour seul objectif de légitimer ce traité et la politique ultra réactionnaire adoptée par tous les gouvernement de l'UE.

Comment fonctionne la colloration de classes de la CES. En associant en permanence dans ses préoccupations les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs, comme si la satisfaction des uns ne se faisaient pas obligatoirement au détriment des autres. Un autre exemple pour l'illustrer, il est daté du 12 janvier 2012 : Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES, a déclaré :

" *Nous doutons sérieusement que la proposition de Traité international du Sommet de décembre dernier soit suivi d'effets positifs pour l'économie et pour les travailleurs*", vous retrouvez bien les intérêts du capital sous le vocable de "*l'économie*" au côté des travailleurs, comme si leurs intérês étaient complémentaires au lieu d'être antinomiques et inconciliables, tout le reste n'est que du baratin pour mieux embrouiller militants et travailleurs.

Question : que foutent les syndicats dans la CES créée de toutes pièces par l'UE, sinon collaborer avec l'UE. A bas la CES et l'UE !

Ajoutons quelques mots.

Il faut choisir monsieur Mailly : entre le respect de "*l'équilibre budgétaire*" revendiqué par la CES et qui se traduit dans la pratique par la mise en oeuvre d'une politique d'austérité, donc la négation de la satisfaction de nos revendications sociales, mieux l'arme de guerre du capital utilisée conjointement avec la dette de l'Etat pour liquider tous nos droits, ou son rejet, auquel cas votre syndicat ne peut pas s'associer à cette initiative de la CES.

On ne peut pas à la fois revendiquer "*l'équilibre budgétaire*" des Etats et combattre ses conséquences négatives pour les travailleurs, c'est l'un ou c'est l'autre.

Ce constat est valable pour le POI qui dans un communiqué du 6 février a reproduit les propos de Hollande dont voici un extrait (IO n °186 page 8) : ""*j'ai dit que nous respecterons nos engagements en matière de discipline budgétaire*" (RTL)". Que constatons-nous une fois de plus ? Le POI dénonce ou occulte ce qui l'arrange au grès des intérêts de son appareil au lieu d'être guidé uniquement par les seuls intérêts des travailleurs, puisqu'il fait l'impasse sur la position de FO identique à celle du PS (notamment).

C'est à l'aune de ce grand écart que l'on jugera la soi-disant indépendance de FO et du POI par rapport au capital et son agence européenne par la même occasion.

On comprend pourquoi D.Gluckstein termine son éditorial en reprenant à son compte la stratégie éculée des staliniens qui consiste à séparer le combat contre la politique du gouvernement de l'objectif de renverser le régime en place laissant ainsi la porte ouverte à toutes les formes possibles d'opportunisme, dont celle que nous avons relevée plus haut : "*La défense et la reconquête de la démocratie passe par la lutte résolue pour chasser la troïka et ses plans, et, au-delà, pour chasser les institutions de l'Union européenne et de la Ve République*". C'est l'objectif de la liquidation des institutions qui fournit l'axe et le contenu politique du combat contre "*la troïka et ses plans*" et non l'inverse, sans cet objectif c'est prendre le risque de mener un combat sans direction politique précise, il peut dès lors prendre n'importe quel contenu, y compris réactionnaire.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais il me semble qu'il soit plus facile pour les travailleurs de matérialiser ou de saisir concrètement ce que signifie liquider les institutions de la Ve République, plutôt que le FMI ou l'UE... Quand il écrit "*et au-delà*", c'est là qu'il dérape, car la liquidation de la Ve République n'est pas une option à réaliser éventuellement, si possible et dans le cas contraire tant pis, ce sera pour plus tard, non, c'est la condition à remplir sans laquelle une véritable démocratie ne verra jamais le jour.

Désolé, le combat pour la révolution socialiste ne se découpe pas en rondelles au gré de chacun. De plus, il est et il exprime à la fois un processus dialectique dans lequel les rapports entre les différents éléments qui le composent ne permettent pas de les interchanger ou de les remplacer par d'autres en fonction de notre propre sensibilité politique ou plutôt pour tenir compte de la maturité politique de chacun, auquel cas il n'y a plus ni théorie révolutionnaire ni révolution en perspective. C'est à ceux qui cherchent la voie pour en firnir avec le capitalisme et ses institutions politiques d'adopter le programme de la révolution socialiste mondiale, et non au programme de s'adapter aux différents niveau de conscience politique que l'on peut rencontrer.

Soyons honnête, avouons qu'au moins la position exprimée par le POI permet la discussion comparativement avec le NPA et LO, ce qui ne veut pas dire que ses dirigeants nous permettraient de nous exprimer pour défendre loyalement la nôtre, encore moins qu'ils seraient prêts à une confrontation de nos idées respectives.

Comme le monde est décidément tout petit...

Après le président des riches, le président des flambeurs !

Hollande et Hallyday ont dîné ensemble.

La rencontre a eu lieu le 23 janvier mais l'information n'a filtré que ce midi. Elle figure sur le site Internet de l'Express. Au lendemain du meeting du Bourget, François Hollande et Johnny Hallyday ont dîné ensemble chez une connaissance, à Paris. Johnny Hallyday est un ami du chef de l'Etat. (20minute.fr 08.02)

Hollande et Sarkozy vont se croiser au dîner du CRIF.

Nicolas Sarkozy est l'invité d'honneur du dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France. C'est le rendez-vous annuel de la communauté juive et c'est ce soir. Y participera également François Hollande, lui aussi convive. (20minute.fr 08.02)

Les "***parrains***" se goinffrent pour se donner bonne conscience.

Lundi soir se tenait dans les salons du Louvre en présence de F. Hollande, le dîner des parrains de SOS racisme, association fondée en 1983. Au menu : foie gras, suprême de volaille, filet de capitaine et cheesecake en dessert.

Mais surtout, avant dégustation, un tour des tables rondes, à la manière d'un heureux marié. Une poignée de main et un sourire à chaque convive, des photos à tout bout de champ. Une campagne se joue partout, tout le temps, même dans un dîner pour la bonne cause - mais tout de même très mondain, avec éclairage violet de boîte de nuit.

La foule est éclectique. Il y a bien sûr Pierre Bergé, parrain historique de SOS Racisme, et Dominique Sopo, l'actuel président. Il y a Harlem Désir, qui présida l'association tout comme Malek Boutih, qui lui n'est pas présent. En revanche, Julien Dray, qui fonda SOS Racisme en 1983.

Il y a leurs camarades du PS, David Assouline, Laurence Rossignol, Henri Weber. Il y a l'ex-candidat à la primaire, le président du PRG Jean-Michel Baylet, et puis l'essayiste Caroline Fourest et encore le médiatique psychanalyste Gérard Miller.

Le candidat croise aussi ici Geneviève de Fontenay. En robe noire et blanche, coiffée d'un large chapeau assorti, elle fait des pieds et des mains pour atteindre Hollande, se glisser sur un cliché à ses côtés, et lui faire la bise. Dans un autre style, Hollande discute ensuite avec Anne Lauvergeon, ancienne patronne d'Areva, mais surtout ancienne sherpa de François Mitterrand, aujourd'hui membre du conseil de surveillance du quotidien Libération.

Sur le revers de sa veste, Hollande porte le badge en forme de main jaune "Touche pas à mon pote". (Le bougre, c'est qu'il a la reconnaissance du ventre pour appartenir à un parti qui s'est accommodé, donc soutenu la colonisation. - ndlr)

Hollande n'a pas croisé Jean-Louis Borloo qui était là en début de soirée, mais il a dû filer à la maternité, parce qu'il est devenu grand-père ce lundi. (lepoint.fr 07.02)

Quel dommage, ce n'est que partie remise Jean-Louis !

Ce qui ne passe pas pour moi dans cette soirée très mondaine, c'est le foie gras ! Cette canaille baigne ouvertement dans la luxure et se gave au point de devenir insensible aux petites choses de la vie quotidienne qui suffisent à faire le bonheur des gueux que nous sommes. Ils gâchent tout ce qu'ils touchent, même ce qu'ils ne touchent pas ils le salissent, chacun sait qu'ils n'en ont rien à foutre du racisme, foutez-les dans une HLM dans le 93 et en moins de temps qu'il le faut pour le dire ils adhèreront aux thèses d'extrême droite versions FN ou Likoud.

Ils s'approprient et instrumentalisent toutes les causes sociales à la façon de hobbies, le féminisme, l'homosexualité, le racisme, l'antisémitisme, etc... à leur profit personnel, sinon à quoi bon franchement. A gerber !

On est là pour apprendre ensemble camarades, car j'en apprends tous les jours autant que vous en actualisant le site.

Depuis que j'ai le Grand Robert de la langue française dans mon disque dur, il est ouvert en permanence. Je n'ai pas réalisé cet investissement pour me faire plaisir ou passer pour plus intelligent que je le suis, mais pour gagner du temps et mieux goûter le plaisir que le maniement de la langue procure.

J'ai conservé un tel complexe de culpabilité à cause de ma nullité en orthographe à l'école que j'hésite, je butte sur plein de mots qu'en réalité je connais par coeur, car depuis je me suis enfin mis à lire, à 19 ans, il y a donc 38 ans, et j'ai quand même un peu progressé. Sauf que voilà, maintenant sur le Net on lit tous les jours n'importe quoi, du coup je me surprends à hésiter là où hier cela n'était plus le cas et je consulte le dico entre 5 et 10 fois par jour, plutôt 5 que 10, mais je me suis pris au jeu, car j'y trouve du plaisir. C'est cela que j'ai envie de partager avec vous, et non une tranche de foie gras qui pourrait nous inspirer autre chose de plutôt cocasse que la panse de ce parterre de nantis et leurs serviteurs.

Une petite citation que devrait vous faire penser à quelqu'un, c'est au mot *dégueuler*. De la chienlit (désordre, de Gaulle en mai 68) ou chie-en-lit au chiendent (embarras), la distance est aussi réduite que pour aller de la salle à manger au cabinet d'aisance situé sous le siège des convives pour leur rendre la vie plus facile et agréable, et puis ces gens-là sont pressés.

- (Le nain) tituba jusqu'à la cuisine et, sur le carreau, dégueula. Après les premiers jets, Théo le guida jusqu'aux cabinets. Bien malade, le nabot. L'estomac vidé, il se jeta sur son lit (…) R. Queneau, le Chiendent, page 404.

Cela produit-il un tel effet une cuisante raclée électorale ?

Ambiance "***à chier***" à l'UMP.

Nouvelle gaffe par SMS de Nadine Morano?

Erreur d'aiguillage de message SMS pour Nadine Morano, relève le site Pure Medias, citant *Le Canard Enchaîné*. La ministre de l'Apprentissage se serait trompé de destinataire, en voulant avertir Christian Estrosi que le Premier ministre François Fillon lui avait «*chié dans les bottes*» lors d'une réunion.

Elle aurait envoyé le SMS en question, non à Christian Estrosi, mais au Premier ministre… qui lui répond: «*Tu pourrais parler avec un peu plus de respect du chef du gouvernement*», …ce à quoi Nadine Morano aurait répondu: «*Non, je le pense. Je t'ai trouvé très dur*», avant que François Fillon lui écrive : «*Nadine Morano aurait-elle quelques soucis à maîtriser son téléphone (ou sa «pensée»)* »? Bref, l'entente règne entre les deux membres du gouvernement. (20minute.fr 08.02)

Précédemment elle s'en était prise à Eva Joly.

«*Le problème d'image d'Eva Joly ne vient pas que de son accent, c'est aussi physique. On sent du coup qu'il n'y a pas de communiquant derrière. Contrairement à Ségolène Royal, qui en 2007 est allée jusqu'à la médecine esthétique et la correction dentaire*». (20minute.fr 08.02)

A côté l'accent et le physique d'A. Merkel sont irréprochables ! Nous, nous en tapons complètement, c'est minable !

Actualité en titres

Heureusement que les miracles ne durent qu'un temps...

- Sarkozy au dîner du CRIF : «*Israël est un miracle*» - Liberation.fr

J'avais des hauts, j'avais des bas, j'ai même eu, ce que je ne voulais pas...

- Une croissance nulle en France au 1er trimestre 2012, selon la Banque de France - AFP

- La dette publique de la France révisée à la hausse pour cette année - AFP

- Taxe sur les transactions financières : un projet réduit à peau de chagrin - LePoint.fr

- Anniversaire de crise pour le Traité de Maastricht - 20minutes.fr

Quelle foutue poisse, bordel !

Mal baisées :

- Une pub «*sexiste*» s'attire les foudres des féministes - 20minutes.fr -

- Paris : le love shop du IVe qui dérange des catholiques - LeFigaro.fr -

- Ouverture du "*procès des sex toys*" devant le tribunal correctionnel de Paris - AFP

- Morano : «*Le problème de Joly n'est pas que son accent, c'est aussi physique*» - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Bordeaux, c'était le mauvais plan !

L'ancien ministre UMP Eric Woerth a été mis en examen mercredi soir pour trafic d'influence passif dans un des volets de l'enquête sur l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt, a annoncé le parquet de Bordeaux.

L'enquête porte sur un éventuel abus de faiblesse sur la personne de Liliane Bettencourt, première actionnaire de L'Oréal, troisième fortune de France et quinzième du monde, et l'éventuel usage frauduleux de son argent. (Reuters 08.02)

1.2- En famille : haro sur la Sécu !

Le premier président de l'organisme de contrôle des comptes publics, Didier Migaud, a souhaité devant la presse que les moyens permettant d'atteindre les objectifs de réduction du déficit public soient précisés.

Il a par ailleurs invité les autorités à réduire de 15 milliards d'euros les niches fiscales, ces dérogations qui amputent les recettes publiques.

«*Il faut que notre pays s'éloigne aussi rapidement que possible de la zone dangereuse dans laquelle il est entré, en raison de son niveau d'endettement, a dit Didier Migaud. Il importe d'assurer la crédibilité des engagements de la France en matière de finances publiques, ce qui suppose de préciser le plus possible les modalités retenues pour les tenir.*»

«*Les déficits récurrents de nos régimes de protection sociale, sans équivalent dans les autres pays d'Europe, sont des anomalies et doivent être éliminés*», a-t-il poursuivi. *L'effort de redressement doit concerner toutes les entités publiques - Etat, sécurité sociale, collectivités territoriales - et à la fois les dépenses et les recettes, mais davantage les dépenses que les recettes*", a ajouté Didier Migaud.

La Cour estime que la dépense publique a augmenté de 1,4% en 2011, moins que la moyenne de 2,2% constatée de 2000 à 2010. Ce ralentissement de la dépense a toutefois peu contribué à la réduction du déficit structurel. «*En fait, la quasi-totalité de l'amélioration structurelle a reposé en 2011 sur les hausses de prélèvements obligatoires*», a dit Didier Migaud.

«*Le solde primaire en 2012, c'est-à-dire après versement des intérêts de la dette, demeurerait négatif en France, de 1,7% du PIB, alors qu'en Allemagne, il serait positif à hauteur de 1,3%*», a dit Didier Migaud. «*La décroissance du ratio de dette sur PIB de l'Allemagne se poursuivrait donc, revenant à 81% du PIB, alors que la dette française poursuivrait encore son augmentation, à presque 90%.*»

L'effort doit porter à la fois sur l'Etat - qui finance plus de 1.300 dispositifs d'intervention -, les collectivités locales et les comptes sociaux (santé, retraite, chômage etc.), estime la Cour. «*Des contraintes fortes doivent peser sur les dépenses de sécurité sociale. Elles représentent 46% des dépenses publiques et ne peuvent plus être financées à crédit*», a dit Didier Migaud. Le rythme trop élevé d'augmentation de ces dépenses «*exclut le retour à l'équilibre avant un terme très éloigné*».

«*Mettre en œuvre des réformes structurelles pour infléchir durablement la progression des dépenses sociales, sans remettre en cause la qualité de la protection sociale, est un impératif premier et essentiel*», l'effort devant, selon la Cour, porter en priorité sur l'assurance maladie. Aux côtés des niches sociales, que la Cour préconise de réduire de 10 milliards d'euros, elle estime qu'il faut amplifier la réduction des niches fiscales pour la porter à 15 milliards d'euros. (20minutes.fr 08.02)

1.3- Les riches "***c'est bien, faut les garder***" !

Intervenant lors d'un colloque de l'UMP sur la lutte contre les délocalisations, le patron du groupe Dassault et propriétaire du Figaro a qualifié l'ISF de «*catastrophe économique qui a fait partir des milliers d'industriels et qui vont encore essayer de partir maintenant parce qu'ils ont peur des socialistes*». «*Ceux qui restent vont partir à cause de Hollande*», a-t-il ajouté, comme s'il prédisait la victoire du socialiste à l'élection présidentielle. «*Qui va faire la croissance, qui va faire les emplois, c'est pas les pauvres. Alors les riches c'est bien, faut les garder*», a-t-il déclaré. (20minutes.fr 08.02)

Saloperie de pauvres, fainéants, profiteurs !

Dassault devait penser aux usines d'armement qu'il serait plus rentable d'installer directement là où doivent se dérouler les conflits armés, les guerres civiles, les génocides, bref là où la barbarie capitaliste doit se déchaîner. Après tout si c'est la seule machine industrielle qui permet (encore) de produire et de détruire en un temps record, allons-y ! Y compris les producteurs pour parfaire le boulot ! Ce n'est ni produire ni consommer qui est le plus important pour eux, mais uniquement le fric, le fric, le fric et le pouvoir qui va avec !

Nous, le moment venu, aux riches nous leur réserverons le sort qu'ils méritent de telle sorte que la question de les garder ou non sera définitivement résolue, et à moindre frais s'il vous plaît, n'oublions pas que la révolution est le moyen le plus économe pour changer le monde, le seul en réalité, mais cela nous ne risquions pas de l'oublier.

1.4- On rase gratis !

Le gouvernement a présenté mercredi son projet de TVA sociale, dernier chantier fiscal du quinquennat censé doper la compétitivité et l'emploi.

Mesure emblématique du collectif budgétaire pour 2012 présenté en Conseil des ministres, cette réforme sera débattue à partir de lundi à l'Assemblée nationale, pour une adoption parlementaire définitive prévue fin février ou début mars.

Le président Sarkozy, qui récuse désormais l'appellation de TVA sociale, a décidé in extremis d'adopter cette réforme, qui consiste à alléger à compter du 1er octobre les charges patronales finançant la politique familiale, pour 13,2 milliards d'euros en année pleine (3,6 milliards dès 2012).

Ces cotisations familiales payées par les employeurs seront supprimées pour les salaires entre 1 et 2,1 fois le Smic, et allégées, de manière dégressive, entre 2,1 et 2,4 fois le Smic. Selon Bercy, 14 millions de salariés sont concernés.

L'objectif affiché est de baisser le coût du travail et donc stimuler la compétitivité d'une industrie française en perte de vitesse, au moment où la réindustrialisation et la lutte contre les déficits commerciaux records de la France sont au coeur de la campagne électorale.

Le ministère du Budget a ainsi assuré que les allègements de charges ciblent 80% des effectifs de l'industrie, dont 75% de ceux de l'automobile, et 97% de ceux de l'agriculture. La baisse atteint 120 euros par mois pour un salaire de 1,6 fois le Smic et 158 euros pour un salaire de 2,1 fois le Smic.

Bercy estime aussi que la réforme se traduira par la création de 100.000 emplois en trois ans, un chiffre qui est loin de faire l'unanimité parmi les économistes.

Pour compenser le coût de cette mesure, le gouvernement entend augmenter de 19,6% à 21,2% le taux normal de la TVA. Cette mesure, qui rapportera 10,6 milliards d'euros par an en rythme de croisière, entrera en vigueur le 1er octobre.

Les répercussions de la TVA sociale sur les prix fait débat parmi les économistes, même si la plupart s'attendent à un certain regain d'inflation.

Bercy a tenté mercredi d'étayer l'hypothèse selon laquelle la réforme n'aura pas d'impact "*significatif*" sur les prix.

D'une part, 60% de la consommation des ménages sont exonérés de TVA ou bénéficient d'un taux réduit qui restera inchangé. Les 40% restants se décomposent entre trois quarts de produits fabriqués en France et un quart de produits importés. Or le gouvernement fait le pari que le "*made in France*" ne verra pas ses prix grimper, puisque les entreprises bénéficieront d'allègements de charges.

Seuls les produits importés soumis à la hausse de la TVA, c'est-à-dire 10% de la consommation des ménages, pourraient donner lieu à un renchérissement, assure Bercy, tout en faisant le pari que la concurrence très forte limitera cette inflation. (AFP 08.02)

2- Argentine

La présidente argentine Cristina Fernandez a dénoncé mardi une militarisation britannique de l'Atlantique Sud, où sont situés les îles Malouines, que revendique Buenos Aires.

"*Ils (les Britanniques) sont en train de militariser à nouveau l'Atlantique sud*", a déclaré Fernandez lors d'un discours à la Casa Rosada, siège de l'exécutif, à Buenos Aires.

La tension montre entre la Grande-Bretagne et l'Argentine à plus de deux mois du 30e anniversaire de la guerre des Malouines.

Le conflit de 1982 a été déclenché par l'invasion de la colonie britannique (Falklands en anglais et Malvinas en espagnol) par un corps expéditionnaire de la marine argentine. L'armée britannique avait répliqué. Quelque 650 marins argentins et 255 Britanniques ont été tués dans les dix semaines de combats, qui se sont achevés par la capitulation des Argentins le 14 juin 1982.

Trente ans ont passé mais l'Argentine revendique toujours la souveraineté sur ces îles de l'Atlantique-Sud.

"*J'ai demandé à notre canciller (ministre des Affaires étrangères) de faire part formellement au Conseil de sécurité des Nations unies et aussi à l'Assemblée des Nations unies de la militarisation de l'Atlantique Sud, qui fait peser un grave risque sur la sécurité internationale*", a poursuivi la présidente.

Londres, qui refuse d'abandonner la souveraineté de ces îles où vivent 3.000 personnes, a expliqué que le déploiement du HMS Dauntless était une opération de routine et qu'il remplacerait un navire de guerre.

"*Nous ne pouvons pas interpréter d'une autre manière (...) l'envoi d'un destroyer (...) accompagné par l'héritier du trône (le prince Williams), qu'on aurait aimé voir en habits civils plutôt qu'habillé en militaire*", a dit Fernandez, qui a vécu en Patagonie, région méridionale de l'Argentine, située à 480 km de l'archipel des Malouines. (Reuters 08.02)

3- Syrie

3.1- Résolution du XIème sommet de l'ALBA-TCP sur la République Arabe Syrienne.

Les chefs d'États et de gouvernements de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) réitèrent leur condamnation de la politique systématique d'ingérence et de déstabilisation contre notre sœur la République Arabe Syrienne, qui a pour but d'imposer par la force un changement de régime au peuple Syrien.

Les pays membres de l'ALBA condamnent les actes de violence armée que des groupes paramilitaires appuyés par des puissances étrangères ont lancés contre le peuple syrien, et formulent le vœu que la société syrienne retrouve le calme et la paix.

Les pays de l'ALBA réitèrent leur appui à la politique de réforme nationale initiée par le Gouvernement du président Bashar Al Assad, qui cherche à trouver une solution politique à la crise actuelle, dans le respect de la souveraineté du peuple syrien et de l'intégrité territoriale de ce pays arabe frère. (Réseau Voltaire 06.02)

3.2- Moscou et Pékin ont surtout voulu protéger Téhéran

Toujours sous le choc du double veto russe et chinois, la presse atlantiste et du Golfe accuse Moscou et Pékin de relancer la Guerre froide tout en s'interrogeant sur les moyens de contourner la décision du Conseil de sécurité.

Tous estiment que Russes et Chinois ont été échaudés par l'affaire libyenne. Toutefois, à la réflexion, il apparaît que Moscou et Pékin ne cherchent pas à présenter la facture de Libye, ni à protéger l'administration el-Assad elle-même, mais à prévenir la réédition de ce type d'opération dans un autre pays. En toile de fond, c'est de l'Iran dont on parle implicitement ; un Etat dont le basculement serait grandement préjudiciable à la Russie et à la Chine.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot présente la Syrie comme un pays sous contrôle des militaires russes. Il assure que le ministre des Affaires étrangères Sergey Lavrov est venu à Damas négocier le Niet ! à l'ONU en échange de la réouverture de la base d'écoute soviétique du Mont Qassioum. C'est faux pour deux raisons : D'une part, ce sont les Syriens qui sont demandeurs depuis longtemps. Au cours des dernières années, ils ont multiplié les offres gratuites à l'armée russe, afin que sa présence protège le pays, et ce sont les Russes qui ont décliné ces propositions. D'autre part, en matière d'écoutes, les besoins techniques ne sont plus les mêmes aujourd'hui qu'à l'époque soviétique.

- Libération innove en matière de reportages : le quotidien reproduit des témoignages recueillis par téléphone, sans vérification aucune. Rien d'étonnant à ce manque de professionnalisme : la journaliste Hala Kodmani n'est autre que la sœur de la porte-parole du Conseil national syrien.

- Junge Welt prend position pour le dialogue contre la guerre en Syrie. Le quotidien marxiste relaie la campagne des l'Association internationale des médecins contre la guerre.

- Le Tageszeitung rapporte que, si tous les Européens sont d'accord sur les sanctions, ils ne les mettent pas pour autant toujours en œuvre. Ainsi la Suède protège ses marchés et ferme les yeux sur les exportations de matériels de télécommunication par Ericsson.

- Pour Anna Zafesova, dans La Stampa, le soutien de la Russie à la Syrie est purement à usage intérieur en campagne électorale. Mais alors, quid de la Chine ?

- El Pais présente la stratégie de remplacement des Etats-Unis : ils vont former un groupe des amis de la Syrie avec les Etats qui le souhaitent. Ce geste manifestera aux Etats arabes qu'ils n'ont pas été abandonnés. En réalité, il s'agit plutôt de verrouiller l'influence US dans la région et d'éviter que de nouveaux Etats soient tenté de prendre Moscou et Pékin comme protecteurs.

- The Globe and Mail assure que le Canada poursuit la bataille diplomatique. Le Premier ministre Stephen Harper, qui se rend en Chine, ne manquera pas de discuter du cas syrien avec le Premier ministre. Il s'agit surtout de masquer qu'Ottawa ne fermera pas son ambassade à Damas, malgré les objurgations de Washington.

- Dans le New York Times, Will Englud évite de se livrer aux habituelles imprécations anti-Russes. Il évoque, parmi les possibles mobiles du veto, l'influence de l'Arabie saoudite et du Qatar sur les mouvements islamistes en Russie.

- Alors qu'Haaretz publie un dessins satirique suggérant qu'une chute d'el-Assad serait préjudiciable au Hezbollah, Amors Harel envisage un autre scénario : les armes chimiques de la Syrie pourraient échoir dans l'arsenal du Hezbollah.

- L'analyste A. G. Noorani explique, dans The Hindu, que rien ne pourra être fait pour les Syriens tant que planera le spectre du « changement de régime » forcé. Personne ne croit les dirigeants occidentaux lorsqu'ils disent qu'ils n'ont pas de telles intentions et leurs garanties sur le papier n'ont aucune valeur depuis qu'ils ont violé la résolution pertinente de l'ONU pour renverser Kadhafi.

- L'éditorialiste du Times of India souhaite que son pays s'engage dans la crise syrienne et joue le négociateur. Mais cela supposerait que New Delhi s'affirme comme puissance réellement indépendante. A contrario, le sens de l'éditorial est de se démarquer des États-Unis, sans pour autant s'aligner sur la Russie et la Chine.

- Le Moscow Times note que non seulement Sergey Lavrov a réagi vigoureusement à la campagne anti-Russe en la qualifiant d'hystérique, mais Evgeni Primakov a accusé les Etats-Unis d'utiliser le contexte du Printemps arabe pour renverser les régimes qui leur déplaisent.

- Le ministère chinois des Affaires étrangères a rejeté les accusations occidentales selon lesquelles il avait désormais du sang sur les mains, note China Daily. Il a déclaré avoir usé de son veto par souci de justice, ce qui revient à dire que les Occidentaux poursuivent un but injuste. (Réseau Voltaire 07.02)

Social

1- Espagne

Des milliers de fonctionnaires ont manifesté, mardi 7 février, dans les rues de Madrid sous le mot d'ordre '*Le public appartient à tous, non aux coupes*', contre les nouvelles mesures de rigueur budgétaire prévues par le gouvernement régional de droite.

Scandant '*Les services publics ne sont pas à vendre !*' et portant des banderoles avec les mots '*Ne payons pas leur dette*', environ 10 000 manifestants, infirmières, enseignants ou pompiers ont défilé à l'appel des principaux syndicats, dénonçant les coupes budgétaires qui visent en particulier l'éducation et la santé. '*Les hôpitaux fonctionnent à moitié parce qu'il n'y a pas de personnel. Les lits sont vides*', lançait une manifestante, aide-soignante et représentante du syndicat CSIT.

"*Ils ont réduit les salaires, allongé la journée de travail. Toute la protection sociale est en danger, dans l'éducation, la santé, l'aide à la dépendance, ajoute un employé administratif. S'ils maltraitent les employés du secteur public, c'est tout le bien-être social qui souffre.*" Des pompiers en tenue noire, casqués, avaient rejoint le cortège. "*Nous n'avons pas de budget pour acheter des équipements et réparer les véhicules. Tout cela affecte notre sécurité et celle des citoyens*", confiait l'un d'eux.

Les syndicats affirment également que les congés maladie seront moins bien indemnisés, avec un perte de salaire pouvant aller jusqu'à 500 euros. (lemonde.fr 08.02)

2- Finlande

Nokia a annoncé mercredi son intention de supprimer 4.000 emplois dans ses usines de Finlande, de Hongrie et du Mexique, à la faveur du transfert de l'assemblage de ses smartphones en Asie.

L'annonce porte à plus de 30.000 les suppressions de postes prévues sous l'égide de Stephen Elop, directeur général de Nokia depuis septembre 2010.

Sur les nouveaux postes supprimés, 2.300 le seront en Hongrie, un millier en Finlande et le reste au Mexique, a précisé le groupe dans un communiqué.

L'usine finlandaise de Salo, pierre angulaire du succès de Nokia dans les années 1990, était la dernière usine d'assemblage de téléphones portables en Europe occidentale, la plupart des acteurs du secteur ayant délocalisé leur production en Asie.

"*C'était inévitable*", commente Steve Brazier, directeur général de Canalys, société de recherche en technologie. "*Qu'on l'aime ou qu'on le déteste, il faut reconnaître à Stephen Elop qu'il conduit efficacement le changement*".

Sa coentreprise d'équipements de réseaux mobiles, Nokia Siemens, a de son côté annoncé en novembre 17.000 suppressions de postes, soit près du quart de ses effectifs.

Le groupe comptait 130.000 employés à la fin 2011, en incluant Nokia Siemens. (Reutesr 08.02)

Economie

1- France

L'Etat français et la Caisse des dépôts (CDC) vont chacun prendre 31% du capital de Dexma (Dexia Municipal Agency), filiale de Dexia spécialisée dans le refinancement des prêts aux collectivités territoriales, indique mercredi soir l'AFP.

La commission de surveillance de la CDC, qui s'est réunie en milieu d'après-midi, a validé cette prise de participation qui intervient dans le cadre du démantèlement de Dexia, poursuit l'agence, qui cite le député UMP Michel Bouvard, également président de cette commission de surveillance.

La Poste, qui doit aussi prendre une participation minoritaire dans Dexma, réunit jeudi un conseil d'administration.

Outre la reprise de Dexma, la Banque postale et la CDC vont également créer ensemble une nouvelle structure dédiée aux collectivités locales dont le lancement est prévu à la mi-2012.

D'après les estimations de Dexia Crédit Local, quelque 10 milliards d'euros pourraient manquer en 2012 pour assurer les financements dont les collectivités locales françaises ont besoin, les banques désertant ce marché en raison de la crise et des nouvelles règles prudentielles.

Dans ce contexte, certaines collectivités locales sont contraintes d'abandonner ou de reporter leurs projets d'investissement. (Reuters 08.02)

2- Japon

L'excédent de la balance des paiements courants du Japon a fondu en 2011 à son plus bas niveau en 15 ans, soulevant des doutes sur la capacité du pays à financer sa lourde dette publique sans recourir à l'extérieur.

La balance des paiements courants du Japon affiche pour 2011 un excédent de 9.629 milliards de yens (94 milliards d'euros), en baisse de 44% par rapport à l'année précédente, son recul le plus marqué jamais enregistré.

L'excédent représente environ 2% du produit intérieur brut (PIB) japonais et repose notamment sur quelque 14.000 milliards de yens d'investissements étrangers.

"*Il est difficile à croire que le pays devienne un pays déficitaire (...) Mais si le yen s'apprécie nettement et le pays perd en compétitivité au niveau mondial, son heure risque de venir plus tôt que prévu*", averti Tatsushi Shikano, économiste pour Mitsubishi UFJ Morgan Stanley Securities. (Reuters 08.02)

Haut de page

Le 10 février

CAUSERIE

Pourquoi Mélenchon cartonne ?

Parce qu'il met en pratique ce que je m'épuise à expliquer en vain, que ce n'est pas en tenant un discours formaté de théoricien de la lutte de classe destiné à une élite ou des militants professionnels que l'on peut conquérir la classe ouvrière, elle n'y comprend rien ou rejette cette formule trop éloignée d'elle. Il suffit de voir ce que cela donne avec Arthaud et Poutou pour en avoir confirmation.

Un discours simple et qui va droit au but en peu de mots, avec des phrases courtes qui suggèrent plus qu'elles ne disent, peu importe si l'auditoire s'y retrouve contrairement à la terminologie que l'on trouve dans la tribune libre du site et qui est indigeste, contre-productive, même moi elle m'emmerde au dernier degré en tant que travailleur, un peu moins en tant que militant de base, je la supporte seulement quand je l'aborde sous un regard critique en tant que militant conscient, c'est seulement à ce niveau-là qu'elle m'intéresse dans tous les autres cas, ces articles ou tracts sont inaudibles, à mourir d'ennui, une horreur !

Le plus grave, c'est que cela fait 30, 40, 70 ans que cela dure sans que les dirigeants en question n'aient rien remarqué d'anormal, rien ne les choque apparemment, ils sont satisfaits d'eux-mêmes c'est l'essentiel, ils laissent ainsi le terrain libre à Mélenchon qui ne loupe pas une occasion de s'en remettre à l'ONU, hier encore à Montpellier à propos de la Palestine, ou à l'UE, il vient d'annoncer qu'il allait saisir la Cour européenne des droits de l'homme sur les sondages (source : 20minutes.fr 09.02), question indépendance au moins avec lui la question ne se pose même pas, elle est réglée d'emblée.

Est-ce une question d'amour-propre franchement mal placé, sont-ils totalement sclérosés comme nous l'avons suggéré à plusieurs reprises pour les faire réagir, sont-ils définitivement incapables de se mettre à la portée des travailleurs, sont-ils à ce point-là devenus étrangers à la classe ouvrière ?

Mélenchon sait ce que son auditoire veut entendre et il lui sert sur un plateau et ça marche, peu importe que son orientation politique soit contre-révoliutionnaire sur le fond, la plupart des travailleurs n'y prêtent pas attention, et y prêteraient-ils attention qu'ils seraient incapables de se positionner avec le niveau de connaissances ou de conscience politique qui est le leur, ils sont avant tout pragmatiques.

Au lieu de louer l'ONU, vous leur diriez que c'est un refuge de gangsters qui veut mettre la planète à feu et à sang et qu'il faut rompre avec, qu'ils applaudiraient des deux mains cette manière de condamner l'ONU. Mais voilà, comme nous nous privons de la manière la plus simple d'aborder les travailleurs, on loupe du même coup la deuxième séquence laissant un boulevard au populisme.

Il peut balancer à Montpellier à une foule bourrée d'illusions :«*Prenez la parole, prenez le pouvoir, n'attendez rien des autres*», sans lui fournir le mode d'emploi ou comment parvenir à prendre le pouvoir, peu importe, elle ne s'en aperçoit pas, ça marche, pour un temps seulement certes, celui d'une élection, cela suffit à Mélenchon, il n'a pas d'autre objectif, c'est son gagne-pain ! Dans notre cas, nous pourrions accrocher dix fois, cent fois plus de travailleurs, pas pour les conforter dans leurs illusions ou leur ignorance mais pour leur présenter notre méthode sans changer de registre.

Des témoignages de participants à ce meeting confirment ce que je ne cesse de répéter, à savoir que la situation est propice au recrutement de masse, à l'action, à la construction du parti. Un participant a dit : "*je viens pour ses idées. Ce qu'il propose me redonne de l'espoir*" (libération. fr 09.02). Un autre a dit : *lui, on comprend quand il parle.* (id) Un autre encore : "*Avec Mélenchon, on retrouve du débat politique, il éduque. Frapper la finance, défendre l'ouvrier, changer le monde: il avance des solutions et n'est pas seulement un contestataire*" (id). Comme quoi la source est là et ne se tarit pas.

Toutes ces remarques confirment que des millions de travailleurs cherchent une issue politique, en tout cas se posent la question. Ils n'en ont rien à foutre de vos tournures intellectuelles qui ne satisfont que leurs auteurs finalement. Ce sont vos rapports à la classe qu'il faut revoir, votre conception de la lutte de classe qu'il faut adapter à la société d'aujourd'hui, comment faut-il leur dire pour qu'ils le comprennent, ouvrez les yeux et vos oreilles, écoutez ce que vous disent les travailleurs, sortez de votre huis clos entre militants ou dirigeants.

Il faut aussi des dirigeants avec un minimum de charisme, ce qui ne garantit pas qu'ils seraient prêts à vous écouter, Mélenchon envoie régulièrement vertement balader ceux qui lui posent des questions auxquelles il ne souhaite pas se soumettre, pourquoi, mais parce qu'il n'est pas clair Mélenchon, pour quelle raison voudriez-vous que ce soit d'autres ? Est-ce que j'enverrais chier un militant qui me reprocherait ne pas avoir milité pendant 20 ans, de combattre l'opportunisme sous tous ses masques ou je ne sais quoi ? Bien sûr que non. Mélenchon soigne son image et veut se faire passer pour ce qu'il n'est pas, il n'a pas le choix et quelque part il est malhonnête, il est corrompu par le régime qui le nourrit, c'est le choix qu'il a fait en rompant avec le trotskysme il y a plus de 30 ans, il sait très bien qu'il n'y a rien à attendre de l'ONU et de l'UE, ce qui n'est pas le cas de ses alliés du PCF et de la Gauche unitaire.

Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute, c'est le propre du parasite, Mélenchon le sait et en use et en abuse. Il a le talent de trouver le ton juste, son auditoire populaire ne lui en demande pas davantage, il se reconnaît dedans et cela lui suffit comme je l'ai fait remarquer plus haut.

Pour nous, l'essentiel c'est sa position politique, son programme. Pour nos dirigeants, ce serait plutôt la manière dont il s'y prend pour capter l'attention de son auditoire, ce qu'ils ne savent pas faire. C'est bien prétentieux dites-moi, je sais, on devrait fermer sa gueule ainsi on serait tous voués à connaître le même sort, quelle perspective, trop peu pour moi !

Dans le site, je mêle différents niveaux de langue comme l'on dit en linguistique, parfois populaire, parfois plus ou moins soutenu sans tomber dans l'emphase, je pourrais écrire mieux pour me faire passer pour un grand intellectuel, désolé, je ne me livre pas à un exercice de style, cela ne m'intéresse pas, je suis un prolo, j'ai un cerveau mais je vis aussi avec mes tripes, désolé, je n'ai pas encore réussi à m'en passer, je peux emprunter indifféremment le registre de Balzac, de Marx ou celui de l'usine ou passer de l'un à l'autre sans transition, par dérision envers ceux qui se prennent trop au sérieux ou dont la démarche intellectuelle consiste à ne retenir que leur interprétation de la réalité, comme si celle-ci s'était évanouie pour tous ceux qui y sont également confrontés et ne la voient pas ou plutôt ne la vivent pas de la même manière qu'eux.

Non, ce n'est pas faire preuve de laisser-aller ou adopter une posture particulière, franchement, est-ce que j'ai l'attitude de quelqu'un qui aurait quelque chose à vous vendre pour en tirer un profit personnel, il faut arrêter les conneries à un moment donné, c'est être fidèle à la manière dont chacun ressent la réalité. La division du travail entre tâches manuelles et intellectuelles n'a toujours pas été assimilée semble-t-il... Reproduire la manière dont on ressent les choses en tant qu'ouvrier, un vilain péché, ensuite les analyser ou en tirer des leçons, en voilà un procédé vraiment extraordinaire, pour le coup révolutionnaire !

Je peux dire ce que je pense, au point où nous en sommes.

Pour ajouter un mot à la causerie du 8 en attendant que je rédige la suite. La révolution russe était vouée à dégénérer du fait de son isolement, près d'un siècle plus tard, il n'existe même pas l'équivalent du parti bolchevik pour donner l'impulsion à la fondation d'une Internationale ouvrière, alors inutile de s'imaginer que l'on pourrait inverser le cours des choses ou que la situation pourrait ne pas devenir pire, sauf évidemment à croire aux miracles ou balancer par dessus bord les enseignements du marxisme. Terrible constat n'est-ce pas ? C'est de là que part ma réflexion et non de mon nombril de militant plus ou moins conscient qu'il n'existe pas d'issue politique ou seulement dans notre tête. Ils vont faire quoi demain les Grecs face au drame auquel ils sont confrontés, ils vont faire une révolution, avec quel parti, ils vont se faire massacrer une nouvelle fois, c'est à craindre. On pourrait leur livrer la recette magique de l'Assemblée constituante qui a fait ses preuves en Tunisie et en Egypte ou encore en Libye...

La situation est sans issue pour le prolétariat grec comme pour l'Etat, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aurait rien à faire de notre côté. La Grèce préfigure ce qui est en train de mûrir à l'échelle mondiale et qui par deux fois au XXe siècle a conduit à la guerre. Dans ce contexte, les masses vont se radicaliser, plus vite que tous les partis comme d'habitude. La situation en Grèce est désespérée, cela dit, en cas de révolution et de guerre civile, rien ne dit que le prolétariat des autres pays européens resterait les bras croisés, il pourrait être pris par un mouvement de solidarité qui se traduirait par l'accélération de la construction du parti, elle s'imposerait en quelque sorte à tous, y compris à nos dirigeants, qui il faut l'espérer encore ne laisseraient pas filer cette formidable occasion, c'est une hypothèse crédible car chaque travailleur se reconnaîtrait dans le drame vécu par chaque travailleur grec. Si le temps travaille en notre faveur, il arrive un moment où il devient pressant de corriger nos erreurs, avant qu'il ne soit trop tard.

Mélenchon nous est sympathique au premier abord, mais il colporte des illusions criminelles que nous devons combattre. Sa méthode est correcte, mais malheureusement son orientation politique est défectueuse ou erronée. Avec une telle dette, un tel déficit, une telle concurrence internationale dans pratiquement tous les secteurs d'activité, il n'y a pas de place pour les demi-mesures. Il prétend vouloir affronter et régler ces trois problèmes, disons-le carrément, ce sera totalement impossible sans rompre avec le capitalisme et l'ensemble des institutions politiques du capital, en France, en Europe et dans le monde.

Pour conclure provisoirement, de deux choses l'une, soit on laisse les travailleurs aller au casse-pipe en leur cachant la vérité, soit on affiche la couleur en mettant la priorité absolue sur la construction du parti qui a elle seule conditionne la suite de la lutte de classe, partant du principe que nous combattons pour vaincre notre ennemi et non pour faire de la figuration. Bien entendu que la révolution socialiste demeure à l'ordre du jour, à nous de nous donner les moyens d'avancer résolument vers cet objectif. D'où vient le doute qui étreint de nombreux militants, sinon parce qu'ils doutent de notre victoire finale, ils ne doivent pas comprendre comment ce serait possible, ce qui est normal puisque dans l'état actuel des choses c'est impossible, ce qui ne veut pas dire que ce sera toujours le cas. Les représentants du capitalisme pavoisent et ils ont de quoi il faut bien l'avouer, mais demain *rira bien qui rira le dernier* (Lénine).

Rien n'est possible sans les masses, rien n'est possible sans le parti. Une fois qu'on a compris cela, on se dit qu'il ne reste plus qu'à trouver les moyens de conquérir les masses, ce qui passe par la constuction du parti. Si on se détourne des masses ou qu'on demeure incapable de s'adresser à elles, on ne pourra jamais construire le parti, et si on s'acharne malgré tout à construire le parti, on construira un parti mais pas celui dont nous aurons besoin pour prendre le pouvoir. L'urgence pour la classe ouvrière, c'est de forger les outils dont elle a impérativement besoin pour affronter le capital, puis le vaincre. Voilà ce qu'il faut expliquer aux travailleurs en leur enlevant toutes illusions dans la "*révolution citoyenne*" ou par les urnes. (A suivre)

Le fin mot d'une polémique

On a appris que les dirigeants syndicaux étaient montés au créneau avant-hier contre l'article 40 de la loi dite "Warsmann" adopté par les députés le 31 janvier, qui porte sur la modulation du temps de travail qui est justement au coeur de la négociation des "*accords compétitivité-emploi*" que les partenaires sociaux doivent engager à partir du 17 février. (lemonde.fr 09.02). Lire dans cette page l'article en entier. Voici le commentaire que j'ai inclus à la suite de cet article.

- L'UMP a commis un horrible crime de lèse-majesté envers les bureaucrates pourris des syndicats qui crient au scandale, pas sur le fond mais sur la forme, pour faire oublier leur capitulation en rase campagne devant le gouvernement et le Medef : s'il vous plaît messieurs, à nous l'honneur, que dis-je, l'insigne privilège de rendre taillable et corvéable à merci les travailleurs...

Et le député PS, Alain Vidalies, qui semble-t-il connaît bien la musique d'expliquer à ses petits camarades de UMP de quelle manière

il faut s'y prendre pour ne pas froisser ces fossoyeurs du syndicalisme et parvenir tranquillement à leurs fins, leur rappelant qu'ils devaient leur donner la possibilité d'affronter leurs bases et d'en garder le contrôle. Mieux encore, il est préférable voire indispensable d'associer les syndicats à ce processus, afin qu'ils participent dans la joie et la bonne humeur à la mise en place de ces "*accords compétitivité-emploi*" dans les entreprises où ils sont présents, interdisant ainsi aux salariés et syndiqués de se mobiliser contre.

On voudrait nous faire croire que "*les confédérations de salariés sont hostiles au principe de ces accords*", alors qu'elles se précipitent pour en discuter le contenu avec le gouvernement et le patronat, pour la raison évoquée au paragraphe précédent. Chacun sait parfaitement que lors de ces "*négociations*" dans le cadre du "*dialogue sociale*", à l'arrivée chaque fois nos droits sociaux sont davantage rogniés ou purement et simplement liquidés, c'est ce cadre dont monsieur Mailly réclame le respect, qu'il revendique.

Le gouvernement a agi de la sorte pour soulager la bonne conscience des dirigeants syndicaux qui pourront affirmer ensuite qu'ils n'y étaient pour rien, et qu'étant placés dorénavant devant le fait accompli, il n'y avait plus qu'à créer un "*rapport de force*" favorable aux travailleurs pour revenir sur cette disposition, sachant que ce n'est pas demain la veille qu'il verra le jour car faisant tout pour qu'il en soit ainsi et la boucle est bouclée. Cela les arrange bien, cela les soulage d'un poids énorme par rapport à leurs bases, ils devraient dire : merci à l'UMP d'avoir eu cette lumineuse idée, à charge de revanche, notre sens des "*responsabilités*" que le Président et le Premier ministre ont si souvent salué servant de garantie. Craignaient-ils que cela ne passe pas dans leurs syndicats respectifs ? C'est possible, peu importe en réalité, seul le résultat compte.

A ce propos, ce qui émeut ces grands humanistes, ce sont les conséquences négatives possibles sur la vie de famille des travailleurs, mais pas l'augmentation de la productivité, de l'exploitation associée à l'augmentation de la compétitivité des entreprises.

Ce n'est pas un hasard s'ils mettent en avant un argument qui ne concernera pas tous les travailleurs de la même manière, au lieu de mettre l'accent sur l'augmentation intolérable de l'exploitation qui les touchera tous indistinctement, ils favorisent ainsi un facteur de division supplémentaire parmi les travailleurs... pour le plus grand bonheur des patrons. Normal, puisqu'ils n'entendent pas combattre le capitalisme, encore moins le renverser, quelle horreur !

Actualité en titres

A qui profite la crise ?

- Hermès vers de nouveaux sommets en 2012 s'il gère la pénurie de stocks - AFP

- Le groupe Publicis annonce un bénéfice net record - AFP

- Dassault Systèmes prudent pour 2012 après un cru 2011 record - Reuters

- Daimler engrange de juteux bénéfices, narguant la crise de l'automobile européenne - AFP

Le syndrome de l'usurpateur complexé et réactionnaire.

- Présidentielle: Retour aux «*valeurs*» pour Nicolas Sarkozy - 20minutes.fr

- Un peu plus candidat, Sarkozy opère un virage droitier pour se démarquer de son concurrent PS - AFP

- Sarkozy veut s'attaquer aux chômeurs "*passifs*" en durcissant le système - AFP

- Sarkozy au "Figaro Magazine" : "*L'euthanasie légalisée risquerait de nous entraîner vers des débordements dangereux*" - LePoint.fr

- Sarkozy au "Figaro Magazine" : "*Je ne suis pas favorable à la régularisation des étrangers en situation irrégulière*" - LePoint.fr

- Le FN accuse Sarkozy de lui chiper l'idée des référendums - Liberation.fr

Enfin un moyen naturel de se débarrasser des déchets du capitalisme :

- Froid glacial et neige ont fait plus de 500 morts en Europe - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Diviser pour mieux régner.

Nicolas Sarkozy propose un tour de vis dans le système d'indemnisation des chômeurs pour coller directement aux besoins des entreprises, en pointant de nouveau du doigt l'"*assistanat*" dans lequel le système maintient, selon lui, les chômeurs.

En avril 2011, il expliquait déjà qu'il avait le devoir envers "*les salariés et les ouvriers qui travaillent dur*" de "*s'assurer que celui qui est au chômage et qui a des allocations grâce à la solidarité nationale fera tous ses efforts pour accepter une offre d'emploi*".

Et Nicolas Sarkozy prévient qu'en absence de "*consensus*" avec les partenaires sociaux, il pourrait alors organiser un référendum pour que les Français "*donnent leur opinion sur ce système d'indemnisation du chômage et sur la façon dont on doit considérer le travail et l'assistanat*".

Dans le projet du président, les formations qualifiantes imposées aux chômeurs seraient définies par un "*comité national*", composé de chefs d'entreprise et syndicalistes. Il serait chargé d'identifier les "*secteurs d'avenir créateurs d'emploi*". (AFP 09.02)

1.2- Dans la posture du recéleur.

L'ancien ministre UMP Eric Woerth a été de nouveau mis en examen jeudi dans l'enquête sur l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt, cette fois pour "*recel*" de 150.000 euros qui auraient financé la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007.

Eric Woerth, 57 ans, avait déjà été mis en examen mercredi pour "*trafic d'influence passif*" au terme d'une première audition-fleuve d'une douzaine d'heures devant les juges bordelais. Il a encore été entendu jeudi pendant neuf heures.

Les nouvelles poursuites, annoncées par le parquet et son avocat, portent sur un versement supposé de 150.000 euros en espèces par Patrice de Maistre, gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt.

Selon des dépositions de Claire Thibout, ex-comptable de Liliane Bettencourt, l'argent aurait été destiné, aux dires de Patrice de Maistre, à financer la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, dont Eric Woerth était le trésorier.

"*A l'issue de cette audition (...), Eric Woerth a été mis en examen du chef de recel à raison d'une présumée remise de numéraire qui lui aurait été faite par M. Patrice de Maistre*", explique le parquet dans un communiqué.

Les juges de Bordeaux qui conduisent l'affaire ont déjà saisi les comptes officiels de la campagne Sarkozy en 2007. (Reuters 09.02)

2- Grèce

Plus de 8 000 sympathisants de gauche ont ouvert le bal jeudi 9 février au soir d'une grève générale dans le centre d'Athènes pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur réclamées par l'UE et le FMI en échange d'un nouveau prêt. L'appel à la grève a été lancé par les deux grandes centrales syndicales grecques, Adedy pour le public et GSEE pour le privé, et le syndicat communiste PAME.

Derrière une banderole frappée du slogan "*Dehors le gouvernement criminel et la troïka - aucun accord ne doit être signé*", le cortège le plus fourni était celui du Front syndical communiste PAME. La gauche radicale a organisé son propre défilé jusqu'au Parlement. GSEE et Adedy veulent masser les protestataires sur la place centrale Syntagma, à Athènes, épicentre depuis deux ans de la contestation contre la rigueur, souvent émaillée d'affrontements entre policiers et manifestants.

Les mesures qui se profilent après avoir reçu dans la nuit un accord de principe des trois partis de la coalition gouvernementale "*vont être le tombeau de la société grecque*", a dénoncé un communiqué de la GSEE et de l'Adedy. "*Le gouvernement n'a pas de légitimité pour les imposer*", a ajouté le texte.

Selon des fuites parues dans la presse, le train de mesures prévoit une baisse de 22% du salaire minimum (ainsi ramené autour de 586 euros bruts sur 14 mois). D'autres sources font état d'une réduction de 22% du salaire de base de chaque branche professionnelle, de coupes dans les retraites complémentaires et de 15.000 suppressions d'emplois dans l'année dans le secteur public.

Ces mesures ont poussé le secrétaire d'Etat au travail, Iannis Koutsoukos, à annoncer sa démission pour protester contre

les décisions "*douloureuses arrachées au gouvernement par les créanciers du pays, UE et FMI. Les réformes convenues plus tôt dans la journée par les partis de la coalition gouvernementale ne sont pas seulement difficiles mais douloureuses pour les travailleurs*", écrit M. Koutsoukos dans le communiqué où il annonce sa décision. (lemonde.fr et AFP 09.02)

Social

1- France

Le Mediator a "*probablement*" causé 3.100 hospitalisations et au moins 1.300 morts entre 1976 et 2009 en France, selon une étude sur la mortalité attribuable à ce médicament, la première publiée dans une revue scientifique internationale.

Il s'agit vraisemblablement d'une "*sous-estimation*", a déclaré à l'AFP le chercheur Mahmoud Zureik, coauteur de cette étude, publiée jeudi dans le journal spécialisé Pharmacoepidemiology & Drug Safety, qui conforte des données préliminaires déjà évoquées.

La parution de cet article est un élément de plus au dossier de l'affaire du coupe-faim des laboratoires Servier, qui fait l'objet de plusieurs procédures judiciaires en cours.

145 millions de boîtes de Mediator au total ont été vendues en France avant son retrait du marché, selon le fabricant.

Les auteurs, qui avaient déjà communiqué des estimations à l'agence du médicament (Afssaps) en 2010, réalisent avec cette publication une étude plus fouillée et précise.

Ils ont établi leurs calculs avec des données de l'Assurance maladie portant sur 303.336 patients ayant eu au moins un remboursement en 2006 pour le Mediator, 54% l'utilisant encore en 2007, 39% en 2008 et 31% en 2009.

Les chercheurs ont extrapolé le nombre d'hospitalisations pour insuffisance valvulaire entre 2006 et 2009, en partant de ceux qui avaient pris du Mediator en 2006, rapportés au nombre total d?utilisateurs du produit entre 1976 et 2009.

La moitié des gens hospitalisés ont été opérés et donc avaient des formes graves de valvulopathies, selon M. Zureik.

Pour évaluer la mortalité, les chercheurs ont retenu une étude américaine montrant qu'en cas d'atteinte valvulaire modérée à sévère, le risque de décès prématuré était de 43%.

"*L'étude ne prend en compte que les gros consommateurs (54 boîtes prises sur deux ans et demi environ)*", précise à l'AFP Mahmoud Zureik.

Elle n'englobe pas l'autre grave méfait du Mediator, l'hypertension artérielle pulmonaire (HTAP), ni les décès non précédés d'une hospitalisation pour valvulopathies.

Les chiffres, ajoutent les auteurs, sont probablement sous-estimés, principalement parce que les atteintes des valves cardiaques touchant des patients ayant consommé moins de 30 boîtes de Mediator (correspondant à une année et demie d'utilisation) ne sont pas prises en compte, faute de données disponibles.

Ainsi, près de la moitié des boîtes vendues en France ont été considérées comme dépourvues de risque, "*alors qu'une exposition relativement courte pourrait causer la maladie des valves, comme le suggèrent des études sur les autres dérivés de fenfluramine*", notent-ils. (AFP 09.02)

Cette ordure de Servier a causé la mort de plus de 1 000 personnes uniquement pour se faire du fric, et il est en liberté. Où est l'Etat de droit ? Un leurre. Les personnes atteintes de valvulopathie vont voir leur situation empirer au fil du temps, c'est inévitable, je connais bien la question, puisque mon épouse a été opérée une première fois en 1986, puis la dernière fois en 2006, cette fois avec la pause de deux valves mécaniques.

Les valves fragilisées soient par une bactérie, soit par un médicament dans le cas du Mediator, se rétractent jusqu'au point d'interrompre la circulation sanguine donc provoquant la mort, il faut donc opérer avant d'arriver à un âge trop avancé car ensuite l'opération s'avère encore plus risquée et généralement impossible à pratiquer, la personne est condamnée à en mourir. En fait, vous devenez handicapé à vie avec plein d'effets secondaires suite à cette opération, certes vous êtes en vie, mais c'est un cauchemar quotidien.

2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce est passé à un nouveau record de 20,9% en novembre, contre 18,2% en octobre, a annoncé jeudi le service des statistiques ELSTAT, dans un marché de l'emploi frappé par la crise de la dette et les mesures d'austérité.

Les chiffres grecs du chômage ne sont pas ajustés des variations saisonnières.

Le nombre des chômeurs a atteint 1,02 million, en hausse de 48,7 % sur un an et de 14 % par rapport à octobre, a précisé un communiqué de l'ASE. Près d'un jeune sur deux de 15 à 24 ans est sans emploi (48 %). 24,5 % des femmes sont victimes du chômage.

Cette explosion, à un niveau jamais atteint depuis l'entrée dans la zone euro en 2000, a commencé début 2010 avec la débâcle financière de la Grèce et la cure d'austérité qui lui est depuis administrée, alors qu'elle est entrée dans sa cinquième année consécutive de récession. (Reuters et lemonde.fr 09.02)

3- Israël

Les banques, les ports et la Bourse étaient fermés jeudi en Israël au deuxième journée d'une grève générale organisée pour protester contre le recours à des salariés intérimaires dans le service public.

Selon la centrale syndicale Histadrut, qui regroupe des centaines de milliers de salariés du secteur public, le mouvement devrait également perturber la circulation des trains et toucher la Banque d'Israël.

Histadrut réclame l'intégration de 250.000 salariés intérimaires dans le secteur public. Le ministère des Finances refuse et propose à la place d'améliorer leurs conditions de travail et d'augmenter leurs salaires d'au moins 20%.

Un juge du tribunal du travail a donné aux deux parties jusqu'à jeudi matin pour trouver un accord. Selon la presse officielle, des discussions se sont tenues toute la nuit entre le gouvernement et les syndicats et les deux parties seraient proche d'un accord. (Reuters 09.02)

Economie

1- Grande-Bretagne

La Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé jeudi, comme attendu, l'injection de 50 milliards de livres (59,9 milliards d'euros) dans l'économie britannique, après une première relance en octobre de son programme de soutien à une économie britannique toujours chancelante.

La banque centrale britannique a par ailleurs maintenu son taux d'intérêt directeur à 0,50%, niveau exceptionnellement bas auquel il est fixé depuis mars 2009.

Après une première relance de 75 milliards de livres en octobre, le montant total du programme de rachats d'actifs - dit d'"*assouplissement quantitatif*" - s'élève désormais à 325 milliards de livres.

Ce programme visant à injecter massivement des fonds dans le système avait été lancé en mars 2009 pour aider une économie britannique alors en pleine récession. La première tranche, graduellement relevée jusqu'à 200 milliards de livres, avait été épuisée en janvier 2010. (AFP 09.02)

2- Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a annoncé mercredi avoir vendu à la banque américaine Goldman Sachs un portefeuille de titres adossés à des emprunts immobiliers d'une valeur nominale de 6,2 milliards de dollars.

Il s'agit de titres adossés à des emprunts immobiliers dont la Réserve fédérale avait délesté l'assureur AIG à l'automne 2008, en pleine crise financière.

Cette transaction va permettre de rembourser l'intégralité du capital restant dû au titre d'une des deux lignes de crédit encore ouvertes pour le compte d'AIG à la Fed, indique la banque centrale dans un communiqué.

La Fed indique avoir cédé ce portefeuille à la suite d'enchères auxquelles ont participé cinq établissements financiers. Elle ne précise pas le montant de la transaction, se bornant à indiquer qu'elle se fait à un prix conforme à l'intérêt public.

La banque centrale avait annoncé le 19 janvier avoir cédé à la banque helvétique Credit Suisse un portefeuille de titres similaires d'une valeur nominale de 7,0 milliards de dollars.

La Réserve fédérale avait délesté AIG de ces titres à l'automne 2008: ils avaient été apportés par le groupe d'assurance comme garantie en échange de liquidités dont il avait alors cruellement besoin.

AIG avait été sauvé d'une faillite qui s'annonçait imminente en septembre 2008 en étant nationalisé. Son renflouement a nécessité la mobilisation de plus de 180 milliards de dollars de fonds publics.

Après le règlement de la transaction annoncé mercredi, la Fed ne devrait plus avoir à récupérer début mars que 9,6 milliards de dollars (intérêts et capital) sur les sommes qu'elle a avancées pour le sauvetage d'AIG.

La banque centrale apparaît quasi certaine de sortir de l'aventure AIG avec un bénéfice comptable.

Ce n'est pas le cas du Trésor américain, qui doit récupérer de son côté 50 milliards de dollars. Selon un rapport de la Cour des comptes (GAO), publié le 9 janvier, il ne parviendra jamais à recouvrer l'intégralité de cette somme. (AFP 09.02)

La Fed retrouve ses billes avec un bénéfice en prime, à l'opposé du Trésor américain qui fera casquer les masses américaines ou sabrera dans les budgets sociaux, normal quoi !

Haut de page

Le 11 février

CAUSERIE

Demain on reviendra sur la situation.

Quand les représentants patronaux des syndicats ouvriers se répartissent les rôles pour faire aboutir une revendication du Medef

Un article de l'AFP suivi d'une analyse.

- La question du consentement individuel des salariés est en effet au coeur des négociations qui démarrent le 17 février.
Le gouvernement veut promouvoir des accords collectifs qui s'imposeraient à tous les salariés, accédant ainsi à une revendication du Medef.

Les accords dits de compétitivité-emploi visent à permettre à l'entreprise d'ajuster la durée de travail de ses salariés et donc les salaires, à la conjoncture, en échange d'une garantie de maintien des emplois.

La CFDT, pourtant prête à négocier un cadre juridique si le débat ne se limite pas à celui du coût salarial, a demandé mercredi au Premier ministre d'intervenir pour que le vote de l'article sur la modulation du temps de travail de la proposition de loi Warsmann (UMP) soit bloqué au Parlement.

Opposée à un accord national qui ferait "*sauter le verrou de l'accord individuel du salarié*", FO dénonce "*un tour de passe-passe entre gouvernement et législateur*", la CGT un "*coup de force*".

"*On ne sera pas là pour négocier de la régression sociale*", prévient Maurad Rabhi, qui représentera la CGT aux négociations. "*A la différence du dispositif de chômage partiel, les accords de compétitivité font supporter le coût de la crise au salarié*", s'insurge-t-il.

Parce que ces accords sont déjà possibles avec l'aval individuel des salariés, qui préfèrent conserver leur emploi même moins payés, la CFDT et la CFTC souhaitent négocier des garanties et des recours pour les salariés.

"*On peut concevoir qu'un effort temporaire soit fait*" en cas de passe difficile pour l'entreprise et "*à la condition de sécuriser*" les accords, explique Joseph Thouvenel (CFTC).

Mais les utiliser, comme le souhaite également le gouvernement, dans les phases de croissance d'activité, "*serait un glissement vers le grand n'importe quoi, c'est-à-dire la déréglementation et l'ultralibéralisme*", prévient M. Thouvenel. La CFTC

veut "*contractualiser*" l'engagement de l'entreprise avec des "*sanctions financières*" s'il n'est pas respecté.

"*Quand peut-on dire à un moment que c'est conjoncturel ou bien structurel?*", interroge Stéphane Lardy (FO).

La CFDT a écrit au Premier ministre qu'elle était "*prête à s'engager*" sur "*la question de la compétitivité des entreprises*".

Les syndicats se rejoignent pour dénoncer le calendrier serré imposé par l'Elysée. (AFP 10.02)

Ils avaient tenu le même discours ou emprunté la même méthode après l'annonce par Sarkozy de "*l'agenda*" devant aboutir à l'adoption de la dernière contre-réforme sur les retraites.

Le représentant patronal de la CGT résume comment avec ses collègues ils soutiennent le gouvernement.

Quand il dit "*on ne sera pas là pour négocier de la régression sociale*", alors que chacun sait que ce sera effectivement le cas, alors comment s'y prend-il pour le camoufler ? C'est très simple. Il compare ou met dans la balance les mesures déjà adoptées sur le chômage partiel et celles annoncées sur la "*compétitivité*", en prétendant que les premières bénéficieraient aux travailleurs tandis que les secondes favoriseraient les patrons, l'astuce, si l'on peut dire, consiste donc à suggérer très fort qu'il y aurait une sorte d'équité de traitement entre les travailleurs et les patrons.

Ces parasites se partagent les rôles.

La CGT et FO donne de la voix, pas pour exiger le retrait pur et simple de ces mesures réactionnaires, mais sur leurs modalités d'application, ce qui suffit à prouver qu'ils les approuvent à la suite de la CFDT et de la CFTC qui ne s'en cachent pas. Cela suffit à démontrer (si nécessaire) que les dirigeants des syndicats ouvriers ont tous sans exception adopté le capitalisme. Autrement dit, quand monsieur Mailly prétend que son syndicat serait "*indépendant*" après avoir fait la démonstration qu'il était soumis au capitalisme, il réalise de fait une escroquerie couverte par les dirigeants du POI (notamment).

Quand Stéphane Lardy (FO) demande "*quand peut-on dire à un moment que c'est conjoncturel ou bien structurel?*", il avoue au passage qu'il n'est pas contre ces mesures à condition qu'elles soient "*conjoncturelles*", ajoutons sur la base d'un diagnostic commun réalisé par les syndicats et le patronat, à la suite du représentant de la CFTC qui affirme "*concevoir qu'un effort temporaire soit fait*" se traduisant par la baisse du salaire des travailleurs mis arbitrairement au chômage partiel.

Question : les choses sont très claires dès lors qu'on se situe exclusivement sur le terrain de classe des exploités, quel parti ouvrier se livre à cette démonstration dans sa littérature hebdomadaire ? Répons : aucun. Question : sur quel terrain se situe-t-il alors ? Je vous laisse deviner.

A propos de la situation en Espagne.

Il s'agit là du (même) commentaire qui fait suite à l'article de l'AFP qui figure plus loin dans cette page.

Mariano Rajoy n'a pas trop à s'en faire et il le sait, puisque "*syndicats et patronat ont déjà noué un accord de modération salariale*", les dirigeants pourris des syndicats ont choisi leur camp et ils se rendront à son invitation lundi. Reste à savoir pendant combien de temps encore les trravailleurs supporteront-ils un tel traitement, comme en Grèce et au Portugal...

L'évolution de la situation sociale et politique dans ces pays aboutit au fait pour les travailleurs, qu'ils ne pourront plus vivre comme avant et sans espoir que leur situation s'améliore dans le futur. Ce qui signifie qu'ils ont le choix entre accepter ces conditions et se résigner ou les refuser et les combattre, mais comment, dans quelle perspective politque?

Il ressort de la situation, que pour se prévaloir d'une certaine légitimité, la survie du capitalisme serait impossible sans le soutien du cadre juridique que lui fournisse les institutions, l'Etat. Le capitalisme et les institutions qui lui sont dévouées constituant les principaux obstacles au réglement de toutes les revendications sociales en suspens, la question qui est à l'ordre du jour est de les liquider ensemble, simultanément, ce que seul pourrait réaliser un gouvernement ouvrier révolutionnaire combattant pour l'établissement du socialisme à l'échelle mondiale.

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire ne pouvant pas être le produit d'une génération spontanée, il faut combattre toutes les mesures antisociales prises par le gouvernement, non pas en espérant aboutir à leur retrait ou le faire croire aux travailleurs ce qui serait criminel, mais dans la perspective du renversement du régime, objectif dont peuvent se saisir immédiatement les éléments les plus avancés parmi les travailleurs, ce qui permet de poser la question de la construction des moyens pour atteindre cet objectif, dont le parti...

Ceux qui ne sont jamais parvenus à construire le parti en 70 ans, ont démontré qu'ils étaient incapables de lier ou subordonner

le combat pour des revendications sociales à la perspective politique de la chute du régime en place, à croire qu'ils avaient abandonné cet objectif ou qu'ils l'ont gravement négligé... Et ce n'est pas un hasard si aucun n'est en mesure de le faire aujourd'hui autrement que maladroitement dans des déclarations sans lendemain.

Haro sur le capitalisme et les institutions, voilà la seule réponse à la hauteur de la formidable agression orchestrée par leurs représentants contre les travailleurs. Est-ce exagéré, serait-ce faire preuve de gauchisme ? Qu'est-ce qui vous permettrait de porter un tel jugement ? Je vous mets au défi de le prouver. J'affirme que vous seriez dans l'incapacité de le justifer et voici pourquoi :

- (AFP 10.02) Le ministre de l'Economie Luis de Guindos a donné jeudi quelques indices sur la réforme, surpris par un micro à Bruxelles en train de dire au commissaire européen Olli Rehn: "*demain nous allons approuver la réforme du travail et vous allez voir qu'elle sera extrêmement agressive*". (la suite dans l'article plus bas)

Quand Olli Rehn affirme que la contre-réforme du droit du travail en Espagne sera "*extrêmement agressive*" il sait de quoi il parle, dès lors notre réponse doit se situer à la même hauteur et être "*extrêmement agressive*", toute appréciation formulée par un parti ouvrier qui serait en-deça serait marquée du sceau de l'opportunisme, de l'infâmie. Avis aux amateurs, ils sont nombreux, attention tout de même de ne pas vous marchez dessus... les intéressés se reconnaîtront.

Le saviez-vous ?

A propos du 11 septembre 2011. Bien que cela paraisse incroyable, il y a encore des militants pour refuser d'admettre que c'est bien l'administration américaine qui a planifié inutieusement cet acte assimilable au terrorisme d'Etat. Un nouvel article de Mondialisation.ca du 10 février revient sur certains aspects du 11/9. Précisons qu'à ce jour (à ma connaissance), qu'aucun parti ouvrier en France n'a officiellement reconnu la responsabilité de la Maison Blanche dans cet acte barbare. Le combat pour que la vérité éclate fait partie intégrante du combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier.

- Un autre exemple est celui de l'affirmation que les impacts d'avion, leur carburant, et les incendies qui en ont résulté ont provoqué l'effondrement des Tours Jumelles. En réalité, le carburant d'avion atteint au maximum les 1800 degrés Fahrenheit. L'acier ne commence à fondre qu'à partir de 2700 degrés F.

Pourtant, les rapports officiels affirment le contraire. Il disent aussi que les seules causes de l'effondrement des tours sont au nombre de trois ; l'impact des avions, les incendies, et la force de gravité. Mais les « *meilleures preuves* » contredisent cette explication officielle, et d'autres également.

L'effondrement du WTC7 revêt une importance toute particulière. Le National Institute of Standards and Technology (NIST) a initialement mis en cause les dommages structurels combinés aux incendies de fuel. Mais finalement, son rapport final ne mentionne que les incendies [comme cause de l'effondrement].

Pourtant, aucun avion n'a percuté ce bâtiment. Et historiquement, aucun gratte-ciel à structure d'acier ne s'est jamais écroulé à cause d'incendies. De plus, si cela venait à se produire, l'affaissement serait progressif.

Malgré tout cela, le WTC 7 s'est effondré virtuellement en chute libre, de façon symétrique et droit sur son empreinte, avec sa ligne de toit qui est restée pratiquement horizontale. « *La meilleure preuve* » montre que « *chacune des 82 colonnes de soutien a été sapée avant* » que l'effondrement ne commence. C'est une intervention humaine secrète, et non pas les dommages [subis par le bâtiment], qui sont la cause [de son effondrement].

Un autre exemple-clef est celui de présence de matériaux nanothermitiques. [La nanothermite] « *peut être adaptée pour réagir comme un incendiaire (comme de la thermite ordinaire) ou comme un explosif…* »

On en a retrouvé dans quatre échantillons de poussières du WTC collectés indépendamment les uns des autres. Un article écrit par une équipe de scientifiques, et relu par des pairs (peer reviewed) l'a montré. Bien que le NIST n'ait pas effectué de tests pour détecter l'éventuelle présence de matériaux explosifs, il a affirmé qu'il n'y en avait pas.

De nombreux autres exemples de « *meilleures preuves* » contredisent les récits officiels, qui en perdent littéralement toute crédibilité.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grande-Bretagne

Abou Qatada, l'homme qui avait été surnommé « *l'ambassadeur d'Ossama Ben Laden en Europe* » par la presse anglo-saxonne, et qui est inscrit sur la liste des individus lié avec Al-Qaïda par le comité 1267 du Conseil de sécurité des Nations unies, vient d'être mis en liberté conditionnelle en Grande Bretagne.

Grâce à une intervention de la Cour européenne des Droits l'homme, qui s'est opposée à son extradition vers la Jordanie où il devait être jugé, il sera totalement libre d'ici trois mois « *si aucun accord n'est trouvé* ».

De plus le Daily Telegraph a révélé que les journalistes de la BBC ont reçu pour instruction de ne plus qualifier Abou Qatada « *d'extrémiste* », ainsi que de « *ne pas faire usage d'images qui suggèrent que le prédicateur est en surpoids* ».

L'affaire fait scandale en Grande-Bretagne, où on ne comprend pas comment celui qui était qualifié d'« *extrêmement dangereux* » par l'ancien ministre de l'Intérieur David Blunkett, et qui était détenu dans la prison de haute sécurité de Long Lartin, peut se voir ainsi remis en liberté.

Comme nous l'anticipions dès mai 2011, la mise en scène médiatique de la mort d'Ossama Ben Laden préparait le recyclage des hommes de son réseau au service de la nouvelle stratégie des États-Unis. Après avoir aidé à la lutte contre les Soviétiques en Afghanistan, puis servi de faux-nez lors des attentats du 11 septembre, et enfin avoir été utilisés contre la résistance irakienne, ils sont désormais affectés au détournement du « *Printemps arabe* » et à la lutte contre l'Alliance des résistances (Iran, Syrie, Hezbollah).

Ainsi en Syrie, ce sont les hommes issus du réseau Al-Qaïda qui, financés par le Qatar et encadrés par des instructeurs militaires turcs, britanniques et français, constituent la majeure-partie des effectifs de ce que la presse occidentale nomme « *Armée syrienne libre* ».

La BBC veille désormais à l'image de ceux qui sont susceptibles de servir une telle cause. (Réseau Voltaire 10.02)

2- Grèce

Une ministre socialiste du gouvernement grec et quatre d'extrême droite grec Laos ont démissionné ce vendredi, s'opposant aux nouvelles mesures d'austérité demandées par les créanciers du pays.

La socialiste démissionnaire est Mariliza Xenoyannakopoulou adjointe aux Affaires européennes. Son parti, le Pasok, est membre de la coalition gouvernementale aux côtés de la droite conservatrice et de l'extrême-droite.

«*Malheureusement, la troïka (UE-BCE-FMI, ndlr) ne tient pas compte des conséquences de la mise en oeuvre du premier plan de rigueur (...) et décide de prendre des mesures qui vont dramatiquement creuser la récession et accroître la colère sociale*», écrit Mme Xenoyannakopoulou dans une lettre adressée au Premier ministre Papademos.

Jeudi , la secrétaire d'Etat au Travail Iannis Koutsoukos (socialiste) avait déjà démissionné pour les mêmes raisons. (liberation.fr 10.02)

3- Egypte

Des milliers d'Egyptiens ont manifesté vendredi près du ministère de la Défense pour réclamer le départ de l'armée du pouvoir, à la veille du premier anniversaire de la chute de Hosni Moubarak, selon un journaliste de l'AFP.

Pendant la journée, plusieurs rassemblements ont convergé vers le ministère, traversant des zones résidentielles pour éviter les barrages établis par les militaires sur plusieurs kilomètres autour du ministère.

En fin d'après-midi, les manifestants ont cependant été bloqués à une centaine de mètres derrière le bâtiment, la police militaire ayant placé des barbelés et des blindés pour empêcher le passage.

Derrière le cordon de police résonnait de la musique militaire, tandis qu'en face, les manifestants scandaient : "*Le peuple veut l'exécution du maréchal*" Hussein Tantaoui, chef d'Etat de facto depuis que M. Moubarak a remis ses pouvoirs à l'armée le 11 février 2011.

A la fin de la grande prière hebdomadaire du vendredi dans la mosquée al-Fath, dans le centre du Caire, les manifestants avaient crié "*A bas le pouvoir militaire*" avant de se diriger vers le ministère.

"*Nous marchons sur le ministère de la Défense, nous voulons le départ des militaires*", a affirmé devant la mosquée Asmaa Mahfouz, militante connue pour avoir enregistré l'an dernier une vidéo appelant à un soulèvement contre Hosni Moubarak.

Les militants ont aussi appelé à une journée de "*désobéissance civile*" et de grèves samedi, jour anniversaire de la chute de M. Moubarak. (AFP 10.02)

4- Iran

Des ambassades étrangères en Israël ont récemment commencé à rédiger des plans d'urgence en vue d'évacuer leurs ressortissants de l'Etat juif dans le cas d'une attaque de missiles sur Israël.

Cette information a été confirmée par de hauts fonctionnaires de Jérusalem. Pour l'heure, le ministère des Affaires étrangères a fourni aux ambassades étrangères présentes en Israël, une liste des abris publics à travers le pays, ainsi qu'une brochure pédagogique.

Les représentants diplomatiques de nombreux pays sont de plus en plus soucieux d'une réaction militaire iranienne contre Israël. Les forces de défense israéliennes projettent d'engager plusieurs exercices afin de préparer la population. Quant à l'Union européenne, l'un de ses fonctionnaires a confié qu'il était absolument impossible d'engager une procédure visant à protéger toutes les familles du corps diplomatique des différents pays occidentaux présents sur place.

Dans cette histoire, on peut s'attendre à tout ! c'est ainsi qu'un journal hébreu prétend que "*la presse internationale aurait loué le droit de mettre des équipes de tournage et des journalistes sur les toits de la ville pour couvrir les évènements de la guerre à venir, une contre-attaque iranienne. Il semble que les réseaux de nouvelles CBS, Fox News et NBC envoient leurs producteurs en Israël pour trouver les endroits stratégiques pour envoyer leurs correspondants*" (liesi 10.02)

5- Syrie

5.1- Sur le devant de la scène internationale, la Turquie appelle à la création d'un « Groupe des amis de la Syrie démocratique » sur le modèle du « *Groupe de contact pour la Libye* », tandis que la presse italienne examine les possibilités d'intervention militaire indirecte de l'OTAN. Pourtant, si une telle intervention devait avoir lieu, elle violerait le droit international après le double veto russe et chinois, et devrait donc se discuter en secret.

Dans les coulisses, c'est une toute autre activité. La délégation russe à Damas s'est portée garante d'un accord secret entre plusieurs protagonistes. Selon nos informations, des prisonniers de guerre turcs et des otages civils iraniens ont été libérés. En échange, la Turquie ne devrait pas intervenir en Syrie et l'Iran renoncerait à soutenir des groupes rebelles en Turquie.

Le plan de guerre en Syrie étant contrarié, les Occidentaux se cherchent une stratégie alternative. Cependant, d'ores et déjà, certains Etats se sont retirés du jeu.

A signaler deux intoxications particulières :

- Un rapport de Médecins sans frontières relaie une quinzaine de témoignages de patients et de médecins accusant les forces de sécurité de priver les insurgés blessés de soins, voire de les amputer arbitrairement ou de les torturer. MSF précise dans son introduction qu'il n'a pas été en mesure de recouper ces témoignages, mais les a publiés par ce qu'ils décrivent des situations récurrentes. Or, les observateurs de la Ligue arabe, qui ont tenté de recouper des témoignages similaires, ont conclu à leur absence de fondement. Si Le Monde traite le rapport de MSF avec précaution, Libération en fait sa « *une* ».

- L'Observatoire syrien des Droits de l'homme (bureau londonien des Frères musulmans) affirme que 18 bébés sont morts dans des couveuses à l'hôpital Al-Walid de Homs (voir par exemple ABC ou le Diario de Noticias). Il s'agit de la reproduction du célèbre bobard mis en scène par le cabinet de relations publiques Hill & Knowlton avec l'aide de la fille de l'ambassadeur du Koweit à Washington et d'Amnesty International pour justifier l'opération Tempête du désert (audition du 10 octobre 1990 devant le Congressional Human Rights Caucus) . (Réseau Voltaire 09.02)

5.2- Alors que l'éventualité d'une guerre classique conte la Syrie est écartée du fait du double veto russe et chinois, les Occidentaux se trouvent sans plan de rechange. Surtout, ils ne savent pas comment traiter le conflit qui les oppose à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) : doivent-ils user de diplomatie, ou peuvent-ils lancer une guerre par proxy interposé ?

La réponse à cette question dépend de l'acceptation ou du refus du déclin de l'Empire états-unien. Le parti de la guerre envisage une forme de conflit de basse intensité avec des groupes combattants disposant de bases arrières en Turquie, au Liban et en Jordanie. Les réalistes vont valloir, quand à eux, que dans cette hypothèse la guerre déborderait sur ces trois Etats et atteindrait inévitablement Israël.

En l'absence de stratégie définie, chacun tente de consolider ses positions. Le Conseil national syrien se rend à Qatar dans

l'espoir d'être reconnu par les Etats du Golfe comme seul représentant du peuple syrien en lieu et place de la République arabe syrienne. De son côté, la Coordination pour le changement démocratique est reçue à Pékin, qui propose sa médiation.

La presse israélienne observe que l'Armée syrienne libre est une appellation générique pour des groupes hétéroclites dont le nombre de combattants se situe entre 4 000 et 7 000, bien loin des 40 000 revendiqués, et parmi lesquels les déserteurs syriens ne sont qu'une petite minorité. De nombreux journaux admettent désormais que ces combattants, qu'ils comparent aux Brigades internationales, sont majoritairement des salafistes étrangers, principalement encadrés par des instructeurs britanniques et qataris. Ils offrent une forte résistance à l'offensive lancée en début de semaine par l'Armée nationale syrienne, mais sont en difficulté faute de soutien suffisant dans la population.

- La presse allemande annonce que quatre diplomates syriens ont été expulsés de République fédérale. Ils sont convaincus d'avoir espionné les opposants syriens réfugiés en Allemagne.

- Le Tagesspiegel brocarde les initiatives diplomatiques pour contourner le double veto. L'action, écrit-il, s'est déplacée du champ de bataille au téléphone.

- Sous la plume de Guido Olimpio, le Corriere della Sera confirme depuis Washington tout ce que les lecteurs du Réseau Voltaire savent depuis deux mois : l'Armée syrienne libre est majoritairement composée de combattants étrangers, surtout libyens. Ils sont appuyés par « *les Forces spéciales du Qatar de l'Arabie saoudite et des Occidentaux* » (cette énumération évite de citer la Turquie, qui vient de se retirer du dispositif à la suite de la signature d'un Protocole secret avec la Syrie et l'Iran lors de la visite de Sergey Lavrov).

- Javier Espinosa observe dans El Mundo que le conflit religieux n'oppose pas la majorité sunnite à la minorité allaouite. En effet, la plupart des sunnites soutiennent le président el-Assad. Le conflit religieux se situe en réalité à l'intérieur de la communauté sunnite. Le grand mufti Ahmad Hasun soutient le gouvernement au nom de l'unité nationale, tandis que, depuis l'Arabie saoudite, le cheick Adnan al-Arur appelle au jihad. Ainsi, les rebelles ont-ils assassiné le fils du grand mufti.

- José de Areilza déplore dans ABC l'attitude de la baronne Ashton. La Haute-représentante de l'Union européenne n'a pas été capable d'élaborer un point de vue commun des Européens sur la Syrie. Une fois de plus, l'Union européenne ne sert à rien. Tout en étant fondé, ce reproche est excessif, dans la mesure où Catherine Ashton a joué un rôle central dans le soutien du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud à la proposition de résolution marocaine au Conseil de sécurité. En outre, la baronne Ashton se heurte à la concurrence entre Nicolas Sarkozy et David Cameron. Les deux hommes revendiquent l'un et l'autre le projet d'une conférence réunissant un groupe de contact sur la Syrie, alors que cette idée leur a été soufflée par Hillary Clinton.

- Le Daily Telegraph teste un contre-feux possible aux révélations sur la présence d'instructeurs étrangers dans l'Armée libre syrienne : les Iraniens feraient de même avec l'Armée nationale syrienne. En réalité, suite à l'abrogation de l'état d'urgence et à la reconnaissance du droit de manifester, la Syrie se dote d'un corps de police adapté à la sécurisation des manifestations. Dans ce contexte, elle a du acheter du matériel de police. Soumise à embargo, elle n'a pu se fournir qu'en Iran, mais cela n'a rien à voir avec des instructeurs militaires.

- Le Globe and Mail étudie quatre options : (1) se croiser les bras et attendre, (2) créer des enclaves humanitaires et exercer des pressions diplomatiques, (3) reconnaître et armer l'opposition, (4) faire la guerre sans mandat de l'ONU. Il conclut qu'il vaut mieux ne rien faire en espérant que le régime ne se livre pas à un massacre de masse.

- Jackson Diehl soutient dans le Washington Times la proposition des sénateurs John McCain, Lindsey Graham et Joseph Lieberman d'armer massivement l'opposition syrienne. Au contraire, l'éditorialiste du Los Angeles Times affirme que cette option ne conduira à terme qu'à des catastrophes. Il préconise donc la voie diplomatique.

- Le professeur Marwan Kabalan note dans Gulf News que le changement de rapport de force mondial conduit à un réalignement régional. Tout se joue dans l'amélioration des relations entre l'Irak et la Syrie.

- Le Moscow Times ne voit que de mauvaises conséquences pour la Russie en cas de départ de Bachar el-Assad. (Réseau Voltaire 10.02)

6- Liban

Des officiers de la sécurité libanaise ont indiqué qu'un avion cargo suspect, contenant d'importantes sommes d'argent en dollars, des armes, des passeports spéciaux et des cartes de crédit, a été saisi à son arrivé dans la capitale libanaise, en provenance des États-Unis et du Brésil.

Les articles, emballées dans des coffres, ont été découverts à l'aéroport de Beyrouth, rapportent les responsables de la sécurité.

Les coffres contenaient aussi une liste de citoyens libanais incluant certaines personnalités connues, dont une personne liée à des groupes salafistes extrémistes. Les responsables de la sécurité ont convoqué des personnes dont le nom figurait sur la liste, et arrêté certaines d'entre elles.

Les autorités de Beyrouth ont renforcé la surveillance à travers le pays suite aux avertissements de certaines organisations libanaises et aux déclarations du ministre de la Défense concernant la présence d'Al-Qaïda au Liban.

Selon le ministre, des membres de la mouvance terroriste Al-Qaïda sont entrés en Syrie par le Liban pour combattre contre l'administration el-Assad.

Ces derniers mois, de nombreux rapports ont circulé selon lesquels des armes ont été introduites clandestinement à destination des bandes armées en Syrie via la frontière libanaise. (Réseau Voltaire 08.02)

Social

1- France

Le comité central d'entreprise d'Air France a été interrompu vendredi matin par des salariés venus manifester leur opposition au projet de renégociation d'une bonne partie des accords collectifs et qui ont contraint les membres de la direction à quitter la salle.

Plusieurs centaines de salariés ont pénétré dans la salle et demandé à la direction de quitter les lieux, ce qu'elle a refusé de faire pendant un moment avant de céder. Après ce face à face tendu, Air France a fait savoir que le CCE était «*terminé*» et qu'elle «*regrettait vivement que le fonctionnement du CCE ait été ainsi entravé*».

La compagnie précise néanmoins que la session avait été ouverte «*normalement à 9h30 au siège de Roissy*», que «l'exposé de la motivation de ce CCE a été fait et l'ensemble des points à l'ordre du jour nommés».

Après l'intrusion des manifestants dans la salle, la séance a été suspendue mais une heure et demie plus tard «*les représentants de la direction ont été brutalement expulsés de la salle*», a indiqué un porte-parole.

La journaliste de l'AFP a constaté des sifflets et des huées de la part de manifestants qui scandaient «*on est chez nous, on est chez nous*» et qui ont fait «*une haie d'honneur*» à plusieurs membres de la direction qui ont dû quitter les lieux.

Le PDG Alexandre de Juniac estime qu'il est impératif de renégocier une grande partie des accords sociaux d'ici à l'été afin d'améliorer la productivité des personnels. (liberation.fr 10.02)

2- Grèce

Le principal syndicat de policiers en Grèce menace de réclamer des mandats d'arrêt contre les émissaires de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) imposant la mise en oeuvre de mesures d'austérité fortement impopulaires.

Dans une lettre dont Reuters a eu connaissance vendredi, la Fédération de la police grecque accuse ces représentants des bailleurs de fonds internationaux de la Grèce de "*chantage, tentatives de subrepticement abolir ou ronger la démocratie et la souveraineté nationale*".

Cette lettre précise que l'une des personnalités visées est Poul Thomsen, le principal représentant du FMI en Grèce. La missive a aussi été adressée à Klaus Masuch, chef de la délégation de la Banque centrale européenne (BCE), et à Servaas Deroos, ancien inspecteur en chef de la Commission européenne en Grèce.

Cette menace est essentiellement symbolique puisque, soulignent des experts des questions juridiques, un mandat d'arrêt doit d'abord être émis par un juge. Cette initiative illustre cependant l'ampleur de la colère de la population grecque face aux baisses de salaires et aux coupes claires dans les budgets de l'Etat exigées par les créanciers internationaux de la Grèce.

"*Comme vous poursuivez cette politique destructrice, nous vous prévenons que vous ne pouvez nous contraindre à nous battre contre nos frères. Nous refusons de nous élever face à nos parents, nos frères, nos enfants ou tout citoyen manifestant ou exigeant un changement de politique*", souligne le syndicat, qui représente plus de deux tiers des effectifs policiers de la Grèce.

"*Nous vous prévenons que, en tant que représentants légaux des policiers grecs, nous allons émettre des mandats d'arrêts pour une série d'infractions légales (...) telles que chantage, tentatives de subrepticement abolir ou ronger la démocratie et la souveraineté nationale.*"

Les policiers sont directement confrontés à la colère populaire qui se manifeste régulièrement à l'occasion de rassemblements devant le parlement à Athènes. Le slogan "*Policiers, porcs, assassins*" est régulièrement scandé ou inscrit sauvagement sur les murs.

Plusieurs milliers de personnes se sont à nouveau rassemblées vendredi à Athènes pour manifester contre de nouvelles mesures d'austérité entérinées par le gouvernement sous la pression des créanciers internationaux. (Reuters 10.02)

3- Hongrie

La compagnie aérienne publique hongroise Malev, qui a cessé son activité vendredi dernier, va licencier 2.080 de ses 2.600 employés.

"*Dans le cadre d'un licenciement collectif, 2.080 personnes seront renvoyées du groupe Malev*", a déclaré à Budapest Marta Rona, la porte-parole de compagnie hongroise.

"*Plus de la moitié de l'effectif concerné travaille chez Malev SA, le reste dans les filiales de la société*", a ajouté la porte-parole.

A cours d'argent, la compagnie aérienne publique hongroise Malev a cessé vendredi dernier ses opérations après 66 ans de service. La faillite n'a pas été encore formellement prononcée, les autorités hongroises cherchant encore un moyen de faire redémarrer la compagnie aérienne, car la faillite de Malev entraînerait le paiement de garanties colossales au propriétaire de l'aéroport de Budapest, le géant allemand du BTP Hochtief, de l'ordre de 1.000 milliards de forints (3,4 milliards d'euros).

Cette somme est due à Hochtief car Malev était le principal client de l'aéroport de Budapest avec quelques 3 millions de passagers, équivalent à 40% du chiffre d'affaires de l'aéroport.

Pour l'instant, les efforts du gouvernement hongrois n'ont pas porté leurs fruits, a annoncé vendredi Janos Lazar, le chef du groupe parlementaire du Fidesz, le parti du Premier ministre Viktor Orban. (AFP 10.02)

Economie

1- France

1.1- Michelin en manque de "***compétitivité*** !

Le géant français du pneumatique Michelin a affiché vendredi des objectifs de croissance ambitieux, tirés par l'innovation et de nouveaux gains de compétitivité, après l'annonce d'une hausse de 39% son bénéfice net 2011 à 1,46 milliard d'euros. (AFP 10.02)

1.2- Total ou quand le racket atteint des "***records historiques*** !

Les prix élevés de l'or noir ont permis à Total d'engranger de nouveau l'an dernier des bénéfices astronomiques de plus de 12 milliards d'euros, un niveau qui rapproche le géant pétrolier de ses records historiques.

Les résultats publiés vendredi par Total ont de quoi donner le tournis, avec un bond de 16% sur un an du bénéfice net 2011, à 12,27 milliards d'euros, et de 11% du bénéfice net ajusté (qui exclut les effets de stocks et autres éléments exceptionnels) à 11,42 milliards.

Le chiffre d'affaires a lui aussi grimpé de 16% à 184,7 milliards d'euros.

Cette nouvelle envolée est liée aux cours très élevés du pétrole brut l'an dernier, le prix moyen du baril de Brent ayant grimpé de 40% à 111,3 dollars. La flambée des cours a compensé une légère baisse de la production du groupe et la morosité persistante de ses activités de raffinage.

Total a vu sa production d'hydrocarbures reculer de 1% l'an passé, à 2,346 millions de barils équivalent pétrole par jour (Mbep/j).

Sur le seul quatrième trimestre 2011, le bénéfice net a augmenté de 13% à 2,29 milliards, et le bénéfice ajusté de 7% à 2,725 milliards, pour une production stable à 2,384 Mbep/j.

Il a expliqué que le groupe entendait poursuivre une politique d'investissements colossaux, avec 20 milliards de dollars d'investissements nets prévus cette année (contre 22 milliards l'an dernier).

Rappelant que Total emploie en France 35.000 personnes sur 170 sites, il a précisé que le groupe paierait pour 2011 environ

1,2 milliard d'euros d'impôts, dont 300 millions au titre de l'impôt sur les sociétés (IS). L'an dernier, Total n'avait pas payé d'IS car ses activités françaises étaient déficitaires.

Christophe de Margerie a également renouvelé son opposition à l'interdiction dans l'Hexagone de la fracturation hydraulique, seule technologie qui permettrait d'exploiter les ressources de gaz de schiste. (AFP 10.02)

1.3- Rexel ou comment une dette importante ne pose pas vraiment de problèmes.

Rexel, le groupe a enregistré l'an dernier une rentabilité record avec notamment une croissance de 39% de son résultat net, à 319 millions d'euros.

"En 2011, Rexel a réalisé de très bonnes performances: la croissance organique a été forte, la rentabilité a atteint un plus haut historique et nous avons renforcé notre présence dans les marchés émergents tout en poursuivant le désendettement de la société", déclare dans un communiqué Jean-Charles Pauze, président du directoire de Rexel.

A fin 2011, la dette nette de la société a été réduite de 195,1 millions d'euros et s'établit à 2,078 milliards d'euros, ramenant ainsi son ratio d'endettement sur Ebitda (bénéfice avant impôt, intérêts, dépréciations et amortissement) de 3,19 à 2,4.

Le chiffre d'affaires de Rexel est ressorti en hausse de 6,3% à 12,717 milliards d'euros, porté par une croissance de 7,4% de ses activités en Amérique du nord tandis qu'en Europe l'activité de la société a crû de 4,5%. (Reuters 10.02)

2- Etats-Unis

2.1- Les Etats-Unis ont accusé en 2011 un déficit commercial record avec la Chine, qui a représenté plus de la moitié du trou dans leurs échanges, et ce malgré l'appréciation de la monnaie chinoise.

Le déficit annuel global (biens et services compris) du pays a atteint son niveau le plus élevé depuis 2008 : 558,0 milliards de dollars. Celui avec la Chine (dans les biens uniquement) a grimpé à 295,5 milliards, battant largement le record établi en 2010.

Le déséquilibre dans les échanges entre la première et la deuxième économie mondiale reste toujours aussi criant. Les Etats-Unis ont importé 3,8 fois plus de biens depuis la Chine qu'ils n'en ont exporté vers ce pays. (AFP 10.02)

2.2- Au moment même où les fonds vautours anglo-américains demandent la peau des Grecs, le gouvernement fédéral américain ainsi que la plupart des États américains annoncent ‘‘*un accord à l’amiable de 25 milliards de dollars avec cinq des plus grandes banques américaines pour mettre fin aux poursuites liées aux saisies immobilières irrégulières. C’est l’accord amiable sectoriel le plus important jamais obtenu par les autorités fédérales et fédérées. Il a été signé avec Citigroup, Bank of America, JPMorgan Chase, Wells Fargo et Ally Financial*". On a là que du beau monde !

On a arrêté de compter tous les cadeaux consentis aux banques du cartel bancaire US par le “Bureau Oval” sur le dos des pauvres contribuables américains, dont un grand nombre consentiront (incroyable mais vrai) à voter pour ce roi de l’arnaque qu’est Barack Obama. On pensait que Bush serait jugé comme criminel de guerre avec ses lieutenants. Son remplaçant a fait beaucoup mieux et il est surtout plus intelligent : lui est devenu prix Nobel de la PAIX… tout en préparant une guerre contre l’Iran dont tout le monde reconnaît aujourd’hui qu’elle nous plongera dans une Troisième Guerre mondiale. (liesi 09.02)

3- Chine

L’inflation préoccupe les autorités chinoises. Elle a atteint 4,5% en janvier 2012. Les prix ont grimpé, notamment ceux des biens alimentaires (+10,5%), détaille BBC News.

Le phénomène n’est pas nouveau, le taux d’inflation avait même dépassé 6,5% en juillet 2011. Mais il pourrait mettre en péril la croissance chinoise, qui devrait tout de même atteindre 8,2% en 2012 d’après le FMI.

Le gouvernement pourrait limiter la quantité de yuan en circulation en relevant son taux directeur. Problème: le taux de la banque centrale chinoise est déjà fixé à 6,5% (celui de la Fed, la banque centrale américaine, est proche de 0%), et n'a pas empêché l'inflation.

L’autre solution, qui semble avoir les faveurs du Comité central du Parti communiste chinois, est la hausse des salaires. Dans un pays dont la croissance repose en grande partie sur son marché intérieur, soutenir la demande est primordial. Le gouvernement pourrait ainsi décider d’une hausse de l’ordre de 13% par an jusqu’en 2015.

Rien qu’en 2011, les salaires minimum ont augmenté de 22% en Chine. Au 1er janvier le «smic» chinois est ainsi passé à 1.260

yuans (156 euros) à Pékin, et de de 800 à 1.050 yuans (99 à 130 euros) dans la province du Sichuan. Une hausse qui ne fait pas le bonheur des chefs d'entreprise, qui voient leurs usines de plus en plus concurrencées par la main d'oeuvre de pays voisins comme l'Indonésie, où les salaires sont encore plus bas. (slate.fr 10.02)

N'allez pas imaginer que d'ici quelques années ou décennies le coût du travail en Chine aura rejoint celui qui existe en France, car le salaire minimum ne s'applique pas en Chine à tous les secteurs d'activité, par ailleurs au salaire proprement dit en France il faut ajouter le salaire différé, (cotisations sociales des employés et des entreprises), de plus il faut considérer le salaire moyen à partir de l'ensemble des salaires et assimilés, de la même manière qu'on prend en compte le taux de profit moyen de l'ensemble de la production et non celui d'un seul secteur d'activité.

Haut de page

Le 12 février

CAUSERIE

Je reporte à demain une analyse de la situation. Je dois aussi m'occuper de mes affaires.

Voici le message que j'ai diffusé ce matin sur le Net à la suite de plusieurs articles de presse sur la situation en Syrie :

- Le rapport de la Ligue Arabe donne des preuves de l'implication de la CIA, du MI6 et du Mossad derrière les violences en Syrie. 95 articles de sources diverses démontent cette manipulation planétaire : www.luttedeclasse.org.

L'avantage pour les personnes qui se connectent sur le site, c'est qu'elles disposent de tous les éléments pour vérifier le contenu des informations qui y figurent, par exemple ici, le rapport de la Ligue Arabe sur la situation en Syrie. On ne se contente pas de fournir des appréciations ou des analyses, on met à la disposition de chacun la quasi-totalité des éléments en notre position, ainsi toute manipulation est impossible, sauf lorsque l'on ne dispose que d'une ou deux sources d'information, ce qui n'est pas le cas sur la Syrie.

Syrie-Iran. Un titre et un rappel

- La mobilisation contre Damas vise aussi Téhéran - LeMonde.fr

- L'argument du 11-Septembre est si commode, que le 15 octobre 2003, alors qu'une pluie de bombes s'abat sur les Bagdadis, le Congrès des États-Unis place à son tour la Syrie en accusation pour son soutien au « terrorisme international » et accorde au président Bush le droit d'entrer en guerre contre elle lorsqu'il le jugera nécessaire. Toutefois, la Syrie n'est destinée qu'à être le « hors d'oeuvre » du festin qui s'annonce et dont l'Iran sera le plat principal. En juillet 2004, la Commission présidentielle sur les attentats rend son rapport final. Au dernier moment, elle y ajoute deux pages de révélations sur les liens entre l'Iran et Al-Qaeda. Le régime chiite entretient depuis longtemps des liens avec les terroristes sunnites, les laisse librement circuler sur son territoire et leur a offert des infrastructures au Soudan. Sur cette base, une nouvelle guerre paraît inéluctable. Ce scénario tiendra la presse internationale en haleine durant deux ans. (Réseau Voltaire 20.09.2009)

La veste du jour ou peur de rien !

A Roubaix samedi après-midi, lors d'un meetng où Eva Joly était censé relancer sa campagne, Noël Mamère à l'assistance:"*N'ayez pas peur de passer pour des cons, soyez fiers de ce que vous portez, votre candidate, oui, avec Eva, c'est du sérieux!*" (20minutes.fr 11.02)

Tiens, Mamère parle de lui à la deuxième personne du pluriel maintenant ! Il faut dire qu'il en tient une sacrée couche, je vous laisse deviner quoi, incurable !

Qui est monsieur Hollande ?

Un commentaire d'un internaute a aiguisé ma curiosité :

- "*Hollande, comme Montebourg, a choisi de demander le statut de "young leader" à la French American foundation, une association proche du milieu militaro-industriel et financier, loin des idéaux libertariens ou libertaires d'une Amérique minoritaire.*" (lemonde.fr 11.02)

J'ai donc voulu en savoir plus sur la French American foundation... et je n'ai pas été déçu !

1- ...François Hollande, qui a le statut de « ***Young Leader*** » de la « ***French American Foundation*** ».

Cette organisation, mise en place par John Negroponte en 1976, a pour principal objet de permettre aux services américains de sélectionner et de promouvoir de futures élites françaises, dociles et prêtes à servir les intérêts supérieurs des États-Unis, notamment dans la vie politique française. L'irrésistible ascension de M. Hollande dans la direction du PS n'est ainsi pas le fruit du hasard : Ce « *Young Leader* » est devenu incontournable dès son recrutement par la FAF en 1996, jusqu'à lui permettre d'envisager de concourir à l'élection présidentielle.

Connaître la liste des « Young Leaders » de la « French American Foundation », est d'ailleurs un exercice de salubrité publique, auquel devraient notamment se livrer tous ceux qui veulent comprendre quelque chose à la vie politique et médiatique dans notre pays. Tout un chacun peut le découvrir en parcourant la liste des « Young Leaders » disponible sur le site Internet de l'institution. On y trouve par exemple en bonne place Pierre Moscovici ce qui peut aussi expliquer sa position de favori dans la course à la succession. la FAF est habile : elle sait recruter dans les medias comme dans les entreprises, dans les partis de droite comme dans ceux de gauche, y compris chez les « souverainistes » inoffensifs. (http://villepin.over-blog.com/categorie-253291.html)

Précision sur John Negroponte : John Negroponte, ancien diplomate au Honduras de 1981 à 1985 (pour organiser la lutte armée contre le Nicaragua sandiniste) et actuellement conseiller à la secrétaire d'État Hillary Clinton (Barack Obama, prix Nobel de la Paix, part en guerre contre l'ALBA - mondialisation.ca, 17.10.09)

2- Un relais des États-Unis en France : la French American Foundation par Pierre Hillard.

L'opposition politique fondamentale réside aujourd'hui entre ceux qui soutiennent une gouvernance unipolaire du monde sous l'autorité des États-Unis et ceux qui prônent un équilibre des puissances régi par le droit international. À ce niveau, la grille de lecture traditionnelle française opposant une gauche à une droite n'a plus de pertinence – car on retrouve des deux côtés des partisans de la Pax Americana. Une organisation non-lucrative, mais richement dotée, la French American Foundation, a depuis trente ans pour fonction de recruter les jeunes leaders appelés à occuper des postes de dirigeants pour les former au soutien de la politique atlantiste. On y trouve des membres de l'UMP, du PS aussi bien que de l'équipe de campagne de José Bové. (http://www.voltairenet.org/Un-relais-des-Etats-Unis-en-France)

Dans ce panier de crabes, figurent ou figuraient, selon la même source :

- Dans le cas de la branche française de la French-American Foundation, nous pouvons relever en particulier : Philippe Auberger (1989, député UMP), Yves Censi (2003, député UMP), Jérôme Chartier (2003, député UMP), Nicolas Dupont-Aignan (2001, député UMP, Debout la République), Alain Juppé (1981, député UMP), Éric Raoult (1994, député UMP), Valérie Pécresse (2002, député UMP), Jacques Toubon (1983, député UMP), François Hollande (1996, député socialiste), Arnaud Montebourg (2000, député socialiste), Pierre Moscovici (1996, député socialiste), Alain Richard (1981, socialiste, ancien ministre de la Défense), Henri de Castries (1994, Directeur général du groupe AXA assurances), Emmanuel Chain (1999, journaliste), Jérôme Clément (1982, Président d'Arte), Annick Cojean (2000, journaliste au Monde), Jean-Marie Colombani (1983, Directeur de la publication du Monde), Matthieu Croissandeau (2002, rédacteur en chef adjoint du Nouvel Observateur), Jean-Louis Gergorin (1994), Bernard Guetta (1981, journaliste à France Inter), Erik Izraelewicz (1994, rédacteur en chef des Échos), Laurent Joffrin (1994, PDG de Libération), Jean-Noël Jeanneney (1983, président de la Bibliothèque nationale de France), Sylvie Kaufmann (1998, journaliste au Monde), Yves de Kerdrel (2005, journaliste aux Échos), Marwan Lahoud (1999), Anne Lauvergeon (1996, présidente d'Areva), François Léotard (1981, ancien ministre de la Défense), Alain Minc (1981), Laurent Cohen-Tanugi (1996, Sanofi-Synthélabo et membre du conseil d'administration du think tank « Notre Europe » créé par l'ancien président de la Commission Jacques Delors [23]), Christine Ockrent (1983), Olivier Nora (1995, président des Éditions Grasset), Denis Olivennes (1996, président de la FNAC)…

Pour terminer, je me suis connecté sur le site de la French American Foundation. L'extrait du CV de son Directeur général, Christophe Guillemin, nous suffira ici.

Conseiller depuis 2008 du Président de PlaNet Finance, ONG qui lutte contre la pauvreté dans le monde par la microfinance, Christophe Guillemin a été de 1999 à 2007 en poste à Washington en tant que Directeur des Cofinancements de la Banque Interaméricaine de Développement.

(...) il est l'auteur de plusieurs publications et notamment de Economica, avec Philippe Delmas, et de « Besoin d'Afrique », Fayard, Le Livre de poche, avec Eric Fottorino et Erik Orsenna. (http://www.french-american.org)

Tiens donc, PlaNet Finance, ce ne serait pas l'un des fonds de commerce du banquier du PS J. Attali ? Quelle coïncidence !

Ah, je vous sens plein d'entrain pour voter Hollande au second tour de la présidentielle pour "*battre la droite*" bien sûr ! Qu'incarne Hollande et toute cette racaille qui se fait passer pour socialiste ? La réaction !

J'ai ajouté à la rubrique International l'article du Réseau Voltaire (format pdf - Acrobate Reader)

Actualité en titres

Ils en connaissent un rayon en la matière

- Bayrou appelle les "*humanistes*" à ne pas accepter la droitisation de Sarkozy - AFP

- Pour Hollande, Sarkozy n'a «*peut-être plus d'autre choix*» que de se droitiser - 20minutes.fr

Bon, on savait que Bayrou et Hollande n'avaient pas d'efforts supplémentaires à fournir pour se "*droitiser*"... Après ce qu'on vient de lire plus haut, on n'a pas du tout envie de se marrer.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

A Athènes, pour la seconde journée consécutive, environ 3.500 manifestants se sont rassemblés en milieu de journée sur la place centrale de Syntagma. Quelque 4.000 personnes ont également manifesté à Salonique, la grande ville du nord du pays, selon la police.

Les banderoles dénonçant "*le chantage de la troïka*" ou demandant "*l'effacement de la dette*" étaient brandies par une foule pacifique encadrée par un imposant dispositif de policiers, presque aussi nombreux que les manifestants.

La journée avait commencé par une action coup de poing des militants du front communiste syndical grec Pame qui ont déployé sur l'Acropole deux banderoles géantes dénonçant "*la dictature des monopoles de l'Union européenne*".

L'absence de transports en commun dans la capitale grecque, paralysée par les débrayages dans les services publics, était l'une des explications données à cette faible mobilisation.

Pour les syndicats, la véritable épreuve sociale doit se jouer dimanche quand les contestataires de tous bords sont appelés, vers 15H00 GMT, à affluer devant le parlement avant le vote nocturne du plan de rigueur exigé par les bailleurs de fonds de la Grèce pour débloquer un nouveau prêt vital de 130 milliards d'euros.

Les manifestations massives de juin et octobre 2011 contre l'austérité supportée par le pays depuis deux ans avaient massé entre 50.000 et 100.000 personnes dans les rues de la capitale.

Le quotidien Ta Nea (pro-gouvernemental) décrivait samedi une équipe ministérielle en pleine "*crise de nerfs*", jouant "*un jeu dangereux*".

L'accord qui doit sauver la Grèce de la faillite sera soumis dans la nuit de dimanche à lundi au vote des parlementaires qui n'auront pas à se prononcer sur un programme détaillé de mesures économiques mais devront donner mandat au Premier ministre et au ministre des Finances Evangélos Vénizélos pour signer avec les bailleurs du pays le plan qu'ils exigent de la Grèce.

En plus de cette procuration, les députés devront également voter sur l'accord d'effacement de 50% de sa dette que le pays a conclu avec ses créanciers privés et les modalités de recapitalisation des banques grecques.

Les chefs des deux partis politiques restant au gouvernement (socialiste et conservateur) y sont également allés samedi de leur appel à la responsabilité, adjurant leurs députés de voter la rigueur, alors que plusieurs d'entre eux ont exprimé leurs réticences à cautionner un tour de vis supplémentaire. (AFP 11.02)

2- Portugal

Plus de 100.000 manifestants se sont rassemblés samedi sur la place du Palais à Lisbonne pour protester contre l'austérité et la continuation des difficultés économiques malgré l'aide financière apportée en mai 2011 par l'Union européenne et le FMI.

Les organisateurs du rassemblement, le plus grand depuis le début de la crise, ont promis d'accentuer leur mouvement ainsi que les actions syndicales parallèles.

"*Nous devons accentuer la lutte. Le pays a besoin d'enlever la corde qu'il a au cou*", a-t-il poursuivi, promettant une nouvelle série de rassemblements dans tout le pays le 29 février.

Armenio Carlos a appelé à une renégociation de la dette portugaise au lieu de la poursuite du programme d'austérité. Le mois dernier, la CGTP avait refusé, contrairement à d'autres centrales portugaises, de donner son aval à la réforme du marché du travail proposée par le gouvernement.

La baisse des dépenses publiques et les hausses fiscales imposées par le plan d'aide financière a provoqué au Portugal la plus forte récession depuis les années ayant suivi le retour de la démocratie en 1974. Le taux de chômage a atteint le niveau record de 13%.

"*Le plan de sauvetage est très bon pour les créanciers qui touchent des milliards en intérêts et en commissions, très bon pour les banques, mais ces mesures sont vraiment néfastes pour les travailleurs, les jeunes, les retraités, pour les 2,7 millions de Portugais au bord de la pauvreté, et ceux qui sont déjà dedans*", a dénoncé le dirigeant syndical.

Selon la CGTP, qui parle de 300.000 manifestants, le rassemblement de samedi est le plus important des 30 dernières années. La police n'a de son côté pas fourni d'estimation de la participation.

La crise de la dette au Portugal n'a pas déclenché de mouvements sociaux d'une ampleur aussi marquée qu'en Grèce. Il y a eu deux grèves générales en deux ans, ainsi que des débrayages occasionnels dans divers secteurs, notamment les transports. (Reuters 11.02)

3- Autriche

Le gouvernement autrichien de grande coalition a annoncé vendredi un plan d'austérité sur cinq ans pour réduire le déficit public de 26,7 milliards d'euros, via des économies et de nouvelles recettes fiscales.

Trente pour cent de l'effort demandé aux Autrichiens entre 2012 et 2016 prendront la forme d'augmentations et de créations d'impôts, à hauteur de sept milliards d'euros, tandis que les 70 % restants seront des économies pures, soit près de 15 milliards d'euros. Les Etats régionaux (Länder) et les communes devront économiser 5,2 milliards d'euros.

Les principaux secteurs touchés par cette cure d'austérité seront la fonction publique, les retraites et les chemins de fer publics (OBB). En outre, des augmentations et des créations d'impôts de près de sept milliards d'euros entreront en vigueur, avec notamment une contribution de solidarité des plus hauts revenus.

Cette cure d'austérité a pour but de réduire le déficit public de la petite république des Alpes. En 2010, selon l'institut européen de statistiques Eurostat, il a atteint 4,4 % du produit intérieur brut (PIB). En 2011, le déficit public a représenté 3,3 % du PIB, soit moins que les 3,9 % prévus par le gouvernement dans son budget.

En 2013, le gouvernement espère ramener le déficit sous les 3 % du PIB et ainsi se conformer aux critères du traité de Maastricht. Pour 2016, il table sur un déficit nul. (lemonde.fr 11.02)

Social

1- France

Entre 6.000 personnes, selon les organisateurs, et 4.500, selon la police, ont manifesté samedi après-midi au Blanc (Indre) pour rejeter le projet de fermeture de la maternité.

Les manifestants réclament le retrait du projet de fermeture de la maternité et d'une partie du service chirurgie de l'hôpital du Blanc, annoncé fin 2011 par le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS), Jacques Laisné.

Le 2 décembre dernier, une manifestation avait réuni quelque 6.000 personnes, venues de toute la région, au Blanc, commune rurale qui compte environ 7.000 habitants.

Une pétition a par ailleurs été signée par plus de 30.000 personnes, et quelque 4.000 élus de plus de 200 communes d'Indre et

des départements voisins (Indre-et-Loire, Vienne et Haute-Vienne) ont signé des motions de soutien.

L'ARS estime de son côté qu'une réforme de l'hôpital, lourdement déficitaire, est impérative pour assurer sa survie. De plus, la maternité effectue environ 370 accouchements par an, alors qu'il en faudrait au moins 500 pour qu'elle soit viable, selon M. Laisné.

L'ARS assure toutefois que les discussions se poursuivent et qu'aucune décision définitive n'a été prise concernant la maternité. (AFP 11.02)

2- Espagne

Les deux principaux syndicats espagnols, UGT et CCOO, ont appelé samedi à la mobilisation générale et à manifester dans tout le pays le 19 février contre la réforme du travail, estimant qu'elle "*va détruire des emplois*" et non en créer.

"*CCOO et UGT, nous mettons en marche un processus de mobilisation qui va aller, nous l'espérons, crescendo*", a affirmé le secrétaire générale du CCOO, Ignacio Fernández Toxo, dans une conférence de presse commune avec son homologue de l'UGT Cándido Méndez.

"*Le 19 février, nous voulons que les rues d'Espagne se remplissent d'une clameur et de manifestations contre la réforme du travail*", a ajouté M. Toxo.

Le gouvernement a adopté vendredi une nouvelle réforme du marché du travail, incluant la baisse des indemnités de licenciement et des mesures pour stimuler l'emploi des jeunes, alors que le pays souffre d'un taux de chômage record de plus de 22% de la population active et de près de 50% pour les jeunes.

La réforme prévoit notamment une réduction des indemnités de licenciement de 45 jours de salaires par année travaillée à 33 jours, voire 20 en cas de licenciement économique dans certaines conditions. (liberation.fr 11.02)

3- Japon

Des milliers de personnes ont manifesté samedi à Tokyo contre le recours à l'énergie nucléaire, onze mois après le violent séisme et le tsunami qui ont endommagé la centrale nucléaire de Fukushima.

La manifestation a réuni 12.000 personnes selon les organisateurs, 7.000 selon la police.

La grande majorité des 54 réacteurs nucléaires japonais sont arrêtés du fait d'un mouvement d'opposition populaire provoqué par la crise de Fukushima.

Une manifestation analogue, quoique de moindre importance, s'est déroulée dans la préfecture de Niigata, sur la côte de la Mer du Japon, où se trouve une centrale nucléaire.

A l'issue du rassemblement de Tokyo, les manifestants ont redescendu les rues de Shibuya, un des principaux quartiers commerciaux et de loisir de la capitale.

Ils ont scandé des slogans et déroulé des banderoles sur le thème "*Sayonara (Adieu) aux centrales nucléaires*", "*Ayez le courage de dire non au nucléaire*" et "*Il y aura d'autres accidents si les centrales sont remises en marche*". (AFP 11.02)

Haut de page

Le 13 février

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps d'écrire sur la situation, à quoi bon perdre mon temps puisque j'ai cru comprendre que l'immense majorité des militants se satisfaisaient de la situation actuelle du mouvement ouvrier et son avant-garde que personnellement je trouve misérable. Dans le cas contraire je recevrais de nombreux courriels de soutien ou tout du moins des courriels polémiques sur des sujets d'actualité ou théoriques. Quand la confrontation des idées est impossible, cela signifie que toute discussion est devenue impossible. Donc de mon côté je poursuis mon activité politique sans me préoccuper de savoir ce que les uns et les autres pensent, leur silence parlent d'eux-mêmes.

Sachez tout de même que si vous n'avez pas le moral, ce n'est pas mon cas, ceci explique peut-être cela en relation avec ce qui a été dit plus haut, bien que je sache que l'on court à la castastrophe : sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire, et sans parti révolutionnaire, pas de révolution victorieuse...

Il est de bon ton actuellement de se satisfaire de discours et de positions a minima (pour "*battre la droite*" sic !), de courber de plus en plus l'échine devant les difficultés qui s'amoncellent, de conciliations en reniements successifs de s'abaisser toujours plus bas devant notre ennemi (la tentation du front unique sans principes en fait partie), vous avez raison, demain il n'aura pas trop d'efforts à fournir pour liquider ce qui reste de nos acquis ainsi que les rares militants révolutionnaires conscients par la même occasion. Moi, je préfère rester debout et en prendre plein la gueule, j'y suis habitué depuis plus de 50 ans, question de tempérament, non, de principes, de convictions.

Mon discours dérange, déplaît, je m'en tape complètement. Je ne suis pas très diplomate, c'est certain, je le revendique, excusez-moi, mais dans les moments critiques c'est un luxe qu'on ne peut pas se permettre sous peine de sombrer soi-même politiquement, à chacun ses responsabilité, je n'ai jamais demandé à aucun militant de me faire confiance ou de partager mes idées, qui d'ailleurs ne m'appartiennent pas. J'ai cru comprendre que les militants ne voulaient rien entendre ou qu'ils en étaient incapables, soit, c'est leur droit ou un constat, qu'y puis-je après avoir déployé tant d'efforts et dépensé tant d'énergie pour inverser cette tendance suicidaire, après avoir fait preuve d'une sincérité absolue dans mon combat politique : rien. Il y a des militants qui me diront qu'ils ne comprennnent pas ces propos parce qu'ils partagent une bonne partie de mes idées, certes, je veux bien le croire, je leur répondrai qu'ils tardent cependant à le traduire dans la pratique ou à le faire savoir.

Sur ce, bonne semaine et bon courage à tous.

Anonymous, manipulation mondiale. Quand les médias aux ordres censurent les meetings du POI... mais font de la publicité aux "***ennemis***" de la CIA.

Quand un média aussi réactionnaire que *Le Figaro* rend compte des actions illégales menées par une organisation tout aussi illégale contre des Etats, on est en droit de s'interroger sur leurs réelles intentions et qui ils sont, non ?

Quand un média israélien tout aussi réactionnaire, Haaretz, se fait le porte-parole de ce "*groupe de pirates informatiques*" (Le Figaro) et diffuse des informations intéressant les Etats qui interviennent en sous-main illégalement en Syrie avant de s'attaquer militairement à l'Iran, on est en droit de s'interroger sur les réelles intentions de ce groupe et qui ils sont réellement, non ?

Titre d'un article du journal *Le Monde* : *Anonymous revendique une attaque contre le site Internet de la CIA*. (lemonde.fr 10.02)

Onze ans auparavant *Le Monde* aurait pu titrer : Al-Qaïda revendique une attaque contre l'Amérique puisqu'ils allaient colporter par la suite cette version du 11 septembre 2001 concoctée par G. Bush.

Bref, il faut être naïf, ignorant ou accepter d'être manipulé pour ne pas comprendre que l'intérêt bienveillant porté par ces médias à une organisation illégale qui a revendiqué vendredi dernier une attaque contre le site Internet de la CIA (AFP 10.02) relève de la propagande et de la manipulation pratiquée par les puissances impérialistes qui sont intervenues militairement en Afghanistan, Irak, Libye et aujourd'hui en Syrie.

Comment peut-on concevoir un seul instant que Le Figaro pourrait se faire le porte-parole d'une organisation clandestine qui s'attaquerait à la CIA, si ce n'est que cette organisation est une émanation de la CIA ou qu'elle sert ses intérêts, en réalité elle pourrait servir utilement à démasquer et ficher les véritables hackers qui s'en prennent au capitalisme et à ses institutions via Internet.

L'article du Figaro daté d'hier était précédé d'une photo montrant un membre présumé du groupe Anonymous sous laquelle on pouvait lire : "*Un membre des Anonymous lors d'une manifestation le 11 février à Zagreb pour défendre le droit à la liberté d'expression sur Internet*", Le Figaro étant bien connu pour son objectivité journalistique ou son absence de parti pris ou encore son engagement farouche et constant en faveur de la défense de la liberté d'expression en France et dans le monde.

Libération, autre média aux ordre, a relaté la manifestation qui a eu lieu à Paris en reproduisant grâcieusement le mot d'ordre lancé par ses organisateurs "*c'est sous couvert d'anonymat que la révolution est née*", précisant qu'il faisait "*allusion aux actions spectaculaires des pirates informatiques siglés "Anonymous" qui se sont multipliées ces dernières semaines dans plusieurs pays*" comme si le milliardaire Rothschild accepterait volontiers à travers un des quotidiens qui lui appartiennent de se faire le porte-parole d'"*adversaires*" de la CIA et du gouvernement américain... alors qu'ils sont à son service.

Ce qui est intéressant à observer, c'est que les opportunistes, populistes et gauchistes de tous poils se retrouvent au côté des médias qui incarnent l'ordre établi, Le Figaro, Le Monde, Libération pour ne citer que ces derniers.

Syrie, manipulation mondiale. Cachez-moi cette réalité que le monde ne doit pas voir.

Le rapport de la Ligue arabe suite à sa mission en Syrie était accablant pour les va-t-en-guerre engagés dans la destabilisation du régime n'hésitant pas à recourir à des mercenaires pour semer la terreur et finalement le renverser, pour installer dans ce pays un régime à la botte de l'axe impérialiste américano-européen.

Du coup, ce rapport fait l'objet à l'ONU d'une quasi-censure de la part de ceux qui l'avaient commandé (ainsi que les médias et l'ensemble des partis institutionnels du FN au FdG en passant par l'UMP et le PS), et il était indispensable de revoir la composition de la "*mission*" de la Ligue arabe appelée à retourner en Syrie, c'est fait et l'article de l'AFP permet de comprendre dans quel objectif : démontrer que Bachar al-Assad est bien en train de massacrer le peuple syrien.

- Le chef controversé de la mission des observateurs de la Ligue arabe en Syrie a démissionné dimanche, selon un responsable de l'organisation qui s'apprête à décider de nouvelles mesures pour mettre fin à l'effusion de sang.

La démission du général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, pour des raisons encore inconnues, intervient deux semaines après la suspension par la Ligue arabe de sa mission d'observation en Syrie, invoquant une intensification de la répression de la contestation par le régime de Bachar al-Assad. (AFP 11.02) Rectifions : invoquant une intensification de la guérilla menée par des groupes armés, entraînés et encadrés par les puissances impérialistes occcidentales agissant sur le sol syrien qui a entraîné une intensification de la guerre que leur mène le régime de Bachar al-Assad.

En réalité, il a été démissionné sous la pression de Washington qui n'a pas du tout apprécié que le rapport de la Ligue arabe contredise sa version des faits en Syrie.

Parmi les parasites qui se font les complices de cette formidable manipulation des masses à l'échelle mondiale au profit des puissances impérialistes occidentales, le NPA n'a décidément rien à envier aux officines les plus réactionnaires. Voici quelques extraits d'un article mis en ligne aujourd'hui dans le site qui le prouve. Il provient du *Courant de la gauche révolutionnaire* en Syrie dont le NPA se fait le porte-parole.

- "*Ce régime sanguinaire a tiré profit des interminables discussions du Conseil de sécurité – que les gouvernements russe et chinois ont empêché, en utilisant leur veto, d'adopter une résolution le condamnant – pour déclencher l'attaque sauvage et prédatrice de quartiers de la ville de Homs.*"

Sachant que sans ce veto, la coalition des puissances impérialistes qui sont intervenues militairement en Libye aurait eu le feu vert de l'ONU pour récidiver en Syrie, condamner ce veto revient donc à soutenir les partisans d'une intervention armée en Syrie.

- "*La barbarie du régime au pouvoir exige une condamnation ferme des forces et consciences vives éprises de justice et de liberté, ces dernières devant appeler à engager des poursuites contre les auteurs des crimes.*"

Question : qui en dehors des gangsters de l'ONU est en mesure "*d'engager des poursuites*" contre le régime d'Assad ? Personne sinon l'ONU. Si vous lisez cet article en entier, vous remarquerez qu'ils font l'impasse sur le rapport de la Ligue arabe, et pour cause !

Voilà une info qui va réjouir ces laquais de l'ONU :

- Jusqu'à présent incapable de faire pression sur le régime, la Ligue arabe discutait dimanche de la possibilité d'envoyer une mission conjointe avec l'ONU en Syrie, une idée évoquée par le chef de l'ONU Ban Ki-moon, d'après le responsable de l'organisation qui a requis l'anonymat. (AFP 11.02)

Bref le NPA tel qu'il est véritablement, dans le rôle de l'idiot utile, un parti démocratique petit-bourgeois au service de la contre-révolution. Tout comme le PS et ses satellites du Front de gauche qui se reconnaissent tous dans l'ONU et l'UE, la logique est respectée.

Pour terminer aujourd'hui sur ce sujet, un commentaire laissé par un internaute à la suite de l'article du Figaro :

- "*Parce que les Syriens (paranos quant aux questions de sécurité en matière de communication) et les Iraniens (idem) échangent certainement des informations sensibles par email sachant que toutes les officines de la planète les liront...! Il faut savoir par exemple que la première installation d'internet en Syrie avait été faite par IBM et que tout le flux faisait comme par hasard un crochet par les Etats-Unis... Encore de la propagande donc.*

Précisons que les Etats n'ont pas d'autres alternatives, même les messages censés être impossibles à décrypter car employant des réseaux prévus à cet effet atterrissent dans les serveurs de la CIA, pour la bonne raison que les sociétés qui commercialisent

ce matériel dans le monde livrent à la CIA les clés qui permettent de les décrypter. D'où je tiens cela ? D'un patron (ex-cadre chez Alcatel) d'une entreprise dans laquelle j'ai travaillé, et qui outre la vente de centaux téléphoniques et de matériel de bureautique, commercialisait du matériel dit de sécurité en Afrique, Moyen et Proche-Orient. Hormis les conversations téléphoniques, il s'agissait d'envoyer des fax codés. Je me souviens avoir fait des copies couleurs du catalogue de ce fournisseur et de la discussion que j'ai eu avec ce patron.

J'ai joué le crétin évidemment pour lui tirer des infos. Question : le fournisseur transmet le code aux Américains pour décrypter ces documents, est-ce que l'acheteur est au courant ? Oui bien sûr, m'a-t-il répondu. Mais alors c'est stupide j'ai ajouté. Non, car le vendeur précise à l'acheteur qu'il peut changer le code du crytage. Donc ce problème est résolu, lui ai-je dit. C'est ce que l'acheteur croit, c'est ce que le vendeur lui fait croire pour vendre son matériel, mais en réalité, le vendeur a les moyens de décrypter le nouveau code adopté par l'acheteur et de le transmettre à qui de droit. L'acheteur une fois mis en confiance et croyant agir en toute sécurité va alors transmettre des informations secrètes ou sensibles qui atterriront à Washington.

Je me souviens encore parfaitement de cette conversation un soir avec le catalogue de cette société entre les mains comme si c'était hier, car outre ce qu'il venait de m'apprendre, j'avais découvert qu'il existait du matériel ultra sophistiqué utilisé dans les aéroports dont j'ignorais l'existence et bien d'autres encore.

J'allais oublier de vous signaler que la totalité des messages que j'ai laissés à la suite d'articles des médias ou des agences de presse sur le Net ont été censurés, à moins que je ne m'y sois mal pris, je recommencerai dès demain pour le vérifier.

Front populaire, unitaire, contre-révolutionnaire

- À l'appel de responsables nationaux de mouvements politiques (PCF, PG, GU, Fase, Convergences et alternatives, Les Alternatifs, Gauche anticapitaliste, NPA) et avec la participation d'animateurs et animatrices du mouvement social, une réunion publique unitaire aura lieu à l'Université de Saint-Denis, le samedi 11 février 2012. (Site Internet du NPA 09.02)

Rien que la lecture des titres des "*forums-débat*" organisés dans le cadre de cette réunion permettait de comprendre quelle était l'orientation politique réactionnaire de cette réunion, car ces titres étaient calqués au millimètre près sur les préoccupations affichées par les représentants de l'ordre établi :

1) Quelle Europe dans quel monde? (Sans que ne soit jamais posée la question de la rupture avec l'UE et la nécessité de construire une Internationale ouvrière sur la base de la rupture avec le capitalisme et ses agences dans le monde.)

2) De la crise du système au partage des richesses. (Partage des richesses revendiqué par le capital.)

3) L'indispensable transition énergétique. (Reprenant à leur compte l'escroquerie du GIEC sur le réchauffement climatique...)

4) Mouvement des IndignéEs, révolutions arabes: les nouveaux séismes sociaux. (Formulation propre aux représentants du vieux monde. Mouvement des indignés qui se veut apolitique mais qui en réalité soutien l'ordre établi.)

5) Appropriation sociale et autogestion. (Théorie réfuter par le marxisme depuis un siècle et demi.L'autogestion est l'antithèse du combat pour en finir avec le capitalisme.)

6) Vous avez dit démocratie? (Même Bush et Obama s'en réclament. Alors que seule la dictature du prolétariat permettra l'avènement d'une véritable démocratie, dictature du prolétariat abandonnée ou contre laquelle combattent la plupart des partis intervenant dans cette réunion pour ne pas dire tous.)

Parce que tous ces partis ou toutes ces tendances sont incapables de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, leurs mots d'ordre ou leur orientation politique sont tellement élastiques ou compatibles avec l'existence du capital que ses agences peuvent les reprendre à leur compte ("réformes")... pour combattre le prolétariat mondial. Deux exemples tirés d'un article de l'OCDE du 23 janvier 2012.

- Un monde meilleur est possible. L'OCDE : "*des politiques meilleures pour une vie meilleure*"

- Le partage des richesses pour stimuler la croissance. L'OCDE : "*Les pays doivent lutter contre l'accentuation des inégalités au moyen de politiques qui, simultanément, limitent l'écart de revenu entre riches et pauvres et stimulent la croissance économique*.

Pendant que les uns et les autres débattent à perdre haleine sur les inégalités, au moins pendant ce temps-là il ne leur viendra pas à l'idée d'évoquer ce qui est à l'origine de ces inégalités et de s'y attaquer, les fondements du capitalisme, les rapports sociaux de production, la propriété privée des moyens de production.

Etc.etc.etc.

Franchement, adhérer à ces partis, c'est comme adhérer à une agence du capital.

Actualité en titres

Une manipulation sur le point d'être brisée :

- La main d'Al-Qaida derrière des attentats en Syrie? - Slate.fr

- Le n°1 d'Al Qaïda encourage les insurgés syriens - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Les députés grecs ont adopté, peu après minuit, un nouveau plan d'austérité, alors que le centre d'Athènes était le théâtre d'affrontements violents entre la police et des manifestants opposés au plan. Le vote se poursuivait toujours à minuit heure de Paris, mais le "*oui*" avait emporté suffisament de suffrages pour assurer le projet d'une majorité, d'après un décompte effectué par l'agence Reuters.

Plusieurs dizaines de bâtiments ont brulé, dont deux banques, et au moins une cinquantaine de personnes ont été blessées dans les affrontements très violents entre la police anti-émeute, qui a lancé de grandes quantités de gaz lacrymogènes, et des manifestants armés de cocktails Molotov. Plusieurs dizaines de départs de feu ont été signalés, et au moins dix bâtiments ont été détruits par les flammes ; plusieurs partis politiques ont appelé à la démission du ministre de la sécurité intérieure, qui a accusé des groupes organisés d'avoir planifié la destruction des bâtiments.

Au moins 80 000 personnes, selon les estimations de la police, s'étaient rassemblées à Athènes pour manifester devant le Parlement, à l'appel notamment du parti communiste et des principaux syndicats du pays. La mobilisation était la plus importante qu'ait connu le pays depuis des mois. Le plan adopté ce dimanche prévoit des coupes drastiques dans de nombreux budgets, la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires, et la baisse de 22 % du salaire minimum, ramené à 586 euros brut sur 14 mois.

Le premier ministre Papademos a désapprouvé les violences, estimant que "*violences et destructions n'ont pas de place en démocratie*", peu avant le vote décisif. Qualifiant le plan de "*seule solution réaliste*", M. Papademos avait appelé les députés à "*prendre leurs responsabilités*" et à s'engager sur la voie du maintien dans la zone euro. (lemonde.fr 12.02)

2- Syrie

L'armée syrienne a tué et arrêté plusieurs "*combattants arabes et étrangers*" à Homs, a indiqué par ailleurs un responsable des forces de sécurité cité par le quotidien Al-Watan, proche du pouvoir.

Cette information qui n'a pas pu être vérifiée de manière indépendante intervient après que des journaux du groupe de presse américain McClatchy, citant des responsables américains ayant requis l'anonymat, ont indiqué que la branche irakienne d'Al-Qaïda était probablement derrière les attentats d'Alep.

Le pouvoir a imputé ces attentats à des "*gangs terroristes*" soutenus par des pays étrangers et par l'opposition, tandis que cette dernière a accusé le régime de les avoir perpétrées "*pour détourner l'attention*" de sa répression à Homs.

Le chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri avait de son côté demandé dans un enregistrement vidéo aux musulmans de Turquie, de Jordanie et du Liban de soutenir la rébellion. (AFP 12.02)

3- Bahreïn

Les forces de sécurité bahreïnies se sont déployées massivement dimanche à Manama pour empêcher une marche à laquelle ont appelé des militants à l'occasion du premier anniversaire du déclenchement de la contestation, ont indiqué des militants et des témoins.

Des activistes ont appelé à des marches dimanche, lundi et mardi, vers la place de la Perle, qui fut un haut lieu de la

contestation déclenchée le 14 février 2011 et matée un mois plus tard, a indiqué à l'AFP Mohammed Maskati, chef de l'organisation des Jeunes bahreïnis pour les droits de l'Homme.

Ces forces ont été déployées depuis le matin sur les principaux axes de la capitale, notamment ceux conduisant à l'ex-place de la Perle, rasée par les autorités qui l'ont transformée en une intersection routière, rebaptisée Al-Farouk, selon des témoins.

Le mouvement de contestation est animé par des chiites, majoritaires à Bahreïn, qui réclament une monarchie constitutionnelle dans ce petit pays du Golfe, dirigé par une dynastie sunnite. (AFP 12.02)

Social

Israël

Les syndicats israéliens ont annoncé dimanche la fin d'une grève générale entamée mercredi, à l'issue d'un accord avec les responsables du Trésor sur le statut et les conditions d'emploi des salariés intérimaires.

Le chef de la Centrale syndicale, Histadrout, et le ministre des Finances, Yuval Steinitz, ont annoncé au cours d'une conférence de presse avoir signé un accord pour améliorer les conditions d'emploi dans le secteur public.

Un accord avait été conclu la semaine dernière sur le statut des salariés intérimaires dans le secteur privé mais le gouvernement, qui emploie la grande majorité des intérimaires, avait refusé de signer pour le secteur public.

M. Steinitz a déclaré que, grâce à l'accord, les intérimaires bénéficieraient d'une amélioration des avantages sociaux - retraite et congés payés - et de repas subventionnés sur leur lieu de travail.

"*C'est un bon accord, très bon même*", a déclaré le ministre.

Le chef de la Histadrout, Ofer Eini, a lui salué un "*accord sans précédent*".

Jusqu'à présent, les intérimaires bénéficiaient de salaires et d'avantages sociaux inférieurs à ceux des titulaires. Ils pouvaient en outre être licenciés sans préavis.

Selon un communiqué de la Histadrout, l'accord permettra à des "*milliers*" d"intérimaires d'être titularisés.

Le quotidien Haaretz a cependant remis en question ce chiffre. "*Sur les centaines de milliers de travailleurs intérimaires en Israël, seulement 800 environ seront titularisés, la plupart dans le service de santé*", indique le journal sur son site internet.

"*Les agents de nettoyage et les gardes de sécurité ne seront pas titularisés dans la plupart des cas, mais leurs salaires et bénéfices sociaux seront augmentés de 20%, ce qui les portera au niveau de leurs collègues titulaires*", ajoute le quotidien.

En échange, les syndicats se sont engagés à ne pas appeler à la grève pendant trois ans, précise le journal. (AFP 12.02)

Un engagement qui vaut de l'or !

Haut de page

Le 14 février

CAUSERIE

1- Si j'ai bien compris, Sarkozy a annoncé que pour des raisons purement économiques la durée de vie des centrales nucléaires serait prolongée de moitié, alors qu'initialement elle avait été évaluée sur la base de critères techniques de sécurité qui sont aujourd'hui foulés aux pieds.

2- Le Premier ministre suédois vient de susciter un tollé dans son pays en estimant que la vie professionnelle pourrait se prolonger jusqu'à 75 ans. (Atlantico.fr 13.02)

Logique, si tout au long de votre vie professionnelle vous avez finalement alterné périodes de travail et périodes de chômage total ou partiel, c'est comme si vous n'aviez rien foutu pendant des années au lieu de bosser tas de fainéants, donc parvenus à 75 ans il sera encore possible de tirer un peu de sueur de votre vieille carcasse, et si vous en crevez au boulot, dites-vous bien que ce sera mieux que de crever d'un cancer ou à la guerre, estimez-vous encore heureux...

3- Pourquoi veulent-ils absolument que les Grecs casquent ? Pardi, parce la "*dette*" grecque a pour fonction d'engraisser les banques américaines, françaises et allemandes notamment, de piller les richesses du pays, d'acheter à bon compte tout ce qui peut l'être...

4- L'info (d'un internaute) qu'il faut cacher : "*Concernant les partis politiques, le PASOK est victime d'une chute sans précédent dans les sondages avec un incroyable 8%, tandis que les partis de la gauche obtiennent ensemble un impressionnant 42%.*".

Pour en savoir plus je suis allé visiter le portail grec à l'origine de cette info.

Le ND (Nouvelle démocratie, le parti de l'ordre -ndlr) obtient 31%. Ce sondage datant de la semaine dernière "*a montré (que) le Parti communiste (KKE) et la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) étaient confortés à 12,5 et 12 % respectivement. Mais la Gauche démocratique a fait un bond en popularité, avec 18% (en hausse de 4,5 pour cent depuis le mois dernier). Ensemble, la totalité des partis de gauche recueille 42,5%, mais comme le KKE a exclu de coopérer avec d'autres parties, le chiffre est trompeur.*

Soutien à la droite orthodoxe Rassemblement populaire (LAOS), le troisième parti de la coalition tripartite, a glissé à 5% - de 8 % à son apogée en 2010 - tandis que l'extrême-droite Chrysi Avgi (Golden Dawn) a bondi à 3%, atteignant le seuil pour entrer au Parlement." (www.okeanews.fr ou en anglais www.keeptalkinggreece.com)

J'ignore ce qu'ils appellent la "*Gauche démocratique*", le Die Linke ou le PG grec, peut-être la poubelle qui recycle les déchets de la social-démocratie et du stalinisme, ainsi que les renégats du trotskysme façon Mélenchon.

Grèce. C'est guignole dans la rue !

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté lundi soir devant l'ambassade de Grèce à Paris pour exprimer leur solidarité avec la population après le vote d'un nouveau plan d'austérité par le Parlement grec sous la pression de la zone euro.

Parmi elles se trouvaient Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle, et l'ancien porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) Olivier Besancenot. (Reuters 13.02)

Soutien à "*la population*" réduite à la misère ou au malheureux Etat capitaliste grec que représente une ambassade ? Je pose cette question puisque ni Mélenchon et ni Besancenot ne se sont exprimés en faveur de la liquidation (de l'Etat capitaliste) des institutions grecques (le Parlement) qui ont entérinés la totalité des mesures antisociales dictées par la troïka. Ni même de rompre avec l'UE, l'ONU, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, etc.

Manipulation. Apple. Le ver était dans le fruit

Apple a diligenté en Chine une ONG, la Fair Labor Association, gageons que les frais de cette ONG seront pris en charge par Apple.

Des multinationales particulièrement généreuses envers une ONG.

En 2003. Nike a accepté de verser 1,5 million de dollars à l'organisation Fair Labor Association pour aider à la mise en place, notamment, de programmes d'audits sur les conditions de travail. (www.politiquessociales.net)

En 2011. Nestlé devient la première entreprise alimentaire à s'associer avec la Fair Labor Association. «*Nous pouvons contribuer à renforcer les capacités sur le terrain en Côte d'Ivoire pour nous occuper des problèmes rencontrés, puis mesurer si les efforts pour corriger la situation donnent des résultats.*» a expliqué Auret van Heerden, président de la FLA. (http://www.nestle.fr)

Dans les deux cas cités il s'agit pour cette ONG d'aider une multinationale à montrer un "*visage plus humain*" sans que soit remise en cause leur productivité.

Pourquoi Apple a-t-elle choisi cette ONG?

- La Fair Labor Association (FLA), association internationale de défense des droits des ouvriers dont le siège se trouve à Washington, "*va conduire des audits spéciaux des usines d'assemblage de ses sous-traitants, y compris les usines de Foxconn à Shenzhen et Chengdu en Chine*", à la demande d'Apple, indique le fabricant dans un communiqué.

Tim Cook, directeur général d'Apple insiste sur le fait que "*les inspections en cours sont sans précédent dans l'industrie électronique*".

La FLA va interroger "*des milliers d'employés sur leurs conditions de vie et de travail, y compris la santé, la sécurité, la rémunération, les heures de travail et la communication avec la direction*", détaille Apple.

Les inspecteurs vont "*examiner les lieux de travail, les dortoirs et les autres installations*", et étudier les documents détaillant les procédures de travail des usines, ajoute le groupe, qui précise que ses fournisseurs ont promis d'apporter leur pleine collaboration.

En janvier, le *New York Times* avait de nouveau affirmé que les ouvriers des sous-traitants en Chine travaillaient "*souvent dans des conditions difficiles*" et à des rythmes de travail "*excessifs*". (AFP 13.02)

Les employés ne parleront pas aux "*inspecteurs*" de cette ONG sachant qu'elle a été diligentée avec l'accord des dirigeants chinois de l'entreprise qui les emploit sous peine de perdre leurs emplois.

Ensuite, il ne s'agira pas de permettre aux ouvriers de ces usines de percevoir un salaire leur permettant de louer un appartement en ville afin de pouvoir vivre avec leurs familles, dormir dans des "*dortoirs*" sur leur "*lieux de travail*" est somme toute normal pour cette ONG, c'est toujours assez bien pour cette plèbe misérable.

Bref, on aura compris qu'il s'agit d'une opération de marketing destinée à épargner l'image de marque d'Apple et à légitimer au passage la surexploitation et les conditions de travail épouvantable des travailleurs chinois dans ces usines.

A propos de la mission de cette ONG, voici ce que j'ai trouvé sur son site Internet

Les conclusions de son inspection constitue "*un outil précieux pour les usines participantes qui s'efforcent d'oeuvrer au renforcement des capacités de leur personnel*", autrement dire tirer encore plus des travailleurs

Quant au label destiné aux entreprises ayant fait appel au servce de cette ONG, il repose sur des principes élastiques pour ne pas dire qu'il ne veut rien dire : "*L'accréditation n'implique pas qu'une entreprise soit en conformité totale avec le Code de la FLA*", les bonnes intentions affichées par ses dirigeants doivent suffire.

Au cours de mes recherches je suis tombé sur un lien entre cette ONG et l'OCDE ainsi que des syndicats à travers la TUAC, la Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE.

- La Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC) est l'interface entre syndicats de salariés et l'OCDE. C'est une organisation syndicale internationale bénéficiant du statut consultatif auprès de l'OCDE et de ses divers comités.

Ignorant l'existence de la TUAC, je me suis connecté sur leur portail (http://www.tuac.org) pour voir quels syndicats en France collaboraient à l'OCDE, institution internationale du capital s'il en est.

Résultat (www.tuac.org./en/public/tuac/affiliates.phtml) :

- Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)
- Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)
- Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC)
- Force Ouvrière (Cgt-FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- Confédération Générale du Travail (CGT)

Vous combattez la colaboration de classe des dirigeants syndicaux et vous voulez en savoir plus, vous n'allez pas être déçu :

Les origines du TUAC remontent à 1948 avec la création d'un comité syndical consultatif dans le cadre du Programme pour la Reconstruction de l'Europe – le Plan Marshall. Lors de la constitution en 1962 de l'OCDE dans son format actuel d'organisation intergouvernementale pour les politiques publiques, le TUAC a poursuivi ses activités de représentation du monde syndical auprès de cette nouvelle entité. Aujourd'hui, l'OCDE se transforme à nouveau, avec de nouveaux Etats membres, il est devenu le forum intergouvernemental de référence pour l'encadrement de la mondialisation. Le rôle du TUAC est d'assurer que les marchés mondiaux sont équilibrés par une réelle dimension sociale. Au travers de consultations régulières avec les comités de l'OCDE et les Etats membres, le TUAC coordonne et représente les positions du mouvement syndical dans les pays industrialisés. Il est aussi en charge de la coordination de la participation des syndicats aux sommets annuels du G8 et des conférences sur l'emploi.

Le TUAC regroupe 56 centrales syndicales affiliées dans les trente pays industrialisés de l'OCDE, représentant environ 60 millions

de travailleurs. Les organisations affiliées financent le fonctionnement du TUAC, décident de ses orientations et nomment ses représentants.

La majorité des affiliés du TUAC sont aussi membres de la principale organisation syndicale internationale, la Confédération Internationale des Syndicales Libres (CISL), certains sont membres de Confédération Mondiale du Travail (CMT). La plupart des affiliés européens sont aussi membres de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Le TUAC travaille en étroite collaboration avec ces organisations ainsi qu'avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Le TUAC travaille aussi étroitement avec les Fédérations Syndicales Internationales pour renforcer la participation syndicale dans les dossiers sectoriels de l'OCDE tels que l'éducation, la gestion du secteur public, l'acier, le transport maritime.

Le TUAC fonctionne sur la base d'un secrétariat restreint basé à Paris et constitué de cinq conseillers politiques et de trois salariés administratifs. John Evans en est le secrétaire général. (www.tuac.org./fr/public/tuac/index.phtml)

Est-ce que j'exagère ou je dis n'importe quoi quand j'affirme que le mouvement ouvrier est pourri depuis des lustres, que la totalité des dirigeants syndicaux sont corrompus, des vendus au capitalisme ? Vous pouvez ajouter les Krivine, Laguiller, Lambert ainsi que leurs héritiers respectifs qui n'ont eu de cesse de leur cirer les bottes pendant des décennies jusqu'à aujourd'hui encore.

Et tous ces gens-là qui ont collaboré à l'application du plan Marshall osent se prétendre indépendants... De qui, de quoi ?

Une idée qui fait son chemin...

Extraits de commentaires d'internautes à la suite de différents articles de presse parus hier.

1- Les crapules (oligarques) ont pris le pouvoir au détriment des peuples et pour cela on tout fait pour museler les démocraties (les assemblées sont devenues des repaires de brigands) !

A qui le dites-vous ! A bas les institutions !

2- Aucune réforme en profondeur des institutions et de la répartition des richesses est en vue.

Impossible, vous en arrivez vous aussi à ce constat, bravo, vous êtes sur la bonne voie, persévérez ! Cherche et tu trouveras...

3- Le jours où les gens comprendront notre système peut-être qu'on pourra arranger les choses dans le cas contraire on ira sans cesse de crise en crise...

Comprendre "*le système*", vous avez raison c'est la clé pour le faire sauter... Allez donc dire ça à nos dirigeants...

4- En Grèce comme en France, les politiques se voient aux dessus des lois et règnent ou presque comme dans des monarchies.

Comme vous y allez, pour un peu vous prétendriez qu'on vit sous une dictature. Après tout, c'est peut-être ben vrai ! Vous chauffez, encore un petit effort et vous aurez tout compris...

Actualité en titres

Imbattable :

- Turkménistan: le président réélu avec 97,14% des voix - L'Express.fr

- 81% des Français pour l'euro - AFP

Toujours... plus bas !

- Les «*pisse-froid*» et les «*casse-couilles*» agacent Eva Joly - Liberation.fr

- Parrainages FN: Bayrou entre "*tambouille*", "*clin d'oeil*" et "*tripatouillage*" - L'Express.fr

Nous aussi !

- Grèce : "*Je préfère la révolte à la misère*" - LePoint.fr -

- En Grèce, "*ça ne vaut plus le coup de travailler, autant manifester*" - L'Express.fr

- Élections anticipées en Grèce : "*Je n'irai pas voter !*" - LePoint.fr

- France. Pourquoi je n'irai pas voter à la présidentielle -L'Express.fr

Histoire de nuls :

- Les journalistes économiques français sont-ils nuls? - L'Express.fr

Ils ne sont pas les seuls :

- Crise grecque: Peillon (PS) préconise une annulation de la dette d'Athènes - Public Sénat

Quand l'ignorance s'affiche ou les questions les plus débiles :

- Pourquoi les Africains dépensent sans compter - Slate.fr

- Pourquoi les Algériens coupent-ils des routes lorsqu'ils sont en colère? - Slate.fr

- Sarkozy utilise-t-il les moyens de l'Etat pour faire campagne ? - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Russie

A trois semaines de l'élection présidentielle, Vladimir Poutine a promis lundi une hausse des dépenses dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux pour s'attirer les suffrages des classes moyennes en mal de reconnaissance en Russie.

Dans un article publié à la "*une*" du quotidien populaire Komsomolkaïa Pravda, le Premier ministre et candidat le 4 mars pour un troisième mandat au Kremlin reconnaît que le pays souffre d'une crise de logements abordables et de services sociaux dignes de ce nom.

Il rejoint ainsi les préoccupations des classes moyennes urbanisées qui sont descendues dans la rue ces derniers temps pour protester contre son gouvernement.

"*Il y a tout juste dix, douze ans, le débat tournait sur la manière d'empêcher toute une catégorie de la société -avant tout et principalement les retraités- de tomber au-dessous du seuil de pauvreté*", écrit le chef du gouvernement sortant dans un article intitulé "*Bâtir l'égalité: une politique sociale pour la Russie*".

Pour lui, la perception de ce qui correspond à un niveau de vie adéquat a changé. "*La population, et surtout les classes moyennes, instruites et bien payées, est globalement mécontente de la qualité des services sociaux*", admet Vladimir Poutine.

Parmi les promesses du candidat Poutine figure une forte hausse des traitements des agents de la fonction publique, y compris pour les professeurs des écoles et des universités, les médecins et les chercheurs.

Il préconise une "*aristocratie ouvrière*" en proposant une série de mesures accordant des pouvoirs accrus aux travailleurs dans la gestion des entreprises, une formation professionnelle renforcée et de meilleures perspectives de carrière. (Reuters 13.02)

Cela ne vous fait-il penser à rien ?

2- Bahreïn

Des centaines de manifestants ont marché lundi sur le centre de Manama, bloquant un axe routier à la veille du premier anniversaire d'un soulèvement démocratique maté par la dynastie sunnite au pouvoir à Bahreïn.

Les contestataires, issus principalement de la majorité chiite du royaume, ont avancé lundi d'environ deux kilomètres avant d'être stoppés par un cordon de policiers qui ont fait usage de grenades lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc, d'après un journaliste de Reuters.

La foule s'est alors repliée sur des localités chiites voisines pour se regrouper avant de repartir au contact des forces de l'ordre en tenue anti-émeute.

Auparavant, le cheikh Ali Salman, chef de file du Wefaq, le plus important mouvement chiite d'opposition, avait appelé les jeunes à éviter toute violence lors des manifestations à la suite d'une recrudescence des accrochages avec la police ces dernières semaines.

Le gouvernement issu de la minorité sunnite a réprimé, avec l'aide de l'armée saoudienne, le mouvement de contestation né de la manifestation du 14 février 2011 visant à réclamer des réformes démocratiques.

Le royaume de Bahreïn, proche politiquement de son grand voisin saoudien, revêt une importance stratégique aux yeux des Occidentaux. Il abrite notamment le port d'attache de la Ve flotte américaine du Golfe. (Reuters 13.02)

3- Etats-Unis

Le chef des forces spéciales, responsable du raid au cours duquel Oussama Ben Laden a été tué, cherche à obtenir plus de pouvoirs pour déployer ses troupes plus vite et sur des théâtres d'opération où elles sont d'ordinaire peu présentes, rapporte le New York Times lundi.

Les forces spéciales américaines sont des hommes d'élite surentraînés et habitués aux missions périlleuses à l'étranger.

Selon le *Times*, leur patron, l'amiral William McRaven souhaite être plus autonome dans ses prises de décision, notamment à l'heure de déployer ses troupes.

Le haut gradé veut aussi déployer ses hommes sur des continents où ils sont généralement peu présents, comme l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, note le quotidien.

Par le passé, de tels projets ont souvent échoué en raison de l'opposition des commandements régionaux et du département d'Etat.

De plus, fait valoir le *New York Times*, certains ambassadeurs en poste dans des zones de conflit expriment la crainte que ce type de missions n'empiète sur la souveraineté des pays dans lesquels les forces spéciales sont déployées. (AFP 13.02)

Social

France

1- Chômage partiel, salaire partiel, le coup d'envoi est donné !

La direction de l'usine Renault de Sandouvile (Seine-Maritime) a annoncé lundi que le site serait en chômage technique durant la semaine du 27 février au 4 mars en raison d'un manque de commandes, a-t-on appris de source syndicale. (Reuters 13.02)

Au fait, Renault est-elle une entreprise en difficulté ou une entreprise qui réalise des bénéfices ? Si elle réalise des bénéfices et qu'elle peut malgré tout recourir au chômage partiel, cela signifie bien que même une entreprise bien portante recourra demain au chômage partiel pour économiser sur les salaires. Voilà l'accord que les dirigeants pourris des syndicats ont signé.

2- Patron voyou

Depuis l'annonce de la fermeture de l'usine en avril 2010, les employées de la société Sodimédical spécialisées dans la fabrication de pièces pour les blocs opératoires ont mené des dizaines de procédures judiciaires pour tenter de conserver leurs emplois, délocalisés principalement en Chine.

Elles disent vivre aujourd'hui une situation absurde: devoir pointer tous les jours à l'usine de Plancy-l'Abbaye (Aube), mais sans travail, ni salaire.

"*Ils essaient de nous asphyxier. Comment faire quand on a des décisions de justice et personne pour les faire appliquer ?*", demande Angélique Debruyne, porte-parole du comité d'entreprise.

Selon l'un des avocats des salariées de Sodimédical, Me Philippe Brun, leurs ennuis ont débuté en 2005, quand le groupe allemand Lohman et Rauscher a décidé de créer une usine en Chine.

"*On leur a demandé d'aller former des travailleuses en Chine et au fur et à mesure que les Chinois maîtrisaient les choses, on a transféré les activités là-bas*", explique-t-il.

En 2010, la direction de l'entreprise annonce la fermeture pure et simple mais les salariés entrent en résistance et engagent une procédure en justice.

En mars 2011, le tribunal d'instance annule les licenciements, estimant qu'en l'absence de cause économique il ne peut y avoir de plan social. Un jugement confirmé en janvier 2012 par la cour d'appel de Reims.

"*C'était une première dans l'histoire du droit social. On insistait sur le fait que le plan social n'avait absolument aucune raison d'exister*", souligne Me Brun.

En octobre 2011, la cour d'appel de Reims a refusé la liquidation de l'entreprise et le conseil des prud'hommes de Troyes a condamné Lohmann et Rauscher France à redonner travail et salaire aux employés sous astreinte de 50.000 euros par mois de retard.

L'entreprise demande alors aux employées de rester chez elles en promettant de les payer. Mais furieuses de ne rien toucher, ces dernières retiennent durant une nuit, en juin dernier, le co-gérant, avant d'être délogées par 50 gendarmes.

Elles obtiennent finalement de versement de leurs arriérés de salaires en faisant condamner L&R France par la cour d'appel de Reims.

Mais le 22 novembre, la société est placée en procédure de sauvegarde et l'entreprise interrompt à nouveau les paiements.

Lors d'une énième audience début février devant la cour d'appel de Reims, l'avocat de l'entreprise a fait valoir que le tribunal de commerce d'Epinal avait vidé de sa substance le jugement condamnant le groupe à payer les salaires, rapporte L'Est-Eclair. Le jugement a été mis en délibéré au 4 avril, précise le quotidien.

"*Ces femmes sont à l'avant-garde du combat et parce qu'elles sont à l'avant-garde du combat, elle n'ont pas de salaire depuis quatre mois et demi*", estime Philippe Brun. (Reuters 13.02)

3- Monsanto, l'empoisonneur mondial numéro 1

Le géant américain Monsanto a été jugé "*responsable*", lundi à Lyon, de l'intoxication à l'herbicide en 2004 d'un agriculteur français, ouvrant la voie à des dommages-intérêts, ce qui constitue une première en France.

"*Monsanto est responsable du préjudice de Paul François suite à l'inhalation du produit Lasso*", peut-on lire dans le jugement du tribunal de grande instance (TGI) de Lyon, consulté par l'AFP.

En conséquence, le tribunal "*condamne Monsanto à indemniser entièrement Pierre François de son préjudice*", précise le jugement du tribunal, qui confie une expertise médicale à un médecin de l'hôpital Rothschild à Paris.

Le 27 avril 2004, Paul François, un céréalier de Bernac (Charentes) aujourd'hui âgé de 47 ans et invalide, avait reçu au visage des vapeurs de Lasso, un puissant désherbant produit par le leader mondial de l'agrochimie, en ouvrant la cuve d'un pulvérisateur. Il avait été rapidement pris de nausées puis de troubles (bégaiement, vertiges, maux de tête, troubles musculaires...) l'obligeant à interrompre son activité pendant près d'un an.

En mai 2005, un an après avoir inhalé les vapeurs, des analyses relevaient dans son organisme des traces de monochlorobenzène, un solvant présent pour moitié dans le Lasso, au côté du principe actif, l'anachlore.

Trois ans plus tard, celui qui est devenu le porte-parole des victimes des pesticides obtenait en justice que ses troubles soient reconnus comme maladie professionnelle par la Mutualité sociale agricole. Il lançait alors une procédure en responsabilité civile contre Monsanto.

Selon Me Lafforgue, Monsanto aurait aussi manqué à son "*obligation d'information*" en ne détaillant pas la composition du produit sur l'étiquette, et en n'avertissant pas des risques liés à l'inhalation, ni de l'obligation de porter un masque. (AFP 13.02)

1-4 Racket de l'Etat

Un radar situé sur l'A41 près de Saint-Julien en Genevois (Haute-Savoie) arrive en tête des radars automatiques fixes qui ont le plus flashé en 2011, avec 462 flashs quotidiens, selon un palmarès rendu public lundi par le magazine Auto Plus.

Une cabine vitesse située Quai du 4-Septembre à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) arrive en deuxième position avec 364 flashs par jour, devant une autre située dans le Vaucluse, sur l'A7 entre Lyon et Marseille (323 flashs quotidiens).

Premier du classement en 2010, un automate situé sur l'A31 à Maxéville (Meurthe-et-Moselle) est désormais huitième avec 257 flashs par jour.

Les 1.996 radars automatiques fixes implantés en France en 2011 ont généré 6,7 millions de procès-verbaux, selon les chiffres d'Auto Plus, soit une hausse de 45% sur un an. En 2010, environ 4,6 millions de PV avaient été générés par les 1.740 radars fixes alors implantés, d'après le ministère de l'Intérieur.

Selon Auto Plus, 11,5 millions de flashs ont été émis en 2011 par ces radars, mais 93,2% d'entre eux ne concernent que des excès de vitesse inférieurs à 20 km/h, ce qui correspond au retrait d'un point sur le permis de conduire.

Le magazine dresse aussi le bilan des radars de feux rouges, à l'origine de 1,3 million de flashs en 2011 (+75 % par rapport à 2010) et de près de 743.000 PV. Quelque 270 cabines ont été mises en service en 2011, pour un total de 587 cabines.

Neuf des radars de feux rouges qui flashent le plus sont situés en Ile-de-France, d'après le palmarès de l'hebdomadaire. (AFP 13.02)

Un autre article titrait que le radar situé sur l'A41avait rapporté 22 millions d'euros à l'Etat.

Haut de page

Le 15 février

CAUSERIE

1- Pour ajouter un mot à la causerie d'hier sur l'ONG américaine Fair Labor Association chargée par Apple de vérifier si les conditions d'exploitation des travailleurs chinois sont bien conformes aux normes fixées par les dictateurs de la Fed et de Wall street, elle remplit un rôle complémentaire à celui des agences de notation pour le compte de ses clients.

Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es. Tiens, c'est valable pour Hollande qui est allé faire des courbettes devant la City à Londres, après Blair et Schröder, il s'affiche comme le nouveau caniche de la Bourse.

2- La tendance actuelle du capitalisme dominant est calquée sur les Etats-Unis, puis sur l'Allemagne. Tandis que les riches ne l'ont jamais été autant et aussi nombreux toutes proportions gardées aux Etats-Unis, la paupérisation des masses s'est brutalement accélérée dans ce pays depuis 2001.

L'Allemagne sous Schröder, puis A. Merkel, lui a emboîté le pas réduisant des millions de travailleurs allemands à la précarité et à la pauvreté. Dans les deux cas, ils ont sacrifié le niveau de vie de leur prolétariat au profit de leur développement sur le marché mondial, soit sur le plan industriel ou financier ou les deux à la fois s'agissant de l'Allemagne.

Leur économie est tournée vers l'exportation où ils sont en compétition avec des pays pratiquant des coûts du travail parmi les plus bas du monde, du coup pour être ou demeurer compétitif sur le marché mondial ils ont taillé à la hache dans leurs bugets sociaux, réduit à une peau de chagrin le droit du travail, accru l'exploitation ce qui s'est traduit par la détérioration des conditions de travail et d'existence des travailleurs.

En France, la présidente du Medef vient d'indiquer aux candidats à la présidentielle que c'était la seule voie possible, précisant que de nouvelles "*réformes sociales et (un) nouveau report de l'âge légal de départ à la retraite*" seraient nécessaires parce que "*les entreprises ont cette fois-ci besoin d'aire, avec un +e+. Elles ont besoin de nouveaux horizons, de nouvelles frontières, besoin de conquérir*". Elle"*prône une accélération de la réduction du déficit public*".

Selon l'AFP, pour assainir les finances françaises, le Medef souhaite privilégier une réduction des dépenses respectant le credo "*2 pour 1*", c'est-à-dire deux fois plus d'économies sur les dépenses publiques que de hausses des prélèvements fiscaux et sociaux.

Selon elle, il faut également accélérer la règle de non-remplacement des fonctionnaires d'Etat - de 1 sur 2 actuellement à 2 sur trois

-, et l'instaurer au niveau des collectivités territoriales (1 sur 2 non remplacé).

Mme Parisot réclame une baisse des cotisations salariés qui serait compensée par une hausse de la CSG pour soutenir le pouvoir d'achat.

Surtout, la patronne du Medef a plaidé pour la reprise en 2013 du débat sur "*un nouvel âge de départ à la retraite*" car la réforme de 2010 - qui a reporté l'âge légal à 62 ans en 2017 - ne suffit pas à garantir l'équilibre du système à échéance 2030.

Pour lutter contre le chômage, elle veut mettre "*l'employabilité*" au coeur du dispositif. Mme Parisot s'est montrée réservée sur le projet de référendum de Nicolas Sarkozy pour durcir les conditions d'indemnisation des chômeurs. Elle a fait valoir "*la capacité des partenaires sociaux à inventer et à avancer*" à propos des efforts pour réduire le chômage.

La patronne des patrons prône également une réforme de l'assurance maladie, qui est dans un "*équilibre périlleux*", et avant tout celle de sa gouvernance. (source : AFP 14.02)

Madame Parisot compte sur la collaboration des "*partenaires sociaux*" pour lui faciliter la tâche, comme en Allemagne, en Italie, en Espagne ou encore en Grèce notamment.

De deux choses l'une, soit les militants acceptent la discussion sur ce plan-là et ils seront infailliblement broyés, amenés à collaborer avec le capital, à capituler honteusement, soit ils rejettent toute discusssion sur ce terrain-là et ils se placent résolument et exclusivement sur le terrain de classe des travailleurs. C'est l'un ou c'est l'autre, personne ne pourra dire on ne savait pas, qu'on ne vienne surtout pas ensuite nous reprocher de tirer à boulets rouges sur tous ceux qui auraient mis le petit doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes qui consiste à brader systématiquement tous nos acquis, chacn s'accorde à reconnaître que l'heure est grave, alors à chacun d'assumer ses responsabilités. Nous les appelons sans tarder à engager le combat contre leurs propres dirigeants compromis avec les appareils pourris des syndicats ou qui soutiennent l'ordre établi de mille et une manière.

Précision à l'adresse des lecteurs attentifs.

Il arrive que les médias de la presse écrite et d'autres intervenants sur le Net modifient le contenu de leurs articles peu de temps après leur parution ou parfois plusieurs jours après. Si vous avez lu un article de presse mis en ligne dans le site et que vous comparez son contenu avec celui du même article mis en ligne quelques jours plus tard à partir d'une autre source, vous pouvez tomber sur une version dite actualisée sans y prêter attention et être surpris de constater que le contenu ne soit pas rigoureusement identique et en déduire que j'aurais manipulé cet article. Un exemple.

L'article *Grèce : "La classe politique grecque, une oligarchie pillant la société"* que j'ai mis cet article en ligne hier (dans cette page), il se terminait ainsi :

Que préconisez-vous ?

Il serait relativement facile d'arrêter tous les auteurs de fraudes sociales, par l'intermédiaire de leurs comptes bancaires. Mais le gouvernement n'en fera rien, l'ensemble de la classe politique grecque étant concernée. Il en va de même pour l'administration publique. Aujourd'hui, il est impossible d'obtenir ne serait-ce qu'un simple certificat, si vous ne payez pas. Si rien n'est fait contre ces fléaux, la Grèce ne sortira pas de la crise.

Le même article (modifié par la source le lendemain) que j'ai rechargé ce matin par erreur se terminait ainsi, j'ai mis en caractère gras les passages concernés :

Que préconisez-vous ?

La suppression pure et simple du système et de l'État dynastique. Il serait relativement facile d'arrêter tous les auteurs de fraudes sociales par l'intermédiaire de leurs comptes bancaires. Mais le gouvernement n'en fera rien, l'ensemble de la classe politique grecque étant concerné. Il en va de même pour l'administration publique. Aujourd'hui, il est impossible d'obtenir ne serait-ce qu'un simple certificat si vous ne payez pas. Si rien n'est fait contre ces fléaux, la Grèce ne sortira pas de la crise, et les conséquences se ressentiront dans toute l'Europe. La société grecque est un mauvais champ expérimental. Toute son histoire moderne a auguré de ce qui allait arriver au reste du continent.

Entre nous camarades, il s'agissait du compte-rendu d'une interview enregistrée ou dont le contenu avait été dactylographié, on se demandera ce que la personne interviewée a-t-elle bien pu dire en vérité à ce journaliste !

La réaction sur toute la ligne, c'est quoi au juste ? Réponse ici.

Avant de lire ce qui suit, il est préférable d'être à jeun, bien dans sa tête, assis confortablement et de prendre sa respiration pour ne pas étouffer, attention c'est parti :

Ce que le Premier ministre suédois suggère à juste titre, c'est que l'allongement des fins de carrière s'impose désormais comme un impératif politique. La révolution des esprits, qui conditionne celle des pratiques, consistera à ne plus voir dans le travailleur de 50 ans un pré-retraité, pour le considérer à l'inverse comme étant à l'aube d'une nouvelle carrière. La projection d'une sortie tardive de l'activité est en effet nécessaire pour que les individus et les entreprises investissent dans la formation professionnelle au-delà de 45-50 ans. L'âge moyen de sortie du marché du travail étant en Suède de 64 ans (contre 59 ans en France), Fredrik Reinfeldt estime qu'un salarié suédois change sa "relation à l'emploi" en envisageant la possibilité de travailler jusqu'à 75 ans. Pour produire le même effet, un homme politique français aurait pu se contenter de proposer l'horizon des 70 ans. Il faut avoir à l'esprit le fait que certains jeunes entrent aujourd'hui sur le marché du travail à l'approche de la trentaine, et qu'il leur faudra cotiser quarante-un ans pour toucher une retraite pleine…

La situation politique n'est sans doute pas mûre, en France, pour que l'on pose sereinement cette question des conditions de réalisation de l'idéal (car cela en est bien un - politique - même s'il n'est pas encore reconnu comme tel par l'opinion) d'un allongement des fins de carrière. Certains aménagements seront douloureux et délicats à mettre en œuvre : il faudra considérer la seconde partie de carrière comme une phase de décélération progressive ; probablement admettre la nécessité, au rebours de leur progression à l'ancienneté, d'un déclin des salaires, accompagnant celui de la productivité ; envisager des transitions souples vers l'inactivité, avec le recours au temps partiel ; et, bien entendu, investir massivement dans les formations requalifiantes. Cette mutation culturelle est inévitable, mais, à l'évidence, nul responsable politique français n'est aujourd'hui assez audacieux, ou suicidaire, pour l'évoquer explicitement. (Atlantico.fr 13.02)

L'auteur de cette saloperie immonde envisage "*un déclin des salaires, accompagnant celui de la productivité*" sans vraiment se soucier du "*déclin*" de l'état physique et mental des malheureux travailleurs à qui ce sort horrible serait réservé.

Je vous sens mal, tout retourné par tant de cruauté, ces gens-là sont nuisibles à la survie et au développement de la civilisation humaine, quand les travailleurs prendront le pouvoir ils seront jugés et condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou tout simplement fusillés !

Mais qui est l'auteur de cet article immonde (en entier à la rubrique dossier social) ? J'ai été le chercher sur la toile (www.atlantico.fr/users/eric-deschavanne). Un philosophe, mieux encore : un humaniste... à la Coppé ou Parisot !

- Eric Deschavanne est professeur de philosophie.

A 48 ans, il anime depuis quinze ans à la Sorbonne, avec Pierre-Henri Tavoillot, le Collège de philosophie. Il a été, après un passage comme chargé de mission auprès du Ministre de l'Education nationale Luc Ferry, l'un des rapporteurs de la Commission présidé par Claude Thélot qui organisa le grand débat national sur l'avenir de l'Ecole en 2003-2004.

Il est actuellement membre du Conseil d'analyse de la société et chargé de cours à l'université Paris IV et a récemment publié Le deuxième humanisme – Introduction à la pensée de Luc Ferry (Germina, 2010). Il est également l'auteur, avec Pierre-Henri Tavoillot, de Philosophie des âges de la vie (Grasset, 2007).

On ne va pas se laisser abattre par les sombres perspectives que cette pourriture voudrait nous réserver et nous faire subir. Pour vous remonter le moral, rien de tel que de se ressourcer :

- Pour parler français : le travailleur est, en droit et en fait, l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie; il en est l'esclave au point d'être vendu comme une marchandise et son prix monte et baisse tout comme celui d'une marchandise. Si la demande de travailleurs augmente, leur prix monte; si elle vient à baisser, leur prix diminue; si elle baisse au point qu'un certain nombre de travailleurs ne sont plus vendables et « restent en stock », ils sont laissés pour compte et comme ce n'est pas une occupation qui fasse vivre son homme, ils meurent de faim. Car, pour parler la langue des économistes, les sommes dépensées à leur entretien ne seraient pas « reproduites », ce serait de l'argent jeté par les fenêtres et nul ne gaspille son capital de la sorte. Et, dans cette mesure, la théorie de la population de M. Malthus est parfaitement juste.

Toute la différence par rapport à l'esclavage antique pratiqué ouvertement, c'est que le travailleur actuel semble être libre parce qu'il n'est pas vendu tout d'une pièce, mais petit à petit, par jour, par semaine, par an, et parce que ce n'est pas un propriétaire qui le vend à un autre, mais bien lui-même qui est obligé de se vendre ainsi; car il n'est pas l'esclave d'un particulier, mais de toute la classe possédante. Pour lui, la chose au fond n'a point changé. Et si cette apparence de liberté lui donne nécessairement d'un côté quelque liberté réelle, elle a aussi cet inconvénient, que personne ne lui garantit sa subsistance et qu'il peut être congédié à tout instant par son maître, la bourgeoisie, et être condamné à mourir de faim dès que la bourgeoisie n'a plus d'intérêt à l'employer, à le faire vivre.

Par contre, la bourgeoisie se trouve beaucoup plus à son aise dans ce système que dans le cas de l'esclavage antique; elle peut congédier ses gens lorsque l'envie l'en prend sans perdre pour autant un capital investi et de plus elle obtient du travail à

bien meilleur compte qu'on ne peut l'obtenir d'esclaves ainsi que le lui démontre A. Smith pour la consoler .

Il s'ensuit également qu'Adam, Smith a pleinement raison de poser le principe :

Tout comme pour n'importe quel autre article, c'est la demande des travailleurs qui règle la production des travailleurs, la quantité des êtres humains mis au monde, accélérant cette production lorsqu'elle est trop lente, la stoppant quand elle est trop rapide.

Exactement comme pour n'importe quel autre article commercial. S'il y en a trop peu, les prix montent, c'est-à-dire ici le salaire; les travailleurs vivent mieux, les mariages se font plus nombreux, on met au monde davantage d'êtres humains, il grandit un plus grand nombre d'enfants, jusqu'à ce qu'ait été produit un nombre suffisant de travailleurs; s'il y en a trop, les prix baissent, le chômage survient, avec la misère, la disette et par suite les épidémies qui balaient « l'excédent de population ». (F. Engels : La situation de la classe ouvrière en Angleterre - 1845)

Aujourd'hui, à partir des conditions d'exploitation que les capitalistes imposent au prolétariat dans le monde et par rapport au développement du marché mondial, ainsi que des sciences et technologies du XXIe siècle, sans oublier le développement démographique, il y en a beaucoup trop.

Mais ce n'est pas tout, il y en a trop qui travaillent et coûtent encore trop chers, et il y en a trop qui ne travaillent pas et dont l'entretien coûte une fortune aux capitalistes, il faut donc réduire les deux, telle est leur logique.

Faire travailler nos vieux travailleurs jusqu'à ce qu'ils en crèvent pour un salaire de misère pour permettre à une poignée de privilégiés et leurs larbins intellectuels de continuer de vivre confortablement, telle est l'autre piste retenu par l'"*humaniste*" Eric Deschavanne.

Hollande, le candidat des nantis

1- Que les travailleurs pauvres le restent...

Désirant lancer une conférence avec les partenaires sociaux "*dès le lendemain de l'élection*", François Hollande a d'ores et déjà annoncé (sur sur BFMTV/RMC -ndlr) qu'il augmentera le Smic seulement si la croissance est au rendez-vous. Désirant lancer une conférence avec les partenaires sociaux "*dès le lendemain de l'élection*", François Hollande a d'ores et déjà annoncé qu'il augmentera le Smic seulement si la croissance est au rendez-vous. Le candidat socialiste à la présidentielle, François Hollande, a déclaré ce mardi avoir une "*règle simple*" en matière de salaire minimum, c'est qu'il faut augmenter le Smic quand il y a de la croissance.

François Hollande a expliqué qu'il réunirait "*dès le lendemain de l'élection*" une conférence avec les partenaires sociaux pour organiser le "*quinquennat sur le plan social*": différents thèmes seront abordés et notamment les réformes à engager, ainsi que la répartition des profits "*là où il y en a. Et il y en a*". "*La question du Smic découlera de ces discussions*", a-t-il ajouté. (lexpress.fr 14.02)

Qu'est-ce que signifie "*organiser le "quinquennat sur le plan social*", si ce n'est pour les 5 ans à venir cadenasser, neutraliser, réduire au silence, à l'impuissance le mouvement ouvrier pendant que Hollande continuera d'appliquer la politique ultra réactionnaire de son prédécesseur... Exactement comme en 1981, mais cette fois en prenant les devants pour éviter (si possible) tout débordement, la marge de manoeuvre du représentant du capitalisme trônant au Palais étant plus limitée que jamais.

2- ... pour que les riches continuent de s'enrichir... Obama et Blair comme référence. Hollande manifeste ouvertement sa soumission devant l'aristocratie financière.

Dans des déclarations publiées en début de semaine dans des journaux comme *The Guardian, International Herald Tribune et The Financial Times*, le candidat socialiste à l'élection présidentielle se défend de toute agressivité à l'égard du monde de l'argent et dit vouloir se rapprocher sur ce thème de la position du président américain Barack Obama.

Selon le quotidien britannique *The Guardian*, M. Hollande, revenant sur l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, a notamment déclaré : «*Les années 80 étaient une époque différente. Les gens disaient qu'il y aurait des chars soviétiques sur la place de la Concorde. Cette époque est révolue, c'est de l'Histoire.*»

«*C'était la guerre froide et Mitterrand a nommé des communistes au gouvernement. Aujourd'hui il n'y a pas de communistes en France... La gauche a gouverné pendant quinze ans pendant lesquels elle a libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et à la privatisation. Il n'y a pas de crainte à avoir*», dit-il encore. (liberation.fr 14.02)

Selon *The Guardian*, François Hollande a déclaré qu'il n'était pas "*agressif*" ni considéré en France comme quelqu'un de très à

gauche en matière de la régulation de la finance. Il a dit vouloir se rapprocher à cet égard de la position exprimée par Barack Obama devant le Congrès américain.

"*On pourrait dire qu'Obama et moi avons les mêmes conseillers*", a-t-il dit, ajoutant que son souhait de voir la finance mieux régulée était conforme à la volonté de "*l'opinion publique*" européenne et des autres candidats à l'élection présidentielle, y compris le président Nicolas Sarkozy - dont l'officialisation de candidature est attendue incessamment.

François Hollande a rendu hommage à Tony Blair, un homme "*tellement intelligent qu'il n'avait pas besoin d'être arrogant*". (Reuters 14.02)

Et dire qu'il y a encore des militants pour oser appeler à voter PS, à se demander s'ils ont un jour compris quelque chose ou s'ils sont vraiment capables de couper le cordon ombilical avec l'opportunisme, c'est désespérant !

Mélenchon et son "*conseiller*" Eric Coquerel ont réagi violemment aux propos de Hollande jugeant "*assez insupportable* son "*attitude hautaine à l'égard du reste de la gauche*, parce que pour eux Hollande le chien de garde des intérêts du capital financier fait partie de la "*gauche*", ce qui au passage permet de situer la nature sociale du Front de gauche, ainsi que ses véritables intentions.

Normal finalement que Hollande ait affirmé qu'il n'y avait plus de communistes en France, sans doute en référence au Front de gauche, puisque le PCF a abandonné la dictature du prolétariat et que le PG ne s'en réclame pas. Et quand Mélenchon répond qu'il est «*le candidat des communistes*», il confirme à sa manière ce que Hollande a voulu dire, les communistes en question n'étant qu'un repère de staliniens et néo staliniens n'ayant aucun lien avec le communisme, Mélenchon pas davantage d'ailleurs.

Quant aux véritables communistes dont nous faisons partie avec bon nombre de militants du PCF, du PRCF, du POI, du NPA et de LO ou encore de nombreux groupes, nous ne nous sentons pas concernés par les propos de Hollande destinés à ses amis de la City à Londres.

Contrairement à Mélenchon en mal de reconnaissance par ses pairs, nous n'accordons aucune légitimité aux dirigeants du PS pour porter un jugement sur les partis ouvriers qui composent le mouvement ouvrier et dont il est étranger, un ennemi déclaré. A bas Hollande et le PS, pas une voix !

Parole d'internautes sur la situation en Grèce (et ailleurs)

1- "Mais n'oublions jamais que lorsque des corrompus arrivent à leur fin c'est que des plus corrompus qu'eux le leur ont facilité la tâche.

La responsabilité de la classe politique et des richissimes patrons grecs est entière mais celle des leaders européens l'est toute autant.

Lorsqu'il y a un corrompu à côté sommeille celui qui le soutien.

En Grèce les leaders Européens font comme en Tunisie en Libye en Égypte en Syrie et même comme ils l'on fait en Irak. Après avoir accompagné les politiciens "véreux" ils les ont lâchés. Nous n'en sommes pas encore là en Grèce - quoique pour Papandréou c'est déjà fait. Mais regardons bien les choses en face ce sont toujours les plus faibles et les moins fortunés qui payent l'addition."

2- "Qui ose dire que les Français ont les politiques qu'ils méritent quand le système est parfaitement verrouillé au profit de la même classe ? Voilà des années que nous subissons les discours et les diktats de tous ceux qui se goinfrent et nous mènent à notre perte... Le système a été subi mais accepté tant qu'il n'y avait pas de crise économique. Avec la monté inexorable du chômage et de la misère, les Français vont se rebeller. En effet qui acceptera de survivre avec un RSA et de menues aides de l'Etat alors que d'autres se goinfrent ? Tous les Français n'acceptent pas l'assistanat et veulent de la dignité par le travail."

3- "Le politologue grec Georges Contogeorgis décrit le seul scénario qui pourrait permettre un véritable changement en Grèce.

L'arrestation des politiciens corrompus, la saisie de leurs biens sans oublier, ceux de l'église qui a participé allègrement au pillage via une exonération totale d'impôts doit être envisagée. Il est à craindre qu'aucune autre solution hormis un coup d'état populaire ne permette ce nécessaire assainissement.

Les ministres corrompus ainsi que tous ceux qui ont pillé l'état sont parfaitement identifiés. Il s'agit donc de les arrêter et de les transférer devant des tribunaux."

Comment, sinon par une révolution prolétarienne et socialiste ?

La question est de savoir quel gouvernement prendra ces décisions ? Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire incarnant exclusivement les besoins des travailleurs, dont les partis sont engagés dans le combat pour la rupture avec le capital et la totalité de ses institutions politiques en Grèce, en Europe et dans le monde.

Actualité en titres

Frénétique, non, fanatique :

- Nicolas Sarkozy défendra une candidature "*du peuple, par le peuple et pour le peuple*" - lemonde.fr

- Nicolas Sarkozy sur le pied de guerre - LeFigaro.fr -

Quand l'UMP nous prend pour des abrutis :

- Motion rejetée : pas de référendum sur la TVA sociale - LePoint.fr

- Règle d'or : Sarkozy et Fillon veulent un référendum - LeFigaro.fr -

- Comment Sarkozy se prépare à "*regarder la France au fond des yeux*" -lexpress.fr

Normal, quoi :

- Hollande rassure la finance - Reuters

Cela tombe bien :

- Les grands patrons ont gagné 34% de plus en moyenne en 2010 - Liberation.fr

- Etats-Unis: Geithner trouve juste que 1% des contribuables assurent 40% de l'impôt - AFP

Pardi, c'est ce 1% qui concentre entre ses mains l'essentiel des richesses !

Les mains sales :

- Marseille : droite et gauche s'entendent contre la saleté- LeFigaro.fr

Qui l'aurait cru ?

- La moitié des licenciés économiques qui retrouvent un emploi gagnent moins - LeMonde.fr

En réalité sans dout beaucoup moins.

INFOS EN BREF

Politique

1- Bahreïn

Les forces anti-émeutes ont violemment réprimé mardi des manifestants chiites marquant l'anniversaire du déclenchement de la contestation à Bahreïn, dont la répression a plongé ce petit royaume du Golfe dans une impasse politique.

Depuis la matinée, de jeunes militants ont tenté sans succès de gagner la place de la Perle, symbole de la contestation à Manama, qui était entourée d'un impressionnant dispositif de sécurité.

La police s'est massivement déployée sur les principaux axes routiers et a encerclé les villages chiites entourant Manama, pour empêcher leurs habitants de se joindre aux manifestations, selon des témoins.

"*Les accès à ces villages sont bloqués, toutes les voitures qui y entrent ou en sortent sont fouillées*", a affirmé M. Mascati à l'AFP.

"*Nous sommes dans un état d'urgence non déclaré*", a commenté un responsable du Wefaq, principal groupe de l'opposition chiite, Matar Matar.

Les autorités ont multiplié les restrictions à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement, s'abstenant notamment de délivrer des visas aux correspondants de la presse internationale.

Certains des jeunes manifestants, venant des villages chiites entourant Manama, dont Sanabès, Deih et Jidhafs, sont parvenus à tromper la vigilance des forces de sécurité et ont pu s'approcher jusqu'à environ 500 mètres de la place de la Perle, selon les témoins.

"*A bas Hamad*", le roi, scandaient les jeunes, dont certains étaient vêtus de linceuls blancs pour marquer leur disposition au martyre.

Depuis dimanche, des militants tentent de braver la police et de marcher sur la place de la Perle, où des opposants avaient observé un sit-in du 14 février à la mi-mars 2011 avant d'en être violemment chassés par les autorités.

Mais les partis de l'opposition traditionnelle, dirigés par le Wefaq, n'ont pas soutenu l'appel à marcher sur la place.

Dans un communiqué en soirée, le Wefaq a dénoncé "*la dictature et la tyrannie*" du pouvoir qui "*fuit la vraie solution politique devant engager Bahreïn sur la voie du changement démocratique*".

"*Les Bahreïnis poursuivront leur mouvement (...) et les autorités ne pourront pas infléchir leur détermination*", ajoute-t-il. (AFP 14.02)

2- Syrie

Des armes et des combattants sunnites en provenance d'Irak pénètrent en Syrie, alimentant les violences dans un pays qui jadis approvisionnait en armes les opposants au régime installé par les Américains à Bagdad, affirment responsables et marchands d'armes irakiens.

Aujourd'hui, les responsables irakiens de la sécurité font état d'indices du passage de rebelles sunnites en territoire syrien pour rejoindre les rangs du soulèvement contre Bachar al Assad. Les trafiquants d'armes profiteraient de cette situation en multipliant par deux le coût des envois d'armes dissimulées au milieu de chargements purement civils.

Evaluer le flux de rebelles et d'armes illégales passant d'Irak en Syrie est difficile, mais la frontière était jadis un lieu de transit florissant dans l'autre sens, des volontaires étrangers s'infiltrant en Irak pour se battre contre les forces américaines venues renverser Saddam Hussein.

"*Nous pensons que des combattants liés à Al Qaïda et à certains groupes armés sunnites envoient des hommes en armes en Syrie pour s'y battre au titre d'une espèce de soutien moral*", a expliqué un haut responsable de la sécurité à Bagdad sous le sceau de l'anonymat.

"*Des responsables corrompus sont en poste aux confins des provinces de Mossoul et d'Anbar, ce qui, pensons-nous, autoriserait certains à infiltrer des armes et des combattants. Mais nous ne croyons pas qu'il s'agisse d'un trafic important*".

"*Les trafiquants d'armes sont plus actifs ces derniers temps, notamment depuis l'intensification des accrochages entre le régime syrien et ses adversaires*", confirme Hamid al Hayes, président du Conseil d'Anbar, une institution tribale dont la milice Sahoua a permis jadis de combattre avec succès la rébellion des alliés d'Al Qaïda en Irak.

La crise syrienne est embarrassante à divers titres pour les chiites au pouvoir à Bagdad, avec ses accents communautaires - opposants sunnites face à un pouvoir alaouite, une branche dissidente du chiisme.

L'Irak entretient par ailleurs des liens étroits avec les chiites au pouvoir en Iran, unique allié majeur du régime de Bachar al Assad dans le monde arabo-musulman.

Les responsables irakiens redoutent un effet de contagion du conflit syrien chez eux, où règne un équilibre des plus instables entre la majorité chiite, la minorité sunnite jadis au pouvoir sous Saddam Hussein et les Kurdes.

Pour Bagdad, le pire des scénarios serait l'arrivée au pouvoir à Damas d'un régime sunnite de tendance salafiste.

Le général Ahmed al Khafadji, en poste au ministère irakien de l'Intérieur, a annoncé cette semaine à la chaîne de télévision Al

Hourra que les patrouilles avaient été renforcées à la frontière pour empêcher tout passage de combattants en Syrie. (Reuters 14.02)

3- Chine

Le budget chinois de la défense, qui était de 119,8 milliards de dollars en 2011 (91 milliards d'euros), atteindra les 238,2 milliards de dollars en 2015, soit une progression annuelle moyenne de 18,75 %, selon des chiffres du groupe américain de recherche IHS, qui peuvent différer des données officielles chinoises.

En 2015, les dépenses militaires chinoises dépasseront ainsi les budgets combinés des douze autres plus grandes puissances de l'Asie-Pacifique, qui devraient atteindre un total de 232,5 milliards de dollars. Le budget chinois devrait être près de quatre fois supérieur à celui du Japon, numéro deux dans la région en termes de dépenses militaires, a précisé l'IHS dans une étude publiée mardi 14 février à Singapour.

'*Pékin est en mesure de consacrer une part toujours plus importante de son budget global à la défense et renforce de manière continue ses capacités militaires depuis plus de vingt ans*', a expliqué Rajiv Biswas, économiste en chef pour l'Asie-Pacifique chez IHS Global Insight. '*Cette tendance va se poursuivre, à moins d'une catastrophe économique*', a-t-il prédit.

Le budget militaire chinois, et sa progression accélérée, inquiète depuis longtemps nombre de capitales, de la région ou d'ailleurs, et en particulier Washington. La Chine maintient que sa technologie militaire accuse vingt à trente ans de retard sur celle des Etats-Unis. La modernisation de son armée, assure-t-elle, a pour unique but la '*défense*' du pays, or Pékin se dote désormais d'outils de projection de puissance. (lemonde.fr 14.02)

Voilà qui va faire le bonheur des marchands de canons ! L'économie d'armement comme volant d'entraînement du capitalisme mondiale en perdition... Son aspect "*progressiste*", son visage "*humain*"... Tel qu'il est en réalité, quoi !

Social

France

1- Manifesfation des ouvriers des chantiers navals à Saint-Nazaire

Plus d'un millier de manifestants ont défilé mardi matin à Saint-Nazaire pour exiger la fin des licenciements chez les sous-traitants des chantiers navals, concurrencés par la main d'oeuvre à bas-coût salarial venue de l'étranger;

La manifestation, qui a rassemblé principalement des salariés sous-traitants, s'est dispersée dans le calme vers midi à hauteur de la sous-préfecture de Saint-Nazaire.

Elle a réuni 1.100 manifestants, selon la police, et 2.000 selon les syndicats.

Une délégation syndicale a été reçue en sous-préfecture pour discuter d'une table ronde réclamée par les syndicats, qui réunirait notamment les donneurs d'ordre (notamment STX France), sur l'avenir de la sous-traitance navale à Saint-Nazaire.

"*On se bat depuis le mois de décembre pour le maintien de tous les emplois dans la construction navale. Nous réclamons l'arrêt de cette concurrence sociale qui détruit les emplois locaux*", a expliqué à l'AFP Joël Cadoret (CGT), estimant que "*le donneur d'ordre (le chantier naval STX France, ndlr) a une grosse responsabilité*".

Les syndicats FO, CGT, CFDT, CFTC et FSU de Saint-Nazaire ont dénoncé dans un communiqué "*la direction de STX France qui pratique largement cette politique de sous-traitance*". "*Début 2012, les chiffres parlent d'eux-mêmes: environ 30% des salariés de la sous-traitance viennent de pays à bas-coûts salariaux*" pour travailler sur les chantiers navals français, affirment-ils.

Toujours selon les syndicats, trois entreprises historiques de la construction navale sont aujourd'hui "*dans la tourmente*": la SMCO (82 salariés menacés de licenciement), mais aussi la SMCN (9 licenciements déjà effectués, 42 salariés menacés) et Baudet (en redressement judiciaire, 92 salariés menacés de licenciement). "Ce sont plus de 200 familles concernées", notent-ils.

"*Merci le groupe Hervé*", pouvait-on lire sur une pancarte dans la manifestation devant le chantier STX, en référence au placement en liquidation judiciaire la semaine dernière de la SMCO, filiale du groupe Hervé Thermique, sous-traitant de STX, a constaté un correspondant de l'AFP.

Les syndicats de SMCO, qui multiplient les actions pour exiger une table ronde afin de sauver l'entreprise, accusent eux aussi STX de faire appel, par mesure d'économies, à de nouveaux sous-traitants étrangers aux coûts et conditions de travail très inférieurs aux leurs. (AFP 14.02)

2- Manifestation d'enseignants à Marseille.

Plusieurs centaines d'enseignants (400 selon la préfecture, 2 000 selon les syndicats) ont manifesté mardi à Marseille pour dénoncer "*une saignée sans précédent*" dans les postes et les classes des écoles maternelles et primaires des Bouches-du-Rhône. Appelés à la grève par l'intersyndicale départementale du premier degré, les manifestants, rejoints par quelques collègues du secondaire, ont protesté devant l'inspection académique contre les 159 suppressions de poste et 188 fermetures de classe (pour 19 ouvertures) annoncées dans le département, avant de défiler dans le centre-ville.

"*C'est un triste record, cette carte scolaire nous n'en voulons pas*", a martelé Christophe Doré, secrétaire départemental du syndicat Snuipp-FSU, soulignant que ces suppressions se faisaient dans un contexte de "relative stabilité démographique", avec 1 488 élèves en moins, "*soit à peine plus d'un par école*". Annonçant 65 % de grévistes dans le département (contre 22 % selon l'académie), avec un mouvement particulièrement suivi dans les écoles maternelles, M. Doré a également vilipendé "*une méthode inacceptable*", accusant d'"omerta" l'inspection d'académie sur le détail des suppressions de postes "*hors classe*" (Rased, remplaçants, conseillers pédagogiques, etc.) : il ne sera dévoilé que mercredi en comité départemental, l'occasion d'une nouvelle mobilisation.

"*Ils se sont servis des postes de Rased comme levier de suppression, c'est le signe d'une politique de non-éducation qui ne veut pas s'occuper de ceux qui en ont le plus besoin*", a dénoncé le syndicaliste, tandis qu'on pouvait lire "*Rased sabordés, élèves sacrifiés*" sur la chasuble d'une manifestante. Interrogée par l'AFP, une autre manifestante, Sandra, enseignante dans une école de Marseille classée en ZEP, a estimé que le gouvernement pratiquait "*la politique de la terre brûlée*", voulant "*tout massacrer avant de partir*". (lemonde.fr 14.02)

Commentaire d'un internaute.

- "*Dans le nord de la Manche, c'est une folie, une classe risque d'avoir 46 élèves à la rentrée 2012, les familles et les élus sont vent debout. Nous risquons d' avoir une rentrée très difficile.*"

3- Perspective en hausse du chômage.

Pour la première fois depuis la crise de 2009, l'économie française a détruit des emplois salariés au 4e trimestre 2011, une tendance qui ne devrait pas s'améliorer en 2012, aggravant le chômage, déjà au plus haut depuis douze ans.

L'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands a reculé de 0,2% par rapport au 3e trimestre avec 31.900 postes en moins, selon des données provisoires publiées par l'Insee mardi.

Sur l'année, le solde demeure positif avec 108.700 emplois créés mais reste insuffisant pour absorber les nouvelles arrivées sur le marché du travail. Selon les économistes, il faudrait créer quelque 150.000 postes par an pour accueillir les entrants.

"*Ce sont des données provisoires qu'il faut prendre avec précaution*", précise Frédéric Tallet, responsable synthèse et conjoncture de l'emploi à l'Insee.

Néanmoins, si elles étaient confirmées, elles témoigneraient d'une forte dégradation du marché du travail puisque la France n'avait plus détruit d'emplois salariés depuis le 3e trimestre 2009, au plus fort de la précédente crise.

"*Ca s'annonce très très mal pour 2012*" étant donné le "*lien entre la croissance et l'emploi*", commente Eric Heyer, directeur adjoint à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Car pour l'économiste, "*pour commencer à créer des emplois, il faut avoir une croissance de plus de 1,2% en rythme annuel*".

Or, pour 2012, les prévisions de croissance sont bien en-deçà. Le gouvernement prévoit une hausse du produit intérieur brut de 0,5% mais le Fonds monétaire international (FMI) table sur une croissance de 0,2%, l'OCDE sur +0,3% et certains analystes sur une récession, à commencer par l'OFCE (-0,2%).

L'Insee s'attend à 61.000 destructions d'emplois salariés dans les secteurs principalement marchands au premier semestre 2012, selon la note de conjoncture de décembre, rapporte M. Tallet.

Les mauvais chiffres de l'intérim --qui donne une idée des tendances à venir sur le marché de l'emploi-- vont dans ce sens: en effet, sur les 31.900 emplois détruits au 4e trimestre 2011, 25.800 l'ont été dans ce secteur.

Face à ce tableau noir, que faire? Pour Eric Heyer, deux solutions à prendre dans l'urgence pour "*limiter la casse*": favoriser

les contrats aidés et le chômage partiel.

Les contrats aidés permettent de créer des emplois même lorsque la croissance n'est pas au rendez-vous, c'est "*le traitement social du chômage*", souligne l'économiste.

Les contrats aidés sont destinés à permettre aux personnes éloignées de l'emploi de reprendre pied. Pour ces contrats, le plus souvent à temps partiel et durée déterminée, l'employeur bénéficie d'aides publiques.

Une directrice d'une agence Pôle Emploi a d'ailleurs confié à l'AFP que le mot d'ordre en ce moment était: "*faire des contrats aidés*".

"*L'autre solution, c'est d'ajuster la durée du travail donc de recourir au chômage partiel*", ajoute l'économiste.

Les partenaires sociaux ont récemment simplifié le dispositif afin que les entreprises puissent y avoir davantage recours. Nicolas Sarkozy a aussi annoncé 100 millions d'euros supplémentaires pour soutenir le dispositif mi-janvier.

"*Les mesures prises par le gouvernement vont dans ce sens*" même si l'Etat dépense 4,5 milliards d'euros pour défiscaliser les heures supplémentaires par an. Entre 100 millions et 4,5 milliards, "*il y a un ordre de grandeur inversé*", regrette toutefois M. Heyer. (AFP 14.02)

Economie

1- Zone euro

Moody's a abaissé la perspective de la note Aaa de la France de stable à négative, conséquence selon l'agence des incertitudes autour de la conjoncture de la zone euro et des ambitions de Paris en matière de réduction de déficits.

L'agence de notation américaine a également ajusté les notes et les perspectives de huit autres pays de l'Union européenne dont le Royaume-Uni et l'Italie.

Le ministre de l'Economie François Baroin a déclaré mardi "prendre acte" de la décision de Moody's.

"*Le gouvernement est déterminé à poursuivre son action au service de la croissance, de la compétitivité avec notamment la réforme de financement de la protection sociale, de l'emploi et de la réduction des déficits publics*", écrit le ministère dans un communiqué. Bercy ajoute que la politique du gouvernement "s'inscrit dans un cadre et une méthode de long terme". (Reuters 14.02)

2- Portugal

La récession s'est aggravée au Portugal dans un contexte d'austérité, avec une contraction du PIB de 1,5% en 2011 et de 1,3% au quatrième trimestre, selon des données provisoires publiées mardi par l'Institut national des statistiques (Ine).

Le recul du PIB a été de 2,7% au quatrième trimestre en glissement annuel, en raison d'une forte baisse de la consommation des ménages, selon l'Ine.

"*Le recul accentué du PIB au quatrième trimestre traduit une aggravation significative de la demande interne en raison d'une forte baisse de l'investissement et de la consommation des ménages*", a expliqué l'Ine. (AFP 14.02)

Haut de page

Le 16 février

CAUSERIE

Mélenchonade

- Selon le quotidien britannique *The Guardian*, le candidat PS avait déclaré qu'il n'y avait "*pas de communistes en France*". Ce mercredi, le journal a ajouté à la phrase qui a provoqué la colère polémique la formule "*ou pas beaucoup*". Sur son site,

le quotidien britannique de gauche mentionne, dans sa rubrique "*Corrections et clarifications*", qu'il a rectifié mardi son article daté de la veille et intitulé "*François Hollande cherche à rassurer le Royaume-Uni et la City*".

François Hollande s'était rattrapé en avançant "*c'est bien que les communistes soient encore là*" et en ajoutant "*j'ai du respect pour Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche. Je souhaite qu'il y ait un rassemblement de la gauche avec toutes ses sensibilités.*"

Pour Jean-Luc Mélenchon, qui a envoyé un communiqué mercredi après-midi, "*l'incident [était] clos]*", le candidat du Front de Gauche estimant "*croire qu'il [François Hollande, ndlr] a pris la mesure de l'indignation qu'a suscitée ce mépris à l'égard d'une réalité essentielle de la gauche.*" (lexpress.fr 15.02)

Assurément "*c'est bien*" pour le régime en place des staliniens et néo staliniens qui se font passer pour des communistes, même que la City en redemande !

On ne saura jamais si la décision d'apporter cette rectification a été prise à l'initiative de ce *quotidien britannique de gauche* ou si elle a été prise à la demande de Hollande, peu importe, cela ne change rien à l'orientation de la politique réactionnaire de ce larbin de la finance.

Pour Mélenchon, son ralliement à Hollande au second tour de la présidentielle ne reposera pas sur un principe ou une questionprogrammatique, mais sur les rapports de bonne camaraderie que les dirigeants du PS entretiendront avec ceux du Front de gauche.

Mélenchon, en affirmant être le "*candidat des communistes*", confirme ainsi qu'il entend poursuivre l'oeuvre qu'il avait accompli pendant plus de trois décennies au sein du PS comme fossoyeur du socialisme, et à laquelle il a décidé de donner une touche plus personnel ou de s'investir à fond en créant le PG, ce qui ne pouvait pas manquer d'attirer la sympathie des staliniens et néo staliniens du PCF devenus ses alliés au Front de gauche.

Entre l'hypocrisie d'un Mélenchon et la cynique vérité d'un Hollande, je préfère le second sur ce coup-là. Entre Mélenchon qui assimile les staliniens et néo staliniens à des communistes histoire de mieux détourner les travailleurs du communisme dont cette vermine est l'antithèse, et un Hollande qui se dit totalement étranger au communisme ou le rejette, ce qui est parfaitement son droit, l'attitude du second qui se pose en défenseur des intérêts de la finance est moins préjudiciable à notre cause, au moins les travailleurs sont avertis et savent à quoi s'en tenir.

Moutons de Panurge ?

Des millions de travailleurs vont voter PS au premier et/ou au second tour de la présidentielle, des millions refuseront de voter PS, des millions vont s'abstenir ou seront tentés de le faire.

Questions :

Lesquels parmi eux sont les plus aptes ou les plus avancés pour rompre avec le capital et les institutions que ce parti représente ?

Lesquels incarnent les masses arriérées politiquement ?

Lesquels incarnent le mieux les masses exploitées à la recherche d'une issue politique à la crise du capitalisme ?

Lesquels sont susceptibles d'entraîner l'ensemble des masses laborieuse au combat pour en finir avec le régime ?

Lesquels sont susceptibles de se saisir de la politique révolutionnaire que nous proposons ?

Lesquels sont susceptibles de rejoindre un parti combattant pour la révolution socialiste ?

Quel parti voulons-nous construire : un parti de militants conscients ou un parti de militants bourrés d'illusions dans le régime ?

Appeler à voter pour le candidat du PS, c'est se placer au côté des travailleurs parmi les moins conscients, c'est se couper des travailleurs les plus conscients qui n'ont aucune illusion dans le PS, qui rejettent le discours de Hollande en direction de la finance pour rassurer les gangsters du CAC 40. C'est finalement s'interdire de construire le parti.

Si j'étais un travailleur à la recherche d'une formation politique pour m'organiser, je commencerais par écarter toutes celles qui appellent à voter PS au premier ou au second tour.

On nous rétorquera qu'à ce compte-là Sarkozy risque d'être réélu ? Et alors, s'il était réélu cela signifierait que la conscience politique des masses n'était pas mûre. Mais voilà, il y en a qui ne supportent pas la réalité, qui ne veulent pas la regarder en face, qu'ils sachent que ce n'est pas en s'en détournant qu'ils construiront le parti.

Car voyez-vous, si Hollande était élu cela signifierait autre chose, la réalité s'en trouverait transformée d'un coup de baguette magique, quelle illusion c'est ne rien comprendre aux rapports que les masses entretiennent avec ce parti, c'est leur prêter un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas, qui ne reflète pas la réalité encore une fois, au moment même où Hollande vient d'afficher sa soumission aux capitalistes.

On pourrait admettre qu'il y aurait un avantage à faire élire Hollande si les masses ne savaient pas à quoi s'en tenir concernant le PS, pour qu'elles fassent l'expérience de ce parti au pouvoir, mais ce n'est pas ou plus le cas depuis des lustres. Au pire si Hollande était élu, il s'emploirait àamplifier la politique dévastatrice de Sarkozy, au mieux il se contenterait de ne rien changer et de gérer la société telle qu'elle est pendant 5 ans pour le compte des capitalistes avant que le parti de l'ordre revienne au pouvoir.

Les militants qui appellent à voter Hollande s'inscrivent dans cette perspective comme si elle était déjà écrite, en se disant qu'au moins avec Hollande tout ce qui n'a pas encore foutu le camp aura été préservé. C'est là encore se faire de graves illusions, c'est ce que les travailleurs grecs, espagnols, portugais ou britanniques avaient peut-être imaginé, vous connaissez tous la suite, Papandréou, Zapatero, etc. ont repris à leur compte la politique réactionnaire dictée par l'UE, le FMI, la Banque mondiale ou encore Washington, d'où leur éviction du pouvoir à la première échéance électorale venue. Pourquoi en serait-il autrement en France, dites-nous ? Dans tous ces pays-là aussi il existe des formations politiques ou des partis similaires à ceux qui existent en France, des syndicats.

Qui n'a pas envie de se débarrasser de Sarkozy ? Uniquement les travailleurs les plus arriérés, des couches de la petite-bourgeoisie et les membres des classes dominantes (capitalistes d'industrie et aristocratie financière). Ceux qui appellent à voter Hollande espèrent peut-être gagner du temps, repousser de 5 ans l'amplification de l'offensive du capitalisme contre la classe ouvrière qui consiste à mettre en pièces le droit du travail... A quoi bon, puisqu'à l'arrivée nous n'y couperons pas, autant en finir le plus rapidement possible.

On retrouve la même incompréhension qui consiste à se lamenter sur les conséquences de la crise du capitalisme qui frappent violemment les travailleurs, alors que nous estimons que cette crise est une aubaine pour contruire le parti. Il faudrait qu'ils soient épargnés, mais qu'ils se révoltent quand même contre le régime, on ne nous dira pas comment cela pourrait se faire évidemment ; hier ils ne se soulevaient pas parce que leur condition leur permettait encore de supporter le capitalisme, mais demain dans les mêmes circonstances ils seraient portés par une envie irrésistible de passer à l'action contre l'ordre établi, un miracle se produirait quoi, c'est à se demander si ceux qui défendent cette théorie sont vraiment concernés par la crise actuelle du capitalisme autrement qu'intellectuellement.

C'est refuser de tenir compte ou méconnaître à la fois la dialectique de la lutte des classes et les rapports que chaque individu entretient avec le monde extérieur, plus généralement les conditions matérielles qui influent sur les mécanismes psychologiques des hommes et les conduisent à passer à l'action.

Appeler à voter Hollande c'est se discréditer aux yeux des travailleurs.

En l'absence d'un parti révolutionnaire, le Front populaire ne peut que frayer la voie au retour au pouvoir du parti de l'ordre ou au fascisme, éventuellement à la guerre. Il serait préférable que le parti existe avant qu'un nouveau Front populaire voie le jour même en étant numériquement faible, afin qu'il constitue une alternative politique dont les travailleurs pourraient se saisir, comme en Russie en 1917 par exemple.

On nous rétorquera que ce n'est pas possible, et bien alors rien n'est possible, ne comptez pas sur nous pour vous dire le contraire uniquement pour vous consoler ou vous faire plaisir ! Il faut se faire à cette idée, et ce n'est certainement pas en adoptant une attitude conciliatrice envers un ennemi de la classe ouvrière qu'on ira de l'avant. Si cela ne vous suffit pas, dites-vous bien que c'est ce comportement opportuniste qui prédomine au sein de l'avant-garde du prolétariat depuis la mort de Trotsky... avec le résultat que l'on sait.

Le bricolage ou le rafistolage de boutiquiers, les arrangements à bon compte qui consistent finalement à flatter l'ignorance des masses pour ne pas s'en couper, ce n'est pas notre truc, désolé, nous ne marcherons jamais dans ce genre de combines qui va à l'encontre de nos principes.

Hollande a fait savoir haut et fort qu'il avait choisi le camp de la finance, des capitalistes, c'est son droit répétons-le, tandis qu'il rejetait comme illégitime une forte augmentation du smic, cette déclaration était destinée à être connue de tous, c'est chose faite grâce aux médias qui l'ont relayée en boucle, on y a même eu le droit aux infos de TV5Monde Asie (en Inde), et c'est très bien ainsi, on le remercie au passage, désormais plus personne ne pourra dire qu'il ne savait pas que Hollande n'incarnait pas les intérêts des exploités. A chacun d'en tirer les conclusions qu'il voudra.

Vous m'excuserez de ne pas commenter l'annonce de la candidature de Sarkozy qui était un non-événement. Nous allons nous employer à le matraquer jusqu'à l'élection présidentielle. Pour l'heure, notre priorité est de défendre tous nos acquis, d'entraîner les masses au combat de classe pour qu'elles s'organisent dans la perspective du renversement du régime.

Actualité en titres

Du coup d'Etat à l'imposture permanente

- "*La France forte*", slogan de campagne de Nicolas Sarkozy - AFP

- Sarkozy est candidat : '*Redonner la parole au peuple français par le référendum*' - LeMonde.fr

- Nicolas Sarkozy : une annonce un peu trop bien ficelée - LePoint.fr

Terrorisme d'Etat. Al-Qaida, Obama, Sarkozy, Cameron : même combat !

- Syrie : al-Qaida vient en aide à l'opposition - LePoint.fr -

- La Ligue arabe envisage d'armer l'opposition syrienne - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

La presse internationale relate les attentats d'Alep, mais leur consacre quatre fois moins d'espace. Ce phénomène peut être interprété de deux manières : soit l'opinion publique se lasse de l'irakisation rampante de la Syrie, soit la presse est gênée des revendications. Les attentats d'Alep ont en effet été d'abord revendiqués par un porte-parole de l'Armée syrienne libre, puis condamnés par un autre. Simultanément, un rapport de renseignement US les attribue à Al-Qaida ; une revendication confirmée par une déclaration d'Ayman Al-Zawahiri, leader de cette mouvance.

Quoi qu'il en soit, aucun média ne rectifie ses articles précédents accusant l'administration el-Assad d'avoir organisé les attentats identiques de Damas ; Certains journaux relayent même les accusations du Conseil national syrien qui attribue les attentats d'Alep à l'administration Assad, sans apporter aucun élément de preuve.

- Le Monde continue la publication des magnifiques photos de Mani, toujours accompagnées de fantasmes sectaires. Ainsi, le photojournaliste explique que seuls les boulangers alaouites de Homs sont approvisionnés en farine, pas les sunnites. C'est évidemment faux. Les difficultés d'approvisionnement sont circonscrites aux deux quartiers de la ville où se déroulent les combats, et ces quartiers sont aux mains de groupes armés exclusivement composés de sunnites. Mais le reste de la ville, à majorité sunnite, est parfaitement approvisionné.

- Le Sunday Express attribue des propos peu flatteurs au beau-père du président syrien qui confirmerait ainsi qu'Asma el-Assad est prisonnière de Bachar.

- Dans The Independent, Robert Fisk rappelle que les « bons » que l'OTAN a mis au pouvoir au Kosovo et en Libye se sont avérés bien pires que les « *méchants* » qu'elle a renversés. Il semble qu'en Syrie les « *bons* » ne soient pas meilleurs. Le renversement d'el-Assad conduirait probablement à de vastes massacres sectaires.

- Daniel Byman du Saban Center s'interroge dans le Washington Post : peut-on intervenir en Syrie sans empirer la situation ? Selon lui, ce n'est pas possible car le conflit ne serait plus limité à la Syrie, mais impliquerait immédiatement l'Iran et la Russie.

- Dans le New York Post, Amir Taheri constate qu'en l'absence d'intervention militaire directe, il reste la possibilité de sanctuariser sous les auspices de l'ONU une ville comme Zabadani. L'article a en effet été écrit alors que l'Armée syrienne libre tenait cette bourgade. Cependant Taheri préconise surtout l'action diplomatique, c'est-à-dire dans ce cas particulier l'abandon des opérations militaires de basse intensité.

- Le Weekly Standard, organe des néoconservateurs, s'intéresse cette semaine à la Syrie. Lee Smith a analysé des e-mails du palais présidentiel qui ont été hackés par des pirates anonymes. D'autres documents hackés sont présentés par Barack Ravid dans Haaretz. Ils montrent que l'Iran et la Syrie ont imaginé différents mécanismes pour contourner les embargos dont ils font

l'objet. En outre l'Iran a aidé la Syrie à se fournir en hydrocarbures raffinés pour une valeur d'un milliard de dollars. (Réseau Voltaire 13.02)

2- Chine

"*Le monde subit actuellement de profonds changements, et la Chine et les Etats-Unis doivent relever les défis et se partager la responsabilité des affaires internationales*", a dit Xi le vice-président chinois Xi Jinping devant un parterre d'hommes d'affaires américains, au lendemain de son entretien avec Barack Obama.

Les deux grandes puissances doivent toutefois "*s'employer à éviter les malentendus et les erreurs de jugement*", en "*respectant sincèrement les intérêts primordiaux et les préoccupations majeures*" de l'une et de l'autre, a-t-il continué.

Les deux grandes puissances doivent toutefois "*s'employer à éviter les malentendus et les erreurs de jugement*", en "*respectant sincèrement les intérêts primordiaux et les préoccupations majeures*" de l'une et de l'autre, a-t-il continué.

"*La Chine est devenue le marché d'exportation à la plus forte croissance pour les Etats-Unis*", a-t-il dit dans un discours devant les représentants américains du monde des affaires.

"*L'excédent commercial (de la Chine), en proportion du PIB, est passé de plus de sept à deux pour cent, à un niveau reconnu au plan international comme raisonnable*", a-t-il estimé. (Reuters 15.02)

Social

1- France

La direction de la Poste a annoncé mercredi la signature d'un accord salarial pour 2012, prévoyant des augmentations de 2,1% pour les personnels non cadres, et fait part de son projet de recruter "*au moins 10.000 personnes*" en contrat à durée indéterminée (CDI) sur trois ans.

Dans un communiqué, le groupe indique avoir signé un accord salarial pour 2012 avec quatre organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGC-Unsa et FO).

Selon la direction du groupe, "*la rémunération minimale annuelle*" est ainsi portée à 18.858 euros bruts, soit 1.571,52 euros bruts mensuels en moyenne. Pour mémoire, le Smic est actuellement à 1.398,37 bruts par mois.

"*Pour les cadres, l'augmentation moyenne annuelle, au 1er avril, se situe entre 2,5% et 2,7%*", ajoute le groupe.

La direction indique également que dans le cadre d'un accord de Gestion prévisionnel des emplois et des compétences (GPEC), soumis à la signature des syndicats, elle "*s'engage à recruter au moins 10.000 personnes en CDI sur la période 2012-2014*".

La direction ajoute que 7.500 contrats en alternance seront proposés sur la même période.

Société anonyme à capitaux 100% publics depuis le 1er mars 2010, la Poste emploie environ 240.000 personnes. En 2010, 11.700 postes y ont été supprimés par le biais de départs non remplacés. En 2011, environ 10.000 postes devraient avoir subi le même sort. (AFP 15.02)

2- Allemagne

En Allemagne, les arrêts de travail pour raison médicale ont atteint en 2011 leur plus haut niveau depuis quinze ans, a-t-on appris mercredi auprès de la Caisse de santé des employés (DAK).

La part de la population active allemande en arrêt maladie s'établissait l'an passé à 3,6%, contre 3,4% en 2010. Les Allemands totalisaient en moyenne 13,2 jours d'absence par assuré, selon un rapport annuel de la DAK, qui a évalué quelque 2,4 millions d'arrêts médicaux émanant de ses assurés. (libération.fr 15.02)

Economie

Espagne

Après la France et la Belgique lundi, l'Espagne a décidé de lever l'interdiction des ventes à découverts qui avait été imposée en

août sur plusieurs valeurs financières, en raison d'une réduction de la volatilité, a annoncé mercredi l'autorité espagnole des marchés financiers.

Elle estime que l'interdiction des ventes à découvert "*peut générer des effets contraires sur l'activité, la liquidité et la profondeur du marché*".

Selon la CNMV, cette analyse est partagée par "*les autorités de régulation européennes*", ajoutant qu'en conséquence, "*l'interdiction en Italie expire le 24 février prochain*".

Les ventes à découvert sont un mécanisme spéculatif qui consiste à emprunter un actif dont on pense que le prix va baisser et à le vendre, avec l'espoir d'empocher une forte différence au moment où il faudra le racheter pour le rendre au prêteur. Ainsi, une action vendue à découvert alors qu'elle cote 10 euros, puis achetée alors qu'elle ne vaut plus que 8 euros, rapporte à l'auteur de l'opération un gain de 2 euros.

Cette pratique, parfaitement légale mais risquée, est souvent accusée de précipiter la chute des actions les plus fragiles et d'aggraver l'instabilité des places financières. (AFP 15.02)

A part spéculer, à quoi pourraient bien servir les 500 milliards d'euros que la BCE a accordé généreusement aux banquiers, franchement ?

Haut de page

Le 17 février

CAUSERIE

Des syndicats et des partis ouvriers achetés par le capital. Indépendants... mais pas de l'Etat !

J'ai mis en ligne la version du rapport parlementaire Perruchot, interdit de publication, mais mis en ligne par Le Point, jeudi 16 février. La pagination est bizarre, peu importe, seul le contenu compte, on y reviendra plus tard, il y a 229 pages à se goinfrer. Je l'ai parcouru en diagonale rapidement, j'en suis arrivé à me demander si la qualification de syndicats correspondait réellement à ce que sont devenus la CGT, la CGT-FO et les autres officines censées représenter les intérêts des exploités.

Et ce sont ces cadres ou permanents syndicaux corrompus que l'on retrouve à la direction des différents partis dits ouvriers, sans exception, sans interruption depuis l'après-guerre. Après, il faut être un fieffé crétin ou leur complice pour s'étonner que l'on soit aujourd'hui réduit à l'impuissance face à l'offensive du capital, que l'on ne dispose même pas d'un embryon de parti révolutionnaire, encore moins d'une Internationale ouvrière digne de ce nom. Cette situation n'est pas le produit du hasard ou d'un malheureux accident ou encore de la fatalité.

Pour soi-disant combattre le stalinisme, ils se sont alliés avec les réformistes et les anarcho-syndicalistes les plus farouches anticommunistes qui soient, pour soi-disant ne pas se couper des masses, ils ont pactisé avec les appareils pourris des syndicats, pour profiter des postes de permanents rémunérés que leur offraient les dirigeants corrompus des syndicats, ils ont fermé les yeux sur leur financement par l'Etat et leurs magouilles avec le patronat, bref ils n'ont cessé de renier leurs principes et les idées dans lesquelles ils croyaient, voilà la réalité. Et c'est avec cela que vous voudriez construire un nouveau parti communiste, décidément voue ne doutez de rien, à moins que ce soit une mauvaise blague.

Le plus grave dans tout cela, c'est qu'ils tiennent ainsi en otage l'avant-garde du prolétariat qu'ils empêchent de se rassembler pour combattre le capitalisme et les institutions dans la perspective de la révolution socialiste mondiale. Alors que nous disposons de tous les éléments pour le prouver, comment ne pas comprendre qu'ils se sont employés à dévoyer, pourrir systématiquement le mouvement ouvrier au profit du régime en place.

On comprendra aussi au passage pourquoi tous les partis dits ouvriers préfèrent s'adresser aux travailleurs syndiqués qui représentent une infime minorité des travailleurs du pays plutôt que vers les 92% inorganisés qui ne peuvent rien leur rapporter en terme d'influence à troquer en échange de quelques postes dans les appareils. C'est uniquement l'intérêt mercantile de leurs appareils qui dictent leur conduite et non l'intérêt qu'ils auraient pour les travailleurs syndiqués, qu'ils se détournent des couches les plus exploitées de la classe ouvrière.

Ainsi on ne peut pas affirmer que leur conception de la lutte de classe serait erronée ou due à une faiblesse quelconque et passagère qu'il serait possible de corriger par la suite, puisqu'elle a été conçue sciemment de longue date dans un but précis qui

n'a rien à voir avec notre cause. Parfois, on se demandait pourquoi ils en étaient ainsi depuis de si longues années, on voulait croire à une méprise ou une incompréhension de notre part, si vous ne le saviez pas déjà, vous avez dorénavant la réponse, parce qu'ils sont corrompus, vendus au même titre que les staliniens, néo staliniens, réformistes et sociaux-libéraux...

Il y a encore des camarades qui vont déprimer ou se désespérer en lisant ces lignes, dites-vous en attendant des jours meilleurs qu'au moins on mourra moins con, on se console comme l'on peut !

Le candidat Sarkozy antithèse du président Sarkozy, le temps d'une campagne électorale.

J'ai lu de larges extraits de l'intervention de Sarkozy en meeting hier à Annecy. Sa méthode, le déboublement de la personnalité caractéristique de la schizophrénie.

Son discours consiste à s'attaquer à un candidat et à sa politique... qui n'est rien d'autre que le chef de l'Etat lui-même. C'est la seule possibilité pour le candidat Sarkozy de faire peau neuve en présence d'un bilan désastreux et rejeté par l'immense majorité de la population d'un président qui se nomme aussi Sarkozy. C'est à devenir fou. Ne le serait-il pas déjà un peu, beaucoup...

Commentaire d'un internaute : "*Les candidats ne montrent leur vrai visage qu'apres les élections. Avant cela, ils nous montrent ce que l'on veut voir.*".

J'ai relevé les passages suivants :

- il s'était "*toujours efforcé d'être juste, d'être sincère, de donner tout*" ce qu'il pouvait. Cadeaux aux plus riches, remise en cause du droit à la retraite, c'était juste. Travailler plus pour gagner moins, c'était sincère

- "*J'aurais pu m'en tenir là, me libérer de cette lourde tâche et en libérer ceux que j'aime, car si j'ai eu toute ma vie le goût d'agir, je n'ai jamais eu le goût du pouvoir*". Lui qui ne supporte pas la contradiction, même dans son propre camp. Il aurait surtout "*libéré* ceux qui ne l'aime pas, et ils sont très nombreux semble-t-il.

- "*Il n'était moralement pas possible que je reste silencieux*". Un internaute a répondu : "*S'il a une obligation morale, c'est celle de s'en aller*".

- bien des réformes mises en oeuvre sous son quinquennat "*n'ont pas eu encore les résultats escomptés*" pour permettre aux Français d'être mieux armés pour traverser la crise actuelle. Une chance pour lui !

- le retour "*des vieux démons de l'idéologie*", car favoriser les plus riches ce n'est certainement pas agir au nom d'une idéologie !

- "*Quand on dit à la presse anglaise qu'on est libéral et quand on vient expliquer aux Français que l'ennemi c'est la finance on ment, on ment matin et soir et ce mensonge n'est pas à l'honneur de celui qui le professe*". Quand il avait affirmé gouverner pour tous les Français en 2007, qui ensuite se sont réduits aux gangsters de la Bourse, il n'avait pas menti, car selon lui ce sont les seuls "Français" qui comptent, qui valent la peine qu'on s'y intéresse, surtout quand cela rapporte !

- "*J'ai pu mesurer pendant cinq ans à quel point les corps intermédiaires font écran entre le peuple et le gouvernement: les syndicats, les partis, les groupes de pression, les experts, les commentateurs, tout le monde veut parler à la place du peuple sans jamais se soucier de ce que le peuple veut, de ce qu'il pense et de ce qu'il décide, comme si le peuple n'était pas assez intelligent, pas assez raisonnable*". Quand il a piétiné le résultat du référendum de 2005, c'était à sa façon respecter ce que le peuple avait décidé... malgré lui bien sûr, il n'a fait que rectifier la terrible méprise dont il avait été victime !

- "*Et le peuple là-dedans. Et les ouvriers de Fessenheim ? (...) Les partis qui s'arrangent entre eux, les petites combinaisons, c'est quand même plus simple, et puis entre gens du même monde avec les mêmes intérêts on se comprend très bien. Alors forcément, le référendum on l'aime pas !*". Lui non plus, il en a organisé aucun !

- L'une de ses "*plus grandes fiertés*" entre 2007 et 2012, s'est félicité le président de la République, c'est "*de n'avoir jamais reculé devant aucune réforme, de n'avoir jamais cédé à la pression de la rue*". C'est ce qu'il appelle ailleurs "*se soucier de ce que le peuple veut, de ce qu'il pense et de ce qu'il décide*". (source : Reuters et AFP 16.02)

Quand le candidat du PS se pose en gestionnaire "***efficace***" de la société pour le compte des capitalistes, comme "***dans le passé***".

"*Dans cet entretien, je répondais à une question où on m'interrogeait sur la révolution si la gauche arrivait au pouvoir. Je tenais juste à dire que nous serons gestionnaires*", a expliqué François Hollande sur TF1. (Reuters 16.02)

Libération rapporte ses propos ainsi : "*N'exagérons rien, nous sommes des gestionnaires efficaces, nous l'avons montré dans le passé*" (libération.fr 16.02)

On peut lui faire confiance au moins sur ce point-là !

En Inde, non en Grèce.

«*Quand une nouvelle route est construite, un intermédiaire s'interpose et empoche une grosse commission. Du coup, la route est faite avec des matériaux de moins bonne qualité, et du coup il y a des accidents*», raconte, parmi ses nombreuses anecdotes, une employée. (20minutes.fr 16.02)

Je ne sais pas en Grèce, mais en Inde, pour commencer les travaux publics ou d'infrastructures font l'objet d'appels d'offres, ils sont donc confiés à des entreprises privées. Pour que ces travaux puissent être exécutés, la règle veut que les élus locaux au pouvoir touchent une grosse commission, sinon ils manipulent et dressent la population contre un projet en organisant des sittings sur la chaussée, bloquant de grands axes routiers, obligeant la police à intervenir et qui servira de médiateur entre les deux parties en conflit, police qui sera à son tour rémunérée par chacune des parties, tout comme le chef du village ou de la commune en question qui avait mobilisé ses troupes, réduisant ainsi un peu plus la somme qui restera finalement pour mener à bien ces travaux.

Résultat : une route refaite à neuf restera en l'état jusqu'à la prochaine mousson, ensuite elle sera bonne à être refaite, bon il faudra quand même attendre quelques années avant, entre temps les nids de poule géants seront comblés avec de la terre, des cailloux, parfois un peu de bitume tombé d'un camion !

Mon propriétaire m'a dit qu'il avait dû casquer des milliers de roupies pour que le service d'électricité intervienne dans notre quartier... au bout de 19 jours quand même, après le cyclone du 29 décembre dernier. Ils ont reconnecté tout le quartier, sauf les habitations vides lors de leur passage, parce qu'ils n'avaient pas reçu de commission de la part de leurs propriétaires.
Pour simplement raccorder quatre fils au poteau électrique, un voisin a dû verser 300 roupies au fonctionnaire chargé de grimper au poteau.

Actualité en titres

Bruits de campagne

Egalité, équité. Un partout :

- Sarkozy en meeting dénonce les '*mensonges*' de Hollande - Le Monde.fr

- Hollande accuse Sarkozy de "*falsification, caricature, manipulation*" - AFP

- Pierre Moscovici: «*Sarkozy mise sur une amnésie générale qui ne se produira pas*» - 20minutes.fr

Le NPA va enfin grimper...

- Les transsexuels entrent en campagne - LeMonde.fr

Mystère

- Sur quoi Nicolas Sarkozy peut-il faire campagne? - L'Express.fr

- Pour la presse européenne, «*il faut un miracle à Sarkozy pour gagner*» - Liberation.fr

Le comble du mauvais goût :

- Fouquet's, Coca et artichauts : Nicolas Sarkozy à table - LeMonde.fr

Rue du faubourg Saint-Honoré :

- Napoléon, future mascotte d'un parc d'attraction ? - LeMonde.fr

- Ça vous dirait, un Napoléonland? - Slate.fr

Non merci, sans façon !

L'Union européenne chantre de la dictature :

- Maroc: un an de prison pour une caricature de Mohammed VI sur Facebook - Slate.fr -

- Feu vert à un accord controversé libéralisant le commerce agricole entre l' UE et le Maroc - AFP

Al-Qaïda = CIA

- Al-Qaïda derrière les attentats en Syrie, selon le renseignement américain - AFP -

- Contacts secrets entre USA, Afghanistan et taliban, selon Karzaï - Reuters

INFOS EN BREF

Social

1- France

Occupation des locaux, journée d'action et opérations "*coup de poing*": les ArcelorMittal de Florange (Moselle) ont annoncé jeudi leur "*riposte*" à l'arrêt prolongé du site, promettant de devenir "*le cauchemar du gouvernement*" si celui-ci ne faisait pas plier le n° 1 mondial de l'acier.

Convoqués en assemblée générale par une intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFE/CGC, quelque 800 salariés, sous-traitants et intérimaires de l'aciérie mosellane ont décidé de "*mettre au chômage technique la direction*" de l'usine en allant occuper ses bureaux à partir de lundi 08H00, a constaté un journaliste de l'AFP.

N'hésitant pas à dévoiler ses batteries, l'intersyndicale a également invité les sidérurgistes luxembourgeois et belges à participer à une "*grande*" manifestation qu'elle organisera le 29 février à Metz, dans le cadre d'une journée d'action européenne de la métallurgie.

Des sources syndicales ayant souhaité garder l'anonymat ont affirmé que des opérations "*coups de poing*" étaient également en préparation pour "riposter" à la décision, annoncée mardi par la direction, de ne pas redémarrer au 2e trimestre la filière liquide à Florange. Au cours de l'assemblée générale qui s'est déroulée dans une ambiance tendue, Edouard Martin, membre CFDT du comité central d'entreprise, a exigé de Nicolas Sarkozy qu'il "*mette à genoux le père Mittal*" pour que le travail reprenne à l'aciérie.

"*Si (le président) se défile, je vous garantis qu'à partir de la semaine prochaine et d'ici au 6 mai (date du 2e tour de la présidentielle, ndlr) Florange va être le cauchemar du gouvernement*", a-t-il lancé sous les applaudissements. Il a ensuite demandé à "*ceux qui auraient la nostalgie des luttes de la sidérurgie dans les années 80*" à se préparer "*à une deuxième jeunesse*".

"*Nous n'avons plus qu'une solution pour nous faire entendre et nous faire respecter: c'est la lutte!*", a poursuivi un responsable de la CGT tandis que le maire (PS) de Florange, Philippe Tarillon, a assuré l'auditoire du soutien "*matériel, moral et financier des élus*".

Pour les syndicats, la décision de ne pas remettre en route la filière liquide à Florange annonce une "*mort programmée du site*" où travaillent quelque 5.000 personnes, dont 3.000 en CDI. (AFP 16.02)

2- Portugal

Une récession bien ancrée a porté le taux de chômage à un record à la fin 2011 et les analystes remarquent que les nouvelles dispositions permettant d'embaucher et de licencier plus facilement ne créeront sans doute pas d'emplois dans un tel contexte.

Le taux de chômage était de 14% au quatrième trimestre, a annoncé l'Institut national de la statistique. (Reuters 16.02)

3- Honduras

Devant la prison de Comayagua dévastée dans la nuit de mardi à mercredi par un incendie, policiers et soldats honduriens empilent sans relâche les restes de corps calcinés des 359 victimes enveloppés dans des sacs mortuaires noirs.

Parmi les 457 rescapés dont le chef de la police a lu les noms devant la prison pour calmer les familles, certains accusent les gardiens d'avoir ignoré leurs appels à l'aide et racontent des scènes atroces de détenus brûlés vifs dans leurs cellules fermées à clé.

"*On criait 'gardiens, on va brûler, on va mourir, ouvrez les portes des cellules' mais ils ne voulaient pas nous aider. Ils nous laissaient mourir*", a raconté Antonio Valladaras à une radio locale.

Des proches des victimes en colère se sont massés devant la prison aux cris de "*meurtriers*". Certains accusent le gouvernement d'être responsable de ce drame, d'autant que la capacité d'accueil du pénitencier était largement dépassée, avec 850 détenus au lieu de 500.

Le gouverneur provincial a de son côté imputé l'incendie à un prisonnier qui aurait mis le feu à son matelas, pour une raison inconnue.

Nombre des 12.500 détenus honduriens appartiennent aux "*maras*", ces bandes criminelles apparues aux Etats-Unis avant de se répandre en Amérique centrale. Reconnaissables à leurs tatouages distinctifs, leurs membres s'adonnent au trafic de drogue, aux vols à main armée et au chantage à la protection. Ils règlent souvent leurs comptes jusqu'à l'intérieur des prisons. (Reuters 16.02)

Economie

Etats-Unis

Le géant automobile General Motors a enregistré l'an dernier son plus gros bénéfice en plus de 100 ans d'existence, trois ans seulement après une retentissante faillite, mais il veut réduire ses capacités en Europe où il perd toujours de l'argent.

Le bénéfice net part du groupe a bondi de 62% pour atteindre le montant record de 7,6 milliards de dollars en 2011.

Le chiffre d'affaires annuel du numéro un mondial de l'automobile a augmenté de 11% sur un an, à 150,3 milliards de dollars.

L'Amérique du Nord est redevenue le moteur du groupe avec un bénéfice de 1,5 million de dollars au quatrième trimestre, quasi doublé sur un an, et de 7,2 milliards sur l'année.

A l'inverse, l'Europe et la filiale Opel-Vauxhall restent le talon d'Achille du constructeur de Detroit (nord des Etats-Unis).

GM a perdu 600 millions de dollars en Europe au quatrième trimestre et 700 millions de dollars sur l'ensemble de 2011, une perte toutefois réduite de presque moitié comparé à 2010.

"*C'est tout simplement inacceptable*", a affirmé le directeur financier Dan Ammann lors d'une conférence d'analystes, ajoutant que toutes les parties, y compris les syndicats, "*sont d'accord sur le fait que GM Europe doit redevenir rentable malgré l'environnement économique difficile*".

"*Il y a une acceptation générale de la part de toutes les parties que la situation en Europe n'est pas entièrement différente de celle où le groupe se trouvait en Amérique du Nord il y a trois ans*", au moment de sa faillite, a renchéri Dan Akerson.

Les dirigeants de GM ont rappelé qu'ils discutaient avec les syndicats en Europe sur une manière de baisser les coûts de la division.

Dan Akerson a clairement indiqué que des réductions de capacités de production étaient envisagées, sans dire si elles se traduiraient par des ventes ou des fermetures d'usines.

M. Ammann a noté que les discussions avec les syndicats d'Opel partaient du principe d'un "*respect des obligations contractuelles*". Il a en outre salué le "*portefeuille de produits solide*" d'Opel.

"*Nous passons beaucoup de temps*" sur l'Europe afin de trouver "*la bonne réponse*", a-t-il ajouté. (AFP 16.02)

Haut de page

Le 18 février

CAUSERIE

J'ai actualisé les pages d'accueil des différentes rubriques du site, à l'exception de la page économie. Quand je trouverai le temps, je créerai des sous-chapitres dans les rubriques économie et vieux monde. Le problème, c'est que cela nécessite d'y consacrer au moins un jour entier par rubrique. J'arrête là, on n'a pas d'électricité depuis des heures.

Parole, parole, parole...

"*Il faut taper, taper et taper encore sur la finance. Il n'y a que comme ça qu'on la fait reculer*" a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur France Info. (AFP 17.02)

Bon, la Bourse a clôturé en hausse. Ils savent à quoi s'en tenir et ils ont raison, contrairement à ceux dans nos rangs qui se satisfont des apparences. Tenez, encore un exemple.

Ce qu'il a de bien avec ce genre de démagogue, c'est qu'il est tellement sûr de sa supériorité qu'il ne s'écoute même plus parler. C'est ainsi que Mélenchon a qualifié vendredi de "*sornettes*" le discours tenu jeudi soir par Nicolas Sarkozy, alors qu'il se livre exactement au même exercice.

Les militants qui réagissent subjectivement au lieu de s'en tenir à une analyse lucide de la situation, ne se posent pas la question de savoir quelle contenu politique les masses vont donner à leur rejet de Sarkozy, entre nous, ils préfèrent ne pas le savoir, pour eux cette question passe au second rang, alors qu'elle devrait conditionner leur intervention dans la lutte des classes.

Mélenchon dit à bas la finance, et les voilà qui applaudissent à tout rompre oubliant du même coup qu'il n'a pas du tout l'intention de s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Lobotomie. Il était fait l'un pour l'autre.

Carla Bruni-Sarkozy soutient son mari "*à 100%*", et trouve ses idées "*fabuleuses*". Etonnant, pour celle qui s'estimait il y a peu "*épidermiquement de gauche*" et qui refusait "*d'adhérer à tout ce que pense*" son époux.

En décembre 2007 par exemple, la toute nouvelle compagne de Nicolas Sarkozy explique que si elle avait eu la nationalité française, elle aurait voté Ségolène Royal par "*tradition familiale*". En octobre de la même année, elle monte au créneau pour dénoncer la loi sur les tests ADN pour les regroupements familiaux des immigrés, proposé par l'actuel ministre des Transports Thierry Mariani. "*Je comprends absolument toutes les réactions, et c'est en cela que je me sens une femme de gauche, dans la liberté que j'accorde aux autres*", déclare-t-elle encore sur France Inter en juillet 2008.

"*Personne n'est obligé de faire corps ni avec la politique ni avec son mari! Faire corps voudrait dire adhérer à tout ce que pense mon mari. Ce n'est pas comme cela dans un couple!*", clame-t-elle à Libé en juin 2008. Celle qui s'estime alors plus proche de Lula (ex-président brésilien, proche de la gauche radicale) que de Berlusconi s'épanouit en étant "*de gauche sans provocation vis-à-vis de l'UMP*".

Carla "*l'Ultra-sarkozyste; Je crois en lui. Je ne suis plus du tout, du tout de gauche*", "*100% avec son époux*" a donc définitivement remplacé celle qui avait "*l'impression que les gens qui sont complètement d'un côté ou de l'autre ne pensent qu'avec une partie du cerveau* " (lexpress.fr 17.02)

Actualité en titres

Miracle, il est réélu !

- 52% des téléspectateurs de TF1 ont jugé Sarkozy convaincant - Reuters

Cherchez la différence :

- Commerces ouverts le dimanche: Sarkozy veut l'assouplir, Hollande la négocier - AFP

Comme des arracheurs de dents :

- François Hollande refuse de répondre aux accusations de mensonge - Reuters

Au JT de TF1 vendredi soir, M. Le Pen s'est présentée comme : "*la candidate de la vérité face au mensonge*", en appelant à la "*mémoire du peuple français*" (AFP 17.02) Qui aurait oublié que le père et la fille sont les deux côtés de la même pièce immonde, de la même manière que le brave "*peuple de France*" devrait oublier que le PS a été au pouvoir à de multiples reprises depuis

1936 pour le compte des capitalistes.

Cela nous vaudra-t-il une pleine page sur la richissime femme d'affaires dans le prochain numéro d'***Informations ouvrières*** ?

- Publicis: l'actionnaire nippon Dentsu s'efface derrière Elisabeth Badinter - AFP

Le groupe français investit 644 millions d'euros dans le rachat de 18 millions d'actions détenues par le groupe japonais. Elizabeth Badinter, la fille du fondateur Marcel Bleustein-Blanchet, devient sa première actionnaire avec 10,99 % du capital et 19,92 % des droits de vote. (Les Echos 17.02)

A ce prix-là, il est vrai que cela ne coûte pas bien cher de se faire passer pour une militante des droits des femmes...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Ah ces braves élus !

Le maire de Cousolre (Nord) a été condamné vendredi à 1.000 euros d'amende avec sursis par le tribunal correctionnel d'Avesnes-sur-Helpe pour avoir giflé un adolescent rebelle, une décision qui relance le débat sur la responsabilité des élus.

Maurice Boisart, 62 ans, avait giflé un adolescent de 16 ans (bien 16), le 24 août 2010, alors que ce dernier escaladait un grillage pour récupérer un ballon tombé dans un terrain communal. Selon le maire, qui avait déjà été confronté à lui à plusieurs reprises, le jeune homme aurait proféré des menaces de mort après l'avoir insulté.

Le maire a été reconnu coupable de faits de violence par personne dépositaire de l'autorité publique sans incapacité. Lors de l'audience du 3 février, le procureur d'Avesnes avait requis une amende de 500 euros.

Maurice Boisart a également été condamné à 250 euros de dommages et intérêts, ainsi qu'au paiement des frais de justice de la partie plaignante. Il a maintenant dix jours pour faire appel.

"*Je me sens un peu lésé car je suis persuadé que j'étais dans le cadre d'une légitime défense*", a déclaré le maire.

Le juge a relevé une disproportion entre les provocations et la réaction de l'élu dans cette affaire, qui a rapidement pris un tournant symbolique autour de la responsabilité des maires.

"*Si on laisse faire ça, c'est la +cata+. C'est la fonction de maire aussi qui est en cause, qui est de plus en plus difficile*", a soupiré M. Boisart qui s'est dit inspiré par le soutien reçu de la "France entière", même s'il regrettait le manque d'appui de l'Association des maires de France.

Le maire voisin de Jeumont (PS) Benjamin Saint-Huile, venu en soutien au tribunal, était également très remonté.

"*La sanction financière, on s'en moque (..). Le symbole, c'est vous, mesdames et messieurs les élus de la République, qui faites le choix de vous engager pour les autres. Quand vous aurez un problème, sachez qu'il faudra vous débrouiller, que l'institution judiciaire ne considérera pas que vous avez un statut particulier*", s'est-il offusqué.

"*Pire, c'est généralement une circonstance aggravante*", a-t-il ajouté, souhaitant que Maurice Boisart fasse appel du jugement.

"*Justice a été rendue, je respecte la décision*", a observé le père de l'adolescent - désormais majeur -, qui voit dans M. Boisart "*un justiciable comme un autre*".

Pour l'avocat de l'adolescent, Me Christophe Boudard, la décision "remet chacun à sa place : c'est aussi un rappel que les élus, les notables, ne sont pas au-dessus des lois". (AFP 17.02)

Commentaire d'un internaute.

- "*Vivement Marine ! Avec elle ce sont les délinquants qui iront en prison et non les honnêtes gens ! quelle honte !*"

Suivaient des commentaires tout aussi violent condamnant cet adolescent et ses parents. Tout cela pour avoir escaladé un grillage pour récupérer son ballon ! Si le maire avait été animé de bonnes intentions au lieu de vouloir jouer au Père Fouettard, il aurait proposé au gosse d'aller lui-même chercher son ballon.

Rien ne nous dit en quels termes il s'est adressé à ce jeune, en aboyant dessus ? Quant aux insultes, s'il fallait traîner devant les tribunaux tous les gens qui vous insultent, il faudrait multiplier par mille au moins le nombre de magistrats dans ce pays. Parfois les mots vont plus loin que la pensée ou témoignent d'une fainéantise ou d'une faiblesse intellectuelle sans que cela soit un crime. Quand on croule sous les problèmes ou qu'on est excédé, on a tendance à manquer singulièrement de discernement ou à faire preuve facilement d'intolérance.

2- La manière forte

L'élu MoDem Christophe Grébert a été expulsé manu militari jeudi soir du conseil municipal de la ville de Puteaux (Hauts-de-Seine) à la demande de la maire UMP Joëlle Ceccaldi-Raynaud, a-t-on appris vendredi de sources concordantes.

Dans un communiqué, Mme Ceccaldi-Raynaud a expliqué avoir réquisitionné la force publique "*en vertu de (son) pouvoir de police de l'assemblée délibérante*" pour que le conseil municipal reste "*un lieu de travail et d'échanges sereins*".

"*M. Grébert a voulu détourner l'objet d'une délibération pour évoquer une affaire actuellement en instruction*", a-t-elle expliqué, fustigeant une volonté, selon elle, de "*provoquer la polémique et de créer le désordre*".

A l'origine de cette altercation, le vote d'une délibération permettant la prise en charge par la commune des frais d'avocat de Mme Ceccaldi-Raynaud dans le cadre d'une plainte pour diffamation déposée contre le site internet du Figaro et contre Christophe Grébert cité dans l'article incriminé.

L'article, visé par la plainte, était titré "*la maire de Puteaux prive ses habitants du Canard*" et affirmait qu'il ne restait aucun exemplaire de l'hebdomadaire satirique dans les kiosques de la ville.

Dans son édition du 19 octobre, le Canard enchaîné révélait que Mme Ceccaldi-Raynaud avait été entendue en août comme témoin assisté par un juge d'instruction de Nanterre dans une enquête sur des soupçons de commissions occultes dans le cadre de l'attribution d'un marché par le syndicat intercommunal de chauffage urbain de la Défense (Sicudef) à Enerpart.

Dans cette affaire et toujours selon le Canard, le père de l'élue, Charles Ceccaldi-Raynaud, avait accusé sa fille d'avoir touché des commissions occultes.

Peu avant le vote de la délibération, Christophe Grébert a "*pris la parole*", avant d'être interrompu par la maire qui lui a dit "*de se taire*", a rapporté vendredi matin à la police l'élue d'opposition Sylvie Cancelloni, citée sur le blog de M. Grébert.

M. Grébert a continué de lire son texte et Mme Ceccaldi-Raynaud a convoqué la police", a expliqué Mme Cancelloni, affirmant que l'élu MoDem avait été "littéralement soulevé par les six hommes et entraîné avec une grande brutalité à la sortie de la salle".

"*J'ai espéré qu'il se calmerait mais devant son refus, et le trouble qu'il occasionnait au bon déroulement du conseil, en hurlant, j'ai dû demander, à contrecoeur, l'appui de la force publique pour l'expulser*", s'est justifié la maire dans le communiqué.

"*Cette expulsion d'un élu d'une séance du conseil municipal est un acte grave. Le maire n'avait aucun motif valable*", a réagi pour sa part Christophe Grébert, affirmant avoir alerté jeudi soir le préfet des Hauts-de-Seine et demandé à son avocat de saisir le procureur de la République. (AFP 17.02)

2- Grèce

Les sondages montrent une poussée de l'extrême gauche dans les sondages. Entre crise politique, crise sociale et échec du gouvernement de coalition, les Grecs se tournent vers le parti communiste (le KKE), la gauche démocratique et la coalition de gauche, Syriza, tous à la gauche de la gauche. Fotis Kouvelis est le personnage politique préféré des Grecs et la gauche rassemble ainsi 40 % d'opinions favorables (source : Public Issue). Dans un pays où aucun parti ne parvient à faire mieux que 30 % des voix, c'est énorme et cela inquiète les partis "*de gouvernement*".

Les trois partis de gauche surfent sur le rejet du plan d'austérité et du plan de financement par l'UE et le FMI. Ils dénoncent la perte de souveraineté de la Grèce et crient "*au chantage*" en affirmant que "*les Grecs sont pris pour des rats de laboratoire pour tester les futures réformes en Europe*". Le KKE prône tout simplement une sortie de la zone euro immédiate pour laisser "*respirer le pays*

et punir la ploutocratie qui a ruiné la Grèce depuis des décennies". Le message fait mouche, les appels aux rassemblements sont suivis et la mobilisation est forte, surtout chez les jeunes.

Mais cette popularité n'inquiète pas les seuls partis traditionnels. Il met en difficulté le Laos, parti d'extrême droite. Depuis son retrait du gouvernement de coalition, il perd ses députés. Makis Voridis, ministre des Transports, et Adonis Giorgiadis, ancien vice-ministre du Développement, ont rejoint les rangs de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur. Le jeu de chaises musicales devrait aussi atteindre le Pasok, le parti socialiste. De plus en plus de députés Pasok se dressent contre leur leader, Georges Papandréou, et prônent son remplacement au plus vite. En fer de lance, Évangélos Vénizelos, le ministre des Finances, qui se hâte de prendre la tête du parti, et "*pourquoi pas la place de Lucas Papadémos*", confie l'un de ses proches. (lepoint.fr 17.02)

Malgré ce constat, si vous prétendez que la situation est propice à construire le parti et l'Internationale, vous passez pour un illuminé ou un gauchiste. Pourquoi ? Parce que tous les partis sont davantage occupés à gérer leurs propres contradictions pour assurer leur survie qu'à définir une stratégie pour construire le parti en phase avec les rapports qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes. Leur impuissance est le meilleur témoignage qui soit de l'incurie politique de leurs dirigeants ou pire encore...

3- Syrie

Le nouveau discours atlantiste coïncide avec le retrait de nombreux instructeurs étrangers observé sur le terrain et avec les déclarations de l'Égyptien Ayman al-Zawahari (numéro 1 d'Al-Qaida depuis la mort officielle d'Oussama ben Laden) annonçant l'arrivée de ses combattants. En réalité, Al-Qaeda est déjà présent en Syrie où le Libyen Abdelhakim Belhaj (numéro 2 de la mouvance) a été vu encadrant l'Armée « syrienne » libre. Cette mise en scène habille le changement de stratégie de l'OTAN qui a renoncé à la guerre de basse intensité et se contera de sous-traiter des actions terroristes ponctuelles.

La Ligue arabe a demandé l'envoi d'une force d'interposition des Nations Unies en Syrie, sans préciser entre quelles forces elle pourrait s'interposer, ni sur quelle ligne de démarcation. Immédiatement rejetée par la Syrie, puisque atteignant à sa souveraineté, cette proposition a fourni aux Occidentaux l'occasion qu'ils attendaient pour disserter sur l'impossibilité d'une solution militaire ; un discours en totale contradiction avec celui qu'ils tenaient avant le double veto russe et chinois du 4 février, lorsque l'OTAN cherchait à réunir une coalition autour de la Turquie et du CCG.

- Pour renforcer l'imagerie romantique des événements, plusieurs journaux engagent ou publient des reportages ou des fictions d'écrivains talentueux. Ainsi, Le Monde a engagé Jonathan Littell qui est entré clandestinement en Syrie pour se joindre aux rebelles de Homs. Ou encore La Vanguardia publie une fiction de Tahar Ben Jelloun imaginant ce qui se passe dans la tête du tyran el-Assad à la manière de Gabriel Garcia Marquez.

- Junge Welt relate un demi-siècle de complots des services secrets états-uniens et britanniques contre la Syrie. L'ex-quotidien des Jeunesses communistes de RDA est le seul en Europe a avoir pris parti pour la Syrie contre l'impérialisme.

- Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Uri Rosenthal, a accordé un entretien au Standard (Autriche). Il exclut l'option militaire, mais plaide pour un soutien politique et financier à l'opposition. Il s'inquiète toutefois des difficultés rencontrées par l'opposition pour avancer unie. Gulf News publie, quant à lui, une tribune libre du ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague. Il annonce que son administration a commencé à collecter des témoignages des crimes du régime syrien en vue d'un procès futur de Bachar el-Assad devant la CPI.

- ABC prévient que la guerre civile en Syrie met en danger les Casques bleus espagnols de la Force des Nations unies au Liban.

- Richard Spencer du Daily Telegraph a pu observer des corps de victimes menotées. Il lui semble qu'ils n'ont pas été tués par les loyalistes, mais par les rebelles. Aussi se demande t-il si les deux camps ne font preuve de la même absence de pitié.

- Charlotte McDonald-Gibson de The Independent a été ébranlée par sa visite d'un hôpital militaire. Les blessés sont tous persuadés que les violences sont le fait exclusif des rebelles.

- Le National Post a demandé à ses lecteurs ce qu'il faut faire pour la Syrie. Aucune des réponses publiées ne conteste l'interprétation atlantiste des événements et n'évoque le point de vue syrien.

- Sami Mobayeb déplore dans Gulf News que le projet de nouvelle constitution ne soit soumis que maintenant au peuple syrien. Pourtant, il affirme que ce nouveau texte ne change pas grand chose, hormis la fin du leadership politique du parti Baas. Quoi qu'il en soit, c'est trop tard pour enrayer la division du pays, conclut-il.

- Suivant le discours du roi Abdallah, des groupes se sont « spontanément » créés en Arabie saoudite pour promouvoir le boycott des produits russes et chinois, indique la Saudi Gazette. C'est aussi une occasion pour la Chambre de commerce de Djeddah pour informer le public sur la mauvaise qualité des produits de la concurrence chinoise. Il n'est cependant pas envisagé d'annuler

les contrats pétroliers avec le premier client du pays.

- Le ministre émirati des Affaires étrangères, cheikh Abdullah bin Zayed, est allé dire à Moscou la volonté des Emirats de trouver une solution pacifique à la crise, rapporte The Khaleej Times. Il n'était pas porteur de proposition concrète et sa visite n'a débouché sur rien de précis. C'était surtout un moyen de montrer que les relations entre les deux pays sont amicales au moment où les wahhabites appellent au boycott. (Réseau Voltaire 15.02)

Le bastion de l'Armée « syrienne » libre était équipé de missiles Milan

La bataille de Homs a été particulièrement meurtrière côté loyaliste et côté rebelle, ainsi que pour les civils. Durant les trois premiers jours, l'Armée arabe syrienne a été tenue à distance par les rebelles qui empêchaient toute entrée dans leur quartier. Ils détruisaient avec des missiles Milan tous les blindés qui approchaient. En définitive, l'armée arabe syrienne a dû faire usage de lanceurs de roquettes multiples pour bombarder les postes de tir Milan, au risque de provoquer de lourdes pertes chez les civils.

Chaque poste de tir Milan, placé sur chaque rue entrant dans Bab Amr coûte 100 000 euros, chaque missile coûte environ 12 000 euros. Les missiles étaient tirés à une cadence de deux à trois coups par minute. Ce matériel est fabriqué par Nord-Aviation (France) et MBB (Allemagne. Il aurait été offert à l'Armée « syrienne » libre par le Royaume-Uni et l'Allemagne.

En avril 2011, des officiels de Doha avaient reconnu que le Qatar avait livré des missiles Milan aux insurgés libyens de Benghazi pour aider à renverser la Jamahiriya arabe, s'appuyant à l'époque sur la résolution de l'ONU qui permettait la livraison « *d'armes défensives* »(sic) à l'opposition libyenne. (Réseau Voltaire 16.02)

Un groupe armé a assassiné ce jeudi 16 février le cheikh Mohammed Ahmad Sadeq, imam de la mosquée d'Anas Ben Malek dans le quartier d'al-Midane à Damas.

Le dignitaire religieux sunnite avait récemment fustigé dans un prêche les appels au sabotage de la Syrie par les opposants.

Il avait appelé les Ulémas de Damas à s'asseoir à la même table pour publier un communiqué appelant à stopper la violence quelle qu'en soit la source.

Le cheikh Sadeq, titulaire d'un doctorat en droit islamique, était marié et père de 4 enfants, une fille et trois garçons.

Samedi 11 février, des tueurs non identifiés avaient assassiné le général de brigade et médecin Issa al-Khawli, directeur de l'hôpital de Hamich, devant sa maison dans le Nord-Est de Damas. Le général était père de trois filles et d'un garçon.

Un rapport, publié, le 3 mars 2009, par la section des Droits de l'homme du département d'État US, avait levé un coin du voile sur les pratiques d'assassinats ciblés dans les pays musulmans.

D'après ce document, des agents israéliens et étrangers envoyés par le Mossad, en coopération avec les États-Unis ont tué au moins 350 scientifiques irakiens et plus de 200 personnalités académiques et professeurs d'université, ainsi que des centaines de pilotes, d'officiers et d'ingénieurs.

La principale mission de ces « escadrons de la mort », qui opérent en Irak depuis 2003, consiste à suborner les spécialistes irakiens et en cas de refus, à les éliminer.

Comme nous l'anticipions en décembre, alors qu'elle avait appliqué au départ le scénario de l'intervention militaire humanitaire qui avait fait ses preuves en Yougoslavie et en Libye, l'OTAN doit revoir sa copie en Syrie face au double véto. Désormais il s'agit d'appliquer la même stratégie que pour l'Irak : affaiblir le pays en attendant la prochaine occasion d'attaquer. (Réseau Voltaire 16.02)

4- Sénégal

De violents affrontements ont opposé vendredi en plein centre de Dakar les forces de l'ordre à des manifestants hostiles au président sénégalais Abdoulaye Wade, qui briguera le 26 février un troisième mandat à la tête de l'Etat.

La police a bouclé la place de l'Indépendance, près du palais présidentiel, et a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les protestataires qui ont incendié des poubelles, lancé des pierres sur les forces de l'ordre et érigé des barricades dans plusieurs rues du centre-ville. Magasins et bureaux ont été contraints de fermer l'après-midi.

Tous les rassemblements sont interdits jusqu'au jour du scrutin et Idrissa Seck, ancien Premier ministre de Wade et candidat à la présidence, a été empêché par la police d'entrer sur la place de l'Indépendance et de rejoindre la manifestation. (Reuters 17.02)

Social

France

1- Les lieutenants du capital négocient avec leurs maîtres la liquidation du droit du travail

Les négociations syndicats-patronat voulues par le gouvernement pour autoriser les entreprises à ajuster travail et salaires à la conjoncture se sont ouvertes vendredi par un flot d'interrogations sur leur périmètre, les syndicats refusant de les mener sous le "*diktat*" de l'exécutif.

Après trois heures de discussions, les centrales syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO et CGT) et le patronat (Medef, CGPME, UPA) sont convenues de se revoir au moins trois fois, la dernière date étant fixée au 13 avril, une semaine avant le premier tour de l'élection présidentielle.

"*On avance à la vitesse où l'on peut avancer*", "*le climat étant quand même à la responsabilité*", a commenté Patrick Bernasconi, le négociateur du Medef. Cette première réunion a permis "*de poser un ensemble de questions auxquelles on n'a pas répondu pour l'instant*", "*chacun reviendra la prochaine fois avec des thématiques hiérarchisées*", a-t-il ajouté.

Tous les syndicats, qu'ils soient fermés à la discussion de fond comme FO et la CGT, ou plus ouverts pour les autres, ont refusé "*de se laisser enfermer dans un agenda contraint*", a résumé Mohammed Oussedik (CGT). La réunion a confirmé "*qu'il fallait prendre le temps pour ne pas être sous le diktat du politique*", a souligné Marcel Grignard pour la CFDT.

Avec les accords dits "*compétitivité-emploi*", Nicolas Sarkozy leur demande de négocier un cadre juridique national permettant de modifier temps de travail et/ou salaires directement avec un accord collectif. Les accords de ce type, très pratiqués en Allemagne, sont déjà possibles. Mais jusqu'à présent, ils exigent d'avoir le consentement individuel des salariés concernés.

Malgré ces "*circonstances un peu particulières*" liées à l'agenda politique, M. Bernasconi (Medef) voit "*se dessiner un champ pour avancer*".

Les syndicats, qui souhaitent un périmètre le plus large possible, sont donc sortis de la négociation avec une batterie de questions.

Vers "*quelle hiérarchie*" entre le contrat individuel du salarié et les accords collectifs va-t-on, s'interrogeait Joseph Thouvenel (CFTC) et "*comment détermine-t-on que l'entreprise connaît un problème conjoncturel ou structurel*" qui justifierait que les salariés acceptent de baisser leur salaire.

Stéphane Lardy (FO), qui dénonce une "*logique de supermarché du patronat*", s'interrogeait lui "*sur la répartition des pouvoirs au sein de l'entreprise*", car en Allemagne ce type d'accords reposent sur des pratiques de cogestion.

Pour la CGT, cette première réunion "*a confirmé que le Medef souhaitait aller vers plus de flexibilité et de dérégulation" avec des accords qui sont "des chantages à l'emploi*".

Selon la CFDT, "*il y a eu consensus sur le fait que la loi Warsmann était malvenue*". Un article de cette loi votée le 31 janvier en seconde lecture par les parlementaires UMP propose déjà de se passer de l'accord du salarié en cas de "*modulation*" de la durée de travail (c'est-à-dire la répartition du temps sur tout ou partie de l'année, sans toucher à son volume et donc aux salaires). Le Medef a concédé qu'il s'agissait "*sans doute d'un élément perturbateur*".

Le triptyque salaires-emploi-durée du travail sera au coeur des prochains débats. Les négociations ne devraient pas déboucher sur un nouvel assouplissement du droit du travail avant la fin du quinquennat. Un éventuel projet de loi déposé en cas d'impasse ne pourrait en effet pas être voté avant la présidentielle. (AFP 17.02)

La "*cogestion*" (FO), autrement dit la collaboration de classe (renforcée) au sein des entreprises, c'est ce que le patronat a accordé aux syndicats après-guerre, une mesure présentée alors et jusqu'à nos jours comme une avancée sociale, largement étoffée au fil du temps (1982), une revendication patronale consistant à lier le sort des travailleurs à ceux des entreprises au lieu de partir uniquement des besoins des salariés, à l'arrivée on s'aperçoit que seuls les besoins des patrons sont pris en considération tandis que les droits des travailleurs ont pratiquement tous disparu. Les dirigeants syndicaux pourris s'en foutent, c'était l'objectif recherché.

Ils ont mis le petit doigt dans l'engrenage aux détours des années 50, depuis au fil du temps tout le reste y est passé ou presque, il ne reste plus qu'à liquider la durée légale de travail dont on sait plus si elle est journalière, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle et les travailleurs seront redevenus taillables et corvéables à merci comme au début du XXe siècle.

Quand un représentant du gouvernement ou du patronat se félicite du"*climat (de) responsabilité*" dont font preuve les dirigeants syndicaux, vous savez ce que cela signifie (grève à la SNCF, retraite, etc.) , qu'ils capitulent en rase campagne ou plutôt qu'ils sont tous sur la même longueur d'onde.

Vous pourrez remercier au passage les dirigeants de tous les partis ouvriers qui se sont faits pas à pas les complices des appareils des syndicats en se répartissant les rôles.

Y a-t-il dans ce pays un partis dit ouvriers qui fassent campagne pour la rupture des relations entre les syndicats et le gouvernement ainsi que le patronat, pour la rupture de leur financement par l'Etat ? Réponse : aucun. Pourquoi ? Pour ne pas se couper de la main qui les entretient. Calomnie ? Non la stricte réalité malheureusement.

2- Fin de règne d'un régime décadent devenu carcéral.

Le nombre de détenus dans les prisons françaises a atteint le 1er février un nouveau record historique, avec 65.699 personnes incarcérées, selon les statistiques mensuelles de l'administration pénitentiaire (AP) publiées vendredi.

Le nombre de 65.699 personnes incarcérées au 1er février représente une hausse de 6,4% sur un an (61.771 au 1er février 2011) et de 1,4% sur un mois (64.787 au 1er janvier 2012).

Il y a au 1er février 57.213 places de prison disponibles, ce qui représente un taux d'occupation de 114,8% (113,2% au 1er janvier).

Le nombre de personnes prévenues (en attente de jugement) s'élève à 16.463, soit le quart des personnes incarcérées. Les mineurs détenus sont 723 au 1er février, en hausse de 1,5% par rapport au mois précédent (712). (AFP 17.02)

Economie

France

Selon Les Echos, l'Etat n'a pas intérêt à ce que les Français échangent leurs billets (francs contre des euros -ndlr). En effet, "*chaque change en moins, c'est autant en plus dans ses caisses*", expliquent *Les Echos*. En d'autres termes, les billets qui ne sont pas rapportés – qu'ils soient égarés, détruits ou collectionnés – sont remboursés à l'Etat afin d'annuler la dette qu'on a alors envers lui. Le ministère du budget a estimé à 500 millions d'euros ses gains, grâce à cette règle qui porte le doux nom de "*culot d'émission*".

Une somme honnête, quand on sait que selon la Banque de France, il restait l'équivalent de 600 millions d'euros de coupures en franc échangeables le 31 décembre dernier, rapportent encore *Les Echos*.

Nostalgiques, les Français ? Selon un sondage Ipsos, au début de décembre 2011, un Français sur trois voudrait revenir au franc. Plus précisément, une majorité d'ouvriers (65 %) et d'employés (53 %) y sont favorables, quand les cadres (82 %) et les professions intermédiaires (69 %) restent attachés à l'euro. (lemonde.fr 16.02)

Haut de page

Le 19 février

CAUSERIE

Démagogie, populisme, posture, mensonges grotesques, promesses trompeuses, etc. pourquoi ne pas employer le mot mystification qui les résument si bien, "*actes ou propos destinés à mystifier (qqn), à abuser de sa crédulité*" selon le Grand Robert.

1- Mystification. Le "***concept de développement durable***".

Le concept de développement durable est aujourd'hui transformé en «slogan», «instrumentalisé, voire détourné» et «peut paraître usé», admet Bettina Laville, conseiller d'Etat, fondatrice du Comité 21 et créatrice de cette revue trimestrielle. Mais justement : il faut, dit-elle, le «régénérer», le «nourrir intellectuellement». (libération.fr 18.02)

Ils ne se soucient des ressources de la planète que dans un but mercantile, quand leur épuisement menace leur système économique ou devient un facteur stratégique pour les capitalistes dominants. Ce concept sert utilement les intérêts des

économies les plus développées en passe d'être supplantées sur le plan industriel par d'autres puissantes émergentes, pour conserver leurs places sur le marché mondial, grâce à leur avance technologique. CQFD.

Et puis au moment où le capitalisme est de plus en plus contesté dans le monde, il est toujours intéressant de le présenter sous un masque plus "*humain*", alors qu'il continue à dévaster notre planète, comme jamais dans le passé en réalité. Ceux qui se réclament de ce concept sont justement ceux qui l'ont mis au point ou en tirent profit. Les ONG ne fonctionnent pas autrement en se faisant les complices des Etats qui détruisent les droits des peuples ou leur interdisent de les faire valoir.

2- Mystification. Les agences de presse relais des agences de notation.

Contraint d'assumer un bilan économique mitigé, Nicolas Sarkozy a tenté de retourner à son profit l'argument de la crise en officialisant son entrée en campagne pour un second mandat mercredi. (AFP 18.02)

Une agence de presse (AFP, Reuters, Associated Press, etc.) ne se borne pas à délivrer des informations, elle les présente généralement sous la forme d'une analyse correspondant à l'idéologie dominante de façon à être repris pour ainsi dire telle quelle par les médias. Ces derniers n'ont plus qu'à broder autour ou à la marge selon leur sensibilité respective, ce qui explique notamment qu'on retrouve le même contenu à la virgule près dans tous les médias.

Un exemple pour l'illustrer, l'ennemi "*invisible*", le "*terrorisme*" qui menace les Etats-Unis, et qui en réalité est un pur produit de la CIA.

- Etats-Unis: un Marocain arrêté près du Congrès où il voulait perpétrer un attentat - AFP
- Un suspect arrêté alors qu'il voulait faire exploser une bombe à Washington - 20minutes.fr
- États-Unis : une tentative d'attentat-suicide déjouée à Washington - LePoint.fr
- Le FBI déjoue un projet d'attentat contre le Congrès- L'Express.fr
- Etats-Unis : un homme prévoyait une attaque kamikaze sur le Capitole - LeMonde.fr

Le coupable : un Marocain, donc un Arabe, donc un musulman, donc un islamiste, donc un fanatique ou dangereux extrémiste, donc un ennemi des Etats-Unis, un terroriste quoi, un émule de Ben Laden ou d'Al-Qaïda. Ce n'est pas la première fois que le FBI et la CIA collaborent pour monter des coups tordus.

Les Etats-Unis repose depuis son origine sur la haine de l'autre, de l'extermination des Indiens au racisme envers les Noirs, éventuellement les communautés hispanique ou asiatique, ils alimentent cette haine en permanence ; ce n'est ni Sarkozy ni Le Pen, pas même Hitler, qui ont inventé les boucs émissaires des temps modernes, mais bien les dirigeants de la classe dominante de ce pays qui "*facinait*" tant la jeunesse (ignorante) des années d'après-guerre jusqu'il y a peu, un peu moins actuellement semble-t-il.

Dès lors, il existe forcément des individus isolés ou en petits groupes aux Etats-unis ou n'importe où dans le monde qui rêvent de s'attaquer aux intérêts américains. Une fois débusqués par les services de renseignement qui quadrillent le pays à la façon d'un Kadhafi, rien de plus facile ensuite que de les infiltrer, de les manoeuvrer, de les armer et de les arrêter au moment de passer à l'acte, ce qui s'est produit une nouvelle fois hier. Cela permet ensuite de justifier la politique liberticide menée par le gouvernement sur le sol américain, ainsi que le monstrueux budget de la défense et de la sécurité intérieure. Politique qui pourra servir à d'autres fins, comme par exemple restreindre la liberté d'expression des travailleurs, réprimer violemment toute forme de contestation, etc.

Submergés d'informations, les lecteurs, auditeurs ou spectateurs ne retiennent habituellement que la première phrase portée à leur connaissance et qui est censée résumer à elle-seule le contenu de l'information qui leur était destinée. Son contenu et son format sont habilement choisis en fonction de l'objectif recherché par son auteur. Ce qui était conçu au départ comme un moyen pour faciliter la communication entre les individus, a été détourné de son objet au profit de la manipulation politique des masses. Si vous examinez bien les titres des médias qui sont repris dans la première phrase de leurs articles, vous n'y trouvez pas trace de la main du FBI et de la CIA. L'ennemi "*invisible*" qui menace les Américains, ce sont ces deux officines du crime organisé.

3- Mystification. Le M'PEP à la manoeuvre

Ce mouvement organise un colloque qui "*traitera des raisons et des moyens d'instaurer en France un véritable «droit opposable à l'emploi » afin de régler définitivement les problèmes du chômage, de la précarité et du mal-emploi, ces monstres entretenus par le système néolibéral mondialisé. Il abordera aussi les politiques macro-économiques et industrielles pour le plein-emploi.*".

Les dizaines de milliers de travailleurs et leurs familles qui dorment dehors sous cet hiver rigoureux peuvent témoigner ce qu'il est advenu du "*droit opposable au logement*. Le M'PEP en remet une couche cette fois sur le thème de l'emploi, ce qui n'est pas dû au hasard, un mois après la mascarade du "*sommet social*" sur l'emploi organisé par Sarkozy à laquelle l'ensemble des dirigeants syndicaux ont participé de bonne grâce.

Depuis, Sarkzoy a lancé l'idée infâme d'un référendum qui aurait vocation à dresser les travailleurs qui ont un emploi contre ceux qui n'en ont pas, parce qu'ils le veulent bien ou parce qu'ils ne font rien pour s'adapter au marché du travail.

L'initiative de Sarkozy et celle du M'PEP ont un point commun entre elles, faire croire qu'il suffirait de décréter que tous les chômeurs doivent travailler pour que d'un coup de baguette magique le chômage soit éradiqué, comme si les entreprises pouvaient créer des millions d'emplois du jour au lendemain, comme si finalement en régime capitaliste cette décision n'avait aucun rapport avec l'état du marché ou la situation économique en France et dans le monde. (Laissons de côté la perspective d'embaucher dans la fonction publique des millions de travailleurs, puisque cela ne viendrait même pas à l'idée des dirigeants du M'PEP, dette de l'Etat oblige ! Un gouvernement ouvrier révolutionnaire le réaliserait évidemment tout en annulant cette dette...)

L'Allemagne de Shröder l'a fait remarquez bien, vous savez tous de quelle manière, en obligeant les chômeurs à accepter n'importe quel emploi pour n'importe quel salaire. Chacun sait également que c'est le modèle de Sarkozy et Parisot (Medef). L'initiative du M'PEP s'inscrit dans cette démarche, il la soutient. Voyons comment.

C'est la loi de l'offre et la demande sur le marché mondial qui détermine le niveau des marchandises qui seront produites et qui seront consommées ensuite, en principe seulement, car en réalité c'est la surproduction qui prévaut dans la plupart des secteurs de la production. Une entreprise n'embauche pas pour produire davantage, mais pour satisfaire des besoins nouveaux qui se matérialisent par des commandes passées par ses clients, des besoins nouveaux qui peuvent déjà être honorés par des concurrents dont les coûts de production sont plus bas.

Qu'il s'agisse de satisfaire des besoins nouveaux qui n'existaient pas auparavant (inovation technologique) ou d'étendre la commercialisation de marchandises à de nouveaux marchés, dans les deux cas, faut-il encore que ces produits correspondent soit à un réel besoin exprimé par les consommateurs, soit que les clients potentiels de ces produits aient les moyens de l'acquérir. Dans les deux cas, cela ne se décrète pas contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire.

Là où il y a mystification, c'est qu'on voudrait nous faire croire que finalement tout serait possible en régime capitaliste, un peu de bonne volonté associée à une meilleure organisation et le tour est joué. On mesurera ici le caractère profondément réactionnaire du mot d'ordre "*tout est possible*" en l'absence de toute perspective politique ayant pour objectif l'abolition du capitalisme et le renversement du régime, le M'PEP ayant tenu à préciser que "*ce droit est un levier essentiel pour s'opposer au libéralisme, et supprimer le chômage et la précarité*".

Pire encore, et c'est là que le M'PEP est démasqué. Partons du constat que tous les militants partageront, qu'il est évidemment impossible d'en finir avec le chômage par simple décret en régime capitaliste. Cela étant posé, il ne reste qu'un seul moyen de faire baisser artificiellement le taux de chômage, introduire suffisamment de flexibilité dans les contrats de travail, de façon à répartir le travail et la masse salariale entre tous les travailleurs, accompagné d'une réduction du coût du travail pour que les entreprises gagnent en compétitivité et puissent écouler leurs marchandises sur le marché mondial, en maintenant ou en augmentant au passage leurs profits.

En extrapolant ou en imaginant que toutes les entreprises d'un secteur économique dans le monde pratiquent de la sorte, il est évident qu'il serait impossible d'écouler toutes les marchandises ainsi produites, sans même évoquer la baisse du pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs qui découlerait de la baisse de rémunération de dizaines de millions de travailleurs pendant que les autres auraient à peine de quoi survivre dans le meilleur des cas, ces derniers demeureraient exclus du marché, tandis que les autres deviendraient à leur tour insolvables ou endettés jusqu'aux dents.

La surproduction à l'échelle mondiale serait le pendant de cette mesure qui se traduirait par la fermeture de milliers d'usines, donc par un chômage de masse, retour à la case départ donc. Avantage pour les capitalistes les plus puissants dont le M'PEP prend insidieusement la défense, cela leur permettraient d'évincer les capitalistes les moins bien préparés à un tel niveau d'affrontement ou de concurrence sur le marché mondial.

Au fait, n'est-ce pas déjà ce qui se passe en ce moment ? Oui mais voilà, au détriment des capitalistes français, c'est cette tendance intolérable qu'il faudrait inverser, et au diable les travailleurs qui à l'autre bout du monde se retrouveraient au chômage ; l'internationalisme, tout le monde s'en réclame en temps de paix, mais en temps de guerre économique, chacun pour soi !

On aura compris que cette mesure se situe sur le terrain des capitalistes qu'elle entend favoriser au détriment des travailleurs quel que soit le cas de figure dans lesquels ils se retrouveraient. Elle s'inscrit en droite ligne des propositions avancées par Sarkozy et acclamées par le patronat, de plus elle a un relent social-patriote à peine masqué, pour finir elle est réactionnaire.

Tiens encore un dernier mot, il y a quelque chose qui m'avait échappé.

Vous aurez peut-être remarqué qu'iIs traitaient uniquement de l'emploi occultant le salaire, tandis que Sarkozy les opposent dans les mesures qu'il a annoncées. Et pour cause, s'il introduisait ce facteur dans leur démonstration elle s'écroulerait ou présenterait un lien de parenté un peu trop évident avec celle de Sarkozy.

Un travail et un salaire permettant à chaque travailleur de vivre décemment sans avoir à se soucier du lendemain, est incompatible avec la concurrence féroce que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale. Le M'PEP ne peut pas le dire parce que cela n'est pas son objectif. Et comme ce n'est pas leur objectif, ces contre-révolutionnaires s'accommodent du capitalisme. Fastoche à comprendre, non ?

Vous pouvez aborder n'importe quelle question aussi déterminante que le droit au travail, à la santé, au logement, etc. soit vous vous placez exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat au risque d'être minoritaire et incompris, mais au moins vous restez fidèle à votre classe, à l'objectif politique que vous vous êtes fixé, soit vous décidez d'empiéter sur le terrain de classe de notre ennemi et vous vous retrouvez dans le camp des réactionnaires ou dans le moins pire des cas vous contribuez à leur oeuvre qui consiste à interdire à la classe de trouver la voie de la révolution prolétarienne.

Notre principe consiste contre vents et marées en toute circonstance, à aborder la lutte des classes à partir des besoins de la classe ouvrière et à combattre inlassablement toute position qui consisterait à prendre en compte les besoins des capitalistes. Ce principe est non négociable. Tant qu'aucun parti ouvrier n'aura pas renoué dans la pratique avec ce principe, les capitalistes et leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier auront la vie belle.

Aujourd'hui (comme hier ou avant-hier) chacun essaie de biaiser avec la réalité, chacun se veut utile et y va de sa petite concession en croyant sauver les meubles, pure illusion comme on peut le constater, le plus grave c'est que lorsque les militants en prendront conscience, il y a fort à parier qu'il sera alors trop tard, leurs dirigeants auront pris leur retraite et auront bien vécu merci pour eux, ils laisseront derrière eux le mouvement ouvrier dans le plus grand désarroi, c'est la seule trace qu'ils laisseront de leur passage sur terre... dont on se passerait bien.

La conception de la lutte de classe de nos dirigeants depuis 70 ans repose sur deux axes successifs, l'amélioration de la condition ouvrière comme fin en soi qui conduit à une subordination croissante de la classe ouvrière au capitalisme, puis depuis le début des années 80, la défense des droits conquis qui sont condamnés à foutre le camp irrémédiablement au regard de la décomposition du mouvement ouvrier et son avant-garde, ainsi que l'évolution du capitalisme mondial.

Notre conception de la lutte de classe est l'antithèse de celle qui vient d'être décrite et qui a abouti à la situation actuelle. Elle consiste à subordonner l'amélioration de la condition ouvrière à la perspective du renversement du régime en place, à ne lier aucun rapport avec les appareils pour parvenir à cette amélioration, à ne faire aucune concession à l'Etat, à rejeter toute conciliation avec les capitalistes et ses officines politiques à travers le monde, faisant de l'élévation du niveau de conscience des masses exploitées et la construction du parti pour prendre le pouvoir nos seuls objectifs, auxquels tous les autres sont subordonnés.

Tandis que la conception de la lutte de classe de nos dirigeants était tournée ou s'adressait de préférence aux travailleurs organisés, la nôtre s'adresse au contraire aux 90% qui sont inorganisés ou plutôt la nôtre s'adresse indistinctement à l'ensemble des travailleurs en prenant appui sur les couches les plus défavorisés du prolétariat que les syndicats et les partis désertent ou dont ils se détournent, nous prétendons qu'il est impossible de construire le parti en ignorant plus de 90% des travailleurs, on se prive des moyens de le construire. Après ils s'étonnent de la montée du FN, ils en sont directement responsables.

Actualité en titres

On a toujours besoin d'un plus petit que soit :

- Claude Allègre : "*on a besoin de Sarkozy*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Sénégal

La police sénégalaise a tiré des grenades lacrymogènes pour disperser des manifestants dans le centre de Dakar, samedi, au quatrième jour du mouvement de protestation contre la candidature du président sortant Abdoulaye Wade à l'élection du présidentielle du 26 février.

Les manifestants ont de nouveau dressé des barricades, brûlé des pneus et des poubelles, et affronté la police anti-émeute dans les rues de la capitale sénégalaise. (Reuters 18.02)

Social

France

Des centaines de personnes ont manifesté samedi à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) contre un arrêt de l'activité de production de l'usine PSA d'Aulnay, qui marquerait "*un tsunami social*" selon les syndicats.

Les manifestants étaient plus de 2.000 selon les syndicats, 1.300 selon la préfecture. Parmi eux, les candidats à l'élection présidentielle Nathalie Arthaud (LO) et Philippe Poutou (NPA), de nombreux élus de gauche ainsi que des salariés d'autres sites de PSA, regroupés derrière une banderole proclamant "*Non à la fermeture de PSA Aulnay*".

"*On est convaincus que PSA veut fermer l'usine, mais on se battra jusqu'au bout, pour notre boulot, parce qu'on n'a que ça pour vivre!*", affirmait Jean-Pierre Mercier, responsable CGT.

Depuis la révélation en juin dernier de documents de travail internes du constructeur émettant l'hypothèse d'une fermeture du site d'Aulnay, qui fabrique la Citroën C3, les syndicats craignent que le déclin de la production se poursuive et aboutisse à terme à un arrêt de l'activité.

Plus de 3.300 salariés travaillent à l'usine PSA d'Aulnay, dont plus de 3.000 en CDI et CDD et 300 en intérim. Ils étaient 5.000 en 2004, rappelle la CGT.

"*En 2004, l'usine d'Aulnay a produit 418.000 véhicules. En 2011, on n'a produit que 135.000 voitures*", décrit Jean-Pierre Mercier, pour qui "*la direction est en train de vider l'usine*".

Les syndicats estiment à "*10.000 le nombre d'emplois directs et indirects*" qui seraient concernés par un arrêt de la production, un "*tsunami social*" car, à Aulnay, "*la moyenne d'âge est de 40-45 ans*", souligne-t-il.

"*Les gens ont besoin de savoir, de connaître la vérité pour préparer l'avenir*", témoigne Tania Sussest, représentante du Syndicat indépendant de l'automobile (SIA), majoritaire à l'usine d'Aulnay.

Cette semaine, le président du directoire de PSA, Philippe Varin, a une nouvelle fois souligné des problèmes de surcapacité en Europe pour les petites voitures, dont fait partie la C3 produite à Aulnay. "*Cette réduction des capacités est absolument inévitable*" en Europe, a-t-il insisté.

Le premier constructeur automobile français a vu son bénéfice net divisé par deux en 2011, à 588 millions d'euros. Le chiffre d'affaires a progressé de 7%, à 59,9 milliards d'euros.

Les syndicats ont envoyé une lettre au président de la République, restée sans réponse. (AFP 18.02)

Haut de page

Le 20 février

CAUSERIE

J'ai enfin mis en ligne les articles économiques de décembre et janvier au format pdf dans la page d'accueil de la rubirque économie. Il faut dire qu'à cause du cyclone, j'ai commis quelques ratés. J'ai profité du dimanche après-midi pour nettoyer le jardin, ici il fait un temps radieux depuis la fin décembre et une température de 30°C environ. Pas vraiment de quoi donner envie de bosser, mais il le faut bien !

Je répondrai dans quelques jours aux deux courriels que j'ai reçus d'un groupe de militants.

J'ai augmenté la taille de la police des titres des différentes rubriques de la page d'accueil pour vous en faciliter le repérage. J'ai aussi corrrigé quelques erreurs dans la présentation. J'ai également ajouté une table des matières aux articles de presse de décembre, j'ai donc télécharger une nouvelle version.

La vérité est révolutionnaire ! A ceux qui ont la mémoire courte ou sélective.

Selon le sondage d'Ethnos huit personnes sur dix attribuent la responsabilité de la situation du pays "aux gouvernements grecs"

et seulement 6,1% "aux Européens et au FMI", certains manifestants traduisaient une prise de conscience des changements jugés nécessaires pour le pays. (AFP 19.02)

Ceux qui n'ont que les mots BCE, UE, FMI ou troïka à la bouche refusant systématiquement de mettre en cause les institutions grecques, l'Etat, vont prendre le train en marche de façon à faire oublier que pendant 18 mois ils ont soutenu l'Etat grec, pas seulement, puisque la collusion entre la troïka et les représentants de l'Etat grec était établie, inévitable.

Le développement de la situation en Grèce est instructive à plus d'un titre et permet de tirer quelques enseignements pour le combat de l'avant-garde du prolétariat dans toute l'Europe.

Au moment où le PASOK (la version grecque du PS en France) est crédité de 8% des intentions de vote aux prochaines élections législatives, signifiant que l'immense majorité de la classe moyenne et du prolétariat se détourne de ce parti acquis à la cause des capitalistes et banquiers, en France il s'en trouve encore pour appeler à voter Hollande au premier et/ou au second tour de l'élection présidentielle, autrement dit à se placer non pas au côté des masses exploitées mais au côté de leur ennemi. Ensuite on s'étonnera que les travailleurs aient nullement confiance dans les partis ouvriers ou que l'on soit incapable de construire un parti révolutionnaire.

En tant que militant révolutionnaire, notre devoir est d'aider les travailleurs à se libérer de leurs illusions dans les institutions et le capitalisme, de les éclairer sur la nature réelle des institutions et des partis qui y dominent, etc. Dans le cas contraire, leur proposer une issue politique à la crise du capitalisme demeurera incompréhensible à leurs yeux, l'un étant la condition de l'autre ou ceci expliquant cela.

Il ne faut pas s'étonner ensuite que tout en axant leur combat contre le gouvernement et les institutions, les travailleurs ne parviennent pas à lui donner un contenu conforme à leurs intérêts. Parmi les masses exploitées qui sont amenées à se dresser contre le régime et qui sont très hétérogènes, on y trouve différents niveaux de consciences politiques, l'objectif que nous devrions nous fixer devrait être d'aider et d'encourager les plus déterminées à balayer les obstacles qui leur empêchent encore de poser clairement la nécessité de rompre avec le capitalisme et son Etat, d'en faire l'axe de leur combat, de façon à ce qu'elles se renforcent et entrainent le reste des masses au combat dans cette perspective politique.

On aura compris qu'en se refusant de désigner l'Etat, les institutions, le Parlement comme responsable de leur situation, on tire les masses en arrière en privilégiant celles qui ont encore le plus d'illusions dans l'Etat au détriment des couches les plus conscientes du prolétariat qui demeurent isolées ou marginalisées. Le mot d'ordre en direction de la troïka a consisté à épargner l'Etat, à détourner les masses des institutions, à retarder au maximum le moment où la majorité des masses se tourneraient contre l'Etat, c'était finalement soutenir l'Etat mais aussi la troïka. On en veut pour preuve que le gouvernement a toutes les peines du monde à convraincre la troïka et les créanciers (les banquiers) de l'Etat grec de sa capacité à appliquer le dernier plan de rigueur qu'il a adopté et soutenu par le Parlement, dès lors que les masses se radicalisent et visent désormais l'Etat et non plus l'UE, la BCE et le FMI., ils craignent plus que tout un soulèvement révolutionnaire qui rendrait la situation hors de contrôle au sein même de l'UE...

Les différents niveaux de conscience politique au sein des masses exploitées correspondent aux situations différentes auxquelles les différentes couches sont confrontées, la manière différente dont elles subissent et interprètent l'offensive du capital. Il va s'en dire que ce sont les travailleurs déjà les plus pauvres et qui sont les plus durement frappés par les politiques d'austérité successives qui leur ont été imposées, parmi lesquels figurent les éléments les plus déterminés à en finir avec le régime ou qui cherchent encore plus ou moins inconsciemment la voie de la rupture avec le capitalisme et les institutions, et non les classes moyennes ou les couches supérieures du prolétariat qui arrivent encore à s'en sortir, même de plus en plus difficilement, car à terme, à l'exception des classes dominantes et des couches supérieures de la petite-bourgeoisie, c'est l'ensemble des exploitées qui va connaître le même sort et sera réduit à la précarité extrême.

On a là la preuve qu'en refusant de désigner aux travailleurs le gouvernement et les institutions comme responsables de la situation sociale actuelle et de se joindre aux éléments les plus révolutionnaires qui se dressent contre l'Etat en Grèce, les partis dits ouvriers en France ont démontré qu'en réalité ils étaient des partis petits-bourgeois incapables d'incarner le combat pour le socialisme.

Je continuerai cette analyse demain en abordant deux questions non traitées ici, le risque de la montée de l'extrême droite une fois que l'extrême gauche aura prouvé son incapacité à se rassembler sur un programme socialiste. Il faudrait également revenir sur la politique opportuniste suivie par les partis issus de la IVe Internationale depuis l'après-guerre, dont le développement de la situation et la modification des rapports entre les masses et les institutions constituent un cinglant démenti, autant que le manque de préparation des masses pour définir ou assimiler les tâches politiques qu'elles devraient se fixer pour envisager le renversement du régime et prendre le pouvoir, avancer sur la voie du socialisme.

Le mouvement ouvrier a vécu dans l'insouciance à crédit au même titre que le capitalisme pendant plus d'un demi-siècle... Pour l'un comme pour l'autre, l'heure est venue de payer la note. En l'absence d'une Internationale socialiste et de sections dans chaque pays de l'UE, on devinera sans mal qui en paiera la plus grande partie. On va payer le prix fort de la politique criminelle

qui consista à favoriser l'amélioration de la condition ouvrière au détriment de l'objectif du socialisme qui a été abandonné par tous les partis démocratiques petits-bourgeois (POI, NPA, LO).

Ils se sont employés avec constance, détermination et aveuglement, à faire croire aux travailleurs et aux militants qu'en régime capitaliste il suffisait de se mobiliser pour conserver nos acquis ou statuts ou encore obtenir de nouveaux droits et cela de façon mécanique, comme si finalement le progrès social serait compatible avec le capitalisme, autrement dit que celui-ci réaliserait progressivement le socialisme, sans tenir compte du développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui associé à un nouveau stade de l'évolution du capitalisme conduirait au contraire à un moment donné à une gigantesque crise du capitalisme qui se traduirait par une formidable régression sociale.

Il faut insister sur le fait que ce processus dialectique était parfaitement prévisible, décrit par Marx. Parmi les facteurs qui ont été négligés, notons le formidable développement de la démographie mondiale avec toutes ses conséquences telles qu'elles nous éclatent en pleine figure aujourd'hui, qu'on découvre naïvement, la division du travail qui allait en découler... Au lieu de s'y préparer et d'y préparer la classe ouvrière, ils ont privilégié le mouvement spontané des masses avec son cortège d'illusions dans le capitalisme et les institutions au lieu de subordonner le combat pour les revendications sociales à l'objectif de leur émancipation du capital. Ils se sont nourris de l'ignorance des masses qu'ils ont flattée pour assurer leur survie politique au détriment de notre cause. Les masses ont ainsi été trompées et portées à croire que leur émancipation du capital était sur le point de se réaliser à travers les avancées sociales dont elles bénéficiaient, et lorsque les capitalistes passèrent brutalement à l'offensive en leur rappelant qu'elles vivaient toujours sous le règne de la dictature du capital, elles se sont retrouvées totalement désemparées, désarmées pour y faire face et le combattre.

Est-ce que vous imaginez un instant l'immense responsabilité qui pèse dans la situation actuelle sur les épaules des Lambert-Gluckstein, Krivine-Besancenot, Laguiller-Arthaud pour avoir ainsi fourvoyé l'avant-garde du prolétariat, l'avoir broyée politiquement, réduite à l'impuissance après l'avoir prise en otage pendant tant d'années ? (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

La chancelière allemande Angela Merkel a annoncé dimanche que le gouvernement et l'opposition étaient parvenus à un accord sur la candidature de Joachim Gauck à la présidence de la république fédérale.

Le nom du pasteur protestant et ancien militant des droits de l'homme d'Allemagne de l'Est a été présenté par l'opposition sociale-démocrate (SPD) après la démission, vendredi, de Christian Wulff, qui bénéficiait du soutien d'Angela Merkel.

Angela Merkel s'est ralliée à la candidature de Joachim Gauck au cours d'une conférence de presse organisée à la Chancellerie en présence des dirigeants des autres partis politiques.

"*N'oublions pas que nous pouvons remercier un homme d'église comme Gauck pour la réussite de la révolution pacifique en Allemagne de l'Est*", a dit la chancelière, elle-même fille d'un pasteur protestant qui a grandi en ex-RDA.

Joachim Gauck avait déjà reçu dans la journée le soutien du parti libéral-démocrate, partenaire des chrétiens-démocrates (CDU) d'Angela Merkel dans la coalition gouvernementale.

A 72 ans, cet ancien adversaire du régime communiste est-allemand, qui a supervisé le devenir des archives de la Stasi après la chute du mur de Berlin, en 1989. (Reuters 19.02)

L'alliance du capital et du goupillon sur fond d'anticommunisme primaire, normal que Joachim Gauck ait été présenté par le SPD et qu'il ait reçu le soutien de la CDU. Le SPD est aussi pourri que le PS en France avec une longueur d'avance...

Social

Espagne

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche dans toute l'Espagne pour dénoncer les réformes du droit du travail et les coupes dans les dépenses publiques mises en oeuvre par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy.

La journée nationale de mobilisation était organisée notamment par les deux principales centrales syndicales du pays, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT).

Selon les organisateurs, les cortèges répartis dans 57 villes ont attiré un demi-million de manifestants. La police n'a fourni aucune estimation.

A Madrid, le défilé était l'un des plus importants depuis le début de la crise, il y a près de cinq ans. La foule allait de la gare d'Atocha jusqu'à la place de la Puerta del Sol, dans le centre de la capitale espagnole.

Les syndicats ont fait état d'une très forte mobilisation, annonçant 500.000 manifestants à Madrid, 400.000 à Barcelone, 150.000 à Valence, 50.000 à Séville. Selon la police, les manifestants étaient 50.000 à Madrid, 30.000 à Barcelone, 25.000 à Valence, 5.000 à Séville.

A Madrid, les manifestants rassemblés à l'appel de l'UGT et de Comisiones Obreras (CCOO), les deux grands syndicats espagnols, ont envahi les grandes avenues du centre de la capitale en portant des pancartes avec les mots "*Non à la réforme du travail injuste, inefficace, inutile*" ou "*Non à la réforme et aux coupes budgétaires. Grève générale*".

"*Les contrats de travail empirent année après année*", dénonce Nacho Foche, un chercheur universitaire de 27 ans croisé dans la manifestation. "*Ils disent qu'ils veulent investir dans l'avenir, mais ils coupent dans les budgets de la recherche. Ils ne s'intéressent pas à l'avenir, mais aux prochaines élections avec des coupes dictées depuis Bruxelles*", ajoute-t-il.

Le gouvernement de droite de Mariano Rajoy, arrivé au pouvoir en décembre dernier, a annoncé une hausse des impôts et une baisse de la dépense publique représentant une quinzaine de milliards d'euros. Il doit trouver une quarantaine de milliards d'euros supplémentaires pour respecter les objectifs budgétaires fixés par l'Union européenne.

Il a également réformé le fonctionnement du secteur financier, contraignant les banques à reconnaître leurs pertes dans le secteur de l'immobilier, et réformé le droit du travail, donnant davantage de latitude aux employeurs pour recruter et licencier leurs salariés.

"*Banquiers, voleurs, rendez les millions*", criaient aussi les manifestants qui défilaient à Barcelone.

L'Espagne, quatrième puissance économique de la zone euro, subit le chômage le plus élevé du monde développé, avec 23% de sa population active sans emploi. Près de la moitié des moins de 25 ans sont au chômage.

Pour le Parti populaire, la formation de Rajoy désormais majoritaire, la réforme du marché du travail adoptée le 10 février donnera aux entreprises en difficulté plus de marge de manoeuvres pour renouer avec les bénéfices et créer de nouveaux emplois.

Pour les manifestants de dimanche, elle va détricoter davantage encore les droits des travailleurs et entraîner de nouvelles vagues de licenciements. Candido Menez, secrétaire général de l'UGT, estime qu'elle va faire passer le nombre de chômeurs de 5,3 à 6 millions.

"*Lorsque nous avons conçu cette réforme, nous avons pensé à ceux qui sont hors du marché du travail, qui ne voient aucun avenir*", a déclaré dimanche Mariano Rajoy devant des membres de son parti.

La réforme du code du travail supprime le versement d'indemnités de départ représentant 45 jours de salaire par année travaillée pour les salariés reconnus victimes de licenciement abusifs, un cas très fréquent devant les tribunaux espagnols.

Les employeurs qui licencient ne devront plus désormais proposer que 33 jours de salaire par année travaillée, voire 20 jours seulement si l'entreprise se révèle durablement déficitaire. Au total, les indemnités de départ sont plafonnées à deux ans de salaire, contre trois ans et demi jusqu'ici.

Les entreprises sont en outre autorisées à ne plus tenir compte des accords collectifs de branche en période de crise.

Le mois dernier, lors d'une réunion à Bruxelles, Mariano Rajoy a été filmé alors qu'il confiait à son homologue finlandais qu'il ne voyait pas comme il échapperait à une grève générale.

Pour l'heure, les centrales syndicales n'ont pas lancé de mot d'ordre. Mais dans le cortège de Madrid, nombreux étaient ceux qui jugeaient indispensable cette issue.

"*Il doit y avoir une grève générale*", dit ainsi Alberto Carrillo, un enseignant de 48 ans. "*Ils ont dit qu'ils réduisaient les droits des travailleurs pour créer plus d'emplois. Ils ont réduit nos droits, mais ils n'ont pas dit comment ils comptaient faire pour créer des emplois.*"

Répondant aux manifestants, dont certains brandissent la menace d'une grève générale, le chef du gouvernement a défendu

une nouvelle fois dimanche sa réforme lors de la clôture du congrès de son parti, le Parti populaire, à Séville.

"*C'est la réforme dont l'Espagne a besoin pour éviter que nous soyons le pays d'Europe qui détruit le plus d'emplois*", a lancé M. Rajoy. Cette réforme "*nous situe au même niveau que les pays d'Europe les plus avancés, et en finit avec les injustices du marché du travail*", a-t-il dit. (Reuters et AFP 19.02)

Haut de page

Le 21 février

CAUSERIE

Je vous propose aujourd'hui un extrait d'un article qui résume bien la situation en Europe.

Le consensus (ou complot) des sociaux-libéraux associés au patronat, au parti de l'ordre et aux dirigeants syndicaux contre la classe ouvrière.

- L'Allemagne réussit à s'ériger ainsi en grande puissance unique européenne, avec le sacrifice à sa classe laborieuse flexibilisée et des salaires aux rabais, enregistrant des scores de productivité et de compétitivité de son économie qui coulent le reste des pays du continent assiégé par l'euro. Il n'y a pas de politique d'ajustement possible, avec la monnaie commune comme armée d'occupation de la souveraineté nationale, pouvant encourager la reprise de ces économies avec une Allemagne industrielle, exportatrice et le marché du travail ultra-flexibilisé. Le résultat est la récession générale (Italie, Belgique, Hollande, Grèce, Espagne, et Portugal l'ont déjà déclarée) avec une seule économie hors de danger, qui impose les conditions politiques, financières et sociales de l'Eurozone.

En Allemagne 20 % des salariés, cinq millions de travailleurs, gagnent un maximum de 400 euros par mois. Cette donnée incroyable est consignée dans un article éclairant publié dans El Pais de Madrid, sous le titre « Salaires d'un euro à l'heure dans le 'miracle' salarié allemand ». On apprend aussi que, selon le Département de Travail allemand, les contrats avec des bas salaires ont progressé trois fois plus rapidement que d'autres types d'emplois entre 2005 et 2010. On mentionne que les soi-disant « travailleurs pauvres » ont augmenté à un rythme plus accéléré en Allemagne que dans le reste des pays ayant la monnaie unique. Cela a abouti à ce que 7,2 % des salariés gagnaient si peu qu'il était près du seuil de pauvreté en 2010, quand ils étaient 4,8 % en 2005. Au même temps, l'année dernière, le nombre de de salariés en Allemagne a dépassé pour la première fois la barrière des 41 millions. C'est une des seules d'économies européennes qui n'enregistre pas d'augmentation du taux de chômage. La croissance de l'emploi est fondamentalement due à l'introduction, avec l'aval des syndicats, du modèle des bas salaires et d'agences de travail temporaire, poussé par la dérégulation et la promotion de la flexibilité et des contrats de bas salaires, subventionnés par l'État, appelés mini-jobs. Le nombre de travailleurs avec un contrat indéfini de bas salaires – qui gagnent moins de deux tiers des revenus moyens – a augmenté de 13,5 % jusqu'à 4,3 millions entre 2005 et 2010. Les données de l'OCDE reflètent qu'en Allemagne les contrats avec des bas salaires représentent 20 % du travail à temps complet, 8,0 % en Italie et 13,5 % en Grèce.

Cette structure du marché de travail rend l'économie allemande encore plus compétitive, tandis que l'euro agit comme un cercle invulnérable pour les autres pays parce qu'ils ont perdu l'outil de la dévaluation de leur propre monnaie pour amoindrir les différences de productivité. C'est pourquoi, l'exigence principale qu'ils doivent avoir pour recevoir de l'argent pour gérer la crise financière est celle de mettre en application une réforme du travail de type allemand, la perte de droits et une réduction de salaires, en plus de licenciements. Ainsi l'a exprimé le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurria, qui a remarqué que la situation actuelle de l'Allemagne découle « en grande partie de l'implémentation à un moment d'importantes et parfois douloureuses réformes ». Parmi celles-ci, il a souligné la réforme du marché du travail, « qui a substantiellement réduit le chômage ». « Beaucoup de pays observent la recette qui a rendu ce succès possible : réformes du marché du travail, partenaires sociaux flexibles et constructifs », telle fut sa la leçon.

Gurria se référait au fait qu'en 2003 l'Allemagne s'est embarquée sur un système de réformes qui ont été qualifiées comme le plus grand changement dans l'État de Bien-être depuis la Deuxième Guerre mondiale. Tandis que plusieurs pays voisins bougeaient dans la direction opposée, les sociaux-démocrates allemands au gouvernement ont dérégulé le marché du travail, et ont fait pression sur les syndicats et les chefs d'entreprises pour qu'ils se mettent d'accord sur une modération salariale en échange d'une sécurité de l'emploi et de la croissance. Ainsi un modèle de travail flexibilisé et avec des subventions du gouvernement a permis aux entrepreneurs de s'adapter au cycle économique sans nécessité de licenciements massifs.

La différence avec maintenant c' est que l'Allemagne a réalisé cette réforme avec une économie mondiale en apogée, tandis que maintenant cette exigence est faite aux autres pays européens pendant une récession, avec un déficit budgétaire et une croissance de la dette. Le résultat est alors l'approfondissement de la crise et l'augmentation du chômage. Bien que la résistance à ces politiques a commencé à se manifester avec plus d'intensité durant les derniers mois, la détérioration des

conditions de travail et sociales et le chômage élevé s'étendent déjà depuis plus de trois ans. L'une des questions est, pourquoi n'existe t-il pas une opposition plus ferme des travailleurs et des organisations syndicales à cette politique d'ajustement récessif et de licenciements massifs. La réponse se trouve dans l'existence d'un réseau important de couverture sociale, qui est un trait caractéristique du modèle social européen de l'après-guerre avec le développement de l'État de Bien-être. Cette contention permet que les taux très élevés de chômage soient socialement tolérables et politiquement maniables. C'est pourquoi les leaders européens récidivent avec les mesures d'ajustement qui peuvent générer des tensions sociales, mais sans provoquer de déstabilisation politique. Le cas le plus remarquable est l'Espagne, avec un chômage total de 23 %, qui s'élève à 46 % pour les jeunes. (mondialisation.ca 19.02)

Dans cette analyse, concernant la France, je ne sais pas si cela est valable dans d'autres pays de l'UE, il a été oublié deux éléments, le fait que dans un ménage désormais l'homme et la femme travaillent donc ils peuvent encore s'en sortir ou ils ont pu économiser au cours des années précédentes, à l'inverse ils ont pu aussi s'endetter fortement, ensuite, environ un cinquième des travailleurs vivent seuls, donc sont beaucoup plus vulnérables, précarisés, susceptibles de sombrer dans la pauvreté ou l'exclusion, dans l'impossibilité de survivre tout simplement.

Ce ne sont pas les améliorations de la condition ouvrière qui sont la cause de l'ignorance des masses du fonctionnement du capitalisme, mais qu'elles aient été conçues comme des obstacles à cette prise de conscience, un moyen pour endormir la vigilance des masses, les détourner du socialisme, puis que les partis ouvriers s'en soient faits les complices (de ces obstacles, avec les appareils pourris des syndicats) et aient été incapables de les situer dans la perspective du socialisme, pour finalement être incapables de construire le parti dont nous avons impérativement besoin pour renverser le régime en place.

Des dirigeants qui auraient été convaincus de l'effondrement à venir du capitalisme auraient trouvé les moyens théoriques et politiques de convaincre les travailleurs qui avaient été recrutés dans leurs partis d'y rester en l'absence de toute perspective révolutionnaire à court terme, encore aurait-il fallu qu'ils conçoivent chaque bataille à laquelle leurs partis participaient dans cette perspective que seule la construction du parti incarnait en attendant que sonne l'heure de l'affrontement direct entre les classes et que la question de la prise du pouvoir soit à l'ordre du jour.

Cela nécessitait une analyse correcte de la situation à l'échelle mondiale, pas seulement sur le plan politique mais aussi ou surtout sur le plan économique, saisir de quelle manière le capitalisme mondial était en train d'évoluer et dans quelle direction il évoluerait dans les décennies à venir en l'absence de révolution victorieuse, le mouvement ouvrier international demeurant gangrené et dominé pour longtemps par le réformisme et le stalinisme.

De cette analyse il serait ressorti que, plus que jamais, il était impossible de se fixer d'autres objectifs que l'éducation des masses et la construction du parti, de façon à ce que le jour où l'effondrement du capitalisme se produirait nous soyons en ordre de bataille, nous disposions d'un parti révolutionnaire ancré profondément dans les masses qui serait capable de constituer un pôle de regroupement pour des centaines de milliers de travailleurs durement frappés par la crise. Il aurait fallu en attendant cette échéance, porter une attention particulière à chaque militant recruté, leur proposer une formation qui tienne compte du fait de la situation particulière ou inédite dans laquelle nous nous trouvions, en tenant compte également des transformations subies par la société qui devaient déterminer ou influeraient forcément sur le comportement de chaque militant, leur interprétation du monde dans lequel ils vivaient.

Le combat pour les revendications sociales a sans cesse été conçu comme une fin en soi, des travailleurs étaient recrutés lors d'une bataille et disparaissaient un peu plus tard à la moindre occasion, lassés de ne rien voir venir parce qu'on leur avait vendu la lune, plus sûrement ou pourquoi, parce qu'ils n'ont jamais pu acquérir un niveau de conscience politique qui leur aurait permis de comprendre que le processus historique conduisant à la liquidation du capitalisme risquait de prendre plus de temps que prévu. Ce ne sont évidemment pas les militants qui sont fautifs, mais uniquement nos dirigeants qui ont failli lamentablement ou qui nous ont sciemment trahi.

L'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier international, les traités de Yalta et Potsdam, les accords de Bretton Woods concrétisant l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale, le fonctionnement de la Fed (depuis 1916 ou 1886) et de l'économie américaine, le développement démographique principalement en Asie, la liquidation à terme de l'URSS et le rétablissement du capitalisme dans ses satellites, ainsi qu'en Chine, la construction de l'Union européenne, tous ces éléments auxquels on peut ajouter la liquidation-décomposition des différentes tendances de la IVe Internationale, tous ces éléments figuraient à l'ordre du jour de l'analyse de la situation mondiale il y a plus d'un demi-siècle, or nos dirigeants les ont gravement sous-estimés ou sont passés à côté ou encore ils n'en ont pas mesuré la portée, dès lors il leur était impossible de définir une conception de la lutte de classe en rapport avec les tâches politiques que l'avant-garde devait se fixer et qui devaient permettre de construire le parti.

Jusqu'à présent et par hasard, j'ai découvert dans le monde quelques militants apparemment isolés qui partagent en grande partie cette analyse, mais aucune formation politique à ce jour, aucune n'allant au bout de leurs analyses, il n'y a plus qu'à espérer que cela viendra avant qu'il ne soit trop tard. Ma contribution a pour unique objectif d'y contribuer modestement, et non d'avoir raison contre tous ou de défendre un point de vue dont franchement je me serais bien passé d'avoir, au regard du terrible drame planétaire qui se prépare ou qui a déjà lieu, n'oubliant jamais qu'un enfant crève de faim toutes les 5 secondes dans le vieux monde.

Quand je lis dans un document que j'ai mis dans la Tribune libre "*pourquoi ne pas réhabiliter les thèses de Keynes*", je me pince pour y croire, je me dis qu'on a encore du boulot à faire ! Je ne vois pas en quoi relancer la machine capitaliste constituerait un objectif pour la classe ouvrière, et encore moins permettrait d'éviter l'effondrement du capitalisme qui jusqu'à preuve du contraire consitute l'une des conditions indispensables à remplir pour que les masses se soulèvent.

A croire que les partisans des thèses de Keynes ne le souhaitent pas vraiment et qu'ils n'ont pas compris grand chose au marxisme comme à la psychologie des masses, qui à défaut de posséder un haut niveau de compréhension du capitalisme ne passent pas à l'action tant qu'elles peuvent vivre encore comme avant, il suffit de comparer leur attitude en Grèce et en Espagne par rapport à celle des travailleurs en France pour le comprendre. C'est tellement évident qu'on a l'impression ici de perdre son temps.

Le prolétariat devra consentir de terribles sacrifices pour passer au socialisme, c'est le b.a-ba du marxisme.

Pour se changer les idées, deux analyses du portail Liesi.

1- L'Europe des ploutocrates ... laissons-lui le temps d'agoniser dans les mesures d'austérité !

- Intéressante déclaration de Horst Seehofer, chef du parti conservateur bavarois CSU allié du CDU d'Angela Merkel au sein du gouvernement, lors d'une interview accordée au magazine Spiegel : la Grèce devrait choisir d'elle-même de quitter la zone euro "*si elle n'est pas disposée ou pas en mesure de remplir ses engagements*". Voilà qui a le mérite de la franchise ! Si telle est l'idée du gouvernement allemand, à quoi rime tout le cinéma européen à l'encontre de la Grèce, depuis de nombreux mois ? Pourquoi avoir dilapidé de l'argent précieux alors que le scénario est semble-t-il, bouclé depuis bien longtemps.

Ceci est extrêmement grave ! Pourquoi avoir imposé des mesures d'austérité monstrueuses qui tuent la croissance ? Pourquoi avoir utilisé le scénario grec pour en faire une jurisprudence à l'égard des pays du Sud de l'Europe ? Nos sources sont absolument formelles: tout est déjà bouclé pour la Grèce.

Aujourd'hui, Horst Seehofer (qui est également chef du gouvernement de Bavière) affirme que lors d'un prochain vote (27 février) au Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand, son camp pourrait tout simplement dire "*non*" au renflouement de la Grèce. Il avance également que "*la notation AAA de l'Allemagne ne doit pas être mise en péril par les aides*". D'un autre côté, la chancelière Merkel claironne qu'elle fera tout pour aider la Grèce, et pour qu'elle reste dans la zone euro. Les sources de LIESI ont toujours dit la même chose : l'Allemagne calera au meilleur moment et nous assisterons à un front Berlin/Moscou.

Nous avons (plus que) l'impression que le gouvernement allemand n'a strictement plus rien à faire de l'euro. Décidément, beaucoup de gens se préparent à un scénario de délitement de l'euro et à une cassure de l'Union européenne. Tout le reste n'est que du théâtre pour les idiots utiles. Reste la question du délai, du choix opportun pour abattre les cartes. Ce ne sera probablement pas le 27 février 2012, car cela ne cadre pas avec le calendrier moscovite. A. Merkel a tout intérêt à attendre la réélection du représentant du bloc de commandement russe : Vladimir Poutine.

Viendront alors les Ides de Mars et nous verrons ce que nos élites feront de la Grèce. Prolongation ou fin de match ? (liesi 18.02)

2- Face au chômage... des plans d'austérité : la solution des technocrates

Conséquences des politiques d'austérité : le chômage ne cesse de progresser dans la zone euro, ce qui fragilise d'autant plus la moindre perspective de croissance. Plan d'austérité, dégradation des notes de la dette des Etats par les agences de notation, la mécanique suicidaire des architectes de la mondialisation sans repères moraux, produit les conséquences attendues. Officiellement, le chômage concerne désormais plus de 10 % de la population active de l'union monétaire. Selon les statistiques officielles, plus de 16 millions de personnes sont désormais sans emploi en zone euro, c'est-à-dire l'équivalent de l'ensemble de la population des Pays-Bas. C'est un record depuis juin 1998, date de l'introduction de l'euro. Depuis cette époque, l'écart entre les pays de la zone nord et ceux appartenant à la zone sud n'a cessé de se creuser. Aujourd'hui, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, subissent de plein fouet les conséquences d'une monnaie unique et d'une politique monétaire commune.

Avant-hier, dans l'émission C dans l'air, l'économiste de l'école Fabienne Christian de Saint-Étienne, a très bien exprimé ce que nous écrivons dans le cadre de la lettre confidentielle depuis plusieurs mois. À savoir que la Grèce est un « laboratoire » où les plans d'austérité se succèdent afin de tester la résistance de la population. Des eurocrates continuent à frapper le peuple grec tandis que les plus grosses fortunes grecques sont déjà en Suisse. Nous arrivons incontestablement à une situation de non-retour. Il ne faut donc pas abuser du bâton, recommande Christian de Saint-Étienne. On ignore ce que l'avenir réserve à la France, et les événements grecs pourraient fort bien se répéter chez nous. Intéressant comme propos, de la part d'un économiste du « Système ».

Il y a beaucoup de malheurs chez nos voisins, et les économistes sont de plus en plus nombreux à pronostiquer que la chute

de l'activité en 2012 pénalisera tout le monde. Hier, les plans d'austérité étaient chaudement recommandés pour réduire les déficits budgétaires. Aujourd'hui, comme en témoigne le sommet européen du 30 janvier, les dirigeants politiques de la zone euro évoquent la nécessité de soutenir l'activité. Mais, autant le dire tout de suite, la marge de manoeuvre est très faible car l'ombre des marchés financiers (les fameuses agences de notation) est plus que jamais là. Depuis quelques jours, ces agences de notation dégradent à tout-va banques et États, dans l'indifférence apparente puisque les indices boursiers remontent… grâce aux injections. Remarquez pour certaines valeurs (surtout bancaires) qu'à chaque fois que l'on approche des points pivots donnés par Trader Noé, un petit coup de rein est donné pour éviter de les franchir ! Comme quoi, le scénario est bien huilé et ils savent parfaitement ce qu'ils font. Cela dit, on sait tous ici qu'un jour (re)viendra où les dégradations successives des agences de notation pour les banques, valeurs industrielles et Etats, expliqueront le prochain plongeon. A ce moment, il y aura inéluctablement une forte hausse des coûts de financement de toutes les « structures » dégradées. L'impression dominante est tout simplement que les dirigeants politiques comme les experts choisis pour être leurs conseillers, n'ont pas la moindre solution. Cela durera tant que l'on assistera à une soumission des politiciens au monde financier et à un refus de se soumettre au Système.

Quel que soit le candidat prochainement élu, il ne sera que le sous-fifre de cette finance apatride nauséabonde, dont l'objectif a été clairement exprimé depuis de nombreuses décennies : « *Le verrou qui doit sauter c'est la nation* ». Il semble bien que nous vivons l'époque de la fin du temps des nations… (liesi 17.02)

Actualité en titres

Le ridicule peut... tuer !

- Sarkozy: "*Je ne serai pas le candidat d'une petite élite contre le peuple*" - AFP

- Sarkozy "*ami du peuple*", la presse raille - L'Express.fr

- Crise: Sarkozy se targue d'avoir évité "*une catastrophe*" et sauvé des emplois - AFP

- La polémique Borloo, un boulet pour Sarkozy - L'Express.fr

- Ralliement Morin et Boutin à Sarkozy: "*zéro+zéro égale la tête de toto*" juge Bayrou -AFP

A mort !

- Il veut «*pendre un banquier par semaine*» - Slate.fr

C'est tout ! Manque de productivité...

Ah les amis, ce n'est plus ce que c'était :

- Raffarin: "*Ne désignons pas les corps intermédiaires comme des boucs émissaires*" - L'Express.fr

- Lepage: "*Les fascismes ont commencé par l'attaque des corps intermédiaires*" - L'Express.fr

- Ecoutes de journalistes du Monde: le patron de l'IGS contredit le juge Courroye - AFP

- Thierry Gaubert visé par une enquête sur des mouvements de fonds suspects - AFP

C'est raté !

- 54% des Français excluent de voter Sarkozy au 1er tour - Reuters

- Seuls 37% des Français trouvent réussie l'entrée en campagne de Sarkozy - AFP

- Sondage: peu d'embellie pour Sarkozy malgré sa candidature - L'Express.fr

On va voir ce qu'on va voir...

- Les socialistes voudront "*faire obéir les banques*", dit Royal - Reuters

... et pas n'importe comment s'il vous plaît...

- Le PS distribue des roses à Neuilly pour tenter de convaincre les habitants - AFP

... et finalement

- Avec Hollande, "*on aura Chirac II*", dit Claude Allègre - Reuters

On n'y aurait pas pensé ! En pire, car la situation a évolué depuis...

Va-t-en-guerre

- Poutine promet un «réarmement sans précédent» de la Russie - Liberation.fr

- La mise en place d'un traité mondial sur le commerce des armes s'annonce laborieuse - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le premier secrétaire PS de Charente-Maritime Olivier Falorni qui a décidé de maintenir sa candidature face à Ségolène Royal aux législatives à La Rochelle, va être exclu du parti mardi par le Bureau national, a indiqué lundi à l'AFP François Lamy, bras droit de Martine Aubry.

"*M. Falorni a reçu une lettre de la direction du parti lui demandant de renoncer à sa candidature, ce qu'il a refusé. Le Bureau national va donc logiquement constater son exclusion*", a précisé M. Lamy.

"*C'est une décision automatique. Il s'est lui-même mis en dehors du parti*", a ajouté le député de l'Essonne.

Dimanche, lors d'un meeting à La Rochelle, le patron de la fédération a annoncé officiellement sa candidature face à la présidente de la Région Poitou-Charentes, pourtant investie par le parti le 22 novembre dernier. (AFP 20.02)

2- Grèce

Le ministre néerlandais des Finances Jan Kees de Jager s'est dit lundi favorable à une surveillance "*permanente*" de la Grèce par l'Union européenne et le Fonds monétaire international afin de mieux contrôler l'avancée des réformes et la mise en place de mesures d'austérité.

"*Je suis en faveur d'une troïka permanente à Athènes*", a-t-il affirmé à son arrivée à la réunion avec ses homologues de la zone euro à Bruxelles.

"*Quand on voit les dérapages (des comptes publics en Grèce), c'est probablement nécessaire*", a-t-il dit, jugeant insuffisant l'examen que pratiquent sur le terrain les créanciers institutionnels du pays.

Ceux-ci se rendent tous les mois en Grèce, alors que leur présence serait utile "*tout le temps*", a poursuivi M. de Jager.

"*Je crois que tout le monde comprend que la question de la surveillance, quelles que soient les promesses faites, est cruciale pour la confiance des partenaires (de la Grèce) au sein de la zone euro*", a estimé pour sa part le ministre belge des Finances, Steven Vanackere.

"*Nous allons devoir nous assurer que chaque promesse faite sera respectée à la lettre*", a-t-il ajouté à son arrivée à la réunion de l'Eurogroupe.

Les ministres des Finances de la zone euro et le FMI doivent examiner si les conditions sont réunies pour allouer ce plan de sauvetage comprenant une aide publique de 130 milliards d'euros et un effacement partiel de la dette grecque détenue par des créanciers privés, à hauteur de 100 milliards d'euros.

Mais certains pays craignent de délier une nouvelle fois les cordons de la bourse et de voir les promesses faites par Athènes remises en cause, Pays-Bas en tête. D'autant plus que les députés néerlandais pourraient avoir à donner leur aval sur le deuxième programme d'aide à la Grèce. (AFP 20.02)

Cherchez l'erreur.

1- Ils suppriment 100 milliards d'euros de la dette de l'Etat pour lui prêter 130 milliards d'euros sous prétexte de désendetter l'Etat grec.

2- Dans les deux cas les créanciers sont les mêmes, puisque c'est le marché qui prête aux Etats, le marché étant les banquiers.

3- S'agissant des banques européennes, elles avaient acquis ces dizaines de milliards d'euros via leur banque centrale respective à un certain taux d'intérêt.

4- Elles avaient prêté cet argent à l'Etat grec à un taux d'intérêt plus élevé pour réaliser une plus-value.

5- Depuis les banques européennes ont reçu plus de 500 milliards d'euros de la BCE à 1% d'intérêt.

6- Dès lors elles peuvent prêter de l'argent à l'Etat grec à un taux d'intérêt plus bas sans pour autant y perdre un centime ou si peu, peut-être augmentanteront-elles leurs profits.

7- Ce n'est pas le cas des banques américaines qui avaient déjà reçu des centaines de milliards de la Fed à un taux proche de zéro depuis des années, ce seraient donc les seules perdantes ou qui n'y gagneraient pas au change.

On ne connaît pas encore les détails de ce marchandage.

1- Imaginons que les banques européennes avaient reçu 100 milliards d'euro à 3% pour les prêter à 6% à l'Etat grec.

2- Maintenant les Etats de la zone euro vont prêter 130 milliards d'euros à la Grèce qu'ils auront emprunté sur les marchés entre 3 et 5% selon les Etats.

3- Mais à quel taux d'intérêt peuvent-ils prêter cette somme à la Grèce, sinon au même taux.

4-Or, les créanciers des Etats, les banquiers, ont reçu cet argent de la BCE à 1%.

5- Donc ce sont les banquiers qui vont une nouvelle fois encaisser la différence. Au pire, celle-ci sera légèrement inférieur à leur attente.

3- Bahreïn

La police bahreïnie a tiré lundi des grenades lacrymogènes et fait usage de canons à eau pour disperser des manifestants antigouvernementaux à l'issue des obsèques d'un jeune homme de 19 ans qui, selon sa famille, a succombé à des brûlures subies en janvier.

Les heurts entre les forces de l'ordre et un demi-millier de protestataires ont eu lieu à Djihafs, juste à l'extérieur de Manama, la capitale.

La famille du jeune homme affirme que ce dernier n'avait pas pu se faire soigner dans les hôpitaux publics de crainte d'être arrêté. Selon la version du ministère de l'Intérieur, Hussain al Baqali s'est immolé par le feu pour mettre fin à ses jours.

Les autorités ont qualifié les manifestants de "*vandales*", qui ont été dispersés "*de manière tout à fait légale*". (Reuters 20.02)

4- Syrie

4.1- L'Assemblée générale des Nations-Unies, présidée par le Qatar, a tenu une séance spéciale sur la situation en Syrie. La haut-commissaire aux Droits de l'homme, l'avocate sud-africaine Navi Pillay, a présenté un rapport horrifiant des exactions imputées à l'administration el-Assad, insistant particulièrement sur les viols (Lorsqu'elle présidait le Tribunal pénal international pour le Rwanda, Mme Pillay avait élaboré une jurisprudence assimilant les « viols collectifs » à un « génocide »). Elle a estimé que les désaccords au sein du Conseil de sécurité ont encouragé la répression.

Le gouvernement syrien a annoncé la tenue, le 26 février, d'un référendum portant sur le projet de nouvelle constitution. S'il était adopté, il mettrait fin au leadership du parti Baas et instaurerait un système pluraliste. La Maison-Blanche a qualifié ce projet de « risible ».

Enfin, au Caire, le Grand Imam Ahmed El-Tayeb a appelé à une action forte de la Ligue arabe. Celle-ci a officialisé son intention d'armer l'opposition syrienne.

- Nora Benkorich, chercheuse au Collège de France, publie une tribune libre dans Le Monde. Sans remettre en cause la doxa de la révolte populaire, elle souligne la présence de jihadistes parmi les rebelles et la nécessité pour ces derniers de se démarquer des premiers s'ils veulent conserver le soutien dont ils disposent dans la population.

- Jonathan Littel poursuit son feuilleton sur son séjour en Syrie durant le mois de janvier. Il est publié à la fois dans Le Monde et El Pais. L'auteur est en effet un romancier de langue française, mais vivant à Barcelone. Il est appelé à prendre la relève de Bernard-Henri Lévy avec lequel il a déjà travaillé en Bosnie, en Tchétchénie et en Afghanistan. Chaque épisode est l'occasion de faire passer un message : l'épisode de mercredi explique que l'Armée « syrienne » libre est bien composée de Syriens, mais dispose de peu de moyens et a besoin d'armes étrangères, tandis que l'Armée nationale est en pleine déliquescence ; celui de jeudi explique que les rebelles ne sont pas issus d'une confession particulière et ne sont pas sectaires, mais représentent la diversité de la population.

Les lecteurs du Monde et d'El Pais ne comprennent probablement pas pourquoi Jonathan Littel a choisi d'entrer clandestinement en Syrie, alors que le pays venait d'être ouvert aux journalistes. Les deux quotidiens ont en effet omis d'indiquer que le romancier est ressortissant d'un État en guerre contre la Syrie et qui occupe sa province du Golan.

La narration du romancier ne correspond absolument pas aux témoignages que nous avons recueillis auprès de personnes vivant à Bab Amr. Il revient plusieurs fois sur ses conversations avec le lieutenant Tlass de la brigade Al-Farouk. Or, il est aujourd'hui admis par la presse internationale que cette brigade Al-Farouk est « liée à Al Qaida », ce qui n'en fait pas exactement un promoteur de la liberté de conscience. Surtout, au moment du reportage, le lieutenant Tlass séquestrait des civils iraniens chiites qu'il avait enlevés, ce que Jonathan Littel se garde bien d'évoquer pour ne pas altérer sa description idyllique de citoyens pacifiques, armés en légitime défense, et aspirant au Bien commun.

- Également dans Le Monde, une tribune libre de Jean-Sylvestre Mongrenier présente la crise internationale autour de la Syrie comme une anticipation de la crise autour de l'Iran et invite à relire les positions des grandes puissances dans cette perspective.

- Le Tagesspiegel étudie les réactions des États riverains de la Syrie. La démarche vise à montrer l'impossibilité de contenir une éventuelle guerre conventionnelle à la seule Syrie.

- Le Temps annonce que la Suisse ferme son ambassade à Damas et exhorte ses ressortissants à quitter le pays au plus vite.

- La passionaria pacifiste Marinella Corregia s'indigne dans Il Manifesto de la désinformation à sens unique (c'est-à-dire de la propagande de guerre de l'OTAN). Références à l'appui, elle montre comment le scénario syrien est une narration calquée sur celle de la Libye, sans lien avec la réalité sur le terrain.

- Sir Malcom Rifkin, président du Comité du Renseignement britannique, développe dans The Daily Telegraph la position du Premier ministre David Cameron : il faut augmenter la pression contre la Syrie. C'est également la position des États-Unis, contrairement à la France et à l'Allemagne qui plaident pour une force de paix des Nations Unies. M. Rifkin assure qu'il est possible d'étouffer le régime el-Assad avec des sanctions économiques. L'article s'adresse uniquement aux lecteurs qui ignorent les raisons de la levée des sanctions économiques de la Ligue arabe : la fermeture de la frontière jordanienne provoquerait un effondrement de la Jordanie en quelques jours car celle-ci s'approvisionne presque exclusivement par cette voie, et dépend totalement de l'eau syrienne.

- Le Wall Street Journal révèle que les États-Unis surveillent par satellite les stocks d'armes chimiques syriennes afin que les islamistes ne s'en emparent pas. Il s'agit bien sûr de répondre aux inquiétudes formulées par les Israéliens. Toutefois ces derniers craignent aussi un usage de ces armes chimiques par le gouvernement el-Assad lors d'une guerre de diversion contre eux. Le Jerusalem Post révèle de son côté que Tsahal se prépare à cette éventualité.

- L'Orient-Le Jour se fait l'écho d'une polémique survenue sur le Net depuis la diffusion d'une vidéo du colonel Riad el-Asaad. Le chef de l'armée « syrienne » libre a rasé sa moustache et laissé pousser sa barbe. Est-il islamiste ?

- Gulf News rapport des propos du député libanais Walid Joumblatt. Selon le vice-président de l'International socialiste, c'est le gouvernement el-Assad qui a orchestré les annonces d'Al-Qaida pour discréditer l'Armée « syrienne » libre. Problème : on ne comprend pas bien comment et pourquoi Damas aurait recruté et envoyé Habdelhakim Belhaj organiser l'opposition armée, ni comment et pourquoi il aurait pu manipuler Ayman al-Zawahiri pour appeler à son renversement.

- Un débat oppose Anthony Elghossain à Brian Kappler dans les colonnes de The National. Le premier soutient que le concept de responsabilité de protéger peut être invoqué par des organisations régionales (OTAN, CCG, Ligue arabe) pour intervenir en Syrie. Le second fait observer qu'un tel précédent pourrait aussi être invoqué par la CEI, voire l'OCS dans d'autres situations, ce qui réduirait à néant le droit international.

- The Saudi Gazette rapporte l'appel du Grand Imam Ahmed El-Tayeb de l'université Al-Azhar du Caire à une action forte de la Ligue arabe contre la « machine à tuer de Bachar el-Assad ».

- Dans le China Daily, He Wenping regrette que les Occidentaux utilise leur position dominante dans les médias pour véhiculer leur seule opinion sur la Syrie, étouffer les autres voix du monde, et mener une campagne diffamatoire contre la Russie et la Chine qui ne partagent pas leur point de vue. (Réseau Voltaire 16.02)

4.2- Après avoir entendu le rapport terrifiant de la Haut-commissaire des Droits de l'homme, l'Assemblée générale des Nations Unies a condamné la répression en Syrie par 137 voix pour, 12 voix contre et 17 abstentions.

Après Homs et Hama, l'Armée syrienne reprend le contrôle de Deraa. Les survivants de la Légion wahhabite se regroupent dans le nord du pays. Il n'est pas possible pour le moment de savoir s'ils fuiront vers la Turquie ou s'ils livreront une ultime bataille à Idlib.

Le directeur du Renseignement US, James Clapper a attribué les attentats de Damas et d'Alep à Al-Qaida. Tandis que le directeur de la Defense Intelligence Agency, Ronald Burgess, a déclaré que le régime d'el-Assad ne va pas tomber car il est cohérent et a repris le contrôle des grandes villes qui lui avaient échappées, alors que son opposition est désunie et sans stratégie.

Le vice-ministre des Affaires étrangères chinois, Zhai Jun, entend poursuivre sa médiation. Il est venu à Damas rencontre le président el-Assad après avoir invité des opposants à Beijin.

- Le Monde publie une tribune libre des journalistes suisses Patrick Vallélian et Sid Ahmed Hammouche qui accompagnaient le Français Gilles Jacquier lorsqu'il fut tué. Les auteurs relancent la théorie du complot que les officiels ont abandonnée. C'est surtout l'occasion de provocations.

Concernant le Réseau Voltaire, cette tribune attribue au professeur Boris Dolgov (universitaire russe de référence sur la Syrie que l'association a reçu à Damas et dont Voltairenet.org a publié des textes en russe et en anglais) des propos qui ne sont pas les siens. La chose est d'autant plus curieuse que les auteurs feignent de ne pas le connaître alors qu'ils l'ont rencontré deux fois à Damas et lui ont longuement parlé.

- Michael Jansen poursuit dans The Irish Times sa description des conséquences du conflit sur la population. Aujourd'hui il montre que ce sont les pauvres qui souffrent le plus des « sanctions » occidentales prétendument édictées pour leur venir en aide.

- Anne-Marie Slaughter, l'ancien directrice de la planification politique au département d'Etat US, publie une tribune libre dans The Australian. Elle observe la montée en puissance de la Turquie au cours des dernières années (depuis le clash de Davos et la Flottille de la Liberté) et assure qu'il lui faut maintenant passer des paroles aux actes : Ankara doit soutenir les rebelles syriens, voire attaquer le régime de Damas avec l'aide de l'OTAN. (Réseau Voltaire 17.02)

Social

1- France

Environ 200 sidérurgistes d'ArcelorMittal ont envahi lundi matin les locaux de la direction d'ArcelorMittal à Florange (Moselle), avec l'intention de s'y maintenir tant que l'entreprise n'aura pas annoncé le redémarrage des deux hauts-fourneaux, a constaté Reuters.

Les salariés, qui avaient annoncé en fin de semaine dernière leur intention de passer à l'action, ont trouvé les locaux vides et se sont installés dans la salle de réunion jusqu'à nouvel ordre.

L'intersyndicale d'ArcelorMittal, qui réunit la CFDT, la CGT, Force ouvrière et la CFE-CGC, veulent forcer la main de la direction mais également interpeller le personnel politique sur l'avenir du dernier site lorrain de la "*filière liquide*".

Leur coup de colère fait suite à l'annonce, mardi dernier, que les deux hauts-fourneaux, arrêtés, l'un depuis juillet, l'autre depuis octobre 2011, ne redémarreraient pas au deuxième trimestre.

Un comité central d'entreprise doit officialiser l'information jeudi à Paris.

Les mesures de chômage partiel, qui touchent la moitié des 5.000 salariés, dont 3.000 en CDI, doivent être prolongées.

Alors que la direction dit attendre une meilleure conjoncture pour redémarrer les hauts-fourneaux, les syndicats craignent que leur arrêt prolongé ne soit que le prélude à un démantèlement du site. (Reuters 20.02)

2- Espagne

Des incidents ont éclaté lundi à Valence, dans l'est de l'Espagne, où la police est intervenue à coups de matraques lors d'une manifestation de jeunes qui protestaient contre les restrictions budgétaires dans l'éducation, selon des journalistes sur place.

Plusieurs personnes ont été interpellées lorsque les policiers en tenue anti-émeutes, casqués, ont repoussé les manifestants, parfois très brutalement, les poursuivant dans les rues voisines.

Plusieurs centaines de jeunes, répondant à des appels lancés sur des réseaux sociaux, s'étaient rassemblés devant l'institut Lluis Vives, un collège de la ville, pour protester contre les problèmes de liquidités qui ont privé de chauffage ces dernières semaines plusieurs écoles de la région, le gouvernement régional n'ayant pas réglé les factures auprès des fournisseurs.

Les premiers incidents ont éclaté dans l'après-midi entre les manifestants et les policiers qui protégeaient les lieux.

Puis les heurts se sont propagés aux rues alentour, les policiers faisant usage de leurs matraques, certains manifestants étant plaqués ou traînés au sol.

Selon le quotidien El Pais, la police a fait usage de balles en caoutchouc. Des photos montraient des manifestants le visage en sang.

Les heurts se sont poursuivis une partie de la soirée dans les rues du centre de Valence, où étaient positionnées des dizaines de fourgons de police.

Le chef de la police régionale, Antonio Moreno, a affirmé que la police avait eu recours à une "*force physique proportionnée*". "*Une agressivité accrue exige une réponse proportionnée*", a-t-il ajouté à la radio nationale.

Un porte-parole de la police a expliqué que les forces de l'ordre étaient intervenues parce que des manifestants "*ont eu une attitude agressive*".

"*Il y a eu des arrestations, nous ne savons pas encore combien*", a-t-il ajouté tandis que les médias chiffraient le nombre de personnes arrêtées entre 14 et 21.

De fréquentes manifestations sont organisées depuis quelques semaines à Valence, la région la plus endettée d'Espagne, où les autorités ont annoncé début janvier un plan de rigueur incluant des augmentations d'impôts et des coupes dans les dépenses de santé et dans le secteur de l'éducation pour un montant de plus d'un milliard d'euros.

Des incidents ont déjà opposé policiers et jeunes manifestants la semaine dernière dans la ville. (AFP 20.02)

Economie

1- Thaïlande

Le Produit intérieur brut (PIB) a accusé une baisse de 10,7% entre le troisième et le quatrième trimestre, selon le Bureau de l'économie nationale et du développement social (NESDB).

Et alors que le continent conserve des rythmes de croissance plutôt enviable à l'échelle mondiale, la Thaïlande n'affiche plus qu'une croissance de 0,1%, bien en deçà de celle de 2010 (+7,8%) et des espoirs du gouvernement.

Une chute sans équivalent, même pendant la crise asiatique des années 1997-98, qui n'avait provoqué que des baisses de 4 à 5%, quoique sur une période plus longue.

"*C'est une chute inattendue provoquée principalement par le secteur industriel*", a précisé Apichai Thamsermsukh, un responsable de l'agence gouvernementale.

Les inondations, les plus importantes depuis un demi-siècle, s'étaient étendues dans 65 provinces sur 77, submergeant

notamment une vaste plaine au Nord de Bangkok. Les autorités avaient cependant réussi à éviter que le centre-ville commercial et touristique de la capitale ne soit noyé.

Sept zones industrielles majeures avaient été en revanche englouties. Au total, plus de 800 personnes avaient été tuées et quelque 13 millions de personnes touchées.

Les dégâts se sont chiffrés en milliards de dollars, et les chaînes mondiales d'approvisionnement ont été sérieusement perturbées dans des secteurs comme l'automobile, notamment au Japon, et l'informatique.

"*La contraction est seulement temporaire*", a jugé Usara Wilaipich, économiste pour la banque Standard Chartered. "*Il y aura une reprise cette année, portée par la demande intérieure et la production industrielle, qui remontent*".

Mais la dynamique n'en est pas moins lente. L'appareil productif a souffert et le niveau des exportations prendra du temps pour revenir à la normale dans un contexte mondial très incertain.

"*Les producteurs de semi-conducteurs doivent importer et installer de nouvelles machines pour remplacer celles qui ont été endommagées dans les inondations. Je pense que leurs opérations reprendront au troisième trimestre*", a ajouté Usara.

Le gouvernement multiplie pour sa part les déclarations optimistes pour l'année 2012, affirmant pouvoir dépasser les 5% de croissance. (AFP 20.02)

2- Japon

Le Japon a enregistré en janvier un déficit commercial record avec la Chine, pénalisé par une baisse d'un cinquième de ses exportations vers la République populaire, accréditant l'hypothèse d'un ralentissement économique chinois.

Avec une chute de 20,1% des exportations vers la Chine en rythme annuel, le Japon paye en outre les conséquences de la vigueur de sa monnaie, dans un contexte de ralentissement mondial, alors que le pays ne s'est pas encore remis des conséquences du séisme et du tsunami de mars 2011.

En valeur, le déficit commercial avec la Chine est ressorti à 587,9 milliards de yens (5,6 milliards d'euros), montrent les données communiquées lundi par le ministère des Finances. (Reuters 20.02)

Haut de page

Le 22 février

CAUSERIE

Keynes... le sauveur du capitalisme.

Le milliardaire américain George Soros affirme que "*la chancelière allemande Angela Merkel mène l'Europe dans la mauvaise direction*". Il craint une répétition des erreurs de la crise de 1929, dans un entretien publié dimanche sur le site internet du magazine *Der Spiegel*.

"*J'admire la chancelière Merkel pour sa capacité de leadership. Mais malheureusement, elle mène l'Europe dans la mauvaise direction*", a déclaré le financier et philantrophe à l'hebdomadaire basé à Hambourg.

Soros préconise de "*ranimer la conjoncture dans les Etats européens en crise par l'injection d'argent plutôt que de forcer les gouvernements à réaliser des économies*". "*Sinon nous répétons les erreurs qui ont plongé l'Amérique de 1929 dans la grande dépression. C'est ce qu'Angela Merkel ne comprend pas*", affirme-t-il.

Face à la crise de 1929 aux Etats-Unis le président Franklin Roosevelt avait lancé en 1933 le "*New Deal*", une politique inspirée par l'économiste britannique John Keynes, marquée par une réforme du système bancaire et le lancement de grands travaux pour relancer l'économie américaine déprimée. (lefigaro.fr 12.02)

Commentaire d' internautes.

1- "L'économie européenne est ouverte sur le monde contrairement à celle des US en 1929, et dans ces conditions, le keynésianisme ne peut pas marcher ! L'argent injecté fuirait immédiatement à l'étranger..."

2- "Ce que Mr Soros oublie de dire c'est que le new deal n'a pas amené les résultats attendus et que la 2eme guerre mondiale a été la solution qui a permis aux USA de relancer leur économie et dominer le monde pendant plus de 50 ans... Par ailleurs injecter de l'argent c'est une excellent idée. Mais quel argent ? Du dollar, devise d'un pays en décomposition sociale avancée et en état de faillite irrémédiable ? en Euro, devise d'un conglomérat de pays ne s'entendant pas, avec un risque d'explosion à très court terme et des pays en faillite pour la plupart ? Mr Soros a fait sa fortune à une époque où tout était facile. Le monde a changé, pas Mr Soros."

Et il n'est pas le seul, y compris dans nos rangs... C'est fou le nombre de cadres, responsables ou dirigeants du mouvement ouvrier qui veulent sauver le capitalisme en prétendant soulager les souffrances de la classe ouvrière. C'est à se demander s'ils n'y sont pas eux-mêmes intéressés, consciemment ou non.

Les chiffres truqués du chômage en France et en Allemagne.

Une responsable de l'Arbeitsagentur d'Hambourg (Pôle-emploi allemand) souhaitant garder l'anonymat, ne cache pas sa colère. « *Qu'on arrête de parler de miracle économique. Aujourd'hui, le gouvernement répète que nous sommes aux alentours de 3 millions de chômeurs, ce qui serait effectivement historique. La réalité est toute autre, 6 millions de personnes touchent Hartz IV,...* »

Récemment la polémique a été relancée après que le quotidien Die Welt a rapporté, dans son édition du 27 septembre, que les chiffres du chômage des seniors sont « *truqués* ». D'après le journal conservateur, un chômeur de plus de 58 ans sur deux n'est plus répertorié dans les chiffres de la Bundesagentur für Arbeit (Agence fédérale du travail).

« *Les 4,9 millions d'adultes sont en fait des chômeurs, des quasi-chômeurs — qui travaillent moins de 15 heures par semaine — ou des précaires. Les plus touchés sont les familles monoparentales et les seniors* », souligne Brigite Lestrade, auteur d'une étude sur les réformes Hartz IV (Cerfa, Juin 2010).

Depuis 1970, le changement des mœurs a considérablement accru la participation des femmes à l'emploi en France.
Nous travaillerons donc sur le taux d'activité des hommes pour ne pas biaiser l'étude. Nous avons aussi enlevé les jeunes hommes de 15 à 24 ans touchés par le chômage — mais qui étudient plus longtemps maintenant — afin d'éliminer un biais statistique et les plus de 60 ans à cause des changements de système de retraite.

De 1975 à 2009, le taux d'activité des hommes de 24 à 60 ans est donc passé de 77,1 à 64,6 %. Le taux de chômage de 2009 peut être indirectement évalué comme le taux de chômage de 1975 +12.5% en supposant qu'un homme entre 24 et 60 ans souhaite autant travailler en 2009 qu'en 1975.

Comme le taux de chômage était de 3% en 1975, on trouve un taux de chômage estimé de 15.5% chez les hommes. (marianne2.fr 13.02) (lire l'article en entier [dossier social] avec de nombreux graphiques : *Chômage : les chiffres sont truqués en Allemagne comme en France.*

Les subprimes à l'Irlandaise.

Irish home loans in arrears for more than 90 days rose to 9.2 percent at the end of last year from 8.1 percent at the end of the third quarter, according to the country's central bank.

A total of 107,708 home mortgages, or 14 percent of the total, were either 90 days in arrears or had been restructured and were performing at the end of December, the central bank said in an e-mailed statement today. (www.bloomberg.com 17.02)

9,2% des personnes ayant emprunté pour acheter leur habitation ont des retards de paiement de plus de 90 jours, selon la banque centrale. Sur un total de 107 708 prêts, 14% des emprunts immobiliers dans la même situation avaient déjà fait l'objet d'une restructuration fin décembre 2011.

Mécanisme Européen de Stabilité (MES)

Pour tout savoir sur le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) adopté hier par l'Assemblée nationale, consultez la rubrique qui y est consacrée dans la page économie du site. J'ai également mis en ligne aujourd'hui un article sur cette question dans la page d'accueil du site.

Mélenchon l'illusionniste doublé d'un mystificateur.

Dans une lettre adressée aux parlementaires de gauche, Jean-Luc Mélenchon dénonce un mécanisme qui "*vise à étendre*

les méthodes absurdes appliquées à la Grèce à tous les États qui auraient à l'avenir besoin d'une assistance financière".

"*La gauche ne pourra pas rompre avec l'austérité et mener une politique de relance de l'activité si ces deux traités européens sont appliqués*", écrit le président du Parti de gauche. (Reuters 21.02)

Notons au passage qu'une nouvelle fois Mélenchon se place lui-même dans le même panier de crabes que le PS qu'il appelle "*la gauche*", s'il y tient !

Il voudrait nous faire croire que le PS pourrait "*rompre avec l'austérité*", alors que sans rompre avec le capitalisme, le PS en sera le docile ou zélé serviteur et poursuivra la politique de Sarkozy, Mélenchon remplissant le rôle de l'idiot utile ou du rabatteur.

A propos de l'accord intervenu hier à Bruxelles sur la dette grecque, lire la causerie d'hier et les précédentes.

On ne va pas passer son temps à toujours évoquer les mêmes sujets.

Isolés mais pas seuls à faire la même analyse.

Il y a quelques jours jai découvert un portail qui devrait vous intéressez si vous ne le connaissiez pas déjà : http://www.matierevolution.fr. J'y ai glané quelques articles que j'ai mis en ligne au format pdf (Acrobat Reader). J'ai laissé les coordonnées du site à son auteur pour que nous puissions éventuellement prendre contact et correspondre. Par contre, je n'ai pas réussi à trouver celles de Robert Bibeau (Canada) dont j'ai mis un article en ligne ces derniers jours *Mystérieuse apathie des peuples mortifiés !* (mondialisation.ca), dont je partage le contenu.

Sans nous consulter, nous arrivons aux mêmes conclusions, en tout cas pour ce que j'ai lu de ces deux auteurs. Par ces temps difficiles, si on a à l'esprit une vision globale du monde avec toutes ses souffrances, le ciel qui va s'assombrir sur l'Europe placé sous le joug du talon de fer de la finance et du profit en général, on a besoin de se ressourcer. Je vous propose ou plutôt Robert Paris nous propose une cure de jouvance, un élixir régénérateur, mieux qu'un mirage, qu'une prophétie ou que la pierre philosophale, on se retrouve plongé dans le Paris révolutionnaire de 1871, beaucoup de photos, portraits, peintures et citations aussi, l'utopie est devenue réalité, les opprimés se libèrent.

Le fait que nous soyons si nombreux à travers le monde et depuis des générations à partager les mêmes idées et le même idéal, à avoir la foi dans nos idées comme dira Marx, suffit à légitimer le socialisme. 163 ans ont passé depuis la parution du *Manifeste du Parti communiste* par Marx et Engels, le temps d'un long mûrissement qui tend à s'éterniser ou n'en finit pas, au point que le pourrissement du capitalisme pourrait saper les bases du socialisme sous le feu et le fer de la barbarie si nous ne prenons pas le pouvoir.

Si la révolution éclate en Grèce ou en Espagne ou encore au Portugal, il faudra la soutenir de toutes nos forces, rassembler nos énergies et pourquoi pas en profiter pour fonder l'Internationale qui nous permettra d'unir nos forces pour vaincre notre ennemi commun, le capitalisme et ses représentants à l'échelle mondiale, il n'y a rien de plus internationaliste que le socialisme qui fait sauter les barrières entre les peuples, pour qu'ils vivent en paix et en harmonie, partageant le même bien commun. Le meilleur moyen d'aider nos frères grecs ou espagnols à vaincre consistera à nous débarrasser de la monarchie républicaine dans notre propre pays, la Ve République, notre objectif doit être la chute du régime, réplique politique et décadente de la faillite sociale du capitalisme.

Il ne doit y avoir aucune hésitation à avancer des revendications sociales totalement insupportables pour les capitalistes : des hausses de salaires de 30 à 50%, le smic et la retraite minimum à 1 700 euros nets, la gratuité de la scolarité et de la santé, la division des loyers par deux ou par trois, le blocage des loyers et des prix, l'expropriation sans indemnité des capitalistes, des actionnaires des grandes entreprises, des banques et de tous les organismes financiers, les agences de notation doivent être déclarées hors la loi ainsi que la Bourse, la Constitution doit être abolie, donc la totalité des institutions de l'Etat des privilégiés perderont ainsi toute légitimité, toute justification (ou cadre) légale ou juridique leur sera devenue impossible, elles appartiendront dorénavant à l'Ancien Régime, elles retrouveront leur place, du perchoir à la niche ! il faut leur retirer le pouvoir comme en 1871...

Après cette causerie pour vous mettre en bouche, le document (69 pages) de Robert Paris sur la Commune de Paris. "*En 1871, à Paris, le premier pouvoir aux travailleurs a montré que le prolétariat était une classe opprimée capable de bâtir une autre société.*

- Images et documents de la Commune de Paris (1871)

Et parmi les citations, en hommage à la Commune retenons ce passage de F. Engels :

« *Le philistin social-démocrate a une fois de plus été envahi par une terrible frayeur à la prononciation des mots dictature*

du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir à quoi ressemble cette dictature ? Regardez la Commune de Paris, c'était cela la dictature du prolétariat. »

Notre ennemi nous promet toujours et encore de la sueur, des larmes et du sang, notre vengeance sera à la hauteur des souffrances qu'il aura fait subir pendant tant de longues années au prolétariat, nous lui épargnerons les deux premiers quand nous prendrons le pouvoir en mémoire de tous nos martyrs...

Actualité en titres

Notre ennemi.

- Pour Fillon, l'UMP est "*le parti de l'ordre*" - LePoint.fr

En famille

- Mélenchon estime que Hollande "*ne comprend rien*" au rapport de forces - AFP

Infréquentable. Choisir son camp.

- Le PS du Pas-de-Calais de nouveau sur la sellette - Reuters

- Un juge marseillais veut élargir l'enquête visant Guérini … - LeMonde.fr

- Affaire du Carlton de Lille: Strauss-Kahn va passer la nuit en garde à vue - AFP

- Le maire PS de Strasbourg cité dans une enquête - LeFigaro.fr

- L'UMP accuse Hollande d'avoir couvert "*des affaires de fric et de sexe*"- L'Express.fr

En voilà qui savent de quoi ils parlent.

- DSK à Pupponi : les journalistes, '*c'est vraiment des pourris, tous*' - LeMonde.fr

- Marine Le Pen : il n'y a "*plus de fonctionnement démocratique*" - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Il semblerait que Nicolas Sarkozy spamme des e-mails légalement. Ce n'est pas la première fois que le chef de l'Etat use de telles pratiques "*frauduleuses*". Déjà en 2005, Nicolas Sarkozy, alors président de l'UMP, avait lancé une vaste campagne d'e-mails non sollicités à partir d'un fichier acheté. Or, les 2 millions de Français ayant reçu cet e-mail n'avait jamais accepté de souscrire à des e-mails politiques de l'UMP.

Rebelote fin janvier et mi-février où Nicolas Sarkozy a de nouveau envoyé des e-mails marketing en utilisant selon ZDnet la base de données de la société Yespleez qui se targue d'avoir 30% des e-mails français. La société dont le slogan est "*je choisis ce que je reçois*" semble avoir une politique allant à l'encontre de son slogan...En plus d'être potentiellement illégale, cette technique de mass-mailing risque d'être contre-productive. Les personnes ayant reçu cet e-mail n'ont jamais été prévenu semble-t-il qu'ils allaient recevoir de la propagande politique.

Dans ceux qui recevront cet e-mail, je vois trois catégories. La première, et la plus importante, ne verra jamais cet e-mail car il sera détecté comme spam par les boites aux lettres numériques. La deuxième s'insurgera par e-mail, sur les réseaux sociaux, au bistrot qu'ils se sont fait spammer par Jean-François Copé et Nicolas Sarkozy. Ils se désabonneront et seront donc listés par l'UMP en tant que gauchistes. Ils se feront plaisir en jetant Nicolas Sarkozy à la poubelle. Voire ils porteront plainte auprès de la Cnil. En effet, l'utilisation frauduleuse d'envoi d'e-mail peut coûter cher : jusqu'à 5 ans de prison et 300 000 € d'amende. En 2005, il n'y avait pas eu de condamnation. Et enfin, la troisième catégorie des personnes est déjà convaincue Nicolas Sarkozy. (lexpress.fr 21.02)

2-Portugal

L'opposition portugaise de gauche a plaidé mardi pour un allongement du plan d'aide accordé au Portugal par l'UE et le FMI, en échange d'un programme d'austérité, lors d'une réunion avec les représentants des créanciers du pays.

Pour leur part, les députés de la droite au pouvoir ont indiqué à l'issue de la réunion que les bailleurs de fonds avaient souligné les résultats positifs déjà obtenus par ce programme de rigueur.

"*Nous avons dit à la Troïka (Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne) ... que nous devons avoir plus de temps pour respecter les objectifs fixés*", a déclaré à la presse le député socialiste Pedro Marques, qui a participé à la réunion avec les représentants des créanciers.

"*Le Portugal est engagé, et le Parti socialiste l'a redit de manière claire, à respecter le programme, mais pour cela nous devons disposer du temps nécessaire pour faire les choses et non appliquer une logique de surdose d'austérité*", a-t-il ajouté. (AFP 21.02)

Encore un parti ouvrier qui s'ignore. Austérité : il en redemande !

3- Russie

La Russie ne participera pas à la conférence internationale sur la crise en Syrie ce vendredi en Tunisie, a indiqué mardi le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

«*Nous n'avons été informés ni de la composition de ses participants ni de son ordre du jour. Mais ce qui est le plus important, l'objectif réel de cette initiative n'est pas clair [...]. Compte tenu de ces circonstances, nous ne voyons pas de possibilité de participer à la conférence de Tunis*», a déclaré le porte-parole du ministère, Alexandre Loukachevitch, cité dans le communiqué.

Moscou a «*l'impression qu'il s'agit de former une coalition internationale [...] afin de soutenir une partie d'un conflit intérieur contre l'autre*», a-t-il dit.

Ainsi, affirme-t-il, «*on a invité en Tunisie des groupes séparés d'opposition, alors que des représentants du gouvernement syrien n'ont pas été invités*».

«*Cela veut dire que les intérêts d'une grande partie de la population de la Syrie, qui soutient les autorités, ne seront pas représentés*», poursuit-il.

«*Dans ce cas, il est peu probable que cette conférence puisse aider à commencer un dialogue national syrien visant à trouver des solutions pour surmonter la crise intérieure*», estime M. Loukachevitch. (liberation.fr 21.02)

Economie

Chine

Le constructeur automobile chinois Great Wall Motor a inauguré mardi en Bulgarie sa première usine d'assemblage en Europe, se tournant ainsi vers le marché européen, a annoncé sa présidente Wang Feng Ying à Bahovitsa, dans le nord de la Bulgarie.

"*Il est d'une importance stratégique pour nous d'entrer sur le marché de l'Union européenne. La Bulgarie est devenue notre base de production de voitures en Europe*", a déclaré Wang Feng Ying, lors d'une cérémonie à Bahovitsa, près de Lovetch, en présence du Premier ministre conservateur bulgare, Boïko Borissov.

Dans un premier temps, Great Wall Motor compte vendre ses véhicules en Bulgarie et dans les pays voisins. "*Nous estimons que dans 3 à 5 ans, nous aurons une variété de modèles produits ici, et que ces voitures seront vendues dans tous les pays européens*", a ajouté Mme Wang, évoquant "les prix raisonnables" parmi les atouts de sa société.

L'usine, qui tourne à l'essai depuis la mi-novembre, est prête à commencer la commercialisation de deux modèles de la marque Great Wall Motor assemblés localement: la citadine Voleex C10 et le pick-up Steed 5, dont les prix vont de 8.200 à 12.800 euros.

Elle emploie dans un premier temps 150 ouvriers, qui peuvent produire 4.000 automobiles par an en assemblant des pièces importées de Chine. Avec l'accès à de nouveaux marchés, Great Wall Motor envisage une expansion à 50.000 véhicules produits par an et 2.000 ouvriers, selon Mme Wang.

Litex Motors envisage de construire des unités de soudure et de peinture, qui doivent commencer à fonctionner dans les prochaines années. Des discussions avec des sous-traitants sont en cours en vue de produire, à long terme, certaines pièces détachées en Bulgarie. (AFP 21.02)

Haut de page

Le 23 février

CAUSERIE

Parole d'un briseur de grève (SNCF)

"*Si on veut que le monde du travail se réintéresse au fait politique, les militants syndicaux sont des interlocuteurs de choix*", ajoute Didier Le Reste (CGT). (lemonde.fr 22.02)

Si les travailleurs se sont détournés de la politique, c'est justement parce que les syndicats sont subordonnés au capitalisme et leurs dirigeants, dont Didier Le Reste, collaborent ouvertement au maintien du régime en place. Qu'il ait reçu un bon accueil de la part de Mélenchon n'a rien d'étonnant, ils partagent le même fond de commerce.

Annulation, non "***échange***"... garantie par les Etats, s'il vous plaît !

Le Premier ministre, Lucas Papadémos, a dit que la Grèce devrait avoir achevé l'échange de dette prévu dans le cadre de son plan de sauvetage de 130 milliards d'euros autour du 10 mars au plus tard. La conclusion de cet échange de dette fournira des fonds dont la Grèce a cruellement besoin. (Reuters 22.02)

Trop tard à la soupe l'avant-garde ! Quand le POI se pose en porte-parole des députés "***quels qu'ils soient***", y compris de l'UMP et du MoDem.

Dès le mois de février 2011, il y a donc un peu plus d'un an, suite à la lecture d'un article de l'agence Reuters consacré au Mécanisme européen de stabilité (MES) , en en comprenant immédiatement l'enjeu, j'ai créé un sous-chapitre dans la rubrique économie consacré à cet organisme totalitaire.

Pour rappel dans les infos en bref du 15 février 2011 :

- Zone euro.

Les ministres des Finances de la zone euro se sont mis d'accord lundi pour que la capacité effective de prêt du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) soit de 500 milliards d'euros, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. Les deux responsables ont ensuite dit que les négociations se poursuivraient entre responsables européens sur les différentes options visant à relever la capacité effective de prêt du FESF(Fonds européen de stabilité financière), sur la manière de rendre le fonds plus flexible ainsi que sur l'architecture future du MES. (Reuters 14.02)

Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite que c'est l'UE qui, le FMI qui, ce sont bien les ministres des Finances des différents gouvernements qui ont pris cette décision en accord évidemment avec leurs chefs d'Etat, il suffit de savoir lire !

Les dirigeants du POI sont apparemment longs à la détente...

Depuis, j'ai mis en ligne 11 articles de sources diverses sur le MES pour que les militants en comprennent le fonctionnement et la portée.

Rappel utile des étapes intervenues avant le vote hier des députés en faveur du MES, quand on voit aujourd'hui le POI se réveiller ou découvrir soudain le MES.

- Le 11 mars 2011, lors du sommet européen de la zone euro, les représentants des États ont trouvé un accord pour signer le traité séparé visant à doter ce mécanisme d'une capacité d'intervention de 500 milliards d'euro.

- Le 25 mars 2011, le Parlement européen approuva l'amendement de l'article 136 du TFUE

- Le 20 juin 2011 les Parlements nationaux autorisaient, que les tâches du traité du MES seraient effectuées par l'UE et la Banque Centrale Européenne.

- Le 24 juin 2011 : signature de l'accord « Contrat BANQUE-MES » sur la création et installation d'une Institution que nous appellerons ici, n'ayant pas accès à une version française du contrat, et pour éviter la confusion avec des termes déjà existants, la « BANQUE-MES ».

- Le 11 juillet 2011, le Traité établissant le Mécanisme européen de stabilité a été signé par les représentants des États membres de l'Union. (www.luttedeclasse.org/doceco1.htm)

- Le 2 février a été signé, à Bruxelles, un traité européen « instituant le Mécanisme européen de stabilité » (MES)

Pour enfoncer le clou, il était prévu que le MES soit ratifié par les Parlements nationaux avant la date butoir du 31 décembre 2011.

Vous aurez compris que s'il avait dû y avoir une campagne pour informer les travailleurs sur ce coup d'Etat des banquiers, plus que pour les mobiliser, puisqu'aucun parti ouvrier n'en a la capacité ni la volonté, et certainement pas le POI avec ses 7 ou 8 000 adhérents, il aurait fallu s'y prendre dès le mois de mars 2011 et non une semaine avant que le MES soit soumis au vote des députés.

J'ai consulté les numéros d'*Informations ouvrières* du 31 mars 2011 au 22 février 2012.

En dehors d'un entrefilet dans un article du n°142 de la semaine du 31 mars au 6 avril 2011, deux références en coup de vent pages 4 et 8 du n°187 de la semaine du 16 au 22 février, absolument rien, pour le POI, le MES n'existait pour ainsi dire pas !

Les dirigeants du POI font feu de tout bois, en page 4 (IO n°188) ils osent reproduite "*la lettre (anonyme, sic !) d'un militant de la CGT*" qui écrit "*Pourquoi la Confédération ne dit-elle pas un mot du MES qui passe ce mardi à l'Assemblée nationale, alors que ce traité du MES et celui qui doit être signé le 1ermars sont totalement liés ?*", alors que le POI a soigneusement gardé le silence sur le MES pendant 11 mois !

Et les voilà qui appellent à la dernière minute à se rassembler à l'abord de l'Assemblée nationale le jour du vote des députés, le 21 février 2012, quelle bande de charlatans ! Il faut bien que les dirigeants du POI donnent un os à ronger à leurs militants atteints de pétitionite aiguë, désolé pour nos camarades du POI, ils comprendront qu'il faut bien appeler les choses par leurs noms.

Exiger le retrait de la contre-réforme des retraites a foiré, ce qui était prévisible à défaut de chasser Sarkozy, interdire les licenciements a fait un flop retentissant, laissant les militants et travailleurs "*perplexes*" (de l'aveu même de militants du POI), on l'aurait été à moins, idem sur toutes les questions qui ont fait l'objet de pétitions de la part du POI, je vous passe la Sécu, l'Afghanistan et l'Irak ou les pétitions ont carrément fini à la poubelle. L'essentiel étant de faire croire que tout serait possible alors que les conditions ne le permettaient manifestement pas, nourrissant ainsi les illusions des uns et des autres jusqu'au désespoir. Bon, il faut bien s'occuper, avoir l'impression d'exister à défaut de construire le parti dont nous avons besoin pour renverser le régime.

Informations ouvrières titre en couverture : "*Votez non au traité européen !*". Questions : Mais à qui s'adressent-ils ? Au PS dont le candidat vient de faire allégeance à la finance ? Pour le faire passer pour quoi, un parti ouvrier ? En dehors d'une vingtaine de députés du PS qui ont voté contre avant-hier, l'immense majorité d'entre eux se sont abstenus. Le texte doit maintenant passer au Sénat où le PS et ses satellites sont majoritaires. Ils peuvent le rejeter, cela n'empêchera pas son adoption définitive car " *en cas de désaccord l'Assemblée aura le dernier mot*" (Reuters 21.02), il en va ainsi du fonctionnement des institutions de la Ve République, ce dont les dirigeants du POI n'ignorent pas. Alors quel est l'objectif politique de cette campagne ? Légitimer le PS et les institutions, soutenir le régime. Comment ?

D. Gluckstein écrit dans son éditorial : "*On ne peut qu'être stupéfaits de constater qu'il se trouve des parlementaires, quels qu'ils soient, pour appuyer la mise en place de ce MES.*", vous avez bien lu, le "*quels qu'ils soient*" s'adresse également aux députés du parti de l'ordre, incroyable ! Il ajoute "*Honte au député (UMP) Plagnol qui, rapportant sur ce traité le 14 février devant la commission des affaires étrangères, ose se féliciter de ce que les commissions du Parlement français recevront « une information (…) chaque fois qu'une décision engageant les finances de l'Etat serait prise par le conseil des gouverneurs » ! Peut-on imaginer abdication plus servile de toute forme de souveraineté ?*". Il récidive sur le même registre ensuite avec un député du PS.

Le POI avait déjà revendiqué la défense de la "*souveraineté nationale*" si vous vous souvenez, voilà qu'il s'en remet au parti de l'ordre et son supplétif social-libéral pour accomplir cette tâche !

En bon gardien de la démocratie bourgeoise D. Gluckstein pète un plomb : "*Aucun député, aucun sénateur ne peut prétendre parler au nom de la démocratie s'il ne vote pas contre le MES (et contre le traité TSCG que les chefs d'Etat doivent signer le 1er mars)*",

car voyez-vous tout ce beau monde serait autrement légitime pour parler au nom de la démocratie, comme preuve de soumission aux institutions de la Ve République on ne pouvait difficilement envisager une preuve aussi flagrante.

Et comment va s'articuler la campagne du POI contre le MES ? Comme d'habitude, elle a essentiellement pour fonction d'épargner les institutions en désignant aux travailleurs et militants un autre coupable, l'UE, la BCE, la Commission européenne, le FMI.

Et pour mobiliser les troupes, il faut leur foutre la trouille, ce n'est rien de moins qu'une question de "*vie ou de mort*", c'est écrit dans la note qui figure en bas de l'éditorial de D. Gluckstein : "*Demain, avec le MES, plus besoin de tractations : le conseil des gouverneurs aura droit de vie et de mort sur tous les peuples !*". Bon, O. K., on est mort, nous voilà bien avancé ! A quoi bon nous battre alors !

Alors comment s'y prend le POI pour détourner les militants et les travailleurs des institutions ? En juxtaposant deux propositions identiques dont la seconde est introduite par une restriction "*même si*", dans le but de minimiser ou de faire oublier aux lecteurs de quelle manière s'enchaînent les faits, le rapport réel qui existe entre d'une part le FMI, la BCE et la Commission européenne et d'autre part le représentant du gouvernement au sein du conseil des gouverneurs du MES. Lisez attentivement le passage suivant, vous comprendrez immédiatement que le MES n'existerait pas sans l'aval des chefs d'Etat, exactement comme avec tous les traités de l'UE.

Page 3, on peut lire : "*Le FMI (dirigé de fait par le gouvernement américain, qui y dispose du plus grand nombre de parts), la Banque centrale européenne, la Commission européenne seront donc les véritables maîtres du fonctionnement du MES, au compte du capital financier,* ***même si*** *le conseil des gouverneurs et le conseil d'administration du MES seront composés de membres désignés par les gouvernements.*" (le passage souligné par mes soins)

Vous avez deux affirmations dont l'une l'emporte sur l'autre, mieux dont l'une est fausse et l'autre correcte. Le FMI, la BCE et la CE seront les "*véritables maîtres*", c'est l'affirmation erronée, car seulement et seulement si les gouvernements désignent les membres qui participeront au conseil d'administration du MES, c'est l'affirmation juste, dans le cas contraire point de MES, tout l'édifice s'écroule, voilà ce que le POI cautionne par une vulgaire manipulation.

Mais encore ? Sur le plan pratique, c'est simple, une fois le décors planté le reste est une formalité, un mot d'ordre rodé depuis des années, page 2 : "*...dire : « BCE, Union européenne, FMI dehors ! » ?*" comme en Grèce précise Marie Stagliano, au lieu d'axer le combat contre le gouvernement, contre le Parlement, contre les institutions, bref, contre l'Etat des capitalistes qui vont profiter de la mise en oeuvre du MES et la boucle est bouclée.

Il y a pire encore.

Si vous avez lu les derniers articles mis en ligne dans le site ou les infos en bref qui relataient les derniers développements de la situation politique en Grèce, vous avez pu constater que les masses grecques s'en prenaient dorénavant violemment au gouvernement et à tous les partis qui participent au Parlement, vous avez pris connaissance des derniers sondages qui donnaient entre 42 et 45% des intentions de votes aux élections législatives qui auront lieu en principe au mois d'avril aux formations politiques dites d'extrême gauche, tandis que le PASOK et le LAOS (extrême droite) étaient laminés, respectivement 8 et 5%, donc la campagne du POI au lieu d'écouter le prolétariat grec, de s'inspirer de la radicalisation des masses, au lieu de s'inspirer du profond mouvement qui porte les masses contre les institutions, à poser directement la question de l'Etat à terme dans le meilleur des cas, au lieu de les soutenir, il s'en détourne, leur donne un coup de poignard dans le dos en les renvoyant dans les bras de la troïka et des partis qui soutiennent sa politique réactionnaire, sachant que c'est seulement en posant la question de l'Etat et du gouvernement ouvrier révolutionnaire qu'il sera possible aux travailleurs grecs de rompre avec la troïka et de trouver la voie de leur émancipation, du socialisme, de mettre en oeuvre une politique conforme à leurs intérêts.

Aider les travailleurs à démêler l'imbroglio créé autour de l'UE et l'Etat, tel est notre devoir au lieu de l'embrouiller comme le fait le POI. La souveraineté de la nation, on ne peut la considérer que dans une société délivrée du cycle infernal de l'exploitation et de l'oppression s'étendant à l'humanité toute entière, autrement à notre époque, c'est l'argent, le profit qui est souverain, ce qui de notre point de vue est indéfendable.

On ferait mieux d'aider les travailleurs à conquérir leur souveraineté sur les rapports sociaux auxquels ils sont soumis, leur indépendance de la classe des capitalistes. Défendre tous nos acquis, mais dans cette perspective politique. Si on doit créer de nouvelles institutions, pourquoi ne pas s'y mettre dès maintenant, préparer des décrets, des textes législatifs, rédiger une nouvelle Constitution, se préparer à une situation de double pouvoir avant d'engager le combat final et vaincre notre ennemi.

La notion de victoire est importante, elle concrétise une théorie, des rapports, et non une utopie ou des chimères ; l'utopie est utile quand on trouve le moyen de répondre à une question sans en connaître la réponse. On peut imaginer un monde sans argent, mais on est incapable de le décrire. Les chimères sont aussi du domaine du vagabondage de la pensée. En revanche on est capable de décrire les étapes pour y parvenir, d'où l'importance de la théorie et de la connaissance de la nature sociale des rapports qui existent dans la société pour la changer.

N'est pas anticapitaliste qui ne comprend pas qu'il faut se libérer au préalable du carcan législatif, juridique, institutionnel qui légitime le régime capitaliste, pour ensuite s'attaquer à ses fondements. C'est uniquement la combinaison du combat contre le capitalisme et les institutions qui peut permettre de réaliser l'unité de la classe et faire sauter le régime. Vous pouvez combattre sur le plan politique sans jamais descendre au niveau des fondations du capitalisme, et vous pouvez combattre sur le plan syndical sans jamais vous élever au niveau des institutions ou de l'Etat, sauf une fois tous les 5 ans !

Actualité en titres

Comment les médias appellent à la guerre contre la Syrie.

- Homs : «*le sang des Européens mêlé à celui des Syriens*» - LeFigaro.fr

- Les journalistes ont-ils été assassinés en Syrie? - Lexpress.fr

- Syrie: L'armée aurait tué les journalistes délibérément - 20minutes.fr

Que cela ne tienne !

- Sarkozy se positionne "*trop à droite*" pour une majorité de Français, selon un sondage BVA - AFP

- Nicolas Sarkozy rejoue le travail contre l'assistanat. - Liberation.fr

- Nicolas Sarkozy sur France 2 : Le travail, réponse à la crise - 20minutes.fr

L'ennemi avance masqué

- François Hollande : "*Le travail est une valeur de gauche*" - lexpress.fr

La City aussi !

En voilà une découverte...

- Bruno Le Maire : Hollande «*avance à visage masqué*» - Public Sénat

... quoique...

- Les profs plébiscitent Hollande - L'Express.fr

Odeur (nauséabonde) de campagne électorale :

- Joly à Lepage : «*Je l'emmerde*» - Liberation.fr -

Epidémie. Enfer carcéral. Révolte dans des prisons surpeuplées : Honduras, Mexique et maintenant en Indonésie

- Une émeute embrase une prison surpeuplée de Bali: trois blessés - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le président du conseil affiche pour 2011 un revenu de 1,01 million d'euros (contre 1,5 million en 2010) et est propriétaire de seize biens immobiliers, dont plusieurs à Milan et Varese, dans le nord du pays. Il possède également 50 % d'un appartement à Bruxelles, où il a longtemps travaillé comme commissaire européen. Dans sa déclaration, il souligne qu'il ne possède pas d'actions individuelles mais des sicav et obligations pour un montant total de 11 millions d'euros.

La ministre de la justice, l'avocate Paola Severino, a déclaré plus de 7 millions d'euros de revenus en 2010, contre 3,5 millions pour M. Passera, le ministre du développement économique.

Le ministre le plus "*pauvre*" est le titulaire du portefeuille de la coopération internationale, Andrea Riccardi, qui a déclaré pour 2010 un revenu de 120 309 euros. Il ressort de cette initiative que la grande majorité des ministres (anciens banquiers, avocats, professeurs d'université...) verront leurs revenus s'écrouler en 2012. Ils ne toucheront "*que*" 200 000 euros bruts. (lemonde.fr 22.02)

2- Afghanistan

Dix manifestants ont été tués en Afghanistan en deux jours de manifestation contre la profanation d'exemplaires du Coran sur la base américaine de Bagram, obligeant Hamid Karzaï à lancer mercredi un appel au calme.

"*Les forces de sécurité afghanes ne devraient pas avoir recours à la violence lors des manifestations, mais au contraire protéger la vie et les biens des civils*", a déclaré le chef de l'Etat dans un communiqué. Il s'est dit profondément attristé par la mort de civils.

Un dernier bilan fait état de six morts en deux jours.

Citant des rapports de la police, un haut responsable afghan de la sécurité a déclaré à Reuters que des employés occidentaux travaillant dans la sécurité sur un camp militaire américain de Kaboul avaient ouvert le feu sur les manifestants, en blessant plusieurs.

Des manifestants blessés interrogés à la périphérie en bordure de la capitale, sur la route menant à Jalalabad, ont déclaré que la police afghane était à l'origine des coups de feu.

Les autorités afghanes ont ouvert une enquête qui devrait permettre de comprendre qui, de la police afghane ou des étrangers, a visé la foule des manifestants.

Deux manifestants ont été tués par la police mercredi dans la province de Parwan, au nord de la capitale, siège de la base militaire de Bagram, a déclaré la porte-parole du gouverneur local. Treize autres personnes ont été blessées.

"*Les manifestants ont attaqué le siège du district de la province et ont été tués par les policiers*", a-t-elle précisé.

Un manifestant a également été abattu dans la province de Logar, à l'est de la capitale, selon le porte-parole du gouverneur.

Le porte-parole du ministre afghan de la Santé a également annoncé qu'un manifestant était décédé à l'hôpital de Kaboul à la suite de blessures par balles reçues au cours de nouvelles manifestations qui ont éclaté dans au moins quatre quartiers de la capitale.

Ailleurs dans le pays, 24 manifestants ont été blessés, la plupart dans la capitale. A Kaboul, les protestataires ont chargé les forces de police et brisé les vitres de véhicules.

Selon le responsable de la division criminelle de la police de Kaboul, Mohammad Zahir, 21 personnes, dont onze policiers, ont été blessés dans la capitale.

L'ambassade des Etats-Unis a été fermée et a conseillé à son personnel de ne pas sortir et tous les déplacements sont suspendus, lit-on sur son compte officiel Twitter.

Des protestataires se sont rassemblés en nombre dans un faubourg de Kaboul aux cris de "*Mort à l'Amérique*" et "*Mort (au président Hamid) Karzai*", rapportent des témoins.

Des manifestants ont par ailleurs incendié une partie du complexe résidentiel occupé par des employés étrangers. Un témoin rapporte que l'incendie a détruit une partie de l'hôtel "Green Village", où vivent et travaillent 1.500 personnes, la plupart des expatriés.

L'indignation a également gagné le Parlement afghan où plusieurs députés ont crié "*Mort à l'Amérique*".

Les manifestations se sont étendues à d'autres villes.

A Jalalabad, dans l'est du pays, des manifestants se sont réunis en scandant le slogan "*Longue vie au mollah Omar*", en hommage au chef des taliban afghans. Cinq personnes ont été blessées, a déclaré le porte-parole du gouverneur.

Les médias locaux rapportent que des manifestations ont également éclaté à Herat, dans l'Ouest proche de l'Iran, région

considérée comme l'une des plus stables de l'Afghanistan en guerre.

Environ 2.000 Afghans avaient déjà manifesté mardi devant la base de Bagram. Les manifestants ont commencé à se rassembler lorsque des ouvriers afghans ont retrouvé des restes calcinés de copies du Coran alors qu'ils ramassaient les ordures sur le site, a déclaré le bureau du gouverneur de la province. (Reuters 22.02)

L'Empire inspire légitimement la haine, l'impérialisme a perdu la guerre une nouvelle fois...

Social

1- France

1.1- S'enrichir toujours plus sur la population la plus nombreuse.

Les prix des produits de grande consommation dans les supermarchés et les hypermarchés se sont renchéris de 4 % en l'espace d'un an, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Depuis mars, les prix montent de manière continue en comparaison à l'année précédente. Le mois de janvier 2012 a été celui qui a connu la plus forte inflation des prix des produits de grande consommation, avec 4 % de hausse par rapport à janvier 2011.

Dans les supermarchés, l'augmentation est de 4 % tandis que les autrs formats de vente enregistrent une hausse de 5,2 %.

En un an, les prix des produits alimentaires (hors produits frais) se sont renchéris de 4,2 %.

Le prix de la viande a augmenté de 4,4 % sur un an, et celui des boissons de 4,6% sur un an.

'*Cette hausse de prix traduit notamment celles des alcools (apéritifs, eaux de vie et liqueurs) et des boissons gazeuzes, jus et sirops*', précise l'Insee. (lemonde.fr 22.02)

1.2- Comble du cynisme. S'enrichir sur le dos des plus faibles : une vocation !

Près de 4.500 euros facturés pour une prothèse de hanche alors que le prix remboursé par la Sécu se limite à 460 euros soit près de dix fois plus: cet exemple, parmi beaucoup d'autres, est cité par 60 millions de consommateurs dans une enquête sur les dépassements d'honoraires à l'hôpital public publiée jeudi.

"*Autorisés à exercer une activité libérale au sein même d'un hôpital public, certains chirurgiens en profitent pour pratiquer des tarifs indécents*", écrit le magazine consumériste dans son numéro de mars, au terme d'une enquête qui a duré plus d'un an et s'est heurtée à de nombreux obstacles.

Sur un total de quelque 45.000 praticiens du public, 4.524 exercent une activité privée au sein de l'hôpital et parmi eux 1.824, relevant du secteur 2, fixent librement leurs honoraires pour certains patients ayant voulu être soignés par eux, selon des chiffres de 2010.

Le processus des actes privés à l'hôpital est le suivant: un patient veut être traité par un "*mandarin*" de renom et/ou ne veut pas attendre plusieurs semaines ou plusieurs mois; il sollicite alors d'être pris en privé, diminuant ainsi sensiblement son délai d'attente mais ... au prix fort.

Ainsi pour une opération simple, celle de la cataracte, dont le tarif conventionné (remboursé par l'assurance maladie) est de 271,70 euros, un patient pourra avoir à débourser jusqu'à 1.490 euros s'il choisit un "*ponte*" de l'Hôtel Dieu à Paris. Même avec dépassements d'honoraires, il n'aurait payé que de 511 à 777 euros dans une clinique privée, selon le magazine.

Certains praticiens de l'hôpital Cochin, toujours à Paris, facturent jusqu'à 4.250 euros la pose d'une prothèse de hanche, alors que le tarif conventionné se limite à 459,80 euros.

Sur une quarantaine d'actes médicaux la moyenne des dépassements oscille entre 68 et 408% du tarif Sécu mais "il n'est pas rare que les montants facturés atteignent des taux supérieurs à 1000%", écrit 60 millions de consommateurs qui affirme s'être heurté à de nombreuses difficultés pour obtenir ces chiffres, tant auprès des agences régionales de santé, des hôpitaux que de l'assurance maladie.

Auprès des 26 agences régionales de santé (ARS), le magazine n'a pu obtenir tous les rapports des commissions d'activité

libérales (CAL).

Un praticien de l'hôpital public, contrairement à un praticien libéral, est un salarié dont l'activité privée s'ajoute à ses revenus salariaux et qui est exercée au sein des installations de l'hôpital. A titre de compensation il verse une redevance à l'établissement.

Selon le magazine, en 2009, 48 médecins du centre hospitalier universitaire (CHU) de Nice (Alpes-Maritimes) ont perçu 75.000 euros en sus de leurs salaires (450.000 pour le plus "*coté*" d'entre eux) et ont reversé une moyenne de 20.000 euros de redevance. (AFP 22.02)

Quatre quotidiens de Seine-Maritime appartenant au groupe Hersant, Paris-Normandie, Le Havre-Libre, Havre-Presse et Le Progrès de Fécamp, doivent déposer leur bilan à la fin du mois de février, a-t-on appris mercredi de source syndicale.

Ces quatre quotidiens, ainsi que leurs deux suppléments hebdomadaires, Liberté-Dimanche et Havre Dimanche, appartiennent à la Société normande de presse d'édition et d'imprimerie (SNPEI), elle-même filiale du Groupe Hersant Média (GHM).

Le tirage des quatre quotidiens et de leurs suppléments était d'un peu plus de 75.000 exemplaires payants l'an passé dont 52.606 pour Paris-Normandie, le navire amiral du pôle. Les effectifs de la SNPEI sont de 307 salariés auxquels s'ajoutent 65 personnes employées à la publicité. (Reuters 22.02)

1.3- Quand le régime policier a pris un "***caractère officiel***"

La prison vit une révolution inquiétante qui, basée sur la "*dangerosité*" supposée des détenus, l'amène à les traiter non plus en fonction de ce qu'ils ont fait, mais de ce qu'ils pourraient faire, met en garde le contrôleur des prisons Jean-Marie Delarue.

"*Est-on capable de savoir qu'un individu va commettre un crime demain? Je ne crois pas. On aura beau perfectionner les instruments, on n'y arrivera pas*", déclare M. Delarue à l'AFP, à l'occasion de la mercredi de son rapport annuel.

"*Jusqu'en 1945, la prison n'avait d'autre objet que de punir, avec une peine proportionnée à la gravité de l'infraction commise*", explique le "*contrôleur général des lieux de privation de liberté*".

Après guerre, "*un nouveau but a été assigné à la prison: la réinsertion*".

"*Et depuis quelques années, je crois qu'on ouvre la 3e étape*", estime Jean-Marie Delarue.

Elle a "*un nom apparent: la dangerosité, qui revient à identifier chez une personne la menace qu'elle fait courir à la société*".
Le concept "*se cherche depuis les années 90*", mais il a pris un "*caractère officiel*" en 2005, avec la loi sur la prévention de la récidive.

"Cela nous ramène à des théories anciennes, au positivisme italien de la fin du XIXe siècle", qui trouve dans chaque crime des causes "*endogènes*", enfouies dans une "*part barbare de l'individu*".

Dès lors, le "*châtiment, donc la prison, s'organise non plus en fonction du crime, mais de l'étendue de ces causes*". Et les évolutions en cours du système pénitentiaire s'expliquent:

- "*On multiplie les instruments d'évaluation*" de la dangerosité (tels que le "*diagnostic à visée criminologique*") et "on demande aux psychiatres de faire des pronostics".

- "*On instaure des régimes différenciés*" de détention, en fonction de la dangerosité supposée des détenus. "*Mais quelle dangerosité? Celle du dedans ou celle du dehors?*", s'interroge Jean-Marie Delarue, sachant par exemple que "*les auteurs de crimes sexuels graves sont pour la plupart des détenus +modèles+*".

- "*On invente la rétention de sûreté*" (qui s'applique lorsque la peine prononcée a été purgée), "l*e suivi socio-judiciaire, le placement sous surveillance électronique...*"

- "*Et si la réinsertion devient moins importante, on peut +massifier+ la détention*", construire des prisons de 600 places et non plus d'une centaine, et les installer loin des centres urbains, regrette le contrôleur.

"*On est en train de courir dans une direction les yeux fermés!*", s'indigne Jean-Marie Delarue, qui souligne "*les statistiques extrêmement faibles et les échelles de mesure contestables*".

Non seulement le résultat de cette nouvelle orientation de la prison est "*loin d'être garanti*", mais on risque en plus de "*lui enlever*

ce qu'elle avait de bien" dans sa mission de réinsertion.

"*Tout cela est complètement illusoire*", tempête le contrôleur.

"*Je préfère qu'on en reste à mon bon vieux postulat: si on traite bien quelqu'un en détention, il a plus de chances de s'amender que si on le traite mal*", dit-il. "*Quand on traite les gens comme des bêtes fauves, ils se comportent en bêtes fauves. C'est un déterminisme un peu plat, je n'en disconviens pas, mais qui vaut beaucoup mieux à mon avis que des échelles de mesure de la dangerosité*". (AFP 22.02)

2- Espagne

Plusieurs milliers de manifestants ont de nouveau défilé mercredi dans les rues de Valence, dans l'est de l'Espagne, pour crier "*non*" aux coupes budgétaires et aux violences policières qui ont émaillé les rassemblements des derniers jours.

"*Nous sommes le peuple, pas l'ennemi*", affirmait une grande banderole déployée en tête de cortège, où étaient réunis lycéens, étudiants, parents d'élèves mais aussi syndicats et partis politiques opposés à la politique de rigueur menée par le gouvernement régional de droite.

"*Coupes dans l'éducation pour mieux nous voler*", proclamait une autre banderole.

Les manifestants réclamaient aussi le démission de la déléguée du gouvernement central dans la région, Paula Sanchez de Leon, en réponse aux violences policières qui avaient accompagné la manifestation de lundi soir.

Un rassemblement de lycéens avait alors dégénéré et les scènes montrant des policiers casqués, frappant à coups de matraque ou traînant à terre de jeunes manifestants, certains le visage en sang, ont provoqué de multiples protestations et des manifestations mardi dans tout le pays.

Illustration la plus criante des problèmes de liquidités qui frappent la région, une partie des écoles y connaissent des pénuries d'eau et de chauffage, les autorités locales n'étant plus en mesure de régler les factures auprès des fournisseurs.

Ces pénuries ainsi que les coupes budgétaires dans l'éducation ont provoqué une grogne sociale qui ne cesse de s'amplifier, avec des manifestations désormais quotidiennes à Valence. Les lycéens de la région ont appelé à une journée de protestation le 29 février dans toute l'Espagne. (AFP 22.02)

3- Grèce

Des milliers de Grecs ont manifesté mercredi dans le centre d'Athènes pour dénoncer la cure d'austérité exigée par les bailleurs de fonds de la Grèce en échange du nouveau prêt de 130 milliards d'euros qui lui a été accordé.

Des syndicalistes, des retraités et des communistes se sont réunis sous la pluie en face du Parlement, dans le centre de la capitale grecque. Les médecins et le personnel hospitalier ont appelé à une grève de 24 heures jeudi, les hôpitaux n'assureront qu'un service minimum.

La récession étant plus forte que prévu, la Grèce anticipe désormais un déficit budgétaire 2012 représentant 6,7% du PIB, contre un objectif précédent de 5,4%, selon le projet de loi sur les nouvelles mesures d'austérité publié mardi sur le site web du Parlement.

Par ailleurs, mercredi matin, Fitch Ratings a annoncé abaisser la note à long terme de la Grèce de CCC à C, tout en confirmant la note à court terme C. La note de la Grèce chez Fitch n'est désormais plus qu'à un cran au-dessus du défaut.

Le chômage atteint désormais presque 21%, l'économie, en récession depuis cinq ans, s'est contractée de 16% depuis 2008 et la criminalité est en hausse. (Reuters 22.02)

4- Canada

Le gouvernement pourrait repousser le versement des prestations de retraite pour les générations futures à 67 ans, contre 65 ans aujourd'hui. (lefigaro.fr 22.02)

Economie

Etats-Unis

Le régulateur des deux régies américaines du financement des prêts immobiliers, Fannie Mae et Freddie Mac, a estimé mardi impossible qu'elles remboursent les 180 milliards de dollars qu'a dépensés l'Etat fédéral pour les sauver.

"*Les pertes des deux entreprises sont d'une telle magnitude qu'elles ne peuvent rembourser les contribuables dans aucune hypothèse imaginable*", a écrit le directeur général de l'Agence fédérale de financement du logement (FHFA), Edward DeMarco, dans une lettre aux parlementaires.

Selon lui, il faudra nécessairement bâtir une entité privée pour reprendre le rôle qu'assument Fannie Mae et Freddie Mac.

"*Aucune infrastructure privée n'existe aujourd'hui qui soit capable de titriser les 100 milliards de dollars mensuels de nouveaux prêts immobiliers accordés aux ménages. Une fermeture pure et simple des régies ferait bondir les taux d'intérêt et limiterait l'offre de prêts hypothécaires*", a prévenu M. DeMarco.

Le marché des prêts immobiliers américains se distingue par le refus des prêteurs de conserver jusqu'à échéance les prêts, qui courent pour la très grande majorité sur 30 ans. Il existe donc un vaste marché secondaire où ces prêts sont assemblés dans des obligations (via la "*titrisation*"). (AFP 22.02)

Haut de page

Le 24 février

CAUSERIE

Mon travail est de nouveau perturbé par de longues coupures de courant, hier de 10h à 18h, aujourd'hui depuis 11h, il est 14h30. Comme les emmerdements n'arrivent jamais seuls, j'ai un énorme problème avec mon visa, j'ignore comment cela va se terminer, ni quand évidemment.

Jusqu'à présent, du fait que mon épouse est d'origine indienne, j'obtenais automatiquement un permis de résident de 5 ans renouvelable, or je viens d'apprendre que le gouvernement central à Delhi avait remis en cause cette clause. Il faut dire aussi qu'ils ont remplacé les responsables des bureaux de l'immigration de Chennai (ex-Madras) et de Pondichéry qui étaient composés de Tamouls par des fonctionnaires du nord de l'Inde, blancs de peau et d'origine aryenne, tandis que les Tamouls sont noirs et d'origine dravidienne, de surcroît généralement racistes vis-à-vis de la population des Etats du sud de l'Inde, j'ajouterai nationalistes et xénophobes pour tout arranger, quand on les connaît. Les responsables Tamouls des bureaux de l'immigration pouvaient faire preuve de mansuétude vis-à-vis d'étrangers mariés avec une des leurs, il faut croire qu'ils délivraient trop de visas de résidents au goût des autorités de Delhi. Ce n'est qu'une hypothèse, mais je ne vois pas d'autres explications.

Dans des causeries de 2008 ou 2009, j'avais relaté l'expérience d'un de mes beaux-frères (Tamoul) qui avait été travaillé à Agra (Uttar Pradesh) dans le nord de l'Inde où il avait été traité comme un paria, un étranger au sens péjoratif du terme, ou encore plusieurs de mes ex-élèves de l'Alliance Française qui avaient travaillé à Puna (Maharastra) et n'avaient pas supporté les humiliations quotidiennens qu'on leur faisait subir, j'ai eu l'occasion d'observer attentivement pendant plus de trois ans le comportement de mes élèves qui venaient de différents Etats du nord de l'Inde pour confirmer leur dire, dont certains avec qui j'avais sympathisés, j'étais devenu leur confident, avec moi ils se lâchaient, du coup j'ai appris beaucoup de choses sur l'Inde à côté desquelles j'étais passé à côté... Dans un pays aussi arriéré, il ne faut s'étonner de rien et surtout pas se formaliser.

Cela vous avait-il échappé ?

Dire « *qu'Israël est très critiqué parce que c'est une grande démocratie* », comme s'il n'y avait pas d'autre raison de critiquer Israël, pour citer celui pour qui presque toute la gauche votera au 2ème tour (François Hollande), pour moi c'est une idée d'extrême droite. (Mondialisation.ca 21.02)

Surréalisme.

Les gérontocrates des pétromonarchies du Golfe, dans un bel élan d'indignation, sommaient la Syrie de se réformer. Un spectacle du surréalisme politique. (Mondialisation.ca 21.02)

Quand miracle et mirage se rejoignent.

Dans un communiqué officiel, très inhabituel, le Saint-Synode de l'Eglise de Grèce a indiqué, mercredi 22 février, qu'elle avait versé au fisc 12,5 millions d'euros en 2011, pour l'ensemble de ses évêchés, monastères et paroisses.

Elle a par ailleurs réussi à échapper au nouvel et très impopulaire impôt immobilier à l'automne 2011, ce qui avait provoqué de vives polémiques.

L'Eglise est le deuxième propriétaire foncier du pays, derrière l'Etat, possédant de nombreux terrains et forêts, dont elle affirme qu'ils sont souvent difficilement exploitables.

Le quotidien libéral Kathimerini avait estimé les biens ecclésiastiques à 700 millions d'euros. L'ancien ministre des finances libéral, Stephanos Manos, considère que le montant dépasse le milliard d'euros. L'Eglise rejette ces chiffres et soutient qu'elle n'est pas riche.

Le débat est d'autant plus sensible que le salaire des popes et des évêques est intégralement pris en charge par l'Etat qui y consacre 220 millions d'euros, alors qu'il doit réduire considérablement son budget. Les tentatives de l'ancien ministre des finances Georges Papaconstantinou de réduire la part de l'Etat dans le salaire des prêtres ont très vite échoué.

L'Eglise met en avant ses actions caritatives qui se sont développées avec la crise. En septembre 2011, elle indiquait avoir consacré 100 millions d'euros à ses activités philanthropiques. Mais elle a bien conscience que ces polémiques récurrentes nuisent à son image en cette période de crise.

Le monastère de Penteli, au nord-est d'Athènes, veut transformer une partie de la montagne qui lui appartient en un champ de panneaux photovoltaïques. En octobre 2011, l'évêque d'Athènes et de toute la Grèce, Hiéronymos, a même fait le voyage au Qatar pour chercher des financements. (lemonde.fr 23.02)

Le gouvernement grec avec le concours de l'UE et du FMI saigne les travailleurs grecs, alors que les armateurs, l'ensemble des capitalistes et l'Eglise ne paient pas d'impôts ou si peu, ont placé dans le paradis fiscal suisse plus de 300 milliards d'euro sans qu'il leur soit réclamé un centime.

En fait, ce que l'UE et le FMI reproche à l'Etat grec, c'est d'avoir pris les devants en suivant les conseils des banquiers américains de Goldman Sachs sur ce qui préfigure l'UE de demain, au point de mettre en lumière et en péril l'édifice que les représentants de l'UE ont mis tant d'années à construire sur le modèle des Etats-Unis, l'objectif étant de parvenir à un Etat supranionational bureaucratique et dictatorial une fois chaque Etat ayant abdiqué leur souveraineté, gouverné par la Commission européenne, la BCE et le MES, le pendant en Amérique du pouvoir fédéral à Washington et de la Fed.

Au rayon de la collaboration de classes.

Que faut-il penser de ceux qui pourfendent l'UE depuis des années, tandis qu'il était parfaitement clair qu'elle marchait sur les pas des Etats-Unis, et qui n'ont cessé pendant ce temps-là de prétendre que les Etats-Unis étaient une démocratie ?

La cour d'appel de Paris ou la voix des banquiers.

La cour d'appel de Paris a infirmé jeudi en appel la décision prise en 2010 par l'Autorité de la concurrence d'infliger aux principales banques françaises une amende de 385 millions d'euros pour entente sur les coûts des traitements des chèques.

Dans son arrêt dévoilé par le figaro.fr et consulté par l'AFP, la cour stipule que "*les griefs d'entente imputés*" à ces banques "*ne peuvent être retenus*" et que ces dernières doivent "*être mises hors de cause*".

Du 1er janvier 2002 au 1er juillet 2007, dix banques (BPCE, la Banque Postale, BNP-Paribas, la Confédération nationale du Crédit Mutuel, le Crédit Agricole, le Crédit du Nord, le Crédit Industriel et Commercial, LCL, HSBC et la Société Générale) avaient appliqué uniformément une commission interbancaire de 4,3 centimes par chèque, un pur hasard qu'au centime près leurs commissions soient identiques.

Elles avaient fait valoir que l'accélération du traitement les empêchait de placer aussi longtemps qu'auparavant les sommes réglées par chèque, ce qui rognait leurs revenus.

L'Autorité de la concurrence avait estimé que les pertes mises en avant par les banques étaient compensées par des économies sur le traitement des chèques. Elle avait estimé que chaque centime prélevé sur le traitement d'un chèque équivalait à une hausse de 220 millions d'euros des frais supportés par les clients pendant la période considérée.

Les banques avaient fait appel de la sanction qui leur avait été infligée le 20 septembre 2010 par l'Autorité de la concurrence:

une amende totalisant 385 millions d'euros.

Dans son arrêt, la cour d'appel a considéré que "*l'instauration des commissions*" en cause "poursuivait alors, en 1999 et 2000, un objectif économique légitime, d'ailleurs consacré comme tel par la Banque de France et par la Commmission bancaire".

Elle a ajouté que "*les banques ne peuvent être utilement contredites lorsqu'elles affirment que le caractère compensatoire de (cette commission) et son caractère temporaire expliquent le montant forfaitaire*" établi, "*fruit d'un compromis et non résultat d'un calcul arithmétique*".

Selon la cour, cet accord ne peut "*être assimilé à un cartel secret*" et ne constitue pas "*une entente sur les prix finaux*".

Cette arrêt ouvre "*droit à restitution de l'ensemble des sommes versées*" par les banques, a précisé la cour d'appel. (source : AFP 23.02)

1- L'argent que nous déposons sur notre compte courant n'est pas rémunéré par les banques.

2- Elles disposent de cet argent pour spéculer ou s'en servent comme trésorerie, donc réalisent des économies ou des profits avec de l'argent qui ne leur appartient pas, c'est donc du vol.

3- Comme elles ne sont pas vraiment à notre service et n'entendent pas débourser un centime de l'argent qu'elles gagnent sur notre dos, elles nous facturent le moindre service sans que l'on puisse s'y opposer, c'est ce qu'on appelle une dictature.

4- La Banque de France et la Commission bancaire estiment que cela est tout à fait normal puisque selon la législation en vigueur dans le cadre de la Constitution de la Ve République, les banques disposent du pouvoir et nous n'en avons aucun, c'est ce que certains osent nommer une démocratie.

Ils sont dans le même camp.

Deux titres, deux partis pour une seule et unique politique.

- Nicolas Sarkozy, "*porte-parole*" de la France qui travaille - Reuters

- La valeur travail n'est pas l'apanage d'un camp, dit Hollande - Reuters

Sachant que Sarkozy est le porte-parole des privilégiés et qu'il ne peut pas être celui des travailleurs, ce qu'il est préférable de faire oublier en campagne électorale, autrement dit Hollande s'emploie à lui disputer ce titre en se situant sur le même terrain.

Et la mascarade continue.

Hollande, hier en meeting au Mans : "*Quel le respect de la valeur travail depuis cinq ans quand il y a un million de chômeurs de plus ?*", est-ce à Mitterrand qu'il faisait allusion ou à Sarkozy ?

Le travail, "*c'est l'instrument de l'émancipation, de la dignité, de l'accomplissement de soi-même, c'est aussi la seule façon de vivre dignement en toute indépendance*", a ajouté François Hollande. L'*accomplissement de soi-même* quand on est soumis à la dictature du capital ! C'est exactement l'inverse en réalité, c'est là qu'on s'aperçoit que le PS est un parti bourgeois.

Non en régime capitaliste, le travail est un instrument d'aliénation des travailleurs dans la mesure où le produit du travail échappe aux producteurs, mieux, il en devient l'ennemi. Le travail en régime capitaliste consiste uniquement à entretenir un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui profite à une minorité de privilégiés dont Sarkozy et Hollande sont les représentants.

Quand Hollande prône l'alliance (idéologique) capital-travail.

"*Le travail, c'est une valeur de la République, ce n'est pas l'apanage d'une famille politique, d'un camp, d'une idéologie*", a-t-il déclaré.

Pour que Hollande mêle ainsi sa voix aux partis de la réaction (UMP, MoDem, FN) qui le clament sur tous les toits, c'est que finalement il est animé par les mêmes intentions ou défend les mêmes intérêts.

A court d'arguments.

A 58 jours du premier tour, François Hollande a de nouveau lancé un appel à se rassembler dès le 22 avril. "*Quand on a ce qu'on a, mieux vaut prendre le risque d'avoir un nouveau président de la République*", a-t-il dit. (source : Reuters 23.02)

Vaut mieux chercher une autre voie que celle des institutions en place pour éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté : la révolution et le socialisme.

Un aveu.

Quant à Sarkozy, à Lille hier, il a déploré la "*dévalorisation du travail*" et une "crise de l'assistanat" qui a "*fini par payer davantage que le travail*" (Reuters 23.02), prenons-le au mot, ce qui serait impossible si le travail était rémunéré de façon à permettre à chaque travailleur de vivre décemment, ce qui n'est pas le cas évidemment.

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

On comprend pourquoi l'épileptique du Palais s'agite : "*Je ne resterai pas les bras croisés s'il y a une chance, même minime, de sauver un emploi*", a promis le chef de l'Etat (Reuters 23.02), oui, le sien !

Actualité en titres

Les temps sont durs :

- Dexia affiche une perte record de 11,6 milliards d'euros - 20minutes.fr

- CASA (Crédit agricole -ndlr) signe sa première perte annuelle depuis sa cotation - Reuters

- Le bénéfice net de CIC divisé par deux en 2011, la Grèce pèse - Reuters

- Commerzbank, affectée par la Grèce, augmente son capital - Reuters

- Les dépréciations placent Deutsche Telekom dans le rouge Harro Ten Wolde - Reuters

- Grèce: récession plus prononcée que prévu en 2012, selon Bruxelles - AFP

- L'économie chinoise, un géant grippé ? - Liberation.fr

Echo

- La Commission prévoit une nouvelle récession en zone euro - Reuters

- Bruxelles presse Berlin d'accepter un renforcement du pare-feu de la zone euro - AFP

- Londres et Tokyo appellent la zone euro à muscler elle-même son pare-feu - AFP

Manipulation. Pas à pas...

- Sarkozy : le long chemin vers un mea culpa - Lexpress.fr

- "*Sarkozy a réussi à installer l'idée que les jeux ne sont pas encore faits*" - Lexpress.fr

- Sarkozy-Hollande, le jour où leur courbe dans les sondages se croiseront - Lexpress.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Des violences sporadiques ont éclaté pour la troisième nuit consécutive, jeudi 23 février au soir, sur l'île de La Réunion, en perdant

en intensité mais en s'étendant à plusieurs villes.

Des groupes de jeunes et les forces de l'ordre continuaient à s'affronter à distance – lancers de bouteilles incendiaires contre tirs de grandes lacrymogènes – dans le quartier du Chaudron à Saint-Denis, où des barrages de pierres et des poubelles en feu avaient été installés en début de soirée. Des incidents étaient également signalés dans d'autres communes de l'est et du sud de l'île, mais aucun pillage de bâtiment public ou privé n'était à déplorer.

En milieu de nuit, les forces de l'ordre avaient déjà procédé à trente-cinq interpellations. Dans la journée de jeudi, quatre des soixante-huit personnes interpellées lors des violences des deux derniers jours ont été condamnées à des peines de prison ferme et deux ont été placées en détention provisoire

Plus tôt dans la journée, un escadron de gendarmes mobiles est venu en renfort de métropole. Le préfet de La Réunion, Michel Lalande, et les élus de l'île ont, de leur côté, lancé en fin d'après-midi un appel au calme. "*Je demande à la population (...) de rester à l'écart des lieux de ces exactions*", a dit M. Lalande.

Jeudi matin, le maire socialiste de Saint-Denis, Gilbert Annette, s'est rendu au Chaudron, où la bibliothèque municipale et l'atelier d'initiation à l'informatique ont également été la cible des vandales. Ce quartier populaire est massivement touché par le chômage, qui frappe 29,5 % de la population réunionnaise et 60 % des jeunes de moins de 25 ans.

Déjà, en mars 2009, le quartier avait été le théâtre d'affrontements en marge de grandes manifestations contre la vie chère. "*Les minima sociaux sont calculés sur des bases métropolitaines, ils ne permettent plus aux familles réunionnaises de s'en sortir*", a répété le maire face à des habitants sceptiques, voire agressifs. "*Vous connaissez un enfant du Chaudron qui a réussi dans la vie et qui gagne 3 000 ou 4 000 euros par mois ? Ne cherchez pas, il n'y en a pas !*" lui a lancé, en créole, un homme passablement énervé.

"*C'est un effet colatéral du conflit des carburants,* analyse Henri Hippolyte, conseiller général (PCR) du Port*, à 15 kilomètres de Saint-Denis. Ces jeunes se sont attaqués à des biens de consommation hautement symboliques. Ils sont au bout du rouleau. On ne peut accepter ces dérives violentes, en même temps qu'il faut comprendre l'immense détresse sociale qui est la leur.*"

Les violences urbaines à La Réunion, qui ont fait quatre blessés, se sont étendues la nuit dernière. Selon la préfecture, environ 600 personnes se sont livrées à des pillages dans la nuit de mercredi à jeudi dans les villes du Port, de Saint-Denis et de Saint-Benoît, pillant ou dégradant une quinzaine de commerces et d'entreprises. A l'origine de la contestation figure notamment le coût, jugé élevé, du carburant sur l'île et la vie chère. La nuit précédente, un même nombre de commerces ainsi qu'un entrepôt de riz avaient été la cible de groupes de jeunes. Au total, 68 personnes ont été interpellées, et 48 placées en garde à vue.

Les élus de l'île ont présenté, jeudi, une série de propositions pour faire baisser les prix. Didier Robert, président (UMP) du conseil régional, a ainsi suggéré d'utiliser les recettes d'une taxe locale, l'octroi de mer, pour faire baisser de cinq centimes les prix au litre des carburants. Nassimah Dindar, présidente (DVD) du conseil général, souhaite généraliser les tarifs sociaux de l'eau, de l'électricité et du téléphone et baisser les prix de produits de première nécessité d'origine locale en créant "*un fonds de concours exceptionnel*". Gilbert Annette a pour sa part proposé des mesures de gel des prix sur "*100 produits de première nécessité, aux prix de la métropole*" et demande à l'Etat un plan d'urgence exceptionnel. Ces propositions seront débattues vendredi lors d'une réunion en préfecture. (lemonde.fr 23.02)

Comme précédemment aux Comores, à la Guadeloupe, à la Martinique ou encore en Guyane, ce sont les masses et particulièrement les jeunes les plus durement frappés par la crise du capitalisme et les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement qui exaspérés passent à l'action, car ils n'ont plus rien à perdre et ne voient pas comment leur situation pourrait s'améliorer dans l'avenir, ils n'ont plus rien à attendre du régime en place.

On notera au passage que ce sont ces couches du prolétariat que les partis ouvriers ont été incapables d'organiser et dont les syndicats se sont systématiquement détournées pour les abandonner à leur triste sort...

2- Etats-Unis

Une poignée de milliardaires américains ont bouleversé la course à l'investiture républicaine pour la présidentielle de 2012, en injectant des millions de dollars dans une bataille qui tourne à la guerre fratricide.

Ces généreux donateurs ont profité d'un nouvel outil mis à leur disposition par une décision de la Cour suprême de janvier 2010: les "*superPACS*" ("*super comités d'action politique*"). Ces officines peuvent lever des fonds auprès d'entreprises, de syndicats, d'associations et de particuliers, de manière illimitée, pour les redistribuer au candidat de leur choix.

Cinq riches donateurs ont déboursé un quart des près de 130 millions de dollars injectés dans la campagne par ces officines.

Mitt Romney, qui a fait une grande partie de la course en tête, a dû faire face récemment à des candidats regonflés par l'argent des "*superPACS*".

Après Newt Gingrich, c'est Rick Santorum qui lui dispute son statut de favori. Ce dernier a remporté une retentissante victoire dans trois Etats (Missouri, Colorado et Minnesota) le 7 février dans la course à l'investiture qui se joue Etat par Etat.

"*La course républicaine devrait déjà être terminée*", explique à l'AFP Anthony Corrado, expert en financement de campagnes électorales au Colby College, dans le Maine (Nord-Est). "*Mais ces riches donateurs ont en fait fourni le financement pour les campagnes publicitaires qui ont aidé Gingrich à gagner en Caroline du Sud (le 21 janvier) et ont maintenu Santorum dans la course*", estime-t-il.

M. Corrado précise que 72% des spots télévisés financés par ces officines critiquent les adversaires du candidat soutenu. "*Ils ont donc largement contribué au ton négatif*" de la campagne, selon lui.

L'industriel texan Harold Simmons et le propriétaire de casino Sheldon Adelson sont ceux qui ont donné le plus d'argent à ce jour, avec respectivement 14,2 millions de dollars et 10 millions de dollars.

M. Simmons, un habitué des donations de campagne, a donné de l'argent à plusieurs candidats. Mais son objectif principal est la défaite de Barack Obama à l'élection du 6 novembre. L'homme d'affaires texan a donné 12 millions de dollars à "American Crossroads", une officine dédiée à "*sauver notre économie de la politique d'Obama*", selon Steve Law, l'un de ses responsables.

De son côté, M. Adelson et son épouse Miriam ont dirigé toutes leurs donations vers l'officine qui soutient Newt Gingrich, "*Winning our Future*".

"*Je suis contre les personnes très riches qui essaient ou qui parviennent à influencer les élections*", a assuré M. Adelson, dont la fortune est estimé à 25 milliards de dollars, dans une interview au magazine Forbes publiée mercredi. Mais il a ajouté qu'il pourrait donner jusqu'à 100 millions de dollars.

Avec la montée en puissance de M. Santorum, l'attention s'est tournée vers Foster Friess, un investisseur du Wyoming (Ouest) qui a rédigé un chèque de 415.600 dollars au "*superPAC*" soutenant l'ex-sénateur de Pennsylvanie après sa victoire contre Mitt Romney dans l'Iowa le 3 janvier.

Norm Ornstein, un politologue du cercle de réflexion American Enterprise Institute souligne que les donations devraient se poursuivre lorsque les républicains auront désigné leur candidat, donnant lieu à "*une campagne très hargneuse*" contre M. Obama. "*Je ne serais pas surpris de voir de riches démocrates mettre davantage d'argent dans les +superPACS+ aussi*", poursuit-il.

Outre MM. Simmons, Adelson et Friess, les hommes d'affaires Peter Thiel et Bob Perry ont aussi versé d'importantes sommes.

M. Thiel a aidé Ron Paul, le candidat conservateur isolationniste, en donnant 2,6 millions de dollars à "*Endorse Liberty*", l'officine qui le soutient. M. Perry a donné 3,6 millions dont 2,5 millions à "*American Crossroads*". (AFP 23.02)

Social

France

Les salariés d'ArcelorMittal à Florange ont commencé jeudi à bloquer la sortie des expéditions de produits, peu avant la réunion d'un comité d'entreprise qui a officialisé la prolongation de l'arrêt des deux hauts-fourneaux du site.

Quelque 150 personnes participaient à cette action décidée par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, a constaté Reuters.

"*Vu que la direction ne veut rien entendre, nous avons décidé de taper au portefeuille*", a dit à Reuters Frédéric Weber, représentant de la CFDT.

"*On bloque les expéditions clients jusqu'à nouvel ordre*", a-t-il ajouté.

Quelque 200 camions sortent chaque jour de l'usine mosellane, selon lui, chargés pour la plupart de bobines d'acier destinées à l'automobile, l'activité packaging (emballage) tournant au ralenti depuis plusieurs mois.

Lors du comité central d'entreprise, qui se déroulait au siège français du groupe, à La Plaine-Saint-Denis, en région parisienne,

la direction d'ArcelorMittal a confirmé le maintien à l'arrêt des deux hauts fourneaux au deuxième trimestre.

"*Cette décision est pleinement justifiée par le contexte économique et industriel actuel en Europe*", a plaidé Hervé Bourrier, PDG d'ArcelorMittal France, dans un communiqué.

"ArcelorMittal agit en industriel responsable. Il ne peut en aucun cas produire de l'acier qu'il ne pourra pas vendre", ajoute-t-il.

Aucun licenciement n'est prévu, dit le PDG d'ArcelorMittal France. L'arrêt temporaire concerne 500 salariés pour lesquels un dispositif d'indemnisation et d'accompagnement a été mis en place, ajoute-t-il.

"*Pourtant, on manque de matière première*", a réagi Yves Fabbri, secrétaire de la CGT à Florange, en apprenant durant la réunion que 60.000 tonnes de brames d'acier brut produites en Russie viendraient alimenter au deuxième trimestre les usines de Brême (Allemagne) et de Gand (Belgique) qui appartiennent à la même division que Florange.

Les syndicats ont obtenu l'interruption de la séance à 13 heures et sa reprise le 2 mars en présence du patron de la Building Division nord d'ArcelorMittal, Geert van Poelvoorde.

La prolongation de leur mise à l'arrêt au deuxième trimestre, ajoutée aux difficultés actuelles du packaging, se traduira par des mesures de chômage partiel pour la moitié des 5.000 salariés, dont 2.000 intérimaires et sous-traitants. (Reuters 23.02)

Economie

Allemagne

Adieu, Life Kompass 3. La Deutsche Bank a accepté ce 22 février de rembourser à 100 % les investisseurs souhaitant se retirer de ce fonds spéculatif contesté dans l'opinion publique allemande. Et pour cause : il propose de s'enrichir en pariant sur des décès précoces.

Les rendements du fonds Kompass Life 3 dépendent de l'espérance de vie d'un panel de 500 personnes anonymes et volontaires aux Etats-Unis. Plus leur décès survient rapidement, plus les gains pour les investisseurs sont importants. Si au contraire les décès surviennent plus tard, la banque diminue fortement les fonds investis.

Quelque 10 000 investisseurs, principalement des petits porteurs en Allemagne, ont placé environ 200 millions d'euros via ce produit financier très particulier. Certains petits porteurs ont fini par se plaindre... non pas pour des raisons morales, mais parce que le fonds ne leur rapportait pas assez, avec un rendement de 3 % par an entre 2009 et 2011.

Le médiateur de la fédération allemande des banques privées avait reconnu début février que ce produit financier pouvait difficilement "*se concilier avec nos valeurs en particulier dans le domaine de l'inviolabilité de la dignité humaine*", expliquait l'hebdomadaire Spiegel, qui a révélé l'affaire. (lemonde.fr 22.02)

Haut de page

Le 25 février

CAUSERIE

J'ai créé une douzaine de sous-titres dans la rubrique économie pour vous faciliter la recherche d'un article. J'ai rectifié au passage quelques erreurs. Le passage à la ligne est correct avec IE (Microsoft), avec un décalage à gauche avec Mozilla impossible à rectifier sans avoir à reconstruire la totalité de cette page ce qui me prendrait au moins une journée, pas le temps, on fera avec.

Aux sceptiques. Franchement, pas de quoi désespérer, non ?

James. Combien le parti bolchevique comptait-il de militants ?

Trotsky. En 1910, dans tout le pays, quelques dizaines. Il y en avait pas mal en Sibérie. Mais en fait ils n'étaient pas organisés. Les gens que Lénine pouvait atteindre par lettre ou par un agent n'étaient pas plus de trente ou quarante. Notre tradition, les idées que nous avions répandues parmi l'avant-garde ouvrière constituaient un extraordinaire capital qui devait être utilisé, plus tard, au cours de la révolution, mais pratiquement, à cette date, nous étions complètement isolés.

(Œuvres, discussion sur IVe Internationale - avril 1939 - Léon Trotsky)

7 ans plus tard le parti bolchevique comptait des centaines de milliers de militants et prenait le pouvoir.

On croirait ces lignes écrites hier...

- « Comprendre clairement la nature sociale de la société moderne, de son Etat, de son droit, de son idéologie constitue le fondement théorique de la politique révolutionnaire. La bourgeoisie opère par abstraction (« nation », « patrie », « démocratie ») pour camoufler l'exploitation qui est à la base de sa domination. (…) Le premier acte de la politique révolutionnaire consiste à démasquer les fictions bourgeoises qui intoxiquent les masses populaires. Ces fictions deviennent particulièrement malfaisantes quand elles s'amalgament avec les idées de « socialisme » et de « révolution ». Aujourd'hui plus qu'à n'importe quel moment, ce sont les fabricants de ce genre d'amalgames qui donnent le ton dans les organisations ouvrières françaises. »

(Léon Trotsky - *La France à un tournant* - 28 mars 1936)

A croire qu'ils n'ont absolument rien appris, rien retenu, ils préparent les terribles défaites de demain.

La situation sociale catastrophique à laquelle sont soumises la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie grecques pose directement ou est indissociable de la question de l'Etat, des institutions et de la Constitution, qui doit gouverner, quel gouvernement pour se donner les moyens politiques de mettre en oeuvre une politique sociale conforme aux intérêts de l'ensemble des exploités.

L'issue de la crise du capitalisme se situe sur le plan politique, or c'est justement le terrain sur lequel la quasi-totalité des partis ouvriers en Grèce (notamment) refusent obstinément de se placer ou dans le cadre des institutions en place qui ont été fondées pour servir les intérês du capital. En voici une nouvelle illustration.

Publié dans : Tout est à nous ! 137 (23/02/12) *La Grèce en lutte en 2012 comme l'Espagne en 1936 pour les peuples d'Europe !* Extraits :

- "*Alors, que faire? La première chose c'est de crier haut et fort que les Grecs ne doivent pas payer cette dette qui les étrangle et qui n'est pas la leur. Qu'on doit suspendre tout de suite son paiement. Pour quoi faire? Pour faire ce que nous impose le droit international, l'ONU, nombre de conventions internationales signées d'ailleurs par nos gouvernements: pour investir les sommes astronomiques consacrées maintenant au service de cette dette, à la satisfaction des besoins élémentaires de la société grecque...*"

Précisons que c'est une militante grecque qui s'exprime ainsi. Il était précisé en bas de page de cet article : "*Ce discours de Sonia Mitralia, membre du Comité grec contre la dette et de l'Initiative des femmes contre la dette et les mesures d'austérité, a été prononcé au meeting de Marseille du 17 février, organisé par la campagne française «pour un audit citoyen de la dette publique».*". Initiative que nous condamnons, car elle laisse entendre qu'une partie de la dette de l'Etat serait légitime et il serait normal que les travailleurs soient mis à contribution pour la régler, position évidemment partagée par le Front de gauche et d'autres "*anticapitalistes*" qui n'envisagent de rompre ni avec l'UE, ni avec la BCE ni avec l'euro ni avec l'ONU, bref, vous l'aurez compris... ni avec le capital !

Grotesque, pitoyable, comment concevoir que les "*conventions internationales signées d'ailleurs par nos gouvernements*" réactionnaires précisons, pourraient être compatibles avec la satisfaction des besoins des travailleurs que cette militante est censée représenter ? Vous aurez remarqué qu'elle ne faisait pas référence exclusivement aux besoins des travailleurs mais à ceux "*de la société grecque*" incluant toutes les classes, ce qui n'est pas anodin mais témoigne du lien qui la relie à la classe des capitalistes et qu'elle est incapable de briser, dont elle ne peut pas se passer.

La référence de cette militante à l'ONU témoigne de son incapacité à rompre avec le capital dont cette institution représente les intérêts. Exactement comme le firent les réformistes, staliniens et anarchistes en Espagne en 1936, qui au lieu d'aller de l'avant et de rompre avec la bourgeoisie en avançant la nécessité d'exproprier les capitalistes et de liquider les institutions, donc de proposer une issue politique dont la classe ouvrière et à la petite-bourgeoisie pourraient se saisir pour continuer leur combat contre le régime en place et l'abattre à terme, prendre le pouvoir, se place elle-même sur le terrain de la bourgeoisie en reprenant à son compte "*nombre de conventions internationales signées d'ailleurs par nos gouvernements*" aux contenues réactionnaires et qui avaient été conçues pour combattre la classe ouvrière, une manière comme une autre de diviser et désarmer les masses exploitées en les plaçant sur le terrain de la bourgeoisie, en leur signifiant qu'elles ne pourront pas se passer d'elle, bref, en les jetant dans les bras de leur ennemi, dans ces conditions, non seulement il sera impossible de vaincre, mais la défaite est assurée. C'est en procédant exactement de cette manière que les liquidateurs de la révolution espagnole ont pavé la voie à Franco.

Les masses sont pragmatiques et préfèrent l'original à la copie. Dès lors que les partis ouvriers manifestent leur incapacité de

rompre avec la bourgeoisie, pire, témoignent leur volonté de s'associer ou de s'en remettre à elle, des pans entiers de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie se rangent sous son drapeau pour mater la révolution responsable du désordre...

Le NPA et toutes les formations dans le monde proches de ce parti sont totalement incapables de définir une stratégie politique indépendante du capitalisme et ses institutions, de se placer résolument sur le terrain de classe des exploités. Du coup ils conduisent les masses dans une impasse criminelle, que concrétise leur appel à l'unité sans principe puisque sans aucune perspective politique :

- *Camarades, c'est maintenant plus que jamais que l'union fait la force. Unissons-nous car tous ensemble nous pouvons toujours changer ce monde qui est en train de pourrir.*"

Ben voyons, l'unité sans principes, il suffit de s'unir et le tour est joué, sans direction ou objectifs politiques, autrement dit, laissant la voie libre à la réaction ou à la contre-révolution de s'en charger...

Le combat contre l'austérité, le chômage, la précarité et la pauvreté devrait être relié au combat contre le gouvernement et les institutions, seul moyen de rendre crédible l'issue politique que nous proposons aux travailleurs et qu'ils s'en saisissent, pour contruire le parti. Sans cette direction ou ce contenu politique, tout combat se situera dans le cadre des institutions et du régime jugés indépassables, il aura forcément un contenu ou une direction réactionnaire, c'est l'un ou c'est l'autre, cela ne peut être ni l'un ni l'autre ou les deux à la fois, à chaque militant de déterminer librement quel contenu il compte donner à son combat.

Actualité en titres

Les sauveurs suprêmes !

- A Toulouse, le personnel de Freescale en appelle à Sarkozy avec l'aide d'élus PS - AFP

- Petroplus: Nicolas Sarkozy annonce le redémarrage temporaire de la raffinerie de Petit-Couronne - 20minutes.fr

- A ArcelorMittal Florange, Hollande dégaine une proposition de loi - Liberation.fr

- Hollande défend Fralib contre Unilever - L'Express.fr -

Manipulation. Appel du pied aux spéculateurs...

- 70 à 100% : l'augmentation nécessaire de la production agricole mondiale pour nourrir la planète - Atlantico.fr

... or :

- Production mondiale de céréales à un niveau record en 2011/2012 - AFP

Dans l'article "*La faim est faite de faim d'homme et peut-être éliminée par les hommes*" (mondialisation.ca) (12.02.12), Jean Ziegler affirmait qu'il serait possible de nourrir aujourd'hui 12 milliards d'êtres humains, alors que chaque année des millions de travailleurs et leurs familles crèvent de faim ou de sous-alimentation.

Le Monde sait de quoi il parle !

- Sur la Syrie : la propagande à longueur de commentaires - Le Monde

INFOS EN BREF

Politique

1- Afghanistan

Douze personnes ont été tuées vendredi en Afghanistan au quatrième jour de protestations contre la "*profanation*" d'exemplaires du Coran sur une base de l'armée américaine, portant à 23 le nombre de morts depuis le début de ces violences.

A Kaboul, plusieurs centaines de manifestants ont défilé en direction du palais présidentiel aux cris de "*Mort à l'Amérique*". A l'autre bout de la ville, d'autres manifestants ont brandi le drapeau blanc des taliban.

Environ 700 personnes se sont également rassemblées à Jalalabad, dans l'Est, et dans la province de Ghazni, dans le sud-est du pays.

Le bilan des manifestations est de 23 morts en quatre jours, dont deux soldats américains. Les taliban afghans ont appelé la population à s'en prendre aux Occidentaux qualifiés "d'envahisseurs infidèles". (Reuters 23.02)

2- Syrie

Anders Fogh Rasmussen a déclaré à Reuters que l'OTAN n'interviendra pas en Syrie, même si le Conseil de sécurité de l'ONU changeait d'avis et le lui autorisait. Ce faisant, le secrétaire général de l'OTAN feint de renoncer à la guerre, non pas à cause du double veto russe et chinois, mais en raison d'impossibilités techniques.

Nicolas Sarkozy et David Cameron ont signé à Paris de nouveaux traités pour renforcer la défense commune de la France et du Royaume-Uni. La date de cette cérémonie avait officiellement été choisie pour commémorer le soulèvement de Benghazi contre Mouammar Kadhafi. En réalité, il s'agissait de compléter le traité de Lancaster House dont une annexe secrète prévoyait d'organiser le soulèvement de Benghazi et de changer le régime libyen. Dès lors, on peut logiquement se demander si le sommet de Paris n'a pas également inclus la signature d'une annexe secrète planifiant un renversement du régime syrien. Le communiqué final de cette rencontre laisse entrevoir des manigances franco-britanniques.

Les agences de presse occidentales rapportent un manifestation de 15 000 à 30 000 personnes contre le régime syrien, lors de funérailles dans un quartier bourgeois de Damas. Elles affirme que l'armée aurait tiré sur la foule faisant des dizaines de morts. En réalité, la manifestation qui s'est tenue à la sortie de la mosquée cheikh Zaad ne pouvait pas rassembler plus de 3 000 personnes au vu de l'exiguïté du lieu. Les participants, uniquement des hommes, étaient étrangers au quartier, ainsi qu'en attestent les commerçants. La manifestation rassemblait le maximum de militants que l'opposition pouvait mobiliser à Damas, une agglomération de plus de 1,5 million d'habitants. Surtout, loin de se référer à la démocratie, les manifestants scandaient exclusivement des slogans religieux anti-chiites. Ils ont été dispersés par la police alors qu'ils tentaient de se diriger vers l'ambassade d'Iran pour l'attaquer. Contrairement aux imputations occidentales, la police n'a pas tiré sur la foule et l'on pouvait observer une fois le calme revenu que les affrontements avaient été très limités ne faisant aucun dégâts.

- Pour imposer sa narration des événements en Syrie, l'OTAN a recours à des romanciers. Le texte fictionnel de Tahar ben Jelloun, comme le pseudo-reportage de Jonathan Little sont traduits en diverses langues européennes. Après la France et l'Espagne, ils paraissent aujourd'hui dans la presse italienne.

- ABC consacre trois pages à présenter les grandes figures du clan Assad. Chaque personnalité est soigneusement dénigrée, puis cette famille est assimilée à la religion alaouite qui est elle aussi dénigrer. Au final, il s'agit de donner l'impression d'une famille qui s'appuie sur un aveuglement sectaire pour s'approprier un pays.

- Dans The Independent, Charlotte McDonald-Gibson montre que ce sont les alaouites qui se sentent le plus menacés et qui tentent de fuir le pays. Comme les autres minorités, chrétiens, druzes, ismaélites etc., ils craignent qu'une victoire des rebelles ne sonne le signal de leur massacre.

- The Mail on Sunday assure que Naomi Campbell aurait voulu organiser un événement de charité pour les victimes de violence en Syrie, mais en a été dissuadée par son entourage. Le célèbre mannequin organise chaque année des événements caritatifs lors de la London Fashion Week et du Festival du cinéma de Cannes. Elle aurait souhaité ne pas s'occuper uniquement de victimes de catastrophes naturelles (Haiti, Japon), mais aussi de l'oppression. C'est très tendance, mais cela pourrait s'avérer un mauvais calcul en matière de communication en cas de retournement de la situation politique.

- L'éditorial du Washington Post déplore que rien ne permette de contraindre Bachar el-Assad de mettre fin à la répression. Toutes les options étudiées par le département d'Etat sont soit impossibles à mettre en œuvre, soit inappropriées. Il va falloir accepter l'idée que le régime se maintiendra encore longtemps.

- Dans le Jerusalem Post, Yaakov Katz s'interroge sur le mobile d'Ehud Barack qui annonce régulièrement, depuis le 20 juin, que Bachar el-Assad n'en a plus que pour quelques semaines. Les déclarations du ministre de la Défense sont d'autant plus étranges et imprudentes que les dirigeants militaires états-uniens affirment au contraire que le régime est stable et ne tombera pas.

- L'ancien assistant du secrétaire d'État US, Christopher Hill, explique aux lecteurs de Gulf News que le veto chinois est principalement motivé par la mauvaise expérience libyenne. Il observe que les États-Unis ont commis une erreur en provoquant un double veto qui a éloigné Pékin de Washington pour le rapprocher de Moscou. (Réseau Voltaire 19.02)

Social

France

1- Grève à la SNCM à Marseille

Les ferries de la société nationale corse méditerranée (SNCM) étaient bloqués à quai vendredi en raison d'une grève de 24 heures des marins CGT de la compagnie, a-t-on appris de source syndicale.

Les marins dénoncent les risques de démantèlement de la compagnie.

Le secrétaire du syndicat CGT des marins de la SNCM, Frédéric Alpozzo, est par ailleurs sous la menace d'un licenciement pour "*faute lourde*".

Un avis a été rendu jeudi par le conseil de discipline de la SNCM suite au blocage pendant plusieurs semaines à Marseille d'un ferry qui devait gagner Toulon.

Les agents du Grand Port Maritime de Marseille observent également un mouvement de grève de 24 heures.

Les dockers des bassins Est de Marseille ont, eux, cessé le travail pendant trois heures en raison de "menaces sur l'avenir industriel des bassins Est du Grand Port Maritime de Marseille." (Reuters 24.02)

2- Fermeture de l'usine d'Albany international en Haute-Vienne.

L'entreprise Albany international, spécialisée dans le tissage, a annoncé la fermeture de l'usine de Saint-Junien (Haute-Vienne) et la suppression de 134 emplois, a-t-on appris jeudi 23 février auprès d'élus, confirmant une information du site du quotidien L'Echo de la Haute-Vienne.

Avec '*colère*' et '*indignation'*, Joël Ratier, président de la communauté de communes Vienne-Glane et conseiller régional PCF, a confirmé la décision de la direction d'Albany, dont l'usine est installée '*depuis des décennies*', de fermer le site haut-viennois pour redéployer l'activité sur le site de Sélestat (Alsace).

C'est '*une décision scandaleuse*', a lancé l'élu, rappelant qu'en 2004 la communauté de communes avait racheté les anciens locaux de l'entreprise, cédé un nouveau terrain pour 1 euro symbolique et pris en charge les aménagements de voirie afin de desservir le nouveau site, soit un investissement de près de un million et demi d'euros. '*Au-delà du drame humain que va déclencher cette logique insupportable chez une entreprise qui, par ailleurs, dégage d'importants bénéfices*', l'élu estime qu'il n'est '*pas acceptable de piller ainsi un territoire et l'argent public*'. (lemonde.fr 23.02)

3- Chômage en hausse

3.1- Le chômage a poursuivi sa progression en janvier en France, selon les chiffres publiés vendredi par le ministère du Travail.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 13.400 (+0,5%) le mois dernier en France métropolitaine par rapport au mois de décembre pour s'établir à 2.861.700. Sur un an, la hausse est de 6,2%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi croît de 0,1%, soit 4.800 personnes de plus, pour atteindre 4.258.200 (+5,5% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi ressort à 4.525.900, un chiffre particulièrement sensible à l'aune des troubles sociaux que connaît l'île de La Réunion.

Le ministère du Travail a révisé les chiffres de décembre. Le nombre de chômeurs en catégorie A à fin 2011 s'élève à 2.848.300 contre 2.874.500 annoncé initialement.

En janvier, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A progresse de 1% pour les hommes (+5,4% sur un an) et diminue de 0,1% pour les femmes (+7% sur un an).

Dans cette même catégorie, le nombre de chômeurs de moins de 25 ans baisse de 0,6% en janvier (+3,3% sur un an), tandis que celui des personnes âgées de 50 ans et plus décroît de 0,5% (+15,2% sur un an), la hausse portant par conséquent en totalité sur les personnes âgées de 25 à 49 ans. (Reuters 24.02)

3.2- D'aussi loin que remontent les statistiques du ministère du travail, jamais la France n'a eu autant de chômeurs inscrits

en catégorie E qu'en janvier 2012. Selon les chiffres publiés vendredi 24 février, ils sont 370 000 (7 300 de plus qu'en décembre, 17 300 qu'il y a un an) à être ainsi inscrits dans cette catégorie qui regroupe tous les demandeurs d'emploi en contrats aidés.

Ce niveau historique du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie E n'est pas un hasard. Fin décembre, Xavier Bertrand, ministre du travail et de l'emploi, avait demandé par circulaire à ses services de concentrer les 340 000 contrats aidés prévus pour 2012 sur le premier semestre de l'année, en signant les deux tiers, soit 225 000, avant juillet. Début février, il convoquait encore plusieurs centaines d'acteurs locaux de l'emploi à Paris pour s'assurer que le message était bien passé.

Signe que sur le fond, la situation ne s'améliore pas réellement, les fins d'inscription pour reprise d'emploi reculent de 2,8 % en janvier. Si le nombre de sorties totale augmente, c'est uniquement grâce à la forte hausse des cessations d'inscription pour "*défaut d'actualisation*". De l'autre côté, les entrées diminuent certes grâce à la diminution du nombre d'inscription en fin de CDD et de mission d'interim, mais elle continuent à être supérieures à celles des sorties. Le nombre d'offres d'emploi récoltées par Pôle emploi diminue également fortement (-3,6 %).

Autre chiffre inquiétant, parce qu'il est souvent synonyme d'éloignement durable du marché du travail, le chômage de très longue durée continue à augmenter significativement, avec une hausse de 1,4 % par rapport à décembre des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de trois ans. Un chiffre qui explose même de plus de 22 % sur un an. (lemonde.fr 24.02)

Economie

1- Grande-Bretagne

Les banques Lloyds et Royal Bank of Scotland ont encore enregistré des milliards de livres de pertes l'an dernier, si bien que l'Etat britannique n'est pas prêt de récupérer les sommes colossales qu'il a été contraint d'investir pour les sauver durant la crise financière.

Le gouvernement en détient toujours respectivement 41% et 82% après avoir injecté un total de près de 65 milliards de livres - plus de 75 milliards d'euros - pour éviter le naufrage de ces établissements emblématiques en 2008.

Mais tous deux ont publié cette semaine de lourdes pertes pour 2011, signe que le chemin du rétablissement est encore long.

Toutes les deux ont été plombées par de lourdes charges exceptionnelles destinées à régler des litiges sur des ventes forcées d'assurances crédits.

Et les perspectives pour cette année ne sont guère réjouissantes en raison de la morosité économique en Grande-Bretagne et de l'instabilité en zone euro.

Du coup, le contribuable britannique n'est pas prêt de revoir les milliards investis dans les deux banques, tant que leurs cours de Bourse resteront déprimés et qu'il sera impossible à l'Etat de vendre sa participation sans perdre de l'argent. (AFP 24.02)

2- Allemagne

L'allemand Volkswagen, premier groupe automobile européen et nouveau numéro deux mondial, a plus que doublé son bénéfice net l'an passé, battant tous les records, alors que la plupart des constructeurs généralistes européens sont en difficulté.

Le géant de Wolfsburg (nord) a annoncé vendredi avoir engrangé un bénéfice net part du groupe de 15,4 milliards d'euros en 2011, contre 6,8 milliards l'année précédente, selon des chiffres provisoires.

Avec un tel profit, un record dans l'histoire automobile selon des médias, il distance largement le numéro un du secteur, l'américain General Motors, qui a lui même enregistré son meilleur bénéfice en plus de 100 ans d'existence: 7,6 milliards de dollars en 2011.

Les ventes de Volkswagen ont dépassé l'an dernier celles du groupe japonais Toyota mais elles sont restées derrière celles du numéro un mondial de l'automobile, l'américain General Motors.

Le groupe Volkswagen, qui comprend aussi les marques Audi, Seat ou encore Skoda, et depuis fin 2011 le fabricant de poids lourds MAN, a écoulé 8,3 millions de véhicules l'an dernier, soit une hausse de 14,7% sur un an. C'est la première fois que le groupe dépasse la barre des 8 millions d'unités vendues.

Le chiffre d'affaire était au-dessus des attentes des analystes: il a bondi de 25,5% à 159,3 milliards d'euros.

Selon Nord/LB, "*si la conjoncture mondiale reste telle qu'elle est, son chiffre d'affaires devrait progresser en 2012 à plus de 175 milliards d'euros, d'autant plus que les chiffres de MAN seront totalement incorporés dans les comptes du groupe*" car VW compte encore augmenter sa part dans le groupe de camions.

Le résultat opérationnel devrait se situer au même niveau que l'an passé, estime encore la banque régionale allemande: il a atteint 11,3 milliards d'euros, en hausse de 57,8% sur un an. (AFP 24.02)

3- Grèce

La Grèce a officiellement lancé vendredi son offre d'échange de dette pour les porteurs privés d'obligations dans le cadre du deuxième plan de sauvetage de 130 milliards d'euros qui lui a été consenti.

Un communiqué du ministère grec des Finances confirme les modalités de cet échange telles qu'elles ont été présentées cette semaine.

Les banques, les assureurs et d'autres investisseurs détiennent un total de 206 milliards d'euros d'obligations grecques qui subiront une décote faciale de 53,5% avec une perte réelle entre 73% et 74%.

Selon les termes de l'accord, les investisseurs empocheront des obligations assorties de maturités allongées d'une valeur représentant 31,5% des titres qu'ils détiennent ainsi que des obligations à court terme émises par le Fonds européen de stabilité financière représentant 15% de la valeur des anciennes dettes.

Les nouvelles obligations serviront un coupon moyen de 3,65% et seront régies par la législation britannique.

Les créanciers ayant accepté d'échanger leurs titres se verront remettre en plus des titres qui leur permettront de récupérer des versement additionnels calculés selon l'évolution du PIB grec. (Reuters 24.02)

Haut de page

Le 26 février

CAUSERIE

En famille.

1- Le changement dans la continuité. L'UDR (ex-UMP) en a rêvé, le PS l'a fait.

Réaction d'un internaute à un article frauduleux du portail Atlantico.fr :

- "*...la vraie histoire de la prostitution politique à la finance ne date pas des socialistes mais trouve sa source sous Pompidou entre Entre 1966 et 1969 par les réformes "Debré-Haberer" qui introduisent la "déspécialisation" ouvrant ainsi la voie à la déréglementation financière et qui intervient le 2 juillet 1984, on vous l'accorde, sous Mitterrand.*"

2- Pris à leur propre piège.

Henri Guaino, conseiller spécial du président Nicolas Sarkozy, s'est emporté en direct samedi lors d'un débat télévisé avec un élu socialiste, tapant sur la table et lui lançant : "*taisez-vous, c'est insupportable à la fin !*".

Sur France 3 Ile-de-France, M. Guaino, connu pour avoir la tête près du bonnet, était confronté à Jérôme Guedj, président PS du Conseil général de l'Essonne, lors de l'émission "*La voix est libre*".

Les deux hommes avaient été conviés parce qu'ils avaient été tous deux membres du conseil d'administration de la Fondation Marc Bloch, centre de réflexion sur les valeurs républicaines, et l'animateur Jean-Jacques Cros avait espéré un dialogue entre "*républicains des deux rives*". On en a été loin.

Dans la première moitié de l'émission, M. Guaino a pris la mouche quand son contradicteur a parlé de "*débat délétère*", "*indigne*" sur l'identité nationale. "*Si vous répétez indigne, on va arrêter là*", a tranché le conseiller élyséen. "*Je ne viens pas sur des*

plateaux pour me faire insulter". "*Si je vous traite de sale con, ça va vous plaire ?*", a-t-il demandé, alors que la conversation virait au brouhaha.

Jean-Jacques Cros a tenter de réclamer "*un tout petit peu de sérénité*". L'édition du journal à la mi-journée a refroidi la température. Mais à la reprise du débat, M. Guaino a à nouveau élevé la voix.

"*Mais c'est insupportable à la fin, je peux parler oui ?*" a-t-il crié, tapant sur la table. "*Taisez-vous, vous avez assez parlé !*".

"*Il faut prendre quelques jours de repos, on va vous mettre en vacances dans quelques mois*", a glissé l'élu socialiste.

"*Soit il me laisse parler, soit je m'en vais*", a poursuivi le conseiller élyséen, exaspéré.

"*Faut rester zen, M. Guaino*", a poursuivi le socialiste. "*Je ne suis pas zen avec quelqu'un avec qui on ne peut pas discuter*", a répondu M. Guaino.

A un moment, l'élu de l'Essonne a regretté que le conseiller de Nicolas Sarkozy n'ait pas montré la même agressivité vis-à-vis de Marine Le Pen à laquelle il avait été opposé jeudi soir. (AFP 25.02)

Un dialogue entre "*républicains des deux rives*" du même fleuve qui s'écoule pareil à lui même rempli de la sueur, des larmes et du sang d'un peuple qui se meurt...

Le dialogue entre deux menteurs, deux complices, tourne à l'avantage de celui qui prend l'initiative d'attaquer l'autre. Ce dernier se trouve piégé et ne peut pas répondre sur le même registre sans dévoiler la supercherie à laquelle l'un et l'autre se livrent, du coup il se tait ou s'emporte, à moins qu'il ne préfère se suicider en s'attaquant à son adversaire qui rendra gorge par la même occasion.

Il en va ainsi pour les représentants du parti de l'ordre et son supplétif ainsi que les larbins de ce dernier, tous partisans de la survie du régime capitaliste et ses institutions.

Il est clair que les arguments avancés par un membre de l'UMP peuvent être repris par un membre du PS et se retourner contre lui et vice versa. L'avantage ira au premier qui dégainera, voilà tout.

Le PS attaque l'UMP quand il stigmatise l'immigration, tandis que l'UMP attaque le PS quand il manifeste son incapacité à en gérer les conséquences, le seul parti à en tirer profit étant celui qui n'a jamais gouverné : le FN, qu'ils pourront ensuite diaboliser pour faire oublier qu'ils portent ensemble la responsabilité de l'audience que l'on prête à ce parti d'extrême droite.

Ensuite, pendant que l'UMP et le PS rempliront leur rôle bien rodé consistant à s'écharper sur le fait de savoir qui est à l'origine de la situation actuelle, ce qui est valable pour n'importe quelle question économique ou sociale puisqu'ils ont tous les deux gouvernés depuis 30 ans, cette mascarade en présence d'ignorants présentera pour eux au moins l'avantage de se faire passer pour des ennemis irréductibles, s'agissant précisément du sujet qui a fait l'objet de cette altercation, le FN pourra délivrer tranquillement son discours raciste et xénophobe contre les boucs émissaires (les travailleurs d'origine étrangère) désignés par l'UMP et abandonnés à leur sort par le PS.

Depuis plusieurs années j'ai caractérisé l'UMP comme un repère de nazillons, notamment, donc inutile de revenir dessus.

S'agissant du PS, sa référence au socialisme ne sert qu'à camoufler sa véritable nature. A l'UMP ils le savent pertinemment, et si habituellement leurs rapports sont feutrés ou courtois dans les coulisses du pouvoir pour cause de collaboration étroite et quotidienne à la gestion du pays pour le compte d'intérêts communs, notamment aux seins des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, en public ou en présence de caméras ils se doivent de s'interpeler, de hausser le ton, de gesticuler pour que se perpétue la croyance populaire sur leur soi-disant opposition avec laquelle se confond l'exercice de la démocratie, qui est en réalité une formidable mystification indispensable à la survie du régime et des institutions en place.

Notre devoir est de dévoiler, dénoncer, combattre inlassablement cette mystification qui ne sert qu'à tromper les travailleurs. Alors quand ensuite on nous demande de voter Hollande, autrement dit de participer à cette escroquerie politique, nous répondons non.

Parce qu'on n'a pas été foutu de créer les conditions pour lutter efficacement contre les licenciements ou le chômage, au-delà pour renverser le régime, il faudrait soutenir les mesures destinées aux travailleurs qui en sont victimes sous prétexte qu'elles soulageraient leurs souffrances, alors que finalement elles encouragent les patrons à licencier davantage ou à avoir recours au chômage partiel quand cela les arrange.

A défaut de pouvoir nous opposer efficicacement ou d'obtenir le retrait de mesures antisociales, nous devrions nous défroquer

et collaborer à leur mise en oeuvre, pour un peu s'en féliciter car elles seraient un moindre mal.

C'est la même logique suicidaire et capitularde qui est à l'oeuvre dans le vote Hollande (ou Mélenchon) au premier tour en 2012.

La vie est moins insupportable au chômage partiel qu'au chômage tout court, et la vie avec Hollande serait moins pire - pour ne pas dire tellement plus agréable, qu'avec Sarkozy au Palais, dans les deux cas, il faut épargner les travailleurs et surtout éviter qu'ils ne se mobilisent, il ne faut pas qu'ils souffrent sans avoir à passer à l'action, surtout pas, cet humanisme de boulevard que ne renieraient pas les dirigeants pourris des syndicats est en vérité le fossoyeur de la lutte de classe, il creuse la tombe du prolétariat car le chômage ne cesse d'augmenter, le niveau de vie des travailleurs ne cesse de baisser et la décomposition du régime, des institutions et de la société va se poursuivre sous Hollande, le capital va poursuivre son offensive contre tous nos droits.

Cette conception de la lutte de classe reprise par tous les syndicats et partis dits ouvriers est étrangère au marxisme, elle est contre-révolutionnaire, elle est l'antithèse du combat pour le socialisme.

On ne peut le comprendre qu'en ayant à l'esprit l'hétérogénéité du prolétariat et que les mesures sociales censées allégées les conséquences de la crise du capitalisme ne concernent que certaines couches de travailleurs, les plus privilégiées, ceux des grandes entreprises principalement, dans une moindre mesure ceux des moyennes entreprises, tandis que la majorité d'entre eux atomisés dans des PME n'en verront pas la couleur ; à l'arrivée, les travailleurs jetés à la rue un jour ou l'autre toutes couches confondues, se retrouveront exactement dans la même situation.

En établissant des distinctions entre travailleurs selon leurs conditions, ils les divisent, ils s'arrangent pour faire en sorte qu'ils ne se retrouvent pas tous violemment face à la même situation au même moment ou pour retarder au maximum le moment où ils s'y retrouveront, puis, y ayant abouti par des voies différentes, ils peuvent espérer qu'il en restera quelque chose qui les divisera encore, après tout c'est petit à petit qu'ils vont faire l'expériences du chômage et des innombrables difficultés qui en découleront, donc le mûrissement politique qui en résultera ne se produira pas au même rythme, du coup en présence de situations à la fois identiques mais vécues différemment, la propagande gouvernementale assistée de ses lieutenants au sein du mouvement ouvrier fera le reste pour convaincre les travailleurs de prendre leur mal en patience, éventuellement en leur désignant des boucs émissaires, de préférence la crise mondiale (du capitalisme), les "*mauvais*" capitalistes, les travailleurs étrangers, etc.

Cette conception de la lutte de classe consiste à retarder le moment où les travailleurs devront consentir d'énormes sacrifices tout en les désarmant politiquement pour affronter cette situation, les deux opérations interviennent conjointement. Comment ? En laissant les dirigeants syndicaux "*négocier*" avec le gouvernement et le patronat la subordination totale des travailleurs aux besoins des capitalistes, sans engager une campagne nationale pour la rupture de leurs relations qui remettrait au premier plan la mobilisation dans l'unité des travailleurs et leurs organisations pour défendre leurs intérêts de classe. Au lieu de préparer les conditions qui permettraient aux travailleurs de passer d'une position défensive à une position offensive, elle prépare les défaites de demain.

C'est seulement en présence de conditions d'existence insupportables que les travailleurs sont amenés à passer à l'action, en l'absence d'un niveau de conscience politique qui les conduirait à engager le combat sans attendre cette échéance. C'est seulement en les entraînant au combat (en défendant tous leurs acquis) et en donnant à leur combat une orientation politique correcte, qu'il serait possible de les armer politiquement pour qu'ils puissent consciemment se donner des objectifs politiques conforment à leurs intérêts de classe ou se saisir des tâches qu'on leur propose, renouer ou adhérer au socialisme. C'est cette conception de la lutte de classe que nous opposons aux conciliateurs, qui en voulant à tout prix épargner de nouvelles souffrances aux travailleurs, épargnent en réalité le régime (et les appareils), le soutiennent.

Les syndicats doivent se donner comme objectif ou inscrire leur combat dans la perspective du renversement du capitalisme, et les partis ouvriers celui du renversement des institutions, pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire. Tout autre contenu doit être considéré comme contre-révolutionnaire, réactionnaire.

Puisque j'ai évoqué les sacrifices ou souffrances que les travailleurs sont amenés à subir, il va s'en dire que des syndicats et des partis ouvriers dignes de ce nom devraient organiser une solidarité sans faille entre tous les travailleurs sur la ligne politique décrite au paragraphe précédent de façon à la fois à soulager leurs peines et angoisses et les gagner à notre combat. C'est évidemment inenvisageable avec des syndicats et des partis ouvriers tous plus ou moins corrompus, qui sont tous impliqués dans le fonctionnement des institutions qu'il nous faut abattre.

Banque mondiale. Le nerf de la guerre. Chasse gardée. L'hégémonie américaine vacille.

Le président de la Banque mondiale, l'Américain Robert Zoellick, dont le mandat prend fin en juin, a estimé samedi que les Etats-Unis devaient jouer un rôle de premier plan au sein des institutions internationales.

"*Je veux que les Etats-Unis se sentent responsables vis-à-vis du système international, donc si vous avez un bon candidat américain, je pense que ce sera une bonne chose pour les Etats-Unis et pour la banque*", a-t-il déclaré.

La Banque mondiale a lancé la semaine dernière le processus de sélection d'un nouveau président et devrait annoncer son choix au mois d'avril.

Le poste de directeur général du FMI revient traditionnellement à un Européen, tandis que la présidence de la Banque mondiale revient aux Etats-Unis. (Reuters 25.02)

Actualité en titres

Son heure de gloire appartient au passé...

- Robert Zoellick prône un rôle de premier plan pour les USA - Reuters

... que cela ne tienne :

- The Artist remporte six César, dont celui du meilleur film - Reuters

Blanche neige au paradis fiscal.

- La Suisse ne veut plus que de l'argent propre - LePoint.fr -

INFOS EN BREF

Politique

Tunisie

Plus de 3 000 manifestants se sont rassemblés, samedi 25 février, devant le siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) à Tunis pour réclamer la chute du gouvernement et dénoncer plusieurs attaques des locaux de ce syndicat au cours de cette semaine.

'VLe peuple veut la chute du gouvernement', 'Manifestations et affrontements jusqu'à la chute du gouvernement', 'VNe toucher pas mon UGTT', scandaient les manifestants qui ont répondu à l'appel du principal syndicat de la Tunisie. Plusieurs partis politiques ont participé à ce rassemblement dont le Parti démocrate progressiste (PDP), le mouvement Ettajdid, et le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT).

Les manifestants accusent des membres du gouvernement provisoire, et notamment du mouvement islamiste Ennahda, d'être les auteurs de plusieurs attaques perpétrées contre les locaux de l'UGTT. '*Ils veulent nous faire taire pour avoir le monopole et pour décider seuls de notre sort, mais nous ne plierons jamais et nous ne céderons pas*', a déclaré aux manifestants le secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abassi. '*Nous sommes tous unis pour défendre les droits syndicaux qui sont menacés par des actes extrémistes*', a indiqué Maya Jribi, secrétaire générale du PDP.

Le secrétaire général de l'UGTT a dénoncé aussi dans son discours, la tenue de la conférence internationale '*des amis de la Syrie*' qui a réuni soixante pays vendredi à Tunis pour définir un plan d'aide humanitaire international au peuple syrien et accentuer la pression sur Damas. '*C'est un complot impérialiste et sioniste qui porte atteinte à notre révolution, à nos martyrs et à notre peuple et cette initiative ouvre la voie à l'ingérence étrangère et prépare pour le détournement des révolutions arabes contre la dictature et la colonisation*', a souligné M. Abassi. (lemonde.fr 25.02)

Afghanistan

Au moins deux conseillers militaires américains ont été tués samedi dans une fusillade au ministère de l'Intérieur à Kaboul, amenant l'OTAN à retirer son personnel travaillant dans les ministères afghans.

Ces meurtres ont été qualifiés d'"*inacceptables*" par un porte-parole du ministère américain de la Défense, qui a appelé les autorités de Kaboul à mieux protéger les forces de la coalition internationale sur le terrain.

A la suite de l'attaque, le général John Allen, qui dirige l'Isaf, a décidé samedi de "*rappeler tout le personnel*" de la force armée de l'Otan travaillant dans les ministères afghans.

Le ministère britannique des Affaires étrangères a de son côté annoncé le retrait temporaire de ses conseillers rattachés

aux organisations gouvernementales à Kaboul.

Samedi à Kunduz, des milliers de manifestants ont tenté de marcher sur un complexe de l'ONU. Les policiers, qui au départ tiraient en l'air pour les effrayer, ont dû viser les manifestants afin de les arrêter, a constaté un correspondant de l'AFP.

La mission de l'ONU en Afghanistan (UNAMA) a "*déploré*" l'attaque contre son complexe, tout en "*remerciant*" les forces de sécurité afghanes, "*et particulièrement la police*", "*pour sa réponse rapide*". "*Tout le personnel de l'ONU est sain et sauf*", selon L'UNAMA.

Le sentiment antiaméricain n'a jamais été aussi fort dans la population en 10 ans de conflit, au diapason des bavures de l'Otan qui tuent relativement fréquemment des civils et de diverses affaires récentes de profanations ou autres actes jugés blasphématoires à l'égard de l'islam. (AFP 25.02)

Haut de page

Le 27 février

CAUSERIE

La petite vertu d'un boomerang

La personnalisation a outrance du pouvoir pour laquelle le Bonaparte de service a opté en entrant au Palais en 2007, a eu pour corollaire de concentrer sur sa petite personne le rejet de sa politique ultra réactionnaire. A juste titre, les travailleurs identifient la multitude de difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne à Sarkozy.

En rester à ce constat serait faire preuve de légèreté ou de dilettantisme. Car au-delà, il sert de pare-feu ou de fusible aux institutions bonapartistes de la Ve République. L'opposition institutionnelle subordonnée au régime s'emploie à tirer à boulets rouges sur Sarkozy pour mieux faire oublier qu'elle serait bien incapable de s'attaquer aux institutions elles-mêmes... qu'elle soutient à bout de bras.

Viser Sarkozy n'a d'intérêt qu'à partir du moment où l'on situe son rôle et sa politique au sein des institutions, qui ont pour unique fonction d'assurer un cadre juridique et légal au régime en place, afin d'assurer à la fois sa légitimité et sa pérennité. L'existence de ces institutions, tout comme la domination de classe des capitalistes, incarne une imposture permanente, en soi elles constituent un coup de force, elles reposent sur des rapports injustes basés sur les inégalités sociales entre les hommes, et ne servent qu'à justifier l'exploitation de l'homme par l'homme dans sa forme moderne ou achevée, le capitalisme.

S'attaquer aux institutions, c'est s'attaquer aux piliers, aux fondements du capitalisme, dans la mesure ou leur seule raison d'être est d'assurer la pérennité du capitalisme, elles ne peuvent (se) concevoir et supporter en leur sein qu'un rapport de forces favorable à la classe dominante, tout autre scénario doit en être exclu. Elles ont été conçues de telle manière qu'il est quasiment impossible à des partis combattant pour la révolution socialiste d'y faire entendre leur voix, pas même d'y être admis, encore moins d'en conquérir la majorité.

Il en va de la sorte depuis que la République a été proclamée notez bien, cela n'est pas une exclusivité de la Ve République. Les partis traditionnels de la classe ouvrière ont fait leur entrée dans les institutions, puis ont conquis la majorité au Parlement, alors qu'ils étaient déjà passés avec armes et bagages du côté de la bourgeoisie, la SFIO était corrompue par l'idéologie bourgeoise sous le masque du réformisme bien avant le 3 août 1914 qui n'a fait que le révéler, en grattant bien on s'apercevrait qu'elle l'était dès le premier jour.

Tous les partis ouvriers qui ont intégré les institutions s'y sont brûlés les ailes dès la fin du XIXe siècle (Allemagne), l'aile gauche pour être plus précis, ils ont fini par s'y adapter et cesser de les combattre, de faire de leur renversement leur objectif politique, parce que la véritable démocratie ne peut qu'étouffer dans ce carcan qui consiste à ignorer, nier ou piétiner les droits et les besoins de la majorité de la population constituée de travailleurs.

Depuis, le mot d'ordre *A bas le parlementarisme* qui concrétisait autrefois le combat contre l'Etat a complètement disparu du discours politique de tous les partis, chacun est sommé d'y participer et se plie volontiers à cette exigence sous une forme ou une autre, à l'unanimité, chacun s'en satisfait et tente de le justifier à l'aide d'arguments tous plus fallacieux les uns que les autres, personne ou presque n'oserait remettre en cause cette conciliation avec l'ennemi, comme si la reconnaissance ou la légitimité d'un parti ouvrier passait forcément par la collaboration de classes.

Si la survie du capitalisme et ses institutions politiques repose au moins sur deux facteurs déterminants, l'ignorance des masses exploitées du fonctionnement de la société et le soutien que leur apporte le PS et ses satellites, considérant que ce qui définit un révolutionnaire passe par la rupture avec le capitalisme et ses institutions, lors de notre combat à la fois pour aider les travailleurs à se défaire des illusions qu'ils ont dans le capitalisme et ses institutions et pour préparer les conditions de leur renversement, nous devons affronter le PS qui se dresse comme un obstacle (rempart du régime sous le masque du socialisme) sur notre chemin pour avancer vers ces objectifs, PS qui finalement combat la classe ouvrière au côté du parti de l'ordre, au profit de la classe des capitalistes.

Les rapports que les uns et les autres entretiennent avec le PS ne tombent pas du ciel, ils proviennent de la caractérisation de la nature sociale du PS qu'ils ont adoptée, qui à son tour est déterminée par les rapports du PS aux institutions qui coïncident avec les rapports qu'ils ont eux-mêmes adoptés vis-à-vis de l'Etat, Etat qui incarne le pouvoir de la classe dominante, la bourgeoisie. Donc la question de la nature sociale du PS recouvre celle de l'Etat, les deux sont liées, c'est ce que démontre quotidiennement le fonctionnement. des institutions.

Dès lors on comprendra qu'il ne s'agit pas là d'une question anodine ou de second plan, avec laquelle il faudrait faire preuve de tolérance, car elle détermine nos réelles intentions, la véritable nature sociale de notre combat, la direction et les objectifs politiques qu'on entend se fixer. De la même façon qu'il est impossible de séparer le combat pour le renversement du capitalisme du combat pour le renversement des institutions, il est impossible de se prétendre indépendant du PS comme le fait le NPA ou le M'PEP sans se fixer comme objectif politique le renversement des institutions et la rupture avec la totalité des institutions du capital à travers le monde, position qui est étrangère à tous les partis à ce jour.

En guise d'épilogue à cette causerie.

Le stalinien ex-dirigeant du PCF et d'ATTAC, Jacques Nikonoff, a pondu un article le 23 février intitulé *Je suis solidaire du peuple grec, mais je ne signerai pas la pétition de l'Humanité !* Diable, aurait-il rompu avec ses maîtres à penser ? Pas vraiment, c'est ce que nous allons démontrer rapidement.

Il commence ainsi "*Le massacre social et démocratique qui frappe la Grèce, provoqué par les oligarques de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), mais aussi par les dirigeants des pays concernés, suscite, à juste titre, une vague de réprobation en France.*". Il n'aurait pas oublié quelque chose par hasard ? Le gouvernement et les institutions grecs, un oublie sans doute, l'Etat, la question du pouvoir, un détail... Vérifions-le en continuant cette lecture.

Question : Comment va-t-il s'y prendre pour se faire passer pour ce qu'il n'est pas et se démarquer de ceux qu'il fustige ?

Pour masquer sa soumission à l'ordre établi, il commence par s'en prendre à la "*gauche*" dont les analyses "*sonnent creux* et qui serait "*engluée dans le mythe européen*", donc on serait tenté de penser que ce n'est pas son cas. Il poursuit "*L'Humanité n'évoque même pas la revendication principale qui devrait unifier les mouvements sociaux européens : l'exigence de l'annulation de la dette*", annulation de la dette qui serait réalisée par qui, comment, dans quel cadre politique, institutionnel, on ne trouvera pas trace de la moindre réponse à ces questions déterminantes dans son article.

Il termine de la même manière pour tenter désespérément de se démarquer de la direction du PCF et qu'on ne soit pas tenter de retourner ses arguments contre lui, en vérité ils lui vont comme un gant, il écrit que cette pétition "*ne propose aucune perspective unificatrice des revendications et des luttes à l'échelle européenne. Elle ne propose rien, sinon des mots d'ordre creux et défensifs comme « résister ». Elle traduit l'état de délabrement idéologique d'une grande partie de la gauche, son impuissance, ses contorsions pathétiques pour donner l'impression qu'elle fait quelque chose.*", exactement comme le mouvement qu'il anime !

Dans cet article, il n'est nullement question de politique, la question de l'Etat et du pouvoir est sciemment occultée, il n'y est pas question non plus de la rupture avec les institutions en Grèce ou en France ou ailleurs, de l'abolition de leur Constitution nationale respective, pas même avec les institutions internationales du capital, vous n'y trouverez aucun objectif politique, alors que l'issue de la crise du capitalisme se situe sur le plan politique, ceci explique sans doute cela : " *La vraie solidarité avec le peuple Grec devrait montrer une voie commune pour tous les peuples européens : abattre l'ordre eurolibéral, avancer vers le démantèlement de l'Union européenne, dans l'immédiat annuler les dettes, sortir, partout, de l'euro et de l'Union européenne pour relancer l'emploi, l'activité économique, la protection sociale… Et ceci ne peut s'envisager qu'à l'échelle nationale !*".

On reconnaît bien ici le stalinien manipulateur pour peu qu'on lise attentivement ce passage dans lequel figure tout ou presque et son contraire. Voyons comment il s'y est pris. Il a procèdé par étapes, la méthode éculée des staliniens qui consiste à fixer des objectifs à atteindre à différents moments de la lutte des classes à venir, pour finalement ne retenir que ceux qui sont compatibles avec le maintien du régime en place.

Du côté des objectifs qu'il reporte à un jour indéterminé, cela ne lui coûte rien d'employer un ton plus radical puisque son intention n'est pas de combattre pour qu'ils se réalisent, "*abattre l'ordre eurolibéral, avancer vers le démantèlement de l'Union européenne*". Vous aurez noté au passage qu'il ne s'agit pas d'abattre le capitalisme en tant que tel mais sa version "*libérale*", de la même manière que l'UE continuerait d'exister dans la perspective qu'il nous propose, elle ne serait pas purement

et simplement liquidée, mais "*démanteléé*" morceau par morceau, pour un peu dans un siècle on y serait encore, quelle aubaine !

Du côté des objectifs immédiats, il faudrait dit-il "*annuler les dettes, sortir, partout, de l'euro et de l'Union européenne pour relancer l'emploi, l'activité économique, la protection sociale*". On a vu que prédédemment il se proposait dans le long terme d'"*avancer vers le démantèlement de l'Union européenne*" qui serait dans l'immédiat ou entre temps complètement vidée de sa substance, or de deux choses l'une, soit l'UE explose et il n'en reste plus rien, elle disparaît pour ainsi dire, soit elle demeure en place sous une forme ou une autre, ce qui expliquerait qu'elle nécessiterait un "*démantèlement*" étalé dans le temps. Autrement dit, la sortie de l'UE "*partout*" (notez-le bien) ne signerait évidemment pas l'arrêt de mort immédiat de l'UE - les staliniens sont décidément très forts pour entretenir des cadavres puants, est un tour de passe-passe pour camoufler la véritable intention de son auteur de continuer de faire avec tout le bazard de l'UE, de la Ve République et du capitalisme.

On ne peut comprendre la nature de cette manipulation, les contradictions apparentes que comporte cet article, qu'à partir du moment où on intègre la question de l'Etat et des institutions dans son analyse de la situation et de la crise du capitalisme. On pourrait ajouter son prolongement, la question du gouvernement ouvrier révolutionnaire qui prendra les premiers décrets en rupture avec le capitalisme et ses institutions. Si on n'a pas à l'esprit en permanence l'objectif final de notre combat, la prise du pouvoir par la classe ouvrière (et les moyens d'y parvenor), si on n'est pas armé de la théorie (critique) marxiste, on comprendra tout de travers et on pourra facilement se faire berner par des manipulateurs et autres escrocs professionnels qui se situent sur le terrain de notre ennemi.

Dans cet article il a usé d'autres artifices pour nous convaincre de sa bonne foi, en vain.

Cela ne lui coûte absolument rien d'avancer n'importe quelle revendication économique ou sociale du moment qu'il n'aborde pas les moyens politiques qui permettraient de les transformer en réalité. C'est en usant de cet artifice qu'ils arrivent à tromper encore bon nombre de militants. Voyez madame Le Pen, ne serait-elle pas "*socialiste*" (Guéant) ?

Par exemple, il a brocardé les revendications économiques avancées par L'Humanité " *Ces objectifs sont minuscules, incapables de provoquer une rupture décisive dans le système capitaliste !*", subtilité sémantique, une rupture "*dans*" et non avec qui change tout. Parfois la manipulation tient en un mot, au temps ou mode employé !

Jacques Nikonoff est un anticapitaliste de choc, vous n'en étiez pas encore convaincu, il en rajoute une grosse louche pour que personne n'en doute : "*Il n'est pas possible de modifier l'Union européenne de l'intérieur, c'est comme si on voulait changer l'OTAN de l'intérieur. Pour unir les peuples, il faut détruire le système de domination et d'aliénation qui les emprisonne, et bâtir une véritable union des peuples et des nations, débarrassée de l'eurolibéralisme.*". Et plus loin : "*Ainsi nous pourrions demander au FMI de ne plus être le FMI et de supprimer les paradis fiscaux, d'interdire la spéculation, etc. Pendant que nous y sommes, nous demanderions à l'OMC de mettre un terme au libre-échange. Et à l'OTAN de se dissoudre…*".

Bon, qu'il se rassure, nous n'irons pas jusqu'à demander au stalinien Nikonoff de ne plus l'être, pas davantage aux dirigeants et cadres du PCF qu'à ceux du PS de rompre avec l'idéologie qui les nourrit si grâcement.

Au passage, il s'est vendu le parasite ! Il ne vous aura pas échappé qu'en évoquant le FMI, les paradis fiscaux, l'OMC et l'OTAN, il s'en remettait à ces institutions (demander) pour faire le ménage chez elles, pas question qu'elles disparaissent autrement, par exemple par le coup de grâce que la révolution socialiste internationale leur porterait, cela ne lui serait jamais venu à l'esprit, normal quoi. Décidément, en politique on ne se refait pas ! Tout est dans l'ordre des choses, j'adore cette formule qui consiste à dire que les choses sont à leurs places.

Sans savoir où elle me mènerait, c'était de la pure improvisation, j'ai commencé cette causerie avec un Bonaparte... pour terminer avec un thermidorien. Tout est dans l'ordre des choses !

Quand le banquier du PS prend à voix haute ses désirs pour la réalité

Sur Europe I : Jacques Attali quant aux chances de François Hollande d'être élu : "*Je pense que son élection est loin d'être faite et que Nicolas Sarkozy a de grandes chances d'être élu*", a-t-il assuré. (liesi. 23.02)

Dossier grec : gagner du temps, rien que cela... mais à quel prix !

Un article du 22 février du portail liesidotorg.wordpress.com

- Le Financial Times évoque un rapport de la "troïka" (BCE, FMI, Commission européenne) de neuf pages ayant servi de document de travail aux ministres des Finances de la zone euro. Ses rédacteurs affirment : "*Il y a des risques notables. (…) La capacité de la Grèce à retourner sur les marchés dans les années suivant la fin du programme (d'aide) est incertaine et demande plus d'analyse. Un prolongement du soutien financier public pourrait être nécessaire*". Il y a "*une tension fondamentale entre les objectifs du plan de réduire la dette d'un côté et d'améliorer la compétitivité de l'autre, dans la mesure où la dévaluation interne requise*

pour restaurer la compétitivité de la Grèce conduira inévitablement à un ratio dette-PIB plus élevé à moyen terme". "*Compte tenu des risques, le programme grec restera exposé à des dérapages, la question de sa viabilité restant posée*", poursuivent-ils.

Rappelons que selon l'accord développé par les ministres de l'Eurogroupe le 21 février 2012, "*la dette grecque doit être ramenée à 120,5 % du PIB d'ici à 2020 grâce à un nouveau programme de prêts publics de 130 milliards d'euros d'ici à 2014 et à une restructuration de la dette détenue par les créanciers privés*". Or, affirme Le Point : "*si les Grecs dévient d'un seul de leurs objectifs, c'est la sortie de route assurée. Que l'excédent budgétaire primaire (avant déduction du paiement des intérêts de la dette) reste en dessous de 2,5 % du PIB, comme c'est le cas actuellement, et la dette ne cessera d'augmenter. Que les revenus des privatisations n'atteignent que 10 milliards d'euros en 2020, au lieu des 46 milliards escomptés, et la dette ne descendra qu'à 148 % du PIB ! Que la croissance économique soit inférieure à 1 % par an jusqu'en 2020 et elle resterait à 143 %. Que les taux d'intérêt d'emprunt du Fonds européen de stabilité financière (FESF), désormais chargé de lui prêter l'argent, augmentent de 100 points de base et la dette restera à 135 % en 2020… Au final, l'option d'une sortie de la zone euro n'est pas totalement écartée*".

"*Le plan grec reste fragile et vulnérable. Même avec cet accord, la Grèce a encore la plupart de ses problèmes devant elle*", prévient Sony Kapoor, directeur du centre d'études Re-Define. Le responsable de l'institut Bruegel Jean Pisani-Ferry est encore plus pessimiste, estimant que le plan ne fait sans doute "*que repousser l'échéance funeste"*. "*La Grèce ne va pas mettre en œuvre l'austérité promise et va se retrouver au bout du compte à devoir décider de sortir de l'euro ou à être poussée vers la sortie*", juge-t-il.

En réalité, on voit bien que les banquiers internationaux cherchent tout bonnement à gagner du temps et peu importe l'argent dépensé pour entretenir l'illusion le plus longtemps possible. Attendons maintenant ce qu'il en sera du QE2 de la BCE à la fin février 2012…

Chine / Union européenne : chaque partie doit faire un effort

Un article du 24 février du portail liesidotorg.wordpress.com

Lors du 14e sommet sino-européen organisé à Pékin, le premier ministre, Wen Jiabao, a fait une déclaration qui a pu satisfaire Bruxelles en faveur d'un soutien pour éviter une contagion de la crise de la dette souveraine en Europe. Complément d'information du président de la Banque centrale chinoise, Zhou Xiaochuan : «*La Chine continuera à investir dans des obligations d'Etat, tout en s'assurant de leur sécurité, de leur liquidité et de l'appréciation de leur valeur*».

Les Chinois ont laissé entendre qu'ils pourraient «s'impliquer davantage pour trouver une solution à la crise de la dette en Europe à travers différents canaux comme le FMI, le Fonds européen de stabilité financière puis le Mécanisme européen de stabilité».

En échange, les autorités chinoises souhaiteraient que l'Union européenne lui reconnaisse le statut d'«*économie de marché*», sans attendre 2016, date à laquelle ce statut lui sera octroyé en vertu de l'accord d'adhésion de la Chine à l'OMC.

Ah le maoïsme, quelle perspective politique !

Actualité en titres

Qui donne le la ?

- Dette: le secrétaire au Trésor des Etats-Unis conseille à l'Europe d'agir "*vite et avec force*" AFP -

- Le G20 vers un appel à la fermeté dans la crise européenne - AFP

- BCE: à peine arrivé, Mario Draghi déjà encensé - AFP

INFOS EN BREF

Economie

Etats-Unis

Le secrétaire au Trésor des Etats-Unis Timothy Geithner a conseillé samedi à l'Europe d'agir "*vite et avec force*" contre la crise de la dette qu'elle traverse.

M. Geithner a déclaré, lors d'une conférence avant le début d'une réunion du G20 à Mexico que "*la leçon fondamentale*" pour un

pays ou une région confrontée à une crise économique est: "*faites-le vite et avec force, et faites en sorte que vos engagements soient suivis d'effets*".

Il faisait référence aux sommes que l'Union européenne a promis de réunir pour que la Grèce, forcée de restructurer sa dette, reste un cas isolé.

M. Geithner a également estimé que la zone euro devait renforcer son système bancaire.

"*Il faut agir aussi rapidement et de manière aussi déterminée que possible pour recapitaliser un système financier qui manque de fonds propres*", a-t-il souligné.

Il a estimé que les opérations de prêts à trois ans menées par la Banque centrale européenne étaient efficaces pour répondre aux problèmes de liquidité, mais pas suffisantes en soi.

"*Cette fonction de prêteur en dernier ressort n'est pas un remède de substitution efficace pour un système financier sous-capitalisé*", a-t-il dit. (AFP 26.02)

Il doit être permanent... comme aux Etats-Unis dont l'endettement est abyssal ! Imposez à votre prolétariat respectif "*vite et avec force*" la panoplie des mesures scélérates appliquée ou en passe de l'être en Grèce. Il a raison, allez-y, faites tout sauter : *rira bien qui rira le dernier* (Lénine).

Haut de page

Le 28 février

CAUSERIE

Veau toi-même !

Un internaute s'est exprimé sans détours en affirmant "*les gens sont cons et c'est parce qu'ils sont cons que les candidats leur promettent tout et n'importe quoi, parce que le plus beau c'est que ça marche !*".

C'est une façon de dire les choses, un raccourci qui résume assez bien la situation.

Le général-président de Gaulle avait affirmé que les Français étaient des veaux, la tête de veau étant le plat préféré de Chirac paraît-il, il faut croire qu'il a tenu à entretenir la légende !

Plus sérieusement, on veut bien admettre que le régime survie grâce à l'ignorance des masses exploitées, mais dès qu'on l'identifie d'un peu trop près en observant la réalité pour s'y attaquer, les uns et les autres (les ouvriéristes) se dérobent pour la combattre avec des moyens inadaptés et, finalement constater avec effroi quelques années ou décennies plus tard qu'elle a encore progressé ou qu'elle n'a pas reculé.

En 2002, alors que Chirac était assuré de l'emporter largement contre Le Pen, la LCR avait cru bon de mêler sa voix à ceux qui appelaient à voter pour le candidat du parti de l'ordre.

En 2012, alors que Hollande est donné largement vainqueur contre Sarkozy en se passant des voix des militants combattant pour le socialisme, il y en a encore parmi eux pour appeler à voter pour lui. Tiennent-ils tant que cela à figurer parmi les satellites du PS ?

Que Sarkozy ou Hollande soit élu, qu'est-ce que cela changerait, en quoi cela modifierait-il les rapports entre les classes ?

Sarkozy élu, il poursuivrait ou amplifierait immédiatement son offensive contre la classe ouvrière, du coup une partie de la petite-bourgeoisie également durement frappée serait tentée de se solidariser avec le prolétariat pour affronter le régime. Elle se tournerait de préférence vers le PS qui n'aurait rien à lui proposer de mieux qu'aujourdhui... sinon d'attendre 2017 ! La classe ouvrière se retrouverait exactement dans la même situation qu'aujourd'hui.

Sarkozy ne pourrait être élu qu'au bénéfice d'une forte abstention qui ne ferait pas forcément son affaire, puisque cela signiferait en même temps que les travailleurs et une grande partie de la petite-bourgeoisie auraient refusé de voter pour Hollande même par dépit, le PS affaibli, c'est le régime qui le serait du même coup. Cela signifierait également, soit que les masses seraient

résignées à accepter le sort qui leur était réservé, soit au contraire qu'elles chercheraient la voie pour affronter le régime. Compte tenu de la haine que suscite Sarkozy dans le pays, il y a fort à parier que les masses voteront Hollande au second tour pour qu'il dégage, c'est le scénario le plus probable.

Hollande élu, il ferait en sorte de gérer la situation telle qu'elle est, tout en satisfaisant à la marge les revendications de certaines couches des classes moyennes de façon à étouffer la crainte et la colère des couches de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarisation, pendant que le prolétariat croupirait dans son jus sans aucune perspective d'en sortir, avec ou grâce au soutien des appareils pourris des syndicats qui auraient pour tâche de neutraliser et démoraliser le mouvement ouvrier en le divisant à coup de journées d'action sans lendemain, solidarité oblige !

L'arrivée de Hollande au Palais agrémentée d'une majorité de députés forcerait le PS et ses satellites à se découvrir davantage face aux masses exploitées dont la patience n'est pas infinie, à monter au créneau pour défendre davantage encore le capitalisme et les institutions, ce qui nous permettrait aux travailleurs et aux militants de comprendre pourquoi nous tirons dessus à boulets rouges autant que sa véritable nature sociale ; qu'ils n'aient aucune illusion dans le PS est une chose, qu'ils soient capables de le caractériser correctement en est une autre, c'est notre devoir de les y aider.

Maintenant cette élection ainsi que les législatives vont intervenir dans un contexte bien particulier, la crise du capitalisme et ses conséquences s'amplifiant, la période qui vient sera marquée par une intense lutte des classes à l'échelle mondiale au cours de laquelle des millions de travailleurs vont chercher une issue politique afin de faire aboutir leurs revendications sociales. Dans l'état actuel de décomposition du mouvement ouvrier et particulièrement de son avant-garde, malgré des conditions favorables à la construction du parti, rien ne dit qu'ils y parviendront, pour ne pas dire que c'est vraiment mal parti. Nous héritons d'une situation entretenue pendant plus d'un demi-siècle par nos dirigeants qui nous ont conduit dans l'impasse dans laquelle nous nous trouvons, d'où le sentiment d'impuissance qui domine chez un bon nombre de militants, ce qui est parfaitement compréhensible et légitime.

Expliquer patiemment notre politique aux travailleurs, faire en sorte qu'ils conquièrent leur indépendance face au régime et aux partis qui participent aux institutions de la Ve République, qu'ils estiment légitimes leurs besoins, qu'ils se situent sur leur propre terrain de classe, les organiser à partir de leurs revendications sociales en leur donnant un contenu et une orientation politique pour qu'ils renouent avec les objectifs du socialisme, telle est notre tâche. C'est la seule manière de réaliser leur unité, qu'ils prennent conscience de leur force dans la perspective du renversement de l'ordre établi. Quand les masses grecques en sont réduites à connaître une situation comparable à celle de la Seconde guerre mondiale qui les avait réduites à la misère noire, elles ne se font plus aucune illusion sur une possible amélioration de leur sort dans le cadre des institutions en vigueur, les thèses réformistes et conciliatrices avec l'ennemi sont balayées, dès lors seule la question du pouvoir et les moyens de la résoudre se pose à elles ou va s'imposer à elles, car elle concentre ou crisalise l'ensemble des contradictions du régime et s'affirme comme le seul moyen d'y répondre conformément à leur besoins.

Avec la crise, notre ennemi est affaibli, il a un genou à terre, il est possible de l'abattre, sa force repose en grande partie sur nos divisions, sur l'éclatement de nos forces, sur notre incapacité de nous donner une nouvelle direction qui coïncide avec notre incapacité d'assimiler ou de renouer dans la pratique avec les enseignements du marxisme ou du léninisme, de la révolution d'Octobre, condition sans laquelle nous demeurerons dans l'impossibilité de construire le parti (et l'Internationale) dont nous avons impérativement besoin pour vaincre.

Notre objectif n'est pas de briser le consensus UMP-PS qui se reformerait aussitôt sous un nouveau masque, mais d'aider les travailleurs à comprendre qu'il incarne les besoins d'une classe qui n'est pas la leur, et que de leur côté ils doivent s'en tenir strictement à leurs propres besoins pour aller de l'avant. Qui gouverne ou a gouverné pour nous mener à la situation actuelle, et qui doit gouverner pour changer la société, quelle classe détient le pouvoir et doit le céder, par la force puisque tous les autres moyens ont échoué jusqu'à présent, par une révolution sociale et politique, socialiste.

Dujardin... au poulailler : "***j'adore votre pays!***", pas nous !

Un film à la gloire d'Hollywood remporte cinq Oscars à Hollywood. L'Amérique bien pensante nostalgique de sa puissance passée et en passe de trépasser a plébiscité un film qui lui était dédié, quoi de plus normal. Les générations des années 70-80 découvrent le cinéma muet en noir et blanc qui avait déjà totalement disparu des écrans de cinéma ou de télévision dans leur enfance, et voilà que cette révélation doit être absolument connue du monde entier, car c'est un phénomène tellement extraordinaire, si, si, puisqu'on vous le dit, pour nous non, mais pour pour eux oui, et comme ce sont eux qui possèdent à la fois l'argent et les moyens de manipuler les consciences pourquoi ne pas saisir cette formidable occasion de célébrer l'Amérique, un coup de pub planétaire, il faudrait être dingue pour passer à côté franchement.

Aujourd'hui dans leur monde, la réussite sociale selon leurs critères consiste à être au bon moment au bon endroit, à faire preuve d'un opportunisme décomplexé à toute épreuve, voilà tout. Ajoutons avec ou sans talent, mais avec cela aide à faire oublier le reste.

Libération immédiate et sans condition !

Six jeunes gens, arrêtés lors des émeutes qui ont secoué La Réunion, ont été condamnés lundi à des peines plutôt lourdes, allant de 8 mois de prison avec sursis à deux ans ferme, par le tribunal correctionnel de Saint-Denis.

Ces condamnations portent à plus d'une vingtaine le nombre d'émeutiers condamnés par les tribunaux correctionnels de Saint-Denis et de Saint-Pierre depuis jeudi dernier. 233 personnes ont été arrêtées lors des troubles et 159 placées en garde à vue, selon le dernier bilan de la préfecture, dimanche. (AFP 27.02)

Le cave, le complexé, le chiasseux, le foireux dans les deux sens du terme se rebiffe.

Lundi La Talonnette invité de RTL : "*C'est moi qui suis l'ami de M.(Pierre) Bergé, propriétaire du Monde, financier revendiqué de François Hollande ? C'est moi qui suis l'ami d'un banquier de Lazard, M.(Matthieu) Pigasse, richissime, mettant l'ensemble de ses moyens au service de Dominique Strauss-Kahn d'abord, puis de François Hollande ?*" (Reuters 27.02)

Evidemment avec un tel carnet d'adresses on est suspect de collusion avec le monde de l'argent, de la finance, du pouvoir !

Tout comme Mitterrand, Chirac le châtelain, de Gaulle le monarchiste qui se contentera du bonapartisme, général de son état, à côté l'avocat d'affaires est un parvenu, un gigolo, un minable qui ne sait même pas se tenir dans la bonne société, il se force tellement pour faire oublier ce qu'il est vraiment qu'il ne paraît pas normal, c'est son passe-temps préféré de fuir ce qu'il est, à croire qu'il ne se supporte pas lui-même.

On ne lui demandera pas s'il peut imaginer un instant ce qu'il fait endurer à tous ceux qui doivent le supporter à défaut de pouvoir le chasser maintenant du pouvoir, un cauchemar éveillé 24h/24, cela produit à peu près le même effet que la gangrène qui vous bouffe et que vous voyez se développer en accéléré, mais là c'est dans la réalité à travers la société qui se décompose et qui tarde à mûrir malheureusement. Tous nos efforts sont tendus vers l'objectif de faire cesser le plus rapidement possible les souffrances que subissent les masses laborieuses dans le monde, définitivement et non temporairement et de façon sélective comme c'est le cas avec le réformisme.

Courageux... mais pas téméraire l'hystérique du Château.

L'article de Reuters précisait que Sarkozy "*a de nouveau défendu sa proposition de recours au référendum. En revanche il a exclu, s'il est réélu, de soumettre à une consultation de ce type le nouveau traité européen sur la stabilité budgétaire, la coordination et la gouvernance dans la zone euro*". Sur ce coup là il ne risque rien, ce n'est pas Hollande qui le contredira et qui prendrait le risque de faire péter l'UE.

Les candidats des riches.

En fin de débat sur TF1, François Hollande a dit regretter une phrase prononcée par le passé dans laquelle il affirmait qu'il "*n'aimait pas les riches*". "*Cette formule était trop rapide*", a-t-il reconnu. (Autrement dit, ses paroles ont dépassé sa pensée, quel aveu ! - ndlr)

"*Ce que j'apprécie c'est le talent, le travail, le mérite, ceux qui ont réussi à créer et à permettre à la France d'avancer*", a-t-il expliqué. (Alors il ne doit pas beaucoup s'apprécier, mais ces gens-là ont une haute estime d'eux-mêmes, dans le cas contraire ils feraient autre chose ! - ndlr)

"*Ce que je n'accepte pas, c'est la richesse indécente. C'est des rémunérations qui n'ont pas de rapport avec le talent, l'intelligence ou l'effort*", a poursuivi le candidat PS. (Ce qui est "indécent" et ne nécessite aucun talent particulier, c'est de servir avec application un régime qui vous le rend bien tout en voulant se faire passer pour un de ses opposants. - ndlr)

"*Ce que je n'accepte pas, c'est le scandale d'un certain nombre de stock options ou de 'retraites-chapeau', de tout ce qui fait que les Français ont le sentiment que c'est trop injuste, trop inégal*". (Reuters 27.02)

L'injustice et les inégalités passent encore, elles sont légitimes, le capitalisme ne l'est-il pas, mais trop, non, cela crée des problèmes, il faut s'en expliquer au risque de se contredire...

Actualité en titres

Non, sans blague ? Les enchères sont ouvertes.

- Nicolas Sarkozy veut revaloriser "*d'urgence*" les enseignants - Reuters

- La proposition réitérée par M. Sarkozy pour sauver Florange - LeMonde.fr

- Education : Sarkozy truque les chiffres sur RTL, et alors ? - L'Express.fr

- Hollande veut taxer à 75% ceux qui gagnent plus d'un million d'euros. - L'Express.fr

- La mesure controversée de M. Hollande contre la fermeture des usines - LeMonde.fr

- Hollande propose une taxe dans l'UE sur toutes les transactions financières - AFP

Les deux faces de la même pièce.

- Jérôme Cahuzac (PS): Sarkozy "*hésite à consulter le peuple*" sur des sujets "*majeurs*" - AFP

- Pierre Laurent titille Hollande pour un référendum sur l'UE - Liberation.fr

Enfin des bonnes nouvelles :

- Groupama renonce à son projet d'introduction en Bourse - Reuters

- Autriche: l'Etat prend une participation dans la banque en difficulté ÖVAG - AFP

- Le déficit de l'Espagne a atteint 8,51% du PIB en 2011 - Reuters

Les mauvais élèves.

- G20: les Européens repartent de Mexico avec des instructions claires - AFP

- La Grèce risque toujours le défaut, selon Moody's - L'Expansion.com

- Merkel évoque les risques "*incalculables*" d'une faillite grecque - AFP

Etre riche, franchement cela ne veut rien dire...

- Nicolas Sarkozy, le "*Président des riches*" ? Pas aux yeux des Français les plus fortunés - Atlantico.fr

... la preuve :

- Le marché de l'art ne connaît pas du tout la crise - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le Parlement a mis en place, lundi, un nouveau contrôle des armes, destiné à mieux réprimer le trafic, à l'origine de braquages retentissants, avec l'adoption définitive d'une proposition de loi UMP-PS.

Cette proposition des députés Claude Bodin (UMP), Jean-Luc Warsmann (UMP) et Bruno Le Roux (PS) a été adoptée à l'unanimité, sauf l'absention des écologistes, lundi lors d'une ultime lecture au Sénat. (AFP 27.02)

Le reste du temps l'UMP et le PS ainsi que ses satellites travaillent main dans la main à la préparation de nouvelles mesures antisociales ou liberticides dans les différentes commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat (et ailleurs), ensuite les uns et les autres votent pour, s'abstiennent ou votent contre selon la majorité en présence dans ces deux institutions. Bref, ils se répartissent le sale boulot et les rôles, les postes et les prébendes qui vont avec, assurant ainsi la stabilité des institutions, le tout agrémenté de polémiques et de gesticulations devant les caméras pour amuser la galerie et lui faire croire que nous en sommes en présence d'une véritable démocratie.

2- Grande-Bretagne

George Osborne, le ministre des Finances britannique prévient : "*Le gouvernement britannique est à court de moyens car tout l'argent a été dépensé dans les bonnes années.*" Cette déclaration fait écho à la note de son prédécesseur Liam Byrne. En quittant son poste du gouvernement de Gordon Brown en 2010, l'ancien Chancelier de l'Echiquier avait plaisanté : "*Cher secrétaire, je crains qu'il n'y ait plus d'argent.*"

George Osborne est aujourd'hui sous pression pour relancer la croissance britannique, en recul de 0,2% au trimestre dernier. L'Institut des Etudes Fiscales l'a même encouragé à envisager des réductions d'impôts pour réduire le risque de ralentissement économique. Ce que refuse le ministre des Finances : "*Une réduction d'impôt appelle à être compensée. Autrement dit, il faudrait une augmentation d'impôt ailleurs ou une réduction de dépense. Ce que nous ne ferons pas, c'est emprunter encore plus d'argent pour augmenter les dépenses ou réduire les impôts.*"

Jeremy Browne, le ministre des Affaires étrangères soutient son collègue. Dans un article du Daily Telegraph, il prévient en effet que la Grande-Bretagne risque "*un déclin accéléré*" si elle ne prend pas les mesures qui s'imposent pour redresser la compétitivité et réduire la dette. Le ministre précise aussi que la part de marché britannique qui était autrefois "*dominante*" et aujourd'hui en "*chute libre*" comparées aux économies d'Amérique Latine et d'Asie, en pleine expansion.

Jeremy Browne estime notamment qu'une réforme des retraites, de la sécurité sociale et de la défense sera nécessaire pour empêcher le système de "*s'effondrer sous le poids de sa propre dette.*" (Atlantico.fr 27.02)

3- Chine

La fortune cumulée des 70 membres du parlement chinois les plus riches atteint 90 milliards de dollars (soit environ 67 milliards d'euros). (Atlantico.fr 27.02)

Social

1- France

Malgré la bonne santé de leur usine, et les 4 millions d'euros de bénéfices dégagés en 2011, les 133 salariés du site français d'Albany International de Saint-Junien viennent d'apprendre leur licenciement.

Colère des élus et des salariés de l'usine de tissage Albany-Cofpa de Saint-Junien, en Haute Vienne. Ils se sont rassemblés lundi pour protester contre la fermeture du site et la suppression de 133 emplois. L'usine appartient au groupe américain Albany International. "*Pourquoi fermer un site qui n'a jamais connu la crise?*", s'est interrogé Christophe Sardin, représentant CGT des salariés qui occupent l'usine de Saint-Junien depuis vendredi soir. Une réunion était programmée lundi après-midi à la sous-préfecture de Rochechouart (Haute-Vienne) entre salariés et représentants de la direction.

Spécialisée dans la fabrication de toiles techniques non tissées servant de base à la fabrication de mouchoirs en papier, lingettes et couches-culottes, cette usine de 6 000 mètres carrés construite en 2004 (12 millions d'euros) pour remplacer la précédente trop exiguë, a dégagé un chiffre d'affaires de 21 millions d'euros en 2011 et 4 millions de bénéfices. Colère des élus locaux

L'annonce de la fermeture, jeudi, a provoqué la colère des élus locaux, la communauté de communes ayant, selon eux, racheté en 2004 les anciens locaux de l'entreprise, cédé un terrain et pris en charge les aménagements de voirie de desserte du site, soit un investissement de 1,5 million d'euros.

Selon la direction d'Albany International France, basée à Sélestat (Bas-Rhin), le projet de fermeture fait suite à une "*détérioration de la conjoncture qui contraint la société à envisager de concentrer ses capacités de production sur son site de Sélestat*" qui "*présente aussi l'avantage de se trouver à proximité de l'un de ses marchés majeurs, l'Allemagne*". "*On préserve 240 emplois sur le site de Sélestat, on maintient quand même des emplois en France*", a insisté lundi Rémy Kaiser, directeur général d'Albany International France, qui récuse les chiffres d'investissement avancés par les collectivités locales. Il a par ailleurs indiqué que la direction avait procédé au "*blocage des machines sur le site pour des raisons de sécurité*". Albany International, spécialisé dans les tissus techniques, notamment pour l'industrie papetière, emploie 4.300 personnes dans onze pays. En 2009, le groupe, dont le siège est dans le New Hampshire, avait procédé à la fermeture d'une usine à Ribérac (Dordogne), entraînant la suppression de 91 emplois. (lexpansion.com 27.02)

2- Belgique

L'intervention musclée dans une usine belge en voie de délocalisation d'une vingtaine de membres d'une société allemande de sécurité recrutés par la direction a provoqué un tollé lundi en Belgique.

Dimanche après-midi, ces hommes, vêtus de noir, portant des cagoules et des gilets pare-balles et armés de matraques et de bombes lacrymogènes, ont investi l'usine de l'équipementier automobile Meister Benelux de Sprimont, dans le sud-est du pays. Ceux que les médias belges appellent "*les miliciens*" avaient pour mission de "*récupérer*" les pièces produites ces derniers jours et que les salariés, qui craignent la fermeture de leur site après l'annonce du transfert à l'étranger d'importantes commandes, n'entendaient pas laisser sortir. Depuis plusieurs jours, la concertation était au point mort et l'ambiance tendue. Mercredi, la direction avait été séquestrée dans ses locaux par les syndicats pendant quelques heures.

Les "*gros bras*" venus d'Allemagne ont molesté "*deux ou trois ouvriers qui tentaient des les empêcher de rentrer dans l'usine*", a dénoncé un responsable syndical, Gabriel Smal. Les membres du "*commando*" se sont alors retrouvés enfermés dans l'usine par une centaine de salariés et responsables syndicaux appelés en renfort. Ils ont été évacués par la police dans la nuit de dimanche à lundi, laissant derrière eux les pièces convoitées.

Lundi, les syndicats de Meister Benelux ont déposé une plainte au civil et au pénal pour dénoncer des "*agissements indignes d'un État démocratique*". (lepoint.fr 27.02)

Economie

1- Zone euro

Standard & Poor's a annoncé lundi avoir revu à la baisse la perspective du Fonds européen de stabilité financière (FESF), à *"négative*" contre "*en développement*" jusqu'à présent, mettant en avant la moins bonne qualité de la signature de certains pays y apportant leur garantie. (Reuters 27.02)

2- Grèce

2.1- L'agence Standard & Poor's a annoncé lundi abaisser la note à long terme CC et la note à court terme C de la Grèce à SD (Défaut sélectif). (Reuters 27.02)

2.2- Les entreprises et les particuliers ont continué à retirer leurs avoirs des banques grecques en janvier, montrent des données publiées lundi par la Banque centrale européenne (BCE), qui illustrent la défiance persistance nourrie à l'égard du système financier du pays.

Les dépôts effectués par le secteur privé auprès des banques grecques ont reculé de près de 3% en janvier, après un léger sursaut en décembre, pour un total tombé à 174,9 milliards d'euros, un plus bas depuis novembre 2006.

Le niveau des dépôts est désormais inférieur de 28% à un pic de décembre 2009.

Dans d'autres pays de la zone euro dits périphériques, tels que l'Espagne, l'Irlande et l'Italie, les dépôts ont légèrement baissé le mois dernier. Au Portugal, ils ont augmenté de manière infime, à 233,2 milliards d'euros.

A l'exception du Portugal, les dépôts placés dans les banques des pays périphériques ont baissé de manière significative l'an dernier. (Reutesr 27.02)

3- Espagne

Le déficit public de l'Espagne a représenté 8,51% du PIB en 2011, a déclaré lundi le ministre des Finances Cristobal Montoro. (Reuters 27.02)

4- Grande-Bretagne

Alors que ses concurrentes sont à la peine, la banque britannique HSBC est sortie du lot en annonçant lundi un bénéfice 2011 de près 17 milliards de dollars, sa stratégie résolument tournée vers l'Asie et les autres marchés émergents s'avérant plus payante que jamais.

La banque, parmi les plus grandes du monde, a ainsi réussi à contrebalancer son désengagement du marché américain et surtout l'impact de la crise de la dette dans la zone euro, qui a eu un effet catastrophique sur la plupart des établissements européens.

HSBC a au contraire pu afficher un bond de 28% de son bénéfice net 2011, à 16,8 milliards de dollars (environ 12,5 milliards d'euros). C'est deux fois mieux que la banque française BNP Paris, qui enregistrait à la mi-février la meilleure performance de la zone euro.

Parmi les concurrentes britanniques de HSBC, Royal Bank of Scotland et Lloyds Banking Group ont fait état la semaine dernière de pertes annuelles supérieures à 2 milliards d'euros, et Barclays a annoncé une chute de 16% de son bénéfice net, à 3,5 milliards d'euros.

HSBC s'en est nettement mieux sortie grâce à la part devenue prépondérante de ses activités à Hong Kong et dans le reste de la région Asie-Pacifique, qui ont généré près de 61% de son bénéfice avant impôts. Celui-ci a atteint 21,9 milliards de dollars (+15%), globalement en ligne avec les attentes des analystes.

Cette progression dans la banque traditionnelle hors d'Europe a permis de compenser une baisse de 24% des bénéfices de la banque d'investissement, particulièrement affectés par les turbulences de la zone euro.

La banque a aussi profité des premières retombées d'un plan stratégique visant à dégager 3,5 milliards de dollars d'économies annuelles.

En août dernier, le groupe avait fait savoir qu'il allait supprimer jusqu'à 30.000 postes d'ici à 2013, soit près de 10% de ses effectifs. Ces suppressions devraient être en partie compensées par l'embauche de 15.000 personnes dans les pays émergents, avec une priorité affichée sur l'Asie et le Brésil.

Dans un communiqué, le syndicat Unite a dénoncé lundi une "*politique d'économies à court terme*" sacrifiant l'emploi alors que la banque est largement bénéficiaire.

Il a aussi protesté contre la rémunération globale annuelle de 7,2 millions de livres (8,5 millions d'euros) promise à M. Gulliver, au moment où les gratifications accordées aux banquiers continuent de faire scandale.

Autre élément propre à modérer l'appétit des investisseurs: HSBC peine toujours à contrôler ses coûts de fonctionnement, désormais tirés par la hausse des salaires dans les pays émergents. (AFP 27.02)

Haut de page

Le 29 février

CAUSERIE

J'ai reçu deux nouveaux courriels. L'un d'un militant ou sympathisant du PCF si j'en juge par le contenu de son article que je ne mettrai pas en ligne dans la Tribune libre, "*produisons français*" n'est pas vraiment notre truc ! L'autre d'un camarade qui a ouvert récemment un blog consacré à l'Algérie et qui m'a communiqué l'information suivante : "*Je me permets de vous envoyer le lien d'une contribution écrite il y a un an par un militant d'une organisation se réclamant du trotskysme. Le texte, censuré, traite en particulier de l'Algérie, de la Palestine. http://ecoutevoisparle.over-blog.net/article-parti-mondial-de-la-revolution-socialiste-28-fevrier-2011-100285452.html*". L'organisation en question est le PT d'Algérie.

Je n'ai pas eu le temps de répondre aux autres courriels, pour tout vous dire ils me posent un problème, mais je préfère ne pas vous en parler pour le moment. Il y a des questions qui sont difficiles à traiter autrement que de vive voix tellement elles sont délicates ou peuvent facilement prêter à confusion. Un autre militant, sur lequel j'ignore absolument tout, a répondu à mon invitation à correspondre sans savoir où cela peut nous mener, à suivre.

Hier matin je suis allé à Pondichéry faire des courses sans rien remarquer de particulier. Le soir aux infos sur TV5Monde Asie ils annoncent qu'il y a eu aujourd'hui une grève générale et nationale en Inde à l'appel de tous les syndicats, le journaliste précise qu'elle a été très suivie. Mon épouse Magueswary écoute et me dit : tout à l'heure aux infos sur Sun TV (en tamoul) ils n'en ont pas parlé, rien à Chennai (ex-Madras, la capitale du Tamil Nadu entre 5 et 10 millions d'habitants). Juste avant sur TV5Monde Asie le journaliste avait débité le même refrain quasi-quotidien sur la Syrie. On s'est regardés et on s'est marrés. Je lui ai dit : tu imagines ce que vont croire les gens en France s'ils ont eu cette information sur l'Inde.

En fait cette grève n'a dû être appelée que par les syndicats et concerner que les grandes villes qui concentrent les services publics et les grandes entreprises, alors que lorsque des partis se joignent à une grève toute l'activité économique est à l'arrêt. Pour savoir de quelle grève il s'agit, il suffit de sortir et d'ouvrir les yeux et les oreilles, si on voit ou qu'on entend un bus ou un camion circulé, c'est qu'il n'y a pas de risque qu'il soit brûlé, ce n'est pas une grève appelée par des partis politiques. Je commence à connaître le pays. C'est la raison pour laquelle je prends avec une extrême prudence les informations qui nous parviennent des quatre coins du monde, de pays sur lesquels on ignore tout ou presque en dehors de repères historiques, et encore dans le meilleur des cas, on ne peut pas savoir quelle est la situation précise dans chaque pays, il y en a environ 200.

J'ai rédigé les lignes ci-dessus hier soir. Ce matin j'ai lu un article de l'AFP sur cette grève générale qui confirme ce que j'ai écrit :

- Onze syndicats et 5.000 autres petites organisations ont signé l'appel à la grève générale pour faire pression sur le gouvernement de centre-gauche du Premier ministre, Manmohan Singh, accusé d'immobilisme sur le terrain social.

Le gouvernement a demandé cette semaine, en vain, d'annuler cette démonstration de force qui a entraîné la fermeture des banques, commerces et bureaux dans plusieurs grandes villes du pays de 1,2 milliard d'habitants.

Leurs revendications portent notamment sur la mise en place d'un minimum salarial sur le plan national, sur l'obtention de contrats à durée indéterminée pour 50 millions de travailleurs temporaires. Les ouvriers réclament aussi des mesures pour empêcher les capitaines d'industrie de casser le droit du travail.

Plus largement, cette grève générale permet d'exprimer le mécontentement populaire contre la hausse du coût de la vie, la corruption ou le désinvestissement de l'Etat dans le secteur public. (AFP 28.02)

En dehors des fonctionnaires et des travailleurs des grandes entreprises qui constituent une infime minorité, les centaines de millions de travailleurs du pays des villes et des campagnes ne disposent même pas de contrat de travail et peuvent par conséquent être jetés à la rue du jour au lendemain, ce sont des rapports semi-féodaux qui existent de fait entre ouvriers pratiquement sans droit et patrons de droit divin, dans ces conditions, tant que cette question n'est pas réglée au préalable toutes les revendications avancées par les syndicats ne peuvent pas les concerner. On retrouve ici le contenu bourgeois du mouvement ouvrier tel qu'il existe en France et partout dans le monde à parti du moment où il ne se fixe pas comme objectif le renversement du capitalisme.

Pour que ces centaines de millions de travailleurs ne soient plus une masse taillable et corvéable à merci, il faudrait commencer par exiger que chaque employeur leur remette un contrat de travail. Comme c'est étrange que les dirigeaux syndicaux n'y pensent pas...

Je rappelle que j'ai travaillé un peu plus de trois ans à l'Alliance française de Pondichéry comme prof de français pour un salaire de misère (en 2002 pour 35 euros environ), sans contrat de travail, sans feuilles de paie et que j'ai été remercié du jour au lendemain pour avoir osé critiquer la dérive mercantile ou commerciale de cet établissement (de droit indien) fondé à l'époque où le Territoire de Pondichéry était encore un comptoir français, une colonie de l'Empire.

J'ai dû bâcler cette causerie parce que je me suis levé avec une heure de retard, ensuite j'ai perdu 2h pour renouveler l'assurance de ma moto, avec une semaine de retard. Je suis toujours sans visa, je suis donc un sans-papiers depuis le mois d'août 2011. J'ai envoyé avant-hier une longue lettre au Ministry of external affairs à Chennai, hier mon épouse a reçu un coup de fil de ce bureau, en principe ma situation devrait être régularisée prochainement, en principe...

Les articles de presse et les causeries du mois de février au format pdf(Acrobat Reader d'ici deux jours. Quel boulot, sous une chaleur déjà écrasante !

Quel culot !

L'échange des derniers billets en francs a rapporté 526 millions d'euros à l'Etat, selon les résultats publiés mardi par la Banque de France.

"*Le volume non porté à l'échange s'élève à 55 millions de billets. Ce solde, appelé 'culot d'émission', sera reversé à l'Etat, qui devrait être ainsi crédité de 526 millions d'euros*", poursuit le communiqué. (Reuters 28.02)

Renversant !

A propos de la tranche taxée à 75% pour les revenus au dessus de 1 million d'euros par an que François Hollande annonce vouloir mettre en place, selon un rapport (2009) du Sénat, le taux moyen de prélèvement des 3523 contribuables les plus riches (touchant plus de 1,221 million d'euros) est de 17,5% (Atlantico.fr 28.02)

17,5 à l'envers cela donne 71,5 %, ne chipotons pas pour 3,5% !

Nous leur prendrons tout !

Les 10% les plus riches reçoivent près de deux tiers des revenus du patrimoine et quatre cinquièmes de revenus exceptionnels. Les très hauts revenus ne constituent qu'1% de la population mais représentent 5,5% des revenus d'activité, 32,4% du patrimoine

et 48,2 % des revenus exceptionnels. Si on ne regarde que les plus aisés d'entre eux, ils représentent 0,01% de la population, mais perçoivent 0,6% des revenus déclarés. En fait, plus les revenus sont élevés, plus leurs sources sont diversifiées. Par exemple, en 2007, 40% de la population a touché des revenus du patrimoine... mais c'est le cas de 93 % des très hauts revenus.

Les très hauts revenus sont très fortement concentrés en Ile de France : 65% des plus aisés y résident, contre 17% de la majorité de la population.

Il y a, chez eux, une forte surreprésentation des indépendants : 23% des plus aisés touchent des revenus industriels. La part des revenus non commerciaux, liés à l'exercice de professions libérales (médecin, avocat) est aussi plus fréquente que dans le reste de la population. Enfin, «*la proportion de personnes percevant des gains de levée d'option croît avec le niveau de revenu*», souligne Julie Solard. En clair, cela montre la présence dans cette catégorie d'une proportion importante de cadres dirigeants.

A l'époque de l'enquête de l'Insee, un quart des plus aisés avait un taux d'imposition des revenus déclarés inférieur à 15%, et un autre quart un taux supérieur à 35%.

Entre 2004 et 2007, le nombre de riches a augmenté : plus 70% pour les personnes au-dessus du seuil à 500 000 euros de revenu par unité de consommation. Cette tendance s'accompagne d'une explosion de leurs revenus (notamment ceux issus du patrimoine).

L'enquête s'arrête en 2007. On peut imaginer que, depuis, sous Nicolas Sarkozy, les plus riches ont continuer de s'enrichir. (libération.fr 28.02)

Fricoter et plus si affinités... il y a !

Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle, a estimé mardi que le Front de gauche allait "*fricoter avec le PS*" si le candidat socialiste François Hollande venait à remporter l'élection présidentielle en mai prochain.

"*Le Front de gauche va fricoter avec le PS. Une future +gauche plurielle+ sera peut-être utile mais nous n'y participerons pas*", a déclaré Philippe Poutou pour qui le ralliement du Front de gauche au parti socialiste, en cas de victoire de ce dernier, ne fait aucun doute. (AFP 28.02)

Comment peut-on affirmer qu'une "*future +gauche plurielle+ sera peut-être utile*", sachant qu'elle profitera de préférence aux classes dominantes de la finance et de l'industrie au détriment des travailleurs ? Parce que pour Poutou et les petits-bourgeois qu'il représente, Hollande sera tenté de s'en tenir au staut quo actuel qui sera un moindre mal pour ceux qui peuvent encore vivre à peu près normalement. Poutou s'en accommodera, oubliant du même coup et démontrant que le NPA est incapable de se tourner résolument vers la classe ouvrière, encore moins de représenter ses intérêts, ajoutons, qu'un Hollande ne défendra jamais.

Cette déclaration va de paire avec le fait d'affirmer que le Front de gauche se contentera de "*fricoter avec le PS*", alors que le Front de gauche est un satellite du PS ; le PS est passé du réformisme bourgeois au social-libéralisme au détours des années 80, tandis que le PCF puis le Front de gauche a pris le relais, transition du stalinisme au réformisme d'autant plus facile à réaliser et assumer qu'elle n'engageait à rien, ces partis n'étant pas en position de gouverner, ainsi il leur était possible de continuer à entretenir l'illusion qu'un passage progressif au socialiste était possible sans liquider le capitalisme et les institutions.

Le point commune entre le PS et le Front de gauche ou encore le NPA, c'est qu'ils sont soumis à des degrés divers à la même idéologie, l'idéologie bourgeoise.

En famille.

Le Sénat a à son tour, après l'Assemblée nationale le 21 février, approuvé mardi les deux traités qui vont remplacer à terme l'actuel Fonds européen de solidarité (FESF) par le MES.

La gauche s'est toutefois divisée, les communistes du Front de gauche votant contre. Les écologistes ont voté contre le 2e traité et se sont abstenus sur le premier qui approuve le principe "*d'une mutualisation des dettes dans l'UE*". Une vingtaine de députés PS ont également contre.

"*Conditionner le MES à la ratification du TSCG (pacte de stabilité budgétaire) montre bien que ce qui est recherché n'est pas la discipline budgétaire dans les Etats aidés mais l'adhésion à une conception de la politique économique qui privilégie l'austérité au détriment de la croissance*", a répliqué la rapporteure générale PS de la commission des Finances du Sénat, Nicole Bricq. Le PS a critiqué la "*modestie*" des moyens et l'absence de "*branchement*" avec la Banque centrale européenne (BCE).

Le MES "*avec 500 milliards d'euros, peut-il être un pare-feu suffisant ?*", s'est demandé Simon Sutour, président de la commission

des Affaires européennes. Pour lui, le MES doit "*accéder au guichet de la BCE*" afin de "*démultiplier sa capacité d'action*". Le MES est "*opaque*" et "*illusoire*", a reproché Jean-Pierre Chevènement (RDSE, à majorité PRG). (AFP 28.02)

Comme à l'Assemblée, les sénateurs PS se sont majoritairement abstenus (138 d'entre eux). Le MES a donc été adopté par l'UMP, les centristes et 2 élus Europe Ecologie-Les Verts. 35 élus ont opté pour le rejet (21 PC, 8 EELV et 3 PS).

Au final, ce qui marque cette fois, c'est le fait que le vote des socialistes au Sénat aurait pu faire pencher la balance puisqu'ils ont la majorité. Mais en période électorale, les partisans de François Hollande ne veulent surtout pas lui nuire par leur vote.(l'express.fr 28.02)

Rectifions, nuire à leurs maîtres commun à ceux de l'UMP !

Le PS et le MRC se sont abstenus parce qu'en tant que représentants des intérêts des banquiers au bord de la banqueroute et pour sauver le système capiatliste, ils estiment que les initiateurs du MES ne sont pas allés assez loin, doté seulement de 500 milliards d'euros il ne constituera pas "*un pare-feu suffisant* ", d'autant plus que la "*discipline budgétaire (des) Etats aidés*" imposée par la troïka risque d'être insuffisante également, bref, le PS fait ici la démonstration qu'il est totalement subordonné au capitalisme mondiale et à ses institutions.

Pour revenir au sujet précédent, on demandera à Poutou en quoi un tel parti au pouvoir pourrait "*être utile*" aux travailleurs. Dans ces conditions, s'il est "*utile*" pour Poutou, posons lui une question : quels intérêts défendez-vous au juste ?

Quant à ceux (le POI) qui avaient salué et manifesté bruyamment l'espoir que la nouvelle majorité PS au Sénat romprait avec la politique de l'UMP, ces opportunistes forcenés en seront pour leurs frais une fois de plus. Pour un peu, le POI a voulu faire croire que la majorité PS au Sénat était le résultat de sa campagne en direction des élus, Schivardi dans *Informations ouvrières* s'est ainsi félicité que le gouvernement ait revu sa contre-réforme des territoires, alors qu'en réalité la majorité du Sénat et le gouvernement se sont entendus pour se donner un nouveau délai pour la boucler.

Parole d'internaute sur la Grèce.

- "*Que font les "Experts" et les" contrôleurs" de l'UE, du FMI, de la BCE depuis 3 ans : apparemment pas grand chose, seuls 140 petit millions ont pu être repérés, c'est peu face au 350 milliards engloutis. Ou bien ils ne cherchent pas ou bien ils savent mais ne font rien. Heureusement ils savent trouver les contribuables européens et tous le monde est content à chaque nouveau " sommet" !*"

Rectifions : les 350 milliards d'euros n'ont pas été "*engloutis*", ils ne se sont pas volatilisés, ils n'ont pas été perdus pour tout le monde, ils figurent dans les coffres-forts des priviligiés quelque part dans des paradis fiscaux, en Suisse notamment ou au Liechtenstein au coeur de l'Union européenne.

Actualité en titres

Au rabais...

- La démocratie [C'est combien ?] - L'Express.fr

- Hollande annonce une tranche d'imposition à 75% et se prononce pour le blocage du prix des carburants AFP

... trop cher et trop idéologique :

- Taxation à 75%: Jacob dénonce "*la marxisation du PS*"- L'Express.fr

... mais non, mais non, surtout pas, c'est :

- Hollande: "*Taxer les hauts revenus jusqu'à 75%, c'est du patriotisme*" - Liberation.fr

... d'ailleurs :

- Le socialiste Jérôme Cahuzac très circonspect sur un taux d'imposition à "*75%*" - AFP

- Marine Le Pen qualifie d'"*absurde et idéologique*" la tranche d'imposition à 75% - AFP

- François Baroin: la France "*n'a pas les moyens*" de bloquer les prix des carburants - AFP

- Bloquer les prix des carburants: "*envisageable*" mais coûteux, selon l'Ufip - AFP

... c'était juste pour "***déconner***" :

- François Bayrou : "*le déconnomètre fonctionne à plein tube*", à propos du taux d'imposition à 75% - AFP

Augmenter les salaires, pas possible pour cause de compétitivité mondiale, augmenter les budgets sociaux, pas possible pour cause d'endettement colossale de l'Etat, construire les logements sociaux pour permettre à chacun d'être logé décemment, pas possible les caisses sont vides, permettre à chacun de se soigner, pas possible la Sécu est en faillite, augmenter les impôts sur les sociétés et des plus riches, pas possible ils vont fuir à l'étranger, permettre à chacun de travailler et de percevoir un salaire décent, impossible pour cause de surproduction mondiale à bas coût, bloquer les prix en général dont ceux de l'essence, des loyers, etc. pas possible, pas possible, pas possible...

Bref, si le régime en place est incompatible avec la satisfaction de nos besoins, il faut le faire disparaître !

Le service minimum syndical...

- Comment Air France va contourner le service minimum - Liberation.fr

- Air France: accord SNPL-direction pour garantir des "*plannings stables*" - AFP

... sinon

- Un tribunal interdit la grève à l'aéroport de Francfort - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Espagne

La Commission européenne a rappelé mardi au gouvernement conservateur espagnol son engagement à réduire le déficit public de l'Espagne à 3% du PIB en 2013 et a exclu toute souplesse malgré les difficultés.

Le gouvernement dirigé par le conservateur Mariano Rajoy ne peut donc espérer aucune concession de la part de la Commission.

"*Les autorités espagnoles doivent nous présenter dans les semaines à venir un projet de budget pour 2012*", a souligné son porte-parole.

"*Il appartient aux autorités espagnoles de décider ce qu'elles souhaitent voir figurer dans ce budget*" pour réduire le déficit public, a-t-il insisté.

"*Nous savons que les deux objectifs de déficit à 4,4% du PIB en 2012 et 3% en 2013 vont être difficiles à réaliser pour l'économie espagnole, pour le gouvernement espagnol et pour les Espagnols eux-mêmes*", a-t-il admis. "*Mais il y a des règles et elles doivent être respectées*", a-t-il martelé.

Le ministre du Budget Cristobal Montoro a annoncé lundi soir un dérapage du déficit public de l'Espagne à 8,51% du PIB en 2011, très supérieur à l'objectif officiel de 6%.

Un bras de fer est engagé entre l'exécutif bruxellois et le gouvernement espagnol, car "*Mariano Rajoy veut revenir du sommet européen organisé jeudi et vendredi à Bruxelles avec un nouvel objectif de déficit pour 2012*", a confié une source européenne.

Les services de M. Rajoy ont assuré mardi au quotidien El Pais avoir engagé des négociations en ce sens avec la Commission, mais cette information a été démentie à l'AFP.

La volonté de M. Rajoy de mettre le sujet sur la table lors du sommet européen est jugée dangereuse, car personne ne pourra accepter de faire un geste en faveur de l'Espagne alors que la Belgique a été contrainte de faire plus d'efforts pour réduire

sa dette, que la Hongrie risque d'être privée d'une substantielle partie des fonds de cohésion pour cause de déficit excessif et que la Grèce vient d'approuver un plan d'austérité drastique, a souligné cette source.

Un assouplissement des objectifs de réduction du déficit doit être approuvé à l'unanimité des 27 Etats, rappelle-t-on Bruxelles.

La Commission reconnaît que ramener un déficit de 8,5% du PIB à 4,4% en un an pose de vraie questions, mais "*la flexibilité n'est pas l'issue*", a insiste son porte-parole.

Olivier Bailly a souligné la nécessité d'un retour rapide à la croissance et le besoin pour les membres de l'UE de trouver des "*solutions nouvelles*", car "on ne peut plus suivre le modèle fondé sur la dette publique".

"*Il est évident qu'un déficit budgétaire élevé rend très difficile une relance de la croissance par des mesures budgétaires*", a-t-il expliqué.

Cette situation plaide pour des réformes structurelles et pour l'exploitation de nouvelles sources de croissance, a-t-il poursuivi. (AFP 28.02)

2- Irlande

L'Irlande a annoncé mardi l'organisation d'un référendum sur le nouveau pacte budgétaire européen, un scénario que voulait absolument éviter Bruxelles après le laborieux accord trouvé fin janvier sur ce texte et dans lequel Dublin joue également gros.

Le Premier ministre Enda Kenny a déclaré devant le Parlement que son gouvernement avait décidé de demander "*au peuple irlandais d'autoriser la ratification de ce traité*", après consultation de l'attorney général, personnalité chargée de le conseiller sur les questions constitutionnelles.

Fin janvier, les dirigeants de l'UE, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la République tchèque, se sont prononcés en faveur de ce pacte de discipline budgétaire pour tenter de donner un coup d'arrêt à la crise de la dette.

Ils ont accepté d'inscrire dans leur législation une règle d'or sur le retour à l'équilibre budgétaire et des sanctions quasi-automatiques en cas de dérapages des déficits publics, comme le voulait à tout prix l'Allemagne. Le ministre de la Justice Alan Shatter a noté qu'il n'y avait "*aucune nécessité d'organiser rapidement*" le scrutin, car il était important que les électeurs puissent "bien comprendre" de quoi il retournait. Il n'a toutefois fourni aucune date.

Le gouvernement a insisté sur l'importance d'une ratification du pacte pour le pays.

Ce traité "*donne l'assurance que le genre de problèmes survenus en Grèce ne se reproduira plus*", a souligné le Premier ministre.

Son adoption sera "*une autre étape importante pour l'Irlande sur la route du redressement*", a renchéri le ministre des Affaires étrangères Eamon Gilmore, se disant "*confiant que la population se prononcera en faveur*" de ce traité "vital" pour le pays.

"*La ratification de ce traité donnera aussi à l'Irlande un accès aux fonds d'urgence dans le futur, si nous en avons besoin*", a-t-il encore fait valoir.

Selon des diplomates à Bruxelles, un "*non*" au traité aurait en effet des conséquences très graves pour Dublin.

En novembre 2010, l'Irlande, au bord du naufrage à cause de la faillite de son secteur bancaire, a dû signer un plan d'aide d'urgence de 85 milliards d'euros avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'UE.

Or, s'ils refusent le traité, les Irlandais ne percevront plus de prêts européens dans le cadre de ce plan de sauvetage, rappellent ces diplomates. Car la ratification du pacte est, pour les pays sous perfusion, une condition sine qua non pour bénéficier de l'assistance.

L'organisation de cette consultation sera d'autant plus suivie par ses partenaires européens que l'Irlande a, dans le passé, déjà rejeté à deux reprises des traités européens (Nice en 2001 et Lisbonne en 2008), avant de se raviser à la faveur de deux autres scrutin de rattrapage.

Un sondage publié fin janvier a montré que près des trois quarts des Irlandais, déjà échaudés par plusieurs budgets d'austérité particulièrement sévères imposés par le plan de sauvetage, souhaitaient une consultation populaire sur le pacte.

40% avaient alors affirmé qu'ils voteraient pour, 36% contre, 24% se disant indécis, selon cette enquête.

"*C'est un traité très important et les gens ont le droit de se prononcer*", a fait valoir Micheal Martin, le dirigeant du Fianna Fail (centre-opposition).

A Berlin, le gouvernement allemand a simplement pris "*acte*" de l'annonce de ce référendum, estimant qu'il s'agissait d'une "*question de politique intérieure irlandaise*". (AFP 28.02)

On ne peut que souscrire à la bataille que le POI a initié pour le retrait de ce nouveau traité, je dirais plutôt pour son abrogation, encore faudrait-il préciser aux travailleurs que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire sera à même de le liquider, car on n'a pas le droit de laisser les travaileurs ou les militants se faire la moindre illusion sur cette question (notamment) et l'issue de cette campagne, ce n'est pas une pétition qui changera quoi que ce soit. Comment ? C'est fort simple, en décrétant que tous les traités internationaux signés dans le cadre de la IVe et Ve République sont abrogés au même titre qu'il est mis fin à la Constitution de la Ve République. C'est pour parvenir à cet objectif que nous contruisons un parti, rejoignez-nous car c'est le seul moyen d'y arriver...

Inutile de vous dire que ce n'est pas l'orientation politique du POI qui s'agite en vain en direction des élus du PS corrompus par le capitalisme. C'est leur manière de combattre le régime tout en le soutenant l'air de rien. C'était juste pour porter à votre connaissance la politique que mettrait en oeuvre un véritable parti révolutionnaire qui serait subordonnée à un seul objectif : sa propre construction à défaut d'avoir les moyens de peser sur la situation dans la perspective du renversement du régime.

3- Etats-Unis

Des fragments de restes humains retrouvés après le 11-Septembre ont été incinérés et jetés dans une décharge, a indiqué mardi le département américain de la Défense.

Cette révélation est contenue dans un rapport sur la morgue militaire de la base aérienne de Dover (Delaware, est) qui avait été épinglée en novembre dernier pour sa mauvaise gestion des restes humains de soldats morts en Irak et en Afghanistan.

Certains avaient été égarés ou mélangés, d'autres avaient fini dans une décharge en Virginie (est). Mais ils ne sont apparemment pas les seuls.

"*Plusieurs fragments de restes venant de l'attentat contre le Pentagone et du lieu où s'est écrasé un avion à Shanksville*" le 11 septembre 2001 ont également été envoyés dans une décharge, selon le rapport de mardi.

"*Une fois incinérés, ces restes ont été placés dans des conteneurs scellés qui ont été livrés à un sous-traitant chargé du traitement des déchets médicaux*", selon le rapport. (AFP 28.02)

Pour rappel. De l'attentat contre le Pentagone, il n'a pas été trouvé à ce jour le moindre débris de l'avion qui se serait soi-disant écrasée à cet endroit-là, pas le moindre corps non plus, pas même un cm² de la carlingue, des moteurs, des bagages des passagers, pas même une dent d'un passager.

Quant à l'avion qui se serait "*écrasé* à Shanksville, il a été retrouvé des débris à 13 kms de l'impact, "*selon le porte-parole du FBI Bill Crowley cité par CNN deux jours après le drame. Un journal local a aussi cité des témoins parlant d'une « pluie de confettis »*" (rue89.com). En réalité, c'est l'armée américaine qui avait tiré un missile sur le Pentagone, et c'est aussi un missile qui a abattu cet avion.

Economie

1- Grèce

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé mardi la suspension provisoire de l'éligibilité des obligations grecques au rang de collatéral, privant les banques qui en détiennent de la possibilité de les utiliser comme garantie pour obtenir des financements auprès d'elle.

La BCE a précisé qu'il reviendrait aux banques centrales nationales de fournir des liquidités d'urgence aux établissements qui ne pourraient plus se financer auprès d'elle en conséquence de cette décision.

Par ailleurs, l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA), qui représente les intervenants des marchés dérivés, a été interrogée sur la question de savoir si un événement de crédit s'est produit sur la dette grecque après le déclenchement de cette procédure.

Une réponse affirmative du comité peut se traduire par le règlement des assurances contre un défaut de paiement, les CDS (credit default swaps).

La BCE estime à environ 40 milliards d'euros le montant des titres grecs utilisés pour obtenir des liquidités auprès d'elle.

Les banques grecques détiennent une large part de ces titres mais les banques françaises et chypriotes en possèdent aussi. Elles disposent toutefois de nombreux autres actifs susceptibles d'être utilisés comme collatéral auprès de la BCE. (Reuters 28.02)

2- Chine

La Banque Centrale déclare qu'il serait "*stratégiquement opportun*" de permettre la conversion du Yuan en devises étrangères en particulier pour pouvoir profiter de "*l'exceptionnelle opportunité de marché*" que représente la faible valorisation actuelle des entreprises occidentales, en 2010, les opérations d'acquisitions de sociétés étrangères réalisées par la Chine ont concerné principalement l'Europe (34% de ses investissements) devant l'Asie (27%) et l'Amérique du Nord (21%) (atlantico.fr 28.02)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars

CAUSERIE

Les causeries et infos en bref de février (193 pages) ainsi que les articles de presse (32 articles, 52 pages avec un index) sont en ligne au format pdf. A moi tout seul j'en fais autant sinon plus que les rédactions des hebdomadaires du POI, du NPA ou de LO, c'est cela la productivité ! Je plaisante, il faut bien se détendre un peu. Tout de même, vous n'avez pas l'impression qu'ils brassent du vent ?

Il faut aller chercher ailleurs pour alimenter notre réflexion, pour nous informer, pour nous confronter à des interprétations du monde provenant de sources diverses qui se déclinent sous des angles différents en mettant au premier plan certains facteurs, facteurs sur lesquels notre réflexion s'arrêtera pour les analyser à fond, ensuite on se posera la question de savoir quelle place ou importance nous leur réservons dans notre interprétation du monde. On peut ensuite l'affiner ou la modifier car nous sommes d'éternel apprentis et nous commettons des erreurs d'appréciation, c'est inévitable.

Bien entendu, les interprétations du monde qu'on nous propose s'inscrivent toutes dans le cadre de la préservation du capitalisme, et comme leurs auteurs se rendent bien compte que toutes les tentatives pour le réformer ont échoué, ils ne peuvent que remettre au goût du jour les théories foireuses qui ont été avancées dans le passé sans s'apercevoir que l'évolution du capitalisme mondial constituait justement une réfutation de ces théories. On se demandera au passage comment des intellectuels qui se veulent rigoureux dans leurs travaux peuvent se satisfaire de ce constat qu'ils sont amenés parfois à établir eux-mêmes et qui est synonyme d'impasse politique ou d'impuissance à changer le monde en s'y prenant de la sorte.

Leur aveuglement ou l'obstination dont ils font preuve en reprenant à leur compte ces théories, témoigne de leur incapacité à s'approprier le marxisme et ses conclusions, parce qu'ils n'ont pas assimilé les lois de fonctionnement du système capitalisme qui n'ont pas changé depuis son avènement et qui conduisent infailliblement depuis plus de deux siècles à son effondrement, parce qu'ils n'ont pas compris ou ne veulent pas admettre que le développement historique du capitalisme posait à terme la nécessité de passer à un autre mode de production, du coup ils sont incapables de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat.

De la même manière que les opportunistes des partis centristes ou démocrates petits-bourgeois cités plus haut, ils sont à la recherche de la recette miracle, refusant de reconnaître que tout changement de société ne pourra intervenir sans un haut degré d'organisation de la classe ouvrière et l'élévation de son niveau de conscience politique, lui refusant la capacité de diriger la société, il leur faut trouver des substituts (les élus, la franc-maçonnerie, l'ONU et ses multiples agences, etc.) sans qu'ils soient réputés plus fiables ou plus évolués ou plutôt le contraire, peu importe, ils ne sont plus à une contradiction près, il leur faut bien donner l'impression que leurs analyses aboutissent quelque part pour avoir un semblant de crédibilité.

Le tout aboutit au paradoxe qu'on sait exactement de quoi il retourne sur le vieux monde, sans être foutu de trouver ou réunir les moyens d'avancer pour le balayer et le reconstruire le monde sur de nouvelles bases. C'est à se demander s'il faut que le monde soit devenu abominable et soumis aux horreurs d'une guerre impérialistes pour que les intellectuels aillent au bout de leurs analyses. Faut-il qu'ils soient réduits en guenille et soumis à un bombardement le ventre vide pour enfin cesser de se comporter comme des gens qui scrutent les malheurs des autres de l'extérieur et leur prodiguent des remèdes inappropriés et réputés comme tels. S'il est dans la nature humaine de refuser d'être réduit en escavage, il semblerait qu'il soit également dans sa nature d'accepter son triste sort jusqu'à l'extrême limite de ses forces. Dans le premier cas, c'est sa force, dans le second sa faiblesse, qui peut lui être fatal.

Partir de la réalité, des faits et leurs rapports, pour se faire une idée de la situation et combattre les illusions qui reposent sur des idées fausses qui ne traduisent qu'une partie de la réalité ou ne prennent en compte que certains faits. Cela ne s'invente pas, il faut aller les chercher. Avec Internet ils sont accessibles à tous ceux qui ont une connection et veulent améliorer leurs connaissances du monde, donc ignorer les faits et s'en remmettre à la représentation du monde officielle est un choix délibré dont on en a apparemment conscience, mais rien n'est moins sûr.

Je me suis refusé à mettre en ligne un article sur la Chine (et bien d'autres !) qui relevait du négationnisme de la dictature du régime. Il faut avoir une vision internationale pour interpréter sous tous les rapports chaque facteur abordé, de préférence à l'aide du matérialisme dialectique et historique. Etudier le comportement de ces facteurs permet d'alimenter notre questionnement, en partant des faits on doit parvenir à se poser un tas de questions que l'on ne soupçonnait pas auparavant ou pas sous les angles sous lesquels ils nous étaient présentés. Ces questions ne jaillissent qu'à partir du moment où on accepte ou on parvient à cerner les facteurs et les rapports déterminants qui participent à la situation.

Par expérience, je peux affirmer que toute discussion avec un militant est quasiment impossible, dès lors qu'il se refuse à intégrer ces facteurs dans l'analyse de la situation présente ou passée. Le plus souvent, il suffit d'intégrer un facteur auquel notre interlocuteur n'a pas fait référence dans son analye ou d'émettre l'idée qu'il aurait été sous-estimé ou surestimé sans même s'aventurer plus loin, pour que la discussion soit stoppée nette. Cela traduit un refus de confronter nos idées.

Je viens de très loin, d'un milieu ouvrier particulièrement arriéré (auquel j'étais destiné le restant de mes jours depuis ma naissance) et en vivant en Inde je suis servi sur ce plan-là. Du coup, j'ai acquis une sérieuse expérience dans la façon d'aborder sous des angles quasi impossibles les questions auxquelles les travailleurs sont confrontés quotidiennement, la manière dont ils les posent, et de vérifier de quelle manière évoluaient leurs rapports à la réalité. J'y ai été et j'y suis contraint par la force des choses. Je suis en permanence en présence ou en relation avec les masses exploitées les plus arriérées qui soient, alors que je pourrais faire comme les partis, les syndicats, les intellectuels ou plus généralement les petits-bourgeois qui s'emploient à les ignorer, qui ne les connaissent pas, tandis que je baigne dedans et m'évertue à les aider à progresser au lieu de les mépriser ou de leur témoigner de l'indifférence, c'est ingrat, épuisant, etc. mais au combien enrichissant pour comprendre de quelle manière ils fonctionnent dans leurs têtes, à quel niveau ou profondeur les idées de la classe dominante sont encrées en eux, au-delà des rapports sociaux d'exploitation qui déterminent leur comportement, par quel mécanisme psychologique ils parviennent à s'incrustrer durablement dans leur cerveau, comment l'ignorance et la propagande gouvernementale parviennent à faire office de repères ou de connaissances, d'obstacles à toute prise de conscience, comment et pourquoi le plus crétin se prend pour le plus intelligent de la terre...

Rectificatif

Hier j'ai relayé un courriel que j'avais reçu d'un militant qui m'a répondu en apportant les précisions suivantes :

- "*Tu as relayé le lien que je t'ai envoyé hier concernant un texte traitant de l'Algérie et de la Palestine. Je tenais simplement à préciser que l'organisation pour laquelle le texte a été écrit, et dont j'étais militant, n'était pas le PT d'Algérie mais le CCI du POI. POI qui est lié, comme tu le sais, au PT d'Algérie officiellement par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples ; et officieusement par la IVe Internationale lambertiste. Est-il possible de corriger ce détail sur ton site ? Ceci pour éviter toute accusation de "malhonnêteté".*".

C'est fait. J'avais lu rapidement ce texte et j'avais cru qu'il s'agissait de deux militants différents.

Le président des riches, pensez-vous ! Pas ingrat le parvenu !

Durant toute la campagne (de l'élection présidentielle de 2007 -ndlr) , Nicolas Sarkozy fut donc hébergé Villa Montmorency (XVIe arrondissement de Paris) chez un ami du couple: Dominique Desseigne, le patron du groupe Barrière (palaces, casinos et... le célèbre Fouquet's). (lexpress.fr 29.02)

Dujardin est une loque.

Jean Dujardin, désormais oscarisé, peut respirer : son petit secret a été gardé jusqu'au bout. L'acteur, coproducteur du film

Les infidèles, craignait, en effet, que le monde du cinéma américain ne s'offusque d'une courte séquence de son film à sketches sur l'infidélité. Cette saynète a été retirée du montage définitif du film afin de ne pas nuire à la campagne de séduction de l'acteur français auprès d'Hollywood.

Mais qu'y avait-il de si choquant ? Il s'agissait d'un sketch où Jean Dujardin interprète un mari infidèle à New York. La caméra le filme alors dos à la baie vitrée de sa chambre. Derrière lui, les tours du World Trade Center au moment où l'avion percute le building... "*Oui, oui, ma chérie, tout va bien !*" La scène est hilarante, mais Jean Dujardin et ses amis coproducteurs n'ont pas voulu prendre le risque de choquer outre-Atlantique. On peut penser que leur prudence n'était pas inutile tant le match pour l'oscar avec George Clooney était serré. Le moindre accroc aurait pu être fatal.

Les infidèles ont été une menace permanente pour Jean Dujardin. Faut-il rappeler que les affiches du film, jugées par certains trop audacieuses, ont été retirées en catastrophe ? (lepoint.fr 29.02)

Même pas peur ! Quand Hollande rassure les nantis.

François Hollande, candidat socialiste à l'Elysée, en déplacement mercredi à Londres, ville de la City, a plaidé pour davantage de "régulation" dans la finance, avec le soutien du chef de l'opposition travailliste Ed Miliband, tout en assurant qu'il n'était "*pas dangereux*".

"*Je voulais (...) venir à Londres pour dire que la finance doit être au service de l'économie*", a-t-il affirmé.

"*Je ne suis pas dangereux*", avait lancé en anglais François Hollande en arrivant à la gare Saint-Pancras où, interrogé sur le message qu'il entendait adresser à la City.

Affirmant sa "*confiance en les projets européens*", il a plaidé pour que la Grande-Bretagne soit "*partie prenante*" en Europe. Durant son discours de 40 minutes, le candidat a cité Churchill. (AFP 29.02)

Il passe son temps à "*attaquer*" la finance pour ensuite la rassurer sur ses réelles intentions. Il n'en faut pas davantage pour que le larbin de service s'en contente et s'en réjouisse, vous aurez reconnu sans peine Mélenchon.

Mélenchon, l'illusionniste ou l'idiot utile.

Jean-Luc Mélenchon a vu mercredi dans la proposition de François Hollande de surtaxer les revenus les plus élevés "*une conséquence du progrès du Front de gauche dans l'opinion*", estimant que le candidat PS était "*sur le bon chemin*".

Selon le candidat, "*une campagne comme la nôtre est une campagne d'éducation populaire (...), on désintoxique*". "*Un des avantages collatéraux a peut-être conduit à désintoxiquer de la fascination pour l'accumulation (de richesses) de nos amis et camarades socialistes*", a-t-il dit. (AFP 29.02)

En réalité, en prétendant que Hollande serait "*sur le bon chemin*", Mélenchon participe activement à l'opération d'intoxication des travailleurs et des militants qui consiste à redorer le blason du PS et à entretenir l'illusion qu'il pourrait être au service de la classe ouvrière. Bref, Mélenchon soutient comme il peut le régime qui lui rend bien en assurant sa subsistance.

Mailly le casuiste.

"*Nous ne participons pas aux manifestations en France parce que, comme tout le monde sait, il y a une période de campagne électorale et nous ne voulons pas qu'il y ait de confusion*", a affirmé le numéro un de FO sur France info. Il a rappelé que "*le rôle d'un syndicat est de rester indépendant et neutre*".

Il a rappelé que FO s'était adressé aux députés "*pour qu'ils ne votent pas le mécanisme européen de stabilité*". (AFP 29.02)

S'adresser aux députés qui soutiennent le régime, ne serait-ce pas faire de la politique et le soutenir à son tour ? Notez que la position du POI est identique à la virgule près à celle de Mailly, simple coïncidence sans doute ? Pas seulement.

Titre en couverture du n°189 d'*Informations ouvrières* : "*Allemagne : Votez non au diktat de paupérisation contre le peuple grec, au MES et au pacte fiscal*" à l'adresse sans doute des députés de tous les partis, y compris la CDU et la CSU, dans le numéro précédent, le POI s'était adressé à tous les députés en France, y compris ceux de l'UMP et du MoDem. Depuis (je n'ai pas encore eu le temps de lire le IO n°189) ils ont rectifié le tire en en reproduisant qu'un extrait de leur appel en direction des parasites sociaux-libéraux et leurs satellites... si l'on veut, jugez plutôt :

Page 2 :"*Ce traité est lui-même relié à un nouveau traité européen, le TSCG. Le 28 février, ce traité MES doit être soumis au*

Sénat. Sénateurs du PS, PCF, PG… vous êtes majoritaires au Sénat. Il dépend de vous que ce traité soit bloqué tout de suite. Vous en avez le pouvoir : votez non ! Le MES ne doit pas passer ! Sénateurs, bloquez-le, votez non ! »

Foutaise, manipulation, escroquerie politique, chacun sait que c'est l'Assemblée nationale qui a le dernier mot et qu'elle est dominée par l'UMP. Tout cela encore une fois à seule fin de redorer le blason du PS, insupportable ! Et de soutenir sans le dire le candidat du PS, on devrait peut-être plutôt dire la futur majorité PS-FdG que le POI appelle de ses voeux indirectement, sournoisement.

On en veut pour preuve l'éditorial de D. Gluckstein. Pour qui, quelle classe roule le POI, certainement pas pour la classe ouvrière qui est étrangère au PS.

"*Signé à Bruxelles le 2 mars, ce traité TSCG devra encore être ratifié dans chaque pays. En France, ce sera après les élections présidentielle et législatives. Cette ratification doit être empêchée.*"

Il poursuit : "*Si les mots ont un sens, le groupe PS, majoritaire au Sénat, ne devait-il pas bloquer la ratification du MES ? Pourquoi avoir permis,par son abstention, que le MES soit adopté par une minorité de sénateurs ? S'agit-il de permettre à un futur gouvernement, quel qu'il soit, de se déclarer prisonnier de ce carcan et de ce fait obligé d'appliquer son contenu anti-ouvrier ?*"

Question d'une stupidité foudroyante qui permet de comprendre à la fois la nature sociale de ce parti et la médiocrité de ses dirigeants. Il s'adresse aux élus du PS comme s'il s'agissait d'un parti ouvrier ou de représentants de la classe ouvrière alors qu'ils y sont étrangers, au moment même où Hollande à Londres s'adresse à son ennemi (des travailleurs) : n'ayez pas peur, nous ne toucherons pas à vos privilèges, tout va continuer comme avant rassurez-vous, dormez tranquille braves gens. Pitoyable, pathétique !

Et de conclure ainsi : "*Rien, absolument rien, n'est aujourd'hui plus important que de bloquer le traité TSCG*", alors qu'aucun parti n'en a les moyens, pardon, j'avais oublié le PS et ses satellites...

Non monsieur le philistin, le plus important c'est de construire le parti, vous l'avez oublié ou vous ne l'avez jamais admis ou compris, dramatique, criminel.

Le POI rongé par ses contradictions est incapable de poser la question du pouvoir ou de l'Etat, de proposer la moindre issue politique à la crise du capitalisme, du coup il s'en remet aux social-traitres dont il se fait le complice, il verse dans le social-patriotisme. Voici comment se termine son communiqué du 28 février :

"*Pour la défense de la souveraineté de la nation, pour la démocratie, pour la défense des droits sociaux, les traités doivent être rejetés*", alors que seul le combat dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire incarne l'établissement à terme d'une véritable démocratie, le respect ou le rétablissement de nos droits sociaux y compris le statut des fonctionnaires conquis ou concédés dans le cadre de la nation.

Qui abrogera les institutions de la Ve République et tous les traités internationaux signés depuis 1945, qui abrogera toutes les lois anti-ouvrières et liberticides votées depuis plus de 70 ans, sinon un gouvernement issu de la révolution prolétarienne et socialiste. Pour D. Gluckstein et ses semblables ce devrait être un gouvernement de Front populaire.

Vous comprendrez que nous ne nous situons pas sur le même terrain de classe, qu'il y a une incompatibilité totale entre la ligne politique et la stratégie que nous défendons et que nous estimons conforme au marxisme, et celle du POI qui consiste à refuser obstinément à remettre en cause le régime en place.

Cynisme.

Un cliché du ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble jouant au sudoku sur son iPad en plein débat du Bundestag faisait couler beaucoup d'encre en Allemagne mercredi, et a conduit la chaîne ARD, qui a la première diffusé l'image, à présenter des excuses. Le ministre, doyen du gouvernement allemand et personnage-clé des débats autour du sauvetage de la zone euro en crise, a été filmé par la chaîne de télévision publique lundi en flagrant délit de gymnastique intellectuelle à la japonaise, et ce pendant le débat à la chambre basse du Parlement sur le deuxième paquet d'aide à la Grèce.

L'image, diffusée au journal de 20 heures de la chaîne, figurait dans l'édition de Bild mercredi. Le quotidien à grand tirage, journal le plus lu d'Allemagne, s'émeut du fait que le ministre des Finances ait choisi d'aligner ses rangées de chiffres pile au moment où les députés débattaient sur une enveloppe supplémentaire de 130 milliards d'euros pour la Grèce. (lepoint.fr 29.02)

Ils entretiennent l'aristocratie ouvrière, le pendant de l'aristocratie financière, stabilité du régime oblige.

Le constructeur automobile allemand de luxe Porsche va verser à ses 8 500 salariés une prime exceptionnelle de 7 600 euros chacun au titre de l'année 2011, selon un communiqué mercredi. Le constructeur, qui a inscrit un nouveau record de véhicules vendus l'an dernier (près de 119 000), veut ainsi récompenser "la performance et l'engagement de la main-d'oeuvre". La prime profitera à tous, "*qu'ils travaillent en cuisine ou comme ingénieurs*", a commenté dans le communiqué Uwe Hück, président du comité d'entreprise. Elle s'applique toutefois aux seuls salariés de Porsche, pas aux intérimaires.

Le constructeur, en passe d'être racheté par le géant Volkswagen, est coutumier de tels cadeaux à son personnel. Il a versé une telle prime pratiquement tous les ans ces dernières années, mais elle n'était que de 1 100 euros en 2009, en pleine crise, et de 3 800 euros l'année précédente. Le secteur automobile allemand est en pleine forme. Volkswagen vient de publier des résultats record pour 2011, les constructeurs haut de gamme Mercedes (Daimler) et BMW ont vendu à tour de bras l'an dernier.

Ces primes exceptionnelles aux salariés sont un bon moyen pour les entreprises du secteur de récompenser ceux-ci, les hausses de salaire étant plafonnées par un accord salarial de branche conclu début 2010, à la sortie de la crise, et modeste au regard de la bonne santé des employeurs depuis. Au titre de 2010, VW et Audi, les deux marques principales de l'empire Volkswagen, de même que Daimler avaient ainsi également gâté leur personnel. (lepoint.fr 29.02)

Les détenteurs d'une Porsche sont les mêmes qui engrangent des salaires mirobolants sur le dos de la majorité des exploités qui ne bénéficient pas de rémunérations et de conditions de travail aussi avantageuses que ceux de chez Porsche, il faut bien que leurs salaires proviennent de quelque part. Actionnaires et dirigeants syndicats s'en accommodent fort bien et sont satisfaits, n'est-ce pas le principal ?

Actualité en titres

Jeu de dupes.

- Hollande à Londres : "*I'm not dangerous*" - LePoint.fr

- Avec sa proposition sur la fiscalité, Hollande "*sur le bon chemin*" pour Mélenchon - AFP

- François Hollande défend l'arme fiscale comme instrument moral - Reuters

- Copé: "*La puissance publique n'a pas vocation à interdire les salaires élevés*" - L'Express.fr

Leur morale et la nôtre

- L'argent rend moins honnête - Slate.fr

- La BCE inonde les banques de près de 530 milliards de liquidités - Reuters

- L'Europe conforte ses gains après l'intervention de la BCE - Reuters

Peut-être...

- Les riches sont moins sympas que les pauvres - L'Express.fr

... il n'empêche que :

- Le Parlement vote la création de 24 000 places de prison … - LeMonde.fr

Pas vraiment pour les riches...

INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Les Etats-Unis disposent de bombes puissantes prêtes à être employées dans le cas d'une action militaire contre les installations nucléaires iraniennes, a assuré mercredi 29 février le chef d'état-major de l'armée de l'air américaine, le général

Norton Schwartz. Celui-ci s'est refusé cependant à dire si les armes américaines dont 30 000 bombes antibunker MOP (massive ordnance penetrator) étaient capables d'atteindre les sites nucléaires iraniens enfouis sous terre.

'*Nous disposons de capacités opérationnelles et vous ne voudriez pas vous trouver là où elles seraient utilisées, a-t-il dit, interrogé sur ces bombes. Cela ne veut pas dire que nous n'allons pas continuer à procéder à des améliorations, et c'est ce que nous faisons. [...] L'essentiel est que nous avons des capacités et que nous ne nous contentons pas d'en rester là, nous allons continuer avec le temps à les améliorer.*' (lemonde.fr 29.02)

Social

1- France

1.1- Emploi. Précarité en cours de généralisation accélérée.

Un chômeur sur deux ayant suivi une formation déclarait en 2011 être en activité six mois après, même si pour certains il ne s'agissait que d'une activité précaire, relève une étude de Pôle emploi publié mercredi.

Si la majorité des reclassements à six mois (74%) se font sur des emplois dits durables (au moins un CDD de six mois), plus d'un quart le sont sur des emplois précaires (intérim, CDD inférieur à six mois, etc.).

Au total, le taux de reclassement (50,1%) est en recul de 1,2 point en 2011 par rapport à 2010, selon Pôle emploi.

Par ailleurs, le taux de reclassement des demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'une formation financée par Pôle emploi est supérieur (54%) à celui des chômeurs ayant suivi d'autres formations (46%).

Selon les derniers chiffres disponibles, seuls 10% des demandeurs d'emploi ont bénéficié d'une formation en 2009 et, selon M. Sarkozy "*75% des demandes de formation des chômeurs ne sont pas satisfaites*". (AFP 29.02)

Pour Pôle emploi, un CDD de six mois serait un "*emploi dit durable*" ! Tout cela pour camoufler que les trois quarts des emplois proposés sont précaires.

1.2- Touche pas à ma classe !

Entre 1.407 et 1.583 classes fermeront dans le primaire à la rentrée 2012, selon des enquêtes des syndicats SE-Unsa et SNUipp-FSU menée dans presque tous les départements, où les recteurs et les inspecteurs d'académie ont définitivement arrêté leurs décisions, publiées mercredi.

Dans 91 départements "*3.494 classes ont été fermées et seules 1.911 ont été ouvertes. Le solde négatif s'élève donc à 1.583 classes*", selon le SE-Unsa.

Cette enquête "*confirme également qu'avec une amputation aggravée de 1.882 emplois, les +Rased+ (spécialisés dans la lutte contre l'échec scolaire) paient à nouveau un lourd tribut à la razzia budgétaire. Dans chaque département, ils se retrouvent exsangues*", déplore le secrétaire général Christian Chevalier.

Selon le SNUipp-FSU, 1.407 classes seront fermées dont 203 en éducation prioritaire, selon des remontées de 95 départements.

En outre, les postes "*Rased*" subissent "*une coupe claire historique*" puisque "*près de 2.000 d'entre eux manqueront à l'appel*".

"*Les coups de rabots portent aussi sur une multitude de postes indispensables au bon fonctionnement de l'école*", comme les remplaçants (-846 postes) ou les maîtres-formateurs qui accompagnent les enseignants stagiaires (-100 postes).

Le SNUipp-FSU, qui demande "*le gel des suppressions de postes pour le primaire à la rentrée 2012*", a écrit à Luc Chatel pour lui "*demander de revoir sa copie*".

M. Chatel a dénoncé des "*chiffres fantaisistes*" du SE-Unsa et assuré que l'engagement de Nicolas Sarkozy serait tenu: "*le solde des fermetures et des ouvertures de classes sera nul à la rentrée 2012*".

Le budget 2012 prévoit la suppression de 5.700 postes dans le primaire, sur un total de 14.000 postes dans l'Education nationale.

A la rentrée 2013, les instituteurs seront "*exonérés*" de la règle selon laquelle un fonctionnaire sur deux partant à la retraite n'est

pas remplacé, a promis mardi soir le candidat sortant Nicolas Sarkozy. (AFP 29.02)

1.3- Ces entreprises relais d'un régime policier.

Le groupe d'ameublement Ikea a dit ce mercredi souhaiter «*faire toute la lumière*» sur des pratiques de «*flicage*» de son personnel et de clients évoquées par *Le Canard Enchaîné* et va «*entreprendre des vérifications*», a annoncé à l'AFP son directeur de la communication. La filiale française du géant suédois du meuble, Ikéa, aurait consulté, moyennant finance, les fichiers de la police nationale pour tout connaître de ses employés, voire de ses clients, rapporte *Le Canard Enchainé* ce mercredi.

Depuis 2003, Ikéa France aurait passé un accord avec au moins deux officines privées de sécurité afin d'obtenir des informations issues du fichier policier Stic, de celui des cartes grises ou des permis de conduire, concernant des salariés avant embauche, des syndicalistes, voire des clients en cas de différend commercial. «*D'anciens policiers, reconvertis dans la sécurité privée, peuvent être tentés d'utiliser leur réseau pour obtenir indûment des renseignements*», reconnaît-on de source policière, tout en précisant qu'il s'agit de «*dérives marginales*».

Le Canard Enchaîné reproduit ce mercredi matin «*quelques spécimens*» d'emails «*parmi la centaine*» échangés par le directeur de la gestion du risque chez Ikea France et plusieurs responsables de ces officines. Ces emails contiennent des demandes précises sur certaines personnes, notamment des salariés, mais aussi des clients en litige avec le fabricant de meuble: le responsable d'Ikea réclame à ses interlocuteurs casier judiciaire, nom du propriétaire d'une voiture précise, nom du propriétaire d'un numéro de portable...

En réponse, les patrons d'officines acceptent de fouiller dans les fichiers de la police (Stic, cartes grises, permis de conduire, opérateurs de téléphonie mobile...). Selon le journal stirique, chaque consultation coûtait 80 euros à Ikea. Cette révélation pousserait aujourd'hui les salariés d'Ikea à se tourner vers la justice, selon *Le Canard Enchaîné*: une dizaine d'entre-eux, syndiqués, va porter plainte pour utilisation frauduleuse de données personnelles, passible au maximum de 5 ans d'emprisonnement et 300.000 euros d'amende. (20minutes.fr 29.02)

2- Espagne

Plusieurs dizaines de milliers de lycéens et d'étudiants ont manifesté mercredi dans différentes villes d'Espagne contre les réductions budgétaires décidées par le gouvernement, qui ont pour conséquence l'absence de chauffage dans un grand nombre de salles de classe.

Selon le syndicat étudiant, les manifestants étaient 70.000 à Barcelone et 60.000 à Valence, mais pour la police, ils étaient deux fois moins. (Reuters 29.02)

Economie

1- Etats-Unis

Au 31 décembre, les investisseurs chinois (Hong Kong compris), premiers détenteurs étrangers de la dette publique américaine, possédaient des obligations d'Etat américaines pour une valeur de 1.273,6 milliards de dollars soit 7,8% de moins qu'à la fin du mois de septembre, selon des données publiées mercredi par le département du Trésor.

Les nouvelles données du gouvernement américain témoignent également d'un bouleversement du classement des plus grands détenteurs d'obligations du Trésor des Etats-Unis derrière la Chine.

Si les Japonais restent en deuxième position, avec un portefeuille de 1.058,2 milliards de dollars, la Grande-Bretagne, qui était troisième, sombre à la onzième place, avec un portefeuille évalué à 112,4 milliards de dollars, sachant que la troisième et la quatrième sont occupés par deux groupes de pays, les "*exportateurs de pétrole*", et les "*centres bancaires des Antilles*".

La révision (en baisse de 73%) du portefeuille britannique est liée au rôle de pôle financier international de Londres: les données précédentes comptaient tous les achats de titres américains passés depuis la City comme des achats britanniques, quel que soit le donneur d'ordre alors que les nouveaux chiffres tiennent compte au mieux de la nationalité des détenteurs de bons du Trésor. (AFP 29.02)

2- Inde

La croissance économique indienne a ralenti sur les trois derniers mois de 2011 à son plus faible rythme annuel depuis près de trois ans, le relèvement des taux d'intérêt et le renchérissement des matières premières ayant pesé sur l'investissement et l'industrie.

Le produit intérieur brut (PIB) du pays a grimpé de 6,1 % sur la période octobre-décembre par rapport à la même période de 2010, soit un ralentissement plus marqué qu'attendu, montrent les chiffres officiels, publiés mercredi 29 février. La croissance en rythme annuel atteignait 6,9 % entre juillet et septembre. C'est le septième trimestre d'affilée que la croissance indienne ralentit. Les économistes anticipaient en moyenne une croissance de 6,4 % sur les trois derniers mois de l'année.

La lutte contre l'inflation, priorité du gouvernement depuis de longs mois, a nui à l'activité économique du pays de 1,2 milliard d'habitants. Pour tenter de ralentir le taux d'inflation, qui flirtait il y a peu avec le seuil des 10 %, la banque centrale a relevé treize fois ses taux depuis mars 2010. (lemonde.fr 29.02)

En 2000, un camion de 4 000 briques coûtait 4 000 roupies, fin 2011 il coûtait 30 000 roupies, toutes les constructions sont à base de briques. Le salaire d'un maçon était de 100 roupies par jour en 2000, il est de 600 roupies aujourd'hui. Ils ont rendu le crédit accessible à des centaines de milllions d'Indiens tout en pratiquant des taux d'intérêt très bas. Nombreux sont ceux qui se sont endettés à bon compte, puis les taux d'intérêt sont remontés ainsi que l'inflation et le chômage, une fois devenus de nouveaux consommateurs leur niveau de vie a commencé à stagner, puis à baisser, entraînant un ralentissement de l'économie.

Avec un salaire de 3 000 roupies un travailleur pouvait satisfaire ses maigres besoins en 2000, il n'avait ni véhicule à moteur ni téléphone ni télévision raccordés au cable ni réfrigérateur ni gaz, etc, depuis il ne peut plus s'en passer. Il a besoin d'un salaire minimum de 8 000 roupies environ pour payer les traites de sa moto, mettre de l'essence dans le réservoir, payer l'assurance et les réparations, renouveler son abonnement au téléphone, payer son abonnement à Internet, acheter une ou plutôt deux bouteilles de gaz par mois, renouveler son abonnement au cable, payer sa note d'électricité qui a été multipliée par 10, etc. Et s'il est locataire il est très mal, les loyers ont triplé en dix ans, et s'il envoie ses enfants dans un école privée comme c'est de plus en plus le cas, il lui faut un revenu de 10 000 roupies minimum.

Haut de page

Le 2 mars

CAUSERIE

Depuis quelques semaines le service (gratuit) Yahoo news met en ligne des dépêches ou articles de l'AFP et de l'Expansion. Je prends ce que je trouve chaque matin dans ces pages consacrées à l'actualité économique, française, internationale et politique. Je voulais préciser que je n'ai pas déboursé un centime pour accéder à ces articles.

Je vais enfin récupérer mon visa en fin de journée. Ici il fait 35°C, sans électricité une bonne partie de la nuit et de la journée depuis des jours, c'est galère !

Personne n'y croit, alors pourquoi faudrait-il faire en sorte que les travailleurs y croient ?

Un Français sur trois seulement pense que la situation de la France s'améliorera si François Hollande est élu président de la République, et un sur cinq pense de même si l'élu est Nicolas Sarkozy, selon une étude Ipsos-Logica Business Consulting (LBC) publiée jeudi. (AFP 01.03)

Pas un travailleur n'y croit à juste titre. Alors pourquoi appeler à voter Hollande, pour faire naître des illusions dans sa candidature dans la tête des travailleurs qui ont plus besoins que jamais d'y voir clair dans le jeu des uns et des autres. J'ai répondu aujourd'hui à un camarade que je ne soutiendrai aucun parti ou groupe appelant à voter Hollande pour chasser Sarkozy.

J'ai ajouté : Pour le tandem Lambert-Gluckstein, la ligne rouge était les forces productives qui avaient cessé de croître ou les rapports à avoir avec les appareils des syndicats (notamment). Pour moi, la ligne rouge, c'est la nature du PS et les rapports à avoir avec lui, plus généralement les rapports à avoir avec les masses qui révèlent à quelle conception de la lutte de classe on se réfère, qui à son tour met en lumière quel objectif nous nous sommes fixés et nous guide dans la pratique, la réfome sociale ou la révolution. On pourrait ajouter les rapports envers l'Etat, mais ils sont inclus dans la question précédente, dans la mesure où c'est le rapport du PS à l'Etat qui détermine sa nature sociale. Les rapports des syndicats et des dirigeants syndicaux à l'Etat déterminent leur nature pareillement. Nous sommes ou nous ne sommes pas soumis à l'ordre établi, cela ne peut pas être les deux à la fois.

TSCG et MES.

Vous pouvez prendre n'importe quel traité, y compris ceux signés dans le cadre de l'Union européenne, il ramène toujours à la Constitution, à l'Etat, au chef de l'Etat, au Parlement, aux institutions.

Donc de deux choses l'une : soit le combat contre TSCG et MES est orienté contre l'Etat, ce qui permet de poser la question du pouvoir ou du gouvernement ouvrier qui rompra avec les institutions du capital, soit le combat contre TSCG et MES n'est pas dirigé contre l'Etat, auquel cas il participe à entretenir des illusions dans les institutions et ne sert strictement à rien, sinon à brasser du vent et au-delà à soutenir le régime.

Certes ces traités sont de véritables coups de force, des coups d'Etat à froid. La question n'est pas comment cela est-il possible en se tournant vers des partis inféodés au régime depuis des lustres, le PS et ses satellites, comme s'il était de leur devoir de s'y opposer, alors que c'est incompatible avec leur nature sociale, mais plutôt, comment nous en sommes arrivés à cette situation où nous sommes désarmés, réduits à l'impuissance pour nous y opposer, ce qui nous ramène à l'absence du parti révolutionnaire.

Croire ou faire croire que le PS et ses satellites pourraient s'y opposer, reléve d'une analyse erronée de la situation qui consiste à ne pas comprendre que ces traités sont capitaux pour la survie du capitalisme, et que le soutien de ces partis est déterminant dans le cadre d'un régime et d'institutions natioanles et internationales en crise ou en décomposition.

Demander ou exiger du PS et ses satellites de rejeter ces traités revient à leur demander de rompre avec le capitalisme, ce qu'ils ne feront jamais. Les dirigeants du POI le savent pertinemment, alors à quel jeu jouent-ils, pour qui roulent-ils en réalité ? Est-ce que les militants sont encore capables de se demander quel est le véritable contenu de leur engagement politique et d'y répondre clairement, je n'en suis pas sûr, apparemment tout démontre le contraire.

Il y en a qui cherchent à tout prix à se faire des amis, à briser leur isolement par tous les moyens, moi je m'en tape complètement, ce genre de préoccupations m'est totalement étranger, je me suis fixé une ligne de conduite et je m'y tiens. Je ne cherche à convaincre personne du bien-fondé des idées que je défends, et je n'ai jamais forcé de quelque manière que ce soit un militant à y adhérer...

Actualité en titres

Ils n'ont rien résolu. Gagner du temps.

- Sommet de Bruxelles : la relance introuvable - LePoint.fr

- Jusqu'où ira la hausse du chômage? - LExpansion.com

- Peut-on sauver les classes moyennes ? - LExpansion.com

Bruit de campagne

- Bayrou dénonce la surenchère démagogique de ses concurrents - Lexpress.fr

- Florange : les syndicats dénoncent '*un coup médiatique*' de Sarkozy - LeMonde.fr

- François Hollande: "*Le temps des privilèges est derrière nous*" - Lexpress.fr

- Hollande : "*C'est une campagne intéressante, parce qu'elle est clivante*" - LePoint.fr -

- Fillon en appelle au «*peuple qui a pris la Bastille*» - Liberation.fr

- Scepticisme à l'égard de M. Sarkozy mais aussi de M. Hollande - AFP

- 21 millions de tracts ont été imprimés par l'UMP - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1-UE

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a été reconduit jeudi par les dirigeants de l'Union européenne pour un nouveau mandat de deux ans et demi.

L'ancien Premier ministre belge a également été désigné par les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept pour présider les sommets de la zone euro, qui seront réunis deux fois par an au moins en complément des quatre Conseils européens qui ont lieu en mars, juin, octobre et décembre. (Reuters 01.03)

2- France.

Président-flic-candidat-provocateur.

Dès sa descente de voiture, jeudi à Bayonne, le président-candidat UMP a été hué par plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup de jeunes, qui l'ont accueilli aux cris de "*Sarko président des riches!*", "*Sarkozy dégage!*", couvrant largement les "*Sarkozy président*" de partisans du chef de l'Etat, en moins grand nombre.

Au milieu d'une foule de partisans criant "*Nicolas! Nicolas!*" et de nombreux opposants criant "*Nicolas kampora!*" ("*Nicolas dégage!*", en basque), le chef de l'Etat s'est très difficilement frayé un passage dans les rues étroites du petit Bayonne jusqu'au bar du Palais, rue d'Espagne.

M. Sarkozy est entré dans le bar vers 16H00. Des oeufs ont alors été jetés en direction du bar. Une foule compacte s'est formée devant l'établissement, où des CRS ont été déployés. "*Je n'ai pas en cinq ans cédé une fois à la pression de la rue, ce n'est certainement pas pour commencer ici*" a également fait valoir le président-candidat.

"*J'ajoute que je suis désolé de voir que des militants socialistes de M. (François) Hollande s'associent à des indépendantistes dans des manifestations de violence pour terroriser les braves gens qui n'avaient qu'une seule envie: venir me rencontrer et parler avec moi*", a ajouté M. Sarkozy, fustigeant des "*comportements indignes d'un parti politique démocratique*".

M. Sarkozy est sorti du bar peu après 17H00 pour rallier Bruxelles où il était attendu pour un Conseil européen. Dès son arrivée, avec plus d'une heure de retard, il a déclaré devant la presse que François Hollande "*se grandirait en condamnant*" les incidents de Bayonne.

En meeting à Lyon, celui-ci a appelé à "*ne jamais céder à la polémique inutile, à la violence verbale et encore moins à la violence physique*", sans faire explicitement référence aux incidents du jour.

Le député-maire de Bayonne Jean Grenet (UMP/PR) a affirmé à l'AFP qu'il avait "*personnellement déconseillé*" à M. Sarkozy de se rendre dans "*le petit Bayonne*", considéré comme un bastion des nationalistes basques.

La porte-parole du candidat UMP, Nathalie Kosciusko-Morizet, a accusé le PS d'avoir organisé des "*manifestations de rue*" contre le président et de n'avoir "*pas hésité à s'associer à des indépendantistes basques à cette occasion*".

Jean-François Copé (UMP) a demandé à M. Hollande de "*condamner*" ces débordements et Alain Juppé a dénoncé "*un guet-apens monté*" contre le chef de l'Etat.

Manuel Valls, directeur de la communication de Hollande, a répondu en condamnant "*toute forme de violence*" et en affirmant qu'il n'y avait "*aucun militant socialiste*" dans les incidents de Bayonne. (AFP 01.03)

2- Syrie

2.1- Le Réseau Voltaire a appris de source sure qu'un agent français a été fait prisonnier par l'Armée nationale syrienne, lundi 27 février 2012, à Azouz (district d'Idlib, à proximité de la frontière turque).

Cette arrestation porte à 19 (dix-neuf) le nombre de prisonniers français détenus par Damas.

Des négociations pour leur restitution sont en cours via la Fédération de Russie, les Emirats arabes unis et le Sultanat d'Oman.

Durant cette période, les Émirats arabes unis ont pris leur distance avec la position commune du Conseil de Coopération du Golfe, et ont décidé d'adopter une attitude de stricte neutralité. Ils ont donc interdit toute manifestation pro ou anti-syrienne sur leur territoire. (Réseau Voltaire 28.02)

2.2- Après la fuite de 35 conseillers militaires et journalistes occidentaux, les 2 000 combattants de l'Armée syrienne libre regroupés dans l'Émirat islamique de Baba Amr ont perdu tout espoir de voir se réaliser les belles promesses occidentales.

Mercredi 29 février 2012, plusieurs centaines ont choisi de se rendre avant que l'Armée nationale syrienne ne rentre dans le

quartier rebelle.

L'Émirat islamique de Baba Amr faisait moins de 40 hectares lorsqu'il a été bouclé par les Forces loyalistes. Il ne comprend qu'une partie du quartier de Baba Amr proprement dit, ainsi que quelques rues adjacentes.

La Syrie est un État de 185 000 km2, peuplé par 23 millions d'habitants.

Les insurgés qui se sont rendus ont abandonné leurs armes. Leur arsenal incluait des postes de tir et des missiles antichars AT-13 / 9K115 Metis. Ce matériel russe étant déjà un peu ancien et assez répandu dans la région, on ignore pour le moment quelle filière avait pu l'acheminer sur place.

Au début de la bataille de Homs, les rebelles disposaient également de postes de tir antichar Milan. (Réseau Voltaire 01.03)

Social

France

1- CPAM criminelle.

Un homme a été retrouvé pendu mercredi soir dans les locaux de la Caisse Primaire d'assurance maladie de Béziers, laissant un mail dans lequel il accuse la direction de la CPAM de l'Hérault d'être la cause de son geste, a-t-on appris jeudi de source judiciaire.

«*Il est 20h15. Nous sommes le 29 février 2012. Si vous lisez cette lettre c'est que je vous aurai quittés définitivement. J'ai tenu à vous informer de mon geste, car il est la conséquence directe de l'enfer psychologique que je vis au quotidien depuis deux ans, que j'ai pourtant essayé de surmonter, de toutes mes forces, pour mon épouse et mes enfants, mais qu'aujourd'hui je n'arrive plus à assumer*», a écrit Thierry Hainaut dans ce mail, dont l'AFP a obtenu une copie.

Il accuse le directeur départemental Claude Humbert de lui avoir «pourri (s)es deux dernières années sans lui (avoir) laissé la moindre chance de survie». «*J'ai été tué professionnellement, détruit psychologiquement*», ajoute-t-il dans ce courrier électronique intitulé «*Adieu...*» et adressé vers 20h30 à sa direction, à son entourage, à des collègues, à un élu et au Midi Libre.

«*J'assume mes responsabilités. C'est un échec pour moi. C'est un échec du directeur*», a commenté M. Humbert, soulignant qu'il «*n'avait eu aucun conflit avec Thierry Hainaut*», avant de réfuter l'idée d'une quelconque mise au placard du désespéré.

«*On lui avait fait à plusieurs reprises des propositions mais nous n'avions pas vu que ces propositions ne correspondaient pas à ses attentes*», a regretté le directeur départemental, constatant que cette mort «*est un drame pour la famille et pour les caisses*».

Dans son mail, Thierry Hainaut reproche à M. Humbert de l'avoir mis au placard dès son arrivée il y a deux ans.

«*Je ne peux plus supporter qu'on me laisse crever lentement sans même avoir pris la peine d'écouter mes appels au secours ni de m'expliquer pourquoi*», écrit-il. (libération.fr 01.03)

Au fait, les organisations syndicales ne sont-elles pas associées à la gestion de la CPAM ? Leur responsabilité est engagée.

2- Chômage toujours en hausse.

Le chômage, calculé par l'Insee, a poursuivi sa progression au quatrième trimestre 2011 (+0,1 point par rapport au trimestre précédent), pour atteindre 9,4% de la population active en métropole, les jeunes, surreprésentés dans les emplois précaires, étant les premiers frappés.

Départements d'Outre-mer compris, le taux de chômage calculé par l'Insee selon les normes du Bureau international du travail (BIT), s'est établi à 9,8% au quatrième trimestre 2011.

"*Avec presque 50.000 personnes au chômage de plus sur le trimestre, ces chiffres confirment le phénomène de retournement observé depuis la mi-2011*", a commenté pour l'AFP Fabrice Langlart, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee.

Au dernier trimestre 2011, l'économie française avait détruit pour la première fois depuis fin 2009 des emplois salariés (-31.900 postes dans les secteurs marchands). Et l'Insee s'attend à ce que la dégradation se poursuive au premier semestre 2012.

Les chiffres du chômage du dernier trimestre 2011 sont d'ailleurs "*les plus mauvais depuis la fin 2009*", relève Mathieu

Plane, économiste à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

En France métropolitaine, 2,678 millions de personnes étaient au chômage. Mais au total, 3,4 millions de personnes sans emploi souhaitaient travailler, qu'elles soient disponibles ou pas dans les deux semaines et en recherche active d'emploi ou non.

Le bilan côté des inscrits à Pôle emploi, qui a des critères différents de ceux des enquêtes Insee, est plus négatif encore avec 724.000 demandeurs d'emploi sans activité (cat. A) de plus qu'en mai 2007.

Le dernier trimestre 2011 a été marqué par une remontée très forte (0,8 pt sur un trimestre) du chômage des 15-24 ans.

"*Une grande partie des emplois détruits l'ont été dans l'intérim, où les jeunes sont surreprésentés*", observe M. Plane pour expliquer l'augmentation du taux de chômage des jeunes à 22,4%.

Xavier Timbeau, économiste à l'OFCE précise que l'intérim et les contrats à durée déterminée (CDD) sont en hausse, malgré une baisse du marché intérimaire de 3,9% au mois de janvier. Un signe inquiétant.

Depuis le début de la crise, le chômage des jeunes a augmenté de cinq points. Ils sont plus facilement licenciés par les entreprises par manque d'ancienneté et les CDD sont de moins en moins renouvelés. Pour les seniors, la crise dure et les entreprises licencient massivement. La chance de retrouver un travail est quasiment nulle.

Globalement la tendance "*devrait rester mauvaise en 2012, l'incertitude portant sur la vitesse de la dégradation*", estime M. Plane.

La hausse des demandeurs d'emploi (+13.400 personnes, +0,5%) enregistrée parallèlement en janvier par Pôle emploi laisse penser que la dégradation se poursuivra. (AFP et lexpansion.com 01.03)

3- Euro Disney et les ripous.

Euro Disney a été récemment renvoyé en correctionnelle pour avoir cherché à obtenir illégalement des renseignements sur ses candidats à l'embauche, information qui intervient au moment où une enquête judiciaire a été ouverte pour des faits analogues chez Ikea France.

Euro Disney a été renvoyé avec trois anciens gendarmes, dont deux retraités reconvertis en "*privés*". La date de leur procès, qui se tiendra devant le tribunal correctionnel de Meaux, n'est pas connue.

Le groupe propriétaire du célèbre parc d'attraction et les trois anciens militaires sont accusés de s'être procuré de façon illégale entre 1998 et 2004 des informations sur des candidats à l'embauche, issues des fichiers de police et de gendarmerie.

Selon l'ordonnance de renvoi signée en septembre 2011, et que l'AFP a consultée jeudi, le groupe aurait ainsi eu accès aux antécédents judiciaires de plusieurs milliers de candidats, tant sur le plan des infractions aux moeurs que des infractions financières.

Selon les enquêteurs, des milliers de consultations illicites des fichiers de police (Stic) et de gendarmerie (Judex), mais aussi du Fichier national des titres de séjour (FNTS) ont été effectuées par les militaires, dont l'un était en service au Centre technique de la gendarmerie nationale de Rosny-sous-Bois.

Pour ces pratiques illicites, les prévenus auraient touché plusieurs centaines de milliers d'euros. (AFP 01.03)

4- Adecco supprime 530 postes.

Le numéro un mondial du travail intérimaire Adecco envisage de supprimer 530 postes en France, sur un total d'environ 6.300, dans le cadre de la réunion sous une seule marque, annoncée jeudi, de ses deux réseaux dans ce pays, Adecco et Adia.

Il s'agit d'un "*plan de départs volontaires sans licenciements*", a précisé à l'AFP Sarah-Pearl Bokobza, directrice relations médias d'Adecco France.

"*On nous a dit qu'il ne s'agirait que de départs volontaires, mais la finalité c'est de virer 530 personnes qui partiront de gré ou de force*", a réagi auprès de l'AFP Ousmane Cissakho, délégué Unsa et membre du CE.

"*Ces suppressions de postes vont forcément s'accompagner de licenciements, on ne croit pas du tout que tous les salariés dont les postes supprimés partiront de manière volontaire*", dit-il. "*On sait très bien que s'il n'ont pas suffisamment de départs volontaires,*

ils vont user de la clause de mobilité pour affecter des gens de manière abusive", dit-il.

"*Aujourd'hui on n'en peut plus. Les conditions de travail sont plus que difficiles, ici c'est pire que chez France Telecom, on réduit les effectifs à tout va*", déplore-t-il. (AFP 01.03)

5- Racket. Business.

Les 36 millions d'automobilistes français devront obligatoirement avoir un éthylotest dans leur voiture à partir du 1er juillet 2012 et le défaut de possession d'un tel équipement sera sanctionné à partir du 1er novembre 2012 par une amende de 11 euros.

"*Tout conducteur d'un véhicule terrestre à moteur, à l'exclusion d'un cyclomoteur (ne dépassant pas 50 cm3 et 45 km/h, ndlr), doit justifier de la possession d'un éthylotest, non usagé, disponible immédiatement*", indique un décret publié jeudi au Journal officiel.

Dans le commerce de détail, le prix d'un éthylotest va de 1 à 1,5 euro et cet équipement a une durée de vie d'environ 2 ans.

Mais un problème d'approvisionnement en éthylotests se pose notamment à Paris, où de nombreuses pharmacies sont en rupture de stock.

La société Contralco, numéro un mondial des éthylotests à usage unique basée à Gignac (Hérault), reconnaît avoir des difficultés pour faire face à la demande. "*On fabriquait 12 millions d'éthylotests en 2010 avec 67 salariés, cette année on devrait en fabriquer 50 millions avec 140 personnes*", explique le directeur du marketing Guillaume Neau.

"*10% des pharmacies vendaient des éthylotests en 2010, elles sont 70% actuellement, et les tabac-presse commencent à vendre ces produits*" ajoute-t-il. (AFP 01.03)

Vous ne voulez pas consommer, on va vous y forcer !

Economie

Grèce

1- La zone euro a ouvert la voie au déblocage du deuxième plan de soutien à la Grèce pour lui éviter la faillite. Il prévoit 130 milliards d'euros d'aide publique et un effacement partiel de la dette détenue par les banques, à hauteur de 107 milliards d'euros.

Au cours d'une réunion séparée, les ministres des Finances de l'Eurogroupe ont salué les efforts de la Grèce et estimé qu'elle avait rempli toutes les conditions exigées avant tout déboursement, en termes d'économies budgétaires et de réformes économiques.

"*La Grèce a pris toutes les mesures que nous lui avions demandées, les choses avancent bien*", s'est félicité le chef de file de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Même l'Allemagne, qui n'a eu de cesse de morigéner la Grèce ces derniers mois, lui a adressé un satisfecit.

Le parlement grec a adopté à temps, dans la nuit de mercredi à jeudi, des réductions importantes des dépenses de santé, comme exigé par ses créanciers pour bénéficier du nouveau plan d'aide. (AFP 01.03)

2- L'ISDA a rendu son verdict. Les fameux titres d'assurance ne donneront pas lieu à un remboursement. En tous cas pour le moment.

L'ISDA (International Swaps and Derivatives Association, Inc) a pris sa décision : l'opération de restructuration de la dette grecque ne constitue pas selon elle un "*événement de crédit*". Résultat : les fameux CDS - titres d'assurances sur la dette grecque - ne donneront pas lieu, pour le moment, à des remboursements.

Cette décision, prise dans l'opacité entre banquiers, va dans le sens des dirigeants européens. Ces derniers craignaient en effet que le déclenchement des CDS n'ait des conséquences imprévisibles sur l'ensemble du système financier, même si les CDS grecs ne pèsent théoriquement que 3,2 milliards d'euros.

En revanche, le communiqué de l'SDA provoquera sans doute la colère de certains investisseurs privés, qui ont investi dans les CDS pour se protéger contre un défaut ou une restructuration de dette de la Grèce.

L'ISDA a toutefois averti qu'elle pourra à nouveau se prononcer sur la Grèce si elle est saisie à nouveau par des créanciers. (lexpansion.com 01.03)

Haut de page

Le 3 mars

CAUSERIE

Les nantis qui détiennent le pouvoir sont ultra minoritaires.

La Fondation d'analyse des Politiques Publiques iFrap, rappelle aujourd'hui que les 0,1% les plus riches paient 30 milliards d'euros d'impôts par an et les 0,01% en paient 11 milliards. (atlantico.fr 02.03)

Mélenchon le sophiste.

Mélenchon interviewé par François Gauvin, journaliste au journal *Le Point* et docteur en philosophie :

- "*L'Histoire n'a pas un sens. Elle a des significations et elle nous offre de l'expérience. Mais où elle va, ce n'est pas établi par avance. Elle est ce qu'on en fait, ce qu'on accepte qu'elle devienne. Par contre, des lois sont à l'oeuvre à l'intérieur de ce système dynamique complexe qu'est la société humaine*."

Lesquelles ? Mystère ! On comprend pourquoi le renégat préfère garder le silence, car dans le cas contraire il devrait affronter Marx et se démasquer.

Les hommes font l'histoire inconsciemment, en ignorant les lois qui en sont à l'origine et qui ont été à l'oeuvre tout au long de son développement jusqu'à nos jours, et qui n'ont pas changé depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe ou que la société a été divisée en classes soiales aux intérêts antagoniques et inconciliables.

C'est pratique de prétendre que l'on ne sait pas vers où se dirige l'histoire quand on ne tient pas à clarifier ses réelles intentions politiques , alors qu'elle ne peut aller que dans deux directions possibles, vers davantage de barbarie au cas où le capitalisme survivrait à lui-même ou son éradication de la surface de la terre au cas où le capitalisme serait aboli.

En prétendant que l'histoire, donc la société, le monde serait ce qu'on accepte ce qu'ils deviennent, Mélenchon nie que les hommes feraient l'histoire inconsciemment, qu'ils la subiraient plutôt qu'autre chose à des degrés divers selon la place qu'ils occupent au sein des rapports sociaux de production, ainsi il fait fi des différences de traitement donc bénéficient les différentes classes de la société, exploiteurs et exploités seraient au même titre responsables de la barbarie, de la situation actuelle, nous rejetons cette théorie partagée par les staliniens, serait-ce un hasard que Mélenchon soit le candidat du PCF ?

Non monsieur Mélenchon, l'Histoire a un sens (ou plutôt une direction), celui que lui donne la classe dominante au gré de la lutte des classes. Par contre, elle peut en emprunter un autre, contraire au destin que nous réserve la classe des privilégiés, à condition que la classe des exploités qui représente l'immense majorité de la population la renverse et prenne le pouvoir, prenne son destin en main qui coïncide avec celui de la civilisation humaine, autrement dit que l'homme commence à écrire consciemment sa propre histoire.

Dans sa démonstration Mélenchon se livre implicitement à un amalgame entre les classes, entre les facteurs conscients et inconscients pour finalement leur réserver le même traitement ou les mettre sur un pied d'égalité. C'est ce qui sous-tend et traduit toute sa politique qui se nourrit de l'inconscience des travailleurs et qui aboutit logiquement au refus de remettre en cause les fondements du capitalisme et ses institutions auxquelles il n'a de cesse de faire allégeance.

- "*Elle (la responsabilité humaine - ndlr) consiste à dire que nous ne serons jamais émancipés de notre devoir de responsabilité à l'égard des autres.*"

En quoi un travailleur qui ne dispose d'aucun pouvoir dans la société devrait-il être responsable de sa décomposition et de ses conséquences ?

Il est ensuite normal qu'à la question "*Et la révolution : souhaitable ou non ?*" il nous renvoie à la révolution bourgeoise de 1789 et qu'il zappe au passage la révolution de juin 1848, puis celle de 1871, la Commune de Paris qui ne doit pas avoir ses faveurs, car lorsque le journaliste lui demande si la révolution est "*une bonne chose* ", il répond "*Ça dépend du contexte*", cela ne devait pas être le cas en 1871, encore moins en 1917 en Russie ! On comprend qu'il leur préfère les "*révolutions*" tunisienne et égyptienne qui ont abouti là où nous savons...

- "*Karl Marx dit qu'elle s'apparente davantage à un mouvement de force de la nature qu'à une délibération humaine concertée. Les révolutions ont toujours lieu pour dénouer des contradictions qui ne trouvaient aucun moyen de se dénouer autrement. Et les révolutions se font la plupart du temps de manière complètement contingente, par hasard, et pour un motif qui le plus souvent n'avait rien à voir avec le sujet principal.*"

Ce que dit Mélenchon est juste, il a bien retenu sa leçon, il en a simplement oublié les conclusions. Le renégat a volontairement une mémoire sélective. Il oublie de dire que, Marx et par la suite Lénine, ont précisé que la révolution prenait conscience d'elle-même et des tâches qu'elle avait à accomplir au cours du processus dialectique qui la définit, notion apparemment étrangère à Mélenchon qui fait abstraction de l'élément conscient qui doit guider une révolution et obtenir l'adhésion de la majorité des travailleurs, le parti de la révolution prolétarienne, sans lequel elle ne peut pas vaincre.

Il estime que la révolution est "*inéluctable*" en France. Serait-ce que le capitalisme y conduirait ? Pas vraiment.

- "*Parce que les gouvernants sont incapables de régler les problèmes qui se posent, sinon en répétant sans cesse des formules qui les aggravent. Donc inéluctablement, des gens vont se mettre en mouvement, mais ils ne le feront pas pour faire une révolution. Ils vont commencer à faire quelque chose pour régler un problème concret. Et ce quelque chose, de fil en aiguille, sera le début de la fin de l'ordre en place. Plus le niveau de conscience politique est élevé, plus la probabilité que les gens s'impliquent dans leur affaire en pensant que ça va servir à quelque chose est élevée. Il y a une espèce de communisme spontané de notre peuple qui, avec une bonne dose d'esprit libertaire, le rend absolument indomptable.*"

Donc il suffirait que "*les gouvernants*" règlent "*les problèmes qui se posent*" et point de révolution à l'horizon. C'est en fait mal poser la question. Les "*gouvernants*" ne prennent pas de bonnes ou de mauvaises décisions, ils se bornent à gérer la société au mieux des intérêts des capitalistes. Prendraient-ils de bonnes mesures qu'il faudrait les saluer, parce qu'ils n'auraient pas d'arrière-pensées, ils ne seraient pas vraiment animés de mauvaises intentions envers le prolétariat, non, ils ne sauraient pas comment s'y prendre tout simplement, ils auraient le choix, mais voyez-vous, pour ainsi dire malgré eux ils effectueraient les mauvais choix, dont ils pâtiraient également. Ce ne seraient pas des impératifs économiques qui guideraient l'action politique des "*gouvernants*", ils se borneraient à répéter des "*formules*" mauvaises, qu'il suffirait de remplacer par de bonnes formules pour que tout nos problèmes s'évaporent d'un coup de baguette magique et que l'on vive enfin dans le meilleur des mondes ! Même pas besoin de la lutte de classes, formidable, non ? Un bulletin dans l'urne et hop le tour est joué !

Sachant que "*inéluctablement, des gens vont se mettre en mouvement (...) pour faire une révolution*", ne faudrait-il pas les aider à s'y préparer pour qu'ils l'abordent dans les meilleures conditions possible pour qu'elle ait une chance de vaincre? Tel n'est pas le propos ou l'objectif de Mélenchon, qui jusqu'à preuve du contraire se borne à proposer aux travaileurs une "*révolution par les urnes*", qui est justement l'antithèse d'une véritable révolution prolétarienne et socialiste.

Non monsieur Mélenchon, ce n'est pas parce que le "*niveau de conscience politique (des travailleurs) est élevé*" qu'ils seraient capables de définir les tâches que la situation leur impose et les objectifs politiques qu'ils doivent se fixer, qu'ils auraient spontanément la capacité de déterminer les obstacles qu'ils ont à abattre et les moyens pour y parvenir, bref, qu'ils seraient en mesure d'analyser consciemment les rapports entre les classes et leurs modifications tout au long du processus révolutionnaire, de maîtriser le marxisme ou de mettre en oeuvre sa méthode, seuls les militants conscients ou plutôt les dirigeants d'un parti rompus à cet exercice depuis des décennies embrassant l'ensemble de la situation à l'échelle mondiale auraient la capacité de donner une orientation correcte à leur combat.

Si les masses exploitées pouvaient parvenir d'elles-mêmes spontanément à ce niveau de conscience supérieur au détour de circonstances particulièrement favorables et régler la question du pouvoir, on se demandera pourquoi jusqu'à présent elles n'y sont jamais parvenues dans le passé. Non, la compréhension du fonctionnement de la société telle qu'elle est ne s'improvise pas ou ne s'acquière pas arbitrairement, elle nécessite d'avoir analysé au préalable comment le capitalisme s'est développé, quels ont été les principaux facteurs qui ont déterminé son développement, le développement des forces productives et la lutte des classes, et ce n'est qu'une fois acquis ou après avoir renoué avec les enseignements tirées de la lutte des classes du passé qu'il est possible de s'orienter correctement dans la lutte des classes présente, sinon c'est impossible.

Ajoutons que c'est au cours de son expérience de la lutte des classes que le prolétariat peut s'élever au niveau nécessaire pour se saisir de ces enseignements, adhérer ou renouer avec le socialisme, pas spontanément encore une fois, à condition qu'il existe un parti qui l'aide à interpréter consciemment cette expérience, ce qui implique que sa politique (et son programme) soit orientée dans la bonne direction.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais plus je réfléchis à ce qu'a dit Mélenchon à ce journaliste dans cet interview, et plus je me dis qu'il ne tient pas vraiment à ce que les travailleurs se donnent les moyens d'acquérir un niveau de conscience supérieur, ce qui serait logique puisqu'ils se détourneraient des illusionnistes dont fait partie Mélenchon.

Mélenchon ayant rompu avec le marxisme ou ne l'ayant jamais réellement assimilé, il rejette ses conclusions théoriques et pratiques pour renouer avec le réformisme de la fin du XIXe siècle. Reprenons le dernier passage cité qui est un

modèle d'obscurantisme.

Il admet qu'une révolution est "*inéluctable*" pour aussitôt s'en faire le fossoyeur. "*Des gens vont se mettre en mouvement*", mais "*ils ne le feront pas pour faire une révolution*" ouf, Hollande et ses amis banquiers sont rassurés ! Pour quoi faire alors, pour " *commencer à faire quelque chose*", diable, mais quoi, comment, on n'en saura rien, mais par on ne sait quel miracle ce "*sera le début de la fin de l'ordre en place*", tiens donc, en fait de rien du tout, leur "*niveau de conscience politique (...) élevé (...) va servir à quelque chose (d') élevée*", à quoi diantre, comment, pas de réponse, pas nécessaire puisqu'"*il y a une espèce de communisme spontané de notre peuple*", on se disait bien que tant de mystères prenaient forcément sa source quelque part, la génération spontanée mère de toutes les théories foireuses ou utopiques.

Voilà que le communisme serait inné au peuple, qu'est-ce qu'on est con de ne pas y avoir pensé plus tôt franchement. Un beau matin, le peuple va se saisir du communisme parce qu'il l'a dans la peau depuis l'état de fœtus, il n'a d'ailleurs jamais cessé d'y penser depuis, ne dit-on pas que la classe ouvrière est révolutionnaire, oui sur un plan historique, reste à le démontrer dans la pratique, gageons que c'est là un terrain sur lequel notre philistin n'osera pas s'aventurer sous peine de se contredire et de se démasquer.

Vous me direz que Mélenchon a simplement voulu dire que le peuple aspirait naturellement à davantage de justice sociale, une notion tronquée du communisme, je l'avais bien compris, mais c'est faux également, puisqu'en même temps il est subordonné au capitalisme qui en est la négation. La question est de savoir quel contenu et quelle orientation politique on donne à notre combat, s'ils sont conçus pour aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme et les institutions pour qu'ils se réapproprient le socialisme, auquel cas seulement leur combat aura un contenu révolutionnaire. Est-ce la direction que Mélenchon entend donner à son combat politique ? Qu'on nous permette d'en douter fortement, pour ne pas dire qu'on est convaincu du contraire.

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Sarkozy : "*La seule façon que vous ayez pour continuer à m'entendre, c'est de me réélire*" - LePoint.fr

- Villepin: Sarkozy et Hollande "*prennent les Français pour des couillons*" - AFP

- Bayrou : Sarkozy a "*perdu le contact avec la vie réelle*" - LePoint.fr

Sale semaine !

- Une semaine à oublier pour Nicolas Sarkozy - 20minutes.fr -

Propositions inaudibles, reniement, chahut, sondages: le candidat-Président a vécu une sale semaine...

- Gueule de bois à l'UMP au lendemain de la journée bayonnaise de Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

Ils ont dit.

- Un ministre allemand veut confier l'économie grecque à un commissaire européen - LeMonde.fr

- Soutien "*sacro-saint*" des Etats-Unis à la sécurité d'Israël, affirme Obama - AFP

"*Cette crise est inhérente au système capitaliste, pas à la femme ou l'homme qui tient la présidence. Surtout dans un petit pays comme la France – mais même Obama à la tête des États-Unis n'a pas fait davantage.*" (Extrait de l'édiorial du numéro 79 de *Convergences Révolutionnaires* du 22 janvier - Fraction *L' Etincelle* de Lutte Ouvrière)

Rendez-vous compte, "*même Obama* le grand démocrate, pour un peu un révolutionnaire, ah ben alors, on est déçu, nous qui comptions tant sur lui pour rompre avec la politique ultra réactionnaire de Bush, il va falloir qu'on avale nos illusions ! Pitoyable !

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Vingt-cinq pays de l'Union européenne (UE) – le Royaume-Uni et la République tchèque ayant décliné – ont signé vendredi 2 mars lors d'un sommet à Bruxelles le nouveau traité instaurant davantage de discipline budgétaire en Europe.

Le pacte prévoit notamment l'instauration de "*règles d'or budgétaires*" sur l'équilibre des comptes publics, associées à des sanctions plus automatiques contre les pays qui dépasseront la limite de 3 % du PIB pour leurs déficits publics annuels. Ces règles devront de préférence être inscrites dans la constitution des Etats, mais pas obligatoirement.

"*Je pense que c'est un signal fort montrant que nous tirons les leçons de la crise, que nous avons compris les signaux*" envoyés par les marchés financiers "*et que nous souhaitons un avenir avec une Europe politiquement unifiée*", a dit la chancelière allemande Angela Merkel.

Il doit désormais être ratifié par au moins douze des Etats signataires avant de pouvoir commencer à entrer en vigueur. Tout pays de la zone euro qui ne le fera pas ne pourra pas bénéficier d'aides financières de ses partenaires via le futur fonds de secours qui démarrera cet été, le Mécanisme européen de stabilité.

Cette ratification pourrait toutefois être compliquée notamment en Irlande, qui a annoncé la tenue d'un référendum à ce sujet, par nature risqué. Une décision qui n'est "*pas de nature à stabiliser dans son ensemble la zone euro*", a reconnu cette semaine le patron de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Mais avant même son entrée en vigueur, la vertu budgétaire que le pacte entend imposer est déjà compromise par la conjoncture économique de plus en plus dégradée et la récession en cours en zone euro. Plusieurs pays se retrouvent déjà contraints de faire face à un dérapage de leurs finances publiques.

Madrid a ainsi annoncé lundi une explosion de son déficit public à 8,51 % du PIB en 2011, alors qu'il s'est engagé à ramener son déficit public à 4,4 % du PIB en 2012 et à 3 % en 2013, et tente d'obtenir un assouplissement de l'objectif. "*La situation économique est très différente de celle de l'an dernier*", a plaidé le ministre des finances espagnol, Luis de Guindos, ajoutant que les consignes budgétaires fixées par l'UE seraient néanmoins respectées.

Mais la véritable surprise est venue des Pays-Bas, pourtant prompts à critiquer le laxisme budgétaire de leurs partenaires. Le Bureau central du Plan néerlandais a revu, jeudi, ses prévisions économiques à la baisse. Il s'attend dorénavant à ce que le déficit public atteigne 4,5 % du PIB cette année mais surtout dépasse encore l'an prochain la limite européenne de 3 %, ainsi qu'en 2014 (4,1 %) et en 2015 (3,3 %).

Quant à la France, elle est pas mieux lotie et risque, elle aussi, de se faire rappeler à l'ordre par Bruxelles. La Cour des comptes a en effet jugé début février que l'objectif visant à ramener le déficit à 4,5 % cette année serait "*difficile à atteindre*" et qu'il serait "*encore plus difficile*" de revenir à 3 % en 2013. (lemonde.fr 02.03)

On nous expliquent qu'une fois ce traité adopté, il serait impossible de lutter pour nos revendications sociales. On a envie de leur répondre que si tel est le cas, qu'ils cessent tout de suite de militer et qu'ils fassent autre chose, cela nous rendra un fier service !

N'importe quel patron ou gouvernement qui serait confronté à une grève partielle ou générale illimitée d'un secteur clé de l'économie dans le secteur privé ou public, n'aurait pas d'autre choix que de céder au bout de quelques semaines. Mais si les dirigeants syndicaux en profite pour décréter qu'il n'est plus possible de poser la moindre revendication... On vous le répète, il n'y a plus qu'à aller se coucher, tout est foutu, il y en a qui ne seront pas dépaysés en adoptant cette position. Eh oui, il va vous falloir revoir sérieusement votre copie sous peine de disparaître politiquement. Ils vont se torturer l'esprit pour trouver le moyen d'éviter de poser la question du pouvoir ou de l'Etat encore plus longtemps.

2- Etats-Unis.

Obama : La guerre contre l'Iran : une "*distraction*" !

A trois jours d'un entretien avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, Barack Obama se dit prêt, le cas échéant, à recourir à l'option militaire pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, tout en mettant en garde contre une action unilatérale israélienne.

Estimant qu'un Iran nucléarisé serait inacceptable, le président américain déclare dans une interview à la revue Atlantic Monthly: "*Je pense que le gouvernement israélien reconnaît qu'en tant que président des Etats-Unis, je ne bluffe pas*."

"*Je pense que les gouvernements tant iranien qu'israélien savent que lorsque les Etats-Unis déclarent que la possession par l'Iran d'une arme atomique est inacceptable, nous sommes sérieux.*"

Barack Obama répète que "*toutes les options sont sur la table*" en ajoutant explicitement que cela inclut un "*élément militaire*".

Le chef de l'exécutif américain a tenu ces propos lundi. L'interview a été publiée ce vendredi.

Barack Obama explique que la perspective d'un Iran nucléarisé entraînerait une course aux armements au Moyen-Orient "*très dangereuse pour le monde*".

Dans le même temps, le président américain juge qu'une action militaire unilatérale des Israéliens aurait des "*conséquences potentielles non voulues*".

"*A un moment où l'Iran ne suscite guère de sympathie et où son seul véritable allié, la Syrie, est acculée, voulons-nous une distraction qui permettrait soudainement à l'Iran de se présenter comme une victime?*" interroge Barack Obama. (Reuters 02.03)

Social

1- France

1.1- Non la pauvreté ne gagne pas du terrain...

Les Restos du Coeur vont "*malheureusement*" battre leur record de fréquentation dans leurs 2.000 centres d'aide alimentaire, a dit vendredi soir à l'AFP Olivier Berthe, président de l'association créée par Coluche.

Après avoir rappelé que lors de la campagne d'hiver précédente (novembre 2010 - mars 2011), les Restos du Coeur avaient reçu 860.000 personnes, M. Berthe a ajouté que le chiffre de 900.000 personnes pourrait être atteint pour la campagne 2011-2012. (AFP 02.03)

1.2- Des conditions de travail insupportables

Jérémy Buan, le jeune cadre supérieur de la Poste qui s'est jeté mercredi du haut de la poste centrale de Rennes a laissé une lettre de désespoir où il dit son "*anxiété professionnelle*" et son incapacité à vivre dans un "*tel contexte opprimant*", a déclaré sa compagne vendredi.

"*Mon travail ne semble pas apprécié, je suis mis en cause dans mes activités (...) cela a engendré un manque de confiance terrible avec une anxiété permanente. Je préfère ne pas vivre dans un tel contexte opprimant*", écrit-il dans cette lettre datée du jour de son suicide.

"*J'ai tout pour être heureux, une femme aimante, une fille adorable... mais toute cette anxiété professionnelle a pris le pas sur ma vie privée*", poursuit le message que le jeune père de famille a laissé chez lui.

Recruté comme simple facteur en 2003 à Rennes, Jérémy Buan avait été promu cadre supérieur après un concours interne en 2009, puis envoyé dans les Côtes d'Armor pour deux postes d'encadrement, selon la Poste.

Il avait demandé un rapprochement familial après la naissance de fille, en octobre, et de retour à Rennes, avait été affecté à un poste "*d'un grade inférieur au sien*", selon la CFDT.

A la direction du courrier Haute-Bretagne, on confirme qu'il "*occupait un poste de niveau inférieur au sien mais avait conservé son grade et sa rémunération*". "*Ce poste lui avait été donné de manière à répondre favorablement à sa demande de rapprochement géographique car il n'y en avait pas d'autre disponible*", selon la même source. (AFP 02.03)

2- Espagne

Le gouvernement espagnol a revu vendredi drastiquement les prévisions économiques pour 2012, avec un recul du PIB de 1,7% contre une croissance de 2,3% prévue par le précédent exécutif, et une poursuite de la hausse du chômage à 24,3% de la population active.

Détaillant un contexte économique européen morose, M. de Guindos a ajouté que cet avenir sombre aurait "*un impact sur l'emploi*" avec un taux de chômage moyen de 24,3% en 2012, qui va frapper 630.000 personnes. "*C'est une très mauvaise année économique*", a-t-il ajouté.

Le nombre de chômeurs en Espagne a dépassé la barre des 5 millions fin 2011, avec un taux de 22,85%, le plus élevé parmi les

pays industrialisés, selon l'Institut national de la statistique. Il était de 23,3% à fin janvier, selon Eurostat. (AFP 02.03)

Economie

1- Grèce

L'agence d'évaluation financière américaine Moody's a annoncé vendredi soir avoir abaissé la note de solvabilité de la Grèce de "*Ca*" à "*C*". Moody's attribue un "*C*" aux emprunteurs qu'elle juge à l'orée du défaut de paiement. (AFP 02.03)

Au passage Moody's a relevé la note de l'Indonésie dont la croissance est attendue à 6,5% en 2012 (source : atlantico.fr 02.03)

2- Brésil

La présidente brésilienne Dilma Rousseff a accusé les pays riches d'avoir déclenché un "*tsunami*" monétaire en abaissant le coût du crédit pour faire face à la crise économique mondiale, ce qui pénalise les pays en voie de développement tels que le Brésil.

"*Nous sommes préoccupés par ce tsunami monétaire (que causent) les pays développés*", a déclaré jeudi Mme Rousseff dans un discours aux chefs d'entreprises et aux dirigeants syndicaux.

La chef de l'Etat brésilien a déploré que les pays riches répondent à la crise en abaissant le coût du crédit et en maintenant des taux d'intérêts bas. Selon elle, ces capitaux bon marché prennent le chemin du Brésil, dont la monnaie est forte et les taux d'intérêts élevés.

Le Brésil estime que cette "*guerre des changes*" renchérit ses produits tout en diminuant les prix de ceux venus d'Europe ou des Etats-Unis.

La dirigeante a affirmé qu'elle se battrait pour défendre l'industrie brésilienne et qu'elle s'assurerait que les méthodes utilisées par les pays riches "*ne vont pas cannibaliser les marchés émergents*".

Le Brésil tente depuis plusieurs années d'enrayer l'appréciation de sa devise, le real, qui a déjà augmenté de plus de 8% face au dollar depuis le début de l'année.

"*Le Brésil ne restera pas impassible face à cette guerre des changes, nous devons nous défendre*", avait martelé un peu plus tôt devant la presse le ministre des Finances brésilien Guido Mantega. (AFP 02.03)

Haut de page

Le 4 mars

CAUSERIE

J'ignore qui est Robert Bibeau, je sais seulement qu'il est Canadien et qu'il est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Je n'ai pas lu tous ces articles, par contre je partage son analyse sur l'évolution du capitalisme mondial et de la situation internationale.

Dans l'article *Industrialiser la Grèce et l'Europe en déclin ?* il fustigue les "*faux prophètes*" qui prétendent représenter les intérêts des exploités et que nous définissons comme des opportunistes, des illusionistes, des aventuriers, des charlatans ou des escrocs à la solde de l'ordre établi :

" *Tous ces faux prophètes qui laissent entendre qu'il n'y a qu'à nationaliser les banques, qu'il suffit de refuser de payer la dette souveraine, qu'il n'y a qu'à nationaliser les usines et à lancer l'État bourgeois dans le domaine de la production industrielle, ou encore qu'il suffit de taxer les riches, et mille et une autre solutions-bidon trompent leurs auditoires. Aucune solution n'existe aux maux du capitalisme « à l'intérieur du capitalisme ». Ce n'est pas pour cause de disfonctionnement que le capitalisme périclite. Le capitalisme fonctionne normalement en ce moment ; passer d'une phase de surproduction à une phase de pénurie de produits, c'est le fonctionnement normal de ce régime. Transiter d'une période de sous-emploi à une période de pénurie de main d'œuvre, c'est aussi le fonctionnement normal de ce système. Les guerres économiques et financières et les guerres militaires localisées inter impérialistes États-Unis – Chine – Russie – Union Européenne pour le repartage des marchés et des sources de plus-value, c'est aussi le fonctionnement usuel dans ce mode de production. Le capitalisme c'est la succession des crises, des guerres et la misère en partage de Dacca jusqu'au Finistère.* "

La seule "*solution*" au capitalisme existe au-delà du capitalisme effectivement, cela s'appelle le socialisme.

Question : en France (et ailleurs) existe-t-il un parti qui combattre sur d'autres positions que ces "*solutions-bidon*" qui ne servent qu'à tromper les travailleurs ?

Monsieur Bibeau nous livre un constat que nous partageons, mais c'est insuffisant pour combattre et abattre le capitalisme.

La bourgeoisie détient le pouvoir réel en détenant le pouvoir économique. Nous savons qu'elle tire son pouvoir des rapports sociaux de production basés sur la propriété privée des moyens de production, mais cela ne nous dit pas comment elle assure la pérennité de ce pouvoir, comment elle s'y prend pour le légitimer, pour qu'il se perpétue, pour faire en sorte que les rapports entre les classes s'inscrivent ou se maintiennent dans ce cadre et le respecte. Pour répondre à cette question il faut passer au plan politique.

La Constitution et la législation en vigueur ne servent qu'à fournir un cadre juridique à ces rapports sociaux de production pour en assurer la légitimiter et tenter de justifier leur existence, tous les autres rapports qui existent dans la société ne sauraient déroger à cette règle ou doivent s'y plier. Il revient ensuite aux institutions issues de cette Constitution de gérer la société pour le compte de la classe qui domine au sein de ces rapports de production, la classe des capitalistes.

En résumé, l'Etat, la Constitution, les institutions et la législation sont le produit ou la représentation politique du pouvoir économique de la classe des capitalistes. Cette classe ayant confisqué le pouvoir économique à son profit, pour lui reprendre il faut abroger les instruments politiques qu'elle a forgés au cours de la lutte des classes, et qui servent à le légitimer et à assurer la pérennité de sa domination de classe.

Point de mystère, c'est trop simple en réalité, trop logique aussi, à la portée de n'importe quel travailleur en vérité, à partir du moment où l'on pose correctement les rapports qui existent dans la société, à partir du moment où l'on est capable de poser les questions que nous avons à résoudre dans le bon ordre. Vous parlez d'un exercice difficile, il faudrait au moins bac +10 pour comprendre fonctionne un rapport de cause à effet, en voilà une affaire !

Si les travailleurs qui se posent des questions ne sont pas en mesure de le comprendre, cela signifie qu'on échoue à poser les bonnes questions ou à les poser correctement ou pire, qu'on s'y refuse. Pas besoin non plus d'être syndiqué ou de militer dans une formation politique pour le comprendre, cela pour dire qu'en dehors des travailleurs vraiment arriérés, des millions et des millions sont censés pouvoir accéder à cette connaissance qui n'a rien d'extraordinaire, répétons-le encore une fois. Ne nous arrêtons pas en chemin, il nous reste une dernière chose à aborder pour mener à son terme notre interprétation de la société

L'ordre établi reposant les institutions politiques, il ne reste plus qu'à en expliquer le fonctionnement et à en tirer les conclusions qui s'imposent pour passer à l'action, s'engager dans le combat politique, s'organiser pour changer la société.

Les institutions sont le reflet (politique) des rapports (économiques) entre les classes. Nous avons vu que les institutions étaient au service de la classe qui détient le pouvoir économique. Pour défendre ses droits et privilèges la classe des capitalistes dispose de puissants syndicats et partis politiques. C'est au sein des institutions que ces partis exercent leur pouvoir dans le seul but de le conserver sur le plan économique. Sur le plan politique, la classe des privilégiés n'a pas vraiment de soucis à se faire, puisque tous les partis qui participent au Parlement sont inféodés au capitalisme et n'entendent pas combattre pour le renverser.

Dès lors on ne peut concevoir la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant de l'Etat, qu'à partir du moment où son action (et son programme) est résolument orienté contre les institutions en place, dans l'objectif de les renverser et de les remplacer par des organes politiques de pouvoir issus d'une révolution prolétarienne. Face à des partis dits de droite ou de gauche qui finalement défendent les mêmes intérêts, ceux de la classe des exploiteurs, on ne peut opposer qu'un parti ouvrier révolutionnaire pour briser leur domination politique et s'emparer du pouvoir, et non pour s'insérer au sein des institutions ou tenter d'en conquérir la majorité, ce qui demeurera toujours impossible puisqu'elles n'ont pas été créées à cet effet ou dans cette perspective.

En résumé, des partis assurent le bon fonctionnement des institutions pour le compte des capitalistes qui détiennent le pouvoir économique. Si l'on veut parvenir à leur oter ce pouvoir économique, on n'a pas d'autre alternative possible que de construire un parti qui aura pour tâche d'aider les masses exploitées à se dresser au cours d'une révolution pour détruire ces institutions, institutions qui se confondent avec les intérêts de la classe que nous devons chasser du pouvoir, avec l'ordre établi, et non pour se saisir de ces institutions pour les faire fonctionner pour notre propre compte puisqu'elles n'ont pas été conçues à cet effet.

Et compte tenu que l'objectif de l'abolition du capitalisme est commun aux travailleurs organisés dans les syndicats et à ceux qui sont organisés dans le parti combattant pour le socialisme, ils doivent combattre ensemble et subordonner leur combat à cette perspective. C'est ainsi et ainsi seulement qu'il sera possible d'entraîner au combat dans l'unité l'ensemble de la classe des exploités, et de vaincre son ennemi.

A propos du MES.

Abondé en partie par les États, le MES sera en fait un instrument permanent de transfert des richesses des peuples vers les banques. En effet, le cadre légal du MES assujettit les peuples à être garants et cautions des dettes auprès des banques.

En somme, voilà une institution qui sera permanente, antidémocratique, inattaquable sur le plan juridique, occulte, et qui pourra exiger de n'importe quel pays de la zone euro, dans un délai d'une semaine, des milliards d'euros « *de manière irrévocable et inconditionnelle* » ! Autant de signes qui ne trompent pas : l'Europe de la finance utilise la crise et la question de la dette publique pour prendre les pleins pouvoirs. L'austérité pour les peuples est son credo. (mondialisation.ca)

Mais pour que le MES existe, pour qu'il fonctionne, il faut que le ou les partis qui disposent de la majorité au sein des institutions acceptent de s'y soumettre. Dès lors qu'ils ont manifesté leur soutien au MES, ils ont clairement indiqué dans quel camp ils entendaient mener leur combat politique, contre la classe ouvrière. C'est le cas de l'UMP, du MoDem et du PS. Dès lors qu'ils se sont placés eux-mêmes dans le camp de notre ennemi de classe, il serait aberrant d'exiger d'eux qu'ils rejettent le MES ou qu'ils changent de camp, leur décision est finalement conforme à leur nature sociale, conformément à la classe à laquelle ils sont liées organisquement et dont ils se font les porte-parole.

S'adresser à leurs élus, vouloir qu'ils changent de position sur le MES revient à vouloir faire croire aux travailleurs et aux militants qu'ils pourraient changer de nature ou épouser d'autres intérêts que ceux des exploiteurs comme si cela était possible ou même souhaitable, ce que nous récusons absolument. Voilà l'illusion criminelle que colporte notamment le POI. L'impuissance du POI qui s'illustre à travers la campagne qu'il a initiée et qui ne peut mener qu'à une nouvelle impasse politique, est le produit de son obstination à refuser de lier le combat contre les deux nouveaux traités signés à Bruxelles au combat pour en finir avec les institutions qui ont adopté le MES, les institutions de la Ve République.

Ce nouveau chapitre de la lutte des classes aurait dû être l'occasion de montrer aux travailleurs et aux militants le lien, les rapports qui existaient entre la crise du capitalisme, le TSCG et le MES, les institutions de la Ve République et les partis qui y participent, ainsi que l'Union européenne, afin de les aider à rompre avec et leur permettre de poser consciemment la question du pouvoir, à trouver une issue politique conforme à leurs intérêts qui passe par la formulation du gouvernement ouvrier révolutionnaire qui sera le seul à même de rompre avec le capitalisme et la totalité de ses institutions nationales, européennes et internationales.

C'est seulement sur cette orientation politique qu'il est possible de construire le parti (révolutionnaire) et d'avancer vers le socialisme. Le POI rejetant cet axe de combat politique, il ne lui reste plus qu'à chercher la recette miracle qui permettrait de mettre en échec le capitalisme. Le POI (comme toujours) veut absolument parvenir à peser sur le cours des choses ou à l'inverser, comme il n'en a pas les moyens, il ne lui reste plus qu'à s'en remettre aux appareils pourris du PS et ses satellites. "*Super-Maastricht ne doit pas passer !*" écrit Gluckstein dans son dernier éditorial (IO n°189), on se demandera s'il vaut mieux en rire ou en pleurer, quel super-opportuniste ! "*Rien, absolument rien, n'est aujourd'hui plus important que de bloquer le traité TSCG* écrit-il à la fin de son éditorial, comme il est adopté ou en passe de l'être au niveau de l'UE, qu'est-ce qu'on fait ensuite monsieur, on sort son mouchoir, on cesse le combat, on se loge une balle dans la tête ? Existe-t-il quelque chose de plus démoralisant, de plus démobilisateur pour les militants ?

Effet d'annonce, du déjà vu

D'aucuns veulent relativiser la déclaration du candidat socialiste, de toutes les façons, un candidat pro-mondialisation : "*En 1997, lorsque Lionel Jospin est devenu Premier ministre, il clamait vouloir renégocier le pacte de stabilité européen pour les mêmes raisons. En fin de compte, on lui a garanti la tenue d'un sommet sur la croissance et l'emploi et il a renoncé*", souligne un chef de gouvernement européen, sous couvert de l'anonymat. (liesidotorg.wordpress.com 01.03)

Allez camarades, un peu de courage, votez Hollande pour "*battre la droite*"... et dans un siècle on y sera encore ! Si les travailleurs ne sont pas capables de "*battre la droite* sur le terrain de la lutte des classes en dehors des élections , ils en seront incapables lors des élections quel que soit le candidat qui sera élu, voilà à partir de quel constat on devrait réfléchir à la situation pour adopter une orientation politique correcte, au lieu de se bercer d'illusions et de tromper au passage travailleurs et militants.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique entend confier à des entreprises privées des responsabilités qui relèvent actuellement de la police, notamment la conduite d'enquêtes criminelles et de patrouilles de quartiers, selon des sources concordantes samedi.

Les polices de deux régions anglaises, celles des West Midlands et du Surrey, ont sollicité des sociétés privées comme G4S pour qu'elles prennent en charge des services qui leur incombent actuellement, comme le suivi d'individus à hauts risques ou encore la détention de suspects, a rapporté le quotidien britannique The Guardian.

Un tel contrat représenterait une valeur potentielle de 1,5 milliard de livres (1,8 milliard d'euros) sur une période de sept ans, selon le journal.

Le gouvernement britannique '*soutient*' la démarche de la police '*qui examine un partenariat avec le secteur privé afin de faire des économies et de mieux servir le public*', a réagi un porte-parole du ministère de l'intérieur. '*Les sociétés privées ne pourront pas arrêter de suspects, et elles ne seront pas les seules responsables des enquêtes criminelles*', a-t-il précisé.

Le gouvernement britannique, dirigé par le conservateur David Cameron, a prévu de faire 20 % d'économies dans le budget de la police sur une période de quatre ans dans le cadre d'un vaste plan d'austérité. (lemonde.fr 03.03)

2- Etats-Unis

Des fonctionnaires israéliens affirment que si Israël décide d'attaquer les centrales nucléaires iraniennes, les Etats-Unis ne seront pas avertis. De cette manière, le refus du président Obama d'engager les Etats-Unis dans un conflit en pleine période électorale ne pourra pas être objecté aux responsables israéliens. Ces déclarations interviennent à un moment où doivent s'engager des conversations de haut niveau entre les émissaires de Washington et ceux de Jérusalem.

Depuis de nombreux mois, les Israéliens cherchent à convaincre Washington qu'une attaque rapide est nécessaire pour bloquer le programme nucléaire de l'Iran. A ce propos, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et Ehud Barak, ministre de la Défense, ont remis des documents à une série de visiteurs américains de haut niveau. La presse américaine évoque des responsables conseillers à la sécurité nationale de la Maison Blanche, le directeur du renseignement américain, ainsi que des politiciens influents du Congrès US.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu martèle le même message à tous les Américains qui viennent en Israël et avec lesquels il s'entretient. Contrairement aux déclarations de l'ambassadeur israélien aux Etats-Unis, les responsables américains sont muets. Réponse unanime : « *No comment !* »

Certains analystes du renseignement privé américain disent qu'il existe un certain malaise entre Washington et Jérusalem car les divergences sont évidentes entre les deux pays concernant l'urgence d'une frappe aérienne contre les installations nucléaires iraniennes. Le malaise est surtout apparu après la visite du conseiller à la sécurité américaine Tom Donilon à Jérusalem. De fait, le prochain déplacement de Benjamin Netanyahu à Washington s'annonce crucial et les relations avec Barack Obama sont glacées. Dans le même temps, de nombreux bellicistes républicains exigent un front commun entre les Etats-Unis et Israël au sujet de l'Iran, dans la mesure où les sanctions sont pratiquement sans effet. Ce qui est absolument faux pour les citoyens iraniens, dont le niveau de vie est en chute libre. (liesidotorg.wordpress.com 03.03)

3- Syrie

3.1- L'ambassadeur de France à Beyrouth, Denis Pietton, a officiellement visité la semaine dernière la région de Baalbeck, à l'Est du Liban. En réalité, il a voyagé avec une équipe sécuritaire française dans le Nord de la Békaa, région frontalière limitrophe de la province syrienne de Homs.

Côté syrien de la frontière, des officiers et des experts des services de renseignement militaires français, certains sous couvert du statut de journaliste, encadrent les combattants de l'Armée « syrienne » libre. Tous se sont infiltrés illégalement en Syrie.

L'ambassadeur Denis Pietton et ses hôtes ont récupéré à un point de passage illégal des agents des services de renseignement français fuyant l'Émirat islamique de Baba Amr où ils dispensaient leur savoir-faire en matière de combat urbain.

En vertu de la Convention de Vienne, les voitures diplomatiques ne peuvent être perquisitionnées. Le convoi a donc pu ramener les agents français à l'ambassade sans que la police libanaise puisse intervenir.

Avec toute l'arrogance de l'ancienne puissance mandataire, l'ambassadeur de France s'était, une fois de plus, publiquement ingéré dans les affaires libanaises en déclarant le 23 février dernier à nos confrères du Daily Star : « *Le Liban devrait rester à l'écart des troubles en Syrie* ». (Réseau Voltaire 01.03)

3.2- Après la fuite de 35 conseillers militaires et journalistes occidentaux, les 2 000 combattants de l'Armée syrienne libre regroupés dans l'Émirat islamique de Baba Amr ont perdu tout espoir de voir se réaliser les belles promesses occidentales.

Mercredi 29 février 2012, plusieurs centaines ont choisi de se rendre avant que l'Armée nationale syrienne ne rentre dans le quartier rebelle.

L'Émirat islamique de Baba Amr faisait moins de 40 hectares lorsqu'il a été bouclé par les Forces loyalistes. Il ne comprend qu'une partie du quartier de Baba Amr proprement dit, ainsi que quelques rues adjacentes.

La Syrie est un État de 185 000 km2, peuplé par 23 millions d'habitants.

Les insurgés qui se sont rendus ont abandonné leurs armes. Leur arsenal incluait des postes de tir et des missiles antichars AT-13 / 9K115 Metis. Ce matériel russe étant déjà un peu ancien et assez répandu dans la région, on ignore pour le moment quelle filière avait pu l'acheminer sur place.

Au début de la bataille de Homs, les rebelles disposaient également de postes de tir antichar Milan. (Réseau Voltaire 01.03)

Social

Italie

Des milliers de personnes ont défilé samedi à Rome dans trois cortèges différents contre le gouvernement de Mario Monti.

"*Les impôts augmentent, le prix de l'essence augmente, le gouvernement Monti est un gouvernement voleur*", ont crié quelques milliers de manifestants d'extrême droite. D'autres clamaient : "*boucherie sociale, c'est le gouvernement du grand capital*".

Selon les organisateurs, quelque 20.000 personnes ont pris part à cette manifestation.

De leur côté, les opposants à la construction du TGV Lyon-Turin, mobilisés depuis plusieurs mois, se sont rassemblés dans un autre quartier de la capitale italienne, bloquant temporairement une artère périphérique.

"*On est arrivé à un point de conflit entre les institutions politiques et les forces sociales*", a déclaré un militant No-TAV (no al treno alta velocità, non au train à grande vitesse) qui participait à ce rassemblement de quelques centaines de personnes.

Enfin, des milliers de travailleurs du bâtiment, coiffés de casques rouges, ont réclamé une aide à ce secteur, frappé de plein fouet par la crise et la récession provoquée par les mesures d'austérité du gouvernement.

Selon les dernières statistiques, le taux de chômage en Italie a atteint le chiffre record de 9,2% en décembre, et grimpe à 31,1% chez les jeunes de 15 à 24 ans.

"*Nous voulons dire au gouvernement que s'il continue à regarder les marchés et pas le pays, il n'y aura bientôt plus de pays*", a lancé Susanna Camusso, dirigeante du plus important syndicat en Italie, la CGIL. (AFP 03.03)

Haut de page

Le 5 mars

CAUSERIE

J'ai mis en ligne les articles de presse (avec un index) de février au format pdf (Acrobat Reader). Toutes les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées jusqu'au 4 février 2012. Cela prend un temps fou de classer tous les articles ! J'ai créé la page d'accueil des causeries et articles en bref de mars.

Et dire qu'on est dimanche et qu'il fait un temps radieux ! (hier quoi)

Un mot personnel.

Tenez, je sais que vous ne me prenez pas vraiment au sérieux, c'est un peu de ma faute, mais bon, ici je passe mon temps à me battre contre les tenants du régime et les opportunistes, parfois je brocarde des militants mais jamais animé de mauvaises intentions ou sans les juger, vous devez vous dire qu'il n'est pas très drôle ce type-là ou qu'il est un peu rustre, comme

un ouvrier quoi, pourquoi pas. C'est toujours mieux que de passer pour un intellectuel à l'esprit borné, c'est franchement plus insupportable !

Pour vous montrer que je suis quand même capable de sortir du rôle que vous me connaissez, je vous mets une copie (en français) de la lettre que j'ai adressée la semaine dernière aux bureau d'immigration de Chennai, et qui m'a permis de récupérer mon visa dans les 48h, alors que j'aurais dû le recevoir huit mois plus tôt. Comme quoi je sais aussi faire preuve de tact ou de diplomatie quand c'est nécessaire ou d'utiliser un autre langage que celui que vous me connaissez. La partie consacrée à mon épouse dans cette lettre ne correspond pas à la réalité, elle n'a pas rompu avec la nationalité indienne pour des raisons médicales mais à cause des problèmes rencontrés lors du renouvellement de son passeport indien..

Je veux bien qu'on me prenne pour un pauvre type, mais qu'on me permette de prouver le contraire si cela ne vous dérange pas. Vos dirigeants s'emploient à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas et cela vous agrée, qu'on me permette d'être ce que je suis et pas davantage, pas grand chose peut-être, mais j'y tiens. cliquez ici

Quand la réaction nous offre un moment de détente.

Quand TF1, la machine à propande du parti de l'ordre et du CAC40 à destination des ignorants l'emporte, c'est la preuve qu'ils sont encore largement majoritaire dans la société. Qu'un torchon comme *Le Point* se fasse l'écho "*avec un plaisir non dissimulé*" de la haine envers l'intelligence humaine qui anime la télévison poubelle de Bouygue et Sarkozy, quoi de plus naturel, tout est dans l'ordre des choses.

Pour ces larbins du régime en place, quand l'audience de TF1 monte, il y a encore un espoir que leur candidat l'emporte en mai prochain. Sur TV5 Monde Asie aussi ils sont en campagne électorale pour le même candidat, du coup samedi soir on a eu le droit à l'émission de Michel Drucker destinée au même public que TF1 pour lui faire oublier que les temps sont durs.

La vie n'est-elle pas belle franchement, voyez comme l'on chante, rit et s'amuse en bonne compagnie, si ce n'est pas grâce à notre président, c'est quand grâce à lui qu'on n'en soit pas encore rendu à la situation de la Grèce, dieu merci... A ce propos, on a même eu le droit à des curés en soutane pour célébrer le crétinisme céleste.

Si avec tout le mal qu'ils se donnent La Talonnette est éjecté du Palais, ce ne sera pas faute d'avoir tout tenté pour le maintenir sur le trône ; baissez le rideau la fosse sceptique (septique) est pleine, l'avorton dit la chiasse par un psychologue qui a étudié son comportement ne fait plus recette, à trop se gaver on finit par être incommodé et dégager une odeur putride, tirez la chasse dorée sur le chanoine de Latran et verrouillez bien la porte derrière vous pour que ses convives du Fouquet's puissent profiter de ses miasmes aussi longtemps qu'ils nous ont imposé de supporter leurs frasques, une fois que tout ce beau monde aura bien mariné dans son jus, faite un épandage sur Neuilly, histoire de rendre à César ce qui lui appartient.

L'article du *Point* qui m'a inspiré, en me bouchant le nez, la bouche...

- Sur France 2, Les Victoires de la musique, interminables, ont été écrasées par The Voice, le télé-crochet de TF1. Le programme de la Une confirme son lancement solide avec 8,4 millions de téléspectateurs, soit 35,2 % de part d'audience. Un niveau de score que TF1 retrouve avec un plaisir non dissimulé tant, depuis plusieurs mois, la Une se contente des vaches maigres.

Loin derrière, la soirée des Victoires de la musique se promène, en très petite foulée, à 2,6 millions de téléspectateurs, soit 12,6 % de part d'audience.

Les moins de 35 ans ne s'y sont pas trompés : ils n'étaient que 9 % sur la Deux et 52 % à avoir choisi The Voice sur TF1. Le show musical, conçu par John de Mol, séduit 48 % des ménagères quand les Victoires n'en conservent qu'une sur dix. Le palmarès des Victoires de la musique est à l'image de son public : Laurent Voulzy, 63 ans, Hubert-Félix Thiéfaine 63 ans, Catherine Ringer, 55 ans... Les plus anciens cotisants du show-biz ont quasiment tout raflé. (lepoint.fr 04.03)

Commentaire d'un internaute belge, averti, une fois s'il vous plaît, ne dit-on pas un homme averti en vaut deux : "*Plus c'est con, plus ça fait d'audience. C'est bien connu.*". Quelle évolution n'est-ce pas depuis plus d'un demi-siècle que la télévision existe, vous aussi vous l'avez remarqué ? Mais ne vous trompez pas de cible, ce n'est pas sur les cons qu'il faut taper, mais sur ceux qui s'emploient à faire en sorte qu'ils le restent. Ne jugez pas les cons, jugez leurs maîtres.

Nous venons au monde ignorant, ignorant de tout, au point de ne pas savoir quoi faire de nos mains et de nos pieds dont on découvre l'existence petit à petit, que nous soyons issu d'une famille pauvre ou nanti, d'intellectuels ou d'ouvriers. Au fil du temps et de nos expériences notre connaissance devrait croître au détriment de notre ignorance, mais pas forcément, on en tirera profit dans un milieu favorisé ou apaisé, alors que dans un milieu défavorisé ou ouvrier pauvre on aura l'esprit occupé ailleurs, accablé, trop accaparé, rongé ou épuisé par des questions lancinantes liées à notre survie quotidienne, on sera incapable de penser posément au fonctionnement de la société pour s'en remettre de préférence à ceux qui en ont déjà la charge et auxquels on attribue volontiers cette légitimiter sans se poser la question de savoir si c'est justifié ou non.

Et si un jour on parvient à s'élever socialement au dessus de la médiocrité à laquelle on était promis, on ne change pas forcément de mode de pensée pour autant, loin s'en faut. Au contraire, on trouve là matière à la fois à conforter notre mode de pensée et à légitimiter l'ordre établi avec lequel notre existence coïncide et que l'on considère comme une bénédiction. Pourquoi devrait-on changer quoi que ce soit à notre mode de pensée ou à la société puisque jusqu'à présent on s'en sort très bien ou assez bien par rapport à d'autres qui croupissent dans la misère ? Ce qui explique qu'il soit très difficile d'aborder les masses les plus arriérées.

Plus on se sait ou se sent vulnérable, plus on se recroqueville sur soi-même, c'est l'instint de survie qui nous fait réagir de la sorte.

Imaginez que votre embarcation ait fait naufrage et que vous vous soyez réfugié sur un radeau pour sauver votre peau, et ne voilà-t-il pas que tel un mirage un hélicoptère apparaisse soudain dans le ciel et que son pilote vous demande pour des raisons obscures d'abandonner votre embarcation de fortune dans l'attente d'un navire envoyé sur place vienne vous secourir, vous refuserez de vous jeter à la mer ne sachant pas quand vos sauveteurs parviendront jusqu'à vous pour que vous soyez définitivement tiré d'affaire. Remplacez ces infortunés naufragés par les masses arriérées et le pilote de l'hélicoptère par le militant que vous êtes, remplacez la situation de ces naufragés par la société à la quelle ils sont confrontée et le navire qui doit les délivrer de ce cauchemar par le socialisme, et vous aurez compris à quelle difficulté nous sommes confrontés pour réduire l'ignorance des masses.

Quant aux travailleurs qui deviennent des militants, on commet la grave méprise de penser que pour cette raison ils seraient tirés d'affaire. C'est là se fier aux apparences, trompeuses évidemment. On est vraiment tiré d'affaire que le jour où l'on atteint le rivage, or le socialisme tarde à venir. Du coup quel que soit l'embarcation sur laquelle on a échoué, on s'y accroche dur comme fer, on y tient car elle incarne à son tour notre survie à défaut de mieux dans l'immédiat ou d'une vision suffisamment développée qui nous permettrait d'envisager à quoi ressemble le rivage. A défaut d'entrevoir le rivage, en ramant chacun s'imagine à quoi il pourrait ressembler, sans s'apercevoir qu'ils s'en écartent pour être incapable de discerner et de maîtriser les forces qui les maintiennent au large. C'est toujours mieux que d'être englouti par les eaux, sans doute, mais temporairement seulement ! Avec un peu de chance ils trouveront un jour la bonne embarcation qui les mènera jusqu'au rivage. Il faudra plus que de longs discours pour qu'il en soit ainsi, qu'une grosse tempête menace leur embarcation ou la fasse chavirer y contribuerait plus sûrement, encore faut-il que la bonne embracation se trouve disponible au bon moment au bon endroit, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui puisque le parti n'existe pas, dans ces conditions ils sont condamnés à passer d'une embarcation à une autre ou à s'accrocher à la leur, exactement comme les masses arriérées perdues en pleine mer sur leur radeau de fortune, avec lesquels finalement ils sont plus proche que du rivage.

Les travailleurs inorganisés qui se comptent par millions et qui sont moins arriérés que les autres, sont à peu de choses près dans la même situation. S'ils ne se satisfont pas particulièrement de la situation dans laquelle ils sont, ils s'en contentent ou ne cherchent pas à atteindre le rivage par crainte qu'il leur réserve de mauvaises surprises. Là aussi, il faudra que la ligne de flottaison de leur embracation corresponde avec la surface de la mer pour qu'il se pose la question du moyen pour atteindre la terre ferme avant qu'il ne soit trop tard et ne perdent tout.

Jusqu'à présent ils ont profité de ce que la société mettait à leur disposition en croyant qu'ils pourraient en profiter ainsi éternellement, puis vint le jour où cela cessa d'être le cas, ne comprenant évidemment pas pourquoi, ils ont commencé à puiser dans leurs réserves pour continuer de vivre comme avant, puis vint le jour où ces réserves commencèrent à diminuer à vue d'oel, menaçant de s'épuiser et l'angoisse les gagnant jour après jour, ils en arrivèrent amèrement à envisager de retourner là d'où ils venaient, ils croyaient avoir échappé au pire et voilà qu'il les rattrape et que la paupérisation les frappe à leur tour. Pas vraiment préparés à affronter cette situation, ils tentent désespérément de s'en sortir seul, en vain. Ils assistent impuissants à leur chute. Ils cherchent à résister, en vain. Mais comment faire pour conjurer le mauvais sort, sont-ils voués eux aussi à tourner en rond jusqu'à ce que la mer les avalent, ils ne veulent pas s'y résoudre, alors ils se jettent à corps perdu sur la première embarcation qui leur promet le salut, ils ne savent pas qu'ils embarquent sur le bâteau percé du social-libéralisme qui va les mener à leur perte définitive.

Pour finir, il reste l'avant-garde, dont l'embarcation est certes solide mais si insignifiante, qu'elle ne peut en emporter que quelques-uns vers le rivage, qui à peine posé le pied dessus, se considérant sauvés sombrent dans les premiers sables mouvants qui se trouvent sur leur chemin. Du coup, il lui faudra encore en faire des allers et retours pour être assez nombreux pour construire une embarcation capable d'emporter tous ces naufragés sur une autre rive...

Bon courage et bonne semaine à tous. On est tous embarqués dans la même galère, reste à trouver la bonne embarcation pour mettre fin au cauchemar du vieux monde.

INFOS EN BREF

Politique

1- France. L'autruche.

Interrogé lors de l'émission C Politique (France 5) sur les sondages défavorables au chef de l'Etat, M. Copé a dit "*conseiller*" à ses amis "*de continuer à militer et de ne pas (les) regarder*".

"*Quand ils sont trop bons, les sondages, on est tous complètement endormis, quand ils sont mauvais ça déprime. Donc ne les regardons pas, continuons de parler aux gens*", a-t-il poursuivi.

Le député-maire de Meaux a enchaîné: "*vous voulez mon intuition? Ca n'est pas prédicitif, (...) c'est juste une intuition: c'est Nicolas Sarkozy qui va étre élu*". (AFP 04.03)

Je n'ai pas trouvé "*prédicitif*" dans le dictionnaire, il existe bien prédicible, prédictible, prédisible ou prédictabilité, voilà que le prédicateur du parti de l'ordre en perd son latin... avant de perdre les élections !

2- Israël. La haine du chien enragé. De qui parle-t-il, des Etats-Unis bras armé de l'Etat sioniste?

Israël '*vaincra*' s'il est obligé d'affronter l'Iran, a déclaré dimanche le président de l'Etat hébreu Shimon Peres dans un discours prononcé devant un lobby pro-Israël à Washington.

'*L'Iran est un régime diabolique, cruel, moralement corrompu*', a déclaré M. Peres devant des milliers de délégués de l'Aipac, principal lobby pro-Israël aux Etats-Unis. '*La paix est toujours l'option que nous privilégions, mais si nous sommes obligés de combattre, croyez-moi : nous vaincrons*', a-t-il ajouté. '*Toutes les options sont sur la table*', dit-il, faisant référence à une option militaire.

Le régime iranien '*est basé sur la destruction, c'est un affront à la dignité humaine*', a ajouté le président israélien. '*L'Iran est le centre, le mécène et le financier de la terreur dans le monde. L'Iran est un danger pour le monde entier*', a-t-il ajouté. '*Il menace Berlin comme Madrid, Delhi comme Bangkok. Pas simplement Israël*', a-t-il dit. '*L'ambition de l'Iran est de contrôler le Proche-Orient, il pourra ainsi contrôler le plus grande partie de l'économie mondiale. Il doit être stoppé et il sera stoppé*', a poursuivi le Prix Nobel de la Paix. (AFP 04.03)

Arrêtez-moi si je me trompe, M. Peres n'a-t-il pas été membre jusqu'en 2005 du Parti travailliste, section israélienne de l'Internationale socialiste au même titre que le parti de monsieur Hollande ?

Dans Wikipedia on trouve les précisions suivantes sur ce parti : "Le Parti travailliste (ou plutôt son prédécesseur) fut donc plus « faucon » dans les questions de sécurité et de défense qu'aujourd'hui. Durant les années où le mouvement travailliste fut aux affaires, Israël participa à la crise de Suez (ou guerre du Sinaï de 1956 pour les Israéliens), à la Guerre des Six Jours et à la Guerre du Kippour." Donc chaque fois que ce parti fut au pouvoir, il en profita pour faire la guerre à ses voisins Arabes. Comme le PS en France sous la IVe, puis la Ve République ou pour la soutenir.

Pourquoi cette précision ?

Pour montrer à quel point le PS est un parti pourri et qu'il était impossible à ceux qui y ont adhéré un jour, encore moins à ceux qui y sont restés durant de longues années, de l'ignorer. Parce que voyez-vous, on voudrait nous faire le coup des braves élus venant du PS et qui du jour au lendemain se seraient refaits une virginité politique, cela ne marche pas, d'autant plus qu'ils n'ont jamais renié leur engagement au PS, ils le revendiquent, ils en sont même fiers ! Le jour seulement où ils auront accepté de se livrer à cette épreuve, ils auront les mains suffisamment propres pour qu'on accepte de leur serrer, pas avant ! Est-ce une question de principe ? Effectivement, cela en est une, et elle est non négociable. D'autant plus qu'ils convoitent ou qu'on leur propose des postes de dirigeants, qu'ils représentent auprès des travailleurs ou militants le parti auquel ils ont adhéré. On n'est plus dans la situation de 1934 (pour les connaisseurs)...

Economie

1- BCE

Les banques allemandes ont emprunté moins de 10% des 530 milliards d'euros injectés mercredi dans le secteur bancaire par la Banque centrale européenne (BCE) à l'occasion de sa deuxième opération de refinancement à long terme (LTRO), rapporte le journal Die Welt.

Seulement la moitié de 15 principales banques allemandes sont venues se servir au guichet de l'institution de Francfort, un recours qui a surtout concerné les établissements coopératifs ou les caisses d'épargne, de plus petite taille, écrit le quotidien allemand dans un article à paraître lundi, citant des sources "*bien informées*".

Quelque 800 banques de la zone euro ont emprunté des fonds à trois ans et à taux réduit auprès de la BCE lors de l'opération

de mercredi, alimentant l'espoir que le crédit aux entreprises reprenne son cours normal et que les pays durement touchés par la crise de la dette puissent voir leurs coûts d'emprunt diminuer.

Die Welt indique que plus de la moitié de ces 800 établissements sont allemands. Le fait qu'ils n'aient emprunté que 10% du montant total souligne combien le système bancaire du pays est morcelé et dominé par de petits acteurs.

L'Allemagne compte 2.000 banques, contre 405 en Grande-Bretagne, 415 en Espagne, 785 en Italie, 590 en Irlande et 1.147 en France, selon des données de la BCE.

Les banques italiennes ont emprunté environ 139 milliards d'euros mercredi, dont 24 milliards pour Intesa Sanpaolo.
Les établissements espagnols devraient, selon toute vraisemblance, figurer également parmi les principaux bénéficiaires de cette injection de liquidités. (Reuters 04.03)

2- Grèce

2.1- L'Europe "*ne doit pas perdre la Grèce*" a estimé dimanche Werner Hoyer, le président de la Banque européenne d'investissement (BEI), dans un entretien à un journal grec.

"*Si nous perdons la Grèce, nous ramènerons l'intégration européenne plusieurs décennies en arrière. Nous ne pouvons et ne devons pas perdre la Grèce*", a déclaré M. Hoyer au journal Kathimerini. (AFP 04.03)

2.2- La Grèce pourrait avoir besoin d'une aide supplémentaire et on ne peut exclure un renforcement de la puissance de feu du Mécanisme européen de stabilité (MES), le futur fonds de secours permanent de la zone euro, estime le chancelier autrichien Werner Faymann.

"*Je ne me fierais pas à quelqu'un qui déclarerait que (l'aide) à la Grèce est suffisante*", déclare-t-il dans un entretien au journal Österreich. "*Pour la Grèce, cela dépend de leur capacité à se conformer aux mesures (de réforme) par-delà plusieurs élections.*" (Reuters 04.03)

2.3- La Grèce pourrait avoir besoin d'un troisième plan d'aide international de 50 milliards d'euros en 2015, affirme l'hebdomadaire allemand Der Spiegel paru dimanche.

La Troïka, représentant les créanciers de la Grèce (UE, BCE et FMI), aurait écrit dans une version préliminaire de son dernier rapport qu'il n'est pas du tout certain que ce pays puisse revenir sur les marchés de crédits en 2015.

Ses besoins en financements externes sur la période 2015-2020 pourraient alors atteindre jusqu'à 50 milliards d'euros. Mais Der Spiegel précise également que ce passage a été retiré à la demande du gouvernement allemand.

Un passage retiré à la demande du gouvernement allemand

L'hebdomadaire affirme par ailleurs que la BCE s'attend au déclenchement de la clause d'action collective (CAC) qui permettra à Athènes de forcer ses créanciers privés récalcitrants à prendre part à l'allègement de la dette grecque.

Cette clause, contenue dans la loi sur l'opération d'échange d'obligations entre l'Etat grec et ses établissements créanciers, pourra être déclenchée si 66% au moins des banques participent à l'opération et obligera les créanciers récalcitrants à se joindre au programme d'échange de dette, faisant ainsi passer automatiquement le taux d'adhésion à 100%

L'opération d'échange de dette à proprement parler aura lieu le 12 mars. Elle permettra à la Grèce d'effacer 107 des 200 milliards d'euros de sa dette publique détenus par des créanciers privés. Cet effacement est une condition sine qua non pour le versement des 130 milliards d'aides publiques du deuxième plan de sauvetage entériné jeudi à Bruxelles. (libération.fr 04.03)

Haut de page

Le 6 mars

CAUSERIE

Le chiffre du jour : en Inde en 2011, il y a eu officiellement 100 000 morts sur les routes. (Sun TV hier, en tamoul)

Un de mes beaux-frères est mort en moto il y a trois ans, et la semaine dernière un autre de mes beaux-frères s'est vautré avec ses deux filles sur sa moto, il revenait de les chercher à leur école quand un vieux à pied sur le bord de la route s'est jeté sur sa moto oubliant sans doute qu'il n'était plus à l'époque du char à boeufs, qui circulent toujours. Résultat quatre points de suture au front et une belle frayeur, car en plus il s'est fait lyncher par les gens du coin !

J'ai demandé à mon épouse s'il avait fait un constat pour l'assurance, elle m'a répondu non, car il aurait fallu qu'il joigne une déclaration de la police et compte tenu qu'elle est corrompue, cela lui aurait vallu d'autres complications qu'il vallait mieux éviter. Donc il paie une assurance pour rien et il a dû régler les réparations de sa moto et les frais médicaux.

Ma moto a cinq ans, je suis allé payer mon assurance il y a une semaine, en 2011 j'avais payé 500 roupies, je pensais donc payer moins cher puisque sa valeur a encore diminué, pensez donc, j'ai réglé 611 roupies, soit une augmentation de 20% sans aucune justification. C'est quoi au fait une dictature, quand on t'impose quelque chose et que tu as juste le droit de la fermer, non ?

Mon propriétaire se comporte de la même manière à mon égard, ajoutez des coupures de courant atteignant 12 heures au total par jour, parfois plus, et nous revoilà partis à chercher une maison sur le Territoire de Pondichéry où il y a du courant 24h/24. Hier, j'ai compté qu'ils avaient coupé le courant environ 4 heures durant la nuit, 4 heures le matin, 3 heures l'après-midi et environ 2 heures le soir. Dans ces conditions, il m'est difficile de bosser.

Conférence - débat

Le CERMTRI organise une conférence - débat le samedi 24 mars 2012 à 14 h 30 (28, rue des Petites-Ecuries – Paris 10° - M ° Château d'eau) avec Alain Cuenot, auteur des deux volumes : « *Clarté - 1919-1924* » et « *Clarté - 1924-1928* » (publiés chez L'Harmattan) sous-titrés :

1) Du pacifisme à l'internationalisme prolétarien. 2) Du surréalisme au trotskisme.

En 1919 Henri Barbusse et Raymond Lefebvre, hostiles à la guerre qui vient de s'achever, laissant derrière elle un monceau de cadavres et de longues files de mutilés, lancent la revue Clarté pour tenter de rassembler les intellectuels qui n'ont pas cédé à l'Union sacrée et à la vague de chauvinisme, ou qui s'en sont dégagés.

Pendant ses neuf ans d'existence les débats qui agitent la revue sont un miroir des problèmes qui agitent la vie politique française même s'ils sont vus à travers le prisme d'une intelligentsia dont nombre de membres se posent alors, après la boucherie de la première guerre mondiale, la question de l'action révolutionnaire à la fois sur le plan littéraire et artistique et sur le plan politique.

Très vite la revue va être l'objet de vives discussions sur ces questions, dont les deux sous-titres :

1) Du pacifisme à l'internationalisme prolétarien 2) Du surréalisme au trotskisme, illustrent la nature et l'ampleur :
- débats souvent vifs avec les partisans du pacifiste « *au-dessus de la mêlée* » Romain Rolland,
- entre les pacifistes et les partisans de la révolution russe,
- entre Barbusse dont le culte de la raison est aussi fumeux que le pacifisme et les éléments plus politiques de la rédaction,
- avec les surréalistes (auxquels appartient Pierre Naville),
- puis entre les partisans de la direction du Parti communiste français et ceux de l'Opposition de gauche.

La revue va vivre jusqu'en décembre 1927 avant de se saborder, sous la pression de la direction du Parti communiste français. Pierre Naville et Marcel Fourrier, animateurs de Clarté au cours de ses trois dernières années d'existence, membres du Parti communiste et partisans de l'Opposition de gauche fondent alors la revue Lutte de classes.

Les 500 pages des deux riches volumes d'Alain Cuénot apportent un éclairage précieux sur cette période aujourd'hui mal connue.

Populisme

Mélenchon à l'émission "Parole de candidat" sur TF1, hier.

- A propos de M. Le Pen : "*cette femme, elle est pour la peine de mort*" et "*ça ne lui pose pas problème d'envoyer à l'échaufaud un être humain!*", nous non, c'est même recommandé dans le cas de crimes économiques ou politiques ayant conduit à la mort ne serait-ce qu'un seul ouvrier ou des millions.

Monsieur Mélenchon a vraiment des arguments au ras du caniveau.

L'abolition de la peine de mort ne vaut qu'en période de "*paix*", elle est immédiatement rétablie en période de guerre, c'est la

première chose. Ajoutons que la peine de mort a été maintenue aux Etats-Unis parce qu'ils sont en guerre perpétuelle avec le reste du monde pour conserver à tout prix leur hégémonie.

En quoi une peine de mort commuée en détention à perpétuité serait plus supportable ou plus juste pour celui qui est innocent et qui doit la subir, voilà une question qui n'effleurera même pas l'esprit de monsieur Badinter, encore moins Mélenchon, c'est la seconde chose.

L'abolition de la peine de mort par un régime bonapartiste et antidémocratique a au moins eu le mérite de permettre à la pire réaction que compte le pays de remettre au goût du jour ou de réhabiliter Louis XVI et Marie-Antoinette, Nicolas II, etc. victimes de ces horribles jacobins ou bolcheviks, c'est la troisième chose.

L'idée qui consiste à remettre au premier plan la notion de "*l'humain*" dans le débat politique, nous ramène aux philosophes des Lumières qui pavèrent la voie à l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie, pour laquelle ce concept devait s'identifier avec son interprétation du monde basée sur la raison, raison qui elle-même se confondait avec ses intérêts matériels, sans se soucier de ceux de la plèbe évidemment, car à moins de demeurer éternellement au zénith, toute lumière produit son ombre que l'on a tendance à oublier rapidement, c'est la quatrière chose.

Pour compléter ce tableau il faudrait demander à monsieur Mélenchon s'il regrette la liquidation de Louix XV, de Nicolas II, des accusés du tribunal de Nuremberg... Il pourrait nous répondre qu'il regrette la mise à mort d'innocents, des partisans de la Commune de Paris aux défenseurs des droits civiques des Noirs aux Etats-Unis.

Précisons que la vie sauve des uns n'aurait nullement contribué à assurer la vie sauve des autres, sauf à falsifier ou forcer la réalité et à verser dans la pire démagogie qui soit, qui consiste sous couvert d'un humanisme primaire à mettre sur un pied d'égalité les membres de la société qui appartiennent à des classes différentes, ce qui revient finalement à nier la lutte des classes. Aboutissement logique ou plutôt point de départ politique de Mélenchon, puisqu'à travers son programme il signifie qu'il n'entend pas rompre avec le capitalisme, il s'en fait donc également le porte-parole ; que les bourgeois et nos bourreaux soient rassurés, avec Mélenchon quoi qu'ils fassent dans l'avenir il leur promet d'avoir la vie sauve. Qu'ils sachent que le peuple révolutionnaire une fois lancé *à l'assaut du ciel* (Marx), dans sa furie vengeresse n'en épargnera aucun, mieux, que nous y veilleront scrupuleusement afin qu'ils ne puissent plus jamais nuir à quiconque.

- "*la question numéro un, contrairement à la personne qui m'a précédée (M. Le Pen - ndlr), ce n'est ni l'immigration ni l'insécurité, c'est le partage de la richesse*", mais c'est aussi "*la question numéro un*" de tous les candidats, y compris celui du parti de l'ordre !

La confrérie des charlatans réunis dont les discours font curieusement penser aux relations de collaboration de classes instituées au sein de franc-maçonnerie, cela ne tient évidemment pas du hasard, voudrait procéder à un meilleur partage des richesses dans le cadre du régime en place, puisqu'il n'est pas question pour eux de le renverser.

- "*Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est « équitable » ? Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage « équitable » ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ?*

Les socialistes des sectes (les saints-simoniens, fouriéristes, icariens, owenistes, etc - ndlr) n'ont-ils pas, eux aussi, les conceptions les plus diverses de ce partage « équitable» ?" (Marx - Critique du programme de Gotha 1875)

Plus loin, Marx taxait de "*phraséologie désuète*" le recours à cette notion de partage, alors qu'une seule classe détient le pouvoir, le monopolise, et que ce pouvoir repose justement non pas sur le partage mais sur la confiscation des moyens de production à la source de toutes les inégalités et injustices qui existent dans cette société basée sur le vol et la servitude des travailleurs.

L'objectif des Mélenchon et Cie. consiste à faire en sorte que l'amélioration de la condition des exploités leur permette de mieux supporter le capitalisme, afin qu'il se survive à lui même et que les représentants du capitalisme dont ils font partie puissent continuer d'en vivre confortablement, tout service mérite rétribution. C'est l'unique motivation à ces démocrates petits-bourgeois. Et si cela s'avère impossible du fait de la crise du capitalisme, il faut alimenter l'illusion que cela serait possible puisque le PS doit monter au créneau et ne peut plus remplir ce rôle, il faut bien que quelqu'un s'y colle, moyennant postes et prébendes, la survie du régime en dépend...

Qu'est-ce qui fait courrir les capitalistes, l'argent, le profit. A quoi les institutions sont-elles subordonnées sinon le capital, et bien il en va exactement de même de la part de tous ceux qui soutiennent le régime en place, à des degrés divers, Mélenchon et ses semblables pour que les couches privilègiées de la petite-bourgeoisie ou du prolétariat qui constituent leur fond de commerce continuent de les soutenir. Quand on a conscience de s'être élevé socialement dans la société et de bénéficier d'avantages que n'ont pas les couches inférieures des exploités, à défaut de combattre pour la révolutions socialiste mondiale ou de se placer résolument sur le terrain de la classe ouvrière, on défendra de préférence des idées ou des théories conforment à nos intérêts matériels. Aussi sûrement que ce sont "*les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques*" et non l'inverse, ce sont les rapports économiques tels qu'ils existent dans la société qui nourrissent généreusement ces gens-là et sont à l'origine

de leurs intentions politiques. Croire un instant le contraire ou autre chose, c'est se faire une cruelle illusion.

Pour en finir avec ces "*fariboles (...) si familières aux démocrates et aux socialistes français.*", qui tiennent absolument à nous tirer en arrière et font oeuvre d'obscurantisme, le passage suivant issu de la même source :

- "*A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement.*

Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition. Les rapports réels ayant été depuis longtemps élucidés, à quoi bon revenir en arrière ?"

Procéder arboitrairement par abstraction, par amalgame, inverser les rapports de cause à effet, comparer ce qui n'est pas comparable, confondre le présent et le passé, introduire un postulat erroné dans un syllogisme, prétendre résoudre un problème en se contentant de le poser, faire preuve d'une mémoire sélective, etc. autant d'instruments de réthorique qui se déclinent à l'infini pour imposer aux travailleurs et militants une interprétation du monde qui ne correspond pas au développement historique du capitalisme qui conduit à son effondrement, donc à la nécessité de le liquider.

- "*Parlant de "l'appétence" de la candidate frontiste pour le capitalisme, il a affirmé qu'elle ne s'y attaquerait "jamais".*", parce que lui s'y attaquera, et vous savez comment, à la Blum ou Thorez "*ceux qui ne veulent pas partager de bon gré, partageront par la force, par la loi*" qui ne sera jamais appliqué pour faute d'effondrement de la Bourse, de hausse des prix, de lock-out, de guerre...

- "*Un peu plus tard, revenant sur l'apprentissage des jeunes de 14 ans, il a affirmé : "Mme Le Pen a dit un maximum de bêtises, l'apprentissage n'est pas du tout ce dont a besoin le pays", on a "besoin de bacs professionnels".* (AFP 05.03) Et que faites-vous monsieur le nanti des centaines de milliers de jeunes qui quittent l'école sans diplômes, tous ceux qui manifestement sont dans l'incapacité de préparer des "*bacs professionnels*", vous leur proposer quoi ? Rien, parce qu'ils ne font pas partie de votre monde réservé à une élite, votre monde.

Qui monsieur Mélenchon va vous couper les cheveux, entretenir votre bagnole, réparer votre réfligérateur, repeindre la façade de votre immeuble, qui sinon l'ouvrier qui sera passer par un cycle d'apprentissage au cours duquel il aura apprenti son métier. La question est plutôt de savoir pourquoi un jeune entrant en apprentissage ne bénéficierait-il pas d'une allocation équivalent à un salaire (décent), de la même manière qu'un étudiant stagiaire, sachant que la formation ainsi acquises par les uns et les autres sera mise ensuite au service de la société. Proposition impensable ou antinomique avec l'idée qu'elle bénéficiera principalement à un capitaliste ou qu'elle s'inscrira dans le cadre des rapports sociaux de production en vigueur que l'on n'a pas l'intention de renverser.

Ici Mélenchon vise un monde merveilleux ou idéal qui n'existe pas, il préfère tourner le dos à la réalité plutôt que l'affronter, et parce sa politique est conçue pour répondre a ce dont "*le pays*" a besoin, autrement dit les besoins des capitalistes puisqu'ils seront toujours aux commandes avec Mélenchon au pouvoir, il ne peut évidemment pas aborder la question soulevée sous l'angle où je l'ai traitée puisque la réponse que j'y apporte est incompatible avec la survie du capitalisme.

Qu'il aille donc dire aux millions de jeunes diplômés à travers le monde qui se retrouvent au chômage ou auxquels les patrons proposent des salaires de misère dans un emploi correspondant ou non à leurs études, que continuer des études leur garantira un avenir, qu'ils aillent raconter ses sornettes aux jeunes qui se destinent à entrer en apprentissage et qui finalement seront logés à la même enseigne.

Cela confirme tout le mal que j'ai dit de Mélenchon. Je ne sais pas si vous mesurer le gouffre qui sépare Mélenchon de la réalité. Qu'il aille dire à un jeune de 14 ans en situation d'échec scolaire qui sèche l'école ou s'en fout totalement, qu'il doit absolument rattraper son retard et passer encore 4 ou 5 ans ou plus sur les bancs de l'école, sans avoir l'assurance de décrocher un diplôme à l'arrivée et pour se retrouver au chômage ou à passer d'un contrat précaire à un autre et ainsi de suite. Ce type-là est étranger à notre milieu, c'est un parasite et il faut le combattre comme tel.

J'ai été apprenti mécanicien dans ma jeunesse (1972). J'ai quitté l'école en 3e parce que j'avais hâte de travailler pour quitter la demeure familiale où j'étouffais littéralement. Je n'en avais rien à foutre d'avoir ou non un dipôme, à tel point que j'ai abandonné cet apparentissage à quelques mois de passer le CAP, pas pour glander, mais pour aller bosser sur le champ. J'en avais marre de faire le boulot d'un ouvrier qualifié (P3) pour environ 70 euros par mois (400 francs à l'époque) et d'être traité comme un larbin, salaire de misère qui ne me permettait même pas de sortir avec mes copains, de m'acheter des fringues, etc.

Bien sûr que j'aurais pu continuer des études (j'avais un peu plus de 10 de moyenne), bien sûr que j'aurais pu passer ce CAP et l'obtenir, mais voyez-vous monsieur le bourgeois, quand on est jeune et d'un milieu ouvrier pauvre, ce qui compte plus que tout c'est la réalité quotidienne que l'on subit et non des plans hypothétiques sur la comète qui ne résolvent rien sur le moment ou qui vous rapporteront peut-être quelque chose plus tard. On ne vit pas par procuration dans notre milieu, c'est un luxe qu'on ne peut pas s'offrir, on pare au plus pressé. Et puis, notre jeunesse étant notre bien le plus précieux, le seul que l'on possède, on tient à en profiter un maximum, au diable ce qu'il adviendra plus tard puisqu'on est voué à en chier le restant de nos jours, conviction que l'on acquiert rapidement en regardant autour de nous. Que toutes ces considérations échappent à Mélenchon et c'est bien normal, par conséquent je ne lui reconnais aucune légitimité pour parler en notre nom.

Pour enfoncer le clou, j'ai fait l'école buissonnière pendant les trois mois qui précédèrent le BEPC qui j'ai loupé de 3,5 points, et je n'en suis pas mort. A 45 ans, en 2001 j'ai passé avec succès mon premier diplôme universitaire, cela m'a demandé tant d'efforts et de sacrifices que j'ai décidé d'arrêter-là, j'ai préparé la licence et la maitrîse du cursus des sciences du langage en auditeur libre sans me présenter aux examens. Bref, j'ai 56 ans et je m'en suis quand même sorti. Je n'ai pas suivi la voie rectiligne empruntée par les carriéristes qui pensent avant tout à assurer (financièrement) leur avenir en sacrifiant les plus belles années de leur vie, et comble d'ironie, aujourd'hui contrairement à eux j'ai le choix entre passer mon temps à actualiser ce site ou me la couler douce sous les cocotiers au soleil, franchement, est-ce que je devrais regretter quelque chose ?

Dans notre milieu, pour parler vulgairement, on se démerde comme l'on peut pour vivre le mieux possible tout en sachant qu'on n'a pas vraiment le choix, c'est la société qui nous impose ce manque de rigueur dans les choix que l'on est amené à faire. On a déjà une telle vie de merde à la base, quotidiennemment, qu'on cherche la voie de la facilité chaque fois que c'est possible, parfois au détriment de nos intérêts futurs, on en a ou non conscience, peut importe, on veut vivre, voyez-vous vivre et rien de plus, même cela on nous le reproche. Il se trouve toujours des gens pour vous dire ce que vous devriez faire, parce que vous êtes trop cons pour y penser évidemment. Nous leur disons, occupez-vous de votre boutique et foutez-nous la paix, cela vaut pour Le Pen et pour Mélenchon, dont les discours, bien que se situant dans des registres différents, se rejoignent.

Manipulation. A bas le tsar !

- Les images, visibles sur www.youtube.com, montrent plusieurs personnes qui pendant plusieurs minutes glissent des dizaines de bulletins dans deux urnes, sans se dépécher et sans s'interrompre quand viennent voter d'autres électeurs. Pourtant, de nombreux observateurs devaient être déployés dans de très nombreux bureaux de vote pour éviter toute fraude électorale lors de ce scrutin. (fr.news.yahoo.com 05.03)

Poutine le nouveau tsar et ses partisans seraient assez débiles pour bourrer des urnes devant des caméras, quel est l'abruti qui peut croire un instant un truc aussi gros ? Washington ne sait plus quoi inventer décidément pour déstabiliser le régime russe...

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Douste-Blazy: "*Nicolas Sarkozy ne battra pas François Hollande*" - AFP

- Les medias ont-ils tué les petits candidats? - L'Express.fr

- Un président sortant extrêmement à droite - Liberation.fr

- De vives tensions apparaissent dans l'équipe de campagne de Sarkozy - L'Express.fr

- La campagne ne passionne pas les Français ? On les comprend ! - LePoint.fr

- On "*vole*" la campagne présidentielle aux Français, dit Bayrou - Reuters

On se disait bien aussi....

- Nicolas Sarkozy et François Hollande seraient cousins - LeFigaro.fr

Ainsi va leur société.

- Un rapport s'inquiète de l'hypersexualisation des enfants - LeMonde.fr

- A neuf ans, la Mini Miss Chloé a déjà tout d'une grande - 20minutes.fr

- L'uniforme arrive à l'internat de Sourdun - AFP

- Un Français sur deux favorable à l'adoption pour les couples homosexuels - 20minutes.fr

- Maxim's, l'histoire d'un déclin - Slate.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

1.1- Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a estimé qu'une sortie de la Grèce de la zone euro constituerait "*un désastre*" pour le peuple grec, dans un entretien accordé au quotidien autrichien "*Die Presse*" à paraître mardi.

"*Pour la population grecque, ce serait un désastre. Nous savons comment cela s'est passé pour les populations des pays d'Amérique du sud, lorsqu'ils ont été en faillite*", a expliqué José Manuel Barroso.

"*De plus, ce serait la première fois que nous serions confrontés à une faillite lourde de conséquences, dans un pays membre d'une union monétaire, cela aurait également des effets sur d'autres pays membres de la zone euro, cela provoquerait un effet domino*", a-t-il ajouté.

"*Et il serait probable que nous serions alors obligés d'augmenter les aides accordées aux autres pays de la zone euro, si la Grèce venait à sortir*" de la zone, a-t-il estimé, se montrant toutefois confiant sur la capacité de la Grèce à surmonter la crise.

Le président de la Commission ne voit aucune alternative "*aux énormes efforts d'économies. Nous voyons bien sûr que les programmes d'austérité déclenchent une récession*". Mais, pour lui, ils sont nécessaires pour que la Grèce retrouve "*une nouvelle compétitivité*".

"*Une faillite nous amènerait à une dégradation du climat pour les investissements. Il n'y aurait alors pas de croissance, et pas de reprise*", a-t-il poursuivi. (AFP 04.03)

1.2- Les créanciers privés de la Grèce n'ont pas intérêt à bouder l'offre d'échange de titres dont dépend le deuxième plan d'aide à Athènes car il s'agit de la meilleure offre qu'ils puissent espérer, a prévenu lundi le ministre grec des Finances, Evangelos Vénizelos.

Dans un entretien à Reuters à trois jours de l'expiration de cette offre d'échange d'obligations soumise aux créanciers privés ("PSI"), il a expliqué que les modalités de cet accord, conclu il y a deux semaines après des mois de négociations complexes, étaient favorables à toutes les parties.

Et il a ajouté que la Grèce n'hésiterait pas à prendre des mesures coercitives à l'encontre des porteurs de titres qui la rejetteraient.

"*Quiconque pense qu'il sera remboursé intégralement s'il s'abstient se trompe*", a-t-il dit. "*Nous sommes prêts à activer des CAC (des clauses d'action collective imposant des pertes aux créanciers, NDLR) si c'est nécessaire*", a-t-il dit.

L'accord soumis aux créanciers prévoit une perte de 53,5% de la valeur faciale des obligations concernées, qui équivaut à une décote réelle de 73 à 74% si l'on prend en compte les intérêts futurs. Il s'inscrit dans le cadre d'un plan plus large impliquant la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI) destiné à réduire le fardeau de la dette grecque d'une centaine de milliards d'euros.

Evangelos Vénizelos a dit croire que le taux d'acceptation dépasserait 90%, grâce entre autres aux modalités prévoyant l'émission de nouveaux titres relevant du droit britannique (plus favorable aux créanciers), un lien entre le taux d'intérêt servi et la croissance de l'économie grecque et l'assurance de voir les porteurs des nouveaux titres traités sur un pied d'égalité avec les créanciers publics.

"*Notre objectif, c'est une participation quasi-intégrale*", a-t-il dit. "*Personne ne devrait imaginer qu'il y aura une deuxième offre incluant ces éléments.*"

Il a reconnu qu'il était pour l'instant impossible de chiffrer le taux de participation.

La Grèce a déclaré qu'elle souhaitait atteindre un taux de 90%. Si le taux est inférieur à ce seuil mais supérieur à 75%,

des consultations avec l'Union européenne et le FMI devront s'engager pour chercher le moyen de combler l'écart. Sous le seuil de 75%, l'opération sera un échec et précipitera la zone euro dans une nouvelle phase de la crise.

Douze banques, compagnies d'assurances et gestionnaires de fonds figurant parmi les principaux créanciers privés d'Athènes ont annoncé lundi qu'ils apporteraient leurs titres à l'échange.Axa, BNP Paribas et CNP Assurances, les allemands Allianz, Commerzbank et Deutsche Bank, l'italienne Intesa San Paolo, la néerlandaise ING, l'américain Greylock Capital Management et les grecs Alpha Bank, Eurobank EFG et National Bank of Greece.

La plus importante banque allemande régionale, Landesbank Baden-Württemberg (LBBW), est le seul membre du comité à ne pas figurer dans la liste. (Reuters et AFP 04.03)

2- Espagne

Le dérapage budgétaire en Espagne est "*grave*" et la décision de Madrid de s'affranchir des règles européennes pour réduire son déficit public risque de lui coûter cher, ont averti lundi plusieurs responsables européens.

Le dérapage est "*sérieux, grave*", a souligné au cours d'un point de presse Amadeu Altafaj, porte-parole du commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn.

Prenant ses partenaires européens de court, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a annoncé vendredi, à l'issue d'un sommet européen, que le déficit public espagnol serait de 5,8% cette année, et non de 4,4% comme prévu dans son programme pour parvenir au maximum autorisé de 3% par l'UE en 2013.

M. Rajoy n'avait informé personne de son intention et avait signé comme si de rien n'était avec 24 de ses homologues un Pacte renforçant la discipline budgétaire dans la zone euro.

"*Je n'ai pas informé les présidents et les chefs de gouvernement parce que je n'ai pas à le faire. Il s'agit d'une décision souveraine que nous Espagnols, nous prenons*", a-t-il soutenu au cours de sa conférence de presse.

Ces déclarations n'ont "*pas été bien prises*" à Bruxelles, a souligné lundi une source proche du dossier. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et Olli Rehn "*sont pour l'instant dans l'état d'esprit où on ne négocie rien et où on ouvre une procédure*" de sanctions pour déficit excessif, selon une source européenne proche du dossier.

"*Nous avons besoin de chiffres solides, validés, pour faire une évaluation complète*", a insisté le porte-parole. "*Nous avons besoin de savoir quelles sont l'origine et la nature*" de ce dérapage et "*quelles sont les mesures à envisager dans le cadre du budget 2012*".

"*Une fois que nous aurons la clarté sur les chiffres, sur le budget 2012, la Commission fera son analyse, la présentera, et, si besoin, fera ses recommandations au Conseil dans le cadre de l'article 126*" du traité européen, qui prévoit d'infliger des sanctions aux Etats dans le cadre de la procédure de déficit excessif, a-t-il détaillé.

Les sanctions envisagées pourraient aller de 0,2% à 0,5% du PIB espagnol, soit au minimum 2 milliards d'euros, ce qui "*représente beaucoup d'argent pour l'Espagne*", souligne la source proche du dossier. (AFP 05.03)

Social

3- Allemagne

Des milliers d'employés du secteur public ont entamé une grève lundi dans l'ouest de l'Allemagne après l'échec de négociations sur une revalorisation salariale de 6,5% la semaine dernière.

Les bus et les trains sont à l'arrêt à Francfort, provoquant de fortes perturbations dans la capitale financière allemande.

Dans la Sarre, ce sont les garderies et les banques qui sont fermées. Les hôpitaux et les maisons de retraite sont aussi affectés. Le Land de Rhénanie-Palatinat est également concerné par ce mouvement de grève.

Les salaires du secteur public ont été pratiquement gelés en Allemagne depuis que le taux de chômage a atteint des sommets en 2005. Les syndicats réclament une augmentation de 6,5%, soit au moins 200 euros par mois, pour environ deux millions d'employés, précise le syndicat ver.di.

Les employeurs ont rejeté cette demande, sans avancer de proposition. Les discussions doivent reprendre le 12 mars. (Reuters 05.03)

Ah ben ça alors, je n'en reviens pas, comment est-ce possible, et moi qui croyait qu'avec la "*règle d'or*" - adoptée en Allemagne dès 1949, il ne serait plus possible de revendiquer quoi que ce soit ! Ah c'était une vilaine farce, je me disais bien qu'on ne nous disait pas toute la vérité ! Avis aux incrédules...

Economie

Inde

Les cours du coton flambaient lundi à New York, soutenus par la décision surprise de l'Inde d'imposer un embargo sur les exportations de fibre blanche à l'étranger.

Les autorités commerciales indiennes ont annoncé que "*l'exportation du coton a été interdite jusqu'à nouvel ordre, y compris les exportations déjà prévues*".

Deuxième plus grand producteur et exportateur de coton du monde, le sous-continent avait déjà pris une telle décision il y a près de deux ans.

"*L'embargo intervient au moment où les objectifs d'exportation de l'Inde ont été atteints. Il a également pour but de faire en sorte que le marché local soit suffisamment approvisionné*", a déclaré Ravi Singh, analyste auprès de SMC Global Securities.

Cette mesure a aussitôt entraîné une force augmentation des cours sur l'Intercontinental Exchange de New York. Vers 18H00 GMT, la balle de fibre blanche pour livraison en mai se négociait à 92,23 cents, en hausse de 4,5% par rapport à vendredi.

A l'inverse, sur l'indice indien des prix MCX Kapas, les prix pour avril ont baissé de 4% face à la perspective d'une amélioration des approvisionnements.

"*La réaction initiale du marché est qu'il va falloir acheter ce coton ailleurs, ce qui signifie des cours en hausse*" à New York, a résumé à l'AFP John Flanagan, stratège chez Flanagan Trading.

La hausse devrait toutefois rapidement s'essouffler car les réserves mondiales de cette matière première essentielle à l'industrie du textile restent élevées.

Reste que cette décision risque de lourdement handicaper la Chine, important importateur de coton indien.

L'Inde a déjà exporté 8,5 millions de balles depuis le début de l'exercice qui s'achève fin mars, soit plus que les prévisions gouvernementales annuelles, qui étaient plafonnées à 8,4 millions.

Et les exportations indiennes de coton étaient en passe de dépasser les 10 millions de balles, vu la demande des fabriques en Chine, a déclaré Siddhartha Rajagopal, PDG du Cotton Textiles Export Promotion Council.

Cet embargo sur les exportations vise à rassurer les fabricants de textile indiens qui craignaient une pénurie et une hausse des prix, a indiqué M. Rajagopal. Mais pour les acheteurs, il va falloir remplacer dans l'immédiat entre 1,5 et 3,5 millions de balles déjà commandées, en majorité par la Chine.

"Les acheteurs chinois vont devoir décider s'ils se rabattent vers d'autres fournisseurs - les Etats-Unis surtout - ou s'ils se replient et attendent de voir ce que l'Inde va faire", a expliqué John Flanagan.

Selon le stratège, il faut s'attendre à ce que les producteurs indiens fassent pression pour que les contrats déjà vendus soient honorés. "*Ils ont intérêt à s'assurer que les balles déjà vendues soient livrées*".

Reste que "*l'Inde montre qu'elle n'est pas un fournisseur fiable*", a fait valoir M. Flanagan. "*Les acheteurs qui dépendent (de ce pays) vont commencer à se dire qu'ils ne peuvent plus compter sur*" lui. (AFP 05.03)

Haut de page

Le 7 mars

CAUSERIE

Un bourgeois nommé Fabius face au "***président des riches***",

Une origine qui ne peut servir à cacher ses réelles intentions.

Fils d'antiquaire, la fortune familiale de ses parents est bâtie sur le commerce des œuvres d'art. Cela ne vous pas pensé à DSK... Elève au lycée Janson-de-Sailly dans le XVIe arrondissement de Paris. Après le baccalauréat, il s'inscrit au lycée Louis-le-Grand, il est admis à l'ENA, puis il intègre parallèlement l'Institut d'études politiques de Paris.

Recommandé à Mitterrand par Attali le banquier du PS.

En 1983, il devient ministre de l'Industrie et de la Recherche, puis ministre de la Modernisation industrielle du temps où les plus importantes entreprises industrielles étaient dans le giron de l'État. Dans cette fonction, il a entrepris de profondes restructurations socialement difficiles, mais qui lui ont acquis l'estime de nombreux dirigeants d'entreprise. On n'en doute pas !

En 1984, il devient Premier ministre. Arrivé dans une situation de crise, il poursuit la « politique de la rigueur » afin de maîtriser la dette de l'État et l'inflation.

En 1985, le plasticage du Rainbow Warrior, puis le scandale de l'affaire du sang contaminé viennent ternir son mandatde Premier ministre.

Le 3 février 2000, dans une entretien accordé au quotidien La Tribune, il déclare : « Nous devons aussi alléger l'impôt sur le revenu, (...) en haut, afin d'éviter la fuite ou la démotivation des contribuables aux revenus les plus élevés ».

Laurent Fabius est également le ministre du passage à l'euro, de la création du géant industriel Areva (créé le 3 septembre 2001), et du vote de la LOLF (Loi organique sur les lois de finances), promulguée en août 2001.

La cerise sur le gâteau.

Lorsqu'il instaura l'Impôt sur la fortune, Fabius en fit exclure les œuvres d'art. (source : wikipedia.org)

Le clone des Strauss-Kahn

Quelques tableaux de grande valeur acquits par madame Strauss-Kahn ces dernières années : "*Femme en rouge et vert*" de Fernand Léger, adjugé le 4 novembre 2003 à 22,4 millions de dollars, "*Les nymphéas*" de Claude Monet, adjugées plus de 20 millions de dollars, quelques tableaux mineurs adjugés le 3 décembre 2007 14,2 millions d'euros, "*L'odalisque, harmonie bleue*" de Matisse adjugée le 6 novembre 2010 33,6 millions de dollars. La collection comprend encore 160 œuvres de même catégorie stockées dans une banque de Libourne. (aupresident.free.fr juin 2011)

Cumul des mandats, rentes et autres avantages en nature aux frais du contribuable.

Il cumule trois mandats : député, premier adjoint au maire de Grand-Quevilly et président de la communauté d'agglomération rouennaise. Pour ses trois mandats, Laurent Fabius perçoit un salaire cumulé de 9730 euros brut par mois selon le magazine Capital. omme d'autres responsables politiques, il cumule donc ses revenus politiques avec une pension de retraite, qui s'élève à 3200 euros brut par mois.

Il possède également deux SCI et des parts dans une grande maison de vente aux enchères.

Le magazine Capital a découvert que Laurent Fabius possédait des biens immobiliers dans l'Ariège, qui étaient gérés par deux SCI, sociétés civiles immobilières. Selon le site Droit finances, ""une société civile peut être un excellent outil de stratégie patrimoniale, en particulier sur le plan fiscal"".

Les bonnes affaires de Laurent Fabius ne s'arrêtent pas là puisque Capital a également appris que l'Ancien Premier ministre ""s'était allié avec quelques amis fortunés - Christian Blanckaert, l'ancien directeur d'Hermès, et Serge Weinberg, l'ex-patron de PPR - pour prendre le contrôle de Piasa, une grande maison de vente aux enchères"".

Tous les anciens Premiers ministres conservent une voiture avec chauffeur. Laurent Fabius, Premier ministre de 1984 à 1986 sous François Mitterrand, bénéficie toujours d'une voiture avec chauffeur, 22 ans après avoir quitté Matignon. (www.politique.net)

Il faudrait ajouter des revenus annexes qui ne sont pas répertoriés ici, dont par exemple les droits d'auteur de la dizaine d'ouvrages qu'il a signés.

Lagardère craint d'y perdre au changement de locataire au Palais.

Lagardère craint de perdre des lecteurs, et peut-être des contrats d'armement ou plutôt les commissions qu'il se verse ou se rétrocède.

- Le Journal du Dimanche (JDD) va "*porter plainte en diffamation contre un article de Frédéric Martel, 'Le JDD de Sarkozy'*", publié dans son blog sur l'Express.fr, a annoncé samedi 3 mars Lagardère Active, branche médias du groupe Lagardère à laquelle appartient le JDD.

Dans cet article, M. Martel, auteur d'un livre intitulé "*J'aime pas le sarkozysme culturel*" (Flammarion), affirme notamment que "*Nicolas Sarkozy a mis la main sur le titre depuis plusieurs années et continue de le diriger, indirectement, à tous les étages*". (lemonde.fr 03.03)

Comment, l'Express de JJSS chantre de l'américanisation du monde en délicatesse avec "*Sarkozy l'américain*", c'est que ces pairs l'ont pris pour un pantin et qu'ils l'ont déjà lâché ou qu'il n'a pas été à la hauteur de leur espérance. Pourtant au cours du quinquennat, le parlement a voté 264 lois, soit 52 lois par an, 4 lois par mois, 1 loi par semaine. (Atlantico.fr 06.03)

L'impuissance de la dictature américaine.

- Réseau Voltaire , le 4 mars : La télévision publique syrienne a confirmé, samedi 3 mars 2012 à la mi-journée, les informations publiées deux semaines plus tôt par le Réseau Voltaire : l'Armée nationale syrienne a fait prisonniers 18 agents français à Homs et un 19e à Azouz. L'article en entier.

- Lemonde.fr 6 mars : L'inscription par Washington de la radio-télévision publique syrienne sur sa liste noire est une '*confiscation de la liberté d'opinion et de presse*', a estimé mardi 6 mars l'agence officielle SANA, l'un des principaux organes médiatiques du régime de Bachar Al-Assad.

Les Etats-Unis ont annoncé lundi avoir ajouté cette organisation à leur liste noire des personnes physiques et morales visées par des sanctions financières américaines.

Au fait, à ce jour aucun média en France n'a relayé cette information. Normal !

Une hypothèse.

Je manque d'éléments pour étayer cette hypothèse, il semblerait que l'entité se dénommant Anonymous soit pilotée par la CIA et qu'elle ait pour mission d'attirer à elle les hackers indépendants pour les identifier ou lesdémasquer et ensuite les livrer aux autorités judiciaires américaines. La méthode employée a consisté à appâter le poisson en se faisant passer pour des opposants au vieux monde sans que personne ne puisse le vérifier.

Parole d'internaute

- "*N'ayez plus confiance dans les mass médias (TV, radio, journaux) car le seul but est de faire de l'audimat et non d'informer les gens comme on pourrait le croire a priori. Certes ils contiennent des informations diverses mais cela fait longtemps que l'objectivité journalistique y a disparue. Vive internet !*"

Actualité en titres

Bruit de campagne

- La prévision qui donne Sarkozy vainqueur - L'Express.fr

- Le camp de Sarkozy évoque les difficultés de la campagne - Reuters

Le syndrome de la vache folle a gagné l'UMP et le FN.

- Viande halal : malaise à l'UMP après les propos de Fillon - L'Express.fr

- Halal, législatives : Dati critique Fillon tous azimut - Liberation.fr

- Halal et casher : musulmans et juifs ne veulent pas faire les frais de la campagne - AFP

L'élevage intensif et l'abattage industriel des animaux destinés à la consommation relèvent déjà et depuis des lustres du domaine de la barbarie.

De la même manière qu'on appuie sur l'interrupteur et l'ampoule s'illumine sans se poser de questions sur la manière dont est produit l'électricité, son origine, son stockage ou son transport, ses effets sur l'environnement ou la santé, etc. alors de là à s'en poser sur le sort des animaux que l'on consomme en dehors de leur provenance, tout le monde s'en fout ou presque, on vit dans une société ou l'ignorance, l'inconscience, sont la règle dans presque tous les domaines.

Quand j'observe mon chien et que je vois bien qu'il n'est pas vraiment heureux, il se plaint de ne pas avoir suffisamment de liberté, je lui explique alors que dans la société monstrueuse des hommes dont il ne peut malheureusement pas s'extraire, n'en déplaise aux ananarchistes et aux individualistes forcenés, la liberté rime avec déchéance, d'une part pour la minorité qui a le privilège d'en profiter à outrance, d'autre part pour les infortunés qui en ignorent les bornes ou qui estimeraient qu'elle a été conçue pour que chacun puisse en profiter, alors que ce n'est pas du tout le cas.

Soit il est libre, à la rue et il prendra le risque de subir de mauvais traitements de la part des hommes, de se faire écraser par une voiture, pour survivre dans cette société il devra faire les poubelles et sa santé déclinera rapidement, il sera poursuivi comme un pestiféré ou il finira dans un laboratoire de vivisection, soit il trouve un maître qui prend en charge ses besoins et lui impose son mode de vie qui ne correspond pas vraiment à celui d'un chien et il y perdra forcément en liberté. Mon pauvre vieux chien, tu vois, dans leur monde il est impossible de satisfaire tous nos besoins, il nous faut parfois faire des choix déchirants, même pour les chiens leur monde est un cauchemar au quotidien, on en est réduit au même point.

Quant à la question soulevée dans ces articles ou la polémique alimentée par l'UMP et relayée par le FN, je n'y ai pas réfléchi. Il est vrai qu'on peut s'étonner que les techniques les plus perfectionnés et les moins indolores pour les animaux ne soient pas systématiquement employés lors de leur abattage, au lieu de recourir à des techniques dépassés ou d'un autre âge, peu importe que ces techiques obsolètes relèvent d'une tradiction religieuse ou non, je pense avant tout à la souffrance qui pourrait ainsi être évitée à ces animaux.

L'homme manque singulèrement d'à-propos et de constance dans ses réflexions et ses jugements, il ne supporte pas de voir souffir un être humain ou un animal, mais il se moque de ceux qui souffrent hors de sa vue. Ce n'est pas tout à fait exact, de nos jours grâce aux moyens modernes de communication il est plus cynique encore, il préfère souvent fermer les yeux sur la misère qui étreint son voisin pour se pencher sur la misère du monde à l'autre bout de la planète, partant peut-être du principe que s'il a réussi à s'en tirer lui-même dans des conditions données, il ne voit pas pourquoi son voisin n'y est pas parvenu dans les mêmes conditions, alors qu'en vérité, il existe autant de situations ou d'expériences différentes qu'il existe d'hommes, et que chacun n'a pas la chance de trouver la voie qui lui permette de maintenir la tête hors de l'eau.

INFOS EN BREF

Politique

1- Autriche

Le gouvernement autrichien a entériné mardi 6 mars en conseil des ministres un plan d'austérité de 27,9 milliards d'euros d'économies à réaliser jusqu'en 2016, afin de réduire son déficit public et pour arriver à un budget équilibré fin 2016. Le Parlement autrichien devra se prononcer sur ce plan le 28 mars.

Ce plan d'austérité du gouvernement de grande coalition entre sociaux démocrates du SPÖ et conservateurs de l'ÖVP se compose d'économies pures de 17,3 milliards d'euros, de créations et d'augmentations d'impôts de 9,2 milliards d'euros, ainsi que de réformes de l'assurance-maladie permettant d'économiser 1,4 milliard d'euros. Pour les économies à réaliser, les secteurs des retraites et du marché du travail sont les principaux concernés, avec au total près de 7 milliards d'euros d'économies.

Cette cure d'austérité a pour but de réduire le déficit public de la petite République des Alpes. En 2010, selon l'institut européen de statistiques Eurostat, le déficit public de l'Autriche avait atteint 4,4 % du produit intérieur brut (PIB). En 2011, le déficit public a représenté 3,3 % du PIB, soit moins que les 3,9 % prévus par le gouvernement dans son budget. (lemonde.fr 06.03)

2- Italie

L'administration fiscale italienne, engagée dans une lutte sans merci contre le fléau de l'évasion, a annoncé avoir découvert

l'an dernier grâce à des photos aériennes un million de biens immobiliers "*fantômes*" jamais déclarés qui rapporteront aux caisses de l'Etat environ 472 millions d'euros. (LExpansion.com 06.03)

3- Libye

Le chef du pouvoir libyen Moustapha Abdeljalil a accusé mardi des pays arabes de soutenir la "sédition", peu après la proclamation de l'autonomie de l'est de la Libye par des chefs de tribus et de milices de cette région pétrolière.

Alors que les nouvelles autorités peinent à stabiliser le pays, des chefs de tribus de l'Est ont solennellement annoncé à Benghazi, où était née la révolte contre Mouammar Kadhafi il y a un peu plus d'un an, leur choix du système fédéral, faisant craindre une partition du pays, déjà fragilisé par un conflit de huit mois.

"*Des pays arabes frères, malheureusement, financent et parrainent la sédition qui s'est produite dans l'Est pour ne pas être contaminés par la révolution*", a affirmé Moustapha Abdeljalil, chef du Conseil national de transition (CNT) lors d'une conférence de presse à Tripoli.

"*C'est leur crainte de la révolte qui a poussé ces pays frères à accorder leur appui à la sédition*", a estimé M. Abdeljalil, sans pour autant nommer les pays auxquels il faisait allusion.

"*Ce qui arrive aujourd'hui est le début d'une conspiration contre le pays. C'est une question très dangereuse qui menace l'unité nationale*", a-t-il dit, mettant en garde contre des "*conséquences dangereuses*" pouvant conduire à une Libye divisée et non-démocratique.

"*La Libye, depuis le début, est une nation avec une capitale, Tripoli*", a-t-il ajouté.

Plus tôt, des chefs de tribus et de milices de l'Est avaient annoncé dans un communiqué conjoint que "*la région (a) fait le choix du système fédéral*".

Le texte faisait également état de l'élection de Ahmed Zoubaïr à la tête de l'entité en question, baptisée Cyrénaïque, qui s'étend de la frontière égyptienne à Syrte, région natale du colonel Kadhafi.

"*Le Conseil intérimaire de Cyrénaïque a été établi sous la direction de Cheikh Ahmed Zoubaïr al-Sénoussi pour gérer les affaires de la région et défendre les droits de ses habitants*".

Des milliers de personnes ont assisté à cette cérémonie au cours de laquelle a également été nommé un conseil chargé de gérer les affaires de cette région, marginalisée durant les 42 années de règne sans partage du colonel Kadhafi.

Ce conseil dit toutefois reconnaître le CNT qu'il qualifie de "*symbole de l'unité du pays et représentant légitime (de la Libye) aux sommets internationaux*".

Cousin de l'ancien roi Idriss al-Sénoussi renversé par Kadhafi en 1969, Ahmed Zoubaïr est lui-même membre du CNT. Pour autant, les autorités de transition avaient affirmé avant cette annonce que ces appels ne les inquiétaient pas.

"*Les Libyens se sont battus pour une Libye unie, si bien que ces demandes n'auront aucune conséquence*", avait déclaré à l'AFP lundi Moustapha Abdeljalil.

"*Nous n'avons pas besoin du fédéralisme (...) Nous ne voulons pas retourner 50 ans en arrière*", avait pour sa part déclaré lundi le Premier ministre Abdel Rahim al-Kib lors d'un entretien télévisé.

La Libye était autrefois divisée en trois régions administratives: la Cyrénaïque, la Tripolitaine (ouest) et le Fezzane (sud). Le système fédéral a été supprimé en 1963.

Le CNT, qui a déménagé son siège de Benghazi à Tripoli après la libération du pays, peine à exercer son autorité à travers le pays. Beaucoup d'anciens rebelles ont ignoré ses appels à se placer sous l'autorité du gouvernement. (AFP 06.03)

4- Inde>

Le parti du Congrès au pouvoir en Inde a essuyé un échec cinglant aux élections régionales, en particulier dans l'Uttar Pradesh, un Etat où Rahul Gandhi jouait une partie de son avenir politique.

Le vote des 200 millions d'habitants de l'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, était perçu comme un test de la capacité de Rahul Gandhi à succéder au Premier ministre Manmohan Singh si le Congrès et ses alliés remportent les élections législatives de 2014, et de remplacer sa mère, Sonia Gandhi, à la tête du parti. Le parti au pouvoir à Delhi n'y aurait remporté que 29 sièges, sur un total de 403, soit une progression très modeste par rapport aux dernières élections de 2007.

Le test a tourné au fiasco pour Gandhi, qui s'était énormément impliqué dans la campagne. Son parti ne figure qu'en quatrième position après dépouillement de la quasi-totalité des bulletins, loin derrière le parti socialiste Samajwadi. (Reuters 06.03)

Social

France

Les salariés de la Fonderie du Poitou Aluminium (FDPA) d'Ingrandes (Vienne), placée en redressement judiciaire, ont lancé mardi un mouvement de grève pour interpeller les pouvoirs publics sur le sort de leur entreprise, a-t-on appris de source syndicale.

Les salariés, réunis en assemblée générale, ont voté pour 24 heures reconductibles le blocage des deux sites de production, la Fonderie du Poitou Aluminium et la Fonderie du Poitou Fonte.

«*Sur le site de production de fonte, on bloque uniquement les entrées et sorties des véhicules et des matières premières, sans empêcher les salariés de rentrer, mais tout est bloqué sur le site de FDPA*», a précisé le secrétaire CGT au comité d'entreprise, Eric Bailly.

«*Nous voulons montrer qu'on existe encore, que notre intérêt c'est toujours de sauver nos emplois et l'entreprise*», qui fabrique des culasses principalement pour le groupe Renault, a-t-il ajouté.

La FDPA, qui emploie plus de 450 personnes, a été placée en redressement judiciaire le 20 octobre par le tribunal de commerce de Nanterre, le siège du groupe propriétaire Montupet, se trouvant à Clichy (Hauts-de-Seine).

Les syndicats demandent la réintégration du site au sein de Renault, qui a fondé la FDPA en 1979 avant de la revendre en 1998. (liberation.fr 06.03)

Economie

1- France

L'Autorité de la concurrence a condamné mardi dix organisations de producteurs d'endives à un total de 3,6 millions d'euros d'amende pour s'être entendues pendant 14 ans sur un prix minimum pour ce légume, le quatrième le plus vendu en France.

Les associations et syndicats du secteur sont de leur côté condamnés à 320.000 euros d'amende pour les mêmes faits, indique l'Autorité dans une décision publiée sur son site internet.

Elle "*a constaté toute une série d'actions (...) qui s'inscrivaient dans un plan global de fixation des prix de vente minima des endives et rappelle que l'interdiction des pratiques anticoncurrentielles s'applique aussi au secteur agricole*", indique-t-elle.

L'entente a en effet eu un impact "*limité*" sur le consommateur: la grande distribution, qui est le principal client des producteurs d'endives, "*bénéficie face à eux d'une puissance d'achat telle qu'elle a pu exercer une pression à la baisse sur les prix pendant toute la durée des pratiques*", souligne l'Autorité. (AFP 06.03)

2- Grèce

A propos de la Grèce, Bloomberg révèle aujourd'hui les détails du montage hyper complexe que la banque Goldman Sachs a réalisé pour la Grèce en 2001 et qui permit au pays de dissimuler sa dette… et à Goldman Sachs d'empocher 793 millions de dollars dès la signature du deal. (atlantico.fr 06.03)

Haut de page

Le 8 mars

CAUSERIE

Le masque est tombé.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point" pour qui "*c'est la flamme*" que Sarkozy "*a perdue, pas l'élection*"... ou le temps des regrets, revient sur la prestation de La Talonnette sur France 2. Extraits.

- C'est apparu assez nettement : Nicolas Sarkozy a perdu la fougue, l'esprit de conquête, la passion de convaincre qui l'animaient en 2007.

- Ses traits se sont creusés - presque autant que les déficits -, et de ce point de vue, le rappel en images de quelques séquences de sa dernière campagne était cruel, non seulement pour les promesses qu'on l'entendait faire (surtout sur le chômage), mais aussi pour les changements qu'on lit sur son visage. Nous avons un président qui a blanchi ; et un candidat qui fait grise mine.

- Or ce qui l'a changé, c'est une forme de tristesse, presque de fatalisme, qui jure précisément avec ses protestations sur son énergie intacte.

- Il est passé de l'impatience à l'impuissance. Pour un homme de son tempérament, c'est forcément douloureux.

- ...il affiche une humilité qui, en réalité, coïncide mieux avec ses résultats qu'avec son caractère.

D'une façon générale, il avait l'air d'être en campagne pour sa réhabilitation plus que pour sa réélection. (lepoint.fr 07.03)

Illusionnisme. Sans rire, le vrai changement, c'est "***la révolution par les urnes***", "***progressiste***", s'il vous plaît !

Dans un article publlié le 7 mars, le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) se voulait radical : *Pulvériser le cadre libéral européen*... en apparence seulement.

Voilà ce qu'on pouvait lire au dernier paragraphe d'un exposé au demeurant fort intéressant :

- "*Une rupture avec l'Union européenne ne nous conduira pas à l'apocalypse, mais à une véritable révolution progressiste par les urnes, ouvrant une brèche dans laquelle les mouvements sociaux pourront s'engouffrer. En France, mais aussi partout en Europe.*" (www.m-pep.org)

Qui "*nous*" ? Si une rupture avec l'UE n'est pas synonyme d'"*apocalypse*", c'est que l'UE n'a rien à craindre d'une telle rupture. Il est vrai qu'après tout, cette rupture ne signifierait pas forcément une rupture avec la Banque Mondiale, le FMI, l'OCDE, l'OMC, l'ONU, l'OTAN, avec l'impérialisme américain et tous les régimes capitalistes, etc. ni même avec les institutions de la Ve République qui sert de couverture juridique, légale et légitime au capitalisme.

Par contre liquider la Constitution de la Ve République et s'attaquer aux fondements du capitalisme en socialisant toutes les grandes entreprises constituerait serait vécu sans aucun doute possible comme l'"*apocalypse*" pour tous les tenants de l'ordre établi, y compris ceux dont l'existence politique repose sur les liens qu'ils ont tissés avec le régime en place.

Il faut particulièrement se méfier des gens qui produisent un constat similaire au nôtre sur bien des points ou une analyse proche de la nôtre, mais qui demeure volontairement incomplète, ensuite, constat ou analyse qui est orienté dans une toute autre direction que l'idée qui pouvait s'en dégager et qui consistait uniquement à mettre le lecteur en confiance pour mieux le tromper finalement. Ce procédé relève de l'escroquerie ou de la manipulation.

On se méfie moins d'un article qui présente les choses sous un angle avantageux ou que l'on partage au premier abord, notre attention se relâche et l'on est prêt à gober la salade de son auteur à notre insu. Cela relève de la malhonnêteté intellectuelle assurément. Ce genre d'article qui se veut instructif ou pédagogique a en réalité pour seul objectif de tromper ses lecteurs, de plus, il n'apporte rien de nouveau qu'on ne savait déjà.

MES. En voilà qui ne manque pas d'air !

Dans son numéro 190, *Informations ouvrières* a osé titrer en page 5 :*Tous étaient au courant depuis des mois. Et ils n'ont rien dit*…, alors que le POI a gardé le silence pendant 11 mois sur le MES. Ils récidivent. Vous vous souvenez peut-être que nous avions traité le même sujet dans la causerie du 23 février dont voici un bref extrait :

- "J'ai consulté les numéros d'*Informations ouvrières* du 31 mars 2011 au 22 février 2012.

En dehors d'un entrefilet dans un article du n°142 de la semaine du 31 mars au 6 avril 2011, deux références en coup de vent pages 4 et 8 du n°187 de la semaine du 16 au 22 février, absolument rien, pour le POI, le MES n'existait pour ainsi dire pas !

Les dirigeants du POI font feu de tout bois, en page 4 (IO n°188) ils osent reproduite "*la lettre (anonyme, sic !) d'un militant de la CGT" qui écrit "Pourquoi la Confédération ne dit-elle pas un mot du MES qui passe ce mardi à l'Assemblée nationale, alors que ce traité du MES et celui qui doit être signé le 1ermars sont totalement liés ?*", alors que le POI a soigneusement gardé le silence sur le MES pendant 11 mois !"

Dans cette causerie je revenais sur une info du 15 février 2011 :

- "Les ministres des Finances de la zone euro se sont mis d'accord lundi pour que la capacité effective de prêt du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) soit de 500 milliards d'euros, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker (...), ainsi que sur l'architecture future du MES. (Reuters 14.02)"

J'ajoutais : "Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite que c'est l'UE qui, le FMI qui, ce sont bien les ministres des Finances des différents gouvernements qui ont pris cette décision en accord évidemment avec leurs chefs d'Etat, il suffit de savoir lire !"

Page 2, Marie Stagliano commence ainsi son article : "*Le 2 mars, 25 chefs d'Etat et de gouvernement ont signé, à Bruxelles, le nouveau traité européen : le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire (TSCG).*"

Puis leur article chronologique sur le MES commence ainsi :

"*25-26 mars 2010 : le Conseil européen met en place un groupe de travail sur la gouvernance économique présidé par le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.*

9 mai 2010 : les ministres des Finances européens décident la création du Fonds européen de stabilité financière (FESF)."

Et à chaque étape jusqu'au 2 février 2012 on retrouve : le Conseil européen (les chefs d'Etat et de gouvernement), les ministres des Finances européen, les chefs d'Etat et de gouvernement.

Le 11 juillet 2011, ce sont bien les ministres des Finances qui ont signé la première version du traité instituant le MES, ils doivent donc être notre cible, c'est l'Etat, le sommet de l'Etat qu'il faut viser, les institutions qui servent à le légitimer, elles ont été créées pour remplir cette fonction pour le compte du capital.

Si je comprends bien, il ne faut pas aller trop loin en économie dans la remise en cause du capitalisme, par exemple ne pas avancer l'expropriation sèche des capitalistes, et en politique il ne faut pas aller trop loin dans la remise en cause de l'Etat, il est déconseillé ou interdit de remonter aux institutions qu'il nous faut renverser.

Désolé, notre objectif n'est pas la démocratie mais la nature sociale de l'Etat, qui une fois réglée nous permet de savoir dans quelle direction elle s'oriente.

Désolé, notre objectif n'est pas la démocratie, mais la prise du pouvoir par la classe ouvrière qui une fois acquise permettra d'établir une véritable démocratie.

Page 15, François Péricard s'emploie à maquiller ou occulter le soutien des dirigeants de l'époque du POI-CCI (l'OCI-PCI) à Mitterrand, pour lesquels ils avaient appelé à voter dès les premier tour de la présidentielle de 1981, car voyez-vous, l'arrivée au pouvoir d'une majorité PS-PCF devait précéder l'ouverture d'une crise révolutionnaire... qui n'a jamais eu lieu, car leur analyse de la situation était déjà erronée à cette époque-là. Depuis rien n'a changé de ce côté-là, ce dont témoigne cet article.

Dans cet article on retrouve la panoplie des illusions que ces dirigeants n'ont eu de cesse de colporter dans le PS et le PCF et que F. Péricard revendique encore 32 ans plus tard.

Mitterrand le grand bourgeois inféodé au capitalisme n'avait jamais eu l'intention de le remettre en cause évidemment, dès lors comment faut-il interpréter que "*le 20 mai 1982, le gouvernement annonce brusquement le retournement complet de sa politique*", quelle surprise, alors qu'il ne pouvait en être autrement ! Plus loin : "*Tout au long de cette période, François Mitterrand, le Premie rministre Mauroy et son gouvernement (...) martèlent le caractère irréversible de l'intégration européenne et l'obligation en découlant de se plier aux « directives », en fait aux injonctions de Bruxelles.*", en voilà une nouvelle surprise, et ne voilà-t-il pas que le PS va prendre position et appliquer le traité de Maastricht, le traité d'Amsterdam, l'euro, le traité de Lisbonne, etc. jusqu'au TSCG et au MES, comme c'est surprenant, complètement inattendu, excusez-moi, renversant, pour un peu on en tomberait sur le cul !

C'est étonnant de la part d'un parti que l'on qualifie d'ouvrier-bourgeois, cela l'est moins de la part d'un parti que l'on qualifie de bourgeois tout court, non ? Alors quelle est la nature sociale du POI ?

L'OCI, le PCI, le PT, le POI n'ont cessé d'être à la remorque du PS, le front unique remis sans cesse sur le tapis n'a servi qu'à alimenter ou faire naître des illusions dans ce parti dans la tête des travailleurs, c'est l'unique fonction de ce parti.

Lorsque le PS (et le PCF) était au pouvoir, il a poursuivi scrupuleusement, à la lettre, la politique réactionnaire de ces prédécesseurs de l'UDF et de l'UDR (ex-RPR-UMP), il a gouverné pour le compte des capitalistes. Il en avait été de même sous la IIIe et la IVe République, c'est une constante sans faille depuis août 1914.

Cela n'a pas empêché les dirigeants du PCI (ex-POI) dès juin 1981 de s'adresser à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale pour qu'elle veuille bien se situer sur le terrain de classe des travailleurs, en vain évidemment, on ne peut pas être à la fois des deux côtés de la barricade.

En 2012, n'ayant tiré aucune leçon du passé et de ses erreur, le POI remet cela en demandant aux élus du PS et ses satellites de ne pas ratifier le TSCG dans quatre mois, alors que c'est totalement impossible qu'ils s'y opposent, autant leur demander de rompre avec l'UE ! On se demande si les dirigeants du POI ont vraiment les pieds sur terre ou s'ils sont des mégalomanes ou des mythomanes endurcies.

Si vous voulez mesurer l'état de décomposition des dirigeants du POI, il suffit de donner la parole à Gluckstein qui pose une question saugrenue au possible dans son éditorial : "*comment comprendre (que le PS) s'inscrive (sous une forme certes différente) dans un même schéma corporatiste propre à la Ve République*" que l'UMP, parce qu'ils partagent la même nature sociale, parce qu'ils sont animés par les mêmes intentions, parce qu'ils poursuivent le même objectif, CQFD, point barre, il n'y a rien à rajouter, c'est suffisamment clair.

Dans ces conditions, s'adresser aux élus du PS et ses satellites signifie que les dirigeants du POI (OCI, PCI ou PT) sont malgré les apparences totalement incapables de définir une politique indépendante du PS, donc du capital que la politique du PS incarne. C'est tellement simple à comprendre qu'on se demande comment des militants peuvent soutenir une telle orientation politique, à croire qu'ils y trouvent leur compte ou qu'ils sont eux-mêmes consciemment ou non subordonnés au capital, eh oui, il n'y a pas cinquante alternatives possibles qu'on le veuille ou non.

Pour se faire passer pour un opposant à la politique du PS il existe plusieurs tours de passe-passe possibles.

L'un d'eux consiste à occulter l'objectif de la lutte de classe du mouvement ouvrier après l'avoir abandonné ou n'y avoir jamais souscrit, c'est le cas des staliniens et néo staliniens du PCF et du M'PEP notamment.

Un autre consiste à mettre l'accent sur la politique réactionnaire du PS en faisant l'impasse sur son origine économique. Une variante met l'accent sur les conséquences sociales de la politique économique du PS, sans en chercher les raisons qui amèneraient à poser la question de la véritable nature sociale de ce parti, ce qu'il faut éviter à tout prix et l'on comprend pourquoi.

Passons à autre chose.

Page 13, j'ai trouvé une inexactitude :"*alors qu'une large majorité des travailleurs en Inde, classés dans le secteur dit informel (inorganisé), ne bénéficient donc que de contrats de travail limités et d'aucune protection sociale.*", alors qu'en réalité ils n'ont pas du tout de contrat de travail, aucun de mes beaux-frères ou belles-soeurs qui travaillent dans des petites entreprises n'en ont, ni feuilles de paie, rien quoi. Tu as juste le droit de bosser et de la fermer. Alors dans le secteur informel, c'est pire encore !

Autre inexactitude : "*L'inflation tourne autour de 10% annuels depuis plusieurs années alors que les salaires sont bloqués.*. Je suis désolé, j'ai constaté que les salaires de toutes les personnes que je connaissais avaient augmenté entre 30 et 50% au cours des trois ou quatres derniéres années écoulées. Pour me tenir au courant des salaires, je demande leur salaire aux Indiens que je croise sur leur lieu de travail.

Le technicien de Tata qui s'est occupé de mon téléphone m'a dit qu'au cours des trois dernières années son salaire avait augmenté de 1 000 roupies chaque année, son salaire actuel est de 6 000 roupies. Un jeune informaticien a vu son salaire plus que doublé. Alors que le salaire minimum tournait autour de 2 500 à 3 000 roupies par mois, il est désormais de 5 000, et un maçon peut gagner 15 000 roupies par mois, son salaire journalier est de 600 roupies en 2012, il était de 150 roupies en 2000. Il y a évidemment bien des cas où des travailleurs sont trop faibles ou démunis pour refuser un emploi payé 3 000 roupies, le pompiste ou la caissière par exemple. Une cuisinière touche 4 000 roupies, ce qu'ils appellent une bonne ou une servante et que je préfère appeler une femme de service 5 000 roupies ou plus. Un chauffeur-livreur entre 5 et 6 000 roupies. Les femmes ont des salaires inférieurs aux hommes de 50% environ.Quand j'étais prof de français à l'Alliance française (2003), j'avais un salaire de 2 000 roupies environ par mois, aujourd'hui je toucherais 10 000 roupies.

Je veux bien qu'il y ait un blocage des salaires et pourquoi pas des prix, mais je me demande bien où !

Ce qui se passe en réalité, c'est que l'inflation grignote ou annule les augmentations de salaire des dernières années, alors que les besoins des masses ont explosé en quelques années, habituées à consommer des marchandises et des services qui hier encore étaient hors de sa portée, elles sont prises à la gorge et ne veulent pas revenir en arrière, ce qui est légitime. Autre élément, elles se sont lourdement endettées alors que l'accès au crédit leur était interdit précédemment, à cause de l'inflation galopante ou sauvage, elles n'ont guère le choix qu'entre régler leurs traites à échéance et réduire leur train de vie ou se faire saisir leurs biens et retourner dix ans en arrière ; ici quand on dit dix ans en arrière, cela signifie des siècles en arrière quand on a à l'esprit qu'on est passé du char à boeuf et du vélo à la moto et au 4X4 en à peine quelques années... (voir une précédente causerie pour en savoir plus)

N'en voulons pas au rédacteur de cet article sur l'Inde, puisque manifestement il ignore tout ou presque de la situation réelle dans ce pays.

Anonymous lié au FBI ?

Les autorités judiciaires américaines ont annoncé mardi l'inculpation de plusieurs membres d'Anonymous et de LulzSec, qualifiés de pirates de "*haut niveau*".

Vivant à New York, Hector Xavier Monsegur, 28 ans, connu comme "*Sabu*", était "*un membre influent*" d'Anonymous, d'Internet Feds et le fondateur de LulzSec. Le jeune homme, qui oeuvre depuis six mois comme informateur pour le FBI après avoir été libéré contre une caution de 50 000 dollars, risque jusqu'à 124 ans de prison en peines cumulées.

Fox News relate en exclusivité les circonstances de son arrestation à New York, comment il est devenu hacker et comment il en est venu à coopérer avec la police. Le portrait décrit cet Américain d'origine portoricaine comme un programmeur au chômage, père de deux enfants, autodidacte, intelligent et paresseux. Fox revient également sur les origines de son peudo,

Wired explique que certains membres d'Anonymous suspectaient depuis plusieurs mois déjà l'arrestation de Sabu, et même son enrôlement comme informateur de la police. (lexpansion.com 07.03)

Actualité en titres

Sarcophage

Il y croit encore un peu...

- Le Sarkoshow réunit 5,5 millions de téléspectateur - LePoint.fr

- Sarkozy fait un peu plus d'audience que Hollande - AFP

- « *On retrouve le même Sarkozy qu'en 2007* » - Public Sénat -

- Carla Bruni-Sarkozy : '*Nous sommes des gens modestes*' - LeMonde.fr

- '*Le statut de challenger de Sarkozy est un atout incontestable*' - LeMonde.fr

- Nicolas Sarkozy en quête du déclic pour remonter dans l'opinion - Reuters

... il y croit encore beaucoup...

- Pour le FN, Sarkozy est "*dans une opération de captation de votes*" - AFP

- Quand Copé annonce le soutien de Borloo à Sarkozy - LePoint.fr

- Sarkozy caresse Bayrou dans le sens des votes - L'Express.fr

... il y croit plus du tout !

- Nicolas Sarkozy a perdu la flamme - LePoint.fr

- A la télé, Nicolas Sarkozy affiche un virage pâle - Liberation.fr

- Le blues des députés UMP face aux '*erreurs*' de la campagne de Sarkozy - LeMonde.fr

- Présidentielle: L'entourage de Nicolas Sarkozy en proie au doute? - 20minutes.fr

Autres bruits de campagne

- "*Les politiques s'engluent dans des querelles de bac à sable*" -

- Cheminade affirme avoir ses 500 signatures - Liberation.fr

- Jean-Luc Mélenchon crédité de 10% d'intentions de vote - AFP

Chut !

- Hollande est-il vraiment si dangereux? - Slate.fr

Régime policier

- Relaxe requise pour le policier qui a éborgné un jeune manifestant avec un gomme … - LeMonde.fr

- Une mise en examen annulée dans une nouvelle affaire de fadettes de journaliste - LeMonde.fr

- Un fichier biométrique des «*gens honnêtes*» voté à l'Assemblée nationale - Slate.fr

INFOS EN BREF

Politique

UE

L'Union européenne est sur la "*bonne voie*" pour sortir de la crise de la dette de la zone euro, ont estimé le chef du gouvernement italien Mario Monti et le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, mercredi devant la presse à Rome.

"*Nous avons discuté en particulier du Mécanisme de stabilité européen, du sujet des pare-feux et de comment, toutes ensembles, les économies européennes peuvent retrouver le chemin de la croissance*", a souligné M. Monti.

Il a souligné avoir présenté au ministre allemand les mesures adoptées par l'Italie, "*non seulement en terme de discipline budgétaire mais aussi de libéralisations, d'ouverture à la concurrence et de réforme du marché du travail qui sera prête comme prévu fin mars*".

M. Monti a dit s'attendre à l'adoption définitive au parlement "dans de brefs délais" de l'introduction de la règle d'or de l'équilibre budgétaire dans la Constitution italienne.

Considéré comme très germanophile, M. Monti a souligné combien "*les relations avec le gouvernement allemand et la chancelière Angela Merkel constituent une référence constante*" pour son exécutif. (AFP 07.03)

Social

1- Allemagne

Quelque 70 000 fonctionnaires ont fait grève mercredi 7 mars en Allemagne à l'appel du syndicat des services Ver.di et du DBB (syndicat des fonctionnaires), sur fond de revendications salariales.

Sont concernés par le mouvement les Etats régionaux de Rhénanie du Nord-Westphalie (ouest), du Bade-Wurtemberg (sud-ouest), de Brandebourg (est), de Saxe (est), de Saxe-Anhalt (est) et de Thuringe (est), selon le syndicat.

Avec ces grèves d'avertissement, Ver.di entend faire pression dans les négociations salariales en cours, qui ont démarré la semaine dernière sans résultat pour le moment. Elles concernent les employés de l'Etat fédéral et des communes, mais pas ceux des Länder (Etats régionaux), qui dépendent d'une autre convention collective. Ver.di et DBB réclament une augmentation de 6,5 %, avec un minimum de 200 euros de plus par mois sur la fiche de paye des deux millions de fonctionnaires concernés. Ils veulent aussi l'embauche des apprentis ainsi que l'augmentation des primes d'apprentissage.

Lundi et mardi, aux premiers jours du mouvement qui avait démarré à l'ouest du pays avant de s'étendre à l'est, ce sont 17 000 personnes qui y avaient pris part. Jeudi, la grève doit se poursuivre en Hesse (ouest), à Berlin et dans le Brandebourg (est), en Basse-Saxe (nord), à Brême (nord) ainsi qu'en Bavière (sud). D'autres grèves sont aussi attendues vendredi.

Par ailleurs, les négociations dans le secteur de la métallurgie ont démarré comme prévu mardi. Elles sont menées par le syndicat IG Metall au nom de quelque 3,4 millions de salariés de cette branche qui regroupe les machines-outils, la mécanique, l'automobile, l'électro-ménager ou encore les semi-conducteurs. L'accord collectif y expire fin mars, et IG Metall entend aussi obtenir une augmentation de 6,5 % des salaires. Une revendication rejetée par le patronat de ce secteur.

Son chef, Martin Kannegiesser, a ainsi jugé que la satisfaire pourrait menacer la compétitivité de l'industrie allemande, dans un entretien au magazine Stern à paraître jeudi. "*Il ne peut y avoir de salaire plus élevé que pour une productivité plus forte et non parce que nous souhaitons plus de justice en Allemagne*", a-t-il ajouté. (lemonde.fr 07.03)

2- Afrique du Sud

Des dizaines de milliers de Sud-Africains ont manifesté mercredi à l'appel de la puissante confédération syndicale Cosatu, qui a pris la tête d'une fronde contre l'action du gouvernement.

Principal foyer de contestation, Johannesburg a vu son centre-ville envahi par des dizaines de milliers de manifestants selon les médias --45.000 selon la police-- qui ont applaudi les attaques du leader du Cosatu, Zwenlinzima Vavi.

Les cortèges, organisés dans 32 villes, étaient moins fourni au Cap, avec moins de 10.000 protestataires selon la police, ainsi qu'à Durban, avec environ 10.000 personnes dans la rue.

Qu'il s'agisse des nouveaux péages, dénoncés comme une ponction insupportable sur le dos des contribuables incapables de se rendre au travail autrement qu'en voiture et payant déjà leurs impôts, ou des abus persistants de l'intérim, taxé d'"esclavagisme", dans les deux cas, le Cosatu y voit la marque de l'incurie du pouvoir et de son indifférence aux inégalités économiques criantes du pays.

"*En 1994 on nous comparaît au Brésil, maintenant l'Afrique du Sud est numéro un au palmarès mondial des inégalités*", a accusé M. Vavi.

"*Au lieu de nous fournir les services de base comme les routes ou la santé publique, c'est à nous de payer pour tout*", a dénoncé M. Vavi.

Tandis que le gouvernement, lui, "*perd en moyenne chaque année 30 milliards de Rands (3 milliards d'euros) du fait de la corruption et de la fraude*", a-t-il asséné, citant les chiffres d'un rapport officiel paru l'an dernier.

Quant au sort des intérimaires qui formaient le gros des manifestants, l'ANC a botté en touche, renvoyant sur le Conseil national du développement économique et du travail, se disant "*confiant*" dans la capacité de cette instance à résoudre le conflit.

Les travailleurs intérimaires sud-africains n'ont pas les mêmes droits que leurs collègues, ce qui en fait une main d'oeuvre recherchée par les entreprises, qui versent une part de leur salaire à l'intermédiaire de placement.

Déjà ouvertement défié par la branche jeunesse de l'ANC, le président Jacob Zuma est prévenu que le nouvel incendie allumé par le mouvement syndical n'est pas prêt de s'éteindre.

"*Le 28 (mars), s'ils disent qu'ils introduisent ça (le système des péages), nous allons prendre tous les gens que nous voyons ici, et encore plus, et nous les mettrons sur les autoroutes de Johannesburg*", a-t-il prévenu. "*Nous rendrons ce système inapplicable*." (AFP 07.03)

Société

France

Chaque année, on tue dans notre pays 1 milliard de poulets et de lapins, 25 millions de porcs, plus de 6 millions de bovins, ou encore 4 millions de moutons. Un rapport confidentiel que Le Point s'est procuré jette une lumière crue sur l'abattage rituel tel qu'il est pratiqué en France. Remis aux autorités en novembre 2011, le document, rédigé par dix experts et hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, a été soigneusement enterré. Il est vrai que cet audit de 54 pages émanant du Conseil général de l'alimentation contient une vérité qui n'est pas bonne à dire : les Français ont progressivement, et sans le savoir, été mis au régime halal.

Aujourd'hui, comme l'indique le rapport, plus de la moitié des bovins, ovins et caprins tués en France le sont suivant un mode d'abattage "*rituel*", halal ou casher. Ce qui signifie que les animaux sont saignés alors qu'ils sont encore conscients. Au-delà de la souffrance animale, l'abattage rituel pose parfois aussi un problème d'hygiène, avec à la clé un danger de contamination par Escherichia coli... (lepoint.fr 07.03)

Ce qui pose problème, c'est la prise en otage des consommateurs dans les mailles du filet de traditions à caractères religieuses, peu importe la religion, ce qui est une atteinte à la laïcité. C'est d'autant plus inacceptable que les animaux souffrent davantage que s'ils étaient abattus en employant des techniques plus modernes et donc moins barbares. Que des considérations obscurantistes, des superstitons obscures ou d'un autre âge déterminent le sort de ces animaux, est à mettre en relation avec la formidable régression sociale à laquelle les dirigeants du vieux monde voudraient soumettre l'humanité, et qui nous ramènerait des siècles en arrières si nous ne trouvions pas les moyens de les chasser du pouvoir.

Economie

1- Grèce

Des fonds spéculatifs refusent d'apporter les titres de dette grecque qu'ils détiennent à l'opération d'échange, menaçant de solliciter les tribunaux si l'offre n'est pas améliorée.

Ces fonds cherchent à réunir une minorité suffisante pour bloquer le processus, au risque de faire dérailler l'échange de dette et d'acculer la Grèce à la faillite.

Cinq petits fonds de pension grecs sont opposés à l'opération d'effacement volontaire de plus de la moitié de la dette de la Grèce détenue par les créanciers privés, nécessaire pour éviter au pays un défaut de paiement désordonné, rapporte mercredi la presse locale.

Ces cinq fonds, qui représentent les journalistes, la police et les auto-entrepreneurs, détiennent environ 2 milliards d'euros d'obligations grecques, soit quelque 1% des titres du pays dans les mains des créanciers privés du pays, selon la presse.

"*J'ai été averti que plusieurs investisseurs réfléchissent sérieusement aux options qui sont à leur disposition, dont celle de la voie judicaire*", a déclaré Steven Friel de Brown Rudnick, un cabinet qui conseille les investisseurs sur les stratégies légales envisageables en Grèce.

Les hedge funds privilégient les titres de dettes qui ne relèvent pas du droit grec, plus difficilement éligibles aux dispositifs contraignants mis au point par Athènes.

Bingham McClutchen, un autre cabinet juridique, a dit lundi qu'il conseillait des détenteurs de 650 millions de francs suisses de dette grecque. Des investisseurs détenant des montants non négligeables de dette grecque se sont réunis pour trouver "*ensemble des réponses à leurs inquiétudes et protéger les droits des détenteurs*", selon le cabinet.

Les hedge funds détiendraient plus d'un quart de la dette grecque libellée en francs suisses ainsi que 450 millions d'euros d'obligations arrivant à maturité et cela pourrait suffire à empêcher le gouvernement grec d'imposer aux créanciers privés d'accepter de prendre leurs pertes.

Ils espèrent que le gouvernement préfère trouver un arrangement avant mai plutôt que de faire défaut en dépit des avertissements lancés par les responsables politiques grecs qui ont prévenu qu'il n'y aurait pas de nouvelle offre.

Faute d'arrangement, les fonds pourraient passer sur le terrain judiciaire, quitte à en appeler ensuite à la Cour européenne des droits de l'homme en invoquant une violation du droit de la propriété.

Cette option pourrait toutefois se révéler longue et coûteuse pour les investisseurs. (Reuters et AFP 07.03)

2- Etats-Unis

Le crédit à la consommation a bondi pour le troisième mois d'affilée aux Etats-Unis en janvier, selon des chiffres publiés mercredi par la banque centrale américaine (Fed).

L'encours des crédits à la consommation dans le pays (2.512,3 milliards de dollars) a progressé de 8,6% en rythme annuel et en données corrigées des variations saisonnières par rapport au mois précédent, indique la Réserve fédérale sur son site internet.

Selon la Réserve fédérale, la hausse de janvier a résulté d'une nouvelle poussée des crédits non renouvelables (prêts étudiants ou à l'achat d'une automobile principalement), dont la progression a atteint 14,7%, du jamais vu depuis février 2002.

Les crédits renouvelables (essentiellement ceux contractés en payant par carte de crédit) ont freiné la progression de l'indice de la Fed en reculant pour la première fois en cinq mois, de 4,4% par rapport à décembre.

Après s'être effondré pendant deux ans, le crédit à la consommation progresse de manière quasi continue aux Etats-Unis depuis octobre 2010 (il n'a baissé qu'une seule fois depuis cette date, en août 2011). La Fed indique que sur l'ensemble de l'année 2011, le crédit à la consommation a rebondi de 3,6%.

A partir des données fournies par la Fed, les analystes de Barclays Capital ont calculé que près de la moitié de la poussée des crédits non renouvelables avait été assurée par la progression de "*la dette aux mains de l'Etat fédéral (essentiellement des prêts étudiants)*".

Leurs confrères de la maison de courtage Nomura estiment pour leur part que "la faiblesse du recours à la carte de crédit" est le signe que les ménages "comptent sur de futures hausse de salaires pour financer leurs achats de biens hors automobile" plutôt que de recourir à l'endettement comme ils le faisaient facilement avant la crise. (AFP 07.03)

Haut de page

Le 9 mars

CAUSERIE

Illusionnisme. Numéro d'équilibristes.

Qu'est-ce qui distingue le PS du FdG ? De quelle manière se partagent-ils les rôles ?

Hier soir sur TV5Monde Asie, lors d'une émission consacrée à l'élection présidentielle, C. Autain pour le FdG a expliqué qu'elle souhaitait un "*élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU*", une "*redéfinition*" des missions de l'ONU, bref, elle a indiqué clairement que l'action du FdG se situait dans le cadre de l'ONU auquel il demeure entièrement soumis, voilà pour l'indépendance politique du FdG vis-à-vis du capital, ce qui évacue du même coup la question de sa rupture avec le capitalisme et ses agences dans le monde, point commun qu'il partage avec le PS et le parti officiel de l'ordre.

Partant de ce constat et non d'une analyse ou d'une interprétation (partisane) de la politique du FdG, on en tirera la conclusion que sa nature sociale est identique à celle du PS et que ses composantes sont étrangères à la classe ouvrière qu'ils prétendent représenter notamment. Situer son action dans le cadre de l'ONU, c'est combattre contre la révolution socialiste mondiale, c'est se ranger ouvertement au côté de la contre-révolution.

Ce qui caractèrise avant tout ces gens-là, c'est leur cynisme, leur absence de principe, ils sont animés par le même état d'esprit misérable qu'épicier qui aurait trafiqué la date de péremption d'un produit arrivée à échéance pour pouvoir encore le vendre. Le PS a déjà fait à de multiples reprises en un siècle la démonstration de sa capacité à gérer la société pour le compte des capitalistes, on peut donc en déduire qu'en tant que parti censé représenter les intérêts des travailleurs, il est complètement grillé.

Soit, le PG s'est chargé de prendre le relais de manière à nourrir l'illusion qu'une réforme du capitalisme (de la finance) était possible par la voie des urnes, de façon à ce que les couches supérieures du prolétariat, les intellectuels et les couches inférieures de la petite-bourgeoisie ne sortent pas du giron du capitalisme ou n'envisagent pas de rompre avec lui, ce qui les auraient conduits à se tourner vers des partis prétendant combattre pour le socialisme, le POI, le NPA, LO.

Imaginez un instant que le PG et le FdG n'existent pas aujourd'hui, quelle serait l'attitude des travailleurs rejetant la politique du PS et qui ne se reconnaîtraient pas dans le PCF ? Ils seraient tentés de se diriger vers ses partis POI, NPA, LO. Le rôle essentiel du PG principalement consiste justement à éviter autant que faire se peut qu'une telle situation ne se produise, il remplit déjà le rôle contre-révolutionnaire de rempart des institutions et du régime. A ce titre il remplit une fonction indispensable à la stabilité

du régime. Comment ? En radicalisant son discours, à coup de gesticulations ou d'actions coup de poing, n'hésitant pas à verser dans le gauchisme pour camoufler ses réelles intentions, qui malgré tout transpirent dès lors que ses dirigeants doivent développer publiquement leur politique ou qu'ils sont engagés dans des tractations de marchand de tapis avec le PS en prévision des postes qui leur seront réservés lors des élections législatives qui suivront la présidentielle. C'est ce qui ressort clairement de l'article de l'Expansion dont je reproduis de larges extraits plus loin.

Pour que l'opération réussisse, il fallait remplir au moins deux conditions, que Mélenchon cesse d'attaquer violemment Hollande, puis que Hollande gauchisse son discours, de sorte que le FdG n'apparaisse pas trop ouvertement comme étant un appendice du PS et qu'il attire le vote populaire tenté par l'abstention ou d'autres candidats. Vous lirez plus loin que l'un et l'autre sont satisfaits de cette répartition des rôles ou de cette mise en scène, qui en dernière analyse profitera davantage à celui qui au sein de leur rapport de force conserve l'avantage, le PS évidemment.

Le FdG roule pour le PS et récupère des miettes au passage, que demande le "peuple" franchement ! Marie-Noëlle Lieneman (PS) a fait savoir qu'"*il n'y a pas de rivalité*" entre le PS et le FdG, et pour cause, ils sont complémentaires, merci pour cet aveu qui confirme notre analyse. Quant à Cambadélis, il a "*trouvé (...) plutôt sympathique*" la popularité du FdG sur laquelle le PS compte pour faire élire Hollande, donc tout est dans l'ordre des choses, voilà des gens heureux !

Il existe évidemment un risque en présence de gens avides de pouvoir et des prébendes qui vont avec, c'est que les uns ou les autres en fassent trop ou soient trop gourmands. Bernard Cazeneuve l'a confirmé en indiquant que tout irait bien tant que Mélenchon jouerait le rôle de rabatteur et n'empièterait pas sur l'électorat privilégié du PS.

Bien entendu, dans cette histoire ce sont les travailleurs qui auront voté PS ou FdG qui seront les dindons de cette mauvaise farce.

Voici l'article en question.

- Fort de cette montée dans les sondages, le Parti de gauche aimerait avoir son mot à dire pour les législatives. Le PS a signé des accords avec Europe Ecologie-Les Verts, le PRG et le MRC. Rien avec les amis de Jean-Luc Mélenchon. En février, le PG a tenté de prendre part à la danse. Point d'entrée : les candidats de gauche menacés d'élimination au premier tour dans 90 circonscriptions à cause du FN. « Localement, des socialistes nous approchent pour souhaiter un accord et que l'on se retire », explique Coquerel. Le Parti de gauche y serait prêt, à condition d'un accord national. Des discussions avait même commencé. Mais la sortie de Mélenchon sur Hollande « *capitaine de pédalo* » y a vite mis un terme. Eric Coquerel regrette aujourd'hui cette « *fin de non-recevoir* » du PS. Solférino a été relancé par lettre, il y a environ un mois. « *Nous avons reçu la réponse par courrier il y a 2 semaines : il nous explique qu'il n'y aura pas d'accord national s'il n'y a pas d'accord politique avant. Et c'est précis. Il doit impliquer au minimum le vote du budget* », explique le conseiller de Mélenchon. Il prévient : « *C'est hors de question. Cela impliquerait qu'on vote un budget de rigueur* ».

« *A chaque fois qu'il y a un pas à gauche, on est ravis. On verra bien jusqu'où bouge le curseur. Ce sont de signes encourageants. Pour l'instant le compte n'y est pas. Mais plus on va monter, plus il devra aller dans notre sens* », veut croire Eric Coquerel.

Au PS, on affirme regarder la montée de Mélenchon plutôt d'un bon œil. Du moins pour le moment. « *Il siphonne l'extrême gauche et cherche à retirer à Marine Le Pen les brebis égarées. Je trouve ça plutôt sympathique et ce n'est pas un problème pour le PS* », a estimé ce matin Jean-Christophe Cambadélis, invité d'En route vers la présidentielle, sur Public Senat et Radio Classique. De là à dire que le tribun du Front de gauche peut jouer le rôle de rabatteur de voix pour Hollande en vue du second tour… « *Il n'y pas de rivalité. Il conquière des franges qui étaient peut-être en déshérence à gauche* », note la sénatrice Marie-Noëlle Lieneman, membre de l'aile gauche du PS.

« *Ce n'est pas gênant que Mélenchon cristallise son électorat. Personne ne se trompe en votant à gauche* », affirme Bernard Cazeneuve, qui évite d'attaquer Mélenchon. Il ajoute : « *Un total gauche haut, au premier tour, avec François Hollande haut, ça ne nous dérange pas. Le vrai risque, c'est la démobilisation de notre électorat. Que les autres soient hauts, mais que François Hollande soit bas. Nous devons rappeler que rien n'est joué* ». (publicsenat.fr 08.03)

INFOS EN BREF

Politique

France

1.1- La gloire perdue.

"*Faites-moi confiance ou je quitte la politique*", a déclaré jeudi en substance Nicolas Sarkozy aux Français, sur RMC et BFMTV.

"*Mais si les Français devaient ne pas me faire confiance, est-ce que vous croyez vraiment que je devrais continuer dans la vie politique ? La réponse est non*", a ajouté le chef de l'Etat, avocat de formation et âgé de 57 ans.

Quelques instants auparavant, Nicolas Sarkozy avait dit qu'il ferait "*autre chose*" que de la politique en cas de défaite le 6 mai mais ne savait pas encore quoi.

"*Donc, c'est très simple. Je dis aux Français : 'je me battrai de toutes mes forces pour avoir votre confiance, pour vous protéger, pour vous conduire, pour construire la France forte. Mais si tel n'est pas votre choix et bien je m'inclinerai et c'est ainsi, et j'aurais fait une très belle vie politique.*"

Le secrétaire national de l'UMP Guillaume Peltier, spécialiste des sondages, a salué une "*annonce logique et respectueuse de la souveraineté du peuple français*", tout en s'efforçant d'en atténuer l'impact potentiel. (Reuters 08.03)

1.2- Le perturbateur de l'ordre.

Encore des échauffourées. Une semaine après les incidents de Bayonne, les forces de l'ordre ont procédé jeudi à l'évacuation d'environ 200 personnes qui manifestaient à Saint-Just-Saint-Rambert (Loire) devant la salle où Nicolas Sarkozy a tenu un meeting électoral, a constaté un journaliste de Reuters sur place.

D'importants renforts de CRS ont utilisé des gaz lacrymogènes et ont barré tous les accès à la salle, qui était déjà pleine des 3.000 militants venus assister au meeting. Les manifestants, des jeunes pour la plupart, brandissaient des drapeaux de la CGT ou des pancartes où l'on pouvait lire «*non au président*» et «*l'insécurité c'est toi Sarkozy*». (20minutes.fr 08.03)

2- Kenya

Le gouvernement kényan a annoncé jeudi le licenciement de 25.000 infirmières du secteur public, en grève depuis une semaine pour exiger une revalorisation de leurs conditions salariales.

"*La décision de licencier les 25.000 infirmières a été prise car le gouvernement ne pouvait pas rester plus longtemps les bras croisés à voir les Kényans souffrir dans les hôpitaux sans recevoir d'aide médicale, parce que les infirmières et d'autres catégories du personnel sont en grève*", a justifié devant la presse le porte-parole du gouvernement Alfred Mutua.

Les infirmières observaient une grève depuis le 1er mars, accusant le gouvernement de n'avoir pas appliqué des revalorisations salariales promises plus tôt.

Selon M. Nyong'o, quelque 2.700 dispensaires et 700 centres de santé étaient de nouveau totalement opérationnels jeudi à travers le pays, de nombreux travailleurs du secteur ayant regagné leur poste, mais il a admis que la situation était plus compliquée dans les établissements médicaux plus importants.

"*Nous avons reçu des rapports de tous les établissements et nous savons qui est présent et qui est absent. La loi et l'ordre doivent régner chez les fonctionnaires*", a prévenu le ministre.

"*Nous allons négocier, il ne faut pas avoir peur de négocier mais nous ne négocierons pas dans la peur*", a-t-il poursuivi, accusant les grévistes d'avoir causé plusieurs décès.

Les grévistes réclament notamment l'harmonisation des primes pour l'ensemble des fonctionnaires de santé, le versement d'une paie aux internes et une revalorisation pour ceux qui ont acquis de nouveaux diplômes.

M. Nyong'o a de son côté affirmé que les primes des fonctionnaires de santé avaient été harmonisées avec celles des fonctionnaires de même grade. (AFP 08.03)

Social

1- France

1.1- Sursis électoral pour les travailleurs de l'usine d'Albany-Cofpa

Les propriétaires de l'usine d'Albany-Cofpa de Saint-Junien (Haute-Vienne), comptant 133 salariés, ont annoncé jeudi l'abandon, pour l'instant, du projet de fermeture de celle-ci au premier trimestre 2012, après deux semaines de mobilisation des salariés.

"*Le projet n'est plus du tout d'actualité*", a déclaré à plusieurs reprises le président d'Albany Europe, Daniel Halftermeyer, lors d'une conférence de presse organisée après une réunion avec les représentants du personnel.

Le dirigeant a ensuite souligné sa "*volonté de continuer à conserver et à développer des emplois*" et reconnu des "*décisions malencontreuses*", "*pas très bien expliquées et mal comprises*" sur l'annonce du projet de fermeture.

"*La direction souhaite que la production reprenne pleinement à Saint-Junien et entend rétablir un dialogue ouvert, franc et loyal avec ses salariés et leurs représentants*", avait indiqué un peu plus tôt la préfecture du Limousin dans un communiqué diffusé après la réunion tenue en présence du préfet.

Le site de Saint-Junien, une usine fabriquant des tissus techniques notamment pour la papeterie, était à l'arrêt depuis le 23 février, date de l'annonce de sa fermeture à Sélestat (Bas-Rhin), siège d'Albany France, appartenant à Albany International, une entreprise américaine.

La direction avait cadenassé les machines jusqu'à mardi, précisant que la fermeture était prévue pour le premier trimestre 2012, sans respecter l'obligation de consultation des salariés, selon les syndicats.

L'annonce du sursis accordé aux salariés a suscité une explosion de joie des employés massés devant la préfecture de Limoges, certains pleurant d'émotion.

"*Nous sommes tout à fait satisfaits mais nous restons vigilants : nous sommes 133 sur le site et nous voulons rester 133*", a déclaré Christophe Sardin, délégué CGT.

Il faut "*se remettre à la table des négociations*" pour obtenir "*des réponses claires et définitives sur la pérennisation du site sur le long terme et sur l'ensemble des emplois*", a expliqué Roger Villégé, représentant FO.

Albany International, dont le siège est dans l'Etat du New Hampshire (nord-est des Etats-Unis) emploie 4.300 personnes dans 11 pays. (AFP 08.03)

1.2- Solidarité !

Un technicien d'ErDF/GDF est menacé de licenciement pour avoir refusé de limiter la consommation d'énergie chez une dizaine d'usagers en situation d'impayés à Arcueil (Val-de-Marne), a-t-on appris jeudi auprès de la CGT.

Agé de 23 ans, Jef Duval a été convoqué à un conseil de discipline interne le 17 février qui a voté son licenciement. La mesure devrait être effective "*d'ici un mois*", a ajouté le syndicat, confirmant une information de France Info.

"*Tous les agents chargés des coupures de courant se retrouvent un jour ou un autre devant des cas dramatiques et des dilemmes. On refuse que la direction se serve de ce cas-là pour faire un exemple*", a expliqué à l'AFP Frédéric Probel, secrétaire général du syndicat CGT-énergies de Bagneux (Hauts-de-Seine).

Selon le syndicat, M. Duval est mis en cause pour ne pas avoir posé de système de service minimum (SMI), qui limite la consommation d'énergie à 1.000 watts, dans une dizaine de foyers sujets à des impayés à l'été 2011.

"*En théorie, quand les usagers ne sont pas présents, on doit systématiquement poser un SMI qui est suivi d'une coupure totale quinze jours plus tard. Là, Jef a simplement laissé un avis officiel informant les usagers qu'ils risquaient une coupure imminente*", a assuré M. Probel.

Lors d'un contrôle, la direction a relevé ces entorses à la règle, notant également que ce technicien s'était abstenu de pratiquer cinq coupures de gaz sur la même période, selon la CGT.

"*On pratique des coupures à la chaîne mais ce qui est arrivé à Jef pourrait arriver à n'importe quel agent technique. Ce sont les aléas du métier*", a affirmé M. Probel.

Le syndicat a lancé une pétition en ligne qui avait recueilli jeudi en fin de matinée près de 1.300 signatures (http://www.fnme-cgt.fr/pages/signe_petition.php?mess=ok&id_pet=26). (AFP 08.07)

1.3- La cogestion des licenciements par les syndicats et les représentants du personnel.

Le leader de la CGT Bernard Thibault demande "*un droit d'alerte suspensif*" des comités d'entreprise sur les licenciements et

espère des "*initiatives*" en faveur d'un "*rééquilibrage*" des pouvoirs dans les entreprises en cas de "*changement de majorité*" après la présidentielle.

Aujourd'hui, "*les comités d'entreprise ont le droit de dire qu'ils ne sont pas d'accord avec un plan de suppression d'emplois. Mais l'entreprise peut passer outre. Ce n'est pas normal*", a affirmé le secrétaire général de la CGT, dans une interview à l'Humanité Dimanche.

"*Certains parlent de +droit de veto sur les licenciements+. Nous, nous disons +droits d'alerte suspensifs des comités d'entreprise+. La logique est à peu près la même*", a-t-il ajouté.

Selon lui, "*il faut absolument rééquilibrer les pouvoirs à l'intérieur des entreprises. On ne peut plus accepter qu'au nom du droit de propriété, les salariés soient réduits à être des exécutants aveugles*". (AFP 08.03)

Quelle crevure, la propriété privée des moyens de production on est pour ou on est contre, à défaut d'être contre Thibault est pour. Le Comité d'entreprise a pour fonction de récolter des informations sur la marche de l'entreprise auprès de la direction pour faciliter le combat contre elle, il n'a pas pour fonction de se prononcer sur le bien-fondé ou non de licenciements, il doit se borner à les combattre et rien d'autres.

1.4- La Poste a supprimé 11 000 postes en 2011.

Près de 11 000 postes supprimés par des départs non remplacés. C'est le chiffre annoncé par les syndicats CGT et SUD de la Poste pour l'an dernier. Devenue société anonyme à capitaux publics au 1er mars, la Poste emploie près de 240 000 personnes.

Une série de rencontres avec les organisations syndicales doit avoir lieu la semaine prochaine. Concernant l'emploi, la direction de la Poste a fait savoir mi-février qu'elle s'engageait à recruter au moins 10.000 personnes en CDI sur la période 2012-2014 dans le cadre d'un accord de Gestion prévisionnel des emplois et des compétences (GPEC) soumis à la signature des syndicats.

La direction avait ajouté que 7.500 contrats en alternance seraient proposés sur la même période. (lexpansion.com 08.03)

2- Grèce

La Grèce comptait plus d'un million de chômeurs en décembre comme le mois précédent, le taux de chômage ayant atteint 21%, en très légère hausse sur un mois, a annoncé jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

Le nombre de chômeurs s'est élevé à 1,033 million, soit une progression de 0,38% par rapport à novembre 2011 et un bond de 40,9% par rapport à décembre 2010, selon le communiqué de l'Ase.

Le chômage frappe particulièrement les jeunes de 15 à 24 ans, plus de la moitié (51%) n'ont pas d'emploi. Les femmes sont les plus touchées à 25,3% contre 18,7% en décembre 2010. (AFP 08.03)

3- Allemagne

Les 90.000 salariés de VW toucheront seulement 7500 euros au titre de la participation aux bénéfices (4000 en 2010) contre 8251 euros en moyenne pour les 42.500 salariés de la marque aux anneaux (6153 € en 2010). Ces dernières semaines, des déclarations faites par des représentants du syndicat IG Metall laissaient pourtant à penser que pour la première fois, le niveau des 10 000 euros de prime seraient atteint chez VW : "*Il ne faut pas oublier que les 15,8 milliards d'euros de bénéfices annoncés par Volkswagen sont les résultats du groupe et nom de la marque, résultats à partir desquels sont calculés les primes*", précise un porte-parole de Volkswagen. Les résultats détaillés de Volkswagen seront présentés à l'Assemblée générale du 12 mars 2012.

Vu de France, cette "*compétition*" à la plus grosse prime peut faire rêver. C'est Daimler qui, début février 2012, a ouvert le bal en annonçant qu'il verserait 4100 euros à ces 125 000 salariés maison. Le record de 3750 euros établi en 2007 est clairement battu. Pour sa part, Porsche (groupe VW) versera 7600 euros à ses 8500 salariés. Quant au 70.000 salariés de BMW devront encore patienter une semaine: "*Ces primes sont négociées chaque année entre la direction et le CE central. Il n'y a pas de règles fixes même si nous avons des éléments d'orientations assez stables*", explique le porte-parole de Porsche pour les questions de personnel Lucas Küntze. Seul Audi a établi une règle précise : au-delà de la limite de 1,2 milliard d'euros, 10 % des bénéfices sont automatiquement reversés aux salariés.

Cette manne qui récompense l'engagement du personnel ne bénéficie cependant pas à tous les salariés de l'automobile, un secteur où les effectifs maison, c'est-à-dire les salariés allemands engagés en CDI, tendent à stagner. En 2011, le nombre de salariés du secteur a ainsi progressé de 701.000 à 730.000. Soit une augmentation d'environ 4,1 %, qui s'explique en grande

partie par le recours aux intérimaires qui sont aujourd'hui 50 000 à travailler dans le secteur. A l'usine BMW de Leipzig, par exemple, seuls 2800 salariés profiteront de la prime. Les 1100 intérimaires qui travaillent à leur côté ne sont pas concernés : " *Chez les grands constructeurs, la période est plutôt faste et plusieurs d'entre eux ont tout de même embauché en CDI ou prévoit de le faire*", explique Jörg Köther, porte-parole de l'IG Metall, comme Volkswagen qui a établi un record en 2011 en intégrant près de 2700 intérimaires. Cette même année, le premier constructeur européen a créé en tout 59 000 emplois... principalement à l'étranger. Les effectifs allemands du constructeur, eux, stagnent aux alentours de 95 000 (salariés et management). Ils étaient environ 115.000 il y a 15 ans.

Les primes " *miraculeuses* " ne concernent pas non plus les salariés des nombreux sous-traitants, " *mis à part Bosch et ZF , les deux plus gros, qui ont négocié des accords sur la participation aux bénéfices* ", précise M. Köther. Sur 730 000 personnes employés dans l'industrie automobile début 2012, près de 410 000 ne toucheront donc rien ou pas grand-chose. Ce sont les salariés des sous-traitants, les intérimaires mais aussi le personnel maison de constructeurs en difficulté comme Opel ou Ford Deutschland. (lexpansion.com 08.03)

Un véritable syndicat ouvrier proposerait aux ouvriers de ces usines qui vont toucher cette "prime" de la partager avec tous ceux qui n'y ont pas le droit. Etrange que les adeptes du "*partage des richesses*" n'y pensent pas, ils préfèrent que le patronat entretienne une artistocratie ouvrière, le fond de commerce des syndicats sur lequel repose le pouvoir des bureaucrates pourris, et puis, tout ce qui peut permettre de diviser les ouvriers ou de les monter les uns contre les autres est bon à prendre...

Economie

1- France

1.1- Alors qu'environ la moitié des entreprises du CAC 40 ne paye pas d'impôt sur les sociétés, selon Nathalie Kosciusko-Morizet, c'est un chiffre qui risque de faire polémique. En 2011, les entreprises qui composent l'indice CAC 40 - qui ont toutes publié leurs résultats à l'exception de celles qui ont un exercice décalé - ont dégagé 74 milliards d'euros de bénéfices nets. Leur chiffre d'affaires atteint 1324 milliards d'euros.

Malgré la crise, et en dépit du recul de leurs profits, les entreprises du CAC 40 vont verser des dividendes record cette année à leurs actionnaires au titre de 2011. Ils devraient atteindre 37,4 milliards d'euros, contre 40,2 milliards l'an passé, soit un recul de seulement 7%, d'après Les Echos. Sur l'ensemble des 40 entreprises qui composent l'indice vedette, elles sont 20 à faire progresser leurs dividendes. D'après le quotidien économique, il s'agit avant tout de ne pas envoyer "*de signal négatif au marché*", alors que le CAC 40 s'est effondré de près 20% en un an. En tête des plus gros dividendes attendus, Total, France Télécom et Sanofi.

Le trio de tête du CAC 40 ne varie pas d'une année sur l'autre. Total, qui a publié son meilleur exercice depuis 2008 (12,3 milliards d'euros de bénéfices), est en tête, suivi de BNP Paribas (6 milliards, en recul de 23%) et Sanofi (5,7 milliards, +4%). Axa (4,2 milliards, +57%) se glisse au quatrième rang, à la place de France Télécom, qui a vu ses profits baisser de 20% à 3,9 milliards. GDF Suez est cinquième (4 milliards d'euros en recul de 13%). Environ la moitié des groupes de l'indice ont vu leurs bénéfices progresser et 23 ont engrangé plus de 1 milliard de bénéfices. Parmi les plus fortes hausses: EDF (+195% à 3 milliards), Safran (+130% à 478 millions) et EADS (+87% à 1 milliard).

Le luxe semble totalement insensible au ralentissement du commerce mondial. LVMH (3 milliards d'euros de profits) et PPR (986 millions) sont toujours en croissance. Les pétroliers (Total) et parapétroliers (Technip) ont profité de la hausse des cours de l'or noir. Les groupes de communication comme Publicis et Vivendi réalisent également de bonnes performances.

Comment expliquer ces perspectives positives alors que la zone euro devrait plonger en récession, et que la croissance française devrait fortement ralentir, à 0,5% contre 1,7% en 2011? "*Les grandes entreprises du CAC 40 ne font plus l'essentiel de leur chiffre d'affaires en Europe mais dans les pays émergents*", explique l'analyste d'Aurel. Les BRICS représentent désormais souvent au moins un tiers de l'activité des géants tricolores. Ce qui explique pourquoi ils ne paient pas beaucoup d'impôts sur les bénéfices en France. (lexpansion.com 08.03)

1.2- Le déficit commercial de la France s'est dégradé en janvier, à 5,32 milliards d'euros, après 5,1 milliards en décembre, selon les données CVS/CJO publiées jeudi par les Douanes.

Les exportations FAB en données CVS/CJO sont ressorties à 36,83 milliards d'euros en janvier. Les importations se sont inscrites à 42,16 milliards d'euros.

Lee déficit au titre de 2011 est révisé à 70,1 milliards d'euros, niveau record. (Reuters 08.03)

2- Allemagne

2.1- Le constructeur allemand BMW a fait état jeudi d'une marge d'exploitation record en 2011 dans son segment automobile, même si celle-ci reste inférieure à celle de son concurrent Audi, filiale de Volkswagen.

Le segment automobile de BMW a dégagé une marge d'Ebit de 11,8% contre 8,0% un an plus tôt et 12,1% pour la marque haut de gamme de Volkswagen. (Reuters 08.03)

2.2- La Commerzbank est la deuxième banque allemande. Son cours de bourse est historiquement faible. La banque a réalisé au troisième trimestre 2011 une perte de 700 millions d'euros. Elle renferme dans ses comptes 13 milliards d'euros d'obligations de pays européens endettés. Si elle ne parvenait pas à réunir les fonds exigés par l'EBA, elle pourrait de nouveau devoir solliciter l'aide de l'Etat, déjà intervenu en 2008 pour la sauver de la faillite. Une perspective sinistre pour le directeur de la banque, Martin Blessing, qui fait tout pour libérer son établissement de la tutelle étatique et martèle depuis le début de la crise, optimiste : « *Nous y arriverons, même sans l'aide de l'Etat !* »

C'est dans ce contexte que la Commerzbank prévient ses clients qu'ils peuvent se prémunir de la faillite éventuelle de la banque en spéculant sur cette éventualité !

« Cachés au milieu d'un immense portefeuille de produits financiers, et révélés vendredi 25 novembre 2011 par le quotidien économique Handelsblatt, deux "options", baptisés des doux noms de CK5NBM et CK5NBS, viennent tout juste d'être créées par la banque pour permettre à ses clients privés de s'assurer contre toute nouvelle chute de son cours, actuellement très bas… mais aussi de parier sur son naufrage, en espérant empocher un bénéfice au passage. Le Handelsblatt note que ces instruments, comme tous les produits dérivés des grandes banques, ont été créés par des ordinateurs équipés des logiciels les plus performants, qui réagissent automatiquement aux moindres frémissements des cours. Pour ne pas distordre la concurrence, la Commerzbank traite ces titres comme n'importe quel produit dérivé adossé à une valeur de société cotée à Francfort ». (liesi 08.03)

Haut de page

Le 10 mars

CAUSERIE

La gaffe remis en place illico presto.

Affirmer que la zone euro a résolu la crise de la dette souveraine grecque parce que l'offre d'échange de titres soumise aux créanciers privés d'Athènes a été un succès serait une erreur, a déclaré vendredi le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble.

Quelques minutes auparavant, le président français, Nicolas Sarkozy, avait jugé que le problème de la crise grecque était "*réglé*" ajoutant que "*la page de la crise financière est en train de se tourner*". "*Avec Angela Merkel, nous avons travaillé jour et nuit pour trouver cette solution*", a-t-il précisé. (Reuters 09.03)

En famille. Une histoire d'amour. Nous n'en avons jamais douté !

Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste, répondait aux journalistes de newsring.fr et 20minutes.fr. : «*A gauche, on aime les riches*». (20minutes.fr 09.03)

Nous, nous les détestons, preuve qu'on ne vit pas dans le même monde que monsieur Hamon. Sans rire, B. Hamon représente l'aile "*gauche*" du PS, son aile droite doit les adorer. Cela ne vous tente pas un petit front unique avec les banquiers, collectionneurs d'art et autres fripouilles du PS ? A bas le PS, pas une voix !

Le PS et ses satellites, les dirigeants des syndicats et dans une très large mesure les syndicats tout court ne seraient pas inféodés au capitalisme et aux institutions, puisqu'il faudrait s'adresser à eux et en attendre quelque chose. Qu'est-ce que cela signifie, sinon la preuve que l'on est totalement incapable de développer une politique indépendante de ces lieutenants et officiles du capital, de s'adresser aux travailleurs exclusivement sur la base de notre analyse de la situation et à partir de leurs besoins qui se situent aux antipodes de ceux qui soutiennent le régime.

Cette conception de la lutte de classe contribue à subordonner les travailleurs à ces partis et à ces dirigeants syndicaux et à alimenter les illusions que les travailleurs pourraient avoir en eux, au lieu de les aider à se positionner strictement sur leur propre terrain de classe.

Il existe un lien entre cette conception de la lutte de classe et l'état de décomposition avancée du mouvement ouvrier. S'en remettre à ces imposteurs organiquement liés au capitalisme, revient finalement à interdire aux masses exploitées d'imaginer qu'il existerait une issue politique à la crise du capitalisme, puisqu'il ne viendrait pas à l'esprit d'un travailleur de penser que le PS pourrait y être associer, encore moins qu'il pourrait en prendre l'initiative, les travailleurs ont parfaitement conscience que le PS ne rompra jamais avec le régime en place. Dès lors tout espoir disparaît, l'horizon demeure désespérément bouché. A quoi bon se mobiliser, s'organiser sans perspective politique.

En rendant incontournable le PS et ses satellites, on contribue à démoraliser un peu plus les travailleurs, on les conduit au désespoir. Mais qui est à l'origine de cette situation sinon le régime lui-même, qui à travers les médias s'emploie à présenter le PS comme une force d'opposition face au parti de l'ordre, PS qui par la suite fait acte de soumission envers le régime en invitant son auditoire à l'imiter, ainsi la boucle est bouclée.

Cette conception frauduleuse de la lutte de classe est donc le produit de la soumission ou plutôt de la capitualtion devant l'ordre établi une fois intégré les idées de la classe dominante qu'incarnent notamment le PS et les dirigeants syndicaux.

C'est comme si on disait aux travailleurs : vous êtes en présence d'un parti qui a la même politique que l'UMP ou vous être en présence d'un parti dont la politique confère à l'impuissance, qui ne peut que vous conduire dans une impasse ou pire encore, malgré tout, il vous faut absolument placer votre confiance dans ce parti car il n'existe pas d'autres alternatives, auquel on peut ajouter le non-dit suivant ou rarement exprimer aussi nettement : avec un peu de chance vous pourrez infléchir sa politique, vous pourrez en obtenir quelque chose, etc.

C'est bien cela, n'est-ce pas ? Qu'est-ce que cela signifie ? Que vous n'avez rien d'autre à attendre que l'objectif de la politique que l'on vous propose et qui a a été défini ou se borne à une hypothétique amélioration de votre sort pendant que l'essentiel de vos revendications sociales ou politiques ne seront jamais satisfaites ou un jour indéterminé, en régime capitaliste notez bien. C'est cohérent, c'est la politique réformiste subordonnée au capital opposée à la révolution et au socialisme.

A en croire certains militants la question de la Constitution et des institutions ne serait pas à l'ordre du jour, bien, pourquoi pas, mais la question de la rupture des dirigeants syndicaux avec les représentants de l'Etat et du patronat non plus, la question du financement des syndicats pas davantage, la nécessité de s'adresser aux couches du prolétariat les plus durement frappées par la crise non plus, la nécessité de subordonner notre combat à la construction du parti pas davantage, la nécessité de subordonner la tactique à la stratégie non plus, la nécessité d'élever le niveau de conscience politiques des masses par tous les moyens pas davantage, rompre avec les institutions non plus, revoir nos rapports avec le PS et ses satellites, à quoi bon, etc. etc. etc.

Bref on est en présence d'un corps tellement sclérosé, décomposé, lui aussi entré en putréfaction, qui pour survivre se rétracte sur lui-même, qui se fond tellement dans la société telle qu'elle est au point de se confondre avec elle (et ses contradictions, d'où la crise de tous les partis) qu'il est de moins en moins capable de combattre pour la changer, pour ne pas dire qu'il a abandonné cet objectif, auquel il ne croit plus, il se contente de gérer le quotidien, l'alimentaire, d'accompagner le capitalisme dans sa chute, dans l'attente du coup de grâce qui lui sera fatal, car c'est bien la fatalité qui l'a gagné également et qui le définit le mieux finalement. Je n'ai même pas évoqué le socialisme, à quoi bon, qui y pense encore franchement, honnêtement ?

Plus d'un demi-siècle de lutte de classe pour en arriver là, il est légitime qu'on se pose des questions, qu'on réclame des comptes à nos dirigeants, c'est la moindre des choses, non ?

Pourquoi se refusent-ils obstinément à aborder ces questions, d'après vous ? Serait-ce si compliqué, impossible, de renouer avec le syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917 ? A quoi a-t-il servi que l'ensemble de la population soit scolarisée, à quoi le développement des moyens d'information et de communication a-t-il servi , à quoi les acquis politiques de la classe ouvrière ont-ils servi, à quoi le temps libre dont les travailleurs disposent par rapport à jadis a-t-il servi, etc. ? A rien apparemment, certainement pas à les aider à mieux comprendre le fonctionnement de la société pour la changer, sinon cela se saurait.

Comment transformer une dette privée en dette publique.

- "*A l'heure du bilan, la potion est amère. Mais absorbable.*"

Tiens donc ! Peut-être parce que plus de 800 banques en Europe ont reçu 1 000 milliards d'euros à 1% d'intérêt de la BCE...

Mais encore.

- "*Concrètement, comment se passera cet effacement? Par le biais d'un échange d'obligations. Chaque créancier apportant 1000 euros de dette grecque à l'échange recevra, en contrepartie 20 nouvelles obligations grecques d'une valeur faciale total de 315 euros, de maturité comprise entre 11 et 30 ans, et portant un coupon moyen de 3,8% plus d'autres titres du Fonds européen de Stabilité financière.*"

Ces créanciers auront-ils vraiment perdu de l'argent à l'arrivée, nous ne disposons pas d'éléments suffisamment précis pour l'affirmer ou l'infirmer, cependant, sachant qu'ils détiennent le cordon de la bourse, on serait porté à penser qu'ils ne seront pas perdants au change, quelques indices nous permettent même de l'affirmer.

- "*La facture a déjà été payée en 2011, les banques ayant déprécié la dette grecque de plus de 70 %, comme les y avait enjoints l'Autorité de contrôle prudentiel. "Les banques ont eu le temps de se préparer, l'échange a été anticipé, note Bruno Cavalier, chef économiste chez Oddo.*"

Elles l'ont dépréciée dans leur bilan ce qui leur a permis de déclarer moins de bénéfices et donc de payer moins d'impôts, c'est déjà cela de gagner !

- "*Le secteur bancaire français s'est délesté de ses titres*."

Donc il n'a pas tout perdu loin de là !

- "*Des dizaines de milliards d'euros partis en fumée. Depuis début janvier, elles n'ont guère retrouvé que 10 % à 20 % de ces milliards dissipés.*"

Tiens donc, en à peine deux mois, les banques ont déjà retrouvées "10 % à 20 % de ces milliards" partis en fumée, d'ici la fin de l'année ce ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Quant aux éventuels perdants, il leur reste encore une cartouche pour se refaire.

- "*Elle a aussi incité l'ISDA, l'organisation professionnelle chargée des contrats d'assurance contre le risque de crédit (CDS, credit default swaps), à déterminer à l'unanimité qu'il s'agissait d'un "évènement de crédit" et que les investisseurs assurés pourraient donc être remboursés*."

Donc tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ou presque car il y aura bien des cocus dans cette affaire.

A propos des CDS un internaute précise : " *Les CDS, en fait c'est : je spécule; si je gagne, je prends l'argent, si je perd, je ne paie rien. Autre formule: je me mets assureur, je fais payer une prime d'assurance aux personnes naïves qui veulent bien prendre une police d'assurance chez moi qui suis sans le premier sou. Pas de chance, un sinistre se déclare, je dis tranquillement que je n'ai pas d'argent pour payer. Pratique non? Facile d'être trader dans ces conditions, c'est pile je gagne, face tu perds.* "

Alors qui va casquer pour les banquiers ? Devinez ?

- "*Autre point positif, il modifie la structure de la dette grecque désormais détenue en majorité par des institutions publiques (FESF, BCE, FMI, Etats européens). Et il lève un risque de défaut de paiement à très court terme.*"

Réponse : c'est nous !

Et demain en cas de nouveau plongeon ?

- "*ce ne sont pas les créanciers privés, qui seraient affectés, mais les créanciers publics – Fonds monétaire international, Union européenne –, désormais ses principaux bailleurs de fonds.*"

Réponse : c'est nous !

Cette crise est-elle pour autant terminée ?

- "*L'Europe s'est acheté du temps, résume un expert. Mais l'accord ne résout pas tous les problèmes. Loin de là.*" (source : lexpansion.com et lemonde.fr 09.03)

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Nicolas Sarkozy: ça passe ou il se casse - Liberation.fr

- Sarkozy, dirigeant européen le plus impopulaire, selon BVA - Reuters

- Le blues des militants UMP - Liberation.fr

- Paillé : « *Pas de chèque en blanc à Nicolas Sarkozy* » - Public Sénat -

- Benoît Hamon: «*A gauche, on aime les riches*» ... - 20minutes.fr

... eux aussi :

- Les communistes ne ferment pas la porte à des ministères - L'Express.fr

- 2012: le PS et le MRC de Chevènement signent un "*contrat de législature*" - AFP

... cependant la politique des riches ne fait pas recette :

- Hollande ne convainc pas les Français sur les questions économiques - L'Express.fr

Les titres les plus tarés :

- Un salarié peut-il désobéir à son patron? - L'Express.fr

- Meetings : handicapés s'abstenir -LeMonde.fr

- L'assurance-vie compatible avec l'islam arrive - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Pas vraiment le bienvenu

A une demi-heure du meeting de Nicolas Sarkozy à la salle des fêtes de Saint-Just-Saint-Rambert (Loire), après son passage à Yssingeaux chez les ex-Lejaby dans l'après-midi, près de 200 CRS, casqués et armés de flash-balls, ont chargé une centaine de manifestants venus accueillir avec des sifflets le candidat de la majorité. Des sympathisants d'extrême gauche, des militants CGT, des professeurs, quelques adolescents reprenant en chœur l'Internationale.«*C'est une honte*», crie un homme qui vient de recevoir plusieurs coups de matraque. «*Sarko dégage !*» reprennent les manifestants. Des images et des sons auxquels voulait pourtant échapper à tout prix l'équipe du président candidat.

Pour éviter que se reproduisent les incidents du Pays basque, la destination et l'objet du déplacement d'hier ont d'ailleurs longtemps été tenus secrets. Avant d'arriver à Yssingeaux (Haute-Loire), les ronds-points sont tenus par les CRS. L'accès à l'usine Lejaby a été coupé et le service d'ordre renforcé. (liberation.fr 09.03)

1.2- A la niche!

Le président du Parti radical, Jean-Louis Borloo, a apporté vendredi son soutien à Nicolas Sarkozy, qui peut selon lui "*évidemment gagner*" l'élection présidentielle.

"*L'ensemble du Parti radical ne veut pas changer de coalition. La coalition c'est un partenariat avec l'UMP. On est sorti de l'UMP, mais pour autant en partenariat avec l'UMP, je crois que c'est assez clair*", a-t-il dit. (Reuters 09.03)

2- Bahreïn

Bahreïn a été le théâtre, vendredi, d'une grande manifestation pour la démocratie, la plus importante selon des témoins depuis le début du mouvement en faveur de réformes politiques il y a un an.

"*Nous sommes ici pour défendre nos justes revendications sur lesquelles nous ne pouvons pas transiger et pour lesquelles nous sommes prêts à nous sacrifier*", a lancé le cheikh avant la marche lors de son prêche hebdomadaire dans la localité chiite de Diraz.

"*Il s'agit de la plus grande manifestation de l'année qui vient de s'écouler. Je dirais qu'il pourrait y avoir plus de 100.000 personnes*", a estimé un photographe de Reuters.

Selon des militants, des policiers en tenue antiémeute ont bloqué la route menant à la capitale et fait usage de grenades lacrymogènes. Le ministère de l'Intérieur a affirmé que des manifestants avaient lancé des pierres sur les forces de l'ordre.

Les heurts ont duré plus d'une heure. Des opposants ont également fait état d'affrontements dans le quartier de Makharka et dans le village d'Eker, au sud-est de Manama.

Mais le gros du défilé s'est dispersé dans le calme et les dizaines de milliers de manifestants sont rentrés chez eux.

Le gouvernement bahreïni, invité par ses alliés occidentaux à "*lâcher du lest*" en autorisant des manifestations pacifiques, a donné son accord à plus de protestations de l'opposition ces derniers mois.

Vendredi, le palais s'est ainsi réjoui de l'existence d'une petite manifestation réunissant quelques centaines de partisans du gouvernement, signe, selon lui, de maturité politique et "*modèle de comportement démocratique*".

La famille régnante bahreïnie a écrasé les premières manifestations prodémocratiques de février 2011 en faisant appel à des contingents saoudien et émirati.

Bahreïn abrite le port d'attache de la Ve flotte américaine du Golfe. (Reuters 09.03)

3- Libye

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi après la grande prière dans les deux plus grandes villes de Libye, Tripoli et Benghazi, pour dénoncer les projets d'autonomie de la Cyrénaïque, province de l'est du pays où se trouve l'essentiel des réserves de pétrole.

Pour les manifestants, cette autonomie serait le prélude à une partition du pays.

A Benghazi, capitale de la Cyrénaïque d'où est parti l'an dernier le soulèvement contre Mouammar Kadhafi, des élus ont annoncé mardi dernier la création d'un "*conseil provincial*" chargé d'administrer les affaires de la région, délaissée selon eux pendant les plus de quarante ans de règne du "*guide*" défunt.

"*Nous voulons un seul pays, c'est pour cela que nous nous sommes battus (...) Nous nous mobilisons tous pour dire 'non' au fédéralisme*", a déclaré Taha, 18 ans, dans la foule des 5.000 manifestants rassemblés place des Martyrs à Tripoli.

A Benghazi, sur la place Tahrir, entre 3.000 et 4.000 personnes ont également dénoncé les projets d'autonomie, qui visent à revenir à la Constitution des années 1950, quand le pays était divisé en trois provinces quasi autonomes - la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan.

Peu auparavant, lors de la grande prière, un orateur avait appelé la population à s'opposer aux idées fédéralistes. "*Nous devons faire en sorte que la Libye reste un seul pays, une seule famille*", avait lancé le religieux. "*Sinon ce sera la partition, le retour en arrière*."

"*Nous sommes contre l'idée d'un système fédéral et nous sommes prêts à donner nos vies pour défendre l'unité de la Libye*", a assuré à Reuters Hakim Abdoulrahman Hamad, maire de la ville de Tobrouk, à l'est de Benghazi. "*Oui à la liberté, non à la partition. Le choix du type de gouvernement doit être laissé au Parlement, par des voies démocratiques.*"

Dès mardi soir, le président du Conseil national de transition (CNT) au pouvoir en Libye, Moustapha Abdeljalil, a estimé que la déclaration d'autonomie des élus de Cyrénaïque risquait d'être fatale à l'unité du pays. (Reuters 09.03)

Social

1- France

Le report de l'âge légal de départ à la retraite votée en 2010, qui repousse de 60 à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite, a permis une économie de 258 millions d'euros pour le régime général en 2011.

Cela a permis un ralentissement des dépenses en volume des pensions de retraite de droit propre versées en 2011 (+3,1% après +4,7% en 2010). Pour les droits dérivés (majoration et pensions de réversion), la dépense de 2011 s'établit à 9,1 milliards d'euros (+3,7% par rapport à 2010). Au total, les dépenses en prestations du régime général (droits propres, droits dérivés et minimum vieillesse) se sont élevées à 97,8 milliards d'euros l'an passé, en hausse de 4,7% sur un an.

Cette évolution est due au nombre plus important d'effectifs à la retraite - 761 941 personnes sont parties à la retraite en 2011, portant le nombre de retraités en France à 13,1 millions (lexpansion.com 09.03)

2- Italie

Des milliers de membres du syndicat de métallos Fiom-CGIL manifestaient vendredi à Rome dans le cadre d'une journée de grève pour défendre les règles en matière de licenciement que le gouvernement pourrait modifier et pour protester contre le groupe automobile Fiat.

Cette manifestation nationale, qui se tient dans le cadre d'une journée de grève, a pour but de "*reconquérir le contrat de travail à partir de Fiat*" et de défendre "*l'emploi, les droits et l'article 18*" du Statut des travailleurs qui réglemente les licenciements.

Le gouvernement de Mario Monti, qui veut rendre le marché du travail plus flexible dans le cadre d'une réforme actuellement en discussion avec les partenaires sociaux, n'exclut pas de modifier cet article afin de faciliter les licenciements pour encourager les entreprises à embaucher.

"*Ce n'est pas en facilitant les licenciements que l'on résout le problème*", a rétorqué le secrétaire général de la Fiom, Maurizio Landini, au début de la manifestation.

M. Landini s'en est pris par ailleurs à Fiat, autre motif de cette journée de grève, en dénonçant "*l'attitude autoritaire*" de son directeur général, Sergio Marchionne.

En conflit ouvert avec Fiat, la Fiom a refusé de signer le nouveau contrat de travail du groupe, inspiré des accords durcissant les conditions de travail en échange d'investissements approuvés par référendum dans certains usines du groupe en 2010 et 2011.

La Fiom a par ailleurs invité dans son cortège des représentants des No-Tav (non au train à grande vitesse), les opposants au TGV Lyon-Turin dont les manifestations ont dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre la semaine dernière.

En raison de cette invitation, le Parti Démocrate, principale force d'opposition de gauche qui est favorable à cette ligne ferroviaire, a refusé de participer à la manifestation. (AFP 09.03)

3- Espagne

Les deux principaux syndicats espagnols, UGT et CCOO, ont annoncé vendredi une grève générale le 29 mars pour protester "*contre la réforme du travail et en défense des services publics*", qui se tiendra à la veille de la présentation du budget 2012 marqué par l'austérité.

Les syndicats dénoncent "*la décision unilatérale*" du gouvernement conservateur "*de mettre en oeuvre une réforme du travail et un nouvel et dur effort budgétaire*", indique CCOO dans un communiqué.

En approuvant la grève, vendredi, le syndicat a en outre annoncé sa "*volonté de maintenir la pression sociale et des travailleurs après cette date pour modifier profondément la réforme si le gouvernement ne la rectifie pas et ne consent pas à négocier*".

Les grèves générales sont rares en Espagne, où seules cinq ont été convoquées depuis le retour des libertés syndicales en 1977.

Contre la nouvelle réforme du travail, des centaines de milliers de manifestants, agitant des drapeaux rouges, avaient déjà défilé le 19 février dans les villes d'Espagne. Une nouvelle journée de mobilisation est prévue ce dimanche, avec des manifestations annoncées dans tout le pays. (Lexpansion.com 09.03)

Economie

Grèce

Alors que la Grèce commence tout juste à respirer au lendemain du succès de la restructuration de sa dette, une enquête publiée mardi par Bloomberg lève le voile sur un épisode crucial du naufrage grec.

Ces révélations ont été rendues possibles par les premiers témoignages publics de deux personnages-clés de la transaction qui a permis à la Grèce dissimuler à ses partenaires européens l'ampleur de son endettement: Christoforos Sardelis, responsable du bureau de gestion de la dette à Athènes entre 1999 et 2004, et Spyros Papanicolaou, son successeur de 2005-2010.

Au cœur de l'engrenage: un accord de «swap» conclu avec la banque d'affaires Goldman Sachs en juin 2001. En pratique, l'opération consistait à échanger la dette contractée par la Grèce en dollars et en yens, contre un prêt en euros auprès de Goldman Sachs. Un échange réalisé en utilisant un taux de change «fictif, historique», explique les auteurs de l'enquête.

Cela avait pour effet mécanique de «*faire disparaître environ 2% de la dette grecque de ses comptes nationaux*», expliquent-ils. Et pour rembourser les 2,8 milliards d'euros empruntés à la banque, la Grèce a conclu un autre contrat de swap. Un montage de produits dérivés d'une complexité extrême dont les responsables grecs n'étaient pas capables de mesurer les dangers, de leur aveu même. En quatre ans, la dette ainsi contractée par la Grèce auprès de Goldman Sachs allait bondir de 2,8 milliards à 5,1 milliards d'euros.

Mais pour la banque, l'affaire a été plus que juteuse: selon Spyros Papanicolaou, «*le jour de la conclusion de l'accord en 2001, le gouvernement devait à la banque environ 600 millions de d'euros de plus que les 28 milliards qu'il avait empruntés*».

Contactés par les deux journalistes, Goldman Sachs a refusé de confirmer ce montant. «Les swaps étaient l'une des techniques utilisées par bon nombre de gouvernements européens pour respecter les critères du traité de Maastricht», a répondu Fiona Laffan, porte-parole à Londres. (20minutes.fr 09.03)

Haut de page

Le 11 mars

CAUSERIE

C'est dimanche, détendons-nous un instant.

Bianchon à Rastignac (H. de Balzac - Scènes de la vie privée.) : "*La femme à la mode n'est pas une femme : elle n'est ni mère, ni épouse, ni amante ; elle est un sexe dans le cerveau, médicalement parlant*", nécessaire à l'équilibre mental de l'homme esclave de sa nature hormonale à l'état brut.

Qu'est-ce un homme à la mode pour une femme, sinon la proie de son fantasme à domestiquer un animal sauvage dominé par un sentiment de supériorité, qu'elle s'emploiera à rabaisser avant de le jeter sur un coup de tête une fois rendu à l'état de carpette.

Il n'y a pas qu'en politique que se rabaisser sans cesse conduit à un avilissement total. L'homme comme la femme est faible, imparfait, ignorant et passe son temps à se faire passer pour ce qu'il n'est pas à ses propres yeux et aux yeux des autres pour mieux le faire oublier. On pourrait en dire autant de la réalité qu'on est conduit à fuir à défaut d'avoir le courage ou les moyens de la regarder en face. Il en ressort dans les deux cas qu'on n'y comprend plus rien et que la distance s'accroît entre eux au point de devenir étrangers l'un à l'autre, la rupture est proche ou consommée.

A propos du site

En février, le site a reçu 2 880 visites, soit 99,31 visites par jour, et vous avez téléchargé 3 555 documents. J'ai rectifié quelques liens erronés.

Quand le NPA réclame d'être associé à la rédaction d'un nouveau traité européen. Non merci, ce sera sans nous !

Le NPA rend compte dans son portail national d'une campagne engagée contre le TSCG mais pas contre le MES.

Il titre un article (du 2 mars) : *Europe : pas sans nous ! Appel des 200 pour un référendum sur le nouveau Traité européen*, puis en dessous figure ce qui est peut-être une affiche où l'on peut lire ceci : *Traité européen, pas sans nous, nous voulons un référendum*. Traité européen, avec vous ? On vous le laisse volontiers !

Question : Devrait-on imaginer un instant que les tenants de l'Union européenne pourraient concocter autre chose qu'un traité au contenu réactionnaire, qui ne serait pas tourné contre les intérêts des travailleurs ? Soudainement, la machine de guerre conçue spécialement pour s'attaquer à tous nos droits pourrait se transformer en son contraire par la grâce des urnes.

A travers cet appel le NPA réclame d'être associé à la rédaction des traités européens sans exiger l'abrogation de tous les traités signés depuis 1950, autrement dit il légitime l'UE, et comme l'existence de l'UE est du ressort des institutions dont les parlements nationaux réactionnaires, il leur apporte également son soutien mais pas n'importe comment.

"*Les gouvernants qui entendent limiter aux parlements la ratification du traité manifestent leur mépris des exigences démocratiques. Ils se font les complices de la remise en cause du principe démocratique fondamental: la souveraineté du peuple.*"

Il ne remet pas en cause la ratification du traité par le Parlement, il lui reconnaît la légitimité à se prononcer sur cette question, alors qu'il est dominé par des partis favorables à ce traité, ce qui revient à soutenir ce traité, traité dont le NPA n'exige pas l'abrogation, cela ne figure nulle part dans cet appel, il veut étendre la ratification de ce traité au-delà du Parlement à la population en âge de voter, pour maquiller sa capitulation, non content que le Parlement soit seul associé à ce traité avec le chef de l'Etat, il lui manque une caution plus populaire, un référendum qui serait organisé de telle sorte qu'il légitimerait l'UE.

"*Plusieurs traités européens ont déjà dépossédé les citoyens de la possibilité de choisir les orientations de l'Union européenne*."

Parce qu'il s'agirait de peser sur "*les orientations de l'Union européenne*" au lieu de ne lui reconnaître aucune légitimité et de la combattre à mort. De la même manière, si le Parlement est incapable d'exprimer "*la souveraineté du peuple*", il faudrait peut-être orienter le combat politique contre les institutions de la Ve République qui n'ont rien de démocratique puisqu'elles servent d'antichambre à la dictature du capital, vous n'y pensez pas !

Vous aurez compris que les signataires de cet appel militent contre un mauvais traité en faveur d'un bon traité européen dans le cadre de l'Union européenne, incapables qu'ils sont de couper le fil à la patte qui les relie au capital, à l'UE, à la Ve République.

Rappelons que le référendum n'a jamais fait partie des moyens dont disposait le mouvement ouvrier pour mener son combat contre son ennemi de classe. Le référendum a pour fonction de plébisciter celui qui l'organise, l'institution qu'il représente ou la politique dont il est le porte-parole pour le compte de la classe qui détient le pouvoir, et s'il arrive qu'il se retourne contre son initiateur, il dispose toujours du choix de tenir compte ou non du résultat de cette consultation, ce qu'a confirmé Sarkozy en piétinant le résultat du référendum de 2005 sur le TCE.

De plus, un référendum étant organisé par le parti de l'ordre qui dispose des médias aux ordres pour relayer sa propagande, quel qu'en soit le résultat, la différence de pourcentage dans un sens ou dans un autre étant insignifiante ou se comptant (généralement) sur les doigts d'une seule main, l'interprétation du résultat d'un référendum prêtera toujours à des discussions et des contreverses sans fin, à des réserves sur sa signification ou sa portée, de telle sorte que la classe ouvrière ne pourra jamais s'en saisir pour se mobiliser, pour le prouver on peut citer tous les référendums qui ont eu lieu sous la Ve République.

Le référendum est la négation de l'appel à la mobilisation dans l'unité des exploités avec leurs partis et organisations, c'est l'antithèse de la lutte de classe indépendante des masses laborieuses, à laquelle on substitue un outil propre au parlementarisme bourgeois.

Pourquoi tous les partis (et personnalités) qui ont signé cet appel n'appellent-ils pas dans l'unité à une manifestation nationale à Paris pour exiger le retrait sans condition de ces deux traités et le rejet de la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement avec la complicité du PS ?

Actualité en titres

Ingratitude.

- Sarkozy accusé de xénophobie par le magazine américain Time - Slate.fr

- T'as vu que Sarkozy va mourir? - Liberation.fr

J'ai comme l'impression qu'il va se retrouver bien seul au lendemain de sa défaite en mai prochain...

INFOS EN BREF

Politique

France

Le Parti radical a décidé samedi à l'issue d'un congrès houleux à huis clos de soutenir Nicolas Sarkozy, un soutien "*de principe*" et "*vigilant*" arraché par Jean-Louis Borloo qui, coup dur pour le président-candidat, n'ira toutefois pas au meeting de Villepinte dimanche.

La résolution a été approuvée à 76%. Les résultats précis du vote n'ont pas été communiqués à la presse. Une certaine partie des délégués ont refusé de participer au scrutin.

"*Vous admettez qu'il a bien rattrapé le coup, le chef. Ce matin, c'était pas gagné, c'était vraiment houleux. Il y avait bien un tiers de TSS +Tout sauf Sarkozy+ au fond de la salle dans la matinée*", a confié à la presse un cadre du parti. (AFP 10.03)

Economie

Chine

La Chine a enregistré en février son plus important déficit commercial en plus d'une décennie, de 31,48 milliards de dollars, à cause d'un bond des importations, notamment de pétrole, selon les chiffres rapportés samedi par les douanes chinoises.

Les importations ont bondi de 39,6% sur un an à 145,96 milliards de dollars, tandis que les exportations ont augmenté de 18,4% à 114,47 milliards de USD, ont détaillé les douanes sur leur site internet.

Le niveau élevé des importations est notamment dû aux importations de pétrole, qui ont atteint le mois dernier le volume record de 23,64 millions de tonnes, pour un montant de 19,47 milliards de dollars.

Les importations de cuivre ont presque doublé sur un an en février et celles de minerai de fer ont progressé de 34%.

Les chiffres du commerce extérieur chinois sont surveillés de près par les Etats-Unis, qui ont enregistré en 2011 un déficit commercial record avec Pékin, approchant les 300 milliards de dollars.

Sur la période janvier-février, la Chine a accru ses échanges commerciaux avec la Russie de 31,9% à 13,51 milliards de dollars, tandis que ceux avec le Brésil ont augmenté de 10,6% à 11,54 milliards de dollars, reflétant un commerce croissant entre pays émergents.

Le premier partenaire commercial de la Chine reste l'Union européenne, avec 79,8 milliards d'échanges sur les deux premiers mois de l'année (+4,7%), devant les Etats-Unis avec 66,05 milliards de USD (+9,2%), les dix pays de l'ASEAN avec 51,84 mds de dollars (+9,1%) et le Japon avec 49,07 mds de dollars (+0,5%). (AFP 10.03)

Haut de page

Haut de page

Le 12 mars

CAUSERIE

Inde. Un coup de fil ce matin pour nous annoncer qu'un des oncles de mon épouse s'est fait écrasé ce matin sur la route non loin de chez lui, il est mort en arrivant à l'hôpital, au mouroir quoi. Un des frères de Magueswary est mort en moto il y a trois ans, un autre a failli y passer il y a deux semaines, l'Inde se développe, les pauvres sont moins pauvres, patati patata, quel bonheur !

Je vous invite à lire un article (19 pages) qui fait le point sur la Grèce, un extrait d'un livre de Peter Mertens, président du PTB (Parti du Travail de Belgique) : *En Grèce, deux mondes entrent en collision*.

Sauvons en premier le capitalisme, le reste suivra...

Qu'est-ce que signifie : "*nos sociétés ont d'abord besoin de croissance pour régler la crise des dettes souveraines*" (atlantico.fr) ?

Les "*dettes souveraines*" des Etats sont celles du secteur privé, des banquiers et des capitalistes, qu'ils sont parvenus légalement par la voie législative (institutionnelle, constitutionnelle) à basculer sur les comptes des Etats pour en faire une dette publique. Les privilégiés se sont délestés de leurs dettes avec la complicité des Etats, des partis institutionnels censés représenter les intérêts des travailleurs, ainsi que la totalité des dirigeants syndicaux qui sont unanimement opposés au renversement du capitalisme.

L'Etat a donc socialisé les dettes des nantis et privatisé les gigantesques profits que les mêmes nantis pourraient en tirer, puisque ce sont eux qui fixaient le montant des intérêts que l'Etat leur verserait en échange du financement de cette dette. Dans cette histoire les gangsters de la finance auront donc perçu le beurre et l'argent du beurre.

Parvenus à cette étape, l'Etat et les entreprises du secteur marchand qui ne peuvent survivre qu'à partir du moment où leurs recettes sont supérieures à leurs dépenses, face à des dépenses exponentielles et à une concurrence féroce sur le marché mondial, l'Etat incapable d'augmenter ses recettes parce qu'il se refuse à taxer davantage le capital doit sabrer dans ses dépenses, principalement dans ses budgets sociaux, tandis que les capitalistes doivent réduire le coût du travail en réduisant la masse salariale ou en l'adaptant à leurs carnets de commandes(chômage partiel, suppression de postes, licenciements, exonérations de cotisations sociales, stagiaires et apprentis, etc.), en augmentant la durée du travail, en introduisant une plus grande flexibilité des conditions de travail, de façon à dégager un maximum de profit et demeurer compétitif sur le marché mondial, conditions indispensables à remplir pour ne pas disparaître à terme.

Revenons à notre question du début : "*nos sociétés ont d'abord besoin de croissance pour régler la crise des dettes souveraines*". Nous avons vu qu'ils comptaient faire payer aux travailleurs ces "*dettes souveraines*" qui ne sont pas les leurs. Quand ils parlent de croissance, ils entendent le PIB qui ne peut s'élever qu'à condition de préserver, puis de conquérir de nouveaux marchés ou escompter que les marchés qui leur sont déjà acquis se développent sans cesse, principalement le marché intérieur de chaque pays ou ce qu'on appelle la consommation.

Dans le premier cas, c'est quasiment impossible du fait du manque de compétitivité des entreprises faces à des concurrents pratiquant des coûts du travail extrêmement bas, et dans le second, du fait des politiques d'austérité mise en oeuvre et du chômage de masse qui réduisent le niveau de vie de millions de travailleurs, leur capacité de consommer comme avant étant entamée, déjà réduite, les recettes de l'Etat (impôts directs et indirects) ne peuvent que stagner ou diminuer, ce qui ne sera pas forcément perceptique au premier coup d'oeil du fait de jeux comptables complexes qui tendent à le masquer.

Cette question avait ceci d'incongruë, que la politique mise en oeuvre par les représentants de l'Etat conduit à un affaiblissement de la croissance, donc à l'impossibilité à terme à faire face à cette dette qu'il a intégrée dans ces comptes pour justifier sa politique d'austérité tournée contre les travailleurs.

En réalité, ce que voulait dire l'auteur de cette question, un économiste inféodé au système capitalisme, c'est que pour que l'Etat soit en mesure de régler cette dette, il ne fallait pas augmenter les salaires de façon à ce que les travailleurs consomment davantage, donc au passage paient plus d'impôts, qui en allant dans les caisses de l'Etat lui permettrait de faire face à cette dette, en mettant l'accent sur la croissance, à l'inverse l'auteur de cet article à signifier que la déréglementation du droit du travail devait être poussée encore plus loin, afin que les entreprises bénéficient de conditions comparables à celles de leurs concurrents de manière à leur prendre des parts de marché ou se trouver en position d'emporter de nouveaux marchés là où ils se développent, dans les pays dits émergents principalement.

Mettre en relation ou établir un rapport de cause à effet entre la croissance et la dette de l'Etat conduit infailliblement à se positionner sur le terrain de classe des capitalistes. Pourquoi ? C'est simple à comprendre. Parce qu'il s'agisse de la croissance ou de la dette de l'Etat, dans les deux cas ce sont des questions qui relèvent de la nature du système économique en vigueur et de la nature de l'Etat, dont les rapports dans les deux cas sont favorables à la classe des capitalistes qui détient le pouvoir.

J'ai lu des articles intéressants où leurs auteurs polémiques sur la question de savoir s'il faudrait sortir ou non de l'euro, rompre ou non avec l'Union européenne, quand, comment ou de quelle manière, etc. S'agissant de staliniens ou de néo staliniens, j'ai examiné comment ils s'y prenaient pour se présenter comme de véritables "*anticapitalistes*" face à la direction du PCF ou aux rédacteurs de L'Humanité.

Ce n'est un secret pour personne que la direction du PCF et L'Humanité sont favorables à l'euro, à l'UE, bref qu'ils soutiennent le régime. Leurs détracteurs procèdent par abstractions successives. Ils traitent à part de la question de l'euro, puis ils passent à celle de l'Union européenne, puis à celle de la BCE, etc. et quand il leur arrive de réaliser un lien entre ces questions, on serait tenté de penser que leur analyse est correcte, complète, donc qu'on peut y adhérer, grave erreur, elles peuvent être effectivement pertinentes et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là, des économistes bourgeois nous livrent aussi des analyses fortes intéressantes, à ceci près qu'il y manque toujours quelque chose pour traduire ces questions en termes d'objectifs politiques.

A les entendre, ce sont des anticapitalistes convaincus, cependant ils se refusent systématiquement à établir le lien qui existe entre le fonctionnement du capitalisme qu'ils dénoncent et les institutions politiques qui servent à fixer le cadre juridique et légal dans lequel les rapports sociaux d'exploitation existent et qui servent à légitimer le système capitalisme.

La bourgeoisie a réalisé sa révolution sociale et politique en 1789, afin que le mode de production capitalistes qui existait déjà à l'état embryonnaire bénéficie d'un cadre jurique et légal qui lui permettrait de garantir le développement des forces productives une fois débarrassé du fatras de l'Ancien Régime qui constituait des obstacles sur cette voie...

A travers les questions de la croissance et de la dette, de l'euro, de l'Union européenne, de la crise du capitalisme, etc. c'est directement la question du mode de production et des forces productives qui est posée, qui les possèdent, qui les accaparent, de quel droit, pour en faire quoi, tant de richesses entre quelques mains, tandis que la pauvreté et la précarité ne cessent de s'étendre dans tous les pays à l'échelle de l'humanité, cette situation ne pose-t-elle pas la question de la légitimité de se débarrasser de ce fatras réactionnaire qui constitue un obstacle à la satisfaction des besoins et aspirations de l'ensemble des exploités de la planète ?

Absolument personne ne veut relier la situation économique et sociale actuelle à la question de l'Etat, des institutions, de la Constitution de la Ve République. Alors de là à poser la question des conditions et des moyens pour se débarrasser de l'Etat, la mobilisation révolutionnaire des masses, leur organisation et la construction du parti, cela ne leur viendrait même pas à l'esprit. Quant à nous, si nous relions ensemble toutes ces questions, c'est dans la perspective du socialisme à l'échelle mondiale, de la révolution permanente.

En guise d'épilogue.

A propos du parti.

Extrait des *Statuts de la Ligue des communistes*, juin 1847 : Article 1 — Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

Extrait des statuts du Parti socialiste révolutionnaire, 2012 ou plus tard : Article 1 — Le but du Parti socialiste révolutionnaire est le renversement des capitalistes, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

Existe-t-il un parti qui ait inscrit ces objectifs dans son programme ou ses statuts ? Réponse : aucun.

Ce qui est extraordinaire, c'est que Marx et Engels aient fixé ces objectifs au parti de l'avant-garde et au prolétariat international à l'époque où le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, donc lorsque les conditions objectives pour qu'ils se réalisent étaient loin d'être réunies, et de nos jours, alors que ces conditions sont plus que mûres pour ne pas dire en train de pourrir depuis quelque temps déjà plus personne n'ose les avancer parmi ceux qui se réclament du marxisme ou du socialisme, bref, cherchez l'erreur ! Est-ce que vous saisissez où nous en sommes rendus ? On ne doit pas être très nombreux à le comprendre vraiment...

Un "*chef d'oeuvre de stupidité*" commun à la IIe Internationale en guise d'orientation politique :

- Si nous comparons toutes les forces ou classes fondamentales et les changements d'aspect apportés par la dictature, du prolétariat dans leurs rapports mutuels, nous verrons quelle incommensurable ineptie théorique, quel chef d'oeuvre de stupidité constitue la conception petite bourgeoise courante du passage au socialisme « par la démocratie » en général, conception que nous trouvons chez tous ces représentants de la IIe Internationale. Le préjugé, hérité de la bourgeoisie, du contenu absolu, en marge des classes, de la notion de « démocratie » — telle est la base de cette erreur. (*L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, Lénine, 1919)

Les idées de la classe dominante ont envahi tous les partis et par conséquent ils bouffent tous au râtelier des institutions, des appareils pourris des syndicats, s'ils affectionnent la démocratie, en revanche ne leur parlez surtout pas de théorie, ils ne savent même plus ce que cela signifie.

Vous êtes assez riches pour payer l'ISF, et bien restez-le, et si vous êtes pauvres, restez-le aussi !

François Hollande, candidat PS à la présidentielle, a affirmé dimanche "*je n'ai rien contre les riches*" et promis que le mécanisme qui permet de payer moins d'ISF en investissant dans les PME sera "*conservé*".

"*Ceux-là qui ont un patrimoine peuvent effectivement payer de l'ISF et déduire de l'ISF des investissements qu'ils pourront faire pour les PME*"

"*Ca demeurera. Tous ceux qui investiront dans l'entreprise, ça demeurera comme un avantage fiscal justifié*", a-t-il expliqué. (AFP 11.03)

Par contre, pas question d'augmenter fortement les salaires, pas question de passer le smic ou la retraite minimum à 1 700 euros nets par mois, etc. On aura compris que les besoins des nantis sont légitimes et donc il faut les satisfaire, tandis que ceux des exploités ne le sont pas et ne doivent pas l'être, ne peuvent pas l'être, crise oblige, compétitivité des entreprises oblige, l'oeil des marchés oblige, bref, tout est dans l'ordre des choses quand on représente les intérêts du capital contre le travail.

Hollande est le candidat des riches, il le revendique, qu'il le reste, il n'aura pas nos voix ! Nous n'appellerons pas à voter pour un candidat dont le parti n'incarne pas la classe ouvrière mais la dictature du capital qu'il nous faut renverser, nous nous refusons à induire en erreur les travailleurs qui auraient raison de nous le reprocher par la suite. En cela nous demeurons fidèle au principe que nous défendons, qui consiste à affirmer qu'il n'existe aucune issue politique favorable à la classe ouvrière dans le cadre des institutions de la Ve République, c'est la raison pour laquelle nous appelons à boycotter les élections présidentielles. On aurait pu ajouter, compte tenu qu'aucun candidat n'entend lier son combat (quotidien) à la perspective du renversement du régime.

INFOS EN BREF

Politique

1- Belgique

Le gouvernement belge a décidé dimanche d'un nouveau train de mesures d'austérité de 1,82 milliard d'euros destiné à limiter le déficit budgétaire à 2,8% du PIB en 2012 et respecter ainsi ses engagements européens.

Les mesures de 1,82 milliard d'euros viennent renforcer le plan d'économies de plus de 11,3 milliards d'euros décidé fin 2011 en vue de rétablir l'équilibre budgétaire du royaume.

Elles ont été rendues nécessaires, sous la pression de la Commission européenne, après l'abaissement des prévisions officielles de croissance pour 2012, à 0,1% contre 0,8% initialement.

Ce dernier rendait difficile l'objectif de faire reculer le déficit budgétaire sous les 3% du PIB, comme le réclame la Commission, contre 3,8% en 2011.

Par précaution, le gouvernement a également ajouté dimanche un matelas de 650 millions d'euros en réserve, pour parer tout nouveau recul de la croissance.

"*La Belgique respecte ainsi ses engagements à l'égard de l'Union européenne*", a affirmé M. di Rupo, en reconnaissant que les économies n'avaient "*pas été faciles*" à trouver.

"*Le gouvernement a fait le choix de mesures justes et équilibrées. Malgré un contexte très difficile, le pouvoir d'achat des citoyens est préservé et la compétitivité des entreprises est sauvegardée*", a-t-il assuré. (AFP 12.03)

2- Suisse

Durcissement de la loi sur les manifestations à Genève, limitation de la construction de résidences secondaires et création à Zurich de box pour les prostituées: les Suisses ont voté dimanche sur plusieurs sujets, refusant aussi les 6 semaines de congés payés contre 4 actuellement.

Les Genevois se sont ainsi prononcés en faveur d'un encadrement plus strict du droit de manifester.

Ce durcissement de la loi, à l'initiative de la droite, mais attaqué par la gauche, les écologistes et de nombreuses associations, permet d'imposer une amende pouvant aller jusqu'à 100.000 francs suisses (83.000 euros), contre 10.000 francs précédemment, pour une manifestation sauvage ou qui ne se serait pas déroulée selon l'autorisation obtenue.

La loi permet aussi au canton de Genève, où siègent notamment le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'Organisation internationale du travail (OIT), d'interdire des manifestations dans certains lieux.

Le texte peut aussi imposer un itinéraire dans Genève, ville qui peut accueillir plusieurs fois par semaines des manifestations en particulier durant les sessions du Conseil des droits de l'homme.

La loi peut aussi imposer aux organisateurs de mettre en place leur propre service d'ordre.

En cas de débordement et même si ce n'est pas de sa faute, l'organisateur peut se voir refuser toute nouvelle autorisation pendant un à cinq ans: un "*obstacle trop important pour exercer (...) les droits démocratiques*", explique à l'AFP Tobias Schnebli, responsable du Comité unitaire NON à la loi contre les manifestations.

En ce dimanche de votations, les Suisses, très attachés à la valeur du travail, ont par ailleurs sans surprise dit non à une initiative des syndicats demandant six semaines de congés payés, contre quatre actuellement.

"*Les Suisses ont compris que cela risquait d'augmenter le taux de chômage*", assure Sabine Von Der Weid, directrice de la politique générale à la Fédération des Entreprises Romandes.

Les Suisses ont en revanche accepté, malgré la farouche opposition du gouvernement, du parlement et des cantons touristiques et alpins, l'initiative de l'écologiste Franz Weber plafonnant à 20% la part des résidences secondaires dans chaque commune.

Pour Vera Weber, vice-présidente de l'ONG Franz Weber, "*le peuple suisse a démontré qu'il voulait sauvegarder la beauté de la Suisse*", où il existe environ 500.000 résidences secondaires soit environ 12% du parc de logements total selon les statistiques officielles.

Les Suisses ont aussi accepté que les bénéfices issus des loteries et des paris sportifs soient intégralement dévolus à des buts d'utilité publique, alors que les casinos versent déjà un impôt à l'Etat qui le reverse à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.

A Zurich, le peuple a aussi largement approuvé l'aménagement d'une "*place de la prostitution*", avec des box pour les voitures des prostituées en dehors du centre ville, une première en Suisse.

Par ailleurs, Appenzell Rhodes-Extérieures a aboli les forfaits fiscaux pour les riches étrangers. Lucerne les a en revanche maintenus mais a durci leurs conditions d'octroi. (AFP 12.03)

3- Syrie

3.1- La presse atlantiste et, dans une moindre mesure celle du Golfe, s'empare de la démission d'Abdo Hussamedine, présenté comme la première défection au sein du gouvernement syrien. Ce retournement marquerait la première fissure à haut niveau d'un régime qui, jusqu'ici, paraissait taillé d'une pièce.

La presse est cependant incapable de donner des détails sur cette personnalité. En effet, il ne s'agit pas d'un responsable politique, mais d'un haut-fonctionnaire des pétroles. Du coup, c'est le raisonnement sur le régime en train de se lézarder qui s'effondre.

La responsable des opérations humanitaires de l'ONU, Valérie Amos, a dénoncé les destructions à Baba Amr et s'est inquiétée du sort de ses anciens habitants. La presse internationale souligne que le quartier avait été déserté avant les combats principaux. Pourtant, elle prétendait il y a quelques jours que des milliers d'habitants y étaient enfermés sous les bombes.

En visite en Tunisie, le président turc, Abdullah Gül, a pour la première fois rejeté l'idée de toute intervention militaire de puissances occidentales. Dans le même temps, le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague et le secrétaire US à la Défense, Léon Panetta, ont exclu tout soutien militaire direct ou indirect aux rebelles.

- Dans Le Monde, Christophe Ayad, Benjamon Barthe et Jacques Folliorou confirment la tentative de libération des journalistes français bloqués à Baba Amr, que Thierry Meyssan a raconté aux lecteurs du Réseau Voltaire, il y a une semaine déjà. Le quotidien indique que l'opération était conduite côté français par la DCRI. Il signale que l'Élysée avait donné son feu vert, mais évite d'aborder le conflit qui a surgi entre Claude Guéant et Alain Juppé. A partir de quoi, Le Monde s'arrête au milieu du chemin et ne parvient pas à élucider la sortie de Baba Amr qu'il persiste à attribuer à l'Armée « syrienne » libre.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot assure que, de peur d'un coup d'État, « le pouvoir n'a pas hésité à désarmer la plupart des bataillons sunnites » (sic). C'est évidemment idiot : s'il y avait une crainte de coup d'État, le pouvoir n'humilierait pas certains bataillons pour pousser les autres à le renverser. Et il ne peut désarmer tous les sunnites sans se mettre à nu, 65 % des militaires étant de cette confession.

- De Morgen s'interroge sur la validité des informations du Réseau Voltaire relative aux 19 prisonniers de guerre français et sur l'affirmation de Thierry Meyssan selon lequel le drame de Baba Amr serait la plus vaste fiction politique depuis le 11-Septembre. Dans une colonne séparée, le journal souligne que ce n'est pas la première fois que des images choquantes seraient utilisées de manière déformée pour justifier une guerre.

- S. B. Grégoire III, patriarche gréco-melkite, défend l'armée syrienne dans un entretien au Tagesspiegel. Le prélat déplore que les Européens voient systématiquement le président el-Assad comme le « méchant », alors qu'il n'a de cesse de protéger son

peuple de bandes armées qui tuent et rançonnent. Le « printemps arabe » a encouragé des extrémistes sunnites à tenter d'accaparer le pouvoir au détriment des minorités.

- Die Presse pèse le pour et le contre en matière d'intervention militaire. En l'absence d'argument convaincant, le journal s'interroge sur le concept de « *responsabilité de protéger* ».

- Le Temps explique doctement la dérive mafieuse de la famille el-Assad. Selon le journal suisse, le général Assef Chawkat a été écarté des responsabilités tandis que Rami Makhlouf s'est approprié le pays. En réalité, le général Chawkat était le commandant en chef des dernières opérations militaires et Rami Makhlouf est administrateur et non propriétaire de sociétés d'économie mixte.

- Le Wall Street Journal revient sur la protection des arsenaux chimiques syriens. Les États-Unis et la Jordanie sont prêts à déployer des forces pour qu'ils ne tombent pas aux mais des rebelles. Nos lecteurs se souviennent que le Pentagone a déjà mis en place une surveillance spatiale et aérienne en ce sens. L'ensemble de ce dispositif montre que Washington et Tel-Aviv, qui ont tout fait pour affaiblir la Syrie, n'entendent pas pousser le bouchon plus loin.

- Le New York Times et le Washington Post attendaient beaucoup de ce vendredi de manifestation dédié à la mobilisation des Kurdes contre Damas. Mais ceux-ci sont restés de marbre.

- Dans Gulf News, l'ex-biographe officiel de Hafez el-Assad, Patrick Seale, se fait une virginité en comparant la répression de Hama (1982) et la prise de Baba Amr (2012), toutes deux fruits de la paranoïa de la dynastie.

- Sur la base d'e-mails que Wikileaks dit avoir piratés à la société Statfor, Hassan Barari assure dans Arab News que l'Iran aurait approché Washington pour envisager une opération conjointe de renversement d'el-Assad. (Réseau Voltaire 09.03)

3.2- Après la démission d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Energie, c'est la démission en bloc et la fuite vers la Turquie d'un groupe de généraux de brigade qui retient l'attention de la presse atlantiste et du Golfe. La décomposition du régime se confirme donc. Las ! Nul n'est capable de donner les noms des généraux et aucun officier supérieur n'est arrivé en Turquie.

Une fois de plus ce tintamarre s'adresse à l'opinion publique occidentale pour la faire patienter, mais décrédibilise un peu plus ceux qui pronostiquaient la chute imminente du régime syrien, comparable à un fruit mûr.

Au plan diplomatique, la responsable des opérations humanitaires de l'ONU, Valérie Amos, a trouvé un début d'accord avec le gouvernement syrien. La Russie a annoncé qu'elle rejetait le dernier projet occidental de résolution au Conseil de sécurité, pour les mêmes motifs que précédemment. La Chine a envoyé un émissaire spécial rencontrer les différents protagonistes, ce qui a irrité Paris. L'émissaire spécial de l'ONU et de la Ligue arabe, Kofi Annan a commencé ses consultations, mais poussé par ses sponsors, le Conseil national syrien a déjà rejeté son appel à la négociation.

- Les groupes armés dispersés sur le territoire se regroupent comme prévu dans le district d'Idlib. On y ignore si leur nombre leur permettra de créer une place forte comme le fut l'Emirat islamique de Baba Amr, mais cela semble peu probable. Pour Georges Malbrunot dans Le Figaro, c'est l'occasion de disserter sur le soutien des sunnites à l'Armée « syrienne » libre et l'opposition des alaouites. Cette grille d'analyse est fausse, puisque la grande majorité des sunnites sont opposés aux extrémistes sunnistes. Cependant, elle laisse entrevoir que l'Armée « syrienne » libre est bien une organisation confessionnelle.

- Iran Daily rapporte les propos de l'ambassadeur d'Iran à Paris, Ali Ahani. Il évoque le transfert d'armes et de mercenaires en cours vers la Syrie. Des propos qu'a confirmé l'ambassadeur russe à Beyrouth, évoquant même 15 000 combattants étrangers en Syrie. La presse rapporte également que Wikileaks a divigué des e-mails censés piratés chez Startfor, faisant mention de troupes occidentales en Syrie. (Réseau Voltaire 10.03)

4- Afghanistan

Un soldat américain stationné en Afghanistan a ouvert le feu sur des civils, tuant une quinzaine de personnes, avant d'être maîtrisé et placé en détention, a-t-on appris dimanche auprès de l'état-major de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) et des autorités afghanes.

Dans un communiqué, le ministère afghan de la Défense évoque un bilan de 15 morts et de neuf blessés. "*Le ministre de la Défense (...) est profondément choqué et attristé par la mort de 15 civils innocents (...) par les forces de la coalition*".

Le soldat est sorti en pleine nuit de sa base, dans la province de Kandahar (sud), et s'est rendu dans des villages alentour, entrant dans trois maisons, a déclaré le ministre afghan des Frontières et des Affaires tribales. Asadulah Khalid a ajouté qu'il avait fait seize morts et cinq blessés.

"*C'est un incident profondément regrettable et nos pensées vont aux familles concernées*", écrit l'Isaf dans un communiqué, ajoutant que "*les forces américaines en Afghanistan, en coopération avec les autorités afghanes, enquêteront sur cet incident*". (Reuters 12.03)

Un acte barbare, un véritable massacre de civils innocents qualifié d'"*incident*", un détail quoi, une vulgaire bavure, un dégât collatéral inévitable en temps de guerre, que vaut la vie d'un misérable Afghan, véritable graine de terroriste, à côté du combat pour la "*démocratie*", des intérêts de l'impérialisme américain... Et pendant ce temps-là, l'Etats sioniste continue tranquillement de massacrer les Palestiniens avec la bénédiction de Washington, Paris et Londres...

Commentaire d'un internaute :

- "*Vous verrez qu'il va être jugé par un tribubal militaire américain, bien au chaud en Amérique et qu'il va être déclaré non coupable parce que non responsable de ses actes qu'il a commis dans un accés de folie meurtrière!*

C'est ça le monde moderne et la démocratie...."

Social

1- France. Contre-révolution. Association capital-travail.

Des organisations syndicales, dont la CFDT et l'Unsa, et des associations ont élaboré un manifeste "*2012 Pour un pacte social*" à l'intention des candidats à l'élection présidentielle pour que la "*société civile*" puisse être "*partie prenante*" des décisions à venir.

Le manifeste a recueilli quelque 500 signatures, a annoncé dimanche le leader de la CFDT François Chérèque lors d'un forum aux côtés des autres organisations signataires (ATD Quart Monde, Confédération étudiante, Confrontations Europe, Europe et Société, France Nature Environnement, La Ligue de l'Enseignement, la Mutualité française et l'Unsa).

"*Par ce manifeste, nous voulons être partie prenante dans les choix cruciaux qui vont être faits*", disent les signataires.

"*Les défis immenses que nous avons à relever supposent un vrai renouveau démocratique. Toutes les forces de la société civile doivent s'y investir*", jugent-ils.

"*Nous voulons qu'aux côtés de la démocratie politique, ceux qui font vivre la démocratie civile et sociale soient associés à l'élaboration des lois qui nous gouvernent*", disent encore les signataires. (AFP 12.03)

Ne serait-ce pas le programme de Hollande ?

En régime capitaliste, on appelle cela le corporatisme. Comment faire pour que les travailleurs soient plus solidement enchaînés au capitalisme à l'heure où la question de sa liquidation est posée, sinon les associer à la politique antisociale mise en œuvre par les représentants de l'Etat.

Pour connaître l'objectif politique réel qui se cache derrière cette initiative, il suffit de retourner leur proposition : pour assurer la survie du capitalisme en proie à une crise qui pourrait lui être fatale, "*les forces de la société civile doivent s'y investir*" au lieu d'être tentées de rompre avec lui, elles doivent y collaborer au lieu de chercher à l'éliminer en pronant des solutions qui se situeraient au-delà du capitalisme, le capitalisme est la limite indépassable, le système économique et social idéal et éternel qu'il nous faut, il n'existe aucune alternative au capitalisme, alors au lieu de s'épuiser à chercher une recette miracle pour s'en passer, faisons avec dans la joie et la bonne humeur et crions ensemble : vive le capital et le travail, vive le Maréchal !

Question : il y en a qui vont nous accuser de favoriser la réélection de Sarkozy puisque nous refusons d'appeler à voter pour Hollande. Qu'ils se rassurent, nous l'assumons totalement.

De Hollande ou de Sarkozy, d'après vous lequel est le mieux placé pour aller le plus loin possible sans encombre ou presque dans l'association capital-travail, lequel est le plus proche des dirigeants syndicaux pourris, du milieu associatif lié au régime, lequel est le plus apte à se faire passer pour l'ami ou le président du peuple, lequel peut s'appuyer sur la majorité des intellectuels, sur une large fraction de la petite-bourgeoisie qui finalement ne voient pas plus loin que leurs propres intérêts dès lors qu'ils sont servis ? A mon avis se serait bien Hollande, non ?

Mes détracteurs répliqueront : oui mais si Sarkozy l'emportait, les travailleurs le ressentiraient comme une lourde défaite... Chez ceux qui auraient manifesté des illusions dans Hollande, les plus arriérés d'entre eux, or ce ne sont pas ceux-là que nous serions en mesure de recruter immédiatement au parti s'il existait, mais bien ceux qui étaient les plus déterminés à continuer le combat quel que soit le vainqueur de cette élection. Si la construction du parti était réellement votre objectif, vous ne m'opposeriez pas

cet argument qui témoigne de votre incapacité à vous situer dans la perspective de la prise du pouvoir... C'est cruel parfois d'affronter la réalité en face, n'est-ce pas ? Un peu de courage...

Vous ou votre parti, vos dirigeants ont un grave problème à régler, commencez par là et vous verrez que tout se décantera facilement par la suite. Une fois qu'on est sur la bonne voie, je ne dirai pas qu'il n'y a plus qu'à se laisser glisser pour aller de l'avant, disons que les choses nous apparaissent si évidentes, si simples soudainement, qu'on n'en revient pas d'être passé si longtemps à côté... L'essentiel, ce n'est pas d'avoir raison ou de se persuader qu'on a raison, c'est stupide comme attitude, c'est de faire sauter les obstacles qui nous empêche d'avancer, je parle de notre cause et non de notre petite personne dont tout le monde se fout à raison. Renouons avec le socialisme et tout ira pour le mieux...

Espagne

Des dizaines de milliers d'Espagnols ont manifesté dimanche à travers le pays contre une réforme du droit de travail facilitant les licenciements et donnant aux employeurs la possibilité de limiter les augmentations salariales.

Portant des drapeaux rouges et des pancartes avec les mots "*non aux coupes budgétaires*", "*non à la régression sociale*", criant "*nous ne paierons pas leur dette avec la santé et l'éducation*", des milliers de manifestants ont envahi le centre de Madrid.

Les syndicats, qui ont appelé à une grève générale le 29 mars, ont revendiqué un demi-million de participants dans une soixantaine de villes. La police n'a pas fourni d'estimations.

Le gouvernement conservateur compte rendre le marché du travail plus flexible en réduisant l'indemnité de licenciement de 45 à 33 jours de salaire par année de travail et en limitant les hausses de salaire indexées sur l'inflation. (Reuters 12.03)

Haut de page

Le 13 mars

CAUSERIE

Les médias se mettent en quatre pour faire remonter leur candidat.

Nicolas Sarkozy a poursuivi lundi soir sa cure médiatique sur TF1 pour l'émission «Parole de candidat».

Avant la remise à zéro des compteurs médiatiques et l'entrée en vigueur, le 20 mars, de la règle de l'égalité du temps de parole, Sarkozy va livrer cette semaine un véritable marathon. Après TF1 ce soir, le locataire de l'Elysée récidive mercredi sur Europe 1; est l'invité du Grand Journal de Canal + vendredi; convié à s'exprimer dans l'émission Capital sur M6 dimanche, avant de se rendre, lundi prochain, au 19-20 de France 3. (libération.fr 12.03)

En famille.

Le candidat du parti de l'ordre ratisse du FN au Front de gauche pour se refaire une santé ou pour brouiller les pistes. Il faut dire qu'en présence d'une multitude de promesses électorales avancées par les principaux candidats, il n'a que l'embarras du choix.

Mélenchon ne se sent plus depuis que le Bonaparte de service aurait pioché dans ses propositions... En réalité, s'agissant de "*désobéir*" à l'Union européenne, tous les Etats ont toujours conservé cette faculté intacte, contrairement à ce que les sociaux-patriotes ont voulu nous faire croire. Certes cela pourrait engendrer une crise politique au sein de l'UE, mais il n'en demeure pas moins qu'aucun Etat dans le monde n'est lié pour l'éternité par une mesure précédemment adoptée, par un traité signé ou à une institution à laquelle il a adhéré un jour.

Sarkozy n'a rien fait d'autre qu'utiliser une des prérogatives attachées à sa fonction telle qu'elle est définie par la Constitution de la Ve République.

Qui décide de signer ou non les traités internationaux, qui peut décider de retirer sa signature au bas d'un traité au cas où celui-ci le jugerait obsolète, qui d'autre sinon le président en exercice. On pourrait ajouter, qui peut décider de violer un traité sinon le chef de l'Etat, comme on a pu le constater à de nombreuses reprises au cours du XXe siècle. Contrairement à ce qu'affirment les sociaux-patriotes, la souveraineté de la nation n'est pas remise en cause par ces traités, elle est mise entre parenthèses ou placée temporairement et volontairement sous la tutelle d'une institution internationale (selon le principe de subsidiarité), ce qui est différent d'une perte totale et définitive de souveraineté qui impliquerait qu'aucun retour en arrière ne serait possible dans le

futur, auquel cas l'Etat et son représentant ne disposeraient plus d'aucun pouvoir, l'Etat s'effacerait ou disparaîtrait au profit de cette institution.

Sarkozy en faisant de l'Union européenne un bouc émissaire, n'a rien fait d'autre qu'imiter ceux qui n'ont eu de cesse depuis des décennies d'orienter leur combat contre l'Union européenne afin d'épargner le régime en place en France, au-delà tous ceux qui se refusent à s'attaquer aux institutions de la Ve République, et dont la dernière manifestation opportuniste en date consiste à appeler à voter Hollande ou à reconnaître au PS le statut de parti ouvrier, alors qu'il est le supplétif du parti de l'ordre depuis bientôt un siècle.

Extrait des deux articles de presse qui m'ont permis de réaliser cette causerie.

1- Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche à l'Elysée, a assuré lundi que Nicolas Sarkozy avait repris l'idée de désobéissance à l'égard de l'Europe développée par le FG.

"*Que vient de faire le président de la République ?*", a demandé l'eurodéputé sur Europe 1. "*La France vient de dire, par son président de la République, qu'il est normal, lorsqu'une décision européenne s'applique, qu'une grande nation désobéisse, si ça ne convient pas à l'idée raisonnable qu'elle se fait du bien commun*". (AFP 12.03)

Au passage, Mélenchon reconnaît à Sarkozy le mérite d'agir pour le "*bien commun*" occultant la nature du régime en place et qu'il se confond avec les intérêts des capitalistes. Chacun soutient le régime comme il peut, Mélenchon vient d'en fournir la preuve, si nécessaire.

2- Nicolas Sarkozy a proposé lundi sur TF1 que les Français qui s'exilent pour des raisons fiscales soient taxés à hauteur de ce qu'ils devraient acquitter en France s'ils conservent la nationalité française, reprenant ainsi une proposition avancée récemment par le candidat du Front de gauche Jean-Luc Mélenchon.

Alors qu'on lui faisait remarquer que Jean-Luc Mélenchon avait fait une proposition similaire, il a répondu : "*Vous lui enverrez une petite carte de ma part*". (Reuters 12.03)

N'oubliez pas de mentionner : avec les compliments du représentant du parti de l'ordre, Mélenchon en sera fier et pourra l'encadrer !

Cette proposition s'inscrit dans le cadre de la préservation du régime en place que Mélenchon n'a pas du tout l'intention de renverser. Cette déclaration de Mélenchon confirme que le FdG se pose en gestionnaire de la société capitaliste au même titre que le PS avec lequel il ne s'entend pas si mal qu'il le prétend.

Nous avons publié récemment une liste non exhaustive des privilégiés expatriés dans le paradis fiscal suisse qui possèdent des centaines de millions d'euros, des grands patrons pour la plupart. S'attaquer au capitalisme ne devrait-il pas consister à les exproprier et tout leur prendre ? Non répond Mélenchon, laissons-les libres de faire ce qu'ils veulent, de continuer à accumuler d'énormes profits sur le dos des exploités, bornons-nous à les taxer davantage et que la vie continue comme avant, telle est la véritable intention, le véritable programme du FdG.

Les camarades du groupe Bolchevik ont eu raison de préciser dans leur dernier numéro de *Révolution socialiste* que cela n'engageait à rien Mélenchon de présenter un programme en apparence radical sachant qu'il n'aura jamais les moyens de l'appliquer, tandis que dans les faits cette fois, le PG n'entend pas rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques et soutient l'ordre établi.

Bien des militants se font avoir en ne mettant pas en rapport son programme et la manière dont il l'applique contradictoirement au quotidien. Ils procèdent par abstraction, ils ne voient que ce qu'ils veulent bien voir, seulement ce qui les intéresse à titre individuel, alors que notre combat devrait être guidé uniquement par les intérêts collectifs de notre classe.

Lutte ouvrière ne vaut guère mieux que le Front de Gauche.

Nathalie Arthaud en fait la démonstration dans un article intitulé : *L'importance du vote pour la candidate communiste*. Cet article avait en principe pour vocation de nous convaincre que sa candidature se distinguait de toutes les autres et qu'elle incarnerait le communisme.

Après avoir dressé un tableau de la situation, elle écrit "*Il est particulièrement important dans ce contexte que se fasse entendre une politique qui parte des intérêts de classe des exploités*", mais est-ce vraiment le cas, il ne suffit pas de l'affirmer pour cela soit avéré, il faut le prouver et c'est là que les choses se gâtent.

Avant d'y venir, à croire que madame Arthaud est coupée de la réalité ou qu'elle ne sait pas de quoi elle parle, elle écrit à propos

des discours de Sarkozy et Hollande : "*Leurs vocabulaires respectifs portent les marques du clivage traditionnel entre la gauche et la droite*, alors qu'Hollande répète à qui veut bien l'entendre qu'il "*aime les riches*, tandis que Sarkozy empiète sur le terrain du FdG et se présente comme le "*candidat du peuple*", dans le premier cas ce n'est pas vraiment un discours de "gauche" et dans le second un discours de droite, dans les deux cas ils sont tout simplement démagogiques...

Vient ensuite "*un certain nombre d'objectifs qu'il faudra imposer à la bourgeoisie pour préserver la classe ouvrière de la déchéance matérielle et morale*", objectifs compatibles avec la préservation du régime en place, LO adressant des gages rassurants en direction de cette même bourgeoisie sur ses réelles intentions, au final il s'agit de "*montrer que la bourgeoisie a les moyens de financer tout cela sans même se retrouver sur la paille*" quel soulagement pour nos bourgeois qui conserveront ainsi le pouvoir, non seulement ces mesures ne s'attaqueront pas aux fondements du capitalisme, mais elles seront mises en oeuvre avec la collaboration des travailleurs eux-mêmes "*imposer le contrôle des travailleurs et de la population sur les entreprises*", d'un coup de baguette magique en passant par dessus les institutions de la Ve République qui fixent (juridiquement) les rapports entre les classes, mais dites-nous c'est merveilleux, pour un peu sans tenir compte du régime en place, il serait possible de mettre en oeuvre une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrère, le socialisme à la carte !

Retenez votre souffle, au paragraphe suivant elle tente de nous convaincre du contraire, mais sans le moindre objectif ou la moindre perspective politique, c'est impossible : "*Il est évident que de tels objectifs, qui, s'ils étaient imposés, ébranleraient dans ses fondements la dictature capitaliste sur l'économie, ne pourraient être imposés que par des luttes massives, amples, explosives et, surtout, conscientes*", le reste de son article est du baratin électoraliste qui ne nous intéresse pas ici.

Imaginez une candidate à la fonction suprême des institutions incluse dans la Constitution et qui trouve le moyen de faire un discours politique de plusieurs pages pour présenter son programme sans citer une seule fois les institutions de la Ve République, très fort. Vous me direz que tous ceux qui entendent remettre en cause le TSCG et le MES ont trouvé le moyen d'en faire autant et ne valent guère mieux.

On pourrait m'accuser de faire un mauvais procès à Nathalie Arthaud ou que je ne sache pas lire, pourquoi pas, aussi pour vérifier que j'ai lu correctement les propos de la candidate de LO, voici ce que j'ai relevé dans un autre articles intitulé : *Contre Sarkozy et les privilégiés : opposer un programme fondé sur les intérêts des exploités*.

J'ai affirmé que LO n'entendait pas s'attaquer au capitalisme encore moins aux intsitutions, vérifions-le sur le champ.

- "*Le grand patronat a largement les moyens de financer le coût du maintien de tous les emplois !*", donc le patronat demeurent aux commandes.

- "*C'est aux capitalistes de financer tout cela sur les revenus du capital et au besoin sur leurs fortunes privées*", donc les gangsters de la finance conservent leurs privilèges.

- "*il faut imposer la transparence sur les comptes des entreprises*", ce qui signifient que les travailleurs ne les contrôlent pas, qui d'autres alors les contrôlent sinon les patrons et les actionnaires.

- A l'Etat, "*Il faut lui imposer une politique de grands travaux* ", un Etat ne serait donc pas le nôtre, donc pas un Etat ouvrier...

Cela suffira avec LO, on perd vraiment son temps avec ces gens-là mais c'est nécessaire pour ouvrir les yeux de quelques militants. Ces deux articles de LO figurent dans son portail national sur Internet.

Les ONG et les altermondialistes sont organiquement liés au capitalisme mondial

Dès que les représentants du vieux monde organisent un forum ou un sommet, cette vermine organise un forum ou un sommet "*alternatif*" dans lequel ils ne manquent pas de manifester leur soumission à l'ordre mondial.

Lors du Forum mondial de l'eau ouvert lundi à Marseille, l'Onu présentera son 4e rapport sur l'eau dans le monde. Les ONG écologistes et de solidarité avec les pays pauvres se réuniront en Forum alternatif de jeudi à samedi dans la cité phocéenne. (AFP 12.03)

Quel est le lien entre les deux ? Il faut le chercher dans la composition du Conseil mondial de l'eau à l'initiative des précédents forums, qui comprend les ONG, les gouvernements et les organisations multilatérales nous précise l'AFP.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a dit que deux milliards d'habitants n'avaient pas accès à l'eau en 2012 dans le monde, et qu'il faudrait attendre 2020 pour régler ce problème. Voilà une question tout à fait insupportable qui ne devrait même pas exister à notre époque et qui nécessiterait un règlement immédiat et non dans des années et des années.

Les ONG vont cogérer cette situation avec les représentants des multinationales et des Etats. Cela ne vous fait-il pas penser au manifeste "*2012 Pour un pacte social*" à l'intention des candidats à l'élection présidentielle pour que la "*société civile*" puisse être "*partie prenante*" des décisions à venir (voir la causerie d'hier) ou au "*pacte social*" proposé par Hollande pour mieux associer les syndicats à la politique d'austérité qu'il entend poursuivre s'il est élu président, histoire de cadenasser le mouvement ouvrier ou le soumettre à la dictature du capital ?

Passons "***à autre chose***".

Après le massacre avant-hier par un sous-officier américain de 16 civils, dont des enfants, neufs femmes et des vieillards endormis, le commandant des forces internationales en Afghanistan, le général John Allen, a déclaré : "*Nous allons mener une enquête minutieuse, cette personne devra rendre des comptes et nous passerons à autre chose.*" (AFP 12.03)

Actualité en titres

Délinquance

- Le plus jeune fils de Sarkozy joue à lancer billes et tomate sur une policière - AFP

Bruit de campagne

- A Villepinte, l'UMP appelle sur scène des radicaux absents du meeting - Lexpress.fr

- Présidentielle: Nicolas Sarkozy, les 5 raisons d'y croire (encore) - 20minutes.fr

- Juppé pense que Sarkozy "*peut*" et "*va*" gagner la présidentielle - AFP

- Douste-Blazy: le propos de Sarkozy sur l'immigration et l'Europe "*honteux*" - AFP

- Mélenchon: désobéir à l'Europe, une idée du Front de gauche reprise par Sarkozy - AFP

- Sarkozy cible les exilés fiscaux, Mélenchon "*triomphe*" - L'Express.fr

Le régime des records infâmes.

- 66.445 détenus dans les prisons françaises au 1er mars, nouveau record - AFP

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Quand La Poste conduit ses employés au suicide.

Un cadre de La Poste en arrêt maladie a été retrouvé pendu dimanche à la plate-forme courrier de Trégunc (Finistère), dix jours après le suicide d'un autre cadre qui s'est défenestré en plein centre ville à Rennes.

Le cadre de 42 ans décédé dimanche, marié et père de deux enfants, était encadrant sur cette plate-forme de 15 salariés mais était en arrêt maladie depuis début décembre 2011, a expliqué la direction du courrier Ouest-Bretagne qui a mis en place lundi une cellule de soutien psychologique pour ses collègues.

L'homme "*postier depuis 20 ans*", était "*une personne fragile psychologiquement. Il avait déjà été arrêté en 2009, il avait des problèmes avec sa hiérarchie. Il était fragilisé, à fleur de peau*", a déclaré le secrétaire territorial du syndicat des cadres CGC Antoine Le Séguillon, joint par l'AFP.

"*Le fait qu'il soit revenu sur son lieu de travail n'est pas anodin. C'est un message qu'il a voulu envoyer à l'entreprise*", a poursuivi M. Le Séguillon en précisant que le cadre avait écrit au PDG de l'entreprise Jean-Paul Bailly en novembre pour lui faire part de ses difficultés.

"*Si vous pouviez faire en sorte que +tout ça+ débouche sur quelque chose de positif et de constructif pour l'entreprise et nos collègues...*", a écrit le cadre en détresse dans un courrier électronique envoyé dimanche en milieu d'après-midi à la CGC, dont il était membre. Dans ce "*mail un peu confus*" il n'annonçait pas son suicide, a précisé la CGC.

"*On est très touchés, on le connaissait bien (...) Il est temps que La Poste se réveille et regarde les conditions de vie, il n'y a plus d'humanité, il n'y que la productivité qui compte*", a affirmé à l'AFP le secrétaire régional CFDT pour la Bretagne René Bilien.

Le syndicaliste précise qu'il connaissait le postier depuis 15 ans et que celui-ci était "*angoissé*" à l'idée de reprendre son travail le 25 mars.

"*C'est la loi de la jungle (...) Plusieurs personnes ne sont pas pas bien dans leur boulot, en +burn out+. C'est la réalité souvent dans l'encadrement, le niveau de ce qu'on leur demande est trop haut*", a ajouté M. Bilien.

"*Le collègue Bruno connaissait le métier. Il respectait les collaborateurs et n'acceptait pas de faire subir à ses subalternes cette pression*", a déclaré Alain Le Berre, délégué CGT PTT du Finistère, devant les grilles de la plate-forme de Trégunc où travaillait le cadre.

"*Il faut toujours en faire plus tout en étant toujours moins nombreux. Le nombre de boites (aux lettres) augmente d'année en année alors que La Poste réduit les effectifs. Le facteur qui n'y arrive pas, on lui dit que c'est lui qui a un problème. Les salariés sont mis sous pression pour attreindre des objectifs de profit. Plus personne n'en veut de cette stratégie*", a-t-il ajouté. (AFP 12.03)

1.2- Grève à LaSer Cofinoga contre 433 suppressions de postes

Quelque 95% des salariés de LaSer Cofinoga à Mérignac (Gironde) étaient en grève lundi pour dénoncer l'absence de propositions de reclassement pour les 433 postes supprimés et ont reconduit leur mouvement lors d'une assemblée générale, a-t-on appris de source syndicale.

«*Nous avons bloqué les accès des parkings dès 6 heures du matin tout en laissant la possibilité aux salariés d'aller embaucher à pied*», a indiqué au nom de l'intersyndicale Jean-Luc Gayon (CGT).

Dans la matinée, une délégation de l'intersyndicale a rencontré le chef d'établissement et la direction des ressources humaines du site, a indiqué Jean-Luc Gayon, s'exprimant au nom de l'intersyndicale CFDT-CFTC-SNB-CGT-FO-Unsa-CGT.

«*Ils nous ont dit qu'ils prennent en compte nos demandes mais qu'il leur faut du temps pour apporter des réponses*», a affirmé Jean-Luc Gayon. A l'issue de cette rencontre, les salariés ont reconduit le mouvement lors d'un vote en assemblée générale.

Selon Jean-Luc Gayon, le mouvement a été suivi par 50% des 135 salariés d'un deuxième site, à Jurançon (Pyrénées-Atlantiques). (liberation.fr 12.03)

1.3- Mobilisation pour les salaires chez Alcatel-Lucent

Plusieurs centaines de salariés de l'équipementier télécoms Alcatel-Lucent se sont rassemblés lundi devant le siège du groupe à Paris pour réclamer des hausses de salaires, la direction ayant annoncé un gel pour 2012, a constaté une journaliste de l'AFP.

Ils étaient 800 selon la préfecture de police, et "*plus d'un millier*" selon les syndicats.

Une intersyndicale CFDT, CFE-CGC et CGT avait appelé à ce rassemblement et à faire grève dans les différents sites pour dénoncer une "politique salariale injuste et injustifiée" alors que le groupe fait des bénéfices.

"*Ils nous ont annoncé un gel des salaires pour 2012. On demande au moins un maintien du pouvoir d'achat avec une augmentation de 2,5%*", a expliqué Hervé Lassalle (CFDT), ajoutant que les syndicats réclamaient également des promotions et une meilleure répartition des parts variables entre les salariés.

Les salariés du groupe, qui emploie quelque 9.000 personnes en France, avaient déjà manifesté le 10 février pour les mêmes motifs.

Les syndicats font valoir qu'Alcatel-Lucent a enregistré de bons résultats en 2011, avec un bénéfice net d'un milliard d'euros. Il s'insurgent également contre le fait que les principaux dirigeants, soit une quinzaine de personnes, aient vu leur rémunération augmenter de 35% entre 2010 et 2011, passant de 23 millions d'euros à 31 millions.

"*On a un peu de mal à comprendre. Ils nous disent de nous serrer la ceinture et ils s'en mettent plein les poches*", a déclaré à

l'AFP Stéphane Dubled (CGT), appelant la direction à mesurer le niveau de "*démobilisation interne*".

"*On peut comprendre qu'il faille faire des sacrifices pour préserver l'emploi, mais il faut que la direction montre l'exemple*", a ajouté François Schmets (CFE-CGC).

Les syndicats rappellent que les salaires avaient été gelés en 2009, revalorisés de 1,8% en 2010, et gelés dans un premier temps en 2011. Après une mobilisation, les syndicats avaient alors obtenu une augmentation de 50 euros mensuels pour les non-cadres (environ 20% des effectifs). (AFP 12.03)

2- Allemagne

Et un record de plus pour Volkswagen. Le constructeur automobile allemand a annoncé lundi qu'il allait verser 17 millions d'euros de salaire à son patron Martin Winterkorn pour 2011, reflet des bénéfices inédits engrangés par son groupe. La somme "*est la plus élevée jamais touchée par un président du directoire d'une entreprise du Dax*", l'indice des trente plus grosses entreprises allemandes cotées, a commenté pour l'AFP Michaël Kramarsch, associé du cabinet spécialisé Hostettler, Kramarsch & Partner (HKP). Le précédent record était détenu par Josef Ackermann, à la tête de Deutsche Bank, qui avait touché 13,98 millions d'euros au terme de l'exercice 2007.

Hors Dax, certaines entreprises versent toutefois parfois des salaires encore supérieurs à leurs dirigeants, a ajouté M. Kramarsch. En 2007, l'ancien patron de Porsche Wendelin Wiedeking avait ainsi touché 60 millions d'euros. Chez Volkswagen, avec 17.456.206 euros versés, M. Winterkorn double quasiment son salaire par rapport à 2010 (9,33 millions d'euros), selon le rapport annuel du groupe.

Parmi les 16 entreprises du Dax ayant déjà présenté leurs résultats annuels, le salaire moyen des patrons a atteint 5,91 millions d'euros (+11% sans prendre en compte les groupes qui ont changé de patron en cours d'année).

Devenu numéro deux mondial de l'automobile, Volkswagen a enregistré en 2011 un bénéfice net d'un niveau inédit dans le secteur, de 15,4 milliards d'euros, multiplié par près de trois. (lexpansion.com 12.03)

Haut de page

Le 14 mars

CAUSERIE

J'ai ajouté une vingtaine d'articles dans différentes rubriques.

Mai 1981, mai 2012, qu'est-ce qui a changé ? Absolument rien. Quels enseignements avons-nous tiré de la lutte des classes au cours des trois dernières décennies écoulées ? Absolument aucun. Avons-nous réalisé ne serait-ce qu'un pas en avant vers notre objectif ? Absolument aucun. On ne se posera pas la question de savoir si on a une chance de vaincre, aucune dans les conditions actuelles, absolument aucune. Qui en portent la responsabilité ? Nos dirigeants, qui voulez-vous que ce soit ?

A propos de la Syrie

A ce jour aucun parti ouvrier en France n'a repris à son compte la multitude de témoignages diffusées largement dans le monde par des journalistes indépendants sur la réalité de la situation en Syrie, à savoir que les puissances impérialistes occidentales associées aux monarchies du Golfe sont à la tête d'une armée de mercenaires sanguinaires entrés illégalement en Syrie pour déstabiliser le pouvoir en place afin d'y substituer une régime à leurs bottes avant de s'attaquer à l'Iran.

Aucun parti ouvrier n'appelle au retrait de cette armée de mercenaires qui a pris en otage le peuple syrien et plus particulièrement les opposants au régime d'Assad qu'ils torturent et assassinent. Honte à tous ces partis, honte à leurs dirigeants qui sont décidément en dessous de tout ! Lisez ou relisez attentivement leurs déclarations.

Nous soutenons les travailleurs syriens engagés dans le combat politique à la fois contre le régime d'Assad et pour l'intégrité de la Syrie, opposition intervenant sur le terrain de la lutte des classes afin d'obtenir de nouveaux droits politiques ou sociaux. Il s'agit d'une guerre qui ne veut pas dire son nom. Une guerre d'agression menée par une puissante coalition impérialiste contre un Etat indépendant et souverain, plus faible ou dominé, demeuré sous-développé sur le plan économique par rapport à ces puissances impérialistes, comme tous les pays en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient ou encore de nombreux pays en Asie.

Dans aucun de ces continents ou de ces régions le prolétariat ne s'est développé au point de pouvoir prétendre chasser du pouvoir les régimes en place et prendre le pouvoir. Dit autrement, nulle part le prolétariat (ou les forces productives) est parvenu à un niveau de développement lui permettant de s'organiser indépendamment du pouvoir de telle sorte qu'il aurait pu rivaliser avec les classes dominantes et envisager de leur ravir le pouvoir par une révolution.

Tous ces pays sont demeurés largement sous-développés sous la coupe des multinationales des différents impérialistes au XXe siècle, qui ont eu pour seuls objectifs de piller leurs richesses et surexploités leur main d'oeuvre. Et quand un prolétariat s'est développé dans ces pays, c'était uniquement dans certains secteurs d'activité bien déterminés sans couvrir l'ensemble des besoins de la population ou tournés principalement vers l'exportation, de telle sorte que ces pays sont demeurés largement dépendant des pays capitalistes dominants et de leurs institutions financières internationales qui n'ont cessé de les racketter. De plus, ce développement s'est effectué dans le cadre de régimes autoritaires et corrompus s'appuyant sur une ou des couches de la bourgeoisie nationale réprimant brutalement toute forme d'opposition, tandis que des rapports semi-féodaux perduraient, parfois accompagnés d'un vernis démocratiquement pour les rendre présentables à la face du monde. Ces pays n'étant jamais parvenus au stade de développement économique des pays capitalistes dominants, ils n'ont jamais pu se doter de rapports juridiques similaires, l'Etat (les institutions) et la nature du régime n'ont guère évolué au cours des 70 dernières années, ils n'ont jamais pu s'élever au rang de démocratie parlementaire bourgeois.

Quelque part, ces Etats reposent sur des fondements artificiels, tout comme leurs frontières, produits du partage (et du repartage) du monde et ses richesses par les différents impérialistes au cours du XXe siècle. Au-delà des deux guerres mondiales du XXe siècle, ces continents ont été confrontés à une multitude de guerres, guerres civiles ou génocides orchestrées par les puissances impérialistes qui dominent le monde, y compris la Russie et la Chine ou encore le Brésil et l'Inde. Chacun de ces pays est isolé pour affronter ces puissances au pouvoir économique et militaire monstueux. Intégrés dans le marché mondial et ne pouvant pas échapper à ce joug, ces pays sont dans l'impossibilité de se développer par eux-mêmes, encore moins prétendre rivaliser avec les puissances impérialistes.

Dans ces conditions, le salut de ces peuples repose uniquement sur la solidarité et le développement de la lutte de classe du prolétariat dans les pays dominants auquel ils doivent être associés, n'ayant rien à attendre des régimes en place dans leur pays, dont la survie repose sur leur soumission à l'un ou l'autre impérialiste, leur combat ne peut être orienté que vers le socialisme, socialisme dont il apparaît de plus en plus clairement (à ceux qui ne l'avait pas encore compris) qu'il ne verra le jour et se développera qu'à l'échelle mondiale, donc incluant tous ces pays aujourd'hui sous le joug de l'impérialisme.

Or, pour que cette solidarité avec le mouvement ouvrier syrien existe, faudrait-il encore que le mouvement ouvrier en France et dans le monde cesse d'être subordonné à sa propre bourgeoisie ou au capitalisme mondial, qu'il fasse sa propre révolution, pour qu'un lien s'établisse entre le développement de la lutte de classe en France et dans le monde avec la lutte de classe en Syrie, faudrait-il encore qu'il existe une Internationale ouvrière qui malheureusement tarde à voir le jour, le prolétariat syrien n'ayant ni la force, ni l'organisation et ni le niveau de conscience politique suffisant pour renverser Assad, face à l'agression impérialiste qui conduirait à sa dislocation si elle était menée à son terme au profit de divisions à caractère religieuse ou ethnique, le prolétariat syrien n'a pas actuellement d'autres alternatives que de faire avec le régime en place à défaut de mieux ou pour éviter le pire, sans pour autant abandonner ses revendications sociales et politiques, il peut même en profiter pour lui soutirer des concessions.

Il va s'en dire qu'il faudrait ignorer la réalité et sombrer dans le gauchisme pour exiger du prolétariat syrien qu'il pose la question du pouvoir dans le contexte actuel, au moment même où cette question fait l'objet d'une formidable manipulation de la part de ses ennemis. Quand il n'est pas possible de passer à l'offensive ou qu'on est attaqué de toutes parts, il faut savoir se replier en ordre en attendant des jours meilleurs...

On reviendra dans une prochaine causerie sur les nouveaux instruments employés par les représentants du vieux monde pour dévoyer ou manipuler la lutte de classe du prolétariat.

Corporatisme. Hollande. Les syndicats cogestionnaires des entreprises.

François Hollande a proposé mardi un "*pacte national de confiance*" entre entreprises, Etat et partenaires sociaux, autour de "*l'enjeu de compétitivité*" et souhaité "*institutionnaliser*" la présence de salariés dans les instances dirigeantes des grandes entreprises.

"*Je propose qu'il y ait un pacte national de confiance autour de l'enjeu de compétitivité (...) où figureraient l'Etat, les collectivités locales, en l'occurrence les régions, mais aussi les partenaires sociaux et même le système de financement*", a affirmé le candidat PS à la présidentielle, au colloque "*Les défis de la compétitivité*" de l'AFEP (Association française des entreprises privées) et du Monde au Carrousel du Louvre.

Pour lui, le "*constat est implacable*": la "*compétitivité des entreprises françaises n'a cessé de se dégrader*".

"*Dès lors qu'il y a la confiance - elle doit être là - entre les acteurs publics et les entreprises, il faut qu'il y ait de la confiance entre les entreprises et les partenaires sociaux*", a-t-il fait valoir.

"*Je souhaite que soit institutionnalisée la présence des salariés - ou leurs représentants - dans les instances dirigeantes des entreprises de plus de 1.000 salariés*", a-t-il dit, citant conseils d'administration, conseils de surveillance.

"*Seules 8% des entreprises du CAC 40*" le font. "*C'est trop peu*", a jugé M. Hollande.

Il propose également de "*revoir le financement de la protection sociale*", "*en concertation avec les partenaires sociaux*".

M. Hollande souhaite réduire la cotisation foncière pour les entreprises qui investiront (matériels, immobilier... soit une "*aide de 2,5 MDS pour l'industrie*"). "*Chaque fois qu'une entreprise investira, elle aura une baisse de la cotisation foncière*", a-t-il affirmé. Cette mesure sera "*ouverte à toutes les entreprises quelle que soit leur taille*". (AFP 13.03)

Syrie. Contre-révolution. Des intellectuels instruments de l'impérialisme occidental.

Dans le texte diffusé dans le Financial Times et publié mardi 13 mars dans Le Figaro, ces personnalités de plus de vingt-sept nationalités estiment que "*les divisions au sein de la communauté internationale ont donné au gouvernement d'Assad un permis de tuer*" et demandent que "*ce permis lui soit maintenant retiré*".

L'appel coïncide avec la réunion des ministres des affaires étrangères au Conseil de sécurité lundi, à New York, sur "*les leçons du Printemps arabe*", qui devait évoquer la Syrie.

L'appel est signé par les anciens présidents brésilien Fernando Henrique Cardoso et sud-africain Frederik de Klerk, par David Miliband, ancien ministre des affaires étrangères britannique, par Richard von Weizsäcker, ancien président de la République Fédérale d'Allemagne, par l'ancien ministre de la justice français Robert Badinter et par les deux Prix Nobel de la paix Shirin Ebadi et la Libérienne Leymah Gbowee.

"*Cette horreur doit cesser, s'est indignée l'Iranienne Shirin Ebadi, dans le communiqué. La réunion des ministres des affaires étrangères aujourd'hui à New York doit sortir le Conseil de sécurité de sa léthargie, l'unifier derrière la Ligue arabe et passer une résolution par consensus.*" (lemonde.fr 13.03)

Actualité en titres

Sarcophage

- Le Wall Street Journal appelle Sarkozy '*Nicolas Le Pen*' - LeMonde.fr

- Un ancien Premier ministre belge compare Sarkozy à Le Pen - L'Express.fr

- Nicolas Sarkozy, le Mitt Romney français - Slate.fr

- Buisson en est certain: Hollande va perdre la présidentielle - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

Les efforts diplomatiques de l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe Kofi Annan d'une part, du ministre russe des Affaires étrangères Sergey Lavrov d'autre part, se heurtent à une mauvaise foi évidente du Qatar, de la France et de leurs protégés.

M. Annan n'a pas pu ouvrir de médiation entre le Conseil national syrien et la présidence syrienne car le CNS a posé comme préalable la démission de Bachar el-Assad et son remplacement par son vice président. Quoi qu'il en soit, Kofi Annan a pu rencontrer le président el-Assad et avoir un long entretien avec lui. Le président a souligné qu'aucun effort n'aboutira tant que des groupes armés tentent de semer le chaos dans le pays. Il s'est déclaré ouvert à toute proposition constructive. Selon la presse du Golfe, Kofi Annan a essuyé une rebuffade car il n'est pas parvenu à convaincre Bachar el-Assad de démissionner, mais cet objectif n'avait rien à voir avec son mandat.

M. Lavrov a rencontré ses homologues de la Ligue arabe au Caire. Tous sont convenus de 5 principes généraux pour le règlement de la crise qu'ils ont présenté lors d'une conférence de presse commune (voir ci-dessous). Cependant, dès Sergey Lavrov parti, le ministre qatari cheikh Hamad bin Jassim a tenu un second point de presse au cours duquel il a affirmé mensongèrement

qu'en acceptant une référence aux documents de la Ligue arabe, la Russie avait approuvé le principe du départ forcé de Bachar el-Assad, ce que la Russie considère en réalité comme une ingérence inacceptable dans les affaires intérieures syriennes.

- The Independent on Sunday publie une déclaration de la rédaction : « Assez, c'est assez ! ». Tout en affirmant son soutien à l'opération en Libye, The Independent observe l'échec coûteux du déploiement de soldats britanniques en Afghanistan et en Irak. Il plaide pour l'arrêt des aventures militaires incertaines et se prononce clairement contre un engagement en Syrie.

- Le Washington Post dresse le bilan des points de vues contradictoires et des options militaires disponibles pour les USA en Syrie. Il conclut que l'effort devrait se limiter à fournir du renseignement et des moyens de télécommunication aux rebelles.

- Tariq Alhomayed, rédacteur en chef de Asharq Al-Awsat glose dans The Arab Times sur la conférence de presse du ministre Qatari des Affaires étrangères au Caire. Sur la base de ces mensonges, il conclut que les Russes sont en train de préparer un départ de Bachar el-Assad sur le modèle yéménite du départ du président Saleh.

- L'analyste égyptien Abdulmonen Mostafa du quotidien Al-Madina commente la position états-unienne dans la Saudi Gazette. Selon lui, depuis le 11-Septembre, la politique de Washington au Proche-Orient est élaborée autour de trois principes : sécurité des approvisionnements en pétrole, sécurité d'Israël, contrôle du leadership de l'Islam politique (il ne s'agissait donc pas de lutter contre al-Qaïda, mais d'en contrôler le leadership). Le renversement du très laïque président el-Assad prend son sens dans la perspective d'un affaiblissement du leadership islamique de l'Iran. (Réseau Voltaire 11.03)

2- Turquie

La police turque a dispersé des centaines de manifestants qui dénonçaient mardi à Ankara le classement de l'enquête visant cinq militants islamistes accusés d'avoir mis le feu il y a près de vingt ans à un hôtel de Sivas, dans le centre du pays, où étaient réunis des écrivains et des personnalités libérales.

A la suite d'une émeute, l'incendie le 2 juillet 1993 de l'hôtel Madimak, qui accueillait une conférence culturelle des alévis, une branche hétérodoxe de l'islam, a fait 37 morts et une soixantaine de blessés. La colère de la foule avait été déclenchée par la présence de l'écrivain Aziz Nesin, traducteur en turc des "*Versets sataniques*" de Salman Rushdie.

Des affrontements avaient ensuite fait 17 morts à Istanbul, lors d'une manifestation pour protester contre cet incendie.

Un magistrat d'Ankara a jugé mardi que l'affaire ne pouvait être considérée comme un crime contre l'humanité et était donc prescrite au bout de quinze ans.

Les cinq suspects n'ont jamais été retrouvés et l'opposition accuse le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et son Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste, d'avoir entravé toute enquête sérieuse.

"*Certains des assassins se sont mariés, ont fait leur service militaire, ont envoyé leurs enfants à l'école, mais n'ont pas pu être retrouvés !*", s'est offusqué Kemal Kilicdaroglu, dirigeant du CHP (Parti républicain du peuple), le principal parti d'opposition.

"*L'AKP est responsable de cet échec. Je suis sûr que le Premier ministre Erdogan est heureux de cette décision, qu'il est soulagé. C'est un affront à l'humanité*", a-t-il ajouté. (Reuters 13.03)

3- Arabie Saoudite

Il y a un mois, un Saoudien de 23 ans était embastillé dans son pays pour crime de tweet. Il aurait publié sur le réseau social quelques pensées jugées inconvenantes sur l'islam. Il risque la peine de mort, par pendaison ou décapitation, au choix. On n'a, depuis, aucune nouvelle de lui.

Au-delà du drame individuel - qui à lui seul vaut qu'on se préoccupe de ce jeune homme -, le sort qui lui sera réservé en dira long sur le chemin qu'entend suivre l'un de nos alliés dans la région : l'Arabie saoudite.

Rappelons les faits. Hamza Kashgari est éditorialiste au quotidien Al-Bilad. Il dispose comme beaucoup de ses collègues d'un comte Twitter. Le 4 février, il a la malencontreuse idée de s'en servir à l'occasion de l'anniversaire supposé du Prophète. Kasghgari est un croyant sincère, tendance réfléchie - on n'en n'attend pas moins d'un éditorialiste.

Il entretient un dialogue raisonné avec le Prophète Mohamed : "*Je dirai qu'il y a des choses que j'aime chez toi, mais des choses que je déteste aussi, et d'autres que je ne peux plus comprendre.*" Au passage, il note que "*les Saoudiennes ne sauraient aller en enfer, au motif qu'on ne peut aller deux fois en enfer, et qu'elles y sont déjà, en Arabie saoudite*".

Ces impertinentes réflexions, celles d'un croyant face à sa foi, déclenchèrent l'ire des chefs religieux. Ils déclarèrent Hamza Kashgari coupable "*d'hérésie*". Dans l'Arabie saoudite, pays fondamentaliste où la charia est appliquée à la lettre, cela vaut la mort.

Le jeune homme affronta sur Twitter une campagne de haine, le dénonçant comme "*mécréant*" et lui promettant la décapitation. Hamza Kashgari s'envola pour la Nouvelle-Zélande, avec escale en Malaisie. Mal lui en prit. Les Malaisiens, à la demande de Riyad, l'arrêtent à l'aéroport de Kuala Lumpur pour le remettre, le 12 février, à son pays. Que lui est-il arrivé depuis ? Mystère.

L'affaire témoigne de toutes les ambiguïtés saoudiennes. Le pays est l'allié traditionnel des Etats-Unis dans la région. Il est un membre actif de la coalition qui, au nom des droits de l'homme, défend l'insurrection syrienne. Il a aidé au renversement du dictateur libyen Mouammar Kadhafi. Premier producteur de pétrole du monde, il est l'un des partenaires commerciaux privilégiés de l'Europe et des Etats-Unis.

Il est aussi l'un des pays les plus rétrogrades de la région, l'un de ceux qui piétinent les libertés, l'un de ceux qui répriment leur minorité chiite, au nom d'une version moyenâgeuse de l'islam sunnite.

Riyad a été le fer de lance de l'intervention armée des pays du Golfe pour écraser, l'an passé, la rébellion chiite dans l'Etat voisin de Bahreïn.

Si l'on veut tenir partout le même langage, alors il faut dénoncer aussi fermement le mépris des libertés en Arabie saoudite qu'en Iran ou partout ailleurs dans la région. Cela passe par le devoir de ne pas oublier un jeune homme du nom d'Hamza Kashgari. (lemonde.fr 13.03)

Social

1- France.

1.1- Mobilisation massive des salariés de LaSer Cofinoga.

Entre 1 000 et 1 500 salariés de LaSer Cofinoga, selon la police et les syndicats, ont manifesté mardi à Mérignac pour réclamer de 'véritables' négociations sur le plan qui prévoit 433 suppressions de postes, dont 397 sur le site girondin.

'*Nous refusons les licenciements contraints, nous demandons à nos actionnaires des reclassements acceptables, de bonnes conditions de départ et nous réclamons un projet de réindustrialisation et de redynamisation du site de Mérignac*', a détaillé Lionel Azougalhi, délégué CFDT (majoritaire), qui appelle la direction à '*sortir du bois*'. A Paris, devant le siège social, une centaine de salariés ont également manifesté à la mi-journée.

Une assemblée générale tenue en début d'après-midi a décidé une reprise du travail mercredi sur le site de Mérignac après deux jours de grève. Les salariés doivent se retrouver pour une nouvelle assemblée des salariés mercredi après-midi afin de décider d'autres formes d'action, a indiqué Jean-Louis Gayon, délégué syndical CGT. (lemonde.fr 13.03)

1.2- Les éboueurs en grève contre la privatisation.

Les éboueurs employés par la communauté urbaine de Lyon ont voté mardi matin la poursuite de leur grève du ramassage des ordures ménagères entamée lundi pour contester une "*privatisation*" plus poussée de ce service.

La grève, à l'appel d'une intersyndicale CGT-CFTC-FO-CFDT-Unsa-FAFPT, a été votée lors de deux assemblées générales par plus de 50% des éboueurs, selon les syndicats. D'après le Grand Lyon, la participation s'élève de 33 à 42% selon les subdivisions, comme lundi.

"*Certains se sont mis en grève après avoir appris que des éboueurs employés par des sociétés privées ont fait les rondes à leur place lundi*", a expliqué à l'AFP Mohamed Messaï, vice-président de la Fnact-CFTC du Grand Lyon.

Une centaine se sont rendus lundi matin devant le site d'incinération de Lyon Gerland pour bloquer momentanément le déchargement des camions poubelles de ces sociétés privées.

"*Le personnel est très remonté et il n'y a aucune avancée*", estime M. Messaï. La direction du Grand Lyon, qui "*souhaite maintenir le dialogue social*", selon un communiqué, a reçu lundi l'intersyndicale.

Pour Régine Peyraverney (FA-FPT), "*notre revendication unique est le maintien au public des centres de Lyon et Villeurbanne*".

Dans les 58 communes que compte le Grand Lyon, la collecte des déchets est réalisée pour moitié en régie publique et pour moitié par des entreprises privées, dans le cadre d'appels d'offres.

Lors du dernier appel d'offres, la communauté urbaine a redéfini le découpage à compter d'octobre 2012: les centres de Lyon et Villeurbanne, jusqu'alors couverts par la régie, le seront désormais par le privé. Inversement, la collecte des ordures sur les communes de l'ouest et du sud lyonnais, ainsi que la périphérie de Villeurbanne, sera assurée par la régie.

L'intersyndicale dénonce un grignotage progressif des sociétés privées. "*Nous ne voulons pas la suppression de la régie, nous avons simplement rebattu les cartes*" entre le privé et le public, a assuré pour sa part Gérard Collomb, président (PS) du Grand Lyon.

"*En 2017, la répartition sera de nouveau modifiée et un retour de la régie sur Lyon et Villeurbanne sera possible*", a précisé mardi le Grand Lyon, en soulignant que M. Collomb s'était engagé à travailler à "*l'amélioration des conditions de travail*". (AFP 13.03)

2- Grande-Bretagne

Lloyds et Royal Bank of Scotland ont annoncé mardi qu'elles supprimaient 1.900 emplois au total, provoquant l'ire du syndicat Unite qui a dit avoir écrit au gouvernement afin qu'il intervienne.

Lloyds a dit qu'elle supprimait 1.600 emplois dans le cadre d'un plan plus large annoncé l'an passé, lequel prévoit l'élimination de 15.000 postes et la réduction de moitié la présence de la banque en partie nationalisée à l'international.

RBS, en partie nationalisée également, a annoncé la suppression en net de 300 postes approximativement, les 464 emplois perdus étant en partie compensés par 150 emplois nouveaux.

Le syndicat Unite a dit avoir écrit à l'UKFI, l'organisme chargé de gérer les participations de l'Etat dans les banques, et réclamé l'intervention de Londres.

"*Comment le gouvernement pourrait-il ne pas intervenir avec la disparition de ces emplois si précieux dans une économie qui est mal en point ?*", s'interroge dans un communiqué David Fleming, un responsable d'Unite.

Londres détient 82% environ de RBS et 40% de Lloyds, résultat d'un renflouement des deux établissements effectué durant la crise financière de 2008.

Depuis cette crise, RBS a supprimé 34.000 emplois et Lloyds autour de 30.000 postes. (Reuters 13.03)

Economie

1- BCE

La zone euro est en train de se stabiliser mais son intégrité future dépendra des réformes de structure entreprises par les Etats membres, a déclaré mardi le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi.

"*Nous continuons à observer des signes de stabilisation même s'ils sont timides*", a souligné le banquier central, avant de faire valoir que des taux de à court terme bas accompagnées de mesures destinées au secteur financier soutiendraient la croissance.

Le président de la BCE s'est toutefois inquiété des écarts de compétitivité, croissants selon lui, entre les pays membres de la zone euro.

Selon la BCE, les coûts salariaux ont progressé deux fois et demi plus vite dans les pays dont la balance des paiements est déficitaire que dans les pays qui accumulent les excédents.

"*Les pays membres doivent résorber et renforcer leur compétitivité pour leur prospérité propre et pour la stabilité de l'union monétaire*", a-t-il dit.

"*Si nous ne procédons pas à des réformes tous ensemble, et cela a été dit plusieurs fois au commencement de la vie de l'euro, ce sera difficile de maintenir l'intégrité de la zone*". (Reuters 13.03)

2- Grèce

La Grèce va devoir faire de nouveaux efforts d'ajustement budgétaire dans les deux prochaines années pour atteindre les objectifs fixés en échange du second plan d'aide, selon un nouveau rapport de la troïka de ses créanciers (UE, Banque centrale européenne et FMI).

"*Selon un scénario de base, le ratio de la dette devrait passer sous les 117% du PIB en 2020 et continuera de diminuer pour passer sous les 90% en 2030*", indique ce rapport.

Cependant, note encore le texte, "*il existe des risques significatifs que la baisse de la dette soit interrompue ou même qu'une inversion se produise sous l'effet de chocs*" économiques.

Dans un scénario plus pessimiste présenté dans le rapport, l'endettement du pays pourrait ainsi dépasser 145% du PIB en 2020.

De plus, un degré élevé d'incertitude et le poids de la dette rendent "*incertaine la perspective pour la Grèce de pouvoir retourner sur les marchés à la fin du programme*" d'aide, soit en 2015, note le rapport. (AFP 13.03)

Haut de page

Le 15 mars

CAUSERIE

Un courriel du CERMTRI.

Notre bibliothèque numérique crée en avril 2011 s'est enrichie et comprend maintenant:

- L'intégralité de la revue « Bulletin Communiste » organe du Comité de la Troisième Internationale puis organe du Parti Communiste (S.F.I.C). Vous pouvez consulter les années 1920 à 1933.

- Pour le journal « La Vérité » nous proposons une partie de l'année 1929 (année de sa création) ainsi que l'intégralité des numéros des années 1952 à 1961.

- Pour « Les Cahiers du mouvement ouvrier », nous présentons les sommaires et les Chroniques des falsifications des numéros 17 à 51 ainsi que des articles consacrés à la Révolution d'Octobre.

Ces publications représentent au total 600 documents pour près de 7400 pages.

Les documents de notre bibliothèque numérique sont présentés année par année. Pour chaque document, nous avons indiqué un sommaire.

Vous pouvez accéder à la bibliothèque numérique :

- à partir du site du CERMTRI http://www.trotsky.com.fr puis en cliquant sur le bouton « la bibliothèque numérique » dans la liste des boutons situés à gauche;

- en notant l'adresse web de la bibliothèque numérique http://www.bibnumcermtri.fr dans la barre d'adresse de votre navigateur internet.

En espérant répondre à vos souhaits, nous vous souhaitons une bonne consultation, et n'hésitez pas à nous faire part de vos remarques à notre adresse mail cermtri@wanadoo.fr.

Ce n'est un secret pour personne que ce sont des dirigeants du POI (CCI) qui animent le CERMTRI.

J'aurais pu ne pas vous communiquer ce message, mais cela aurait été contraire à mes principes. Je ne suis animé par aucun désir de vengeance à l'égard de mon ancien parti (l'OCI) ou ses dirigeants, je me refuse également à censurer ce parti avec lequel j'ai de sérieux désaccord, je désapprouve le sort que lui réservent les autres formations du mouvement ouvrier, j'estime qu'il faut favoriser la confrontation des idées, loyalement et fraternellement, sans tomber dans le travers qui consiste à en faire une affaire personnelle, nos idées justes ou erronées appartenant à l'histoire du mouvement ouvrier qui cherche la voie qui lui permettra d'avancer vers le socialisme.

Rien n'y fait !

Près des deux tiers (65%) des Français n'ont pas trouvé Nicolas Sarkozy convaincant lors du meeting de Villepinte et ils sont 64% à dire que ce rendez-vous n'a pas changé leur opinion sur le candidat UMP, selon un sondage BVA-Orange-Presse régionale-RTL.

BVA a abordé les enjeux du vote. La première préoccupation des personnes interrogées est le pouvoir d'achat: elles sont 19% à citer ce thème en premier, devant le chômage (15%), la dette publique (14%), la croissance économique (13%), la pauvreté et la précarité (11%). L'Europe et l'environnement ne sont cités en premier, respectivement que par 2% et 1%. (AFP 14.03)

Pas de bol ! Pour réunir 30 000 figurants maximum à ce meeting de Villepinte et non 50 ou 70 000 comme il a été dit, selon l'organisme qui gère cet espace, l'UMP a dû sillonner la France entière et assurer le service après-vente, le tout pour un coût estimé à 3 millions d'euros.

L'Europe et l'environnement à 2% et 1%, passons sur les idiots utiles de l'écologie remis à leur place, quand au désintérêt manifesté envers l'Europe, on y verra un nouveau cinglant désavoeux pour ceux qui en font leur marotte depuis deux décennies.

Vous me direz que le fonctionnement des institutions aurait sans doute obtenu le même score. Je n'en doute pas un instant, mais voyez-vous, ce n'est sur cette question ou cet axe que le POI mène campagne. Un camarade m'a écrit un jour que la question des institutions n'intéressait personne, que ce n'était pas mobilisateur, etc. qui a parlé de mobiliser les foules sur la question des institutions, certainement pas moi, d'ailleurs sur aucun mot d'ordre le POI n'est en mesure de soulever les foules, alors quand à aller à l'essentiel ou droit au but, vaut mieux aller là où se prennent les décisions, où se trouvent le pouvoir au lieu d'aller se ballader à Bruxelles, non ?

Quant à militer, autant que cela serve au moins à quelque chose, et la meilleur méthode qu'on ait trouvé demeure de prendre les choses dans l'ordre où elles se présentent pour que notre discours soit compréhensible et participe à l'éducation politique des masses. Je suis un partisan de l'ordre, de la discipline, notamment quand il s'agit d'aborder la réalité, de quelle manière les choses se présentent, comment s'ordonnent les rapports économiques et politiques. C'est justement parce que tout cela est embrouillé ou dans le désordre dans la tête des travailleurs qu'il faut les aider à y mettre de l'ordre, sinon comment voulez-vous qu'ils y comprennent quelque chose, si nous ne le faisons pas, qui le fera à notre place, personne.

Et voilà qu'ils nous ressortent le "***vote utile***".

1- "*Beaucoup de nos concitoyens pensent que l'élection ne changera pas leur vie. Il y a beaucoup de difficultés chez nos compatriotes, beaucoup de précarité, beaucoup de colère froide qui peuvent les dissuader du vote. Le retrait civique serait le pire des choix puisqu'il favoriserait le président sortant*", affirme François Hollande dans un entretien à La Provence.

Pour lui, il y a un danger à penser que "*le premier tour est un moment où l'on exprime davantage une aspiration, une colère que sa préférence pour un candidat qui pourrait devenir président*". (Reuters 14.03)

Au diable vos aspirations qui ne présentent qu'un intérêt secondaire, franchement n'êtes-vous pas habitués à vous asseoir dessus ! Et puis ravaler votre colère, un peu de dignité tout de même, prenez exemple sur moi, souriez enfin, elle n'est pas belle la vie ?

2- « *En face de nous, ils n'espèrent qu'une chose : la dispersion, l'abstention. Ne leur offrez pas ce qui serait leur seule chance !* » demande-t-il lors de son meeting à Marseille. « *Si nous voulons donner une dynamique, c'est au premier tour* », ce qui donnera « *force et légitimité* ». Alors que Jean-Luc Mélenchon a atteint les 10% d'intentions de vote, Hollande lance : « *Vous ne pouvez pas vous tourner vers les extrêmes* »

« *Je préfère protéger la jeunesse de France que les plus riches de France* ». (publicsenat.fr 14.03)

Les institutions sont justement faites pour les protéger et comme vous ne comptez pas les remettre en cause, ils peuvent dormir tranquille.

Maintenant, si les travailleurs ne votent pas Hollande ou s'abstiennent malgré leur rejet de Sarkozy, c'est qu'il n'a pas réussi à les convaincre que sa politique s'adressait à eux, parce qu'ils n'y croient, que l'on ne compte pas sur nous pour les dissuader du contraire.

Il existe une forme d''hypocrisie insupportable qui consiste à appeler à voter pour le candidat du PS (notamment) en y mêlant les réserves en usage repris lors de chaque élection depuis des lustres, alors qu'en réalité ils entretiennent des liens quasi permanents avec l'appareil du PS, front unique oblige ou à travers les syndicats.

On constatera au passage, que la plupart d'entre eux appartiennent aux couches exploitées favorisées ou qui ont encore quelque chose à perdre par rapport au reste du prolétariat, et qu'ils sont directement intéressés sur le plan matériel ou de leurs statuts par l'élection de Hollande. A ce stade, ce n'est qu'un constat, je ne formule aucune accusation. Du coup, je me demande si la place qu'ils occupent dans la société ne détermine pas ou ne déteint pas, consciemment ou non, sur leur engagement politique au point de perdre de vue l'intérêt collectif de notre classe qui n'a absolument rien à voir avec ce soutien à la candidature de Hollande.

Si Sarkozy était élu, ce qui semble très improbable, cela signifierait que le niveau de conscience politique de la majorité des masses exploitées n'a pas progressé, dans ce cas-là il faudrait en chercher la cause, au lieu de vouloir faire élire à tout prix Hollande pour ainsi masquer cette réalité ou refuser d'aborder cette question.

Si Hollande était élu, cela ne signifierait pas pour autant que le conscience politique de la majorité des travailleurs aurait progressé, au moins cela permettrait de reléguer au second plan cette question, puis de l'enterrer rapidement.

Mélenchon est le complice de notre ennemi.

Lors du meeting mercredi à Clermont-Ferrand, en prononçant le nom du candidat socialiste, Mélenchon a appelé la salle à ne pas le huer. " *Celui-là est notre concurrent, pas notre adversaire* ", a-t-il expliqué. (AFP 14.03)

Le PS, qui dispose de la majorité au Sénat et qui était en mesure de rejeter le MES, s'est abstenu pour permettre qu'il soit adopté par la minorité UMP qui dispose de la majorité à l'Assemblée nationale. Voilà un fait concret et irréfutable qui prouve (si nécessaire) que le PS se situe bien du côté des adversaires, des ennemis de la classe ouvrière.

Les faits rien que les faits.

Bien des militants préfèrent prendre leurs désirs pour la réalité qu'ils préfèrent fuir. S'ils avaient vraiment à l'esprit les difficultés quotidiennes que rencontrent des millions de travailleurs et leurs familles pour tout juste parvenir à survivre ou s'ils étaient eux-mêmes confrontés à cette situation, ils réaliseraient peut-être que c'est un luxe au-dessus de leurs moyens de se détourner de cette réalité qui leur pourrit la vie littéralement, et de ne pas appeler les choses par leurs noms.

Le PS est le supplétif de l'UMP, son complément naturel depuis que la social-démocratie est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction il y a près d'un siècle. Il se pose en garant de la continuité du capitalisme et des institutions, dès lors qu'il combat la classe ouvrière au côté du parti de l'ordre, il figure parmi nos ennemis et il doit être traité comme tel, y compris lors des élections.

Des illusionnistes prétendent que les masses s'appuieront sur ce parti ou cette "*victoire*" pour mener leur combat. On veut bien admettre cette hypothèse pour notre démonstration, mais messieurs, allez au bout de votre analyse, dites-nous au juste à quoi cela nous a-t-il mené, sinon à l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons et qui se caractérise par l'absence d'un parti révolutionnaire.

On veut encore nous faire croire que les travailleurs pourront mieux résister si Hollande était élu, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse qui se produira, comme en 1981.

Hollande est le meilleur candidat qui soit pour avancer le plus loin possible dans le corporatisme. Pourquoi, parce que les dirigeants syndicaux profiteront qu'ils ont face à eux un président soi-disant socialiste pour ne rien lui refuser, ils emploieront ce subterfuge pour se blanchir (mutuellement) au passage, ce qui serait plus diffcile avec Sarkozy, ainsi se trouvera renforcer l'idée dominante, que finalement il est impossible d'échapper à l'austérité et à de nouveaux sacrifices, ce qui aura pour conséquence de démoraliser et démobiliser encore plus les travailleurs et les militants. On pourrait penser que cela les amènera à se poser davantage de questions, assurément, à ceci près qu'aucun parti ne prendra le risque de leur apporter des réponses politiques correctes ou même en admettant qu'un parti se distinguerait du lot, aucun ne serait en mesure de peser sur le cour des chose encore moins de l'inverser, soyons lucides : quel parti aura l'audace de rompre avec le PS et les appareils pourris des syndicats, aucun sans doute.

Quand le POI joue sur les mots pour maquiller la réalité.

Claude Jenet, Secrétaire national du POI écrit l'éditorial du n°191 d'*Informations ouvrières* :

"*Aussi, récusant l'affirmation : « bonnet blanc et blanc bonnet » assimilant à l'identique politiques de droite et de gauche, le Parti ouvrier indépendant peut affirmer solennellement, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle et des élections législatives : le traité de Bruxelles ne doit pas être ratifié !*"

Les "*politiques de droite et de gauche* ne sont pas identiques, mais elles conduisent à la même situation qui consiste à préserver le capitalisme et les institutions. Leurs politiques ne sont pas identiques, mais leurs objectifs sont identiques et servent les

mêmes intérêts, ceux de la classe dominante. Le POI épargent ainsi l'appareil du PS auquel il est lié à travers FO notamment. Ce que le POI ne vous dira pas.

L'arrivée au pouvoir d'un président dit de gauche coïncide avec la crise ou la décomposition du régime, il en est l'expression au sommet de l'Etat, cela est valable dans tous les pays. Dès lors, il va gérer au mieux la société pour le compte des capitalistes tout en ménageant ses alliés, en France on les appelle les partenaires sociaux. La situation des exploités en général continuant à se dégrader malgré quelques concessions à la marge accordées à certaines couches qui assurent la stabilité du régime, la popularité de ce président va s'en trouver entamer au point que le parti de l'ordre retournera au pouvoir lors de la prochaine élection ou à la suivante au plus tard. On a envie d'ajouter : et ainsi de suite.

L'expérience passée prouve amplement qu'un parti dit de gauche au pouvoir peut aller encore plus loin qu'un parti dit de droite dans la mise en oeuvre d'une politique résolument anti-ouvrière, on peut citer Schröder, Blair ou Papandréou par exemple. La totalité des partis de l'Internationale socialiste en Europe ont voté les traités européens, les plans d'austérité dictés par la troïka. La totalité des partis de l'Internationale socialiste en Europe ont soutenu les guerres impérialistes initiées par l'impérialisme américain. Dès lors quelle crédibilité peut-on accorder à des dirigeants et un parti qui prétendent que la droite et la gauche ne seraient pas « *bonnet blanc et blanc bonnet* » quand finalement sur l'essentiel les faits prouvent exactement le contraire ?

La France présente la particularité d'être le pays où l'expérience politique a été conduite le plus loin possible, jusqu'au bout, disait Marx. Cet héritage, bien que largement entamé, se retrouve malgré tout un siècle et demi plus tard dans la lutte des classes en France.

Le développement du mouvement ouvrier (en France) et la trahison de ces dirigeants qui ont accompagné la dégénérescence de ses partis sans qu'ils disparaissent totalement, s'est traduit par une contradiction entre l'origine ouvrière de ces partis et leur subordination au capitalisme, qui au fil du temps et de leurs expériences au pouvoir ont contribué à en modifier la nature sociale au point de rompre (avec) ou de renier leur origine ouvrière, cependant tout en continuant de se réclamer (en parole) de la classe ouvrière ou du socialisme, ce qui leur permet d'apparaître accessoirement au côté du prolétariat qu'ils combattent sur l'essentiel quotidiennement. Une contradiction est par nature un phénomène instable. Elle repose sur des facteurs dont l'évolution et l'évolution des rapports tendent sans cesse à modifier, dissoudre ou dépasser sa nature.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans l'affaire qui nous occupe ici, c'est que ce mouvement dialective qui est observable en toute chose dans la nature, la société ou l'univers, ne s'appliquerait pas au PS qui serait régi par ses propres lois. Le PS serait le seul phénomène observable dans l'univers où la loi de la transformation de la quantité en qualité n'opèrerait pas... Autant dire que ces lois n'appartiennent qu'aux auteurs de cette fable qui les ont concoctées pour masquer leur incompréhension du fonctionnement de la société, et donc l'impossibilité de la changer.

Il y a des gens qui dans leurs analyses privilégient les apparences, les illusions, les fausses intentions, les idées inconsistantes, les paroles prononcées à tort et à travers, et il y en a qui s'en tiennent strictement aux faits, de toute évidence Claude Jenet (ex-PS) et bien d'autres appartiennent à la première catégorie.

Allons encore plus loin. Qu'est-ce qui est le pire dans la vie ou en politique : un ennemi qui se présente comme tel et contre lequel on engagera le combat immédiatement, ou un ennemi qui se présente comme un ami et contre lequel on aura des scrupules à engager le combat pour finalement mieux vous endormir et vous tromper ?

C'est à partir de la représentation qu'on se fait de la personne qu'on a en face de nous qu'on détermine la manière de l'aborder. Si cette représentation est faussée pour une raison ou une autre, notre façon de l'aborder sera faussée également, cette personne pourra abuser de notre confiance ou tirer profit de notre méprise à des fins qui ne correspondent pas à nos intérêts. C'est à cela qu'on nous demande de collaborer, ce sera sans nous !

On nous demande ici de nous abuser nous-même comme si les occasions ne manquaient pas déjà de nous leurrer nous-même, comme si nous étions soudaienement atteint d'amnésie, alors que l'on dispose d'une multitude de faits et d'arguments, plus qu'il n'en faut en vérité, prouvant que le PS est devenu un parti bourgeois, réactionnaire, contre-révolutionnaire, se situant de l'autre côté de la barricade.

On concèdera que tous les partis bourgeois ne présentent pas les mêmes particularités, de la même manière qu'ils ne se présentent pas tous sous le même masque, pour en finir avec ce sujet, disons que seuls les moyens auxquels ils recourent pour combattre la classe ouvrière permet de les distinguer.

Si Hollande était élu, il poursuivrait la politique de Sarkozy sous l'oeil vigilant de la troïka, des agences de notation, de la Bourse, des marchés, en cela ils sont bien « *bonnet blanc et blanc bonnet* », tout le reste n'est que du baratin.

Syrie. Manipulation grotesque.

Titre d'une info datée d'hier : Ce que révèlent les emails privés de Bashar al-Assad - 20minutes.fr

Enfin des révélations dignes d'intérêt, on va enfin tout savoir, fracassant, jugez plutôt :

- Le Guardian a mis la main sur ce qui semble être plus de 3.000 emails de Bashar al-Assad et de son entourage, et a publié plusieurs extraits des conversations, mercredi soir. Le quotidien britannique précise avoir pu confirmer l'authenticité de certains messages mais pas de tous. Ils auraient été interceptés entre juin 2011 et février 2012 par un groupe syrien d'opposition, le Conseil suprême de la révolution.

Si avec 3.000 emails de Bashar al-Assad ils n'arrivent pas à démontrer qu'il est à l'origine des violences en Syrie depuis un an, ce serait franchement à désespérer...

- Du côté de la diplomatie, on apprend que le président syrien a demandé des conseils à l'Iran à plusieurs reprises.

En voilà une révélation !

- Pendant que la répression s'intensifiait, Madame Assad, elle, a commandé pour plus de 10.000 euros en chandeliers, bougeoirs et meubles venus de France. Son mari, lui, achetait régulièrement de la musique sur iTunes pour son iPad.

Et les ordres transmis aux généraux pour massacrer la population civile ? Point de traces. Et les manoeuvres d'Assad pour mettre sur le dos de l'opposition ces massacres ? Point de traces ?

Le Guardian est à l'image des médias en général dans le monde : une poubelle !

Actualité en titres

Sarcophage

- Sarkozy à Villepinte: 65% des Français pas convaincus - AFP

- Selon le Canard Enchainé, Jacques Chirac et sa fille Claude soutiennent François Hollande - L'Express.fr

- Pour Sarkozy, Dati "*a mieux à faire que de critiquer*" Fillon - L'Express.fr

Subordination.

- Petroplus: l'intersyndicale demande un rendez-vous avec Nicolas Sarkozy - AFP

- ArcelorMittal Florange: Sarkozy veut recevoir les syndicats lundi - AFP

Pâte molle.

- Hollande tente de séduire les habitants des banlieues - L'Express.fr -

- François Hollande adoucit sa note fiscale - LeFigaro.fr

La haine.

- Pour en finir avec Mélenchon - L'Express.fr

Pour l'éternité. Qui dit mieux.

- Grande Bretagne: le gouvernement envisage d'émettre des obligations d'au moins 100 ans - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

Les habitants de Saint-Julien-sur-Suran s'étaient prononcés contre le projet, mais une prison expérimentale sortira bel et bien de terre dans ce petit village. Le conseil municipal s'est en effet prononcé mardi soir en faveur de l'initiative de Pierre Botton contre lequel 54% de ses 312 administrés avaient voté dimanche.

«*Les conseillers municipaux ont écouté les 14 maires du canton, sur 15, qui avaient donné leur accord, considérant ce magnifique projet humain comme structurant pour le territoire. Ils ont aussi estimé que les habitants avaient été trompés par une campagne scandaleuse de dénonciation du projet*», s'est justifiée la conseillère générale (UMP) Hélène Pélissard, citée par l'Est républicain. (20minutes.fr 14.03)

Social

1- Allemagne

En Allemagne en 2010, 23,1% des salariés, soit 7,84 millions de personnes, touchaient un salaire qualifié de "*bas*", inférieur à 9,15 euros bruts de l'heure, selon une étude publiée mercredi par l'institut de recherche sur le travail de l'université de Duisbourg-Essen (ouest). Les auteurs de l'étude soulignent toutefois que cette proportion tend à diminuer depuis un pic atteint en 2007 (24,2%). Ce chiffre de 9,15 euros correspond à la définition généralement admise du salaire "*bas*", c'est-à-dire inférieur aux deux tiers du salaire médian dans un pays.

Selon cette étude, qui fait la Une du quotidien de centre-gauche Süddeutsche Zeitung, au moins 1,4 million de personnes en Allemagne ont même touché des salaires de moins de 5 euros bruts de l'heure en 2010. Il s'agit essentiellement de femmes, d'Allemands résidant à l'Est et de personnes effectuant des "*mini-jobs*", ces petits boulots subventionnés par l'Etat, censés compléter les aides sociales et permettre le retour à l'emploi des chômeurs de longue durée.

L'étude relève par ailleurs que "*l'augmentation du nombre de personnes dans le secteur des bas salaires depuis 1995 est imputable presque en exclusivité à l'Allemagne de l'Ouest*".

L'Allemagne est souvent montrée du doigt en Europe pour la grande modération de ses salaires ces dernières années, ainsi que pour l'augmentation de la précarité dans le pays. Les salaires dans le pays sont généralement fixés par secteur d'activité à l'issue de négociations entre patronat et syndicat, du moins dans les secteurs où les organisations syndicales sont puissantes. Dans les autres, en particulier dans les services, la rémunération dépend du bon vouloir de l'employeur, en l'absence d'un salaire minimum unique.

L'étude publiée mercredi assure que la création d'un tel salaire minimum unique de 8,50 euros bruts de l'heure conduirait à une augmentation des revenus pour 25% environ des personnes touchant aujourd'hui des bas salaires. Quelques métiers se sont toutefois dotés en Allemagne de salaires minimum, le BTP ou les services de sécurité/gardiennage par exemple. En outre, les syndicats allemands se sont montrés très revendicatifs ces deux dernières années, et ont négocié des hausses de salaires conséquentes dans plusieurs branches de l'économie. L'an dernier, le coût du travail horaire a connu sa plus forte augmentation en Allemagne depuis 15 ans (+3,2%), a révélé la semaine dernière une statistique officielle. (lexpansion.com 14.03)

2- Canada

Le Parlement canadien a voté dans la nuit de mardi à mercredi un projet de loi gouvernemental destiné à interdire aux salariés d'Air Canada, en conflit avec leur direction, de se mettre en grève, a annoncé la ministre du travail. Ce texte devrait être approuvé sans difficulté d'ici la fin de la semaine par le Sénat et ratifié par le gouverneur général.

Air Canada, premier transporteur du pays, avait menacé les pilotes d'une fermeture temporaire de l'entreprise dans le contexte d'une impasse des négociations salariales. Les personnels au sol avaient annoncé pour lundi dernier une grève qui risquait de perturber fortement le trafic au moment même où de nombreux Canadiens voyagent à l'occasion des vacances scolaires d'hiver. Mais le gouvernement avait saisi le Conseil des relations industrielles canadien, dont l'intervention suspend ce genre d'actions.

Tant le premier ministre Stephen Harper que la ministre du travail ont déclaré que l'interruption des vols d'Air Canada risquait de porter préjudice à la reprise économique du pays.

Le syndicat Aimta, représentant les mécaniciens, les bagagistes et les agents de fret, a protesté mercredi contre la loi interdisant le recours à la grève. "*C'est un triste jour pour tout travailleur canadien sous réglementation fédérale, car cette loi spéciale lui enlève carrément son droit de grève, a déclaré le vice-président de l'organisation Dave Ritchie. Elle minera la libre négociation collective et empoisonnera les relations de travail d'un bout à l'autre du Canada*." (lemonde.fr 14.03)

3- Corée du Sud

La Corée du Sud est le pays de l'OCDE où on travaille le plus : 2 193 heures par personne et par an en 2010. C'est 444 heures (soit plus de deux mois et demi) de plus par an que la moyenne de l'OCDE (1 749 heures).

3,7 %, c'est le faible taux de chômage de la Corée du Sud. Il a été divisé par deux depuis le milieu des années 90 grâce à la forte croissance du pays.

23e sur 31, c'était, en 2009, le rang médiocre de la Corée du Sud en ce qui concerne la productivité de la main-d'œuvre.

La durée légale du travail en Corée du Sud est de 40 heures par semaine… auxquelles s'ajoutent 12 heures supplémentaires autorisées. Mais ces 52 heures «*légales*» n'incluent pas les heures travaillées le week-end.

«*Beaucoup de Sud-Coréens sont accrocs au travail, parce que leur entreprise leur demande de s'y consacrer entièrement*», analyse Bae Kyu-shi, de l'Institut coréen du travail. Un dévouement qui a pris ses racines dans la deuxième moitié du XXe siècle. Ruiné après la guerre de Corée, le pays a réussi à se hisser depuis parmi les 10 premières économies mondiales.

«*Si le phénix coréen a su renaître de ses cendres*», c'est en partie grâce au travail, «*une valeur suprême*», assure Pascal Dayez-Burgeon, ancien diplomate à Séoul. Une recette éprouvée… mais éprouvante. Le temps de travail pourrait bien être le problème majeur de la société sud-coréenne dans la prochaine décennie, prédit Bae Kyu-shi. Productivité en berne, accidents du travail, mais aussi taux de natalité extrêmement bas et société vieillissante : «*Le pays n'a pas le choix. Il faut réduire le nombre d'heures travaillées. En contrepartie, on pourrait reporter l'âge de départ à la retraite*», suggère le chercheur.

Flexibilité. Qu'en disent les patrons ? Chez le géant Samsung Electronics, on refuse de s'exprimer sur ce sujet. Les ressources humaines précisent seulement avoir mis en place un système d'horaires flexibles. La flexibilité, c'est ce que demande justement la Fédération des employeurs, qui rappelle qu'elle a déjà accepté de réduire le nombre d'heures annuelles à 1 800 d'ici à 2020. M. Cho est lui PDG d'une PME de 200 personnes spécialisée dans le linge de maison. Il travaille 70 heures par semaine. «*Je ne vois pas comment réduire les horaires de mes employés et embaucher plus. Comme beaucoup de PME, j'ai du mal à survivre face aux grands conglomérats*», témoigne-t-il. Le ministère du Travail est d'ailleurs conscient que la réforme sera difficile à faire accepter et promet de renforcer le soutien financier aux PME. Kim Mi-jeong, de la Confédération syndicale coréenne, se dit contente… mais surprise : «*Pourquoi le gouvernement conservateur a-t-il fait cette annonce ? Nous sommes à quelques semaines des élections législatives. J'espère que ce ne sont pas des promesses en l'air.*» Mais il y a fort à parier que la Corée restera encore un bon moment le pays où l'on travaille le plus… (libération.fr 14.03)

Economie

1- Croissance mondiale.

La croissance économique des pays du G20 a ralenti à +0,7% au quatrième trimestre 2011, après +0,9% au troisième, selon les chiffres provisoires publiés mercredi par l'OCDE.

Sur l'ensemble de 2011, la croissance s'inscrit à 2,8% dans les 20 plus grandes économies mondiales, en net ralentissement par rapport à 2010 (5,0%). (Reuters 14.03)

2- Zone euro

L'inflation est restée stable en février dans la zone euro, à 2,7% sur un an, a confirmé mercredi dans une deuxième estimation l'office européen des statistiques, Eurostat.

C'est le 15e mois consécutif que l'inflation dépasse le seuil de 2% visé à moyen terme par la Banque centrale européenne, chargée de surveiller la hausse des prix.

C'est aussi le troisième mois d'affilée où l'inflation est à 2,7%.

"*La tendance actuelle concernant les prix du pétrole signifie que l'inflation dans la zone euro pourrait se maintenir beaucoup plus qu'on ne l'espérait, au moins à court terme*", note Howard Archer, économiste à IHS Global Insight, y voyant "*un coup d'arrêt à la perspective de reprise dans la zone euro, car cela va réduire le pouvoir d'achat des consommateurs, et imposer une pression accrue sur les marges des entreprises*".

Cette inflation persistante "*va vraisemblablement rendre la BCE réticente à réduire encore ses taux d'intérêt, au moins à court terme*". Cependant, en raison des perspectives moroses pour la croissance, "*il est très possible que la BCE finisse par ramener*

son taux de 1 à 0,75%", selon lui.

Les principales composantes de l'inflation ont été les transports (4,6%), le logement (4,4%) et les boissons alcoolisées et le tabac (4,1%), tandis que les taux les plus faibles ont été enregistrés dans les loisirs et la culture (0,9%) et l'enseignement (1%) tandis que les prix ont reculé de 3% dans les communications.

Eurostat note qu'au niveau des sous-indices, les carburants pour le transport d'une part, le gaz et les combustibles liquides d'autre part, ont eu les plus forts impacts à la hausse sur le taux global. (AFP 14.03)

Les principales hausses des prix concernent toute la population qui travaille, et les plus faibles à l'exception des communications concernent les secteurs auxquels une partie des travailleurs n'ont pas accès du fait qu'ils sont trop pauvres. Les prix des communications ont diminué, mais le volume des communications augmentant, les profits augmentent également en volume.

3- Espagne

La dette des banques espagnoles envers la Banque centrale européenne a bondi en février pour atteindre son maximum historique, à 152,4 milliards d'euros nets, dopée notamment par la récente injection de liquidités par la BCE.

Ce chiffre, qui est aussi un indice de la capacité ou non des banques espagnoles à recourir au marché (au lieu de la BCE) pour se financer, était déjà à un niveau record en janvier, à 133,2 milliards d'euros, selon la Banque d'Espagne, qui publie ces données depuis 1999.

Le recours des banques espagnoles à la BCE, qui avait grimpé jusqu'à 131,9 milliards d'euros en juillet 2010, avait depuis régulièrement baissé, descendant jusqu'à 42,23 milliards en avril 2011.

Mais depuis septembre il est reparti à la hausse, et entre janvier et février, il a bondi de 14%.

Le montant est dopé par l'injection de liquidités par la BCE, qui a réalisé en décembre et février deux opérations de prêt sur trois ans, à des taux avantageux, aux banques de la zone euro.

Cette injection de liquidités visait à aider les banques, qui ont du mal à se financer sur les marchés, dans un climat général de défiance.

Le secteur bancaire espagnol, en particulier, est critiqué en raison de son exposition au secteur immobilier, sinistré dans ce pays depuis l'éclatement de la bulle en 2008.

Dans le cadre d'une nouvelle réforme, le gouvernement leur a exigé récemment de réaliser d'ici un an (deux en cas de fusion) des provisions et une réserve de capital, pour 52 milliards, une somme qui doit leur permettre de faire face à la possible perte de valeur de leur patrimoine immobilier. (AFP 14.03)

Société

Les achats sur internet se généralisent en France, mais un client sur deux a rencontré au moins un problème après ses transactions, selon un sondage Ifop/Generix publié mercredi.

Neuf personnes sondées sur dix (91%) ont effectué au moins un achat non alimentaire en ligne au cours des douze derniers mois, et 45% d'entre elles disent avoir recours au commerce en ligne au moins une fois par mois. La moyenne est de 12,8 achats sur un an.

La crise économique semble avoir profité au commerce en ligne: 44% des acquéreurs disent qu'elle les a incités à acheter davantage sur internet.

La moitié (49%) des acheteurs dit toutefois avoir été confrontée à au moins un problème.

Le plus fréquent est l'annulation des commandes en raison d'une rupture de stock (28%), suivie de la réception d'un produit ne correspondant pas à sa description (18%) ou endommagé voire cassé durant le transport (15%). La commande n'est jamais arrivée pour 13% des déçus, tandis que 7% ont reçu un produit qu'ils n'avaient jamais commandé.

Au final, 27% ont procédé au moins à un échange, et 20% se sont fait rembourser.

Autre insatisfaction des sondés, le montant des frais de livraison: 55% les citent comme l'un des principaux freins aux achats

sur internet, derrière l'impossibilité de toucher, voir ou essayer les produits (65%) mais devant la peur de l'arnaque ou de la contrefaçon (52%), la difficulté à échanger ou à se faire rembourser (33%), l'insuffisante sécurisation des paiements en ligne (30%) et l'absence de conseils d'un vendeur (28%). (AFP 14.03)

Ce sondage a dû être réalisé sur une fraction bien précise de la population, car il n'est pas vrai que plus de 90% procèdent à des achats en ligne. Personnellement, jamais il ne me viendra à l'idée d'acheter quelque chose en ligne, je me refuse même à payer des factures par ce moyen là.

Haut de page

Le 16 mars

CAUSERIE

Apparemment les médias ont décidé de vous gâver avec l'élection présidentielle jusqu'à en vomir. Ne disposant en Inde que de TV5Monde Asie comme chaîne de télévison francophone, je suis un privilégié, hier soir aux infos ils n'en ont pas du tout parlé, par contre on a eu le droit à un tas de sujet plus débiles les uns que les autres, TV5Monde toujours plus orientée à droite, on s'en aperçoit à travers la manière dont l'information est traitée.

Un complément à la causerie d'hier sur « ***bonnet blanc et blanc bonnet*** » .

Les politiques dites de droite et de gauche pas « *bonnet blanc et blanc bonnet* ».

Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole de François Hollande, a répondu hier aux questions de «20 Minutes»

50% bonnet blanc et 50% blanc bonnet.

- "*on n'a jamais vu une élection présidentielle se jouer à 60-40* ", ce sont les voix des participants à cette mauvaise farce, les électeurs, réparties sur les deux candidats à quelques pourcents près qui témoignent de la proximité politique des deux candidats impossible à départager tellement leurs politiques sont semblables.

- "*Ce qui nous guette c'est l'abstention*" parce qu'il y aurait des électeurs qui renverraient dos-à-dos les deux candidats tellement ils se ressemblent.

- "*C'est le rôle de François Hollande (...) de rappeler le bilan que Nicolas Sarkozy ne veut pas assumer pour permettre aux Français de faire un choix éclairé*", autrement dit ce "*choix éclairé*" consisterait dans un rejet du bilan de Sarkozy plus que dans une adhésion au programme de Hollande qui sur le fond est semblable à celui de Sarkozy.

- "*... si on veut vraiment l'audace du changement, il faut voter pour François Hollande*", tandis que le candidat Sarkozy incarnerait la continuité, Hollande incarnerait le changement dans la continuité.

- "*Aujourd'hui, il y a une forme d'individualisme, de doute et de défiance envers la politique, qui fait qu'il faut quasiment avoir un rapport bilatéral avec les gens pour les convaincre de la pertinence de nos propositions*", traduisons, il faut l'expérience de militant en politique formée aux techniques de communication pour faire prendre des vessies pour des lanternes à des gens qui n'ont pas les connaissances requises pour en démonter les mécanismes et leur faire croire que notre politique diffère de celle de Sarkozy.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, j'ai l'impression que bien des travailleurs ont parfaitement compris qu'ils se partageaient les rôles pour finalement ne pas représenter leurs intérêts, ce qui revient à penser que c'est bonnet blanc et blanc bonnet. J'ai même l'impression que c'est justement ce qu'il faut leur cacher.

Quand les gouvernements et les partis au pouvoir passent et se succèdent sans que vos difficultés quotidiennes disparaissent, vous vous dites forcément que c'est du pareil au même. Il faut peut-être avoir vécu cette situation pour le comprendre. Le meilleur témoin de la situation, c'est la condition de l'homme ou la femme qui ne cesse de se dégrader, qui trime et qui n'arrive pas à joindre les deux bouts.

Du côté bonnet blanc, UMP, sa politique consiste à matraquer les travailleurs et à l'assumer sous divers alibis, la mondialisation, l'UE, la crise, etc.

Du côté blanc bonnet, PS, quand il est dans l'opposition parlementaire, sa politique consiste à soutenir la politique de l'UMP tout en prétendant s'y opposer en avançant des mesures à la marge, et quand il est au pouvoir il ne remet pas en cause la politique de son prédécesseur, au mieux il la poursuit, au pire il l'aggrave selon la situation ou les exigences du capital.

Le PS est cogestionnaire de la société au côté de l'UMP au sein des institutions (commissions), il est coresponsable des conséquences de la survie du capitalisme que subissent les travailleurs, et quand il se place à leur côté c'est uniquement pour le camoufler et les accompagner à la morgue. D'une main il tient avec l'UMP le couteau qui va saigner les travailleurs, et de l'autre il essuie une larme, illusion qui suffit à le faire passer pour ce qu'il n'est pas chez les naïfs ou les ignorants, et que des militants s'emploient à relayer avec constance et détermination, histoire que rien ne change, normal quand on privilégie les apparences à la réalité.

Prenons un exemple, ce n'est un secret pour personne que le PS était favorable à la privatisation des entreprises publiques et de la fonction publique. Ce n'est un secret pour personne non plus qu'il ne reviendra pas sur les privatisations réalisées depuis le milieu des années 80. Ce n'est un secret pour personne que ces privatisations se sont soldées par une détérioration des conditions de travail des salariés concernés. A propos de La Poste.

- Dans un communiqué, le Parti socialiste a repris à son compte jeudi certaines revendications des syndicats, notamment sur l'arrêt des réorganisations, réclamant "des mesures urgentes et immédiates" pour remédier "à des conditions de travail dramatiques qui ne cessent de se dégrader". (AFP 15.03)

Il est coresponsable de cette situation, et comme il réclame des mesures pour la corriger on ne lui imputera pas, et le tour est joué.

Chaque jour apporte son lot de faits ou de déclarations montrant que rien ne distingue sur le fond l'UMP du PS. Un dernier exemple.

- Le stratège de M. Sarkozy, Patrick Buisson, dans une interview au Monde, publiée mardi : "*Le candidat de la gauche populiste (Mélenchon -ndlr) sera toujours plus crédible qu'une pâle copie sociale-démocrate dans le registre de la lutte des classes*". (lemonde.fr 15.03)

Une "*pâle copie*" de qui : de Mélenchon ou de Sarkozy ? Des deux selon le contexte... pour mieux brouiller les pistes.

Partir de la réalité ou des apparences trompeuses.

Quand du sol on observe un avion voler, on n'a pas l'impression qu'il vole à quelque 900 kms/h, on a plutôt l'impression qu'il se déplace lentement. A quelqu'un qui n'a jamais vu un avion de près de sa vie et à qui vous avez envie d'enseigner quelque chose, vous allez lui dire quoi, qu'un avion de ligne vole à environ 900 kms/h parce que vous l'avez appris et que c'est la réalité, ou plutôt qu'il se déplace comme un escargot pour ne pas contredire la fausse impression qu'il donne quand on l'observe de la terre ferme ?

Quand la dialectique passe à la trappe.

Un ouvrier milite dans un parti ouvrier, peut-être pas dans le même parti que le nôtre, il n'en demeure pas moins que nous sommes engagés dans la même galère, nous appartenons au même camp et théoriquement nous combattons le même ennemi. Soudainement il décide de militer au FN et soutient les thèses racistes ou xénophobes de ce parti.

Questions : bien qu'il soit toujours un ouvrier, figure-t-il toujours dans le même camp que nous ou a-t-il inconsciemment basculé dans le camp de notre ennemi ? Qu'est-ce qui détermine sa nature, son origine ouvrière ou le fait qu'il combat désormais au sein d'un parti d'extrême droite ? Qu'est-ce qui détermine la nature du PS, son origine ouvrière lointaine ou le fait qu'il combatte depuis des lustres au côté du parti de l'ordre ? Qu'est-ce qui détermine la nature du PS, l'apparence qu'il se donne en faisant référence au socialisme ou sa politique réactionnaire ? Qu'est-ce qui détermine la nature du PS, l'idée qu'on peut s'en faire ou ce qu'il est véritablement, dans la pratique en servant servilement le régime en place ?

On est passé du combat politique qui partait des faits, au combat politique qui s'appuie sur l'interprétation que l'on peut donner des faits, reléguant ces derniers au second plan ou en les occultant carrément. Cela permet peut-être d'expliquer pourquoi on ne s'en sort pas, pourquoi chacun semble détenir la vérité et pourquoi on se perd en discussions stériles à l'infini. On est passé d'une signification objective basée sur un constat à une interprétation subjective qui n'engage que son auteur.

Cela recouvre deux consceptions de la lutte de classe, cela nous amène à la question : réforme sociale ou révolution.

Le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière relève des apparences quand il est une fin en soi, puisque aucun acquis ne l'est définitivement. On a l'impression ou la certitude d'avoir réalisé un pas en avant jusqu'au jour où nos acquis sont systématiquement remis en cause, liquidés. Du coup on tombe de haut, généralement on n'y est pas préparé, tout fout le camp alors qu'on est impuissant à freiner, stopper ou inverser ce processus liquidateur. On a toujours vécu ou baigné dans

l'apparence trompeuse que ce qui avait été acquis l'était définitivement et patatras, du coup on ne comprend rien à ce qui se passe, pourquoi les choses se passent ainsi, alors qu'en réalité c'était couru d'avance. On s'imaginait que le progrès social était un fait établi et qu'il finirait progressivement par s'étendre à tous les secteurs de la société, bref, le capitalisme réaliserait le socialisme, c'est la thèse défendue par les réformistes, mais manque de bol, les choses ne se passent pas du tout de cette manière là et c'est plutôt la régression sociale et la barbarie qui nous pend au nez.

Effectivement, la réalité c'est que c'était couru d'avance, nous le savions pertinemment parce que nous avons étudié de quelle manière les choses s'étaient passées au cours du XIXe et du XXe siècle, nous savions que le développement du capitalisme conduisait infaillement à de nouvelles crises, à l'accumulation gigantesque de capital et à la paupérisation croissante, à la baisse du taux de profit et à son effondrement, à la guerre, à la barbarie.

Nous savions parfaitement tout cela. Nous savions aussi que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, sauf qu'on a cessé d'y croire, on s'est détourné de cet enseignement qui reposait sur une analyse des contradictions du capitalisme, de ses lois de fonctionnement qui n'ont jamais changé, de ses fondements qui sont demeurés les mêmes. On a rompu avec la conception de la lutte de classe qui reposait sur ce constat et cet enseignement pour finalement en arriver à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

On a abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier au profit d'une adaptation et d'une cogestion progressive du capitalisme. On a abandonné le combat classe contre classe au profit de la collaboration de classes au point de ne plus pouvoir se donner d'objectfs politiques au-delà du régime en place, au passage, ce qu'incarne l'Assemblée constituante du POI ou la VIe République de Mélenchon. (A suivre)

Pour moi qui vis en Inde et qui aies dû réviser à plusieurs reprises l'idée que je me faisais de ce pays, par la force des choses, c'est une évidence que le mouvement ouvrier et son avant-garde marchent sur la tête. Si j'avais fait de même en Inde sans tenir compte des rapports auxquels j'étais soumis, mais je serais devenu dingue, je serais déjà mort ou j'aurais tout perdu. Chaque fois, c'est la réalité qui m'a rappelé à l'ordre, violemment souvent, ce qui m'a obligé à porter un regard tout à fait différent sur ce pays et sur la vie en général car j'en ai tiré des enseignements précieux pour ma survie.

(Dans le village de pécheurs où j'habitais avant) Quand vous avez une vingtaine de types en furie alcoolisés et armés de machettes qui veulent vous couper en morceau et vous balancer à la mer, ou quand vous avez en permanence les premières vagues à une quinzaine de mètres de votre lit, non seulement vous n'avez pas l'esprit à philosopher, je peux vous assurer que vous analysez la situation telle qu'elle est sans chercher à biaiser avec car votre sort en dépend. Jamais je m'étais imaginé qu'un jour je me retrouverais à connaître de tels rapports avec des Indiens car je les ai toujours respectés, apparemment cela ne suffisait pas, la réalité était somme toute plus complexe, comme je ne m'attendais pas à ce que la mer grignote le rivage à une telle allure, j'ignorais même ce qu'était un tsunami jusqu'au jour où il a failli nous engloutir. C'est là qu'on se dit qu'on a vraiment intérêt à avoir les pieds sur terre et que l'oublier peut nous être fatal.

Moralité de cette causerie, il n'y a donc pas de fatalité à la crise de la direction de la classe ouvrière.

Le fiel.

En déplacement dans la Marne ce jeudi, Nicolas Sarkozy s'est montré très agacé par la question d'un journaliste de LCI sur les manifestations de syndicalistes d'ArcelorMittal devant son QG de campagne. "*Qu'est ce que vous voulez que j'aie à foutre de ce que vous me dites?*" a lancé Nicolas Sarkozy au journaliste qui évoquait les jets de gaz lacrymogène sur les manifestants, avant de traiter son interlocuteur de «*couillon*».

«*Pardon!*», s'est aussitôt rattrapé le chef de l'Etat, en tapant sur l'épaule de l'injurié. «*Non mais c'est parce qu'il est sympa, il est jeune*», a tenté de justifier Nicolas Sarkozy pour conclure. (20minutes.fr 15.03)

Actualité en titres

Une lutte à mort est engagée.

- France. Les ménages modestes se serrent toujours plus la ceinture - liberation.fr

- Les Italiens se serrent la ceinture - lepoint.fr

INFOS EN BREF

Social

1- France

Un mouvement de grève national a touché jeudi certains bureaux de Poste, les syndicats ayant appelé les guichetiers à dénoncer leurs conditions de travail, de rémunération et les suppressions de postes au sein du groupe qui emploie au total quelque 240.000 personnes.

Selon la direction de la Poste, le mouvement initié par les quatre premiers syndicats du groupe, la CGT, SUD, FO et la CFDT, ainsi que la CGC-Unsa, a été suivi par 13,95% des personnels de l'Enseigne (bureaux de postes) appelés à travailler jeudi, soit quelque 7.000 personnes. Au total, l'Enseigne emploie quelque 60.000 personnes.

Les syndicats réclament une revalorisation salariale ainsi que l'arrêt des réorganisations et suppressions de poste au sein du groupe, qui compte environ une moitié de fonctionnaires et est devenu il y a deux ans une société anonyme à capitaux publics.

Dans un communiqué commun, ils ont réaffirmé jeudi que "*l'amélioration des conditions de vie et de travail des postiers et du service public postal passe avant tout par l'arrêt des restructurations, des réorganisations, de la destruction de l'emploi qui ne visent que la rentabilité*".

Appelant la Poste à "*ouvrir les yeux sur la situation réelle des postiers*", ils ont également réaffirmé leur rejet d'un projet d'actionnariat salarié, cher au PDG Jean-Paul Bailly, jugeant que cela ne "*va pas répondre aux situations difficiles que vivent les postiers*". (AFP 15.03)

2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce s'est aggravé au quatrième trimestre 2011, à 20,7% contre 14,2% un an plus tôt et 17,7% au trimestre précédent, a annoncé jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase) selon laquelle près de 40% des jeunes sont sans emploi.

L'envolée du chômage, amorcée début 2010 quand la débâcle financière du pays et la rigoureuse cure d'austérité ont creusé la récession, se confirme mois après mois avec un nombre de chômeurs qui dépasse désormais le million (1,025 million au quatrième trimestre 2011) dans un pays de onze millions d'habitants.

Plus de la moitié (54,5%) des sans-emploi rentrent dans la catégorie des "*chômeurs de longue durée*", à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an.

La tranche d'âge des 15-29 ans est la plus sinistrée, avec un taux de chômage de 39,5% (44,9% pour les jeunes femmes) au quatrième trimestre, contre 28% un an plus tôt, a précisé l'Ase dans un communiqué.

Le taux de salariés en Grèce, à 63% de la population active (hors chômeurs), continue aussi "d'être plus bas que celui de la moyenne dans les pays-membres de l'Union européenne (UE), où ce taux s'élève à 80%", selon l'Esa. Les auto-entrepreneurs représentent 24% des actifs. (AFP 15.03)

3- Slovénie

La filiale slovène de Renault a annoncé jeudi qu'elle réduirait la production à partir d'avril et supprimerait 13% des postes, à 2.220 environ, en raison d'une baisse des ventes en Europe.

"*Nous avons eu ces derniers mois une baisse des commandes qui résulte d'une contraction importante du marché européen. Parce que les conditions du marché ne s'améliorent pas (...), nous n'aurons plus d'équipe de nuit sans doute le 26 avril*", explique la filiale Revoz, qui produit les modèles Twingo, Clio et Wind.

Revoz a dit qu'elle comptait augmenter le nombre de postes au second semestre 2013, lorsqu'elle produira deux nouveaux modèles qui doivent être conçus dans le cadre du partenariat entre Renault-Nissan et Daimler.

Les immatriculations de voitures neuves ont à nouveau nettement baissé en février dans la zone euro, en raison principalement de la faiblesse des marchés français et italien, a annoncé jeudi l'Association constructeurs européens d'automobiles. (Reuters 15.03)

Economie

1- Italie

La dette publique italienne a atteint un nouveau record en janvier à 1.935,8 milliards d'euros en raison de facteurs saisonniers, de la hausse des taux d'intérêt et du versement de la participation italienne au fonds européen de secours, a annoncé jeudi la Banque d'Italie.

La dette a progressé de 37,9 milliards d'euros par rapport à décembre.

Cette progression s'explique "*principalement*" en raison de l'augmentation des "*disponibilités du Trésor auprès de la Banque d'Italie*" à 32,6 milliards d'euros, une hausse qui "*intervient régulièrement en cette période de l'année*", a expliqué la banque centrale.

La hausse du déficit public en janvier à 4 milliards contre 1,5 milliard un an plus tôt --sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt qui ont fait augmenter le service de la dette et du versement de la participation au FESF, le fonds de secours européen-- a également pesé. (AFP 15.03)

2- Allemagne

Les Chinois ont été en 2011 les premiers investisseurs étrangers en Allemagne, devant les Américains, les Suisses et les Français, a annoncé jeudi l'agence gouvernementale "*Germany Trade and Invest*" (GTAI), chargée de promouvoir le pays auprès des investisseurs étrangers.

Les Chinois ont investi dans 158 projets recensés par le GTAI en Allemagne, les Américains dans 110 projets et les Suisses dans 91 projets.

Les investissements en provenance de France arrivent en quatrième position, avec 53 projets recensés.

En cumul par continent, les Européens représentent toujours la moitié des investisseurs en Allemagne, selon la GTAI.

Un projet sur cinq a été monté dans le secteur des machines-outils ou de l'automobile, et 13% dans les nouvelles technologies. Les énergies renouvelables n'ont attiré que 6% des projets.

Ces investissements ont été dans leur très grande majorité consacrés à des implantation de sites en Allemagne (le restant étant des relocalisations à l'intérieur du pays et des agrandissements).

Les groupes chinois ont par ailleurs aussi fait parler d'eux ces dernières semaines en annonçant des rachats de fleurons industriels allemands, de taille modeste mais dominant au niveau mondial sur leur secteur.

Dernier en date, Lingyun a annoncé mardi le rachat de Kiekert, numéro un mondial des systèmes de verrouillage pour automobiles, une PME typique du tissu industriel allemand, le Mittelstand, qui fait le succès du pays à l'exportation.

Fin janvier, le groupe Sany avait annoncé acquérir l'allemand Putzmeister, l'un des grands fournisseurs de machines pour le BTP. Le montant de ce rachat avoisinait les 500 millions d'euros, en faisant l'une des plus grosses acquisitions par un groupe chinois en Europe. (AFP 15.03)

Haut de page

Le 17 mars

CAUSERIE

Sarkologie. Tous banquiers, tous rentiers !

Sarkozy hier en meeting à Meaux : « *Celui qui travaille ne doit jamais gagner moins que celui qui ne travaille pas !* »

Il devait faire allusion aux actionnaires ou aux membres des conseils d'administration des grandes entreprises qui encaissent coupons ou dividendes sans avoir jamais produit le moindre travail.

Il a aussi beaucoup parlé de lui comme à l'accoutumé.

Selon Nicolas Sarkozy, la France n'aime pas « *les fraudeurs* », « *les tricheurs* » et « *les truqueurs* » : « *Les Français n'aiment pas l'injustice* ». Il faut combattre « *ceux qui profitent d'allocations sans rendre à la société, ce que la société leur donne* », a-t-il préconisé. (publicsenat.fr 16.03) Alors dégage !

On ne vous le fait pas dire : Sarkozy dégage !

Le candidat UMP s'est moqué du candidat socialiste qui pense, selon lui, "*qu'en supprimant le mot race on va supprimer le racisme* ». Avant de proposer à son tour, toujours avec ironie, « *alors supprimons le mot chômage, comme ça il n'y aura plus de chômeurs !* ». Et de conclure : « *la question ce n'est pas les mots, mais les réalités* ». (publicsenat.fr 16.03)

Il a raison La Talonnette : celles qui le poussent dehors !

Pour rappel, ce n'est pas le PS qui a mis fin à la colonisation ni son allié du PCF quand ils étaient au pouvoir en 1936 ou entre 1946 et 1958. Plus tard, le PS a créé SOS racisme et il a instrumentalisé la question du racisme tout en offrant un strapontin au FN, notamment en n'éradiquant pas la pauvreté, terreau sur lequel germe cette saloperie, y compris ou surtout au sein de la classe moyenne.

On ne peut pas comprendre la situation sociale ou politique si on n'a pas à l'esprit le contexte ou les rapports économiques qui en sont à l'origine...

Bonnet blanc et blanc bonnet, suite (3).

Un extrait d'un article du portail économique Liesi.

- L'article 123 de Lisbonne interdit à la BCE ou à la banque de France d'acquérir directement des titres de dettes de l'Etat. Alors que la BCE refinance les banques privées à 1% celles-ci prêtent aux Etats à 3, 5 ou 10% lors de la création monétaire par monétisation directe de titres de dette publique.

A cause de cette règle imposée par les grands manitous européens qui ont le projet de faire sauter l'Etat-nation et ont obtenu que les dirigeants nationaux pactisent avec eux contre leur propre pays, la France a été contrainte d'emprunter plus de 1300 milliards d'euros pour payer les seuls intérêts de sa dette. Sans l'interdiction de financement direct de la Banque de France, notre dette publique, donc sans intérêts, serait inférieure à celle de 1980.

La dialectique hégélienne thèse (UMP) / antithèse (PS) sous la houlette d'une même direction occulte.

Aucun des deux principaux candidats de la démonocratie aux présidentielles de 2012 n'est favorable à une remise en question de cette mécanique infernale qui contraindra mathématiquement la France à une banqueroute. On sait déjà à quoi s'attendre avec le candidat Sarkozy (puisque c'est lui qui a fait ratifier ce traité des ennemis de la nation sans passer par le référendum), voilà la réponse du mondialiste Hollande qui prétend ne pas aimer les "riches" mais fera tout pour cajoler les très riches. (liesi 15.03)

Finalement Sarkozy et Hollande sont à mettre dans le même sac. Ces gens-là se présentent comme de furieux antibolcheviques, il est donc normal qu'ils soient en proie à quelques contradictions, qu'il ait oublié l'antithèse n'a rien d'étonnant, la révolution socialiste qui consistera ni à faire fonctionner les moyens de production pour le compte d'une minorité de nantis, ni à les détruire, mais à les utiliser pour satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, y compris les privilégiés qu'on aura envoyés au charbon une fois expropriés, à moins qu'ils résistent et préfèrent en finir plus rapidement...

Au pas. Une deux, une deux, une deux, à droite, droite.

Jean-Luc Mélenchon attend avec impatience la publication d'un texte de 17 000 signes, qu'il a rédigé pour la Revue défense nationale. «*Les premiers militaires qui l'ont lu sont assez emballés*», affirme-t-il. Le candidat du Front de gauche se verrait bien, ensuite, invité à l'Ecole militaire pour une conférence sur sa conception de la Défense française. «*Il ne reste qu'un seul antiatlantiste : moi*», clame-t-il.

Quant au récent discours de François Hollande sur le sujet ? «*Il suinte l'ennui et il est aligné sur les Etats-Unis*», conclut Mélenchon. (liberation.fr 16.03

Il est vrai qu'en appeler à l'ONU (Libye) démontrait que Mélenchon n'était pas "*aligné sur les Etats-Unis*"... Que pense-t-il de la guerre menée par l'impérialisme américain en Syrie contre un Etat souverain et indépendant ? Sans doute la même chose. On y reviendra plus tard.

Un dernier mot, au fait, Mélenchon ne s'est pas fait l'écho des informations transmises par les journalistes du Réseau Voltaire

présents en Syrie ou encore ceux transmises par le portail Mondialisation.ca, qui tranchent avec l'analyse fournit par le gouvernement ou les médias aux ordres qui correspond à celle de Washington, c'est étrange pour un "*antiatlantiste*".

Avant l'ouverture de la campagne électorale et depuis que le PdG existe, ce parti et son principal dirigeant, J-L Mélenchon n'avait aucune légitimité, il était quasi inexistant, ce que bien des militants ont déjà oublié, c'est dingue à quelle vitesse on peut perdre la mémoire.

Habitué à bouffer à tous les râteliers (de la République et de l'UE qu'ils affectionnent) à tour de rôle depuis plus de 30 ans, mais à ne récupérer que des miettes, des miettes substantielles tout de même, c'est finalement sans risque que Mélenchon a décidé de passer au cran supérieur pour tenter de rafler la mise ou tout du moins pour conforter sa position sociale. Outre ses revenus et proche de l'âge de la retraite, il lui suffirait de revendre son appartement parisien pour se la couler douce jusqu'à la fin de ses jours, c'est dans ce sens-là que je dis qu'il n'a pris absolument aucun risque en quittant le PS et en fondant le PdG. Et puis, il arriverait toujours à se recaser à bon compte, on ne se tracasse pas pour lui.

Il faudra donc ajouter aux "*hommages*" que lui ont rendus Sarkozy et Hollande et dont il s'est félicité, Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de Gauche a été jusqu'à estimer qu'au fond, cela légitime plutôt le Front de gauche (lexpress.fr 16.03), la reconnaissance des généraux de l'armée des Versaillais ! Pourquoi pas une médaille pour service rendu à la patrie, ce serait mérité, non ? Mélenchon propose-t-il de rompre avec l'ONU et l'OTAN ? Propose-t-il de dissoudre l'appareil policier de l'Etat bourgeois ?

Fait vraiment chier Tardieu cet empêcheur de tourner en rond, et nous qui nous nous réjouissions de voir Sarkozy dégager, enfin avec Mélenchon l'espoir renaissait... L'espoir de quoi, vous entendez encore parler de son clone Die Linke, c'est plutôt le Front de gauche qui en est le clone ? L'espoir pour qui, pour cet aide-magasinier qui vit dans la rue et dort dans sa bagnole parce qu'il a un salaire misérable ? Peut-être pour la veuve de ce cadre de La Poste qui s'est suicidé, pas de bol, même la renationalisation de La Poste en partie privatisée ou soumis au même régime qu'une boîte privée ne fait pas partie du programme de cet illusionniste.

Les journalistes de 20minutes.fr ont davantage les pieds sur terre que bien des militants.

- Le candidat socialiste n'a jamais considéré Jean-Luc Mélenchon comme une menace. Plutôt comme un allié du second tour. A plusieurs reprises, François Hollande a commenté avec bienveillance la campagne du candidat du Front de gauche qui «*ramène*» des voix vers la gauche, des abstentionnistes ou un électorat populaire tenté par le vote Le Pen. (20minutes.fr 16.03) En 1981, le PCF avait tenu le même rôle, vous connaissez la suite.

Manipulation. L'UMP à la manoeuvre.

L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a confirmé vendredi qu'il ne disposait pas des 500 parrainages nécessaires pour se présenter à la présidentielle et lancé un appel à l'union nationale qui est selon lui inévitable à terme, une fois passés les scrutins du printemps.

"*Nous ne pouvons plus continuer à subir l'alternance des partis, les majorités courtes aux idées courtes. L'union nationale est la seule issue*", dit-il dans un billet sur son site internet. (Reuters 16.03)

En ayant juste à se baisser Nicolas Dupont-Aignan a récolté plus de 700 signatures, et un ex-Premier ministre aurait échoué à en trouver 500, ben voyons !

Parole d'internaute

- "*Le Front de gauche ce n'est pas l'extrême gauche, c'est la gauche. Nuance. Quant au PS, comme on l'a constaté pendant des années, c'est un parti de centre droit.*"

Si vous le dites, pourquoi pas. Attention, demain, comment allez-vous caractériser le Front de gauche une fois rallié au candidat du "*centre droit*" Hollande : de centre droit, de centre gauche ou de centre droit et gauche à la fois ? Et Hollande, sera-t-il devenu pour autant la gauche ?

Un conseil : versez le tout dans un verre, attendez que le tout soit bien dilué et observez attentivement le résultat. Toutefois, n'attendez pas "*des années*"...

Décervelés, lobotomisés, zombis...

A Tokyo, Singapour, Paris, Munich ou encore Londres, les inconditionnels d'Apple ont comme à l'accoutumée patienté une bonne partie de la nuit aux portes des boutiques.

A Sydney, David Tarasenko, 34 ans, a été le premier à se procurer le nouvel iPad dans le magasin Telstra qui a exceptionnellement ouvert à minuit. "*Quand Tim Cook l'a présenté* (le 7 mars, NDLR), *c'était comme un objet magique. J'ai été simplement séduit, je suppose*", a-t-il expliqué. "*Je suis venu de Russie pour acheter un iPad pour mon fils David, qui a trois ans*", a raconté Oleg Konovalov, à Tokyo. (Reuters 16.03)

Actualité en titres

Sarcophage

- Sarkozy à l'Elysée ? «*C'est pas gagné, mais il a de bonnes chances*» - Liberation.fr

- Sarkozy à Meaux : "*Oui, on va gagner !*" - LePoint.fr

Enfin un élu qui sait de quoi il parle :

- Un élu UMP compare Hollande à Hitler et Mussolini - Lexpress.fr

Tout le monde s'en fout !

- Banlieues : la politique de la ville n'a plus la cote - LeMonde.fr

- Les familles monoparentales '*délaissées*' par la campagne présidentielle - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Brésil

« *Raoni, le chef de la tribu Kayapo, du Brésil, a reçu recemment la pire nouvelle de sa vie : l'approbation par la présidente du Brésil, de la construction de la 3e plus grande centrale hydroélectrique au monde, à Belo Monte, en Amazonie brésilienne. Ce barrage inondera plus de 400 000 hectares de forêt et plus de 40 000 indiens seront forcés de quitter leur territoire ancestral.*

L'impact écologique dramatique qu'aurait ce projet sur ce cœur de la forêt amazonienne n'est plus à prouver.

Depuis plus de 20 ans, Raoni et son peuple se battent pour une reconnaissance officielle de leur territoire mais les autorités locales les ont définitivement abandonnés.»

Extrait d'un communiqué de l'Association National Tribal; (mondialisation.ca 15.03)

2- Etats-Unis. Une dictature : une preuve de plus.

La juge militaire qui préside l'audience de l'Américain Bradley Manning a refusé vendredi que huit témoins "*essentiels*" aux yeux de la défense fassent une déposition sous serment, avant le procès en cour martiale de la "taupe" présumée de WikiLeaks.

Le jeune soldat a comparu pour moins d'une heure vendredi, au deuxième jour d'une audience préliminaire sur la base de Fort Meade (Maryland, Est des Etats-Unis), destinée à examiner trois requêtes de la défense essentiellement pour lui faciliter l'accès aux éléments à charge.

Bradley Manning, 24 ans, ancien analyste du renseignement en Irak qui encourt la prison à perpétuité pour "*collusion avec l'ennemi*", est convoqué pour une nouvelle audience devant la justice militaire du 23 au 26 avril prochains.

L'avocat civil de Bradley Manning, David Coombs, avait soumis une liste de huit noms, dont deux civils, de responsables chargés de classifier les documents.

Parmi eux, Patrick Kennedy, sous-secrétaire d'Etat, et l'amiral David Woods, actuel chef de la prison de Guantanamo.

Me Coombs souhaitait que ces responsables fassent une déposition sous serment, avant le procès en cour martiale, pour

qu'ils évaluent les conséquences sur la sécurité nationale des Etats-Unis des fuites dont Bradley Manning est accusé. Il voulait également les interroger sur la manière dont les documents que le jeune soldat est soupçonné d'avoir transmis au site internet WikiLeaks ont été classés secrets défense.

La défense affirme que les fuites dont Bradley Manning est accusé n'ont pas eu d'impact notable sur la sécurité des Etats-Unis.

Me Coombs avait qualifié ces témoins "*d'essentiels et nécessaires*" à la défense. Le gouvernement a au contraire jugé que ces dépositions n'étaient pas "*utiles*" et engendraient des "*dépenses et des difficultés*" en raison de leurs fonctions les empêchant d'être "*raisonnablement disponibles*".

La juge Denise Lind a donné raison au gouvernement estimant que ces dépositions étaient requises uniquement pour des témoins essentiels dont on voudrait conserver le témoignage et qui pourraient être indisponibles au moment du procès.

Mais ces personnes pourraient témoigner au procès en cour martiale, dont la date n'a pas encore été fixée, a-t-elle estimé.

Me Coombs avait déjà soumis cette liste de personnes qu'il voulait voir témoigner lors d'une audience préliminaire en décembre. Cela lui avait été refusé.

Il avait demandé jeudi à la juge de reconsidérer ce refus, estimant notamment que le gouvernement avait décidé unilatéralement que ces "*témoins vitaux*" ne pouvaient pas assister à l'audience, sans même le leur demander.

"*Le gouvernement se bat avec Coombs sur le moindre centimètre du parcours et il semble que la juge veuille vraiment prendre des décisions contre Manning*", a commenté Kevin Zeese, un responsable du comité de soutien du soldat, après l'audience de jeudi. (AFP 16.03)

La juge militaire sur recommandation (sic !) du gouvernement refuse à la défense de recourir à des témoins "*essentiels*" à ses yeux, dont les dépositions pourraient conduire à minimiser les conséquences des actes qui sont reprochés à l'accusé au grand dam de la hiérarchie militaire et de la Maison Blanche, bref, de porter un coup fatal à la plupart des charges qui pèsent contre lui.

C'est le droit à la défense qui est bafoué ici, comme dans une dictature.

3- Israël

Dans un récent article, "*Vitrifier l'Iran*" paru dans *Israël7*, Jacques Kupfer (1), co-président du Likoud mondial et membre de l'exécutif de l'Organisation sioniste mondiale, énonce ce qui lui parait une évidence : "*L'Adolf de Téhéran*" (comprendre Ahmadinedjad) est en train de se doter de l'arme nucléaire. Selon Kupfer, les sanctions économiques ont eu "*l'effet d'une piqûre de moustique sur un missile blindé*", et si « *un virus venu à point nommé et le taux de mortalité curieusement élevé parmi les ingénieurs iraniens ont permis de ralentir la marche vers l'apocalypse islamique*" (2), il ne saurait être question d'en rester là. Mais, toujours selon l'auteur, un bombardement classique par l'aviation israélienne des infrastructures nucléaires iraniennes n'est en rien la solution finale au danger mortel que représenterait le nucléaire iranien.

C'est donc tout naturellement que le co-président du Likoud mondial propose l'utilisation massive de l'arme atomique contre la République islamique. " *Après tout, précise Kupfer, vitrifier l'Iran serait dans la lignée de la destruction justifiée de Hambourg et Dresde aux mains des nazis, de la destruction d'Hiroshima et Nagasaki aux mains des alliés japonais du Reich.*"

Dans l'article « *Vitrifier l'Iran* » (3) le co-président du Likoud mondial fait un "*rêve*" : "*Si seulement l'Etat d'Israël avait la bombe atomique…*". Gageons que pour la quatrième puissance nucléaire du monde, ce rêve est déjà réalité.

"*Vitrifier l'Iran !*", Jacques Kupfer, co-président du Likoud mondial http://fr.novopress.info/109512/vitrifier-liran-jacques-kupfer-co-president-du-likoud-mondial/

Note d'AFI-Flash

(1) Jacques Kupfer est l'ancien chef de la section française du Betar, un groupuscule ultra sioniste fondé à Riga en 1923 par Zeev Jabotinsky, leader du courant le plus extrémiste du courant colonisateur sioniste dans les années 30. Le parti révisionniste fondé par Jabotinsky militait pour un Etat juif englobant la Jordanie.

(2) Lire : Stuxnet, virus miracle du Mossad

http://www.france-irak-actualite.com/article-stuxnet-virus-miracle-du-mossad-81957872.html

(3) L'article de Jacques Kupfer : http://www.israel7.com/2012/02/vitrifier-liran/ (mondialisation.ca 14.03)

Social

1- France

1.1- Qu'on leur réserve le même sort !

Dans un courrier, révélé ce vendredi par le syndicat FO, un cadre de l'entreprise de transport logistique Gefco, filiale de PSA, explique les raisons de son suicide, survenu le 5 mars dernier, dans un local de la société à Bordeaux.

Hervé Marsollier, 46 ans, chef de l'agence de Gefco à Bordeaux, et père de deux enfants, y détaille les causes de son «*geste désespéré*». Il y évoque des «*objectifs intenables avec la perte de clients importants*», «*l'animosité et les réflexions acerbes» de l'un de ses responsables hiérarchiques et «l'insuffisance des moyens commerciaux*» pour maintenir le chiffre d'affaires.

Les «*pressions*», «*l'angoisse*», l'ont conduit mi-février à consulter un médecin mais en dépit des médicaments prescrits son anxiété n'a pas faibli, raconte-t-il dans cette lettre écrite sur ordinateur, adressée aux représentants de FO, au bas de laquelle il a ajouté à la main «*je vous remercie de bien vouloir défendre les intérêts de mon épouse*». «*Je me sens acculé et abandonné par Gefco, les premiers éléments de résultat de février sont mauvais et c'est pour ces raisons que j'ai décidé aujourd'hui de mettre fin à mes jours*», a-t-il encore écrit.

Le cadre s'inquiète aussi des projets de la direction visant à supprimer l'activité de messagerie de Gefco, une société de 9.400 salariés transportant notamment des automobiles, présente dans 29 pays et filiale à 100% de PSA, qui a annoncé mi-février son intention de s'en désengager du moins en partie. (20minutes.fr 16.03)

Les dirigeants de Gefco - tout comme ceux de La Poste - devraient être traduits devant un tribunal populaire révolutionnaire, nous proposerions comme peine les travaux forcés à perpétuité ou la mort.

1.2- Emploi

Le chômage a fortement augmenté en 2011, mais le nombre de plans sociaux enregistrés par l'administration a baissé. Il s'est en effet élevé à 953, soit le même niveau qu'en 2007 et moitié moins que lors de l'année noire de 2009, selon des données du service statistique du Ministère du Travail (Dares).

En 2009, le nombre de plans sociaux, techniquement appelés plans de sauvegarde de l'emploi (PSE), avait atteint 2.260. Avant le pic de 2009, le nombre de PSE déclarés avait été de 1.300 en 2006, 957 en 2007, 1.030 en 2008. En 2010, 1.180 plans sociaux ont été notifiés, puis 953 en 2011. En janvier 2012, le nombre de plans sociaux a été de 63, un chiffre en retrait par rapport à janvier 2011 (85) et janvier 2010 (99).

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement pour motif économique d'au moins 10 salariés sur une durée de 30 jours est tenue d'élaborer un plan de sauvegarde l'emploi et de le notifier à l'administration. Un PSE doit comprendre des mesures pour favoriser le reclassement des salariés, en interne si possible et en externe. Les PSE ne reflètent pas toutes les suppressions de postes

Le nombre de PSE est un indicateur de tendance mais il ne reflète pas l'ensemble des emplois supprimés car il ne s'impose pas aux entreprises de moins de 50 salariés et il ne prend pas en compte les postes supprimés sans licenciement.

Ces dernières années, pour réduire leurs effectifs, les entreprises optent de plus en plus pour des dispositifs parallèles tels que les plans de départs volontaires, les ruptures conventionnelles ou la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) qui vise à prévoir les besoins de main d'oeuvre à terme. (lexpansion.com 16.03)

Economie

1- Monnaie et marché mondial

En septembre 2011, les transactions quotidiennes sur le marché mondial des devises atteignaient le chiffre de 5.000 milliards de $ par jour ! Une progression de près de 20% sur un an, explique le dernier rapport de la Banque de Règlements Internationaux. Les volumes ont pratiquement été multipliés par dix en vingt ans.

Pour comparer le montant des transactions sur ce marché des devises : il est 25 à 30 fois plus grand que celui de toutes les

places boursières réunies.

« *Il s'y traite chaque jour et seulement pour les transactions au comptant (1 500 milliards de dollars en 2010) l'équivalent de 16 fois le PIB des 35 plus grandes économies ou 36 fois leurs échanges commerciaux* » (Le Monde).

Autrement dit, les banques d'affaires font la pluie et le beau temps sur les devises et, incidemment, sur l'économie réelle, dont nous dépendons tous pour travailler et nous nourrir. Des devises aux matières premières et alimentaires, il n'y a qu'un pas. Et comme la spéculation est de plus en plus gourmande, les grands prédateurs ne savent plus se fixer de limites à leurs gains. Comme les principes moraux élémentaires sont foulés aux pieds depuis des lustres, il n'y a plus de frein pour mettre en œuvre les scénarios les plus perfides. Il n'est donc pas surprenant que les grands leaders des banques internationales aiment se rencontrer dans des cénacles réservés à la nomenklatura mondialiste pour discuter de l'avenir des milliards de bouches inutiles. Le tout en parfaite discrétion… avec des gardes armés, des dépenses importantes réalisées par les citoyens nationaux !

N'oublions pas qu'ils ont écrit sur des tables de pierre et en plusieurs langues (Stonehenge) que 500 millions d'être humains leur suffirait pour faire fonctionner le "*système*".

Ils se verront bientôt à Haïfa, au sein du Groupe Bilderberg. Haïfa est la troisième plus grande ville d'Israël. Particularité, on y trouve un Hôtel Rothschild, une demeure luxueuse. Il est bien sûr évident que les invités vont chercher un moyen de procurer le bonheur de leur prochain… Nous « *positivons* »…

Mais n'oublions pas ce mot du baron Rothschild, en 1970, et dont nous parlons dans le dernier numéro de LIESI : « *La structure qui doit sauter, c'est la nation…* ».

Or cette prédiction se réalise sous nos yeux avec la faillite de l'Etat-nation ! Quel visionnaire… Humm… (liesi 17.03)

2- Zone euro

La chancelière allemande Angela Merkel a proposé son ministre des Finances Wolfgang Schäuble pour prendre la tête de l'Eurogroupe après le départ du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, affirme vendredi le *Financial Times Deutschland*, citant des sources anonymes. Ministre des Finances d'un pays noté "triple A", expérimenté, respecté et influent, M. Schäuble, 69 ans, "*a les meilleures cartes*" pour présider ce groupe qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, selon ces sources proches de l'Eurogroupe.

Angela Merkel a proposé son candidat auprès d'autres chefs d'Etat européens, mais la décision finale pourrait être reportée après l'élection présidentielle en France en mai, indique aussi le FTD. (lexpansion.com 16.03)

3- Etats-Unis

La reprise américaine version Hollywood/Obama

Tandis que les manitous de Wall Street mettent en œuvre une reprise indicielle afin de susciter des envies aux Européens en mal d'investissements hors Europe, d'illusionner sur la vitrine économique US, d'autres indicateurs inclinent à d'autres conclusions.

« *L'Armée américaine a présenté son canon anti-émeutes dont la particularité est d'envoyer des ondes électromagnétiques à 1 km de distance et de provoquer chez les individus visés une sensation de chaleur insupportable* ». En fait, il s'agit de griller les opposants. On se demande pourquoi il y aurait des opposants puisque tout va mieux ! Pourquoi s'empresser à développer des armes contre des opposants de masse dans le contexte radieux que les politiciens et banquiers centraux dépeignent ? Ce type de canon électromagnétique provoquant une chaleur insupportable dans la poitrine, a la particularité d'être classé dans la rubrique des armes non-léthales. Quel cynisme !

Préparer les citoyens… à un scénario hollywoodien

Tandis que les 1% des plus riches américains sont en train de faire leurs valises pour quitter les Etats-Unis vers d'autres cieux qui ne sont surtout pas européens, les autorités fédérales multiplient anormalement les exercices catastrophes apocalyptiques ! Maintenant, des universités américaines comme la Michigan State University proposent à ses étudiants de suivre des « *cours de survie* ». On est tout de même loin des cours universitaires classiques !

« Le vrai sujet du cours est en fait l'étude des grandes catastrophes et leur impact sur le comportement des individus et les divers échelons de l'organisation sociale, de la famille jusqu'au gouvernement », explique Le Figaro. «*En période de catastrophe, certaines personnes font preuve d'humanité alors que d'autres la perdent, dans quel groupe serez-vous?*», interpelle Glenn Stuztky, enseignant en sciences sociales à la Michigan State University, dans le descriptif de son cours d'été.

En fait, tous ces exercices s'inscrivent dans le processus déclenché par l'agence fédérale du Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) ! Rien que cela. Pourquoi donc tant se soucier de la santé publique et de la sécurité publique aujourd'hui ? Curieux ces Américains : ils voudraient sans doute que les films de science-fiction deviennent leur quotidien ? Les scénaristes des grands films catastrophe d'Hollywood seraient-ils donc de mèche avec certaines huiles du complexe militaro-industriel ?… Des films sont-ils commandités par ce complexe obscur, qualifié avec raison par T. Meyssan et d'autres de cabinet fantôme, en vue de préparer les foules ?

Curieusement, le personnage principal du film 2012 dit, au début du film : « *Hollywood, c'est l'Apocalypse !* » Un message ? (liesi 15.03)

4- Inde

Le géant d'Asie est rattrapé lui aussi par la mauvaise conjoncture. A l'image des pays occidentaux, sa croissance faiblit et son déficit se creuse obligeant le pays à s'orienter vers plus de rigueur budgétaire.

Le gouvernement indien, affaibli par un revers électoral lors de scrutins locaux et accusé d'immobilisme, a affiché vendredi sa volonté de réduire le déficit public, pariant sur une reprise de la croissance pour financer de nouvelles subventions agricoles et sociales.

Lors de la présentation au Parlement du budget 2012-2013, le ministre des Finances, Pranab Mukherjee, a dit cibler un déficit budgétaire annuel correspondant à 5,1% du Produit intérieur brut (PIB), contre 5,9% en 2011-2012.

Le gouvernement a dit tabler sur une croissance annuelle de 7,6% l'an prochain, des prévisions plus optimistes que les 6,9% anticipés cette année.

Il a, entre autres, annoncé des subventions agricoles, des aides alimentaires pour les plus défavorisés, des programmes de santé pour réduire la malnutrition et des projets d'infrastructure pour l'eau potable. Il a toutefois promis que les subventions ne dépasseraient pas les 2% du PIB. A mi-mandat, avant les élections générales prévues en 2014, le gouvernement de centre-gauche apparaît fragilisé sur le terrain politique et économique. Il a dû faire machine arrière sur une réforme-clé visant à libéraliser le commerce de détail.

M. Mukherjee a toutefois assuré que les efforts étaient en cours pour parvenir à un consensus politique permettant aux multinationales étrangères d'ouvrir des supermarchés en Inde. Le parti du Congrès, à la tête de la coalition gouvernementale, n'a en outre remporté la majorité que dans un seul des cinq Etats où se sont déroulées de récentes élections locales. (lexpansion.fr 16.03)

Haut de page

Le 18 mars

CAUSERIE

Contre-révolution. Aux militants favorables à la candidature du Front de gauche sans se demander quelle en est la nature sociale..

En 2012, à la veille d'un nouveau Front populaire en France.

"*La campagne autour de Cronstadt est menée dans certains milieux avec une énergie qui ne se relâche pas. On pourrait croire que la révolte de Cronstadt ne s'est pas produite il y a dix-sept ans, mais hier seulement. Anarchistes, mencheviks russes, sociaux-démocrates de gauche du bureau de Londres, confusionnistes individuels, le journal de Milioukov et, à l'occasion, la grande presse capitaliste participent à cette campagne avec un zèle égal et les mêmes cris de ralliement. En son genre, c'est une sorte de « Front populaire » !*" (Trotsky - Beaucoup de tapage autour de Cronstadt, 15 janvier 1938)

Dans le portail du Parti de gauche nous trouvons deux articles, l'un intitulé *Cronstadt*, publié le 25 février 2012, l'autre *Solidarité indéfectible avec le peuple syrien ! Manifestation aujourd'hui à Paris*, publié le 09 février 2012. Ces articles figuraient encore hier dans leur portail.

Dans le premier son auteur présente les revendications des insurgés de Cronstadt comme légitimes et la répression menée par le pouvoir soviétique (1921) comme illégitimes. Passons sur les inexactitudes ou les falsifications que comporte cet article. Je

vous renvoie aux deux articles sur Cronstadt qui figurent dans la rubrique du site *Défense du marxisme* dans lequel leurs auteurs relataient les faits auxquels ils avaient participé ou dont ils avaient été les témoins directs.

Dans le second, le PdG s'associe à l'entreprise de déstabilisation du régime syrien par les puissances occidentales en se servant comme caution de l'opposition légitime du mouvement ouvrier syrien au régime, exactement comme le font Obama, Sarkozy et consorts pour camoufler leur entreprise criminelle.

Assad et Trotsky : même combat !

"*La spéculation sur le prestige révolutionnaire de Cronstadt est un des principaux traits de cette campagne véritablement charlatanesque. Anarchistes, mencheviks, libéraux, réactionnaires, tentent de présenter les choses comme si, au début de 1921, les bolcheviks avaient retourné leurs armes contre ces mêmes marins de Cronstadt qui avaient assuré la victoire de l'insurrection d'Octobre.*" (id)

Quand la "*révolution citoyenne*" ou "*par les urnes*" de Mélenchon sert de rempart au régime et de barrage à la révolution socialiste. Comment la soi-disant insurrection en Syrie peut-elle être à la fois si chère au coeur de Mélenchon, Obama et Sarkozy...

"*Comment l'insurrection de Cronstadt peut-elle être à la fois si chère au coeur des anarchistes, des mencheviks et des contre-révolutionnaires libéraux ? La réponse est simple : tous ces groupes ont intérêt à discréditer l'unique courant révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau, qui ne se soit jamais compromis avec l'ennemi, et qui soit le seul à représenter l'avenir. C'est pourquoi il y a parmi les accusateurs attardés de mon « crime » de Cronstadt tellement d'anciens révolutionnaires, ou d'anciens demi-révolutionnaires, de gens qui jugent nécessaire de détourner l'attention des abjections de la IIIe Internationale ou de la trahison des anarchistes espagnols. Les staliniens ne peuvent pas encore se joindre ouvertement à la campagne autour de Cronstadt, mais à coup sûr ils se frottent les mains de satisfaction.*" (id)

Ce n'est certainement pas un hasard si ces deux articles figurent dans le portail du PdG.

Les lecteurs pourront facilement faire un parallèle entre la situation en Russie en 1921 et la situation en Syrie en 2012 ont dû imaginer leurs auteurs qui ne sont pas à une falsification ou à une manipulation près. Ce qui est le plus probable, c'est que cet amalgame existe dans leurs têtes au point de transpirer dans leur portail, à leur insu ou non.

N'oublions jamais que nous en sommes en présence de gens qui se caractérisent par leur malhonnêteté intellectuelles. Ce n'est pas une calomnie de notre part, tout au plus une simple constatation que l'on peut renouveler quasiment quotidiennement.

"*L'insurrection de Cronstadt ne fut qu'un épisode dans l'histoire des relations entre la ville prolétarienne et le village petit-bourgeois; on ne peut comprendre cet épisode qu'en le mettant en liaison avec la marche générale du développement de la lutte des classes au cours de la révolution.*" (id)

Qu'est-ce qui caractérise le renégat Mélenchon, cet anticommuniste primaire ?

Pour donner des gages de ses bonnes intentions à notre ennemi de classe, il n'a rien trouvé de mieux que de ressortir et de se servir de la polémique qui avait entouré le soulèvement contre-révolutionnaire de Cronstadt en Russie en 1921.

Pas n'importe comment, pour justifier son ralliement à l'opposition syrienne manipulée par les puissances occidentales qui veulent renverser Assad en Syrie pour y installer un régime à leur botte, 91 ans plus tard le PdG identifie cette opposition armée par Washington, Paris, Jérusalem et Doha aux ennemis de la révolution russe qui avaient pris les armes pour renverser le fragile Etat ouvrier, contre lequel la même coalition impérialiste menait une guerre de tranchées tout en armant ses opposants, le PdG se plaçant évidemment au côté des malheureux martyrs de la révolution russe, finalement victimes d'un régime digne de celui d'Assad.

Quelle était la nature du soulèvement de Cronstadt ?

"*Si on ne se laisse pas abuser par des mots d'ordre pompeux, de fausses étiquettes, etc., le soulèvement de Cronstadt n'apparaît que comme une réaction armée de la petite bourgeoisie contre les difficultés de la révolution socialiste et la rigueur de la dictature prolétarienne. C'est précisément la signification du mot d'ordre de Cronstadt, « Les soviets sans communistes », dont se sont immédiatement emparé non seulement les socialistes-révolutionnaires, mais aussi les libéraux bourgeois. En tant que représentant le plus perspicace du capital, le professeur Milioukov comprenait qu'affranchir les soviets de la direction des communistes, c'était tuer à bref délai les soviets. C'est confirmé par l'expérience des soviets russes dans la période du règne des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et plus clairement encore par l'expérience des soviets allemands et autrichiens sous le règne de la social-démocratie. Les soviets dominés par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes ne pouvaient servir que de marchepieds pour passer de la dictature du prolétariat à la restauration capitaliste. Ils n'auraient pu jouer aucun autre rôle, quelles qu'aient été les « idées » de leurs membres. Le soulèvement de Cronstadt avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire.*

Du point de vue de classe, lequel — sans offenser messieurs les éclectiques — demeure le critère fondamental, non seulement pour la politique, mais aussi pour l'histoire, il est extrêmement important de comparer le comportement de Cronstadt à celui de Petrograd dans ces journées critiques. De Petrograd aussi, on avait extrait toute la couche dirigeante des ouvriers. Dans la capitale désertée régnaient la famine et le froid, plus cruellement encore peut-être qu'à Moscou. Période héroïque et tragique ! Tous étaient affamés et irrités. Tout le monde était mécontent. Il y avait dans les usines une sourde fermentation. En coulisse, des organisateurs venus des socialistes-révolutionnaires et des officiers blancs tentaient de lier le soulèvement militaire à un mouvement d'ouvriers mécontents. Le journal de Cronstadt parlait de barricades à Petrograd, de milliers de tués.

La presse du monde entier le répétait. Mais en réalité il s'est produit un phénomène inverse. Le soulèvement de Cronstadt n'a pas attiré, mais repoussé les ouvriers de Petrograd. La démarcation s'opéra selon la ligne des classes. Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade, et ils soutinrent le pouvoir soviétique. L'isolement politique de Cronstadt fut la cause de son manque d'assurance interne et de sa défaite militaire. " (id)

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le PdG issu d'un parti contre-révolutionnaire et sans avoir rompu avec son idéologie, le PS, associé au cadavre puant du stalinisme, le PCF, auxquels il faut ajouter les éléments les plus droitiers issus du NPA et des petits-bourgeois en quête de repères pour garantir leur niveau de vie confortable, montrent ainsi des signes d'allégeance à l'ordre établi en rappelant qu'ils sont foncièrement anticommunistes, après avoir annoncé qu'ils soutiendraient Hollande au second tour de la présidentielle, avant de négocier leur participation au futur gouvernement de Front populaire et des postes lors des élections législatives qui auront lieu dans la foulée.

Tout se tient et s'avère parfaitement compréhensible, seulement à partir du moment où l'on prend en considération, non pas un aspect isolé de la politique du PdG, mais la totalité de sa politique et des rapports qu'il entretient avec l'Etat, les différentes classes et leurs représentants.

Le mot de la fin à Trotsky.

"*Au fond, messieurs les critiques sont les adversaires de la dictature du prolétariat, et, de ce fait, les adversaires de la révolution. C'est en cela que tient tout le secret.*" (id)

Cela vaut pour toutes les composantes du Front de gauche et bien au-delà, car si les anarchistes se sont distingués d'une piteuse manière à Cronstadt, après avoir tenté en vain de mettre la main sur l'Association internationale des travailleurs de Marx et Engels dont ils seront finalement expulsés, bien avant de s'illustrer par leur capitulation lors de la révolution espagnole, depuis il y en a dans nos rangs qui se sont chargés de les réhabiliter (POI et NPA, mais aussi au FdG), signifiant de la sorte qu'ils avaient rompu avec le marxisme.

Si demain nous prenions le pouvoir et que la réaction manipulait une partie des masses arriérées pour les dresser contre le nouvel Etat ouvrier, nous les réprimerions avec la même fermeté que Trotsky à Cronstadt en 1921, le sort de la révolution l'emportant sur tout autre considération.

En Russie, c'était les contre-révolutionnaires parallèlement aux puissances occidentales, qui manipulaient les masses arriérées pour les dresser contre la révolution, afin de remettre le pouvoir à la bourgeoisie russe. En Syrie, ce sont les puissances occidentales, ainsi que les monarchies du Golfe, qui manipulent les masses arriérées pour les dresser contre le régime, afin notamment d'étouffer la véritable opposition à Assad. La comparaison s'arrête là, il faut le préciser.

Quand nous affirmons que dans la vie il faut savoir ce que nous voulons, nous ne nous livrons pas un exercice de moral ou de style ou nous ne répétons pas une leçon apprise par coeur, c'est une leçon que nous avons tiré de notre propre expérience, de la vie elle-même quand nous avons été nous-même confronté à de multiples difficultés ou lorsque nous nous somme rangé au côté de ceux qui connaissent les pires difficultés pour survivre au quotidien, nous sommes cohérent avec nous-même, avec nos convictions ou les idées que nous défendons, la lutte de classe ne supporte pas le dilettantisme, l'aventurisme et ne s'embarrasse pas des pleurnicheries des petits-bourgeois qui seront balayés ou broyés s'ils ne se rallient pas à la révolution socialiste.

Ce n'est pas parce que nous avons pris le pouvoir que les vestiges du vieux monde pourri se seraient évanouis du jour au lendemain, il faut continuer de le combattre ainsi que ses partisans d'où qu'ils viennent, y compris les armes à la main. Cela effraiera évidemment le petit-bourgeois anarchiste qui rêve de passer tranquillement de l'enfer au paradis par un coup de baguette magique. Ce n'était pas possible dans la Russie de 1921, ce ne le sera nulle part dans le monde demain.

Même au cours de la révolution nous ne pouvons malheureusement pas toujours faire ce que nous voudrions, rien n'est parfait ou comme nous le voudrions dans ce bas monde, c'est ainsi, il faut faire avec que nous voulions ou non. Et si cela valait pour Lénine et Trotsky qui avaient développé un niveau de conscience politique que nous n'atteindrons jamais, nous devrions avoir au moins la modestie de le reconnaître, et leur reconnaître au passage le mérite de n'avoir jamais renié notre idéal. Mélenchon et les siens ne peuvent évidemment pas en dire autant, d'où le recours permanent à un tas d'artifices pour le faire oublier.

INFOS EN BREF

Politique

France

De nombreux internautes fervents partisans de Hollande éructaient, s'étranglaient ce matin après le discours de Sarkozy hier à Lyon, réduits à l'impuissance pour défendre leur candidat et sa politique semblable sur le fond à celle du candidat officiel du parti de l'ordre.

Comment s'y est pris l'hystérique du Palais ? En occultant son bilan, mieux en refusant d'en endosser la responsabilité. Mais encore, il a pratiqué le dédoublement de la personnalité entre le président sortant et le candidat qu'il est, avant de remplacer le président Sarkozy par le président Mitterrand, pour ensuite lancer sa charge contre Hollande qui incarne la politique adoptée par le PS au cours des trois dernières décennies. Voyons à grands traits comment il a articulé son discours.

Pour faire oublier qu'il est dans l'impossibilité de regarder en face son bilan et qu'il n'a fait qu'accumuler des scandales ou déclencher de vives polémiques tout au long de son mandat, il n'a rien trouvé de mieux que de le reprocher à son concurrent.

- "*J'en ai assez des donneurs de leçons qui ont commis tant de fautes et sont incapables de les regarder en face*", a martelé le président sortant. "*J'en ai assez des leçons de morale d'une gauche qui, au cours des 30 dernières années, a été à l'origine des plus grands scandales de la République.*"

Bien qu'il lui soit difficile, voire impossible de revendiquer son bilan, il ne peut pas le faire disparaître, d'autant plus qu'il sait qu'il est dans la tête des futurs électeurs, il fallait donc bien qu'il trouve une formule simple et concise pour y faire allusion et le faire endosser à quelqu'un d'autre qu'au président sortant pour passer rapidement à autre chose et qu'on ne soit pas tenté de s'attarder dessus, ce qui lui serait fatal.

Pour ce faire, il n'a rien trouvé de mieux que d'en faire porter la responsabilité sur "*les crises*" dont personne ou presque ne comprend la nature exacte, tout en accusant le PS d'en profiter.

- Les socialistes "*pensaient qu'il leur suffirait (...) d'exploiter avec une bonne dose de démagogie et d'indécence les difficultés et les souffrances que les crises ont fait subir aux Français. Mais ils se trompent*", a lancé Nicolas Sarkozy.

Il a ensuite lancé un avertissement ou relayé une menace de ses amis du CAC 40 à l'encontre du candidat du PS, si en cas de victoire Hollande était tenté de concéder quelques avantages à certaines couches de travailleurs qui avaient voté pour lui.

- Cette fois, si la gauche l'emporte, la crise de confiance arrivera "*beaucoup plus vite*" mais dans un contexte "*bien plus dangereux*" qu'en 1981, a-t-il prédit. "*Il n'y a pas de place pour les expérimentations économiques hasardeuses*."

Beaucoup plus à l'aise quand il s'agit de s'attaquer au PS et ses contradictions que de traiter de la situation économique et sociale, il a asséné une vérité qu'au PS et parmi ses supporters on préfère taire, camoufler.

- Nicolas Sarkozy a accusé son rival de cacher qu'il ferait "*payer tout le monde*" en faisant croire qu'il taxerait les riches.

C'est une évidence dont se moquent ceux que cela n'empêche pas de continuer à vivre comme avant. On a envie de dire qu'à la posture des uns répond la posture des autres en guise d'analyse politique qui ne voient pas plus loin que leurs intérêts immédiats.

A l'emprise croissante de la finance dans ou sur la politique a correspondu la transformation du militantisme en lobbying corporatiste, c'est la manière dont les idées de la classe dominante se sont infiltrées, diffusées, puis imposées au sein du mouvement ouvrier, au point que même son avant-garde devienne incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant.

Les syndicats s'étant détournés de leur mission et de leur objectif, il était facile à Sarkozy non sans une pointe d'ironie cynique de les rappeler à l'ordre.

- "*Je veux dire aux ouvriers de la sidérurgie (...), certains de vos syndicats vous trahissent, ils préfèrent faire des coups politiques plutôt que défendre vos emplois et vos usines*", a-t-il dit. "*Certains des permanents des syndicats vous sacrifient sur l'autel de la campagne présidentielle.*"

Vous remplacez "*sur l'autel de la campagne présidentielle*" par sur l'autel du profit, et vous avez là un des facteurs déterminants de la situation.

Qu'a répondu Hollande ? Il a été pitoyable.

- "*Moi je ne suis pas, comme il a été dit, dans l''antisarkozysme'. J'ai l'impression que c'est plutôt le candidat sortant qui devient maintenant un anti-Hollande, si je peux m'exprimer ainsi*", a déclaré Hollande, lors du journal de 20h00 de TF1.

L'antisarkozysme et l'anti-Hollande sont deux scénarios d'une mauvaise pièce, où les personnages jouent le même rôle mais en empruntant des costumes différents de telle sorte qu'on a l'impression qu'on est en présence de deux personnages distincts, alors qu'en réalité il n'y en a qu'un.

L'UMP et le PS ayant une origine différente, on leur prête volontiers des intentions différentes, alors qu'en réalité ils ont les mêmes. L'UMP n'a pas besoin de s'embarrasser de manières pour avancer sa politique réactionnaire et apparaître comme le parti des capitalistes, il y est aidé dans la mesure ou les masses exploitées demeurent subordonnées au capitalisme, tandis que le PS doit y mettre les formes pour que l'illusion perdure puisqu'il continue de se réclamer du socialisme.

Le candidat du PS est prisonnier d'un amalgame intenable, explosif, qui peut lui pèter à la figure chaque fois qu'il ouvre la bouche, qui consiste à se présenter à la fois comme le représentant du marché (capitalisme) et du socialisme, qui sont en réalité antinomiques ou qui s'excluent. Rien de plus facile pour son adversaire d'en user et d'en abuser pour le mettre en difficulté.

Sarkozy et Hollande le savent très bien, et à ce jeu-là l'avantage va à celui qui peut avancer à visage découvert, Sarkozy, d'où la violence hier de son offensive contre son adversaire qui ne peut que s'enferrer et se découvrir s'il lui répondait sur le même terrain. (Source : Reuters 17.03)

Haut de page

Le 19 mars

CAUSERIE

Je tiens à vous signaler que j'ai essayé d'entrer en contact avec plusieurs militants, cadres ou responsables sans succès. Apparemment toute discussion demeure impossible. Quelque part c'est désespérant. Est-ce que je m'y prends mal ? Est-ce que je m'illusionne sur la qualité des analyses que je fournis dans le site ? Je ne sais pas. De toute évidence mon travail ne les intéresse pas.

Sur la méthode, Mélenchon fait la preuve à sa manière que ce que je préconise fonctionne ou correspond bien à la réalité ou à un besoin réel, puisque à bien des égards nos méthodes sont similaires. Dommage qu'aucun dirigeant possédant ses qualités ne reprenne cette méthode à son compte tout en donnant à son discours et à son programme un contenu révolutionnaire.

Dois-je continuer ou arrêter, c'est la question que je me pose à nouveau.

Un espoir qui fera long feu.

Si Mélenchon a réussi là où tous les partis issus du trotskisme ont lamentablement échoué en 70 ans, c'est avant tout parce qu'il a su s'allier avec la dépouille du stalinisme devenue respectable et fréquentable (de son point de vue), PCF qui a continué à s'adresser à la classe ouvrière contrairement au PS qui s'en était totalement détourné.

Quant aux qualités propres à Mélenchon, elles jouent un rôle secondaire qui vient compléter le tableau d'une mise en scène bien huilée autrefois orchestrée par le PCF lui-même, au point que l'illusion serait presque parfaite.

Hier, le PCF canalisait les travailleurs engagés dans la lutte de classe pour le compte du régime, ayant ruiné l'idée qu'ils en avaient, c'est désormais au PdG allié au PCF de s'y coller afin de détourner l'avant-garde du prolétariat des partis catalogués à l'extrême gauche, POI, NPA et LO.

Si Mélenchon a démissionné du PS une fois démontré que ses qualités indéniables ne pouvaient suffire à modifier son cours, il a démontré à sa façon qu'il était impossible de "réformer" ce parti ou qu'il ne pouvait servir les intérêts des exploités.

Parmi ces qualités qui font un dirigeant, on peut citer son charisme et son talent de pédagogue à partir du moment où il emploie un langage simple accessible à tous, des références à la lutte des classes connues de tous. S'il semble en phase avec son auditoire, c'est parce qu'il le flatte dans le sens du poil en entonnant le discours qu'il est venu entendre, auditoire qui ne se pose

pas trop de questions sur son contenu réel du fait qu'il ne dispose pas des connaissances suffisantes pour en saisir la portée ou la finalité, les intentions réelles de Mélenchon.

Autre point fort du FdG, son programme se présente à bien des égards sous une forme directement transposable en décrets applicables immédiatement, ce qui lui donne une apparente cohésion, mais suffisante pour que des travailleurs ou des militants y trouvent même ce qui n'y figure pas et tombent dans le piège qui leur était tendu.

On trouvera suspecte la bienveillance presque unanime dont les médias aux ordres font preuve envers Mélenchon, à l'instar du locataire du Palais qui compte en profiter pour passer en tête le soir du premier tour de la présidentielle devant Hollande. Autrement, ils le diabolisent, ils ne peuvent pas s'en empêcher, c'est viscéral chez eux. Mais pas seulement, l'avantage de présenter Mélenchon comme un bolchevik assoiffé du sang des possédants, c'est de pouvoir y associer ensuite Hollande pour l'affaiblir, ce qui contribuera aussi à contrebalancer la proximité du FN avec l'UMP un peu trop voyante, voire embarrassante, mais indispensable à Sarkozy pour tenter d'être réélu.

Quand on examine le programme du FdG, on s'aperçoit immédiatement que c'est un couteau sans lame compatible avec celui du PS, dans la mesure où il ne sera jamais appliqué. Le PdG a littéralement vampirisé les programmes du PCF et du POI, l'avantage, c'est qu'en développant des thèmes comme l'Assemblée constituante, il en a montré les tenants et les aboutissants, de telle sorte que l'on comprend au premier coup d'oeil que cette perspective politique ne conduira pas à un changement de régime, contrairement aux affirmations trompeuses de ses auteurs.

En quoi la candidature de Mélenchon et l'écho qu'elle semble rencontrer pourrait être utile à notre cause ?

On a envie de répondre en rien si l'on se réfère à la période qui a précédé la campagne présidentielle de 1981, lorsqu'il y avait davantage de grèves ou de mouvements sociaux qu'aujourd'hui, et que le pouvoir incarné par Giscard était au moins autant contesté et émaillé de scandales, si ce n'est plus que celui sous Sarkozy.

De plus le PdG n'est pas un parti ouvrier, il est issu d'un parti social-libéral et présente les mêmes caractéristiques. Il a pour rôle d'assurer la liaison entre la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie inféodée au capitalisme pour le compte du régime, rôle que ne peut plus assumer le PS dans lequel les travailleurs ne se reconnaissent pas, et accessoirement le PCF.

A défaut de faire peau neuve, c'est le PdG qui assure la maintenance ou le SAV du PCF. Il sert aussi à canaliser les couches de la petite-bourgeoisie qui se sont détournées du PS et qui pourraient se tourner vers le POI, parce quelles ont commencé à prendre leur distance avec un capitalisme qui rogne de plus en plus leurs avantages, elles sont portées à se rapprocher de la classe ouvrière puisque finalement elles connaissent le même sort, et à pencher logiquement vers un parti censé représenter toutes les couches d'exploités.

Mélenchon pratique l'oxymore (allier deux termes dont le sens est incompatible) pour finalement nier les enseignements de la lutte des classes du passé, plus particulièrement ceux des marxistes, comme si la politique était avant tout une affaire de volonté ou d'imagination et non le produit des rapports sociaux devant lesquels on fait acte de soumission ou que l'on combat pour les renverser.

Il en va ainsi de la "*révolution par les urnes*" qui non seulement n'a jamais eu lieu nulle part dans le monde aussi loin que l'on remonte dans le passé, qui est en réalité une imposture criminelle, l'antithèse d'une véritable révolution prolétarienne et socialiste, un nouvel obstacle sciemment dressé contre le socialisme.

Monsieur Mélenchon est-il sincère ou cohérent avec lui-même se demanderont certains militants ?

Assurément, si ce carriériste a quitté une organisation trotskiste sclérosée et vouée à végéter et dans laquelle il aurait pu faire une carrière minable de bureaucrate ou pire, devoir retourner bosser, quelle horreur franchement! c'était avant tout parce qu'il estimait qu'il valait mieux et que ce cadre qui ne lui permettrait pas de satisfaire son ambition personnelle dont il avait fait sa priorité au détriment des idées auxquelles il tenait tant (en apparence), démontrant ainsi qu''il était prêt à les abandonner ou à les monayer en échange d'une carrière au sein d'un parti (le PS) dans lequel il était promis à un bel avenir, ministre s'il vous plaît.

Parvenu à ce niveau des institutions, difficile d'envisager de se satisfaire de postes subalternes, des postes de député européen ou de sénateur feraient dorénavant pâle figure pour ce philistin, il ne lui restait plus qu'à viser le plus haut sommet de l'Etat, ce qui s'avèrerait toutefois impossible en demeurant au PS, c'est donc dans cette unique perspective qu'il a fondé le PdG, initiative sans risque car ses petits camarades du PS étaient prêts à le repécher en cas d'infortune, sans compter qu'il avait désormais de quoi vivre confortablement jusqu'à la fin des ses jours.

Le PCF totalement laminé et maintenu en vie artificiellement par la grâce des institutions, il ne restait plus qu'à convaincre ses dirigeants de s'allier avec lui et de mettre à sa disposition son appareil pour que la sauce prenne, moyennant des concessions de part et d'autre que chacun était prêt à faire, assurés qu'ils étaient de s'y retrouver, on verra une autre fois quel sera le perdant

de cette alliance que l'on ne qualifiera pas de contre-nature, dans la mesure où le PdG a remplacé le PS au côté du PCF, sans rompre avec le PS, elle s'inscrit dans la continuité des rapports entre le PS et le PCF depuis des lustres. Le PdG présente la particularité d'être un appendice ou plus précisément une tendance du PS située à l'extérieur de celui-ci et pas davantage.

Pour conclure, le rassemblement parisien d'hier a sans doute été un succès pour ses organisateurs et ceux qui y ont participé, alors qu'en réalité il leur a fallu mobiliser deux cents cars et huit trains pour acheminer à Paris de toute la France des milliers de sympathisants apparemment introuvables ou inexistants sur Paris et la région parisienne, ainsi que les régions limitrophes qui comptent des millions de travailleurs.

Gageons qu'il y en aura encore parmi nous pour estimer que, si la dynamique enclenchée au cours de la campagne électorale de Mélenchon permet à des travailleurs de renouer avec l'espoir d'un changement possible et de se mobiliser par la même occasion, c'est une bonne chose, qu'on nous reconnaisse le droit de ne pas partager cet optimisme béat qui repose en grandes parties sur des illusions.

Union nationale.

Le Pen trouve Hollande "*très convenable*", NKM déclare pouvoir voter pour Hollande. (lexpress.fr 18.03) Commentaire d'un internaute : " *décidément toute la droite est favorable à Hollande... il faut dire que face au sortant il n'y a pas photo.*"

INFOS EN BREF

Politique

France

A la toute fin d'un article du JDD sur la livraison sondagière de la semaine, on apprend ce dimanche —sans réelle surprise— que «*selon l'Ifop, 29% des Français n'ont pas envie de voter. Preuve que la campagne ne les enthousiasme pas*», écrit Bruno Jeudi.

La réponse est d'autant plus inquiétante, estime Jaxel-Truer, «*que ce même indicateur, utilisé par l'Ifop à la veille du scrutin de 2007, avait donné le chiffre exact de la participation (16,2 % d'abstention seulement au premier tour, contre 28,4 % en 2002).*»

A en croire le sondage Ifop, les réserves de voix sont réelles: les électeurs se situant à gauche sont ceux qui se disent le plus réticent à aller voter (70% de participation, 30% d'abstention), devant ceux du MoDem (71-29), de l'UMP et du Front national (75-25). (slate.fr 18.03)

Au second tour, vous aurez le choix entre : le président-candidat des riches (Sarkozy) et un candidat qui déclare "*aimer les riches*" (Hollande) auquel se ralliera le candidat Mélenchon notamment. Si vous n'êtes pas riche et que vous n'aimez pas les riches, quel autre alternative vous restera-t-il entre voter blanc ou vous abstenir ? A moins que vous comptiez le devenir un jour...

Economie

Grèce. Quand croissance doit rimer avec précarité et baisse des salaires.

La zone euro a surtout mis l'accent sur l'assainissement des finances publiques de la Grèce et non sur la croissance pour l'aider à sortir de la crise, a reconnu le chef de file de l'eurogroupe Jean-Claude Juncker dans un entretien au journal Kathimérini publié dimanche.

Les coupes importantes dans les salaires et les retraites ainsi que la hausse des taxes imposées à la Grèce depuis 2010 par la zone euro et le FMI, en échange de prêts pour faire sortir le pays de la crise, ont favorisé l'aggravation de la récession, l'économie ayant accumulé un recul de 15% ces dernières années, provoquant la colère de la rue.

Ce n'est que dans le deuxième plan d'aide approuvé récemment que l'UE et le FMI ont commencé à élaborer des mesures de croissance.

"*Nous nous sommes montrés durs à l'égard de l'assainissement des finances mais très faibles à l'égard de l'autre paramètre important, celui de la croissance (...)*", a-t-il indiqué, en soulignant qu'il regrettait "*l'aggravation des conditions de vie des Grecs*".

M. Juncker a jugé qu'il aurait été "*plus logique de mettre dès le début l'accent sur la dimension de la croissance (...) la Grèce traversant maintenant sa cinquième année de récession*".

De son côté, le Fonds monétaire international (FMI) dans son nouveau programme d'aide de 28 milliards d'euros avalisé jeudi, préconise "*la réalisation des réformes structurelles destinées à accélérer la croissance de l'économie et de l'emploi*".

Le chef de la mission du FMI en Grèce, Poul Thomsen, reconnaît "*en regardant en arrière, que certains changements auraient dû être effectués d'une façon différente*".

"*Par exemple, je crois que le programme (d'assainissement de l'économie grecque) a été trop basé sur l'augmentation de l'imposition alors qu'il aurait fallu insister plus sur la réduction des dépenses publiques*", a indiqué M. Thomsen dans un entretien publié dimanche dans l'hébdomadaire grec To Vima.

Il a toutefois insisté sur la baisse des salaires effectué car le coût salarial "*doit s'adapter à la productivité basse du pays afin de favoriser la compétitivité*".

"*Le non-ajustement des salaires est la raison principale pour le taux élevé du chômage*", souligne M. Thomsen.

Il a annoncé la nécessité de l'adoption prochainement de nouvelles mesures d'économie "*de l'ordre de 5,5% du PIB en réduisant les dépenses publiques*". (AFP 18.03)

Haut de page

Le 20 mars

CAUSERIE

Consensus. Il y a apparemment des vies qui valent plus que d'autres.

Un crime "*raciste*", "*antisémite*", l'assassinat de trois parachutistes, je ne comprends pas... Une dépêche de l'AFP tombe : Somalie: six civils tués par des tirs de mortier contre un camp de déplacés, personne n'en parle, je ne comprends pas...

Ceux qui se distinguent de la collectivité par leur religion prennent la responsabilité de refuser de partager la vie et l'espace de leurs contemporains parce qu'ils estiment être différents ou supérieurs aux autres, mériter mieux, ils pratiquent une forme de discrimination légale, qui se traduit le plus souvent par l'exigence de la reconnaissance d'un statut privilégié illégitime.

Leur rejet ainsi exprimé des valeurs de la République, dont la laïcité, les expose à des discrimations dont ils sont en réalité à l'origine et dont ils portent la responsabilité, ce à quoi ils se refusent évidemment, ils n'ont de cesse de se poser en victimes innocentes. C'est parce que l'Etat leur accorde des droits particuliers ou dérogatoires qui font figure de privilèges, qu'ils sont la cible de vengeance aveugle de la part d'individus isolés ou de groupes organisés à des fins personnelles ou politiques, donc économiques.

Si la peau d'un Palestinien ne vaut pas plus que celle d'un Israélien, elle ne vaut pas moins. Si la peau d'un athée valait mieux que celle d'un juif, d'un chétien ou d'un musulman réunis tous ensemble, ce serait parce que sa représentation du monde ne repose que sur des critères objectifs, les seuls à même de délivrer l'homme de l'ignorance et de l'obscurantisme qui font son malheur, qui dès lors qu'il les maîtrise peut envisager de conquérir sa liberté.

J'ai employé le conditionnel pour montrer qu'on pouvait opposer aux croyants qui posent comme préalable à leur appartenance à la collectivité leur religion, qu'il existait un argument au pouvoir humaniste supérieur à tout autre, dans la mesure où il repose sur des faits matériels réels et vérifiables et non sur des croyances ou une mystification.

Les religions ont pour origine et se nourissent de l'ignorance de la population du fonctionnement de la société et de l'univers, de la matière d'où est issue la pensée humaine, donc la religion. Les dieux sortis de la tête des hommes sont le meilleur témoignage de leur ignorance.

Il y a des dizaines de milliers d'années, les hommes incapables de comprendre et de dominer les manifestations de la nature leur attribuèrent des pouvoirs surnaturels. Au fil du temps, sans doute surpris par leur propre capacité à évoluer, à développer des facultés insoupçonnées ou inconnues de leurs prédécesseurs, ils en sont venus à imaginer qu'un être supérieur devait en être dépositaire et les posséder toutes, le dieu à visage humain et parfait venait d'être inventé et succédait au paganisme. Le pouvoir surnaturel jusqu'alors prêté à des éléments de la nature se trouvait transférer en la personne d'un ou plusieurs dieux tout droit sortis du cerveau de nos ancêtres. Il ne restait plus qu'à le théoriser et à définir l'institution qui en serait le dépositaire.

Ce transfert ou cette nouvelle identification n'a été possible qu'à un certain stade du développement des forces productives et de la division du travail, quand l'homme a acquis davantage de pouvoir sur la matière et sur les hommes eux-mêmes, la société étant désormais divisée en classes, il lui fallait conforter son statut social et le justifier ou le légitimer auprès du reste de la communauté, de ses concurrents appartenant à la même classe que lui tout comme ceux qu'il dominait déjà.

Ce sont donc des besoins économiques et sociaux, puis politiques, qui ont été à l'origine de l'éclosion, de la diversité, du développement, de l'épanouissement et finalement du prosélytisme des religions au point de devenir envahissantes, autant que l'ignorance des hommes.

Quelques milliers d'années ou quelques siècle plus tard, alors que les sciences et les technologies ont connu un gigantesque développement qui en principe aurait dû signifier que l'homme dominait la nature comme jamais auparavant, on pourrait s'étonner de la vitalité des religions.

Elles se nourrissent principalement de deux facteurs, d'une part des souffrances engendrées par le vieux monde qui est parvenu à se survivre à lui-même au-delà de toute espérance du fait de notre incapacité à nous débarrasser du capitalisme, les religions se nourrissent de la misère du monde, on aurait envie d'ajouter comme les banques qui en sont responsables, ce qui devrait les rendre d'autant plus insupportables à nos yeux, ce qui n'est pas le cas et nous verrons plus loin pourquoi, d'autre part elles profitent du développement exponentiel de la démographique au XXe siècle particulièrement sur les continents les plus pauvres pour lesquels les habitants illettrés ou analphabètes étaient des proies faciles.

Si les religions n'apparaissent pas aussi insupportables aux yeux des travailleurs que les banques, c'est parce que tous les partis ouvriers ont abandonné le combat en défense de l'athéisme et du matérialisme. En y substituant la laïcité et en se faisant l'apôtre de la tolérance envers les religions qui polluent les esprits, les curés de la laïcité leur ont reconnu un statut spécial reconnu par la Constitution. Une fois dissocié le combat pour l'athéisme du combat pour le socialisme, il ne leur restait plus qu'à célébrer ce compromis en famille au sein d'organismes regroupant des représentants des différentes classes sociales, ces organismes étant par nature des organismes de collaboration de classes.

Les représentants de la laïcité ont privilégié la laïcité au détriment de l'athéisme conformément aux intérêts politiques de leurs appareils, de la même manière qu'ils privilégient la défense de la nation, de la République ou de la démocratie bourgeoise au détriment du combat pour le socialisme.

Rompre avec le PS est une nécessité absolue.

L'élection de Hollande présenterait un avantage pour les travailleurs nous dit-on, ils n'auraient pas à subir la poursuite de l'offensive destructrice à laquelle Sarkozy les soumettrait et ils seraient encouragés dans leurs luttes. On nous avait servit exactement le même discours soporifique avant la présidentielle de 1981.

Déjà à l'époque les impératifs économiques et financiers (de la classe dominante) allaient l'emporter sur le social réduit au minimum syndical avec la complicité des dirigeants des syndicats, qui aujourd'hui se disent bien disposés envers Hollande qui aura des comptes à rendre à Bruxelles et Washington, à la Bourse, aux marchés, aux maîtres du monde auxquels il est soumis ou acquis. Il devra gouverner sous le harcèlement de l'UMP qui entre temps aura peut-être explosé suite à sa déroute à la présidentielle et aux législatives, ce qui n'est pas pour nous déplaire évidemment, en s'alliant avec le Front de gauche, il réservera sa faible marge de manoeuvre à contenter à la marge son allié qui s'en contentera, les dirigeants du Front de gauche n'étant pas de dangereux extrémistes de gauche ou des bolcheviks décidés à renverser le régime. Les couches supérieures que représentent le Front de gauche tireront une compensation de leur soutien au gouvernement de façon à assurer la paix sociale et la stabilité du régime. Les couches les plus défavorisées végèteront dans leur coin, elles seront abandonnées à leur triste sort jusqu'au désespoir, d'où les situations particulièrement difficile à affronter et gérer auxquelles Hollande sera soumis ou auxquelles il sera forcément confronté un jour.

La question du pouvoir reviendra à l'ordre du jour, à défaut de ne pas l'avoir à l'esprit en permanence, les conditions objectives ou la dure réalitél'emportent sur les illusions. La nature humaine est ainsi faite au départ, que l'homme ne peut comprendre ou accéder à certaine chose, à un certain état de conscience que sous la contrainte et la violence, ce qui rend son histoire d'autant plus tragique. Je crois qu'un jour l'ancêtre de l'homo sapien a dû se brûler pour sentir l'effet que pouvait produire le feu sur sa peau, avant de comprendre qu'il avait un pouvoir salvateur ou destructeur. La société est ainsi faite aussi. On ne peut pas se contenter de nos propres expériences, on doit élever notre niveau de conscience pour nous libérer de l'état d'esclavage qui caractérise l'être humain et la société.

Si la faculté de penser nous est donnée à la naissance, rien ne garantit qu'elle se développera, surtout si on ne l'entretient pas. Ce sont les difficultés que nous rencontrons dans la vie quotidienne qui nous conduisent à nous poser de multiples questions et à y apporter des réponses, pas forcément applicables dans l'immédiat d'ailleurs.

Depuis toujours, dans son long et pénible apprentissage de l'existence et de la société, l'homme privilégie la recherche de résultats immédiats ou tangibles à ses problèmes, avant d'en chercher la nature et de relier ces différentes expériences entre elles

au-delà de sa propre expérience en s'appuyant sur les connaissances acquises par d'autres.

Il agit davantage par mimétisme plutôt que par son propre raisonnement qui lui demande toujours un effort. Inconsciemment, il profite de ce qui lui tombe sous la main sans trop se poser de questions, sans savoir d'où cela provient, s'il en a toujours été ainsi et s'il en sera toujours de la sorte, comment les choses et la société ont évolué pour en arriver à leur état actuel. Tout est fait dans le vieux monde pour qu'il ne parvienne jamais à se défaire de cette habitude nuisible à son destin. Notre devoir est de l'y aider par tous les moyens à notre disposition.

Sachant que Hollande ne rompra pas avec la politique réactionnaire de Sarkozy parce qu'elle lui a été imposée par la marche à l'abîme du capitalisme mondiale et que Hollande lui est et lui sera également entièrement soumis, il est impossible que les travailleurs se servent de la défaite de Sarkozy comme d'un levier pour se soulever contre le régime, puisqu'elle aura été acquise sur la base d'illusions dans la capacité du régime à pouvoir satisfaire leurs besoins. C'est seulement en rompant à la fois avec l'UMP et le PS, en les déclarant ennemis de la classe ouvrière que les travailleurs pourront conquérir leur indépendance de classe, condition préalable à remplir pour relier leurs revendications sociales à des objectifs politiques indispensables à réaliser pour entrevoir leur satisfaction.

Si le bilan de Sarkozy est son "*boulet*", le PS et ses satellites sont les boulets qui tirent en arrière la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. On voit ici que la question du vote ou du désistement en faveur du PS n'est pas une simple question de "*tactique électorale*" comme me l'a écrit un camarade dans un courriel, mais bien une question de fond, déterminante pour l'avenir du mouvement ouvrier et bien au-delà.

Un peu précipitamment je dois l'avouer, j'avais annoncé que je soutiendrai plusieurs groupes sur la base d'une déclaration que j'avais estimée correcte et prometteuse. C'était une erreur dès lors qu'à la première occasion ils démontrent qu'ils n'ont pas rompu avec la stratégie épouvantable qui consiste à soutenir (indirectement) le PS et à le présenter à nouveau comme un parti ouvrier, l'un n'allant pas sans l'autre évidemment.

De plus, ces camarades ne se connectent pas sur mon site, les positions que je défends et développent ne les intéressent pas, ils ont mieux à faire, c'est leur droit, et bien de mon côté j'ai également mieux à faire que de perdre mon temps avec des militants qui n'ont pas rompu le cordon ombilicale avec ce que certains appellent le "*lambertisme*" qui ne se limite pas à un comportement, mais tire sa substance d'une conception de la lutte de classe qui repose sur des rapports que je rejette ou avec lesquels j'ai rompu.

Je poursuis sur la voie que je me suis tracé, peut-être que cela ne débouche sur rien de concret ou de palpable pour le moment, peu importe, il faut être patient. Si des militants sont intéressés par ma démarche ou ma méthode, qu'ils sachent que je ne suis pas du genre à rabâcher sans cesse les mêmes choses ni même à me relire, je les invite à télécharger mes causeries depuis août 2008, ils y trouveront largement matière à alimenter leur propre réflexion de façon à se forger leurs propres convictions, librement.

A partir du moment où j'ai poussé le scrupule jusqu'à leur fournir le mode d'emploi de cette méthode, ils peuvent l'utiliser pour démonter à leur tour les mécanisme que j'ai analysés et vérifier par eux-mêmes le bien-fondé ou non des conclusions auxquelles je suis parvenu. Vous ne trouverez pas un dirigeant qui mette à votre disposition un tel outil de réflexion pour progresser, je le dis d'autant plus simplement, n'ayant aucun avantage personnel à attendre du fait que vous partagiez ou non mes idées.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Les dernières gesticulations sécuritaires de l'avorton dictateur

Nicolas Sarkozy a déclenché, lundi soir, le degré le plus élevé du plan vigipirate, le niveau écarlate.

Le niveau écarlate prévient le risque d'attentats majeurs, simultanés ou non. Le trafic aérien civil peut être stoppé, l'eau du robinet coupée, certains tunnels interdits. (lefigaro.fr 19.03)

A. Juppé a dit qu'en cas de guerre entre l'Iran et Israël, la France se rangerait au côté de l'Etats sioniste, alors qu'une telle guerre ne pourrait être entreprise qu'à l'initiative d'Israël. Peu importe qui tire le premier ou agresse l'autre, la cause est entendue...

1.2- Bruit de campagne.

1.2.1- L'UMP continue de vanter les qualités de Jean-Luc Mélenchon pour mieux souligner les faiblesses de celui du PS, François Hollande. Le camp Sarkozy se montre bienveillant à l'égard du candidat du Front de gauche, qui a le vent en poupe,

pour qu'il contribue à faire baisser le score de premier tour de M. Hollande.

Le tribun du Front de gauche aurait aussi le mérite de capter une partie du vote ouvrier et d'affaiblir ainsi la candidate du FN, Marine Le Pen. (lemonde.fr 19.03)

1.2.2- François Hollande, candidat PS à la présidentielle, a assuré lundi 19 mars sur France Info faire campagne pour "*gagner*" et non pour "*faire un charivari*", ce qui lui interdit d'être "*dans la surenchère*". (AFP 19.03)

La "*surrenchère*", voilà de quelle manière il traite nos revendications sociales légitimes.

Dommage que Mélenchon se rallie à Hollande au second tour. Imaginons un instant qu'il s'y refuse. Ce serait un coup de théâtre. Qui signifierait quoi et qui devrait être présenté de quelle manière aux travailleurs pour qu'ils s'en saisissent ?

Cela signifierait que Mélenchon aurait décidé de se déterminer strictement à partir des intérêts de classe du prolétariat, donc en rompant avec le consensus auquel il participait jusqu'à présent en faveur du régime. Il indiquerait aux travailleurs que leurs combats et leurs besoins sont parfaitement légitimes et que ceux que représentent Hollande et Sarkozy ne le sont pas. Il briserait également l'illusion qu'il y aurait quelque chose à attendre de l'élection présidentielle et que les travailleurs ne devront pas leur salut à un sauveur suprême ou un Bonaparte mais à leur propre mobilisation révolutionnaire, non pas dans les urnes, mais dans la rue, les entreprises et les administrations.

1.2.3- Pierre Laurent, secrétaire national du parti, a expliqué, dimanche 18 mars sur Radio France politique, que le succès du rassemblement du Front de gauche à la Bastille comme la montée du candidat Jean-Luc Mélenchon dans les sondages a "*changé le paysage politique à gauche*" et qu'il "*ne sera pas celui prévu par certains au moment de l'accord Verts-PS*". "*C'est une journée qui va modifier le centre de gravité de la campagne*", a fait valoir le numéro un communiste. "*Donc, évidemment, si quelqu'un veut gouverner à gauche, quel qu'il soit, il devra compter avec le Front de gauche*", a-t-il insisté.

Aux yeux des responsables du Front de gauche qui veulent "*obliger François Hollande à bouger*", le succès de la campagne de Jean-Luc Mélenchon change la donne. Avec un candidat crédité de 11 % des intentions de vote, le candidat socialiste ne peut plus ignorer son aile gauche. "*Les lignes ont bougé. Nous allons entrer dans une nouvelle période pour tout le monde*", a ainsi jugé M. Laurent.

Au-delà du score de M. Mélenchon, en contraste avec le faible écho d'Eva Joly, c'est l'appétit qu'il peut ouvrir chez les amis de l'eurodéputé qui inquiète les écologistes. Noël Mamère a ainsi reconnu lundi sur France Info avoir "*des motifs d'inquiétude car cet accord risque d'être fragilisé par le score qu'on nous annonce à la présidentielle et les amis de Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent risquent de faire monter les enchères*"."*Je comprends que Pierre Laurent et ses amis du Front de gauche soient saisis par le vertige des cimes et veuillent remettre en cause l'accord que nous avons passé mais je pense qu'il y a de la place pour tout le monde dans la future majorité*", a affirmé le député de Gironde. (lemonde.fr 19.03)

Ah comme elle est bonne la gamelle servie par les institutions !

1.2.4- "*Je suis certain que Jean Luc Mélenchon fait partie de ceux qui savent ce que c'est que la responsabilité du rassemblement de la gauche, pour battre Nicolas Sarkozy*", expliquait Claude Bartolone. «*Nous sommes alliés avec Jean-Luc Mélenchon, rappelait Ségolène Royal sur France 5. Nous partageons une plate-forme commune*», a-t-elle ajouté, alors qu'il n'y a pas d'accord signé entre le PS et le Front de gauche.

Si le PS ne veut voir que la bonne nouvelle – des réserves de voix importantes – dans la bonne performance de Jean-Luc Mélenchon, la droite, elle aussi, se félicite, mais pour d'autres raisons. Pour Jean-Pierre Raffarin, la dynamique du candidat du Front de gauche risque de faire «*dériver*» la campagne du socialiste «*vers la gauche plutôt que vers le centre*». «*M. Mélenchon affirme ce qu'il appelle lui-même une ligne rouge. Cette ligne-là me paraît difficilement compatible avec François Hollande et absolument (incompatible) avec François Bayrou*», s'est-il réjoui sur TV5 Monde et RFI ce dimanche soir.

Et un ministre de droite expliquait la semaine dernière : «*C'est notre meilleur allié contre Hollande. Il faut qu'il grappille le maximum de points. S'il monte encore, on lui fera une statue* ». (20minutes.fr 19.03)

Mélenchon en Marianne, non merci on a déjà Schivardi !

1.2.5- Selon l'ordre du tirage au sort effectué lors d'une séance plénière du Conseil constitutionnel, Eva Joly (EELV), Marine Le Pen (FN), Nicolas Sarkozy (UMP), Jean-Luc Mélenchon (Front de Gauche), Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste), Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière), Jacques Cheminade, François Bayrou (MoDem), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) et François Hollande (PS) ont rassemblé les 500 signatures d'élus nécessaires.

Les candidats sont moins nombreux cette année qu'en 2007, où ils étaient 12, et surtout qu'en 2002, où les 16 candidats sur la

ligne de départ constituaient un record depuis l'instauration de l'élection du président de la République au suffrage universel direct en 1965.

Théoriquement, 47.000 élus sont habilités à parrainer un candidat, mais en pratique, compte tenu des cumuls, ils ne sont que 42.000.

Le Conseil constitutionnel doit maintenant tirer au sort, pour chaque candidat, les noms de 500 élus qui leur ont apporté leur signature. Il publiera ces noms dans les jours qui viennent au Journal officiel et sur son site internet.

Le système de parrainage a été institué en 1962. A l'époque, le nombre de signataires nécessaires n'était que de 100 et leur identité n'était pas publique. Il est passé à 500 en 1976, en même temps qu'a été prise la décision de rendre leur identité publique, pour dissuader les candidatures farfelues. (AFP 19.03)

1.2.6- François Hollande a été hué lundi à la sortie de son QG de campagne par une quarantaine de salariés de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), dont il préconise la fermeture, à l'issue d'un entretien avec plusieurs de leurs représentants, a constaté une journaliste.

"*Ne me faites pas dire que la CGT est pro-Sarkozy parce que Sarkozy souhaite maintenir Fessenheim*", a tenu à préciser Clément Schneider, secrétaire de la CGT de Fessenheim. "*Nous, on sait quelles sont les forces de progrès dans le pays, on essaie de les convaincre, c'est avec elles qu'on fera avancer l'économie et l'indutrie française*", a-t-il dit.

Sylvain Bouillot, délégué CFE-CGC, a de son côté évoqué "*une décision subie de François Hollande qui essaie tant bien que mal de s'en sortir*". (AFP 19.03)

Le nucléaire à usage civil ou militaire n'aurait jamais dû voir le jour ou se développer. Il aurait dû rester cantonné à un usage médical ou marginal.

Allez monsieur Hollande, laissez-vous faire, E. Joly ne pèse que 2 ou 3% selon les sondages, et puis tant pis si un jour une centrale nucléaire nous éclatait à la gueule, ce sont de braves syndicalistes qui vous le demandent...

2- Syrie

2.1- La France est prête à soutenir une guerre régionale

Les faux courriels des époux el-Assad diffusés par le Guardian surprenaient par leur innocence, chacun s'attendaient donc à de nouveaux développements. C'est chose faite : le Daily Telegraph assure que le shopping sur Internet attribué à Asma el-Assad viole les sanctions unilatérale de l'Union européenne et est passible de deux ans de prison. Surtout, après que le Guardian ait assuré ne pas révéler les e-mails à caractère privé, le Daily Telegraph publie des détails sur une prétendue liaison extra-conjugale du président el-Assad pour casser l'image idéale de son couple.

Cette opération de propagande intervient principalement pour masquer les actions en cours. L'Armée turque envisage d'entrer en territoire syrien pour y sécuriser une base rebelle sous prétexte de protection des civils. L'OTAN reproduirait ainsi ce qu'elle avait fait au Kosovo en violation du droit international, mais sans apparaître en première ligne. Cette nouvelle guerre pourrait trouver un semblant de légitimité internationale si elle était appuyée politiquement par un nombre significatif d'États, réunis le 2 avril lors de la Conférence des « Amis » du peuple syrien. L'OTAN pourrait ainsi se mesurer indirectement avec l'Organisation de coopération de Shanghai.

Dans un entretien au Monde, Alain Juppé avertit qu'en cas d'extension de la guerre vers Israël, Paris se tiendrait aux côtés de Tel-Aviv.

- Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a accordé un entretien au Monde. Il y dénonce le soutient des patriarches chrétiens au régime syrien. Surtout, il assure que « *dans l'hypothèse où Israël serait attaqué, nous (la France) nous rangerions à ses côtés* ».

- S'appuyant sur les faux e-mails du couple el-Assad, le Guardian assure que le président syrien court-circuite ses conseillers hommes et s'entourent de belles jeunes femmes. Le quotidien dresse un portrait d'Hadeel al-Ati, une de ses conseillères en relations publiques.

- Confirmant le passage opéré depuis un mois de la propagande classique à la fiction pure (cf. les nouvelles de Jonathan Littell et Tahar ben Jelloun), le National Post publie des carnets imaginaires d'Asma el-Assad. Le roman se substitue au reportage et aux documents dans les pages des grands quotidiens.

- Gulf News rapporte que l'influent cheik égyptien Saywat Hejazi a déclaré que tuer le président el-Assad est un devoir pour tout musulman. « *Celui qui a la possibilité de tuer el-Assad et qui ne le fait pas est un pécheur* », a t-il déclaré. (Réseau Voltaire 17.03)

2.2- Syrie : Regroupement de combattants étrangers aux frontières turque et jordanienne

Damas, 17h50 - Plusieurs centaines de combattants libyens d'Al Qaida (ex- Groupe islamique combattant en Libye) sont arrivés au cours des dernières semaines dans des hôtels d'Amman (Jordanie). Ils les ont soudain quittés vendredi 16 mars 2012 pour se regrouper dans un lieu inconnu.

Simultanément, un va-et-vient d'autobus a acheminé au moins 2000 combattants dans un camp de "réfugiés" à Hatay (Turquie) dans les journées de vendredi 16 et samedi 17 mars. Ce transport se poursuit, il est encadré par l'Armée turque.

Le colonel Riyad Al Asaad, qui avait été un moment assigné à résidence après l'accord syro-turc du 7 février, assure à nouveau pleinement le commandement de l'Armée "syrienne" libre depuis la Turquie.

On estime que les forces déjà regroupées sont constituées par 500 à 1000 takfiristes à la frontière jordanienne et 2000 à 3000 à la frontière turque. Aucun groupe jihadiste d'importance n'est signalé à la frontière libanaise, l'Armée libanaise ayant démantelé au cours des dernières semaines un camp de regroupement et une base de communication.

Il reste encore plusieurs centaines de combattants étrangers sur le sol syrien après la chute de l'Émirat islamique de Baba Amr et le nettoyage de Deraa et d'Idlib. Bien que totalement désorganisés et à bout de souffle, ils peuvent préparer les attaques de ces nouvelles troupes.

L'Armée nationale syrienne est en train de renforcer son dispositif aux frontières pour empêcher toute infiltration dans le pays. (Réseau Voltaire 17.03)

2.3- Attentats de Damas : la presse occidentale renonce à la théorie du complot

Les nouveaux attentats sont traités d'une manière bien différente des précédents. La presse atlantiste qui avaient attribué les premiers attentats de Damas et d'Alep aux services secrets syriens a abandonné cette théorie du complot depuis qu'Ayman Al-Zawahiri les a revendiqués au nom d'Al-Qaida. Du coup, elle fait preuve de circonspection cette fois et évite de reprendre à son compte les accusations systématiques du Conseil national syrien à l'encontre des services de renseignement.

Le rapport à huis clos de Kofi Annan au Conseil de sécurité donne lieu à des commentaires divers, chacun en Occident croyant savoir qu'il s'est plaint de la mauvaise volonté du président el-Assad. Cependant, la presse atlantiste évoque une possible sortie de crise sous garantie russe : la Pouvoir syrien cesserait la répression tandis que les Occidentaux renonceraient à contraindre Bachar el-Assad à partir. A y réfléchir de plus près, si cette solution était retenue, elle équivaudrait à une défaite complète de l'OTAN et du CCG. En réalité, les Occidentaux cesseraient de prétendre qu'il y a une répression et renonceraient à un changement de régime.

- La porte-parole du Conseil national syrien, Bassma Kodmani, a accordé un entretien au *Journal du dimanche*. Elle s'y pose nouvellement en stratège militaire et théorise la défaite. Selon elle, les combattants se déplacent tout le temps (ce qui revient à admettre qu'ils sont peu nombreux) dans une forme de guérilla urbaine. Ils ne chercheront plus à se regrouper comme ce fut le cas à Baba Amr (et par conséquent, ils ne cherchent plus à prendre le pouvoir).

- La presse du Golfe relaye largement l'information selon laquelle l'Arabie saoudite achemine des armes lourdes en Jordanie pour armer la rébellion syrienne.

- Mention spéciale au quotidien saoudien Arab News. En titre de "une", il accuse les voyous d'Assad d'avoir perpétré les attentats de Damas : Mais en page intérieure, il reproduit des dépêches d'agence dont le titre attribue les attentats à l'opposition armée. (Réseau Voltaire 18.03)

Social

1- Grèce

Aucune liaison n'était possible lundi entre le principal port grec du Pirée et les îles du pays, en raison d'une grève de 48 heures à l'appel du syndicat des marins (Pno) contre les mesures de rigueur touchant leur secteur, a-t-on appris auprès de la police portuaire.

"*Aucun bateau ne part du Pirée ni des ports voisins de Lavrion et Rafina, proches d'Athènes*", a indiqué à l'AFP une responsable du bureau de presse de la police portuaire.

Le syndicat réclame la signature "*imminente des conventions collectives*" du secteur, et la poursuite du financement de la caisse des marins sur budget public. Sous pression de la troïka des bailleurs de fonds de la Grèce (UE, FMI et BCE), cette caisse de retraite déficitaire serait considérablement affaiblie dans le cadre de la restructuration en cours, destinée in fine à abaisser le déficit et la dette du pays.

Après de récentes rencontres entre les responsables du syndicat et la ministre du Développement et de la Marine marchande Anna Diamantopoulou qui se sont avérées infructueuses, le Pno menace de reconduire la grève après mardi. (AFP 19.03)

2- Inde

Le niveau de pauvreté en Inde a chuté de plus de 7 points de pourcentage en cinq ans et concernait moins de 30% de la population de 1,2 milliard d'habitants en 2009-2010, selon les données officielles du gouvernement publiées lundi.

Les Etats du nord-est de l'Inde se sont toutefois appauvris. Les chiffres sur le niveau de pauvreté servent à évaluer le montant des aides gouvernementales.

Tandis que la troisième puissance économique d'Asie voit grossir les rangs de la classe moyenne sous l'effet d'une solide croissance proche de 8%, des centaines de millions d'habitants continuent de manquer de nourriture, d'électricité et d'approvisionnement en eau potable. (AFP 19.03)

Economie

1- Economie mondiale

Si le réseau internet était un pays, il serait en voie de devenir la cinquième puissance économique du monde en 2016, derrière seulement les Etats-Unis, la Chine, le Japon et l'Inde, et devant l'Allemagne, selon une étude du cabinet de stratégie Boston Consulting Group.

Dans quatre ans, il y aura 3 milliards d'internautes dans le monde, contre 1,9 milliard en 2010 et l'économie internet devrait représenter 4.200 milliards de dollars dans les pays du G20, contre 2.300 milliards de dollars en 2010, prédit BCG dans son rapport publié lundi.

Cet essor est porté par deux tendances de fond: l'accès à internet sur appareils portables et l'internet "*social*", où la navigation est largement guidée par affinités: "*dans le monde en développement en particulier, beaucoup de consommateurs vont 'directement au social'*", explique cette étude, fruit de trois ans d'enquêtes menées dans une cinquantaine de pays.

Parmi les pays du G20, le Royaume-Uni est largement en tête pour ce qui est de la contribution d'internet à l'économie globale du pays: internet devrait représenter en 2016 12,4% du produit intérieur brut (PIB), faisant bien mieux que la Corée du Sud, 2e, (8%), l'Europe des 27 en général (5,7%), les Etats-Unis (5,4%), le Canada (3,6%) ou la France (3,4%).

En Chine, où la population d'internautes explose, le réseau internet devrait représenter 6,9% du PIB. (AFP 19.03)

2- France

Le Qatar, investisseur tous azimuts en France, est monté en puissance dans le capital de Lagardère SCA, avec une participation de 12,83%, et s'impose avec ce partenariat renforcé comme "*un allié de poids*" pour le PDG Arnaud Lagardère, selon plusieurs analystes.

L'émirat a augmenté sa participation dans le groupe diversifié (médias, aéronautique, sport) dont il détient désormais 12,83% des parts et 10,05% des droits de vote, a annoncé lundi l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Mais Qatar Holding LLC pourrait augmenter encore ses parts et envisage même d'intégrer le conseil de surveillance du groupe, sans pour autant vouloir en prendre le contrôle, selon l'AMF.

Le site Investir.fr s'interrogeait lundi sur le point de savoir si la participation effective de l'émirat ne s'élèverait pas en réalité à "*26,07%*".

Selon Investir, qui s'appuie sur la "*base de données de Bloomberg*", il apparaitrait, sauf erreur de Bloomberg, qu'"*aux côtés de Qatar Holding des personnes physiques ou morales de l'émirat détiennent effectivement plus d'un quart du capital de la commandite*". (AFP 19.03)

3- Allemagne

Le constructeur allemand de voitures de sport Porsche a réalisé le meilleur bénéfice net de son histoire à 1,46 milliard d'euros en 2011, selon son rapport annuel diffusé lundi soir.

Le groupe avait déjà annoncé mardi dernier avoir réalisé en 2011 "*la meilleure année de son histoire*", avec en particulier un bond de son bénéfice opérationnel de 22% à 2,05 milliards d'euros, un record.

En 2011, son chiffre d'affaires a progressé de 18% à 10,93 milliards d'euros. (AFP 19.03)

Haut de page

Le 21 mars

CAUSERIE

Les apparences sont trompeuses, elles peuvent vous engloutir !

- Présidentielle : le match des apparences - LeMonde.fr

Apparences à partir desquelles les uns et les autres nous proposent des tactiques et des stratégies plus foireuses les unes que les autres depuis des lustres et qui ont abouti à la situation actuelle. Bravo à nos dirigeants, vous avez fait du bon boulot !
En revanche, une certitude plus qu'une apparence, cela ne les a pas empêchés de conserver le contrôle de leurs appareils et de leurs partis, à croire que c'était leur seul objectif.

Le combat contre les illusions sur le terrain des illusions s'est finalement soldé par l'adaptation progressive des partis à ces illusions, tandis que les couches les plus conscientes des travailleurs entreprenaient de s'en défaire suite à leurs expériences ou y ont été conduits par la force des choses sans toutefois en comprendre la nature et en tirer des enseignements, puisque tous les partis avaient déserté ce terrain-là. Cela explique en partie pourquoi des militants passent d'un parti à un autre sans y trouver leur compte ou finissent par se détourner des partis ouvriers.

Si la détermination de la nature sociale d'un parti repose sur la prise en compte de plusieurs facteurs, il en existe un qui les domine tous ou qui les départage en cas de doute : ses rapports à l'Etat (aux institutions), sa définition ou sa conception de l'Etat, l'Etat pour lequel il combat, sa manière de poser la question de l'Etat, pas seulement dans son programme mais en relation avec son combat quotidien. Voyez de quelle manière les différents partis abordent cette question et vous serez fixés sur leur nature sociale et du même coup sur leurs réelles intentions.

Autre élément de réflexion.

Peut-on, doit-on reprendre à la lettre la définition de la nature sociale des partis issus du mouvement ouvrier que nous avaient fournie Marx et Engels à une époque où aucun parti ouvrier n'avait encore fait l'expérience du pouvoir ou doit-on l'adapter en tenant compte depuis de cette expérience qui s'est toujours avérée catastrophique pour la classe ouvrière, pas seulement en France ?

Sans même à avoir à poser cette question sous cet angle-là et à laquelle j'ai déjà répondu dans plusieurs causeries précédentes, il suffit d'observer quel traitement réserve chaque parti à la question de l'Etat pour avoir une idée assez précise de leur nature sociale. Le PS et le PCF ont démontré quand ils étaient au pouvoir qu'ils s'accommodaient très bien de l'Etat en place et qu'ils n'avaient pas du tout l'intention d'y attenter ou de le renverser. Le FdG s'inspirant du POI nous propose de conserver les mêmes institutions relookées auxquelles ils y adjoindraient une Assemblée constituante calquée sur celle qui existe en Tunisie aujourd'hui. Le NPA et LO ne se prononcent pas vraiment sur cette question.

Du fait qu'aucun parti ne pose comme préalable à tout changement de société la liquidation des institutions, de l'Etat, et la fondation d'un Etat ouvrier ou d'une République sociale reposant sur la domination de classe du prolétariat (dictature du prolétariat), on peut en déduire qu'aucun des partis dits ouvriers ne croit plus possible ce changement, c'est à se demander s'ils méritent encore la dénomination de partis ouvriers, mille fois hélas ou plus encore bien sûr !

C'est uniquement pour des raisons pratiques et pour les distinguer des autres partis que nous les considérons encore comme des partis ouvriers, à l'exception du PS qui est un parti purement bourgeois.

Je ne sais pas dans quel état vous êtes à l'issue de cette brève lecture, personnellement je suffoque, j'ai besoin d'un grand bol d'air frais (ici il fait plus de 35°C !) pour reprendre mon souffle et me convaincre que malgré tout nous parviendrons à abattre tous les obstacles qui nous empêchent de renouer avec le socialisme.

En aparté, le ventilateur que je viens mettre en route brasse de l'air chaud, pas vraiment de quoi me ranimer, pour tout vous dire je tombe littéralement de sommeil tellement je suis épuisé, le mieux serait peut-être de se changer les idées histoire d'oublier un instant l'impasse dramatique dans laquelle nous sommes. Dix minutes plus tôt, je m'étais lancé à la recherche d'une citation d'Engels dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* que je n'ai pas retrouvée comme d'habitude, on se contentera donc d'un autre passage, de plusieurs extraits qui ont attiré mon attention.

Engels nous livre une cruelle ou violente description de la bourgeoisie anglaise, à côté de laquelle la littérature qu'y consacrent nos révolutionnaires ou anticapitalistes professionnels fera figure de roman à l'eau de de rose pour petits-bourgeois en proie à des convulsions incontrôlées à l'idée d'être mêlé de près ou de loin à une action violente contre l'Etat ou les bourgeois.

1- "Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement pourrie et intérieurement rongée d'égoïsme, si incapable du moindre progrès que la bourgeoisie anglaise, et j'entends par là surtout la bourgeoisie proprement dite, singulièrement la bourgeoisie libérale, qui veut abroger les lois sur les grains. Pour elle il n'existe rien au monde qui ne soit là pour l'argent, sans l'excepter elle-même, car elle ne vit que pour gagner de l'argent et pour rien d'autre, elle ne connaît pas d'autre félicité que de faire une rapide fortune, pas d'autre souffrance que de perdre de l'argent. Avec une telle rapacité et une telle cupidité il est impossible qu'il existe un sentiment, une idée humaine qui ne soient souillés."

2- "Le bourgeois se moque éperdument de savoir si ses ouvriers meurent de faim ou pas, pourvu que lui gagne de l'argent. Toutes les conditions de vie sont évaluées au critère du bénéfice, et tout ce qui ne procure pas d'argent est idiot, irréalisable, utopique. C'est pourquoi l'économie politique, science qui étudie les moyens de gagner de l'argent, est la science préférée de ces juifs usuriers. Ils sont tous économistes. Le rapport de l'industriel à l'ouvrier n'est pas un rapport humain, mais une relation purement économique. L'industriel est le « capital », l'ouvrier est le « travail »."

3- "L'esclavage misérable dans lequel l'argent tient le bourgeois marque même le langage, du fait de la domination de la bourgeoisie; l'argent fait la valeur de l'homme..."

4- "Quiconque a de l'argent est « respectable », appartient à « la meilleure catégorie de gens » (the better sort of people), est « influent » (influential) et ce qu'il accomplit fait époque dans son milieu. Le sordide esprit mercantile imprègne la langue tout entière, tous les rapports humains sont traduits en formules commerciales expliquées sous forme de catégories économiques. Commande et fourniture, demande et offre, supply and demand, telles sont les formules à l'aide desquelles la logique de l'Anglais juge toute la vie humaine. Voilà qui explique la libre concurrence partout, voilà qui explique le régime du « laissez-faire » et du « laisser-aller » dans l'administration, dans la médecine, l'éducation et bientôt aussi dans la religion où la domination de l'Église d'État s'effondre de plus en plus. La libre concurrence ne veut pas de limites, pas de contrôle d'État; tout l'État lui pèse, son voeu le plus cher serait d'être dans un régime tout à fait dépourvu d'État, où chacun pourrait exploiter son prochain à coeur joie comme dans la « société » de notre ami Stirner, par exemple. Mais comme la bourgeoisie ne peut se passer de l'État, ne serait-ce que pour tenir en respect le prolétariat qui lui est tout aussi nécessaire, elle utilise le premier contre le second et cherche à tenir l'État le plus possible à distance en ce qui la concerne."

C'est marrant, vous ne trouvez pas qu'il y a là comme une terrible similitude avec le nouvel ordre du monde que les représentants du capitalisme veulent nous imposer et les contradictions qu'ils rencontrent ? En gros, ils n'ont jamais lâché le morceau, le capitalisme est resté fidèle à lui-même, il est bien le seul ! Ces lignes remontent à 1845.

Et qu'avaient déduit Marx et Engels de leur analyse sans concession de la société bourgeoise ? Certainement pas qu'il fallait mettre dans sa poche son programme et son drapeau, ceux de la révolution socialiste mondiale que plus personne de nos jours (les partis) n'ose sortir ou ne se réclame, raison de plus pour ne pas les imiter et rester fidèle aux enseignements de Marx et Engels.

Le flic-président dans son élément, le cynisme en prime.

Sarkozy, le flic-président, instrumentalise à nouveau un fait divers parmi tant d'autres pour instaurer un climat de paranoïa dans le pays, terroriser l'ensemble de la population, y compris les enfants, afin de réaliser l'union nationale autour de sa médiocre personne et apparaître comme le sauveur suprême autour duquel les électeurs devraient se rassembler, et tenter ainsi en désespoir de cause d'assurer sa réélection largement comprise selon toute vraisemblance.

Sarkozy, suppôt de l'Etat sioniste, ne manque pas une occasion de rappeler son attachement au bourreau du peuple palestinien, au "*peuple élu*" dont il fait partie et à côté duquel tous les autres ne valent rien.

Titres de deux articles de presse hier :

- Au moins 45 morts dans une série d'attaques en Irak - Liberation.fr

- Des violences font une cinquantaine de morts en Somalie - Reuters

Sarkozy, Hollande et leurs semblables s'en foutent éperdument, tous les jours dans le monde des centaines, des milliers de victimes innocentes sont massacrés dans des conditions plus horribles les unes que les autres, produit de la guerre que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale pour conserver leurs parts de marché ou éliminer leurs concurrents...

L'UMP et ses alliés, le PS et ses satellites, sont responsables de la situation économique et sociale en France qui alimente le racisme, l'antisémistisme et la xénophobie, la violence individuelle en général. Sarkozy et l'UMP porte une responsabilité particulière de l'atmosphère nauséabonde qui règne en France après avoir désigné des boucs émissaires à la vindicte publique, afin de détourner l'attention des travailleurs des véritables responsables de la situation actuelle et les dresser les uns contre les autres.

Sarkozy et avant lui ses prédécesseurs, en accordant un statut particulier et des droits supérieurs (double nationalité) aux personnes d'origines juives (qui en font la demande) ou se définissant comme telles par rapport au reste de la population, recourent au communautarisme et nourrissent ou encouragent ainsi l'antisémitisme qui sert les intérêts et les entreprises guerrières de l'Etat d'Israël auxquelles est associé l'impérialisme américain.

Sarkozy n'est rien d'autre qu'une piètre marionnette au service du lobbying sioniste et impérialiste, dont l'ambition est d'instaurer un nouvel ordre mondial qu'il dirigerait via les banquiers américains appartenant à la même communauté d'intérêt et religieuse.

Finalement l'exploitation politique de la tuerie de Toulouse nous ramène à des considérations économiques, la boucle est bouclée.

Tour de passe-passe sémantique. Bas les masques !

Clémentine Autain, porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, hier, dans un blog du *Monde*.

Annonce alléchante

- "*L'enjeu n'est pas l'alternance mais l'alternative.*"

Vous savez quelle est la première définition figurant dans le *Grand Robert de la langue française*, je vous le donne en mille cela tient en un mot : alternance !

Mais comment s'y prendre, promettre toujours plus, cela n'engage à rien :

- "*Les "promesses vraiment de gauche" de Hollande ne sont pas si nombreuses que ça, malheureusement ! Mais il reste cinq semaines, gageons qu'il peut promettre un peu plus...* ". S'il vous plaît monsieur Hollande, ayez la bonté d'ajouter quelques promesses à votre discours et peu importe si vous ne les tiendrez pas, l'essentiel c'est qu'on ait une place au chaud des institutions pendant cinq ans, on se fout du reste.

au-delà de la "***gauche***"…

... car il existe "*à gauche et pas seulement, le désir de renouer avec l'émancipation humaine*", donc à droite aussi, on imagine d'ici les banquiers vomissant leur triste sort qui les empêche de s'émanciper... des mailles du capital, quel terrible destin !

...désir qui retombera aussitôt :

- "*Plus notre score sera élevé, plus nous pèserons en faveur de la victoire de la gauche et en faveur d'une politique de transformation sociale et écologique*", ben voyons, il n'y a que les ignorants ou les crétins pour y croire ne serait-ce qu'un instant !

Pourquoi ?

Parce que "*plus notre influence grandira, plus nous avons des chances de faire bouger le candidat socialiste* "... dans le cadre du traité de Maastricht et des derniers traités signés qu'il s'est engagé à respecter à la lettre, assurément !

A quelle fin alors ? Redorer le blason du PS

- Puisque "*la gauche a désespéré les catégories populaires*", non, sans blague, "*Il faut une gauche pour de bon (...) et nous arriverons à redonner des couleurs et du tranchant à gauche*" qu'incarne malgré tout le PS bien qu'il soit appelé à poursuivre

la politique de Sarkozy au service du capital, il s'y est engagé.

Vous n'avez pas l'impression qu'elle essaie de se persuader que le PS est de gauche alors qu'elle n'en croit pas un mot, pas plus que son propre discours d'ailleurs ? La suite va le confirmer.

PS dont la bonne volonté ne doit souffrir aucun doute ou si peu

- "*le PS a longtemps promis de changer la vie, il n'y est pas arrivé et semble avoir renoncé à le faire*", ce n'est pas faute pourtant d'avoir essayé le bougre, il "*semble*" seulement y avoir renoncé, mais on n'en est pas encore tout à fait certains malgré la multitude d'éléments qui se sont accumulés depuis le 4 août 1914 et qui le prouvent amplement, admirez le cynisme et avec quel air détaché elle se moque des difficultés bien réelles cette fois que les travailleurs rencontrent quotidiennement. Tous ces dirigeants sont des parasites, des carriéristes, corrompus, vendus au capital.

Et leur VIe République, elle devrait servir à qui, à quoi ?

A "*sortir de la monarchie présidentielle*", mais finalement sans rien changer aux institutions, puisqu'il s'agit avant tout que la " confiance (soit) retrouvée entre les citoyen-ne-s et leurs institutions" pour qu'éventuellement ou accessoirement ait lieu "*une possible transformation sociale*", on a compris, un hypothétique changement, c'est écrit noir sur blanc dans leur programme pour ceux qui savent lire.

Au passage, elle regrette que les "*citoyen-ne-s*" n'aient plus confiance dans "*leurs institutions*", pas "*leurs*" mais la vôtre madame Autain, la Ve République bonapartisme qui vous est si chère, vous venez de nous le rappelez maladroitement, ne niez pas, c'est trop tard !

Tout cela pour quoi ? Devinez ?

- "*Voter pour le Front de gauche, c'est la garantie que la gauche réussisse si elle accède aux responsabilités*" dirigée par le PS dans le cadre des institutions européennes, de l'ONU, etc. Au passage, elle signifie ici que le FdG participera bien à un gouvernement de front populaire dirigé par le PS.

Mais plus précisément encore ?

- "*Nous mettrons toutes nos forces pour obtenir le groupe le plus significatif à l'Assemblée*" histoire de légitimer cette auguste institution et vivre confortablement aux crochets des ignorants qui vous auront élus. (lemonde.fr 20.03)

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Présidentielle : le match des apparences - LeMonde.fr

- Hollande pour "'*union de tous les Français face à l'agression*" - Reuters

- Cote de confiance: Sarkozy au plus haut depuis deux ans - Liberation.fr

Médias des caniveaux

- Une voix grave est un atout pour séduire les électeurs - LeMonde.fr

- Les femmes doivent-elles faire du porno pour gagner autant que les hommes? - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

L'opposition syrienne armée commet de graves violations des droits de l'Homme, notamment des enlèvements, des tortures et des exécutions de militaires et de partisans du gouvernement, a dénoncé mardi l'organisation de défense des droits de

l'Homme Human Rights Watch (HRW).

«*Les dirigeants de l'opposition devraient clairement dire à leurs partisans qu'ils ne doivent pas torturer, enlever ni exécuter, quelles que soient les circonstances*», a-t-elle ajouté.

Plusieurs groupes anti-régime auteurs des mauvais traitements ne semblent pas appartenir à des structures organisées, ni dépendre du Conseil national syrien (CNS), la principale coalition de l'opposition, a précisé l'ONG.

«*Il faut impérativement que les éléments armés de l'opposition syrienne protègent les droits de l'Homme*», a souligné Sarah Leah Whitson. «*Ils doivent clairement se prononcer pour une Syrie qui tourne la page des violations de l'ère Assad et accueille tout le monde, sans distinction de religion ou de culture, sans discrimination*», a-t-elle poursuivi. (liberation.fr 20.03)

Social

1- France

1.1- Poursuite de la grève des éboueurs de Lyon.

La grève des éboueurs de l'agglomération de Lyon contre une «privatisation» du ramassage des ordures ménagères s'est durci mardi avec le blocage de deux dépôts, incitant le Grand Lyon à réengager des poursuites pour entrave au droit du travail.

«*Les dépôts de Gerland et de Villeurbanne sont complètement bloqués, mais ce n'est pas le fait de l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT-FO-FAFPT-Unsa, qui avait donné des consignes de ne pas le faire. Mais on n'a pas été suivis par les agents*», a assuré Mohamed Messaï, vice-président de la Fnact-CFTC du Grand Lyon.

Alors que la grève est entrée lundi dans sa deuxième semaine, il estime que 80% des 400 agents de la collecte en régie sont en grève, contre 60% la veille. Selon la collectivité, la participation avoisine celle de lundi (45,10%).

«*Les grévistes ont détérioré du matériel, arraché des grillages, dégonflé des pneus de camions-bennes*», a déploré le Grand Lyon, qui entend porter plainte et engager une procédure disciplinaire.

Lundi, le président du Grand Lyon, le sénateur-maire Gérard Collomb (PS), avait fait un geste d'apaisement en retirant son assignation en référé de huit responsables syndicaux qui devaient comparaître en fin d'après-midi pour entrave au droit du travail.

«*Une nouvelle procédure va être engagée dès mardi matin devant le tribunal administratif*», a indiqué mardi la communauté urbaine, pour qui «*l'engagement pris lundi par les syndicats n'a pas été respecté*».

Par ailleurs, la CGT des services techniques de la Ville de Lyon a déposé un préavis de grève à compter de jeudi sur les thèmes de la défense du service public et du droit de grève, «*en solidarité*» avec les éboueurs. (liberation.fr 20.03)

1.2- Capitulation des syndicats chez Air France.

Air France a indiqué mardi avoir signé avec les syndicats des différentes catégories de personnel des accords de méthodologie pour cadrer la renégociation d'un certain nombre d'accords d'entreprise et viser un gain de 20% "d'efficacité économique" sur l'ensemble de la compagnie.

"*Ces accords portent sur les objectifs - notamment améliorer de 20% l'efficacité économique -, le calendrier et les principaux thèmes de la négociation*", indique Air France, engagée dans un plan de redressement sur trois ans baptisé "*Transform 2015*".

"*La signature de ces accords permet d'engager des négociations sur le fond visant à conclure un ensemble cohérent d'accords pour juin 2012*", ajoute la direction dans un communiqué.

Le PDG Alexandre de Juniac avait mis deux options sur la table: dénoncer la quasi-totalité des accords d'entreprise, ce qui ouvre un délai de 15 mois pour en établir de nouveaux, ou convenir avec les syndicats d'un calendrier resserré et d'un périmètre pour renégocier certaines modalités.

Cette deuxième option a été choisie par plusieurs syndicats, qui ont signé les accords de cadrage et de méthodologie.

Chez les pilotes, le SNPL, très majoritaire (71%), a signé le texte, mais pas le Spaf, le 2e syndicat représentatif.

Chez les hôtesses et stewards, l'Unac, l'Unsa et le SNPNC/FO ont signé, soit 70% des personnels.

Enfin, pour le personnel au sol, la CGT n'a pas signé mais la CFDT, la CFE-CGC, FO et l'Unsa l'ont fait (60% de cette catégorie).

La compagnie Air France, qui a enregistré en 2011 quelque 800 millions de pertes, compte 50.000 salariés.

Un plan drastique sur trois ans a été engagé en janvier, mais au-delà des mesures immédiates (gel des salaires, des embauches, fermeture de lignes, etc.), M. de Juniac a dit vouloir revoir le modèle social, avant de présenter en juin des réformes plus structurelles. (AFP 20.03)

Dès lors que déjà soumis à une politique d'austérité les "*représentants syndicaux*" acceptent le principe de s'asseoir autour d'une table avec la direction, il ne leur restait plus qu'à signer leur crime, c'est fait !

1.3- Les embauches ont plongé de 8,5% en 2011.

Les déclarations d'embauche pour des contrats de plus d'un mois ont diminué de 4,2% en février, pour le 2e mois consécutif, selon des données publiées mercredi par l'Acoss.

En janvier, les embauches avaient déjà reculé de 4,8%, indique l'Acoss, qui a revu à la baisse le nombre de déclarations depuis le dernier baromètre. En décembre, elles avaient progressé de 2,4%.

"*La tendance est donc à la baisse en ce début d'année après une période de relative stabilité depuis février 2011*", écrit l'organisme qui fédère le réseau des Urssaf, collecteur des cotisations sociales.

Sur un an, les embauches ont plongé de 8,5%.

Avec un décalage d'un mois sur les embauches, l'Acoss publie également le nombre d'heures supplémentaires. Ainsi, les entreprises ont légèrement moins recouru aux heures supplémentaires en janvier avec 46,6 millions d'heures enregistrées, contre 50,6 millions en décembre.

Sur un an, elles ressortent néanmoins en hausse de 2,7%. Mais au final "*la tendance est plutôt à la stabilité*", souligne l'organisme, car "*janvier 2012 bénéficie d'un jour ouvrable supplémentaire par rapport à 2011*". (AFP 20.03)

1.4- Le coût de l'énergie de plus en plus insupportable.

Les cas de précarité énergétique ont augmenté fortement l'an dernier en France, sous l'effet de la crise et de la hausse des factures d'électricité et de gaz, indique le Médiateur national de l'énergie dans son bilan 2011, publié mardi 20 mars.

Le Médiateur, une autorité administrative indépendante qui a démarré ses activités en 2008, a vu son nombre de saisines augmenter de 14 % l'an dernier, à huit mille quarante-quatre, peut-on lire dans son rapport annuel, une progression un peu moins forte que l'explosion enregistrée lors des précédents exercices. Mais sur ce total, le nombre de dossiers liés à des difficultés de paiement a grimpé de 80 % par rapport à 2010, et a représenté plus de 15 % de l'ensemble des saisines, a calculé le Médiateur.

'*La crise économique et la hausse du coût de l'énergie ont aggravé le phénomène de la précarité énergétique*', c'est-à-dire la difficulté à payer ses factures d'électricité ou de gaz, et poussé de plus en plus de ménages modestes à demander une médiation, explique l'institution. Le Médiateur rappelle au passage que les tarifs réglementés du gaz ont augmenté de 25 % en deux ans, et ceux de l'électricité de 8 %. (lemonde.fr 20.03)

Les travailleurs remercient au passage les syndicats qui légitiment cette "*précarité energétique*" en collaborant avec l'Etat et les entreprises du secteur de l'énergie au sein de la Commission de régulation de l'énergie.

Pour rappel, notre position : la mission des syndicats n'est pas de gérer la société au côté des capitalistes et leur Etat, jamais ils n'auraient dû accepter d'être associés (encore moins le revendiquer) à la gestion d'organismes quelle qu'en soit la nature dès lors qu'ils étaient sous le contrôle de l'Etat ou du patronat, foulant ainsi aux pieds l'indépendance des syndicats.

Le combat classe contra classe nécessite au contraire la rupture totale avec l'Etat, les institutions et le patronat, d'avoir les mains libres et propres pour les combattre. Les syndicats devraient avoir de compte à rendre qu'aux travailleurs dont ils sont censés représenter les intérêts, les organiser et les mobiliser pour faire valoir leurs droits sociaux légitimes dans la perspective de leur émancipation ou du renversement du capitalisme.

Tous les partis ouvriers sans exception ayant accepté de participer à ces organismes qui gèrent des pans entiers de la société ou de collaboration de classes, ils sont au même titre que les dirigeants corrompus des syndicats, les fossoyeurs de l'indépendance de classe du prolétariat, du mouvement ouvrier, du socialisme pour lequel ils prétendent combattre.

2- Italie

Mario Monti se lance ce mardi dans de périlleuses négociations avec les syndicats sur une réforme du marché du travail, qu'il présente comme une priorité de son action à la tête de l'Italie.

Avec la réforme du marché du travail, Mario Monti affronte l'hostilité de certains dirigeants syndicaux, qui jugent avoir déjà beaucoup cédé depuis novembre en raison de l'atmosphère d'urgence nationale ayant saisi l'Italie.

La réunion doit débuter à 15h30 et un échec pourrait déboucher sur des grèves mais aussi des tensions au sein de la large coalition, regroupant conservateurs et sociaux-démocrates, soutenant le gouvernement de techniciens formé par Mario Monti.

Le président du Conseil peut miser sur une division du camp syndical, qui n'est pas parvenu lundi à arrêter une position commune.

La branche métallurgie du principal syndicat du pays, la CGIL, a décidé d'afficher sa détermination en demandant à ses adhérents d'observer un arrêt de travail de deux heures mardi, au moment de leur choix.

D'autres syndicats ont choisi une approche plus conciliante. "*Un accord est parfaitement possible*", a dit Luigi Angeletti, secrétaire général de l'UIL.

Le coeur de la négociation porte sur l'article 18 du code du travail, au terme duquel les entreprises de plus de 15 salariés ne peuvent licencier un employé que pour faute professionnelle manifeste ou dans le cadre d'un plan de restructuration. Si la justice considère qu'un salarié a été limogé abusivement, son entreprise doit le réintégrer et lui verser l'intégralité de son salaire depuis sa mise à l'écart.

Les employeurs réclament un assouplissement des conditions de licenciement. Les syndicats dénoncent pour leur part l'abus des contrats précaires.

Mario Monti propose de rendre l'utilisation des contrats précaires plus coûteuse mais aussi de faciliter les licenciements individuels. Cette réforme ne s'appliquera qu'aux nouveaux contrats signés. (Reuters 20.03)

3- Luxembourg

ArcelorMittal a annoncé mardi qu'il prolongeait indéfiniment la fermeture du four à arc voltaïque de son site luxembourgeois de Schifflange, qui compte 282 salariés.

Le numéro un mondial de la sidérurgie a expliqué sa décision par la morosité du marché de la construction en Europe occidentale, auquel sont destinés les produits de Schifflange, et a dit ne voir aucun signe d'amélioration notable depuis la crise qui a frappé le secteur à la fin de l'année 2008.

Le site de Schifflange est spécialisé dans la production d'aciers longs carbone.

Le président français Nicolas Sarkozy avait annoncé au début du mois qu'ArcelorMittal allait redémarrer l'un des hauts-fourneaux de son site français de Florange (Moselle). Mais le groupe avait ensuite précisé que ce redémarrage n'aurait lieu qu'en cas de reprise économique. (Reuters 20.03)

Haut de page

Le 22 mars

CAUSERIE

J'avais oublié de formater l'article présent dans cette page : *Goldman Sachs : une des pièces maîtresses du cartel bancaire – Partie 1. (21.03)*.

Trois sujets de réflexion.

1- Mohamed Merah est un pur produit de votre société messieurs Sarkozy et Hollande, on peut y ajouter Bayrou et Le Pen. Où avez-vous entendu ce discours ces derniers jours ? Nulle part, simple constat, union nationale oblige sous couvert de la défense de "*l'unité de la République et de la démocratie*", arguments communs hier à Sarkzoy et au POI (leur communiqué) !

2- Tenez, une expression que plus personne n'emploie : le parlementarisme qui a accompagné la dégénérescence du mouvement ouvrier dès la fin du XIXe siècle, un sujet tabou de nos jours, et pour cause, tous les partis s'en réclament, chacun à leur manière.

3- Volkswagen vend en Inde une version locale de la Polo qui ne coûte que 7.000 euros, alors que la version la plus basique de la VW Polo est commercialisée en Allemagne à partir de 12.450 euros TTC.

Après la direction de PSA c'était au tour hier du patron de Fiat d'affirmer qu'à cause des "*surcapacités de production d'environ 20% (...) personne ne gagne de l'argent en Europe*" avant de citer "*l'exemple des constructeurs américains qui ont réduit leur capacité de production de 20% en 2007 et 2008 et qui gagnent maintenant tous de l'argent*". (source Reuters 21.03)

Qu'il y ait une crise de surproduction à l'échelle mondiale et que la concurrence que se livrent les capitalistes soit à l'origine de la crise (et de toutes les autres, selon Engels) sont deux des principaux facteurs qu'il faut prendre en compte pour comprendre la situation, on peut y ajouter le refus du prolétariat à être réduit en esclavage ainsi que son aspiration à profiter du progrès social.

Si Volkswagen parvient à engrenger des profits en vendant sa Polo 7.000 euros, il en réalise forcément davantage en la vendant 12.450 euros en Allemagne. Mais voilà, il pourrait les augmenter en produisant ce modèle dans des pays où les coûts de production sont encore plus bas, d'où son intention fermer des usines en Europe et de délocaliser une partie de sa production dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché.

D'autant plus qu'avec les politiques d'austérité qui vont être instaurées dans tous les pays de l'Union européenne, ce marché va se rétrécir, le niveau de vie de ses clients potentiels va diminuer, il ne lui sera donc pas possible d'augmenter leur prix, il pourra compenser cet obstacle en rognant sur ses coûts de production en faisant fabriquer ses véhicules hors des pays de l'UE où la main d'oeuvre est la plus chère, dont la France et l'Allemagne.

Récemment la décision de Renault d'ouvrir une ligne de production au Maroc répondait à cette préoccupation. Le marché chinois est devenu le premier marché de GM. Plusieurs fabricants ont annoncé leur intention de construire de nouvelles unités de production en Chine, en Inde et au Brésil notamment, là où le marché automobile est en plein essort, au même rythme que la classe moyenne.

Jusqu'à présent, c'était la différence du niveau de vie entre la population des pays de l'UE (à l'exclusion des ex-pays de l'Est) et ceux des pays dit émergents ou en voie de développement qui justifiait la concentration de l'industrie automobile en Europe, au Japon ou aux Etats-Unis, cette époque étant en passe d'être révolue, il est plus rentable de produire des véhicules au plus près de leurs clients potentiels sachant que leur niveau de vie augmente et que les besoins dans ce secteur économique vont s'avérer gigantesque dans un avenir proche.

Le capitalisme n'ayant pas changé pour autant, son unique source de profit reposant toujours sur l'extraction de la plus-value au cours du procès de production, une partie de ce profit est redistribué sous forme d'augmentation de salaires ou d'avantages sociaux dès lors qu'il existe, au détour de la lutte de classe ou consentie aux travailleurs de certaines branches d'industrie en échange d'un taux d'exploitation insupportable, favorisant le développement d'une couche moyenne qui accèdera à ce marché, à crédit uniquement évidemment, de telle sorte qu'en achetant une voiture (par exemple) leurs maîtres récupèreront (davantage) dans une main ce qu'ils leur auront concédé de l'autre bon gré mal gré.

Pour ne prendre qu'un exemple que j'ai en mémoire, les revenus d'une employée en Grèce étant tombé en deux ans de 2.300 euros à 770 euros, il va lui être impossible d'envisager d'acheter une voiture neuve, une fois son loyer payé il va lui rester environ 200 euros pour faire vivre sa famille. En Inde, le revenu d'un informaticien étant passé en quelques années de 5.000 à 25.000 roupies, il va pouvoir passer de la moto à la voiture, en s'endettant, peu importe, il travaille tellement (8 à 10 heures par jours 6j/7 sans congés payés) que ce qui lui restera pour vivre lui suffira à couvrir toutes ses dépenses. L'important, ce n'est pas l'usage qu'il fera se sa voiture, il n'en a pas vraiment besoin à vrai dire ou pas du tout, mais de paraître, qui prime sur tous les autres critères. L'ignorance des masses n'est pas seulement responsable (entre autres) de la survie politique des régimes, elle est également à l'origine de sa survie économique.

INFOS EN BREF

Politique

France

Des dirigeants du NPA ont désormais franchi le pas, appelant clairement à voter pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle, une nouvelle étape de la crise que traverse le parti de Philippe Poutou et Olivier Besancenot depuis des mois.

Dans une tribune à Libération à paraître jeudi, Myriam Martin, porte-parole du NPA qui a donné sa démission cette semaine, Pierre-François Grond, ancien bras-droit d'Olivier Besancenot, et Hélène Adam, dirigeante historique de la LCR (devenue NPA en février 2009) sont désormais clairs.

"*Il ne faut pas hésiter à affirmer que si nous sommes nombreux à exprimer notre force par notre vote le 22 avril pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon, la situation en sera nécessairement positivement bouleversée*", écrivent ces membres du courant "unitaire" du NPA, Gauche anticapitaliste (GA) qui avait recueilli 40% des voix au congrès tendu de juin.

Jugeant que leur parti et son candidat Philippe Poutou prennent "*le chemin de la marginalité*", ces membres du Conseil politique national (parlement) du parti reconnaissent "*beaucoup d'amertume*" et de "*colère*" de voir "*notre parti renoncer à l'engagement pris lors de sa fondation : rassembler tous les anticapitalistes dans un parti de masse*".

Or, selon eux, il faudra "*dès après la présidentielle*", "*former ensemble un bloc contre la crise pour défendre une alternative sociale et démocratique en toute indépendance*" du PS.

Cet appel à voter Mélenchon de cadres influents est d'ailleurs "*un coup dur*", a reconnu auprès de l'AFP Christine Poupin, porte-parole du NPA, même si "*cela n'empêchera pas de se retrouver à d'autres moments*" dans les luttes sociales.

Tout le monde s'accorde pour dire qu'"*il y a une dynamique autour de la campagne*" du FG, mais, souligne-t-elle, "*les questions politiques sont de moins en moins réglées*" sur l'indépendance vis-à-vis du PS et le soutien éventuel à un gouvernement dirigé par les socialistes, ce que réfute en bloc le NPA.

De plus, minimise-t-elle, "*c'est une prise de position individuelle de ces camarades-là*" car le courant Gauche anticapitaliste a repoussé la consigne de vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon le week-end dernier lors de sa réunion.

"*Le courant laisse la liberté à ses membres de s'exprimer*", répond M. Grond qui espère encore une "*réorientation du parti d'ici juillet*" ou alors il risque d'y avoir une "*nouvelle étape de fragmentation de ce parti*". Se considérant désormais "*en congé de parti le temps de la campagne*", il a affirmé à l'AFP être venu à la Bastille pour la démonstration de force de M. Mélenchon dimanche.

Du côté du FG, on se félicite. "*Tout ce qui va dans la dynamique actuelle du Front de gauche et dans l'unité de cette gauche de transformation est positif*", s'est réjoui Eric Coquerel qui a rencontré les membres de GA ce mardi. (AFP 21.03)

Je comprends mieux pourquoi je n'ai pas reçu de documents du NPA depuis le début du mois, ils sont en proie à une sévère crise, prévisible. Au cours des mois précédents il m'est arrivé de recevoir des documents de son courant droitier, la Gauche anticapitaliste (GA), je me suis refusé à les mettre en ligne parce qu'il aurait fallu que je m'en explique et je n'avais franchement ni du temps à perdre ni l'envie de polémiquer avec eux.

Pour vous donner une petite idée du sérieux de ce courant politique, dans leur texte fondateur adopté les 5 et 6 novembre 2011 à Saint-Denis, il écrivait notamment "*Pour renverser ce système, nous pensons qu'il faudra de formidables mobilisations populaires, une révolution sociale affrontant le pouvoir des possédants*" pour à la ligne suivante affirmer exactement l'inverse "*nous voulons cependant laisser ouverte la question des moyens de renverser ce système*", vous aurez reconnu la sulfureuse "*révolution citoyenne*" ou par les "*urnes'*"" de l'illusionniste Mélenchon.

Comme bien d'autres, incapables de s'adresser à la classe ouvrière et de construire le parti indispensable pour prendre le pouvoir, ils cherchent désespérement une autre voie de rechange pour y parvenir, mais hélas elle n'existe pas ! Plus loin ces petits-bourgeois se morfondaient des conséquences "*désastreuses*" sur le prolétariat qu'entraînerait la prochaine offensive du capital, parce qu'ils n'ont pas compris qu'à ce jour et jusqu'à preuve du contraire, c'est seulement lorsque le prolétariat est acculé dans ses derniers retranchements qu'il se soulèv, que c'est la dégradation brutale et violente de ses conditions d'existence qui seule le conduira à passer à l'action, pour peu que l'occasion se présente à lui il faut toutefois préciser.

Au lieu de préparer ces conditions (sujectives) pour que le prolétariat se retrouve en ordre de bataille le jour où l'affrontement direct avec la bourgeoisie aura sonné de façon à pouvoir envisager sérieusement de vaincre, se donner les moyens de construire le parti, ils préfèrent déserter ce terrain et laisser libre cours à leur penchant petit-bourgeois qui coïncide avec l'impatience de trouver à tout prix un moyen de peser sur le cours des choses ou de l'inverser, sans se soucier de savoir si finalement cela leur permettra de faire un pas en avant vers l'objectif qu'ils s'étaient fixés au départ, et pour tout dire qu'ils ont abandonné en cours de route au profit de résultats immédiats aussi aléatoires qu'hypothétiques, qui un jour ou l'autre partiront en fumée au même titre que tous les acquis qui ont déjà foutu le camp, on pourrait ajouter sans laisser la moindre trace de leur passage, puisque de tous les

combats qu'ils ont mené dans le passé il ne reste finalement rien, pas la moindre trace du parti révolutionnaire.

A deux ou trois reprises dans des causeries j'avais émis une hypothèse qui me semblait fort improbable, à savoir que l'élévation du niveau de compréhension du fonctionnement de la société par le prolétariat pourrait compenser l'absence de conditions objectives indipensables au déclenchement d'une révolution. Pour que cette hypothèse soit retenue, il aurait fallu qu'une condition minimum soit remplie, qu'effectivement le niveau de conscience politique des exploités progresse suffisamment pour qu'ils se placent sur leur propre terrain de classe, or, on ne l'a constaté nulle part jusqu'à présent. Du coup, s'agissant de cette question en particulier, on n'a pas d'autre alternative que de s'en remettre aux enseignements de la révolution russe de 1917 à défaut de mieux ou dans l'impossibilité de retenir de nouveaux éléments qui les infirmeraient.

Nous ne sommes pas des aventuriers ou des dogmatiques, nous procédons méthodiquement, nous vérifions que les éléments qui nous sont soumis infirment ou confirment telle ou telle théorie, et en fonction du résultat nous retenons celle qui a passé avec succès cette épreuve. Nous ne tenons pas absolument à avoir raison ou à nous mettre à dos des militants, nous avons une ligne de conduite qui est parfaitement claire et à la portée de chacun et nous nous y tenons. En la matière, l'éclectisme qui prévaut au NPA est incompatible avec notre méthode, il en est l'antithèse ou la négation. Qu'on ne la maîtrise pas parfaitement est une chose que je n'ai jamais niée, au contraire j'ai toujours affirmé que c'était à force de travail qu'on parviendrait à mieux la maîtriser.

Maintenant que chacun aborde le matérialisme dialectique en fonction de à sa propre expérience est autre chose, encore faut-il ne pas le dénaturer ou en devenir inconsciemment l'esclave, je fais référence à un courriel que j'ai reçu récemment et dont je ne vous ai pas parlé, cela nous ramène à une définition qui nous a été donné du marxisme, qu'il était à la fois une méthode pour interpréter le monde et un guide pour l'action, et qu'en aucun cas il fallait y rechercher une solution miraculeuse à nos problèmes et que jamais il pourrait se substituer à une analyse de la situation qui doit être menée jusqu'au bout pour en tirer des conclusions pratiques nous permettant d'aller de l'avant, vers le socialisme.

Le NPA est un véritable panier de crabes sans principe et sans avenir de fait, nos camarades du NPA excuseront la cruauté de notre franchise, mais c'est ce que nous pensons depuis le début, et s'ils s'en souviennent, nous l'avions dit dès l'annonce de sa fondation, à raison hélas puisque ces derniers développements le confirme !

Autrefois, j'ai été mécanicien (dans un garage Renault) comme Poutou (dans une usine Ford), donc on appartient au même milieu, il m'est sympathique évidemment, mais ce n'est pas à partir de ce genre de critères qu'on se détermine politiquement...

Social

1- France

1.1- Encore un suicide à France Télécom.

Un salarié de France Télécom-Orange à Schiltigheim, en banlieue de Strasbourg, s'est suicidé le 8 mars à son domicile après avoir dénoncé ses conditions de travail dans un courrier, a-t-on appris mercredi auprès des syndicats et de sa famille.

Jacky Goeller, technicien d'intervention d'Orange âgé de 58 ans, s'est tiré une balle dans la tête après avoir évoqué dans une lettre "*la responsabilité de l'entreprise dans son geste désespéré*", a dénoncé Frédéric Karas, délégué syndical CGT à France Télécom. La famille a confirmé à l'AFP l'existence de cette lettre, sans vouloir en dévoiler les termes exacts.

La victime, qui allait partir en pré-retraite en septembre, se plaignait notamment du programme OPTIM, un système automatisé de gestion quotidienne de son plan de travail, de l'absence d'embauches de jeunes techniciens, et de la mise en place programmé d'un système de géolocalisation, a précisé le délégué syndical. (lexpansion.com 21.03)

1.2- Mobilisation du personnel de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris

« *Démantèlement du siège de l'Hôtel-Dieu, transfert des services de pneumologie de Saint-Antoine (12e) et Béclère (Clamart), grève des urgences à l'hôpital Pompidou (15e), manque de draps… Trop, c'est trop* », s'insurge Olivier Cammas, délégué Usap-CGT de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Ils étaient près d'un millier mardi à manifester devant le siège de l'AP-HP de l'avenue Victoria (1er). Avec un mot d'ordre : l'arrêt des restructurations et des suppressions d'emplois.

Répondant présents au rendez-vous de l'intersyndicale USAP-CGT, FO, SUDsanté, CFDT et CFTC, les urgentistes de l'hôpital européen Georges-Pompidou (15e) sont, eux, venus réclamer davantage de lits. « *On refuse que les patients soient accueillis dans des conditions indignes. Or chaque jour, entre cinq et vingt d'entre eux sont « garés » dans les couloirs, sur des brancards* », souligne Joran Jamelot, aide-soignant et délégué CGT. Dans les urgences, qui accueillent près de 50 000 patients par an, la mobilisation dure depuis le 29 février. Et leur pétition a reçu le soutien de 2 000 signataires. La direction, elle, a mis en place un groupe de travail qui doit livrer ses propositions avant le 31 mars. « *Mais les solutions provisoires, ça suffit* », prévient Joran Jamelot. « *Tant que des impératifs économiques prédomineront dans l'hôpital, on travaillera dans des conditions*

non satisfaisantes. ». (20minutes.fr 21.03)

1.3- Surexploitation. Travailler plus... pour payer plus d'impôts.

Selon le syndicat unifié des impôts, le surcroît de revenu tiré des heures supplémentaires défiscalisées est grignoté pour les contribuables à faibles ressources qui bénéficient de la Prime pour l'emploi (PPE), mécaniquement réduite quand ils gagnent plus.

Dans son "*bilan fiscal du quinquennat*" présenté mercredi, l'Union Snui-Sud Trésor Solidaires souligne les "*effets pervers*" de l'exonération de la rémunération des heures supplémentaires, mesure phare votée en 2007, et la "*très mauvaise surprise*" pour les bénéficiaires de la PPE.

Le revenu supplémentaire dégagé n'est pas imposé sur le revenu "*mais il est pris en compte pour la détermination du revenu fiscal de référence*" servant au calcul de la PPE, explique Vincent Drezet, secrétaire national de ce syndicat. De fait, quand un salarié fait des heures supplémentaires, son "*revenu fiscal de référence va augmenter*" et "*cela se traduit par une prime pour l'emploi revue à la baisse*", et également "*une taxe d'habitation revue à la hausse*" quand elle était plafonnée, poursuit le syndicaliste.

Pour illustrer son propos, le syndicat des impôts a fait ses calculs: un célibataire payé au Smic déclarant 13.000 euros de revenus imposables et ayant reçu en outre 500 euros pour 60 heures supplémentaires, percevra une PPE réduite de 96 euros (728 euros au lieu de 824 euros s'il n'avait pas fait d'heures sup) et le montant de sa taxe d'habitation sera majoré de 16 euros. Au final, les 500 euros de revenus supplémentaires "*auront donné lieu à une charge d'imposition effective globale de 112 euros*", soit 22,4% du surcroît sur lequel le salarié aurait pu penser compter.

La PPE étant un crédit d'impôt, certains contribuables aux revenus modestes voient même leur impôt augmenter (lorsque le montant de la prime était inférieur à l'impôt). C'est le cas par exemple, toujours selon le syndicat, pour un couple déclarant 30.000 euros de salaires et 1.500 euros de revenus tirés des heures supplémentaires: il "*paiera 290 euros d'impôt en plus*".

En revanche, souligne le syndicat, "*la mesure est neutre pour les contribuables au-delà des seuils de la PPE*". La PPE, que Nicolas Sarkozy entend supprimer s'il est réélu pour financer une baisse des charges sur les bas salaires, bénéficie actuellement à 6 millions de personnes, pour un montant moyen de 450 euros. (lexpansion.com 21.03)

1.4- Les consommateurs précoces de la machine capitaliste

Les nouvelles générations d'internautes se recrutent presque au berceau. Selon une étude d'Aegis Media France relayée par 20 Minutes, 89% des 7-12 ans et 68% des 3-6 ans surfent sur le web chaque semaine. 28% des 10-12 ans se connectent même tous les jours.

Les plus petits sont généralement (à 78,8%) accompagnés par leurs parents dans cette activité, tandis que 69% des 10-12 ans surfent seuls.

Que font-ils sur internet ? Ils regardent des vidéo, jouent en ligne et écoutent de la musique, majoritairement. 9 ans, âge moyen de la première connexion

En France, l'âge moyen pour la première connexion sur le web est de 9 ans et 87% des enfants de 9 à 16 ans utilisent internet, selon l'enquête EU kids online, citée par un rapport remis mercredi par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à Claude Greff, la secrétaire d'Etat chargée de la famille. (lexpansion.com 21.03)

2- Italie

2.1- Le directeur général de Fiat et Chrysler, Sergio Marchionne, estime nécessaire de réduire de 20% la capacité de production d'automobiles en Europe, ce qui signifie une dizaine de fermetures d'usines sur le Vieux continent, dans un entretien au Figaro.

"*Le secteur fait face à des surcapacités de production d'environ 20% (...) c'est la raison pour laquelle personne ne gagne de l'argent en Europe*", explique M. Marchionne. Prenant l'exemple des constructeurs américains qui ont réduit leur capacité de production de 20% en 2007 et 2008 et qui "*gagnent maintenant tous de l'argent*", le patron de Fiat recommande la même solution en Europe.

"*Nous n'avons pas le choix (..) ce sera douloureux pendant douze mois, mais faisons-le!*", dit-il. Pour ce faire, il appelle "*l'Europe à prendre en charge cette transition car individuellement les gouvernements des différents pays ne le feront pas*". Il préconise la mise en place par l'Europe d'un "*mécanisme de soutien financier*" pour accompagner les licenciements.

Le président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin, martèle également depuis des mois que les usines ne tournent

pas à plein en Europe et évalue lui aussi le surplus à 20%. (lexpansion.com 21.03)

2.2- La puissante fédération syndicale italienne CGIL, qui revendique six millions de membres, a promis mardi de tout faire pour s'opposer à la réforme du marché du travail présentée par le gouvernement de Mario Monti.

A l'issue d'une réunion de plusieurs heures, le président du Conseil a dit avoir obtenu "un large soutien" du patronat et de la plus grande partie des syndicats sur la plupart de ses propositions mais s'est dit "inquiet" de l'hostilité de la CGIL.

Concernant la proposition destinée à faciliter les licenciements, Monti a regretté que "*la CGIL ait manifesté son opposition*" à cette idée et s'est dit "*inquiet*" de la position de la principale centrale italienne. Fornero, elle, a précisé que les modifications de l'article 18 seraient valables pour tous les salariés, et pas seulement pour les nouveaux embauchés.

La secrétaire générale de la CGIL, Susanna Camusso, a accusé de son côté le gouvernement de n'avoir jamais vraiment cherché à négocier et a promis que son syndicat ferait tout pour s'opposer à la réforme. Pour elle, Mario Monti choisit la facilité et cherche à résoudre de nombreux problèmes sociaux en simplifiant les procédures de licenciement.

Le coeur de la négociation a porté sur l'article 18, au terme duquel les entreprises de plus de 15 salariés ne peuvent licencier un employé que pour faute professionnelle manifeste ou dans le cadre d'un plan de restructuration. Si la justice considère qu'un salarié a été limogé abusivement, son entreprise doit le réintégrer et lui verser l'intégralité de son salaire depuis sa mise à l'écart.

Les employeurs ont réclamé un assouplissement des conditions de licenciement. Certains syndicats ont dénoncé pour leur part l'abus des contrats précaires.

Mario Monti propose de rendre l'utilisation des contrats précaires plus coûteuse mais aussi de faciliter les licenciements individuels. (Reuters 21.03)

Economie

1- Aviation

L'aviation est un secteur économique qui représente au total plus de 56 millions d'emplois directs ou indirects et qui génère des ressources qui en ferait à lui seul l'équivalent de la 19e économie mondiale, indique un rapport publié mercredi.

Le rapport, préparé par Oxford Economics pour le compte de l'organisme professionnel Air Transport Action Group (ATAG), observe que le fret transporté annuellement représente 35% du commerce extérieur mondial en valeur mais seulement 0,5% en volume.

Le PIB créé directement et indirectement, par exemple via le tourisme international, par l'aviation au travers de ses 1.568 compagnies aériennes enregistrées, totalise 2.200 milliards de dollars (1.700 milliards d'euros).

"*Si on prend en compte les avantages supplémentaires liés à la vitesse et à la fiabilité du transport aérien, les entreprises qui existent grâce au fret aérien... l'impact économique va largement au-delà*", a dit le directeur général de l'ATAG Paul Steele.

Sur les 56,6 millions d'emplois, 8,4 millions sont des emplois directs, 9,3 millions relèvent de la sous-traitance et 4,4 millions sont induits par les dépenses des employés du secteur. La part du tourisme induite par l'aviation représente un total de 34,5 millions d'emplois. (Reuters 21.03)

2- Grande-Bretagne

2.1- Le déficit budgétaire britannique a atteint un niveau record en février, en raison du déclin des recettes de l'impôt sur le revenu et de la hausse des dépenses publiques.

Les recettes de l'impôt sur le revenu ont à elles seules reculé de 12,4% en février par rapport à un an plus tôt, tandis que le versement des prestations sociales a bondi de 11,2%. (Reuters 21.03)

2.2- Le gouvernement britannique a annoncé mercredi la baisse du taux supérieur de l'impôt sur le revenu et de nouvelles taxes sur les gros patrimoines en dévoilant un budget censé assurer une meilleure répartition du fardeau de l'austérité tout en confortant la réduction annoncée du déficit.

Le taux de l'impôt sur les sociétés (IS) sera lui ramené de 26% à 24% dès le mois prochain et à 22% d'ici à 2014.

Le budget a été salué par le patronat britannique mais plusieurs analystes politiques estiment que le jugement de l'opinion publique pourrait être plus mitigé.

"*Il ne fait aucun doute qu'en faisant cela, il prend un gros risque politique*", estime ainsi John Curtice, professeur à la Strathclyde University. (Reuters 21.03)

Haut de page

Le 23 mars

CAUSERIE

Manipulation du régime. L'union nationale sans faille !

Une bombe explose en plein Paris, la capitale, et non dans une bourgade de campagne, devant une ambassade dans le XVIe arrondissement, le ghetto des nantis, et non devant un immeuble délabré au fin fond d'une impasse du XXe : Aux infos du soir sur TV5Monde Asie avant-hier, ils y consacreront moins d'une minute, étrange non ? J'imagine qu'il en fut de même sur toutes les autres chaînes de télévision.

Trois enfants juifs et un rabin assassinés devant une école, 3.000 policiers, 2.000 militaires et 200 enquêteurs, les ministres de l'Intérieur et de la Défense ainsi que le président de la République sont sur le pied de guerre, ils se rendent sur place et en font tout un plat relayé par l'ensemble des larbins médiatiques qui en rajoutent une grosse louche.

Les crétins du POI y ont vu un "*attentat*" employant ainsi le même langage que le flic-président et ses ministres de la guerre intérieure et extérieure, légitimant au passage leur discours haineux et liberticides, sans se poser la question de savoir si cette tuerie n'avait pas été préparée de longue date, préméditée ou soigneusement orchestrée par ceux qui ont fabriqué de toutes pièces Al-Qaïda dont se réclame justement l'assassin, sans se demander à qui profitait ces crimes odieux.

S'il a été incité à passer à l'action par des chefs d'Al-Qaïda à peine quelques semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle, c'est comme s'il en avait reçu l'ordre directement de Sarkozy, Guéant ou Juppé par l'intermédiaire des services secrets français infiltrés au sein de cette organisation criminelle ou contrôlant son activité, la branche arabe de la CIA et ses équivalents dans les pays où elle opère. Feindre de l'ignorer est faire preuve d'une couardise incroyable, c'est criminel !

Ils ont très bien pu le pousser à passer à l'action en pleine campagne électorale pour que son geste désespéré ait plus de retentissement, tout en lui laissant l'initiative de choisir lui-même ses victimes et le mode opératoire, histoire de ne commettre aucun impair une fois les crimes perpétués et de ne pas mettre trop vite les enquêteurs sur la bonne piste, les propriétaires du genre de scooter que le tueur avait utilisé à Montauban ne se comptant pas par milliers dans la région, ils auraient pu très facilement remonter jusqu'à lui bien avant le massacre de Toulouse, s'ils ne l'ont pas fait et qu'il a récidivé à Toulouse, c'est peut-être parce que le meutre des militaires étaient passé pratiquement inaperçu ou n'avait pas eu le rententissement espéré.

Sarkozy et Guéant ont affirmé qu'ils auraient préféré prendre Mohamed Merah vivant, tandis que le commando du Raid l'a mitraillé, alors qu'il était facile de le maîtriser à l'aide de bombes lacrymogènes ou de gaz asphyxisiants ou à effet soporifique, il ne valait mieux pas qu'il parle de toute évidence.

Il n'en reste pas moins qu'on a pu assister à un moment mémorable d'union nationale englobant absolument tous les partis, bravo !

J'ai mis en ligne deux articles fort documentés sur la manière d'opérer des agents d'Al-Qaïda.

La farce du jour : Mélenchon "***politiquement indépendant***" du PS.

Pierre-François Grond, membre de la Gauche anticapitaliste du NPA ayant appelé à voter Mélenchon dans un interview à L'Express hier : "*Mélenchon a une candidature politiquement indépendante par rapport à Hollande*", alors que les deux candidats se sont engagés à payer rubis sur l'ongle la dette des banquiers, notamment ! Ce ne serait pas plutôt par rapport à la classe ouvrière qu'il serait indépendant en refusant de rompre avec le capital et ses institutions ? C'était juste une question...

Il a précisé : "*Nous, on ne veut pas louper le train de la recomposition*"... de l'Union de la gauche ou du Front populaire, dont les travailleurs seraient en droit d'espérer quelque chose, certainement pas un changement de société.

Un monstre ne peut qu'engendrer un monstre.

Surtout ne vous posez pas de questions

Nicolas Sarkozy a qualifié jeudi Mohamed Merah de "*monstre*" et de "*fanatique*", estimant que ce serait une "*faute morale*" de vouloir "*chercher une explication*" au geste de l'auteur des sept assassinats à Montauban et Toulouse, tué dans un assaut du raid.

"*Chercher une explication au geste de ce fanatique, de ce monstre, laisser entrevoir la moindre compréhension à son égard ou pire lui chercher la moindre excuse, serait une faute morale*", a développé M. Sarkozy

"*Mettre en cause la société, montrer du doigt la France, la politique, les institutions, ce n'est pas digne. Ce n'est pas faire preuve d'un esprit de responsabilité dans un moment où la Nation a d'abord besoin d'unité*", a poursuivi le chef de l'Etat. (AFP 22.03)

Ouvrez les yeux, franchement, qui aujourd'hui oserait "*mettre en cause la société*" ou s'attaquer aux institutions, personne, alors dormez tranquille.

L'hystérique du Palais s'est exprimé comme s'il en était le locataire ad vitam æternam.

Dans une déclaration solennelle à la télévision et à la radio - la troisième en quatre jours, Nicolas Sarkozy a annoncé jeudi un renforcement de l'arsenal pénal contre l'extrémisme idéologique et le terrorisme, peu après le dénouement à Toulouse de l'affaire du tueur au scooter qui a tenu la France en haleine dix jours durant et bouleversé la campagne pour l'élection présidentielle.

Il a également déclaré que toute personne se rendant à l'étranger pour y suivre des "*travaux d'endoctrinement à des idéologies conduisant au terrorisme*" serait "*punie pénalement*".

La propagation et l'apologie d'idéologies extrémistes seront également réprimées "*avec les moyens qui sont déjà ceux de la lutte anti-terroriste*", a ajouté le président de la République.

François Fillon a dit dans un communiqué que le gouvernement s'attacherait "*sans délai*" à la mise en oeuvre des orientations fixées par le président. (Reuters 22.03)

D'ici le 6 mai prochain, après si un miracle se produisait ? Il faut arrêter de boire ou de fumer la moquette messieurs Sarkozy et Fillon cela vous tourne la tête, vous voyez comme c'est facile et rapide de perdre pied avec la réalité. Vous n'aurez manifestement pas le temps de mettre en oeuvre ces dernières mesures liberticides qui consisteraient à filtrer, puis ficher en masse les travailleurs et jeunes qui se connectent sur le Web à des portails rejetant votre politique réactionnaire, la chasse aux terroristes qui sont vos créatures n'étant qu'un prétexte pour s'attaquer le moment venu au mouvement ouvrier.

Actualité en titres

Les rats. Ouf, les institutions sont saines et sauves !

- A Strasbourg, Nicolas Sarkozy nie tout «*climat qui puisse expliquer*» la tragédie de Toulouse - 20minutes.fr

- Toulouse: "*Il fallait que force reste à la loi, c'est chose faite*" a salué Bayrou - AFP

- Hollande évoque à son tour "*une faille*" dans la surveillance de Merah - AFP

- Toulouse : Mélenchon dit son soulagement - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France. La blanchisseuse du Palais.

La cour d'appel de Paris a annulé les mises en examen du procureur Courroye, de son adjointe et l'essentiel de l'enquête sur les fadettes des journalistes du Monde visant les deux magistrats, mais une autre plainte vise désormais le procureur dans une autre affaire de fadettes.

La cour a estimé jeudi que les poursuites contre Philippe Courroye et son adjointe, Marie-Christine Daubigney, ne pouvaient être engagées tant que les actes controversés des deux magistrats n'avaient pas été annulés par une décision définitive de la justice.

Or, la Cour de cassation a annulé l'enquête du procureur Courroye le 6 décembre 2011, soit bien après le début des investigations des juges parisiens Sylvia Zimmermann et Alain Nguyen The.

Dans son arrêt consulté par l'AFP, la cour d'appel a estimé que le fait que "*le caractère illégal des réquisitions ait été constaté par une décision devenue définitive de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Bordeaux n'a pas eu pour effet de valider a posteriori la plainte (du Monde, ndlr) (...) alors qu'à la date du versement de consignation, le caractère illégal des actes incriminés n'avait pas été constaté par une décision devenue définitive*".

La cour a par conséquent annulé "*l'entière procédure à compter de la cote D101*", en particulier les deux réquisitoires introductifs du parquet qui délimitent les contours de l'enquête.

Pour sa part, l'avocat du Monde, Me François Saint-Pierre, a annoncé qu'il allait se pourvoir en cassation contre cette décision. "*Nous sommes en désaccord total avec cet arrêt. Cette décision place les victimes d'abus de pouvoir judiciaire dans l'incapacité de saisir la justice*", a-t-il dit.

"Un pourvoi en cassation s'impose et je suis convaincu que la Cour de cassation va casser et annuler cette décision. Ce n'est donc que partie remise", a ajouté l'avocat.

Pour Me Olivier Baratelli, avocat de Mme Daubigney, "*c'est la victoire de la justice sur la calomnie et du droit sur l'agitation médiatique*".

Le procureur et son adjointe étaient soupçonnés d'avoir tenté de découvrir illégalement en 2010 les sources des journalistes du quotidien Le Monde travaillant sur l'affaire Bettencourt, notamment en réquisitionnant leurs factures téléphoniques détaillées (fadettes).

Parallèlement, un autre journaliste, Romain Bolzinger, a déposé plainte contre X jeudi en raison de l'exploitation illégale de ses fadettes par la "*police des polices*", dans le cadre d'une enquête pour corruption de fonctionnaire dirigée par le procureur de Nanterre.

Elle survient un mois après que la cour d'appel de Paris a estimé que les réquisitions sur le téléphone de M. Bolzinger, faites sans son aval, avaient porté atteinte à la loi sur le secret des sources.

Dans sa plainte, le journaliste estime que ses "*facturations téléphoniques détaillées ont été consultées et exploitées par les services de police sur autorisation du procureur de la République de Nanterre de manière illégale, sans aucun droit*". (AFP 22.03)

2- Portugal

2.1- A l'appel de la centrale syndicale CGTP, des salariés de divers secteurs se sont mis en grève jeudi au Portugal pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, ce qui a fortement perturbé la circulation des transports publics à Lisbonne, provoqué la fermeture de ports et la paralysie du trafic ferroviaire.

"*Occupez les rues, bloquez tout*!" est l'un des slogans adoptés par les grévistes, qui estiment que les mesures d'austérité du gouvernement réduisent le niveau de vie de la population et empiètent sur les droits des salariés.

La CGTP, le plus important syndicat du Portugal, cherche par ce mouvement social à arrêter l'activité du pays. Le deuxième plus grand syndicat, l'UGT, a toutefois accepté les "*réformes*" décidées par le gouvernement. Alliée de l'opposition socialiste, l'UGT craint que le Portugal ne connaisse le sort de la Grèce sans politique d'austérité.

Sous la houlette de son nouveau chef de file Armenio Carlos, la CGTP espère une participation massive mais, à la différence des Grecs, les Portugais ne se sont guère mobilisés jusqu'à présent contre la politique menée par le gouvernement conservateur de Pedro Passos Coelho malgré la récession et un taux de chômage supérieur à 14%.

Les transports ferroviaires, y compris la ligne internationale Lisbonne-Madrid, étaient paralysés jeudi, selon les organisateurs de la grève. Le métro de la capitale a cessé de fonctionner à minuit. De nombreux hôpitaux n'acceptaient plus que les urgences.

Pour les grévistes, les nouvelles réformes facilitant les procédures de licenciement et réduisant les indemnités des salariés constituent le recul le plus net dans le domaine social depuis l'instauration de la démocratie en 1974. (Reuters 22.03)

2.21- La mobilisation a semblé inférieure aux précédents mouvements même si les syndicats ont affirmé qu'elle restait élevée.

La CGTP avait appelé à la grève sans le soutien de l'autre grande centrale syndicale, l'UGT, qui l'avait épaulée lors des deux précédentes grèves générales.

Les deux syndicats se sont divisés sur une réforme du code du travail, acceptée par l'UGT mais que la CGTP a catégoriquement rejetée, qualifiant de "retour au féodalisme" l'assouplissement en matière d'horaires et de licenciements et la suppression de jours fériés et de jours de congés. (AFP 22.03)

3- Italie

La tentative du président du Conseil italien, Mario Monti, de faire passer en force une réforme visant à assouplir le marché du travail a provoqué des remous, jeudi, au sein de la coalition gouvernementale, menacée de voler en éclats.

Le coeur de la négociation porte sur l'article 18 du code du travail, aux termes duquel les entreprises de plus de 15 salariés ne peuvent licencier un employé que pour faute professionnelle manifeste ou dans le cadre d'un plan de restructuration.

La réforme prônée par Mario Monti est plus radicale que prévu puisque l'assouplissement des procédures de licenciement ne concernerait pas seulement les nouvelles embauches mais l'ensemble des salariés, ce qui représente des millions d'Italiens.

Le Parti démocrate (centre gauche), deuxième parti de la coalition au parlement, s'était dans un premier temps prononcé en faveur des réformes, malgré l'opposition de son aile gauche et de la puissante fédération syndicale CGIL, qui a appelé à la grève.

Mais son chef de file, Pier Luigi Bersani, a exprimé sa colère contre l'attitude de Mario Monti, qui ignore selon lui les critiques. "*Est-ce que je me suis bien exprimé ? Nous n'avons pas à prendre ou à laisser (les réformes). Nous voterons uniquement si nous sommes convaincus*", a-t-il déclaré mercredi soir dans un talk show.

La présidente de la CGIL, Susanna Camusso, a déclaré quant à elle que le président du Conseil italien faisait porter tout le poids des réformes sur les salariés et les retraités. Elle a promis que sa fédération ferait tout pour s'opposer à la réforme.

Un éclatement du Parti démocrate entre une aile gauche alliée à la CGIL et une aile droite composée essentiellement de membres de l'ancien Parti démocrate-chrétien compliquerait la tâche du gouvernement.

La ministre du Travail, Elsa Fornero, devait rencontrer jeudi les représentants des employeurs et des salariés pour peaufiner le texte des réformes.

Raffaele Bonanni, secrétaire national du syndicat modéré CISL, a déclaré qu'il tentait d'obtenir une modification des propositions du gouvernement. "*Nous sommes en train de modifier la proposition de licenciement pour motif économique*".

Ce texte pourrait ensuite être approuvé vendredi par le gouvernement avant d'être présenté au parlement. Mario Monti a posé la fin du mois de mars comme date-butoir pour parvenir à un compromis. (Reuters 22.03)

4- Grèce

Le président de la Banque centrale européenne, l'Italien Mario Draghi, invite les Grecs à se serrer la ceinture et à rester dans la zone euro pour sortir de la crise, dans un entretien au quotidien populaire allemand Bild de vendredi.

Les Grecs "*font des sacrifices sur leur bien-être avec les baisses de salaires dans tous les secteurs*", reconnaît M. Draghi, mais ces sacrifices "*seront toujours moins douloureux au sein de la zone euro qu'en dehors*", assure-t-il.

Mais ce qui importe encore plus à court terme, selon lui, c'est que la Grèce une retrouve "situation politique stable" pour que les réformes décidées soient appliquées, ce qui donnera au pays "*une chance de sortir de la spirale négative actuelle*". (AFP 22.03)

On comprend qu'il soit inquiet sur le plan politique, alors que les deux partis au pouvoir totalisent à eux deux moins de 28% des intentions de vote aux prochaines élections législative, 10% pour le Pasok et 17% pour la Nouvelle démocratie.

Athènes a troqué mercredi jargon monétaire et sabir bancaire le temps d'une manifestation poétique en vers, qui a rassemblé des centaines "*d'enfants d'Homère*".

"*Si le printemps n'arrive pas, invente-le*": Alexandre a 17 ans et le slogan qu'il brandit n'est pas tiré du dernier tube à la mode mais

de l'oeuvre d'un des plus grands poètes grecs contemporains, Odysseas Elytis, prix Nobel de littérature en 1979.

"*Ca fait 2000 ans que les Grecs écrivent de la poésie dans la même langue, aucun autre pays ne peut en dire autant. Et avec les mots de la poésie, on peut dire qu'on s'oppose à toutes les mesures qu'on nous impose*", affirme gravement le lycéen capable de réciter des vers à la demande.

Comme des centaines d'autres Athéniens, il a rallié la librairie Ianos, au centre de la capitale grecque pour participer "*non pas à une manifestation de plus, mais à une manifestation différente*", revendique Yorgos Chouliaras, l'un des initiateurs du projet auquel se sont associés plusieurs magazines, cercles et éditeurs de poésie.

Ce 21 mars, jour du printemps et journée mondiale de la poésie, est l'occasion de "montrer une autre image du pays à l'étranger et de rappeler aux Grecs eux-mêmes que la force de la culture, de la création peut nous aider à sortir de la situation où nous sommes", affirme M. Chouliaras, lui-même auteur de plusieurs recueils.

"*Nous sommes tous des enfants d'Homère, la poésie a fait la gloire de la Grèce depuis l'antiquité jusqu'à aujourd'hui*": le poète et journaliste Anastassis Vistonitis ne se lasse pas de rappeler la place occupée par l'art de la rime dans un pays qui chante ses poètes et les enrôle dans ses combats politiques.

Les vers de Yannis Ritsos, Odysseas Elytis, Georges Séféris (prix Nobel de littérature en 1963), mis en musique par le compositeur Mikis Théodorakis, ont accompagné toute une génération dans son combat contre la dictature des colonels (1967-1974).

"*Après la dictature, l'appat d'une richesse facile a fait perdre au peuple sa spiritualité. Nous avons sombré dans le divertissement facile, aujourd'hui c'est le printemps d'une nouvelle solidarité, de nouvelles actions collectives*", veut croire Anna Konstantinidou, une avocate devenue thérapeute, qui a choisi comme slogan un vers de Manolis Anagnostakis (1925-2005): "*j'ai peur des hommes qui, se sentant coupables, cherchent à trouver des fautes chez les autres*".

Au départ de la manifestation, qui a marché au son des percussions jusqu'à la place Syntagma, au pied du parlement, chacun a pioché dans un éventail de pancartes déclinant des rimes grecques en rapport avec la situation politique et économique du pays.

"*Kane alma pio grigoro apo tin phthora*" --"*Va plus vite que la décadence*"--, brandit Dimitris Tagalanis, architecte et peintre venu manifester pour "sauver son âme". "*Otan akous taksi, anthropino kreas mirizei* --" "*quand tu entends le mot +ordre+, ça sent la viande humaine*"--, proclame le panneau de Georgos Manginis, un archéologue de 40 ans, selon lequel "*la poésie a toujours su redonner à la Grèce sa fierté dans les moments difficiles*".

Plusieurs manifestants ont préféré retenir de célèbres vers de Séféris "*partout où je voyage, la Grèce me fait mal*". (AFP 22.03)

5- Mali

Des soldats mutinés ont annoncé jeudi avoir fermé toutes les frontières après avoir renversé le président malien Amadou Toumani Touré qui, selon son entourage, était dans un camp militaire à Bamako, avec des hommes d'élite de la garde présidentielle.

"*Le président est bien à Bamako, il n'est pas dans une ambassade. Il est dans un camp militaire d'où il dirige le commandement*", a affirmé à l'AFP une source militaire loyaliste, ce qu'a confirmé un membre de l'entourage de M. Touré, en précisant qu'il était avec des Bérets rouges de sa garde présidentielle.

Jeudi vers 04H00 (locales et GMT), des militaires en uniforme sont apparus à la télévision nationale qu'ils occupaient depuis mercredi, après une mutinerie partie de Kita, ville-garnison à 15 km de la capitale, qui a gagné Bamako, puis Koulouba (près de Bamako) où se trouve le siège du palais présidentiel. La révolte a gagné Gao, (nord-est), siège d'un commandement de l'armée contre la rébellion où des chefs militaires loyalistes étaient détenus.

Les soldats mutinés ont annoncé avoir "*fin au régime incompétent*" du président Touré, décrété la dissolution de "*toutes les institutions*" ainsi qu'un couvre-feu, pour une durée non précisée. Les frontières du Mali ont été fermées "*jusqu'à nouvel ordre*", et les fonctionnaires ont été invités à rependre le travail le mardi 27 mars à partir de 07H30 (locales et GMT), sous peine d'être considérés comme en "*abandon de poste*", ont-ils affirmé jeudi dans la journée.

L'aéroport de Bamako a été fermé, et les vols sont annulés jusqu'à nouvel ordre, de source aéroportuaire.

Ce putsch intervient après plus de deux mois de guerre contre des rebelles touareg dans le nord du Mali, vaste zone déjà en proie aux activités de groupes islamistes armés incluant Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et de divers trafiquants.

Le régime de Touré a dû gérer ces dernières semaines la colère au front, de soldats sous-équipés face à des adversaires

lourdement armés, appuyés par des islamistes, mais aussi au sein de leurs familles, qui critiquaient sa réaction molle et l'absence des nouvelles de leurs, dont certains ont été exécutés.

Le bilan de cette guerre, lourd pour les deux camps, est difficile à établir de sources indépendantes. Le conflit a poussé près de 200.000 personnes à se déplacer à l'intérieur du Mali ou dans des pays voisins.

Le lieutenant Amadou Konaré, porte-parole des mutins qui ont formé un Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE), a dénoncé "*l'incapacité*" du gouvernement "*à gérer la crise*" dans le Nord. Les putschistes s'engagent à "*restaurer le pouvoir*" civil et à mettre en place un gouvernement d'union nationale.

Depuis mercredi soir, des tirs de sommation sont sporadiquement entendus à Bamako, où la circulation était très fluide, selon un journaliste de l'AFP et des témoins. Des ministres africains des Affaires étrangères qui s'étaient rendus à Bamako pour une rencontre sur la sécurité dans le Sahel, étaient bloqués dans leur hôtel.

Le coup d'Etat militaire a mis fin à un processus électoral qui prévoyait la présidentielle, un référendum constitutionnel et des législatives. Amadou Toumani Touré -élu en 2000 et réélu en 2007- devait céder son fauteuil, conformément à la Constitution qui lui autorisait au maximum deux mandats consécutifs de cinq ans.

L'unique formation de l'opposition représentée à l'Assemblée nationale malienne, le parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi), a été le seul à se prononcer sur le putsch, qu'il a salué. Son président, Oumar Mariko, s'est déclaré prêt à rejoindre un gouvernement d'union nationale proposé par les putschistes.

Mais l'annonce du renversement du pouvoir a suscité une vague de condamnations et d'appels au rétablissement de l'ordre constitutionnel à l'étranger: Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), Union africaine, France, Algérie, Etats-Unis, Union européenne (UE), ONU et Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Union africaine (UA), Afrique du Sud, Nigeria, organisation de la Conférence islamique (OCI), notamment.

La France a décidé de suspendre "*toutes ses coopérations régaliennes avec le Mali*", a demandé le respect de l'intégrité physique du président Touré et la libération des personnes détenues. Son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a souhaité des élections "*le plus vite possible*". (AFP 22.03)

6- Afghanistan

L'Otan versera 4,1 milliards de dollars pour financer l'armée afghane après le départ de ses troupes de combat fin 2014, a affirmé jeudi le président Hamid Karzaï, semblant donner comme acquis la signature d'un accord sur ce sujet, qui n'a pourtant pas encore eu lieu.

Selon les explications de plusieurs responsables occidentaux, non corroborées par le gouvernement afghan, cette somme équivaut à la réduction de facto du nombre de troupes afghanes, qui passerait de 352.000 à 228.000 policiers et soldats.

Certains Etats faisant partie de la coalition ne sont pas d'accord pour financer ce montant, selon une autre source occidentale.

"*La réduction (des troupes) doit prendre en compte la réalité sur le terrain*", a averti le général Abdul Rahim Wardak, ministre afghan de la Défense. "*Autrement ce sera un désastre, une catastrophe qui mettra en danger tout ce que nous avons accompli ensemble avec tant de sacrifices en hommes et en moyens*", a-t-il ajouté.

Si le renvoi de 124.000 policiers et militaires était acté, ces hommes qui se sont souvent engagés pour l'attrait de leurs solde, se retrouveraient à la rue, nantis de leur formation militaire, avec peu de chances de retrouver un travail, ce qui pourrait attiser leur colère contre le gouvernement et "créer un monstre", selon un autre responsable occidental.

Jeudi, Hamid Karzaï a également fait comprendre qu'il voulait pouvoir jouir librement de l'argent des donateurs.

L'Afghanistan, selon le chef de l'Etat, a besoin de nombreux équipements aériens. "*Si les Etats-Unis et l'Otan nous donnent cet argent, accepteront-ils que nous achetions des avions à d'autres pays ? Et si par exemple nous achetons (avec cet argent) des avions d'Inde, de Russie, d'Iran, du Pakistan ou d'Ukraine, nos salaires continueront-ils à être versés par l'Otan*", s'est-il interrogé.

Le gouvernement afghan a "*depuis longtemps l'idée de faire ce qu'il veut avec l'argent donné. L'Otan n'est pas du tout sur cette ligne-là. On s'oriente vers un blocage*", traduit une source diplomatique. (AFP 22.03)

7- Equateur

Visage peint et lance à la main, plusieurs centaines d'Indiens d'Equateur poursuivaient mercredi une grande marche vers Quito, entamée le 8 mars, décidés à faire entendre leur déclaration de guerre au pillage des ressources naturelles.

Avant d'arriver à Quito, le cortège bariolé, organisé par la principale organisation indigène équatorienne, a fait halte à Saquisili, à quelque 70 kilomètres de la capitale.

Un arrêt en forme de symbole dans cette petite localité perchée dans la cordillères des Andes, où les deux-tiers de la population est d'origine indienne, et le dernier tiers métisse.

Avant de reprendre la route, les organisateurs de la marche ont tenu une dernière réunion stratégique dans le local de paysans, sous la garde de "*guerriers*" arborant la traditionnelle couronne de plumes.

"*Nous luttons pour la révolution agraire et l'approbation d'une loi sur l'eau, et pour dire +non+ à l'exploitation minière à grande échelle dans le pays, car cela va détruire la nature*", lance à l'AFP le président de la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (Conaie), Humberto Cholango.

A moins d'un an de l'élection présidentielle de février 2013, la principale organisation indienne équatorienne a donné le 8 mars le coup d'envoi d'une marche de deux semaines à travers le pays, pour protester contre la politique du gouvernement de Rafael Correa.

A l'issue de la réunion de Saquisili, les organisateurs ont annoncé "*la décision inébranlable*" de gagner jeudi le parc du Petit Arbre, dans le centre moderne de la capitale, quels que soient les derniers "*obstacles*" rencontrés.

"*Nous surmonterons toutes les difficultés et nous arriverons à Quito*", a assuré à l'AFP Delfin Tenesaca, un des dirigeants, représentant les communautés d'origine andine.

Mercredi en fin de journée, un millier d'Indiens étaient déjà parvenus à la périphérie de la capitale, à la veille des manifestations prévues à la fois par les opposants et les sympathisants de M. Correa.

La Conaie reproche au dirigeant socialiste, qu'elle soutenait au moment de son élection en 2007, de suivre depuis en sous-main un programme néolibéral, et s'inquiète notamment de la gestion de l'eau, et des conséquences sur l'environnement de l'exploitation minière, en plein essor dans le pays.

Cette communauté, qui affirme représenter le tiers des 14 millions d'habitants de l'Equateur, a déjà provoqué la chute de deux chefs d'Etat, Abdala Bucaram, en 1997, et Jamil Mahuad, en 2000.

Rafael Correa, qui est soutenu par d'autres associations indigènes, a estimé que la marche avait été "*un échec total*" dès son départ à 700 km au sud de Quito, dans la province amazonienne de Zamora Chinchipe, où le gouvernement a signé un gros contrat d'extraction de cuivre avec une compagnie chinoise.

M. Correa, qui jouit d'une forte popularité pour avoir mis en oeuvre des programmes sociaux et procédé à une renégociation des contrats avec les multinationales pétrolières, accuse la Conaie d'agir avec la complicité de l'opposition.

"*S'ils sont 500, nous serons 50.000*", a-t-il récemment averti en guise de comité d'accueil à Quito, appelant ses partisans à se réunir pour soutenir sa "*révolution citoyenne*".

"*Nous sommes des gens pacifiques, nous ne sommes pas en train de déstabiliser le gouvernement comme il le prétend. Nous ne sommes pas contre la démocratie*", a répondu, depuis Saquisili, Raul Ilaquiche, un autre dirigeant indien et ancien député du mouvement Pachakutik, bras politique de la Conaie. (AFP 22.03)

Non, pas possible, on dirait que la "*révolution citoyenne*" de Correa aurait laissé de côté les masses les plus défavorisées de la société... Mais il en a toujours été ainsi dans tous les pays où la gauche capitaliste était arrivée au pouvoir au cours du XXe siècle.

Social

1- UE et syndicalisme jaune.

Des syndicalistes de neuf pays de l'UE ont réclamé un pacte social et de croissance, s'insurgeant contre l'austérité mise en oeuvre pour régler la crise de la dette, lors d'une rencontre avec la chancelière Angela Merkel jeudi à Berlin.

"*Le traité européen de discipline budgétaire ne va pas résoudre les problèmes, il va les amplifier. Il est plus que temps de changer*

de politique en Europe. L'Europe a urgemment besoin d'un fonds de sauvetage social", a déclaré Michael Sommer, président de la confédération syndicale allemande (DGB), à l'issue de cette rencontre.

"*Le modèle social européen, élément identitaire indispensable de l'Union européenne, est de plus en plus vidé de sa substance. Il faut un pacte social et de croissance*", a lancé M. Sommer, en compagnie de dirigeants syndicaux de Belgique, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, République tchèque et Suède.

Ils ont fait ces déclarations aux journalistes dans la rue, devant la chancellerie allemande, après une "*discussion franche*" avec Mme Merkel selon l'expression de M. Sommer.

"*On s'est mis d'accord pour construire des propositions pour un pacte social européen, de travailler à des éléments de convergence sociale, notamment un salaire minimum européen qui représente 60% du salaire moyen de chaque pays*", a dit le secrétaire général du syndicat français CFDT, François Chérèque, présent à cette réunion. (AFP 22.03)

C'est l'occasion qui crée le larron ! Quand l'occasion fait défaut pour faire allégeance à l'UE, les jaunes la créent !

Le salaire moyen en France s'établit autour de 1.800 euros bruts, dans la moitié des pays de l'UE il est divisé par deux ou davantage, 60% de 1.800 donne 1080, divisé par deux cela donne 540 euros, on peut retenir ce chiffre comme médian en tenant compte que sur 27 pays, une douzaine seulement ont un revenu moyen comparable à la France (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Suède, Norvège, Finlande, Italie, Espagne, Autriche).

540 euros bruts par mois, c'est à peu près le niveau auquel est tombé le salaire minimum en Grèce, je crois même qu'il est plus proche de 450 euros bruts, donc monsieur Chérèque votre proposition est encore trop généreuse ! Ces dirigeants syndicaux font ainsi la démonstration qu'ils étaient prêts à accompagner la baisse des revenus des travailleurs au niveau de la Grèce dans toute l'UE programmée par les dirigeants de l'UE et dont le cadre du TSCG devrait faciliter l'exécution.

On peut mettre en relief le lien qui existe entre la dégradation de nos conditions d'existence (et de travail) effective et qui devrait s'accentuer et ce traité qu'il faut combattre, pour exiger son retrait en refusant d'en reconnaître la légitimité ainsi qu'aux institutions qui sont destinées à le ratifier, le contenu et les objectifs de ce traité étant conformes à la nature de ces institutions antidémocratiques qui servent les intérêts d'une seule classe, celle des capitalistes.

Ce combat politique doit donc être dirigé contre les institutions de la Ve République appelées à ratifier ce traité, ce qui permet de poser la question du gouvernement et des institutions dont les travailleurs doivent se doter pour mettre en oeuvre une politique conforme à leurs besoins, donc en rupture avec ceux du capital dont les institutions nationales et européennes sont les dépositaires.

Le POI a le mérite d'organiser une campagne sur ce thème, mais hélas en refusant de l'axer contre les institutions de la Ve République, ce qui ne permettra pas aux travailleurs d'en tirer des leçons politiques ou de mieux comprendre la nature de ces institutions et du régime. On peut soutenir ou participer à cette campagne, à condition de lui donner un contenu révolutionnaire.

2- France.

2.1- Produisons français.

Plusieurs centaines de métallurgistes du groupe ArcelorMittal, venus de toute la France mais également de Belgique et du Luxembourg, ont manifesté jeudi à Florange (Moselle) pour la «*défense de l'industrie en France*».

Deux mille métallos selon les syndicats, 800 selon la police, ont participé à cette journée d'action nationale organisée par la CGT en faveur de «*la défense et du développement de la sidérurgie en France et en Lorraine*», et à laquelle s'étaient associées la CFDT et FO.

Des délégations des usines ArcelorMittal de Dunkerque (Nord) et de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), de Schifflange (Luxembourg), fermée mardi pour une durée «indéterminée», et de Liège (Belgique), dont les hauts-fourneaux sont à l'arrêt depuis octobre 2011, faisaient partie de ce rassemblement devant la mairie de Florange.

Des salariés de l'usine métallurgique Aperam (ex-ArcelorMittal) de Gueugnon (Saône-et-Loire) et de la Fonderie du Poitou Aluminium (groupe Montupet) d'Ingrandes (Vienne), actuellement en redressement judiciaire, ont également pris part à cette journée voulue comme une «démonstration de force» par la CGT. «*Marche sur Paris*»

Pierre Laurent, secrétaire général du Parti communiste, et Olivier Besancenot, candidat d'extrême-gauche aux élections présidentielles de 2002 et 2009, ont également fait le déplacement en Lorraine.

Le 28 mars, les métallos lorrains entameront une «*marche sur Paris*» où ils espèrent arriver le 6 avril. (liberation.fr 22.03)

2.2- Grève des contrôleurs aériens de Lille.

Tous les vols étaient annulés jeudi au départ et à destination de Lille en raison de la grève des contrôleurs aériens pour réclamer des effectifs supplémentaires, a-t-on appris de sources aéroportuaire et syndicale.

«*La grève est suivie à 100%. Tous les contrôleurs aériens qui étaient censés prendre leur service à 7 heures du matin ne sont pas venus*», avait déclaré à l'AFP jeudi en début de matinée Didier Roussel, de l'Usac-CGT.

«*Aucun vol commercial ne part ou n'atterrit à Lille-Lesquin*», avait-il ajouté.

Les contrôleurs de Lille réclament une augmentation de personnel de cinq personnes pour la mise en place d'une nouvelle salle de contrôle radar, distincte de la tour de contrôle, là où l'administration de tutelle, la DGAC, en propose trois.

Une réunion de conciliation mardi à Paris n'a rien donné, selon le représentant syndical. (liberation.fr 22.03)

Economie

1- Zone euro

L'économie de la zone euro s'est dégradée contre toute attente en mars, plombée par un repli aussi marqué qu'inattendu de l'activité industrielle en France et en Allemagne, montrent les résultats préliminaires des enquêtes Markit publiés jeudi.

Les indices PMI, calculés par Markit auprès des directeurs d'achats en Europe pour mesurer l'activité des entreprises sur le mois écoulé, sont si moroses qu'ils anéantissent tout espoir de voir la zone euro éviter une rechute en récession.

Ils signalent notamment que l'activité du secteur privé en France et en Allemagne, première et deuxième économies de la région, commence à son tour à décliner et que les suppressions d'emplois dans la zone euro s'accélèrent à leur rythme le plus marqué depuis mars 2010.

Signe que le ralentissement économique n'épargne pas les partenaires commerciaux de l'Europe, l'activité manufacturière en Chine s'est également contractée en mars, pour le cinquième mois d'affilée.

Les indices de l'activité manufacturière publiés dans la matinée en Allemagne et en France sont ressortis plus mauvais encore que les prévisions les plus pessimistes des dizaines d'économistes interrogés par Reuters.

Avec ses deux principales économies en berne, la zone euro manque à présent cruellement de moteur, estime Chris Williamson, soulignant que de nombreux pays de la région sont déjà englués dans la récession.

"*Les mesures d'austérité mises en oeuvre vont maintenir en récession certaines économies majeures telles l'Italie et l'Espagne, ce qui va nuire à la région dans son ensemble*", prévient-il.

Les indices PMI publiés jeudi laissent penser qu'il pourrait falloir encore du temps avant que les quelque 1.000 milliards d'euros de liquidité à long terme bon marché injectés depuis décembre par la Banque centrale européenne (BCE) dans le système financier n'apportent un véritable soutien à l'économie réelle.

"*Nous allons voir les entreprises continuer de réduire leurs effectifs à des rythmes accrus dans les mois à venir, et la production va chuter à un rythme accéléré à moins que les commandes nouvelles rebondissent, ce que rien ne semble signaler pour le moment*", a déclaré Chris Williamson. (Reuters 22.03)

2- BCE

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi, a estimé jeudi que le président français Nicolas Sarkozy "*(avait) raison*" de citer l'Allemagne en exemple pour sa discipline budgétaire, dans une interview au quotidien Bild.

"*Je l'ai dit bien avant lui. L'Allemagne est un exemple. Le vieux modèle social européen est en effet mort, car trop souvent il ne pouvait pas se passer de faire des dettes. Les Allemands l'ont réinventé - sans endettement démesuré*", a déclaré cet adepte d'une discipline budgétaire rigoureuse en Europe.

M. Draghi a par ailleurs répété que "*si les perspectives d'inflation venaient à se détériorer, (la BCE) interviendrait de façon préventive*", alors que la hausse des prix en zone euro reste depuis plusieurs mois au-dessus de l'objectif officiel : être proche mais sous 2% à moyen terme.

Sur la crise en zone euro, "*le pire est passé, mais il reste des risques*", a souligné M. Draghi. "*La confiance des investisseurs revient et la BCE n'a pas eu à acheter d'obligations souveraines depuis des semaines pour les soutenir*", a-t-il notamment fait valoir.

Lors de la dernière réunion mensuelle du conseil des gouverneurs, début mars, la BCE avait laissé son principal taux directeur inchangé à son plus bas niveau historique de 1%, mais M. Draghi s'était montré plus inquiet sur les menaces d'inflation. (AFP 22.03)

3- Aviation. La menace des affameurs.

Airbus (groupe EADS), Boeing et Embraer ont décidé de s'allier pour collaborer avec les gouvernements et les producteurs dans la promotion et le développement de biocarburants pour l'aviation.

Les trois avionneurs ont signé un protocole d'accord à l'occasion du sommet sur l'aviation et l'environnement de l'Air Transport Action Group (ATAG) à Genève, indique Boeing dans un communiqué.

"*Deux des plus grandes menaces pour notre secteur sont le prix du pétrole et l'impact du transport aérien sur notre environnement*", explique le directeur général de Boeing Jim Albaugh.

Une législation européenne entrée en vigueur le 1er janvier oblige les compagnies aériennes desservant l'Union à acheter des permis carbone pour compenser leurs émissions de CO_2. Ce texte n'est pas du goût des Etats-Unis, de l'Inde et de la Chine, les trois principaux émetteurs de gaz à effet de serre, qui en contestent la légalité. (Reuters 22.03)

4- France

4.1- Et pendant ce temps-là ils baignent dans le luxe...

La maison de luxe Hermès a signé en 2011 la plus belle année de son histoire, avec un bénéfice net en hausse de 40,9% à 594,3 millions d'euros.

Le sellier du Faubourg-Saint-Honoré a signé en 2011 la plus belle année de son histoire, avec des records de ventes, de bénéfices ou encore de marge, et compte en faire profiter ses actionnaires en leur offrant sept euros de dividende par titre, a annoncé Hermès jeudi.

Hermès avait annoncé début février des ventes à 2,84 milliards d'euros (+18,3%). Il réalise un bénéfice opérationnel de 885,2 millions d'euros en hausse de 32,5%, là où les analystes tablaient plutôt sur 30%. La marge opérationnelle, soit 31,2% des ventes, est la meilleure depuis l'introduction en Bourse en 1993. Ces résultats étincelants incluent une plus-value de cession brute de 29,5 millions d'euros liée à la vente à l'espagnol Puig des 45% que Hermès détenait dans Jean Paul Gaultier. 740 millions d'euros de dividendes.

L'affaire va profiter largement au numéro un mondial du luxe LVMH, du milliardaire Bernard Arnault, qui détient 22,28% du capital de Hermès. Le groupe est valorisé en Bourse à 25,7 milliards d'euros.

Depuis 2005, la maison familiale créée en 1837 a doublé son chiffre d'affaires. Le bénéfice net a lui doublé en deux ans. "*Hermès continuera à investir dans ses capacités de production et son réseau de distribution avec l'ouverture ou la rénovation d'une quinzaine de succursales*", a précisé le groupe, qui, victime de son succès, doit reconstituer ses stocks. Le groupe a créé 715 nouveaux emplois en 2011 et compte en créer 750 en 2012. Il employait 9.081 personnes fin 2011. (lexpansion.com 22.03)

4.2- La presse écrite en crise

L'OJD, organisme qui certifie la diffusion de la presse, a rendu public, jeudi 22 mars, son bilan complet pour l'année 2011. Les résultats sont plutôt mauvais. La presse quotidienne baisse ainsi de 2,04 %. Parmi celle-ci, la presse nationale baisse de 1,36 % et la presse régionale de 2,28 %. La presse magazine chute pour sa part de 3,11 %.

Toutes les familles de presse sont affectées. Parmi celles qui souffrent le plus, on relève la presse de sports (- 7,59 %), la presse des adolescents (-4,65 %) qui subit la concurrence d'Internet, la presse "people" (-4,57 %), la presse économique et financière (-4,57 %) et la presse de télévision (-3,28 %). En revanche, les hebdomadaires généralistes - les "*news*" - résistent bien, puisqu'ils

ne perdent que 0,76 %.

Si l'on observe attentivement les chiffres, c'est surtout la baisse de la vente au numéro qui pèse sur la presse (- 20 % entre 2006 et 2011). Ce phénomène s'explique notamment par la diminution régulière de nombre des points de vente (kiosques, maisons de la presse, etc.).

En revanche, les abonnements restent stables, tandis que la diffusion par tiers (à prix coûtant, auprès des hôtels, compagnies aériennes, etc.) a fortement augmenté. (lemonde.fr 22.03)

5- Irlande

L'Irlande est retombée en récession de façon inattendue au dernier trimestre 2011, l'économie affichant deux trimestres consécutifs de contraction, alors que le pays a affiché l'an dernier sa première année de croissance depuis 2007.

Sur l'année 2011 dans son ensemble, le PIB irlandais a augmenté de 0,7% selon les chiffres publiés jeudi, après trois années de baisse qui ont vu la richesse du pays diminuer de 10,4% en données cumulées.

Or le pays a besoin cette année d'une croissance trois fois supérieure à celle de 2011 s'il veut respecter les objectifs fixés par ses bailleurs de fonds internationaux. L'Irlande en est pratiquement à mi-chemin dans son plan de sauvetage de trois ans octroyé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

Parmi les 17 membres de la zone euro, outre l'Irlande, la Belgique, l'Italie, la Slovénie et les Pays-Bas sont retombés en récession. L'Espagne devrait suivre. Le Portugal et la Grèce y sont depuis longtemps. (Reuters 22.03)

Tant mieux, cela poussera les Irlandais à voter non lors du prochain référendum sur le tarité européen TSGC...

Haut de page

Le 24 mars

CAUSERIE

Il y a peu encore il était possible d'écrire des commentaires à la suite des articles publiés par les agences de presse (AFP, AP, Reuters, etc), ce que je ne faisais jamais par manque de temps. Depuis j'ai constaté deux choses, une, ils ont retiré des news quotidiennes les articles d'Associated press et réduit au minimum ceux de Reuters, il n'est plus possible d'ajouter un commentaire à la suite de leurs articles ou ceux de l'AFP, deux, la source Lepost.fr a disparu, quant aux articles provenants des médias nationaux (Le Monde, Libération, Le Figaro, L'Express et L'Expansion principalement) pour publier un commentaire il faut passer par toute une procédure ou il faut être abonné à leurs torchons... avant d'être censuré, j'en ai fait l'expérience hier ! Serait-il en train de resserrer les boulons ? (A suivre)

Mise au point. Soldons la question libyenne.

Il est évident que si nous avions eu connaissance de ce qui se tramait en amont des évènements qui allaient aboutir à la chute de Kadhafi, nous aurions immédiatement condamné toute ingérence étrangère en Libye. Nous nous en sommes tenu aux éléments en notre possession à cette époque. Aurions-nous pu procéder autrement ?

Nous n'aurions pas pu inventer ces éléments qui nous faisaient défaut, nous nous en sommes remis aux informations publiques diffusées par les médias et les partis politique ou encore ce qui figurait à ce moment-là sur la Libye. Nous n'imaginions pas que certains éléments avaient été publiés par des portails Internet précédemment puisque personne n'y faisait allusion.

Si nous avons commis une erreur, c'est de nous être focalisé sur deux comportements qui prêtaient à caution. Celui des journalistes soutenant Kadhafi qui ont mis plusieurs mois avant de faire référence aux éléments qu'ils possédaient déjà, et celui des partis ouvriers qui ont condamné les bombardements de la coalition impérialiste emmenée par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, non pas sur la base de ces éléments mais sur la base d'un principe internationaliste que nous partageons.

La méthode de ces derniers a consisté à demander à leurs militants d'adhérer à une position sans leur fournir les éléments qui auraient permis de l'étayer. Leurs dirigeants ont préféré garder envers eux les données en leur possession au lieu de les transmettre à leurs militants ou aux lecteurs de leurs publications, leur refusant ainsi le droit légitime de se forger leur propre opinion à partir de faits matériels et non sur la base d'un principe.

Cette méthode que je rejette est utile pour conserver le contrôle d'un appareil et la mainmise sur les militants qui n'ont pas d'autre choix que faire confiance aveuglément à leurs dirigeants, dès lors qu'on les maintient dans l'ignorance. Personnellement, je mets en ligne tous les documents que j'ai consultés ou lus et qui m'aident à me forger ma propre opinion ou à anayser la situation, ainsi chaque militant est en possession des mêmes éléments que moi et peut librement se forger ses propres convictions, et à l'occasion détecter des faiblesses ou des lacunes dans mes analyses. C'est une question de principe, d'honnêteté envers les militants. Je regrette que les militants qui se connectent sur le site refusent de m'adresser leurs réflexions, c'est ainsi et on fera avec.

Je suis connu, je ne veux pas me faire prendre, mais je fais tout pour me faire descendre, cela ne colle pas.

Gérard Courtois, directeur éditorial du Monde. Extraits.

- "Trois sortes d'événements pouvaient bousculer la "drôle de campagne" à laquelle on assiste depuis trois mois. Le premier aurait été que Marine Le Pen ne puisse pas se présenter. Ce n'est pas le cas. Le deuxième serait une énorme bourde du candidat socialiste, François Hollande, qui est le favori des sondages depuis des mois. Jusqu'à présent, il n'en a pas fait.

Le troisième événement possible était une crise majeure, imprévisible et susceptible de replacer le président de la République dans son rôle central. On pouvait imaginer par exemple un nouvel épisode spectaculaire de la crise européenne. Elle est en train de s'éloigner. C'est le drame de Toulouse qui s'est produit, et il change effectivement de manière évidente le dernier mois de campagne avant le premier tour.

Il se retrouve enfin en cohérence avec son slogan de campagne : "La France forte". Enfin, on sait que le chef de l'Etat souffre dans l'opinion d'un déficit structurel, et très enraciné, de crédibilité sur sa parole. Deux tiers des Français jugent, dans les enquêtes d'opinion, qu'il n'est pas sincère. La manière dont il a supervisé le règlement de l'affaire de Toulouse constitue une démonstration par l'action beaucoup plus convaincante que tous les discours ou toutes les promesses.

Au moment où éclate le drame de Toulouse, Hollande et Sarkozy sont donc à peu près à égalité, si l'on fait la moyenne de toutes les enquêtes.

Toute la question, désormais, est de savoir si le chef de l'Etat va bénéficier de la séquence actuelle pour prendre durablement la tête de la compétition. C'est vraisemblable. Il serait très surprenant qu'il ne bénéficie pas des événements pour les raisons déjà indiquées : ils lui redonnent une vraie cohérence et estompent les critiques jusque dans son camp sur le positionnement très à droite, voire proche de l'extrême droite, qui avait été le sien depuis une quinzaine de jours. Mais cette probable inversion des courbes entre Hollande et Sarkozy ne dessine pas, pour l'instant, une dynamique victorieuse pour le second tour.

Le drame de Toulouse n'est pas un fait divers comme il en arrive fréquemment en France, c'est un événement exceptionnel comme il ne s'en est pas produit dans le pays depuis les attentats terroristes de 1995.

Le drame de Toulouse, un mois avant le premier tour de l'élection de cette année, laisse encore pas mal de temps pour que les Français retrouvent les préoccupations principales qui sont les leurs : les questions d'emploi, de pouvoir d'achat, de logement et d'éducation." (lemonde.fr 23.03)

Suite des causeries des deux derniers jours sur ce sujet

Il y a un élément qui nous avait échappé ou auquel nous n'avions pas pensé hier et avant-hier à propos des tueries attribuées à Mohamed Merah : était-il possible qu'il n'ait pas été l'auteur de ces crimes et qu'une mise en scène soigneusement préparée de longue date par l'Elysée et les services concernés ait été mise sur pied pour rassembler la population autour de Sarkozy et tenter ainsi de le faire réélire sous la forme d'un appel à l'union nationale autour de sa médiocre personne.

Nous n'avions pas pensé à cette version des faits parce que nous ne sommes pas dans la logique de la théorie du complot mais celle de la lutte des classes, mais dès lors qu'un ensemble d'éléments matériels viennent contredire apparemment la version officielle, on est en droit d'explorer toute les pistes pour comprendre ce qui s'est réellement passé. Nous ne partons pas du principe que la version officielle prêterait systématiquement à caution ou falsifierait les faits, comme nous ne sommes pas prêts à cautionner aveuglément la version officielle contrairement à ce que font en coeur les représentants d'absolument tous les partis en France, sans exception. Nous essayons d'être lucide en toutes occasions, ce qui signifie de ne pas tomber dans les pièges tendus par la propagande officielle, voilà tout

Quelques questions préliminaires.

M. Merah était très bien connu depuis plusieurs années des services de police, qui le suivaient à la trace et savaient où le loger. Ils savaient qu'il était illégalement en possession d'armes, notamment, dès lors pourquoi ne l'ont-ils pas jugé et emprisonné (c'était

un multiple récidiviste plusieurs fois condamnés) pour ce délit au lieu d'attendre qu'il en fasse un jour l'usage ?

Mieux encore, il n'avait même pas pris soin de maquiller les plaques minéralogiques de son scooter, que ce soit lors des meutres qu'il aurait perpétués à Montauban puis à Toulouse, malgré la présence de caméra de vidéosurveillance en nombre et facilement repérable devant l'école juive à Toulouse, comme s'il voulait aider les enquêteur à remonter jusqu'à lui immédiatement pour se faire prendre ou abattre, cela ne colle pas avec la description qui en a été donné par la journaliste de France 24 qui a conversé avec lui (voir plus loin).

On nous a raconté que le tueur aurait pris la précaution de ne laisser aucune emprunte ADN sur les lieux de ces crimes (sur les douilles récupérées sur place), donc pour ne pas se faire prendre ou que la police ne remonte pas jusqu'à lui, et il aurait été assez stupide pour attendre tranquillement la police chez lui pour se faire descendre, cela ne colle pas.

Ce sont les policiers qui affirment que M. Merah aurait endossé les crimes qui lui étaient reprochés, or on sait ce que vaut la parole d'un flic, surtout à ce niveau-là, plus on monte dans la hiérarchie et plus elle porte à caution. Quant au coup de fil reçu par France 24, rien n'a permis d'identifier précisément son auteur. La journaliste qui dit avoir dialogué avec lui parle de quelqu'un de posé et de très bien élevé qui s'exprime dans un français parfait, qui ne correspond pas à la description du petit voyou de quartier devenu délinquant puis djiadiste. Est-ce bien lui qui a passé ce coup de fil ?

Un témoignage passé à la trappe depuis.

Martine (1) d'une voix troublée par une émotion bien légitime lâche cette phrase qui laisse tout le monde sans parole : « J'ai vu le tueur des parachutistes. » Il est 17 heures et des poussières hier à Montauban à quelques mètres à peine de l'endroit où trois parachutistes du 17 e RGP ont été mitraillés jeudi en tout début d'après-midi.

Martine va étayer son affirmation en apportant une précision qui devrait faciliter le travail des enquêteurs dans leurs recherches : « Je faisais des courses. Je sortais de la pharmacie, j'allais au bureau de tabac lorsque le tueur m'a bousculée. Il s'est retourné et, dans le mouvement, la visière de son casque s'est relevée de quelques centimètres. J'ai alors aperçu un tatouage ou une cicatrice au niveau de sa joue gauche. J'ai aussi entrevu ses yeux à travers la visière. Il avait un regard froid, d'une lucidité effrayante. Un regard que l'on n'oublie pas. »

Martine rassemble encore ses souvenirs pour fournir un descriptif le plus complet possible du tueur. « Il était de taille moyenne, un mètre soixante-dix environ et assez corpulent. Si ce n'est cette marque sur le visage, je n'ai pas vu d'autres signes distinctifs particuliers. » (http://www.ladepeche.fr/article/2012/03/18/1309048-montauban-militaires-executes-a-montauban-temoin-elle-a-vu-le-visage-du-tueur.html)

Problème : Mohamed Merah était plutôt mince et il ne portait aucune cicatrice ou tatouage sur la joue gauche. C'est donc quelqu'un d'autre qui a perpétué ces assassinats, qui d'autre sinon les services secrets français ou pluôt américain rodés à ce genre d'exercice ou encore le Mossad qui ne recule devant aucun crime barbare, y compris de juifs si nécessaire.

Autres éléments qui posent problème.

Il sait qu'on peut le retrouver à partir de son scooter, il le gare devant chez lui. Il savait comment s'y prendre pour se procurer des armes auprès de son entourage, mais pas pour se procurer un scooter ou une moto volée.

Il se sait recherché et il rentre tranquillement chez lui comme si de rien n'était en attendant le GIGN et le Raid pour se faire descendre comme un lapin !

Il aurait tiré des rafales avec une arme de guerre... alors qu'il avait un colt 45 à 7 coups à la main, c'est vrai qu'au Raid ils ne connaissent rien aux armes, ils peuvent facilement confondre un simple pistolet et une kalachnikov.

Il voulait mourir, mais il avait pris soin d'endosser un gilet pare-balles.

Ils voulaient l'attaper vivant, rien de plus facile avec des gaz asphyxiants ou lacrymogènes, etc. à la place ils l'ont littéralement mitraillé. Ajoutons qu'ils étaient parvenus à introduire une caméra dans la salle de bain où il était retranché, mais ils n'ont pas pu y glisser un petit tuyau de quelques millimètres de diamètre pour y introduire un gaz soporifique ou paralysant.

Autres éléments troublants.

Pourquoi a-t-il gardé le même mode opératoire à Toulouse qu'à Montauban ?

Pourquoi a-t-il conservé le même scooter et s'est-il servi de la même arme, alors qu'il était en possession de plusieurs armes et qu'il

lui était facile de se procurer un autre scooter ou une moto ?

Il aurait jeté son dévolu sur une école juive parce qu'il n'aurait pas trouvé un militaire à se mettre sous la dent, alors que la région regorge de casernes de légionnaires ?

Sachant le tueur de Montauban activement recherché, il a choisi de s'en prendre à des victimes situées proche de son domicile, histoire sans doute de mieux rapprocher les enquêteur de chez lui, de leur faciliter le boulot, quoi.

Il n'a rien fait pour brouiller les pistes des enquêteurs, il a tout fait pour les mener jusqu'à lui, cela ne tient pas.

De toute évidence, il n'a pas pris seule la décision de commettre de tels assassinats, il y a été fortement incité par quelqu'un, par qui ? Apparemment les meurtres de Montauban n'avaient pas eu la répercution médiatique et politique espérée, donc au bout de dix jours il a été décidé qu'il devrait à nouveau passer à l'action. Qu'a-t-il fait pendant ces dix jours, qui a-t-il rencontré, à qui a-t-il parlé ? Est-ce que c'est pour ne pas répondre à ces questions qu'ils l'ont abattu et qu'ils ont placé sa mère et ses frères en garde à vue ?

L'ex-patron du GIGN se pose aussi des questions.

Sans rire, à la question de savoir pourquoi les policiers n'ont pas utilisé de gaz lacrymogène pour appréhender Mohamed Merah, Claude Guéant a répondu "*Ce sont des moyens illégaux*". (Reuters 23.03) Quant au patron du GIGN, Amaury de Hautecloque, il a répondu que c'était prévu contredisant Guéant, mais qu'il n'avait pas eu le temps ou l'occasion de recourir à des gaz lacrymogène, sans rire non plus, c'est vrai que 32 heures cela passe vite l'air de rien ! (Reuters 23.03)

Autre question : «*Comment se fait-il que la meilleure unité de la police ne réussisse pas à arrêter un homme tout seul?*», s'interroge-t-il, dans un entretien à Ouest-France. «*Il fallait le bourrer de gaz lacrymogène. Il n'aurait pas tenu cinq minutes*», estime Christian Prouteau fondateur du GIGN. «*Au lieu de ça, ils ont balancé des grenades à tour de bras*».

"*En soixante-quatre opérations menées par le GIGN sous mon commandement, il n'y a pas eu un mort*", rappelle-t-il. (Reuters et AFP 23.03)

Israël met implicitement en doute la version officielle.

D'anciens responsables militaires et de sécurité israéliens critiquaient vertement vendredi la gestion de l'assaut de Toulouse par la police française, qui a échoué à capturer le suspect vivant, malgré le temps et la latitude considérables dont elle a disposé.

"*Qui attend 30 heures quand il n'y a pas d'otages ? Toute l'opération ressemble à une démonstration de stupidité*", assène Alik Ron, ancien chef de l'unité d'intervention de la police israélienne et des forces spéciales des parachutistes, cité par le quotidien Maariv.

Le Raid n'a pas su utiliser les moyens de "*ruse et de dissimulation*", affirme dans une analyse publiée par le Yediot Aharonot un ancien officier des forces spéciales, Lior Lotan, qui dirige un centre de recherche sur le terrorisme.

Interrogé sur la manière dont les autorités françaises géraient cette épreuve de force, le ministre de la Défense Ehud Barak a estimé qu'il faut "*leur accorder du crédit. Les autorités françaises font les choses comme il faut et nous n'avons pas à les juger de loin sans connaître tous les détails*". (AFP 23.03)

Il ne faudrait surtout pas que l'on connaisse tous les détails de cette opération...

Faut-il continuer ?

A qui profite le crime sinon à Sarkozy ? Ne le dites surtout pas !

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, a demandé vendredi au recteur de Rouen de "*suspendre immédiatement*" une professeur de lycée de cette ville pour avoir "*demandé à ses élèves de respecter une minute de silence en la mémoire du terroriste Mohamed Merah*".

L'enseignante "*a clairement dit que Mohamed Merah était une victime, que le lien avec Al-Qaïda avait été inventé par les médias et +Sarko+. Elle a ajouté qu'il serait possible de faire une minute de silence pour cette +victime+*", ont écrit dans ce courrier "*les délégués de TS2*".

Luc Chatel s'est en outre félicité de "*la dignité dont a fait preuve l'institution scolaire tout au long de la semaine*". (AFP 23.03)

On n'en doute pas un seul instant, ces intellectuels sont aussi ignorants que le reste de la population, ils n'ont aucune dignité, aucun courage. Si je ne soutiens pas l'initiative plutôt maladroite ou stupide de cette enseignante, je ne la condamne et j'appelle au retrait de cette sanction.

Bénéficiera-t-elle du soutien des syndicats et partis ouvriers? Quelle question, vous en doutez, moi aussi, ce sont des couards et des vendus au régime.

Confidence d'un médiocre.

Estimant qu'il "*n'y a jamais de off avec Sarkozy*", le journaliste du Monde, Philippe Ridet, rapporte un entretien en tête à tête qu'il a eu avec le président-candidat le 9 mars, en marge d'un déplacement à Nice.

"*Je vais gagner et je vais même te dire pourquoi*", lui a dit Nicolas Sarkozy. "*Il n'est pas bon et ça commence à se voir. Hollande est nul! Il est nul tu comprends? Royal, on peut dire ce qu'on veut, mais elle avait du charisme. Bien sûr tu gardes ça pour toi...*".

Philippe Ridet rapporte ensuite des propos tenus par Nicolas Sarkozy dans un avion qui les ramenait sur Paris.

"*Cette campagne est un bateau sans quille. Elle part en tous sens. Mais vous, les observateurs, vous appartenez à un autre siècle. Une fois encore, vous allez vous trompez*", a dit le président-candidat, toujours donné largement battu dans les sondages de deuxième tour par François Hollande. (AFP 23.03)

ONG. Pour qui roulent-ils ? A quoi servent-ils ?

Le collectif d'organisations non-gouvernementales Oxfam International s'est réjoui "*de voir un vrai débat sur la façon d'obtenir une direction crédible et légitime à la Banque mondiale*", et a noté que l'Afrique avait "*mis en avant une candidate éminemment qualifiée*" (la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala -ndlr). (AFP 23.03)

Les Américain ont présenté un homme de paille à la direction de la Banque mondiale, un anthropologue, et non un candidat issu du monde politique ou de la haute finance a-t-il été précisé.

Ils se partagent le monde.

En vertu d'un accord tacite entre l'Europe et Washington, la présidence de la Banque a toujours échu à un citoyen des Etats-Unis tandis que celle du Fonds monétaire international (FMI) revenait à un Européen.

Le ministre des Affaires étrangères français Alain Juppé a indiqué à l'AFP que, pour la France, il n'y avait "*aucune raison à ce stade*" de remettre en cause l'accord de partage du pouvoir entre Américains et Européens à la Banque et au FMI.

Actualité en titres

Adieu !

- L'«*Adieu?*» du magazine «*Time*» à Nicolas Sarkozy Liberation.fr -

- Toulouse : '*Sarkozy peut apparaître à nouveau comme un président protecteur*' - LeMonde.fr

- Drames de Toulouse et Montauban: 74% des Français approuvent l'attitude de Sarkozy - AFP

- Sarkozy fera voter ses mesures antiterrorisme après la présidentielle - Liberation.fr

- Après Toulouse, la Droite populaire veut durcir le code de la nationalité - Lexpress.fr

- Internet, bouc émissaire de l'antiterrorisme - LeMonde.fr

Logique.

- L'alliance GM-Peugeot aboutirait à fermer des sites - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le gouvernement italien a annoncé vendredi l'adoption d'un projet de réforme du code du travail visant à libéraliser la législation régissant certaines professions afin d'accroître la concurrence et relancer l'économie.

Le projet de texte va être présenté à la Chambre des députés sous la forme d'une loi simple et non d'un décret d'urgence, précise un communiqué publié après une réunion gouvernementale de cinq heures.

La forme du texte signifie que son processus d'adoption parlementaire sera allongé et que le vote définitif pourrait ne pas intervenir avant l'été.

La réforme, fortement voulue par les partenaires européens de l'Italie, prévoit notamment un assouplissement des règles de licenciement et rend plus coûteux le recours pour les entreprises à des emplois temporaires. (Reuters 23.03)

2- Bahreïn

Des heurts ont éclaté vendredi entre manifestants et forces de l'ordre bahreïnies aux abords de Manama, en marge des obsèques d'une femme décédée après avoir été exposée à deux reprises cette semaine aux gaz lacrymogènes, selon sa famille.

La police est intervenue au canon à eau contre les opposants qui se dirigeaient vers la place de la Perle, où se sont déroulées l'an dernier les grandes manifestations de la majorité chiite contre la dynastie sunnite. Plusieurs centaines d'agents arrivés en renfort ont ensuite dispersé la foule à coups de matraques et de grenades lacrymogènes. (Reuters 23.03)

Economie

1- Banque

Les autorités de régulation du secteur bancaire devraient accorder aux banques une souplesse accrue pour respecter les nouvelles obligations en matière de liquidités, a-t-on appris de plusieurs sources proches des discussions.

Le comité de Bâle sur la supervision bancaire s'est réuni mardi et mercredi pour étudier comment les banques pourraient constituer les "*matelas*" de liquidités censés leur permettre de résister sans aide extérieure à un mois de turbulences sur les marchés financiers.

Ces dispositions font partie des nouvelles règles de Bâle III dont la mise en application doit débuter l'an prochain.

De nombreuses banques ont réclamé au comité une extension de la liste des actifs éligibles pour former ces matelas de liquidités.

La présidence danoise de l'Union européenne a proposé que l'Autorité bancaire européenne (ABE) puisse envisager d'inclure également les titres adossés à des actifs dans les matelas de liquidités.

Un responsable du secteur a estimé qu'il serait donc logique que le comité de Bâle entérine lui aussi une telle flexibilité.

"*Je pense qu'ils avancent en parallèle. Il faut remettre en marche le marché de la titrisation, sinon les banques n'auront pas assez de capitaux*", a dit ce responsable. (Reuters 23.03)

2- Etats-Unis

Les ventes de maisons individuelles neuves sont déprimées depuis plusieurs années aux Etats-Unis. Sur l'ensemble de 2011, les ventes ont reculé de 5,3%. Le gouvernement n'a recensé cette année-là que 306.000 ventes, soit le nombre le plus bas jamais relevé dans ses annales, qui remontent jusqu'à janvier 1963. Les ventes de maisons neuves souffrent de la concurrence provoquée par le nombre élevé de saisies immobilières entraînées par la crise, qui entraîne sur le marché du logement un afflux de biens vendus à prix cassés préjudiciable aux promoteurs.

En dépit du recul des ventes, le prix moyen des transactions a progressé en février de 2,2% sur un mois et de 1,8% sur un an, pour s'établir à 267.700 dollars.

Selon le ministère, il y avait 150.000 maisons neuves à vendre aux Etats-Unis à la fin de février, soit autant qu'un mois plus tôt quand l'offre de ce type de biens était tombée à son niveau le plus faible depuis janvier 1963 au moins. (lexpansion.com 23.03)

Haut de page

Le 25 mars

CAUSERIE

Décomposition du régime. L'affaire Merah ou règlement de compte entre barbouzes dirigés par Sarkozy.

Au regard des infos collectées, il semblerait que M. Merah soit bien l'auteur de ces crimes, il vaut mieux encore employer le conditionnel à la lecture des éléments qui suivent. Une chose est certaine, c'est qu'il a bien été manipulé par les services secrets français.

Une chose est sûre, c'est que cette affaire arrive au bon moment pour Sarkozy donné battu dans tous les cas de figure le 6 mai prochain. Si les commentateurs aux ordres sont unanimes à reconnaître qu'elle lui profitera, rien n'est moins sûr pour la majorité des électeurs-travailleurs pour lesquels l'emploi et le niveau de vie ou les salaires demeurent les premières préoccupations.

Pas de bol !

- Colombani (ex-directeur du Monde) : Toulouse ne peut que renforcer Sarkozy - Slate.fr

Pas de "*psychose sécuritaire*" aux yeux des Français

Selon un sondage IFOP à paraître dans Dimanche Ouest France, 53 % des personnes interrogées estiment que la menace terroriste en France est élevée, mais "*ce résultat est parmi les plus bas enregistrés depuis que l'IFOP pose cette question aux Français*", soit depuis octobre 2001. "*Le fait que l'inquiétude face à la menace terroriste s'établisse aujourd'hui à un niveau historiquement bas laisse à penser que si la tragédie de Montauban et Toulouse a marqué les esprits et ému les Français, elle n'a pas créé de psychose sécuritaire*", dit l'IFOP. (lemonde.fr 24.03)

Et merde doit s'exclamer La Talonnette, on l'a tué trop tôt, bordel, il faut un carnage pour que ces veaux réagissent !

M. Merah a pu être poussé à passer à l'acte... et trahi, et on risque d'attendre longtemps ou indéfiniment pour savoir par qui... Comment son frère peut-il affirmer qu'il n'était au courant de rien et être sûr qu'il a commis ces crimes, les policiers disent qu'ils les a revendiqués, mais est-ce vrai ?

Autre élément troublant.

Il aurait laissé dans sa voiture le Colt 45 qui a servi à Montauban et Toulouse, ce sont les policiers qui affirment l'avoir trouvé en saisissant sa Clio, " *L'arme utilisée par Mohamed Merah lors des trois tueries de Toulouse et Montauban a été identifiée par les enquêteurs, a appris l'AFP de source judiciaire, confirmant une information d'i>Télé. Les expertises balistiques ont permis de déterminer qu'il s'agissait d'un Colt 45 de calibre 11,43 mm, découvert mercredi lors de la fouille d'une Clio*" (lepoint.fr 24.03), alors qu'il tenait un Colt 45 à la main quand ils l'ont abattu, "*près de son corps, les policiers ont retrouvé un Colt 45, l'arme qu'il a utilisé pour ses meurtres*" (Franceinfo.fr 22.03) "*Mohamed Merah souhaitait mourir "les armes à la main". Il a été tué d'une balle dans la tête, un Colt 45 au poing, alors qu'il résistait à l'assaut du Raid. Le chargeur, qui "ne contenait plus que deux balles", selon le procureur de Paris François Molins*", dans un article du Monde ils affirment qu'il possédait "*un arsenal, dont un pistolet mitrailleur Sten, un fusil mitrailleur Uzi et un Colt 45*" et non deux.

Version démenti aussi :

- Mohamed Merah a tenté de fuir, Kalachnikov à la main, et a été abattu, selon LCI (20minutes.fr 22.03)

- Le procureur de Paris avait parlé d'une Kalachnikov près du cadavre et ensuite d'un 11/43 (lexpress.fr 23.03)

Mohamed Merah disposait, lui, d'un pistolet de 9 mm, d'un colt 45 et d'une mini Uzi (11.43). Il possédait aussi des Cocktails Molotov et un équipement de protection de guerre (un gilet pare balle). L'Uzi, de fabrication israélienne, est considérée comme une arme

de guerre. (un blog du Monde 22.03)

Au cours de la négociation entamée mercredi, Mohamed Merah a donné aux policiers un Colt .45, de calibre 11.43, en échange d'un talkie-walkie. Mais le terroriste a conservé avec lui d'autres armes du même modèle. Selon Amaury de Hauteclocque, le chef du RAID, il en a utilisé trois au moment de l'assaut. Il possédait également une Kalachnikov, plusieurs autres pistolets mitrailleurs. (parismatch.com 23.03)

J'ai lu dans un autre article qu'il possédait au moins 3 Colt 45 et il n'est nulle part question de Kalachnikov.

Une info passée à la trappe.

Un groupe lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a revendiqué, dans un communiqué mis en ligne ce jeudi, la tuerie de Toulouse et appelé la France à reconsidérer sa politique "*hostile*" aux musulmans. (sudouest.fr 22.03)

Ils avaient programmé de le liquider...

"*On a essayé de le fatiguer toute la nuit avant d'opérer la reprise des lieux*", a expliqué au Monde.fr le patron du RAID, Amaury de Hauteclocque. (parismatch.com 23.03)

Ils l'ont canardé, tandis qu'il tirait une trentaine de cartouches, on retrouvera 300 cartouches sur le sol de son appartement tirées par les justiciers du RAID.

Au fait, au-delà du fait qu'ils auraient pu l'endormir ou le paralyser à l'aide de gaz, cela faisait 32 heures qu'il n'avait pas dormi, il suffisait donc de cerner son appartement et d'attendre qu'il s'endorme pour le cueillir tranquillement, fallait-il encore vouloir le prendre vivant. Il était facile une fois repéré de monter une planque discrète et de le saisir à la sortie de chez lui, pourquoi ne l'ont-ils pas fait, parce qu'ils avaient reçu d'autres ordres, d'en haut, d'où seraient-ils venus sinon ?

... car il en savait trop.

Mohamed Merah semblait avoir un rapport de confiance avec Bernard Squarcini, le policier de la direction régionale du renseignement intérieur (DRRI) de Toulouse qui l'avait rencontré en novembre 2011. Le courant passait bien. Il a même dit à ce policier: "*De toute façon, je devais t'appeler pour te dire que j'avais des tuyaux à te donner, mais en fait, j'allais te fumer.*" (lemonde.fr 23.03)

Deux infos qui se contredisent.

Au Château, pour profiter au maximum des retombées politiques de cette affaire dont ils sont les instigateurs, ils se demandent encore s'ils doivent le présenter comme un jeune désoeuvré isolé ayant agi seul ou le faire passer pour un membre d'Al-Qaïda ayant agi sur ordre.

- Pour le patron de la DCRI, Bernard Squarcini, l'auteur des sept assassinats est un jeune délinquant issu des cités qui se serait - "*radicalisé*" dans son coin. Vendredi, M. Squarcini a assuré au Monde qu'il n'appartenait à aucune filière. (lemonde.fr 24.03)

- *Le Monde* daté de dimanche-lundi indique qu'un homme aurait vécu avec Mohamed Merah dans cet appartement il y a quelques mois. Selon le journal, dans le cadre d'une querelle de voisinage, Mohamed Merah avait fait l'objet d'un contrôle à son domicile et selon une main courante établie ensuite, un autre homme, né en 1973, demeurrait dans l'appartement au moment du conflit. Cet élément n'a pas été mentionné pour l'heure par les enquêteurs. (le figaro.fr 24.03)

A en croire son parcours, le présenter comme isolé ne tient pas. La preuve.

Le portail Agoravox pose des questions.

- Qu'est-ce qui peut faire qu'un paumé de banlieue de 23 ans puisse parler sur ce ton à l'instance la plus haute, en France, des services de sécurité du pays ? D'où lui est venu cette familiarité, à ce jeune meurtrier qui écrivait pourtant à son juge sur un ton très respectueux ? Pourquoi en était-il arrivé à autant de familiarité avec ce fonctionnaire ou ses subordonnés ? Pourquoi en être arrivé à vouloir souhaiter tuer celui qu'il aura eu pendant des mois comme interlocuteur privilégié ? S'est-il senti trahi ?

Pour une raison simple : on lui avait confié un rôle. Un double rôle, à l'évidence. Le jeune jihadiste devait en avoir à nous dire, en effet. Et mort, Bernard Squarcini s'est empressé de parler à sa place. Tellement rapidement que le soupçon n'est même plus supposé. Le lendemain même où le pantin terroriste été retrouvé en bas de son immeuble criblé de balles, l'homme qui avait demandé à le rencontrer à l'automne 2011 est venu aussi vite parler à sa place, pour nous dresser un tableau hallucinant

du personnage, mais aussi et encore plus de ses propres relations avec lui.

En fait, fort étrangement, ce n'est même pas le gros poisson de la sécurité française qui prend les devants en 2010. C'est le jeune de banlieue, fiché pourtant comme délinquant à surveiller par la police ou la médecine psychiatrique, qui décroche son portable et appelle Squarcini en personne : et il ne le fait pas alors qu'il est rentré, non, il le fait... à partir du Pakistan même. Tout le monde sait bien que c'est d'un naturel fou, pour un gamin de Toulouse qui avant ses voyages à 21 ans n'a jamais mis les pieds au dehors de la ville rose, à part une petite incursion en Espagne, d'appeler de son propre chef les services de renseignements français, au prix où sont les communications téléphoniques, même au fin fond d'une échoppe de communication pakistanaise : Mohamed Merah l'appelle le 13 octobre 2011 car il n'est pas en France à ce moment-là, il est au Pakistan. "*Dès que je rentre, je vous contacte*", a-t-il dit. Le 3 novembre, il rappelle de l'hôpital Purpan, à Toulouse, ou il est hospitalisé pour une hépatite. "*Dès que je sors, je viens vous voir*", assure-t-il. "*Il fait preuve d'une excellente coopération, d'éducation, et de courtoisie*" raconte le chef du renseignement français. Car, fait totalement hallucinant pour celui qui a déjà eu maille à partir avec la police locale (au point de vouloir dégommer son représentant !) ; et vient de sortir d'une période de 9 mois de prison (pour une condamnation à 18 mois, preuve qu'emprisonné il s'est montré plutôt coopérant, pour une tête brûlée manifeste), celui qui possède un casier judicaire lesté de 15 condamnations pour des faits sérieux (dont des agressions physiques), vient tranquillement causer le bout de gras avec un fonctionnaire de la police du plus haut niveau (Squarcini parlant d'un de ses adjoints comme interlocuteur). Et c'est lui qui propose le rendez-vous ! Un fonctionnaire un peu à côté de ses dossiers, puisqu'il oublie de lui parler ce jour-là d'une interdiction de prendre un avion américain, pour le cas où il y aurait une prochaine fois de programmé pour ses talents évidents de voyageur sans le sou vaillant.

Les autres services secrets, ceux de la concurrence pourrait-on dire, qui ont stipulé en 2011 que la rixe à laquelle a participé notre excité vient de lui fermer définitivement la porte des voyages sur les lignes US. C'est la deuxième fois, en prime, que les services US envoyaient la menace à leurs collègues français. la première fois, c'était en 2010... et ce sont eux qui avaient payé le retour à la case départ du Toulousain. Ce que raconte, toujours à sa façon, son illustre confident Squarcini : "*après un simple contrôle routier à Kandahar, en Afghanistan, en novembre 2010, qui est effectué par la police afghane. Ils le remettent aux Américains qui l'ont forcé à remonter dans l'avion pour rentrer à Kaboul. La direction de la sécurité et de la protection de la défense (DPSD), un des services de renseignement des armées, nous a signalé l'incident*". Un an avant que le jeune homme se propose de venir s'expliquer, les gens à qui il s'adressaient savaient déjà tout de lui, via l'ambassade française au Pakistan et celle d'Afghanistan qui avaient averti la France du "*cas*" Mérah.

"*Il vient à l'entretien avec sa clé USB qui contient ses photos de voyages. Il demande à s'allonger sur la table pour pouvoir discuter parce qu'il est malade, dit-il. Il explique en photos tout le parcours touristique qu'il a réalisé au Proche-Orient, en Afghanistan et au Pakistan.* " Un fonctionnaire des services de renseignement qui feuillette un album de photos "*familial*" ou de randonnée et semble s'en contenter, avouez que c'est tout aussi rare qu'un tueur en scooter qui circule sur un engin dont on connait la trajectoire au mètre près grâce à sa puce émettrrice incorporée ! Sidérante scène ! Racontée ce jour par Bernard Squarcini en personne ! (agoravox.fr 23.03)

Il semble établi que nous sommes en présence d'un coup tordu monté par les services secrets français. Quelle est la part de vérité dans tout cela, qui conduisait ce scooter, s'agissait-il bien du même, quant au Colt 45 il était facile aux policiers de le glisser discrètement dans sa voiture, etc.

Entre nous, on se fout de cette affaire si ce n'est qu'elle met en lumière les contradictions qui agitent le sommet de l'Etat et les fissures du régime. Le pire, c'est encore ceux qui sont incapables de prendre un minimum de recul et qui soutiennent la version officielle, le régime quoi.

Le flic-président-candidat des riches... et des coups tordus.

Le chef de l'Etat français Nicolas Sarkozy, candidat à sa succession à la présidentielle, a un patrimoine d'environ 2,7 millions d'euros, selon sa déclaration déposée au Conseil constitutionnel et publiée samedi au Journal officiel. (AFP 24.03)

La version chinoise du stalinisme ou l'idéologie des riches.

Selon l'agence Bloomberg , en 2011, le patrimoine personnel des 70 délégués chinois les plus riches de l'Assemblée nationale populaire de Chine a atteint les 90 milliards de dollars – soit 11,5 milliards de dollars de plus qu'en 2010.

Les délégués à la Conférence consultative politique du peuple chinois sont encore plus riches: le patrimoine personnel de chacun d'entre eux dépasse le milliard et demi de dollars (une hausse de 14% en comparaison de l'année dernière). (slate.fr 24.03)

INFOS EN BREF

Politique

France

Na !

Un journaliste du Monde assure que Nicolas Sarkozy a traité François Hollande de "*nul*". Le candidat socialiste lui répond que ce qualificatif "*se rapporte toujours à celui qui l'emploie.*" C'est celui qui l'a dit qui l'est! François Hollande a répondu à Nicolas Sarkozy, ce samedi, lors d'un déplacement en Corse. Le président français avait qualifié le candidat socialiste de "*nul*", à en croire les confidences d'un journaliste du Monde. (lexpress.fr 24.03)

Hollande prend de la hauteur ! Il a trouvé un adversaire à sa taille !

Social

France

1- Des incidents ont éclaté samedi entre jeunes et forces de l'ordre à Nantes après une manifestation anti-aéroport qui avait rassemblé dans le calme de 3.000 à 10.000 manifestants.

Plusieurs centaines de jeunes restés après la dissolution de la manifestation ont été chargés à 19H00 par les forces de l'ordre, arrivées en force, avec plusieurs dizaines de véhicules de police et de gendarmerie et plus d'un millier d'hommes qui ont fait usage de lacrymogènes.

Selon un bilan établi par la préfecture, sept personnes ont été interpellées et cinq placées en garde à vue. Deux blessés légers ont été enregistrés l'un chez les forces de l'ordre, l'autre chez les manifestants.

Les jeunes, parmi lesquels des militants anarchistes qui avaient aussi manifesté contre l'aéroport, ont finalement été repoussés vers le nord de la ville, évacuant le Cours des 50 otages, une des principales artères nantaise, qu'ils occupaient depuis la fin de la manifestation et où des dégradations avaient été commises dont des feux de palettes et de poubelles.

Après la dissolution vers 17H00 de la manifestation qui s'est déroulée dans une ambiance bon enfant, un important feu de palettes avec de nombreux pétards a été allumé à 18H00 par des jeunes anarchistes restés au lieu de fin de défilé, au milieu du Cours des 50 otages.

Des jeunes ont ensuite commencé à lancer des projectiles en direction des forces de l'ordre qui ont répliqué.

"*C'est des cons, c'est nul, des gens de l'extérieur*", regrettait un des membres de l'Acipa, principale organisation anti-aéroport sur place.

Les manifestants anti-aéroport, au nombre de 3.000 selon la préfecture et 10.000 selon les organisateurs, dont certains sur quelque 200 tracteurs, avaient défilé dans le calme de 13H00 à 16H00 avant de tenir meeting au milieu du Cours des 50 otages.

Pour parer à tout débordement, compte tenu de la présence de plusieurs centaines de militants anarchistes venus d'autres régions et d'Europe, la préfecture avait mobilisé plus d'un millier d'hommes ainsi qu'un hélicoptère de surveillance et des canons à eau.

L'aéroport contesté, qui doit remplacer l'actuel aéroport de Nantes Atlantique, doit être construit d'ici à 2017 par le groupe Vinci à Notre-Dame-des-Landes, à 30 km au nord de Nantes. (AFP 24.03)

2- Près de 20.000 motards ont manifesté samedi aux quatre coins de la France pour promouvoir "*une autre politique de sécurité routière*" dans le cadre de la campagne présidentielle, à l'appel de la fédération française des motards en colère (FFMC).

L'objectif affiché par la FFMC pour cette mobilisation était de "*rappeler aux candidats à l'élection présidentielle que la sécurité routière n'est pas juste une affaire de +bons+ ou de +mauvais+ chiffres collés sur une courbe de mortalité en baisse depuis quarante ans, pour justifier ensuite toujours plus de verbalisations*", peut-on lire sur son site internet. (AFP 24.03)

Haut de page

Le 26 mars

CAUSERIE

Comment faire monter la sauce qui ne prend pas pour faire remonter la cote de popularité de Sarkozy ?

Le vrai terrorisme, c'est celui qui consiste à vouloir faire croire à la population que la crise, le chômage, la précarité, la pauvreté et toutes les conséquences dramatiques qui en découlent en France et dans le monde seraient du domaine de la fatalité. Les auteurs de cette théorie cherchent à masquer leur responsabilité dans la situation actuelle.

Il en va ainsi de la part de tous ceux qui entendent réformer la société à la marge, autrement dit sans rien changer tout en s'efforçant de vouloir faire croire le contraire.

Si je m'intéresse à cette affaire, c'est uniquement par respect pour la vérité et rien d'autre. Il est bon que je rappelle ici un souvenir personnelle ayant un rapport avec notre sujet et que j'ai relaté dans le site il y a quelques années déjà.

En 1985, quand j'habitais Clichy (92), nous avions revendu notre voiture, une VW Golf, à un membre de la brigade antiterroriste de Paris. Ce jeune policier, cheveux long, jean, baskets et blouson de cuir, voulut essayer la voiture, nous sommes donc aller faire une ballade pendant laquelle je lui ai posé des questions sur son boulot. Il m'a alors affirmé qu'il lui était arrivé ainsi qu'à ses collègues de croiser dans la rue ou de repérer des présumés terroristes activement recherchés par toutes les polices de France, d'en avoir informé sa hiérarchie qui lui avait dit de laisser tomber, ils avaient ordre de ne pas intervenir et de les laisser filer, ce qui pour lui était totalement incompréhensible. Je lui ai demandé s'ils savaient où les loger, il m'a répondu affirmativement en ajoutant qu'il fallait attendre les ordres d'en haut pour intervenir, du ministère de l'Intérieur ou de l'Elysée. En plaisantant, je lui ai dit que la période la plus favorable correspondait à celle d'élections quand on n'était pas en position de les gagner, il m'a répondu dépité, par exemple.

Ce jeune policier était sincère et rigoureux dans son travail, il pensait vraiment oeuvrer au bien-être commun tout en ayant compris qu'il était manipulé par en haut et qu'il servait davantage les intérêts du régime ou d'un parti politique avec lequel ils se confondaient. Cette confidence n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd qui s'en souvient parfaitement jusque dans les moindres détails, alors que je n'ai pas une très bonne mémoire, loin de là.

Propagande, quand les merdias matraquent.

Aujourd'hui les commentateurs de tous bords se perdent en conjecture face aux multiples questions et contradictions qu'a révélé ou qui ressortent du traitement de l'affaire Merah. Adhérant comme un seul homme à la version officielle concoctée par l'hystérique du Palais, ils ne trouvent évidemment pas de réponses satisfaisantes aux questions qu'ils se posent.

Les journalistes aux ordres du régime montent au créneau et s'emploient à la suite de la flicaille et de Sarkozy à présenter M. Merah comme un monstre abjecte, un barbare de la pire espèce, car apparemment la sauce n'a pas prise pour faire remonter suffisamment leur candidat fétiche, Sarkozy.

- Mohamed Merah regrettait d'avoir manqué "*la rentrée des classes à l'école juive*" - AFP

Dans ce cas-là, pourqoi n'a-t-il pas remis son crime au lendemain, après tout cela ne devait pas lui poser un problème puisqu'il continuait de vivre tranquillement comme si de rien n'était, selon le rapport des enquêteurs. Encore une contradiction, quoi !

Voilà un assassin (présumé) qui sait que la police est sur sa trace depuis 24h, et qui au lieu de plier bagage et de disparaître attend chez lui que les policiers viennent le tirer comme un lapin. Cela ne tient pas debout. Je veux bien qu'il n'ait pas été très fin, mais à ce niveau-là cela relève de la connerie pure, un suicide.

Autres éléments qui ne collent pas.

- C'est via un talkie-walkie, donné par les policiers en échange d'une arme, que Mohamed Merah a parlé pendant plusieurs heures mercredi dernier. Les informations qu'il a pu livrer sur son parcours sont le plus sujettes à caution, selon les enquêteurs. (Reuters 25.03)

Ils ont découvert une armurerie chez lui, quatre ou cinq flingues plus au moins deux fusils mitrailleurs et il aurait échanger un talkie-walkie contre une arme dont il n'avait manifestement pas besoin puisqu'il était déjà surarmé.

L'avantage du talkie-walkie par rapport à un portable où l'on peut enregistrer une conversation, c'est qu'il ne laisse pas de trace, dès lors il est possible de prêter à M. Merah n'importe quel propos pour ensuite les balancer aux journalistes et aux juges en charge de cette affaire qui croiront les policiers sur la foi du serment bien entendu, ces derniers étant évidemment incapables de mentir, d'ailleurs cela ne leur serait jamais venu à l'esprit, un policier est au-dessus de tout soupçon et sa parole ne saurait être

mise en doute comme chacun devrait le savoir.

Un bouc émissaire de plus. Ils se rabattent sur le frère, qui encore en vie, dénonce les propos que les policiers lui ont prêtés.

Le frère aîné de Mohamed Merah, l'auteur des tueries de Montauban et Toulouse, a été mis en examen dimanche pour "*complicité d'assassinats*", notamment, et placé en détention, a-t-on appris de source judiciaire.

Abdelkader Merah, âgé d'une trentaine d'années, est visé par les chefs de "*complicité d'assassinats*", "*association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme*" et "*vol en réunion*" pour le vol du scooter qui a servi à Mohamed Merah pour l'exécution de ses crimes.

Son avocate Me Anne-Sophie Laguens, commise d'office, a déclaré à la presse qu'il condamnait les actes de son frère cadet, abattu par les policiers du Raid jeudi dernier à Toulouse, et qu'il espérait ne pas devenir le bouc émissaire de cette affaire sans précédent en France.

"*Il y a eu des fuites dans la presse qui étaient fausses, à savoir qu'il aurait dit qu'il était 'fier' des actes de son frère. Il tient aujourd'hui à bien exprimer le fait que c'est faux*", a-t-elle rapporté. "*Il les condamne fermement. Il a un peu l'impression que comme on n'a pas pu faire le procès de son frère qui n'est plus là aujourd'hui, peut-être qu'on se reporte sur la seule personne qu'on a. Pour le reste, il espère juste ne pas devenir le bouc émissaire des actes de son frère car c'est un peu ce qui est en train de se passer.*"

Dans ses échanges avec les policiers du Raid qui tentaient d'obtenir sa reddition, Mohamed Merah s'était efforcé de mettre hors de cause son frère en qui il "*n'a pas arrêté de répéter qu'il n'avait pas confiance*", selon le JDD.

Lors de sa garde à vue à Toulouse, Abdelkader Merah avait reconnu sa complicité dans le vol du scooter Yamaha T-Max utilisé par son frère tout en niant être au courant des projets meurtriers de celui-ci, selon une source policière. (Reuters et AFP 25.03)

Quand l'illusionniste Mélenchon revêt la livrée du laquais du régime.

- Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche, en déplacement à Villeneuve-Saint-Georges, dit son "*soulagement*" et confie avoir "*beaucoup de peine pour les 3 policiers blessés*". (nouvelobs.com 22.03)

Applaudissements à tout rompre dans les rangs de l'UMP !

C'est dingue, ils ne perdent pas une seule occasion pour montrer leur attachement à l'appareil répressif de l'Etat. Voilà à quel niveau de médirocrité infâme on tombe quand on privilégie "*l'humain d'abord*" à la lutte des classes.

Ainsi font font font les petites marionnettes, ainsi font font font, trois petits tours et puis s'en vont... Pas mal en guise de programme, non ? Que je suis con, l'essentiel c'est d'y croire, n'est-ce pas ? Le FdG est le clone de Die Linke en Allemagne, voyez plus loin où il en est.

Miracle. Mais où sont donc passés les pauvres ?

Un exemple de manipulation signée de la Banque mondiale et relayée par le portail Slate sous la plume de Moisés Naím, Senior associate de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, fondation qui pourrait avoir pour mission de soutenir l'entreprise impérialiste américaine et sioniste, qui comme chacun sait concourt au bien-être des peuples sur terre. La preuve.

- Enfin deux bonnes nouvelles: la pauvreté recule et l'ignorance aussi - Slate.fr

Réjouissons-nous !

- Il y a d'abord ce constat réjouissant: la pauvreté dans le monde en 2010 a diminué de moitié par rapport à l'année 1990. Dans toutes les régions du globe, le nombre de pauvres a baissé.

Si c'est la Banque mondiale qui le dit :

- "Selon un rapport qui vient d'être publié par la Banque mondiale, entre 2005 et 2008, de l'Afrique subsaharienne à l'Amérique latine, en passant par l'Asie et l'Europe de l'Est, la part des individus vivant dans des conditions de «pauvreté extrême» (ayant un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour) a diminué."

Chercher les pauvres serait devenu aussi difficile que de chercher une aiguille dans une botte de foin depuis 2010, si, si, puisqu'on vous le dit :

- "On atteindra plus tôt que prévu les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), auxquels ont souscrit 193 pays membres de l'ONU en l'an 2000. Conformément à l'un de ces objectifs, il s'agissait de réduire de moitié la pauvreté extrême au niveau mondial d'ici 2015. Eh bien, c'est chose faite –avec 5 ans d'avance !"

Il n'est pas beau le monde dans lequel nous vivons, franchement !

Réponse d'un internaute :

- "En regardant de près l'étude de la Banque Mondiale citée par l'auteur de l'article, on peut voir qu'elle compare les humains vivant avec moins de 1,25 US$(PPP)/jour en 1990 avec ceux vivant avec 1,25 US$(PPP)/jour en 2008. La PPP (parité de pouvoir d'achat) permet de comparer les pays entre eux, mais pas de comparer les années entre elles, et ne tient donc pas compte de l'inflation.

1,25 $ de 1990 valait 2,08 $ en 2008.

Je vous fais cadeau des 8 centimes, ce sera le bakshich pour les incompétants de la Banque Mondiale.

Toujours avec les données de la Banque Mondiale, on peut lire qu'en 2008, 2,47 milliards d'humains vivaient avec moins de 2 $/jour.

Magnifique recul de la pauvreté dans le monde. Bravo aux magouilleurs de la Banque Mondiale.

Où l'on voit que certains ont l'art de trouver de quoi être optimiste jusque dans la misère des autres, sans parler de la répartition des richesses dans le Monde et dans les pays émergents.

Pour le QI, je crois que l'article se tire lui même une balle dans le pied, nul besoin d'en rajouter."

Plus fort encore. Comment tirer le bilan d'une décision qui relève de l'escroquerie ? Mode d'emploi.

- "Il y a une autre nouvelle dont je veux croire qu'elle est synonyme de progrès: l'humanité est de plus en plus intelligente. Les tests de quotient intellectuel révèlent que la moyenne mondiale augmente chaque année. Cette question demeure très controversée, car nombreux sont ceux qui considèrent que ces tests sont biaisés ou qu'il existe différentes formes d'intelligence, qu'il est d'ailleurs impossible de mesurer."

A défaut de posséder une conscience unviverselle ou parce qu'elle est supérieure à toute autre et n'entre pas dans ce cas de figure, il y a autant de "*formes d'intelligence*" qu'il y a de zéros après le premier chiffre qui figure en bas de votre relevé bancaire, en partant du principe qu'il est positif évidemment et en tenant compte que chacun n'a pas forcément accès à un compte bancaire.

Pas de bol, cela ne se voit pas !

- Il est facile de mépriser ces résultats ou d'affirmer que, étant donné les nombreuses crises que nous traversons, cette croissance de l'intelligence moyenne ne se traduit pas par un monde meilleur.

Pas possible, les pauvres sont moins pauvres mais toujours plus nombreux, et l'intelligence serait la faculté la mieux partagée dans le monde mais cela ne se traduirait pas dans les faits, c'est à se demander si ceux qui nous gouvernent le sont vraiment ou ce que l'on entend par intelligence, accepter d'être réduit en esclavage par le capitalisme et "*s'en réjouir*" ou s'organiser et engager le combat pour le renverser.

Il est un fait que l'explosion des moyens d'information ou de communication dans le monde (chaînes de télévisions par satellite, Internet) favorise l'accès à la connaissance dans le monde, il est un fait aussi que cela ne suffit pas pour l'interpréter correctement ou en faire bon usage ou encore oeuvrer consciemment à son émancipation du règne de l'exploitation et de l'oppression capitaliste, trouver la voie du socialisme...

Actualité en titres

Alors fermez-la !

(M. Merah) - '*Quelque chose en dehors de toute compréhension humaine*' - LeMonde.fr

- Toulouse : pour les élus locaux, '*l'explication sociale ne tient pas debout*' - LeMonde.fr

Puisqu'on vous dit qu'il n'était pas vraiment humain et que c'était un "*monstre*", un "*fanatique*" (Sarkozy), votre créature quoi, car quelque part vous vous ressemblez, le vieux monde pourri ne vous empêche apparemment pas de dormir à ce que je sache, non ?

Qu'il crève, c'est la moindre des choses !

- Dick Cheney a subi une transplantation cardiaque - Reuters

La question débile du jour ou la mauvaise question.

- Insecticides et pesticides sont-ils encore vraiment indispensables dans l'agriculture … - Atlantico.fr -

Vous avez raison de le revendiquer, il fait partie de votre héritage !

- Jean-Marc Ayrault: "*La question de l'esclavage ne divise plus les Nantais*" - Lexpress.fr

Cette ordure voudrait-il qu'on en assume la responsabilité, qu'on la partage avec les Négriers et leurs partisans, avec le PS ? Trop c'est trop !

Quand on appartient à un parti qui n'a pas mis fin à la colonisation quand il était au pouvoir, on n'a aucune légitimité pour traiter de cette question. Quand on a colloboré avec des dictatures en Afrique issues de la colonisation quand on était au pouvoir, on n'a aucune légitimité pour traiter de cette question.

Si, l'esclavage continue de diviser la population, entre ceux qui l'ont perpétué sous la forme de la colonisation politique, pour ne la conserver en apparence que sous la forme économique de nos jours, et ceux qui l'ont toujours combattu, comme le PS ne fait manifestement pas partie de cette deuxième catégorie, il n'a aucune légitimité pour aborder cette question.

Fabius, en tant que représentant de Hollande, est allé faire allégeance récemment au régime féodal du Qatar, pour témoigner que les rapports de maître à esclave s'étaient inversés au profit d'un monarque rétrograde et dégénéré auquel le PS a proposé ses services et voudrait nous vendre, sans nous consulter évidemment.

Vous voyez monsieur Ayrault que cette question continue de nous diviser... heureusement d'ailleurs, car pour rien au monde nous ne voudrions vous ressembler, nous au moins, nous avons conservé notre dignité, vous, vous n'avez jamais su ce que cela signifiait vraiment ou vous n'en avez jamais eu, en fin de compte c'est cela qui nous divise (aussi) !

Pour vous, tout à une valeur marchande, pour nous non, voilà qui nous divise à jamais !

On ne le dirait pas !

- Un président doit-il être cultivé ? - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

Les chrétiens-démocrates (CDU) de la chancelière Angela Merkel demeurent la première force politique aux élections du Land de Sarre, mais leur partenaire du FDP n'obtient que 1,2% et n'aura pas de représentants au Parlement régional Landtag à Sarrebrück.

Le scrutin sarrois représente une nouvelle déroute électorale pour les Libéraux du FDP, qui obtenaient encore 9,2% aux dernières régionales de ce Land.

Selon les résultats officiels définitifs, la CDU recueille 35,2% des voix, soit un peu plus qu'en 2009, et le SPD (sociaux-démocrates) 30,6%.

Le parti La Gauche (Die Linke), les Verts et le nouveau parti Pirates seront en revanche représentés au parlement régional,

ayant atteint ou franchi la barre de 5% nécessaire pour y siéger.

Die Linke, dont la tête de liste est l'ancien ministre des Finances Oskar Lafontaine dans ce Land, est la troisième force politique avec 16,2%, mais en recul par rapport aux 21,3% des précédentes élections régionales. Les Verts obtiendraient tout juste 5%, soit un léger recul, et les Pirates 7,7%, selon ces projections. Ce parti fera son entrée au parlement local.

Au vu de ces premières projections, la ministre-présidente sortante, la chrétienne-démocrate Annegret Kramp-Karrenbauer, pourrait rester en fonctions, mais à la tête d'une coalition dont la composition changera, étant donné que le FDP ne pourra plus servir de force d'appoint à la CDU.

Ce scrutin régional, le premier de l'année en Allemagne, doit être suivi par deux autres au mois de mai: le 6 au Schleswig-Holstein et le 13 en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW), Etat-région le plus peuplé d'Allemagne où le gouvernement minoritaire SPD a récemment décidé d'organiser des législatives anticipées.

Avec ses 18 millions d'habitants, la NRW est plus peuplée que nombre de pays européens et ses élections ont eu ces dernières années un impact déstabilisant sur la politique nationale.

En NRW, selon le dernier sondage de l'institut Emnid, la CDU demeure le premier parti avec 35% d'intentions de vote. le SPD gagne un point à 28%, suivi des Verts à 15%. Die Linke et les Pirates obtiendraient 7% chacun et le FDP seulement 4%.

La chancelière Merkel, qui compte briguer un troisième mandat en 2013, devra alors presque certainement se trouver un nouveau partenaire de coalition, car les Libéraux du FDP, qui avaient culminé à 14,6% des voix aux dernières législatives en 2009, plafonnent actuellement à 3% ou 4% dans les sondages. Or, il faut obtenir au moins 5% des suffrages pour siéger au Bundestag.

En Sarre, l'issue la plus probable des tractations à venir devrait être un gouvernement de "grande coalition" réunissant les deux grands partis, CDU et SPD.

Le tête de liste du SPD en Sarre, Heiko Maas, a exclu dès dimanche soir de former une coalition "rouge-rouge" entre son parti et Die Linke.

Le jeune dirigeant du FDP, Philipp Rösler, a déclaré d'autre part au journal Hamburger Abendblatt que la CDU était un "*parti social-démocrate*" qui forme un "*méli-mélo*" avec le SPD - propos qui ne seront sans doute pas du goût de la chancelière.

Les élections en Sarre ont été déclenchées par les dissensions internes au FDP, qui ont eu raison de la fragile coalition "*Jamaïque*" - d'après les couleurs des partis CDU, Verts, FDP, qui étaient au pouvoir depuis deux ans dans le Land.

Si le FDP est évincé également des parlements régionaux de Schleswig-Holstein et de NRW, on estime que son dirigeant Philipp Rösler, par ailleurs ministre de l'Economie, sera contraint de quitter la direction du parti. L'an dernier, le FDP n'a pas réussi à obtenir des sièges lors de cinq des élections régionales qui ont eu lieu. (Reuters 25.03)

Les Verts ou les caméléons, ici ils gouvernement avec la CDU et le FDP, là avec le SPD. Quant à Die Linke, il se veut radical et critique envers le SPD, ce qui n'en l'empêche pas non plus de gouverner avec lui ici ou là, la stabilité du régime prime sur toute autre considération, on comprend.

2- Grèce

Les forces de police grecques ont tiré dimanche des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants anti-austérité dans trois villes du pays, en marge des défilés organisés à l'occasion de la fête nationale.

Le défilé militaire annuel commémorant le soulèvement de 1821 contre les Ottomans a eu lieu sur fond de mesures de sécurité sans précédent à Athènes, afin d'éviter que se reproduisent les heurts qui avaient eu lieu lors de précédentes célébrations. Le défilé a pu se tenir dans le calme, mais, hors des officiels, peu de personnes ont pu s'en approcher pour y assister.

A Athènes, certaines avenues avaient été bouclées et 4.000 policiers mobilisés dans le centre. Des agents des forces de sécurité avaient même été postés sur le toit du parlement et d'autres bâtiments de la place Syntagma, où ont eu lieu de violentes manifestations contre l'austérité l'an dernier.

A Patras, ville portuaire de l'ouest du Péloponnèse, une cinquantaine de manifestants ont bombardé les policiers de bouteilles et de pierres, après avoir été empêchés d'approcher de la tribune où des personnalités assistaient à un défilé étudiant.

La police a également fait usage de gaz lacrymogènes contre 200 manifestants qui tentaient de perturber des défilés étudiants à Héraklion et La Canée, en Crète.

La police a fait état de 39 arrestations dans l'ensemble du pays. (Reuters 25.03)

3- Tunisie

Environ 8.000 salafistes ont défilé dimanche dans le centre de la capitale tunisienne pour demander l'instauration d'un Etat islamique dans le pays considéré comme l'un des plus laïques du monde arabe et qui fut le précurseur, l'an dernier, du "*printemps des peuples arabes*".

Brandissant des drapeaux noirs, les manifestants rassemblés sur l'avenue Habib-Bourguiba, la plus grande artère de Tunis et le point de ralliement de la "*révolution du jasmin*" qui balaya en janvier 2011 le régime autocratique du président Zine en Ali.

La foule a scandé des slogans demandant que la "*charia*" (loi coranique) devienne dans la future Constitution la source principale de la législation.

Avant la fin du rassemblement, des manifestants ont marché sur le grand théâtre situé sur l'avenue Bourguiba pour exiger sa fermeture et en menaçant de s'en prendre aux comédiens et aux artistes.

Nombre de protestataires scandaient, au grand dam des laïques, le slogan "*Le peuple veut un caliphat !*", référence à la forme de gouvernement régissant les empires musulmans qui ont existé pendant des siècles.

La Constitution actuelle stipule que l'islam est la religion d'Etat mais pas une source de la législation. (Reuters 25.03)

Economie

Automobile

General Motors, qui a récemment passé une alliance avec PSA Peugeot-Citroën, pourrait développer ses capacités de production dans des pays à bas coûts, tout en fermant son usine allemande de Bochum et anglaise d'Ellesmere Port, écrit Der Spiegel dimanche, citant un document stratégique interne.

Suivant le document "*Global Assembly Footprint*", si les ventes augmentaient, GM produirait les nouveaux véhicules dans des pays tels que la Pologne, la Russie, la Chine, l'Inde, le Mexique et le Brésil, poursuit Der Spiegel.

Toujours selon ce document, GM compte exporter d'ici 2016 300.000 véhicules de plus en Europe, construits au Mexique, en Corée et en Chine.

"*Aucune décision n'a été prise à cet égard pour la production automobile d'Opel*", a dit dimanche un porte-parole de GM Europe.

Opel exclut des fermetures de sites et des suppressions d'emplois jusqu'à la fin 2014 mais la filiale européenne de General Motors n'a aucun a priori quant aux initiatives déployées pour devenir plus rentable à l'avenir, a déclaré de son côté son président du directoire Karl-Friedrich Stracke.

"*Nous avons un accord clair qui protège les sites jusqu'à la fin 2014; il n'est pas remis en cause*", a-t-il dit, dans un entretien publié samedi dans le Bild. "*Il nous faut une stratégie globale qui prenne en compte tous les éléments et paramètres; il n'y a aucun tabou*", a-t-il ajouté.

Prié de dire si le personnel d'Opel jouirait de la sécurité de l'emploi jusqu'à la fin 2014, Stracke a répondu: "Correct!".

Il a ajouté qu'il espérait que la société puisse présenter au personnel des décisions concrètes dans deux à trois mois, afin de leur apporter une vision plus précise de l'avenir.

Les dirigeants d'Opel présenteront mercredi prochain au conseil de surveillance un projet prévoyant la fermeture de deux usines en Europe pour réduire d'environ 30% les capacités de production, a-t-on appris cette semaine de plusieurs sources informées des discussions au sein de l'entreprise.

Les usines de Bochum, en Allemagne, et d'Ellesmere Port, au Royaume-Uni, sont considérées comme les plus menacées. Prié de dire si le conseil de surveillance déciderait mercredi de la fermeture de deux usines en Europe, Stracke a répondu: "*Faux! Bien*

sûr, nous discutons des moyens de rendre l'entreprise plus rentable mais une décision sur les fermetures de sites n'est pas à l'ordre du jour.".

Vendredi soir, les journaux du groupe de médias WAZ rapportaient, citant des sources gouvernementales, que Stracke avait informé le gouvernement allemand d'un projet de fermeture du site de Bochum, ajoutant qu'une réunion entre Stracke et les syndicats était prévue lundi.

"*Il faudra examiner tous les sites d'un oeil critique. Mais pour l'heure, Bochum produit trois produits très importants pour Opel*", a dit Stracke, au sujet de l'avenir du site au-delà de 2014.

"*Nous suivons la situation de près et sommes en contact avec la direction d'Opel*", a déclaré une porte-parole du ministère de l'Economie allemand, renvoyant aux déclarations de Stracke.

Dans l'intervalle, les dirigeants syndicaux d'Opel-Vauxhall et de PSA Peugeot-Citroën vont ouvrir des discussions en avril en vue de forger une alliance face aux deux groupes et de défendre l'emploi, avait dit vendredi la Fédération européenne de la métallurgie (FEM). (Reuters 25.03)

Haut de page

Le 27 mars

CAUSERIE

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

A court d'armes sans doute, en échange du talkie-walkie remis par les policiers il en aurait demandé une. Cela ne tient pas.

- Les sept armes retrouvées dans l'appartement et les véhicules du tueur au scooter confortent son profil de «djihadiste» atypique. (lefigaro.fr 26.03)

Au fait, parmi ces armes, figurait-il celle que les policiers lui auraient remise ? Apparemment, il n'en est plus question nulle part, envolée. S'en était-il servi lors de l'assaut donné par les policiers du Raid ? Quelle question, personne ne l'a posée.

On doit prendre avec énormément de précaution les dires des médias qui écrivent vraiment n'importe quoi. En huit jours on aura vraiment tout lu et son contraire.

Il ne manquait plus que le Qatar à la rescousse !

La police judiciaire dispose depuis lundi d'un montage vidéo des tueries de Mohamed Merah à Toulouse et Montauban, dans lesquelles sept personnes sont mortes. Ce film était "*stocké sur une clé USB*", placée dans une enveloppe reçue au siège parisien de la chaîne d'informations qatarie Al-Jazira, a-t-on indiqué de sources policières, confirmant une information du site du Parisien. Selon ces sources, Al-Jazira n'a rien diffusé mais a très probablement conservé une copie du montage.

"*C'est un montage vidéo des images des différentes tueries avec de la musique et des versets du Coran*", a dit à l'AFP l'une de ces sources.

Selon Le Figaro, la vidéo de 25 minutes a été envoyée depuis un petit village à côté de Toulouse avec une lettre de revendication d'Al-Qaida. Si la vidéo a été authentifiée, la lettre, en revanche, est jugée fantaisiste par plusieurs sources policières. "*Elle ne correspond pas aux modèles très précis de revendication de la nébuleuse terroriste, elle n'est pas rédigée en arabe et elle ne comporte aucune estampille identifiée à la nébuleuse Al-Qaida*", précise le quotidien.

L'identité de l'expéditeur reste inconnue. Le colis "*portait un cachet postal daté de mercredi dernier*", précise Le Parisien. "*Les enquêteurs essaient de savoir si la lettre a été postée mardi soir par Mohamed Merah lui-même ou par un complice mercredi matin*", indique encore le quotidien. Le siège par le RAID de l'appartement situé rue Sergent-Vigné dans le quartier de la Côte-Pavée à Toulouse, qui a duré 32 heures, avait débuté dans la nuit de mardi à mercredi.

Selon une source proche de l'enquête, les policiers avaient acquis la certitude dimanche que Mohamed Merah avait préparé

la diffusion des films sur Internet "*en l'accompagnant d'une revendication*". (lemonde.fr 26.03)

Au fait, Al-Jazira, ne serait-ce pas par hasard la chaîne de télévision qui avait réalisé des montages frauduleux sur la Libye et la Syrie soutenant la thèse de la coalition impérialiste américano-franco-britannique contre ces régimes ? Des experts en matière de montages vidéos, ils en ont les moyens les dégénérés de cette pétro-monarchie adulée par Paris, Londres et Washington.

Etrange, ils n'auraient pas encore découvert l'expéditeur de cette lettre, or les résultats d'un test ADN sont obtenus en 24H, n'en ont-ils pas réalisé sur le cadavre du tueur présumé, son frère et leurs proches ?

On imagine qu'il avait pris soin de se munir de gants quand il était allé acheter un timbre et une enveloppe, et qu'il les avait gardés au moment de manipuler la feuille de papier sur laquelle il allait imprimer son message, et évidemment il a pris soin de ne pas mettre sa salive sur le timbre et l'enveloppe qui aurait pu le trahir, et si ce n'est pas lui qui l'a posté, la personne qui s'en est chargée a dû penser à prendre toutes ces précautions.

Bref, il aurait eu suffisamment d'à-propos pour penser à tous ces détails d'une importance cruciale pour ne pas être découvert, mais à aucun moment il n'aurait pu imaginer que les policiers pourraient remonter jusqu'à lui, car voyez-vous il était totalement inconnu des fichiers de la police, il n'avait jamais eu maille à partir avec la justice, 15 fois seulement... A suivre.

Autre question : pourquoi aurait-il envoyé cette vidéo à ce moment-là, alors qu'il se destinait selon les enquêteurs à commettre d'autres crimes ? Pour qu'on l'identifie plus facilement ? Il avait envie de mourir ou il était complètement cinglé, voilà tout, et on voudrait nous faire avaler cette version-là. Un coup on nous le présente comme un déséquilibré, un coup comme quelqu'un de très réfléchi, il faudrait savoir.

Dites-donc, il a fait fissa "*le monstre*" pour réaliser ce montage, ce devait être un expert qui s'ignorait, il avait du faire cela toute sa vie sans doute. Dès le mardi 20 mars, par les médias il savait que la police était à la recherche du conducteur du scooter qui avait été utilisé lors des tueries, et au lieu de préparer sa fuite il s'est mis à bricolé tranquillement sur son ordinateur comme si de rien n'était, et bien entendu à aucun moment il n'a soupçonné que les enquêteurs pourraient être sur sa piste ; il était soi-disant très intelligent et capable d'avoir une imagination débordante, mais bizarrement, là toutes ses qualités se sont évaporés d'un coup.

Du côté de chez son frère : rien, pas de bol !

- Abdelkader aurait dîné avec son cadet le 18 mars, la veille de l'attaque de l'école juive.

On indiquait cependant samedi que l'examen du contenu des ordinateurs d'Abdelkader n'avait rien révélé de probant et la perquisition de son domicile n'a mis au jour ni arme, ni explosif, selon cette même source. (AFP 26.03)

Dépité, que cela ne tienne, puisque le petit dictateur du Palais exige un coupable vivant, c'est plus consistant, cela devrait tenir en haleine plus longtemps les médias et les autres candidats sur le terrain de la sécurité cher au bonaparte chef des armées-président-candidat.

Du côté de son père : l'Etat français a assassiné son fils.

- Lundi soir le père du tueur, Mohamed Benalel Merah, a dit vouloir porter plainte contre la France. "*Je vais engager les plus grands avocats et travailler le reste de ma vie pour payer les frais. Je vais porter plainte contre la France pour avoir tué mon fils*", a déclaré à l'AFP M. Merah.

"*La France est un grand pays qui avait les moyens d'arrêter mon fils vivant. Ils auraient pu l'assommer avec du gaz et l'arrêter, ils ont préféré le tuer*", a-t-il affirmé. (AFP 26.03)

Peu importe qui est ou ce qu'a pu faire dans le passé monsieur Mohamed Benalel Merah, il a parfaitement raison, il est clair que les policiers du Raid avaient reçu ordre de le tuer, la question est de savoir pourquoi.

L'injustice sociale élevée au rang d'idéal et qui porte un non : la méritocratie.

Des apparences...

"*Il y a un besoin de récompenser et de rassurer les actionnaires*" lit-on dans un article de l'AFP d'hier.

Non, seul le travail devrait être rémunéré et non ces sangsues, ces parasites...

... aux fondements.

On a évoqué de nombreuses raisons pouvant expliquer la crise financière qui touche le monde entier, ou presque, depuis 2007 et l'effondrement des crédits à risque américains. L'une d'elle recueille de plus en plus de défenseurs : ce sont les inégalités qui sont coupables. (Atlantico.fr 26.03)

Inégalités qui constituent les fondements du système économique capitaliste et non les inégalités qui en sont les conséquences, à ne pas confondre.

Les inégalités au niveau de la répartition des richesses produites est le produit ou le pendant des inégalités au niveau des moyens de production, entre ceux qui les possèdent et nous imposent leur politique pour s'enrichir, et ceux qui n'en possèdent pas, qui doivent vendre quotidiennement leur force de travail pour assurer leur survie.

Comme il se trouve que ce sont justement ceux qui détiennent le pouvoir politique qui détiennent les moyens de production (et d'échange) à la base de toutes les inégalités, pour mettre un terme à cette situation, il faut impérativement au préalable que la classe des exploités prennent le pouvoir politique.

C'est aux inégalités qui sont à l'origine du capitalisme qu'il faut s'attaquer pour que disparaissent les conséquences qui en découlent et que subissent les travailleurs et leurs familles. Que ce soit la prise du pouvoir politique ou la remise en cause des fondements du capitalisme, dès lors que l'on sait lire, on s'aperçoit que ni l'un ni l'autre ne figure au programme de l'illusionniste et pro capitaliste Mélenchon.

La crise, connaissent pas : ils se gavent !

En France

Maurice Lévy, le patron du groupe publicitaire Publicis, va toucher cette année 16 millions d'euros de rémunération différée, a indiqué le groupe lundi, confirmant une information du site internet *La Tribune*.

Cette partie de salaire variable qui a été mise de côté pour lui être versée en 2012 s'ajoute à sa rémunération régulière.

Publicis explique que "*la rémunération différée correspond à une part prélevée de sa rémunération depuis 2003 et dont la paiement a été différé - à titre de rétention*". Le groupe indique que cette rémunération a été approuvée en assemblée générale.

Jusqu'ici, la rémunération de M. Lévy était divisée en trois parties: une fixe (900.000 euros), une variable (plafonnée à 2,7 millions d'euros, un maximum atteint en 2010 et 2011) et enfin la partie différée.

En août 2011, M. Lévy s'était déjà illustré en demandant à ce que les plus fortunés des Français payent un supplément d'impôt mais il s'est récemment élevé contre la proposition de François Hollande de taxer à 75% les revenus supérieurs à un million d'euros par an. (AFP 26.03)

Aux Etats-Unis.

L'étude partielle, réalisée par le cabinet de conseil en gestion Hay Group, se base pour l'instant sur 75 entreprises américaines, dont le bénéfice net a progressé de 17% en 2011. L'étude complète, qui concerne 300 entreprises, sera publiée "*plus tard ce printemps*", annonce le Wall Street Journal. D'après les premiers résultats, la rémunération médiane des patrons est de 9,4 millions de dollars en 2011, contre 9,3 millions de dollars selon l'étude complète de 2010.

La rémunération du patron d'Apple, Tim Cook, est estimée à 378 millions de dollars en 2011. Celle du patron du groupe de médias Viacom, Philippe Dauman, qui dominait le classement en 2010 avec une rémunération évaluée à 84,3 millions de dollars, est de 42 millions de dollars en 2011. (lefigaro. fr 26.03)

La culture du martyr ne fait pas partie de la lutte de classe.

Plus de sept Français sur dix (73%) sont prêts à travailler plus pour sauver leur emploi, mais à condition de gagner plus, selon un sondage Opinion Way pour les éditions Tissot, publié lundi.

En revanche, 68% d'entre eux ne sont pas prêts à travailler plus pour la même rémunération, ni à remettre en question leur RTT ou nombre de congés payés, nuance cette étude. (AFP 26.03)

Pas de bol, les "*veaux*" ne se résignent pas, ils résistent, pire, ils exigent de conserver tous leurs droits sociaux acquis. Ce sont sans doute de mauvais citoyens, de mauvais Français...

L'avorton dictateur pris en flagrant délit de délit de faciès.

Si l'on en croit le président de la République, la religion d'une personne peut se voir sur son visage. Interrogé ce lundi matin sur France Info sur les tueries de Toulouse et Montauban, Nicolas Sarkozy a déclaré que deux des soldats abattus par Mohamed Merah étaient «*musulmans, en tout cas d'apparence*».

Il venait d'affirmer, on ne peut pas «*assimiler Merah, né en France, aux migrants*». «*Dire "immigration = Mohamed Merah", cela n'a aucun sens*», a martelé le chef de l'Etat, ajoutant «*de même, les amalgames n'ont aucun sens*». (20minutes.fr 26.03)

Avant d'en commettre un particulièrement odieux la seconde suivante ! Cela prouve dans quel état d'esprit il se trouve en se contredisant en moins d'une minute, il doit se croire tout permis et prendre les auditeurs qu'ils méprisent pour des abrutis finis.

Contrairement à ce qu'il affirme, ceux qui recourent à des amalgames savent généralement ce qu'ils font et leurs contenus à un sens parfaitement identifiable. Dire d'une personne de type maghrébin qu'elle est de confession musulmane, c'est lui attribuer d'office une religion particulière en fonction de son origine que l'on a cru détecter en observant uniquement son visage, cela revient à accoler d'office une religion à une personne fondé sur les apparences, ce qui est intolérable. Ne serait-ce pas à partir de ce critère que les nazis entamèrent la rafle des juifs, sur la forme supposée du nez juif ?

A qui revient le bonnet d'âne ?

"*On appellera à battre Sarkozy*", même si le programme de François Hollande est "*libéral*" et même si le Nouveau parti anti-capitaliste (NPA) n'a "*aucune confiance*" dans le candidat du PS, a affirmé M. Poutou devant la presse, en marge d'un meeting de campagne à Clermont-Ferrand.

Si M. Hollande gagne les élections, "*ce sera une austérité de gauche. On pense que ce n'est pas bon du tout*", a-t-il insisté. "*Mais cela ne veut pas dire que Sarkozy et Hollande, c'est blanc bonnet et bonnet blanc*", a-t-il dit. (AFP 26.03)

Austérité de droite ou austérité de gauche voilà à quoi se résume "*l'alternance*" pour laquelle on nous appelle à voter, ce sera sans nous. Retirer de droite et de gauche, que reste-t-il, l'austérité. Quant au bonnet, vous pouvez le retourner dans tous les sens, il demeurera un bonnet d'âne !

Comment faire confiance à un parti appelant à voter pour un candidat dans lequel il n'a "*aucune confiance*" ?

La confiance n'est pas quelque chose qui se découpe en rondelles ou qu'on pourrait évaluer sur une échelle, on a ou on n'a pas confiance en quelqu'un, dans un parti, etc. C'est quelque chose que l'on donne, que l'on ne donne pas ou que l'on reprend, mais pas les deux à la fois, il en va ainsi dans la vie en général.

Le doute est-il permis ? La réponse est définitivement non !

Selon Martine Billard, coprésidente du Parti de gauche, à propos "*différents types de réponse à apporter à la crise (...) pour l'instant, on est dubitatifs sur celles que propose François Hollande*." (lemonde.fr 26.03)

Dubitatif : Qui exprime le doute, l'incertitude ou le scepticisme. (Le Grand Robert de la langue française)

Quant à nous, nous n'avons aucun doute sur les politiques proposées par Hollande ou Mélenchon qui toutes deux s'inscrivent dans le cadre du respect de l'ordre établi, y compris européen, et au-delà mondial. Qu'on ne compte pas sur nous pour colporter des illusions dans l'un ou l'autre chez les travailleurs ou les militants.

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

Le dernier coup des Pirates vient de plonger les partis politiques allemands traditionnels en état de choc. Laminés dans la Sarre, les partenaires libéraux d'Angela Merkel ont réagi de façon symptomatique en dénonçant la «*tyrannie*» du parti des Pirates, nouvelle sensation politique outre-Rhin. Après s'être lancé à l'abordage de l'Allemagne avec succès aux élections régionales à

Berlin, où il avait fait 9% en septembre, le jeune mouvement contestataire a confirmé ce week-end à Sarrebruck qu'il faudra désormais compter avec lui.

En remportant 7,4% des suffrages, les Pirates ont passé haut la main le seuil des 5% requis pour entrer au Landtag lors des élections régionales dans la Sarre, le petit État régional industriel du sud-ouest de l'Allemagne. Le mouvement y est parti de zéro et s'est imposé d'emblée comme la quatrième force politique à Sarrebruck. Il dépasse les Verts, mais aussi les libéraux du FDP.

Leur irruption sur la scène politique rappelle celle des Verts, qui ont commencé par être un mouvement contestataire dans les années 1980 - luttant pour la paix, l'écologie et contre l'énergie nucléaire - avant de devenir un parti établi. Les Pirates, qui ont séduit l'électorat jeune des Verts, mais aussi les électeurs libéraux et 20% d'abstentionnistes, prônent surtout la démocratie directe sur Internet.

Créée en 2006, cette formation avait fait sensation en entrant au parlement de la ville-Etat de Berlin à l'issue des élections régionales du 18 septembre dernier, avec 9% des voix.

Dans aucun autre pays d'Europe, ce mouvement originaire de Scandinavie et maintenant actif dans plus de 30 pays, n'a remporté de tels succès, la Suède mise à part, où ils ont deux députés au parlement européen.

Aucun autre parti depuis la fondation de la République fédérale allemande ne s'est établi aussi vite que les Pirates, qui ont désormais des fédérations régionales dans les 16 Länder du pays, remarque l'hebdomadaire Der Spiegel.

Ils militent pour plus de transparence en politique, réclamant notamment que les députés fassent état de tous leurs revenus, pour éviter les conflits d'intérêt. Ils sont pour la protection des animaux, le développement des réseaux de transports en commun. Sachant aussi se montrer pragmatiques, ils soutiennent la «*règle d'or*» visant à maîtriser les déficits. Leur succès dans la Sarre, loin des grandes villes, démontre leur capacité à séduire sur l'ensemble du territoire.

Selon les derniers sondages, les Pirates semblent partis pour continuer sur leur lancée aux deux prochains scrutins régionaux: au Schleswig-Holstein (nord), le 6 mai prochain, ils sont crédités de 5% des intentions de vote et en Rhénanie du Nord-Westphalie, de 6%. Et pour les prochaines élections fédérales, qui doivent avoir lieu en septembre 2013, les instituts leur prédisent un score compris entre 5 et 7%. Jugeant qu'ils sont un «facteur important», la chancelière se garde au contraire de sous-estimer les Pirates. (lefigaro.fr 26.03)

Les Pirates soutiennent la «*règle d'or*», ils sont aussi dangereux qu'un "*capitaine de pédalo*" ou celui qui entend le faire échouer sur un banc de sable de toute manière, selon le principe que "*celui qui le dit c'est celui qui l'est*" !

2- Syrie

Les insurgés syriens qui combattent les forces du président Bachar al Assad compteraient des enfants dans leurs rangs, en violation des conventions internationales qui interdisent le recrutement d'enfants soldats, a déclaré lundi à New York, sans toutefois le confirmer, une responsable des Nations unies.

La semaine dernière, le groupe de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), dont le siège est à New York, a accusé des groupes de l'opposition syrienne d'avoir enlevé, torturé et exécuté des partisans du président Assad et des membres des forces de sécurité. (Reuters 26.03)

L'entreprise des va-t-en-guerre impérialistes pour faire main basse sur la Syrie commence à prendre l'eau de partout... On dirait qu'il y a dans le monde parmi les intellectuels qui ont commencé à tirer les enseignements de la guerre contre la Libye. Ils feraient bien de s'occuper du cas du Qatar, d'Al-Qaïda, de la Fed, etc.

3- Israël

Israël a annoncé lundi avoir rompu tout contact avec le Conseil des Nations unies pour les droits de l'homme à la suite de sa décision la semaine dernière d'ouvrir une enquête internationale sur les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens.

Cette rupture, annoncée par le ministère des Affaires étrangères, signifie que la mission d'information que le CDH espérait envoyer sur le terrain ne sera pas autorisée à entrer en Cisjordanie ainsi qu'en Israël.

Le 22 mars, le CDH a condamné la construction annoncée par Israël de nouveaux logements pour les colons juifs en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, y voyant une entrave au processus de paix et une menace pour la solution à deux Etats et la création d'un Etat palestinien indépendant.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a dénoncé une initiative "*hypocrite*", ajoutant que le CDH disposait d'une "*majorité automatique hostile à Israël*".

Ce forum, qui siège à Genève et compte 47 pays membres, a voté en faveur de cette proposition par 36 voix pour, dont celles de la Chine et de la Russie. Les Etats-Unis ont été le seul pays à voter contre.

Le texte avait été présenté par le Pakistan au nom de l'Organisation de coopération islamique (OCI), avec le soutien d'Etats comme Cuba et le Venezuela.

Un demi-million d'Israéliens et 2,5 millions de Palestiniens vivent en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, territoires capturés par l'Etat hébreu lors de la guerre des Six-Jours en 1967. (Reuters 26.03)

Social

1- France

1.1- Quand le secrétaire général du patronat rencontre Hollande.

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque, qui a rencontré lundi François Hollande, a plaidé auprès du candidat socialiste pour une réforme des retraites "*systémique*" et salué sa volonté de "*constitutionnaliser*" le dialogue social.

M. Chérèque a demandé à M. Hollande, s'il est élu, "*d'étudier tout de suite, dès après l'élection, la mise à plat de notre système de retraite pour éventuellement faire une réforme systémique*", basée sur la durée de cotisations. "*Il nous a dit qu'il était prêt à réfléchir*", a indiqué le leader de la CFDT. (AFP 26.03)

1.2- Chômage toujours en hausse.

Le chômage a augmenté en février pour le dixième mois consécutif et devrait poursuivre sa hausse jusqu'à l'été, un phénomène qui pourrait peser lourd dans le choix des Français appelés à choisir leur futur président le 6 mai prochain.

Le nombre de demandeurs d'emploi a atteint le mois dernier son plus haut niveau depuis octobre 1999. Et le pire est peut-être à venir, estiment les spécialistes.

"*Aucune bonne nouvelle n'est à espérer sur le front du chômage cette année*", déclare Alexandre Mirlicourtois, directeur des études du cabinet économique Xerfi, dans une analyse intitulée "*le risque d'embrasement*" diffusée jeudi dernier.

On comptait près de 2,9 millions de demandeurs d'emploi fin février en métropole dans la catégorie A, la plus regardée, et près de 4,3 millions dans les trois catégories principales.

Toutes catégories confondues, "*la barre des 5 millions sera franchie en juin ou juillet et le pire est à venir*", ajoute Alexandre Mirlicourtois, car les perspectives des entreprises sont mauvaises dans l'ensemble des secteurs.

Les entreprises risqueraient ainsi non seulement de ne plus embaucher mais d'ajuster leurs effectifs en se séparant désormais de personnes en contrat à durée indéterminée.

L'Unedic, qui gère l'assurance chômage, estimait fin janvier que le nombre de chômeurs indemnisés augmenterait d'environ 140.000 cette année, soit plus du double qu'en 2011.

L'emploi, qui figure en tête des préoccupations des Français, s'est pour l'instant fait discret dans la campagne.

Face à la hausse continue du chômage, Nicolas Sarkozy présente régulièrement la situation française comme meilleure que celle de ses voisins. Les statistiques montrent au contraire que la situation de la France est la plus mauvaise des pays de la zone euro qui lui sont comparables (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique et Autriche), à l'exception de l'Espagne.

"*Les chiffres de ce soir manifesteront une amélioration de la situation avec une baisse tendancielle de l'augmentation du nombre de chômeurs*", a dit le président lundi sur France Info.

Il s'agit d'un "net ralentissement par rapport à la fin de l'année 2011", s'est réjoui pour sa part le ministre du Travail, Xavier Bertrand.

Pour l'économiste et chercheur au CNRS Philippe Askenazy, ils sont au contraire "*le signal d'une augmentation de*

l'hyperprécarité", avec "*une multiplication des contrats à durée déterminée très courts, parfois une semaine seulement*", qui explique la hausse de 2,4% des demandeurs d'emploi de catégorie B (ayant travaillé moins de 78 heures au cours du mois).

En effet, le mois de février montre une évolution contrastée selon les catégories, "*le ralentissement de la catégorie A cachant une accélération de la catégorie B*".

D'un côté, la hausse (+0,2%) du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) a nettement ralenti en février (+6.200 personnes de plus après +13.400 en janvier, 29.000 en décembre et novembre).

De l'autre, les chiffres incluant les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (A + B et C) ont augmenté à un rythme plus soutenu (+0,5%) que le mois précédent avec une hausse de 20.400 personnes (+4.800 en janvier). (Reuters et AFP 26.03)

1.3- Poursuite de la grève des éboueurs à Lyon

Une centaine d'éboueurs ont manifesté lundi à Lyon sous les fenêtres du bureau de Gérard Collomb, maire PS de la ville où débutait une troisième semaine de grève du ramassage des ordures, motivée par un refus du redécoupage de la collecte entre secteurs public et privé.

"*C'est la troisième semaine que l'on attaque, ça commence à faire long, mais les collègues sont toujours déterminés*", a déclaré devant les manifestants massés devant l'hôtel de ville, Myriam Camusso, secrétaire générale FO du Grand Lyon (agglomération lyonnaise), en charge de la collecte des ordures.

Mme Camusso a appelé M. Collomb, également président du Grand Lyon, à recevoir une délégation de grévistes, qui prévoient une grande manifestation devant l'hôtel de ville mercredi, avec le soutien de collègues venus de Rhône-Alpes et d'Auvergne.

"*On essayera de ne pas tomber dans le piège de Gérard Collomb qui est de nous mettre la population à dos*", a expliqué de son côté Jamel Mohamed, de la CGT.

Epaulés par l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT-FO-FAFPT-Unsa-Ugict/CGT, les grévistes ont distribué des tracts dénonçant une "*privatisation*" progressive de la collecte des ordures ménagères et fait signer une pétition appelant M. Collomb à "*ouvrir des négociations*".

La poursuite de la grève a été votée massivement lundi, comme chaque jour depuis le 12 mars. Les grévistes étaient encore 40% (contre 41% vendredi) parmi les 400 éboueurs employés par la communauté urbaine, selon le Grand Lyon. (AFP 26.03)

La famille de Wissam El-Yamni, mort à la suite de son interpellation la nuit de la Saint-Sylvestre, a demandé une contre-autopsie, estimant que les résultats de l'autopsie présentaient "*des anomalies*", a déclaré à l'AFP son frère Farid El-Yamni.

"*L'autopsie a été réalisée sans le dossier médical (du CHU de Clermont-Ferrand), sans les photos et avec la seule version policière des faits*", a-t-il expliqué.

Me Jean-François Canis, avocat du frère et de la soeur de Wissam, a confirmé avoir reçu la demande qu'il va traiter dans les prochains jours.

Cette contre-autopsie va encore ralentir la restitution du corps de Wissam qui est toujours à la morgue depuis près de trois mois.

Fin janvier, le parquet avait annoncé que l'autopsie préliminaire de Wissam excluait une mort traumatique due à des coups des policiers. Le procureur avait néanmoins envisagé la piste d'une mort consécutive à une "*compression des artères carotides internes*" lors du transport en voiture de police.

Le chauffeur routier, âgé de 30 ans, est mort neuf jours après être tombé dans le coma à la suite d'un malaise cardiaque lors de son interpellation.

L'affaire avait provoqué plusieurs nuits de tension dans les rues de Clermont-Ferrand et une forte colère contre la police.

Une information judiciaire pour "*violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner par personne dépositaire de l'autorité publique*" a été ouverte. Deux policiers, actuellement en congés, sont visés dans l'affaire. (AFP 26.03)

2- Canada

Jeudi, ils étaient 300 000 à protester contre l'augmentation de 75% des frais d'université d'ici 2017 annoncée par le gouvernement libéral de Jean Charest.

Dans cinq ans, la facture aura ainsi triplé, avoisinant les 3 700 dollars (2 800 euros) par semestre : une mesure qui va accroître l'endettement des étudiants et réduire l'accès à l'université.

Chaque jour, de nouvelles manifestations sont organisées et les assemblées générales bourgeonnent sur les différents campus à Montréal. La Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (Classe) revendique la mise en place d'une gratuité scolaire. Jeanne Reynolds, porte-parole, confie :

« *Le gouvernement compare toujours avec la moyenne canadienne [5 366 dollars, soit 4 000 euros]. Nous voulons prendre exemple sur les pays scandinaves, sur la France et l'Allemagne, qui ont des frais de scolarité très bas.* »

Malgré le refus du gouvernement d'annuler l'augmentation des frais, la mobilisation ne faiblit pas. Dimanche 19 mars et jeudi 22 mars, plusieurs milliers de personnes ont envahi les rues de Montréal. Et les professeurs sont de plus en plus nombreux à les soutenir.

D'après les estimations de l'Iris, ce sont 30 000 étudiants qui risquent d'être privés d'accès à l'université. En 2005, selon Statistique Canada, 57% des diplômés avaient fait appel à un prêt pour financer leurs études, et 27% des étudiants étaient endettés à plus de 25 000 dollars (19 000 euros).

En 2005, le gouvernement était revenu sur la réforme des prêts et des bourses suite à la colère étudiante. (Rue89.com 26.03)

Economie

Grande-Bretagne

Le Royaume-Uni est en "*négociations avancées*" pour vendre jusqu'à un tiers de ses parts dans la Royal Bank of Scotland (RBS) à des investisseurs d'Abu Dhabi, a rapporté lundi la BBC.

Londres possède 82% de RBS depuis que le gouvernement a renfloué la banque en 2008 à hauteur de 45,5 milliards de livres (54,4 milliards d'euros) et une cession partielle pourrait concerner entre 10% et un tiers de ses parts, a ajouté la BBC.

Mais une vente au cours actuel se traduirait pour l'Etat par la perte d'environ la moitié de son investissement dans RBS.

Le Trésor a déclaré lundi qu'il ne privatiserait RBS que lorsque l'opération assurerait une plus-value au contribuable. Il a ajouté que sa stratégie était de ramener la banque à sa pleine santé financière. (Reuters 26.03)

Une fois qu'elle sera redevenue rentable, il la revendra, donc au lieu que ce soit l'Etat, donc en principe le contribuable qui en profite, ce sera des aristocrates de la finances, normal quoi. Mitterrand avait fait à peu près la même chose lors des nationalisations réalisées au début de son mandat, faire en sorte que des banques et entreprises soient suffisamment attractives avant de les revendre à des investisseurs privés qui n'avaient plus eu qu'à encaisser les profits sans avoir à débourser un centime pour les rendre plus profitables.

Haut de page

Le 28 mars

CAUSERIE

Une question que j'aborde plus loin : compte tenu de la modification de la situation politique que constitue le succès de la campagne électorale de Mélenchon, ne deviendrait-il pas juste tactiquement de s'y associer sans pour autant reprendre à notre compte son programme, cela s'adresse aux dirigeants du POI, du NPA et de LO ?

Après tout, les travailleurs qui soutiennent Mélenchon ou participent à ses meetings sont bourrés d'illusion sur ses intentions réelles qu'ils identifient à leurs propres besoins. Ce sont eux qui le poussent à gauchir son discours. Partant du constat que plus Mélenchon obtiendra de voix et plus il deviendra un problème pour le PS et plus il sera en difficulté au moment où il devra se coucher devant le PS, ceux qui l'auront soutenu sans intégrer le Front de gauche pourraient ainsi récupérer plus facilement les travailleurs et militants finalement déçus par le Front de Gauche.

Sur le plan politique ce ne serait pas difficile à mettre en place.

Au lieu d'attaquer Mélenchon à partir des contradictions contenues dans son programme, il suffirait de s'en saisir et de les pousser jusqu'au bout, ce qui irait dans le sens des illusions que les travailleurs placent en lui, tout en leur apportant des réponses concrètes et conformes au socialisme. Ces illusions se caractérisent ainsi : les travailleurs pensent se reconnaître dans le discours de Mélenchon sans avoir compris l'orientation politique de son programme qui se situe fondamentalement aux antipodes, s'ils identifient leurs besoins à son discours, c'est uniquement parce qu'il s'emploie à leur dire ce qu'ils sont venus entendre.

Dit autrement, n'ayant qu'une idée très approximative du contenu de son programme, il est facile de le remplacer par un tout autre contenu, révolutionnaire cette fois, en mettant l'accent sur la nécessité de rompre avec le capitaliste et ses institutions en France et dans le monde, de telle sorte que lorsque Mélenchon se retrouvera acculé et dévoilera ses véritables intentions, les travailleurs et les militants soient en mesure de comprendre la nature ou le contenu politique de sa capitulation pour continuer le combat, mais pas avec le Front de Gauche une fois réduit au rôle de traître.

Notre objectif n'est pas de favoriser l'élection des candidats du FdG aux législatives, mais de profiter de cette occasion pour donner un contenu politique au rejet de la politique de Sarkozy et Hollande de la part des travailleurs, de leur donner les moyens de traduire concrètement le mûrissement politique qui est en train d'opérer dans leurs têtes en oeuvrant à l'ouverture d'une crise du régime sans précédent depuis l'après-guerre.

Mélenchon a dit hier à Lille : "*des communistes y'en a partout! oui! oui! Et la maladie est contagieuse*", et selon Libération, il finit sur des vers de Paul Eluard et un "*Vive la révolution*". Cela nous va très bien. Cela démontre que les dirigeants du POI qui ont mis dans leur poche la révolution ne sont vraiment pas à la hauteur de leur responsabilité ou qu'ils n'ont jamais su comment s'adresser aux masses.

Dans le prolongement de la crise du capitalisme qui a éclaté en 2007 et dont j'ai dit à plusieurs reprises qu'elle était une aubaine pour construire le parti, la modification de la situation politique en train de s'opérer sous nos yeux à l'occasion des élections présidentielles et législatives s'inscrit dans ce processus conduisant à l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France, alors essayons de ne pas laisser passer cette nouvelle occasion, peut-être la dernière avant longtemps...

Disons que la candidature de Mélenchon va dans le bon sens, à condition de corriger son orientation politique, voilà comment on pourrait s'associer à sa campagne, c'est-à-dire sans rien renier de nos principes et notre programme, en conservant notre liberté de parole et d'action, contrairement à ceux qui l'ont rejoint récemment et qui ont baissé les armes, uniquement pour rompre leur isolement et ainsi satisfaire une lubie personnelle ou faire partie du banquet, ce qui ne sera jamais notre cas.

Pour finir, sans appeler à voter Hollande au second tour de la présidentielle, cela va de soi.

On pourrait prendre comme mot d'ordre : votez Mélenchon pour en finir avec les banquiers et les capitalistes, la Ve République et l'UE. Et si on vous rétorquait que vous ne savez pas lire et que Mélenchon n'a pas l'intention de rompre avec le capitalisme et la Ve République, vous pourriez leur répondre que vous le savez très bien et que votre priorité est de faire en sorte qu'il y ait de plus en plus de travailleurs qui estiment possible de combattre sur cette orientation politique que prêtent à tort à Mélenchon des centaines de milliers de travailleurs qui soutiennent sa candidature, même si ce n'est pas vraiment celle de Mélenchon, autrement dit, on ne fait pas campagne pour Mélenchon ou le FdG mais au côté des travailleurs qui se saisissent de sa candidature pour se mobiliser, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Plusieurs commentateurs (dont le POI) ont précisé récemment, que les travailleurs s'étaient rendus à la Bastille le 18 mars dernier davantage pour exprimer leur colère plutôt que pour soutenir le candidat Mélenchon dans lequel ils ne font pas trop d'illusions. Cette proposition part également de ce constat, il lui donne une (autre) orientation politique.

Il ne s'agit là que d'une proposition, qui à mon avis mérite réflexion, cela n'engage que moi. Et ma position antérieure, mon appel au boycott, elle n'est plus d'actualité puisque la situation politique a changé. Il n'y a que les militants bornés et sclérosés, dogmatiques ou sectaires qui ne le comprendront pas, tant pis pour eux.

Ce qu'il faut retenir, c'est que le succès de la campagne du FdG est en train de modifier profondément la situation politique et que la crise du régime va s'accélérer dans les mois à venir. C'est dans cette perspective que nous nous positionnons.

Vive la révolution... socialiste !

Me voilà interdit de rentrer en France !

- Le chef de l'Etat a promis, hier à l'Elysée, "*d'accélérer*" les procédures d'expulsion visant les "*extrémistes*". Il a également assuré que "*tous ceux qui ont tenu des propos infamants contre la France ou contre les valeurs de la République ne seront pas autorisés*

à entrer dans notre pays".

Le président a également annoncé avoir demandé à la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) de "*vérifier de façon approfondie la situation sur notre territoire de toute personne signalée comme représentant un risque potentiel pour la sécurité nationale*". (AFP 27.03)

Il parlait de lui après le 6 mai ? Il peut décréter du jour au lendemain que c'est vous, moi, vos camarades qui êtes visés par ces accusations dignes d'une dictature.

Bon, il n'aura pas besoin de m'expulser, j'ai pris les devants il y a déjà quelques années. A vrai dire le climat délétère qui règne en France ne me manque pas vraiment, je n'y ai pas mis les pieds depuis le mois de mai 2002.

Je devrais peut-être lui demander de me verser une modeste allocation d'expatrié volontaire pour toutes les petites tracasseries que j'évite à ses services de renseignement, l'air de rien l'Etat réalise des économies sur mon dos et l'ignore, il faut remédier à cette situation injuste, je vais porter plainte pour non respect des valeurs de la République... qui ne connaissent pas de frontière et sont universelles !

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

C'est un assassinat. C'est une affaire montée de toutes pièces au sommet de l'Etat. C'est une affaire d'Etat.

Qui osera en faire une affaire d'Etat et faire pratiquement sauter Sarkozy avant même les élections, qui aura ce courage, cette audace, qui osera faire ce geste salutaire ?

Apparemment personne, il n'y a plus de révolutionnaires encore moins de communistes parmi les représentants officiels de la classe ouvrière, ce sont tous des légalistes au chevet de leur République, de leur démocratie, de leur Etat.

Des infos glanées par des internautes.

1- Personnes ne parle de la vidéo ou l'on voit Mohamed Merah sauter par le balcon de son appartement. Lorsqu'il enjambe le balcon il n'a pas d'arme et il est encore en vie et on entend une détonation sourde au moment ou il va lâcher prise et retomber sur le tottoir.

Sauf que cette vidéo est un faux, lire plus loin.

2- "tue-le, tue-le César". C'est la phrase qu'on entend à la fin de la vidéo diffusée par plusieurs sites montrant le moment où ce voyou saute par le balcon et se fait toucher puis tombe parterre. Je n'ai pas de jugement particulier et je ne trouve pas extraordinaire qu'il ait été tué au cours de l'opération mais la vidéo et cette phrase laisse penser qu'une décision a été prise pour l'éliminer.

Même remarque.

3- On est capable d'envoyer des fusées et des hommes dans l'espace. On est capable de construire des A380 de 500T et 15000 km de rayon d'action. On est capable de faire poser des sondes automatiques sur Mars. On est capable de procéder à une opération chirurgicale à distance. Mais assez curieusement, malgré toute ces belles technologies et innovations, on est pas ou peu capable, à priori, d'attraper vivant 1 (seul) individu retranché dans 40 m2 alors que c'est l'objectif affiché publiquement. C'est curieux, non ?

Une vidéo canadienne... du 20 septembre 2011.

La version canadienne qui date du 22 septembre 2011 à Toronto au Canada :

http://www.youtube.com/watch?v=WfJTxnUFPys&NR=1&feature=endscreen

La version française ou la version canadienne remixée : http://www.youtube.com/watch?v=XBf0iFrxQK8&NR=1&feature=endscreen

Question : qui a réalisé ce montage frauduleux, qui y a intérêt ? Les juges en charge du dossier vont-ils se poser ces questions? Qu'il nous soit permis d'en douter.

M. Merah un indic.

Yves Bonnet, ex-patron de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST).

Ce qui, personnellement, me paraît poser question, c'est que le garçon avait manifestement des relations avec la DCRI comme on l'a appris à travers les déclarations de Bernard Squarcini lui-même. C'est-à-dire qu'il avait un correspondant au Renseignement intérieur. Alors appelez ça « correspondant », appelez ça « *officier traitant* »… je ne sais pas jusqu'où allaient ces relations, voire cette « *collaboration* » avec le service, mais on peut effectivement s'interroger sur ce point.

Pour mettre un mot sur les choses, était-il un indicateur de la DCRI ?

Eh bien voilà… c'est exactement ça le problème. Car ce qui interpelle, quand même, c'est qu'il était connu de la DCRI non pas spécialement parce qu'il était islamiste, mais parce qu'il avait un correspondant au Renseignement intérieur. Or avoir un correspondant ce n'est pas tout à fait innocent. Ce n'est pas anodin.

... il est étonné qu'on n'ait pas réussi à le prendre vivant. Il pense qu'on n'a pas utilisé les bons moyens, et qu'on s'est bêtement privé de l'expertise du GIGN, et il faut reconnaître que dans ce genre d'affaire, les plus professionnels, les plus qualifiés et les meilleurs, ce sont les gendarmes du GIGN. Après, pourquoi a-t-on voulu prendre le Raid..?

Pour des raisons politiques ?

Certains le disent. Je n'irai pas jusque-là : je n'ai pas le dossier en mains. Mais quand on juge d'une intervention violente où les policiers risquent leur vie il faut être prudent et mesuré, faire en sorte que les policiers ne risquent pas leur vie et ça pour moi, c'est une donnée extrêmement importante. à présent je suis de ceux qui regrettent vraiment qu'il n'ait pas été pris vivant et beaucoup de questions restent posées. Sur une affaire comme celle-là, il faudrait une expertise. (ladepeche.fr 27.03)

- Le tueur au scooter Mohamed Merah n'était « *ni un indic de la DCRI, ni d'autres services français ou étrangers* », a affirmé mardi à l'AFP le chef de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), Bernard Squarcini. (publicsenat.fr 27.03)

C'est quoi quelqu'un qui dit au chef de la Direction centrale du renseignement intérieur "*j'avais des tuyaux à te donner*", sinon un indic ?

Une lettre muette !

- Le site Leparisien.fr raconte qu'une lettre a été réceptionnée dans les locaux de la chaîne de télévision (qatarie Al-Jezira) située à la tour Montparnasse à Paris, et qu'elle contenait une carte mémoire accompagnée d'une lettre. Le courrier est daté de mercredi dernier, date à laquelle le tueur était déjà encerclé par le Raid. La police essaie de savoir s'il a été posté la veille par Merah lui-même, ou par un complice le mercredi. (liberation.fr 27.03)

- Dès réception de la vidéo lundi au bureau parisien de la chaîne, "la pièce a été remise aux services de police, spontanément", a rappelé son avocat, Me Antoine Comte devant le tribunal des référés. (lemonde.fr 27.03)

Questions :

Pourquoi cette lettre a-t-elle été distribuée à son destinataire et n'a-t-elle pas été remise aux autorités en charge de cette affaire ? Au centre de tri de La Poste à Toulouse, personne n'ayant entendu parler de cette affaire, personne n'a cru bon de questionner la hiérarchie sur le traitement à donner à ce courriel...

Combien de temps met le courrier pour être acheminé d'une petite commune du sud-ouest de la France à Paris ? Posté mardi soir ou mercredi, elle aurait mis quatre jours pour parvenir à son destinataire. Un délai un peu long mais pas rare de nos jours.

Un vrai "***pro***" ce Merah, et quelle dextérité !

- «*C'est un travail très très propre, a confié à 20 Minutes une source judiciaire. Ce n'est pas un pauvre film tout flou. Le montage est pro avec des chants entre les événements.*» La vidéo durerait 25 minutes au total et serait titrée «*Al-Qaida attaque la France*», selon Al-Jazira. (20minutes.fr 27.03)

A moins qu'Al-Jazira ait été chargé de faire ce boulot de "*pro*" ? Quand une chaîne de télévision internationale déclare avoir entre les mains une vidéo digne du travail d'un professionnel, on se dit que M. Merah a raté sa vocation, à moins qu'il ne soit pas l'auteur de ce montage, il pourrait être l'oeuvre du troisième homme, qui sait du quatrième ?

- Sur le parcours du courrier, on estime probable à La Poste que l'oblitération du mercredi signifie qu'il a été déposé dans une boîte après la mi-journée mardi ou plus tard dans un bureau de poste. (AFP 27.03)

Il commet ses derniers crimes le lundi 19, dès le mardi 20 il savait que les enquêteurs étaient à la recherche du conducteur du scooter puisque l'info avait été diffusée par les médias, et il a trouvé le temps de réaliser ce montage "pro" et de le transmettre à quelqu'un qui l'aurait ensuite posté, tout cela dans la même journée, comme si c'était la chose la plus urgente au lieu de se mettre au vert ou prendre la poudre d'escampette, cela ne colle pas.

L'officine qatari de CNN-CIA aurait un "***code d'éthique***", on s'étrange !

Al Djazira a décidé en début d'après-midi, conformément à son code d'éthique, de ne pas diffuser les images filmées lors des assassinats par le tueur abattu jeudi par la police. (Reuters 27.03)

Quel peut bien être le "*code éthique*" d'une chaîne de télévision appartenant aux représentants dégénérés d'une monarchie absolue, d'un régime féodal et barbare pratiquant la charia à la lettre, soutenant la répression de l'opposition au Yémen et au Bahreïn, servant la soupe à Al-Qaïda et aux Frères musulmans, finançant et armant des mercenaires en Libye et en Sryrie notamment ?

Et la mascarade continue. Du "***code d'éthique***" du parquet de Paris à la solde de l'Elysée.

- Fait exceptionnel, le parquet de Paris a assigné mardi en référé Al Djazira France pour empêcher la diffusion de la vidéo de Mohamed Merah au nom de la protection des victimes des tueries, a-t-on appris de source judiciaire. (Reuters 27.03)

Cette vidéo ne contient aucun élément permettant de confondre ou d'identifier son auteur.

La vidéo, intitulée "*Al Qaïda attaque la France*", montre les attaques perpétrées à Toulouse et à Montauban mais pas le visage du meurtrier et ne contiennent pas de déclaration de sa part, précise Al Djazira dans un communiqué.

"*Il y a eu un mixage de musiques et de chants religieux, des lectures, des récitals de versets coraniques*", a expliqué Zied Tarrouche, chef du bureau parisien d'Al Djazira.

"*On entend les voix de cette personne qui a commis les assassinats*" et "*les cris des victimes*", a-t-il précisé sur BFM-TV. Le courrier accompagnant la vidéo est formé de "*quelques petits mots comportant la revendication de ces attentats par soi-disant Al Qaïda*". (Reuters 27.03)

Al Djazira, la voix de Ben Laden et d'Al-Qaïda ou de leur maître, l'Amérique.

- "*On n'est pas une chaîne de sensationnel, on ne cherche pas à diffuser des images sans mesurer les risques et les conséquences*", a précisé mardi matin le patron du bureau français d'Al-Jazira. (lemonde.fr 27.03)

Il a raison, il n'y a rien de "*sensationnel*" dans le football ! On leur fait confiance, c'est comme lorsqu'ils diffusaient grâcieusement des images de Ben Laden ou des camps d'entraînements d'Al-Qaïda ou des talibans en Afghanistan ou ailleurs, c'était après en voir "*mesuré les risques et les conséquences*" conformément aux ordres reçus de leur commanditaire, Bush puis Obama.

L'agence de presse d'Al-Qaïda en dit trop, parce qu'elle en sait trop ?

- Concernant le courrier qui accompagne ces vidéos, "*c'est écrit en français avec des fautes d'orthographe, de conjugaison*", a-t-il indiqué, ajoutant : "*C'étaient quelques petits mots comportant la revendication de ces attentats par soi-disant Al-Qaida*." Les enquêteurs ont indiqué que Mohamed Merah n'est pas l'expéditeur de la vidéo. (lemonde.fr 27.03)

Il est très fort le patron du bureau français d'Al-Jazira, apparemment il en saurait plus sur cette affaire que les enquêteurs. Normal, non ?

Un frère qui risque de devenir rapidement encombrant ou inutile.

Le frère de Mohamed Merah a déclaré : "*Je suis pétri des valeurs de la République. Je n'assisterai pas aux obsèques d'un monstre.*" (lepoint.fr 27.03)

Décidément il n'a pas de bol Sarkozy. Le parquet de Paris n'a pour le moment rien d'autre à se mettre sous la dent contre lui que sa participation au vol du scooter... et des soupçons sur sa participation à ces crimes perpétués par son frère, pas assez en réalité pour l'incarcérer ou le maintenir en détention, sauf à violer la loi, ce qui n'est pas vraiment un problème pour l'avorton dictateur encore au commande jusqu'au 6 mai et les quatre juges chargés de l'enquête.

Puisqu'il est mort et que son frère ni toute complicité à ces crimes, c'est qu'il y a forcément un troisème homme...

Les enquêteurs ont la conviction que Mohamed Merah n'est pas l'expéditeur de la vidéo envoyée à Al Djazira à Paris et recherchent un éventuel troisième homme pour le vol du scooter, a-t-on appris de source policière. (Reuters 27.03)

Donc ils s'y seraient mis à trois - au moins, pour voler un scooter, sont-ils sûr qu'il n'avait pas fait appel à un régiment de djiadistes ? Etrange pour quelqu'un décrit comme un solitaire, un marginal, qui aurait agi seul, non ?

Rien n'y fait !

Le pouvoir d'achat (42%) et le chômage (30%) sont les thèmes qui pèseront le plus dans le vote des Français à la présidentielle, loin devant l'insécurité (8%), selon une enquête BVA parue mardi dans Le Parisien/Aujourd'hui en France.Un sondage réalisé le 26 mars. (AFP 27.03)

Ah ben ça alors, incroyable, les "*veaux*" ne sont pas ou plus aussi manipulables que je le pensais ! Eh oui, à partir du 6 mai vous aurez sans doute le choix entre l'exil ou la prison ! S'il n'était pas élu, cela ne m'étonnerait pas qu'il soit le premier ex-président de la Ve République à passer par la case prison, il aura tout fait pour il faut dire.

Quelle crise ? Ils se gavent ou s'enrichissent sans produire de richesses.

Frédéric Oudéa, le PDG de la Société générale, percevra au titre de l'exercice 2011 un bonus brut de 682.770 euros, en repli de 43% par rapport à 2010, indique la banque française sur son site internet.

La SocGen ajoute que Frédéric Oudéa percevra en 2012 une rémunération fixe brute d'un million d'euros, un montant inchangé par rapport à celui de 2011.

Chez Credit Suisse, la rémunération du directeur général Brady Dougan au titre de 2011 a été réduite de plus de la moitié, ce qui l'a ramenée à 5,82 millions de francs suisses (4,8 millions d'euros) contre 12,76 millions l'année précédente. (Reuters 27.03)

Appeler à voter Hollande, c'est appeler à voter pour son programme.

Jérome Cahuzac, responsable du « *pôle budget, finances, fiscalité* » de la campagne de François Hollande, invité de l'émission Preuves par 3 ce mardi soir à 22h30 sur Public Senat, en partenariat avec l'AFP.

- Il n'y aura pas d'inflexions du programme de François Hollande, en dépit des critiques du Front de gauche et de sa montée. Le candidat PS « *a clairement indiqué qu'une fois le premier tour passé, il fallait choisir entre l'un et l'autre encore présent au second tour. Naturellement, lui attendait que Jean-Luc Mélenchon et ses amis soutiennent sa candidature dès lors qu'il serait au second tour. Et dès lors qu'on soutient la candidature de François Hollande, on approuve naturellement son programme* », souhaite le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Et de prévenir : « *La majorité présidentielle se constitue à ce moment-là par le soutien à un candidat et l'adoption d'un programme* ». La menace est claire est à destination des communistes, principaux soutiens de la candidature Mélenchon, qui pourraient être prêts à participer à un gouvernement d'union de la gauche : si Mélenchon conditionne son soutien à un changement profond de ligne de François Hollande au soir du premier tour, ce sera niet. (publicsenat.fr 27.03)

Merci monsieur Cahuzac pour ces précisions. Raison de plus pour ne pas aller voter le 6 mai 2012.

Réaction d'internautes

1- "*Faudrait arrêter de prendre le peuple, dont vous êtes si loin, Mr Cahuzac, pour des cons benêts. Moi je vote Front de gauche au 1er tour et au 2éme sinon abstention...Le PS nous prend pour des billes croyant qu'on va tous voter Hollandréou...Perso, je prefère Sarko avec une majorité de gauche (une vraie gauche) à l'assemblée pour bloquer ce système pourri. Vous l'aurez bien dans l'os les socialos de la place Vendôme!*"

2 - "*Hollande et le PS arriveront peut être en haut du podium à l'élection présidentielle. Mais il est quasi certain qu'aux élections législatives les électeurs du Front de Gauche ne se démobiliseront pas. Mieux, le groupe Front de Gauche sera le 1er dans la future assemblée nationale.*"

C'est une stratégie qui pourrait effectivement changer la donne et qui mérite qu'on y réfléchisse sérieusement.

Cela ne change rien à la nature du Front de gauche. Mieux, au cas où cette hypothèse se réaliserait, c'est-à-dire que le PS ne puisse obtenir la majorité à l'Assemblée nationale pour gouverner sans s'allier avec le Front de Gauche, ce qui est plus que probable pour ne pas dire acquis, celui-ci se verrait propulsé en première ligne et obligé de se démasquer très rapidement, ce qui serait favorable à un parti révolutionnaire qui n'existe malheureusement pas ou au POI, qui de toutes manières serait incapable d'en profiter tant il doit déjà régler ses propres contradictions internes.

Il semble fort improbable que le Front de Gauche passe devant le PS lors des législatives, je suis loin et je me base uniquement sur ce je lis sur Internet pour l'affirmer, je peux me tromper évidemment.

Par contre, une chose semble assurée et pas des moindres, c'est que si les résultats du premier tour de la présidentielle étaient conformes aux sondages, qu'Hollande soit élu et que le PS n'obtienne pas la majorité absolue lors des législatives, cela signifierait qu'on serait en présence d'un tournant décisif de la situation politique qui coïnciderait avec l'ouverture d'une grave crise du régime qui pourrait se transformer en crise révolutionnaire, car, soit l'exécutif serait paralysé, soit le Front de Gauche devrait capituler devant le PS, auquel cas ceux qui le soutenaient n'auraient pas d'autres alternative que de s'en détourner et cesser leur combat ou de chercher un autre parti pour le continuer, le POI par exemple, puisqu'il n'existe pas d'autres partis dans ce pays susceptible de prendre la relève, ce qui ne signifie pas qu'il en serait capable comme je l'ai déjà précisé, ajoutons, mille fois hélas !

Une autre hypothèse est envisageable puisque bon nombre d'électeurs du Front de Gauche s'abstiendront manifestement, c'est que Sarkozy soit réelu mais qu'il perde les législatives et qu'une nouvelle "*cohabitation*" soit à l'ordre du jour.

Dans ce cas-là, on assisterait à une coalition UMP-PS au gouvernement, car on ne peut pas imaginer un seul instant que le PS gouverne seul en n'ayant pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, comme il est impensable que le PS tienne compte des revendications avancées par le Front de gauche, celui-ci devrait s'abstenir ou voter contre la politique proposée par le gouvernement, pour qu'elle passe, le MoDem et l'UMP devrait s'abtenir ou voter pour. En outre, la personnalité de Sarkozy et son habitude à prendre les décisions à la place de ses ministres est totalement incompatible avec un tel scénario qui ne tiendrait pas huit jours.

- Mélenchon met en garde les socialistes, "*Notre ambition, c'est pas les sièges, notre ambition, c'est la révolution citoyenne*", prévient-il. "*Ne commencez pas à me chercher! lance-t-il à ses ex-camarades du PS. Soyez polis avec nous! Jérôme Cahuzac, conseiller de François Hollande, dit le programme, c'est à prendre ou à laisser. Très bien, on laisse!*" Il prévient également François Hollande contre les "*lignes jaunes à ne pas franchir*", notamment l'inscription du Concordat dans la Constitution et le primat du contrat sur la loi. (publicsenat.fr 27.03)

Mélenchon et le Front de Gauche qui ne serait rien sans son embarrassant allié, le PCF, s'est lancé dans un grand écart qui risque de se terminer par l'éclatement du Front de gauche. En se faisant le porte-parole de ceux qui veulent en découdre avec le régime parmi les travailleurs, jusqu'où peut-il aller ou veut-il aller dans cette voie sans se retrouver confronté à un refus catégorique des staliniens qui n'entendent pas se couper du PS et encore moins s'attaquer au régime, Mélenchon non plus, mais ce qu'il laisse entrevoir dans ses discours.

Il va être engagé dans une épreuve de force avec le PS qui n'entend rien lui concéder sur les questions sociales ou politiques essentielles. Se couchera-t-il devant le PS ? Probablement, de quelle manière ? En lui assurant un "*soutien critique*" ? Mélenchon demeurera-t-il inféodé au régime ou décidera-t-il de rompre avec lui parce qu'il n'est pas possible de faire autrement ne serait-ce que pour appliquer les propositions minimums contenues dans son programme, et qui si elles n'ont rien de révolutionnaire, n'en sont pas moins incompatibles avec les besoins des capitalistes en prise avec la concurrence mondiale. Prendra-t-il le risque de déclencher une révolution sociale et politique en France ? On a du mal à l'imaginer, mais la situation pourrait y conduire malgré lui si les masses saisissaient cette occasion pour se mobiliser par millions. Bien malin celui qui pourrait l'affirmer aujourd'hui. (A suivre)

Actualité en titres

Cherchez l'erreur

- Pour Sarkozy, nous sommes "*en phase de reprise économique*" - L'Expansion.com

- Pour l'OCDE, la crise de la dette en zone euro n'est pas finie - Reuters

Rustre, pédant, inculte, complexé, un brin détraqué, et en plus il jacte mal.

- Mazarine Pingeot trouve Nicolas Sarkozy "*vulgaire*" - LePoint.fr

Vous trouvez aussi ?

Pas de bol : l'effet Merah, c'est raté !

- Sondage: l'affaire Merah ne change rien aux intentions de vote - Lexpress.fr

Son boulot, c'était le bordel !

- Mise en examen de DSK: quand s'occupait-il du FMI, demande Joly - AFP

Et le corniaud qui tomba dans le piège

6- Vidéo Merah: Hollande met en garde Al-Jazeera contre une diffusion - AFP

On a les soutiens qu'on peut... empoisonnés.

- Takieddine votera Hollande - Lexpress.fr

- Gaby Cohn-Bendit appelle à voter Hollande dès le premier tour - Liberation.fr

A bas les guerres impérialistes ! Go home !

- Sept Américains sur dix opposés à la guerre en Afghanistan - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Bande d'ingrats, et moi, et moi, votre sauveur !

"*Je pense que nous sommes sortis de la crise financière, que la confiance revient et que nous sommes en phase de reprise économique*", déclare Nicolas Sarkozy dans une interview au quotidien régional Ouest-France publiée mardi.

"*Que n'a-t-on dit des sommets entre Mme Merkel et moi ! Grâce à ces sommets, l'Europe est dotée d'un gouvernement économique qui a surmonté la crise grecque*", ajoute-t-il. (Reuters 27.03)

Est-il au courant que la méthode Coué cela ne marche plus vraiment quand on en a usé et abusé, les conditions objectives reprenant leur droit ?

1.2- Affaire Bettencourt. L'étau se resserre autour de Sarkozy.

En pleine campagne électorale, les révélations s'accumulent sur les trouvailles des juges de l'affaire Bettencourt concernant un possible financement illicite de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, à hauteur de 800.000 euros, l'opposition pressant le chef de l'Etat de s'expliquer.

Ces révélations, amorcées le 14 mars par l'hebdomadaire *Marianne*, qui avait évoqué le rapatriement de 2007 à 2009 de quatre millions d'euros en liquide depuis les comptes suisses de Mme Bettencourt, organisés par l'homme de confiance de celle-ci, Patrice de Maistre, ont été corroborées par l'ordonnance rédigée le 22 mars par le juge Jean-Michel Gentil pour demander -- et obtenir -- l'incarcération de M. de Maistre.

Ce document, révélé dimanche par le Journal du dimanche (JDD), évoque un retour de fonds de 400.000 euros, arrivé le 5 février 2007, à l'avant-veille d'un rendez-vous entre M. de Maistre et Eric Woerth, trésorier de l'UMP, devenu plus tard ministre.

Or l'ex-comptable des Bettencourt Claire Thibout a toujours soutenu que M. de Maistre lui avait dit vouloir remettre de l'argent à M. Woerth.

Un autre retour de 400.000 euros a été découvert le 26 avril 2007. Or François-Marie Banier, proche de l'héritière de l'Oréal, fait

état, le même jour dans son journal, d'une confidence de Liliane Bettencourt: "*De Maistre m'a dit que Sarkozy avait encore demandé de l'argent. J'ai dit oui*".

Le Monde a publié mardi la suite de ce feuilleton: les explications données le 26 janvier au juge Gentil par M. Banier, qui minimise autant qu'il peut, de manière alambiquée, l'affirmation très simple mentionnée dans son carnet.

"*Je suis écrivain et je trouve intéressant de montrer les rapports d'une femme face à son trouble vis-à-vis des gens en qui elle doit avoir confiance*". Puis: "*Pour cette demande d'argent, c'était une demande officielle car il y a toujours des demandes officielles pendant les campagnes. Il y a une somme officielle que l'on peut donner et il y a toujours des gens de tous bords qui viennent demander de l'argent à Liliane Bettencourt*".

Le photographe remarque aussi que lorsqu'il rapporte la phrase "*elle n'a pas encore donné cet argent et on ne sait pas si elle le donnera*". Puis: "*Je ne suis pas sûr qu'elle ait mentionné le nom de Sarkozy mais c'était quelqu'un d'important*".

M. Gentil lui fait remarquer que, le 26 avril 2007, il n'y a plus que deux candidats en lice, M. Sarkozy et la socialiste Ségolène Royal. "*Liliane Bettencourt a-t-elle évoqué Nicolas Sarkozy - ce qui semble logique - ou l'autre candidat?*" "*Ce n'est pas ce qui m'intéresse*", élude M. Banier.

Dans son ordonnance, M. Gentil vise aussi des témoignages sur une visite de M. Sarkozy lui-même au domicile des Bettencourt pendant la campagne de 2007. Le Monde affirme qu'un ancien chauffeur a dit au juge le 8 mars, qu'une ancienne gouvernante, décédée depuis, lui avait confié qu'à cette époque "*M. Sarkozy était venu pour un rendez-vous voir Monsieur et Madame très rapidement, que c'était pour demander des sous*." (AFP 27.03)

1.3- En voilà qui a senti le vent tourner. Pâte molle fait la mou.

«*Le seul qui présente une coloration pure et propre, où la non expérience devient un avantage, c'est François Hollande. Et secrètement, entre nous, je vais le voter bien sûr*»... L'hommage au socialiste est signé... Ziad Takieddine.

L'intermédiaire en armement, interrogé par BFM TV, vante un Hollande capable de «*nettoyer la saleté qui est à la tête de la République, la mafia qui est à la tête de la République*». (Liberation.fr 27.03)

Les porte-flingues de Hollande ont fait savoir qu'il se serait bien passé de ce soutien qu'il rejette. Qu'il se renseigne, la mafia règne aussi au PS, il faudrait peut-être lui arranger un rendez-vous avec R. Dumas qui est bien placé pour le savoir.

1.4- Un proxénète a failli devenr président de la Ve République.

Après avoir été entendu près de huit heures par les juges, Dominique Strauss-Kahn a été mis en examen, lundi 26 mars, pour "*proxénétisme aggravé en bande organisée*" en marge de l'affaire du Carlton de Lille.

Il ne s'agit plus de la simple "*complicité de proxénétisme*" pour laquelle il avait été convoqué après son audition par les policiers, le 22 février. Selon l'article 225-5 du code pénal, l'ancien patron du Fonds monétaire international (FMI) aurait "*aidé, assisté ou protégé la prostitution d'autrui*". Et ce, comme auteur principal.

Sous la Ve République, jamais (ancien) ministre n'a été poursuivi pour de tels faits. Placé sous contrôle judiciaire, M. Strauss-Kahn a dû verser une caution de 100 000 euros pour rester libre.

"*Je n'ai jamais rien fait d'illégal. La prostitution, le proxénétisme, je les ai en horreur. Ce n'est pas moi, cela*", avait plaidé M. Strauss-Kahn devant l'un de ses biographes, Michel Taubmann, dans Affaires DSK, la contre-enquête (éditions du Moment). Et son avocat, Me Henri Leclerc, avait lâché sur l'antenne d'Europe 1, le 8 décembre 2011 : "*Dans ces soirées, on n'est pas forcément habillé. Et je vous défie de distinguer une prostituée nue d'une femme du monde nue.*" Ce n'est pas ce qu'ont confié certain(e)s participant(e)s de ces "*parties fines*" et qui ont emporté l'avis des juges.

Ainsi David Roquet d'Eiffage. Il a indiqué aux magistrats, le 25 janvier, que "*tous ceux qui accompagnaient les filles savaient ce qu'elles faisaient*". Puis l'industriel de Lens Fabrice Paszkowski, le 30 janvier, qui convient que, dans certains cas, "*l'apparence physique*" de certaines filles trahissait leur qualité de professionnelles : "*Estelle et Béa, on voyait tout de suite qu'elles ne faisaient pas partie de notre monde.*" Ou encore : "*DSK est quelqu'un qui aime le sexe et s'il a fréquenté des clubs échangistes moins huppés que ceux que j'ai vus, il a dû fréquenter ce genre de personnes, je veux parler de Béa.*" (lemonde.fr 27.03)

Qu'il soit impossible de distinguer une "*femme du monde* " nue d'une prostituée, on n'en doute pas... même habillée ! La seconde agit ainsi par nécessité et mérite notre respect, la première par perversité ou par ennui, blasée et réduite à la décadence elle mérite notre mépris...

Et dire que sans l'affaire du Sofitel il serait aujourd'hui à la place de Hollande, et que les mêmes qui nous appellent à voter Hollande nous appelleraient à voter pour ce déchet version caviar de la social-démocratie, honte à eux ! Jamais je ne rejoindrai une formation politique soutenant le PS.

1.2- Les copains d'abord.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a attribué mardi six nouvelles chaînes gratuites sur la télévision numérique terrestre en faisant la part belle aux groupes déjà présents sur la TNT.

Parmi les nouveaux venus, seuls l'Equipe HD, porté par le groupe Amaury, et TVous La Diversité, un projet de chaîne dédiée à la diversité, ont réussi leur examen de passage devant le CSA, dont la sélection comporte peu de surprises par rapport aux différents pronostics.

Trente candidats au total avaient passé une audition dans le l'espoir de se faire une place parmi les chaînes de la TNT, dont la part d'audience n'a cessé de grimper depuis leur lancement en 2005, pour approcher aujourd'hui les 24%.

Sans surprise, TF1 et M6 ont chacun obtenu une fréquence pour leurs projets respectifs "*HD1*" dédié à la fiction, et "*6Ter*" destiné à un public familial.

Les groupes historiques confortent ainsi leur présence sur la TNT, avec quatre fréquences gratuites au total pour TF1 qui détient déjà TMC et NT1, et trois pour M6, propriétaire de W9.

Le CSA a également récompensé les groupes de télévision qui ont tenté le pari de la TNT dès son lancement en 2005.

NextRadioTV, propriétaire de BFM TV, obtient une fréquence supplémentaire pour son projet de chaîne dédiée aux documentaires, "*RMC Découverte*", tout comme le groupe NRJ avec "*Cherie HD*", une chaîne orientée vers le public féminin. (Reuters 27.03)

2- Irlande

L'Irlande se prononcera le 31 mai sur le nouveau pacte budgétaire européen, un rendez-vous qui donne des sueurs froides à Bruxelles même si l'opinion irlandaise semble mieux disposée que lors de précédents référendums sur l'Europe organisés dans le pays.

Le vice-Premier ministre Eamon Gilmore a annoncé la date retenue pour cette consultation mardi devant le Parlement, assurant que son gouvernement ferait campagne pour le "*oui*".

Il a promis "*une vaste campagne d'information pour s'assurer que les électeurs sont informés du contenu du traité et faciliter un véritable débat*" dans le pays.

Le principal parti d'opposition, le Fianna Fail (centre), entend lui aussi défendre ce traité qui est "*bon pour l'Irlande*", mais "*aussi pour la zone euro*".

En revanche, le Sinn Fein (parti nationaliste de gauche) milite pour le "*non*", hostile à un texte qui "*institutionnalise l'austérité*".

Un nouveau "*non*" irlandais serait un mauvais signal pour un traité qui doit être ratifié par tous les pays et se trouverait affaibli si les 17 pays de la zone euro n'y adhéraient pas, soulignent les experts.

Mais il pourra cette fois commencer à entrer en vigueur même si tous les pays signataires ne le ratifient pas, un seuil minimum de 12 ayant été fixé. (AFP 27.03)

Voter non est un devoir, mais ne servira strictement à rien puisqu'ils sont assurés que 12 pays le ratifieront, donc en dehors de l'Irlande où la population est appelée à se prononcer par référendum sur ce traité, on serait tenté de dire que la campagne pour le non dans les autres pays n'aura aucun impact, sauf en France ou en principe le Front de Gauche et le PS défendent des positions opposées. La campagne initié par le POI peut contribuer à alimenter la polémique entre le Front de Gauche et le PS sur cette question, à ceci près que pour le moment ni l'un ni l'autre ne tiennent vraiment à aborder cette question brûlante.

Hollande s'est déjà aventuré à affirmer qu'il ne le ferait pas ratifier par le Parlement s'il était élu, sachant que pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale sur cette question il devrait s'allier à l'UMP, puisque n'ayant pas la majorité absolue et ne pouvant pas se passer du soutien du Front de Gauche qui y est opposé.

Ajoutons que la Grande-Bretagne a refusé de signer ce traité et que cela n'a pas empêché Cameron de mettre en oeuvre une politique d'austérité. Comme quoi cette question n'est pas aussi déterminante que ce qu'on voudrait nous faire croire en France, elle sert plutôt à faire diversion au lieu de mener campagne contre les institutions de la Ve République.

En Irlande, après l'adoption du traité de Lisbonne malgrè le non au référendum, la campagne politique des révolutionnaires pour le non devrait être associée à la dénonciation des institutions antidémocratiques.

3- Syrie

Réunis dans un hôtel de Pendik, un faubourg de la partie asiatique d'Istanbul, à l'invitation du gouvernement turc et du Qatar qui assure la présidence tournante de la Ligue arabe, plus de 300 représentants de l'opposition syrienne n'ont pu masquer les divergences qui entravent leurs efforts pour renverser le régime baasiste.

L'attitude du Conseil national syrien (CNS), le principal organisme rassemblant plusieurs groupes d'opposition, a été critiquée lors de cette réunion, où l'influence des Frères musulmans était patente.

Haïtham al Maleh, figure de l'opposition qui a connu la prison sous Hafez al Assad puis sous son fils Bachar, a quitté la salle après l'intervention du président du CNS, Bourhan Ghalioun, qui venait de présenter un plan d'action pour assurer l'unité du mouvement anti-Assad.

"*Je veux que le CNS agisse démocratiquement... Jusqu'ici, il s'est comporté comme le parti Baas*", a-t-il dit à Reuters.

Maleh s'était retiré le mois dernier du CNS.

Peu après, les représentants de la communauté kurde de Syrie, favorables à la création d'une région autonome, ont également quitté la réunion, affirmant que le CNS ignorait leurs demandes.

"*Si nous ne parvenons pas à un accord maintenant, ces questions deviendront encore plus difficiles à régler*", a dit Abdoulhakim Basar, membre du Conseil national kurde (CNK).

En marge de la réunion de Pendik, la porte-parole du CNS, Basma Kodmani, a apporté son soutien au plan de paix de l'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe, Kofi Annan, à condition que ce plan conduise au départ d'Assad -une question que le projet en six points n'aborde pas.

Le 1er avril, la Turquie accueillera une réunion des "*Amis de la Syrie*", à laquelle participeront de nombreux ministres des Affaires étrangères de pays occidentaux et arabes. (Reuters 27.03

On retrouve avec le CNS les même dissensions qui ont éclaté au sein du club de gangsters du CNT libyen, des pans de la bourgeoisie syrienne vendus à l'impérialisme américain et aux monarchies du Golfe.

Pendant ce temps-là on ne parle pas de la véritable opposition au régime d'Assad...

4- Sénégal

Macky Sall a gagné le second tour de la présidentielle de dimanche avec 65,80% des voix contre 34,20% au chef de l'Etat sortant, selon les résultats officiels annoncés mardi par la Commission nationale de recensement des votes.

Le taux de participation a été de 55%, légèrement supérieur à celui du premier tour du 26 février (51,58%). (AFP 27.03)

5- Libye

Les affrontements entre milices rivales ont fait près de 50 morts en trois jours dans la région de Sebha, la quatrième ville de Libye dans le sud du pays, a-t-on appris mardi de source médicale.

Les heurts entre anciens combattants anti-kadhafistes et miliciens toubous ont gagné le centre de Sebha, la capitale du Fezzan, à 660 km au sud de Tripoli, a précisé Ibrahim Misbah, un médecin de l'hôpital régional. (Reuters 27.03)

6- Etats-Unis

Sept Américains sur dix estiment que les Etats-Unis ne devraient plus être en guerre en Afghanistan, selon un sondage pour le New York Times et la chaîne CBS rendu public lundi. (Reuters 27.03)

Justice

France

Quatre fonctionnaires de police ont été mis en examen pour homicide involontaire dans le cadre de l'enquête sur le décès de Mohamed Boukrourou, mort en 2009 lors de son interpellation dans le Doubs.

Les quatre policiers, deux hommes et deux femmes, ont été mis en examen lundi par un juge d'instruction du tribunal à Montbéliard, a annoncé la procureur Thérèse Brunisso, confirmant une information de l'Est républicain.

Une information judiciaire contre X pour homicide involontaire avait été ouverte en 2009 par le parquet de Montbéliard qui souhaitait établir si l'intervention policière avait «*concouru au décès de Mohamed Boukrourou*».

Le 12 novembre 2009 à Valentigney, dans le Doubs, Mohamed Boukrourou avait été traîné dans un fourgon par des policiers appelés par un pharmacien inquiet de «*l'état d'énervement extrême*» du client, qui protestait contre la qualité des médicaments vendus.

Trois policiers auraient maîtrisé Mohamed Boukrourou en se mettant assis et debout sur ses jambes, son bassin et son torse.

Des témoins affirment avoir vu les fonctionnaires le frapper avec leurs poings et des matraques. Une version réfutée par les policiers. L'homme, âgé de 41 ans, avait succombé à un arrêt cardio-respiratoire.

La Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) a estimé dans un rapport de décembre 2011 que la police avait fait un «*usage disproportionné de la force*» lors de l'interpellation de Mohamed Boukrourou.

Les policiers ont réagi «*de façon stéréotypée, sans adapter leur comportement (...) alors qu'ils savaient que (M. Boukrourou) était suivi pour des troubles psychiatriques*». Ils «*ont fait un recours ininterrompu à la force*» qui était «*contre-productif et dangereux pour l'intégrité physique*» de l'interpellé, avait-elle dit. (liberation.fr 27.03)

Social

1- Espagne

Deux jours après le premier vol de la filiale à bas coûts Iberia Express, le conflit social a repris mardi chez la compagnie aérienne espagnole Iberia, les pilotes décidant 30 nouvelles journées de grève, qui auront lieu tous les lundis et vendredis du 9 avril au 20 juillet.

"*Le conflit qui oppose les pilotes à la compagnie est centré autour de la création de la nouvelle filiale Iberia Express, qui viole la convention collective des pilotes sur de nombreux points, parmi lesquels la séparation de l'activité de la maison mère*", a-t-il indiqué.

Ainsi Iberia "a prévu de transférer 40 avions de la maison mère à la nouvelle filiale, ce qui signifierait l'élimination de 8.000 postes de travail", a-t-il estimé.

De son côté, la direction a dénoncé dans un communiqué "*l'attitude irresponsable et intransigeante du syndicat de pilotes Sepla*", qu'elle poursuit en justice pour "*grève illégale*".

"*La compagnie convoquera Sepla dès cette semaine pour continuer les négociations et ainsi éviter une grève qui est de toute évidence injustifiée, nuisible et disproportionnée*", a-t-elle indiqué.

Iberia Express, filiale à bas coûts destinée à assurer le segment déficitaire des vols court et moyen-courrier d'Iberia, a vu son premier vol décoller dimanche, la direction ayant noué un accord avec la plupart du personnel, sauf les pilotes, avec lesquels une médiation, via un représentant du gouvernement, était engagée.

La compagnie commence avec quatre Airbus A320 et 17 liaisons, essentiellement en Espagne. Elle prévoit de compter d'ici fin 2012 "*plus de vingt*" destinations, ainsi que 14 avions et 500 employés, et d'avoir transporté 2,5 millions de passagers.

"*C'est un projet fondamental pour le groupe Iberia, un projet qui va permettre que les vols à court et moyen-courrier, qui ne sont*

pas rentables actuellement, le deviennent, pour faire grandir le groupe", avait expliqué vendredi dernier le directeur général d'Iberia, Rafael Sanchez-Lozano, en présentant Iberia Express.

Le "*groupe*", c'est International Airlines Group (IAG), né en janvier 2011 de sa fusion avec British Airways, qui, depuis quelques mois, l'incitait à "*devenir plus compétitive*".

Son objectif est que sa filiale soit rentable dès la première année et représente une économie de quelque 100 millions d'euros par an à partir de 2015.

Mais l'opération n'est pas du goût des syndicats, qui ont dénoncé les bas salaires proposés au personnel de la filiale et multiplié ces derniers mois les journées de grève, douze au total depuis décembre, chacune ayant coûté en moyenne 3 millions d'euros à Iberia.

Iberia compte quelque 20.000 salariés, dont 1.500 pilotes, 3.500 personnels de cabine et 15.000 au sol. (AFP 27.03)

2- Turquie

Plus de 5.000 Turcs ont manifesté mardi à Ankara pour dénoncer un projet de loi sur l'éducation que le gouvernement s'apprête à présenter au Parlement et qui va favoriser, selon les opposants, l'enseignement islamique.

Le gouvernement islamiste veut revenir sur une loi de 1997 adoptée sous la pression de l'armée qui avait étendu l'âge de la scolarité obligatoire de cinq à huit ans mais aussi interdit l'inscription des moins de quinze ans dans des écoles religieuses "imam Hatip".

Cette mesure a entraîné une baisse importante du nombre de ces écoles créées à l'origine pour former les dignitaires religieux. Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et près de la moitié de ses ministres ont étudié dans une école "imam Hatip".

Le principal mouvement laïque, le Parti républicain du peuple (CHP), est favorable à une réforme du système éducatif mais accuse le Premier ministre de vouloir endoctriner la jeunesse turque.

Le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan a annoncé son intention de soumettre le projet de loi au Parlement dans la journée de mardi et d'obtenir son adoption d'ici vendredi ou, si cela n'est pas possible, de faire siéger les députés le week-end prochain. (Reuters 27.03)

Economie

1- France

Le géant pétrolier français Total luttait mardi contre une importante fuite de gaz sur une de ses plateformes en mer du Nord, qui a entraîné la mise en place d'une zone d'exclusion maritime et aérienne et l'évacuation par précaution de plus de 300 personnes.

La fuite sur la plateforme du gisement d'Elgin, à environ 240 km au large de la ville écossaise d'Aberdeen, représente d'ores et déjà "le plus gros incident pour Total en mer du Nord depuis au moins dix ans", a indiqué à l'AFP un porte-parole de la compagnie, Brian O'Neill.

Déclenchant un plan d'urgence, le groupe a fait appel à des experts venus de France et à "d'autres spécialistes" pour tenter de circonscrire la fuite, détectée dimanche.

Mais un de ses représentants a estimé qu'il faudrait peut-être compter jusqu'à six mois pour en venir à bout. La compagnie a reconnu dans un communiqué en fin d'après-midi que la fuite "persistait".

Jake Molloy, un responsable du RMT, le syndicat représentant les employés du secteur, a estimé que les conséquences de la fuite pouvaient être "catastrophiques" si elle n'était pas rapidement colmatée.

Total a évacué les 238 personnes à bord de sa plate-forme dès la nuit de dimanche à lundi, et coupé l'alimentation en électricité afin de limiter les risques d'explosion.

La compagnie anglo-néerlandaise Shell a évacué de son côté 85 employés se trouvant sur deux de ses installations, une plateforme et un puits, situées à quelques km de là.

Lors de la fuite dimanche, du liquide s'est d'abord échappé avant le gaz, a expliqué Total, entraînant la formation d'une nappe fine d'hydrocarbure d'environ 12 km2.

Selon le porte-parole, il s'agit d'un condensat léger, qui devrait spontanément s'évaporer de la surface de l'eau. Un avion capable d'arroser la zone de dispersants est prêt à intervenir mais "nous ne devrions pas en avoir besoin", a-t-il estimé.

Interrogé sur la création d'un puits d'intervention, destiné à soulager la pression sur le puits principal, le porte-parole a répondu qu'il s'agissait "d'une possibilité" mais qui "prend beaucoup de temps".

"Un puits d'intervention prend au minimum six mois", a expliqué sur la BBC David Hainsworth, responsable sécurité et environnement chez Total au Royaume-Uni.

"Les premières indications montrent qu'il n'y pas d'impact significatif sur l'environnement", a assuré le groupe dans son communiqué publié en fin d'après-midi. (AFP 27.03)

Haut de page

Le 29 mars

CAUSERIE

J'étais en train de convertir des articles au format pdf quand un problème est survenu, on verra cela demain.

En même temps, si j'en trouve le temps je rectifierai ma position sur la partition du Soudan, maintenant que je suis en possession des éléments qui me manquaient pour me prononcer définitivement.

Vous comprendrez ou non qu'on ne peut pas adhérer aveuglément à une position sur la bonne mine ou la bonne foi supposée de dirigeants ou de partis qui passent une partie de leur temps à nous tromper ou nous manipuler. Je sais que la quasi totalité ou presque des militants s'en contentent en l'absence de tout élément concret ou analyse sérieuse pour étayer leur position, c'est tellement facile de se retrancher derrière un principe sans se donner la peine de réfléchir, je m'y refuse catégoriquement, je prends ainsi le risque de me tromper, ce qui a été le cas avec le Soudan, sur la Libye j'ai été *on the edge* comme l'on dit, sur la Syrie, bien informé je ne suis pas tombé dans le panneau, sur la Tunisie et l'Egypte non plus...

J'ai tiré les leçons de mes hésitations et de mes erreurs, dorénavant en présence d'une question que je ne maîtrise pas, je m'abstiendrai de prendre position aussi longtemps que je n'aurai pas rassemblé suffisamment d'éléments pour me forger une conviction, vaut mieux encore répondre que je ne sais pas, plutôt que de commettre une erreur qui pourrait être évitée. Vous aurez remarqué au passage que nos dirigeants ne commettent jamais d'erreurs puisqu'il ne leur arrive jamais de les corriger publiquement, ils sont parfaits ! Si cela ne s'appelle pas pratiquer et encourager le culte de la personnalité, qu'est-ce que c'est alors ?

Autre chose.

Je ne sais pas comment ma proposition de soutenir la candidature de Mélenchon a été accueillie par les camarades qui se connectent sur le site, en la situant dans une autre perspective politique que celle proposée par le candidat du FdG.

Il ne vous aura pas échappé que cette position n'a rien d'électoraliste et qu'elle s'inscrit dans une démarche qui n'a rien d'institutionnelle non plus, puisque son orientation a notamment pour objectif de favoriser ou conduire à l'éclatement du régime qui arrivera tôt ou tard.

Tout compte fait, la tournure que prend cette campagne électorale me met de bonne humeur, pour tout vous dire je me marre bien, car il est possible qu'elle ouvre une brèche dans le consensus UMP-PS dans laquelle les masses pourraient s'engouffrer à terme, tout en alimentant ou mettant en lumière les contradictions avec lesquelles les différents partis sont aux prises. Je ne place aucun espoir dans Mélenchon ou la clique de bras cassés qui l'entoure.

Tout ce qui contribue à accentuer les contradictions du régime jusqu'à le faire exploser est bon à prendre, telle est ma démarche, pragmatique (lire plus loin d'où je tire mon inspiration).

En parcourant rapidement hier soir le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, je n'ai pu m'empêcher d'esquisser un sourire. Le POI est totalement isolé, tout comme le NPA ou LO, pas seulement des autres partis mais des masses elles-mêmes, vous me

direz que ce n'est pas nouveau ou une découverte, par contre j'ai constaté dans le compte-rendu qu'ils fournissaient des réunions publiques qu'ils avaient organisées, que la plupart des intervenants leur posaient des questions non pas sur l'objet de la réunion à laquelle ils avaient participé, mais sur certains éléments du programme du Front de Gauche, ce qui a dû avoir le don d'agacer au dernier degré les dirigeants du POI, ce qui est amplement mérité.

En observant de quelle manière Mélenchon aborde les masses et ce qu'en disait Lénine en 1917 (lire plus loin), j'ai comme l'impression au moins sur cette question précise, que Mélenchon est plus léniniste que les dirigeants du courant communiste internationaliste du POI, je ne plaisante pas, pour le reste c'est une autre affaire.

Dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, Engels expliquait que c'était des ouvriers qui étaient à l'origine du mouvement chartiste (syndical), alors que c'était plutôt des bourgeois qui était à l'origine du socialisme. En transposant ce constat à notre époque, je dirai qu'un intellectuel ou un bourgeois apparaîtra plus crédible aux masses exploitées pour représenter le socialisme, qu'un ouvrier incapable d'affronter la horde déchaînée des médias ou des intellectuels ou encore les dirigeants des autres partis sans se faire ridiculiser ou piétiner.

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

Recherche désespérément l'homme invisible.

La police a localisé mercredi dans un village de l'Aude une voiture dans laquelle se trouveraient un casque et des pièces de carénage d'un scooter semblable à celui utilisé par Mohamed Merah pour commettre ses tueries, a-t-on appris de source proche de l'enquête.

Précision de Reuters du 29.03. Pour le moment, les enquêteurs à Toulouse ne confirment pas que les gendarmes aient retrouvé dans la voiture un carénage de scooter T-Max et un casque sombre, ni qu'il s'agisse bien de la Clio utilisée par Mohamed Merah.

La voiture, une Clio immatriculée en Haute-Garonne (le département de Toulouse où vivait Mohamed Merah), appartiendrait à un homme domicilié à la même adresse que le tueur, a indiqué cette source, confirmant des informations mises en ligne sur le site du Midi Libre.

Précision de Reuters du 29.03. Le véhicule aurait été volé à Toulouse alors qu'il était garé près du domicile de l'auteur des tueries.

Elle a été repérée à Saint-Papoul où des habitants se sont étonnés de la voir stationner plusieurs jours sans bouger. On ignore à quel moment le véhicule à été abandonné dans cette localité proche de Castelnaudary. (AFP 28.03)

Abdelkader Merah a reconnu s'être trouvé sur les lieux et a laissé entendre que l'auteur du vol n'était pas Mohamed Merah mais, peut-être, une autre personne, dit-on de même source. (Reuters 29.03)

Au passge, ils ne peuvent même pas retenir la complicité de vol contre Abdelkader Merah. Alors sa détention est illégale, sur quel élément concret repose-t-elle ? Aucun ! Et la présomption d'innocence, ils s'assoient dessus les juges, Sarkozy en a décidé ainsi et ces larbins s'exécutent.

Deux clés qui n'ouvrent aucune porte.

Une clé USB contenant la vidéo des tueries de Toulouse et Montauban a été retrouvée dans la poche du pantalon de Mohamed Merah après sa mort le 22 mars dans un assaut du Raid, a indiqué ce mercredi un jugement du tribunal de grande instance de Paris.

Dans son jugement, le TGI de Paris indique que la lettre anonyme reçue par le bureau parisien de la chaîne «*renfermait notamment une micro-clé USB (...), film identique après visionnage à celui découvert lors de la fouille de son corps sur un support USB se trouvant dans sa poche de pantalon (...)*». (20minutes.fr 28.03)

Qui va se dévouer pour endosser le rôle de complice ?

Le procureur de Paris François Molins a aussi indiqué que les enquêteurs avaient retrouvé "*le sac qu'il avait confié à quelqu'un contenant une caméra Go Pro dont il s'était effectivement sanglé et qui lui avait permis de filmer l'intégralité des trois tueries dont il s'était rendu coupable*". (20minutes.fr 28.03)

Depuis maintenant une semaine, ils disposent de tellement d'éléments matériels permettant une identification génétique du ou des soi-disant complice, qu'ils auraient déjà dû mettre la main dessus, car on imagine que les islamistes qui auraient pu participer indirectement aux crimes commis par M. Merah étaient fichés et avaient fait l'objet d'empreintes génétiques, y compris à leur insu car il n'y a rien de plus facile à réaliser lorsqu'on les a sous la main, il suffisait de leur tendre un objet, une cigarette ou

un verre d'eau par exemple, et une fois récupéré de sortir l'empreinte génétique qui s'y trouvait, cela ne prend pas plus de 24H à la police scientifique. (A suivre)

Radicalisation des contradictions du régime

Commentaire avisé d'un internaute.

- "*Difficile position pour FH, qui se retrouve pris en tenaille, alors que cette situation paraissait vouée à NS. S'il s'allie à l'ultra-gauche de Mélenchon, il perd l'électorat de Bayrou au second tour. S'il s'entend avec Bayrou, il se crée une abstention sur sa gauche... En sachant, qu'on le veuille ou non, qu'il n'y a aucune cohabitation possible entre des électeurs de centre droit qui étaient prêts à voter Hollande par détestation de Sarkozy, mais pas pour mettre au pouvoir des ministres communistes.*"

Précisons, ce sont les institutions, le régime qui va être "*pris en tenaille*".

Le PS, le régime, otage du Front de Gauche.

"*Au premier tour, Jean-Luc nous arrange car il joue les rabatteurs pour la gauche. Au second, il peut nous nuire en servant d'épouvantail à moineaux. Plus il sera haut, plus Hollande devra lui donner des gages, plus Sarkozy pourra agiter le spectre du communisme et plus cela nous sera difficile de rassembler au-delà de la gauche*", prévient un proche du candidat socialiste. (lemonde.fr 28.03)

En attendant, c'est plutôt le candidat qui "*aime les riches*", Hollande, qui sert d'épouvantail et poussent les masses à s'orienter vers le candidat du FdG.

Qu'est-ce qui a radicalisé les travailleurs sinon la crise qu'ils subissent de plein fouet ?

- Mélenchon sait s'adresser à l'hémisphère radical qui sommeille chez tout électeur de gauche qui se respecte. (liberation.fr 28.03)

Une façon de reconnaître que les masses sont en train de se radicaliser sur le plan politique.

Un danger suprême guette les institutions.

En privé, les responsables de l'UMP se réjouissent de la montée de M. Mélenchon dans les sondages. "Il n'y a que Mélenchon qui puisse sauver Sarkozy", a confié l'un d'eux. Sous-entendu: plus M. Mélenchon monte dans les sondages, plus les centristes hésiteront à voter Hollande au second tour et choisiront plutôt Nicolas Sarkozy.

"Soyons prudents parmi les soutiens de NS (Nicolas Sarkozy, ndlr): certes la poussée Mélenchon fait baisser FH (François Hollande, ndlr) mais elle prépare un bon report au second tour", a-t-il déclaré.

"De surcroît", selon lui, "la remise en cause de la bipolarité républicaine entre deux grands partis de gouvernement n'est pas un progrès pour la France". (AFP 28.03)

Il a raison de son point de vue, et c'est bien parce cela présente un réel danger pour les institutions que je soutiens le Front de gauche à la présidentielle et à l'élection législative.

Quand dire simplement ce qui est fait figure d'extrémisme et frôle l'amalgame

"*Jean-Luc Mélenchon est un homme qui a le sens de l'Etat, qui défend les valeurs de gauche d'une manière extrême parce qu'il sait qu'il ne sera pas président de la République, donc il peut pousser un peu sur des terrains plus aisés*", a-t-il dit.

"*Mélenchon par son talent, sa générosité, sa volonté de bien manifester ce qu'est la gauche peut être en train de récupérer un électorat populaire qu'il arrache au Front national ou à d'autres candidats au centre ou ailleurs*", a ajouté Michel Vauzelle.

A ses yeux, un bon score du candidat de Front de gauche ne saurait être considéré comme problématique. (Reuters 28.03)

Dans l'immédiat peut-être, attendez de voir la suite...

Euphémisme, regret, mensonge et mépris.

Jean-Christophe Cambadelis s'est lancé le premier. Dans un entretien sur Francesoir.fr, le député de Paris a jugé "*plutôt positive*" la progression du député européen. Admirez le "*plutôt*", puisqu'il faut bien faire avec, c'est un constat qui camoufle mal un regret.

"*Il ramène dans l'espace d'une gauche de gouvernement des électeurs qui s'en étaient peut être éloignés.*" "*peut-être*", mais rien n'est moins sûr, alors qu'il n'y a aucun doute sur cette question, les travailleurs se sont résolument détournés du PS.

Donc, ajoute-t-il, "*c'est plutôt positif, d'autant qu'ils se reporteront certainement sur Hollande au second tour*", assure-t-il. Il exprime là un souhait plus qu'une conviction car rien n'est moins sûr au regard des commentaires de nombreux internautes qui disent refuser de voter Hollande au second tour.

Selon lui, ce report est d'autant plus certain que ces électeurs de Mélenchon "*ne peuvent concevoir cinq ans de plus avec Sarkozy*" et d'autre part, continue-t-il, "*les idées radicales de confrontation frontale avec le capitalisme trouvent un écho dans notre programme*". Là il commet une grave erreur d'appréciation en se focalisant sur l'élection présidentielle, car l'élection présidentielle ne règle pas tout contrairement à l'élection législative qui va déterminer quel parti va gouverner, dans quelles conditions et avec qui, et c'est là qu'on les attend au tournant. Quant aux "*idées radicales de confrontation frontale avec le capitalisme*", c'est une vue de l'esprit, elles sont inexistantes dans le programme du PS, c'est d'ailleurs ce qui conduit bon nombre d'électeurs prêts à voter pour le PS à se reporter sur le FdG. (source : lemonde.fr 28.03)

Un aveu.

Marie-Noëlle Lienneman a demandé dans une interview pour le site de Public Sénat, à son parti de "*prendre en compte Jean-Luc Mélenchon (...) et ce que les Français expriment dans cette campagne*". (lemonde.fr 28.03)

Comme quoi ces gens-là parlent à tort et à travers. Qu'a-t-elle dit ? Que Mélenchon incarnait les attentes des milliions de travailleurs ce qui n'était pas le cas du PS, les travailleurs rejettent à la fois la politique de l'UMP et du PS.

Lang de bois. Ceux qui préfèrent voter Mélenchon plutôt que Hollande sont des inconscients.

"*Dans une période intermédiaire, il est normal que les électeurs gambadent et fassent l'école buissonnière. Il y a sans doute des électeurs qui, pour l'heure, expriment leur choix pour Mélenchon, mais qui voteront Hollande*", évacue Jack Lang. (lemonde.fr 28.03)

Qu'il traite ainsi à la légère cette question n'a rien d'étonnant pour l'émissaire spécial de Sarkozy. Qu'il méprise et traite d'infantilisme les électeurs de Mélenchon non plus.

La calomnie, le désarroi avant la panique.

A propos de Mélenchon. "*Il n'y a aucune raison, alors qu'il est soutenu par la droite, qu'on arrête sa progression en ne faisant rien*", a déclaré en substance M. Fabius. (lemonde.fr 28.03)

Je rectifie ou précise la pensée de ce grand bourgeois : Mélenchon est soutenu par l'extrême droite puisqu'il lui pique des électeurs potentiels, c'est bien cela ?

N'aurait-il pas oublié quelque chose, l'essentiel ?

Hollande à Nice : "*Il y a des candidats qui portent une espérance, des attentes, des expressions, mais à un moment, lorsqu'il conviendra de choisir il y aura soit le candidat Nicolas Sarkozy, soit le changement que je représente*". (AFP 28.03)

Tout ce qu'on voudra sur le plan subjectif, mais rien sur le plan objectif, concret ou matériel, surtout pas des besoins sociaux (urgents) à satisfaire.

A quoi se résume le "*changement*" ou "*l'alternance*" ? Tous les cinq ans les travailleurs sont invités à exprimer leur désir de changement dans un candidat qui est le clone de son concurrent direct. Le changement réside uniquement dans la personne du locataire qui occupera le Palais pendant les cinq années à venir, précisons, et qui sera appelé à poursuivre la politique du précédent à son rythme en fonction du contexte national et international.

De quoi donner à philosopher aux opportunistes. Le coeur à "***gauche***" et le portefeuille à "***droite***".

Nicolas Sarkozy a répliqué mercredi aux socialistes qui mettent en cause sa politique dans l'affaire des bonus élevés du président du directoire de Publicis, Maurice Lévy, en soulignant que l'actionnaire principal du groupe, Elisabeth Badinter, avait "*le coeur à gauche*".

Elisabeth Badinter (PS), le principal actionnaire de Publicis, à hauteur de 10,5% du capital, et siège à son conseil d'administration.

"*Elle a touché 85 millions d'euros de dividendes, elle a une fortune qui a été évaluée en 2010 à 652 millions d'euros, ce sont des chiffres publics, c'est en augmentation de 27 millions d'euros par rapport à 2009, 27 millions en un an, pourquoi ceux qui s'empressent de condamner l'un ne condamnent pas l'autre ?*", a dit Nathalie Kosciusko-Morizet lors d'un point de presse. (Reuters 28.03)

Normal que le président des riches s'enrichissent, sinon à quoi bon...

La situation patrimoniale de Nicolas Sarkozy a été publiée le 24 mars au Journal officiel. En cinq ans, la fortune déclarée du chef de l'Etat est passée de 2 077 997,40 à 2 740 953 , soit une hausse de 32 %, notamment grâce à ses contrats d'assurance-vie. (lemonde.fr 28.03)

L'emprunte nulle de Sarkozy sur la culture.

Sarkozy, lors de son meeting de Nantes mardi soir : «*Je veux apporter des réponses. Des réponses qu'on ne comprendra pas dans un certain nombre de cercles dirigeants. Des réponses qu'on va regarder avec cette méprisance, cette attitude hautaine*», a lancé le candidat UMP, en marquant tout de même une petite hésitation avant de prononcer le mot fatidique, fruit de quelques moqueries. (20minutes.fr 28.03)

On dit avoir une attitude méprisante ou exprimer du mépris envers quelqu'un ou quelque chose, le nom et l'adjectif existe déjà, alors pourquoi employer un néologisme ?

Relisez la phrase, il utilise "*attitude*" deux mots plus loin, cela a dû lui venir à l'esprit en même temps que les mots précédents. Il a dû s'apercevoir trop tard qu'il allait employer deux fois le même substantif dans un intervalle d'à peine deux mots, ce qui aurait marqué une forme d'insistance qu'il voulait éviter. Je ne sais pas à quel endroit précis s'est située son hésitation avant ou après avoir prononcé "*cette*", si elle est intervenue après, "*cette*" étant féminin il ne pouvait plus employer "*mépris*" qui est masculin, si elle est intervenue avant, il aurait pu dire "*ce mépris*", à moins qu'il ait trouvé cette caractérisation trop violente à l'encontre de ses amis et qu'au dernier moment il a recouru au néologisme "*méprisance*" pour atténuer son propos.

Des crétins de journalistes ont relevé que ce n'était pas la première fois qu'il recourait à des néologismes, «*héritation*» (héritage) et «*fatitude*» (fatuité), sans toutefois analyser dans quel contexte il les avait prononcés, sinon ils se seraient rendus compte qu'il parlait plus vite qu'il ne pensait et ne maîtrisait pas vraiment son discours ou sa pensée, et que chez lui l'emploi de néologismes avait pour fonction de corriger ce dysfonctionnement, ce défaut de synchronisation entre sa pensée et sa parole.

En gros, son ambition dévorante ou l'exercice du pouvoir lui est monté à la tête et lui joue de mauvais tours. En outre, il est tellement imbu de sa petite personne, il est tellement convaincu de faire partie des rares élus appelés à connaître un destin hors du commun, qu'il agit par excès de confiance en lui. Dans la pratique, cela se traduit par le fait qu'il parle et se penche éventuellement, exceptionnellement sur ce qu'il a dit, il se croit en monarchie, il est dans la peau du souverain dont les sujets n'auraient pas l'audace de contester les paroles ou de relever les erreurs, prérogative dont il est le seul dépositaire.

Désagrégation schizoïde (W. Reich). Un cas grave de dédoublement de la personnalité.

Nicolas Sarkozy estime dans une interview à paraître jeudi dans l'hebdomadaire Paris-Match que la dynamique de la campagne pour l'élection présidentielle est désormais en sa faveur et il promet, s'il est réélu, d'être un "président différent".

"*Oui, je serai différent*", ajoute-t-il. "*D'abord parce que j'aurai déjà été président pendant cinq ans. Et on ne reproduit pas les erreurs qu'on a pu commettre*", ajoute-t-il.

Il estime que la principale de ses erreurs a été de "*penser*" qu'il était encore ministre et assure que ses cinq années déjà passées à l'Elysée l'ont apaisé.

"*Je serai un président qui aura plus de recul par rapport à l'actualité et qui se préoccupera avant tout des grandes réformes qu'il y a à mener*", jure le chef de l'Etat.

Nicolas Sarkozy promet également que s'il est réélu, "*il n'y aura aucune augmentation nouvelle d'impôts*". (Reuters 28.03)

Jurer, c'est mentir !

Vous voyez que nous avions raison de parler du *flic-président*, il dit lui-même qu'il était resté ministre... de l'Intérieur.

Quand il affirme "*il n'y aura aucune augmentation nouvelle d'impôts*", il reconnait implicitement qu'il les a augmentés alors qu'il avait prétendu le contraire lors de sa campagne électorale en 2007, c'est l'adjectif "*nouvelle*" qui le trahit.

Il s'est fait élire en 2007 en se faisant pas pour ce qu'il n'était pas, et maintenant qu'on le connaît mieux et qu'il est littéralement détesté dans le pays, le voilà qui veut se faire passer pour un autre, faire peau neuve pour remettre cela pendant cinq ans.

Sur quoi joue-t-il au juste pour faire preuve d'une telle audace ?

C'est simple à comprendre, chacun sait ou a pu constater que le bon peuple était porté à faire preuve de davantage de tolérance envers les puissants qu'ils vénèrent par ignorance ou habitude qu'envers les faibles qui lui ressemblent ou auxquels il ne voudrait pas ressembler, cela peut paraître paradoxal et injuste mais c'est ainsi, il le sait, en use et en abuse en estimant encore possible d'abuser une nouvelle fois la majorité des électeurs, il n'a pas tort puisque cela marche, reste à savoir si cela suffira pour l'emporter le 6 mai prochain.

Actualité en titres

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

- Le pouvoir d'achat des Français a très peu progressé pendant le quinquennat - AFP

- En 5 ans, Nicolas Sarkozy a gagné 663 000 euros - LeMonde.fr

Aucune dignité !

- A Nice, Montebourg vante Hollande, le «*candidat étincelant*» - Liberation.fr -

Quelques conseils ou aphorismes de Lénine, sur le mode : apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir.

Thèses d'Avril de Lénine, 1917- (Lénine en avril 1917 (1) - Les Cahiers du mouvement ouvrier / Numéro 26 - CERMTRI)

Un mot "***complètement pourri***".

- "Le mot social-démocrate est inexact. Ne vous accrochez pas à un vieux mot, qui est complètement pourri. Vous voulez construire un nouveau parti... et vers vous viendront tous les opprimés."

Un nom qui n'effraie pas le peuple.

- "Le peuple comprendra le nom de “communiste”."

Soyez propre sur vous et fier de l'être.

- "Vous avez peur de trahir de vieux souvenirs. Mais changer de linge, c’est enlever sa chemise sale et en mettre une propre."

Qui, quoi, pour qui ?

- "Ce qui est important dans les lois, ce n’est pas le fait qu’elles soient inscrites sur le papier, c’est qui les applique."

Essaie, ose, fais preuve d'audace.

- "L’art de gouverner ne s’apprend dans aucun livre. Essaie, trompe-toi, apprends à gouverner."

Surtout ne nous croyez pas sur parole, tirez les enseignements de vos propres expériences.

- "Pendant que nous sommes en minorité, nous effectuons un travail de critique, afin de délivrer les masses du mensonge. Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans. Nous voulons que les masses s’affranchissent de leurs erreurs par l’expérience."

Pourquoi j'ai en horreur l'ouvriérisme, démonstration par le maître.

- "La seule chose qui a toujours perdu les révolutions, c'est la phrase, la flatterie du peuple révolutionnaire. Tout le marxisme enseigne à ne pas céder à la phrase révolutionnaire, surtout lorsqu'elle se vend bien."

Nous n'avons rien à vendre, rien ne nous appartient, surtout pas nos idées qui appartiennent à notre classe, c'est un bien collectif et indivisible, inaliénable, car il y a toujours quelqu'un pour reprendre le flambeau, Lénine en avril 1917 dans le cas présent. Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, et quand tu as vécu longtemps à ses crochets et que du jour au lendemain il décroche, tu tombes de haut.

Avis à nos grands révolutionnaires en panne d'inspiration... et de compréhension.

- "Nous, les bolcheviks, nous sommes habitués à avoir l'attitude la plus révolutionnaire possible. Mais c'est insuffisant.

Il faut comprendre."

Ne nous trompons pas d'ennemi

- "Ce ne sont pas des individus isolés qui ont suscité la guerre, c'est le capital financier international."

Les masses sont pragmatiques.

- "Les masses abordent le problème pratiquement et non théoriquement. Notre erreur, c'est d'avoir une démarche théorique."

C'est ce que je ne cesse de répéter, en vain.

C'est trop demandé à nos dirigeants

- "Il ne faut pas s'adresser au peuple en baragouinant latin, mais en parlant de façon simple et compréhensible."

C'est ce que je ne cesse de répéter, en vain. Mélenchon l'a bien compris

L'Assemblée constituante n'est pas un des piliers de l'Etat ouvrier, mais bourgeois.

- (un opposant aux thèses de Lénine) "Les propositions concrètes du camarade Lénine ne sont pas réalistes. En particulier, la 5e thèse est particulièrement inacceptable, car elle mène logiquement non seulement à nier la république parlementaire, mais aussi à supprimer la revendication de l'Assemblée constituante. Or la convocation de l'Assemblée constituante est politiquement rationnelle, car, dans la mesure où la bourgeoisie y sera représentée en tant que classe".

C'est bien cela le problème, c'est une institution bourgeoise, de l'Ancien régime ou du régime toujours en place, qui a pour unique fonction de contenir le rapport de force entre les classes dans le cadre de l'ordre établi, c'est un obstacle dressé sur la voie de la révolution socialiste.

Vous retrouvez là ce que je n'arrête pas de marteler, à croire que je serais devenu léniniste ou en bonne voie pour le devenir...

INFOS EN BREF

Politique

1- France. Le "***Squale***" finira-t-il scalpé ?

C'est l'homme le plus secret de France, Bernard Squarcini, le directeur central du renseignement intérieur. Pour la première fois, des journalistes ont enquêté sur un patron du contre-espionnage encore en activité. Cette semaine, *Le Point* publie, en exclusivité, les extraits du livre *L'espion du président. Au coeur de la police politique de Sarkozy*. Pendant un an, deux collaborateurs du Point et un journaliste du Canard enchaîné ont plongé au coeur du plus puissant service de renseignements dont s'est jamais dotée la France. La DCRI et ses 4 000 fonctionnaires. Ce "*FBI à la française*" voulu par Nicolas Sarkozy, qui fusionne les renseignements généraux et la DST, la Direction de la surveillance du territoire, a été créé avec une promesse : en finir avec les cabinets noirs, les manipulations et les coups tordus.

C'est tout le contraire que l'on découvre à la lecture de leur enquête. Dès sa création en juin 2008, l'outil a été dévoyé au profit d'un clan. Une dérive rendue possible par l'extrême proximité de son patron, Bernard Squarcini, avec l'Élysée. Mais aussi par la cloche du secret-défense qui permet de tenir à distance magistrats ou journalistes trop curieux. Les troublantes fréquentations du "*Squale*", comme on l'appelle, "*l'homme qui sait tout et qui veut tout savoir*", selon sa formule, sont elles aussi passées au crible. En octobre 2011, Bernard Squarcini a été mis en examen pour "*atteinte au secret des correspondances*" dans l'affaire des fadettes du journal *Le Monde*. (lepoint.fr 28.03)

2- Autriche

Le parlement autrichien a adopté mercredi soir une cure d'austérité de près de 27,9 milliards d'euros ficelé en quelques semaines après la perte par la petite république alpine de sa précieuse note triple A et dont l'objectif est de revenir à un budget équilibré en 2016.

Malgré les vives critiques de l'opposition -- Verts, populistes et extrême-droite -- qui juge ce plan bancal, il a été adopté avec les voix des députés soutenant le gouvernement de grande coalition associant les sociaux-démocrates (SPÖ) aux conservateurs (ÖVP).

Le plan d'austérité met l'accent sur les réductions des dépenses (17,3 milliards d'euros au total), les retraités et les fonctionnaires payant le plus lourd tribut. Il prévoit aussi des coupes dans les subventions aux entreprises publiques.

Une réforme de l'assurance-maladie doit rapporter 1,4 milliard. Et le gouvernement compte sur 9,2 milliards provenant de créations et augmentations d'impôts.

"*Nous avons besoin de réduire notre dette, cela était et est toujours notre motivation avec ce paquet*", a déclaré le vice-chancelier conservateur, Michael Spindelegger.

L'Autriche n'est pourtant pas le plus mal en point des pays de la zone euro: son déficit public s'est élevé à 3,3% du Produit intérieur brut (PIB) en 2011, selon des chiffres provisoires du ministère des Finances, à quelques encablures de la limite de 3% tolérée par le Traité de Maastricht et le Pacte de stabilité et de croissance qui y est lie. Sa dette publique a représenté 72,2% du PIB l'an passé, alors que le Pacte prévoit un maximum de 60%, et l'Autriche peut s'enorgueillir du plus faible taux de chômage (4,1%) de l'Union européenne. (AFP 28.03)

3- Egypte

L'assemblée égyptienne chargée de rédiger une nouvelle Constitution a élu mercredi à sa tête Saad al Katatni, par ailleurs président du parlement.

La totalité, à une exception près, des 72 membres présents mercredi se sont prononcés en faveur de Katatni, qui appartient au Parti Liberté et Justice, la formation politique des Frères musulmans. (Reuters 28.03)

Les juristes de Washington, Doha et Riad n'ont plus qu'à se mettre à l'ouvrage !

4- Guatemala

Quelque 10.000 indiens et paysans du Guatemala venus du nord du pays ont conclu mardi une marche de neuf jours et 214 kilomètres vers la capitale pour demander aux autorités l'annulation de leurs dettes et la fin de l'exploitation minière sur leur territoire d'origine.

La marche, principalement composée d'hommes mais aussi de quelques femmes portant des bébés, est arrivée à la mi-journée Place de la Constitution, au centre de la capitale guatémaltèque, où les manifestants attendaient que le président Otto Perez reçoive leurs représentants.

Les marcheurs, partis le 19 mars de Coban, dans le nord du pays, ont parcouru de 20 à 30 kilomètres par jour et étaient rassemblés sous la bannière de l'association Comité d'unité paysanne (CUC), créée dans les années 1970 par Vicente Menchu, le père du Prix Nobel de la Paix 1992 Rigoberta Menchu.

"*Nous refusons qu'ils exploitent l'eau! Plus de mines sur nos terres! C'est ce que nous exigeons aujourd'hui*", haranguait au mégaphone le responsable du CUC Daniel Pascual, jurant que les marcheurs ne quitteraient pas la place tant qu'ils ne seraient pas reçus par le président.

Parmi leurs revendications, figure l'apurement d'un total de 100 millions de dollars de dettes contractées auprès de l'Etat pour acheter des terres qui se sont révélées selon eux non productives.

Ils réclament également l'annulation de quelque 400 concessions minières accordées sur leur territoire, après une consultation populaire ayant rejeté l'exploitation minière.

Le président Perez, en fonctions depuis le 14 janvier, s'était déplacé à la rencontre des marcheurs en fin de semaine dernière pour écouter leurs revendications. Il a proposé la mise en place d'une table ronde "*de haut niveau*" pour étudier les exigences indiennes. (20minutes.fr 28.03)

Social

France

1- La hausse du chômage devrait s'accentuer

Les effectifs de l'emploi intérimaire ont baissé de 6,8% en février en France par rapport à février 2011, tous les secteurs étant touchés, selon le baromètre Prisme publié mercredi.

Cette publication intervient après l'annonce d'une dixième hausse d'affilée du nombre de demandeurs d'emploi en février.

En février, l'industrie et les services ont enregistré des baisses de 5,2% et 5,4% de leurs effectifs intérimaires, les transports et le commerce de -6,4% et -6,6%, et le BTP de -14,4%.

Le baromètre mensuel est réalisé à partir des données transmises par des entreprises de travail temporaire représentant plus de 80% de l'emploi intérimaire, selon Prisme, groupement d'entreprises du secteur.

Les précédents baromètres avaient fait état d'un recul de 3,9% de l'emploi intérimaire en janvier et de 8,3% en décembre.

La dernière hausse remonte à septembre (+5,5%). (Reuters 28.03)

2- Grève des éboueurs du Grand Lyon. Les briseurs de grève à la manoeuvre.

Des éboueurs du Grand Lyon -la communauté urbaine de Lyon-, en grève depuis deux semaines et demie, ont repris mercredi leurs tournées après des propositions de la direction sur leurs conditions de travail, a-t-on appris de sources syndicales et auprès du Grand Lyon.

Une centaine d'agents ont cependant de nouveau manifesté devant l'Hôtel de Ville, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le Grand Lyon, communauté urbaine de Lyon, a transmis mardi à l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT-FO-FAFPT-Unsa-Ugict/CGT un courrier avec des propositions, notamment pour permettre aux agents de ne plus travailler les samedis.

"*Au vu de cette avancée, une partie du personnel a décidé en assemblée générale ce mercredi matin de reprendre le travail*", a indiqué José Rodriguez, délégué Unsa.

Le Grand Lyon a recensé 24% de grévistes dans la matinée, contre 33% la veille. Des rondes de ramassage des ordures ménagères ont repris dans plusieurs quartiers, avec parfois un seul côté de rue traité, selon un journaliste de l'AFP.

Une centaine d'agents se sont rassemblés en fin de matinée sous les fenêtres de Gérard Collomb, maire (PS) de Lyon et président de la communauté urbaine, en lançant quelques pétards.

"*Nous espérons sortir du conflit*", a déclaré à l'AFP Pascal Bouchard (CFDT), soulignant que "*la population ne comprend pas*" ce mouvement de refus du redécoupage de la collecte entre public et privé. La revendication sur les samedis non travaillés s'est ajoutée au cours de la grève.

L'intersyndicale n'a toutefois pas donné de mot d'ordre de reprise du travail et s'en remet aux assemblées générales. (AFP 28.03)

Economie

1- Assurance

Les catastrophes naturelles ou causées par l'homme ont causé des dommages économiques (assurés et non assurés) de 370 milliards de dollars l'an dernier, un montant record, selon des chiffres définitifs publiés mercredi par le réassureur Swiss Re. (AFP 28.03)

2- Banque

Les banques ont réduit le crédit aux entreprises en février dans la zone euro, tandis que celles d'Espagne et d'Italie ont thésaurisé en emprunts souverains, ce qui laisse penser que l'argent dont la Banque centrale européenne a inondé le système bancaire n'a pas encore été filtré vers l'économie réelle.

Howard Archer, économiste de Global Insight, observe que la baisse des prêts aux entreprises et la stagnation des prêts aux ménages "*suscite la crainte que les 489 milliards d'euros prêtés aux banques européennes par la BCE à l'issue d'une appel d'offres à trois ans en décembre n'aient pas été répercutés - au moins jusqu'à présent - dans le crédit au secteur privé*".

Les chiffres de la BCE montrent que les banques espagnoles et italiennes ont accru leurs achats nets d'obligations souveraines de la zone euro le mois dernier.

Pour les banques italiennes, la hausse, sans précédent, est de 23 milliards d'euros à un encours total de 301,6 milliards d'euros.

Pour leurs homologues espagnoles, la progression est de 15,7 milliards d'euros à un encours record de 245,8 milliards d'euros. (Reuters 28.03)

3- Australie

Le troisième groupe minier mondial, Rio Tinto, va vendre au fonds d'investissement HIG European Capital Partners son activité d'alumines de spécialité en Europe, soit trois sites de production en France et un en Allemagne.

Comme la sidérurgie, le secteur européen de l'aluminium souffre de la concurrence des productions à bas coûts de pays émergents, notamment la Chine, et de marges relativement faibles - 16% environ contre 63% pour le minerai de fer et 34% pour le cuivre, selon la CGT. (Reuters 28.03)

Haut de page

Le 30 mars

CAUSERIE

L'actualité étant très chargée, l'actualisation du site me prend un temps fou, je laisse donc de côté provisoirement certaines questions que je voulais aborder. Dimanche je ferai un break, car j'ai de la lecture en retard et je dois mettre de l'ordre dans mon disque dur, sans oublier d'actualiser les pages d'accueil des différentes rubriques du site, du boulot pour la journée entière, au moins. Bon week-end à tous.

Suite de l'affaire d'Etat Merah

Je ne reprends pas ici toutes les questions que posent cette affaire et qui ont été soulevées dans les articles du portail Mondialisation.ca que j'ai mis en ligne, par exemple la quasi impossibilité d'obtenir un visa pour certains pays en fonction des pays par lesquels on a transité précédemment, ce qui vaut pour certains pays du Moyen-Orient ou Israël.

Autres questions que nous n'avons pas posées.

Apparemment dans la famille et l'entourage de M. Merah tout le monde ignorait qu'il aurait fait des séjours en Afghanistan, au Pakistan, etc. pas même son avocat, seuls les renseignements généraux étaient au courant.

Tout le monde ignorait également qu'il aurait eu un penchant pour la religion, encore moins pour l'islamisme radical, alors qu'il avait fait une demande d'intégration dans l'armée française.

Tout cela n'aurait-il pas été fabriqué par les renseignements généraux, comment, par exemple en se servant des nombreux homonymes qui existait, au moins deux personnes portant le même nom et le même prénom ce sont manifestés

les derniers jours, dans le Nord et la région lyonnaise. L'histoire des "*photos de vacances*" qu'il aurait prise au Pakistan pourrait être une pure invention.

Cette affaire sent tellement le roussi, que bizarrement alors qu'elle semblait profiter à Sarkozy, il est subitement pressé de tourner la page, cela ne colle pas.

Fausse piste.

La voiture dans laquelle se trouveraient un casque et des pièces de carénage d'un scooter semblable à celui utilisé par Mohamed Merah et retrouvée dans un village de l'Aude n'a finalement aucun lien avec l'affaire, a indiqué une source policière à 20 Minutes ce jeudi.

La voiture, une Clio immatriculée en Haute-Garonne (le département de Toulouse où vivait Mohamed Merah), appartiendrait à un homme domicilié à la même adresse que le tueur, a indiqué cette source, confirmant des informations mises en ligne sur le site du Midi Libre. Elle a été repérée à Saint-Papoul, à 70 km au sud-est de Toulouse.

A l'intérieur se trouveraient un casque et des éléments de carrosserie d'un Yamaha T Max, le type de puissant scooter employé par Mohamed Merah.

Le même modèle que celle de M. Merah, une Clio, dont le propriétaire serait domicilié à la même adresse que M. Merah, dans laquelle se trouvait "*des éléments de carrosserie d'un Yamaha T Max*", le même modèle que le scooter que conduisait ou aurait conduit M. Merah. (20minutes.fr 29.03)

Précisions.

Cette Clio appartenait auparavant à un individu alors domicilié à Toulouse près du lieu de domicile du tueur au scooter, a indiqué jeudi la source judiciaire.

Cet ancien propriétaire, qui n'habite plus aujourd'hui en Haute-Garonne, a vendu le véhicule en septembre 2011 à l'état d'épave à un acheteur vivant à Saint-Papoul.

Ce nouveau propriétaire a par la suite entreposé dans l'épave des pièces usagées de son propre deux-roues, a indiqué la source judiciaire. (libération.fr 29.03)

Un article de 20minutes.fr sera encore plus précis, cette Clio appartenait à "*quelqu'un qui vivait dans la même rue que Mohamed Merah à Toulouse*" (20minutes.fr 29.03)

Résumons, pour ainsi dire à la même adresse, il y aurait eu deux personnes n'ayant aucun lien entre eux qui possédaient la même voiture et le même scooter, M. Merah avait volé le sien, plutôt étrange non ?

Il y a quelque chose qui ne colle pas. Ici il s'agirait d'une voiture en état de rouler qui aurait atterri récemment à cet endroit-là, depuis quelques jours selon des témoins, là il s'agirait d'une épave.

Dernière précision. Selon France 3 Sud qui cite "*des sources policières*", la Clio trouvée à Saint-Papoul serait "*simplement en panne*". (lepoint.fr 29.03) Elle ne serait pas blanche mais grise.

Excusez-moi, tous ces journaleux font leur boulot en dilettante, combien de versions vont-ils nous donner ?

Rencontre du troisième type.

Par ailleurs, Abdelkader Merah a confirmé lors de son audition qu'il y avait bien un troisième homme avec son frère et lui lors du vol du scooter, rapporte Le Parisien. (20minutes.fr 29.03)

S'agit-il d'une déclaration spontanée ou qu'on lui aurait soufflée, par exemple pour faire traîner l'enquête jusqu'au 6 mai... ou l'enterrer discrètement, Abdelkader Merah sera remis en liberté et on n'entendra plus parler de cette affaire ?

Il y a mieux encore.

«*Il n'a pas voulu préciser le nom de cet homme*» ni donner «*d'éléments supplémentaires pour permettre de le localiser ou de l'identifier. Cette personne est très activement recherchée*», indique une source judiciaire interrogée par le quotidien. (20minutes.

fr 29.03)

En échange de l'abandon des poursuites contre lui, les policiers aurait pu obtenir ces renseignements, d'ailleurs cela ne leur aurait rien coûté ou il ne risquait pas de se voir reprocher quelque chose, puisqu'ils n'ont aucun élément à charge (jusqu'à présent et à notre connaissance) contre Abdelkader Merah. Alors pourquoi n'ont-ils pas eu recours à cette démarche ?

Rien entendu pendant 9 mois d'écoute !

Mohamed Merah a bien été placé sur écoutes téléphoniques (entre mars et novembre 2011) à l'initiative des services de renseignement mais cette mesure a été levée fin 2011 faute de résultats, a dit jeudi François Fillon. (Reuters 29.03)

Question de l'avocat de M. Merah

Interview au Figaro : Rappelez-vous quand même de ce détail d'importance: cet homme dont la fin a montré une attitude aussi déshumanisée voulait avant cela porter les couleurs de la France et défendre les valeurs de la République en s'engageant dans l'armée française! (lefigaro.fr 29.03)

Effectivement, cela ne colle pas vraiment avec le portrait de l'assassin de trois militaires.

La dérive policière de l'Etat.

Une semaine après la mort de Mohamed Merah s'ouvre, jeudi 29 mars, le procès d'Adlène Hicheur, un physicien franco-algérien du Centre européen de recherche nucléaire (CERN) interpellé en 2009 pour "*association de malfaiteurs en vue de préparer des actes terroristes*".

Au cœur du dossier : des échanges de mails évoquant de possibles attaques en France, notamment contre des militaires.

Adlène Hicheur est un brillant docteur en physique des particules de 35 ans, parfaitement intégré. Il a surfé sur des sites radicaux et correspondu avec un cadre présumé d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

Hicheur a déjà passé deux ans et demi en détention provisoire pour de simples échanges de mails. Des mots "*critiquables*", "*inquiétants*" même, reconnaît son avocat, mais dont nul ne sait s'ils auraient, à terme, fait couler le sang. Peut-on juger quelqu'un pour avoir exprimé une intention, même la plus morbide ? C'est tout l'enjeu du procès qui se tient jusqu'à vendredi.

Son avoct, Me Baudouin, insiste sur le caractère "*virtuel*" de ces échanges. "*Ces propos sont évidemment condamnables, mais il faut les prendre dans leur ensemble : jamais Hicheur ne s'engage sur la mise en œuvre d'un projet d'attaque précis. Quand la question arrive, il devient flou. Il a été au bord du précipice, mais il a fait à chaque fois demi-tour. Le fait d'avoir tenu ces propos est-il suffisant pour une qualification pénale ? C'est toute la question.*"

Le physicien a deux jours pour s'expliquer. Il encourt une peine de dix ans de prison. (lemonde.fr 29.03)

Il m'est arrivé de consulter ce genre de portail islamiste radical en cherchant à en savoir plus sur Ben Laden, histoire de recouper les informations transmises par d'autres sources dont le Réseau Voltaire.

La blanchisseuse du Palais. Pour service rendu... à Sarkozy. Il n'a pas perdu de temps, il a raison, celui de Sarkozy est compté !

Le patron du renseignement intérieur Bernard Squarcini a demandé l'annulation de sa mise en examen dans l'affaire d'espionnage téléphonique d'un journaliste du Monde, a-t-on appris jeudi auprès de son avocat, Me Patrick Maisonneuve.

Le directeur central du renseignement intérieur (DCRI) est soupçonné par les juges parisiens Sylvia Zimmermann et Alain Nguyen The d'avoir illégalement requis et analysé les factures téléphoniques détaillées («fadettes») du journaliste du Monde Gérard Davet dans le but d'identifier les sources du quotidien dans l'affaire Woerth-Bettencourt.

Bernard Squarcini a été mis en examen en octobre pour «*atteinte au secret des correspondances par personne dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions*», «*collecte de données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal ou illicite*» et «*recel de violation du secret professionnel*».

Sa requête en annulation a été déposée lundi, a indiqué Me Maisonneuve. Lors de son audition, Bernard Squarcini avait reconnu avoir cherché à trouver la source de Gérard Davet en analysant ses «f*adettes*». Dans un article du 18 juillet 2010, le Monde venait

de révéler le contenu des déclarations à la police de Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, qui y mettait en difficulté Eric Woerth, ministre de Nicolas Sarkozy.

Fin juillet 2010, David Sénat, conseiller de la garde des Sceaux Michèle Alliot-Marie, avait été informé par sa hiérarchie que les services secrets avaient la certitude qu'il avait été la source de Gérard Davet, selon son récit dans le livre paru en août 2011 «*Sarko m'a tuer*». Il avait été déchargé de ses fonctions. Il a toujours démenti avoir informé le Monde.

Dans ce dossier, le directeur général de la police nationale (DGPN), Frédéric Péchenard, a été entendu sous le statut de témoin assisté, intermédiaire entre celui de simple témoin et celui de mis en examen. A l'issue de cette audition, aucune poursuite n'avait été engagée le visant.

Ce volet des fadettes porte notamment sur l'interprétation de la loi du 10 juillet 1991 encadrant les écoutes dites administratives et de son article 20 qui permet de s'affranchir du cadre légal.

En septembre, 2010, la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) avait laissé entendre que la procédure invoquée par la police afin d'identifier la source d'un journaliste du Monde n'était pas valable.

Dans une autre affaire de «*fadettes*» de journalistes du Monde, la cour d'appel de Paris a annulé jeudi 22 mars les mises en examen du procureur Philippe Courroye et de son adjointe, et ce pour des motifs différents de ceux soulevés par Me Maisonneuve. (libération.fr 29.03)

Votre monde infâme messieurs Sarkozy, Bayrou, Hollande.

Quatre jeunes normands, âgés de 15 à 17 ans, soupçonnés d'avoir froidement exécuté un camarade de leur âge de deux balles dans la tête avant de brûler son corps dans une forêt ont été conduits jeudi matin au palais de justice de Rouen pour être mis en examen, a constaté l'AFP sur place.

Très vite interpellés puis placés en garde à vue mardi, les quatre jeunes ont affirmé avoir décidé de se débarrasser de leur camarade parce qu'ils craignaient qu'il ne les dénonce pour un cambriolage qui se serait déroulé début mars

Selon les premiers éléments de l'enquête, le groupe avait programmé l'"*exécution*" : les adolescents ont appelé lundi leur future victime à de "*multiples reprises*" sur son téléphone portable et l'un d'eux est venu le chercher avec un scooter pour le conduire près d'une route forestière de la forêt de Lyons où attendaient les trois autres, selon le lieutenant-colonel Jeannin.

Sur place, ils auraient fait asseoir leur victime sur un rondin pour l'abattre de deux balles de pistolet de calibre 5,5 millimètres dans la nuque avant d'asperger son corps d'essence et de le brûler, a précisé à l'AFP Valérie Cadignan, procureur de la République à Dieppe.

Selon elle, l'acte était "*prémédité*" depuis plusieurs jours par les auteurs qui ont attiré leur camarade "*dans un piège*" et se sont ensuite débarrassés de l'arme en la jetant dans une mare.

Les garçons interpellés, qui habitent le village de La Feuillie (1.100 habitants) ou ses environs, n'avaient pas d'antécédents judiciaires. Ce sont deux fratries de deux frères, âgés à chaque fois de 15 et 17 ans, qui ont fréquenté les mêmes établissements scolaires qu'Alexandre.

Pascal Legay, le maire de La Feuillie a fait état de son "*incompréhension*". "*De ce que je sais, ces jeunes ne se rendent pas compte de ce qu'ils ont fait*", a-t-il dit. "*La Feuillie est un village tranquille. On n'arrive pas à comprendre. On tombe le cul par terre*", a-t-il dit à l'AFP. (AFP 29.03)

Vous l'avez dit, c'est terrible ! On se croirait dans un autre pays, les Etats-Unis par exemple, non ?

Un instant de détente avant d'enchaîner avec les actualités de la veille, on l'a bien mérité, on suffoque à évoquer leur monde pourri.

Propos rapporté par un internaute hier, qui a dit à propos de La Talonnette : "*Celui-là, il faut lui marcher dessus et du pied gauche. Il paraît que ça porte bonheur*."

Réponse : Chirac qui a déjà fait savoir qu'il ne votera pas pour lui mais pour Hollande.

La tête de veau au fromage, quoi ! Arrosé avec une piquette sortie de la barrique Depardieu. Une barrique, c'est 200 litres de pinard et de connerie pour l'occasion, on est dans la norme, il n'y a rien à retirer parce qu'il leur manque plutôt quelque chose, dans

le cerveau.

Chirac était plus cultivé que Sarkozy, qui pourrait se recycler en devenant l'avocat des voyous des multinationales et des banques, les braqueurs du FMI et de la BCE, de la Fed le protégeant. Ils sont nombreux à l'UMP à postuler à ce job relativement bien rémunéré.

S'il a gagné 663 000 euros en 5 ans, c'est que cela doit correspondre au prix de ses services estimé par ses commanditaires, c'est aussi ce qu'il espère gagner en travaillant, sinon il devra réduire son train de vie, heureusement qu'il y a la belle-famille qui est immensément riche, cela lui évitera d'aller quémander chez madame Bettencourt. Eventuellement elle pourra lui apporter des oranges une fois qu'il aura rendu des comptes à la justice sur toutes ses magouilles.

Contradictions en toile de fond de celles qui éclateront dans quelques mois.

- Interrogé jeudi matin sur France Info, Jean-Luc Mélenchon a mis les choses au clair : « *Entendons-nous bien : je n'ai pas d'objectif commun avec mon adversaire. Jusqu'à aujourd'hui le Front de Gauche a progressé et François Hollande est resté stable. Regardez les enquêtes d'opinion, consultez vos grenouilles* », lance l'ex-sénateur PS. Il ajoute : « *Tout son raisonnement (à F. Hollande, ndlr) était que nous allions être quantité négligeable et qu'il nous aurait gratis. Il est dans cette ambigüité. Et maintenant, la droite appuie sur cette contradiction. Mais moi je n'y suis pour rien* ». (publicsenat.fr 29.03)

Ce n'est pas tout à fait exact, peu importe, Sarkozy profite indéniablement de l'affaire Merah.

Mélenchon n'y est pour rien pourrait résumer la montée du Front de Gauche, hormis son talent d'orateur et de pédagogue. Des millions de travailleurs se reconnaissent dans son discours en apparence radical qui tranche avec celui de Hollande. Quand on compare les deux, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que Hollande n'est pas un candidat de gauche.

- "*Si je suis en tête de la gauche, il y aura des discussions, et naturellement je serai conduit, avec le Front de gauche, à faire des concessions aux socialistes*", a déclaré M. Mélenchon sur France Info.

"*A l'inverse, si François Hollande est en tête, il a dit qu'il n'y aura pas de discussions. Ce qu'on demande au Front de gauche, c'est une capitulation sans conditions, il n'en est pas question*", a poursuivi le candidat FG, crédité d'intentions de vote allant jusqu'à 14%, soit environ la moitié de celles de M. Hollande.

L'eurodéputé a vu une "*terrible ambiguïté*" dans la position de François Hollande: "*je lui ai déjà dit: tu ne pourras pas avoir en même temps François Bayrou qui propose l'austérité, et le Front de gauche qui propose la relance économique. Ce n'est pas possible dans un même gouvernement*". (AFP 29.03)

Que Mélenchon soit disposé à faire des concessions au PS, on n'en a jamais douté, c'est mieux quand il le dit lui-même. Ce n'est pas notre cas, on appelle à voter Mélenchon contre Sarkozy et contre Hollande que l'on situe dans le même camp contrairement à Hollande qui est incapable de couper le cordon ombilical avec le capitalisme qu'incarne le PS

- Pour Lionnel Luca (UMP) : « *Hollande est un ersatz de gauche, un candidat Canada dry, un candidat Chamallow, mou. Il n'incarne rien de particulier face au sans-culotte Mélenchon. Même si les convictions de ce dernier sont illusoires* ».

C'est le double effet Mélenchon : aider indirectement l'UMP pour le premier tour. La droite espère un affaiblissement du candidat Hollande, qui serait tenté de changer de ligne. Mais renforcer le socialiste pour le second, en faisant le plein des voix. Pour compliquer le jeu de l'UMP, François Hollande n'entend pas mettre un coup de barre à gauche. A moins que Jean-Luc Mélenchon continue son ascension… (publicsenat.fr 29.03)

Il est trop tard pour Hollande, chacun sait à quoi s'en tenir à son propos et c'est très bien ainsi.

Maintenant il ne faut pas s'emballer, c'est uniquement sur le terrain de la lutte des classes que la crise politique du régime peut se dénouer en faveur du prolétariat et non dans les urnes, par des jeux d'appareils ou institutionnels, même si la crise des institutions alimentera la lutte de classe.

Pour que la crise actuelle se dénoue en faveur des capitalistes, il faut que ces derniers imposent une sévère défaite à la classe ouvrière, or c'est l'inverse qui est en train de se produire (en France). Les travailleurs ne pourraient pas se saisir de la victoire de Hollande parce qu'il n'est pas leur candidat, ils savent qu'il ne représente pas leurs intérêts. En revanche un score élevé de Mélenchon pourrait leur redonner espoir qu'un changement politique est possible, même si finalement Mélenchon y est opposé ou pas préparé. Reste à voir quelle attitude adoptera Mélenchon après ces élections présidentielles et législatives.

Notre démarche n'a pas non plus pour objectif de forcer la réalité ou de hâter la chute du régime, il tombera quand il sera mûr pour tomber. Notre démarche est pragmatique, elle s'appuie sur la brutale détérioration des conditions objectives dans les mois à

venir qui devrait pousser de larges masses à réfléchir davantage à la situation et à passer à l'action. Notre objectif est de les aider à se préparer (et à s'organiser) à affronter leur ennemi dans les meilleures conditions possibles, ce qui passe par briser les obstacles qui se dressent sur la voie de leur mobilisation révolutionnaire.

Avant-hier je n'ai pas été suffisamment clair sur un point.

Il ne s'agit pas pour nous de nous situer sur le terrain des illusions qu'expriment les masses envers le FdG, mais de partir de leurs attentes ou de leurs besoins en leur indiquant qu'ils ne pourront jamais envisager sérieusement de les satisfaire sans se fixer des tâches et des objectifs politiques à réaliser au prélable, sans que certaines conditions politiques soient remplies, dont leur organisation et la construction d'un parti véritablement révolutionnaire ou anticapitaliste, socialiste ou communiste.

Notre prise de position doit servir uniquement à avancer dans cette voie et non pour propulser le PS et le FdG au pouvoir, contrairement aux opportunistes qui espèrent ainsi défendre leur bout de gras ou les intérêts des couches privilégiées qu'ils représentent ou auxquelles ils appartiennent. Notre démarche est collective, elle correspond bien aux intérêts collectifs des masses exploitées, alors que celle de nos adversaires correspond davantage à des intérêts particuliers ou sectoriels dont ils se contenteraient bien, ainsi que la survie du régime.

Parfois des militants m'accusent d'être excessif, ils n'ont jamais dû lire Lénine qui l'était tout autant sinon davantage. A force de reculer on finit à plat ventre devant son ennemi, par se renier totalement, finalement on capitule lamentablement. L'histoire de la lutte des classes nous l'enseigne, mais la vie en général aussi.

Si vous commencez à reculer lorsque les contradictions entre les classes n'ont pas encore atteint un point de tension extrême, alors qu'en sera-t-il ce jour-là ? Vous prendrez vos jambes à votre cou ou vous passerez de l'autre côté de la barricade pour tenter de sauver votre carcasse, en vain, car l'ennemi ne vous épargnera pas davantage, rien en fait, vous connaîtrez le même sort que les autres travailleurs.

Il y en a parmi nous qui ont décrété qu'il fallait mettre le programme de la révolution socialiste dans notre poche et le sortir sous aucun prétexte en attendant des jours meilleurs. Et que constatez-vous? Lorsque ces jours meilleurs sont arrivés, ils trouvent encore d'autres prétextes pour le garder bien au chaud au fond d'un tiroir et ainsi de suite. Qu'est-ce qui s'est passé entre temps ? Ils sont tellement habitués à passer des compromis avec l'ennemi, qu'ils sont devenus incapables de procéder autrement, la quantité s'est transformée en qualité, de révolutionnaires, anticapitalistes, socialistes, communistes ou trotskistes, ils sont devenus de vulgaires réformistes accompagnant le capitalisme vers sa chute.

La méthode de Lénine se situait aux antipodes de celle que je viens de décrire et qui lui faisait horreur, et il ne manquait pas une occasion pour le dire en face aux intéressés. Staline était beaucoup plus accommodant, d'où la facilité avec laquelle il a mis la main sur l'appareil du parti bolchevik. Quand en plaisantant j'écris parfois que je vais encore me faire des amis parmi ceux qui me lisent, je pense à Lénine pour qui ce n'était pas vraiment une préoccupation, il devait se le dire aussi et s'en foutre éperdument, force est de constaté qu'il avait eu raison. Ne pas craindre d'être à contre-courant, d'être en minorité, d'être seul contre tous, du moment qu'on a la conviction que nos idées sont correctes et qu'on est en mesure de les défendre loyalement, un moment ou un autre elles s'imposeront ou une majorité de militants les adopteront, librement.

Librement j'insiste, c'était aussi cela le "*secret*" de Lénine, car une majorité obtenue autrement n'aurait aucune valeur, elle serait volée, très rapidement elle volerait en éclat ou ne permettrait jamais de mettre en ordre de bataille l'ensemble du parti, donc d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixé. Il faut savoir ce que l'on veut et comment on veut l'obtenir et s'y tenir une fois pour toute. Il ne doit pas y avoir de place pour les petits caprices, les désirs personnels, les lubies passagères, les états d'âme, etc. des militants, encore moins des dirigeants, sinon on se détourne de notre objectif.

Il a beau jeu le président-candidat du CAC40.

"*La gauche caviar, la gauche bobo, la gauche qui aime donner des leçons de morale, et qui n'a aucune leçon à donner, c'est celle-là*", s'est exclamé M. Sarkozy, hier, lors d'un meeting à Nîmes. "*Parce que les actionnaires de ce grand groupe (Publicis), le soir, ils soutiennent M. Hollande dans sa dénonciation de l'argent, de la finance et des hauts salaires, et dans la journée, dans le secret d'un conseil d'administration, ils votent les rémunérations faramineuses pour le président de la société dont ils sont propriétaires*". (AFP 29.03)

Il a raison, c'est trop fastoche. Et le pire c'est encore ceux dans nos rangs qui continuent d'entretenir des illusions et des rapports avec le PS qui n'est pas un parti de gauche, le fossoyeur permanent du socialisme qu'il combat au côté du parti de l'ordre, officielle cette fois.

Cela vaut en premier lieu pour le Front de Gauche évidemment. Lui aussi, il joue de la contradiction qui habite le PS, cela lui reviendra en pleine figure plus vite que ne le pense Mélenchon, d'autant plus vite qu'il incarnera les attentes de davantage de travailleurs. Exploiter cette contradiction qui éclatera au lendemain des législatives, pas avant probablement, c'est le sens du soutien que nous apportons au FdG.

C'est la crise du capitalisme et la radicalisation des masses qui propulsent le FdG en avant et non l'inverse, tandis que les discours de Mélenchon la nourrit, contribue au mûrissement de la conscience des travailleurs appelés à se poser toujours plus de questions en rapport avec leur situation.

Bien entendu ce n'est pas au FdG qu'ils trouveront une issue politique à la crise du capitalisme, mais leur réflexion et leur mobilisation ne peuvent qu'alimenter la crise politique d'un régime déjà fragilisé, ce qui les amènera à un moment donné à rechercher s'il existe un autre parti susceptible de leur proposer une véritable issue politique. C'est ainsi que la question du parti se trouvera posée avec encore plus d'acuité qu'aujourd'hui.

Des pans entiers de la classe ouvrière se tourne vers le FdG, ce qu'ils n'auraient pas fait si le PCF avait présenté un candidat, ils veulent essayer un nouveau parti, le Parti de gauche, quand ils en auront fait le tour et qu'ils seront déçus, il n'y aura plus qu'à se baisser pour les ramasser, sauf qu'il n'existe aucun parti se situant dans cette perspective et capable d'inspirer confiance aux travailleurs, croire que le POI pourrait être ce parti, c'est se leurrer, leurs dirigeants sont incapables de s'adresser aux masses, et quand ils ne sont pas complètement sclérosés, ce ne sont que de vulgaires manoeuvriers d'appareil, tenez, ils viennent encore d'en faire la démonstration en adoptant (à l'unanimité, lettre Internet de J-C. Mailly du 28 mars) la dernière résolution du Comité confédéral national (CCN) de FO.

Ralliement. Le NPA au bord de l'éclatement.

A la suite de la prise de position de trois cadres du NPA en faveur de Jean-Luc Mélenchon, la semaine dernière, une quinzaine de dirigeants et militants se prononcent eux aussi pour le candidat du Front de gauche.

Dans un moment politique menaçant, où les promesses d'austérités le disputent à l'hystérie sécuritaire et au racisme légitimé, l'unité est indispensable pour imposer un autre futur que celui auquel ils nous condamnent.

C'est donc avec tristesse que nous constatons que l'organisation que nous avons construite tourne le dos avec constance à toute tentative de rassembler politiquement notre camp social et ses organisations face à Sarkozy et à l'austérité violente qui s'annonce.

Le problème vient de loin. Le superbe isolement qui est le notre depuis la fondation du NPA se cristallise aujourd'hui dans une campagne présidentielle que nous ne mènerons pas. Car c'est la fonction même de cette campagne qui nous interroge, pas les qualités du candidat du NPA mais bien plutôt l'orientation politique de ceux qui la dirigent.

De la dénonciation du candidat du Front de Gauche comme appartenant au camp des «politiciens professionnels en cravate», à la certitude affichée de sa future collaboration avec le PS, cette candidature divise ce qu'il s'agit d'unir: la volonté du peuple de gauche de se débarrasser de Sarkozy tout en résistant à l'austérité.

Et cela, alors même que nous voyons (et qui veut observer, verra) la dynamique de la campagne du FdG, la maturité politique et la conscience qui s'y fait jour.

Les dizaines de milliers de personnes rassemblées à la Bastille ou dans les meetings du FdG ne disent pas autre chose. Il faut que la gauche de gauche s'unisse et dise d'une seule voix : Sarkozy dégage ! Assez d'austérité !

Que des milliers de jeunes vivent là leur première expérience militante, que des milliers de syndicalistes voient avec cet instrument la possibilité d'un prolongement politique à leurs engagements quotidiens nous interpelle.

Car notre tradition politique s'intéresse aux mouvements réels qui animent notre classe, souhaite les accompagner, et leur donner une perspective radicale contre l'ordre existant.

Pas besoin donc de peindre cette campagne en rouge pour comprendre que notre place est aux côtés de celles et ceux qui mènent cette tentative de percer le plafond de verre des politiques capitalistes.

Nous savons les désaccords que nous avons avec la campagne du FdG ou certaines déclarations de son candidat. Nous ne partageons pas, par exemple, le rapport bien trop instrumental que les principales forces du FdG entretiennent avec les mouvements sociaux; nous aimerions que cette campagne soit plus offensive pour dessiner un avenir débarrassé du nucléaire civil et militaire. Mais ces désaccords ne changent rien à la conviction des milliers de salariés et de jeunes qui la mènent. Et c'est ce processus de maturation politique que nous voulons accompagner.

C'est dans le succès de cette campagne que réside une partie des clefs de l'avenir.

Parce qu'un score élevé de son candidat contribuerait à redonner confiance à notre camp social pour les combats qui s'annoncent.

Mais aussi parce que ce que nous appelons bloc de gauche contre l'austérité ou front social et politique est inscrit dans les coordonnées de la situation politique. Nous qui pensons qu'il faut dans un même mouvement, unir les anticapitalistes et construire ce bloc, nous savons que ce n'est pas un problème à venir, mais une tâche qui s'inscrit dans le réel et ses contradictions.

Le périmètre de ce bloc de gauche contre l'austérité dépendra de la position du FdG et de ses organisations par rapport à la participation à un gouvernement social-libéral et à une politique d'austérité.

Nous sommes bien conscients des difficultés qui se posent à nous, à commencer par le faible rapport de force qui est le nôtre pour peser sur cette campagne et ses suites.

Mais c'est dans l'espace de débat et de confrontation qu'offre cette campagne que nous pensons être utiles.

C'est pourquoi nous la soutenons. (blogs.mediapart.fr 29.03)

Je ne partage pas cette analyse, car les travailleurs qui soutiennent Mélenchon ne s'identifient pas forcément avec lui et le FdG.

Ils utilisent ce canal pour exprimer leurs besoins et se rassembler, alors que de son côté Mélenchon et le FdG ont démontré au cours de la période qui a précédé la campagne électorale, qu'ils étaient coupés des masses et que leur intention n'était pas d'essayer de les organiser pour mener le combat jusqu'au bout.

Le PS panique et sombre dans la calomnie.

Le petit notable de province Montebourg sur Europe 1 : '*J'ai observé que Jean-Luc Mélenchon est la nouvelle mascotte du Figaro*.

Avec le Front de gauche '*nous avons besoin de faire le chemin ensemble*', a poursuivi M. Montebourg. Il a exhorté à '*rechercher ce que nous pouvons faire ensemble*', plutôt '*que de rechercher absolument ce qui nous empêcherait d'agir ensemble*'. (lemonde.fr 29.03)

Cela va être difficile et on s'en réjouit d'avance ! Mélenchon a peut-être l'ambition de ses idées, tandis que cette vermine a les idées de son ambition, on comprend qu'il ne supporte pas la comparaison et que cela l'agace.

Vous ne trouvez pas que cela sent le sapin du côté du PS ?

- Michel Sapin, en charge du projet du candidat socialiste, a assuré jeudi qu'un changement de politique, "*ce n'est pas*" Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche, qui peut l'apporter au pays, "*chacun le sait*", mais François Hollande. (AFP 29.03)

On écrit la suite : qui en fait cadeau à Sarkozy qui est réélu, pas moins. Si aux législatives, et ce qui est vraisemblable l'UMP associé au MoDem et aux divers droites est minoritaire, le Premier ministre viendra du PS ou du Front de Gauche, qui devront s'allier pour former une majorité, et c'est là que cela va coincer, car la politique du PS va être décriée dans la rue, conspuée, détestée, sans doute que le Front de Gauche éclatera, certains étant favorables à davantage de concessions au PS, d'autres étant farouchement contre, à la longue c'est intenable, cela éclate.

Si le Front de Gauche ne soutient pas le PS à l'Assemblée nationale, il n'y aura pas de majorité, les institutions seront bloquées, il ne restera plus au PS qu'à s'abstenir pour que la politique du gouvernement soit approuvée par une majorité de députés qui auront leur carte de l'UMP dans leur poche, on ne trouvera pas plus couard et dénué de dignité comme parti.

- "*Il serait intéressant que chacun se détermine par rapport aux projets eux-mêmes et pas simplement par rapport à la sonorité de la voix ou par rapport à la couleur du discours*", a poursuivi Michel Sapin, en allusion à la campagne de Jean-Luc Mélenchon. (id)

C'est quoi le projet de Hollande ? Des mesurettes pour faire durer le plaisir et la comédie, qui tourne à la tragédie car la société s'enfonce vers l'abîme, on pourrait noircir le tableau en ajoutant "*dans les ténèbres*".

Nous, notre projet, il est tourné vers la lumière et il correspond à ce qu'on a de plus cher et de plus profondément ancré en nous, notre aspiration à la liberté que personne ne pourra jamais nous retirer. Voilà le brouillon d'un article de la futur Constitution de la République socialiste française.

L'avantage de la liberté comme point de ralliement, c'est qu'on peut y aboutir en provenant de n'importe quel milieu social.

Ceux qui nous gouvernent. Toujours plus bas.

Le Premier ministre a dénoncé des «*propos racistes*» du maire de Paris, qui aurait ironisé sur ses origines sarthoises.

François Fillon a dénoncé jeudi des «*propos racistes*» qu'aurait tenus à son égard le maire (PS) de Paris, Bertrand Delanoë, qui aurait jugé récemment qu'il était «*plus Sablé que XIXe arrondissement*» de Paris, le maire démentant aussitôt avoir prononcé de telles déclarations.

Bertrand Delanoë s'est dit de son côté «*consterné par ces propos mensongers*» qu'il «*condamne avec la plus grande fermeté*». (libération.fr 29.03)

Je suis né dans le Xe arrondissement de Paris, le premier qui me traite de parigot, je porte plainte pour racisme !

Une sale manie : se rétracter. Cause toujours, il en restera quelque chose.

1- François Fillon a estimé jeudi sur France Inter qu'on pouvait "*s'étonner sur les raisons qui conduisent*" à placer en détention l'ancien gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt Patrice de Maistre, avant de "*regretter*" la phrase et de la "*retirer*". (AFP 29.03)

Valait mieux, car on pourrait "*s'étonner sur les raisons qui ont conduit*" le Raid à liquider M.Merah plutôt que le prendre vivant, ce qui était un jeu d'enfant.

2- Bernadette Chirac a dit avoir employé un mot «*un petit peu trop fort*» vis à vis de François Hollande, lorsqu'elle avait affirmé qu'il n'avait «*pas le gabarit d'un président de la République*», dans une interview publiée mercredi sur le site internet de Nice-Matin.

«*Qu'est-ce que je vais vous dire sur François Hollande ? Je vais vous dire la chose suivante : oublions cela. Est-ce qu'il ne vous est pas arrivé dans la vie une fois de dire un mot qui soit un petit peu trop fort par rapport à ce qu'on pensait ?*», déclare, interrogée sur ses propos, l'épouse de l'ex-chef de l'Etat. (liberation.fr 29.03)

Elle a sans doute raison, mais en famille ces choses ne se disent pas, un peu de retenu bordel, le reste de la famille va voter pour lui (lu dans un précédent article de presse) !

3- Invité de l'émission Le Gros Squat diffusée sur Rockone.fr et radio Néo mercredi dernier, le publicitaire Jacques Séguéla a traité de "*salope*" Audrey Pulvar, avant de lui adresser une lettre d'excuse. (Yahoo actualité 29.03)

C'est vrai qu'elle est maniérée, elle transpire la suffisance de la petite-bourgeoise qui se croit arriver, puante à merci quoi, comme Montebourg, mais ce n'est pas une raison pour employer les grands mots qu'on pourrait renvoyer à son expéditeur tout aussi infréquentable.

Actualité en titres

La barbarie banalisée, légalisée, légitimée.

- Tuerie afghane: l'avocat du sergent Bales plaidera le stress post-traumatique - AFP

Excusez-moi, j'étais stressé, j'ai massacré pendant leur sommeil 17 femmes, enfants et vieillards, je suis innocent.

INFOS EN BREF

Politique

1- France.

The Economist, l'influent hebdomadaire britannique du monde des affaires, estime que l'élection de François Hollande à la présidence pourrait avoir des "*conséquences dramatiques*", sans épargner Nicolas Sarkozy dont la réélection présenterait aussi des "*risques*", selon lui.

Sous le titre "*La France dans le déni*", l'éditorial du numéro à paraître vendredi juge qu'il y a "*plus inquiétant encore que la mauvaise foi*" de l'un ou l'autre des candidats: "*la possibilité qu'ils pensent vraiment ce qu'ils disent*" dans leurs programmes.

A l'attentisme prêté aux deux candidats face à la situation économique de la France qu'il juge "*particulièrement sombre*", The Economist oppose "*la rafale de réformes*" conduites en Italie, en Espagne ou en Grèce. "*Une France léthargique et non réformée pourrait bien se retrouver au centre de la prochaine crise de l'euro*", met-il en garde.

"*Et avec M. Hollande, qui, après tout, est encore le vainqueur le plus probable, cela pourrait avoir des conséquences dramatiques*", assure-t-il. Si le "*protégé*" de François Mitterrand (en français dans le texte) était élu, il "*pourrait s'apercevoir après quelques semaines, et pas des années, que les investisseurs fuient le marché obligataire*" français, prévient The Economist.

Pour autant, The Economist n'épargne par le chef de l'Etat sortant. "*Même si c'est Nicolas Sarkozy qui est réélu, les risques ne disparaîtront pas*", poursuit son éditorial.

"*Il n'ira pas jusqu'à proposer quelque chose d'aussi stupide que de taxer à 75% (les revenus supérieurs à un million d'euros, comme François Hollande, NDLR) mais il n'envisage ni les réformes radicales ni la réduction structurelle des dépenses publiques dont la France aurait besoin*", déplore le journal.

Conclusion amère de The Economist: "*La France insouciante est sur le point d'être rattrapée par la dure réalité, quel que soit le président*". (AFP 29.03)

C'est là qu'on attend au tournant le PS et le Front de Gauche, quand ils vont devoir gérer cette pression des gangsters de la finance, les véritables intentions de Mélenchon vont se révéler aux naïfs qui l'auront soutenu. S'il y en a qui se demandent si nous serions pas jaloux du succès de Mélenchon, nous les rassurons, cela ne nous viendrait pas un instant à l'esprit, car franchement dans quelques mois nous ne voudrions pour rien au monde être à sa place, avec ses idées j'entends., se suicider ou capituler qui revient au même.

Pour les parasites de la finance, la "*dure réalité*" se confond cyniquement avec leur pouvoir de nuisance, pour les travailleurs c'est la formidable régression sociale annoncée à laquelle ils se refusent. Sarkozy et Hollande sont pris entre le marteau et l'enclume, on voudrait croire entre la faucille et le marteau qui brisera net leur velléité à nous réduire à l'état d'esclavage.

Pour réduire à néant cette menace qui est bien réelle, le pouvoir de nuisance de l'industrie financière, l'une des première mesures à prendre serait d'exproprier sans indemnité les banquiers et gros actionnaires des quelques 2.000 grandes entreprises et de rompre avec les institutions du capital, BCE, FMI, Banque mondial et décréter l'annulation de la dette de l'Etat et des ménages des classes populaires. Et en fonction du développement de la lutte de classe en Europe, rompre avec l'euro.

2- Canada

Le ministre canadien des Finances Jim Flaherty a présenté jeudi un budget d'austérité qui prévoit un relèvement de l'âge de la retraite et des coupes drastiques dans les ministères pour rendre l'économie plus concurrentielle et renouer avec les excédents budgétaires d'ici 2016.

La réduction des dépenses est appelée à s'accentuer et elle se traduira par la suppression de 19.200 postes de fonctionnaires fédéraux sur une période de trois ans (4,8% de l'effectif total).

"*Il ne suffit pas de conserver l'avantage du Canada parmi les grandes économies avancées. Nous devons aussi permettre au Canada de concurrencer efficacement les grandes économies émergentes et dynamiques*", a-t-il ajouté.

Le déficit du gouvernement canadien fond beaucoup plus vite que prévu, selon le ministre, et sera ramené à 1,2% du PIB à la fin de l'année budgétaire 2012-2013, en raison notamment d'une diminution "*modérée*" des dépenses.

Pour sabrer dans ses dépenses, Ottawa va aussi retirer de la circulation la pièce d'un cent, qui coûte plus cher à produire que sa valeur nominale et relever graduellement de 65 à 67 ans à partir de 2023 l'âge d'admissibilité aux retraites complémentaires, sans toutefois toucher au régime général. (AFP 29.03)

Social

1- France

Des salariés des magasins Fnac parisiens ont retenu leur patron jeudi pendant sept heures. Au-delà de leurs revendications salariales, ils déplorent la perte de sens de leur métier.Des salariés des magasins Fnac parisiens ont retenu leur patron jeudi pendant sept heures. Au-delà de leurs revendications salariales, ils déplorent la perte de sens de leur métier.

Tout a commencé à 14 heures. Les délégués syndicaux des magasins Fnac de Paris rejoignent l'hôtel Ibis, lieu de la troisième

et dernière réunion de la Négociation annuelle obligatoire (NAO). Ils doivent y rencontrer Bruno Ferrec, directeur régional du géant des produits culturels. Sauf que cette fois, ils sont flanqués d'environ 150 salariés grévistes. Syndicalistes ou non, ils comptent bien demander des comptes à leur patron. Car cette année, en guise de négociation, la direction ne propose qu'une hausse de salaire de 15 euros mensuels pour les employés gagnant moins de 1500 euros par mois. Dérisoire, de l'avis général.

Certes, la direction ne fait qu'appliquer son plan de «*modération salariale*». Mais pour tous les salariés, «*c'est se moquer du monde*». «*Ce n'est pas une négociation, ils n'ont rien à proposer*», explique Yazid Bedidi, représentant CGT. «*C'est la première année qu'il n'y a même pas d'augmentation individuelle, renchérit un collègue. Du coup, même les gens un peu individualistes se sont déplacés.*» Au début de la réunion, ils sont donc 150 à squatter la salle de réunion louée au sous-sol de l'hôtel.

Bruno Ferrec refuse de négocier face à l'ensemble des salariés, et réclame d'être seul avec les représentants syndicaux. Les grévistes, eux, demandent une réponse en bonne et due forme. Un simple «*non*», disent-ils, pourrait les satisfaire. Ce qu'ils veulent, c'est que leur patron «*assume sa décision d'austérité salariale*». La situation se bloque. Toutes les heures, les deux parties prennent acte de l'impossibilité d'entamer la réunion. A 16 heures, la direction tente de quitter la pièce. Un petit mur de grévistes l'en empêche.

Au cours des quatre dernières années, 804 CDI ont été supprimés dans les magasins de la capitale. Désormais, l'entreprise ne compte plus que 1700 salariés à Paris.

Une compression de personnel qui détériore fortement les conditions de travail, selon Bernard, libraire au magasin Forum. «*La direction veut tuer les métiers et les spécialités. Son rêve, c'est que tous les salariés puissent passer de l'encaissement à la vente, dit-il. Cette polyactivité est entretenue par le sous-effectif et le recours aux CDD.*» Pour son collègue Olivier, disquaire à Montparnasse, cette stratégie coupe peu à peu l'entreprise de ses clients: «*Les gens recherchent des spécialistes, des experts dans leur domaine. Pas des vendeurs qui leur refourguent des garanties hors de prix ou des cartes Fnac!*»

La crise de sens, c'est ce qui ressort de la plupart des discours. «*Moi, j'ai choisi la Fnac pour sa culture d'entreprise, raconte un ancien de la maison. J'ai l'impression qu'on est en train de devenir comme tous les autres magasins du secteur. La preuve, ils veulent bientôt nous faire vendre des aspirateurs et des machines à café.*» «*De toute façon, le seul objectif de Pinault [le patron de PPR, propriétaire de la Fnac, ndlr], c'est de revendre l'entreprise*», juge Fatiha, syndiquée à la CFDT. Alexandre Bompard, le PDG de la Fnac, passé par Canal Plus et Europe 1, ne trouve pas plus grâce à ses yeux. «*La nouvelle stratégie de l'entreprise, c'est de faire venir des directeurs complètement extérieurs à l'histoire de la Fnac. Ferrec vient de Carrefour, son DRH de Nestlé, ajoute un salarié. Ce sont des financiers, c'est tout.*»

Peu après 19h, un huissier débarque dans la pièce. Il constate que Bruno Ferrec ne peut physiquement pas sortir de la pièce, noircit son carnet de notes. Le ton monte quelque peu. «*Vous nous prenez pour de la merde !*» Bruno Ferrec, assis derrière une table et protégé par quelques gros bras, ne perd pas son calme. Tout juste perçoit-on un bref sourire, parfois. Le reste du temps, il pianote sur son téléphone portable. «*Il doit être énervé, il y avait l'inauguration de l'agrandissement du magasin de Rosny ce soir. Tout le gratin était convié, il va se faire gronder par Bompard*», sourit un gréviste. Sa voisine soupire: «*Il ne transpire même pas, c'est un robot. S'il a suivi un stage de survie en milieu syndical, on est mal barrés...*»

L'attente touche à sa fin. A 20h30, la police fait son arrivée. Elle donne 30 minutes aux protagonistes pour se mettre d'accord. Sans quoi, elle reviendra évacuer les lieux. A 21h pile, les forces de l'ordre sont de retour. La cinquantaine de salariés restant partent dans le calme, laissant leur patron derrière eux. «*Ce n'est que partie remise, on se retrouvera !*» (liberation.fr 29.03)

2- Espagne

Une marée humaine agitant des nuées de drapeaux rouges a défilé jeudi dans toute l'Espagne, des manifestations émaillées de violences à Barcelone, au soir d'une grève générale contre la réforme du travail et la politique d'austérité du gouvernement de droite.

A la veille de l'annonce du budget 2012, marqué par une cure de rigueur sans précédent, des centaines de milliers de personnes ont manifesté à travers le pays, point d'orgue de l'exaspération sociale qui grandit sur fond de chômage galopant, de récession et de coupes sociales draconiennes.

Portant de petites pancartes où étaient dessinés des ciseaux, symbole des réductions budgétaires, au moins 100.000 manifestants ont parcouru les avenues du centre de Madrid.

Les manifestants, évalués à 800.000 par les syndicats, défilaient aussi à Barcelone, la deuxième ville du pays, où des violences ont éclaté entre policiers et groupes de jeunes.

Partout ailleurs, la mobilisation était forte, avec 50.000 personnes à La Corogne selon la police, 25.000 à Saint-Jacques de Compostelle selon les syndicats et entre 72.000 et 400.000 dans toute l'Andalousie, suivant les estimations.

Des incidents ont aussi éclaté à Madrid, Vitoria et Séville. Au total, 176 personnes ont été interpellées, 58 policiers et 46 manifestants ou grévistes ont été blessés, selon le ministère de l'Intérieur.

Brandissant des pancartes avec les mots "*Réforme du travail, NON*", les piquets de grève s'étaient installés tôt le matin aux portes des usines, des marchés de gros de Madrid et Barcelone, des banques ou des stations de transports en commun, placardant des affichettes annonçant: "*Fermé pour cause de grève*".

Les syndicats CCOO et UGT voulaient ainsi dénoncer la réforme du marché du travail déjà appliquée par le gouvernement, dans le but de combattre un chômage qui frappe 22,85% des actifs.

Selon eux, cette réforme aura pour seul effet d'aggraver le fléau, alors que le gouvernement espagnol lui-même prévoit la destruction de 630.000 emplois en 2012 et un chômage à 24,3% en fin d'année.

Outre les services publics, les industries métallurgiques et automobiles semblaient les plus touchées par les arrêts de travail. Des lieux touristiques, comme l'Alhambra de Grenade ou le musée Picasso de Barcelone, sont restés fermés. (AFP 29.03)

Haut de page

Le 31 mars

CAUSERIE

Je n'ai eu le temps de traiter toutes les infos d'hier, ce sera donc pour demain. La chasse aux islamistes a repris, à qui le tour ensuite ?

Un scénario devenu un classique du genre.

Le capitaine putschiste Amadou Sanogo a lancé vendredi un appel à la communauté internationale pour aider le Mali à combattre la rébellion targuie qui s'est emparée dans la matinée de la garnison stratégique de Kidal, dans le Nord.

Les capitaines putschistes de Bamako affirment avoir renversé le président Amadou Toumani Touré en raison de son laxisme dans la lutte contre les "*hommes bleus*", qui ont repris les armes à la mi-janvier dans le désert du Nord. (Reuters 30.03)

1- Les puissances occidentales critiquent le président Amadou Toumani Touré ;

2- Au détours de la guerre en Libye, ils arment leurs mercenaires (Al-Qaïda) qui s'allient à certaines couches targuies qui ensemble passent à l'offensive armée ;

3- Ils organisent un coup d'Etat ou un pseudo coup d'Etat ;

4- La junte militaire qui aurait renversé Touré appelle à l'aide les puissances occidentales et la boucle est bouclée, un nouveau terrain de guerre vient de s'ouvrir pour les maîtres du monde...

Une variante.

1- Les puissances occidentales passent la brosse à reluire à des dictateurs (Kadhafi, Assad), ils les légitiment au passage, étape indispensable pour leur imputer ensuite la responsabilité du chaos qui sera amené à régner d'ici peu dans leur pays ;

2- Parallèlement ou rapidement, une couche de la bourgeoisie de ces pays-là entre en dissidence ouverte avec le pouvoir en place, une fois qu'elle a pris contact discrètement ou secrètement avec les impérialistes qui se sont engagés à la soutenir et lui remettre le pouvoir à l'issue du combat engagé contre le pouvoir en place ;

3- Cette dissidence va s'employer à se donner une image populaire, un vernis démocratique, tout en se posant en victime du régime, alors qu'elle est étrangère et ennemi du mouvement ouvrier ;

4- A l'étape suivante, elle passera à l'offensive en utilisant la violence pour obliger le régime à sortir de ses gonds et à recourir à la répression ;

5- Ensuite, elle fera appel au soutien de "*la communauté internationale*", en réalité aux puissances occidentales, qui par médias interposés va s'employer à relayer leur propagande guerrière et à manipuler leurs populations, y compris la presque totalité des partis dits de droite ou de gauche ou encore d'extrême gauche qui s'en feront volontiers les complices.

6- A l'étape suivante, cette opposition factice amplifiera sa pression sur le régime aidée (financée) en cela par les mercenaires armés que lui enverront ses alliés, de Paris, Washington, Doha, Riad ou Jérusalem, de manière à créer une situation en apparence confuse et inextricable, impossible à dénouer par les seuls acteurs nationaux engagés dans ce conflit ;

7- L'amalgame dès lors réalisé entre cette opposition d'opérette et la véritable opposition ouvrière au régime, la quasi totalité des acteurs sur la scène mondiale soutiennent la version officielle concoctée par leurs gouvernement ;

8- Il ne reste plus qu'à passer à la dernière phase de ce plan qui va consister à appeler la coalition impérialiste qui a ravagé l'Irak, le Kosovo, l'Afghanistan et la Libye à intervenir militairement pour faire chuter le régime, via les instances politiques du capitalisme mondial, l'ONU, l'UE, la Ligue arabe, etc. pour légitimer cette guerre coloniale ou de rapine ;

9- Ainsi la boucle est bouclée.

Un seul facteur peut interférer dans ce plan et le faire capoter : la concurrence féroce entre puissances impérialistes, l'intervention des puissances impérialistes montantes (les Brics) qui n'entendent pas voir leurs intérêts économiques ou géostratégiques ainsi spoliés, alors que leurs besoins sont exponentiels ou qui rejettent dorénavant l'hégémomie de l'impérialisme américain et des vieux pays capitalistes européens qu'ils estiment largement injustifiée, du fait qu'ils sont à l'origine de la croissance mondiale et de la dépendance économique croissante de ces pays-là à leur égard.

S'agissant du Mali, la totalité des gouvernements et des institutions politiques dans le monde ont condamné le putsch d'un carteron de sous-officiers, ce qui a de quoi laisser perplexe.

Dans un article signé Olivier Laurent, publié le 28 mars dans le portail Mondialisation.ca, on pouvait lire que : "*Si les Etats occidentaux et l'ONU ont proféré les remontrances d'usage, il transparaît que Touré n'était plus considéré comme un allié fiable par l'OTAN*", ils ont donc pu décider de l'écarter du pouvoir, rapportant les propos d'"*un haut responsable français*" qui s'était exprimé dans ce sens dans l'Express, le 24 novembre 2011. (http://www.luttedeclasse.org/dossier/politique_mali_otan_280312.pdf)

Ainsi, l'instabilité du pays et la "*chute*" du président Touré ne seraient pas seulement la conséquence de la dislocation de la Libye orchestrée par les puissances occidentales, mais pourrait correspondre à un plan établi de longue date pour recoloniser le Mali et mettre en place un régime qui leur serait plus favorable, comme en Libye ou en Syrie, ou encore en Tunisie et en Egypte. Que visent-ils au juste ? Je n'en sais rien encore, peut-être l'Algérie voisine puisqu'il n'y a ni gaz ni pétrole au Mali.

Au passage, si le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (POI) a consacré un article sur la situation au Mali, ils ont bien évoqué les conséquences de la chute de Kadhafi comme facteur de destabilisation de ce pays, mais ils se sont bien gardés d'évoquer les récentes déclarations des autorités françaises (qui ne doivent pas être les seuls dans ce cas-là) qui fournissaient une indication précieuse sur le jugement qu'elles portaient sur le pouvoir en place, et qui permettait de saisir leurs réelles intentions au regard de leur prise de position après le coup d'Etat qui vient d'avoir lieu, du coup leurs lecteurs seront dans l'impossibilité de comprendre ce qui se trame réellement au Mali.

Ils devront se contenter du dernier paragraphe de cet article qui se réduit à une affirmation étayée par aucun élément concret, autrement dit reprendre à leur compte aveuglément cette affirmation sans pouvoir expliquer pourquoi ou le rejeter sans savoir pourquoi non plus : "*On notera que depuis des années, à travers l'Africom, Washington essaie d'établir un dispositif militaire pour contrôler toute la région*." (IO n°193 page 12) Nous voilà bien avancé !

Si nous n'avions pas à notre disposition les articles mis en ligne par des portails comme le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca et quelques autres spécialisés en économie, nous ne disposerions pas des éléments matériels indispensables pour comprendre la situation dans le monde.

Force est de constater qu'aucun parti ouvrier en France n'est capable de faire preuve d'une objectivité ou d'une impartialité absolue, d'une honnêteté irréprochable. Pourquoi ? Demandez-le à leurs dirigeants. Ils ont accès aux mêmes informations que nous et même davantage, car en animant seul ce portail, il est évident que je passe forcément à côté de bon nombre de données, ce qui ne devrait pas être le cas d'un parti qui dispose des moyens humains et matériels suffisant pour mener à bien cette tâche.

Craignent-ils d'être catalogués comme extrémistes par les autorités et les médias s'ils en disent trop ? Pourquoi pas, tous les partis vouent un culte à la légalité républicaine... bourgeoise.

Craignent-ils que ces informations mettent à mal leur ligne politique opportuniste et contribuent à les démasquer ? Craignent-ils qu'ainsi leurs militants puissent se passer d'eux pour se forger leur propre opinion qui ne serait pas forcément celle défendue

par leurs dirigeants ? C'est plus probable.

Lors de la guerre contre la Libye, si j'avais été informé à temps des discrètes relations et réunions qui s'étaient tenues entre des représentants de l'impérialisme français et les futurs membres du CNT avant le déclenchement du soi-disant soulèvement révolutionnaire de Benghazi, j'aurais adopté une autre position, dès le premier jour j'aurais pris position contre l'intervention militaire occidentale au lieu d'adopter une position neutre en attendant de voir la suite.

J'ai pris position de bonne foi sur la base des éléments qui étaient en ma possession qui ne laissaient pas supposer un instant que ce soulèvement avait été orchestré depuis Paris, quelque part j'ai été manipulé par ceux qui possédaient ces informations mais ne les ont diffusées que bien plus tard, plusieurs mois après le début des combats, cela vaut également pour le Réseau Voltaire.

Peut-être que ces informations étaient disponibles ailleurs sur le Webb, je n'en sais rien, j'ai commis l'erreur de ne pas m'en enquérir plus tôt, j'accepte ce reproche, bien que le répète, à moi tout seul je ne peux pas couvrir la situation qui existe dans les quelques 200 pays que compte le monde.

Cette expérience m'a servi de leçon, je ne commettrai pas deux fois la même erreur. J'espère qu'elle aura servi à d'autres militants.

Quand un conflit intervient quelque part dans le monde ou qu'une menace de conflit commence à se faire jour dans un pays, il faut se demander quels sont les intérêts économiques en jeu, quelles richesses renferment ce pays, avec quels pays a-t-il des rapports économiques privilégiés, de quel ordre, etc. Ensuite on passe au plan politique, qui sert selon les cas à camoufler ou à légitimer ces rapports économiques... Il est alors relativement facile de comprendre le pourquoi du comment, la place et la fonction que remplissent les différents acteurs en présence, leurs réelles intentions ou leurs objectifs.

On doit admettre humblement que l'on ignore la situation exacte qui prévaut dans la plupart des pays. Au-delà d'une déclaration de principe immédiate, il faut l'étayer rapidement avec des faits, sinon cela revient à se retrancher systématiquement derrière des principes dont on ignore si leurs emplois sont justifiés ou non, quelque part cela revient à dire qui m'aime me suive, ce qui n'est pas acceptable.

On peut être anticapitaliste ou internationaliste, mais comme disait Lénine (voir la causerie d'avant-hier), on a, les travailleurs et les militants ont besoin de comprendre, tel est ma démarche.

S'agissant du Mali par exemple, vous savez quels sont les rapports entre les classes dans ce pays, de quoi sont constituées les divers classes, quel est la part des ouvriers, des paysans, des classes moyennes ou de la petite-bourgeosie, quelles sont les ressources du Mali, qui les exploitent, quel régime politique existe dans ce pays, sa Constitution, ses institutions, la place de l'armée, des partis politiques, des syndicats, etc.

Je vous avoue que je suis incapable de répondre à ces questions, dès lors comment voulez-vous que je m'aventure à formuler une position après ce coup d'Etat ? Il y a des malins parmi nous qui prétendent avoir réponse à tout, et à l'opposé d'autres aussi fûtés exigent qu'on ait réponse à tout, dans les deux cas ce sont des crétins qui s'ignorent !

Avec les sincères compliments des banquiers et autres capitalistes.

C'est Nicolas Sarkozy, en pleine campagne pour sa réélection à l'Elysée, qui s'est octroyé la primeur de cette annonce flatteuse pour son bilan, grillant au passage la politesse à l'Insee : le déficit public de la France a été ramené de 7,1% du produit intérieur brut (PIB) en 2010 à 5,2% l'an dernier.

Vous ne vous êtes pas sacrifiés pour rien, l'austérité a du bon

"*La France a fait beaucoup mieux grâce aux efforts des Français*", s'est félicité sur Europe 1 le président-candidat.

Le chômage de masse a du bon quand même.

"*C'est un effort historique compte tenu de la faible croissance, c'est un effort structurel*", acquiesce Eric Heyer, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Vous voyez que l'augmentation des taxes et des impôts servent à quelque chose...

Les dépenses publiques ont même augmenté moins vite que l'inflation, tandis que les recettes ont rebondi davantage qu'attendu. Résultat: les prélèvements obligatoires (impôts, taxes, cotisations...) grimpent de 42,5% du PIB en 2010 à 43,8% l'an dernier, soit un peu plus que prévu, et dépassent leur niveau de 2007, alors que Nicolas Sarkozy avait promis de les faire baisser.

... par exemple à payer la dette, pardon, la rente des banquiers.

Nicolas Sarkozy et les membres du gouvernement sont en revanche restés bouche cousue sur la dette publique, qui a continué de gonfler pour battre un nouveau record, passant de 82,3% du PIB en 2010 à 85,8% l'an dernier (soit davantage encore que les 84,9% prévus).

A ce rythme, la dette, qui atteint désormais 1.717,3 milliards d'euros, "*devrait aisément dépasser la barre fatidique des 90% du PIB cette année*", souligne Marc Touati, d'Assya Compagnie financière.

Une rente à vie...

"*La grosse marche sera d'atteindre 3% en 2013*", prévient l'économiste, qui juge cet objectif "*quasiment irréalisable avec une croissance aussi faible et les plans de rigueur simultanés partout en Europe*". (AFP 30.03)

Discussion autour de la candidature de Mélenchon.

Réflexion d'internaute.

- (à propos de Mélenchon et Hollande) " Et d'abord pourquoi devraient-ils avoir des positions communes ? Ah oui le mot "gauche" ils ont cela en commun paraît-il, mais le mot n'est pas mentionné sur les affiches de M. Hollande qui sont toutes bleues ! Mince bonjour la confuse, par contre sur celle de M. Mélenchon y a pas mal de rouge, le mot gauche est presque aussi gros que sa tête, donc juste sans rien y connaître en politique le pékin lambda qui découvre les deux affiches sur le bord des routes, elles fleurissent pas mal en ce moment c'est le printemps, et bien il est sûr que c'est un combat gauche/droite.

Il a tellement voulu faire président, que son affiche ressemble à celle de Sarko, mort de rire, un conseil M. Hollande, changez vos affiches avec un peu plus de rouge au deuxième tour, en fait sur son affiche y a pas d'erreur selon lui, le rassembleur... je pense qu'avec un M. Mélenchon dans les 15% ça va être très chaud pour lui, situation très imprévue à laquelle il n'a pas de solution, si la défaite." (lexpress.fr 30.03)

Quelque part vous avez raison, le combat Mélenchon Hollande est un combat droite gauche, à ceci près que si vous enlever le masque de Mélenchon... Lire la suite ci-dessous pour compléter.

Mélenchon, lors de sa rencontre avec Chérèque.

"*Il faudra certes instaurer une obligation constitutionnelle de négociation avant de légiférer sur certains points, mais il est hors de question de laisser les Français, et donc leurs représentants au Parlement, être soumis uniquement à des logiques qui peuvent parfois avoir des intérêts corporatistes* ", a affirmé M. Mélenchon. (lemonde.fr 30.03)

De classe vous vouliez dire, quel vilain mot !

Dans un régime capitaliste "*une obligation constitutionnelle de négociation*" cela porte un nom : le corporatisme justement, comme c'est étrange, n'est-ce pas ? Ce à quoi ont adhéré tous les partis à des degrés divers depuis 1945.

Mélenchon ne peut décidément pas se passer de la "***légitimité***" de l'ONU.

M. Mélenchon souhaite donc une "*référence exclusive au seul organe légitime de la vie internationale, l'ONU*". "*S'il doit y avoir action militaire, elle ne peut être décidée que par l'ONU et conduite que par l'ONU, par l'entremise de son instrument qu'est le commandement militaire de l'ONU*", a-t-il précisé, vendredi, lors d'une conférence au très chic Cercle républicain de Paris, tout en soulignant le fonctionnement aujourd'hui imparfait de l'organisation. (gauche.blog.lemonde.fr/ 30.03)

Pour rappel, l'ONU a couvert toutes les guerres, tous les génocides, toutes les dictatures, etc. bref, tous les crimes commis par les dirigeants des pays qui siègent à l'ONU depuis plus d'un demi-siècle contre les peuples, donc la rupture sans condition avec l'ONU est non négociable pour qui prétend parler au nom des travailleurs ou du socialisme.

Mystification. Il n'y a aucune illusion à avoir dans le Front de gauche. Arguments si besoin était.

- Invité d'Europe 1, Arnaud Montebourg a affirmé jeudi qu'il existait "*beaucoup de convergences*" dans les programmes des deux partis. (lexpress.fr 30.03)

On n'en doute pas !

Le journaliste de L'Express se demande si ce ne serait pas un marché de dupes, sur le dos de qui s'il vous plaît, devinez, pardi les travailleurs , c'est moi qui le précise !

- Pourtant, difficile de leur trouver des points communs.

A ce niveau-là, c'est de la mauvaise foi !

- Reste que les divergences sont encore (très) nombreuses, essentiellement sur les dépenses publiques.

Pour le reste, l'essentiel, vaut mieux ne pas en parler, on comprend. Vous comprenez parfois pourquoi on emploie le terme de complot, parce qu'ils savent tous de quoi il en retourne en vérité.

- Marie-Noëlle Lienemann cite les "*76 propositions communes aux programmes de gauche*" du site Gauche avenir, club censé regrouper des membres des différentes idéologies de gauche.

Vous voyez qu'avec un peu de bonne volonté on arrive à leur trouver des points communs, allez encore un petit effort...

- "*Il y a évidemment quelques rares positions communes, comme par exemple le droit de vote des étrangers, mais il n'y a pas de réelle convergence*", selon Alexis Corbière, conseiller de Jean-Luc Mélenchon. (lexpress.fr 30.03)

Quelle fumiste celui-là ! Alexis Corbière devrait conseiller à Marie-Noëlle Lienemann de la fermer, elle va vendre la mèche. Vous me direz que cela ne changera rien dans l'immédiat, car si Hollande était élu, cela ferait le même effet qu'un pétard mouillé !

Mélenchon le laudateur, le parangon de l'ONU un révolutionnaire, quelle question déplacée !

Clémentine Autain était hier sur «Face au web», l'émission présidentielle de Newsring.fr et 20minutes.fr.

Jean-Luc Mélenchon est-il révolutionnaire?

Oui répond sans hésiter Clémentine Autain, qui précise toutefois que Jean-Luc Mélenchon ne prône pas une révolution, au sens du Grand Soir, «*c'est une aberration le Grand Soir*», dit-elle. L'idée, explique-t-elle est d'amorcer une révolution par petites touches, comme l'a fait le féminisme au 20e siècle. (20minutes.fr 30.03)

No comment ! C'est la définition du réformiste, le contre-révolutionnaire par excellence !

Actualité en titres

Pourquoi vaut-il mieux être de gauche ?

- Les électeurs de droite et du centre ont une vie sexuelle moins intense - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France. La haine.

Un jeune toulousain de 20 ans, du même quartier que Mohamed Merah a été condamné jeudi à trois mois de prison ferme pour avoir fait l'apologie des crimes de Mohamed Merah. Le jeune homme, jugé en comparution immédiate, a été condamné pour "*provocation à la haine raciale*" et "*apologie du terrorisme*".

Il n'est toutefois pas parti en prison à l'issue du jugement, le tribunal n'ayant pas délivré de mandat de dépôt à l'audience. "*Mon pote Mohamed, c'est un homme, un vrai. Dommage qu'il n'ait pas eu le temps de finir le travail*", aurait dit le jeune homme cité ce vendredi par le quotidien La Dépêche du Midi, lors du contrôle de police d'un groupe le 22 mars, quelques heures après la mort de Mohamed Merah sous les balles du Raid.

Il lui a été reproché d'avoir harangué le groupe qui était contrôlé devant un tabac du quartier des Izards, insultant les policiers et faisant l'apologie des crimes de Merah.

A l'audience, le représentant du parquet a réclamé neuf mois de prison ferme. Le prévenu a nié les faits, assurant que "*les actes qu'a faits Mohamed Merah, c'est inacceptable*". (lexpress.fr 30.03)

Quand tu es jeune, 20 ans, tu fais et eu dis des grosses conneries sans y penser, ton père te tape dessus comme c'était mon cas, et tu peux te lâcher en souhaitant sa mort devant des témoins, alors que tu ne le penses pas vraiment.

2- Espagne

Quelques heures seulement après une grève générale accompagnée de manifestations monstres, l'Espagne a dévoilé vendredi le budget le plus rigoureux de son histoire, pour récupérer 27,3 milliards d'euros, et a promis à l'Europe d'être "fiable en 2012"

Un message clairement adressé à ses partenaires européens, qui ont mis en garde le pays ces derniers jours.

"*L'Espagne est dans une situation financière très difficile*", a encore déclaré vendredi le commissaire européen en charge des Affaires économiques Olli Rehn, même si elle a "de nombreux atouts pour assainir ses finances publiques".

Quelques jours plus tôt, c'est le chef du gouvernement italien Mario Monti qui estimait que Madrid "*donne beaucoup d'inquiétudes à l'Europe*" tandis que le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé constatait que "*l'Espagne a du mal à tenir ses objectifs*".

La banque américaine Citi s'était montrée la plus virulente, affirmant mercredi que "*l'Espagne devra probablement entrer dans un programme de type Troïka (donc une aide de l'UE, de la BCE et du FMI, ndlr) cette année*".

"*Nous sommes face à une situation limite*", a reconnu vendredi la porte-parole du gouvernement Soraya Saenz de Santamaria, mais "*l'Espagne tient sa parole et va remplir*" son objectif de déficit.

"*Notre première obligation est de revenir à des comptes publics assainis*", a-t-elle insisté, même si le pays n'y parviendra pas "*à n'importe quel prix*", car il faut "soutenir ceux qui en ont le plus besoin et ne pas paralyser la croissance et la création d'emplois", dans un pays de nouveau en récession et au taux de chômage record (22,85%).

Ainsi, "*nous avons pris la décision de maintenir la revalorisation des pensions de retraite, de geler le salaire des fonctionnaires au lieu de le baisser, de maintenir les prestations chômage et la dépense sociale, notamment les bourses*", a-t-elle expliqué.

De même, "*nous n'allons pas augmenter la TVA pour ne pas nuire à la consommation et à la reprise économique*".

Les budgets des ministères seront réduits de 16,9% en moyenne, ce qui permettra, avec d'autres mesures, d'économiser 17,8 milliards, le plus touché étant celui de l'Equipement qui sera amputé de plus de trois milliards.

A la hausse de l'impôt sur le revenu, annoncée fin décembre, s'ajoute notamment celle de l'impôt sur les sociétés ou des taxes sur le tabac.

La plupart des analystes tablaient sur la nécessité pour l'Espagne de trouver environ 50 milliards d'euros, en tenant compte de la récession, qui devrait réduire le PIB espagnol de 1,7% cette année.

Le reste de l'effort devra surtout venir des régions et des villes, à la santé financière fragile depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2008.

"*Cela a été démontré dans tous les pays, il est très difficile de réduire le déficit public au milieu d'une récession, parce que celle-ci réduit les recettes et augmente les dépenses, via les prestations chômage*", dans un pays où près d'un actif sur quatre est sans emploi, souligne José Carlos Diez, économiste à la maison de courtage Intermoney.

"*Du coup, nous ramons à contre-courant, avec une capacité pour ramer mais au final, nous nous épuisons*", estime-t-il: "*L'Espagne a besoin de temps mais il semble que Bruxelles ne soit pas disposée à lui en donner*". (AFP 30.03)

Social

1- France

La situation est toujours très tendue chez PSA Peugeot Citroën. Le groupe automobile a annoncé des mesures de chômage partiel en avril et mai sur les sites de production de Rennes, Sochaux, Mulhouse, ainsi que le renvoi de 350 intérimaires à Sochaux à compter de juillet.

A Rennes, du chômage partiel sera imposé du 9 au 16 avril et les 27 et 30 avril, ainsi que 6 jours en mai. A Sochaux, les salariés sur les lignes de production des modèles 3008/5008/DS5 seront au chômage du 23 au 30 avril et au 14 au 18 mai. En juillet, toujours à Sochaux, quelque 350 intérimaires vont être renvoyés en raison d'une baisse de cadence horaire décidée par la direction. L'usine emploie actuellement 1.600 intérimaires.

A Mulhouse, du chômage partiel est prévu du 23 au 27 avril ainsi que quatre jours en mai. Les deux autres gros sites de production de véhicules, Aulnay et Poissy sont épargnés par ces jours sans travail. "*Il y a un ralentissement de la production des moyens et gros véhicules et PSA continue sa politique de stocks au plus bas en utilisant le dispositif de chômage partiel APLD qui garantit 95% du salaire net aux salariés*", a commenté Jean-Pierre Mercier, délégué CGT. "*On continue à demander que la production soit lissée sur plusieurs semaines*", a ajouté le responsable syndical. (L'Expansion.com avec AFP 30.03)

2- Pologne

Quelque dix mille manifestants, selon la police, se sont réunis vendredi devant le siège du Parlement à Varsovie pour protester contre le projet gouvernemental de reculer l'âge de la retraite à 67 ans, a constaté une journaliste de l'AFP.

Massés aux abords du bâtiment à l'appel du syndicat Solidarité, les manifestants ont réclamé un référendum national sur cette question épineuse, au moment où la Diète (chambre basse) examinait le projet de réforme de l'âge de la retraite.

Selon le projet gouvernemental, l'âge de la retraite, actuellement 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes, doit être reculé progressivement à partir de 2013, pour atteindre 67 ans en 2020 pour les hommes et en 2040 pour les femmes.

En même temps, les femmes à 62 ans et les hommes à 65 ans pourront, s'ils le souhaitent, prendre une retraite anticipée d'un montant réduit de 50%. Les femmes devront toutefois avoir cumulé 35 ans de cotisations et les hommes 40 ans.

Pour entrer en vigueur, la réforme doit obtenir l'aval du Parlement.

Le gouvernement de M. Tusk y voit une réponse à la tendance à la baisse démographique, au vieillissement de la population et au risque d'un manque de main d'oeuvre.

Des études prédisent que plus de la moitié des habitants de la Pologne, un pays de 38,2 millions d'habitants, auront plus de 50 ans à l'horizon de 2042 et un tiers seulement des Polonais seront alors actifs sur le marché du travail.

Le syndicat Solidarité a collecté 1,5 million de signatures en faveur d'un référendum national. Sa tenue éventuelle dépend toutefois du Parlement, où les adversaires de cette consultation sont majoritaires. (AFP 30.03)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril

CAUSERIE

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

Ce qui leur manque le plus : un prophète !

Hier, porte de Versailles, Sarkozy a proclamé l'avènement d'un «*nouvel humanisme*». Car il sent venir «*un désir nouveau de fraternité*» et même «*un besoin d'amour*». (liberation.fr 31.03)

Faites monter la sauce. L'UMP sur les traces du FN. La dictature en marche. Mode d'emploi.

Le ministre français de l'Intérieur Claude Guéant estime qu'il existe "*un risque tangible de dérive*" des actes antisémites après les tueries de Toulouse, dans un entretien au journal *Le Parisien* publié samedi.

"*Indéniablement, la tension est montée*", déclare M. Guéant. (liberation.fr 31.03)

Avez-vous remarqué que les représentants des mouvements antiracistes ou dénonçant l'antisémistisme, l'islamophobie, sont généralement des réactionnaires patentés, de droite, d'extrême droite, de gauche ou d'extrême gauche ? J'ai décidément l'art de me faire des amis...

A ce titre l'accueil réservé au traitement de l'affaire d'Etat Merah est un modèle du genre. Ces défenseurs "*cdes droits de l'homme*" n'ont rien trouvé à redire à la multitude de contradictions que nous avons relevées depuis la liquidation de M. Merah par le Raid sur ordre de Sarkozy.

Lors de l'affaire des Irlandais de Vincennes (1982), il s'est avéré que c'était les services secrets français qui avaient déposé des armes dans leur cache pour ensuite les accuser de terrorisme. Personne ne s'est étonné que M. Merah ait accepté de converser avec les policiers par talkie-walkie interposé à condition de lui remettre une arme, alors qu'il était soi-disant en possession d'une armurerie. Personne n'a demandé quelle était la nature des balles que M. Merah avait tirées, une trentaine au dire des policiers. Provenaient-elle de l'arme que les policiers lui avait remise ou d'autres armes ? Personne ne le sait, secret de l'instruction sans doute. Dans le cas des Irlandais de Vincennes, ces derniers avaient servi de faux coupables pour couvrir les vrais qui n'ont évidemment jamais été découverts, l'enquête ayant été enterrée définitivement en 2002.

Répétons-le encore, ils auraient pu le prendre vivant très facilement, c'était un jeu d'enfant. Cela ne trouble pas un instant nos antifascistes, nos antiracistes d'opérette qui ne voient rien à redire à ce qu'il faut bien appeler un assassinat de sang froid et programmé.

Nos antiracistes autoproclamés n'ont rien trouvé non plus à redire à ce jeune embastillé (3 mois fermes) pour s'être livré à une stupide provocation verbale devant des policiers à Toulouse, dont il a nié les termes par la suite.

On ne les a pas entendu pour défendre Adlène Hicheur embastillé depuis plus de deux ans par un juge ayant plaidé à charge, sur la foi de quelques dizaines de courriels (35) échangés avec un supposé islamiste radical. Il a toujours nié avoir décidé de passer à l'acte, peu importe, le procureur a jugé que la menace contenue dans ces mails constituait un crime. Son avocat Me Baudouin a souligné : "*Si des propos excessifs et violents sont de nature à embastiller quelqu'un, les prisons françaises ne seront pas aptes à accueillir tout le monde*".

Dorénavant, personne en France n'est à l'abri d'une incarcération arbitraire pour avoir simplement prononcé des paroles jugées attentatoire à l'intégrité de l'Etat. Comme c'était déjà le cas aux Etats-Unis depuis 2001.

Comment l'AFP manipule une information pour le compte de Sarkozy.

Le père de Mohamed Merah a affirmé vendredi soir à la chaîne BFMTV qu'il n'avait jamais eu l'intention de poursuivre l'Etat français pour la mort de son fils, son avocate algérienne précisant ensuite à l'AFP qu'elle avait bien été mandatée pour entamer des poursuites, mais contre le Raid.

Les poursuites pour lesquelles l'a mandatée le père du Mohamed Merah ne sont pas «*contre la France et le gouvernement français mais contre le Raid, qui est responsable de la mort de son fils*», a souligné Me Zahia Mokhtari, interrogée par l'AFP à Alger après la diffusion sur BFMTV d'un entretien avec Merah père.

Ce journaliste «*a transformé mes propos et a dit que je poursuivrai en justice l'Etat. Comment voulez-vous que je poursuive un Etat? Il a menti*», a-t-il ajouté.

Lundi dernier, Merah père avait pourtant déclaré à l'AFP, dans un entretien téléphonique: «*Je vais engager les plus grands avocats et travailler le reste de ma vie pour payer les frais. Je vais porter plainte contre la France pour avoir tué mon fils*». (20minutes.fr 31.03)

L'AFP, qui est une officine au service du régime et au ordre du locataire du Palais, a interprété les propos du père de M. Merah de façon à ce que Sarkozy estime légitime de réagir et se pose en défenseur de l'Etat, ce qu'il s'est empressé de faire avec emphase.

La crasse mauvaise foi de l'AFP est avérée dans la mesure ou leurs journalistes sont capables de discerner l'emploi d'un mot à caractère générique, une synecdoque ou une métonymie, l'Etat signifiant ici le service de l'Etat responsable de la mort de son fils, le Raid qui l'a liquidé pour l'empêcher de parler.

Les boucs émissaires privilégiés de l'UMP et du FN.

Selon un commissaire de la DCRI (Libération des 24 et 25 mars), Merah a été «surveillé tout le premier semestre 2011, lignes téléphoniques, Internet». Ces «*1 000 à 1 200 heures de surveillance*», filatures physiques et «*techniques*», moyens vidéo et exploration des fadettes, n'ont «pas permis», selon la DCRI «de déceler un activisme idéologique, de contacts avec des groupes ou des sites islamistes suspects, pas même de fréquentation d'une mosquée». (liberation.fr 27.03)

Que cela ne tienne, il ne faut pas que la tension et le climat de psychose retombe.

Selon des journalistes des policiers, s'il existe "*un troisième, un quatrième, un cinquième ou un dixième homme ayant participé à ces crimes, nous les trouverons*" ou nous les fabriquerons, sinon il existe un autre moyen d'entretenir la peur, le climat délétère qui prévaut en France.

A défaut de complices, la chasse aux islamistes a repris de plus belle.

Dix-sept islamistes radicaux présumés, interpellés vendredi lors d'un coup de filet critiqué comme "électoraliste" par une partie de l'opposition, ont vu leur garde à vue prolongée samedi, la police affirmant de son côté que certains "*semblaient préparer un enlèvement*".

Selon le ministre de l'Intérieur Claude Guéant et Nicolas Sarkozy, ce coup de filet a permis la saisie d'armes, notamment des kalachnikov. Cependant, au moins deux de ces kalachnikov sont démilitarisées, c'est-à-dire inaptes au tir, a dit une source proche de l'enquête, confirmant une information d'Europe 1.

Ces interpellations ont eu lieu vendredi à l'aube en Ile-de-France, en région nantaise, dans l'agglomération lyonnaise, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et à Toulouse.

Pour le chef de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), Bernard Squarcini, ce coup de filet, largement médiatisé un peu plus d'une semaine après la mort de Mohamed Merah, se justifie par la "*dangerosité*" des membres de Forsane Alizza.

Des accusations que conteste l'avocat du leader de Forsane Alizza, Me Benoit Poquet. "*Il est scandaleux que des accusations extrêmement graves soient portées par voie de presse à l'encontre de mon client avant même que celui-ci ne puisse répondre*", a-t-il dit à l'AFP. Il s'est offusqué de voir le secret de l'instruction "*balayé d'un revers de la main pour des motifs électoralistes et politiques*", a-t-il ajouté.

A Toulouse, un proche d'un des interpellés a dit à l'AFP que la famille tombait des nues et n'arrivait pas à savoir ce qui se passe. Il n'a jamais eu affaire à la justice ni "*mis les pieds dans un commissariat*", était très cadré par la famille qui lui a interdit "*certaines fréquentations*" à la mosquée où il n'allait même plus pour cette raison, selon ce proche qui a requis l'anonymat. (AFP 31.03)

Où est passée la présomption d'innocence dès lors qu'il sufit de "*sembler*" avoir eu l'intention de commettre un acte délictueux pour être considéré comme coupable ? Monsieur Badinter est muet, ainsi que les supposés "*démocrates*", étrange, non, nomal !

Pendant ce temps-là le grand banditisme trempé dans tous les trafics et principal dépositaire des armes cirulant illégalement en France peut vaquer tranquillement à ses affaires.

Sarkozy et Guéant en font trop. En réalisant ce "coup de filet aux quatre coins de l'hexagone en claquant des doigts, ils démontrent ainsi que la police connaîssait parfaitement où localiser ces "islamistes" ou autres truands, il ne leur restait plus qu'à décider du moment opportun pour procéder à leur interpellation, par exemple à quelques semaines d'un scrution majeur annoncé comme perdu d'avance pour Sarkozy, qui désormais par miracle pourrait être réélu.

Deux sujets de réflexion pour bien commencer le mois d'avril

1- Le piège des blocs

Après le seconde guerre mondiale, à l'époque de l'existence de l'URSS et ses satellites des pays de l'Est, staliniens et crypto-staliniens défendaient la théorie des deux blocs opposant le bloc constitué des principales puissances capitalistes derrière les Etats-Unis, à celui de l'URSS et ses satellites, pour finalement justifier leur soutien au stalinisme. Pour être franc avec vous, je n'ai jamais vraiment étudié cette question-là.

Elle m'est revenue à l'esprit en lisant les articles publiés par le Réseau Voltaire et le portail Mondialisation.ca, dans la mesure où leurs auteurs se posent en ennemi de "*l'Empire*, entendez principalement l'impérialisme américain qui exerce une hégémonie économique et politique sur le monde, tout en soutenant pratiquement sans réserve les régimes où le capitalisme avait été exproprié ainsi que des régimes étiquetés à gauche en Amérique latine ou encore des pays dominés, comme si les peuples de ces pays-là avaient le bonheur d'être délivré du règne de la nécessité ou que la lutte de classe que le prolétariat ou la paysannerie pauvre menaient pour obtenir des droits nouveaux ou tout simplement améliorer leurs conditions d'existence et de travail passait au second plan ou était injustifiée.

Pour ces auteurs le monde est divisé en blocs antagonistes dont l'un domine l'autre, le plus puissant sur le plan économique, par conséquent il faudrait soutenir sans condition le plus faible dont font partie par exemple la Chine, la Russie, le Venezuela, Cuba, la Libye, la Syrie et bien d'autres dictatures ou régimes foncièrement antidémocratiques.

Ces auteurs ne se plaçant pas sur le terrain de la lutte des classes qu'il récuse apparemment, il ne leur reste plus qu'à s'en remettre à l'ONU pour résoudre les conflits qui peuvent éclater dans le monde ici ou là ou pour résoudre tout autre question d'ailleurs, par exemple celle liée à la protection de l'environnement.

Par ignorance, le plus souvent parce qu'ils se proclament anticommunistes ou ennemis du marxisme qu'ils confondent avec le stalinisme, il ne leur reste plus qu'à se jeter dans la gueule du lion ou faire acte de soumission envers l'ONU qui représente les intérêts du capitalisme mondial, dont l'impérialisme américain est justement le chef de file. Refusant l'interprétation du monde que propose le marxisme et considérant le capitalisme indépassable, leurs analyses aboutissent infailliblement à une impasse.

Lors du traitement de la situation en Libye et en Syrie ces derniers mois, ils se sont dressés contre l'intervention militaire occidentale, et dans le même temps ils ont tenu à ménager leurs critiques envers les régimes de Kadhafi et d'Assad comme s'ils étaient fréquentables ou recommandables, ce qui de notre point de vue est insupportable évidemment.

Dans leur manière de traiter la situation dans tous ces pays-là, le mouvement ouvrier, la lutte de classe du prolétariat, la véritable opposition aux régimes en place passe systématiquement à la trappe, comme si les masses opprimées ne pouvaient pas ou ne devaient pas avoir le droit de d'exprimer en toute indépendance vis-à-vis des autres classes, théorie que nous récusons, rien ne peut justifier la prétention d'interdire à la classe ouvrière de défendre librement ses intérêts indépendamment du régime en place.

Pour ces auteurs provenant d'horizons très divers à travers le monde, journalistes, intellectuels, historiens, anciens diplomates, etc. la lutte des classes se réduit à un combat entre différentes couches de la bourgeoisie dont l'une serait plus présentable que les autres parce qu'elle serait en relation principalement avec la Chine ou la Russie, qui comme chacun sait sont des modèles de démocratie, tandis que le prolétariat aurait tout juste le droit de la soutenir, oubliant au passage que lorsqu'elle accède au pouvoir elle s'empresse de museler la classe ouvrière ou bien pire encore, ce qui fut le cas de tous les régimes soutenus autrefois par l'URSS ou la Chine, on pourrait ajouter, les imitant en instituant des régimes à parti unique et réprimant férocement toute forme d'opposition ou de regroupement politique.

Il existe donc un parti pris évident dans ces articles qui ne peut pas nous convenir. Vous remarquerez que c'est aussi celui de Mélenchon, pas tout à fait cependant, par exemple il n'a pas les mêmes rapports envers la Russie qu'envers la Chine, Cuba ou le Venezuela ou encore la Bolivie, à la fois au nom d'un antistalinisme qu'il n'a jamais été capable d'assumer jusqu'au bout ce qui lui permet aujourd'hui de s'allier au PCF, on ne voit pas vraiment ce qui distingue la version russe du stalinisme de la chinoise ou de la cubaine, et par pur nationalisme, ce qui n'est pas incompatible avec son rapprochement avec les staliniens adeptes du socialisme dans un seul pays symbolisé par le mot d'ordre produisons français ou la mise en oeuvre de mesures protectionnistes.

Ces auteurs dénient au prolétariat la capacité de gouverner et de décider de son propre sort, qui en dernier ressort devrait dépendre d'une ou plusieurs couches de la bourgeoisie plus aptes à s'en charger à sa place, ce qu'on retrouve sur le plan politique chez tous ceux qui se refusent à rompre avec le capitalisme et ses institutions, dont Mélenchon.

Si tous les régimes ne sont pas équivalents, en règle générale on prendra position pour le plus faible contre le plus puissant en cas de conflit ouvert. Où cela pose problème, c'est lorsque ce régime est une dictature, dans ce cas-là on soutiendra le mouvement ouvrier de ce pays engagé dans le combat en défense de son indépendance nationale face à l'impérialisme quel qu'il soit, en s'abstenant de soutenir le tyran en place ou sans le cautionner, en fonction de la situation on peut imaginer qu'en échange d'une relative neutralité provisoire envers le régime, celui-ci satisfasse certaines revendications sociales et politiques, concession que l'on peut concevoir uniquement en cas d'urgence.

Certains y verront une capitulation parce qu'ils refusent de regarder la réalité en face ou l'ignorent tout simplement. Ils décrètent ou s'imaginent que ce serait trahir notre cause, alors que dans ces pays-là, la Syrie par exemple, le prolétariat est dans l'impossibilité de poser la question du pouvoir et le restera encore longemps, c'est peut-être triste à dire, mais dans certains cas pour continuer d'exister le mouvement ouvrier doit s'allier à la couche de la bourgeoisie qui lui semble la moins hostile ou la moins dangereuse pour ses intérêts et la suite de son combat, sans pour autant y perdre son âme ou renoncer à son indépendance de classe que paradoxalement il défend de la sorte. De notre côté, le meilleur moyen de soutenir le mouvement ouvrier syrien dans son combat, consiste à combattre notre propre bourgeoisie nostalgique de l'époque coloniale, sans oublier ceux qui en appellent à l'ONU qui légitime les visées guerrières à travers le monde de Sarkozy, Obama, Cameron, etc.

Il y en a toujours parmi nous pour vouloir que les choses se passent comme ils le voudraient ou comme ils les ont lues dans des livres, sauf que les choses se passent souvent autrement pour ne pas dire presque toujours. Il y a bien des choses difficiles à avaler et à comprendre, et de nos jours de plus en plus de paradoxes à gérer qui sont autant de situations inédites et de défis à relever, sur le terrain et pour l'intelligence humaine, essentiellement dues à la survie du capitalisme au-delà des limites du concevable et du supportable pour peu qu'il ait été supportable un jour ; je n'irai pas jusqu'à dire raisonnable, puisque la raison, pas plus qu'autre chose, ne peut légitimer l'existence du capitalisme.

On se retrouve face à des contradictions inextricables, des situations sans issues, des questions sans réponses valables, au point de s'y perdre, de perdre patience aussi, de se recroqueviller sur soi-même, ce qui débouche sur le sectarisme et le dogmatisme, on refait le monde à huis clos, ou au contraire sur une forme d'éclectisme débridée qui laisse la porte ouverte aux interprétations les plus farfelues dont profitent les charlatans et autres vendeurs de potions magiques, miracles ou paradis artificiels, chimères que balaie la lutte des classes.

2- Schengen favorise tous les trafics en Europe.

Ce passage pourrait être la suite de la causerie d'hier *Un scénario devenu un classique du genre* sur une autre échelle. Les frontières de l'UE sont devenues des passoires et ce n'est certainement pas un hasard.

Nous sommes pour la suppression des frontières et la libre circulation de tous les peuples à travers le monde, sauf que lorsque ce sont les représentants du vieux monde qui prennent cette décision, elle se retourne en son contraire contre les peuples. La liberté, tout comme l'égalité, est un leurre en régime capitaliste. Que les gauchistes et les anarchistes se refusent à l'admettre, témoigne que finalement le capitalisme leur va très bien.

Dans chaque pays il existe des cellules terroristes dormantes connues des services de renseignement qui n'attendent qu'un signe pour passer à l'action, signal dont ils ignorent la provenance, quand elles ne sont pas encouragées à agir de leur propre chef histoire de mieux brouiller les pistes. L'existence de cette menace permanente permet de faire voter des lois de plus en plus liberticides, et qui en d'autres occasions seront prêtes à être utilisées contre le mouvement ouvrier une fois diabolisé.

Bruit de campagne

Votera, votera pas, pour qui ? Ils n'en savent rien et extrapolent.

Cette campagne intéresse-t-elle suffisamment les Français pour qu'ils se rendent aux urnes ? Prévoir l'abstention est, pour les sondeurs, l'un des exercices les plus difficiles.

"*On ne semble pas se diriger vers le record d'abstention de 2002, ni vers la forte participation de 2007*", estime Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. "*Si l'idée que les jeux ne sont pas faits s'installe, ce peut être aussi un facteur de mobilisation*", estime-t-il.

Autre indicateur, le niveau d'intérêt déclaré par les Français. Il était plutôt élevé en début de campagne. Mais différentes études montrent une stagnation, ou un fléchissement. "*L'intérêt devrait augmenter, et ce n'est pas le cas*", observe Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'IFOP. Les audiences en recul des émissions politiques, les mauvais chiffres de vente des journaux sont aussi des signes qui peuvent laisser songeur.

Pour Pascal Perrineau, le directeur du Centre de recherches de Sciences Po (Cevipof), il existe des similitudes entre 2002 et 2012 : "*On sent un même flottement de l'opinion dans la dernière période de campagne. On observe du désappointement. Cela peut se traduire par une sortie du système, c'est-à-dire de l'abstention, ou un vote protestataire.*" Il voit aussi, cependant, de vraies différences : "*On ne sort pas d'une cohabitation qui laissait, au fond, l'idée qu'il y avait peu de différences entre Lionel Jospin et Jacques Chirac. Et la crise économique fait que l'opinion considère l'heure grave.*"

Pour le politologue Vincent Tiberj, coordinateur scientifique du programme Trielec, M. Tiberj, "*il n'y a pas d'adhésion, ni à gauche pour François Hollande, ni à droite pour Nicolas Sarkozy*". (lemonde.fr 31.03)

C'est bien ce qui les désole le plus !

Cambadélis cache mal son désarroi.

François Hollande, selon M. Cambadélis, "*n'est pas à l'abri d'une combinaison politique qui verrait Sarkozy virer en tête au premier tour et accueillir le ralliement de Bayrou ou d'autres...*".

M. Cambadélis, dans une interview publiée samedi dans Le Parisien, "*lance donc un appel à l'ensemble de la gauche : on ne peut laisser Sarkozy en tête au premier tour, c'est prendre trop de risques pour le second*". (AFP 31.03)

Monsieur Cambadélis, si Sarkozy était réélu, cela prouverait que les conditions pour qu'il en soit autrement n'était pas réuni tout simplement. Cela ne ferait pas votre affaire, sauf si l'UMP remportait les législatives, mais on ne voit pas comment cela pourrait se produire, le PS et le FdG obtiendront la majorité et devront gouverner avec l'hystérique du Palais, on voit le tableau d'ici, vous nous excuserez de ne pas vous plaindre puisque vous porterez la responsabilité de cette situation. Votre parti a pavé la voie à deux guerres mondiales, puis à l'avènement de la Ve République, ce "*coup d'Etat permanent*" que vous n'avez pas hésité à reprendre avec votre compte quand votre parti était au pouvoir pour assurer la survie d'un régime bonapartiste usé jusqu'à la corde, mais dont nous n'hésitez pas à vous revendiquer, comme de "l'économie de marché" ou plutôt du capitalisme qui conduit le pays et l'humanité au chaos et à la barbarie.

Le PS en docile serviteur des institutions du capital apparaît une fois de plus à travers son candidat pour ce qu'il est, la réplique ou le supplétif du parti de l'ordre responsable de la situation insupportable, détestable, dans laquelle se trouvent plonger des millions de travailleurs et leurs familles, tandis que les autres craignent dans un proche avenir de connaître le même triste sort, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils votent pour votre candidat qui s'alligne sur la politique réactionnaire de l'UMP.

Votre parti, en refusant de se placer au côté des masses exploitées pendant la durée du mandat de Sarkozy, a prouvé une nouvelle fois qu'il était totalement incapable de leur proposer une issue politique conforme à leurs intérêts, en conséquence il est naturel, sinon normal, qu'ils s'en souviennent et refusent de voter pour votre candidat.

Le masque est tombé, le voile de l'illusion s'est envolé. Votre parti a largement contribué à l'embourgeoisement des masses qui n'ont rien de révolutionnaire aujourd'hui, voilà qui devrait vous rassurer. Cependant, à la faveur de la crise du capitalisme qui les frappe de plein fouet, alors qu'elles ne sont pas toutes logées à la même enseigne, les couches inférieures du prolétariat et de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarisation se tourne vers le candidat qui leur tient un discours en phase avec leurs attentes

ou leurs besoins, en apparence seulement mais c'est une autre question, monsieur Mélenchon, tandis que leurs couches supérieures solidement amarrées au capitalisme s'orientent logiquement vers le ou les candidats les plus à même de défendre leurs intérêts, celui ou ceux qui représentent officiellement le capital, monsieur Sarkozy ou Bayrou ou encore madame Le Pen, votre candidat présentant l'ambiguité incompréhensible à leurs yeux de vouloir représenter à la fois le capital et le travail ce qui jette un trouble dans leur esprit en proie à déjà tant de tourments, d'autant plus qu'ils estiment injuste de voir leur niveau de vie baisser au profit des plus déshérités, il est donc logique que leurs voix aillent de préférence vers le candidat qui se présente comme le plus virulent défenseur du capitalisme dont dépend leurs privilèges.

Quelque part, il n'y a plus de place pour un parti tel que le vôtre sur la scène politique, le PS apparaît comme le supplétif ou le complément naturel de l'UMP, au point que de nombreux électeurs se disent favorable à un gouvernement d'union nationale, tandis que le FdG semble incarner la vraie gauche, à tort certes, mais laissons cela de côté ici.

Votre parti a toujours trompé les travailleurs sur sa véritable nature de classe, il a profité de leur ignorance. Au détour de la crise du capitalisme, les travailleurs sont amenés à se poser davantage de questions et à se radicaliser dans un sens ou dans l'autre, ce qui laisse peu de place aux illusions centristes genre MoDem ou EE-Les Verts, et s'ils ne se dirigent pas en masse vers les partis d'extrême gauche, le NPA et LO, c'est uniquement parce qu'ils ne leur semblent pas crédibles, à raison d'ailleurs.

En conclusion, on ne vous demandera pas de franchir la barricade dans l'autre sens, puisque l'on sait que c'est totalement impossible. Si Sarkozy était réélu, votre parti en porterait l'entière responsabilité. De notre côté, nous refusons de voter et d'appeler à voter au premier comme au second tour de la présidentielle pour votre candidat, qui n'est rien d'autre qu'un candidat du capital.

Quand Mélenchon se livre à un amalgame

Jeudi 23 mars à Villeneuve-Saint-Georges, suite au ralliement de quelques membres de la Gauche anticapitaliste du NPA, il a lancé : "*Les trotskistes du NPA sont les bienvenus !*" (libération.fr 23.03)

Erreur ou amalgame, ces militants s'opposent à la direction trotskiste du NPA représentée par Poutou. Il existe d'autre fractions ou tendances trotskistes minoritaires au sein du NPA, la Tendance Claire et les militants de l'ex-groupe La Commune notamment. Mélenchon fait comme s'il ignorait qu'il n'y avait pas que des militants se revendiquant du trotskisme au NPA, il emploie le même langage que les médias ou l'UMP pour désigner ce parti.

A lire les commentaires des internautes à la suite de cet article, il ressort que l'affaire de la candidate voilée et le traitement qu'ils lui ont infligé, est resté en travers de la gorge de bien des électeurs du NPA. Quand on accepte dans son parti un ou une militante qui affiche ses convictions religieuses, on se doit de l'assumer jusqu'au bout dès lors qu'elle a adhéré à son programme et qu'elle respecte le principe de la laïcité. Une militante qui porte le voile et combat sur le terrain de la lutte des classes mérite le même traitement que n'importe quel militant.

Si on ne voit pas d'inconvénient à ce qu'elle milite avec son voile sur la tête, il y en a aucun à ce qu'elle se présente à une élection, dans le cas contraire il faut le dire dès le départ et la refuser dans son parti, par honnêteté et respect pour elle et l'ensemble des militants. C'est élémentaire, alors quand on voit que la direction du NPA n'est pas en mesure de régler cette affaire sereinement, on se dit qu'elle est vraiment en dessous de tout.

Le Point croit avoir trouvé de qui Mélenchon tire son inspiration.

Jean-Luc Mélenchon, c'est un concentré, corsé et épicé, de Stéphane Hessel, qui lui-même s'indigne de tout et nous fait injonction de résister à tout ce qui se présente, de se révolter contre la méchanceté du monde, la bêtise des hommes et, si nécessaire, les lois de la gravitation universelle. Mélenchon s'emploie à traduire ce vaste programme en politique. Il est à la présidentielle ce que Hessel est à l'édition. Mélenchon-Hessel, un fils et son père spirituel, l'un qui grimpe dans les sondages, l'autre dans la liste des meilleures ventes de livres. (lepoint.fr 29.03)

Parole d'internaute

- "*L'Institut pour la justice est surtout lié aux réseaux de l'Heritage Foundation via Contribuables Associés. L'Heritage Foundation fut fondée après les Accords de Bretton Woods par les vainqueurs de la guerre par la famille Mellon des Mellon's Banks & Enterprise, le père Mellon étant un dirigeant de l'OSS, ancêtre de la CIA, et multi millardaire par son complexe axé sur les matières premières (je vous laisse réfléchir là-dessus ...).*

Oui, le mondialisme et l'extrême-droite ne font qu'un, et si la gauche montre quelques pudeur, il y est dans les faits toute acquise. En effet, l'Heritage Foundation est liée à l'American Enterprise Institute, lui-même lié au Cercle de l'Industrie qui est dirigé tant par Alain Lamassoure pour l'UMP, que par Pierre Moscovici pour le PS. Dois-je détailler ? Et le Collard à la colle avec les réseaux de Contribuables Associés n'est qu'un infiltré mondialiste au sein de la mouvance nationale qui, a priori, n'avait rien à voir là-dedans, pour Dupond-Aignan, ce n'est pas nouveau." (lexpress.fr 31.03)

INFOS EN BREF

Politique

Bahreïn

Un Bahreïni de 22 ans a été déclaré mort à l'hôpital, samedi, après avoir été blessé par balles la veille au cours d'une manifestation anti-gouvernementale, ont annoncé ses proches et l'opposition, qui accusent des membres d'une milice loyaliste d'être à l'origine des tirs.

Le jeune homme prenait des photos de la manifestation quand des hommes circulant en voiture ont ouvert le feu sur lui, selon sa famille.

"*Il y avait des voitures de police banalisées et des miliciens armés. L'un d'eux a tiré cinq fois à balles réelles en direction des manifestants et en l'air*", a ajouté le principal parti d'opposition, Al Wefaq. (Reuters 31.03)

Social

1- Allemagne

1.1- Deux millions de fonctionnaires allemands vont être augmentés de 6,3% sur deux ans, a annoncé samedi le ministre de l'Intérieur Hans-Peter Friedrich à l'issue d'une nuit de négociations avec les représentants du syndicat Verdi.

L'accord met fin à un conflit social qui a entraîné des perturbations dans les services publics ces dernières semaines et dissipe la menace de mouvements de plus grande ampleur.

"*Ce n'était pas un marathon, mais un Ironman (triathlon)*", a déclaré le ministre de l'Intérieur, s'adressant à la presse, peu avant 07h00 (05h00 GMT). Les employeurs, a-t-il estimé, sont allés à la limite de l'acceptable.

Expliquant lui aussi que l'accord avait été difficile à accepter, Frank Bsirske, secrétaire général de Verdi, s'est réjoui que l'écart avec le secteur privé ait été réduit.

Le syndicat, qui représente deux millions de salariés de la fonction publique, réclamait 6,5% d'augmentation et avait repoussé une offre de 3,3% sur deux ans. L'inflation allemande se situe aux alentours de 2% par an.

"*C'est un résultat qui va à l'extrême limite de ce que peuvent offrir le gouvernement fédéral et les collectivités locales mais c'est en fin de compte un résultat raisonnable*", a commenté dans la journée le ministre des Finances Wolfgang Schaüble. "*C'est une bonne chose que nous évitions une nouvelle semaine de grèves.*"

Plusieurs années de stagnation des salaires ont beaucoup favorisé la compétitivité de l'économie allemande et contribué à la baisse du taux de chômage.

Au total, les salaires de près de neuf millions d'Allemands doivent être renégociés cette année.

Le président de la Bundesbank, Jens Weidmann, a jugé que l'accord ne devrait pas servir de modèle aux autres syndicats, un avis que certains économistes ne partagent pas. (Reuters 31.03)

1.2- De violents affrontements ont opposé policiers et manifestants venus protester contre la politique d'austérité imposée par l'UE et la BCE aux pays méditerranéens, samedi à Francfort (ouest de l'Allemagne), a-t-on appris auprès de la police.

Elle a évalué à 4.300 le nombre de manifestants venus à l'appel du collectif "M-31" (pour 31 mars), dans le cadre d'une "*journée d'action européenne contre le capitalisme*".

Du côté des organisateurs, on parlait de 6.000 participants, d'"*au moins 200 interpellations*" et de "*nombreux blessés*".

"*De nombreuses personnes ont des hématomes, il y a au moins une fracture avérée, et de très nombreuses personnes incommodées par le gaz lacrymogène utilisé par la police*", a expliqué à l'AFP un porte-parole.

Il a estimé que c'était la charge des policiers armés de matraques, après des jets de sachets de peinture sur la façade du siège de

la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort, qui avait fait dégénérer la situation.

Jusque là "*nous (étions) plutôt satisfaits du déroulement de la manifestation et du nombre de gens venus pour montrer leur solidarité avec la lutte sociale des pays méditerranéens touchés par la politique d'austérité*", a-t-il raconté.

"*Je peux comprendre les gens qui ont jeté la peinture, même si ce n'était pas l'objet de la manifestation. (Mais) après la charge (de la police), on a dû appeler à la dispersion du cortège et de petits groupes se sont dispersés dans la ville*", a-t-il ajouté. (AFP 31.03)

2- Belgique

Au début du mois de février, Bert De Graeve, le patron de Bekaert, leader mondial du fil d'acier, annonçait la restructuration la plus importante de son histoire pour cette entreprise flamande. Mais il espérait, soulignait-il, "*réduire au maximum les dégâts sociaux*" liés à cette opération qui a traumatisé plusieurs municipalités où Bekaert était une véritable institution ainsi qu'un gage de prospérité et de stabilité.

Quelques semaines plus tard, alors que la négociation d'un plan social se déroule dans un climat très difficile, les travailleurs des divers sièges sont partis spontanément en grève car, le vendredi 30 mars, un quotidien leur a appris le matin même que M. De Graeve avait vu son salaire grimper de 30% en 2011, passant de 1,35 à 1,78 million d'euros. Le patron s'est manifestement mis, lui aussi, à l'abri des "*dégâts sociaux* " qu'il voulait prévenir...

Dans une tentative maladroite, le président du conseil d'administration et du comité de rémunération de la société, le baron Paul Buysse, a tenté de justifier, vendredi, la hausse spectaculaire de la rémunération du patron, affirmant que celui-ci avait "*atteint ses objectifs*" et qu'il convenait, dès lors, de "*respecter scrupuleusement*" les règles salariales en vigueur. La direction précisait toutefois qu'elle comprenait "*la frustration*" du personnel.

Les organisations syndicales ont demandé à M. De Graeve de "*s'excuser*" avant toute reprise des pourparlers et ils veulent, cette fois, que les pourparlers soient "*sérieux*".

Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 3,3 milliards d'euros en 2011 (+ 2,4%), mais son bénéfice net est passé de 367,6 à192,6 millions, ce qui rendrait obligatoire une réduction annuelle de ses coûts à hauteur de 100 millions. (lemonde.fr 31.03)

Haut de page

Le 2 avril

CAUSERIE

Les causeries et infos en bref ainsi que les articles de presse de mars sont disponibles au format pdf. On a bien bossé, même si je suis complètement crevé. Il faut dire que la chaleur écrasante et les coupures de courant ne me facile pas la vie. Mais bon, il y a pire.

Terrorisme d'Etat. Le vrai visage des chantres de la démocratie. L'union nationale du POI au FN au chevet de l'Etat.

Contre tous (les partis) une nouvelle fois, j'ai eu raison de suivre de près l'affaire Merah qui s'avère être une affaire d'Etat mettant directement en cause Sarkozy, Guéant, Longuet et Juppé.

Je ne suis parti d'aucun a priori dans un sens ou dans un autre. J'ai attendu de voir au fil des jours les éléments qui seraient portés à notre connaissance, pour ensuite les analyser et les mettre en rapport entre eux, avant de me forger une conviction ou non, puisqu'il arrive aussi que cela soit impossible quand on ne dispose pas de suffisamment de preuves pour formuler une version précise des faits.

Dans cette affaire il restait deux points à éclaicir, le premier concernait l'arme ou les armes utilisées par M. Merah lors de l'assaut lancé par le Raid pour l'éliminer, nous n'en savons toujours rien ; le second, s'il avait bien tenu les propos que les policiers lui prêtaient quand il était cerné et si une tierce personne les aurait entendus et enregistrés, il semble que oui désormais.

On pourrait ajouter un troisième élément, le scooter et la voiture retrouvée avec des pièces détachées de scooter. Voiture identique à la sienne, appartenant à une personne habitant dans la même rue que lui, étrangement une voiture volée, la présence à l'intérieur de pièces détachées d'un scooter identique au sien, quelle coïncidence ! avant que les enquêteurs abandonnent soudainement

cette "*fausse*" piste, à croire qu'ils avaient voulu en faire trop et qu'ils s'étaient plantés quelque part, peut-être que les pièces de scooter retrouvées dans cette voiture ne correspondaient pas tout à fait à celles du scooter de M. Merah, une simple expertise aurait permis de le déterminer facilement.

Cette voiture, son propriétaire, ces pièces de scooter, le scooter de M. Merah, comment il aurait procédé pour transformer son scooter, où sont passées la peinture ou les pièces détachées, les images prises par les caméras de vidéosurveillance de l'école, le témoin qui avait vu le visage du tueur, les douilles relevées après la fusillade entre Merah et le Raid, voilà autant d'éléments qui sont passés à la trappe ou qui n'ont pas fait l'objet d'une communication de la part des enquêteurs, et pour cause, ils seraient sans doute à charge contre les véritables auteurs de ces crimes. A ce jour, aucun élément ne permet de prouver formellement que M. Merah a bien été l'auteur des crimes qui lui étaient reprochés.

Pour comprendre cette affaire, je vous invite à la reprendre depuis le début et à lire les précédentes causerie où j'ai abordé ce sujet.

Je reproduis plus loin l'essentiel d'un article de l'AFP dont voici un bref extrait :

"*Nous détenons deux vidéos identiques de 20 minutes chacune dans lesquelles Mohamed Merah dit aux policiers +pourquoi vous me tuez?+ (...) +je suis innocent+*", a déclaré lors d'une conférence de presse Me Zahia Mokhtari, qui devrait se rendre en France dans les jours à venir pour déposer plainte devant la justice française. (AFP 01.04)

Les dirigeants du POI, du NPA et de LO ont adopté sans sourciller la version officielle délivrée par le flic-président-candidat sans se poser la moindre question.

A travers leurs prises de position, ils ont démontré une nouvelle fois qu'ils étaient décidément en dessous de tout, dévoilant ainsi leur véritable nature. Ce sont de misérables imposteurs doublés de lâches, à force ils nous inspirent le plus profond mépris pour oser continuer de parler en notre nom et celui du socialisme.

Certes M. Merah était un voyou, mais jusqu'à preuve du contraire il méritait le même traitement que tout citoyen bénéficiant du principe de présomption d'innocence.

Contrairement au tueur de Toulouse et Montauban il ne portait pas de cicatrice sur la joue gauche et il n'était pas corpulent, et en dehors de l'arme que lui ont remise les policiers il n'en possèdait aucune, il n'a jamais avoué publiquement ces crimes pour la bonne raison que ce n'est pas lui qui les a perpétrés.

Sarkozy, Guéant, Longuet, Juppé, Squarcini (DCRI) et Corbin de Mangoux (DGSE) sont des menteurs et des manipulateurs, les véritables commanditaires et responsables de ces tueries, comment ont-ils opéré au juste, il y a fort à parier qu'on ne le saura jamais.

On attend de voir la suite.

En craignant d'être la victime de la théorie du complot et d'être ainsi catalogués parmi ses adeptes, les dirigeants de ces partis tombent dans le travers qui consiste à craindre la vérité, à s'en écarter pour couvrir finalement les activités criminelles d'un Etat qu'ils prétendent combattre. Ah vous avez le droit de vous interroger sur leurs réelles intentions, plutôt deux fois qu'une ! Pour nous l'affaire est entendue depuis longtemps.

Dès lors, l'impuissance qui caractérise leur politique et l'impasse à laquelle elle conduit infailliblement n'ont plus rien d'étonnant pour qui est encore capable de regarder la réalité en face. Ces charlatans ou ces ignares s'emploient à montrer au régime qu'il respecte scrupuleusement la légalité, y compris au-delà du minimum qu'il attend d'eux, de telle sorte que ses représentants n'aient rien à leur reprocher et leur permettent de vaquer tranquillement à leurs occupations, qui se réduisent à tromper militants et travailleurs, tout en entretenant leur lobbying corporatiste et leurs misérables appareils.

Vous pouvez agir à votre guise sur votre propre terrain, vous pouvez compter sur nous pour garder le silence ou vous soutenir si nécessaire, voilà à quoi se résume leur discours et leur attitude envers l'Etat. Je ne trouve pas les mots pour caractériser leur comportement tellement ils me dégoûtent, scandaleux, abjecte, infâme.

Ne parlons pas de Mélenchon qui a été secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, donc un maillon de l'Etat, et qui en tant que tel couvre logiquement tous ses crimes.

Mondialisation.ca, Koffi Cadjehoun, 30 mars 2012 : "*... les dénonciateurs du complotisme se démasquent de plus en plus pour ce qu'ils sont : des défenseurs de la loi du plus fort et du pouvoir en place. Il est deux sortes de négationnistes : les complotistes rigoureux, qui voient des complots partout et expliquent le fonctionnement humain par le complot* (pour notre part on dirait la lutte des classes - Ndlr) *; et ceux qui refusent que des complots surviennent, singulièrement dans les allées du pouvoir, alors que l'histoire est jonchée de complots. Encore faudrait-il préciser que le complot signale l'affaiblissement du pouvoir officiel*

et visible, qui essaye ainsi de prolonger son pouvoir déclinant alors qu'il ne fait que l'affaiblir.".

Ce qui est désolant, c'est que ce ne soit pas un dirigeant d'un parti ouvrier qui prenne sa plume pour écrire ces lignes.

Sarkozy assassin. La preuve arrive.

L'avocate algérienne mandatée par le père de Mohamed Merah pour porter plainte contre le Raid (unité d'élite de la police française) a affirmé dimanche à Alger détenir des preuves de "*la liquidation*" du tueur de Toulouse.

"*Nous détenons deux vidéos identiques de 20 minutes chacune dans lesquelles Mohamed Merah dit aux policiers +pourquoi vous me tuez?+ (...) +je suis innocent+*", a déclaré lors d'une conférence de presse Me Zahia Mokhtari, qui devrait se rendre en France dans les jours à venir pour déposer plainte devant la justice française.

"*Des personnes au coeur de l'événement, et qui voulaient que la vérité éclate, m'ont remis ces vidéos*", a ajouté l'avocate. Elle a précisé qu'elle en réservait la "*divulgation*" à la justice française et insisté sur leur authenticité.

Sollicité par l'AFP, le ministère de l'Intérieur français n'a fait aucun commentaire.

Selon Me Mokhtari, "*Merah (Mohamed) a été manipulé et utilisé dans ces opérations par les services français et a ensuite été liquidé pour que la vérité ne voie pas le jour*".

Me Mokhtari a indiqué qu'elle remettrait à la justice française "*une première liste de trois noms, ceux d'un responsable des services français et de deux autres personnes de nationalités différentes qui +travaillaient+ avec Mohamed Merah pour qu'elles soient entendues dans cette affaire*".

Par ailleurs, une source proche de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) avait qualifié de "*grotesques*" des informations du quotidien italien Il Foglio qui assure sur son site internet que Mohamed Merah voyageait avec la couverture des services secrets français.

Selon l'avocate, Mohamed Merah avait par ailleurs "*demandé à parler avec la presse mais cela lui avait été refusé*".

Des avocats français "*veulent nous aider*", a ajouté Me Mokhtari, sans citer de nom. Elle a ajouté avoir "*confiance en la probité et l'impartialité de la justice française*". (AFP 01.04)

Peut-on parler de coïncidence en présence de faits à répétition qui se produisent trois semaines avant le premier tour de la présidentielle quand Sarkozy est donné battu ?

Un engin explosif, qui n'a pas fonctionné, a été découvert dans la nuit de samedi à dimanche dans la cour de la sous-préfecture de Corte, dont la grille avait été forcée par un véhicule, le préfet de Haute-Corse condamnant un "*attentat visant un symbole fort de la République*".

"*De mémoire, il ne s'en était pas produit depuis très longtemps*", a-t-il relevé, précisant que la section anti-terroriste du parquet de Paris était chargée de l'affaire.

"*Une patrouille de gendarmes a constaté la présence de plusieurs individus qui ont fui à pied*", a ajouté le procureur lors de la conférence de presse.

Concernant l'engin explosif, le magistrat n'a donné aucune précision, indiquant que les investigations techniques étaient en cours. (AFP 01.04)

Bruit de campagne

Les institutions rejetées.

Le JDD a publié un sondage montrant qu'à peine plus de quatre électeurs sur dix (43%) souhaitent que le second tour de la présidentielle oppose MM. Hollande et Sarkozy. (AFP 01.04)

A travers la méfiance ou le rejet des deux principaux partis institutionnels, ce sont les institutions qui sont rejetées. L'élection présidentelle est tellement antidémocratique que les électeurs s'en détournent ou vont aller voter à reculons, par dépit et parfois avec dégout, car ils se disent qu'on les trompe, qu'on leur ment et ils ne le supportent plus, pas encore assez pour ne

plus participer à cette mascarade dont ils feront les frais dans les mois et les années à venir si aucune explosion sociale ne se produisait.

Elle est souhaitée, elle est souhaitable, urgente, mais il nous faut être patient, la maturation des consciences est longue à se concrétiser et à se réaliser, qui aboutira à poser la question du pouvoir qui concentre toutes les autres. On ne peut la poser qu'en lui donnant un contenu, c'est cela qui nous intéresse.

Précipiter les choses ne servirait à rien, c'est le niveau d'organisation des masses et leur niveau de conscience politique qui détermineront la marche en avant de la révolution prolétarienne. Ces deux conditions sont-elles réunies ? La réponse est manifestement non, en attendant il faut donc travailler sur ces deux fronts. Voilà en quoi il y a urgence au lieu de faire des plans sur la comète ou de baisser les bras.

Ayons confiance dans les travailleurs et le reste suivra. Ce n'est possible qu'à partir du moment où l'on privilégie leurs couches les plus avancées politiquement qui entraîneront plus tard les couches les plus arriérées, c'est la seule manière de garder le cap sur notre objectif : la prise du pouvoir. Dans le cas contraire, il y aura forcément de quoi être démoralisé. C'est plus facile de garder le moral quand on est organisé dans un parti, bien qu'on puisse en douter quand on voit où leurs dirigeants en sont rendus. Des dirigeants qui ne sont pas élus à vie, cela se change aussi.

Les militants disent aux travailleurs qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces, et bien c'est la même chose pour chaque militant du POI, du NPA et de LO, qu'ils n'attendent pas tout de leurs dirigeants car ils risquent d'être déçus et de tomber de haut un jour...

Il nous promet de la sueur, des larmes et du sang...

Le programme complet de Nicolas Sarkozy pour une seconde mandature se chiffrera à 115 milliards d'euros d'efforts demandés aux Français, a confirmé le candidat sortant, dans un entretien à paraître lundi dans l'Est Républicain, le Républicain Lorrain et Vosges Matin. (AFP 01.04)

L'hyper austérité à la grecque...

L'ancien ministre UMP Philippe Douste-Blazy, soutien de François Bayrou (MoDem) pour la présidentielle, a estimé dimanche sur RTL que "la dérive droitière" du candidat UMP Nicolas Sarkozy "*s'est accélérée*" et qu'elle est même "*assumée*".

"*Nous souhaitons une union nationale pour que la France ne soit pas dirigée par un clan de droite, nous souhaitons prendre les meilleurs qu'ils soient à droite ou à gauche, et les plus compétents*", a-t-il aussi plaidé. (AFP 01.04)

Que craint monsieur Hollande ?

"*Le danger du premier tour, ce n'est pas la dispersion (des voix, NDLR), c'est l'abstention*", a dit François Hollande. Il souhaite, en effet, distancer le plus possible ses rivaux dès le 22 avril, au premier rang desquels Jean-Luc Mélenchon. (lepoint.fr 01.04)

Il ne faut pas prendre à la lettre les déclarations de Hollande, il craint davantage la montée de Mélenchon que l'abstention qui ne profiterait pas à ce dernier, donc qui ne lui profiterait pas non plus au second tour s'il était qualifié.

Hollande inspire tellement confiance, il respire tellement le "*changement*", qu'il donne déjà envie de dormir à bon nombre de ses électeurs potentiels le 22 avril ! Ce qui n'est pas pour nous déplaire, au contraire, plus il baisse et plus Mélenchon monte, plus ils seront dans la merde pour aborder les législatives, et pire encore le lendemain, ce dont je me réjouis d'avance. A vrai dire, c'est le seul élément de satisfaction que j'ai trouvé lors de cette campagne électorale.

Franchement, comment le PS pourrait-il se tromper de "***camp***" ?

Jean-Luc Mélenchon, hier à La Grande Borne, à Grigny (Essonne), a vanté la dynamique enclenchée, «*ce mouvement qui n'est plus simplement le mouvement du Front de gauche, mais qui commence à être déjà le mouvement du "front du peuple", dont personne ne se débarrassera quel que soit le résultat des élections, même s'ils se débarrassent de moi!*».

Il a averti les socialistes qu'il ne fallait «*pas se tromper de camp*», déplorant qu'au moment où il arrive «*au-dessus de Mme Le Pen*» se constitue «*un tir de barrage incroyable*».

«*Qu'est ce que ça peut bien vouloir dire de s'en prendre à moi (...) alors qu'ils se disent de gauche! Occupez-vous de l'extrême-droite, occupez-vous de Sarkozy, foutez nous la paix!"*», a-t-il lancé sous les applaudissements. (20minutes.fr 01.04)

Actualité en titres

La dictature en marche.

- Douste-Blazy estime que la "*dérive droitière*" de Sarkozy "*s'est accélérée*" - AFP

- Sarkozy confirme 115 milliards d'euros d'efforts pour son programme présidentiel - AFP

Opération déstabilisation, instrumentalisation, manipualtion, récupération.

- L'avancée des rebelles dans le nord du Mali inquiète - LeFigaro.fr

- Le Kenya secoué par deux attaques à la Grenade, 15 blessés - Reuters

- Thaïlande: 13 morts dans une série d'attaques à la bombe dans le Sud - AFP

- Yémen: sept policiers tués dans une attaque attribuée à Al-Qaïda - AFP

- En Egypte, le numéro deux des Frères musulmans candidat à la présidentielle - Liberation.fr

Comme dirait Oulianov : pour le compte de qui ? Poser la question, c'est y répondre...

INFOS EN BREF

Politique

Mali

Le chef des officiers putschistes maliens, le capitaine Amadou Sanogo, a promis de rétablir ce dimanche la Constitution et les institutions, et de remettre à terme le pouvoir aux civils.

"*Nous prenons l'engagement solennel de rétablir à compter de ce jour la Constitution de la République du Mali du 25 février 1992, ainsi que les institutions républicaines*", a-t-il annoncé à des journalistes dans sa garnison proche de Bamako.

Amadou Sanogo a ajouté que la junte avait accepté de consulter les forces politiques locales pour mettre en place un organisme de transition afin d'organiser des élections pacifiques, libres, ouvertes et démocratiques "*auxquelles nous ne participerons pas*". (Reuters 01.04)

Economie

Japon

Le géant japonais de l'électronique Panasonic envisage de transférer à l'étranger la totalité de sa production de téléphones portables, dès cet été, selon des informations de presse parues dimanche.

La firme, qui a entamé un processus de restructuration en raison de pertes historiques, réfléchit à stopper la production de son usine située dans la préfecture de Shizuoka (centre), où sont fabriqués la moitié de ses téléphones portables, rapporte le quotidien des affaires Nikkei.

L'autre moitié est déjà fabriquée à l'étranger.

Panasonic, numéro trois des fabricants de portables au Japon, derrière Sharp et Fujitsu, maintiendra cette usine pour la réparation et les services après-vente, a ajouté le quotidien, précisant qu'il n'y aurait pas de licenciements pour le moment.

La fabrication serait transférée en Malaisie et en Chine, selon le Nikkei.

Panasonic a lancé une vaste restructuration toujours en cours, avec des fermetures d'usines, de sa production de dalles d'écrans de téléviseurs à cristaux liquides (LCD) et plasma, une activité lourdement déficitaire.

Le groupe s'attend à terminer l'exercice d'avril 2011 à mars 2012 sur une perte nette historique de 780 milliards de yens (7,2 milliards d'euros au taux de change actuel), à cause de ventes en repli, de la hausse du yen ainsi que des effets du séisme au Japon et des inondations en Thaïlande. (AFP 01.04)

Haut de page

Le 3 avril

CAUSERIE

A lire dans cette page, M. Merah aurait ciblé des victimes "*aux apparences*" (Sarkozy) musulmanes et juives alors qu'une partie de sa famille était musulmane ou juive, comme s'il voulait tuer sa propre famille quoi, encore un élément qui ne colle pas.

Je pense avoir résumé en une formule concise et précise la signification politique de notre appel à voter Mélenchon, dans le bandeau défilant en haut de l'écran : Voter Mélenchon pour amplifier les contradictions du régime et des partis qui le soutiennent (le régime).

J'ai précisé "*le régime*", car cela concerne également les partis (ou groupes) ouvriers qui ne soutiennent pas la candidature de Mélenchon et qui sont également traversés par des contradictions qui vont s'avérer insupportables dans les mois qui viennent.

A la place des dirigeants du NPA et de LO, je me rallierais à la candidature de Mélenchon, histoire de le faire monter encore plus haut face à Hollande.

A l'arrivée, c'est le PCF qui ne va plus savoir sur quel pied danser, s'allier avec le PS en vue des législatives ou tenter l'aventure avec le PdG au risque d'y laisser des plumes, le FdG pourrait ne pas y survivre ou sans le PCF, son appareil et ses militants, le plus dur est devant eux, un casse-tête qui pourrait rapidement se transformer en cauchemar et nous nous en réjouissons d'avance.

Le courant dit de gauche du PS commence à s'impatienter, c'est une bonne chose, personnellement je considère qu'ils sont encore plus droitiers que le courant officiellement droitier du PS, comme autrefois le CERES de Chevènement, c'est ce qu'ils sont en train de démontrer et nous nous en félicitons.

Quant au candidat du parti de l'ordre, il le revendique un peut plus chaque jour. Quelque part on le regrette, car cela donne lieu à des commentaires plus hypocrites les uns que les autres, à commencer par Chérèque, qui de la sorte peut se poser en opposant au régime, alors qu'il en est un des principaux maillons.

A propos du site

3 115 visites en mars, 2 760 fichiers téléchargés.

Le top 10 :

/justice/justice78.pdf
/tribune/IO189_2.pdf
/tribune/IO192_2.pdf
/tribune/RS37.pdf
/marxisme/broue_pbolch.pdf
/tribune/IO193_2.pdf
/marxisme/ical.pdf
/service/texte_poi_230212.pdf
/tribune/IO191_2.pdf
/construction/klberg.pdf

J'ai mis en ligne un article publié par le portail Mondialisation.ca "*Adieu l'Amérique et bon vent*", rédigé par un personnage infréquentable au premier abord selon les standards établis dont on se fout autant que les élucubrations ou les gesticulations de nos dirigeants qui nous ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire à une impasse.

Voici la notice biographique que Mondialisation.ca a inséré à la suite de cette article.

- "Philip Giraldi est un ancien officier de la CIA et contributeur au magazine The American Conservative et directeur exécutif du Council for the National Interest, spécialiste en contre-terrorisme. Il s'était distingué en 2005 en révélant les plans de Cheney de préparation d'une attaque nucléaire contre l'Iran. En 2008, il a publié dans le Huffington Post "*Le retour de Dick Cheney*" (traduit par ReOpenNews), une analyse de l'évolution des discours de l'administration US vis-à-vis de l'Iran. Il est aussi l'auteur d'un article retentissant paru dans le journal The American Conservative, "*Administration américaine : y aurait-il une pieuvre ?*" où, avec la whistleblower (lanceuse d'alerte) Sibel Edmonds, il analysait l'étendue de la corruption au sein du FBI et de l'administration US. Il publie régulièrement sur le site AntiWar."

Vu sous cet angle, on se dit qu'il ne peut qu'apporter de l'eau à notre moulin et on ne crachera pas dessus. On ne choisit pas forcément les sources de nos informations et tant pis pour ceux parmi nous qui ne le comprendraient pas, qu'ils restent dans leur ignorance et qu'ils la ferment surtout. Ils peuvent aussi décréter que je travaille pour la CIA ou qui ils veulent on s'en contrefout totalement. Marx citait régulièrement les pires réactionnaires de son époque, des esclavagistes fiers de l'être, excusez du peu, personne n'osera soupçonner Marx d'intelligence avec l'ennemi.

Les camarades qui sont particulièrement bien disposés envers le site que j'anime, seraient bien avisés de me faire connaître l'adresse de portails comparables à celui-ci, merci d'avance à eux. Je suis de tout coeur et davantage encore avec vous, imaginez qu'il fait entre 35 et 40°C à l'ombre, qu'il y a une piscine gratuite à 50 mètres de chez moi et qu'en 6 mois je n'ai pas trouvé le temps d'y mettre les pieds une seule fois. Si vous vous posiez des questions sur la nature et le niveau de mon engagement politique, vous avez là un début de réponse.

A bâtons rompus

Hier j'étais fatigué et j'ai laissé de nombreuses fautes que j'ai corrigées en partie le soir. Parfois je ne me relis même pas, je me demande à quoi bon se casser la tête, j'ai l'impression de perdre mon temps avec ce site. Mais bon. On va continuer au moins jusqu'aux législatives.

Je comprends parfaitement pourquoi de nombreux travailleurs préfèrent s'engager dans des associations où ils ont l'impression d'être utiles à quelque chose plutôt que dans des partis ouvriers où on leur raconte des salades à longueur de temps, ou pourquoi des militants préfèrent rester inorganisés pour les mêmes raisons.

Quand on évoquait la nécessité de construire un nouveau parti, on nous prenait pour des farfelus, des idéalistes, on nous tournait en ridicule, Mélenchon l'a fait et a prouvé que c'était possible. Si tous les militants, cadres, responsables et éventuellement dirigeants proche des idées que je défends décidaient de se rassembler ce serait également possible.

Avec Internet on pourrait facilement briser la censure des médias, notre manque de moyens humains et financier pour lancer un parti qui s'imposerait dans le cours des choses pourrait être compensé grâce à ce moyen de transmission des informations, de notre presse, de notre politique... En s'entourant d'informaticiens professionnels parmi les militants, on figurerait dans des centaines de pages de moteurs de recherche, notre message serait accessible à tous.

Cela ne remplace pas le contact direct, cela le précède, ce n'est pas incompatible, donc cela doit être pris en compte, le négliger serait une erreur, en embrayant ensuite sur le terrain en allant au contact des travailleurs et en leur proposant de s'organiser avec nous sur un objectif : préparer et se préparer à la chute du capitalisme, attention, si on loupe cette opportunité, on va le payer mille fois.

Il faudrait plutôt dire les travailleurs les plus défavorisés vont le sentir passer plus que les autres, car en réalité la plupart des militants des syndicats et des partis n'appartiennent pas à ces couches de travailleurs, et si finalement leur syndicat et leur parti leur vont très bien, c'est parce qu'ils trouvent leur compte dans le combat qu'ils mènent, ce qui me fait dire que leur objectif n'est pas de préparer les conditions pour renverser le régime mais s'en accommoder aussi longtemps qu'il garantira leur niveau de vie, ce qui se traduit politiquement par un appel à voter Hollande au premier ou au second tour, tout est dans l'ordre des choses.

Je n'ai peut-être pas le talent ou les qualités qu'il faudrait pour exprimer ces idées, j'essaie de comprendre, je me donne beaucoup de mal pour cela, j'y consacre tout mon temps en vérité. L'avantage de ne pas être un génie, c'est qu'on peut toujours s'améliorer ou descendre toujours plus bas jusqu'à être en rupture avec la société et péter les plombs. La lucidité, on doit commencer par se l'appliquer à soi-même, dans le cas contraire il ne faut pas se plaindre qu'on vous balance que les conseilleurs ne sont pas les payeurs.

Un brin de lecture pour nous rafraîchir les idées.

- "*Dans les temps anciens, quand un même individu devenait démagogue et stratège la constitution se changeait en tyrannie. Car la grande majorité des anciens tyrans étaient sortis des rangs des démagogues. La cause pour laquelle il en était ainsi à cette époque, alors que ce n'est plus le cas aujourd'hui, c'est qu'alors les démagogues étaient pris parmi les chefs militaires, car on n'était pas encore habiles dans l'art des discours, alors qu'aujourd'hui avec le développement de la rhétorique ceux qui sont capables de parler deviennent démagogues...*" (Aristote - Les politiques V, 5, 1304-b -édition Flammarion)

De nos jours, quand parvenu au pouvoir un militaire ou un repésentant du capital habité par un esprit policier se fait à la fois démagogue et stratège, la constitution se change en tyrannie et le régime tend de plus en plus vers une dictature impitoyable.

On aurait pu préciser que de nos jours on peut devenir démagogue sans avoir le talent nécessaire pour manier la rhétorique, il suffit d'écouter Sarkozy et son langage de charretier ou encore ses fautes de syntaxe à répétition quand il n'a pas son nègre pour lui mâcher ses discours.

Avis aux parieurs.

- "*Un pronostic est valable, non pas dans la mesure où il exprime ou trouve une confirmation photographique exacte des développements ultérieurs, mais plutôt s'il nous aide, en projetant devant nous les facteurs historiques, à nous orienter dans le cours réel des événements.*" (Trotsky : *La révolution d'Octobre a-t-elle été un échec ?* - mai 1940 - CERMTRI)

Parfois on lit des analyses ou des articles qui comportent des erreurs, c'est parfois inévitable, peu importe car l'essentiel est ailleurs, dans l'orientation vers laquelle tend leurs auteurs. Mais pour faire cette distinction, il faut déjà avoir un certain niveau politique, d'où la nécessité de travailler pour l'améliorer encore et encore.

Le piège consiste aussi à s'identifier aux idées auxquelles on a adhéré, de telle sorte qu'on ne peut plus s'en séparer sans avoir l'impression de subir une castration dirait Freud, dit autrement, d'être orphelin, perdu, de perdre sa propre identité et son esprit critique surtout.

Un volet de notre méthode.

- " *Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.*" (id)

Sans une vision globale, mondiale de la situation, dans tous ses aspects, on ne comprendra pas grand chose en vérité. Le piège consiste ainsi à théoriser une expérience alors qu'on ne possède pas les matériaux suffisants pour se livrer à cet exercice et le mener à son terme de manière satisfaisante.

Les militants qui travaillent n'ont pas les moyens (le temps) de réunir ces matériaux afin de se livrer à une analyse de la situation mondiale, ils doivent donc s'en remettre à des analyses réalisées par d'autres, par leurs dirigeants dont cela être une des fonctions essentielles, sauf que la plupart du temps ces derniers se dispersent pour se livrer à des tâches secondaires, ne laissant le soin à personne d'exercer le moindre contrôle sur leur appareil, à supposer qu'ils en soient capables évidemment.

Avis aux "***sorciers***".

- "*L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.*" (id)

- "*En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas.*" (id)

Comme lorsqu'on est en minorité dans un parti, il faut l'assumer. Même dans le parti les conditions objectives l'emportent ou peuvent le conduire à la ruine à force de les ignorer, d'où l'état actuel du POI, du NPA et LO...

L'essentiel, c'est d'assumer, alors assumons, quand j'appelle à voter Mélenchon, c'est pour participer au mouvement qui conduit à faire exploser le PS, tandis qu'à l'intérieur il y en a aussi qui s'y emploient déjà, cela va finir en fondue savoyarde !

Notre vote est tourné contre Sarkozy et contre Hollande, l'hypocrisie revêt des masques différents sous lesquels les personnages demeurent les mêmes, avec une dose de mépris et de cynisme en prime dans lesquels ils se distinguent et qui du même coup permet d'établir une distinction entre eux, et donner l'illusion toujours utile qu'ils sont différents, que l'un présenterait plus d'avantages que l'autre. En route pour le cirque!

On réinventera les jeux du cirque et les instruments de torture en usage au Moyen-Age pour satisfaire la nostalgie malsaine de madame Parisot, sans oublier l'Empire colonial, passer du Fouquet's à Cayenne, c'est normal que cela procure un choc, vos amis du CAC40 pourront continuer de jouer au casino avec des cailloux, petit à petit ils retomberont en enfance et finiront débiles, certains rongés par le remords, trop tard hélas !

Secrètement Hollande négocie avec Merkel son ralliement à sa politique, de telle sorte que tout le monde sera placé devant le fait accompli, ce qui ne nous concerne pas plus que cela puisque nous observions ou subissions déjà celle de Sarkozy, la même en fait. On ne veut pas du MES et du TSCG, donc on ne veut pas plus Hollande que Sarkozy. On ne veut pas de l'ONU, donc on ne veut pas davantage Mélenchon, c'est la signification de notre vote.

Citations

- “Lorsqu’un gouvernement est dépendant des banquiers pour l’argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au dessus de la main qui reçoit. […] L’argent n’a pas de patrie ; les financiers n’ont pas de patriotisme et n’ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain”. (Napoléon Bonaparte)

- "“La véritable menace pour notre république est le gouvernement invisible, qui comme une pieuvre géante, étend ses tentacules gluants autour de nos villes, états et nations.” (John F. Hylan (1868-1936), maire de New York)

Leur vieux monde tel qu'il est.

Dehors et dedans.

"*Ceci dit, après ce qui s'est passé à Toulouse et Montauban nous devons être encore plus vigilants que d'habitude*", a il dit Claude Guéant sur BFM-TV.

"*J'adresse un avertissement très clair mais qui doit être bien entendu : tous ceux qui tiendront des propos contraires aux valeurs de la République seront instantanément mis dehors du territoire de la République française*", a déclaré Nicolas Sarkozy lors d'un meeting à Nancy. (Reuters 02.04)

Question : que faites-vous de ceux qui tiennent les mêmes discours et qu'il est impossible d'expulser parce qu'ils sont de nationalité française, vous les embastillez, mais dites-donc, il va falloir doubler la capacité carcérale !

Je ne partage pas votre idéologie et je tiens des propos contraires à votre conception ou vos valeurs de la République dont je conteste la légitimité, je suis Français, donc à défaut de pouvoir me mettre "*dehors*" pour pourriez être tenté si je suis votre raisonnement de me mettre "*dedans*", où, mais en prison voyons.

Mais dites-moi monsieur le justicier, madame et monsieur Le Pen entre autres ne tiendraient-ils pas des propos contraires "*aux valeurs de la République*", qu'attendez-vous pour les embastiller, impossible, parce qu'ils vous sont bien utiles, à quoi, à la mise en place d'une législation liberticide digne d'une dictature militaire qui pourra être utilisée le moment venu contre le mouvement ouvrier et ses dirigeants, on comprend, on comprend que vos préoccupations ne puissent pas être les nôtres et que vous leur préfériez celles de l'extrême droite.

Liberté d'expression sous surveillance rapprochée.

Les associations de défense des libertés publiques en Grande-Bretagne ont violemment critiqué les projets révélés par le Sunday Times du gouvernement cherchant à accroître la surveillance des échanges de courriels et de consultations de sites Web.

Selon ces projets de nouvelles réglementations qui devraient être révélés le mois prochain, les entreprises de l'Internet devraient installer des équipements permettant aux services de renseignements électroniques d'avoir accès en temps réel aux données concernant chaque message ou courriel envoyé, les sites Internet consultés et les appels téléphoniques composés.

Cette politique constituerait '*une étape sans précédent, où l'on verrait la Grande-Bretagne adopter le même type de surveillance que l'on voit en Chine et en Iran*', a dénoncé Nick Pickles, directeur de l'association Big Brother Watch Campaign. De son côté, Shami Chakrabarti, directrice du groupe Liberty, a qualifié ce projet de '*démarche assez catastrophique contre la démocratie*'.

Le ministère de l'intérieur a indiqué que le gouvernement se préparait à légiférer à ce sujet '*aussitôt que les parlementaires en trouveraient le temps*'. '*Il est vital que la police et les services de sécurité soient en mesure d'obtenir des données sur les communications dans certains circonstances afin d'enquêter sur les crimes et les actes terroristes et de protéger le public*', a déclaré un porte-parole du ministère. (lemonde.fr 02.04)

Les "***valeurs chrétiennes***" peuvent rendre fou !

Sept personnes ont été tuées et trois autres blessées ce lundi dans une fusillade survenue dans une université religieuse près de San Francisco, selon les autorités locales, alors que la police a annoncé avoir arrêté le tireur présumé.

Selon un témoin cité par le *San Francisco Chronicle*, le tireur présumé assistait à un cours quand il s'est brusquement levé et à commencé à tirer sur l'assistance.

L'université d'Oikos affirme sur son site internet qu'elle s'efforce de «*fournir les plus hauts standards éducatifs, avec une inspiration et des valeurs chrétiennes*».

Selon le site internet du journal *The Oakland Tribune*, qui cite un témoin de l'arrestation, le tireur présumé aurait été interpellé à environ 8 km de l'université, dans la ville d'Alameda, devant un supermarché.

Selon la victime, le tireur suivait avec elles les cours de l'école d'infirmiers. Il se serait levé au milieu de la classe, aurait tiré à bout portant sur une personne, avant de tirer sur toute la salle.

«*Elle a dit qu'il avait toujours l'air fou*», a déclaré Mme Johnson, citant la victime. Mais elle ne savait pas "*jusqu'où il pourrait aller*". (libération.fr 02.04)

Rien de nouveau et d'étrange dans tout cela.

Les services secrets pakistanais (ISI) ont rendu public le 29 mars un rapport sur la "*fuite*" pendant 10 ans de Ben Laden, dont les principales conclusions émanent de l'interrogatoire de la plus jeune femme yéménite du milliardaire et terroriste saoudien.

Étrangement, le procès-verbal de l'interrogatoire reste très évasif quant au nom des individus ayant favorisé cette longue fuite en avant. (lefigaro.fr 02.04)

Outre ce roman qui voulait absolument que Ben Laden soit mort des mains de la soldatesque de l'Empire le 2 mai 2011 et qu'il ait survécu 10 ans après la guerre déclenchée par Bush contre l'Afghanistan, vous ne voudriez tout de même pas mouiller ceux qui vous servent utilement à accréditer cette thèse que vous seriez sinon dans l'incapacité d'avancer.

La question de l'éditorialiste du *New York Times* que celui du *Figaro* a reprise était tout simplement grotesque : «*La vraie question (...) c'est de savoir qui a offert son aide (à Ben Laden) (...) qui a facilité ses déplacements? Qui dans la chaîne de commandement était au courant de ses changements de domicile?*»

J'ai une question à leur poser : qui a assassiné ou fait assassiner B. Butto au Pakistan, Harriri au Liban, qui a orchestré la chute de S. Hussein en Irak, de Ben Ali en Tunisie, de Moubarak en Egypte, de Saleh au Yémen, de Kadhafi en Lybie, demain d'Assad en Syrie, etc. alors qu'ils se posaient tous en farouches ennemis de l'islamisme radical que les puissances occidentales prétendent combattre ? Poser la question c'est y répondre. Ceux qui ont fabriqué Al-Qaïda et financent les Frères musulmans ou encore les mouvements salafistes et djiadistes qui les ont remplacés au pouvoir ou leur réserve une place de choix dans la société de ces pays-là. Qui alors ? Bush, Obama, Sarkozy, Blair, Cameron, l'émir du Qatar, d'Arabie Saoudite...

Suite de l'affaire d'Etat Merah

Dix avocats, dont trois français, vont représenter en France le père du tueur en série Mohamed Merah qui veut engager des poursuites contre le RAID (unité d'élite de la police française) pour la mort de son fils, a indiqué lundi à l'AFP l'un d'eux, Me Zahia Mokhtari.

"*Sept avocats algériens et trois avocats français vont représenter le père de Mohamed Merah en France*", a dit Me Mokhtari, mandatée par le père du tueur.

"*Parmi eux figure un célèbre avocat français*", a ajouté Me Mokhtari qui n'a pas dévoilé son identité.

L'avocate algérienne a précisé avoir remis au barreau d'Alger sa demande de visa qui doit la transmettre au Consulat de France à Alger.

"*En principe, j'obtiendrai mon visa jeudi. Je partirai aussitôt en France. Je vais déposer la plainte contre le RAID à Paris*", a-t-elle précisé. (AFP 02.04)

Dommage qu'elle n'en dise pas davantage pour le moment. Elle a précisé que M. Merah n'avait pas tiré les balles qui lui avaient été imputées. Il semblerait également qu'il ne pouvait pas être au Pakistan selon les dates fournies par les enquêteurs, pour la bonne raison qu'au même moment il purgeait une peine de prison en France, ce point est à vérifier. (A suivre)

Une comédie bien orchestrée où chacun assume son rôle.

1- Le temps d'une campagne électtorale qu'il espère encore gagner.

Lancé à la chasse aux voix de droite, Nicolas Sarkozy n'a de cesse de mettre en scène un divorce très médiatisé avec des syndicats sur lesquels il s'est pourtant appuyé pendant son quinquennat pour obtenir une relative paix sociale.

Des analystes interrogés par Reuters jugent cependant ce divorce conjoncturel et estiment que le chef de l'Etat sortant sera contraint de renouer le dialogue s'il est réélu le 6 mai.

Les analystes politiques, experts en relations sociales et dirigeants syndicaux, l'escalade de ces dernières semaines est clairement liée à la campagne présidentielle.

Pour Guy Groux, du Centre de recherches politiques Cévipof, ses attaques ne sont possibles qu'en raison du faible taux de syndicalisation (8%) des salariés français.

Il estime en outre qu'elle ne dureront que le temps de la campagne, tout gouvernement, de droite ou de gauche, ayant selon lui besoin du dialogue social pour conduire sa politique. Un avis partagé par la plupart des analystes interrogés.

Certains estiment cependant que la campagne du chef de l'Etat laissera des traces. "*Il est clair que s'il est réélu, on risque de connaître une sorte de guerre froide pendant un petit moment*", dit ainsi Bernard Van Craeynest.

"*Attention aux excès de comportement populiste*", renchérit l'ancien porte-parole de l'UMP Dominique Paillé. "*En allant trop loin, il sera impossible de faire machine arrière.*" (Reuters 02.04)

Pour une fois qu'il peut lâcher sa haine du mouvement ouvrier, car chacun aura compris que ce n'était pas les dirigeants vendus des syndicats qu'il visait, ses meilleurs alliés, mais bien les syndicats en tant que tels. Chacun a également encore en tête de quelle manière Sarkozy, Fillon et Bertrand se sont employés à louer le "*sens des responsabilités*" des dirigeants syndicaux lors de la mobilisation sur les retraites qui avait permis de faire passer cette contre-réforme.

2- Sous le masque : le capitaliste !

« *Quand un président de la République attaque des syndicats, et les syndicats qui sont représentatifs, il n'attaque pas tel ou tel dirigeant, tel ou tel permanant, il attaque l'ensemble du monde salarié* », lance le candidat PS, qui regrette que les représentants syndicaux soient « *méprisés, montrés du doigt* ».

« *Le rôle d'un président de la République, c'est de respecter : les entreprises, les partenaires sociaux, les syndicats, ce qu'on appelle les corps intermédiaires* », explique François Hollande. Qui ajoute : « *Ça changera. (…) Je souhaite qu'à partir du mois de mai, il y ait un Président qui réconcilie, qui apaise, qui rassemble* ». (publicsenat.fr 02.04)

Monsieur Hollande, si ces "*représentants syndicaux* " sont "*méprisés*" par Sarkozy, ce n'est pas pour ce qu'ils sont mais pour ce qu'ils représentent. Si Sarkozy les méprisait pour ce qu'ils sont vraiment, des lieutenants ouvriers du capital, nous n'y trouverions rien à redire, cela dit, cela resterait une affaire de famille.

Bruit de campagne

Du côté des candidats qui existent, les stats d'audience des sites officiels (chiffres Médiamétrie sur le mois de février):

- 680.000 visiteurs uniques (VU) pour francoishollande.fr (dont 2/3 de + de 50 ans)
- 337.000 VU pour lafranceforte.fr
- 220.000 VU pour bayrou.fr
- 182.000 VU pour marinelepen2012.fr
- 135.000 VU pour placeaupeuple2012.fr, le site de Mélenchon (slate.fr 02.04)

Il faut ajouter à ces chiffres, ceux de leurs blogs.

Normal, il n'en fait pas partie !

Lundi, refusant toujours de s'en prendre frontalement au candidat FG, François Hollande a assuré sur LCI qu'il n'était pas "*dans une bataille à l'intérieur de la gauche*". (lexpress.fr 02.04)

Le véritable programme du PS.

Le sénateur-maire de Lyon Gérard Collomb écrit lundi sur son blog que le programme économique de l'ex-sénateur PS est "*inapplicable*". Il a comparé ses propositions avec le régime des Khmers rouges au Cambodge. (lexpress.fr et liberation.fr 02.04)

Collomb et Parisot même combat : normal !

La privatisation des services munipaux dont celui du ramassage des ordures ménagères fait bien partie du programme du PS, sans aucun doute possible.

Le programme du PS compatible avec celui d'A. Merkel. Ne touchez pas à notre traité !

Selon Jean-Marc Ayrault, l'équipe de François Hollande aurait noué des contacts avec l'entourage de la chancelière pour envisager l'ajout d'une annexe au nouveau traité européen. Mais rien n'est fait, loin de là. Et si Angela Merkel avait changé d'avis? Selon Der Spiegel, la chancelière serait prête à envisager l'ajout d'une annexe au traité européen de stabilité concernant la croissance. Exactement ce que défend François Hollande.

Cité par le journal allemand, Jean-Marc Ayrault le confirme du bout des lèvres: "*Il n'y a pas de contacts officiels entre le PS et la chancellerie. Mais plutôt de manière officieuse, entre 'conseillers' qui s'échangent quelques 'messages.'*"

Un proche du candidat PS, cité par un journaliste du Nouvel Obs', veut également y croire: "*On ne touche pas au traité lui-même, et en particulier aux clauses concernant l'automaticité des sanctions et la réduction des déficits, souffle ce proche de François Hollande, mais on ajoute une annexe ou un protocole (les deux ayant valeur juridique) concernant la croissance (avec, par exemple, la création d'euro-obligations pour financer de grands chantiers européens)*". (lexpress.fr 02.04)

Le programme du PS serait-il compatible avec celui de monsieur Mélenchon ?

Entre augmenter le smic et favoriser les capitalistes, le PS choisit naturellement ces derniers.

Arnaud Montebourg était interrogé, ce dimanche soir à l'émission BFM TV/Le Point/RMC, sur la montée de Jean-Luc Mélenchon qu'il a comparé... à l'ancien patron du PCF et candidat à l'élection présidentielle de 1981. "*C'est le Georges Marchais des temps modernes*".

Selon lui, ce smic réévalué (une des propositions de Mélenchon - Ndlr) "*serait très bien si on pouvait le faire, mais je crois que nous avons besoin, dans un projet de redressement national, d'aider les entreprises à se développer et non pas à les déstabiliser*". (lexpress.fr 02.04)

Tout est dans l'ordre des choses, ce sont les travailleurs pauvres avec leurs revendications délirantes qui déstabilisent et menacent de ruiner le pays, c'est bien connu, c'est justement le discours de l'UMP et du Medef !

Cela ne risque pas de lui arriver !

Daniel Cohn-Bendit a ironisé: "*Claude François et Mélenchon, c'est la grande nostalgie: les années 70, les drapeaux rouges, on va tout renverser...!*" (lexpress.fr 02.04)

Cela dit, le très réactionnaire Cohn-Bendit resemble davantage à Claude François, ce qui n'est pas vraiment un compliment dans ma bouche, il m'a toujours fait horreur.

Avis d'un touriste sexuel toujours ministre du chanoine de Latran.

Le ministre de la Culture et de la Communication, Frédéric Mitterrand, a estimé que «*l'arrivée de la gauche au pouvoir serait une catastrophe*» dans une interview publiée par Aujourd'hui en France/Le Parisien lundi. (liberation.fr 02.04)

INFOS EN BREF

Politique

Iran

Storytelling imperial : l'Iran formerait des armées de ninjas.

Le mois dernier, l'agence de presse atlantiste Reuters avait diffusé un reportage photographique de Caren Firouz et une vidéo intitulés « *Des milliers de femmes ninja s'entraînent pour devenir les assassins de l'Iran* » [1]. Des pratiquantes de ninjutsu, un art martial japonais, était présentées comme appartenant à une unité d'élite de tueuses « *capables de s'attaquer aux ennemis de l'Iran au corps à corps* ».

L'information avait été à la suite reprise sans vérification par de nombreux médias occidentaux, trop heureux de pouvoir conforter l'image d'une République islamique « *hostile* », conformément aux nécessités du storytelling officiel.

Malheureusement, il s'agissait en réalité de femmes pour lesquelles cet art martial, très populaire en Iran, est un loisir, comme peuvent l'être le karaté ou le judo pour de nombreux pratiquants à travers le monde [2]. Le journaliste de Reuters leur avait demandé ce qu'elles feraient si leur pays était attaqué et avait utilisé leurs réponses patriotiques pour les qualifier d'assassins « *au service du régime* ».

À la suite des protestations de nombreux médias iraniens, l'agence de presse avait accepté de changer le titre [3] et de modifier le reportage, mais refusé de présenter des excuses. Les athlètes et le club ont alors décidé de poursuivre l'agence en diffamation, et les autorités iraniennes ont retiré leurs accréditation aux journalistes de l'agence.

Le chef du bureau de Reuters a reconnu une faute, la qualifiant d'« *incident grave* ». Selon lui, l'agence a déjà procédé à une enquête interne et a pris les dispositions nécessaires en vue d'éviter que de telles « erreurs » se reproduisent.

Mais alors que l'information est infirmée par les faits et que Reuters a adressé un rectificatif à ses abonnés, le mythe des Iraniennes « *tueuses ninja* » continue à se répandre. Il est notamment relayé par TV5 Monde [4] et Le Monde.fr [5].

Comme l'a montré la couverture caricaturale de la crise en Syrie par les médias occidentaux et ceux du Golfe, il ne s'agit pas d'un cas isolé dans un appareil médiatique par ailleurs sain, mais de l'illustration grotesque d'un système d'information où la réalité des faits est désormais systématiquement sacrifiée au profit d'une narration favorable à la guerre. [6]

[1] « Thousands of Female Ninjas Train as Iran's Assassins », Reuters, 4 février 2012.

[2] « Iranian Ninjas », Press TV

[3] « Three Thousand Women Ninjas Train in Iran », Reuters.

[4] « Des femmes Ninjas pour défendre l'Iran », par David Gilberg, TV5 Monde, 19 février 2012.

[5] « Ninjutsu – L'Iran forme des femmes ninjas pour défendre la nation », Le Monde/Big Browser, 21 février 2012.

[6] « Les iPhone interdits en Syrie ? Regard sur un média-mensonge », par Luc Chevallier, Réseau Voltaire, 10 janvier 2012.

Source : « Storytelling imperial : l'Iran formerait des armées de ninjas », Réseau Voltaire, 2 avril 2012, www.voltairenet.org/a173365

Social

Italie

Le taux de chômage corrigé des variables saisonnières s'est élevé à 9,3% en février en Italie, soit son niveau le plus haut depuis la mise en place de cette statistique en 2004.

Le taux d'emploi global a diminué à 56,9% en raison d'une baisse du travail féminin.

Les 15-24 ans sont la catégorie la plus touchée par la progression du chômage, avec 31,9%, en hausse de 0,9 point par rapport à janvier.

Selon l'Istat, le taux de chômage brut s'est établi à 10,9% en février contre 8,7% en février 2011. (Reuters 02.04)

Economie

Grèce

Les prévisions de la Fondation pour la recherche économique et industrielle (IOBE) sont plus pessimistes encore que celles de la Commission européenne et du Fonds monétaire international (FMI), qui tablent sur une contraction de 4,7% à 4,8% du produit intérieur brut (PIB) grec cette année.

D'après ce rapport, le taux de chômage devrait quant à lui s'envoler à 20%, alors qu'il avait déjà touché un niveau record en 2011, à 17,3%.

"*Il est important de sortir de la récession et de remettre l'économie sur les rails de la croissance*", a commenté Yannis Stournaras, directeur de l'IOBE, en appelant à une accélération des privatisations pour attirer les investissements étrangers.

La Grèce doit s'imposer toujours plus d'austérité budgétaire pour assainir ses finances publiques dans le cadre du nouveau plan de sauvetage accordé par la zone euro et le FMI, censé lui éviter un défaut désordonné sur sa dette publique.

Critiquant la politique suivie jusqu'à présent par le gouvernement, l'IOBE pointe une baisse trop brutale des dépenses publiques, des mesures destinées à renforcer la compétitivité inadaptées et un rythme de privatisations trop lent.

Les réformes visant à renforcer la compétitivité, essentielles pour relancer la croissance, doivent s'appliquer à tous les secteurs et à toutes les professions sans exception, ce qui pourrait générer des bénéfices à long terme estimés à 17% du PIB, selon l'institut. (Reuters 02.04)

Tout est dit dans le dernier paragraphe, des bénéfices pour financer la rente des banquiers... à la hauteur des sacrifices imposés aux travailleurs.

Haut de page

Le 4 avril

CAUSERIE

On ne va pas s'éterniser sur l'affaire d'Etat Merah, disons que la manière dont elle a été montée et présentée, ainsi que les multiples contradictions qui l'ont émaillée, témoignent du degré de décomposition d'un régime aux l'abois, qui ne recule devant aucun subterfuge pour permettre au parti de l'ordre de conserver le pouvoir.

On vient d'apprendre ce matin qu'il venait de réaliser une seconde rafle parmi les milieux islamistes réputés radicaux, à tort ou à raison, histoire d'entretenir un climat de peur dans le pays favorable au flic-président-candidat jusqu'à la veille du premier tour de la présidentielle et peut-être au-delà. Pourquoi Sarkozy persiste dans cette voie ? Parce qu'il a reçu le feu vert de la part de Hollande et la totalité des partis qui ont adopté en coeur la version officielle des tueries de Toulouse et Montauban. Il aurait tort de se gêner ! Comment ne pas donner raison à ceux qui disent : tous pourris en parlant des partis politiques, c'est la question que les militants devraient poser à leurs dirigeants. Ce n'est pas mon propos, mais je le comprends.

Au-delà du jeu institutionnel auquel se livrent principalement les partis participant à l'élection présidentielle, pour comprendre leurs discours et leur positionnement, alliances, appels au désistement, etc. il faut avoir à l'esprit la politique réactionnaire que le locataire du Palais appliquera dès le lendemain du 6 mai, à l'instar de ses collègues irlandais, britannique, grec, italien, portugais ou espagnol.

On peut penser qu'il avancera à pas feutré jusqu'aux législatives avant de déclencher un déluge de feu contre les travailleurs, surtout si Sarkozy était réélu. Au cas où ce serait Hollande qui l'emporterait, le PS et son allié du Front de gauche seraient en proie à de telles contradictions qu'ils pourraient étaler dans le temps leur offensive contre la classe ouvrière, une fois scellé un accord avec les dirigeants syndicaux et sous couvert de ce dernier.

Une chose est sûre, c'est qu'ils ne seront pas maîtres de la situation, car leur agenda leur sera dicté par les agences du capital, à savoir à quel moment et à quel rytme vont-elles déclencher leur offensive contre le gouvernement de front populaire, prendront-elles la décision de précipiter les choses au risque de déclencher une explosion sociale incontrôlable, personne n'en sait rien.

La question est aussi de savoir comment s'imbriquera leur plan contre le prolétariat français avec l'évolution de la situation mondiale, principalement la montée en puissance des Brics auxquels sont de plus en plus liés la plupart des Etats en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et la crise qui ronge les fondements de l'Amérique et mine son hégémonie mondiale de plus en plus contestée sur tous les continents, à l'exception de l'Europe.

10 millions de grévistes en Espagne et rien n'y fait, une douzaine de grèves générales en Grèce et rien n'y fait, des grèves et des manifestations à répétition en Italie, en Belgique, en Grande-Bretagne, au Portugal, plus rares en Allemagne, et rien n'y fait, dans tous ces pays cette mobilisation de millions et millions de travailleurs présentent un point commun : aucun n'est dirigé vers les institutions en place, aucun parti ouvrier n'axe son combat sur la nécessité de remettre en cause ces institutions pour ouvrir la voie à une issue politique favorable à la classe ouvrière, même ceux qui ne sont pas en position pour prétendre y participer directement ou obtenir des élus (députés) s'abstiennent d'indiquer aux travailleurs la voie à suivre pour aller de l'avant, dans ces conditions le mouvement ouvrier est et sera amené à piétiner et les travailleurs à subir des sacrifices de plus en plus insupportables... Jusqu'à quand, là non plus personne ne peut répondre à cette question, la seule chose dont on est sûr, c'est que cette situation ne durera pas éternellement et qu'un jour ou l'autre l'affrontement général entre les classes tant attendu, tant espéré, se produira. S'y préparer et y préparer les travailleurs et les militants devraient être notre devoir, notre priorité en les organisant.

Bruit de campagne

Pas "***sérieux***"... s'abstenir !

Interrogé par la presse en fin de meeting à Tours, M. Hollande a précisé : "*la gauche doit être pleinement à gauche, pleinement consciente des urgences, pleinement à l'unisson d'un certain nombre de forces et en même temps elle doit être sérieuse, sinon elle ne pourra pas réussir*". (AFP 03.04)

L'urgence, c'est de porter le smic et la retraite minimum à 1 500 ou 1 600 euros nets, revaloriser de 20 ou 30% les salaires inférieurs à 2 500 ou 3 000 euros, revenir au 37,5 annuités, voire 35 ou 30, à la retraite entre 50 et 60 ans à taux plein sans condition, interdire tous les licenciements, exproprier sans indemnité les capitalistes du CAC40, bref, éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté qui ronge la société et la conduit au chaos et à la barbarie...

Est-ce que ces mesures "*d'urgence*" font partie du programme de Hollande ? Non, il n'a donc aucun légitimité pour parler au nom de la gauche dont il ne fait manifestement pas partie, le candidat qui "*aime les riches*" est "*pleinement*" à droite.

Question inutile. Avec ou sans ce sera du pareil au même...

"*Le torrent révolutionnaire des Français est sorti de son lit*", "*la France des révolutions est de retour!*", a dit J-L Mélenchon hier, lors d'un meeting au Parc des Expositions de Vierzon (Cher), sous les "*résistance, résistance*" des près de 5.000 militants dont quelques centaines hors de la salle. "*1789!*", a-t-il lancé,

"*Fini le vote utile et toutes ces salades!*", a-t-il dit au PS. Selon lui, la capacité de rassemblement "*est plus grande*" au FG et s'il est en tête de la gauche au premier tour, "*il y aura des négociations*" avec "*tous ceux qui voudront discuter y compris les Verts, vassalisés*" par leur accord avec les socialistes.

A François Hollande, il a demandé : "*De quel côté vous voulez que se construise la majorité du pays?*", si c'est avec François Bayrou (MoDem) "*c'est sans nous!*", a-t-il répété. (AFP 03.04)

Que signifie faire appel à 1789 ?

Jouer une ou des couches de la bourgeoisie contre ou une ou d'autres couches de la même classe... Exactement comme ce qui se passe en Irak, en Afghanistan, en Tunisie, en Egypte, en Libye ou encore en Syrie et partout dans le monde où il existe des chefs d'Etat ou des gouvernements qui ne sont pas à la botte des puissances occidentales ou qui servent de préférence les intérêts d'autres puissances émergentes, les Brics.

Il y en a en France qui entretiennent des rapports privilégiés avec l'UIMM liée à une branche de l'UMP par le biais des dirigeants syndicaux au détriment du Medef qui représente l'aile la plus droitière de l'UMP. Ils n'hésitent pas à flirter avec le courant dit social de l'UMP, censé représenter le gaullisme historique, allant jusqu'à lisser leur discours et atténuer toute velléité anticapitalisme en témoignage de leur soumission au régime.

Les prétextes ne manquent pas pour s'encanailler avec l'ennemi, outre le volet social, on peut y ajouter la laïcité et bien entendu l'héritage de la Révolution française de 1789, qui rappelons-le avait porté au pouvoir la bourgeoisie et non le prolétariat, ce rappel pourrait en faire sourire certains qui semblent avoir une mémoire très sélective, c'est uniquement à eux qu'il

s'adressait d'ailleurs.

De la même manière qu'ils ont détourné la formule appelant à combattre les illusions des masses sur le terrain des illusions pour finalement s'y adapter une fois abandonné la nécessité de mener ce combat jusqu'au bout, c'est-à-dire en le liant à la question du pouvoir, les contradictions internes à la bourgeoisie et ses différentes couches qu'ils prétendent exploiter ne leur servent finalement qu'à s'adapter à celles liées à l'économie marchande ou productive, on dit encore l'économie réelle en opposition à l'économie financière, dont ils espèrent obtenir une sorte de légitimité en retour.

Pour eux, rompant avec la définition de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme dominé par l'aristocratie financière, la couche de la bourgeoisie représentée par les industriels remplirait encore un rôle progressiste qui s'exprimerait à travers son attachement à la démocratique et à la République, comme si elle avait une existence indépendante de la finance ou des banquiers, comme si leurs sorts n'étaient pas intimement liés et que l'industrie financière n'imposait pas son pouvoir à l'industrie marchande.

Cette collaboration de classes prend l'allure d'un marché de dupes dont les travailleurs sont les uniques victimes, tandis qu'il permet d'assurer à la fois la stabilité du régime et des appareils pourris des syndicats, on peut ajouter ceux des partis qui se livrent à cette comédie sordide, tous sans exception, hélas !

En Libye ou en Syrie a surgi une "opposition" étrangère au mouvement ouvrier ou à la classe ouvrière. Pour cette raison, cette opposition constituée d'une fraction de la bourgeoisie opposée à celle au pouvoir n'a aucune légitimité, pour la amjorité des travailleurs qui refusent de la reconnaître, elle représente le camp de la réaction et non celui de leurs intérêts de classe, ajoutons, de la révolution prolétarienne.

En France, se revendiquer de 1789 (ou 1792) en 2012 revient à légitimer une couche de la bourgeoisie qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière mais la combat. Quant à nous, notre référence et les enseignements dont nous nous inspirons demeurent la Commune de Paris et la révolution d'Octobre, incompatibles avec toute conciliation avec les héritiers des Versaillais.

Réforme sociale ou révolution.

L'attitude des conciliateurs est motivée non pas par l'objectif du combat du mouvement ouvrier qu'ils ignorent ou rejettent, le renversement du régime capitaliste, auquel cas les rapports qu'ils ont établis avec des couches de la bourgeoisie seraient un non-sens, mais par la volonté de parvenir à un compromis avec leurs partenaires patronaux de telle sorte que le capitlisme demeurerait supportable à la majorité des masses exploitées, sans se soucier évidemment des travailleurs les plus défavorisés qui croupissent dans une misère noire et qui ne font pas partie de leur fond de commerce réciproque.

Le mouvement ouvrier et le prolétariat ainsi amarrés au capitalisme, à l'une ou l'autre de ses couches décrétée progressiste, démocratique ou républicaine, on comprend dès lors qu'aucun parti ouvrier ne soit en mesure de leur proposer une issu politique en rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Mélenchon ne saurait incarner la révolution prolétarienne et socialiste, alors que madame Parisot l'accuse de vouloir faire revivre "*la Terreur*" des jacobins, il n'a pas été capable de lui répondre que c'était ses amis qui s'étaient livrés à la pire des terreurs en massacrant 30 000 hommes, femmes et enfants à l'issue de la Commune de Paris, toute référence à cette étape du développement du combat du mouvement ouvrier international étant banni jusqu'à présent de son dicours (à ma connaissance).

Que M. Parisot se rassure ainsi que ses amis du CAC40, car finalement, en faisant référence à 1789, Mélenchon (inconsciemment) a signifié qu'il n'avait pas l'intention de s'attaquer aux fondements du capitalisme. Souvent les discours trahissent les véritables intentions de ceux qui les prononcent.

On peut concevoir de l'admiration pour les révolutionnaires de 1791, pour Robespierre et ses amis, mais lorsqu'on en fait le point de départ et d'arrivée de sa réflexion et de son combat politique, qui se traduit par exemple par le mot d'ordre de l'Assemblée constituante ou négocier avec le PS ou les Verts qui sont deux partis inféodés au capital, cela revient à capituler devant la bourgeoisie dont toutes les couches se retournent contre le prolétariat au moment des combats décisifs.

Au lieu d'éduquer les masses dans la perspective du socialisme et de nourrir la haine légitime qu'elles vouent au capitalisme qui leur réserve un destin épouvantable, certains s'emploient ainsi méticuleusement et avec constance à rendre à leurs yeux certaines couches du capitalisme auxquels devrait être lié leur sort tout à fait respectable. La situation que l'on a quotidiennement sous les yeux en découle logiquement, simple constat.

Le PCF en état de survie au jour le jour.

Interrogé sur la participation du Front de gauche à un gouvernement de François Hollande, M. Laurent a renvoyé la question '*au lendemain de la présidentielle*'.

'*Tout ce que nous faisons avec le Front de gauche vise à créer une politique de gauche réussie. Est-ce que les conditions sont réunies ? A l'heure actuelle non*', a insisté le numéro un communiste. La porte n'est cependant pas fermée aux discussions. '*La question de la majorité et du gouvernement se règlera après les législatives*', a précisé M. Laurent.

Pour le PCF, l'attitude du PS, qui consiste à dire que le programme de François Hollande est '*à prendre ou à laisser*', '*c'est pas possible*', a lancé l'alter ego de M. Mélenchon. Il faut, à ses yeux, que les propositions du Front de gauche soient '*discutées*' et pour avancer, que '*les conditions [d'une majorité de gauche] soient créées*'. Ce n'est pas encore le cas, a dit M. Laurent. (lemonde.fr 03.04)

Parole, parole, parole, il le dit lui-même !

Actualité en titres

Comment remettre en cause la souvernaineté d'un Etat, en deux temps :

- Mali: les islamistes prennent le dessus au Nord, la junte sous embargo - AFP

On ne manque pas d'***inspiration*** à l'UMP.

- Jean-Pierre Raffarin : "*Et si on s'inspirait de la Chine plutôt que d'en avoir peur ?*" - Atlantico.fr

- Raffarin: pourquoi pas Bayrou à Matignon si la victoire dépend de lui - AFP

- Raffarin : « *Mélenchon est un parasite pour la dynamique Hollande* » - Public Sénat

Enfin une nouvelle rassurante :

- La piscine privée se démocratise, un espoir pour les professionnels du secteur - AFP -

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le policier jugé pour avoir tiré avec un «lanceur de balles de défense» (LBD), un «*super flash-ball*» alors en expérimentation, sur un adolescent de 17 ans qui avait perdu l'usage de son œil droit a été relaxé par le tribunal correctionnel de Nantes (Loire-Atlantique). Le lycéen avait été blessé lors d'une manifestation dans la ville en 2007 contre la réforme des universités.

Le juge a suivi le raisonnement du substitut du procureur de la République qui avait estimé qu'il y avait bien un «*état de causalité certain et direct*» entre le tir de flash-ball du fonctionnaire et la blessure à l'œil du lycéen, mais que le prévenu bénéficiait également d'une «*irresponsabilité pénale*» car il a tiré sur ordre de son chef, une «*autorité légitime*» au regard du Code pénal, dont l'ordre n'était pas «*manifestement illégal*».

De son côté, Pierre, la jeune victime, s'est déclaré «*plus révolté que jamais*». «*On ne lâchera jamais. C'est révélateur du climat d'impunité absolue de la police française. C'est une décision injuste pour moi, pour toutes les victimes (de tirs de flash-ball), les amis des Droits de l'homme*», a-t-il ajouté.

Le père de l'adolescent, Luc Douillard, a annoncé qu'il avait lancé un recours devant le tribunal administratif: «*C'est ça qui est important. On va pouvoir mettre en cause la responsabilité de toute la chaîne de commandement, y compris celle du préfet, c'est beaucoup mieux. Ici (devant le tribunal correctionnel, ndr), on était bridé, on ne pouvait parler que du tireur.*» (20minutes.fr 03.04)

Le substitut du procureur de la République n'est pas là pour faire respecter l'égalité de droit théoriquement consentie à chaque citoyen, mais pour faire respecter l'ordre. Avis aux opportunistes qui prônent la liberté, l'égalité et la fraternité en régime capitaliste, c'est un leurre.

2- Israël

L'examen préliminaire mené par le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) sur des crimes de guerre présumés commis

par l'armée israélienne a été arrêté en attendant une décision des Nations unies sur le statut de la Palestine, a annoncé mardi le bureau du procureur.

Israël "*se félicite de la décision prise sur la base de l'absence de compétence juridique de la CPI*", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères dans un communiqué, rappelant que l'Etat hébreu avait "*fait savoir, d'entrée de jeu et clairement, que la CPI n'avait pas compétence dans cette affaire*".

L'Autorité palestinienne avait demandé le 22 janvier 2009 à la Cour d'exercer sa compétence à l'égard "*d'actes commis sur le territoire palestinien à partir du 1er juillet 2002*".

Un examen préliminaire avait alors été entamé par le procureur Luis Moreno-Ocampo afin de déterminer si la Cour était compétente pour mener une enquête sur les crimes allégués.

La Palestine a été reconnue comme un Etat dans le cadre de relations bilatérales par "*plus de 130 pays et certaines organisations internationales*", souligne le bureau du procureur, rappelant toutefois que le statut conféré par l'Assemblée générale de l'ONU est celui d'"*observateur*" et non "*d'Etat non membre*".

La compétence de la Cour, chargée de juger des génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis depuis 2002, n'est "*pas fondée sur le principe de compétence universelle*", a souligné le bureau du procureur, selon lequel "*il revient au Conseil de sécurité de l'ONU ou à un ++Etat++ de lui attribuer cette compétence*". (AFP 03.04)

La CPI est un tribunal d'exception qui n'a aucune légitimité, sinon de soutenir les puissances impérialistes qui mènent la guerre contre tous les régimes qui refusent de se soumettre à leur diktat... Ceux qui estimaient que la reconnaissance d'un Etat Palestinien passait par l'ONU ou une de ces agences (Unesco) en seront pour leurs frais.

3- Equateur

Le président de l'Équateur, Rafael Correa, a déclaré, lundi 2 avril 2012, dans une lettre adressée à son homologue colombiem, Juan Manuel Santos, qu'il ne participera pas au sixième Sommet des Amériques, prévu les 14 et 15 avril prochains dans la ville colombienne de Carthagène, en raison de l'impossibilité pour Cuba de participer à cette réunion.

« *J'ai décidé qu'en tant que président de la République de l'Équateur, je n'assisterai pas au Sommet des Amériques jusqu'à ce que les décisions qu'exige de nous la Patria Grande [1] soient prises* », a déclaré le président équatorien.

En outre, le président équatorien fait remarquer que la réunion ne devrait plus être appelée Sommet des Amériques, puisqu'un des États du continent en est exclu, et alors même que cette exclusion a été rejetée lors du dernier sommet, tenu à Trinité-et-Tobago en 2009.

M. Correa précise dans sa lettre que son initiative n'a pas pour but de causer des problèmes à la Colombie, et qu'il souhaite un plein succès au sommet.

L'Équateur avait demandé aux États membres de l'Alternative Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) qu'ils ne se rendent pas au sommet mais la proposition a été repoussée.

Les États-Unis rejettent la présence de Cuba au Sommet, arguant du fait que seuls peuvent participer les pays les « *démocratiques* » qui sont membres actifs de l'Organisation des États Américains (OEA).

En 1962, Washington a poussé Cuba hors de l'OEA. Cependant, en 2009, la décision avait été annulée, mais les autorités cubaines n'ont jusqu'à présent pas officiellement notifié à l'organisation régionale de demande de réintégration. (Réseau Voltaire 03.04)

Social

1- France

1.1- Les salariés de Technicolor manifestent.

Plusieurs centaines de salariés de Technicolor, (ex-Thomson), ont manifesté mardi contre les menaces qui pèsent sur près de 1.100 emplois et pour réclamer l'intervention de l'Etat face aux risques de démantèlement du groupe, a constaté une journaliste de l'AFP.

600 manifestants, qui ont répondu à l'appel commun de la CFDT, CFE-CGC, CGT, UNSA et SUD (300 selon la police), ont défilé autour du siège du groupe à Issy-les-Moulineaux, près de Paris.

"*On était 60.000 chez Thomson en 2003 et nous ne sommes plus que 17.000 aujourd'hui! On pense que l'on va vers le démantèlement du groupe*", a dit à l'AFP Frédéric Suire, responsable syndical Unsa. (AFP 03.04)

1.2- Crise du logement. Quand se loger devient un sacrifice.

Plus d'un Français sur deux consacre au moins un tiers de ses revenus mensuels à son logement principal, d'après une étude de l'Ifop pour le site internet français d'annonces immobilières SeLoger.com publiée mardi.

Selon cette étude, intitulée "*Observatoire du logement SeLoger.com/Ifop*", 55% des Français consacrent au moins un tiers de leurs revenus à leur logement, contre 47% à la fin de l'année 2010.

Parmi les personnes interrogées, 43% déclarent "*avoir conscience d'une dégradation*" de leurs conditions de logement. Ce sentiment de dégradation concerne aussi l'avenir: 33% des Français estiment qu'ils sont mieux logées que ne le seront leurs enfants.

"*La hausse régulière du coût du logement est vécue comme une donnée inéluctable pour nombre de Français. Cela crée une véritable angoisse, ils ne savent pas comment leurs enfants vont pouvoir y faire face*", analyse le sociologue Yankel Fijalkov, cité par SeLoger.com.

Parmi les sondés, 63% considèrent qu'une baisse des prix du logement aurait "*un impact positif*" pour eux. Mais ils ne sont que 31% à juger cette baisse crédible.

Les Français sont cependant heureux de se retrouver chez eux, 92% d'entre eux déclarant aimer y passer du temps, et 50% aimer y passer beaucoup de temps. (AFP 03.04)

2- Espagne

Il y a au total 4,75 millions d'Espagnols au chômage, selon les chiffres du ministère du Travail.

Le taux de chômage officieux, qui inclut les chômeurs non inscrits, s'est élevé à 22,9% au quatrième trimestre 2011, soit le taux le plus fort de tous les pays de l'Union européenne.

Près du tiers des habitants des 17 pays de la zone euro privés d'emploi sont Espagnols et la moitié des Espagnols de moins de 25 ans sont au chômage, selon les statistiques d'Eurostat.

Le plan d'austérité annoncé vendredi par le gouvernement de Madrid pour réduire le déficit budgétaire, qui inclut une baisse importante des dépenses de l'Etat, risque d'affecter davantage la croissance espagnole. Une réforme du marché du travail pour le rendre plus flexible pourrait en outre renforcer la hausse du chômage à court terme. (Reuters 03.04)

Haut de page

Le 5 avril

CAUSERIE

L'affaire Merah n'aurait pas eu lieu qu'il aurait fallu l'inventer, cela paraît tellement évident au regard des suites médiatico-policières que Sarkozy et Guéant lui ont donné ces derniers jours en désignant malicieusement à la vindicte publique les musulmans comme des terroristes potentiels.

Ce n'est apparemment pas suffisant pour que ceux qui ont repris (en coeur) à leur compte la version officielle de cette affaire, aient le courage de la remettre en cause ou reviennent sur leurs propres déclarations.

Un aphorisme que je fais mien pour l'occasion : « *A part la droite, il n'y a rien au monde que je méprise autant que la gauche.* » (Pierre Desproges)

Les commentateurs s'interrogent sur les convergences et les divergences qui existent entre les programmes du PS et du Front de gauche comme s'ils appartenaient au même camp, ce qui n'est pas faux si l'on pense à leurs dirigeants, ce qui est erroné si l'on considère la manière dont leurs supporters interprètent leurs discours.

Finalement ils conviennent qu'ils sont faits pour s'entendre sur le dos de ceux qui placent leurs illusions dans l'un comme dans l'autre, avec un net avantage à Mélenchon sur lequel ils tirent à boulets rouges, visant à travers lui le prolétariat révolutionnaire.

- « *J'essaie de ne pas vivre en contradiction avec les idées que je ne défends pas.* » (Pierre Desproges)

La campagne électorale vous soûle, nous aussi : « *Par les temps qui courent, parler de rien, c'est déjà quelque chose !* » (Pierre Dac)

Savez-vous pourquoi Sarkozy et Hollande aiment les riches ?

- « *Les aspirations des pauvres ne sont pas très éloignées des réalités des riches.* » (Pierre Desproges)

Ajoutons : il n'y a que les moyens pour les réaliser qui changent ! Celles des riches sont illégimites, car ils ne peuvent les satisfaire qu'au détriment de la majorité, alors que celles des pauvres sont légitimes, car ce sont les seuls à produire les richesses, sans exploiter une autre classe.

Voilà pourquoi je ne tiens pas particulièrement à me faire des amis parmi mes lecteurs :

- « *La caractéristique principale d'un ami est sa capacité à vous décevoir.* » (Pierre Desproges)

Inconsciemment, généralement, on attend beaucoup d'un ami, trop, y compris ce qu'il ne peut pas vous donner. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Desproges, ce n'est pas parce qu'on a un ami qu'on doit se croire tout permis avec lui ou être en droit de tout attendre de lui, y compris exiger de lui l'impossible. Au contraire, je considère que le respect que l'on témoigne envers un ami, devrait se traduire par le refus de lui créer des problèmes ou de le mettre inutilement dans l'embarras sachant qu'il a aussi son lot de problèmes.

Les témoignages d'amitié tapageurs sont trompeurs et souvent accompagnés d'un manque de retenu à son égard quand on rencontre des diffultés. On ne devrait user de ses bonnes intentions à notre égard qu'en cas de situation inextricable ou d'urgence, quand on ne peut pas faire autrement.

Je vais vous faire une confidence. Plusieurs membres de ma famille se sont proposés pour m'envoyer de l'argent et des vivres ou encore ce dont j'aurais besoin et qui me ferait défaut ici en Inde. Je les ai remerciés poliment en refusant leurs offres sous prétexte que je n'avais besoin de rien et que c'était à moi de m'assumer, sachant qu'ils ne roulaient pas non plus sur l'or et qu'ils avaient leurs propres petites familles à faire vivre. J'ai toutefois ajouté, parce qu'ils insistaient, qu'on verrait cela un jour si besoin s'en faisait sentir, si je me retrouvais acculé et sans le sou. Ensuite, j'ai revendu ma maison pour éviter de me retrouver dans cette situation, en procédant de la sorte, je crois avoir agi conformément à mes principes et mes idées. Et puis je connais trop bien la nature humaine pour savoir qu'en acceptant quelque chose d'autrui, ce dernier se figure inconsciemment qu'on lui est redevable de quelque chose, rien que d'y penser cette idée m'est insupportable, mon indépendance ou ma liberté de pensée n'a pas de prix, c'est peut-être cher payer pour un principe, peu importe je l'assume.

En réalité, le réformisme et le stalinisme, c'est du pareil au même.

Selon le réformisme, dans un pays, il serait possible progressivement de passer au socialisme en régime capitaliste pour peu que la classe ouvrière le décide. Pour le stalinisme, il serait possible de passer au socialisme dans un seul pays.

L'économie de chaque pays dépendant largement (de plus en plus) du marché mondial, le passage au socialisme est inconcevable autrement qu'à l'échelle mondiale. Ce simple constat confirmé par la disparition de l'URSS suffit à balayer les deux théories précitées qui ne font qu'une en vérité ou plus exactement qui tirent leurs origines à la même source : le capitalisme et non le socialisme scientifique ou le bolchevisme.

Question : pourquoi ne pas y avoir pensé plus tôt et ne pas les avoir combattues de la même manière ?

Parce que nos soi-disant antistaliniens s'étaient alliés dans notre dos avec les réformistes qu'ils porteront au pouvoir en 1981, le trotskisme devant servir de couverture à leurs manoeuvres d'appareil et leur trahison.

C'est l'histoire du faible d'esprit ou de l'aventurier ou encore de l'imposteur, de l'usurpateur, qui est confronté à deux ennemis plus forts que lui et qui pour sauver sa peau croit bon de s'allier avec l'un pour combattre l'autre, qui, lorsqu'il est à terre en profite pour éliminer son allié ou le remettre à sa place en guise de solde de tout compte.

Il suffisait d'établir un parallèle entre le réformisme et le stalinisme pour tordre le cou facilement à la théorie selon laquelle le stalinisme serait issu du bolchevisme ou du socialisme.

Aujourd'hui on nous dit que le PCF ne serait plus un parti stalinien, il serait devenu un parti réformiste comme l'était le PS avant qu'il ne devienne un parti social-libéral, donc un parti respectacle et fréquentable, alors qu'en réalité il n'a pas changé, on en veut pour preuve le nom que leurs dirigeants ont donné à leurs sections, Thorez, Cachin, Duclos, des staliniens purs et durs comme l'on disait autrefois, j'ai lu cela ce matin dans un article de *Libération* paru hier, *La seconde jeunesse du PCF*.

Autrement dit, on est face à une nouvelle arnaque qui consiste à faire croire que le PCF aurait changé ou plutôt, l'escroquerie continue une fois le PCF revêtu d'un nouveau masque plus présentable (en apparence), alors qu'en dessous son visage et sa politique sont demeurés les mêmes.

Pour ceux qui en douterait encore, ce n'est pas pour des prunes, mais parce que cela correspond à leurs véritables intentions, à la véritable nature contre-révolutionnaire des dirigeants du Front de gauche dont ceux du PCF, que lors de l'émission «Face au web», l'émission présidentielle de Newsring.fr et 20minutes.fr, le 29 mars dernier, Clémentine Autain avait rappelé que Jean-Luc Mélenchon ne prônait pas une révolution, au sens du Grand Soir, car «*c'est une aberration le Grand Soir*», quelle horreur !, précisant ensuite que l'idée, explique-t-elle était d'amorcer une révolution par petites touches... (Extrait de la causerie du 31 mars)

Nos trotskistes "*antistaliniens*" (POI-CCI) se sont tellement fondus dans le réformisme qu'ils se refusent à constituer une opposition au sein de l'appareil de FO.

Extrait de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly daté du mercredi 28 mars 2012

- "*Le Comité confédéral national (CCN) –le «parlement» de FO– s'est réuni à Paris la semaine dernière. Il a adopté à l'unanimité une résolution sur les questions d'actualité que vous trouverez dans ce numéro de FO Hebdo.*"

La collusion ou la liaison organique entre l'appareil de FO et du POI est tellement parfaite qu'on en arrive à se demander lequel des deux détermine la ligne politique de l'autre. Le POI vient d'engager une campagne sur le thème du rejet du MES et du TSCG, sujet repris immédiatement par Mailly :

- "*Le Comité confédéral national a par ailleurs confirmé ses analyses et revendications sur le plan européen en condamnant les deux traités gigognes que sont le Mécanisme européen de stabilité (MES) et le futur traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance.*

Ainsi, en cas de référendum comme en cas de réunion du Congrès (Assemblée nationale et Sénat), nous combattrions ce texte visant à préserver la rente et, en constitutionnalisant l'austérité, à faire supporter aux travailleurs une crise dont ils ne sont pas responsables." (même source)

Qu'on se comprenne bien, je ne remets pas en cause le bien-fondé de cette campagne à laquelle j'adhère, mais la supercherie des dirigeants du POI qui se présentent comme les chantres de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, alors qu'ils sont les premiers à la brader quand les intérêts de leur appareil en dépend. Je ne leur reproche pas leur proximité (sic !) avec l'appareil de FO qui peut présenter des aspects positifs dans certaines circonstances, mais le fait de le nier ou de ne pas l'assumer publiquement.

Neu-neu, la gamelle de bouses qui a "***le coeur à gauche***" et le portefeuille à droite. On a les soutiens qu'on peut.

- « *Parler pour ne rien dire et ne rien dire pour parler sont les deux principes majeurs et rigoureux de tous ceux qui feraient mieux de la fermer avant de l'ouvrir.* » (Pierre Dac)

"*Votez François Hollande, directement au premier tour*", déclare dans Les Inrockuptibles le comédien Jamel Debbouze, qualifiant cependant de "*ridicule*" la taxe de 75% sur les revenus supérieurs à un million d'euros annuels avancée par le candidat PS.

"*Votez Hollande, cherchez pas*", "*le socialisme, oui j'y adhère*", ajoute-t-il, disant avoir "*le coeur à gauche*", dans une interview à l'hebdomadaire paru mercredi.

Pour autant, l'acteur qui, selon Le Figaro, a gagné en 2011 un million d'euros, sans compter ses 120 représentations au théâtre, est plus réservé sur une des mesures phares du programme fiscal du PS: la "*taxe à 75% sur les riches c'est ridicule*", lance-t-il. (20minutes.fr 04.04)

C'est le moment détente de la journée, je prèfère vous prévenir.

Pire crétin, tu meurs ! J'ai toujours trouvé ce type particulièrement débile, comme beaucoup d'autres acteurs ou comédiens soi-disant humoristes ou réputés "*amuseurs publics*", qui suintent la connerie humaine, la flattent, l'entretiennent, et comme c'est une valeur largement répandue, vouée assurément à connaître un grand succès une fois portés au pinacle par leurs pairs, les médias au service de la propagande officielle.

On pourrait appeler cela la culture du caniveau puisée au fond du ruisseau asséché de l'inspiration désormais remplacée par des clichés qui ne coûtent pas cher, mais qui peuvent rapporter gros tant par l'étendu du public qui s'y reconnaîtra qu'à ceux qui en tirent un profit politique, en opposition à la culture populaire qui s'inspire de nos émotions pour les parer de la poésie des mots afin de les graver dans nos coeurs ou dans nos têtes, pour le meilleur ou le pire selon les convictions de leurs auteurs ou leurs interprétations du rapport de force entres les classes du moment.

Pour le meilleur, quand C. Trénet chantait *La mer* (1945) ou J. Ferrat *La montagne* (1964), ils ont fait rêver des millions de travailleurs qui ne les avaient jamais vues qu'en image, pour le pire quand E. Piaf célébrait le colonialisme en entonnant *Mon légionnaire* (1936).

On est passé de Jacques Prévert, Pierre Dac, Francis Blanche, Pierre Desporges, Raymond Devos,etc. à Jamel Debbouze, quelle chute !

- « *L'intelligence, c'est comme les parachutes, quand on n'en a pas, on s'écrase.* » (Pierre Desproges)

Allez, encore trois citations pour rester de bonne humeur :

- « *Il est quelquefois préférable de ne pas savoir ce qu'on dit que de dire ce qu'on ne sait pas.* » (Pierre Dac)

- « *Dieu est peut-être éternel, mais pas autant que la connerie humaine.* » (Pierre Desproges)

- « *Le rire n'est jamais gratuit : l'homme donne à pleurer mais prête à rire.* » (Pierre Desproges)

C'est sa façon à lui d'être généreux, ça c'est de moi.

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

1- Le président de la délégation parlementaire au renseignement, Guy Teissier (UMP), a indiqué mercredi qu'il n'y avait «*aucune ombre au tableau*» à l'issue de l'audition des chefs des services du renseignement français sur l'affaire Mohamed Merah.

Ce député, qui préside cette délégation - dont les travaux sont couverts par le secret défense - a indiqué que les auditions se sont déroulées mercredi matin «*dans un excellent climat*».

Interrogé sur le fait de savoir si les 4 députés et 4 sénateurs avaient été satisfaits par les réponses apportées à leurs questions au cours des deux heures et demi d'audition, M. Teissier a répondu : «*Pleinement satisfait.*»

Interrogé sur le fait de savoir s'il y avait «*aucune faille ou aucune ombre au tableau*» dans cette affaire, M. Teissier a répondu : «*Aucune ombre au tableau*». Le directeur central du renseignement intérieur (DCRI), Bernard Squarcini, et Erard Corbin de Mangoux, directeur général de la sécurité extérieure (DGSE) ainsi qu'Ange Mancini, coordonnateur national du renseignement, ont été auditionnés. Les responsables de Tracfin (cellule du renseignement financier) et des Douanes ont également participé à cette réunion, a-t-il précisé.

Initialement, une conférence de presse était prévue mercredi matin, mais elle a été annulée sans explications. Cette délégation parlementaire communique extrêmement rarement. (AFP 04.04)

2- Le coup de filet mené mercredi matin et visant des personnes isolées, présentant des profils similaires à celui de Mohamed Merah, a été effectué dans le cadre d'une enquête préliminaire et apparaît plus comme une opération préventive.

"*Il s'agit d'individus isolés, autoradicalisés, présentant pour certains des profils de petits délinquants, et qui se sont rendus ou projetaient de se rendre dans la zone pakistano-afghane et dans le Sahel*", dit-on de source policière. (Reuters 04.04)

Bruit de campagne.

Y a pas de quoi, ça soulage !

C'est à son arrivée sur le tarmack de l'aéroport de Saint-Denis que Nicolas Sarkozy s'est fait insulter par un jeune homme qui l'a traité de "*pauvre con*" avant d'ajouter "*on va te faire la mort dans les urnes*". Il a été immédiatement interpellé par la garde rapprochée du président-candidat. Imperturbable, ce dernier n'a eu aucune réaction et a continué son bain de foule sans sourciller en répétant simplement "*merci*". (Yahoo actualité 04.04)

Il a dû prendre l'habitude de se voir traiter de con à tout bout de champ. Cela ne changera rien, il ne s'en est jamais rendu compte...

L'ennemi à abattre.

"*Le programme économique du Front de gauche, est inapplicable*", estime Gérard Collomb. Le maire PS de Lyon fait partie des voix qui se sont élevées ces derniers jours pour critiquer le manque de crédibilité supposé du projet de Jean-Luc Mélenchon. Il "*manque de réalisme*" et "*va générer des désillusions*", a renchéri le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, dans Les Echos. A droite, Nathalie Kosciusko-Morizet, porte-parole de Nicolas Sarkozy, a employé un argument similaire : le candidat du Front de gauche "*promet la faillite*", comme en Grèce et en Espagne. (lemonde.fr 04.04)

Jean-Vincent Placé, président du comité de campagne d'Eva Joly, a estimé ce mercredi que le candidat du Front de gauche est conservateur, clientéliste et que ses solutions relèvent "*du passé*", au cours de l'émission "Questions d'info" sur LCP.

Jean-Luc Mélenchon pratique-t-il le clientélisme? "*Ah bah oui...*", a répondu Jean-Vincent Placé. "*Nous (à EELV) quand on va voir les différents syndicats, on essaie de dire: 'C'est compliqué... On va réfléchir, on peut pas injecter de l'argent (...)'*". Selon le sénateur de l'Essonne, pour le Front de gauche, il est "*plus facile de dire: 'Vous inquiétez pas, demain je suis président, je vais injecter de l'argent public - et je sais pas où il va le trouver - et on va sauver les emplois'*".

Nous, nous savons où en trouver.

Le Front de gauche défend une "*économie administrative du passé totalement éloignée des réalités de la vie*", a encore dit Jean-Vincent Placé. (lexpress.fr 04.04)

S'il entend par là défendre la fonction publique, nous sommes pour évidemment. Lui, Placé, il a choisi le modèle anglo-saxon qui privilégie le règne de la finance à outrance et qui détruit la planète, nos ressources, notre travail, notre avenir et celui de nos enfants et petits-enfants.

Je ferai remarquer à monsieur Placé que je ne me moque pas d'Eva Joly, qui fut une brillante et courageuse magistrate si mes informations sont bonnes.

Actualité en titres

La justice à la dérive.

- La justice va décider si elle annule la procédure liée à Michel Neyret - Liberation.fr

- Tarnac : le juge Thierry Fragnoli se dessaisit de l'enquête - AFP

- Nouvelles interpellations dans les milieux islamistes radicaux - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Ils ont toujours plus de détenus à encadrer et se disent "*sous-payés, surexploités*": des surveillants ont manifesté et bloqué l'accès aux prisons, mercredi, dans de nombreuses villes, pour réclamer recrutements massifs et meilleurs salaires, à 18 jours de la présidentielle.

Pour les syndicats pénitentiaires FO et CGT qui appelaient à la mobilisation, les surveillants souffrent avant tout d'"*un manque de personnel*", alors que le nombre de détenus a atteint le 1er mars un nouveau record, avec 66.445 personnes incarcérées.

"*Toutes les maisons d'arrêt sont surpeuplées*", dit Christophe Marquès, secrétaire général de FO pénitentiaire, assurant que "*plus de 550 postes sont vacants à ce jour*". (AFP 04.04)

1.2- Un magasin Ikea de la banlieue parisienne "*arrosait*" de "*bons cadeaux*" des policiers locaux, auprès desquels un de ses responsables, ancien gendarme, récupérait des informations sur des employés, a affirmé mercredi Mediapart.

Sous couvert d'anonymat, un autre ancien directeur a évoqué des pratiques remontant aux années 90, avec des dons "*fréquents, mais pour de petits montants*". "*Par la suite, ça s'est institutionnalisé*", a-t-il confié à Mediapart. "*Sinon, comment voulez-vous que la police passe quand on en a besoin, ou qu'elle nous confie les antécédents d'un syndicaliste?*", a-t-il ajouté pour les justifier.

Le site d'informations publie des fac-similés de courriels internes d'Ikea montrant que l'un des responsables du magasin "*a eu un accès direct à des informations confidentielles couvertes par le secret de l'enquête*". (AFP 04.04)

2- Grèce

2.1- Paquets de madeleines sous un bras, conserves sous l'autre, des dizaines de Grecs en situation précaire ont pris livraison mercredi près d'Athènes des trente tonnes de produits alimentaires collectés par le Secours Populaire français (SPF) pour sa première mission dans le pays en crise.

Un fonds d'urgence de 10.000 euros a été débloqué par le Secours populaire pour venir en aide à un millier de familles grecques.

Pour la distribution des produits, le Secours populaire et son partenaire grec du Comité grec pour la solidarité démocratique internationale ont choisi deux lieux symboliques du marasme économique et social dans lequel est plongé le pays.

Le chantier naval de Perama, près du port du Pirée, employait "*6.500 personnes en 2008 contre moins de 500 aujourd'hui*", selon le président du syndicat local des métallurgistes Sotiris Poulikogiannis. Sur les quais, au pied des paquebots géants, une foule discrète d'hommes peu loquaces ont défilé pour recevoir leur colis.

A quelques kilomètres de là, dans l'une des usines du groupe Halyvourgia, principal sidérurgiste grec, les salariés sont en grève depuis plus de cinq mois en réaction à un plan de licenciements et des projets de diminution du temps de travail associé à de fortes baisses de salaires.

"*Je n'ai pas touché de salaire depuis le mois de novembre (début de la grève, ndlr), nous tenons grâce à la solidarité de la population*", explique Kostas, employé depuis 22 ans, pour 1.500 euros mensuel, dans ce complexe industriel de 400 salariés.

Né en 1945, le Secours populaire est l'une des principales associations françaises luttant contre la précarité et l'exclusion. Aujourd'hui, l'association est confrontée dans l'Hexagone à "*un raz-de-marée de misère*" qui l'a conduit à aider 3 millions de personnes en 2011, selon Julien Lauprêtre.

"*Ce n'est pas une raison pour ne pas s'occuper de ce qui se passe ailleurs, au contraire*", estime M. Lauprêtre, qui souhaite amplifier le mouvement en lançant notamment un appel "*aux amis et vedettes grecs vivant en France*". Il a rappelé que le Secours populaire est engagé de longue date aux côtés de la Grèce dont il a soutenu les "*résistants communistes et démocrates*" pendant la guerre civile puis les prisonniers politiques sous le régime des colonels. (AFP 04.04)

2.2- Un septuagénaire se suicide d'une balle dans la tête devant le parlement grec

Un homme de 77 ans s'est tiré une balle dans la tête jeudi 4 avril devant le Parlement à Athènes, selon Reuters.

Le drame serait survenu avant 9 heures du matin, au moment où de nombreuses personnes se rendent au travail, relève le Parisien:

«*L'homme a mis fin à ses jours au pied des escaliers de la place Syntagma conduisant à l'esplanade du parlement, théâtre depuis deux ans de manifestations contre la cure d'austérité administrée à la Grèce.*»

Le coupable est bien la crise financière qui ravage le pays depuis 2010, entraînant des restrictions budgétaires, un taux de chômage s'élevant à 20,7% au dernier trimestre 2011, une population endettée…

Selon des témoins, l'homme, un pharmacien à la retraite, se serait écrié «*j'ai des dettes, je n'en peux plus*» et «*je ne veux pas laisser mes dettes à mes enfants*», avant de mettre fin à ses jours.

Une note écrite par le septuagénaire, retrouvée dans la poche de son manteau, ne fait aucun doute sur les raisons de son geste:

«*Je préfère choisir une fin digne, plutôt que fouiller dans les poubelles à la recherche de ma subsistance.*»

Les gens n'ont pas tardé à se recueillir sur les lieux, déposant fleurs et messages de détresse: «*Qui sera le prochain?*», pouvait-on lire sur l'un d'entre eux.

Pantelis Kapsis, le porte-parole du gouvernement, a qualifié le drame de «tragédie humaine».

Déjà en 2011 la crise financière faisait des ravages en Grèce. Comme nous vous disions sur Slate.fr, le taux de suicide dans le pays avait augmenté de 40% dans les cinq premiers mois de l'année selon le ministère de la Santé:

«*Klimaka est une organisation caritative qui tient une ligne téléphonique d'urgence de prévention du suicide, dont les employés témoignent recevoir plus de 100 appels par jour au lieu de 10 avant la crise. Ils estiment que la catégorie la plus concernée par le risque de suicide est des hommes entre 35 et 60 ans qui sont financièrement ruinés. Dans la ville de Thessalonique, un homme d'une cinquantaine d'années s'est immolé (attention, certaines images peuvent choquer) à l'entrée d'une banque; il a survécu après avoir été rapidement conduit à l'hôpital. "Ces hommes ont perdu une part de leur identité, en tant que mari et gagne-pain de la famille, et ne se considèrent plus comme des hommes d'après nos standards culturels", explique Aris Violatzis, psychologue de l'organisation Klimaka*.» (slate.fr 04.04)

C'est marrant, cela ne viendrait pas à l'esprit de nos dirigeants qui prendraient ainsi une décision salutaire pour le mouvement ouvrier !

Economie

1- Internet

Yahoo a annoncé mercredi son intention de licencier 2.000 salariés, soit environ 15% de ses effectifs, une décision sans précédent depuis des années qui illustre la volonté du directeur général du groupe, Scott Thompson, de favoriser l'innovation tout en réduisant les coûts.

"*Les décisions annoncées ce mercredi constituent un pas important vers la constitution d'un nouveau Yahoo audacieux - plus petit, plus agile, plus rentable et mieux équipé pour innover aussi vite que nos concurrents*", a-t-il déclaré.

Yahoo, qui a terminé l'année 2011 avec quelque 14.000 salariés, a dit attendre des économies annuelles de 375 millions de dollars liées aux suppressions d'emplois annoncées. (Reuters 04.04)

2- France

Parmi les plus gros bailleurs de fonds, la France est apparue l'an dernier comme le principal cancre: son aide publique au développement (APD) a chuté de 5,6% par rapport à 2010, soit nettement plus que la moyenne.

Un document confidentiel de la Cour des comptes obtenu par Oxfam met en effet en lumière que le gouvernement est conscient depuis plusieurs années du fait que l'aide de la France ne devrait s'établir qu'environ à 0,41% en 2015, alors qu'il continue d'afficher l'objectif de 0,7%.

Pire, "*la qualité de l'aide française diminue également*", puisque l'essentiel "*profite aux pays émergents sous forme de prêts*", au détriment des dons aux Etats les plus démunis, affirme Coordination Sud. ONE ajoute que les chiffres officiels "*restent gonflés artificiellement par le remboursement de la dette*" ou des "*investissements dans les territoires français d'outre-mer*". (lexpansion.com 04.04)

3- Espagne

Madrid a adjugé 1,1 milliard d'euros de papier 2015 à un rendement moyen de 2,89%, contre 2,44% lors d'une précédente opération de ce type mi-mars.

Le Trésor a également placé pour 973 millions d'euros de papier à échéance 2016 et 489 millions d'euros de papier 2020, à des rendements moyens eux aussi en hausse, à 4,319% (contre 3,376% précédemment) et 5,338% (contre 5,156%) respectivement. (Reuters 04.04)

Haut de page

Le 6 avril

CAUSERIE

Les uns et les autres s'entendent à reconnaître que les principes élémentaires de la démocratie sont foulés aux pieds quotidiennement, que les institutions en place sont antidémocratiques puisqu'elles ne respectent pas ou ne représentent pas la volonté exprimée par la majorité qui refuse tout plan d'austérité ou la politique réactionnaire mise en oeuvre par les représentants de l'Etat ou encore que la souveraineté des Etats serait mise à mal par l'Union européenne, etc.

Les uns et les autres s'entendent pour dénoncer une forme de dictature ou de tyrannie exercée par les différents régimes en place en Europe.

Les uns et les autres tournent autour du pot sans jamais poser la question que met à l'ordre du jour le déni permanent de la démocratie : la question de l'Etat, du pouvoir, du gouvernement et des institutions qu'il faudrait pour changer de politique et changer la société. Question qui ne pourrait être réglée qu'après avoir rompu avec le capitalisme et l'Etat dont il représente les intérêts, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Or, ils s'y refusent tous, pire, tous s'emploient à participer au jeu faussé des institutions de la Ve République comme s'il pouvait en sortir quelque chose de valable pour les masses exploitées.

Avant-hier, à Athènes, un retraité se suicide sur les marches au pied du Parlement précisant qu'il préfèrait en finir et conserver sa dignité plutôt que faire les poubelles pour survivre. Le lieu qu'il avait choisi n'était pas anodin. Et alors ? Alors rien, il se serait suicidé au fond de son jardin qu'on ne devrait pas en tirer davantage de conclusion, le Parlement est un lieu comme un autre, c'est bien connu, sauf que chacun s'incline devant bien bas sans oser s'y attaquer, lui voue un respect incommensurable, un culte quasi mystique, n'a-t-il pas une existence légale d'où il tire sa légitimité, ainsi en a-t-il été décrété une fois pour toute, au point qu'il ne viendrait à aucun dirigeant du mouvement ouvrier d'envisager de le remettre en cause par craindre de se retrouver dans les bras de Morphée (synonyme de mourir). Une belle mort qu'on envierait en vérité, si elle consistait à renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat. Je vous rassure, nos dirigeants tiennent autant à la vie qu'à l'Etat.

La VIe République du Front de gauche et l'Assemblée constituante du POI ne sont que des parodies de la IVe et de la Ve République.

Hors de contrôle et sujet à bien des contradictions, des interrogations

Alors que feront ces militants au second tour si le FG n'est pas en tête?

Guido Poncelet, 26 ans, dit qu'il votera pour le candidat socialiste "*en serrant les dents*", faisant écho à Pierre Laurent, secrétaire national du PCF qui assure que le FG ne "*reculera pas devant ses responsabilités*", battre le président sortant.

Mais d'autres, à l'instar de Jo Salla, qui a abandonné le PS pour le FG après 40 ans de militantisme, attendront de François Hollande qu'il "*gauchise son programme*" avant de lui donner leur voix.

"*Personnellement, j'en ai assez de voter par défaut*", poursuit Nadine Verdier. "*Il faudra que le candidat du second tour me convainque qu'il est décidé à régler les problèmes. Si Hollande n'annonce pas de mesures dans ce sens, j'aurai du mal à voter pour lui*".

Mais quel que soit le résultat de la présidentielle, les militants sont sûrs d'une chose: la "*dynamique de retour à la vraie gauche est engagée*", qui devra d'abord se traduire par la conquête de sièges de députés lors des législatives puis, sur le terrain, par "*la poursuite de la révolution citoyenne*", explique Guido Poncelet.

"*Le paysage politique ne sera plus jamais le même, c'est une vraie vague*", dit François Lemaréchal, ingénieur en environnement de la région de Montpellier. (liberation.fr 05.04)

A partir du moment ou les militants et sympathisants des partis ouvriers sont incapables de concevoir une issue politique à la crise du capitalisme sans le PS, mieux, contre le PS qui est l'allié objectif du parti de l'ordre, ils s'interdisent du même coup de concevoir les moyens qui leur permettraient de faire sauter cet obstacle et de pousuivre leur combat au-delà de leur mobilisation autour du candidat Mélenchon, exactement comme en 2005. Ils n'en ont pas conscience évidemment.

Les contradictions qui existent au sein des différentes composantes du Front de gauche qu'illustre leur politique, sont pour le moment contenues ou remisées à l'arrière-plan par l'enthousiasme qu'a suscité le discours et la personnalité de Mélenchon, chacun veut y croire sans trop réfléchir, mais elles jailliront au premier plan une fois la période électorale close, c'est là qu'on les attend, les dirigeants du PCF et du PG notamment.

C'est là qu'on s'aperçoit du rôle foncièrement réactionnaire, contre-révolutionnaire du PS, obstacle à l'unité du mouvement ouvrier

tant qu'on le considère comme un parti ouvrier ou ouvrier bourgeois, gardien des institutions, rempart du régime contre la révolution montante.

Ajoutons que ceux qui appellent à voter PS, démontrent ainsi qu'ils n'ont jamais rompu le cordon ombilical avec leur ancien parti, qu'ils n'ont été capable de tirer aucune leçon des 50 derniers années de lutte de classe. Ils peuvent continuer d'étudier les oeuvres des marxistes, cela ne leur servira pas plus demain qu'hier ou aujourd'hui, ils feraient mieux de commencer par réviser de fond en comble leur copie...

Personnellement j'ai une autre approche et je fais un autre emploi des enseignements des marxistes. Je ne les étudie plus pour ainsi dire, je m'en inspire uniquement, je ne cherche pas à les retranscrire dans la réalité, j'analyse la situation en essayant de comprendre comment s'articulent les différents facteurs en fonction de leurs rapports à l'Etat et à l'évolution du capitalisme mondial.

J'essaie d'éviter de tomber dans le travers qui consiste à analyser la situation en fonction de théories ou principes qui seraient gravés dans le marbre, alors que celle-ci n'a qu'un rapport lointain avec le contexte dans lesquels ils ont été formulés. Je me sers uniquement de la méthode du marxisme pour interpréter le monde en tenant compte des profondes transformations qu'il a subies, sans chercher à appliquer à tout prix les conclusions auxquelles étaient parvenus les marxistes et dont certaines sont devenues obsolètes, ne conservant que l'esprit ou les grandes tendances qui s'en dégageaient, les objectifs généraux du combat du mouvement ouvrier qui demeureront valables jusqu'à l'avènement du socialisme.

Se situer résolument et strictement sur le terrain de classe du prolétariat est incompatible avec tout compromis politique avec un parti qui se situe dans le camp de la réaction, le PS, c'est également la condition à remplir pour construire le parti révolutionnaire indispensable pour prendre le pouvoir. Depuis la mort de Trotsky, aucun parti n'a adopté cette position, lui préférant des jeux d'appareils, privilégiant des alliances contre-nature plus confortables, force est de constater que cette stratégie ne pouvait mener qu'à un échec, une impasse, à désarmer théoriquement l'avant-garde de la classe ouvrière.

Perte de contrôle.

Deux Chinois ont été placés en garde à vue, soupçonnés de blanchiment d'argent après la découverte de 450.000 euros en liquide dans leur voiture lors d'un contrôle dans le Doubs, a-t-on appris jeudi de source proche de l'enquête.

Placés en garde à vue lundi soir, ils ont indiqué être chargés par une société chinoise de récupérer de l'argent chez des commerçants de la diaspora chinoise dans différents pays d'Europe.

D'après les premiers éléments de l'enquête, les deux hommes ne faisaient que traverser la France. (AFP 05.04)

Quand traverser seulement la France devient dangereux, c'est qu'on est en présence d'un régime policier.

En terrain conquis. Ils prêchent devant des convaincus : leur maître et allié.

Une délégation du Parti Liberté et Justice (PLJ), la branche politique de la confrérie, rencontre des responsables et des têtes pensantes de "*think tanks*" à Washington pour leur parler du rôle croissant des Frères musulmans sur la scène politique égyptienne.

"*Nous reconnaissons le rôle prépondérant des Etats-Unis dans le monde et aimerions que s'améliorent nos relations avec Washington*", a-t-il continué.

Les Frères musulmans, fondés en 1928, ont changé de position vis-à-vis de la présidentielle et annoncé récemment que finalement, ils présenteraient, sous les couleurs du PLJ, un candidat à ce scrutin, en la personne de l'homme d'affaires Khairat al Chater.

Ce dernier a déclaré en début de semaine que l'instauration de la charia, la loi islamique, serait son objectif numéro un mais à Washington, la délégation du PLJ s'est employée à dissiper les inquiétudes à ce propos.

Abdoul Maougoud Dardery, député du PLJ de Louxor, a assuré que son parti était attaché au principe d'"Etat civique" et aux objectifs généraux de la charia plutôt qu'à son application précise.

"*Les principes sont universels: liberté, droits de l'homme, justice pour tous. Telles sont les priorités du Parti Liberté et Justice*", a-t-il dit à l'université Georgetown.

Jay Carney, porte-parole de la Maison blanche, a indiqué que la délégation égyptienne avait rencontré des responsables "*subalternes*" du Conseil national de sécurité américain. Elle devait en outre être reçue par des responsables du département d'Etat. (Reuters 05.04)

Pas mal pour une mouvance politique qualifiée il y a quelques années encore d'extrémiste ou de terroriste. Les Américains les utiliseront et les manipuleront, et quand ils seront grillés, ils les sacrifieront, comme ils l'ont fait avec Ben Laden...

Actualité en titres

La crise est finie (Sarkozy). La preuve... du contraire :

- Le Portugal : face à "*des défis redoutables*", le FMI évoque une nouvelle aide - AFP

- Luis de Guindos exclut un renflouement européen de l'Espagne - Reuters

Traduisons : un "*renflouement européen de l'Espagne*" n'est pas souhaitable, mais il va rapidement s'avérer inévitable...

Gaga de naissance, c'est précoce !

- Carla Bruni-Sarkozy : "*À côté de Mme Pompidou, je suis Lady Gaga !*" - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

Le Prix Nobel de littérature allemand Günter Grass, 84 ans, a créé un énorme scandale lundi 2 avril en publiant, sous forme de poème, un plaidoyer pour l'Iran dans lequel il accuse Israël de menacer la paix mondiale. Ce texte en vers intitulé "Ce qui doit être dit" et paru dans le grand quotidien de Munich, le Süddeutsche Zeitung, a valu à son auteur d'être violemment accusé d'antisémitisme.

Dans son poème, Günter Grass dénonce un "*prétendu droit à attaquer le premier*", faisant allusion à l'éventualité de frappes israéliennes contre Téhéran. Selon l'écrivain, une telle démarche pourrait mener à "*l'éradication du peuple iranien*". Il appelle les Allemands, "*déjà suffisamment accablés*", à ne pas devenir complices d'un "*crime prévisible*".

Pourquoi ne dis-je que maintenant [...] que la puissance atomique d'Israël menace la paix mondiale déjà fragile ?, questionne le Prix Nobel de littérature. Parce qu'il faut dire ce qui pourrait être trop tard demain.

Le numéro deux de l'ambassade de l'Etat hébreu à Berlin, Emmanuel Nahshon, dans un communiqué, reprenant le titre du texte de Grass. Le représentant israélien a regretté que son pays soit "l*e seul au monde remis en cause publiquement dans son droit d'exister*", et a assuré que les Israéliens "*voulaient vivre en paix avec leurs voisins de la région*"." (lemonde.fr 05.04)

Les sionistes sont les seuls dans le monde à avoir chassé un peuple et confisqué ses terres, le forçant à prendre la route de l'exil. L'Etat d'Israël n'a aucune légitimité et doit disparaître au profit d'une République sociale, laïque et démocratique reconnaissant les mêmes droits à tous ses citoyens sans distinction de croyance ou de mode de pensée.

Social

France

1- Des salariés de la Fnac Paris se sont rassemblés jeudi devant le magasin du quartier Saint-Lazare, empêchant son ouverture, pour réclamer une revalorisation salariale, ont indiqué les syndicats et la direction à l'AFP.

A l'appel d'une intersyndicale CGT, SUD, CNT, CFDT, FO, CFTC et Unsa, ils étaient "*au moins 150*" selon les syndicats et une centaine selon la direction.

"*Le magasin est bloqué depuis l'ouverture*", a indiqué Boris Lacharme (CGT), expliquant que les syndicats réclament une augmentation générale de 200 euros ainsi que le passage du salaire d'embauche à 1.700 euros.

Les syndicats dénoncent également des "*gros problèmes d'effectifs*" à la Fnac Paris, Sylvie Hembert (SUD), affirmant que "*804 postes ont été perdus en quatre ans*", cette situation conjuguée aux difficultés salariales provoquant "*un énorme désespoir et une énorme colère*".

Confrontée comme ses concurrents à une baisse de la consommation, la Fnac a annoncé à la mi-janvier la suppression de plus de 500 postes dans le monde, dont 310 en France dans les services administratifs via un plan de départs volontaires. Les magasins Fnac Paris, qui emploient 1.500 personnes sur les 7.500 salariés travaillant dans les magasins en France ne sont pas concernés.

Le groupe, qui emploie 11.000 personnes au total, compte également économiser 80 millions d'euros en année pleine, notamment via la modération salariale. (AFP 05.04)

2- Selon Anne-Sophie David et Benoît Broignard, auteurs de Syndicats filous, salariés floués, qui paraît le 5 avril chez Max Milo, le propriétaire de Molex avait engagé une équipe de gardiennage "*pour écouter et surveiller les salariés et les grévistes*", avant d'y faire embaucher une "*taupe*" issue d'une société spécialisée dans la gestion des conflits sociaux.

Cette taupe, placée à un poste clef, avait pour tâche de "*profiler les leaders de la contestation*". Tous les employés ont été licenciés, le site fermé et les brevets dupliqués par la maison mère aux Etats-Unis. Une usine en Europe de l'Est exploite le matériel des Molex français... (lexpress.fr 05.04)

3- Le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) affirme que "*la majorité des chômeurs sont en-dessous du seuil de pauvreté*", dans son premier rapport sur l'état du chômage en 2011, publié jeudi.

Dans le document, Robert Crémieux, le coordinateur du projet, conteste l'évaluation officielle du revenu moyen des chômeurs, estimé à 1.108 euros mensuels en mars 2011 par Pôle Emploi.

"*Les rapports et études sur le sujet sont rares et lacunaires*", affirme-t-il, ajoutant que "*cette absence de documentation permet des approximations qui laissent courir une rumeur tenace : les chômeurs sont des privilégiés*".

Les auteurs du rapport soutiennent au contraire que "*d'après les données qui sont disponibles, la majorité des chômeurs sont en-dessous du seuil de pauvreté*", fixé par l'Insee à 60% du revenu mensuel médian, soit 954 euros (mars 2009).

Le MNPC dénonce également la "*stigmatisation des chômeurs*", effectuée "*sans relâche*" et "*selon une logique implacable*" tout au long de l'année 2011.

Elle rappelle en particulier les propos controversés de l'ex-secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi, Laurent Wauquiez, sur l'assistanat, qu'il avait qualifié de "*cancer de la société française*" en mai dernier.

Le président du MNCP Marc Desplats a demandé que les chômeurs soient représentés dans les négociations. "*Les chômeurs sont exclus de longue date des négociations sociales, c'est une chose qu'il faut changer*", a-t-il dit à l'AFP.

Il a notamment cité la "*négociation triennale de la convention Unedic*", qui fixe le niveau des indemnités versées aux demandeurs d'emplois. (AFP 05.04)

Bientôt ils demanderont aux chômeurs qu'ils signent un document stipulant qu'ils sont satisfaits de l'allocation chômage qui leur est versée, j'ajouterais bien une clause précisant que les patrons et l'Etat ne sont ni coupables ni responsables du chômage et que tout recours contre eux serait injuste et illégitime. Sinon à quoi sert ce genre d'association franchement ?

Economie

France

Les ventes de LVMH, propriétaire entre autres de Louis Vuitton, du champagne Moët & Chandon ou des parfums Christian Dior, ont progressé de 20% en données publiées au quatrième trimestre 2011. La croissance organique (à taux de change constants) est quant à elle ressortie à 12%.

"*Au premier trimestre, la croissance a été supérieure à ce qu'elle a été au dernier trimestre de l'an dernier*", a dit Bernard Arnault lors de l'assemblée générale du groupe, sans cependant préciser s'il parlait de croissance à taux de change constants ou courants.

Rappelant que LVMH exportait près de 80% de sa production, Bernard Arnault a réaffirmé sa "*relative confiance*" pour le groupe en 2012, compte tenu de la forte croissance des pays émergents et des flux touristiques en Europe, capables de compenser la baisse de la demande sur le Vieux Continent pour cause de crise de la dette. (Reuters 05.04)

En quoi cet article est-il intéressant ? Parce qu'en filigrane y figure la tendance du capitalisme mondial orientée vers l'émergence ou

le développement d'une classe moyenne dans les pays dits émergents, tandis que celle des pays développées devrait s'appauvrir à l'image de la Grèce.

Les puissances d'hier vont être supplantées par celles qui disposent des richesses naturelles dont l'exploitation est à l'origine du profit... On a déjà expliqué tout cela en détail dans le site dans de précédentes causeries.

Haut de page

Le 7 avril

CAUSERIE

Inadmissible !

Ni le Front de gauche ni le PS ne sont et ne seront en mesure de s'attaquer résolument au chômage, à la précarité et à la pauvreté, dans la mesure où ils refusent de rompre avec le capital et ses institutions.

En 1981, les uns et les autres (OCI-LCR-LO) ont fait acte de soumission envers le Front populaire (PS-PCF-MRG) en exigeant des députés du PS et du PCF qu'ils prennent des mesures favorables à la classe ouvrière, ce qui leur était impossible, puisque pour se faire il aurait fallu qu'ils rompent avec le capital, alors qu'en réalité ils étaient des représentants du capitalisme. Depuis, quand ils n'ont pas sombré dans une forme de gauchisme de circonstance, ils n'ont cessé d'entretenir des illusions dans ces partis qui servent de remparts au régime en décomposition de la Ve République.

En avril 1917 Lénine considérait que nous n'avions rien à exiger d'un "*gouvernement de capitalistes*", surtout pas qu'il "*cesse d'être impérialiste*". Contrairement à ces partis, jamais Lénine n'a élevé le front unique au rang de stratégie, privilégiant le combat politique sur la base du programme et des objectifs de son parti, le parti bolchevik, pour à la fois faire progresser le niveau de conscience politique des masses, les organiser et construire le parti indispensable au renversement du régime et à la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

"*Aucun soutien au gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses (...). Le démasquer, au lieu d'"exiger" — ce qui est inadmissible, car c'est semer des illusions — que ce gouvernement, ce gouvernement de capitalistes, cesse d'être impérialiste*." (Extrait du rapport présenté à la réunion des bolcheviks participant à la Conférence panrusse des soviets de délégués ouvriers et soldats du 4 avril 1917 - CERMTRI)

Le POI fait pression sur les élus du PS et ses satellites pour qu'ils ne votent pas la ratification des deux derniers traités européens signés le mois derniers à Bruxelles, alors qu'ils ne peuvent y être que favorables en tant que partis inféodés au capital. Donc le POI reprend à son compte la stratégie que condamna Lénine.

Ainsi, au lieu de "*démasquer*" le PS et ses satellites et de "*démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes (leurs) promesses*", le POI s'emploie à faire croire aux travailleurs et aux militants qu'ils seraient capables de rompre avec l'Union européenne pour peu qu'on fasse pression sur eux, autrement dit, ceux qui se détournent de ces partis ou n'ont aucune confiance en eux, ont tort d'agir de la sorte, pour un peu si on suivait ce raisonnement jusqu'au bout, ils feraient mieux de rejoindre ces partis pour en infléchir la politique droitière ou changer leurs dirigeants, s'ils ne le font pas, qu'ils ne viennent pas se plaindre ensuite, on en arrive implicitement à l'argument fétiche et fétide des staliniens.

Le double langage habituel.

On pourrait nous rétorquer que le POI ne ménage pas ses critiques envers le PS et ses satellites, certes, mais dans quelle perspective politique, la subordination du mouvement ouvrier à ces mêmes partis à travers la campagne qu'ils ont lancé en direction de leurs dirigeants, extrait de la résolution du bureau national du POI du 31 mars "*Continuer à s'adresser aux candidats du Front de gauche, du Parti socialiste pour leur proposer de se prononcer ensemble contre la ratification du traité de Bruxelles.*" (IO n° 194 page 8)

Leur objectif n'est pas que les masses prennent leur destin en main dans la perspective d'un gouvernement ouvrier dont seraient exclus le PS et ses satellites, mais de s'en remettre une nouvelle fois à ces partis, via la stratégie du front unique, véritable mystification et machine de guerre contre toute tentative des masses exploitées de se rassembler sur la base d'une politique indépendante des appareils.

Ce n'est pas nouveau. Extrait de la Contribution à la discussion préparatoire du XXVIIIe Congrès du PCI de Stéphane Just (1984) :

"*... ce qui donne toute sa dimension à la lutte pour le front unique des organisations ouvrières n'est-ce pas la revendication adressée aux dirigeants, aux députés du PS et du PCF : " Vous êtes la majorité à l'Assemblée nationale, décidez qu'elle est souveraine, décidez que le gouvernement émane d'elle et réponde devant elle, décidez d'une autre politique qui rompe avec la bourgeoisie. " ?*"

Discours qui à l'époque témoignait déjà de l'impuissance ou de l'incurie politique de ceux qui les tenaient, absolument rien n'a changé depuis. Au passage vous comprendrez pourquoi nous affirmons qu'ils sont sclérosés ou que nous avons à faire à des charlatans, des aventuriers.

28 ans plus tard, on retrouve les mêmes suppliques stériles adressées aux "*candidats du Front de gauche, du Parti socialiste*" : camarades, ne voyez-vous pas que vous êtes dans l'erreur, ne voyez-vous pas que vous faites le jeu de l'ennemi, le MES et le TSCG sont mauvais, si, si puisqu'on vous le dit, faites preuve de lucidité, prenez conscience que ces traités sont tournés contre les intérêts des travailleurs, ayez la bonté de penser aux conséquences catastrophiques qui en découleront pour eux et leurs familles, cessez de n'avoir d'yeux que pour le régime, cessez d'être ce que vous êtes ou vous avez toujours été on pourrait ajouter ; qu'allons-nous devenir, l'heure est grave, prenez enfin vos responsabilités, entre nous, ils les ont déjà prises... mais en sens inverse, ce qui est logique, normal, naturel chez eux, ce que justement les dirigeants du POI se refusent à reconnaître. Pourquoi ? Peut-être parce qu'ils ne peuvent décidément pas se passer de ces partis, pour ainsi dire ils seraient au mouvement ouvrier ce que la femme est à l'homme voyez-vous, ce dont je conçois volontiers quant à la seconde assertion ! Mais pourquoi, vous vous dérobez ou quoi ? Non, pas du tout, chaque chose en son temps, parce qu'ils ont abandonné la perspective de la révolution socialiste mondiale, ils n'y croient plus.

Mais encore ? Ils considèrent que toute solution politique passera obligatoirement par ces partis. Dites-donc et si c'était vrai ? Et alors qu'est-ce que cela changerait, cela n'invaliderait en rien notre démonstration, car en réalité toute solution politique favorable à la classe ouvrière verra le jour à la fois contre le régime en place et contre ces partis qui le soutiennent, ces partis ayant été au pouvoir une multitude de fois et pendant de nombreuses années depuis le début du XXe siècle, la preuve est faite que loin d'être un passage obligé ou une nécessité pour avancer vers un véritable gouvernement ouvrier, ces partis et leur gouvernement en étaient la négation, l'antithèse, l'obstacle à abattre en réalité, ils ne pouvaient ouvrir la voie qu'au retour du parti de l'ordre au pouvoir ou pire encore, frayer la voie au fascisme et à la guerre.

Cependant il y a un hic dans votre démonstration, le gouvernement de front populaire de février 1917 a bien débouché sur la révolution socialiste d'octobre. C'est vrai et c'est faux à la fois pour plusieurs raisons, tout dépend quels facteurs on privilégie. Prenons-en un au hasard.

Contrairement au POI, le parti bolchevik n'a pas démasqué et combattu les partis démocratiques petits-bourgeois (caractérisation formulée par Lénine) menchevik et socialiste révolutionnaire corrompus par la bourgeoisie pour qu'ils se présentent sous un jour plus favorable aux ouvriers et ainsi mieux les tromper, pour qu'ils rompent avec la bourgeoisie puisque les faits avaient prouvé amplement qu'ils en seraient toujours incapables, ce que Lénine avait parfaitement intégré dans sa ligne politique, mais au contraire pour mieux mettre en lumière leur véritable nature afin que le prolétariat et la paysannerie pauvre s'en détournent, pour qu'ils se défassent de leurs illusions dans le gouvernement et se tournent vers le parti bolchevik alors minoritaire dans les soviets, condition pour que la révolution aille à son terme...

A aucun moment Lénine ou le parti bolchevik depuis 1903 n'avait inclu dans leur stratégie le passage obligé par un gouvernement de type front populaire, sans la faiblesse du parti bolchevik au début de la révolution en février 1917 ce gouvernement n'aurait sans doute jamais vu le jour. Inutile de préciser qu'il n'a jamais été un objectif pour Lénine et qu'il n'a jamais oeuvré dans cette direction-là ni en Russie ou ailleurs. Ce sont uniquement les conditions de l'époque et les rapports entre les classes qui ont favorisé l'émergence de cette forme de pouvoir contre-nature, et qui pour cette raison était voué à disparaître rapidement, parfois violemment (Espagne, Chili).

Les différentes tactiques auxquelles eut recours le parti bolchevik présentèrent la particularité d'être toujours subordonnées à l'objectif final qu'il s'était fixé sans jamais s'en écarter, ce qui excluait de concevoir l'existence d'un gouvernement de front populaire comme un passage obligé, donc sans jamais l'inclure comme perspective politique, au contraire, le parti bolchevik ne pouvait concevoir qu'un gouvernement des partis ouvriers sans ministres bourgeois auquel il aurait pu participer si cette condition avait été remplie notamment, ce qui ne fut pas le cas.

Si la lutte des classes n'est pas rectiligne ou ne présume pas des voies qu'elle sera amenée à emprunter dans chaque pays en fonction de son contexte, cela ne signifie pas qu'elle devrait forcément emprunter les mêmes voies que par le passé ou qu'elle devrait forcément emprunter une voie plutôt qu'une autre, en revanche, ce dont on est certain, c'est que la lutte de classe du prolétariat pour avancer vers son objectif, devra passer inconditionnellement par une voie coïncidant avec son indépendance de classe, dont justement le front populaire est la négation puisqu'il l'enchaîne au capital.

Le combat du parti bolchevik n'a jamais consisté à redorer le blason des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, mais à les liquider politiquement, condition préalable à la victoire de la révolution de 1917, entre autres. Dans le même registre, Lénine pourfendait également les partisans de l'unité à tout prix, ce qui n'en faisait pas pour autant un adversaire du front unique

dans certaines circonstances précises, y compris avec le parti bourgeois Cadet contre Nicolas II, pas à n'importe quelle condition, Lénine précisant que l'unité devait se réaliser sur les bases définies par le parti bolchevik.

Dans le même document Stéphane Just brûlait si je puis dire, il était près de comprendre que le mot d'ordre d'unité ou de front unique pouvait présenter plus d'inconvénients que d'avantages selon l'usage qu'on en faisait, malheureusement il nous a quitté sans avoir mené au bout sa réflexion.

"*On ne peut, cependant, faire abstraction que, en réalisant " l'union de la gauche " , les dirigeants du PS et du PCF prétendent avoir réalisé " l'unité " et le gouvernement actuel est justement l'expression de ce genre " d'unité" de ces organisations. Pas plus que l'on ne peut faire abstraction du fait que les dirigeants des syndicats conjuguent " l'unité" et la division pour faire passer la politique réactionnaire du gouvernement et du capital et, qu'alors même qu'ils font un pas en avant en réponse aux aspirations des travailleurs ou de la population, c'est pour mieux contrôler d'éventuels mouvements et les dévoyer.*"

L'unité sous la direction de ces partis n'a jamais abouti à autre chose, pire, elle a desservie notre cause à l'arrivée, puiqu'elle a servi d'obstacle à la construction du parti révolutionnaire en renvoyant sans cesse les masses vers ces partis, merci pour eux !

Seule la réalité pour peu qu'on la saisisse permet de venir à bout des illusions et non des calculs d'appareils ou je ne sais quoi. A ceux qui se plaignaient de manquer d'inspiration, Trotsky répondait que la réalité était une source d'inspiration illimitée pour peu qu'on la regarde en face. Peu importe à la limite ce qu'incarne le PS et ses satellites, ce qui nous importe c'est ce qu'ils n'incarnent pas et ne peuvent pas incarner, ce que vivent au quotidien les travailleurs, de quelle manière ils le vivent, ce qui les conduit à se poser des questions et à passer à l'action, à s'organiser, à rejoindre les rangs de l'avant-garde révolutionnaire combattant pour la révolution socialiste.

Vers où que l'on se tourne, on a l'impression qu'on veut nous imposer un carcan, vous ne trouvez pas ? (A suivre)

Les documents auxquels j'ai fait référence sont disponibles dans le site à la page : http://www.luttedeclasse.org/partidestravailleurs.htm

Bruit de campagne

Sarkozy ne supporte que la contradiction convenue, orchestrée, par lui-même de préférence !

Coup de théâtre à Sciences Po. Nicolas Sarkozy aurait dû clore la journée présidentielle 2012 organisée ce 5 avril par le magazine ELLE. Alors que le candidat de l'UMP devait commencer sa prestation à 17 heures, dix minutes plus tard, il n'était toujours pas arrivé. Bruce Toussaint et Valérie Toranian arrivent alors sur scène. " *Merci pour votre patience. Car vous l'avez sans doute imaginé, les choses ne se déroulent pas comme prévu...* ", nous annonce le journaliste d'Europe 1. " *Nous venons d'apprendre avec beaucoup de regret que Nicolas Sarkozy ne viendrait pas* ", poursuit la directrice de la rédaction de ELLE. La cause ? "

" *Son équipe de sécurité a estimé que les conditions n'étaient pas réunies pour que son débat et son arrivée se fassent dans de bonnes conditions* ", poursuit Valérie Toranian, faisant référence au fait que des étudiants avaient pris place à l'intérieur du bàtiment pour scander des slogans. (elle.fr 06.04)

Si maintenant tartuffe est contesté jusque dans ce temple de la pensée unique, où va-t-on franchement ? Ne vous méprenez pas, je n'ai pas choisi (hier après-midi) la source de cette info (elle.fr), celle-ci ne figurait nulle part ce matin dans les news mises en ligne par Yahoo, un pur hasard sans doute...

Tout un programme !

La petite phrase du discours de Mélenchon à Toulouse qui a tout gâché : "*La France doit impulser une rénovation des organismes de l'ONU.*" (lepoint.fr 06.04)

Non monsieur Mélenchon, quand on se prétend de gauche, la seule position correcte consiste à rompre avec toutes les institutions du capital au niveau national, européen et international, donc en premier lieu avec l'ONU et l'UE, sinon votre discours et votre programme tiennent davantage de la mystification, de l'illusionnisme, de l'aventurisme...

Yellow submarine.

Selon Pierre Laurent, Nicolas Sarkozy "*perd les pédales*". Ce dernier avait affirmé, un peu plus tôt, sur RTL, que Bernard Thibault "*était membre du bureau politique du PCF*".

Il souligne également que "le respect de l'indépendance syndicale est depuis de longues années un principe intangible du PCF".

Le secrétaire général de la CGT a lui-même réfuté vendredi cette affirmation, jugeant que Nicolas Sarkozy "*travestit la réalité des faits*". "*Je rappelle que cela fait plus de 10 ans que je ne siège plus dans une instance de direction d'un parti politique.*"

Bernard Thibault a en revanche été membre de 1997 à 2001 du conseil national du PCF, sorte de parlement du parti. (lexpress.fr 06.04)

Actualité en titres

Au-dessus de tout soupçon..

- Sarkozy : «*A l'évidence*», Woerth n'a pas reçu de sommes en liquide en 2007 - Liberation.fr

- Nicolas Sarkozy attaque le "*système mafieux*" du PS - L'Express.fr

Pour qui roulent-ils ?

- Pierre Laurent: Sarkozy est en train de "*perdre les pédales*" - Lexpress.fr

- Dupont-Aignan: Mélenchon "*ira sur le pédalo de Hollande, à la fin*" - AFP

- Entre "*l'austérité*" et l'alliance avec le Front de Gauche, le PS va devoir choisir - L'Express.fr

Mauvaise question, le Front de gauche ne se donnant pas les moyens politiques pour réaliser les mesures minimums contenues dans son programme, que le PS gouverne avec ou sans le Front de gauche ne changera rien, faire croire le contraire c'est emboîter le pas à l'illusionniste Mélenchon.

Par contre et c'est cela qui nous intéresse, c'est parce que cela ne changera rien (en mieux) à la vie de tous les jours des travailleurs que le Front de gauche va être confronté à de sérieux problèmes s'il gouverne au côté du PS ou soutient son gouvernement.

Il y en a qui passent leur temps à entretenir des illusions dans le PS et ses satellites, notamment en s'adressant à leurs élus, nous, nous les poussons à l'extême pour qu'elles éclatent, afin que les travailleurs et militants prennent leur distance ou rompent avec ces partis liés au capital, deux démarches différentes, deux conceptions de la lutte de classe inconciliables parce qu'elles ne partent pas et ne poursuivent pas le même objectif.

Il parle pour lui.

- Bartolone : "*La crise empêche l'enthousiasme*" - LePoint.fr

Trop ou pas assez.

- Un Smic à 1700 euros, est-ce possible ? - Liberation.fr

- La France menacée ? Les marchés jugent les programmes présidentiels insuffisants - Atlantico.fr

Ils sont bien discrets ces derniers temps à propos de la France, ils ne veulent pas gêner leur candidat attitré en difficulté, Sarkozy. On n'attendra pas longtemps avant qu'ils se déchaînent...

Oh le vilain mot !

- À Toulouse, Jean-Luc Mélenchon promet révolution et souveraineté - Reuters

- Mélenchon à Toulouse : un discours révolutionnaire - LePoint.fr

C'est marrant, comme en Tunisie, en Egypte, en Libye ou en Syrie, les révolutionnaires ne seraient pas ceux qu'on croit... A qui la faute ?

On se fait du bien comme on peut !

- Duflot: "*quoi qu'il arrive*", la candidature Joly "*aura fait du bien*" - AFP

Les barbouzes du Palais sur le pied de guerre :

- Trafic de grenouilles dans les Vosges - LeFigaro.fr -

INFOS EN BREF

Politique

1- Mali

Les rebelles touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) ont proclamé vendredi l'indépendance du territoire qu'ils occupent dans la moitié nord du Mali, une sécession immédiatement rejetée par l'Union africaine, l'Algérie voisine, les Etats-Unis et la France.

Dans un communiqué signé par le secrétaire général du MNLA, Billal Ag Acherif, et daté de Gao, le mouvement précise que cette décision, annoncée au lendemain de l'arrêt des combats par les séparatistes, prend effet immédiatement.

"*Le comité exécutif du MNLA appelle la communauté internationale dans son ensemble à reconnaître immédiatement, dans un esprit de justice et de paix, l'indépendance de l'Etat de l'Azawad*", écrit Acherif.

Le mouvement annonce en outre reconnaître les frontières avec les Etats voisins et promet de créer un Etat démocratique fondé sur les principes de la Charte des Nations unies. (Reuters 06.04)

2- Syrie

Les Etats-Unis et l'OTAN main dans la main avec al-Qaïda ?

Différentes sources tendent à confirmer que les Etats-Unis, l'OTAN et leurs alliés dans les Etats arabes du Golfe collaborent avec les terroristes d'al-Qaïda pour renverser le gouvernement syrien. Ce dernier a accusé des groupes terroristes étrangers d'être responsables de nombreux attentats qui ont secoué la Syrie.

Alors que l'opposition tient pour responsable le régime lui-même, des sources du renseignement américain, des observateurs de la Ligue arabe et le dirigeant actuel d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, indiquent que les accusations du gouvernement de Bachar al Assad sont justes. En plus des attentats au véhicule piégé à Damas, deux autres attentats-suicides ont eu lieu à Alep. Des responsables du renseignement américain ont confié à un journaliste de McClatchy News (Washington) qu'al-Qaïda en Irak (AQI) était vraisemblablement responsable des quatre attaques.

Al-Zawahiri lui-même a confirmé dans un enregistrement vidéo que son organisation intensifie ses opérations en Syrie, tout en condamnant le «*tyran de Damas*» et son gouvernement dans un langage, soit dit en passant, similaire à celui du Président Barack Obama et de l'ambassadrice américaine aux Nations Unies Susan Rice.

Quant aux équipes d'observateurs de la Ligue arabe, elles constatent, dans leur rapport officiel du 20 janvier, que des «groupes armés» combattant l'armée syrienne avaient commis un nombre important d'attentats et d'assassinats à la fois de civils et de policiers. Les conclusions des équipes – qui n'ont pas été communiquées aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU – précisent, entre autres, qu'un journaliste français à Homs a été «*tué par des tirs de mortier venant de l'opposition*», que c'est l'opposition qui a monté un «*attentat contre un bus civil, décimant huit personnes et en blessant d'autres, y compris des femmes et des enfants*», et qu'il existe une «*entité armée*» dans l'opposition qui tue des civils et provoque le gouvernement syrien pour qu'il riposte par la violence.

Selon EIR, les militants font partie des djihadistes salafistes soutenus par les Saoudiens, ayant la même structure et la même idéologie qu'al-Qaïda, qui ont infiltré la Syrie à partir de la Libye, l'Irak et l'Arabie saoudite.

La Turquie, pays membre de l'OTAN, a joué un rôle clé dans l'opération en Libye et fournit à l'opposition syrienne du soutien logistique et des bases.

Selon le site internet israélien Debkafile, des forces spéciales qataries et britanniques aident les militants basés à Homs, tout

en évitant de prendre part directement aux hostilités, et fournissent un soutien logistique. Et selon David Gray de Reuters, citant une source israélienne, des troupes britanniques et qataries supervisent les livraisons de munitions aux rebelles ainsi que la tactique utilisée dans la bataille sanglante à Homs. Quatre centres d'opération ont été installés dans la ville, et les troupes sur place préparent le terrain pour une incursion militaire clandestine de forces turques. De plus, pour l'analyste politique Alexander Eterman de Tel Aviv, tout le monde sait que la Grande Bretagne, Israël, les Etats-Unis et la France ont des unités de forces spéciales en Syrie. (Source : Strategic Alert) (Liesi 05.04)

Social

France

Le président du conseil de surveillance de la SNCM, Gérard Couturier, évoque la menace d'un plan social de 800 emplois au sein de la compagnie maritime frappée par des difficultés internes et une mauvaise conjoncture économique.

La réduction probable de la délégation de service public dont elle bénéficie sur le trafic avec la Corse, le risque de devoir rembourser à l'Etat entre 30 et 50 millions d'euros et l'effondrement du marché des lignes maritimes sur le Maghreb font peser une menace directe sur près de la moitié des emplois de la SNCM (Société nationale maritime Corse Méditerranée).

Il évoque notamment la décision que doit rendre cet été la Commission européenne sur les fonds qui ont été versés par l'Etat à la SNCM durant la période de 1990 à 2006. Cette affaire a été plaidée fin 2011 et la décision est attendue pour cet été.

"*Si jamais les fonds incriminés sont requalifiés en aides, alors il faudra rembourser de 30 à 50 millions d'euros à l'Etat*", dit Gérard Couturier, précisant que lors de la privatisation une clause prévoyait qu'en cas d'obligation de remboursement les repreneurs pourraient "*sortir*".

Veolia Environnement a fait part mercredi de son intention de reprendre directement les deux tiers du capital de la compagnie maritime SNCM qu'il détient actuellement conjointement via Veolia Transdev avec la Caisse des dépôts (CDC).

"*Tout cela peut mener à la mise en place d'un plan social qui pourrait concerner de l'ordre de 800 emplois*", affirme Gérard Couturier dans un entretien à La Provence de vendredi.

Le chiffre d'affaires de la SNCM en 2011, qui emploie 1.617 salariés, est estimé à 280 millions d'euros. La compagnie a transporté 922.300 passagers sur le marché de la Corse mais le trafic a chuté de 34% sur la Tunisie et de 24% sur l'Algérie. (Reuters 06.04)

Economie

1- France

1.1- Au creux de la vague...

Le déficit commercial de la France s'est nettement creusé en février par rapport au mois précédent, atteignant 6,398 milliards d'euros, ont annoncé vendredi les Douanes.

Le déficit des 12 mois achevés fin février s'est établi à 70,051 milliards d'euros. Le solde négatif record enregistré par la France en 2011 a par ailleurs été une nouvelle fois révisé à la hausse à 70,437 milliards, après une première révision à 70,104 milliards d'euros effectuée le 8 mars. (lefigaro.fr 06.04)

1.2- Totalement irresponsable.

La cour de cassation pourrait annuler la procédure judiciaire du naufrage en 1999 du pétrolier Erika, à l'origine d'une marée noire géante sur les côtes bretonnes, ce qui suscite la colère des élus, associations et acteurs de tous bords de ce dossier.

Dans son avis pour l'audience de la Cour de cassation, prévue le 24 mai, l'avocat général, M. Boccon-Gibod, conclut à "*la cassation sans renvoi*" de l'arrêt de la cour d'appel de Paris, en faisant valoir que la justice française n'était pas compétente car le naufrage est survenu en dehors des eaux territoriales et que le navire battait pavillon maltais.

Les avocats des collectivités territoriales dans le dossier Erika soulignent à l'inverse que "ce serait en vain qu'on dissocierait le lieu de survenance de celui des effets puisque c'est le délit de pollution et non le naufrage en tant que tel qui a été poursuivi".

Me Jean-Pierre Mignard et Emmanuel Tordjman soulignent aussi qu'à ce stade, la décision n'est pas encore prise et que "*seuls les magistrats de la chambre de la cour de cassation sont souverains*".

Une précision utile tant la publication de ce document a suscité de réactions d'indignation.

La Cour de cassation peut, ou non, suivre l'avis de l'avocat général. Sa décision ne sera pas forcément connue dès le 24 mai car elle peut la mettre en délibéré. (AFP 06.04)

2- Italie

Les banques italiennes ont pris environ le quart des 1.000 milliards d'euros de liquidités à trois ans proposées à taux réduit par la Banque centrale européenne (BCE) en décembre et en février, d'après les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Italie.

Les banques italiennes ont pris 116 milliards d'euros lors de l'offre de refinancement à long terme (LTRO) de la BCE en décembre et 139 milliards d'euros lors de celle de février. (Reuters 06.04)

3- Corée du Sud

Samsung dévoilait vendredi ses résultats trimestriels préliminaires. Les chiffres détaillés sont attendus le 27 avril.

Samsung a enregistré sur la période janvier-mars un bénéfice d'exploitation de 5.800 milliards de wons (3,92 milliards d'euros), quasiment doublé en rythme annuel.

Le chiffre d'affaires ressort à 45.000 milliards de wons.

D'après Choi Do-yeon, analyste pour LIG Investment & Securities, ces résultats meilleurs que prévu suggèrent des marges solides sur les téléphones mobiles.

"*Les marges sur les combinés devraient avoir dépassé 20% et les bénéfices de cette activité sont attendus à plus de 4.000 milliards de wons. C'est vraiment un résultat extraordinaire et il pourrait y avoir d'autres surprises dans les trimestres à venir, à mesure que rebondissent les autres activités, comme les mémoires*", commente-t-il.

Les analystes interrogés par Reuters s'attendent à ce que Samsung ait vendu 44 millions de smartphones au premier trimestre, un niveau record et en hausse de 25% par rapport au trimestre précédent.

Le titre Samsung a gagné plus de 25% depuis le début de l'année et a atteint mercredi un niveau record.

Sur la même période, l'action Apple a plus que doublé, valorisant le groupe américain à plus de 582 milliards de dollars -trois fois la capitalisation boursière de Samsung.

Haut de page

Le 9 avril

CAUSERIE

Une petite chronique indienne pour se détendre en début de semaine, si je puis dire, car dans notre milieu ils sont rares, je parle pour moi, le milieu ouvrier pauvre je précise, vous lirez plus loin pourquoi.

J'ai passé la matinée d'hier chez un de mes beaux-frères, Karnan. Il inaugurait un petit bureau qui servira (bénévolement) d'aide sociale aux habitants de la commune où il habite, une des plus importantes de la banlieue de Pondichéry. Il se propose de recevoir les doléances de la population et d'essayer de trouver des solutions à leurs problèmes en les soumettant au député du Parti du Congrès, parti dans lequel il est adhérent de longue date.

Cela nous a valu la visite de ce député, et ce que je ne savais pas, c'était que mon beau-frère avait décidé que je serais le parrain ou le président d'honneur de son association qui comporte quelques membres, du coup j'ai eu le droit à une longue accolade avec ce député devant les caméras et photographes de la principale chaîne de télévision de Pondichéry et de plusieurs quotidiens. Je me suis prêté au jeu pour faire plaisir à mon beau-frère, car il avait une autre idée derrière la tête.

Sa famille a été spoliée des terres qui lui appartenaient dont une partie est irrécupérables puisqu'ayant été revendues à plusieurs personnes depuis de nombreuses années, il reste un grand terrain vague d'environ un hectare qui devait revenir à ma belle-mère par filiation directe puisqu'il appartenait à son mari depuis décédé, sauf que plusieurs membres de leur famille revendiquent ce terrain, le titre de propriété qui remonte à plus d'un demi-siècle n'étant pas clair, de plus le gouvernement leur a fait savoir qu'il entendait se saisir d'une partie de ce terrain pour je ne sais quelle raison, sauf que pour cela il faut que le propriétaire soit clairement identifié pour que l'expropriation puisse avoir lieu, mon beau-frère a eu l'idée de s'entendre avec le député du coin pour résoudre le problème auquel le gouvernement était confronté en échange de la reconnaissance de propriété sur la partie restante. Bref, on appelle cela du clientélisme. Mes beaux-frères ont tenté plusieurs actions en justice depuis 20 ans, en vain, c'est donc leur dernier recours pour recouvrer une infime partie des terres que des membres de leur famille et d'autres personnes leur ont volées.

Depuis trois semaines j'ai récupé ma belle-mère, comme lors de chaque séjour de mon épouse en Inde. Elle n'est pas encombrante, à son contact j'ai l'impression de retourner plusieurs siècles en arrière, l'évolution de l'Inde ces dernières années a été trop rapide pour elle, elle n'y comprend rien, elle était habituée à se laisser vivre ou à vivre comme autrefois, sans trop de besoins, en s'en remettant à la fatalité, le tout sur fond de superstitions et d'obscurantisme religieux, Sauf que de nos jours, vivre ainsi se traduit par des problèmes qui n'existaient pas hier encore, il y a deux décennies seulement, problèmes qui peuvent rapidement dégénérés ou prendre une sale tournure, par exemple se retrouver à la rue sans rien ou quasiment abandonnée de tous, situation inimaginable il y a peu.

Ses fils ont tout juste de quoi survivre et sont très mal logés, elle m'est redevable de les avoir bien aidés depuis que j'ai revendu ma maison, elle a au moins compris cela. Avant que j'achète une voiture à Karnan pour faire taxi, il était au chômage depuis des mois et il se laissait aller et déprimait grave comme disent les jeunes, depuis il bosse et a repris goût à la vie.

Hier soir, sa soeur (mon épouse) m'a rapporté une discussion qu'ils ont eu dans l'après-midi après mon départ. Il lui a dit qu'il ne me comprenait pas, qu'il ne comprenait pas pourquoi j'étais différent des autres "Blancs", pourquoi j'étais "*correct*" et "*honnête*", il s'étonnait que je n'ai pas de relations avec les expatriés du consulat et du lycée français, il se demandait comment je faisais pour vivre comme cela, sans jamais m'emmerder, toujours seul, un truc à se flinguer pour un Indien habitué à vivre dans la promiscuité ou toujours très entouré, il y a peu deux ou trois générations vivaient sous le même toit. Ce qu'il ne comprend pas, parce qu'il a de l'estime pour moi, c'est pourquoi au consulat, à l'Alliance française ou au lycée français il ne donne pas de travail à quelqu'un d'aussi bien que moi, pour faire bref.

Je me suis demandé ce que je pouvais répondre à cela, il m'a fallu quelques instants pour dire à Magueswary qu'elle n'aurait qu'à lui répondre que je n'avais pas la même conception de la société et par conséquent des rapports entre les gens que les autres "*Blancs*" qui sont là pour profiter des avantages que leur situation leur confère, ce qui n'est pas un crime ou un reproche, mais par contre il a raison de leur reconnaître le même penchant que la plupart des Indiens qui se foutent de tout, ce qui n'est pas mon cas. Je ne peux pas lui dire que l'hédonisme à la Onfray n'est pas mon truc, elle ne comprendrait pas, disons que je suis quelqu'un de simple, ouvert, direct et que les gens n'aiment pas cela en général, cela les trouble, les emmerde, ils préfèrent les gens superficiels qui se la pètent, qui parlent à tort et à travers en se regardant le nombril, qui se montrent, qui pratiquent la flatterie et l'hypocrisie à tout va, bref, tout ce que je déteste, donc je ne fais aucun effort pour leur être agréable ou lier des relations avec eux, du coup ils m'oublient et c'est très bien ainsi, je les assimile à des privilégiés qui se comportent comme des parasites ou des colons et je n'ai pas du tout l'intention de leur ressembler, ce qui serait possible, mais alors je me demanderais quel sens donner à ma vie.

Ma situation est assez anachronique, incompréhensible aux yeux de beaucoup, j'en conviens. En réalité, je n'ai vraiment rien à foutre en Inde et je devrais déjà être rentré en France depuis des années, sauf que la situation en France s'est tellement dégradée que cela m'est devenu quasiment impossible, sauf à plonger dans la pauvreté, ce à quoi je ne tiens pas du tout, et puis tout le monde y perdrait au change, ma belle-famille en premier lieu.

Et puis, je grogne parfois, mais je suis bien en Inde, je me suis habitué aux Indiens, un Indien ou un Français c'est du pareil au même, un Blanc ou un Noir c'est du pareil au même, ici c'est moi l'étanger, parfois on me le rappelle, je ne me pose jamais ce genre de questions, je n'ai pas besoin de faire un effort pour me placer sur le terrain de la lutte des classes, même dans mes rêves et dans mes cauchemars elle est omniprésente, je baigne dans la misère humaine que Rocard voulait tenir à distance, comme quoi y compris sur ce plan-là, je me sens totalement étranger au PS qui me donne envie de vomir chaque fois que j'y pense.

Je me permets de brocarder les faiblesses de mes semblables parce que leur triste condition me rend malade, je me souviens encore qu'autrefois j'ai vécu pareille situation et que ma vie aurait pu ressembler à la leur le restant de mes jours, le pire destin que l'on puisse souhaiter à quelqu'un. Vous avez l'habitude de me voir couper les cheveux en quatre pour répondre à un tas de questions, et bien avec mes beaux-frères ou leurs copains je fais la même chose, je me creuse ou casse la tête pour arriver à leur expliquer quelque chose qu'ils n'ont pas compris, pour leur rendre service, quelque chose qui a un rapport direct avec leur mode de vie ou leur comportement de tous les jours, ce qui nécessite que je me mette un moment à leur place, que je pense avec leur tête, ce qui est loin d'être gagné d'avance, c'est un exercice qui nécessite que je fasse totalement abstraction de ma culture, de mes connaissances et des mes expériences, tout en les utilisant pour qu'ils saisissent ce que j'essaie de leur dire, alors quand on y arrive, cela vaut tous les awards (récompenses) du monde, pour être honnête, c'est rare d'y parvenir. Mon beau-frère a compris

un truc et je n'y suis pour rien. Je lui balance une idée, il l'essaie, l'essai est concluant, il adopte et s'en sent mieux ainsi. C'est donc son expérience qui lui permet d'avancer et de mieux comprendre les choses. Il ne les comprend pas au premier abord, mais si j'en fais une présentation très simple, c'est à lui ensuite d'écrire la suite. Au premier abord, il y avait son idée qu'il a essayé de me vendre puisqu'il s'agissait d'argent, l'achat d'une voiture d'occasion pour qu'il puisse faire le taxi et gagner sa vie honnêtement en travaillant, cela m'allait très bien, j'ai adopté son idée, je lui ai fait confiance. Du coup, ensuite j'ai réussi à lui caser mon idée qu'il a testée, c'était pour lui rendre service, cela ne me coûtait et ne me rapportait rien

Pourquoi ? Parce qu'ici la société et les rapports sont beaucoup plus compliqués qu'en France, on part de gens qui n'ont pas été beaucoup à l'école, qui ne connaissent rien à rien ou presque, il existe une sorte d'atavisme très puissant, des habitudes ancestrales qu'ils reproduisent sans réfléchir , et garent à celui qui s'en écartent ou ne les respectent pas, il sera excommunié, banni de la communauté, de sa famille, c'est la déchéance qui le guette, mais comme dorénavant la société voue à la déchéance ceux qui ne suivent pas le mouvement, je me saisis de cette faille ou de cette contradiction que sécrète la société pour les aider à penser librement ou plus librement et faire sauter les obstacles qui leur interdisent de penser et agir autrement.

Parfois je m'aperçois que Karnan n'agit pas conformément à ses intérêts mais par obligation, ils sont bourrés d'obligations et d'interdictions à un point inimaginable, cela dépasse l'entendement, c'est d'ailleurs pour cette raison que parfois je ne le comprend pas, parce que je ne peux pas m'imaginer qu'il existe un code qui régit ses mouvements jusque dans les moindres détails de sa vie, cela m'échappe et c'est normal, d'où la nécessité de faire preuve d'une attention particulière, soutenue, permanente envers lui si je veux vraiment lui être utile à quelque chose.

Ici, la société, c'est un boulet, un carcan, un joug, une véritable camisole de force, le mot liberté est banni, inconnu, incongru, déplacé, incompréhensible. Un Indien ne fera pas l'effort de se le représenter, et c'est compréhensible dans la mesure où il ignore totalement à quoi il pourrait s'appliquer. Maintenant, avec les profondes transformations que connait la société depuis ces dernières années, on pourrait concevoir qu'il pourrait en avoir un aperçu, je pense au développement des moyens de transports (moto ou scooter) et de communications (téléphone portable et Internet, en vain, car les rapports ne changeant pas pour autant dans la société, ce qu'il a gagné en liberté, il l'a perdue en qualité de vie, déjà qu'elle était plutôt un cauchemar quotidien, elle tourne à la tragédie, un véritable enfer.

J'ai noté cela en observant de quelle manière les rapports entre mes beaux-frères et leurs épouses s'étaient dégradés, en France pas un couple ne tiendrait une semaine sans en venir au mains ou se séparer, ici on divorce très rarement, c'est tabou, par contre on se fout volontiers sur la gueule ou on s'insulte copieusement. Ils n'ont aucune idée de la lutte des classes, et les rapports à l'intérieur des couples sont l'équivalent de ceux qui existent dans une entreprise privée entre un syndicaliste révolutionnaire et un patron de droit de divin, horribles, explosifs. Je ne vous raconte pas des blagues, imaginez un instant, tous mes beaux-frères envisagent de se suicider et leurs potesque je connais sont dans une situation similaire, comment je le sais, parce qu'ils en parlent avec mon épouse qui en a les larmes aux yeux, cela la rend malade aussi. Comment voulez-vous que je sois insensible à cette situation ?

C'est extrêmement complexe comme question à aborder, parce que mes beaux-frères ne sont pas très futés et leurs épouses non plus. Quand on a quelque chose dans la tête, on peut essayer de discuter tranquillement, on peut trouver des compromis acceptables pour les deux parties, mais quand on a affaire à des gens bêtes, bornés, obtus, têtus, c'est très difficile. Un exemple. Mon beau-frère Kandavel est technicien en climatisation, il n'a pas d'horaires, un client lui téléphone, il se rend chez lui. Son épouse le harcèle au téléphone (génial le portable, bonjour la liberté !) pour qu'il rentre à 21h maximum, mais parfois il n'a pas travaillé de la journée et c'est seulement en fin de journée qu'un client l'appel, donc soit il bosse et il a un salaire, en prime il se fait engueuler en rentrant chez lui, soit il ne bosse pas et il rentre les poches vides et elle l'engueule aussi, elle le traitera d'abruti ! Le pauvre garçon n'en peut plus, je me mets à sa place.

Je constate que les difficultés auxquelles sont confrontés la majorité des travailleurs indiens ne sont pas différentes de ceux que rencontrent les couches de travailleurs les plus défavorisés ou les plus durement frappés par la survie du capitalisme en France. Pourquoi ce parallèle ? Parce qu'en France on a pris l'habitude d'entendre certains dirigeants affirmer au cours des dernières années que la situation aurait basculé à l'occasion de la remise en cause de certains droits sociaux ou de l'adoption de certaines mesures particulièrement réactionnaires, mettant en avant les conséquences et nouvelles diffultés qui ne manqueraient pas d'en découler pour les travailleurs, etc.

C'est marrant, en observant les préoccupations quotidiennes que rencontrent les travailleurs indiens, j'ai eu l'impression de replonger dans mon enfance et mon adolescence lorsque je vivais chez mes parents, mon père était menuisier en bâtiment, nous étions évidemment très pauvres et mal logés.

Des millions de travailleurs en France n'ont pas attendu qu'EDF soit privatisée pour avoir des difficultés pour payer leurs factures d'électricité, des millions de travailleurs n'ont pas attendu la crise actuelle du logement pour être mal logés, des millions de travailleurs n'ont pas attendu la dernière crise pour se serrer en permanence la ceinture ou ne pas pouvoir envoyer leurs gosses en vacances, des millions de travailleurs n'ont pas attendu que les dirigeants du mouvement ouvrier veuillent bien se pencher sur leur triste sort pour connaître des rapports exécrables au sein de leurs propres familles, finalement, il aura fallu que la crise du capitalisme finisse par toucher les couches les plus favorisées du prolétariat auxquelles appartiennent ces dirigeants ou dont ils représentent les intérêts, pour qu'ils en arrivent au constat qu'il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans

cette société, situation que nous avions parfaitement identifiée avant eux.

C'est là qu'on se rend compte à quel point ces dirigeants et leurs partis sont étrangers à la classe ouvrière, et si ces partis sont si peu enclins à remettre en cause l'Etat et les institutions, à populariser le socialisme, c'est parce qu'ils représentent les couches supérieures du prolétariat qui sont redevables envers l'Etat de leur situation privilégiée. Leurs illusions dans l'Etat est à la mesure des avantages qu'il leur concède, encore. Ainsi, ce n'est pas trop la société toute entière qui aurait basculé dans un nouveau modèle de société, mais ces couches qui se trouvent maintenant confrontées à des difficultés qu'elles ignoraient jusque là mais que des millions de travailleurs connaissaient depuis toujours.

Ces partis ne sont en fait que les porte-parole de ces couches embourgeoisées. Ce sont elles qui se mobilisent principalement lors des meetings de Mélenchon. Ils laissent le soin au FN et au PCF notamment de s'adresser à ce qu'on appelle les "classes populaire" pour ensuite se poser en antifascistes ou antistaliniens, sur ce plan là non plus rien n'a changé depuis 70 ans. On s'aperçoit que s'il faut bien des intellectuels pour construire des partis ouvriers, sans ouvriers ou si peu, cela demeure impossible de construire un parti révolutionnaire, simple constat.

Pour clore cette introduction, je vous propose d'écouter trois guitaristes exceptionnels qui nous ferons oublier quelques instants la médiocrité (intellectuelle) de notre époque : Al Di Meola, John McLaughlin et Paco De Lucia : Mediterranean Sundance Rio Ancho.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=FWfKwzsSoFM

Bruit de campagne

1- Le président-candidat du lumpenprolétariat de la bourgeoisie (l'artistocratie financière)... et de l'extrême droite.

Samedi, en meeting à Saint-Raphaël, dans le Var, le président-candidat s'est très clairement adressé à ces électeurs dans une région, le sud-est, où le Front national réalise des scores importants, comme il l'avait déjà fait vendredi soir à Caen.

"*Je veux dire que votre souffrance, je la comprends mais que le vote pour le Front national augmentera ces souffrances, ne résoudra pas ces souffrances et que le vote pour le Front national dans 15 jours au premier tour servira M. Hollande, comme il y a 20 ans le vote pour le Front national servait François Mitterrand*", a-t-il dit.

"*Les Tartuffe qui donnent des leçons de morale et qui ont profité de la montée de l'extrême-droite pour assurer une majorité dans notre pays, ça a pénalisé qui ? Ça a pénalisé la droite républicaine et le centre, ça a favorisé la gauche, voilà la réalité sur les rapports de force dans notre pays*", a-t-il ajouté.

"*A ceux de nos compatriotes qui veulent la gauche, je veux vous dire vous aurez la Grèce et vous aurez l'Espagne. Voilà le résultat qu'on peut attendre d'un tel choix !*" a-t-il conclu. (Reuters 07.04)

Après avoir renforcé l'appareil répressif de l'Etat au cours de son mandat, dans la foulée de celui qu'il avait assumé en tant que ministre de l'Intérieur, après avoir monté ou favorisé le déclenchement de l'affaire Merah suivie de rafles à grand spectacle médiatique dans les milieux dits islamistes radicaux, il a logiquement fortement droitisé son discours au point en dernier ressort de se présenter comme un candidat d'extrême droite s'adressant à ses électeurs.

Qu'il l'assume n'a rien d'étonnant. Il est le type même de personnage à l'ambition dévorante dont ont besoin ceux qui détiennent le pouvoir et le manipulent, il apparaît comme étant leur homme providentiel, celui qu'ils ont fabriqué au cours des décennies précédentes, au point qu'il s'est pris à ce jeu et se croit désormais investi d'un destin "*historique*", avec lequel celui de la France correspondrait, cela va de soi. La preuve.

2- Mégalomanie galopante. Sarkozy, un phénomène "***historique***", plutôt deux fois qu'une... si possible.

Le chef de l'Etat dit vouloir "*parler au peuple français dans son ensemble et dans sa diversité*". "*Je ne découpe pas l'électorat en tranches: la gauche, la droite, le centre... L'enjeu est vraiment historique*" ajoute-t-il dans le même interview. (AFP 07.04)

Ce sont des propos très gaulliens, à la façon d'un monarque quoi ! Il voulait sans doute dire que le pouvoir ne se "découpe" pas en "*tranches*" et que la dictature du capital ne doit souffrir de répit.

3- Les fossoyeurs du socialisme sont à l'honneur, profitez-en !

«*François Hollande est aujourd'hui l'otage de M. Mélenchon après avoir été celui d'Eva Joly et des factions du Parti socialiste*», affirme Nicolas Sarkozy dimanche dans une interview au JDD.

«*Je ne recevrai pas de leçon de celui qui a été premier secrétaire du PS pendant dix ans, et qui devra rendre des comptes sur le fait que ses trois principales fédérations aient maille à partir avec la justice, dans l'Hérault, le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône. À ma connaissance, l'UMP n'a affaire avec la justice sur aucun sujet. Je rappelle que le PS voulait se rassembler avec enthousiasme derrière Dominique Strauss-Kahn. En matière de morale publique, je les invite à une certaine discrétion*», conclut-il. (20minutes.fr 08.04)

Ceux qui appellent à voter Hollande se font les complices du discours de Sarkozy, qui malheureusement n'est que trop juste quand son analyse porte sur le PS. Ce sont eux qui vont faire perdre Hollande, comme ce sont ceux qui n'ont rien à perdre et dont les partis ouvriers et les syndicats se détournent qui s'abstiendront lors de ces élections.

Qu'il fasse feu de tout bois peut en choquer certains, alors que cela n'a rien d'étonnant, on n'a encore rien vu en la matière...

Il faut vraiment être sans scrupule, sans principe et dénué de toute qualité morale, de dignité ou atteint d'amnésie ou encore être habité par une crasse ignorance pour avoir fait partie un jour d'un tel parti politique. A côté, les militants ou responsables de l'UMP, du MoDem ou du FN inspirent le respect parce qu'ils assument la politique réactionnaire qu'ils défendent, alors que ceux du PS doivent se présenter masquer et manoeuvrer pour camoufler la véritable nature de leur parti afin de tromper les travailleurs de ce pays.

4- Parole de nantis.

Dans un entretien à *Paris Match*, la chanteuse Françoise Hardy s'immisce dans la politique «Même aujourd'hui. Je vais d'ailleurs être obligée de déménager, de quitter Paris à cause de l'ISF. "*Je crois que la plupart des gens ne se rendent pas compte du drame que l'ISF cause aux gens de ma catégorie. Je suis forcée, à pas loin de 70 ans et malade, de vendre mon appartement et de déménager. […] Je paie 40.000 euros d'ISF par an. Si Hollande le multiplie par trois, qu'est-ce que je fais? Je suis à la rue. Je comprends les gens qui quittent le pays à cause des impôts*", explique Hardy. (20minutes.fr 08.04)

Madame, vous avez gagné des millions d'euros au cours de votre carrière, vous avez apparemment bien vécu pour vous retrouver sans le sou au crépuscule de votre vie. Des millions de travailleurs qui ont eu une vie autrement plus difficile que la vôtre se retrouvent avec des retraites misérables parfois inférieures à 500 euros, eux contrairement à vous, ils n'ont jamais eu le privilège d'économiser pour leurs vieux jours. Par malheur certains d'entre eux sont déjà à la rue, tandis que des millions d'autres doivent se priver sur tout pour assurer le quotidien, alors qu'ils ont tout donné à la société par leur travail.

On n'a franchement pas envie de vous plaindre, votre "*drame*" nous laisse totalement indifférent, d'autant plus qu'il vous suffira de revendre votre appartement pour vivre confortablement le restant de vos jours. Vous, vous comprenez "*les gens qui quittent le pays à cause des impôts*", nous, nous comprenons les travailleurs qui n'ont pas de problème de déménagement parce qu'ils sont déjà à la rue, on n'appartient décidément pas au même monde.

Vite sortez vos mouchoirs pour les berceuses du régime !

Jeudi, Patrick Bruel l'avait précédé dans une interviewé sur RTL «*Je suis très content de participer à une solidarité, très content de reverser une grande partie de ce que je gagne. Là, ça atteint des proportions où ça devient limite confiscatoire et spoliateur*.» (slate.fr 07.04)

Fin mars dans Le Parisien, Eddy Mitchell s'était offusqué : «*A part taper sur les riches… mais ça, c'est de la démagogie facile. Et c'est pas nouveau.*» (id)

Georges Moustaki a fait savoir qu'il voterait Philippe Poutou, tandis que Bernard Lavilliers voterait Jean-Luc Mélenchon, eux au moins ils n'ont pas renié leurs origines modestes.

De la Bastille à l'auberge espagnole.

Une centaine de partisans du NPA, et quelques militants du Front de gauche, ont assisté à la réunion publique de M. Poutou organisée dans une auberge de jeunesse à Mulhouse (Haut-Rhin) (AFP 07.04)

INFOS EN BREF

Politique

Libye

Trois cents personnes ont défilé vendredi à Benghazi, deuxième ville de Libye, pour réclamer la dissolution des milices formées pendant la guerre civile.

Dans le cortège se trouvaient une cinquantaine de véhicules de l'armée et de la police. "*Pas de milices, pas de brigades ! une armée, un drapeau !*", ont scandé les manifestants.

"*Nous demandons aux groupes armés et aux milices qui occupent les camps militaires, les commissariats de police, les écoles ou toute autre propriété de l'Etat de les rendre immédiatement, sans quoi nous prendrons les mesures nécessaires pour les récupérer, même si cela suppose la force*", a averti un officier de l'armée de l'air, s'adressant à la foule. (Reuters 07.04)

Haut de page

Le 10 avril

CAUSERIE

Parole d'internaute

1- En Grèce

Après l'annonce du service payant des services de police en Grèce, certains disent leur privatisation, puis ce sera au tour de la justice, la barbarie sera de retour et nous ferons un bond en arrière, pas de quelques décennies ou siècles, mais de deux millénaires, la démocratie sera redevenue le pendant de l'esclavage, et sur le plan idéologique, l'idée dominante justifiera le recours à l'esclavage comme moyen pour assurer la survie de tous, mais pas à la même date. C'est hallucinant, mais rien ne dit que le régime ne sera pas renversé avant d'en arriver à cette extrémité.

Je repensais à cette fonctionnaire grecque dont le salaire a chuté de 2 300 euros à 750 et à qui on annonce de nouvelles mesures d'austérité, elle sera prise à la gorge, il ne lui restera plus qu'à se soulever et renverser l'ordre établi, c'est l'objectif pour lequel il faut nous combattre, donner cette perspective politique aux masses exploitées et opprimées qui à un moment donné réaliseront qu'elles n'ont vraiment plus rien à perdre sinon leur dignité, ce qu'elles ont de plus chère, car c'est à elle que l'on doit de pouvoir encore concevoir la liberté.

Il arrive un moment où le stade de l'insupportable est atteint et dépassé, ce qui déclenche une sorte de déclic qui fait tout sauter, on estime logique de s'organiser, alors que la veille encoe on trouvait cela absurde ou ridicule, ce qu'on avait cessé de penser réalisable se concrétise sous nos yeux ou est à la portée de la main, c'est stimulant et redonne espoir. C'est un processus gagnant, puisque c'est nous qui détenons le pouvoir en produisant les richesses, il ne nous manque plus que le pouvoir politique pour abolir les privilèges des capitalistes. Et comme on ne peut pas conquérir le pouvoir politique sans parti politique, c'est donc notre tâche prioritaire de construire ce parti.

Pour le moment on piétine, il se peut qu'on assiste à une accélération brutale de la radicalisation des masses exaspérées par la politique du gouvernement et la dégradation violente de leurs conditions de vie et de travail.

- "*Voila donc l'une des conséquences (inattendues?) du plan d'austérité. Si cela est confirmé, il s'agit après avoir bradé les bijoux de la reine (l'infrastructure immobilière de l'État) de brader ce qui était dans les prérogatives régaliennes de l'État central en Europe: police, justice demain?, le social étant déjà mort et enterré. Jusqu'où ira donc cette folie? Sans être grand clerc on peut s'attendre à une explosion populaire d'une rare violence après que nos frères grecs viennent à bout du désespoir! Droit de révolte? A ceux qui continuent à voir le monde avec un optimisme naïf, prenez gare que cet optimisme ne devienne criminel à ne pas dénoncer l'insupportable. Car la crise dont on était soi-disant sorti, on va nous dire très bientôt que finalement elle ne fait que commencer comme l'a annoncé il y a peu Stiglitz. Courage, fuyons! ou résistons!*"

Fuir où, puisque la même politique est ou va être appliqué dans tous les pays de l'UE ? Résister, comment ? En s'organisant et en se fixant l'objectif politique de renverser le régime et prendre le pouvoir, ce qui nécessitera de renouer avec le socialisme, car sans théorie révolutionnaire et sans le parti qui va avec, pas de révolution victorieuse possible.

2- En Tunisie

La révolution tunisienne, on devrait plutôt dire le soulèvement révolutionnaire tunisien, a permis de mettre en lumière les faiblesses du mouvement ouvrier, tout particulièrement l'absence d'un véritable parti communiste pour en prendre la direction, une des conditions indispensable pour qu'elle ait une chance d'être menée à son terme, laissons ici de côté ce que chacun entend par là.

Elle a démontré aussi que seule le prolétariat pouvait prétendre diriger la révolution et que lorsqu'elle est dirigée par une couche de la bourgeoisie associée à la petite-bourgeoisie, elle ne dépassera pas le stade d'une révolution bourgeoise qui se traduira par l'acquisition de nouveau droits politiques pour la classe ouvrière sans qu'elle soit appelée à gouverner et sans que ses principales revendications sociales soient satisfaites.

Quand le niveau d'organisation et de conscience politique du prolétariat sont trop faibles, le pouvoir échoit forcément à la bourgeoisie, une couche en remplaçant une autre au pouvoir, etc. c'est ce à quoi on a également assisté au cours de la seconde moitié du XXe siècle en Afrique à travers une multitude de coups d'état militaires, des révolutions avortées ou stoppées nettes une fois l'armée ayant choisi, non pas son camp, mais la couche de la bourgeoisie qu'elle soutiendrait en accord avec le ou les impérialismes avec lesquels elle avait déjà des liens.

On pourrait aussi pointer la faiblesse du développement économique qui conduit les différentes couches de la bourgeoisie à s'accaparer les richesses produites dans des proportions telles qu'il ne reste plus que d'infimes miettes à distribuer à la classe ouvrière vouée à végéter, ce qui freine son développement et la confine à jouer un rôle auxiliaire dans la société au côté de l'une ou l'autre couche de la bourgeoisie, ne parvenant pas au-delà du syndicalisme à se doter d'une véritable expression politique qu'on nommera indépendante par défaut.

Comme dans tous les autres pays, le mouvement ouvrier gangrené par le réformisme et le stalinisme peine à affirmer l'indépendance de classe du prolétariat sur le plan politique. Dès qu'une formation politique voie le jour, elle se détermine par rapport à l'un ou à l'autre pour finalement être récupée, devant les tâches qui l'attendent et devant lesquelles leurs dirigeants reculent, de compromis en témoignages de soumission à l'ordre établi, elle finit par ressembler à n'importe quel parti et n'inspire pas davantage confiance, de telle sorte qu'elle est incapable de se développer sur le terrain propre de la classe ouvrière, abandonnant ou s'écartant de ce celui-ci pour adopter une forme de consensus avec le régime en place. On pourrait dire que ces formations politiques ont commencé à se décomposer dès le premier jour, et pour cette raison elles ne peuvent pas prétendre à la direction des masses exploitées, elles sont condamnées à marcher à la remorque des partis institutionnels parlant en leur nom.

Pour détourner la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie de formations se réclamant du socialisme, quand les partis réformiste et stalinien sont trop faibles ou discrédités au point de ne pas pouvoir attirer vers eux la classe ouvrière (et la paysannerie pauvre), la bourgeoisie met en scène des partis islamistes qui auront pour tâche de diviser la classe ouvrière et de la détourner de la lutte de classe, la dévoyer au profit de la religion, qui se situant sur un plan subjectif renverra la satisfaction de ses besoins matériels à un au-delà hypothétique rempli de chimères, tandis que la bourgeoisie conservera le pouvoir et pourra continuer de satisfaire ses besoins sur le plan objectif, matériel, économique.

Dans les pays comme la France, ce sont Les Verts puis le PdG qui remplissent cette fonction de nouveaux remparts du régime, dressant de nouveaux obstacles entre la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie, montant l'une contre l'autre ou les différentes couches qui les composent.

Dans le cas des Verts, il s'agissait de détourner l'attention de la petite-bourgeoisie et des couches supérieures de la classe ouvrière vers un autre objectif que le socialisme, en s'appuyant sur leur aspiration à vivre mieux tout de suite, ce qui devait se traduire par une plus grande intégration (subordination au capitalisme) dans la société et l'adoption de son idéologie dominante résolument tournée contre la classe ouvrière.

Tous les mouvements qui mettent en scène un des facteurs des rapports sociaux en faisant abstraction des autres ne peuvent être que nature réactionnaire, car ils s'inscrivent dans le cadre du régime en place sans manifester l'intention de le dépasser, ils cherchent à tirer vers eux le meilleur de la société telle qu'elle existe par qu'ils y trouvent leur compte, ils espèrent uniquement en obtenir davantage sans combattre pour la changer, puisque finalement elle leur va très bien comme elle est.

Si l'intérêt porté à un des aspects de la société peut se traduire par un éveil politique, la plupart du temps il épouse plutôt les contours d'une forme d'obscurantisme, de dogmatisme et de sectarisme où l'éclectisme domine en guise de contenu, ce qui laisse la porte ouverte à toutes les formes de manipulation et de récupération possibles.

Ces aspects particuliers (écologie, féminisme, laïcité, etc.) présentent l'avantage pour ceux qui dirigent ces formations politiques et ceux qui détiennent le pouvoir, d'être commun à toutes les classes, de correspondre à des aspirations communes à toutes les classes de la société, de telle sorte que la recherche d'un consensus entre elles apparaîtra comme quelque chose de naturel, un objectif stratégique favorable à la stabilité du régime.

Au lieu de s'attaquer aux rapports sociaux de production d'où découlent tous les rapports dans la société, on en extrait un parmi ces derniers qu'on décrète supérieur aux autres ou prioritaires, en pratiquant de la sorte on permet à la bourgeoisie et ses laquais de s'occuper du reste à notre place, et c'est ainsi que finalement rien ne change fondamentalement.

Les ONG et les associations à but dit humanitaire remplissent le même rôle chacune dans leur domaine. Elles servent aussi bien à préserver les intérêts de ses membres que ceux de la classe dominante à laquelle ils sont subordonnés, puisque c'est elle qui

les subventionne ou les entretient par différents canaux plus ou moins opaques. A la soumission idéologique vient s'ajouter la dépendance économique qui les enchaîne encore davantage au régime.

Pour la réaction, il s'agit de créer le plus de liens possibles entre les classes de façon à ce que la classe ouvrière ne parvienne pas à entrevoir son destin autrement que lié à celui de la bourgeoisie, de donner un sens pratique à son indépendance de classe qui demeure plus théorique qu'autre chose lorsque tous les syndicats et partis sont corrompus jusqu'à la moelle.

Institutions, partis de droite comme de gauche, syndicats ouvriers et patronaux, ONG et associations à caractère social, le tout entretenant des relations convenues et fraternelles, ont tissé une gigantesque toile dans laquelle tout jeune travailleur est pratiquement condamné à tomber quand il s'engage pour une cause ou une autre.

Son rejet d'un des aspects du capitalisme auquel il est le plus sensible, ne doit pas se transformer chez lui en un rejet total du capitalisme qui pourrait le jeter dans les bras du socialisme. Des obstacles et des remparts ont été dressés sur son chemin pour freiner sa progression dans cette direction ou l'en écarter le plus possible. Quand ils sont usés, ils en créent d'autres, par exemple le PdG, qui vient à point nommé remplir le rôle que le PS ne peut plus assumer pour le compte du régime en place.

Un parti issu du PS et comme lui profondément ancré dans le capitalisme, au point de ne pouvoir envisager l'avenir politique du pays indépendamment de l'ONU et de l'UE. La phraséologie ouvriériste de Mélenchon ne sert qu'à couvrir la véritable nature de ce parti. Le PS ne parvenant plus à mobiliser la classe ouvrière pour le compte des couches de la petite-bourgeoisie qu'il représente, c'est dorénavant le PdG associé au PCF qui s'y colle.

- "*Antipathique est un terme le plus doux pour qualifier le gouvernement de la triade sous l'hégémonie indiscutable du parti qu'on dit islamiste, alors qu'il n'est qu'un parti rétrograde, réactionnaire dont le seul objectif n'a jamais été autre que le pouvoir. Les problèmes multiples dans lesquels se débat la population constituent des motifs largement suffisant pour manifester, non seulement dans la capitale mais partout dans le pays.*

Deux images se font de plus en plus claires dans la société : l'image de l'arrogance et de l'opulence de ceux qui ont pris le pouvoir et l'ostentation de leur train de vie – du jour au lendemain – devenu luxueux, alors qu'avant le 14 janvier 2011, la plupart se faisaient passer pour des pauvres qui n'arrivent même pas à donner à manger à leurs enfants. Un journal vient de publier que les simples « parlementaires » voyagent à l'intérieur du pays par avion, logent dans les hôtels luxueux de la capitale (ce qui coûte au trésor 400 millions de dinars) reçoivent un salaire complémentaire de 2, 500 dinars etc. Et que dire des ministres, du premier ministre, du président qui se trouve tout à fait à l'aise dans le même palais qu'avait occupé son pire ennemi, le dictateur qui a fui en Arabie. Là est la première image. La deuxième est celle de peuple totalement démuni dans une précarité totale à tous les niveaux dans un paysage urbain défiguré enveloppé dans une anarchie inouïe.

Ce gouvernement dont les personnages avant même d'arriver au pouvoir n'ont jamais inspiré confiance ni crédibilité aucune, n'ont fait que provoquer la population et leurs gaffes monumentales ne se comptent plus. Pourtant, ils ne sont au pouvoir que depuis moins de six mois et ils entendent y rester pour les décennies ou les siècles à venir. Aujourd'hui ils – quoi que soit leur argumentation - n'ont fait qu'agrandir la méfiance et enlever toute crédibilité ou respect. Un gouvernement du genre ne diffère en rien de la dictature, il est même pire."

Bruit de campagne

1- Parole de charogard.

Dans une interview au Monde datée de mardi, l'eurodéputé écologiste, Daniel Cohn-Bendit ironise sur les discours du candidat FG. "*Moi aussi, je veux bien refaire l'histoire à ma sauce, ça n'est pas bien compliqué, mais c'est tellement simplificateur. La vie, ce n'est pas aussi simple qu'un discours de Jean-Luc Mélenchon*", déclare-t-il.

Selon lui, "*l'émergence de cette gauche, jacobine, centralisatrice et caricaturale est pain bénit pour Nicolas Sarkozy*". Et cela parce que "*cela lui permet de désigner à l'opinion cette gauche littéralement gangrenée par la question nationale, bloquée idéologiquement sur la question européenne et fondamentalement anti-Occident*".

"*La montée en puissance de Jean-Luc Mélenchon fait bien l'affaire du président sortant*", résume le responsable écologiste.

Daniel Cohn-Bendit critique le raisonnement du Front de gauche, qui "*vient de signer un texte contre la décentralisation*" et "*prône la renationalisation de l'ensemble du secteur de l'énergie, qui serait donc placé sous la tutelle de l'Etat*".

"*Une sottise*", aux yeux de Daniel Cohn-Bendi, qui estime que "*pour amorcer la transition énergétique, il y a une chose à faire: casser le monopole d'EDF*", et l'engager au niveau européen. Pour lui, les marges de manoeuvre pour réaliser les investissements nécessaires sont "*au niveau de l'Europe*". (AFP 09.04)

Ce réactionnaire, qui aurait bien vu Sarkozy présider l'UE, a passé sa vie à "*refaire l'histoire à (sa) sauce*", condition de sa survie politique... artificielle, en Allemagne car en France apparemment la sauve verte a tourné au vinaigre. La vie est assurément plus "*simple*" quand on adopte un discours compatible avec le capitalisme plutôt que de le combattre (sous un angle déformé s'agissant de Mélenchon.)

Après les diverses taxes qui ont vu le jour grâce au zèle des Verts en France, voilà que le Cohn qui prête à Mélenchon de servir d'"*idiot utile à Sarkozy*" se propose d'en introduire une de plus, cette fois sur les factures téléphoniques : - Il relève qu'avec une "*taxation de 0,1% sur chaque appel téléphonique passé en Europe, en plus de la taxe sur les transactions financières, on pourrait rassembler, selon les calculs, entre 50 à 80 milliards d'euros par an*".

Comme il est contre la socialisation des moyens de production (la renationalisation d'EDF, etc.), et qu'il dénie à l'Etat de remplir une fonction sociale, ces 50 à 80 milliards seraient destinés aux capitalistes. Pour qui roule EE-Les Verts, on a ici la réponse.

2- Si, si, Hollande propose bien une "***politique de gauche***".

Conseiller du candidat du Front de gauche à la présidentielle, Eric Coquerel a réaffirmé lundi 9 avril au matin que s'il n'est pas présent au second tour, Jean-Luc Mélenchon appellerait à voter '*pour faire battre Nicolas Sarkozy*' mais qu"*en l'état*' son programme était '*incompatible*' avec celui de François Hollande, et qu'il ne devrait donc pas y avoir '*de participation au gouvernement*', '*ni des communistes, ni du Front de gauche*' en général.

'*Les programmes de Jean-Luc Mélenchon et de François Hollande sont-ils incompatibles ?*', a demandé le journaliste Jean-Michel Apathie. '*En l'état actuel, oui bien sûr*', a répondu Eric Coquerel. François Hollande propose une politique qui en 2013 vise à réduire les déficits à 3 %, ça fait 54 milliards d'économie. '*Nous estimons qu'on ne fait pas une politique de gauche avec ça.* '

'*Entre le scénario catastrophe de Nicolas Sarkozy et une politique de gauche qui certes ne nous convient pas mais qui est celle de François Hollande, on choisira*' a-t-il ajouté. (lemonde.fr 09.04)

Commentaire d'un internaute qui est plus honnête que Coquerel, mais qui ne va pas assez loin : "*je préfère le capitalisme version Hollande que le libéralisme version Sarkozy*".

Il ne va pas assez loin, parce que ce n'est pas Hollande qui va s'attaquer à la domination de la finance au sein du capitalisme mondial. Il l'a déjà démontré en rassurant la City à Londres, les banquiers et les actionnaires qui continueront de se goinffrer, ils y ont pris goût et c'est seulement par la révolution socialiste que nous leur ferons perdre, définitivement !

Vous voyez monsieur Coquerel, la différence qu'il y a entre vous et nous, c'est que vous vous optez pour le capitalisme à la mode hollandaise, tandis que nous nous en tenons au socialisme étranger à Hollande... et à vous apparemment.

Quand monsieur Coquerel évoque la " *politique de gauche*" de Hollande, on s'étrangle ! Il devrait dire la politique réactionnaire de Hollande qui à la marge donne satisfaction partiellement à certaines couches de la petite-bourgeoisie tout en donnant des gages de bonnes intentions en direction des capitalistes. Question : que fait Sarkozy sinon exactement la même chose envers d'autres couches de la petite-bourgeoisie ou parfois les mêmes en ciblant des fractions de celles-ci qui lui sont acquises.

Tous ces partis parasites ont également pour fonction de brouiller les frontières qui délimitent les différentes classes sociales. Pour le compte de qui, devinez ?

INFOS EN BREF

Politique

Tunisie

Des heurts ont éclaté lundi à Tunis entre policiers et des milliers de personnes hostiles au gouvernement qui tentaient de manifester sur l'avenue Habib Bourguiba, la grande artère de la capitale interdite à tous les rassemblements depuis la fin mars.

Quelque 2.000 personnes venues du siège voisin de la grande centrale syndicale, à l'avant-garde de la "révolution de jasmin" qui a balayé en janvier 2011 le régime Ben Ali, se sont heurtées à des policiers en tenue anti-émeute devant le ministère de l'Intérieur situé sur cette avenue.

Lundi, des manifestants ont accusé Ennahda de se comporter en "*nouveaux Trabelsi*", le clan familial honni de l'épouse de l'ex-président Ben Ali accusé par les Tunisiens de corruption dans les dernières années du règne de Zine ben Ali. "*Les gens en ont marre des nouveaux Trabelsi !*", scandait la foule.

"*Le peuple veut la chute du régime !*", lançaient les manifestants en reprenant à leur compte l'un des slogans-phares de la "*révolution de jasmin*", précurseur du "*printemps des peuples arabes*". (Reuters 09.04)

Social

Japon

Sony va supprimer quelque 10.000 emplois, soit environ 6% de ses effectifs mondiaux, d'ici la fin de l'année, rapporte le journal Nikkei, précisant que ces mesures affecteraient la division chimique du géant électronique japonais ainsi que celle fabricant des écrans LCD de petite et moyenne taille. (Reuters 09.04)

Economie

Portugal

Le montant emprunté par les banques portugaises à la Banque centrale européenne a progressé de 18% en mars par rapport à février pour atteindre la somme record de 56,3 milliards d'euros, a annoncé lundi la banque centrale lusitanienne.

Selon Teresa Gil Pinheiro, chef économiste de Banco BPI, la hausse enregistrée en mars s'explique en partie par la forte participation des banques portugaises aux opérations de refinancement proposées par la Banque centrale européenne.

En décembre et février, elle a mis sur le marché un total de plus de 1.000 milliards d'euros.

Cette forte progression reflète également la frilosité des banques de la zone euro, qui rechignent à se prêter les unes aux autres. (Reuters 09.04)

Haut de page

Le 11 avril

CAUSERIE

Je me suis fendu de deux articles. Vous vous en foutez sans dout. C'est la raison pour laquelle je les ai insérés dans la page d'accueil du site ! Soyons lucide en toute circonstance, au singulier, dans le sens de n'importe laquelle.

Harceler par des messages m'invitant à ajouter des "*amis*" à ma page Facebook que j'ai créée pour la forme disons, elle est restée vide depuis en dehors de l'adresse du site, j'ai donc décidé hier d'aller voir qui sont mes nouveaux "*amis*".

- En Espagne : Cgt Enseñanza Andalucía Fase-cgt
- En Turquie : KurdishWomen Rights
- Au Brésil : Maria, salariées de la préfecture municipale de Belo Horizonte
- En Grande-Bretagne : un travailleur ou un militant ou un lecteur de The London Progressive Journal, un hebdomadaire.
- En France :
Un militant de la Tendance Léniniste-Trotskyste (IVe Internationale) ;
Lucien Bataille Socialiste (http://bataillesocialiste.wordpress.com/)

Parole d'internaute.

- "*Pour ceux qui ne le savent pas : BVA = Vincent Bolloré (actionnaire majoritaire), ami de Nicolas Sarkozy. CSA = Vincent Bolloré (actionnaire à 100%). TNS Sofres = Martin Sorrell, patron très libéral, proche de Nicolas Sarkozy. Ipsos = Didier Truchot et Jean-Marc Lech, de notoriété publique, proches de Nicolas Sarkozy. Ifop = Laurence Parisot, présidente du Medef. OpinionWay = Hugues Cazenave, ancien UMP et d'Occident, proche de Nicolas Sarkozy.*" (elysee.blog.lemonde.fr 10.04)

Propagande, manipulation, intox. Au Mali les maîtres du monde emploient la même recette qu'en Libye et en Syrie.

Deux mille personnes ont défilé mardi à Bamako, la capitale du Mali, pour réclamer une intervention internationale contre les

rebelles touaregs et islamistes qui ont pris le contrôle du nord du pays.

"*Nous demandons à la communauté internationale de remplir son devoir et de défendre l'intégrité du territoire malien*", a déclaré Mahamadou Dioura, l'un des organisateurs de la manifestation de Bamako.

Les quinze pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) se préparent à mettre sur pied une force d'intervention de 3.000 hommes chargée d'empêcher une nouvelle progression des insurgés plutôt que de reprendre le terrain perdu.

La France, ancienne puissance coloniale, a offert un appui logistique mais a exclu l'envoi de troupes sur le terrain. (Reuters 10.04)

Ça balance.

L'ex-patronne d'Areva Anne Lauvergeon dénonce dans une interview publiée mardi sur le site de l'hebdomadaire *L'Express* les méthodes du PDG d'EDF Henri Proglio et révèle certaines de ses conversations avec Nicolas Sarkozy.

Evoquant ses propres relations avec Nicolas Sarkozy, elle confie avoir décliné en 2007 une offre du président alors nouvellement élu de la nommer au ministère de son choix. "*Il ne composait pas un gouvernement, il recrutait pour un casting!*", explique-t-elle. "*Je crois au volontarisme du temps long, pas au volontarisme de l'instant, prétexte à une agitation médiatique*", ajoute-t-elle.

Mme Lauvergeon n'épargne pas non plus Alexandre de Juniac, l'actuel PDG d'Air France et ancien directeur de cabinet de Christine Lagarde à Bercy.

Elle rapporte que Nicolas Sarkozy lui a proposé lors d'un entretien la direction d'Air France. "*J'ai refusé, en m'étonnant, puisque Alexandre de Juniac, un de ses grands amis, était candidat pour le poste. Il m'a dit: +Alexandre est un ami, mais il n'a pas le niveau, il ne sera jamais président d'Air France. Il faut être sérieux*+", raconte-t-elle. (AFP 10.04)

Bruit de campagne

La réaction ne désarmera pas

- Marchés : la France est sous pression électorale.

En France, on assiste à la multiplication des scénarios fiction décrivant les conséquences d'une victoire de François Hollande le 6 mai prochain. Yves de Kerdrel du *Figaro*, décrit l'effondrement de la bourse de Paris après une déclaration du futur Ministre des Affaires Sociales sur « *la retraite à 60 ans qui doit devenir un droit inaliénable pour tous* » et une fuite de la prochaine Garde des Sceaux sur un projet de loi « *interdisant les licenciements boursiers et prévoyant l'entrée systématique de quatre représentants du personnel aux conseils d'administration de sociétés de plus de 250 personnes* ». The Economist dans un article intitulé « *Terreur* » décrit le mouvement de déplacement de sièges sociaux de sociétés françaises vers le Luxembourg. (Atlantico.fr 10.04)

No limit, alors tout est possible... ou presque.

Extrait d'une interview de Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction de *L'Humanité* par Atlantico.fr. Mon intervention figure entre parenthèses.

Atlantico : Alors que Jean-Luc Mélenchon avait exclu toute participation du Front de Gauche (FG) à un gouvernement socialiste, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent vient d'affirmer le contraire dans les colonnes de *L'Humanité*. Les divergences entre communistes et mélenchonistes au sein du FG sont-elles en train de réapparaître ?

Patrick Apel-Muller : Je ne vois pas quelle division il pourrait y avoir. Ce que dit Pierre Laurent, c'est qu'il n'y a pas de limites aux ambitions du Front de Gauche – ce qui a toujours été la démarche du mouvement.

(Rectifions : les illusions qu'ils véhiculent et qui sont associées aux contradictions de ses différentes formations et du FdG lui-même, constituent les limites amenées à devenir rapidement explosives pour la survie du FdG. Ce ne sont pas les "*ambitions du Front de Gauche*" qui déterminent uniquement son existence, mais aussi ou surtout la manière dont les travailleurs le perçoivent autant que leurs attentes qui seront forcément déçus. Les conditions objectives l'emportent sur les manoeuvres d'appareils nous enseigne la lutte de classe du passé.)

Jean-Luc Mélenchon a exprimé une prise de position individuelle : il porte les espoirs d'une autre politique à la présidentielle, on le voit donc mal s'annoncer ministre.

(Qu'est-ce qu'il dit là, qu'il était candidat au trône de monarque le temps d'une campagne électorale, pour se satisfaire d'un modeste strapontin de ministre une fois la campagne à peine terminée ?)

Ce sur quoi tous les partenaires du FG sont d'accord, c'est qu'il n'est pas question de mettre en place une politique d'ultra austérité comme Papandréou ou Zapatero. En fonction des résultats et de la dynamique créée par l'élection, il est donc normal que le Front de Gauche souhaite peser sur un futur gouvernement de gauche.

Les progrès faits par François Hollande, comme la taxation à 75% ou l'attention nouvelle portée aux banlieues, sont encore insuffisants. Il faut donc continuer à faire évoluer le rapport de force avec le PS.

("*Peser*" signifie soutenir dans leur langage. Comment ? Par divers artifices, notamment en refusant de mobiliser les masses dans l'unité contre le capital et les institutions, contre le gouvernement et l'UE, le FMI, l'ONU.

Pourquoi fait-il référence au "*rapport de force*" (avec le PS) ?

C'est la formule habituelle des capitulards ou des traitres, des agents du capital accomplissant leur sale besogne au sein du mouvemet ouvrier. Comment cela fonctionne ? C'est très simple.

- Un, ils annoncent que le rapport de force n'est pas favorables aux travailleurs ;

- Deux, ils se proposent d'agir pour le renverser en faveur des travailleurs ;

- Trois, ils proposent des actions, qui autant par leur forme que par leur contenu ne peuvent que diviser les travailleurs (et leurs partis) au lieu de les rassembler sur des objectifs clairs ;

- Quatre, ils constatent que la mobilisation n'est pas au rendez-vous ou pas suffisamment forte ;

- Cinq, ils déclarent que pour leur part ils ont fait leur boulot, par conséquent s'il y a eu faute, elle doit être imputée aux travailleurs qui sont d'indécrotables ignorants et la boucle est bouclée, la vie peut continue comme avant et le régime aussi.

Tous ceux qui se camouflent derrière le "*rapport de force*" en guise d'analyse pour expliquer la situation sont des impuissants ou des ignares ou encore des traitres. Cette méthode n'est pas propre aux staliniens ou aux crypto-staliniens, Chérèque n'en connaît pas d'autres.)

Atlantico : Peut-on s'attendre à des mains tendues du PS au FG avant le 1er tour ?

Patrick Apel-Muller : (...) Le PS prend en compte les attentes de l'électorat de gauche. Et plus le FG montera, plus le PS sera amené à évoluer, avec le juge de paix du résultat. Mais ce qui sera surtout déterminant pour la composition du futur gouvernement, c'est le résultat des législatives, en juin.

(Où a-t-il vu que le PS prenait ou prendrait "*en compte les attentes de l'électorat de gauche*" ? Qu'est-ce que signifie cette affirmation ? Dans les faits, le PS ne prenant pas du tout en compte les besoins des travailleurs, cela signifie que leurs revendications ne doivent rien avoir d'exceptionnel et qu'elles seraient compatibles avec la gestion de la société par le PS et ses satellites ; dit autrement, les travailleurs étant désormais soumis au capitalisme, il est donc normal qu'ils avancent uniquement des revendications raisonnables, compatibles avec son existence, et que le PS peut reprendre à son compte, bien que même cela devienne de plus en plus improbable du fait que la crise du capitalisme a réduit sa marge de manoeuvre à pratiquement zéro.

Comment le PS pourrait prendre "*en compte les attentes de l'électorat de gauche*" sans abolir toutes les lois anti-ouvrières votées sous Chirac et Sarkozy, or il n'en est pas question à ma connaissance.

Ce stalinien de service constate que le PS ne sort pas des rails du capitalisme et il ne peut s'empêcher de nous faire part de la satisfaction qu'il en retire, pour ne pas dire qu'il l'envie, car en fait ils sont sur la même longueur d'onde, à ceci près que c'est plus facile à assumer pour le PS que pour le PCF qui ne peut se passer de masques pour apparaître devant les travailleurs, précaution devenu inutile au PS qui peut désormais s'en passer, puisque chacun sait qu'il est un parti bourgeois, un parti lié au capital, pardon, sauf ceux qui appellent à voter pour lui.

A la fin, il met le doigt sur un point qui peut s'avérer explosif pour tous les partis et pour le régime dès le mois de juin. C'est là qu'on les attend tous au tournant.)

Atlantico : Le PCF a-t-il tiré les leçons de ses participations à des gouvernements socialistes, en 1981 et 1997 ?

Patrick Apel-Muller : Il faut bien entendu un rapport de force favorable pour que des mesures positives soient mises en œuvre, mais surtout que les salariés ne considèrent pas qu'ils ont terminé le travail avec le vote : il faut qu'ils continuent à faire pression sur le gouvernement à travers des revendications populaires.

Les diverses expériences historiques ont démontré que l'articulation de la présence institutionnelle (à l'Assemblée) et sociale (dans la rue) était indispensable.

(Relire ce qui a été déjà dit plus haut sur cette question. Rien n'est possible sans "un rapport de force favorable", et comme ils s'emploieront à faire en sorte qu'il n'existe jamais, rien ne sera possible et la boucle est bouclée.

Pour reprendre la méthode de Lénine, ne rien attendre d'un (tel) gouvernement impérialiste, refuser d'y participer, lui refuser tout soutien, le démasquer et le combattre dans la perspective du renversement du régime. Tout autre attitude relève de la capitulation ou de la trahison, avis aux intéressés.)

Atlantico : Quel avenir l'après-2012 réserve-t-il au Front de Gauche ?

Patrick Apel-Muller : (...) La responsabilité va être importante pour entendre l'aspiration des gens qui ont voté, mais aussi ce ceux qui se sont engagés.

("Entendre", mais surtout pas les organiser ou les mobiliser...)

Atlantico : Le PCF pourrait-il définitivement se dissoudre dans le FG ?

Patrick Apel-Muller : Pour l'heure, je ne crois pas. On s'est au contraire aperçu que l'élément moteur de cette campagne était le PCF, qui s'est transformé tout en gardant ses fondamentaux, retrouvant une deuxième jeunesse.

Après, tout dépendra des mouvements populaires et sociaux. Je pense qu'il y aura des transformations très fortes dans l'arc de la gauche. Au PS, tout le monde ne sera pas prêt à se retrouver avec des valeurs centristes. Et maintenant que le vote utile a perdu de sa légitimité – puisqu'il n'y a plus de risque que la gauche soit éliminée du 2nd tour –, les singularités à gauche vont pouvoir se renforcer. (Atlantico.fr 08.04)

(Que dieu nous en garde si c'est une diablerie !

Plus haut le PS pourrait prendre "*en compte les attentes de l'électorat de gauche*" qui sont devenues des "*valeurs centristes*", allez encore un petit effort, elles ne seraient pas tout bonnement de droites et réactionnaires des fois ?)

Au pas cadencé... des marchés.

Jean-Luc Mélenchon a souhaité que le FG puisse obtenir aux législatives de juin un "*grand et puissant groupe*" à l'Assemblée nationale. "*Alors oui, c'est nous qui rythmerons la cadence politique dans ce pays (...) C'est l'enjeu*", a-t-il ajouté. (lexpress.fr 10.04)

La voix de son maître.

Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche à la présidentielle, a confié mardi sur France Inter "*aimer*" la voix de Carla Bruni, la chanteuse et épouse du président Nicolas Sarkozy, et estimé qu'il n'était pas nécessaire de "*plaquer*" sur elle "*tous les schémas qu'on a sur son mari*". (lexpress.fr 10.04)

Que Mélenchon ait des goûts musicaux de chiotte en dit plus que de longs discours (sur ses limites intellectuelles), cela dit tous les goûts sont dans la nature, y compris dans les égouts, cela devrait rassurer Patrick Apel-Muller qui ne sentira pas dépaysé ! Moi j'écoute, L. V. Beethoven par Glenn Gould ou Vladimir Horowitz, Rostropovicht ou Yehudi Menuhin, John Coltrane ou Stan Getz, Jimi Hendrix, Joe Satriani, Steve Vai, Yngwie Malmsteen, Eric Johnson, John Petrucci...

J'ai la médiocrité humaine en horreur, surtout quand elle est le fait d'intellectuels, c'est ainsi que se définit lui-même Mélenchon, vous me direz qu'il aurait du mal à se faire passer pour autre chose, il devrait préciser, carriériste de profession, se serait plus honnête.

Quant à écouter de la musique, contempler une toile ou une sculture, lire un roman, voir un film ou assister à une pièce de théâtre, essayer d'interpréter le monde tel qu'il est vraiment, vaut mieux s'adresser à leurs maîtres chacun dans leur domaine plutôt qu'à leurs disciples ou pâles copies sans reliefs ou à l'inspiration limitée. Pourquoi ? Par manque de temps et pour aller à l'essentiel, autant que pour se saisir d'un idéal que ces producteurs ont réalisé à leur manière, montrant ainsi que tout idéal n'est

pas qu'utopie, pour peu qu'on y travaille.

Un interprète compositeur dont le talent et l'inspiration seraient limités ne pourrait délivrer qu'une oeuvre achevée, commune, imitable et trop parfaite pour durer, périssable car tournant sans cesse sur elle-même sans laisser place à un au-delà que ses élèves pourraient à leur tour exploiter ou imaginer. C'est le talent de l'artiste qui assure la survie de sa création au-delà de son époque par les voies qu'il a explorées sans jamais les épuiser, ce qui est impossible en une seule vie et par un seul homme, d'autres prendront le relai au cours des générations suivantes ou s'en inspireront en faisant éclore les multiples facettes de son art que l'artiste avait développé dans son oeuvre.

De la même manière qu'une note produira un son (une vibration) qui passera par l'ensemble de la gamme d'une octave et pourra être reprise à l'octave inférieure ou supérieure, une oeuvre musicale relève du génie quand au détours d'une mélodie elle renferme le prélude d'une oeuvre à venir ou ouvre la voie à d'autres interprétations ou orchestrations, l'artiste qui seracapable de la saisir en fera à son tour une nouvelle création, une oeuvre d'art, pour peu qu'il soit génial.

Passer d'une sonate (au piano) de Beethoven interprétée par Horowitz à la version endiablée de Voodoo child de Hendrix par Satriani, Vai et Malmsteen, c'est comme parcourir les sept octaves d'un piano à queue à la vitesse de la lumière. A plusieurs siècles de distance, on retrouve la même violence qu'inspire la société aux musiciens, la même unité de temps, qui paradoxalement a pour effet de nous permettre de nous extraire un moment de ce monde injuste qu'il nous faut changer.

Actualité en titres

Bobonne ou la ménagère ou la conception de la femme par Sarkozy.

- Carla Bruni-Sarkozy fait campagne avec une réunion Tupperware - LeMonde.fr

La démocratie made in USA.

- Baseball: l'entraîneur de Miami suspendu pour apologie de Castro - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Le Parlement égyptien, dominé par les islamistes, n'était pas habilité à former l'assemblée chargée de rédiger la première Constitution de l'ère post-Moubarak, a jugé mardi le tribunal administratif du Caire.

Le tribunal "*bloque l'application de la décision prise par le président du Parlement (ndlr, membre des Frères musulmans) de former l'assemblée constituante pour rédiger la Constitution*", a lu le juge Ali Fekri devant la Cour.

Les libéraux et les généraux ont estimé que l'Assemblée constituante telle qu'elle a été formée n'était pas "*représentative*" de la société égyptienne.

Le jugement du tribunal administratif, qui remet en cause la légitimité du Parlement élu, est susceptible d'aggraver les tensions entre les islamistes et l'armée à un mois et demi de la présidentielle.

En différant l'entrée en vigueur de la Constitution, alors même qu'elle doit clarifier les pouvoirs du futur président, cette décision risque aussi d'ajouter à la confusion dans un pays que dirigent les généraux du Conseil suprême des forces armées depuis le renversement d'Hosni Moubarak, le 11 février 2011.

La décision rendue mardi, qui a été transmise pour examen à un panel judiciaire, "*signifie que les activités de l'Assemblée constituante sont gelées*", a-t-il ajouté.

Dans sa forme actuelle, les 100 membres de l'Assemblée constituante, choisis par le Parlement, sont principalement issus de la mouvance islamiste, sortie majoritaire des élections législatives.

Une poignée seulement de sièges ont été réservés à des représentants de groupes de jeunes activistes, des femmes et des chrétiens coptes, qui ont annoncé leur intention de boycotter les travaux de la Constituante. (Reuters 10.04)

Social

France

Le gouvernement a annoncé mardi une réduction de 600 millions du déficit global 2011 de la Sécurité sociale (17,4 milliards d'euros), mais au prix de mesures drastiques durement ressenties par les assurés sociaux.

La réduction du déficit s'est faite dans douleur depuis plusieurs années: gestion serrée des budgets hospitaliers, moindres remboursements ou déremboursements complets de médicaments, franchises et participations forfaitaires, forfait hospitalier et surtout désengagement de l'assurance maladie non seulement du dentaire et de l'optique mais aussi de certains soins pratiqués dans les cliniques.

Ce désengagement favorise les dépassements d'honoraires de médecins libéraux, notamment de bloc opératoire (chirurgiens, obstétriciens), devenus indispensables, selon eux, pour couvrir leurs charges, mais devenus aussi insupportables financièrement pour les catégories sociales les plus modestes.

Les enquêtes sur les dépassements d'honoraires, voire les abus, se succèdent. La dernière en date, menée par le journal Le Monde, montre que des spécialistes essentiellement à Paris, n'hésitent pas à demander plus de cinq fois le tarif Sécu, rien que pour leurs consultations.

L'exaspération de la population vis-à-vis des dépassements est reflétée dans un sondage Viavoice publié dimanche, selon lequel 52% des Français souhaitent qu'on les encadre et 35% qu'on les interdise.

De même, selon un sondage CSA publié mardi, 65% des Français estiment que les franchises "*vont dans le mauvais sens car elles pénalisent les personnes les plus malades ou les plus démunies*". (AFP 10.04)

Economie

Banque

Malgré les milliards d'euros déversés par la Banque centrale européenne, les marchés financiers connaissent un nouvel accès de fièvre qui ne devrait guère s'estomper tant que l'espoir d'une reprise économique plus solide ne sera pas au rendez-vous en zone euro.

Après un solide premier trimestre, les Bourses européennes accusent un net repli depuis le début du mois. En une semaine, Paris a perdu 6%, Madrid 7% et Milan 9,5%.

Même regain de tensions sur le marché obligataire où les investisseurs répugnent de nouveau à acheter des titres de dette émis par des pays jugés peu fiables, au premier rang desquels l'Espagne qui voit ses taux d'emprunt nettement remonter.

L'institut monétaire a prêté plus de 1.000 milliards d'euros aux banques de la zone euro en décembre et en février au taux d'intérêt très favorable de 1%. Mais ces dernières ont au final peu investi dans les dettes des Etats, préférant consacrer une grande partie de cet argent frais à leur propre désendettement et la BCE ne prévoit pas de réitérer l'opération.

Pour Christian Parisot, chez le courtier Aurel BGC, "*le marché réalise que le salut ne peut plus venir des actions des banques centrales. Il se focalise donc de nouveau sur la croissance*".

Or, de ce point de vue, les mauvaises nouvelles sont légion: la zone euro devrait retomber en récession dès le premier trimestre, et celle-ci devrait être particulièrement sévère dans les pays d'Europe du sud.

Lisbonne prévoit une contraction de 3,4% de son économie en 2012, Rome table désormais sur un recul de 1,3% à 1,5%, selon le journal italien Il Sole, et Madrid anticipe un repli de 1,7%.

Après une récession au premier trimestre, les experts tablent sur une lente reprise avec une croissance atone à partir de l'été en Europe.

Pour Philippe Waechter, directeur des études économiques chez Natixis Asset Management, il faut d'ici là des choix politiques clairs pour rassurer, mais ceux-ci sont à double tranchant.

"*Un pays peut relancer son économie par des mesures de soutien au risque de creuser encore davantage ses finances publiques.*

Il peut aussi mettre en place des réformes strictes pour améliorer certains secteurs. Mais, il devra alors accepter de passer par une phase de récession". (AFP 10.04)

Haut de page

Le 12 avril

CAUSERIE

Hier, j'ai oublié de charger dans le serveur la *Déclaration commune* du CCI (T) France et du Groupe Bolchevik, avec mes excuses.

Tous les jours je termine le boulot en milieu d'après-midi, alors que l'électricité est coupée quotidiennement de 12h à 15 heures, donc c'est la batterie de secours qui prend le relais, mais pour ne pas la vider avant 15 heures, l'autonomie est de 4 heures seulement, seul l'ordinateur est connecté, je me passe de ventilateur sous 40°C, vous comprendez que j'ai hâte d'en finir et que je ne prenne pas le temps de me relire, tant pis pour les fautes. J'avais envie d'ajouter, et tant pis pour la rigueur, mais vous y êtes habitués avec vos dirigeants qui ne sont pas trop regardants en la matière si je ne me trompe.

Propagande, manipulation. Mode d'emploi : mémoire sélective, non-dit, censure...

Les Occidentaux s'inquiètent d'une possible dimension militaire du programme nucléaire iranien, condamné par six résolutions de l'ONU, et Israël a menacé à plusieurs reprises ces derniers mois de frapper les sites nucléaires iraniens pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme atomique. (AFP 11.04)

Journalistes corrompus par l'idélogie dominante : depuis 1947-48, l'Etat théocratique, terroriste et sioniste a été condamnée une multitude de fois lors de résolutions de l'ONU sans qu'il les applique et sans qu'aucune sanction n'ait été prise à son encontre, mais lorsqu'il s'agit d'un Etat en indélicatesse ou en concurrence avec les Etats-Unis il doit impérativement se plier au diktat de l'ONU sous peine de se voir menacer de guerre.

Bonapartisme et médiocratie.

La Légion d'Honneur a été créée par Napoléon Bonaparte en 1802.

Publiée dimanche au Journal Officiel, la liste des décorés de la promotion de Pâques de la Légion d'Honneur est la dernière du quinquennat de Nicolas Sarkozy, le chef de l'Etat étant grand maître de droit de cette institution qui distingue hommes et femmes issues de tous les secteurs d'activité du pays.

Parmi eux, le grand rabbin Alain Goldmann est fait grand officier tandis que l'archevêque de Lyon, Mgr Philippe Barbarin, devient officier. Christine Lagarde, directrice du FMI, accède au grade d'officier. Autre proche de Nicolas Sarkozy, son ancienne conseillère Catherine Pégard, qui préside aujourd'hui l'établissement du château de Versailles est faite chevalier. (20minutes.fr 08.04)

Un monarque sans trône, sans panache, qui aura surtout fait la promotion et l'éloge de la médiocrité.

Ça balance, suite

Anne Lauvergeon, que Nicolas Sarkozy a décidé en juin 2011 de ne pas reconduire à la tête d'Areva, reproche au président d'avoir "*laissé s'organiser un système de clan, de bandes et de prébendes*" dans la filière nucléaire française.

"*Ce système a fait la promotion d'un nucléaire bas de gamme à l'international et proposé de transférer nos droits de propriété intellectuelle mondiaux aux Chinois et de vendre du nucléaire à des pays où ce n'est pas raisonnable*", ajoute-t-elle dans une interview publiée mardi par le site internet de L'Express.

Elle cite en particulier le cas de la Libye, à laquelle Nicolas Sarkozy avait proposé en juillet 2007 de vendre un réacteur nucléaire, notamment pour désaliniser de l'eau de mer, après la libération d'infirmières bulgares détenues par les autorités libyennes.

Anne Lauvergeon dit s'être opposée "*vigoureusement*" à la vente d'équipements nucléaires à la Libye.

"*Nous jouions à fronts renversés*", explique-t-elle. "*L'Etat, censé être plus responsable, soutenait cette folie. Imaginez, si on l'avait*

fait, de quoi nous aurions l'air maintenant!"

"*Pourtant, quelle insistance! A l'été 2010, j'ai encore eu, à l'Elysée, une séance à ce sujet avec Claude Guéant et Henri Proglio*", ajoute-t-elle en citant les noms du secrétaire général de l'Elysée de l'époque et du PDG d'EDF.

Selon Anne Lauvergeon, Nicolas Sarkozy, aujourd'hui candidat à un second quinquennat, lui avait confié début 2007, "*qu'il ne ferait qu'un mandat, puis qu'il irait gagner de l'argent chez Bouygues*". (Reuters 11.04)

Ils vendent du vent et s'enrichissent en dormant "***partout dans le monde***". A bas les banques et les banquiers !

Selon les résultats d'une enquête Harris interactive/Deloitte publiée mercredi 11 avril, la confiance des Français envers le système bancaire n'a jamais été aussi basse. Elle a fortement reculé en un an : 33 % des Français disent avoir confiance dans les banques *en général*", contre 43 % il y a un an.

"*La confiance des clients envers le système bancaire est sous pression partout dans le monde. Largement relayée à la fois par la presse et les responsables politiques de tout bord, cette défiance paraît s'ancrer*", soulignent, en préambule, les auteurs de l'enquête. Les deux crises financières récentes, celle des crédits hypothécaires à risques américains en 2008, puis celle des dettes souveraines de la zone euro en 2010, sont évidemment à l'origine de cette défiance.

Pour Daniel Pion, associé chez Deloitte, chargé de la banque de détail, le phénomène ne doit pas être pris à la légère : "*Le métier de la banque consiste fondamentalement à vendre de la confiance. Que trois Français sur dix expriment leur défiance mérite l'attention, estime M. Pion, d'autant que le phénomène est résilient.*"

Une autre donnée illustre cette insatisfaction, en même temps que la défiance envers le système bancaire : le "*taux de recommandation spontanée*", qui, s'il s'améliore légèrement, reste négatif, à - 16 %, contre - 29 % en 2011. Cet indicateur, conçu par la société de conseil américaine Bain & Compagny, mesure le nombre de clients prêts à recommander leur banque à un ami.

Le pourcentage de 29 % constaté par l'enquête Harris/Deloitte sur les banques signifie que celles-ci possèdent trois fois plus de détracteurs que de promoteurs. M. Pion rappelle, à titre de comparaison, que de grandes banques américaines obtiennent des taux de recommandation spontanés de 30 %, voire plus, et que le taux du constructeur informatique Apple obtient, lui, un taux de... 97 %! (lemonde.fr 11.04)

Sans blague, on se disait bien que les marchés étaient de gauche ! Le PS est un parti du capital. Démonstration par l'un de ses dirigeants.

Dans un entretien accordé mardi à Reuters, l'ancien ministre des Finances, Michel Sapin, af firme que le candidat socialiste, favori des sondages, ne conteste pas le redressement budgétaire prévu par le dernier traité européen et qu'il ne veut pas "*casser*" le système bancaire français.

(Ouf, les banquiers vont être soulagés, en fait ils savaient déjà à quoi s'en tenir !)

L'objectif n'est pas de "*rassurer*" les marchés, ajoute-t-il, car rien n'est plus angoissant qu'un discours visant à rassurer, mais d'expliquer quelle politique sera mise en oeuvre pour atteindre le déficit zéro fin 2017.

(Au premier coup d'oeil on pourrait croire qu'il se contredit, pas du tout car pour le coup il aurait de quoi "angoisser", or il affirme dans la foulée que le PS n'avait jamais eu l'intention de changer de cap et de rompre avec la politique de Sarkozy subordonnée au règlement de la dette et à la réduction du déficit.)

"*Les marchés sont plus intelligents que la droite*", réplique Michel Sapin. "*Les marchés sont les premiers à détester l'incertitude. Ils ont besoin de voir clair, de comprendre quelle est la volonté.*"

(C'est on ne peut plus clair en effet : la soumission du PS aux marchés ne connaîtra pas de répit !)

"*Ils ne sont pas là pour faire tomber les gouvernements, ils sont là pour essayer de prendre les décisions qui sont les mieux adaptées*", ajoute-t-il.

(Assurément, en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne, ils n'ont pas mis la main à la pâte pour mettre en place des gouvernements à leurs bottes... D'ailleurs, pourquoi auraient-ils agi de la sorte, puisque leurs intentions sont si louables, franchement, ce serait leur faire un procès d'intention que d'imaginer qu'ils auraient pu "*prendre les décisions* qui ne seraient pas "*les mieux adaptées*", à quoi au fait... sinon à leurs propres intérêts ! Chut, ce ne sont pas des choses à mettre

dans n'importe quelles oreilles, voyons !)

Dans le débat sur la croissance, François Hollande ne prévoit pas de relancer l'activité par la dépense publique mais de soutenir la croissance par une politique de l'offre.

(Il doit vouloir dire par "*offre*" de nouveaux cadeaux aux capitalistes. Poursuivons notre lecture pour préciser plus loin ce qu'il entend par là.)

"*Il faut que tout le monde comprenne bien que quand nous disons 'croissance', ça ne veut pas dire 'relance'.*"

"*C'est une politique de croissance par une politique de l'offre et pas par une politique de la demande*", ajoute Michel Sapin, citant le soutien à l'innovation et à l'investissement.

"*Le keynésianisme, vous le faites une fois tous les 40 ans, vous ne le faites pas deux fois en cinq ans.*"

(Les cadeaux aux capitalistes en numéraire n'ayant pas suffit, puisqu'il n'est pas question d'augmenter les dépenses de l'Etat mais plutôt de les réduire, il s'agit d'autre chose, mais quoi alors, quel autre facteur reste-t-il pour augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises afin de créer de la croissance, pardi, la flexibilité des conditions de travail et la baisse des salaires qui l'accompagne, c'est à cela que Hollande invite les dirigeants syndicaux à collaborer. Gageons qu'ils se feront tirer l'oreille dans un premier temps, histoire de préparer le terrain à leur capitulation en rase campagne devant ce représentant du capital...)

Et si la croissance n'est pas là? "*Aucun pays ne peut dire tout seul dans son coin : puisqu'il n'y a pas la croissance, je décide tout seul de renoncer à un retour progressif à l'équilibre des finances publiques.*"

"*Les marchés désigneraient du doigt immédiatement celui qui, tout seul, dirait 'puisque c'est comme ça, je me débrouille tout seul', ce n'est pas possible, ça n'existe plus*", ajoute-t-il. "*Ces sujets sont d'intérêt commun et ne peuvent être traités que de manière commune*."

(Lors du G20 par exemple, dominé par des dictatures (Etats-Unis, Chine), des régimes mafieux (Russie, Afrique du Sud) ou semi-féodaux (Inde), tous adeptes de l'ultra libéralisme anglo-saxon et nostalgiques des conditions d'exploitation du prolétariat du XIXe siècle. Il est vrai que flanqué de tels partenaires, on hésiterait à deux fois avant de les provoquer ou pire d'entrer en guerre avec eux. Rassurez-vous, le PS n'en a jamais eu l'intention puisqu'ils défendent une cause "*commune*".)

Pour François Hollande, le rétablissement de l'équilibre des comptes sociaux est une "*urgence*", au coeur de l'engagement plus large d'équilibrer les comptes de la France fin 2017, pour la première fois depuis 1974.

"*C'est sur la sécurité sociale que l'équilibre est le plus urgent*", déclare Michel Sapin. "*La sécurité sociale n'a aucune raison d'ordre économique d'être en déséquilibre.*"

(Ce n'est pas bien de tirer sur une ambulance... Ah oui, parce qu'il y en a qui ne savent pas encore que le PS en est parfaitement capable, qui l'ont oublié ou qui ne l'ont jamais su, qu'ils se dépêchent de réviser ou d'apprendre leur leçon, s'ils ne veulent pas colporter les pires illusions dans ce parti pourri.

Donc l'urgence va être pour le PS d'amplifier l'offensive contre la Sécu et les organismes sociaux, avec la collaboration de tous les syndicats il faut préciser, puisqu'ils les cogèrent avec l'Etat et le patronat.)

"*Il ne s'agit pas de rassurer, il s'agit de dire des choses précises, concrètes, de dire que le premier projet de loi sera la loi de programmation pluriannuelle de rétablissement des finances publiques (...), (et) la réforme fiscale*".

(On a toutes les raisons d'être inquiet, en effet !)

François Hollande ne s'oppose pas à l'objectif de redressement budgétaire auquel vise le dernier traité européen. "*Le rythme inscrit dans le traité ne nous gêne pas, c'est le rythme que nous nous imposerions tous seuls*", dit Michel Sapin.

(Il n'est même plus besoin de préciser dans quel camp se situe le PS, il le dit lui-même, celui de la réaction.)

Quant à la '*règle d'or*' budgétaire, elle peut passer par une loi organique plutôt que par l'inscription dans la Constitution. Les réformes du financement de la protection sociale et celles portant sur l'emploi et la compétitivité seront élaborées avec les partenaires sociaux, souligne-t-il. (Reuters 11.04)

Traités européens ou non, "*règle d'or*" inscrite ou non dans la Constitution, nous remercions monsieur Sapin de préciser que ce sera du pareil au même. Il ferait bien tout de même d'en informer les dirigeants du POI qui mènent campagne sur ce thème, et qui semble-t-il l'ignorent ou feignent de l'ignorer encore.

Pourquoi ? Qu'est-ce que vous voulez, aux uns les moulins à prières, aux autres les moulins à vent, il faut bien qu'ils donnent à leurs militants l'impression d'être utile à quelque chose...

En trois semaines ils ont réalisé 30.000 signatures, moins les leurs, il en reste 23.000 en étant généreux, soit un peu plus de trois signatures par adhérents et les voilà déjà qui crient victoire, c'est ainsi qu'il y a des gens qui se satisfont de peu, à croire qu'ils sont déjà bien servis ou que l'essentiel de leurs besoins sont déjà satisfaits.

Quand le POI plébiscite la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République.

“"*M'abstenir, ça n'a rien changé à mon quotidien " : c'est l'un des slogans de la campagne nationale contre l'abstention. La formule dessine un message en creux : voter va changer mon quotidien. Ce serait logique, en effet. Le suffrage universel est une conquête de la démocratie.*" écrit D. Gluckstein au début de son éditorial (Informations ouvrières n°195 page 3)

Mais là en l'occurence, il ne s'agit pas de n'importe quelle élection, il s'agit d'élire un Bonaparte ou un monarque aux pouvoirs exhorbitants n'ayant rien à voir avec "*une conquête de la démocratie*", à moins que la Constitution de la Ve République puisse être considérée comme une conquête du mouvement ouvrier oeuvrant pour l'émancipation du prolétariat.

Bruit de campagne.

La déroute annoncée.

Un membre de l'entourage présidentiel se montre résolument défaitiste. Un proche collaborateur de Nicolas Sarkozy ne cache pas son inquiétude en cas de défaite du président-candidat le 6 mai:

"*Je ne donne pas cher de l'UMP, où il n'y a aucun chef qui se hausse au-dessus de la mêlée. Jean-François Copé n'est populaire ni dans le parti ni dans le pays. Même Juppé, du fait de son problème relationnel non résolu avec l'opinion, ne pourrait reprendre le flambeau. Quant aux législatives, je prédis qu'il y aura au maximum 80 députés UMP réélus.*" (lexpress.fr 11.04)

S'il le dit, il doit savoir de quoi il cause... pour une fois !

Incompatibilité.

Hollande hier soir sur France 2 : "*La démocratie est plus forte que les marchés*". (Reuters 11.04)

Selon sa conception de la société, la dictature démocratique de la bourgeoisie est compatible avec les marchés, dans la réalité, la dictature des marchés est incompatible avec la démocratie quel que soit le contenu politique qu'on lui donne.

Pourquoi Hollande ne peut-il faire autrement que prétendre que la démocratie serait compatible avec les marchés ? Parce que la survie de son parti en dépend, pardi !

Vous feriez avec !

Interrogé par le Nouvel Observateur, à paraître jeudi, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a prévenu que si le président-candidat Nicolas Sarkozy était réélu le 6 mai "la tension sera vive" dans le pays, estimant que son exercice du pouvoir serait "encore plus autoritaire". (AFP 11.04)

Avant l'élection présidentielle de 2007 je me suis interrogé à voix haute en me demandant si stratégiquement l'élection de Sarkozy ne vaudrait pas mieux que Royal, estimant qu'il mettrait le feu en prenant des mesures ultra réactionnaires, et que cela pourrait conduire les révolutionnaires ou anticapitalistes à se regrouper, ces mesures ont bien été adoptées, par contre rien de tel ne s'est produit, la division et le morcèlement de nos forces s'avérant plus profonds que jamais, une fois de plus les calculs d'appareil et l'opportunisme l'ont emportés.

Du coup, je me demande s'il y a lieu de s'attendre à autre chose de la part du POI, du NPA et de LO notamment.

Sur quoi buttent-ils ? Sur la nature du PS et des appareils en général, sur les rapports à avoir avec eux, plus précisément sur leurs rapports à l'Etat. Et c'est bien parce que le PdG et le PCF n'ont pas vraiment ce genre de préoccupation qu'ils sont parvenus à

se rassembler dans le FdG.

Provisoirement seulement, car ces questions qui découlent des conditions objectives traversent tous les partis et les rattraperont malgré eux.

Thibault n'est qu'un misérable pitre sachant faire preuve de "*responsabilité* quand il s'agit d'aider Sarkozy à faire passer ses contre-réformes. Lui non plus, il ne pourra pas faire oublier son bilan calamiteux à la direction de la CGT : dégage !

Le parti des 10.000 !

Le Parti de gauche annonce de son côté avoir passé le cap des 10.000 adhérents. (Reuters 11.04)

Pas de bol, ce n'est pas le bon ! Un clin d'oeil à l'OCI-PCI de la fin des années 70 et du début des années 80 où je militais, qui s'était donné cet objectif, mais qui face aux difficultés rencontrées pour y parvenir en viendra à renier ses principes, pour finalement les abandonner. Le POI à la suite du PT, qui a pris la relève, revendiquera un peu plus de 10.000 adhérents lors de sa fondation, annonce aussi éphémère que ses campagnes sans lendemain.

Pas vraiment un parti ouvrier, encore moins socialiste.

Fait nouveau, Jean-Luc Mélenchon, qui suscitait jusque-là l'adhésion de cadres et fonctionnaires, progresse aussi chez les classes populaires et les personnes en lisière du jeu politique, d'après plusieurs sondages.

"*Nous sommes passé d'un Front de gauche à quasiment un front populaire avec des tas de personnes de tous milieux sociaux, de tous âges*", confirme Martine Billard, numéro 2 du Parti de gauche. (Reuters 11.04)

Quelle référence, annonçant les plus grandes défaites de la classe ouvrière de son histoire !

C'est le PCF qui a ravalé la politique au niveau du caniveau.

"*Le Front de gauche exalte la politique, l'élève au niveau où elle ne devrait jamais cesser d'être, un rêve possible*", estimait récemment le cinéaste Robert Guédiguian dans les colonnes de l'Humanité. (Reuters 11.04)

A défaut de se donner pour objectif de favoriser le développement de la conscience de classe du prolétariat, le Front de gauche ne peut l'appeler qu'à "*rêver* à des jours meilleurs en guise d'armement politique, autrement dit, qui ne viendront jamais en empruntant cette voie, celle du Front de gauche lié au régime et dans l'impossibilité de rompre avec lui.

Sympathique... mais plutôt léger.

Plus qu'un top, c'est une révélation... Philippe Poutou a crevé l'écran lors de l'émission "*Des Paroles et des actes*" sur France 2. Le candidat du NPA a défendu ses idées sans jamais être déstabilisé face à des journalistes aguerris, avec un naturel, une sincérité et une franchise désarmants.

Sa liberté de parole et de ton tranchait avec tous les autres, si peu présidentiable soit-elle: "*Je n'ai rien préparé du tout*", avoue-t-il tranquillement avant l'émission. "*Je me fais chier depuis 8 mois*", lâche-t-il pendant l'interview, devenir président "*c'est pas mon rêve*" - plus qu'un bon moment de télévision, on a assisté à un vrai moment politique, qui a totalement éclipsé, voire ringardisé, les intervenants précédents. Le public ne s'y est pas trompé, qui l'a spontanément applaudi - fait rarissime dans une émission politique. (lexpress.fr 11.04)

A croire que le "*public*" se passerait bien d'élections présidentielles, non ? A moins que Poutou candidat d'un parti soit apparu comme le représentant de l'anti-partisme ?

Actualité en titres

Case prison. Chirac y a échappé. Sarkozy n'y échappera pas !

- Bettencourt: "*présomptions concordantes*" contre Sarkozy, selon Eva Joly - AFP

Au pas

- Paris confirme ses engagements budgétaires à l'égard de Bruxelles AFP

Ils ont chopé la turista

- Zone euro : nouvelle poussée de grippe espagnole - Libération.fr

J'aurais pu écrire la tourista les deux orthographes sont valables, mais cela n'aurait pas fait sérieux !

La question débile du jour.

- Apple est-elle une marque de droite ou de gauche? - Lexpansion.com

INFOS EN BREF

Politique

1- Grande-Bretagne

Pour éviter une embarrassante audition devant la justice, le MI6 —les services de renseignement britanniques— a offert 1 million de livres, soit plus de 1,2 million d'euros, à Abdelhakim Belhadj, révèle le quotidien londonien *The Guardian*.

C'est une grande revanche sur l'histoire pour le djihadiste et ancien dissident libyen qui triomphe depuis la chute du régime de Kadhafi. Après la révolution, il est devenu le chef du conseil militaire de Tripoli.

Ses avocats ont accusé les autorités britanniques de «complicité de torture» et de «*faute dans l'exercice d'une fonction publique*».

Ils reprochent le fait que, en 2004, Abdelhakim Beladj et sa femme ont été transférés par avion de Bangkok vers la Libye avec la bienveillance du Royaume-Uni.

Londres a permis à l'appareil de faire une escale de ravitaillement sur l'île de Diego Garcia, un territoire britannique au cœur de l'Océan indien.

La cible principale de l'affaire est Sir Mark Allen, l'ancien chef du contre-terrorisme au MI6.

Fait accablant contre lui, une lettre compromettante a été découverte à Tripoli, souligne le Guardian. Datée du 18 mars 2004, elle est écrite par Mark Allen qui s'adresse directement à Moussa Koussa, l'ex-chef des renseignements du colonel Kadhafi :

«*Je vous félicite pour l'arrivée sécurisée de Abu Abdullah al-Sadiq [un nom utilisé par Belhadj]. C'était la moindre des choses que nous puissions faire pour vous et pour la Libye afin de démontrer la relation remarquable que nous avons construite pendant des années.*»

Quelque jours après, le Premier ministre britannique de l'époque, Tony Blair, rendait visite à Kadhafi en grande pompe, rappelle le journal.

Outre le responsable du contre-terrorisme britannique, des ministres travaillistes risquent d'être éclaboussés par l'affaire, à l'instar de Jack Straw, l'ex-chef de la diplomatie. (slateafrique.com 11.04)

2- Tunisie

Le gouvernement tunisien, dominé par les islamistes d'Ennahda, est revenu mercredi sur sa décision d'interdire les manifestations dans le centre de la capitale et a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les violents incidents qui ont émaillé une manifestation interdite lundi.

Durant ces heurts, les plus graves depuis plusieurs mois, des journalistes de Reuters ont vu des manifestants s'évanouir en raison des gaz et d'autres prendre la fuite en titubant après avoir reçu des coups. (Reuters 11.04)

Social

France

Environ 350 salariés de la Fonderie du Poitou Aluminium (FDPA, groupe Montupet) d'Ingrandes (Vienne), placée en redressement judiciaire, ont manifesté contre le projet de leur propriétaire mercredi devant le tribunal de commerce de Nanterre.

Lors d'une audience à huis clos, le tribunal de commerce a examiné le plan de continuation proposé par le groupe Montupet, ainsi que cinq offres de reprise de ce site, qui fabrique des culasses pour les automobiles et compte 455 employés. La décision a été mise en délibéré au 19 avril.

Au terme de cette audience, deux offres, celles du groupe Arche et de Saint Jean Industries, "*restent dans la course*", selon l'avocate du comité d'entreprise de FDPA, Me Malika Menard.

"*Le plan de continuation de Montupet aurait été la meilleure solution s'il avait été soutenu par les salariés. Mais, comme il y a un rejet total de leur part, le tribunal semble privilégier les deux offres les plus abouties, Arche et Saint Jean Industries*", a-t-elle expliqué.

Saint Jean Industries et Arche ont proposé respectivement de garder 390 et 392 employés.

"*Nous n'avons pas pu trouver d'accord à 100% avec le principal client de FDPA (le groupe Renault, ndlr). Si nous n'y parvenons pas dans les 48 heures, nous retirerons notre offre*", a toutefois affirmé Patrick Bellity, le PDG d'Arche.

Ni le PDG de Montupet Stéphane Magnan, ni le représentant de Saint Jean Industries n'ont souhaité faire de commentaire.

Le fonds d'investissement Fin'active et l'entreprise GMD ont quant à eux retiré leurs offres, selon Me Menard. La société américaine Aiken semble de son côté "*hors course*", selon une source proche du dossier.

Au son de cornes de brume, pétards et tambours, les salariés ont manifesté leur opposition au projet de continuation de Montupet.

"*Montupet patron voyou*", pouvait-on lire sur les chasubles de manifestants. D'autres brandissaient des drapeaux de la CGT, de la CFE-CGC et de FO.

Après l'audience, les manifestants ont quitté Nanterre pour rejoindre le département de la Vienne en car.

Le 4 avril, des représentants de la CGT avaient accusé les groupes Renault et Montupet, ancien et actuel propriétaires de la FDPA, d'avoir "*programmé*" la fermeture de l'entreprise placée en redressement judiciaire.

Le 14 mars, lors d'une audience de procédure à Nanterre, Renault s'était engagé à commander à la FDPA, en 2012, quelque 605.000 culasses. Le groupe doit porter ses commandes à 970.000 unités en 2014, puis à un million en 2015, ce qui représentera, selon les salariés, le volume nécessaire pour assurer la viabilité de l'entreprise.

Renault avait créé la FDPA en 1979 et l'avait vendue en 1998. En 2010, la Fonderie était passée aux mains de Montupet, dont le siège est situé à Clichy (Hauts-de-Seine). Les commandes de Renault représenteraient aujourd'hui environ 85% du chiffre d'affaires de FDPA.

La FDPA est en redressement judiciaire depuis le 20 octobre, après une grève de deux mois contre un plan de baisse des salaires. Les salariés avaient ensuite fait grève deux jours, fin novembre, pour protester contre une diminution des commandes de Renault. (AFP 11.04)

Pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste de travail, Renault doit réintégrer cet élément dans sa production et la totalité de l'entreprise et ses sous-traitants renationalisés ou repasser sous le contrôle de l'Etat sous la direction de la classe ouvrière, des travailleurs eux-mêmes, oeuvrant ainsi à leur émancipation et celle de leur classe car les deux sont liés. Voilà une ligne politique socialiste.

C'est la seule façon d'en finir avec les licenciements et le chômage qui gangrènent gravement la société, l'appauvrisment, la rendent invivable au point de penser fuir quand on en a les moyens, mais il vaut mieux résister et se battre avec acharnement contre notre ennemi pour en venir à bout, par la force si nécessaire évidemment, comment fait-il quand il gaze et matraque les manifestants de tous âges, il use de la force, de la violence, de la terreur contre la population exédée par les sacrifices qu'on lui impose de subir pour que des nantis continuent de se vautrer dans la luxure et la débauche.

Economie

1- Grande-Bretagne

La rémunération du patron de Barclays Bob Diamond se monte en 2011, selon la presse, à 17,7 millions de livres, un record au Royaume-Uni et sans doute aussi en Europe.

Un mois après la publication du rapport annuel du groupe détaillant les gratifications accordées aux dirigeants, la polémique a rebondi sur un point passé d'abord inaperçu: une "*compensation fiscale*" de 5,75 millions de livres (environ 7 millions d'euros) accordée à M. Diamond après sa nomination à la tête de la banque en 2010.

Surnommé par la presse britannique "*le banquier aux 100 millions de livres*" pour avoir été un grand bénéficiaire de bonus avant la crise financière, M. Diamond, 60 ans, était déjà alors considéré comme l'un des banquiers les plus riches du monde.

Son impopularité est encore montée d'un cran lorsqu'il a affirmé l'an dernier devant des députés britanniques que "*le temps des remords pour les banquiers est révolu*".

Tous comptes faits, sa rémunération 2011 se monte, selon la presse, à 17,7 millions de livres, un record au Royaume-Uni et sans doute aussi en Europe. (AFP 11.04)

2- Italie

Le Trésor italien a émis 8 milliards d'euros d'obligations à un an dont les taux se sont inscrits à 2,84% contre 1,405% lors de la dernière opération similaire, le 13 mars. Il a émis en outre 3 milliards de titres à trois mois dont les taux ont eux aussi fortement progressé, à 1,249% contre 0,492% le 13 mars.

L'Italie, qui ploie sous une dette colossale représentant environ 120% de son PIB, doit émettre cette année pour près de 450 milliards d'obligations. (lexpansion.com 11.04)

Haut de page

Le 13 avril

CAUSERIE

L'intersyndicale jaune a encore frappé.

Alors que la raffinerie LyondellBasell située à Berre cherche toujours un repreneur, le porte-parole de l'intersyndicale du site en appelle au président de la République. Après le désistement de l'entreprise suisse Klesch, c'est une société libyenne qui pourrait s'y intéresser.

L'intersyndicale réclame, par la voix de Patrick Sciurca, que Nicolas Sarkozy « *intervienne auprès des autorités libyennes et (…) de la compagnie pétrolière libyenne » pour que des « discussions puissent être entamées le plus rapidement possible entre LBI (LyondellBasell Industries) et cette société.* » « *Compte tenu de ce qu'il s'est passé en Libye, des efforts faits par la France pendant ce conflit », Patrick Siurca estime qu'il serait « tout à fait normal et logique* » que Nicolas Sarkozy, « *en tant que président de la République, demande en retour un effort de la part de cette compagnie pétrolière Libyenne*» pour permettre une reprise de la raffinerie. (pubilcsenat.fr 12.04)

Quelle bande de charognards !

Cela n'a rien de surprenant, c'est même logique, puisque les syndicats après avoir abandonné le combat dans la perspective du renversement du capitalisme, donc ayant renié leur raison d'être, et l'aristocratie ouvrière qui constitue leur fond de commerce et assure la stabilité du régime, se sont nourri pendant près d'un siècle de la surexploitation des colonies, puis le pillage des ressources des pays dominés devenus "*indépendants*" au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ils ne voient pas pourquoi cela devrait s'arrêter du jour au lendemain.

On pourrait faire un parallèle avec l'éditorial (lettre Internet) du 11 avril de J-C Mailly (FO) qui se terminait ainsi : "*les travailleurs doivent pouvoir compter sur un syndicat libre et indépendant, pratiquant ce qu'on appelle le réformisme militant*", le réformisme qui ne se donnant pas pour objectif de rompre avec l'Etat des capitalistes, encore moins de le renverser, ne peut d'une part, que témoigner sa soumission envers cet Etat dans lequel il se reconnaît, et d'autre part se nourrir des profits extorqués aux travailleurs les plus exploités du monde entier par les multinationales, selon les lois du commerce mondiale adoptées par cet Etat.

Trotsky avait raison d'affirmer que tous les discours sur l'indépendance des syndicats étaient de la foutaise et qu'elle ne se jugeait

que par rapport à l'Etat.

Lobbying, clientélisme, corporatisme : assumé !

En période de crise, de guerre ou de révolution, les masques sous lesquels interviennent généralement les ennemis du prolétariat se fissurent et laissent apparaître leurs véritables visages ou leur véritable nature. A cet égard, la conception des partis politiques que nous livre Mailly constitue un témoignage sans appel de sa subordination à l'ordre établi, donc de l'absence d'indépendance de ce syndicat par rapport au capitalisme et à son Etat.

Il considèrent que les syndicats auraient pour vocation de représenter les " *intérêts particuliers des travailleurs*", tandis que les partis n'auraient pas pour fonction de représenter les intérêts d'une classe en particuliers mais "*l'intérêt général*", toutes les classes ayant les mêmes intérêts c'est bien connu : "*La démocratie républicaine et notre attachement au principe de faveur imposent la distinction des rôles et fonctions entre syndicat et parti politique, les uns en charge des intérêts particuliers des travailleurs, les autres de l'intérêt général*".

Ce discours ne sort pas de nulle part, il correspond à quelque chose de précis, il revient à nier la lutte des classes, ce qui est inévitable lorsqu'on est incapable d'être indépendant de l'Etat, on a parfaitement compris que que l'on ne pouvait pas défendre l'intérêt général qui se confond avec celui des capitalistes sous un régime capitaliste et défendre à la fois ceux des travailleurs.

Effrayant ! Un monde de mutants voués à la dégénérescence.

Votre enfant a moins de 13 ans et il surfe sur Facebook malgré l'âge minimum fixé par le réseau social? Il n'est pas un cas isolé: 38% des mineurs qui disposent d'un compte ont moins de 13 ans, 4% ont même moins de 6 ans. Facebook aura beau fixer l'âge minimum requis pour créer son compte à 13 ans, des petits malins bien plus jeunes contournent cette règle. 4% des enfants utilisant le réseau social auraient même moins de 6 ans. Au total, la barre symbolique serait ignorée par 38% des mineurs qui disposent d'un profil sur le site sans avoir soufflé les 13 bougies réglementaires.

Ces chiffres sont issus d'une étude statistique menée aux Etats-Unis par Minor Monitor, un organisme texan qui offre des outils gratuits de surveillance aux parents sur Facebook. Il conclut aussi que 30% des enfants passent 2 heures ou plus à surfer sur le réseau social chaque jour. (lexpress.fr 12.04)

Etat policier. Liberté surveillée

Un centre de supervision urbaine (CPU), contrôlant les images de 53 caméras de vidéosurveillance déjà installées dans l'hypercentre de Marseille, a été inauguré jeudi, première étape d'un vaste programme visant à la mise en place de 1.800 caméras à la fin 2014.

Pour l'instant limitées au centre-ville, installées à des "*points stratégiques*", ces caméras seront présentes à terme "*dans tous les arrondissements*", a précisé M. Gaudin.

"*Les résultats sont exceptionnels: les images sont des supports de preuves remarquables*", a souligné le directeur la police municipale de Marseille, Marc Labouz, précisant qu'à Paris, en trois mois, pas moins de 700 interpellations en flagrant délit avaient été réalisées grâce à un tel système. (AFP 12.04)

Bruit de campagne

Sale temps annoncé :

"*C'est confondre la fièvre et le baromètre*", a dit Nicolas Sarkozy jeudi, lors de l'émission "*Des Paroles et des actes*" sur France 2. (lexpress.fr 12.04)

Le Bonapartisme ou rien.

Le candidat PS a redit qu'il n'y aurait "*pas de négociation*" avec le leader du Front de gauche dans l'entre-deux tours. Mais, "*il faut essayer de comprendre ce que le pays a voulu dire au premier tour*", a-t-il ajouté.

"*J'entendrai le résultat du 1er tour, parce que quand un pays s'exprime dans un 1er tour il faut essayer de comprendre ce qu'il a voulu dire*", a déclaré François Hollande, qui a ensuite refermé la porte à toute discussion. "*J'aurai à rassembler la gauche, toute la gauche, et même au-delà, pour gagner l'élection présidentielle. Mais il n'y a pas de négociation de partis entre les deux tours d'une élection aussi majeure.*"

Le candidat socialiste a souligné que l'élection présidentielle était "*un choix, qui est un choix, à un moment, d'une personne, d'une politique et d'une majorité*". (lexpress.fr 12.04)

Le "***socialisme du XXI siècle***"... à géométrie variable.

Jean-Luc Mélenchon qui a défendu sa proposition de taxation des revenus à 100% au-dessus de 30 000 euros par mois en faisant preuve de souplesse, évoquant la possibilité de défiscaliser ces sommes si elles sont placées pour favoriser l'investissement. C'est une première, et c'est particulièrement habile pour gagner en crédibilité et grappiller encore quelques points de popularité... (lexpress.fr 12.04)

Ceux qui se fient aux apparences ou les cultivent, au même titre que les illusions, vont devoir rendre des comptes aux militants et travailleurs qu'ils ont berné. Mélenchon la grande gueule, le radical, le champion du "*changement*", tu parles, le temps d'une éclipse il aura seuelement réussi à remettre en selle le PCF avant que leur combine ne s'effondre.

La candidature de Mélenchon est une arnaque, nous le savons depuis le début et nous ne nous sommes pas gênés de le dire. C'est à ce titre que nous la soutenons ou plutôt que nous l'encourageons à persévérer jusqu'à ce qu'elle éclate, cela ne tardera.

En attendant le retour de manivelle.

A dix jours du premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon est le candidat qui incarne le plus le changement (60%), selon un sondage BVA pour Le Parisien publié jeudi. (Reuters 12.04)

Entre nous, sans le Front de gauche et son candidat, Hollande n'avait pratiquement aucune chance d'être élu malgré le bilan catastrophique de Sarkozy.

Sur quelle base, sur quel objectif politique ?

Il faut "*construire l'opposition la plus unitaire qui soit, à la gauche*" d'un gouvernement dirigé par les socialistes, et qui réunirait avec le NPA "*le Front de gauche, Lutte ouvrière et les centaines de milliers de militants du mouvement social*", a déclaré Olivier Besancenot.

A la question de savoir s'il souhaitait une rencontre "*dès le 7 mai*" avec les socialistes, en cas de victoire de François Hollande, Olivier Besancenot a répondu par l'affirmative. "*Dès le 7 mai*", a-t-il dit, revendiquant "*dès maintenant le droit à l'impatience*" car "*rien ne sera réglé*" avec une victoire du candidat PS.

"*Je ne parle pas de rencontre (avec le PS) mais de rendez-vous, dans la rue, pour construire une opposition unitaire à la gauche d'un tel gouvernement*", a-t-il précisé. Dans un tel scénario, "*on aura un PS qui aura tous les leviers du pouvoir (...) Il va nous dire quoi? Patience, patience, patience*", a-t-il affirmé sur i>Télé, insistant: "*On va nous dire quoi? Il va falloir se serrer la ceinture*". (lexpress.fr 12.04)

On est habitué depuis des décennies à entendre ce genre de discours qui s'est toujours soldé par l'unité associant des formations ou courants politiques liés au PS, étrangers au mouvement ourvrier ou pour la plupart inféodés au régime, réclamant que l'Etat capitaliste, l'UE ou la BCE soit au service des travailleurs, que l'ONU joue son "*rôle*", etc.

Soyons lucide.

Nous sommes parvenus à une situation où il est devenu impossible de poser une revendication sociale à caractère collective sans qu'il nous soit opposé qu'elle serait incompatible avec la compétitivité des entreprises ou la survie du régime capitaliste qu'elle mettrait en danger.

Dès lors, deux attitudes sont possibles : soit on se range à ces arguments et on abandonne nos revendications fondamentales, on accompagne le capitalisme dans sa descente aux enfers, soit on les rejette au risque d'apparaître à contre-courant de tous les partis, en liant ces revendications à des objectifs politiques indispensables à réaliser pour les satisfaire, on se place résolument sur le terrain de classe du prolétariat, du socialisme.

La question est de savoir qui est ou sera en mesure de trouver une issue à cette crise du capitalisme, les capitalistes ou les travailleurs. Ceux qui se plient aux arguments de la réaction répondent les capitalistes, ceux qui les rejettent répondent les travailleurs par leur mobilisation (et organisation) révolutionnaire. Question à Besancenot : avec lesquels entendez-vous réaliser l'unité ?

L'issue à la crise du capitaliste ne peut se situer que sur le plan politique. Voilà un constat que les uns et les autres

s'emploient systématiquement à nier ou à faire passer à la trappe, à contourner de la manière qu'on a évoquée plus haut.

Question : peut-elle intervenir dans le cadre des institutions en place ou faut-il les renverser au préalable pour avancer dans cette voie ? Si on conçoit qu'elle pourrait être résolue dans le cadre du régime en place, il n'y a pas lieu de remettre en cause les institutions de la Ve République. Si maintenant on conçoit qu'elle est incompatible avec l'ordre établi, la question qui est posée à tous ceux qui prétendent combattre pour le socialisme, est de préparer les conditions qui nous permettront de renverser le régime. Quelles sont ces conditions (subjectives) ? Elever le niveau de conscience politique et organisationnel des masses exploitées. On ajoutera pour ce qui nous concerne, contruire un véritable parti révolutionnaire sur les bases du marxisme-léninisme.

Peut-on prétendre élever leur niveau de conscience politique en se contentant de revendiquer des augmentations de salaire ridiculement basses, correspondant à l'inflation (officielle), en ne proposant que des mesures d'accompagnement des licenciements, par exemple ? C'est demeurer sur le terrain de classe fixé par les capitalistes eux-mêmes.

Ne doit-on pas au contraire avancer des revendications sociales correspondant aux besoins des travailleurs sans se soucier de savoir si elles sont compatibles avec la crise ou l'existence du capitalisme ? Ne serait-ce pas le meilleur moyen de montrer aux travailleurs que la satisfaction de leurs besoins ou aspirations légitimes nécessite d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques et que c'est dans cette voie qu'ils doivent s'engager ? Question subsidiaire : pourquoi personne ne tient aux travailleurs ce langage accessible à tous ?

Mais, mais, et patati, et patata, les travailleurs ne sont pas prêts à entendre un tel discours, même formulé clairement et simplement... Mais dites-nous il semblerait qu'ils sont quand même assez nombreux à répondre à l'appel du discours radical (en apparence) de Mélenchon, donc vos réserves ou votre critique ne correspond pas vraiment à la réalité, elles reflèteraient plutôt votre propre pessimisme, avouez plutôt que vous ne croyez pas ou plus en les masses, dans le socialisme, cela nous évitera de perdre notre temps.

Nos revendications sociales renvoient à un modèle de société qui pour exister nécessite de faire table rase de la société actuelle, de l'Etat, des institutions et des fondements du capitalisme. Pourquoi ne pas organiser les travailleurs sur cette base dans cette perspective politique, sans qu'ils adhèrent à la totalité de notre programme révolutionnaire, je le précise bien que cela aille de soi ? Cela nécessiterait pour les dirigeants du POI, du NPA, de LO et d'autres formations politiques qui pourraient s'associer à une initiative allant dans ce sens, qu'ils rompent eux-mêmes leurs liens avec les capitalistes et leurs représentants, l'Etat ou les institutions, qu'ils cessent de lorgner dans le camp de notre ennemi de classe.

Actualité en titres

A des années lumières...

- Sarkozy veut les JO d'été de 2024 en France - Lexpress.fr

Trop !

- Libéralisme : ce "*grand méchant loup*" que si peu de gens connaissent vraiment - Atlantico.fr

Tartufe plébiscité par ses pairs. Impressionnant, une menace...

- Hollande: "*Si les marchés s'inquiètent, je ne leur laisserai aucune place*" - L'Expansion.com

Tartufe avec un *f* ou deux, selon que vous en redemandez ou vous n'en pouvez plus.

... finalement inutile :

- Le "*Financial Times*" vole au secours de François Hollande - LePoint.fr

Super Mario (Monti) ? S'il bouge d'un cran à gauche, ils l'assassineront, vérité et hypocrisie n'ont jamais été aussi proches que dans la bouche des gangsters de la finance.

Le vôtre !

- Quel est le pire métier du monde? - Slate.fr

Le plus vieux est honorable à côté, c'est peu dire !

Histoire de vases communicants en trois actes.

- Bâle 3: les banques ont besoin de près de 500 milliards - Lexpansion.com

- La demande en crédits va rester faible selon la BCE - Reuters

- L'Oréal accélère la cadence au 1er trimestre, le luxe brille - Reuters

Etat mafieux

- Un ministre russe soupçonné de conflit d'intérêt a gagné 9,5 millions d'euros en 2011 - AFP

Ripous : un vrai métier.

- Trois policiers mis en examen pour "*faux et usage de faux*" AFP

- Une enquête à Lille sur des "*petits trafics*" organisés par des policiers AFP

Ripoux avec un *x* au pluriel pour les affaires de complicité de proxénétisme par exemple, les deux orthographes existent.

Chat rit à mort !

- La peine de mort au Koweït pour insulte envers le Prophète ? - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

Guinée-Bissau

Une tentative de coup d'Etat était en cours jeudi soir en Guinée-Bissau: des militaires ont attaqué la résidence du Premier ministre sortant Carlos Gomes Junior, candidat à la présidentielle du 29 avril, et pris le contrôle de la radio nationale dans la capitale.

"*On a été assaillis par des roquettes RPG, on a été obligés de battre en retraite*", a déclaré un policier présent à la résidence de M. Gomes Junior, à Bissau, sans préciser la destination des occupants.

Un cordon de sécurité avait été installé par des militaires autour du palais présidentiel et des rues environnantes, sans qu'il soit possible dans l'immédiat de connaître le sort du chef de l'Etat par intérim Raimundo Pereira, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le siège du PAIGC était occupé par au moins une vingtaine de soldats.

Des violences étaient redoutées depuis plusieurs jours dans cette ex-colonie portugaise dont l'histoire est jalonnée de putschs, tentatives de coups d'Etat militaires et violences politiques depuis son indépendance en 1974.

La Guinée-Bissau est devenue en outre ces dernières années une plaque tournante du trafic de cocaïne entre l'Amérique du Sud et l'Europe.

Des militaires étaient également déployés sur les principales artères de Bissau, après qu'une dizaine d'entre eux, en armes, eurent pris le contrôle de la radio nationale en début de soirée.

Aucune radio n'émettait plus, pas plus que la télévision nationale. La ville était plongée dans l'obscurité après une coupure générale de courant.

Un peu plus tôt, l'opposition bissau-guinéenne menée par l'ex-président Kumba Yala, qui doit affronter le 29 avril au second tour de l'élection présidentielle Carlos Gomes Junior, avait appelé au boycott du scrutin, et mis en garde quiconque battrait campagne.

Les cinq principaux candidats d'opposition, dont Kumba Yala, ont appelé leurs "*militants et sympathisants à ne pas voter le 29 avril*", au nom de la "*justice*", au cours d'une conférence de presse.

Il avait dénoncé des "*fraudes massives*" au premier tour et prévenu qu'il ne participerait pas au second tour. "*J'ai dit et je le répète: je ne veux pas d'un second tour*", a-t-il encore martelé.

Carlos Gomes Junior avait obtenu au premier tour le 18 mars 48,97% des voix et Kumba Yala 23,26%.

La présidentielle a été rendue nécessaire par le décès en janvier dernier du président Malam Bacaï Sanha, mort à Paris où il avait été hospitalisé pour une maladie dont il souffrait depuis plusieurs années.

La campagne électorale pour le second tour devait débuter vendredi pour s'achever le 27 avril. (AFP 12.04)

Social

1- Grande-Bretagne

La compagnie aérienne britannique British Airways a annoncé jeudi prévoir jusqu'à 1.200 suppressions d'emplois au sein de la compagnie BMI, qu'elle doit intégrer après l'avoir rachetée à l'allemande Lufthansa.

"*Alors que nous nous efforçons de restructurer l'activité et de restaurer la rentabilité, les pertes d'emplois sont profondément regrettables mais inévitables*", a déclaré Keith Williams, le directeur général de BA.. (AFP 12.04)

2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce a atteint en janvier un nouveau record à 21,8%, confirmant que les mesures d'austérité et la crise de la dette continuent de peser sur le marché du travail.

Les coupes budgétaires imposées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) pour renflouer le pays ont déclenché une vague de fermetures et de faillites d'entreprises. (Reuters 12.04)

Economie

1- OCDE

L'OCDE recommande aux pays développés de couper leur ratio de dette sur PIB à 50% au cours des prochaines décennies pour faire face à d'éventuels chocs, dans une étude publiée jeudi.

La plupart de ces pays ont des ratios très supérieurs, nettement aggravés par les récentes crises, la moyenne OCDE dépassant 100% et le Japon 200%.

A titre de comparaison, la dette publique française s'élevait à 1.717 milliards d'euros fin 2011, soit près de 86% du PIB.

"*Assainir les finances publiques pour faire face aux conséquences de la crise, aux faiblesses sous-jacentes ainsi qu'aux pressions futures sur les dépenses publiques représente un défi majeur pour bon nombre de pays*", écrit l'Organisation de coopération et de développement économiques.

"*Il semble qu'il faudra un resserrement budgétaire important et durable dans presque tous les pays pour ramener la dette à des niveaux prudents*", poursuit-elle, en ajoutant: "*Compte tenu de la faiblesse de l'économie mondiale, la mise en œuvre d'un vaste programme de restriction budgétaire pourrait être particulièrement coûteuse.*"

2- Commerce mondiale

La croissance du commerce mondial ne devrait atteindre que 3,7% en 2012, loin des 5,4% enregistrés en moyenne au cours des 20 dernières années.

Une reprise pourrait toutefois intervenir l'année prochaine avec une croissance en volume qui atteindrait 5,6%. Ces prévisions supposent une croissance de la production mondiale de 2,1% en 2012.

Par région, les résultats des économies développés ont dépassé les attentes, avec une croissance de 4,7% en 2011, alors que ceux des économies en développement ont été moins bons que prévu, avec une croissance de 5,4%, selon l'OMC. L'OMC s'attendait à un fort ralentissement de l'expansion du commerce en 2011, après un rebond de 13,8% en 2010.

Si ces prévisions se réalisent, le volume du commerce mondial restera inférieur au niveau d'avant la crise. L'organisation basée à Genève avertit: l'Union européenne est d'ailleurs peut-être déjà en récession, alors que la croissance de la production mondiale fléchit. (lexpansion.com 12.04)

3- Banque

3.1- Les banques ont besoin de 485,6 milliards d'euros pour se conformer aux nouvelles normes de Bâle III sur les fonds propres durs, a estimé jeudi le Comité de Bâle de supervision bancaire. L'étude menée par les régulateurs auprès de 212 établissements financiers simulait une mise en place anticipée au 30 juin 2011 des nouveaux critères de Bâle III, qui doivent entrer en vigueur à partir de l'an prochain et qui prévoient des fonds propres durs (capital social et bénéfices mis en réserve) égaux à au moins 7% de leurs engagements.

Démontrant les efforts que les banques doivent encore fournir avant la mise en place définitive de Bâle III en 2019, le Comité de Bâle a rappelé que les bénéfices annualisés avants impôts des grandes banques ayant participé à l'étude étaient de seulement 356,6 milliards d'euros. Les régulateurs ont imposé en 2010 à tous les établissements des ratios de fonds propres durs d'un minimum de 7%. Pour 29 banques systémiques, les régulateurs sont allés plus loin.

Ce rapport avait conclu que les banques auraient eu besoin de 602 milliards d'euros pour respecter un ratio de fonds propres durs de 7% à fin 2009. Le manque de financement est cependant encore plus criant pour les niveaux de liquidités, avec un trou de 2.780 milliards d'euros, selon la dernière étude du Comité de Bâle. (lexpansion.com 12.04)

3.2- La demande en crédits de la part des entreprises et des ménages dans la zone euro devrait rester faible au cours des mois à venir, ce qui devrait limiter les risques inflationnistes, a indiqué jeudi la Banque centrale européenne dans son bulletin mensuel.

L'injection de plus de 1.000 milliards d'euros à trois ans par la BCE n'a pas eu d'impact spectaculaire sur la prise de crédits, consommateurs et entreprises continuant de jouer la carte de la prudence en raison du climat d'incertitudes.

Elle constate par ailleurs que la tendance voulant que les banques durcissent les conditions d'octroi de prêts se confirme.

Jeudi, également, Peter Praet, membre du directoire de la BCE, a jugé que la situation économique mondiale restait "*extrêmement compliquée*". (Reuters 12.04)

4- Marchandises, produits manufacturés, consommation.

Les ventes mondiales de smartphones vont atteindre le milliard d'unités en 2014, grâce à la demande chinoise et au lancement de modèles d'entrée de gamme, prédit Credit Suisse.

Cette année, la hausse sera d'environ 46% à 687,9 millions d'unités, avant d'atteindre 1,05 milliard en 2014, écrit la banque dans une note.

"*Nous prévoyons une solide croissance sur le marché des smartphones en Chine, qui devrait représenter 22% des ventes mondiales d'ici 2015*", soulignent les analystes dans une note. (Reuters 12.04)

5- France

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,8% en mars, en raison de la fin des soldes et des fortes augmentations de prix des produits pétroliers et alimentaires, montrent les statistiques publiées jeudi par l'Insee.

Sur un an, l'inflation ressort à 2,3% en mars. (Reuters 12.04)

Haut de page

Le 14 avril

CAUSERIE

Quelques citations.

Qui a dit : "*La Révolution est la guerre de la liberté contre ses ennemis*" ? Réponse : Robespierre, *Discours sur les principes du gouvernement révolutionnaire*, 25 déc. 1793, (Textes choisis, t. III, p. 99).

Qui a dit : "*Qu'est-ce qu'une révolution politique en général ? Qu'est-ce, en particulier, que la Révolution française ? Une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres (…) Le but de la révolution, étant de ramener au but de la société, dont on s'est écarté, est également le bonheur commun.* ". Réponse : Babeuf, dans *Le Tribun du peuple*, no 34 (Textes choisis)

A condition qu'elle soit réalisée et qu'elle profite à la majorité et non à la minorité avec laquelle la société et "*le bonheur commun*" ne saurait se confondre.

Qui a dit : "*Pour que la Révolution soit, il ne suffit pas que Montesquieu la présente, que Diderot la prêche, que Beaumarchais l'annonce, que Condorcet la calcule, qu'Arouet la prépare, que Rousseau la prémédite; il faut que Danton l'ose.* ". Réponse : Hugo, *Les Misérables*, III, i, xi.

Qui a dit : "*La révolution française a préparé indirectement l'avènement du prolétariat. Elle a réalisé les deux conditions essentielles du socialisme, la démocratie et le capitalisme. Mais elle a été, en son fond, l'avènement politique de la classe bourgeoise.* ". Réponse : Jaurès, *Histoire socialiste*, Introduction.

Osons la révolution socialiste !

On aura compris que ce schéma qui correspondait à "*l'avènement politique*" d'une classe, la bourgeoisie, est devenu obsolète et qu'il est temps qu'elle cède la place à son pendant, la classe ouvrière...

Pragmatisme.

A l'Elysée, à Matignon comme dans les ministères, les conseillers de l'UMP font leurs cartons. Depuis plusieurs semaines, ils multiplient les envois de CVs et les tentatives de recasage. Les plus influents ont déjà leur porte de sortie. Pour les autres, c'est l'incertitude. Le retour dans la circonscription auprès de « *leur* » élu pour des législatives qui s'annoncent très difficiles.

Certains élus UMP confiaient récemment au Parisien leurs craintes de voir leurs effectifs à l'Assemblée diminués des deux tiers, de 317 élus aujourd'hui à un peu plus d'une centaine. (lexpress.fr 13.04)

Questions à ceux qui appellent à voter Hollande au premier comme au second tour de l'élection présidentielle, le candidat de Wall Street.

Vous n'avez pas été foutus de vous rassembler contre Sarkozy qui était pourtant le candidat élu du parti officiel de l'ordre, malgré la mise en oeuvre de la politique la plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République, et maintenant vous voulez nous faire croire que vous aurez la volonté et la capacité de vous rassembler pour combattre Hollande, le candidat prébiscité par le Financial Times qui incarne une gauche dégénérée, corrompue, vendue aux marchés, vous nous prenez pour des naïfs ou des imbéciles ou quoi ?

Vous prétendez que la défaite serait une victoire pour les travailleurs et qu'ils pourraient s'en saisir pour se mobiliser. Là encore vous nous prenez pour des crédules ou des ignorants. Apparemment, vous n'avez semble-t-il pas constaté que les travailleurs ne se sont pas mobilisés massivement depuis plus d'un an, depuis la défaite de la mobilisation sur les retraites, qu'ils étaient suspendus à l'issue des élections dont paradoxalement ils n'attendent rien, ce qui n'a rien de contradictoire notez bien, cela témoignage simplement de leur incapacité à s'orienter politiquement, à se donner un contenu ou une perspective politique autre que ceux qu'on leur propose et dans lesquels ils ne croient pas, ils ne se mobilisent pas massivement, voteront ou s'abstiendront par fatalité ou dépit, il va en falloir beaucoup plus pour qu'ils commencent à se soulever contre le régime.

Vous oubliez aussi qu'on a déjà donné en 1981, certains nous refont le coup du "*vous allez voir ce que vous allez voir, une fois que les masses s'apercevront que le PS et ses satellites les ont trompées, elles s'en détourneront pour se tourner vers les partis qui incarnent la révolution socialiste*", chacun sait que les choses ne se sont pas du tout passées de la sorte, quelle blague criminelle, la sulfureuse ou foireuse théorie de l'imminence de la révolution des bureaucrates trotskistes qui a abouti à l'abandon du combat pour la révolution socialiste par ces partis.

Objection : les travailleurs forts de cette expérience en ont tiré les leçons. Faux, la seule leçon qu'ils en ont retirée, c'est d'avoir conforté leur conviction qu'ils n'avaient plus rien à attendre des partis PS et PCF, y compris parvenus au pouvoir, en réalité c'était déjà le cas, d'où leur attitude au lendemain des élections en 1981 lorsqu'elles sombreront dans une sorte d'apathie ou de résignation pendant de nombreuses années, pour ne pas dire jusqu'à nos jours en dehors de quelques sursauts catégoriels ou corporatistes sans développer la moindre conscience politique. Nos détracteur ont peut-être une mémoire sélective ou la

mémoire courte, cela se corrige avec un peu de bonne volonté...

La question est de savoir comment les travailleurs pourrait trouver la voie qui conduit à une mobilisation révolutionnaire, alors que tous les partis colportent des illusions dans ce régime ou aucun parti n'entend rompre avec l'Etat, les institutions et les partis qui y sont représentés et qui tous sont inféodés au capital, dont le PS.

Quelle ligne politique adopter ?

En Avril 1917, face à un gouvernement de Front populaire que Lénine caractérisera d'impérialiste, le PS n'entendant pas remettre en cause ou condamner l'agression militaire de l'impérialisme français contre les peuples irakiens, afghans, libyens, etc. donc son gouvernement méritera le même qualificatif, le parti bolchevik constatant que le gouvernement était incapable de mettre en oeuvre une politique qui permettrait de satisfaire les besoins des masses, décidera de ne pas le soutenir, il se refusera à en attendre ou à en exiger quoi que ce soit, donc à l'opposé de l'orientation du NPA et du FdG notamment. Cependant, les masses n'ayant pas encore épuisé leurs illusions dans ce gouvernement impérialiste et les bolcheviks étant minoritaires au sein des soviets, il n'en réclamera pas la chute dans ses mots d'ordre, Lénine martèlera que le parti doit continuer inlassablement à expliquer sa politique aux masses pour les aider à se détourner des mencheviks et des socialiste-révolutionnaires et à rompre avec le gouvernement, afin de les gagner dans la perspective du renversement du gouvernement et des institutions héritées de l'Ancien régime...

En février 1917, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires remirent le pouvoir à la bourgeoisie, en 2012 en France, le PS n'aura pas à se donner cette peine puisqu'elle détient déjà le pouvoir, il aura juste à faire en sorte d'assurer la stabilité du régime pour que les capitalistes continuent de vaquer tranquillement à leurs affaires... juteuses. Donc aucun soutien à un tel gouvernement. On n'en exigera rien non plus, puisqu'il servira déjà le camp de notre ennemi. Par déformation ou par un procédé d'identification conscient ou inconscient, nos adversaires prêtent volontiers au PS et ses satellites la faculté de pouvoir procéder à un dédoublement de la personnalité qui lui permettrait de servir à la fois les intérêts des capitalistes et ceux de la classe ouvrière, sans évidemment nous expliquer comment il pourrait réussir ce tour de force qui s'apparente à un tour passe-passe, une supercherie supplémentaire pour tromper les travailleurs.

Pour notre part, nous nous en tiendrons à la nature de ce gouvernement, à la politique réactionnaire qu'il appliquera forcément, sans entrer dans des manoeuvres d'appareils, ce que semblent affectionner particulièrement nos détracteurs pour lesquels les apparences comptent décidément davantage que la réalité, les illusions des masses plus que leurs propres certitudes (celle de mes détracteurs) auxquelles ils semblent ne pas tenir autant qu'ils le disent, puisqu'ils s'avèrent incapables de les défendre devant les travailleurs, à moins que leur doute concerne la capacité des travailleurs à vaincre le régime, ceci expliquerait bien cela.

Maintenant si les masses n'ont guère d'illusions sur la volonté du PS et ses satellites de changer la société, subordonnées de longue date au capitalisme il est normal qu'elles aient des illusions dans sa capacité à préserver ou améliorer leur condition dans le cadre du régime, pour cette raison, il nous faudra encore attendre avant d'exiger sa chute.

Notre tâche devrait consister à expliquer aux travailleurs que des partis, des députés et un gouvernement soumis aux besoins des capitalistes ne peut pas satisfaire leurs revendications, et que seul un parti et un gouvernement rompant avec le capitalisme et les institutions politiques du capital serait à même de les satisfaire, ce qui nécessitera que les masses s'organisent, qu'elle construisent le parti qui conduira cette politique conforme à leurs intérêts, autrement dit d'avancer sur la voie du socialisme car il n'existe aucune autre alternative sérieuse et cohérente au capitalisme.

Tenir compte du niveau de conscience politique des masses ne doit pas aboutir à s'alligner sur leurs illusions comme le font tous les partis aujourd'hui qui versent dans le trade-unionisme, les partis se transformant en syndicats en abandonnant toute perspective politique, de la même manière que prendre en compte la place déterminante du parti ne doit pas nous conduire à lancer n'importe quel mot d'ordre n'importe quand.

On pourrait ajouter que ce ne sont pas les travailleurs qui posent des revendications minimums ou grotesques, par exemple une augmentation de salaire équivalente à l'inflation qui ne reflète pas l'augmentation réelle des prix, des impôts ou des taxes, mais les syndicats qui avancent des revendications compatibles avec la survie du capitalisme. Les besoins réels des travailleurs se situent bien au-delà des miettes que les capitalistes pourraient leur concéder dans le cadre du régime. Les prendre en compte, c'est se situer strictement sur leur terrain de classe, c'est surtout les aider à se situer eux-mêmes sur ce terrain, à prendre confiance en eux-mêmes, à estimer légitimes leurs revendications, afin de briser l'idée qu'ils seraient voués à subir encore et encore de nouveaux sacrifices, au nom d'une fatalité qui a pour fonction de les maintenir dans un état de soumission permanent au capital et qui a pris utilement la forme d'une crise dont ils ne portent aucune responsabilité. L'indépendance de la classe ouvrière constitue l'enjeu de la ligne politique que nous devons lui proposer, autant que sa survie.

Quand les dirigeants syndicaux collaborent avec le patronat à la baisse des salaires via la généralisation du chômage partiel.

La négociation sur les accords de flexibilité voulus par le gouvernement et le patronat ne s'est pas achevée vendredi comme

le souhaitait le Medef, qui a finalement proposé aux syndicats de poursuivre les discussions après la présidentielle.

Le Medef espérait une quatrième séance "*conclusive*", elle aura été "*plus brève que prévue*", a commenté le négociateur du patronat Patrick Bernasconi. Celui-ci a indiqué "*entrevoir la possibilité d'un accord*" mais "il faut du temps" encore, a-t-il expliqué pour justifier un prochain rendez-vous le 16 mai.

Pour conclure un accord, l'aval de trois syndicats est nécessaire.

La CFE-CGC a salué "*l'intelligence*" d'un report après l'élection. "*Le nouveau contexte politique peut potentiellement impacter cette négociation*", estime Stéphane Lardy (FO).

"*Le Medef diffère mais ne renonce pas à ses ambitions*", estimait de son côté Agnès Lebot (CGT).

L'enjeu est de faciliter la possibilité pour les employeurs de réduire temporairement, grâce à un accord d'entreprise, le temps de travail et les salaires pour faire face à une chute d'activité, en échange d'une garantie de maintien des emplois.

Déjà possibles, ces accords, inspirés de l'Allemagne, nécessitent jusqu'à présent l'accord individuel des salariés mais ils ne sont pas sans risques pour l'entreprise. En cas de refus d'un salarié, celle-ci doit en effet justifier le motif économique du licenciement et, à partir de dix licenciements, déclencher un plan social.

Du côté du salarié, ces accords dénoncés par la CGT et FO comme un "*chantage à l'emploi*", n'offrent aucune garantie d'emploi. "*Ce qui manque aujourd'hui, c'est la protection du salarié*", "*on négocie pour éviter ce qui est arrivé à Continental*", a rappelé vendredi la CFTC.

Les syndicats ouverts à la négociation (CFDT, CFTC, CFE-CGC) saluent des "*avancées*" du Medef, qui a ouvert pour la première fois la porte à certaines de leurs revendications.

Le projet d'accord "*compétitivité-emploi*" est rebaptisé "*sauvegarde de l'activité et de l'emploi*". "*La discussion est ainsi mieux ciblée sur le cas des entreprises connaissant des difficultés conjoncturelles*", commente Joseph Thouvenel (CFTC).

Le patronat promet d'accepter de discuter de "*sanctions*" en cas de non-respect de l'accord par l'entreprise et de la question d'un "*parallélisme*" de l'effort à consentir par les actionnaires. Les syndicats demandent la suspension de leurs dividendes pendant le temps de l'accord.

Pour les salariés concernés, les "*obligations familiales*" seront à prendre en compte, affirme également désormais le patronat.

La qualification de la rupture du contrat du salarié en cas de refus reste le principal point d'achoppement. Même remodelée, la proposition du Medef d'une rupture "*sui generis*" ne satisfait aucune organisation.

Pour la CGT, cette troisième voie proposée, entre le licenciement pour faute et le licenciement économique, ne sert qu'à "*sécuriser la procédure de licenciement pour le patronat*" pour "*contourner le licenciement économique*".

La CFTC et la CFE-CGC proposent qu'en cas de refus multiples, les licenciements n'entraînent pas l'obligation d'un plan social. Le Medef a promis de "réécrire" l'article.

"*Nous cherchons tous la porte de sortie juridique*", a résumé Marie-Françoise Leflon (CFE-CGC). (AFP 13.04)

Vous aurez remarqué que cette soi-disant négociation a été voulue par le patronat et le gouvernement qui en ont fourni le cadre et le contenu, l'objectif, obtenir une baisse du coût du travail en faisant appel au chômage partiel chaque fois que les capitalistes l'estimeront nécessaire, donc selon leur bon vouloir, leur diktat faisant loi, et que tous les syndicats ont accepté de participer à cette mascarade.

Quand les dirigeants des syndicats acceptent de se placer sur le terrain que les exploiteurs ont défini eux-mêmes, le leur évidemment, cela signifie qu'à l'arrivée les intérêts des travailleurs seront une nouvelle fois bradés.

Pourquoi faut-il rompre avec la BCE, l'UE et éventuellement l'euro ?

La loi de 1973 est adoptée le 3 janvier sur proposition du gouvernement de Pierre Messmer, Georges Pompidou étant président et Valéry Giscard d'Estaing ministre des Finances.

Lorsqu'ils évoquent la «*loi de 1973*», ses adversaires se réfèrent en fait à son article 25, selon lequel «*le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France*». «*En clair, l'Etat ne peut plus retirer d'argent auprès de cette dernière comme s'il avait une carte de crédit*», explique l'économiste Alexandre Delaigue (chroniqueur pour Libération).

Est-il possible d'abroger la loi de 1973 ?

Non, car... c'est déjà fait. L'intégralité du texte a été abrogée en 1994, dans le cadre de l'application du traité de Maastricht. Ce dernier reprend toutefois l'interdiction en son article 104 : «*Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres […] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux [...] administrations centrales des États membres*». Disposition reprise dans les traités ultérieurs, jusqu'à celui de Lisbonne, qui régit aujourd'hui le fonctionnement de l'Union. C'est donc de ce cadre qu'il faudrait s'extraire pour monétiser librement sa dette. (liberation.fr 13.04)

La question essentielle n'est pas quelle monnaie ou quelle banque centrale, mais pour qui, qui détient le pouvoir, les capitalistes ou les travailleurs ?

Toutes les voies mènent à la lutte de classe.

La candidate de Lutte ouvrière (LO) à l'Elysée Nathalie Arthaud indique, dans une interview au Monde publiée vendredi, être arrivée à Lutte ouvrière "*par le catholicisme*". (AFP 13.04)

Personnellement je suis arrivé au militantisme à 21 ans, d'une part parce que je rejetais la société telle qu'elle était, l'idée de devoir reproduire le mode de vie de mes parents qui étaient des travailleurs pauvres était un véritable cauchemar, d'autre part, après avoir été conduit à épouser les paradis artificielles pour mieux supporter ma condition misérable, j'ai compris que cette voie pouvait soulager ma peine ou mettre mes angoisses entre parenthèses temporairement, mais qu'en aucun cas elle ne pouvait constituer un moyen pour changer le monde.

ATTAC, une officine au service du capital.

Selon Dominique Plihon, économiste et président du Conseil scientifique d'ATTAC, «*il est normal de dire que la Banque centrale n'a pas à financer directement les Etats quand tout va bien. En revanche, elle doit le faire en temps de crise*». (liberation.fr 13.04)

Ils l'aiment la BCE, ils ne peuvent pas s'en passer, le vrai visage d'ATTAC.

Quand on analyse les rapports qui existent entre un parti et l'Etat ou entre un parti et les différentes classes qui composent la société, ce qui doit ressortir pour en tirer un enseignement, c'est la tendance générale qui se dégage de ces rapports et non un ou des faits extraits de leur contexte pour définir la nature de ces rapports qui permet ensuite de caractériser ce parti.

ATTAC est dirigée par une floppée de staliniens ou staliniens repentis qui n'ont jamis renié complètement le stalinisme, un pur hasard sans doute.

Quand l'essentiel passe sciemment à la trappe.

Informations ouvrières (IO n°195 page 14) donne la parole à un membre du bureau national du POI, apparemment à un stalinien repenti... à contre-coeur semble-t-il, qui a cru bon d'écrire un article dans lequel il s'emploie à voler au secours de dirigeants staliniens, Thorez, Marty, Tillon, Duclos, Lecoeur, Vermeesch, estimant que "*l'attitude du PCF est pleine d'ambiguïté* à propos de sa position sur la guerre d'Algérie, et devrait pour cette raison profiter du bénéfice du doute, à partir de morceaux choisis de l'épopée sordide de ces dirigeants traitres au mouvement ouvrier.

En réalité, le PCF n'a fait que louvoyer entre la nécessité pour lui de soutenir la politique du Kremlin, dont il était devenu une agence dès le milieu des années 20, et celle de soutenir sa propre bourgeoisie, le tout en devant continuer d'apparaître comme un parti ouvrier, contradiction insoutenable, tâche impossible à accomplir sans se mettre forcément à dos l'un ou l'autre de ces acteurs.

Peu importe les positions qu'il a pu être amené à adopter à un moment ou un autre, les dirigeants du PCF ont toujours agi en contre-révolutionnaire, ils ont toujours été guidés par l'objectif d'interdire à la classe ouvrière de renouer avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe et de construire un véritable parti communiste. Qu'ils aient adopté ici ou là des positions correctes ne change absolument rien sur le fond, c'était toujours pour le compte des raisons évoquées plus haut.

Depuis que les staliniens ont pris la direction du PCF, jamais ils n'ont développé une ligne politique conforme au socialisme, en fonction des circonstances ils ont défendu une politique correspondant aux besoins de la politique internationale du Kremlin, de leur propre bourgeoisie ou de leur appareil, et lorsqu'il leur est arrivé de prendre des mesures ponctuelles et limitées conformes

aux intérêts des travailleurs, ce fut toujours sous la contrainte des masses, tandis que leur orientation politique n'avait pas changé sur le fond.

C'est ce qu'il faut retenir pour caractériser précisément la nature de ce parti, son orientation générale, au lieu de procéder par abstractions successives pour redorer son blason et lui trouver des circonstances atténuantes ou des excuses. Honte à ceux qui se livrent à cet exercice criminelle !

Voilà qu'après Bakounine (contre Marx et Engels), les dirigeants trotskistes du POI se font les complices de la réhabilitation du stalinisme (contre Lénine et Trotsky), on n'est décidément pas au bout de nos surprises. Surprises, si l'on veut...

On retiendra quand même au titre de ce qui nous paraît essentiel dans la lutte des classes, que ce n'est pas le PS et le PCF au pouvoir en 1936, puis après la guerre, qui donneront leur indépendance aux Algériens, mais un certain général de Gaulle devenu président de la Ve République. Pour le coup, si l'on suit le raisonnement de l'auteur de cet article, on devrait crier : Vive de Gaulle !

Enfonçons le clou, il n'y a rien d'étonnant à ce que la plupart des dirigeants du PCF se disent aussi gaullistes, comme ceux du PS d'ailleurs, là non plus cela ne tient pas de n'anecdote ou du hasard ou qui sait d'une malencontreuse coïncidence, mais correspond parfaitement à leurs intentions et à leur engagement politique... contre-révolutionnaire.

Achevons le boulot pendant qu'on y est. Comment exliquer que la décolonisation ne s'est pas faite sous des gouvernements de ces partis, sinon qu'ils soutenaient leur propre bourgeoisie qui était farouchement contre. N'est-ce pas là l'essentiel qu'il faut retenir ? Les uns et les autres refont l'histoire à leur convenance et personne ne devrait réagir, mais à quel degré de décomposition en est arrivé le mouvement ouvrier ?

Pour rappel, vérifions quand même que je ne fabule pas, (La France de 1945 à nos jours - Évolution politique, économique, sociale et culturelle - Cned – Académie en ligne -sur Internet) :

- "*... lors des élections à l'Assemblée constituante qui ont lieu ce même 21 octobre 1945 : le PCF avec 26,1 % des suffrages exprimés devient la principale force politique française, le MRP fait une percée flamboyante (23,8 %) et les socialistes obtiennent un score honorable (23,3 %). La gauche triomphe et remporte 80 % des sièges tandis que la droite s'écroule et n'obtient que 15,6 % des voix (43,4 % en 1936).*"

Avec 80% des sièges à l'Assemblée constituante, le PCF et la SFIO (PS) n'ont pas été foutus de donner l'indépendance aux colonies, pas davantage d'avancer vers le socialisme. C'est cela l'essentiel, tout le reste est secondaire et devrait être traité comme tel.

La politique n'est pas une affaire personnelle, mais hélas, c'est ainsi que de nombreux militants la perçoivent, ne les jugeons pas, ils ont déteint sur leurs dirigeants il faut croire.

Actualité en titres

Leur société sécrète la violence.

- 67.161 détenus dans les prisons françaises au 1er avril, nouveau record - AFP

- Mutinerie à la prison de Vezin-le-Coquet: 5 ans ferme pour les meneurs - 20minutes.fr

- Nouveau règlement de comptes à Marseille, le deuxième en 24 heures - AFP

- Dans le Nord, petits arrangements avec la loi dans trois commissariats - LeMonde.fr

- Règlements de comptes sur l'île de Beauté - 20minutes.fr

- Métro parisien: Un homme menace les voyageurs avec une arme - 20minutes.fr

- Le député Patrick Braouezec agressé en pleine rue à Saint-Denis - 20minutes.fr

Le bonheur des uns...

- Le patron d'Exxon a gagné près de 35 millions de dollars en 2011 - Reuters

- Les Grecs vont se serrer la ceinture pour les fêtes de Pâques - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Portugal

Le Portugal a ratifié vendredi par voie parlementaire le pacte budgétaire européen qui a fait de la discipline et de la rigueur les principaux instruments pour lutter contre la crise de la dette.

Le parlement portugais a également approuvé le Mécanisme européen de stabilité (MES), destiné à soutenir les pays de la zone euro qui, comme le Portugal, connaissent des difficultés financières.

Le Portugal est devenu ainsi le deuxième pays après la Grèce à ratifier le pacte et le MES, Athènes les ayant approuvés fin mars.

Le vote au parlement portugais n'a posé aucun problème dans la mesure où la coalition de droite, qui dispose d'une confortable majorité, a été soutenue par l'opposition socialiste même si, à l'instar de ses homologues européens, les socialistes portugais estiment que le pacte n'évoque pas assez les mesures en faveur de la croissance et de l'emploi.

Le gouvernement portugais s'est dit "*particulièrement satisfait*" du consensus affiché au parlement par "*près de 90%*" des élus et a souhaité que ses partenaires européens ratifient ces traités "*avec des majorités aussi larges*". (AFP 13.04)

La réaction sert les rangs, c'est la moindre des choses. Pendant ce temps-là, l'air de rien, le plus tranquillement du monde, à croire qu'ils s'en foutent complètement, il y en a encore pour mettre en avant le front unique avec les partis pourris de l'Internationale socialiste. Vive Ben Ali et Moubarak (dont les partis en faisaient partie) ! Et dire que cela ne choque même pas nos anticapitalistes, c'est à se demander franchement ce qu'ils ont dans la tête.

Vous comprenez pourquoi la caractérisation des partis issus de la social-démocratie nous divise... On y reviendra.

Social

1- France

1.1- Liquidation de la Sernam.

Geodis a été retenu vendredi, sans surprise, pour une reprise partielle du transporteur Sernam, avec un peu plus de 800 postes qui pourraient être sauvés sur un total de 1.400.

Le tribunal de commerce de Nanterre a ordonné "*la cession des actifs et des activités de la société Sernam Services aux sociétés Calberson SAS et BMVirolle*", selon une copie du jugement que s'est procurée l'AFP.

Ancienne filiale de la SNCF, le spécialiste de la messagerie avait été privatisé en 2005 et acquis par le fonds Butler Capital. Mais il n'a pas résisté à la concurrence exacerbée du secteur, combinée à la crise économique.

Geodis/Calberson propose "*la reprise de 622 emplois a minima, auxquels pourront s'ajouter 37 emplois sous réserve de l'acceptation par les salariés les occupant d'une modification de leurs contrats de travail relativement à leur lieu de travail*", détaille le tribunal.

S'y ajoutent "*45 postes de travail destinés aux salariés du siège*" de Sernam, 65 postes pour les salariés de sa filiale Aster, ainsi que 62 postes repris par BMV.

Sernam compte encore 1.441 employés, contre 1.600 fin janvier, après les départs liés aux difficultés de l'entreprise.

Geodis avait accepté mardi de mettre davantage sur la table pour la reprise du fonds de commerce de Sernam: 500.000 euros contre 50.000 euros initialement, selon lui (certaines sources ont évoqué une somme de départ de 96 euros), auxquels s'ajoutent 250.000 euros proposés par BMV, sa filiale à 30%.

La marque Sernam ne devrait pas être conservée, Geodis souhaitant intégrer ses activités dans celles de sa filiale Calberson.

Tous les sites d'exploitation ne seront pas repris et pour les salariés non concernés par l'offre de reprise, une cellule de reclassement sera mise en place.

"*Tout le monde est inquiet, on ne sait pas encore qui est repris et qui est licencié*", a témoigné Marie Jego, salariée de l'agence de Reims, l'une des 52 agences Sernam. "*Ca fait mal de voir disparaître Sernam*".

"*Après tous les effort consentis depuis 40 ans, c'est déplorable, on est en colère*", a réagi pour sa part Alain Delpuech, délégué CGT.

La SNCF, où la rotation des salariés est importante, estime à environ 500 les postes qui pourraient correspondre à des profils d'employés de Sernam.

«*C'est joli sur le papier, mais ce ne sont que des promesses*», s'inquiète Patrice Clos, du syndicat Force ouvrière (FO).
Le gouvernement a également mis en place une Bourse de l'emploi avec d'autres transporteurs. «*On devrait recaser tout le monde sans trop de problèmes. La livraison de colis est non délocalisable, l'activité du Sernam va donc se recréer ailleurs*», assure-t-on au ministère des Transports. FO n'y croit pas. Gérard Dutreuilh, délégué CFDT, est plus optimiste : «*J'espère que les acteurs du secteur vont se mobiliser.*»

Les camionneurs sont sur le fil du rasoir, comme l'illustre la sortie de route de Mory, numéro 2 français de la messagerie, repris en novembre par le fonds Caravelle avec 4 200 licenciements à la clé. Pour l'année 2012, c'est l'«*incertitude*», explique Nicolas Paulissen, délégué général adjoint de la Fédération nationale des transports routiers. «*Les prix stagnent et les coûts augmentent. C'est l'effet ciseau. Et il faut ajouter à cela la volatilité des prix de l'essence…*» se lamente-t-il.

Les mois de janvier et février ont connu une forte hausse des défaillances d'entreprises, surtout chez les PME. (liberation.fr et AFP 13.02)

A l'arrivée, il risque d'y avoir des centaines d'ouvriers qui vont rester sur le carreau, et le délégué FO s'exclame guilleret c'est "*joli*", on se demandera ce qu'il lui faudrait pour que cela soit laid ou insupportable, qu'il soit viré à son tour par exemple ?

1.2- Etat carcéral.

Le nombre de détenus dans les prisons françaises a atteint un nouveau record historique le 1er avril, avec 67.161 personnes incarcérées, selon les statistiques mensuelles de l'Administration pénitentiaire (AP) publiées ce vendredi. (20minutes.fr 13.04)

2- Italie

Des milliers de manifestants ont défilé sous la pluie vendredi dans le centre de Rome pour dénoncer la réforme des retraites du gouvernement de l'ancien commissaire européen Mario Monti, adoptée en décembre dernier.

La CGIL, la principale centrale syndicale du pays, avait appelé à cette manifestation avec la CISL et l'UIL, deux confédérations plus modérées.

Cette mobilisation illustre un mécontentement grandissant contre les réformes économiques du gouvernement de "*techniciens*" formé à la fin de l'an dernier par Mario Monti pour faire face aux défis budgétaires.

"*Ce sont des technocrates qui jonglent avec les chiffres sans se rendre compte que, derrière ces chiffres, il y a la vie de millions de gens*", a déclaré l'un des manifestants, Antonio Lupano, 58 ans, ancien ouvrier du livre aujourd'hui à la retraite.

La ministre du Travail, Elsa Fornero, estime que 65.000 salariés prenant une retraite anticipée seront affectés par les réformes en cours, qui relèvent notamment l'âge légal de la retraite dans certains secteurs.

Elle affirme que les amendements au projet originel permettront d'assurer une couverture sociale adaptée à toutes les personnes concernées. Mais pour les syndicats, ce sont 300.000 salariés qui risquent de se retrouver du jour au lendemain sans emploi ni retraite.

Le mécontentement est également nourri par le projet de loi sur la réforme du code du travail italien, que le gouvernement souhaite faire adopter avant l'été et qui prévoit un assouplissement des règles de licenciement. (Reuters 13.04)

Economie

1- Banque, institutions financièrex, multinationales.

1.1- Selon un document déposé auprès de l'autorité boursière, la Securities and Exchange Commission (SEC), le PDG de Goldman Sachs Lloyd Blankfein a perçu une rémunération globale de 16,2 millions de dollars l'an dernier, en augmentation de 14,5% par rapport à 2010. (Reuters 13.04)

1.2- JPMorgan Chase a annoncé vendredi une baisse de 3% de son bénéfice net trimestriel, malgré la reprise récente dans le trading et les fusions-acquisitions mais une augmentation de son bénéfice par action, conséquence des rachats de titres effectués ces derniers mois.

La première banque américaine par l'actif a publié au titre du trimestre janvier-mars un résultat net de 5,4 milliards de dollars (4,1 milliards d'euros).

Wojtek Zarzycki, responsable de l'investissement chez Optimal Investing à Toronto, souligne que l'action a tellement monté au premier trimestre - elle est en hausse d'environ 30% depuis le début de l'année - qu'elle risque de ne pas beaucoup évoluer à court terme. (Reuters 13.04)

1.3- Wells Fargo a annoncé vendredi une hausse de son bénéfice au premier trimestre, à la faveur de résultats solides dans le crédit immobilier et d'une diminution des provisions pour créances douteuses et irrécouvrables.

La quatrième banque américaine a fait état d'un bénéfice net de 4,25 milliards de dollars. Le produit tiré des crédits immobiliers, dont Wells Fargo est le leader aux USA, a représenté 2,8 milliards de dollars.

"*Wells Fargo a livré des résultats exceptionnels au premier trimestre, grâce à une forte croissance de nos revenus*", commente le directeur général John Stumpf dans un communiqué. (Reuters 13.04)

1.4- Le directeur général d'Exxon Mobil, Rex Tillerson, a reçu une rémunération globale de 34,9 millions de dollars (26,5 millions d'euros) l'an dernier, soit 20% de plus qu'en 2010, annonce le groupe pétrolier américain dans un document boursier. Le patron du pétrolier concurrent Chevron, John Watson, s'est vu attribuer 24,7 millions de dollars, soit une augmentation de 52%. (Reuters 13.04)

1.5- La Banque de France (BdF) a enregistré en 2011 un bénéfice net de 1,57 milliard d'euros, en chute de 38%, un recul essentiellement attribuable à la mise en réserve d'une part importante du résultat pour renforcer la structure financière de l'établissement.

Le résultat d'exploitation atteint ainsi le plus haut niveau de l'histoire de la banque, à 5,65 milliards d'euros (+25%), en grande partie alimenté par la forte augmentation des placements à long terme, "*en raison notamment des opérations de politique monétaire exceptionnelles menées par l'Eurosystème en réponse à la crise financière*", selon un communiqué publié vendredi.

"*En intervenant pour faire face à la crise, les banques centrales se sont exposées à un certain nombre de risques, à commencer par ceux qui sont liés à l'expansion de leur bilan*", souligne l'établissement.

L'actif a progressé de 228 milliards d'euros (+47%), à 709 milliards.

"*Nous avons plus de revenus, mais nous avons aussi plus de risques*", a expliqué le gouverneur, tout en insistant sur le fait que les risques "*pouvaient venir de toutes les parties (du) bilan*", y compris des actifs autres que la dette souveraine.

"*Il n'y a pas de risques identifiés*", a-t-il néanmoins tempéré. "*Sinon, on aurait passé des provisions*", a-t-il expliqué.

Le Conseil général de la banque a décidé de verser un dividende de 877 millions d'euros à l'Etat, qui s'ajoute au paiement de 2,014 milliards au titre de l'impôt sur les sociétés. (AFP 13.04)

Ils ont augmenté les risques sans recourir à des provisions pour se couvrir, mais surtout pour présenter un bilan convenable permettant de reverser quelque 3 milliards d'euros à l'Etat, donc améliorer le bilan de ce dernier...

2- Espagne

Les banques espagnoles ont emprunté un montant record de 316,3 milliards d'euros auprès de la Banque centrale européenne (BCE) en mars, les établissements du pays étant de fait exclus des marchés de gros, annonce vendredi la Banque d'Espagne.

Le total du mois dernier est presque deux fois supérieur à celui de février, qui, à 169,8 milliards d'euros, constituait déjà un record.

A la suite de ces données, le rendement des obligations espagnoles est reparti à la hausse, de 11 points de base, à 5,93%, entraînant dans sillage le rendement italien.

"*Des coûts de financement élevés et un accès inégal aux marchés risquent de poser de sérieux défis aux banques espagnoles pendant un certain temps, qui viennent s'ajouter à la pression que feront peser sur les bénéfices des charges de dépréciation plus sévères, des exigences en capital plus élevées et un environnement plus difficile*", avait souligné Fitch dans un note publiée mercredi.

Le gouvernement espagnol a demandé début février aux banques de lever 50 milliards d'euros supplémentaires afin de se protéger des conséquences de la crise immobilière.

Les banques espagnoles et celles d'autres pays dits périphériques ont pu résoudre leurs difficultés de financement à court terme grâce aux deux opérations de refinancement à trois ans lancées en décembre et en février par la BCE, pour un total de plus de 1.000 milliards d'euros.

Mais, l'effet de ces mesures semble s'estomper, et avec la décision de ne pas respecter son objectif de déficit budgétaire 2012, la situation des comptes de l'Espagne revient sur le devant de la scène. (Reuters 13.04)

Haut de page

Le 15 avril

CAUSERIE

Rectificatif. Dans ma causerie d'hier, à propos du soutien du *Financial Times* à Hollande, il fallait lire la City et non Wall Street.

Ma connection Internet est toujours trop lente pour visualiser correctement des vidéos, sauf à certaines heures, j'ai ainsi pu voir en direct quelques morceaux du meeting de Mélenchon à Marseille. Un succès assurément, je ne parle pas du contenu de son discours digne d'un secrétaire général du PCF, mais de la participation.

La différence entre un meeting de Mélenchon et un meeting de ses concurrents de gauche, c'est que ces derniers emploient la terminologie de leur parti car ils s'adressent principalement à leurs propres militants dans la salle ou en plein air, alors que Mélenchon emploie un langage davantage populaire tout en faisant passer sa politique.

Mélenchon l'ilusionniste mérite bien qu'on le traite de populiste, démagogue manipulateur des masses, il en a encore fait la démonstration hier à Marseille en mettant en scène sa chère "*patrie*" et son cher "*drapeau*", celui des Versaillais, de la réaction.

Il n'y a pas de "*troisième voie*" possible entre le capitalisme et le socialisme. Le programme du FdG consiste à réhabiliter le réformisme mort et enterré depuis le début des années 80, réformisme financé précédemment dans les pays dominants par l'exploitation à outrance des masses des pays dominés, soutenu et encouragé par nos braves révolutionnaires internationalistes ayant cessé de combattre pour la révolution socialiste et qui appelleront logiquement à voter Mitterrand en 81.

Une fois passé l'enthousiasme aveugle suscité par ses discours lors de la campagne électorale, il est fort probable que la baudruche du FdG se dégonfle au lendemain des législatives aussi rapidement qu'un soufflé met à retomber quand il refroidit, non sans entraîner quelques difficultés à leurs dirigeants aux prises avec leurs bases... Comment pourrait-il en être autrement le PG n'ayant aucune assise ou si peu au sein de la classe ouvrère, et le PCF n'inspirant pas vraiment confiance aux travailleurs qu'ils n'ont pas l'intention d'organiser pour les dresser contre le régime.

Le PG a été fondé pour faire barrage au POI principalement, accessoirement au NPA. Il a repris la méthode du POI en se tournant vers les adhérents et les élus du PS et du PCF qui ne se reconnaissaient plus dans ces partis. Il a repris à son compte les principaux thèmes des satellites du PS, le PCF et EE-Les Verts, mais aussi du POI, il a littéralement vampiriser ces partis pour les affaiblir pour le compte... du régime en place.

De nos jours, le réformisme rimant avec impasse ou impuissance sert les intérêts de la réaction à moyen et long terme, dans la mesure où il sert essentiellement à renforcer l'idée dans la tête des travailleurs que finalement il est impossible de changer la société, même à la marge. Après avoir ranimé chez des millions de travailleurs l'espoir qu'une vie meilleure était possible, la chute, le désespoir ou la dépression qui s'en suivra n'en sera que plus brutale ou violente, une fois totalement désarmé et

abandonné à leur sort, le terrain étant déblayé, libre pour la réaction, il ne restera plus au capital qu'à passer à l'offensive.

Le réformisme, qui autrefois pouvait jouer un rôle progressiste dans la lutte de classe en ouvrant la voie à la mobilisation des masses, s'est asséché, vidé de sa substance, un cadavre, il lui fallait un tribun de talent pour donner l'illusion qu'il pouvait renaître de ses cendres en s'appuyant comme toujours sur les attentes et l'ignorance des masses et des militants gangrenés par des décennies de collaboration de classes et l'impossibilité d'entrevoir l'avenir au-delà du capitalisme, il l'a trouvé dans la personne de Mélenchon.

Le socialisme découle du développement historique du capitalisme qui a connu plusieurs phases et étapes depuis le XIXe siècle. Au cours du XXe siècle, il a connu une évolution à l'échelle mondiale, tant sur le plan économique que politique, modifiant à plusieurs reprises les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes.

Certains rapports économiques issus du développement du capitalisme entre la moitié du XIXe et le dernier tiers du XXe siécle ont connu des bouleversements tels qu'il n'est plus possible de les considérer de la même manière, sauf à le nier, à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, à défaut pour la classe ouvrière de trouver les moyens de se doter d'une nouvelle direction politique pour en finir avec le capitalisme.

Jusqu'à il y a peu, les pays dominants produisaient et exportaient vers les pays dominés. Puis, les pays dominés se sont mis à produire et à exporter vers les pays dominants. Ensuite, les pays dominés ont continué à produire tout en développant leur marché intérieur ou régional. J'ai volontairement laissé de côté l'extraction des matières premières pour simplifier notre démonstration. Jusqu'à présent le coût du travail ou le coût de production dans les pays dominants trouvait une correspondance dans le niveau de vie des travailleurs. Pour faire court, disons qu'au niveau des salaires correspondait un niveau de consommation de marchandises et services. Ces marchandises étant dorénavant produites dans des pays où le niveau de vie moyen de la population est plus bas que dans les pays dominants, elles sont produites à un coût plus bas que dans les pays dominants. Ces marchandises moins chères et dégageant un énorme profit peuvent être commercialisées dans les pays où elles sont produites et trouver preneur auprès de la classe moyenne en pleine expansion ou chez les travailleurs qui ont de plus en plus accès au crédit, processus qui se trouve amplifié par la démographie favorable au pays où la production est concentrée. Petit à petit, la production de ces marchandises est abandonnée dans les pays dominants, car trop coûteuse ou pas suffisamment rentable.

La mise en concurrence des travailleurs du monde entier dans pratiquement tous les secteurs économiques a pour conséquence de privilégier la production dans les pays où le coût de la force de travail est le plus bas. Maintenant, pourquoi cela devrait-il impliquer une régression du niveau de vie des travailleurs dans les pays dits développés ? Il pourrait en être autrement si le coût réduit de la production dans les pays émergents était répercuté sur le prix de vente des marchandises en occident, mais ce n'est pas le cas, les capitalistes s'alignant sur les prix pratiqués dans les pays dominants pour engranger des profits gigantesques ; on pourrait concevoir que les prix des mêmes marchandises pourraient être divisés par 2 ou 3, voire davantage encore, mais il est difficilement concevable d'imaginer que les capitalistes décideraient de se passer de cette opportunité extraordinaire au profit des travailleurs, ce ne sont pas des philanthropes.

Ceux qui prônent le partage des richesses avant même d'avoir liquidé le capitalisme, oublient ou feignent d'oublier la nature du capitalisme qui s'oppose à l'idée de justice sociale. Leurs désirs auraient force de loi, alors que ce sont les rapports sociaux de production qui la déterminent

De plus, menant une lutte de classe féroce, y compris entre eux, les capitalistes ne sont pas disposés à s'asseoir sur des profits si facilement gagnés. Leur approche stratégique du marché (mondial) pour en tirer le maximum de profit est différente d'un continent à l'autre. Prenons un pays comme la France. Comment s'y prenne-t-il pour en prendre le contrôle et imposer leur objectif ?

Ils commencent par vendre un produit moins que leurs concurrents qu'ils conduisent à la faillite ou qu'ils rachètent. Le consommateur qui économise sur l'achat d'une marchandise se retrouve donc avec une somme d'argent inutilisée (provisoirement). Les capitalistes peuvent estimer que cette somme est superflue, leur objectif n'est pas que les producteurs s'enrichissent ou vivent mieux. Quelque part cela signifie qu'ils pourraient continuer de vivre comme avant avec un salaire moindre, leurs salaires sont trop élevés puisqu'ils dépensent moins et économisent ou peuvent s'acheter quelque chose d'autre dont ils se passaient entre très bien hier. Il faut donc trouver le moyen de leur prendre cette masse d'argent superflue, même si elle est infime, sur le volume cela représentera des milliards d'euros ou de dollars sur lesquels les capitalistes entendront mettre la main, les politiques d'austérité mises en place y contribueront utilement par exemple.

Puis les prix de ces produits se remettent à augmenter prenant à la gorge ceux qui ont vu entre temps leur rémunération stagner ou diminuer, s'ils ne sont pas trop endettés, il leur restera ce recours pour continuer de vivre comme avant, en sacrifiant forcément autre chose au passage, la nourriture, la santé, la culture ou les loisirs, etc., dans tous les cas de figure ils se seront appauvris.

Par ailleurs, le développement de la production capitaliste ne peut qu'aiguiser la lutte des classes dans les pays où la main d'oeuvre est particulièrement bon marché, les producteurs exigeant leur part de la plus-value dégagée par la mise en oeuvre de leur force de travail, ce qui se traduira par des hausses de salaires qui leur permettront d'accéder à des secteurs du marché dont

ils étaient exclus jusqu'à présents, alimentant ou permettant au marché intérieur de croître.

Du point de vue des capitalistes, un consommateur chinois à plus de valeur qu'un consommateur occidental, même si ce dernier à un niveau de vie supérieur, car le consommateur chinois est également le producteur le plus exploité qui dégage le plus de profit, là encore, ce qu'ils perdent en profit du fait que les marchandises sont vendues à un prix plus bas, ils le regagnent sur le volume avec un marché de plus d'un milliard de consommateurs potentiels, sans compter leurs semblables dans la région, Inde, Pakistan, Bangladesh, Indonésie...

Autre avantage du travailleur/consommateur chinois ou son semblable pour les capitalistes, il n'a pas l'expérience et donc la culture du consommateur occidental, il achète n'importe quoi sans être trop regardant sur le rapport qualité/prix, c'est que j'observe en Inde. Mieux encore, en Chine ou en Inde l'inflation est galopante, les travailleurs qui achètent un bien d'équipement doivent obligatoirement passer par un emprunt à un taux prohibitif qui enrichissent les banquiers ou les organismes de crédit.

En conclusion, on aura compris que les travailleurs/consommateurs des vieux pays capitalistes ne présentent plus aucun intérêt pour les capitalistes qui lorgent du côté de la Chine, de l'Inde, du Brésil, du Mexique, de l'Argentine, etc. où le marché se développe et leur promet des profits mirobolants à court et moyen terme.

Au cas où nous ne parviendrions pas à renverser le capitalisme en Europe, les travailleurs sont voués à connaître une paupérisation croissante. Pourquoi la BCE est-elle si attachée à la maîtrise de l'inflation ? Afin d'éviter des hausses de salaires en premier lieu, ensuite parce qu'à la stagnation ou à la baisse des prix correspond la baisse de la valeur de la force de travail qui permet aux capitalistes de continuer à accumuler des profits.

En gros, plus le prix d'une marchandise baisse, moins il faut d'argent pour l'acquérir, donc il serait possible de l'acquérir avec un salaire plus bas. Plus les salaires sont élevés, plus il est possible de couvrir vos besoins, y compris des besoins superflus ou qui n'existait pas hier encore. La stagnation ou la baisse des salaires vous conduit à restreindre vos dépenses, donc à faire l'impasse sur certains besoins, à vous priver. Au prix de vente de votre force de travail correspond à ce qui est socialement nécessaire pour la reproduire, formule qui signifie que votre salaire correspond grosso modo à ce qui est nécessaire pour satisfaire vos besoins élémentaires, voire au-delà, habitation, alimentation, habillement, etc. Le prix de vente de votre force de travail tend naturellement en régime capitaliste à correspondre au minimum nécessaire pour la reproduire.

C'est ce facteur déterminant que les capitalistes ont en permanence en ligne de mire dans le combat qu'ils mènent contre le prolétariat mondial. Les capitalistes font la chasse à tout ce qui est superflu selon eux et qui se situe au-delà de ce minimum vital. En développant la production dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché, ils s'en rapprochent, alors qu'ils s'en écartent en produisant en Europe.

Cette tendance devrait se renforcer dans les années à venir... Les capitalistes considèrent désormais le prolétariat européen comme un boulet inutile ou nuisible à leurs intérêts, dont il faut se séparer ou saigner à blanc de manière à maintenir ou augmenter leurs profits. (A suivre)

Un petit creux, c'était samedi hier, on va se faire quelques citations pour se détendre (http://www.evene.fr/citations/).

Albert Einstein

- « *Ceux qui aiment marcher en rangs sur une musique : ce ne peut être que par erreur qu'ils ont reçu un cerveau, une moelle épinière leur suffirait amplement.* »

Ou un tube digestif !

- « *La possession de merveilleux moyens de production n'a pas apporté la liberté, mais le souci et la famine.* »

D'où la nécessité d'exproprier ceux qui les possèdent.

- « *L'enseignement devrait être ainsi : celui qui le reçoit le recueille comme un don inestimable mais jamais comme une contrainte pénible.* »

Faudrait-il encore que celui qui enseigne en ait conscience, ce qui n'est pas le cas généralement malheureusement.

- « *C'est la personne humaine, libre et créatrice qui façonne le beau et le sublime, alors que les masses restent entraînées dans une ronde infernale d'imbécillité et d'abrutissement.* »

D'où la nécessité de briser nos chaînes et de revendiquer le meilleur et non des miettes tombées de la table des nantis.

- « *Celui qui ressent sa propre vie et celle des autres comme dénuées de sens est fondamentalement malheureux, puisqu'il n'a aucune raison de vivre.* »

On pourrait dire aussi que la plupart des gens passent leur temps à essayer de donner un sens à leur vie sans jamais y parvenir, parfois ils arrivent a s'en convaincre, mais cela ne dure pas.

- « *Rare est le nombre de ceux qui regardent avec leurs propres yeux et qui éprouvent avec leur propre sensibilité.* »

Faudrait-il que l'homme commence par admette son ignorance pour évoluer et penser par lui-même.

Victor Hugo

- « *Il vient une heure où protester ne suffit plus : après la philosophie, il faut l'action.* »

On ne saurait mieux dire : apprendre pour comprendre et comprendre pour agir. (Lénine)

- « *Faire rire, c'est faire oublier. Quel bienfaiteur sur la terre, qu'un distributeur d'oubli !* »

Cela permet aussi de faire entendre des vérités auxquelles on reste sourd le reste du temps.

Voltaire

- « *L'homme est né pour l'action, comme le feu tend en haut et la pierre en bas.* »

L'action précède le verbe, comme l'homme a précédé dieu, sa création.

- « *Rien ne se fait sans un peu d'enthousiasme.* »

Faut-il encore croire en quelque chose.

- « *Un jour, tout sera bien, voilà notre espérance Tout est bien aujourd'hui, voilà l'illusion.* »

L'ignorance est mère de toutes les illusions.

- « *Il vaut mieux hasarder de sauver un coupable que de condamner un innocent.* »

On ferait mieux d'accorder le bénéfice du doute au socialisme, plutôt que de soutenir le capitalisme dont la culpabilité est avérée.

Friedrich Nietzsche

- « *La conscience est la dernière et la plus tardive évolution de la vie organique, et par conséquent ce qu'il y a de moins accompli et de plus fragile en elle.* »

On en a encore la preuve avec cette mascarade d'élection présidentielle.

On pourrait terminer dans la bonne humeur, donc en musique (vidéo), hard rock et underground, oreilles sensibles et aigris s'abstenir. Il y a 47 ans environ, j'avais 10 ans, je découvrais Jimi Hendrix à la télé, à l'époque de l'ORTF, j'ai tout de suite adopté cette musique d'un lyrisme et d'une puissance à couper le souffle, j'en avais la chaire de poule. Depuis rien n'a changé, la relève a été assurée pour notre plus grand bonheur...

A côté le rock français, c'est vraiment de la merde, c'est tellement vrai que les rares musiciens talentueux vont jouer dans des groupes anglais ou américains (un de mes potes était parti jouer (clavier) avec F. Zappa). C'est une question d'état d'esprit semble-t-il, les Français sont repliés sur eux-mêmes et manquent d'inspiration, elle s'épuise à défaut de se renouveler, alors que les Anglais et les Américains sont tournés vers le monde, ils ont conservé l'état d'esprit des siècles passés à la conquête de nouvelles découvertes ou de nouveaux espaces, c'est d'ailleurs l'un des rares avantages qu'on leur accordera.

Steve Vai (Incredible Guitar Performance)
http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=j_7iRZzlSzI

Guitar Legends 1992 - Full Concert (Joe Satriani)
http://www.youtube.com/watch?v=UhhYqr44LfU&feature=player_detailpage

Yngwie Malmsteen - Live In Brazil 1998 (full concert)
http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=rLy2D5r8crk

Lou Reed- Transformer [Full Album]
http://www.youtube.com/watch?v=0RUnf8vKlMc&feature=player_detailpage

INFOS EN BREF

Social

Indonésie

L'équipementier sportif allemand Adidas est mis en cause samedi par le quotidien *The Independant* sur les conditions de travail des Indonésiens fabriquant la tenue des bénévoles des jeux Olympiques 2012, une accusation prise "*extrêmement au sérieux*" par les organisateurs.

Selon le quotidien britannique, les produits réalisés pour équiper les bénévoles, mais également les athlètes britanniques, sont réalisés pour le compte Adidas dans neuf usines indonésiennes où les ouvriers travaillent jusqu'à 65 heures par semaines pour des salaires de 42 centimes d'euro par heure.

"*Les ouvriers évoquent des salaires pitoyables, des objectifs de production déraisonnables, des horaires épouvantables et même des carrément des abus*", ajoute le journal. (AFP 14.04)

Haut de page

Le 16 avril

CAUSERIE

Commençons notre causerie là où nous l'avons laissée hier, dans un autre registre mais tout aussi génial, on a ainsi l'impression de se rapprocher un peu de notre idéal.

Horowitz Live in Vienna (1987)
http://www.youtube.com/watch?v=Nz26IpXtIT4&feature=player_detailpage

Horowitz Plays Rachmaninov: Piano Concerto No.3 - 1978 (NYP Orchestra / Zubin Mehta, Conductor)
http://www.youtube.com/watch?v=ua5E9HbhhnA&feature=player_detailpage

Menuhin & Kempff Beethoven sonata's for violin and piano.
http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=ENgL1sMs6hE

Michelangeli Plays Chopin (RAI 1962)
http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=ekbXF3eFvC0

Quelle merveille ! Bon dimanche à tous.

Bruit de campagne

Tout petit, petit, petit...

En meeting place de la Concorde à Paris ce dimanche, le président-candidat a pris soin, alors qu'il serrait quelques mains, de retirer sa montre d'un geste furtif pour la cacher dans sa poche, à l'abri des convoitises. (20minutes.fr 15.04)

J'ai visionné la vidéo, c'est exact. Pauvre type ! Si nous pouvions le pendre en place publique, on paierait les frais en refourguant

sa Rollex !

Wall Street. Franchement, il n'y a pas vraiment lieu de s'inquiéter

Wall Street voit "*une source d'incertitude réelle mais mineure*" dans l'éventualité de l'élection de Hollande, selon 20minues.fr hier.

Selon Ray Attrill, cambiste chez BNP Paribas Americas, «*la demande en bons du Trésor français est restée relativement forte ces deux derniers mois. Il n'existe donc pas vraiment de signe tangible sur le marché prouvant que les investisseurs*» s'alarment de l'issue de l'élection française.

L'attention va revenir sur «*la situation politique en France car les marchés (...) qui n'ont aucune pitié en ce moment pour toute faiblesse au niveau économique (...) vont profiter de la période d'incertitude*» qui prévaudra nécessairement entre les deux tours pour spéculer, explique Gregori Volokhine, stratège du cabinet de gestion Meeschaert New York.

Au-delà de ces réactions instantanées, peu de mouvements sont à attendre à plus long terme, selon les analystes, pour qui le nouveau candidat élu ne disposera de toute façon que d'une marge d'action limitée pour changer de cap. «Les discours prononcés pendant la campagne, perçus comme étant hostiles à l'euro, hostiles à l'austérité budgétaire, vont disparaître très rapidement après l'élection car les circonstances dicteront à la gauche jusqu'où elle peut aller, et cela risque de ne pas être très loin», observe David Gilmore, économiste chez Foreign Exchange Analytics. (20minutes.fr 15.04)

M'PEP. Manipulation. Double langage. Les staliniens aux commandes. Tout et son contraire.

Comment faire croire qu'on est pour l'annulation de la dette ... alors qu'on est contre. Soumission au capital : mode d'emploi en deux actes.

1- Annulation dans le titre d'un tract du M'PEP datée du 9 avril (sur Internet) : *Annuler la dette publique !*

2- Remise en cause de cette annulation à l'intérieur de ce tract : "*La première mesure que doit prendre un gouvernement de gauche est d'annoncer le défaut de paiement et la restructuration de la dette !*"

C'est clair : qui dit "*restructuration*" ne dit pas "*annulation*". Mieux encore, il faudrait verser de l'argent aux gangsters de la finance qui ne se sont suffisamment engraissés sur notre dos : "*Les banques et compagnies d'assurance doivent être renationalisées à moindre (juste) coût.*".

On rappellera à ces philistins que l'argent des banques et des compagnies d'assurance ou autres institutions financières est le nôtre, à notre connaissance le banquier ou l'assureur ne produit absolument aucune richesse. Par conséquent, on ne leur doit pas un centime, en revanche, quand bien même qu'on leur aurait tout pris, ce seraient eux qui nous devraient encore l'argent qui a été mis à leur disposition par l'Etat ou la BCE avec l'accord de l'Etat et qu'ils ont dilapidé dans la spéculation, auraient-ils fini de nous rembourser qu'il devrait encore payer pour avoir racketté la population pendant tant de décennies et avoir bien vécu sur son dos.

Ce n'est pas fini : "*Il ne faut rembourser que partiellement les autres créanciers, en fonction de leur rôle dans la spéculation et de leur richesse : banques, fonds spéculatifs...*", ben voyons !

Faire vivre le PCF. Une stratégie de division, de capitulation et de défaite qui porte un nom tristement célèbre : le Front Populaire.

Ici la méthode est différente, il s'agit de mettre en avant une question pour en occulter une autre autrement plus déterminante. Certes, chacun a bien conscience que la question de sortir ou non de l'UE est importante, faut-il encore ne pas la traiter comme une abstraction et la replacer dans son contexte, à savoir quel sort on réserve à la Constitution de la Ve République dont dépendent tous les traités signés avec l'Union européenne et dont dépend l'existence même de cette institution européenne du capital.

La question de la sortie ou non de l'UE présente un intérêt pour les travailleurs, uniquement dans la mesure où elle serait assortie des conditions pour rompre avec le capital qu'incarne l'existence des institutions de la Ve République. La rupture avec l'UE ne signifierait pas forcément la rupture avec le capital indispensable pour avancer vers le socialisme, ce que confirment les programmes de tous les partis ouvriers.

Par contre, l'abolition des institutions de la Ve République poserait directement la question de la remise en cause des rapports sociaux de production sur lesquels repose le capitalisme, donc mettrait directement à l'ordre du jour la rupture avec le capitalisme et poserait les bases d'une réorganisation de la production et de la distribution des richesses en fonction des besoins de la population, une fois les capitalistes et actionnaires expropriés sans percevoir le moindre centime, ce qui ne figure pas au programme du PG ou du PCF.

Le refus de fixer cette orientation et cet objectif politique aux travailleurs qui permettrait de les rassembler pour vaincre leur ennemi, ne peut que se traduire par une orientation et un objectif destinés à les diviser, ce qu'incarne la perspective d'un Front populaire synonyme des pires défaites qu'ait connu le prolétariat, qui dans le passé n'a fait que frayer la voie à la guerre, au fascisme, au retour au pouvoir du parti officiel de l'ordre pendant de longues années.

Pourquoi le Front populaire divise-t-il les travailleurs et est-il synonyme de défaite ?

La principale caractéristique du Front populaire, c'est de refuser de s'attaquer aux fondements du capitalisme et aux institutions politiques du capital auxquels les partis qui le composent sont totalement soumis, il est donc la négation d'un gouvernement ouvrier. Une fois parvenu au pouvoir avec le soutien de la majorité de la classe ouvrière, dont les illusions se confondent avec ce gouvernement, ce dernier n'engageant pas une politique en rupture avec le capitalisme sera dans l'incapacité de satisfaire les revendications sociales des travailleurs qui, petit à petit ou rapidement cesseront de le soutenir avant de s'en détourner, dès lors, ce gouvernement affaibli et attaqué de toutes parts, la réaction n'aura plus qu'à se baisser pour reprendre le pouvoir, mieux encore, c'est le gouvernement de Front populaire qui l'appellera lui-même à l'aide.

Ainsi, c'est le Front populaire qui organise lui-même sa chute, on pourrait dire avant même d'exister puisque son orientation contre-révolutionnaire figure dans les projets des partis qui y participeront.

Comment le Front populaire se présente-il pour tromper militants et travailleurs ? Question que l'on ne peut aborder sans en poser une autre : Qui détient le pouvoir ?

Le Front populaire se présente comme un gouvernement ouvrier prétendant représenter l'intérêt général, mais comme il n'a pas l'intention de rompre avec le capital, l'intérêt général dont il est question ici coïncide forcément avec celui de la classe qui détient réellement le pouvoir, celle des capitalistes.

Le Front populaire n'est donc pas un gouvernement ouvrier, mais du capital, puisqu'il préserve ses intérêts au lieu de s'y attaquer.

Rompre avec l'UE n'offre aucune garantie à la classe ouvrière qu'une politique conforme à ses intérêts pourrait être mise en oeuvre. L'abolition de la Constitution de la Ve République n'en constitue pas une non plus comme on l'a vu plus haut, il faut y associer la liquidation de la totalité des institutions, donc de l'Etat bourgeois, pour se donner les moyens politiques d'avancer vers la constitution d'un Etat ouvrier, le socialiste, car la conservation des institutions de la Ve République sous une forme ou une autre, en les renommant VIe République par exemple, constitue un obstacle à tout changement de société, dans la mesure où elles ont pour rôle de légitimer les rapports sociaux de production et d'échange existant, de fournir un support juridique et légal à la dominantion de classe des capitalistes sur la classe ouvrière.

Il est facile de concevoir qu'il sera impossible de construire un nouvel Etat, ouvrier, une République social ou socialiste, aussi longtemps que l'Etat bourgeois demeurera en place. On ne peut pas concevoir que deux Etats coexistent dans le même pays, c'est un non-sens, à l'état embryonnaire c'est possible, mais pas au-delà, uniquement lorsqu'il existe une situation de double pouvoir, de la même manière que ne peut pas coexister (durablement) dans le même pays deux modes de production par définition antagoniques, l'un basé sur la propriété privée des moyens de production, l'autre sur la propriété collective.

Il y en a qui considèrent que le capitalisme d'Etat incarnerait de manière embryonnaire le passage du capitalisme au socialisme, et qu'il suffirait de lui donner plus de consistance pour passer au socialisme, alors qu'en réalité le capitalisme d'Etat sert en premier lieu les intérêts des capitalistes qui n'ont pas envie d'investir lourdement dans des secteurs économiques réputés déficitaires ou qui par leur nature n'ont pas en principe vocation à dégager du profit, santé, éducation, etc.

J'ai pris soin de préciser "en principe", car l'évolution du capitalisme mondiale qu'incarne la marchandisation poussée à l'extrême conduit à la privatisation des services jusque là assurés par l'Etat corrrespondant à la prise en charge des besoins sociaux élémentaires de la population. On s'aperçoit que le capitalisme d'Etat correspond à la fois à une étape du développement du capitalisme et de ses besoins et aux rapports existant entre les classes à un moment donné de la lutte des classes, qui loin de préfigurer l'Etat ouvrier de demain, qui, dès lors qu'il amorçait une nouvelle étape et que les rapports entre les classes lui étaient plus favorables, le capitalisme liquidait, privatisait les entreprises d'Etat et les services sociaux.

Ainsi le capitalisme d'Etat ne peut constituer ni la base d'un Etat ouvrier ni s'inscrire pas dans dans cette perspective, parce que fondamentalement sa nature est liée à celle du régime, le capitalisme. C'est d'autant plus vrai ou évident que le fonctionnement sur le plan financier des entreprises d'Etat ou les services publics ou sociaux dépendent des banques et des institutions qui vous l'admettrez incarnent au plus haut niveau le capitalisme.

Vous me direz qu'il y en a qui n'hésitent pas (dans nos rangs) à attribuer aux banquiers un rôle social, partant sans doute du principe qu'il y a du bon en toute chose ou reléguant au second plan les conséquences de la dictature du capital, il s'en trouve toujours pour être incapables de faire la part des choses et confondre l'essentiel du secondaire, quand cela les arrange, mais dans ce cas-là on ne peut plus prétendre incarner les intérêts collectifs et fondamentaux des travailleurs, on défend une autre cause,

celle des capitalistes.

Pour revenir à notre sujet, ce n'est pas "*l'extrême droite*" ou "*Sarkozy*" qui "*divise le peuple*", mais ceux qui refusent d'adopter une orientation politique se fixant comme objectif la liquidation du capitalisme et l'abolition des institutions de la Ve République, la destruction de l'Etat bourgeois.

On comprend pourquoi Mélenchon a occulté (à la Bastille) le principal enseignement de la Commune de Paris que formulèrent Marx et Engels :

- "*... la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte.*" (Karl Marx : La Guerre civile en France, 1871)

Puis Lénine :

- "*Chose extrêmement caractéristique : c'est précisément cette correction essentielle que les opportunistes ont dénaturée et les neuf dixièmes, sinon les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des lecteurs du Manifeste communiste en ignorent le sens. (...)*

Qu'il nous suffise, pour l'instant, de marquer que l' « interprétation » courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous, est que celui-ci aurait souligné l'idée d'une évolution lente, par opposition à la prise du pouvoir, etc. En réalité, c'est exactement le contraire. L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit briser, démolir, la « machine d'État toute prête », et ne pas se borner à en prendre possession... « Briser la machine bureaucratique et militaire », en ces quelques mois se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'État au cours de la révolution. Et c'est cette leçon qui est non seulement tout à lait oubliée, mais encore franchement dénaturée par l' « interprétation » dominante, du marxisme, due à Kautsky !" (Lénine, L'État et la Révolution, 1919).

Voici les passages d'un article publié sur le portail Faire vivre le PCF dont je me suis inspiré pour rédiger cette causerie : , dimanche 15 avril 2012 (http://lepcf.fr).

- "*(...) Ces contradictions seront exacerbées dans l'attitude face à l'Union Européenne. C'est de là que viendront des actions violentes contre toute mesure de rupture politique en France. Sanctions économiques, politiques, réglementaires qui pousseront tout gouvernement de gauche à la question de la « désobéissance européenne ». C'est une question qui divise à gauche, entre ceux qui posent la question de la sortie des institutions européennes et ceux qui affirment qu'un changement politique à l'échelle de l'Europe est possible. Or, c'est aussi sur cet enjeu de la construction institutionnelle européenne que la fracture sociale et politique s'est cristallisée en France avec le NON de 2005 ! C'est un des ressorts utilisé par l'extrême droite, et même Sarkozy pour diviser le peuple.*"

- "*N'oublions pas la leçon chilienne. Si le coup d'état de Pinochet a finalement été décidé et organisé par la puissance US, il a été rendu possible par la situation sociale contradictoire marquée à la fois par les forces de soutien au changement, et par l'utilisation des contradictions sociales par la bourgeoisie pour diviser le peuple...*"

Alors que réformistes et staliniens se refusèrent à mobiliser les masses avant l'élection d'Allende sur la base d'une rupture avec les institutions, à élever leur niveau de conscience politique au niveau de cet objectif pour qu'elles puissent s'en saisir, laissant ainsi la voie libre à la dictature militaire de Pinochet... Le même scénario qu'en Espagne ou en France quelques décennies plus tôt.

Qu'est-ce qui se cache derrière cet engouement pour la "***croissance***" ?

Sarkozy , Bayrou, Hollande, Mélenchon, Thibault, Mailly ou Chérèque n'ont plus que ce mot-là à la bouche, la "*croissance*", qui serait la panacée, pourquoi ? Parbleu, mais pour sortir de la crise voyons !

Ce que Hollande et Mélenchon oublient de préciser, c'est comment, de quelle manière ils comptent s'y prendre.

Du côté de Sarkozy et Bayrou, la question ne se pose pas, il suffit d'amplifier la politique anti-ouvrière menée depuis des années en calquant sur ce qui a déjà été fait dans d'autres pays, Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Italie : réduire les salaires et les retraites, réduire le coût du travail pour que les entreprises puissent rivaliser sur le marché mondial avec celles qui imposent des conditions de travail à leurs travailleurs dignes de la fin du XIXe ou du début du XXe siècle.

L'autre voie consisterait à rompre avec le capitalisme, avec sa logique basée sur la recherche du profit. Impossible de l'envisager pour Hollande ou Mélenchon qui sous différents masques sont des représentants du capital.

Que faut-il pour qu'il y ait croissance ? Produire plus, ce qui nécessite de pouvoir caser sa production sur le marché, d'affronter la concurrence et de proposer des prix plus bas. Comment y parvenir sinon en copiant les conditions dans lesquelles leurs

concurrents produisent et dégagent de la plus-value, les conditions de travail et les rémunérations qu'ils imposent à leurs salariés, les cadeaux fiscaux et autres exonérations, privilègent dont ils bénéficient de la part de l'Etat.

Sinon ? Sinon, vendre à perte, s'endetter et faire faillite, licencier et mettre la clé sous la porte. C'est dans ce shéma que les uns et les autres veulent enfermer les travailleurs. C'est à prendre ou à laisser, de toutes manières on ne vous demandera pas votre avis, de ce point de vue, l'élection présidentielle est une vaste escroquerie, les abstentionnistes sur lesquels ils tapent tous et qui le sentent très bien, ne sont pas à blâmer mais plutôt à encourager, ceci explique aussi cela notons au passage.

Sinon ? Briser cette spirale infernale qui consiste à se soumettre à la loi du marché, à la dictature du capitalisme, à subir toujours et encore davantages de sacrifices pour finalement vivre de plus en plus en mal, et envisager de changer les bases de la société.

Capitalisme ou socialisme, voilà à quoi nous rémène cette question. A poser la question qui produit pour qui, qui détient le pouvoir d'en décider, la classe au pouvoir qui mène la société au chaos et à la barbarie, ou la classe exploitée qui aspire légitimement à son émancipation et à la liberté.

On s'aperçoit que le développement de la situation conduit de plus en plus à se poser des questions fermées, auxquelles on ne peut répondre que dans un sens ou dans l'autre, ne laissant la place à aucune forme de tergiversation ou échappatoire. Chaque question finit par être posée sous forme d'alternatives, elle ne laisse place à aucune autre interprétation ou théorie possible. Ce que reflète la radicalisation politique de chaque camp, à ceci près que les seuls qui pourraient représenter le nôtre ne sont pas en mesure de se faire entendre ou si peu, du coup les travailleurs n'entendent que la voie des réprésentants du capitalisme, y compris celle de Mélenchon.

Actualité en titres

Réaction. De gré ou de force il faudra vous y faire.

- Les Français face aux inégalités : une inquiétante hallucination collective - Atlantico.fr -

- Mais pourquoi cette allergie française aux entreprises ? - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de l'OEA.

Les divisions sur l'hostilité des Etats-Unis envers le régime communiste cubain ont empêché dimanche l'adoption d'un communiqué final sanctionnant le sommet des Amériques de Carthagène-les-Indes, a annoncé l'hôte de la réunion, le président colombien Juan Manuel Santos.

Dans la journée, de nombreux gouvernements sud-américains avaient menacé de ne pas signer de déclaration finale si Washington ne mettait pas fin à l'exclusion de Cuba de l'Organisation des Etats américains.

La Havane avait été exclue en 1962 de l'OEA et les Etats-Unis et le Canada ne veulent pas depuis infléchir leur position. (Reuters 15.04)

2- Bahreïn

Des centaines de personnes ont manifesté à l'appel de l'opposition chiite qui a décidé d'intensifier les protestations à l'occasion de la tenue contestée du Grand Prix de Formule 1 à Bahreïn.

Le gouvernement a pour sa part estimé que la décision de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) de maintenir la course pour le 22 avril "*reflète la confiance en la stabilité et la sécurité*" du royaume et dénoncé "*les tentatives d'entraîner le pays vers le chaos*".

La FIA avait mis fin vendredi à des semaines de spéculations en annonçant que la course, annulée l'année dernière en raison du mouvement de contestation qui secouait alors le petit royaume du Golfe, aurait lieu à la date prévue.

L'opposition conduite par le Wefaq, principale formation chiite, a annoncé le début à partir de dimanche d'une "*semaine de confrontation et de défi*" devant culminer le 22 avril lors du Grand Prix.

La manifestation de dimanche a eu lieu à Bilad al-Qadim, un village chiite à l'est de Manama, non loin de l'ambassade des Etats-Unis, selon des témoins.

"*Khalifa, dégage*", ont crié les manifestants à l'adresse du Premier ministre, Khalifa ben Salman Al-Khalifa, en poste depuis 1971. Ils ont brandi le drapeau bahreïni, rouge et blanc, et des portraits de Abdel Hadi al-Khawaja, un opposant condamné à la perpétuité et en grève de la faim depuis plus de deux mois.

Des manifestations quotidiennes sont prévues dans les localités chiites entourant Manama, dont une mardi près de l'aéroport international de Bahreïn, selon le Wefaq, qui exige des réformes de la part de la dynastie sunnite et notamment le départ du Premier ministre, un oncle du roi.

Des jeunes du collectif de la "*Révolution du 14-Février*", moteur de la contestation en 2011, ont appelé à "*trois jours de colère*" de vendredi à dimanche, dans le but d'entraver la tenue de la course.

"*L'opposition veut profiter de la tenue du GP pour faire entendre ses revendications pour une évolution démocratique à Bahreïn*", a déclaré à l'AFP Abdel Jalil Khalil, un dirigeant du Wefaq. (AFP 15.04)

3- Israël

Plusieurs dizaines de militants pro-palestiniens ont manifesté dimanche à Roissy-Charles-de-Gaulle après s'être vu refuser leur enregistrement par des compagnies aériennes, leur nom figurant sur une liste de "*personnes indésirables*" communiquée par Israël.

Les manifestants, arrivés dès 05H00 au terminal 1 de Roissy-CDG, souhaitaient embarquer, pour certains, à bord de vols Lufthansa et Swiss Air à destination de Tel Aviv, afin de se rendre à Bethléem dans le cadre de l'opération "*Bienvenue en Palestine*". Ils ont été refoulés avant leur embarquement, conformément à une demande en ce sens des autorités israéliennes.

"*Aujourd'hui, le check-point est à Paris!*", ont scandé les manifestants, encadrés par plusieurs dizaines de CRS, avant de se diriger vers le comptoir de la compagnie Lufthansa pour demander une "*attestation écrite officielle*" leur expliquant les raisons de leur interdiction de vol.

Certains agitaient des drapeaux palestiniens ou des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*Roissy, territoire palestinien*" ou "*Paris aux ordres d'Israël!*"

"*Notre mouvement est totalement pacifique. Mais malheureusement, on continue de nous considérer comme des fauteurs de trouble*", a déploré Olivier Buchotte, l'un des organisateurs en France de "*Bienvenue en Palestine*", selon qui "*plusieurs dizaines de personnes*" se sont vu opposer un refus d'embarquement.

"*On a l'impression que les frontières d'Israël se trouvent désormais à Roissy. C'est une atteinte à notre liberté de circulation*", a-t-il dénoncé.

Selon un sympathisant pro-palestinien, Romain Lauféron, une manifestation a également eu lieu à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, où des militants se sont vu refuser l'embarquement à bord d'un vol Easyjet. "*Nous avons bloqué le comptoir de la compagnie, en guise de protestation*", a-t-il assuré à l'AFP.

Les militants pro-palestiniens interdits d'embarquement avaient été avisés dès jeudi par les compagnies aériennes qu'ils ne pourraient s'envoler pour Tel Aviv. Ils ont décidé de venir malgré tout dans les aéroports concernés, pour "*dénoncer cette décision*".

"*On nous a prévenu, mais sans nous fournir d'explications*", a assuré à l'AFP Sylvie Deplus-Ponsin, médecin de 63 ans, membre de la Ligue des Droits de l'Homme. "*Je suis mère, grand-mère, je n'ai rien à mon casier judiciaire... Mon engagement est pacifique, c'est sans ambiguïté*", a-t-elle ajouté, jugeant "*incompréhensible*" l'annulation de sa réservation.

L'opération "*Bienvenue en Palestine*", mise en place pour la troisième année consécutive, consiste pour 1.500 militants, dont 500 à 600 Français, à se rendre à Bethléem, dans les territoires palestiniens, pour inaugurer une école internationale. (AFP 15.04)

Je ne connais pas les militants à l'origine de cette initiative, je ne sais pas quelles sont leurs motivations exactes, cependant on ne peut que condamner l'Etat français et les compagnies aériennes qui se font les complices de l'Etat sioniste qui organise le blocus ou l'isolement des territoires palestiniens.

Haut de page

Le 17 avril

CAUSERIE

Hier je vous ai souhaité bon dimanche alors que nous étions lundi ! Comme je bosse 7j/7 , les jours se ressemblent. J'ai peut-être besoin de repos et de me changer un peu les idées aussi. Sans compter la chaleur écrasante et toujours autant de coupures de courant qui m'empêchent de dormir trois heures d'affilée.

Certains estiment que les présidentielles sont pliées. D'autres estiment que le premier tour pourrait réserver de grosses surprises. Nous n'en savons fichte rien. L'essentiel est ailleurs avant comme après cette élection, ce sont les conditions objectives (matérielles) que subissent les travailleurs et la manière dont ils les interprètent et les supportent.

Questions :

1- Que signifie que Sarkozy puisse rassembler quelque 45% des voix exprimées le 6 mai ? Que signifie que Hollande soit plébiscité alors qu'il s'apprête à poursuivre la politique de Sarkozy ?

2- Que signifie :"*Les conditions objectives du passage du mode production capitaliste au socialisme à l'échelle mondiale sont depuis longtemps réunies* (CCI-T et GB), alors que dans son discours, lors des obsèques de P. Lambert (POI) , D. Gluckstein affirmait que les conditions objectives n'étaient pas encore mûres ? S'agit-il de la même chose ? Qu'entend-on par conditions objectives ? Pour qui ? Je vous laisse y réfléchir. J'ai déjà abordé cette question dans une précédente causerie. En fait, j'ai abordé des centaines de questions depuis 2008 et je rechigne à y revenir, pas par fainéantise mais par lassitude...

Mais où donc est passé le fric ? Toujours dans les mêmes poches.

Ces 600 milliards qui manquent à la France. Enquête au coeur de l'évasion fiscale, par Antoine Peillon. (Ed. Le Seuil). Présentation.

600 milliards d'euros : c'est la somme astronomique qui se cache depuis des décennies dans les paradis fiscaux, soit près de 10% du patrimoine des Français. Comment cette évasion fiscale massive a-t-elle été rendue possible ? Et pourquoi l'évasion de ce patrimoine fait-elle l'objet d'une telle omerta judiciaire, alors que les institutions de contrôle, la police, la justice, la douane, les services de renseignements, etc. en possèdent l'essentiel des preuves ? Quand on connaît la situation des comptes publics de la France, la question mérite d'être posée…

Exploitant une somme impressionnante de données ultraconfidentielles, l'auteur de ce livre met pour la première fois au jour l'étendue, les circuits, les mécanismes secrets de cette gigantesque fraude fiscale. Il montre quelles techniques sophistiquées - et parfaitement illégales - utilise une grande banque étrangère pour opérer sur le territoire français, pour approcher les fortunes privées, celles du showbiz, du sport et des affaires. S'appuyant sur des témoignages exceptionnels, il révèle comment s'organise l'impunité de tous ceux qui participent à ce système qui soustrait à la France une part colossale de sa richesse nationale. Où l'on croise alors d'autres réseaux et circuits de financement, politiques cette fois… (seuil.com 22.03)

L'un des objectifs de la construction de l'Union européenne était de transformer les pays qui la composent en autant de paradis fiscaux calqués sur le modèle américain, en zones de non-droit pour les travailleurs ; on vient d'apprendre qu'Obama payait moins d'impôts que sa secrétaire. On ne peut même plus dire que les Etats-Unis seraient réduits à un appareil judiciaire et policier, puisque la justice et la police sont en grande partie privatisées, y compris l'armée recourant à des sociétés privées fournissant des mercenaires. Quant au budget de l'Etat, il est défini par un cartel de banques privées (Fed) qui dictent leur loi. Les Etats sont devenus la propriété privée des banquiers.

La nostalgie de l'époque "***glorieuse***" et "***civilisatrice***" des expéditions coloniales, des marchés aux esclaves, des safaris...

Le safari du roi Juan Carlos, parti chasser l'éléphant au Botswana, fait des vagues en Espagne, dans un pays rattrapé par la crise de la dette où un jeune sur deux est sans emploi.

La presse espagnole s'indigne du coût élevé du voyage - 30.000 euros selon le quotidien El Mundo - et du manque de transparence de la Maison royale qui promettait il y a trois mois de publier ses revenus après l'inculpation du gendre de Juan Carlos pour une affaire de corruption.

Le voyage, la semaine dernière, serait resté secret si le roi, âgé de 74 ans, ne s'était fracturé la hanche en trébuchant sur une marche, ce qui a nécessité son rapatriement d'urgence à Madrid où il a été opéré samedi matin.

Juan Carlos avait appelé, lors de son message de Noël, les dirigeants espagnols à se montrer exemplaires dans un pays plombé par la crise et miné par l'austérité. (Reuters 16.04)

Un éléphant n'a même pas eu le temps d'achever le boulot, les travailleurs espagnols s'en chargeront...

Parole d'internaute.

- "*Bref des agissements de dictateur psychopathe, qui tue tous ceux qui ne lui lèchent pas les bottes. Et ce qui m'a agacé en final, c'est sa position obstinée pour le tout nucléaire, alors qu'il a fait semblant d'être compatissant en s'étant rendu courageusement à Fukushima…… et de découvrir que ce n'était qu'un ignoble MENSONGE.*

Mais comment peut-on mentir à ce point devant deux assemblées distinctes ? Comment peut-on rire de cette situation qui s'avère de jour en jour plus dramatique. C'est un monstre cynique.

Si dans mon entourage je trouve encore un partisan qui s'affiche pour ce menteur, je lui rappelle que qu'accepter un mensonge est d'une extrême gravité, dans toutes les strates des collectivités.

Dans le monde des affaires, un négociant qui est pris en flagrant délit de mensonge est banni par le milieu. Le seul type de mensonge « autorisé » est le mensonge par omission, taire une vérité passe, mais raconter des bobards c'est une perte de confiance totale.

Je ne vote ni à droite ni à gauche je vote pour une certaine honnêteté intellectuelle, Jean-Luc Mélenchon me semble le plus clair, le plus transparent, le plus subtil, le plus intelligent des cinq prétendants au trône.

Je vote Jean Luc Mélenchon au 1e et au 2 eme tour... Mentir est une insulte aux auditeurs...

Giscard aura eu ses diamants, ses parties de chasse et le repos du chasseur par Bokassa 1er Nicolas 1er aura eu l'occasion de rire d'une catastrophe sanitaire sans précédent (Fukushima) et manqué de respect aux Alsaciens qui savent le danger de leur ruine nucléaire qui se situe sur une zone sismique et inondable et à des jeunes fans dont il s'amuse à raconter des fables dont seul lui croit qu'elles sont comiques.

Lorsque l'on MENT sur un sujet on est capable de MENTIR sur tous les autres sujets.

Les MENTEURS m'insupportent !" (blogs.lexpress.fr/attali 16.04)

Vous avez tort de considérer que "*le seul type de mensonge « autorisé » est le mensonge par omission, taire une vérité passe*", c'est le mensonge favori du candidat pour lequel vous allez voter, notamment, vous pouvez sans doute vous permettre cet entorse à vos principes, des millions de travailleurs livrés au désespoir ne peuvent pas se permettre ce luxe.

Le seul mensonge que l'on peut accepter n'en est pas un en réalité, il consiste à reproduire involontairement une information incorrecte ou à livrer une analyse fausse reposant sur des faits inexacts ou tronqués et méconnus de son auteur.

On ne peut tolérer absolument aucune entorse à ce principe, ce n'est pas négociable. En fait, tout le monde ou presque s'en accommode volontiers.

Bruit de campagne.

Un aveu et un mensonge.

Hollande à Vincennes.

- "*Nous avons d'abord à vaincre le fatalisme, la résignation et le découragement qui nourrissent l'abstention. Ce retrait civique qui empêche bon nombre de nos concitoyens qui auraient tout intérêt au vote et qui s'en détournent alors qu'ils pourraient exprimer le dernier droit qu'il leur reste.* " (libération.fr 16.04)

Merci de préciser que les institutions sont ainsi faites, qu'en réalité les travailleurs n'ont aucun droit politique ou si peu. Quant à l'intérêt qu'ils auraient d'aller voter, il est hypothétique et c'est un euphémisme, surtout pas pour Hollande.

Un châtelain peut bien en soutenir un autre.

Dans une interview au Parisien-Aujourd'hui en France, Jean-Luc Barré, qui a aidé l'ancien président dans la rédaction de ses Mémoires, déclare: «*Jacques Chirac est fidèle à lui-même lorsqu'il déclare qu'il votera pour Hollande*».

Lundi dans Le Monde, un des plus proches conseillers de l'ex-président, Hugues Renson, expliquait également s'être rendu au meeting du candidat socialiste sur l'esplanade du Château de Vincennes dimanche. «*Les valeurs de tolérance , de respect, de cohésion nationale m'ont fait m'engager auprès d'un homme, je les retrouve aujourd'hui auprès d'un autre*», dit-il au quotidien du soir.

De nombreux proches de Jacques Chirac s'apprêteraient aussi à voter pour François Hollande. Parmi eux, son ex-gendre, l'ancien judoka Thierry Rey, qui n'a jamais caché son engagement à gauche, mais aussi sa fille Claude Chirac et son gendre Frédéric Salat-Baroux, ex-secrétaire général de l'Elysée, qui auraient «*discrètement envoyé des messages de soutien au camp adverse*», d'après Le Parisien.

Finalement, pour Jean-Luc Barré, dans le «*clan Chirac*», «*Bernadette est la seule à militer pour le président sortant.*»(20minutes.fr 17.04)

En famille. Piqué au vif. Dis-moi qui tu fréquentes...

Etonnant de constater que le candidat du Front de gauche, qui a fait du combat contre l'extrême droite l'un de ses axes de campagne, a accepté l'invitation à une cérémonie en l'hommage de Patrick Buisson, "*oui, j'étais à sa remise de légion d'honneur!*" en 2007, en compagnie de Jean-Christophe Cambadélis notamment, a-t-il admis.

«*Vous croyez que ça intéresse les gens de savoir si je suis ami avec Patrick Buisson?*», a répondu, lundi matin Mélenchon questionné par le journaliste Jean-Jacques Bourdin sur BFMTV. Patrick Buisson est un ancien rédacteur en chef de Minute et Valeurs actuelles et conseiller de Nicolas Sarkozy. (20minutes.fr 16.04)

Ce n'est pas le spectre du communisme qui hante ou qui manque à Mélenchon, mais les allées du pouvoir. Il peut hurler à la calomnie, on s'en fout. A chacun son René Bousquet !

Enseignements du marxisme.

- "Marx nous apprend à éviter ces deux erreurs : il nous apprend à faire preuve de la plus grande audace dans la destruction totale de la vieille machine d'Etat; il nous enseigne d'autre part à poser le problème d'une façon concrète, la Commune a pu, en quelques semaines, commencer à construire une machine d'Etat nouvelle, prolétarienne, procédant de telle et telle façon, en prenant les mesures précitées tendant à assurer une plus grande démocratie et à extirper le bureaucratisme. Apprenons donc des communards l'audace révolutionnaire, tâchons de voir dans leurs mesures pratiques une esquisse des mesures pratiquement urgentes et immédiatement réalisables; c'est ainsi que nous parviendrons, en suivant cette voie, à détruire complètement le bureaucratisme.

Ce qui garantit la possibilité de cette destruction, c'est que le socialisme réduira la journée de travail, élèvera les masses à une vie nouvelle, placera la majeure partie de la population dans des conditions permettant à tous, sans exception, de remplir les "fonctions publiques". Et c'est ce qui conduira à l'extinction complète de tout Etat en général.

"Le rôle de la grève de masse, poursuit Kautsky, ne peut jamais être de détruire le pouvoir d'Etat, mais seulement d'amener le gouvernement à des concessions sur une question donnée, ou de remplacer un gouvernement hostile au prolétariat par un gouvernement allant au-devant (entgegenkommende) des besoins du prolétariat... Mais jamais et en aucun cas, cela [c'est-à-dire la victoire du prolétariat sur le gouvernement hostile] ne peut mener à la destruction du pouvoir d'Etat; il ne peut en résulter qu'un certain déplacement (Verschiebung) du rapport des forces à l'intérieur du pouvoir d'Etat... le but de notre lutte politique reste donc, comme par le passé, la conquête du pouvoir d'Etat par l'acquisition de la majorité au Parlement et la transformation de ce dernier en maître du gouvernement" (pp. 726, 727, 732).

Voilà bien l'opportunisme le plus pur et le plus plat; c'est renoncer en fait à la révolution tout en la reconnaissant en paroles. La pensée de Kautsky ne va pas au-delà d'un "gouvernement allant au-devant des besoins du prolétariat", c'est un pas en arrière vers le philistinisme par rapport à 1847, quand le Manifeste communiste proclamait "l'organisation du prolétariat en classe dominante".

Kautsky en sera réduit à réaliser l'"unité" qu'il chérit avec les Scheidemann, les Plékhanov, les Vandervelde, tous unanimes à lutter pour un gouvernement "allant au-devant des besoins du prolétariat".

Quant à nous, nous romprons avec ces renégats du socialisme et lutterons pour la destruction de toute la vieille machine d'Etat, afin que le prolétariat armé devienne lui-même le gouvernement. Ce sont "deux grandes différences".

Kautsky restera dans l'agréable compagnie des Legien et des David, des Plékhanov, des Potressov, des Tsérételi et des Tchernov, qui ne demandent pas mieux que de lutter pour un "déplacement du rapport de forces à l'intérieur du pouvoir d'Etat", pour "l'acquisition de la majorité au Parlement et la transformation de ce dernier an maître du gouvernement", but des plus nobles où tout peut être accepté par les opportunistes, où rien ne sort du cadre de la république bourgeoise parlementaire.

Quant à nous, nous romprons avec les opportunistes; et le prolétariat conscient sera tout entier avec nous dans la lutte, non pour un "déplacement du rapport de forces", mais pour le renversement de la bourgeoisie, pour la destruction du parlementarisme bourgeois, pour une république démocratique du type de la Commune ou une République des Soviets des députés ouvriers et soldats, pour la dictature révolutionnaire du prolétariat." (L'Etat et la révolution - Lénine)

Rompre avec les opportunistes, c'est ce que nous avons réalisé. D'autres s'y mettent, mais il leur reste une question de taille à régler : nous expliquer comment ils en sont arrivés aux mêmes conclusions que nous, et quel jugement ils portent sur leur engagement passé dans des partis politiques opportunistes ou plutôt comment ils ont pu se fourvoyer pendant tant d'années à soutenir la politique de leurs dirigeants avant d'en prendre conscience. Cela intéressera tous les militants qui ne tiennent pas à se faire berner. Et surtout à berner les autres.

Quand on reconnaît qu'on était tombé dans un piège ou qu'on prend conscience qu'on avait été trompé, il faut analyser de quelle manière on est tombé dans ce piège et comment on en est sorti, sinon cela n'a aucune valeur pour les générations à venir de militants.

Tous ceux qui nous invitent à nous tourner vers la Révolution française de 1789 en passant par dessus La Commune et surtout la révolution d'Octobre, nous renvoient "*un pas en arrière vers le philistinisme par rapport à 1847*", époque où fleurissait déjà toute une panoplie de théories utopiques ou aventureuses, avant que le développement de la lutte des classes et le marxisme les balaient, ajoutant ainsi de la confusion dans la tête des militants qui ont déjà beaucoup de mal à s'y retrouver, à croire que c'est le but recherché par leurs auteurs pour mieux en conserver le contrôle.

Il en va ainsi de l'unité à tous prix, sans principe, à quoi bon ! Concession, conciliation, reniement, collaboration, justifiés à l'aide de mensonges, d'hypocrisies, de non-dits, de figures de style ou de rhétorique, syntaxique ou sémantique, de citations tronquées ou méticuleusement sorties de leur contexte, de falsifications des faits, etc. les moyens ne manquent pas en présence de militants n'ayant pas forcément l'expérience et les connaissances requises pour les tromper ou les orienter politiquement dans une direction précise qui leur échappera.

De tous temps les opportunistes ont eu recours à la théorie selon laquelle les masses ne seraient pas prêtes à entendre un discours révolutionnaire, pour justifier qu'il faudrait leur servir un plat moins épicé, moins consistant, moins radical, etc. qui finalement aboutit à renier ou nier les enseignements qui ont pu être tirés des expériences passées de la lutte de classe du prolétariat.

Il y a de quoi être effaré devant de tels arguments 165 ans après la parution du Manifeste communiste ou lorsque l'on pense aux discours révolutionnaires que tenaient Marx et Engels devant des ouvriers (pas des intellectuels) à cette époque. Prolétaires ouvriers et paysans non scolarisés, sachant à peine lire et écrire pour la plupart d'entre eux, ignorant tout ou presque du monde dans lequel ils vivaient. Marx et Engels devaient être de furieux gauchistes !

Il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans le mouvement ouvrier et son avant-garde réduits au rôle de trade-unionistes, de défenseur de la démocratie bourgeoise ou qui s'en remet à l'ONU...

Actualité en titres

Sur le front de la barbarie et de la guerre de classes.

- Brésil : plus de 400 prisonniers détiennent 131 otages dans une prison du nord-est - LeMonde.fr

- Mali: Une Suissesse enlevée à Tombouctou par des inconnus - 20minutes.fr

- Norvège : début du procès de Breivik à Oslo - L'Express.fr

- Syrie: Homs pilonnée à la veille du début de la mission des observateurs de l'ONU - AFP

- Afghanistan: fin des combats à Kaboul, tous les assaillants tués - L'Express.fr

- L'épine de Cuba toujours plantée dans le sommet des Amériques - AFP

- Guinée-Bissau: la junte dissout les institutions et crée un conseil de transition - AFP

- Israël interdit son sol à des pro-palestiniens en route pour la Cisjordanie - AFP

Ce qui attend le capitalisme.

- Les descendants des victimes sur le lieu du naufrage du Titanic - Reuters

INFOS EN BREF

Social

France

1- Grève à la société Transpole

La direction et les syndicats de la société Transpole ont trouvé un accord qui va permettre le retour à la normale mardi dans les transports de l'agglomération lilloise.

Un accord a été trouvé sur une augmentation de salaire de 2,3%, ont dit à l'AFP la direction et un représentant CGT de la société de la société Transpole, qui gère les transports en commun de l'ensemble de l'agglomération de Lille.

Outre l'augmentation générale des salaires, rétroactive au 1er janvier, les salariés ont obtenu l'augmentation d'une prime prévue en mai et la pérennisation d'une journée par enfant malade.

Les salariés de la société Transpole avaient entrepris le mouvement de grève pour réclamer notamment des revalorisations salariales. La direction leur proposait des hausses de 2%, les syndicats réclamaient des augmentations de 3% dans le cadre des négociations annuelles obligatoires. (AFP 16.04)

2- 1er-Mai de division autour de Chérèque

Cinq syndicats français appellent à faire du 1er-Mai une forte journée de mobilisation et de manifestations, entre les deux tours de l'élection présidentielle. L'intersyndicale (CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa) entend marquer son refus des politiques d'austérité et des réformes réduisant les droits des travailleurs imposées au nom de la crise.

Les modalités concrètes de la mobilisation seront déterminées sur le plan local par leurs différentes organisations.

Fin mars, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, avait dit souhaiter "*un 1er-Mai syndical, pas un 1er-Mai politique.*" (Reuters 16.04)

Economie

1- Banque mondiale

La Banque mondiale a nommé Jim Yong Kim comme président, perpétuant la tradition qui place un ressortissant américain à ce poste.

Les Etats membres ont choisi sans surprise ce médecin et anthropologue de 52 ans, président de l'université de Dartmouth dans le New Hampshire (nord-est des Etats-Unis), lors d'une réunion du conseil d'administration.

La Banque mondiale n'a pas véritablement précisé comment s'était fait ce choix.

C'est grâce à un arrangement tacite avec les Européens que le poste est monopolisé depuis 1946 par des Américains. En échange, les Européens ont monopolisé de la même manière la direction de l'institution-soeur, le Fonds monétaire international.

"*Je suis convaincu que la Banque mondiale bénéficiera de la perspective nouvelle et des solides qualités de direction de M. Kim*", a affirmé dans un communiqué le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner.

Peu connu, y compris dans son propre pays, avant d'être sélectionné par le président Barack Obama, ce praticien de la santé publique devra surmonter le scepticisme d'une bonne partie de la corporation des économistes, qui lui reproche une certaine inexpérience financière et diplomatique. (AFP 16.04)

2- Espagne

Les rendements de la dette espagnole à dix ans sont passés lundi matin au-dessus des 6% pour la première fois depuis le début de l'année, tandis que les CDS espagnols atteignaient de nouveaux records, signe que les tensions sur le marché obligataire des pays 'périphériques' de la zone euro ne s'atténuent pas.

Les investisseurs sont nombreux à craindre que Madrid ne doive à son tour se résoudre à solliciter une aide de la communauté internationale afin de conserver un accès aux marchés du financement.

"*Nous sommes revenus en plein dans la crise*", a commenté Lun Graham-Taylor, stratégiste de Rabobank.

"*Il semble de plus en plus probable que l'Espagne aura besoin d'une forme d'aide. Tant qu'il n'y a pas d'intervention de la BCE, il n'y aura pas de limite aux rendements espagnols, ils vont juste continuer d'augmenter.*"

Sur l'échéance à cinq ans, les rendements grimpaient quant à eux à 5,08%.

Quant aux CDS sur la dette espagnole à 5 ans, ils ont atteint un record historique à 520 points de base. A ce niveau, il faut en théorie débourser 520.000 euros chaque année pour garantir 10 millions d'euros de dette espagnole à cinq ans.

La défiance des marchés à l'égard de la dette périphérique européenne se reflète dans les rendements de la dette allemande à 10 ans qui ont touché 1,628%, un plus bas sans précédent. (Reuters 16.04)

3- Etats-Unis

Citigroup a fait état lundi d'un bénéfice supérieur aux attentes au titre du premier trimestre 2012, les dépenses baissant de 7% par rapport au quatrième trimestre 2011.

Au total, le bénéfice net du trimestre janvier-mars s'est établi à 2,93 milliards de dollars (2,25 milliards d'euros), contre 2,99 milliards un an plus tôt un an plus tôt.

Le produit net bancaire dans la banque d'affaires a reculé de 12% par rapport au premier trimestre de l'an dernier mais est en hausse de 65% par rapport au quatrième trimestre 2011.

Les actifs que le groupe a décidé de vendre ou de réduire depuis le début de la crise financière, ont diminué de 29% sur un an pour tomber à 209 milliards de dollars, soit 11% des actifs consolidés. (Reuters 16.04)

Haut de page

Le 18 avril

CAUSERIE

Bruit de campagne

Du Fouquet's au Crillon

Une cinquantaine de membres du Premier cercle, le club des donateurs les plus généreux de l'UMP, ont déjeuné dimanche au Crillon, célèbre palace parisien donnant sur la place de la Concorde, où a eu lieu dans l'après-midi le meeting de soutien à Nicolas Sarkozy, révèle Le Canard Enchaîné à paraître mercredi.

Ces convives se sont retrouvés dans le salon Marie-Antoinette de l'Hôtel de Crillon, précise l'hebdomadaire satirique. Le Premier cercle regroupe les quelque 300 à 400 donateurs les plus généreux de l'UMP (ceux qui versent entre 3.000 et 7.500 euros par an, soit le plafond légal).

Interrogée par l'AFP, l'UMP a indiqué qu'elle n'était "*en rien concernée par l'organisation d'un tel déjeuner*" au Crillon et qu'elle s'était uniquement "*concentrée dimanche sur la réussite du rassemblement de la Concorde*" derrière le président-candidat Nicolas Sarkozy.

Dans le même article, *Le Canard Enchaîné* révèle par ailleurs que le député-maire UMP de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), Patrick Balkany, et son épouse Isabelle ont passé la nuit de samedi à dimanche dans le même palace, occupant la suite Bernstein, la plus chère (9.500 euros la nuit) et la plus vaste (245 m2 y compris de grandes terrasses surplombant la Concorde). (publicsenat.fr 17.04)

Les Balkany habitent à Levallois, à 15 minutes de ce cloaque pour millionnaires, et ils voudraient nous faire croire qu'ils auraient dépensé 9.500 euros pour y passer une nuit... Pourquoi pas, la commission d'un vulgaire broker...

Parmi les soutiens à Hollande

Le Parisien cite aussi Laurent Glépin, ex-chargé de com de Chirac, qui a assisté au meeting de Hollande dimanche. Etait aussi à Vincennes, Hugues Renson, ancien conseiller aux affaires sociales de Chirac, d'après Le Monde.

Martin Hirsch : «*J'ai l'intention de voter pour François Hollande, qui a bien voulu me demander régulièrement mon avis depuis un an sur les questions de jeunesse, de pauvreté, de lutte contre les conflits d'intérêts, de régulation des hauts revenus et sur une croissance accélérée du service civique, autant de sujets-clés à mes yeux*», explique l'actuel président de l'Agence du service civique, dans une interview au Monde daté de mardi. Hirsch s'empresse d'assurer qu'il n'en espère «*strictement aucune récompense. Ni aucune sanction, j'espère*».

Corinne Lepage appelle ce mardi à voter dès le premier tour pour Hollande. «*Je suis tout à fait cohérente avec ce que j'ai toujours dit, à savoir que je ne veux pas la réélection de Nicolas Sarkozy. Il est important qu'il y ait un pôle réaliste, au-delà de la gauche, qui vienne soutenir François Hollande*», répond à l'AFP la présidente de Cap21 et ancienne ministre de l'Environnement dans le gouvernement Juppé.

Jean-Jacques Aillagon, qui fut ministre de la Culture de 2002 à 2004, et se trouvait parmi les spectateurs du meeting de Vincennes, dimanche. Il avait indiqué, dans une tribune publiée par Libération le 8 mars, son vote, dès le premier tour, pour Hollande, lui trouvant «*les qualités humaines et politiques requises pour être un bon président de la République*». (liberation.fr 17.04)

Deux villepinistes pur jus, ses anciens ministres Azouz Begag et Brigitte Girardin appellent, eux-aussi, à voter Hollande. (lexpress.fr 17.04)

Ce qui est "***nécessaire***"... Pour qui, devinez ? L'aristocrate financière.

Le Cercle des Européens a rencontré Marisol Touraine, chargée des questions sociales et de santé dans l'équipe de François Hollande.

- "*L'objectif que nous poursuivons n'est pas la rigueur imposée par le monde de la finance, mais l'emploi et la croissance en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction. Certes, la discipline budgétaire est nécessaire...*"

Ceux qui pour qui l'Union européenne "*ne se réduit pas uniquement à une zone de libre-échange*" sont des nantis, ceux que représentent Hollande et le PS.

- "*L'Europe reste certes insuffisante aujourd'hui, mais elle existe bel et bien! Facilitation de la circulation des travailleurs, promotion de l'égalité hommes/femmes, lutte contre les discriminations... Autant de réalisations concrètes qui améliorent le quotidien de millions d'Européens et qui démontrent que l'Union ne se réduit pas uniquement à une zone de libre-échange.*"

La rigueur, un oui mais qui a une valeur d'accord.

- "*C'est le message de François Hollande: l'Union ne peut limiter son action à la rigueur, elle doit aussi protéger les Européens contre la crise.* "

A quel prix ou quel niveau d'exploitation ?

"*Je ne partage pas cette vision, qui est également celle du gouverneur de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, et qui a récemment annoncé la "mort du modèle social européen". Avoir des salariés bien soignés, bien formés et protégés est un atout décisif dans la mondialisation !*" (lexpress.fr 17.04)

Ajoutons "*bien*" exploités pour que la boucle soit bouclée. C'est marrant, c'est ce qu'ont dû se dire les capitalistes vers la fin du XIXe siècle alors que les conditions épouvantables de vie et de travail de la classe ouvrière devaient demeurer en l'état.

Pas question de rompre avec la BCE.

Invitée de l'émission « *Preuves par 3* » diffusée sur Public Sénat, Marie George Buffet : « *Les propositions de François Hollande ne sont pas crédibles. Dans ses 60 propositions, il n'y a pas de levier économique et démocratique* » a-t-elle déploré.

Que propose-t-elle, de rompre avec l'euro, la BCE, avec l'UE ? Pas vraiment : « *Il faut changer le rôle de la BCE* ». (publicsenat.fr 17.04)

Je vous passe le baratin électoraliste qui allait de pair.

Ah si au moins c'était possible !

Clémentine Autain répondait à des questions d'internautes dans un blog de l'Express hier.

- "*Au possible, nous sommes tenus quand même! S'ils pouvaient au moins redevenir sociaux-démocrates conséquents, ça serait pas mal, non?*"

Non merci ! Elle ne le pense pas, pas plus que le reste d'ailleurs, car en en étant les clones, si c'était possible votre espace politique disparaîtrait et vous aussi par la même occasion.

- "*L'enjeu est de taille car si la gauche n'est pas capable d'améliorer les conditions de vie du plus grand nombre, le risque d'une droite dure en 2017 sera bien réel. C'est maintenant que ça se joue.*"

C'est vous et vous seuls qui en porterez la responsabilité pour avoir soutenu le PS.

- "*Nous pouvons désobéir si nous estimons que cela est juste pour le peuple français. Nous avons besoin de ce courage politique. Jean-Luc Mélenchon et le Front de Gauche sont prêts à cette confrontation politique nécessaire pour améliorer nos vies. Comme disait Rosa Luxembourg il y a plus d'un siècle, l'alternative est posée: "socialisme ou barbarie". Soit nous desserrons l'étau de la finance et imposons un autre modèle de développement, soit nous irons de mal en pis, dans un cycle mortifère faite de chômage, de précarité, d'inégalité, de xénophobie et de guerre. C'est dire l'urgence à faire le bon choix: celui d'une France, d'une Europe, d'une monde solidaire et de paix.* "

Nous ne tarderons pas à voir ce que valent de telles intentions. Et tout cela dans le cadre du régime capitaliste, elle le dit elle-même. Rétablissons la vérité, Rosa Luxembourg posait plutôt l'alternative politique suivante à laquelle cette opportuniste ne peut pas se référer : réforme sociale ou révolution. Autain comme Mélenchon et Laurent étant opposés à la révolution, il ne leur reste plus qu'à s'adapter au capitalisme, CQFD.

- "*Nous disons que les banques centrales doivent prêter directement aux Etats*", mais pas question de rompre avec la BCE et l'euro.

- "*Jean-Luc Mélenchon redonne toute sa saveur à ce que doit être la politique, c'est-à-dire être capable de porter une vision du monde, de construire un imaginaire, de donner à voir la cohérence d'un ensemble de propositions.* "

Vision, imaginaire, voir, le registre sémantique des illusionnistes

- "*Il est absolument inadmissible qu'Israël ne respecte pas les résolutions du droit international* ", depuis sa création, mais pas question de rompre avec l'Etat sioniste. Le FG soutient l'entreprise impérialiste contre la Syrie, après avoir soutenu la guerre contre la Libye, etc.

- "*Quelle est la position du front de gauche vis-à-vis de la décroissance? Oui, il va falloir de la sobriété joyeuse !* " (lexpress.fr 17.04)

Parole de nantis, de gens qui sont déjà servis, allez donc parler de "*sobriété*" aux millions de travailleurs qui se battent quotidiennement pour simplement survivre, faites leur la leçon sur ce qu'ils devraient faire et ne pas faire pour avoir une existence "*joyeuse*", je ne suis pas sûr que vous serez bien accueillis.

Le ton employé dans ce genre de discours met en lumière que leurs auteurs sont totalement étrangers au sort des travailleurs dont ils parlent et qu'ils prétendent représenter, ce qui en ressort ou la fâcheuse impression qui s'en dégage permet d'affirmer que finalement ils n'en ont strictement rien à foutre. Mélenchon le confirme ci-dessous.

doute" ?

Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de Gauche à la présidentielle, a assuré, dans une interview à LCP diffusée mardi, que "*beaucoup ressentent la position*" de François Hollande comme "*assez timorée*". Alors qu'en réalité elle est franchement réactionnaire.

"*La question qui se pose, c'est de savoir ce qu'éventuellement la gauche ferait de sa victoire*", a-t-il poursuivi. Cela fait penser aux privilégiés plein aux as et qui se demandent bien ce qu'ils vont faire du fric qu'ils vont encore gagner au casino de l'économie mondiale.

"*Là, il y a doute, car beaucoup ressentent la position de François Hollande comme assez timorée. Il ne veut pas toucher à grand chose*". A rien en réalité, mais cela il ne peut pas l'avouer le philistin.

"*Il part de l'idée - que je comprends - qu'en s'arrangeant avec les marchés, en montrant patte blanche, en se montrant un peu rond, les choses s'arrangeront. Il se trompe*", a ajouté M. Mélenchon à propos du candidat socialiste. Voilà ce que s'apprêtent à soutenir ceux qui voteront Hollande, je parle des militants, pas des travailleurs qui sont plus révolutionnaires que nos anticapitalistes professionnels.

"*Nous apportons quelque chose, au Front de Gauche, qui peut être décisif*", a-t-il poursuivi. "*Nous sommes certains que la finance va agresser la France*". Elle "*a trouvé une porte d'entrée avec la Grèce, personne n'a résisté et tout le monde s'est couché*". Vous y compris !

"*Nous incarnons le refus de ça*": "*résister et rendre les coups*", a encore dit le champion FG. (AFP 17.04)

Si nous affirmons que la politique de Mélenchon est aventureuse et criminelle, on va encore nous reprocher de pêcher par excès, alors qu'en appelant à "*résister et rendre les coups*" sans se donner les moyens politiques de vaincre notre ennemi, de mobiliser les masses dans l'unité contre le régime, il prépare les pires défaites de demain.

Si nous avons bonne mémoire, le Front de Gauche s'est avéré incapable parce qu'il n'en avait pas la volonté, de mobiliser les travailleurs contre les licenciements, contre le retrait de la contre-réforme sur les retraites, contre la signature des deux traités européens, etc., il a refusé le front unique que le POI lui avait proposé sur des bases claires et minimums, pour se contenter de gesticuler et faire son numéro à l'Assemblée nationale, ce que Mélenchon appelle "résister et rendre les coups, pas trop fort quand même de façon à ce que Sarkozy puisse quand même appliquer son programme, voilà ce qu'il incarne.

Il était tellement inconnu des travailleurs que les institutions de sondage lui donnait 6,5% d'intentions de vote il y a trois ou quatre mois. Les 15% ou plus ou moins qu'il va faire au premier tour, ils n'incarneront pas la politique de Mélenchon qui s'accommode du capitalisme et des institutions, mais l'espoir de changement politique ardemment souhaité par les travailleurs. Les travailleurs ont besoin d'exprimer leur désir de changement, 15% d'entre eux l'expriment en votant Mélenchon, des millions d'autres d'une autre manière, l'ensemble représente une force invincible qui peut tout balayer, pour peu qu'elle ait une orientation politique correcte que seule peut incarner un parti combattant pour la révolution socialiste.

Actualité en titres

Superflu.

- La TVA sur le luxe serait interdite par Bruxelles - L'Expansion.com

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le Sénat italien a adopté mardi en quatrième et dernière lecture le projet de loi prévoyant l'inscription dans la Constitution de la "règle d'or" de l'équilibre budgétaire, destinée à rassurer les marchés alors que le pays est empêtré dans la crise de la dette.

Le projet a été adopté par 235 sénateurs, tandis que 11 ont voté contre et 24 se sont abstenus.

Cette "règle d'or" garantira le respect par l'Italie de l'équilibre budgétaire, qui devrait être atteint en 2013 grâce au nouveau plan de rigueur du gouvernement de Mario Monti, et interdira donc le recours à l'endettement pour financer le déficit alors que l'Italie croule déjà sous une dette colossale représentant environ 120% de son PIB.

Ce principe ne pourra être contourné qu'avec l'accord de la majorité absolue du Parlement en cas de grave crise économique,

mais dans ce cas un calendrier précis de retour à l'équilibre devra être prévu.

Le projet de loi prévoit en outre la création d'un organisme indépendant de contrôle permanent des finances publiques. (AFP 17.04)

Ce qui est extraordinaire, c'est que la question de la "règle d'or" ou les deux derniers traités européens posent directement la question de la nature de la Constitution en vigueur dans tous ces pays et qu'absolument aucun parti ouvrier n'établit ce lien qui reviendrait à poser la question du pouvoir, de l'Etat, de sa nature, de la classe qui détient le pouvoir et de celle qui devrait le détenir.

C'est ainsi que chacun soutient à sa façon l'ordre établi, cela est valable dans tous les pays de l'UE.

2- Russie

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a dénoncé mardi des ingérences extérieures en Syrie, qui sapent selon lui les efforts en vue d'un règlement pacifique de la crise en aidant l'opposition.

Intervenant à la télévision, le chef de la diplomatie a imputé aux opposants et aux forces extérieures qui les soutiennent, qu'il n'a pas nommées, la poursuite des violences depuis l'entrée en vigueur, jeudi dernier, du cessez-le-feu conclu dans le cadre du plan de paix de l'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe, Kofi Annan.

"*Ceux qui ont prédit depuis le début un échec du plan Annan font tout pour que cette prophétie se réalise*", a accusé Sergueï Lavrov.

"*Ils le font en livrant des armes à l'opposition syrienne et en encourageant l'activité des rebelles qui continuent d'attaquer quotidiennement à la fois des installations gouvernementales et (...) civiles.*"

"*Bien sûr, les forces gouvernementales prennent des mesures pour répondre à de telles provocations et le résultat est que les choses ne se passent pas encore très bien*", a ajouté le ministre russe, parlant de "*cessez-le-feu fragile*". (Reuters 17.04)

3- Egypte

La commission électorale égyptienne a définitivement exclu mardi dix des candidats à la présidentielle de mai, dont les trois principaux postulants, l'ancien vice-président Omar Souleimane et les islamistes Khairat al-Chater et Hazem Abou Ismaïl.

Ces disqualifications bouleversent le paysage politique à cinq semaines du premier tour les 23 et 24 mai.

"*La commission a rejeté tous les appels présentés par les dix (candidats) écartés*", sur 23 personnes ayant fait acte de candidature, a rapporté l'agence officielle Mena.

La commission avait annoncé samedi avoir écarté les dix hommes en raison d'irrégularités dans leurs dossiers de candidature. Ils avaient 48 heures pour contester cette décision.

Parmi les candidats restant en lice figurent l'ancien chef de la Ligue arabe Amr Moussa, l'ex-membre des Frères musulmans Abdelmoneim Aboul Foutouh et le dernier chef de gouvernement de Hosni Moubarak, Ahmad Chafiq.

Khairat al-Chater, un richissime homme d'affaires choisi par les Frères musulmans pour les représenter, a réagi en appelant les Egyptiens à se tenir prêts "*à descendre pour protéger la révolution parce qu'elle s'expose à un grand danger*" et à "*lutter contre toute opération de fraude ou d'achat de voix qu'ils sont en train de préparer*".

S'adressant à des centaines de ses partisans au Caire, il a aussi promis de rester "*vigilant face à toute ruse*" et juré de "*faire tomber les restes du régime de Moubarak*".

Les Frères avaient anticipé la décision en présentant un candidat "*alternatif*", le président de leur formation politique, le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ) Mohammed Morsi. La confrérie islamiste, première force politique du pays, reste donc dans la course. (AFP 17.04)

4- Australie

L'Australie va retirer ses troupes (1.550 soldats) d'Afghanistan en 2013 avec un an d'avance sur le calendrier fixé par l'Otan pour le départ des troupes étrangères, estimant que les forces afghanes seraient alors capables de prendre la relève, a annoncé mardi le Premier ministre australien.

Le retrait commencera dès que le président afghan Hamid Karzaï aura donné son feu vert pour le transfert de la sécurité aux forces nationales dans la province d'Uruzgan (sud), où sont stationnées la majorité des soldats australiens.

La décision du président Karzaï est attendue "*dans les mois à venir*" et le retrait devrait ensuite prendre de 12 à 18 mois, a précisé Mme Gillard.

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a démenti début avril toute accélération du processus de transition, tout en jugeant "*nécessaire*" de clarifier le calendrier après que plusieurs responsables occidentaux eurent parlé d'accélérer le retrait.

"*Notre objectif, qui est de voir l'Afghanistan assurer lui-même sa sécurité, n'a pas changé. Notre engagement et notre partenariat avec l'Afghanistan après 2014 reste inchangé*", a déclaré M. Rasmussen la semaine dernière à Kaboul. (AFP 17.04)

Social

1- France

Les deux terminaux méthaniers de Fos (Bouches-du-Rhône) ont été mis à l'arrêt mardi en raison d'un mouvement social, les syndicats réclamant une meilleure répartition des gains réalisés par GDF Suez, ont-ils déclaré dans un communiqué.

Les salariés veulent une augmentation de leur retour sur participation, évoquant le doublement en un an des bénéfices de leur employeur, Elengy, filiale des terminaux méthaniers de GDF Suez qui compte 430 salariés.

En plus des terminaux de Fos-Tokin et de Fos-Lavera, les installations de Montoir (Loire-Atlantique) sont bloquées en prévision de l'arrivée d'un bateau mercredi, disent les représentants des salariés d'Enelgy.

GDF Suez confirme l'arrêt des installations mais ne souhaite pas faire de commentaire pour le moment.

Le groupe a annoncé lundi le rachat des 30% du britannique International Power qu'il ne détenait pas encore pour 6,8 milliards de livres (8,4 milliards d'euros), une opération qui lui permettra de se renforcer dans les pays émergents.

Un terminal méthanier a pour fonction de regazéifier du gaz naturel transporté sous forme liquide (GNL) par bateau puis de l'injecter sur le réseau de transport. En 2011, le GNL réceptionné par les terminaux d'Elengy correspondait à 33% de la consommation française de gaz. (Reuters 17.04)

2- Espagne

La compagnie espagnole Iberia a annoncé mardi qu'elle réduisait de 20% la masse salariale des pilotes, soit une économie de 62 millions d'euros par an, en plein conflit social avec les pilotes qui protestent contre la création de la filiale à bas coûts Iberia Express.

"*Ce qui se passe c'est que la compagnie perd de l'argent et il y a un problème de coûts*", a expliqué un porte-parole de la compagnie. Il a précisé que le salaire moyen brut annuel des pilotes était d'environ 200.000 euros.

Ces mesures "*ne touchent que les pilotes, unique collège avec lequel, après deux années et demi de négociations, il n'a pas été possible de trouver un accord sur la convention collective*", affirme la compagnie.

Les pilotes ont lancé une nouvelle série de journées de grève les lundis et vendredis depuis le 9 avril et jusqu'au 20 juillet pour dénoncer les conditions de création de l'Iberia Express. (AFP 17.04)

Economie

1- FMI

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde s'attend à une hausse de la contribution des membres de l'institution de 400 milliards de dollars au minimum, a-t-elle déclaré dans un entretien à la presse internationale.

"*400 milliards de dollars ou plus. Et cela signifie sans limite*", a déclaré Mme Lagarde, interrogée sur ses attentes concernant l'ampleur de la hausse des fonds du FMI à venir, selon un extrait publié en ligne par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

L'apport des Etats-Unis, réticents à remettre au pot, "*pourrait prendre d'autres formes*" qu'une contribution en liquide, concède la directrice générale dans un autre entretien, publié par le quotidien français Le Monde dans son édition datée de mercredi. Elle évoque "*par exemple des +swaps+ entre la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE)*".

En décembre dernier, le FMI avait évoqué un besoin de l'ordre de 600 milliards de dollars mais "*aujourd'hui le risque est moindre*", explique-t-elle dans les colonnes du Monde.

De manière générale l'Europe "*n'est pas tirée de l'ornière*", a-t-elle estimé auprès du Monde.

Elle a également suggéré à la BCE de ménager un espace pour la croissance, en relâchant davantage sa politique monétaire.

"*Nous voyons de très bonnes raisons pour un relâchement de la politique monétaire dans des pays dans lesquels l'inflation est sous contrôle. Il y a de la marge de manoeuvre*", a-t-elle dit.

Mme Lagarde a aussi estimé une nouvelle fois que les responsables européens devaient permettre aux fonds d'aide européens, le FESF et son futur successeur, le MES, de prêter directement aux Etats et aux banques de la zone euro.

"*J'ai proposé l'idée en juillet (2011) et elle avait été rejetée. Mais nous persévérons*", a-t-elle dit au quotidien italien. (AFP 17.04)

2- Espagne

L'Espagne est retombée en récession au premier trimestre, deux ans après en être sortie, a annoncé mardi le gouverneur de la Banque centrale, Miguel Fernandez Ordonez, confirmant que le recul du PIB, de 0,3% au dernier trimestre 2011, s'était poursuivi au début de 2012.

"L'aggravation de la crise de la dette à partir de l'été dernier a interrompu la fragile récupération que l'économie espagnole avait amorcée un an plus tôt", a souligné M. Fernandez Ordonez dans un discours.

Après un dernier trimestre 2011 dans le rouge, "*cette tendance s'est poursuivie durant les premiers mois de cette année, ce qui signifie que l'économie espagnole se trouve de nouveau en récession*", a ajouté le gouverneur.

"*Comme cela s'était déjà produit lors de la récession en 2008 et 2009, c'est la demande intérieure qui accuse la principale faiblesse*", a souligné M. Fernandez Ordonez.

Le gouvernement a d'ores et déjà prévu un taux de chômage à 23,4% en 2012, après 22,85% à la fin 2011.

A la contraction de la demande intérieure s'est ajoutée "*plus récemment l'intensification de la crise de la dette souveraine et ses effets sur le système financier qui ont durci les conditions de financement et porté atteinte à la confiance des investisseurs*", a ajouté le gouverneur de la Banque d'Espagne.

Pour 2012, "*les perspectives ne sont pas favorables*" et la consommation des ménages "*se verra affectée par le recul de l'emploi*", a-t-il prédit. (AFP 17.04)

3- Argentine

La présidente argentine Cristina Kirchner a déclenché lundi une crise avec l'Espagne en annonçant l'expropriation partielle de la compagnie pétrolière YPF, contrôlée par l'Espagnol Repsol.

"*Le patrimoine d'YPF Société Anonyme est déclaré à hauteur de 51% sujet à expropriation*", selon les termes de l'annonce lue en présence de Mme Kirchner et de ses ministres et gouverneurs de provinces.

"*C'est une décision hostile contre Repsol, donc contre une entreprise espagnole, donc contre l'Espagne*", a affirmé de son côté le ministre de l'Industrie, José Manuel Soria.

Madrid a promis des mesures "*appropriées*", "*claires et fortes*".

De Brasilia, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a réagi en déclarant que "*cette décision serait très débattue et avec raison*", lors d'une conférence de presse.

"*Un marché ouvert de l'énergie et des infrastructures est le meilleur modèle de compétence et d'accès au marché*", a-t-elle estimé. "*Cela a été prouvé dans le monde entier*", a-t-elle insisté.

Repsol YPF est le leader sur le marché des combustibles en Argentine. Sa filiale argentine YPF, privatisée dans les années 1990, contrôle 52% des capacités de raffinage du pays et dispose d'un réseau de 1.600 stations-service.

Ignorant la mise en garde de l'Espagne, Mme Kirchner a annoncé l'envoi au Congrès argentin du projet de loi d'expropriation partielle, invoquant un manque d'investissements de ce groupe.

"*Nous n'allons pas procéder à une nationalisation*", a expliqué Mme Kirchner. "*Nous allons faire une récupération*", a-t-elle ajouté, soulignant que "*la compagnie continuera à fonctionner comme une société anonyme, avec des directeurs professionnels*".

Selon le texte publié par son gouvernement, du total "*des actions de la compagnie YPF sujettes à expropriation*", soit un peu plus de la moitié, "*51% appartiendront à l'Etat et les 49% restant seront distribuées entre les provinces productrices*".

La prise de contrôle d'YPF se fera par le vote d'un projet de loi au Congrès argentin et le prix à payer aux actionnaires sera fixé par le Tribunal national d'évaluations.

"*Cette présidente ne répondra à aucune menace*", a poursuivi Mme Kirchner en parlant d'elle-même. "*Je suis un chef d'Etat, non une marchande de légumes*", a-t-elle dit, ajoutant: "*Toutes les entreprises présentes ici, même lorsque l'actionnariat est étranger, sont des entreprises argentines*".

Repsol, de son côté, a qualifié le projet de loi "*d'illégal*" et annoncé qu'il prendrait "*toutes les mesures judiciaires pour préserver la valeur de ses actifs et les intérêts de ses actionnaires*".

Le chef du groupe du parti au pouvoir à la Chambre des députés argentine, Agustin Rossi, a déclaré que seules "*sont sujettes à expropriation les actions de Repsol, jusqu'à atteindre 51%*" du total.

"*Les actions du groupe argentin Petersen (25,4%) ne sont pas concernées, pas plus que les actions en bourse (17%)*", a-t-il dit.

L'Espagne avait mis en garde dès vendredi l'Argentine contre une "*agression*" qui violerait "*le principe de sécurité juridique*".
La Commission européenne avait le même jour appelé l'Etat argentin à protéger les investissements étrangers. (AFP 17.04)

Haut de page

Le 19 avril

CAUSERIE

Il est erroné de s'en prendre à la personne de La Talonnette, certes, c'est un pauvre type, un sale type, tout ce qu'on voudra, ce n'est pas nous qui diront le contraire, à lui seul c'est une caricature du Versaillais insipide et médiocre. En réalité, il a pratiqué une politique tellement réactionnaire sur tous les fronts qu'il est ressorti usé prématurément, jusqu'à la corde, au point que ses propres soutiens le lâchent les uns après les autres.

Vous êtes au chômage et vous cherchez désespérément un boulot, vous n'avez plus les moyens de vous soigner, votre fils voudrait poursuivre ses études mais vous n'en avez pas les moyens financiers, vous êtes mal logé et vous êtes étranglé par un loyer excessif, vous ne parvenez pas à joindre les deux bouts avec votre salaire misérable, vous êtes endetté jusqu'au cou, votre vie n'est faites que de sacrifices, de privations et d'humiliations, bref, vous n'en pouvez plus, vous êtes rendu au bord du désespoir, ne vous tracassez pas, faites preuve de patience Mélenchon vous promet le changement... dans dix ans ! (lire plus loin)

Voyez où en est son modèle, Die Linke en Allemagne, et vous aurez compris que le changement en question qu'il vous promet est renvoyé aux calendes grecques ou à à la saint-glinglin.

Cette déclaration peut être interprétée de différentes manières. On pourrait croire qu'il se tire une balle dans le pied, effectivement, pourquoi voter pour un candidat qui renvoie tout changement politique à un futur lointain et hypothétique. Il s'est peut-être rendu compte qu'en faisant naître trop d'espoir dans sa candidature, il pourrait rapidement se retrouver face à des responsabilités et des contradictions qu'il serait incapable d'assumer, dans cette perspective plutôt embarrassante, il serait préférable que le PS obtienne plus de voix et le FdG moins, de façon à la fois à pouvoir se cantonner à un rôle d'opposition parlementaire et entonner le même discours qu'aujourd'hui sans que cela ne l'engage à rien, reportant sur les

électeurs, donc les travailleurs, la responsabilité du statu quo politique qui résultera de la présidentielle et des législatives et la boucle sera bouclée. Reste à savoir qui gobera ce discours et pendant combien de temps.

Bruit de campagne

Le Radeau de la Méduse

En visite mardi dans le Finistère, Nicolas Sarkozy a affiché sa sérénité. Alors qu'il s'intéresse à des canots de sauvetage, un journaliste lui demande si un candidat a besoin d'être sauvé. "*Quel talent*", lui répond-il et ajoute, en désignant les journalistes: "*Je reviendrai fêter ma victoire avec mes amis qui y croient tellement*." (lexpress.fr 18.04)

Il n'a même pas le sens de l'humour ! Même là il faut qu'il mente !

Parisot s'accommodera très bien de Hollande. Mode d'emploi.

Après avoir affiché son soutien à Nicolas Sarkozy, la patronne des patrons a fait le premier pas en direction de François Hollande.

A quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, la patronne des patrons a trouvé de bon ton de faire le premier pas en direction de François Hollande. Le Medef est "*prêt*" et même "*impatient*" de travailler avec le prochain gouvernement, a-t-elle clamé mardi matin devant les journalistes.

Mardi, elle a affirmé "*se sentir plus proche*" de François Hollande sur "*le rôle des corps intermédiaires et du paritarisme*". Elle a également trouvé "*très intéressant*" son projet de "*constitutionnalisation du dialogue social*" tout en souhaitant avoir des précisions sur ce dernier.

Hier, la présidente du Medef n'a pas pu s'empêcher de louer le bilan du candidat sortant. "*Le bilan de Sarkozy n'est pas un boulet, (...) mais il a fait un boulot extraordinaire dans des circonstances extraordinaires*", a-t-elle précisé. (lexpansion.com 18.04)

Traduisons : Il n'y a pas de contradictions dans le discours de Parisot. Hollande poursuivra la politique de Sarkozy avec l'aide du PS et ses satellites et des dirigeants syndicaux qui le soutiendront. Elle le sait, et à défaut de voir reconduit au Palais le candidat naturel du capital usé prématurément par cinq ans d'une politique ultra réactionnaire, elle se satisfera de sa copie qui n'a de gauche que le nom.

Elle doit se souvenir que c'est sous une majorité PS-PCF que le démentèlement des entreprises publiques et le saccage de la fonction publique a commencé avec le soutien des dirigeants syndicaux.

Tour de passe-passe.

Le candidat socialiste déclare mercredi au quotidien allemand Handelsblatt qu'il bloquera le pacte budgétaire cher à l'Allemagne s'il "*ne contient pas de mesures de croissance*". (lexpress.fr 18.04)

En réalité, le PS l'a déjà adopté sous la forme d'une résolution déposée à Starsbourg sous la référence B7 0044/2012 et commune avec le Parti populaire européen de Merkel et Sarkozy, les libéraux (Modem) et les Verts.

- Résolution du Parlement européen du 2 février 2012 sur le Conseil européen du 30 janvier 2012 (format pdf - Acrobate Reader)

De son côté, la Gauche Unitaire Européenne dont font partie le PG, le PCF, (le NPA et LO quand ils avaient des députés européens) avait déposé une proposition de résolution dans laquelle on pouvait lire que "*la mise en place d'un mécanisme de réduction de la dette (...) anéantira les efforts des gouvernements pour faire redémarrer leurs économies et sortir de la crise*", ces partis ne se fixant pas pour objectif d'en appeler à la classe ouvrière pour en finir avec le capitalisme, mais d'aider les gouvernements en place à venir au secours de leurs propres capitalistes afin qu'ils disposent des moyens pour "*sortir de la crise*", moyens parfaitement identifiés, qui consistent à réduire les salaires et à détruire ce qui reste de la législation du travail en l'adaptant aux besoins des capitalistes en concurrence avec les pays émergents.

Ainsi, la Gauche Unitaire Européenne en se proposant de résoudre la crise du capitaliste à la place de ceux qui en sont responsables, ne fait rien d'autre que se situer sur le terrain de notre ennemi de classe pour le soulager d'une sale besogne qu'il aurait été incapable de mener à son terme sans son soutien, sans que ces partis mettent la main à la pâte.

Résoudre la crise du capitalisme dans le sens des intérêts des travailleurs nécessite de rompre avec l'ensemble des institutions de l'Union européenne et le capital, ce qui est impossible à envisager pour des partis fondamentalement liés au capital.

En conclusion, les capitalistes sont incapables de résoudre eux-mêmes leur crise sur le plan politique, donc ils s'en remettent à leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier pour faire la sale besogne à leur place. Dit autrement, ils ne peuvent résoudre cette crise qu'en s'attaquant aux droits fondamentaux des travailleurs, en les faisant payer à leur place, pour s'y atteler et leur faire avaler la pillule, rien de tels que leurs représentants ou prétendus tels.

La stratégie de Hollande.

Derrière l'élection présidentielle, ce sont aussi les législatives qui se profilent à l'horizon. La problématique à résoudre dérange les socialistes. Doivent-ils parier sur une majorité absolue socialiste et ainsi se passer des encombrants alliés d'extrême-gauche ? Ou bien profiter du score intéressant que Jean-Luc Mélenchon pourrait faire à la présidentielle et s'assurer une majorité sans accrocs ?

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann explique la stratégie du candidat. « *Ne pas changer de ligne, ne pas se faire balloter à gauche ou à droite*. » Même discours pour Bruno Le Roux, porte parole de François Hollande. « *Il n'a pas besoin d'aller chercher ici une mesure qui serait plus à gauche et là une mesure qui ferait plus centriste si demain il y avait des ralliements de ce côté-là.* »

L'approche socialiste s'apparente donc à une chevauchée solitaire. Face à une poussée de Jean-Luc Mélenchon aux législatives, un proche de François Hollande relativise. « *Je ne vois pas comment Mélenchon pourrait gagner 200 circonscriptions* » sourit-il.

« *Malgré tout, le PS a intérêt à avoir un accord avec les partenaires de gauche* », juge Marie-Noëlle Lienemann, ce qui pourrait augurer des bras de fer au Parlement. « *Le parti communiste était extrêmement critique avec Mitterrand, avant d'entrer au gouvernement en 1981* » souligne t-elle. En omettant qu'en 1984, les communistes avaient fini par le quitter pour protester conte le virage de la rigueur. (publicsenat.fr 17.04)

Je n'avais pas envisagé le cas de figure où le PS aurait la majorité absolue à l'Assemblée nationale à l'issue des élections législatives. Cela me semble un objectif difficilement atteignable, sauf en cas d'éclatement ou d'effondrement de l'UMP. Tout dépendra aussi de la campagne que mènera le FdG, s'il manifeste la volonté de mobiliser ou non les travailleurs d'ici là, cela semble peu vraisemblable. Je tablerai plutôt pour sur majorité relative qui serait tributaire d'un accord entre le PS et le FdG pour former une majorité à l'Assemblée nationale.

Soutiens à Mélenchon.

Un appel intitulé "*pour nous, c'est Mélenchon*" a été lancé mercredi par plus de 1.000 universitaires, chercheurs, artistes et "*travailleurs de la culture*" en faveur du candidat du Front de gauche pour la présidentielle.

Figurent notamment le généticien Albert Jacquard, le biologiste Jacques Testart, pionnier de la fécondation in vitro, le chanteur Bernard Lavilliers ou encore le psychanalyste et chroniqueur Gérard Miller.

Alors que "*les inégalités rongent la société*", "*aggravées au cours de la période récente*" que ce soit en matière d'éducation, de santé ou de culture, "*une vraie politique de gauche doit choisir le partage des richesses et des pouvoirs et la solidarité avec les plus faibles. C'est l'intérêt général*", écrivent-ils dans cet "appel des 1.000".

"*Plus de 1.300 universitaires, chercheurs, enseignants, personnels de santé, artistes, travailleurs de la culture viennent de signer un appel pour soutenir le programme et la pratique politique du Front de gauche et de son candidat commun Jean-Luc Mélenchon*", affirme le FG dans un communiqué.

Parmi eux, plus de 400 enseignants-chercheurs, dont une centaine de professeurs d'université, des centaines d'artistes et de créateurs, précise-t-il. (AFP 18.04)

C'est pour ces privilégiés du régime à la bonne conscience mise à rude épreuve ces derniers temps que le PG avait été fondé, le PS apparaissant ouvertement trop corrompu par le capitalisme et les Verts renvoyés au rang qu'ils n'auraient jamais dû quitter, celui de parasites, l'écologie ne pouvant constituer les bases d'une nouvelle société ou une alternative politique au capitalisme, c'était la moindre des choses de le reconnaître.

Ces gens-là n'ont pas réellement de conscience politique, seuls leurs intérêts comptent à leurs yeux, ils se mobilisent quand ils les sentent menacés, le reste du temps ils sont absents du combat politique, ils ont mieux à faire semble-t-il, ils en ont les moyens contrairement au reste des travailleurs pour lesquels le quotidien est synonyme d'angoisses et de souffrances perpétuelles.

Il faut assumer ce qu'on est.

Présence en 2007 à la remise de la Légion d'honneur à Patrick Buisson, conseiller controversé de Nicolas Sarkozy, déjeuner

avec Henri Guaino en 2010 et photo au côté de Bachar Al-Assad en 2001, Jean-Luc Mélenchon voit dans ces sorties une "*manipulation*" destinée à le faire chuter. (AFP 18.04)

Rien de plus normal, des broutilles, de simples "*rapports républicains*", une simple "*présence protocolaire*", dans ce cas-là pourquoi y avoir participé, d'autant plus qu'"*enfin c'est quand même pas la guerre civile dans ce pays!*"... sinon vous auriez déjà décampé et on n'entendrait pas parler de vous.

Derrière les discours radicaux de Mélenchon, un larbin du régime. Le gouvernement Jospin (1997-2002), qui avait le plus privatisé, avait donné le "***tempo***", le modèle de Mélenchon. Aux millions de travailleurs au bord du désespoir : le changement politique ce sera dans "***dix ans***", autrement dit jamais !

Jean-Luc Mélenchon affirme qu'il appellera à voter pour François Hollande au second tour parce que leur "*programme commun*" est de "*virer*" Nicolas Sarkozy, ce qui devrait permettre à la gauche radicale d'accéder au pouvoir dans dix ans.

"*Mon intention est que nous soyons au pouvoir dans dix ans. Si Nicolas Sarkozy perd l'élection, la brèche est ouverte en Europe. Nicolas Sarkozy est une proie plus tendre pour la finance internationale que ne l'est François Hollande*", dit-il dans son interview aux Echos.

Prié de dire pourquoi, donc, il appellerait à voter pour le favori des sondages, le leader du Front de gauche répond : "*On veut virer Sarkozy ! Cela fait un programme commun !*".

Selon lui, François Hollande sera obligé d'en venir à ses méthodes à l'égard des milieux financiers et "*il suffit d'attendre.*"

"*La finance l'attaquera lui comme elle a attaqué Sarkozy. Il n'aura alors que deux solutions : résister ou capituler. Et je fais le pari qu'il fera le choix de résister. Et il ne fera pas avec les ectoplasmes qui l'entourent*", dit-il.

"*Je ne suis pas candidat pour être le Premier ministre de François Hollande mais pour conquérir le pouvoir, tout le pouvoir*", ajoute-t-il.

Jean-Luc Mélenchon, qui préconise des mesures fortes contre la "*logique libérale*", estime que sous le gouvernement Jospin, de 1997 à 2002, la gauche du PS avait "donné le tempo" avec les 35 heures sans perte de salaire et l'alliance rouge-rose-verte.

"*Nous avons eu une contribution utile. A la fin de la législature, le rapport de force s'est dégradé. Le mouvement socialiste a fini par être contaminé par l'orientation blairiste social-libérale, à laquelle François Hollande est d'ailleurs très lié*", estime-t-il. (Reuters 18.04)

"*Virer Sarkozy ! Cela fait un programme commun !*" pour ceux qui peuvent s'en contenter, ce qui n'est pas le cas de millions de travailleurs. En réalité le programme de Hollande se situe en-deça de celui de Mitterrand en 81, on s'en fout clame Mélenchon et sa clique de bras cassés.

Actualité en titres

Marchands de bestiaux.

- Bayrou compare les ralliements à Hollande à "*la transhumance*" des troupeaux d'ovins - AFP

- Sarkozy appelle clairement les électeurs du Front national à voter pour lui - AFP

- A J-4, Hollande s'adresse aux jeunes tentés par l'abstention et l'extrême droite - AFP

La girouette ne fait pas le printemps

- Hollande gauchise son discours à quelques jours de l'élection - L'Express.fr

Peu importe...

- Une victoire de François Hollande inquiète modérément le marché - Reuters

... il persiste....

- François Hollande: "*Le changement, c'est dimanche*" - L'Express.fr

...peu importe...ce ne sera pas demain la veille :

- Jean-Luc Mélenchon: «*Nous serons au pouvoir dans moins de 10 ans*» - 20minutes.fr

Décadence.

- Du porno au parlement thaïlandais - L'Express.fr

- Un prêtre et comédien russe se lance en politique - LeFigaro.fr -

Leur modèle de société.

- Aux Etats-Unis, une fillette menottée pour avoir piqué une colère en classe - L'Express.fr

Elle a six ans, j'ai lu qu'ils l'avaient mise en cage en attendant ses parents.

INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Les Etats-Unis et l'Otan ont vigoureusement condamné mercredi des photos de soldats américains posant au côté de cadavres d'insurgés afghans, dont certains démembrés, un scandale qui éclabousse à nouveau l'armée américaine à un moment clé dans le conflit en Afghanistan.

Dans leurs réactions, tant le chef du Pentagone que le porte-parole de la Maison Blanche se sont dits "*déçus*" par la publication de ces photographies malgré les demandes du département de la Défense. (AFP 18.04)

Social

1- Slovénie

Des dizaines de milliers d'enseignants, de médecins, de policiers et d'autres fonctionnaires se sont mis en grève mercredi en Slovénie pour protester contre les mesures d'austérité.

Quelque 80.000 employés de la fonction publique ont pris part à la grève, soit un fonctionnaire sur deux, ce qui en fait le mouvement le plus suivi depuis l'indépendance de l'ex-république yougoslave, en 1991. La plupart des écoles sont restées fermées.

"*Cette grève est un message sérieux au gouvernement: nous sommes déterminés à défendre l'Etat social et les critères acquis dans l'éducation*", a dit Branimir Strukelj, qui dirige la confédération des syndicats du secteur public.

Le gouvernement de droite du Premier ministre Janez Jansa, qui a pris ses fonctions en février, a prévenu qu'il mènerait une sévère politique d'austérité dans un pays dont la dette s'est envolée - elle était de 21,9% du PIB en 2008, elle est passée à 47,6% l'an dernier.

L'objectif du gouvernement est de ramener le déficit budgétaire de 6,4% du PIB l'an dernier à 3,5% cette année, au prix notamment d'une réduction des salaires et des pensions de retraite dans la fonction publique.

Le traitement des fonctionnaires pourrait ainsi être réduit de 7,5% au 1er juillet.

"*L'économie slovène est sur le fil*", a répété Janez Jansa mardi à la télévision publique. "*Douze mille entreprises ont fait faillite dans cette crise, nous ne pouvons par alourdir le fardeau du secteur privé.*"

Après s'être contracté de 8% en 2009, le produit intérieur brut de la Slovénie s'est légèrement redressé en 2010 mais le pays a replongé dans la récession avec une contraction de 0,2% en 2011 et des prévisions de l'ordre de -0,9% cette année.

Selon le gouvernement, 120.000 emplois ont disparu dans le secteur privé ces trois dernières années tandis que les effectifs de la fonction publique passaient de 150.000 à 160.000 employés environ. La Slovénie compte 2 millions d'habitants.

Le chômage frappe lui 12,4% de la population active contre 7% fin 2008. (Reuters 18.04)

2- Grande-Bretagne

Selon le "Times", des centaines de milliers de patients ont été renvoyés chez eux en pleine nuit faute de place à l'hôpital.

Un invalide de 94 ans renvoyé de l'hôpital en taxi à une heure du matin, sans son fauteuil roulant et sans personne pour l'aider à monter les escaliers menant à son appartement ; un patient âgé de 80 ans obligé de repartir tout seul chez lui au milieu de la nuit, en pyjama, après avoir reçu une piqûre de morphine, et qui meurt d'une crise cardiaque dans son appartement quelques heures après... À en croire une enquête menée par The Times, la manière dont sont traités les patients dans les hôpitaux anglais est indigne, nombre d'entre eux ayant ainsi été "*jetés dehors*" à des heures indues et sans assistance adéquate, même dans le cas de personnes âgées et vulnérables.

Le quotidien britannique a ainsi publié, le 12 avril dernier, un article qui dénonce la pratique, apparemment habituelle, de congédier des patients au beau milieu de la nuit pour libérer des lits. Selon le journal, quelque 400 000 patients traités dans les hôpitaux anglais publics en 2011 seraient ainsi repartis chez eux entre 23 heures et 6 heures du matin, souvent dans des conditions inacceptables. Enquête ouverte

"*Il s'agit d'une attitude inconsidérée et choquante, qui ne fait preuve d'aucune compassion envers le patient, a déclaré Katherine Murphy, directrice de Patients Association, une association britannique de protection des droits des patients. Les hôpitaux considèrent sans doute qu'il est acceptable pour eux de renvoyer des patients au milieu de la nuit sans même les prévenir à l'avance, mais est-ce vraiment dans l'intérêt d'un malade qui a peut-être passé un long séjour en hôpital et qui n'est pas forcément prêt à retourner seul dans une maison vide et froide ?*" Selon elle, son association reçoit ainsi régulièrement des appels de patients renvoyés en pleine nuit sans notification préalable, se plaignant d'une attitude qu'ils décrivent comme "*insensible, irréfléchie et cruelle*".

Le gouvernement a demandé l'ouverture d'une enquête. De son côté, Bruce Keogh, directeur médical du NHS (National Health Services, l'équivalent britannique de la Sécurité sociale), a déclaré qu'il se pencherait sur la question. "*Les patients devraient pouvoir quitter l'hôpital quand leurs soins sont terminés, mais aussi quand il est pratique pour eux comme pour leurs familles qu'ils rentrent chez eux*", a-t-il ajouté.

Le NHS a admis sur son site qu'il ne mettait pas en cause la véracité des témoignages de patients renvoyés chez eux pendant la nuit de façon inadéquate. Mais ses responsables notent aussi que la majorité des départs de nuit sont volontaires ou justifiés, citant ainsi le cas de femmes souhaitant rentrer chez elles après un accouchement sans problème, de personnes en état d'ébriété ayant dessoûlé ou de patients soignés après avoir été admis aux urgences pour des blessures mineures. (lepoint.fr 18.04)

Ils ne sont pas parvenus à privatiser le système de santé en Grande-Bretagne, alors ils l'ont laissé pourrir sur place en l'asphyxiant financièrement.

Economie

1- FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) estime que 58 grandes banques européennes pourraient être amenées à réduire leurs actifs de 2.600 milliards de dollars d'ici la fin 2013 pour se conformer aux exigences de l'Autorité bancaire européenne en matière de ratios de fonds propres.

Cela limitera la capacité de financement des banques, en particulier dans les pays où les taux d'intérêt restent élevés et dans les pays émergents d'Europe de l'Est, ajoute le FMI dans son rapport semestriel sur la stabilité financière mondiale, publié mercredi en prélude aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale.

Dans son scénario central, le FMI estime que l'allégement du bilan des banques européennes se traduira par une baisse de 1,7% de l'offre de crédit sur deux ans. Celle-ci baisserait de 1% supplémentaire en Italie.

Il en résulterait une contraction du crédit de 4,4% et un repli du produit intérieur brut (PIB) de 1,4%, ajoute le FMI en recommandant à l'Union européenne d'aider ses banques à se recapitaliser.

L'Union européenne, ajoute-t-elle, devrait aussi envisager d'injecter dans les banques des capitaux venant de fonds publics.

Même si l'UE a convenu d'un pacte européen pour durcir ses règles budgétaires et a lancé des plans de sauvetage financier des pays fragilisés, et même si la BCE a radicalement baissé ses taux d'intérêt et massivement racheté des obligations souveraines, le FMI estime que ces mesures ne suffisent pas.

Il recommande que la zone euro mutualise son risque souverain, une mise en commun qui a déjà commencé avec les rachats de dette souveraine par la BCE et avec les émissions obligataires du Fonds européen de stabilité financière (FESF).

"*La crise a montré que les mécanismes de discipline budgétaire ont échoué, que l'intégration économique demeure limitée et que l'intégration financière est difficile si les gouvernements nationaux restent en fin de compte responsables chacun de leur système financier*", écrit le FMI dans son rapport. (Reuters 18.04)

2- Italie

Le gouvernement italien a prévu mercredi une aggravation de la récession pour 2012 et retardé ses prévisions de retour à l'équilibre budgétaire, estimant que "*malgré les progrès accomplis, il reste encore beaucoup à faire*".

Dans un communiqué publié à l'issue d'un conseil des ministres, le gouvernement a annoncé une révision à la baisse de ses prévisions de Produit intérieur brut (PIB) pour 2012, prévoyant une contraction de 1,2% contre une baisse de 0,4% lors de la dernière prévision officielle datant de décembre.

Pour le gouvernement, "*l'action de rééquilibrage financier a été accompagnée par l'adoption de diverses mesures de réforme destinées à lever les principaux obstacles qui ont entravé le potentiel de croissance de l'Italie*", en référence aux réformes controversées du marché du travail facilitant les licenciements et aux libéralisations.

"*Cette crise impose un prix très élevé aux familles, aux jeunes, aux travailleurs, aux entreprises et parfois ces expériences s'achèvent dans le désespoir*", a-t-il reconnu sur un ton grave, évoquant la vague de suicides en Grèce et en Italie. (AFP 18.04)

Haut de page

Le 20 avril

CAUSERIE

J'aurais tendance à avoir le même état d'esprit que ces millions de travailleurs qui estiment que voter ou non le 22 avril et le 6 mai prochain ne changera rien à leurs conditions misérables ni demain ni d'ci "*10 ans*" (Mélenchon).

Tactiquement pour un parti combattant pour la révolution socialiste, sans manifester la moindre illusion dans le Front de Gauche dont la nature est clairement contre-révolutionnaire, ses dirigeants l'ont affirmé eux-mêmes, que dis-je, martelé en proclamant que le "*grand soir*", la révolution pour s'emparer du pouvoir n'était pas leur tasse de thé, autrement dit que leur objectif n'était pas d'inverser le rapport de force entre classe dominante et classe dominée, donc leur politique doit être compatible avec la survie du capitalisme, en comparaison l'UMP et le PS figurent dans le camp du capital, de la réaction, tactiquement il était intéressant de soutenir le FdG ou plutôt de participer à sa campagne électorale dans le seul objectif de mettre en lumière ses contradictions, ce qui devait permettre d'aider les travailleurs et les militants qui y sont associés à se défaire des illusions qu'ils avaient placées dans le FdG, de les gagner au socialisme, pas à la version réformiste ou stalinienne du PG ou du PCF, mais à celle des marxistes.

Tactiquement aussi, nous avons estimé que plus le candidat du FdG obtiendrait de voix, outre que cela alimenterait ses propres contradictions, celles du PS en seraient d'autant plus criantes, voire explosives au sein de ce parti, ce qui, étant appelé à gouverner, nourrirait les contradictions du régime avec lequel ce parti se confond ; notre objectif étant de favoriser tout processus qui permettrait de faire sauter les obstacles qui se dressent sur la voie qui conduit à l'éclatement du régime, processus qui ne pourrait se dérouler sans le déclenchement d'une grave crise au sein du PS et ses satellites, crise qui à son tour alimenterait celle du régime.

Contrairement aux renégats et aux traitres qui parlent en notre nom, nous visons la liquidation du régime et de tous les partis qui le soutiennent. Pour y parvenir, notre objectif principal ou notre stratégie demeure subordonnée à la construction du parti. Démasquer le double langage du FdG ne suffit pas, il faut faire en sorte que la nature du PG qui est un parti récent se manifeste ouvertement, le plus rapidement possible pour en finir avec ce parti qui est une nouvelle excroquerie politique, un pur produit du PS dont est issu son principal dirigeant.

Je suis absolument certain que parmi les militants il y en a qui se demandent si Mélenchon pourrait redevenir Trotskiste sur le

tard... En ayant pour modèle Mitterrand et Jospin selon l'intéressé lui-même, vous y croyez vraiment, dites-nous que c'est une blague ? Pourquoi ne pas croire sur parole Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, comme d'autres ont cru à d'autres époques aux discours de Thorez ou de Marchais auxquels ils n'avaient apparemment pas compris grand chose.

Si je peux me permettre un conseil à ces camarades pour les aider à progresser politiquement. Tout et son contraire est contenu dans les discours de ces charlatans, sous une forme implicite ou explicite tout y est, absolument tout. Et il n'est pas nécessaire de chercher ailleurs ou de recourir à des moyens déloyaux ou malhonnêtes pour les confondre et les démasquer. Il suffit de savoir lire, de prendre le temps de lire attentivement ce qu'ils disent et de réfléchir à ce que recouvrent ce qu'ils disent, pour découvrir la véritable signification de leurs paroles, attention, quoi qu'il en disent par ailleurs qui sera analysé à part et réintroduit si nécessaire dans notre analyse finale.

On a l'habitude de dire que les idées dominantes dans la société correspondent aux idées de la classe dominante. En revanche, on s'attarde beaucoup moins sur le support idéologique qui sert à leur épanouissement et qui plonge au plus profond de l'inconscience humaine, dont l'ignorance est la manifestation vivante. Ignorance que l'on sous-estime en permanence et qui remonte à la nuit des temps, bien avant que l'homme commence à se poser des questions sur ses rapports au monde extérieur. Ignorance qui a survécu jusqu'à nos jours malgré le développement de la civilisation humaine, parce qu'en venant au monde chaque être humain en fait obligatoirement l'expérience, puis tout au long de sa vie, pendant une durée plus ou moins longue à des dégrés divers en fonction de ses expériences et la faculté qu'il aura développée ou non pour les analyser, il oeuvrera pour maîtriser ses rapports au monde extérieur, pour façonner son environnement et la société en fonction de ses besoins ou aspirations. L'oeuvre d'une vie consistera à lutter sans cesse pour réduire le champ sur lequel s'exerce l'ignorance pour gagner en liberté.

Mal outillé pour mener à bien cette mission de toute une vie, il va forcément tâtonner, se livrer à des extrapolations, laisser vagabonder son imagination au détriment de la réalité dont il va s'écarter inconsciemment, se fourvoyer, finalement, il va privilégier les apparences souvent trompeuses que peut prendre la matière à défaut d'en percer l'intimité ou le mystère.

Les discours ou les théories savantes qu'il sera amené à formuler favoriseront, soit la matière ou les faits, soit l'idée qu'on s'en fait et qui peut se décliner à l'infini, de telle sorte que ces idées pour acquérir une cohérence et une certaine légitimité seront érigées en système.

A l'étape suivante, le sujet d'étude ou de réflexion ne sera plus la matière ou les faits en eux-mêmes, dans leurs rapports, mais portera sur la validité ou non de tel ou tel système élaboré au fil du temps, au point de perdre de vue que le verbe ne précède pas l'action et qu'il n'existe que par lui.

A ce stade, les faits sont déjà devenus intangibles, pour ainsi dire immatériels, alors de là à penser que la connaissance ou la vérité serait également impalpable, impossible à déterminer, au-delà de ce à quoi l'homme peut accéder, il n'y a qu'un pas qui est franchi lorsqu'on déclare que le développement du capitalisme ne correspond pas à un processus historique qui aurait comme tout processus un début et une fin, mais qu'il existerait de tous les temps et qu'il serait voué à exister pour l'éternité.

Il faut être ignorant pour croire une pareille faribole, assurément, cela signifie également qu'on a intégré un mode de pensée qui ne repose pas sur les faits mais sur l'idée qu'on en a, non pas sur une base ou une interprétation scientifique des rapports qui régissent la société et le monde et qui tendent forcément dans une direction donnée, mais sur une interprétation des faits qui favorise l'inconscience ou l'ignorance qui a accompagné le développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours.

Au lieu de se conduire en matérialiste, on adopte l'idéalisme qui conduit à reproduire la société telle qu'elle est.

Alors que le matérialisme dialectique et historique repose sur l'évolution des rapports des différents facteurs qui composent la société et coucourent à sa transformation, pour évaluer la tendance vers laquelle tend son développement au fil du temps, afin d'agir dessus pour la modifier dans un sens favorable à l'épanouissement de l'humanité, l'idéalisme se complaît à définir cette tendance dans le monde tel qu'il existe, comme si le système économique en vigueur et tous les rapports qui en découlent étaient figés pour l'éternité, indépassable, etc. Extrapolation à laquelle on ne peut parvenir qu'en niant l'évolution de ces rapports dont les contradictions tendent en permanence à dépasser, à faire éclater ce système dont les contours, les possibilités ou les limites ne sont pas inifinies mais correspondent à un moment du développement des forces productives et de la lutte des classes qui eux ne connaissent pas de répit.

Le matérialisme symbolise le mouvement inhérent à toute chose ou être, sans lequel toute existence serait impossible, donc la matière quel que soit l'état ou la représentation sous laquelle elle se présente à nous. L'idéalisme pour exister, doit nier ce mouvement ou l'enfermer dans une construction arbitraire, qui ne prend en compte la matière que pour justifier sa propre existence, tandis que la compréhension des lois de fonctionnement de la matirère continuera de nous échapper.

L'idéalisme constitue le principal piège de la pensée humaine, il menace même l'existence de la civilisation humaine depuis qu'elle a développé les instruments de sa propre destruction.

Pour en revenir à notre sujet, les mots ne sont jamais des abstractions en soi, ils renvoient toujours à une réalité, palpable ou

latente, etc. quand bien même serait-elle imaginaire qu'elle sortirait du cerveau d'un homme.

On peut affirmer que l'idéalisme est si répandu de nos jours, qu'au sein même du mouvement ouvrier peu de militants croient encore qu'il serait possible de changer la société, la plupart ont intégré l'idée que le socialisme n'était qu'une utopie ou un système merveilleux imaginé par des penseurs brillants, mais qui finalement n'avaient pas vraiment la tête sur les épaules, démontrant par là qu'ils (ces militants) n'avaient toujours pas compris que le capitalisme correspondait une période historique du développement des forces productives et de la lutte des classes qui constituaient les moteurs du développement de la civilisation humaine depuis le néolithique.

La faute en revient à nos dirigeants, qui en recourant à des méthodes indignes du mouvement ouvrier et se compromettant avec notre ennemi et ses laquais, ont démontré qu'ils étaient incapables d'assumer la continuité du marxisme, de résister à la pression de l'idéologie dominante... Le marxisme est un guide pour l'action, certes, mais c'est aussi une théorie qui intègre tout ce qui a été dit plus haut, qui prend appui sur ce processus historique et la tendance qui s'en dégage au-delà du capitalisme en faveur des exploitées et de l'humanité toute entière, pour peu qu'on soit capable de la traduire en terme de tâches politiques et de programme d'action.

Enseignement du marxisme. Le Parti communiste n'a jamais été communiste.

Lénine : discours au comité exécutif de l'Internationale communiste, 17 juin 1921 (Les Cahiers du mouvement ouvrier - n° 22, CERMTRI). Extrait.

- "*Prenons un autre exemple, celui de Marcel Cachin et d'autres, qui, au Parlement français, promeuvent l'accord franco- anglais et affirment que cet accord est une garantie de paix. C'est de d'opportunisme, et le parti qui admet cela n'est pas un Parti communiste. Bien sûr, dans notre révolution , nous devons indiquer qu'il faut souligner tels et tels faits, que telles ou telles interventions ne peuvent être admises, que ce n'est pas communiste. Mais la critique doit être concrète. Il faut stigmatiser l'opportunisme.*

Mais le véritable opportunisme du parti, qui s'exprime dans le discours de Cachin, n'est pas soumis à la critique. Au lieu de le critiquer, on critique cette expression et on donne de nouveaux conseils. Voilà ce qu'a dit le camarade Trotsky dans son discours.

Le camarade Laporte avait donc complètement tort, et le camarade Trotsky, en protestant contre cela, avait absolument raison. Peut-être la conduite du parti français n'était-elle pas tout à fait communiste. J'étais prêt à l'admettre." (...)

- "*Nous devons critiquer ouvertement le Parti communiste français, dire que ce n'est pas un Parti communiste, dire que la politique défendue et représentée au Parlement français par Marcel Cachin sur l'union de la France et de l'Angleterre pour l'exploitation des masses ouvrières (je n'utiliserai pas cette expression officiellement) — par des brigands, et pas par de simples brigands, mais par de gros brigands —, nous devons souligner avec la plus grande précision et la plus grande franchise que cette politique, défendue par Cachin, exprimée dans tel ou tel discours de Cachin dans tel ou tel numéro du journal, n'est pas du communisme, mais de l'opportunisme.*"

Si même sous l'influence de Lénine et Trotsky le Parti communiste n'était pas parvenu à devenir un véritable Parti communiste, autant dire qu'il ne l'a jamais été... sous Staline ! Alors de là à être nostalgique d'un parti qui n'a jamais existé en tant que tel, nostalgique de quoi, d'illusions ?

Si on en juge par l'absence d'un véritable parti communiste 90 ans plus tard, on aurait tendance à penser que les dirigeants qui ont pris la relève de l'Opposition de gauche après l'assassinat de Trotsky, étaient davantage animés par des illusions que par la réalité à laquelle ils n'ont semble-t-il pas compris grand chose, pas plus qu'aux enseignements de Lénine.

Je voudrais préciser aux camarades qui seraient tentés de télécharger des documents publiés par le CERMTRI, qu'il faudrait peut-être prendre avec du recul ou beaucoup de précautions les articles qui émanent des responsables du CERMTRI pour ne s'intéresser qu'aux articles originaux qu'ils ont traduits et reproduits.

D'où me vient cette mise en garde ? De la lecture de plusieurs articles ou de la présentation de différents documents que je suspecte d'avoir été rédigés pour influencer les lecteurs dans une direction précise, conformément à la politique définie par les dirigeants du POI (CCI) qui dirigent le CERMTRI.

Deux exemple.

Quand Lénine et Trotsky engage le combat contre le gauchisme et l'opportunisme (au IIIe Congrès de l'Internationale communiste), c'est forcément au nom du "*front unique*" qui sert d'unique stratégie aux dirigeants du POI (avant à l'OCI, PCI, PT)... A la lecture de cet article, que confirme la résolution sur la France adoptée par le IIIe Congrès de l'IC, j'aurais plutôt tendance à penser que Lénine et Trotsky avaient engagé ce combat dans l'objectif d'épurer le Parti communiste de ses brebis galeuses

qui avaient davantage leurs places à la SFIO. Quand Lénine dit que "*le véritable opportunisme du parti, qui s'exprime dans le discours de Cachin, n'est pas soumis à la critique*", on a plutôt l'impression qu'il veut aller au bout et avoir sa peau, comme il réclamera l'exclusion des dirigeants engagés dans la franc-maçonnerie ou ayant conservé des liens avec elle.

Dans un autre document, ils volent carrément au secours de Staline accusé d'avoir fomenté une famine en Ukraine et causé des millions de morts... Accusation vraie ou fausse, on s'en fout totalement à vrai dire, cela ne change rien à la nature du bourreau de la révolution russe. En quoi les accusations portées contre lui par des représentants du capitalisme auraient-elles un rapport avec les ennemis du stalinisme que nous sommes ou pourraient-elles nous porter préjudice, en quoi et depuis quand serions-nous comptables des crimes de Staline ? Etrange, non ?

Bref, les staliniens s'en réjouiront. Comment auraient-ils pu imaginer un seul instant il y a à peine trois décennies, que leurs pires "*ennemis*", les "*hitléro-trostkistes*" voleraient au secours du Petit Père des peuples ? Depuis le début des années 80, ces "*trotskistes*" se sont encanaillés de staliniens et néo staliniens jusque dans leur propre parti, ceci explique peut-être cela.

La semaine dernière, dans le numéro 195 d'*Informations ouvrières*, c'était un stalinien repenti, membre de la direction du POI, qui s'était ému du manque d'impartialité de son journal envers les anciens dirigeants du PCF, Thorez, Duclos et Cie. Une simple coïncidence sans doute. Dorénavant, il vous faudra prendre des gants et faire preuve de mesure lorsque vous évoquerez les bourreaux du mouvement ouvrier international.

Un luxe dont nous nous passerons, ne serait-ce qu'en mémoire de leurs victimes passés, présentes et à venir. Cela dit, il ne nous viendrait pas à l'esprit de nous livrer à des falsifications envers notre ennemi quel qu'il soit. Que l'on prenne sur le coup la défense de dirigeants réformistes ou staliniens lorsqu'ils sont attaqués par la bourgeoisie, c'est normal puisque cela préfigure une attaque généralisée contre l'ensemble du mouvement ouvrier, syndicats et partis compris. Mais près d'un siècle plus tard, c'est grotesque, d'autant plus que l'anticommunisme continue de s'exprimer à travers le monde sans que le POI ou le CERMTRI ne s'exprime sur cette question pourtant d'actualité.

Deux exemples me viennent à l'esprit.

Récemment il était question de déménager le buste de Marx devenu encombrant dans je ne sais plus quelle ville en Europe, vous en avez entendu parler, non évidemment. L'élection du président allemand qui s'était notamment illustré par se chasse aux "*communistes*" après la chute de la RDA.

Pour détacher les travailleurs du capitalisme, vous vous y prenez comment : vous vantez ses mérites ou vous mettez l'accent sur les conséquences dramatiques de sa survie ? Il en va de même dans le combat contre le stalinisme et toutes les formes d'opportunisme. (A suivre)

Bruit de campagne

Le prochain Bonaparte s'adresse à sa cour.

Le candidat PS à la présidentielle, François Hollande, a assuré mercredi sur RMC et BFMTV qu'il "*gouvernera à gauche*", "*qu'il n'y aura pas d'ouverture*" et que son Premier ministre "*sera socialiste*" s'il est élu le 6 mai. (AFP 19.04)

Il enfonce le clou.

François Hollande, candidat PS à la présidentielle, affirme dans un entretien à l'AFP avertit qu'il n'y aura "*pas de négociation entre partis dans l'entre-deux-tours*" et que s'il est élu "*c'est son projet qui s'appliquera et pas un autre*". Et d'ajouter "il n'y a pas de place dans une présidentielle pour une négociation entre partis. Pas de troc, de concession, d'échanges". Plus loin :"*François Mitterrand n'avait pas fait différemment en 1981. Il rappelait que c'est sur ses 110 propositions que le gouvernement serait constitué et que l'action serait conduite*.". (Reuters 19.04)

Complétons, il semblerait que Hollande ait oublié de préciser que Mitterrand s'empressera de revenir sur l'essentiel de ses "*110 propositions*" pour instaurer... l'austérité !

Réponse de ses laquais

Dans l'entre-deux tours et pour les législatives à venir, M. Mélenchon a aussi assuré qu'il ne se "*dédier(ait) jamais du drapeau*" FG : "*ni à vendre, ni à acheter, ni à domestiquer!*". (AFP 18.04)

Il devait tenir les mêmes propos quand il était à l'OCI, puis au PS... Contrairement à ce renégat, je n'ai jamais "*vendu*" mes idées pour faire carrière, pour un siège de député ou de sénateur. On ne sait pas trop de quel drapeau il parle, puisque celui des

Versaillais flotte au vent dans tous ces meetings. A lui tout seul, le Front de gauche est déjà le Front populaire !

"*Il n'est question ni de soutien, ni de participation, ni d'opposition (...) Il n'y a pas de combines à l'horizon, il n'y en aura pas!*", a affirmé Pierre Laurent mercredi, lors de l'émission "Questions d'info" LCP/Le Monde/AFP/France Info. (AFP 18.04)

Vous avez bien lu, ni soutien ni participation ni opposition, quoi alors ? Rien que du vent, des paroles, de la gesticulation en guise d'action ? Ils soutiendront le gouvernement à leur manière, voilà tout.

Mélenchon gauchit son discours

Le 19 avril 2012. Jean-Luc Mélenchon, lors de son dernier meeting au parc des expositions de la porte de Versaille.

Mélenchon a débuté par un tonitruant "*Ha ha ha! On a bien travaillé!*". "*La France s'est réveillée*", "*le feu a pris à la plaine, il leur grille les fesses*" et "*le peuple qui a voté non majoritairement en 2005 (au référendum européen, ndlr) réclame son dû*", a-t-il assuré, sous les "résistance, résistance!" de la foule.

Alors, "*en chassant Sarkozy, nous n'allons pas seulement nous débarrasser de quelqu'un qui nous a pourri la vie*", nous allons surtout mettre fin "à l'axe +Merkozy+, le coeur de l'Europe austéritaire", a-t-il dit, ironisant aussi sur "*Sarkozy-rikiki*" qui n'ose pas parler d'indépendance de la BCE.

Et de lancer un appel anti-FN. "*C'est nous qu'il faut aider parce que c'est en nous aidant qu'on repousse le danger qui accablerait un gouvernement progressiste si après la chute de Sarkozy, la droite pouvait se recomposer*" autour du FN, a-t-il mis en garde.

«*Vous l'entendrez de nouveau cette voix mièvre qui va vous dire de céder*», a-t-il lancé raillant les «*éditocrates*», les «*cire-pompes*», les «*porteurs de sacoches*» qui rejoignent Hollande, «*la divine odeur de la gamelle ayant changé de camp*». (comme lorsqu'il quitta l'OCI pour le PS ! - Ndlr)

Et il prépare ses partisans. «*Sur vos postes de travail, dans les cités, c'est à vous de porter le programme du Front de gauche maintenant*», lance-t-il.

Plus tôt dans la soirée Pierre Laurent, secrétaire national du PC, avait déjà prévenu: «*Tout nouveau traité européen devra être soumis au vote des Français.*»

Aller dire "*à tous les profiteurs de la finance qui se sont gavés depuis 20 ans que la récréation est terminée*" et "*congédiez Nicolas Sarkozy et son club de patrons milliardaires!*", a-t-il ajouté. (20minutes.fr et AFP 19.04)

Sachant que le Front de gauche ne mobilisera pas les masses pour imposer les quelques mesures qui seraient favorables à la classe ouvrière, Mélenchon les appelle à " *porter*" son programme, et si elles ne le font pas, elles porteront la responsabilité des conséquences qui en découlera...

Ne vous laissez pas impressionner par le discours radical de Pierre Laurent, ces prédécesseurs en tenaient un beaucoup plus radical encore, vous alliez voir ce que vous alliez voir, pour finalement se coucher devant la Bourse...

Actualité en titres

L'aristocratie ouvrière loge au Palais

- Petroplus: l'intersyndicale veut être reçue au ministère de l'Industrie - AFP

Au fait, s'il est exact que la majorité des travailleurs vont bien exprimer le rejet de la politique de Sarkozy à travers leur vote, reste encore à déterminer quel contenu politique ils vont lui donner. Donc pas d'emballement, restons lucide...

L'info la plus approximative de la semaine

- 2,5 milliards de personnes sont dépourvus de compte en banque - AFP

Il y a environ 7 milliards d'habitants sur terre. La moitié se compose de mineurs, il ne reste plus que 3,5 milliards d'adultes, il faudrait donc croire, selon un sondage publié jeudi par la Banque mondiale, que deux tiers d'entre eux ne disposeraient pas d'un compte en banque. Je ne fréquente que des prolos en Inde, ils ont tous un compte en banque, seuls les miséreux n'en ont pas. Dans le village de pécheurs où j'habitais avant, ils avaient tous un compte en banque par exemple.

Il n'est pas venu à l'esprit de ces crétins de la Banque mondiale que dans certains pays, dont l'Inde, chaque personne ne ressent pas forcément le besoin de détenir un compte en banque, un seul suffit pour un couple ou une famille entière. Cela vaut pour d'autres pays dits développés. Quand je vivais avec mon ex-épouse, nous ne possédions qu'un seul compte commun.

C'est comme lorsqu'ils évaluent la pauvreté, leurs données sont totalement erronées, puisqu'ils ne tiennent pas compte du nombre de personnes qui composent un ménage, ni le nombre de personnes en âge de travailler.

INFOS EN BREF

Politique

L'UE, un organisme policier

L'Union européenne a approuvé jeudi le transfert aux autorités américaines, au nom de la lutte anti-terroriste, des données sur les passagers des vols transatlantiques, malgré les craintes que ce texte porte atteinte au respect de la vie privée.

Le Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, a validé par 409 voix contre 226 cet accord négocié entre Bruxelles et Washington, qui autorise durablement le transfert de ces données concernant les quelque 48 millions de passagers qui voyagent chaque année entre les deux continents.

Les Etats-Unis ont immédiatement "*applaudi*" ce vote, qui va permettre de garantir "*la sécurité des voyageurs*", a indiqué dans un communiqué l'ambassadeur américain auprès de l'Union européenne, William Kennard.

Le transfert des données "*a aidé dans pratiquement toutes les enquêtes américaines de premier plan sur le terrorisme au cours des dernières années*" pour arrêter les auteurs d'attentats, a-t-il assuré.

Les données en question, dites "PNR" (Passenger name record), sont fournies par les voyageurs eux-mêmes aux transporteurs aériens: nom et coordonnées du passager, dates et itinéraire du voyage, moyens de paiement utilisés, numéro de la carte de crédit, agence de voyage, informations sur les bagages, menu réservé à bord, etc.

Actuellement, ces informations sont déjà transmises aux autorités américaines, mais dans le cadre d'un accord provisoire contesté. Les eurodéputés avaient rejeté une première mouture de ce texte en 2007, ce qui a forcé la Commission européenne à en négocier l'an dernier une nouvelle version avec Washington.

La commissaire européenne chargée du dossier, Cecilia Malmström, a reconnu que le texte n'était "*pas parfait à 100%*", mais a assuré que pour autant il respectait "*pleinement le droit européen*". (AFP 19.04)

Comme quoi le " *droit européen* est antidémocratique et policier.

Economie

1- Analyse

Joseph Stiglizt a présenté un exposé intitulé : "*Le mercantilisme est-il condamné à échouer ? La Chine, l'Allemagne et le Japon et l'épuisement des pays débiteurs.*" Pour l'économiste américain, la réponse est clairement oui.

Son raisonnement est simple. Certaines puissances comme la Chine, l'Allemagne et le Japon ont prospéré dans un système mercantile en dominant toutes les exportations, face à quelques pays comme les États-Unis qui, eux, affichent des déficits commerciaux colossaux.

Ainsi, les pays en excédent commercial imposent des coûts aux autres. Or, la persistance de ces excédents a entraîné une situation insoutenable, que Stiglitz baptise "*l'épuisement du débiteur et du déficit*".

Ce système est donc voué à disparaître. En effet, les pays réalisent que leurs déficits commerciaux ne sont pas tenables à long terme, et tentent dans le même temps de retrouver des excédents commerciaux.

Bien sûr, tous ne peuvent pas dégager des excédents. L'économie devient donc un jeu de patate chaude, chacun renvoyant le déficit vers quelqu'un d'autre, par l'intermédiaire de mouvements commerciaux agressifs, tels que des dévaluations de la monnaie.

Le système serait donc au bord de l'effondrement. Afin de mettre fin à ce système instable, il convient pour Stiglitz d'« *empêcher les pays excédentaires de dégager un excédent* ». Pour cela, une seule méthode : responsabiliser les pays déficitaires. Ces derniers doivent "*refuser d'être passifs*", "*éviter un déficit*" de leur côté, rendant ainsi mécaniquement impossible l'excédent de l'autre côté.

Cependant, Stiglitz évoque un début de solution, sous la forme d'un système mondialiste. L'économiste recommande la mise en place d'une monnaie de réserve autre que le dollar, un système de régulation global, et une plus grande coordination de la politique monétaire pour éviter les guerres de devises et les dévaluations compétitives. (Atlantico.fr 19.04)

Encore un économiste véreux. Non ce système n'est pas voué à disparaître, car il est trop juteux pour ceux qui en profitent. Non, les capitalistes les plus puissants ne sont pas des philanthropes. Ils sont déjà à l'origine de deux guerres mondiales, monsieur Stiglitz ne le saurait-il pas ou l'aurait-il oublié ? S'il devait disparaître, ce serait uniquement sous les coups de boutoir de la lutte de classe du prolétariat international combattant sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale.

2- Banque (Etats-Unis)

2.1- Morgan Stanley a publié jeudi des résultats trimestriels soutenus par une forte hausse de ses activités de trading et par des signes d'amélioration dans la gestion de fortune.

Les banques d'affaires américaines ont toutes débuté l'année du bon pied grâce à une reprise de l'activité sur les marchés après une année 2011 difficile. Les concurrentes Goldman Sachs, Citigroup et JPMorgan Chase ont indiqué l'une après l'autre ces derniers jours avoir bénéficié du rebond des marchés.

En excluant le coût de la mise en oeuvre de la nouvelle norme comptable DVA (ajustement de la valorisation de la dette), Morgan Stanley a dégagé un bénéfice de 1,4 milliard de dollars.

Le revenu net a atteint lui 6,9 milliards de dollars sur la période. Hors DVA, il ressort à 8,9 milliards, supérieur aux 7,8 milliards de l'année dernière à pareille époque.

Le revenu du trading a bondi de 33% à cinq milliards de dollars, et le bénéfice imposable du trading, hors DVA, a plus que doublé à 1,67 milliard de dollars.

L'activité de gestion de fortune a elle affiché un revenu net de 3,4 milliards de dollars et une marge avant impôt de 11%, en légère hausse d'une année sur l'autre et d'un trimestre sur l'autre. (Reuters 19.04)

2.2- Bank of America a fait état jeudi d'un résultat supérieur aux attentes au titre du premier trimestre, en raison d'une amélioration de la qualité du crédit et d'un rebond de l'activité sur les marchés financiers.

La division marchés de capitaux affiche un chiffre d'affaires de 3,8 milliards de dollars, contre 1,5 milliard au quatrième trimestre 2011. Il est toutefois en baisse sur un an (4,6 milliards de dollars au T1 2011).

Au total, BofA affiche un bénéfice net de 653 millions de dollars, contre 2,05 milliards un an auparavant.

Le produit net bancaire est ressorti à 22,3 milliards de dollars, contre 26,9 milliards de dollars, conformément aux attentes des analystes. (Reuters 19.04)

Haut de page

Le 21 avril

CAUSERIE

J'ai reçu un courriel du groupe CCI-T suite à ma critique de leur appel à voter Hollande, j'y répondrai point par point dans les jours qui viennent. Loin de me poser un problème, leur contribution très argumentée ne me convaint pas du tout, bien au contraire. On n'a pas de courant depuis ce matin 9h, il est 17h40 et je ne peux pas travailler normalement, j'ai commencé à rédiger la réponse que je leur adresserai, elle sera publiée dans le site en même temps que leur lettre.

Chasser Sarkozy est une chose, dans quelle condition en est une autre sur laquelle on ne peut pas faire l'impasse.

On pourrait ou on aurait pu se contenter de déclarer qu'on comprend les travailleurs qui voteront Hollande pour chasser Sarkozy qu'ils honissent, ainsi que sa politique ultra réactionnaire, sans avoir la moindre illusion dans Hollande qui poursuivra sa politique, il l'a annoncé lui-même. Et que pour cette raison, ils comprendront qu'il ne serait pas sérieux ou cohérent pour un parti ou une formation politique combattant au côté de la classe ouvrière pour un changement radical de politique et de société d'appeler à voter pour un candidat qui mettra en oeuvre une politique opposée à leurs intérêts fondamentaux, surtout lorsque l'on se donne comme objectif de gagner ces travailleurs au combat pour le socialisme, la seule alternative possible au capitalisme.

Il me semble qu'une déclaration dans ce genre aurait été correcte, au lieu d'appeler à voter Hollande. Ce sont les travailleurs avec leur état d'esprit et leur niveau de conscience politique qui vont s'exprimer demain et le 6 mai. Leur vote quel qu'il soit, certes de façon déformé, exprimera leur état d'esprit et leur niveau de conscience politique.

Puisqu'aucun des deux candidats qui restera en lice le 6 mai ne représentera leurs intérêts, nous n'avons pas à les influencer dans un sens ou dans l'autre sous peine de nous faire le complice de celui pour lequel nous aurions appelé à voter, les travailleurs auraient raison de nous le reprocher par la suite.

Bruit de campagne

Non, vraiment aucune chance !

"*Peut-être que l'erreur que j'ai commise au début de mon mandat, c'est de ne pas comprendre la dimension symbolique du rôle du président et de ne pas mettre assez de solennité dans mon action. Je suis resté, au fond, ministre*", a déclaré le président candidat vendredi en fin d'après-midi à un meeting à Nice.

C'est une "*erreur dont je voudrais m'excuser (...) Il n'y a aucune chance que je la recommette puisque je connais la fonction, maintenant*", a-t-il assuré. (AFP 20.04)

Le modèle de Hollande : La Fed et la Banque d'Angleterre !

Le candidat PS à l'Elysée François Hollande s'est prononcé vendredi sur Europe 1 pour une baisse des taux de la Banque centrale européenne afin de soutenir la croissance.

Interrogé sur les moyens de soutenir la croissance, M. Hollande a affirmé que la BCE avait "*deux moyens de le faire: le premier, c'est de baisser les taux d'intérêt, si nous pensons qu'effectivement il peut y avoir, par ce biais-là, un soutien à la croissance, et moi j'y suis favorable. Donc à la Banque centrale européenne d'aller dans cette direction*", a déclaré M. Hollande.

"*Mais il y a une deuxième façon qui serait de prêter directement aux Etats plutôt que de passer par le truchement qui a été choisi d'un soutien aux banques*", a-t-il ajouté.

Selon lui, "*c'est quand même invraisemblable que la Banque centrale européenne inonde le marché de liquidités*" avec des "banques qui empruntent auprès d'elle à 1% et qui reprêtent aux Etats, notamment espagnol, à 6%".

"*Il y a un moment où on ne peut pas accepter des phénomènes de rente à ce point*", a dit le candidat socialiste. Il "serait plus judicieux, plus efficace, plus rapide que la BCE prête en premier et dernier ressort".

"*Cette position, je la défends depuis des années, c'est ce qui se passe aux Etats-Unis, c'est ce qui se passe aussi en Grande-Bretagne*", a-t-il expliqué. (AFP 20.04) Admirez le cynisme : rentier d'accord, mais pas "*à ce point*" ! 1% c'est trop, il a raison, les banquiers ne se gavent pas encore assez ! Le reste n'est que du baratin.

Hollande préconise davantage de répression contre les consommateurs de cannabis qui sont en majorité des jeunes.

François Hollande déclaré vendredi sur RTL qu'il ne reprendrait pas, s'il était élu, la proposition visant à transformer en contravention le délit de consommation de cannabis.

"*La question de la consommation de cannabis est posée pour beaucoup de jeunes*", a-t-il poursuivi sur Europe 1. "*Nous connaissons la question de l'importance, hélas, de cette consommation. Donc je ne veux pas donner le mondre signal de renoncement à une dissuasion par rapport à cette consommation de cannabis*".

"*Nous pouvons rester sur une logique pénale, y ajouter une logique de soin*", a dit le député de Corrèze. "*C'est ce que je proposerai dans le cadre de la révision de cette loi*".

"*Il y a 142.000 procédures de consommation de cannabis par an, cela représente des centaines de milliers d'heures de travail pour les policiers et elles ne donnent lieu qu'à 24.000 poursuites*", avait-il argumenté. (AFP 20.04)

Hollande, le candidat de la guerre contre le peuple syrien, pour le démentèlement de la Syrie

François Hollande affirme que s'il était élu et si une intervention militaire en Syrie était décidée par l'Onu la France "*y participerait*" (challenge.fr 20.04)

Pas "***peser***, mais "***instrumentaliser*** !

Au cours d'une conférence de presse avec la presse étrangère au siège de campagne des Lilas, interrogé sur sa stratégie par rapport à François Hollande, J-L Mélenchon a déclaré : "*notre stratégie n'est pas de peser sur les socialistes mais de prendre le pouvoir nous-mêmes*". "*Nous ne sommes pas des participants à un congrès du PS, nous sommes autonomes, indépendants et exigeants*", a répété l'ex-socialiste.

Et "*le moment venu, nous instrumentaliserons les socialistes du mieux que nous pouvons pour accélérer le processus vers la révolution citoyenne*", a-t-il argué. (AFP 20.04)

Bosser après la retraite, une excellente idée, mais gratis !

Pierre Laurent interviewé par des internautes de 20minutes.fr.

Nous soutiendrons la reconquête progressive d'un véritable droit à la retraite à 60 ans. C'est pour nous un choix de société. Que des millions de salariés puissent accéder, après leur vie au travail, à une nouvelle période d'activité sociale, ne nous paraît pas un fardeau, mais une chance pour la société tout entière. Nous proposons d'instituer un statut du bénévolat qui permettra d'utiliser à plein cette richesse. (20minutes.fr 20.04)

Pas question de revenir immédiatement à la retraite à 60 ans... que le PCF n'a pas défendu.

C'est la recette qui accompagne le démentèlement des services publics notamment. Les retraités doivent pouvoir choisir librement ce qu'ils comptent faire de leur temps libre, et s'ils occupent l'équivalent d'un poste de travail dans une entreprise ou une association, ce qui est regrettable, ils doivent être réumérés normalement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Egypte

Des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés vendredi 20 avril sur la place Tahrir au Caire pour demander au Conseil suprême des forces armées au pouvoir de tenir ses engagements et de transférer comme convenu le pouvoir aux civils d'ici juillet, à un mois du premier tour de l'élection présidentielle.

"*Non aux vestiges de l'armée, non au régime militaire*", pouvait-on lire sur une pancarte brandie lors de la manifestation qui s'est tenue place Tahrir, au Caire, la première réunissant islamistes et libéraux depuis des mois. Plusieurs milliers de manifestants se sont aussi réunis à Alexandrie, la deuxième ville d'Egypte, et des manifestations ont été organisées dans d'autres villes du pays. (lemonde.fr 20.04)

2- Bahreïn

Les forces anti-émeutes ont dispersé vendredi par la force des milliers de manifestants hostiles au pouvoir dans une banlieue de Manama, à deux jours du Grand Prix de Formule 1 de Bahreïn dont l'annulation a été exclue par le prince héritier de Bahreïn.

Les manifestants, rassemblés en fin d'après-midi dans la région de Boudaya, à 4 km à l'ouest de Manama, ont scandé *A bas la dictature*", "*Révolte jusqu'à la victoire*". Certains portaient des T-shirts, barrés de l'expression "*Prêts à mourir pour Bahreïn*", selon des témoins.

Plusieurs manifestants ont été blessés par les forces anti-émeutes, intervenues "*violemment*" pour disperser les protestataires, selon un communiqué du Wefaq, principal groupe de l'opposition chiite.

Le prince héritier bahreïni, Salmane Ben Hamad Al-Khalifa, lors d'une conférence de presse improvisée, a écarté toute possible annulation du Grand Prix de dimanche, comme cela avait été le cas l'an dernier en raison des troubles dans son pays. "*Une annulation ferait le jeu des extrémistes*", a-t-il averti. (AFP 20.04)

Social

1- France

Plusieurs anciens salariés du leader mondial des roulements à billes SKF ont réclamé jeudi et vendredi un dédommagement d'environ 55 millions d'euros à leur ancien employeur à la suite de sa décision de fermer son usine de Fontenay-le-Comte (Vendée) en 2009.

Le conseil de prud'hommes de La Roche-sur-Yon se prononcera sur ce litige, présenté par 259 anciens collaborateurs du groupe suédois, le 20 novembre prochain.

SKF avait décidé de fermer son usine vendéenne, qui comptait près de 400 salariés, pour transférer sa production en Inde et en Bulgarie. (Reuters 20.04)

Après plus d'un an de lutte pour conserver leurs emplois et leur usine, les salariés de l'usine Fralib de Gémenos, près de Marseille, dans les Bouches-du-Rhône, ont été déboutés par le tribunal, vendredi 20 avril. Contre la demande du comité d'entreprise de l'usine, qui appartient au groupe Unilever, le tribunal de grande instance de Marseille a considéré que le troisième "*plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)*" prévu répondait "*aux conditions légales*".

Les représentants des salariés CGT et CFE/CGC - qui rappellent leur "*détermination pour le maintien de l'activité industrielle*" - ont indiqué qu'ils allaient faire appel de cette "*décision de justice politique*". "VNous continuons de penser que cette troisième procédure d'information et de consultation du CE est entachée d'irrégularités manifestes", écrivent-ils, considérant que cette décision "*ne constitue en rien un démenti quant à la rentabilité et à l'efficacité économique*" du site.

C'est la troisième fois que les salariés de Fralib contestent devant la justice la procédure de licenciement. A la mi-novembre, la cour d'appel d'Aix-en-Provence avait annulé le second PSE présenté par la direction, estimant que ses propositions de reclassement n'étaient "*pas sérieuses*". Cette décision avait constitué une victoire pour les salariés et avait obligé les deux parties à reprendre les négociations sur un nouveau plan.

Sur les cent quatre-vingt-deux salariés initialement touchés par le projet de fermeture, cent cinquante-cinq sont déjà licenciés - la production ayant été délocalisée à Katowice (Pologne) et à Bruxelles. Plus d'une centaine, selon les syndicats, réclament toujours le redémarrage de l'activité à Gémenos. Unilever avait annoncé dès septembre 2010 son intention de fermer l'usine de Gémenos pour défaut de compétitivité. (lemonde.fr 20.04)

2- Canada

De violents affrontements entre manifestants et policiers ont éclaté vendredi à l'occasion d'un discours du Premier ministre québécois Jean Charest confronté au plus important mouvement de contestation estudiantin de l'histoire de la province francophone.

Une centaine de manifestants a fait irruption vers midi (17H00 GMT) au Palais des Congrès qui accueillait le gotha politique et financier de la province à l'occasion d'un forum stratégique sur le développement minier du Grand Nord québécois (Salon Plan Nord), projet phare de M. Charest.

«La police au service des riches», ont scandé les contestataires alors qu'une manifestation sous le thème «Non à la gratuité minière! Oui à la gratuité scolaire!» avait lieu à l'extérieur de l'édifice situé dans le centre-ville de Montréal.

Les manifestants ont été rapidement expulsés du centre des congrès, mais les affrontements se sont poursuivis à l'éxtérieur.

Des manifestants ont lancé des pierres, tandis que des policiers utilisaient des gaz irritants. En milieu d'après-midi, des centaines de policiers quadrillaient le centre-ville de la métropole qui vit depuis la mi-février au rythme d'un mouvement de grève estudiantin sans précédent au Canada.

Les étudiants dénoncent la décision du gouvernement québécois d'augmenter les droits de scolarité de 325 dollars par an pendant cinq ans à compter de l'automne, soit une hausse totale de 1 625 dollars ou 75%.

Les frais de scolarité dans la province francophone sont beaucoup moins élevés qu'aux Etats-Unis et ailleurs au Canada, mais beaucoup plus onéreux que dans nombre de pays européens, selon les données de l'Organisation de coopération et

de développement économiques (OCDE).

«*A ceux qui frappaient à notre porte ce matin on va leur offrir un emploi, dans le Nord autant que possible*», a ironisé M. Charest, une boutade qui a fait rire à gorge déployée le parterre d'hommes d'affaires assistant à son discours.

«*De voir le Premier ministre tourner ça en dérision c'est extrêmement inquiétant*», a réagi à la télévision Gabriel Nadeau-Dubois, un des principaux leaders étudiants.

Le gouvernement québécois a ouvert la voie à un dialogue sur les prêts et bourses pour les étudiants à condition que ceux-ci dénoncent la violence étudiante. Les mouvements étudiants veulent quant à eux discuter des droits de scolarité, et non des seuls prêts et bourses, et refusent de condamner uniquement leur violence.

Une grande manifestation «*pour un printemps québécois*», regroupant entre autres des étudiants et des opposants au Plan Nord du gouvernement, est prévue dimanche.

Une poignée de manifestants opposés à la réforme du système d'immigration ont par ailleurs fait irruption lors d'une allocution dans un hôtel luxueux de Montréal du ministre canadien de l'Immigration Jason Kenney. (liberation.fr 20.04)

Economie

1- FMI

Le Groupe des Vingt (G20) s'est engagé vendredi à accorder au Fonds monétaire international (FMI) plus de 430 milliards de dollars de ressources supplémentaires afin de circonscrire la crise de la dette de la zone euro. (Reuters 10.04)

2- Grèce

Trois des principales banques grecques ont annoncé vendredi avoir accusé des pertes historiques, pénalisées par le passage de lourdes charges imputables à l'échange de dette grecque organisé le mois dernier.

Alpha Bank et Eurobank ont dit avoir perdu à elles deux 9,3 milliards d'euros, une somme qui représente près de 10 fois leur capitalisation boursière.

Le ratio Core Tier 1 d'Alpha Bank a plongé à 3%. Eurobank, deuxième banque grecque, n'a pas dévoilé le sien, mais elle a indiqué qu'il ne lui restait plus que 875 millions d'euros de fonds propres.

L'échange de dette grecque a contraint les créanciers privés de la République hellénique à accepter une perte réelle de 74% sur la valeur des obligations qu'ils détenaient.

Piraeus Bank, numéro quatre du secteur bancaire grec, a annoncé une perte de 6,6 milliards d'euros en 2011. Comme Eurobank, Piraeus n'a pas dévoilé le montant de son ratio Core Tier 1.

La Banque du Pirée, quatrième établissement bancaire grec, a perdu 6,3 milliards d'euros en 2011 dont 5,9 milliards proviennent de l'opération de restructuration de la dette souveraine du pays, a annoncé le groupe vendredi. (Reuters et AFP 20.04)

Haut de page

Le 22 avril

CAUSERIE

Détendons-nous un peu, c'est dimanche.

Ici soleil et ciel bleu comme tous les jours depuis fin décembre, c'est lassant à la longue, un petit 38°C à l'ombre, c'est presque frais pour la saison, une petite brise qui souffle du sud-est, pas de quoi en faire un drame franchement, il existe pire de par le monde, cette idée ne me lâche jamais sans me pourrir la vie cependant, car je ne me suis jamais pris au sérieux. C'est peut-être un tort au regard de mon activité politique.

Je vais vous avouer un truc, c'est un piège que je tends à mes détracteurs (dans la vie de tous les jours et pas seulement en politique), et pour tout vous dire cela fonctionne à merveille, ils me prennent pour un charlot et je ne fais rien pour les en dissuader, ils prennent des libertés à mon égard et en retour je les matraque proprement. Rien de tel que de mettre les gens en confiance pour qu'ils se livrent. S'ils tombent sur quelqu'un d'honnête comme moi, ils s'en tireront relativement bien, en guise de punition, tout au plus ils devront se regarder en face, et s'ils tombent sur un roublard, ils n'auront qu'à s'en prendre qu'à leur eux-mêmes et leur vanité maladive au lieu de s'en prendre à la terre entière.

Le must, c'est encore les gens qui croient pouvoir vous rouler facilement, qui croient avoir détecté une faiblesse chez vous, qui croient vous connaître mieux que vous-même, ils sont si sûrs de leur coup qu'ils débitent leur discours d'un trait sans la moindre retenu, jusqu'au moment où vous dites stop et démontez leur construction qui s'écroule à leurs pieds. Sur le coup ils sont stupéfaits, votre silence les avait encouragé à se découvrir jusqu'à dépasser les limites du raisonnable, au-delà desquelles ils se mettaient eux-mêmes en danger et s'exposaient à des représailles violentes, ce silence avait sa raison d'être il faut croire, mieux par mon approbation trompeuse ils se voyaient triompher, résultat, ils en ressortent vidés, ridiculisés, brisés, anéantis.

Cette réflexion m'est venu à l'esprit en pensant aux expatriés que l'on rencontre ici et qui croient que tous les Français leur ressemblent ou font preuve d'une compréhension béate envers leur individualisme forcené. J'ai repensé aussi aux rapports houleux que j'avais eu avec mes nombreux patrons et chefs, je rappelle que j'ai bossé dans plus de 45 entreprises différentes, j'ai donc accumulé une certaine expérience des rapports humains, plutôt complexes et bien tordus en général ! Sans compter que par mon boulot, j'étais technicien en bureautique, j'ai été amené à mettre les pieds dans des milliers d'entreprises où forcément là aussi j'ai eu des rapports avec des milliers de chefs d'entreprises ou chefs de services. Je pourrais ajouter les différentes fonctions que j'ai occupées qui m'ont amené à rencontrer toutes sortes de gens à tous les échelons sociaux.

J'ai donc eu une multitude d'occasions de mettre en pratique ce que j'avais appris à travers mes expériences précédentes et accumulées et mes lectures/études, que ce soit en politique, en psychanalyse, en anthropologie, ethnologie, etc. L'école de la vie quoi, que bien des militants méprisent, lui préférant la voix de leurs maîtres, leurs dirigeants. Moi aussi quelque part, sauf que mes maîtres ne font plus partie de ce monde depuis le 20 août 1940. Voilà un enchaînement tout trouvé avec la suite que j'avais rédigée un peu plus tôt dans la journée.

Je peux vous l'avouer maintenant : quelle corvée de devoir couvrir l'élection présidentielle ! Et dire qu'il va falloir se farcir les législatives ! A cause du décalage horaire, je vais devoir veiller jusqu'à une heure du matin ou plus ce soir pour voir les résultats du vote d'aujourd'hui, on frôle la mortification ou le sado-masochisme, c'est mauvais pour la santé mentale.

A lire les commentaires des uns et des autres, on finirait pas croire que le vote est obligatoire en France, si demain il le devenait ils seraitent les premiers à gueuler! Chacun s'emploie à décrier les élections... pour finalement leur trouver quand même un aspect positif pour justifier leur participation ou leur vote. Sur les coups de midi, parce qu'il y a moins de monde sur la route, je suis allé faire mon marché, puis je suis rentré tranquillement chez moi avant de me remettre au boulot après avoir mangé un morceau.

Ah ben oui, je l'avoue, j'ai oublié d'aller voter, finalement je n'ai pas trouvé la motivation suffisante pour voter pour un candidat qui soutiendrait la guerre contre le peuple syrien, ça été plus fort que moi, désolé ! Libre à vous de voter Mélenchon, Poutou ou Arthaud. J'ai davantage agi en militant responsable ou en dirigeant qu'en simple travailleur bourré d'illusions.

C'est marrant, plus personne ne se demande comment Sarkozy a-t-il pu être élu en 2007, est-ce que quelqu'un se l'est vraiment demandé ou en a tiré toutes les conséquences et tous les enseignements, je n'oserais pas l'affirmer. Il y en a que cela a bien arrangé, ils en ont profité pour faire la cour au PS et au PCF, tandis que d'autres en profitaient pour affirmer leur identité, n'allons pas jusqu'à dire affirmer leur indépendance, ce serait proférer un gros mot, une contrevérité.

Hollande élu, toutes ces manoeuvres et combines de boutiquiers vont voler en éclats quand bien même il poursuivra la politique de Sarkozy notez bien ; cela fait penser à la maille d'un pull-over en cours d'achèvement qui aurait sauté, et sur laquelle il suffirait de tirer pour que l'ouvrage disparaisse totalement, pas de bol décidément, rassurez-vous, ils y sont habitués, c'est leur passe-temps préféré.

De son côté, le POI s'est lancé dans une campagne contre le TSCG et le MES sans relier le rejet de ces traités à celui de la Constitution et des institutions de la Ve République qui rendent possible leur ratification, alors qu'ils sont intimement liés, donc campagne dont les travailleurs et militants ne tireront aucun enseignement, inutile puisque le POI n'est pas en mesure de peser sur le cours des choses. Ces dirigeants, qui sont de furieux mégalomanes, estiment le contraire, c'est d'ailleurs sans doute pour cette raison qu'ils n'ont pas relié la campagne contre le TSCG et le MES au rejet de la Constitution, afin que des membres du PS et du PCF ou des "*élus de tous bords*" puissent se joindre à eux. Non, sans façon on ne les enviera pas. Le POI ne combat pas sur le terrain de classe du prolétariat, il défend les intérêts de la nation, de l'Etat français, du lobby nucléaire, etc...

Discussion (légère) avec mon épouse Magueswary :

Elle : Tu as déjà vu des lions blancs ?

Moi : Oui, à la télé. Il y a aussi des éléphants, des tigres, des rhinocéros blancs, mais je ne sais pas s'il y a des singes blancs.

Elle : moi non plus.

Moi : Ce qu'on est bête, bien sûr qu'il en existe : regarde-moi ! Ne te marre pas, toi aussi, tu es la version tropicale, exotique du Blanc, à moins que ce ne soit plutôt le Blanc qui soit la version décolorée du Noir à force de s'éloigner de l'équateur, de vivre sous les nuages au lieu d'être exposé au soleil, en fait j'ignore d'où vient cette différence de pigmentation de la peau.

Je vais te dire un truc, ce qui fait chier les racistes (Blancs), c'est que vraisemblablement les premiers hommes (hominidés) étaient noirs ou colorés, comme nos cousins les singes, le plus proche de nous est même franchement noir, le bonobo ou l'orang-outan. Il y en a même qui disent que Jésus était noir, d'autres chérissent une Vierge noire, tandis que Mickael Jackson a cru bon de devoir virer au blanc, ce qui ne lui a pas vraiment porté bonheur. Comme disait Prévert, on est comme en est et c'est bien suffisant ainsi. Ajoutons : à condition de ne pas s'en contenter quand on n'a pas grand chose dans la cervelle ; qu'on soit un boulet pour soi passe encore si l'on veut, bien que cela soit absurde, mais pour les autres c'est franchement injuste.

Quand on est habitué à penser aux autres de préférence au lieu de penser à soi, on finit par ne plus faire de distinction entre les deux, du coup il ne nous viendra pas à l'esprit de causer du tort aux autres sans se sentir profondément blessé. C'est à peu près mon état d'esprit. Récemment un Indien m'a pris au dépourvu, ici ils vous interpellent n'importe où sans vous connaître. Il m'a demandé qui j'étais et ce que je faisais. J'ai été incapable de lui répondre, j'ai dû lui dire un truc du genre : comme vous ! Pour lui nous sommes différents, pour moi nous somme pareils. Et ce qui nous différencie ne mérite pas d'être abordé car il ne le comprendrait pas, donc j'évite de me lancer dans ce genre de discussion, surtout avec un inconnu qui en règle générale n'en a rien à foutre de moi ou qui a une autre idée derrière la tête, intéressée dans 99% des cas ! C'est le côté "*mystique*" des Indiens !

Dans ma famille on est de toute les couleurs et de tous les continents à l'exception de l'Amérique, donc on est particulièrement à l'aise pour aborder le thème du racisme. Quand j'en parle avec des Indiens, je leur rappelle que le racisme et l'esclavage existaient en Afrique et en Asie avant même que les occidentaux n'aient découvert ces continents. Je ne vais pas me lancer dans une argumentation anthropologique, on pourrait ajouter que le racisme et la xénophobie ont existé dans la nuit des temps avant même l'existence des classes, l'ignorance de l'homme étant antérieure au néolithique...

Une réflexion

Une réflexion qui m'inspire, extraite de l'article *La course folle de la dépense militaire* : "*Avant même de tuer quand elle est convertie en armes et armées, la dépense militaire tue en soustrayant des ressources vitales à des milliards d'êtres humains.*".

C'est la méthode de raisonnement que j'ai adoptée pour analyser un fait ou la situation. La plupart des gens se contentent de réfléchir ou commenter les éléments qui leur sont fournis sans chercher plus loin, sans gratter pour découvrir ce qu'ils recouvrent, de ce fait ils ne comprennent pas grand chose ou rien du tout ou encore tout de travers.

La propagande officielle est ainsi faite que votre attention doit se focaliser sur un facteur ou dans une certaine direction de manière à ce que vous ne vous posiez pas davantage de questions, l'opération consistant à justifier ou à vous faire approuver l'ordre existant jusque dans ses moindres recoins.

Ils demandent à la population de se prononcer pour ou contre une guerre comme s'il s'agissait d'une question prioritaire, alors qu'il y a dans le monde des millions d'hommes, femmes et enfants qui crèvent de faim ou de sous-alimentation chaque années dans le monde, question apparemment secondaire ou qu'il est préférable de ne pas se poser avec insistance quand on a le ventre plein et sa bonne conscience pour soi, cela pourrait finir en ulcère de l'estomac ou en migraine, vaut mieux éviter.

Dans le même ordre d'idée, les opportunistes de tous poils s'attardent volontiers depuis des lustres sur l'amélioration des conditions de vie des travailleurs qui est devenu leur seul objectif, pour ne pas dire les couches de la société qu'ils représentent, sans trop se soucier de savoir d'où proviendra leur financement, des travailleurs surexploités aux quatre coins du monde, l'internationaliste au rabais quoi.

Des milliards d'euros ou de dollars sont mis à la disposition des banquiers et des capitalistes, des milliards s'envolent en fumée dans la spéculation financière, des milliards sont engloutis dans des guerres, des milliards sont dépensés pour améliorer le confort des petits-bourgeois, des couches moyennes et de l'aristocratie ouvrière qui assurent la stabilité politique du régime.

Brefs, des milliards sont dilapidés au détriment des déshérités du vieux monde et tout le monde ou presque s'en accommode bassement, hypocritement.

Je ne sais pas si l'homme réfléchit davantage quand il a le ventre plein que lorsqu'il a le ventre vide, il tarde à le prouver en attendant, si j'en crois l'état détestable, répugnant de l'humanité. On pourrait en dire autant des têtes bien pleines qui ne

servent finalement qu'à remplir leurs estomacs et leurs comptes en banque. A force de répéter que personne n'est responsable de rien, le citoyen lambda a fini par le croire, en vérité cela l'arrange bien, ainsi va l'opportunisme et l'ouvriérisme.

On ne peut pas imputer aux travailleurs l'état épouvantable dans lequel se trouve le monde, par contre, on peut leur demander ce qu'ils font pour défendre les droits dont ils profitent, à part justement en profiter, car s'ils ne s'engagent pas pour les défendre leurs enfants ou petits-enfants devront s'en passer et connaîtront des conditions de travail ou d'existence pires que les leurs, est-ce cela qu'ils souhaitent, on se refuse à l'imaginer un seul instant...

Il est donc de leur responsabilité, de leur devoir de se battre pour conserver tous leurs droits et en conquérir de nouveaux, car la société est loin d'être parfaite, c'est un euphémisme ; en réalité elle est de plus en plus irrespirable. Il faudra donc bien un jour se poser la question de la changer, non pas morceau par morceau, on a essayé sans cesse depuis deux siècles pour finalement constater qu'on ne pouvait pas y parvenir par cette voie-là. Il faut donc envisager d'en changer les bases pour qu'un réel et durable changement intervienne.

Et pour que nos droits sociaux et politiques ne fassent plus l'objet d'une remise en cause perpétuelle, pour qu'on ne dépense plus notre énergie et notre temps à les défendre, rien de tel que reconstruire la société sur la base de ces droits, ainsi ils deviendront indestructibles et acquis définitivement, on pourra ainsi avancer sur le chemin conduisant à notre émancipation du règne de la nécessité pour passer à celui de la liberté.

Ce n'est pas par manque d'audace que nos dirigeants ne sont pas capables de tenir un tel discours aux travailleurs, discours qui va beaucoup plus loin que celui de Mélenchon qui s'arrête en cours de route, il n'y a pas pire car cela autorise un retour en arrière à tout moment, mais parce qu'ils ne les croient pas capables de le saisir, autant dire qu'ils ne les croient pas davantage capables d'accomplir les tâches historiques qui découlent de l'évolution de la société, du développement historique du capitalisme devant céder la place au socialisme.

En conclusion, cette réflexion met en relief l'ignorance des masses qu'il nous faut combattre avant de pouvoir envisager sérieusement le renversement du régime. On ne fera pas l'économie de ce combat parce que pour passer au socialisme il est impératif d'élever au préalable le niveau de conscience des masses exploitées.

Mystification.

Avez-vous remarqué que les questions de politique étrangère ont été particulièrement absentes des discours de tous les candidats ?

En réalité, elles ont été soigneusement écartées de l'élection présidentielle pour ne pas montrer aux électeurs qu'il existait un consensus, mieux, une union nationale de l'UMP au NPA sur la question libyenne ou syrienne par exemple. A part cela, ces élections n'auraient pas pour objectif de légitimer la Constitution et les institutions de la Ve République devant lesquels tous les candidats se prosternent.

Pourquoi aborder ces questions embarrrassantes puisque les décisions sont prises à Washington, Bruxelles, Jérusalem ou Doha ?

En effet, qu'en aurait-il été du "*révolutionnaire*" Jean-Luc Mélenchon, du "*communiste*" Pierre Laurent, si les médias avaient martelé qu'ils étaient alignés sur l'UMP, l'OTAN, l'ONU sur quasiment toutes les questions internationales? Ils seraient apparus aux yeux de bien des militants et des travailleurs comme de vulgaires réactionnaires.

Voilà sur quoi s'asseoient ceux qui veulent croire que l'élection de Hollande redonnera "*l'espoir*" au travailleurs. Balivernes, en vérité ce qui distingue Sarkozy de Hollande n'est pas plus épais qu'une feuille de cigarette, et entretenir l'illusion qu'il en serait autrement revient à soutenir le régime en place que l'un ou l'autre soit sacré Bonaparte ne changeant ou n'apportant strictement rien aux travailleurs.

On peut en déduire que tous ces partis sont d'accord sur une chose entre autres : rien ne doit changer, le statu quo autour de l'impérialisme américian, le Nouvel ordre mondial sous l'égide de la dictature américaine doit s'appliquer.

De l'appât du gain à la morgue, puis à la poubelle de l'histoire

Aux Etats-Unis, la guerre tue beaucoup plus chez soi qu'au front. Selon les données recueillies par l' « Army Times » on en est même à 950 vétérans étasuniens qui se suicident chaque mois : 18 par jour, un soldat se suicide toutes les 80 minutes. Aux Etats-Unis, les soldats meurent 25 fois plus de leurs propres mains que sur le champ de bataille. (mondialisation.ca 21.04)

De quoi alimenter pendant des années la page nécrologique d'*Informations ouvrières*, ils se lamentent chaque fois qu'un G.I. perd la vie, quel grand malheur à côté du sort de leurs victimes innocentes, on survit comme on peut...

Qui sont-ils, que veulent-ils ?

Quelque 300 militants, selon la police, du mouvement des Indignés ou de simples citoyens, venus d'Ile-de-France mais aussi, à pied, de Toulouse, Bayonne, Marseille, Angers et Lille, se sont rassemblés samedi à Paris pour dénoncer une "*mascarade électorale*".

"*Parmi les candidats, il n'y a jamais le candidat que je voudrais. Et je ne suis pas le seul à penser ça*", dit-il. "*A nous de nous réorganiser, pour au moins au niveau local, avec des assemblées démocratiques, nous faire entendre et mettre en place des idées alternatives en matière d'environnement, de santé, d'éducation, d'alimentation*", ajoute-t-il, avouant que même s'il n'est pas satisfait, il votera quand même, par procuration, "*pour un candidat plutôt de gauche et plutôt proche des questions environnementales*".

Arthur, 26 ans, de Toulouse, que "*dans le panel des candidats, il y ait des idées et des alternatives qu'on ne nous propose jamais, comme par exemple réduire le productivisme*".

Selon lui, parmi les manifestants, "*certains n'iront pas voter, d'autres voteront blanc ou nul, ou peut-être pour un candidat qui se dit anticapitaliste*", ajoute-t-il en souriant.

"*Les politiciens portent les attentes des financiers, pas nos attentes, et les décisions se prennent au niveau européen, loin de nous*", a déploré Maryline, 38 ans, de Paris. (AFP 21.04)

Membre de la petite-bourgeoisie, des couches moyennes du prolétariat, manipulés par des agents de l'impérialisme arborant le masque des Anonymous (hier à Paris), officine qui a pour tâche de fourvoyer les soulèvements révolutionnaires et de débusquer les hackers indépendants pour le compte des autorités...

Les Indignés, un mouvement qui se revendique apolitique pour mieux tenir à distance les travailleurs et jeunes qui auraient dans l'idée de rejoindre un parti qui se donnerait pour objectif de préparer les conditions pour renverser le régime, régime qui au demeurant les trouve fort sympathiques tant qu'il ne réalise pas sa jonction avec les syndicats et les partis ouvriers. Il faut être repu ou gavé à en vomir pour vouloir "*réduire le productivisme*". Autour de moi je ne connais que des gens dont la vie est faite de privations ou de frustrations depuis leur naissance.

Mouvement qui s'inscrit volontiers dans le cadre du régime quand il se donne pour objectif, je cite : de "*mettre en place des idées alternatives*" donc sans le remettre en cause, dans une certaine mesure il remplit le même rôle que les Verts ou le FdG qui préconise des solutions à la crise du capitalisme sans remettre en cause ses fondements.

Socialisme ou barbarie capitaliste, ne cherchez pas ailleurs une alternative qui n'existe pas.

INFOS EN BREF

Politique

1- Bahreïn.

Des milliers de personnes ont manifesté samedi 21 avril en fin de journée dans un village chiite, près de Manama, à l'appel de l'opposition, après l'annonce de la mort d'un protestataire, selon un militant. Rassemblée près de Darraz, un village chiite à 10 km au nord du circuit de Sakhir où doit se dérouler dimanche le Grand Prix de Formule 1 de Bahreïn, la foule a scandé des slogans hostiles au régime, a indiqué le militant. (lemonde.fr 21.04)

Commentaire d'un internaute.

- " *De toute façon, la Formule 1 n'est pas un sport, mais un spectacle pour apprentis chauffards overdosés au pétrole, alors on a bien compris que ce qui compte, c'est que la fête continue, que le bon peuple s'abrutisse devant sa téloche et que la pub rapporte des millions de dollars. La formule 1, ce sont les jeux du cirque pendant la fin de l'Empire romain. Totalement décadent.*"

Boycott. Le premier qui regarde ce Grand Prix est fusillé ! C'est une image bien sûr !

2- Tchéquie.

Plusieurs dizaines de milliers de Tchèques ont manifesté samedi dans les rues de Prague pour protester contre les coupes dans les dépenses publiques, la hausse des impôts et la corruption, et réclamer la démission du gouvernement.

Avec 80.000 à 90.000 manifestants selon la police, il s'agit d'une des plus fortes mobilisations dans le pays depuis la chute du communisme en 1989.

Etudiants salariés et retraités ont défilé dans les rues de la capitale pour rejoindre la place Wenceslas, scandant "*A bas le gouvernement*" ou "*Stop aux voleurs*". C'est la troisième fois en un an que les syndicats appellent à manifester contre le gouvernement de centre-droit dirigé par Petr Necas.

"*Ce gouvernement détruit les institutions de l'Etat et rabaisse les personnes les moins protégées avec ses réformes antisociales*", a déclaré Jaroslav Zavadil, président de la Confédération des syndicats.

Cette manifestation intervient au moment où la coalition au pouvoir est menacée d'éclatement après la décision du parti centriste Affaires publiques de se retirer du gouvernement.

Le gouvernement s'est fixé pour but d'obtenir une large majorité au parlement d'ici lundi, faute de quoi des élections législatives anticipées seront organisées. (Reuters 21.04)

3- Pays-Bas.

Les Pays-Bas s'orientaient samedi vers de nouvelles législatives anticipées, après l'échec des négociations sur la réduction du déficit public entre la coalition gouvernementale de centre droit, minoritaire, et son allié d'extrême droite au parlement.

"*Les élections semblent évidentes*", a déclaré samedi le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, après avoir annoncé l'échec des pourparlers en cours depuis le 5 mars pour dégager 16 milliards d'euros d'économies pour 2013 afin de respecter les normes européennes en matière de déficit public. (AFP 21.04)

Economie

Etats-Unis

Le directeur général de Motorola Mobility, Sanjay Jha, a perçu une rémunération totale de quelque 47 millions de dollars (35,5 millions d'euros) en 2011, soit près de quatre fois plus que l'année précédente, montre un document boursier publié vendredi. (Reuters 21.04)

Haut de page

Le 23 avril

CAUSERIE

Les résultats du premier tour de la présidentielle en France (Source : AFP - 23/04 à 03h46)

Participation : 80.16%
Nuls et blancs : 2%
Hollande : 28.63%
Sarkozy : 27.08%
Le Pen : 18.01%
Mélenchon : 11.13%
Bayrou : 9.11%
Joly : 2.28%
Dupont-Aignan : 1.80%
Poutou : 1.15%
Arthaud : 0.57%
Cheminade : 0.25%

J'attendrai d'avoir plus d'informations pour commenter ces résultats.

"***Celui qui sera élu sera déjà usé !***"

Selon une enquête "Présidoscopie 2012" réalisée par l'institut Ipsos et Logica Business Consulting, pour le Centre d'études politiques de Sciences Po (Cevipof), la Fondapol, la Fondation Jean-Jaurès et Le Monde. Sur un panel d'électeurs qui ont accepté d'être interrogés par Internet, depuis novembre 2011 jusqu'à la fin de la campagne présidentielle, sur leurs intentions de vote et leurs évolutions éventuelles. Panel composé de plus de 6 000 personnes, il rassemblait encore, à la mi-avril, 4 354 personnes, soit un échantillon beaucoup plus important que ceux des enquêtes d'intention de vote classiques.

Pascal Perrineau, directeur du Cevipof :

- " *... reste le chiffre-clé, impressionnant : environ un électeur sur deux a changé d'intention de vote depuis six mois. Derrière la relative stabilité des grandes masses, il y a donc un mouvement vibrionnant. Cela fait apparaître qu'en amont du vote il y a de plus en plus d'itinérances qui contribuent à fragiliser le vote. Le vote est de moins en moins investi, de plus en plus fragile, de plus en plus réversible. Selon la terminologie de Pierre Rosanvallon, l'élection est de plus en plus une "désélection". Pour le dire vite, celui qui sera élu sera déjà usé !*" (lemonde.fr 16.04)

Dit autrement, les préoccupations ou les difficultés quotidiennes que rencontreront les travailleurs dès le lendemain de l'élection présidentielle primeront sur toute autre considération. Au-delà des discours, des intentions ou des promesses trompeuses, les conditions objectives reprendront le dessus. Bref, la lutte des classes continue.

Sans même analyser les résultats du 22 avril les chiffres parlent d'eux-mêmes, au premier abord on constate que rien n'a changé malgré la crise du capitalisme qui a éclaté en 2007, le niveau de compréhension du fonctionnement de la société des travailleurs n'a pas évolué d'un pouce, soit moins de 2,54 cm ! Gageons encore une fois que les uns et les autres les interprèteront à leur manière et s'en féliciteront, qu'ils aient ou non participé à cette farce misérable, dans le genre : on vous l'avait bien dit.

Je n'avais pas allumé la télévision depuis près d'un mois me contentant d'Internet pour m'informer, quand hier soir à 23h30 je me suis fait violence pour regarder les estimations fournies sur TV5Monde Asie, en réalité France 2, à 20 heures en France. Ensuite j'ai suivi l'émission jusqu'à 2h00 du matin (en Inde).

A entendre les différents intervenants, je me suis dit que j'étais devant un spectacle grotesque, par certains côtés surréaliste, sans même faire allusion à leurs discours, rien qu'en observant leurs mimiques on pouvoir percevoir l'hypocrisie qui s'en dégageait, je me suis même fait la réflexion qu'ils ne s'en cachaient même plus et qu'on pouvait en tirer la conclusion qu'on était en présence d'une monstrueuse mascarade à laquelle tous se prêtaient ouvertement. On a l'impression d'être en présence de mauvais comédiens qui débitent leur texte appris par coeur, suffisants, arrogeants, écoeurants, puants, stupéfiant de médiocrité. On se dit aussi qu'on est vraiment en présence de pions, de marrionnettes, d'hommes de paille, tandis que d'autres tirent les ficelles, ceux qui détiennent le pouvoir économique. Je vous avouerais qu'on bout de dix minutes (en étant généreux) je n'en pouvais plus, je suffoquais !

Au cours des mois précédents je ne suis pas parvenu à visionner des vidéos des différents candidats, à l'exception de quelques images, ma connection Internet étant trop lente. Hier soir je me suis rattrapé en quelque sorte en regardant la télé, au point d'être gavé pour des mois ou des années.

J'ai été surpris de constater en observant attentivement Mélenchon, qu'il était également bourré de tics ou qu'il portait les stigmates de la vieillesse, alors qu'intellectuellement il ne semblait pas atteint ou plutôt pas trop, j'ai cru le surprendre s'écouter parler comme s'il avait besoin de se remémorer ce qu'il venait de dire pour enchaîner parfois maladroitement ou pour ne rien dire de plus au bout du compte.

Il m'a donné l'étrange impression de quelqu'un qui parle dans le but de déclencher un effet qu'il jauge par la suite en se posant en auditeur de son propre discours, bref de manquer de confiance en soi ou plutôt de se demander comment son auditoire va réagir pour orienter la suite de son discours dont une partie est préparée et une autre improvisée. Il semblait davantage guidé par la réaction réelle ou attendue, supposée de son auditoire, que par ses propres convictions qui doivent fluctuer en fonction de l'accueil accordé à son discours

Il m'a donné l'impression désagréable de quelqu'un qui se construit un personnage au fil du temps, comme on ajuste un masque pour ressembler au personnage qu'on entend incarner à l'insu de son auditoire, en cela plus proche de l'illusionniste que du dramaturge. On sentait qu'il y avait quelque chose de pas très naturel dans son comportement, de forcé dans sa prestation, ce qui avait de quoi laisser perplexe sur ses réelles intentions.

On pourrait dire la même chose de tous les intervenants, y compris Poutou, bien qu'il ait manifesté une nouvelle fois ne se faire aucune illusion sur sa candidature, à se demander si ses illusions ne se porteraient pas davantage sur son parti et sa stratégie.

Si notre analyse de la situation politique doit intégrer les rapports entre les classes tels qu'ils existent aujourd'hui, pour qu'elle soit complète et parvenir à y comprendre quelque chose au-delà des apparences, il faut se dire aussi qu'elle est le produit d'une conception de la lutte de classe empruntée par les différents partis, en premier lieu ceux qui aspirent à prendre la direction

du mouvement ouvrier, conception de la lutte de classe inadaptée à la société telle qu'elle existe de nos jours ou qui n'a pas intégré les profondes transformations qu'a connues le monde depuis le dernier tiers du XXe siècle ou plus largement au cours de la seconde moitié du XXe siècle.

Il est absolument clair à la lecture des hebdomadaires et des tracts des différents partis qui constituent l'essentiel de la littérature mis à la disposition des travailleurs, qu'ils ne permettent pas de comprendre le fonctionnement de la société, ce n'est pas dû seulement à un problème de terminologie mais à leur incapacité d'aller au bout de leurs analyses en intégrant ou à partir de la situation de leurs lecteurs qui, soit en sont absents, soit n'y trouveront pas leur place, parce qu'ils n'abordent pas les questions qui sont traitées de la même manière que les rédacteurs des discours portés à leur connaissance, pire, certaines questions élémentaire que sont amenés à se poser les travailleurs dans leur vie de tous les jours sont littéralement occultées.

Chaque analyse ou position avancée devrait être présentée avec le mode d'emploi pour permettre au lecteur d'en comprendre les tenants et les aboutissants, de telle sorte que chacun puisse se forger librement sa propre idée sur les questions abordées, ils pourraient ainsi vérifier la cohérence et le sérieux des analyses qui leurs sont proposées et s'y reconnaître éventuellement, pour en tirer la conclusion qu'ils ont trouvé un parti différent des autres qui mérite leur attention et pourquoi pas le rejoindre.

Certes la participation à la lutte des classes est importante, mais l'interprétation qu'on en donne l'est tout autant si ce n'est plus puisque peu de travailleurs finalement y participent et davantage en suivent le déroulement. On ne vise pas seulement la participation des travailleurs à la lutte des classes, on vise aussi la progression du niveau de conscience politique de l'ensemble des masses exploitées, au regard des résultats du vote d'hier, on peut affirmer sans prendre de risque que sur ce plan-là on est vraiment mal barré, il y donc urgence à redresser la barre.

Le problème, c'est que ce que je viens de décrire ou de proposer correspond à une stratégie à laquelle leur politique devrait être subordonnée et que ne partagent pas les partis ouvriers, le POI, le NPA ou LO. Cette stratégie devrait être axée autour de la construction du parti, si tel était le cas, ils porteraient une attention toute particulière, minutieuse, à la manière de présenter leur politique, leurs positions ou leurs analyses.

Mélenchon est un contre-exemple à ne pas suivre sur ce plan-là. Car finalement il n'a fait qu'enfiler des clichés les uns à la suite des autres, y compris dans son argumentation qui ne dépassait pas le cadre du régime établi, à coup de menaces sans suite, guignolesques, désordonnées ou improvisées pour l'occasion. Il a été jusqu'à se prêter au jeu du chiffrage de ses propositions pour rassurer les banquiers et le CAC40, ce qu'il n'aurait pu faire s'il s'était placé sur le terrain de la rupture avec le capital ou si sa politique partait vraiment des besoins des travailleurs pour refonder la société. Sa conception de la "*révolution par les urnes*" ou "*citoyenne*" a fait faillite lamentablement avant même d'éclore. N'en disons pas plus pour le moment, attendons de voir la suite.

Par ailleurs, les militants, cadres ou dirigeants se connectant sur le site que j'anime continuant de refuser d'y participer ou de manifester leur soutien à la démarche que j'ai empruntée autant qu'aux positions que je défends, je réfléchis au moment de mettre un terme à cette expérience, qui en l'absence de tout soutien ne débouchera sur rien de concret, d'ici les législatives ou juste après je cesserai d'actualiser ce site, à moins que je change encore d'avis, mais franchement je ne vois pas quel intérêt il y aurait à continuer pour vous comme pour moi.

Au lieu de réfléchir à voix haute et d'en rendre compte dans un site, je réfléchirai à voix basse, cela ne changera absolument rien de mon côté. Quant à vous, vous disposez des causeries dans lesquelles j'ai amorcé la discusson sur une multitude de questions, il vous suffira de vous y référer pour les approfondir si vous l'estimez nécessaire, pour le reste vous disposez des liens des portails dans lesquels vous pourrez collecter les données nécessaires à vos analyses.

Bien que je sache que ce soit parfois nécessaire, je ne suis pas du genre à vouloir forcer le destin, ma démarche ou ma personne ou les deux à la fois ne vous convienne pas, c'est votre droit et je le respecte, soit, restons-en là ce sera mieux pour tout le monde.

Parfois, je me disais qu'en continuant cette activité, c'était un peu comme si je voulais imposer ma présence à quelqu'un qui ne le souhaitait pas, or je ne me suis jamais incrusté nulle part, j'ai trop horreur de l'opportunisme. Et puis, je me suis dit aussi à plusieurs reprises, qu'à force d'insister on allait finir par s'imaginer que je voulais me faire passer pour ce que je n'étais pas, alors que cela n'a jamais été mon intention, un tel malentendu me serait insupportable.

Voilà, ma décision n'est pas encore prise, de toute évidence elle ne sera pas le produit d'un état d'âme, mais le fruit d'une réflexion parvenue à maturité et irréversible, je n'ai pas l'habitude faire les choses à moitié, car c'est le meilleur moyen de ne rien faire dans la vie. Je préfère brûler la vie par les deux bouts quitte à ce qu'elle soit plus courte, cela ne regarde que moi.

Actualité en titres

Inouï, délirant en effet !

- Jean-François Copé sent un '*engouement inoui*' pour Sarkozy - LeMonde.fr - (21 avril)

Haut de page

Le 24 avril

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'analyser en détail les résultats du vote de dimanche, on verra par la suite si cela mérite un article. En attendant que je vous en propose deux (plus loin) qui abordent cette question sur le plan politique qui nous occupe et non sur celui des autres partis.

Dans le premier j'aborde la situation en revenant sur la campagne du POI. Dans le second rédigé la veille au soir, je réponds à un courriel de ma fille (instit) et à des réflexions de mon ex-épouse (secrétaire dans une association d'handicapés) qui ont alimenté ma propre réflexion politique.

Je n'emploie pas forcément la même terminologie dans ces deux articles, le premier s'adresse aux militants, le second à quelqu'un qui n'a aucune expérience politique mais possède des connaissances pour me comprendre. Si j'avais dû rédiger les mêmes articles à destination des travailleurs, je les aurais écrit autrement, le contenu aurait été sensiblement le même, à ceci près que j'aurais pris le temps de préciser certains points pour rendre l'ensemble compréhensible.

Je suis heureux de voir que ma fille et sa tendre mère s'intéressent à la politique et se connectent à mon site. Voilà qui serait une excellente motivation pour continuer, parce que si je devais compter sur vous, je n'ose pas en dire plus, vous me connaissez, je vais encore être désagréable... Bonne semaine à tous.

Il y avait peu d'infos en bref et je n'ai pas eu le temps de faire autre chose.

Résultats définitifs du 1er tour de la présidentielle

Le taux d'abstention s'est établit à 20,53%. (20minutes.fr 23.04)

François Hollande a obtenu dimanche 28,63% des voix, Nicolas Sarkozy 27,18%, Marine Le Pen 17,90% , Jean-Luc Mélenchon a recueilli 11,11% et François Bayrou, 9,13%, selon les résultats pour la France entière communiqués lundi par le ministère de l'Intérieur. (Reuters 23.04)

Mystifications.

1- Quand la "***révolution par les urnes***" en Islande tourne à la mauvaise farce.

L'ancien Premier ministre islandais Geir Haarde a échappé lundi à une sanction de la part du tribunal spécial chargé de le juger pour son rôle dans la crise financière de 2008.

Aucun des dirigeants des banques impliquées n'a été jugé, même si quelques poursuites ont été engagées et que des enquêtes sont en cours. (Reuters 23.04)

2- Quand on ne demande rien, on la ferme !

Mélenchon lance un "*appel*" pour "*s'accorder*" avec la direction du PS... mais il ne lui "*demande*" rien ! (AFP 23.04)

3- Mise au point.

Extrait de l'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du jeudi 19 avril 2012 et reçu hier soir.

- "*Les dérives du système capitaliste financier déréglementé ont conduit au défaut de remboursement de ménages américains et provoqué une crise majeure, à la fois financière, économique et sociale dans le monde entier, une crise du système.*

Puis, sous le diktat des marchés, la plupart des chefs d'Etat et de gouvernement se sont appliqués à affirmer que les

mesures d'austérité constituaient l'inévitable contrepartie de cette crise.

En réalité, la crise a bon dos. L'austérité imposée est d'autant plus inacceptable qu'elle repose sur le diagnostic mensonger selon lequel les causes de la crise sont à trouver dans une dérive des finances publiques. Comme Force Ouvrière l'a affirmé et démontré, le problème de la dette publique française vient surtout d'un transfert de dettes privées et d'une baisse des recettes publiques, conséquence d'une politique du moins-disant fiscal qui a multiplié les cadeaux fiscaux de façon accélérée ces dix dernières années (représentant 20 points de PIB!). "

La première proposition est fausse.

C'est l'accumulation du capital impossible à placer dans d'autres conditions pour continuer à engrenger des profits qui est à l'origine de cette crise d'une part. Comment ? Sans se soucier de savoir si le parc immobilier correspondait à un besoin réel, les capitalistes ont investi massivement dans ce secteur économique qui devait théoriquement leur assurer une rente pendant des décennies.

D'autre part, c'était sans compter sur la paupérisation croissante des acquéreurs potentiels de ces habitations autant que leur endettement ayant atteint des sommets au point de les rendre vulnérables à l'évolution du marché et rapidement insolvables.

La crise est la conjonction de ces deux facteurs qui à un moment donné se sont télescopés. On en revient donc aux fondements du capitalisme, ainsi qu'à ses contradictions, qui conduisent à avoir à un pôle une classe ultra minoritaire concentrant les richesses au point de ne plus savoir comment les employer pour les accrôitre encore, et à l'autre pôle une masse grandissante de travailleurs réduits à la pauvreté.

C'est donc le système capitalisme qui est en cause ici et non un aspect isolé de celui-ci qu'il faudrait "*corriger*", mieux "*encadrer*" ou "*réformer*" pour donner un visage "*humain*" au capitalisme.

Messieurs Mailly, Thibault et consorts, il n'y a plus de "*grain à moudre* ", rien à gratter, votre temps est désormais compté, révolu, tout comme celui du capitalisme dont vous êtes des lieutenants au sein des syndicats. Encore une chance pour vous que des "*trotskistes*" vous soutiennent ou font le gros du boulot pour faire tourner votre boutique, profitez-en, vous avez mangé votre pain blanc, l'heure des comptes approche...

Analyse du 1er tour de la présidentielle. Le POI : surtout évitons de nous situer sur le terrain politique.

D'autres s'en chargent à notre place, par exemple (lu dans le portail national du POI) :

- "*François Hollande a déclaré que « le premier tour représente une sanction du quinquennat qui s'achève et un désaveu du candidat sortant dont le discours tout au long de ces derniers mois a fait le jeu de l'extrême droite ». Il s'est jugé comme « le mieux placé pour devenir le prochain président ».*"

Puis dans un communiqué, un constat ou une interprétation du vote de dimanche dernier :

- "*C'est un immense rejet qui s'est manifesté ce 22 avril lors de ce premier tour de l'élection présidentielle où près de 80 % des électeurs inscrits ont refusé d'apporter leur voix au président Sarkozy...*"

- "*Une volonté majoritaire s'est affirmée, par le vote, comme par l'abstention : « Nous voulons chasser Sarkozy, mais aussi sa politique »*".

C'est bien beau de prononcer le mot "politique", d'évoquer ce que pourrait être une autre politique, jusque là rien à redire tout le monde se livre à cet exercice qui ne coûte finalement rien. Maintenant, c'est une autre paire de manches quand il s'agit d'aborder la question déterminante des objectifs politiques qu'il faudrait atteindre pour pouvoir réellement changer radicalement de politique, c'est là que les choses se gâtent ou partent en vrille.

Sur cette question précise, du côté du NPA et de LO, c'est le néant, ils sont incapables de se fixer le moindre objectif politique en dehors des élections.

Avant d'en venir aux objectifs politiques définis par le POI il faut préciser un point important pour comprendre la suite.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle expriment un profond rejet de la politique de Sarkozy et de ses prédécesseurs, mais vous aurez noté qu'absolument personne n'ose ou ne souhaite caractériser le contenu politique de ce rejet. Attention, nous abordons ici un tabou. Pourquoi ? Parce que cela permettra à chacun de l'interpréter à sa manière, non pas en fonction des rapports politiques qu'il reflète, mais en fonction des intérêts ou de la stratégie adoptée par les appareils de chaque parti, ensuite, afin d'éviter que ne soit mis en lumière qu'aucun parti n'intègre ces rapports dans

leurs stratégies ou leurs combats, leurs objectifs n'étant manifestement pas de les changer.

On comprend parfaitement pourquoi tous les partis passent sous silence ces rapports politiques, car il suffit de les évoquer pour que saute aux yeux l'inanité de leurs stratégies ou qu'elles ne situent pas dans la perspective du renversement de l'ordre établi, ce que révèle le contenu politique de ce rejet exprimé le 22 avril. Les masses ont voté pour un changement social, pas pour un changement politique, conformément à leur nature actuelle dominée par leur soumission aux institutions, à l'Etat.

Soyons honnête et lucide au lieu d'écouter les balivernes de tous ces charlatans, c'est la stricte réalité, osons la regarder en face. Les masses se sont embourgeoisées, elles pensent comme les bourgeois, elles rêvent d'imiter leur mode de vie, mais en aucun cas elles n'entendent remettre en cause les institutions ou l'Etat dans lesquels elles conservent de profondes illusions, illusions que tous les partis s'emploient à alimenter en permanence, ce qui prend ici la forme d'un refus de caractériser politiquement la nature de leur rejet de la politique de Sarkozy.

En participant à cette élection, les travailleurs ont signifié qu'ils remettaient entre les mains de l'Etat capitaliste leur propre sort, voilà la terrible vérité qu'il faut cacher, réalité insupportable à entendre pour beaucoup de militants qui préfèrent se réfugier dans des chimères ou s'en remettent aveuglément aux fables que leur servent leurs dirigeants.

Quand on parle de la politique mise en oeuvre par celui ou ceux qui gouvernent le pays, il ne faut pas se tromper de sujet, on fait référence aux mesures qu'ils ont prises et qui touchent à la fois à nos conditions de travail ou de vie, qui sont davantage d'ordre social, mesures qui n'ont donc rien à voir avec les institutions et leur fonctionnement, avec l'Etat. Or c'est à ce niveau-là ou sur ce plan-là que se déroule le combat politique entre les classes, terrain qui a été abandonné aux représentants politiques de la classe dominante ainsi qu'à leurs valets. Ce qui est somme toute normal, en présence de partis ouvriers qui n'entendent pas modifier fondamentalement les rapports entre les classes que l'Etat incarne.

On peut donc constater que le mot politique est généralement employé dans ses différentes assertions ou usages, sauf celui qui touche précisément à l'Etat. Dans le cas du POI cela se traduit par la remise en cause du rôle de l'UE, de la BCE et du FMI, mais pas de l'Etat qui étrangement est épargné. Il en fait encore la démonstration ici, je n'invente rien.

Dès lors, place à l'opportunisme, au social-chauvinisme, au nationalisme :

- "*Une exigence s'exprime : il y a urgence à inverser le cours des choses, à en finir avec la dictature de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne qui veut imposer les politiques de privatisation, de misère et de chômage. En finir avec cette dictature et ses directives qui interdisent d'interdire les licenciements, renflouent les banques à coups de milliers de milliards et disloquent les droits et garanties des travailleurs et de la jeunesse !*

Il y a urgence à décréter nuls et non avenus les plans dictés par des institutions supranationales et à rétablir la souveraineté des peuples sur les décisions qui les engagent. Cela s'appelle la démocratie."

La "*dictature*" imposée aux travailleurs n'est pas celle du capital et de son relais politique, l'Etat ou les institutions, mais celles "*de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne*", autrement dit le combat politique contre notre propre bourgeoisie est détournée, elle passe à la trappe. La troïka "*interdit d'interdire les licenciements*", mais dans quel cadre juridique, les directives ou les traités européens adoptés antérieurement, mais encore, conformément à la Constitution de la Ve République qui incarne la domination de classe des capitalistes.

Entre nous, la troïka n'existerait pas que rien n'interdirait aux représentants du capitalisme dans chaque pays de mettre en oeuvre la même politique réactionnaire. La troïka a justement pour fonction politique d'épargner autant que faire se peut les Etats, de détourner l'attention du prolétariat de l'Etat, c'est en cela que le POI vient à son secours et soutien l'air de rien le régime en place.

Face aux institutions supranationales, ce n'est pas la "*souveraineté des peuples*" qui n'a jamais réellement existé que le POI entend rétablir, mais la souveraineté des Etats (capitalistes) auxquels le POI est si attaché, ce que traduit la "*souveraineté des peuples*" qui correspond en fait à la domination de la classe des exploiteurs, aussi bien au sein des rapports sociaux de production que de l'Etat.

Pire encore si c'était possible, le POI est un facteur de démoralisation et de démobilisation des masses quand il explique qu'une fois un traité signé, il serait impossible de s'en affranchir, passons sur les inexactitudes incluses dans leur communiqué, ils évoquent la signature du TSCG par 27 Etats pour qu'il s'applique, alors qu'en réalité il suffira qu'il soit ratifié par 12 parlements pour entrer en vigueur. A entendre le POI, dès lors que le TSCG et le MES seront ratifiés, les carottes seront cuites, autant aller se couche tout de suite ! J'aborde plus loin ce que cela implique sur le plan pratique.

La question de la ratification d'un traité pose chaque fois la question de l'Etat, de sa Constitution et ses institutions, qui le signe, le ratifie, selon quelle procédure, etc. Qui se prononce sur son adoption (ou non), selon quelles prérogatives, ce qui nous ramène inévitablement à la Constitution de la Ve République. Est-elle légitime, quoi et qui représentent-elles ? Franchement, en

voilà des questions inutiles !

La mystification va encore plus loin.

- "*La démocratie exige qu'il soit répondu à cette volonté majoritaire, que le président élu renonce à engager le processus de ratification : et, alors, le traité ne sera pas ratifié et il ne s'appliquera pas à la France et, de ce fait, il sera difficile de l'imposer aux autres peuples d'Europe.*".

Alors qu'Hollande a déjà annoncé qu'il pourrait s'en passer si nécessaire, et que cela ne l'empêcherait pas d'appliquer sa politique, alors que chacun sait qu'elle s'inscrira dans le prolongement de celle de Sarkozy, le POI feint de l'ignorer et se fout ouvertement des militants et des travailleurs.

Cela ne vous convainc pas encore, vous faites peut-être partie des illuminés qui suivez aveuglément la politique impulsée par D. Gluckstein et sa clique, voyez quelle politique est appliquée par Cameron en Grande-Bretagne, pays opposé au TSCG et au MES, pays qui n'a pas adopté l'euro, comme c'est bizarre j'ai l'impression qu'il applique la même politique d'austérité que dans les autres pays de l'UE, pincez-moi si je me trompe, j'ai hâte de sortir de ma crasse ignorance. Un autre exemple qui dément l'assertion du POI, en Allemagne la "*règle d'or*" qui encadre les dépenses publiques a été adoptée en 1949, cela n'a pas empêché les syndicats de revendiquer des augmentations de salaire des fonctionnaires, notamment. Toute la politique des dirigeants du POI repose sur la falsification ou la manipulation honteuse des faits, l'ignorance de leurs militants.

Très logiquement, dans la foulée le POI appelle Hollande à prendre ses responsabilités, ce qu'il ne manquera pas de faire comme on vient de le souligner. C'est ainsi que le POI soutient le régime et Hollande au passage et la boucle de l'opportunisme est bouclée.

Parler de tout et de rien, éviter de parler de l'essentiel, il en restera toujours quelque chose, et peu importe le turnover important à l'intérieur des partis, leur objectif n'est pas de construire un parti révolutionnaire pour prendre le pouvoir, l'Etat les finance dès lors qu'ils participent aux élections législatives ou par le biais des syndicats, pour eux la vie continue comme avant.

Quelle illusion criminelle de vouloir faire croire aux militants et travailleurs qu'il suffirait d'"*en finir avec la politique de misère, de chômage et de déchéance de l'Union européenne*" pour qu'elle ne soit pas appliquée d'une manière ou d'une autre en France, autant dire pour qu'elle disparaisse des programmes des partis institutionnels qui se relaient au pouvoir depuis 1958.

Autres arguments en faveur de la position et de la stratégie que je défends.

On nous rétorque qu'il serait plus facile de combattre contre la ratification de ces traités ou pour des revendications sociales, plutôt que de combattre dans la perspective de renverser le régime, un objectif lointain, etc. Bien, cela implique qu'il serait possible d'obtenir le rejet de ces traités et la politique qu'ils sous-tendent ou la satisfaction de revendications sociales collectives ou qui concernent l'ensemble des travailleurs (Sécu, retraite, santé, etc.) dans le cadre du régime en place, or il s'avère que c'est impossible, ces revendications politiques ou sociales étant incompatibles avec les besoins du capitalisme à ce stade de son évolution à l'échelle mondiale.

En situant ces objectifs dans le cadre du régime actuel, cela permet d'éviter de les poser au-delà de l'existence du régime, de poser la question des moyens qu'il faudrait mettre en oeuvre pour abattre les obstacles qui se dressent sur le chemin qui mène à son renversement, c'est la démarche traditionnelle de réformistes et non de révolutionnaires. Cette manière de procéder présente un autre avantage pour les renégats, elle permet de faire une dichotomie, de séparer les objectifs qu'il serait possible d'atteindre dans le cadre de l'ordre établi, de ceux qui se situeraient au-delà et qu'il faudrait poser plus tard... ou jamais, dont la liquidation des institutions. En procédant de la sorte, on se prive des moyens de poser la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul permettrait de répondre positivement à l'ensemble de ces revendications sociales et politiques en s'attaquant aux fondements du capitalisme et en abolissant la Constitution de la Ve République. Répétons-le encore une fois, c'est seulement sur cet axe qu'il serait possible de construire un véritable parti communiste, or ce n'est l'objectif d'aucun parti, y compris LO qui ignore jusqu'à l'existence des institutions aux crochets desquelles cette organisation vit depuis des décennies.

Donc, quand on nous oppose des objectifs qu'il serait possible d'atteindre à ceux qui devraient attendre une durée indéterminée avant de pouvoir être posés, on s'aperçoit qu'il s'agit là d'un tour de passe-passe qui consiste à éviter de poser la question du pouvoir ou de l'Etat qui concentre toutes les autres, puisque ni le retour à la Sécu de 1945 (entre autres), ni la rupture avec l'UE, ni l'abolition de la Constitution de la Ve République ne sont réalisables sans balayer l'ordre établi, sans une révolution socialiste.

Le problème auquel sont confrontés tous ces partis, c'est qu'ils ont vu le jour et se sont construits à une époque ou il y avait du "*grain à moudre*", où des avancées sociales étaient encore possibles, c'est d'ailleurs en grande partie, mais pas seulement, ce facteur qui a déterminé leur nature, autour duquel ils se sont forgés, pour ne plus apparaître au fil du temps que comme des supplétifs des syndicats, des trade-unionistes, et que cette époque est définitivement révolue. Il ne leur reste plus qu'à défendre des revendications sociales isolées, catégorielles, et le reste du temps à brasser du vent en guise de politique, à jouer les aventuriers en tournant le dos aux enseignements de la Commune de Paris et de la révolution russe de 1917, leur régression ou décomposition politique les ramenant au Moyen-Age de la lutte des classes.

Le dernier argument pour aujourd'hui appartient au même registre que le précédent. On nous explique qu'il ne faut surtout pas avancer des objectifs politiques, parce que les masses ne pourraient pas s'en saisir, ce serait verser dans le gauchisme, etc. En passant le rejet du TSCG et du MES est bien un objectif politique, sauf qu'il se situe à côté de la plaque, passons pour avoir déjà aborder cette question plus haut.

Bien avant que la révolution russe ne pointe son nez, les bolcheviks combattaient sur le mot d'ordre suivant : la paix, du pain et la liberté. Les deux premières revendications répondaient à des préoccupations ou aspirations sociales, tandis que la troisième concentrait son aspiration politique à se libérer du joug du régime d'exploitation et d'oppression qui lui rendait la vie impossible. Finalement elles ne sont parvenues à satisfaire les deux premières qu'une fois réalisée la troisième qui était de nature politique.

De février à octobre 1917, le gouvernement de Front populaire a démontré son incapacité autant que son refus de rompre avec la bourgeoisie, condition pour mettre fin à la guerre et satisfaire les besoins élémentaires du prolétariat des villes et des campagnes, du coup, et parce qu'il existait un véritable parti communiste incarnant leurs besoins, elles le renversèrent et prirent le pouvoir afin de liquider les restes du régime féodal ainsi que celui embryonnaire qui incarnait le pouvoir de la bourgeoisie. Une fois Nicolas II ayant pris la fuite, trompées par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, les masses placèrent leurs illusions dans un gouvernement impérialiste (Lénine). Ne voyant rien venir et s'impatientant, leur situation ne cessant de s'aggraver, organisées dans les soviets ou comités, sous l'impulsion du parti bolchevik elles parvinrent à se libérer de leurs illusions et à réaliser l'objectif politique qui allait leur permettre d'obtenir la paix et le pain qui leur faisaient tant défaut...

La stratégie de Lénine était basée sur le fait qu'il serait impossible au gouvernement de front populaire de rompre avec le capitalisme et de briser les institutions, de remettre le pouvoir à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre, donc de satisfaire les revendications sociales des masses, et qu'il reviendrait au parti bolchevik en s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie d'accomplir cette tâche, qu'il n'existait pas d'autre voie.

Camarades, c'est la voie que je vous propose d'emprunter pour vaincre notre ennemi, celle du socialisme.

Réponse à ma fille. Des illusions qui se paient cash, sur le champ, un moindre mal.

Il ne fallait se faire aucune illusion sur le vote d'hier. Personnellement j'avais envisagé Mélenchon à 12% ou davantage et Le Pen à 20%, Sarkozy et Hollande autour de 25%.

En dehors du mouvement contre la "*réforme*" des retraites, il n'y a eu aucun mouvement de masse en France malgré la politique d'austérité et le chômage, contrairement à tous les autres pays en Europe, excepté l'Allemagne. Quand j'ai expliqué que le prolétariat s'était embourgeoisé, on m'a insulté, alors que c'est l'un des facteurs qui explique pourquoi les masses ne bougent pas, l'autre explication tient au consensus avec le régime de tous les partis, y compris les syndicats.

Un jour dans le site j'ai raconté que lorsque j'avais cessé de militer, avec mon ex-épouse nous vivions bien, comme de bons petits-bourgeois qui ne s'occupaient que de leurs petites affaires, etc. nous ne nous posions pas trop de questions, surtout pas d'ordre politique, et que j'avais très bien vécu ainsi jusqu'en 2001, date de mon retour au militantisme...

Depuis plus de 30 ans, plus aucun parti ne combat pour le socialisme, déjà auparavant plus personne ne savait ce que signifiait le socialisme. J'ai un pote qui a près de 70 ans qui m'a dit qu'il avait adhéré au PCF il y a plus de 40 ans et qu'à l'époque déjà il ne croyait pas que le PCF combattait pour changer radicalement la société. Si tu t'en souviens Papi n'était pas vraiment un révolutionnaire endiablé !

Lorsque j'explique qu'il faut populariser le socialisme, qu'il faut expliquer à chaque couche de travailleurs ce que changerait le socialisme dans leur vie de tous les jours, personne ne m'écoute, les travailleurs devraient croire dans quelque chose qui devrait rester pour eux un mystère, c'est délirant !

Lorsque j'explique qu'il faudrait rédiger un projet de Constitution, on me rit au nez, pourtant la politique a horreur du vide, si l'on milite pour liquider la Ve République, il paraît souhaitable et cohérent que l'on devrait être en mesure de proposer une autre Constitution aux travailleurs, eh bien non, ils doivent se contenter d'un discours partisans qui les laissent sur leur faim ou auquel ils ne comprennent pas la finalité ou encore qui les laisse perplexe, normal, ils ont raison de ne pas faire confiance aveuglément à des partis, on oublie qu'ils sont vaccinés.

Tout est du même tonneau. En fait de discours radical, Mélenchon n'a fait qu'enfiler des clichés sans jamais aller au bout de ses analyses, et pour cause, il se serait démasqué lui-même. Poutou et Arthaud ont tenu des discours de militants à des militants, insaisissables par les travailleurs, inaudibles.

Le POI, davantage pour des raisons financières qu'autre chose apparemment, avait décidé de ne pas participer à cette mascarade,

à la place il a lancé une campagne contre les deux derniers traités (TSCG et MES) sans les relier à la Constitution qui autorise leur ratification, c'est leur manière de combattre le régime... tout en soutenant ou épargnant le régime.

Ensuite, ensuite rien, on a fait le tour des partis, le néant, on est face à une impasse.

Il ne faut pas désespérer, ce qui ne se réalisera pas par la voie des élections se réalisera par celle de la révolution, ceci explique cela. Baroin a dit quelque chose d'intéressant hier soir : "*constatez-le vous-même, vous ne trouverez pas un seul pays en Europe qui augmente les dépenses*", contrairement à Hollande qui voudrait les augmenter a-t-il ajouté. Effectivement, tous sabrent dans les budgets sociaux de l'Etat, tous remettent en cause le droit à la santé, à l'école, à la retraite, etc. Et Hollande n'a pas du tout l'intention de faire autre chose quand on lit ses propositions ou son programme dans lequel il s'engage à respecter le traité de Maastricht...

On nous dit que les résultats du vote d'hier exprime un "*profond rejet*" de la politique de Sarkozy, en réalité il s'agit d'une nouvelle mystification ou d'une interprétation erronée des faits, une manipulation. Les travailleurs qui ont voté Poutou, Arthaud, dans une large mesure ceux qui se sont abstenus, dans une moindre mesure ceux qui ont voté Mélenchon ou Le Pen ont manifesté qu'ils étaient prêts à en découdre avec le régime, peut-être pas jusqu'à envisager de le renverser, mais certainement pas ceux qui ont voté Hollande, ce que tu confirmes en signalant "*quand t'entends les gens te dire que Mélenchon fait peur et que Hollande est plus sûr... si déjà Mélenchon fait peur avec sa VIème République, ça promet*", c'est exactement cela, le vote Hollande signifiait : "*il semble le mieux placé pour que l'on conserve notre niveau de vie et si possible pour qu'il s'améliore à la marge*" et pas davantage, c'était un vote non de rejet de la politique de Sarkozy mais corporatiste, individualiste.

Ce que j'explique ensuite met en relief l'aspect qu'ailleurs j'ai appelé criminel de la prestation de Mélenchon, qui a fait naître des illusions dans la tête de millions de travailleurs et la vôtre, qu'il serait possible de changer la société par un bulletin de vote, ce type-là est un charlatan, car il sait pertinemment que cela n'a jamais existé, que ce sera toujours impossible et que seule une révolution permettra de venir à bout du régime et des institutions, d'avancer sur la voie du socialisme

Mélenchon a profité du fait que les nouvelles générations n'ont pratiquement aucune expérience du combat politique, qu'elles sont dépolitisées, qu'elles ignorent ou n'ont pas à l'esprit que seule la lutte de classe a permis d'améliorer la condition ouvrière au fil des ans et des décennies tout au long des 80 premières années du XXe siècle, depuis, nous sommes entrés dans une nouvelle période dont la principale caractéristique porte la marque d'une régression sociale généralisée, une déconstruction de tous les acquis ouvriers pour nous ramener un siècle en arrière sur le plan social et politique.

Il est donc important d'avoir à l'esprit qu'aucun des droits (collectifs) dont nous profitons encore n'ont été obtenus par un bulletin de vote, ils ont tous été arrachés par la lutte de classe des générations passées ou concédés dans le cadre d'un marchandage pour garantir la pérennité du régime, en un mot l'essentiel pour la classe qui détient le pouvoir. C'est donc dans le cadre et au moyen de la lutte de classe que nous arracherons de nouveaux droits ou que nous pourrons sauver ceux qui existent encore, mais ni par des élections ni par des négociations avec le gouvernement et le patronat qui ne servent finalement qu'à brader nos droits, les dirigeants syndicaux s'alignant systématiquement sur les besoins des capitalistes et non sur ceux des travailleurs.

L'heure est à la remise en cause de tous nos droits et nous sommes encore loin d'en avoir vu le bout, comme en Grèce. J'ai lu qu'en Grèce une fonctionnaire avait vu son salaire passer de 2.300 euros à 750 environ au cours des deux dernières années, une architecte décrivait avoir subi un nivellement vers le bas de ses revenus dans les mêmes proportions au point de ne plus pouvoir se loger et envisageait de retourner vivre chez ses parents avec ses enfants. C'est pour te donner une idée de ce que signifie une brutale régression sociale sans précédent dont les travailleurs en France ignoreront tout tant qu'ils n'y seront pas confrontés eux-mêmes, on y arrivera.

Jusqu'à présent les capitalistes considéraient les travailleurs comme des Kleenex à l'intérieur du pays, ils embauchaient par nécessité et licenciaient pour le même motif, désormais c'est à l'échelle d'un continent ou du monde entier qu'ils agissent de la sorte, les travailleurs du monde entier étant en concurrence. Ils ont commencé par délocaliser des pans entiers de l'économie, puis ils ont développé une puissante classe moyenne en Chine, Inde, Brésil, etc., ce processus est toujours en cours (coïncidence, le titre d'un article de l'agence Reuters d'aujourd'hui : "*Les constructeurs parient sur les voitures haut de gamme en Chine*"), du coup l'économie des vieux pays capitalistes est davantage pour eux un boulet qu'un marché prometteur, ils n'ont plus aucune raison de soutenir la production et des salaires élevés en Europe, ils ne peuvent concevoir le marché de ces pays-là (de l'UE) qu'à condition qu'il leur rapporte autant que dans les pays émergents, d'où la nécessité pour eux d'augmenter la productivité, donc baisser le coût du travail et de liquider ce qui reste de la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs selon eux, etc.

Avec la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, il n'y a plus de place pour le réformiste, il n'y a plus de "grain à moudre", la part des profits qu'autrefois les capitalistes réservaient généreusement aux travailleurs a disparu ou ils ne sont plus disposés à leur céder selon les cas, car ils se livrent à une concurrence acharnée pour conserver ou renforcer leurs places sur le marché mondial face à de nouveaux concurrents qui ont émergé en imposant des conditions de travail et de rémunération à leurs travailleurs dignes de la fin du XIXe siècle en Europe, ils se livrent donc entre eux à une guerre sans merci dans laquelle le sort de la classe ouvrière ou des travailleurs en général est sacrifié.

Les travailleurs n'ont pas été du tout préparés à affronter cette situation. Pire, tout a été fait minutieusement pour qu'ils soient broyés lorsque les capitalistes engageraient leur offensive contre l'ensemble de nos droits. On leur a fait croire que leur niveau de vie était garanti pour l'éternité, qu'il continuerait de progresser mécaniquement, qu'il suffirait de négocier avec le gouvernement ou le patronat, de signer des pétitions ou éventuellement, mais vraiment en dernier ressort, pour ainsi dire à reculons, qu'ils se mobilisent, pas trop quand même et "", de préférence chacun dans son coin, même pas par secteur économique, de glisser le "bon" bulletin l'urne une fois tous les 7 ou 5 ans, pour qu'ils soient assurés de connaître des conditions stables ou meilleures.

Au lieu de les aider à se saisir de leur propre destin et de le forger en fonction de leurs propres besoins ou aspirations, tout a été entrepris pour qu'ils se laissent vivre et que d'autres s'en chargent à leur place, hélas pas vraiment dans le sens qu'ils espéraient. Ils ont été sans cesse trompés ou trahis, au point de développer une méfiance quasi pathologique, maladive, obsessionnelle envers tous les partis politiques, plus ou moins à juste titre, plutôt plus que moins.

Maintenant, pour essayer d'être tout à fait impartial, il faut toutefois préciser que tous les partis ouvriers se sont retrouvés face à des difficultés qu'ils n'ont pas su aborder correctement selon moi, qu'il s'agisse de la lutte conjointe contre le stalinisme et le réformisme, toutes les formes d'opportunisme, et la situation née du rétablissement du capitalisme en Russie et les républiques qui y étaient associées au sein de l'URSS, on pourrait ajouter la prise du pouvoir de l'aristocratie financière au sein du capitalisme mondial à peu près à la même époque. Ce tournant opéré au début des années 80 dans la stratégie du capitalisme mondial, qui correspondait déjà à une crise, s'est poursuivi jusqu'à nos jours.

Pour conclure, on pourrait dire que la division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale et qui se traduit par la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, parce qu'il est impossible aux capitalistes de liquider du jour au lendemain l'ensemble du prolétariat des vieux pays capitalistes où le coût de la main d'oeuvre ou de la production est plus élevé que dans le reste du monde, les conséquences sociales dramatiques de cette situation pour les travailleurs ne peuvent plus être combattues ou freinées par les moyens classiques ou habituels de la lutte de classe du prolétariat dans le cadre du régime en place. Pour être combattues efficacement, elles nécessitent de leur part un niveau de conscience et d'engagement politique supérieur se situant dans la perspective du renversement du régime et des institutions, car c'est seulement dans le cas où le régime se sentirait menacé jusque dans ses fondements qu'il capitulerait sur telle ou telle revendication, ce qui nécessite une mobilisation générale de la classe dans l'unité de ses partis et organisations, unité qui ne peut se forger qu'autour de l'objectif politique d'en finir à la fois avec le capitalisme et les institutions, car c'est la condition sans laquelle il demeurera impossible de satisfaire l'ensemble de nos besoins ou aspirations, ce qui nécessite de la part du mouvement ouvrier de revenir à sa tradition révolutionnaire et socialiste, dans le cas contraire, il sera amené à péricliter et à connaître défaite sur défaite.

Pourquoi est-il impératif de subordonner nos revendications à la chute du régime, parce que leur satisfaction est incompatible avec son existence, sauf exception qui confirme la règle, exception dont on n'a pas vu la queue au cours des dernières décennies.

Autre argument en faveur de cette stratégie, l'extrême hétérogénéité des masses exploitées, il est extrêmement difficile de les mobiliser sur une revendication qui ne concernera pas ou pas de la même manière toutes les couches de travailleurs, par contre elles peuvent toutes se retrouver autour d'objectifs politiques, ce qui est logique puisqu'ils ont vocation à s'attaquer aux fondements du capitaliste, au pouvoir de la classe dominante, aux rapports sociaux de production qui déterminent tous les rapports dans la société, donc qui concernent tous les aspects de l'existence des travailleurs toutes catégories confondues.

On a parfaitement conscience de la difficulté à faire admettre aux travailleurs qu'ils ne pourront plus maintenir ou améliorer leur condition dans le cadre du régime et des institutions et qu'il va falloir les renverser pour y parvenir. En même temps, plus on sera nombreux à combattre ensemble pour cet objectif, plus il leur apparaîtra à portée de la main, d'où la question déterminant de leur organisation et du parti.

La question est de savoir quel parti s'engagera résolument dans cette voie, quel parti aura la volonté et la capacité de regarder la réalité en face, de l'exposer simplement devant les travailleurs.

L'issue à la crise du capitalisme est politique, c'est donc à ce niveau-là qu'il faut la traiter. On ne peut la concevoir sérieusement qu'en rompant avec le capitalisme et les institutions (nationales, européennes et internationales) qui ne servent qu'à légitimer (sur le plan juridique) son existence. Tous les travailleurs en Europe étant confrontés à la même politique de régression sociale généralisée, on ne peut concevoir cette issue politique qu'à l'échelle de l'Europe, donc dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

INFOS EN BREF

Politique

Bahreïn.

Des centaines de manifestants ont affronté lundi la police anti-émeute à Bahreïn après les obsèques d'un manifestant décédé au cours du week-end, a constaté un journaliste de Reuters.

Les manifestants ont jeté des cocktails molotov et des pierres contre un commissariat du quartier d'Al Bilad al Kadim, à Manama. La police a répliqué avec des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes.

Auparavant, 15.000 personnes ont participé aux obsèques de Salah Abbas Habib, dont le corps criblé de grenaille a été retrouvé au lendemain de sa participation à des affrontements avec les forces de l'ordre. (Reuters 23.04)

Social

Arabie Saoudite.

Un enfant saoudien àgé de 4 ans est accusé d'avoir tué son père d'une balle dans la tête pour une console de jeu qu'il n'a pas pu obtenir, rapporte aujourd'hui la presse saoudienne.

Le quotidien Asharq, citant la police de Jizan (sud), a précisé que le garçon àgé de 4 ans et sept mois avait saisi le pistolet de son père avant de lui tirer une balle sous l'arcade sourcilière, le tuant sur le coup.

L'enfant avait demandé à son père de lui acheter une Playstation mais ce dernier était revenu sans la précieuse console. Quand le père s'est défait de son arme pour se déshabiller le fils a saisi le pistolet et abattu l'homme à bout portant. (elle.fr 23.04)

Leur monde dégénéré, quoi.

Haut de page

Le 25 avril

CAUSERIE

(Je termine l'actualisation du site, il est 21h (locale))

On n'a pas de courant depuis ce matin 2h, il est 17h20. Il fait 40°C et je n'ai pratiquement pas dormi. J'essaie tout de même de travailler normalement. La batterie de secours est vide et je viens de mettre en route le générateur. Je suis passé d'un ordinateur à l'autre en passant par une clé USB. Bon vous excuserez si mon boulot est un peu bordélique, je fais ce que je peux.

Quelques réflexions en vrac.

1- Au-delà du rejet qu'inspire Sarkozy et sa politique, l'illusion qu'Hollande pourrait faire mieux ou une autre politique tiendra-t-elle jusqu'au 6 mai ? C'est ce à quoi se consacre dorénavant Mélenchon en maniant lui-même un double langage.

2- Nous avions dit que participer à cette élection présidentielle et aux législatives de juin prochain revenait à légitimer les institutions de la Ve République, le régime. Les faits nous ont donné raison au regard des résultats du 1er tour de la présidentielle. Comment cela ?

Au regard des résultats misérables obtenus par les deux seuls candidats qui avaient présenté une candidature axée sur la rupture avec le capitalisme, Poutou (NPA) et Arthaud (LO), ce qu'on peut contester à juste titre mais c'est autre chose, les travailleurs qui ont voté, ont porté leurs voix sur des partis qui avaient manifesté leur intention d'assurer la pérennité du régime en place. Or il n'existe et il ne peut exister aucune voie conforme aux intérêts des travailleurs dans le cadre ce régime qui se prépare à broyer les droits qu'il leur reste.

Tous ces partis dit de gauche ont récolté ces voix dans le seul but de permettre au président qui sera élu de poursuive l'offensive contre la classe ouvrière engagée depuis plusieurs décennies par le capital et qui s'est violemment accélée au cours du mandat de Sarkozy, le représentant de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme mondial.

Où et par quel moyen ? Justement au sein et à l'aide des institutions de la Ve République dont le président de la République est un des principaux piliers, institutions dans lesquels les partis (toutes tendances confondues) se répartissent les rôles et les postes afin de mieux combattre la classe ouvrière pour le compte du capital.

On nous dit qu'un rejet massif de la politique de Sarkozy s'est exprimé lors de ce premier tour, il est toutefois à relativiser. D'une

part parce que Hollande n'a pas présenté un programme différent de celui de Sarkozy, d'autre part parce qu'il était parfaitement clair que les partis dit de gauche s'empresseraient d'appeler à voter Hollande au second tour, comme s'ils en étaient des alliés ou des complices plutôt que des ennemis. Hollande pas plus que Sarkozy n'ayant manifesté la moindre intention de remettre en cause les institutions de la Ve République, finalement quel que soit le vote qui s'est exprimé le 22 avril, il aura servi à les cautionner.

Vous vous demandez peut-être pourquoi depuis 50 ans vous entendez dire que les institutions de la Ve République sont en crise, que le régime se décompose, qu'il serait à l'agonie, pour finalement constater qu'il est toujours bel et bien présent et apparemment toujours aussi actif, vous avez là une partie de la réponse.

Le plus choquant, ce n'est pas ce discours, c'est qu'il y en a encore pour le gober, à croire qu'ils n'ont aucun esprit critique...

Quand le 6 mai au soir on va vous annoncer Hollande 51% ou plus et Sarkozy 46% ou plus, le total fera une fois décomptés l'abstention et les votes nuls ou blancs, 78, 80, 82% qui auront participé à cette mascarade, légitimer les institutions bonapartistes puisqu'aucun des deux candidats n'envisagent de les remettre en cause. Que vaudront alors les discours des uns et des autres sur le "*rejet*" de la politique de Sarkozy ? Aux oubliettes, on tourne la page, on passe à autre chose, vaut mieux en effet... Ainsi va l'opportunisme dans toute sa splendeur.

A propos des législatives.

Le parlementarisme, mot devenu apparemment tabou puisque plus personne ne l'emploie, présentait autrefois l'avantage d'offrir une tribune aux partis ouvriers, avant qu'ils ne passent avec armes et bagages dans le camp de notre ennemi. Cette époque est révolue, mais on continue de faire comme si rien n'avait changé, aucun parti parti n'a appelé à boycotter la présientielle ou les législatives depuis l'avènement de la Ve République, cela ne tient certainement pas du hasard.

Le PS et ses satellites à la solde du régime servent à faire barrage aux autres partis tels le POI, le NPA ou LO. Du coup aucune voix ouvrière ne peut plus se faire entendre dans le Parlement, elle doit passer par le filtre du PS et ses satellites qui la dénature et l'instrumentalise au service du régime. Particper aux législative est au mieux une preuve d'impuissance, au pire, se faire les complices des partis qui soutiennent l'ordre établi.

3- Cela vous choque que Le Pen et Sarkozy se présentent comme les représentants du "*travail*", le "*vrai*", pas moi. Ils se sont bien rendus compte qu'aucun candidat n'était parvenu à convaincre la majorité des travailleurs, je dis bien la majorité, et que dans ces conditions ils avaient encore leur chance, qu'il existait encore un espace, en réalité un boulevard pour l'incarner.

Ce sont les dirigeants syndicaux contre-révolutionnaires pour avoir abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc le renversement du capitalisme, qui livrent la classe ouvrière à la réaction, avec la complicité des militants, cadres et dirigeants du POI, du NPA et de LO qui participent à leurs appareils ou votent leurs résolutions au niveau confédéral.

Le PS, puis le PCF et la LCR, dorénavant le PG, se sont employés à instrumentaliser les thèmes de prédilection sur lesquels le FN a germé tout en assurant la survie du régime. Du coup l'extrême droite et l'UMP s'estiment légitimes pour revendiquer ouvertement ces thèmes racistes et xénophobes derrière lesquels ils visent l'ensemble de la classe ouvrière.

Mystification. Illusionnisme

1- En régime capitaliste, c'est la loi du profit et la concurrence sur le marché mondial qui dicte unqiuement le destin des grandes entreprises.

Jean-Marc Ayrault, conseiller spécial de François Hollande, s'est engagé mardi à faire voter par "*la future majorité parlementaire de gauche*" une loi obligeant les groupes industriels à céder les usines "*rentables*" qu'elles voudraient fermer en France sans pour autant accepter de les vendre.

"*Cette disposition législative, voulue par François Hollande et très attendue, s'inscrit dans notre stratégie de ré-industrialisation et de relocalisation des entreprises*", a précisé le député-maire socialiste de Nantes devant des journalistes à Metz.

Le 24 février à Florange (Moselle), M. Hollande avait déclaré devant les métallurgistes de l'aciérie ArcelorMittal --menacée de fermeture, selon les syndicats-- que lorsqu'une firme ne voulait plus d'une usine "*rentable*" et qu'elle ne voulait pas non plus la céder, il lui serait fait "*obligation de la vendre pour que les repreneurs viennent*".

M. Ayrault a rappellé cet engagement du candidat socialiste aux ouvriers d'ArcelorMittal qu'il a rencontrés en début de soirée à Florange. (liberation.fr 24.04)

Prenons le cas cité d'une entreprise de la sidérurgie. On nous dit qu'elle est rentable. Alors pourquoi ses actionnaires propriétaires veulent-ils s'en séparer ? Parce qu'il est possiblle de produire les mêmes produits moins cher ailleurs.

Le capitalisme est en situation de surproduction à l'échelle mondiale. Les capitalistes ont donc tout intérêt à conserver les entreprises qui dégagent le plus de profit et à installer de nouvelles unités de production uniquement dans les pays qui leur garantissent les profits les plus élevés.

Dans ces conditions que deviendront par ailleurs des usines concurrentes pourtant ultra modernes mais moins rentables ? Elles sont vouées à disparaître, et si elles devaient survivre artificiellement, ce ne pourrait être que pendant une période limitée, à moins de vendre à perte, d'accumuler des dettes ou d'être nationalisées.

Quel "*repreneur*" sera assez fou pour reprendre une usine qualifiée de rentable dans de telles conditions ? Deux hypothèses.

1- Si leurs actionnaires propriétaires s'en séparent, c'est au profit d'une autre usine dégageant plus de profit, donc disposant d'une marge de manoeuvre que n'auront pas forcément ses concurrents pour baisser ses prix.

2- Autre cas de figure, les actionnaires propriétaires veulent s'en séparer parce qu'elle dégage du profit mais pas suffisamment par rapport à ses concurrents avec lesquels à terme ils savent qu'ils ne pourront pas rivaliser.

Donc qu'est-ce qui détermine l'attitude des actionnaires propriétaires ? La concurrence sur le marché mondial et l'évolution de ce dernier. Est-ce que ce type d'usines est voué à la fermeture ? Cela semble évident, non ? Sauf dans une société où ce ne serait pas le profit qui déterminerait la production, mais les besoins de la population, ce qui impliquerait que les producteurs détiendraient le pouvoir?

Question : Est-ce dans cette voie que monsieur Ayrault prétend que le gouvernement présidé par Hollande pourrait s'engager ? Le croire serait se faire de graves illusions. Depuis quand le PS seraît-il disposé à s'engager sur la voie du socialisme ?

2- Le "***sérieux budgétaire***", cela porte un nom : l'austérité !

Interrogé sur TF1 sur Angela Merkel qui soutient son adversaire Nicolas Sarkozy, François Hollande a répondu: "*Elle a fait son choix. Elle a dirigé l'Europe avec Nicolas Sarkozy. On en voit les résultats!*".

"*Si je suis élu président de la République, il y aura un changement de la construction européenne*", a-t-il promis.

"*C'en en sera fini du libre échange, de la concurrence sans limite, ça en sera fini d'une austérité --je suis pour le sérieux budgétaire, je suis pour le rétablissement des comptes publics*", a dit le candidat socialiste.

"*Le sérieux budgétaire oui, l'austérité à vie, non*", a-t-il déclaré. (liberation.fr 24.04)

On connaît la musique. Mitterrand s'était engagé à s'attaquer au capitalisme pour finalement poursuivre la politique de son prédécesseur. Précisons : ce qui figurait en toutes lettres dans son programme contradictoire qui ne laissait aucun doute sur ses réelles intentions, ce que confirmera la suite quand il mettra en place une politique d'austérité.

Hollande voudrait nous refaire le même coup : voyez-vous chers concitoyens, je m'étais engagé devant vous à mettre en oeuvre une politique qu'il m'est désormais impossible d'appliquer parce qu'entre temps la situation a évolué défavorablement, patati patata, je n'y suis pour rien, croyer-moi sur parole...

3- Nouvelles de l'affaire Merah

Après un mois d'enquête, les quatre juges antiterroristes ont en leur possession 1.300 procès-verbaux et 750 scellés.

Les policiers s'intéressent particulièrement à Abdelkader Merah, le frère de Mohamed. Incarcéré à Fresnes (Val-de-Marne), il est mis en examen pour «*complicité d'assassinats*» et «*association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme*». Les policiers pensent qu'il a aidé son frère à passer à l'acte, matériellement mais aussi psychologiquement.

Abdelkader a assuré aux juges qu'il n'était pas au courant des projets de son frère. Et qu'il avait repris contact avec lui quelques jours seulement avant les faits. «*C'est faux, nous avons la preuve qu'ils s'étaient vus physiquement en janvier. Donc, bien avant les tueries*», rétorque un proche du dossier.

Certains proches étaient d'ailleurs sous la surveillance de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI). « *On va*

attendre qu'ils se dévoilent pour les entendre. Ce n'est pas la peine de faire comme la DCRI et d'arrêter prématurément des gens avant de les relâcher sans aucune charge», tacle un policier.

Une source judiciaire estime que cette enquête «*n'est pas près d'être bouclée*». (20minutes.fr 24.04)

Et pour cause. Les policiers prétendent qu'Abdelkader Merah était en relation avec son frère, tu parles, parce qu'ils se seraient rencontrés une fois en trois mois, en voilà un élément probant ! Ils voudraient piéger "*certains proches*" de Mohamed Merah... en prenant soin de leur communiquer leur intention sur Internet, grotesque !

Bruit de campagne

Craquement à l'UMP

Intervenant lundi sur RTL, Alain Juppé a déclaré que l'espoir était "*fort*" dans le camp du président candidat sur ses chances de victoire le 6 mai pour ajouter toutefois que, en cas de défaite, ils seraient "*un certain nombre à tout faire pour que l'UMP garde sa cohésion*".

Interrogé sur ces déclarations, Nicolas Sarkozy, qui intervenait lors de l'émission Les Quatre Vérités sur France 2, a déclaré : "*On est exactement dans ce qui n'intéresse nullement les Français.*"

"*Il ferait mieux de se concentrer sur le deuxième tour*", a-t-il ajouté à propos d'Alain Juppé.

"*Il faut se battre et je regarde ce deuxième tour avec confiance mais ce qui compte, ce n'est pas l'avenir de Nicolas Sarkozy, encore moins l'avenir de l'UMP, ce qui compte c'est l'avenir du pays, où voulons-nous aller nous les Français*", a-t-il encore dit. (Reuters 24.04)

Daladier introduisant le maréchal Pétain et légitimant les cagoulards.

Mardi à Longjumeau (Essonne), Nicolas Sarkozy a jugé Marine Le Pen "*compatible avec la République*".

Que pense-t-il de la "*préférence nationale*" prônée par Mme Le Pen, lui demande-t-on? "*Moi, je suis pour la préférence communautaire, mais je ne vois pas au nom de quoi on n'aurait pas le droit de dire ça*", a-t-il répondu. (AFP 24.04)

Par contre lui balancer "*pauvre con*" vous vaudra un procès en diffamation ! C'est cela un dictateur.

A ce propos, Bayrou qui n'est pas vraiment un révolutionnaire ou réputé pour être dans notre camp a tenu des propos terribles sur Sarkozy dans un livre paru en 2009 *Abus de pouvoir*(Plon). Un extrait tiré du figaro.fr du 24 avril :

- L'ouvrage de Bayrou est un pamphlet d'une rare violence à l'égard d'un président en exercice. "*Jamais démocratie ne porta si mal son nom. Jamais République ne fut moins publique*", écrit-il. Bien sûr, tempère le président du Modem, il ne s'agit pas d'une "*dictature franche*", mais il entend toutefois entrer en "*résistance*". "*Vraiment, croyez-vous qu'on en soit là? Oui, on en est là. Oh, ce n'est pas la dictature franche que nous avons en face de nous. Non, c'est seulement la privation de notre capacité de citoyens*".

Bref, c'est l'amorce d'une dictature "*franche*". J'ai failli mettre cet article dans la page d'accueil, puis je me suis ravisé car Bayrou risque d'appeler malgré tout à voter Sarkozy, dans le cas contraire, il est vraisemblable qu'il disparaisse de la scène politique ou qu'il soit encore plus isolé.

Bayrou n'a semble-t-il pas compris que l'époque ou le capitalisme pouvait encore se payer le luxe d'arborer certains principes ou certaines valeurs est révolu : place à la barbarie sous l'égide des régimes dictatoriaux ou semi-féodaux asiatiques ou moyen-orientaux, dégénérés, sous l'égide de l'impérialisme américain, le régime le plus décomposé de la planète.

Parfois vous pouvez me trouver un peu ou très excité et vous avez raison, je le suis effectivement, ce qui ne serait pas normal ce serait de ne pas l'être, venez donc passer quelque temps en Inde, venez partager la vie d'un peuple qui doit passer sa vie à courber l'échine, ce qui ne l'empêche pas de recevoir des coups de bâtons, vous serez révoltés au dernier degré, et l'Inde est loin d'être le pire exemple dans ce genre, on n'ose même pas imaginer ce que subissent d'autres peuples dans la région ou en Afrique.

Vous vous souvenez peut-être avec quelle violence Marx et Engels évoquaient les féodaux, les aristocrates ou les bourgeois au XIXe siècle, parce que leurs sujets ou la plèbe croupissant dans une misère noire et soumise à une oppression féroce étaient sans défense pour leur résister ou les combattre. C'est un peu ce que je vis quotidiennement tout en étant impuissant à y changer quoi que ce soit, on se sent rabaisser, humilier, un cauchemar, oui, c'est cela, un cauchemar, car on sait qu'il n'existe aucune issue

à l'horizon.

Je fonde tous mes espoirs sur la lutte de classe en France et en Europe, car c'est encore là que le prolétariat est le plus ou le mieux organisé, peut-être pas vu de chez vous mais d'ici c'est évident. Si je devais continuer à vivre en Inde sans avoir aucune activité politique, pour le coup je pourrais me dire que franchement la vie ne vaut vraiment pas le coup d'être vécue, qu'elle n'a aucun sens.

Je crois qu'on a du mal à imaginer ce que signifie vivre dans un pays pourri jusqu'à l'os où il est quasiment impossible d'espérer tirer la plus infime satisfaction sans qu'elle soit immédiatement gâchée. J'en suis arrivé à faire abstraction de tout ce qui m'entoure, cela va très loin, c'est difficile à décrire, cela touche à la vue, à l'odeur, vaut mieux regarder la cime des arbres ou le ciel tellement le pays est dégueulasse, immonde, une vraie décharge, se boucher le nez parce que cela pue partout, c'est l'été en ce moment, comble du raffinement, le fumage est en cours, au moment où j'écris ces lignes je sens l'odeur qui s'échappe du tuyau de la fausse septique de la maison située en face de la mienne, à une trentaine de mètres, le tuyau est trop court, le riche propriétaire a dû vouloir faire des économies, j'en ai causé deux mots à mon propriétaire il y a deux mois environ, il s'en fout évidemment, il m'a dit qu'il avait le même problème chez lui !

Sans exagérer parce que j'ai pris l'habitude de tout relativiser pour pouvoir continuer à vivre à peu près normalement, j'ai définitivement tiré un trait sur tout plaisir qui pourrait venir de l'extérieur, y compris des gens ou surtout venant des personnes que je suis amené à rencontrer, je n'en attends rien, je tiens le coup uniquement en vivant sur mes réserves, ma faculté à analyser et comprendre le monde dans lequel nous vivons, par contre je continue de donner aux autres le meilleur de moi-même.

Vous m'excuserez cet aparté, autour de moi ou dans la famille de mon épouse, je ne connais que des gens profondément malheureux, d'une ignorance effrayante, ce qui n'a rien de désobligeant ou de péjoratif dans ma bouche ; je vous avais raconté qu'à l'âge de 19 ans j'avais été stupéfait de découvrir que j'étais habité par une crasse ignorance, humilié au plus profond de moi-même de devoir garder le silence en présence de potes qui parlaient d'un tas de choses auxquelles je ne comprenais pas un mot, et parce que je n'ai rien oublié de mon passé, je respecte évidemment les gens dont je vous parle, et quand un nantis s'avise à en dire du mal devant moi, vous imaginez le sort que je lui réserve, comme dirait Lénine : fusillé !

Les nantis n'ont pas plus d'éducation que les ouvriers en Inde, je m'en suis fait un samedi dernier. J'avais remis en place une bonne femme qui voulait me passer devant à la caisse d'un magasin, elle n'était manifestement pas du peuple, il venait de passer à la caisse et a entendu mes propos. Il m'a interpellé une fois sorti dans la rue en me disant que je n'avais pas à tenir ce discours en Inde, je lui ai répondu que ce n'était pas une question de pays ou de culture ou je ne sais quoi, mais de respect que cela lui plaise ou non.

Les nantis sont de véritables ordures en Inde, ils ont l'habitude de piétiner les plus faibles, même entre eux ils se comportent comme des rats. A dire vrai, je préfère encore les rats. C'est un plaisir de les remettre à leur place, c'est-à-dire leur signaler qu'ils ne sont pas supérieurs aux Indiens de condition inférieure, que leurs privilèges de classe ne les autorisent pas à manquer de respect aux autres, et que c'est à eux de montrer l'exemple au lieu de se comporter comme des vauriens, effet garantie, je vous assure qu'ils apprécient, souvent je me fais insulter ! Vous voyez où va se nicher mon plaisir en Inde.

L'enfumage

Jean-Luc Mélenchon met François Hollande en garde contre la tentation de courir derrière les 6,4 millions d'électeurs du Front national pour laisser Nicolas Sarkozy, dont le camp va selon lui "*exploser*", s'enfoncer seul dans ce *piège*".

Le candidat du Front de gauche a également déclaré dans une interview à Reuters qu'il se plaçait dans une "*stratégie d'autonomie conquérante*" face au Parti socialiste, dont il exige des gages pour obtenir l'adhésion de ses quatre millions d'électeurs.

"*Je pense que François Hollande a intérêt à situer le vote du 6 mai dans son contenu social*", a-t-il dit en parlant des salaires, des minimas sociaux et de la situation européenne.

"*Que veulent faire les autres? Parler du Front national, et si vous parlez du Front national, terminé, au revoir les questions sociales*", a estimé l'ancien socialiste qui ne veut pas dire pour l'instant ce que le Front de gauche fera, lors des législatives, en cas de duel entre un candidat UMP et un FN.

Le front de gauche a appelé le PS à négocier pour les circonscriptions où un candidat FN risque d'être élu.

"*Le Front de gauche doit à chaque étape trouver son point de passage entre une sorte de gauchisme sans perspective, une espèce de bourdonnement autour du mouvement socialiste et puis la récupération et l'alignement qui anéantirait immédiatement notre force*", a-t-il ajouté sans cacher son objectif.

"*Le but c'est de prendre le leadership à gauche*" parce qu'il n'est d'après lui "*pas possible*" de changer la politique du PS de

l'intérieur. "*Il ne peut pas gagner sans nous, nous ne pouvons pas gagner sans lui.*"

L'Europe sera un test important et Jean-Luc Mélenchon met François Hollande au défi de respecter sa revendication d'un rôle plus grand de la Banque centrale européenne (BCE) pour soutenir la croissance dans une Union engagée sur la voie de l'austérité par le pacte de discipline budgétaire.

"*Il faut qu'il enfonce le clou sur une position à laquelle il s'est rallié avant le premier tour, la BCE doit prêter directement aux Etats*", a-t-il expliqué. "*Je ne lui demande pas de se convertir à mon hostilité au traité de Lisbonne.*"

Le député européen dit toujours réfléchir à ce que sera son rôle futur et, notamment, s'il se présentera aux législatives.

"*Mon statut est à cette heure un peu incertain*", a-t-il dit. "*Je vois bien que la bataille, elle a lieu là*", a-t-il toutefois ajouté, en faisant référence à l'Assemblée nationale.

"*Toute ma hantise, c'est de ne pas me laisser enfermer dans un coin.*" (libération.fr 24.04)

1- Le FN, en fait de "*piège*", en admettant qu'il en soit un, il n'aurait pas existé ou n'aurait pas pris une telle dimension si le Front de gauche s'était engagé à combattre la politique de Sarkozy en appelant la classe ouvrière à se mobiliser dans l'unité comme lui avait proposé le POI. Le score électoral du FN est le produit du refus des satellites du PS de rompre avec le capital et les instiutions, l'UE et l'ONU notamment, du manque de détermination de leurs dirigeants de s'engager dans cette voie.

S'agissant du PS, c'est une constante chez lui depuis près d'un siècle, il a toujours frayé la voie à la dictature ou au fascisme.

2- Après avoir affirmé qu'il ne demandait rien au PS en échange de son soutien, à peine 48h plus tard voilà que Mélenchon fait volte-face !

3- Pour le renégat Mélenchon, toute position incompatible avec tout soutien au PS doit être qualifiée de "*gauchisme*". Nous lui répondons que toute position compatible avec le maintien du régime en place et prise au nom des travailleurs ou du socialisme est une imposture, une escroquerie politique, une capitulation, une trahison.

4- Quand il dit à propos du PS inféodé au capitalisme "*nous ne pouvons pas gagner sans lui*", il avoue que son intention n'est pas de mettre fin au régime mais bien de l'accompagner dans sa descente aux enfers. Il estime qu'il est impossible de faire l'économie d'un gouvernement de Front populaire ou qu'il est impossible d'envisager la formation d'un gouvernement ouvrier sans passer obligatoirement par cette étape. Or, cette expérience, elle a eu lieu à plusieurs reprises en France (notamment) de 1936 à 1995, sous la troisième, la quatrième et la conquième république. Et chaque fois, elle ne s'est pas soldée par la constitution d'un gouvernement ouvrier mais par le retour du parti de l'ordre au pouvoir ou pire encore (la guerre, Vichy).

Donc sans même avoir besoin de polémiquer, l'expérience passée a prouvé à de multiples reprises, à des périodes différentes, que cette stratégie était foireuse. Peu importe, Mélenchon - qui n'a jamais coupé le cordon ombilical avec l'idéologie dominante du PS, nous la ressert parce qu'il n'en a pas d'autre, parce qu'il n'en existe pas d'autres entre soutenir le régime ou combattre pour le renverser, et comme Mélenchon refuse de rompre avec le capitalisme, il est obligé de faire avec le PS qui l'incarne.

Mélenchon a été militant de l'OCI. Finalement, il ne dit rien d'autre que ce qu'a toujours soutenu ce courant trotskiste depuis l'après-guerre dorénavant organisé dans le POI (CCI), ainsi que l'ensemble des groupes qui sont issus de l'OCI-PCI ou du PT (CCI) à travers le front unique, leur appelle à la formation d'un gouvernement PS-PCF de 1945 à 1981, leurs appels en directions des dirigeants de ce parti pour qu'ils aient la bonté de bien vouloir se placer au côté de la classe ouvrière qu'ils n'ont eu finalement de cesse de combattre en soutenant le régime et les institutions.

En réalité, après avoir tout fait pour rendre inévitable un nouveau Front populaire histoire de dire ensuite : vous voyez, on vous l'avait bien dit que cette étape était incontournable, même Trotsky soi-disant, rendez-vous compte, pour qu'on ne se pose pas la question de savoir s'ils ne porteraient pas la responsabilité de cette situation. D'ailleurs c'était bien joué, plutôt sordide ou cynique, puisque l'immense majorité des militants de ce courant rejettent cette analyse et rejoignent ou partagent la stratégie énoncée ici par Mélenchon, précisons, tout de même pas au point de participer à un tel gouvernement, mais qui sait maintenant...

5- En annonçant qu'il se satisferait d'un gouvernement ne rompant pas avec le traité de Lisbonne, Mélenchon capitule en rase campagne, ni plus ni moins. De mémoire, c'est bien ce traité qui se donnait pour objectif de faire de l'UE la région la plus compétitive du monde, donc devant les Chinois, l'"*usine du monde*" qui recourent à une armée d'esclaves pour produire. Un détail pour Mélenchon, on comprend, on comprend.

Quant à la BCE, peu importe qu'elle prête ou non directement à l'Etat, Mélechon dit qu'il faudra rembourser la dette coûte que coûte, or, à raison de 50 milliards d'euros par an, la dette s'élevant à quelque 1.700 milliards d'euros, il faudra 34 ans pour la rembourser, période qui dans le meilleur des cas correspondra à la durée de l'austérité. Décidément monsieur Mélenchon vous

ne manquez pas de bonnes intentions à notre égard.

6- Quant à ce qu'il deviendra après les législatives, on a envie de lui répondre qu'on s'en fout éperdument, il retournera dans l'ombre dont il n'aurait jamais dû sortir, au lieu de faire naître de cruelles illusions dans la tête de millions de travailleurs.

Actualité en titres

Tout est possible

- A Longjumeau, Sarkozy juge Le Pen «*compatible avec la République*» - Liberation.fr

- France : Sarkozy et Hollande chassent sans complexe les voix de l'extrême droite - AFP

Hypocrisie

- Zéro marge de manœuvre budgétaire pour le prochain Président : une bonne nouvelle pour les marchés financiers ? - Atlantico.fr -

Ingratitude. Le visage hideux du capitalisme

- États-Unis : elle donne un rein pour sauver sa patronne avant de se faire virer - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le Front de gauche organise un meeting le 4 mai à Paris "*pour battre Nicolas Sarkozy*", a-t-on appris mardi à l'issue d'une réunion au siège du PCF à Paris, place du Colonel Fabien, en présence de Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) et Pierre Laurent (PCF).

"*On sera rassemblés le 4 mai sur nos propres objectifs, nos propres revendications pour le lendemain aller voter Hollande contre Sarkozy*", a annoncé sur BFM-TV M. Mélenchon.

A deux jours du deuxième tour, le meeting qui sera conclu par le candidat, devrait "*vraisemblablement*" se tenir Place Stalingrad

Ce meeting servira à "*appeler à battre Sarkozy et à se mobiliser pour continuer à porter notre programme, L'Humain d'abord, aux législatives*" qui suivent en juin, a dit à l'AFP Eric Coquerel, conseiller de M. Mélenchon.

D'ici le 4 mai, le FG lance également un "*appel à se mobiliser derrière les syndicats le 1er mai à partir du moment où Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen en font un enjeu d'affrontement social*", a-t-il ajouté.

"*Ce jour-là c'est un jour de bras de fer, on va faire du judo. Puisque Sarkozy a décidé de chercher la châtaigne avec les syndicats et bien il va nous trouver sur son chemin*", a souligné M. Mélenchon. (AFP 24.04)

2- Pays-Bas

Les principaux partis d'opposition des Pays-Bas ont refusé mardi d'apporter leur soutien à un programme de coupes budgétaires, menaçant d'enfoncer encore un peu plus le pays dans la crise politique au lendemain de la démission du gouvernement de centre-droit.

Le Premier ministre libéral Mark Rutte a présenté lundi à la reine Beatrix la démission de son gouvernement après l'échec des négociations entamées début mars sur les économies budgétaires avec le Parti pour la Liberté (PVV) de Geert Wilders.

L'alliance entre le parti de Wilders, qui n'appartient pas au gouvernement mais soutenait ce dernier au parlement, et la coalition au pouvoir a volé en éclats lors des négociations sur les moyens de dégager 14 à 16 milliards d'euros d'économies budgétaires.

Ces économies sont jugées nécessaires pour ramener le déficit budgétaire sous le plafond des 3% du PIB, conformément au pacte européen de stabilité. Le Parti de Geert Wilders a fait savoir qu'il ne souhaitait plus se soumettre aux exigences de l'Union européenne.

Depuis la rupture avec son allié parlementaire, Mark Rutte s'efforce d'obtenir le soutien des partis d'opposition pour faire adopter au parlement un budget d'austérité qui devra être soumis à la Commission européenne d'ici lundi prochain.

La coalition au pouvoir, qui réunit les Libéraux de VVD et les Chrétiens-Démocrates de CDA disposent de 52 sièges sur les 150 que compte le parlement. Elle doit donc s'assurer le soutien d'au moins 24 députés de l'opposition d'ici la semaine prochaine.

"*L'immobilisme n'est pas bon pour les Pays-Bas. Les problèmes sont graves, l'économie est en berne, l'emploi est sous pression et la dette publique augmente plus vite que ce que les Pays-Bas peuvent se le permettre*", a déclaré Mark Rutte au parlement, en exhortant ses membres à soutenir son plan d'économies.

Lors du débat parlementaire, Dieterik Samson, chef du groupe travailliste, a rappelé que la règle européenne des 3% pouvait ne pas être respectée en cas de "*circonstances exceptionnelles*".

"*Je comprend qu'il vous faut remettre les finances en ordre mais vous ne pouvez pas procéder à des coupes drastiques parce qu'elles affectent l'économie et les gens. Trois pour cent, ce n'est pas réalisable*", a renchéri le leader du Parti socialiste Emile Roemer.

Mark Rutte a annoncé par ailleurs s'attendre à ce que le Conseil des ministres décide de fixer vendredi la date d'élections législatives anticipées au 12 septembre prochain.

"*Il n'y a pas de majorité automatique pour des élections avant l'été. En tenant compte de tous ces éléments, j'aboutis à la date du 12 septembre*", a-t-il dit devant le parlement.

Le gouvernement devrait prendre une décision définitive ce vendredi, a-t-il ajouté. (AFP 24.04)

3- Israël

Israël a autorisé mardi trois colonies sauvages, une décision condamnée par le président palestinien Mahmoud Abbas qui attend un arrêt de la colonisation pour reprendre les négociations de paix.

Le gouvernement israélien a autorisé a posteriori les colonies de Bruchin (350 habitants), Rechelim (240 habitants), dans le nord de la Cisjordanie et Sansana (240 habitants), dans le sud du territoire palestinien.

Un comité ministériel ad hoc a "*décidé de formaliser les statuts de trois communautés établies dans les années 90 à la suite de décisions de gouvernements précédents*", a indiqué le bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"*La décision de légaliser trois colonies sauvages est la réponse prévue à la lettre du président Abbas au Premier ministre Netanyahu*", a déclaré à l'AFP le porte-parole de M. Abbas, Nabil Abou Roudeina.

Dans un communiqué, le gouvernement palestinien a "*condamné la poursuite par Israël du développement de la colonisation*", ainsi que "*la +légalisation+ d'enclaves de colonisation*", affirmant qu'elle "*détruit les chances de paix et d'une solution à deux Etats*".

M. Netanyahu a reçu le 17 avril une lettre de M. Abbas exigeant pour reprendre les négociations de paix une série d'engagements, dont la reconnaissance des lignes de 1967 comme base de discussions et le gel de la colonisation.

Aux yeux de la communauté internationale, toutes les colonies sont illégales, qu'elles aient ou non été autorisées par le gouvernement israélien.

Plus de 340.000 colons israéliens habitent en Cisjordanie et plus de 200.000 dans des quartiers de colonisation à Jérusalem-Est. (Reuters 24.04)

4- Etats-Unis

Le Pentagone compte désormais un service de renseignement supplémentaire, le Defense Clandestine Service (DCS). Créée par le secrétaire à la Défense, Leon Panetta, l'agence a pour vocation d'étendre le renseignement militaire à des régions se situant en dehors des zones de guerre. Dans le collimateur de cette nouvelle agence figurent l'Iran, dont la marche vers la bombe nucléaire s'est récemment accélérée, la Chine, dont les efforts militaires inquiètent Washington. La Corée du Nord, qui poursuit ses programmes balistiques et nucléaires. Et la région du Sahel, nouveau sanctuaire d'al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

La naissance du Defense Clandestine Service, rapportent les médias américains, est une réponse à un rapport confidentiel réalisé

l'an dernier par la Direction du renseignement national et qui préconisait que les renseignements militaires sortent de leur mission traditionnelle - fournir des informations opérationnelles aux forces déployées dans les opérations extérieures - pour s'intéresser à des sujets plus straté-giques. L'annonce de la création du DCS intervient une semaine après la nomination du nouveau directeur des renseignements militaires (DIA), Michael Flynn. Ce général, qui a une solide expérience des opérations spéciales, a critiqué l'action du renseignement américain en Afghanistan, qui manque, selon lui, de compréhension du contexte politique local.

Cette réorganisation du renseignement américain correspond également à une évolution des priorités de la Maison-Blanche. Après avoir lancé le désengagement des conflits - Irak et Afghanistan - qui ont dominé le paysage sécuritaire des dix dernières années, Barack Obama a amorcé un recentrage stratégique de son pays vers l'Asie, où menace l'immense Chine et où couvent de nombreuses crises. (lefigaro.fr 24.04)

Social

France

Le numéro deux français de la sécurité, Neo Sécurité, s'est déclaré mardi en cessation de paiement auprès du tribunal de commerce de Paris, a-t-on appris auprès d'un porte-parole du groupe.

"*Nous avons fait la déclaration de cessation de paiement aujourd'hui à 17H00. Le compte à rebours est lancé*", a dit à l'AFP le porte-parole du groupe qui emploie environ 5.000 salariés.

Vu le nombre d'emplois en jeu, si la faillite ne peut être évitée, "*cela va être la plus grosse du quinquennat*", a-t-il souligné.

"*On ne demande pas le monde, on demande juste un prêt relais de 15 millions d'euros*", a-t-il ajouté, appelant l'Etat à limiter la casse sociale.

Le patron de l'entreprise de sécurité, Jean-Michel Houry, demande également à bénéficier de la suspension provisoire de sa dette fiscale et sociale (40 millions d'euros), selon la même source. (AFP 24.04)

Economie

1- Espagne

L'Espagne a levé mardi 1,933 milliard d'euros en bons à 3 et 6 mois (respectivement 0,634% contre 0,381%, et 1,580% contre 0,836%), dans le haut de la fourchette visée, mais a dû concéder des taux d'intérêt en forte hausse dans un climat de tension sur les marchés, avec une Bourse madrilène à ses plus bas niveaux en trois ans. (Reuters 24.04)

Soit des taux d'intérêt en augmentation de 100%.

2- Grèce

La Grèce verra son PIB chuter de «près de 5%» en 2012, soit plus que les estimations initiales, après un recul de 6,9% en 2011, a prévu mardi la Banque de Grèce dans son rapport annuel sur l'économie du pays.

L'institution dépeint les autres ravages de la crise, affectant aussi les banques qui ont vu le total de leur dépôts chuter de «*plus de 70 milliards*» depuis le début de la crise entre la fin 2009 et février 2012, soit «*l'équivalent d'un tiers du PIB*». (Reuters 24.04)

Haut de page

Le 26 avril

CAUSERIE

Précisions, le site a été actualisé hier tard dans la journée. Je mettrai en ligne de nouveaux articles dans l'après-midi.

Comment désarmer la classe ouvrière.

1- Mode d'emploi de J-C Mailly.

Extrait de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 25 avril 2012 (sur Internet)

- "*Alors, à l'heure où la campagne électorale présidentielle bat son plein, il serait important que les responsables politiques conjuguent effectivement volontarisme et action pour préserver la démocratie et la République, et pour assurer le progrès économique et social.*"

Envisager de mobiliser les travailleurs, en option, au cas où :

- "*En ce qui nous concerne, nous saurons rappeler au futur gouvernement nos positions, dont notre refus de l'austérité, conjuguant analyses, revendications et, si nécessaire, action*."

Il en est déjà effrayé ! Avec la complicité des dirigeants du POI, une constante depuis la création de FO, il faut rappeler.

Nous condamnons sans appel la politique dite contractuelle qui consiste à négocier avec le gouvernement et le patronat, à diviser les travailleurs, à affaiblir leur résistance, pour ensuite les appeler éventuellement à se mobiliser et constater que le rapport de force n'est pas en leur faveur et qu'il est impossible d'empêcher l'application de leur politique antisociale.

2- Mode d'emploi des jaunes.

Un titre suffira : Les syndicats de Néo Sécurité ont été reçus à l'Elysée - Reuters

La croissance : la dernière mystification en date de Hollande.

Avant-propos.

L'AFP : Pour le président de la BCE, il est question d'un pacte de croissance qui mette l'accent sur la flexibilité dans l'emploi par exemple, et non d'un pacte qui suspende pour un temps les mesures de rigueur.

Qu'a dit Mario Draghi ?

Le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi a plaidé mercredi pour un nouveau "*pacte de croissance*", faisant écho aux préoccupations du candidat socialiste à la présidentielle François Hollande, mais son entourage a assuré qu'il ne fallait pas y voir un inflexion de son message.

"*Nous avons un pacte budgétaire (...). Nous devons revenir en arrière et en faire un pacte de croissance*", a dit M. Draghi lors d'une audition au Parlement européen à Bruxelles, tout en martelant un message allant à l'encontre des tenants d'une relance par la dépense publique.

M. Draghi a insisté comme à son habitude sur la discipline budgétaire qui a été renforcée au prix de la plongée en récession de certains pays.

"*Nous sommes au milieu du gué*" et devons persévérer, a-t-il dit, estimant qu'il en allait de la crédibilité financière de la zone euro sur les marchés.

Les effets néfastes sur la croissance ont ravivé en Europe le débat sur le bien-fondé de l'austérité, mais M. Draghi a justifié les sacrifices de court terme par l'objectif d'arriver à une économie plus compétitive.

Il faut "*mettre en place (...) des réformes structurelles qui libèrent les énergies*", même si elles "*font mal*" et "*heurtent de vastes intérêts*", a-t-il dit. En particulier, il faut "*faciliter l'entreprenariat, l'établissement de nouvelles entreprises et la création d'emplois. Là, les gouvernements devraient être plus ambitieux*".

Fidèle à cette politique de l'offre, M. Draghi plaide régulièrement pour une plus grande flexibilité du marché du travail en Europe, indispensable selon lui pour réduire le chômage.

"*Les valeurs d'intégration sociale et de solidarité appartiennent toujours à ma culture (et) je ne suis pas du tout contre le modèle social européen*", a assuré M. Draghi. "*Mais tout modèle social doit être soutenable*" et ne peut pas être fondé sur l'endettement, selon lui.

Tenante de la rigueur, la chancelière allemande a applaudi ce programme économique. "*Nous avons besoin de croissance, de croissance sous forme d'initiatives pérennes, pas juste de programmes de conjoncture - qui creuseraient encore la dette publique - mais de croissance, comme Mario Draghi l'a dit aujourd'hui, sous forme de réformes structurelles*", a déclaré Angela Merkel.

"*Il est clair que cet appel répond aux craintes que certaines économies ne puissent pas revenir à une croissance durable*", analysait Julian Callow de Capital Economics.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Hollande s'est félicité de la reconnaissance par M. Draghi que "*le pacte budgétaire devait être complété par un pacte de croissance*". M. Draghi "*a ajouté même qu'il serait utile de revenir en arrière et de donner la priorité à l'éducation, la recherche, les grandes infrastructures*", a relevé le candidat.

Mais M. Draghi a renvoyé dans leurs buts ceux qui plaident pour que la BCE, qui a pour mandat principal le contrôle de l'inflation, soutienne davantage la croissance, par exemple par une politique de taux plus accommodante ou une monétisation de la dette, interdite par les traités.

Mario Draghi "*n'a pas changé son message*", a précisé à l'AFP un porte-parole de l'institution monétaire". "*Il a été cohérent avec le message traditionnel de la BCE*", a-t-il souligné.

Fidèle à ses habitudes, M. Draghi n'a ni exclu, ni annoncé de nouvelle injection de liquidités sur trois ans dans le secteur bancaire, l'une des mesures exceptionnelles qui a le plus impressionné les marchés, ni de reprise des rachats d'obligations souveraines, notamment espagnoles. (AFP 25.04)

Le commentaire d'un internaute ignorant, trompé :

- "*Draghi, cet ancien de Goldman Sachs qui n'a aucun mandat électif dans son pays et a été coopté par ses semblables devra réaliser que l'ère Sarkozy est terminée, qu'il a face à lui le représentant d'une nation de 66 millions d'habitants. Qui a choisi une autre direction. Mélenchon avait raison sur la forme, nous ne sommes ni à leurs ordres, ni à leur service, ILS sont là pour servir les peuples. Cette première confrontation devra être pour le nouveau président le moment de montrer sa détermination.*"

Goldman Sachs, les gangsters de la finance mondiale, "*ils sont là pour servir les peuples*", on ne peut pas imaginer mieux comme témoignage de sa subordination au capitalisme, de son incompréhension du fonctionnement de la société.

En effet, Mélenchon a fait du "*bon*" boulot en vous faisant croire que les banquiers étaient au service du peuple, vous allez tomber de haut, trés rapidement et brutalement.

Le "*rejet*" de la politique de Sarkozy était bourré d'illusions. Le réveil va être rude, violent :

Le jounal Le Point d'hier apportait la précision suivante :

Au final, seuls les sociaux-démocrates allemands (dans l'opposition), ainsi que la quasi-totalité de la classe politique grecque, soutiennent réellement la position de François Hollande. Réaliste, celui qui a menacé de ne pas ratifier le traité de discipline budgétaire s'il n'était pas amendé, pour y intégrer un volet sur la croissance, pourrait en fait se contenter d'un protocole ayant force juridique, font savoir ses envoyés dans les capitales européennes. (lepoint.fr 25.04)

Jean-Paul Betbèze, Chef économiste et directeur des études économiques de Crédit Agricole SA. enfonce le clou.

Surtout, pour aller au-delà de ces vérités premières, il faut se demander comment réfléchissent ces fameux « *marchés financiers* ». La réponse est : très simplement. Ils se disent que la croissance est la mère des solutions. S'il y a croissance, et qu'elle accélère, la productivité monte, les coûts salariaux unitaires baissent, la compétitivité se renforce, le déficit extérieur se réduit.

Attention donc à répondre vite et bien aux questions qu'ils nous posent, car le nombre de jours pour infléchir le discours (et l'analyse) se réduit, si l'on oublie ce qu'ils demandent, et qui nous va : la croissance et l'emploi, autrement dit les entreprises et leur compétitivité. Car les marchés ne sont pas fous. Ils comprennent les discours politiques, mais ils mesurent aussi l'éloignement par rapport à ce qu'ils savent nécessaire pour financer l'ajustement, et donc le risque de rupture. Il a fallu plus d'un an, en 1981, pour passer de la relance à la rigueur. Cette fois, nous n'aurons pas autant.

La politique à mener, en France et ailleurs, est en effet un mélange d'autant plus facile à mettre en œuvre qu'il est bien présenté et accepté. Il est en revanche d'autant plus « *dur* » s'il est mal préparé et surtout mal présenté et mal accepté. La politique, c'est un mélange entre des économies à faire dans le domaine public et le soutien à renforcer dans l'activité privée. D'un côté il s'agit de moderniser les structures administratives et d'économiser l'argent public, de l'autre il s'agit de flexibiliser les rapports au sein

de l'entreprise et d'adapter le dialogue social au terrain. (Atlantico.fr 25.04)

Finalement c'est très clair et facile à comprendre : la croissance, c'est augmenter la productivité des entreprises en baissant les salaires tout en liquidant ce qui reste de la législation du travail encore favorable aux travailleurs.

Bruit de campagne

Flagrant délit. Affolement, marche arrière, mensonge grossier.

Invité du journal télévisé de 20 heures de TF1, le président-candidat était questionné sur ce rassemblement à son appel: "*Non, non je n'ai pas dit du vrai travail, je veux faire du 1er Mai une fête du travail*", a répondu Nicolas Sarkozy.

Lundi, le chef de l'Etat avait déclaré: "*Le 1er mai, nous allons organiser la fête du travail, mais la fête du vrai travail, de ceux qui travaillent dur, de ceux qui sont exposés, qui souffrent, et qui ne veulent plus que, quand on ne travaille pas, on puisse gagner plus que quand on travaille.*" (Voir la vidéo ci-dessous de BFM-TV).

Mercredi soir, sur le plateau de TF1, il a précisé le sens de ce rassemblement. "*Les Français [...] travaillent dur. On parlait tout à l'heure des enseignants, c'est pas un métier facile. Mais vous admettrez avec moi qu'il y a une différence entre les Français sous statut et les Français qui travaillent dans les entreprises. C'est que quand la crise frappe que le carnet de commande diminue, il y a du chômage partiel, le salaire n'est plus versé ou il est versé à 30% ou à 40%*", a-t-il dit. (lexpress.fr 25.04)

Et bien faisons en sorte que travailleurs du privé et du public s'unissent et se mobilisent pour que pas un seul travailleur de ce pays ne voie amputer sa feuille de paie même lorsque "*le carnet de commande diminue*", pour que pas un seul travailleur ne soit privé de feuille de paie, pour que pas un seul travailleur ne puisse pas se soigner, se loger, etc. vivre dignement.

Question : quel parti, quel syndicat osera reprendre ce mot d'ordre révolutionnaire ?

Voilà la seule réponse à apporter à ce nazillon.

Vous qui refusiez il y a peu encore de voir dans Sarkozy un dictateur, qui lui donniez volontiers du "*monsieur le Président de la République*", soyez lucides, ravisez-vous avant qu'il ne soit trop tard, car en attendant que le "*spectre du communisme hante*" l'Europe, c'est la peste brune qui donne de la voix, la pire réaction qui se mobilise. Interpellez vos dirigeants, chassez-les si nécessaire, réappropriez-vous vos partis et vos syndicats...

Vous en êtes responsable !

Conférence de presse de Hollande hier.

Pour expliquer le haut niveau du Front national (17,9%), qui fait la "*une*" des médias depuis deux jours, il répond "*crise financière, économique, sociale*", "*défiance à l'égard de l'Europe*" et "*peur du monde*".

"*L'accumulation des promesses non tenues y est pour beaucoup, la responsabilité du candidat sortant est grande*", a-t-il aussi dit, pointant du doigt la quête des électeurs d'extrême droite menée par Nicolas Sarkozy. (Reuters 25.04)

En guise de "*promesses non tenues*", le PS doit détenir le record toutes catégories confondues. Pas une voix !

Quand le POI falsifie les résultats du 22 avril.

L'épouvantail du FN est agité par les uns pour justifier leur ralliement à Hollande, tandis que d'autres (le POI) le minimisent pour justifier leur incurie politique.

Dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (197), le POI s'est encore livré à une manipulation des résultats obtenus par le FN depuis 2002, cette fois en privilégiant le pourcentage de voix que Le Pen a obtenu au détriment du nombre de voix qui invalide la conclusion à laquelle le POI arrive : "*Marine Le Pen réalise donc aujourd'hui un score inférieur de 1,32 point*" à celui de son père en 2002, affirment-ils.

En aditionnant les voix de Jean-Marie Le Pen et de Brunot Mégret "*l'extrême droite (totalisait) 5,48 millions de voix (19,22 %) Au second tour de l'élection de 2002, Jean-Marie Le Pen, face à Jacques Chirac, recueillait 5,53 millions de voix, soit 17,79 % des suffrages exprimés.*".

Et le POI de conclure, ne rigolez pas l'affaire est sérieuse : "*Conclusion : si le FN progresse significativement par rapport à 2007, il retrouve en fait son poids électoral de 2002.*". Par quel tour de passe-passe parviennent-ils à cette "*conclusion*" qui relève de la falsification ?

En attribuant arbitrairement au FN des voix qui s'étaient portées sur Sarkozy en 2007, dans quelle proportion, nous n'en savons rien au juste, il n'existe aucune donnée permettant de le savoir précisément, peu importe, le POI va remédier à sa façon à cette lacune.

"*Lors du premier tour de la précédente élection, en 2007, son père avait recueilli 3,84 millions de voix (10,44 % des suffrages exprimés). Mais 2007 avait été nune mauvaise année pour le Front national, le candidat de l'UMP, Nicolas Sarkozy, ayant dès le premier tour capté une part significative de l'électorat du FN.*", et le tour est joué.

Or lors du premier tour dimanche dernier elle a obtenu 6,42 millions de voix, soit 17,90 % des suffrages exprimés, c'est-à-dire, environ 1 million de voix en plus qu'en 2002, et près de trois millions en plus qu'en 2007. A part cela, la progression du FN serait pour ainsi dire insignifiante, pour ne pas dire qu'elle serait plutôt en baisse !

Allez, le POI, tout comme le NPA et LO, vous portez la coresponsabilité de la situation sociale et politique actuelle, on comprend que devant vos militants vous fassiez tout ce qui est en votre pouvoir pour éviter qu'ils en arrivent à cette conclusion. Franchement, nous n'aimerions pas être à votre place.

La "***responsabilité budgétaire***", c'est l'austérité !

François Hollande appartient à la "*gauche sérieuse*" soucieuse de "*responsabilité budgétaire*" et le déficit sera inférieur à 3% du PIB en 2013, si le candidat socialiste est élu, a affirmé mercredi sur RTL son directeur de campagne, Pierre Moscovici.

Pierre Moscovici a enfin estimé que la CGT était dans son droit, dans son appel mardi à "*battre*" Nicolas Sarkozy le 6 mai.

"*Un syndicat, a-t-il dit, peut expliquer que la politique qui a été suivie depuis cinq ans est une politique qui, du point de vue social, du point de vue du chômage et des inégalités, a échoué de manière consternante*". (AFP 25.04)

A soutiens-gorge déployés...

Quelque 150 féministes, issues de la société civile, ont lancé mercredi une campagne de mobilisation en vue du second tour de la présidentielle, estimant que "*les droits des femmes passent par la gauche*" et appelant à voter pour François Hollande.

Dans un texte publié sur le site de Libération, elles estiment que l'arrivée de la gauche au pouvoir "*est une condition importante de l'égalité entre les femmes et les hommes*".

Rédigé à l'initiative de Caroline de Haas, fondatrice d'Osez le féminisme et soutenu par les militantes "*historiques*" Françoise Picq et Martine Storti, il a déjà été signé par plusieurs personnalités, telles l'écrivain Laure Adler, la réalisatrice Zabou Breitman, l'avocate Gisèle Halimi ou le comédien Philippe Torreton. (AFP 25.04)

Amertume, ignorance, ignominie

M. Delapierre estime que "*la progression de Mme Le Pen correspond à la chute de Sarkozy*" : "*c'est le vote ouvrier de droite qui est très élevé*", "*un vote d'adhésion au racisme*" où la "*lutte du peuple contre l'oligarchie*" est "*remplacée par un duel Français-immigrés*". (AFP 25.04)

Quel pauvre type celui-là, ils sont décidément tous formatés sur le même modèle ! Vous ne savez même pas de quoi vous causez.

Mes parents, ouvriers pauvres (menuisier en bâtiment), ont toujours voté UDR-RPR-UMP. Ils sont restés fidèles toute leur vie au "*libérateur*" de la France, Charles de Gaulle, dont le portrait trônait dans la salle à manger qui faisait aussi office de chambre à coucher de mes parents, c'était dans les années 60 quand nous habitions une chambre de bonne mansardée sous les toits de Paris, au 6e étage sans ascenseur, dans le 9e arrondissement de Paris, à deux pas de l'Opéra. Je m'en souviens encore "*Charlot*" comme il l'appelait saluant la foule en descendant la rue de Rivoli...

En 1967, un oncle mettait une petite maison en bois et sans confort (sic!) à notre disposition, à Rueil dans le 92.

Jusque là j'avais toujours entendu mes parents parler à propos des maghrébins des "*bicots*", des "*bougnoules* et j'en passe... Ce petit pavillon était situé à une cinquantaine de mètres d'un café occupé par de "*bons*" Français, je jouais dans la rue avec leurs deux fils. Plus tard, j'étais déjà adolescent, quand ils vendirent leur café à des Algériens. Ils transformèrent le café et se mirent à

servir du couscous.

Mes parents qu'on aurait cru jusque là racisme jusqu'à la moelle à les écouter, se convertirent à ce plat national, n'en déplaise à madame Le Pen, sous l'impulsion de ma grand-mère maternelle qui était camelot et anarchiste sans le savoir, qui avait sillonné la France tout au long de sa vie et rencontré toutes sortes de gens. Ils devinrent amis avec ces Algériens.

J'ai un autre exemple à citer.

Quand j'étais technicien en bureautique, j'avais un pote qui ne cessait de sortir des conneries sur les Arabes, un de ses frères faisaient partie d'une organisation d'extrême droite, j'ai oublié laquelle. On se connaît depuis 1980. A l'entendre on était assuré qu'il était foncièrement raciste. Je l'ai revu en 2002, son discours n'avait pas changé. Or, alors qu'il habitait à Nanterre, il déménagea un jour dans le XIe arrondissement de Paris et emménagea avec sa futur épouse. En face de chez eux, il y a avait un café restaurant dont le propriétaire était Algérien ou Marocain, je ne sais plus au juste. Ils en firent leur cantine et ils devinrent amis, ils le sont toujours.

Je partage la vie de Magueswary qui est noire, ma soeur Catherine vit ou a vécu avec un Algérien, mon autre soeur est marié à un Portugais, mon père disait les "*Portos*" autrefois, il est décédé maintenant, mes parents ont dû s'y faire et l'on relativement bien accepté à l'arrivée, mieux que ce que l'on aurait pu imaginer à entendre leurs discours racistes, xénophobes, antisémites.

Voilà monsieur Delapierre ce qu'il en est réellement du "*vote d'adhésion au racisme* avec lequel vous nous rabattez les oreilles.

Tenez, il est déjà 13h50 et je n'ai pas encore déjeûné, je viens me servir un verre et je raconte à Magueswary ce que vous venez de lire. Elle me dit : "*le jour de l'enterrement de ton père on est tous allés au restaurant manger un couscous*". Je crois que c'était le plus beau démenti que l'on pouvait infliger à monsieur Delapierre en hommage à mon père, avec lequel je ne me suis jamais entendu et que j'ai trop souvent jugé à tort autrefois, par ignorance, la même ignorance qui habite Delapierre, sauf qu'à son niveau c'est autrement plus grave.

Actualité en titres

Appel à la délation.

- Catalogne: la police lance un site web pour dénoncer les auteurs de violences urbaines Lluis Gene - AFP

- Le 1er mai, Sarkozy parlera aux salariés du privé plutôt qu'aux fonctionnaires - L'Express.fr

Tension et tentation.

- FN et l'UMP: les digues entre les deux partis vont-elles céder? - L'Express.fr

- Pour Juppé, "*pas question d'alliance avec le Front national*" - AFP

- Luca (UMP, Droite populaire - Ndlr) n'écarte pas l'idée d'accord à la marge UMP-FN aux législatives - L'Express.fr

- Bayrou prend clairement ses distances avec Sarkozy - AFP

Chercher le coupable.

- Copé met en cause le traitement de la présidentielle par France 2 et d'autres médias - AFP

- Copé: « *Libération est l'organe de propagande du PS* » - Public Sénat

- Copé demande un décompte du "*temps de parole*" de la CGT - Reuters

- L'UMP affirme que des '*mosquées*' ont appelé à voter Hollande - LeMonde.fr

- La majorité des associations homosexuelles appelle à voter Hollande - AFP

Il aura tout tenté, on aura tout entendu

- Nicolas Sarkozy, candidat contre le «*système*» - 20minutes.fr

- Sarkozy: entre déficits et immigration, "*les préoccupations des électeurs de Bayrou et Le Pen sont les mêmes*" - AFP

- Sarkozy pas opposé à une réforme du statut du chef de l'Etat - Reuters

- Sarkozy prêt à soumettre la «*règle d'or*» à référendum si le Sénat s'y oppose - Liberation.fr

Il lui reste encore une expérience inoubliable à tester :

- Sarkozy sanctionné à Fleury-Mérogis, ville de gardiens de prison - AFP

La peste brune réhabilitée.

- "*Mein Kampf*" pourrait être enseigné dans les écoles bavaroises - Reuters

Tandis que dans l'ex-RDA, il faudrait faire disparaître toute référence au marxisme, dont les bustes de Marx encore présent sur certaines places publiques ou jardins.

L'embrouille

- Hollande séduit la BCE avec son Pacte de croissance - Lexpansion.com

- Croissance - Hollande-Draghi, le grand malentendu - LePoint.fr

- Moscovici: Hollande appartient à la "*gauche sérieuse*" soucieuse de "*responsabilité budgétaire*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

La France et ses alliés envisagent un recours à la force si la médiation de l'Onu vient à échouer en Syrie, a dit mercredi le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé.

"*Ça ne peut pas durer indéfiniment. Nous souhaitons que les observateurs en nombre suffisant, au moins 300 (...) puissent se déployer dans les meilleurs délais*", "*dans la quinzaine*", a dit Alain Juppé, à la presse à l'issue d'une rencontre à Paris avec des représentants de l'opposition syrienne.

Le rapport de l'envoyé spécial de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie, Kofi Annan, devant le Conseil de sécurité de l'Onu, le 5 mai, sera "*le moment de vérité*", a souligné le chef de la diplomatie française.

"*Si ça ne fonctionne pas, on ne peut pas se laisser défier par le régime. Il faudra passer à une autre étape sous chapitre 7 des Nations unies pour franchir un nouveau pas pour l'arrêt de cette tragédie*", a-t-il ajouté.

Le chapitre VII de la Charte des Nations Unies traite des conditions de l'action du Conseil de sécurité "*en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agression*".

Un dirigeant de l'organisation libanaise Fatah al Islam, Abdel Ghani Djaouhar, a par ailleurs péri en Syrie alors qu'il déposait une bombe, dans le cadre de la lutte aux côtés des insurgés, dit-on de source proche des services de sécurité libanais. Djaouhar est mort vendredi dernier à Koussaïr, à quelques kilomètres de la frontière libanaise, ajoute-t-on. (Reuters 25.04)

Je rappelle que Hollande a déclaré qu'il engagerait la France dans la guerre contre le peuple syrien si l'ONU en prenait l'initiative. Mais surtout ne vous passez pas du bonheur de voter Hollande le 6 mai...

Social

1-France

Des surveillants pénitentiaires ont poursuivi mercredi, devant différentes prisons, leur mouvement national de protestation entamé le 4 avril à l'appel de FO et de la CGT pour réclamer un meilleur statut et des recrutements, à l'approche du second tour de la présidentielle.

Le syndicat majoritaire chez les personnels pénitentiaires, l'Ufap-Unsa, ne participe pas à ce mouvement qui doit se poursuivre jeudi. (AFP 25.04)

2- Grande-Bretagne

HSBC prévoit de supprimer jeudi quelque 2.000 emplois (sur 52.000) au Royaume-Uni dans le cadre d'un plan de réduction des coûts et d'amélioration de la rentabilité censé permettre à la première banque européenne de mieux résister aux effets de la crise financière, a déclaré mercredi une source proche du dossier.

Le directeur général du groupe, Stuart Gulliver, entend supprimer au total 30.000 emplois d'ici la fin 2013 et adapter la banque aux changements de réglementation en Grande-Bretagne, a-t-on ajouté de même source.

HSBC a déjà supprimé 7.000 postes dans le monde l'an dernier, essentiellement à Hong Kong, aux Etats-Unis, au Brésil, au Canada et au Mexique et dans des sièges sociaux. A fin décembre 2011, l'effectif de HSBC totalisait 288.000 personnes.

Plusieurs centaines d'emplois pourraient également être supprimés prochainement en Inde, selon la presse locale. (Reuters 25.04)

3- Grèce

L'Etat grec a cessé le versement de diverses prestations sociales, dont des pensions de retraite, à 200.000 personnes soit coupables de fraude soit décédées, a annoncé mercredi un responsable du ministère du Travail.

Ce chiffre représente environ 2% de la population grecque.

Le gouvernement a mis fin au versement des pensions de retraite que des proches de défunts continuaient indûment de percevoir et a cessé le versement d'aides sociales à des Grecs ayant fait de fausses déclarations pour pouvoir en bénéficier.

Les fraudeurs "*ont été découverts lors de l'enquête et l'Etat est en train de leur réclamer l'argent qu'ils ont illégalement perçu*", a déclaré un responsable du ministère du Travail qui a requis l'anonymat.

L'assainissement du système des retraites et des prestations sociales devrait permettre à Athènes d'économiser jusqu'à 800 millions d'euros par an, a précisé ce responsable. Avec près d'un quart des 11 millions de Grecs à la retraite, le versement des pensions pèse lourdement sur les caisses de l'Etat. (Reuters 25.04)

Economie

1- Espagne

L'Espagne doit aller plus loin dans l'assainissement de ses banques afin de "*remédier aux faiblesses qui demeurent*" malgré une grande réforme du secteur financier, a estimé mercredi le FMI après une mission d'inspection.

"*L'évaluation confirme le besoin de poursuivre et d'approfondir la stratégie de réforme du secteur financier pour remédier aux faiblesses qui demeurent*" et renforcer leur capital, selon le rapport du FMI.

Les banques espagnoles doivent déjà mettre de côté 53,8 milliards d'euros avant la fin de l'année dans le cadre d'un plan d'assainissement lancé par le gouvernement en février.

Celles qui décident de fusionner pour renforcer leurs bilans auront, elles, deux ans pour respecter cet objectif.

Selon le FMI, l'Espagne pourrait en outre avoir à débourser plus que prévu pour assainir son secteur, une sombre perspective alors que ses finances publiques étaient plombées par un déficit de 8,51% du PIB fin 2011.

"*Une plus grande dépendance au financement public pourra être requise, une fois que les options pour la recapitalisation privée seront épuisées*", précise le rapport.

La réforme du secteur financier espagnol est en partie financée par les banques elles-mêmes, via le fonds de garantie des dépôts. L'Etat intervient à travers un fonds public d'aide au secteur (Frob).

Le FMI estime que "*pour protéger la stabilité financière*", l'Espagne pourrait être poussée à injecter plus de fonds.

L'organisme reconnaît cependant que le plan d'assainissement déjà engagé par l'Espagne est "très important et bienvenu".

"*Les plus grandes banques semblent être suffisamment capitalisées et disposent d'assez de bénéfices pour résister à la détérioration attendue des conditions économiques*", souligne le rapport.

Mais "*un groupe de dix banques, dont la plupart ont reçu une aide de l'Etat*" semble "*vulnérable*", selon les inspecteurs du FMI.

"*Il est crucial que ces banques, surtout la plus grande, prennent rapidement des mesures décisives pour renforcer leurs bilans et améliorer leur gouvernance et leur gestion*", souligne le rapport.

Le FMI semble ainsi montrer du doigt Bankia, la plus grande union de caisses d'épargne espagnole (en termes d'actifs), réputée pour être, parmi les grandes banques du pays, la plus exposée au secteur immobilier sinistré.

Le secteur bancaire espagnol est l'une des grandes sources d'inquiétudes des marchés, car il est fragilisé depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2008: son taux de créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, qui n'était que de 3,37% fin 2008, s'est fortement détérioré depuis et atteignait 8,15% en février, un record depuis 18 ans.

Les actifs considérés comme "*problématiques*" --car à la valeur incertaine-- représentaient au total 176 milliards d'euros en juin 2011, un chiffre qui a sûrement grimpé depuis: les nouvelles statistiques sur ce sujet seront connues en mai. (AFP 25.04)

2- Grande-Bretagne

L'économie britannique a replongé dans la récession au premier trimestre, montrent les statistiques officielles publiées mercredi, qui risquent d'accroître encore les difficultés du gouvernement de coalition de David Cameron.

Le produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne s'est contracté de 0,2% sur les trois premiers mois de l'année après avoir diminué de 0,3% au dernier trimestre 2011.

Ces mauvais chiffres sont un coup dur pour la coalition gouvernementale réunissant les Conservateurs et le Parti libéral. Sa popularité s'est encore dégradée dans les sondages après l'annonce très mal reçue du projet de budget en mars et elle risque de se trouver en difficultés aux prochaines élections locales, le 3 mai.

Le gouvernement doit aussi affronter des révélations sur ses liens étroits avec le magnat de la presse et président du groupe de médias NewsCorp, Rupert Murdoch.

L'économie britannique s'était contractée de 7,1% lors de la précédente récession, en 2008-2009.

Les données publiées mercredi montrent que le PIB britannique reste inférieur de 4,3% à son pic du premier trimestre 2008. L'économie du pays n'a progressé que de 0,4% depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement, au deuxième trimestre 2010.

Sur janvier-mars, l'activité dans le secteur des services, qui représente plus de 75% du PIB, a enregistré une croissance symbolique de 0,1% après un repli de même ampleur sur les trois derniers mois de 2011, en raison de la baisse d'activité dans les services aux entreprises et le secteur financier.

L'activité du secteur industriel a baissé de 0,4% et surtout, celle de la construction - qui pèse à elle-seule à hauteur de 8% dans le PIB- s'est contractée de 3%, sa plus forte baisse depuis le premier trimestre 2009.

L'Office pour la responsabilité budgétaire table sur une croissance de 0,8% cette année.

De son côté, la Banque d'Angleterre a averti d'un risque d'une nouvelle contraction du PIB au deuxième trimestre 2012, conséquence indirecte d'un jour férié supplémentaire par rapport à l'an dernier. (Reuters 25.04)

3- Inde

L'agence de notation Standard and Poor's a dégradé mercredi les perspectives sur la dette à long terme de l'Inde, citant l'affaiblissement de l'économie et un large déficit public mais elle maintient, pour le moment, la notation du pays à BBB-.

Standard and Poor's a prévenu que le pays avait une chance sur trois de perdre cette notation si sa situation financière continuait de se détériorer.

Si la note était descendue ne serait-ce que d'un cran, les obligations souveraines indiennes passeraient alors dans la catégorie des investissements spéculatifs. L'Inde devrait alors payer plus cher pour financer ses emprunts.

La troisième puissance économique d'Asie fait face à une inflation tenace (+6,9% en mars sur un an), le déficit public le plus important des économies émergentes, une situation budgétaire fragile et un ralentissement de sa croissance.

Les réformes promises par le gouvernement de Manmohan Singh, jugées indispensables pour ouvrir l'économie indienne aux investissements étrangers, sont gelées depuis plusieurs mois, combattues par l'opposition sur fond d'affaires de corruption éclaboussant le sommet de l'Etat, ainsi que par des alliés du Premier ministre Singh. (AFP 25.04)

Haut de page

Le 27 avril

CAUSERIE

Le PS : Un parti inoxydable paraît-il.

Les uns et les autres empêtrés dans leurs contradictions et leurs mensonges affirment que le PS serait bien de "*gauche*", bien qu'il ne soit pas la "*vrai gauche*" contrairement à eux qui représenteraient la "*vraie voix de gauche*". Franchement, comment voulez-vous que les travailleurs accordent la moindre confiance à ce genre de discours, qu'ils s'y retrouvent ?

Le PS, c'est un parti d'aristocrates ou de grands bourgeois destinés à gouverner le pays pour le compte des capitalistes, issus pour la plupart des grandes écoles d'où sont sortis ministres, députés et technocrates depuis 1958. C'est donc un parti fondamentalement étranger à la classe ouvrière, dont l'existence se confond avec celle du régime en place.

Sa principale fonction consiste à se présenter comme un parti ouvrier ou populaire pour le compte du régime. C'est lui qui se définit ainsi, qui se présente comme un parti soi-disant favorable aux masses exploitées et non l'inverse. Pourquoi cette précision est capitale ?

Parce qu'à entendre ceux qui le définissent comme un parti ouvrier, ce serait ses origines lointaines qui en feraient (toujours) un parti ouvrier autant que la représentation qu'en ont une partie des travailleurs. Ce qui signifie que finalement rien au cours de son existence qui remonte à plus d'un siècle, ne devait corrompre sa nature sociale, quoi qu'il ait pu faire, tout comme la politique qu'il avait adoptée pendant 105 années, il serait resté fidèle à lui-même, même si entre temps il est devenu un parti social-libéral, de la même manière que ses trahisons d'autrefois n'auraient pas altéré sa nature plus résistante qu'un diamant. Nous rejetons cette prétention et cette caractérisation.

Pour nos adversaires, le PS serait ce qu'en disent eux-mêmes ses dirigeants et une partie des travailleurs, tel qu'ils se le représentent, et non la politique qu'il applique avec constance depuis un siècle au service du capital, ce que nos détracteurs se refusent d'admettre. Alors que notre définition repose sur des facteurs objectifs, des faits connus et vérifiables, celle de nos détracteurs repose sur des facteurs subjectifs, l'idée qu'on peut se faire de ce parti, d'où le double langage permanent qu'ils sont obligés de tenir à son propos, ce serait un parti de gauche mais qui ne serait pas vraiment de gauche, pas tout à fait à gauche, pas suffisamment à gauche, qui se comporterait parfois comme un parti de gauche, pour résumer. Bref, il en ressort qu'on ne sait plus très bien quoi en penser ni où il faudrait le situer.

Mais ne serait-ce pas justement ce pourquoi il existe, sa fonction principale pour empêcher que la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie proche du prolétariat se rassemblent dans un véritable parti ouvrier combattant pour le socialisme ?

En s'adressant à lui comme s'il était un parti ouvrier, on lui reconnaît un statut qu'il a usurpé, on se fait les complices de cette illusion qu'on alimente au lieu de la combattre. On légitime la nature sociale à laquelle il prétend être attachée ou telle que des travailleurs peuvent se la représenter par ignorance, de telle sorte que ce n'est pas le PS qui est remis en cause en le mettant soi-disant au pied du mur, mais ce qu'il prétend représenter, le socialisme, c'est le socialisme la véritable victime de cette politique

et non le PS.

C'est ainsi que le front unique depuis 1945 n'a servi qu'à remettre en selle, à légitimer l'existence d'un parti contre-révolutionnaire, pendant que le socialisme était défiguré, traîné dans la boue, rendu méconnaissable, cela vaut également pour le PCF, dont le parcours diffère, mais dont l'objectif était le même.

On conçoit parfaitement qu'il ait pu en être ainsi indépendamment des appels en direction du PS, mais rien ne nous forçait à nous en faire le complice, ce qui est d'une gravité exceptionnelle et doit être condamné sans réserve.

Imaginons que nous fassions face à un homme qui se dit honnête alors que nous savons pertinemment qu'il ne l'est pas. On devrait s'adresser à lui comme si on l'ignorait de façon à ce qu'il puisse nous rouler, pour ensuite déclarer qu'il n'est pas si honnête que cela. Mais peut-être l'est-il autrement, à sa manière, ce sont les circonstances qui l'ont conduit à agir de la sorte, d'autres auraient agi de la même manière à sa place, finalement on peut lui accorder le bénéfice du doute, il a peut-être effectivement des circonstances atténuantes, personne n'est parfait dans ce bas monde, on peut commettre des erreurs dans la vie, s'égarer ou s'engager ponctuellement dans une mauvaise voie, ce n'est pas si grave que cela, pas suffisant pour en déduire quoi que ce soit à son encontre et la boucle est bouclée... jusqu'à la prochaine fois et ainsi de suite.

Un jour j'étais coursier en mobylette à Paris. Au moment de me garer devant la Bourse Viarmes (de commerce) rue du Louvre, je remarque un type louche d'une cinquantaine d'années, habillé à l'anglaise, costume et casquette en tweed, grosse moustache, il faisait les cent pas en jetant un oeil discrètement sur les véhicules qui étaient stationnés là. Je ne sais pas pourquoi, je me suis dit ce mec-là était un voleur. Mais voilà comment en être sûr ? J'ai eu alors l'idée de ne pas mettre l'antivol à ma mobylette pour voir si elle serait encore là quand je ressortirai de la Bourse, j'avais juste une enveloppe à déposer. Cela n'a pas manqué, à mon retour elle avait disparu et notre bonhomme aussi, j'étais satisfait, mon intuition avait été la bonne. De retour à la boîte qui m'employait, j'ai été viré sur le champ, je m'en foutais la mobylette ne m'appartenait pas et à cette époque et j'étais sûr de retrouver un boulot aussitôt, il n'y avait pas de chômage, c'était en 1976.

S'agissant maintenant du PS, on n'a pas besoin de le tester ou de tester notre intuition pour en déduire que c'est un parti contre-révolutionnaire, il a eu l'occasion de le démontrer à une multitude de reprises dans le passé, hier encore en emboîtant le pas de Sarkozy et Le Pen, on n'a donc pas besoin de lui accorder une nouvelle occasion pour arriver à cette conclusion.

Quant à estimer que les travailleurs y gagneraient quelque chose à le placer face à ses contradictions, et que pour cette raison il faut s'adresser à lui, on pourrait en dire autant de l'UMP ou pourquoi pas du FN en suivant ce raisonnement jusqu'au bout. Mais là on nous rétorquera qu'un tel parallèle serait inopportun ou grotesque parce que l'UMP et le FN ne sont pas des partis ouvriers. Parce que nos détracteurs ne peuvent se départir de cette caractérisation purement subjective concernant le PS comme nous l'avons souligné plus haut.

Un parti, ses militants, des travailleurs, les dirigeants du PS et ceux du parti de l'ordre estiment que c'est un parti ouvrier, donc on devrait marcher dans la combine et le considérer comme tel pour ensuite seulement déterminer quels rapports on devrait avoir avec lui. En fait, cela revient à nier ou ne pas tenir compte de la caractérisation qu'on en fait, pour adopter celle la plus communément admise, même si elle ne correspond pas à la réalité. J'interprète cela comme une capitulation. Au lieu de s'en tenir aux faits et d'en faire la base de notre combat, on s'efface au profit d'une escroquerie politique ou d'illusions qui tiennent lieu de réalité.

Par hasard, vous n'avez quand même pas la prétention de vouloir construire un parti sur cette base frelatée, vous n'espérez quand même pas que les travailleurs pourraient vous accorder plus de confiance qu'ils n'en accordent au PS, pour quelle raison dites-nous.

Je me souviens, lors des diffusions, lorsque nous battions campagne pour un gouvernement PS-PCF avant mai 81, de la perplexité quasi unanime exprimée par les travailleurs que nous abordions face à ce mot d'ordre, il fallait se battre pour leur faire avaler, alors que manifestement ils n'en attendaient rien, ils se moquaient de nous. Le plus fort, c'est que c'étaient eux qui nous accusaient d'avoir des illusions dans le PS et le PCF, quand nos dirigeants leur prêtaient ces illusions, c'est pour dire à quel point les Lambert et Gluckstein étaient à côté de la plaque ou nous manipulaient, le seul mot d'ordre qui avait leur approbation, c'était chasser Giscard. Vous croyez que ces dirigeants en ont tiré des leçons ? Vous voulez plaisanter ou quoi, même ceux qui ont rompu avec l'OCI-PCI ou le PT ont continué sur le même refrain, front unique, front unique... Vous vous étonnez qu'on en soit toujours au même point, ne cherchez pas plus loin.

Quand j'ai un projet en tête, tout d'abord je me demande si j'ai une chance de le mener à son terme. Une fois que j'ai déterminé que c'était possible, qu'est-ce qui l'emporte dans ma démarche : mes doutes, les contradictions que j'ai pu déceler et qui pourraient m'empêcher d'aboutir ou ma ferme résolution de vaincre tous les obstacles qui se présenteraient sur mon chemin ? Ceux qui jettent les travailleurs dans les sales pattes du PS (et du PCF) n'estiment pas que les travailleurs parviendront à se défaire de tous ces obstacles pour construire le parti, ils privilégient le doute qui est présent dans la tête de chaque travailleur et que je nie pas, parce qu'eux-mêmes sont dominés par cet affreux doute qui leur obscurcit l'horizon, ils projettent leurs propres illusions sur les travailleurs.

Il existe bien d'autres angles sous lesquels on pourrait aborder la question qui a été évoquée rapidement ici. Comment se fait-il que des travailleurs rejoignent des partis comme le POI, le NPA ou LO, sans être passés par le PS ou le PCF? Comment se fait-il qu'un grand nombre de travailleurs refusent de se reconnaître dans le PS ou le PCF ? Comment se fait-il que des travailleurs sans expérience politique en arrivent aux mêmes conclusions que nous ? Voilà qui tient du mystère ou d'un miracle, dès lors que ce n'est pas le sacro-saint front unique qui les a conduit à ces conclusions politiques. Il va falloir leur dire de faire marche arrière et de passer au choix selon leur sensibilité par la case PS ou PCF, ils doivent bien avoir des illusions dans ces partis qu'ils ignorent, on va les aider dans ce sens, car de toute évidence ils ont brûlé une étape, ce n'est pas bien, les malheureux ils croient avoir compris quelque chose mais ils se leurrent, cela se mérite de devenir révolutionnaire, non mais ! Non merci, vous avez raison.

Dans l'autre camp. Ce qu'il disait déjà de Sarkozy il y a quelques années.

Ca va mal finir, de François Léotard, publié chez Grasset en mars 2008.

L'obsession policière du chef de l'Etat : « *Sarkozy ne parle pas de la police. Il est la police. Il est l'ordre. L'ordre seulement, mais l'ordre complètement* ». (blogs.lexpress.fr 26.04)

Abus de pouvoir, de François Bayrou, publié chez Plon au printemps 2009.

"*Tout n'a pas commencé au Fouquet's, résume Bayrou, mais simplement, au Fouquet's, tout s'installe et tout s'étale. [...] La France des nantis, des privilégiés, des débordants. [...] Ils étaient les maîtres de l'argent, ils deviennent les maîtres du pays*". Pour lui, le programme sarkozyste est "*une entreprise de mainmise, de connivence, de domination de la France politique et de la France des affaires*".

Pour Bayrou, le "*sarkozysme est l'exercice du pouvoir considéré comme n'ayant pas de borne, pas de limite, pas même celle de la loi, surtout pas celle des principes*". (lexpress.fr 24.04)

L'Etat policier de l'UMP légitimé, revendiqué par le PS.

Les faits

Le policier, qui a tué Amine Bentounsi, un délinquant multirécidiviste de 29 ans en fuite, samedi à Noisy-le-Sec, dit avoir agi en légitime défense, une version contredite par un témoignage et l'autopsie révélés par le parquet, selon lesquels il a été tué d'une balle dans le dos.

"*Les conclusions de l'autopsie établissent que (la victime) a été mortellement touchée par une balle entrée à l'horizontal dans son dos*", écrit le parquet, qui souligne "*la contradiction*" avec les déclarations du policier.

L'avocat du policier, Me Daniel Merchat, veut lui faire appel vendredi devant la chambre de l'instruction, arguant que "*le projectile a ricoché*" avant de toucher la victime "*donc, ce n'est pas un tir direct*".

Alors que le ministre de l'Intérieur Claude Guéant avait dit espérer "*de tout coeur*" un appel du parquet sur la qualification d'homicide volontaire retenue contre le policier, ce dernier a annoncé en début d'après-midi qu'il n'en ferait rien.

Sa mise en examen assortie d'un contrôle judiciaire lui interdisant d'exercer, ce qui le prive de son salaire, avait déclenché des manifestations spontanées de centaines de policiers, mercredi soir à Bobigny et sur les Champs-Elysées à Paris, où une centaine de véhicules banalisés ou siglés "*police*" avait fait irruption toutes sirènes hurlantes.

Les syndicats de magistrats ont déploré jeudi la nouvelle polémique police/justice ainsi déclenchée. L'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire) a défendu la décision du juge d'instruction de mettre en examen le policier pour homicide volontaire. Le Syndicat de la Magistrature (SM, gauche) a jugé "*aberrant que le ministre de l'Intérieur donne des instructions au parquet*", y voyant une "*récupération politicienne de bas étage*".

La soeur de la victime, Amal Bentounsi, a elle estimé "*honteux, inadmissible*" que M. Sarkozy intervienne dans ce qu'elle juge être une "*bavure*". "*Ce policier n'en est plus un, il a sali l'uniforme, c'est un meurtrier qui a volontairement tué mon frère en lui tirant dans le dos*", a-t-elle accusé. (AFP 26.04)

Sarkozy et Hollande cautionnent cet assassinat.

Nicolas Sarkozy reprend une proposition du volet sécurité du programme du Front National, en défendant une "*présomption de légitime défense*" pour les policiers. "*J'ai simplement à dire ma confiance, mon soutien et la compréhension des collègues de*

ce policier aujourd'hui mis en examen", a auparavant déclaré Nicolas Sarkozy lors d'une réunion publique au Raincy.

Le 10 janvier dernier, Claude Guéant, sur BFM/RMC, s'était opposé à "*la présomption de légitime défense*" défendue par Marine Le Pen. Le ministre de l'Intérieur avait estimé qu'on ne pouvait pas donner "*un permis de tuer aux policiers*" et que "*l'état actuel du droit, même s'il est difficile pour les policiers, représente un bon équilibre*".

Dans la matinée, Claude Bartolone, le président PS du Conseil général de Seine-Saint-Denis, avait dit comprendre "*la colère, la frustation*" des policiers et a jugé "*urgent*" de "*renforcer*" le service public de sécurité.

François Hollande (PS), interrogé ce jeudi sur la colère de policiers après la mise en examen d'un des leurs pour homicide volontaire, a préconisé qu'ils bénéficient dans ces circonstances d'une "*protection administrative*" et ne perdent pas leur salaire.

Le candidat socialiste à l'Elysée était interrogé par France Info sur la manifestation spontanée de centaines de policiers à Paris et Bobigny la veille contre la mise en examen d'un de leurs collègues pour avoir tué un multirécidiviste en fuite en Seine-Saint-Denis.

"*Je sais qu'ils font un travail très difficile, notamment dans un certain nombre de quartiers dans nos villes, notamment en Seine-Saint-Denis, travail qui peut les conduire à se mettre eux-mêmes en danger lorsqu'ils poursuivent des malfaiteurs qui sont prêts à tout*", a dit François Hollande.

"*Je veux leur dire ma compréhension par rapport à leur colère, de voir leurs moyens réduits*", a insisté le député de Corrèze. "*En même temps, il y a l'indépendance de la justice, elle est là, personne ne peut la mettre en cause et encore moins celui qui se présente au suffrage des Français pour être leur prochain président de la République*", a-t-il observé.

Après une mise en examen, c'est "*une présomption d'innocence qui demeure*", a dit François Hollande. "*Ce que demandent ces policiers, qui doivent être entendus, c'est une protection administrative. C'est-à-dire que lorsqu'il y a une mise en examen, le fonctionnaire concerné ne doit pas perdre son salaire, son traitement, et doit être défendu par l'administration*". (lexpress.fr 26.04)

S'en tenir aux faits : la victime a été atteinte par "*une balle entrée à l'horizontal dans son dos*", écrit le parquet, c'est clair, net et précis, il s'agit bien d'un meurtre.

Sarkozy et Hollande le cautionne.

Vous voulez appeler à voter Hollande prêt à vous tirer une balle dans le dos ?

Le PS se place sur le même terrain politique que l'UMP, du coup la réaction se lâche.

Le député UMP Lionnel Luca s'en est pris en meeting à la compagne du candidat PS François Hollande, Valérie Trierweiler, la surnommant «*Rottweiler*» en allusion au chien féroce, s'attaquant aussi au physique de Fadela Amara, qu'il trouve «moche».

Ces propos, tenus par le député des Alpes-Maritimes mardi soir lors d'un meeting UMP en faveur du président-candidat Nicolas Sarkozy et rapportés par le quotidien Nice Matin, ont été confirmés jeudi à l'AFP par l'intéressé.

L'élu, membre de la Droite populaire, aile droite de l'UMP, a tout d'abord attaqué François Hollande, un «*candidat édredon*» sur lequel on «*peut toujours taper : il répondra toujours noir ou blanc*». «*Hollande qui a retrouvé une femme, Valérie Rottweiler. Et c'est pas sympa pour le chien, ça !*».

Interrogé par l'AFP, Lionnel Luca a confirmé avoir tenu ces propos, «*très amusants*». «*Et c'est vrai que le chien rottweiler, il demande rien à personne, alors qu'elle...*», a-t-il ajouté.

Le député s'en est aussi pris à l'ancienne secrétaire d'Etat de Nicolas Sarkozy, Fadela Amara, qui soutient le candidat socialiste. «*Fadela Amara, ben moi, j'ai toujours préféré Rachida Dati, d'abord parce qu'elle est moins moche et parce qu'elle a fait campagne pour le président*», a-t-il dit en meeting.

«*Si Amara fait campagne pour Miss France, elle aura quand même un handicap*», a-t-il ajouté auprès de l'AFP.

L'équipe de campagne de François Hollande a qualifié jeudi d'«*injures abjectes*» les propos de l'UMP Lionnel Luca, et demandé à Nicolas Sarkozy de «*condamner immédiatement cette déclaration*».

«La droite s'affole. Elle montre son vrai visage dans l'agressivité et ce qui s'apparente désormais à une stratégie de tension délibérée. Elle tombe toujours plus bas et n'a plus que la haine comme ultime stratagème», déclarent dans un communiqué

Delphine Batho et Bernard Cazeneuve, porte-parole de François Hollande.

«*Qu'elle s'en prenne, par des injures abjectes, à la compagne de François Hollande, Valérie Trierweiler, est absolument inqualifiable. Les propos du député UMP Lionnel Luca témoignent d'une dérive d'une extrême gravité, sans précédent dans la vie politique française*», dénoncent-ils.

Selon les deux reponsables socialistes, «*s'il reste un minimum de principe et de dignité au candidat sortant, Nicolas Sarkozy, il doit condamner immédiatement cette déclaration de l'un des siens*». (liberation.fr 26.04)

Sarkozy est pareil à lui-même, rien de surprenant de sa part. La comédie du PS est misérable, abjecte, il fraie la voie au fascisme ou à la dictature encore une fois.

Ce parti qui passe son temps à couvrir la politique réactionnaire de Sarkozy (et ses prédécesseurs depuis des lustres) sert de voile à la dictature du régime, de caution morale au régime et couvre tous ses crimes.

C'est ce parti auquel vous vous adressez, avec lequel vous fricotez, avec lequel vous n'hésitez pas à vous associer, que vous appelez de vos voeux à réaliser le front unique avec le parti stalinien qui a exterminé l'Opposition de gauche, liquidé l'Internationale communiste, qui ensemble ont frayé la voie à Hitler, Pétain, Franco, Mussolini, Salazar, Pinochet et j'en passe. Ce sont eux qui arment vos bourreaux, quand ils ne commettent pas leurs crimes eux-mêmes.

Il y en a toujours sous des prétextes (politiques) falacieux ou par mansuétude pour faire preuve de compréhension à leur égard. Attendez d'avoir un pistolet sur la tempe, ce jour-là, vous vous direz que vous vous êtes peut-être trompé, mais il sera hélas trop tard !

Dans de toutes autres circonstances, j'ai été amené à être menacé de mort par des gens pour lesquels la vie n'avait pas vraiment de valeur, tout en sachant pouvoir agir pratiquement en toute impunité, sans être inquiétés par une justice laxiste et corrompue. En Inde, pour un homicide, l'assassin encourt trois ans de prison maximum seulement s'il a un bon avocat, autant dire une petite parenthèse dans sa vie vite oubliée. Je n'invente rien, car le plus incroyable c'est qu'ils le savent et s'en vantent devant vous. C'est à ce moment-là que vous prenez vraiment conscience qu'il s'agit d'une menace sérieuse ou qu'il y a danger.

Dans ces moments-là, vous vous dites : bordel, parfois agir à la légère ou se faire des illusions peut coûter très cher, si maintenant je n'ai pas le bon réflexe, le pire peut se produire. Vous faites abstraction de vos considérations habituelles et vous vous concentrez sur ce que vous êtes en train de vivre, le rapport qui existe à l'instant présent pour le gérer au mieux. Gare à celui qui n'a pas les pieds par terre !

Cette expérience qui s'est renouvelée au moins quatre fois m'a semble-t-il servi de leçon sans avoir été confronté à un régime militaire ou militarisé, ouvertement policier, un peu ce qui se passe en France dans certains quartiers quand la police vous demande vos papiers plusieurs fois par jour, par exemple. Dans plusieurs pays ils existent déjà des milices fascistes, en Autriche, en Italie, en Suisse, en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne et en Grèce, à l'état passives ou déjà actives, en Grèce notamment, car ils ont le droit à tout en Grèce, sauf à un parti révolutionnaire.

Ce n'est pas la même chose quand c'est la réaction ou le prolétariat qui a l'initiative de la guerre civile, sans forcément l'avoir déclenchée, il y a été poussée, il est donc en état de légitime défense, il lutte pour sa survie, tandis que la réaction veut l'anéantir ou le réduire en esclavage.

Pour que la guerre civile se propage, la réaction attise la haine qui habite la population en lui fournissant des boucs émissaires sur lesquels s'exciter ou se venger : l'Arabe, le Nègre, le Juif, l'Asiatique, l'Etranger, le syndicaliste, le militant ouvrier, ses dirigeants. Remarquez que c'est ce que fait déjà le TPI, le mouvement ouvrier est épargné jusqu'à présent, mais le tribunal existe déjà pour le juger. Il ne leur reste plus qu'à enclencher la batterie de lois répressives qu'ils ont adoptées ces dernières années. Le dispositif est au complet. Alors qu'est-ce qui manque pour qu'ils passent à l'action ?

Le dingue qui décidera qu'il a un pouvoir illimité dont celui justement de passer à l'action et diriger ces lois contre le mouvement ouvrier et ce qui gravite autour, des journalistes, des magistrats, des juges, des avocats, etc., abolissant ce qui restait de démocratie dans le pays. Ensuite il s'attaquera à ses voisins ou à d'autres pays, aux institutions internationales, mais s'il est reconnu comme l'un des leurs ou l'une de leurs créations par les maîtres du monde, elles lui faciliteront la tâche tout en le condamnant publiquement, à ce stade toute est permis, voyez Sarkozy, Obama, Cameron, Berlusconi protégé par la mafia. On a du mal à se l'imaginer avant que cela survienne, jusqu'au jour où cela se produit sous nos yeux. On est en plein dedans quand Sarkozy déclare qu'il faut étendre le champ d'application de la légitime défense des policiers, ce qui revient à leur accorder l'impunité pour tous leurs crimes à venir.

Quand la légitime défense est établie, l'impunité n'a pas lieu d'être appliquée, la question ne se pose pas, et quand elle n'est pas établie non plus, c'est à la justice d'établir si la légitime défense avait lieu de s'appliquer ou non, si elle décide que non, le délit

doit être caractérisé comme un crime, la présomption d'innocence ne peut pas s'appliquer ou plutôt a cessé de s'appliquer au moment où il a été établi qu'on n'était pas en présence d'un état de légitime défense. On ne peut pas avoir tiré dans le dos de quelqu'un et prétendre être en état de légitime défense, prétendre au statut d'innocent, il n'y a que dans les dictatures que cela existe.

Après une mise en examen, c'est "une présomption d'innocence qui demeure", a dit François Hollande. Une personne vous tire dans le dos devant des témoins et elle demeure présumée innocente, attendez il y a quelque chose que je ne comprends pas, il aurait dû être incarcéré en attendant d'être jugé, c'est un criminel. Merah, lui il a été exécuté selon un ordre de l'Elysée, personne d'autre que Sarkozy pouvait prendre cette décision. La police l'imite et fait des cartons, pas des bavures. C'est cela que Hollande couvre.

Suite de l'affaire d'Etat Merah

Le journaliste Salim Koudil a découvert que le seul passeport valable détenu par Mohamed Merah était algérien, délivré par le consulat de Toulouse en juillet 2005, et renouvelé au même endroit le 20 mars 2010.

Le passeport français de Mohamed Merah, délivré en 1998 à Toulouse – lorsqu'il avait 9 ans -, avait expiré en avril 2008, et n'avait pas été renouvelé. Merah serait donc allé en Israël, Syrie, Jordanie, Irak, Afghanistan, Pakistan… etc… avec un passeport algérien, sous la houlette de la DCRI… (www.france-irak-actualite.com, www.liberte-algerie.com et lanationdz.com 31.03)

Dans un autre article, j'ai appris que le dossier Merah avait été classé "Secret défense", la chape de plomb quoi.

Bruit de campagne

Sarkozy voterait Rocard

Nicolas Sarkozy n'a pas exclu jeudi soir que les électeurs UMP soient invités à voter blanc ou à s'abstenir en cas de duels Front National-Parti socialiste lors des élections législatives de juin prochain, en fonction de la personnalité du candidat PS.

Invité de France 2, le chef de l'Etat, qui brigue un second mandat, a réaffirmé qu'il n'y aurait ni alliance, ni accord de désistement avec le parti d'extrême droite.

"*La position sera très simple*", a-t-il dit : "*Nos candidats se maintiendront partout et je souhaite que nos électeurs votent pour des candidats qui défendront mon projet.*"

Dans le cas où le candidat UMP ne pourrait pas se maintenir, Nicolas Sarkozy a déclaré que la décision dépendrait, au cas par cas, de la personnalité du candidat PS.

Il a cependant souligné que faire voter pour un candidat comme l'ancien Premier ministre socialiste Michel Rocard ne lui poserait "*absolument aucun problème*". (Reuters 26.04)

La "***vraie-fausse***" remise en cause du TSCG par Hollande

Extrait d'un article de L'Expansion.

La vraie-fausse renégociation du pacte budgétaire.

François Hollande ne dit ni ne propose rien de révolutionnaire. Un volet croissance a toujours fait partie des négociations européennes ayant débouché sur le nouveau pacte budgétaire.

A écouter Laurent Fabius jeudi au micro de Radio Classique et de Public Sénat, toutefois, le candidat socialiste semble être revenu sur l'idée de renégocier le traité de discipline budgétaire, lequel a déjà été ratifié par plusieurs pays. "*On peut tout à fait envisager qu'il y ait un instrument juridique de même valeur que la partie budgétaire et qui aborde toute la question de la croissance*", a en effet confié l'ancien premier ministre. En clair, il s'agirait donc d'un traité parallèle.

Un recyclage de propositions existantes.

Les quatre idées avancées mercredi par François Hollande visent surtout à donner une nouvelle impulsion à des dossiers européens déjà en discussion. Tous ces points "*font partie soit de notre stratégie soit de propositions que nous avons faites*", a d'ailleurs commenté jeudi la porte-parole de la Commission européenne, Pia Ahrenkilde. (lexpansion.com 26.04)

INFOS EN BREF

Politique

1- Pays-Bas

Le Parlement néerlandais est parvenu jeudi soir à un accord sur un budget de rigueur pour 2013, réclamé par la Commission européenne, qui devrait permettre de ramener le déficit public des Pays-Bas sous les 3% du PIB, la limite en vigueur dans la zone euro.

Un vote destiné à entériner l'accord était attendu dans la soirée à la chambre basse du Parlement, mais ne devrait être qu'une formalité, selon les chefs des cinq groupes parlementaires parvenus à l'accord.

Le gouvernement ne disposait plus de la majorité absolue à la chambre basse au Parlement après que son allié, le parti d'extrême droite PVV de Geert Wilders, eut quitté samedi la table des négociations, entamées début mars, sur la réduction du déficit public sous la barre des 3%.

Les deux partis de la coalition gouvernementale, les libéraux (VVD) du Premier ministre démissionnaire Mark Rutte et les chrétiens-démocrates du CDA, ont obtenu le soutien jeudi de trois petits partis de l'opposition : les centristes de D66, les écologistes et le parti chrétien ChristenUnie.

Ces cinq partis, qui totalisent ensemble 77 des 150 sièges de députés, se sont mis d'accord sur des mesures prévoyant notamment une augmentation de la TVA, une réduction du budget alloué à la santé et un gel des salaires de certains fonctionnaires.

"*Nous sommes dans une crise profonde, et des mesures douloureuses sont nécessaires*", a déclaré Jolande Sap, chef du groupe parlementaire écologiste, à la chaîne de télévision NOS.

Le ministre des Finances Jan Kees de Jager doit, tout comme ses homologues européens, soumettre d'ici à lundi à la Commission européenne une ébauche de budget pour 2013. (AFP 26.04)

2- Syrie

Deux semaines après la conclusion d'un cessez-le-feu resté théorique, le gouvernement syrien a imputé jeudi aux "*terroristes*" insurgés et non à un bombardement de l'armée la responsabilité d'une explosion qui a tué au moins 16 personnes dans un immeuble de Hama, ville rebelle dans le centre du pays.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé à Londres, a reconnu que les causes de l'explosion de mercredi après-midi n'étaient pas claires.

Pour les autorités de Damas, ce sont des "*terroristes*" qui préparaient un engin explosif dans le bâtiment qui sont à l'origine du carnage.

A Douma, dans la banlieue de Damas, un employé bénévole syrien du Croissant-Rouge a été tué par balles et trois autres ont été blessés, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

L'agence de presse officielle syrienne affirme que Kadraa a été tué par les membres d'un "*groupe terroriste armé*" qui ont ouvert le feu sur une ambulance du Croissant-Rouge. (Reuters 26.04)

Social

1- France

1.1- Chômage toujours en hausse.

Le nombre de chômeurs sans activité a grimpé à 2,884 millions de personnes fin mars en métropole, 16.600 de plus qu'en février, selon le ministère du Travail.

Il est en nette augmentation par rapport à février (+0,6%) même si la hausse reste inférieure à celle du 4e trimestre 2011 (+23.200 en moyenne chaque mois).

Si on inclut les demandeurs ayant une activité réduite, Pôle emploi comptait 4,309 millions d'inscrits fin mars (4,582 millions Outre-mer compris), soit 30.700 de plus.

En un an, le nombre des demandeurs de catégorie A (sans activité) a crû de 7,2%. Et depuis le début du quinquennat, la France compte dans cette catégorie 747.000 chômeurs de plus en métropole (+35%).

Relativement épargnés depuis janvier, les moins de 25 ans ont été de nouveau frappés (+1%), signe que leur situation "*reste durablement dégradée depuis le 1er semestre 2009*", relève Mme Cochard, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Les seniors également (+1,1%, +15% en un an).

L'augmentation continue des chômeurs de longue durée, avec ou sans activité (+0,6% en un mois, 7% en un an) "*montre que les chômeurs vieillissent au chômage*", observe l'économiste. (AFP 26.04)

1.2- L'explosion à venir du chômage... après les élections.

Pour Pierre Ferracci, président d'Alpha, l'un des grands cabinets d'expertise pour les CE et de conseil en relations sociales, «*il est évident qu'il va y avoir une vague de restructuration au second semestre*». «*On a toujours la pause électorale qui joue*», explique-t-il, «*avec cette année une pression du pouvoir politique peut être un peu plus forte car la conjoncture est plus dégradée qu'en 2007 et 2002*». (20minutes.fr 26.04)

1.3- Austérité oblige.

Les ménages français se sont rarement aussi peu endettés pour financer leur consommation. La production de crédits conso, pourtant en net recul depuis presque un an, a encore plongé de 14 % en mars. Et de 10,5 % au cours du premier trimestre, par rapport à la même époque de 2011, selon l'Association française des sociétés financières (ASF), qui regroupe les établissements de crédits spécialisés et couvre environ 60 % du secteur. Au total, les établissements de crédit spécialisés ont prêté 37,3 milliards d'euros au cours des douze derniers mois. Ce qui représente le plus faible niveau «*de production depuis 14 ans*», souligne l'ASF.

Sans surprise, les prêts destinés à l'achat d'une voiture neuve ont plongé de 24,7 % en mars. Et ceux consacrés au financement de biens d'équipement du foyer, tels que l'électroménager ou les meubles, ont reculé de 3,8 %. Les prêts personnels, souvent utilisés pour financer des dépenses imprévues, sont également en chute libre (- 16,3 % en mars). «*Les ménages, inquiets des conséquences de la crise économique et de la montée du chômage, préfèrent différer leurs achats importants*», décrypte Michel Mouillart, professeur d'économie à Nanterres Paris-Ouest. Nombre d'entre eux en profitent aussi pour continuer à épargner. En 2011, ils ont mis de côté près de 17 % de leurs revenus disponibles. Un attentisme renforcé par la période électorale. (lefigaro.fr 26.04)

2- Grèce

Les salariés du secteur privé en Grèce ont vu leurs salaires plonger de 25% l'année dernière, subissant ainsi de plein fouet l'effet de la récession dans laquelle le pays est plongé depuis plus de quatre ans, selon un rapport de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) publié jeudi.

Le salaire brut moyen d'un salarié à plein temps a ainsi baissé de 23,1% en 2011 et de 25,3% après prise en compte de l'inflation, lit-on dans ce rapport. (Reuters 26.04)

Economie

1- Banque

Barclays a enregistré au premier trimestre une hausse de 22% de son bénéfice. Le bénéfice imposable ajusté atteint 2,45 milliards de livres (2,99 milliards d'euros).

"*Les résultats de Barclays au premier trimestre constituent un début d'année encourageant et montrent les progrès permanents de nos priorités d'exécution*", explique le directeur général Bob Diamond dans un communiqué.

La banque d'investissement Barclays Capital a vu son bénéfice atteindre 3,46 milliards de livres. Il est en hausse de 91% par rapport au quatrième trimestre 2011.(Reuters 26.04)

2- Espagne

Standard & Poor's a abaissé jeudi la note de la dette souveraine espagnole à "BBB+" contre "A", avec perspective négative, évoquant des risques de dérapages budgétaires qui risquent d'être plus importants que prévu.

L'agence de notation juge probable que Madrid doive apporter une aide à son secteur bancaire qui continue de payer le prix de l'éclatement de la bulle immobilière.

Les difficultés du secteur bancaire espagnol ont trouvé une nouvelle illustration jeudi avec la publication des résultats de Santander.

L'établissement de crédit, première banque de la zone euro, a annoncé une baisse de près d'un quart de son chiffre d'affaires, conséquences de provisions constituées en partie pour couvrir une augmentation des défauts en Espagne.

Les banques espagnoles augmentent leurs fonds propres pour couvrir un déficit de financement représentant des dizaines de milliards d'euros, ceci résultant d'une situation où elles avaient prêté à tout-va à un secteur immobilier en pleine expansion jusqu'en 2008 mais devenu depuis sinistré. (Reuters 26.04)

3- Allemagne

Porté entre autres par la vigueur de ses ventes hors d'Europe, Volkswagen a annoncé jeudi une hausse inattendue de ses bénéfices au premier trimestre.

Son bénéfice d'exploitation a ainsi progressé de 10% au premier trimestre à 3,21 milliards d'euros.

Le chiffre d'affaires, lui, a bondi de plus de 25% à 47,3 milliards d'euros, reflet de l'intégration du constructeur de camions MAN, au capital duquel Volkswagen est monté à près 74% il y a quelques jours après en avoir pris le contrôle en novembre.

PSA Peugeot Citroën, numéro deux européen du secteur, et Renault, ont ainsi fait état cette semaine d'une baisse de leur chiffre d'affaires de 7% et 8,6% respectivement, qui reflète leur exposition aux marchés du sud de l'Europe.

Volkswagen, lui, bénéficie d'une diversification géographique engagée plus tôt: comptant sur la poursuite du développement de ses activités en Asie, aux Etats-Unis, en Amérique latine et en Russie, il compte bien battre cette année son record de ventes inscrit l'an dernier avec 8,3 millions de véhicules.

"*Les résultats sont extraordinaires*", a commenté Franz Schwope, analyste de NordLB à Hanovre. "*Il est temps qu'ils revoient à la hausse leurs objectifs à long terme*."

Le groupe a réaffirmé sa prévision pour 2012, visant un bénéfice d'exploitation au même niveau que celui de 2011, soit 11,3 milliards d'euros, et une hausse de son chiffre d'affaires, ressorti l'an dernier à 159,3 milliards.

Les ventes du groupe ont progressé de 9,6% au premier trimestre, à 2,16 millions de véhicules, un chiffre sans précédent sur trois mois.

Volkswagen veut devenir d'ici 2018 le numéro un mondial du secteur, avec un objectif de 10 millions de véhicules, tout en devenant le plus rentable. Pour Franz Schwope, ce double objectif pourrait être atteint dès 2016.

Le président du directoire de VW, Martin Winterkorn, précise dans le communiqué de résultats que le groupe prévoit de lancer cette année plus de 40 nouveaux modèles ou nouvelles versions de modèles existants.

Le groupe a également l'intention d'investir quelque 15 milliards d'euros d'ici 2016 pour moderniser ses usines. (Reuters 26.04)

4- Italie

Le groupe automobile italien Fiat a vu son bénéfice net multiplié par dix au premier trimestre grâce à la prise de contrôle de l'américain Chrysler, sans qui il serait dans le rouge, et a confirmé ses objectifs malgré ses difficultés en Europe, a-t-il annoncé jeudi.

Le bénéfice net du groupe de Turin (nord de l'Italie) a bondi à 379 millions d'euros contre 37 millions au premier trimestre 2011, grâce à l'apport de l'américain Chrysler, dont les résultats sont consolidés dans les comptes de Fiat depuis l'acquisition par l'italien de la majorité du capital en juin 2011.

Chrysler, qui a déposé le bilan en 2009 après la crise financière et a opéré depuis un spectaculaire redressement sous la houlette

de Fiat, a publié jeudi matin un bénéfice net multiplié par quatre au premier trimestre à 473 millions de dollars.

Sans Chrysler, Fiat aurait accusé une perte nette de 273 millions d'euros sur les trois premiers mois de l'année, a précisé le groupe dans un communiqué.

Toujours grâce à l'intégration de Chrysler, le bénéfice courant de Fiat - indicateur clé de la gestion industrielle - a bondi de son côté à 866 millions d'euros contre 251 millions un an plus tôt et son chiffre d'affaires à 20,221 milliards d'euros contre 9,21 milliards.

Au chapitre des perspectives, Fiat a confirmé ses objectifs financiers pour l'ensemble de l'exercice "*malgré l'absence de visibilité concernant le niveau minimum que pourrait toucher le marché européen*".

Le groupe table donc toujours sur un bénéfice net compris entre 1,2 et 1,5 milliard d'euros, un bénéfice courant allant de 3,8 à 4,5 milliards et un chiffre d'affaires supérieur à 77 milliards.

Fiat a pris les commandes opérationnelles de Chrysler en juin 2009 et est depuis monté progressivement à 58,5% de son capital. Ensemble, les deux groupes comptent devenir un géant de l'automobile, produisant 6 millions de véhicules par an en 2014. (AFP 26.04)

Haut de page

Le 28 avril

CAUSERIE

10%, c'est la hausse minimum du salaire en 2012.

François-Henri Pinault a fait approuver par les actionnaires du groupe PPR l'augmentation de sa rémunération pour 2011, qui s'établit désormais à 3 millions d'euros. Soit une hausse de 10%. (source : liberation.fr 27.04)

Défense du marxisme

Extrait de L'opportunisme et la faillite de la II° Internationale (Lénine, 1916)

-"*La IIe Internationale a-t-elle réellement cessé d'exister ?*

Ses représentants les plus autorisés , comme Kautsky et Vandervelde, s'obstinent à le nier. Mais il ne s'est rien produit, si ce n'est une rupture de relations ; tout est pour le mieux; tel est leur point de vue."

En 2012, tout est pour le mieux, leurs descendants appellent à voter Hollande.

-"*Un des membres de la social-démocratie allemande a, en avril 1915, sous le pseudonyme de « Monitor », publié dans la revue réactionnaire Preussische Jahrbücher un article dans lequel, avec une franchise digne d'éloges, il exprime le point de vue de opportunistes de tous les pays du monde. Monitor estime qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie que la social-démocratie aille encore plus à droite : « Elle (la social-démocratie) doit conserver son caractère de parti ouvrier avec ses idéals socialistes, car le jour même où elle le perdra, surgira un nouveau parti qui reprendra, sous une forme plus radicale, le programme abandonné. » (Preussische Jahrbücher, 1915, n° 4, p. 51.)*

Monitor a touché juste. C'est ce que de tout temps ont désiré libéraux anglais et radicaux français : des phrases à résonance révolutionnaire pour tromper les masses, afin qu'elles fassent confiance aux Lloyd George, aux Sembat, aux Renaudel, aux Legien et aux Kautsky, aux hommes capables de prêcher « la défense de la patrie » dans une guerre de rapine.

Mais Monitor ne représente qu'une des variétés – franche, grossière, cynique - de l'opportunisme. D'autres agissent à couvert, subtilement, « honnêtement ». Engels a dit un jour : les opportunistes « honnêtes » sont les plus dangereux pour la classe ouvrière..."

Ce n'était pas une prédiction, l'auteur ne décrivait pas quelque chose qui allait se passer naturellement, mais quelque chose d'orchertré pour tromper les masses et leur interdire de construire un parti indépendant de l'Etat, révolutionnaire.

Que compte faire Mélenchon et le groupe parlementaire du Front de gauche ?

-"*Pour sauver l'unité, Kautsky s'applique à convaincre la majorité du Reichstag d'autoriser la minorité à prononcer quelques discours parlementaires radicaux. C'est dire que Kautsky entend à l'aide de quelques discours parlementaires radicaux, concilier les masses révolutionnaires avec les opportunistes qui « n'ont rien de commun » avec la révolution ; qui depuis longtemps déjà dirigent les syndicats et qui, aujourd'hui, s'appuyant sur leur alliance étroite avec la bourgeoisie et le gouvernement, se sont aussi emparés de la direction du Parti. Au fond, en quoi cela diffère-t-il du « programme » de Monitor ? En rien, si ce n'est par des phrases doucereuses prostituant le marxisme.*"

96 ans plus tard, on se demande si c'est vraiment arrivé.

"*Après 25 années d'existence de la IIe Internationale, après le manifeste de Bâle, les ouvriers ne croiront plus aux phrases. L'opportunisme déjà putrescent a définitivement passé dans le camp de la bourgeoisie ; il s'est transformé en social-chauvinisme : socialement et politiquement, il a rompu avec la social-démocratie. Il rompra aussi avec elle en matière d'organisation.*"

Même à l'état de putréfaction et dégageant une odeur pestilentielle, les partis de la IIe Internationale ont continué d'être fréquentables, même que ceux qui y ont adhéré et qui y sont restés pendant de longues décennies n'ont absolument rien senti ou qu'ils s'y sont accommodés sans avoir à trop se forcer du moment qu'ils y trouvaient leur compte. Lequel ? Il est donc normal que ceux qui les ont quittés n'en conservent pas un si mauvais souvenir et souhaitent généreusement nous faire profiter des miasmes qui s'en échappent encore.

Les partis de la IIe Internationale ont rompu avec la social-démocratie pour devenir des partis réformistes, puis socio-libéraux. En rompant avec la social-démocratie, graduellement ils ont changé de nature sociale pour devenir des partis bourgeois, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité. A cet titre l'article de Reuters du 18 avril était éloquent *Hollande cultive discrètement ses relations avec le patronat*.

S'il suffisait qu'une ou des couches d'une classe se reconnaissent dans un parti pour en déterminer la nature sociale, autant dire que cette détermination serait fluctuante et impossible à établir. Sa composition détermine son état à un moment donné ou son évolution, c'est d'ailleurs ce qu'avait dû vouloir dire Trotsky dans Où va la France en 1936, mais pas davantage. Sinon, à ce compte-là il faudrait affirmer que le FN est un parti ouvrier en 2012, c'est grotesque.

Si « *Le parti socialiste n'est un parti ouvrier ni par sa politique, ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Une analyse sérieuse des statistiques électorales démontrerait sans aucun doute que les socialistes ont cédé aux communistes une fraction importante des voix des ouvriers et des paysans pauvres et qu'ils ont en échange reçu des radicaux celles de groupes importants des classes moyennes.* » (Trotsky dans Où va la France, en 1936), où le FN a-t-il été pêcher plus de 6 millions de voix sinon au sein des classes ou couches citées par Trotsky. Est-ce que cela en fait pour autant un parti ouvrier ? Non, ce sont bien les rapports de subordination qu'il entretient avec la classe des capitalistes et l'Etat qui en fait un parti bourgeois.

Cette citation de Trotsky a vieilli ou est obsolète, elle était plutôt ambigüe ou erronée. A l'époque il existait une distinction entre ouvrier et employé qui n'a plus lieu d'être de nos jours, les fonctionnaires n'avaient pas non plus le statut qu'ils ont depuis l'après-guerre. Il disait que ce n'était "*ni par sa politique, ni par sa composition sociale*" qu'on pouvait déterminer la nature d'un parti pour immédiatement après faire référence aux "*nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière*".

Qu'est-ce qui permettait de caractériser les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires et de les distinguer du parti bolchevik, sinon leurs rapports à la bourgeoisie et à l'Etat, les premiers refusant que le prolétariat prenne le pouvoir et que les institutions soient abolies au profit des soviets qui constituaient les piliers du nouvel Etat socialiste. Lénine les caractérisera de différentes manières au fur et à mesure que se développait la lutte des classes, partis démocratiques petits-bourgeois, partis contre-révolutionnaires, il ne les a pas défini comme des partis bourgeois puisqu'en principe ils combattaient pour un Etat socialiste, ce qui n'est pas le cas du PS qui s'est accommodé successivement des institutions de la troisième, de la quatrière puis de la Ve République.

L'objectif du combat du mouvement ouvrier, c'est l'abolition du capitalisme et de l'Etat qui a été fondé pour permettre à la classe des exploiteurs d'asseoir et pérenniser sa domination de classe sur le prolétariat.

Autre élément sur lequel on peut réfléchir. On a vu plus qu'il serait absurde de vouloir définir tous les partis à partir des mêmes critères, auquel cas on aboutirait à caractériser le FN comme un parti ouvrier. On doit donc en tirer la conclusion qu'il faut les définir en fonction du critère ou des dominants qui influencent leur politique. Par exemple, on ne peut pas définir de la même manière le PCF, même si sa base ouvrière a été amputée au fil des ans, sa composition n'en demeure pas moins majoritairement ouvrière, même si la classe ouvrière est faiblement représentée à sa direction, alors qu'elle est quasiment inexistante au PS. Sur quelle base peut-on définir le PCF comme un parti ouvrier (dégénéré) ? Pas sur sur son

programme ou son orientation politique, pas sur ses rapports au capitalisme ou à l'Etat, il a abandonné la dictature du prolétariat et il ne combat plus pour le socialisme depuis les années 30, on ne peut le qualifier d'ouvrier uniquement parce qu'il continue d'organiser des pans de la classe ouvrière. On ne peut pas caractériser le PS sur cette base-là puisqu'il est étranger à la classe ouvrière, on ne peut le définir que par ses rapports à l'Etat et au capitalisme auquel il est totalement soumis, et comme il ne combat plus pour le socialisme ou pour renverser le capitalisme, on est bien obligé de le qualifier de parti bourgeois, y compris en prenant en compte les masses petites-bourgeoises qui se reconnaissent en lui, non pas au titre de parti socialiste mais bien de parti inféodé au capitalisme, à moins de vouloir nous faire croire que les adhérents du PS seraient des révolutionnaires.

On aurait pu aborder cette question sous un autre angle encore, la nature des classes qui composent la société. Il a été établi par les marxistes qu'il n'existait que deux classes indépendantes dans la société au regard de la position qu'elles occupent au sein du procès de production, la classe des capitalistes et la classe ouvrière, tandis que la petite-bourgeoisie occupait une place intermédiaire entre les deux, balotée, tiraillée entre l'une et l'autre selon le contexte... On ne peut donc définir la nature d'un parti qu'à partir de ses rapports à ces deux classes indépendantes, la bourgeoisie et la classe ouvrière, ce qui nous donne un autre éclairage sur la citation de Trotsky. Ni l'UMP, ni le MoDem, ni le FN et ni le PS n'entendent renverser la bourgeoisie. Le PCF non plus, tout en continuant d'organiser des pans de la classe ouvrière. Le PG est à classer au côté du PS, bien qu'il se soit encanaillé avec le PCF, pourquoi, parce qu'ils incarnent les couches moyennes et les pans de la petites-bourgeoisie en cours de prolétarisation, ce qui n'en fait pas pour autant un parti ouvrier. Le PCF a repris à son compte le créneau qui était celui du PS autrefois qui permet de le définir comme un parti ouvrier.

Cette discussion semble sans fin et c'est sans doute là où voulait nous entraîner nos détracteurs, alors qu'il suffirait de s'en tenir aux faits pour caractériser précisément chaque parti.

Le PS est un parti bourgeois pour avoir géré la société à plusieurs reprises pour le compte des capitalistes au cours du XXe siècle, le PCF est un parti ouvrier bourgeois ou traitre dans la mesure où il continue d'organiser des pans de la classe ouvrière tout en ayant marché dans les pas du PS et abandonné la dictature du prolétariat, autrement dit le combat pour la prise du pouvoir par la classe ouvrère ou la perspective d'inverser les rapports de domination de classe en faveur de la classe ouvrière.

Moi, ce qui m'effraie, ce n'est pas le discours de Sarkozy ou la montée du FN, mais d'entendre le même refrain au sein de l'avant-garde au bout de 30, 50, 70 ans, sachant qu'il nous a conduit à la situation actuelle. En réalité, nous en sommes où nos dirigeants voulaient nous mener. Pourquoi ne pas l'admettre ? Pourquoi persister dans une voie qui manifestement nous a mené dans une impasse ? Qu'est-ce que cela recouvre ? Je vous laisse y réfléchir.

Opération réhabilitation du stalinisme.

Lu dans le n°197 d'*Informations ouvrières* , page 5, sous la plume du "trotskiste" Marc Gauquelin (Lacaze pour les intimes)

"*...ces élections viennent de confirmer la puissance du rejet par les masses de la politique de « consensus » menée depuis trente ans, au nom du respect des traités de l'UE, par l'UMP et le PS, avec le soutien « critique » du PCF.*"

Avec le soutien du PCF tout court, car au-delà de ses manoeuvres, auxquelles on a bien compris il faudrait accorder désormais davantage de crédit, il a toujours soutenu l'Union européenne. Difficile ou impossible à écrire quand on lorgne sans cesse vers le PCF... Encore une manipulation.

L'appareil du POI a sans doute ses raisons pour faire des concessions au PCF, nous aucune.

En famille. Monsieur Hollande, Claude Guéant vous a entendu.

A propos du policier qui a tué Amine Bentounsi d'une balle tiré dans le dos.

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a regretté vendredi que le parquet n'ait pas fait appel de la mise en examen pour "*homicide volontaire*".

Jeudi, M. Guéant avait espéré "*de tout coeur*" que le parquet fasse appel de la qualification de la mise en examen pour un motif qu'il juge "*malheureux*". "*Je le regrette, mais c'est son libre arbitre*", a-t-il déclaré, "*parce que la mise en examen s'est faite sur un chef extrêmement lourd*".

Ces propos ont fait réagir l'Union Syndicale des Magistrats (USM). "*Ca serait bien que Claude Guéant reste à sa place. Il est ministre de l'Intérieur, il n'a absolument pas à intervenir comme ça dans les affaires judiciaires*", a déclaré à l'AFP la secrétaire générale de l'USM, Virginie Duval, qui a regretté "*un dérapage*".

Claude Guéant a confirmé que le policier serait muté et garderait son salaire: "*je le confirme, effectivement, l'administration le soutient pour qu'il puisse assurer sa défense dans les meilleures conditions*", a-t-il déclaré. Le policier doit être muté en Rhône-

Alpes, la région où vit sa famille. (AFP 27.04)

Dans une entreprise quand un salarié est mis à pied, il n'est pas payé, c'est normal, mais quand cela arrive à un pauvre gardien de l'ordre...

Bruit de campagne.

Record d'impopularité sous la Ve République.

"*Je pense que les records sont faits pour être battus. Et donc, par conséquent, on ne peut pas être triste que quelqu'un d'autre prenne votre place parce que de toute manière, c'est la règle*", a-t-il confié à l'occasion d'une rencontre avec la rédaction du quotidien sportif L'Equipe à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). (lemonde.fr 27.04)

Quand la réaction soutenait les staliniens en déclarant Trotsky persona non grata.

En meeting à Dijon, Nicolas Sarkozy a répondu à ces accusations (de Mélenchon et l'Humanité - Ndlr), s'emportant contre un "*procès stalinien*". "*Depuis lundi, c'est un déchaînement, j'aurais durci et extrémisé mes propos (...) On me fait un procès d'intention, un procès stalinien, comme à la belle époque*", a-t-il protesté.

Ode à Marine Le Pen

« *Une position claire de Marine Le Pen en faveur de Nicolas Sarkozy me parait très logique, a expliqié Philippe Marini, sénateur UMP de l'Oise. Je crois que chacun resterait soi-même mais nous sortirions de cette espèce de malédiction de François Mitterrand qui a crée dans la république française une dissymétrie.* » « *La droite n'a pas le droit de solliciter au second tour le renfort de l'extrême droite alors que la gauche a totalement le droit de solliciter le renfort des trotskystes de tout poil,* » a-t-il souligné. « *Marine Le Pen a le droit et même le devoir de faire prévaloir le bleu, blanc, rouge sur le rouge. Il y a des gens qui se sont promenés pendant tout le premier tour sous le drapeau rouge. Pour moi, c'est une différence historique, morale et idéologique considérable.* » (publicsenat.fr 27.04)

En aparté, que faut-il penser de ceux qui mêlent le drapeau des Versaillais assassins de la Commune de Paris au drapeau rouge ?

Sarkozy jugé "***effrayant***" parmi les siens

"*Effrayé*" par la campagne du président-candidat de l'UMP et ses "*gages à l'extrémisme*", l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, sans aller jusqu'à donner de consigne de vote, s'est prononcé clairement vendredi contre Nicolas Sarkozy.

"*Halte au feu ! (...) Mon rôle n'est pas de dire pour qui voter, car chacun doit prendre ses responsabilités*" mais "*le 6 mai, que chacun vote en pensant à la France et à ce qu'elle a toujours porté de meilleur, à ses valeurs de respect, de dignité et d'humanisme, parce que, en conscience, il faut bien choisir*", déclare-t-il dans une tribune au vitriol contre M. Sarkozy, intitulée "*La droite m'effraie, la gauche m'inquiète*", publiée vendredi sur LeMonde.fr.

Après une campagne de premier tour "*indigente*", celle du second "*devient indigne*", a asséné dans Le Monde Dominique de Villepin, muet depuis le début de la campagne officielle. "*Instrumentalisation de faits divers*", "*improvisation de bien des propositions*" du FN, "*débauchage sans vergogne de voix extrémistes*", a-t-il énuméré, "*les lignes rouges républicaines sont franchies une à une*".

Sarkozy ou le clone de George W. Bush.

"*La dérive électoraliste qui s'est engagée est un processus incontrôlable et sans fin. Une concession en entraînera toujours une autre. Un gage à l'extrémisme toujours un plus grand encore. Une digue rompue en fera céder une autre*".

Il va jusqu'à établir un parallèle entre Nicolas Sarkozy et l'ancien président américain George W. Bush: "*c'est la même spirale qui a entraîné la guerre en Irak et qui nourrit l'islamisme au nom du choc des civilisations*". (AFP 27.04)

La stratégie de l'échec.

Renaud Donnedieu de Vabres, ex-ministre de la culture (2004-2007) de Jacques Chirac estime que la "*stratégie choisie par Nicolas Sarkozy*" consistant à aller "*vers le Front national*" va le mener "*à l'échec*", et assure que "*le malaise est évident*" au sein de la majorité, dans un entretien jeudi à La Nouvelle République. (lemonde.fr 27.04)

Quand Sarkozy va trop loin. Plusieurs témoignages de dirigeants de l'UMP

1-«*Sur l'immigration, plutôt que faire la course à l'échalote avec le FN, il y a d'autres réponses*», déplore le sénateur UMP Jean-René Lecerf. Ce proche de l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, dénonce la campagne droitière de Nicolas Sarkozy, estimant que «*les valeurs du FN ne sont pas les nôtres. Et toute démarche à l'égard du FN me paraît inutile*». (liberation.fr 27.04)

2-L'ancien secrétaire national de l'UMP à la Justice est «*en total désaccord*» avec la proposition du président-candidat d'instaurer une présomption de légitime défense pour les policiers, une mesure formulée de longue date par le Front national. (liberation.fr 27.04)

3-«*Les thèses qui rejoignent celles du FN, je ne peux pas me les approprier*» fait savoir Dominique Paillé, membre du parti radical de Jean-Louis Borloo. Cet ancien porte-parole de l'UMP critique la droitisation de la campagne de Nicolas Sarkozy. (liberation.fr 27.04)

4-"*Je regrette qu'on reprenne aujourd'hui ce qu'on a rejeté, à savoir certaines thématiques de Marine Le Pen (...). On se trompe*", a déclaré le député Etienne Pinte, un proche de François Fillon. (liberation.fr 27.04)

Le Syndicat de la Magistature appelle à voter contre Sarkozy

Le Syndicat de la Magistature reproche au chef de l'Etat d'avoir bafoué l'indépendance de la justice et mené une politique partisane de nomination des magistrats. Le Syndicat de la Magistrature (SM) a appelé ce vendredi à voter contre Nicolas Sarkozy le 6 mai, afin de ne pas le laisser "*récidiver*".

"*Nicolas Sarkozy annonçait une 'République irréprochable'*" mais il "*n'a fait que bafouer l'indépendance de la justice, mener une politique partisane de nomination des magistrats et délégitimer les contre-pouvoirs ainsi que les institutions en charge de la probité publique*", ajoute-t-il.

"*Alors que le discours de Grenoble et le débat sur l'identité nationale avaient déjà entaché de brun ce quinquennat marqué par la peur et le rejet de l'autre, et que l'extrême droite a fait un score très inquiétant au premier tour de l'élection présidentielle, le candidat Nicolas Sarkozy a choisi de sortir définitivement du front républicain en misant sur la stratégie indigne du 'Front compatible'*", déplore-t-il. (lexpress.fr 27.04)

Hollande prêt à voter UMP, tandis que Sarkozy voterait blanc ou s'abstiendrait.

François Hollande a déclaré vendredi qu'il appellerait à voter pour l'UMP en cas de duels entre le parti de Nicolas Sarkozy et le Front national aux élections législatives de juin prochain, soulignant que la dirigeante du FN Marine Le Pen était "*autorisée*" dans la République française.

Le président sortant, qui sera opposé le 6 mai au candidat socialiste pour le second tour de l'élection présidentielle, a annoncé jeudi soir sur France 2 qu'il inviterait à voter blanc ou à s'abstenir en cas de duels entre le FN et le Parti socialiste aux législatives.

"*Je l'ai déjà fait, c'était en 2002. Ce n'est pas facile*", a-t-il expliqué sur RTL.

"*Je ferai, si je suis dans ce cas de figure, pareil*", a précisé François Hollande.

Prié de dire s'il considérait que Marine Le Pen n'était pas républicaine, François Hollande a répondu: "*Elle est autorisée dans la République, elle s'est présentée au suffrage, elle n'a pas la même conception, c'est le moins qui puisse dire, que moi, des valeurs de la République*".

"*Elle se considère républicaine. Ce n'est pas que je ne lui accorde pas ce brevet, je dis que je n'ai pas les mêmes valeurs que Mme Le Pen*", a-t-il dit.

Nicolas Sarkozy, invité de RTL avant François Hollande, a estimé que "*la candidature*" de Marine Le Pen était "*compatible*" avec la République. "*Il y a un distinguo entre sa candidature et ce qu'elle dit*". (Reuters 27.04)

Finalement, Hollande va encore plus loin que Sarkozy dans l'infamie.

L'illusionniste remet le couvert.

Jean-Luc Mélenchon a accusé Nicolas Sarkozy d'emprunter au vocabulaire de la Collaboration et d'"*extrême-droitiser la droite*" en France. "*La phrase qui consiste à dire 'se faire traiter de fasciste par un communiste est un compliment' est une reprise mot*

pour mot de Pierre Laval le collabo, de la même manière que parler de Fête du travail et dire que c'est le 'vrai travail', c'est mot pour mot le texte de l'affiche du Maréchal Pétain en 1941", a déclaré le chef de file du Front de gauche sur France Inter.

"*Lui il sort des mots, des phrases, des expressions qui sont directement tirés de la collaboration, pourquoi le fait-il? A qui parle-t-il? A qui veut-il inoculer ce poison?*", a demandé M. Mélenchon.

"*La situation est d'une gravité exceptionnelle*", selon l'ex-PS, "le sujet c'est donc de battre Nicolas Sarkozy" et de "*distribuer le contre-poison à la tâche abominable*" du candidat UMP qui est, selon lui, "*d'opposer les Français entre eux*".

Pour M. Mélenchon qui a déjà appelé à voter François Hollande, "*c'est une oeuvre de salubrité publique*" de "*faire battre*" M. Sarkozy. (AFP 27.04)

Allez donc dire aux Grecs que voter PASOK serait une "*c'est une oeuvre de salubrité publique*" ?

INFOS EN BREF

Politique

Roumanie

Le gouvernement roumain a perdu un vote de confiance au parlement vendredi, deux mois après son entrée en fonctions, ce qui augure de longs mois de remous politiques et d'interrogations sur l'avenir du plan d'austérité.

Deux cent trente-cinq députés ont voté contre le gouvernement dirigé par Mihai Razvan Ungureanu, soit quatre de plus que le seuil de 231 nécessaire pour le faire tomber.

Après ce vote, le Fonds monétaire international (FMI) a décidé de suspendre son réexamen du plan d'aide à la Roumanie, d'un montant de cinq milliards d'euros, en l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement.

"*Le réexamen (qui avait débuté le 24 avril) ne peut pas être achevé comme prévu*", a dit à Reuters le représentant de la Roumanie auprès du FMI à Washington, Mihai Tanasescu. "*Le FMI attend désormais d'avoir un nouvel interlocuteur au niveau gouvernemental*", a-t-il ajouté. (Reuters 27.04)

Social

Espagne

A la fin du premier trimestre 2012, l'Espagne comptait 5,7 millions de chômeurs, soit 24,4% de la population active. Un niveau record pour le pays, le plus élevé depuis le début de la série statistique en 1996, selon les chiffres officiels publiés vendredi.

La progression du chômage s'est encore accélérée puisque 374.000 personnes ont perdu leur emploi au premier trimestre de cette année, contre 295.300 durant le dernier trimestre 2011. (lexpansion.com 27.04)

Economie

1- France

L'ancien trader Jérôme Kerviel a lancé vendredi une offensive contre la Société générale en annonçant le dépôt de deux plaintes contre la banque, à cinq semaines de son procès en appel, dont une pour faux et usage de faux.

Cette dernière plainte vise à démontrer que les enregistrements sur lesquels la banque a fondé toutes les poursuites ont été "*trafiqués*", a expliqué son avocat.

L'avocat a expliqué avoir réussi le 18 avril dernier à se faire communiquer par la cour d'appel les scellés du dossier et avoir découvert que le CD-Rom censé contenir les aveux supposés de son client, la veille de son licenciement, en janvier 2008, avait été manipulé.

Selon lui, ces scellés n'avaient jamais été ouverts. "*Sur 12 heures de bande, il y a près de 6 heures de blancs. La conclusion des experts que nous avons désignés est sans appel : une manipulation des bandes a bien eu lieu*", a dit l'avocat.

Les passages effacés concerneraient les moments où l'ancien opérateur de marché, interrogé par ses supérieurs, disait par exemple "*Mais tu étais au courant*", a expliqué Me Koubbi.

"*Je n'ai jamais perdu espoir, je continue à croire en la justice et j'espère que la vérité éclatera*", a dit l'ancien trader, qui juge "hors de question de payer" pour la Société générale, "*qui était informée de tout ce que je faisais*".

"*Pour moi, ces quatre dernières années ont été un enfer, pour mes proches également. Mon nom a été sali et traîné dans la boue. Pourtant, je ne comprends toujours pas pourquoi ce dossier s'appelle Kerviel et pas Société générale*", a-t-il dit.

"*Je n'ai jamais, jamais, volé ou détourné le moindre centime et pourtant j'ai été condamné comme personne ne l'avait été auparavant*", a-t-il ajouté.

Dans sa plainte du 20 avril pour escroquerie au jugement, Jérôme Kerviel estime que la banque a manipulé le tribunal en lui dissimulant certaines informations, comme le remboursement par le fisc d'une partie des pertes qui lui sont imputées, et ce avant son premier procès.

La Société générale avait annoncé dans la foulée qu'elle porterait plainte à son tour pour dénonciation calomnieuse mais David Koubbi a dit ne pas avoir eu vent de cette plainte jusqu'à présent.

L'avocat, qui multiplie les angles d'attaque, dit avoir la preuve que la Société générale a procédé à des opérations fictives de même nature que celles reprochées à Jérôme Kerviel. "*Le résultat net de la perte a été corrigé par des opérations fictives*", a-t-il dit.

David Koubbi conteste que la perte de 4,9 milliards d'euros reprochée à l'ex-trader "*soit imputable à Jérôme Kerviel*". "*Quand on veut se faire rembourser, il faut prouver que le préjudice existe. Là, ça n'a pas été prouvé*".

"*On n'envoie pas quelqu'un neuf mois en prison pour neuf faux mails*", s'est élevé l'avocat, qui assure que son client a été "*condamné sur les déclarations pures et simples de son adversaire*".

Selon lui, le "*discrédit*" des enregistrements effectués en janvier 2008 à l'insu du trader "*a eu pour conséquence la manipulation de la justice lorsqu'elle a condamné*" son client. (Reuters 27.04)

2- Espagne

L'économie espagnole, grand malade de l'Europe, est confrontée à une "*crise de proportions immenses*", a estimé vendredi un ministre, alors que le taux de chômage a atteint son plus haut niveau en vingt ans.

Le taux de chômage espagnol, l'un des plus élevés du monde, a bondi à 24% au premier trimestre, son plus haut niveau depuis le début des années 1990. Les ventes au détail ont quant à elles reculé pour le 21e mois d'affilée, à mesure que le pays traverse sa deuxième récession en trois ans.

"*Les chiffres sont terribles pour tout le monde et terribles pour le gouvernement (...) L'Espagne est dans une crise de proportions immenses*", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, José Manuel Garcia-Margallo, lors d'une interview radiophonique.

"*C'est une situation très difficile. Je ne pense pas que les banques soient piégées, mais il faut que le gouvernement fasse rapidement savoir comment il compte s'y prendre à leur égard*", souligne Gilles Moec, économiste pour Deutsche Bank.

Les banques espagnoles pourraient nécessiter davantage de fonds publics, a déclaré dans la matinée le secrétaire d'Etat à l'économie Fernando Jimenez Latorre, tout en excluant le recours à des fonds européens.

Les banques espagnoles accumulaient dans leurs bilans pour 184 milliards d'euros d'actifs immobiliers problématiques fin 2011, soit 60% de leur portefeuille, a indiqué vendredi la Banque d'Espagne, révélant les fragilités de ce secteur depuis l'éclatement de la bulle en 2008.

Les banques du pays ont sur les bras des crédits risquant de ne pas être remboursés, ainsi qu'un stock d'immeubles et de terrains saisis: ces actifs considérés comme "*problématiques*" --car à la valeur incertaine-- représentaient déjà 176 milliards d'euros en juin 2011, et ce chiffre a donc encore augmenté.

Le gouvernement espagnol envisage aussi de créer une structure de défaisance pour les actifs immobiliers toxiques des banques, trois séries de nettoyage et de consolidations du secteur financier du pays n'ayant pas suffi à rassurer les investisseurs

sur sa solidité.

Madrid est déjà venu au secours de plusieurs banques ravagées par l'éclatement de la bulle immobilière en 2008 et les investisseurs redoutent, au vu de la contraction économique actuelle, une nouvelle vague de défauts de crédit qui fragiliserait encore davantage le secteur financier du pays.

La contraction de l'économie signifie aussi que l'Espagne a peu de chances d'atteindre ses objectifs budgétaires cette année malgré une sévère cure d'austérité.

Son gouvernement s'attend à ce que les réformes de flexibilisation du marché du travail adoptées au premier trimestre produisent des résultats l'an prochain. Pour l'heure, de nombreuses entreprises ont surtout profité des nouvelles règles pour licencier davantage. (Reuters et lexpansion.com 27.04)

Haut de page

Le 29 avril

CAUSERIE

Il n'y aura qu'un seul vainqueur à l'issue de l'élection présidentielle : les institutions de la Ve République qui auront été légitimées une nouvelle fois, sans lesquelles le capitalisme ne disposerait d'aucune légitimité juridique pour assurer son existence.

En toile de fond, l'ignorance du fonctionnement de la société sur laquelle repose le régime et contre laquelle nous avons été incapable de lutter efficacement. De quoi réfléchir sérieusement à la stratégie que les uns et les autres ont adoptées, à leurs analyses de la situation, à leurs interprétations du monde, à leurs conceptions de la lutte de classe... Vous rêvez ou quoi ? Les uns et les autres en sont satisfaits, rien ne doit changer.

C'est suicidaire ? Sans aucun doute possible. Peu importe, puisque leurs vérités sont à ce prix-là ! Ils ne nous en voudront pas d'estimer que c'est un peu trop cher payé pour nous, c'est au-dessus de nos moyens.

Ce qui est écrit dans le bandeau défilant pourrait nous servir de ligne politique ou de mot d'ordre - un peu long, pour le 1er mai :

"Travailleurs du secteur privé et public unissez-vous, mobilisez-vous pour que pas un seul travailleur de ce pays ne voie son statut rogné, remis en cause, disparaître, pour que pas un seul travailleur ne voie amputer sa feuille de paie même lorsque "*le carnet de commande diminue*", pour que pas un seul travailleur ne soit privé de feuille de paie, pour que pas un seul travailleur ne puisse pas se soigner, se loger, etc. vivre dignement.

Le capitalisme à la base de toutes les inégalités et injustices sociales n'a aucune légitimité en dehors de celle que lui donnent les institutions de la Ve République à son service."

Virer Sarkozy nous soulagera assurément, car l'individu est d'une médiocrité et d'une vulgarité insolente, insupportable. Comment cela se voit-il ? Parce qu'il ne s'en rend même pas compte. Quant à l'élection de Hollande, qu'est-ce qu'il faut en attendre ?

Cela me fait penser à un malade à qui on a annoncé que le médecin avait été appelé et qui s'en trouve mieux... sans toutefois être guéri. La vraie bataille n'a pas encore commencé, et comme le médecin ne pourra pas et ne voudra pas traiter le mal à la racine, ce sera au malade de s'en sortir par ses propres moyens ou y passer, sous les Fourches Caudines d'une austérité redoublée, pas mortel mais tout comme.

Léthargie ou bouillonnement révolutionnaire ? Parfois je me fais volontiers l'avocat du diable ou j'explore des hypothèses qui ne mènent à rien, uniquement pour mettre en relief les arguments de ceux qui les retiennent pour mieux les combattre. Je suis loin de la France et je me pose beaucoup de questions sur la réalité de la situation et comment elle est vécue dans chaque classe et couche.

Chaque fois qu'on lit quelque chose il faut se demander quelle est la part des faits et quelle est celle de l'auteur, qui il est et dans quelle direction il aurait tendance à vouloir nous entraîner. Quand on analyse la ligne politique d'un parti, on doit se demander quel est son rapport avec la situation actuelle, avec chaque classe ou parti, les institutions, si elle n'est pas dicté par les intérêts de son appareil, de ses militants.

Tout cela a été passé au crible par les commentateurs qui ont suivi la campagne électorale de l'excité du Palais, jusquà

envisager sérieusement l'explosion de l'UMP après le 6 mai. En même temps, il faut convenir que La Talonnette leur sert de fusible ou d'idiot utile.

Si les cancres qui n'étaient pas capables de faire l'ENA ont atterri à Sciences Po, les avocats d'affaires sont les punaises qui n'étaient pas capables de faire avocat pénaliste, punaise dans la définition de 1836, une personne vile, méprisable, sans scrupule ni principe, comme Sarkozy ou Copé, les représentants du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, plutôt tendance Le Pen que Pinault le milliardaire.

Mais qu'est-ce que le milliardaire Pinault reproche à Sarkozy ?

Pinault a déboursé 2 millions d'euros pour acquérir une oeuvre de l'artiste français d'origine algérienne Abdessemed, dans laquelle selon lui, il a fait une synthèse entre la religion chrétienne et musulmane. En haut lieu, les maîtres du monde ont élaboré une stratégie consistant à utiliser les religions pour mieux asservir les peuples, et voilà que Sarkozy passe son temps à briser leur plan, à croire qu'il a attaqué la Libye sans comprendre qu'il faudrait assurer le service après-vente pour consolider ce qui avait été acquis pour poursuivre cet oeuvre en Syrie, au Mali, au Nigéria, etc.

Je ne sais plus qui avait parlé de croisade, c'est exactement cela, sauf qu'à l'époque du capitalisme mondialisé au niveau que nous connaissons aujourd'hui, les religions ne doivent plus servir à opposer sytématiquement les peuples entre eux pour assurer leur domination, après que les monarques s'en soient emparés pour asseoir leur pouvoir, que la République s'en soit accommodée, c'est au tour de l'oligarchie financière de s'en servir pour soumettre la planète entière, ce qui nécessite plutôt une entente cordiale entre elles, des relations apaisées comme ils disent, teintées d'hypocrisie une fois que le bruit des armes s'est tu.

Une fois les tyrans ou les dictateurs usés, la religion peut servir de guide spirituel pour gouverner le bon peuple. C'est d'autant plus utile pour eux que le capitalisme dans sa version barbare est de plus en plus contesté à travers le monde. Il faut à tout prix que les institutions qui craquent un peu partout tiennent le coup, trouvent un nouveau souffle, divin, qui sait pour l'éternité, la légitimité du capitalisme étant impossible à établir et à être adoptée aveuglément par la plèbe, la religion s'en chargera, à chaque souffrance son saint, à chaque interrogation son mystère, et puis la religion présente un autre avantage, si elle ne répond pas à toutes les questions qu'on peut se poser ou à toutes les situations que l'on peut rencontrer, elle peut préconiser de l'imiter pour trouver la paix intérieur et surtout la paix sociale dans le pays.

Dans sa grande ingéniosité et générosité, la religion a cela d'extraordinaire qu'elle est active et soulage même quand elle ne fait rien ; imaginez un peu le profit que peut en tirer un milliardaire, c'est du pain béni pour lui, et voilà que Sarkozy pisse dans le bénitier. Du coup Pinault en tire la conclusion logique qu'il est "cuit" !

Sarkozy a commis l'erreur fatal de privilégier ses convictions et ses intérêts personnels au détriment de ceux qui l'avaient placé au sommet de l'Etat, peut-être même de s'accrocher au pouvoir. C'est sans doute son manque de culture qui l'a fait trébucher, il a été incapable de concilier le combat contre le terrorisme initié par Bush avec la nécessité d'inculquer à la populace la doctrine sociale de l'Eglise sans négliger aucune religion, sans les monter les unes contre les autres. On pourrait croire que Bush a été particulièrement mauvais sur ce plan-là, sauf en Amérique où il a passé le témoin à Obama dont un quart des Américains pensent qu'il est musulman, il s'est servi des musulmans comme boucs émissaires pour justifier sa guerre en Irak et en Afghanistan, tout en s'associant avec les pétro-monarchies du Golfe et ses liens avec la famille Ben Laden était un secret de polichinelle.

On peut concevoir aussi que les maîtres du monde soient partagés entre deux stratégies pour continuer à régner indéfiniment. L'une basée sur un consensus entre les religions, l'autre les opposants sans cesse, toujours pour servir le même objectif : soumettre les peuples en esclavage. Dans les deux cas, instrumentaliser les religions nécessitait un certain doigté, un subtil dosage entre provocation et rédemption qu'un rustre et sioniste surtout comme Sarkozy ne pouvait manier sans se mettre à dos les représentants ou les fidèles de marque de toutes les religions, excepté celle du "peuple élu" qui comme lui était appelée à dominer le monde, plus modestement en ce qui le concerne sur le confetti que représente la France à l'échelle de la planète.

Sarkozy a commis l'erreur impardonnable pour Pinault et sans doute pour Parisot (Medef), d'avoir été incapable de maintenir jusqu'au bout des relations consensuelles avec les dirigeants syndicaux. En considérant qu'il était autorisé à faire feu de tout bois pour assurer sa réélection, il a placé son intérêt personnel au-dessus de ceux de ses mentors. Pire, il a réussi pour ainsi dire à réaliser l'unité des syndicats et des partis dits de gauche contre un pan du capitalisme, la finance, tout du moins en parole, "gauche" qui forte de cette unité retrouvée est tentée de faire dans la surenchère en ressortant tout un catalogue de revendications qu'ils espéraient enterrées, Hollande s'étant engagé dans ce sens-là en modérant ses promesses.

Quelque part c'était inévitable, dès lors que l'élection présidentielle devait forcément prendre la tournure d'un affrontement entre les deux principales classes sociales, celle des capitalistes et celle des exploités, quand bien même qu'aucun des deux principaux candidats susceptible de l'emporter ne représenterait les intérêts de la classe ouvrière.

Bien que la situation sociale et la base poussaient les dirigeants syndicaux à radicaliser leur discours, il lui était encore possible de contenir leurs velléités belliqueuses à son encontre dans des limites acceptables, par exemple en les menaçant de rappeler

qu'ils avaient fait preuve de responsabilité en concourant activement à l'application de sa politique, qu'ils critiquaient naturellement par ailleurs, angle sous lequel les dirigeants syndicaux n'avaient pas vraiment intérêt à ce que la discussion se déroule dans leur syndicat respectif.

Au lieu d'agir de la sorte et de se servir subtilement des contradictions existant entre les dirigeants syndicaux et une partie de leurs bases, il les a cloué au pilori. Pire encore, il a forcé les dirigeants syndicaux à radicaliser leur discours et d'une certaine manière à donner raison à ceux qui leur reprochent leur collusion avec le régime, alimentant la contestation dans tous les syndicats et au-delà la lutte de classe dans les entreprises et les administrations, ce qu'aussi bien Pinault, Parisot ou Hollande voulaient éviter à tout prix.

En conclusion, son camp ou une partie de son camp ne lui reproche pas d'avoir fait preuve de maladresse, mais d'avoir fait preuve d'une volonté délibérée de servir en priorité ses propres intérêts, comme un véritable dictateur, et d'offrir sur un plateau la présidence à leur ennemi commun, qui dans l'imagerie collective et de façon déformée incarne le travail contre le capital. Il a peut-être confondu l'Amérique de Georges W. Bush avec la France tel qu'il rêvait qu'elle devienne ou croyant être suffisamment avancé dans cette voie pour pousser son avantage encore plus loin ; il a ignoré ou il a confondu qu'il était plus facile de libéraliser à outrance l'économie que les esprits, qui demeuraient attachés plus ou moins consciemment, non pas aux valeurs de la Révolution française ou américaine que la droite piétine, mais plutôt à celles de la Commune de Paris, osons le dire en ce qui concerne particulièrement notre classe, à celles du socialisme.

Un pédalo à la dérive, Sarkozy "***perd les pédales***", il est "***cuit***" !

Titre du Monde : A Colmar, François Pinault "*crucifie*" Nicolas Sarkozy.

François Pinault était venu au Musée Unterlinden de Colmar qui expose pour le 500e anniversaire du Christ en croix peint en 1512, chef-d'oeuvre de Grünewald, fameux retable d'Issenheim, ainsi que l'oeuvre d'Abdessemed, récemment exposée à New York et achetée 2 millions d'euros par François Pinault, quatre figures du Christ en fil de fer barbelé du camp de Guantanamo, lames brillantes et polies comme des pièces d'orfèvrerie.

L'artiste français, né en Algérie en 1971, a voulu, lui aussi, exprimer "*le cri de ce jeune homme sacrifié comme l'agneau. Un cri à venir. Pour moi, l'avenir est fantôme, comme chez Derrida. Je ne sais pas de quoi il sera fait. Ce n'est pas le passé qui nous domine, mais les images du passé*".

Cette "*conversation*" Grünewald-Abdessemed est-elle une coïncidence, en pleine campagne présidentielle, précisément en Alsace, où le Front national a remporté, au premier tour, 22 % des suffrages ?

François Pinault, qui organisait le déplacement à Colmar, répond tout net : "*Dans le contexte actuel, c'est important, les choses sont rarement une coïncidence. C'est une façon de me révolter contre les gens qui ne savent pas pour qui ils votent. Qu'ils viennent ici devant les Christ*". Le milliardaire tire ses salves en direction du président sortant dont il moque la dernière formule : "*Présomption de légitime défense, c'est comme au Far West, il faut dégainer le premier ! Il perd les pédales. Les gens proches de lui pensent qu'il pourrait encore gagner. Il est cuit ! C'est comme dans le bunker de 1945*." (lemonde.fr 28.04)

A la mi-mars le milliardaire avait dit qu'il voterait Hollande, la première fortune de France. Voilà qui va donner envie aux salariés de la FNAC de voter pour Hollande !

Hollande dans le rôle de Pinot simple flic !

François Hollande, candidat socialiste à la présidentielle française, se trouve conforté par les propos d'Angela Merkel sur la croissance au sein de l'Union européenne, se félicitant qu'elle "*bouge*" et estimant qu'elle "*bougera encore*" après le second tour de l'élection le 6 mai.

(Dans quel sens ? Vaut mieux pas pose la question, n'est-ce pas monsieur Hollande ? - Ndlr)

"*Je ne sais pas si je vais gagner l'élection présidentielle*" mais la chancelière allemande et les dirigeants européens ont considéré cette victoire "*comme une hypothèse suffisamment sérieuse pour déjà modifier les calendriers et le contenu même de l'agenda européen*", se réjouit-il dans un entretien à Radio J enregistré samedi et diffusé dimanche.

(Ne serait-ce pas par hasard les 10 millions de grévistes en Espagne, les 90 000 manifestants à Prague le 20 avril, etc. qui leur poserait problème et les forcerait non pas à changer de stratégie mais de tactique ? - Ndlr)

"*Mme Merkel, reprenant une initiative souhaitée par le président (Herman) Van Rompuy pour le Conseil européen, dit qu'elle est prête à mettre davantage de croissance. Rien que pour cela, la campagne aura été utile et, si j'en suis le vainqueur, encore davantage puisque j'irai encore plus loin. Il y aura renégociation et il y aura un pacte de croissance*", assure-t-il.

(Admirez le casuiste, sa "*campagne aura été utile*" pour remettre le couvert sous un masque encore plus trompeur ! - Ndlr)

"*Nous préparons un agenda croissance pour le sommet européen de juin*", a déclaré la chancelière allemande dans un entretien samedi au quotidien allemand Leipziger Volkszeitung.

Pourtant elle ne veut pas d'une renégociation ? "*A ce stade. Mais qu'est-ce qu'elle disait encore il y a quelques semaines ? Qu'elle ne voulait même pas entendre parler de mot comme celui de la croissance tant elle était attachée à celui de l'austérité. Ca bouge et ça bougera encore après l'élection*", juge le candidat socialiste.

(Jésuistisme, un numéro d'illusionnisme, car leur discours ne sert qu'à masquer que leur version de la croissance est synonyme d'austérité. -Ndlr)

Ira-t-il jusqu'au bras de fer ? "*Bras de fer, je ne sais pas s'il faut utiliser ces mots qui, souvent, sont ceux de la gesticulation d'avant-match*", dit-il.

"*Ce que je dis, c'est que Mme Merkel ne peut pas à la fois vouloir le statut de la Banque centrale européenne actuel, interdire à cette même Banque centrale de prêter directement aux Etats, ne pas vouloir qu'il y ait des eurobonds, être prudente sur la taxe des transactions financières. Non ! Il y a un moment où une négociation, c'est chacun met sur la table ce qui peut être une avancée et une concession*", ajoute M. Hollande qui, lui, apporte l'engagement "*que nous redresserons les comptes publics de la France d'ici à 2017*".

(En vérité, il s'agit pour eux uniquement de s'entendre sur la meilleure façon de faire passer leur politique antisociale en gardant le contrôle de la situation sociale et politique, et si possible avoir une chance de se maintenir au pouvoir. Par quel bout s'y prendre pour parvenir aux objectifs qu'ils ont en commun, ce qui peut être contrarié par un seul facteur : la lutte de classe du prolétariat. - Ndlr)

La chancelière "*doit avoir davantage confiance dans le propos que je tiens que dans celui de Nicolas Sarkozy*". "*C'est le premier chef d'Etat arrivé aux responsabilités qui soit allé devant l'eurogroupe dire +je ne respecterai pas le pacte de stabilité, je m'affranchirai des règles de discipline budgétaire+. Nous avons vu le résultat... Ce n'est pas la crise seulement qui a provoqué ces déficits, ce sont aussi les allègements fiscaux et les promesses aventureuses du candidat Sarkozy élu en 2007*".

(Hollande se veut volontiers plus réactionnaire que Sarkozy, ce qui ne nous étonne pas, cela correspond à la caractérisation que nous en avons donnée, il se fait fort de réussir là ou Sarkozy a échoué et d'aller encore plus loin, voilà ce qu'il dit clairement ici. - Ndlr)

"*Dans l'amitié franco-allemande*", souligne M. Hollande, "*il y a eu très souvent, et ce fut parfois fructueux, des relations qui se sont institutionnalisées entre des personnes qui n'avaient pas la même sensibilité politique: Schmidt-Giscard, Kohl-Mitterrand*". (AFP 28.04)

C'est bien la raison pour laquelle (notamment) nous vous situons dans le même camp. - Ndlr)

Lire plus loin ce qu'entend Merkel par "*croissance*" et ce dont Hollande se félicite, c'est édifiant.

Bruit de campagne

Licencié !

Le président-candidat de l'UMP, Nicolas Sarkozy, juge que la politique ne rend pas "*heureux*" et utilise le mot de "*licenciement*" lorsqu'il est interrogé sur son éventuelle défaite, dans un entretien à Radio J enregistré samedi et diffusé dimanche. (AFP 28.04)

Son solde de tout compte est déjà prêt, en guise d'indemnités de licenciement il s'est enrichi de quelque 630.000 euros en 5 ans, officiellement. La politique ne fait pas le bonheur, mais l'argent que l'on peut gagner en en faisant y contribuera largement. Sans oublier que cela lui a permis de se recaser avec un laidron qui avait déjà bien servi et issu d'une famille riche. Franchement, elle n'est pas belle la vie !

Décidément, les affaires ressortent au mauvais moment.

Le site d'information Mediapart a publié samedi un document attribué à un ex-dignitaire libyen affirmant que le régime de Mouammar Kadhafi avait accepté en 2006 de financer à hauteur de «*50 millions d'euros*» la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007.

Dans ce document en arabe, signé de Moussa Koussa, ex-chef des services de renseignement extérieur de la Libye, l'auteur fait état d'un «*accord de principe*» pour «*appuyer la campagne électorale du candidat aux élections présidentielles, M. Nicolas Sarkozy, pour un montant d'une valeur de cinquante millions d'euros*». Le 12 mars, M. Sarkozy avait qualifié de «*grotesque*» un éventuel financement de sa campagne présidentielle de 2007 par Mouammar Kadhafi. (liberation.fr et AFP 28.04)

Il a dû piocher ce qualificatif dans les commentaires qui reviennent le plus souvent le concernant.

A bon entendeur salut !

Pour Mme Merkel: "*la croissance ne coûte pas forcément de l'argent*", vendredi dans un entretien à la radio allemande régionale NDR.

Normal, c'est nous qui allons payer :

Pour MM. Barroso et Monti, "*la croissance doit se faire en se concentrant progressivement sur la compétitivité et non en augmentant les niveaux d'endettement*" étatique, ont-ils affirmé, écartant ainsi toute idée d'une relance par la dépense publique.

Elle y insiste sur une relance de l'économie européenne portée par des "*réformes structurelles*", notamment en flexibilisant le marché de l'emploi.

Et de citer notamment les réformes engagées par un ancien chancelier allemand, le social-démocrate Gerhard Schröder, baptisées "Hartz IV", qui ont facilité le recours au travail à temps partiel et par ricochet contribué à faire baisser le taux officiel de chômage en Allemagne.

Dans son entretien au quotidien Leipziger Volkszeitung, Mme Merkel met une fois de plus en garde M. Hollande: "*il n'y aura pas de nouvelles négociations sur le traité budgétaire. Vingt-cinq chefs de gouvernement l'ont signé. Au Portugal et en Grèce, il a déjà été ratifié, en Irlande il fera l'objet d'un référendum fin mai*".

Et d'ajouter: "*Dans beaucoup de pays membres, aussi en Allemagne, le traité budgétaire est dans les mains des parlements*". (AFP 29.04)

Excellent : A bon entendeur salut !

Pour Merkel, la recette européenne de la croissance, c'est Hartz IV, les petits boulots à 1 euro de l'heure, la régression sociale généralisée avec le complicité, que dis-je, l'aval des syndicats. Mais bon, il ne faudrait pas qu'en Allemagne les travailleurs se mobilisent, cela ferait désordre...

A la gamelle !

La première secrétaire du PS "*Martine Aubry m'a appelé parce que, si j'ai bien compris, François Hollande lui a demandé de le faire pour répondre à l'appel que j'ai lancé*" de s'unir contre le FN aux législatives afin de "*ne pas avoir le ridicule de choisir entre le FN et la droite populaire alors que tout ça c'est tout du pareil au même*", a dit Jean-Luc Mélenchon à des journalistes en marge du Conseil national de son Parti de gauche réuni à l'Espace Robespierre d'Ivry-sur-Seine.

Lors de l'émission Des paroles et des actes jeudi soir sur France2, M. Hollande avait estimé, en réponse à M. Mélenchon : "*c'est tout à fait clair, lorsqu'il y a un risque d'élimination de la gauche au second tour des élections législatives, de nous mettre ensemble dès le 1er tour. Ca peut arriver dans certaines circonscriptions, je suis tout à fait favorable à cette démarche*".

Mme Aubry a également pris contact avec Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a précisé M. Mélenchon qui a recueilli 11,1% au premier tour de la présidentielle.

D'ici la réunion avec les délégués aux élections du PS et du FG qui se tiendra "*en début de semaine prochaine*", les socialistes "*font tourner les ordinateurs*", a-t-il ajouté alors qu'une réunion de travail au sein du Front de gauche se tiendra sur le sujet lundi.

M. Mélenchon s'est félicité de pouvoir avoir cette discussion, souhaitant que PS et FG "*s'accordent partout où le risque FN existe*" pour des candidatures uniques.

Selon les estimations, la probabilité que la gauche ne soit pas présente au second tour des législatives pourrait concerner de 60 à 100 circonscriptions. (AFP 28.04)

Pourvu que le PS n'obtienne pas la majorité absolue aux législatives et qu'il ait absolument besoin des voix du FdG pour gouverner... S'il n'obtenait pas la majorité absolue et qu'il devrait s'appuyer sur des voix provenant de l'UMP ou des centristes, cela ne ferait que précipiter la crise au sein de la droite.

Nous serions frustrés dans la mesure où le soutien du FdG au gouvernement n'apparaîtrait pas aussi clairement que dans notre première hypothèse, lui permettant ainsi de faire vivre plus longtemps l'illusion qu'il constituerait une véritable opposition au régime.

Actualité en titres

Mimétisme (1)

- Pour Sarkozy, Mélenchon est "*en dessous*" de ce qui fait un "*républicain*" - AFP

- Pour Montebourg, Sarkozy '*déshonore la droite française*' - LeMonde.fr

Mimétisme (2)

- Sarkozy : "*Trop, c'est trop ! M. Strauss-Kahn, expliquez-vous avec la justice !*" - LePoint.fr

- Kadhafi: Cazeneuve (PS) demande à Sarkozy de «*s'expliquer devant les Français*» - Liberation.fr

Question : finalement Sarkozy ne s'en est pas trop mal sorti au premier tour avec à peine 1,5 point de retard sur Hollande. Bien sûr, le report de voix sur lequel il peut compter au second tour est réduit, il peut l'être autant pour Hollande s'il parvient à l'entraîner dans la surenchère à laquelle il se livre.

Souhaite-il-vraiment séduire les abstentionnistes ou en procédant de la sorte, n'estime-t-il pas au contraire qu'une accentuation de l'abstention lui serait plutôt profitable ? Il a tout intérêt à ce que son adversaire et ses complices montent au créneau et dévoilent un peu plus leur véritable nature, cela pourrait servir de repoussoir à une partie de ceux qui avaient envie de voter Hollande.

Je pense qu'il est tellement détesté dans le pays, que rien n'y fera et que l'envie de le virer l'emportera sur tous les autres facteurs. Il le sait, d'où sa rage.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le Conseil national des barreaux ne décolère pas contre le "*décret passerelle*" signé dans l'urgence par Fillon et Mercier. "*Nous ne sommes pas un hospice pour les recalés UMP des prochaines législatives!*" s'emporte Christian Charrière-Bournazel.

Le président du Conseil national des barreaux ne décolère pas contre le "*décret passerelle*", signé, le 3 avril, par François Fillon et Michel Mercier, qui permet aux parlementaires d'intégrer directement la profession d'avocat. Il accuse l'exécutif d'avoir fait pression afin que ce texte soit publié avant la présidentielle, malgré l'opposition des professionnels. (lexpress.fr 28.04)

2- Malaisie

La police antiémeute a fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau samedi à Kuala Lumpur, en Malaisie, pour disperser quelque 25.000 manifestants venus réclamer des élections justes et une réforme du système électoral.

Des heurts ont éclaté lorsque des manifestants ont tenté de pénétrer sur la place historique de Merdeka (Indépendance) dont l'accès avait été bloqué conformément à une décision de justice.

Les forces de l'ordre, qui avaient bouclé le centre de la capitale, ont tiré plusieurs dizaines de gaz lacrymogènes et ont pourchassé les manifestants dans les rues adjacentes. (Reuters 28.04)

3- Maroc

Rachid Nini, journaliste et polémiste marocain, a recouvré samedi la liberté après avoir purgé une peine d'un an pour avoir critiqué les autorités.

Selon Amnesty International, il s'agit d'un "*prisonnier de conscience*" injustement sanctionné pour avoir dénoncé la corruption et les abus par les autorités, notamment au sein des services de sécurité du royaume.

Rachid Nini avait été interpellé en avril 2011. Un tribunal l'a jugé coupable de crimes pour avoir jeté le discrédit sur une cour, cherché à influer le cours de la justice et publié des informations sur des délits criminels erronés. (Reuters 28.04)

Un régime fréquentable pour Sarkozy comme pour Hollande.

4- Syrie

L'armée libanaise a saisi samedi trois containers d'armes en provenance de Libye et destinées à la rébellion syrienne à bord d'un navire arraisonné la veille dans le nord du pays, a annoncé à l'AFP une source des services de sécurité.

Ce chargement se composait de mitrailleuses lourdes, d'obus, de roquettes, de lance-roquettes et d'explosifs, a précisé cette source.

Un autre responsable de la sécurité a affirmé que le navire, qui battait pavillon du Sierra Leone, avait obtenu un permis d'accoster dans le port de Tripoli (nord).

Les autorités syriennes et des sources au sein de la sécurité libanaise ont à plusieurs reprises affirmé que des armes étaient acheminées clandestinement depuis le Liban pour venir en aide aux rebelles qui cherchent à renverser le régime du président Bachar al-Assad.

Le "*Lutfallah II*" est parti de Libye avant de faire une escale au port égyptien d'Alexandrie, avant d'être intercepté et fouillé par la marine libanaise dans le port de Selaata, à environ 50 km de Beyrouth, selon la même source. (AFP 28.04)

Les armes livrées par Sarkozy, Obama et Cameron et leur allié l'émir du Qatar aux gangsters du CNT en Libye, transitent par l'Egypte toujours dirigés par les militaires gagnés à leur cause, avant d'atterrir entre les mains des mercenaires qu'ils ont engagés pour déstabiliser la Syrie et renverser le régime en place car trop favorable aux intérêts économiques des Chinois et des Russes.

5- Egypte

L'Arabie saoudite a décidé de rappeler pour consultation son ambassadeur en poste au Caire et de fermer toutes ses représentations diplomatiques en Egypte à la suite de manifestations anti-saoudiennes dans ce pays.

Il s'agit de la première crise diplomatique de cette ampleur entre Ryad et Le Caire depuis la chute du président Hosni Moubarak en février 2011.

Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, numéro un du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige l'Egypte depuis quatorze mois, a aussitôt pris contact avec le gouvernement saoudien pour tenter de le faire revenir sur cette "*décision surprise*", a déclaré l'agence de presse égyptienne Mena.

En réponse, le roi Abdallah d'Arabie a déclaré qu'il étudierait la question dans les jours qui viennent, rapporte l'agence de presse saoudienne SPA.

Des manifestations ont récemment été organisées devant l'ambassade d'Arabie saoudite au Caire pour dénoncer l'arrestation le 17 avril, à son arrivée à l'aéroport de Djeddah où il se rendait en pèlerinage, de l'avocat égyptien Ahmed el Guezaoui.

L'agence SPA explique les décisions du gouvernement saoudien par ces "*manifestations injustifiées*" et par les tentatives répétées de la foule de pénétrer à l'intérieur des missions diplomatiques saoudiennes, "*ce qui constitue une menace pour la sécurité des employés*".

Pour tenter de calmer les choses, le ministère égyptien des Affaires étrangères a dénoncé dans un communiqué les "*actes irresponsables*" des manifestants, "néfastes pour les relations étroites et profondes entre l'Egypte et l'Arabie saoudite", présentée comme un "*pays frère*".

Guezaoui, accusé d'avoir insulté le roi Abdallah, avait été condamné par contumace par la justice saoudienne à un an de prison et à vingt coups de fouet, selon ses proches, mais n'avait pas été informé de ce jugement avant de se rendre ce mois-ci en

Arabie saoudite.

Toujours selon sa famille, cette condamnation est due à ses critiques concernant les conditions de vie des détenus égyptiens dans les prisons saoudiennes.

Dans un communiqué, le parti politique des Frères musulmans a estimé que les manifestations devant l'ambassade d'Arabie saoudite au Caire avaient traduit "*le souhait des Egyptiens de préserver la dignité de leurs citoyens dans les pays arabes*".

"*Nous appelons le Conseil suprême des forces armées à prendre des mesures pour résoudre le problème Guezaoui d'une façon qui garantisse la dignité des Egyptiens et préserve dans le même temps la vitalité des relations égypto-saoudiennes*", a indiqué le Parti de la liberté et de la justice. (Reuters 28.04)

Social

1- France

Plus de deux tiers (67%) des Français se déclarent "*inquiets et pas rassurés*" quant à l'évolution de leur propre situation économique et financière pour les prochaines années, selon un sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest dimanche. (AFP 28.04)

2- Espagne

C'est dans ce climat tendu que le ministre de l'économie, Luis de Guindos, a annoncé une hausse des impôts indirects en 2013. "*Le gouvernement modifiera la structure du système d'imposition en Espagne, avec une réduction des charges sur le travail et une augmentation des impôts sur la consommation*", a-t-il expliqué. Objectif : économiser 8 milliards d'euros et respecter l'objectif de déficit de 3 % du PIB en 2013 (contre 8,5 % en 2011).

Le gouvernement n'a pas précisé s'il augmenterait la TVA, actuellement de 18 %, ou bien les impôts sur le tabac, l'alcool et l'essence, ou la totalité des impôts sur la consommation, ce qui semble le plus probable étant donné l'ampleur des économies prévues.

Le projet, qui s'oriente vers une TVA sociale, est une "*recommandation*" du Fonds monétaire international (FMI), a précisé M. de Guindos, qui s'était opposé jusque-là à toute hausse de la TVA. "*L'augmentation des impôts indirects dans un contexte de récession accélère la chute de l'économie, raison pour laquelle elle ne sera appliquée qu'en 2013*", a-t-il précisé.

La TVA sociale n'est pas non plus accueillie avec enthousiasme par les économistes. "*C'est une bonne mesure qui permettra au pays de regagner de la compétitivité, estime Pierre-Olivier Beffy, chez Exane BNP Paribas à Londres, mais cela ne résoudra pas tout.*" (lemonde.fr 28.04)

Grande-Bretagne

Les personnes les plus riches de Grande-Bretagne ont vu leurs fortunes s'accroître l'an dernier et atteindre des niveaux record, selon la liste annuelle des grandes fortunes que publie le Sunday Times.

La fortune cumulée des mille personnes les plus riches a augmenté ainsi de près de 5%, atteignant 414 milliards de livres sterling (508 milliards d'euros), soit le plus haut niveau en 24 ans de listes annuelles, précise le Sunday Times.

Soixante-dix-sept des personnes figurant dans le club très fermé des plus grandes fortunes sont des milliardaires, soit deux de plus que lors du précédent record en la matière, en 2008.

Lakshmi Mittal, magnat d'origine indienne de la sidérurgie, conserve sa place d'homme le plus riche de Grande-Bretagne, bien qu'il ait perdu près d'un quart de sa fortune au cours de l'année dernière en raison de la chute de l'action ArcelorMittal, premier groupe mondial de l'acier. (Reuters 28.04)

Commentaire d'internautes.

1- "*Et la GB rentre en récession ! Cherchez l'erreur !*"

2- "*Et pendant ce temps leur pays se plante économiquement... Cherchez l'erreur ! Ces gens ne créent pas de la richesse nationale, ils créent juste leur propre richesse. Ce sont des parasites économiques.*"

Question pourquoi les partis ouvriers n'expliquent-ils pas cela simplement aux travailleurs ? Un tract reprenant ce genre d'infos devrait être distribué à des millions d'exempliares dans tout le pays, les travailleurs ne sont pas idiots, ils comprendraient au quart de tour qu'on se fout d'eux.

Permettez-moi de vous dire, qu'à côté messieurs ou camarades, vos tracts ne valent pas un pied de lapin, que dalle, inaudibles, archinuls ! Ils les rédigent pour se faire plaisir en s'imaginant que les travailleurs ont leur niveau politique.

Haut de page

Le 30 avril

CAUSERIE

Le chômage, la précarité et la pauvreté (salaires), trois thèmes sur lesquels le combat devrait être mené en les reliant à l'illégitimité des institutions et du capitalisme posant la question de la nécessité d'un Etat ouvrier, d'un gouvernement des seuls partis ouvriers reprenant à leur compte l'ensemble des revendications sociales des travailleurs, le combat pour le socialisme.

Pourquoi faire référence au socialisme ? Parce que sans théorie pour armer et orienter la mobilisation des masses, c'est laisser le champ libre à toutes les formes d'opportunisme et s'interdire de vaincre à l'arrivée.

On se lasse à répéter sans cesse les mêmes choses. Je vous mets en ligne quelques documents que j'ai trouvés sur Internet sur les grèves et les mouvements sociaux en France depuis les années 70, parfois avant. Pour interpréter correctement les données qu'ils renferment, il faut notamment tenir compte des intérêts spécifiques des appareils du PS et du PCFainsi que des syndicats, de la période de cohabitation entre 86 et 88.

Ces données montrent clairement que le nombre de millions de journées non-travaillées dans le privé, formule employée par le ministère du Travail, a diminué après le 10 mai 81 par rapport à la période allant de 1970 à fin de l'année 1980, pour s'effondrer devrait-on dire dès 1981 à l'exception de 1982, année de la mise en oeuvre de la politique de "rigueur" par le gouvernement Mauroy-Delors.

A partir de 1985, le nombre de journées de grève retombera au niveau ou même en-dessous de celui du début des années 60, à l'exception de 1963 et la grève des mineurs, pour finalement s'effondrer de moitié par rapport à cette période (années 60). Si l'on ajoute que le nombre d'actifs à considérablement augmenté depuis le début des années 60, ce n'est pas par deux, mais par quatre qu'il faut diviser le nombre de grève à partir de 1990. Consultez le tableau intitulé Mouvement social en France pour le vérifier vous-même. Les chiffres ne sont pas disponibles pour la fonction publique avant 1986. Ils montrent que de 1986, en dehors de quelques pics, que ce soit sous Mitterrand ou sous Chirac, le nombre de journées de grève a été sensiblement le même.

Voilà pour la théorie foireuse qui consisterait à vouloir nous faire croire que l'élection de Hollande stimulerait la lutte de classe du prolétariat, et qu'accompagnent leurs auteurs d'un appel pathétique à voter Hollande.

Faire croire que l'élection de Hollande pourrait stimuler la lutte de classe est une contrevérité, une vue de l'esprit qui ne repose sur aucun exemple dans le passé dans un contexte similaire ou comparable, c'est d'ailleurs plutôt le contraire qui s'est produit chaque fois.

On nous dit que si Sarkozy était élu, la classe ouvrière serait abattue, etc. Les faits, rien que les faits.

Or, c'est dans l'Espagne de Mariano Rajoy occupant les mêmes responsabilités que Sarkozy et issu du Parti populaire, l'équivalent de l'UMP, que deux millions de travailleurs sont descendus dans la rue et 10 millions ont observé une grève de 24h le 29 mars dernier. En Italie, sous Berlusconi, puis sous Monti, d'importantes manifestations ont eu lieu, idem au Portugal ou en Grèce, Cameron en Grande-Bretagne a dû faire face récemment à une des plus importantes mobilisations depuis des décennies, or dans tous ces pays ce sont des gouvernements de droite qui sont aux commandes. Donc cet argument est contredit par les faits.

En réalité, en France, les plus grandes grèves ou les plus importants mouvements sociaux ont eu lieu sous des gouvernements de droite depuis 1958.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les masses se reconnaissent dans les partis qu'elles enverraient à l'Assemblée nationale et le président qu'elles porteraient au pouvoir, or ce n'est pas du tout le cas. Ce fut le cas en 1936, d'où les grèves de masse qui éclatèrent dans la foulée du Front populaire. Etions-nous dans cette situation en 1981, en 1988, le sommes-nous en 2012, de toute évidence non, ils n'existent plus de partis ouvriers de masse.

L'attitude des masses est tout à fait compréhensible et logique, elles estiment que puisque des partis censés représenter leurs intérêts sont au pouvoir, elles n'ont pas besoin de se mobiliser pour qu'ils soient satisfaits, et s'ils ne le sont pas, c'est que cela n'est pas possible pour une raison qui leur échappe. Pourquoi ? Parce qu'elles sont subordonnées au capitalisme ou ne comprennent pas le fonctionnement de la société, des institutions.

En 1936, les travailleurs considéraient encore le PC et le PS comme des partis ouvriers, donc ils se mobilisèrent pour qu'ils puissent appliquer le programme sur lequel ils avaient été portés au pouvoir. Depuis la fin des années 50, la majorité des travailleurs a cessé de prêter à ces partis l'intention ou l'objectif de changer la société, pour ne plus en attendre que des améliorations à la marge de leur condition dans le meilleur des cas, la préservation de leur acquis dans le pire des cas, dans le cadre du capitalisme et non plus dans la perspective du socialisme. Ce qui en passant renvoie la théorie de "*l'imminence de la révolution*" de Lambert et Gluckstein (OCI-POI) au rang de pure fabulation.

Voilà ce que ceux qui nous sortent ces balivernes ne veulent pas admettre. Pourquoi ? Parce qu'ils prêtent à la classe ouvrière un niveau de conscience politique qui n'est pas le sien, quelque part ils prennent leurs désirs pour la réalité, ce qui par ailleurs se retrouve en permanence dans leur discours insaisissable par les masses.

Ils démontrent par là aussi qu'ils prennent les problèmes à l'envers ou privilégient un facteur subjectif, qui finalement ne joue qu'un rôle secondaire, à côté des conditions objectives qui sont le facteur déterminant les poussant à passer à l'action.

Il faut se mettre à la place des travailleurs, se demander comment ils perçoivent les choses. C'est pourtant facile. Si le président qui se dit de gauche, que l'on dit de gauche, c'est ce qu'ils entendent tous les jours raconté par les médias, s'il fait cette politique (droitière), c'est qu'il n'est pas possible de faire autrement ou il y a quelque chose qu'on ne comprend pas, ce serait sans doute pire avec un président de droite donc prenons notre mal en patience, laissons-lui un peu de temps, on verra par la suite à se reposer toutes ces questions...

Alors pourquoi des partis ou des formations politiques avancent-ils cet argument qui est balayé dès lors qu'on analyse de quelle manière les masses interprètent la situation ?

Voter PS (ou PCF) , adressez-vous à leurs élus, front unique de ces partis, gouvernement de ces partis, cette orientation politique va de pair avec la caractérisation qu'ils en font, à savoir que le PS serait encore un parti issu de la classe ouvrière, un parti ouvrier, traitre, certes, mais tout de même un parti ouvrier, ils n'en démordent pas depuis 70 ans ou plus !

Comment ne pas constater et comprendre que cela ne correspond pas à la réalité, mais à l'idée erronée que s'en font les masses, même si elles ont perdu l'essentiel de leurs illusions dans le PS (et le PCF), attitude qui ne peut que les conforter, les encourager à reproduire sans cesse la même erreur qui les conduit finalement dans une impasse politique.

La vie serait plus douce sous un gouvernement de gauche que sous un gouvernement de droite, on pourrait s'en accommoder plus facilement, lui soutirer quelques miettes supplémentaires sans même avoir besoin que la classe se mobilise, le pendant de sa gestion de la société pour le compte des capitalistes, certaines couches d'exploités s'en tireraient mieux que les autres et on ferait avec à défaut de mieux, en attendant des jours meilleurs qui n'arriveront finalement jamais. Comment ne pas voir que la plupart des mobilisations du secteur public ont lieu sur fond de corporatisme, totalement déconnectées du sort des travailleurs du secteur privé qui rassemble 75% des salariés du pays, que leur orientation politique est bourgeoise ou s'inscrit dans le cadre de la préservation de l'Etat des capitalistes, leur patron.

Hollande a commencé sa campagne en cageolant les enseignants, en leur promettant la création de 60 000 postes, est-ce vraiment un hasard, certainement pas, il s'appuie sur eux (notamment) pour assurer la stabilité du régime. Et ceux qui appellent à voter Hollande ou qui s'adressent aux élus du PS, à ses dirigeants, qui entonnent le ronron du front unique sont justement des enseignants à la tête de partis ou de formations politiques (Gluckstein, Arthaud, Mélenchon, hier Bensaïd, etc.), pure coïncidence sans doute aussi.

Au sein de l'Assemblée nationale, après les cadres du public ou fonctionnaires territoriaux ou d'Etat, les enseignants forment le groupe parlementaire le plus important avec 86 députés, tiens donc, pure coïncidence également. (source : www.assemblee-nationale.fr/)

On nous dit aussi que l'école formerait des hommes et des femmes libres de penser par eux-mêmes, pour un peu, de telle sorte qu'ils pourraient déterminer librement leur destin, avec des profs qui dans 99,99% des cas ignorent que ce sont les rapports sociaux de production qui régissent tous les rapports dans la société, on a de quoi douter de cette affirmation pour le moins farfelue. C'est à peu près le niveau où en est rendu le mouvement ouvrier et son avant-garde.

Pour finir, les enseignants bénéficient du statut le plus avantageux parmi la totalité des travailleurs, encore une pure coïncidence.

Une telle somme de coïncidences doit bien avoir une signification, non ? Attention, on aborde un sujet tabou !

Cela les porterait-il davantage à en faire des révolutionnaires ou plutôt à s'accommoder de la société telle qu'elle est ?

On constatera qu'ils adhèrent et votent majoritairement PS, donc de là à penser que la stratégie et la conception de la lutte de classe des partis dits de gauche sont conçues ou modelées à leur image et à leur usage, jusque dans la syntaxe de leurs discours, disons qu'il y a de fortes présomptions en faveur de cette hypothèse.

On se dit que cela n'a pas vraiment un rapport avec le marxisme, mais plutôt avec le réformisme, ce qui expliquerait en partie qu'on ne soit jamais parvenu à construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Mélenchon a voulu jouer au pédagogue, et il n'a fait qu'aligner des clichés dont certains étaient particulièrement indigestes ou pire encore. Dans le site du POI, Gluckstein répond à une question qu'il a lui-même formulée en une minute et vingt quatre secondes à l'écran. Ils sont fortiches quand même ! Quant à Arthaud, elle vit carrément sur une autre planète !

Je ne crache pas sur les enseignants, je l'ai été brièvement et je regrette de ne pas avoir obtenu un poste à temps complet et permanent, ma fille est institutrice et il y a d'autres profs qui se connectent régulièrement sur le site, ils comprennent parfaitement que je n'ai aucun intérêt à m'en prendre à cette couche de la classe ouvrière et que ce n'est pas mon propos.

J'essaie de comprendre et je pense à voix haute, cela m'aide aussi à détecter et corriger certaines erreurs que je n'aurais peut-être pas vues autrement.

Durant cette expérience, je me suis fait deux potes, deux profs de français et de maths, par contre j'ai eu des relations déplorables avec des représentants de syndicats, enseigner sans le CAPES, c'était une hérésie, j'étais un paria, une erreur quoi, sans le sacro-saint diplôme tu es forcément inférieur, tu n'a même pas droit à la parole, c'est marrant j'ai l'impression que c'est ce que pensent justement les patrons qui voudraient bien se passer de diplômes pour abaisser le coût du travail, je suis pour la défense de tous les diplômes, mais contre l'exclusive sachant qu'elle s'appliquerait avec parcimonie, dans le sens que n'importe qui ne peut pas postuler au poste d'enseignant, donc il n'y aurait aucun danger à ce que des non diplômés puisse accéder en masse à certains postes du moment qu'ils possèdent les qualités requises pour exercer une fonction.

En suivant à 42 ans un cursus universitaire (sciences du langage), j'ai pu me rendre compte à quel point il formatait les esprits dans une direction bien déterminée, en vous forçant à adopter un point de vue. Comment ? En intégrant certains éléments dans ce qui était supposé indispensable à votre réflexion ou formation, de telle sorte qu'il ne reste plus qu'une pensée unique à l'arrivée.

Cela va très très loin, en linguistique par exemple, cela va jusqu'à intégrer, légitimer des facteurs de dislocation de la langue en faisant pour ainsi dire l'apologie du langage déstructuré (syntaxe) ou anarchiques (sémantique) des jeunes ou tout du moins en le traitant de telle sorte qu'il est mis sur le même pied d'égalité que le langage que j'emploie ici ou les trois niveaux de langue reconnus ou habituellement employés par l'ensemble de la population.

On vous oblige à étudier ce verbiage compréhensible uniquement par leurs locuteurs, mieux encore si je puis dire, il fait l'objet d'une épreuve de la licence ! Je n'ai pas pu m'y résoudre, j'ai refusé d'entrer dans cette logique et au moment de passer la licence, par ironie du sort ou par manque de bol, la première épreuve qui m'était soumise portait justement sur ce sujet, je me suis levé et je suis parti ! Cela dit, j'ai suivi ensuite les cours préparant à la maîtrise en auditeur libre, en n'étudiant que les matières qui présentaient pour moi un intérêt.

Lorsque j'ai enseigné au lycée français de Pondichéry, je me suis agrippé avec des profs qui considéraient sans aucun esprit critique les textes que les éditeurs avaient inclus dans les manuels de français, s'ils y figuraient, c'est qu'ils avaient une bonne raison d'y figurer, point barre.

Dans une autre causerie, j'avais relaté une autre expérience, toujours dans le même établissement, où des élèves devaient passer un contrôle sur la "*guerre froide*". Nous étions en cours de français, en 10 ou 15 minutes je leur ai fait un cours d'histoire en mettant au coeur de la situation d'après-guerre la lutte de classe internationale. Ils devaient traiter cette question et ils ignoraient jusqu'à l'existence des accords de Yalta et Potsdam, notamment, je me suis demandé (à voix basse) ce que leur enseignant avait bien pu leur raconter comme salades, j'étais stupéfait par ce constat. Que leur prof d'histoire n'ait pas été marxiste, c'est une chose, mais qu'il occulte ou qu'il ignore des faits qui ont scellé le sort de la planète pour ainsi dire, le nouveau partage du monde à l'issue de cette guerre pour de longues années, c'était intolérable, car finalement cela revenait à interdire à ces élèves de se poser des questions sur les véritables intentions ou rapports entre Staline, Churchill et Roosevelt, il devait adopter la version officielle.

Des hommes et des femmes libres de penser par eux-mêmes quand on leur inocule l'idéologie dominante ? Grotesque, quelle ignorance !

A tout considérer, c'est encore l'ignorance qui est la faculté la plus répandue dans la société, y compris à la direction des partis et des formations ouvrières.

Je n'ai pas voté le 22 avril et je n'irai pas voté le 6 mai, sinon à quoi bon soutenir qu'il n'y a rien à attendre des institutions de la Ve République ?

Les appels à voter Hollande répondent à des préoccupations qui n'ont rien à voir avec les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ils servent juste à défendre des intérêts d'appareils ou de micro-appareils ou corporatistes, à justifier une ligne politique ou une stratégie qui jusqu'à preuve du contraire nous a mené sans cesse dans une impasse politique, à la situation actuelle, ne me demandez pas les cautionner. Dans ces conditions, on ne voit pas très bien comment le parti révolutionnaire que nous devons construire impérativement pourrait être issu des partis ou des groupes politiques qui existent aujourd'hui, c'est un nouveau parti (communiste) qu'il nous faut construire.

Si Hollande est élu, il sera à l'ordre du jour de camoufler la subordination des masses au capitalisme et aux institutions, et si Sarkozy était élu, ce serait déjà beaucoup plus difficile de continuer de l'ignorer. Nos braves anticapitalistes ou révolutionnaires ont démontré malgré les terribles coups portés à la classe ouvrière au cours des cinq dernière années qu'ils étaient incapables de s'entendre entre eux pour combattre la politique ultra réactionnaire de Sarkozy, on en déduit donc logiquement qu'ils ont l'esprit ailleurs.

J'arrête-là, je dois m'occuper de mes affaires que je néglige.

Bruit de campagne

Il y a le socialisme, le communisme, le règne de la liberté !

"*Sans frontière, il n'y a pas de nation, pas d'Etat, pas de République, pas de civilisation*", a dit Sarkozy en meeting à Toulouse. (AFP 29.04)

INFOS EN BREF

Social

Espagne

Sous le mot d'ordre "*on ne joue pas avec l'éducation et la santé*", des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Madrid et dans plusieurs villes d'Espagne contre les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement qui visent ces domaines très sensibles.

"*C'est criminel de couper dans la santé*" et "NON", pouvait-on lire sur les pancartes brandies par les manifestants sous la pluie.

En tout, des manifestations étaient organisées dans 55 villes d'Espagne par une "*plateforme sociale de défense de l'Etat providence et des services publics*", qu'ont rejoint les deux principaux syndicats espagnols, CCOO et UGT.

A Madrid, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé, selon les journalistes sur place, 40.000 selon les syndicats.

En Andalousie, la plus grande région au sud de l'Espagne, les syndicats ont recensé 30.000 manifestants, la police réduisant ce chiffre à 11.500.

A Valence, le cortège a rassemblé entre 15.000 et 40.000 personnes, selon différentes estimations syndicales.

A Barcelone, seuls 700 manifestants se sont rassemblés, d'après la police, 4.000 selon les syndicats.

Certains participants aux manifestations de dimanche n'ont pas caché leur déception face au faible nombre de personnes venues soutenir leur mouvement, avançant en guise d'explication la pluie et la lassitude face à la durée de la crise.

"*Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas les décisions adoptées*", a reconnu dimanche le chef du gouvernement, Mariano Rajoy.

"*Mais le problème, c'est la crise, le chômage, la récession, le désordre dans les comptes publics, il faut opérer des changements structurels*", s'est-il justifié, affirmant que son gouvernement continuera à adopter des réformes "*très importantes*", "*chaque vendredi*" lors du Conseil des ministres. (AFP 29.04)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai

CAUSERIE

Les causeries et infos en bref d'avril sont disponibles au format pdf, 177 pages. Les articles de presse également, 30 articles sur 44 pages + liens vers chaque article.

N'ayant pas le temps de rédiger quelques lignes sur le 1er mai, j'ai mis plusieurs articles relatif au 1er mai dans la rubrique *Défense du marxisme* étendue à la défense du mouvement ouvrier internationale, à son histoire. La suite demain.

Résister, lutter, vaincre ou périr, le capitalisme appartient au passé, le futur nous appartient, le socialisme vaincra ! Vive la lutte de classe du prolétariat international, en avant vers le socialisme !

Bonne manif à tous !

(Suite le 1er mai au matin.)

Je suis harcelé par Fesse bouc qui me laisse des messages dans ma boîte aux lettres, dans le genre : "*vous avez des notifications en attente*", alors que je n'ai rien demandé à personne ! Fesse bouc peut valoir 100 milliards de dollars, c'est pas cher payé pour la première agence de renseignement internationale ! Notez que ce n'est pas faire preuve de paranoïa, puisqu'ils savent où me loger.

J'ai reçu le témoignage de deux travailleuses inorganisées qui ont participé au meeting de Mélenchon à Toulouse ainsi que la réunion organisée par le Front de gauche après le 1er tour de la présidentielle, je n'ai pas encore eu le temps d'ouvrir leur fichier word. Nouvelles d'Inde.

Plus de coupures de courant depuis trois jours. J'ai appris ce matin la mise en service de la centrale nucléaire située à quelque 300 kms de chez nous. Une bonne nouvelle. Une mauvaise qui se termine bien, ce matin on a trouvé un cobra dans le jardin, je l'ai aperçu de l'endroit où j'écris ces lignes. Impressionnant, c'était la première fois que j'en voyais un dans son milieu naturel, l'animal n'a pas osé m'affronter et préféré s'enfuir le lâche ! On a fait rentrer le chien par précaution.

Ma belle-mère a dû attendre le 20 avril pour toucher sa retraite, celle de son époux décédé au titre de son combat contre l'Empire britannique (freedom fighter), parce que les caisses des banques d'Etat étaient vides. Il paraît que c'était le cas dans tous les ministères. Explication. L'année comptable et fiscale se terminent fin mars, comme au Japon, du coup il a fallu un certain temps avant que le gouvernement central à Delhi affecte le budget qui avait été adopté à chaque ministère pour régler leurs factures, leurs fonctionnaires et les retraites. L'Inde est un bordel monstre, sa bureaucratie tentaculaire.

Le prix du paquet de cigarettes que je fume (Gold Flake) est passé de 40 à 50 roupies, soit 25% d'augmentation. J'ai fait une entorse à mon régime et je me suis acheté une bouteille de "Port wine", une sorte de Porto indien, la bouteille est passée de 200 à 240 roupies, soit 20% d'augmentation. Le prix de ma moto achetée 45 000 roupies il y a 5 ans était passé à 69 000 roupies en 2011, au mois d'avril 2012 il est passé à 85 000 roupies, près de 100% d'augmentation en 5 ans.

A part cela officiellement l'inflation serait de 6,9% ! Un de mes beaux-frères m'a signalé que tous les biens d'équipement qui jusqu'à présent n'avaient subi que des hausses modérées ou n'avaient pas augmenté, viennent d'augmenter de 5 000 roupies ou plus, le réfrigérateur que j'ai acheté il y a 3 ou 4 ans 13 000 roupies en vaut aujourd'hui 20 000. Donc dorénavant ce sont tous les prix qui sont orientés à la hausse.

A propos du 1er mai.

Le 1er mai Sarkozy , Le Pen et leurs miliciens descendent dans la rue avec le drapeau des Versaillais, honte dans nos rangs à tous ceux qui arborent fièrement la cocarde tricolore, honte à tous ceux qui entonnent leur Marseillaise. A bas la réaction ! A bas la contre-révolution, vive la lutte internationale du prolétariat pour son émancipation du joug du capitalisme, vive le communiste !

Alors que le 1er mai prend cette année une tournure plus politique contre Sarkozy et ce qu'il incarne, FO s'est une nouvelle fois singularisé dans la mauvaise direction, en refusant de manifester avec les autres syndicats, sous prétexte que leurs défilés seraient trop politique à son goût, ainsi, au nom de l'indépendance des syndicats par rapport au partis, FO et le POI jouent la carte de la division et volent au secours de Sarkozy, ce qui ne nous étonne pas vraiment.

Défense du marxisme.

Pour commémorer le 1er mai à notre manière, je vous propose quelques extraits commentés des oeuvres des marxistes.

Marx dans une lettre à Bolte (23-11-1871) :

- « Pour devenir politique, un mouvement doit opposer aux classes dominantes les ouvriers agissant en tant que classe pour les faire céder au moyen d'une pression de l'extérieur. Ainsi l'agitation est purement économique lorsque les ouvriers tentent, par le moyen de grèves, etc., dans une seule usine ou même dans une seule branche d'industrie, d'obtenir des capitalistes privés une réduction du temps de travail ; en revanche, elle est politique lorsqu'ils arrachent de force une loi fixant à huit heures la journée de travail, etc. De tous les mouvements économiques isolés des ouvriers se développe partout un mouvement politique, autrement dit un mouvement de classe, en vue de réaliser ses intérêts sous une forme générale qui ait force de contrainte pour la société entière. Ces mouvements supposent une certaine organisation préalable en même temps qu'ils sont à leur tour un moyen de développer cette organisation. »

Ne pas confondre un mouvement social qui devient politique dès lors qu'il pose une ou des revendications collectives ou concernant l'ensemble de la classe ouvrière et donc le capitalisme dans son ensemble (retraite, Sécu, etc), et des objectifs politiques qui se rapportent à l'Etat, à son fonctionnement, aux rapports entre les classes qu'il incarne, au-delà, à la nature même de l'Etat dont ils peuvent être la négation.

Extrait. L'impérialisme et la scission du socialisme - V. Lénine :

-"Le prolétariat est un produit du capitalisme, du capitalisme mondial et pas seulement européen, pas seulement impérialiste. A l'échelle mondiale, que ce soit cinquante ans plus tôt ou cinquante ans plus tard,- à cette échelle, c'est une question de détail,- il est bien évident que le « prolétariat » « sera » uni, et qu'en son sein la social-démocratie révolutionnaire vaincra « inéluctablement ». Il ne s'agit pas de cela, messieurs les kautskistes, il s'agit du fait que maintenant, dans les pays impérialistes d'Europe, vous rampez à plat ventre devant les opportunistes, qui sont étrangers au prolétariat en tant que classe, qui sont les serviteurs, les agents de la bourgeoisie, les véhicules de son influence ; et s'il ne s'affranchit pas d'eux, le mouvement ouvrier restera un mouvement ouvrier bourgeois. Votre propagande en faveur de l' « unité » avec les opportunistes, avec les Legien et les David, les Plékhanov ou les Tchkhenkéli, les Potressov, etc., revient objectivement à favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier. La victoire de la social-démocratie révolutionnaire à l'échelle mondiale est absolument inévitable, mais elle se poursuit et se poursuivra, elle se fait et se fera uniquement contre vous; elle sera une victoire sur vous.

Les deux tendances, disons même les deux partis dans le mouvement ouvrier contemporain, qui se sont si manifestement séparés dans le monde entier en 1914-1916, ont été observées de près par Engels et Marx en Angleterre pendant plusieurs dizaines d'années, de 1858 à 1892 environ.

Ni Marx, ni Engels n'ont vécu jusqu'à l'époque impérialiste du capitalisme mondial, dont le début ne remonte pas au-delà de 1898-1900. Mais l'Angleterre, dès le milieu du XIX° siècle, avait ceci de particulier qu'au moins deux traits distinctifs fondamentaux

de l'impérialisme s'y trouvaient réunis :

1) d'immenses colonies et

2) des profits de monopoles (en raison de sa situation de monopole sur le marché mondial).

Sous ces deux rapports, l'Angleterre faisait alors exception parmi les pays capitalistes. Et Engels et Marx, analysant cette exception, ont montré, d'une façon parfaitement claire et précise sa liaison avec la victoire (momentanée) de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier anglais.

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait :

« En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoise, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. »

Dans sa lettre à Sorge du 21 septembre 1872, Engels fait savoir que Hales a provoqué au Conseil fédéral de l'Internationale un grand esclandre et a fait voter un blâme à Marx pour avoir dit que « les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus ». Marx écrit à Sorge le 4 août 1874 :

« En ce qui concerne les ouvriers des villes (en Angleterre), il y a lieu de regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. C'eût été le plus sûr moyen de se débarrasser de cette racaille. »

Dans sa lettre à Marx du 11 août 1881, Engels parle des « pires trade-unions anglaises, qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés ». Dans sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882, Engels écrivait :

« Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale. Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des conservateurs et des radicaux libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. »

Le 7 décembre 1889, Engels écrit à Sorge :

« ... Ce qu'il y a de plus répugnant ici (en Angleterre), c'est la « respectabilité » (respectability) bourgeoise, qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers ... même Tom Mann, que je considère comme le meilleur de tous, confie très volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire. Lorsqu'on fait la comparaison avec les Français, on voit ce que c'est que la révolution.»

Dans une lettre du 19 avril 1890 :

« le mouvement (de la classe ouvrière en Angleterre) progresse sous la surface, il gagne des couches de plus en plus larges, et surtout parmi la masse inférieure (souligné par Engels) jusque-là immobile. Le jour n'est pas loin où cette masse se retrouvera elle-même, où elle aura compris que c'est elle, précisément, qui est cette masse colossale en mouvement».

Le 4 mars 1891 :

« l'échec de l'union des dockers qui s'est désagrégée; les « vieilles » trade-unions conservatrices, riches et partant poltronnes, restent seules sur le champ de bataille »...

Le 14 septembre 1891 : au congrès des trade-unions à Newcastle, ont été vaincus les vieux unionistes, adversaires de la journée de huit heures, « et les journaux bourgeois avouent la défaite du parti ouvrier bourgeois » (souligné partout par Engels)...

Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième édition (1892) de La situation des classes laborieuses en Angleterre. Il y traite de « l'aristocratie de la classe ouvrière », de la « minorité privilégiée des ouvriers », qu'il oppose à la « grande masse des ouvriers ». « La petite minorité privilégiée et protégée » de la classe ouvrière bénéficiait seule des « avantages durables » de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868;

« la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée »...

« Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée ... »

Les membres des « nouvelles » unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés,

« ont un avantage inappréciable : leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des « respectables » préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des « vieux unionistes » mieux placés » ... Les « prétendus représentants ouvriers », en Angleterre, sont des gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...

C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste."

Dites-moi, ne retrouvez-vous pas ici ce que je ne cesse de répéter et que mes adversaires ne veulent pas entendre ?

Le "*noeud de la tactique*" (front unique à toutes les sauces), nos dirigeants nous l'ont passé autour du coup, il ne reste plus à nos bourreaux qu'à tirer sur la corde pour nous faire rendre gorge pour un crime que nous n'avons pas commis, sinon d'avoir eu la prétention ou l'audace de vouloir vivre mieux, ce qui est incompatible avec la survie du capitalisme.

Il y a 130, à propos d'un parti comparable au PS, Engels rapportait ce qu'en pensaient les ouvriers : "*ici, point de parti ouvrier*", ce que pensent les travailleurs en France à propos du PS en 2012, ce sont bien les seuls ou presque. Lénine nous invitait à " *étudier* ces *"déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels*", c'est ce que nous faisons ici et qui répugne à tant d'autres.

F. Engels - Lettre à Joseph Bloch - Londres, le 21-22 septembre 1890 - Extrait.

"D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde.
La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure – les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, – les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., – les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré.

Nous faisons notre histoire nous-mêmes, mais, tout d'abord, avec des prémisses et dans des conditions très déterminées. Entre toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques, etc., voire même la tradition qui hante les cerveaux des hommes, jouent également un rôle, bien que non décisif."

Non décisif dans le sens où ce ne sont pas les conditions politiques qui modifient les rapports entre les classes, mais le bouleversement apporté aux rapports de production existant, qui n'est possible que par la modification des conditions politiques, par la modification du rapport entre les classes de dominant à dominé, pour savoir quelle classe détient vraiment le pouvoir, il suffit de se demander quelle classe est dominante au sein des rapports sociaux de production.

Non décisif ne voulait pas dire non indispensable dans la lettre d'Engels. De même Marx et Engels employaient souvent le mot nécessaire pour dire indispensable, ils évoquaient quelque chose qui allait de soi, qu'il s'agisse d'un processus dialectique ou naturel, déterminé ou encore un simple constat, l'évolution de rapports inéluctable.

Sans cette "*superstructure*", la situation économique ne serait pas ce qu'elle est, "*superstructure*" qu'incarne l'idéologie bourgeoise ou capitaliste, du rentier. Les conditions économiques ne peuvent pas se passer de la superstructure pour s'imposer, car il ne s'agit pas de conditions économiques propres à un capitaliste isolé qui voudrait les imposer à ses ouvriers, mais à toute une classe qui doit se soumettre l'ensemble de la classe des exploités à l'échelle d'un pays et du monde. Comme elles couvrent le champ de toute la société, elles donnent en même temps leur forme à ses structures qu'elles a développées et qui lui sont soumises, tout en alimentant la lutte des classes et en s'adaptant au rapport de force entre les classes.

Il en est ainsi lorsque la classe des capitalistes constate qu'elle a un boulevard devant elle ou que la voie est dégagée parce que le prolétariat est divisé et désarmé politiquement, faiblement organisé, elle passe à l'offensive pour profiter des conditions économiques qui lui sont favorables, ce qui se traduit pas une amplification de l'exploitation (productivité, compétitivité, profitabilité, etc.).

Conditions économiques et conditions politiques sont liées. La lutte pour l'abolition du capitalisme est déterminante parce qu'elle situe l'objectif de notre combat politique. Les deux sont indissociables ou devraient l'être. Thibault a appelé à "*battre Sarkozy*", mais il s'est bien gardé d'appeler à abattre le capitalisme, pas question que le pouvoir détenu par la classe des capitalistes passe aux mains de la classe ouvrière.

Pour connaître les véritables intentions d'un parti, s'il est digne de confiance ou non, il suffit de lire dans son programme si l'abolition du capitalisme y figure et d'observer de quelle manière il le traduit sur le plan pratique et politique, s'il se donne ou non les moyens d'avancer vers cet objectif qui passe par le renversement du régime, la liquidation des institutions, de l'Etat capitaliste.

Après toutes ces réflexions, dites-nous ce qu'il faut penser de ceux dont la "*propagande (est) en faveur de l' « unité » avec les opportunistes*", ces " *vendus*", ces "*agents au sein du mouvement ouvrier*", "*cette racaille*", ces "*gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...*", dont la principale fonction est de "*favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste* sous le masque du socialisme pour mieux les tromper ?

Il y en a parmi nous, qui arrivés déjà à un certain âge continuent d'étudier le marxisme, ils ont raison, ils en ont grand besoin. On aurait pu se passer de ces citations, vous savez que j'ai en horreur de m'en servir, c'était juste pour vous montrez d'où je tire mon inspiration et que je ne suis pas le seul à penser ainsi.

Bruit de campagne

Les cautions pourries de l'hystérique du Palais.

Nicolas Sarkozy a annoncé lundi son intention de porter plainte cette semaine contre le site d'informations Mediapart à la suite d'informations, qu'il dément formellement, sur un soutien financier présumé de la Libye de Mouammar Kadhafi lors de sa campagne présidentielle de 2007.

"*Nous déposerons plainte contre Mediapart*", a déclaré le président candidat sur France 2, en dénonçant comme un faux le document publié par le site - une note de 2006 présentée comme émanant des services secrets libyens dans laquelle le régime de Tripoli déclarerait avoir choisi d'appuyer la campagne de Nicolas Sarkozy pour un "*montant de cinquante millions d'euros*".

"*Ce document est un faux grossier (...) tout simplement parce que les deux personnes en Libye censées avoir envoyé ce document et le recevoir l'ont démenti*", a-t-il ajouté en accusant une nouvelle fois Mediapart d'être une "*officine*".

Un des responsables libyens mis en cause, Bachir Saleh, alors directeur de cabinet de Mouammar Kadhafi, a fait savoir dimanche via son avocat qu'il exprimait "*les plus expresses réserves sur l'authenticité de la note publiée par Mediapart*". (Reuters 30.04)

Tout ne se vaut pas. Il y a une morale; ceux qui mentent, ceux qui font défaut doivent être condamnés par la justice", a dit Sarkozy. "*Le Canard, on lui a coupé la tête. C'était un document faux. Mediapart est une officine, (Edwy) Plenel (directeur du site Mediapart) c'est le bidonnage à chaque fois, ce document est un faux grossier*", a répété le président sur France 2. (lexpress.fr 30.04)

Lui qui ment comme il respire, il ne perd rien pour attendre pour être présenté devant la justice et passer quelque temps à l'ombre

Normal, tandis que Bachir Saleh est recherché par Interpol, il vit tranquillement en France protégé par Sarkozy, il ne va pas cracher dans la soupe au risque de se faire expulser en Libye, les milices l'égorgeraient comme un chien !

Quant au second protagoniste de cett affaire, Moussa Koussa, ex-chef des services de renseignements extérieurs de la Libye, il coule des jours paisibles à Doha, le quartier général de la contre-révolution qui finance les mercenaires agissant en Syrie pour déstabiliser le régime après avoir oeuvré en Libye à la chute de Kadhafi au côté de la coalition impérialiste américano-franco-britannique. Ce n'est pas lui qui va contredire ses mentors, on ne donnerait pas cher de sa peau.

Par ailleurs et peut-être en relation avec cette affaire, on a appris par l'AFP que : Choukri Ghanem, qui avait été le chef du gouvernement de 2003 à 2006 et ministre du pétrole, ainsi que président de la société d'état pétrolière, de 2006 à 2011, qui avait rompu avec le dictateur en mai 2011 et s'était installé à Vienne a été retrouvé noyé, alors que la police a évoqué un contact du ministre avec un journaliste étranger.

Les autorités autrichiennes ont écarté, à priori, une intervention extérieure: "*La cause de la mort est une noyade. Il n'y a pas d'éléments (indiquant) une responsabilité extérieure à ce moment*" de l'enquête, a expliqué Roman Hahslinger, porte-parole de la police de Vienne. (AFP 30.04)

Sans doute l'oeuvre de l''internationale des barbouzes, CIA, MI6, DCRI, Mossad et Cie.

Une maladresse condamnée par le patronat.

À la veille du rassemblement prévu par Nicolas Sarkozy le 1er-Mai, François Chérèque a estimé lundi, dans un entretien à Libération, que le discours du président de la République sur le travail était devenu "*insupportable*" et que la confiance entre l'Elysée et les syndicats serait difficile à restaurer s'il était réélu.

Nicolas Sarkozy organise mardi, lors de la journée du travail marquée traditionnellement par des défilés des organisations syndicales, un grand rassemblement place du Trocadéro à Paris.

François Chérèque ne donne toutefois pas de consigne de vote, contrairement à la CGT qui a appelé à "*battre Nicolas Sarkozy*".

D'après lui, "*se retrouver, après le scrutin, face à un élu que l'on aurait appelé à sanctionner dans les urnes, c'est mettre le syndicalisme dans une situation difficile*". Dans le cas inverse, ce serait se placer "*dans une position de soumission par rapport à l'élu que l'on aurait soutenu*." (Le jaune il en connaît un rayon en la matière ! -Ndlr)

François Fillon a dit "*regretter*" lundi les propos de François Chérèque, mais aussi les attaques dont font l'objet les organisations syndicales.

"*Je trouve que François Chérèque devrait se tenir à l'écart de ce débat*", a dit le Premier ministre sur RTL. "*Nous, de notre côté, nous devrions éviter toutes les remarques désagréables à propos des syndicats (...) je n'aime pas qu'on critique les syndicats parce que les syndicats sont nécessaires au fonctionnement de l'économie et du système social français*", a-t-il ajouté. (Reuters 30.04)

Il voulait dire "*les dirigeants syndicaux comme Chérèque, Thibault, Mailly et consorts sont nécessaires au bon fonctionnement de l'économie capitaliste*", foutez-leur la paix.

Qu'est-ce qui inquiète tant Chérèque ?

A propos de l'expression employée par La Talonnette pour sa manifestation au Trocadéro à Paris le 1er mai, la "vraie fête du travail".

"Ce type de discours, qui pousse à la division, est devenu insupportable", dit François Chérèque dans un entretien à Libération. "*Je n'ai pas souvenir d'une telle agressivité vis-à-vis des organisations syndicales, fondée qui plus est sur de faux constats. La confiance sera donc difficile à restaurer*", ajoute-t-il.

D'après lui, "*se retrouver, après le scrutin, face à un élu que l'on aurait appelé à sanctionner dans les urnes, c'est mettre le syndicalisme dans une situation difficile*". Dans le cas inverse, ce serait se placer "*dans une position de soumission par rapport à l'élu que l'on aurait soutenu.*" (Reuters 30.04)

Chérèque table sur la réélection de Sarkozy. Dans ce cas-là il lui serait plus difficile encore de faire admettre à sa base les rapports fraternels qu'il entretenait avec le petit monarque... Sarkozy met en porte-à-faux Chérèque qui du coup est obligé de gauchir son discours, ce qui entre nous doit lui répugner.

Enrichissement personnel, détourenement de fonds publics, escroquerie ?

Le militant écologiste grenoblois Raymond Avrillier, qui a reçu sur injonction de la justice des documents concernant les sondages commandés par la présidence de la République entre 2007 et 2009, a dénoncé des "*irrégularités*" et "*l'ivresse sondagière*" de Nicolas Sarkozy. "*264 sondages pour un montant de 6,35 millions d'euros ont été commandés par la présidence de la République entre juin 2007 et juillet 2009 dont certains ont été clairement utilisés par l'UMP notamment en vue de l'élection présidentielle de 2012*", a annoncé à Grenoble lors d'une conférence de presse Raymond Avrillier, qui assure n'avoir "*obtenu que 134*" de ces documents.

L'écologiste affirme, par ailleurs, ne pas avoir reçu les bons de commandes de sondages "*indirects*" commandés par l'intermédiaire des cabinets d'études Publifact, PubliOpinion et Giacometti lequels n'ont, en outre, jamais été mis en concurrence comme le prévoit la loi, d'après lui. "*Cette surfacturation potentielle par ces intermédiaires soulève la question d'une sortie irrégulière d'argent des caisses de l'Etat*", avance l'ex-élu grenoblois, alors que ces prestations ont été facturées 2,98 millions d'euros au total à Publifact et PubliOpinion et 1,38 million à Giacometti Péron, détaille-t-il.

Après la publication d'un rapport de la Cour des comptes épinglant l'Elysée sur des facturations d'études d'opinion, la cour d'appel de Paris s'était opposée, en novembre 2011, à ce qu'un juge d'instruction enquête sur le contrat, sans mise en concurrence, conclu en 2007 entre l'Elysée et Publifact pour la réalisation de sondages.

Raymond Avrillier a déposé des recours auprès du tribunal administratif de Paris pour que lui soit communiqués les documents manquants, et a formulé également une nouvelle demande pour obtenir les documents des années 2010, 2011 et 2012. (lexpansion.com 30.04)

Rien de plus facile de faire faire des sondages bidons, de les facturer au prix fort, puis de reverser une partie de la facture (commission) à leur commanditaire. J'ai mis un point d'interrogation au titre pour éviter un éventuel procès en diffamation.

On peut absolument tout dire, à condition de s'entourer de quelques précautions d'usage, c'est mieux que de se taire, se soumettre, bref, de se compromettre par notre silence, vous voyez de qui je veux parler...

Il revendique clairement le permis de tuer.

Environ 300 policiers de Seine-Saint-Denis et de départements voisins se sont à nouveau réunis lundi à Bobigny pour réclamer une réforme de la légitime défense, cinq jours après qu'un des leurs a été mis en examen pour homicide volontaire.

Ils sont venus écouter des policiers qui ont été reçus en délégation un peu plus tôt dans la journée à la préfecture. Ce sont les mêmes qui avaient rencontré Nicolas Sarkozy jeudi, au lendemain de la mise en examen de leur collègue.

"*A partir du moment où un individu jette un grenade, braque un policier, il faut que le policier puisse se défendre*", a expliqué Stéphane, un des membres de cette délégation, qui n'a pas souhaité donné son nom.

"*Aujourd'hui, c'est soit on se fait tuer, soit on va en prison. Il faut une alternative*", a renchéri un de ses collègues, Mickaël.

Les policiers de la délégation, "*ni politisés, ni syndicalistes*", ont appelé leurs collègues à ne plus faire de rassemblement et à laisser le groupe travailler.

"*On a montré qu'on était capables de se mobiliser sans les syndicats*", qui ont été très critiqués dans ce rassemblement, s'est félicité un policier. (AFP 30.04)

Et quand l'individu en question vous tourne le dos, vous revendiquez le droit de le tuer, de l'assassiner en fait, pourquoi ne pas viser les jambes, les bras ou l'abdomen ?

Réforme, réguler la finance, les marchés : baliverne, un marché de dupes, la preuve.

La réglementation concernant le trading à haute fréquence pousse les investisseurs utilisant cette technique boursière ultra-rapide à se tourner vers des plateformes d'échanges moins régulées, a estimé lundi le directeur général de l'opérateur NYSE Euronext.

"*Je pense qu'ils transfèrent une partie de leurs volumes des marchés régulés vers des marchés moins régulés*", a dit Duncan Niederaurer, lors d'une conférence téléphonique à l'occasion de la publication des résultats trimestriels du groupe boursier.

M. Niederaurer s'exprimait sur le comportement des acteurs du trading à haute fréquence, confrontés à une réglementation qui tente de mieux surveiller cette pratique qui consiste à utiliser des ordinateurs pour acheter et de vendre des titres en Bourse à des vitesses proches de la milliseconde.

Le patron de NYSE Euronext a indiqué que ces investisseurs, souvent des fonds spéculatifs ou des grandes banques, se tournaient vers "*d'autres classes d'actifs et zones géographiques*", que les marchés traditionnels d'actions.

Il a indiqué en outre que cette tendance était alimentée par "*la baisse de la volatilité et des volumes*" sur les marchés boursiers.

Des marchés erratiques, comme lors de l'été 2011 au paroxysme de la crise de la dette en zone euro, favorisent en effet l'intervention des investisseurs les plus spéculatifs, qui utilisent souvent le trading à haute fréquence pour dégager des marges. (AFP 30.04)

Actualité en titres

Mimétisme (1)

- Pécresse: «*Les syndicats et la gauche n'ont pas le monopole de la représentation des travailleurs*» - Public Sénat

Comme la droite et le Medef n'a pas le monopole de la représentation des capitalistes, c'est bien cela n'est-ce pas ? Ceci explique cela.

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

La priorité accordée par l'Union européenne à l'austérité ne doit pas être remise en question même si les moyens de stimuler la croissance sont au coeur des discussions des prochaines semaines, a déclaré lundi le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble.

"*La consolidation budgétaire est non seulement nécessaire mais elle est nécessaire dans un but précis: générer une croissance durable, qui est le meilleur moyen de générer de l'emploi*", a-t-il dit lors d'une conférence de presse commune avec le ministre espagnol de l'Economie, Luis de Guindos.

"*La consolidation économique et budgétaire est la première condition. Si nous parlons aujourd'hui de croissance, il ne faut pas comprendre cela comme un changement de cap. Ce serait une erreur. La priorité (à l'austérité) doit demeurer*", a-t-il ajouté, avant de juger que l'Espagne était sur la bonne voie.

Evoquant l'élection présidentielle française, il a estimé que son résultat ne remettrait pas en question le pacte budgétaire européen. (Reuters 30.04)

2- Italie

Le gouvernement de Mario Monti a adopté lundi soir en Conseil des ministres une série de mesures en vue de réduire les dépenses publiques de façon structurelle en repérant les "*gaspillages*" et afin d'éviter à plus court terme une nouvelle hausse de la TVA.

"*Le montant total de la réduction de la dépense publique est de 4,2 milliards d'euros, un montant qui servira à éviter l'augmentation de la TVA de deux points prévue pour octobre prochain*", a déclaré M. Monti à l'issue du Conseil, qui a duré presque six heures. (AFP 30.04)

Six heures, c'est long, ils ne seraient pas un peu crispé par hasard ?

3- Portugal

Le Portugal, sous assistance financière, a présenté lundi sa stratégie budgétaire pour les quatre prochaines années misant sur une légère reprise dès l'année prochaine alors que les craintes d'un scénario semblable à la Grèce se sont apaisées.

Les prévisions du gouvernement "*assurent la stabilité nécessaire à l'ajustement de l'économie*", souligne le "*document de stratégie budgétaire (2012-2016)*" qui doit être transmis au parlement et remis à la Commission européenne ce lundi.

Le Parti socialiste (PS), principale force d'opposition, s'est d'ores et déjà plaint du délai trop court accordé au parlement pour en prendre connaissance.

"*Le gouvernement a approuvé et envoyé à Bruxelles un document important sans entendre le PS et le parlement*", a fait valoir Joao Ribeiro, porte-parole du PS lors d'une conférence de presse.

Jusqu'à présent, le PS avait accordé au gouvernement de centre-droit du Premier ministre Pedro Passos Coelho un soutien critique à son programme de réformes et de rigueur mis en oeuvre en échange de l'aide de 78 milliards d'euros accordée par l'UE et le FMI en mai 2011, alors que les socialistes étaient au pouvoir.

"*Avec cette attitude, le gouvernement affaiblit le consensus politique national*", a estimé le porte-parole du PS, précisant que son parti "*prendra une position après avoir pris connaissance du document*". (AFP 30.04)

4- Grèce

La Grèce a ouvert dimanche son premier centre de détention spécifiquement conçu pour accueillir les immigrés illégaux, à

une semaine d'élections législatives dont le contrôle de l'immigration est devenu un enjeu central.

Quelque 130.000 clandestins franchissent chaque année les frontières poreuses du pays, la plupart en provenance de Turquie, et les autorités grecques étaient jusqu'à présent contraintes de relâcher la plupart de ceux qui étaient arrêtés faute de lieu où les héberger.

Dimanche, 56 clandestins ont été conduits au centre de détention d'Amygdaleza, à l'ouest d'Athènes, qui peut en accueillir au total un millier, a-t-on appris de source policière.

La Grèce prévoit d'ouvrir une cinquantaine de centres de ce genre d'ici mi-2013. les clandestins seront logés dans des préfabriqués conçus à l'origine pour offrir un abri d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles. (Reuters 30.04)

La Grèce ne sera plus qu'un immense camp ! A l'image de la Palestine occupée.

5- Israël

5.1- Israël a entrepris lundi la construction d'un mur sur un kilomètre de sa frontière avec le Liban, présenté comme indispensable pour assurer la protection de la localité de Metulla.

Une barrière de sécurité court déjà tout le long de la frontière avec le Liban, mais l'armée israélienne a jugé nécessaire de renforcer le dispositif par un mur de ciment de 5 à 7 mètres de haut sur cette petite portion qui sépare Metulla du village libanais de Kila.

"*Il s'agit d'éviter des tirs depuis le territoire libanais vers le territoire israélien. Au cours des dix-huit mois écoulés, il y a eu un certain nombre d'incidents*", a expliqué le colonel Amit Fisher au micro de Radio Israël.

L'armée israélienne précise que ce projet a été conçu en coordination avec les casques bleus de l'Onu, qui surveillent le cessez-le-feu en vigueur depuis la fin de la guerre entre Israël et le Hezbollah libanais, en 2006, et l'armée libanaise.

Israël mène parallèlement la construction d'une barrière de sécurité sur sa frontière sud, avec l'Egypte.

Ces dispositifs rappellent le mur qui court le long de la Cisjordanie, empiétant largement sur le territoire occupé et que la Cour internationale de justice a jugé illégal. (Reuters 30.04)

5.2- La menace iranienne provoque des dissensions en Israël. L'ancien Premier ministre Ehud Olmert vient de joindre sa voix à ceux qui, dans l'Etat hébreu, émettent des doutes sur la virulente campagne de contre l'Iran menée par le Premier ministre Benyamin Netanyahu:"*On n'a aucune raison, pour le moment, de ne pas parler d'un effort militaire,*" at-il déclaré dimanche alors qu'il était interrogé par la chaine israélienne Channel 10, "*mais il n'y a certainement aucune raison d'engager une frappe militaire israélienne.*"

Cette remarque intervient au lendemain de l'intervention de l'ancien patron du Shin Beth, le service de sécurité intérieure israélien, Youval Diskin, qui a accusé le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le ministre de la Défense Ehud Barak de "tromper" les Israéliens sur l'Iran.

"*Je ne pense pas qu'ils soient à un niveau suffisant pour gérer un tel événement (une guerre avec l'Iran) et la mener à bien (...). Je n'ai pas confiance*", a affirmé Youval Diskin lors d'une réunion publique, selon le quotidien Haaretz. "*Ils trompent le pays sur la question de l'Iran. Ils affirment que si Israël agit, l'Iran n'aura pas la bombe nucléaire. C'est trompeur.* "

"*De nombreux experts israéliens affirment qu'une attaque israélienne va en fait accélérer la course au nucléaire de l'Iran*", a ajouté Youval Diskin, qui a dirigé le Shin Beth de 2005 à 2011. "*Je ne crois pas en un leadership qui prend des décisions basées sur des sentiments messianiques*" a ajouté l'ex-dirigeant du Shin Beth.

Meir Dagan, l'ancien chef des services de renseignement israéliens (Mossad) a également adopté un ton très dur contre le Premier ministre en qualifiant d'éventuelles attaques contre l'Iran de "*dangereuse aventure*".

Et la semaine dernière, c'est le chef d'état-major, le général Benny Gantz, qui a confié à Haaretz ne pas croire que le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, "*voudra franchir le pas supplémentaire*" nécessaire pour la production d'armes nucléaires. "*Mais j'admets qu'une telle capacité (nucléaire) dans les mains de fondamentalistes islamiques, qui pourraient à un certain moment se livrer à d'autres calculs, est dangereuse*", a souligné le général.

Selon un haut responsable israélien, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, "*le général Gantz ne fait que répéter tout haut et publiquement ce que les dirigeants militaires, y compris son prédécesseur le général Gaby Ashkenazi, n'ont cessé de dire*

aux politiques ces dernières années".

En mars déjà, le *New York Times* avait indiqué que le service de renseignements israélien, le Mossad, partageait l'analyse américaine sur ce point.

Cette analyse tranche avec le discours du Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui accusait il y a une semaine "*les gens qui refusent de voir la menace iranienne*" de n'avoir "*rien appris de la Shoah*".

A son tour, le ministre de la défense Ehud Barak, de retour de Washington, a assuré lui aussi en fin de semaine dernière que l'Iran n'avait "*pas encore décidé de produire de bombe atomique*". Même Avigdor Lieberman, le très extrémiste ministre des Affaires étrangères, a récemment affirmé à des journalistes israéliens qu'il fallait donner une chance aux sanctions économiques et aux pressions diplomatiques, selon un haut responsable israélien qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat. Avigdor Lieberman, aurait estimé la situation en Egypte plus inquiétante pour Israël que les ambitions nucléaires iraniennes. Désormais, a constaté le responsable israélien, "*le Premier ministre se retrouve un peu isolé sur l'Iran*". (lexpress.fr et AFP 30.04)

Il semblerait que l'Etat sioniste et ses alliés impérialistes aient d'autres chats à fouetter, que leur plan ne se déroule pas comme prévu en Syrie, ce qui les oblige à revoir leur copie sur l'Iran, provisoirement, assurément.

Social

1- France

Deux syndicalistes d'Euro Disney ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Meaux à 1.200 euros d'amende avec sursis pour avoir publié sur leur blog des informations jugées diffamatoires, après le suicide de deux salariés en 2010.

Les prévenus, syndiqués à Force Ouvrière (FO), ont par ailleurs été condamnés à verser solidairement quelque 4.500 euros de dommages et intérêts à Euro Disney et à deux de ses responsables, au titre du préjudice moral, a précisé Me Magali Thorne, l'avocate du groupe.

Les deux syndicalistes avaient écrit sur leur blog, début 2010, que la direction d'Euro Disney, le vice-président des ressources humaines et le directeur de la restauration étaient responsables du décès des deux salariés, mettant en cause les conditions de travail pour le premier et le fait que personne n'ait tendu la main au deuxième.

La première victime, un salarié de 30 ans, travaillait dans un restaurant du groupe et sortait d'une période de dépression. Il avait mis fin à ses jours le 21 février 2010 en faisant irruption sur les voies ferroviaires au passage d'un train dans la gare d'Esbly (Seine-et-Marne).

La deuxième, un chef de cuisine âgé d'une quarantaine d'années et père de 4 enfants, s'était suicidé le 26 mars 2010 à son domicile à l'issue d'un arrêt maladie. Il avait gravé sur un des murs de sa maison un ultime message, expliquant ne pas vouloir "*retourner chez Mickey*".

Lors de sa plaidoirie devant le tribunal, l'avocate d'Euro Disney avait pointé l'absence de "*retenue*" et de "*prudence*" des deux syndicalistes. "*On ne peut pas accuser l'entreprise ni les personnes désignées d'avoir provoqué cela, aucun de nous n'en est responsable*", avait-elle plaidé.

L'avocat des deux prévenus, Me Jacques Renard, avait en revanche mis en cause le groupe, dénonçant des "*conditions de travail infernales*". Les syndicalistes de FO "*ont été un peu incisifs*" mais ils "*ont eu raison de publier cet article car cela correspond à la stricte réalité*", avait-il assuré.

Le substitut du procureur, dans ses réquisitions, s'en était remis à la décision du tribunal. (AFP 30.04)

On espère que leur syndicat fera appel de cette décision inique ou paiera ces dommages et intérêts. Nous soutenons sans réserve ces syndicalistes.

2- Suède

Le géant suédois du meuble Ikea a utilisé des prisonniers politiques en Allemagne de l'Est comme travailleurs forcés dans les années 1970 et 1980, affirme une enquête qui sera diffusée cette semaine à la télévision publique suédoise.

Un reporter de l'émission Uppdrag Granskning a trouvé des documents étayant cette accusation dans les archives de la police secrète de la RDA, la Stasi, selon une bande-annonce de ce programme postée sur le site internet de la télévision publique

sudédoise SVT.

Aucun autre détail n'était disponible sur cette affaire. Le programme sera diffusé mercredi. (AFP 30.04)

N'ont-ils pas martelé que la Suède disposait d'un modèle social exemplaire ?

Economie

Banque

La banque franco-belge en cours de démantèlement Dexia aura sans doute besoin d'être recapitalisée une nouvelle fois, a déclaré le gouverneur de la Banque nationale de Belgique (BNB), cité par la presse belge.

Actuellement tributaire des garanties de financement accordées par la Belgique et la France, l'ancien leader mondial auprès des collectivités locales avait déjà été sauvé de la faillite en 2008 grâce à une première recapitalisation publique.

"*Il y a de fortes chances qu'une recapitalisation soit inévitable*", a déclaré Luc Coene selon un article de l'agence de presse belge Belga.

La banque est incapable de lever de nouveaux capitaux par ses propres moyens et une injection de capital alourdirait encore l'ardoise pour les Etats belges et français en pleine période de restriction budgétaire. La banque a reçu plus de 6 milliards d'euros en 2008.

Dexia a dû être secourue une deuxième seconde fois en octobre 2011 par le biais d'un plan de démantèlement mis à en place par Paris, Bruxelles et le Luxembourg. La Belgique a nationalisé la banque de détail belge et de nombreuses cessions d'actifs ont été lancées mais pas toutes avec succès.

Dexia a accusé une perte nette de 11,6 milliards d'euros en 2011 et attend le feu vert de la Commission européenne pour obtenir une garantie d'Etat pour 90 milliards d'euros de financement.

Bien qu'en forte baisse, la taille du bilan de Dexia est considérée par certains analystes comme systémique en cela qu'un défaut de paiement de la banque aurait des conséquences incalculables sur le système bancaire européen.

"*Quelque 250 milliards d'euros d'actifs restent en portefeuille. Si on les vend maintenant, on perd la moitié de cette valeur*", a expliqué Luc Coene.

Ce dernier a plaidé pour mettre en oeuvre une structure de portage avec des garanties d'Etat pour financer ces obligations jusqu'à leur échéance. (Reuters 30.04)

Haut de page

Le 2 mai

CAUSERIE

A propos du site

2990 visites en avril, 2630 téléchargements

Les 15 fichiers les plus téléchargés :

- tribune/IO195_2.pdf
- archives2010/causeries0312.pdf
- service/texte_poi_230212.pdf
- tribune/IO194_2.pdf
- texte_poi_250412.pdf
- pci306.pdf (à propos du PCI, encêtre du POI-CCI)
- archives2010/archives_presse2010.pdf

- tribune/promethee89.pdf
- tribune/IO196_2.pdf
- tribune/ccit-gb-010512.pdf
- tribune/IO197_2.pdf
- marxisme/ical.pdf (Internationale Communiste après Lénine)
- archives2010/press_04_2012.pdf
- marxisme/revolutionrosalux.pdf
- service/texte_fdg_180312.pdf (sur le Front de gauche)

J'ai ajouté une dizaine d'articles dans le site, dont un rapport (9 pages reformatées) de la Banque mondial qui montre que "*les prix alimentaires mondiaux ont augmenté de 8 % en quatre mois depuis décembre 2011*."

Réflexion sur la situation politique

Inutile de s'attarder sur les déclarations que l'on a pu entendre hier qui relèvent de la gesticulation ou de la provocation.

La tension dans le pays qui est encore montée d'un cran à 5 jours du second tour de la présidentielle annonce l'affrontement direct et violent entre les classes qui ne tardera plus à se produire, qui est inévitable.

La soi-disant gauche et "*gauche de la gauche*" jouent le jeu de la réaction, qui en profite pour ressortir tout son vieux fatras anticommuniste et prétendre parler au nom des travailleurs. Au lieu d'unir les travailleurs contre le capital, les institutions et l'UE, la soi-disant gauche et "*gauche de la gauche*" les divisent en se situant sur le terrain choisi par les ennemis de la classe ouvrière.

La lutte contre l'extrême droite et ses thèmes de prédilection, le racisme et la xénophobie, quand elle n'est pas subordonnée au combat pour abattre le capital dans la perspective du renversement du régime en place, l'établissement d'un gouvernement ouvrier, contribue à diviser les travailleurs plutôt qu'à les rassembler contre leur ennemi de classe. Elle affaiblit la résistance de la classe ouvrière et pave ainsi la voie à la réaction et à la répression, à l'anéantissement du mouvement ouvrier.

Il en va de même du soi-disant combat pour la défense ou pour le rétablissement de la démcratie qui en l'absence de toute perspective révolutionnaire revient à soutenir le régime en place.

Dans la mesure où l'on constate que la situation se cristalise autour d'un axe qui oppose entre elles les deux seules classes indépendantes dans la société, celle des capitalistes et celle des travailleurs, il est normal que les syndicats expriment leur rejet des candidats qui incarnent le capital, tout autre attitude revient à diviser les travailleurs en leur laissant le choix de soutenir le (ou les) candidat officiel du capital.

En rejetant le candidat officiel du capital, les syndicats appellent les travailleurs à se situer sur leur terrain de classe, tandis que ceux qui s'y refusent leur laisse le choix de se situer sur le terrain de classe de leur ennemi. Voilà pour l'avantage que l'on peut tirer de la prise de position de plusieurs dirigeants syndicaux qui ont appelé à "*battre Sarkozy*", alors qu'eux-mêmes sont vendus au régime, ceci n'empêchant pas cela. Contrairement à ceux qui condamnent cette prise de position, Chérèque et Mailly notamment, nous soutenons tout ce qui peut permettre à la classe ouvrière de se situer exclusivement sur son terrain de classe pour la suite de son combat.

En présence de deux candidats incarnant les intérêts du capital, les syndicats auraient dû appeler au boycott du second tour de la présidentiel, mais tel n'a pas été le cas.

En l'absence d'une position des syndicats conforme aux intérêts de la classe ouvrière, dans la situation telle qu'elle vient d'être évoquée, l'appel à "*battre Sarkozy*" sans appeler à voter pour Hollande peut constituer un moindre mal sans se compromettre ou alimenter des illusions dans Hollande, uniquement quand ce mot d'ordre est clairement associé à la nécessité d'abolir le capitalisme et les institutions de la Ve République pour avancer vers le socialisme. Ce n'est évidemment par le cas de Thibault.

Affirmer que le terrain sur lequel se situe l'élection présidentielle n'est pas favorable à la classe ouvrière est un lieu commun, un euphémisme, il est clairement opposé à ses intérêts de classe dans la mesure où seul par sa mobilisation (révolutionnaire) de masse elle pourra obtenir une amélioration durable de sa condition et transformer de façon révolutionnaire la société.

Dans tous les cas de figure, s'en remettre à un Bonaparte ou à un sauveur suprême ne peut que contribuer à désarmer la classe ouvrière, à l'affaiblir politiquement, c'est l'antithèse de la nécessité pour la classe ouvrière de prendre conscience que sans s'organiser et sans se mobiliser pour la défense et la satisfaction de ses acquis sociaux et politiques, son avenir sera gravement compromis ou pire encore.

La question qui est posée, est de savoir comment peut-on aider les travailleurs à utiliser les contradictions qui ressortent de la situation actuelle, de manière à ce qu'ils estiment légitimes leurs besoins ou aspirations et illégitimes ceux des capitalistes, qu'ils

se placent résolument sur leur propre terrain de classe au lieu de se situer sur celui de leur ennemi, par exemple lorsqu'ils prennent en compte la dette de l'Etat ou le discours sur la crise pour ravaler leurs revendications ou accepter l'idée de nouveaux sacrifices comme une fatalité.

L'incapacité des travailleurs à concevoir que leurs besoins sont légitimes et qu'ils doivent se mobiliser pour les imposer, exprime leur subordination au capital, de la même manière que leur participation massive à l'élection présidentielle exprime leur subordination aux institutions de la Ve République. On pourrait ajouter et leur incapacité à trouver les moyens de remédier à cette situation, de briser leurs chaînes, d'oeuvrer à leur émancipation et d'entrevoir le règne de la liberté.

L'élection présidentielle a donné lieu à une vaste opération de manipulation des masses de la part de tous les partis qui y ont participé, au cours de laquelle il était presque impossible aux travailleurs de s'y retrouver, tout a été fait pour qu'il en soit ainsi. Alors que cette élection était appelée dans le cadre de la Constitution bonapartiste et antidémocratique, aucun parti n'a axé sa campagne sur son abolition, y compris le Front de gauche dont la VIe République serait en réalité une copie conforme de la Ve République, ne considérant même pas indispensable de faire disparaître le Sénat par exemple.

Un véritable parti communiste aurait profité de cette occasion pour axer sa campagne sur ce thème qui incarne au plus haut degré le régime qu'il nous faut abattre. Cela lui aurait permis, non pas d'obtenir l'adhésion de larges masses, encore moins d'obtenir un nombre important de voix, mais de proposer une issue politique à l'avant-garde du prolétariat, de recruter sur une ligne politique conforme au socialisme, de construire le parti.

Vous avez tous entendu Poutou (NPA) et Arthaud (LO). Qu'ont-ils dit ? Qu'ils n'attendaient rien de leur participation à cette élection, sinon de présenter leur politique pour renforcer leur parti. Qu'ont-ils dit par là de façon déformée ou limitée, sinon que la priorité du combat de l'avant-garde devait être donnée à la construction du parti, ce que nous ne cessons de marteler en précisant qu'au cours de la période que nous vivons notre politique devait être impérativement subordonnée à cet objectif. Le NPA et LO ne font référence à cet impératif que le temps d'une campagne électorale, autrement dit ils n'ont jamais eu réellement l'intention de construire le parti, ce que dé&montre le fait que le reste du temps ils en oublient jusqu'à l'existence des institutions de la Ve République.

Un parti ouvrier qui n'axe pas sa politique sur les éléments les plus conscients parmi la classe ouvrière, ne peut prétendre incarner les intérêts collectifs de notre classe, encore moins le socialisme. Il ne peut prétendre construire un parti de militants conscients.

De quoi le PG a-t-il le plus peur, des fascistes ou de la révolution ?

En Grèce, au Portugal, en Espagne, en Grande-Bretagne les semblables à Hollande étaient au pouvoir, et ils ont été balayés aux dernières élections législatives pour s'être attaqués aux acquis des travailleurs tout en leur imposant une politique d'austérité, et le PG fait comme s'il l'ignorait après avoir dit qu'il en tenait compte pour l'oublier quelques semaines plus tard. N'avez-vous pas remarqué que Mélenchon passe son temps semaine après semaine, parfois à quelques jours d'intervalle à dire tout et son contraire ?

Les réflexions que j'ai retenues de deux participantes à la réunion du PG qui a eu lieu après le 1er tour de la présidentielle à Toulouse :

- "*La grande majorité des présents affirme qu'il faut voter Hollande car Sarkozy ne peut plus être maintenu si l'on souhaite préserver le peu d'acquis qu'il reste.*"

- "*Il ne faut pas s'imaginer qu'une aggravation des conditions de vie serait forcément favorable à l'extrême gauche. De toutes façons, on ne peut pas prendre le risque d'aggraver la situation en France car c'est déjà quasiment insupportable.*"

- "*Vote utile pour Hollande expliquant des résultats moins bons que ceux annoncés par les sondages car revirement la dernière semaine notamment.* "

Le PG roule ouvertement pour Hollande, ce dernier parce qu'il se refusera à appeler les travailleurs à se mobiliser pour soutenir une politique rompant avec le capital, n'aura pas d'autre alternative que d'appliquer la même politique antisociale que tous les autres gouvernements de l'UE.

Bientôt : les affaires Sarkozy.

Le petit dictateur s'en prend aux journalistes qui s'intéressent de trop près à ses affaires

Le site internet Mediapart se déclare mardi "*stupéfait*" d'être l'objet d'une plainte du parquet pour faux et usage de faux après avoir publié un document présenté comme étayant la thèse d'un financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007 par le régime de Mouammar Kadhafi.

Le parquet de Paris a ouvert lundi une enquête préliminaire de police après avoir été saisi d'une plainte déposée par le chef d'Etat sortant contre deux journalistes et le directeur de publication du site d'informations pour "*faux, usage de faux, recel de faux et publication de fausses nouvelles*".

Cette qualification, préférée à celle de la diffamation, va amener la police à s'intéresser au fond du problème et donc à la véracité éventuelle du document publié samedi par Mediapart, portant ce qui est présenté comme la signature du patron des services secrets libyens de l'époque, Moussa Koussa.

"*Cette démarche exceptionnelle vise à contourner la procédure spéciale prévue par la loi sur la presse*", dit Mediapart dans un communiqué dans lequel il fait part de sa "*stupéfaction*" devant la procédure choisie.

"*Une procédure du chef de diffamation aurait exigé un débat public devant le Tribunal correctionnel ainsi que la production des preuves et des témoins, ce que, manifestement, M. Nicolas Sarkozy ne veut pas*", poursuivent les responsables du site. (Reuters 01.05)

Comment faire disparaître un témoin avant un éventuel procès.

La France est prête à livrer l'ancien chef de cabinet de Mouammar Kadhafi à Interpol s'il y a un mandat d'arrêt en bonne et due forme contre lui et si les autorités libyennes le réclament, a déclaré mardi Nicolas Sarkozy sur RMC.

Le chef de l'Etat, candidat à un second mandat, a confirmé que Bachir Saleh vivait actuellement en France sous son nom et avec sa famille et qu'il faisait l'objet d'un mandat d'Interpol mais sous une autre identité.

Il a précisé que ce proche de Mouammar Kadhafi avait été accueilli en France "*en plein accord*" avec le nouveau président libyen, Moustafa Abdeljalil.

"*Bachir Saleh est en France sous son identité et la décision pour lui d'être en France a été prise après consultation des autorités libyennes, parce que sa famille était en France*", a expliqué le président français. "*Nous travaillons main dans la main avec les autorités libyennes. Si M. Saleh est recherché par Interpol, il sera livré à Interpol.*" (Reuters 01.05)

Représaille.

Une journaliste de Mediapart a porté plainte pour avoir été agressée mardi par des sympathisants de l'UMP lors du meeting du 1er mai du président-candidat Nicolas Sarkozy au Trocadéro à Paris, a annoncé le directeur du site d'information, Edwy Plenel, sur son blog.

La journaliste de 29 ans raconte également que le badge, attaché à un cordon passé autour de son cou, lui a été arraché par un homme puis jeté à terre, et qu'elle a été «*secouée*», sans être blessée, lorsqu'elle a traversé la foule pour tenter de quitter les lieux. Sur son blog, Edwy Plenel reproduit la première page du procès verbal de sa déposition à un commissariat de police du XVIème arrondissement, qui qualifie les infractions de «*violences volontaires légères*». (libération.fr 01.05)

Rappel. La position pro-sioniste de Hollande et du PS.

Extrait d'un article du Réseau Voltaire du 9 janvier 2006.

- Dans la lignée de l'ancien ministre socialiste Jack Lang, qui écrivait dans une tribune du Figaro « *Etre de gauche, soutenir Sharon* » en août 2005, M. Hollande s'est déclaré être plus que satisfait de la politique du Premier ministre israélien et du retrait unilatéral de Gaza, mais opposé à celles du président iranien Ahmadinejad et de son homologue syrien Bachar El-Assad.

Il a également critiqué la politique étrangère de la France et s'est engagé à épurer le ministère français des Affaires étrangères de ses éléments pro-arabes et à empêcher les citoyens pro-arabes d'entrer dans la haute fonction publique.

« *Il y a une tendance qui remonte à loin, ce que l'on appelle la politique arabe de la France et il n'est pas admissible qu'une administration ait une idéologie. Il y a un problème de recrutement au Quai d'Orsay et à l'ENA et ce recrutement devrait être réorganisé* », a-t-il déclaré.

Bruit de campagne

Minute de l'UMP.

Dans un entretien à l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute*, Gérard Longuet, ministre de la défense, appelle les électeurs du Front national à "*ne pas laisser passer François Hollande et ses alliés socialo-communistes*".

"*La gauche n'a jamais eu aucun droit moral à nous imposer quoi que ce soit. Je rappelle qu'il y a chez eux des communistes, qui sont à l'origine de millions de morts et du pacte germano- soviétique qui a débouché sur la tragédie de la Seconde Guerre mondiale. Voilà pour le passé, assène-t-il. Pour le présent, entre la fesse et le fric, entre DSK et Guérini, la gauche n'a de leçon de morale à donner à personne !*"

Cofondateur du groupuscule d'extrême droite Occident dans les années 1960, Gérard Longuet n'écarte pas la possibilité d'un dialogue entre l'UMP et le FN. "*Il y a une différence notable entre Marine Le Pen et son père. Tout le monde sait que je connais bien Jean-Marie Le Pen et il est certain que ce dernier n'a jamais pu résister au plaisir des provocations, explique-t-il. Sa fille ne souffre pas de ce handicap et nous n'aurons pas, avec elle, de 'Durafour crématoire' et autre 'détail'. Tant mieux, car il sera désormais possible de parler de sujets difficiles avec un interlocuteur qui n'est pas bienveillant, mais qui, au moins, n'est pas disqualifié.*" (lemonde.fr 01.05)

C'était semble-t-il à bon escient que je parlais de nazillons à propos de la Droite populaire de l'UMP ou de Sarkozy.

L'idéologie de Le Pen père ne pose pas de problème à ce ministre de Sarkozy, ils la partagent depuis les années 60, ce qui le gêne chez lui, c'est quand il l'expose un peut trop ouvertement à travers ce qu'il nomme des "provocations".

Mélenchon :"***nous ne demandons rien en échange***" de l'appel à voter Hollande (au lendemain du 22 avril). Depuis, oh que la gamelle est bonne!

Le Front de gauche a proposé mardi au Parti socialiste de bâtir un "*bouclier anti-droites*" aux législatives de juin pour éviter des duels fratricides qui risqueraient d'entraîner l'élection de députés du Front national.

"*Le résultat du premier tour de l'élection Présidentielle montre que si la gauche fait le plus haut score cumulé depuis 1988, les votes des droites UMP, Front national et MoDem, restent les plus nombreux*", écrit Martine Billard, co-présidente du Parti de Gauche, dans une lettre adressée à la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry.

Le parti de la "*gauche de la gauche*", propose donc qu'"*en cas de triangulaire impliquant deux candidats de gauche, le plus mal placé se retire au profit du premier. En cas de triangulaire droite-FN-gauche, le candidat de gauche se maintient*".

Pour éviter que les candidats du Front de gauche soient marginalisés en raison du mode de scrutin majoritaire, Martine Billard demande d'anticiper l'instauration de la proportionnelle dans la répartition des candidatures uniques.

En échange, les députés de toute la gauche s'engageraient à ne voter aucune motion de censure proposée par la droite.

"*Certes, nos choix ne nous permettent pas de gouverner ensemble et nous serons candidats sous nos propres couleurs dans l'immense majorité des circonscriptions*", conclut la co-présidente du Front de gauche. "*Mais cela ne doit jamais empêcher de rechercher la plus grande efficacité possible pour battre la droite et l'extrême droite et assurer la juste représentation de chacun.*" (Reuters 01.05)

No comment !

Actualité en titres

En famille ou entre frères (franc-maçons).

- Xavier Bertrand : « *Le dialogue social est un moyen, pas une fin en soi* » - Public Sénat

Sauf pour les dirigeants syndicaux qui sont de fieffés contre-révolutionnaires et l'utilise pour diviser les masses, les empêcher de se mobiliser ou casser leur mobilisation. En attendant il vous est bien utile pour saccager nos droits sociaux.

- FO: «*Nous ne fêtons pas le travail comme Pétain ou Staline*» - Libération.fr

Le Secrétaire général Ile-de-France FO et de l'union départementale FO de Paris, Gabriel Gaudy, a déclaré le 1er mai : «*Nous avons préféré être là (au mur des Fédérés - Ndlr) , plutôt qu'avec ceux qui claironnent être indépendants tout en appelant à voter pour un tel ou défilent avec les partis politiques*». Et d'ajouter : «*Il ne faut pas mélanger les genres. Nous sommes les héritiers des communards. Nous ne fêtons pas le travail comme Pétain ou Staline*.».

Il devait vouloir dire les héritiers de ceux qui ont conduit les communards à la défaite après s'être abstenus de poursuivre la réaction retranchée à Versailles d'où elle allait organiser la contre-offensive qui devait se solder par le massacre de plus de 30 000 communards...

Son allusion à Pétain se rapporte au 1er mai du FN, celle à Staline concerne Thibault qui a appelé à "*battre Sarkozy*", FO qui n'a rien d'un syndicat révolutionnaire (sic !) prend ainsi ouvertement partie pour le maintien du régime en place, conformément à sa nature farouchement anticommuniste et contre-révolutionnaire.

Car ce n'est pas l'indépendance des syndicats que brade sans cesse FO que Gabriel Gaudy voulait défendre, pas plus le stalinien Thibault qu'il visait, sachant aussi bien que nous à quoi s'en tenir à propos de ce dernier tout en en tirant des conclusions diamètralement opposées aux nôtres, mais l'incapacité viscérale de FO, son refus de condamner et de combattre l'ordre établi jusqu'à son renversement. Et quand Mailly se rend aux voeux de bonne année de Sarkozy, c'est parce qu'il est "*républicain*" avait-il affirmé, parce que sa conception de la République est compatible avec celle de Sarkozy. FO vient d'en faire ici une nouvelle fois la démonstration. La même argumentation est développée par le POI.

INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Une démocratie, la preuve.

Les raids américains visant à abattre des activistes à l'étranger sont légaux au regard du droit international, a déclaré lundi le conseiller de Barack Obama pour l'antiterrorisme lors d'une rare justification publique de cette arme controversée. (Reuters 01.05)

Social

France

La peste brune rôde.

Une cinquantaine de voitures de police se sont rassemblées, gyrophares allumés, lundi soir, pendant une heure devant la préfecture de l'Essonne à Evry pour protester contre la mise en examen mercredi dernier d'un policier pour homicide volontaire, a-t-on appris mardi de sources policières.

A Nice, des rassemblements de quelques dizaines de policiers ont lieu chaque soir place Masséna, dans le centre-ville, mais lundi une quinzaine de véhicules de police y ont stationné en plein milieu d'après-midi sous une pluie battante, faisant retentir leurs sirènes. Ils ont ensuite remonté bruyamment l'avenue Jean-Médecin, principale artère commerçante de la ville.

Lundi, des policiers de Seine-Saint-Denis et de départements voisins se sont à nouveau réunis à Bobigny pour réclamer une réforme de la légitime défense. (AFP 01.05)

Haut de page

Le 3 mai

CAUSERIE

Le professeur de littérature allemand, Joseph Voge, déplore : Le pouvoir de décision est aujourd'hui aux mains des "*soviets de la finance*".

Alors abolissons la finance et organisons-nous, formons ce qu'il appelle des soviets ou comités ayant cet objectif comme perspective politique.

Ces intellectuels formatés par l'idéologie dominante critiquent le cours pris par le capitalisme, mais ils demeurent incapables de rompre avec lui, d'entrevoir la société au-delà du capitalisme, car ils dénient le droit et la capacité à la classe ouvrière de gouverner

et de représenter l'intérêt général, du coup ils ne peuvent que finir dans les bras de ceux qu'ils dénoncent par ailleurs.

Contrairement au POI, qui se félicite des prises de position de dirigeants des partis de l'Internationale social-libéral (Allemagne, Portugal) qui ont oeuvré sans cesse depuis près d'un siècle au maintien en place du régime capitaliste, et qui subordonnent la souveraineté des peuples à la souveraineté des Etats capitalistes, autrement dit au maintien du système capitaliste et aux institutions nationalles qui en sont l'expression politique et juridique, nous prenons acte de ces déclarations en déclarant à l'adresse de l'avant-garde du prolétariat combattant pour le socialisme, qu'elle ne doit pas se leurrer sur la signification politique de ces prises de position, que le combat pour la souveraineté du peuple pour reprendre l'expression du POI, pour une véritable démocratie, pour être conforme aux intérêts de classe des exploités doit se situer dans la perspective du renversement du capitalisme et des différents régimes en place par la mobilisation révolutionnaire des masses.

Une nouvelle fois, le POI entonne à l'adresse du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière l'illusion criminelle que la vie serait plus belle si le PS cessait d'être ce qu'il est depuis bientôt un siècle (1914), comme si cela était encore possible, comme s'il pourrait par miracle changer de nature sociale et se placer d'un coup de baguette magique au côté de la révolution socialiste, réécrivant l'histoire avec des "si" à défaut d'être capable de définir une ligne politique indépendante du capitalisme que représente ce parti, tous les partis de l'Internationale jaune.

Le POI écrit (déclaration du bureau national du POI du 28 avril) : "*Le 22 avril, le rejet a été majoritaire. La démocratie exige que ce rejet se traduise en actes. Cette exigence s'adresse à tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie. Elle s'adresse en premier lieu à François Hollande*", le POI prêtant aux travailleurs qui ont voté Hollande des illusions dans ce dernier qu'ils n'ont pas pour justifier sa politique.

Ce ne sont pas les travailleurs qui s'adressent à Hollande, mais le POI, nous, nous n'avons rien à lui dire, rien à lui demander, rien à exiger de lui, ce dernier ayant martelé qu'il continuerait à appliquer la politique de Sarkozy et qu'il ne romprait pas avec l'Union européenne, qu'il se refusait à abolir toutes les lois anti-ouvrières adoptées au cours des dernières décennies, qu'il servirait servilement les intérêts de la classe des capitalistes comme le PS l'avait fait lorsqu'il était au pouvoir en 1936, entre 1945 et 1958, de 1981 à 1995, de 1997 à 2002. Faut-il continuer ?

Nous estimons que Hollande et son futur gouvernement, s'il est élu, seront les représentants des capitalistes, nous leur dénions toute légitimité à représenter les travailleurs ou à parler en leur nom et nous les combattrons en tant que tel. Nous serons en présence d'un gouvernement impérialiste.

Page 16 du n°198 d'*Informations ouvrières*", après avoir évoqué "*le sort même des quatorze millions d'électeurs du PS et du Front de gauche, qui vomissent l'austérité « européenne » et ses traités ?*", Michel Sérac pose une question grotesque "*Or Hollande, répondant au réactionnaire Bayrou, lui jure qu'il « souscrit aux disciplines budgétaires » du traité européen… Est-ce là le mandat populaire ?*", comme si le PS et ses satellites en avaient quelque chose à faire du "*mandat populaire*", ils devraient voyez-vous, et s'ils ne le respectent pas ce n'est pas parce qu'ils y seraient opposés, non, ce serait par pure ignorance ou par manque de volonté de leur part, pour un peu ils se seraient fourvoyés inconsciemment, car foncièrement ils seraient plein de bonnes intentions envers les travailleurs, finalement la politique du POI consiste à aider le PS à ajuster le masque trompeur sous lequel il se présente devant les travailleurs, à entretenir l'illusion qu'il serait un parti ouvrier, il entend l'aider à se remettre dans le droit chemin, pour le POI il n'existe pas d'autre stratégie possible que s'en remettre à ces partis, d'où le front unique qu'il continue à agiter dans leur direction, au niveau le plus élevé, l'Assemblée constituante exprime son orentation politique opportuniste.

Quand l'ex-Premier ministre portugais Mario Suares, qui comme chacun sait à constamment oeuvré au côté de la classe ouvrière, un vrai socialiste quoi, se fend d'une déclaration contre le TSCG, le POI en bave, ils n'en peuvent plus ! Pitoyable !

La campagne du POI contre la ratification du TSCG rencontre un tel echo (les entendre), qu'entre la réunion de son bureau national le 31 mars et celle du 28 avril, soit à peine un mois plus tard, il a abandonné (apparemment) la perspective d'une "*Manifestation nationale dans l'unité la plus large*" au profit d'un objectif beaucoup plus modeste, un"*meeting*" à l'espace Charenton où les militants de ce parti se retrouveront à refaire le monde entre eux. Dure, dure la réalité, n'est-ce pas ?

Extraits commentés du ***Programme de transition*** (1938)

- "*Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. Du point de vue historique, ces deux ressources ne sont cependant que des fictions. La putréfaction du capitalisme continue aussi bien sous le signe du bonnet phrygien en France que sous le signe de la swastika en Allemagne. Seul, le renversement du capitalisme peut ouvrir une issue.*

L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques."

Encore faut-il analyser correctement la situation, les conditions objectives réelles auxquelles sont confrontées les travailleurs,

leurs différentes couches, etc. Au-delà des manoeuvres et des obstacles que les appareils bureaucratiques déploieront pour barrer la route à la mobilisation des masses, c'est la détérioration de leurs conditions de travail et d'existence qui les pousseront à passer à l'action et à balayer ces obstacles. Cependant, elles ne pourront se donner une orientation politique correcte, vaincre, que guidées par un parti révolutionnaire exprimant consciemment les tâches et les objectifs politiques qu'elles devront atteindre. Or ce parti n'existe pas à l'heure actuelle. - "*La tâche stratégique de la prochaine période - période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation - consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat*."

Quel parti aujourd'hui les aide "*à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste*", quel parti aboutit à la conclusion de "*la conquête du pouvoir par le prolétariat*" ? Aucun ne réunit ces conditions.

- "*Il ne s'agit pas du heurt "normal" d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l' "impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste.*"

Ce qui signifie que l'on doit avancer les besoins de la classe sans se soucier de savoir s'ils sont compatibles ou non avec la situation économique actuelle qui est le produit d'une machination de l'aristocratie financières, plutôt que d'une crise classique du capitalisme, qu'ils ont cette fois savamment orchestrée, car au-delà de la concurrence féroce à laquelle se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale, ils continuent d'engranger des profits phénoménaux.

On reviendra plus tard sur cet aspect de la situation. Il serait bon de se demander si nous n'aurions pas intérêt tactiquement à nier cette crise largement fabriquée ou à la présenter d'une autre manière, et dont les capitalistes profitent pour se gaver comme jamais, les revenus mirobolants des dirigeants-actionnaires des grandes entreprises et les profits dégagés par le CAC 40 le prouvent suffisamment.

Machination, complot, je ne sais pas quel terme serait le plus approprié pour décrire devant les travailleurs ce qui se passe dans leur dos, avec la complicité de tous les partis, des syndicats, etc. qui évoquent à tort et à travers cette crise, si bien qu'ils ont réussi à faire en sorte qu'elle soit profondément incrustrée dans la tête des travailleurs qui y croient dur comme fer.

Il faut réfléchir encore à cette question et ne pas se borner à la manière dont se présentent et évoluent les différents facteurs composant la situation en temps de crise habituellement.

Avant-hier, j'ai fourni un élément intéressant sur la situation en Inde, identique à ce qu'on retrouve en Chine et dans d'autres pays, la hausse fulgurante des prix. Qu'est-ce que cela signifie ? Imaginons un travailleur qui a acheté l'année dernière une moto à crédit 69.000 roupies et qui rembourse à sa banque 2.500 roupies par mois. Le prix de cette moto vient de passer à 85.000 roupies, s'il devait l'acheter aujourd'hui, il devrait rembourser 3.100 roupies, soit une hausse de 23%, alors que son salaire n'a pas augmenté, il a augmenté au cours des années précédentes, mais rien ne dit qu'il va augmenter dans les mêmes proportions dans les mois ou années à venir. Ainsi, les banquiers vont reprendre par une main ce qui a été concédé aux travailleurs par une autre main. Comme tous les biens d'équipement, l'immobilier et les loyers ne cese d'augmenter, ils vont devoir s'endetter de plus en plus. Il y a encore 10 ans, ils n'avaient pas accès au crédit, petit-à-petit les banquiers ont assoupli leurs conditions pour qu'un plus grand nombre s'endette. Puis l'ensemble des prix s'est mis à flamber, forçant les travailleurs à accepter n'importe quelle condition de travail pour honorer leurs dettes, alors qu'ils étaient déjà surexploités et connaissaient des conditions de travail épouvantables.

Tout cela ne paraît pas très compréhensible à première vue, sauf si on a à l'esprit qu'avant que le crédit se libéralise, dès que les travailleurs le pouvaient ils économisaient, ils achetaient de l'or sous forme de bijoux, ils achetaient des parcelles de terrain qu'ils revendaient quelques années plus tard en empochant une plus-value importante, idem avec l'or qui leur servait à couvrir les frais afférents à des évènements familiaux, les mariages de leurs enfants principalement. Donc quelque part, ceux qui avaient la possibilité d'économiser s'enrichissaient autrement que par leur travail, dorénavant cela leur sera de plus en plus difficile puisqu'ils seront endettés, leurs économies iront rejoindre les poches des banquiers.

Si à part les miséreux, tous les Indiens possèdent un compte en banque, ils ont conservé l'état d'esprit du paysan qui thésaurise, ils préfèrent acheter des bijoux que de placer leur argent à la banque. Par le biais de l'endettement, leur argent passera davantage par la banque qui en tirera profit. Pourquoi ils achetaient de l'or ? Parce que son prix ne cessait de grimper au fil des ans, c'était un placement sûr et plus rémunérateur que la banque. On assiste ainsi à un changement complet d'état d'esprit, à la modification des rapports que les Indiens entretenaient avec l'économie. La classe dominante est parvenue à leur imposer ce changement en libéralisant le crédit. On se dit que l'Inde est relativement épargnée par la crise, mais de quelle manière, en endettant la population à un niveau inégalé dans le passé. C'est par la généralisation de l'endettement des peuples qu'ils parviennent à

masquer les effets de cette crise mondiale du capitalisme dont on nous parle tant. Mais cela ne marchera qu'un temps, jusqu'au jour où un grand nombre ne pourra plus rembourser leurs emprunts. C'est une manière de retarder l'éclatement de cette crise qui demeure rampante, dont les effets sont masqués pour le moment. L'Etat de son côté a continué de s'endetter, je ne sais pas dans quelle mesure, ce sera un point à traiter une autre fois.

Nous disposons de suffisamment d'éléments pour aider les travailleurs à comprendre le fonctionnement du système capitaliste, comment la dette de l'Etat et la crise se combinent à la fois avec le chômage et les politiques d'austérité et les profits des capitalistes, qu'il n'y a pas de fatalité, que c'est une pure invention de ceux qui détiennent le pouvoir et leurs valets qui leur emboîtent le pas, gouvernements, partis, syndicats, médias, intellectuels, etc.

Par ailleurs, nous continuerons dans les jours qui viennent à reproduire des extraits du *Programme de transition* en rapport avec la situation politique.

7 mai 2012 : demandez le programme.

François Hollande et Nicolas Sarkozy proposent tous deux des programmes de rigueur fondés sur une croissance supérieure aux attentes, avec l'objectif commun de redresser les comptes publics et l'emploi.

Alors que la récession fait dérailler les trajectoires budgétaires de plusieurs pays européens, la pression sur le prochain président sera forte.

"*Aucun des deux candidats n'aura de grandes marges de manoeuvre en raison des contraintes liées à la crise dans la zone euro*", résume Tina Fordham, analyste chez Citi Global Markets.

Comme souvent en France, les deux finalistes s'appuient sur des prévisions de croissance supérieures à celles du FMI, de l'OCDE, de la Commission européenne et des économistes. Des mesures de rigueur additionnelles pourraient dès lors s'imposer.

"*Les deux sont trop optimistes sur la croissance*", estiment les économistes de Crédit Agricole-CIB. "*Les deux programmes manquent d'une stratégie crédible et globale pour doper la compétitivité et la croissance.*"

"*Malgré l'engagement fort des candidats à maîtriser les déficits, nous soulignons l'ampleur historique de l'ajustement qui serait nécessaire*", notent les analystes de Barclays.

"*Les discussions sur un agenda de réformes structurelles (marché du travail, des biens et des services) sont, de façon surprenante, absentes de la campagne de François Hollande*", soulignent les analystes de Barclays. "*Cela étant dit, nous voyons des raisons de croire dans la capacité de François Hollande à mener des réformes : le Parti socialiste a traditionnellement une bonne relation avec les partenaires sociaux et François Hollande est connu pour construire des consensus.*"

Pour Gilles Moec, de Deutsche Bank, "*atteindre son objectif de déficit zéro en 2017 est sous-tendu par des prévisions de croissance ambitieuses dont nous pensons qu'elles ne sont pas crédibles sans des réformes structurelles rapides sur lesquelles les socialistes sont actuellement totalement silencieux*".

"*Dormons encore un peu car le réveil sera dur, très dur*", prévient Laurence Boone, chef économiste Europe chez Bank of America Merrill Lynch dans une chronique publiée sur le site Telos.

"*A court terme l'ajustement budgétaire que le prochain gouvernement aura à mettre en ouvre va affaiblir la croissance - ce pour quoi nous ne sommes pas nécessairement préparés. Et les débats n'ont aucunement porté sur la stratégie de moyen terme*", poursuit-elle. (Reuters 02.05)

La Minute de l'UMP Longuet. Une paille, un détail.

Hollande. Interrogé sur son choix en cas de duel gauche/FN au second tour des législatives, Longuet a lâché : «*Vous imaginez bien que je ne peux pas voter pour la gauche socialo-communiste*» qui «*mène à l'échec*» et qu'il «*combat depuis [ses] plus jeunes années*». (liberation.fr 02.05)

"*Il y a eu un petit échange sur ce sujet*", a déclaré Jean-François Copé en réponse à une question, lors de la réunion hebdomadaire du bureau national de l'UMP, mercredi matin.

Jean-Pierre Raffarin a jugé la déclaration du ministre de la Défense "*regrettable sur le fond et inopportune sur la forme*". (Reuters 02.05)

La vrai nature de l'UMP, de la réaction.

Avant Gérard Longuet, le ministre des Transports et fondateur de la Droite populaire, Thierry Mariani, avait lui aussi accordé une longue interview à l'hebdomadaire, en octobre 2011.

«*Par pitié, pas de remake de 1981 !*», exhorte l'hebdomadaire d'extrême droite dans son dernier éditorial pour appeler à voter Nicolas Sarkozy au second tour après avoir soutenu Marine Le Pen au premier. Il y a quelques semaines, Bruno Larebière, ex-rédacteur en chef de Minute et ancien cadre du Bloc identitaire, avait appelé à soutenir le président sortant, mais dès le 22 avril. (liberation.fr 02.05)

La première affaire (officielle) Sarkozy.

Mediapart a annoncé mercredi avoir déposé plainte auprès du procureur de la République de Paris contre Nicolas Sarkozy et X pour "*dénonciation calomnieuse*".

Mediapart "*maintient l'intégralité de ses informations et estime que l'accusation de faux portée contre lui est une calomnie*", lit-on sur son site. (Reuters 02.05)

La peste brune menace.

Confirmation : un assassinat.

Le gardien de la paix aurait tiré «*hors situation de légitime défense*». C'est ce que déclare le rapport d'enquête qu'a pu se procurer le site internet du Point ce mercredi matin.

D'après de nouveaux éléments, le parquet retient également «*l'existence de tirs volontaires mais incontrôlés*».

Damien S., avait fait feu à quatre reprises sur le multirécidiviste Amine Bentounsi le 21 avril dernier à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Il avait affirmé aux enquêteurs qu'Amine Bentounsi lui faisait face, et avoir agi en état de légitime défense.

La victime est décédée d'une balle dans le dos. Les constatations médico-légales et le rapport du médecin légiste ont révélé «*un tir quasi horizontal d'arrière en avant, quasi perpendiculaire à l'axe du corps*».

Un témoin de 53 ans a déclaré avoir vu un homme qui courait «*à une dizaine de mètres*» derrière Amine Bentounsi. «*Il est arrivé de la même direction, sur le même trottoir... Le fuyard avait quelque chose dans la main. À ce moment-là, j'ai entendu une première détonation, suivie d'autres*.» Le policier aurait tiré sur le multirécidiviste pendant qu'il le poursuivait, ce qui discrédite la thèse selon laquelle Amune Bentounsi aurait brandi une arme de poing face au fonctionnaire.

Le même témoin, dont le véhicule a été touché par l'une des balles, a également déclaré que le policier avait «tiré au jugé», c'est-à-dire sans viser, selon Le Parisien de ce mercredi. (20minutes.fr 02.05)

La peste brune se mobilise.

Une centaine de policiers en civil se sont ainsi retrouvés mercredi devant la préfecture de Nanterre pour protester contre la mise en examen le 25 avril pour "*homicide volontaire*" d'un policier qui avait tué quatre jours plus tôt un délinquant en fuite à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis).

Alliance, second syndicat de gardiens de la paix, a appelé mercredi les policiers à une "*journée de mobilisation national/eV" le 11 mai, cinq jours après le second tour de la présidentielle. Son secrétaire général, Jean-Claude Delage, a nié auprès de l'AFP toute "récupération" de la base qui semble échapper aux organisations, ce qui est assez inhabituel dans la police.*

Unité Police SGP-FO, le premier syndicat, a surenchéri, appelant lui aussi à une "journée d'action" distincte d'Alliance, le 10 mai, avec un grand "rassemblement" à Paris. La "situation des policiers doit changer" car la colère policière née après la mise en examen de ce policier "ne s'éteindra pas le 6 mai", a-t-il déclaré.

La fédération CGT de la police considère également dans un communiqué qu'une "*évolution des textes de lois est nécessaire*", jugeant aberrant "*d'attendre d'avoir une arme braquée sur soi pour être en état de légitime défense*". (Le Monde.fr 02.05)

Ils ouvrent les frontières (Schengen)... puis intensifient la chasse à l'homme.

- Claude Guéant table sur 40.000 expulsions de clandestins en 2012 - 20minutes.fr -

Le rapport de cause à effet saute aux yeux, non ? Pas pour tout le monde héals ! Question : à qui cela profite-t-il ?

Avantage de Schengen sur le plan économique pour la classe des capitalistes.

Ils ont supprimé (en partie) les frontières à l'intérieur de l'UE, sachant que cela allait entraîner un afflux de travailleurs des pays les plus pauvres d'Europe vers les pays les plus riches, histoire d'accroître la concurrence entre les travailleurs à l'intérieur même de chaque pays, reproduisant au niveau local la concurrence qui existe à l'échelle mondiale entre tous les travailleurs, avec pour conséquence une pression accrue sur les salaires et les conditions de travail revus à la baisse, et les travailleurs en général, qui dans ce contexte sont conduits à accepter n'importe quel emploi ou à survivre par d'autres moyens, dans la précarité absolue.

Avantage de Schengen sur le plan politique pour la classe des capitalistes.

Utiliser l'étranger comme bouc émissaire des malheurs qui s'abattent sur la classe ouvrière, le désigner à la vindicte publique, tandis qu'une grande partie de la petite-bourgeoisie le considére comme un parasite qu'il faut éliminer, ce qui se traduit notamment par la montée de l'extrême droite. Voilà qui est fort utile pour faire diversion et diviser les masses exploitées.

L'ouverture des frontières sous un régime socialiste est une mesure progressiste et démocratique, en régime capitaliste, c'est exactement l'inverse. Ceux qui y sont favorables (en régime capitaliste) sans tenir compte de cette distinction sont de dangereux provocateurs, gauchistes ou aventuriers. En fait de combat pour une bonne cause, ils ne font qu'apporter de l'eau au moulin de la réaction.

Actualité en titres

Le record de la honte.

- Guéant annonce 40.000 expulsions si Sarkozy est réélu - AFP

Le président français de la Libye a parlé.

- Le président libyen taxe de faux la note publiée par Mediapart - Reuters

Le gouvernement des jaunes.

- Technicolor mise sur un investisseur, les syndicats en appellent au gouvernement - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Roumanie.

Le Premier ministre roumain Victor Ponta, désigné vendredi par le président Traian Basescu après l'adoption d'une motion de censure au parlement, a formé mardi un gouvernement aux couleurs de l'Union sociale libérale (USL), la coalition de gauche dont il est issu.

La motion de censure votée vendredi par l'USL, composée de sociaux-démocrates, de libéraux et de conservateurs, a scellé l'échec du gouvernement de centre-droit de Mihai Razvan Ungureanu, au pouvoir depuis deux mois, après une vague de protestations contre sa politique d'austérité.

"*C'est un gouvernement spécial conçu pour des temps spéciaux. Son mandat est limité et court jusqu'aux prochaines élections législatives (prévues en novembre)*", a déclaré Victor Ponta lors d'une conférence de presse. (Reuters 02.05)

Social

Italie

Le taux de chômage a atteint un nouveau record en mars en Italie à 9,8% de la population active, se rapprochant ainsi de la

barre symbolique des 10%, alors que le pays s'enfonce dans la récession, selon une estimation provisoire publiée mercredi par l'Istat.

Chez les jeunes de 15-24 ans particulièrement touchés par la crise, le taux de chômage a bondi en mars à 35,9%, ce qui est également un record.

Selon des données corrigées des variations saisonnières, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi s'est élevé à 2,506 millions en mars dans le pays, ce qui représente une hausse de 2,7% sur un mois (+66.000 personnes) et un bond de 23,4% sur un an (+476.000 personnes).

En vue de relancer l'emploi, le gouvernement a adopté fin mars un projet de réforme du marché du travail, inspiré du modèle danois de "*flexi-sécurité*", malgré l'opposition du premier syndicat du pays, la CGIL. (AFP 02.05)

Economie

France

L'activité du secteur manufacturier français a de nouveau ralenti en avril, selon les résultats définitifs de l'enquête Markit auprès des directeurs d'achats publiés mercredi.

"*La faiblesse du secteur manufacturier français persiste en avril, les fabricants signalant une diminution particulièrement inquiétante du volume des nouvelles commandes*", déclare Jack Kennedy, économiste senior chez Markit.

"*Les entreprises interrogées font de nouveau état d'une demande intérieure fragile, mais signalent également la faiblesse des ventes sur les marchés européens. Les replis annuels de l'indice PMI en janvier et en février 2012 laissent présager des données officielles sur la production industrielle française conformes à une nouvelle contraction dans le secteur*", ajoute-t-il. (Reuters 02.05)

Même tendance en Allemagne avec une hausse du chômage.

Haut de page

Le 4 mai

CAUSERIE

Bayrou appelle à voter Hollande, quel dommage que madame Le Pen n'ait pas pris cette initiative ! Cela souligne un peu mieux, situe un peu plus haut, à quel degrè se situent les illusions que nourrissent ceux qui appellent à voter Hollande, dont ils se défendent évidemment.

Cela rappelle 2002, lorsque PCF et NPA avaient appelé à voter Chirac au second tour, alors qu'il était sûr d'être élu contre Le Pen, ils se sont compromis ouvertement avec l'ennemi alors que ce n'était pas nécessaire, histoire de mieux témoigner leur attachement au régime.

De notre côté, nous n'avons pas l'intention de présenter autrement le niveau de conscience politique des travailleurs que ce qu'il est. Pas question de leur prêter des préoccupations qu'ils n'ont pas ou qu'ils estiment secondaires, pas question de leur faire dire ce qu'ils n'ont pas dit parce qu'ils en sont encore incapables, nous prenons les rapports entre les classes qu'ils existent sans chercher à les interpréter autrement, sans les bidouiller pour justifier une ligne politique. Nous partons de la réalité telle qu'elle détreminer la suite de notre combat politique.

Ceux qui appellent à voter Hollande ont déjà enterré les millions de voix qui se sont portées sur Sarkozy, Bayrou et Le Pen, elles n'ont aucune signification au niveau des rapports entre les classes. Demain ils s'emploieront de la même manière à ignorer les rapports qui se sont exprimés dans le vote Hollande s'il est élu, ils seront repartis sur les chapeaux de roue à reprendre leurs désirs pour la réalité.

Mon propos est de dire que si Sarkozy était réélu, c'est qu'il devait l'être, qu'au match des illusions qui se sont portées sur les deux principaux partis dominant les institutions, c'est l'UMP qui l'avait emporté, et l'inverse au cas où Hollande serait élu. Cette analyse n'est possible ou concevable qu'à partir du moment où l'on considère cette élection comme l'expression de la soumission des masses aux institutions de la Ve République que caractérise leur participation massive à cette mascarde. Cela démontre que leur niveau de conscience politique n'a pas évolué d'un pouce au cours des dernières années ou si peu que ce n'est pas

vraiment perceptible. Voilà ce qu'il ne faut surtout pas préciser devant les militants. Nous, nous préférons regarder la réalité en face et leur dire les choses telles qu'elles sont aussi désagréables à entendre qu'elles soient.

On nous rétorquera que l'élection avait été manipulée par les médias et les instituts de sondages. Certes, mais il en va ainsi dans la vie en général où tout est fait pour vous empêcher d'avancer dans la voie que vous vous êtes tracé. Notre capacité à renverser les obstacles qui se dressent sur notre chemin est en grande partie déterminée par la profondeur de notre analyse de la situation et le degré de notre détermination à atteindre un objectif.

C'est donc l'ensemble de ces rapports qu'il faut prendre en compte et analyser et ne pas se contenter de conserver uniquement ceux qui nous intéressent. Ce n'est certainement pas en ignorant certaines questions ou en contournant certains obstacles qu'on parvient à aller de l'avant.

C'est aux masses de chasser Sarkozy qui incarne le plus le capital, comme ce sera aux masses de chasser Hollande et de renverser le régime au cours de leur révolution prolétarienne. Si elles parviennent seules à chasser Sarkozy, ce sera une victoire importante pour la suite de leur combat, une victoire qui leur appartiendra et sur laquelle elles pourront prendre appui, alors que si on leur force la main pour ainsi dire, elles seront en partie dépossées de cette victoire qui ne leur servira à rien. Personne ne peut se substituer à la classe, pas même le parti s'il existait, c'est cela que je voulais préciser, je ne sais pas si je me suis exprimé suffissamment clairement.

Un cas d'école. L'illusion que les institutions fondées par le parti du capital pourrait se mettre au service du travail est balayée.

La Cour de cassation a invalidé la décision de la cour d'appel de Paris dans le dossier Viveo et estimé qu'un plan social ne pouvait pas être annulé, avant sa mise en oeuvre, pour absence de motif économique, ce qui aurait créé une nouvelle jurisprudence.

Le dossier de l'éditeur de logiciels Viveo est maintenant renvoyé devant la cour d'appel de Versailles qui devra statuer à nouveau, en conformité avec l'analyse de la Cour de cassation.

La décision de la Cour de cassation était très attendue aussi bien côté entreprises, qui redoutaient une validation de l'immixtion du juge dans leur gestion, que côté syndicats, qui espéraient ouvrir une brèche dans les licenciements dits boursiers, car non motivés par de réelles difficultés économiques.

La Cour a expliqué que seule l'absence ou l'insuffisance de mesures d'accompagnement du plan social entraîne la nullité de la procédure. Elle a considéré que la cour d'appel de Paris avait violé ce texte et a cassé sa décision de mai 2011.

"*C'est un soulagement pour les entreprises et les praticiens du droit*", a réagi à l'annonce de la décision Hubert Flichy, président d'Avosial, une association d'avocats pour le compte d'entreprises.

"*Nous avions la crainte que dorénavant les juges s'estiment compétents pour s'immiscer dans la gestion*", a poursuivi l'avocat. "*Nous aurions eu beaucoup de contentieux car il aurait été légitime et compréhensible pour les élus du personnel de saisir le juge et de tenter de démontrer que le motif n'était pas valable*", a-t-il ajouté.

Pour Etienne Pujol, avocat également membre d'Avosial, "*la cour a rappelé un principe essentiel: on ne conteste un licenciement qu'une fois le licenciement prononcé, c'est le Code du travail*".

Le contentieux passe alors devant les Prud'hommes qui, en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse, attribuent des dommages et intérêts aux salariés ayant perdu leur emploi.

Du côté des salariés de Viveo, dont les élus contestent depuis 2010 le plan social annoncé peu après le rachat de leur entreprise par le groupe suisse Tenemos, la déception dominait.

"*C'est une injustice, on s'attendait à une réponse positive et c'est la finance qui gagne*", a commenté un salarié, Georges Daoud.

"*Je suis extrêmement déçue. J'espérais qu'on allait vers une loi contre les licenciements boursiers*", a renchéri sa collègue Hélène Malbranche, employée de Viveo depuis près de 20 ans.

Leur avocat, Me Philippe Brun, n'était pas aussi pessimiste et entrevoyait déjà d'autres moyens de contester le plan social. "*C'est une déception, mais toute relative car la Cour de cassation se prononce sur une seule chose: le fait que l'article L-1235-10 du Code du travail ne s'applique pas au défaut de cause économique*".

Mais, a immédiatement relevé Me Brun, "*il y a une évolution importante car dans les arrêts précédents, notamment dans l'affaire*

des +Petits Lu+, la Cour considérait que le juge civil ne pouvait pas apprécier la cause économique d'un plan social. Là, ce n'est pas le cas".

"*Nous avons des solutions de rechange en terme de nullité*", ajoute-t-il.

Le motif économique, qui permet d'enclencher un plan social avec des licenciements collectifs, peut être fondé sur des difficultés économiques, la sauvegarde de la compétitivité, les mutations technologiques ou la cessation d'activité.

"*Si le fondement du licenciement économique n'existe pas, tout est nul*", estime Me Brun, qui défend aussi les dossiers des entreprises Sodimedical dans l'Aube et Ethicon dans l'Eure-et-Loir, dont les plans sociaux ont été annulés par la justice. (AFP 03.05)

Comme il est écrit dans le titre, l'illusion que les institutions fondées par le parti du capital pourrait se mettre au service du travail est balayée. On peut ajouter qu'avant même que la révolution éclate, il est ainsi prouvé que pour s'attaquer aux fondements du capitalisme, inverser le rapport de domination de classes au niveau de l'Etat, porter au pouvoir la classe ouvrière, il fallait impérativement au préalable liquider les institutions au service du capitalisme. C'était le principal enseignement de la Commune de Paris que le mouvement ouvrier a depuis oublier et qu'il doit se réapproprier.

Leur avocat se fout du personnel de Viveo quand il affirme "*nous avons des solutions de rechange en terme de nullité*", puisque la direction de l'entreprise peut faire valoir "*la sauvegarde de la compétitivité*" pour enclencher une procédure de licenciements économiques, argument incontrôlable ou impossible à invalider, donc impossible à rejeter dès lors qu'il est avancé, sauf à la justice de se substituer au chef d'entreprise, or on vient de voir qu'elle s'y refusait, tout comme elle se refusait à remettre en cause les rapports favorables au capital sur le travail, autrement dit les institutions de la Ve République dont c'est la raison d'être.

Bruit de campagne

Mise en place du dispositif en vue de l'union nationale.

François Bayrou a annoncé jeudi à Paris qu'il voterait François Hollande à titre personnel dimanche au second tour de l'élection présidentielle, et n'a donné aucune "consigne générale" à ses électeurs, libres de choisir "*en conscience*".

François Bayrou a fait un choix historique qui rompt avec des décennies d'alliance entre le centre et la droite, avec des conséquences imprévisibles sur l'échiquier politique.

"*Je ne peux pas voter blanc, cela serait de l'indécision, et dans ces circonstances, l'indécision est impossible. Reste le vote pour François Hollande, c'est le choix que je fais*", a déclaré le député et président du MoDem, éliminé au premier tour de la présidentielle (9,13%).

"*Il s'est prononcé de manière claire sur la moralisation de la vie publique dans notre pays, il aura fort à faire. J'ai dit ce que je pensais de son programme économique. Je ne partage pas ce programme*", a ajouté M. Bayrou.

"*Mais je pense que devant cette crise inéluctable, il n'y aura qu'une attitude possible: une unité nationale (...) pour permettre au pays de se ressaisir*", a-t-il expliqué, ajoutant que cette unité "*ne se réalisera jamais si chacun reste dans la logique des camps anciens*".

"*Je ne suis pas un homme de gauche. Je suis un homme du centre et j'entends le rester*", a-t-il souligné, en se disant "certain qu'il faudra le jour venu associer une partie de la droite républicaine à l'oeuvre de redressement de la France".

"*Il appartiendra maintenant à François Hollande, s'il est élu, de réfléchir à la situation et de prendre en compte cette nécessité pour le pays*", a-t-il affirmé

"*C'est la dernière étape de la preuve de notre indépendance. Cela va créer un séisme susceptible de faire bouger les lignes*", s'est félicité l'eurodéputé MoDem Robert Rochefort en se disant convaincu que François Hollande sera contraint "*au réalisme économique*".

"*Nous sommes comptables de la reconstruction du pays. La crise qui est devant nous est suffisamment importante pour qu'on aille vers le plus grand rassemblement possible*", a approuvé l'eurodéputé Jean-Luc Bennahmias. (AFP 03.05)

La défaite annoncée de Sarkozy si elle se confirmait, pourrait entraîner l'éclatement de l'UMP. Tout dépendra du score réalisé par Hollande. Quoique Sarkozy ayant personnalisé à outrance sa campagne électorale et sa mandature, l'UMP pourrait tout aussi bien s'en tenir à la mise à l'écart de l'hystérique de Neuilly pour tenter de sauver son unité de façade, tandis que son courant d'extrême droite se rapprocherait de Le Pen, le Parti radical et le Nouveau Centre se joindraient aux oripeaux du gaullisme.

Schéma comparable en Grèce dans des conditions politiques plus périlleuses encore compte tenu de la situation sociale bien plus dégradée qu'en France et de l'impossibilité des principaux partis d'obtenir la majorité absolue aux législatives du 6 mai.

C'est ainsi que le Premier ministre Lucas Papademos a affirmé mercredi l'impératif pour le pays d'une "*application efficace*" des réformes lancées et invoqué son expérience pour souligner qu'une coalition permet de "*résoudre les problèmes difficiles*". (AFP 03.05)

Il voulait dire dans la perspective d'un affrontement direct avec les masses qu'ils ont réussi à retarder jusqu'à présent.

Dans la foulée, le FMI a enfoncé le clou :

- Le gouvernement qui émergera des législatives de dimanche en Grèce devra poursuivre le programme de réformes approuvé par son prédécesseur en échange de l'assistance financière des créanciers publics du pays, a affirmé un porte-parole du Fonds monétaire international (FMI).

"*Sur la question de ce qui sera demandé au nouveau gouvernement, nous savons tous que (...) les plus grands partis politiques se sont engagés à respecter les objectifs principaux du programme (de réformes mis au point avec le FMI), et donc rien n'a changé sur ce point: ce sera la mise en oeuvre des principaux objectifs de ce programme*", a expliqué, Gerry Rice. (AFP 03.05)

Sarkozy, un président illégal pendant 5 ans

L'ex-Premier ministre libyen al-Baghdadi al-Mahmoudi, emprisonné en Tunisie, a affirmé que le régime de Mouammar Kadhafi avait financé la campagne 2007 du candidat Nicolas Sarkozy, ont rapporté jeudi à Tunis ses avocats.

"*Mouammar Kadhafi, son régime et les responsables qui travaillaient avec lui ont financé la campagne électorale de Sarkozy en 2007*", a déclaré à la presse Me Bechir Essid, avançant un montant de quelque 50 millions d'euros.

Selon cet avocat, l'ex-Premier ministre libyen a affirmé que "*le marché a été conclu par Moussa Koussa (nldr: ex-chef des services de renseignements extérieurs) sur instruction de Kadhafi et assuré que des documents attestant de la transaction existent*".

L'opération a été effectuée par le Fonds Libyen des investissements africains, a ajouté Me Essid, déclinant tout commentaire sur le document publié par le site d'information français Mediapart qui accusait le président de ce fonds, Bachir Saleh, d'avoir joué un rôle dans le projet allégué de financement libyen.

Mediapart a publié samedi un document attribué à un ex-dignitaire libyen affirmant que Tripoli avait accepté de financer pour "*50 millions d'euros*" la précédente campagne de Nicolas Sarkozy en 2007.

Le président-candidat a annoncé qu'il portait plainte contre Mediapart pour la publication de cette note qu'il a qualifiée de "*faux*". Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire pour "*faux et usage de faux*" et "*publication de fausses nouvelles*".

Le Conseil national de transition au pouvoir en Libye a demandé l'extradition de Bachir Saleh et affirmé que la note publiée par Mediapart est "*fausse*".

Selon son avocat, un ex-Bâtonnier et opposant nationaliste, l'ex-PM libyen a regretté "*l'ingratitude de Sarkozy qui en cadeau de retour a été le premier à envoyer les troupes de l'OTAN en Libye*".

"*Il était amer et très abattu*", a ajouté Me Essid, qui n'a pas précisé la date à laquelle les propos de l'ex-PM libyen ont été tenus, ni les motivations de son client à les rendre publics deux jours du 2e tour de l'élection présidentielle en France.

Un deuxième avocat de Al-Baghdadi Al-Mahmoudi --qui est sous le coup de deux demandes d'extradition de Tripoli-- a confirmé la version de Me Essid, ajoutant que son client croit que "*le président français est derrière sa détention prolongée*" en Tunisie.

"*Ma détention en Tunisie est à l'instigation du président français afin que les détails sur le financement de sa campagne 2007 ne soient pas révélés*", a dit Me Mabrouk Kourchid, rapportant à l'AFP les accusations de son client.

Souffrant, l'ex-chef du gouvernement libyen a été hospitalisé mercredi à Tunis pour cause d'"*hémorragie interne*", a-t-il dit.

Les autorités tunisienne l'avaient maintenu en prison malgré son acquittement le 12 février par la justice tunisienne qui le poursuivait pour "*franchissement illégal de la frontière*" suite à son arrestation près de la frontière algérienne peu après la chute

du régime Kadhafi. (AFP 03.05)

Pourquoi ce titre ? Parce qu'en empochant ces 50 millions d'euros il a explosé le budget légal de sa campagne électoral qui était de 20 ou 22 millions je ne sais plus au juste, 20 plus 50 égal 70 millions d'euros.

La peste brune rôde. Suite.

Environ 200 policiers ont manifesté jeudi à Lyon, pour la troisième fois en quelques jours, en soutien à leur collègue de Seine-Saint-Denis mis en examen pour homicide volontaire, mais aussi pour revendiquer de meilleures conditions de travail, a constaté un journaliste de l'AFP.

Jeudi, les policiers, en civil, s'étaient donné rendez-vous sur cette même place, avant de défiler tout autour aux cris de "*Policiers en colère*", et de bloquer ainsi la circulation.

A l'issue de la manifestation, les policiers, dont certains ont déploré la "*récupération du mouvement spontané des policiers par les syndicats*", ont chanté la Marseillaise. (AFP 03.05)

Ils auraient dû inviter Royal, Mélenchon et Laurent pour faire les coeurs ! Je n'ai pas retenu Sarkozy, il est déjà leur président d'honneur, du déshonneur devrait-on dire.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Thierry Gaubert a été condamné ce jeudi à 10 mois de prison avec sursis et 10.000 euros d'amende pour détournement de fonds par le tribunal correctionnel de Nanterre, selon notre journaliste sur place. L'homme a en revanche été relaxé concernant l'escroquerie et la prise illégale d'intérêts. Thierry Gaubert a été le proche collaborateur de Nicolas Sarkozy à Neuilly et au ministère du Budget.

Il est également visé par une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Nanterre à la suite de signalements de Tracfin. Selon Mediapart, cette cellule gouvernementale de lutte anti-blanchiment a constaté plusieurs flux financiers suspects entre lui et l'intermédiaire en contrats d'armement Ziad Takieddine, également mis en examen dans le dossier Karachi.

L'ex-directeur général de Thierry Gaubert, Philippe Smadja, a été de son côté condamné à 15 mois de prison avec sursis et à 20.000 euros d'amende. La juge a estimé que le rôle de Thierry Gaubert était plus limité que celui de son ancien collaborateur, mais a noté «*une propension naturellement répréhensible*» à confondre leurs intérêts privés et ceux des organismes publics dont ils ont eu la charge. (20minutes.fr 03.05)

2- Tunisie

La justice tunisienne a condamné jeudi le patron de la chaîne privée Nessma, à une amende pour atteinte au sacré, une décision en forme de compromis particulièrement attendue dans un procès test pour la liberté des médias depuis la chute de Ben Ali.

"*Nabil Karoui a été condamné au versement d'une amende de 2.400 dinars (1.200 euros) pour la diffusion au public d'un film troublant l'ordre public et portant atteinte aux bonnes moeurs*", selon le jugement du tribunal de première instance de Tunis.

Le patron de la chaîne Nessma était poursuivi après la diffusion du film franco-iranien Persepolis qui raconte les dérives du régime iranien à travers les yeux d'une petite fille. En cause: une scène où Allah est dessiné, un blasphème interdit par l'islam sunnite.

"*Je suis extrêmement triste. Je pensais qu'en ce jour la Tunisie allait donner une autre image au monde entier que celle qui atteint aux libertés*", a déclaré M. Karoui à l'AFP.

"*Je suis très préoccupé par la situation des libertés en Tunisie parce que ma condamnation constitue un très mauvais message non seulement au niveau national mais aussi dans tout le Maghreb*", a-t-il ajouté.

Le film Persepolis avait été diffusé le 7 octobre peu avant le premier scrutin libre après le soulèvement qui avait chassé l'ex-président Ben Ali le 14 janvier 2011 sous la pression de la rue.

Ouvert le 16 novembre 2011 et reporté deux fois, le procès de M. Karoui a déchaîné les passions entre défenseurs des libertés et milieux islamistes extrémistes responsables de violences.

Un technicien de la chaîne et une responsable de la version en dialecte tunisien du film ont été également jugés et condamnés à une amende de 1.200 dinars chacun.

"*Ce jugement est une atteinte à la liberté de la presse. On espérait un acquittement pur et simple en cette journée mondiale de la liberté de la presse*", a dit à l'AFP Me Abada Kefi. La défense va interjeter appel, a ajouté l'avocat de la chaîne.

"*M. Karoui aurait pu être condamné à une peine allant de trois à six mois de prison ferme au regard des chefs d'accusation*", a estimé un avocat de la partie civile, Rafik Ghak ajoutant qu'il allait examiner avec ses clients l'intérêt de faire appel.

M. Karoui était absent à l'annonce du verdict qui coïncidait avec la Journée mondiale de la liberté de la presse célébrée en Tunisie depuis la chute de Ben Ali. (AFP 03.05)

Sous Ben Ali ils n'auraient pas été condamnés, mais voilà les institutions sont restées en place, les juges et le parquet n'ont pas changé, hier au service du tyran, aujourd'hui de la contre-révolution islamique. D'où la nécessité de détruire de fond en comble l'Etat lors d'une révolution prolétarienne.

Social

France

1- Grève à la SNCM

La grève lancée mercredi par la CGT-marins au niveau national pour réclamer l'application des mêmes lois sociales pour toutes les compagnies de navigation, se poursuivait jeudi à Marseille où elle paralysait le trafic Corse-continent à la SNCM et à la Méridionale (ex-CMN).

"*Le mouvement est reconduit à l'unanimité à la Méridionale, la SNCM*", a indiqué à l'AFP Frédéric Alpozzo, responsable CGT à la SNCM.

Il a justifié cette reconduction du fait de l'absence "*de réponse concrète à la proposition de loi déposée par les élus communistes du Front de Gauche de la part des candidats à la présidence de la République et des partis républicains aux législatives puisqu'on a sollicité tous les partis sauf le Front national*".

Le syndicat réclame l'application aux autres compagnies assurant les liaisons entre la Corse et le continent, notamment la Corsica Ferries, dont les navires battent pavillon italien, de l'inscription au premier registre maritime prévoyant l'application des lois sociales françaises.

Pour Pierre Mattei, directeur général de la Corsica Ferries, "*le dumping social n'existe pas*".

"*Les règles sociales sur les lignes de Corsica Ferries en concurrence avec la SNCM sont régies par un décret de mars 1999 qui précise que, même sous pavillon européen non français, les conditions de travail sont celles prévues par les conventions collectives françaises et en vigueur sur les navires de pavillon français de premier registre sous lequel opèrent CMN et SNCM*", écrit-il dans un communiqué.

Les personnels naviguant et sédentaires de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) et de La Méridionale sont appelés à une grève reconductible de 24 heures depuis mercredi matin. (AFP 03.05)

2- Le crédit immobilier réservé aux nantis.

Les banques accordent toujours moins de crédits immobiliers. Les montants ont en effet continué de chuter de 9,5% au mois d'avril, portant le recul en glissement annuel à 32,2% sur les quatre premiers mois de l'année, selon l'Observatoire Crédit logement/CSA publié jeudi. Un recul qui signale l'exclusion de toute une partie de la population du marché immobilier.

"*L'embellie de l'automne 2011 n'a pas suffi à inverser la tendance récessive du marché. Ce dernier se recentre sur une clientèle plus aisée à l'apport personnel croissant, au détriment des jeunes acheteurs notamment*", a relevé Crédit Logement, établissement de crédit dont les actionnaires sont les grandes banques françaises. "*Le bouleversement du marché, très probablement, ne va pas s'arrêter*", estime Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris Ouest et l'un des auteurs de l'Observatoire. Pessimiste, il pronostique un recul un recul de la production de prêts immobiliers à 120 ou 125 milliards cette

année contre 160 en 2011.

Tous les types d'opérations sont touchés. Qu'il s'agisse des acquistions de logements neufs avec des prêts en recul de 24,5% sur un an pour les quatre premiers mois de l'année. Ou, encore plus, des logements anciens : les prêts les concernant se seont en effet repliés de 38,3% à la fin avril en glissement annuel.

Dans un marché en récession et en pleine mutation (impact de la crise, reconfiguration du PTZ+ et du dispositif Scellier), l'Observatoire a constaté une forte progression de l'apport personnel, une réduction des montants empruntés mais une augmentation du coût moyen par opération. "*Toutes les catégories de ménages sont concernées par la hausse de l'apport moyen. La suppression du PTZ+ a fait sortir du marché toute une partie des ménages, les plus modestes, ce qui a un effet mécanique sur le taux d'apport*", a noté M. Mouillart.

L'apport moyen atteignait 28,6% du coût de l'opération à fin avril (24,7% un an plus tôt). Les montants moyens empruntés sont passés de 152.900 euros en avril 2011 à 145.800 euros en avril 2012, tandis que le coût moyen par opération a grimpé à 204.300 euros (202.900 euros en avril 2011). (lexpansion.com 03.05)

3- Les bienfaits d'une directive européenne.

Le prix des oeufs a plus que doublé en un an en France, en raison d'une baisse de la production liée au retard pris par la mise aux normes des cages des poules pondeuses, relève la revue Agreste du ministère de l'agriculture, dans son édition publiée jeudi.

Cette flambée résulte de la raréfaction de la production d'oeufs. Depuis le 1er janvier 2012, les propriétaires d'élevages de poules pondeuses sont tenus de respecter de nouvelles normes en matière de bien-être animal, qui prévoient des améliorations sur la taille des cages ainsi que sur leur aménagement. (AFP 03.05)

2- Allemagne

Quelque 115.000 salariés ont pris part jeudi à des débrayages et à des rassemblements organisés pour appuyer les revendications salariales dans l'industrie allemande, a annoncé le syndicat IG Metall.

C'est en Bavière (sud) que les arrêt de travail ont été les plus importants, avec 46.000 ouvriers de 78 usines, a précisé le puissant syndicat allemand, devant la Rhénanie du nord-Westphalie (nord-ouest) et le Bade-Wurtemberg (sud), avec 16.000 environ.

Au total, depuis le début, le week-end dernier, de ce mouvement pour obtenir des hausses de salaire de 6,5%, IG Metall a dénombré 160.000 participants.

Ces négociations salariales, menées simultanément dans plusieurs Etats régionaux, sont un temps fort de l'actualité sociale allemande et donnent le ton pour nombre d'autres secteurs de l'économie du pays.

Au début du mois, ce sont les deux millions de salariés de la fonction publique qui avaient obtenu 6,3% de hausse sur 2 ans, après avoir eux aussi eu recours à des grèves dans tout le pays.

Cet accord été critiqué par les employeurs du secteur de la métallurgie qui y voient un mauvais exemple pour leurs propres négociations. (AFP 03.05)

Economie

1- BCE

La croissance doit être une priorité de la zone euro mais pas au détriment de la discipline budgétaire, a estimé jeudi le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi, lors d'une conférence de presse donnée en Espagne où était réuni le conseil des gouverneurs de la BCE.

Pour Mario Draghi, il n'y a "*pas la moindre contradiction*" à poursuivre un pacte de croissance tout en continuant sur la voie de l'assainissement des finances publiues.

"*Il est certain que je suis d'accord avec votre question lorsque vous dites qu'il faut remettre la croissance à l'ordre du jour, sans la moindre contradiction avec la nécessité de persévérer dans la consolidation budgétaire*", a-t-il affirmé.

Le patron de la Bundesbank Jens Weidmann fait pression sur Mario Draghi pour qu'il restreigne le rôle joué par la BCE dans la

crise, voulant que les pays fassent le ménage chez eux plutôt que recourir à la banque centrale.

"*Un assainissement budgétaire pertinent et des réformes structurelles résolues constituent la meilleure politique de croissance parce que de cette manière on rétablit la confiance et la performance économique s'en trouve renforcée*", a dit Jens Weidmann à l'hebdomadaire Die Zeit. (Reuters 03.05)

2- Assurance

L'assureur American International Group a publié jeudi un bénéfice plus que doublé au premier trimestre par rapport au même trimestre de l'an dernier qui avait été affecté par des pertes dues au séisme du 11 mars au Japon.

Le bénéfice net de la période janvier-mars se monte à 3,2 milliards de dollars. Les actifs sous gestion se montaient à 265 milliards de dollars à la fin du trimestre. (Reuters 03.05)

3- France

Hermès International a vu ses ventes grimper de 21,9% au premier trimestre, portées par une demande de produits de luxe toujours très soutenue en Asie et par une forte accélération de ses ventes en Europe.

Le fabricant des célèbres sacs Birkin et des "*carrés*" de soie a vu son chiffre d'affaires atteindre 776,9 millions d'euros au premier trimestre, signant une croissance à taux de change constants de 17,6%. Un an auparavant, la croissance avait atteint 20,7%.

Elle marque une accélération par rapport au quatrième trimestre 2011, où elle s'était tassée à 14,2%, et reste très proche des 18,3% engrangés sur l'ensemble de 2011.

La performance d'Hermès a à peine faibli en Asie (hors Japon), où ses ventes ont grimpé de 22,4% à taux constants, après +24,5% au dernier trimestre 2011 et au regard d'une base de comparaison extrêmement élevée de +27,3% au premier trimestre 2011.

En Europe, où les ventes ont bondi de 26,6%, Hermès a profité d'un afflux massif de touristes asiatiques, principalement chinois, venus acheter des produits vendus entre 45% et 50% moins cher qu'en Asie.

Dans l'Hexagone, elles ont signé une solide progression de 13,9%. (Reuters 03.05)

Je vous ai épargné les autres détails de cet article, il y a déjà de quoi avoir envie de gerber avec ces quelques chiffres.

Plus sérieusement, l'orientation du chiffre d'affaires et surtout du bénéfice d'Hermes correspond à l'orientation du capitalisme mondial qui favorise le développement de l'Asie au marché le plus important du monde au détriment de l'Europe et des Etats-Unis.

4- Chine

L'UE et la Chine ont signé des déclarations conjointes en vue d'un "partenariat" dans le domaine de l'énergie, prévoyant notamment l'ouverture de leurs marchés respectifs, selon le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

"*Nous nous sommes mis d'accord pour étendre notre partenariat à des secteurs-clé comme les marchés de l'électricité, la sécurité de l'énergie et l'urbanisation*", a-t-il précisé.

L'objectif, en matière de sécurité énergétique, est de "*s'engager ensemble en tant qu'acteurs mondiaux responsables afin de prendre les meilleurs choix énergétiques, les investissements les plus durables*", a insisté M. Barroso: "*la Chine et l'UE partagent une responsabilité mondiale*" en la matière.

"*Ensemble, nous allons discuter d'une série de sujets liés au marché, tels que la fixation des prix, l'accès au marché et les normes techniques pour l'intégration durable des énergies renouvelables aux réseaux*", a-t-il précisé.

Dans la matinée, M. Li avait estimé pour sa part que "*le partenariat Chine-UE est l'un des plus importants au monde*" après une rencontre avec le président de l'UE, Herman Van Rompuy. (AFP 03.05)

Haut de page

Le 5 mai

CAUSERIE

J'ajouterai une quinzaine d'articles dans la journée.

Il n'y a pas de courant depuis ce matin 9h, il est 11h10. En fait, la centrale nucléaire produit suffisamment d'électricité pour couvrir la demande, mais c'est l'installation électrique qui est défectueuse, poteaux et files électriques posés n'importe comment, réseau non entretenu, etc. Donc finalement, rien de changé ou presque, hier il faisait déjà 30°C à 8 heures du matin, entre 40 et 45°C à midi. Du coup, je travaille le soir en mettant la climatisation dans le bureau et je termine le boulot le matin, l'après-midi je bricole ou je m'occupe de mes affaires.

Rien de plus normal en fait.

Les rencontres d'un responsable patronal avec François Hollande et avec un conseiller économique de Nicolas Sarkozy se sont avérées surprenantes. Commentaire - presque étonné - d'un responsable patronal qui a rencontré à deux reprises François Hollande : "*Contrairement à la description qui en est parfois faite, il a des opinions très affirmées. Mais en même temps, il s'est montré très pragmatique.*"

Le même a tenté, sans succès, de rencontrer Nicolas Sarkozy, avant de voir Sébastien Proto, son conseiller économique : "*Lui était très arrogant, très "c'est comme ça, et pas autrement"... Le contraste entre les deux était frappant.*" (lexpress.fr 04.05)

Le "*très pragmatique*", signifie que Hollande tient un discours en direction des travailleurs sachant très bien qu'il ne le mettra pas en pratique, tandis que le patronat sait pouvoir compter sur l'application de son discours dans sa direction. Dès lors on ne peut même pas dire que Hollande ou le PS seraient des traitres, il s'agit uniquement d'une manoeuvre (grossière) pour tromper les travailleurs alors qu'il se situe dans le camp de leurs ennemis. Donc pour remettre le PS a sa juste place, il faut le traiter comme un parti du capital et non comme un parti ouvrier ce qui serait déjà marcher dans sa combine, s'en faire le complice, ce à quoi nous nous refusons catégoriquement.

En période d'offensive violente du capital, le parti officiel de l'ordre, l'UMP, n'a pas d'autre possibilité que de passer en force et d'apparaître plus isolé que jamais, tandis que le parti officieux de l'ordre, le PS, dispose d'une marge de manoeuvre en s'appuyant sur le soutien ouvert des dirigeants syndicaux pour imposer la même politique réactionnaire.

Quand le parti de l'ordre n'a plus les moyens d'imposer sa politique, c'est le PS qui prend le relais avec la complicité de ses satellites, jusqu'au moment où il s'est tellement compromis que le parti de l'ordre revient au pouvoir et ainsi de suite. Voilà ce qu'on nous demande de cautionner le 6 mai, en réalité depuis près d'un siècle.

Quand un responsable patronal affirme que Hollande est "*très pragmatique*", il veut dire par là qu'il est prêt à poursuivre la politique de Sarkozy, à se ranger au côté du marché.

Les vociférations et les gesticulations spectaculaires d'un Mélenchon ont pour principal objectif de masquer la véritable nature du PS, donc de soutenir le régime en place.

En refusant d'appeler à rompre avec l'UE tout en faisant de son combat contre Sarkozy et l'extrême droite sa priorité, en appelant à participer au second tour de la présidentielle et à voter Hollande, Mélenchon s'emploie sournoisement à renforcer le camp des partisans de l'UE, les deux candidats restant en lice ayant voté oui le 29 mai 2005 et s'apprêtant à ratifier le TSCG et le MES.

La peste brune continue d'occuper le pavé.

Entre 200 et 300 policiers en civil et hors service ont de nouveau manifesté à Paris en soutien à leur collègue de Seine-Saint-Denis mis en examen pour homicide volontaire, mais aussi pour exprimer leur "*ras-le-bol*".

Les policiers se sont rassemblés "*spontanément*", selon eux, porte Maillot, devant le Palais des Congrès (XVIIe arrondissement), puis ont entrepris peu après midi de défiler vers l'avenue des Champs-Elysées, bloquant la circulation dans cet endroit très fréquenté aux cris de "*policiers en colère*".

Ils ont été empêchés par un cordon de gendarmes mobiles de poursuivre au delà de l'avenue de la Grande Armée, non loin de la porte Maillot, et se sont ensuite dispersés peu après 13H00, a constaté l'AFP.

Regroupés plus ou moins en coordination, les manifestants de ces derniers jours envisagent également une journée nationale de mobilisation le mercredi 9 mai à midi, en marge de celles des syndicats de police, selon des modalités non encore précisées.

(AFP 04.05)

Avec la bienveillance de la Préfecture de police de Paris, de l'Elysée et du gouvernement en place jusqu'à demain soir.

Travailleurs, vous avez le droit d'évaluer vos besoins sans compter, sans modération.

Le laboratoire pharmaceutique va augmenter de 5% à 1,26 million d'euros le salaire fixe de Chris Viehbacher. Cette année il percevra en plus une part variable ciblée à 200% de son fixe en fonction notamment de la réalisation de critères financiers. En 2011, cette part variable lui a rapporté 2,28 millions d'euros.

Enfin, le directeur général bénéficiera en 2012 de stock-options pour un montant de 240.000 euros et des actions de "*performance*" pour 42.000 euros.

Sanofi a lancé un nouveau programme d'économies de deux milliards d'ici 2015 après les deux milliards déjà économisées entre 2009 et 2011.

Les syndicats du groupe, qui emploie un tiers de l'industrie pharmaceutique française, redoutent plusieurs milliers de suppressions de postes sur trois ans.

Le premier plan, engagé en 2009 face à la vague d'expiration de brevets qui ne prendra fin qu'en 2013 chez Sanofi, s'est traduit par la suppression de 3.500 emplois directs et plusieurs milliers d'emplois induits, selon les syndicats. (Reuters 04.05)

Pourquoi la question des inégalités n'est-elle pas traitée de telle sorte qu'apparaisse clairement que la classe des capitalistes se situe uniquement sur le terrain de ses besoins, et que les travailleurs devraient faire de même ou plutôt ceux qui sont censés les représenter ? Pourquoi n'est-il pas mis en relief que les inégalités correspondent finalement à une conception de la société bien spécifique.

La question à l'ordre du jour ne serait-elle pas dans quelle société voulons-nous vivre ? On nous impose un type de société qui piétine nos besoins et aspirations, et voilà que nous sommes incapables de proposer un autre type de société. Apparemment, cela ne choque pas vraiment les militants des partis concernés.

Guéant expulsé le 6 mai ! Où ? A Guantanamo par exemple !

Un Algérien présenté à tort par le ministre de l'Intérieur comme condamné pour son rôle dans les attentats de Marrakech en 1994 a décidé de déposer plainte vendredi en diffamation contre Claude Guéant, a indiqué son avocat, Me Eric Plouvier, à l'AFP.

Ali Belhadad a été expulsé le 2 avril vers l'Algérie dans la foulée de l'affaire Merah, le ministre Claude Guéant justifiant sa décision dans un communiqué par ses relations avec "*la mouvance islamiste radicale*" et assurant qu'il a été "*condamné pour son rôle dans les attentats de Marrakech en 1994*".

"*Il ne fait aucun doute que cette affirmation est totalement fausse*", relève Me Plouvier dans sa plainte qui doit être déposée dans la journée, précisant que le casier judiciaire de son client ne porte trace d'aucune condamnation.

Une représentante du ministère de l'Intérieur avait reconnu mi-avril devant le tribunal administratif, devant lequel M. Belhadad contestait son expulsion, que ce communiqué était erroné, une erreur qu'elle avait qualifiée de "*regrettable*".

"*Ce communiqué paraît avoir délibérément servi une politique de communication du ministre dans un contexte électoral*", estime pour sa part l'avocat de M. Belhadad.

Ali Belhadad, 44 ans, vivait en France depuis 20 ans et possédait un titre de séjour valable jusqu'en 2019.

Le Conseil d'Etat a rejeté le 20 avril le recours présenté par M. Belhadad contre son expulsion. (AFP 04.05)

Dictature. Tribunal d'exception. Condamné à 5 ans de prisons pour des courriels.

Adlène Hicheur, un physicien franco-algérien détaché au Cern de Genève, a été condamné à Paris à quatre ans de prison ferme pour avoir échangé des mails équivoques, dont certains évoquant de possibles attentats, avec un responsable présumé d'Aqmi.

La défense conteste avec la dernière vigueur l'identité de ce mystérieux interlocuteur sur lequel se base l'essentiel des charges.

A l'audience du 30 mars, le prévenu avait minimisé ce message. "*Il n'y a jamais eu de dévolu sur quoi que ce soit*", s'était-il emporté.

"*C'est un Guantanamo français*", a dénoncé à l'issue du délibéré le frère du prévenu, Halim Hicheur.

Tout en reconnaissant les "*propos parfois inquiétants et certes critiquables*" de son client, Me Baudouin a dénoncé pour sa part "*un scandale judiciaire*", car Adlène Hicheur a été condamné "*au vu de simples mots échangés sur le net*".

"*C'est l'aboutissement logique du rouleau compresseur de la justice antiterroriste*", a-t-il conclu, considérant que cette décision "*contre-productive*" était "*un coup de main donné par la justice*" aux "*véritables terroristes*" qui font "*leur pain blanc des failles de la démocratie*". (AFP 04.05)

Normal, les"*véritables terroristes*" sont le bras armé du régime contre la démocratie.

La "***sagesse***" au-dessous du niveau de la ceinture.

«*Le fait de harceler autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle est puni d'un an d'emprisonnement.*» Vingt ans après son adoption, la loi sur le harcèlement sexuel va disparaître du Code pénal. Le Conseil constitutionnel s'est en effet prononcé sur la conformité du texte., et a décidé ce vendredi l'abrogation immédiate de la loi, dont il a jugé la formulation trop floue, renvoyant au législateur la responsabilité de définir plus clairement les contours de ce délit.

En l'espèce l'article 222-33 du code pénal permet que le délit de harcèlement sexuel soit punissable sans que les éléments constitutifs de l'infraction soient suffisamment définis. Par suite, ces dispositions méconnaissaient le principe de légalité des délits et des peines. Le Conseil constitutionnel les a donc déclarées contraires à la Constitution.

L'homme qui a saisi les Sages d'une QPC (question prioritaire de constitutionnalité) n'est pas n'importe qui. Ancien ministre sous Valéry Giscard d'Estaing, Gérard Ducray a été condamné à trois mois de prison avec sursis après la plainte de trois femmes fonctionnaires. "*Il a pu y avoir une drague peu subtile. Mais de là à dire que ces femmes ont été harcelées…*" lâche Claire Waquet, son avocate.

S'il donne raison à Gérard Ducray, le Conseil devra abroger la loi actuelle, enterrant les procédures en cours. (20minutes.fr 04.05)

Abolition du Conseil constitutionnel, de la Ve République qui a donné le pouvoir au marché !

Bruit de campagne

Le parti de l'ordre ne supporte pas la liberté de la presse

Mardi, c'est une journaliste de Mediapart qui a été prise à partie par des militants lors de la fête du travail de Nicolas Sarkozy au Trocadéro, à Paris. Jeudi, ce sont deux journalistes de BFM TV qui ont été agressés en marge du meeting du candidat UMP à Toulon, l'un d'entre eux ayant reçu, en plus d'insultes, une bouteille d'eau sur le visage.

Lors d'une réunion publique aux Sables-d'Olonne, Nicolas Sarkozy s'en est pris à un journaliste qui effectuait un plateau en direct pendant son discours: «*Si notre ami qui fait un direct en me tournant le dos pouvait s'arrêter, ça m'arrangerait*», lance Nicolas Sarkozy, visiblement agacé.

Après avoir laissé la salle siffler le journaliste en question, il poursuit: «*La politesse n'est qu'une question d'éducation, et s'il y a eu quelque manquement, nous y porterons remède.*» (20minutes.fr 04.05)

Qu'est-ce qui est "***plus que la gauche***" sinon la droite ?

"*Je représente ici la gauche, sans doute, mais déjà plus que la gauche. Je représente tous les républicains, les humanistes, ceux qui sont attachés à des valeurs et des principes*", a déclaré le candidat PS lors d'une visite à Hombourg-Haut, en Moselle. (AFP 04.05)

Il va finir par dire qu'il ne représente pas vraiment la gauche, il ne le peut pas, les faits le feront apparaître à sa place très rapidement. Un aveu dont se foutent pas mal ceux qui appellent à voter Hollande.

Selon les analyses que feront les dirigeants du PS des mobilisations en cours et du rapport de forces réel entre les classes, ils s'orienteront de préférence vers un Front populaire ou une coalition de type union nationale pour satisfaire au diktat du marché. S'ils estiment trop faibles leurs satellites pour contenir la classe ouvrière, ils s'encanailleront avec le MoDem ou des transfugent de l'UMP.

Tout dépendra aussi de quelle manière ils vont apprécier l'état d'esprit des masses et le risque d'explosion sociale qui ne relève pas de la chimère mais demeure omniprésent, à quel niveau ils placent la barre des sacrifices que les masses pourront subir sans déferler dans la rue dans un fureux torrent incontrôlable.

On ne peut comprendre les différentes tactiques et la stratégie du PS qu'à partir du moment où on a à l'esprit que son unique objectif est de servir les capitalistes.

INFOS EN BREF

Politique

Grande -Bretagne

L'opposition travailliste a enregistré une nette poussée en Angleterre et au Pays de Galles lors d'élections municipales partielles qui font figure d'avertissement pour le gouvernement de coalition du conservateur David Cameron à mi-mandat.

A Londres cependant, le maire sortant, le conservateur Boris Johnson, a été réélu avec 51,5% des voix devant le travailliste Ken Livingstone (48,5%) qui a dirigé la ville de 2000 à 2008, selon les résultats officiels publiés vendredi soir.

L'opposition travailliste a emporté de nombreux conseils municipaux, surtout dans le centre et le sud de l'Angleterre, ainsi qu'au Pays de Galles, des régions jugées cruciales pour un éventuel retour des travaillistes au pouvoir en 2015.

La deuxième ville du pays, Birmingham (centre de l'Angleterre), ainsi que Southampton (sud), Plymouth (sud-ouest) et Cardiff, la capitale du Pays de Galles, ont été gagnées par les travaillistes.

Plus de 5.000 sièges étaient en jeu jeudi dans 181 conseils municipaux d'Angleterre, d'Ecosse et du Pays de Galles.

Dans le détail, les travaillistes ont décroché 824 sièges supplémentaires et contrôlent 75 des 181 conseils qui étaient en jeu lors de ce scrutin, tandis que les conservateurs ont perdu 403 sièges et ne dirigent plus que 42 conseils municipaux, selon des résultats définitifs.

En Ecosse, le Parti national écossais (SNP), parti indépendantiste qui dirige cette région britannique semi-autonome, et le Labour ont remporté de forts gains. Les travaillistes ont pris le contrôle de la capitale Edimbourg, jusqu'alors dirigée par les libéraux-démocrates.

Le vote de jeudi, avec une participation très faible estimée à 32%, sanctionne la politique d'austérité du gouvernement qui accumule les déboires depuis des semaines.

Autre déconvenue pour le Premier ministre, son appel à élire directement au suffrage universel les maires d'une dizaine de grandes villes n'a pas été suivi. Au moins huit villes ont rejeté l'idée dans des référendums locaux. (AFP 04.05)

Un taux d'abstention à 78% auquel il faut ajouter quelques pourcents de votes blancs ou nuls, et le moins qu'on puisse dire c'est qu'aucun de ces élus n'est légitime, que les institutions sont massivement rejetées ainsi que la politique antisociale de Cameron.

Social

1- France

Une centaine de syndicalistes, selon la CGT, une cinquantaine selon la direction, a envahi quelques heures le siège de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) pour protester contre des "*suppressions d'emploi*" et dénoncer le "*manque de dialogue social*".

"*Nous avions prévu un rassemblement devant le siège mais, face à la présence de barrières et de forces de l'ordre, nous avons décidé de rentrer pour être reçus par la direction générale*", a déclaré à l'AFP Olivier Cammas responsable de l'Usap-CGT.

Les manifestants ayant pénétré dans les locaux, ont discuté avec des membres de la direction qui leur a proposé une séance de négociations pour le 11 mai, a affirmé Rose May Rousseau, une autre responsable CGT.

Cette action avait été organisée pour protester contre un document envoyé lundi par la direction concernant les

perspectives d'évolution de l'emploi pour les années à venir, selon la CGT.

Ce document, consulté par l'AFP, prévoit 3.326 suppressions d'emploi selon la CGT, dont 1.040 postes d'infirmières d'ici 2016. Il précise aussi qu'en 2011, les effectifs rémunérés ont diminué de 1.184, soit une baisse de 1,8%.

Mais pour le directeur des ressources humaines de l'AP-HP Christian Poimboeuf, il ne s'agit pas de "*suppressions d'emplois*" mais "*d'évolution tendancielle des emplois*".

"*La direction nous a dit qu'il s'agissait d'un document de travail. Mais ce sont des objectifs clairs et nets qui participent du démantèlement de l'assistance publique et de l'offre de soins de service public*", a dénoncé Mme May Rousseau.

De son côté, M. Cammas a critiqué une "*volonté scandaleuse de restructuration*".

"*Nous protestons aussi contre le manque de dialogue social qui dure depuis deux ans et l'annulation d'une réunion annuelle rassemblant des directeurs et des élus qui devait se tenir aujourd'hui (vendredi)*", a ajouté M. Cammas, précisant que la CGT avait adressé une lettre ouverte à Mme Mirelle Faugère, la directrice générale de l'AP-HP.

Cette réunion devrait se tenir en juin, a indiqué M. Poimboeuf. Selon lui à l'AP-HP "*on a un dialogue social, parfois heurté mais qui existe*".

L'AP-HP est le plus grand centre hospitalier universitaire (CHU) de France avec 37 établissements, réunis en 12 groupes après la restructuration. Premier employeur d'Ile-de-France avec 90.000 personnels dont 22.000 médecins, l'AP-HP a pris en charge 7 millions de patients en 2011 dont 1,1 million aux urgences. (AFP 04.05)

2- Allemagne

Ces manifestations de travailleurs portant casquettes ou capes rouges, ont touché des icônes du modèle allemand, comme Bosch, BMW ou Siemens.

Outre le syndicat qui négocie pour plus de 3,5 millions de salariés de la métallurgie, des machines-outils, de l'automobile ou encore des semi-conducteurs, son homologue des services Verdi a organisé des grèves réunissant 15.000 salariés de Deutsche Telekom et compte en faire autant dans la banque (220.000 salariés concernés).

"*L'industrie a eu de très bons résultats l'an dernier (et) les salariés veulent leur juste part*", cependant "*la réussite de l'économie allemande semble s'émousser*", analyse Hilmar Schneider, de l'Institut de recherche sur l'avenir du travail (Bonn).

Cette année, le niveau des "*revendications est inhabituel, tranchant avec une longue période de 15 années de retenue salariale*", souligne Eckart Tuchtfeld, spécialiste du marché du travail chez Commerzbank.

Quelle que soit l'issue du bras de fer, "*les accords seront plus élevés*" que les années précédentes, prédit-il, notamment en raison des 6,3% de hausse sur deux ans obtenus par deux millions de salariés de la fonction publique en avril.

"*Nous avons l'impression que (ce mouvement) ne concerne pas que cette année, mais qu'il y a un vrai tournant vers de plus larges augmentations, de 3% par an contre 1 à 2% avant*", estime M. Tuchtfeld.

Selon lui, ces négociations marquent un revirement pour des syndicats qui marchaient main dans la main avec le patronat, faisant des concessions sur les salaires pour favoriser la compétitivité des entreprises au nom de l'emploi.

Dans l'ensemble, "*le pouvoir des salariés se renforce*" dans de nombreux secteurs qualifiés, où le manque de main d'oeuvre va s'accroître en raison du vieillissement accéléré de la population allemande, abonde Günter Warsewa, directeur de l'Institut pour le travail (université de Brême).

Cependant, "*le système allemand de négociations sociales permet toujours d'arriver à un résultat intelligent*", selon lui. "*Les syndicats ne mettront pas en danger la croissance et la productivité*", ajoute-t-il. (AFP 04.05)

C'était inutile de le préciser, ils sont corrompus jusqu'à la moelle !

Haut de page

Le 6 mai

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne une quinzaine d'articles, ce sera plus tard dans la journée. La coupure de courant hier a duré de 9h à 19h. Toutes les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées.

Bon dimanche à tous.

Tout tient en une phrase.

Samedi, dans un entretien au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung, Pierre Moscovici, a dit "*ne pas vouloir provoquer de crise*", en réponse le ministre allemand des Affaires étrangères a déclaré avoir "*confiance de voir nos deux pays pouvoir initier à l'avenir de bonnes solutions pour l'Europe et notre monnaie commune*", dans un entretien au Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung à paraître aujourd'hui.

Mélenchon, Laurent et Cie. ne pourront pas dire qu'ils n'ont rien entendu, qu'ils ne savaient pas ou que Hollande aurait ensuite changé, non, il a affiché d'emblée la couleur, ce qui signifie que dans le cas où il serait élu, il revendiquerait la légitimité pour appliquer sa politique antisociale et réactionnaire.

Reste à savoir quelle sera l'ampleur de sa victoire, non pas contre Sarkozy mais contre la classe ouvrière.

Plus elle sera large, plus il s'entourera de précautions dans la présentation et l'application de sa politique pour profiter au maximum du soutien que lui apporteront les satellites du PS et les dirigeants syndicaux, avant qu'ils ne soient contraints de prendre leur distance avec lui suite à la mobilisation de leurs bases.

Moins elle sera large et plus il devra se méfier d'une réaction violente à l'annonce des premières mesures réactionnaires qu'il entendra appliquer, qui pourraît conduire les satellites du PS et les dirigeants syndicaux à lui retirer du moins officiellement tout soutien, ce qui lui compliquerait la tâche dès le début de son mandat.

L'agenda de Hollande est fixé par les institutions européennes et la perspective de la ratification des traités TSCG et MES. En conséquence et compte tenu qu'aucun autre parti n'entend combattre dans la perspective du rejet de ces traités, bien que nous estimons que la campagne du POI nécessiterait que son orientation politique soit modifiée en incluant l'objectif d'abattre les institutions de la Ve République, nous appelons les militants à s'y associer.

C'est le premier combat que nous avons à mener contre Hollande et son gouvernement capitaliste subordonné à l'UE, au FMI, à l'impérialisme américain. Il s'agirait de ne pas le manquer.

Notre démarche ne consiste pas à s'adresser à Hollande ou au PS dont nous n'avons rien à attendre, elle consiste à démontrer que nos revendications sociales sont incompatibles avec la signature de ces traités et que leur satisfaction passera par l'abolition des institutions de la Ve République et la rupture avec l'Union européenne. On part du constat que ces traités élaborés par les représentants des capitalistes, de l'aristocratie financière, des banquiers, sont forcément incompatibles avec les intérêts des travailleurs et que prétendre le contraire relève de la pure escroquerie politique, d'un tour de passe-passe pour tromper les travailleurs, l'analyse de leur contenu le confirme au premier coup d'oeil.

Face au coup de force du gouvernement et des institutions européennes qui s'apprêtent une nouvelle fois à tailler à la hache dans la législation du travail, le CDI, le statut des fonctionnaires, etc. il faut opposer l'unité des travailleurs du public et du privé avec leurs organisations et leurs partis sur les questions des salaires, des retraites, du contrat de travail, des statuts, de l'accès à l'école, du droit à la santé, au logement, du combat contre le chômage et la précarité en général, non pas en s'adressant à leurs dirigeants qui ont réalisé l'unité à leur manière, contre la classe ouvrière, soit autour de Hollande et du PS, soit autour de Chérèque dans l'intersyndicale jaune, mais en dénonçant aux travailleurs et militants leur collusion avec les intérêts des capitalistes et les institutions qu'ils protègent ou qu'ils représentent finalement, seule manière de pouvoir mener le combat sur le terrain de classe du prolétariat, en toute indépendance des lieutenants de la bourgeosie intervenant dans le mouvement ouvrier, sans semer la moindre illusion dans la tête des travailleurs sur les intentions réelles de Hollande et son gouvernement, dans les institutions ou dans l'UE.

Front unique à la base dans la perspective de l'émancipation du capital conformément à l'objectif du combat du mouvement ouvrier ouvrant la voie au socialisme, combat sans merci contre le gouvernement et les appareils des syndicats inféodés au régime, ainsi que les partis (officiels) de la réaction, UMP, MoDem, FN. Ainsi personne n'est oublié, on ne pourra pas nous accuser d'avoir ignorer les appareils ou de leur laisser le champ libre, accusation habituelle et frauduleuse de nos détracteurs qui ne sert qu'à couvrir leur propre capitulation ou leur incompréhension, leur refus d'admettre que la tactique doit être subordonnée à

la stratégie.

Se refuser à admettre que la tactique doit être subordonnée à la stratégie se traduit dans les faits par l'abandon (ou s'écarter) de l'objectif pour lequel on prétendait combattre. On pourrait ajouter : par l'incapacité de construire le parti.

Croissance = compétitivité = amplification de l'exploitation, de la marchandisation = aggravation de la précarité, des inégalités sociales...

"*J'ai confiance de voir nos deux pays pouvoir initier à l'avenir de bonnes solutions pour l'Europe et notre monnaie commune*", a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, dans un entretien à paraître dans le journal dominical Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung.

De son côté, le directeur de campagne de M. Hollande, Pierre Moscovici, a dit "*ne pas vouloir provoquer de crise*", assurant que l'amitié franco-allemande restait "*un élément essentiel*", dans une interview samedi au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Après le scrutin en France, a assuré M. Westerwelle, "*nous allons nous mettre rapidement au travail pour ajouter au traité budgétaire un pacte de croissance pour plus de compétitivité*".

Dans le même journal, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a abondé dans ce sens: "*La stratégie de l'Union européenne comporte depuis le début deux piliers pour maîtriser les deux origines de la crise: la réduction des déficits et les réformes pour améliorer la compétitivité qui fait défaut, et ainsi créer de la croissance*".

De son côté, M. Moscovici a déclaré: "*Nous savons qu'Angela Merkel préfèrerait voir gagner Nicolas Sarkozy. Si François Hollande remporte l'élection, nous voulons montrer que rien ne peut ébranler l'amitié franco-allemande. Même un changement de pouvoir ne peut pas l'altérer*".

Il y a une semaine, Mme Merkel avait affirmé qu'un agenda concernant la croissance était en préparation pour le sommet européen de juin, tout en répétant qu'il n'y aurait "*pas de nouvelles négociations sur le traité budgétaire*".

M. Hollande avait alors salué cette déclaration, estimant que Mme Merkel "bougeait" sur la croissance au sein de l'Union européenne et qu'elle "*bougerait encore*" après le second tour de l'élection présidentielle française du 6 mai. (AFP 05.05)

Voilà à quoi adhère tous ceux qui réclament plus de croissance, étant donné que c'est à la classe des capitalistes au pouvoir de la mettre en musique, la croissance ne peut être tournée que contre les travailleurs. Dès lors il est facile de repérer ceux qui se positionnent au côté des capitalistes et ceux qui demeurent au côté de la classe ouvrière. Une main vous suffira, vous pouvez même enlever quelques doigts superflus.

En gros, Hartz IV appliqué à toute l'UE. Comment Hollande va-t-il s'y prendre pour le présenter aux travailleurs et aux syndicats ? En le présentant comme une avancée sociale, un avantage concédé aux exploités, ce que démentiront ceux qui appellent à plus de croissance en réclamant des compensations en échange, autrement dit actant leur capitulation et la boucle sera bouclée.

Bruit de campagne

Front de gauche. "*Nous ne sommes pas gommés du paysage politique veut croire le communicant engagé Arnauld Champremier-Trigano. On est dans une configuration similaire à celle des années 30, avec une déportation de la droite vers l'extrême droite, et si les sociaux-démocrates déçoivent, nous récolterons. C'est alors qu'en 2013, en 2014 et en 2015 que l'on assistera à des mouvements sociaux de grande ampleur.*" (lexpress.fr 05.05)

Il n'aurait pas oublié 2012 ? Admettons que l'on soit dans "*une configuration similaire à celle des années 30*", et comment se sont-elles terminées ? Voilà la perspective que nous réserve le PG. Quand on vous dit que ces gens-là sont de dangereux aventuriers, est-ce qu'on exagère vraiment ?

En France, il n'y a qu'un parti ouvrier vraiment sérieux, c'est le POI. Mes importants désaccords avec ce parti est une autre question. C'est le seul parti à vraiment combattre l'UE, pour le rejet du TSCG et du MES. C'est le seul parti à tenter de rassembler des travailleurs et des militants de divers partis contre des institutions du capital, tandis que le PG, le PCF et le NPA s'en remettent à l'ONU, à la BCE.

Mais combattre l'UE, c'est aussi combattre les institutions de la Ve République, c'est encore la meilleure façon d'aider nos frères et soeurs à l'autre bout du monde de combattre le gouvernement en place, le Parlement, le patronat, les religieux. Notre ennemi est dans notre propre pays. Si on fait tomber notre propre bourgeoisie, tous les traités que ses représentants ont signé sont abolis, les relations avec l'ensemble des Etats sont remis en cause, les relations avec les institutions internationales du capital sont rompus...

Le combat que mène l'UE contre les travailleurs est le même que celui que l'Etat livre contre les masses exploitées pour le compte des capitalistes, dès lors le combat contre l'UE ne peut être compris par les travailleurs qu'à partir du moment où on leur permet de comprendre qu'il est orchestré par l'Etat dont ils ont élu les représentants au sein des institutions, du chef de l'Etat au maire de leur commune.

Qui réclame un pacte de croissance, qui va le ratifier ? Le chef de l'Etat et les parlementaires. Dès lors le combat contre l'UE et ses traités doit être mené contre l'UE et l'Etat, ce qui permet d'embrayer sur la nécessité de balayer l'Etat capitaliste au profit de l'Etat ouvrier ou de la République sociale qui seule sera à même de répondre positivement aux besoins sociaux des travailleurs, de poursuivre par le gouvernement ouvrier et le parti qu'il nous faut construire pour mener ce combat jusqu'à la victoire totale sur notre ennemi de classe.

On part du fait que le pacte de croissance, le TSCG et le MES sont incompatibles avec nos revendications sociales, le maintien de nos droits sociaux pour en arriver à la question déterminante du parti et du gouvernement ouvrier.

Voilà de quelle manière ou dans quel ordre ces questions doivent être posées, ce qui suppose d'aller au bout de notre analyse, contrairement au POI qui s'y refuse, comme s'il fallait attendre des circonstances favorables pour poser la question du pouvoir.

Financement illégal (par Kadhafi) de la campagne 2007 de Sarkozy. Un témoin embarrassant qui craint pour sa vie.

Un gendre de l'ex-Premier ministre libyen al-Baghdadi al-Mahmoudi, incarcéré en Tunisie, dément toute conversation entre son beau-père et ses avocats sur un financement présumé de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007.

Le principal avocat de M. al-Mahmoudi, Mabrouk Kourchid, a réagi en affirmant que la famille de son client "est indigné par les déclarations de son gendre".

"*Al-Mahmoud est en désaccord avec son gendre proche du Conseil national de transition (CNT)*", a ajouté l'avocat dénonçant "*une manipulation politique*".

L'avocat a aussi dénoncé "*une lettre anonyme*" selon laquelle M. al-Mahmoudi mettait fin aux services de ses avocats. Ce document reçu à l'AFP ne portait pas de signature et n'a pu être authentifié.

Des avocats tunisiens de la défense de l'ex-dignitaire libyen ont affirmé que leur client leur avait dit que le régime Kadhafi avait financé la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy.

Me Bechir Essid avait mentionné devant la presse une enveloppe de 50 millions d'euros pour le financement de la campagne présidentielle 2007, citant son client.

"*Al-Baghdadi al-Mahmoudi est déçu par les déclarations de son Excellence le président de la République Sarkozy. Comment peut-il réagir sans vérifier la véracité des déclarations de Bechir Essid*", s'est indigné M. Bou Chaala affirmant que l'état de santé de son beau père s'était détérioré à la suite de cette affaire. "*Il est probable qu'il en arrive au suicide*", a-t-il ajouté.

Des avocats tunisiens de la défense ont affirmé à l'AFP que le financement de la campagne de Nicolas Sarkozy par le régime libyen avait été évoqué devant une cour d'appel tunisienne le 25 octobre 2011.

"*La question a été posée devant un juge à l'ex-Premier ministre libyen et sa réponse affirmative figure dans un procès-verbal judiciaire*", a assuré à l'AFP l'avocat qui avait posé la question, Slim Ben Othman.

"*Al-Mahmoudi avait alors indiqué qu'une enveloppe de 50 millions d'euros a été remise par lui-même aux mains d'envoyés de Sarkozy à Genève*", a déclaré Me Ben Othman.

"*Des documents attestant de l'opération ont été copiés et déposés dans plusieurs capitales européennes*", a ajouté l'avocat affirmant que son client craignait une liquidation physique. (AFP 05.05)

Les temps sont durs, mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

Malgré la crise, la saison de ski qui vient de s'achever est jugée "*globalement bonne*" par les professionnels, notamment des Alpes du nord et du Jura, profitant d'une neige abondante, à l'inverse des Alpes du sud qui ont souffert du manque d'ennneigement. (AFP 05.05)

INFOS EN BREF

Economie

1- Etats-Unis

Berkshire Hathaway, le véhicule d'investissement du milliardaire Warren Buffett, a vu son bénéfice net plus que doublé (3,25 milliards de dollars) au premier trimestre 2012, la division assurances de la société ayant vu sa perte drastiquement réduite à la faveur de l'absence de catastrophes naturelles majeures sur la période.

L'entreprise a également tiré un gain plus élevé de son portefeuille de dérivés, qui a toutefois été partiellement annulé par une dépréciation substantielle sur un de ses actifs obligataires.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 13% à 38,15 milliards de dollars et Berkshire a terminé le trimestre avec 37,83 milliards de trésorerie et équivalents, soit 500 millions de dollars de plus qu'à la fin de 2011. (Reuters 05.05)

Pour ceux qui auraient un doute ou qui n'auraient pas bien saisi ce qu'est le capitalisme. Warren Buffett est un vieillard, il va crever avec ses dizaines de milliards de dollars en poche, et cela ne lui suffit pas encore, jusqu'à son dernier souffle il va falloir qu'il accumule du capital. C'est la raison d'être et l'objectif du capitalisme, la preuve qu'il n'en a pas d'autre c'est que ce parasite s'y accroche désespérément, son existence se sera confondue avec cet unique objectif.

2- Japon

La compagnie Hokkaido Electric Power a entrepris samedi de fermer le dernier réacteur nucléaire encore en service au Japon. Lorsque l'opération sera achevée, ce pays, qui était le troisième utilisateur au monde d'électricité d'origine atomique, n'aura plus recours au nucléaire pour la première fois depuis 1970.

Avec cette fermeture, la cinquantaine de réacteurs nucléaires du Japon se retrouvera à l'arrêt et le pays connaîtra son premier jour sans électricité d'origine atomique depuis mai 1970.

L'énergie nucléaire représentait environ 30% de l'électricité du Japon avant la catastrophe de mars 2011 à la centrale de Fukushima Daiichi, la pire de l'histoire du nucléaire civil depuis celle de Tchernobyl en 1986. (Reuters 05.05)

Et les usines continuent de tourner, les foyers d'être alimentés, l'économie du pays n'en est pas affectée...

Haut de page

Le 7 mai

CAUSERIE

J'ai trouvé une formule pour qualifier le rôle de Hollande au sein de l'UE notamment : la caution sociale et morale de l'austérité !

- "Et, de même que dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer, encore davantage dans les luttes historiques , entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité." (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

Hollande est entièrement dans la posture, l'imposture, comme son prédécesseur ou pire encore, car c'est en se présentant comme socialiste. La différence entre les deux se mesure au pourcentage qui les sépare, à peine plus d'un pourcent. Sans le vote de Bayrou, Hollande ne serait pas élu. Sans l'abstention de Le Pen Sarkozy serait élu.

Dans les banlieues ou quartiers ouvriers ont retrouve le même niveau de rejet de Sarkozy et de l'UMP, de leur politique, qui s'était déjà exprimé lors des élections intermédiaires à hauteur de 70 à 80%, sans qu'on ait été capable de le traduire en terme d'organisation des masses.

Parmi les travailleurs, c'est en partie ceux qui estiment avoir encore quelque chose à perdre qui ont voté Sarkozy, s'ajoutant aux masses les plus arriérées. Je n'ai pas le décompte exact des voix s'étant portées sur Sarkozy, sur 46 millions d'électeurs,

en ajoutant les bulletins nuls à l'abstention qui est intégréedans les bulletins blancs (7%, soit 2 millions paraît-il), 36 à 37 millions d'électeurs ont participé à cette mascarade, le candidat du parti de l'ordre a donc récolté environ 17 millions de voix, celles des 9 millions de patrons avec leur conjointe et en comptant un enfant en âge de voter, environ la moitié des retraités (plus de 41% au premier tour) , soit 6 à 7 millions, on arrive à 15 ou 16 millions de voix, ce qui signifie que plus de 80% des travailleurs des villes et des campagnes ont voté contre Sarkozy pour ne pas dire la quasi-totalité, ouvriers, employés, techniciens, cadres confondus.

Il ressort de ces quelques données, que dans les entreprises privées et l'administration ainsi que les entreprises publiques le rapport de force est à une écrasante majorité favorable aux travailleurs. On devrait donc en déduire que les travailleurs vont être tentés de passer à l'action pour tirer profit de ce rapport de forces. Hollande va s'empresser de refroidir leur ardeur revendicative dans les semaines qui viennent en affichant sa soumission à Merkel et Obama, à l'UE et au G20.

A Tulle dans son discours, Hollande a déclaré que "*l'austérité ne pouvait plus être une fatalité*", et d'enchaîner "*nous devons maintenant sceller un pacte de croissance pour plus de compétitivité», a-t-il insisté, se disant confiant dans le fait que l'amitié franco-allemande serait «encore approfondie»*", ce qui signifie une amplification de l'austérité. Valls l'a également martelé sur France2.

Les résultats définitifs n'ont pas encore été annoncés en Grèce et en Italie. En Allemagne on ne dispose que d'estimations, il semblerait que le score de Die Linke, l'équivalent du Front de gauche, serait inférieur à 5% et ne lui permettrait pas d'avoir des élus au parlement de l'Etat-région de Schleswig-Holstein où se déroulait ce scrutin. L'illusion de Die linke a fait long feu et c'est très bien ainsi, il en sera de même du Front de gauche du charlatan Mélenchon.

Nous poursuivrons cette analyse demain.

En attendant, un autre extrait du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx.

L'origine de la social-démocratie.

- "En face de la bourgeoisie coalisée, s'était constituée une coalition entre petits bourgeois et ouvriers, le prétendu Parti social-démocrate. Les petits bourgeois s'étaient vus mal récompensés au lendemain des journées de Juin 1848. Ils voyaient leurs intérêts matériels menacés et les garanties démocratiques, qui devaient leur assurer la satisfaction de ces intérêts, mises en question par la contre-révolution. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la Constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation. On esquissa un programme commun, on créa des comités électoraux communs, et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire, et on leur donna une tournure démocratique. On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique, et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la social-démocratie. La nouvelle Montagne, qui fut le résultat de cette combinaison, comprenait, à part quelques figurants tirés de la classe ouvrière et quelques sectaires socialistes, les mêmes éléments que l'ancienne Montagne, mais numériquement plus forts. A vrai dire, elle s'était modifiée, au cours du développement, de même que la classe qu'elle représentait.

Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité des mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quel que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois. Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée. Il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des shopkeepers (boutiquiers) ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent."

Extrait. *Les luttes de classes en France (1848-1850)* de Karl Marx.

De l'endettement de l'Etat, de l'impossibilité de mater l'aristocratie financière et de la nécessité de l'exproprier.

- "La pénurie financière mit, dès le début, la monarchie de Juillet sous la dépendance de la haute bourgeoisie et cette

dépendance devint la source inépuisable d'une gêne financière croissante. Impossible de subordonner la gestion de l'État à l'intérêt de la production nationale sans établir l'équilibre du budget, c'est-à-dire l'équilibre entre les dépenses et les recettes de l'État. Et comment établir cet équilibre sans réduire le train de l'État, c'est-à-dire sans léser des intérêts qui étaient autant de soutiens du système dominant, et sans réorganiser l'assiette des impôts, c'est-à-dire sans rejeter une notable partie du fardeau fiscal sur les épaules de la grande bourgeoisie elle-même ?

L'endettement de l'État était, bien au contraire, d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres. C'était précisément le déficit de l'État, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables. Chaque nouvel emprunt était une nouvelle occasion, de dévaliser le public qui place ses capitaux en rentes sur l'État, au moyen d'opérations de Bourse, au secret desquelles gouvernement et majorité de la Chambre étaient initiés. En général, l'instabilité du crédit public et la connaissance des secrets d'État permettaient aux banquiers, ainsi qu'à leurs affiliés dans les Chambres et sur le trône, de provoquer dans le cours des valeurs publiques des fluctuations insolites et brus ques dont le résultat constant ne pouvait être que la ruine d'une masse de petits capitalistes et l'enrichissement fabuleusement rapide des grands spéculateurs. Le déficit budgétaire étant l'intérêt direct de la fraction de la bourgeoisie au pouvoir, on s'explique le fait que le budget extraordinaire, dans les dernières années du gouvernement de Louis-Philippe, ait dépassé de beaucoup le double de son montant sous Napoléon, atteignant même près de 400 millions de francs par an, alors que la moyenne de l'exportation globale annuelle de la France s'est rarement élevée à 750 millions de francs. En outre, les sommes énormes passant ainsi entre les mains de l'État laissaient place à des contrats de livraison frauduleux, à des corruptions, à des malversations et à des escroqueries de toute espèce. Le pillage de l'État en grand, tel qu'il se pratiquait au moyen des emprunts, se renouvelait en détail dans les travaux publics. Les relations entre la Chambre et le gouvernement se trouvaient multipliées sous forme de relations entre les différentes administrations et les différents entrepreneurs.

De même que les dépenses publiques en général et les emprunts publics, la classe dominante exploitait aussi les constructions de lignes de chemin de fer. Les Chambres en rejetaient sur l'État les principales charges et assuraient à l'aristocratie financière spéculatrice la manne dorée. On se souvient des scandales qui éclatèrent à la Chambre des députés lorsqu'on découvrit, par hasard, que tous les membres de la majorité, y compris une partie des ministres, étaient actionnaires des entreprises mêmes de voies ferrées, à qui ils confiaient ensuite, à titre de législateurs, l'exécution de lignes de chemins de fer pour le compte de l'État.

Par contre, la moindre réforme financière échouait devant l'influence des banquiers, telle, par exemple, la réforme postale. Rothschild protesta, l'État avait-il le droit d'amoindrir des sources de revenu qui lui servaient à payer les intérêts de sa dette sans cesse croissante ?

La monarchie de Juillet n'était qu'une société par actions fondée pour l'exploitation de la richesse nationale française dont les dividendes étaient partagés entre les ministres, les Chambres, 240 000 électeurs et leur séquelle. Louis-Philippe était le directeur de cette société : Robert Macaire sur le trône. Le commerce, l'industrie, l'agriculture, la navigation, les intérêts de la bourgeoisie industrielle ne pouvaient être que menacés et lésés sans cesse par ce système. Aussi, celle-ci avait-elle inscrit sur son drapeau, pendant les journées de Juillet : Gouvernement à bon marché.

Pendant que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique par la force des faits et par la presse, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne se reproduisait la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante. C'est notamment aux sommets de la société bourgeoise que l'assouvissement des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées se déchaînait, et entrait à chaque instant en conflit avec les lois bourgeoises elles-mêmes, car c'est là où la jouissance devient crapuleuse, là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent que tout naturellement la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction. L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise.

Quant aux fractions de la bourgeoisie française qui n'étaient pas au pouvoir, elles criaient « A la corruption ! », le peuple criait : « A bas les grands voleurs ! A bas les assassins ! » quand, en 1847, dans les théâtres les plus illustres de la société bourgeoise, on représentait publiquement les scènes mêmes qui conduisent, d'ordinaire, le lumpenprolétariat dans les bordels, dans les hospices et dans les maisons de fous, devant les juges, dans les bagnes et à l'échafaud."

On croirait ces lignes écrites hier, quand Marx décrit comment la finance s'emploie avec la complicité du gouvernement pour racketter les travailleurs, liquider leurs droits sociaux. Si au milieu du XIXe siècle "*la moindre réforme financière échouait devant l'influence des banquiers*", rien n'a changé depuis et ce n'est pas Hollande et ses valets qui y changeront quoi que ce soit.

On en est arrivé au point où la rupture avec le capitalisme et ses institutions politiques est une nécessité préalable et absolue à toute avancée sociale et à la paix. On va utiliser les contradictions d'Hollande et son gouvernement au service des capitalistes pour développer cet argumentaire et appeler les travailleurs à prendre leur destin en mains, à rejoindre le parti qui combat dans

cette perspective politique.

Ce matin j'ai rencontré mon propriétaire, un militaire français à la retraite, il l'a prise après 15 ans de service il y a dix ans, il a 45 ans. Il m'a dit : "*je vous avoue que j'ai toujours voté à droite, mais cette fois j'ai voté Hollande. En 10 ans ma retraite n'a augmenté que de 50 euros, de 700 à 750 euros mensuels, tandis que mes cotisations sociales ont augmenté de 35 euros durant la même période, ce n'est pas normal, quand les prix ou le coût de la vie augmente, les salaires et les retraites devraient augmenter...*". Je lui ai dit que c'était sous un gouvernement dirigé par le PS que l'augmentation des salaires et des retraites avaient cessé d'être indexés sur la hausse des prix, que c'était Mitterrand-Mauroy qui avait initié la politique de rigueur que nous subissons depuis des décennies déjà. Notre conversation a ensuite roulé sur la situation internationale et aux Etats-Unis.

En 5 minutes, je lui ai brossé le tableau du Soudan à la Syrie en passant par la Libye en mettant en avant les facteurs économiques et les antagonismes entre les intérêts des différents impérialistes qui figuraient en toile de fond de la situation politique... Il m'a dit tout ignorer des données que je venais de lui soumettre en s'excusant presque d'avoir été voté ou d'avoir voter Hollande, sans que je lui dise que je n'avais pas voté, il croyait que j'avais voté Hollande, mais il ne doit plus en être tout à fait sûr.

Je lui ai expliqué qu'il n'y avait rien à attendre de Hollande en reprenant simplement ce que j'ai expliqué dans mes causeries au cours des dernières semaines sur Hollande et le PS, en disant en conclusion que c'était aux travailleurs et retraités de prendre leur sort en mains, de prendre le pouvoir pour faire une autre politique. Il m'a dit qu'il avait voté Hollande, parce qu'il croyait qu'il serait mieux entouré que Sarkozy, et qu'étant plus au fait de la situation réelle des gens, peut-être en tiendrait-il compte. Réflexion intéressante qu'il faut traduire parce qu'il ne doit pas à être le seul dans ce cas-là.

Il ne se situe pas sur un terrain de classe, il ignore que ce sont des besoins ou des impératifs économiques qui déterminent telle ou telle politique économiques, de la même manière que la lutte des classes peut l'influencer. Il pense que la politique mise en oeuvre par un président serait uniquement du ressort de sa volonté personnelle ainsi que ses conseillers, selon le terme qu'il a employé. Cela démontre qu'il ignore totalement comment fonctionne la société.

Qu'en est-il de ceux qui ont voté Hollande sinon exactement la même chose. Hollande, Aubry, Ayrault, Valls et d'autres se sont employés au cours des derniers mois à aborder un grand nombre de questions qui mettaient en lumière leurs propres contradictions, notamment sur le plan économique. Il était inutile de demander à ceux qui se sont rendus à la Bastille hier soir s'ils en avaient conscience. Sur le plateau de France2, quand Pujadas a demandé à Mélenchon comment il allait gérer ces contradictions avec son propre programme, Cahuzac pour le PS s'est empressé de lui balancer, à deux reprises, qu'il le "*taquinait* ou une expression semblable, histoire de dire poliment : taisez-vous, ne lâchez pas le morceau, ne nous gâchez pas cette soirée. Mélenchon n'a pas relevé, ensuite le programme de TV5Monde Asie a quitté l'antenne de France2 donc je n'ai pas pu suivre la suite.

La crise en grande partie fabriquée de toutes pièces, la dette de l'Etat, entièrement fabriquée par les rentiers, le déficit, produit de la division internationale du travail et de la féroce concurrence que se livrent les capitalistes entre eux, des arguments qui appartiennent aux capitalistes, qui se situent sur leur terrain. Les reprendre à son compte, les évoquer ne peut se traduire que par le rejet des besoins des travailleurs et exprimer son allignement sur les besoins des capitalistes.

Deux lignes politiques possibles.

La première qui consiste à reprendre ces arguments en demandant aux capitalistes et à leur représentant à la tête de l'Etat de faire tout leur possible pour penser aussi aux besoins des travailleurs, au nom de l'équité, de l'égalité, de la justice sociale, de la morale, de l'humanisme et j'en passe, autant de valeurs qui avancées à l'époque où les gangsters de la finance détiennent le pouvoir consiste en réalité à leur laisser l'initiative du lieu, du moment et des armes pour mieux nous combattre.

La seconde qui consiste à rejeter ces arguments qui sont l'expression politique et le produit de la dictature du capital, et qui par nature sont antagoniques avec la satisfaction de nos besoins, démarche fidèle à l'indépendance de classe du prolétariat sans laquelle il lui sera impossible de s'en tenir strictement à ses besoins, qui nécessite de rompre avec le capitalisme et les institutions qui sont responsables de la situation actuelle.

La surpopulation carcérale. Il reste encore des places disponibles au quartier des VIP.

Nicolas Sarkozy perdra à la mi-juin l'immunité présidentielle qui le protégeait d'éventuelles poursuites judiciaires et l'empêchait même d'être entendu comme témoin dans plusieurs affaires, ayant trait notamment au financement de sa campagne de 2007.

L'article 67 de la Constitution stipule que le président de la République ne peut durant son mandat "*être requis de témoigner*" ni "*faire l'objet d'une action, d'un acte d'information, d'instruction ou de poursuite*". Cette interdiction est levée un mois après la cessation de ses fonctions.

L'investiture de François Hollande doit avoir lieu au plus tard le 15 mai, le quinquennat de Nicolas Sarkozy s'achevant ce jour-là

à minuit. Les juges pourraient donc théoriquement convoquer M. Sarkozy à partir du 16 juin. (AFP 07.05)

A bas le patriotisme et la réaction d'où qu'elle vienne !

Sur Twitter, Jean-Luc Mélenchon, l'ex-candidat du Front de gauche, a souhaité « *le meilleur* » à François Hollande et à « *notre patrie* ». (AFP 07.05)

Le soir des illusions et les lendemains qui déchantent.

Extrait d'interviews dans la foule à la Bastille.

- Christine, 45 ans, ne se fait guère d'illusions. "*Il ne fera pas de miracle, mais au moins, il fera mieux que le précédent ! Les gens le savent, ils sont réalistes." Elle attend surtout "qu'il fasse le mieux possible, dans le respect des citoyens et de la démocratie. L'alternance va faire du bien, malgré le contexte de crise*".

Faire "*le mieux possible*", Hollande n'a que cela en tête, mais pas en pensant à vous !

- Marie-Lyne Bezille sait que la fête aura un autre goût ce soir (qu'en 81 -Ndlr) : "*Les gens sont beaucoup plus inquiets aujourd'hui. Il y a la crise, la Grèce... En 1981, les 'trente glorieuses' n'étaient pas loin.*"

Hollande l'a joué grave pour vous tromper, un truc qui marchera un temps seulement.

- "*Je me sens en extase, lâche Alexandrine, 25 ans*, qui a voté aux deux tours pour François Hollande. *Moi, je n'ai connu quasiment que la droite. Ces dernières années, on sent que les choses se sont dégradées. Mes deux parents travaillent et mon père, qui est éducateur spécialisé, gagne correctement sa vie. Mais ces derniers temps, il y a moins de viande dans le frigo, moins de cadeau à Noël. Sans parler des vacances... Hollande, j'ai toujours eu confiance en lui. Sa présence, son calme: il est rassurant.*"

Quel drame pauvre chéri, "*moins de cadeau à Noël*" !

- Et Michèle de lancer une exhortation au nouveau président de la République : "*Ne nous déçois pas !*" (lemonde.fr 07.05)

Vous ne tarderez pas à l'être, hélas ! A croire qu'elle ne lui fait pas vraiment confiance, non ?

On a des partis ouvriers tellement formidables, je ne parle pas du PS, qu'on en est toujours au même point...

Le changement synonyme de coup de grâce. La "***vérité*** qui s'impose : la pensée unique, la dictature du marché dont Hollande est désormais le représentant au sommet de l'Etat

1- François Hollande a imposé une image de social-démocrate réaliste et pro-européen. "*La peur de Hollande s'amenuise à la chancellerie*", titrait vendredi le quotidien Süddeutsche Zeitung.

Même si l'épisode n'est pas clos, chacun s'accorde pour estimer que les deux moitiés du couple moteur de l'Union européenne n'auront d'autre choix qu'un compromis rapide, sous la pression des partenaires européens et des marchés financiers.

Dimanche soir, la chancelière a appelé le nouveau président français pour le féliciter et l'inviter à venir au plus vite à Berlin, alors que celui-ci a promis de faire son premier déplacement à Berlin.

"*Nous devons maintenant sceller un pacte de croissance pour plus de compétitivité*", a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, reprenant l'idée d'un complément au pacte budgétaire de M. Hollande. Venu spécialement à l'ambassade de France à Berlin pour adresser ses félicitations, il a toutefois souligné que la croissance passait, selon lui, par des "réformes structurelles" et non par de nouvelles dépenses. (AFP 06.05)

2- François Bayrou a appelé dimanche soir le président élu François Hollande à "*une démarche de vérité*" et de "*réconciliation*" et à la construction d'"*un esprit d'unité nationale*" pour faire face à la crise.

"*Cette élection traduit, dans un moment de crise profonde, le grand besoin de changement du pays. C'est un besoin de refondation du lien de confiance entre les citoyens et le pouvoir qui les gouverne*", souligne-t-il dans une déclaration diffusée dimanche soir.

Il a invité dimanche soir le président-élu à "*une démarche de vérité*" du point de vue économique. "*Beaucoup de problèmes ont été éludés, et beaucoup de solutions avancées ne correspondent pas à l'exigence de la situation grave qui s'imposera à nous*",

écrit François Bayrou. (Reuters 06.05)

INFOS EN BREF

Politique

1-France

François Hollande a été élu avec 51,67% des voix contre 48,33% au président sortant, selon des résultats officiels quasi-définitifs du ministère de l'Intérieur.

Selon une totalisation du ministère de l'intérieur portant sur 91% des électeurs, le taux de participation est de 81,14%.

A 23H30, les départements où on avait le plus voté étaient le Lot (84,62%), la Corrèze ((84,35%), le Gers (84,16%), les Côtes-d'Armor (84,13%) et la Lozère (84,01%).

Parmi ceux qui ont le moins voté figurent la Corse du Sud (75,23%), la Haute Corse (76,14%), le Nord (77,89%), la Moselle (78,12%) et la Marne (78,85%). Dans les collectivités d'outre-mer, la participation a été très faible, 59,70% en Martinique ou 57,21% en Guyane. (AFP 06.05)

2- Grèce

La Grèce aura sans doute bien du mal à constituer un gouvernement cette semaine, après le séisme des élections législatives dimanche qui ont laminé les deux partis historiques pro-austérité et pro-Europe et envoyé pour la première fois des néonazis au parlement grec.

Sur les cendres du bipartisme à la grecque, les partis opposés à un accroissement de l'austérité ont raflé, en incluant les néonazis, près de 60% des voix, selon un sondage sortie des urnes.

Les deux grands gagnants du scrutin sont la formation de gauche radicale, Syriza, opposée au memorandum d'accord de la Grèce avec les bailleurs de fonds du pays, qui devient la deuxième force politique du pays, et le parti néonazi Chryssi Avghi (Aube dorée) qui fait une entrée en force au parlement, pour la première fois.

La Nouvelle Démocratie avec un score historiquement bas, 19,82% et 111 sièges de députés, devrait rendre la constitution d'un gouvernement stable presque impossible, selon les premiers commentaires.

Le Pasok sort du scrutin écrasé et recueille 13,64% des voix, contre 43,9% en 2009.

"*C'est un séisme politique*" a estimé sur la chaîne Mega, Panos Panagiotopoulos, un ténor de la Nouvelle Démocratie.

Syriza est crédité de 50 sièges au parlement (16,24% des voix).

Ex-groupuscule semi-clandestin aux méthodes notoirement violentes et aux thèses racistes et antiparlementaires, Chryssi Avghi a obtenu 21 deputés sur 300 au parlement grec, avec 6,9% des voix, selon les résultats basés sur 60% des dépouillements. (AFP 06.05)

3- Allemagne

A l'issue des élections dans l'Etat-région de Schleswig-Holstein, à en croire les sondages à la sortie des urnes diffusés dimanche soir après la clôture des bureaux de vote, selon la chaîne publique ARD, la CDU recueillerait 30,6% des voix et le SPD 29,9%. Cela équivaudrait à 22 sièges chacun pour ces partis au parlement régional, qui compte 69 sièges.

Si le score de la CDU se confirme, il s'agirait de son plus mauvais dans ce Land depuis 1950.

Les Libéraux du FDP, partenaires de coalition d'Angela Merkel, rebondissent après une série de revers électoraux régionaux, et obtiendraient 8,3%, soit suffisamment pour obtenir des élus au Landtag de Kiel.

Ensemble, la CDU et le FDP, qui dirige le Schleswig-Holstein depuis 2009, sont loin d'avoir la majorité absolue au Landtag (parlement régional), et le SPD et les Verts ne sont pas non plus majoritaires, eux qui espéraient former une coalition de gauche. Avec 13,6% selon ARD, les Verts sont la troisième force politique du Land.

Avec 8,1%, le Parti pirate, qui défend notamment les droits des internautes, fait son entrée au Landtag, comme il l'a fait récemment en Sarre et, l'an dernier, dans la cité-Etat de Berlin.

Quant au parti Die Linke (La Gauche), qui avait des élus dans le parlement sortant, il semble cette fois-ci ne pas atteindre la barre des 5% indispensable pour y siéger.

D'après les observateurs, il pourrait y avoir une coalition formé par les Verts, le SPD et le parti du Sud-Schleswig, qui représente la minorité danoise - si celui-ci franchit la barre des 5%, ou bien une coalition entre les deux principaux partis. (Reuters 06.05)

4- Arménie

Le Parti républicain du président Serge Sarkissian semblait en passe dimanche soir de remporter les législatives en Arménie (3,3 millions d'habitants), un scrutin aux allures de test, le régime ayant promis des élections démocratiques quatre ans après une présidentielle controversée marquée par des affrontements sanglants.

Selon un sondage sortie des urnes, le parti au pouvoir a remporté 43,3% des voix, alors que son partenaire dans la coalition gouvernementale, le mouvement Arménie Prospère, dirigé par un millionnaire et ancien champion de bras de fer, Gaguik Tsaroukian, a recueilli 29,3%.

L'institut de sondage Gallup a toutefois souligné que 46% des 22.000 personnes interrogées ont refusé de répondre. Plusieurs bloggeurs se sont pour leur part interrogés sur la crédibilité et la validité des sondages sortie des urnes.

"*Qui a gagné c'est clair, mais qui a perdu ne l'est pas autant*", a déclaré sur la chaîne de télévision privée Arménie TV Andrei Raichev de l'institut Gallup.

Le taux de participation à ces élections s'est élevé à 62,3%, selon la commission centrale électorale. (AFP 06.05)

Social

Canada

La plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec s'est soldée par un match nul. Le gouvernement pourra augmenter les frais de scolarité, mais les étudiants ne paieront pas un sou de plus - en théorie, du moins! Car il y a malgré tout un perdant dans cette affaire: les gestionnaires des universités. Ce sont ces institutions qui financeront l'augmentation des droits d'inscription en réduisant ou en abolissant les «*frais administratifs*» greffés à la facture que reçoivent les étudiants pour chaque session de cours.

Le mouvement d'opposition à la -hausse des frais de scolarité a culminé le 22 mars. Ce jour-là, 200.000 personnes ont défilé dans les rues de la métropole québécoise. Samedi dernier, il ne restait plus «*que*» 165.500 grévistes (486.000 dans la province). (lefigaro.fr 06.05)

Haut de page

Le 8 mai

CAUSERIE

Un courriel reçu.

Conférence débat le Samedi 9 juin 2012 à 14 h 30

Au Centre d'Histoire Sociale - 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul) - Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol

Il y a cinquante ans, NOVOTCHERKASSK avec Jean-Jacques Marie, auteur de Khrouchtchev ou la réforme impossible

Si vous souhaitez vous inscrire pour cette conférence, avisez le CERMTRI par courrier au 28, rue des Petites-Ecuries 75010 Paris, par téléphone au 01 44 83 00 00 ou par e- mail : cermtri@wanadoo.fr

Je n'ai pas vraiment saisi quel était le thème de cette conférence débat, l'impossibilité de réformer le stalinisme ? On pourrait en dire autant du réformisme qui a défaut de pencher vers le socialisme, se vautre dans le capitalisme, Hollande va nous en faire la démonstration, une fois de plus, en commençant par l'Union européenne puis le G20.

Défense du marxisme.

Extrait.*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* - K : Marx

"A la monarchie bourgeoise de Louis -Philippe ne peut succéder que la République bourgeoise. Cela veut dire que, tandis que, sous la monarchie, c'était une partie restreinte de la bourgeoisie qui avait régné au nom du roi, c'est, désormais, l'ensemble de la bourgeoisie qui doit régner au nom du peuple. Les revendications du prolétariat parisien sont des bourdes utopiques avec lesquelles il faut en finir une fois pour toutes. A cette déclaration de l'Assemblée nationale constituante, le prolétariat parisien répondit par l'insurrection de Juin, l'événement le plus formidable dans l'histoire des guerres civiles européennes. La République bourgeoise l'emporta. Elle avait pour elle l'aristocratie financière, la bourgeoisie industrielle, les classes moyennes, la petite bourgeoisie, l'armée, le lumpenprolétariat organisé en garde mobile, les intellectuels, les prêtres et toute la population rurale. Aux côtés du prolétariat, il n'y avait personne d'autre que lui-même. Plus de 3 000 insurgés furent massacrés après la victoire, et 15 000 déportés sans jugement.

Cette défaite rejeta le prolétariat à l'arrière-plan de la scène révolutionnaire. Il s'efforça de reprendre sa place en avant chaque fois que le mouvement sembla prendre un nouvel élan, mais chaque fois avec une énergie diminuée et un résultat plus faible. Dès que l'une des couches sociales placées au-dessus de lui entre en fermentation révolutionnaire, le prolétariat conclut une alliance avec elle et partage ainsi toutes les défaites que subissent les uns après les autres les différents partis. Mais ces coups successifs s'affaiblissent de plus en plus à mesure qu'ils se répartissent davantage sur toutes les couches de la société. Ses principaux chefs à l'Assemblée nationale et dans la presse sont, les uns après les autres, livrés aux tribunaux et remplacés par des figures de plus en plus équivoques. Pour une part, il se jette dans des expériences doctrinaires, banques d'échange et associations ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence, et par conséquent, échoue nécessairement. Il semble ne pouvoir ni retrouver en lui-même la grandeur révolutionnaire, ni puiser, dans les alliances nouvelles conclues par lui, une énergie nouvelle, jusqu'à ce que toutes les classes, contre lesquelles il a combattu en Juin, gisent sur le sol à ses côtés. Mais, du moins, il succombe avec les honneurs de la grande lutte historique. Non seulement la France, mais l'Europe tout entière est secouée d'épouvante par le tremblement de terre de Juin, tandis que les victoires remportées sur les classes supérieures l'ont été si facilement qu'il faut toute l'exagération éhontée du parti victorieux pour les faire passer pour des événements d'importance, et elles sont d'autant plus honteuses que le parti vaincu est plus éloigné du prolétariat.

La défaite des insurgés de Juin avait, à la vérité, préparé, aplani le terrain sur lequel pouvait se fonder, s'établir la République bourgeoise. Mais elle avait montré, en même temps, qu'en Europe se posaient d'autres problèmes que celui de la République ou de la monarchie. Elle avait montré que la République bourgeoise signifiait ici le despotisme absolu d'une classe sur les autres classes. Elle avait montré que, dans les pays de vieille civilisation, ayant une structure de classe très développée, des conditions modernes de production, pourvus d'une conscience morale dans laquelle toutes les idées traditionnelles ont été dissoutes au moyen d'un travail séculaire, la République n'est, d'une façon générale, que la forme de transformation politique de la société bourgeoise et non pas sa forme de conservation..."

Commentaire.

Quand le prolétariat à travers ses partis s'allie à "*l'une des couches sociales placées au-dessus de lui, le prolétariat conclut une alliance avec elle et partage ainsi toutes les défaites que subissent les uns après les autres les différents partis.*".

Le démocrate petit-bourgeois impatient cherche des recettes magiques pour contourner les obstacles que la lutte des classes dresse sur son chemin ou manifeste son manque de compréhension du développement historique du capitalisme qui pose la question de son dépassement, son incapacité à concevoir que la classe ouvrière en sera le principal acteur. Il en va ainsi de la réforme de la BCE, de l'autogestion qui a refait surface récemment ou d'autres théories que l'expérience de la lutte de classe a invalidé depuis la Commune de Paris (1871) "*il se jette dans des expériences doctrinaires, banques d'échange et associations ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence*, dans le cadre du régime en place.

La dernière phrase de cette citation sur le rôle attribué à la République par la bourgeoisie part du constat qu'elle n'est qu'une forme politique parmi d'autres à travers laquelle la classe dominante impose son pouvoir à la classe dominée, et qu'elle peut en changer en fonction des objectifs économiques qu'elle s'est fixée ou des impératifs économiques auxquels elle doit faire face et les moyens politiques pour les atteindre, quite à dénaturer totalement ou bazarder la République si nécessaire. Cela nous ramène à la situation actuelle.

Pour la classe des capitalistes, la République présente l'inconvénient de reconnaître l'existence des classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, la lutte des classes, au moment où pour réaliser ses objectifs politiques elle a besoin du soutien des organisations et des partis ouvriers ou prétendus tels, d'un consensus national derrière ses objectifs, affronter la crise, payer la dette, accroître la compétitivité des entreprises qui se traduit par une politique d'austérité et de régression sociales généralisée. Dans ces conditions, une République tronquée, la démocratie étriquée, l'existence même du prolétariat organisé en syndicats et partis deviennent des obstacles à la réalisation des besoins des capitalistes. Tel est le cas de manière générale une fois le capitalisme passé au stade l'impérialisme.

Dans le contexte actuel, réduire davantage la République ou la démocratie précipiterait l'affrontement entre les classes, ce que traduisait ou ce à quoi devait conduire l'accession de Sarkozy au pouvoir, le président du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'artistocratie financière, or une partie de la bourgeoisie n'était pas prête à assumer immédiatement cet affrontement, semble-t-il, estimant que le degrè de décomposition atteint par le régime et le rejet qu'il inspirait aux masses étaient défavorables à un tel affrontement dont l'issue était aléatoire, incertaine. Il valait mieux procéder autrement.

Comment ? En se servant des oripeaux de la République et de la démocratie pour mieux agir sur le troisième facteur, les organisations et les partis du mouvement ouvrier ou prétendus tels, d'où les louanges que les représentants (Barroso) et les serviteurs (médias) du capitalisme se sont empressés d'adresser à Hollande, les offres de services de Bayrou, les déclarations des dirigeants syndicaux appelant à un "*dialogue social apaisé*" avec le nouveau chef de l'Etat.

Ainsi, quel que soit le contexte depuis son instauration, la République parlementaire bourgeoise n'a servi qu'à mieux asservir le prolétariat au capitalisme, d'autant plus facilement que plus aucun parti ne représentait réellement les intérêts de la classe ouvrière au sein des institutions. Ces partis ont accompagné la décomposition du régime à travers les différentes Républiques qui se sont succédées. Toutes ces Républiques pour être flanqués d'un président, conservaient un pied dans l'Ancien régime et lui donnaient l'allure de monarchies républicaines, de République inachevée, du fait qu'elle avait été conçue pour répondre aux besoins politiques d'une minorité, elle devait demeurer l'expression des besoins (économiques) fondamentaux de la classe dominante au nom des intérêts commun de la population.

L'exacerbation des contradictions du capitalisme rendant plus voyant et plus insupportable encore la dictature exercée par la minorité sur la majorité, contribue à dévoiler la véritable nature sociale de cette République et de cette démocratie, dans lesquelles le prolétariat ne peut pas se reconnaître puisqu'elles sont au service de leur ennemi de classe qui passe désormais son temps à les matraquer de plus en plus ouvertement et brutalement. Que la classe ouvrière utilise les espaces de liberté qu'elles lui octroient pour combattre le régime n'est pas contradictoire avec ses intérêts, uniquement dans la mesure où elle situe son combat dans la perspective d'une République sociale, d'une démocratie basée sur les aspirations de la majorité et non plus sur celles de la minorité. La défense de la République ou de la démocratie qui ne serait pas associée à cette perspective (révolutionnaire) consisterait à soutenir le régime en place.

Il ne peut y avoir de retour possible à la démocratie politique, parce qu'elle n'a jamais existé autrement que soumise aux intérêts de la classe dominante ou exprimant ses intérêts, c'est donc une escroquerie politique. Vouloir rétablir la République telle qu'elle a pu exister dans le passé est du même ordre d'idée et aboutit à la même conclusion. Nous rejetons leur République qui se réduit à ceci : la liberté d'exploiter et d'être exploité ou crever en cas de refus, l'égalité entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui ne possèdent que leur force de travail, la fraternité entre les nantis et les miséreux dont leur société est justement le produit.

Leur République a notamment pour fonction en régime capitaliste d'orchestrer, d'organiser de quelle manière les inégalités vont être réparties entre les différentes couches et classes de la société en fonction de critères économiques ou des rapports entre les classes, partant du principe que dans tous les cas il sera impossible d'attenter aux intérêts fondamentaux de la classe qui détient le pouvoir économique, c'est le seule cadre dans lequel les capitalistes tolèrent la lutte de classe du prolétariat et c'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas antirépublicains.

Quant à la démocratie, nous y sommes attachés, mais pas aveuglément, parce qu'elle incarne le gouvernement du peuple par lui-même dans la perspective de la dictature du prolétariat, autrement dit, de la classe ouvrière disposant de tout le pouvoir, donc parvenue au rang de classe dominante une fois renversée la domination de classe de la bourgeoisie, l'objectif de notre combat politique. (A suivre)

La crise, quelle crise ?

"*Les bénéfices combinés des 500 plus grosses entreprises américaines (...) ont augmenté de 16,4% l'an dernier pour atteindre le niveau record de 824,5 milliards de dollars, éclipsant le précédent record qui datait de 2006 avec 785 milliards de dollars*", écrit un communiqué du magazine lundi, à l'occasion de la publication du classement Fortune 500. (AFP 07.05)

Voilà encore un excellent argument que personne ne reprendra pour expliquer aux travailleurs en quoi consiste réellement cette "*crise*". L'élection présidentielle qui vient de s'achever en France a clairement démontré que le niveau de compréhension du fonctionnement de la société des travailleurs n'avait pas progressé d'un pouce depuis 30 ans, à quoi bon, n'est-ce pas ?

Les uns et les autres vont débiter les mêmes platitudes qu'on entend depuis 30 ou 50 ans et qui n'ont jamais servi à faire progresser le niveau de conscience politique des travailleurs.

En Allemagne le parti dit Pirate, en Italie le mouvement appelé Cinq Etoiles, ont émergé des derniers scutins sur une base anti-parti qui se veut apolitique. Ils sont le produit de la décomposition du mouvement ouvrier qui se poursuit et dont Syriza en Grèce, Die Linke en Allemagne, le PG en France, sont les produits plus que la recherche d'une issue politique, puisque tous ces partis se situent dans le cadre du maintien en place du régime capitaliste et le revendique. Ils témoignent aussi de l'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, à l'échelle nationale et internationale sur la base de la rupture avec la totalité des institutions économiques et politiques du capital.

La bourgeoisie n'est pas à court de partis pour tenter d'empêcher que les couches inférieures de la petite-bourgeoisie et la classe ouvrière se rassemblent dans un parti combattant pour la révolution socialite. En Allemagne, une fois le SPD massivement rejeté, ils ont créé le parti des Verts, une fois démontré qu'il ne pouvait constituer une alternative politique, ce fut au tour de Die Linke de voir le jour, celui-ci corrompu dans la gestion municipale avec le SPD et des accords locaux avec la CDU/CSU a fait long feu, place au parti Pirate, et ainsi de suite...

Le mouvement dit des Indignés s'inscrit dans la même logique qui consiste à détourner les travailleurs des partis qui pourraient leur proposer une véritable alternative au capitalisme, partis dont hélas l'incurie politique de leurs dirigeants est devenue légendaire autant que leur mode de fonctionnement qui sert de repoussoire, ou encore leur incapacité à tisser des liens profonds avec la classe ouvrière.

On ne cesse de nous dire qu'il n'y aurait pas de fatalité, ce en quoi nous sommes évidemment totalement convaincus, mais au regard de l'image que donnent ces partis et leurs dirigeants, l'obsoléscence de leurs discours nous porte à déclarer que finalement ils ne s'en trouvent pas plus mal ainsi ou se satisfont de l'absence d'un véritable parti communiste, il n'y aurait pas de fatalité, mais c'est la fatalité qui finalement guide leur politique.

C'est ainsi que le POI a publié un communiqué au lendemain du 6 mai (sur leur portail Internet), dont nous partageons largement l'analyse et le contenu, à ceci près que le combat qu'il appelle à continuer est uniquement orienté contre l'Union européenne au lieu d'être axé contre les institutions de la Ve République. Ainsi il n'aide en rien les travailleurs à comprendre le lien qui existe entre les besoins des capitalistes tels qu'ils se sont exprimés à travers la politique suivie par les gouvernements successifs en s'appuyant sur leurs parlements, la place et la fonction que remplissent les différents partis au sein des institutions pour le compte du capital.

Dès lors il est laissé à l'appréciation des travailleurs et des militants de croire que ces partis et ces institutions pourraient évoluer favorablement pour peu qu'on fasse pression sur eux, c'est l'aboutissement de la politique de front unique en direction du PS et ses satellites, d'entretenir cette illusion qu'ils seraient réformables et pourraient servir les intérêts de la classe ouvrière, au lieu de montrer que parce qu'ils sont organiquement au capital ils ne peuvent pas servir à la fois les intérêts des travailleurs, il faut s'organiser, construire un parti révolutionnaire dans la perspective du renversement des institutions et l'abolition du capitalisme, du socialisme.

Quant à la "*légitimité*" de Hollande et de son futur gouvernement, elle est largement usurpée dans la mesure où ils ne répondront pas favorablement aux revendications sociales qui devraient s'imposer immédiatement : l'interdiction des licenciements, le smic et la retraite minimum à 1600 euros nets par mois, le rétablissement des services publics tels qu'ils existaient il y a 31 ans encore, l'abrogation des contre-réformes successives des retraites, la retraite entre 50 et 55 ans à taux plein et sans conditions d'annuités, diminution du temps de travail à 30 ou 32 heures par semaine, accès gratuit à la santé et à l'école pour tous, abrogation de la réforme territorial.

Si vous lisez attentivement le communiqué du POI, vous constaterez qu'une partie de ces revendications y figurent, le refus de payer la dette des banquiers aussi, le rejet des deux traités TSCG et MES également, le refus de se plier au diktat de l'UE et FMI de même, par contre il manque les éléments qui permettent de s'opposer et de tenir tête aux arguments de ceux qui s'opposent à la rupture avec le capital et ses institutions, qui refusent de reprendre à leur compte ces revendications qu'ils jugent irréalistes ou qui refusent d'engager le combat sur cette base, il manque les moyens économiques pour réaliser ces revendications sociales, l'expropriation des capitalistes ou actionnaires sans indemnité ni rachat, la socialisation des banques, des organismes de crédit, des compagnies d'assurance sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations, pan de l'économie qui concentre le pouvoir des capitalistes et dont dépend le fonctionnement de l'ensemble des entreprises du pays et l'Etat une fois la rupture avec la BCE et l'euro consommée, bref, ce qui nous fait dire la politique du POI est une nouvelle fois un couteau sans lame.

Je me mets à la place de militants défendant le contenu de ce communiqué et qui vont se retrouver confrontés à d'autres militants qui ne manqueront pas de leur rétorquer : tout cela est bien beau, généreux de votre part, mais comment vous financez tout cela, ce n'est écrit nulle part dans votre document, cela manque de cohérence, ce n'est pas sérieux, c'est facile de raconter n'importe quoi aux travailleurs, de leur faire croire que tout serait possible alors que ce n'est pas le cas... vous nous accusez de soutenir le régime en place, soit, permettez-nous de vous répondre que votre argumentation tient plutôt de la fabulation, de la manipulation dès lors que vous ne nous dites pas comment vous allez vous y prendre pour financer toutes ces mesures...

Gageons que la suite de cette discussion consistera à s'accuser mutuellement de manipulateur, à établir qui manipule qui, pour en arriver à la conclusion inévitable qu'elle était inutile puisqu'elle n'aura pas permis de faire émerger un argument qui aurait permis de départager les points de vue en présence en fonction des intérêts de classe divergents ou opposés qu'ils représentaient. Bref, l'art de brasser du vent et de perdre son temps !

Sans associer à ces revendications sociales et politique urgentes à réaliser l'expropriation des capitalistes sans indemnité et la liquidation préalable des institutions de la Ve République, c'est comme se priver des moyens de les faire aboutir, c'est les situer clairement dans le cadre du maintien de l'ordre établi au lieu de les situer dans la perspective de son renversement.

Un mot sur le nouveau portail du POI.

Une nette amélioration dans la présentation et par son contenu par rapport aux précédents. Quel effort titanesque cela leur demande pour évoluer, pour admettre ou prendre en compte les transformations de la société, et il ne s'agit ici que d'un facteur secondaire, alors imaginez ce qu'il leur en coûte quand ils doivent faire face à la modification d'un facteur ou d'un rapport déterminant... ils craignent tellement de perdre un jour le contrôle de leur appareil, ce sont des gens qui contrairement à Lénine ne peuvent pas concevoir être en minorité dans leur propre parti, ils doivent contrôler la totalité de ses instances, jusqu'au comportement du moindre militant de base...

Je ne vais pas m'étendre sur ce sujet qui ne me passionne pas particulièrement, seul défaut que j'ai relevé dans ce portail, rien ne le distingue vraiment des autres. En dehors de sa politique ajouteront ses militants, je leur accorde, en partie...

De mon côté, je n'ai pas l'intention dans l'avenir de m'investir davantage dans le portail que j'anime.

Classe contre classe.

La Courneuve plus de 75 % des voix pour Hollande.

A Saint-Denis (77,78%), Bobigny (76,74%),Trappes 77,01%, Les Mureaux 70,47%, Mantes-la-Jolie 67,05%, 89,04% dans le quartier sensible du Val-Fourré. Ivry-sur-Seine (73,63%) et Villejuif (68,30%). (AFP 07.05)

Saint-Tropez 79,09 % des voix pour Sarkozy. (lepoint.fr 07.05)

Ce n'est pas le même monde. La lutte des classes se radicalisent, même si cela ne se traduit pas sous la forme de l'organisation, or c'est la clé pour se donner les moyens de réaliser nos idées, notre idéal, le socialisme et la liberté.

En Seine-Saint-Denis le taux d'abstention a atteint 23,57%, ajouté au score de Hollande, on peut affirmer que dans cette banlieue ouvrière plus de 90% des travailleurs ont rejeté Sarkozy, puis sa politique. Sarkozy pour les avoir méprisés, sa politique pour leur avoir rendu la vie impossible au quotidien.

Selon le Commissaire à la Diversité, Yazid Sabeg, "*si le score de François Hollande est bon dans les quartiers, la participation a été faible*". Signe, selon lui, que "*les habitants ne font pas confiance aux politiques pour changer leur vie*". (AFP 07.05)

Plainte contre Sarkozy.

Le père d'un soldat tué en mars à Montauban par Mohamed Merah a porté plainte contre Nicolas Sarkozy et le directeur central du renseignement intérieur Bernard Squarcini, accusés de n'avoir pas empêché la mort de son fils, a-t-on appris lundi auprès du parquet de Nîmes.

Albert Chennouf a déposé "*une déclaration à la gendarmerie*", visant la non-assistance à personne en danger, a-t-on appris auprès du parquet de Nîmes, confirmant une information du site du Nouvel Observateur. Le dossier doit être transmis au parquet de Paris.

"*Je souhaite porter plainte contre Nicolas Sarkozy et Bernard Squarcini pour non-assistance à personne en danger. Je les tiens pour responsables de la mort de mon fils"*, explique M. Chennouf au nouvelobs.com.

"*Nous nous posons fatalement des questions*", explique-t-il. "*Je n'ai pas fait l'ENA ni Sciences-Po mais je ne suis pas bête. Je pense que lorsqu'on va au Pakistan en faisant un crochet par Israël, ce ne peut être qu'avec la bénédiction des services français. L'hypothèse qu'on a éliminé Merah pour qu'il ne parle pas me paraît de plus en plus plausible. Je ne dis pas que les policiers du Raid ont mal fait leur travail. Mais la volonté politique était qu'il meure*", estime-t-il.

L'avocat de M. Chennouf, Gilbert Collard, a confirmé que son client avait déposé plainte. Il "*est en grand désespoir, il paie le prix*

du drame vécu", a-t-il estimé. (AFP 07.05)

Actualité en titres

En famille, avant comme après le 6 mai.

- Elu, Hollande sera au côté de Sarkozy pour le 8-Mai - AFP

Au mieux fin décembre 2012, pas demain...

- Le retrait français rapide d'Afghanistan voulu par M. Hollande inquiète à Kaboul - AFP

Et ailleurs dans le monde : retrait immédiat de tous les soldats français présents en Afrique, en Asie, au Proche et au Moyen-Orient !

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso compte profiter mardi de l'élection de François Hollande en France pour remettre au goût du jour toute une série de propositions de ses services sur la croissance qui peinent jusqu'ici à se concrétiser.

"*C'est clairement une perche que M. Barroso veut tendre à François Hollande*" alors que le président élu français entend faire de la relance de l'activité économique au niveau européen une priorité, souligne une source européenne proche du dossier.

Le document que présentera le président de l'exécutif européen "*ne contient pas d'idées nouvelles*", reconnaît cette source.

"*On sait que les Etats n'ont plus d'argent au niveau national pour faire de la relance, il faut donc utiliser l'argent disponible au plan européen*", souligne-t-elle.

"*Hollande semble vouloir utiliser la Commission comme plate-forme pour faire pression sur Merkel*", ce qui pourrait permettre à l'exécutif européen de revenir dans le jeu, souligne la source.

M. Barroso va aussi ressortir son projet d'agenda "*Europe 2020*" censé doper la croissance d'ici la fin de la décennie.

Au-delà de ces mesures déjà connues la Commission entend surtout adresser un message politique.

"*On est clairement dans une nouvelle donne*" avec le changement de pouvoir en France, souligne la source.

Le chef de l'Etat sortant Nicolas Sarkozy n'a jamais caché le peu de cas qu'il faisait de la Commission et de ses projets, préférant un pilotage résolument inter-gouvernemental de l'Europe axé sur le couple franco-allemand, Bruxelles se retrouvant marginalisée.

M. Barroso se dit qu'il a peut-être une carte à jouer avec l'arrivée de François Hollande, héritier de l'ex-président de la Commission Jacques Delors et tenant a priori d'une méthode de gestion s'appuyant plus sur les institutions européennes. (AFP 07.05)

L'idée de Barroso notamment, est de se servir de Hollande pour avancer dans la construction politique de l'Union européenne, scénario auquel Hollande pourrait souscrire d'autant plus volontiers ou aisément qu'il n'incarne pas officiellement le capitalisme.

L'UMP était tenu d'incarner les différentes composantes du capitalisme, y compris le capitalisme français et ses propres spécificités, dont les intérêts étaient parfois ou de plus en plus souvent contradictoires, tâche quasi impossible à réaliser dont il vient de payer le prix politique, tandis que Hollande, qui se présente comme socialiste et n'étant pas tenu d'apparaître comme le représentant du capitalisme ou de telle ou telle couche du capitalisme, n'aura aucun scrupule à suivre la voie que la Commission européenne et le FMI traceront à sa place, quite à favoriser les capitalistes les plus compétitifs en Europe au détriment du capitalisme français.

Il va de soi, et on en a encore ici la démonstration, comme d'habitude les médias vont s'employer à inverser, à interpréter les

rapports entre Hollande et les institutions européennes de manière à mieux embrouiller les travailleurs qui devraient admettre que Hollande fait de son mieux, ils utiliseront Hollande jusqu'à la corde, puis ils le cruxifieront, ce qu'ils ont fait avec Sarkozy quand ils ont estimé qu'il avait perdu. On va voir de quelle façon Hollande se prête à ce jeu, ensuite on tirera dessus à boulets rouges. Un peu de patience.

2- France

François Hollande a remporté l'élection présidentielle avec 51,62% des voix contre 48,38% pour Nicolas Sarkozy, selon les résultats définitifs pour la France entière publiés lundi par le ministère de l'Intérieur.

Le candidat socialiste a recueilli 18.000.438 voix et le président sortant, 16.869.371, soit une différence de 1.131.067 voix.

La participation a été de 80,34%, soit un peu plus de 37 millions de votants, et l'abstention de 19,66%, soit un peu plus de neuf millions.

Les bulletins blancs ou nuls ont représenté 5,80% des votants et 4,66% des inscrits, soit plus de 2,1 millions de personnes. (Reuters 07.05)

3- Italie

La droite de Silvio Berlusconi était lundi en déroute à l'issue du premier tour des municipales partielles en Italie, révêlatrices d'une percée de formations hostiles et d'un malaise social, selon un décompte encore provisoire portant sur deux-tiers des votes.

Le PDL, jusqu'ici aux commandes, est quant à lui relégué en troisième position, tandis que le candidat de gauche fait la course en tête avec plus de 34% des voix.

Plus de neuf millions d'Italiens, soit 20% du corps électoral, étaient appelés aux urnes pour élire environ 900 conseils municipaux. Le scrutin aura été marqué par une forte poussée de l'abstention pour un type de scrutin habituellement très prisé des Italiens: le taux de participation s'établit à près de 67%, en recul de 7 points par rapport à 2007.

Le succès du mouvement "Cinq Etoiles" du comique Bepe Grillo, en lutte contre la "*partitocratie*" et très présent sur les réseaux sociaux, a aussi frappé les esprits, en particulier dans des villes comme Parme ou Gênes où il pourrait arriver en deuxième ou en troisième positions. Il a même conquis dès le premier tour une municipalité, Sarego, en Vénétie.

"*C'est juste un début. Les citoyens se réapproprient leurs institutions*", s'est félicité Grillo dans un message sur YouTube. Lors de son premier test électoral, il y a deux ans, le Mouvement 5 étoiles qui s'est structuré sur internet n'avait obtenu que 1,8 des suffrages au niveau national, pour culminer l'année suivante à 3,8% lors des municipales milanaises.

Les premiers résultats ont montré un important recul du Peuple de la Liberté (PDL, parti de Silvio Berlusconi) et aussi de son ancien allié la Ligue du Nord dans ce scrutin, où sont en jeu 941 municipalités (sur 8.000), dont 26 chefs-lieux de province. "*Nous avons subi une défaite*", a reconnu le secrétaire général du PDL, Angelino Alfano.

Le Parti Démocratique, principale formation de gauche, est "*en tête dans la grande majorité des communes de plus de 15.000 habitants*", s'est réjoui un de ses responsables, Davide Zoggia, mettant l'accent sur le fait que "*dans plusieurs cas la droite n'arrivera même pas au ballottage*".

"*La nouveauté de ces élections a été le retour à de larges coalitions de centre-gauche dans de nombreuses villes*", a analysé le maire de Milan, Giuliano Pisapia.

A Parme (nord), le candidat du PD Vincenzo Bernazzoli est nettement en tête avec 39,3%, devant l'aspirant "Cinq étoiles", Federico Pizzarotti (19,4%).

Scénario proche à Gênes, le grand port ligure, où le candidat du centre-gauche Marco Doria caracole largement en tête avec 48,7% des voix, devant deux candidats au coude à coude, Enrico Musso (centre) et Paolo Putti ("Cinq étoiles"), tous les deux aux alentours de 14%. Le représentant du PDL, Pierluigi Vinai, ne recueillerait que 11%.

A Palerme (Sicile), la plus grande ville appelée aux urnes, deux candidats de gauche devraient se retrouver en ballottage au second tour les 20 et 21 mai: Leoluca Orlando (46,6%), porte-parole de l'Italie des Valeurs, et Fabrizio Ferrandelli (20,7%), candidat du Parti démocrate (PD).

M. Orlando qui a déjà été maire de Palerme, de 1985 à 1990, où il fut un emblème de la lutte anti-mafia, s'est exclamé: "*la ville*

est enfin libre!". Le candidat du PDL, Massimo Costa, arrive seulement troisième avec moins de 11,3% des suffrages.

Le maire sortant de Vérone (nord), Flavio Tosi, ténor de la Ligue du Nord, sera réélu dès le premier tour avec 57,4% des voix, nettement devant le candidat de centre-gauche Michele Bertucco (22,7%).

Mais M. Tosi fait figure d'exception pour la Ligue, dont plusieurs dirigeants sont soupçonnés d'avoir détourné des fonds publics. Ce parti favorable à l'autonomie du nord du pays est en fort recul dans ses fiefs septentrionaux, de Varese à Côme en passant par Monza et Bergame. (AFP et Reuters 07.05)

4- Israël

4.1- Le Parlement israélien, s'apprêtait lundi à prononcer sa dissolution pour des élections législatives anticipées prévues début septembre.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a confirmé dans la matinée, lors du Conseil des ministres hebdomadaire, qu'il souhaitait organiser le scrutin le 4 septembre, après avoir annoncé la veille des élections anticipées.

La législature s'achève normalement en octobre 2013.

"*Il faut un Likoud grand et fort. Nous allons former un gouvernement aussi large que possible pour assurer l'avenir d'Israël*", a promis le Premier ministre, qui est donné grandissime favori pour conduire le prochain gouvernement.

Près de la moitié (48%) des Israéliens plébiscitent M. Netanyahu comme le meilleur candidat à sa succession, selon un récent sondage publié par le quotidien Haaretz. (AFP 07.05)

4.2- La Cour suprême d'Israël a ordonné lundi de démanteler d'ici le 1er juillet un quartier érigé sur des terres palestiniennes privées dans une colonie de Cisjordanie, désavouant le gouvernement de Benjamin Netanyahu.

Les juges ont refusé de surseoir à cette mesure jusqu'au 1er août comme le leur demandait l'Etat d'Israël.

Selon un arrêt de la plus haute institution judiciaire israélienne, les cinq bâtiments de l'Oulpana, un nouveau quartier érigé sans autorisation officielle sur un terrain privé palestinien dans l'implantation de Beit El, près de Ramallah, auraient dû être démolis avant le 1er mai.

Dimanche dernier, la Cour suprême avait vivement critiqué la demande présentée par l'Etat qu'elle a accusé de procrastination.

Selon le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, la démolition des cinq maisons est "*un diktat que le public ne saurait accepter*". De nombreux membres de la coalition de droite au pouvoir ont réclamé une solution pour empêcher l'évacuation des colons, une affaire potentiellement explosive qui survient au moment où commence la campagne électorale pour des législatives anticipées.

Aux yeux de la communauté internationale, toutes les colonies dans les Territoires occupés sont illégales, qu'elles aient ou non été autorisées par le gouvernement israélien. Plus de 340.000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et plus de 200.000 dans des quartiers de colonisation à Jérusalem-Est. (AFP 07.05)

Economie

1- FMI

La directrice générale du Fonds monétaire international Christine Lagarde s'est dite lundi sceptique quant au respect à tout prix des objectifs chiffrés de déficit budgétaire, affirmant à Zurich que les actes étaient plus importants.

"*Les pays doivent garder les mains fermes sur le volant. Si la croissance est moins bonne qu'attendu, ils devraient s'en tenir aux mesures budgétaires annoncées, plutôt qu'aux objectifs budgétaires annoncés*", a-t-elle affirmé lors d'un discours prononcé à l'université de Zurich.

"*En d'autres termes, il ne faut pas combattre toute baisse des recettes fiscales ou hausse des dépenses causée uniquement par l'affaiblissement de l'économie*", a-t-elle ajouté devant plusieurs centaines de personnes. (AFP 07.05)

2- Espagne

L'Espagne tentera de nouveau, vendredi, de rassurer les marchés sur ses banques en séparant de leur bilan les actifs immobiliers, mais cela passera cette fois par une nouvelle injection de fonds publics, alors que le gouvernement s'y refusait jusque-là.

Première visée par ce plan, Bankia, la plus grande union de caisses d'épargne et la quatrième banque cotée du pays, qui croule sous les actifs immobiliers risqués.

"*Nous sommes en train de finaliser un plan d'assainissement de la banque qui se fera sûrement à travers l'injection (d'argent via) d'obligations convertibles et nous préparons aussi des changements dans la gestion*" de Bankia, a indiqué à l'AFP le ministère, confirmant qu'il s'agira d'argent public.

Première conséquence, dès lundi: Rodrigo Rato, président de Bankia, mais aussi ancien ministre de l'Economie et ancien directeur général du FMI, a annoncé sa démission, proposant pour le remplacer José Ignacio Goirigolzarri, directeur général de la deuxième banque espagnole, BBVA, jusqu'en 2009.

Une réponse aux mises en garde de ces dernières semaines, le FMI appelant Madrid à aller plus loin dans l'assainissement de ses banques afin de "*remédier aux faiblesses qui demeurent*", tandis que Standard and Poor's, en dégradant de deux crans la note souveraine, avait prédit "*une probabilité croissante que l'Etat espagnol doive fournir un soutien budgétaire supplémentaire au secteur bancaire*".

Son péché? Etre, parmi les grandes banques espagnoles, celle dont l'exposition au secteur immobilier est la plus lourde: 37,5 milliards d'euros fin 2011.

Pour nettoyer son bilan, elle a besoin de "*5 à 10 milliards d'euros*", affirme El Pais, "*5 à 7 milliards*" selon le quotidien économique Expansion.

Ayant accordé des crédits à tout va pendant la bulle, les banques accumulaient, fin 2011, 184 milliards d'euros d'actifs immobiliers problématiques - car à la valeur incertaine -, soit 60% de leur portefeuille.

Les autorités leur ont déjà imposé d'effectuer pour 53,8 milliards d'euros de provisions.

"*Nous passerons à la deuxième étape ce vendredi avec un décret-loi en matière financière*" pour séparer les actifs immobiliers des bilans des banques, a annoncé Mariano Rajoy à la radio Onda Cero, afin "*qu'il n'y ait aucun doute sur la situation des entités financières espagnoles, que tout le monde sache qu'elles sont solvables*".

"*Je ne suis pas partisan d'une +bad bank+*", a-t-il souligné, écartant ainsi la possibilité d'un mécanisme entièrement financé par les fonds publics.

"*Ce que nous voulons, c'est que l'on fixe le prix réel des logements (détenus par les banques), même si tout le monde perd de l'argent, les promoteurs comme les banques, et qu'on les mette en vente*".

Pour le chef du gouvernement, la participation de l'Etat au renflouement des banques ne menacera pas la rigueur budgétaire qu'il défend: "*de l'argent public n'entrerait que dans les situations limites, nous le dirons ce vendredi, et donc cela n'affectera pas le déficit public*". (AFP 07.05)

2- La production industrielle espagnole a accéléré sa chute en mars, avec un recul de 7,5% sur un an, alors que le pays vient de renouer avec la récession, selon les chiffres publiés lundi par l'Institut national de la statistique (Ine).

Sur l'ensemble de 2011, la production industrielle espagnole a baissé de 1,8% par rapport à 2010.

En mars, la baisse est particulièrement marquée dans les biens d'équipement (-11,2%), les biens de consommation durable (-10,2%) et les biens intermédiaires (-10,2%).

Les biens de consommation non durable sont également dans le rouge (-3,7%), de même que l'énergie (-1,7%).

En cumulé depuis le début de l'année, la production industrielle espagnole est en baisse de 5,8%, par rapport à la même période de 2011. (AFP 07.05)

3- Etats-Unis

Le crédit à la consommation a connu aux Etats-Unis en mars sa plus forte hausse depuis novembre 2001, selon des chiffres publiés lundi par la banque centrale (Fed).

En données corrigées des variations saisonnières, l'encours de ce type de crédit a progressé de 10,2% en rythme annuel par rapport à février.

Il a atteint 2.542,3 milliards de dollars, progressant de 21,3 milliards de dollars, soit près de deux fois plus qu'attendu par les analystes.

Pour le quatrième mois consécutif, la hausse des crédits non renouvelables (+11,3%), qui financent essentiellement l'achat d'automobiles et les études, a été supérieure à celle des crédits renouvelables (+7,8%), qui sont principalement contractés par l'utilisation d'une carte de crédit.

Après s'être désendettés entre l'été 2008 et l'été 2010, les ménages américains n'ont cessé d'accroître leur crédit à la consommation depuis. (AFP 07.05)

Haut de page

Le 9 mai

CAUSERIE

Adieu l'euro !

Des responsables politiques allemands de gauche et de droite ont prévenu mardi que la Grèce ne recevrait plus aucune aide financière si elle ne respectait pas toutes les conditions du plan de sauvetage conclu avec l'Union européenne et le FMI. (Reuters 08.05)

Il ne reste donc plus à la Grèce que la sortie de l'euro comme issue pour sa survie.

A la dictature de l'UE et du FMI, il faut répondre au même niveau en lui opposant la dictature du prolétariat, des exploités sur les exploiteurs, du travail sur le capital, on est engagé dans une lutte à mort avec en toile de fond des bruits de bottes, il ne faut donc reculer devant aucun moyen qui nous permettrait de vaincre notre ennemi, c'est lui ou nous. C'est la garantie de la paix dans le monde que propose le socialisme, une fois les marchands de canons et leurs relais politiques neutralisés, anéantis.

Rompre avec l'euro, l'Union européenne et le FMI : l'unique "marge de manoeuvre".

Les résultats en Grèce et la victoire du socialiste François Hollande au second tour de la présidentielle française ont illustré dimanche le rejet grandissant des électeurs européens face aux mesures d'austérité défendue par l'Allemagne pour sortir la zone euro de sa crise de la dette.

Les promesses de François Hollande de freiner la ligne d'austérité défendue à Berlin pourraient toutefois être tempérées après la publication, prévue fin juin, d'un audit sur l'état des finances publiques, demandé à la Cour des comptes par le futur président.

A Berlin, Peter Altmaier, chef de file des élus chrétiens-démocrates (CDU) réputé proche de la chancelière allemande, a estimé que le prochain gouvernement français n'aurait qu'une marge de manoeuvre très limitée en matière de politique budgétaire en raison de la "précarité" de l'économie et des finances de la France.

"*L'économie de la France et les finances du pays demeurent dans un état précaire*", a-t-il dit à des journalistes, s'avouant déçu par l'élection du socialiste à la présidence française.

"*Tout pays qui essaierait de mener une politique de relance en accroissant ses déficits se mettrait très vite les marchés à dos et verrait ses taux d'intérêt augmenter*", a-t-il ajouté. "*Il n'y a aucune marge de manoeuvre*." (Reuters 08.05)

La question qui est posée et qui ne s'adresse pas aux partis de l'Internationale jaune : qui aura la volonté d'opposer à la dictature du marché la mobilisation générale de la classe ouvrière sur la base de l'annulation pure et simple de la dette et la rupture avec l'euro, la BCE ?

Abolition des privilèges !

6.000 euros de retraite, des voyages gratuit, un appartement... Comme tous les anciens présidents, Nicolas Sarkozy va bénéficier d'avantages dus à son ancienne fonction. «*D'abord, il percevra une indemnité de 6.000 euros brut, accordée à tous les "ex", quelle que soit la durée de leur séjour à l'Elysée. Ensuite, il pourra siéger au Conseil constitutionnel, en tant qu'ancien Président et percevoir, à ce titre, une indemnité de 11.500 euros net par mois*», explique le site challenges.fr. Pour le moment, Nicolas Sarkozy n'a pas précisé s'il comptait siéger dans cette institution mais il pourrait redevenir avocat.

A ces avantages, Sarkozy bénéficiera d'avantages en nature. Un appartement de fonction, deux fonctionnaires de la police nationale pour assurer leur protection rapprochée, une voiture de fonction avec deux chauffeurs, sept collaborateurs L'ancien président pourra également voyager gratuitement, grâce à deux cartes de circulation illimitées, l'une sur Air France, en classe affaires, l'autre à la SNCF première classe.

«*Pour l'Etat, la facture de ces nombreux avantages est salée: La charge financière -que personne ne connaît compte tenu de la dispersion des financements- peut être estimée à 1,5 million par an et par ancien président, souligne le député René Dosière dans son livre "L'argent de l'Etat" (Seuil)*», détaille Challenges.fr. (20minutes.fr 07.05)

Qui a dit ?

"*... si vous regardez ce que le président Hollande suggère en France, en fait son programme pour juguler les déficits n'est pas très éloigné de la voie que nous suivons*"

Réponse : Le Premier ministre britannique et dirigeant conservateur David Cameron. (source : AFP 08.05)

Raison de plus pour ne pas se reconnaître dans leur monarchie républicaine

"*Les Français ont voté et les deux présidents, celui qui l'est encore pour quelques jours, et celui qui le sera pour cinq ans, devaient être là pour dire l'hommage de la Patrie à celles et ceux qui sont tombés pour elle*", a déclaré François Hollande.

"*Nous nous sommes confrontés (avec Nicolas Sarkozy) dans une élection mais nous devions être présents à cette cérémonie. Les Français peuvent être fiers que la république soit réunie.*" (Reuters 08.05)

Mélenchon à côté de la plaque. La preuve.

Après l'annonce que le PS pourrait faire le choix de ne pas se présenter face à M. Bayrou (le 10 juin) qui a voté Hollande le 6 mai.

Dimanche déjà, alors que les différents responsables socialistes saluaient, place de la Bastille, le vote des "*humanistes*" et électeurs du MoDem pour leur vote, Jean-Luc Mélenchon raillait sur son blog cette attitude en direction de "*tout ce qui compte pour du beurre dans le résultat et dont il est possible de caresser la tête sans risque*". (lemonde.fr 08.05)

L'union nationale, du "*beurre*" ?

Défense du marxisme. Soyons des "***enragés***" !

Lénine : La correspondance de Marx et d'Engels (1913). Extrait.

"« Trois soirs, écrit Engels, nous avons discuté sur le proudhonisme. Presque tous, Grün en tète, étaient contre moi. La chose principale que je fus obligé de prouver, c'est la nécessité d'une révolution violente » (23 octobre 1846). Finalement, je devins enragé, j'obligeai mes adversaires à se prononcer nettement contre le communisme. Je réclamai le vote sur la question : sommes-nous communistes, oui ou non ? Grande indignation des partisans de Grün, qui se mirent à assurer qu'ils étaient rassemblés pour examiner « le bien de l'humanité » et qu'il fallait savoir ce qu'est proprement le communisme. Je leur donnai alors une définition bien simple, pour les empêcher de se dérober au fond de la question. Je définis l'état d'âme du communiste de la façon suivante : 1° Détendre les intérêts du prolétaire contre ceux du bourgeois ; 2° pour cela supprimer la propriété privée et la remplacer par la communauté des biens ; 3° reconnaître comme seul moyen d'arriver à ces buts la révolution démocratique violente (écrit un an et demi avant la révolution de 1848).

Après discussion, 13 voix contre 2 acceptèrent la définition d'Engels. Le public de ces réunions était composé d'environ 20 menuisiers. C'est ainsi que furent posés à Paris, il y a 67 ans, les fondements du parti social-démocrate ouvrier d'Allemagne.

Un an plus, tard, dans une lettre du 24 novembre 1847, Engels annonce à Marx la composition en brouillon du Manifeste Communiste, et se prononce entre autres contre la forme de catéchisme précédemment projetée. « Je commence, écrit Engels, par la question de la nature du communisme, et je passe ensuite directement au prolétariat : histoire de sa provenance, différence entre

lui et les anciens travailleurs, développement de l'antagonisme entre lui et la bourgeoisie, crises, conclusions. » « A la fin, la politique du Parti Communiste. »

Cette lettre historique d'Engels sur la première esquisse d'une oeuvre qui a parcouru l'univers et qui reste aujourd'hui vraie dans tout l'essentiel, vivante et actuelle comme si elle était écrite d'hier, montre avec évidence combien il est juste de placer côte à côte les noms de Marx et d'Engels, comme ceux des fondateurs du socialisme contemporain."

Grün était un socialiste allemand adepte du « *socialisme enfantin* » (Engels) de Proudhon.

Alors sommes-nous communistes ? Assurément, ce qui n'est pas le cas des illusionnistes Mélenchon et Laurent avec leur "*révolution par les urnes*".

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Un parti bourgeois de plus au gouvernement.

Ce n'est pas vraiment une surprise. Après avoir signé un accord électoral et programmatique avec le PS, Europe écologie-Les Verts vientde voter sa participation à un gouvernment socialiste, si François Hollande les appelle. «*Plus de 75% des quelques 200 membres présents*» au Conseil fédéral de mardi ont voté oui à cette proposition, souligne Lefigaro.fr. (20minutes.fr 07.05)

2- Grèce

Le chef de la Coalition de la gauche radicale, Alexis Tsipras, chargé par le président grec de former un gouvernement de coalition a exclu mardi de se plier aux plans européens de sauvetage et menacé de nationaliser les banques.

M. Tsipras dénonce les conditions "*barbares*" d'accès aux prêts internationaux fixés par l'UE et le FMI, et rejette particulièrement les efforts demandés à la Grèce pour 2013 et 2014 qui devaient être discutés par la "troïka" des créanciers du pays (UE-BCE-FMI) dès la fin mai. Il demande aussi l'arrêt d'une partie du paiement de la dette.

Mardi, il a fixé ses priorités: "*annulation*" des mesures de dérégulation du travail récemment votées, "*contrôle public sur le système bancaire*", "*création d'une commission internationale de contrôle de la dette*".

D'ici l'expiration de son mandat, M. Tsipras doit mener des contacts avec l'ensemble des dirigeants politiques du pays. Mais il s'est déjà heurté mardi à une fin de non recevoir de la dirigeante communiste du KKE, Aleka Papariga, fidèle à son isolationnisme, qui n'a même pas voulu le rencontrer.

A gauche, deux chefs de parti, un dissident du Syriza et le parti ecologiste, lui ont demandé de clarifier sa position sur l'appartenance de la Grèce à l'euro.

Mardi soir, devant l'urgence de la situation, le dirigeant du Pasok et ancien ministre des Finances, Evangélos Vénizélos, a proposé la constitution d'un gouvernement "*d'union nationale*" à toutes les formations qui satisferaient deux exigences : rester dans l'euro et renégocier avec l'UE et le FMI.

Ce qui dans sa bouche est une avancée: il s'était jusqu'à présent cantonné à demander un an de plus pour permettre à la Grèce de respecter ses objectifs budgétaires.

"*Le pays se dirige vers la catastrophe. S'il n'y a pas un gouvernement d'unité nationale dans les prochains jours, de nouvelles élections semblent inévitables (...) en juin et la victoire du bloc extrême anti-rigueur de Tsipras est évidente*", met en garde le journal libéral Kathimérini dans son éditorial mardi.

Pour les marchés, le risque est celui d'un "*défaut de la Grèce sur l'une de ses prochaines échéances, avec un degré de probabilité élevé, mais aussi le début des démarches nécessaires pour organiser la sortie de la Grèce de la zone euro*", ont prévenu les stratégistes du Crédit Mutuel-CIC.

A la clôture mardi, la bourse de Francfort a perdu 1,90%, Londres 1,78% et Milan 2,37%. Celle d'Athènes a poursuivi sa descente aux enfers, clôturant en chute de 3,62% à son niveau d'il y a 20 ans, après un plongeon de 6,67% la veille. A Wall Street, le

Dow Jones a perdu 0,59%.

Les taux allemands à 10 ans ont enregistré leur plus bas historique à 1,540%. En revanche, en Espagne, le taux grimpait à 5,790%, en Italie à 5,426% et le taux grec bondissait à 22,254%.

La Grèce a également enregistré une autre sanction financière mardi, avec une hausse, à 4,69% des taux qu'elle a dû consentir pour emprunter 1,3 milliard d'euros sur six mois. (AFP 08.05)

3- Thaïlande

Un grand-père thaïlandais, devenu un vibrant symbole de la lutte pour la liberté d'expression après avoir été condamné à vingt ans de prison pour insulte à la monarchie, est décédé mardi en prison, relançant la polémique sur une des lois les plus répressives du monde.

Ampon Tangnoppakul, 62 ans, avait été condamné l'an dernier pour avoir envoyé quatre SMS au secrétaire personnel du Premier ministre de l'époque. Des messages que la police avait jugés "*inappropriés*" et "*insultants envers la monarchie*".

L'article 112 du code pénal réserve une peine de 15 ans de prison à quiconque insulte la monarchie ou la famille royale.

"*Il a plusieurs fois réclamé une libération sous caution mais la cour l'a rejeté sous prétexte que le crime était grave*". "*S'il avait été libre, il aurait pu voir un médecin à temps*", estimait de son côté Chiranuch Premchaiporn, responsable du très populaire site d'informations Prachatai, elle même poursuivie pour lèse-majesté et qui risque 20 ans de prison. (AFP 08.05)

4- Koweït

La police du Koweït a arrêté un groupe d'agents du Qatar chargés de renverser l'émir al-Sabah IV.

Les documents saisis attestent de l'organisation du complot par l'émir Hamad bin Khalifa al-Thani du Qatar. Des copies de ces documents ainsi que des procès-verbaux judiciaires ont immédiatement été transmises par le Koweït à l'Arabie saoudite.

L'émir al-Sabah IV a demandé une réunion d'urgence du Conseil de coopération du Golfe, dont le Qatar fait partie.

L'émir Hamad bin Khalifa al-Thani a lui-même pris le pouvoir dans son pays, en renversant son père, l'émir Khalifa ben Hamad Al Thani, aujourd'hui réfugié en Suisse.

En 2008, il a empêché l'élection par le Parlement libanais du général Michel Aoun comme président et est parvenu à négocier celle du général Michel Sleiman. Peu après, il est venu l'introniser au Parlement libanais, non sans avoir eu soin d'écarter de la cérémonie le président sortant Émile Lahoud.

Le monarque wahhabite a également joué un rôle central dans le renversement du « guide » Mouammar el-Khadafi en Libye, et plus récemment dans les tentatives de renversement du président Bachar el-Assad en Syrie. (Réseau Voltaire 07.05)

Social

Etats-Unis

La part des ménages sans épargne est montée aux Etats-Unis à 23,4% en 2011 contre 18,5% deux ans auparavant, indique une étude publiée mardi par l'Université du Michigan.

Les auteurs de l'étude retiennent comme définition les ménages qui vivent sur leurs revenus du mois et n'ont aucun actif financier liquide (certificat de dépôt, bons du Trésor, fonds commun de placement, etc.).

Si l'on ajoute les ménages ayant moins de 1.500 dollars d'épargne, la part monte à 41,6%, contre 40,1% en 2009.

Les chiffres sont issus d'une enquête auprès d'un panel de 9.000 ménages interrogés tous les deux ans.

D'après les chercheurs de l'université du Michigan, les réponses montrent que la crise du surendettement des emprunteurs immobiliers "*va se poursuivre ces prochaines années*" vu le nombre d'Américains qui n'ont aucune réserve sur leur compte en banque. (AFP 08.05)

Economie

Banque

HSBC, la première banque en Europe, a fait état d'un bénéfice sous-jacent de 6,8 milliards de dollars, en hausse de 25% sur un an.

Le bénéfice net du groupe s'est élevé à 4,8 milliards de dollars, sous l'impact d'une charge de 2,6 milliards de dollars sur sa dette. (Reuters 08.05)

Haut de page

Le 10 mai

CAUSERIE

Juste un mot personnel.

Deux Indiens m'avaient dit que la centrale nucléaire qui devait nous donner du courant venait d'être mise en service, c'était faux, il s'agissait d'un immense champ d'éoliennes qui ne peut répondre à la totalité des besoins en électricité, du coup, c'est reparti pour des coupures à tout va, alors qu'il fait 40°C ou plus. Donc je suis complètement crevé, cela se reporte sur les yeux qui commencent à me pauser de gros problèmes, donc je ralentis mon boulot.

Les deux derniers jours j'étais dans un sale état, je n'arrivais plus à me concentrer, après une bonne nuit sans coupure de courant, j'ai pu ce matin sortir une analyse politique sur la Grèce (valable ailleurs) qui me satisfait.

C'est chouette toutes ces nationalisations réalisées en régime capitaliste, Tepco au Japon la dernière en date, c'est l'Etat qui casque avec les impôts et taxes qu'ils nous ont extorqués, histoire d'éponger les dettes d'entreprises qui seront ensuite rendues au marché lorsqu'elles dégageront à nouveau des profits...

La crise politique en Grèce montre clairement aux travailleurs et militants des pays de l'UE, qu'il n'y a pas d'issue politique et sociale favorable aux exploités dans le cadre des institutions et de la Constitution en place, de l'euro et de l'UE avec lesquels se confondent les intérêts des capitalistes qu'il faut donc exproprier (sans indemnité) par la même occasion.

Voilà tirée de cette expérience, la ligne politique révolutionnaire conforme aux intérêts de notre classe et au socialisme sur laquelle nous devons combattre.

Il faut donc en finir avec les institutions et la Constitution en place !

«*Notre proposition a obtenu un large soutien dans la société mais pas au Parlement. Nous ne serons pas en mesure de réaliser notre rêve de former un gouvernement de gauche. Demain matin, je remettrai mon mandat*», a déclaré Alexis Tsipras, chef de file de la Coalition de la gauche radicale Syriza, s'adressant aux députés de son mouvement, arrivé en deuxième position derrière les conservateurs aux législatives de dimanche. (20minutes.fr 09.05)

Monsieur Tsipras dit que le Parlement constitue un obstacle à la mise en oeuvre d'une politique opposée à l'austérité prônée par l'UE et le FMI, mais comme il n'en tire pas la conclusion qu'il faut immédiatement rompre avec les institutions, il ne lui reste plus qu'à subordonner militants et travailleurs à ces institutions, ce qu'incarne à la fois ses "*négociations*" avec la Nouvelle Démocratie et le PASOK, ainsi que son refus de sortir de l'euro et de l'UE à l'instar de Mélenchon en France.

C17H21NO4, la formule du perdant. De la méthode Coué au bourrage de pif !

"*C'est important, les quelques fois où j'ai eu la chance d'être reçu dans [le] bureau de [Nicolas Sarkozy], vous en ressortez, vous êtes pas loin d'avoir pris un rail de coke, c'est à dire que vous êtes avec une surmotivation*", a déclaré à la radio le patron des jeunes UMP, Benjamin Lancar, lors d'un entretien accordé à la radio France Culture, mardi, autour des suites de la défaite du candidat UMP à la présidentielle. (lexpress.fr 09.05)

Il parlait là en connaisseur assurément !

Comment le POI soutient le régime. Mode d'emploi.

Informations ouvrières n°199 paru hier. Sous-titre d'un article signé Yan Legoff : "*Signé par Sarkozy, mais non encore ratifié en France, le traité européen TSCG contraindrait à une rigueur décuplée. François Hollande le laisserait intact, pour ne négocier en plus, avec Angela Merkel, qu'un hypothétique "pacte de croissance ".*

Comment cela "*hypothétique*", serait-ce un mirage quand les principaux dirigeants de l'UE, les présidents de la BCE, de l'Eurogroupe et de la Commission européenne ou encore Merkel ont déjà indiqué quel contenu ils comptaient lui donner : celui adopté par l'Allemagne de Schröder avec Hartz IV qu'ils voudraient généraliser à toute l'Europe.

Le casuiste récidive à la fin de son article : "*On peut avoir de nombreux points de vue sur cet hypothétique « pacte de croissance ».*", tiens donc, et vous savez pourquoi, parce qu'il s'accompagnerait éventuellement de grands travaux (infrastructures), d'une enveloppe pour les énergies "*vertes*" qui favoriseraient donc certains secteurs d'activité, enfin du "*grain à moudre*" pour l'aristocratie ouvrière qui soutient le régime, tandis que tous les autres seraient voués à végéter, à être taillés en pièces ou à disparaître carrément.

Dans son éditorial, D. Gluckstein n'est pas plus clair sur cette question, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'une nouvelle fois il reprend le propos de Hollande pour lequel "*la clé d'un possible compromis est probablement sémantique*", avant de conclure que "*la sémantique doit être laissée à ceux qui jouent avec les mots*", comme si derrière les mots il n'y avait pas une certaine réalité qu'on ne tient pas forcément à regarder en face.

Il y en a une réalité qu'aucun parti ne tient à regarder en face, leur incapacité à s'adresser, à organiser, à recruter parmi les couches du prolétariat les plus durement frappés par les gouvernements qui se sont succédés depuis 31 ans, les plus pauvres, les chômeurs, les jeunes. Et c'est bien cette incurie politique qui est à l'origine de l'inexistence d'un véritable parti communiste dans ce pays. Et pour cause.

Page 2, Marguerite Leuwen signe un article sur "*La tâche de l'heure*, Yan Legoff en signe un sur le TSCG, page 3 D. Gluckstein signe un éditorial "*La croissance ? Parlons-en* ", page 4 Marc Gauquelin signe un article "*Une nouvelle période s'est ouverte*", page 5 figure le communiqué du bureau nationale du POI du 6 mai, page 10 Jean-Pierre Raffi et Christel Keiser signent deux articles sur la situation au lendemain des élections du 6 mai en France et en Grèce, à la page 14 figure un extrait de l'intervention de Jean Markun, le 1er Mai, point commun de tous ses articles ou communiqués : les institutions dans lesquelles se débattent tous les partis dits de droite ou de gauche qui sont favorables ou hostiles aux traités TSCG et MES ne font pas l'objet d'une remise en cause, à aucun moment leurs auteurs ne réalisent le lien qui existent entre la crise politique en Grèce et la nature de ces institutions que les travailleurs doivent abattre, condition sans laquelle aucune autre politique ne verra le jour. Etrange ou significative lacune, non ?

C'est dans le cadre de ces institutions que la Nouvelle Démocratie et le PASOK ont accepté les conditions fixées par l'UE, le FMI et les banquiers, parce que ces institutions ont été créées sur mesure pour satisfaire les besoins des capitalistes. Rejeter l'accord passer entre ces partis et les créanciers de l'Etat Grec se traduit par la paralysie des institutions, l'impossibilité de constituer un gouvernement. Il apparaît donc clairement que les institutions en place sont incompatibles avec le rejet exprimer le 6 mai par la majorité des travailleurs grecs.

Question : Pourquoi ne pas mettre en évidence ce constat ? Pourquoi ne pas se saisir de cet élément pour montrer à la classe ouvrière de toute l'Europe dans quelle direction elle doit orienter son combat politique pour en finir avec la politique d'austérité que le capital veut lui imposer, pour avancer vers son émancipation, vers le socialisme ?

Hein messieurs les opportunistes, pourquoi, dites-nous pourquoi, répondez à cette question.

Exigez de Hollande de rejeter le TSCG tient de la manipulation, le rejettterait-il qu'il en appliquerait le contenu d'une autre manière ; c'est comme demander au milliardaire Pinault qui a fait savoir qu'il votait Hollande de cesser d'être un capitaliste, grotesque, pathétique. Et puis, souvenez-vous du traité de Lisbonne rejeté par la France et l'Iralande, ils ont fini par trouver les moyens de le faire adopter quand même.

Les institutions, le chef de l'Etat et son gouvernement, le Parlement, représentent les principaux piliers ou le pouvoir politique et jurique de la classe des capitalistes.

Le refus en Grèce de M. Tsipras (Syriza, l'équivalent du Front de gauche en France) de s'attaquer aux institutions qui servent de remparts à l'adoption d'une politique en rupture avec le diktat de l'UE et du FMI, témoigne de sa soumission à la fois à ces institutions et au capital puisqu'elles incarnent ses intérêts, de son refus de s'attaquer au pouvoir politique du capital, donc finalement renoncer à s'attaquer aux fondements du capitalisme sur le plan économique, aux rapports sociaux de production, à la propriété privée des moyens de production et d'échange. Ainsi nous avons sous les yeux la véritable nature démocratique petite-bourgeoise de M. Tsipras et de sa coalition Syriza.

Le développement de la crise politique en Europe met à l'ordre du jour la question de la liquidation des institutions dans chaque pays inféodées au capitalisme mondiale et ses institutions, pose la question de l'Etat, quel Etat, quel gouvernement pour faire une autre politique, etc.

Hier il était facile de nous accuser de gauchisme quand nous subordonnions notre politique à cet objectif, on nous disait que la situation n'était pas mûre pour poser cette question, que nous avions un métro d'avance, que les travailleurs ne s'intéressaient pas aux institutions, etc. Nous répondions à nos détracteurs, qu'en général ceux qui tiennent ce genre de discours n'en changent guère même lorsque la situation a suffisamment mûri pour poser directement la question de l'Etat. Nous en avons là la démonstration.

Il y a fort à parier que cette question viendrait demain aux oreilles du prolétariat grec que cela ne changerait absolument rien parce qu'il n'a pas été préparé à l'entendre, à l'aborder. J'en veux pour preuve que pour ainsi dire aujourd'hui en Grèce ce sont les travailleurs qui détiennent le pouvoir politique, mais ils ne savent pas quoi en faire ni dans quelle direction mener leur combat. On leur a dit l'ennemi c'est la Commission européenne, la BCE, le FMI, les partis qui figurent dans le gourvernement en place... Que cela ne tiennent, ils les ont sévèrement sanctionnés le 6 mai. Et après ? Après quoi, démerdez-vous !

Sérieusement, comment traduisez-vous autrement ce que les différents partis leur proposent ?

Faites avec ou sans l'euro, faites dans ou hors de l'UE, mais surtout faites dans le cadre des institutions en place, de l'Etat tel qu'il existe, au-delà ciculez rien à voir. Mais les subordonner aux institutions, explicitement ou implicitement et sournoisement, n'est-ce pas leur interdire toute issue politique indépendante, n'est-ce pas finalement les appeler à capituler devant la troïka et l'euro, les institutions ?

Dans tous les pays de l'UE à des degrés différents, c'est la question de la préparation du renversement du régime en place par une révolution prolétarienne qui est posée. C'est parce que cette question incarne ou concentre les contradictions de la situation et les tâches que le prolétraiat à accomplir, que tous ceux qui abordent les questions de l'euro, des traités, des relations avec la troïka, et qui s'en détournent ne peuvent que se vautrer dans l'opportunisme. Parmi ces contradictions, il y a évidemment l'absence d'un parti révolutionnaire qui éclairerait le prolétariat sur la voie du socialisme.

Sans rien résoudre, en Grèce, la Nouvelle Démocratie et le PASOK pourrait gouverner en s'inspirant du Sénat en France qui a adopté le MES grâce à l'abstention du PS et au vote de l'UMP.

J'ai envie d'ajouter que les militants et les travailleurs n'en ont rien à foutre qu'on leur commente l'actualité politique à longueur de colonnes, qu'on s'exprime à leur place sans vraiment analyser ce qu'implique les rapports entre les classes, sans qu'on les aide vraiment à comprendre la situation, de quelle manière elle pourrait ou elle devrait évoluer, comment, dans quelles conditions, pour finalement ne leur proposer aucune issue politique, car c'est à ce constat terrible qu'on en arrive. (A suivre)

Nouveaux sondages sur fond de manipulation.

Selon un sondage CSA pour BFMTV, RMC et 20 Minutes paru mercredi, interrogés sur leurs préférences pour les élections législatives, 61% des Français espèrent avoir "*une majorité de députés favorables au président de la République pour qu'il mène sa politique*", tandis que 23% préfèrent "*une majorité de députés opposés au président de la République pour qu'il partage le pouvoir*". 16% sont sans opinion. (AFP 09.05)

Avant-hier dans un autre sondage on nous disait que plus de la moitié des électeurs avaient voté Hollande principalement parce qu'ils estimaient qu'il ne pourrait pas être pire que Sarkozy sans pour autant manifester d'illusions dans Hollande. Et voilà que 61% espèrent qu'il applique son programme qu'ils plébisciteraient. Etrange, non, à moins qu'ils n'en connaissent pas le contenu précisément. Dans ce cas-là, pourquoi devraient-ils avoir des illusions dans son programme, après nous avoir dit le contraire deux jours plus tôt ? Ce serait plus facile pour lui de l'appliquer avant que leurs illusions s'envolent, en admettant qu'ils en aient dans son programme.

Ne serait-ce pas l'intérêt des médias et des instituts de sondages de plébisciter Hollande pour le moment sachant qu'il est innoffensif, plutôt que se retrouver comme en Grèce face à Mélenchon ? Une info d'hier qui pourrait le confirmer : *Pierre Salviac remercié par RTL pour des propos "sexistes" visant la première dame*(la compagne de Hollande) (LePoint.fr 09.05)

Hollande est au gouvernail du pédalo ce que Mélenchon est à la voile, l'un indique la direction dans laquelle aller, l'autre à quelle vitesse. Et le vent dans tout cela ? La lutte des classes, la pression des masses qui s'impatientent et se radicalisent, qui sont en colère ou qui enragent.

Le vent peut souffler si fort que celui qui tient la barre peut passer par dessus bord, tandis que la voile finit en lambeaux. Quant à l'embarcation, elle tangue à droite puis à gauche, pour finalement se rendre maître de son destin une fois débarrassée de la tyrannie du capitalisme, dès lors qu'elle prend conscience de sa force, de son pouvoir irrésistible, elle atteint le rivage saine et

sauve, libre...

La crise, quelle crise ?

D'après les chiffres compilés par Les Échos , les PDG du CAC 40 ont gagné, en 2011, en moyenne 1,5% de moins qu'en 2010. Ils ont tout de même reçu de 1,15 million d'euros pour Antoine Frérot (-24%), le PDG de Veolia, à 4,3 millions (+13%) pour Bernard Arnault, celui de LVMH.

En moyenne, ils ont touché 2,4 millions d'euros, sans compter les avantages en nature, les jetons de présence et la distribution de stock-options et d'actions gratuites - qui peuvent considérablement augmenter la fiche de paie. En les prenant en compte, le cabinet Proxinvest a estimé la rémunération moyenne des patrons du CAC 40 à 4,1 millions d'euros pour l'année 2010.

Les chiffres des Échos prouvent qu'aucun patron du CAC 40 n'a touché moins d'un million d'euros. (lefigaro.fr 09.05)

Austérité, croissance, compétitvité, TSCG et MES.

Tous les pays ayant signé le pacte budgétaire doivent respecter cet accord, a déclaré mercredi la chancelière Angela Merkel, lors d'une conférence de presse à Berlin.

"*Chacun doit s'en tenir à ce que nous avons décidé. Vingt-cinq pays ont signé le pacte budgétaire*", a déclaré Mme Merkel, qui a félicité la Grèce, le Portugal et la Slovénie pour avoir déjà ratifié ce traité de discipline budgétaire. (AFP 09.05)

L'UE complice et bonne consciences des bourreaux du peuple palestinien ou, de Guantanamo à Jérusalem, la même dictature.

La Croix-Rouge, l'Union européenne (UE) et le gouvernement palestinien ont exprimé mardi leur inquiétude pour les détenus palestiniens d'Israël en grève de la faim, certains depuis plus de deux mois, l'UE appelant à leur fournir l'assistance médicale nécessaire.

L'UE réaffirme son opposition à la pratique des détentions administratives en Israël: "*les détenus ont le droit d'être informés des raisons de leur détention et d'avoir un procès équitable sans délai injustifié*". (AFP 09.05)

Arrestations et détentions arbitraires illimitées sans charge précise, sans droit et sans jugement, ce qui est condamnable, digne d'une dictature militaire, pour moins que cela l'UE ou l'ONU s'empresserait de faire voter une résolution contre un Etat, Cuba ou le Venezuela par exemple, mais là en l'occurence il s'agit du bras armé au Proche-Orient de l'impérialisme américain, donc l'UE se contente d'une protestation de pure forme. Normal, quoi.

Je ne demande rien à l'UE ou à l'ONU, c'était juste pour mettre en lumière la complicité de l'UE avec l'Etat sioniste contre le peuple palestinien, car à lire cet article on aurait pu penser le contraire.

INFOS EN BREF

Politique

France

Au lendemain du 10e anniversaire de l'attentat de Karachi, au cours duquel onze Français ont été tués, une nouvelle pièce apparaît dans le volet financier de l'affaire. Selon Le Parisien, les juges ont retrouvé un bordereau daté du 7 avril 1995 faisant état d'un retrait de 10 millions de francs (1,5 million d'euros) dans une banque suisse. Or une somme d'un montant identique a été versée quelques jours plus tard, le 26 avril 1995, sur le compte de campagne du candidat Édouard Balladur. Les juges estiment l'origine des fonds douteuse. Selon eux, cette somme pourrait provenir du détournement de commissions. Édouard Balladur avait expliqué ce versement par la vente de t-shirts et de gadgets ou de dons de sympathisants.

Les juges Van Ruymbeke et Le Loire recherchaient ce document depuis le mois de mars, selon le journal. «*Sans le bordereau, il était impossible de savoir si le retrait avait été effectué, si oui comment, et s'il était antérieur au dépôt effectué le 26 avril sur le compte de Balladur*», souligne une source proche de l'affaire citée par *Le Parisien*. La somme était disponible au retrait pour la période du «*7 avril au 25 avril*».

Les juges sont pour l'instant dans l'incapacité d'établir la destination finale de la somme. Entre 1994 et 1995, Ziad Takieddine et Thierry Gaubert, alors chef adjoint du cabinet du ministre du Budget de l'époque, Nicolas Sarkozy, qui était également porte-parole de la campagne de Balladur, ont réalisé des allers-retours entre la France et la Suisse, selon deux témoins du dossier

dont l'identité n'a pas été dévoilée. Thierry Gaubert, déjà inculpé pour «*recel d'abus de biens sociaux*» et «*subornation de témoins*» dans l'affaire Karachi, est suspecté notamment d'avoir récupéré des valises d'argent liquide qu'il pourrait avoir remises à Nicolas Bazire, alors directeur de campagne de Balladur. (lefigaro.fr 09.05)

Social

1- France

1.1- A la veille d'un comité de groupe chez Carrefour, le syndicat FO redoute une réorganisation de tout le secteur de la grande distribution en France qui toucherait près de 12.000 postes affectés principalement aux produits non-alimentaires comme l'électroménager ou la téléphonie.

"*Il y a la crainte de 3.000 à 5.000 suppressions de postes chez Carrefour, mais aussi celle de fortes suppressions d'emplois chez Casino, Leclerc, Intermarché et Système U, qui sont tous globalement sur le même projet avec le développement d'internet*", a indiqué à l'AFP Dejan Terglav, secrétaire fédéral FO en charge du commerce.

Le syndicaliste explique qu'avec l'essor de la vente en ligne, les produits non-alimentaires --comme la téléphonie, les meubles ou les produits high-tech-- se vendent de moins en moins bien.

"*Cela va obliger le secteur à revoir sa stratégie afin de redonner de la compétitivité aux magasins*", selon M. Terglav, qui estime que "*près de 12.000 postes seraient menacés*" en France sur les 640.000 emplois du secteur grande distribution et alimentaire. (AFP 09.05)

1.2- General Motors Company (GMC) a annoncé mercredi avoir lancé "*une évaluation complète et détaillée*" de son site de Strasbourg "*en vue d'une vente potentielle de cette unité*", qui fait de nouveau partie du groupe automobile américain depuis septembre 2010.

Ces nouvelles démarches sont menées "*parallèlement à la recherche active d'une solution interne permettant d'affecter de nouveaux programmes du groupe à son site de Strasbourg*", a précisé le constructeur automobile dans un communiqué envoyé depuis Strasbourg.

Le site GM Strasbourg, qui emploie environ 1.000 salariés dans son usine et son centre de recherche, a fabriqué en 2011 quelque 280.000 boîtes automatiques six vitesses, qui ont été intégralement exportées, en majorité hors d'Europe.

"*Cette décision s'inscrit dans le cadre de la volonté de GMC d'explorer toutes les solutions internes ou externes crédibles permettant d'assurer l'avenir à long terme de ce site*", a ajouté GMC dans son communiqué.

GMC avait racheté GM Strasbourg en septembre 2010 à Motors Liquidation Company (MLC), la structure chargée de liquider les actifs de GMC après son dépôt de bilan. Elle s'était engagée à conserver l'ensemble du personnel de l'usine, mais contre d'importants sacrifices de la part des employés, comme le gel des salaires sur deux ans et l'absence d'intéressement jusqu'en 2013. (AFP 09.05)

Sacrifices jusqu'en 2013... pour finir au chômage !

1.3- Le groupe chimique suisse Ineos a annoncé mercredi son intention de vendre ses usines de Rosignano, en Italie, et de Sarralbe, en Moselle, suscitant l'inquiétude des syndicats français.

L'usine lorraine, qui produit du polyéthylène et du polypropylène, dépend, pour son approvisionnement en éthylène, des vapocraqueurs du site pétrochimique voisin de Total à Carling, dont l'avenir est lui-même incertain.

Ce sont cette dépendance et cet isolement que met en avant Ineos Olefins & Polymers (O&P) pour motiver son projet de cession des deux sites rachetés à BP en 2005.

Pour la CGT de l'usine de Sarralbe, où travaillent quelque 200 personnes, la pérennité du site suppose son rachat par Total.

"*Tous les autres acheteurs potentiels resteraient dépendants de Total*", souligne Jean-Marc Dalhem, responsable de la CGT dans l'usine. (Reuters 09.05)

2- Canada

Les étudiants de plusieurs universités et lycées du Québec ont voté mardi contre l'entente de principe avec le gouvernement et pour la poursuite de la plus importante grève estudiantine de l'histoire du pays.

Ces votes par une dizaine d'associations de Cégep (collège universitaire) et de départements d'université s'ajoutent à celui, la veille, d'une douzaine d'organisations.

Les consultations et les assemblées générales doivent se poursuivre tout au long de la semaine sur un accord de principe intervenu samedi entre les leaders étudiants et le gouvernement de la province francophone confronté depuis la mi-février à une fronde étudiante opposée à la hausse des droits de scolarité.

Les fédérations étudiantes ont indiqué que l'entente paraphée samedi ne correspondait pas tout à fait à ce qu'elles avaient conclu verbalement lors des pourparlers, et ont donc demandé des précisions.

Aux termes de l'accord, les droits de scolarité à l'université vont augmenter de 1.780 dollars sur sept ans (environ 254 dollars/an) pour les porter à près de 4.000 dollars par année, plus près de la moyenne nord-américaine.

En contrepartie, les frais annexes imposés aux étudiants par les universités seraient réduits en fonction d'économies qui pourraient être identifiées par un comité qui examinera le mode de gestion des établissements.

C'est sur ce dernier point que des divergences majeures sont apparues, renforcées par des déclarations faites depuis dimanche par le Premier ministre du Québec, Jean Charest, et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui ont affirmé qu'il pourrait bien ne pas y avoir de diminution des frais annexes.

Des manifestations étudiantes ont eu à nouveau lieu à Montréal lundi soir et mardi matin, sans incidents majeurs. (AFP 09.05)

Economie

1- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé mercredi qu'il "*prendra le contrôle*" de Bankia, la quatrième banque cotée du pays qui croule sous les actifs immobiliers risqués, avant de dévoiler vendredi une nouvelle réforme du secteur face au regain de tension sur les marchés.

L'opération consiste à transformer en participation la dette de 4,465 milliards d'euros contractée en décembre 2010 envers l'Etat par le premier actionnaire de Bankia, Banco Financiero y de Ahorros (BFA), a indiqué le ministère de l'Economie dans un communiqué.

Ces liquidités avaient été injectées par le fonds d'aide publique au secteur financier (Frob) à travers des prêts à 7,75%, remboursables en cinq ans.

Après l'opération, "*le Frob détiendra indirectement 45% du capital de Bankia, c'est à dire qu'il en prendra le contrôle*", a précisé le ministère.

Ce dernier a voulu rassurer actionnaires et usagers de la plus grande union de caisses d'épargne espagnoles, affirmant que personne "*ne sera lesé par cette décision*". (AFP 09.05)

2- Grande-Bretagne

La City de Londres a perdu près de 100.000 emplois dans le secteur financier depuis 2007 et va se retrouver cette année au plus bas depuis seize ans en raison de la crise dans la zone euro, selon une étude d'un cabinet britannique publiée mercredi.

Selon le Centre pour la recherche sur l'économie et les affaires (CEBR), le secteur financier à Londres devrait employer au total 255.000 personnes cette année (354.000 en 2007) , le chiffre le plus faible depuis début 1996. (AFP 09.05)

3- Etats-Unis

Les Etats-Unis ont annoncé mercredi qu'ils autorisaient l'implantation sur leur territoire de trois des quatre plus grandes banques chinoises, détenues en majorité par l'Etat chinois.

La banque centrale (Fed) a indiqué dans un communiqué qu'elle avait approuvé à l'unanimité la demande de la plus grande banque chinoise, Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), pour racheter 80% de la filiale new-yorkaise d'une banque

hong-kongaise, The Bank of East Asia USA. (AFP 09.05)

4- Japon

Le gouvernement japonais a ouvert mercredi la voie à une nationalisation de facto de la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), dont les finances ont été dévastées par l'accident nucléaire de Fukushima.

Le gouvernement de Yoshihiko Noda s'apprête à injecter des capitaux dans la firme après avoir jugé recevables les propositions d'efforts financiers que cette dernière s'engage à accomplir en échange d'une nouvelle aide de l'Etat pour indemniser les victimes du désastre et éviter la faillite.

La compagnie évalue sa perte nette annuelle pour l'exercice achevé en mars à quelque 7 milliards d'euros, après environ 12 milliards l'an précédent. Elle ne pense pas revenir dans le vert avant l'année budgétaire d'avril 2013 à mars 2014, et ce, en infligeant aux clients de substantielles augmentations tarifaires.

Tepco avait déjà reçu auparavant l'aval de l'Etat pour des avances de quelque 1.600 milliards de yens (près de 16 milliards d'euros), à reverser aux victimes du désastre, mais elle a besoin de davantage d'argent pour échapper à la cessation de paiement.

Dans les faits, pour le moment, l'Etat ne peut pas laisser s'effondrer la compagnie qui alimente Tokyo et ses environs, le coeur économique et politique de l'archipel. (AFP 09.05)

Haut de page

Le 11 mai

CAUSERIE

Une grande partie de la production mondiale est assurée dorénavant dans des pays où le coût de la force de travail est très bas, où le niveau de vie des travailleurs est très bas... Dès lors pourquoi n'en serait-il de même à l'échelle mondial ? Pourquoi payer plus cher la force de travail, pourquoi les travailleurs devraient-ils avoir un niveau de vie plus élevé, de quoi droit franchement, on se le demande, après tout le capitalisme n'est-il pas légitime, l'exploitation de l'homme par l'homme n'est-elle pas légitime, même l'Eglise catholique a décrété légitime l'existence des inégalités sociales qui était salutaire pour l'humanité, car elles permettaient aux plus grand nombre, aux pauvres d'expier leurs péchés et de sauver leurs âmes de la cupidité qui ronge leur existence, et non le capitalisme à qui ils doivent finalement leur salut.

Tout le monde ignore ce qu'est réellement le socialisme, c'est le secret le mieux gardé au monde ! C'est encore la meilleure manière d'empêcher quiconque de se demander quelle serait son existence sous un régime socialiste. Hier soir je me suis fais cette réflexion : qu'est-ce que nous ferions si nous étions au pouvoir, par exemple face à l'attitude des actionnaires de Renault ?

Pour commencer, nous les exproprierions sans leur verser un centime, sauf à ce qu'on appelle les petits porteurs. Ensuite nous déciderions de produire en fonction des besoins du marché national. Quant aux usines implantées un peu partout dans le monde, nous les cèderions aux travailleurs qui y sont employés sur la base d'un statut interdisant leur privatisation, comme en France elles fonctionneraient sous le contrôle des travailleurs et de leurs syndicats. Pour éviter d'être asphyxiées financièrement par les banques de leur pays, la maison mère en France se chargerait d'assurer leurs besoins en trésorerie et en investissement.

L'objectif est de faire en sorte que les marchandises soient produites et consommées dans le même pays, ensuite d'aider les travailleurs dans chaque pays à faire de même puisque finalement nous avons tous les mêmes besoins à satisfaire. Puisque le développement des forces productives à l'échelle mondiale permet de satisfaire les besoins de l'humanité, c'est ce que le socialisme entend mettre en oeuvre immédiatement.

Au lieu d'utiliser la division internationale du travail pour mettre en concurrence les travailleurs du monde entier et les appauvrir en les livrant à l'esclave salarié en régime capitaliste, le socialisme a pour objectif d'utiliser ces conditions pour briser cette concurrence et élever le niveau de production dans chaque pays au niveau des besoins de la population sans restriction d'appartenance à une classe sociale, rationaliser et socialiser la production de façon à produire mieux dans de meilleures conditions, dans le respect de l'environnement et des ressources en matières premières dont nous disposons, en utilisant les technologies et les matériaux les plus performants pour réaliser des économies dans tous les domaines, une fois mis un terme à l'anarchie qui règne au niveau de la production et de la consommation. Gain en temps de travail, donc baisse du temps de travail, gain en matières premières, donc baisse du temps de travail, le tout au profit des travailleurs qui disposeront d'une qualité de travail et de vie, de temps libre inégalés à ce jour, inimaginable en régime capitaliste puisque incompatible avec la recherche à tous prix du profit.

Hier soir, j'ai aussi expliqué à mon épouse ce que je ferais le 15 mai si j'étais à la place de Hollande. Je déclarerais dans la foulée que la mission à l'étranger de tous les soldats français prend fin à cette minute même, par décret. Que ces soldats se verront proposer d'autres fonctions au sein du service public, ce qui signifie qu'ils garderont leurs statuts de fonctionnaire, en fonction de leur expérience et diplômes dans leur corps de métier respectif ils seront affectés au secteur économique de leur choix.

Cela histoire de ne pas se mettre à dos l'armée, pas tout de suite, de la diviser, avant de la contraindre à déposer les armes, le cours et l'issue de la révolution et de la guerre civile en dépendrait largement. Quel jeune soldat cracherait dans la soupe, si on lui garantissait son statut et sa rémunération, sans avoir à obéir à des ordres stupides et à mettre sa vie en danger ?

Aujourd'hui la plupart sont anti-socialistes et c'est normal puisqu'on les a formés de la sorte et qu'ils ignorent tout du socialisme. Il en va de même de l'étudiant, de l'ingénieur, du cadre ou cadre supérieur, du médecin, de l'architecte, de l'avocat, du commerçant, du petit patron, de l'exploitant agricole, etc. aucun n'est en l'état de s'imaginer un seul instant quelle serait son existence en régime socialiste.

Je suis plombier, coiffeur, chauffeur de taxi, journaliste, metteur en scène, caissière, manutentionnaire, boulanger, peintre en bâtiment, chauffeur-livreur, ouvrier à la chaîne, éleveur, pêcheur, maraîcher, employé de bureau, postier, enseignant, cuisinière, restaurateur, informaticien, infirmière, dessinateur, technicien, comptable, etc. pas un ne peut dire ce que le socialisme pourrait lui apporter, alors pourquoi voudriez-vous qu'ils s'y intéressent, qu'ils y adhérent et en deviennent de fervents défenseurs ou représentants ? Pourquoi ?

Cela s'adresse à ceux qui prétendent combattre pour le socialisme, mais qui s'obstinent à ne pas vouloir comprendre que les travailleurs n'adhèreront pas aveuglément au socialisme sur la foi de la théorie absconse qu'ils leur servent continuellement et qui finalement ne contentent que leurs auteurs.

On se demande ce qu'ils ont dans la tête, s'ils sont capables de tirer des enseignements pratiques de ce qui se déroule quotidiennement sous leurs yeux, la preuve que non apparemment. C'est un truc qui me dépasse, que je ne comprends pas, comment peut-on être aussi borné, avoir un esprit aussi étroit et prétendre vouloir changer le monde.

Quand il m'arrive d'être confronté à un problème et de ne pas parvenir à en sortir, je continue de me poser des questions en me disant qu'il doit bien exister une solution, de toute évidence il doit y avoir quelque chose qui m'a échappé ou que je n'ai pas compris, je me torture l'esprit non pas pour trouver une solution, car la solution elle n'est pas dans ma tête mais dans la réalité telle qu'elle est avec ses contradictions, c'est là que se trouve forcément (la matière) la solution à mon problème. Les intellectuels, eux, ils cherchent dans leur tête et n'en sortent pas. Du coup, nous en sommes toujours au même point.

Résultats définitifs du 6 mai.

Au second tour du scrutin, le 6 mai, M. Hollande a recueilli 18.000.668 voix (51,6%), contre 16.860.685 (48,4%) à Nicolas Sarkozy, a déclaré M. Debré au siège du Conseil constitutionnel, au Palais Royal à Paris. Cela représente un écart de quelque 1,14 million de voix d'avance.

La haute juridiction a recensé 46.066.307 inscrits, 37.016.309 votants et 34.861.353 suffrages exprimés.

Pour le second tour, le Conseil constitutionnel a annulé 8.571 suffrages (2.541 au premier tour). (AFP 10.05)

Quand L'Humanité manipule les résultats. Une façon de soutenir Hollande.

François Hollande a rallié une nette majorité (60%) des catégories populaires, le vote en faveur du socialiste atteignant 70% chez les ouvriers, selon un sondage CSA paru jeudi dans L'Humanité.

L'ensemble de ces catégories a voté à 60% pour François Hollande et à 40% en faveur de Nicolas Sarkozy. Chez les ouvriers, Hollande recueille 70% et Sarkozy 30%. Parmi les employés, 57% ont opté pour le candidat PS contre 43% pour celui de l'UMP.

Le vote chez les retraités des catégories populaires est plus équilibré puisque François Hollande ne dépasse Nicolas Sarkozy que d'une courte tête (51 contre 49%). (AFP 10.05)

Voici maintenant l'abstention (plus votes nuls) dans quelques communes ouvrières.

30,6% Clichy-sous-Bois
27% Aulnay-sous-Bois

27% Montreuil
30,5% Bobigny
24% Nanterre
24% Clichy (92)
30,6% Aubervilliers
29,5 Lille
34,5 % Fourmies
28,2% Florange
27,1% Gandrange

Dans ces communes Hollande a obtenu en moyenne 60 à 65% % des voix exprimées, tandis que l'abstention et les votes nuls se situaient autour de 27%. J'ai constaté que plus le nombre de voix s'étant portées sur Hollande était important, plus l'abstention était haute, et l'inverse, plus son score se rapprochait de 50% (entre 50 et 56%) plus le taux d'abstenton (plus nuls) baissait. Dans les grandes villes où Hollande a obtenu entre 53 et 60%, l'abstention et le vote nul a atteint entre 20 et 24%.

Les ouvriers et les employés étant minoritiares dans les grandes villes, on peut en déduire qu'au trois quart ils ont refusé de s'exprimer le 6 mai, ce sont les couches les plus pauvres qui ont refusé de cautionner cette mascarade. Constat valable également pour les villes ou banlieues ouvrières et qui disparaît des analyses des commentateurs au lendemain du 6 mai. A la trappe les millions de travailleurs et leurs familles qui vivent un véritable cauchemar au quotidien, voilà l'enseignement de ce sondage que L'Humanité s'emploie à passer sous silence. Normal puisque le PCF ne saurait représenter ces couches pauvres du prolétariat, pas davantage que les syndicats ou les autres partis dits ouvriers d'ailleurs.

Il s'agissait pour le PCF de faire croire que "*les classes populaires*" soutenaient la politique que Hollande va mettre en oeuvre et qui consistera à poursuivre celle de Sarkozy.

Au fait, la manipulation consistait à mettre en avant uniquement le pourcentage des ouvriers qui ont votés Hollande, en occultant au passage le taux d'abstention et les votes nuls ou blancs, un tour de passe-passe classique, quoi.

Il s'agissait aussi de démontrer que les ouvriers étaient divisés et qu'un grand nombre d'entre eux avaient voté Sarkozy. La division c'est toujours bon pour le régime. Or, si on ajoute les voix qui se sont portées sur Hollande à ceux qui ont refusé de voter parce qu'ils rejetaient la politique d'austérité proposée par Sarkozy et Hollande, on arrive à une autre conclusion que celle de L'Humanité qui ne ne tient pas à la voir : l'immense majorité des travailleurs ne veulent pas entendre parler de nouveaux sacrifices, ils sont donc opposés à la politique que Hollande va appliquer, ajoutons avec le soutien du PCF et ses alliés au sein du Front de gauche.

En famille. Du Fouquet's à Berlin.

- François Hollande devrait rencontrer la chancelière allemande Angela Merkel mardi 15 mai dans l'après-midi à Berlin, a-t-on appris jeudi de sources concordantes.

Après la passation de pouvoirs qui aura lieu également mardi, il devrait arriver dans l'après-midi à Berlin. Un dîner de travail et une conférence de presse sont au programme de ce voyage. (AFP 10.05)

Il prend à peine le temps de prendre possession de ses pouvoirs pour filer à Berlin, cela vaut bien une escapade sur le yacht de Bolloré.

Quant aux sociaux-démocrates allemands qu'affectionnent certains dans nos rangs, ils en tiennent une couche, ils revendiquent la méthode et le bilan de Schröder !

- Les sociaux-démocrates allemands, encouragés par la victoire en France de la gauche à la présidentielle, sont passés à l'offensive contre la politique d'austérité prônée au niveau européen par la chancelière, l'accusant notamment d'avoir favorisé l'émergence de l'extrême droite en Grèce lors des élections législatives anticipées de dimanche.

Jusqu'alors, le Parti social-démocrate (SPD), principale formation de l'opposition, s'était gardé d'attaquer trop ouvertement l'intransigeance de Merkel sur sa politique de discipline budgétaire, qu'approuve la majorité des Allemands.

Prenant la parole après la chancelière, Frank-Walter Steinmeier, chef du groupe SPD au Bundestag, a dénoncé la "*léthargie politique*" du gouvernement. Il a affirmé que l'Allemagne avait bien résisté à la crise de l'euro parce que les précédents gouvernements avaient appliqué une politique "*mêlant austérité et croissance*".

Depuis la victoire de François Hollande, Angela Merkel a répété qu'il n'y avait pas d'autre remède à la crise que de poursuivre les plans d'austérité draconiens destinés à ramener des pays comme la Grèce à l'équilibre et à leur éviter la faillite, en

contrepartie d'une aide internationale.

"*On a discuté de tant de choses, des eurobonds aux levées de fond, en parlant de remèdes miracles - avant de se rendre compte que ça ne tenait pas la route*", a-t-elle dit au Bundestag.

"*La seule voie possible, c'est d'accepter que seul un processus long et difficile nous permettra de surmonter cette crise en s'attaquant à ses racines mêmes - une dette terrifiante et le manque de compétitivité de certains Etats de la zone euro*", a poursuivi la chancelière.

Angela Merkel recevra François Hollande après les élections régionales de dimanche dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le plus peuplé du pays, où son parti conservateur, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), est donné battu par le SPD et ses alliés Verts. (AFP 10.05)

Hollande propose en guise de "***croissance***" de piocher de l'argent dans notre poche pour le donner, à qui ? Pardi, mais aux patrons !

- Le président-élu plaide notamment pour une mobilisation des fonds structurels européens, un renforcement des moyens de la Banque européenne d'investissement (BEI) et la possibilité d'emprunts obligataires à l'échelle européenne afin de faciliter le financement privé de grands projets. (AFP 10.05)

C'est écrit en toutes lettres : "*faciliter le financement privé de grands projets*" sur lesquels patrons et actionnaires réaliseront de substantiels profits, on comprend mieux pourquoi Pinault et d'autres grands patrons ont voté Hollande.

Grèce: mode d'emploi des dernières élections.

Des infos trouvées sur le portail www.forum-unite-communiste.org.

Athènes, envoyé spécial. Les élections législatives qui se dérouleront le dimanche 6 mai sont cruciales. Pour l'avenir du pays, son avenir au sein de la zone euro, et pour l'avenir, même, de l'Union Européenne. Mode d'emploi d'un scrutin qui pourrait déboucher sur une Grèce ingouvernable.

Les 300 députés qui siègeront, à partir du 17 mai, 11heures, pour 4 ans au Parlement hellénique hériteront d'un pays en pleine crise: financière, économique, sociale et politique. Une crise totale, donc, à laquelle les réponses apportées – des mesures d'austérité en échange de prêts consentis par les Européens et le FMI – n'ont été d'aucune aide. Au contraire, elles ont même accéléré la descente aux enfers de la Grèce. Pourtant, en raison d'un système électoral complexe, le premier parti arrivé en tête du scrutin, même s'il ne dispose que peu de voix, obtiendra une prime de 50 sièges!

Le Parlement hellénique ou Conseil des Grecs (en grec : Voulí ton Ellínon) est le Parlement monocaméral de la Grèce, composé de 300 députés élus pour un mandat de quatre ans au suffrage universel direct par les citoyens grecs.

Le pays est divisé en 56 circonscriptions. La plus grande est celle d'Athènes ; elle regroupe 15% du corps électoral. Au total, 9,8 millions d'électeurs sont appelés à voter. Si le vote est obligatoire, le non exercice de ce droit n'est pas sanctionné – ni pénalement, ni administrativement. En outre, autre incongruité dans ce contexte d'obligation de vote : le vote par procuration n'est pas prévu. Les citoyens grecs résidant à l'étranger ne peuvent voter que dans leur consulat.

Cette année, 32 partis se présentent. En 2007, 21 partis se présentaient, et 23 en 2009.

Le système électoral grec est de proportionnelle renforcée. Dans ce cadre, le parti arrivé en tête au niveau national obtient une prime de 50 députés (1/6 de la chambre !). Cette prime n'était que de 40 sièges jusqu'aux élections de 2009. Mais, pour la première fois, une loi votée en 2008 s'applique. Pourquoi cette prime a-t-elle été renforcée?

Un peu d'histoire s'impose. Jusqu'en 2009, à la Vouli, les conservateurs de Nouvelle Démocratie et les sociaux-démocrates du Pasok alternaient traditionnellement en cumulant, à eux deux, 80% des suffrages. En 2007, malgré la prime de 40 sièges, ND, arrivé en tête ne dispose que d'une majorité de 152 sièges. Ironie du sort : cette prime qui favorisait ND ou le Pasok devrait de nouveau renforcer ND, en tête dans les sondages… mais rendre la constitution d'un gouvernement encore plus difficile car ND pourrait, selon les projections, de pas disposer de la majorité malgré la prime des 50 sièges. Enfin, cette prime ne peut être accorder qu'à un parti et non à une coalition – Syriza, même si cette coalition de la gauche arrivait en tête, ne pourrait donc pas obtenir les 50 députés.

L'instabilité gouvernementale que connaît la Grèce depuis 2007 risque de s'accroître.

Autre élément à prendre en compte: les députés dits « d'Etat ». Ils sont 12 dans ce cas. Leur choix s'effectue directement par les partis, qui s'en voient attribués proportionnellement au nombre de voix qu'ils obtiennent. Ces députés n'auront donc jamais mené de campagne sur le terrain.

Pour être représenté au Parlement, un parti doit franchir la barre des 3% des suffrages exprimés.

Comment les citoyens grecs votent-ils? Par un système de la « croix de préférence » pour les 288 députés – les 12 députés d'Etat étant choisis par leurs partis. Les électeurs apposent ainsi des croix en face du nom du ou des candidats retenus.

Pour résumer, la répartition des sièges se fait en quelque sorte en 3 phases :

- 238 sièges à la proportionnelle ;
- 50 sièges parmi les candidats du parti arrivé en tête ayant obtenu les meilleurs scores ;
- 12 sièges répartis par les partis.

A son arrivée au pouvoir en 2009, le Pasok avait promis une refonte du système électoral. Il voulait réduire la taille des circonscriptions et le vote préférentiel accusé d'alimenter le clientélisme. Cette promesse a fondu comme neige au soleil !

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

La Grèce a enregistré jeudi une première avancée vers la formation possible d'un gouvernement de coalition pro-euro, avec l'aval de principe donné par le parti de la Gauche démocratique, ont annoncé les dirigeants de cette formation et du Pasok socialiste.

"*Nous avons fait un premier pas*", a déclaré le dirigeant socialiste grec, Evangélos Vénizélos, après avoir rencontré Fotis Kouvelis, le chef du petit parti de gauche démocratique, Dimar.

Le Dimar, qui dispose de 19 sièges de députés, clé possible d'une majorité absolue au parlement, s'est déclaré en faveur de la formation d'un "*gouvernement oecuménique*" dont la mission serait de "*maintenir le pays dans la zone euro*", a affirmé M. Kouvelis.

La rencontre s'inscrivait dans le cadre des efforts de M. Vénizélos, dont le parti a été chassé du pouvoir par les législatives de dimanche, pour trouver un exécutif, après les échecs successifs de son rival conservateur de la Nouvelle-Démocratie, Antonis Samaras, et du chef de la gauche radicale du Syriza, Alexis Tsipras.

MM. Vénizélos et Kouvelis ont dit être tombés d'accord sur la nécessité de réviser les prescriptions du memorandum, la feuille de route de rigueur dictée au pays par UE et FMI en échange de leur soutien financier.

M. Vénizélos a parlé "*d'un gouvernement d'union nationale*", qui assurerait le "*dépassement sous trois ans*" du memorandum conclu avec l'Union européenne et le FMI, "*avec la Grèce (restant) dans l'euro*".

M. Kouvelis a de son côté proposé un "*gouvernement oécuménique formé de personnalités*", dont le mandat irait "*jusqu'aux élections européennes de 2014*" et serait de "*maintenir le pays dans l'euro et d'entamer immédiatement le désengagement progressif du mémorandum*".

M. Kouvelis, dont les députés pourraient permettre au Pasok (41 sièges) et à la Nouvelle-démocratie (108 députés) de franchir la barre de la majorité absolue (151 sièges) au parlement, avait jusque là manifesté sa préférence pour un gouvernement constitué par le parti de gauche radicale Syriza.

Pour que ces tractations débouchent effectivement sur un gouvernement, M. Vénizélos doit encore obtenir l'aval de la Nouvelle-Démocratie, dont il rencontrera vendredi matin le chef Antonis Samaras. Il a aussi indiqué vouloir s'entretenir à nouveau avec Alexis Tsipras, le dirigeant du Syriza, arrivé en deuxième position aux législatives, avec 16,7% des suffrages soit 52 députés. (AFP 10.05)

Et le tour est joué !

Voilà à quoi servent tous les partis issus de la social-démocratie dégénérée et des partis staliniens, les derniers remparts du régime en place contre la révolution socialiste, y compris Syriza ou le PG inféodés à l'euro et à l'Union européenne.

Ils ont tous un point en commun : leur soumission au capital et à ses institutions politiques qu'aucun parti ne remet en cause, laissant seules sur ce terrain les formations d'extrême droite, mais dans un objectif radicalement opposé au nôtre, la liquidation des institutions permettraient d'instituer une dictature pour en finir avec le mouvement ouvrier organisé.

2- Allemagne

La chancelière Angela Merkel a clairement rejeté jeudi les appels à la rupture avec l'austérité lancés par la gauche européenne, estimant qu'une "*croissance à crédit*" plongerait l'Europe encore plus profondément dans la crise.

"*La croissance par le biais de réformes structurelles est quelque chose de raisonnable, d'important et de nécessaire. Mais fonder la croissance sur le crédit ne ferait que nous ramener au début de la crise. C'est pourquoi nous ne devons pas le faire et que nous ne le ferons pas*", a-t-elle dit dans un discours devant le Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand. (AFP 10.05)

3- Algérie

Les quelque 21,6 millions d'électeurs ont voté pour élire 462 députés.

«*La participation globale -territoire national plus communauté nationale à l'étranger- est de 42,90%*», a déclaré le ministre de l'Intérieur Daho Ould Kablia, précisant que ce taux était bien plus élevé sur le territoire national atteignant 44,38 %, alors qu'il n'a été que de 14% pour les Algériens de l'étranger.

Mais, inversement, le taux d'abstention aura atteint 57,1%.

Il a surtout été marquant dans la capitale kabyle, Tizi Ouzou, atteignant 80,16%, suite au boycottage mené par l'un des partis dominants, le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD).

A Alger, forte d'environ trois millions d'habitants, l'absention a atteint 69,1% des électeurs.

Le président Abdelaziz Bouteflika avait pressé à plusieurs reprises, dont mardi après-midi, la population et en particulier les jeunes à voter massivement.

Dans le tiers des communes -543 sur 1.541- le vote a été prolongé d'une heure à 20h00 locales (19h00 GMT), alors que les bureaux de vote avaient ouvert à 8h00 pour ce scrutin à la proportionnelle à un tour. (libération.fr 10.05)

Social

1- France

Plusieurs centaines de policiers ont manifesté jeudi en France à l'appel du syndicat majoritaire Unité SGP Police, pour protester contre leurs conditions de travail et réclamer la mise en place d'une protection administrative pour les fonctionnaires mis en examen dans l'exercice de leurs fonctions.

Environ 300 manifestants étaient rassemblés place du Châtelet à Paris, parmi lesquels des policiers municipaux, qui ont défilé aux côtés de leurs collègues de la police nationale.

Environ 1.800 policiers municipaux ont manifesté à travers le pays d'après leur syndicat majoritaire.

Unité SGP Police, sous les drapeaux duquel défilaient les manifestants jeudi, réclame l'abrogation de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) par laquelle un fonctionnaire sur deux partant à la retraite n'est pas remplacé, l'abandon de "*la politique du chiffre*" et la garantie d'une protection administrative des policiers mis en examen.

Le syndicat Alliance Police nationale, réputé proche de l'UMP, appelle de son côté à une mobilisation nationale vendredi devant les préfectures de département et demande le lancement d'un "*Grenelle de la sécurité*" et l'instauration d'un principe de "*présomption de légitime défense*" dans la police nationale. (Reuters 10.05)

2- Espagne

Des centaines d'étudiants espagnols se sont rassemblés jeudi à Madrid pour dénoncer les coupes qui frappent l'éducation.

Le syndicat national des étudiants a appelé à des manifestations dans plus de 50 villes, a indiqué son président Tohil Delgado à l'AFP. Selon lui, des milliers d'étudiants, élèves et professeurs devraient se joindre au mouvement en dépit des examens.

"*Nous avons convoqué les manifestations en réponse aux attaques contre l'éducation publique, sans précédent depuis les 35 dernières années*", a déclaré M. Delgado.

"*Nous sommes environ 40 dans chaque classe et les professeurs sont fatigués*", a expliqué l'une des manifestantes, Paz Elena Fernandez, 16 ans.

Selon elle, les réductions ont commencé à frapper les bourses d'études, cruciales dans son quartier populaire.

"*Beaucoup abandonnent leurs études pour trouver du travail. Mais il n'y a pas beaucoup d'emplois*", a-t-elle ajouté.

"*Nous ne voulons pas devoir des milliers d'euros aux banques quand nous terminons nos études, surtout depuis que nous ne sommes pas sûrs de trouver du travail après*", a souligné un autre manifestant, Victor Andreu, 21 ans, étudiant dans une école d'ingénieurs.

"*Tous ensemble contre les coupes*", proclamait la banderole brandie au premier rang des manifestants.

Les manifestations prévues jeudi devraient renforcer la vague de mécontentement social qui enfle à mesure que se succèdent les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement, au pouvoir depuis décembre. (AFP 10.09)

3- Grande-Bretagne

Quelque 400.000 salariés de la fonction publique selon les syndicats et 150.000 selon le gouvernement étaient en grève jeudi au Royaume-Uni pour protester contre le projet de réforme des retraites, objet d'une contestation récurrente depuis dix-huit mois.

La mobilisation n'a pas atteint l'ampleur de la grève de novembre qui avait rassemblé, selon les estimations des syndicats, près de deux millions de mécontents.

Des fonctionnaires, des maîtres de conférence, des policiers, des gardiens de prison, des salariés du secteur de la santé et du ministère de la Défense se sont joints au mouvement, ainsi que ceux de l'immigration. Du personnel supplémentaire a été déployé en prévision aux postes frontières pour faire face aux pics d'arrivées dans la journée.

Le mouvement a aussi touché des perceptions, collèges et musées. Des piquets de grève ont été montés devant des centres pour l'emploi, des tribunaux et d'autres bâtiments officiels.

Plus de 30.000 policiers, selon les estimations de la police, ont en outre manifesté à Londres contre le projet de réforme, mais aussi contre les coupes budgétaires, arborant des casquettes noires avec cette inscription: "*les coupes sont criminelles*".

"*Si vous supprimez nos postes, vous supprimez le service que nous apportons et la sécurité du public est mise en danger*", a estimé le président de la Fédération Police, Paul McKeever, dans un discours.

Le gouvernement a minimisé l'ampleur de la contestation, assurant que "*la majorité des salariés du public étaient au travail*" et que "*la plupart des services publics étaient ouverts normalement*", grâce aux plans de substitution mis en place.

Selon lui, environ 150.000 salariés de la fonction publique seulement ont participé à cette grève "*futile*".

Le principe de la réforme, qui prévoit notamment de repousser l'âge de départ à la retraite jusqu'à 67 ans, voire 68, contre 60 actuellement, et d'augmenter les cotisations, a été réaffirmé mercredi par le gouvernement qui assure que le système actuel n'est pas viable.

"*Il est très décevant qu'une poignée de syndicats s'obstinent à lancer des grèves inutiles qui ne serviront à personne*", a-t-il déploré dans un communiqué. "*Les négociations sur les retraites ne seront pas rouvertes et la grève ne permettra pas d'obtenir quoi que ce soit de plus*."

Cette grève est le troisième mouvement d'ampleur contre la réforme des retraites organisé depuis juin 2011 au Royaume-Uni. (AFP 10.05)

4- Bolivie

Le gouvernement a dû affronter mercredi une nouvelle grève générale de 72 heures de la Confédération centrale ouvrière bolivienne (COB) avec des manifestations dans plusieurs villes, sans toutefois parvenir à bloquer l'activité du pays.

Plusieurs milliers de manifestants, mineurs, étudiants en médecine, personnel de santé ont affronté la police qui a risposté à coup de gaz lacrymogène.

Des manifestations ont également été organisées à Tarija (sud) et Potosi (sud-est), Santa Cruz (est) et Beni (nord-est).

Les grévistes exigent une hausse des salaires et jugent insuffisante l'augmentation générale de 8% proposée par le gouvernement. Ils soutiennent également le mouvement des médecins mobilisés depuis la fin mars contre l'augmentation de six à huit heures de leur temps de travail quotidien décidée unilatéralement par le gouvernement.

La COB conditionne l'ouverture de négociations à l'abrogation de cette loi relative à la journée de travail des médecins.

Ce mouvement social fait suite à 48 heures d'arrêt de travail des chauffeurs des transports urbains qui ont paralysé la capitale en début de semaine, officiellement pour protester contre une nouvelle loi les obligeant à utiliser la ceinture de sécurité dans leurs véhicules, et à respecter désormais des horaires et des arrêts.

Mais cette grève n'est pas exempte d'arrière-pensées politiques, selon Arturo Quispe, président d'une Fédération regroupant les quartiers de La Paz qui estime qu'elle visait essentiellement le maire de la capitale, Luis Revilla, un des responsables du parti d'opposition MSM (Movimiento Sin Miedo - centre gauche), dont le leader est Juan del Granado, ancien allié du président.

Les grévistes des transports seraient eux proches du parti d'Evo Morales, Movimiento al Socialismo (MAS) et comptent sur le soutien de plusieurs parlementaires proches du président qui veulent nuire au MSM.

Le leader du MSM, Del Granado, est considéré comme un candidat sérieux à la présidence pour les élections générales de 2014.

Pour le politologue Gonzalo Rojas de l'Université de La Paz, il n'y a pas cependant "*d'opposition cohérente qui pourrait capitaliser sur l'usure du gouvernement*".

Ces "*conflits localisés n'affectent pas la stabilité du régime parce qu'il n'y a pas vraiment une opposition politique mais sociale. Cependant elle affecte la gestion du gouvernement et démontre son inefficacité administrative*", analyse-t-il.

Evo Morales, le premier président amérindien (aymara) de Bolivie, est arrivé au pouvoir en 2006 puis réélu en 2011 triomphalement avec 64% des voix, appuyé par les secteurs les plus humbles de la population. (AFP 10.05)

Economie

Italie

UniCredit a fait état jeudi d'un bénéfice net du premier trimestre nettement supérieur aux attentes, à la faveur de gains de trading et d'une amélioration de sa rentabilité en Italie malgré la récession à l'oeuvre dans la troisième puissance économique de la zone euro.

UniCredit a dégagé sur la période un résultat net de 914 millions, contre un consensus établi par la banque auprès des analystes de 805 millions.

Par ce chiffre, la banque suggère qu'elle est repartie de l'avant après avoir dû faire appel au marché pour un total de 7,5 milliards d'euros dans le cadre du renforcement de son bilan.

En 2011, UniCredit avait subi une perte de 9,2 milliards en raison d'importantes dépréciations d'actifs, renoncé au versement d'un dividende et supprimé 6.150 emplois.

Le ratio Tier 1 core de la banque, principal mesure de la solvabilité dans le secteur, s'est établi à 10,3% à fin mars, contre 10% à la fin de 2011. (Reuters 10.05)

Haut de page

Le 12 mai

CAUSERIE

Les affameurs ont encore frappé. Les dirigeants du vieux monde légitiment la colonisation des terres agricoles par les multinationales de l'agroalimentaire avec la complicité des ONG.

Le comité de sécurité alimentaire mondiale de la FAO a adopté vendredi des directives pour encadrer l'achat de terres à travers le monde, une première saluée par les ONG.

Selon George Kourous, porte-parole de la FAO, le document d'une quarantaine de pages qui concerne aussi les forêts et les zones de pêche, a été "*approuvé par acclamation*" par le Comité de la sécurité alimentaire (CSA) de la FAO.

Les directives FAO visant à instaurer "*une gouvernance responsable des régimes fonciers*" ont été élaborées dans le cadre d'un processus inédit qui a vu les Etats, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales négocier pendant trois ans.

"*Des droits fonciers inadaptés et non sécurisés augmentent la vulnérabilité, la faim, la pauvreté et peuvent conduire à des conflits et des dégradations environnementales*", a expliqué la FAO.

La FAO a donc insisté sur les droits des peuples autochtones, l'égalité des sexes pour l'accès aux terres et l'importance de l'information des populations. En outre, le document appelle "*les investisseurs privés à respecter les droits de l'homme et de propriété légitime*".

Concernant la ruée sur les terres cultivables, sans la dénoncer complètement, la FAO a demandé aux Etats de se prémunir contre "*les risques que les transactions à grande échelle de droits fonciers sont susceptibles de présenter*".

Les chercheurs estiment que plus de 200 millions d'hectares de terres, soit environ huit fois la taille du Royaume-Uni, ont été vendus ou loués entre 2000 et 2010, souvent au détriment des populations locales.

Les ONG ont applaudi l'adoption du document, louant l'implication de la société civile dans son élaboration.

"*Ces directives sont très positives, elles vont contribuer à une distribution plus juste de la terre, des forêts et des zones de pêche*", a confié à l'AFP Angel Strappazzon, du mouvement paysan international La Via Campesina.

Moins enthousiaste, Stéphane Parmentier d'Oxfam: "*ce qui manque dans le texte, c'est une condamnation claire de l'accaparement de terres et d'autres ressources naturelles*".

"*L'adoption de cette directive est un premier pas, une avancée notable mais il ne faut pas en rester là*", a également estimé Renée Vellvé, cofondatrice de Grain. Clara Jamart d'Oxfam France a regretté que "*les Etats n'aient pas obligation d'appliquer ces mesures*".

Autre bémol pour les ONG: le texte occulte le problème des ressources en eau pourtant primordial pour la sécurité alimentaire. (AFP11.05)

Peu importe, l'essentiel c'est de participer à la colonisation des terres fertiles par des multinationales, les ONG étant elles-mêmes financées par ces prédateurs. Ce genre de document a pour fonction d'établir un certain nombre de règles favorables aux puissantes firmes agroalimentaires, qui pourront par la suite dénoncer ou évincer leurs concurrents potentiels qui ne les respecteraient pas.

C'est du domaine de la concurrence acharnée que se livrent les différents capitalistes à l'échelle mondiale pour s'accaparer les matières premières et toutes les ressources en général afin de conserver leur hégémonie et d'assurer leur développement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Evangelos Venizelos, chef de file du Pasok arrivé en troisième position aux élections législatives du 6 mai en Grèce, n'est pas parvenu à former un gouvernement d'union nationale, a-t-on appris de sources proches de son parti social-démocrate.

"*Venizelos rendra son mandat (de formateur, ndlr) au président Karolos Papoulias*", a annoncé à Reuters un haut responsable du Pasok.

Peu auparavant, le chef de la Coalition de la gauche radicale (Syriza), Alexis Tsipras, qui a devancé le Pasok dimanche, avait exclu sa participation à un gouvernement dirigé par Evangelos Venizelos.

"*Ce n'est pas Syriza qui rejette cette proposition, c'est le peuple grec qui l'a fait en votant dimanche*", a-t-il expliqué à l'issue d'un entretien avec le chef de file du Pasok.

Après les tentatives avortées de trois partis arrivés en tête des élections législatives de dimanche, une réunion de la dernière chance, prévue par la Constitution, devrait avoir lieu les tous prochains jours sous l'égide du président de la République, Carolos Papoulias. (AFP 11.05)

2- Algérie

Le Front de Libération Nationale (FLN, parti présidentiel) a gagné le scrutin avec 220 sièges, tandis que son allié le Rassemblement national démocratique (RND) du Premier ministre Ahmed Ouyahia a décroché la seconde place avec 68 sièges.

Ces deux partis, membres d'une Alliance présidentielle depuis 2004, remportent donc la majorité absolue de la nouvelle assemblée de 462 sièges, selon des résultats officiels encore provisoires, alors qu'ils avaient dû pour cela s'allier dans l'assemblée sortante aux islamistes du Mouvement de la Société pour la Paix (MSP).

Ce dernier avait quitté ce groupement en janvier pour former l'Alliance de l'Algérie Verte (AVV) avec deux autres formations islamistes Al-Islah (Réforme) et Ennhada (Renaissance), qui n'a remporté que 48 sièges lors du scrutin de jeudi.

L'ensemble de cinq des sept formations islamistes en lice, dont l'AVV, totalisent 59 sièges, au lieu de 66 comme initialement annoncé.

Autre fait notable, la nouvelle assemblée comptera 145 femmes contre 30 dans la précédente.

Le scrutin de jeudi est intervenu dans la foulée des réformes du président Abdelaziz Bouteflika pour éviter un Printemps arabe dans son pays. Le régime algérien au pouvoir depuis l'indépendance en 1962 a notamment choisi de répondre par des augmentations salariales à plusieurs catégories sociales, ce qui lui a coûté plus de 3 milliards d'euros.

En tout, la nouvelle assemblée comprend 26 partis politiques et 19 députés indépendants, contre 21 partis et 33 indépendants dans la précédente, qui était moins nombreuse avec 389 élus.

Le Front des Forces Socialistes (FFS) du leader historique Hocine Aït Ahmed a remporté 21 sièges, surtout en Kabylie, talonné par le Parti des Travailleurs (PT, extrême gauche) avec 20 sièges.

Le taux de participation a été dans le pays de 42,36% contre 35,67% en 2007. (AFP 11.05)

Social

France

1- Les salariés de Fralib (Unilever) à Gémenos ont entamé vendredi un nouveau bras de fer avec la direction en réoccupant l'usine des thés Lipton et tisanes L'Eléphant, rappelant aussi à François Hollande sa promesse de tout faire pour ne pas la fermer.

"*Ce matin on a mis dehors, de façon pacifique, l'entreprise de sécurité qui gardait les lieux et on a repris possession de l'usine pour empêcher le départ des machines*", a déclaré Olivier Leberquier, délégué du syndicat CGT, alors que les accès au site étaient contrôlés depuis plusieurs mois par des vigiles.

Les salariés de Fralib (Unilever) à Gémenos ont entamé vendredi un nouveau bras de fer avec la direction en réoccupant l'usine des thés Lipton et tisanes L'Eléphant, rappelant aussi à François Hollande sa promesse de tout faire pour ne pas la fermer.

"*L'entreprise est désormais sous le contrôle de la CGT et Hollande doit tenir ses promesses*", affirme le syndicat.

Environ 200 salariés et militants se sont rassemblés en matinée devant le site, avec des soutiens syndicaux d'autres entreprises agro-alimentaires et de cheminots. (AFP 11.05)

2- Un appel à la grève a été lancé par les projectionnistes du réseau des salles de cinémas MK2, samedi 12 mai, à l'initiative des syndicats SUD Culture et CNT. Les revendications portent sur les salaires jugés '*les plus bas des réseaux de cinémas parisiens*' en comparaison avec ceux des réseaux UCG et Gaumont/Pathé et sur les conditions de travail.

Les projectionnistes grévistes refusent en particulier un avenant à leur contrat de travail qui les obligerait à assurer aussi les tâches d'accueil, la tenue des caisses ou des comptoirs de confiserie. Selon le communiqué syndical, des annulations de séances seraient à prévoir dans plus de la moitié des cinémas MK2, à partir de 10h du matin. (lemonde.fr 11.05)

3- Les dirigeants du LKP, qui avaient lancé un mot d'ordre de grève générale illimitée à compter de jeudi, ont appelé dans la soirée à la poursuite et à "l'amplification de la mobilisation" vendredi, a constaté l'AFP.

La première journée de grève générale a eu peu d'impact selon la préfecture: 4 à 5% de grévistes à Pôle-emploi dont une agence fermée à Pointe-à-Pitre, 3,9% dans l'éducation nationale, 2,6% à la Direction des finances publiques, 1,3% à La Poste et "0 ou moins de 1%" au CHU de Pointe-à-Pitre, à EDF, à l'aéroport et au port. "*Deux ou trois piquets de grève*" dans des entreprises de la zone industrialo-commerciale de Jarry, le principal gisement d'emploi insulaire, ont été signalés par le Medef-Guadeloupe.

Le LKP, qui avait appelé à un "*rassemblement*" jeudi à 16H00 locales (22H00 à Paris), n'y a réuni deux heures plus tard qu'environ 300 personnes, selon un décompte effectué par un journaliste de l'AFP.

Les leaders du collectif, Jean-Marie Nomertin (CGT-G), Max Evariste (FO) et Elie Domota (UGTG), ont successivement pris la parole, se plaignant en premier lieu du dispositif policier visible, depuis les premières heures de jeudi, dans les carrefours routiers stratégiques et à l'entrée des principales stations-service.

"*Six d'entre elles sont en grève*" a affirmé jeudi soir M. Domota, qui a recensé "*plus de 100 entreprises touchées par la grève, dont 30 entreprises fermées dans le commerce*" et "*plus de 3.000 travailleurs mobilisés*".

Outre sa dénonciation de la vie chère, le LKP revendique l'application immédiate par les entreprises d'une clause de l'accord Bino. Il avait mis fin en 2009 à 44 jours de grève générale avec une augmentation salariale de 200 euros, versée par les entreprises à hauteur de 50 euros et, à hauteur de 150 euros via le RSTA (Revenu supplémentaire temporaire d'activité), par Etat et collectivités.

La clause de convertibilité de l'accord Bino, dont le LKP exige la mise en oeuvre, prévoyait que les entreprises prennent à leur charge l'intégralité du versement des 200 euros à compter de mars 2012. Elles s'y refusent, l'Etat ayant prolongé jusqu'en janvier 2013 le versement des 150 euros du RSTA. (AFP 11.05)

4- SFR aurait annoncé aux syndicats la mise en place d'un plan social d'ici à la fin de l'année, selon une journaliste de La Tribune. "*La direction a rencontré les organisations syndicales la semaine dernière, et nous a annoncé un PSE, sans plus de précisions sur le nombre de suppressions d'emplois*", a confié à l'AFP Damien Bornerand, délégué central de la CGT. Mais les choses sont moins claires pour Geoffroy de Vienne, délégué central CFTC : "*c'est quelque chose qui est dans l'air, c'est hautement probable, mais il n'y a pas eu d'annonce officielle, la direction a seulement tâté le terrain, en a parlé... Nous pensons que cela va avoir lieu, mais nous n'en sommes pas encore certains. C'est plus une préparation des esprits de la part de la direction*".

La direction de SFR, elle, a assuré à l'AFP qu'elle n'avait "*pas présenté aux organisations représentatives du personnel de projet d'adaptation des structures de l'entreprise - aujourd'hui à l'étude - au nouveau contexte du secteur des télécoms*".

Les syndicats, de leur côté, ont indiqué que les suppressions de postes pourraient dépasser les 500, rapporte Business Week. Selon les informations de Business Week, SFR a pour objectif de réaliser 450 millions d'euros d'économies cette année par le biais de ce plan, de la réduction des budgets marketing et des renégociations de contrats avec ses prestataires. Grâce à ces économies, il espère faire mieux que les prévisions, qui donnent un résultat brut d'exploitation en recul de 12 à 15% pour 2012.

SFR emploie actuellement une dizaine de milliers de personnes. (lexpansion.com 11.05)

Haut de page

Le 13 mai

CAUSERIE

Dans l'après-midi je mettrai en ligne une dizaine d'articles supplémentaire, il est déjà 13h et je vais déjeûner après une bonne douche. Bon dimanche.

Tout monarque a besoin de courtisans, de valets, de saltimbanques et d'un fou.

Mélenchon envisageait de détrôner le PS. L'objectif étant manifestement hors de portée, il se rabattit sur un objectif plus modeste, arriver en 3e position le 26 avril devant M. Le Pen. En vain, dès lors par crainte que plus personne ne parle de lui dans les mois et années à venir ou pour que l'illusion du caméléon survive, l'idiot utile envisage "*une victoire politique*" ayant "*un sens international*" sur l'extrême droite, rien que cela, comme si le monde entier avait les yeux rivés sur les manoeuvres de ce carriériste, histoire de se donner une dimension au-delà de son propre programme qui en manque singulièrement en se plaçant sous le joug de l'euro et de l'Union européenne.

En se privant ainsi délibérément des moyens de combattre l'extrême droite sur le plan politique, il ne lui reste plus qu'à l'affronter sur le plan idéologique et de la morale qui l'accompagne, à coup de déclarations fracassantes qui ne feront trembler que les murs de son usine à gaz des Lilas, son QG de campagne. Mélenchon éructe ainsi des clichés ou des lieux communs, des métaphores à cent balles que les médias se chargent reprendre en boucle, car il occupe un terrain politique qu'il ne faudrait pas laisser à d'affreux extrêmistes qui envisagent de rompre avec l'euro et l'UE.

Les jours s'écoulent, le temps passe, rien ne change véritablement. La baudruche se gonfle et se dégonfle et ainsi de suite, bien que son ambition frôle parfois la mégalomanie, elle tient en vérité de la mauvaise farce et d'un numéro d'illusionnisme, elle ne risque pas d'éclater d'elle-même, elle sait demeurer raisonnable, sous ses airs vindicatifs elle ne représente aucun danger pour l'ordre établi, la chère patrie de cet histrion.

Le danger il vient d'ailleurs, des masses, de la populasse, de cette horde de gueux, de ces plébéiens, insoumis, résistants, revêches, rebelles, révolutionnaires, quand ils sont livrés à eux-mêmes et ne se fourvoient pas dans des aventures qui ont pour seul objet de les détourner des tâches et des objectifs politiques qu'ils ont à accomplir et qu'ils doivent se fixer pour avancer vers leur émancipation du règne de la servitude humaine.

Ce qu'il y a de cocasse dans cette histoire, c'est que le vent qui s'est mis à souffler violemment est chargé de tant d'illusions jusqu'à présent colportées par Mélenchon, qu'il pourrait précipiter l'éclatement de notre baudruche ou son écrasement si on le comparait à un dirigeable ou à une mongolfière, pour avoir voulu dans un savant dosage digne d'un alchimiste mêler des aspirations contraires et explosives. Défendre des revendications sociales tout en soutenant l'euro et l'UE, voilà un mélange détonant qui ne tardera pas à révéler au grand jour ses véritables propriétés ou intentions, à faire disparaître cette funeste illusion.

Avancer des réformes sociales à caractère politique, collectives ou qui concernent l'ensemble des masses exploitées, sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, sans les lier à la nécessité de liquider au préalable les institutions de la Ve République par un soulèvement révolutionnaire des exploités, c'est comme s'époumonner à souffler dans un ballon percé et dont l'envol est condamné d'avance, jusqu'à en crever.

En guise d'épilogue, la fable de La Fontaine qui se rapporte le mieux à notre démonstration. Précisons que la baudruche à laquelle nous avons fait référence dans le cas de Mélenchon, se rapportait indistinctement ou au choix du lecteur au caecum (gros intestin) de bœuf ou de mouton ou à la fine pellicule de caoutchouc qui pourrait servir de préservatif aux couilles molles.

Une grenouille vit un boeuf
Qui lui sembla de belle taille.
Elle, qui n'était pas grosse en tout comme un oeuf,
Envieuse, s'étend, et s'enfle et se travaille,
Pour égaler l'animal en grosseur,
Disant: "Regardez bien, ma soeur;
Est-ce assez? dites-moi: n'y suis-je point encore?
Nenni- M'y voici donc? -Point du tout. M'y voilà?
-Vous n'en approchez point."La chétive pécore
S'enfla si bien qu'elle creva.

Le monde est plein de gens qui ne sont pas plus sages.
Tout bourgeois veut bâtir comme les grands seigneurs ,
Tout prince a des ambassadeurs,
Tout marquis veut avoir des pages.

C'est ainsi que Jean-Luc Mélenchon va faire son entrée dans les Dictionnaires Le Robert et le Dixel 2013. A défaut d'être immortel et avant même d'affronter les vrais problèmes, ses propres contradictions, il fallait bien que cette verbeuse illusion figure à la postérité.

Théorie et pragmatisme.

Le ministre de l'Intérieur sortant Claude Guéant a jugé samedi que la Cohabitation était contraire à "*l'esprit de la Ve République*", tout en plaidant pour une victoire de la droite aux élections législatives en juin.

"*Par principe, je pense que ce n'est pas l'esprit de la Ve République qu'il y ait une Cohabitation*", a répondu M. Guéant interrogé par Europe 1 sur un éventuel partage du pouvoir exécutif à l'issue des législatives des 10 et 17 juin, comme ce fut le cas en France entre 1986 et 1988 puis entre 1997 et 2002.

"*L'esprit de la Ve République c'est qu'il y ait une puissance d'action publique et que par conséquent il y ait une cohérence au sein de l'exécutif*", a insisté ce proche du président sortant Nicolas Sarkozy.

Pour autant, M. Guéant, candidat UMP aux législatives à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), a dit "*plaider pour que nous gagnions les législatives*". (AFP 12.05)

Il a raison, "*par principe*" l'esprit de la Ve République est contraire à la cohabitation, au-delà même. Pourquoi ? Parce que la Constitution de la Ve République a été rédigée de telle sorte que le pouvoir exécutif, le chef de l'Etat, et le pouvoir législatif, le Parlement, devait être aux mains du même parti politique. En réalité, elle a été conçue pour soumettre le pouvoir législatif au pouvoir exécutif, le président de la République concentrant entre ses mais l'essentiel du pouvoir ou pouvant en user quand bon lui semble.

La Ve République a donc été fondée (en 1958) sur mesure avant tout pour de Gaulle, puis le parti de l'ordre à sa botte au sein du Parlement. Mais alors comment se fait-il que même lorsque le parti de l'ordre est minoritiare à l'Assemblée nationale, l'UMP (ex-UDR, RPR), les institutions ne se trouvent pas paralysées et le régime survit-il à cette contradiction ? Pardi, parce qu'il n'existe pas un parti de l'ordre, mais deux, l'officiel et l'officieux revêtu d'un masque trompeur, l'UMP et le PS, qui sont tous deux animés par les mêmes intentions ou objectifs politiques : interdire à l'immense masse des exploités majoritaire dans le pays de remettre en cause l'ordre établi.

Pour que la cohabitation puisse avoir lieu en France, elle ne pouvait se concevoir qu'à partir du moment où les deux partis se partageant le pouvoir, entre un président et une Assemblée nationale de droite ou de gauche pour reprendre une formule consacrée, représentaient ou défendaient les mêmes intérêts de classe, ceux du capitalisme. Le même constat est valable en cas d'alternance, lorsque l'un ou l'autre dispose du pouvoir exécutif et législatif.

En conclusion, la Constitution n'a pas été rédigée exclusievement pour un seul homme (de Gaulle, Giscard, Mitterrand) ou un seul parti (UMP, UDF, PS), mais pour celui ou ceux qui s'engageront à en assurer la pérennité ainsi que les rapports sociaux de production où elle puise son origine et qu'elle s'emploie à reproduire.

Il en ressort que dans le cadre de la Ve République, seuls des partis bourgeois peuvent gouverner ou détenir la majorité, quelle que soit leur origine ou ce qu'ils représentent, qu'il ne peut exister que des formes de gouvernement épousant le même contenu, ayant la même nature sociale et poursuivant le même objectif, vaincre les masses, leur imposer le respect des institutions qui servent à légitimer sur le plan juridique et politique le régime en place, le règne de l'exploitation et de l'oppression capitaliste.

Quand le PS se livre une nouvelle fois à ce jeu de bonne grâce, quelle est sa véritable nature sociale ?

Hollande et le « ***Tonkinois*** ».

Un grand bourgeois, avocat, libre penseur, franc-maçon, républicain un temps protégé par Adolphe Thiers, "*partisan actif de l'expansion coloniale française*" qui lui vaudra le surnom : le « *Tonkinois* », vous aurez reconnu Jules Ferry.

Quand à Marie Curie, c'est "*l'esprit d'aventure*" qu'elle affectionnait tant qui l'a tuée, ironie tragique pour cette savante, par ignorance.

Le nouveau président de la République François Hollande rendra hommage mardi après-midi à l'ancien ministre de l'Education de la IIIe République Jules Ferry et à Marie Curie, prix Nobel de physique et chimie, a-t-on appris vendredi auprès de son équipe et de proches. (AFP 12.05)

- Ayant obtenu d'un vote de la Chambre les crédits nécessaires à la conquête du Tonkin, il provoque une extension du conflit à la Chine. L'annonce de l'évacuation de Lang Son, qui lui vaudra le surnom de « *Ferry-Tonkin* », déclenche une violente opposition parlementaire et provoque sa chute le 30 mars 1885. Il connaît alors une vague d'impopularité en France. (fr.wikipedia.org)

Autant les esprits brillants Marie et Pierre Curie peuvent être salués pour leurs travaux, autant la chute peu glorieuse du « *Tonkinois*

» nous inspire que du mépris.

Dans quel contexte furent adotées les lois Jules Ferry, quelles étaient ses réelles intentions ?

- Outre la volonté d'inculquer aux jeunes français un patriotisme fervent, Ferry avait également comme ambition de freiner la progression des idées socialistes voire anarchistes, qu'il a eu l'occasion de combattre lors de la Commune de Paris. Ainsi lors d'un discours au conseil général des Vosges en 1879, il déclara : « *Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. [...] Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles ne se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes totalement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871.* » (fr.wikipedia.org)

Il dénonce la Commune au lieu de la défendre en tant que républicain, comme quoi il ne faut pas se fier aux républicains, à ceux qui ne se qualifient que de la sorte. Nous, nous sommes socialistes, communistes et nous luttons pour le même objectif que les anarchistes : le règne de la liberté. Jules Ferry voulait empêcher nos enfants d'apprendre comment fonctionne la société, le monde, la nature, afin d'accéder à la liberté. Donc, relativiser son apport à la société semble s'imposer au vu des faits et des intentions manifestées par l'intéressé lui-même. Enfonçons le clou. La laïcité de Ferry était conçue de telle sorte qu'elle puisse servir d'idéologie auprès des masses pour mieux les asservir au char du capital.

Défendre la laïcité, nous sommes tous d'accord, à condition de ne pas se limiter à sa forme juridique ou constitutionnelle et de lutter contre toutes formes d'obscurantismes, ce qui passe par la défense de la dialectique matérialiste qui permet d'interpréter le monde et de combattre pour notre émancipation du règne de l'esclavage qui repose sur l'ignorance.

Quelle version de Jules Ferry Hollande va-t-il honorer : la version antisocialiste ou anticommuniste ou bien la version capitaliste qui devait emprunter à l'époque la forme républicaine pour dominer la monarchie ? Pourquoi républicaine ? Parce que la bourgeoisie ne pouvait l'emporter qu'avec le soutien du peuple, il fallait donc le faire participer aux affaires du pays ou se faire représenter dans une assemblée, le gouvernement, les institutions pour être légitime. Dès lors que le peuple tourne le dos à la bourgeoisie, elle n'est plus rien, elle perd sa légitimité, si les conditions étaient requises nous aurions dit qu'il n'y a plus qu'à préparer l'offensive pour l'abattre.

Les masses ont foutu dehors Sarkozy, c'est leur victoire. Et parmi ceux qui l'ont vaincu, il y a ceux qui ont voté Hollande et il y a les quelque 12 millions d'électeurs qui ont refusé de participer à cette mascarade en s'abstenant ou en votant blanc ou nul. Les seuls qui ont manifesté ouvertement leur défiance ou leur opposition aux institutions de la Ve République, il ne faut pas les chercher parmi ceux qui ont voté Hollande, mais bien dans ces millions de travailleurs qui ont refusé de cautionner le bonapartisme, un régime dont ils se sentaient exclus.

Tous les partis ou formations politiques du mouvement ouvrier ont les yeux rivés sur ceux qui ont voté Hollande, tandis qu'ils se détournent ouvertement de ces 12 millions d'électeurs qui auraient encore moins de conscience politique paraît-il. En réalité, c'est l'inverse qui est vrai. Ces partis ou formations politiques passent leur temps à s'assurer du soutien d'une partie infime des électeurs du PS et ses satellites regroupés dans les syndicats en recourant à des compromis pourris sans lesquels ils n'existeraient plus, d'où leur appel à voter Hollande.

Leur insistance à présenter les résultats de la présidentielle essentiellement comme le rejet massif de la politique de Sarkozy, répond à la fois aux aspirations de l'aristocratie ouvrière ou des couches supérieures du prolétariat qui constituent leur fond de commerce, et à leur refus ou leur incapacité de se tourner vers les millions de travailleurs qui n'ont manifesté aucun espoir ou aucune illusion dans ces élections en refusant de se prononcer pour l'un ou l'autre candidat inféodé au capital ou aux institutions.

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de déborder d'optimisme pour la suite si n'intervenait pas un changement radical des rapports que ces partis ou formations politiques entretiennent avec la classe ouvrière, quels que soient les aléas ou difficultés que vont connaître les institutions dans les mois à venir.

En Merkhollande.

La chancelière allemande Angela Merkel a déclaré samedi croire possible un partenariat stable avec le président français élu François Hollande.

La chancelière s'était dite "*sûre*" que la coordination traditionnellement étroite avec la France allait continuer à être le fondement de leur travail commun en Europe, "*pour assurer prospérité, paix et démocratie*"

Dans un entretien samedi dans Die Welt, le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle, s'est également dit "*absolument certain*" que le gouvernement allemand entretiendra une "*amitié de coeur et un excellent partenariat*" avec M. Hollande.

"*Ce n'est pas la première fois, que nous serons en présence de gouvernements de sensibilité différente*", a rappelé M. Westerwelle, "*souvenez-nous du chrétien-démocrate Helmut Kohl et du socialiste François Mitterrand qui avaient permis la Réunification allemande*" en 1990.

Sur un point, les positions seraient néanmoins plus proches que ne le laissent penser les slogans: Michel Sapin, chargé du projet présidentiel dans l'équipe Hollande, a donné raison jeudi à la chancelière sur les dangers de relancer la croissance en aggravant les déficits et la dette. (AFP 12.05)

Ah, les slogans, les longs discours, les programmes, les promesses et les bonnes intentions, les étiquettes, c'est beau quand même, l'idéal c'est quand tout le monde croit y trouver son compte, surtout quand chacun sait que personne n'est tenu de les respecter par la suite, il n'y a que les crétins ou les naïfs pour croire encore le contraire ou autres choses avec l'expérience qu'on se trimballe en la matière, un boulet, l'inertie de l'histoire qui tend à nous tirer sans cesse en arrière et à laquelle s'abreuve l'ignorance !

C'est fait pour que les uns se focalisent dessus, cela leur occupe l'esprit un moment, pendant que les autres s'occupent à autres autres, aux choses plus importantes...

Surtout, ne-vous-tra-ca-ssez pas, on s'occupe de tout à votre place, n'est pas cela finalement le bonapartisme ou la monarchie républicaine ?

Je n'ai pas trouvé le temps d'analyser ici les discours de Hollande, j'ai cependant noté qu'au soir du 6 mai il l'avait axé sur l'émotion pour détourner l'attention des travailleurs des véritables questions pratiques qu'ils se posaient et auxquelles il n'avait évidemment pas l'intention de répondre favorablement, revendications sociales qui alimenteront la lutte des classes dans les semaines et mois qui viennent.

2 de plus ou 2 de moins : pas de quoi en faire un plat franchement !

La perte de 2 milliards de dollars causée par des paris risqués qui ont mal tourné chez JPMorgan Chase, première banque américaine, c'est de la rigolade. La preuve : Les estimations des analystes, en prenant en compte la perte annoncée, prévoient encore un bénéfice trimestriel de quelque 4 milliards de dollars après impôts pour le deuxième trimestre. Elle est devenue la première banque du pays en termes d'actifs l'an dernier, supplantant Bank of America. (source : AFP 12.05)

L'Italie prête à sombrer à son tour.

Cocktails Molotov, balles, lettres piégées, c'est reparti comme dans les années 1970 et 1980. Encore faut-il faire la part des choses entre le fait d'individus isolés agissant seuls, les anarchistes, la mafia et les provocations orchestrées directement par l'Etat et ses services secrets.

Vendredi, à Legnano, à 30 km au nord-ouest de Milan, des affiches portant les mots "*Brigades rouges*" et l'étoile à cinq branches du groupe armé d'extrême gauche ont été collées sur les murs de bâtiments publics, dont une perception. (source : Reuters 12.05)

L'amalgame entre masses et jeunesse révoltés d'une part, et terrorismes alimentés ou manipulés par les différents régimes d'autre part, un domaine dans lequel l'Etat excelle et qu'il faut dénoncer, combattre. Notre ennemi est dans notre propre pays, la classe dominante qu'il faut chasser du pouvoir, exproprier...

INFOS EN BREF

Politique

Grèce.

Après avoir échoué vendredi à constituer un gouvernement de coalition, le dirigeant socialiste Evangélos Venizelos a rendu samedi midi au président Carolos Papoulias le "*mandat exploratoire*" que celui-ci lui avait confié.

M. Vénizélos a jeté l'éponge après le refus d'Alexis Tsipras, leader de la Gauche radicale Syriza, farouche adversaire de la rigueur imposée par les créanciers de la Grèce, de participer à un gouvernement pro-euro avec les socialistes, la Nouvelle-démocratie (droite) et le petit parti de la Gauche démocratique (Dimar).

Les résultats du scrutin de dimanche révèlent en effet au grand jour l'ampleur de la contestation du plan d'austérité dicté par les créanciers en échange des prêts de sauvetage appliqués dans le pays depuis deux ans.

Les analystes politiques estiment même qu'en cas de nouvelles élections, Syriza pourrait cette fois arriver en tête. Aucun parti n'ayant obtenu la majorité dimanche, le pays est plongé depuis cinq jours dans une paralysie politique.

Et le quotidien financier Naftemboriki soulignait samedi que l'homme qui a dirigé la difficile coalition de ces derniers mois, Lucas Papademos, avait d'ores et déjà informé M. Papoulias qu'il ne resterait pas jusqu'à de nouvelles élections.

Dans un dernier effort pour éviter ce nouveau scrutin, le chef de l'Etat doit maintenant convoquer les dirigeants des partis pour une réunion de la dernière chance, au plus tard lundi. Ils auront jusqu'à jeudi pour se mettre d'accord et former un gouvernement de salut public, faute de quoi de nouvelles élections seront convoquées.

En jeu, se trouve la possibilité ou non pour la Grèce de continuer les plans de redressement engagés sous l'égide de ses créanciers, Union européenne (UE) et Fonds monétaire international (FMI) et de rester dans la zone euro.

La Grèce donne ainsi de nouveau le vertige à ses partenaires européens et aux marchés, qui craignent qu'elle ne cède aux forces hostiles à la rigueur.

"*Nous sommes au bord du retour à la drachme et du désastre*", estimait samedi matin le quotidien libéral Kathimerini. "*Une grande partie de nos concitoyens ne s'en rendent pas compte, et c'est très dangereux*", ajoute-t-il.

A Rome, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso avait haussé le ton vendredi en estimant que la Grèce devrait quitter la zone euro si elle ne parvenait pas à respecter les engagements budgétaires pris en échange du plan de sauvetage qui lui a évité la faillite.

L'Allemagne est également revenue à la charge samedi. "*Si Athènes ne tient pas parole ce sera un choix démocratique. La conséquence sera que la base pour de nouvelles aides disparaîtra*", a déclaré le président de la banque centrale allemande Jens Weidmann.

Vendredi, c'est le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble qui avait déclaré: "*La zone euro peut supporter une sortie de la Grèce*". (AFP 12.05)

Social

Grande-Bretagne. Un jeu : en état de guerre permanent !

L'engin a déjà été utilisé par l'armée américaine dans le contrôle de manifestations de foules en Irak.

Un mégaphone particulièrement performant, pouvant être utilisé pour disperser les foules à coups de décibels, sera déployé lors des Jeux olympiques d'été à Londres, a indiqué vendredi le ministère britannique de la Défense.

L'engin de fabrication américaine, appelé "*outil acoustique à longue portée*" ou Long Range Acoustic Device (LRAD), sera utilisé en priorité pour émettre des avis à l'intention des bateaux sur la Tamise en cas de nécessité, a indiqué le ministère. Il est en effet beaucoup plus efficace qu'un mégaphone. Mais l'engin, qui ressemble à une sphère aplatie, peut aussi être utilisé à forte puissance pour disperser les foules. Il peut émettre un son perçant allant jusqu'à 150 décibels à un mètre. L'armée américaine l'a utilisé dans le contrôle de manifestations de foules en Irak, rappelle la BBC sur son site internet.

"*Une grande variété d'équipements sera utilisée par les forces armées dans le cadre de leur contribution à l'effort de sécurité pour les Jeux*", a indiqué un porte-parole du ministère.

Le dispositif de sécurité pendant les JO (27 juillet-12 août) est le plus important depuis l'après-guerre au Royaume-Uni, avec plus de 40 000 militaires, policiers, agents de sécurité privés et bénévoles mobilisés pour protéger la capitale, et l'appui de chasseurs et de navires de guerre. (lepoint.fr 12.05)

Haut de page

Le 14 mai

CAUSERIE

Dans des photos que j'avais mises dans le site récemment, j'avais confondu les deux milliardaires Arnault et Pinault.

Le monarque et ses courtisans.

M. Mélenchon, qui parlait dimanche des législatives dans l'émission "C politique" sur France 5, a affirmé: "*le sujet qui est posé pour la prochaine élection: battre la droite, mais c'est surtout pour quoi faire ? Parce que c'est à l'Assemblée que ça va se passer. C'est pas le monarque qui va décider tout seul dans son palais*".

Alors qu'on lui faisait remarquer qu'il avait employé ce qualificatif, il a répondu "*non, je retire, je remballe !*" et préféré dire "*notre intéressant et important camarade*". (AFP 13.05)

A l'épreuve du bonapartisme ou de la monarchie républicaine le pleutre ravale sa salive et préfère remballer ses gaules, l'illusionniste qui a déjà capitulé devant l'euro, l'Union européenne, l'ONU, avait auparavant adopté les institutions antidémocratiques de la Ve République en devenant ministre sous le gouvernement Chirac-Jospin.

Comment peut-on imaginer un seul instant qu'un dirigeant politique ayant accepté de devenir ministre d'un président issu du parti de l'ordre pourrait représenter honnêtement, sincèrement, les intérêts de la classe ouvrière ?

Comment peut-on croire une telle aberration possible ?

Si au cours du XXe siècle pas un seul dirigeant du parti de l'ordre n'a déserté le parti de la réaction pour le PS, c'est parce que leur engagement politique coïncidait avec le maintien du régime en place, parce qu'ils s'identifiaient au capitalisme, parce qu'ils avaient conscience de représenter les intérêts de la classe qui détient le pouvoir.

On a constaté sous le mandat de Sarkozy que des dirigeants du PS n'avaient pas hésité à rejoindre la coalition formée par l'UMP au-delà de leur participation au gouvernement. A-t-on observé qu'un dirigeant de l'ex-RPR-UDR-UNR ait rejoint le PS ? J'ai fait une recherche rapide sur le Net, la réponse est non. Alors pourquoi cela fonctionne-t-il dans un sens mais pas dans l'autre ?

On pourrait tenter l'explication suivante : parce qu'en rejoignant l'UMP pour y faire carrière, on adhére à une conception de la société basée sur le profit et les inégalités que l'ont estime légitimes, choix ou décision politique qu'on assume totalement, tandis qu'en rejoignant le PS pour le même motif, on adhère à la même conception de la société en refusant de l'assumer jusqu'au bout puisque l'origine de ce parti leur rappelle constamment ou leur interdit. Il existe une telle distorsion entre ce que le PS prétend être et ce qu'il est vraiment, que leurs dirigeants doivent passer leur temps à la gérer à défaut de pouvoir la faire totalement oublier ou disparaître.

Paradoxalement peut-être, il est plus confortable d'être dirigeant de l'UMP que du PS, dans la mesure où on n'a de comptes à rendre qu'à ses généreux mentors ou des militants qui partagent forcément les mêmes idées que les vôtres, au nom de la gestion de la société pour le bien commun ou l'intérêt général, l'appartenance à une classe déterminée passe pour ainsi dire au second plan, n'est pas contestée ou joue un rôle secondaire lors des élections. On est de droite, on le revendique et on l'assume.

Au PS les choses sont beaucoup plus compliquées. Il faut être en permanence dans l'hypocrisie et le mensonge, sortir masqué dès qu'on s'adresse à des militants ou des travailleurs ou lors d'élections. Dans l'impossibilité de se situer sur le terrain de classe du prolétariat, le socialisme dont on se réclame tient de la supercherie dans la mesure où son hypothétique développement serait soumis aux cours, aux caprices ou au sort du capitalisme, de telle sorte qu'il est rendu méconnaissable, seul le nom ou l'étiquette demeure.

En passant à l'UMP, le voile tombe, c'est un soulagement. Une autre solution consistait à changer le nom du parti, à se débarrasser de l'appellation socialiste devenue plus qu'encombrante en période de crise ouverte du capitalisme, mais elle n'a pas été adoptée jusqu'à présent, le régime ayant besoin d'un parti détournant la petite-bourgeoisie et les couches moyennes du prolétariat des partis ouvriers aussi bien que pour assurer sa stabilité.

Le réformisme étant mort, le PS de parti social-démocrate moribond ou social-traitre depuis 1914 est devenu un parti social-libéral assumant sa subordination totale au capitalisme depuis le début des années 80. Depuis il a donné naissance à plusieurs satellites, les Verts, le MRC, le PG, le premier étant un parti ouvertement antisocialiste, le second purement nationaliste et gaulliste, le troisième se livrant à un tour de passe-passe grotesque a repris à son compte l'antienne réformiste, pronostiquons, avant de finir comme Die Linke en Allemagne qui a été évincé hier du parlement de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, car n'ayant pas franchi la barre des 5% des voix exprimées.

Ce qui caractérise le PS, c'est sa subordination à l'ordre établi, et son discours sur la République ou la légalité républicaine constitue un témoignage sans appel de sa soumission aux institutions qui consacrent le pouvoir de la classe dominante.

Pour les mêmes raisons des transfuges du FN ont rejoint l'UMP. Quant aux transfuges de l'OCI ou de la LCR vers le PS,

ils témoignaient de leur rupture avec le développement historique du capitalisme posant la question de son dépassement, leur abandon du combat pour le socialisme a consacré leur changement de camp.

Qu'est-ce qui distingue aujourd'hui l'UMP du PS ? Rien, sinon les rôles qu'ils se sont distribués au sein des institutions pour assurer la stabilité et la continuité du régime, ajoutons l'illusion trompeuse que certains s'emploient à alimenter qu'il aurait encore un rapport avec la classe ouvrière, notamment dans les syndicats qu'il contribue à pourrir davantage.

La quadrature du cercle.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble assure que croissance et assainissement budgétaire ne sont pas contradictoires et esquisse quelques pistes sur la manière de les réconcilier, dans une tribune publiée dans le quotidien Les Echos de lundi.

Pour lui, "*une des leçons de la crise est que les membres d'une union monétaire doivent travailler sans relâche à la convergence de leurs économies nationales. Mais ils doivent aussi maintenir, voire améliorer, leur compétitivité vis-à-vis du reste du monde, une exigence souvent négligée par le passé. C'est sur cette compétitivité que s'appuie toute croissance durable*". (AFP 13.05)

INFOS EN BREF

Politique

Espagne

A l'occasion de leur premier anniversaire, les indignés, surgis l'an dernier en Espagne pour dénoncer la crise, la corruption et le chômage, sont redescendus dans les rues ce samedi. L'envie de prouver à ceux qui prétendent qu'ils ont disparu qu'ils se trompent: A Madrid, des milliers de manifestants ont convergé à partir de 19 heures, en plusieurs colonnes venues des quatre points cardinaux de la capitale, vers la Puerta del Sol. Un retour symbolique sur cette place qui a vu naître leur mouvement, le 15 mai 2011.

"*Rajoy va-t'en!*", "*Non à la dictature des marchés*", "*Les banques ont besoin d'une injection, oui mais létale*", peut-on lire sur des pancartes brandies par les manifestants - pancartes distribuées par les organisateurs du mouvement un peu auparavant. "*La lutte continue, quoi qu'il en coûte*", crie l'un deux au micro. "*Il n'y a pas assez de pain pour tous ces voleurs*", hurlent les indignés - un jeu de mot entre pan et chorizo puis qu'en argot castillan voleur se dit comme le plus célèbre des saucissons ibériques.

Des mots d'ordre aussi variés que le sont les revendications. Et qui illustrent l'incapacité du mouvement à rassembler, depuis un an, sur un thème fédérateur. "*Je suis ici pour protester contre les réformes libérales du gouvernement conservateur de Marianno Rajoy, explique Beatriz. Tous les Espagnols sont touchés par ces coupes budgétaires et les licenciements*", poursuit cette quinquagénaraire. "*Nous protestons contre le système capitaliste, les banques, la politique d'austérité*", renchérit Elias, jeune diplômé au chômage.

"*Nous demandons la démocratie, la vraie, pas ce système électoral qui fait que la droite est au pouvoir sans avoir obtenu la majorité du peuple*", explique Irene, l'une des organisatricee du mouvement du 15 mai. En Espagne, le système législtaif majoritaire favorise le parti sorti en tête des urnes, lui accordant une majorité amplifiée.

A Barcelone, il ya avait entre 45 000 - selon la police - et 200 000 -selon les organisateurs - indignés samredi soir. A Madrid, sur la Puerta del Sol, la foule était aussi au rendez-vous - 30000 selon la police, des "*centaines de milliers*" selon les organisateurs. Les leaders du mouvement du 15 mai ont l'intention de tenir, pendant quatre jours, une "*assemblée permanente*" sur la place , défiant ainsi l'interdiction officielle selon laquelle les manifestations devront prendre fin chaque soir à 22h00.

Pas sûr cependant que cela dure. Car à la différence d'il y a un an, les rues d'Espagne sont envahies presque chaque semaine par les manifestations convoquées par les syndicats contre la rigueur. Les indignés ont été noyés dans ce flot de mobilisations. Pour Wald, un Ecossais vivant à Madrid, l'essoufflement du mouvement des indignés est dû au manque de propositions positives.Ce qui les réunit en effet, c'est l'opposition. Les indignés sont surtout anti-système.

Répondant à une structure horizontale, refusant de se constituer en parti, ils n'ont pas su "*structurer un mécontentement sans idéologie concrète*", analyse Antonio Alaminos, professeur de sociologie à l'Université d'Alicante. "*Résultat: beaucoup de petits groupes relativement déconnectés entre eux qui ne forment plus un mouvement social*", ajoute-t-il. (lexpansion.com 13.05)

Social

Suisse

La compagnie aérienne allemande Lufthansa s'apprête à annoncer la suppression de 276 emplois à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, écrit dimanche le journal SonntagsZeitung.

Selon le président du syndicat SEV-Gata, Philipp Hadorn, les entretiens avec les partenaires sociaux n'ont rien donné, et les suppressions d'emplois sont inévitables.

Lufthansa devrait annoncer les suppressions d'emplois avant la fin du mois, ajoute le journal.

Un plan social est prévu, avec des préavis de licenciements plus longs, des garanties de salaires et une indemnité départ.

Lufthansa Technik Switzerland s'occupe de la maintenance des avions. Cette filiale suisse de Lufthansa emploie actuellement 350 personnes.

Selon un porte-parole de Lufthansa Technik, ces suppressions d'emplois s'expliquent par une demande en baisse pour les activités de maintenance des avions, une forte concurrence et la fermeté du franc suisse. (AFP 13.05)

Economie

Asie

Les dirigeants des trois grandes puissances économiques d'Asie du nord-est, la Chine, le Japon et la Corée du Sud, ont annoncé dimanche de prochaines négociations sur la création d'une zone de libre échange dans la région, alors que la demande ralentit en Europe et en Amérique.

"*Les trois pays sont d'accord pour lancer des négociations sur une zone de libre-échange Chine-Corée du Sud-Japon d'ici la fin de l'année*", a déclaré le Premier ministre chinois Wen Jiabao, après avoir rencontré le président sud-coréen Lee Myung-Bak et le Premier ministre japonais Yoshihiko Noda.

La création d'une zone de libre échange entre les trois économies phare de l'Asie du nord-est est un sujet récurrent depuis dix ans, avec le lancement d'une étude de faisabilité sur le sujet dès la fin 2002.

"*L'Asie du nord-est est la région la plus dynamique au monde du point de vue de l'économie. Il y a donc un énorme potentiel pour que nos trois pays entretiennent une coopération plus étroite en matière de commerce et d'investissement*", a déclaré Wen Jiabao à la presse à Pékin, où se déroule dimanche un sommet d'une journée entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

"*La création d'une zone de libre-échange libérera la vitalité économique de notre région et donnera une forte impulsion à l'intégration économique en Asie de l'est*", a-t-il ajouté.

Calculées en parité de pouvoir d'achat, les économies de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud représentent ensemble la première zone économique du monde, avant l'Union européenne.

Pour le Japon, ces négociations sur la création d'une zone de libre échange s'ajouteront aux discussions qu'il conduit pour rejoindre le Partenariat trans-Pacifique (TPP), promu par Barack Obama et qui doit devenir la plus vaste zone de libre-échange du monde.

"*Nous allons promouvoir en parallèle le TPP et l'accord de libre-échange trilatéral. Ces efforts bénéficieront les uns des autres*", a assuré le Premier ministre japonais.

Pékin, Tokyo et Séoul veulent ainsi renforcer le commerce à l'intérieur de leur zone, pour résister au ralentissement de la demande de leurs principaux clients à l'importation, l'Europe et l'Amérique du Nord.

"*Lorsque l'économie est en crise, il devient plus pressant de créer des zones de libre-échange*", a déclaré le président sud-coréen. "*En temps de crise, si les pays veulent se protéger en adoptant des idées protectionnistes, la reprise économique est alors plus lente*", a-t-il ajouté.

Les représentants des trois nations ont également signé dimanche, officiellement, un accord d'investissement conclu en mars, au terme de 13 rounds de discussions démarrées en 2007.

"*Pour faciliter les investissements mutuels, il est important d'avoir un cadre légal, cela aidera nos entreprises*", a déclaré Lee Myung-Bak. (AFP 13.05)

Haut de page

Le 15 mai

CAUSERIE

Après Sarkozy, c'est au tour de Merkel d'enregistrer un cinglant échec, tandis qu'en Grèce, en Espagne et en Italie l'austérité est massivement et violemment contestée. Les travailleurs en ont marre des sacrifices qu'on leur impose quotidiennement et qu'on se foute d'eux de plus en plus ouvertement ou en mettant un masque élimé, obsolète comme Hollande.

Beaucoup se sont endettés et se retrouvent pris à la gorge ou au ventre, d'autres n'ont plus les moyens de s'endetter parce qu'ils peuvent déjà à peine survivre avec leur salaire ou revenu de misère, si c'est ces masses là qui se retrouvent dans cette situation, il faut se tourner vers elles pour les aider à orienter leur colère ou leur combat contre le régime en place, les institutions à l'échelle nationale et mondiale, prendre conscience de soi.

Il n'existe aucune issue politique favorable à la classe ouvrière dans le cadre des institutions en place dans chaque pays, de l'euro et de l'Union européenne. Toute prétention à combattre l'austérité imposée par les différents gouvernements dans ce cadre est une escroquerie politique, qui ne peut à terme que conduire les travailleurs dans une impasse ou au désespoir, pire encore, les jeter dans les bras des populistes d'extrême droite.

Il est clair que la satisfaction de l'ensemble de nos revendications sociales est incompatible avec la survie de ces régimes en Europe. La classe des capitalistes ayant fait la démonstration de son incapacité à satisfaire nos besoins ou aspirations est illégitime pour continuer à gouverner par le biais de partis acquis à sa cause, en France, l'UMP, le MoDem, le PS et le PCF, qui se sont relayés au pouvoir au cours du XXe siècle, sans jamais résoudre les problèmes auxquels étaient confrontés les travailleurs et leurs familles, car finalement nous nous retrouvons face aux mêmes problèmes ou pire encore que les générations passées.

Seuls les travailleurs parvenus au pouvoir seraient en mesure de réorganiser la production et la société sur la base de leurs besoins. Pour atteindre cet objectif et abattre tous les obstacles qui les empêchent d'avancer dans cette voie, il faut que les travailleurs s'organisent, qu'ils construisent un parti qui incarne consciemment cet objectif, de manière à entraîner l'immense masse des exploités dans ce combat pour leur émancipation du capitalisme...

Sans une élévation importante du niveau de compréhension du fonctionnement de la société des travailleurs et sans un degré élevé de leur organisation, la construction de ce parti et ces objectifs demeureront du domaine de l'utopie.

C'est dans cette perspective politique et subordonné à ces objectifs qu'il faut orienter le combat du prolétariat à partir de chacune de ses revendications sociales, condition autour de laquelle il pourra seulement réaliser son unité avec ses organisations et ses partis luttant à ses côtés.

Ni le PS, ni ses satellites qui s'apprêtent à gouverner avec lui ou à le soutenir, ne peuvent être d'aucune aide aux travailleurs pour avancer vers ces objectifs. Qui plus est, aucun de ces partis ne s'est engagé à éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, aucun de ces partis ne s'est engagé à abolir toutes les lois anti-ouvrières, antisociales, liberticides votées depuis plus de 30 ans, le programme de Hollande ne répondait favorablement à aucune revendication sociale à caractère collectif ou politique, dans ces conditions, il n'y a absolument rien à attendre de ces partis, de Hollande et son gouvernement, de l'Assemblée nationale qui sera issue des prochaines élections législatives, des institutions.

Hollande et son gouvernement s'apprêtent à poursuivre la politique réactionnaire de Sarkozy, dès lors nous n'avons rien à lui demander ou à exiger de lui, en gouvernant pour le compte des banquiers et des capitalistes ils se rangent délibérément dans le camp de notre ennemi. C'est aux travailleurs de se mobiliser, de se regrouper et de s'organiser sur la base de leurs revendications, tout en sachant, que leur combat aboutisse ou non, qu'il ne peut être qu'un moment du combat qu'ils devront livrer pour renverser le régime en place.

Le combat isolé entreprise par entreprise (privée) ou administration par administration (publique) ne peut pas permettre de satisfaire des revendications sociales qui concernent l'ensemble des travailleurs, salaire minimum, retraite, Sécu, droit à l'école, au logement, etc. C'est seulement le combat dans l'unité de l'ensemble des travailleurs du secteur privé et public avec leurs organisations et partis qui permettra d'avancer vers le socialisme en se débarrassant des parasites contre-révolutionnaires qui au sein du mouvement ouvrier tentent de leur interdire de trouver une issue politique à la crise de décomposition du capitalisme mondial.

Le "*dialogue social*" et les négociations en général entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement ainsi que le patronat ont pour objectif d'empêcher la classe ouvrière de se mobiliser et de recourir à la grève pour ses revendications jusqu'à satisfaction, de

la diviser pour empêcher que ses grèves éparpillées ne se généralisent et ne se transforment en grève générale contre le régime, en grève insurrectuelle posant la question du pouvoir et trouver la voie pour le renverser.

Pour construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui ne se détournera pas de son objectif, il faut se tourner résolument vers la classe ouvrière, ses couches les plus durement frappées qui n'ont plus rien à perdre, au lieu de se tourner exclusivement vers l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures du prolétariat qui ont encore de quoi vivre normalement et n'ont rien de révolutionnaire, qui forment le gros des troupes du mouvement ouvrier bourgeois. A ceux qui s'y refusent sous des prétextes aussi divers que fallacieux, nous leur disons qu'ils cessent de se gausser en observant le cirque médiatico-institutionnel du fumiste Mélenchon, car en répétant sans cesse que les appareils et le stalinisme sont responsables de la situation actuelle, ils ne sont pas plus crédibles. Quand on est incapable de s'adresser aux travailleurs pauvres, aux chômeurs, aux jeunes, aux couches les plus exposées à la crise du capitalisme, on se doit de corriger ses erreurs et de réviser sérieusement sa copie, le plus tot sera le mieux.

Voter Hollande sans soutenir son programme est une position que j'ai refusé de défendre bien qu'elle ne soit pas dépourvue d'intérêt, mais parce qu'elle ne correspond ni à l'état d'esprit des travailleurs les plus conscients ni à celui des travailleurs qui se sont détournés du PS et se sont réfugiés dans l'abstention ou le vote blanc ou nul, parmi lesquels un grand nombre de travailleurs qui sont ou se sentent exclus de la société. Si on croit pouvoir construire le parti en tournant le dos aux couches les plus avancées et à celles prêtes à en découdre, à qui nous adressons-nous, à ces travailleurs qui reviennent des sports d'hiver et qui pensent déjà à leurs prochains voyages l'été prochain ?

Un mot plus personnel.

J'ai l'avantage de ne pas vivre en France, de ne pas travailler, de ne pas regarder ou très peu la télévision, de ne pas écouter la radio, de ne pas me coltiner les discussions de comptoir, bref de ne pas avoir sur le dos cette pression permanente exercée par les idées de la classe dominante, dont il m'est d'autant plus facile de faire abstraction pour me concentrer uniquement sur ce qui intéresse notre classe. Cela ne garantit pas de ne pas faire d'erreurs évidemment, mais cela aide grandement à déceler où vont se nicher les idées pernicieuses qui sont majoritaires dans la société. L'inconvénient d'être plus ou moins coupé du terrain, c'est que je peux être trop en avance par rapport à la situation. J'en ai conscience et j'essaie d'y remédier ou de l'éviter en lisant sur Internet de nombreux témoignages de travailleurs de différentes couches sociales, il m'arrive aussi d'avoir des contacts par téléphone ou courriels avec la France, chaque fois j'en profite pour orienter un moment la discussion sur le plan politique, histoire de vérifier que je ne me fourvoie pas quand j'évalue l'état d'esprit et le niveau de conscience politique des travailleurs, en cas de sur ou sous-évaluation je corrige, après vérification auprès d'autres sources.

Je vis en Inde depuis 1996 et je ne suis pas retourné en France depuis mai 2002. Je baigne dans l'ambiance indienne sans trop m'y intéresser en partie par manque de temps, du coup je n'ai pas assimilé tous les changements intervenus au cours des dernières années. J'ai eu l'occasion de m'en rendre compte lorsqu'à plusieurs reprises j'ai été piégé par ma propre ignorance. J'en étais resté à un schéma vieux de quelques années en arrière qui m'a joué des tours. Je n'ai pas accusé la société d'avoir connu de profondes transformations sans m'en avertir au passage, je n'ai pas cherché à accuser qui que ce soit, je me suis dit que je n'avais qu'à m'en prendre qu'à moi-même d'avoir agi avec une telle légèreté en me détournant de ce qui se passait autour de moi et qui aurait tôt ou tard des conséquences sur mon mode de vie.

Je pense que lorsqu'on prétend avoir atteint un certain niveau de conscience du monde dans lequel nous vivons, il faut savoir assumer ses responsabilités, les fuir ou les ignorer serait inexcusable. Personne parmi nous ne peut se prévaloir de vivre la vie qu'il aurait souhaité avoir, nous sommes tous logés à la même enseigne, je ne parle pas seulement sur le plan matériel, mais aussi sentimental. Aussi, il ne faut pas voir dans l'esprit critique qui m'anime, la projection de frustrations sur le monde extérieur ou sur des militants qui ne partagent pas mes idées, une sorte de compte à régler avec je ne sais pas qui, la rancune, la vengeance, la jalousie ou la nostalgie sont des comportements qui me sont étrangers, de même que je n'ai aucune ambition personnelle ou intérêt particulier à défendre. Cet esprit critique, je m'emploie à me l'appliquer à moi-même en premier lieu, sans concession, au contraire, férocement, je sais trop ce qu'il en coûte de se leurrer soi-même, tout cela pour dire que je ne cherche pas à exister à tous prix ou à me distinguer des autres, je pourrais très bien les oublier sans que cela ne change quoi que ce soit à mes idées et à mon existence. Jessaie d'être le plus naturel possible, de défendre loyalement mes idées sans me livrer à de basses manoeuvres.

Ensuite, ma démarche plaira ou non, ainsi va la vie, c'est la seule responsabilité que je refuse d'endosser parce que ce serait injuste, ai-je un jour jugé un militant pour avoir tenu des propos que j'estimais farfelus ou qui avait manifesté un désaccord avec moi, je me suis toujours borné à demeurer sur le terrain de la lutte des classes pour faire avancer notre discussion, pour aller ensemble de l'avant, car tout seul cela ne servirait à rien, ce serait stupide. Parfois j'ai des états d'âme passagers plutôt désagréables, parce que je suis complètement crevé ou que je croule (en même temps) sous un tas d'emmerdements, le reste du temps j'ai l'esprit toujours aussi vert, jeune, tourné vers le futur, convaincu qu'il appartient à notre classe parce que le capitalisme est foutu.

Quand on voit ou entend les dirigeants des partis institutionnels, on doit être fier de ne pas leur ressembler, on doit être fier d'être communiste, d'être léniniste, qu'on soit ouvrier ou intellectuel.

A l'heure où j'écris ces lignes, Hollande a été investi président depuis quelques heures, en observant qu'il se prêtait à la lettre aux rites des institutions hérités de la monarchie, je ne peux m'empêcher de penser qu'il est totalement étranger à notre idéal, et pour

oser s'en réclamer, nous allons tirer sur lui à boulets rouges, le broyer, et sans concession nous réserverons le même sort à ceux qui auront la mauvaise idée de le soutenir de près ou de loin.

Je ne suis pas allé sur Internet pour savoir qui a été désigné Premier ministre, s'il s'agit d'Airault, ce type-là pue la suffisance, un repris de justice, un vieux beau pouponné comme un artistocrate, on croirait une momie tout droit sortie du musée Grévin.

L'hyper luxe pour les hyper riches. Foutue crise !

L'hyper luxe, remède de Louis Vuitton contre la banalisation.

Sacs en veau de couleur vive, doublés de chèvre, ou en alligator à plusieurs dizaines de milliers d'euros... Louis Vuitton offre depuis peu à ses clients fortunés l'expérience du très grand luxe pour préserver son image d'exclusivité malgré une taille aujourd'hui considérable.

La perle du groupe LVMH se doit en effet de résoudre la délicate équation consistant à vendre toujours davantage de sacs dans le monde tout en préservant son image de griffe de luxe.

Car Vuitton n'est plus une pépite mais une mine d'or. La première marque mondiale de luxe tourne à plein régime et affiche année après année des taux de croissance à deux chiffres, y compris en 2009, au plus fort de la crise. (Reuters 14.05)

Le dindon de la farce, le cocu ou l'idiot utile !

Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon s'est plaint lundi d'être exclu d'un accord entre le PCF, EELV et le PS dont les premiers contours ont été décidés dimanche après-midi, concernant notamment des circonscriptions où le Front national risque d'être fort.

Avec 19 députés sortants (16 PCF et apparentés élus sans l'aide du PS en 2007 + 3 du Parti de gauche), le Front de gauche espère un renforcement sensible de son groupe à l'Assemblée nationale au soir du 17 juin, imaginant jusqu'à une trentaine d'élus pour une "*politique de changement à gauche*", selon les mots du numéro un communiste Pierre Laurent.

Le PCF devrait obtenir 4 ou 5 circonscriptions gagnables du PS et d'EELV, quand deux autres, une dans le Jura et une autre dans le Rhône, ont été proposées au PG en son absence. Or ces dernières sont "*très difficilement gagnables*" avec notamment un dissident PS dans le Rhône, note Martine Billard, coprésidente du PG.

Contacté par l'AFP, Eric Coquerel, chargé des élections au PG, a déploré le fait que cette réunion "*ait attribué au PG des circonscriptions sans qu'on ait donné notre accord*", "*ce ne sont pas des façons de faire*".

Pour lui, ces discussions "*n'engagent pas le PG, donc pas le Front de gauche*" (réunissant PG et PCF) qui n'a "*pas à faire un accord au rabais*".

Les discussions promettent d'être animées avec le PCF en fin de matinée lors de la coordination nationale hebdomadaire du FG.

Alors qu'on parle souvent d'une "*OPA*" du leader du FG sur un Parti communiste en déclin, "*le PCF touche maintenant les dividendes de Mélenchon*" et ses 11,1% de la présidentielle, juge un cadre écologiste.

En fait, "*les communistes sont les plus malins*" et "*ils vont stabiliser leur groupe avec strictement des députés PCF*", poursuit-il. Une conséquence de l'accord conclu l'an passé au sein du FG, laissant à M. Mélenchon la présidentielle et aux communistes la part belle aux législatives.

Car, selon certains analystes électoraux à gauche, le PG pourrait finir avec aucun député. "*C'est peut-être l'objectif recherché par le PS*", craint un "*PGiste*". "*Ca va être difficile*", reconnaît Mme Billard, parlant aussi d'Hénin-Beaumont où M. Mélenchon est parti défier Marine Le Pen sur cette circonscription socialiste.

Le PS y a investi Philippe Kemel, maire de Carvin : un "*formidable candidat*" qui "*va gagner contre Marine Le Pen*", a affirmé dimanche Martine Aubry qui ne veut pas "*d'un match médiatique*" mais d'un "*élu de terrain*".

David Cormand, chargé des élections à EELV, a confirmé à l'AFP cette réunion dimanche après-midi, tout en dénonçant "*le jeu de posture*" du PG dans cette affaire.

M. Cormand, s'est par ailleurs demandé "*à quel jeu*" jouait le PG dont le leader Jean-Luc Mélenchon "*va combattre à Hénin-*

Beaumont (Marine Le Pen) alors qu'il n'y a pas de risque d'élimination de la gauche au second tour. (AFP 14.05)

Le pire pour ce pitre, c'est qu'il donne raison à M. Le Pen qui se moque de sa posture grotesque de cupidon terrassant le diable, propulsé par les médias vers les étoiles avant de retomber aussi sec sur le plateau des vaches comme une vulgaire météorite en fin de parcours, ce qu'est Mélenchon.

Eteignez les lumières des projecteurs braqués sur Mélenchon et il redevient aussi insaisissable ou inexistant qu'un ectoplasme. Il ne va pas disparaître totalement pour autant, puisque le législateur a si bien fait les choses qu'en présentant des candidats aux législatives dans toutes les circonscriptions (ou presque ?), le PG sera financé par l'Etat pendant toute la durée de la prochaine mandature proportionnellement au nombre de voix qu'il aura obtenu, qu'il ait ou non des élus, son existence est assurée au moins sur le plan financier.

Elle n'est pas formidable cette loi électorale qui permet à l'Etat de financer l'existence d'une multitude de partis dont les neuf dixièmes sont subordonnés au capitalisme, d'émietter les votes, de dissoudre, de diluer, de détourner la conscience des travailleurs des tâches et des objectifs politiques qu'ils devraient se donner, vers des objectifs compatibles avec la survie du capitalisme.

Diversion. Un autre soufflé... liquide !

Entretien de L'Expansion avec Maxime Rouquet, co-président du Parti Pirate de France, ingénieur informatique freelance de 26 ans.

Qui sont les membres du Parti Pirate?

- On trouve des profils très différents: certains ne sont pas très politisés, d'autres sont d'anciens militants déçus par les autres partis, comme les Verts, le Modem, le MRC... Il y a aussi des militants d'Anonymous, des sympathisants actifs dans des associations dont les idées sont proches des nôtres, telles que la Quadrature du Net ou Act Up.

- Il prone la "*démocratie liquide*".

- "*Pour l'instant, notre programme ne propose pas de modifier la constitution mais nous réfléchissons à des alternatives.*"

De quel parti vous sentez-vous le plus proche ? Avez-vous été l'objet de tentatives d'approche?

- "*Sans doute les Verts, sur pas mal de choses.*"

- "*Nous ne chercherons jamais à paralyser la vie politique du moment que l'on défend nos idées.*" (lexpansion.com 14.05)

Voilà un club de nantis qui a été créé en 2009, qui aussitôt a fait élire un candidat UMP à l'élection législative partielle dans la 10e circonscription des Yvelines, élection invalidée par le Conseil Constitutionnel le 20 mai 2010, le 4 juillet 2010 le Parti Pirate appelle à voter contre le candidat de l'UMP qui entre temps a soutenu la loi LOPPSI et qui finalement sera battu par le candidat des Verts. Entre les deux élections le score de ce club passera de 472 voix (2,08 % des suffrages) à 178 voix, soit 0,66 %. Laminé avant même de vraiment exister, tant mieux.

Il sera absent en 2010 (élections régionales) et en 2011 (élections cantonales) "*faute de candidats pour mener une liste*". Mais étrangement, en 2012, lors de la conférence de presse du 18 avril, le Parti Pirate a annoncé avoir 42 candidats confirmés, et d'autres qui continuent d'être investis (source Wikipédia).

Bonaparte et ses estafettes au sein du mouvement ouvrier.

Les dirigeants des cinq confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) sont invités à la cérémonie de passation de pouvoir mardi matin entre le président sortant Nicolas Sarkozy et le président élu François Hollande, a-t-on appris lundi auprès de ces organisations.

Par ailleurs, les leaders des syndicats du monde éducatif - FSU, Unsa éducation - sont invités à l'hommage que rendra François Hollande mardi après-midi à l'ancien ministre de l'Instruction publique de la IIIe République Jules Ferry et à Marie Curie, prix Nobel de physique et chimie. (AFP 14.05)

Commentaire d'un internaute : "*Bon, ne rêvez pas, les travailleurs... vous, vous n'êtes pas invités !*". Sans blague, nous aurions été invités que nous n'y serions pas allés.

Pourquoi écrire ce qu'on ne pourra pas tenir ?

Le futur gouvernement aura "*de la marge pour discuter*" avec les partenaires sociaux, a prédit lundi sur Canal+ le député PS Claude Bartolone, président du conseil général de Seine-Saint-Denis.

"*Rien n'est écrit mais il y a de la marge pour discuter*", a-t-il dit. (AFP 14.05)

Sauf sur la quasi totalité des lois anti-ouvrières adoptées au cours des dernières décennies (retraite, Sécu, etc) sur lesquelles il n'est pas question de revenir.

Et puis, et puis... le masque tombe !

François Hollande, attendu mardi à Berlin, et Angela Merkel, "*chercheront le compromis*" dans la "*négociation*" nécessaire "*à la fois*" sur la relance de la croissance en Europe et sur la rigueur budgétaire, a estimé lundi le député socialiste des Landes, Henri Emmanuelli.

"*De toute façon, il faudra chercher un compromis. Je pense qu'aussi bien Mme Merkel que François Hollande chercheront le compromis*", a déclaré sur France Info celui qui fut secrétaire d'Etat au Budget sous François Mitterrand.

"*Il faudra bien qu'il y ait une négociation à la fois sur la rigueur budgétaire, que personne n'a remise en cause, et aussi sur la croissance. Et puis, peut-être sur la modalités de sauvetage de la zone euro*", a poursuivi M. Emmanuelli. (AFP 14.05)

Et puis, et puis, est-il sûr de n'avoir rien oublié ? Récapitulons : Les banquiers (dette-rente), les patrons (croissance-compétitivité), la zone euro, le compte y est, il n'a oublié personne.

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

La Coalition de la gauche radicale (Syriza) a rejeté une proposition du président grec de former un gouvernement de technocrates pour sortir de l'impasse politique provoquée par le résultat des élections du 6 mai, a indiqué lundi un porte-parole du parti arrivé en deuxième position du scrutin.

Syriza avait indiqué un peu plus tôt avoir accepté l'invitation de Karolos Papoulias à participer mardi à de nouvelles consultations avec l'ensemble des partis disposant de sièges au parlement, à l'exception de l'Aube dorée (extrême-droite).

"*Nous allons participer à la réunion (avec le président). Mais nous nous en tenons à notre position. Nous ne voulons pas consentir à une quelconque politique d'austérité même si elle est appliquée par des personnalités extérieures à la sphère politique*", a déclaré à Reuters un porte-parole de Syriza, Panos Skourletis. (Reuters 14.05)

Si un gouvernement de technocrates était formé, cela constituerait un véritable coup d'Etat contre la démocratie qui s'est exprimée par le rejet massif et majoritaire de l'austérité pronée par les partis qui ont été au pouvoir depuis 1974. Ils en sont parfaitement capable. Le gouvernement et les institutions seraient illégitimes pour représenter les intérêts des travailleurs, ils concentreraient toutes les contradictions de la situation et devraient servir d'axe de combat à la classe ouvrière pour s'organiser et se mobiliser pour les renverser.

Si un tel gouvernement était formé, cela signifierait aussi que la démocratie est devenue incompatible avec la survie du capitalisme, de la même manière que tout progrès social est devenu impensable, impossible dans le cadre de l'ordre établi. Aux travailleurs et aux militants d'en tirer les conséquences politiques qui s'imposent conformément à leurs besoins.

Social

France

"*Auchan a été très fort dans sa communication en disant que l'entreprise ne supprimait pas de postes mais en créait grâce à des ouvertures prochaines de magasins, mais nous restons très inquiets pour l'emploi et avons comptabilisé plus de 1.700 postes touchés par le plan*", a dit à l'AFP Pascal Saeyvoet, délégué syndical FO.

Pour les syndicats, les suppressions toucheront 750 postes liés à la vente, 300 postes administratifs (service du personnel et comptabilité), 200 postes en lien avec les relations clients et 500 postes de services d'appui (standart, SAV, livraisons, logistique, entretien et maintenance informatique).

Dans un communiqué, la CFDT a dénoncé "*des méthodes limites manipulatoires, avec des annonces fermes de créations de postes, notamment sur des ouvertures de sites hypothétiques*" et une consultation "*menée au pas de charge*".

Auchan, contrôlé par la famille Mulliez, emploie 50.000 personnes en France. Mi-mars, le groupe a annoncé un bénéfice net 2011 en hausse de 14,9% à 810 millions d'euros. (AFP 14.05)

Haut de page

Le 16 mai

CAUSERIE

Pour me donner un peu de courage ce matin, pendant trois heures j'ai écouté (vidéo) Joe Satriani et Steve Vai en actualisant le site. Ici c'est les vacances scolaires, c'est l'été, du coup il y a des gosses à la maison, ils ont dansé derrière moi pendant que je bossais, ils m'ont à peine dérangé... Pour tout vous dire, j'avais plutôt envie de ne rien foutre, je vous dis les choses comme je les pense.

Je ne comprends pas que face à l'urgence de la situation, à la tournure que prend la dictature mondiale du capital on en soit toujours au même point. Ceux qui nous représentent ou parlent en notre nom sont des nantis, l'urgence pour eux, c'est leur statut, leur situation personnelle.

A Washington ils se réjouissent de l'arrivée à l'Elysée d'un proche de P. Lamy et de J. Attali promoteur du Nouvel ordre mondial, et pendant ce temps-là en France, les uns et les autres font des ronds de jambes en direction du PS et ses élus ! Appelez à voter Hollande, même sous la torture je m'y serais refusé, on n'appartient décidément pas au même monde ou on n'a pas la même conception de la lutte de classe. C'est à désespérer !

Hollande et le PS, c'est la réaction sur toute la ligne, voyez comment c'est bien enveloppé, tous les médias ont salué sa prestation d'hier, sa réserve, sa retenue, sa modestie apparente, un homme plein de qualités et de bonnes intentions, pour qui ? Merkel se retient à peine de sauter dans les bras de Hollande, ses premières nominations, des diplomates qui ont été nommés et qui ont servi sous Sarkozy, des collaborateurs des différents ministères sous Mitterrand, des raclures ayant servi le régime sans interruption pendant des décennies ou la totalité de leur carrière. Et il s'en trouve pour laisser dire qu'en plaçant Hollande à la place de Sarkozy, les travailleurs auraient opté pour le moins pire des deux, c'est criminel !

Les dirigeants du PS fréquentent les mêmes think-tanks américain que Bush et Obama parce que leurs intentions se rejoignent, c'est la même pourriture, les travailleurs l'ignorent puisqu'on s'emploie à leur cacher. S'accommoder de Hollande en y mettant les formes, espérer en tirer quelque chose, voilà la ligne politique de la confrérie réunie des opportunistes. Vous allez l'avoir votre gouvernement des "*partis ouvriers*", tout comme vous l'avez déjà votre unité avec l'intersyndicale, bravo, vous pouvez en être fier, si, si, ne soyez pas modeste, ce n'est pas vraiment leur genre, c'est votre produit finalement, cela s'adresse aux dirigeants et vieux militants issus du trotskisme qui passent leur temps à se gargariser à l'aide de formules obsolètes. On vous laisse réaliser le front unique avec Hollande, Laurent et Mélenchon.

On est repartis comme en 1981, vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous l'avait pas dit. Mais, mais, parce qu'ils ont toujours un *mais* à la bouche, il fallait bien chasser Sarkozy, assurément, mais c'était aux travailleurs de le chasser, à leur manière, le 6 mai ou plus tard s'ils s'étaient abstenus plus massivement encore. L'élection présidentielle est à la lutte de classe ce que la négociation est à la mobilisation des travailleurs, elle agit comme un soporifique, un neuroleptique plutôt qu'un neurostimulant. Au lieu d'appeler à voter Hollande en précisant que cela ne changerait finalement rien, réserve inutile ou bidon, il fallait déballer le macabre palmarès du PS jusqu'à leur donner envie de vomir à l'idée d'aller voter le 6 mai.

Oui mais, encore, quelle sale manie enfin ! Les travailleurs n'auraient pas compris, pardi, c'est vrai ils sont tellement débiles qu'ils peuvent comprendre vos réserves mais pas un inventaire complet des saloperies que lui ont faites dans le passé le PS. Il y en a qui ne sont pas à une contradiction près, eux, les travailleurs, ils n'aiment pas cela, ils assimilent cela à la langue de bois, ils n'aiment pas qu'on tourne autour du pot, ils ont l'impression qu'on leur cache quelque chose, du coup ils vous mettent tous dans le même sac, ils ne veulent plus croire personne et je suis dans le même cas qu'eux, je n'ai confiance dans aucune formation politique, désolé, j'ai essayé de me faire violence, j'ai voulu y croire, j'ai failli me faire avoir en me fiant finalement à ce qui n'étaient que des bonnes intentions sans lendemain.

De mon côté, je ne peux malheureusement rien vous proposer de plus que des analyses qui valent ce qu'elles valent. Face à

la pensée unique qui sévit dans nos rangs, notre voix est ultra minoritaire, étouffée, mais ce n'est pas une raison pour nous taire. Je suis excédé. J'ai besoin de me changer les idées, j'étouffe sous cette chape de plomb, je regarde un concert de ZZ TOP en vous écrivant, la journée est déjà terminée, il est 17h10. Ce qui suit a été rédigé plus tôt dans la matinée.

Allez, encore un peu de courage, on fait un peu de politique.

Enarques, centraliens, le gratin des grandes écoles préparant aux plus hautes fonctions à la tête de l'Etat, des gens du peuple, rien de changé quoi ! Un prof à Matignon, il y en a qui ont dû en pisser de joie dans leur culotte.

Un énarque ou un centralien incarne l'Etat, pas n'importe lequel, l'Etat bourgeois tel qu'il existe, c'est pour lui à la fois un modèle et une fin en soi, il en sera le serviteur zélé à vie. Il jugera tout ce qu'on lui soumettra ou tout ce qui se présentera à lui en fonction des intérêts de l'Etat. Il n'a pas de conviction à avoir, il n'a pas à se casser la tête pour s'en forger, il n'aura pas à se demander s'il doit en changer ou non, politiquement il est totalement soumis à l'ordre établi et le restera jusqu'à son dernier souffle.

Quant à l'intellectuel ou au prof, sur la base de ses connaissances qu'il considère comme suffisantes, immuables, irréprochables, il s'est forgé sa conviction. C'est sa vérité qui fera désormais office de vérité universelle, il s'identifiera à elle si bien qu'en changer lui demandera un effort surhumain. Il n'interprètera pas le monde tel qu'il est mais tel qu'il le perçoit à travers le prisme déformant de sa vérité. Il n'interprètera pas les expériences qu'il sera amené à vivre ou celles qu'on lui soumettra en s'en tenant aux faits, mais seulement une fois conceptualisés, il a besoin de se les représenter au moyen de critères qui lui ont été dictés au cours de sa formation et qu'il a adoptés de façon définitive. La base de sa réflexion n'est pas l'objet et ses différentes manifestations, mais la manière dont le sujet réagira une fois l'objet intégré dans son cerveau. A l'objet sera associée la représentation qu'il en a, de telle sorte que la conclusion de sa réflexion portera davantage sur l'idée qu'il se fait de l'objet plutôt que sur l'objet lui-même, processus qui se déroulera inconsciemment le plus souvent.

Point commun entre les deux. Une fois leur conviction ou leur base de connaissances établie, ils estiment avoir atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixés, surtout ils ne doivent plus rien changer à leur mode de penser, ils deviennent sclérosés. J'en ai été frappé quand j'ai travaillé au lycée français de Pondichéry au point de me demander si j'étais autorisé à penser. Je me suis retrouvé confronté à un mur d'incompréhension que je ne soupçonnais pas, à une union sacrée consacrant un carcan imposé dans lequel il fallait penser et qu'il fallait respecter à tous prix sous peine d'être excommunié. C'est allé très très loin.

Lorsque j'eus la mauvaise idée de poser les questions qui me venaient spontanément à l'esprit parce qu'il y avait des choses que j'ignorais ou qui m'avaient choqué, je me suis fait violemment rembarré, on s'est moqué de moi ouvertement, devant moi, j'ai été humilié, comme si j'étais un pauvre type qui ne méritait même pas qu'on lui réponde, je voulais juste savoir pourquoi certaines choses se passaient d'une manière plutôt qu'une autre, quelque part je voulais juste que ma riche expérience et mes connaissances acquises dans de nombreux domaines profitent à mes élèves, je ne voulais pas me fondre dans un système dans lequel je me sentais mal à l'aise, je ne peux pas dire que je le contestais puisque mon expérience dans ce domaine était limitée, j'en avais parfaitement conscience et ma démarche était mesurée, pas du tout agressive, je dirais plutôt emprunte de naïveté, je me disais qu'en présence d'intellectuels il serait possible de réfléchir ensemble, etc., mal m'en a pris !

Pourquoi en cours de français avec des gosses de 11 à 14 ans faudrait-il utiliser des supports à haute teneur idéologique (un passage de l'Ancien testament ou du Coran) ou abêtissants (des contes de fées particulièrement débiles) ? Pour aborder les prépositions ou le plus-que-parfait de l'indicatif, n'existe-t-il pas d'autres textes ? Doit-on aborder l'étude des différentes périodes de l'histoire de l'humanité sous la forme d'abstractions successives sans lien entre elles ou doit-on les traiter comme le produit d'un processus historique inconscient s'étalant sur des milliers d'années ? Quel intérêt y aurait-il d'aborder l'histoire de la Grèce antique ou de l'Egypte à l'époque des pharaons sans les relier à la question de la démocratie qui est posée dans ces deux pays au travers des développements politiques qu'ils ont connus au cours des derniers mois ou des dernières années ? N'était-ce pas la même question qui était posée à deux millénaires ou plus d'intervalle, de quelle manière, etc ? Peut-on comprendre le présent sans comprendre le passé et vice versa ?

Hollanderies

Sans peur et sans reproche

- "*Je ne crains rien*", a-t-il répondu à une journaliste qui lui demandait à son retour à l'Elysée s'il n'était pas gêné par la pluie qui a transformé sa veste en éponge.

Comment ils se gavent.

Au menu du modeste déjeûner qu'il a donné en hommage aux anciens Premiers ministres du PS et quelques invités.

- Pressé de langoustines aux agrumes, suivi d'une côte de boeuf grillée vigneronne accompagnée de carottes nouvelles au jus, fromages, puis macarons fraise avec glace au mascarpone sont au menu.

Continuité.

- "*C'est une image que je voulais donner au-delà de nos différences, une image de confiance dans le travail que nous pouvons engager, de cohérence dans la relation franco-allemande, de continuité aussi*", a-t-il dit.

Top, le "***signal***" est donné !

- La nomination au poste de Premier ministre de Jean-Marc Ayrault, ancien professeur d'allemand et fin connaisseur de l'Allemagne, constituait aussi mardi un signal positif pour Berlin.

Ecrasé sous le poids des "***contraintes***".

- "*Je mesure aujourd'hui même le poids des contraintes auxquelles notre pays fait face : une dette massive, une croissance faible, un chômage élevé, une compétitivité dégradée, une Europe qui peine à sortir de la crise*", a-t-il d'ailleurs déclaré lors de son allocution d'investiture après la passation de pouvoirs avec Nicolas Sarkozy.

Fidèle à quoi ?

En nommant Jean-Marc Ayrault à Matignon, mardi 15 mai, comme l'avaient indiqué certains proches, François Hollande a fait le choix d'un fidèle...

Fidèle à quoi ?

- Au moment du congrès d'Epinay, en 1971, il rejoint le PS. Il se lie à Jean Poperen, chef de file du courant "*lutte des classes*", intellectuel issu du Parti communiste, dont il a été exclu en 1959. Jean-Marc Ayrault s'engage au PS autour d'une "*stratégie de gauche*" fondée sur une analyse sociologique de l'évolution du monde du travail. Ensuite il occupera des postes à responsabilités à la direction du PS et il sera élu maire et député. Mais le Ayrault "*lutte des classes*" a cédé la place à un réformiste assumé. "*Le réel a tranché*", déclare-t-il à la convention nationale de son parti, en juin 1986. Ce credo réformiste, il le défend sans ambiguïtés. Il en a fait sa marque de fabrique... En 1989, il adopte le "*réalisme économique*".

Cependant, dès le mois de juin 2011, il avait fait connaître son choix en faveur de François Hollande, son voisin de banc à l'Assemblée nationale, avec qui il disait partager la même vision d'un "*réformisme décomplexé*", nourri de l'expérience de la défaite qu'ils avaient vécue en commun en 2002. Pas question, pour lui, de "*s'égarer à courir après une quelconque radicalité*". "*Nous n'y gagnerons jamais*", professe-t-il avec constance.

Vous avez là la réponse à notre question.

- Il lui est fréquemment reproché son absence de charisme, son peu d'appétence pour la prise de risques. Le patron des députés socialistes se départit rarement d'une prudente réserve, enrobant ses réponses d'une multitude de considérants avant de donner sa position. Germanophone, il manie avec une égale virtuosité la langue de bois.(source : lemonde.fr 15.05)

La dialectique des boutiquiers

Les négociations entre le Parti socialiste, Europe Ecologie-Les Verts (EELV) et le Front de Gauche sur les législatives sont en situation de "*gros blocage*" à cause notamment du Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, a déclaré mardi à l'AFP David Cormand, chargé des élections à EELV.

Selon lui, le PCF pourrait se retirer sur "*15 à 20*" circonscriptions mais le PG et GU ne veulent, eux, pas se retirer et refusent que le PCF signe au nom du FG.

Il y a des "*points de blocage*", a-t-on reconnu au PCF, estimant que ces difficultés ne sont "*pas tellement sur la quantité mais la qualité*". (AFP 15.05)

Collaboration de classes. Si c'est Parisot qui le dit...

"*Nous sommes, nous-mêmes Medef, impatients de commencer à travailler avec le nouveau gouvernement et impatients aussi de définir avec les organisations syndicales l'agenda social des semaines à venir*", a souligné la patronne du Medef sur BFM TV.

Mme Parisot figure parmi les invités à la cérémonie de passation de pouvoirs à l'Elysée.

"*Je n'ai appelé à voter ni pour un candidat ni pour un autre*", a souligné d'autre part Laurence Parisot en assurant que le "*Medef est une organisation non partisane. Les entreprises ne sont ni de droite ni de gauche*", a-t-elle affirmé.

Interrogée sur la prise de position publique pendant la campagne électorale de Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, en faveur de François Hollande, elle a répondu: "*cela ne nous empêchera nous-mêmes de travailler avec la CGT*". (AFP 15.05)

Mais nous n'en avons jamais douté !

Les piliers des institutions, du régime

En appelant à voter Hollande, saviez-vous pour quoi vous appeliez à voter ? Nous l'avons dit, mais nous fabulions, nous exagérions, nous ne prenions pas en compte l'essentiel, etc. Mais c'est quoi au juste l'essentiel dans la situation actuelle ? Quand on observe ce qui se passe en Grèce on a spontanément la réponse, c'est navrant de simplicité, parfois la réalité nous facile la tâche pour comprendre de quoi il s'agit.

- Lors des législatives du 6 mai en Grèce, au cours desquelles aucune majorité ne s'est dégagée, les deux piliers du système politique du pays, la Nouvelle-Démocratie (droite) et le Pasok (socialiste), ont été sanctionnés pour l'austérité imposée et dictée par les créanciers en échange des prêts internationaux pour éviter au pays la faillite. (AFP 15.05)

Le parti de l'ordre et son double affublé du masque du socialisme sont les piliers du régime, ils sont en charge de la stabilité du régime ou de la paix sociale pour que les capitalistes vaquent tranquillement à leurs affaires. Qu'ils s'effondrent et c'est le régime qui vacille. On aurait donc logiquement tendance à souhaiter que ces partis s'affaiblissent, qu'ils s'écroulent et le régime avec. C'est notre objectif politique.

Quant aux réserves émises par ceux qui ont appelé à voter Hollande, elles sont du même ordre d'idées et connaîtront le même sort que les illusions que les travailleurs ont pu placer dans Hollande : Ce dernier une fois élu s'en moque comme de sa première chemise, il gouvernera comme il l'entend, point barre. Pour lui, l'essentiel est acquis, se faire élire. Le reste, quel reste ? Cela ne le concerne pas, les réserves des uns ou les illusions des autres ne l'engagent à rien, à chacun ses responsabilités, si vous n'êtes pas satisfait, il fallait y penser avant et ne pas voter ou appeler à voter pour moi, vous saviez qui j'étais et ce que je représentais, vous n'avez qu'à vous en prendre à vous-même. Correct, non ?

Il est des nôtres.

Les Etats-Unis ont salué mardi le "*nouveau débat sur la croissance en Europe*" à l'heure où le président français fraîchement investi, François Hollande, dit vouloir proposer à ses partenaires européen de stimuler davantage l'activité.

"*Nous devrions accueillir favorablement ce nouveau débat sur la croissance en Europe*", a déclaré le secrétaire au Trésor Timothy Geithner lors d'une conférence publique à Washington. (AFP 15.05)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Déjà soupçonné de recel d'abus de biens sociaux dans le volet financier de l'affaire Karachi, l'ex-conseiller de Nicolas Sarkozy Thierry Gaubert a été mis en examen pour blanchiment aggravé, une décision qu'il a qualifiée d'"*absurde*". (AFP 15.05)

2- Canada

La ministre québécoise de l'Education, Line Beauchamp, a démissionné dans l'espoir de provoquer un "*électrochoc*" pour débloquer le conflit étudiant le plus long de l'histoire de la province, autour de la hausse des frais de scolarité.

Mme Beauchamp a pris lundi cette décision après le rejet par ses interlocuteurs d'une proposition du gouvernement provincial pour sortir de la crise, affirmant avoir perdu confiance dans la volonté des dirigeants étudiants de trouver une solution.

Mme Beauchamp démissionne au début de la quatorzième semaine du conflit estudiantin le plus long de l'histoire du Québec. Quelque 165.000 étudiants sont en grève et manifestent quotidiennement, sans relâche depuis février, de nuit, de jour, parfois presque entièrement nus, pour attirer l'attention des responsables politiques et des médias du monde entier.

La ministre, qui abandonne également son mandat de députée libérale, quitte la vie politique.

Les représentants des syndicats étudiants ont accueilli l'annonce plutôt froidement.

"*Le problème pour nous, ça n'a jamais été Mme Beauchamp*" a dit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'organisation la plus revendicatrice, la CLASSE (Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Etudiante).

"*Le problème, c'est la hausse des frais de scolarité. Ce n'est pas en changeant de ministre qu'on va régler la crise actuelle. On va régler la crise lorsqu'on va accepter de parler de la raison pour laquelle les gens sont en grève*", a-t-il ajouté.(AFP 15.05)

Social

Etats-Unis

A l'image du magazine économique américain, de plus en plus de médias ont recours à des robots pour écrire des articles.

Les lecteurs du site du magazine économique américain Forbes n'y ont vu que du feu. Un article leur propose des anticipations de résultats de plusieurs sociétés. Mais leur auteur n'est pas un journaliste... c'est un robot.

Un article du quotidien britannique The Guardian met en lumière cette nouvelle pratique. L'article est signé "*Narrative science*", du nom d'une société basée à l'Université de Northwestern, au Nord de Chicago, spécialisée dans l'intelligence artificielle.
Larry Barnbaum et Kris Hammond, par ailleurs enseignants en journalisme, ont mis au point ce système qui transforme des données statistiques en phrases. Celles-ci sont construites grâce à une banque d'expressions, de figures de style, et de mots clés.

Le procédé servait initialement à couvrir l'actualité sportive, tellement riche qu'il était difficile d'en rendre compte à tous les niveaux.

Aujourd'hui, Narrative science a donc élargi son champ d'action, à la finance et à l'immobilier. L'entreprise a su trouver deux arguments précieux : les robots travaillent beaucoup plus vite, et surtout pour bien moins cher. Moins de deux minutes suffisent au logiciel pour écrire un article, qui coûte environ 10 dollars pour 500 mots. Selon le New York Times, Narrative Sciences compte aujourd'hui une vingtaine de clients. (lexpansion.com 15.05)

Economie

France

La dette publique de la France à atteint un niveau record à 86% du PIB fin 2011 (1.717,3 milliards d'euros), contre 85,8% annoncés fin mars, et le taux des prélèvements obligatoires s'est établi à 43,9% (contre 43,8% calculés précédemment), a annoncé mardi l'Insee dans un communiqué.

L'Institut national de la statistique et des études économiques a en revanche confirmé que le déficit public, qui cumule les déficits de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité sociale, s'était établi à 5,2% du produit intérieur brut (PIB) à la fin de l'année dernière, contre 7,1% fin 2010.

"*En 2011, le déficit public s'établit à 103,1 milliards d'euros*", a-t-il précisé, indiquant encore que "*par rapport à 2010, il se réduit de 33,9 milliards d'euros, en raison à la fois du dynamisme des recettes et de la modération des dépenses*". L'évolution du déficit par rapport au PIB résulte, toujours selon l'Insee, de recettes qui progressent pratiquement deux fois plus vite qu'en 2010 (+5,9% après +3,3%), sous l'effet "*à la fois de la reprise économique et de nouvelles mesures fiscales et sociales*", et de dépenses dont l'augmentation est un peu plus faible qu'en 2010 (+2,1% après +2,3%). L'amélioration est le fait, pour deux tiers, de l'Etat et pour un tiers, de la Sécurité sociale. (lexpansion.com 15.05)

Haut de page

Le 17 mai

CAUSERIE

Hier j'étais particulièrement de mauvaise humeur... Normal, j'ai appris ce matin qu'il avait fait 120° Fahrenheit, 49,4° Celsius, à l'ombre, plus de 60 au soleil. Il fait aussi chaud aujourd'hui, j'ai retiré les carters latéraux de l'unité centrale de l'ordinateur pour qu'il

ne chauffe pas trop. Je bosse sans la climatisation, un ventilateur placé à un mètre du bureau fait l'affaire. Pour le moment on n'a pas trop de coupures de courant, pourvu que cela dure, surtout la nuit ! On a pensé à remplir les réservoires d'eau, j'ai une dizaine de litre de kérosène en stock au cas où il faudrait utiliser le générateur.

Tous les jours, pour vivre à peu près normalement, il faut penser à un tas de choses vraiment importantes auxquelles vous n'avez pas idée en France, veinards, je vous chambre, je sais que la vie en France n'est pas vraiment une partie de plaisir ou mieux qu'ici.

Ce qui m'a foutu en boule hier, c'est la lecture des articles de presse consacrés aux cérémonies d'investiture de Hollande puis de Airault, la passation de pouvoir, en fait le passage du relais à la tête de l'Etat entre les représentants de deux partis du capital, l'UMP et le PS.

On ne va pas s'attarder sur le nouveau gouvernement, on attendra qu'il annonce ses premières mesures pour se le faire proprement. On ne lui passera absolument rien, on n'a rien à en attendre et on ne lui demande rien. Les déclarations et les mesures annoncées par les différents ministres suffiront pour démontrer dans quel camp ils se situent clairement.

A propos du combat contre le paiement de la dette de l'Etat, des banquiers.

On peut s'étonner que ceux qui la combattent n'aient pas pensé à lier l'annulation de la dette de l'Etat à l'annulation de la dette des ménages. Si les deux avaient été liées, cette campagne aurait plus d'impact auprès des travailleurs, elle aurait eu aussi l'avantage de les aider à se positionner à partir de leurs propres besoins, donc à rompre avec le capital. Pourquoi aucun parti n'y a-t-il pensé ?

Pour les millions de travailleurs et leurs familles qui sont mal logés, qui vivent dans des ghettos, dans des caravanes, sous les ponts ou dans la rue, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les 4, 5, 6, 7 millions de chômeurs, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de jeunes sans avenir, livrés à eux-mêmes, au désespoir, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de travailleurs pauvres qui ont un emploi mais qui ne parviennent pas à boucler les fins de mois, même en se privant sur tout, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de jeunes qui ne trouvent pas de travail à la sortie de l'école ou une fois leur diplôme en poche, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de retraité qui ne parviennent pas à vivre décemment avec leur retraite misérable, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de paysans, commerçants, artisans, petits patrons qui sont endettés et qui ont un revenu égal ou à peine supérieur au Smic, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de techniciens, ingénieurs, cadres, cadres supérieurs, qui n'ont pas d'horaire, qui sacrifient leur vie de famille au boulot pour avoir un niveau de vie convenable, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Hollande et son gouvernement ne représentent pas les intérêts des travailleurs, alors de qui représentent-ils les intérêts ? Réponse très prochainement. Qu'est-ce qui empêche dès aujourd'hui de développer cette argumentation et de la proposer aux travailleurs ? Le manque de volonté de nos dirigeants qui s'en foutent royalement. Ils ont leur président, ce sont des gens heureux, les voilà comblés, vous allez voir qu'ils ne tarderont à s'adresser à Hollande et son gouvernement, parce que pour eux ils sont légitimes. Pour nous, seuls sont légitimes les besoins et les aspirations des travailleurs. Si vous vous demandiez encore ce qui nous distingue ou ce qui nous oppose, vous avez la réponse.

Les artistocrates de la monarchie républicaine. L'aristocratie d'Etat organisée autour de l'ENA.

Entre 1978 et 1980, ils se sont préparés ensemble dans la prestigieuse Ecole nationale de l'administration. Aujourd'hui, dans le sillage de François Hollande, ils occupent les postes hauts placés de l'Elysée, du parlement et du gouvernement. (lexpansion.com 16.05)

Quand ils ne sont pas issus de l'Education nationale ou avocats, à l'UMP comme au PS leurs principaux dirigeants sortent de l'ENA qui forment les futurs serviteurs du régime dans l'administration, les ministères ou les ambassades. Ils sont étrangers à la

classe ouvrière et ne serviront jamais leurs intérêts puisqu'ils ont été formatés pour incarner les intérêts de la classe qui détient le pouvoir.

Le "***changement maintenant***" : c'est la continuité.

Sur le dossier iranien, comme dans l'impasse syrienne, la victoire de François Hollande et l'arrivée de Laurent Fabius au Quai d'Orsay ne modifieront guère le fond de la politique française. (lexpress.fr 16.05)

Lire la causerie du 7 mars dans laquelle figurait un extrait de sa biographie et de ses faits d'arme au service du régime. Dans celle du 3 février figurait un large extrait d'un article du Réseau Voltaire dont voici un passage pour rappel :

- L'ancien Premier ministre ministre français, Laurent Fabius, est attendu vendredi 3 février 2012 à Doha (Qatar), en qualité d'envoyé spécial du candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande. Il sera reçu par l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani. L'entretien portera sur la position de François Hollande face à la guerre contre la Syrie et sur le possible soutien de l'émir au candidat socialiste.

En rivalité avec l'Arabie saoudite, l'émirat wahhabite est devenu le principal financier d'Al-Qaeda et des Frères musulmans. L'émirat a engagé 5 000 mercenaires pour composer des Forces spéciales qui ont combattu au sol en Libye, en violation de la résolution de l'ONU. Il a depuis transféré ces troupes en Syrie, ainsi qu'environ 1 500 membres d'Al-Qaeda en Libye sous le commandement d'Abdelhakim Belhaj, pour constituer l'Armée syrienne libre à laquelle se sont joints quelques centaines de déserteurs syriens.

Pour terroriser les populations, les combattants d'Al-Qaeda se sont caractérisés par le recours à des crimes spectaculaires (ils égorgent les hommes ou leur coupent les membres, tandis qu'ils coupent les seins des femmes, parfois ils écorchent les corps).

L'émir Hamad est propriétaire de la chaîne satellitaire Al-Jazeera qui s'est récemment caractérisée par la diffusion de fausses images d'actualité –en réalité des images de fiction tournées en studio– ; une propagande de guerre destinée à servir ses ambitions en Libye et en Syrie.

En 2006 déjà, François Hollande déclarait que la diplomatie du « *Qatar va plutôt dans le sens de la stabilité et de la recherche de la paix* ». (Réseau Voltaire 31.01)

Quand vous examinez la déclaration de Hollande en 2006 au regard des faits d'arme du despote dégénéré du Qatar, vous comprenez du même coup quelle est la véritable nature politique de Hollande, ce qui se cache derrière son apparente bonhomie.

Collusion d'intérêt. Jospin complice. Affaire enterré dans les mois à venir ?

Une note d'avril 1998 issue des archives du cabinet du Premier ministre et publiée mercredi par Mediapart, indique que Lionel Jospin avait été informé de soupçons de rétrocommissions en marge de la vente de sous-marins au Pakistan.

Dans une note du Quai d'Orsay datée de 1997, révélée en 2011, un haut fonctionnaire du gouvernement Jospin, Pierre Sellal, directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, s'était déjà inquiété des répercussions d'une enquête pakistanaise sur le contrat Agosta sur deux anciens ministres de la Défense, Pierre Joxe et François Léotard, et sur Nicolas Bazire, ancien directeur de cabinet d'Edouard Balladur à Matignon. (AFP 16.05)

Pierre Joxe, PS, Balladur, UMP tous les deux compromis, du coup au ministère (PS) des Affaires étrangères de l'époque on s'inquiètait, alors de là à ce que cette affaire traine encore en longueur pour finir par être classée, il n'y a pas loin.

Un pas de plus vers le Nouvel ordre mondial.

Le ministre des finances allemand a proposé, mercredi 16 mai, un bouleversement des institutions de l'Union européenne. Wolfgang Schäuble s'est dit favorable à ce que la Commission européenne soit transformée en un gouvernement.

La zone euro doit tirer les leçons de sa crise des dettes souveraines en développant une politique économique et financière plus intégrée, a-t-il estimé. '*Je suis pour l'élection d'un président européen*', a-t-il encore déclaré.

'*Nous devons oeuvrer à ce que les marchés financiers gardent confiance dans la monnaie unique*', avait-il dit un peu plus tôt. M. Schäuble a par ailleurs estimé que la Grèce, qui sera dirigée par un gouvernement provisoire dans l'attente d'un nouveau scrutin législatif, le mois prochain, appartenait 'indiscutablement' à l'Europe. (lemonde.fr 16.05)

Le Nouvel ordre mondial, je l'ai évoqué hier.

Les vendus. La collaboration de classe institutionnalisée, comment ça marche ?

Le Parisien – Interview de Jean-Claude Mailly du 10 mai 2012.

En guise d'éditorial, daté du mercredi 16 mai 2012

- "*Il faut un Premier ministre avec de réels pouvoirs et un gouvernement avec qui l'on discute. Ce sont les deux points clés de la méthode de travail.*"

(Le ton est donné, le Premier ministre et le gouvernement sont légitimes non pas en fonction des intérêts qu'ils représentent, pardon, c'est le contraire, ils sont légitimes parce qu'ils représentent les mêmes intérêts que leurs prédécesseurs, c'est d'ailleurs la seule question ne doit pas être discutée, sinon, comment s'entendre avec lui ?)

Le 23 mai, le nouveau président a rendez-vous à Bruxelles avec tous les dirigeants européens. Qu'en attend FO?

- "*Nous verrons quelle sera la position de la France. Il y a deux options. Soit François Hollande tape du poing sur la table et demande de renégocier les traités européens. C'est la position que nous défendons. Soit, au nom de je ne sais quel réalisme, il accepte l'idée de faire quelques compléments au traité et inscrit de fait dans le marbre la politique d'austérité. Ça va être un événement clé. De ce qui va se décider le 23 mai à Bruxelles va découler ce qui se décidera après, pour la France notamment. J'annonce qu'en cas de référendum sur le traité tel qu'il est aujourd'hui, FO appellera à voter non.* "

(Mailly demande une renégociation des traités européens, donc il ne les rejette pas. Voilà ce que les dirigeants du POI présents à la direction de FO approuvent quand ils votent les résolutions du bureau confédérale de FO. Mailly émet une hypothèse qui n'a pas lieu d'être puisque Hollande et ses colistiers ont martelé qu'il n'était pas question d'abandonner le TSCG.

Hollande fait croire qu'il serait contre une politique d'austérité et Mailly lui emboîte le pas, normal quoi. Il nous prend pour des ours écervelés attirés par l'odeur du miel par sa radicalité qui ne s'applique en fait qu'à des situations hypothétiques, inexistantes, c'est tout l'art de se faire passer pour ce qu'on n'est pas sans en avoir l'air. Et ça marche !)

L'état de grâce est-il terminé?

- "*Oui, à cause du contexte général de crise. Il y a à la fois les attentes des salariés et les enjeux au niveau européen. Sur les marges de manœuvre budgétaires, c'est là que François Hollande va devoir faire des choix. Si l'on reste dans une logique de réduction des dépenses, ça risque de se tendre socialement. La fonction publique est à bout.*"

(A part son fond de commerce, le reste il s'en fout. Si la "*fonction publique est à bout*", imaginez un instant ce qu'il en est de millions et millions de travailleurs du secteur privé qui ne bénéficient pas des mêmes avantages.

D'après vous entre "*les attentes des salariés*" et "*les enjeux au niveau européen*", Hollande n'aurait-il pas déjà démontré amplement dans quel camp il se situait ?

Faire de la politique avec des si ne coûte rien, là encore il s'agit de créer l'illusion que Hollande serait face à des "*choix*", qu'il pourrait pencher plutôt d'un côté plus qu'un autre, il ne faudrait surtout pas savoir à quoi s'en tenir, tout serait possible, même le meilleur, incroyable, non, non car il sait que les masses sont ignorantes et crédules et qu'il est relativement facile de les manipuler et leur faisant croire n'importe quoi ou presque, surtout en leur faisant croire que leurs besoins pourraient être pris en compte, on ne sait par quel miracle, peu importe, cela permet de gagner du temps et d'évité que la situation sociale ne "se tendre (pas) socialement" et la boucle est bouclée.)

Avez-vous rencontré le président?

- "*Non. Le plus tôt sera le mieux, car il y a toute une série de décisions qui vont être prises par le futur gouvernement par décret. Il faut des consultations assez rapidement, des réunions en face à face avec le président ou un émissaire, le temps qu'il y ait un gouvernement.*"

(Il a hâte d'y être le parasite !)

Quelles sont les qualités requises pour le prochain ministre du Travail?

- "*La fibre sociale, une bonne connaissance et une vision des syndicats et du patronat. Et pas que des contacts. Sinon, il va perdre*

du temps à comprendre. Quelqu'un sachant pratiquer le dialogue et respectueux de ses interlocuteurs. Capable aussi de résister aux pressions de Bercy. Une qualité que devra aussi avoir le ministre de l'Industrie, si l'on veut une vraie stratégie industrielle."

(Plus un bureaucrate pourri des syndicat attend de choses du gouvernement, moins il en attend de la part des travailleurs, c'est l'un ou c'est l'autre mais pas les deux à la fois. Question : De qui Mailly est-il le représentant ? De ceux à qui il s'adresse et avec lesquels il est lié par un lien indéfectible : le maintien du régime en place qui prime sur toute autre considération.)

Allez-vous signer l'accord de compétitivité-emploi?

- "*Non. Nous refusons de rentrer dans une logique obligeant les salariés à travailler moins et à gagner moins en cas de difficultés, avec à la clé une rupture du contrat de travail. S'il devait y avoir un tel accord, nous porterions plainte devant le Bureau international du travail. Comme pour le contrat nouvelles embauches (CNE). Le gouvernement devra trancher très vite. Pendant la campagne, le candidat Hollande n'y était pas favorable.* "

(Pourquoi ne vous battez-vous pas pour que les travailleurs du privé aient les mêmes avantages que les travailleurs du public, ainsi la question serait réglée définitivement, non ? Vous aurez remarqué que sur toutes les questions qui lui sont posées, systématiquement il s'en remet au gouvernement, à ses maîtres, c'est sa conception de l'indépendance syndicale, en réalité un rouage de l'Etat et du régime en place.)

Ne vous mobilisez pas pour vos salaires, on s'en occupe. Mode d'emploi.

Le "*coup de pouce*" au Smic promis par François Hollande doit être "*significatif*" et accompagné d'autres mesures contre le "*tassement*" général des salaires, réclament les syndicats, alors que le patronat craint qu'il n'entame la compétitivité et menace l'emploi.

Sur le coup de pouce, deux syndicats revendiquent un effort conséquent: une hausse de 300 euros pour la CGT ("1.700 euros bruts mensuels"), de 250 euros pour FO qui plaide pour un Smic mensuel net à 1.340 euros, contre 1.096,94 euros net aujourd'hui.

"*Déraisonnable*", s'alarme la CGPME, le patronat des petites et moyennes entreprises où la proportion de personnes au Smic est la plus élevée. "*Les patrons de PME seront très vigilants à ce que le coût du travail n'augmente pas*" et "*ceux qui ne pourront plus payer licencieront*", prévient Geneviève Roy, vice-présidente.

Sans surprise, Laurence Parisot, la patronne du Medef, se montre elle aussi très réservée sur un coup de pouce: "*déconnecté des gains de productivité, (il) aboutirait à des pertes de compétitivité et aurait des effets négatifs sur l'emploi*", prévient-elle. En revanche, sur le mode de calcul du Smic, "*nous sommes prêts à discuter*", a-t-elle déclaré dans les Echos après l'élection de François Hollande.

Les revendications de la CGT et de FO sont jugées "*disproportionnées*", y compris par les autres syndicats représentatifs. A commencer par le secrétaire général de L'Unsa, Luc Bérille, qui dénonce une "*course à l'échalote entre la CGT et FO*".

"*Il faut regarder l'état de la situation économique*", affirme aussi Philippe Louis, président de la CFTC, refusant les "*surenchères*".

Pour François Chérèque, le leader de la CFDT, la réflexion doit "*aller plus loin*" car "*il ne sert à rien d'augmenter des salariés qui sont au Smic toute leur vie*".

L'effet pervers des hausses du Smic est d'opérer "*un tassement des salaires plus élevés*", analyse elle aussi Marie-Françoise Leflon, secrétaire nationale pour l'emploi à la CFE-CGC, le syndicat des cadres.

Il est accentué par les exonérations sur les bas salaires, instaurées en 1993 pour favoriser l'emploi des peu qualifiés, et renforcées depuis (dégressives jusqu'à 1,6 Smic). L'Etat rembourse chaque année aux organismes sociaux plus de 22 milliards d'euros pour compenser les allègements.

La CFDT veut "*débattre avec le gouvernement des contreparties*" qui pourraient être demandées aux entreprises "*qui n'augmentent jamais leurs salariés*".

Pour contrer les "*effets de seuil*", le président de la CFTC propose lui de "*redistribuer autrement*" les abattements, en "*modulant*" les charges "*en fonction de la santé de l'entreprise et de sa situation de concurrence*".

Les salaires sont particulièrement tassés dans un certain nombre de branches "*où il y a des premiers niveaux de salaire inférieurs au Smic*", insiste le secrétaire général de Force Ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly, qui demande au nouveau gouvernement d'imposer partout des renégociations.

Fin décembre 2011, plus de la moitié des accords de branches de plus de 5.000 salariés avaient des grilles de salaires reposant sur des minimas inférieurs, rapporte FO. Dans la confiserie, la grille date de 1999, et est encore en francs.

"*Certaines entreprises freinent au maximum les renégociations pour bloquer les grilles salariales*", renchérit M. Louis (CFTC). Le Smic "*est une voiture-balai qui ramasse de plus en plus de salariés*", s'inquiète-t-il. (AFP 16.05)

Pour les jaunes, 250 euros nets d'augmentation, c'est "*disproportionné*, cela se voit qu'ils ne sont pas au Smic et qu'ils ne représentent pas les travailleurs qui y sont, y compris dans la fonction publique.

Provocation monarchique. L'enfumage "***glamour***" à tous les niveaux.

D'ici à la fin de l'année, cinq rames de RER entièrement habillées à la manière des plus belles pièces du château de Versailles seront mises en circulation sur la ligne C empruntée chaque jour par 550.000 personnes. Les passagers auront une chance sur quatre de monter dans l'un de ces trains glamour.

Alors que les millions d'usagers du RER se plaignent des retards, de l'affluence aux heures de pointe, la présidente de l'établissement public du château de Versailles souligne que cet habillage va faire un peu rêver les voyageurs...

D'autres décors pourraient venir égayer les trajets des passagers sur d'autres lignes: «*On pourrait très bien imaginer avec d'autres partenaires des ambiances de forêts ou de sites touristiques*», poursuit la directrice générale du Transilien, consciente que les décorations ne masquent pas les vraies difficultés du RER en Île de France. (lefigaro.fr 16.05)

Actualité en titres

Subordination.

- Les surveillants de prison attendent beaucoup du nouveau gouvernement - 20minutes.fr

- L'arrivée de Hollande décuple les ambitions du secteur de l'économie sociale - AFP

Pourquoi Hollande n'est-il pas des nôtres ?

- Croissance : Hillary Clinton salue la nouvelle approche de François Hollande - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Social

France

1- Fralib : la démocratie, c'est expropriation-nationalisation.

La justice française a ordonné mercredi l'évacuation du site de Fralib, l'unique entreprise en France à fabriquer les thés Lipton et les infusions Eléphant, occupé depuis vendredi dernier par les salariés de l'usine.

Le tribunal autorise le recours à la force publique pour l'évacuation, mais seulement à partir du 1er juin pour laisser le temps de trouver une solution par le dialogue.

En cas de non respect du jugement, les salariés s'exposent à une astreinte progressive qui pourra atteindre 400 euros par infraction au bout de quinze jours.

Candidat à l'élection présidentielle, François Hollande s'était rendu en août dernier sur le site de Gémenos. Il avait fait part de sa volonté de faire pression sur les dirigeants d'Unilever pour que les machines ainsi que la marque Eléphant, qui a été créée en 1896 à Marseille, soient cédées aux employés dans le cadre d'une solution de reprise des activités.

Les salariés en lutte attendent donc du nouveau gouvernement la tenue d'une table ronde pour la mise en place d'un projet de reprise de Fralib. (Reuters 16.05)

2- La lutte de classe à nu.

Elles ne se déshabilleront pas ce soir. Finis les pas de danse et les paillettes, les danseuses du Crazy Horse, le célèbre cabaret parisien, ont décidé, hier soir, de se mettre en grève. Une décision votée à la quasi-unanimité, selon RTL, afin d'obtenir une augmentation de salaire. Une grève à la conséquence historique pour le cabaret : pour la première fois, les spectacles de mardi et de ce soir sont annulés.

Alors que la direction n'a pas souhaité faire de commentaire, les danseuses dénoncent des "*salaires qui ne correspondent pas à la charge de travail demandée*". L'une d'entre elles a ainsi expliqué à la station de radio qu'on leur " *demande de travailler 24 jours par mois* ". (elle.fr 16.05)

Qu'est-ce qu'il ne faut pas accepter comme sacrifice pour survivre ? On doit aussi être capable de se mettre à la place de ces pauvres femmes, au sens figuré bien sûr, sur le plan de la lutte des classes.

Economie

FMI

Le FMI a tressé des lauriers au chef du gouvernement italien Mario Monti, dont l'action en matière de réformes est un "*modèle*" pour l'Europe, tout en soulignant qu'il restait encore beaucoup à faire pour relancer l'économie du pays englué dans la récession.

Les "*progrès remarquables*" réalisés par M. Monti "*au cours des six derniers mois*" constituent "véritablement un modèle par rapport aux progrès réalisés en Europe", a déclaré mercredi à la presse à Rome le directeur du département Europe du Fonds Monétaire International, Reza Moghadam, à l'issue de la mission annuelle de l'organisation en Italie.

"*Beaucoup reste à faire pour résoudre les retards accumulés depuis des années et les faiblesses structurelles*", "*ce n'est pas le moment de baisser la garde*", a convenu M. Monti, ex-commissaire européen et économiste reconnu.

A la tête d'un gouvernement de technocrates, l'austère chef du gouvernement a imposé en décembre, à peine trois semaines après sa prise de fonction, une nouvelle cure de rigueur draconienne destinée à garantir l'équilibre budgétaire du pays en 2013 et à réduire sa dette colossale qui atteint 120% du PIB.

Il s'est ensuite lancé sur la voie des réformes structurelles en faisant adopter un plan de libéralisation de l'économie ainsi qu'un projet de réforme du marché du travail, actuellement en cours d'examen au Parlement, malgré l'opposition du plus grand syndicat italien, la CGIL.

Le FMI a appelé mercredi de ses voeux une adoption très rapide de cette réforme alors que le chômage a atteint en mars un record à 9,8%. (AFP 16.05)

Haut de page

Le 18 mai

CAUSERIE

Je crois qu'il est inutile de commenter la composition du gouvernement Hollande-Airault, les militants auront compris au premier coup d'oeil que la démarche qu'ils ont choisie d'adopter s'inscrit dans la continuité de la campagne électorale du candidat du PS.

En nommant Laurent Fabius au poste de ministre des Affaires étrangères et Bernard Cazeneuve ministre délégué aux affaires européennes, qui tous deux avaient fait campagne pour le non en 2005, ils entendent enfumer le bon peuple toujours aussi ignorant, tandis que la plupart des commentateurs plus avisés y voient une ruse pour poursuivre tranquillement la même politique de soumission à l'UE et à l'aristocratie financière qui tirent les ficelles.

Ce qui est significatif de la situation extrêmement tendue à laquelle ils doivent faire face et qui reflète les immenses besoins insatisfaits des travailleurs, c'est qu'ils ont associé l'enfumage à pratiquement tous les étages, tous les ministères, jusqu'à la caricature. Il s'agit pour eux de faire en sorte que l'illusion qu'ils seraient animés de bonnes intentions dure le plus longtemps possible, au moins jusqu'aux législatives mais cela va être difficile au regard des rendez-vous internationaux qu'ils vont devoir gérer, réunion de l'Otan, du G8 et du G20, de l'UE à Bruxelles, etc. Sans compter les mouvements sociaux en cours et ceux qui vont éclater dans les semaines à venir, les plans de licenciements qui vont tomber...

Quel est le contenu de la démocratie selon D. Gluckstein (POI), à quoi servirait-elle, à qui profiterait-elle ? Il l'explique dans son éditorial du 15 mai, extraits :

- "*La démocratie, c'est que l'aspiration exprimée par le rejet qui se répand aujourd'hui comme une traînée de poudre d'un bout à l'autre de l'Europe soit entendue. Et donc que la spirale destructrice de l'austérité supermaastrichtienne soit brisée. Ne pas s'engager sur cette voie ne laisserait d'autre recours aux peuples que de se révolter. Le plus simple ne serait-il pas de ne pas ratifier ?*"

Elle servirait à éviter que les peuples se révoltent, autrement dit elle permettrait au régime en place de se maintenir. Voilà pour l'objectif du rejet du TSCG par le POI, on ne peut être plus clair. Il s'en remet au gouvernement, comme s'il pouvait représenter les intérêts des travailleurs.

- "*Imaginons un instant que les efforts de François Hollande, couronnés de succès, aboutissent à un « pacte de croissance » ouvrant la perspective d'un certain redémarrage de la machine économique, de l'emploi et du pouvoir d'achat*."

Dès lors qu'il y aurait à nouveau du "*grain à moudre*" pour certaines couches d'exploités, la vie serait tellement merveilleuse, du boulot et un meilleur salaire et envolé le combat pour le socialisme ! Peu importe s'il s'agisse d'emplois précaires ou précarisés par les lois adoptées par les précédents gouvernements, si les augmentations de salaires correspondent à une aggravation de l'exploitation, à la détérioration des conditions de travail, si elles ne profitent pas à tous les travailleurs ou si elles ne permettent pas de satisfaire tous leurs besoins...

En conclusion, la démocratie se réduirait à la prise en compte par le gouvernement de certaines revendications sociales exprimées par les travailleurs qui leur permettraient de mieux supporter l'existence du capitalisme au lieu de le remettre en cause puiqu'ils lui serait redevable de faire preuve d'une telle générosité envers eux, renvoyant évidemment aux calendes grecques les conditions et l'heure du combat pour l'abattre, le combat pour le socialisme passe ainsi à la trappe, pour la bonne raison qu'il n'est pas à l'ordre du jour et qu'il n'est pas prêt de l'être, ouf, c'était moins une ! On devrait plutôt dire qu'on a là le contenu du combat pour le socialisme et la conception du socialisme que finalement Gluckstein partage avec Hollande, Mélenchon et Laurent.

Messieurs Hollande et Airault, soyez sérieux et responsables s'il vous plaît, ne ratifiez pas ce traité, faites tout ce qui est en votre pouvoir afin d'éviter que le peuple ne "*se révolte*", nous non plus nous ne le souhaitons pas, nous venons juste de vous le démontrer, il n'y aurait rien de pire pour notre chère patrie qu'une révolution synonyme de chaos, cela nous mettrait dans l'embarras et vous aussi, nous serions obligés de la soutenir, tout du moins en apparence, ce serait franchement dommage d'en arriver-là puisque ce n'est pas notre objectif, nous faisons tout notre possible depuis si longtemps pour l'éviter, ne ratifiez pas ce traité, lâchez un peu de leste et vous serez tranquilles pendant la durée de votre mandature...

Evidemment c'est impossible.

Un épilogue instructif.

En visionnant une vidéo disponible sur le portail national du POI, j'ai appris quelque chose qui pourrait avoir un rapport avec le glissement droitier de plus en plus marqué ou récurrent de ce parti depuis des années.

Il s'agit d'une interview que G. Schivardi, un des quatre secrétaires nationaux du POI, a donné à TV 2LR (Languedoc Rousillon). Il y dit ceci à propos de la composition du POI : "*4 000 environ viennent du PS*", il y a aussi "*des gens qui viennent de la droite modérée*", dès lors on comprend pourquoi Gluckstein tient à tout prix à éviter que le peuple "*se révolte*", on n'invente rien en affirmant que ces gens-là ne doivent pas vraiment être de vaillants révolutionnaires, ni des socialistes d'ailleurs ou à la sauce réformiste, bernsteinienne, synonyme de réactionnaire à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, cela ne vient pas de moi mais de Rosa Luxemburg et de Lénine qu'ils ont troqués pour leurs antithèses Jaurès et Bakounine qu'ils ont réhabilité dans le dos de Marx et Engels, on a les référence qu'on peut que voulez-vous.

Dans un autre passage, G. Schivardi dit que "*les députés ne servent plus à rien*" sinon à retranscrire les directives européennes dans le droit français, ce qui est en grande partie exacte.

Alors pourquoi sur la base de ce constat ne pas en tirer la conclusion qui s'impose : les institutions sont illégitimes et il n'est pas question dans ces conditions-là d'y participer ? Le POI ne peut gérer ses contradictions (internes) qu'en pratiquant en permanence un double langage qui y correspond ou pour les masquer à travers les prises de position ou les discours de ses dirigeants, ne pouvant pas éviter que la réalité transpire et parvienne jusqu'à nos oreilles.

Si sur quelque 7500 adhérents (dernier chiffre rendu public), le POI en compte 4000 qui viennent du PS, quelques centaines qui viennent du PCF, quelques dizaines ou plus qui viennent de la "*droite modérée*", autant de l'anarcho-syndicalisme, qu'un certain nombre ne sont organisés dans aucun des courants de ce parti, le courant trotskiste ou communiste internationaliste ne

doit pas compter plus de 2500 à 3000 membres, soit la moitié ou le tiers en moins qu'au PT (1985), la moitié en moins qu'au PCI (1981).

Le tandem Lambert-Gluckstein est ainsi parvenu à l'objectif qu'il s'était fixé, détruire ce qui autrefois était considéré comme un parti se réclamant de l'héritage de la révolution d'Octobre et du marxisme, à tort ou à raison mais c'est une autre histoire, au profit d'un parti qui aujourd'hui a pris les contours physiques de la SFIO avant sa capitulation du 3 août 1914, et par conséquent le contenu avec toutes ses contradictions.

Comment le réformisme subordonne-t-il la classe ouvrière au capitalisme ?

Quand le gouvernement prend des mesures anti-ouvrières, il sait ce qu'il fait, il se situe sur un terrain de classe bien précis, celui des capitalistes.

Quand on s'adresse à un tel gouvernement pour exiger de lui quelque chose que fait-on en réalité ? Tout d'abord, on lui accorde une certaine légitimité qu'à nos yeux il ne mérite pas, puisqu'il ne saurait incarner nos intérêts. Ensuite, on lui demande (implicitement) de cesser de se comporter comme un gouvernement capitaliste pour se comporter comme un gouvernement ouvrier. S'il accède à votre demande, les travailleurs seront tentés à en déduire qu'ils sont en présence d'un gouvernement qui prend en compte leurs besoins, une partie, une infime partie en vérité, en attendant la suite qui ne viendra jamais, peu importe, l'essentiel c'est qu'ils le prennent pour un gouvernement ouvrier, alors qu'il n'a jamais cessé d'être un gouvernement capitaliste.

Du coup, la question du combat pour un véritable gouvernement ouvrier ne se pose plus puisqu'il existe, certes de manière très imparfaite, mais voyez-vous le monde ne s'est pas fait en un jour, la bonne volonté affichée par le gouvernement en place suffira à détourner les travailleurs de cette question et à les faire patienter, après tout dans une situation "*difficile*" il fait ce qu'il peut, accordons-lui le bénéfice du doute à défaut de certitudes puisque nous ne comprenons pas plus aujourd'hui qu'hier ce qui se passe réellement.

Eh ben oui, le réformisme aussi se nourrit de l'ignorance des masses, il l'entretient comme il peut, même que Gluckstein y a mis son "*imagination*" à contribution dans son dernier édito pour reprendre sa formule. Gluckstein est un manipulateur professionnel, tel son maître à penser, Pierre Lambert, dont ce fut le seul talent.

Reprenons la citation "*imaginons un instant que les efforts de François Hollande, couronnés de succès...* ", l'aspect imaginaire se rapporte à la conclusion de l'hypothèse qu'il a émise en direction de Hollande, il le dit lui-même " *dans cette hypothèse — hautement improbable à nos yeux*", et non à la démarche ou les intentions réelles de Hollande, car voyez-vous celui-ci serait ou pourrait être animé de bonnes intentions, c'est Gluckstein qui l'affirme quand il dit qu'il ferait de véritables "*efforts* pour convaincre les dirigeants européens des autres pays, le président de la Commission européenne, de la BCE et du FMI qu'une autre politique serait possible.

Allons messieurs puisqu'on vous le dit, laissez-vous convaincre, avouez que vous en mourez d'envie, et s'il échouait, on ne pourrait pas lui reprocher d'avoir au moins essayé, du coup les travailleurs et les militants ne sauraient pas quoi en penser au juste, était-il ou non sincère ? Mystère ! Pendant ce temps-là ils ne penseraient pas à orienter leur combat contre le gouvernement.

Mieux encore, après avoir fait de l'UE le seul axe de combat valable, il leur serait impossible ou périlleux de faire machine arrière pour le recentrer sur le terrain national (contre les institutions de la Ve République), après s'y être refusé pendant des décennies, ce serait admettre s'être fourvoyé pendant plus de 20 ans, vous n'y pensez pas, qu'est-ce qu'on devrait raconter à nos militants, on n'aurait plus aucune crédibilité auprès d'eux, vaut mieux encore poursuivre dans une voie menant à une impasse, paradoxalement notre survie politique en dépend en grande partie...

En prêtant des "*efforts*" à Hollande, donc des bonnes intentions en direction des travailleurs, le POI le soutient, après ils peuvent raconter ce qu'ils veulent, comme ils disent les faits sont les faits. Nous, nous n'imaginons rien, la réalité nous suffit, en appeler à l'imagination, c'est démontrer qu'on est incapable de la regarder en face ou avouer ne rien y comrpendre, laissons cela aux aventuriers. (Trotsky)

INFOS EN BREF

Economie

1- Banques

1.1- La crise grecque a fait tomber jeudi le cours de Bourse du Crédit agricole, l'une des principales banques françaises, à son plus bas niveau historique. Dans le même temps, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a perdu 1,20%.

A l'image de Crédit Agricole, les autres valeurs bancaires de la Bourse de Paris ont une fois de plus pâti des inquiétudes concernant leurs homologues grecques et espagnoles.

Bankia, quatrième banque cotée espagnole qui vient d'être nationalisée, s'est effondré de plus de 13% à la Bourse de Madrid, alors que le journal El Mundo affirme que ses clients, inquiets, ont déjà retiré plus d'un milliard d'euros ces derniers jours. Des informations toutefois démenties par le gouvernement. (AFP 17.05)

1.2- Les 29 plus grandes banques mondiales ont besoin de 566 milliards de dollars (445,3 milliards d'euros) au total pour se conformer aux nouvelles règles plus strictes en matière de fonds propres, ce qui pourrait affecter durement leur rendement, les forcer à réduire leur dividende ou à augmenter leurs tarifs, a estimé jeudi Fitch Ratings.

L'agence de notation a mené son étude sur 29 banques désignées par les dirigeants du G20 comme étant des établissements financiers mondiaux avec un risque systémique (G-SIFI) et devant s'engager à afficher un ratio de fonds propres d'au moins 9,5% d'ici 2019.

Cette liste de banques inclut notamment Barclays, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JPMorgan Chase et UBS.

Selon Fitch, les 29 banques, qui représentent un total de 47.000 milliards de dollars d'actifs, pourraient avoir besoin de lever 566 milliards de dollars d'actions ordinaires pour atteindre progressivement un ratio de fonds propres d'environ 10%, comme l'exigent les nouvelles règles mises en place à partir de janvier par Bâle III.

"*Les banques vont probablement poursuivre plusieurs stratégies pour faire face à ce déficit, comme le conservation de leurs bénéfices, l'émission d'actions et la réduction de leur portefeuille d'actifs risqués*", indique Fitch.

Le rendement des fonds propres (RoE), un indicateur clé de la rentabilité, pourrait tomber d'une moyenne de 11% ces dernières années à environ 8-9% avec les nouvelles règles de Bâle III.

"*Pour les banques qui continuent de maintenir leur objectif de RoE à moyen terme, par exemple entre 12% et 15%, Bâle III pourrait les inciter à réduire les dépenses et à augmenter les frais pour les emprunteurs et les clients là où cela est faisable*", note Fitch.

HSBC a annoncé jeudi avoir un rendement de fonds propres de 11% au premier trimestre, sous l'objectif de 12% que la banque s'était fixé un an plus tôt.

Fitch note que les banques pourraient aller vers des activités plus risquées pour doper leur RoE.

Les banques ont jusqu'au début 2019 pour répondre aux exigences en capital de Bâle III. Mais beaucoup d'entre elles vont remplir ces objectifs plus tôt en raison de la pression des investisseurs et des marchés, dit Fitch. (Reuters 17.05)

1.3- Fitch Ratings a abaissé jeudi la note souveraine de la Grèce de "B-" à "CCC", évoquant le risque croissant de voir le pays sortir de la zone euro. (Reuters 17.05)

1.4- Les analystes cherchent à évaluer jusqu'où pourraient monter les pertes de JPMorgan Chase liées à sa stratégie calamiteuse de courtage et dans le même temps à évaluer le risque qui persiste dans le secteur bancaire américain quatre ans après la crise.

Le New York Times écrit jeudi que les pertes de courtage annoncées il y a une semaine par la première banque américaine en termes d'actifs se sont envolées ces quatre derniers jours d'au moins 1 milliard de dollars, en plus des 2 milliards initialement annoncés.

Selon le quotidien, qui cite des sources non identifiées, les pertes se sont aggravées alors que des fonds spéculatifs et autres investisseurs profitent des difficultés de la première banque américaine en termes d'actifs.

En attendant, les analystes s'interrogaient sur l'étendue possible des pertes. "*C'est difficile à dire, cela dépend de la qualité des obligations sur lesquelles étaient adossés les dérivés contre lesquels ils ont parié. Si ce sont des entreprises solides européennes, ils s'en sortiront mieux que s'il s'agit d'obligations d'entreprises grecques avec des notes de dette au rang d'investissement spéculatif*", remarque Erik Oja, analyste de Standard and Poor's.

Pour nombre d'analystes, l'affaire met en évidence les risques qui pèsent toujours sur le système bancaire américain.

"*Si cela peut arriver chez la meilleure banque américaine, cela peut arriver chez celles qui sont moins solides comme Citigroup ou Bank of America*", remarque Erik Oja.

"*On ne connaît pas vraiment la qualité des actifs dans leur bilan, les prêts ou titres financiers*", ajoute-t-il. (AFP 17.05)

2- Espagne

Le PIB de l'Espagne a reculé de 0,3% au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2011 où il avait déjà baissé de 0,3%, ce qui confirme le retour officiel du pays en récession, selon les chiffres définitifs publiés jeudi.

Ce chiffre est identique aux données provisoires diffusées le 30 avril et montre la situation économique difficile de l'Espagne, qui affiche aussi un taux de chômage historiquement élevé, à 24,44%. (AFP 17.05)

Haut de page

Le 19 mai

CAUSERIE

L'élite de la pensée unique au pouvoir

Titre : Un gouvernement qui fait la part belle aux agrégés, docteurs et juristes - Le Point.fr 18.05.

- Sciences Po, ENA, ou HEC : le nouveau gouvernement réunit l'élite du système scolaire français.

François Hollande est le premier président de la République à avoir étudié à HEC. Seuls deux ministres ont fait une école de commerce (l'Essec), l'écologiste Cécile Duflot et Fleur Pellerin.

Huit des 34 ministres, soit près d'un quart, sont agrégés ou/et docteurs (Laurent Fabius, Vincent Peillon, Christiane Taubira, Marisol Touraine, Jean-Yves Le Drian, Aurélie Filippetti, Dominique Bertinotti, Frédéric Cuvillier).

Si nombre d'entre eux ont fait Sciences Po (à Paris ou Bordeaux), seuls quatre sont énarques : Laurent Fabius, Pierre Moscovici, Michel Sapin et Fleur Pellerin. Les plus nombreux ont fait des études de droit : Nicole Bricq, Arnaud Montebourg, Najat Vallaud-Belkacem, George Pau-Langevin, Alain Vidalies, Bernard Cazeneuve, Sylvia Pinel, Marie-Arlette Carlotti, Frédéric Cuvillier. Plusieurs, venus de différentes disciplines, ont un temps enseigné : outre le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, qui fut professeur d'allemand, il s'agit de Vincent Peillon, Geneviève Fioraso, Stéphane Le Foll, Dominique Bertinotti ou encore François Lamy qui a débuté comme instituteur. (lepoint.fr 18.05)

En famille à Washington.

"*Nous sommes dans un lien profond qui fait qu'entre la France et les Etats-Unis, il y a des causes partagées: la liberté, la démocratie, l'histoire et la culture*", a dit François Hollande. "*Quand la France et les Etats-Unis sont d'accord, le monde peut avancer*".

Soucieux de trouver des consensus alors qu'il est déjà en campagne électorale avant les élections de novembre, Barack Obama a approuvé.

Les deux hommes se sont également prononcés pour le maintien de la Grèce dans la zone euro.

"*Nous sommes tombés d'accord pour respecter nos engagements pour aider l'Afghanistan*", a dit Barack Obama. "*La mission est appelée à évoluer, ce n'est pas une mission de combat mais de soutien*".

François Hollande a pour sa part laissé la porte ouverte à une coopération au-delà du retrait des troupes combattantes qu'il souhaite pour la fin de l'année.

"*J'ai rappelé au président Obama l'engagement que j'avais pris devant le peuple français le retrait des troupes combattantes d'ici la fin de l'année 2012*", a-t-il dit. "*J'ai également précisé qu'il y a toujours un soutien en Afghanistan d'une autre nature, d'autre autre forme, mais qui se situerait en bonne intelligence avec nos alliés et dans le processus qui est aujourd'hui en cours dans ce que l'on appelle la Fias*".

"*C'est-à-dire que nous pourrons respecter notre engagement tout en l'appuyant différemment en Afghanistan*", a-t-il ajouté.

(Reuters 18.05)

A propos de culture, François Hollande a tout simplement oublié que dans cette dictature il n'y a pas de ministère de la Culture, à quoi bon dans un pays où la culture se résume en un mot : dollar. La France va continuer de contribuer au maintien de l'ordre impérialiste en Afghanistan, voilà pour l'essentiel, le reste c'est du vent.

Quand Hollande préconise de nouveaux cadeaux aux banquiers.

François Hollande s'est déclaré favorable vendredi à ce que les banques espagnoles en difficultés soient recapitalisées et que cette injection de capitaux puisse se faire au niveau européen.

"*Il serait sûrement souhaitable qu'il y ait une recapitalisation*", a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse organisée à Washington après sa rencontre avec le président américain Barack Obama.

Il a également indiqué qu'il pourrait être nécessaire que cette opération puisse se faire "*par des mécanismes de solidarité européenne*".

Cette déclaration intervient alors que le taux de créances douteuses figurant dans les portefeuilles de prêts des banques espagnoles s'est élevé à 8,37% en mars, son niveau le plus élevé depuis août 1994. (Reuters 18.05)

Souvenez-vous, j'avais prévu de graves tensions ou l'éclatement du Front de gauche après les élections...

Le PCF a jugé "*irresponsable*" vendredi qu'un accord n'ait pas été trouvé avec le PS, Europe Écologie-Les Verts (EELV) et le Parti de gauche sur les législatives, y voyant "*un très mauvais signe pour le rassemblement nécessaire à gauche*". "*Alors qu'un accord entre partis du Front de gauche, Parti socialiste et EELV pour désigner des candidats uniques de la gauche dans les circonscriptions à risque FN ou risque d'élimination de la gauche au 2e tour était nécessaire et possible, il n'a pourtant malheureusement pas été conclu*", écrit le Parti communiste français (PCF) dans un communiqué. "*C'est irresponsable. C'est un très mauvais signe pour le rassemblement nécessaire à gauche*", estime-t-il.

"*Le PCF et ses candidats, qui vont mener avec le Front de gauche dans un esprit de conquête le combat législatif qui s'annonce, restent disponibles pour discuter localement, là où s'avéreraient indispensables des accords locaux pour écarter le risque qu'un accord national n'a malheureusement pas pu écarter*", précise-t-il. Le PCF affirme être "*totalement impliqué dans la recherche de cet accord*". "*Il a multiplié les propositions et a indiqué à plusieurs reprises et jusqu'à la dernière minute aux négociateurs et aux dirigeants du PS et d'EELV, que le PCF était disposé à signer, malgré les insuffisances qu'il contient pour le Front de gauche, le compromis auquel les discussions étaient parvenues cette semaine*", dit-il. (lepoint.fr 18.05)

Ils peuvent craindre que se produise en France la même chose qu'en Allemagne ou en Grèce le 17 juin prochain : que les travailleurs se reportent vers le PS, ce qui serait logique puisque Mélenchon a appelé à voter Hollande "*sans aucune condition en échange*". Dans ces conditions, on peut avancer l'hypothèse que le PS pourrait obtenir la majorité absolue en juin, le FdG ravalé à devoir lui apporter un "*soutien critique*". Tout va dépendre de ce qui va se passer d'ici les élections, les prises de positions et les premières mesures du gouvernement. Le PS va faire en sorte de faire croire jusqu'au élection qu'il va gouverner "à gauche", pour ensuite opérer un virage à droite à 180°C.

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir. Pourquoi s'embarrasser du Front de gauche une fois Hollande élu ?

Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste, a attribué l'échec des discussions à des "*désaccords*" au sein du Front de gauche, ce que ses partenaires contestent.

"*C'est une responsabilité qui dépend d'eux, que nous regrettons. Mais le travail a été fait dans de bonnes conditions*", a-t-elle dit à l'issue d'un déjeuner avec le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

Priée de dire si cet échec représentait un danger dans certaines circonscriptions, Martine Aubry a répondu par la négative.

"*C'était des circonscriptions où nous souhaitions être au second tour parce que la droite et le FN risquaient d'être seuls. Mais des circonscriptions qui ne sont pas gagnables*", a-t-elle expliqué.

Dans un communiqué, le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon doute que le PS ait eu "*réellement la volonté*" de concrétiser le projet d'accord.

"*Malgré différentes propositions avancées par le Parti de gauche, le Parti socialiste trouvait toujours une bonne raison pour refuser*", avance-t-il.

Malgré tout, le PG a décidé de retirer deux de ses 105 candidats dans deux "*circonscriptions critiques*", dans l'Aube et en Moselle où le risque FN est très élevé.

"*Nous faisons ce geste sans aucune contrepartie, comme notre appel à battre Nicolas Sarkozy entre les deux tours*", précise-t-il.

Le Front de gauche, coalition comprenant notamment le PG et le PCF, avait proposé au Parti socialiste et à Europe Ecologie-Les Verts de se désister sur une vingtaine de circonscriptions dites "*à risque*", sur un total de 29.

D'après ce projet d'accord, six candidats de la coalition devaient se présenter au nom de toute la gauche. (AFP 18.05)

Quand Mélenchon l'illusionniste se prosterne devant la sacro-sainte propriété privée des moyens de production.

Le leader du Front de gauche Jean-Luc Mélenchon a déclaré vendredi que la "*première décision*" du gouvernement devait être de "*faire cesser les poursuites contre les syndicalistes*".

"*Le gouvernement de gauche est installé, le Premier ministre a une première décision à prendre c'est de faire cesser les poursuites contre les syndicalistes qui ont été incriminés pendant toute la période Sarkozy*", a déclaré M. Mélenchon aux journalistes à Arras, après son dépôt de candidature aux législatives.

Ensuite, selon M. Mélenchon, il faut "*exiger l'application des décisions de justice*", notamment dans le cas des sociétés Sodimédical (dans l'Aube où 52 salariés ne sont plus payés depuis octobre à la suite d'une délocalisation) et Fralib (usine de 182 salariés dans les Bouches-du-Rhône, fermée par Unilever).

"*Ce sont des choses faciles à faire (..) qui ne coûtent pas un sou*", a affirmé M. Mélenchon, qui se présente dans la 11e circonscription du Pas-de-Calais.

Pour le reste, a-t-il souligné, cela dépend "*si le gouvernement est décidé à affronter la finance et à prendre des mesures énergiques qui empiètent sur les droits de propriété privée du capital*".

"*Si le gouvernement dit qu'il y a une limite au droit de propriété, c'est l'intérêt général, alors là commencera une ère nouvelle où on verra des entreprises réquisitionnées (..) car on ne peut accepter que la décision de rallumer ou non des hauts-fourneaux (d'ArcelorMittal de Florange, en Moselle) dépende du bon vouloir de Monsieur Mittal*", a poursuivi M. Melenchon.

"*Il faut des discussions avec Mittal mais il faut aussi qu'il y ait le gros bâton de la loi et de la dissuasion, sinon ce qu'on fait ne sert à rien*", a-t-il encore souligné.

"*Je suis sûr que (le ministre du Redressement productif Arnaud) Montebourg est plein de bonne volonté, mais c'est une affaire politique*", a-t-il conclu. (Reuters 18.05)

Et c'est quoi "*cette affaire politique*", économique quoi : que l'Etat ne peut pas intervenir dans la gestion et les décisions d'une entreprise privée, le sacro-saint respect de la propriété privée des moyens de production auquel Mélenchon entend s'attaquer, alors qu'on voit ici qu'il s'arrête poliment à sa porte

Au programme, "***bon sens économique***" et "***pragmatisme industriel***" ou encore "***choc de compétitivité***".

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, va devoir faire preuve de "*bon sens économique*" et de "*pragmatisme industriel*" pour restaurer la compétitivité de l'industrie française, a souhaité vendredi le président du Groupe des fédérations industrielles (GFI), Pierre Gattaz.

"*Le constat de la faiblesse industrielle a clairement été établi et les propositions sont sur la table. (...) Il faut maintenant passer à l'action et réfléchir à une vraie ambition industrielle pour le pays*", a-t-il poursuivi. Pour cela, le GFI appelle de ses voeux un "*environnement réglementaire favorable à l'industrie, à l'initiative privée et à l'esprit d'entreprise*", à la fois "simplifié et stabilisé".

L'organisation professionnelle juge également nécessaire un "*environnement serein fiscalement*" et "*souple socialement*", prônant l'exemple de "*la flexi-sécurité des pays nordiques*".

Le GFI continue aussi de réclamer un "*choc de compétitivité*" sur le coût du travail, avec une réduction des charges patronales, qui permettrait notamment une hausse des salaires. (AFP 18.05)

Puisque les exonérations de cotisations sociales des entreprises sont prises en charge par l'Etat, donc avec les impôts et taxes que nous payons, la hausse des salaires en question servira notamment à payer ces cadeaux aux patrons.

Die Linke, Front de gauche, Syriza où l'avenir composé... au passé.

Lors de l'élection législative du 13 mai dernier dans le land le plus peuplé d'Allemagne (Rhénanie du Nord – Westphalie, "*Die Linke*" disparait de la région avec 2,5 % au lieu des 5,6% aux élections précédentes. (source : lepcf.fr 15.05)

Dans la gestion de plusieurs landers ou municipalités (Berlin) Die Linke est associé au SPD. Disons naïvement, dans ce cas-là pourquoi voter Die Linke si finalement c'est comme voter SPD, franchement ?

Nous ne sommes pas pour le boycottage systématique des élections. Nous observons les conséquences qui en découlent quand on y participe. Car d'une manière ou d'une autre, qu'on le reconnaisse ou non, ce qui en découle dans la tête des travailleurs, c'est qu'à partir du moment où on y participe on légitime ou cautionne les institutions en place, dès lors, le discours que l'on tient à côté qui consiste à les remettre en cause est au mieux incompréhensible, au pire il est perçu comme un double langage assimilable à la langue de bois.

Entre le capitalisme et le socialisme, il n'existe pas de troisième voie, il n'y a pas de place pour le réformiste puisque pour appliquer des mesures qui constitueraient une avancée sociale pour l'ensemble des exploités, il faudrait s'attaquer aux fondements du capitalisme, ce que les réformistes subordonnés au capitalisme sont incapables d'envisager. Du coup, une fois passé l'espoir qu'un changement politique était possible sans s'attaquer au capitalisme et aux institutions, les travailleurs désertent ces partis pour se retourner vers les partis officiels du capital, le parti de l'ordre et celui de l'Internationale jaune.

On voit très bien ici sur quoi les travailleurs butent : leur incapacité à entrevoir leur avenir au-delà du capitalisme et en dehors des institutions en place.

L'internationale monarchiste festoie !

Pour fêter son jubilé de diamant, Elizabeth II accueillait vendredi une cinquantaine de représentants de familles royales du monde entier, pour un déjeuner au château de Windsor fort polémique, notamment du fait de la présence des souverains de Bahreïn et du Swaziland.

Au coeur de la controverse autour du "*lunch*" de têtes couronnées figuraient Hamad Ben Issa Al-Khalifa, dont le régime est critiqué pour sa répression des manifestations antigouvernementales à Bahreïn, et Mswati III, auquel est reproché son train de vie dispendieux, alors que son royaume du Swaziland s'enfonce dans la misère.

Buckingham Palace s'est contenté de publier sans commentaires la liste des invités. Et le Foreign office a rappelé que le roi de Bahreïn est "un ami et allié de longue date" du Royaume-Uni, et que Londres "*soutient les réformes engagées*" dans le royaume.

"*La liste des invités montre une insensibilité totale aux souffrances des peuples persécutés par ces despotes*", a estimé pour sa part Peter Tatchell qui dénonce la présence de 5 souverains du monde arabe ainsi que des rois de Brunei et du Swaziland.

Ce militant des droits de l'Homme a appelé à un rassemblement devant le palais de Buckingham à 16H30 GMT, où la plupart des convives devaient conclure la journée par un dîner présidé par le prince Charles, premier dans l'ordre de succession au trône.

Au Swaziland, les groupes pro-démocratie ont estimé qu'Elizabeth II légitimait un "*règne despotique*".

La liste des invités comporte tout le gotha royal: outre l'empereur et l'impératrice du Japon, le roi et la reine de Belgique, les souverains danois, suédois et des Pays-Bas, Albert et Charlène de Monaco, les souverains déposés de Grèce (une lignée dont descend le duc d'Edimbourg), le prince et la princesse de Thaïlande, l'émir du Qatar, le roi et la reine de Jordanie, le prince saoudien, sans oublier le petit royaume du Tonga dans le Pacifique. (AFP 18.05)

Quelle chance ils ont d'avoir une Internationale ! Il n'y a que nous qui n'en ayons pas, cherchez l'erreur.

Au fait le "*despotisme*" commence là où existe un monarque, un bonaparte, un empereur, un prince...

Actualité en titres

La réaction passe à l'offensive.

- Russie: le parti du président Poutine prévoit d'énormes amendes pour les manifestants - AFP

- Québec: le gouvernement veut légiférer contre la fronde des étudiants - Lexpress.fr

- Italie: sécurité renforcée après des attaques contre des centres d'impôts - Lexpress.fr

- Francfort : la police arrête 400 manifestants anticapitalistes - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

Les électeurs grecs, convoqués à de nouvelles législatives le 17 juin, semblent se résoudre à soutenir les partis favorables au plan de rigueur voulu par les Européens, qui planchent sur différents scénarios dont une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro.

Le contexte de crise politique semblait favoriser la Coalition de la gauche radicale (Syriza) opposée aux mesures d'austérité prônées par l'Union et le FMI et soutenue par une frange croissante de la population.

Mais depuis la convocation de nouvelles élections, les conservateurs de Nouvelle Démocratie (ND) reprennent l'avantage sur leurs rivaux de Syriza.

Une enquête, réalisée entre le 15 et le 17 mai, crédite les conservateurs de 26,1% des intentions de vote tandis que la Coalition de gauche obtiendrait 23,7% des suffrages.

Avec un tel résultat, la droite aurait 123 des 300 sièges au Parlement, une prime de 50 élus étant accordée automatiquement au parti arrivé en tête.

ND pourrait alors compter sur l'appoint du Pasok (socialiste), en très nette perte d'audience depuis plusieurs semaines, qui obtiendrait 41 sièges. Une union de ces deux formations qui soutiennent le plan de rigueur européen permettrait de dégager une majorité au Parlement.

La semaine passée, une enquête d'opinion donnait l'avantage à Syriza, arrivée deuxième le 6 mai, ce qui laissait craindre une faillite des comptes publics, et un scénario de sortie de la zone euro était jugé probable par les partenaires européens.

Syriza semble payer son refus de vouloir siéger dans un gouvernement d'union lors des négociations menées par Papoulias.

Cette évolution dans les intentions de vote n'apaise pas encore les craintes de l'Europe.

Signe de cette inquiétude, le groupe britannique De La Rue, qui imprime les billets de plus de 150 monnaies nationales, a prévu un plan d'urgence pour imprimer des drachmes dans le cas où la sortie de la zone euro deviendrait inévitable. (Reuters 18.05)

Info ou intox ? Les deux !

Intox parce que la semaine précédente un sondage donnait un résultat exactement inverse. Info parce que cela coïnciderait avec la subordination de la majorité des Grecs à l'euro et à l'UE, aux institutions grecques, qui craignent d'y perdre plus que d'y gagner en retournant au drachme en l'absence de toute perspective révolutionnaire sérieuse ou cohérente.

Souvenez-vous de mai 68 ou de juin 36 ou encore des deux cohabitations sous Mitterrand et le retour au pouvoir du parti de l'ordre avec l'élection de Chirac en 95.

Des partis ouvriers ou dits ouvriers, des partis qui prétendent représenter la masse très hétérogène des travalleurs, se font élire sur un programme, et quand ils arrivent au pouvoir, là en l'occurence avant, ils s'avèrent incapables de prendre les mesures qui permettrait d'appliquer leur programme, du coup immédiatement les travailleurs leur retirent tout soutien s'estimant trahis ou trompés, pour se réfugier auprès de partis qui incarnent l'antithèse du programme pour lequel ils avaient voté précédemment.

Pourquoi ? Parce qu'inconsciemment ils estiment que ces partis possèdent un pouvoir que les autres n'ont pas et qu'ils pourraient en user en leur faveur, ce n'est qu'une illusion bien sûr, mais c'est bien ainsi que les choses se passent. Quand on prête aux travailleurs un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, on ne peut évidemment pas le comprendre.

Les travailleurs vouent un culte au pouvoir ou tout ce qui incarne le pouvoir, à la classe dominante et ses représentants dans lesquels figurent le parti de l'ordre et le parti de l'Internationale jaune, à l'Etat. Il en va ainsi de leur naissance jusqu'à leur mort pour l'immense majorité d'entre eux.

En 1969, on s'est retrouvé avec une Assemblée nationale composée aux trois quarts de députés de l'UDR (ex-UMP), le produit du refus du PS et du PCF de prendre le pouvoir en 68 et de s'attaquer au capitalisme et aux institutions, Blum et Thorez capituleront en 38 et cèderont le pouvoir au représentant du parti de l'ordre, Daladier qui précèdera Pétain au pouvoir, en 1986 le PS et le PCF perdront les élections législatives au profit du RPR (ex-UMP) pour avoir géré la société en représentant du capitalisme et non des intérêts des travailleurs, etc.

Le point commun dans tout cela, nous l'avons déjà évoqué plus haut, l'incapacité des travailleurs à élever leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société et des institutions au niveau des tâches qu'ils ont à accmplir pour avancer vers leur émancipation. Oui, en matière de conscience de classe, nous en sommes toujours au même point ou pire encore, car qui n'avance pas recule.

Nos dirigeants se sont employés minutieusement et avec constance, avec un certain acharnement on pourrait ajouter, à faire les choses de telle sorte que plus aucun parti ne présente la moindre crédibilité, tous embourbés dans des contradictions sans issues qui de nos jours (Internet) parviennent rapidement aux oreilles des travailleurs.

La classe dominante, qui possède les médias, a su profiter de l'explosion de l'offre en matière d'informations pour renforcer son pouvoir sur les masses et les manipuler plus facilement encore qu'autrefois à leur insu. Pendant ce temps-là, nous avons été incapables de mesurer la portée de cette transformation des moyens d'information de la population et d'en tirer les conclusions qui s'imposaient, notamment la nécessité de mettre à la disposition des travailleurs un outil prédagogique enseignant les principes de base du socialisme. Cet outil n'existe toujours pas ou n'a pas été développé.

Haut de page

Le 20 mai

CAUSERIE

En prêtant généreusement à Hollande le fait d'être animé des meilleures intentions du monde envers les travailleurs en lui reconnaissant le mérite de fournir des "*efforts*" pour aboutir à un « *pacte de croissance* », D. Gluckstein le soutient à sa manière, le reste de son éditorial est du vent pour distraire les adhérents de son parti.

Comment cela il le soutient ?

Si monsieur Hollande réussit tout le mondre saluera sa victoire. S'il échoue, les mêmes diront qu'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir, qu'il était animé de la meilleure volonté du monde, que ses intentions étaient respectables, que ce n'était pas faute d'"*efforts*", bref, il ne faut surtout pas qu'on en vienne à se poser trop de questions sur la nature de son échec qui aboutirait à remettre en cause son parti. D. Gluckstein va plus loin encore, puisqu'il lui offre une bouée de sauvetage avant même qu'il ait commencé à couler.

Comprenez, il faut absolument que l'illusion que le PS serait encore un parti ouvrier demeure, et s'il échoue dans sa politique, c'est uniquement parce que ses dirigeants n'étaient pas à la hauteur, il suffirait d'en changer pour que tout soit possible... D. Gluckstein ne le dit pas et ne le dira jamais aussi ouvertement, mais c'est bien de quoi il s'agit quand il lui prête des bonnes intentions. Entre nous, on aurait pu en prêter à Sarkozy, ne serait-ce que pour être réélu ; quel président ne ferait-il pas des efforts pour mener à bien sa mandature ? Il se préoccuperait aussi du sort de ses sujets, de façon tout à fait désintéressé notez bien, ben voyons, on ne marche pas dans cette combine pourrie qu'on laisse aux petits-bourgeois du POI qui compte tirer profit de Hollande.

Hollande est le président du capital et il ne peut rien être d'autre, même en faisant des "*efforts*".

Parole d'internaute sur l'économie.

Partie 1- "Les CDS : titres dérivés de dettes, mettent à mal la plus puissante banque dans le monde.

Les banques espagnoles sont dans un rouge qui tourne au noir.

Le FPF ne cesse de le dire, les CDS, "assurances contre les risques de non paiement" devenus produits dérivés et même produits dérivés de produits dérivés constituent la BULLE la plus dangereuse que le monde ait jamais connue. Le FPF a depuis longtemps assuré qu'elle sera le bing bang du non système monétaire international, la fin de nombreux établissements spéculatifs, fonds de pension, banques, compagnies d'assurances, produits financiers, la fin d'un monde né en 1973 avec l'instauration du système dit des changes flottants et baptisé en 1976 avec la libéralisation des mouvements de capitaux. C'est d'ailleurs ce transfert du pouvoir des Etats aux marchés qui a introduit un virus mortel qui désormais bloque la machine. La globalisation basée sur la spéculation ne pouvait durer, seulement elle génère la fin d'un monde, alors que le suivant n'est même pas esquissé.

Or justement ces CDS, mettent la Banque JP Morgan en difficulté, rappelons que rien que ses engagements représentent 90% de notre PIB.

Partie 2- La Morgan avoue avoir déjà perdu : 3 milliards, seulement la fuite n'est pas bouchée et la Banque continue de perdre des dizaines de millions chaque jour.

Si la banque JP Morgan perd autant avec ces produits, d'autres banques et partout dans le monde, perdent énormément d'argent, puisque ce sont les positions prises par ces établissements sur ce produit qui s'effondrent.

Sur le plan de la morale, cela veut dire, que les banques, sauvées grâce à l'argent des citoyens, continuent malgré tout à spéculer sur les produits financiers à risques, malgré les contraintes imposées par la règle Volker par exemple ou la loi Dodd F. en ce qui concerne les Etats - Unis et pourquoi se gêner.

Sur le Plan technique, cela veut dire que les Banques et surtout les Banques anglo-saxonnes, se moquent comme d'une guigne des peuples qui doivent se taire quand tout va bien et payer quand la situation tourne au drame.

Sur la Plan pratique, seule une monétisation des dettes et une nationalisation des grandes banques pourra sauver le monde d'une faillite globalisée, mais c'est un sacré tournant à prendre et qui ne pourra être pris que par des politiques d'une envergure peu commune.

Partie 3- Les banques en Espagne : Le FPF voulait adresser un papier sur Bankia, la plus grosse banque espagnole qui devait être nationalisée, (sauvée de la faillite).

Mais les éléments des dernières heures ont retardé notre étude - En effet, un doute sur la santé réelle des banques espagnoles a incité la semaine dernière Bruxelles à demander qu'un audit extérieur soit réalisé. La raison? Sur les 300 milliards d'euros d'actifs bancaires immobiliers détenus par ces banques, prés des 2/3 (185) seraient pourris. Cette révélation arrive juste au moment où le gouvernement espagnol demande aux Banques de provisionner prés de 60 milliards supplémentaires pour faire face au danger que représentent les 185 milliards de leurs actifs pourris.

Or nous apprenons deux choses; la première, 16 banques espagnoles sont dans un rouge qui vire au noir et depuis quelques jours, c'est donc la panique qui s'installe, mais aussi l'impossibilité pour les banques espagnoles de provisionner ce qui devrait être provisionné, car leurs engagements grossissent au fur et à mesure que l'argent quitte leurs guichets.

Partie 4- Elles vont se trouver confrontées à la pire des situations, celle ne pas pouvoir rembourser tous leurs clients. Que va t-il se passer ? Comme ce ne sont pas les marchés qui vont prêter quoi que ce soit, seule la BCE va devoir sauver le principal en fabricant de l'argent pour acheter les actifs espagnols pourris. Oui mais, les banques espagnoles, comme les banques grecques, ne pourront jamais rembourser et qui paiera à leur place? Les citoyens des Etats membres, sauf ceux de Grèce, d'Espagne, du Portugal, d'Italie, d'Irlande, de Belgique, des Pays-Bas et certainement quelques autres. Par contre les Etats dont les dirigeants appellent à encore plus d'Europe vont engager leur peuple sur la voie du paiement pour celui qui a voulu spéculer sur l'immobilier, le soleil et les plages de sable pas toujours très fin.

Le Professeur Cotta nous avait prévenu : le danger à venir, ce sont les CDS, nous y sommes. L'Assurance qui n'en est plus une, ne garantie plus rien ni personne et surtout pas ceux qui se sont assurés contre un risque de non paiement des Etats -nos caisses de retraite par exemple.

Partie 5- Le FPF avait prévenu, il fallait obliger les détenteurs de ces CDS à provisionner des comptes, pour répondre aux non paiements prévisibles de certains Etats, mais aussi de certains établissements financiers -Il fallait interdire aux banques de dépôts (détail aujourd'hui) de spéculer, aussi bien avec leurs fonds propres qu'avec celui de leurs clients, il faut installer au sein des grandes places financières des Cies de contrôles des opérations, mais dotées de vrais pouvoirs comme interdire les marchés et les bourses à tel ou tel spéculateur ou tel ou tel établissement financier pris la main dans le sac - Les milliards s'envolent alors qu'ils permettraient à quelques millions de personnes de ne pas mourir de faim et de soif, mais dans quel monde vivons nous?" (Atlantico.fr 19.05)

A qui le dites-vous ! Faisons table rase du passé !

Ainsi va leur monde.

La "*croissance*" au profit de qui et au détriment de qui ?

Qui s'est posé cette question au cours de la seconde moitié du XXe siècle qui a vu d'une part le capitalisme survivre à ses contradictions grâce à une alliance et au soutien de l'aristocratie ouvrière, tandis que d'autre part la moitié de l'humanité croupissait dans la pauvreté, devait subir famines, génocides, nettoyages ethniques, bref les affres de la guerre conduite directement ou en sous-main par les différents impérialistes pour conserver leur hégémonie ou leur place sur le marché mondial.

Plus encore aujourd'hui qu'hier, le maintien ou l'amélioration du niveau de vie de la population dans les pays dominants dépend du degré d'exploitation des travailleurs qui produisent les richesses dans les pays dominés. La misère des uns fait la richesse des autres. Jamais l'écart entre les besoins de la population dans les pays dits développés et ceux de la population des pays dits en développement ou sous-développés n'a été aussi important. Jamais l'aspiration des peuples déshérités à accéder aux mêmes besoins que ceux des pays dominants n'a jamais été aussi grande.

Pour que les pays dominants conservent leurs rangs et que les pays émergents aspirant à les rejoindre assurent leur développement présent et futur, les différents impérialistes sont lancés dans une guerre de rapine, de conquête des matières premières à travers tous les continents, et comme à l'époque de la colonisation mais avec des moyens plus colossaux et plus sophistiqués ils n'hésitent pas à déposer par la force les régimes qui ne sont pas favorables à leurs propres intérêts ou qui auraient eu la mauvaise idée de vouloir s'émanciper de leur tutelle au profit d'autres impérialistes.

Les changements de régime qui n'en sont pas en réalité, en Tunisie, en Egypte, en Afghanistan, en Libye sont à la fois le produit de la volonté des peuples de se débarrasser des tyrans en place et des impérialistes dominants qui de leur côté les ont fomentés, suscités ou y ont participé direcetment pour les orienter dans une direction conforme à leurs intérêts, privant ainsi ces peuples de toute issue politique qui leur soit favorable ; il ne pouvait pas en être autrement dans ces pays demeurés en état de sous-développement et dépendant du marché mondial pour leur survie quotidienne, ayant conservé des rapports sociaux et juridique semi-féodaux qui se traduisait sur le plan politique par l'absence de démocratie et l'extrême faiblesse et confusion politique du prolétariat incapable de se doter d'un parti indépendant.

La dictature des colonisateurs exercée envers ces peuples n'a donc pas cessé depuis un siècle ou plus. Pour la perpétuer et diviser ces peuples, les maîtres du monde recourent une fois de plus à la religion ou à leur composition éthnique pour neutraliser leur combat politique. En l'absence d'un puissant prolétariat concentralisé, il est quasiement impossible à la classe ouvrière de prendre la direction d'un mouvement populaire conduisant à la chute des régimes en place, cette place revient donc à une des couches de la bourgeoisie aspirant à prendre la place de celle au pouvoir pour exploiter à son profit le peuple travailleur en s'appuyant sur l'un ou l'autre impérialiste.

Si dans les pays de l'UE au titre de la "*croissance*" sont financés à crédit des grands travaux ou que des mesures sont prises pour augmenter la production, tandis que les travailleurs bénéficient d'augmentations de salaires, qui va payer la note, qui sera laissé pour contre ? Les travailleurs les moins organisés et les moins protégés du secteur privé dans l'UE, ainsi que les ouvriers déjà surexploités des pays en voie de développement ou sous-développés où sont extraites les matières premières ou produisant les marchandises destinées au marché de l'UE, américain, japonais, etc.

Depuis un demi-siècle, suivant le cours exponentiel de la démographie on s'aperçoit que l'extension du marché mondial s'est faite au détriment d'une masse de plus en plus nombreuse de prolétaires maintenus dans un état d'indigence proche de la misère, tandis que dans les pays dominants les besoins de la population n'ont cessé de croître en étant en grande partie satisfaits.

Pour que les besoins de la population des pays dominants qui n'ont cessé de croître soient en grande partie satisfaits, cela implique qu'il a fallu que le coût de la force de travail augmente proportionnellement, on ne peut satisfaire un besoin nouveau, acquérir une marchandise ou profiter d'un service si on ne dispose pas de l'argent correspondant qu'il a bien fallu gagner en travaillant, il est possible de se les procurer autrement en s'endettant mais cela comporte une limite au-delà de laquelle le débiteur deviendra insolvable et le créancier fera faillite.

Pour que les besoins de la population des pays dominés stagnent ou croissent modérément, de façon très inégales, il était impératif de maintenir le coût de la force de travail le plus bas possible pour que les capitalistes continuent d'engranger un maximum de profit. De même pour les prix des produits de première nécessité, et c'est là que cela coince, car tous les peuples revendiquant l'accès au marché, il leur est impossible de satisfaire de nouveaux besoins tout en satisfaisant leurs besoins élémentaires (alimentation, énergie, communication, etc) car les prix de ces derniers se sont envolés. Il y a là une contradiction explosive menaçant la stabilité de tous les régimes, dans la mesure où la masse des exploités est profondément arriérée et facilement manipulable par n'importe quelle force venue de l'extérieur et leur promettant un avenir meilleur, n'hésitant pas à acheter son engagement à ses côtés pour parvenir à ses fins comme on le voit en Syrie aujourd'hui.

Pourquoi les pays dominés manquent cruellement d'infrastructures, de services publics ?

Qui dit développement des infrastructures dit développement du marché intérieur, or ce n'est pas le but des impérialistes qui exploitent ces peuples, leur seul objectif est de leur soutirer un maximum de profit dont une partie servira à corrompre l'aristocratie ouvrière dans leur pays respectif ou à maintenir le niveau de vie de leur population afin qu'elle continue de consommer et de s'endetter, bref pour que la machine capitaliste continue de fonctionner tant bien que mal et que le cycle du capital soit mené à son terme.

Construire des routes ou des voies ferrées n'a d'intérêt que lorsqu'on se donne pour objectif de faciliter les déplacements de la population en vue de consommer davantage, maintenant elle peut continuer de croupir dans des villages isolés si son niveau de vie n'a pas augmenté, qu'est-ce qu'elle irait faire en ville sans un sou en poche ou presque ? Jadis, la civilisation humaine s'est développée le long des océans et des fleuves parce qu'ils étaient les voies les plus pratiques et directes, les moins chères et les plus rapides pour commercer entre les peuples. Ce sont des peuples de navigateurs qui ont conquis le monde et en demeurent les maîtres.

A quoi bon développer des services publics ? A quoi bon construire des écoles pour cultiver un champ ou garder un troupeau de bovins ou d'ovins. A quoi bon instruire l'ensemble de la jeunesse qui sera ensuite livrée en grande partie au chômage ou sera amenée à occuper des emplois ne nécessitant aucune qualification particulière, elle sera formée en assez grand nombre dans des écoles privées payantes ou sur le tas en fonction des besoins des multinationales. A quoi bon construire des hôpitaux ou contribuer à améliorer le niveau d'hygiène de la population quand ces pays sont souvent confrontés à la surpopulation ou à une démographie galopante. A quoi bon permettre à chacun d'avoir accès à l'eau potable quand il ne peut pas en payer le prix. A quoi bon permettre à chacun d'avoir accès à l'électricité si c'est pour ensuite ne consommer que quelques kilowatts par an.

Ajoutons, à quoi bon développer la production (industrielle) à destination de consommateurs inexistants ou insolvables ? Dans les pays dominés, l'Etat aux institutions et au personnel corrompus remplit essentiellement un rôle de maintien de l'ordre au profit de certains pans de la bourgeoisie locale, des grands propriétaires terriens et des multinationales. Et puis ou surtout, qui dit développement de la production, dit développement de la lutte des classes, des revendications sociales des exploités, c'est un processus immuable à travers le monde depuis que le capitalisme existe, quelle horreur !

Bref, à quoi bon développer quoi que ce soit dans les pays dominés, plus des trois quarts de la planète, quand les profits à en attendre fuiront le pays vers les pays dominants ?

La mise en concurrence des travailleurs du monde entier par le biais de la division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale, n'est pas sans contradiction non plus. En fait, chaque facteur qui participe au fonctionnement du capitalisme mondial comporte ses propres contradictions ainsi que les rapports qu'ils entretiennent, compliquant de plus en plus la tâche de ceux qui s'acharnent à assurer la survie du capitalisme. L'une d'entre elles et non des moindres, se traduit par la prise en compte de tous les facteurs économiques et sociaux à l'échelle mondiale qui tend à réduire le taux de profit moyen issu de l'exploitation du fait de l'élévation du niveau des besoins de l'ensemble de la population qui aspire au progrès social.

Tous les facteurs économiques font l'objet d'un calcul selon une moyenne tirée vers le bas ou vers le haut selon notamment les besoins de la population mondiale et le rapport de force entre les classes, à côté desquels la loi de l'offre et de la demande déformée par la spéculation remplit un rôle secondaire. Il est de plus en plus difficile aux capitalistes de maintenir isolé un seul de ces facteurs ou de rester indifférents à l'aspiration grandissante et légitime des peuples du monde entier à la démocratie, autrement dit à prendre en mains leur destin, à vivre mieux.

En conclusion, toute "*croissance*" ou développement économique ne peut que se traduire par de nouvelles revendications sociales de la part des masses exploitées, est-ce cela que vise Hollande et ses acolytes du G8 ? Qui peut imaginer un seul instant que telles seraient leur intention en dehors de D. Gluckstein (voir son dernier édito ou la causerie d'avant-hier) ? Toute revendication sociale satisfaite même de manière imparfaite ne pourra l'être qu'au détriment de l'amputation ou de la liquidation d'un acquis social d'une ou plusieurs couches de travailleurs en France ou dans le monde, il faut bien continuer d'engraisser les rentiers en payant leur dette rubis sur l'ongle jusqu'au dernier centime, n'est-ce pas messieurs Hollande et Ayrault ?

Jacques a dit "***enlève ta cratve***", et l'autre s'exécute comme un pantin.

Barack Obama a fait remarquer à son homologue François Hollande qu'il avait le droit d'enlever sa cravate, après que le nouveau président français eut été le seul dirigeant à porter cet accessoire vendredi en arrivant au sommet du G8 à Camp David.

"*François, on avait dit que tu pouvais enlever la cravate!*", s'est écrié le président américain. M. Hollande a répondu en anglais: "*pour ma presse!*"

"*Pour ta presse, il faut que tu présentes bien*", a convenu M. Obama, alors qu'une haie de photographes immortalisait cette

arrivée. (AFP 19.05)

J'espère que ceux qui ont appelé à voter Hollande le 6 mai avait mis une cravate pour accomplir leur "*devoir républicain*", sinon à quoi bon !

Otan et G8. Hollande et son mandat : assurer la stabilité du capitalisme mondial.

Il y a quelques années, il jugeait le G8 inutile. Après y avoir goûté pour la première fois, François Hollande s'est réjoui samedi des "*avancées*" obtenues à Camp David et s'est même attribué, en partie, la paternité de son issue sur la croissance.

Neuf ans et une élection présidentielle gagnée plus tard, le président français a révisé sa position. Confronté vendredi à ses déclarations passées, il s'en est sorti par une pirouette. "*Il y a une différence, c'est que j'y suis maintenant*", a-t-il répondu à la presse à Washington, "*ce qui peut me permettre, si je faisais le même constat, de faire bouger les choses*".

Celui qui qualifiait en 2003 le G8 de "*club de riches et de puissants*" pense être resté fidèle à ses promesses de campagne en convainquant ses interlocuteurs de la nécessité de s'écarter d'une politique marquée du sceau de l'austérité - sans toutefois convaincre tout à fait le Britannique David Cameron ou l'Allemande Angela Merkel sur les moyens d'y parvenir.

"*Je considère que le G8 a été utile et fructueux et permet d'envoyer un double message : il n'y aura pas de croissance sans confiance, et il n'y aura pas de confiance sans croissance*", a-t-il résumé lors d'un point de presse informel après la traditionnelle photo de famille sur la pelouse de Camp David, résidence des présidents américains sise au cour de la forêt du Maryland.

Aux dires de ses conseillers, François Hollande a insisté sur ce point auprès de tous ses interlocuteurs, qu'il s'agisse de Barack Obama vendredi à la Maison blanche, des dirigeants italien, britannique, japonais et canadien rencontrés en particulier, ou des autres participants.

"*Que tous se retrouvent autour du thème de la croissance, c'est déjà en soi un succès politique notable*", pense ainsi un diplomate français.

Plus nuancé pour prévenir les susceptibilités, notamment allemandes, le communiqué final du G8 plaide pour une zone euro "*forte et unie*" conservant la Grèce en son sein, déterminée à "*encourager la croissance*" et à lutter contre les déficits. Mais reconnaît que les mesures à prendre "*ne sont pas les mêmes pour chacun*".

En matière de croissance, "*la France et l'Allemagne n'ont pas de divergence, sinon nous n'aurions pas pu nous mettre d'accord sur le communiqué*", a déclaré Angela Merkel

Pour François Hollande, l'objectif est atteint.

"*J'avais au nom de la France l'objectif de mettre la croissance au coeur des débats et de faire que cette dimension de croissance, ajoutée à la consolidation budgétaire, aux efforts de redressement des comptes publics, puisse trouver sa place dans toutes les réunions*", a-t-il fait valoir.

"*Tout le monde a intérêt à ce que la croissance reparte, tous nos intérêts sont liés: s'il y a une croissance zéro ou une croissance négative en Europe, ça aura un impact sur la croissance mondiale, pour celle des Etats Unis, celle des pays émergents, celle de l'Afrique, partout. Nos intérêts sont liés*", a-t-il ajouté.

A Camp David, le président français a plaidé pour une recapitalisation des banques "*par des mécanismes de solidarité européenne*".

Quant au cas de la Grèce, le chef de l'Etat a de nouveau demandé que le pays conserve l'euro, "*respecte ses engagements mais soit appuyé, accompagné par l'Europe pour stimuler la croissance*".

Pour finir sur la Syrie.

le sommet des pays du G8 a appelé samedi à Camp David le gouvernement syrien "*et toutes les parties*" à faire cesser immédiatement la violence et à appliquer les dispositions du plan de Kofi Annan pour résoudre la crise politique.

"*Nous sommes consternés par les pertes en vies humaines, la crise humanitaire et les violations graves et étendues des droits de l'homme en Syrie*", ont indiqué les chefs d'Etat et de gouvernement des huit pays les plus industrialisés dans leur communiqué final.

"*Le gouvernement syrien et toutes les parties doivent immédiatement et entièrement adhérer à leur engagement d'appliquer le plan en six points de l'émissaire spécial de l'ONU et de la Ligue arabe Kofi Annan, en particulier la fin de toutes les violences*", indique le texte. (AFP et Reuters 19.05)

Sur la dette, l'euro, la Grèce, l'Iran, la Syrie, il n'existe même pas un soupçon de changement dans le discours de Hollande par rapport aux positions défendues par Sarkozy. Quant à la "*croissance*", pourquoi est-elle soutenue par tous les chefs d'Etat ainsi que le président de la Commision européenne ? Parce qu'ellle signifie croissance de la production, donc part de marché de chacun des intervenants, de leurs profits, franchement qui serait contre parmi eux ?

Le Mélenchon grec ne souhaite pas mettre l'UE en difficulté.

M. Tsipras, dans un entretien dans l'édition de samedi du quotidien International Herald Tribune (IHT), a estimé qu'une sortie forcée de la Grèce de la zone euro "*allait mettre l'Europe en très grand danger*" (AFP 19.05)

Si M. Tsipras est inoffensif pour l'UE, il est dangereux pour le peuple grec, car il leur laisse les mains libres pour avancer dans la construction de cette institution à caractère dictatorial dirigée pour le compte d'une oligarchie cynique, déterminée et guerrière qui pourrit l'existence de l'humanité entière.

Il n'y a rien de pire que la demi-mesure qui conduit à une violente défaite, alors que face à un ennemi déterminé et belliqueux, il faut aller au bout de notre analyse qui conduit à la sortie de l'euro et de l'Union européenne, à la liquidation des institutions, et à la réorganisation de la production et de la société sur d'autres bases, les besoins de la population, le tout gérer par les travailleurs avec leurs organisations et partis combattant pour le socialisme, le socialisme scientifique de Marx et Engels.

Face à l'idéologie de l'asservissement, nous opposons l'idéologie de la liberté, c'est le règne de la liberté que nous devons conquérir, en finir avec le règne de la nécessité.

Actualité en titres

Leur monde de voyous.

- Ikea France évince ses dirigeants soupçonnés de surveillance illégale - AFP

- Un banquier suisse arrêté au Portugal dans une affaire de fraude - AFP

- L'affaire de corruption au Mexique pourrait se corser pour Wal-Mart - AFP

Ainsi va la crédulité ou la nullité de certains économistes.

- "*Après avoir été sauvées par les États avec de l'argent qui n'existait pas, les banques sauvent les États avec de l'argent qui n'existe toujours pas*" - Atlantico.fr

Le masque tombe, suite.

- Emploi: le gouvernement encaissera certainement des échecs, prévient Montebourg - AFP

Le journaliste de l'AFP a précisé que - M. Montebourg a tenu à souligner que la "*première personne (qu'il avait reçue dans son ministère) est Jean-Louis Beffa [ancien patron de Saint-Gobain], un patriote de l'économie française*".

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

Environ 20.000 personnes selon la police, plus de 25.000 selon les organisateurs, défilaient samedi après-midi dans le centre-ville de Francfort, la capitale financière allemande pour protester contre les programmes d'austérité européens.

Cette manifestation est la seule à avoir été autorisée par la municipalité et la justice allemande dans le cadre d'un programme du collectif d'organisations anti-capitalistes "Blocupy Frankfurt" initialement prévu sur quatre jours, de mercredi à samedi. (AFP 19.05)

2- Etats-Unis

Quelque 2.500 personnes ont manifesté haut et fort mais sans heurts vendredi sur une place du centre de Chicago à l'approche du sommet de l'Otan, dimanche et lundi, dans la plus grande ville de l'Etat de l'Illinois.

Les manifestants, parmi lesquels se trouvaient des centaines d'infirmières, ont scandé des slogans portant essentiellement sur les questions économiques, sans grand rapport avec les sujets de défense inscrits à l'ordre du jour du sommet.

"*Nous sommes ici parce que nous sommes excédés par la manière dont Wall Street profite des guerres lancées par l'Otan*", a déclaré Damien, un manifestant.

Une plus grande manifestation est attendue pour dimanche.(Reuters 19.05)

3- Taïwan

Au moins 20.000 Taïwanais ont manifesté à Taipei pour exprimer leur colère envers le président Ma Ying-jeou après une série de mesures impopulaires, à la veille de sa prise de fonction pour un second mandat.

"*Président Ma, vous êtes nul!*", pouvait-on lire sur des pancartes, alors que certains manifestants avaient collé sur leurs visages des autocollants avec l'inscription "*colère*". La manifestation a été organisée par le principal parti d'opposition, le Parti démocrate progressiste (DDP).

"*Nous exigeons des excuses de la part de Ma et demandons que le Premier ministre Sean Chen démissionne en raison de ses mauvaises politiques*", a déclaré un porte-parole du DDP.

Ma se trouve sous le feu des critiques depuis qu'il a pris une série de mesures comprenant des hausses de prix du carburant et de l'électricité, dans un contexte de ralentissement économique et de forte inflation.

La proposition de son gouvernement d'autoriser l'importation de boeufs aux hormones en provenance des Etats-Unis a également provoqué la colère des paysans.

"*Ma fait un très mauvais travail. Il prétend écouter le peuple mais il ne le fait jamais. J'espère vraiment qu'il va démissionner*", a déclaré un manifestant, Keary Huang, qui travaille à Taipei.

Avant l'élection présidentielle de janvier, les sondages accordaient à Ma 40% d'opinions favorables, mais sa cote de popularité a plongé à 19,5% depuis, son plus bas niveau en presque trois ans. (AFP 19.05)

Social

Allemagne

Après des années d'austérité, l'Allemagne renoue avec les hausses de salaires: 800.000 employés de la métallurgie du Bade-Wurtemberg (sud-ouest) ont obtenu samedi une augmentation de 4,3% qui va servir de référence pour le secteur dans tout le pays.

La fédération allemande de la métallurgie Gesamtmetall a recommandé d'appliquer cet accord dans les autres régions. La vaste branche de la métallurgie, qui regroupe aussi le secteur des machines-outils, de l'automobile et de l'électronique, emploie 3,6 millions de personnes dans le pays et forme la colonne vertébrale de son industrie, très orientée vers l'export.

Le syndicat IG Metall exigeait au départ une hausse de 6,5% des salaires et faisait pression sur les entreprises de la branche avec des grèves dans tout le pays depuis fin avril, qui ont touché notamment Bosch, Siemens ou encore Daimler.

Outre une hausse de salaires immédiate de 4,3% à compter de mai jusqu'en avril 2013, cet accord pilote, trouvé dans la nuit de vendredi à samedi au bout d'un 5ème round de négociations, limite également le recours aux travailleurs intérimaires et favorise l'embauche des apprentis.

Au bout de deux ans maximum dans la même entreprise, un travailleur intérimaire devra ainsi obligatoirement recevoir une offre d'emploi de la part de celle-ci. D'autres règles concernant le recours aux intérimaires pourront être négociées au cas par cas avec les comités d'entreprise.

La coutume d'embaucher les apprentis après une période d'essai concluante a été confirmée, toutefois "*en fonction du besoin de l'entreprise*", selon Südwestmetall, la branche de Gesamtmetall dans le Bade-Wurtemberg.

Les hausses de salaires se sont multipliées ces dernières semaines dans différents secteurs en Allemagne. Elles ont été encouragées par le ministre allemand des Finances lui-même, Wolfgang Schäuble, qui a récemment estimé qu'il était "*normal*" d'augmenter à présent les salaires.

Ces hausses interviennent en effet après quinze ans d'austérité et de réformes sociales dures dans le pays, comme le report progressif du départ à la retraite et une flexibilité accrue du marché du travail, lequel est actuellement en pleine santé avec un taux de chômage de 7%, au plus bas depuis plus de 20 ans.

Cette semaine même la chancelière Angela Merkel et son gouvernement, chantres de l'austérité en Europe, se sont offert une hausse de salaires de 5,7%, la première en douze ans.

Fin mars, deux millions de fonctionnaires allemands avaient donné le ton en décrochant une augmentation de 6,3%, après des grèves d'avertissement. Environ 220.000 employés des banques publiques et privées en Allemagne luttent toujours pour obtenir une augmentation de 6%.

"*Le pouvoir des salariés se renforce*" en Allemagne dans de nombreux secteurs qualifiés, où le manque de main d'oeuvre va s'accroître en raison du vieillissement accéléré de la population allemande, estimait récemment Günter Warsewa, directeur de l'Institut pour le travail à l'université de Brême (nord).

Cependant "*le système allemand de négociations sociales permet toujours d'arriver à un résultat intelligent*", selon lui. "*Les syndicats ne mettront pas en danger la croissance et la productivité*".

Cela n'empêche pas quelques déconvenues, comme la décision d'Opel cette semaine de ne plus produire son modèle Astra en Allemagne à partir de 2015 mais uniquement en Grande-Bretagne et en Pologne, où les coûts de production sont moins élevés. (AFP 19.05)

Economie

Espagne

Le déficit public de l'Espagne s'est finalement élevé l'an dernier à 8,9% de son produit intérieur brut (PIB), contre 8,5% précédemment annoncé et 6% prévu à l'origine.

Le Trésor, qui a diffusé les nouveaux chiffres vendredi soir, a indiqué que l'Espagne s'en tenait néanmoins à son objectif de déficit 2012 de 5,3% du PIB.

Trois des 17 régions autonomes espagnoles avaient auparavant annoncé vendredi que leur déficit budgétaire pour 2011 était supérieur aux chiffres initialement publiés. (Reuters 19.05)

Haut de page

Le 21 mai

CAUSERIE

Vous avez eu Sarkonapoléon qui prétendait avoir sauvé l'épargne du Français moyen et des millions d'emplois, l'UE d'un terrible désastre financier et le monde du chaos, et bien maintenant vous avez Hollande, l'homme de paille des puissants, qui prétend inspirer à défaut de pouvoir l'imposer sa théorie sur la "*croissance*" à Obama, Merkel et Barroso.

En réalité, Hollande n'a rien inventé, il n'a fait que reprendre à son compte les différents rapports et les différentes recommandations de l'OCDE, de la Banque Mondiale, du FMI. Comment cela, pourquoi procéder ainsi ?

Tous les gouvernements de droite ou dits de gauche sont massivement rejetés par les masses pour avoir mis en oeuvre de violentes politiques d'austérité réduisant leur niveau de vie. Ceux qui se proclament de gauche et qui ne sont pas encore discrédités dans leur pays ou qui ne se sont pas encore brûlés les ailes à l'exercice de l'austérité, sont appelés à prendre la

relève pour amplifier cette politique antisociale dans les pays les plus puissants de l'UE, la France et l'Allemagne, puisque personne d'autres ne peut le faire à leur place : Sarkozy était grillé et il a dégagé, Merkel est usée jusqu'à la corde et va bientôt prendre le même chemin, Roy est déjà fini, Cameron est très impopulaire, Monti n'a même pas été élu, etc.

Comment ? Par un tour de passe-passe, en présentant la croissance sous un jour progressiste, laissant à chacun le loisir d'interpréter la croissance à sa manière, de préférence en y mettant ce qu'il en attend, et peu importe si finalement cela ne correspond pas à la réalité, ils n'ont pas le choix, il s'agit pour eux de parer au plus pressé et d'avancer car la crise ronge leur système au bord de l'effondrement. Quant à savoir si les masses seront dupes et pendant combien de temps, la réponse dans les semaines ou les mois à venir. Quand les coups pleuvront sur leurs têtes

Qu'est-ce qui a changé le 6 mai ? L'emballage, le contenu est demeuré exactement le même. En participant à cette mascarade, vous avez légitimé, soutenu ce numéro d'illusionnisme...

Quelques sujets de réflexion qui méritent notre attention et qu'il faut creuser.

1- En France. Avons-nous un président et un gouvernement fantoches ? Comment expliquer la présence de si nombreux avocats dans ce gouvernement ? Qui dirige vraiment le pays, une poignée de technocrates et de juristes conquis à l'UE ?

2- Dictature. Les lois restreignant le droit de manifester en Russie et au Canada, la criminalisation de ce droit... Je vous conseille de lire les articles mis en ligne sur cette question qui concerne le mouvement ouvrier international.

3- Comment peut-on prétendre que les institutions de la Ve République seraient légitimes quand dans l'Assemblée nationale sortante il n'y avait pas un seul ouvrier ?

4- Comment peut-on parler de l'indépendance de la classe ouvrière et ses syndicats quand ils sont incapables de se situer exclusivement sur le terrain de classe des exploités ?

5- La BCE prête aux banques de l'argent qui n'existe pas, puis les banques prêtent aux Etats, aux entreprises et aux particuliers de l'argent qui n'existe pas, d'où vient cet argent, à quoi correspond-il ?

6- Si la nature petite-bourgeoise (couches moyennes ou supérieures du prolétariat) des électeurs qui ont voté PS suffisait à en faire un parti ouvrier comme certains le prétendent, alors d'autres partis mériteraient cette étiquette, EE-Les Verts, le MoDem, on pourrait ajouter l'UMP et le FN... C'est grotesque, n'est-ce pas ?

7- Pourquoi parmi les partisans d'une sortie de l'euro et de l'Union européenne, personne ne décrit de quelle manière les choses se passeraient concrètement, au-delà du refrain habituel sur le rôle de la Banque de France qui ne nous avance pas à grand chose ?

8- Pourquoi aucun parti politique ne popularise-t-il pas le socialisme ? Existe-t-il encore un parti pour représenter le socialisme ?

9- Pourquoi absolument aucun parti ne boycotte-t-il pas les institutions ? Existe-t-il encore un parti indépendant des institutions et du capital ?

10- Pourquoi aucun parti ne se prononce-t-il pas contre le financement des syndicats par l'Etat ? Existe-t-il encore un parti indépendant de l'Etat ?

11- Pourquoi aucun parti dans son programme ne reprend-il pas la perspective d'une société sans classe et sans Etat ?

12- Pourquoi l'humanité devrait-elle être vouée à vivre sous le règne de l'exploitation et de l'oppression ? Serait-ce finalement son destin? L'objectif du développement de la civisation humaine à portée de la main mais impossible à réaliser jusqu'à présent, coïnciderait-il dès lors avec sa déchéance, sa perte, son auto-destruction, sonnerait-il le glas de sa disparition au même titre que bien des espèces animales ou végétales ?

On évitera les questions existentielles, soyons lucide en toute circonstance.

En famille. Le "***changement c'est maintenant***". La preuve.

Cela nous avait échappé. Lors de la cérémonie de passation de pouvoir, dans son discours inaugural au Palais de l'Elysée, Hollande a fait l'éloge de ses prédécesseurs dont il incarne la continuité : «*Charles de Gaulle qui a mis son prestige au service de la grandeur et de la souveraineté de la France, Georges Pompidou qui fit de l'impératif industriel un enjeu national, Valéry Giscard d'Estaing qui relança la modernisation de la société française.* ». Sans oublier le plus grand d'entre eux : Mitterrand à qui l'on doit notamment Maastricht, la BCE et l'euro.

Que des "*grands hommes*" qui ont eu l'insigne mérite de ne cesser de combattre la classe ouvrière.

Hollande : "***Nous n'y faisons pas obstacle***". Soumission à l'impérialisme américain par "***pragmatisme***".

Interrogé sur son approche des questions abordées au sommet de l'Alliance qui réunit les dirigeants de 28 pays à Chicago dimanche et lundi, François Hollande s'est déclaré "*pragmatique pour faire que, sur le sujet du bouclier antimissiles, toutes les précautions soient prises, toutes les conditions soient respectées*".

De source diplomatique française, on explique que quatre conditions doivent être réunies sur ce dossier.

"*Nous n'y faisons pas obstacle mais il y a quatre éléments décisifs*", a expliqué un diplomate français, citant tout d'abord "*le fait qu'il n'y ait pas opposition mais complémentarité entre dissuasion nucléaire et défense antimissile*".

Deuxième point: que soient réunies "*les conditions politiques d'engagement des forces*" - "*savoir qui appuie sur le bouton et quand*", a résumé un conseiller de François Hollande.

Les deux autres conditions sont financières: "*Cela ne doit pas nous exposer à des dérives financières*" et il faut que "*des industriels américains mais aussi européens et français puissent y trouver leur compte*", a-t-on ajouté. (Reuters 20.05)

Si le complexe militaro-industriel français tire profit de la présence de la France dans l'Otan, franchement, pourquoi s'en priver.

L'art de l'enfumage.

A propos du retrait partiel d'Afghanistan d'ici fin 2012 :

"*C'est une décision souveraine, même si, en même temps, ses conditions seront déterminées en accord avec nos alliés*", répète-t-on de source diplomatique française. (AFP 20.05)

Traduisez : nous ne prendrons pas de décisions qui traduiraient un désaccord avec nos alliés qui demeurent en dernier ressort les véritables maîtres de la situation.

Les masques tombent, suite. Le Front de gauche soutient ouvertement le gouvernement contre les intérêts des travailleurs passés à la trappe.

Le porte-parole des députés du Front de gauche, Roland Muzeau (PCF), assure le Premier ministre Jean-Marc Ayrault de leur "*implication résolue*" pour "*la réussite de la gauche*", et réclame plusieurs mesures sociales immédiates, dans une lettre rendue publique dimanche.

Il cite "*une augmentation significative du SMIC et des minima sociaux, l'application du droit de réquisition des logements vacants et la suspension de tout plan de licenciements dans les grandes entreprises jusqu'à la tenue d'une conférence avec les partenaires sociaux*".

"*Je veux vous assurer, avec la plus grande sincérité, de l'implication résolue du Front de gauche et de ses parlementaires pour la réussite de la gauche*", écrit M. Muzeau, dans cette missive datée de vendredi.

"*Dans cet esprit, nous soutiendrons chaque mesure qui ira dans le sens d'une plus grande solidarité et du progrès social et, fidèles aux engagements que nous avons pris devant les citoyennes et les citoyens, nous serons tout aussi déterminés quand tel ne sera pas le cas*", ajoute le député des Hauts-de-Seine.

"*Vous pourrez compter sur nous, ainsi, pour faire barrage efficace aux oppositions et pressions conservatrices qui ne manqueront pas à droite*", conclut-il. (AFP 20.05)

A propos de la candidature de Mélenchon.

La circonscription d'Hénin-Beaumont ou se présente M. Le Pen était la seule gagnable par Mélenchon. Pourquoi ? Parce qu'aucun dirigeant du PS ne s'y présente et que le PS local est englué dans des affaires de corruption depuis des années, du coup la place était libre pour enlever le morceau, tout du moins c'est le calcul d'épicier qu'a fait notre charlatan de service qui cumulera ainsi le mandat de député et de député européen s'il est élu.

Ce qui n'est pas encore gagné... bien que, puisqu'en additionnant les pourcentages du FN, du MoDem soutenu par l'UMP, selon un dernier sondage, si Mélenchon bénéficiait du report des voix des candidats du PS, d''Europe Ecologie- Les Verts et de Lutte ouvrière il atteindrait tout juste 51%. Mais Mélenchon est malin, il sait qu'il pourra compter en outre sur l'absention d'une partie des voix qui se seront portées sur le candidat du MoDem-UMP, mieux il pourra même espérer qu'une partie de ces électeurs votent pour lui pour empêcher M. Le Pen de l'emporter. Une grande inconnue demeure au-delà des déclarations hypocrites : le PS, Europe Ecologie- Les Verts et Lutte ouvrière ne préfèreront-ils pas faire élire M. Le Pen pour infliger une défaite à celui qui a l'arrogeance de s'estimer indispensable à la "gauche" ?

Vous me direz qu'on s'en fout complètement, je suis d'accord avec vous, c'était juste pour montrer à quel point on peut être tordu tout en prétendant le contraire. Les champions du combat contre l'extrême droite comme ils se présentent, demeurent en réalité ceux qui portent la responsabilité de la montée de l'extrême droite pour refuser de rompre avec le capital, l'euro, l'UE, l'ONU, l'Otan et j'en passe.

Actualité en titres

Leur monde, celui de Hollande, pas le nôtre.

- Hollande vante les mérites du G8, notamment sur la croissance AFP

- Sommet de l'Otan : Hollande s'adapte aux enjeux afghans - LeFigaro.fr

Qui a dit que les institutions de la Ve République étaient anti-ouvrières ?

- Aucun ouvrier, peu de femmes et beaucoup de sexagénaires parmi les députés sortants - AFP

S'il n'y a aucun ouvrier élu à l'Assemblée nationale, c'est que cette institutions est illégitime, non ? Non répond en coeur depuis plus d'un demi-siècle la confrérie des opportunistes réunies qui y participent ou qui appellent à y participer, tous partis et formations ouvrières sans exception, à croire qu'ils sont tous corrompus par les idées de la classe dominante.

INFOS EN BREF

Politique

1- Serbie

Le nationaliste populiste Tomislav Nikolic a remporté dimanche contre toute attente l'élection présidentielle en Serbie, le président sortant Boris Tadic admettant sa défaite avant même l'annonce des résultats officiels.

M. Nikolic a obtenu 49,4% des voix contre 47,4% pour M. Tadic, selon des résultats partiels portant sur un échantillon représentatif au niveau national pris en compte par le CESID, un organisme indépendant chargé de la surveillance du scrutin.

M. Nikolic, 60 ans, un populiste reconverti en pro-européen après avoir longtemps contesté une telle option pour son pays, avait misé notamment sur le mécontentement grandissant de la population en raison de la mauvaise situation économique en Serbie, où le chômage touche 24% de la population.

M. Nikolic a immédiatement tenu à rassurer quant à l'option européenne de son pays.

"*La Serbie maintiendra sa voie européenne (...) Ce scrutin n'a pas porté sur qui conduira la Serbie vers l'UE mais sur qui réglera les problèmes économiques créés par le Parti démocratique*" (DS) de M. Tadic, a dit M. Nikolic à la presse. (AFP 20.05)

2- Iran

Certains pays occidentaux envisagent une action militaire contre l'Iran qu'ils soupçonnent de vouloir se doter de l'arme nucléaire, a déclaré dimanche le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov.

Le responsable russe s'adressait à des journalistes dans l'avion qui le ramenait du sommet du G8 à Camp David, où les dirigeants mondiaux ont laissé entendre qu'ils étaient prêts à puiser dès cet été dans leurs réserves stratégiques de pétrole si un durcissement éventuel des sanctions contre Téhéran devait limiter les approvisionnements sur le marché.

"*C'est l'un des signes nombreux et variés, venant de plusieurs sources, qui montrent que l'option militaire est considérée*

comme possible et réaliste", a dit Riabkov.

"*Nous recevons des indications, à la fois par des canaux publics et par nos services de renseignement, selon lesquelles cette option est considérée dans certaines capitales comme désormais plus plausible.*"

"*Nous sommes très inquiets à ce sujet. Nous ne voulons pas que la région et le monde soient entraînés dans de nouvelles divisions et de nouveaux conflits politiques violents*", a ajouté le numéro deux de la diplomatie russe. (Reuters 20.05)

Economie

Inde

L'Inde attendait 10 % de croissance, elle est tombée en dessous de 7% pour l'année fiscale qui vient de se terminer fin mars. Plus grave, sa production industrielle aurait chuté en territoire négatif, l'inflation pourrait dépasser les deux chiffres et la dette publique dépasse les 80%. (Atlantico.fr 20.05)

Haut de page

Le 22 mai

CAUSERIE

La réflexion du jour.

Autrefois il fallait tabler sur une grosse défaite pour que le mouvement ouvrier se réveille. Et bien même la défaite de 2007 n'y a rien fait, pourquoi, parce que la majorité des masses ne l'ont pas forcément vécu de la sorte, ni ceux qui les représentaient qui n'y avaient rien compris sur le coup. Pas plus aujourd'hui d'ailleurs, comment cela ? Car en cinq ans bien des choses ont changé, Sarkozy a gouverné pour le compte de ses amis du CAC 40 tout en reprenant à son compte une grande partie de l'idéologie de l'extrême droite au point de se faire haïr par la majorité des travailleurs.

S'il avait été réélu, bien des travailleurs auraient enragé, auraient été prêts à faire n'importe quoi pour le dégager, d'où la nécessité de se donner les moyens pour atteindre cet objectif... Un camarade m'a dit hier qu'il n'en était pas sûr car le niveau politique général des travailleurs était tombé très bas. Certes, mais face à une violente agression associée à la haine de celui qui la met en oeuvre, cela pouvait donner un cocktail explosif qui aurait surpris jusqu'aux travailleurs eux-mêmes qui se seraient mobilisés.

Il est vrai que bien des choses ont changé au cours des cinq dernières années, sauf pour nos dirigeants toujours scotchés à leurs théories foireuses. En gros, leurs partis ou groupes ne servent que leurs intérêts et le PS, c'était vrai après-guerre, c'était vrai en 1981, c'est toujours vrai en 2012.

Si Sarkozy était repassé, il pouvait tout faire péter par sa brutalité, Hollande poursuivra la même politique en y mettant la forme, en l'enveloppant dans un beau paquet cadeau nommé "*croissance*" à l'aide du "*dialogue social*" qu'il compte bien institutionnaliser. Appeler à voter Hollande en précisant qu'il n'y avait rien à en attendre était un tour de passe-passe inutile, puisque la majorité avait décidé de dégager Sarkozy sans pour autant se faire des illusions sur les intentions de Hollande.

Qu'est-ce qui ressort de tout cela ? Un front unique derrière Hollande, la fâcheuse impression que la totalité du mouvement ouvrier a voté Hollande, et que s'il n'y a rien à en attendre, il ne faut rien attendre non plus de ceux qui ont appelé à voter pour lui, bref, que la situation est sans issue politique, cadenassée par les appareils. C'est tellement évident que même le jaune Chérèque avant le 6 mai n'a pas osé désavouer les journalistes qui lui prêtaient un certain soulagement de tirer un trait sur Sarkozy, sans toutefois appeler ouvertement à voter Hollande comme le fit Thibault pour la CGT, mais cela revenait au même.

C'est à se demander quel type de défaite il faudra que le mouvement ouvrier encaisse pour qu'il se remette sur les rails du combat pour le socialisme, du même ordre qu'à deux reprises au cours du XXe siècle ? La révolution prolétarienne ne pourrait surgir finalement qu'en réaction à une guerre impérialiste ?

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques.

Au "*bruit de campagne*", titres d'articles consacrés à la mascarade de la présidentielle au cours des derniers mois, succède "*Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques*", des articles (ou extraits) démontrant faits à l'appui que le gouvernement Hollande-Ayrault poursuit la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon.

Le gouvernement Hollande-Ayrault est un gouvernement capitaliste, impérialiste, l'actualité des quatre derniers jours le prouve déjà amplement. Ce n'est pas tant leur politique qui nous intéresse ici puisqu'on en connaît déjà le contenu réactionnaire, que la méthode utilisée pour l'appliquer et la manière de la présenter.

Vous n'avez plus rien à en attendre. Bienvenue au club !

"*Je considère que le mandat qui m'a été confié par les Français a déjà été honoré*", s'est vanté François Hollande. (AFP 21.05)

Son mandat (international) était de s'aligner sur l'impérialisme américain auquel les intérêts français sont liés, mission accomplie et il en est fier le bougre. L'autre volet national de son mandat, c'est de préserver les avantages de l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures du prolétariat et des intellectuels subordonnés au régime qui constituent son fond de commerce et en assure la stabilité contre le reste de la classe ouvrière. Là cela va être plus difficile dans les semaines et mois à venir... Cela fera l'objet de tractations de marchands de tapis avec les dirigeants syndicaux, toujours au détriment de l'immense masse des exploités inorganisés ou atomisés selon le principe des vases communicants. Chez Air France ils sont déjà en train de négocier des milliers de suppressions de postes et la remise en cause des conditions de travail jugées trop favorables aux travailleurs par la direction, par exemple.

Au lieu d'en appeler à la mobilisation dans l'unité des travailleurs du public et du privé pour conserver leurs acquis ou obtenir des améliorations de leur sort, les uns seront appelés catégoriellement à défendre leur bout de gras contre les autres secteurs moins organisés ou plus difficilement mobilisables. Gageons que Ayrault, Sapin et Montebourg pourront bientôt dire la même chose que leurs prédécesseurs à l'égard des dirigeants syndicaux, qu'ils ont su faire preuve de responsabilité face aux difficultés que traverse la France pour reprendre le discours de Fillon.

Titre de l'article par l'AFP : *Sur le fond et la forme, Hollande ravi de sa première sortie diplomatique*.

Il a donné des gages de ses bonnes intentions aux maîtres du monde qui savaient pertinemment à quoi s'en tenir depuis longtemps sur son compte. Ils les ont acceptés en guise de bienvenue au club des nantis qui pourrissent la vie de tous les peuples de la planète. Ils ont joué le jeu, c'est normal, Hollande est l'un des leurs.

Et puis, après son offre de service sur la "*croissance*" qui rime avec surexploitation, précarité renforcée et nouveaux cadeaux aux capitalistes, ils ont tout de suite compris quel avantage ils pourraient en tirer. Vaut mieux que ce soit Hollande qui monte au créneau, c'est lui qui en retour prendra le boomerang en pleine figure lorsque l'effet d'annonce sera passé. Ils se disent qu'il sera plus facile de faire passer de nouvelles mesures d'austérité par un président qui se prétend socialiste, à ceci près qu'à trop tirer sur la corde elle finira bien par casser un jour, c'est ce à quoi nous allons nous employer et le plus tôt sera le mieux.

Avec l'arrivée de Hollande au Palais et une majorité de députés PS et ses satellites en juin prochain, on va se retrouver dans la même situation qu'en 1981 quand il n'y avait plus officiellement d'opposition face au capital. Jusque là, l'illusion que le PS et ses acolytes constituaient une opposition au gouvernement pouvait alimenter l'espoir d'un changement ou tout du moins encourager les travailleurs à se mobiliser en s'assurant éventuellement de leur soutien.

Désormais c'est terminé, le consensus entre le capital et le PS réalisé au plus haut niveau de l'Etat en l'absence de toute issue politique portée par un parti ancré profondément dans les masses, leur interdit de formuler le moindre espoir, elles se retouvent pour ainsi dire totalement désarmées face à un pouvoir censé représenter leurs intérêts alors qu'il n'en est rien, elles se retrouvent neutralisées, contraintes au désespoir.

Hier soir, lors d'une longue communication téléphonique, un camarade qui a refusé de voter Hollande le 6 mai, s'est étonné qu'aucun parti ou aucune formation politique n'ait appelé à boycotter les élections présidentielles et législatives, sans forcément justifier le recours au boycott. Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'ils étaient tous corrompus par le capital à des degrés divers et que la situation politique actuelle était le produit de l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire au cours des 70 dernières années, de l'incurie politique de la quasi totalité des dirigeants issus de la IVe Internationale, dont l'appel à voter Hollande a été le dernier témoignage en date.

Nous assimilons cet appel à une désertion, une capitulation en rase campagne. Aujourd'hui les uns et les autres vont se tourner vers Hollande et son gouvernement comme nous l'avions prévu. Ce qu'ils en attendent, c'est ce qu'ils sont incapables de concevoir par le biais de la lutte de classe. Au lieu de tirer les enseignements de l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons d'obtenir quelque chose parce que nous n'avons pas les moyens de mobiliser la classe, ils vont reprendre leur refrain habituel qui nous a justement conduit dans cette impasse politique. Du coup, ce camarade qui a milité pendant plus de 50 ans m'a dit, qu'il avait dépassé le stade du désespoir, qu'il n'attendait plus rien de personne et de nulle part, honnêtement, il ne voyait pas comment nous pourrions nous en sortir.

Alors imaginez un instant l'état d'esprit des travailleurs qui n'ont pas cette longue expérience de la lutte de classe, car il en a fallu de

la volonté et du courage pour tenir pendant 50 ans face à une armée d'opportunistes qui a brisé la déterminantion de plus d'un militant ouvrier. On s'est interrogé, pourquoi ne sommes-nous pas parvenus à surmonter tous les obstacles qui se sont dressés sur notre route, pourquoi finalement aucun dirigeant ou parti n'a réussi à s'imposer et n'est plus honnête qu'un autre, ceci explique sans doute cela avons-nous convenu bien que ce ne soit pas la seule explication.

J'ajouterai qu'une partie des dirigeants qui ont émergé au lendemain de la guerre étaient inexpérimentés ou faibles sur le plan théorique, qu'ils ne possédaient pas forcément les qualités requises pour diriger un parti, ce qui ne les a pas empêchés de s'en emparer et de rester à leur direction pendant des décennies, jusqu'à modeler leur parti à leur image, lui imposer un modèle de fonctionnement qui n'avait pour fonction que de camoufler leurs propres faiblesses pour conserver le pouvoir, tandis que leur ligne politique autodéclarée conforme au trotskisme était en réalité subordonnée aux appareils du PS ou du PCF, de FO ou de la CGT.

Dette : même discours rubis sur l'ongle. C'est aux travailleurs de payer pas aux capitalistes !

La France respectera ses engagements de réduction du déficit public dès 2013 et reviendra à l'équilibre budgétaire comme promis en 2017, a déclaré lundi le nouveau ministre des Finances Pierre Moscovici à Berlin.

"*Les engagements qui ont été pris par le président François Hollande pendant sa campagne en matière de finances publiques seront tenus*", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse avec son homologue allemand Wolfgang Schäuble, tout en réitérant l'intention de Paris de "*mettre sur la table*" toutes les solutions pour doper la croissance dans la zone euro.

Les deux ministres ont aussi évoqué "*les mesures possibles pour relancer la croissance en Europe*", selon le Français, citant "*l'amélioration de la compétitivité*" et le "*soutien aux investissements*". (AFP 21.05)

Grèce : même discours, même diktat. C'est au peuple grec de payer, pas aux armateurs, aux banquiers et à l'Eglise.

Wolfgang Schäuble a déclaré qu'il "*fallait tout faire pour garder la Grèce dans l'union*" monétaire, de concert avec Pierre Moscovici, lors d'une conférence de presse. "*Nous considérons ensemble que la Grèce a sa place dans la zone euro*", mais Athènes doit "*tenir ses engagements*", a ajouté le ministre socialiste français, qui avait choisi Berlin pour son premier voyage à l'étranger. (AFP 21.05)

Pas question d'éviter ou d'interdire les plans sociaux, les licenciements, il faudra faire avec.

Le ministre délégué chargé de l'Economie sociale et solidaire, Benoît Hamon, a déclaré lundi soir sur i.Télé que le gouvernement voulait "*donner davantage d'instruments, de moyens aux salariés pour faire face à des plans sociaux*".

Selon Benoit Hamon, la France "*a perdu 450.000 emplois industriels parce qu'on les a laissés partir pour nombre d'entre eux, parce qu'on a laissé les délocalisations se faire, parce qu'on n'a pas incité aux relocalisations*".

Qui "*on*", sinon le PS qui prétend être au côté des travailleurs alors qu'il est au côté des patrons ?

"*La logique de ce gouvernement, ce n'est pas d'accompagner les stratégies de réduction des coûts qui existent dans tous les groupes et qui consistent à expliquer que pour faire davantage d'argent et mieux rémunérer les actionnaires, il faut qu'il y ait moins de salariés*", a-t-il dit. (source : AFP 21.05)

Les bureaucrates pourris des syndicats dans ces entreprises s'en chargeront volontiers, ils ont acquis une solide expérience dans ce domaine au côté du patronat et des gouvernements précédents, vous pourrez compter sur eux, le PS n'aura même pas besoin de s'en mêler.

Parole d'un internaute adhérent ou sympathisant du Front de gauche

- "*Mélenchon extrémiste ? C'est une blague ... commencez par lire le programme du Front de gauche et vous verrez que ce n'est pas le cas. Il ne faut pas confondre NPA, Lutte Ouvrière et le Front de Gauche qui est la seule vraie force de gauche anti-austérité sans être extrémiste (pas de nationalisation des banques, pas de volonté de sortir de l'euro, pas d'expropriations). Ce n'est pas parce que le PS à déplacé sa ligne politique plus à droite qu'il y a dix ans qu'on peut se permettre d'appeller ça de l'extrémisme. Et cessons de comparer La Riche Chatelaine de Le Pen héritière des valeurs de la collaboration avec Mr Mélenchon, ancien socialiste qui prône une révolution citoyenne et républicaine par les urnes. avant de parler sans savoir, faites au moins l'effort de vous renseignez ...* "

Merci monsieur pour ces précisions que nous connaissions déjà mais qui "*renseignent*" sur la nature politique de Mélenchon et le Front de gauche totalement subordonnés au régime et à l'Union européenne qui les nourrissent, et dont ils réclament

une "*réorientation*" de sa politique économique et sociale, alors que l'UE a été conçue comme un carcan pour soumettre les peuples de l'UE au talon de fer du capital.

D'une scie qui a été conçue pour couper du bois, Mélenchon voudrait nous faire croire qu'elle pourrait être utilisée en maçonnerie pour couper des parpaings, oui c'est aussi grotesque que cela, nous faire prendre des vessies pour des lanternes rien de moins.

Mélenchonade. Vive l'ONU !

Titre d'un article de presse : Mélenchon fustige la croissance "*libérale*" du G8 - LePoint.fr 21.05

Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) s'est montré lundi très circonspect sur le bilan du G8, "*une institution détestable*", qui préconise, selon lui, une croissance "*libérale*".

Il a affirmé sur France 2 que ce mot "*ne veut rien dire*". "*Il y en a deux définitions. Les uns, la droite et les libéraux, disent : on va produire plus avec des coûts salariaux moindres avec de l'innovation, c'est la politique de l'offre. On connaît le résultat : salaires de plus en plus bas, délocalisations...*"

"*Et puis il y a la version de gauche*", on "*part de la demande, de quoi les gens ont besoin, et on y met l'argent dont on a besoin : argent public pour les services publics, augmentation des salaires pour les ouvriers*", a-t-il poursuivi.

"*Que recouvre le mot croissance mis dans le G8 ? Ne me faites pas rigoler, c'est la version libérale mondiale de ce G8 qui est une institution mondiale*", a dit l'eurodéputé. "*C'est huit nations qui sont là et qui donnent des ordres à la terre entière. Il y a un organisme de l'ONU qui s'occupe de ces questions, la Cnuced. Pourquoi éprouve-t-on le besoin de faire ce directoire à 8 ? Quand on va au bal, c'est pour danser. Si François Hollande va au G8, il ne peut faire autre chose que du G8*", a encore dit Jean-Luc Mélenchon. (lepoint.fr 21.05)

Parce que voyez-vous l'ONU accepterait, mieux soutiendrait une politique qui "*part de la demande, de quoi les gens ont besoin*", qui inclurait une "*augmentation des salaires pour les ouvriers*", ben voyons, c'est bien connu que l'ONU est une agence du travail contre le capital, qu'elle oeuvre depuis plus d'un demi-siècle avec une fidélité sans faille au bien-être de l'humanité, à la paix dans le monde...

Par ailleurs, dimanche sur France Inter, ce charlatan s'est fendu de petites phrases en direction de Hollande, extraits :

- "*Moi je n'embête pas Hollande*", il manquerait plus que cela !

- "*J'ai pris un engagement solennel au nom du Front de gauche: jamais le groupe du Front de gauche (...) nous ne voterons une motion de censure déposée par la droite*". Il ne l'a pas précisé alors disons-le à sa place : nous ne déposerons pas de motion de censure contre le gouvernement de crainte que la droite s'y associe et que le gouvernement tombe. Bref, quoi qu'il arrive, nous le soutiendrons.

Le NPA et le front unique avec le PS

Toutefois, "*on peut avoir sur des sujets ponctuels des meetings communs, des batailles unitaires, y compris avec le PS, même si ça va être plus dur parce qu'ils sont au gouvernement*", a-t-il dit, citant l'exemple des luttes des salariés de Fralib (Bouches-du-Rhône) ou d'Arcelor (Moselle).

L'objectif pour le NPA reste, comme l'affirme Mme Poupin, d'être "*une opposition à la gauche de ce gouvernement*". "*Il n'y a rien à attendre de ce gouvernement*", appuie M. Poutou. (AFP 21.05)

Nous, nous sommes contre tout front unique avec le PS en tant que parti du gouvernement capitaliste Hollande-Ayrault. En revanche, nous n'avons rien contre un front unique ponctuel et circonscrit à un objectif précis avec des militants du PS ou du PCF, du POI, NPA ou LO.

Côté justice, qu'est-ce qui a changé depuis le 6 mai ? Devinez ? Rien !

Les laboratoires Servier et leur président-fondateur Jacques Servier ont obtenu lundi une victoire procédurale avec le renvoi de leur premier procès pour "*tromperie aggravée*" dans l'affaire visant le médicament Mediator.

Les prévenus ont au moins gagné du temps, et pourraient même in fine obtenir l'annulation totale d'une des deux procédures pénales relatives à ce médicament prescrit à des millions de personnes de 1976 à 2009 et qui aurait fait, selon des rapports officiels, de 500 à 2.000 morts.

Saisi d'une citation directe par 600 victimes présumées, le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) a retenu une demande soulevée par les prévenus, une "*question prioritaire de constitutionnalité*" (QPC) consistant à se plaindre d'une possible violation des droits de la défense.

On ne peut, dit la défense des prévenus, juger les suspects pour "*tromperie*" sur citation directe alors même qu'une instruction est en cours à Paris sur les mêmes faits, dans laquelle pourraient apparaître des éléments à décharge.

Cette QPC sera soumise à la Cour de cassation qui aura trois mois pour statuer. Elle décidera soit de la rejeter, auquel cas le procès de Nanterre pourra se tenir, soit de la transmettre au Conseil constitutionnel, qui aura alors un délai de trois mois pour statuer définitivement. S'il accepte les arguments de la défense, le procès de Nanterre ne se tiendra jamais.

Dans sa décision lue à l'audience, la présidente du tribunal de Nanterre a eu des mots très durs pour les avocats des plaignants, qui s'étaient vantés dans la presse de "*faire partir avec les pinces*" les prévenus dans un délai de quelques jours.

La magistrate, Isabelle Prévost-Desprez, a rappelé le droit de chacun à un "*procès équitable*" et ajouté : "*il ne saurait être imposé à aucun juge un procès tronqué*".

Hervé Témine, l'avocat de Jacques Servier, qui est âgé de 90 ans, a triomphé devant la presse. (Reuters 21.05)

Avec un peu de chance, cette ordure a 90 ans et il va bénéficier de 6 mois de rallonge avant d'être jugé, enfin peut-être, trois mois de la Cour de cassation et trois mois du Conseil constitutionnel, il sera peut-être crevé avant, sans être jugé pour ses crimes. C'est un serial killer et un récidiviste par dessus le marché.

Quand on dit qu'il faut faire table rase du passé, est-ce qu'on exagère ? Abolir la Constitution de la Ve République, c'est abolir leur justice, leur police, leur armée...

Mégalocratie.

L'émirat a inauguré un immeuble résidentiel de 107 étages et dont l'appartement le plus haut culmine à 356,9 mètres, a annoncé lundi l'agence officielle des Émirats arabes unis, citant le livre Guiness des records. La tour Princess, haute de 414,3 mètres, est surmontée par un dôme en forme de couronne.

Dubai abrite déjà la plus haute tour du monde, Bourj Khalifa (828 m), inaugurée en janvier 2010 et qui est devenue le nouvel emblème de l'émirat. Cette tour compte 200 étages. (lepoint.fr 21.05)

Comment ils se gavent, suite. Légal mais illégitime.

M. Cook, qui a assumé la direction générale d'Apple en août, deux mois avant la mort du fondateur et précédent patron Steve Jobs, affiche une rémunération de quelque 377,98 millions de dollars, selon un enquête publiée lundi.

Le fondateur et directeur général d'Oracle Larry Ellison apparaît en deuxième place de ce classement, avec 76,01 millions de dollars.

Ces chiffres, tirés des rapports annuels aux actionnaires, ont été compilés par Hay Group pour le compte du quotidien et portent sur les 300 plus grandes entreprises cotées aux Etats-Unis selon leur chiffre d'affaires.

Le patron de la chaîne de télévision CBS Leslie Moonves est en troisième position avec 69,32 millions de dollars, suivi du directeur général de la chaîne d'habillement en difficulté JCPenney, Ronald Johnson (53,27 millions de dollars), recruté chez Apple en novembre.

Le PDG de Motorola Mobility Sanjay Jha est cinquième avec 46,59 millions de dollars.

Le top 10 comprend encore les patrons de Citigroup, Viacom, Motorola Solutions (équipements télécoms professionnels), Walt Disney et Ford, dont le patron Alan Mulally a gagné 28,89 millions de dollars. (AFP 21.05)

INFOS EN BREF

Politique

1- Canada

Une nouvelle soirée de manifestations émaillée de scènes de violence a conduit à l'arrestation de plus de trois cent personnes à Montréal et fait dix blessés, selon les autorités.

Il s'agit souvent d'interpellations de courte durée, les personnes étant relâchées peu après s'être fait signifier les délits dont ils se sont rendus coupables et le montant de l'amende.

La manifestation a été déclarée "*illégale*" par les forces de l'ordre dix minutes après le départ, l'itinéraire n'ayant pas été communiqué à la police contrairement à ce que prévoit la "loi spéciale" votée vendredi et qui a ravivé les tensions entre étudiants et autorités.

Les forces de l'ordre n'ont pas chiffré le nombre de manifestants mais les médias locaux parlaient de plusieurs milliers de personnes au départ puis de quelques centaines aux alentours de 23H00 (03H00 GMT).

Après des arrestations de masse aux alentours de 22H00 (02H00 GMT), les manifestants se sont scindés en multiples petits groupes, créant un "chaos indescriptible" dans le centre-ville de Montréal, selon les médias locaux.

Ce mouvement de protestation estudiantin, qui dure depuis trois mois, a pris une autre tournure, plus violente et plus politique depuis le vote vendredi par le gouvernement d'une "*loi spéciale*". Le texte, en plus d'imposer de fortes limitations à la liberté de manifester, met pratiquement fin à la grève, car le semestre en cours est suspendu jusqu'à la mi-août dans les universités et collèges universitaires en grève. (AFP 21.05)

2- Italie

Les électeurs italiens ont durement sanctionné les partis traditionnels soutenant l'austérité et notamment la droite lors du deuxième tour des élections municipales partielles de dimanche et lundi, comme à Parme, où le candidat du Mouvement 5 Etoiles l'emporte.

Organisées dans un climat morose après le tremblement de terre en Emilie-Romagne et un attentat dans les Pouilles, ces élections ont été marquées par une participation en baisse de plus de quatorze points par rapport au premier tour des 6-7 mai, avec à peine 51%.

Ce scrutin a donné l'occasion aux Italiens de manifester leur hostilité croissante à l'égard du Parti de la liberté (PDL) de Silvio Berlusconi et, à un degré moindre, du Parti démocrate (PD, centre-gauche), ainsi que de la politique de rigueur conduite depuis novembre par le gouvernement de techniciens formé par Mario Monti.

La principale surprise du scrutin est venue de Parme, remportée par le candidat du Mouvement 5 Etoiles, le rassemblement anti-système créé par l'humoriste Giuseppe "*Beppe*" Grillo, parfois surnommé le Coluche italien.

Dans cette ville de 190.000 habitants qui a été le théâtre de scandales de corruption ces dernières années, Federico Pizzarotti l'emporte avec plus de 60% des suffrages. Au premier tour, il n'avait obtenu qu'un peu plus de 19% des voix.

Ces résultats ne sont pas de bon augure pour le président du Conseil Mario Monti, soutenu par le PDL et le PD, alors que doivent se tenir en 2013 les législatives. Le discours anti-corruption et hostile aux hausses d'impôts, sur fond de scandales de corruption, a attiré des électeurs qui ont préféré donner leur voix aux candidats "*anti-système*", opposés à la politique de rigueur défendue par les deux grands partis.

Outre Parme, le Mouvement 5 Etoiles de l'humoriste Giuseppe Grillo a fait de bons résultats dans le Nord, raflant les petites villes de Mira (Vénétie) et de Comacchio (Romagne). Il a profité de l'écroulement de la Ligue du Nord : le parti populiste, ébranlé par un scandale de corruption, a perdu lundi dans les sept villes où il était encore présent.

Plus de 900 conseils municipaux étaient renouvelés lors de ces élections et près de 120 ont fait l'objet d'un second tour. Lors du premier tour, plus de neuf millions d'électeurs, soit 20% du corps électoral, avaient été appelés aux urnes.

Près de trois quarts des Italiens se disent "*très inquiets*" par la situation économique et ne s'attendent à aucune amélioration prochaine, selon un sondage ISPO-Intesa Sanpaolo publié dimanche dans le Corriere della Sera.

Les Italiens n'ont "*jamais été aussi pessimistes et inquiets au sujet de la situation économique et sociale du pays*", écrit le sondeur Renato Mannheimer au sujet des résultats de cette enquête. (Reuters 21.05)

Social

France

Air France, contrainte à un vaste plan d'économies sur trois ans, poursuit les négociations avec les syndicats pour fortement améliorer la productivité des personnels, ce qui pourrait générer des sureffectifs et par conséquent des suppressions de postes.

"*L'élaboration du plan de transformation de l'entreprise, visant à restaurer notre compétitivité à horizon 2015, se poursuit au niveau du management ainsi qu'avec les organisations représentatives du personnel*", a affirmé lundi un porte-parole de la compagnie.

Jeudi, un comité central d'entreprise sera l'occasion de faire un point d'étape sur la situation de la compagnie.

La direction a souligné que de ces négociations, qui revisitent une bonne partie des accords d'entreprise (amplitude horaire, prise de congés, composition d'équipage, etc.), dépend la réussite du plan d'économies triennal (Transform 2015) et "*la capacité d'Air France à éviter des départs non volontaires*".

Le porte-parole réagissait à une information du Figaro faisant état d'un projet de 5.000 suppressions de postes d'ici 2015, dont une moitié via des départs naturels (retraite, démissions) et l'autre via un plan de départs volontaires.

Air France a démenti ces informations.

Du côté des syndicats, la CFDT estime que "*c'est probablement la fourchette vers laquelle on se dirige*". "*A ce jour, la direction n'a jamais annoncé de chiffre*", précise toutefois Michel Salomon, délégué CFDT.

En 2009/2010, 1.800 personnes avaient quitté Air France via des départs volontaires, limités au personnel au sol.

Depuis plusieurs centaines de départs naturels au sol n'ont également pas été remplacés.

Globalement, environ 800 personnes quittent chaque année Air France.

Cette fois, le personnel navigant (environ 4.000 pilotes et 15.000 hôtesses/stewards) pourrait être visé par une compression des effectifs.

Dès la fin avril, la section PNC (hôtesses et stewards) de l'Unsa avait exprimé sa préoccupation sur "*des suppressions de postes massives à l'horizon 2014*".

Une analyse que ne partage pas l'Unac (CFE-CGC): "A ce jour, je n'ai aucune info dans ce sens, ce ne sont que des rumeurs", a confié lundi à l'AFP Franck Mikula, délégué Unac (hôtesses et stewards).

"*Nous avons ces dernières semaines étudié un catalogue possible de mesures, maintenant nous allons négocier pour savoir celles qui seront appliquées; il est donc prématuré de chiffrer d'éventuels sureffectifs*", explique le syndicaliste.

La direction a réaffirmé qu'elle ferait fin juin des annonces structurelles, sur le plan social, industriel et commercial, après une première série de mesures d'économies dévoilées en janvier (gel des salaires et des embauches, publicité, investissements, frais de déplacements, billets réduits, etc.). (AFP 21.05)

Les syndicats sont en train de collaborer avec la direction à la suppression de ces milliers de postes.

Economie

1- Espagne

Les pertes des banques espagnoles pourraient atteindre 260 milliards d'euros et le secteur pourrait avoir besoin d'une aide allant jusqu'à 60 milliards d'euros, a affirmé lundi l'Institut de la finance internationale (IIF).

"Le plus gros des pertes devrait être généré par les prêts immobiliers, qui sont concentrés au sein des Cajas", les caisses d'épargne régionales, ont-ils ajouté. (AFP 21.05)

2- Inde

Les investisseurs parlent de "*carnage à Dalal Street*", la rue où se situe le Bombay Stock Exchange. La roupie indienne, une

des monnaies émergentes fortes en 2010, renoue avec des accès de faiblesse et a touché lundi 21 mai son plus bas niveau face au billet vert, passant sous les 55 roupies pour un dollar.

Il s'agit de la quatrième séance de suite où la monnaie indienne, partiellement convertible, enregistre un record de faiblesse.

Première explication, l'ensemble des devises considérées comme risquées, les devises émergentes en première ligne, est délaissé par les cambistes au profit des monnaies vues comme sûres : dollar, yen, franc suisse...

Mais, plus grave, la faiblesse de la roupie est davantage due aux faiblesses structurelles du pays qu'à un jeu spéculatif de traders sur le marché des changes. La hausse du produit national brut n'a atteint que 6,1 % au dernier trimestre 2011, contre une moyenne de 8,5 % avant la crise.

Cette fois, la Banque centrale indienne ne semble pas vouloir intervenir, en vendant des dollars par exemple. La Reserve Bank of India a annoncé jeudi des mesures visant à contenir la baisse récente de la monnaie et elle a demandé que les exportateurs et les autres détenteurs de devises étrangères convertissent en roupies la moitié du total de leurs revenus.

Mesure inverse, la banque centrale avait annoncé, en avril, l'abaissement, pour la première fois depuis trois ans, de son taux de référence d'un demi-point, à 8 %. La baisse des taux est l'outil privilégié pour relancer la croissance, mais cette baisse du loyer de l'argent diminue également son intérêt auprès des investisseurs. D'où la baisse de la monnaie.

A l'inverse, une hausse des taux sert à décourager le crédit et permet de lutter contre l'inflation, une plaie de l'économie indienne. Récemment, l'envolée des prix alimentaires avait atteint près de 10 %.

"*Le cycle d'investissement a peu de chance de reprendre bientôt, étant donné le peu de confiance des investisseurs et le manque d'assouplissement de la politique monétaire*", argue la banque Standard Chartered. De plus, le fossé entre la consommation, grandissante, et les investissements, taris, risque de se transformer en pente inflationniste et de rendre encore plus insoluble cette quadrature du cercle monétaire.

Avantage, cependant, de la dépréciation de la monnaie indienne, cette baisse de sa valeur de près de 20 % sur un an augmente proportionnellement l'attrait de ses exportations, rendues plus compétitives : sucre et coton notamment. (lemonde.fr 21.05)

Haut de page

Le 23 mai

CAUSERIE

(Ceci est le premier jet de la journée, il est 10h30 et je dois aller faire des courses. Je complèterai cette causerie plus tard dans l'après-midi, ici en Inde. Bonne journée à tous, à la camarade Aude dont j'ai été consulter la page Facebook, exceptionnellement.)

J'ai actualisé la page d'accueil des rubriques économie et Grèce. Aujourd'hui il fait entre 45 et 50°C à Pondichéry (Inde du Sud).

J'ai ajouté 28 articles en ligne depuis le 21 mai. C'est indispensable d'être correctement informé et de savoir de quoi on cause avec les travailleurs. Un conseil, méfiez-vous des portails d'information qui se veulent de "gauche", "*alternatifs*", "*citoyens*", progressistes ou humanistes quoi, genre Le Grand Soir, Agoravox, Alterinfo, Rue89 et bien d'autres qui certes sont corrompus par l'idéologie dominante comme tous les autres à des degrés divers, sauf que dans leur cas et contrairement au Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca, c'est plus sournois, plus pernicieux, leur manque d'impartialité est maquillé ou n'apparaît qu'au détour d'un mot auquel on ne prête pas forcément attention.

Deux exemples :

- Le Grand Soir. *La nounou de l'Europe, Angela Merkel, est isolée - Les vents sont désormais contraires à l'austérité*, article paru sur legrandsoir.info daté du 23 mai 2012. L'austérité envolée, vous y croyez ? Hollande l'a dit et ces larbins lui emboîtent le pas.

- Agoravox. *Foucault, Onfray, Comte-Sponville face au plaisir à la liberté et au néo-puritanisme* du 21 ou 22 mai. Onfray "*dépasse brillamment l'idéologie soixante-huitarde, le « jouissez sans entrave » qui ne fut qu'une éphémère récréation, un léger frémissement, qui ne dura tout juste qu'une quinzaine d'années. Empêtré dans l'idéologie gauchiste et dans les contradictions du marxisme, l'esprit de Mai 68...*". Le gauchisme et la manière dont s'est terminé mai 68 seraient le produit des "*contradictions du marxisme* au lieu d'être le produit d'un manque de maîtrise du marxisme de leur part, de leurs faiblesses ou lacunes, tout est

bon pour tirer sur le marxisme l'air de rien.

On peut lire entre autres conneries dans cet article, que la morale serait du ressort du bon sens et non le produit du rapport entre les classes, de l'existence des classes et de la domination d'une classe en particulier qui en exploite et opprime une autre.

Dans un autre article bien pourri intitulé *Jacques Attali n'est pas libéral*, l'auteur s'emploie à le présenter de manière contradictoire pour embrouiller le lecteur, alors qu'en réalité Attali le banquier du PS est un des propagandistes du Nouvel ordre mondial concocté par les gangsters de la finance américaine et les néoconservateurs.

L'autre avantage du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca, c'est que ce ne sont pas des blogs ouverts aux commentaires d'internautes intéressés ou ignorants ou encore débiles. Certes, tous ces portails sont sans exception anticommunistes, mais qui ne l'est pas de nos jours ?

Pour ma part, les sources d'information auxquelles je recours tiennent sur les doigts d'une main et c'est suffisant, j'en suis satisfait, car ils me font gagner un temps précieux, ce que j'essaie de faire avec vous en sélectionnant des articles qui nous apprennent quelque chose.

Fesse bouc l'arnaque.

J'avais eu le pif sur ce coup-là, vous me l'accorderez. (lire l'article de presse en ligne dans cette page.)

Ah la folie des grandeurs des petits monarques déchus !

Vous vous souvenez peut-être du dernier tour de La Talonnette qui n'a manifestement pas fonctionné : votez pour moi, j'ai changé, j'ai commis des erreurs de jeunesse mais je ne recommencerai plus, juré, craché, patati patata.

Epilogue. Du Fouquet's et du yacht de Bolloré il est passé à une résidence royale que son pote le monarque Mohammed VI a mise à sa disposition jusqu'au 31 mai au coeur de la Palmeraie, à Marrakech. (source AFP 22.05)

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Vous en avez rêvé, ils l'ont réalisé, si, si.

"*Le changement, il est déjà perceptible*" selon Jean-Marc Ayrault. "*En quelques jours, le gouvernement, le président ont montré non seulement que le changement était possible, mais qu'il est déjà là*", a estimé Mme Aubry. (AFP 22.05)

C'est comme avec les miracles, il suffit de fermer les yeux et d'y penser très fort et hop le tour est joué !

Otan... pour moi !

Paris a fait entériner le retrait anticipé de ses troupes combattantes, tout en lâchant du lest sur le bouclier antimissile voulu par Washington. A Chicago, le président Hollande a résumé ainsi la position française : «*La défense antimissile ne peut pas être un substitut à la dissuasion, mais un complément.*».

Un haut responsable français concède qu'il y a une évolution de la position de François Hollande, mais que celle-ci ne concerne qu'une simple esquisse de bouclier : «*Sur cette affaire, on parle de quoi ? D'un radar, d'une frégate, d'un centre de commandement, point barre.*»

A Chicago, l'Alliance atlantique a officialisé la première phase de ce bouclier : commandé à partir de la base de Ramstein (Allemagne), il sera composé d'un radar ultrapuissant installé dans l'Anatolie turque, de missiles SM-3 déployés sur des frégates postées en Méditerranée et d'intercepteurs implantés en Pologne et en Roumanie.

A l'instar de sa position sur le bouclier antimissile, le nouveau président français a adopté une attitude ambiguë vis-à-vis de l'Alliance atlantique. Durant la campagne, il a déploré le retour de la France au sein du commandement intégré, décidé par Nicolas Sarkozy. Tout en estimant qu'il n'était plus temps de revenir en arrière… (liberation.fr 21.05)

Grèce. Info ou intox ? (suite)

Voilà que les derniers sondages créditent Syriza (le FdG grec) de 28% d'intentions de vote au scrutin du 17 juin. (source : lexpansion.com 22.05), alors que le 18 mai il était donné battu par les conservateurs de Nouvelle Démocratie. (causerie du 19) ce

qui nous avait laissé perplexe.

L'arnaque de la croissance. (suite)

Le Medef en chef d'orchestre

Alors que les dirigeants de l'Union européenne se réunissent mercredi à Bruxelles pour un sommet informel au cours duquel François Hollande espère faire avancer son initiative d'une relance de la croissance, Laurence Parisot a prévenu que la France ne pouvait pas se permettre d'augmenter ses dépenses.

«*La croissance n'est pas une hypothèse mais un objectif. Et nous disons que la croissance, ce n'est pas la croissance des dépenses publiques et que par conséquent, l'exigence de discipline budgétaire ne doit pas être abandonnée*», a-t-elle dit.

«*Le véritable outil de la croissance, c'est la compétitivité du territoire France à l'intérieur de l'UE et de la zone euro et la compétitivité du territoire Europe*» a-t-elle estimé.

Elle s'est inquiétée de la hausse attendue des prélèvements obligatoires. «*Sur la base du programme de François Hollande, il pourrait y avoir 27 milliards d'euros de charges sociales et fiscales nouvelles sur les entreprises*», a-t-elle dit.

«*Les entreprises ne supporteraient pas une augmentation nouvelle des prélèvements. Le risque de décrochage de notre pays serait vraiment très grand*», a-t-elle poursuivi.

Laurence Parisot a toutefois jugé qu'une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG) pourrait être utile pour abaisser les charges patronales.

«*Arnaud Montebourg a le souci, que nous partageons, que l'industrie dans notre pays soit en bonne santé et puisse à nouveau se développer mais ça ne pourra pas être le cas avec une telle charge sociale et fiscale supplémentaire. Nous avons besoin de 'désendettement compétitif'*», a-t-elle plaidé. (20minutes.fr 22.05)

Le FMI donne le la

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, a estimé mardi à Londres que les dirigeants de la zone euro devaient "*faire plus*" pour soutenir la croissance, mais en engageant des réformes structurelles et sans creuser les déficits.

"*Il faut faire plus pour soutenir la croissance, en particulier par l'intermédiaire de réformes structurelles*" et non par des mesures de relance "*car nous ne pensons pas que la situation budgétaire des Etats membres le leur permette*", a dit Mme Lagarde lors d'une conférence de presse à Londres. (AFP 22.05)

Actualité en titres

Vendus !

- Chez Air France, direction et syndicats envisagent un donnant-donnant - Libération.fr

Qu'on se le dise !

- Berlin ferme la porte à toute négociation sur les euro-obligations - Lexpansion.com

Quand croissance rime avec compétitivité

- Dette: la discipline fiscale "*pas soutenable*" sans croissance, estime Mario Monti - AFP

- Brésil: le manque de compétitivité freine la croissance - AFP

De deux choses l'une : Soit la croissance correspond à une augmentation du PIB, donc de la production, donc à de nouvelles parts de marché conquises au détriment de la concurrence ou à une extension du marché qui ne se décrète pas, soit elle correspond à une augmentation de la plus-value produite par les travailleurs ou qui leur est extorquée, donc une aggravation de l'exploitation par le biais de l'allongement de la durée du travail, une plus grande flexibilité (et précarité) des conditions de travail, la remise en cause d'acquis sociaux (salaire différé), des exonérations de cotisations sociales pour les patrons, la baisse de l'impôt sur le

bénéfice des sociétés, la suppression de taxes ou autres avantages fiscaux...

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

La Grèce restera dans l'euro si la gauche radicale Syriza gagne les prochaines élections législatives de juin, a affirmé mardi à Berlin le leader de ce parti, Alexis Tsipras.

"*Notre élection ne signifie pas que nous allons sortir de l'euro. Au contraire nous allons garder l'euro*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec des responsables de la gauche radicale allemande. "*Je ne crois pas que le rejet du programme d'austérité signifierait une sortie du pays de la zone euro*", a-t-il ajouté.

"*Nous espérons beaucoup des changements dans l'axe franco-allemand*" après l'élection à la présidence française du socialiste François Hollande, a-t-il ajouté.

Le chef de Syriza, qui est crédité de 21 à 28% d'intentions de vote au scrutin du 17 juin, et à ce titre possible futur chef de gouvernement, a réaffirmé que son objectif était de mettre "*fin au mémorandum*", ce plan d'austérité pour la Grèce négocié par les précédents gouvernements avec la troïka (Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne).

La France comme l'Allemagne font toutefois jusqu'ici du respect de ce mémorandum une condition au maintien de la Grèce dans l'euro.

Pour autant, Alexis Tsipras ne veut pas que son pays sorte de la zone euro. Il le rappelait le 18 mai, dans une interview au Wall Street Journal : "*Ce n'est pas quelque chose que nous désirons, ce n'est pas quelque chose que nous cherchons*". Mais il se veut menaçant : si l'UE lâche la Grèce, par exemple en refusant de lui verser les aides promises et en la laissant faire faillite, alors la Grèce ne remboursera pas ses dettes, plongeant les banques européennes dans le marasme. Sauf que ce moyen de pression est d'ores et déjà caduc, puisque les banques privées ont reporté le risque sur les institutions et les contribuables européens.

Pour lui, les élections du 17 juin ne sont pas un référendum pour ou contre la sortie de l'euro. "*La question n'est pas la drachme ou l'euro, mais l'austérité ou l'espoir*", a-t-il lancé sous les yeux approbateurs de son "*ami*" Mélenchon. (AFP et lexpansion.com 22.05)

L'espoir fait vivre et pendant ce temps-là rien ne change, la vie des charlatans n'en est pas affectée et les nantis continuent de s'empiffrer.

2- Canada

2.1- Pour le 100ème jour de la grève étudiante, plusieurs dizaines de milliers de Québécois étaient ce mardi dans les rues de Montréal pour crier leur mécontentement. Quinze semaines après le début d'une fronde étudiante, le conflit s'est mué en une véritable contestation sociale.

Depuis 3 mois, la province vibre au son des manifestations. Le 22 mars et le 22 avril, plus de 150 000 personnes, étudiants, professeurs, mais aussi syndiqués, artistes et écologistes ont manifesté leur opposition à la hausse des droits d'inscription à l'université. Malgré la pression, le gouvernement libéral de Jean Charest n'a jamais trouvé de terrain d'entente avec les syndicats étudiants.

Après plus de 200 manifestations de jour et de nuit à Montréal, le gouvernement a adopté une loi d'exception, suspendant le trimestre et restreignant le droit de manifester, en imposant notamment des amendes salées aux organisateurs et participants de manifestations illégales. Une mesure qui, loin de calmer les esprits, ne passe pas.

Observant les dizaines de milliers de personnes autour de lui, Gabriel Nadeau Dubois, jeune porte-parole d'un syndicat étudiant la Classe, qui refuse de se plier à la loi, constate : «*c'est un geste massif de désobéissance civile*». «*Si le gouvernement est conséquent avec sa loi, il devra donner des amendes à des dizaines de milliers de personnes*», estime le jeune homme.

A Montréal, la loi spéciale, appelée loi 78, n'a pas encore été appliquée par la police. Mais bien des manifestants refusent de se laisser impressionner par les amendes qu'ils pourraient avoir (jusqu'à plusieurs milliers de dollars). (libération.fr 22.05)

2.2- Si la suspension des cours a été plutôt bien accueillie au sein de la population, le reste de cette loi d'exception, notamment la restriction du droit de manifester --pour quelque raison que ce soit-- a suscité une levée de boucliers.

Elle oblige les organisateurs de manifestations de plus de 50 personnes à soumettre à la police, au moins huit heures à l'avance, la trajectoire du cortège, sous peine de lourdes amendes pour les contrevenants.

"*La loi 78 n'empêche pas les manifestations, elle est là pour les encadrer*", a déclaré le ministre québécois de la Sécurité publique, Robert Dutil. "*En France, il faut un permis 20 jours à l'avance, à Londres un avis six jours à l'avance, à Genève 30 jours à l'avance*", a commenté devant la presse M. Dutil.

Dès son adoption, la loi a été défiée à Montréal. A Sherbrooke, à 130 km à l'est de la ville, 36 manifestants, pour la plupart des étudiants, ont été les premières personnes arrêtées en vertu de la loi, dans la nuit de lundi à mardi, a annoncé la police.

Des manifestations en soutien aux étudiants québécois devaient aussi avoir lieu mardi à New York et à Paris. Ces derniers ont également reçu le soutien de plusieurs personnalités, dont le réalisateur américain Michael Moore. (AFP 22.05)

Social

1- France

1.1- Environ 300 salariés du groupe de presse Hersant Media (GHM), qui négocie un rapprochement avec le groupe belge Rossel prévoyant des centaines de suppressions de postes, ont manifesté mardi à Lille, dans le nord de la France, pour défendre leur emploi.

Rassemblés devant le siège du quotidien régional la Voix du Nord, contrôlé par Rossel, journalistes, commerciaux et ouvriers étaient venus dénoncer un projet de plan social, avec la suppression de 270 emplois sur 650 au pôle CAP (Champagne Ardenne Picardie) qui regroupe L'Union, L'Est Eclair et l'Aisne Nouvelle.

Selon les manifestants, 112 postes sur 352 seraient également supprimés à Paris-Normandie et 200 autres sur 600 à Nice-Matin. Philippe Mellet, délégué syndical du Syndicat national des journalistes (SNJ) à l'Union, dénonce le "*calendrier trop serré qui nous est imposé. On a pris dix mois pour négocier avec les banques et pour les emplois, on nous laisse à peine trois semaines*".

"*On n'est pas hostile à un rapprochement avec Rossel, qui est en meilleure santé que nous, mais le prix à payer pour les journalistes est beaucoup trop élevé*", déclare-t-il. (AFP 22.05)

Le prix à payer pour les journalistes est un peu, beaucoup ou beaucoup trop élevé, pourquoi, parce que si vous faisiez partie de la charrette il ne serait pas juste intolérable, n'y aurait-il qu'un seul journaliste licencié que ce serait inacceptable, je me mets dans la peau d'un syndicaliste travaillant avec eux.

1.2- Alors que la France compte environ 12 millions d'enfants scolarisés, 472 familles ont vu leurs allocations partiellement suspendues sur un an, en vertu de la loi de septembre 2010 visant à lutter contre l'absentéisme scolaire, selon cette étude révélée par Le Parisien et que l'AFP s'est procurée.

Sur les 101 Caf existantes, 58 ont été amenées à suspendre une part d'allocation familiale pour au moins un de leurs allocataires. La suspension est limitée à la seule part des allocations dues pour l'enfant non assidu.

Fin mars, il restait 288 dossiers de suspension en cours, concernant 312 enfants (dans certains cas, la famille compte plusieurs enfants non assidus).

Parmi ces 288 dossiers, a noté la Cnaf, 96 versements étaient suspendus depuis un mois, 112 depuis deux mois. Deux dossiers l'étaient depuis 12 mois.

Pendant la campagne présidentielle, François Hollande avait indiqué qu'il supprimerait ce dispositif. "*Ce mécanisme n'a aucun effet, donc il sera supprimé parce que je préfère en mettre un autre*", avait-t-il affirmé. (AFP 22.05)

Pourquoi n'a-t-il pas encore signé le décret annulant cette mesure inique, cela doit prendre moins de 5 minutes. Les familles qui ont été privées de ces allocations devraient exiger le paiement de ce qui ne leur a pas été versé.

2- Espagne

Les enseignants espagnols se sont mis en grève ce mardi contre les coupes menées dans le budget de l'éducation par le

gouvernement face à la crise de la dette, qui entraîneraient 100.000 suppressions de postes de remplaçants, selon les syndicats.

Le mouvement a touché tous les degrés de l'enseignement public, de la maternelle à l'université. Des enseignants d'écoles privées recevant des financements publics se sont aussi mis en grève. (Reuters 22.05)

Economie

Japon

L'agence de notation financière Fitch a baissé mardi de deux crans la note du Japon dont le niveau d'endettement dépasse de loin les fardeaux grec, italien ou espagnol, et pointé l'incertitude politique pesant sur la réforme fiscale.

Fitch a rappelé que l'endettement public allait s'élever "*à 239% du produit intérieur brut du pays d'ici à la fin 2012, le taux de loin le plus élevé de toutes les nations que nous notons*", a-t-elle relevé.

Ce ratio est pire que la proportion enregistrée dans les pays de la zone euro en difficulté financière, comme l'Espagne (80,9%, d'après les derniers chiffres de la Commission européenne), l'Italie (123,5%) et même la Grèce (160,6%).

De plus, la proportion de la dette croît rapidement. Fitch relève qu'elle a bondi de 61 points de pourcentage depuis la crise financière internationale de 2008-2009.

Aggravée par les impératifs de reconstruction après le séisme dévastateur du 11 mars 2011, cette tendance n'est pas près de s'inverser, le gouvernement nippon ayant prévu de financer plus de la moitié de son budget 2012-2013 par l'émission de nouvelles obligations.

Afin de dégager des recettes supplémentaires, l'exécutif a déposé au Parlement fin mars un projet de loi prévoyant le doublement de la taxe sur la consommation.

Actuellement fixé à 5%, cet impôt indirect passerait à 8% en avril 2014 et à 10% en octobre 2015, dans le but de financer le système de protection sociale et de contenir la dette.

Mais d'après Fitch, "*ce plan de consolidation budgétaire semble laxiste, y compris par rapport à ceux d'autres pays développés sous pression budgétaire*" ayant fait d'importants efforts de maîtrise des dépenses, notamment en Europe.

L'agence a ajouté que la réforme fiscale, sur laquelle le Premier ministre de centre-gauche, Yoshihiko Noda, joue son poste, était "*sujette à des incertitudes politiques*" en raison de l'opposition résolue des conservateurs et d'une partie du camp du chef du gouvernement.

Immédiatement après l'annonce de Fitch, le ministre nippon des Finances, Jun Azumi, a réitéré son "*engagement à mener à bien la réforme fiscale en faisant adopter les lois concernant la taxe sur la consommation et la sécurité sociale*". Le ministre n'a pas souhaité commenter l'abaissement de la note proprement dit.

Malgré sa dette colossale, le Japon est resté jusqu'à présent à l'abri des attaques des marchés subies par les pays européens endettés. Vendredi, le taux d'intérêt concédé par Tokyo sur son emprunt à dix ans a même chuté à son plus bas niveau depuis près de neuf ans, à 0,815%.

Parmi les raisons expliquant l'attractivité des bons du Trésor nippons figure l'absence d'inflation, ce qui garantit un gain net pour le créancier malgré la faiblesse du taux.

Quelque 95% des obligations publiques nippones sont en outre détenues par des investisseurs japonais, ce qui met à l'abri le Trésor tokyoïte des mouvements erratiques de capitaux internationaux qui ont fait tant de mal à Athènes, Rome ou Madrid.

Les Nippons disposent en outre d'une épargne abondante sur laquelle les autorités peuvent compter pour emprunter, l'archipel détenant les deuxièmes plus importantes réserves de changes au monde et disposant de surcroît d'une monnaie de réserve internationale, le yen, ce qui renforce sa position sur les marchés. (AFP 22.05)

Société

Santé. Les vertus du café.

Une étude sur l'effet du café sur la mortalité vient d'être publiée dans le plus grand journal de médecine. Cet énorme travail qui porte sur 400 000 personnes suivies pendant 13 ans montre que le café, même à des doses très importantes (plus de 4 cafés par jour), a un effet protecteur et diminue la mortalité. Pratiquement toutes les causes de mortalité sont concernées, et plus particulièrement, sans qu'on se l'explique, les maladies infectieuses, les infections respiratoires et le diabète.

Plus encore, il apparaît que le café préserve aussi des accidents vasculaires cérébraux. Étant donné que cette étude vient renforcer les études préalables, il est clair que le café en soi n'a pas d'effet nocif sur la santé, au moins chez ceux qui sont proches du groupe observé et sur la durée qui a été étudiée ici.

Les composants du café utiles dans ces conditions, ou associés à une meilleure espérance de vie, ne sont pas connus, mais ne semblent pas être la caféine, car le café décaféiné a le même effet protecteur, mais n'est pas supérieur au café comprenant de la caféine. (lepoint.fr 22.05)

Haut de page

Le 24 mai

CAUSERIE

A propos du rejet du mémorandum de la troïka ratifié par le PASOK et la Nouvelle Démocratie qui renvoie le niveau de vie des travailleurs grecs 50 ans en arrière, dans son éditorial Gluckstein pose une question grotesque, c'était imparable : "*Qu'en pense (entre autres) Laurent Fabius ?*". Vous et moi le savons pertinemment. Que devrait-il en penser ? Le 21 mai, trois jours plus tôt Pierre Moscovici avait précisé lors d'une conférence de presse, qu'Athènes doit "*tenir ses engagements*" (causerie du 22), c'est clair, net et précis.

Le POI doit être le seul parti en France ou en Europe à ne pas savoir ce qu'en pensent les dirigeants du PS. Pourquoi, pour qui roule le POI ? Mais peut-être avons-nous mal compris, vérifions-le.

Dans sa déclaration datée du 17 mai le bureau national du POI le 2012 s'interrogeait déjà inutilement sur les intentions du gouvernement Hollande-Ayrault : "*C'est dans ce mouvement profond de rejet de l'Union européenne, rejet de l'austérité, des contre-réformes et des plans sociaux que François Hollande a été élu. En tiendra-t-il compte ?*".

Pourquoi faudrait-il entretenir le suspens, alors que les commentateurs ont unanimement reconnu qu'Hollande avait été élu par dépit, que les électeurs qui avaient voté pour lui avaient seulement voulu chasser Sarkozy et qu'ils n'avaient pas soutenu pour autant son programme, pourquoi le POI tient-il absolument à entretenir l'illusion qu'il en aurait été autrement et que les travailleurs attendraient quelque chose de ce gouvernement capitaliste ? C'est le POI, la majorité de ses adhérents, ses dirigeants qui en réalité en attendent quelque chose et personne d'autres. Les quelque 12 millions de travailleurs qui ont refusé de cautionner Hollande le 6 mai en s'abstenant ou en votant blanc ou nul, ne savaient-ils pas ce qu'ils faisaient ? Eux aussi ils sont déjà passés à la trappe, et pour cause !

Dans ces conditions, il est évidemment trop tôt pour s'attaquer au gouvernement, laissons-lui du temps, un répit, à l'instar des marchés : "*Quant à la politique qui sera menée par le gouvernement de M. Ayrault, il est trop tôt pour en juger*", sans blague, c'est ainsi que le POI soutient le gouvernement. Le POI agit en diviseur de la classe. Puisqu'il est "*trop tôt*" pour juger des intentions du gouvernement, laissons les travailleurs croire ce qu'ils veulent, qu'ils pourraient en attendre quelque chose, mieux, faisons-leur croire que ce serait possible.

De la même manière qu'il suffirait que le TSCG ne soit pas ratifié pour que tous les espoirs soient permis et que la vie soit belle, enfin ! Alors que cela ne changerait absolument rien à la situation des travailleurs. En Allemagne, Schröder n'a pas eu besoin du TSCG ou de la "*règle d'or*" pour imposer Hartz IV, ni l'équivalent en Espagne ou en Italie récemment. Chut !

Là aussi, le POI veut nous faire croire que ce serait possible que Hollande et le PS refusent de ratifier ce traité. Le refuserait-il qu'il s'emploierait à appliquer son contenu d'une manière ou d'une autre. Pour le POI, comme pour l'ensemble des représentants de l'ordre établi, tout est une question de méthode pour parvenir à leur fin une fois enfumés les travailleurs, à la manière des dirigeants syndicaux qui rejettent une mesure qui leur est imposée sans concertation préalable, mais qui l'acceptent dès lors qu'elle a fait l'objet d'un "*dialogue social*", leur participation à de pseudo-négociations suffisant à légitimer une mesure réactionnaire, de telle sorte que les travailleurs syndiqués ou non qui la rejettent soient mis devant le fait accompli et soient pour ainsi dire neutralisés, sans syndicats pour représenter réellement leurs intérêts, encore moins pour les mobiliser. Chut !

"*Pour le POI, la solution conforme à la démocratie appellerait qu'on s'appuie sur les peuples et les travailleurs, qui y sont prêts, pour dire non, et donc refuser de ratifier le TSCG.*

M. Hollande, le PS, ses soutiens, ceux qui ont appelé à voter pour lui, choisiront-ils cette voie ? Ce serait là la solution la plus économique."

Il s'agit toujours : un, de faire passer le PS pour ce qu'il n'est pas, deux, pour en attendre quelque chose. On voit bien ici que c'est l'analyse de la nature sociale du PS qui sert de terrain aux illusions que le POI cultive savamment et avec constance dans ce parti bourgeois. La caractérisation politique de ce parti n'a pas seulement une importance sur le plan tactique (en période électorale) mais stratégique, ce que démontre l'allégeance, la soumission du POI au gouvernement, le POI estimant qu'il s'agit d'un parti ouvrier.

D'une illusion à l'autre il n'y a qu'un pas, procédé auquel le POI est abonné.

"*Le POI salue la position adoptée par Alexis Tsipras, dirigeant de la coalition Syriza (arrivée en deuxième position), qui refuse de participer à un gouvernement qui appliquerait le mémorandum : il a raison, c'est l'exigence majoritaire du peuple grec !*"

"*Pour le POI, la solution simple, de bon sens, dictée par le simple respect de la volonté du plus grand nombre, c'est de cesser d'accepter les diktats de l'Union européenne, de cesser de les appliquer dans les régions et les départements, de répondre à l'aspiration des peuples, à cette volonté majoritaire, en un mot : respecter la démocratie.*"

Dominique Ferré, IO n°201 page 10 : "*Comme si le seul moyen d'en sortir, ce n'était pas, précisément, l'annulation du mémorandum...*", quelle illusion criminelle !

En réalité, le POI navigue à vue et ne sait plus à quel saint se vouer, il s'en remet donc à un parti qui entretient des illusions au plus haut niveau : "*Nous espérons beaucoup des changements dans l'axe franco-allemand*" après l'élection à la présidence française du socialiste François Hollande, a dit Alexis Tsipras, dirigeant de la coalition Syriza. (causerie du 22)

L'espoir (plutôt que l'austérité), n'est pas son mot d'ordre ? L'espoir béat, sans contenu ni perspective, il s'imagine que les créanciers de la Grèce vont lui verser des dizaines ou des centaines de milliards d'euros pour doubler le salaire minimum, augmenter de 50% les retraites, embaucher 100 000 fonctionnaires !

Ne serait-ce pas le devoir d'un parti ouvrier de dire toute la vérité aux travailleurs : l'annulation du mémorandum ne suffira pas à résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, nous allons nous retrouver face au lock out des capitalistes, pris en otage par les banquiers qui détiennent les cordons de la bourse, il nous faut nous attaquer aux fondements du capitalisme, annuler la dette de l'Etat et des ménages, exproprier les patrons et actionnaires des institutions financières et des grandes entreprises sans leur verser un centime, refonder l'Etat et les institution pour réorganiser la production et la société sur la base des besoins des masses laborieuses de façon à pouvoir les satisfaire.

On ne pourra pas s'en sortir dans le cadre de l'euro et de l'Union européenne dirigée par des hommes de paille à la solde de l'oligarchie financière internationale, sans rompre avec l'UE et l'euro ils nous étrangleront. Il nous faut donc appeler les travailleurs de toute l'UE à se mobiliser, à se soulever contre la politique d'austérité mise en oeuvre par les différents gouvernements dans la perspective de renverser la dictature du capital et ses institutions dans chaque pays et au niveau européen, la seule issue étant les Etats-Unis socialiste d'Europe.

Et logiquement, sans rire, comme si de rien n'était le POI appelle le PS et ses satellites à réaliser un front unique contre l'austérité, contre le TSCG, contre tout ce que vous voudrez... Contre les travailleurs après qu'Hollande ait déclaré hier que "*les Etats ont à faire leur devoir par rapport à leur système bancaire*". Quand "*on aime les riches*", on ne compte pas !

Côté pile

Alexis Tsipras, de Syriza, lors d'une conférence de presse le 21 mai à Paris : "*Il n'y a rien à négocier dans le mémorandum, car ce plan nous conduit en enfer*"

Côté face.

Il s'est prononcé contre la sortie de l'euro et de l'UE qui n'aurait pas déjà "*conduit en enfer*" les travailleurs espagnols, portugais, irlandais, avant que les autres ne suivent.

Qu'en est-il du cours suivi par le capitalisme mondial au cours des quatre dernières décennies qui a conduit à cette situation ? Occulté, oublié, passé à la trappe, pourquoi y faire référence quand on n'a pas pour objectif de rompre avec lui ?

Pour les dirigeants du POI comme pour ceux de Syriza, la question n'est pas d'aller de l'avant, vers le socialisme, mais de revenir

en arrière, à la situation antérieure à 2007-2008, au lieu d'avancer une perspective révolutionnaire rompant avec les institutions en place dans chaque pays, ils défendent la conception de la démocratie qui a conduit à la situation actuelle.

Faire référence aux positions avancées par Syriza ou le Parti de gauche en dénonçant leurs insuffisances ou leur ancrage capitaliste est une chose que l'on peut concevoir, mais ce n'est pas ce que fait le POI qui s'arrête en cours de route. Plus rien ne distingue le POI des autres partis. La méthode Sarkozy, c'était un fait divers = une loi, la méthode du POI, c'est une petite phrase d'un dirigeant dans une déclaration = un communiqué de soutien ! A part cela, les idées de la classe dominante ne s'infiltent pas jusqu'à la direction des partis, la mimique est quasi parfaite.

Le PG lorgne sur les adhérents du PS et du PCF, tandis que le POI lorgne sur ceux du PS, du PCF et du PG, pendant ce temps-là les travailleurs et les militants qui n'y ont aucun intérêt comptent les points et rongent leur frein en se demandant quand est-ce que cette sinistre comédie prendra fin. Soyez patient, cela fait des lustres que cela dure sans que rien ne change.

Un dernier mot.

Je croule sous près de 50°C et c'est dur de bosser. Imaginez un instant ce qu'endurent quotidiennement les Indiens qui bossent à l'extérieur en plein soleil, l'enfer. L'enfer, les Grecs ne savent pas encore ce que c'est, encore moins les Français, surtout ceux qui 5 semaines par an se transforment en touristes.

Hier après-midi, j'ai une nouvelle fois réfléchi à la manière dont les travailleurs abordaient la lutte des classes en relation avec les transformations qu'a subi la société depuis le milieu du XIXe siècle ou la parution du Manifeste communiste de Marx et Engels. C'est une question qui me turlupine depuis un moment.

Autrefois, comment les travailleurs faisaient-ils pour s'informer, se mobiliser ? Par quel canaux les partis informaient-ils les travailleurs quand il n'existait ni Internet, ni la télévision, ni la radio, ni le téléphone, ni les moyens de transport rapides que nous connaissons au XXIe siècle ?

Quelle incidence cela peut-il avoir sur les rapports entre les travailleurs et les partis autrefois et aujourd'hui ?

Autrefois il était impossible de vérifier une information qui parvenait à son destinataire avec un certain délais. Il devait exister obligatoirement une relation de confiance. L'information était transmise de bouche à oreille, les travailleurs lisaient peu les journaux, quand ils avaient les moyens d'en acheter ou quand ils savaient lire, fallait-il qu'ils en trouvent le temps aussi après leur journée de labeur de 14 à 16 heures.

Dans ces conditions l'aura et l'influence du militant ouvrier était considérable, les ouvriers buvaient ses paroles et très souvent y adhéraient sans se poser davantage de questions. La condition ouvrière était si épouvantable qu'en quelques mots des travailleurs étaient gagnés au socialisme.

De nos jours, plus particulièrement depuis une dizaine ou une quinzaine d'années, les travailleurs peuvent s'informer eux-mêmes par le biais d'Internet sans toutefois avoir toujours les moyens de faire la part des choses entre info et intox, entre ce qui correspond à leurs intérêts et ce qui correspond à ceux de la classe dominante. Par le fait de s'informer eux-mêmes, ils ont l'impression trompeuse de se forger des convictions qu'ils estiment correspondre à la vérité, sans se douter qu'ils sont manipulés ou qu'ils se leurrent eux-mêmes sur leur capacité à déjouer les plans de ceux qui ont intérêt à les induire en erreur. Ils disent volontiers ne plus faire confiance à personne ou aucun parti pour ne plus croire qu'eux-mêmes, alors que leurs convictions reposent souvent sur des bases erronées.

La question est donc de savoir qu'est-ce que l'on peut faire pour les aider à déjouer ces pièges qui ont pour objectif de les empêcher de comprendre comment fonctionne la société pour leur interdire de trouver les moyens de la combattre ou de la remettre en cause. Ce qui leur manque, c'est un outil, une méthode sûre et pratique qui leur permette d'interpréter les faits autrement qu'à partir des idées de la classe dominante qui faussent leur appréciation de la situation.

Evidemment, cet outil n'a pas pour objet de se substtuer à leur participation à la lutte de classes, il pourrait servir à les aider à élever leur niveau de conscience politique pour que le jour où ils seront amenés à se mobiliser, ils ne partent pas de zéro ou qu'ils soient incapables de ce fait de se situer sur le terrain de leurs propres besoins, qu'ils soient incapables de s'élever politiquement au niveau des tâches que la situation leur impose d'accomplir.

On a pu observer au cours de leurs mobilisations qu'ils étaient incapables de leur donner un contenu politique ou de les inscrire dans une perspective politique, donc à l'arrivée d'en tirer le moindre enseignement pour la suite de leur combat, d'où leur stagnation ou leur décomposition politique. On ne peut pas rompre avec le capitalisme et les institutions si on n'y a pas été préparé pendant de nombreuses années. Nous le savons par expérience, mais nous sommes incapables d'en tirer des leçons pratiques, nous nous y refusons en estimant que la conception de la lutte de classe qui existait depuis le milieu du XIXe siècle demeure valable. On se dit qu'un bel article, un beau tract ou un grand discours au cours d'un meeting ou à la fin d'une manifestation fera l'affaire. Or il n'en

est rien, les travailleurs le placeront sur un pied d'égalité avec tout ce qu'ils peuvent lire et entendre par ailleurs, en formulant les mêmes réserves ou s'en remettant à leur propre jugement en dernier ressort.

La difficulté est de les faire passer du champ de l'expérience théorique au terrain pratique, de les faire passer d'un accord tacite ou intellectuel avec les idées qu'on développe à l'engagement politique. Vous connaissez la formule selon laquelle le meilleur moyen de vérifier une théorie demeure de la mettre en pratique dans le cadre d'une organisation, un parti. Mais ici elle ne nous sert pas à grand chose. Nous sommes en présence d'un problème qui se présente sous un angle nouveau, donc il faut l'aborder sous un autre angle nouveau, où chacun croit détenir la vérité et comme tout le monde procède de la sorte, il est devenu très difficile de se rassembler ou de se reconnaître dans la même structure.

Ce qui nous manque, c'est l'autorité d'un dirigeant charismatique disposant des qualités requises pour diriger un parti révolutionnaire. Comment Marx et Engels ont-ils pu s'imposer sinon par la manière d'aborder la lutte des classes accessible à tous les travailleurs, de telle sorte qu'il était facile de démonter les théories foireuses de leurs adversaires. On nous dira que c'est pour avoir passé avec succès l'épreuve de la lutte des classes que le marxisme s'est imposé au mouvement ouvrier internationale... Certes, mais là encore, ce constat qui est exact ne nous est d'aucune utilité aujourd'hui, le marxisme a été dévoyé par le réformisme puis le stalinisme, et recourir à un tel argument présenterait pratiquement autant d'avantages que d'inconvénients, donc la plupart il ne nous sera d'aucune utilité dans une discussion avec des travailleurs ou dans un article. Qui dit la vérité, comment le savoir, voilà à quoi on en arriverait en s'obtinant dans cette voie.

Autrefois on avait le choix entre deux versions possibles d'un fait, pour faire bref, celui du patron ou son représentant politique et celui de l'ouvrier ou du militant du parti. De nos jours, il existe autant de versions qu'il existe d'individus ou de moyens de communication, de partis, d'agences de presse, de journaux, de chaînes de radio ou de télé, de portails ou de blogs Internet. Dès lors, vous pourrez être animé des meilleures intentions de la terre, tout ce que vous pourrez entreprendre pour convaincre quelqu'un de quelque chose se soldera systématiquement par un échec, sauf exception qui confirmera la règle, vous n'y parviendrez que lorsque la personne se sera convaincue elle-même du bien-fondé de vos arguments, pas avant, et encore si elle n'émet pas des réserves de crainte de se faire rouler ou parce qu'elle ne maîtrise pas le sujet en question.

S'il est difficile de faire évoluer quelqu'un qui est bourré de certiitudes, cela s'avère impossible face à quelqu'un qui n'en possède aucune... à part celle de ne pas en posséder ! Autrefois pour les travailleurs s'avouer ignorants n'était pas un problème ou une tare, ils étaient fiers d'apprendre quelque chose, de progresser, de se hausser à la hauteur de leurs maîtres pour pouvoir les affronter. De nos jours et cela depuis des décennies et des décennies, bien avant les années 70-80, les travailleurs se leurrent sur ce qu'ils savent vraiment, j'ai toujours connu mon père ainsi et il est mort de la sorte, fier de sa crasse ignorance, d'où une incompréhension entre nous jusqu'à son dernier souffle le malheureux.

Depuis avec Internet cette tendance s'est accentuée, ce n'est pas *je pense donc je suis*, c'est je m'informe donc je sais. Vous avez sans doute remarqué que je ne m'acharne pas à convaincre qui que ce soit de quoi ce soit, ce n'est pas que je m'en fous, je sais pertinemment que c'est inutile, du coup je me concentre sur la méthode du marxisme que j'ai adoptée sans y faire référence, en me disant qu'à force de la pratiquer en me lisant, il y a bien des militants qui vont finir par l'adopter (même inconsciemment) et qui sait partageront mes positions, à moins que ce ne soit moi qui partageras les leurs ou que j'en change à leur contact. Quand un camarade m'a écrit qu'il ne me ferait pas changé de position (sur le PS), je n'ai pas trouvé utile de lui répondre puisqu'en réalité c'est lui qui n'avait pas l'intention d'en changer, ou alors il n'était pas vraiment convaincu de la validité de ses propres arguments ce qui revient finalement au même.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Abandonné l'euro : inconcevable !

"*Je ferai tout ce que peux faire, dans la position qui est la mienne, pour convaincre les Grecs de choisir de rester dans la zone euro en respectant les engagements qui ont été pris et pour convaincre les Européens qui pourraient en douter de la nécessité de garder la Grèce dans la zone euro*", a dit Hollande lors d'un point de presse.

Ils ont reçu 1.000 milliards d'euros récemment, ce n'est pas suffisant.

François Hollande et Mariano Rajoy sont d'autre part tombés d'accord sur la nécessité d'un soutien au système bancaire européen, qui souffre de liquidités insuffisantes avec pour conséquence des moyens limités pour accompagner une reprise de la croissance.

Tout, tout, tout pour les banquiers, ils martèlent.

Le président français a estimé que le rôle de la BCE en soutien de la croissance était un sujet et jugé d'autre part souhaitable que le Fonds européen de solidarité financière puisse venir en aide aux banques qui y feraient appel, sans passer par les guichets des Etats.

Les Etats doivent continuer d'engraisser les rentiers : c'est un devoir !

"*Autant les Etats ont à faire leur devoir par rapport à leur système bancaire, autant il doit y avoir l'alimentation de la liquidité par la Banque centrale européenne. Mais dès lors qu'a été mis en place un fonds qui va se transformer en Mécanisme européen de solidarité nous devons avoir une utilisation de ces fonds ou de ce mécanisme qui puisse permettre aux banques de se financer correctement*", a-t-il dit. (Reuters 23.05)

Très fort n'est-ce pas. Ce serait Sarkozy qui aurait tenu ces propos, les uns et les autres auraient hurlé au scandale. Quand vous lisez ou entendez que "*les Etats ont à faire leur devoir par rapport à leur système bancaire*", vous vous dites qu'il était impossible de voter pour un tel président : des banquiers, il le dit lui-même, il n'y a rien à ajouter.

Hollande, une main de fer dans un gant de velours.

De chaque côté, on minimise l'étendue des désaccords. "*Il n'y a pas de si grandes différences que ça entre nous et la France. Le président français (François) Hollande ne veut pas adoucir le pacte budgétaire. Il demande seulement que les pays européens en fassent plus pour la croissance. C'est raisonnable*", a ainsi souligné le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, dans un entretien à un journal allemand à paraître jeudi. (AFP 23.05)

Actualité en titres

Leur cauchemar. Sortira, sortira pas ?

- L'OCDE appelle à ne pas suggérer à la Grèce une sortie de l'euro - AFP

- Les gouvernements de la zone euro travaillent-ils à une sortie de la Grèce de la monnaie unique? - 20minutes.fr

- La zone euro veut garder la Grèce mais se prépare à sa sortie, au cas où - AFP

- L'Eurogroupe planche-t-il sur les scénarios d'une sortie de l'euro de la Grèce ? -LeMonde.fr

- La Grèce dément les rumeurs de scénarios sur sa sortie de l'euro - Libération.fr

- Sommet européen : vers l'implosion de la zone euro ou vers plus de fédéralisme ? - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

François Fillon a lancé la guerre des chefs à l'UMP en affirmant qu'il n'y avait "*plus de leader naturel*" dans l'ancien parti majoritaire, mettant fin au semblant d'unité que Jean-François Copé et les ténors de droite voulaient afficher jusqu'aux législatives.

"*Depuis le départ de Nicolas Sarkozy, il n'y a plus, à l'UMP, de leader naturel. Donc, il y aura une compétition. Mais la compétition ne signifie pas la division*", déclare l'ancien Premier ministre dans un entretien au Figaro Magazine à paraître vendredi.

Le poste de président de l'UMP a été "*gelé*" pendant le bail élyséen de Nicolas Sarkozy. Selon ses statuts, l'UMP a quatre à six mois après la défaite du chef de l'Etat pour organiser un congrès et faire élire par les militants son président.

Un des partisans de François Fillon prédit un "*duel à mort*" entre les deux hommes. (AFP 23.05)

2- Canada

La manifestation géante de mardi à Montréal montre qu'en adoptant une loi contre la liberté de manifester, le gouvernement québécois a retourné contre lui une partie de l'opinion publique qui lui adresse maintenant maints griefs sans lien avec les frais de scolarité.

L'influences des "*cousins français*"? -

C'est en définitive tout un faisceau de facteurs qui surgit pour mettre la gouvernement en difficulté.

D'une part, pour M. Hamel, sociologue de l'Université de Montréal, le Québec, traditionnellement plus à gauche que les autres provinces canadiennes, pourrait faire encore un pas dans cette direction.

"*Peut-être qu'on imite nos cousins français, on sent que le vent tourne. Le gouvernement a sous-estimé le fait que son discours néo-libéral est en perte de vitesse et que sa vision de l'Etat est à bout de souffle*", dit-il. (AFP 23.05)

3- Etats-Unis

Au moment où MM. Obama et Romney multiplient leurs attaques réciproques sur le thème de l'économie et de l'emploi, 58% des personnes interrogées pour cette enquête Wall Street Journal/NBC sont persuadées que leur pays "*va dans la mauvaise direction*" contre 33% qui estiment le contraire.

Trois ans et demi après le début de la pire crise économique depuis les années 1930, 63% des Américains interrogés estiment que la génération de leurs enfants vivra moins bien que la leur. En outre, 48% considèrent que leur pays se trouve dans une phase de déclin à long terme, contre 45% qui pensent qu'il s'agit d'une mauvaise passe. (AFP 23.05)

Social

1- France

1.1- La jaunisse a encore frappé.

La réévaluation du Smic autour de 1.700 euros bruts, défendu notamment par la CGT, est un objectif "*inatteignable*", qui "*ne suffit pas à régler le problème d'achat*", a déclaré le secrétaire général de la CFDT François Chérèque dans une interview à Paris-Match.

Sur le coup de pouce promis par François Hollande, deux syndicats revendiquent un effort conséquent: une hausse de 300 euros bruts pour la CGT à 1.700 euros bruts mensuels, tandis que FO réclame une augmentation progressive à 1.340 euros nets contre environ 1.100 euros nets aujourd'hui.

"*Ils ne croient même pas à ce qu'ils demandent ! Ils savent très bien que c'est inatteignable. L'évolution du Smic doit aussi être liée à la croissance*", a riposté le responsable du syndicat, qui n'a fixé "*aucun chiffre*".

Interrogé sur la menace de plans sociaux en série, le responsable cédédiste a défendu le chômage partiel, solution utilisée en Allemagne, "*pour soutenir l'emploi dans les entreprises en difficulté*".

Alors que le dossier des retraites s'annonce comme le premier chantier de réforme ouvert, François Chérèque a rappelé son attachement à "*une réforme systémique, par points ou par compte notionnel*", au lieu de "*refaire un dixième rafistolage*".

A la question, "*la proximité entre le PS et la CFDT peut-elle anesthésier votre action ?*", François Chérèque a répondu: "*Il n'y a aucune proximité*", assurant que "*la CFDT savait garder sa liberté de ton et de critique*". (AFP 23.05)

1.2- Leur société synonyme de progrès

Sept cas de tuberculose ont été détectés dans et près d'un lycée du Val-de-Marne, a annoncé mercredi l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France, suscitant l'inquiétude de parents et d'élèves.

"*D'un point de vue sanitaire, la tuberculose se soigne aujourd'hui aisément même si la maladie reste potentiellement grave*", rappelle l'ARS. "*Le traitement repose sur la prise quotidienne de plusieurs antibiotiques adaptés pour une durée habituelle de 6 mois*", explique l'agence. (AFP 23.05)

2- Etats-Unis

Le groupe américain, numéro un mondial des micro-ordinateurs, Hewlett Packard, a annoncé mercredi un plan de restructuration portant sur le licenciement de quelque 27.000 salariés, soit environ 8% des effectifs, ce qui permettra de générer des économies annuelles comprises entre 3 et 3,5 milliards de dollars à partir de la fin de l'exercice fiscal 2014 du géant informatique.

Hewlett-Packard a annoncé ce plan lors de la publication des résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2011-2012, ressortis à un niveau supérieur aux attentes. (Reuters 23.05)

Economie

1- La Bourse ou la vie.

Les Bourses européennes ont terminé en forte baisse mercredi, et l'euro a touché un nouveau plus bas de près de deux ans.

À Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 2,62%. Le Footsie britannique a cédé 2,53% et le Dax allemand 2,33%, tandis que l'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 reculait de 2,18%. (Reuters 23.05)

2- Grèce

Hier, la Grèce a fait savoir qu'elle remboursait à 100% le quarteron de banquiers ayant refusé de faire une croix sur 75% de leurs prêts.

Ne serait-ce pas une manœuvre subtile des 3 Banques ayant émis les CDS ?

Elles avaient tout intérêt à fournir l'argent à la Grèce pour qu'elle rembourse ces récalcitrants, ce qui leur permet d'affirmer ensuite, que le défaut partiel de la Grèce au détriment des autres investisseurs, n'était qu'un aménagement de la dette consenti entre les partis. Cette argutie leur permettant de refuser de faire jouer les CDS et donc de rembourser les financiers qui s'étaient assurés chez eux.

Certains se sont donc fait tondre proprement... (Liesi 22.05)

3- Etats-Unis

Les plaintes d'investisseurs qui s'estiment lésés par l'entrée en Bourse ratée de Facebook se multipliaient mercredi, visant à la fois le réseau social en ligne et les banques qui ont géré l'opération boursière.

La plainte accuse en particulier les trois principales banques ayant organisé l'entrée en Bourse, à savoir Morgan Stanley, Goldman Sachs et JPMorgan Chase, ainsi que certains dirigeants, administrateurs ou responsables du réseau aux 900 millions de membres de ne "*pas avoir révélé que pendant la présentation de l'opération aux investisseurs, les principales banques en charge de l'opération avaient abaissé leurs prévisions et que cette information n'avait été communiquée qu'à une poignée de gros investisseurs, pas au grand public*". (AFP 23.05)

4- Chine

Selon les dernières informations publiées par le Conseil mondial de l'or, la Chine a augmenté de 10% sa demande d'or sur un an. C'est la bijouterie chinoise qui connaît une forte demande : « *elle représente désormais 30% de la demande mondiale dans ce domaine, ce qui fait de ce pays le premier marché de la bijouterie du Monde pour le troisième trimestre consécutif* ». (Liesi 22.05)

Haut de page

Le 25 mai

CAUSERIE

Quelques sujets de réflexion

1- Le temps du capitalisme est compté.

Lu sur libération.fr : "*L'incapacité à se projeter dans le temps est aussi ce qui caractérise la politique moderne*".

Ils ont déjà hypothéqué les profits futurs...

2- Si faire campagne contre l'euro et l'UE est contre-productif, pourquoi se priver de faire campagne contre les institutions ?

Selon un sondage, rendu public par la chaîne de télévision grecque Skaï : 85% d'entre eux voteraient pour le maintien dans l'euro en cas de référendum, mais 62% rejettent le memorandum, la feuille de route du redressement prescrite au pays. (AFP 24.05)

On nous balance souvent qu'axer notre combat contre les institutions nationales serait une erreur parce que cela n'intéresse pas la majorité des travailleurs.

Question : à qui s'adresse notre politique, quel est notre objectif immédiat, quelle tâche sommes-nous en mesure d'accomplir en fonction de nos forces ?

Notre politique s'adresse en priorité aux éléments les plus avancés de la classe ouvrière qui constituent une minorité parmi les travailleurs pour les recruter et construire le parti. Notre politique qui s'adresse à l'ensemble des travailleurs en prenant appui sur ces couches les plus déterminées permet aussi de toucher les millions de travailleurs qui ne se reconnaissent ni dans le capitalisme ni les institutions, et qui se sont exprimés le 6 mai en refusant de voter pour Sarkozy ou Hollande.

Il y a un point commun entre les éléments les plus avancés sur le plan politique et ceux qui appartiennent aux couches les plus durement frappés par le capitalisme ou qui cumulent les difficultés au quotidien pour survivre, jeunes, chômeurs, travailleurs et retraités pauvres, ils sont portés à se détourner ou à rompre avec le capitalisme et les institutions. Ensemble, ils représentent des millions de travailleurs et non une infime minorité difficile ou impossible à identifier et donc à joindre, à recruter.

Si maintenenant aucun parti ne s'y intéresse, cela signifie que leur politique ne correspond pas aux intérêts collectifs des exploités, car qui les incarnent le mieux sinon les travailleurs prêts à en découdre avec le régime, à rompre avec lui, parce que pour ces travailleurs les conditions subjectives ou objectives sont réunies pour passer à l'action, soit qu'ils soient parvenus à la conclusion qu'il fallait se débarrasser du capitalisme et ses institutions, soit que leurs conditions de vie soient devenues infernales ou aient dépassé le stade de l'insupportable.

Tous les partis se positionnent en fonction des intérets particuliers de leur appareil ou des couches particulières qu'ils représentent et qui constituent leur fond de commerce. Ils agissent comme des groupes de pression pour faire valoir ces intérêts et le reste ne les intéresse pas, sauf parfois en période électorale.

3- A propos du PS et ses satellites.

Il s'agit d'un large extrait d'un article de Libération, dans lequel on peut lire que même un gouvernement ouvertement capitaliste, antisocial, réactionnaire, s'il est dirigé par le PS, il doit être étiqueté à gauche. Nous rejetons cette caractérisation qui conduit à effacer ce qui permet de distinguer les différentes classe sociales en faisant en sorte que rien ne permette de les distinguer à partir des prises de position de leurs représentants appliquant la même politique.

Le même discours ou la même politique réactionnaire ne peuvent pas être classés un coup à droite, un coup à gauche en fonction du parti qui en est responsable, car cela signifierait que la gauche censée représenter les intérêts des travailleurs pourrait aussi représenter ceux des capitalistes, être réactionnaire.

En poussant plus loin notre analyse, on s'aperçoit ainsi que les auteurs de ce discours procèdent par amalgame pour détruire l'idée (progressiste, social, humaniste, etc.) que les travailleurs se font de la gauche, des partis qui s'en réclament ou parlent en leur nom, afin de les détourner de la politique, les dégoûter de tous les partis qui seraient pourris et faire en sorte qu'ils demeurent atomisés, inorganisés.

D'où la nécessité d'être parfaitement clair et intransigeant sur la caractérisation de tous les partis, et le refus de considérer le PS comme un parti de gauche ou un parti ouvrier.

On comprend au premier coup d'oeil l'intérêt pour le PCF (et bien d'autres, plus le régime en place évidemment) d'entretenir l'illusion que le PS serait de gauche, par exemple lorsqu'il prétend que "*les gens ont cru à la gauche au pouvoir*", la gauche et la droite faisant la même politique, cela signifie qu'il n'existe pas d'alternative à leur politique, voter à droite ou à gauche conduira au même résultat, dès lors pourquoi se reporter vers d'autres partis encore marginaux (POI, NPA, LO) qui proposent une autre politique tout en se situant dans le même camp que le PS, pire, en appelant au front unique avec ce parti à la tête d'un gouvernement capitaliste.

- Le PCF a longtemps été le partenaire privilégié du PS. Les communistes ont participé au gouvernement dirigé par Lionel Jospin de 1997 à 2002. Une expérience dont ils ne gardent pas forcément un bon souvenir. "*Les gens ont cru à la gauche au pouvoir pour avoir une politique de gauche, mais cette dernière n'a pas été au rendez-vous et ça a donné le 21 avril 2002, estime Michel Laurent, membre de la direction du PCF et frère de Pierre Laurent, le secrétaire national du parti. On aspire à pouvoir exercer nos responsabilités au plus haut niveau mais pour une vraie politique de gauche.*"

Un conseil national du PCF se tiendra à l'issue des législatives, le 18 juin, suivi d'un vote des militants et d'une conférence nationale extraordinaire deux jours plus tard, pour trancher la question. Le sujet est délicat car s'ils choisissent d'envoyer des ministres au gouvernement, les communistes prendront le risque de faire exploser le Front de gauche, qui les a fait passer de 1,93 % des voix en 2007 à 11,10 % cinq ans plus tard.

Les noms du député André Chassaigne ou de la sénatrice Nicole Borvo Cohen-Seat, évoqués pour participer au gouvernement, ne sont pas confirmés au PCF.

Pour Michel Laurent, sans infléchissement de la politique des socialistes, les communistes ne participeront pas au gouvernement. Un avis partagé par Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF. Il précise que son parti sera très attentif à la question du traité européen.

"*Par-delà les belles déclarations sur le thème de la croissance, tout se fait sans qu'un millimètre ne soit touché au traité, estime-t-il. L'austérité, conjuguée à une souveraineté limitée, ferait que tout gouvernement de gauche qui l'appliquerait aurait les pieds et les poings liés.*" "*Nous ne participerons pas à un gouvernement, fusse-t-il de gauche, qui lierait son destin à ce traité*", affirme-t-il.

Resterait alors à trouver la bonne formule. "*On soutiendrait les textes qui vont dans le bon sens tout en se battant contre les autres*", explique M. Dartigolles. Pour M. Mélenchon, cela s'appelle "*l'autonomie conquérante*". Pour un cadre PCF, cette expression "*ne veut rien dire*". (lemonde.fr 24.05)

Si vous demandiez comment le PCF et le PG soutiennent le gouvernement, vous avez la réponse ici : pour Olivier Dartigolles Hollande auraient livré de "*belles déclarations sur le thème de la croissance*", cyniques en réalité, alors que lorsqu'on examine leur contenu, sans avoir besoin d'entrer dans les détails ou d'avoir fait une grande école, on s'aperçoit qu'elles consistent à servir les banquiers ! Des "*belles déclarations*", pour les parodier disons de gauche, qui ne servent qu'à tromper les travailleurs jusqu'aux élections législatives. Par là, le FdG s'en fait le complice. Normal, tout est dans l'ordre des choses.

Le PS est une imposture, une escroquerie politique, un parti bourgeois au service du capital et des institutions, point barre. L'intérêt général qu'il prétend servir coïncide avec les intérêts de la classe dominante qui détient le pouvoir et dont le PS est l'un des représentants et des défenseurs contre la classe ouvrière et le socialisme.

Son rôle consiste à gérer la société pour le compte des capitalistes comme ce fut toujours le cas dans le passé chaque fois qu'il accéda au pouvoir au cours du XXe siècle. Comment ? En s'appuyant sur la petite-bourgeoisie et les couches privilégiées des exploitées, les intellectuels qui ont lié leur sort au régime en place, ils en assurent la stabilité depuis 1958. Mais aussi en se faisant passer pour un parti de gauche pour canaliser et neutraliser le rejet du régime par les masses.

Le PS est ainsi avec le parti de l'ordre le principal pilier du régime qu'il nous faut abattre. Combattre pour abattre le régime nécessite donc pour les militants révolutionnaires de combattre avec détermination pour abattre les piliers qui le soutiennent.

Je rappelle toutefois qu'il ne faut pas faire un amalgame entre le PS, ses dirigeants pourris, et les simples adhérents qui l'ont rejoint en ignorant sa nature sociale réactionnaire et son passé détestable. Le PS véhicule la même idéologie que l'UMP, l'idéologie bourgeoise basée sur les inégalités profitant à une poignée de privilégiés, donc une idéologie contre-révolutionnaire, c'est en tant que telle qu'il faut combattre le PS.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Après quatre heures de discussions sur la croissance mercredi soir lors du sommet européen de Bruxelles, les 27 se sont penchés sur la Grèce, sur fond de doutes quant à une sortie du pays de la zone euro.

Les dirigeants se sont mis d'accord sur une déclaration que le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a lue à l'issue du sommet, affirmant leur désir que «*la Grèce reste dans la zone euro et respecte ses engagements*», à l'issue des élections législatives du 17 juin dans le pays.

«*Poursuivre les réformes cruciales pour revenir à une dette soutenable, encourager les investissements privés et renforcer les institutions (de la Grèce) sont les meilleures garanties d'un avenir meilleur au sein de la zone euro*» et «*nous espérons qu'après les élections, le nouveau gouvernement grec fera ce choix*», a conclu Herman Van Rompuy.

La chancelière allemande Angela Merkel a fait du respect des engagements, notamment la réduction des déficits et les réformes structurelles, un «*préalable*» au maintien d'Athènes dans la monnaie unique. (liberation.fr 24.05)

Il est dit que "*les dirigeants se sont mis d'accord*", dont Hollande qui ne voit aucun inconvénient à saigner le peuple grec.

A bas le gouvernement capitaliste Hollande-Ayrault à la solde de l'UE, du FMI, des banquiers !

Un cas d'école. La méthode

Le parlement du Portugal a adopté mercredi un projet favorable à la relance de la croissance proposé par l'opposition socialiste, auquel le gouvernement de centre-droit a renoncé à s'opposer malgré son soutien à des mesures d'austérité.

Les socialistes avaient menacé de revenir sur leur soutien au plan de sauvetage de l'Union européenne et du FMI, si le gouvernement s'opposait au vote de mesures de relance de la croissance destinées à aider le pays à sortir de la récession, la plus grave depuis les années 1970.

Bien que le gouvernement dispose d'une majorité solide, le soutien des socialistes au plan de sauvetage est essentiel pour la crédibilité internationale du Portugal, en particulier face à l'exemple de la Grèce, menacée d'une sortie de la zone euro par le chaos politique dans lequel elle se trouve.

La coalition au pouvoir s'est abstenue lors du vote, laissant les socialistes adopter le projet à la majorité des députés s'étant exprimés, parmi les 230 sièges que compte le parlement.

La résolution doit compléter le pacte budgétaire européen, ratifié le mois dernier par le parlement.

Beaucoup de propositions des socialistes portugais font écho à celle de François Hollande, parmi lesquelles un renforcement du capital de la Banque européenne d'investissement, et la création d'euro-obligations souscrites par le budget de l'UE.

Le texte de loi "*recommande que le gouvernement promeuve et soutienne des mesures politiques et institutionnelles qui (...) engageraient les pays membres de l'UE à prendre des mesures favorables à la croissance et à la création d'emplois*".

Les socialistes proposent pour cela de passer par des amendements au pacte budgétaire européen ou par un traité complémentaire. (Reuters 24.05)

Du Sénat français, où le PS détient la majorité, qui a adopté le MES le 28 février 2012 grâce à l'abstention des sénateurs PS avec les voix de la minorité de l'UMP, au parlement portugais où le parti de l'ordre à la majorité, mais s'abstient pour que la minorité PS adopte un projet soi-disant favorable à la relance de la croissance qui sera en réalité financée par les sacrifices imposés aux travailleurs portugais, le mimétisme est parfait, la collusion entre les partis de l'ordre et ceux de l'Internationale jaune est totale contre les travailleurs.

Question : dans quel camp faut-il classer les partis de l'Internationale jaune ? Celui des partis de l'ordre avec lesquel ils s'entendent à merveille en se répartissant les rôles, ou celui des travailleurs qu'ils n'ont de cesse de combattre ?

A bas le PS et l'Internationale jaune qui ne sont que des instruments de la réaction contre la classe ouvrière !

LO. Comment tenir un discours en apparence radical et épargner Hollande? Mode d'emploi.

Celle qui a succédé à Arlette Laguiller, également présente à Presles, pense qu'"*on ne peut pas compter sur François Hollande*" car "*le sort des citoyens dépend beaucoup plus de la crise et des décisions des grands groupes industriels et financiers*".

"*Certes il y a un changement de personnalité avec un gouvernement rajeuni et féminisé*" mais "*ça ne doit pas faire illusion*", le président "*est sous la pression des banquiers internationaux*" et pas question de "*lui faire un chèque en blanc*", explique à l'AFP la porte-parole trotskiste. (AFP 24.05)

Si "*on ne peut pas compter sur François Hollande*", les banquiers si ! Question : pourquoi madame Arthaud ne le dit-elle pas ? C'est un secret qu'il ne faudrait surtout pas dévoiler devant les travailleurs, pas tout de suite, ou il faudrait faire semblant de ne pas le savoir ?

Allons plus loin, que dit-elle ? Monsieur Hollande n'y est pour rien dans la situation actuelle ou à venir, alors pourquoi s'attaquer à lui et son gouvernement ? Franchement, foutez-lui la paix, au POI ils tiennent exactement le même discours et ils ne doivent pas être les seuls, en fait tous ceux qui ont appelé à "*battre Sarkozy*" ou appelé à voter Hollande doivent tenir un langage similaire.

Comment procède Arthaud pour épargner Hollande. Elle réalise une dichotomie entre Hollande et son gouvernement, les institutions d'une part, et les vilains capitalistes de l'autre, alors que les premiers sont là uniquement pour servir les intérêts des seconds.

Cela signifie en toile de fond que le malheureux Hollande fera ce qu'il peut, et s'il peut peu le bougre, finalement ce ne sera

pas vraiment de sa faute mais de celle des "*des banquiers internationaux*", dommage qu'ils n'en existent pas en dehors du système solaire ou de notre galaxie on enverrait les travailleur s'y balader, cela les changerait de Bruxelles ou Washington, ils mettraient plus de temps à se rendre compte de notre incurie politique en passe de devenir légendaire si ce n'est pas déjà fait.

L'illusion est presque parfaite quand elle prétend dénoncer une illusion pour dans le même temps nous en servir une qui est franchement grotesque. Au secours, Hollande et le PS sont otages des banquiers, malgré eux bien entendu, sinon à quoi cela servirait-il de les épargner ? Voilà comment LO est solidement enchaînée au régime qu'elle prétend combattre, un numéro d'illusionnisme, rien de plus.

Collaboration de classes. Chômage et précarité du logement.

L'accord négocié de février à avril pour faciliter l'accès au logement des salariés et relancer le dispositif Action logement (1% patronal) a été avalisé par l'ensemble des partenaires sociaux (syndicats et patronat), après la signature annoncée cette semaine de la CGT.

L'accord interprofessionnel du 18 avril conclu entre les trois organisations patronales (Medef, UPA, CGPME) et les cinq organisations syndicales représentatives (CFDT, CFTC, CGT, FO et CFE-CGC) vise à "*redonner un sens et une lisibilité au dispositif du 1% afin de répondre aux besoins des salariés*", écrit dans un communiqué la CGT.

Il acte enfin le retour à une gestion paritaire (syndicats-patronat) des organismes collecteurs de la participation des entreprises à l'effort de construction (PEEC), satisfaisant ainsi l'ensemble des syndicats. (AFP 24.05)

Enfin de nouveaux postes de permanents syndicaux que les différents partis dits ouvriers vont pouvoir se partager. Cela valait vraiment le coup d'appeler à voter Hollande...

Les ramasse-miettes, vous passez après nos amis les banquiers.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social Michel Sapin a estimé jeudi "*légitime*" de donner un coup de pouce au Smic mais il a rejeté l'idée d'une forte hausse comme le demandent certains syndicats.

"*Quand vous êtes une caissière à 70% du smic, vous n'arrivez pas à vivre, il est légitime que de donner un coup de pouce au Smic*", a déclaré Michel Sapin sur Canal+.

"*Mais quand vous êtes une petite entreprise avec des carnets de commandes difficiles, vous vous posez la question de l'équilibre de votre compte, et là on ne peut pas non plus faire des sauts sur le Smic, c'est cela qu'il faut concilier et une décision sera prise*", a ajouté le ministre, en insistant sur la concertation avec les partenaires sociaux.

Invité à dire si le gouvernement accéderait à la revendication de Jean-Claude Mailly, numéro 1 de FO, le ministre a répondu: "*il le sait lui-même*". AFP 24.05)

Mailly le savait, non, pas possible, et il ne nous a rien dit, il a feint ne pas le savoir, mais alors ils sont tous complices ? Mais non, mais non qu'allez-vous imaginer.

Quel cynisme ! Quelle pourriture !

La malheureuse caissière (le boulot d'une de mes soeurs) va se voir accorder généreusement quelques dizaines d'euros d'augmentation, son salaire misérable ne représentera plus 70% du smic, mais 71, 72, 73%, vous êtes décidément trop bon monseigneur, gageons qu'elle n'a pas eu l'idée saugrenue de voter le 6 mai dernier.

Quant au tout aussi malheureux employé ou ouvrier d'une petite entreprise, si son salaire est misérable, il devra s'en contenter, car l'existence de la propriété privée des moyens de production le veut ainsi et il n'est pas question d'y attenter.

S'il est impossible de concilier un salaire décent pour chaque travailleur et l'existence du capitalisme, ce dernier doit disparaître.

Si nous étions au pouvoir, nous ferions en sorte que le Smic soit entre 1500 et 1700 euros nets par moi sans se soucier du sort des entreprises qui ferait l'objet d'un traitement à part.

Les grandes entreprise seraient décrétées bien collectifs, leurs actionnaires expropriés sans leur verser un centime, leurs filiales ou leurs sous-traitants seraient réintégrés dans ces entreprises et connaîtraient le même sort.

Quant aux petites entreprises, il leur serait proposé de conserver leur statut tout en leur proposant un partenariat avec l'Etat ouvrier, de façon à assurer leur pérennité, à condition qu'elles présentent un intérêts pour l'ensemble de la population et que leurs dirigeants acceptent de limiter leurs revenus et répartissent leurs profits entre leurs salariés et la modernisation de leur outil de production. Le deal consistant à garantir le niveau de vie des dirigeants et de l'ensemble des salariés de ces entreprises.

On ne pourra pas réduire toutes les inégalités du jour au lendemain, et il faudra prendre garde à ne pas se mettre à dos la majorité de la population facilement manipulable, rien de tel pour y parvenir que de diviser les forces de notre ennemi et de garantir à certaines couches d'exploiteurs son avenir sous un régime socialiste, alors qu'il était gravement compromis en régime capitaliste.

Ne commettons pas l'erreur fatale d'oublier qu'on ne pourra éradiquer les inégalités et le capitalisme, les classes, les Etats, qu'à l'échelle mondiale, qui coïncidera avec la réalisation de la seconde étape de notre émancipation, le communisme.

Leur justice au chevet de l'Etat sioniste.

La justice française a rendu deux décisions défavorables à des militants propalestiniens, impliqués dans des appels au boycott des produits israéliens dans des supermarchés en région parisienne et près de Bordeaux (sud-ouest), a-t-on appris jeudi de sources judiciaires.

Dans la première affaire, la cour d'appel de Paris a infirmé jeudi la relaxe d'une militante propalestinienne et l'a condamnée à 1.000 euros d'amende avec sursis pour avoir mis en ligne en juillet 2009 une vidéo tournée dans un supermarché d'Evry (sud de Paris) appelant au boycott des produits israéliens.

Dans la seconde affaire, la Cour de cassation, plus haute instance judiciaire française, a rejeté le pourvoi formé par une militante de la Ligue des droits de l'Homme qui avait apposé un autocollant "*boycott apartheid Israël*" sur des jus de fruits dans un supermarché de la région de Bordeaux (sud-ouest), rendant ainsi définitive sa condamnation. (AFP 24.05)

Voilà ce qui a changé depuis le 6 mai. Rien quoi !

Que craignait donc l'hystérique du Palais : de se faire jeter ? C'est fait !

L'Elysée a commandé durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy pour 9,4 millions d'euros de sondages et études, a dévoilé jeudi Raymond Avrillier, le militant écologiste grenoblois qui en a obtenu les factures après un recours en justice.

Sur les plus de 300 sondages et études commandés, 66 l'ont été entre début 2010 et le 30 avril 2012, parmi lesquels figurent des sondages réalisés à une fréquence hebdomadaire.

Ces 66 sondages ont été facturés 3,04 millions d'euros à l'Elysée, et viennent s'ajouter aux 264 sondages commandés entre 2007 et 2009 pour un montant de 6,35 millions d'euros, que le militant écologiste, également maire adjoint honoraire de Grenoble, avait rendu publics en avril.

Les sondages commandés entre 2010 et 2012 relèvent "*pour partie du financement par une personne morale (l'Elysée, ndlr) de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy*", ce qui représente un délit puni par le code électoral, a estimé M. Avrillier jeudi au cours d'une conférence de presse.(AFP 24.05)

INFOS EN BREF

Politique

Canada

Près de 700 manifestants ont été arrêtés dans la nuit de mercredi à jeudi au Québec, traduisant un nouveau durcissement des autorités face à la contestation née du conflit étudiant.

Plus de 100 jours après le début du mouvement contre la hausse des frais de scolarité, 518 manifestants ont été arrêtés à Montréal et 170 à Québec. C'est la première fois que les forces de l'ordre procèdent à une "*arrestation de groupe*" aussi massive dans la province canadienne - de 506 personnes à Montréal, selon le dernier bilan policier - pour "*attroupement illégal*". Douze autres arrestations individuelles ont eu lieu.

La contestation est en train de changer de nature, de nombreux manifestants entendant protester non seulement contre la hausse des frais de scolarité, à l'origine du différend vieux de près de quatre mois, mais contre une loi spéciale adoptée par le gouvernement provincial de centre-droit de Jean Charest pour restreindre la liberté de manifester.

La manifestation de mercredi à Montréal avait été déclarée illégale parce que ses organisateurs n'avaient pas déposé son itinéraire auprès de la police, comme l'exigent la loi spéciale adoptée vendredi dernier et un règlement municipal. Mais jusqu'à présent, de telles situations n'avaient jamais débouché sur des arrestations massives.

"*C'est une arrestation de masse complètement arbitraire. C'était probablement planifié d'avance*", a déclaré un jeune marcheur interrogé par la chaîne publique Radio-Canada, indiquant que les policiers s'étaient positionnés à des intersections pour boucler facilement un groupe de manifestants.

"*Ils avaient simplement à refermer la boîte pour pouvoir tous nous arrêter*", alors que "*même les agents, ici, ne savaient pas trop pour quelle raison ils nous arrêtaient*", a dit le jeune homme, affirmant n'avoir rien fait de répréhensible "*à part revendiquer ses droits, à part revendiquer ses opinions*".

"*Si c'est considéré illégal dans notre société, je pense qu'il y a un problème*", a-t-il ajouté.

Un porte-parole de la police de Montréal Ian Lafrenière, a souligné que la manifestation avait été déclarée illégale vers 20H30 (00H30 GMT jeudi) et que les arrestations avaient eu lieu vers minuit, donc les manifestants auraient pu "*facilement se disperser et partir*".

Selon un usage établi en un mois de manifestations nocturnes quotidiennes - celle de mercredi soir était la 30e de la série - les marches déclarées illégales étaient tolérées tant que des méfaits, tels que jets de projectiles sur les policiers, n'étaient pas commis.

Les manifestants arrêtés à Montréal ont été menottés, les mains dans le dos, et ont passé plus de quatre heures dans des bus, avant de recevoir une amende de 634 dollars. Quatre doivent être poursuivis pour avoir commis des actes criminels, dont des voies de fait contre les forces de l'ordre.

Toutes les personnes arrêtées ont été relâchées jeudi matin, a indiqué à l'AFP une porte-parole de la police.

Ces incidents sont survenus au 101e jour de la grève étudiante, au lendemain d'une manifestation monstre qui a attiré de 100.000 à 250.000 personnes à Montréal, selon les sources, à défaut d'estimation officielle.

Loin de s'épuiser, le mouvement s'est enrichi ces derniers jours d'une nouvelle forme d'action, les habitants de plusieurs quartiers de Montréal organisant des concerts de casseroles nocturnes pour exprimer leur soutien aux contestataires. (AFP 24.05)

Social

1- France

Près de 40% des Européens ne partiront pas en vacances cet été en raison de la crise, un record depuis 2005 dont les Français se distinguent toutefois puisqu'ils sont 70% à avoir des projets de vacances contre 68% l'an passé, selon une enquête Ipsos pour Europ Assistance diffusée jeudi.

L'enquête montre par ailleurs que les vacances (13% de citations) ne sont pas le seul poste budgétaire à faire l'objet de restrictions.

Les économies sont faites sur l'habillement (17%), les produits culturels (14%), les sorties et les loisirs (11%). Seules l'alimentation et la santé sont préservées. (Reuters 24.05)

2- Grèce

La crise grecque dans ce qu'il y a de plus tragique... Selon des chiffres de l'organisation non gouvernementale grecque Praksis, publiés jeudi dans le quotidien Kathimérini, Athènes compte environ 13.000 personnes sans domicile fixe (SDF), dont 1.500 vivent dans les rues et 11.500 dans des squats. La majorité des 1.500 SDF vivant dans la rue "*sont des chômeurs ou des toxicomanes qui ont été abandonnés après la fermeture des centres de désintoxication pour cause de crise*", a indiqué à l'AFP, le président de Praksis, Tzanetos Antypas. En revanche la plupart des 11.500 squatters "*sont des immigrés sans papiers, entassés à 15 ou 20 personnes dans des appartements délabrés du centre d'Athènes*", souligne-t-il.

Une étude publiée l'année dernière avait évalué à 25.000 le nombre des SDF à Athènes.

La crise a fait apparaître un nouveau profil de sans-abri, a noté le responsable. Actuellement "*on voit dans les rues surtout des hommes entre 40 et 55 ans, des chômeurs ou des gens qui ne peuvent plus payer leur loyer ou assumer leurs*

responsabilités familiales", alors qu'auparavant c'était plutôt des jeunes immigrés ou des toxicomanes, précise M. Antypas. Forte de 120 salariés et 580 bénévoles, Praksis, créée en 2004, gère deux centres de santé pour les immigrés ou les SDF à Athènes et Salonique (nord) et un centre pour des enfants victimes de trafic dans le port de Patras (ouest). Cette ONG doit ouvrir cette année trois centres pour des SDF, à Athènes et au Pirée, port proche de la capitale, grâce à une donation de 2,8 millions d'euros de la Fondation de l'armateur Stavros Niarhos. (lexpansion.com 24.05)

Economie

Grande-Bretagne

L'économie britannique s'est contractée plus que prévu au premier trimestre, plombée par la plus forte baisse en trois ans de l'activité dans le secteur de la construction, renforçant la probabilité de nouvelles injections de liquidités par la Banque d'Angleterre (BoE) pour soutenir la croissance.

L'économie britannique s'est contractée plus que prévu au premier trimestre, plombée par la plus forte baisse en trois ans de l'activité dans le secteur de la construction, renforçant la probabilité de nouvelles injections de liquidités par la Banque d'Angleterre (BoE) pour soutenir la croissance.

Mercredi, la BoE a indiqué qu'elle injecterait probablement de nouvelles liquidités pour soutenir l'économie britannique si la crise en zone euro venait à s'aggraver, après avoir mis fin à son programme de rachats d'actifs de 325 milliards de livres (406 milliards d'euros).

D'après les données publiées jeudi par l'Office national des statistiques, le produit intérieur brut (PIB) en deuxième estimation a reculé de 0,3% sur les trois premiers mois de l'année, une contraction plus forte que celle de 0,2% initialement annoncée.

En rythme annuel, le PIB recule de 0,1% au premier trimestre, alors que les économistes attendaient une croissance nulle.

Le Fonds monétaire international (FMI) a alerté cette semaine des risques pour l'économie britannique et a exhorté la banque centrale et le gouvernement à soutenir la croissance par tous les moyens nécessaires.

Le FMI a suggéré que la BoE abaisse ses taux d'intérêt à leur bas niveau historique de 0,5% et commence à acheter des actifs du secteur privé.

L'institution a également demandé au gouvernement britannique de trouver des fonds pour investir dans les infrastructures, de faire plus pour améliorer le crédit à destination des entreprises et d'abaisser des taxes pour stimuler la demande. (Reuters 24.05)

Haut de page

Le 26 mai

CAUSERIE

A tort et à travers.

Résultat du 1er tour de la présidentielle en Egypte : reste en lice pour le second tour le candidat islamiste de la contre-révolution et le candidat de l'ancien régime.

Même la révolution ne serait plus ce qu'elle était, décidément tout fout le camp ! Qui en est responsable ? Ceux qui n'expliquent pas pourquoi les mouvements révolutionnaires tunisiens et égyptiens ne pouvaient pas aboutir au renversement des régimes en place puisque ceux qui occupent aujourd'hui le pouvoir se sont fondus dans le régime en place, l'ensemble des institutions demeurent en place.

Pourquoi ne l'expliquent-ils pas ? Parce qu'il leur faudrait expliquer pourquoi il n'y a pas eu de révolution en France depuis... 1871, hier quoi. Mais pourquoi ? Parce qu'ils en sont en grande partie responsables. Et de quelle manière cela se manifeste-t-il ? Par l'inexistence d'un véritable parti communiste et d'une Internationale ouvrière digne de ce nom.

Je ne vais pas perdre mon temps à expliquer pourquoi, je vous renvoie à mes précédentes causeries. Constatons seulement qu'aucun parti ne se donne la peine de populariser le socialisme et de le rendre accessible aux masses.

En guise de support à notre réflexion, je vous propose un extrait d'Anti-Dühring d'Engels.

Au milieu du XIXe siècle avec les premières luttes ouvrières importantes en Europe "*il apparut que toute histoire passée était l'histoire de luttes de classes, que ces classes sociales en lutte l'une contre l'autre sont toujours des produits des rapports de production et d'échange, en un mot des rapports économiques de leur époque, que, par conséquent, la structure économique de la société constitue chaque fois la base réelle qui permet, en dernière analyse, d'expliquer toute la superstructure des institutions juridiques et politiques, aussi bien que des idées religieuses, philosophiques et autres de chaque période historique.*"

- "*En conséquence, le socialisme n'apparaissait plus maintenant comme une découverte fortuite de tel ou tel esprit de génie, mais comme le produit nécessaire de la lutte de deux classes produites par l'histoire, le prolétariat et la bourgeoisie. Sa tâche ne consistait plus à fabriquer un système social aussi parfait que possible, mais à étudier le développement historique de l'économie qui avait engendré d'une façon nécessaire ces classes et leur antagonisme, et à découvrir dans la situation économique ainsi créée les moyens de résoudre le conflit.*"

- "*Certes, le socialisme antérieur critiquait le mode de production capitaliste existant et ses conséquences, mais il ne pouvait pas l'expliquer, ni par conséquent en venir à bout ; il ne pouvait que le rejeter purement et simplement comme mauvais. Plus il s'emportait avec violence contre l'exploitation de la classe ouvrière qui en est inséparable, moins il était en mesure d'indiquer avec netteté en quoi consiste cette exploitation et quelle en est la source. Le problème était, d'une part, de représenter ce mode de production capitaliste dans sa connexion historique et sa nécessité pour une période déterminée de l'histoire, avec par conséquent la nécessité de sa chute, d'autre part de mettre à nu aussi son caractère interne encore caché, la critique s'étant jusque-là jetée plutôt sur ses conséquences mauvaises que sur sa marche même. C'est ce que fit la découverte de la plus-value.*

Il fut prouvé que l'appropriation de travail non payé est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier qui en résulte ; que même lorsque le capitaliste achète la force de travail de son ouvrier à la pleine valeur qu'elle a sur le marché en tant que marchandise, il en tire pourtant plus de valeur qu'il n'en a payé pour elle; et que cette plus-value constitue, en dernière analyse, la somme de valeur d'où provient la masse de capital sans cesse croissante accumulée entre les mains des classes possédantes. La marche de la production capitaliste, aussi bien que de la production de capital, se trouvait expliquée."

Si ce sont des rapports économiques qui déterminent tous les autres dans la société, on peut les réduire au mode de production et d'échange, mais on peut aussi inclure les rapports politiques entre les classes qui sont le produit de la manière dont les différentes couches des masses perçoivent ces rapports économiques à un moment donné en fonction du traitement qui leur est réservé par l'Etat ou les capitalistes selon qu'elles appartiennent au secteur public ou privé.

Plus le revenu ou le niveau de vie de ces couches sera élevé, moins elles auront tendance à remettre en cause l'ordre existant dont finalement elles estiment tirer profit en échange de leur travail. Pourquoi remettre en question un régime qui vous permet de satisfaire la plupart de vos besoins. La marchandisation des services ou des besoins élémentaires de la population ne posera un problème qu'aux couches au revenu les plus faibles, tandis que les autres y feront face en réduisant le niveau des économies qu'elles réalisaient jusqu'à présent et qu'elles capitalisaient en banque ou plaçaient.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire, la majorité des travailleurs continuent de vivre comme avant 2007, tandis que des pans entiers sont réduits à la pauvreté et à la précarité absolue.

Les premiers demandent juste qu'on préserve leurs avantages, ils figurent parmi ceux qui ont voté Hollande le 6 mai et auxquels s'adressent les partis ouvriers et les syndicats, tandis que les seconds n'attendent plus rien du régime et des partis qui participent aux institutions, ils ont formé le gros des troupes des abstentionnistes le 6 mai dernier, et la majorité d'entre eux sont inorganisés, abandonnés à leur triste sort.

Les premiers ne sont prêts à se mobiliser que pour défendre leurs privilèges catégoriels, leurs statuts, ils se moquent de savoir si leur combat a ou non un caractère politique, cela ne les intéresse pas, tandis que les besoins des seconds sont tellement considérables qu'ils ne pourront être satisfaits que si leur combat a un contenu politique, général, collectif.

Pour les premiers, il leur suffira de se mobiliser avec leurs syndicats pour espérer obtenir quelques avancées sociales ou conserver leurs acquis, pour les seconds, il faudra un mouvement entraînant la majorité de la classe contre le gouvernement pour espérer obtenir satisfaction partiellement ou en totalité, ce qui n'arrive que rarement ou exceptionnellement.

On comprend au premier coup d'oeil que le sort des premiers aura toutes les chances de s'améliorer, tandis que celui des seconds continuera de se détériorer. Ainsi les inégalités n'existent pas seulement entre les classes mais à l'intérieur de chaque classe, particulièrement au sein de la classe ouvrière, le clivage qui existe au sein de la société se reproduit au sein de chaque classe où les besoins de chaque couche sont différents ou ne revêtent pas le même contenu. Il apparaît tout aussi clairement que les premières seront davantage enchaînées au capitalisme que les secondes qui n'en attendent rien.

Question : quelles sont les couches les plus à même de comprendre la nécessité d'en finir avec le capitalisme parce que

cette nécessité correspond justement à leur situation, s'impose pour ainsi dire à eux, l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures, les intellectuels, ou plutôt ces couches de millions de travailleurs atomisés et abandonnés de tous ?

Les partis et les syndicats s'adressent aux premières qui constituent leur fond de commerce et assurent la stabilité du régime, et délaissent les secondes parce que leur situation les conduit systématiquement à remettre en cause le régime, ce à quoi ces partis et syndicats ne tiennent pas vraiment. Ce sont les premiers qui forment le gros des troupes de tous les partis dits ouvriers et des syndicats. N'y aurait-il pas là une des explications à notre incapacité à contruire le parti ?

Comment comprendre une nécessité quand on peut (encore) s'en passer, tant que par la force des choses elle ne s'impose pas à nous ou elle nous demeure étrangère ?

Cette nécessité correspond à un changement radical de société, à une transformation révolutionnaire de la société. Qui y a intérêt : celui qui se plaint de la qualité des coktails dans l'hôtel de Miami Beach où il vient de passer une dizaine de jours en vacances ou celui qui n'a pas de quoi acheter une paire de chaussures à son gosse pour aller à l'école ?

Je vais encore me mettre en scène pour vous donner un exemple.

Je suis venu à la lutte de classe et au marxisme, parce que lorsque j'étais un jeune adulte, j'étais promis à une condition de vie similaire à celle de mes parents que je trouvais insupportable. Pour moi, la nécessité de changer la société s'imposait sur la base d'un constat matériel, j'étais voué à trimer toute ma vie comme un esclave et à être pauvre, un cauchemar à 20 ans.

Je m'engageais dans le militantisme pour changer le monde et je rejoignais l'OCI. Puis je rencontrai ma future compagne avec laquelle j'allais faire un bout de chemin. Alors que nous étions pauvres chacun de notre côté, en additionnant nos deux salaires nous nous retrouvions à l'aise financièrement, ce qui facilitait la vie et la rendait plus agréable. Du coup, lorsque ma compagne cessa de militer et m'ordonna d'en faire autant sinon elle me quitterait, je n'ai fait ni une ni deux et j'ai cessé de militer, pas pour conserver un niveau de vie supérieur, mais parce que je tenais à elle et notre fille née entre temps. Nous vivâmes les huit années suivantes dans l'insouciance la plus totale, oubliant même jusqu'à la politique dont nous nous étions totalement détournés, alors que nous avions été des activistes forcenés, pour nous, changer la société n'était plus une priorité, on n'y pensait même plus. Par contre, sur notre lieu de travail nous continuions de défendre notre bout de gras. A ce moment-là, vous seriez venu nous demander de participer à une campagne politique, que nous vous aurions envoyé balader. Combien de travailleurs rejoignent un parti au cours d'une bataille parce qu'ils se sentent directement concernés et disparaissent quelque temps plus tard ?

Ma propre expérience que je viens de décrire, montrait bien qu'à cette époque je n'avais pas acquis la compréhension que changer la société était une nécessité historique qui découlait du développement du capitalisme, j'en avais fait une question personnelle en rapport avec ma situation, il eut suffit qu'elle s'améliore pour que ma soi-disant conscience de classe s'évapore. Un intellectuel ne procède pas autrement en général, il est aussi prompt à adopter une idée qu'à s'en séparer en fonction du vagabondage de sa pensée...

Au cours de notre vie, on passe inconsciemment notre temps à nous leurrer sur un tas de choses ou sur les gens, on ne voit que ce que l'on veut bien voir. Au départ, quand on commence à militer, la volonté de vouloir changer la société n'est pas le produit d'un niveau de conscience supérieur, on n'a pas encore acquis la compréhension que c'est une nécessité historique, on part de considérations individuelles, c'est seulement à force d'expériences et pour peu qu'on soit en mesure d'en tirer des enseignements, qu'on parviendra à un niveau de conscience ou nos considérations personnelles passeront au second plan ou se confondront avec cette nécessité. Le militantisme et la formation des militants doit conduire à cette claire conscience....

Actualité en titres

Un leurre.

- Michel Barnier : "*Nous ne sommes pas encore au bout de la régulation financière*" - LePoint.fr

Les pauvres sont responsables de leur malheur.

- Pour Bruno Le Maire (UMP) , la hausse du Smic a contribué à celle du chômage - Lexpansion.com

Les nantis sont responsables de s'enrichir.

- Une prime de 400 000 euros pour l'ancien patron d'Air France - Atlantico.fr

Comment cela, le changement serait comme les miracles et nécessiterait un certain délai ?

- Place Beauvau : "*Le changement, ce n'est pas maintenant*" - LePoint.fr

Au nom de la charia avec laquelle tous les régimes occidentaux s'accommodent.

- Les Émirats arabes unis réclament de la "*décence*" aux femmes occidentales - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

Quand le président de la Bundesbank traite Hollande d'illusionniste...

L'idée selon laquelle le lancement d'euro-obligations stimulerait la croissance est une illusion, estime Jens Weidmann, président de la Bundesbank, qui adresse une fin de non-recevoir à toutes les revendications de François Hollande.

"*Croire que les Eurobonds résoudront la crise actuelle est une illusion*", dit ce membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne dans une interview publiée vendredi par Le Monde. "*Ce ne peut être que l'aboutissement d'un processus long, qui nécessite entre autres de changer la Constitution dans plusieurs Etats, de modifier les traités, d'avoir davantage d'union budgétaire.*"

"*On ne confie pas sa carte de crédit à quelqu'un si on n'a pas la possibilité de contrôler ses dépenses*", ajoute-t-il.

Pour le président de la Bundesbank, "*une communautarisation de dettes n'est pas l'outil adapté pour favoriser la croissance : cela poserait des problèmes tant légaux qu'économiques. Je ne crois pas qu'on aura du succès en essayant de résoudre la crise de la dette avec encore plus de dette en dehors des budgets réguliers.*"

La croissance "*passe par des réformes structurelles*", insiste-t-il en se disant "*irrité*" par l'apparition d'"*idées géniales qui surgissent pour contrer la crise*", comme les euro-projets défendus également par le nouveau président français. (Reuters 25.05)

Social

France

1- CGT : A quel rythme doit se poursuivre la décomposition du syndicat ?

Lors de la Commission exécutive ("gouvernement" de la CGT) réunie mardi, "*Bernard Thibault, suite au processus de consultations engagées depuis plusieurs mois, a proposé la candidature de Nadine Prigent comme future secrétaire générale de la CGT*, indique la centrale, dans un communiqué. "*La Commission exécutive Confédérale n'a pas approuvé cette proposition par 20 voix pour, 21 voix contre et 5 abstentions*", ajoute la centrale. La CGT a confirmé ainsi une information obtenue par l'AFP de source interne.

La décision finale sur le choix du futur numéro un de la centrale revient au Comité confédéral national (CCN, parlement de la CGT) qui se réunira les 30 et 31 mai. Il ne sera donc pas saisi d'une proposition du numéro un sortant. Nombre de dirigeants préfèrent Eric Aubin, chargé du dossier de la retraite, qui est postulant à ce poste. (lexpress.fr 25.05)

Extrait d'un article de l'AFP du 21 janvier 2012 :

Pour l'heure, deux personnalités émergent : Nadine Prigent, de la fédération de la santé, deuxième fédération après celle du service public, et Eric Aubin, patron de la fédération, plus petite, de la construction, et en charge du dossier des retraites.

"*Mais ce n'est pas tant la taille qui compte, le débat est de savoir s'il faut quelqu'un du public ou du privé*", le deuxième choix permettant "une ouverture du syndicat" vers des secteurs où il est moins implanté et qui regroupent l'essentiel du salariat, résume un cadre.

"*La CGT reste massivement une organisation de fonctionnaires ou de salariés à statut*", souligne auprès de l'AFP Bernard Vivier, directeur de l'institut supérieur du Travail.

Dès lors, "*le type de revendications que Nadine Prigent peut porter est un peu plus en phase culturellement et sociologiquement avec les adhérents de la CGT*" et ceux qui ont "*conservé les valeurs traditionnelles*", estime l'analyste. En clair, les adhérents CGT communistes "voteraient plus pour Nadine Prigent que pour Eric Aubin".

Selon lui, Bernard Thibault, venu de la fédération des cheminots et arrivé à la tête de la confédération en février 1999, a tenté de "*conjuguer une ligne traditionnelle et une ligne d'ouverture vers le privé et vers des revendications qui sont moins de contestation que de négociations*", souligne M. Vivier.

"*Bernard Thibault est le Gorbatchev de la CGT. Après son départ, il s'agit de savoir s'il faut un autre Gorbatchev pour poursuivre le chantier, ou une personne qui ferait une pause*". Le choix de Mme Prigent aurait "*l'avantage de distinguer la CGT des autres organisations mais aussi le risque de la laisser en retard sur son temps*", résume-t-il.

Extrait d'un article du monde.fr du 14 avril 2012 :

Au départ, M. Aubin, le "*M. Retraites*" de la CGT, faisait figure de favori. Très ouvert, prompt à rechercher la conciliation plutôt que le conflit, il a noué de bonnes relations avec les autres confédérations, et notamment avec Laurent Berger, le numéro deux de la CFDT, qui doit succéder à François Chérèque en 2014.

Mais M. Thibault, qui a accentué la mutation "*réformiste*" de la CGT, souhaitait que son successeur soit une femme venue du privé. Et il reprochait à M. Aubin de trop faire campagne. Dans un premier temps, l'actuel dirigeant de la CGT avait avancé le nom d'Agnès Naton, 53 ans, retraitée de La Poste, directrice de la Nouvelle Vie ouvrière, l'hebdomadaire de la centrale. Mais il a finalement préféré Mme Prigent, même si elle ne vient pas du secteur privé.

M. Aubin et Mme Prigent sont tous les deux membres du bureau confédéral et adhérents du Parti communiste, sans appartenir à aucune instance, et sont l'un et l'autre sur la "*ligne Thibault*". Mais Mme Prigent apparaît moins ouverte. Dans la CGT, certains la jugent "*très raide*" - "*elle a longtemps été très sectaire", observe une responsable cégétiste -, d'autres jugent qu'elle sera "plus malléable*". Elle a des relations rudes avec les autres centrales.

"*Si Bernard arrive à imposer Mme Prigent, dit un proche du secrétaire général, cela laissera des traces dans la maison, car ce choix aura été fait contre une majorité d'organisations*." Du côté de la CFDT, dans l'entourage de M. Chérèque, où on ne dissimule pas une certaine inquiétude, ce serait perçu comme un signal de mauvais augure pour l'avenir de l'unité d'action.

2- Dépôt de bilan de Technicolor.

Technicolor a annoncé vendredi matin le dépôt de bilan dans la journée de son usine d'Angers (350 salariés), spécialisée dans la production de décodeurs, lors d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise de cet établissement, a-t-on appris de sources syndicales. (AFP 25.05)

Economie

1- Espagne

De pis en pis.

La situation serait finalement pire que prévu chez Bankia, la quatrième banque espagnole qui vient d'être nationalisée en partie: croulant sous les actifs immobiliers risqués, elle s'apprête selon la presse à demander 15 à 20 milliards d'euros à l'Etat pour se redresser.

Après une première aide publique de 4,5 milliards le 9 mai, sous forme de prêt transformé en participation pour prendre le contrôle de Bankia, la facture s'est peu à peu alourdie.

"*Chaque jour apparaît un nouveau chiffre*", soupire Daniel Pingarron, analyste de la maison de courtage IG Markets: "*on a commencé avec environ 4 milliards, puis on est passé à 7 milliards, après la comparution (du ministre de l'Economie) Luis de Guindos (devant les députés) cette semaine, on était déjà rendu à 8,75 milliards, et aujourd'hui on parle d'environ 15 milliards: c'est de pire en pire chaque jour*".

Ce dernier chiffre, pas encore confirmé officiellement, était avancé vendredi par la presse espagnole.

Par précaution, le titre Bankia était suspendu vendredi, dix mois presque jour pour jour après son entrée à la Bourse de Madrid, le 20 juillet 2011.

A l'époque, son président, Rodrigo Rato, très connu pour avoir été ministre de l'Economie et directeur général du FMI, se félicitait que cette introduction représente "*un point de référence pour le secteur bancaire espagnol*".

Moins d'un an plus tard, Rodrigo Rato a dû démissionner, la cotation du titre s'est écroulée, valant désormais 40% du prix de départ (3,75 euros), et avec l'aide que devrait apporter l'Etat, "*Bankia va être pratiquement publique*", note Daniel Pingarron.

Selon l'analyste, le gouvernement pourrait y joindre deux caisses d'épargne placées sous tutelle, Novacaixagalicia et CatalunyaCaixa, afin de créer "*ce qui constituerait la plus grande banque publique de l'histoire espagnole*", pour ensuite l'assainir et la revendre.

L'Etat s'est engagé à apporter tous les fonds nécessaires à Bankia, qui représente 10% du système financier espagnol, dont il devra forcément régler la facture.

La banque compte un portefeuille immobilier de 37,5 milliards d'euros, dont la très grande majorité (31,8 milliards) est problématique, car à la valeur incertaine (crédits risquant de ne pas être remboursés, logements saisis...).

Le sauvetage public de Bankia "*ne change pas beaucoup les choses*", dit aussi Daniel Pingarron: "*ce qui va se passer c'est que les réserves du Frob (fonds spécial d'aide au secteur, ndlr) vont s'épuiser (après avoir versé l'aide), il va falloir les renouveler avec plus de dette publique, et cela n'est pas un message de confiance*" pour le marché. (AFP 25.05)

Ce pourrait être pis pour un banquier :

- Je suis sans un liard, sans espérance, sans pain, sans pension, sans femme, sans enfants, sans asile, sans honneur, sans courage, sans ami, et pis que cela ! sous le coup de lettres de change (…) Balzac, la Cousine Bette, Pl., t. VI, p. 432.

2- Vatican

L'obscurantisme appliquée aux comptes de la curée vaticane.

Nouvel épisode dans les tensions qui secouent l'administration du Vatican : le président de la banque du pape, l'Institut des œuvres religieuses (IOR), a été désavoué, jeudi 24 mai au soir, et contraint à démissionner pour une gestion jugée déficiente.

Ettore Gotti Tedeschi, 67 ans, fervent catholique, nommé à la tête de l'Institut en septembre 2009 pour y remettre les finances en ordre et permettre au Vatican de rejoindre la liste des pays respectant les normes contre le blanchiment ("white list"), quitte ses fonctions au terme d'un bras de fer concernant l'application d'une nouvelle la loi vaticane sur la transparence financière.

Depuis janvier, des documents confidentiels ont été transmis clandestinement à la presse italienne, révélant les luttes de pouvoir et la persistance de la corruption dans l'administration vaticane. Beaucoup de ces documents sont rassemblés dans un livre paru cette semaine en Italie, Sua Santita, du journaliste Gianluigi Nuzzi.

Ces fuites, contre lesquelles le Vatican s'est insurgé, auraient joué un rôle non négligeable dans le limogeage du banquier, selon des sources vaticanes.

Spécialiste de l'éthique de la finance, Ettore Gotti Tedeschi a été désavoué à l'unanimité par le conseil d'administration de l'IOR, jeudi. Il lui est reproché de "*n'avoir pas su remplir certaines fonctions de première importance*", en dépit des avertissements répétés alors que la situation continuait de "*se détériorer*".

M. Gotti Tedeschi avait été choisi pour remettre en ordre les comptes du IOR. Mais en septembre 2010, lui et son directeur général, Paolo Cipriani, étaient placés sous enquête pour violation d'une loi italienne anti-blanchiment. S'ils n'étaient pas soupçonnés de blanchiment d'argent sale, il leur était reproché des omissions entourant des mouvements de fonds d'un total de 23 millions d'euros. Le parquet italien, en juin suivant, avait levé tous les soupçons.

L'IOR, lié dans le passé à des scandales de grande ampleur en Italie, a une réputation sulfureuse. Mais le pape allemand a fait de la transparence et de la rigueur une priorité et avait créé à cette fin en décembre 2010 l'Autorité d'information financière (AIF).

Le rôle de la "*banque du pape*" - qui a un patrimoine de 5 milliards d'euros - est de gérer les comptes de milliers d'ordres religieux et d'associations catholiques. Fondé en 1942 par le pape Pie XII, l'IOR a connu plusieurs scandales, dont le plus célèbre est la faillite de la banque Ambrosiano, dont il était l'actionnaire majoritaire. (lemonde.fr 25.05)

Le Vatican est une organisation mafieuse qui doit être dissoute !

C'est une parabole qui enseigne qu'il est faux de croire ou penser que la religion ait existé de tout temps ou qu'elle serait éternelle

3- Allemagne

Le patrimoine financier privé des Allemands a atteint l'an dernier la somme totale de 4 715 milliards d'euros, un record historique enregistré malgré des pertes sur les marchés financiers, selon un chiffre annoncé par la Bundesbank, jeudi 24 mai. Cette somme totale de 4 715 milliards ne prend pas en compte d'autres types de richesses comme des biens immobiliers par exemple.

Les turbulences sur les marchés financiers ont conduit à des pertes totales de 92 milliards d'euros l'an dernier sur les placements en actions et obligations.

La dette privée des Allemands a elle "*légèrement augmenté*", selon la Bundesbank, et se montait l'an dernier à 1 549,8 milliards d'euros. Mais en raison de la croissance de l'économie du pays, le taux d'endettement privé, mesuré par le rapport entre les dettes des Allemands et le produit intérieur brut, a lui reculé pour s'établi à 60,3 %. (lemonde.fr 25.05)

Haut de page

Le 27 mai

CAUSERIE

On se détend un peu, c'est dimanche. Dimanche, un jour sacré... car consacré à la chasse à l'obscurantisme !

La température ici (à Pondichéry) est redescendue entre 42 et 45°C à l'ombre. C'est crevant cette chaleur. Pas d'orages, pas une goutte de pluie. Je ne peux même pas utiliser la piscine découverte et gratuite situées à 50 mètres de chez moi, elle est dégueulasse, les Indiennes se baignent tout habillées et il y a des sacs et des bouteilles plastiques qui nagent à la surface et le fond est parsemé de terre, cailloux, etc.

Les "upper class" comme on les appelle, les classes supérieures sont dégénérées au possible, vous faites le tour de toute la pourriture que peut engendrer leur société dans tous les domaines et vous êtes en mesure de décrire avec précision à quoi ressemblent les privilégiés. Vous avez le droit de l'imaginer sans prendre le risque de vous tromper, il serait difficile de leur trouver la moindre qualité. Ces gens-là sont arrogeants, bruyants, ignobles, puants. Ce que j'affectionne, c'est critiquer les pauvres devant eux, du coup ils embraient au quart de tour, ils pensent que j'appartiens à leur camp, dans la minute qui suit je les assassine en prenant la défense des pauvres qu'ils piétinent.

Me faire ces ordures est un vrai plaisir, on se soulage comme on peut que voulez-vous, à défaut de pouvoir les faire disparaître. Attaquez-les, mais c'est qu'ils se rebiffent, ils sont mauvais en plus, immédiatement ils vous insultent ou vous menacent physiquement, ce qui ne m'impressionne pas du tout, je les traite de parasites immondes, de sous-merdes, très poliment et posément évidemment, cela a le don de les exciter encore plus, ils enragent littéralement, je le vois, je leur refuse le statut d'être humain, bref, je les ramène à leur véritable niveau. Je les traite comme ils traitent les travailleurs, je les venge, je peux me le permettre, pas eux. S'en priver serait faire preuve de lâcheté, un manquement à mon devoir.

Il m'est arrivé plus d'une fois d'assister à une violente dispute dans la rue entre un nanti et un pauvre gueux, chaque fois j'ai pris la défense de ce malheureux qui était traité comme un chien. Je ne suis pas pour autant un ouvrièriste, et parce que je défends les plus miséreux, quand j'estime qu'ils déconnent je leur dis, je peux me le permettre, car j'estime mes intentions saines contrairement à un nanti qui les écrase pour mieux les maintenir en servitude, l'objectif diamétralement opposé au mien.

J'ai appris hier que le prix de l'essence avait encore augmenté de 7 ou roupies, soit plus de 10%, il était de 64 roupies le litre précédemment, un peu plus d'un euro, ici, c'est hyper cher par rapport au niveau de vie moyen de la population ; l'équivalent du Smic est entre 80 et 90 euros nets par mois, c'est comme si le prix du litre de super était à environ 10 euros en France ! C'est pire que du racket, le gouvernement indien nous étrangle !

Pour s'approvionner en gaz ce n'est pas triste non plus. Ici on ne peut aller acheter librement une nouvelle bouteille de gaz comme l'on veut, il faut respecter une procédure bureaucratique archaïque. Je suis allé chez mon distributeur de gaz où je suis enregistré, style fiche de police. Il a enregistré ma demande en me demandant de repasser dans 20 jours. Ce jour-là muni de mon carnet dans lequel figure ma photo et des coupons genre rationnement, contre paiement il me sera remis une facture. Ensuite, deux ou trois jours plus tard, muni de cette facture je devrai me rendre au petit matin au point de stockage situé à un autre endroit avec ma bouteille vide afin qu'on m'en donne une pleine, peut-être, s'il en reste, sinon je devrai repasser les jours suivants. Donc au total 3 déplacements au minimum et 23 jours d'attente.

Et les gens qui bossent comment ils font ? Ils se démerdent, ils envoient à leur place quelqu'un qui ne travaille pas. Et les gens qui vident leur bouteille de gaz en moins de 23 jours comment ils font ? Ils ont intérêt à acheter (très très cher) au noir une troisième bouteille ou avoir un réchaud au kérosène en dépannage, après il reste le feu de bois !

Bon dimanche à tous.

Le capitalisme au stade de l'impérialisme se transforme en vampire. Voleur jusqu'à "***l'épuisement***" de ses victimes.

L'illusion de la concurrence ? Dix groupes contrôlent l'essentiel de ce que vous achetez.

"*L'illusion du choix*", "*ces dix compagnies (qui) contrôlent tout ce que vous achetez*" : le schéma publié par Business Insider fait réfléchir. La concurrence ne serait qu'apparence : sous la multiplicité des marques, on retrouve toujours les dix mêmes compagnies. Or la concurrence donne sa légitimité à l'économie de marché : sans elle, la seule limite à la recherche de profits, c'est l'épuisement du budget des consommateurs. (Atlantico.fr 26.05)

Mais rien ni personne ne peut légitimer l'existence du capitalisme qui repose sur le vol de notre force de travail :

- "*C'est ce que fit la découverte de la plus-value.*

Il fut prouvé que l'appropriation de travail non payé est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier qui en résulte ; que même lorsque le capitaliste achète la force de travail de son ouvrier à la pleine valeur qu'elle a sur le marché en tant que marchandise, il en tire pourtant plus de valeur qu'il n'en a payé pour elle; et que cette plus-value constitue, en dernière analyse, la somme de valeur d'où provient la masse de capital sans cesse croissante accumulée entre les mains des classes possédantes. La marche de la production capitaliste, aussi bien que de la production de capital, se trouvait expliquée." (Anti-Dühring - F. Engels)

Que l'auteur de cet article, avocat d'affaires, en doute n'a rien d'étonnant : "*Si c'est vrai, il s'agit, de nouveau serait-on tenté de dire après tant de doutes sur la régulation financière, d'un échec grave de la régulation des marchés.*"

Non, pas possible ! Quel crétin, ce sont justement ceux qui sont en situation de monopole sur les marchés qui ont mis en place ceux qui sont en charge de le réguler... conformément à leurs intérêts !

Quelques centaines de banques, d'institutions financières, de compagnies d'assurance et multinationales contrôlent le marché mondial. Il suffit d'abolir ce privilège, de les exproprier sans leur verser un centime, pour avancer vers notre émancipation, le socialisme.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Le nouveau ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a demandé samedi l'application immédiate du plan de paix de Kofi Annan en Syrie et dénoncé le "*régime assassin*" du président Bachar el-Assad après l'attaque de la ville de Houla.

"*Je prends immédiatement des contacts pour réunir à Paris le Groupe des pays amis du peuple syrien.*" a-t-il précisé. (LePoint.fr 26.05)

Le même discours va-t-en-guerre, la même politique coloniale que Sarkozy.

Le "*Groupe des pays amis du peuple syrien*" mis en place par Doha, Jérusalem, Washington, Londres et Paris, les mêmes qui avaient attaqué l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Serbie.

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Fabius, pas touche à la Syrie !

Nous ne nous étions pas trompé quand nous affirmions que la visite de Fabius auprès de l'émir du Qatar quelques semaines avant le 6 mai, avait pour objectif de rassurer cet autocrate dégénéré sur les intentions de Hollande et sa volonté de poursuivre la politique de Sarkozy subordonnée à l'impérialisme américain et à l'Etat sioniste, nous en avons la preuve matérielle ici.

Plutôt un manque de maturité politique.

"*Il y a une contradiction: les mêmes personnes professent leur attachement à l'euro mais dénoncent dans le même temps les plans d'aide sans voir le moindre lien entre ces deux points*", estime le sondeur Yannis Mavris, de l'institut Public Issue.

Alexis Tsipras juge pour sa part que si contradiction il y a, elle réside dans le remède choisi avec les partenaires européens d'Athènes qui, regrette-t-il, "*affaiblit le patient au lieu de soigner la maladie*".

"*Oui, nous voulons le soutien et le financement de l'Europe, mais nous ne voulons pas gaspiller l'argent des contribuables européens. Deux renflouements ont fini à la poubelle, dans un tonneau sans fond. Si cela continue, il nous faudra un troisième plan dans six mois*", déclarait-il lors d'une interview récemment accordée à l'agence Reuters. (Reuters 26.05)

Parce qu'Alexis Tsipras est incapable de rompre avec le capitalisme, il est obligé de demander "*le soutien et le financement de l'Europe*", les bourreaux du peuple grec.

Avec l'euro, il est impossible à un gouvernement de maîtriser son économie puisque le cours de la monnaie lui échappe, d'où la nécessité de rompre avec l'euro. Cela ne signifie pas pour autant qu'en adoptant une autre monnaie il en contrôlera le cours, car elle demeurera dépendante du marché mondial, mais au moins il pourra agir dessus, ce qui n'est pas le cas avec l'euro.

Si on peut encourager les réformistes à aller au bout de leur logique ou raisonnement, ce n'est pas parce que le réformisme aurait une sorte de légitimité, c'est uniquement parce que l'on sait que cette logique mène infailliblement à une impasse, à reproduire les contradictions dans lesquelles se débat le capitalisme. Une fois cette illusion envolée, le capitalisme sera tout nu, sans remparts pour le protéger, ce qu'est finalement le réformisme.

Ce qu'il y a de dangereux ou de criminel dans la politique de Mélenchon ou Tsipras, c'est qu'ils prétendent que tout serait possible sans s'attaquer aux fondements du capitalisme. Ils font ainsi le lit de l'extrême droite qu'ils prétendent combattre.

Dans l'hypothèse ou la coalition de monsieur Tsipras parviendrait au pouvoir, il serait immédiatement rattrapé par la réalité de la lutte de classe que mènent farouchement les capitalistes, qui par tous les moyens orchestreraient l'asphyxie de l'économie du pays et le chaos (aidé en cela par les gouvernements de l'UE, notamment), de telle sorte qu'il perdrait le soutien populaire qui l'avait porté au pouvoir, parce que la situation sociale des masses empireraient au lieu de s'améliorer, à l'étape suivante, impuissant à juguler cette fuite en avant parce qu'il se refuserait à s'appuyer sur la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pour s'attaquer aux privilèges des capitalistes, il ne lui resterait plus qu'à jeter l'éponge et appeler au pouvoir ses adversaires d'hier, à moins que la réaction préfère le faire chuter brutalement, pour ensuite, une fois cette défaite politique actée, avoir les mains libres pour organiser la répression sanglante du mouvement ouvrier et mettre en oeuvre sa politique.

Qu'est-ce qui est à l'origine de l'offensive de Kornilov en 1917 en Russie, qu'est-ce qui a regaillardi la réaction en France et en Espagne en 1936, au Chili en 1973, sinon les tergiversations, puis les reculades, ensuite les capitulations successives des gouvernements de front populaire face à la classe dominante détenant toujours le pouvoir.

Ceux qui soutiennent aveuglément monsieur Tsipras porteront la responsabilité de l'écrasement du peuple grec, dont le POI.

Informations ouvrières n°200, page 2 :

"*C'est un fait : la position de Syriza , produit de la résistance acharnée du peuple grec, de refuser toute participation à un gouvernement qui poursuit une politique criminelle est un point d'appui pour la survie du peuple grec et pour la résistance des travailleurs dans toute l'Europe*."

Alors que monsieur Tsipras entretient les pires illusions qui soient envers l'euro et l'Union européenne avec lesquelles il ne veut pas rompre. Ce discours dans la bouche d'une ex-responsable du PS démontre tout simplement qu'elle n'a pas rompu avec l'idéologie qu'elle défendait quand elle était adhérente de ce parti bourgeois. Qu'il soit conforme à l'orientation droitière du POI en dit long sur la nature de ce parti et ses véritables intentions, tout le reste est du baratin. Ce qui est criminelle, c'est de ne pas dénoncer les contradictions dans lesquelles Syriza est enfermée.

Imaginez un instant Trotsky affirmer que le Front populaire aurait été "*un point d'appui pour la survie du peuple*" français ou espagnol en 1936, c'est grotesque n'est-ce pas, il n'a cessé de les combattre. Voilà ce que nos valeureux "*trotskistes*" du POI sont prêts à avaler de nos jours.

Sur Fonds de cynisme.

La directrice du Fonds monétaire international Christine Lagarde a estimé, dans un entretien publié samedi, que les Grecs devraient "*commencer par s'entraider collectivement*" en payant leurs impôts, se disant moins préoccupée par leur sort que par celui des enfants d'Afrique.

"*Je pense que les Grecs devraient commencer par s'entraider collectivement*", en "*payant tous leurs impôts*", a-t-elle expliqué

dans cette interview publiée par le quotidien britannique the Guardian. (AFP 26.05)

Elle devait sans doute faire référence à ses amis les armateurs et milliardaires grecs qui ne paient pas d'impôts, à l'Eglise qui n'en paie pas non plus... Quant au sort malheureux des enfants africains, il est le produit des "*plans d'ajustement structurel*" dictées par le FMI aux gouvernements des différents pays complices des esclavagistes qui dirigent le monde et dont le FMI est une des agences.

A bas le FMI, le bourreau des droits des peuples !

INFOS EN BREF

Politique

1- Tunisie

Plusieurs centaines de salafistes ont attaqué samedi des bars et des commerces à Jendouba, dans le nord-ouest de la Tunisie, où des affrontements les ont ensuite opposés aux forces de l'ordre, a-t-on appris auprès des autorités et de témoins.

Ces salafistes, qui prônent une interprétation stricte des préceptes de l'islam, entendaient protester contre l'arrestation de quatre hommes impliqués dans de précédentes attaques contre des débits d'alcool.

La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour tenter de disperser la foule mais les affrontements se poursuivaient dans la matinée.

"*Ce matin, quatre hommes ont été arrêtés pour des attaques contre des débits d'alcool ces derniers jours*", a dit à Reuters un responsable du ministère de l'Intérieur, Loutfi al Haydari.

"*Des centaines de salafistes ont donc attaqué une caserne en jetant des pierres et des cocktails Molotov avant d'être dispersés par des gaz lacrymogènes. Ils ont aussi incendié un commissariat et attaqué trois boutiques en ville (...) ils se trouvent désormais dans le centre de la ville.*"

Selon un témoin, qui n'a pas voulu décliner son identité de crainte de représailles salafistes, les manifestants étaient au nombre d'un demi-millier et armés d'engins incendiaires, semant la terreur dans cette localité située vers la frontière algérienne.

"*Des salafistes au visage masqué et armés de sabres, de cocktails Molotov et de cailloux ont attaqué des boutiques en ville et détruit les biens qui y étaient stockés. Ils ont ensuite incendié le commissariat de police*".

Ce témoin -une femme- a ajouté: "*Toute la ville vit dans la crainte et la peur à la suite de ces violences.*".

Réprimés sous Zine ben Ali, les islamistes n'ont pourtant pas joué un rôle moteur dans la révolution de janvier 2011 ayant abouti au renversement de l'ancien régime.

Il y a une semaine, des salafistes avaient attaqué des propriétaires de débits d'alcool à Sidi Bouzid, ville du Centre qui est le berceau de la "*révolution de jasmin*" à l'origine de la chute de Zine ben Ali. Le ministre de la Justice avait réagi en promettant de sanctionner avec sévérité les agresseurs. (Reuters 26.05)

2- Vatican.

La justice vaticane a officiellement inculpé samedi l'ancien majordome des appartements pontificaux de Benoît XVI pour possession illégale de documents secrets dans le cadre d'un scandale surnommé "Vatileaks".

Les courriers montraient que l'archevêque Carlo Maria Vigano, ancien numéro deux des services administratifs du Vatican, avait été muté comme nonce apostolique (ambassadeur) à Washington après avoir révélé l'existence d'un large réseau de corruption, de népotisme et de favoritisme lié à des contrats signés à des prix gonflés avec des partenaires italiens.

Dans son communiqué, le parquet du Vatican a annoncé que l'enquête préliminaire avait été élevée à un statut "*officiel*", ce qui indique que Paolo Gabriele, désigné comme "prévenu" était désormais officiellement inculpé et avait choisi deux avocats pour le défendre.

En l'absence de prison vaticane, l'ancien majordome était détenu samedi dans l'une des trois "*salles sécurisées*" contrôlées par le gendarmerie vaticane.

Paolo Gabriele est passible d'une peine de 30 ans de prison pour avoir possédé illégalement des documents appartenant à un chef d'Etat. S'il est reconnu coupable, il sera vraisemblablement détenu dans une prison italienne à la suite d'un accord entre l'Italie et le Vatican.

Certains commentateurs de la presse italienne ont exprimé leur doutes quant à une action isolée de la part de Paolo Gabriele, qu'ils soupçonnent de n'avoir été qu'un pion dans une lutte de pouvoir plus large au sein du Vatican.

"*Jamais l'Eglise catholique n'a donné un tel sentiment de désorientation*", a écrit l'historien de l'Eglise Alberto Melloni dans le Corriere della Sera. "*Il y a quelque chose d'encore plus profond, cette fois - un sentiment de désordre systémique.*" (Reuters 26.05)

Haut de page

Le 28 mai

CAUSERIE

Le lundi il y a peu d'infos, du coup on peut consacrer plus de temps à autres choses. On ne va pas perdre son temps avec les élections législatives.

En Grèce, ils en sont toujours au même point, c'est cela qui doit agacer Lagarde (FMI), le parti de l'ordre (Nouvelle Démocratie) est donné gagnant devant Syriza, puis le PASOK, le même ordre que le 6 mai, donc paralysie politique annoncée le 17 juin prochain, peut-être qu'ils organiseront une troisième élection législative dans la foulée !

Avez-vous entendu Hollande, Ayrault ou Fabius condamné le bombardement de l'OTAN qui a décimé samedi soir une famille entière, un homme, son épouse et six de leurs enfants ?

Quel est le principe le plus élevé de l'Etat ouvrier ?

- "Chers auditeurs -je me permets de penser que les contradictions, les difficultés, les fautes et les insuffisances du régime soviétique ne me sont pas moins connues qu'à qui que ce soit. Personnellement, je ne les ai jamais dissimulées, ni en paroles ni en écrits. Je pensais et je pense que la politique révolutionnaire -à la différence de la politique conservatrice- ne peut être édifiée sur le camouflage. "Exprimer ce qui est", doit être le principe le plus élevé de l'Etat ouvrier. (Bolchevisme contre stalinisme - 1932 -Trotsky)

Quelle leçons de modestie ! Au POI et à LO il ferait bien d'en prendre de la graine. Au NPA c'est différents, ils sont tellement médiocres qu'ils passent leur temps à s'excuser de reproduire sans cesse les mêmes erreurs, ce qui n'est guère mieux ou n'inspire pas davantage confiance.

Comment "*exprimer ce qui est*" quand on magouille des coups tordus dans le dos des militants avec des ministres ou des dirigeants du PS ou des syndicats et j'en passe ? Impossible. Dans ce cas-là, cela signifie que les analyses de la situation qui sont livrées par les dirgeants aux militants sont erronées ou incomplètes, qu'elles ne reflètent pas la réalité. Sans que les militants s'en doutent ou y pensent, elles sont orientées dans une direction précise, du coup les tâches qui en découlent et qu'on leur demande d'accomplir le sont également, c'est l'orientation de leur combat qui finalement est faussée ou détournée du but qu'ils se sont fixés, il sert d'autres intérêts, un autre objectif que le socialisme.

Les uns et les autres se sont employés à épargner Chirac, puis Sarkozy, aujourd'hui c'est au tour de Hollande auquel les uns et les autres vont faire allégeance, cela a déjà commencé si vous avez observé ce qui s'est passé depuis le 6 mai. Ils prétendent que la question n'est pas la légitimité des institutions de la Ve République pour mieux camoufler le fait qu'ils estiment et qu'ils agissent comme si elles étaient légitimes en se servant comme couverture des illusions qu'une partie des masses auraient en elles.

Gageons qu'ils vont une énième fois faire signer des pétitions et organiser des délégations en direction du Premier ministre et des différents ministère, cela fait des lustres que cela dure sous tous les gouvernements ils n'ont jamais varié d'un milimètre leur conception de la lutte de classe pour finalement en arriver à la situation politique déplorable que nous connaissons aujourd'hui.

Nous, nous disons qu'à travers leurs déclarations et les mesures qu'ils vont prendre, surtout celles qu'ils refuseront de prendre, il est ou il sera facile (pour ceux qui ont un retard à l'allumage !) de connaître les intentions réelles de ce gouvernement capitaliste et de le combattre comme tel, sans attendre des mois ou des années ou de rencontrer personnellement tel ou tel ministre qui ne ferait que défendre sa politique ou répéter ce qu'il a déjà dit ailleurs.

Nous sommes également contre toute rencontre entre les dirigeants syndicaux et les différents ministres ou des représentants du patronat en l'absence de délégués élus des travailleurs. Au delà, nous sommes contre toute forme de "*dialogue social*", de négociations, contre tout accord entre le gouvernement et le patronat d'une part et les dirigeants syndicaux d'autre part, le combat classe contre classe passe uniquement par la mobilisation dans l'unité des travailleurs avec leurs organisations sur la base de leurs besoins exclusivement, c'est seulement à l'issue d'une bataille et sur décision des travailleurs mobilisés qu'un accord peut être recherché avec l'ennemi pour y mettre fin provisoirement, puisque chaque bataille doit être conçue comme un moment ou une étape sur la voie qui mène à l'émancipation du salariat, au socialisme.

Je ne répète pas un refrain appris par coeur, je ne me livre pas ici à un exercice de style, chaque élément avancé ici à son importance et n'a pas été retenu au hasard ou pour se donner un genre, la place et l'importance accordées à chaque facteur et à chaque rapport forme un ensemble cohérent conforme à l'objectif de notre combat. La seule concession que l'on peut concevoir envers notre ennemie et ses laquais, c'est de reconnaître leur existence pour mieux les combattre, tout ce qui se situe au-delà est du domaine de la trahison, de la capitulation. On ne dira pas avis aux amateurs, ils sont trop nombreux !

A quoi sert la théorie, le marxisme ?

- "Vous serez d'accord que la théorie n'a de valeur en général que dans la mesure où elle aide à prévoir le cours du développement et à l'influencer vers ses buts. En cela même consiste pour parler de façon générale, l'importance inestimable du marxisme comme arme d'orientation sociale et historique" (Bolchevisme contre stalinisme - 1932 -Trotsky)

Il faut donc en déduire que ceux qui prévoyait une révolution à la suite du 10 mai 81 avaient fait la démonstration qu'ils avaient été incapables d'utiliser cette arme "*d'orientation sociale et historique*" qu'était le marxisme, donc à ce titre on a le droit de remettre en cause ou de s'interroger sérieusement sur leur prétention à se prétendre les héritiers du marxisme, encore moins leur accorder la moindre confiance au regard de cette expérience dont ils ont été à ce jour incapables de tirer les leçons, sauf à favoriser une ligne politique de plus en plus droitière.

De la révolution permanente et de l'internationalisme.

- "Les forces productives actuelles ont depuis longtemps dépassé les barrières nationales. La société socialiste est irréalisable dans les limites nationales. Si importants que puissent être les succès économiques d'un Etat ouvrier isolé, le programme du "socialisme dans un seul pays" est une utopie petite bourgeoise. Seule une Fédération européenne, et ensuite mondiale, de républiques socialistes, peut ouvrir la voie a une société socialiste harmonieuse." (Bilan et perspectives - 1905 -Trotsky)

C'est bien le problème auquel sont confrontés les partis ouvriers ou assimilés en Grèce qui doivent rompre avec le capital et les institutions politiques du pays, mais aussi l'ensemble des institutions mises en place par le capital à l'échelle européenne et internationale, en appelant le prolétariat de tous les pays de l'UE à se soulever et à les imiter dans la perspective de la Fédération des Républiques socialistes d'Europe, perspective sans laquelle il leur sera impossible d'avancer vers le socialisme...

Parmi ceux qui y sont opposés, il y a ceux qui pronent le protectionnisme face au déficit du commerce extérieur, aux délocalisations, à la liquidation de pans entiers de l'industrie, de la paysannerie, etc. Il y a ceux qui veulent conserver une monnaie sur laquelle ils ne disposent d'aucun moyen pour contrôler son cours, qui souhaitent appliquer les directives de l'UE déjà adoptées, alors qu'elles sont favorables au capital contre le travail. Ce sont souvent les mêmes mais pas forcément. Passons les charlatans qui prétendent imposer leur vue au cartel des banquiers qui dominent le monde depuis les Etats-Unis, et qui refusent d'exproprier les banquiers dans leur propre pays, Mélenchon ou Laurent par exemple.

Même en revenant au franc et en permettant à l'Etat d'emprunter directement à la Banque de France, l'évolution économique du pays demeurerait largement dépendante du marché mondial, de l'évolution du taux de change entre les monnaies, du taux de l'euro et du dollar notamment, du prix des matières premières fixées à Londres et New York ou Frankfort. D'où au départ la nécessité absolue pour l'Etat ouvrier de contrôler les importations et les exportations, ce qui ne figurent dans le programme d'aucun parti, sinon, c'est laisser aux capitalistes les moyens de saper les efforts du gouvernement pour stabiliser la situation économique et d'organiser sa chute.

Trotsky, à la suite de Marx et Engels, ne pouvait concevoir une "*société socialiste harmonieuse*" qu'à l'échelle de l'humanité, donc dans la perspective de l'extinction des classes sociales et des Etats, qui ne figure dans le programme d'aucun parti ou qu'on n'entend jamais dans les discours de leurs dirigeants, ce qui laisse libre cours à l'idée que la société et le monde ont toujours existé tels qu'ils sont et qu'il n'y a aucune raison que cela change dans l'avenir, c'est le discours du philosophe réactionnaire Onfray par exemple.

Aux "***héritiers***" du bolchevisme qui veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

- "En 1883 naquit dans l'émigration le premier groupe marxiste. En 1898, à une assemblée clandestine fut proclamée la création du parti social-démocrate ouvrier russe (nous nous appelions tous en ce temps sociaux-démocrates). En 1903, eut lieu la scission entre bolchéviks et menchéviks. En 1912 , la fraction bolchévique devint définitivement un parti indépendant." (id)

Depuis 1940, ce qui restait de la fraction bolchévique en France ne s'est pas regroupé dans un parti indépendant, elle a éclaté en mille morceaux et ses fractions les plus importantes se sont employées à déconstruire, s'écarter, puis nier le bolchevisme pour recréer des partis de type social-démocrate pour accueillir des élus, cadres ou dirigeants du PS, du PCF, des anarcho-syndicalistes, des démocrates, des républicains, des altermondialistes, des féministes, etc jusqu'à des adhérents se réclamant de droite (propos de Schivardi).

Il ne faut pas comparer la scission de 1903 du parti social-démocrate ouvrier russe entre bolchéviks et menchéviks, avec la scission de la IVe Internationale de 1952-53 entre "*lambertistes*" (PCI-PT-POI) et "*pablistes*" (LCR-NPA), tandis qu'il existait une opposition fondamentale et irréconciliable entre les principes défendus par les bolcheviks et ceux des mencheviks sur la nature du parti ouvrier révolutionnaire à construire pour prendre le pouvoir, finalement sur l'objectif politique à atteindre, l'opposition entre "lambertiste" et "pabliste" se réduira à savoir à qui ils devraient être subordonnés au réformisme ou au stalinisme, au PS ou au PCF, à défaut d'être capables de définir une politique indépendante de l'un et de l'autre. Les appels à voter Hollande ont démontré qu'ils en étaient en toujours au même point 60 ans plus tard ! On craint qu'ils soient passés de la sclérose à l'ossification de tendances opportunistes.

Les conditions de la révolution d'Octobre.

- "Sans le soulèvement armé du 7 novembre 1917, l'Etat soviétique n'existerait pas. Mais le soulèvement même n'était pas tombé du ciel. Pour la Révolution d'Octobre, une série de prémisses historiques était nécessaire.

1 - La pourriture des anciennes classes dominantes, de la noblesse, de la monarchie, de la bureaucratie ;

2 - La faiblesse politique de la bourgeoisie qui n'avait aucune racine dans les masses populaires ;

3 - Le caractère révolutionnaire de la question agraire ;

4 - Le caractère révolutionnaire du problème des nationalités opprimées ;

5 - Le poids social imposant du prolétariat ;

A ces prémisses organiques, on doit ajouter des conditions conjoncturelles hautement importantes :

6 - la Révolution de 1905 fut la grande école, ou selon l'expression de Lénine, la "répétition générale" de la Révolution de 1917. Les Soviets comme forme d'organisation irremplaçable du front unique prolétarien dans la révolution furent constitués pour la première fois en 1905 ;

7 - La guerre impérialiste aiguisa toutes les contradictions, arracha les masses arriérées à leur état d'immobilité, et prépara ainsi le caractère grandiose de la catastrophe.

Mais toutes ces conditions qui suffisaient complètement pour que la Révolution éclate, étaient insuffisantes, pour assurer la victoire du prolétariat dans la Révolution. Pour cette victoire, une condition était encore nécessaire :

8 - Le Parti bolchévik.

Si j'énumère cette condition comme la dernière de la série, ce n'est que parce que cela correspond à la conséquence logique et non pas parce que j'attribue au Parti la place la moins importante.

(...) La bourgeoisie libérale, elle, peut s'emparer du pouvoir et l'a pris déjà plusieurs fois comme résultat de luttes auxquelles elle n'avait pas pris part : elle possède à cet effet des organes de préhension magnifiquement développés. Cependant, les masses laborieuses se trouvent dans une autre situation, on les a habitués à donner et non à prendre. Elles travaillent, sont patientes aussi longtemps que possible, espèrent, perdent patience, se soulèvent, combattent, meurent, apportent la victoire aux autres, sont trompées, tombent dans le découragement, elles courbent à nouveau la nuque, elles travaillent à nouveau. Telle est l'histoire des masses populaires sous tous les régimes. Pour prendre fermement et sûrement le pouvoir dans ses mains, le prolétariat a besoin d'un Parti qui dépasse de loin les autres partis comme clarté de pensée et comme décision révolutionnaire." (id)

Question : quel parti aujourd'hui présente-t-il ces qualités ? Aucun.

Comment ils se sont fourvoyés.

- 1- le POI, en entretenant des rapports avec des gouvernements illégitimes et minoritaires dans le pays de 2002 à 2012 (lettre au Premier ministre, demande d'audience à ce dernier, rencontre avec plusieurs ministres ou ses représentants, délégations dans lesquelles figuraient d'ex-membre du PS ;

- 2- le NPA, en s'associant à des dirigeants du PS (fondation Copernic, notamment) opposés à tout appel unitaire à la mobilisation des masses contre des mesures prises par le gouvernement (La Poste,TCE, retraites), ce qui revenait à les laisser passer ;

- 3- LO en s'associant aux PS et a PCF dans la gestion de communes, ce qui revient à gérer la société sur le local pour le compte des capitalistes, à ce titre, cette pratique ne diffère en rien de celle des ONG.

Cherchez le point commun entre ces trois partis ? C'est fastoche, leurs rapports de subordination au PS.

Le premier en s'alignant sur les illusions de transfuges du PS qui n'ont pas rompu avec l'idéologie bourgeoise, c'est ce qui détermine la ligne politique du POI. Avant que ces transfuges n'existent, la ligne politique du PT (front unique) était identique en direction des élus ou dirigeants du PS et du PCF. En réalité, elle n'a pas changé depuis les année 40.

Le second en s'associant à des anticommunistes et contre-révolutionnaires déclarés qui ne peuvent adhérer à un mot d'ordre ou une orientation politique susceptible de déstabiliser le régime en place.

Le troisième en collaborant à la répartition de la misère sociale avec ceux qui en portent la responsabilité.

INFOS EN BREF

Politique

1- Maroc

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Casablanca, la plus grande ville du Maroc où les tensions sociales sont exacerbées par la sécheresse et par un chômage en hausse.

Cette manifestation qui a surpris par son ampleur est la plus importante contre le gouvernement dirigé depuis janvier dernier par un islamiste, Abdelilah Benkirane.

Elle a été organisée à l'appel de la Confédération démocratique du Travail et la Fédération démocratique du Travail, deux syndicats proches de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition parlementaire)

Depuis plusieurs jours, alors que le chômage ne cesse d'augmenter, les responsables syndicaux lançaient au gouvernement des appels au dialogue à propos de la hausse des salaires et de l'amélioration des conditions sociales des salariés.

Près de 30% des jeunes âgés de 15 à 29 ans sont au chômage, selon un rapport de la Banque mondiale (BM) rendu public le 14 mai à Rabat. Sur les 32 millions d'habitants que compte le Maroc dont près de 11 millions sont âgés de 15 à 35 ans.

"*Il y a plus de 50.000 personnes qui manifestent pour appeler le gouvernement à ouvrir un dialogue véritable face à la tension sociale de notre pays*", a indiqué à l'AFP Hassan Tariq, un député UFSP présent à la manifestation. "*Il y a un message d'unité syndicale et un message clair au gouvernement Benkirane pour qu'il clarifie sa stratégie gouvernementale*", a-t-il dit.

Les autres problèmes auxquels fait face le gouvernement islamiste sont la sécheresse et une baisse vertigineuse des recettes du tourisme: plus de 17% en janvier 2012 selon les derniers chiffres officiels. Le tourisme est la principale source de devises du royaume avec les transferts d'argent des Marocains établis à l'étranger et les ventes de phosphates.

Des centaines de jeunes du Mouvement du 20 février, né dans le tumulte du Printemps arabe et appelant à des réformes profondes de la monarchie, ont également participé à cette manifestation, où les islamistes étaient quasiment absents. (lexpress.fr 27.05)

2- Afghanistan

Samedi soir vers 20H30 locale (16H00 GMT) "*un homme, sa femme et six de leurs enfants sont morts. C'était un bombardement conduit par l'Otan*", a affirmé à l'AFP Rohullah Samoon, le porte-parole du gouvernement de Paktia.

Les civils sont les premières victimes du conflit opposant Isaf et forces pro-gouvernementales à l'insurrection menée par les talibans. En 2011, plus de 3.000 civils sont morts des suites du conflit. Soit autant que le nombre de soldats de l'Isaf ayant péri

en Afghanistan depuis plus de dix ans. (AFP 27.05)

Haut de page

Le 29 mai

CAUSERIE

Abolition des privilèges !

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) ne paie elle-même pas d'impôt sur le revenu, malgré un salaire annuel de 380 939 euros.

Comme l'indiquait le site Tout sur les impôts en juillet 2011, la directrice générale du FMI bénéficie en effet d'un statut fiscal spécifique en qualité de fonctionnaire internationale. Tous ses revenus et traitements issus du Fonds ne sont pas imposables.

Cette situation est définie par les articles 34 et 38 de la convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques, qui affirment que "*l'agent diplomatique est exempt de tous impôts et taxes, personnels ou réels nationaux, régionaux ou communaux*". (lemonde.fr 28.05)

- La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques - 1961

Quelques réflexions sur le document de monsieur Nikonoff mis en ligne dans la Tribune libre.

- "*Le premier principe du droit international, à la base de la Charte des Nations unies, est celui de la souveraineté pleine et entière des États.*"

Baliverne, pour définir ce qu'est un Etat indépendant et souverain Nikonoff s'en remet à la définition fournie par ceux qui l'ont conçu en fonction de leurs propres besoins et qui la piétinent en Afrique, au Moyen et Proche-Orient, en Asie, pour la raison qui vient d'être évoquée.

Parler de "*la souveraineté pleine et entière des États*" croulant sous des dettes et dont la survie dépend de l'aide financière fournis par les pays dominants, c'est se moquer du monde.

En s'en remettant à l'ONU qui a légitimé tous les coups d'Etat fomentés en sous-main par les différents impérialistes au cours du XXe siècle, les guerres, les génocides et les famines, Nikonoff témoigne ainsi de son incapacité à proposer à la classe ouvrière une issue politique en rupture avec le capital, mieux, à concevoir que la classe ouvrière pourrait envisager son destin à partir des organismes politiques qu'elle aurait fondés, donc en se passant des agences du capital.

- "*Oui, on peut faire disparaître, rapidement, dans un seul pays, et à plus forte raison dans plusieurs, les marchés financiers. Prétendre le contraire est de l'intoxication intellectuelle.*", mais pour se fournir en matières premières, ils continueraient d'en dépendre qu'on le veuille ou non. C'est donc à l'échelle mondiale qu'il faut les faire disparaître. Pour le concevoir, il faudrait que le stalinien Nikonoff rompt avec la théorie du socialisme dans un seul pays, ce qu'il est manifestement toujours incapable d'envisager.

- La notion de droit opposable, et particulièrement de droit opposable à l'emploi, remet en cause les principes mêmes du capitalisme. Elle pose en effet le problème de la finalité de l'économie et propose une réponse progressiste et internationaliste. Avec des droits opposables qu'il faut financer, l'économie est remise à sa place qui est de produire des richesses permettant de répondre aux besoins de la population, dans le respect de l'environnement. (...) C'est l'orientation générale de l'économie qui est changée, le mode de production lui-même sera profondément transformé.

Faux, il fut une époque où il n'y avait pas de chômage, jusqu'à la fin des années 70 en France, et malgré tout nous étions bien sous un régime capitaliste. C'est justement là que voulait en venir ce philistin, changer "*l'orientation générale de l'économie*" suffirait à résoudre nos problèmes et satisfaire nos revendications sans pour autant en finir avec le capitalisme. On comprend parfaitement que dès lors que ce serait possible, pourquoi faudrait-il se passer du capitalisme ! Ne vous marrez pas, c'est sa conception du socialisme !

- "*Il faut donc lier la suppression du chômage et de la précarité, l'augmentation des salaires et des revenus de transfert (allocations publiques et pensions diverses) à la stratégie de reconstruction de l'ordre commercial international à partir de la Charte de La Havane de 1948 .*"

Encore un qui voudrait faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en guise de perspective politique. Bien entendu tous les capitalistes du monde entier accepteraient de perdre des parts de marché, de partager leurs profits, pourquoi pas d'y renoncer carrément, ben voyons, encore un illusionniste.

L'ordre mondial dont il se réclame, c'est celui du GATT qui a permis aux pays dominants de conforter leur hégémonie sur le reste du monde, soit dit en passant.

Ce qu'il ne dit pas ou ne peut pas comprendre, c'est qu'en appliquant son raisonnement sous un régime de surproduction mondiale et d'anarchie dans la production à l'échelle internationale, l'amélioration de la condition ouvrière dans un ou plusieurs pays ou au niveau d'un continent, l'Europe en l'occurrence, se traduirait par la détérioration de la condition ouvrière dans d'autres pays ou d'autres continents. Chut vous allez réveiller de vieux démons dont ne veulent pas entendre parler les nostalgiques de la IVe République, des mal nommées Trente glorieuses, de l'époque où il y avait du "grain à moudre" quand l'exploitation des pays sous-développés battait son plein, quand la mise en oeuvre après guerre de nouvelles techniques appliquées à la production permettait d'accroître l'exploitation des travailleurs dans les pays les plus industrialisés.

Ce n'est pas parce que vous supprimez le chômage et que vous augmentez les salaires dans un ou quelques pays que vous allez augmenter la capacité du marché mondial à absorber toutes les marchandises produites, dit autrement, remédier à l'exclusion du marché ou de la consommation plus de deux milliards de travailleurs qui en sont exclus.

- "*La Grèce doit annuler sa dette, engager ensuite des négociations pour la restructurer*".

Ou l'art de se contredire dans la même phrase : soit la dette est purement et simplement annulée et on n'en parle plus, soit elle ne l'est pas et elle fera l'objet d'une restructuration. Finalement Nikonoff prend position contre l'annulation de la dette des Etats, alors imaginez celle des ménages...

Ce qu'il y a de bien avec ce genre de gens, c'est qu'on n'a pas besoin de se creuser beaucoup le cerveau pour connaître leurs réelles intentions et qui ils sont vraiment. Nikonoff n'a pas changé.

De "***l'unité de la doctrine***" ou défense du marxisme contre ses fossoyeurs.

Dans *Bolchevisme contre stalinisme* Trotsky fera référence à "*l'unité de la doctrine*" indispensable pour ne pas s'écarter de notre objectif et mener notre combat en ordre de bataille... Je l'ai interprété comme la nécessité de prendre en compte tous les facteurs et leurs rapports qui constituent la situation économique, social et politique. Or, dans les 40 pages qu'a pondu monsieur Nikonoff, qui par le sujet qu'il se destinait de traiter touchait au coeur, aux fondements du capitalisme qu'il ne fera finalement qu'effleurer timidement, vous aurez remarqué que pas une seule fois il ne nommera l'Etat, les institutions, la Constitution, comme s'il était possible de s'attaquer au capitalisme sans abolir ce qui légalement et juridiquement justifie l'existence du capitalisme, des rapports sociaux de production, la propriété privée des moyens de production et d'échange, bref, ce qui la protège de toute remise en cause. D'où le constat ou la déduction que telle n'était pas sa véritable intention.

L'unité de la doctrine inclue selon moi le parti construit sur la base des principes du parti bolchevik, le soulèvement et l'organisation révolutionnaire des masses exploitées, la destruction de l'Etat bourgeois, donc l'abolition de la Constitution et des institutions, la dictature du prolétariat, le combat pour un gouvernement et un Etat ouvrier, l'expropriation sans indemnité des grands capitalistes, le refus de toute collaboration de classe avec l'ennemi et ses laquais au sein du mouvement ouvrier, la rupture avec toutes les institutions du capital à l'échelle mondiale, le soutien au combat du prolétariat international pour son émancipation, le soutien au combat des peuples pour leur auto-détermination contre les prétentions hégémoniques exercées par les différents impérialistes, l'Internationale ouvrière intégrant les acquis ou enseignements des 4 Internationales précédentes, s'inscrivant dans leur continuité...

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Syrie. Hollande sur la même position que les va-t-en-guerre Sarkozy, Obama, Cameron.

«*Le massacre de Houla et les événements de ces derniers jours en Syrie et au Liban illustrent, une fois de plus, le danger des agissements du régime de Bachar al Assad pour le peuple syrien*», a indiqué l'Elysée dans un communiqué suite à un entretien téléphone lundi avec le Premier ministre britannique David Cameron sur la situation en Syrie. (20minutes.fr 28.05)

Comment les dirigeants syndicaux légitiment l'austérité, le chômage de masse, la précarité, la pauvreté...

Dans l'article ci-dessous, on constatera que le journaliste de l'agence Reuters a parfaitement compris la situation et ses contradictions, et que d'emblée il se place au côté du gouvernement qui représente les intérêts de la classe dominante, celle

des patrons, ce qui n'a rien d'étonnant mais facilite la lecture ou le décryptage de la politique que le gouvernement s'apprête à appliquer et de comprendre au premier coup d'oeil pour qui ou qui en sera le bénéficiaire, devinez, toujours les mêmes évidemment, les privilégiés.

J'ai mis en caractères gras ces contradictions ou les facteurs qui ont la faveur du gouvernement.

Le nouveau gouvernement français tentera ce mardi d'ouvrir le dialogue avec les partenaires sociaux pour mener à bien d'importantes réformes structurelles sur la durée du quinquennat et répondre rapidement à deux promesses coûteuses : adoucir la réforme des retraites de 2010 et augmenter le salaire minimum.

La quasi stagnation de l'économie limitera la générosité de l'équipe de Jean-Marc Ayrault, consciente du poids de ces gestes sur la compétitivité des entreprises et les finances publiques.

Cet agenda ambitieux est déjà perturbé par la crainte d'une vague de plans sociaux, des situations d'urgence qui testent l'engagement du pouvoir à stopper la désindustrialisation et génèrent des tensions entre les syndicats et le patronat.

Ces rencontres donneront le coup d'envoi des travaux pour préparer une conférence sociale sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les retraites et l'égalité salariale, prévue d'ici le 14 juillet si le PS remporte les législatives.

Ce gouvernement disposerait alors aussi de l'audit des finances publiques publié fin juin par la Cour des comptes, qui confirmera l'urgence d'enrayer la dérive des comptes sociaux.

Face à une croissance nulle ou quasi nulle de l'économie, la nouvelle équipe avance prudemment : la hausse du smic sera limitée et le nombre de personnes qui pourront à nouveau partir en retraite à 60 ans sera contraint, ont dit des ministres.

La hausse du smic - premier "*coup de pouce*" après des revalorisations minimales sous Nicolas Sarkozy - concernera en effet aussi les fonctionnaires, ce qui pèsera sur les comptes publics. Pour les entreprises, elle pèsera sur des marges déjà faibles, et peut - les experts ne sont pas tous formels - pénaliser l'emploi, alors que le chômage augmente depuis onze mois.

Le rabotage de la réforme des retraites, alors que la pérennité financière du système n'est pas assurée, se traduira elle aussi par une augmentation du coût du travail, à travers une hausse des cotisations - sachant que la baisse programmée des cotisations qui accompagnait la "*TVA sociale*" disparaîtrait. (Reuters 28.05)

On a compris que le cadre de ces rencontres est fixé, déterminé par les besoins des capitalistes, en l'acceptant les dirigeants syndicaux le légitiment, ils ont déjà capitulé. Tout le reste est du baratin d'illusionnistes vendus au capital pour tromper travailleurs et militants.

J'attends les photos de famille d'Ayrault avec les différents dirigeants syndicaux pour remettre l'image qui figurait en haut de la page d'accueil du site avec l'intitulé : A bas la collaboration de classes !

Je vais également préparer le montage avec Hollande et ses principaux ministres avec un intitulé dont je n'ai pas encore décidé le contenu, à bas le gouvernement au service des banquiers ou des banquiers tout court ou à bas le gouvernement des privilégiés mais cela pourra être ambigu ou mal interprété, à bas le gouvernement du G8, de la BEC, de l'UE et du FMI, c'est pas mal mais un peu long, par contre cela parle de lui-même et synthétise assez bien ce qu'est ce gouvernement de polichinelles qui ne fera guère illusion longtemps auprès de ceux qui auraient eu la mauvaise idée d'en attendre quelque chose.

Collaboration de classes au niveau international.

L'ancien syndicaliste britannique Guy Ryder et numéro deux du Bureau international du travail (BIT) a été élu lundi à la tête de cette même organisation

M. Ryder a par ailleurs invité les représentants des pays, des employeurs et des travailleurs à faire ce qu'ils savent faire: "*s'assoir, discuter et trouver de bonnes solutions*".

"*Je demande votre solidarité*", a-t-il ajouté.

Trente des 56 membres titulaires du Conseil d'administration du BIT (28 représentants de gouvernements, 14 des employeurs et 14 des travailleurs) ont voté pour M. Ryder, 56 ans, dont le mandat commencera officiellement en octobre prochain.

C'est à Londres qu'il a fait ses premiers pas de dirigeant syndical, au poste d'assistant au département international du Trades

Union Congress (1981-1985).

Il s'est ensuite installé à Genève, en tant que Secrétaire de la section industrie de la Fédération internationale des employés (1985-1988), puis a occupé les postes de directeur adjoint (1988-1993) et de directeur (1996-1998) du Bureau de Genève de la CISL.

Entre 2002 et 2006, il a par ailleurs dirigé la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), également sise à Bruxelles.

Entre 2006 et 2010, il a dirigé la Confédération syndicale internationale (CSI) qui regroupe les 157 fédérations nationales, sise à Bruxelles. A la tête de la CSI, il a dirigé les premières délégations syndicales internationales aux Sommets des dirigeants du G20 à Washington en 2008, à Londres et à Pittsburgh en 2009.

Depuis 2010, M. Ryder occupait le poste de directeur général adjoint de l'organisation, en charge du Secteur des normes et des principes et droits fondamentaux au travail.

L'OIT compte 184 pays membres, dont dix disposent d'un siège permanent au Conseil d'administration: Brésil, Chine, France, Allemagne, Inde, Italie, Japon, Russie, Royaume-Uni et Etats-Unis. (AFP 28.05)

On se croirait au Conseil de sécurité des Nations Unis !

Si vous vous demandez quel est le rapport entre le titre que j'ai donné à cet article et son contenu, observez la composition du Conseil d'administration du BIT et vous aurez compris. Les représentants des Etats et des patrons disposent de 42 voix contre 14 pour les travailleurs. Cette répartition des sièges à la direction du BIT est calquée sur celle de l'OIT une autre agence de l'ONU, un extrait de sa Constitution en ligne dans le site : cliquez ici

Article 7 Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration sera composé de cinquante-six personnes:

Vingt-huit représentant les gouvernements,
Quatorze représentant les employeurs, et
Quatorze représentant les travailleurs.

Dans ces conditions, il est impossible d'imaginer que l'OIT ou le BIT pourrait adopter des mesures sociales qui remettraient en cause le capitalisme, leur existence coïncide avec la nécessité pour les maîtres du monde d'associer les syndicats à leur politique dont l'objectif est d'assurer la pérennité du système économique en vigueur. En se prêtant volontiers à ce jeu, les syndicats remplissent une fonction contre-révolutionnaire. Voilà ce que soutiennent ceux qui s'en remettent à ces institutions du capital, dont le POI.

Un syndicat ouvrier qui se dit indépendant n'a pas sa place à l'OIT ou au BIT, dans aucune agence nationale, européenne ou internationale du capital.

Actualité en titres

Il y a des mimiques qui se paient chèrement.

- 46% des Allemands se disent incapables de profiter de la vie à cause du stress et de la crise - Atlantico.fr

Si la qualité de vie se résumait à un salaire confortable le petit-bourgeois ou les couches supérieures du prolétariat nageraient dans le bonheur, mais voilà quand la société est de plus en plus pourrie et conduit à la remise en cause de tous les rapports qui assuraient sa stabilité, l'existence tourne au cauchemar, à la paranoïa, le moindre plaisir que l'on entend s'offir comporte son pendant négatif... Ils marchent sur les traces des Américains qui depuis longtemps ont une existence détestable, le mot est encore trop faible.

Ils ont encore de la chance, ici en Inde c'est la totalité de la population qui vit en état de stress permanent et je peux même vous dire que la situation est encore en train de se détériorer à une vitesse affolante.

Ces 46% d'Allemands sont des privilégiés, car les travailleurs qui subissent depuis 15 ans la violente politique antisociale initiée par Schröder ne se posent pas la question de savoir comment ils pourraient profiter de la vie avec leurs conditions misérables, c'est au-dessus de leurs moyens. Il leur faudra abolir Hartz IV pour envisager une vie meilleure, ce qui nécessitera une mobilisation générale du prolétariat allemand, une révolution socialiste.

La pierre un placement sûr!

- "*Oui, les écologistes ont un coeur*", révèle Cécile Duflot - Lexpress.fr

Nous, nous n'avons pas besoin de nous justifier, comme quoi ces gens-là n'appartiennent pas au même monde que nous.

INFOS EN BREF

Economie

1- Grèce

Les quatre principales banques grecques ont reçu lundi 18 milliards d'euros en provenance du Fonds européen de stabilité financière (FESF) en vue de leur recapitalisation, a indiqué à l'AFP une source du Fonds grec de stabilité financière.

"*Nous avons donné l'ordre d'envoyer ces sommes et cela signifie l'accomplissement de la procédure*", a indiqué cette source. La Banque nationale de Grèce (BNG), numéro un du pays, a reçu 7,43 milliards d'euros, Alpha bank 1,9 milliards, Eurobank 3,97 milliards et la Banque du Pirée 4,7 milliards d'euros, sous forme d'obligations comme l'avait décidé la Banque de Grèce. (AFP 28.05)

2- Espagne

Le gouvernement espagnol pourrait demander l'aide du fonds de secours européen, si la tension sur les marchés persiste, afin d'injecter 30 milliards d'euros dans son secteur bancaire, en plus des 19 milliards demandés par Bankia, affirme lundi le journal El Mundo.

Si la crise grecque continue et si la prime de risque espagnole (surcoût que doit payer l'Espagne pour emprunter à dix ans, par rapport à l'Allemagne, considérée comme la référence du marché) reste autour du niveau élevé des 500 points, "*l'Espagne pourrait demander de l'aide au Fonds européen de stabilité financière (FESF). C'est une possibilité, même si maintenant toutes les hypothèses sont possibles*", a expliqué une source gouvernementale au quotidien de centre-droit.

Une autre possibilité envisagée par le gouvernement est de demander l'aide du FMI, écrit le journal.

En comptant l'aide de 4,5 milliards d'euros déjà apportée par l'Etat, le sauvetage public de Bankia atteint 23,5 milliards d'euros, un record historique pour le secteur financier espagnol.

Ce qui ferait donc un total de plus de 50 milliards d'euros que l'Espagne devra apporter à son secteur bancaire, de quoi susciter des doutes sur sa capacité à accorder seule ces fonds, à un moment où sa discipline budgétaire est étroitement surveillée par les marchés et l'Union européenne.

L'écart de rendement entre les obligations espagnoles à 10 ans avec les Bunds de même échéance a ainsi atteint 512 points de base. Le rendement du papier à 10 ans émis par Madrid a atteint plus de 6,5%, un plus haut depuis novembre 2011. Après avoir ouvert en baisse de 26,75%, l'action cédait 20,64% à 1,25 euro vers 10h55. (AFP 28.05)

3- Inde

La roupie indienne, qui a enchaîné les records à la baisse la semaine dernière, devrait poursuivre sa dégringolade.

La devise indienne, qui a atteint un plus bas à 56,38 roupies pour un dollar la semaine dernière et perdu un quart de sa valeur sur les 12 derniers mois, est la monnaie asiatique la plus mal en point à l'heure actuelle.

L'agence de notation Standard and Poor's a prévenu qu'elle pourrait dégrader la note de crédit de l'Inde, la croissance économique du pays ralentit alors que la pauvreté reste massive, et le déficit des comptes courants est le plus élevé depuis trois décennies.

Mais la chute de la roupie semble avoir avivé les inquiétudes sur la politique économique.

Sur 58 économistes et chefs d'entreprises interrogés, 53 estiment que la situation économique s'est brutalement aggravée, selon un sondage des Chambres de Commerce et d'Industrie associées d'Inde (Assocham).

"*Le gros du désastre est provoqué par les incertitudes sur la valeur de la roupie et sa chute. Tout le monde des affaires est ébranlé*", note l'Assocham.

De nombreux analystes envisagent le seuil de 60 roupies pour un dollar comme la prochaine étape pour la devise indienne alors que les statistiques américaines médiocres et la crise de la dette en Europe poussent les investisseurs cherchant à minimiser les risques à bouder les marchés émergents.

Pendant ce temps, la chute de la roupie aggrave l'inflation en Inde, qui dépasse déjà 7%, en rendant les importations plus onéreuses et alourdissant pour les sociétés le service de la dette en dollars.

Cette dégringolade de la monnaie indienne grève aussi l'afflux de capitaux, rendant le déficit des comptes courants, qui représente déjà 4,3% du PIB, plus difficile à combler.

Selon les analystes, New Delhi pourrait prendre des mesures pour limiter la demande pour le dollar et soutenir la roupie, notamment en demandant à la Banque centrale de vendre directement des dollars aux compagnies pétrolières indiennes, ce qui ferait diminuer la demande pour le billet vert sur le marché des changes.

L'Inde, pauvre en énergie, doit importer 80% de son pétrole brut, en déboursant des dollars.

La banque centrale pourra "*au mieux, ralentir un peu le rythme de la dépréciation, mais ne sera pas capable d'inverser la situation*", a averti Deepali Bhargava, économiste en chef pour l'Inde chez Espirito Santo Securities.

Les analystes soulignent que la balle est dans le camp du gouvernement, qui doit mettre en place des réformes longtemps repoussées, comme l'ouverture du secteur de la distribution ou de l'aviation aux investissements étrangers.

"*Le gouvernement devra restaurer la confiance dans la gouvernance (...) et répondre aux inquiétudes des investisseurs sur la fiscalité*", ajoute le chef du courtage de la banque IndusInd, Rajeev Mahrotri.

Le gouvernement indien prévoit une croissance économique de 7,6% sur l'année fiscale en cours qui s'achève en mars 2013. Mais les prévisions du secteur privé tablent sur 6% à 7% de croissance seulement, un rythme certes enviable part rapport à la norme occidentale, mais qui reste trop faible pour réduire la grande pauvreté de la population indienne, soulignent les experts. (AFP 28.05)

On est victime de l'oligarchie financière et des grands groupes capitalistes indiens qui engrangent des profits faramineux en Inde mais préfèrent les jouer sur le casino du marché mondial de la spéculation ou les investir à l'étranger. Le niveau de vie moyen des Indiens a augmenté avec en toile de fond un déficit énorme en infrastructures, ce dont se moquent le gouvernement et les nantis qui se disent que la population est habituée à vivre dans la précarité dans tous les domaines, dans un pays qui ressemble de plus en plus à une gigantesque décharge, qu'il est inutile d'y changer ou d'améliorer quoi que ce soit en dehors de ce qui est favorable au développement du commerce ou de la consommation, à l'enrichissement des plus riches.

Certes la hausse du niveau de vie a permis de satisfaire certains besoins élémentaires, mais à quel prix, elle a correspondu à une détérioration foudroyante de la qualité de vie et de travail des Indiens.

Haut de page

Le 30 mai

CAUSERIE

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

Hier après-midi, en mettant deux nouvelles images dans la page d'accueil, je me suis interrogé sur le texte qui allait les accompagner. Je me suis demandé si je n'étais pas trop en avance sur l'état d'esprit des travailleurs, sur la réalité, puis j'ai fait à mon idée, un concentré qui dit ce qu'il a à dire, cela doit être net, clair et précis, explicite.

Bien des travailleurs doivent se dire que rien ne change et ne changera en bien dans leur existence quotidienne sous ce gouvernement qui ne représente pas leurs intérêts. En annonçant hier qu'il serait favorable à une intervention armée contre la Syrie, Hollande a montré son vrai visage à ceux qui l'ignoraient encore : celui de l'impérialisme. Le ministre du Travail vient d'annoncer qu'il fallait s'attendre à une nouvelle hausse du chômage, preuve que le gouvernement est incapable de s'y

attaquer ou qu'il n'en a pas la volonté. Avec Hollande, ils annoncé qu'il était impossible d'augmenter se façon conséquente le Smic car cela mettrait en péril les entreprises ! Mais les bureaucrates pourris des syndicats se sont déclarés satisfaits de leur rencontre hier avec Ayrault et plusieurs ministres, à l'unisson avec Parisot (Medef), cherchez l'erreur.

Répétons-le, les travailleurs n'ont rien à attendre, à demander, à exiger de ce gouvernement au service du capitalisme.

Peu importe qu'il y en ait pour le minimiser ou l'occulter, notre devoir est de s'en saisir pour montrer aux militants et aux travailleurs qu'il poursuit la politique antisociale, réactionnaire, impérialiste de Sarkozy et que pour cette raison le gouvernement actuel doit être traité comme son prédécesseur.

En affirmant hier soir sur France 2 qu'" *il y aura un coup de pouce*" au Smic, en ajoutant immédiatement sans "*déstabiliser les entreprises*", Hollande a indiqué dans quel camp il se situait : celui des patrons, des capitalistes auxquels il ne faut surtout pas créer de problèmes inutiles, puisqu'en réalité à ses yeux une revalisation du Smic entre 300 et 500 euros serait superflu pour les travailleurs intéressés qui devraient se contenter d'un pourboire.

En conclusion, étais-je trop en avance sur les faits en disant A bas le gouvernement du G8, de l'UE et du FMI ! ou est-ce que collait à la réalité des faits ? Il n'y a pas d'argent pour l'école, l'hôpital, le logement social, augmenter les salaires des fonctionnaires, pour revenir à la retraite à 60 ans après 37,5 annuités, mais il y en aurait pour aller bombarder le peuple syrien ?

J'ai encore dû passer pour un gauchiste en écrivant récemment que le PS était la réaction sur toute la ligne, on n'aura pas attendu longtemps pour que Hollande le confirme une fois au pouvoir.

Il est clair que rompre avec ce parti est un principe non négociable, et que tout appel en direction de ses dirigeants devra être interprété comme une tentative désespérée d'alimenter des illusions dans ce parti et le gouvernement afin de les aider à appliquer leur politique calquée sur celle de l'impérialisme américain. De la même manière que Bush avait entrepris de se désengager militairement de l'Irak pour mieux renforcer la présence américaine en Afghanistan, politique poursuivie à la lettre par Obama, on aura compris le sens du désengagement de la France en Afghanistan pour mieux aller guerroyer en Syrie.

En quoi a consisté l'élection de Hollande ? C'est une question que bien des militants qui ne comprennent pas grand chose à ce qui se passe doivent se demander. C'est très simple en réalité.

Sarkozy battait des records d'impopularité pour imposer sa politique réactionnaire, il était grillé, aujourd'hui on a un président tout neuf (et un Premier ministre) qui bat tous les records de popularité selon les derniers sondages, ce qui va l'aider à poursuivre la politique de Sarkozy, finir la sale besogne entrepris par son prédécesseur. C'était prévisible, nous l'avions indiqué et nous avions justifié ainsi notre refus absolu à appeler à voter et à voter pour Hollande le 6 mai.

Aux casuistes qui avaient émis des "*réserves*" en appelant à voter Hollande, nous leur demandons de s'adresser au peuple syrien pour lui signifier que sous une pluie de bombes il aura le loisir d'émettre des "*réserves* sur leur nature et son avenir, je doute fortement qu'il appréciera.

Les jeunes ou nouveaux militants doivent savoir que cela fait 70 ans que cette comédie insupportable perdure avec les résultats que l'on sait. S'adresser aux dirigeants du PS, réaliser un front unique avec eux, appeler à voter pour son candidat à la présidentielle, soutenir ses candidats au second tour lors de chaque élection, émettre des réserves sur ses réelles intentions, éviter de lui faire un procès d'intention (Glucktein IO précédent), l'épargner aussi souvent que possible, mettre en avant ce qui le distingue de l'UMP pour mieux enterrer leur engagement commun, et la cerise sur le gâteau, l'inclure dans toute issue politique, le tout étant fortement indigeste et déconseiller si l'on ne veut pas se renier ou abandonner ses principes et l'objectif politique qu'on s'est fixé.

Le Fion et les Cocus.

François Fillon a affirmé mardi que les syndicats allaient être "*les premiers cocus de la gauche*", notamment sur la question de la retraite à 60 ans.

Interrogé sur les rencontres bilatérales, ce mardi à Matignon, entre son successeur PS Jean-Marc Ayrault et les leaders des syndicats et du patronat, M. Fillon a souligné avoir "*toujours été un ardent partisan du dialogue social*". "*Je me réjouis de ce point de vue-là que ces réunions aient lieu*". (AFP 29.05)

Ils sont tous comme la mimolette : ravi ! On vient de voir qu'ils sont complices, donc il ne faut pas s'attendre à ce que Fillon dévoile le pot aux roses, que les dirigeants syndicaux sont bidons, vendus, et qu'ils savaient quelle serait la politique de Hollande. Sarkozy a eu la Libye, Hollande veut se payer la Syrie, voilà pourquoi je n'ai pas été voter le 6 mai, pour moi la ligne rouge est déjà franchie.

Pas "*cocus*", complices, la preuve. Invité à dire si le gouvernement accéderait à la revendication de Jean-Claude Mailly sur l'augmentation du Smic, Michel Sapin a répondu jeudi dernier sur Canal+.: "*il le sait lui-même*". (AFP 2305) La

mascarade continue, quoi.

On a eu le G8, la réunion de l'OTAN, une réunion à Bruxelles le 23, un discours sur les banques, le smic, les retraites, la Syrie, Valls joue les cow-boys, Fabius les va-t-en-guerre, Montebourg se prend pour un capitaine d'industrie et Sapin enterre les minces espoirs que certains avaient mis en Hollande, il faut donc être aveugle ou particulièrement de mauvaise foi pour ne pas savoir quelle politique il va appliquer, qu'il applique déjà.

Les vrais "*cocus*" seront tentés par l'extrême droite. Mélenchon aura un os à ronger !

Hollande s'aligne sur Washington, Jérusalem, Londres et Doha

1- François Hollande n'a pas exclu une intervention armée en Syrie contre le régime de Bachar al-Assad, sous mandat de l'ONU. "*Une intervention armée (en Syrie) n'est pas exclue à condition qu'elle se fasse dans le respect du droit international, c'est-à-dire par une délibération du Conseil de sécurité*" de l'Onu, a déclaré le chef de l'Etat. "*A moi, à d'autres, de convaincre Russes et Chinois*" de ne pas mettre leur veto au Conseil de sécurité à une telle opération, a ajouté François Hollande, qui reçoit le président russe, Vladimir Poutine, vendredi à Paris.

Il a dans le même temps évoqué une "*solution qui ne serait pas forcément militaire parce que la pression doit se faire dès à présent pour chasser le régime de Bachar el Assad*". "*Nous devons trouver une autre solution. C'est pourquoi je réunirai au début du mois de juillet la Conférence des amis de la Syrie*", c'est-à-dire "*tous ceux qui ont la même vocation, le même objectif (...) chasser ce régime-là*".

"*A moi, à d'autres, de convaincre Russes et Chinois*" - tous deux membres du conseil de sécurité avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France - de ne pas y mettre leur veto, a-t-il ajouté à trois jours de sa première rencontre à Paris avec le président russe, Vladimir Poutine. "*C'est lui pour l'instant, avec la Chine, qui est le plus en retrait par rapport à ces questions de sanctions. Eh bien, nous devons le convaincre que ce n'est pas possible de laisser le régime de Bachar el Assad massacrer son propre peuple*", a ajouté François Hollande. (lexpress.fr et AFP 29.05)

Ce sont les "*amis de la Syrie*", la coalition internationale qui avait attaqué la Lybie, l'Irak, l'Afghanistan, qui arment les mercenaires qui déstabilisent le régime syrien et massacrent la population civile. La rhétorique employée par Hollande est la même à la virgule près que celle employée par Sarkozy (notamment) contre le régime libyen.

2- La France a accentué mardi la pression sur les autorités syriennes en décidant d'expulser l'ambassadrice de Syrie à Paris, une initiative coordonnée avec d'autres capitales, a annoncé mardi François Hollande.

Son expulsion a été notifiée dans la journée à Lamia Chakkour, qui est aussi ambassadrice auprès de l'Unesco, a précisé le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, en marge d'un point de presse avec son homologue sud-africaine.

Le président français a annoncé par ailleurs pour "*début juillet*" à Paris une réunion du groupe des amis de la Syrie, un rendez-vous attendu depuis des mois.

Le Conseil de sécurité de l'Onu a condamné cette tuerie, qui a conduit l'Australie à expulser les hauts diplomates syriens présents sur son territoire, bientôt imitée par la France.

Le Canada et l'Allemagne ont suivi le mouvement dès mardi et, selon des diplomates, le Royaume-Uni s'apprête à faire de même.

Quant à la réunion du "*groupe des amis de la Syrie*", en cours de préparation, elle "*aura lieu début juillet. Nous cherchons une date*", a dit François Hollande.

Dans un entretien au Monde daté du 30 mai, Laurent Fabius estime que le massacre de Houla "*peut avoir comme conséquence que des pays jusque-là réticents évoluent*" sur la question syrienne.

Le nouveau chef de la diplomatie française, qui s'est entretenu avec le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon, estime que Bachar al Assad, "*l'assassin de son peuple*", "*doit quitter le pouvoir*".

"*Le plus tôt sera le mieux*", ajoute Laurent Fabius, en rappelant que la France est favorable à la saisine de la Cour pénale internationale (CPI). (Reuters 29.05)

En famille... "***dans le même bateau***"

Parisot apprécie la méthode Ayrault selon Le Point :

- La patronne du Medef estime qu'il s'agit "*clairement de la meilleure façon d'agir car nous sommes tous dans le même bateau*". (lepoint.fr 29.05)

Actualité en titres

Comment ils soutiennent le gouvernement.

- Olivier Besancenot inquiet d'une future cohabitation entre Hollande... et la finance - AFP

- Pierre Laurent (PCF): le gouvernement devra "*sortir du flou assez vite*" sur l'emploi - AFP

Une "*future cohabitation* avec la finance déjà inscrite dans le programme de Hollande, donc notre attention ne doit pas être tournée vers le futur, mais vers le présent où cette "*cohabitation*" est bien réelle.

Quel "*flou*" y aurait-il dans la politique de l'emploi du gouvernement, alors que le chômage continue de progresser et que rien n'indique que cette tendance devrait s'inverser, au contraire la situation devrait s'aggraver.

INFOS EN BREF

Social

France

1- La violence de leur société conduit au désespoir, au suicide.

Pourquoi une telle vague de suicides observée sur les voies de chemin de fer pendant le week-end de Pentecôte? Les 12 suicides dénombrés durant les trois jours constituent en effet un chiffre "*exceptionnel*" selon la SNCF alors qu'en moyenne sur l'année on compte "*environ un suicide par jour*" sur l'ensemble du réseau ferré français. Pour le Pr Debout, chef du service de médecine légale au CHU de Saint-Etienne et ancien président de l'Union nationale pour la prévention du suicide (UNPS), il s'agit là "*d'un phénomène marquant*".

Il y a dans ces gestes désespérés "*quelque-chose de l'ordre d'une protestation, pas forcément consciente, une sorte de prise à témoin de la société*", explique ce professeur de médecine légale dans un entretien à l'AFP.

"*Ces suicides ajoutés à d'autres*" sont aussi en partie le reflet "*de la situation de crise avec les menaces sur l'emploi, la pauvreté, le surendettement et un nombre croissant de personnes ayant du mal à faire face aux réalités de la vie*", indique-t-il.

"*J'ai annoncé que la crise aurait provoqué 750 morts de plus par suicide par an... mais c'est une estimation depuis le début de la crise en 2008 qu'on ne peut vérifier faute d'un outil véritable de compréhension du suicide*" explique le médecin légiste.

Le Pr Debout milite depuis 1993 pour la mise en place d'un "*observatoire du suicide*" alors que chaque année environ 11.000 personnes mettent fin volontairement à leur jour en France. La France se situe dans le groupe des pays d'Europe de l'Ouest "*à forte mortalité par suicide*", soulignait la semaine passée le Haut conseil de la santé publique dans un rapport sur la santé des Français.

Le Pr Debout relève une "*augmentation préoccupante*" des suicides parmi les hommes âgés de 40 à 50 ans, tranche d'âge particulièrement concernée par le chômage, la précarité et les pressions professionnelles en tous genres. (lexpansion.com 29.05)

2- Diplômés et précarisés.

Près du tiers des jeunes diplômés en 2011 n'ont occupé aucun poste depuis la fin de leurs études, les plus chanceux acceptant des "*emplois d'attente*" faute de mieux, a indiqué mardi l'Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés (Afij).

Parmi ceux qui avaient réussi à s'insérer dans les mois suivant l'obtention de leur diplôme, seuls 43% avaient encore un emploi en avril 2012 selon une étude publiée mardi.

Pour 42% d'entre eux, ils occupaient ce poste par le biais d'un contrat précaire (CDD ou intérim de moins de 6 mois).

Pour l'Afij, les jeunes alternent période d'activité et chômage et subissent les temps partiels ou les emplois alimentaires avant de décrocher un emploi stable.

Parmi les jeunes diplômés 2011 qui étaient sans emploi en avril (57%), 44% avaient décroché un CDD dans la foulée de leurs études, mais cette première expérience aura duré moins de trois mois dans la plupart des cas (56%).

Pour ces jeunes, il s'agissait le plus souvent d'un emploi d'attente (61%) ou correspondant moyennement à leurs attentes (16%). (AFP 29.05)

Economie

Espagne

Les ventes au détail ont chuté de 9,8% sur un an en avril en Espagne, selon des données officielles publiées mardi, après une baisse de 3,8% en mars.

Il s'agit de la vingt-deuxième baisse consécutive des ventes au détail espagnoles, précise l'Institut des statistiques nationales.

Le mois d'avril marque le repli le plus marqué des ventes au détail depuis l'instauration de cette série statistique en 2003. (Reuters 29.05)

Haut de page

Le 31 mai

CAUSERIE

Une question de méthode.

Bernard Thibault mardi après sa rencontre avec Jean-Marc Ayrault à Matignon.

- "*Nous avons un gouvernement qui affirme haut et fort sa volonté de dialogue et de concertation avant toute décision. Nous ne pouvons que nous en féliciter (mais) ça ne veut pas dire pour autant que par avance nous allons nous féliciter de toutes ses décisions*" (humanite.fr 29.05)

1- On accepte de rencontrer le Premier ministre ;

2- On s'asseoit autour d'une table, on discute, on dialogue, on se concerte...

3- On minimise les mesures négatifs annoncées par le gouvernement, car voyez-vous cela aurait pu être pire encore...

4- On se félicite de la tenue de cette réunion en se disant à la prochaine fois et tout le monde est content.

C'est le genre de réunion qui se termine comme elle a commencé, je veux dire par là qu'à partir du moment où on a accepté le principe d'y participer, la messe est dite, les intérêts des travailleurs sont systématiquement bradés au profit de ceux des patrons.

Une fois que le poisson a mordu à l'hameçon, qu'il a accepté de participer à ce genre de réunion, il est foutu, le fait de mettre le doigt dans l'engrenage constitue déjà une capitulation. Comment cela ? Parce qu'avant même qu'elle se tienne les deux protagonistes savent à l'avance à qui elle va profiter et qui va y laisser sa chemise. Pourquoi ? Parce que vous avez d'un côté un représentant de la classe dominante, il faut malheureusement le préciser car bien des militants ne se rendent même pas compte que face à un syndicaliste il y a un représentant des capitalistes, qui d'autres pourraient-ils représenter n'est-ce pas, qu'il ait l'étiquette UMP ou PS ne changeant rien, et de l'autre côté un représentant de la classe dominée, donc en situation de faiblesse lorsque la classe ouvrière n'est pas massivement mobilisée.

C'est uniquement parce que les dirigeants syndicaux acceptent de se situer sur le terrain des besoins des capitalistes que ce genre de réunions peut avoir lieu, car s'ils se situaient strictement sur celui des travailleurs, ils sauraient qu'en refusant de concéder la moindre concession au représentant des capitalistes, celui-ci refuserait d'entendre leurs revendications, autrement dit

toute discussion serait impossible ou n'aurait pas lieu.

Accepter le principe de rencontrer le gouvernement et le patronat, accepter de négocier en dehors de toute mobilisation des travailleurs, voilà ce que la totalité des partis dits ouvriers ont accepté depuis l'après-guerre, à ce titre ils sont tous complices du régime en place, ils ont tous capitulé, PCF, POI, NPA, LO.

Voilà l'origine de la décomposition du mouvement ouvrier, le refus de tous les partis de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, de rompre leurs liens avec les appareils pourris des syndicats. Leur politique opportuniste en découle logiquement.

Double langage du POI, comment il soutient le gouvernement.

Lu dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* n° 202 de D. Gluckstein.

"*Au moment, où, en France, s'engagent des discussions entre gouvernement et syndicats, la question ne manquera pas d'être posée : que devrait signifier la croissance pour les travailleurs, sinon le blocage des plans de licenciements et le refus de s'engager sur la voie des contre-réformes frappant la Sécurité sociale, les retraites, les droits ouvriers ? Ce qui implique de ne pas ratifier le traité TSCG, premier pas sur la voie de la rupture avec l'Union européenne.*

Cette formulation ne laisse-t-elle pas entendre qu'il serait possible d'attendre quoi que ce soit de ces "*discussions*" entre gouvernement et syndicats qui partagent la même idéologie, les mêmes intérêts de classe ? Il dit que "*la question ne manquera pas d'être posée*", par qui, par Ayrault, Sapin, Thibault, Mailly, Chérèque ?

Pourquoi ne pas dire d'emblée aux militants et aux travailleurs auxquels ils s'adressent qu'ils n'ont rien à attendre de bon de ces discussions, pourquoi faire croire qu'il pourrait en être autrement, pourquoi faire croire que le gouvernement et les dirgeants syndicaux ne représenteraient pas les mêmes intérêts, ceux des capitalistes, sinon que le POI en est le complice, intéressé cela va de soi ?

La bonne conscience du bourgeois. Une fonction où le PS excelle !

- Les prostitués se sentent humiliés par une candidate PS - Libération.fr

Michèle Vitrac-Pouzoulet, candidate PS aux législatives dans la 5e circonscription des Yvelines, se sert des prostitués comme repoussoir afin de séduire l'électorat: «*Qu'a fait le député sortant pour lutter contre la prostitution qui se développe à nos portes?*», demande-t-elle, sur une affiche qui convie les habitants des Yvelines à venir aujourd'hui, mercredi 30 mai, écouter ses arguments électoraux. L'affiche porte en gros le titre suivant : «*Prostitution, la plus vieille humiliation du monde*». (liberatoin.fr 30.05)

De la part des fossoyeurs du socialisme prêts à se vendre pour bouffer à la gamelle de la Ve République, il faut s'attendre à tout, ces gens-là n'ont aucune dignité, ni principe ni moral en dehors de servir l'ordre établi avec lequel leurs intérêts personnels coïncident.

La prostitution est depuis toujours le produit de la misère sociale, le PS en est directement responsable. A bas le PS !

En politique, Mélenchon cède la place à l'UMP et au FN.

- "*On n'est pas l'opposition, bien sûr que non... On ne peut pas dire non plus qu'on est dans la majorité, dans la mesure où l'on ne va pas appliquer son programme*", a dit J-L Mélenchon sur BFM TV et RMC.

Mélenchon il est nulle part, il gesticule, vocifère, il butine ! Il a raison, la véritable opposition il faut la chercher ailleurs, nous en sommes un maillon.

- Les députés du FG entendent avoir à l'Assemblée nationale un "*travail d'éclaireurs, de sentinelles et d'avant-garde*" et qu'"*évidemment*", ils voteraient contre des textes gouvernementaux si nécessaire. (AFP 30.05)

Ils n'ont semble-t-il pas remarqué qu'Hollande regardait ailleurs, du côté de la statue de la Liberté, et son avant-garde c'est l'impérialisme américain. Les députés du FG peuvent voter pour ou contre, si le PS a la majorité absolue, ils éclaireront le désert, cela tombe bien, le PS affectionne le Qatar et son régime dégénéré, la charia en prime.

Actualité en titres

C'est : soit l'un, soit l'autre.

- Hollande veut ménager électeurs et marchés - LeMonde.fr

Hollande ou un autre à sa place ne peut que représenter ou favoriser les marchés financiers, il est le président de la classe dominante, la classe qui détient le pouvoir économique. Toute discussion sur cette question où la nature sociale du PS est vaine car réglée de la sorte par la nature de l'Etat.

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

La Russie ne laissera pas le Conseil de Sécurité des Nations unies autoriser une intervention militaire en Syrie, a prévenu mardi le vice-ministre russe des Affaires étrangères tandis que Pékin réaffirmait dans le même temps son opposition à toute intervention armée.

Moscou est "*catégoriquement opposée à toute intervention extérieure dans le conflit syrien qui ne ferait qu'aggraver la situation avec des conséquences incalculables pour la Syrie et le reste de la région*", a souligné le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov, cité par l'agence de presse Interfax.

A Pékin, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Liu Weimin, a rappelé que "*la Chine s'oppos(ait) à toute intervention militaire*" et qu'elle "*ne soutient aucun changement forcé de régime*".

Ces mises au point font suite aux propos tenus mardi par le président français François Hollande, qui, face à l'indignation provoquée par le massacre de plus de 100 civils syriens en fin de semaine dernière à Houla, n'a pas exclu une intervention armée dans un cadre international. (Reuters 30.05)

Social

France

1-

Le chômage a augmenté pour le douzième mois consécutif en France en avril, se maintenant à son plus haut niveau depuis septembre 1999, ont annoncé mercredi le ministère du Travail et Pôle Emploi.

La dégradation a touché les travailleurs les plus âgés (+15,6% sur un an) et les chômeurs de longue durée (+8,0% sur un an), la situation des jeunes (+4,3% sur un an) s'améliorant tout en restant mauvaise sur un an.

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.592.000. (Reuters 30.05)

2- Chez PSA les délégués syndicaux "***négocient***" la "***fléxibilité***".

PSA Peugeot Citroën va engager vendredi des négociations pour rendre son usine de Sevelnord (Nord) plus flexible et augmenter ainsi ses chances d'être choisie pour assembler un nouveau modèle, crucial pour l'avenir du site, a-t-on appris mercredi auprès de deux représentants syndicaux.

Selon les syndicats, PSA a proposé des mesures de mutation interne ou externe pouvant concerner plusieurs centaines d'emplois sur un effectif de 2.700 personnes.

Le groupe, ajoutent-ils, veut aussi assouplir les horaires de travail pour ajuster rapidement l'activité à la demande et geler les salaires pendant au moins trois ans, jusqu'à l'arrivée éventuelle du successeur des fourgonnettes Jumpy et Expert actuellement produites dans cette usine et appelées à être renouvelées.

"*Nous allons avoir une réunion tous les vendredis à 10h, la prochaine sera consacrée à la mobilité*", a déclaré à Reuters Pascal Lucas, délégué CFE-CGC de Sevelnord.

"*La direction nous dit que l'actuelle structure des coûts est largement favorable à l'usine espagnole de Vigo (...) et qu'il faut trouver les solutions pour être plus compétitifs.*"

Le projet d'accord de flexibilité fait écho aux concessions sur le temps de travail obtenues par Fiat à Turin en 2011 et à celles décrochées ce mois-ci en Grande-Bretagne par Opel, filiale européenne de General Motors - un gel des salaires pendant deux ans - en échange du transfert de la nouvelle Astra, actuellement produite en Allemagne.

Le secteur automobile européen est confronté à d'importantes surcapacités rendues plus criantes encore par l'effondrement du marché depuis la fin de l'année dernière. PSA, dont la branche automobile est passée dans le rouge en 2011, a promis de rétablir la compétitivité de ses usines françaises et européennes d'ici deux ans.

Tous les sites automobiles pour lesquels de nouveaux modèles n'ont pas été annoncés craignent pour leur avenir.

"*La direction dit qu'il nous faut tous les atouts pour avoir un nouveau véhicule*", ajoute Ludovic Bouvier (CGT). "*On fait du chantage à l'emploi, c'est quant même scandaleux.*"

"*La direction compte faire de nous un exemple pour toutes les usines du groupe, des efforts vont être demandés à tous les salariés*".

Pascal Lucas (CGC) souligne lui aussi que Vigo, désormais deuxième plus grande usine de PSA derrière Sochaux, n'est pas seulement comparée à Sevelnord mais est un "*challenge pour l'ensemble des usines françaises*".

"*S'il y a des négociations, c'est qu'il y a encore de l'espoir ; maintenant, il faut voir à quoi ça aboutit*", poursuit

Pascal Lucas. Il souligne que son syndicat a clairement prévenu que l'accord ne pourrait s'appliquer que si le nouvel utilitaire était bien attribué à Sevelnord. (Reuters 30.05)

Traduisons pour les travailleurs concernés de PSA : s'il y a des négociations, il n'y a rien à voir, c'est foutu pour vous ! La seule solution c'est de vous mettre en grève et d'occuper l'usine, de vous rassembler en assemblée générale, d'élire vos délégués et former un comité de grève sur la seule revendication possible : pas un seul licenciement, pas une seule mutation, pas une seule suppression de postes ! Il faut appeler tous les travailleurs du groupe et du secteur automobile, de la métallurgie et de la sidérurgie à vous rejoindre...

Economie

1- France

La réduction du déficit public reste un des principaux défis auxquels doit faire face la France et l'objectif de 3% du produit intérieur brut d'ici 2013 devrait nécessiter des efforts supplémentaires, a estimé mercredi la Commission européenne.

Bruxelles demande à Paris de "*préciser les mesures nécessaires pour s'assurer que le déficit excessif soit résorbé d'ici 2013 comme recommandé par le Conseil*" de l'Union européenne.

La Commission juge "*important que la hausse des dépenses publiques reste située sous le taux de croissance potentiel du PIB, avec une attention particulière portée à la tendance de l'évolution des dépenses sociales et des collectivités locales*".

Elle recommande "*plus d'efforts*" dans le développement d'un système fiscal "*plus favorable à une croissance économique durable*" malgré les mesures déjà prises pour réduire les charges pesant sur le coût du travail.

Elle s'inquiète par ailleurs de la "*viabilité à long terme du système des retraites*" et estime que son retour à l'équilibre envisagé par les autorités françaises d'ici 2018 "*ne peut être assuré*" car cet objectif "*pourrait être fondé sur des prévision de croissance et d'emploi optimistes*".

Un des principaux problèmes est "*le cloisonnement*" du marché français du travail, explique la Commission en soulignant "*la chute spectaculaire*" de la probabilité de passer d'un contrat à durée déterminée à un contrat à durée indéterminée entre 1995-96 et 2010 (de 45% à 12,8%), contre une moyenne de 25,8% dans l'UE.

Autre "*défi majeur*", les exportations françaises avec une part du commerce mondiale en baisse non seulement pour des raisons de coût mais aussi du fait de la compétitivité hors coûts. (AFP 30.05)

2- Italie

Le Trésor italien a émis pour 3,39 milliards d'euros d'obligations à cinq ans, proche de son objectif maximum (3,5 mds), à un taux qui a grimpé à 5,66% contre 4,86% lors d'une émission similaire le 27 avril.

Il a émis en outre pour 2,34 milliards d'obligations à 10 ans, soit en milieu de la fourchette visée (2 à 2,75 mds), à un taux qui a atteint 6,03% contre 5,84%. (AFP 30.05)

3- Grèce

National Bank, la première banque grecque, a indiqué que ses provisions pour créances douteuses avaient progressé de 47% sur un an à 559 millions d'euros.

La banque, également présente en Turquie, a accusé pour les trois premiers mois de l'année une perte de 537 millions d'euros alors que la profonde récession dans laquelle la Grèce est plongée a provoqué une baisse de ses revenus.

De son côté, Piraeus, la quatrième banque de Grèce, a fait état d'une hausse de ses provisions pour créances douteuses de 78% sur un an à 296 millions d'euros tandis que son revenu net d'intérêts a reculé de 22% à 236 millions d'euros.

La banque est néanmoins parvenue à dégager un bénéfice net de 298 millions d'euros pour le premier trimestre, grâce à un actif d'impôt différé lié à un échange d'obligations.

Hors cet impôt différé, la banque aurait enregistré une perte de 80 millions d'euros.

Geniki Bank, majoritairement détenue par Société générale, a de son côté fait état d'une perte réduite en raison, contrairement à ses pairs, d'une diminution de ses provisions pour mauvaises créances.

Sur les trois premiers mois de l'année, Geniki a perdu 66,2 millions d'euros contre -98,6 millions il y a un an. Les provisions pour créances douteuses ont baissé de 54% sur un an, à 45,6 millions d'euros. (Reuters 30.05)

4- Espagne

Asphyxiées financièrement, sans recettes suffisantes, nombre de municipalités réclament la taxe foncière aux institutions ecclésiastiques ou à tout édifice ayant un lien avec l'épiscopat. La liste est longue : églises, chapelles, presbytères, palais épiscopaux, dépendances diverses, évêchés, résidences de prêtres, collèges concertados (religieux mais subventionnés), séminaires... À l'heure actuelle, toutes ces entités bénéficient de privilèges fiscaux, en vertu de deux législations sur le mécénat (de 2002 et 2004) et surtout grâce au concordat signé entre l'Espagne et le Vatican en 1979. Si jamais l'Église en venait à honorer la taxe foncière - principale source de revenus pour les caisses municipales -, cela permettrait à une quantité de mairies ruinées de respirer.

Selon la Conférence épiscopale (la hiérarchie catholique), cela rapporterait tout au plus 100 millions d'euros, pas de quoi pavoiser donc ; l'organisation Europa Laica, elle, chiffre le manque à gagner à la bagatelle de 2,5 à 3 milliards d'euros. Quoi qu'il en soit, même si la somme n'est pas si élevée, "*elle permettrait de sauver de la faillite pas mal de municipalités au bord du dépôt de bilan*", estime Oscar Lopez, un responsable de l'opposition socialiste. Oubliant de rappeler que, lorsque Zapatero était aux commandes (entre juin 2004 et novembre 2011), son parti n'avait pris aucune initiative en ce sens.

Pour l'heure, le parti au pouvoir (le Parti populaire) s'y oppose avec virulence. Pas question, à ses yeux, de remettre en question "*les fondements*" du concordat de 1979. "*Ce n'est pas le moment de la démagogie, mais celui des réformes*", a martelé le ministre de la Justice, Alberto Ruiz-Gallardón, conservateur et catholique pratiquant, laissant entendre qu'en ces temps difficiles il y a d'autres chats à fouetter.

Il est difficile de prévoir l'issue du conflit même si, en dépit des pressions de municipalités prises à la gorge, le statu quo semble devoir l'emporter. Ce qui n'empêche pas l'épiscopat de trembler, comme à chaque fois que ses privilèges sont remis en question sur la place publique - on estime qu'au total l'aide de l'État à l'Église atteint six milliards d'euros par an. (lepoint.fr 30.05)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin

CAUSERIE

(Avec un peu d'avance sur demain pour une question d'organisation du site.)

A propos du site

Les pages d'accueil des différentes rubriques ont été actualisées avec les articles de mai.

En mai, environ 3 300 visites et 3 000 fichiers téléchargés, c'est le rythme de croisière, le luxe et le risque de naufrage en moins !

Il y a en ligne dans le site environ 200 articles relatifs à la Syrie.

A ce jour, le site comporte 144 dossiers et 6 545 fichiers (articles et documents divers).

Nous n'avons pas commémoré l'anniversaire du résultat du référendum (TCE) du 29 mai 2005.

S'il avait donné lieu à une forte mobilisation, celle-ci est retombée comme un soufflé dès le lendemain, ce qui était prévisible et inévitable. Par contre, ce qui l'était moins, c'était que cette bataille ne se traduise pas par un nouveau pas dans la construction du parti, sans doute en raison de son orientation politique opportuniste, sans lien avec le combat politique indispensable contre les institutions de la Ve République que les uns et les autres à l'époque ont fait volontairement passer à la trappe.

La suite demain, bonne journée à tous.

La suite du vendredi matin.

Un sujet de réflexion.

La France compte 200 000 millionnaires en euro (hors bien fonciers) pour quelque 28 millions de salariés (en comptant ceux qui sont au chômage), un peu plus de 12 millions de nantis dans le monde. Plus la population mondiale augmente, plus le nombre de riches augmente, tandis que le nombre de pauvres augmente aussi pour atteindre plusieurs milliards, combien exactement, c'est difficile de le dire, tout dépend quels critères ont prend en compte. C'est cette contradiction que le capitalisme mondial est de plus en plus incapable de gérer autrement que par des guerres incessantes, des destructions massives de forces productives.

Ces 200 000 privilégiés ont un train de vie en rapport avec leur fortune, qu'elle vienne à diminuer et c'est leur statut social qui s'en trouve affecté, ils doivent donc tout faire pour se maintenir au même niveau ou accroître leur richesse. Si ces nantis représentent moins de 1% des salariés en France, assouvir leur appétit grandissant nécessite de s'en prendre au niveau de vie d'un nombre de plus en plus grand de travailleurs, qu'ils soient assimilés à la classe ouvrière ou aux classe moyennes, à la petite-bourgeoisie peu importe.

Que des millions de travailleurs et retraités soient réduits à la pauvreté ou la misère leur importe peu aussi, s'enrichir est leur seul objectif conformément à la raison d'être du capitalisme. Si ces parasites qui s'accaparent les richesses produites par les travailleurs se sont multipliés au cours des trois dernières décennies, c'est parce que tous les gouvernements qui se sont succédés ont pris des mesures pour qu'il en soit ainsi. Leur multiplication a constitué une sorte de coup d'Etat à froid qui a été facilité, encouragé par l'accession de Sarkozy à l'Elysée en 2007, le président des riches pour les riches, lui-même en faisant partie.

Imaginez un instant qu'ils pourraient accepter un scénario portant atteinte à leurs intérêts est du domaine de la fabulation. Ces gens-là, qui ont une conscience de classe, n'entendent rien lâcher.

Ce n'est malheureusement pas le cas de notre côté où tous les partis censés représenter les intérêts des masses exploitées sont prêts à des concessions avec le gouvernement, avec les appareils pourris des syndicats, ils s'avèrent incapables de se situer strictement sur le terrain des besoins des exploités qui nécessite de remettre en cause les fondements du capitalisme.

Il faut bien comprendre que si du côté des nantis pour préserver leur privilèges ils se placent systématiquement sur leur terrain de classe, du côté des exploités nous devons adopter la même attitude intransigeante. On nous répondra que cela ne changera rien ou qu'on obtiendra rien par cette voie. Tout dépend de ce qu'on en attend.

On n'a pas les forces suffisantes pour mobiliser les masses ou en prendre la direction, on n'a pas les moyens d'influencer ou d'inverser le cours des choses, on n'a pas les moyens de forcer le gouvernement à changer de politique, cela n'est d'ailleurs pas notre objectif, alors à quoi servirait-il d'expliquer aux travailleurs que la satisfaction de leurs besoins nécessite de s'attaquer aux fondements du capitalisme, aux institutions ?

A les éclairer sur la voie à prendre, à les aider à briser leur subordination au capitalisme et à la Ve République, à faire progresser leur niveau de conscience politique, à prendre confiance en eux, à construire le parti sur des bases politiques saines, car en dernière analyse c'est la seule tâche, le seul objectif à notre portée, auquel notre stratégie devrait être subordonnée.

En conclusion, la masse à employer et à nourrir est devenue si colossale à l'échelle mondiale qu'elle risque à tout moment d'engloutir le capitalisme. Ces milliards de gueux qui exigent la satisfaction de leurs besoins représentent un danger mortel pour le capitalisme. A défaut de pouvoir les faire disparaître, il faut les entretenir, c'est autant de profits perdus pour les nantis qui s'en lamentent. Augmenter la productivité, accroître l'exploitation de ceux qui travaillent et bénéficient d'avantages sociaux n'y suffira pas car la population mondiale et ses besoins continuent de croître également, c'est ce qui lamine, ronge le capitalisme.

L'exigence selon laquelle si nos besoins sociaux sont incompatibles avec l'existence du capitalisme il doit disparaître est plus d'actualité que jamais, au moment où tous les gouvernements des pays dominants mettent en oeuvre une brutale politique de régression sociale sans précédent depuis un demi-siècle.

De deux choses l'une, soit on s'appuie sur cette exigence pour que les travailleurs les plus avancés la reprennent à leur compte car elle correspond aux tâches politiques qu'impose la situation au prolétariat, soit on s'y refuse et on se fourvoie dans des batailles sans lendemain ou dont les travailleurs ne tireront aucun enseignement.

Normalisation. La collaboration de classes : "***normal***", non, qui est contre ?

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du jeudi 31 mai 2012. Extraits.

(Après sa rencontre avec Ayrault et quelques ministres) "*Cette première rencontre relève de ce que l'on peut appeler un dialogue social normal.*"

Au final, une première réunion que l'on peut qualifier d'attentive et «*normale*». Attendons maintenant les actes.

Les inséparables.

"*D'ici là, nous rencontrerons officiellement plusieurs ministres.*"

"*Et comme nous l'avons dit publiquement, ce qui sera aussi déterminant c'est ce qui se passera au niveau européen: renégociation*

ou pas des traités?"

Il est vrai qu'après avoir convenu que la collaboration de classes faisait partie de la mission d'un dirigeant d'un syndicat, à quoi bon l'inscrire dans la Constitution, elle l'est déjà si je ne m'abuse, ne serait-ce que par la loi de 2004.

Quant à la renégociation des traités européens, cela fait penser à la "*correction*" que le PS entend apporter à "*la réforme de Nicolas Sarkozy portant sur l'âge minimal de départ à la retraite à 62 ans*" (Reuters 31.05) qui sera financée comment, devinez ? Par une hausse des cotisations que devront subir les travailleurs. Une hausse "*équitable*", cela va s'en dire, que devront supporter les malheureux nantis qui n'en dorment déjà plus la nuit, au point de profiter à fond des privilèges dont ils disposent, de jour comme de nuit. En une soirée certains claquent des millions de dollars, une partie de ce qu'ils ont gagné dans la journée, équitablement évidemment, ils ont gagné de l'argent parce qu'ils en possèdent, toi tu n'en as pas, tu n'en gagnes pas, c'est normal, c'est équitable, donc moi je suis riche et toi tu es pauvre. Tel est leur ordre.

La société équitable en régime capitaliste sert à normaliser les inégalités et à banaliser les injustices qui auraient une origine naturelle pour ainsi dire.

La Commission européenne conseille de liquider le CDI

La France devra-t-elle revoir à la baisse la sécurité de son CDI? C'est ce que lui conseille la Commission européenne. Dans ses recommandations publiées mercredi, l'institution rappelle qu'en France, les chances d'évoluer d'un CDD à un CDI sont passées de 45% en 1995 à 12,8% en 2010 -alors que ce taux est à 25,8% en Europe. Et explique que cela «*nuit au marché du travail et à la qualité du capital humain*».

Pour la Commission, revoir «*le haut niveau de protection*» du CDI serait donc la solution pour favoriser l'emploi durable.
Ces recommandations pourraient remettre sur le tapis l'idée du «*contrat unique*». Le concept? Un seul et même contrat de travail pour tous, sans limitation de durée, dans lequel le salarié accumule des droits en fonction de son ancienneté. Une idée que défend l'Association nationale des directeurs des ressources humaines (ANDRH).

Son président, Jean-Christophe Sciberras, explique: «*Lorsqu'il y a des tensions, les entreprises commencent leurs ajustements sur les intérimaires et les CDD. Il nous semble plus juste d'offrir à tous les salariés le même contrat indéterminé, tout en garantissant à l'employeur la possibilité de s'en séparer plus simplement.*»

Si l'économiste Eric Heyer est peu favorable à ce contrat unique, il convient que «*ce n'est pas le coût du licenciement qui freine les recruteurs, mais l'incertitude quant au niveau de ce coût*». La Commission européenne demande également à la France de revoir la durée d'un an prévue pour contester un licenciement. Délai qui est le plus long d'Europe. (20minutes.fr 31.05)

Le salarié jetable, taillable et corvéable à merci comme au milieu ou la fin du XIXe siècle.

En Inde, plus des trois quarts des travailleurs n'ont même pas de contrat de travail, à quoi bon, d'ailleurs en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises on ne sait jamais qui travaille ou ne travaille pas, la précarité est totale, les patrons sont les maîtres absolus.

Vite, on veut savoir qui est cet illustre inconnu aux qualités multiples et exceptionnelles.

"*Ce sera un grand député, j'en suis sûre*". C'est une homme de "*vision*", "*d'engagement*", "*d'action*", "*qui n'oublie jamais où est son terrain*", "*il travaille ici pour les habitants du bassin minier*". "*Il a suffisamment de qualités pour réussir sans que je vienne*", a dit Mme Aubry.

Réponse : Philippe Kemel, le candidat investi par le PS pour concourir à Hénin-Beaumont face à Le Pen et Mélenchon. (source : AFP 31.05).

Alors imaginez un instant ce que doivent penser d'eux-mêmes les misérables dirigeants du PS ! Puant !

Ce ne sont pas des "***opposants***" au PS, puisqu'ils sont "***alliés***".

Réponse (négative) à une lettre d'Olivier Besancenot envoyé aux forces de la gauche radicale, proposant une union à la gauche de la gauche.

- Mais plus que sur la forme, c'est sur le fond que le bât blesse. "*Nous ne sommes pas d'accord avec le terme d'opposition,*" affirme Eric Coquerel. "*Nous préfèrons parler d''autonomie conquérante'. Ce qui veut dire qu'à l'Assemblée, nous voterons pour les réformes qui iront dans le bon sens, et contre celles qui nous semblent injustes.*"

Patrice Bessac, porte-parole du PCF, ne dit pas autre chose: "*Nous voulons être une force constructive et critique, notre but n'est pas de taper sur le PS. Sans être des béni-oui-oui, nous ferons partie d'une majorité de gauche qui n'a pas le droit de décevoir. Notre priorité est l'intérêt de la France, pas de jouer les vierges rouges effarouchées.*" (lexpress.fr 31.05)

Martine Aubry a répondu jeudi aux attaques de Mélenchon contre Aubry en lui disant que le PS n'était pas là pour "*réserver des attaques contre des alliés*". (AFP 31.05)

Le PCF et le PdG veulent mettre la main à la pâte et se partager la sale besogne avec le PS, c'est leur droit.

Tentez votre chance à la "***cagnote***".

Les "*petits*" partis multiplient les candidatures aux élections législatives pour tenter de faire 1% des voix dans 50 circonscriptions en métropole, seuil d'accès à la "*première fraction*" du financement public pour cinq ans, ce qui en fait un enjeu caché du scrutin.

"*Au moins 44 partis visent le financement public*", comptabilise sur son blog le journaliste Laurent de Boissieu. L'inventaire va du Parti ouvrier indépendant (POI) à l'Alliance royale, en passant par le Parti pirate, en marge des grosses machines de guerre (UMP, PS...) qui, elles, visent la "*deuxième fraction*" (un maximum d'élus, chaque parlementaire rapportant 42.228,35 euros à sa formation de rattachement).

Cette loi profite d'ailleurs au MoDem de M. Bayrou, qui a encaissé 2,63 millions d'euros en 2011 grâce au 1,9 million de voix que ses 561 candidats ont totalisé en 2007 (pour trois députés seulement).

En 2012, la loi peut aider à comprendre la "*recomposition*" du centre-droit. Le Parti radical rêve ainsi de ne plus dépendre de l'UMP. Pour ce faire, le parti de Jean-Louis Borloo présente la plupart de ses 89 candidats sous le nom d'une association de financement, "*l'Union radicale du centre, des indépendants et des démocrates*" (Urcid).

L'objectif? "*Toucher nos sous en direct sans passer par des tuyaux, pour la première fois depuis longtemps*", indique une source de cette formation, encore traumatisée par l'épisode du printemps 2011 (l'UMP avait suspendu le versement de sa subvention d'un million d'euros au Parti radical pour peser sur ses velléités d'indépendance).

Dans le même cas de figure, Christine Boutin présente 115 candidats sous l'étiquette du Parti chrétien démocrate (PCD), en espérant disposer d'au moins "*100.000 euros*" annuels par la suite.

Soucieux de multiplier leurs revenus, Cap21 et le Mouvement écologiste indépendant ont passé un accord secret pour présenter "*120 à 150 candidatures*", chuchote à l'AFP un cadre du MEI d'Antoine Waechter.

En 2011, le MEI a touché 117.390 euros (sur la base des 77.253 voix qu'il avait obtenu aux législatives de 2007), alors que la formation de Corinne Lepage n'a pas accès à cette source de financement public.

Des petits partis, qui fonctionnent encore sans argent public, avancent les fonds pour tenter d'accéder à la cagnotte.

"*Chacun autofinance sa campagne, à hauteur de ses moyens*", précise l'ex-candidat à l'Elysée Nicolas Dupont-Aignan, qui a présenté 300 candidats, surtout dans les 175 circonscriptions où il a fait plus de 2% en avril.

"*Si on avait 50 candidats qui font 1% des voix, ça nous ferait 50 à 100.000 euros par an, sans tenir compte de la règle de parité*", rêve à voix haute le co-président du Parti des pirates, Maxime Rouquet, dont le parti fait pour l'instant campagne sur internet. "*Nous expliquons qu'en votant au premier tour pour nous, chaque voix peut nous rapporter huit euros sur cinq ans*".

Fortement lié au Parti socialiste, le Mouvement unitaire progressiste (MUP) de Robert Hue ne présente qu'une vingtaine de candidats, invoquant le coût d'une campagne: "*5 à 6.000 euros... Quand vous n'êtres pas sûr de faire 5% (ndlr: seuil de remboursement des frais de campagne), vous regardez à deux fois*". (AFP 31.05)

Profitez-en, le guichet est ouvert !

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, appelle les chefs d'entreprise à solliciter un soutien "*bien avant l'apparition des difficultés*", soulignant que le rôle de son ministère est de "*tout faire pour sauver les emplois qui peuvent l'être*", dans une interview au Monde.

"*Nous avons besoin d'anticiper au maximum. Je lance donc un appel aux chefs d'entreprise : il est préférable de demander des mesures de soutien bien avant l'apparition des difficultés*", déclare Arnaud Montebourg au Monde daté de vendredi. "*Notre rôle*

est de tout faire pour sauver les emplois qui peuvent l'être", souligne-t-il en expliquant que le ministère a mis en place "*une cellule en forme de commando*" de quatre personnes, "*qui parent à l'urgence*".

Le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) traite les dossiers des entreprises de plus de 400 salariés et, pour les entreprises plus petites, "*il va falloir s'organiser dans les régions et associer les collectivités et les partenaires sociaux*", poursuit Arnaud Montebourg. "*L'industrie française est en chute libre (...) 14 % de la richesse nationale est d'origine industrielle, contre 25 % il y a dix ans*", observe le ministre du Redressement productif, qui note que "*les plans sociaux se multiplient*" alors que des décisions ont été différées pour des raisons électorales. Arnaud Montebourg juge que les chiffres avancés par la CGT parlant de près de 45 000 emplois menacés "*recoupent de façon crédible ceux de (ses) services*". (lepoint.fr 31.05)

Dans la peau d'un patron. Je n'y avais pas pensé, je pourrais m'arranger pour présenter la situation de mon entreprise de telle sorte que je pourrais bénéficier d'une aide gratos de l'Etat, que en voilà une idée excellente, avec le soutien des syndicats en prime, elle n'est pas belle la vie franchement, je les adore ces "*socialistes*".

Patrons, n'hésitez pas, n'attendez pas de devoir mettre la main au portefeuille, ne vous démunissez pas inutilement de vos richesses ou biens, faites appel à l'Etat, votre sauveur suprême !

Pourquoi nous sommes contre des négociations avec le gouvernement ou le patronat.

J'ai abordé ce sujet hier, l'actualité permet de vérifier que le principe que je défends n'a rien de farfelu ou de dogmatique.

IG Metall a obtenu une augmentation de 4,3% pour les salariés de Volkswagen au terme d'une négociation qui n'a duré qu'une nuit et pas une de plus, apprend-on (lire plus loin l'article de Reuters) .

Sans bouger le petit doigt, sans faire grève le patronat lâche 4,3%, on est donc en droit de penser qu'il aurait lâché plus si IG Metall avait mobilisé les travailleurs de Volkswagen. Bon, c'est toujours cela de gagner pour... les actionnaires de Volkswagen qui sont satisfaits.

Actualité en titres

Ce n'est pas en travaillant qu'on s'enrichit.

- Si les Bleus gagnent l'Euro 2012, ils toucheront 320 000 euros - LExpansion.com

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Lors d'une conférence presse à Stralsund (nord), après un sommet réunissant les pays riverains de la Baltique, Mme Merkel a déclaré partager l'opinion des présidents de l'Union européenne (UE), Herman Van Rompuy, et de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso, estimant que l'Europe et la zone euro avait besoin de plus d'intégration.

"*J'ai toujours dit que nous avions besoin de plus d'Europe et que cela signifie en conséquence que plus de compétences doivent être attribuées à la Commission européenne*", a dit Mme Merkel.

La chancelière a "*salué*" les recommandations émises mercredi par la Commission à l'attention d'un certains nombres de pays de la zone euro. Bruxelles a demandé aux pays de l'UE de "*redoubler d'efforts*" pour surmonter la crise à l'occasion de la publication de ses recommandations économiques, particulièrement dures envers l'Espagne, mais qui n'épargnent pas non plus la France et l'Italie.

Mme Merkel a également estimé que le traité budgétaire - une initiative d'inspiration allemande pour une meilleure discipline des finances publiques - était le "*premier pas sur le chemin de l'intégration qui devrait être suivi par d'autres*".

"*Il y a aussi des étapes vers plus d'intégration qui vont requérir des changements dans le traité (de l'UE). Nous n'en sommes pas là, mais il ne faut pas qu'il y ait de tabous*", a-t-elle dit.

"*Austérité et discipline budgétaire, réformes structurelles et croissance. Tout cela fait partie du même ensemble*", a-t-elle martelé. (AFP 31.05)

2- Syrie

2.1- La Syrie a imputé jeudi, sur la foi d'une enquête préliminaire, à des groupes armés antigouvernementaux la responsabilité de la tuerie de Houla, commise selon Damas dans le but d'encourager une intervention militaire étrangère.

Le général Kassem Djamal Souleiman, chef de la commission d'enquête mise sur pied par le gouvernement, a déclaré que les victimes de la tuerie de vendredi dernier (108 morts, dont de nombreux enfants et des femmes tués dans leurs propres maisons) étaient des familles "*qui refusaient de s'opposer au gouvernement et étaient en désaccord avec les groupes armés*".

Avant le massacre, a indiqué le général, entre 600 et 800 hommes armés ont attaqué des postes des forces de sécurité dans la région de Houla, tandis que des hommes armés qui n'étaient pas de Houla tuaient les familles. Il a ajouté que de nombreuses victimes appartenaient à la famille d'un membre du Parlement syrien.

"*Le but est d'amener à une intervention militaire étrangère contre le pays sous une forme ou une autre*", a commenté le général lors d'une conférence de presse à Damas retransmise à la télévision. (Reuters 31.05)

2.2- Pour la première fois, les États-Unis évoquent la possibilité d'une intervention militaire en Syrie sans l'aval de l'ONU. Comme en Irak, en 2003.

La communauté internationale pourrait devoir agir en se passant de l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin à la violence en Syrie dans le cas où les divisions persisteraient au Conseil, a jugé l'ambassadrice américaine aux Nations unies. S'exprimant face à la presse mercredi, Susan Rice a estimé que si Damas ne se conformait pas au plan de paix de Kofi Annan, le Conseil de sécurité devrait "*prendre ses responsabilités*" et accentuer la pression sur le régime de Bachar el-Assad. (lepoint.fr 31.05)

Etats-Unis

Le président des Etats-Unis Barack Obama a mis en sourdine ses critiques contre le bilan de son prédécesseur George W. Bush et lui a même exprimé sa gratitude jeudi lors d'une cérémonie en son honneur à la Maison Blanche dédiée à la présentation des portraits officiels de M. Bush et de son épouse Laura.

M. Bush, outre sa femme, était accompagné de ses parents, l'ancien président George H.W. Bush, 87 ans, et Barbara Bush, 86 ans, ainsi que d'une douzaine d'autres membres de sa famille.

Le 43e président a plaisanté sur ses désaccords politiques avec son successeur démocrate, qui n'avait pas ménagé ses critiques contre lui pendant sa campagne de 2007-2008, notamment sa décision d'envahir l'Irak.

"*Je suis heureux, M. le président, à l'idée que lorsque vous vous promènerez dans ces pièces après avoir dû prendre des décisions difficiles, vous pourrez désormais regarder ce portrait et vous demander: +qu'est-ce que George ferait à ma place?+*", a-t-il lancé, pince-sans-rire, lors de cette cérémonie dans la salle d'apparat de la Maison Blanche, où avaient pris place nombre de ses anciens collaborateurs. (AFP 31.05)

Social

1- France

1.1- Le Comité confédéral national (CCN, "parlement") de la CGT a rejeté jeudi matin la candidature de Nadine Prigent, qui lui avait été proposée par la direction pour succéder à Bernard Thibault l'an prochain.

La candidature de la favorite de l'actuel dirigeant a été rejetée par 304 voix, contre 255 l'approuvant et 82 abstentions, a indiqué la direction de la centrale.

Après ce rejet, la Commission exécutive, c'est-à-dire le gouvernement de la centrale, s'est de nouveau réunie à la mi-journée pour tenter de débloquer le processus de succession.

L'insistance du numéro un pour qu'une femme prenne pour la première fois les rênes de la centrale s'est heurtée aux partisans d'Eric Aubin, chargé du dossier des retraites et patron de la Fédération de la construction.

Aux yeux de ses détracteurs, Nadine Prigent, qui a représenté la CGT dans les réunions intersyndicales de ces dernières années, a l'inconvénient de mal connaître le secteur privé.

Ils lui reprochent aussi de prôner un retour à un syndicalisme d'opposition plus net, ce qui leur semble délicat dans le contexte du retour de la gauche au pouvoir.

Eric Aubin, 49 ans, qui dirige la fédération de la construction, vient, lui, du secteur privé et est considéré comme un moderniste. Ce syndicaliste originaire du Havre, chargé du dossier de l'emploi, a pris la responsabilité du dossier des retraites en 2009. (Reuters 31.05)

Je ne dispose pas de suffisamment d'éléments pour intervenir sur cette question, ce qui se dégage de la lecture de cet article, c'est que le candidat le plus droitier a été retenu, le plus consensuel avec la CFDT, le gouvernement et le patronat.

1.2- La charrette du jour.

Le tribunal de commerce d'Arras s'est prononcé ce mercredi matin sur le sort de l'usine Meryl Fiber, spécialisée dans la fil textile de synthèse et basée à Saint-Laurent-Blangy, près d'Arras.

On s'y attendait mais le coup est rude pour l'emploi en Arrageois: le tribunal a signifié l'arrêt immédiat de l'usine avec poursuite de l'activité uniquement pour la mise en place des licenciements qui concernent 343 salariés. Il n'y aura pas de reprise de la production, avec liquidation totale. (lavoixdunord.fr 30.05)

2- Allemagne

Le constructeur automobile allemand Volkswagen a conclu un accord avec IG Metall prévoyant une augmentation de 4,3% sur 13 mois pour ses salariés en Allemagne, qui fait écho à l'accord national signé par l'organisation syndicale pour le secteur de la construction mécanique.

Cette revalorisation, dont bénéficieront les 97.000 salariés de VW impliqués dans la production et 5.000 employés de sa division services financiers, prendra effet dès le 1er juin, précise le constructeur dans un communiqué.

L'accord prévoit aussi l'embauche de 3.000 intérimaires.

"*C'est un compromis très bon et acceptable*" s'est félicité le négociateur d'IG Metall Hartmut Meine lors d'une conférence de presse jeudi à Hambourg.

L'accord signé après une nuit de négociations s'inscrit dans la ligne de celui conclu le 19 mai entre IG Metall et les employeurs du secteur de la construction mécanique, qui concerne 3,9 millions de salariés, dont ceux de groupes comme Daimler ou BMW.

"*Les salariés vont obtenir une augmentation de salaire convenable*", a déclaré Martin Rosik, qui a conduit les négociations pour le compte de VW. (Reuters 31.05)

3- Espagne

"*Pour l'avenir du charbon espagnol et la renaissance des villes minières*": des milliers de mineurs ont manifesté jeudi à Madrid derrière une banderole portant ces mots, contre la réduction des aides publiques qui menacent selon eux la survie économique de régions entièr

Les mineurs espagnols, estimés à environ 8.000, ont fait quatre jours de grève depuis la semaine dernière pour défendre l'avenir des mines de charbon.

Selon les syndicats, 25.000 à 30.000 emplois directs et indirects seraient en péril dans des régions où des communes entières vivent de la mine depuis plusieurs générations.

Car le gouvernement espagnol, qui cherche à réduire le déficit public de 8,9% du PIB en 2011 à 5,3% cette année, a prévu une réduction de 63% (de 301 millions d'euros en 2011 à 111 millions cette année) des aides au secteur minier, subventionné par l'Etat.

"*Si nous perdons les mines, nous perdons tout, les commerces, les emplois, tout. Les jeunes sont déjà au chômage et si maintenant les parents perdent leur travail, c'est toute la famille qui est détruite*", assure Susana Bermudez, une épouse de mineur de 43 ans qui accompagne son mari.

Elle-même travaille pour une entreprise de nettoyage sous-traitante pour une mine de Mieres, dans les Asturies.

En pleine restructuration depuis les années 1990, les mines de charbon espagnoles ont progressivement fermé, avec à la clef une réduction de plus de 40.000 emplois directs en 20 ans, et une production réduite à quelque 10.000 tonnes en 2011.

"*Le gouvernement doit se rendre compte qu'il ne peut pas condamner les bassins miniers à la marginalité et au chômage*", avertit Antonio Deusa, un représentant du syndicat UGT. "*Dans une région où le dépeuplement est très important, s'ils ferment les mines, le problème va s'aggraver*".

"*Les régions minières sont celles où le chômage des jeunes est le plus élevé, près de 60%*", avertit-il, "*et aucun tissu industriel de remplacement n'a été créé*". (AFP 31.05)

Economie

Inde

1- La croissance de l'Inde a sévèrement ralenti au dernier trimestre 2011-12, progressant de 5,3% sur un an, affectée par une économie mondiale en berne et une politique monétaire agressive, selon des données publiées jeudi qui sont les plus faibles depuis près de dix ans.

Avant même la publication des statistiques officielles, Dariusz Kowalczyk, économiste au Crédit Agricole, évoquait "*le pessimisme extrême*" concernant les perspectives économiques de l'Inde.

"*Les fondamentaux sont faibles en raison d'une croissance ralentie, d'une inflation élevée et du ratio le plus élevé en Asie entre le déficit public et le Produit intérieur brut*", a-t-il décrypté.

Les échanges à la Bourse de Bombay étaient aussi ralentis jeudi en raison de l'appel à une grève générale lancée par l'opposition pour protester contre la hausse des prix des carburants à la pompe. (AFP 31.05)

2- La compagnie aérienne indienne Kingfisher Airlines a publié jeudi la plus importante perte trimestrielle de son histoire, alors que le transporteur à court d'argent doit faire face à la hausse des prix du carburant et à la rude concurrence des compagnies à bas coût.

Kingfisher, qui était encore le deuxième transporteur aérien indien il y a un an, a été la première victime des turbulences dans l'industrie de l'aviation en Inde. Les six principaux transporteurs du pays affichent une dette totale de 20 milliards de dollars et des pertes annuelles de 2 milliards.

Le groupe est désormais la plus petite compagnie aérienne en Inde en terme de capitalisation boursière. Le titre de la société a plongé de plus de 80% depuis début 2011, valorisant Kingfisher en Bourse à moins de 100 millions de dollars.

La compagnie aérienne, détenue par le magnat des spiritueux Vijay Mallya, a perdu 11,5 milliards de roupies (165 millions d'euros) entre janvier et mars, à comparer avec une perte de 3,6 milliards un an auparavant.

Le transporteur met en cause les prix élevés du carburant, la faiblesse de la roupie ainsi qu'un "*environnement opérationnel difficile, sans précédent*", mais a indiqué qu'il espérait retrouver une activité normale dans les douze mois.

Le transporteur aérien a besoin d'au moins 500 millions de dollars immédiatement pour continuer de voler, selon le Centre d'aviation pour l'Asie-Pacifique, mais il n'y a eu aucun signe de financement à court terme.

L'Inde entend permettre aux compagnies aériennes étrangères d'investir à hauteur de 49% dans le capital des compagnies aériennes du pays, une mesure ardemment défendue par Kingfisher.

Les déboires de la compagnie indienne ne sont pas sans impact pour le constructeur aéronautique Airbus, filiale d'EADS, qui avait déjà mis en attente les livraisons d'avions à Kingfisher et devrait perdre une commande de 92 appareils, pour un montant total de 12 milliards de dollars. (Reuters 31.05)

Haut de page

Le 2 juin

CAUSERIE

En raison d'une coupure de courant qui durera la journée et plus de 42°C à l'ombre, le site ne sera actualisé que demain.

Haut de page

Le 3 juin

CAUSERIE

Le mythomane et la menteuse. Ambiance délétère.

Rachida Dati est "*la plus grande menteuse de la République*", a déclaré dans une interview au JDD.fr le président du Nouveau Centre, Hervé Morin, en mettant en cause les raisons pour lesquelles elle avait expliqué son retrait de candidature pour les législatives à Paris face à François Fillon. "*On dit qu'elle s'est effacée pour Fillon, c'est faux: elle s'est effacée car il y avait un sondage qui la donnait à 7% quand François Fillon était à 40%*", a-t-il ajouté.

Hervé Morin a envisagé d'autre part une "*quinzaine de députés*" pour le Nouveau Centre, excluant, a-t-il souligné, "*ceux qui ont signé en faveur d'une organisation politique encore secrète, l'Union des radicaux, centristes, indépendants et démocrates (Urcid)*", et dont fait partie Jean-Christophe Lagarde, vice-président du NC.

"*On ne connaît pas le début de la signification politique (de l'Urcid). Moi, ma vie n'est plus avec eux*", a précisé l'ancien ministre de la Défense. "*Il ne peut pas y avoir de double appartenance à un parti.*".

"*Moi, je ne vais pas accepter une entreprise de démolition organisée*", a ajouté Hervé Morin en fustigeant "*le comportement de voyou*" de Jean-Christophe Lagarde, accompagné de "*racailles*", lors du dernier congrès du NC. (lexpress.fr 01.06)

Syrie. Manipulation des masses.

Une majorité de 58% de Français se déclarent favorables à une intervention militaire des Nations unies en Syrie, selon un sondage Ifop pour l'hebdomadaire régional Dimanche Ouest France.

A la question de savoir si la France doit s'engager dans cette intervention militaire, les Français semblent également partagés : 50% pour et 50% contre, note l'Ifop. (AFP 02.06)

Donc si Hollande bombardait la Syrie, il ne ferait que respecter la "*volonté populaire*" CQFD.

Cadeau au patron.

Proposition phare de son programme qu'il avait défendue durant la campagne présidentielle, le contrat de génération permettrait à une entreprise embauchant en CDI un jeune de moins de 25 ans, placé sous le tutorat d'un senior de plus de 55 ans, de bénéficier pendant cinq années maximum d'exonérations de charges sur les deux salaires (totale pour celui du jeune, partielle pour le senior).

Concernant le financement le ministre a souligné que "*l'enveloppe du projet sera respectée, entre 2 et 3 milliards annuellement, qui seront pris sur les allègements de cotisation*". Cette mesure pourrait permettre de créer 500 000 emplois sur cinq ans. (lemonde.fr 01.06)

C'est l'Etat qui règlera la note aux organismes sociaux à la place des patrons... donc les travailleurs avec les taxes et les impôts qu'ils paient.

La panoplie complète du populiste. Clichés, gesticulations, déclarations tapageuses, provocations, coups médiatiques tordus...

"*Je m'engage à n'être que député*", a déclaré M. Mélenchon, samedi lors d'un débat sur France 3 Nord/Pas-de-Calais. (AFP 02.06)

Ce que ne dit pas ce charlatan :

S'il est élu député, le malheureux n'en resterera pas aux 1.550 euros de retraite que perçoit un député débarqué au bout de cinq années de cotisation, 2 700 s'il rempile pour un deuxième mandat. En attendant il percevra un revenu d'environ 10 000 euros en incluant les avantages liés à la fonction.

Il a été sénateur du 2 octobre 1986 au 27 avril 2000, puis du 26 septembre 2004 au 7 janvier 2010, soit au total 19 ans, étant né le 19 août 1951 donc ayant droit à cette retraite (à 60 ans) depuis 2011, il touchera donc en plus des quelque 10 000 euros qu'il perçoit en tant que député européen ou député à l'Assemblée nationale à l'issu de son mandat européen, 6 757,36 euros par mois. (rue89.com) . Il bénéficie en outre ainsi que sa compagne du train gratuit et de l'avion à mi-tarif, etc.

A l'issue de son mandat de député européen, il a été élu le 7 juin 2009, il percevra en plus 1400 euros par mois.

J'ignore s'il perçoit d'autres revenus, droits d'auteur, salaire du PG, etc. en tout cas ça roule pour lui, si on additionne ses revenus, droits à la retraite et autres avantages, il va palper entre 15 et 20 000 euros par mois, pas mal pour quelqu'un qui vient d'estimer généreusement qu'une augmentation du Smic de 0,46 centimes d'euro de l'heure, c'était déjà pas mal !

Non, un député ne peut pas être au service de "*tous les Français*", des patrons et des ouvriers, tout simplement parce qu'ils ont des intérêts antinomiques. De même que la défense de l'intérêt général en régime capitaliste se confond avec la défense des intérêts de la classe dominante. Ce discours revient à nier la lutte des classes. On comprend pourquoi ce philistin est si médiatique...

- "*Je veux être député pour être député. Le député s'occupe de la Nation. Que l'on sillonne ou pas la circonscription est une toute autre question. Nous nous occupons de la France et de tous les Français*", a-t-il déclaré. (AFP 02.06)

Comment le PG soutient le gouvernement. Monsieur Mélenchon on n'est pas des mendiants !

Le président du Parti de gauche (PG), Jean-Luc Mélenchon, a jugé vendredi que l'augmentation prévue du Smic, qualifiée par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, de "*juste et raisonnée*" était toujours "*bonne à prendre*".

"*L'augmentation que propose Jean-Marc Ayrault est bonne à prendre, c'est 46 centimes d'euros de l'heure*", a dit M. Mélenchon interrogé sur Europe 1.

Le Premier ministre a annoncé vendredi matin que la hausse serait de moins de 5%. Le leader du PG s'est basé sur ce pourcentage pour son évaluation, soit 5% du Smic horaire brut qui est de 9,22 euros.

"*C'est toujours ça de pris, mais est-ce que c'est juste ? Non. Ce n'est pas juste parce que les fortunes accumulées par le capital sont considérables et ce n'est pas une nouvelle répartition juste que de donner 46 centimes de l'heure aux plus petites paies*", a répondu l'ex-candidat à la présidentielle.

M. Mélenchon a jugé que les mesures annoncées par le gouvernement (retraites, plafonnement des niches fiscales, quotient familial) constituaient "*des gestes qui ont un sens, que le gouvernement précédent n'aurait pas faits*".

"*Il faut les porter au crédit du président de la République*", a-t-il dit tout en prônant pour sa part "*une politique globale de relance de l'activité*" pour que "*le pays se remette à respirer*". (AFP 01.06)

Mélenchon émarge à 10 000 euros par mois environ en tant que député européen, et s'il était élu député le 17 juin, il doublerait la mise ou pas loin, alors 46 centimes d'euros de l'heure, c'est très très loin de ses préoccupations.

D'ici peu parmi vous, la majorité estimera qu'on n'a pas été suffisamment dur avec Mélenchon. Je me suis retenu de le matraquer davantage, ce pauvre type derrière sa grande gueule est faible, c'est un épouvantail, une serpillière, un manoeuvrier, un tartufe, finalement un laquais du régime.

Ce qui attend le Front de Gauche disions-nous récemment...

Le parti Die Linke (La Gauche) est menacé de désintégration, a estimé samedi l'un de ses chefs de file, Klaus Ernst, lors du congrès annuel de la formation à Göttingen, sur fond de lutte pour la suprématie entre ses branches Est et Ouest.

Die Linke, qui est le deuxième plus important parti de l'opposition au Bundestag avec 76 sièges sur un total de 622, pourrait passer sous la barre des 5% des voix, seuil en dessous duquel un parti ne peut siéger.

Die Linke avait obtenu 11,9% des suffrages aux élections législatives de 2009 mais, depuis lors, il est passé dans les sondages à 7% d'intentions de vote, sur fond de dissensions entre les tenants de la faction pragmatique, ceux de l'Est, issus des communistes

de la RDA, et les adhérents de la partie Ouest, plus radicaux.

"*Notre parti montre des signes de désintégration*", a lancé devant les 500 délégués Klaus Ernst, membre de la présidence collégiale sortante.

"L'avenir de notre parti n'est ni seulement à l'Ouest, ni seulement à l'Est. L'avenir de notre parti est dans l'union", a-t-il ajouté à la tribune.

Si Die Linke tombait sous le seuil des 5% aux législatives de septembre 2013, le SPD (sociaux-démocrates) et les Verts pourraient remporter ensemble une majorité au Bundestag, avec seulement 45 à 46% des voix. Dans les derniers sondages, ils totalisent 42%, tandis que la coalition de droite d'Angela Merkel (CDU/CSU et FDP) obtient 38% d'intentions de vote. Aucun des deux blocs ne remporterait, actuellement, une majorité absolue au Bundestag. (Reuters 02.06)

Emancipez-vous par les urnes !

Informations ouvrières n°202 page 2, Dominique Ferré :

"*Pour notre part, nous affirmons que nul ne peut se réclamer de la démocratie, de la souveraineté des peuples et de la justice sociale s'il ne reconnaît pas au peuple grec le droit souverain, dans les urnes et par tous les moyens à sa disposition, à se libérer du carcan du mémorandum et de ses mesures barbares !*"

Quelle est la nature de la démocratie que défend le POI ? Réponse en posant une autre question : Comment peut-on imaginer un seul instant que la démocratie , la souveraineté des peuples et la justice sociale auraient pu être respectées un seul jour, alors que la classe ultra minoritaire des exploiteurs dans la société n'a jamais cessé de détenir le pouvoir économique et politique ?

Le POI s'est fait le porte-parole des illusions colportées par Alexis Tsipras, dirigeant de Syriza, l'équivalent du FdG, ceci explique cela, on justifie sa politique comme l'on peut. Votez pour moi et sans rompre avec l'euro, l'UE, les institutions en place en Grèce, etc. je vous promet un avenir meilleur, ben voyons !

Alors de quoi se réclame donc le POI ? De la légalité, des institutions, du régime en place.

Actualité en titres

Le "***redressement productif***" = la désertification industrielle

- Le groupe volailler Doux placé en redressement judiciaire - AFP

- ArcelorMittal prolonge de six mois l'arrêt des hauts fourneaux de Florange - Lexpansion.com

- Faute d'accord avec Alstom, le groupe alsacien Lohr vers le dépôt de bilan - AFP

- L'usine Technicolor d'Angers placée en redressement judiciaire - Reuters

Hollande le fer de lance de la croisade impérialiste au Proche-Orient au côté d'Obama et Cameron.

- Pour Hollande, «*pas de solution possible*» en Syrie «*sans le départ d'Assad*» - Liberation.fr

- Syrie: Angela Merkel et Vladimir Poutine s'affichent unis pour une "solution politique" - 20minutes.fr

Parole de banksters.

- Les banques françaises assurent ne plus spéculer, les analystes dubitatifs - AFP

La compétition est rude !

- Le chômage repart à la hausse aux Etats-Unis - Lexpansion.com

- Zone euro: niveau jamais vu du chômage qui touche 11% de la population - AFP

- Taux de chômage record à 10,2% en avril en Italie - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Irlande

Les Irlandais ont approuvé à 60,3% des suffrages exprimés le pacte budgétaire européen soumis à référendum jeudi, a annoncé vendredi la responsable des opérations de dépouillement Riona Ni Flanghaile. Le "*oui*" a remporté 955.091 suffrages, contre 629.088 pour le "*non*".

Selon des estimations de la télévision irlandaise, seule la moitié des 3,1 millions d'électeurs ont déposé leur bulletin dans les urnes. Dans le passé, une faible participation a favorisé le "*non*" dans les référendums précédents en Irlande. (AFP 01.06)

Que vous votiez non ou oui, vous avez le droit de subir la même politique antisociale, alors pourquoi se déplacer pour aller voter ? C'est la réflexion qu'ont dû se faire de nombreux travailleurs. Oui mais, si le non l'avait emporté, patati patata...

Non cela ne se serait pas traduit par une offensive de la classe ouvrière, pas davantage que la fois précédente, ce genre d'argument est du domaine de l'enfumage qui sert à masquer la subordination des travailleurs au régime et aux institutions, l'absence de toute issue politique portée par un parti révolutionnaire ancré dans les masses, le refus de s'attaquer aux véritables illusions des masses.

2- Grèce

Alexis Tsipras, dirigeant de la Coalition de la gauche radicale grecque (Syriza), a promis vendredi de geler les baisses des salaires et des retraites, de nationaliser les banques et d'en finir avec les privatisations si sa formation remporte les élections législatives le 17 juin.

Dès jeudi soir, il avait souligné qu'il annulerait le mémorandum négocié avec le Fonds monétaire international et l'Union européenne s'il arrivait au pouvoir, en ajoutant que la Grèce ne serait pas pour autant obligée de sortir de l'euro.

Le chef de Syriza juge que la Grèce devrait renoncer à l'aide financière étrangère, qui, assortie d'une exigence d'austérité en matière de politique économique, n'a pas permis de sortir le pays de la crise.

"*Le sauvetage a piégé tout un peuple; c'est la raison pour laquelle nous devons nous en débarrasser immédiatement*", a-t-il déclaré vendredi. (Reuters 01.06)

Je ne sais pas comment les Grecs prennent ce genre de discours qui relève de la langue de bois sur au moins trois points ici :

1- Pas question de revenir sur les baisses de salaires et de retraites des deux dernières années ;

2- Nationaliser les banques, comment, en indemnisant leurs actionnaires, avec quel argent, qui va régler la note, les travailleurs ? ;

3- S'il renonce à l'aide financière de l'UE et du FMI et que dans le même temps il ne met pas la main sur les avoirs des banquiers et des grands capitalistes, s'il ne rompt pas avec l'euro, où va-t-il trouver l'argent pour payer les factures de l'Etat, les salaires des fonctionnaires ?

3- Syrie

Le président russe Vladimir Poutine est resté ferme sur ses positions sur la Syrie, écartant de nouveau toute sanction de l'ONU contre le régime de Bachar al-Assad de même que le départ du dirigeant syrien, lors de déplacements vendredi à Berlin puis à Paris.

Il n'y a "*de sortie de cette situation qu'avec le départ de Bachar al-Assad*", a insisté M. Hollande, estimant qu'il s'agissait d'"*un préalable pour la transition politique*".

Sur ce thème aussi, il s'est heurté à une fin de non-recevoir du dirigeant russe. "*Si on écarte du pouvoir le président en exercice, est-ce que vous croyez qu'il y aura un bonheur total dans ce pays ?*", s'est-il interrogé.

Mais si le ton du président russe était plutôt mesuré à Paris et à Berlin, la diplomatie russe a affirmé vendredi à Moscou que la

tuerie de Houla avait été provoquée par "*l'aide financière*" étrangère et par "les livraisons en contrebande d'armes modernes aux rebelles".

A Berlin, le président russe a insisté sur le fait que, selon lui, aucune solution à la crise syrienne ne pourra être obtenue "*par la force*". Une façon de répondre à François Hollande qui, mardi dernier, n'avait pas écarté une intervention militaire dans le cadre de l'ONU.

Sur ce point, la position française est sensiblement différente de celle de l'Allemagne qui, à plusieurs reprises, a rejeté l'usage de la force contre le régime de Bachar al-Assad.

Face à la "*situation très difficile de la Syrie*", Mme Merkel a assuré qu'il fallait tout faire pour que le plan de paix du médiateur international Kofi Annan soit appliqué "*et, le cas échéant, élargi*". (AFP 01.06)

4- Iran

Les médias occidentaux évoquent la rencontre, à Bagdad, concernant le devenir du nucléaire iranien. Mais y a-t-il de la part de l'Occident une volonté réelle de trouver un accord ?

La presse iranienne ne semble pas accorder beaucoup de crédit à ces réunions, même celle de Moscou. Par exemple, selon le quotidien ultra-conservateur Kayhan, dont le directeur est nommé par le Guide suprême iranien Ali Khamenei : "*Les discussions de Moscou n'aboutiront à rien*". Pourquoi ? Parce que les puissances occidentales font monter les enchères tellement haut, qu'elles sont inacceptables pour Téhéran. Selon ce quotidien, les grandes puissances cherchent seulement à gagner du temps.

Pour le moment, il y a la crise économique européenne et des priorités d'ordre monétaire. Aussi cherche-t-on à freiner la progression des cours du pétrole et faciliter la réélection du président américain Barack Obama en novembre 2012.

Que penser du fait que le Premier ministre israélien vient enfin d'obtenir une majorité écrasante au parlement pour engager une guerre contre l'Iran ? Que penser de l'armada militaire délirante constituée par les Etats-Unis dans le Golfe… comme si tout était déjà décidé ? Les réunions organisées par les leaders occidentaux semblent en effet de la pure mise en scène… comme d'habitude. (liesi 27.05)

Social

1- Italie

Le taux de chômage ajusté des variations saisonnières italien s'est établi à 10,2% pour le mois d'avril, un nouveau record depuis le passage à la publication mensuelle de cette statistique en janvier 2004, selon des données officielles publiées vendredi. (Reuters 01.06)

2- Canada

Des milliers de personnes ont bravé la pluie samedi à Montréal pour manifester contre la hausse des frais de scolarité et afficher leur détermination à poursuivre la mobilisation, 48 heures après la rupture des négociations entre les étudiants et le gouvernement québécois. (AFP 02.06)

3- Israël

Plusieurs milliers d'Israéliens ont manifesté samedi soir dans trois villes contre les inégalités sociales et le montant élevé des loyers, tentant de relancer le vaste mouvement de protestation de l'été 2011.

A Jérusalem, plus d'un millier de manifestants ont défilé en direction de la résidence du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avec des pancartes proclamant "*Le capitalisme porcin n'est pas casher*", "*Nous voulons la justice, pas la charité*" et "*Le peuple réclame la justice sociale*", a rapporté un correspondant de l'AFP.

Plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup appartenaient à des mouvements de jeunesse, ont défilé à Haïfa, selon les médias.

A Tel Aviv, plus de 3.000 manifestants ont réclamé plus de justice sociale. Certains portaient des affiches condamnant le racisme, à la suite d'une récente montée des tensions raciales dans cette ville où résident des dizaines de milliers d'immigrants africains.

Un porte-parole de la police a indiqué à l'AFP qu'au total 5.000 personnes environ avaient participé aux rassemblements de

samedi soir. (AFP 02.06)

Economie

1- La Bourse ou la vie

Les marchés ont connu une nouvelle journée de déprime vendredi après de mauvais indicateurs aux Etats-Unis, ultime mauvaise nouvelle d'une journée et d'une semaine pourtant déjà riches en la matière.

Les Bourses européennes ont brutalement décroché vendredi après-midi, avant de se ressaisir légèrement pour certaines, pour terminer néanmoins toutes dans le rouge. L'euro a également accusé le coup juste après l'annonce d'une remontée du taux de chômage américain en mai, confirmant la fragilité de la croissance aux Etats-Unis.

A la clôture, la Bourse de Francfort affichait une chute de 3,42%, la Bourse de Paris perdait 2,21% et Londres cédait 1,14%. La Bourse d'Athènes, épicentre de la crise dans la zone euro, a chuté elle de plus de 4%, entraînée par la dégringolade des autres places européennes.

Outre-Atlantique, Wall Street a connu sa pire séance de l'année, avec un plongeon de 2,22% du Dow Jones.

L'activité du secteur manufacturier s'est ainsi fortement contractée en mai dans la zone euro, retombant à son plus faible niveau depuis l'été 2009 et le taux de chômage dans la zone euro a atteint en avril le niveau record de 11%.

A cela s'ajoutent des inquiétudes sur les économies émergentes, Chine en tête, qui commencent à souffrir de la récession en Europe. Idem en Inde où la croissance a sévèrement ralenti au dernier trimestre 2011-12, progressant de 5,3% sur un an, selon des données publiées jeudi, les plus faibles depuis près de dix ans.

Le Brésil n'a pas fait mieux, annonçant vendredi un ralentissement de sa croissance plus important que prévu, avec un maigre 0,2% au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2011.

Dans ce contexte morose, les chiffres du chômage américain sont venus confirmer s'il en est encore besoin, le ralentissement de l'économie mondiale. "*Les Etats-Unis sont en train de subir les conséquences de la récession en Europe, tout comme la Chine et les pays émergents*", précise Yves Marçais, vendeur d'actions chez Global Equities.

Mais c'est surtout la crise qui n'en finit de s'aggraver dans la zone euro qui inquiète les investisseurs au plus haut point. (AFP 01.06)

2- Suisse.

- Le programme présenté le 26 Janvier 2012 par François Hollande, favori de l'élection présidentielle sera un désastre pour les épargnants s'il atteint le poste de Président: impôt de bourse, réduction des niches fiscales, revanche sur le Bouclier fiscal. C'est pourquoi la délocalisation légale des actifs financiers est de rigueur assortie, à partir de 250.000 € d'actifs, d'une optimisation fiscale de droit européen sur laquelle l'Etat français aura beaucoup de mal à intervenir. Les affirmations du Président Sarkozy et de son challenger, François Hollande, de vouloir taxer les exilés fiscaux est une pure illusion qui ne peut pas être suivi d'effet.

Pour un résident suisse, il est fiscalement résident à partir de 3 mois de résidence. Sa fortune, en banque suisse, est couverte par le secret bancaire en vigueur et il n'y a pas d'échange d'information ni de reporting au fisc français! Ni les cantons suisses, ni le gouvernement fédéral ne collaboreront à une solution unilatérale visant à taxer les revenus du patrimoine de français résidents en Suisse ou à une retenue à la source. Il y a la Directive Epargne de l'UE qui s'applique aux non-résidents mais qui peut être facilement évitée. (Source : http://www.gardinerfinance.com/index.html) (liesi 29.05)

3- Analyse d'un économiste

Un krach monétaire et systémique global.

Tous les signaux clignotent et toutes les alarmes hurlent.

Il y a de longs mois, nous avions évoqué qu'une baisse des métaux serait mise en place pour que la Chine puisse se charger en Or à un prix raisonnable.

Ouvrez les yeux, cela semble bien avoir été fait ces derniers mois. Personne ne va vous donner le tempo exact de l'envolée vers

les sommets nécessaires à la réforme monétaire.

Vous souvenez-vous que nos sources au cœur du système nous avaient dit en mars, que la Réforme monétaire ne pourrait avoir lieu tant que la Chine n'aurait pas 3.000 tonnes d'or ?

Dans son dernier article public sur silverdoctors, Jim Willie développe (plus longuement dans sa lettre confidentielle) et annonce que l'EST a acheté 5.000 tonnes d'or depuis février.

The Gold cartel cannot stop the price rise, because they will have no physical gold. They are being raided of their gold bullion by the East, to the tune of 5000 (five thousand) metric tons since the end of February. That figure was confirmed by my source, who also claims that the major banks are short well over 20,000 metric tons after illegally grabbing the Allocated gold accounts held in their custody. Law suits are occurring in Switzerland to this effect.

Vous aurez noté que les plus grosses banques ont vendu plus de 20.000 tonnes, placées sous leur garde… si vous êtes en GLD, en Bullion Bank ou autres ETF, vous avez intérêt à accélérer votre sortie pour prendre livraison de vraies pièces d'or ou d'argent, tant qu'on en trouve sur le marché.

Jim Willie transmet que l'une de ses sources au cœur du système bancaire européen, lui a dit en confidence la semaine dernière, que les pertes de JPM allaient s'élever à plusieurs centaines de milliards de Dollars et pourraient se comptabiliser en trillions $.

L'immense château de cartes des US T-Bonds nourris à 0% malgré un déficit annoncé de 1,5 T$, serait en train de s'effondrer. La Chine aurait obtenu un droit qui n'avait jusqu'alors jamais été consenti à une Banque centrale étrangère : celui d'acheter ou de vendre les obligations du trésor américain sans passer par Wall Street.

Certains observateurs se demandaient si la Chine achetait à la Fed pour ensuite revendre à Wall Street ou si elle vendait en masse à la Fed.

Quoiqu'il en soit, ce marché s'est pris une vague scélérate en mars-avril et les pertes de JPM ne sont que la partie émergée de l'Iceberg.

En décembre 2011, Zhang Jianhua directeur de la recherche à la P.O.B.C. a été cité dans un journal chinois officiel disant: "*Il n'y a plus aucune valeur sûre aujourd'hui. Le seul moyen de se protéger est de détenir la monnaie de base, l'or*." Accélérez votre sortie de tous les marchés pour passer en métaux précieux. L'or est le plus sûr à TCT, l'argent le plus profitable sur le LT. Voilà ce que disent les vrais professionnels.

Rien ne vous empêchera de passer de l'un à l'autre…

N'attendez pas.

La Chine et le Japon viennent d'annoncer qu'ils n'utiliseront plus le Dollar dans leurs échanges bilatéraux en juin… dans quoi 5 jours, 10 jours ?

L'ultimatum des Etats-Unis sur les pays achetant du gaz et du pétrole à l'Iran arrive également à échéance mi-juin. Si les BRICAAD lancent leur propre SWIFT, le Dollar va souffrir très rapidement, sans pour autant faire monter l'Euro.

Vous avez vu que l'Or avait monté cette semaine, alors que l'Euro chutait face au Dollar. Cela va s'amplifier.

C'est un signe.

Jim Sinclair vient d'envoyer un email à tous les souscripteurs de sa lettre confidentielle:

"*Nous assistons à l'agonie de toutes les monnaies fiduciaires, c'est ce que nous montre l'or*." "*we are currently witnessing the death throes of all fiat currencies, and that gold seems to recognize the fact.*"

Krach systémique Global ?

Mardi dernier, le Wall Street Journal diffusait un interview avec Gensler du CFTC, qui reconnaissait qu'Obama avait fait les premiers pas pour socialiser les dettes des sociétés de clearing. Socialiser les dettes, c'est la manière élégante de dire que si l'une de ces sociétés fait faillite, le fisc américain fera retomber le fardeau de cette nouvelle dette sur les générations à venir.

En fait, Obama s'apprêterait à couvrir la totalité des produits dérivés.

Au moment où le Crédit Avicole prête 10 M€ à la Banque Papadopoulos, elle va se couvrir avec un CDS auprès d'une banque comme JPM ou Citigroup, de façon à ce que si cette Banque grecque fait défaut sur sa dette, le Crédit Agricole soit intégralement remboursé de ces 10 M€. Cette somme s'appelle le montant notionnel. Pour être exact, le CA sera remboursé de 10M € moins la valeur de son CDS sur le marché.

L'ensemble des CDS représentait en décembre 2011 dans les statistiques de la B.I.S. une valeur de 27.285 Milliards de $. Grosso Modo, c'est le chiffre d'affaires de cette forme d'assurance qu'ont généré les grosses banques de Wall Street.

A l'heure où les banques européennes tombent comme des mouches, où la Grèce a fait défaut sur 75 ou 90% de ses dettes, et que ces banques, qui ont voulu jouer les compagnies d'assurances doivent payer les factures, il est plus intéressant de regarder l'autre colonne du tableau sur les CDS de la B.I.S., c'est-à-dire quelles sommes les grosses banques de Wall Street ont accepté de couvrir… et grosso modo, les montants notionnels qu'on va leur demander de payer dans les semaines et les mois qui viennent.

La somme en jeu est de 647.762 Milliards de $. Vous avez bien lu 647 Mille Milliards de $ ou 647 Trillions de $.

La dette publique américaine est officiellement de 115 Trillons de $, les Dérivés OTC représentent 5,6 fois cette dette publique US.

Autrement dit, Obama pourrait être en train de multiplier à terme la dette du citoyen américain par 6, d'un simple trait de plume, si je ne me trompe pas sur les chiffres, le sens de l'article du WSJ, reproduit par SD. J'extrapole seulement puisque SD ne s'intéresse qu'au Comex, qui n'est qu'un marchés des dérivés.

Pour moi, une telle décision d'Obama est un juste motif pour mettre le pays à feu et à sang.

Jesse du Café américain développe le sujet.

La FED aurait pris des mesures d'urgence pour éviter un défaut systémique sur :

- le CME, c'est-à-dire le marché des futures US et notamment le Comex pour l'or et l'argent;

- l'ICE, le marché des futures côtés à Londres ainsi que le marché des dérivés;

- LHC clearnet, l'une des plus grosses chambres de compensation de marchés et de dérivés au Monde, présente à Londres, Paris et dans toute l'Europe. LHC compte pour 50% du marché des dérivés centré sur les taux d'intérêt, qui représente 348 T$. C'est la deuxième chambre de compensation au monde pour les obligations d'état, elle travaille pour 13 marchés gouvernementaux. Son champ d'activité touche également les matières premières, les métaux précieux, l'énergie, le transport et bien sûr les Credit default Swaps.

Il est possible que des mesures soient prises à Très Court Terme, obligeant les acheteurs de MPx sur les marchés à accepter de recevoir du cash en lieu et place des métaux achetés.

source : Jesse's Cafe Americain du 25 mai … qui cite encore et toujours le WSJ. Egon von Greyerz au cours d'un interview le 10 mai à KWN :

L'attention va éventuellement se détourner sur les États-Unis. Nous savons que les bons du trésor Américain ne pourront plus jamais être remboursés avec la monnaie actuelle. Donc, ce que nous avons vu sur le marché obligataire n'a pas été une fuite vers la sécurité parce que les obligations ne peuvent pas être remboursées. Et comme l'attention va se détourner sur les États-Unis, le marché obligataire sera testé.

En Europe, nous avons vu la souffrance, mais il n'y a pas encore eu de véritable austérité. L'austérité signifierait un arrêt des avantages sociaux, une coupure radicale des pensions, mais cela ne se passe nulle part comme ça. Les gens ont été mécontents des réductions effectuées jusqu'à présent, mais ce n'est rien comparé aux réductions qu'ils vont devoir subir. Si nous avons un été chaud en Europe, je peux dire que des émeutes vont débuter très rapidement et se diffuser d'un pays à l'autre. C'est inquiétant, mais malheureusement, c'est là que nous en sommes et cela va s'aggraver. Franchement, les investisseurs doivent se positionner pour escompter plus de chaos. (liesi 28.05)

Haut de page

Le 4 juin

CAUSERIE

Je me suis enfin décidé à trouver une application qui permet de télécharger des vidéos via You Tube : Final Media Play fonctionne correctement et est très simple à utiliser. Ma connection est tellement lente que c'est quand même la galère, pour télécharger un morceau de musique qui dure 5 minutes, il faut entre 30 minutes et une heure ! Mais bon, pendant ce temps-là je fais autre chose. Il faut s'armer de patience et avec la chaleur écrasante, on a tendance à en manquer !

Je ne vous parlerai pas davantage de la vie en Inde, je suis de bonne humeur ce matin et je tiens à y rester.

J'ai mis en ligne 15 nouveaux articles. Sans les articles du Réseau Voltaire et de Mondialisation.ca, il serait impossible de comprendre ce qui se passe réellement en Syrie, par exemple. Il existe peut-être d'autres sources aussi sérieuses, je n'en sais rien.

Vous aurez remarqué que les rares partis qui se démarquent des positions officielles ne les citent jamais, ils rédigent leurs articles en se servant des données fournies par ces journalistes ou militants ou d'autres comme s'ils étaient eux-mêmes au fait des événements, comme s'ils disposaient de correspondants sur place, alors que ce n'est pas le cas, ils gardent jalousement leurs sources, c'est petit, mesquin. Ils ne citent que les médias officiels, et encore pas toujours.

Il est vrai qu'une fois qu'on a lu tous ces articles, il n'y a pas grand chose à ajouter, sinon la stratégie à adopter par rapport aux régimes en place dans ces pays ou recadrer leurs analyses.

En observant d'autres portails de partis politiques aux pages d'accueil surchargées que j'estime peu pratiques, pour ne pas dire d'un mauvais goût certain ou bordéliques à trop vouloir en faire, on a davantage l'impression d'avoir à faire à des gadgets qu'à quelque chose de sérieux, mais je suis peut-être ringard. Personnellement je préfère une présentation sobre, épurée et pratique, où en un clin d'oeil on trouve le ou les liens qui nous intéressent. Pour le reste je ne suis pas informaticien, donc je me débrouille pour faire au mieux.

Juste une réflexion politique rapide.

Mélenchon se présente comme un champion du combat contre l'extrême droite, généreusement relayé par les médias, pour faire oublier qu'il ne peut pas revendiquer ce titre contre le capitalisme et le régime en place.

Pour indication. Le Front de Gauche revendique 10 000 adhérents, le second du FN et compagnon de la Le Pen a déclaré que son parti avait atteint pour la première fois les 50 000 adhérents.

Bon courage et bonne semaine à tous.

Combattre sur quel axe politique ?

Comment organiser le combat politque contre le régime, unir la classe, lui donner des objectifs dans lesquels elle se reconnaît toutes couches confondues et sur lesquels elle peut se regrouper ?

Il y a bien les revendications sociales non satisfaites sur les salaires, l'emploi, la précarité, la santé, le logement, l'école, l'université, les retraites, etc. autant de revendications qui se déclinent différemment selon les secteurs d'activité, le prolétariat est très hétérogène, il y a presque autant de cas différents qu'il y a de situations particulières, d'où en partie la difficulté de rassembler les masses dans un même combat et dans une seule direction.

On peut remédier à ce problème ou le contourner en mettant en parallèle à chaque revendication sociale son pendant au titre des privilèges accordés à la classe des nantis.

Sur les salaires c'est facile, d'un côté 46 centimes d'augmentation du Smic, de l'autre des patrons qui perçoivent des salaires mirobolants. Sur la précarité, elle ne concerne que ceux qui n'ont que la vente de leur force de travail pour survivre, les riches ne se posent même pas cette question, idem pour l'accès au droit à la santé, au logement, à l'école, à l'université, quand tu es plein de fric tu te paies ce dont tu as besoin et l'affaire est réglée, quand tu n'en as pas ou pas assez, c'est un casse-tête au quotidien, un cauchemar.

Sur les retraites, il y a le statut particulier des députés et sénateurs, il suffit d'accomplir un mandat (5 ou 6 ans) pour percevoir une retraite, tandis que les travailleurs doivent cotiser plus de 41 ans.

Sur la dette de l'Etat, il y a les exonérations de cotisations sociales, la baisse de l'impôt sur les bénéfices, la multitude de jeux comptables qui permettent de trafiquer les bilans des sociétés, etc. ce que les travailleurs ne peuvent pas faire.

A bas les privilèges fut le mot d'ordre fédérateur des différentes couches de la bourgeoisie contre la monarchie en 1789 qui par ailleurs avaient toutes sortes de revendications à faire valoir. Le pouvoir politique ne lui servait à rien si ces privilèges n'étaient abolis, la classe des féodaux conservait le pouvoir. Donc le combat pour le pouvoir politique et pour l'abolition des privilèges des nantis, pour le pouvoir économique, doit être mené conjointement, il est inséparable. Facile, puisque c'est la Constitution, les institutions qui garantissent les privilèges de la classe dominante.

On en déduira que puisque pour satisfaire l'ensemble de nos besoins ou aspirations il faut liquider ces privilèges, il faut au préalable ou simultanément liquider la Constitution qui sur le plan juridique légalise ces privilèges, leur assure une légitimité du point de vue de la classe qui détient le pouvoir. Séparer les deux, comme c'est le cas depuis l'après-guerre, conduit infailliblement à l'impuissance, à la paralysie, à l'impasse politique du mouvement ouvrier, elle traduit son degré de décomposition.

Vouloir s'attaquer aux privilèges de la classe dominante sans s'attaquer à ce qui lui garantit une existence légale, ce qu'exprime le refus d'axer le combat contre les institutions de la part des opportunistes, c'est finalement refuser de combattre pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, pour le socialisme.

Que les militants ne s'y trompent pas, toute concession dans le discours des dirigeants des partis ouvriers correspond à des concessions sur les principes ou une capitulation face à l'ennemi sur le plan pratique, elle traduit leur adaptation au capitalisme et leur abandon du combat pour le socialisme.

A bas les privilèges des capitalistes et les institutions qui ne servent qu'à les justifier, ils sont illégitimes contrairement à nos besoins ! Voilà sur quel axe politique les masses pourraient être organisées, le parti devrait être construit. Quel parti est sur cette ligne politique ? Réponse : aucun.

On pourrait dire la même chose des syndicats qui ne servent plus qu'à alimenter les appareils des différents partis.

Lier le combat contre les privilèges des capitalistes et les institutions présenterait l'avantage d'unir syndicats et partis dans un même combat, de réaliser l'unité de la classe en partant de ses revendications sociales tout en leur donnant un contenu politique, ce à quoi ni les uns ni les autres ne tiennent, pourquoi, pardi, parce qu'ils soutiennent le régime en place qui les nourrit !

Retirer tous les avantages matériels et financiers accordés par l'Etat aux syndicats et demain ils auront pratiquement disparu, et les partis qui leur sont organiquement liés seront réduits à quelques centaines de membres.

Rien n'empêche les militants des différents partis ou qui sont inorganisés de combattre sur cet axe, de discuter avec les travailleurs sur la base de cette ligne politique.

Gouvernement des capitalistes. Enfumage. Langue de bois. Double langage. Hypocrisie. Mensonge.

En Grèce. Le ministre des Finances Pierre Moscovici a estimé dimanche, lors du Grand jury RTL/Le Monde/LCI, que la question d'une sortie de la Grèce de la zone euro «*se posera sans doute*», si le pays revient sur ses engagements à l'austérité pris auprès de l'UE et du FMI en cas d'arrivée au pouvoir de la gauche radicale.

«*Ca pose problème. Si les Grecs eux-mêmes ne respectent pas leur engagement, là on se trouverait dans une situation qui serait infiniment plus compliquée*», a souligné Pierre Moscovici. (20minutes.fr 03.06)

En France. Le ministre des Finances Pierre Moscovici a estimé dimanche, lors du Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI, que la Commission européenne défendait, dans ses recommandations économiques à la France, une «*logique libérale qui n'est pas*» celle du gouvernement, évoquant le coût du travail ou la TVA sociale.

Même si «*la tâche est difficile*», il faudra selon lui «*ccombiner redressement et justice*» pour, quoi qu'il arrive et comme Paris s'y est engagé, «*tenir les 4,5% (du PIB de déficit public, ndlr) en 2012 et 3% en 2013», même si cela représente «une marche importante*». (20minutes.fr 03.06)

Pour lui, les violentes mesures d'austérité adoptées en Grèce contre les travailleurs doivent être appliquées, car il ne fait aucun doute qu'elles permettent de «*combiner redressement et justice*» ! C'est bien ce que pensent aussi les armateurs milliardaires grecs qui ne paient pas d'impôts, n'est-ce pas ?

Assurément, il tiendra le même discours à propos de la France... après les législatives. Vous en doutez ?

Quelles mesures significatives ont-ils prises ou annoncées contre les privilèges dont bénéficient l'industrie financière ou les capitalistes en général pour récupérer des centaines de milliards d'euros qui font défaut à l'Etat ? Réponse : aucune. Au contraire, ils vont leur faire de nouveaux cadeaux via de nouvelles exonérations de cotisations sociales qui seront financées par une augmentation des cotisations sociales des travailleurs (CSG ?).

L'austérité et l'injustice s'applique en France, c'est justifier l'existence de 200 000 millionnaires en euros et refuser de passer le Smic à 1 700 euros nets par mois, de revenir à une retraite à taux plein avec 37,5 annuités, etc.

La méthode de Moscovici et du gouvernement consiste à nier que l'austérité existerait déjà en France pour dire qu'elle n'existera pas demain et qu'il faudrait se satisfaire de ce discours. Inutile de dire que tous les vendus ont sauté sur l'occasion, normal, ce discours a été spécialement conçu pour qu'ils puissent le reprendre à leur compte et soutenir ainsi le gouvernement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Egypte

1.1- Les partisans de la démocratie en Egypte, qui avaient souhaité la peine de mort pour Hosni Moubarak, ont lancé dimanche un appel à un nouveau soulèvement, au lendemain de la condamnation à la réclusion à perpétuité de l'ancien président égyptien pour son rôle dans la répression des manifestants de la "révolution du Nil" début 2011.

Les manifestants, qui ont envahi les rues du Caire et d'Alexandrie dès le prononcé du verdict samedi, protestent également contre l'acquittement de six hauts responsables de la sécurité, même si l'ancien ministre de l'Intérieur Habib al Adli a lui été condamné à la perpétuité.

Les manifestations de rue se sont poursuivies dans la nuit de samedi à dimanche par des rassemblements sur la place Tahrir du Caire, lieu emblématique du soulèvement qui a conduit à l'éviction de Moubarak le 11 février 2011.

Beaucoup ont vu dans le verdict de samedi la preuve que le clan Moubarak est encore aux commandes à 15 jours de la présidentielle, considérée pourtant comme la dernière étape de la transition vers la démocratie.

Nombre de jeunes opposants au régime de Moubarak, aussi bien de gauche que libéraux, ont été démoralisés de voir que leurs candidats avaient été éliminés au premier tour de la présidentielle le mois dernier.

De nombreux égyptiens estiment que l'armée, dirigée par un ministre de Moubarak, conservera une grande influence après la prise de fonction du nouveau président. Le succès électoral d'Ahmed Chafik, ancien commandant de l'armée de l'air, a accru ce soupçon.

L'Egypte est gouvernée par des militaires depuis 1952. (Reuters 03.06)

1.2- Le procureur général égyptien va faire appel après les verdicts rendus samedi dans le procès du président déchu Hosni Moubarak, qui ont provoqué une vague de protestations, a-t-on appris dimanche de source judiciaire.

Le procureur "*a ordonné d'entamer les procédures d'appel*", a-t-on appris auprès du Parquet.

Cette source n'a toutefois pas précisé si ces appels visaient toutes les décisions de justice rendues samedi, ou seulement les acquittements.

Pour le journal indépendant al-Chorouq, "*Moubarak est condamné, son régime acquitté*" et "*les révolutionnaires sont à nouveau sur Tahrir*". (AFP 03.06)

2- Syrie

Le président syrien Bachar al Assad a énergiquement condamné dimanche le massacre de Houla qui a fait plus de 100 morts il y a dix jours et a appelé les Syriens à s'unir pour mettre fin à la crise qui secoue le pays depuis 15 mois.

Le chef d'Etat syrien, qui s'est rarement montré ou exprimé en public depuis le début de l'insurrection dans son pays, à la mi-mars 2011, a prononcé un discours d'une heure devant le Parlement, dans lequel il a redit qu'il continuerait à réprimer ses opposants décrits comme des terroristes chargés de mettre en oeuvre un complot étranger.

Il a parallèlement offert le dialogue aux opposants n'ayant pas pris les armes ou qui ne sont pas appuyés par l'étranger.

"*Cette crise n'est pas une crise interne. C'est une guerre extérieure menée par des éléments internes*", a déclaré le président syrien, qui semblait détendu. "*Si nous travaillons ensemble, je confirme que la fin de cette situation est proche.*"

"*Ce qui s'est passé à Houla (...) et ce que nous décrivons comme des massacres horribles et abominables, ou de véritables monstruosités, même des monstres ne commettent pas ce que nous avons vu*", a déclaré Bachar al Assad.

Pour Bachar al Assad, la Syrie subit une escalade du terrorisme en dépit des réformes politiques, comme la tenue d'élections législatives le mois dernier, et affronte une guerre venue de l'étranger.

"*Nous n'affrontons pas un problème politique parce que, si c'était le cas, ce parti proposerait un programme politique. Ce que nous affrontons est une (tentative de) semer le conflit intercommunautaire et l'instrument en est le terrorisme*", a dit Assad.

"*Le problème auquel nous faisons face est le terrorisme. Nous avons devant nous une vraie guerre venue de l'étranger*".

Les pays musulmans sunnites, notamment les monarchies du Golfe, soutiennent le soulèvement contre Bachar al Assad, un alaouite proche de l'Iran chiite et du Hezbollah.

Le chef de l'Etat syrien s'est dit prêt à renouer le dialogue avec les opposants, *"s'ils ne se sont pas livrés à des actes de terrorisme*" et s'ils ne sont pas soutenus par des puissances étrangères, a-t-il précisé.

"*Nous allons continuer avec fermeté à faire face au terrorisme, laissant la porte ouverte pour tous ceux qui veulent y renoncer*", a-t-il ajouté. "*J'exhorte tous ceux qui hésitent toujours à y renoncer, à prendre cette décision. L'Etat ne se vengera pas*".

Dans l'opposition, Abdelbaset Sida du Conseil national syrien, a estimé que le discours du président n'était que des paroles en l'air. (Reuters 03.06)

3- Irak

La crise politique qui accable l'Irak depuis des mois et paralyse l'action de son gouvernement donne des signes d'aggravation avec des appels répétés à la démission du Premier ministre Nouri al-Maliki, accusé d'être "*un dictateur*".

La crise, qui couvait depuis longtemps, s'est déclarée au grand jour en décembre, au moment du retrait des troupes américaines d'Irak. Le bloc Iraqiya, laïque mais dominé par les sunnites, a annoncé un boycott du gouvernement et du Parlement pour protester contre la monopolisation du pouvoir par M. Maliki, un chiite.

Celui-ci a de son côté tenté d'évincer le vice-Premier ministre Saleh Moutlak, membre d'Iraqiya, qui l'avait accusé d'être "*pire que Saddam Hussein*". Le même mois, un mandat d'arrêt a été délivré contre le vice-président Tarek al-Hachémi, accusé d'avoir fomenté des meurtres. M. Hachémi, qui appartient également au bloc Iraqiya, a fui le pays et son procès par contumace est en cours à Bagdad.

Les dirigeants kurdes ne sont pas en reste et le président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, a attaqué à plusieurs reprises le chef du gouvernement ces derniers mois. Le différend a aussi une dimension économique, avec un bras de fer sur la répartition des recettes pétrolières entre région et autorités centrales.

Le chef religieux radical chiite Moqtada Sadr, dont la formation fait partie du gouvernement, de même qu'Iraqiya et les Kurdes, a également rejoint en début d'année les rangs des détracteurs de M. Maliki, qu'il a lui aussi qualifié de "*dictateur*".

A l'inverse, le grand ayatollah chiite Kazem al-Haïri, qui vit en Iran, a semblé apporter son soutien à M. Maliki en déclarant, interrogé sur la crise politique, qu'il est "+*haram+ (interdit par l'islam) de voter en soutien à une personne laïque*".

Le ton s'est sensiblement durci ces dernières semaines, les détracteurs de M. Maliki évoquant désormais son éviction du gouvernement. Iraqiya a tenté de convaincre le président Jalal Talabani de lancer un vote de défiance.

"*Si Maliki reste Premier ministre, cela menace l'unité nationale et conduira à la division du pays, à la poursuite de la corruption et à plus de violations des droits de l'Homme*", a accusé samedi le vice-Premier ministre Saleh Moutlak, le qualifiant de nouveau de "*dictateur*".

"*Nous appelons les forces politiques (...) à s'unir pour (lui) retirer la confiance et mettre fin à la dictature rampante en Irak*", a-t-il ajouté.

"*Maliki doit changer, ou il sera remplacé*", a pour sa part prévenu récemment le chef de cabinet du dirigeant kurde Barzani, Fouad Hussein.

L'intéressé a pour sa part affirmé samedi à l'issue d'une rencontre avec des chefs tribaux de la province disputée de Kirkouk (nord) que ceux-ci lui avaient apporté leur soutien.

L'étirement en longueur du conflit politique n'est pas sans conséquence sur le travail des institutions qui apparaissent paralysées.

Le Parlement n'a adopté aucune loi importante ces derniers mois, à l'exception du budget, laissant notamment de côté un texte sur les hydrocarbures jugé crucial pour l'avenir du pays. Et une grande conférence nationale, envisagée en décembre afin de désamorcer ces tensions, n'a toujours pas eu lieu. (AFP 03.06)

4- Allemagne

Deux candidats peu connus ont été portés samedi soir à la tête de Die Linke (La Gauche) lors du congrès annuel du parti, qui se déroule à Göttingen sur fond de dissensions entre tenants du pragmatisme issus de l'ex-RDA et adhérents de l'Ouest, plus radicaux.

Bernd Riexinger, pour l'Ouest, et Katja Kipping, pour l'Est seront désormais aux commandes de la deuxième force de l'opposition parlementaire allemande, qui dispose de 76 des 622 sièges du Bundestag.

Die Linke a obtenu 11,9% des suffrages aux élections législatives de 2009 mais elle est depuis tombée à 7% d'intentions de vote, soit deux points de plus que le seuil nécessaire pour siéger au parlement.

Si elle tombait sous ce seuil aux législatives de septembre 2013, le SPD (sociaux-démocrates) et les Verts pourraient former une majorité au Bundestag avec seulement 45 à 46% des voix.

Dans les derniers sondages, ils totalisent 42%, tandis que la coalition de droite d'Angela Merkel (CDU/CSU et FDP) obtient 38% d'intentions de vote. Aucun des deux blocs n'obtiendrait la majorité absolue au Bundestag. (Reuters 03.06)

5- Israël

Israël est en train d'équiper des sous-marins fournis par l'Allemagne avec des missiles de croisière à têtes nucléaires, affirme l'hebdomadaire allemand Der Spiegel à paraître lundi.

D'après le magazine, Berlin a toujours nié que ces sous-marins puissent faire partie de l'arsenal nucléaire israélien.

Mais selon Der Spiegel, d'anciens hauts responsables du ministère de la défense allemand lui ont assuré que le gouvernement avait en fait toujours pensé qu'Israël équipait de munitions atomiques les submersibles d'attaque de classe Dolphin.

"*Je confirme que nous avons des sous-marins allemands, ce n'est pas un secret*", a déclaré le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères Yigal Palmor à l'AFP. (AFP 03.06)

Economie

Banques et institutions financières.

La mise en cause de la banque américaine JP Morgan Chase et de grandes maisons nippones dans des affaires de délit d'initiés a défrayé la chronique à Tokyo, attirant l'attention sur des fraudes dont les coupables, lorsqu'ils sont démasqués, s'en tirent souvent à bon compte.

Un gestionnaire d'actif, Asuka Asset Management, aurait eu vent de la transaction avant son annonce publique et aurait vendu l'action Nippon Sheet Glass à découvert, à prix fort, avant de la racheter à prix cassé une fois l'opération ébruitée.

Asuka Asset Management aurait empoché plus de 60 millions de yens au passage (600.000 euros au taux de change actuel). La SESC a recommandé à son autorité de tutelle, l'Agence des services financiers du Japon (FSA), de lui imposer une amende de 130.000 yens (1.300 euros).

"*Cette punition, c'est de l'argent de poche à l'échelle des marchés*", souligne Nicholas Smith, courtier chez CLSA, dans un

récent rapport sur le sujet.

JPMorgan Securities Japan, l'une des branches nippones de la banque américaine, était l'une des deux maisons chargées d'organiser l'émission capitalistique, avec tout le secret que cela implique.

La SESC a aussi demandé ces dernières semaines au régulateur d'infliger une amende de 80.000 yens (800 euros) à l'établissement nippon Sumitomo Mitsui Trust Bank et 50.000 yens à une filiale de cette banque, dans deux affaires similaires distinctes, pour avoir à chaque fois profité d'informations confidentielles pour spéculer.

Dans ces deux cas, l'institution chargée d'organiser l'opération sur les marchés n'était autre que le groupe financier Nomura, principale maison de courtage japonaise qui a confirmé faire l'objet d'enquêtes.

Les cas d'emprisonnement autour de délit d'initiés sont exceptionnels au Japon à l'inverse des Etats-Unis où une série d'arrestations retentissantes ont eu lieu ces dernières années, menant certains derrière les barreaux. Dans l'une des affaires les plus médiatisées, le gérant de fonds spéculatif Raj Rajaratnam a été condamné à onze ans de réclusion ainsi qu'à 150 millions de dollars d'amende et dommages et intérêts.

Le financier américain George Soros a été pour sa part définitivement débouté fin mars d'une requête déposée devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) contre la France, concernant une condamnation pour délit d'initié. Le Tribunal de grande instance de Paris l'avait initialement condamné à une amende de 2,2 millions d'euros, un montant réduit à 940.000 euros en 2007.

Le total des amendes infligées au Japon depuis cinq ans dans une bonne centaine d'affaires a atteint l'équivalent de 1,9 million d'euros. (AFP 03.06)

Si pour une escroquerie qui vous rapporte 600 000 euros vous payez une amende de 1 300 euros, c'est encourageant !

Soros a obtenu un abattement de 42,7% sur l'amende qui lui avait été infligée initialement. Donc, si vous avez une amende à régler, exigez qu'on fasse preuve à votre égard de la même mansuétude. J'oubliais, au titre de l'équité qui leur est si chère !

Haut de page

Le 5 juin

CAUSERIE

Pas grand chose à se mettre sous la dent aujourd'hui, du coup pas d'infos en bref.

Je fais volontairement l'impasse sur le contenu d'un certain nombre de déclarations dans la mesure où on pourrait trouver dans la bouche des mêmes auteurs des déclarations inverses à quelques jours ou semaines d'intervalle. Les membres du gouvernement ou les dirigeants du PS sont passés maîtres en la matière (de l'enfumage) à quelques jours du premier tour des législatives.

Je fais aussi l'impasse sur les informations en provenance d'Irlande, du Portugal, d'Espagne ou d'Italie où un jour ils sont prêts du chaos et de la banqueroute, pour le lendemain s'en sortir sans même l'aide de l'UE, voyez-vous cela.

Le gouvernement capitaliste français distribue quelques miettes ici ou là avant les législatives pour ensuite nous matraquer... Est-ce que cela marche ? Assez bien paraît-il, normal la plèbe est toujours aussi ignorante, en Grèce elle est même entrée dans un cycle d'auto-destruction pour être incapable de se hisser à la hauteur des tâches historiques qu'elle a à accomplir.

Inégalités sociales grandissantes.

Le développement du "*low cost*" correspond au travail "*low cost*", à la paupérisation de couches de plus en plus nombreuses de la population.

Le dernier en date : le TGV "*low cost*" en 2013. Une compagnie aérienne (Ryanair?) envisageait de faire voyager des passagers debout sur de courts trajets, Paris Londres par exemple.

Vous n'avez pas remarqué qu'avec la survie du capitalisme, tout ce qu'ils disent avoir "*démocratisé*", tout ce qu'ils ont rendu

accessible au plus grand nombre, tout ce qui avait valeur de progrès à un moment donné finit par se décomposer, devenir médiocre ou tomber en ruine un peu plus tard dans leur société, il en va ainsi de tous les métiers (enseignant, informaticien, technicien, etc.), de tous les services (transport, communication, information, etc.), y compris les besoins de base (alimentation, habillement, habitation, électricité, gaz, essence, etc.).

Pendant ce temps-là se développe une classe "*d'hyper riches*" pour lesquels des produits et des services spécifiques sont créés pour satisfaire leur soif de bien-être, leur goût du luxe, leurs fantasmes.

Le saviez-vous?

Nicolas Sarkozy avait eu à coeur d'améliorer, en janvier 2008, la convention fiscale entre la France et le Qatar. Selon l'article 12 de cet avenant (qui veut éviter la double imposition des résidents), il est prévu une niche fiscale qui exonère d'impôt les gains issus des biens immobiliers en France de l'État du Qatar ou ses entités publiques. (lepoint.fr 04.06)

En famille. Hollande réalise l'union nationale à lui tout seul !

François Hollande a entamé lundi une série de consultations des partis politiques représentés au Parlement avant le sommet du G20 au Mexique et celui de Rio sur le développement.

"*C'était une rencontre constructive. Nous nous sommes écoutés et maintenant j'espère qu'elle sera suivie d'effets. Il faut attendre les sommets en question et j'espère que le dialogue continuera*", a dit Pierre Laurent à sa sortie. François Bayrou a trouvé "*bien que le président de la République ait choisi ce chemin de réflexion et de consultation*". "*Je suis sensible qu'il fasse le choix de recevoir l'ensemble des responsables de partis politiques, y compris de l'opposition*", a dit Jean-François Copé sur France Inter. (lepoint.fr 04.06)

Par la voix de Pierre Laurent, le Front de Gauche "*attend*" quelque chose du G20, et les travailleurs devraient-ils en attendre autres choses que des mauvais coups supplémentaires ? On comprend pourquoi Mélenchon a dit qu'il n'était pas dans une "*opposition*" au gouvernement...

Hollande reçoit les dirigeants de l'UMP et du MoDem, normal, il est le président de "*tous les Français*", surtout les 200 000 millionnaires en euros que représentent ces partis... et le PS. Là aussi, Mélenchon tient le même discours en déclarant qu'il sera le député de "*tous les Français*" s'il est élu le 17 juin prochain.

Attendre quelque chose de ces gens-là, c'est se priver des moyens de les combattre ainsi que leur politique réactionnaire.

Au fait, on est bien reparti comme en 1981, n'est-ce pas ? (voir les causeries précédentes)

Bonaparte trône dans "***son palais***" et a son portrait depuis... 1848 ou le "***changement***" dans la continuité.

Le président "*n'a pas souhaité se faire photographier enfermé dans son palais*", a expliqué la directrice de cabinet du président Sylvie Hubac, et ne souhaitait pas non plus de "*photo posée*". (AFP 04.06)

La fausse modestie affichée pour tromper les naïfs nous donne envie de vomir. Il se veut insaisissable... On en reparlera après le 17 juin.

En attendant, on nous dit que la réalisation du portrait du président serait une "*coutume*", une "*tradition républicaine*" (Le Monde), "*un des éléments du rituel républicain*" (André Gunthert, enseignant-chercheur en histoire visuelle à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, EHESS) qui remonterait à Louis-Napoléon Bonaparte, le premier président de la République française, élu le 10 décembre 1848.

Tu parles d'une référence "*républicaine*", l'homme du coup d'Etat du 2 décembre 1851 qui rétablira l'Empire un an plus tard (moins un jour), il faudra attendre sa chute à Sedan face à Guillaume de Prusse le 2 septembre 1870 pour que la République soit proclamée à nouveau deux jours plus tard.

Les champions de l'esbroufe. C'est "***énorme***" !

Martine Aubry a estimé lundi qu'il y avait d'"*énormes marges de manoeuvre en faisant rentrer des impôts complémentaires*" de ceux "*qui ont tant de privilèges aux dépens des autres*", en commentant le rapport de Bercy préconisant 5 milliards d'euros d'économies de l'Etat chaque année.

Sur France 2, la première secrétaire du PS a observé que ce rapport de l'Inspection des finances, commandé par François Fillon

avant son départ de Matignon, "*nous explique qu'il faut réduire les déficits publics uniquement en réduisant les dépenses*".

"*Nous, nous pensons qu'il y a d'énormes marges de manoeuvre en faisant rentrer des impôts complémentaires*", a dit la maire de Lille. "*Il y a d'autres moyens que de réduire les dépenses*", même s'il faut "*bien gérer*", "*il faut d'abord faire rentrer des impôts complémentaires de ceux qui ont eu tant de privilèges aux dépens des autres*", a précisé la numéro un socialiste.

"*Rien qu'en refaisant cela, 2 milliards d'euros qui rentrent. Les revenus du capital qui paient les mêmes impôts que le revenu du travail, c'est quand même la moindre des choses, c'est 4 milliards qui rentrent par an*", a-t-elle ajouté. (AFP 04.06)

Cette annonce est à mettre en parallèle avec les quelque 20 à 25 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales dont bénéficient chaque années les entreprises et que le gouvernement n'a pas l'intention de remettre en cause, notamment. On pourrait ajouter la part des revenus du travail dans le PIB qui a diminué de 10% depuis 1981, soit l'équivalent de près de 50 à 200 milliards d'euros par ans (selon diverses interprétations) qui vont dans les poches des nantis et qu'Aubry n'envisage pas de leur soustraire. La taxation du capital concerne les dividendes d'actions, les actifs financiers, les biens immobiliers et l'épargne.

Je mets en ligne un document de la Commission européenne relatif à cette question qui confirme ce qui a été indiqué dans le paragraphe précédent.

Qui croit à la quadrature du cercle ?

La France parviendra à ramener son déficit public à 3% du PIB en 2013 "*sans mesure d'austérité*", a assuré lundi à Bruxelles le ministre français des Finances, Pierre Moscovici, au cours d'un point de presse commun avec le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn.

M. Moscovici a expliqué être venu assurer à M. Rehn que la France réaliserait son engagement vis-à-vis de la Commission, à savoir un déficit de 3% l'an prochain et l'équilibre budgétaire en 2017. (AFP 04.06)

Populisme.

Jean-Luc Mélenchon annonce vouloir citer directement Marine Le Pen devant le tribunal correctionnel de Béthune (Pas-de-Calais) "*pour les délits de manœuvre frauduleuse*" et pour "*publication d'un montage fait sans le consentement de M. Mélenchon*", à la suite d'un faux tract distribué par le Front national, a indiqué un communiqué du Front de gauche, diffusé lundi 4 juin.(lemonde.fr 04.06)

Salamalekoum camarades, que faut-il penser de cette misérable comédie ?

Le constat de Le Pen est juste en grande partie, seule les conclusions qu'elle en tire sont infâmes et condamnables, tandis que Mélenchon et les tiers-mondistes de merde s'emploient à nier ce constat pour en être les complices par leur refus de s'attaquer à la racine du racisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme : la survie du capitalisme avec son lot de précarité sociale, de pauvreté, de discriminations, de ghettos...

Actualité en titres

Comment l'ONU couvre ses propres crimes.

- Syrie: l'ONU met en garde contre une guerre civile "*catastrophique*" - AFP

- Syrie: Bachar al-Assad dénonce une guerre menée de l'étranger - Lexpress.fr

Il n'y a vraiment pas de quoi...

- Législatives : Jean-Marc Ayrault salue le vote des Français de l'étranger - LePoint.fr

Je n'ai pas été voté le 3 juin, j'ai estimé inutile d'armer le bras de notre bourreau.

La palme du grotesque et c'est un faible mot.

- Le député UMP Eric Raoult propose la candidature de Sarkozy au Nobel de la Paix - 20minutes.fr

Haut de page

Le 6 juin

CAUSERIE

Un mot avant d'attaquer la causerie du jour qui est plutôt consistante. En fait, la grille de lecture pour comprendre sur quelle position nous sommes.

Tous baissent leurs culottes, tous trouvent des prétextes pour brader nos besoins, tous sont prêts à des compromis intolérables avec notre ennemi. Tous acceptent le principe qu'il n'est pas possible dans la situation actuelle de satisfaire l'ensemble des revendications sociales des masses, tous sont prêts à se contenter de miettes pour certaines couches d'exploités, à se coucher devant le gouvernement, donc le patronat.

Nous, nous affirmons qu'un système économique qui est incompatible avec la satisfaction de nos revendications doit disparaître, voilà l'axe politique de notre combat, voilà notre objectif. S'en écarter, c'est abandonner le terrain de la lutte de classe du prolétariat au profit de celui de son ennemi, c'est se détourner du combat pour le socialisme. Soutenir le gouvernement, lui accorder le moindre crédit, entretenir en lui la moindre illusion, c'est trahir la classe, c'est se placer délibérément au côté de son ennemi, c'est pour nous inacceptable, non négociable. Avis aux amateurs !

Collaboration de classes. La lutte de classe suspendue à "*l'agenda*" du gouvernement. Lequel ? Comment, vous n'étiez pas au courant qu'il avait changé ? Peu importe en vérité.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a réuni mardi après-midi à Matignon les organisations syndicales et patronales pour préparer "*la grande conférence*" de juillet alors que des premières décisions sur une hausse du Smic et une réforme des retraites sont attendues.

Une semaine après les avoir reçus séparément à Matignon, le Premier ministre réunit cette fois autour de la table les numéros un des cinq organisations syndicales représentatives - CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC - et des trois patronales - Medef, CGPME, UPA - pour une "*conférence de méthode*".

"*La grande conférence, c'est le début d'un processus*", a souligné Michel Sapin, en rendant compte des travaux de la réunion. "*Tout commence en termes de discussions concrètes, de négociations, lorsque les partenaires sociaux se seront emparés eux-mêmes des sujets, tout commence en termes aussi de propositions de la part du gouvernement*", a-t-il ajouté.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a une nouvelle fois plaidé pour qu'elle s'accompagne d'un "*cadrage de la situation économique*" qui permette d'évaluer ce qu'il est possible de faire et de ne pas faire sans nuire à la compétitivité des entreprises françaises.

"*Il serait néfaste pour l'économie, dangereux pour les entreprises d'alourdir les prélèvements obligatoires qui reposent sur elles*", a-t-elle dit

"*Cet après-midi, on va arrêter les thèmes de la conférence*" du début juillet, a affirmé à son arrivée le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly qui "*ne s'attend pas des réponses sur le Smic ou les retraites aujourd'hui*".

Le président de la CFTC, Philippe Louis, attend lui un "*contrat social pour la mandature*".

Dès avant la grande conférence, le gouvernement doit trancher sur des sujets sensibles notamment sur un coup de pouce au Smic, une promesse de François Hollande et une demande forte de la CGT et de FO. M. Ayrault a déjà indiqué que la hausse serait inférieure à 5% (soit moins de 55 euros en net par mois, et 0,46 centime l'heure en brut).

S'agissant du smic, Jean-Marc Ayrault a indiqué la semaine passée que la hausse, "*juste et mesurée*", serait inférieure à 5%. Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, a souhaité qu'elle soit "*la plus proche possible*" de ce seuil. "*Si c'est un coup de pouce de 0,3%, les gens diront on se moque de nous*", a-t-il averti mardi.

Il s'agit, a dit Premier ministre, de ne pas déstabiliser les entreprises, notamment les PME.

Une forte hausse du smic mettrait aussi à mal les finances de l'Etat, avec ses répercussions sur la masse salariale de la fonction publique au sens large (Etat, collectivités, hôpitaux) - quelque 890.000 agents sont au niveau du salaire minimum - et surtout les allègements de charge sur les bas salaires.

"*Surtout pas 5%! Ce sont des centaines de milliers d'emplois qui risquent de disparaître*", s'est exclamé le président de la CGPME, Jean-François Roubaud. Quelle hausse vous conviendrait? "*Moi, ce serait 0% de coup de pouce!*", a-t-il lancé, plaidant pour le maintien de "*la compétitivité*" des entreprises.

Le débat global sur les retraites sera ouvert à conférence de juillet et déjà M. Sapin a exclu un retour à 60 ans pour tout le monde: "*Chacun sait très bien qu'aujourd'hui ce n'est pas possible*". (AFP 05.06)

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, s'est pour sa part félicité de la méthode du gouvernement mais a souhaité que la conférence ne se contente pas d'être le début d'un cycle de dialogue "*sans qu'on ait à l'horizon des dates plus précises pour des décisions concrètes*."

"*La situation économique et la situation sociale imposent que le gouvernement, le législateur, sache prendre ses responsabilités lorsque la situation l'impose*", a-t-il dit.

Toutes les parties ont été unanimes pour saluer la qualité du dialogue engagé pour préparer l'échéance des 9 et 10 juillet.

Le président François Hollande ouvrira le lundi 9 juillet les travaux de la grande conférence sociale qui doit permettre de lancer, en concertation avec le patronat et les syndicats, les premiers grands chantiers de son quinquennat. (Reuters 05.06)

L'intervention de Mailly résume bien l'attitude que les syndicats comptent avoir envers le gouvernement pendant les 5 ans à venir.

1- Le 16 mai par l'AFP, on apprenait que FO demandait une augmentation de 250 euros, soit un Smic mensuel net à 1.340 euros. (causerie du 17 mai)

2- Une semaine plus tard, Sapin fait savoir qu'il n'en est pas question et que Mailly le sait très bien. (causerie du 24 mai)

3- Ayrault confirme le 4 juin une revalorisation autour de 46 centimes de l'heure, l'équivalent de 50 euros, et Mailly de souhaiter qu'elle soit "*la plus proche possible*" du seuil de 5%, soit 50 euros... ce que Ayrault propose !

4-Conclusion : Mailly propose 250 euros, Ayrault propose 50 euros, soit, Mailly abandonne les 250 euros et reprend à son compte les 50 euros d'Ayrault comme si cela venait de lui et les 250 euros passent à la trappe au passage ! Mieux, connaissant cette saloperie, en fait la revendication de 50 euros venait des ouvriers eux-mêmes, donc Mailly a fait du bon boulot, il n'a rien à se reprocher, ajoutons que le POI pourra ainsi voter comme un seul homme la prochaine résolution du bureau confédéral en se couvrant avec les arguments de Mailly.

C'est le genre de comportement qui me dégoûte au plus au point, ce bureaucrate n'a aucune dignité, il brade ouvertement les besoins de notre classe, quelle pourriture aurait dit Engels !

Comment croyez-vous que les choses se sont passées après le 10 mai 81 ? Exactement de la même manière. Tous les partis dits ouvriers et tous les syndicats ont soutenu le gouvernement sans même avoir à s'en cacher tellement ils étaient tous subordonnés au régime en place rendu plus présentable, fréquentable du fait qu'il y avait une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Vous voulez un autre exemple illustrant la méthode du gouvernement et ses complices ?

Mailly a fait savoir le mois dernier qu'il était contre l'inscription du "*dialogue social*" dans la Constitution, car il estime que cela serait contraire à l'idée qu'il se fait de l'indépendance syndicale, patati patata, et quand Sapin déclare que "*la grande conférence (du 9 et 10 juillet), c'est le début d'un processus*" qui couvrira la durée de la mandature de Hollande, ce qui en fait revient au même, il n'y voit aucun inconvénient.

On pourrait ajouter un dernier mot : ces bureaucrates pourris trouvent normal de participer à une conférence avec le gouvernement et le patronat engageant l'avenir des travailleurs, pendant qu'une bonne partie de ces derniers sont en vacances ou ont l'esprit ailleurs à ce moment-là de l'année.

Thibault qui n'est pas en reste, demande au gouvernement, au législateur, de prendre leurs responsabilités, c'est exactement ce qu'ils vont faire pour le compte des ennemis de la classe ouvrière, dans son dos avec le soutien de l'ensemble des diirgeants syndicaux et la boucle est bouclée.

Il s'agit pour eux de dresser de nouveaux obstacles à la lutte de classe des travailleurs qui refusent de nouveaux sacrifices...

Comment entretenir l'illusion plus longtemps que le gouvernement serait de gauche ? L'heure des comptes a sonné.

Le président du conseil national du Front de gauche, Pierre Laurent, a évoqué mardi sur LCI une augmentation du smic de 46 centimes (0,46 euro) l'heure.

"*Nous, on est plutôt à 2 euros de l'heure en plus. Donc, on est loin du compte dans les propositions gouvernementales*", a ajouté le responsable du PCF.

Rappelant que le FG était favorable à un smic mensuel de 1.700 euros brut, ce qui est, selon lui, à la fois "*nécessaire et possible*", M. Laurent a déploré que "*visiblement, on n'en est pas là*".

Pierre Laurent a été reçu lundi par le président François Hollande.

Interrogé sur une participation de ministres du FG au gouvernement socialiste après les élections législatives, il a répondu qu'il fallait pour cela que les "*idées du Front de gauche*" soient prises en compte.

"*Pour le moment, on nous dit non. Effectivement, dans ces conditions, ça ne paraît pas possible*", a-t-il dit.

"*Peut-être que les élections législatives vont changer cette situation*", a-t-il toutefois ajouté. (AFP 05.06)

Qui sait, il paraît que les miracles existent !

Le "***godillot***" de service à la manoeuvre.

1- Mélenchon a déjà troqué le rouge pour le rose !

"*Je ne vous cache pas qu'il est émouvant de retrouver un homme de gauche dans le bureau de François Mitterrand. Pour moi, c'est un moment un peu spécial, je ne vais pas le cacher*", a dit Jean-Luc Mélenchon à la presse dans la cour de l'Elysée.

Jean-Luc Mélenchon a souligné les "*ressentis communs*" avec François Hollande, "*un homme de gauche*" qui pourra compter sur lui.

"*J'ai redit au président de la République que le jour où il faudra résister, nous serons là*", a-t-il déclaré.

"*Nous ne manquerons pas à l'appel. De la même manière, ce n'est pas nous qui ferons tomber un gouvernement de gauche. Nous critiquerons, nous ferons notre rôle de parlementaire, mais nous ne sommes pas des adversaires politiques*".

"*D'alliance il n'en est pas question, nous ne sommes pas venus là pour ça*", a-t-il affirmé. "*A quoi bon rajouter du rose sur du rose, ça ne servirait à rien. Je crois qu'on va être utile dans notre rôle d'intervention, d'amendement*".

Pour lui le meilleur scénario serait une majorité relative pour le PS, qui aurait alors besoin des voix du Front de gauche pour faire voter les textes, comme c'est le cas au Sénat.

"*C'est ça qui créé l'obligation de discuter. Sinon, ceux qui se sentent tout puissants ne se sentent obligés à rien*", a-t-il résumé. "*Tandis que s'ils ont des partenaires qui sont en état de faire la décision, la discussion est obligatoire et ça c'est bon pour la vie démocratique du pays et d'un Parlement, sinon c'est sinistre un parlement de godillots*".

"*Nous serons beaucoup plus utiles au pays et à la gauche en étant à l'Assemblée un groupe autonome, conquérant, qui va de l'avant, qui fait des propositions, qui des fois en fait passer, d'autres fois non. C'est cela notre utilité, notre valeur ajoutée pour le pays et pour la gauche*", a-t-il argumenté.

Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard ont souligné les points de convergences avec François Hollande, notamment sur le maintien de la Grèce dans la zone euro. (Reuters 05.06)

Nous, nous sommes des adversaires déclarés et déterminés de ce gouvernement capitaliste qui estime qu'augmenter le smic au-delà de 46 centimes de l'heure est impossible, car cela mettrait en péril la compétitivité des entreprises, répondant ainsi favorablement aux besoins du patronat. Notre place est au côté des masses exploitées, pas au côté de son ennemi quel que soit le masque qu'il revêt ou l'apparenence sous laquelle se présentent ses représentants.

Nous sommes de farouches adversaires de l'euro, nous sommes de farouches opposants à toute intervention armée en Syrie, nous sommes des ennemis à mort de l'ONU que soutiennent Hollande, Laurent et Mélenchon.

2- Hier en meeting à Hénin-Beaumont. Il a déjà "***tourné la page***".

Hollande «*président*» n'est plus le Hollande candidat attaqué par Mélenchon pendant la campagne: «*Je ne confonds pas le président de la République, homme de gauche, et le chef de parti que j'ai connu*», dira-t-il. Et l'ex-sénateur PS d'expliquer aux siens: «*Sur le plan de la tactique, je vous appelle à tourner la page. A distinguer le président de la République du Parti socialiste.*» Et si la France est «*attaquée*» par la finance et qu'Hollande décide de «*passer à une ligne de résistance, nous serons là*». (libération.fr 05.06)

En réalité rien ne distingue Hollande du PS, ce n'est qu'une nouvelle illusion. Vous aurez remarqué au passage son aveu dans la dernière phrase, Hollande n'est pas sur une "*ligne de résistance*" à la finance, ce qui n'empêche pas Mélenchon de le soutenir. Si l'art de la politique c'est prévoir de quelle manière va évoluer le capitalisme mondial, l'escroquerie politique consiste à adapter sa tactique avec des "si".

Tout ce qu'il a pu dire sur Hollande et son programme, c'était comme le morceau de viande fait pour attirer les mouches, c'était juste pour le faire élire, tant pis pour ceux qui l'ont cru, ce n'était qu'une mauvaise farce : pas touche au président !

C'est ce genre d'illusionnistes, qui se fout pas mal du sort des travailleurs, qui les dégoûtent ou les détournent de la politique, ce type-là est un fossoyeur de la lutte de classe.

En fait, les travailleurs qui se tournent vers le FdG ou le FN ont le même état d'esprit, en désespoir de cause ils sont prêts à suivre n'importe qui du moment qu'on leur sert ce qu'ils veulent entendre sans se poser davantage de questions. Ils marchent dans le piège qui leur est tendu. Qui en est responsable ? Le POI, le NPA ou LO qui sont incapables de s'adresser aux masses exploitées, qui par conséquent ne leur inspirent pas confiance. Leurs dirigeants le veulent-ils vraiment ? Ma conviction est non.

Actualité en titres

Pour qui et avec qui ils gouvernent ?

- La sécurité de la communauté juive sera renforcée - AFP

- Affaire Merah: les familles des victimes juives reçues par les juges - AFP

Le lobby sionisme est omniprésent, rien n'a changé de ce côté-là non plus.

- Etudiants étrangers: la nouvelle circulaire assouplit les règles de séjour - AFP

L'aristocratie estudiantine, quoi !

- Ayrault réunit syndicats et patronat pour préparer la grande conférence de juillet - AFP

La famille des privilégiés, quoi !

- François Hollande consulte les partis avant des sommets mondiaux - Reuters

Leurs intérêts ne peuvent pas être les nôtres.

Leur justice

- Viol, torture et barbarie: Le procès du petit-fils du fondateur de la Maison du caviar reporté? - 20minutes.fr

- Prison pour l'un des deux chômeurs voleur de yacht -lefigaro.fr

Dans la première affaire, le fils d'un notable, dont le chef d'accusation repose sur une atteinte grave à la personne sur deux jeunes femmes, est libre.

Dans la seconde, les deux pauvres types sont condamnés à de la prison, alors qu'ils ont ramené là où il l'avait emprunté

sans l'endommager son jouet à un millionnaire. Le yacht vaut 1,5 million d'euros.

J'ai pris la peine de lire ces deux articles, pas seulement par curiosité, mais pour mettre en évidence le fonctionnement de leur justice. Quand on dit qu'il faut liquider la Constitution, cela inclut leur justice de classe qui en fait partie.

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Des milliers d'Egyptiens ont afflué de nouveau mardi place Tahrir, dans le centre du Caire, pour dénoncer ce que les révolutionnaires de 2011 présentent comme le "*détournement*" de la révolution qui a chassé Hosni Moubarak.

Le verdict du procès de l'ancien "*raïs*", condamné samedi à la prison à vie pour la mort de 850 manifestants lors de la révolution de janvier-février 2011, catalyse la colère.

"*Non à Morsi, non à Chafik, la révolution est à mi-chemin*", pouvait-on lire mardi sur une pancarte brandie par un manifestant.

Mais les divisions de la rue s'aiguisent à mesure qu'approche le scrutin. Parmi les milliers de protestataires qui s'étaient déjà réunis lundi place Tahrir, certains appelaient au boycott du vote, d'autres se querellaient avec des islamistes sur la question de soutenir ou non Mohamed Morsi.

"*Ni Chafik ni Morsi ne sont bons. Il faut qu'ils se retirent de la course présidentielle. L'un appartient à l'ancien régime, tandis que l'autre n'a aucune expérience politique et a le programme d'un groupe islamiste. Les deux hommes vont détruire ce pays*", a déclaré Arafa Mohamed, 21 ans, présent mardi place Tahrir au milieu de milliers de manifestants.

Le Mouvement du 6-Avril et les partis libéraux ou centristes, en appelant au rassemblement de mardi, ont réclamé que le processus électoral soit gelé jusqu'au vote d'une loi empêchant Ahmed Chafik de se présenter.

Les Frères musulmans ont déclaré se joindre à la manifestation, mais n'appellent pas à un report du scrutin.

Le seul point d'accord de tous les manifestants de Tahrir concerne Ahmed Chafik, symbole des "*feloul*", comme sont nommés les représentants de l'ancien pouvoir. Mais ils restent divisés sur le cas de Mohamed Morsi et sur son aptitude à défendre la révolution, comme il l'a assuré devant les électeurs.

Les discussions entre Morsi et deux autres candidats éliminés au premier tour, le représentant de la gauche nassérienne Hamdine Sabahi et l'islamiste dissident Abdel Moneim Aboul Fotouh, arrivés respectivement troisième et quatrième du scrutin, n'ont pas permis de déboucher sur un soutien clair de ces derniers au candidat des Frères.

Sabahi et Aboul Fotouh ont rejeté les résultats de l'élection en dénonçant des irrégularités et demandent la création d'un conseil présidentiel, probablement pour y figurer.

Les Frères musulmans considèrent que l'instauration d'un tel organe serait contraire à la Constitution mais Morsi a proposé de nommer des vice-présidents extérieurs à la confrérie.

A eux deux, Sabahi et Aboul Fotouh ont réuni environ 40% des suffrages des électeurs inscrits au premier tour et leur soutien pourrait s'avérer crucial.

Les partisans d'Ahmed Chafik, eux, font profil bas. Beaucoup d'électeurs de l'ancien Premier ministre se comptent parmi ceux qui se sont réjouis de la chute du "*raïs*" mais sont lassés de la révolution, souhaitent le retour de l'ordre public et s'inquiètent pour la marche de l'économie.

On trouve parmi eux des libéraux et des chrétiens coptes qui redoutent l'arrivée au pouvoir d'un islamiste, même si Morsi assure que les Egyptiens resteront libres de leurs opinions ou de leur port vestimentaire. (Reuters 05.06)

Social

France

La CFDT ne cesse de prendre du poids. Pour la 5ème année consécutive, la centrale syndicale a vu son nombre d'adhérents progresser en 2011. Au total, la CFDT comptait, au 31 décembre 2011, 863.674 adhérents, indique Hervé Garnier, secrétaire national de la CFDT, dans un communiqué reçu mardi.

Le calcul est fait sur la base de huit cotisations payées par adhérent au cours de l'année, ce qui est une "*moyenne*" constatée par la centrale, compte tenu des impayés, des entrants et des sortants en cours d'année, indique le syndicat. (lexpansion.com 05.06)

Comment interpréter politiquement cette information ? Le prolétariat et le mouvement ouvrier (y compris son avant-garde officielle) sont profondément corrompus par le capitalisme et ils le resteront aussi longtemps que les masses auront les moyens de vivre comme avant. Et il n'est pas dit que même lorsque cette échéance aura sonné ils sauront trouver la voie du socialisme, il suffit d'observer ce qui se passe en Grèce pour en être convaincu. Il en faudra plus, il faudra une catastrophe qui menace l'existence de la civilisation pour que les intellectuels (les enseignants essentiellement) renouent avec le marxisme, une guerre. Vous voyez autre chose qui serait susceptible de les obliger à revoir entièrement leur copie, moi, je n'en vois pas.

L'incurie politique devenue légendaire de nos dirigeants est masquée par bien des artifices, leur participation à la lutte de classe fait illusion, leurs critiques envers le régime n'est qu'une façon de brasser du vent pour tromper les crédules ou les fonctionnaires petits-bourgeois qui y trouvent leur compte.

Que ceux, qui ne comprennent pas ce genre de discours qui se veut lucide, qu'ils trouveront sans doute outrancier ou déplacé, lisent ou relisent attentivement Marx et Engels ou encore Lénine qui se sont exprimés sur la nature du prolétariat et du mouvement ouvrier au fil de la lutte des classes dans des termes beaucoup plus violents encore, à juste titre.

Ne cherchez pas ailleurs que chez nos dirigeants l'origine de la situation politique actuelle, la classe ouvrière et particulièrement les ouvriers et les employés n'y sont absolument pour rien, quant aux trahisons de la social-démocratie et du stalinisme elles remontent à 98 et plus de 80 ans en arrière, les mettre en avant aujourd'hui pour expliquer l'impasse dans laquelle nous nous trouvons est le meilleur témoignage qui soit de la faillite politique de ceux qui ont prétendu les combattre, en leur accordant qu'ils en aient eu véritablement l'intention un jour.

Economie

1- G7

Les ministres des Finances et les banquiers centraux du G7 se sont entendus pour travailler de concert à résoudre les problèmes affectant la zone euro mais n'ont publié aucun communiqué commun à l'issue d'une téléconférence convoquée en urgence.

"*Les ministres des Finances et les banquiers centraux du G7 ont examiné les développement de l'économie mondiale et des marchés financiers et les réponses politiques qui sont à l'étude, y compris les progrès vers une union fiscale et budgétaire en Europe*", a indiqué le Trésor américain dans un communiqué.

"*Les dirigeants des principaux pays européens ont exprimé des points de vue très déterminés (...) Nous leur avons demandé de prendre des mesures l'une après l'autre pour soulager non seulement notre anxiété mais aussi celle des marchés financiers*", a déclaré le ministre japonais des Finances Jun Azumi, à des journalistes à Tokyo. (Reuters 05.06)

2- UE. Allemagne.

Le gouvernement allemand a élaboré un programme pour l'Europe qui mise sur les potentiels du marché commun et des réformes structurelles, mais pas sur une relance à crédit.

C'est le ministère de l'Economie, tenu par le libéral Philipp Rösler, qui a élaboré ce programme intitulé "*Plus de croissance pour l'Europe: emploi, investissements, innovations*", dont l'AFP a obtenu copie.

Ce document de huit pages, qui reprend des thèmes fréquemment évoqués par la chancelière Angela Merkel ces dernières semaines, doit être soumis aux partenaires européens de l'Allemagne, dont beaucoup réclament, à l'instar de la France, une stimulation de la croissance pour accompagner la rigueur budgétaire à l'ordre du jour en Europe.

Il doit aussi servir de base aux négociations avec les partis allemands d'opposition dont Berlin doit obtenir le soutien pour le vote au Bundestag du pacte européen de discipline budgétaire.

"*La croissance pérenne ne s'achète pas avec des programmes de dépenses publiques, ni avec des interventions étatiques qui biaisent la concurrence, ni avec une politique monétaire trop expansive*", selon le texte.

Pour le reste, les pays de l'UE sont invités à "*mettre en place des conditions favorables à l'activité entrepreneuriale*", accélérer les privatisations, réformer leur marché du travail.

Contrairement à ce qu'écrivait mardi le quotidien Handelsblatt, se basant manifestement sur une autre version, le texte ne mentionne pas la taxation des marchés financiers.

Or le parti social-démocrate SPD, dont Mme Merkel doit s'assurer le soutien au Bundestag pour faire adopter le pacte budgétaire à la majorité requise des deux tiers, l'exige comme condition à son feu vert. "*Si rien ne bouge là-dessus, nous ne voterons pas 'oui'*", a martelé mardi un responsable du parti, Frank-Walter Steinmeier.

Eurobonds, union bancaire... un jour peut-être

Berlin reste opposé aux euro-obligations, instrument de mutualisation de la dette défendu par la France et d'autres partenaires européens, mais qui selon l'Allemagne ne pourront voir le jour que dans "*de nombreuses années*".

Fin de non-recevoir allemande aussi à une utilisation directe par les banques des mécanismes de secours de la zone euro, le FESF et le MES, ou à une ouverture des vannes de la Banque centrale européenne (BCE).

Quant au sujet amplement discuté cette semaine d'une "*union bancaire*", Mme Merkel a certes paru lui ouvrir la porte en admettant qu'il serait discuté par les Européens lors de leur prochain sommet fin juin, mais pour elle ceci s'inscrit dans le cadre d'une réflexion de long terme sur l'avenir de l'UE.

"*Un tel pas doit être bien réfléchi*", a d'ailleurs mis en garde mardi le chef de file des députés de son parti, Volker Kauder. (AFP 05.06)

3- Espagne

L'Espagne a reconnu mardi que les marchés lui sont fermés alors que les grands argentiers du G7 ont évoqué lors d'une conférence téléphonique les progrès en vue d'une union budgétaire et financière en Europe sur fond de nouveaux signaux de rechute en récession de la zone euro.

"*La prime de risque signifie que l'Espagne n'a pas d'accès au marché*", a dit le ministre espagnol du Trésor sur la radio Onda Cero.

Selon lui, les banques espagnoles devraient être recapitalisées grâce à des "*mécanismes européens*", une position qui tranche avec la doctrine jusqu'alors défendue par les autorités qui considéraient pouvoir lever des fonds pour renflouer leur système bancaire.

Dans son édition à paraître mercredi, le quotidien allemand Die Welt écrit cependant que des responsables européens envisagent de proposer à l'Espagne une ligne de crédit du FESF afin de lui permettre d'assainir son secteur bancaire.

Le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a appelé à plusieurs reprises l'Europe à adopter des mesures urgentes, comme la reprise des rachats d'obligations souveraines ou l'injection de liquidités par la Banque centrale européenne.

L'Espagne doit encore refinancer 82 milliards d'euros de dettes cette année, et aider ses régions autonomes à payer 16 milliards d'euros d'intérêts de la dette au second semestre 2012.

Elle doit en outre trouver 19 milliards d'euros pour recapitaliser Bankia et pourrait étendre cette mesure à l'ensemble du secteur bancaire en fonction des résultats d'un audit indépendant en cours.

Madrid défend l'idée d'un plan européen d'aide directe aux banques, sans que le gouvernement ait à en formuler la demande, mais elle se heurte sur ce point aux réticences de l'Allemagne.

La Commission européenne exposera mercredi ses propositions en matière de traitement des banques en situation de faillite, un pas dans la direction d'une union bancaire que la BCE réclame pour affermir l'avenir de l'euro.

Mais ce projet qui passe par une coordination renforcée entre les pays de la zone euro, ne devrait pas voir le jour avant 2014, trop tard pour que l'Espagne puisse en bénéficier. (Reuters 05.06)

Haut de page

Le 8 juin

CAUSERIE

Dans cette page. J'ai créé une nouvelle rubrique en fonction de l'actualité : *Sur les banques en Europe, la BCE et l'UE politique.*

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site hier parce que j'ai subi une petite opération à un pied le matin, et de retour chez moi, après déjeûner je me suis trouvé mal ce qui m'a contraint à me reposer. J'avais pratiquement achevé le boulot quand on a encore eu à se coltiner des emmerdements avec les frères de mon épouse quatre jours avant son départ en France. Elle a fini par leur dire que c'étaient des abrutis finis et des dégueulasses et qu'elle ne voulait plus les voir, je ne suis pas intervenu.

Quand on voit comment se comportent des personnes soi-disant évoluées ou qui possèdent un certain niveau de conscience, vivre au quotidien avec des gens arriérés au possible, une notion qui vous échappe ou qui ne veut peut-être rien dire pour vous je n'en sais rien, c'est une source d'emmerdements infinis, sans issue, qui vous bouffe l'existence au point de les rendre infréquentables ; sachant qu'ils ne peuvent concevoir avec vous que des rapports de profit à leur avantage, il suffit de faire en sorte de leur faire comprendre qu'ils n'ont rien à attendre de vous pour ne plus les voir. Or nous avons eu la faiblesse ou la générosité de leur venir en aide à de multiples reprises et d'entretenir de ce fait entre nous des rapports sur des bases pourries dont ils n'ont cessé de profiter. Dorénavant c'est définitivement terminé.

Quand mon épouse est en Inde, ils passent toutes les semaines chez nous uniquement dans le but de lui soutirer quelque chose, ils lui pourrissent littéralement son séjour, quand elle est retournée en France je n'en vois plus aucun pendant des mois car avec moi les choses se passent autrement, il ne me soutire rien, c'est moi qui décide de leur donner (ou prêter) quelque chose en les mettant face à leurs responsabilités et gare à eux s'ils s'avisaient de vouloir me rouler.

Dans le passé ils nous ont tous piqué du fric en passant par mon épouse, ils l'avaient amadouée, c'était leur soeur, maintenant qu'elle est toujours faible à cause de son opération du coeur et qu'elle a besoin de repos et de calme, elle se rend compte à quel point ils sont pourris jusqu'à l'os, ils sont asocials parce qu'ici en Inde la notion même de société n'existe pas, n'a jamais existé, ne s'est jamais développée ou seulement chez les classes supérieures pour justifier leur pouvoir sur l'immense masse de prolétaires arriérés, et encore c'est accorder généreusement une qualité aux classes dominantes qui en réalité ne concernent qu'une infime minorité de ses membres, et encore dans certaines conditions seulement.

Quand on dit que l'homme n'a pas encore commencé à écrire consciemment sa propre histoire, on ne réfléchit pas forcément à tout ce que cela implique, on se contente d'une formule creuse comme le font la plupart des militants, tenez en priorité les tiers-mondistes qui font de la propagande en faveur de l'immigration illégale et qui sont incapables d'évaluer les conséquences en terme de rapports entre les classes de l'existence d'une masse considérable d'arriérés à caractère asocial, dont l'éducation, la culture, la mentalité et le comportement sont guidés par ce caractère dont ils ne se délivrent pas par miracle parce qu'ils ont changé de pays, c'est un leurre de croire le contraire, de la même manière que lorsqu'on considère comme acquis chez pratiquement n'importe qui un certain niveau de conscience, l'histoire de la lutte des classes du XXe siècle est là pour en témoigner si nécessaire, mais ces militants ou plutôt leurs dirigeants l'ignorent au profit d'une conception romantique ou teintée d'humanisme de l'histoire au nom de l'internationalisme prolétarien plutôt comme s'ils étaient obligés de se donner une bonne conscience, on se demande franchement pourquoi ou ce qu'ils ont à se faire pardonner de si important, peut-être de ne pas avoir été foutu de construire un nouveau parti communiste et une nouvelle Internationale digne de ce nom.

J'essaie dans tous mes rapports de toujours me placer sur le terrain de la lutte des classes. Je ne pense pas que favoriser dans la société telle qu'elle existe aujourd'hui le développement d'une masse asociale manipulable et susceptible de grossir les rangs du lumpenprolétariat puisse servir notre cause, cela sert plutôt les intérêts des ennemis du prolétariat, pour moi qui cotoies au quotidien cette masse asociale c'est une évidence.

Je fais une distinction entre l'ouvrier qui a acquis un certain niveau de conscience, l'ouvrier arriéré qui possède néanmoins certaines valeurs républicaines ou démocratiques (le milieu ouvrier dans lequel j'ai été élevé en France), l'ouvrier asocial qui n'en possède aucune (le milieu ouvrier que je cotoie en Inde), et pour finir celui qui a déjà rejoint les rangs du lumpenprolétariat. On ne peut avoir de relations qu'avec les deux premières catégories, c'est leur évolution qui conduira les deux autres à les rejoindre, seule une révolution sociale et politique pourra réaliser cette transformation.

Je sais que je traite là un sujet sensible, je l'aborde lucidement sur le plan de la lutte des classes et non sur le plan émotif ou individuel. Je n'ai pas besoin de justifier mon comportement parce que je n'ai pas besoin de prétexte pour me donner bonne conscience. Quand mon intégrité ou de celle de mon épouse est remise gravement en cause, je vous fais part simplement de cette expérience et la façon dont je l'aborde sans jamais mépriser personne car ce serait absurde. Maintenant vous le comprenez ou non, ce n'est pas mon problème.

Le combat que je mène est particulièrement ingrat et ne me procure aucune satisfaction personnelle, le plus souvent à contre-courant des idées dominantes, et c'est parce que j'en ai parfaitement conscience que je résiste à la tentation de plier, de brader mes principes, de me vautrer dans des compromis honteux comme savent si bien le faire nos dirigeants.

Comment ils violent les règlements qu'ils ont eux-mêmes institués. Question : dans quel objectif ?

Une option intermédiaire est à l'étude, a fait savoir mercredi le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung. Il s'agirait de verser directement de l'argent provenant du fonds de secours européen dans le Fonds public espagnol d'aide au secteur bancaire (Frob).

"*Il est impossible sur le plan juridique de prêter directement au Frob mais on peut prêter au gouvernement espagnol*" avec l'obligation de rediriger les fonds vers le Frob, souligne cette même source.

Ce serait ainsi le secteur financier qui se retrouverait sous la pression des bailleurs de fonds et non plus le gouvernement espagnol. (AFP 06.06)

Déjà que l'économie et plus encore la finance sont des domaines difficiles à aborder, on a parfois du mal à s'y retrouver tant leurs annonces sont contradictoires. Cela ne doit pas nous rebuter pour essayer de comprendre ce qui se passe et leurs réelles intentions. Cela demande une attention toute particulière qui nous fait défaut parfois. Or, il nous faut faire cet effort pour au moins cerner quelle tendance se dessine à travers leurs décisions ou les perspectives qu'ils tracent, tout en se méfiant des fausses annonces qui relèvent de la propagande ou qui ont pour unique objet de faire pression sur tel ou tel acteur.

On ne va pas revenir ici sur la question de la dette des Etats que chacun connaît par coeur, on va s'intéresser à une autre question que la BCE et la Commission européenne mettent en avant de concert : une union bancaire européenne. Qu'est-ce que c'est ? Comment cela fonctionnerait-il ? Pour quoi faire ? Pourquoi ? Qu'est-ce que cela recouvre ? A quel moment précis sortent-ils cela ?

Je n'ai pas eu le temps encore de me documenter pour répondre précisément à ces questions. Cependant on peut tenter une première approche.

On sait qu'ils visent la destruction des Etats-nations à travers la construction de l'Union européenne dans le but d'instaurer un Nouvel ordre mondial. On sait qu'ils rencontrent de nombreux obstacles sur cette voie, précisons qu'ils ne se réduisent pas à la résistance des peuples ou de la lutte de classe du prolétariat, pour l'essentiel ils proviennent du développement du capitalisme dans chaque pays et de la concurrence que se livrent les capitalistes entre eux.

Si chaque crise se traduit par la disparition ou l'absorption des capitalistes les plus faibles par les plus puissants, cela vaut dans tous les secteurs économiques, y compris la banque et la finance. Maintenant quand on observe de quelle manière se sont développés les Etats-Unis à partir du début du XXe siècle, comment ils sont parvenus à absorber les éléments disparates qui prédominaient sur ce vaste territoire au XIXe siècle pour ne plus former qu'un seul Etat, on s'aperçoit qu'ils y sont parvenus sur le plan politique sous l'égide d'un cartel des banquiers les plus puissants à la tête déjà de gigantesques conglomérats industriels, ce sont les JPMorgan, Rockefeller et Cie qui ont modelé l'Etat américain, qui ont imposé une forme de pouvoir à la tête de l'Etat et au sein des institutions où le prolétariat est totalement inexistant, mais qui par défaut ou par faiblesse a été dénommé démocratie, alors qu'en réalité il s'agit d'un régime dictatorial aux mains et au service de la Fed et de Wall Street. Ce sont les banquiers américains les plus puissants qui font et défont les présidents américains, qui décident quelle politique le gouvernement doit mener dans le pays et à travers le monde, ils détiennent le Congrès et le Sénat depuis que la Fed existe, rien n'échappe à leur pouvoir. Il existe bien des dizaines de milliers de banquiers moins importants aux Etats-Unis, mais leur existence et leur sort tient au bon vouloir du cartel qui domine la Fed.

En Europe, rien de tout cela existe ou presque. Depuis le traité de Maastricht (1992) et l'instauration de l'euro (1999), ils tentent de marcher à pas forcés sur les traces des Américains mais ils se trouvent confrontés à des obstacles quasi insurmontables du fait de l'histoire et de la composition particulière de chaque capitalisme dans chaque Etat. Tandis qu'aux Etats-Unis c'est le monopole d'un cartel de banquiers qui impose sa loi à tout le pays, il n'existe rien de tel dans l'UE.

Ils sont en train de se rendre compte que s'attaquer aux Etats par le biais de la dette a ses limites, c'est là que le facteur de la lutte de classe se rappelle à leur bon souvenir ou rejaillit à la surface violemment. Certes, le climat permanent de crise qu'ils ont instauré a permis d'atteindre certains objectifs comme l'amplification de l'exploitation des travailleurs ou encore l'affaiblissement ou la liquidation de capitalistes dans certains secteurs d'activité, maintenant il s'agit pour eux de s'attaquer à la tête du capitalisme, aux banques et aux institutions financières, secteur qu'il leur faut épurer pour que les plus puissants imposent leur loi à tous, comme cela se produisit un siècle plus tôt aux Etats-Unis. Ils ont mis au point un certain nombre d'instruments, parmi eux Bâle I, II et III ou encore les séries de tests qu'ils infligent à toutes les banques pour finalement décider celles qui méritent d'être sauvées et celles qui doivent disparaître ou se soumettre à la loi du plus fort. Le problème, c'est que même dans ce secteur économique, sa structure organique diffère de ce qu'elle était aux Etats-Unis au moment de la fondation de la Fed.

Je ne voudrais pas dire de bêtise, mais il semble que le pouvoir soit davantage concentré entre quelques mains aux Etats-Unis qu'en Europe. De la même manière qu'il existe une concurrence plus féroce entre capitalistes en Europe du fait qu'ils sont plus nombreux dans un même secteur d'activité. Sur le vaste territoire américain et le premier marché mondial en terme de PIB

par habitant, il n'existe que trois constructeurs automobiles américains en concurrence, Ford, GM et Chrisler, alors qu'ils sont encore plus du double en Europe pour un marché comparable. Certes, certains constructeurs européens ont disparu depuis 30 ans ou ils ont été absorbés, mais est-ce suffisant ?

Pour revenir à notre sujet, cette question se pose également au niveau de la concentration des capitaux détenus par les banques dans chaque pays : a-t-elle atteint un niveau suffisant pour que l'aristocratie financière impose sa loi à tous les Etats, impose les rapports sur lesquels doit fonctionner l'UE, donc réaliser une fédération politique d'Etat calquée sur le modèle américain, bref, achever la construction de l'Union européenne qui dépossèderait tous ses peuples de leurs droits et de leur histoire respectif, niant la lutte de classe du prolétariat européen depuis le milieu du XIXe siècle, d'où le rôle capital de sa résistance à ce processus.

(je reprends en fin de soirée cette analyse rédigée le matin.)

Je n'ai pas vraiment eu le temps de penser à ce que j'avais écrit ce matin, cependant j'ai trouvé un enchaînement qui me semble intéressant. Nous en étions restés à l'aristocratie financière qui veut parachever sa dictature, en passant par l'épuration et la restructuration du secteur bancaire en Europe. La BCE et la Commission européenne viennent de déclarer qu'elles étaient favorable à une union bancaire européenne et j'ai essayé d'expliquer quelle en était la finalité politique.

Maintenant reprenons le mécanisme qui nous a conduits à la situation actuelle en y associant l'information précédente sur les banques. Il se compose de plusieurs phases :

1- Ils ont commencé par faire monter la dette de l'Etat qui a pour créancier les marchés et les banquiers ;

2- Ensuite ils ont imposé l'austérité qui s'est traduit par un appauvrissement de la population tandis que certains s'enrichissaient rapidement ;

3- L'insolvabilité des clients des banques a entraîné leur quasi-faillite, qui à son tour a entraîné celle de nombreuses entreprises faisant grimper le chômage à un niveau insupportable ;

4- La BCE est venue au secours des banques ainsi que les Etats déjà fortement endettés, rendant la situation encore plus inextricable pour ne pas dire incontrôlable ou explosive sous bien des aspects ;

5- Les marchés ont fait en sorte que les banques soient vulnérables pour rendre leur renflouement indispensable par les Etats, la dette que les contribuables doivent payer, une façon comme une autre de racketter la population laborieuse, par tous les bouts.

6- En poussant les banques à la faillite, ils ont réussi à faire disparaître les plus faibles ou à les rendre dépendantes de la BCE, ce processus est encore en cours.

7- L'orientation de la BCE et de la Commission européenne pourrait consister à accélérer ce processus de concentration bancaire ou plutôt, n'ayant pas réussi ou se rendant compte qu'il serait dangereux de s'attaquer frontalement à certaines banques parce qu'elles entretiennent des rapports entre elles ou qu'elles ont des intérêts en commun, ils pourraient opter pour la formation d'un cartel bancaire européen sous l'égide des banques les plus puissantes qui se chargeraient elles-mêmes de faire discrètement le ménage dans leur milieu.

On poursuivra plus tard cette analyse en voyant quels obstacles politiques ils demeurent pour avancer dans cette voie. Bien des questions restent en suspens comme par exemple les rapports entre la BCE et cette union bancaire européenne si toutefois elle voit le jour un jour. Sur le plan politique, ils ont évoqué la transformation de la Commission européenne en un gouvernement européen, dont les membres ne sont pas élus à ce jour, et l'élection au suffrage universel d'un président de l'UE.

(La suite rédigée en partie ce matin et cet après-midi)

Encore quelques réflexions tenant compte des derniers développements ou déclarations.

On a vue que mettre les banques en danger poussait à imposer l'union politique, et les sauver nécessitait un renfort de l'union budgétaire des Etats.

Les Allemands viennent d'affirmer que l'union politique soutendait une union budgétaire selon le figaro.fr. Pour Berlin, «*les eurobonds ne peuvent être qu'un point d'aboutissement alors que nous considérons que ce devrait être un point de départ*», a souligné Hollande. Merkel a répliqué selon la même source : vous voulez les eurobonds, chiche, mais en contrepartie nous réclamons l'union politique, seule susceptible de garantir que l'Allemagne ne sera pas seule à faire des réformes et à payer pour ceux qui n'en font pas.

Si je comprends bien, c'est le rapport de force économique établi entre chaque Etat et dominé par l'Allemagne qui doit dicter les contours de cette "union politique" afin que Berlin conserve son hégémonie au sein de l'UE, ce qui signifie au passage que la liquidation pure et simple des Etats dans un nouvel Etat qui engloberait au départ tous les pays de la zone euro n'est pas pour demain ou que cette perspective politique est irréalisable à court terme. On pourrait ajouter qu'il en sera de même de l'union bancaire européennne qui présenterait les mêmes inconvénients que les eurobonds.

Thomas Klau, analyste politique à l'European Council on Foreign Relations (ECFR) apporte une précision sur la question de l'union politique de l'UE, en rappelant que l'Allemagne est opposé à un schéma politique défendu par la France donnant aux gouvernements le premier rôle : «*pour les Allemands, cette vision néogaulliste est inefficace, en permettant un veto, et insuffisamment démocratique parce que le Conseil n'est responsable devant aucun parlement européen*». (lefigaro.fr 07.06)

Le souci de Merkel n'est pas d'inscrire la construction dans un processus démocratique, chacun l'aura compris, mais au contraire d'interdire son expression par le rejet des peuples d'un ou plusieurs Etats de mesures conduisant à une plus grande intégration dans l'Union européenne et la perte de leur souveraineté. On a à l'esprit que leur objectif final est d'interdire aux peuples de l'UE d'intervenir directement sur le fonctionnement et l'orientation de la politique réactionnaire l'UE, de leur interdire toute forme d'expression politique qui viendrait contrecarrer leur plan constituant un chaînon du Nouvel ordre mondial auquel les maîtres du monde aspirent.

Ce qui est intéressant ici, c'est que lorsque Merkel rejette l'idée que le Conseil de l'Europe constitué des chefs d'Etat qui ont des comptes à rendre à leur peuple respectif et seraient tentés de s'opposer à certaines mesures particulièrement impopulaires dans leur pays, elle estime qu'il serait possible de palier à cet inconvénient en passant par le parlement européen boycotté par la moitié des électeurs à chaque élection et n'ayant de compte à rendre finalement à personne, excepté leurs commanditaires : les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises.

Tout renforcement du pouvoir du parlement européen ne peut se faire qu'au détriment des parlements nationaux qui n'auraient plus qu'un rôle subsidiaire à remplir et qui seraient au final dénués de tout pouvoir. La boucle serait ainsi bouclée et les Etats-Unis d'Europe fonctionneraient plus ou moins sur le modèle américain avec un gouvernement fédéral dont le président serait élu selon des modalités proches de celui existant en Amérique, le parlement européen remplirait la fonction du congrès, la Commission européenne qui serait étoffée et les pouvoir étendus celui du sénat, l'union bancaire européenne sous l'égide de la BCE ou formant une seule entité correspondrait à la Fed...

Il leur reste encore de nombreux obstacles à franchir avant de parvenir à leur fin, par exemple à ce jour il n'existe aucune harmonisation fiscale au sein de l'UE et l'épuration au sein du capitalisme et des banques est loin d'être achevée ou parvenue à un niveau permettant d'afficher leur complémentarité, de faire en sorte que certaines banques et entreprises en Europe agissent comme des monopoles imposant leur loi à toutes les autres.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite) "***Ça se fera plus discrètement***".

Le Qatar reste un partenaire incontournable de la France au Moyen-Orient, même si ses dirigeants n'auront sans doute pas le même degré d'intimité avec le président socialiste François Hollande qu'avec son prédécesseur de droite, Nicolas Sarkozy.

Le Premier ministre du Qatar l'a confirmé à sa manière jeudi, à l'issue d'un entretien de plus d'une heure avec le nouveau chef de l'Etat français, quelques heures avant de voir son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

"*Les relations entre les deux pays sont des relations institutionnelles, pas personnelles (...) C'est une relation étroite*", a dit Cheikh Hamad bin Jassim Al Thani, alias "*HBJ*".

Des diplomates proches de la gauche plaident certes pour un rééquilibrage des rapports avec ce micro-état immensément riche du Golfe Arabo-persique, dont Nicolas Sarkozy, fort de relations personnelles avec l'émir et le Premier ministre qataris, avait fait une sorte de joker diplomatique.

Ils s'appuient sur la nécessité, à leurs yeux, de donner des gages à des acteurs arabes majeurs comme l'Arabie saoudite et l'Algérie, agacés par l'activisme omnidirectionnel de l'émirat.

Mais l'ancien ambassadeur Denis Bauchard, spécialiste du Moyen-Orient et auteur d'un livre sur "*Le nouveau monde arabe*", parie pour sa part sur une continuité de la coopération déjà très ancienne entre la France et le Qatar.

"*Ça se fera plus discrètement et de manière moins ostensible mais ça va continuer*", a-t-il déclaré à Reuters.

Ce que paraît confirmer un conseiller diplomatique de François Hollande : "*Il n'y a pas de raison de remettre en cause une*

relation bilatérale, dès lors qu'elle est fondée sur des principes sains et des objectifs partagés."

Le Qatar, moins de 12.000 km2 et deux millions d'habitants dont un dixième de nationaux, possède les troisièmes réserves de gaz naturel du monde, dont il est le premier exportateur. Il produit aussi environ 1,2 million de barils de pétrole par jour. (Reuters 07.06)

"*Ça se fera plus discrètement et de manière moins ostensible mais ça va continuer*", cela vaut sur le fond pour l'ensemble de la politique réactionnaire de Sarkozy que Hollande entend poursuivre.

On comprend pourquoi Hollande n'a rien contre les riches.

Laurent Fabius, Marisol Touraine, Jérôme Cahuzac et Michèle Delaunay sont assujettis à l'ISF. Sylvia Pinel, elle, a refusé de communiquer ses informations.

Deux autres ont été redevables de l'ISF, mais ne l'étaient plus l'an dernier: Michel Sapin et le chef du gouvernement, Jean-Marc Ayrault. Quant à Arnaud Montebourg, il est sûr de ne pas avoir pas payé l'ISF depuis six ans, mais sa mémoire flanche pour les années précédentes.

Inutile, en revanche, de demander aux intéressés des précisions sur les montants acquittés... (lexpress.fr 06.06)

Ah ces bourgeois ! Il faut être aveugle pour ne pas voir que ce gouvernement est étranger à la classe ouvrière, aucun des partis qui le composent, PS, PRG et EE-LV ne peut revendiquer son appartenance au mouvement ouvrier.

Comment légitimer à l'avance la politique du gouvernement. Mode d'emploi.

François Hollande ouvrira le lundi 9 juillet les travaux de la grande conférence sociale qui doit permettre de lancer, en concertation avec le patronat et les syndicats, les premiers grands chantiers de son quinquennat.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a réuni mardi les partenaires sociaux pour en caler l'ordre du jour et la méthode de travail. (Reuters 06.06)

Le cadre : un diagnostic partagé de la situation établi sur la base d'un rapport de forces favorable à la classe qui détient le pouvoir : la classe des capitalistes. C'est bien sur la base des besoins spécifiques de cette classe que les dirigeants syndicaux acceptent de discuter avec le gouvernement et le patronat, autrement dit brader nos droits.

Retraite. Pourquoi ce double langage des dirigeants syndicaux ?

Titre d'un article de presse : Retraite à 60 ans : les syndicats satisfaits, en attendant plus. - libération.fr 06.06

Qu'est-ce à dire ?

- La plupart des organisations syndicales ont exprimé leur satisfaction après l'annonce par le gouvernement du retour partiel à la retraite à 60 ans. Certaines n'hésitent cependant pas à alerter sur des points spécifiques, insuffisamment pris en compte à leur goût. (id)

Et de multiplier les "*points spécifiques*" qui posent problèmes, car en réalité c'est l'ensemble des travailleurs qui se trouvent spoliés de leurs droits à la retraite par rapport à la situation antérieure à 2010 ou 2004 du fait que les contre-réformes successives n'ont pas été abolies par le gouvernement. Tous les syndicats ont accepté de discuter avec le gouvernement sur la base de 41 annuités qu'il leur a proposée et impossibles à atteindre pour des centaines de milliers de travailleurs, des millions avant un âge avancé, donc bien au-delà de 60 ans.

On aura compris que c'est parce qu'aucun syndicat ne défend le retour à 37,5 annuités qu'ils sont obligés d'employer ce double langage, tandis que le gouvernement s'appuie sur les contre-réformes des retraites adoptées par le RPR-UMP depuis 1997.

En résumé, le gouvernement, que certains osent qualifier de "*gauche*", engage des "*discussions*" avec les syndicats sur la base des lois votées par le parti de l'ordre que les dirigeants syndicaux acceptent, légitimant une nouvelle fois les contre-réformes sur les retraites conformément à leur fonction de lieutenant de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier.

Ils veulent la peau de l'idiot utile.

Jean-Marc Ayrault a battu jeudi la campagne dans le Nord Pas-de-Calais où il a apporté un soutien marqué au socialiste Philippe Kemel qui affronte à Henin-Beaumont Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) et Marine Le Pen (FN).

Au cours de son périple, juste avant de tenir un meeting commun à Lille avec la première secrétaire du PS Martine Aubry, le Premier ministre s'est rendu à Libercourt, commune située dans la circonscription de M. Kemel (la 11e), pour lui manifester en personne son "*soutien de tout coeur*".

M. Kemel, dont la désignation comme candidat PS aux législatives a donné lieu à polémique sur la sincérité de la consultation des militants de la fédération, doit ferrailler avec M. Mélenchon et avec Mme Le Pen.

Plus tard, M. Ayrault et Mme Aubry lui ont renouvelé leur soutien. C'est un "*candidat 100% majorité présidentielle*", qui ne se présente "*pas uniquement pour se faire une promotion et être dans les médias*", a dit M. Ayrault, allusion à M. Mélenchon. (AFP 07.06)

Dans les deux derniers sondages parus hier, Le Pen arriverait en tête suivie de Kemel, Mélenchon arriverait en troisième position.

Comment le POI soutient le gouvernement Hollande-Ayrault. (suite)

Pour le comprendre il suffit de lire l'éditorial de D. Gluckstein du n°203 d'Informations ouvrières dans lequel il reprend un extrait de la déclaration adoptée à l'issue de leur meeting du 3 juin :

" *C'est quand même incroyable : nous n'avons pas encore de gouvernement qui a pris de décisions, nous n'avons pas encore d'Assemblée nationale, mais nous avons déjà un gouvernement du FMI et de l'Union européenne qui vient chez nous dicter la politique de destruction du capital financier.*"

Tout d'abord, "*chez nous*", connaît pas monseur le philistin, je ne me reconnais pas dans leur pays, dans leur société, vous peut-être, apparemment semble-t-il, vous vous êtes trahi ! J'aurais dit : en France, dans le pays où nous sommes, dans ce pays, etc. Continuons l'essentiel est ailleurs.

Ah ben ça alors, voyez-vous cela, le gouvernement n'aurait pas déjà annoncé la couleur de sa politique réactionnaire (Smic, retraites, fonction publique, chômage, précarité, paiement de la dette, aide aux banques, Syrie, etc.) passons sur le fait qu'il attend le lendemain des législatives pour nous matraquer, ce que Gluckstein sait pertinemment mais feint d'ignorer parce qu'il en est le complice avec son parti, comme s'il fallait attendre quelque chose de bon de la prochaine Assemblée nationale!

Souvenez-vous camarades qu'en 2005 lors du référendum sur le TCE, la quasi-totalité des députés s'étaient prononcés pour le oui, 92% exactement, Assemblée nationale composée essentiellement de députés de l'UMP et du PS, comme demain. Souvenez-vous également, comment le PS qui détient la majorité au sénat s'y est pris dernièrement pour faire adopter le texte sur le MES, en s'abstenant, ce texte étant adopté par la minorité de l'UMP.

Et les travailleurs devraient attendre quelque chose de ces gens-là ? Gluckstein se fout ouvertement des militants et des travailleurs. Question : pour qui roule le POI ? En fait il fait feu de tout bois, la suite le prouve une nouvelle fois.

Un grossier mensonge.

Dans son éditorial il cite un second passage de cette déclaration dans laquelle on peut lire ceci :

"*Chacun le sait : le Parti ouvrier indépendant n'a pas donné de consigne de vote.*"

Faux, menteur, la preuve, Informations ouvrières n°198 page 8 :

"*Discussion à l'issue du 1er tour de la présidentielle.*

Claude Jenet, secrétaire national, rappelle que dans son comité du Vaucluse, il y a eu des discussions : faut-il appeler à voter Hollande ? Il rappelle que depuis le début, le POI a mis en avant la nécessité de chasser Sarkozy et sa politique."

Jenet a répondu qu'avancer "*la nécessité de chasser Sarkozy et sa politique*" revenait à appeler à voter Hollande, il n'y a que les lobotisés pour couvrir ce grossier mensonge.

Citation : "*beaucoup de* "lobotomisés", *s'ils ne montraient plus d'anxiété ni de violence, devenaient apathiques (…)* " (la Recherche, juil.-août 1974, p. 655) Apathique du cerveau !

Certains se demanderont peut-être comment peut-on militer dans un parti et accepter de telles méthodes de la part de ses dirigeants ? Sans doute parce que la plupart des militants du POI sont sur la même longueur d'onde que leurs dirigeants et ont appelé à voter Hollande, jésuitiquement ou ouvertement, voilà tout.

Ajoutons que leur campagne entamée début mars pour le rejet du TSCG est un bide retentissant, ils ont récolté 52 000 signatures en plus de trois mois, l'équivalent de 6 signatures par adhérents plus les leurs (sur la base de 7 500 adhérents), soit deux signatures par adhérent et par mois !

En voilà encore qui carburent à la méthode Coué ou qui se nourrissent d'illusions, dommage ! Dommage pour les militants et travailleurs en quête d'un parti sérieux où militer.

Actualité en titres

Manipulation des masses. Le PS passé maître en la matière... avec la complicité des médias.

- Hollande est-il trop reposant ? - LePoint.fr

- Moscovici: "*culot immense*" de Fillon quand il critique le gouvernement - AFP

- Hollande séduit-il plus de journalistes que ses prédécesseurs? - L'Express.fr

- La '*normalité'* de François Hollande, ' *vrai changement ou coup de com*' - LeMonde.fr

- Hollande a dopé le moral des Français - L'Expansion.com

- Retraites: retour partiel à 60 ans, première brèche dans la réforme de 2010 - AFP

- Le gouvernement est-il trop à gauche? - L'Express.fr

- Hollande ira voir Chirac - L'Express.fr

Ils vont bien se marrer autour d'une tête de veau, le plat favori de Chirac... Les veaux ne sont pas forcément ceux auxquels l'on pense, la primeur revient à ceux qui ont appelé à voter Chirac au second tour en 2002 et Hollande en 2012, ce ne sont pas forcément les mêmes, mais ils sont bien issus du même tonneau !

Par principe le vol est illégitime !

- "*Les riches coupables par principe? C'est blessant*" - L'Express.fr

Assurément ! Ajoutons, coupables et responsables.

INFOS EN BREF

Politique

1- Russie

L'adoption, ce mercredi, d'une loi instaurant des amendes considérables pour punir les participants et organisateurs d'actions de protestation en cas de troubles a provoqué l'indignation en Russie.

Le parti au pouvoir, Russie unie, à l'origine du texte, entendait le faire adopter avant le prochain grand rassemblement d'opposants, prévu le 12 juin.

Ce projet de loi enfreint grossièrement le droit constitutionnel des citoyens à organiser des rassemblements pacifiques

Les amendes prévues en cas de rassemblement non autorisé ou en cas de troubles à l'ordre public lors de manifestations ayant reçu l'aval des autorités, peuvent aller jusqu'à 300 000 roubles (7300 euros) pour les personnes physiques, 60 fois plus qu'actuellement. Pour les personnes morales -les organisations politiques par exemple-, l'amende peut atteindre un million de roubles (plus de 25 000 euros). (lexpress.fr 06.06)

2- Syrie

2.1- La Russie et la Chine ont fait paraître mercredi un communiqué commun sur la crise syrienne.

La Russie et la Chine se sont dites mercredi "*résolument contre*" toute intervention étrangère et un changement de régime en Syrie, dans un communiqué commun à l'issue de la visite à Pékin du président russe, Vladimir Poutine. "*La Russie et la Chine sont résolument opposées à des tentatives en vue de régler la crise en Syrie par le moyen d'une intervention militaire étrangère, de même qu'en vue d'imposer (...) un changement de régime*", est-il déclaré dans le communiqué. (lepoint.fr 06.06)

2.2- Un fonds de 300 millions de dollars a vu le jour mercredi à Doha pour aider le soulèvement contre le régime.

Des hommes d'affaires syriens, réunis mercredi à Doha, ont annoncé la création d'un fonds de 300 millions de dollars pour soutenir le soulèvement contre le régime du président Bachar el-Assad. Ce fonds est destiné à "*structurer les opérations de soutien et d'appui de la révolution syrienne*", a annoncé Mustapha Sabbagh, président du nouveau Syrian Business Forum (SBF). (LePoint.fr 06.06)

Social

1- France

Le taux de chômage a augmenté trois fois plus vite au premier trimestre 2012 (+ 0,3 point) et concerne désormais 9,6% de la population active en France métropolitaine - 10% avec les départements d'outre-mer -, atteignant ainsi les niveaux très dégradés de 1999.

"*On est dans un scénario de nette montée du chômage. On dépasse ce trimestre le précédent pic de fin 2009 pour retrouver les niveaux de 1999*", commente Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français des Conjonctures économiques (OFCE).

Les chiffres provisoires des créations nettes d'emploi diffusés par l'Insee en mai avaient été étonnamment positifs au premier trimestre. L'aggravation du chômage est cette fois "cohérente au regard de la croissance nulle" et des 61.000 destructions d'emploi attendues sur le premier semestre, souligne M. Plane.

Les statistiques de l'Insee diffusées jeudi montrent une aggravation du taux de chômage des 15-24 ans, à 22,5%, ce qui représente 630.000 jeunes au chômage.

La dégradation affecte également les plus de 50 ans, dont le taux de chômage augmente dans la même proportion (+0,2 pt) à 6,6%, avec 498.000 personnes.

Point positif, le taux d'emploi des seniors (55-64 ans), plus nombreux à rester au travail sous l'effet des réformes successives des retraites, poursuit sa progression (+0,7 pt sur un trimestre, +3 pt sur un an), à 43,5% de la classe d'âge. Depuis 2003, il a grignoté 7 points.

Globalement, le taux d'emploi diminue de 0,1 pt pour s'établir à 63,8%.

Le recours au chômage partiel, qui avait baissé au dernier trimestre 2011, double quasiment en un trimestre pour concerner près de 100.000 personnes, "*signe que les carnets de commandes des entreprises sont en chute*", note M. Plane. (AFP 07.06)

2- Italie

Le taux de chômage irlandais a atteint, à 14,8%, son plus haut niveau depuis le début d'une crise financière en 2008, selon des chiffres publiés jeudi par l'Office central des statistiques (CSO). (Reuters 07.06)

3- Grèce

Le taux de chômage en Grèce a atteint un nouveau record à 21,9% en mars alors que la crise de la dette et la profonde récession dans laquelle est plongé le pays continué de plomber le marché du travail, ont montré jeudi les données de l'institut statistique ELSTAT.

Les coupes budgétaires imposées par l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) en échange de leur soutien financier ont entraîné une vague de fermetures et de faillites d'entreprises.

Le taux de chômage en Grèce est presque le double de la moyenne des 17 pays de la zone euro, ressortie à 11% en mars. (Reuters 07.06)

Economie

1- BCE

La BCE a décidé mercredi de prolonger sa politique accommodante en faveur des banques en leur offrant des liquidités à taux fixe et montant illimité au moins jusqu'au 15 janvier 2013. Les prêts à une semaine et un mois sont prolongés jusqu'au 15 janvier 2013 pour le moment, a annoncé son président Mario Draghi. Les prêts à trois mois, que la BCE devait arrêter de proposer fin juin, sont prolongés jusqu'en décembre 2012. (AFP 06.06)

2- Espagne

2.1- Fitch Ratings a annoncé jeudi avoir abaissé la note souveraine de l'Espagne de trois crans, de A à "BBB", et a laissé entendre qu'un nouveau déclassement n'était pas exclu à moyen terme en plaçant sa note sous perspective négative.

Fitch explique sa décision en évoquant le coût budgétaire probable de la restructuration et de la recapitalisation du secteur bancaire espagnol. L'agence l'évalue entre 60 milliards d'euros (6% du PIB) et 100 milliards (9% du PIB), ce dernier montant correspondant à un scenario de stress plus sévère, au lieu des 30 milliards de l'hypothèse basse.

Le fait que la note reste en catégorie d'investissement s'explique par le fait que l'économie espagnole reste relativement diversifiée et par sa stabilité sociale et politique, en dépit d'un chômage très élevé. (Reuters 07.06)

2.2- Le rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur les banques espagnoles montrera que ces dernières ont besoin d'une injection de capital d'au moins 40 milliards d'euros, ont dit jeudi à Reuters deux sources du secteur financier.

Ce rapport, qui doit être publié lundi, va souligner que le secteur bancaire a besoin au total de 90 milliards d'euros mais que les établissements en bonne santé sont capables de supporter eux-mêmes une partie de cette somme, a dit l'une des deux sources. (AFP 07.06)

Haut de page

Le 9 juin

CAUSERIE

Trois sujets très vite.

1- J'ai mis en ligne dans la *Tribune libre* le document *Déliquescence de l'Union européenne*. (M'PEP), il s'agit d'une étude américaine réalisée en Europe sur l'interprétation que font les peuples de la situation sociale et politique actuelle. Je n'ai pas le temps d'analyser les commentaires du M'PEP, mais vous pouvez m'envoyer vos réflexions sur ce document.

2- Il règnerait en France une "*atmosphère ouatée, vaporeuse*" selon *Libération*, à croire que le pays s'est déjà mis à l'heure de la Mimolette, avatar de la "*force tranquille*". On a hâte d'être au lendemain des législatives...

3- Si vous avez lu l'article *Le Fonctionnement de la FED* du portail http://www.institutdelabourse.fr), vous êtes en mesure de comprendre dans quelle direction ou quelle évolution ils comptent faire prendre à l'Union européenne sur les plans économique et financier. Vous pouvez trouvez cet article dans le site à la page économie à l'adresse http://www.luttedeclasse.org/dossier/fed_1_2011.pdf

Hier j'ai une nouvelle fois osé un parallèle ou un rapprochement entre le modèle de la société américaine et celui qui est en train de se développer au sein de l'Union européenne, en estimant qu'ils voulaient calquer ou adapter le modèle américan à l'UE, ce qui est flagrant depuis la création de la BCE, puis de l'euro, sans parler de la politique économique ou les orientations financières qui sont des répliques de la politique américaine, avec un décalage plus ou moins prononcé dans le temps s'agissant la mise ne place de structures remplissant les mêmes rôles que celles qui existent aux Etats-Unis.

Reste à voir comment cette dictature du capital financier s'est mise en place sur le plan politique, c'est ce qui intéresse davantage

les militants qui sont sur le terrain. Par l'emprise du pouvoir politique par deux partis politiques représentant les intérêts de la classe des capitalistes selon leurs secteurs d'activité quand ils ne sont pas en concurrence dans le même secteur. Ce processus fut achevé au détour du XXe siècle aux Etats-Unis, donc précéda officiellement la création de la Fed qui détient le pouvoir.

Je n'ai pas en tête l'histoire des Etats-Unis où de chaque pays, alors hier soir j'ai pris le temps de vérifier que je n'avais pas écrit de bêtises la veille, et à ma grande surprise ou presque je me suis aperçu que non, sauf au niveau des institutions où le Congrès recouvre ce qu'on appelle en France le Parlement, le Sénat et la Chambre des représentants.

La suite demain si j'ai le temps, car je dois préparer le départ de Magueswary en France lundi soir, m'atteler au renouvellement de mon visa et je dois retourner à l'hôpital pour mon pied. Il y a aussi la météo qui s'emmêle avec de forts coups de vent et de la pluie, donc des coupures de courant à répétition, j'ai dû attendre 1h30 du matin pour aller me coucher, je suis crevé. Bon je vous laisse je vais à l'hôpital. Bon week-end à tous.

Hollande, la voix de l'ONU.

- Le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) tire la sonnette d'alarme dans son cinquième rapport sur les perspectives écologiques de la planète (GEO-5), rendu public à deux semaines du sommet dit Rio+20, au Brésil, qui sera l'une des réunions internationales les plus importantes qui soient consacrées à l'environnement ces dernières années. (Reuters 06.06)

Deux jours plus tard.

- La France et l'Europe doivent montrer l'exemple et s'engager contre le réchauffement climatique dans un monde qui risque de se détourner de la cause environnementale du fait de la crise économique, a déclaré vendredi François Hollande.

Le président a également appelé de ses voeux la création d'une agence spécialisée de l'ONU en charge de l'environnement, proposée de longue date par la France, et qui pourrait être installée à Nairobi, au Kenya, siège du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). (Reuters 08.06)

Société à la dérive. Manque de temps, manque d'argent = qualité de vie de plus en plus médiocre.

Repas sur le pouce dans un fast-food ou une saladerie chic, sandwich du boulanger, salade en barquette de la supérette: le snacking représente près de 3 repas sur 4 hors domicile et est devenu un poids lourd de la restauration, avec plus de 30 milliards d'euros de ventes.

Les enquêtes auprès des consommateurs le prouvent: dans environ 75% des cas, quand ils poussent la porte d'un établissement pour y déjeuner ou dîner, ils entrent dans un fast-food, une sandwicherie, un traiteur. Et dans un cas sur quatre seulement, dans un restaurant traditionnel avec service à table. (AFP 08.06)

Nouvel ordre mondial.

Parmi les participants de la dernière réunion en date du Groupe de Bilderberg qui s'est tenu à Chantilly, USA, du 31 mai au 3 juin 2012, on trouve les noms suivants :

- Henri de Castries, Pdg du groupe AXA
- Nicolas Baverez, Associé, Gibson, Dunn & Crutcher LLP
- Pierre André de Chalendar, Pdg de Saint-Gobain
- Jean-Dominique Senard, Pdg de Michelin
- Erik Izraelewicz, Pdg du journal Le Monde
- Christophe Béchu, Sénateur, Président du Conseil général de Maine-et-Loire
- Anousheh Karvar, Secrétaire nationale de la CFDT.

(source : Réseau Voltaire 03.06)

Actualité en titres

Vite dit, non-dit !

- Montebourg veut agir vite pour protéger les sites rentables - Reuters

De nouveaux cadeaux en perspectives aux patrons... Et pour accompagner la fermeture de ceux qui ne le sont pas ? Les critères définissant l'utilité d'une entreprise ont-ils changé depuis le 6 mai ? Non, le profit.

INFOS EN BREF

Economie

1- Banque

Dexia a franchi vendredi une nouvelle étape de son démantèlement en cédant sa filiale turque Denizbank, mais la banque franco-belge va perdre plusieurs centaines de millions d'euros dans l'affaire, pourtant négociée à un prix supérieur à celui déboursé à l'achat en 2006.

L'acquéreur, la banque semi-publique russe Sberbank, va débourser 6,47 milliards de livres turques (2,8 milliards d'euros) pour racheter 99,85% des parts de Denizbank.

Au final, la cession pourrait rapporter jusqu'à 7,09 milliards de livres turques (3,1 milliards d'euros), si l'opération est finalisée au quatrième trimestre pour prendre en compte l'évolution de son actif net.

Pour autant, ce prix supérieur aux 2,6 milliards d'euros payés par Dexia pour s'offrir Denizbank il y a six ans est un trompe-l'oeil: entretemps, la livre turque s'est appréciée de 50% par rapport à l'euro et, surtout, le groupe franco-belge avait payé au prix fort son implantation en Turquie.

Dexia avait ainsi acheté en 2006 75% de la banque turque pour 1,8 milliard d'euros, soit trois fois sa valeur comptable, avant d'acquérir par la suite la quasi-totalité des parts restantes. Or, dans l'accord avec Sberbank, le prix retenu représente seulement 1,33 fois la valeur comptable de Denizbank.

L'administrateur délégué de Dexia, Pierre Mariani, avait déjà prévenu dans un entretien aux Echos fin mai que la cession de Denizbank entraînerait dans ses comptes une moins-value d'environ 700 millions d'euros.

Denizbank affiche une croissance insolente et a dégagé en 2011 un bénéfice avant impôt de 270 millions d'euros, en hausse de 6%.

"*C'est sans doute le plus bel actif parmi ceux qu'il y a sur le marché turc*", avait avancé en mai dans le quotidien Kommersant Guerman Gref, le patron de Sberbank. Cette dernière, première banque commerciale en Russie, est actuellement détenue à 57,6% par la Banque centrale de Russie.

La Belgique, la France et le Luxembourg se sont entendus fin 2011 pour garantir le financement de Dexia, première banque victime de la crise de la dette souveraine, à hauteur de 90 milliards d'euros et lui permettre de mener à terme son démantèlement.

La banque avait déjà été frappée de plein fouet par la crise de 2008. Pour lui éviter la faillite, les trois pays l'avaient renflouée à hauteur de 6,4 milliards d'euros et lui avaient déjà apporté des garanties publiques. (AFP 08.06)

2- Grèce>

2.1- Le Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a chuté de 6,5% sur un an au premier trimestre 2012, selon les données révisées des statistiques grecques publiées vendredi, corrigeant de premières estimations évaluant ce recul à 6,2%. Le PIB de la Grèce, qui traverse sa cinquième année de récession, avait dégringolé de 7,5% au quatrième trimestre 2011.

Les institutions financières n'ont cessé ces derniers mois de mettre en garde contre une récession en 2012 pire que prévue, la Banque de Grèce tablant désormais sur une chute du PIB annuel de 4,5%, après un recul de 6,9% en 2011, selon la Banque de Grèce. Dans son dernier rapport sur la Grèce, la Commission européenne a renvoyé à 2014 le retour à la croissance. (L'Expansion.com 08.06)

2.2- L'évasion fiscale est sans cesse revue à la hausse en Grèce. Elle atteint 12% à 15% du PIB, ce qui représente un manque à gagner de 40 à 45 milliards d'euros par an pour l'Etat, selon le directeur de la brigade grecque des contrôles fiscaux Nikos Lekkas, interrogé par le quotidien allemand Die Welt. "*Si nous pouvions en récupérer ne serait-ce que la moitié, le problème de la Grèce serait résolu*", a-t-il indiqué.

"*Nous avons les lois nécessaires depuis 1996, elles n'ont juste jamais été appliquées*", selon lui, mais "*nos politiques ont commencé à le comprendre*". Et de poursuivre: "*Si la corruption systématique qui a cours dans toute la société*" ne cesse pas, et en particuliers si les élites continuent de rester impunies tandis que le reste de la population est pressuré "*il y aura une explosion sociale*", a-t-il mis en garde. (L'Expansion.com 08.06)

Haut de page

Le 10 juin

CAUSERIE

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Le député socialiste Jean-Christophe Cambadélis a jugé samedi que la proposition d'Europe politique de la chancelière allemand Angela Merkel, qui consiste, selon lui, en un "*Pacs fédéral européen*", constitue "*un pas en avant*" vers plus de croissance en Europe.

Mme Merkel, "*constatant que la France avec François Hollande marque des points sur les eurobonds ou euro-projets, décide de desserrer l'étau en proposant un +Pacs+ fédéral européen*", écrit sur son blog le responsable des questions internationales au PS.

"*Elle sait que le traité (sur la discipline budgétaire européenne, ndlr), que le SPD (Sociaux-démocrates, ndlr) n'est pas pressé de voter en Allemagne, va traîner en longueur. Alors elle propose pour demain un bond en avant fédéral propre à enthousiasmer les Européens - à condition d'oublier que le problème du jour, c'est la crise des dettes souveraines et la croissance*", ajoute M. Cambadelis. (AFP 09.06)

Ce "*pas en avant*", ce "*bond en avant fédéral*" revendiqué par Cambadélis correspondrait à une nouvelle étape politique sur la voie de la liquidation des Etats indépendants et souverains au profit de l'UE. C'est "*l'union politique* pronée avant-hier par la Draghi (BCE) et Barroso (Commission européenne) que Cambadélis reprend à son compte.

Il existe deux conceptions opposées se destinant à combattre cette politique : soit en soutenant les Etats tels qu'ils existent contre l'UE dans la perspective d'un retour en arrière avant que l'UE n'existe, donc en maintenant en l'état les Etats capitalistes, cela correspond au mot d'ordre d'une union libre des Etats libres qui ne serait qu'une vaste fumisterie sans que soit liquidé le capitalisme, c'est notamment la version du POI, soit en combattant pour la liquidation de ces Etats dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe débarrassés du capitalisme et ses institutions politiques dans chaque pays et au niveau européen, c'est la version socialiste que nous défendons.

Mélenchonade.

Rongé par des contradictions mues par des forces centrifuges, l'illusionniste abandonne le terrain de la lutte des classes en répartissant les électeurs non pas en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent, mais de leur appartenance à un camp dont les contours sont mal définis, variables, pour le moins volatiles, fluctuants, au point que des représentants d'un camp se retrouvent dans l'autre, tandis que le reste du temps ils se répartissent les rôles et sont associés dans un consensus antisocial contre les travailleurs.

En manoeuvrier aguerri, s'il n'a pas été jusqu'à en appeler directement à "*l'électorat de gauche*", il s'est contenté d'en appeler aux électeurs qui "*sont de gauche*", ce qui finalement revient au même lorsqu'on a à l'esprit ce que recouvre inconsciemment ce vocable dans la tête de travailleurs subordonnés au capitalisme.

Rappelons à cet histrion que lors des élections législatives du 14 septembre 1930, sous la République de Weimar, le Parti national-socialiste (extrême droite ou nazi) recueillera 18,3 %, puis 43,9 % le 5 mars 1933, et le 12 novembre de la même année 92,2 % des voix exprimées (39 655 288 voix). Pas de bol pour notre baudruche de service, ce sont les mêmes électeurs qui dans une très grande majorité avaient voté SPD et KPD, les partis pourris social-démocrate et stalinien, qui voteront par la suite pour le parti d'extrême droite. Où étaient donc passés fin 1933 les électeurs qui étaient censés être de "*gauche*" trois ans plus tôt, ils s'étaient transformés en électeurs "*d'extrême droite*" pour reprendre le vocabulaire de Mélenchon.

Pourquoi ? On le sait sur le plan politique donc nous n'y reviendrons pas ici, la responsabilité en revient entièrement au SPD et KPD. Notons simplement que cette notion de droite et de gauche avec leurs extrêmes ne voulait déjà plus rien dire dans les années 30, elle était morte en réalité le 3 août 1914 quand la social-démocratie avait basculé avec armes et bagages dans le camp de notre ennemi de classe.

J'inclus sciemment les extrêmes en considérant qu'en soutenant la plus gigantesque boucherie de l'histoire à cette époque, les représentants officiels de la gauche n'avaient plus rien à envier à ceux de l'extrême droite, ils avaient démontré qu'ils partageaient la même conception de l'histoire que ceux dont ils prétendaient être les ennemis, par lâcheté peut-être, peu importe, allez donc demander aux dizaines de millions de morts et plus encore de blessés et de vies innocentes brisées s'ils

accepteraient qu'on absout leurs bourreaux simplement parce qu'ils ont agi par faiblesse.

Et pourtant cette notion a été maintenue, entretenue jusqu'à nos jours, comme si de rien n'était, dès lors il ne faut pas s'étonner de se retrouver dans la situation que nous connaissons aujourd'hui. Cela ne signifie nullement qu'il faille mettre un trait d'égalité entre tous les partis.

Ils existaient d'autres moyens de combattre à la fois le parti officiel de l'ordre et ses supplétifs pour les affaiblir et s'en débarrasser. La politique du front unique élevée au rang de stratégie pendant plus d'un demi-siècle, a servi à minimiser ou faire oublier les crimes commis par les social-traîtres et les staliniens jusqu'à les soutenir pour qu'ils parviennent au pouvoir. Aujourd'hui encore, il y en a pour appeler à la formation d'un gouvernement PS-PCF et porter une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale comme si le passé n'existait pas, comme s'il était impossible d'en tirer des enseignements et de mener notre combat sur la base de ces enseignements ou en les intégrant.

La palme du grotesque revient à ceux qui les dénoncent comme traîtres et appellent à voter pour les candidats du PS ou du PCF, cela dépasse l'entendement. Je ne sais pas comment vous réagissez ou régit un travailleur normalement consisté, mais il me semble que lorsqu'on vous dit en face que vous avez à faire aux pires crapules qui soient, vous passez votre chemin, il est salutaire de ne leur accorder aucune confiance, de ne leur confier aucun mandat, encore moins votre propre sort, donc si le même militant vous invite à voter pour cette pourriture, vous le regardez, vous vous demandez d'où il sort celui-là, s'il n'est pas un peu timbré ou quel intérêt il peut bien avoir dans cette histoire, bref, vous le laissez avec ses discours démentiels.

Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que ces militants prêtent aux travailleurs les rapports d'appareils qui chez eux font office d'analyses des rapports que les travailleurs entretiennent avec le capitalisme et les institutions, dit autrement, ils sont incapables d'aborder les travailleurs sous l'angle de ces rapports, ils se refusent à regarder la réalité en face, la preuve, vous en avez déjà entendu un faire référence à l'aristocratie ouvrière, au mouvement ouvrier bourgeois, à l'embourgeoisement de la classe ouvrière, expressions autrefois employées par Marx, Engels et Lénine, absoulement jamais, donc à combattre ces rapports, comme ils sont impuissants à les combattre ou s'y refusent au nom d'une conception de la lutte de classe erronée, il ne leur reste plus que les rapports entre appareils, entre appareils et institutions, d'où leur participation disciplinée à chaque élection, d'où leurs appels à voter PS ou PCF, d'où leur incapacité à proposer une issue politique à la classe ouvrière qui ne serait pas subordonnée à ces partis, tout se tient notez bien. Désolé, les travailleurs réagissent sur le plan politique de la même manière qu'ils réagissent dans la vie de tous les jours, être obligé de le rappeler donne une idée du degré de décomposition du mouvement ouvrier, y compris son avant-garde.

Avant d'en venir à l'article de presse sur Mélenchon, un dernier mot.

Je vis en Inde dans un milieu ouvrier profondément arriéré où tous les rapports sont archipourris, c'est la jungle ou la barbarie quoi. Je dois donc me battre quotidiennement pour assurer ma survie dans tous les sens du terme, y compris physiquement, pas tant parce que je serais menacé par un mal invisible ou mystérieux ou les agissements de la classe dominante, mais par les membres de ma propre classe avec lesquels je suis bien obligé d'avoir des rapports, rapports qui si je n'y prêtais pas une attention de chaque instant mettraient en péril mon existence, je dois donc en permanence affronter un milieu hostile en lui concédant le moins de terrain possible sur mes propres intérêts car finalement tous ces rapports de force se résument à cela.

Question : Je sais tout cela pertinemment, pour l'avoir oublié parfois ou pour avoir baissé la garde par romantisme, cela m'a coûté fort cher, pas forcément sur le plan financier, mais en tourments, en angoisses et en cauchemars pendant parfois des mois, même des années, cela m'a bouffé, rongé, pourri l'existence comme jamais dans le passé car je n'avais jamais rencontré ce genre de rapports en France à un tel degré ou de façon généralisée, à accumuler des problèmes pour lesquels je n'étais pour rien à part mon ignorance.

Au départ on se contente ou on se fie à notre interprétation des choses, on est intelligent donc c'est forcément la bonne, mais lorsque surgissent des difficultés qu'on n'aurait jamais imaginées, à moins d'être suicidaire et de vouloir en finir rapidement avec l'existence, on est bien obligé de s'avouer que notre interprétation de la société comportait de graves carences, on se doit de réviser sur le champ les rapports qu'on entretenait avec les gens et nos proches qui étaient basés en partie sur des notions romantiques ou humanistes sans liens avec la société divisée en classes aux intérêts antagoniques, car tous ces rapports ne font que reproduire la lutte des classes engagée entre dominants et dominée, c'est la réalité dont on s'est écartée qui nous rappelle à ses bons souvenirs...

Ce que je voulais dire ici très simplement, c'est que lorsque l'on sait ou qu'on a conscience de quelque chose et qu'on est sérieux, on oriente nos rapports en conséquence, on ne va pas se jeter dans la gueule du loup, on ne va pas chercher les emmerdements, et il ne nous viendra pas à l'esprit de conseiller à nos semblables d'agir autrement, on fera tout ce qui est en notre pouvoir pour leur éviter de connaître davantage d'expériences douloureuses, notre destin est lié à celle de notre classe, mais il arrive que des membres de notre classe agissent contre ses propres intérêts et les nôtres, ce que l'on ne peut pas admettre évidemment, parce que c'est une question de survie.

Maintenant, appeler à voter PS ou PCF, se prononcer pour un gouvernement PS-PCF, s'incrit en totale contradiction avec ce qui

vient d'être exposé, qui à mon sens relève d'un comportement responsable ou d'un discours conforme à notre idéal. Porter au pouvoir la main qui va armer nos bourreaux, voilà ce qu'on nous demande de faire, c'est délirant, c'est criminel, ce sera sans nous !

- Comme on lui demandait pourquoi les électeurs devraient le choisir dimanche plutôt que son concurrent de gauche Philippe Kemel (PS), alors que les deux hommes sont au coude à coude dans les sondages, il a répondu : "*Dans le Pas-de-Calais, 80 % des électeurs ont voté 'non' au traité constitutionnel de 2005. Que veulent les gens ? Un député qui vote 'oui' au nouveau traité européen ou un député qui vote 'non' ? S'ils veulent un 'non', ils votent pour moi, s'ils sont de gauche.*"

L'ex-sénateur PS en a profité pour attaquer les socialistes : "*Pourquoi Mme Le Pen a-t-elle prospéré comme ça dans la région si ce n'est en raison des turpitudes de certains élus socialistes ?*", a-t-il dit, rappelant notamment les affaires autour de Jean-Pierre Kucheida ou de Gérard Dalongeville.

Selon lui, "*c'est ça qui a aidé Mme Le Pen à prendre pied, les socialistes n'ont pas l'air d'en tenir compte ! Et c'est sur moi qu'ils concentrent leurs critiques, ce n'est pas juste, car moi j'ai aidé François Hollande a être élu avec mes camarades du Front de gauche.*"

M. Mélenchon a répété ne pas être dans l'opposition. Peut-être que "*nous entraînerons les socialistes à être plus sociaux qu'il n'avaient l'idée de l'être au départ*", a-t-il conclu, espérant un groupe fort du FG à l'Assemblée. (lemonde.fr 09.06)

Je n'exagérais donc pas en affirmant que Mélenchon se situait sur un autre terrain que la lutte des classes. Pour notre part, nous considérons que c'est la politique réactionnaire du parti de l'ordre soutenue par le PS et ses satellites (dont le FG) qui a fait le lit du FN, Mélenchon le braillard médiatique aux bras cassés ne peut pas le dire parce qu'il n'est pas "*dans l'opposition*" au gouvernement.

Mélenchon roule pour lui et le régime, il se fout éperdument du reste, c'est un dilettante, un charlot, un pauvre type, personnellement il incarne tout ce qui me dégoûte chez les parasites qui parlent au nom des exploités quand il dit que peut-être que "*nous entraînerons les socialistes à être plus sociaux*", peut-être ben que oui peut-être ben que non, peu importe, allez dire cela aux travailleurs qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois, qui sont jetés à la rue, peut-être qu'un jour votre sort s'améliorera, je n'en sais rien... Voilà pour qui on vous appelle à voter.

Le site ne s'adresse pas aux travailleurs en général, mais aux militants, imaginons un instant que nous nous adressions aux travailleurs, nous leur dirions tout ce qui figure dans les précédents paragraphes, si vous n'êtes pas convaincus que ces partis sont pourris, votez pour eux, cela vous fera une expérience salutaire, si vous en êtes convaincus abstenez-vous ou votez blanc, ne participez pas à votre propre mise à mort, cherchez s'il n'existe pas des partis ou des formations politiques plus convenables, peut-être pas parfaits mais avec lesquels vous pourrez vous organiser, résister et combattre pour une autre société...

INFOS EN BREF

Social

Portugal

Quelques milliers de personnes ont manifesté samedi après-midi à Porto, au nord du Portugal, pour protester contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement de centre-droit depuis un an dans le cadre du plan d'assistance financière international.

"*Il est nécessaire et urgent de mettre en place une politique différente*" ou encore "*le pays ne se redressera pas avec une politique de droite*", scandaient les manifestants qui ont bravé la pluie samedi après-midi dans les rues du centre de Porto à l'appel de la CGTP, principale confédération syndicale portugaise proche du parti communiste.

Les organisateurs attendaient plus de 20.000 personnes pour cette journée de mobilisation "*contre l'apauvrissement et l'exploitation des travailleurs*", a indiqué le secrétaire général de la CGTP, Arménio Carlos.

"*Un an de politiques d'austérité ont fait de la vie de ceux qui travaillent au Portugal un enfer*", avait expliqué la CGTP dans un communiqué.

Le gouvernement de centre-droit a notamment adopté le mois dernier une réforme du marché de l'emploi controversée qui prévoit l'assouplissement des horaires de travail et des critères de licenciements, ainsi que la suppression de congés et de jours fériés. Cette réforme doit encore être promulguée par le président Anibal Cavaco Silva.

L'économie portugaise, en récession depuis la fin de l'année dernière, devrait se contracter de près de 3% cette année, selon

les prévisions officielles, et le chômage atteindre 15,5%, avant de culminer à 16 % l'année prochaine.

La CGTP a convoqué une nouvelle manifestation à Lisbonne samedi prochain. (AFP 09.06)

Comme souvent, l'AFP a sous-estimé volontairement le nombre de manifestants.

Economie

Espagne

1- Les ministres des Finances de la zone euro envisagent un plan de sauvetage pour les banques espagnoles pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros, a confié samedi une source gouvernementale européenne.

"*Il est question à ce stade d'un montant pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros mais cela n'est pas encore tranché*", a déclaré cette source.

De son côté, le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt avait indiqué un peu plus tôt qu'il était "*question d'un chiffre dépassant les 80 milliards d'euros*", dans une interview à la radio publique SVT.

"*Il s'agira en fait d'un des plus grands sauvetages financiers de l'histoire récente*", avait souligné M. Reinfeldt, dont le pays ne fait pas partie de la zone euro.

Le Fonds monétaire international (FMI) a évalué vendredi à au moins 40 milliards d'euros les besoins de recapitalisation des banques espagnoles, mais un responsable du FMI a indiqué que les banques auraient vraisemblablement besoin de davantage pour s'assurer de l'existence d'un "*pare-feu crédible*", et qu'il faudrait une somme une fois et demie à deux fois supérieure à cette somme pour rassurer les marchés. (AFP 09.06)

2- Le rapport du FMI sur les banques espagnoles, publié vendredi soir, a chiffré leurs besoins à au moins 40 milliards d'euros, mais le montant de l'aide pourrait aller "*jusqu'à 100 milliards*", selon une source gouvernementale européenne. "*Si l'Espagne ne trouve pas d'argent pour ses banques, à l'automne, elle n'aura pas le choix et fera l'objet d'une intervention*" extérieure, souligne le directeur du journal El Economista, Amador Ayora, dans un éditorial. Et pour sauver la quatrième économie de la zone euro, "*le problème est que le montant ne sera plus de 60 ou 80 milliards, mais autour de 500 milliards*".

Maintenant, "*il faut voir quelles seront les conditions (de cette aide) : s'ils nous disent de relever l'âge de départ en retraite, de faire une réforme du travail plus approfondie, de baisser les salaires des fonctionnaires... ils vont peut-être en profiter*", s'inquiète Rafael Pampillon, professeur d'économie à l'IE Business School de Madrid. "*Les détails vont venir plus tard, et le diable est dans les détails*", note José Carlos Diez : "*La négociation sera sur mesure, il n'y a pas de raison que le programme soit le même que pour le Portugal ou l'Irlande.*" La seule contrepartie exigée de Madrid serait qu'il assainisse le secteur financier, selon une source gouvernementale européenne, de quoi contenter Mariano Rajoy, qui échapperait ainsi à un plan d'austérité. (lepoint.fr 09.06)

3- Alors que les banques espagnoles concentrent les inquiétudes des marchés, les syndicats alertent, eux, sur la lourde facture sociale déjà payée par le secteur, pour réduire sa taille: en trois ans, plus de 25.000 emplois ont été détruits, dans un pays au chômage record.

Les chiffres de la Banque d'Espagne sont sans appel: en 2011, le secteur employait 243.041 personnes, bien loin des 270.855 salariés de 2008. Le nombre d'agences bancaires est passé de 45.662 à 39.843.

"*La situation est grave*", commente José Miguel Villa, secrétaire général de la fédération services du syndicat UGT. Et "surtout, ce qui nous préoccupe, c'est que le processus n'est pas terminé, avec les nouvelles opérations de fusions qui menacent à nouveau des milliers d'emplois".

Dernière nouvelle en ce sens, tombée le 24 mai: la suppression, via des départs volontaires, de 1.500 postes chez Banca Civica, soit 20% du personnel, pour permettre son intégration dans la banque catalane CaixaBank.

Avant elle, 1.300 emplois ont notamment disparu avec le rachat d'Unnim par BBVA et plus de 4.000 chez Bankia, née de l'union de sept caisses et qui va faire l'objet du sauvetage public le plus cher de l'histoire du pays (23,5 milliards d'euros).

Les banques espagnoles vivent depuis trois ans une vaste restructuration qui s'est traduite par de nombreux rachats et la réduction du nombre de caisses d'épargne, entités considérées comme les plus fragiles, de 45 à une dizaine.

Cette vague de fusions vise à réduire la taille d'un secteur bancaire jugé disproportionné en Espagne.

"*Il s'est beaucoup surdimensionné avec la bulle immobilière*", alors que "*l'activité immobilière telle qu'on l'a connue ne va pas revenir*", estime José Maria Martinez Lopez, secrétaire général de la fédération services financiers du syndicat CCOO.

La situation actuelle "*est le produit de la crise, de l'excès d'investissement dans la brique dans notre pays*", renchérit José Miguel Villa.

Emportée par une frénésie de construction, l'Espagne a bâti, à partir de 2000, environ 700.000 logements par an, autant que la France, l'Allemagne et l'Angleterre réunies, jusqu'à l'engorgement de 2008, au moment même où démarrait la crise financière.

Et le secteur bancaire, qui a prêté à tout-va, aux promoteurs comme aux ménages, a désormais sur les bras 184 milliards d'euros de crédits problématiques et d'immeubles et terrains saisis ce qui le fragilise et le place en ligne de mire des investisseurs.

Tout en assainissant son bilan, il doit encore diminuer de taille, estiment les analystes: "*le système financier espagnol souffre d'un excès de capacité qui n'a été corrigé que partiellement*", notent Santiago Fernandez de Lis et Jorge Sicilia, économistes en chef du service d'études de BBVA, dans un récent article.

"*Il faudrait fermer encore 8.000 agences*" et "*cela suppose de réduire le personnel d'environ 35.000 personnes*", estiment-ils.

Une autre étude, de l'Institut d'études boursières (IEB), est plus sévère encore: selon lui, le secteur devrait fermer dix agences par jour dans les trois prochaines années et se séparer de plus de 41.000 salariés.

"*Jusqu'à présent, l'ajustement n'a pas été si traumatisant, parce que nous avons été capables de nous mettre d'accord (avec la direction) sur les conditions de sortie du personnel*", avec surtout des départs volontaires ou en pré-retraite, raconte José Maria Martinez Lopez.

Mais "*le risque est que maintenant, dans cette deuxième phase, ces accords ne soient pas possibles parce que la situation des banques est pire et qu'il n'y ait pas assez d'argent pour prendre des mesures le moins traumatisantes possible*". (AFP 07.06)

Voilà à quoi conduit la politique de collaboration de classes dont se vante le secrétaire général de la fédération services financiers du syndicat CCOO.

Haut de page

Le 11 juin

CAUSERIE

Magueswary repart en France ce soir pour quatre mois, j'ai une pêche d'enfer !

On va commencer fort la semaine, je le sens bien : A bas les crânes d'oeuf ! A bas l'Internationale jaune ! Personne ne doit brader nos droits ou nos besoins en notre nom, sous aucun prétexte. C'est en usant du droit à la révolution que la bourgeoisie prit le pouvoir, nous revendiquons ce droit pour le prendre à notre tour, il revient au peuple travailleur d'en décider, de s'organiser pour vaincre.

J'ai regardé France 2 à partir de 23h30 sur TV5Monde Asie, il y a 3h30 de décalage horaire avec la France. Vu de loin, c'est guignole et langue de bois, discours surfaits, convenus, populistes, bref, une mauvaise comédie. Je suis allé me coucher à 1h30, entre temps pas une seule fois ils n'ont évoqué les candidats du POI, du NPA ou de LO passés à la trappe. Je me doute qu'ils ont réalisé des scores insignifiants. Quand je vois un dirigeant du PS ou un de ses satellites à la télé, je n'écoute pas son discours, j'observe sa mimique, sa manière de bouger la tête et les yeux, son regard, comment il se tient.

Lors de l'émission *France 2012* diffusée sur TV5Monde Asie sur les coups d'une heure du matin, j'ai entendu une représentante du magazine Valeurs actuelles affirmer très tranquillement sans être repris par un des participants, que les électeurs étaient divisés en deux catégories, ceux qui sont, je cite textuellement, "*génétiquement de droite*" et ceux qui sont "*génétiquement de gauche*", Mélenchon avec ses "*électeurs de gauche*" est battu ! Encore ! Les porte-parole du capital sont génétiquement pourris ou cons ou souvent les deux à la fois, il faut voir avec quel aplomb elle a sorti cela, comme s'il s'agissait d'une vérité, d'une idée largement admise, sans doute dans son milieu.

L'absention a battu tous les records à plus de 42% à cette élection antidémocratique. On pourrait en tirer la conclusion que

les institutions ont été massivement rejetées, mais ce serait aller un peu vite en besogne. En tenant compte de l'abstention, aucun parti n'atteint les 20% des 46 millions d'électeurs inscrits, donc aucun ne peut se prévaloir d'une quelconque légitimité. Le raz de marée espéré ou attendu en faveur du PS n'a pas eu lieu, pas plus qu'en faveur du FN. L'UMP ne s'est pas écroulé comme certains commentateurs l'avaient annoncé.

Dire qu'en permanence le PS est dans la posture est un euphémisme : Aubry: les Français ont dit "*leur soutien au changement*". (AFP 10.06)

On ne va pas perdre notre temps avec cette élection qui n'a passionné que les appareils subordonnés aux institutions, on attendra le second tour. On se contentera de commenter quelques données ou déclarations.

Qui sont-ils ?

Le candidat type aux législatives de 2012 est un homme, fonctionnaire, de préférence enseignant, et âgé de plus de 50 ans voire retraité, selon les données publiées par le ministère de l'Intérieur.

Près d'un candidat sur six (1.052) est un retraité. En activité ou non, les enseignants fournissent le plus gros des bataillons de candidats (1.117).

Chez les actifs, si l'on retranche les enseignants (870), les fonctionnaires sont le principal corps de métier représenté (693), auxquels on peut agglomérer, par extension, les salariés d'entreprises publiques (200).

En Ariège, Céline Bara, actrice porno avec 180 films à son actif, se présente dans la 1ère circonscription. Dans la 7e de Paris, c'est Isabelle Laeng Cindy'lee, "*candidate du plaisir*", qui tente de séduire les électeurs. (AFP 09.06)

Ces deux dernières candidatures sont à l'image des institutions : les partis institutionnels font les maquereaux pour le compte du capital.

Dans une précédente causerie sur la composition de l'Assemblée nationale, on avait déjà vu qu'intellectuels et fonctionnaires formaient le gros du bataillon des suppôts du régime bonapartiste de la Ve République. Il en va de même au POI, au NPA et à LO ou encore les formations qui sont issues de ces partis.

Qui étaient les abstentionnistes ?

Deux jeunes sur trois de moins de 25 ans avaient l'intention de s'abstenir au 1er tour des législatives, selon un sondage Ipsos/ Logica Business Consulting réalisé jusqu'à la veille du scrutin.

Les 18-24 ans sont la classe d'âge qui devait de loin s'abstenir le plus: 66%, pour 57% chez les 25-34 ans, le taux déclinant ensuite à mesure que l'âge augmente pour ne plus se situer qu'à 25% chez les 60 ans et plus, selon cette étude réalisée pour France Télévisions, Radio France, Le Monde et Le Point auprès de plus de 3.000 personnes.

Par catégorie professionnelle, ce sont les employés qui devaient le plus bouder les urnes (53%), puis les ouvriers (49%). Pour les cadres et professions libérales, le taux d'abstention (40%) se situe au niveau estimé dimanche soir dans l'ensemble du pays.

A l'inverse, seuls 29% des retraités ont exprimé leur volonté de s'abstenir.

Les personnes interrogées de niveau baccalauréat et bac+2 forment les cohortes les plus fournies d'abstentionnistes (46 et 45% respectivement), de même que, par niveau de revenu, ceux qui gagnent moins de 1.200 euros par mois (53%). (AFP 10.06)

Nous ne pensons pas avoir commis une erreur en refusant de participer à cette grotesque mascarade. Nous ne dirons pas que les travailleurs ont le gouvernement qu'ils méritent, mais en revanche que ceux qui ont mis la main à la pâte en appelant à voter PS le méritent.

En famille. Le PS appel à voter UMP.

La gauche appelle au "*barrage républicain*", l'UMP hésite. Face au FN au second tour, Martine Aubry a appelé au "*désistement républicain de manière claire, partout où c'est nécessaire, pour faire barrage au Front national*". En clair, "*un seul candidat de gauche, celui arrivé en tête, doit demeurer au second tour*". (lemonde.fr 10.06)

Les mains sales, les mains libres... pour faire la sale besogne.

Jean-Christophe Cambadélis dans une interview à 20minutes.fr : "*La majorité absolue est possible et souhaitable pour avoir plus de force pour mettre en place le changement. Mais la majorité de gauche doit aussi être importante pour que nous puissions discuter avec nos partenaires.*" (20minutes.fr 10.06)

La monarchie absolue et sa cours d'aristocrates républicains issus de l'ENA et autres capésiens, avocats...

Les idiots utiles du PS.

Eric Coquerel (PG) accuse le PS de "*continuer à considérer qu'il est plus utile de nous affaiblir que tout autre chose*". (AFP 10.06)

Quand Mélenchon soutient un parti de "***bons à rien***".

Sur TF1, Mélenchon a affirmé à l'encontre des élus du PS que "*pendant dix ans, des incapables et des bons à rien n'ont pas su endiguer la progression*" de Mme Le Pen dans la circonscription. (AFP 10.06)

Ils ne sont pas "*bons à rien*", ils servent docilement le régime comme vous l'avez fait pendant 30 ans dans ce parti, vous l'avez déjà oublié ?

Heureusement pour monsieur Mélenchon que le ridicule ne tue pas ! Eliminé au premier tour par le candidat officiel du PS qui affrontera Le Pen dimanche prochain, on se demande où ce genre de types peut-il placer son amour-propre à part sa carrière de sophiste et son compte en banque.

C'était dans la journée avant le dépouillement du scrutin, je l'ai vu hier soir à la télé s'exclamer, dans la rue à Hénin-Beaumont, face à une caméra : "*vous avez vu, j'ai mis une cravate rouge*", quel guignole, comme s'il fallait attribuer un sens particulier ou politique à ce détail insignifiant. Plus tôt dans la journée, les journalistes avaient remarqué qu'il arpentait les rues de cette commune du Pas-de-Calais avec un livre de Jaurès dans une main, c'est un mégalomane incapable d'exister autrement que par procuration, qui n'a aucun projet de société à proposer aux travailleurs.

De notre côté, nous n'avons pas besoin de justifier nos analyses ou nos positions en appelant au secours les marxistes qui ont vécu à une autre époque que la nôtre. Vous savez que je rejette le procédé qui consiste à utiliser des citations pour convaincre les lecteurs du bien-fondé de mon discours. Quand j'ai un doute, je me demande si la position que je défends est conforme à notre cause et accessoirement ensuite à l'esprit du marxisme. Jamais je ne cherche à manipuler qui que ce soit ou à me faire passer pour ce que je ne suis pas, contrairement à ceux qui ne peuvent pas aller faire pipi sans que Karl Marx ou Friedrich Engels leur tienne la main, je livre aux lecteurs mes idées quite parfois à commettre des bourdes, et ensuite seulement je demande à mes maîtres de me corriger si nécessaire, cela me semble plus honnête, ce qui m'intéresse ce n'est pas d'avoir raison, c'est uniquement de progresser et de partager cette expérience avec les militants qui ne sont pas sclérosés ou qui veulent se libérer de la pensée unique qui a gangrené le mouvement ouvrier et son avant-garde.

Mélenchon a une mentalité de serviteur, d'esclave d'une idéologie qui se confond avec ses intérêts personnels, formaté par le système on comprend qu'il s'efforce de s'en défendre, en vain, l'illusion a fait long feu comme nous l'avions pronostiqué.

Nous, nous osons formuler un point de vue indépendamment de tous les appareils, à vrai dire, ce que pensent les dirigeants des partis ne nous intéresse pas, nous ne cherchons ni à les singer ni à nous en distinguer, contrairement à eux, nous avons notre propre personnalité, avec ses faiblesses, ses lacunes, ses limites, je vous l'accorde volontiers, c'est la raison pour laquelle j'invite régulièrement les militants à ne jamais adhérer à un discours qui ne leur serait pas totalement compréhensible, à commencer par le mien.

Etre communiste, certes c'est respecter un certain nombre de principes, mais c'est surtout commencer par les appliquer soi-même, la meilleure méthode pour juger ce qu'ils valent vraiment.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Les socialistes du Pasok et les conservateurs de Nouvelle Démocratie, refroidis par la confusion qui a suivi les élections législatives du 6 mai, ont lancé dimanche un appel à l'unité nationale dimanche, une semaine jour pour jour avant la tenue d'un nouveau scrutin.

"*Il semble que nous nous dirigions vers une impasse*", a déclaré Evangelos Venizelos, chef de file du Pasok, qui a adressé une

lettre aux autres partis politiques grecs dans laquelle il plaide en faveur d'un gouvernement d'union nationale.

"*Aucun des scénarios post-électoraux ne semble mener à une solution. Ils mènent tous à une absence de gouvernement*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

Selon des sondages internes au parti cités par deux quotidiens dimanche, Nouvelle Démocratie (ND) conserve une légère avance sur la coalition de gauche radicale, Syriza, hostile aux mesures d'austérité exigées par les créanciers internationaux d'Athènes. Aucun parti ne semble toutefois être en mesure de former seul un gouvernement.

Le Pasok, qui reste largement devancé, pourrait toutefois jouer un rôle dans un gouvernement de coalition.

Dans sa lettre, Evangelos Venizelos estime que ND et Syriza devraient participer à un gouvernement d'unité nationale afin de réduire le risque de manifestations contre le nouveau gouvernement, confronté à la pire crise économique de l'histoire du pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

"*La Grèce ne peut pas gouverner avec plus de la moitié des Grecs opposés au gouvernement*", écrit Venizelos.

Son appel à l'unité nationale à aussitôt été rejeté par Syriza qui a estimé qu'il illustrait le "*manque de clarté*" typique, selon lui, des socialistes. Il a toutefois trouvé écho auprès du chef de file de ND, Antonis Samaras.

"*Une troisième élection serait suicidaire*", a estimé ce dernier. "*Nous devons avoir un gouvernement par tous les moyens.*"

Dans une interview à l'hebdomadaire Proto Tehma, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a laissé entendre que les créanciers pourraient faire preuve de flexibilité avec la Grèce face à la menace de mouvements sociaux contre les conditions drastiques imposées par les créanciers.

"*Le retour de la croissance a été reporté notamment en raison de l'opposition des syndicats aux réformes, du manque d'unité nationale et de la capacité limitée de l'administration publique*", a-t-il dit.

"*Je connais les sacrifices faits par le peuple grec mais ils sont nécessaires pour consolider l'économie grecque.*" (Reuters 10.06)

2- Chili

De violents affrontements ont éclaté dimanche dans le centre de Santiago entre la police et des manifestants opposés à une cérémonie en hommage à l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet organisée par ses partisans dans un théâtre de la capitale chilienne, a constaté l'AFP.

Les groupes de manifestants bloquent également les rues avoisinantes par des barrages improvisés.

"*Assassin, assassin !*", scandaient les manifestants qui se trouvaient à proximité du théâtre Caupolican, dans le centre de la capitale chilienne, pour protester contre la cérémonie au cours de laquelle était projeté un documentaire intitulé "*Pinochet*", consacré à l'ex-dictateur resté au pouvoir de 1973 à 1990.

Plus de mille partisans de l'ex-général étaient réunis dans la salle de spectacles.

"*La police a limité notre progression pour que la cérémonie en hommage au dictateur puisse avoir lieu. Ici, ils rendent hommage à un criminel*", a regretté Mireya García, vice-présidente du Groupe des proches de détenus et de disparus sur la chaîne de télévision CNN Chile.

La cérémonie a été organisée par la Corporation 11 Septembre, organisation favorable à l'ex-dictateur qui tire son nom de la date du coup d'Etat contre le gouvernement socialiste du président Salvador Allende l'ayant porté au pouvoir le 11 septembre 1973.

"*J'estime qu'en démocratie nous avons tous le droit de présenter ce documentaire*", a déclaré l'ancien militaire Juan González, président de la Corporation 11 Septembre.

A l'époque où le général Pinochet était au pouvoir 3.225 personnes ont été tuées ou ont disparu et 37.000 cas de tortures et de détentions illégales ont été recensées.

L'annonce de cette soirée d'hommage quelques jours avant son déroulement a provoqué une vive polémique entre les défenseurs de la liberté d'expression et les familles des victimes, déterminées à faire interdire l'événement.

Le gouvernement a déclaré qu'il ne s'associait pas à l'initiative, mais qu'il respectait le droit de réunion. Quant à la justice, elle a rejeté le recours déposé par le Groupe des proches de détenus et de disparus pour tenter de l'interdire, estimant qu'il n'était pas dans ses attributions d'interdire un événement dans un lieu privé. (AFP 10.06)

Economie

Espagne

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy s'est dit dimanche "*très satisfait*" de l'aide européenne accordée aux banques de son pays, un sauvetage de cent milliards d'euros au maximum qui laisse à l'Espagne un répit, mais place son économie sous étroite surveillance.

Après avoir nié presque jusqu'au bout avoir besoin d'une aide, l'Espagne, quatrième économie de la zone euro, a finalement accepté le plan européen qui fait d'elle le quatrième pays, après la Grèce, l'Irlande et le Portugal, à recevoir une assistance extérieure. (AFP 10.06)

Haut de page

Le 12 juin

CAUSERIE

Je n'ai pratiquement pas le temps de relire ce que je tape, j'ai cependant corrigé quelques fautes ici ou là.

Institutions antidémocratiques et par conséquent illégitimes.

Les partis politiques vont toucher par an pendant la durée de la mandature qui débutera le 18 juin, l'équivalent de 1,68 euros par voix s'étant portée sur leurs candidats au premier tour de l'élection législative, à condition d'avoir recueilli 1% des voix dans 50 circonscriptions, soit pour le PS 13 millions d'euros, 12 millions pour l'UMP, 5,9 pour le FN, 3 millions pour le FG, 2,4 millions pour EE-LV, 957 000 pour le NC, 800 000 euros pour le MoDem, 720 000 pour le PRG, 770 000 pour le Centre pour la France, 540 000 pour le Parti radical, 262 000 pour l' Alliance centriste. (lemonde.fr 11.06)

Lemonde.fr d'hier de préciser que : "*Ceci ne représente pas la totalité du financement des partis, mais une première fraction. Les formations politiques touchent aussi une somme fonction du nombre de députés qui s'y rattachent (seconde fraction).*"

Ajoutons le rouleau compresseur des médias et des institutions qui leur est acquis, et on comprendra immédiatement qu'il n'y a aucune chance pour que les partis ouvriers qui se réclament du socialisme émergent dans ce processus institutionnel, qu'ils s'acharnent pourtant à légitimer en participant à cette farce électorale ou ce déni de démocratie.

Résultats et comparatif 2007-2012.

Deux sources : le ministère de l'Intérieur pour les chiffres de 2007, francetv.fr pour ceux de 2012 en attendant que le ministère de l'Intérieur actualise son portail.

Abstention

2007 = 17 374 011, soit : 39,58%
2012 = 19 709 961, soit : 42,77%

Votes blancs et nuls

2007 = 495 357, soit : 1,13%
2012 = 420 749, soit : 0,91 %

Sur 46 083 260 électeurs inscrits en 2012, 20 130 710 ont refusés de légitimer la futur Assemblée nationale. Voilà qui est lourd de menaces pour le régime.

2007- EXG (POI, NPA, LO) = 888 250
2012 - EXG = 253 580

2007 - COM (PCF) = 1 115 663
2012 - FdG = 1 792 923

2007 - PS + RDG + DVG = 7293492
2012 - PS + RDG + DVG = 8 928 394

2007 - EELV + Ecologistes indépendants = 1 054 433
2012 - EELV + Ecologistes indépendants = 1 667 346

2007 - Modem = 1 981 107
2012 - Modem = 458 056

2007 - UMP + divers droites = 10 904 579
2012 - UMP + divers droites = 8 994 833

2007 - MAJ (également de droite) = 616 440

2007 - MPF (souverainistes issus de l'UMP et proches de l'extrême droite) = 312 581

2007 - FN + divers extrême droite = 1 218 260
2012 - FN + divers extrême droite = 3 577 874

Si on additionne les voix perdues par l'UMP, les divers droites et le MoDem on arrive environ à 4,5 millions de voix, tandis que le PS ne progresse que de 1 634 902 voix.

L'extrême droite triple le nombre de voix qu'elle avait obtenu en 2007, aidée en cela par Sarkozy et sa clique de nazillons, les médias, sans oublier le guignole Mélenchon.

Quant aux 600 000 voix perdues par le POI, NPA et LO, elles se sont reportées sur le FdG. Donc pas de changement de ce côté-là, aucune évolution, ils ont été incapables de tirer profit de la crise et du mandat épouvantable de Sarkozy et sa majorité de députés UMP, témoignant une fois de plus de leur incurie politique.

Il en est ainsi en temps normal, puis quand la crise du capitalisme refait surface, c'est à se demander ce qu'il faudrait pour qu'il en soit autrement, les militants de ces partis on le droit de se poser cette question et de la poser à leurs dirigeants, qu'ils n'en attendent tout de même pas une réponse cohérente et satisfaisante, ils en sont incapables aussi. Ils leur répondront sûrement qu'il leur était impossible d'espérer mieux au regard de leur handicap et des conditions de ce scrutin, le baratin habituel, occultant le fait qu'ils y sont pour quelque chose car ils ont eu plus de 70 ans pour construire un nouveau parti ancré profondément dans les masses qui n'existe pas.

Si les résultats de ce vote correspond dans une certaine mesure (seulement) au rejet d'une politique, antisociale, liberticide, réactionnaire, il ne correspond pas à une adhésion à une orientation politique révolutionnaire, les masses exploitées demeurent solidement enchaînées au capitalisme, moins semble-t-il envers ses institutions envers lesquelles elles conservent des illusions.

Je vous livre maintenant l'analyse que j'avais rédigée plus tôt, hier soir, qui complète ce qui vient d'être dit.

Le MoDem évaporé, le Front de Gauche incapable de constituer un groupe à l'Assemblée nationale, il ne reste plus pour ainsi dire que deux partis ou plutôt deux coalitions capitalistes ou se réclamant de l'économie de marché au Parlement, l'UMP et le PS-EE-LV. Le hold-up sur la démocratie à l'américaine se précise.

Ce n'est pas faute d'avoir fait preuve de soumission à plusieurs reprises envers le PS en affirmant qu'il n'était pas dans une "opposition" au gouvernement, que Mélenchon et les candidats du PCF auront été balayés après que le PS ait présenté des candidats contre eux.

L'objectif du PS était d'éliminer toute opposition à sa politique réactionnaire au sein de l'Assemblée nationale, de marginaliser le Front de gauche pour ne rien avoir à négocier avec lui en échange de son soutien. Situation rendue inévitable après l'impossibilité des deux formations de conclure un accord électoral, le FdG refusant de se plier au diktat du PS qui lui imposait de s'engager à appliquer le programme de Hollande, ce qui aurait signé la dislocation du FdG et aurait été fatal au PG issu du PS qui d'une

certaine manière serait rentré au bercail.

Au passage l'accord électoral passé par le PS avec un parti bourgeois, EE-LV, reconnu comme tel par ceux qui prétendent que le PS serait encore un parti ouvrier par ses origines, n'a été possible que parce que les deux partis partagent la même idéologie et la même nature sociale.

Le PG s'est constitué autour de transfugent du PS qui possédaient des mandats, à part Dolez dans le Nord, il restera sans doute le 17 juin le seul député du PG à l'Assemblée nationale, autant dire que le PG sera absent de cette institution qui est un des principaux piliers de l'Etat, qu'il pèsera zéro, comme autrefois les deux élus du FN ou encore la poignée d'élus de LO et de la LCR au Parlement européen. Le POI a fait 0,45%, j'imagine que le NPA et LO n'ont pas dû faire mieux.

Ridicule, on en est à ce niveau-là, à force de s'obstiner à participer aux institutions, alors que l'abstention atteint 42,56%, le vivier de la révolte il est là et tout le monde passe à côté sans le voir.

On nous appelle à voter PS, et voilà que le PS se désiste pour l'UMP que les électeurs ont chassé en votant PS, tout du moins ils le croyaient, mal leur en a pris ! Nous ne serons pas les "cocus" que monsieur Fillon avait évoqués récemment, nous n'avons pas voté, nous avons pris cette décision sur la base d'un constat, d'une analyse, d'observations, d'enseignements, j'ai lu que selon La Riposte (PCF) "l'expérience de cette Assemblée nous apprendra beaucoup", c'est marrant, je croyais qu'on avait déjà donné en 81, non ? Demain je ne sais quelle institution va remettre un rapport à Hollande signifiant que la situation est alarmante et qu'il doit engager des réformes structurelles, les mêmes que la troïka qui ont réduit la Grèce à la mendicité et à la misère.

Parole d'internaute.

- Mélenchon a réussi à faire monter Marine le Pen. Campagne absurde, inefficace, méprisante des deux côtés Mais c'est lui qui l'a voulu. Il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. En attendant il a contribué à banaliser encore plus les idées du FN qui n'en demandait pas tant. Erreur de casting, erreur de lieu, erreur de stratégie, méconnaissance de l'électorat, mise sous le tapis des questions qui fâchent. Tout faux. (lemonde.fr 11.06)

Comme nous l'avons déjà dit, c'était inévitable, Le Front de Gauche étant incapable de se situer sur le terrain de la lutte des classes, car sur ce terrain-là rien ou presque ne le distingue du PS qui s'exprime à travers le maintien de l'euro, la subordination à l'UE et à l'ONU, bref au capital.

La soumission au régime ne doit pas souffrir d'exceptions.

1- Mélenchon "***prend les devants***".

Le leader du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, éliminé dimanche au premier tour des législatives dans la 11e circonscription du Pas-de-Calais, a clairement appelé lundi à voter au second tour en faveur du candidat PS, Philippe Kemel, face à Marine Le Pen (FN).

"*J'exprime mon soutien à la candidature de M. Kebel (sic) pour le deuxième tour et je lui souhaite bonne chance face à Madame Le Pen*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur France 2, alors qu'il n'avait pas prononcé le nom de son concurrent de gauche la veille à Hénin-Beaumont.

"*Il est cinq heures de l'après-midi et je n'ai pas eu le moindre contact avec le Parti socialiste. Je dois prendre les devants*", a commenté l'ex-candidat à l'Elysée qui était interrogé par la chaîne publique lundi à son retour à Paris.

De son côté, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a souligné dans un communiqué cosigné avec plusieurs élus communistes du Pas-de-Calais, que "*pas une voix ne doit manquer pour battre l'extrême droite*".

Affirmant que le candidat FG a recueilli dimanche "*plus de 900 voix supplémentaires par rapport à la présidentielle de 2012*", M. Laurent appelle "*l'ensemble des électrices et des électeurs attachés aux valeurs de la République à se rassembler le 17 juin autour de la candidature de Philippe Kemel*". (AFP 11.06)

Hier les élus du PS de la région étaient corrompus, pourris jusqu'à l'os, aujourd'hui ils sont devenus présentables...

J'ai noté que l'abstention s'était élevée à 42,88 % dans la 11e circonscription où Mélenchon se présentait, auxquels il faut ajouter 2,18 % pour les votes blancs et nuls, soit au total 45,06% de l'électorat composé essentiellement d'ouvriers qui ne s'est pas reconnu dans la candidature de Mélenchon. Un désavoeux cinglant pour notre illusionniste, qui le renvoie (et son parti) à sa véritable nature étrangère au milieu ouvrier.

2- Casuistique. Le double langage du M'PEP.

Extrait du communiqué du Bureau exécutif du M'PEP, 11 juin 2012 :

- "Parmi les candidats de gauche ou qui se revendiquent de la gauche, nous ne saurions soutenir ceux qui envisagent de résoudre la crise par le fédéralisme européen et qui ont scandaleusement assimilé la sortie de l'euro par la gauche que nous préconisons à celle, illusoire et destructrice, du Front national.

En tout état de cause, le soutien qu'apporte par le M'PEP pour ce second tour des Législatives aux candidats de la gauche les mieux placés, sauf exceptions mentionnées ci-dessus, ne saurait être assimilé à un quelconque soutien à un gouvernement qui se réclamerait de la gauche après le 17 juin."

En réalité, il n'existe pas d'exceptions, Hollande l'a dit, Ayrault l'a répété, Aubry l'a martelé : tous les candidats présentés par le PS ou soutenus par lui se sont engagés à appliquer son programme en 60 points, c'est clair, net et précis.

Ah, l'épreuve des faits, personne n'y échappe !

INFOS EN BREF

Social

France

Les salariés de l'usine Sealynx de Chareval, dans l'Eure, en appellent à Renault. Ils étaient en grève lundi matin afin de tenter d'obtenir leur intégration au constructeur automobile français, principal client du site avec 85% des ventes. "*Tout le monde est devant la porte depuis 09H00 à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-Autonomes et l'activité est complètement arrêtée*", a indiqué Jérémy Durdu, délégué CGT.

Cette usine, qui emploie 550 salariés, est en redressement judiciaire depuis fin avril. Deux repreneurs se sont fait connaître, l'américain Cooper et le polonais Stomil Sanok, qui ont déposé des offres de reprise de l'entreprise auprès du tribunal de commerce de Nanterre. Tous les deux prévoient le maintien d'un maximum de 400 emplois sur le site, selon les syndicats. Mais l'intersyndicale refuse ces candidats et réclame son intégration à Renault. "*De toute façon c'est Renault qui décide déjà de tout ici*", a affirmé M. Durdu en rappelant que le constructeur s'est engagé à apporter 50 millions d'euros de commandes par an jusqu'en 2015. (LExpansion.com 11.06)

Economie

1- BCE

Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), au Forum économique international des Amériques à Montréal, a plaidé en faveur d'une intégration plus forte en Europe. "*La véritable nécessité pour la zone euro à l'heure actuelle, c'est de progresser vers une union économique et financière plus cohérente et plus intégrée*", a-t-il dit.

Faute d'un mécanisme de garantie supranationale des dépôts, l'un des problèmes que rencontre la zone euro est celui de l'absence de risque lié au marché des changes imputable à la libre circulation des capitaux, susceptible de provoquer des retraits massifs.

Christian Noyer a défendu l'idée de créer une autorité qui cumulerait en Europe les compétences qui sont aux Etats-Unis détenues par la Federal deposit insurance corp (FDIC) et par la Réserve fédérale.

Cette entité aurait trois grandes prérogatives: la supervision bancaire, la garantie des dépôts et la gestion ou la résolution des crises bancaires.

Tout en reconnaissant qu'il existait des obstacles à la réalisation de cet objectif, il a souligné "*qu'après tout, les plus grandes avancées du projet européen ont toujours été accomplies en réaction aux crises*". (Reuters 11.06)

2- Portugal

Les emprunts des banques portugaises auprès de la Banque centrale européenne (BCE) ont atteint en mai un nouveau plus haut, à 58,7 milliards d'euros, selon des données publiées lundi par la Banque du Portugal.

Le gouvernement de centre-droit a annoncé lundi dernier l'injection d'une aide publique de 3,5 milliards d'euros dans la BCP, première banque privée du pays, et de 1,5 milliard dans la BPI, quatrième du secteur, afin qu'elles puissent respecter les exigences de capital de l'Autorité bancaire européenne.

L'Etat augmentera également le capital de la banque publique Caixa geral de depositos (CGD), première institution financière portugaise, d'un montant de 1,65 milliard d'euros, mais il n'est pas autorisé dans ce cas à puiser dans les fonds mis à disposition par l'UE et le FMI. (lexpansion.com 11.06)

3- Italie

L'Italie, entrée en récession fin 2011 sous le poids des plans d'austérité, s'y est enfoncée au premier trimestre 2012 avec une contraction de son Produit intérieur brut de 0,8% par rapport au trimestre précédent, a confirmé lundi l'institut de statistiques Istat.

Dans le cadre de son estimation définitive, l'Istat a en revanche révisé en hausse la contraction en glissement annuel du PIB de la péninsule à 1,4%.

Les principaux facteurs de la nouvelle contraction de l'économie italienne au premier trimestre ont été la baisse de la consommation et des investissements, a détaillé l'Istat dans son communiqué.

La consommation a reculé de 0,6% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent, les Italiens se serrant la ceinture sous l'effet des hausses d'impôts introduites dans le cadre des plans d'austérité et d'un taux de chômage record qui dépasse la barre des 10%.

En raison de la baisse de la consommation, les importations ont chuté de 3,6%. Les exportations ont diminué de leur côté de 0,6%.

Selon les dernières statistiques économiques publiées, le deuxième trimestre a mal démarré, la production industrielle, pilier de l'économie italienne, ayant accusé une chute de 1,9% en avril sur un mois, beaucoup plus importante que prévu par les économistes. (AFP 11.06)

4- Chine

La Chine va construire 70 aéroports d'ici à 2015, a annoncé lundi le patron de l'Administration de l'aviation civile (CAAC) en dépit du net ralentissement constaté dans la deuxième économie mondiale.

Li Jiaxiang, chef de la CAAC, a également redit que les compagnies aériennes chinoises allaient acquérir en moyenne quelque 300 appareils par an sur la période 2011 à 2015 -- l'actuel plan quinquennal chinois.

"*La Chine compte construire 70 aéroports au cours des prochaines années et augmenter les capacités de 100 autres*", a dit M. Li devant les quelque 650 délégués des 242 compagnies membres de l'IATA, l'Association internationale des transports aériens, réunis pour l'assemblée générale annuelle à Pékin.

La Chine devrait compter plus de 230 aéroports d'ici la fin 2015, date à laquelle les compagnies auraient une flotte de 4.700 avions.

Le Conseiller d'Etat chargé du Développement économique, Ma Kai, a déclaré devant l'Iata que le marché chinois du transport aérien avait "*le plus gros potentitel de croissance au monde*".

"*Depuis 2005, le secteur enregistre une croissance annuelle de 17,5%*", a-t-il dit.

La Chine, a ajouté M. Li, avait à la fin de l'an dernier 2.888 avions de ligne en opération et le secteur emploie 1,2 million de personnes. (AFP 11.06)

Haut de page

Le 13 juin

CAUSERIE

Je viens de terminer l'actualisation du site, je n'ai plus le temps d'aborder certains sujets d'actualité, comme la campagne calomnieuse lancée par l'UMP contre Mélenchon accusé de compter des antisémites parmi ses amis.

A vouloir jouer les malins avec son ou ses blogs, sur Fesse bouc et autres supports avariés, on se fait prendre à son propre piège. Il y a quelque chose de dément dans tout cela, de mégalomaniaque, chacun cherche à exister par n'importe quel moyen sans en mesurer les conséquences possibles, sans être capable surtout de les assumer quand elles sont négatives. Vous avez posté quelque chose qui soulève des critiques virulentes et apparemment inattendues, et hop pour plaire au plus grand nombre qui rime généralement avec crétinisme, on le retire, on se renie. C'est franchement pitoyable !

Voilà pourquoi je ne marche pas dans ce truc-là, ma page Fesse bouc est vierge, je vais faire mieux, je vais la fermer, y figurait l'adresse du site, je suis en train de renouveler mon visa (pour 15 ans cette fois), je ne voudrais pas leur donner un prétexte à la con pour me le refuser s'ils s'avisaient de regarder de plus près quelle activité politique je mène en étant en Inde. Qu'est-ce qui est essentiel, que je continue tranquillement mon boulot politique ou que de très rares personnes prennent connaissance de mon site en se connectant à ma page Fesse bouc ? Il me semble que la réponse numéro 1 soit la bonne.

Depuis que ma compagne est repartie en France, je ne suis plus dérangé 20 fois par jour pendant que je travaille, mais voilà qu'à deux reprises un mainate est venu se poser sur le rebord de la fenêtre à moins d'un mètre de ma table, pour me distraire ! Comme je suis poli, je lui ai répondu, après tout je parle bien à mon chien.

Pendant les 4 mois où Magueswary était là, il n'a pas mis une seule fois les pattes dans la maison, elle est très dure avec lui. Elle est repartie avant-hier soir, depuis, quand j'ouvre la porte d'entrée le matin, il se précipite à l'intérieur en attendant ses gâteaux, il bave sur le carrelage ou sur les murs ou sur moi quand il secoue la tête, mais il est ainsi fait, cela fait partie de son charme, le midi il a repris la bonne habitude de me réclamer quelque chose, normal puisque je casse la croute, pourquoi pas lui franchement, et le reste du temps il s'installe où bon lui semble, comme quoi il a du tempérament et de la mémoire l'animal ! Il y a tant d'hommes qui n'en ont pas, de la personnalité j'entends, je laisse de côté la mémoire, la mienne est désastreuse ou si limitée. Passons aux choses sérieuses. Je mettrai de nouveaux articles en ligne demain.

La campagne du second tour des législatives rappelle les derniers jours de la campagne présidentielle et prend une tournure grotesque et nauséabonde, de quoi dégoûter les électeurs déjà peu nombreux et peu enthousiastes de se déplacer dimanche prochain.

Bravo à ma chère fille (institutrice) qui m'avait envoyé ce petit mot dimanche dernier : "*Autant te dire qu'aujourd'hui, je ne vais pas renouveler l'exploit de me déplacer jusqu'aux urnes ; d'ailleurs celui d'assister à des réunions du Front de Gauche nous est vite passé aussi... pour une fois que nous avions décidé de faire preuve de bonne volonté !*". Je te répondrai dans les jours qui viennent.

Le "***changement***" dans la continuité de la Ve République, c'est maintenant, suite.

Nicolas Sarkozy participera au côté du président François Hollande à l'hommage solennel qui sera jeudi rendu aux Invalides aux quatre soldats tués samedi en Afghanistan, a indiqué mardi à l'AFP l'entourage de l'ancien chef de l'Etat, confirmant une information de BFMTV.

Tous les anciens présidents et Premiers ministres de la Ve République ont été invités à cette cérémonie, a de son côté indiqué l'Elysée. Ce sera la première apparition officielle de M. Sarkozy depuis la passation de pouvoir avec son successeur, le 15 mai dernier.

La cérémonie d'hommage débutera à 09H00 par une cérémonie religieuse en la cathédrale Saint-Louis. Elle sera suivie à 10H10 d'une cérémonie militaire dans la cour d'honneur des Invalides. Avoir avoir passé en revue les troupes, le président Hollande prononcera un éloge funèbre puis procédera à la remise de décorations à titre posthume. (AFP 12.06)

En famille. Hollande préconise de "***renforcé***" l'intégration des syndicats dans les institutions par le biais du Conseil économique, social et environnemental.

Lors de son discours mardi devant le Conseil économique, social et environnemental (CESE), François Hollande a indiqué qu'il souhaitait voir "*renforcé*" le rôle du Cese qui symbolise, selon lui, le dialogue et le "*rassemblement*". A un mois d'un grand sommet social qui se tiendra les 9 et 10 juillet, le chef de l'Etat a livré un nouveau plaidoyer en faveur du dialogue social et de la concertation dans un discours de 45 minutes qui a décliné ses promesses de campagne. A ce titre, il a rendu hommage au Cese, une assemblée de 233 membres où siègent syndicalistes, mutualistes, patrons, artisans, professions libérales et dont la mission première est, à travers ses avis, de conseiller le gouvernement et de "*favoriser*" la communication entre catégories professionnelles.

Il a précisé que le dialogue social n'est ni un "*problème*" ni "*la solution*" mais plutôt "*le point de passage*". (lexpress.fr 12.06)

On ne compte plus la multitude d'institutions de collaboration de classes qui existent depuis des lustres dans ce pays, pendant qu'il y en a qui s'escriment à vouloir faire croire à l'indendance des partis et des syndicats. Question : pour qui roulent ceux qui se livrent à cette escroquerie politique ?

La "***droite républicaine***" : c'est le PS !

"*En face de nous, qu'avons-nous ? (..) Cette droite républicaine, qui aujourd'hui n'existe plus, n'a plus de clarté idéologique, n'a plus de principes, n'a plus d'ordre, qui est dans la confusion absolue, et qui est en train de tomber dans le piège que lui tend Marine Le Pen, d'un côté on ne condamne pas le Front national, et de l'autre coté on subit les listes noires*", a déclaré sur Europe 1 le ministre français de l'Economie, des Finances et du Commerce extérieur.

"*Franchement, que reste-t-il de la droite, de ses principes, de ses valeurs ? Pas grand-chose*", a-t-il ajouté. (Reuters 12.06)

Leur République, dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas, est comme une pièce de monnaie qui comporte deux faces, sur le côté pile on trouve les républicains de droite et sur le côté face les républicains de gauche. L'un ne peut pas exister sans l'autre, mieux, leur République ne peut se passer de l'un comme de l'autre. Que l'une disparaisse et le régime se retrouve déséquilibré, ébranlé, affaibli, son existence est menacée, du même coup le gouvernement en place et le parti qui domine au sein des institutions également, au-delà il lui reviendra la responsabilité de rétablir cet équilibre précaire par tous les moyens, y compris en empruntant les méthodes des républicains de droite au risque de dévoiler le lien qui existe entre eux et d'y perdre la face comme l'on dit en Asie !

Ceux qui se définissent comme républicains de gauche quand ils sont au pouvoir, ont absolument besoin de leur pendant de droite sur lesquels faire porter la responsabilité de leur politique réactionnaire, mieux encore, de la politique qu'ils ne peuvent pas mettre en oeuvre parce qu'ils partagent la même idéologie et les mêmes intérêts de classe que les républicains de droite.

Chaque élection présidentielle et législative consiste à jeter en l'air cette pièce de monnaie, et selon le côté sur lequel elle retombe, ce sont les républicains de droite ou de gauche qui gouvernent, la règle du jeu n'est pas plus compliquée que cela.

Pour que le régime en place soit stable, il faut que les deux protagonistes acceptent cette règle du jeu, si l'un des deux faits défaut, il revient à celui resté en lice d'en assumer seul la charge avec toutes les contradictions que l'on sait, c'est la raison pour laquelle habituellement les deux se prêtent volontiers au jeu, d'autant plus qu'ils en sont généreusement récompensés.

Briser ce consensus qui existe à la base et non en aval, revient à casser le jouet qui assure la légitimité du régime et qui sert d'arène aux illusions des masses, on comprend que devant un tel danger, le PS monte au créneau pour afficher sa soumission total au régime en place.

Nous n'avons cessé de marteler que les défenseurs de cette République était des impuissants qui faisaient le jeu de la réaction, dans la mesure où elle n'était qu'une des formes (temporelles) à travers laquelle la classe dominante exercait son pouvoir, et qu'en fonction de ses besoins elle n'hésiterait pas à la saborder au profit d'une dictature ouverte, autrement dit, qu'elle portait en elle cette perspective pour affronter la classe ouvrière, ou encore la négation des principes ou valeurs sur lesques elle était établie ou qui participaient au fonctionnement du régime, quand il estimait que le rapport de force entre les classes lui permettait d'imposer sa politique, mais dès lors que face à une crise économique il lui était devenu impératif de durcir sa politique contre les exploités, il lui fallait violer ces principes ou valeurs, faire voler en éclat ce cadre institutionnel devenu encombrant ou trop étroit pour s'attaquer brutalement aux masses, ce qui est incompatible avec le respect même très limité d'une forme de démocratie ou de la reconnaissance de la lutte des classes qu'incarne la République et le rapport de force même très déformé qui s'y exprime en temps normal.

J'ai écrit ces lignes sans brouillon ou avoir réfléchi à nouveau au sujet que nous venons d'aborder, je vous livre une analyse rédigée à la hâte, on pourrait poursuivre encore longtemps sur le même thème. Tenez, je me dis aussi que ce qui affole Moscovici, c'est que le PS a besoin du soutien ou de la nautralité bienveillante de l'UMP pour faire passer sa politique, autant que des dirigeants syndicaux et des satellites du PS, en se retrouvant seul au pouvoir, à détenir tous les pouvoirs, l'Elysée, le Parlement, les régions, les grandes villes, contre tous, ses dirigeants doivent commencer à se demander combien de temps vont-ils tenir, sachant qu'ils vont devoir annoncer de nouvelles mesures d'austérité qui seront forcément très impopulaires.

Pour conclure provisoirement, pour Moscovici, l'UMP est déloyal, il ne joue pas le jeu, il joue un jeu dangereux en lui retirant le tapis sous les pieds, on a ici un avant-goût de l'impatience qui agite l'aristocratie financière avant de passer à l'offensive contre le gouvernement Hollande-Ayrault, qui sera contraint de céder à ses exigences, d'assumer à la fois les responsabilités des républicains de droite et de gauche, ce qui pourrait se traduire sur le plan politique par une forme d'union nationale qui n'est pas incompatible avec leur République ou ce qui a été dit plus haut, leur République et leur conception de la démocratie étant compatibles avec l'esclavagisme, ce qu'on a tendance à oublier souvent, Engels dira, je cite de mémoire, que dans la Grèce antique, la démocratie n'aurait pas pu voir le jour sans l'esclavagisme qui constituait déjà une forme de progrès social.

Depuis l'avènement du capitalisme, leur République n'a eu aucun scrupule à s'accomoder de l'esclavage salarié ou de la surexploitation ignobles des colonies, vous comprenez peut-être mieux pourquoi de notre point de vue elle est indéfendable. Qu'elle constitue le cadre dans lequel se déroule la lutte des classes n'est pas un argument suffisant, il est devenu obsolète depuis qu'aucun parti ne représentente plus réellement les intérêts de la classe ouvrière, c'est un argument falacieux, opportuniste, dans la mesure où c'est dans ce même cadre qu'ils préparent la liquidation de l'existence de la classe ouvrière en tant que classe, ajoutons, que c'est ce cadre étroit et borné qui, parce qu'il exclut la classe ouvrière de toute représentation politique, fait le lit de l'extrême droite.

L'extrême droite combat pour briser cette République et imposer une dictature ouverte, nous, nous combattons pour abattre cette République bourgeoise pour instaurer une République sociale sur ses cendres.

On poursuivra demain peut-être. On ne peut pas se contenter de mots d'ordre du genre à bas l'extrême droite ou se borner à constater que le parti de l'ordre se radicalise, qu'il est en crise, il faut expliquer pourquoi, à quoi cela correspond sur le plan économique et politique, à quel moment précis cela intervient-il, à quel stade de la crise et de l'évolution du capitalisme en France et dans le monde, à quel stade de la décomposition du régime, de la société, etc. C'est seulement en procédant de la sorte qu'on peut comprendre quelque chose, sinon on en reste à une interprétation superficielle ou insignifiante ou on ne comprend rien du tout, ce qu'on n'ose pas s'avouer la plupart du temps. Nos pédagogues de service sont en réalité des démagogues, voilà le problème du mouvement ouvrier, notamment. (A suivre)

Actualité en titres

Bruit de campagne.

La réaction a trouvé son parangon de vertu... parmi les siens !

- Cohn-Bendit veut "*la proportionnelle*" pour éviter les "*accords exécrables*" UMP-FN - LePoint.fr

Le visage hideux du parti de l'ordre.

- Nadine Morano tente de séduire les électeurs FN dans '*Minute*' - LeMonde.fr

- Pour Alain Juppé, «*les électeurs du FN ne sont pas des pestiférés*» - 20minutes.fr

- Marini sur le FN : « *Il ne faut pas en faire un fromage* » - Public Sénat

- Une candidate FN appelle à voter pour un UMP en Loire-Atlantique - AFP

- Législatives : un candidat FN se retire au profit de l'UMP - LePoint.fr

Hypocrisie, coups tordus, trahisons, règlements de compte...

- Minute est le "*journal officiel de l'UMP*" pour Martine Aubry - Lexpress.fr

- L'UMP taxe le Front de gauche '*d'antisémitisme*' pour gêner le PS - LeMonde.

- Législatives. A Saint-Denis, Braouezec trahit l'accord à gauche - Lexpress.fr

- Le coup de poignard de la Première dame à l'ex-compagne du président - AFP

Il y en a que la honte ne risque pas d'étouffer.

1- SOS Racisme s'en prend aux "*candidats de la honte*", Morano, Chassain et Arkilovitch - AFP

C'est le PS qui a fondé SOS Racisme pour instrumentaliser le racisme qui est une des conséquences de la survie du capitalisme dont il porte la responsabilité, pour le faire oublier justement. Un instrument à caractère communautariste de discrimination et de stigmatisation sociale des immigrés, de division du prolétariat.

La discrimation dont font l'objet les immigrés en général n'aurait pas lieu d'être si le reste de la population n'était pas déjà victime d'importantes inégalités sociales que lui impose la classe qui détient le pouvoir, si l'essentiel de ses besoins étaient satisfaits, elle n'aurait aucune raison de s'en prendre aux immigrés ou aux travailleurs étrangers présents en France.

J'accuse les organisations antiracistes ou antisémites de se comporter en réalité comme des organisations racistes au service du régime et sionistes en cautionnant l'idéologie putride qui sert à légitimer l'existence de l'Etat d'Israël, le bras armé de l'impérialisme anglo-saxon au Proche et au Moyen-Orient.

Pour un militant ouvrier combattant pour le socialisme, le seul critère qui prévaut pour caractèriser un membre de la société demeure son appartenance à une classe déterminée et non la couleur de sa peau ou son pays d'origine.

S'écarter ou abandonner le terrain de la lutte de classe du prolétariat ne peut aboutir qu'à se situer sur celui de la réaction, ce qui n'a rien d'étonnant de la part du PS, parti contre-révolutionnaire et ennemi du socialisme.

On pourrait ajouter à propos du PS, que parce qu'il est incapable de mener ouvertement un combat classe contre classe, car dans ce cas-là il apparaîtrait franchement dans le camp de la réaction, il lui faut utiliser des subterfuges, des relais qui brouillent les cartes pour mener son combat contre la classe ouvrière. Ce genre d'associations ne sert à ce parti réactionnaire étranger à la classe ouvrière, chassé des usines, des chantiers et des bureaux, des quartiers ouvriers, qu'à tenter de légitimer son existence et son appartenance frauduleuse au mouvement ouvrier qu'il combat quotidiennement.

2-Pierre Laurent déplore une "*déformation de la vie politique*" - LePoint.fr

Il est bien placé pour en causer, son parti l'est tellement depuis si longtemps que ses dirigeants et ses militants ne s'en rendent même plus compte ! Il n'est pas le seul dans ce cas-là, on devrait peut-être préciser qu'en réalité ils en sont tous là, malheureusement pour nous et notre classe.

Propagande de la réaction mondiale.

- L'armée syrienne utilise des enfants comme "*boucliers humains*", selon l'ONU - LePoint.fr

Comment ce torchon peut-il l'affirmer ? Parce qu'il faudrait croire sur parole les voyous qui siègent à l'ONU. Le régime n'a pas besoin de recourir à ce moyen pour rester en place, depuis qu'a commencé l'opération impérialiste de déstabilisation (de l'intérieur en infiltrant et armant des mercenaires issus de ses rangs) de la Syrie, la majorité de la population ne s'est pas soulevée pour tenter de renverser Assad, dans le cas contraire il serait déjà tombé, simple constat.

- Russie: grande manifestation de l'opposition attendue à Moscou - AFP

Parmi ces "*opposants*" on trouve un certain Garry Kasparov, ancien champion du monde d'échecs et Président du parti Front civil uni, qui a participé à la dernière réunion du Groupe de Bilderberg à Chantilly aux Etats-Unis début juin, institution opaque dirigée par les maîtres du monde. (voir l'article en ligne dans la rubrique Internationale dans cette page)

Nous sommes désormais en présence d'une nouvelle tactique de l'impérialisme américain, qui consiste non plus à soutenir certaines couches de la bourgeoisie qui s'estiment lésées par celle au pouvoir, mais à les organiser (et financer) lui-même en leur dictant les différentes étapes par lesquelles doit passer leur combat pour déstabiliser le pouvoir en place et si possible obtenir sa chute.

Jusqu'à présent, Washington utilisait des opposants qui étaient essentiellement des intellectuels (Tchécoslovaquie, Cuba) ou des membres de l'aristocratie ouvrière (Pologne), de la petite-bourgeoisie, il les manipulait en leur faisant miroiter un avenir radieux à la tête de leur pays, il se servait du rejet d'une partie de la population du régime en place pour enrôler certains de ses membres dans ses coups tordus, eh oui, des têtes c'est bien pour couvrir le champ médiatique, mais des pieds et des jambes c'est indispensable sur le terrain pour provoquer le régime, entraîner de sa part une réaction violente, pour ensuite dénoncer la répression et en déduire qu'il n'a rien de démocratique, donc qu'il faut le chasser.

Lorsque aucune couche de la bourgeoisie n'est assez puissante pour revendiquer le soutien de couches significatives de la population et contester celles qui détiennent le pouvoir, l'impérialisme américain et ses alliés se chargent de lui fournir les mercenaires armés qui harcelleront le régime en place afin de le déstabiliser, comment, en l'obligeant à réprimer les manifestations qu'ils auront infiltrées ou manipulées de façon petit à petit à dresser une masse toujours plus grande de la population contre le régime qui se retrouvera affaibli, puis isolé.

L'impérialisme américain décide ainsi quelle couche de la bourgeoisie sera la plus à même de servir ses intérêts économiques au détriment de ses concurrents sur le marché mondial, les Russes et les Chinois principalement, mais aussi les Européens.

Selon le degré de frustration de la population sur le plan économique et politique, en l'absence d'une opposition légitime au régime en place, le dictateur américain s'efforcera d'en constituer une de toutes pièces faite de bric et de broc quite à employer les

grands moyens, diviser sur des bases ethniques ou religieuses, terroriser la population prise en otage entre un régime autocratique et une opposition dans laquelle elle ne se reconnaît pas non plus. Il manipule ainsi les masses en leur faisant miroiter un avenir meilleur en cas de changement de régime, tandis que leur sort au quotidien devient de plus en plus insupportable, pas spécialement du fait du régime en place mais par la cycle provocation répression qui résulte des actions entreprises par cette opposition à la solde de Washington et qui sème le chaos.

Tout dépend aussi de l'état dans lequel se trouve le pouvoir en place au moment où l'impérialisme décide de s'y attaquer, s'il est fort ou faible. S'il est faible, il suffira de mettre de l'argent sur la table et de propulser sur le devant de la scène politique un parti hier encore inexistant (celui des Frères musulmans par exemple), la propagande relayée par les Etats (alliés) et les médias à l'échelle mondiale fera le reste. On a là le schéma des révolutions "*colorées*" qui se sont produites dans les pays des ex-républiques de l'URSS et ses satellites, mais aussi en Tunisie et en Egypte.

S'il est fort, il emploiera des méthodes de guerre civile pour briser la résistance du régime, c'est ce qu'on a pu observer en Lybie et qu'on peut observer maintenant en Syrie. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

Tunisie

Un couvre-feu nocturne a été décrété mardi sur le grand Tunis et dans quatre régions du pays après une vague de violences sans précédent dans tout le pays impliquant des groupes de salafistes et de casseurs qui ont attaqué des postes de police et des bâtiments administratifs.

Le couvre-feu, annoncé mardi peu avant 20H00 locales, est en vigueur de 21H00 à 05H00 du matin et couvre le "*Grand Tunis*" (qui comporte quatre gouvernorats) et les gouvernorats de Sousse (est), Monastir (est), Jendouba (nord-ouest), et Medenine (sud), selon un communiqué du Premier ministère (bien: Premier ministère).

C'est la première fois depuis mai 2011 que la capitale tunisienne est soumise à un couvre-feu. L'Etat d'urgence est toujours en vigueur dans le pays depuis le soulèvement qui a abouti à la chute de Ben Ali le 14 janvier 2011.

Cette mesure fait suite à une série de violences qui ont éclaté simultanément dans plusieurs régions du pays dans la nuit de lundi à mardi et qui se sont poursuivies dans la journée de mardi.

Les troubles seraient liés à une exposition à La Marsa (banlieue nord de Tunis) qui s'est tenue du 2 au 10 juin, et dont des oeuvres ont été jugées offensantes pour l'islam.

Les cités populaires de l'ouest de la capitale, mais aussi sa banlieue chic du nord, se sont embrasées, et ont été le théâtre d'affrontements violents entre des groupes d'islamistes radicaux et de casseurs et les forces de l'ordre.

Un tribunal a été incendié, des postes de police attaqués. Les troubles ont fait une centaine de blessés, dont 65 membres des forces de l'ordre, et plus de 160 personnes ont été arrêtées, selon le gouvernement, qui a dénoncé des "*actes terroristes*" et promis que les assaillants seraient jugés en vertu des loi anti-terroristes de 2003 établies sous Ben Ali.

Simultanément, dans les régions, à Jendouba, Sousse et Monastir, des sièges régionaux de la puissante centrale syndicale UGTT ainsi que des locaux de partis politiques d'opposition ont été attaqués.

Le ministère de la Justice a annoncé mardi soir la mobilisation des gardiens de prison pour "*protéger les tribunaux à travers le pays. Ils ont reçu des ordres pour utiliser tous les moyens y compris les tirs à balle réelle pour déjouer toute éventuelle attaque*", a-t-il déclaré.

Fin mai, le ministre de l'Intérieur Ali Larayedh avait déjà annoncé que les forces de l'ordre étaient habilitées à faire usage de balles réelles en cas d'attaques contre des "*institutions souveraines*", après une série d'attaques contre des casernes de police.

Le Palais Abdellia, qui abritait l'exposition controversée à l'origine des violences, a été la cible d'attaques successives dimanche soir et lundi. Des oeuvres ont été détruites et des tags fustigeant les "*mécréants*" retrouvés sur les murs du palais, selon un photographe de l'AFP.

Tout en niant toute implication dans les violences, le mouvement salafiste radical Ansar Al Charia a appelé "*tous les Tunisiens*" à manifester vendredi prochain après la prière.

"*Ansar Al Charia appelle tous les Tunisiens à manifester dans tout le pays pour protester contre les atteintes à la religion*", a déclaré à l'AFP Sami Essid, un proche du leader radical Abou Iyadh, issu de la tendance salafiste jihadiste.

Dans une vidéo circulant sur Facebook, un autre leader radical a, lui, appelé "*au soulèvement*". Ce jeune imam, Abou Ayoub, s'est rendu célèbre en Tunisie pour être un de ceux qui avaient appelé en octobre 2011 à attaquer la chaîne Nessma après la diffusion du film franco-iranien Persepolis.

Le gouvernement, s'il a durci le ton envers les fauteurs de troubles, a également annoncé mardi son intention de porter plainte contre les organisateurs de l'exposition controversée, et a décrété la fermeture du palais Abdellia jusqu'à nouvel ordre.

Nombre de Tunisiens s'interrogeaient cependant mardi sur le caractère simultané des troubles et l'identité des assaillants, qualifiés de "*salafistes et de groupes de délinquants mêlés*" par le ministère de l'Intérieur.

"*Le fait que les violences aient éclaté en plusieurs endroits au même moment laisse à penser que c'était organisé*", a concédé le porte-parole du ministère de l'Intérieur Khaled Tarrouche.

Plusieurs internautes et commentateurs ont relevé que ces violences survenaient deux jours après l'appel du chef d'Al-Qaïda Ayman al-Zawahiri, qui a exhorté les Tunisiens à se soulever pour l'application de la charia.

"*Je ne crois pas qu'il existe en Tunisie un espace pour des appels de ce genre*", a réagi le porte-parole du gouvernement Samir Dilou lors d'une conférence de presse mardi.

Economie

Espagne

Le prêt, pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros, que la zone euro prépare pour renflouer les banques espagnoles en difficulté, aura un taux d'intérêt de 3% et sera remboursable en 10 à 15 ans, affirme mardi le journal ABC sans citer ses sources.

"*Des sources financières expliquent cependant que le taux d'intérêt sera toujours assujetti à la situation concrète des marchés, ce qui fait qu'il pourrait varier à la hausse, bien que très peu*", précise le journal.

Des taux d'intérêt de 3% ou 4% seraient "raisonnables" pour les fonds prêtés à l'Espagne, avait indiqué lundi un porte-parole de la commission européenne.

"*Il est prématuré de parler de taux d'intérêt*" car "*cela dépend des conditions de marché, mais effectivement, des pourcentages de 3% ou 4% sont raisonnables dans ce type d'opérations*", avait déclaré Amadeu Altafaj, porte-parole du commissaire européen aux Affaires économiques Olli Rehn.

On ignore d'autre part si l'argent viendra du fonds de secours de la zone euro (FESF) ou du Mécanisme européen de stabilité (MES) qui doit entrer en vigueur début juillet.

Une "*combinaison des deux fonds*" n'est pas exclue, a indiqué lundi Olli Rehn.

Le prêt européen sera injecté dans le fonds public espagnol d'aide au secteur bancaire, le Frob, qui ensuite distribuera l'argent aux banques concernées.

Si l'Espagne prenait le maximum de l'enveloppe proposée, c'est-à-dire cent milliards d'euros, cela signifierait un bond de 10% de sa dette publique, qui atteindrait alors environ 90% de son PIB en fin d'année. (AFP 12.06)

Haut de page

Le 14 juin

CAUSERIE

10h30 heures locale, 7h du matin en France.

Au moment où vous vous connectez sur le site, il n'a été que partiellement actualisé. La causerie et les infos en bref viendront plus tard dans la journée. J'ai déjà fait les trois quarts du boulot, il me reste à formater les extraits d'articles et à ajouter mes commentaires ou analyses, cela prendra une ou deux heures selon mon inspiration. Je dois absolument m'occuper de mon visa avant 12h30. Il est valide jusqu'au 23 juin, en principe j'aurais dû m'en occuper trois mois avant son expiration, il me reste 9 jours ! C'est donc prioritaire.

Hier, le site a été actualisé tard dans la journée en raison d'un problème de connection (trop lente) au serveur en Inde.

Au fait, j'ai retiré le lien vers le site de ma page Fesse bouc qui dorénavant est vide. J'ai voulu annuler cette page hier soir, en vain, je verrai cela dans l'après-midi. A plus tard et bonne journée à tous.

Trois heures plus tard.

Le Secrétaire général de Force Ouvrière confirme que la collaboration de classes existe au moins depuis 1946

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 13 juin 2012. Extrait.

- "La semaine dernière s'est tenue à Matignon une réunion avec les organisations représentatives (syndicales et patronales) pour discuter de la méthode et des thèmes à l'ordre du jour de la conférence sociale des 9 et 10 juillet.

Seront ainsi abordées les questions liées à l'emploi, au chômage, à la stratégie industrielle, à la formation professionnelle, au secteur public, à la retraite et au financement de la protection sociale collective.

Compte tenu de ces thèmes, j'ai à nouveau suggéré la remise sur pied du Commissariat au Plan, qui était l'organisme idoine pour discuter de toutes ces questions.

L'organisation précise de cette conférence sera connue d'ici à quelques jours, après d'autres consultations. Elle ne sera pas un lieu de décisions, mais constituera plutôt le lancement d'un processus de concertation.

La délégation Force Ouvrière, contrairement à d'autres, s'est opposée à une modification de la Constitution pour y constitutionnaliser la «démocratie sociale». (...)

Pour le reste, au-delà des réunions dans lesquelles nous garderons notre liberté et notre indépendance, ce qui est attendu ce sont des actes concrets. Le décret sur les retraites est plus que timide, on verra ce qu'il en sera pour le SMIC, point sur lequel nous avons également rappelé nos positions.

Sortir de l'austérité est une nécessité économique, sociale et démocratique. "

Bon, c'était juste histoire de causer vous l'aurez compris. On "*verra*", c'est tout vu larbin, en plus il est sourd ou il ne sait pas lire !

Quant à son "*opposition*" à une "*modification de la Constitution pour y constitutionnaliser la «démocratie sociale»*, elle est factice, pas besoin de passer par là, car en réalité FO collabore avec le régime depuis sa création, FO a même été créé dans cette unique perspective, pourrir à la base le mouvement ouvrir, l'atteler le plus solidement possible au char du capitalisme. Et comme tout vendu qui se respecte, il arrive toujours un moment où il vend la mèche, là en l'occurence c'est en faisant référence à une institution qu'il revendique et pour cause, le Commissariat général au Plan. Voyons brièvement de quoi il s'agit.

Le Commissariat général au Plan (1946-2006) fut créé le 3 janvier 1946 par le général de Gaulle, il fut rattaché au chef du gouvernement... (Wikipédia) Belle référence en effet !

Il bénéficie alors d'une sorte d'unanimité nationale. Jean Monnet est le premier à occuper ce qu'il désigne lui-même comme « la fonction indéfinissable de Commissaire au Plan » (Wikipédia)

Et qui était Jean Monnet ? Le planificateur de la mise en oeuvre du plan Marshall en France après guerre, Wikipédia le dément en se contredisant grossièrement, et l'un des pères fondateur de l'Union européenne.

Pour en savoir plus sur Jean Monnet :

- Les planificateurs français par Denis Boneau (Réseau Voltaire) (19.11.04)

- Quand la CIA finançait les intellectuels européens par Denis Boneau (Réseau Voltaire) (17.11.03)
- Raymond Aron, avocat de l'atlantisme par Denis Boneau (Réseau Voltaire) (21.10.04)
- La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA (Réseau Voltaire) (05.04.04)
- Proches, si proches... Les liens secrets entre la CIA et les pères fondateurs de l'Europe Schuman et Monnet (Atlantico.fr) (08.02.12)

Je n'ai plus le temps aujourd'hui, demain on verra en détails comment dans le dernier numéro d'*Informations ouvrères* le POI a analysé les résultats du premier tour des législatives, et comment il laisse planer le doute sur les réelles intentions du gouvernement, une façon de le soutenir sans en avoir l'air, car le POI doit être le seul à l'ignorer, il est vrai qu'il ne s'est absolument rien passé depuis le 6 mai ! Cela promet d'être gratiné !

Si vous avez lu les pages du dernier numéro (204) d'*Informations ouvrères* que j'ai mises en ligne, vous pouvez m'adresser votre analyse ou vos commentaires, cela me fera peut-être gagner du temps. Quand je dis les analyses du POI, cela veut aussi dire l'absence volontaire de toute analyse dans certains cas précis, je vous mets sur la piste, je n'ai pas encore eu le temps de le lire attentivement. A la page 4, vérifiez s'ils ont évoqué les poucentages ou lee nombre de voix par rapport au nombre d'électeurs inscrits ou par rapport aux votes exprimés, cela change tout évidemment, on verra demain comment et pourquoi.

Sur leur site Internet national, on pouvait lire que leurs candidats avaient obtenu 0,45% des voix exprimées (20740 exactement, IO n °204 page 2), rapporté au nombre d'inscrits (46 millions), cela donne 0, 045%, un beau score quand même, qui valait bien la peine que leurs militants se démènent comme des diables... Il est vrai qu'on peut toujours tout justifier en faisant l'impasse sur certaines questions, je vous laisse deviner lesquelles, il est tard et j'ai du boulot chez moi, en fait je n'arrête pas une minute !

J'allais oublier de vous dire que vous étiez de plus en plus nombreux à vous connecter sur le site.

Ça baigne pour eux !

À propos des millionnaires français qui, selon une étude du spécialiste de l'épargne Skandia, se tirent plutôt bien de la crise: si 55% d'entre eux prédisent que la situation économique en France va se dégrader au cours des 12 prochains mois, seuls 32% pensent que leur propre situation financière en pâtira. Ils sont même 57% à déclarer que leur richesse a augmenté depuis le début de la crise. (atlantico.fr 13.06)

On comprend qu'il soit indécent d'augmenter le Smic au-delà de 50 euros par mois, les nantis n'y surivraient pas !

A ce prix-là, je renonce à être révolutionnaire !

D'après les données obtenus par l'Institut français pour la recherche sur les administrations publiques (Ifrap), le salaire moyen d'un agent de l'Assemblée nationale est de "*7 700 euros brut par mois*". (lemonde.fr 13.06)

L'aristocratie ouvrière qui soutient le régime se porte bien, merci pour elle.

Ils passent à l'offensive.

L'économiste Christian Saint-Etienne a annoncé sa démission du Conseil d'analyse économique (CAE), rattaché à Matignon, en s'affirmant "*en opposition totale*" avec les premiers choix du gouvernement Ayrault, dans un entretien au *Figaro Magazine* à paraître vendredi. "*Je ne suis pas d'accord avec les orientations de la politique économique du gouvernement*", déclare M. Saint-Etienne.

Ces options sont également, fait-il valoir, "*en contradiction avec les recommandations récentes de la Cour des comptes, de la Commission européenne ou encore du FMI et de l'OCDE*".

L'économiste, classé au centre droit, qualifie de "*choix intolérable*" la décision gouvernementale de revenir à la retraite à 60 ans pour certains salariés, estimant qu'elle "*nie totalement les réalités économiques et la situation extrêmement précaire des régimes de retraite*". Il dénonce également pêle-mêle le choix de stimuler la consommation pour relancer la croissance, "une folie" selon lui au regard du déficit extérieur, l'abandon de la TVA sociale ou encore la taxation à 75% des plus hauts revenus, promise par M. Hollande. Selon lui, les seules mesures annoncées par François Hollande en matière de fiscalité des entreprises vont entraîner "un choc fiscal représentant plus de 2 points de PIB". "*J'estime que cela pourrait conduire d'ici à l'été 2013 à plus de 300 000 suppressions d'emplois*", met-il en garde. (lexpress.fr 13.06)

Les banquiers sont des gangsters, la dignité en moins.

"*Mes supérieurs ont tout vu, tout su*", a répété mercredi Jérôme Kerviel, ex-trader de la Société Générale, à son procès en appel, à la veille de l'audition très attendue d'un témoin de la défense qui a d'ores-et-déjà étayé dans la presse la thèse d'un complot ourdi contre lui.

Ce témoin, Philippe Houbé, salarié de la société de courtage Newedge (ex-Fimat), filiale de la Société Générale, a affirmé dans un entretien au journal Libération que la banque avait "*chargé au maximum*" le compte de Jérôme Kerviel, alourdissant la perte de 4,9 milliards d'euros qui lui est reprochée en 2008.

"*Selon moi, la banque connaissait l'ampleur des engagements de Kerviel dès l'année 2007*", affirme en outre ce témoin, dont le nom n'est apparu dans le dossier qu'en cours de procès.

La semaine dernière, l'ex-trader avait déclaré avoir servi de fusible à la Société Générale, qu'il accuse d'avoir masqué avec "*l'affaire Kerviel*" ses pertes liées à la crise des subprimes (crédits hypothécaires américains). Ses supérieurs n'auraient rien ignoré de ses prises de positions spéculatives massives mais l'auraient sciemment laissé faire.

"*Au sein de Fimat, tout le monde était au courant que la Société Générale avait pris des positions massives vendeuses. Et on se disait que cela venait en couverture d'autres positions devenues liquides à cause de la crise des subprimes*", a appuyé M. Houbé dans son interview.

"*J'étais dans une spirale, totalement dans un engrenage...*", a-t-il dit pour expliquer pourquoi il avait continué d'accumuler les positions à cette époque, et en démentant avoir agi pour obtenir un bonus.

"*Dans une salle de marchés, on est là pour faire le maximum d'argent*", a-t-il rappelé, affirmant que ses supérieurs venaient le voir pour "*relever les compteurs*" et lui disaient: "*c'est bien, tu es une bonne gagneuse*". Il avait alors "*confiance en eux*", mais ils ont fini par le "*lâcher*". Le 18 janvier 2008, tout le monde lui est "*tombé dessus...*"

"*Je maintiens: mes supérieurs ont tout vu, tout su et m'ont poussé à gagner plus d'argent*", a répété l'ancien trader. Au vu de leurs déclarations durant l'enquête et au premier procès, ils sont "*devenus amnésiques*", a-t-il ironisé. (AFP 13.06)

Répétons-le, il est parfaitement clair qu'un trader ne peut pas engager sa banque à hauteur de 50 milliards d'euros sur plusieurs mois sans que sa hiérarchie n'en soit pas informée ou qu'elle ne lui ait pas donné le feu vert. Pour que le parquet face l'impasse sur cette évidence témoigne qu'il instruit à charge pour le compte des dirigeants de la Société Générale. Leur justice qu'il faut balayer, quoi.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Patrons, vous n'avez même pas besoin de demander pour être servis.

Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, annonce que le gouvernement "*étudie*" un plan d'aide au secteur automobile, après la demande de Renault.

Le gouvernement étudie un éventuel soutien des pouvoirs publics au secteur automobile, à la suite de la demande d'aide formulée par Renault, a indiqué le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg.

"*Cette demande n'a pas été faite officiellement au gouvernement mais cette demande est parvenue jusqu'au gouvernement (...) Nous avons mis à l'étude cette proposition*", a déclaré M. Montebourg, lors d'une conférence de presse. La veille, le numéro deux de Renault, Carlos Tavares, a appelé les pouvoirs publics à des mesures d'aide pour soutenir les ventes de voitures en France et en Europe, comme ils l'avaient fait à partir de 2008-2009. (lexpansion.com 13.06)

Encore 20 000 emplois supplémentaires exonérés de cotisations sociales pour les patrons petits et grands.

Le ministre du Travail, Michel Sapin, a écrit aux préfets pour leur demander de privilégier la demande et les offres locales en tenant compte des besoins dans chaque territoire. Ce supplément de contrats aidés va coûter 400 millions d'euros.

Face à la poussée du chômage, le gouvernement a décidé de mettre en place 80.000 contrats aidés, en sus des 115.000 déjà programmés pour le second semestre, selon un document officiel dont l'AFP a eu connaissance mercredi. Le ministre du Travail, Michel Sapin, a écrit en ce sens à tous les préfets de régions, leur demandant de mobiliser "*tous les moyens opérationnels*" pour parvenir rapidement à la mise en place de ces contrats subventionnés supplémentaires, dont la durée devra être de "*près de 9 mois*", au lieu de six en moyenne actuellement.

"*Le gouvernement a décidé sans attendre de mobiliser un supplément de 80.000 contrats*", précise la lettre dont l'AFP s'est procuré une copie. Ces nouveaux contrats se découpent en 60.000 "*contrats d'accompagnement dans l'emploi*" (CAE) - concernant le secteur non marchand, essentiellement les collectivités locales et les associations -, et 20.000 "*contrats initiative emploi*" (CIE) - des emplois du secteur marchand, c'est-à-dire essentiellement les entreprises. Dans sa lettre, Michel Sapin demande aux préfets de privilégier la demande et les offres locales en tenant compte des "*besoins dans chaque territoire.*"

Cette nouvelle mesure, avec effet immédiat sans attendre la conférence sociale des 9 et 10 juillet prochains, devrait coûter quelque 400 millions d'euros supplémentaires, selon de premières estimations. Le gouvernement précédent avait programmé 340.000 contrats aidés pour l'ensemble de l'année 2012 dont les deux tiers (225.000) pour le premier semestre et 115.000 pour le second. En janvier 2012, 370.000 personnes bénéficiaient de contrats aidés. (lexpansion.fr 13.06)

Et en plus il s'agit d'emplois précaires dont la durée en moyenne ne dépassera pas 10 mois en 2012, tandis que la durée du travail est inférieur à 35 heures hebdomadaires, entre 22 et 33 heures. (source : http://www.service-public.fr/)

- L'employeur perçoit une aide financière de l'État d'un montant variable pouvant atteindre :

47% du SMIC brut pour les CUI-CIE (secteur marchand) (montant moyen réel : 31%),

95% du SMIC brut pour les CUI-CAE (collectivité territoriale, associations) (montant moyen réel : 70%).

L'employeur peut également être exonéré de certaines taxes ou cotisations sociales. (source : http://www.service-public.fr/)

Elle n'est pas belle la vie des négriers modernes ? A la mode "*socialiste*" s'il vous plaît !

Comment à l'avance ils légitiment les licenciements à venir. Mode d'emploi.

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a indiqué mercredi que le sujet d'un meilleur encadrement des plans sociaux, en cas de fermeture d'un site rentable, serait discuté à la conférence sociale des 9 et 10 juillet, avant qu'un texte soit proposé.

"*Nous souhaitons placer dans la discussion de la conférence sociale un certain nombre de mesures législatives de manière à limiter les plans sociaux abusifs*", a déclaré lors d'une conférence de presse Arnaud Montebourg.

"*Tout l'art du législateur sera de faire le tri entre les plans sociaux abusifs et ceux qui ne le sont pas*", a-t-il déclaré.

Sur l'encadrement des plans sociaux, Arnaud Montebourg a précisé que la future loi viserait "*des entreprises rentables qui gagnent de l'argent, des sites industriels rentables qui sont fermés car ils ne gagnent pas assez d'argent au vu des exigences financières*" des actionnaires. (AFP 13.06)

Il est dit clairement que le gouvernement ne prendra aucune mesure pour s'opposer à la fermeture d'entreprises, encore moins les confisquer ou les nationaliser. C'est bien un gouvernement des capitalistes.

Guerres (coloniales) de rapine. Bush, Obama, Blair, Cameron, Sarkozy, Hollande : même politique de va-t-en-guerre.

«*Un prébendier à la tête d'un groupe d'assassins*», «*un régime de mort et de sang*»: Laurent Fabius a usé de termes extrêmement forts, mercredi lors d'une conférence de presse, pour condamner le pouvoir de Damas et annoncer à son encontre un renforcement de la pression internationale. «*La France entend être à la pointe de l'action contre Bachar el-Assad*», a dit le chef de la diplomatie française. Il a repris à son compte le terme de «*guerre civile*», employé la veille par un haut responsable de l'ONU, et admis que le pays était la destination de livraisons d'armes.

«*La situation en Syrie a pris un tour encore plus grave et plus abominable*», a déclaré le ministre en évoquant le sort d'enfants utilisés comme boucliers humains, une situation sur laquelle un rapport des Nations unies avait levé le voile, mardi. «*Des enfants de 8 à 9 ans sont placés devant des chars, violés et assassinés, a dit Laurent Fabius. (…) Ils sont mis de part et d'autre des cars militaires qui entrent dans les villes. Si on veut tuer des soldats, il faut d'abord tuer des enfants…*» a-t-il poursuivi. (lefigaro.fr 13.06)

L'indulgence ne vaut que pour les délinquants, les fraudeurs en cols blancs.

La situation inquiétante des prisons françaises surpeuplées s'est rappelée mercredi au souvenir du ministère de la Justice, qui assure en faire "*une priorité*", mais refuse l'amnistie des courtes peines prônée par le contrôleur des prisons.

Une fois n'est pas coutume, c'est le contrôleur général des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, aiguillon de la politique pénitentiaire, qui a mis les pieds dans le plat.

Dans un avis publié mercredi au *Journal officiel*, il plaide pour une loi d'amnistie des peines "*très légères*" prononcées avant 2012 et pas encore exécutées, faute de moyens, afin de ne pas aggraver la surpopulation carcérale qu'il juge très inquiétante. (AFP 13.06)

Actualité en titres

Un gouvernement des nantis. A bas les privilèges !

- Bercy plafonne le salaire des patrons du public à 450 000 euros annuels - Libération.fr

Ils ont aussi "*plafonné*" le Smic en accordant (prochainement) généreusement aux heureux bénéficiaires une augmentation colossale de quelque 50 euros mensuel. Sur une base annuelle, le Smic est aujourd'hui de 16780,44 euros brut soit 26 fois inférieur au salaire de ces nantis.

La réaction sur toute la ligne.

- L'encadrement des plans sociaux sera au menu de la conférence sociale - AFP

- La France entend être à la pointe contre Bachar el-Assad - LeFigaro.fr

- Delphine Batho défavorable à l'amnistie des courtes peines non exécutées - LePoint.fr -

- François Hollande met les Grecs en garde contre une sortie de la zone euro - lexpress.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

1.1- La droite grecque a mis le cap à droite toute, recyclant cadres et thèmes de l'extrême-droite, pour tenter de s'imposer sur la gauche radicale aux élections législatives cruciales du 17 juin.

"*La Grèce a accepté l'invasion des immigrants illégaux. On va stopper cela*", a lancé le patron de la Nouvelle Démocratie (ND), Antonis Samaras, présentant son programme sur la sécurité et l'immigration.

"*Reconquête des villes*", "*centres de rétention pour les sans papiers*", et lutte tous azimuts contre le crime, il a promis un tour de vis s'il remportait le scrutin.

"*Il y a une masse d'émigrés, ils sont un million et demi qui n'ont pas de travail, qui n'ont rien à faire ici*", a-t-il dit à l'AFP, affirmant "*compter sur la solidarité de l'Europe*" pour mieux boucler les frontières et expulser les indésirables.

Toujours surfant sur le nationalisme, une vague de fond en Grèce, il jongle avec d'autres thèmes populistes pour opérer la jonction avec une partie de l'extrême-droite.

"*Du centre-droit, il a fait glisser le parti vers la droite pure et dure*", dit à l'AFP le politique Ilias Nicolacopoulos, relevant que ce mouvement est peu perçu dans les cercles européens qui ne veulent voir que l'europhilie de M. Samaras.

Le champ politique, avec la crise et l'austérité, est tiraillé vers les extrêmes. A la droite de l'extrême-droite, un parti néonazi "*Chryssi Avghi*", l'Aube dorée, s'est arrogé 21 députés, avec près de 7% des votes lors du scrutin inconclusif du 6 mai.

"*L'heure de la peur a sonné*", avait alors clamé Chryssi Avghi. Ses nervis traduisent en pratique par le tabassage d'immigrés. Près de la moitié des policiers auraient voté pour lui, selon l'hebdodamaire de centre-gauche To Vima.

Mais la violence de Chryssi Avghi, dont le porte-parole a agressé la semaine passée deux élues de gauche lors d'un débat télévisé, tend à masquer une droitisation générale d'une droite fragmentée en plusieurs formations.

"*Ces discours antimusulmans, antisémites, xénophobes qui irriguent toute la société sont insupportables*" déplore auprès de l'AFP Sabi Mionis, qui se souvient encore de ses bagarres d'étudiant juif avec les nostalgiques de la junte des colonels (1967-74).

La tentation de la ND de chasser sur les terres extrémistes a été illustrée par le patron de la campagne conservatrice dans le nord de la Grèce, Panagiotis Psomiadis.

L'ex-préfet de Salonique s'est prévalu dimanche d'une "*fraternité*" des partis de droite, citant même Chryssi Avghi selon ses adversaires, ce qu'il a imputé à un détournement de ses propos.

Makis Voridis a franchi le pas en février dernier vers la ND en désertant le parti d'extrême-droite Laos dont il était un pilier. Il venait d'être nommé ministre des Transports dans le cabinet d'union nationale formé fin 2011.

"*Avec Samaras, c'est clair, net, correct*", affirme à l'AFP cet ancien député européen, qui revendique son amitié avec Jean-Marie Le Pen, le fondateur du parti français d'extrême-droite, le Front National.

Pour lui, qui se définit comme "*un libéral-national*" pro-européen, "*très conservateur*" sur les moeurs, la ND "*écoute enfin ce que disait la société et affronte les grands problèmes, immigration et sécurité*".

"*Samaras est très courageux en disant qu'il faut reconquérir les villes*", estime l'avocat de 48 ans, redouté par le camp libéral de la ND, qui le soupçonne de vouloir conquérir le pouvoir au sein du parti.

"*Avec la crise, tout le paysage politique a changé: il y a eu une renaissance à droite et l'émergence de l'extrême-gauche avec le Syriza d'Alexis Tsipras*", dit-il.

Il exclut toutefois Chryssi Avghi du regroupement à droite qu'il ambitionne.

"*Hors de question de parler avec ces néonazis*", souligne cet homme politique, pourtant issu du même moule extrémiste dans les années 80. (AFP 13.06)

1.2- Alexis Tsipras, dirigeant de la Coalition de la gauche radicale grecque (Syriza), a exclu mardi de participer à un gouvernement d'union nationale réunissant tous les partis politiques après les élections législatives du 17 juin, estimant que le pays avait besoin d'"*une direction claire*".

Il a par ailleurs promis de placer le secteur bancaire sous le contrôle de l'Etat. "*Si nous sommes élus, nous agirons rapidement pour recapitaliser les banques avec des actions ordinaires, ce que nous appelons la socialisation du système bancaire*", a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Dans une tribune publiée mercredi par le *Financial Times*, Alexis Tsipras réaffirme qu'il n'est pas question pour lui de sortir de l'euro et d'en revenir à la drachme. "*De peur qu'il y ait le moindre doute, mon mouvement, Syriza, s'engage à maintenir la Grèce dans la zone euro*", écrit-il en préambule à cette contribution.

Mais, prévient-il, "*si nous ne changeons pas de voie, l'austérité menacera avec encore plus de certitude de nous faire sortir de l'euro*". (Reuters 13.06)

Retenez-moi sinon je fais un malheur, on sait ce que vaut en général ce genre de menace... Il n'a de cesse de témoigner son allégeance à l'UE, il est fait de même pâte mole que les Mélenchon et les Hollande...

2- Tunisie

L'ancien président tunisien Zine ben Ali, jugé par contumace, a été condamné mercredi à la prison à vie pour son rôle dans la mort de plusieurs centaines de manifestants tués pendant la "*révolution de jasmin*".

Le tribunal militaire du Kef a par ailleurs prononcé des peines de prison ferme allant jusqu'à 15 ans de réclusion à l'encontre de l'ex-ministre de l'Intérieur Rafik Belhadj Kacem et de sept responsables des services de sécurité.

Sur les 23 membres de son administration poursuivis comme lui pour des faits commis à Kasserine, Tala, Kérouan et Tajrouine, quatre villes du Centre où le soulèvement a débuté, 14 ont été acquittés.

Parmi eux figurent Ali Seriati, commandant de la garde présidentielle, et Ahmed Friaa, nommé ministre de la Justice peu avant

le départ de Ben Ali.

"*Ce verdict est injuste. Les peines sont légères. Elles ont été influencées par des pressions politiques. Le tribunal est tombé dans un piège*", s'est indigné Chardedine Glaïl, l'avocat des familles des victimes.

"*Comment Ben Ali, inculpé son rôle dans les morts, peut-il être condamné à la prison à vie alors que Kacem n'écope que de douze ans alors qu'il est inculpé de meurtres*", a-t-il poursuivi. (Reuters 13.06)

Ben Ali ne s'est pas "*enfui*", il a été exfiltré par l'armée avec l'aide de la CIA. Depuis il coule des jours paisibles en Arabie Saoudite, sans que les dirigeants du vieux monde ne s'en émeuvent et réclament son extradition, bizarre, non, normal.

Economie

1- Italie

Au cours d'une émission obligataire test, Rome a emprunté comme prévu 6,5 milliards d'euros à un an, mais a vu ses taux flamber à 3,972% contre 2,34% au moment de la dernière opération similaire, le 11 mai. Le Trésor italien procédera à une nouvelle émission jeudi.

"*L'aversion au risque est très élevée et les marchés se disent que l'Italie va suivre le même chemin que l'Espagne*", commente pour l'AFP Cyril Regnat, de Natixis, qui juge cette vision "*exagérée*", la situation de Rome étant "*beaucoup moins préoccupante*" que celle de Madrid.

Malgré ce retour de la méfiance, Mario Monti a balayé mardi soir toute idée de plan d'aide, "*même à l'avenir*", et répété mercredi qu'il n'était pas question de "*céder de façon asymétrique une partie de la souveraineté*" nationale.

(Ils l'ont tous dit avant lui de l'Irlande au Portugal en passant par la Grèce et l'Espagne.)

Mais depuis que Madrid a accepté samedi un plan d'aide pour ses banques, qui peine à convaincre les investisseurs, l'Italie est revenue dans la ligne de mire des marchés alors qu'elle avait réussi à regagner leur confiance en début d'année grâce aux mesures de rigueur et aux réformes du gouvernement Monti.

Et certains analystes craignent que ce pays, dont la dette colossale dépasse les 120% du PIB, ne soit le prochain domino de la zone euro à tomber.

Venant en soutien de l'ex-commissaire européen, un porte-parole du ministère allemand des Finances a toutefois affirmé que "*la voie empruntée par Mario Monti en Italie (était) la bonne*".

(Tu parles, comme en France et tous les pays de l'UE, il n'y a plus de véritable opposition dans ce pays, elle est marginalisée ou quasi inexistante, inorganisée, divisée, éclatée, atomisée. Il a une partie des syndicats dans la poche, il n'a pas été élu et n'a aucune légitimité.)

Considérant que l'Union Européenne était à un moment "*crucial*", le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a décoché de son côté des flèches en direction de celles des "*capitales*" qui ne mesurent pas l'urgence de la situation.

"*Nous avons un problème systémique devant nous, nous devons avoir un cap et le maintenir (...) Je ne sais pas si l'urgence est bien comprise par toutes les capitales aujourd'hui*", a-t-il déclaré devant le Parlement européen à Strasbourg. (AFP 13.06)

Tout pourrait s'emballer sans qu'on s'en aperçoive ou trop tard, cela devrait être notre cauchemar et nous forcer à réfléchir davantage si je peux me permettre, c'est l'exercice que je m'inflige, cela fait partie des tâches de l'heure.

La guerre menace depuis plusieurs années déjà, en Serbie et en Georgie ce n'était pas loin, depuis le mileu des années 90 ; l'économie mondiale est chancelante, elle vacille et se redresse jusqu'au jour où elle s'écroulera, pour la bonne raison que les centaines de milliers de milliards de dollars injectés fictivement dans la spéculation, ils pourront réduire la terre entière en esclavage qu'on nous pourra jamais mettre en face l'équivalent en terme de plus-value (et non de PIB) au bout de dizaines d'années de sacrifice et de pénitence inutiles et barbares infligés à tous les peuples martyrs de la tyrannie du capital.

Il a dit "*systémique*" : c'est bien un système qui est en cause, le système capitaliste qu'il nous faut liquider, et il y a urgence.

2- Espagne

L'agence d'évaluation financière Moody's a diminué, mercredi 13 juin, la note d'endettement à long terme de l'Espagne de trois crans, de A3 à Baa3, juste au-dessus de la catégorie '*spéculative*'. Moody's, qui a invoqué les difficultés de l'économie ibérique et de l'Etat pour se financer, a ajouté que cette note restait sous examen en vue d'un éventuel abaissement, lequel interviendrait dans les trois prochains mois.

L'agence a également abaissé dans la soirée la note de Chypre de deux crans, à B3. (lemonde.fr 13.06)

3- Etats-Unis

Cynisme sans fond.

Les erreurs de trading qui ont coûté des milliards de dollars à JPMorgan sont inexcusables, mais elles partaient d'une bonne intention, a déclaré mercredi son président-directeur général Jamie Dimon, s'exprimant devant une commission sénatoriale, tout en redisant son scepticisme à l'égard du projet de séparation des métiers d'affaires et de détail.

Les sénateurs ont demandé si les pertes, dont le montant est pour l'heure évalué à plus de deux milliards de dollars, trouvaient vraiment leur origine dans un instrument de couverture ou si elle étaient plutôt imputables à un pari spéculatif, caché aux actionnaires et aux régulateurs.

"*Ce portefeuille de crédits synthétiques était destiné à faire gagner beaucoup d'argent en cas de crise. Je considère cela comme un instrument de couverture*", a répondu James Dimon. (Reuters 13.06)

Pour que cette pourriture cesse de nuire définitivement, il faudra la liquider physiquement.

Haut de page

Le 15 juin

CAUSERIE

Je n'ai pas pu terminer l'actualisation du site, car j'ai encore perdu deux heures avec mon histoire de visa, et je dois encore retourner lundi au bureau d'immigration, cela fera la 5e fois.

La température a baissé de 7 à 10°, il fait entre 37 et 40°C à l'ombre, c'est déjà plus supportable ! Par contre, ils ont repris de plus belles les coupures de courant le soir et la nuit, de 22h à 23h, puis de minuit à 1h du matin, du coup je ne peux pas aller me coucher avant, je suis complètement crevé, je me suis levé à 6h ce matin quand ils ont coupé le courant, donc la climatisation.

La télévision étant installée dans une des pièces les plus chaudes de la maison, je m'en passe depuis des mois et cela ne me manque pas vraiment, je ne l'ai regardé qu'à deux reprises, le soir du 6 mai et du 10 juin. Au lieu de regarder la télé, je bosse pour le site jusqu'à épuisement total, car arrivé sur les coups de minuit ou une heure du matin je n'arrive plus à garder les yeux ouverts, penser dans ces conditions-là tient de la gageure.

Hier en fin d'après-midi, après avoir actualisé le site, j'ai trouvé le courage de balayer et de laver la maison, avant de nettoyer et d'arroser le jardin, préparer à manger au chien, le sortir pendant 45 minutes, c'est obligatoire sinon il est malheureux, il pleure! me préparer une salade de tomate en guise de repas, le frigidaire est vide et je n'ai pas le temps de faire des courses, on verra cela ce week-end, faire la vaisselle et prendre une bonne douche, le tout en moins de trois heures, sans oublier de remplir les deux réservoires d'eau, mais il y a juste à appuyer sur deux boutons. Puis je me suis remis au boulot pour préparer la page d'aujourd'hui. Quel train d'enfer, quel acharnement, n'est-ce pas ? Il faut avoir la santé et être motivé, il faut y croire, en quoi, mais dans le socialisme voyons !

C'est sûr que si on comptait sur les bonnes nouvelles du monde pour avoir le moral, on ne l'aurait pas souvent, pas davantage si on collait aux illusions des masses, l'autosatisfaction affichée par certains n'est pas mon truc, c'est un procédé indigne qui ne sert qu'à se tromper soi-même pour ensuite tromper les autres, on y gagne quoi, rien, c'est misérable, si on milite en ayant cet état d'esprit, il vaut mieux encore arrêter tout de suite.

Actualité en très bref

1- En Egypte, c'est un coup d'Etat militaire qui vient d'avoir lieu. (lire l'article de presse dans cette page)

2- En monarchie, c'est l'un ou l'autre qui gouverne, mais pas les deux, l'autre doit s'effacer et la fermer de préférence madame Trierweiler !

Connaissant l'hypocrisie légendaire des dirigeants du PS, il ne serait pas étonnant qu'elle n'ait pas agi de son propre chef, pour en finir une fois pour toute avec Royal plutôt encombrante... Jusqu'à présent personne d'autre ne s'était manifesté pour la présidence de l'Assemblée nationale, et depuis ils seraient plusieurs en lice, à croire qu'ils attendaient un signal, simple coïncidence sans doute...

Quand vous avez un dirigeant, un élu ou un responsable du PS en face de vous, dites-vous bien que vous ne trouverez nulle part ailleurs plus hypocrite ou perfide, ces gens-là sont à vomir. Ils sont capables de se renier ou de se contredire en un clin d'oeil sans que cela les gêne le moins du monde, ils sont au-dessus de cela, vous, vous serez toujours en dessous, ils vous méprisent profondément, ils ont la morale de leur classe, mais ce qui en fait des gens pires que nos ennemis naturels, c'est qu'ils refusent de l'assumer, il leur faut toujours maquiller ce qu'ils sont, tromper leur auditoire est une manière d'être natuelle chez eux, ils ne peuvent pas envisager d'autres rapports avec vous, ils estiment que c'est légitime, c'est pour dire à quel stade de pourriture ils en sont. Tout est faux chez eux, sauf leur soutien indéfectible au capitalisme.

3- Le "*coup d'Etat permanent*" remis au goût du jour par Hollande qui invitent ses prédésseurs à une cérémonie militaire et religieuse aux Invalides.

C'est Mitterrand qui avait sorti cette formule en 1963 pour dénoncer la Constitution bonapartiste de la Ve République, c'était avant de l'aduler une fois au pouvoir. Là encore, ce n'était qu'une façon de parler sans conséquences, des paroles en l'air qu'il ne pensait pas vraiment, si vous voulez savoir cette racaille a dans l'estomac, la seule chose qui compte à leurs yeux c'est ce qui va dans le sens de leurs intérêts personnels ou leur carrière, rongés par l'ambition et hautains, leurs principes, leurs valeurs ou leurs scrupules ne dépassent pas ce niveau-là. Voyez ce que sont devenus les soi-disant opposants en 2005 au TCE, Fabius et Cazeneuve, les fers de lance de la politique européenne du gouvernement Hollande-Ayrault, on pourrait tous les citer un par un, il n'y en pas un pour rattraper l'autre.

4- Londres présente sa réforme bancaire (Reuters 14.06).

Diable, quelle audace ! Attendez, contenue dans un "*livre blanc*", si elle devait être appliquée ce ne serait pas avant 2019 ! On se disait aussi.

5- Les banques doivent se désendetter et renforcer leurs fonds propres pour répondre aux nouvelles règles internationales (Bâle III)...

Avec quel argent, qui va payer, devinez ? Ces "*règles internationales*" dictées en réalité par Washington ont pour objet de pousser les dirigeants européens à s'en prendre plus violemment encore à leurs prolétariats, qui d'autres pourraient-ils racketter, qui produit les richesses, qui produit la plus-value, le profit, sinon les travailleurs, certainement pas les rentiers, les parasites de la finance.

5- On entend beaucoup parler de guerres en préparation qui pourraient dégénérer en guerre mondiale. Est-ce crédible ou non ? La question est d'une telle gravité, qu'elle mériterait qu'on y consacre une analyse sérieuse. Je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir, il faudrait voir s'il existe des conditions particulières ou des rapports particulièrement favorables pour déclencher une guerre mondiale, dans la situation actuelle j'entends, il n'est pas interdit de regarder en arrière mais sans en faire une fixation, car le monde a bien changé depuis, ne tombons pas dans le piège du dogmatisme.

Et puis cette question est plus complexe qu'on peut le penser au premier abord, tant il y a de facteurs et de rapports à prendre en considération à l'échelle mondiale, pas seulement à l'instant où nous parlons, mais en amont et en aval, sur les plans synchronique et diachronique. On verra cela dans les jours qui viennent.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Le pousse en bas.

Il y aura bien un "*coup de pouce*" sur le salaire minimum en France mais il sera limité en raison d'un contexte économique délicat, a déclaré jeudi le ministre du Travail, Michel Sapin.

"*Oui, il y aura un coup de pouce, la décision sera prise dans quelques semaines après consultations des partenaires sociaux*", a dit Michel Sapin sur Public Sénat et Radio Classique. (Reuters 14.06)

Qui par leur présence à ces "*consultations*" légitimeront l'augmentation misérable du Smic et méritent dors et déjà un coup de pied au cul !

Il le martèle notez bien, cela fait 3 ou 4 fois ou peut-être plus qu'il répète qu'il ne faut pas s'attendre à ce qu'il revalorise le Smic pour le porter à hauteur d'un salaire décent, il l'avait déjà dit la veille de sa rencontre avec les dirigeants syndicaux et il l'avait répété juste après, et le POI qui se demande quelle sera la politique du gouvernement après le 17 juin. On l'a sous les yeux mais ils sont aveugles ou plutôt ils feignent de l'être, ils se trahissent, ils maquillent les faits, s'arrange avec la réalité.

En passant, cela me vient à l'esprit maintenant, j'espère que tous les articles que j'ai mis en ligne sur la Syrie vous permettent de vous faire une idée assez précise de la situation, des différents protagonistes et belligérants en présence, du rôle de la propagande officielle, de l'opération d'intoxication politique mondiale par les médias dont Internet.

Les Russes et les Américains se disposent militairement si j'ai bien saisi, les Russes testent deux missiles intercontinentals d'une portée de 11 000 kilomètres qui pourraient être armés de cinq têtes nucléaires ayant des objectifs différents, ils livrent des hélicoptères de combat au régime syrien, ils ont un sous-marin armé de missiles nucléaires dans la Méditerranée, tandis que le gros de l'armada américaine vogue vers la Chine, les Américains arment Doha et Riad, qui arment à son tour des mercenaires qui commettent des massacres en Syrie et terrorisent la population. C'est chacun son tour, et à l'arrivée c'est la barbarie qui se déchaîne contre un peuple, qui par malheur se trouve sur la route du gaz et du pétrole, il est asphyxié.

Voilà à quelle politique adhère Hollande et son gouvernement ou plutôt ils la partageaient déjà, avant d'arriver au pouvoir. Et s'ils sont arrivés au pouvoir, c'est parce qu'ils avaient déjà épousé ces idées et cette interprétation du monde qui consiste à imposer toujours plus de privations et de souffrance à tous les peuplesencore et encore, alors que la paix, le bien-être et l'harmonie pourraient règner sur terre. Il est urgent d'armer politiquement les masses pour qu'elles se détournent de cette politique malfaisante et guerrière, à côté le droit à la révolution est bien peu de chose, raison de plus pour se le réapproprier à moindre frais en vies humaines, un facteur que piétine ce gouvernement.

Pour revenir en arrière, il y en a qui ne savent pas encore quelle va être la politique du gouvernement, je viens de lire ceci dans un article du monde.fr :

Préparer les esprits aux temps difficiles sans les désespérer. Annoncer aux Français des lendemains douloureux sans les décourager. Parce qu'il reste une campagne électorale à achever, les deux têtes de l'exécutif rechignent à endosser les habits de Cassandre. Mais, par petites touches, à coups de déclarations soigneusement calibrées, ils le reconnaissent : "*Il va falloir faire un effort, c'est certain*", avait dit François Hollande sur le plateau du 20 heures de France 2, le 29 mai. "*Tout le monde doit faire un effort*", a confirmé Jean-Marc Ayrault, mercredi 13 juin, dans l'émission "*Questions d'info*", diffusée sur LCP et France Info, en partenariat avec Le Monde et l'AFP.

L'"*effort*" en question découle d'un constat qui n'étonnera personne et que le premier ministre a résumé ainsi : "*La situation est difficile.*" Plus difficile que prévu, lui a-t-on demandé ? "*Je ne sais pas*", a-t-il répondu. Dans son entourage, la parole est plus libre. "*Oui, ce sera plus dur que prévu, reconnaît-on à Matignon. Le rapport de la Cour des comptes, qui sera rendu public fin juin, devrait faire apparaître un héritage dégradé. Il faudra faire des efforts.*" (lemonde.fr 14.06)

J'ai mis l'article complet en ligne, si la suite vous intéresse.

Et c'est reparti ! Ils ont annoncé la couleur, le noir de l'extrême droite, car ils partagent avec le parti de l'ordre la responsabilité de la montée du FN qui est un produit de la crise du régime capitaliste sur le plan politique.

Poutine vient de déclarer que le peuple russe devait s'attendre à supporter de grands sacrifices évoquant la seconde guerre mondiale, cela fait froid dans le dos, il a précisé qu'attaquer la Syrie serait comme attaquer la Pologne en 1939, donc qu'il se considèrerait en guerre contre les Etats-Unis et ses alliés. Récemment les dirigeants russes et chinois se sont rencontrés à plusieurs reprises, les Chinois viennent de répéter qu'ils étaient opposés à toute intervention militaire en Syrie.

Actualité en titres

Toujours plus haut !

- Dette: nouveau plus haut du taux à 10 ans de l'Espagne, à près de 6,9% - AFP

Les besoins pervers et répugnants de leur République.

- Vincent Peillon estime que "*la République a besoin de Jack Lang*" - AFP

C'est marrant, Sarkozy pensait exactement la même chose en lui confiant plusieurs missions pendant son mandat.

Bruit de campagne.

- Ségolène Royal traite Raffarin et Bussereau de "*gros machos de l'UMP*" - AFP

- Tweet de Trierweiler : "*coup trop violent*" pour Royal qui compare Falorni à Besson - AFP

- Balkany visé par une plainte pour "*menaces et violences*" - Lexpress.fr

- Gard: la suppléante d'Etienne Mourrut (UMP) victime d'une agression - AFP

- Mélenchon cite Le Pen en correctionnelle pour de faux tracts - Reuters

- Le MoDem appelle à voter PS contre NKM dans l'Essonne - AFP

Pour qui roulent-ils ?

- Syrie: Amnesty évoque des crimes contre l'humanité - L'Express.fr

- Des ONG font pression sur l'ONU pour une enquête sur le goulag nord-coréen - LeMonde.fr

- Les ONG militent pour un traité international - 20minutes.fr

Les traités ne valent qu'en temps de paix, or ils sont en guerre contre le prolétariat mondial. Ils ont foulé aux pieds tous les traités pour attaquer la Serbie, l'Afghanistan, l'Irak, la Lybie, le Côte-d'Ivoire, la Somalie, etc.

Les ONG sont faites de la même pâte que le PS que j'ai décrit plus haut, aussi réactionnaires et répugnants.

C'est comme cela les arrange ou comment ils inversent les rôles

- Procès Kerviel: la théorie de la "*machination*" est "*délirante*" - L'Express.fr

- Plainte du père de Mohamed Merah: un fort soupçon de manipulation - L'Express.fr

Kerviel est la victime de la politique spéculative sur les marchés des dirigeants de la Société Générale. Quant à la seconde affaire, on avait cru comprendre que Merah avait été manipulé par les services secrets français, mais on a dû mal comprendre.

Pour qui roule Aung San Suu Kyi adulée par Washington ?

- Immense ovation pour Aung San Suu Kyi reçue à l'ONU - LePoint.fr

- Aung San Suu Kyi ovationnée à son arrivée en Europe de Boni, Marc - LeFigaro.fr -

- N'en jetez plus la cour est pleine ! Et pour cause...

- A Genève, Aung San Suu Kyi appelle les étrangers à investir en Birmanie - AFP

- Pour Aung san Suu Kyi, Total est un investisseur responsable en Birmanie AFP

- "*Je trouve que Total est un investisseur responsable, même s'il y a eu*" des interrogations du temps de la junte militaire, mais "*aujourd'hui il est sensible aux questions relevant des droits de l'homme*", a-t-elle déclaré en réponse à une question.

"*Je ne vais pas demander à Total et à Chevron*", un autre groupe pétrolier, américain celui-là, "*de se retirer*" de Birmanie, a-t-elle ajouté. (AFP 14.06)

Le passé c'est le passé, c'est incroyable à quelle vitesse on peut l'oublier quand cela nous arrange. Sinon tu pourrais retourner d'où tu sors ou disparaître cette fois-ci ! Quelle grande démocrate !

Rappelons que ce sont les mêmes militaires qui sont au pouvoir en Birmanie, comme en Egypte, en costume trois pièces s'il vous plaît, cela change tout paraît-il ! Et pendant ce temps-là bouddhistes et musulmans se massacrent, il y a eu des dizaines de morts les derniers jours. Là ce n'est pas le passé, c'est le présent madame Aung San Suu Kyi.

Elle a l'air bien sympathique au demeurant, mais voyez-vous on ne fait pas de la politique avec des sentiments, sauf à se fourvoyer, le monde est cruel, leur monde assurément.

INFOS EN BREF

Politique

Chine

La Chine a marqué jeudi ses distances avec la proposition de la France de rendre obligatoire, par le biais d'une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu, l'application du plan de paix de Kofi Annan pour la Syrie.

"*Nous pensons que les actions de la communauté internationale au sujet de la Syrie devraient tendre à améliorer les conditions sur le terrain et à trouver une solution politique à la crise syrienne*", a déclaré Liu Weimin, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

"*La Chine désapprouve l'approche consistant à privilégier les sanctions et les pressions*", a-t-il ajouté, en exhortant "*toutes les parties en Syrie à appliquer véritablement la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu et le plan en six points d'Annan*".

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a proposé mercredi de faire adopter au Conseil de sécurité de l'Onu une résolution placée sous le chapitre VII afin de rendre obligatoire l'application du plan de paix de Kofi Annan.

Le chapitre VII autorise l'utilisation de "*tous les moyens nécessaires*" pour faire appliquer les décisions du Conseil.

La France va en outre proposer un renforcement des sanctions de l'Union européenne contre le régime syrien. (Reuters 14.06)

Des charognards ces sociaux-libéraux, c'est la peau du peuple syrien qu'ils veulent en réalité, par tous les moyens, puisque le chapitre VII en question autorise à utiliser "*tous les moyens nécessaires*" pour parvenir à leur objectif, y compris la guerre.

Social

1- France

Air France devrait supprimer environ 5.000 postes d'ici à 2015

AFP- Air France, qui doit annoncer la semaine prochaine une estimation précise de son sureffectif et des mesures pour y remédier, devrait supprimer "*aux alentours de 5.000 postes d'ici à 2015*", a-t-on appris mercredi auprès de la CFE-CGC, qui réclame un plan sans départ contraint.

Ce chiffre de 5.000 postes à supprimer, avancé par certains journaux en mai, "*n'est pas loin de la vérité*", "*ce sera aux alentours de 5.000 selon nos estimations*", a déclaré à l'AFP Ronald Noirot, délégué CFE-CGC au comité central d'entreprise.

La direction a indiqué ne pas faire de commentaire à ce stade. Un comité central d'entreprise est prévu le 21 juin sur l'emploi.

Si près de 5.000 postes étaient supprimés à l'horizon 2015, cela représenterait presque 10% de l'effectif actuel de la compagnie (hors filiales) estimé à près de 53.000 personnes.

"*Nous sommes prêts à accepter beaucoup de choses dans les efforts qui seront demandés au personnel si le protocole d'accord, qui sera soumis aux syndicats, garantit l'emploi à ceux qui ne sont pas volontaires au départ*", a expliqué M. Noirot. "*Nous voulons qu'en aucun cas, il n'y ait de départs contraints*", a-t-il ajouté.

Plusieurs sources syndicales ont indiqué à l'AFP s'attendre à un plan de départs volontaires qui concernerait principalement ou essentiellement les personnels au sol.

Pour toutes les catégories de personnel (sol et navigants), les départs naturels --estimés à environ 800 par an-- ne seraient pas remplacés, ce qui aboutirait à quelque 2.400 postes supprimés en trois ans.

Pour les 2.500 postes restant à supprimer, il y aurait un plan de départs volontaires pour le personnel au sol, déjà visé par le plan

de 2009 à hauteur de 1.800 personnes.

"*Nous craignons qu'il n'y ait pas le nombre de volontaires recherché par la direction et c'est pour cela que nous voulons un engagement sur le maintien dans l'emploi des salariés qui veulent rester*", a ajouté Ronald Noirot.

Air France a déjà annoncé les grandes lignes du volet industriel du plan Transform 2015, après avoir engagé une première série de mesures d'économies en janvier.

Pour parvenir à son objectif de 2 milliards de réduction de coûts d'ici à 2015, elle travaille à la révision de pratiquement tous les accords régissant les rémunérations, les évolutions de carrière, l'organisation du travail et les temps de repos, les billets réduits, etc. (AFP 14.06)

2- Grèce

Avec 22,6% de la population active au chômage au premier trimestre, le taux de chômage de la Grèce n'est pas encore au niveau de l'Espagne (24,3%), mais il s'en rapproche. Il s'élevait à 20,7% au trimestre précédent et à 15,9% au premier trimestre 2011, a indiqué jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

L'envolée du chômage, amorcée début 2010 quand la débâcle financière du pays et la rigoureuse cure d'austérité ont creusé la récession, frappe avant tout les jeunes: 52,7% des 15-24 ans non scolarisés sont sans emploi, et plus d'un tiers dans la tranche d'âge suivante, de 25 à 29 ans.

L'Ase chiffre les chômeurs à 1,12 million dans un pays de onze millions d'habitants, en hausse de 57% sur un an et de 9% par rapport au précédent trimestre. Plus de la moitié (56,5%) des sans-emploi rentrent dans la catégorie des "*chômeurs de longue durée*" (depuis plus d'un an).

Les femmes continuent d'être défavorisées, avec un taux de chômage de 26,5% contre 19,7% pour les hommes. Les îles du sud de la mer Egée et ioniennes sont les plus épargnées avec des taux respectifs de 13,9% et 15,9% tandis que le nord-ouest du pays, au-dessus de Salonique, est lanterne rouge à 28,5%.

Les auto-entrepreneurs représentent 24% des actifs. Le Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a chuté de 6,5% sur un an au premier trimestre 2012, après un recul de 6,9% en 2011. (AFP 14.06)

3- Grande-Bretagne

Le géant anglo-néerlandais de l'agroalimentaire et des cosmétiques Unilever a annoncé jeudi la suppression de 500 emplois au Royaume-Uni dans le cadre d'une restructuration de ses activités dans le pays et face à des conditions économiques *"très difficiles en Europe*".

Le groupe annonce, dans un communiqué, la fermeture d'ici 2013 des sites de Swansea et Bridgend au Pays de Galles, ainsi que de l'usine de Slough, dans le sud de l'Angleterre. Certains emplois dans l'informatique doivent par ailleurs être délocalisés à Bangalore en Inde.

La présidente d'Unilver au Royaume-Uni et en Irlande, Amanda Sourry, a expliqué que la décision avait été prise dans "*un contexte de conditions économiques très difficiles en Europe*".

Le groupe, qui vend les thés Lipton, les soupes Knorr ou les déodorants Axe, avait annoncé fin avril un chiffre d'affaires en hausse au premier trimestre, grâce aux pays émergents. Mais il avait mis en garde sur le ralentissement économique, la confiance des consommateurs faible dans de nombreux marchés et l'intensité de la concurrence à laquelle il est confronté. (AFP 14.06)

Tout s'explique, comme toujours les mêmes prétextes.

Eux, ils sont prêts à tout pour survivre. Nous, nous sommes tout juste bon à plier l'échine ou supporter les sacrifices ou les souffrances qu'ils nous imposent, il paraîtrait même que c'est normal, que c'est le sort que nous méritons, on ne sait pas pourquoi ou on ne peut pas nous l'expliquer, peu importe, il faut subir, c'est la fatalité que voulez-vous. C'est ainsi que le travailleur arriéré pense.

4- Filnlande

Le géant finlandais des téléphones mobiles, Nokia, en pleine restructuration depuis plus d'un an pour enrayer son déclin sur le marché, a annoncé jeudi de nouvelles mesures de réduction des coûts qui entraîneront la suppression de 10.000 emplois à

travers le monde d'ici fin 2013.

"*Ces réductions (d'effectifs) prévues sont une conséquence difficile des mesures que nous pensons devoir prendre pour assurer la compétitivité à long terme de Nokia*", affirme le directeur général du groupe Stephen Elop dans un communiqué.

Ces nouvelles suppressions d'emplois s'inscrivent dans le cadre d'une réduction des coûts supplémentaire de 1,6 milliard d'euros d'ici fin 2013.

En avril, Nokia a annoncé un résultat trimestriel désastreux avec une perte sèche de 929 millions d'euros du fait de la baisse des ventes de 30% d'une année sur l'autre.

Ces mesures vont provoquer la fermeture des sites Nokia à Ulm (Allemagne) et Burnaby (Canada).

A Salo (Finlande), l'unité de fabrication va également fermer mais le géant finlandais maintient ouverte la cellule recherche et développement du site.

Le nouveau plan prévoit en outre une éventuelle cession d'actifs non essentiels et Nokia a confirmé jeudi la vente de sa marque de grand luxe Vertu au fonds d'investissements privé nordique EQT VI.

Le plan de restructuration concerne également la hiérarchie de Nokia.

"*Nous devons réorganiser notre modèle opérationnel et nous assurer que nous créons une structure capable de soutenir nos ambitions compétitives*", affirme M. Elop. (AFP 14.06)

Economie

1- France

L'agence de notation Egan-Jones, moins connue que S&P, Moody's ou Fitch, a annoncé jeudi à avoir abaissé la note de la France à "BBB+", évoquant des projections montrant une hausse des coûts de financement du pays à mesure que la crise de la dette de la zone euro perturbe les marchés financiers. (Reuters 14.06)

2- Chypre

Moody's a annoncé mercredi avoir abaissé de deux crans la note souveraine de Chypre, de "Ba1" à "Ba3", évoquant le risque d'une sortie de la Grèce de la zone euro et une position budgétaire déjà tendue.

L'agence de notation précise que la note, qui s'enfonce dans la catégorie spéculative, est sous revue pour un éventuel nouveau déclassement.

Chypre, troisième plus petite économie de la zone euro, a des liens étroits avec la Grèce, aussi bien politiques, culturels qu'économiques. L'effondrement de l'activité en Grèce a eu de fait d'importantes conséquences pour l'île.

Si Chypre venait à demander une aide à l'Union européenne pour soutenir ses banques en difficulté, le montant de celle-ci pourrait atteindre 4 milliards d'euros, a déclaré mercredi le ministre chypriote délégué aux Affaires européennes. (Reuters 14.06)

Haut de page

Le 16 juin

CAUSERIE

Abolition !

La Constitution de la Ve République est bonapartiste et antidémocratique. Une raison de plus pour la liquider.

- La plus haute juridiction française a renforcé vendredi le statut pénal privilégié du chef de l'Etat, le jour où expire l'immunité qui

a protégé Nicolas Sarkozy pendant son mandat.

La Cour de cassation a décidé que le président, qui ne peut déjà être ni auditionné ni poursuivi, pouvait par contre agir en justice en tant que victime pendant son mandat, même s'il nomme les magistrats et a autorité indirecte sur les procureurs.

La Cour donne ainsi raison à Nicolas Sarkozy dans le premier arrêt sur le sujet, appelé à faire jurisprudence. (Reuters 15.06)

Il a le pouvoir d'un dictateur, c'est clair.

Pour qui se prennent-ils ?

Vous savez pourquoi les responsables du PS sont aussi puants ou méprisants ? Parce qu'ils ont un problème d'infériorité par rapport à leurs collègues de l'UMP qui eux n'ont pas besoin d'enrober leur politique pour la présenter ou plus précisément parce qu'ils l'assument, la revendiquent, Sarkozy l'a démontré jusqu'à la caricature et cela lui a coûté son poste, ce qui est naturel à l'UMP nécessite toujours un maquillage pour être présentée sous un jour favorable au PS, ils sont dans l'imposture permanente, ce sont des escrocs, ils sont faits ainsi et fonctionnent de la sorte, c'est à la fois leur mode de fabrique et de gouvernance.

1- Pulvérisée !

Je viens de lire qu'Audrey Pulvar, la compagne d'Arnaud Montebourg, se pleignait d'avoir été prise pour un "*jambon*" par le P-DG de France Télévisions qui l'a éjectée de France 2 ; en la prenant au mot et en regardant la photo qui accompagnait cet article où elle transpirait la suffisance, c'est encore trop d'honneur, car au moins le jambon est utile à quelque chose, on peut le manger.

2- Sa majesté Royal.

- Ségolène Royal a dénoncé vendredi "*des méthodes de voyou*" en visant son adversaire, Olivier Falorni, après avoir retrouvé jeudi soir sur la porte de son domicile une affiche de campagne de son rival.

L'équipe de Ségolène Royal a affirmé à ce photographe qu'une main courante serait déposée à la police vendredi matin. Mme Royal a réaffirmé à la presse dans la matinée qu'elle comptait la déposer.

"*Ca veut dire qu'il est prêt à tout pour arriver à ses fins. Il ne faut pas laisser faire ça, il faut que La Rochelle rejette ce type de comportements et ce type de méthodes qui sont brutales, indignes et irrespectueuses*", a-t-elle dit. (AFP 15.06)

Ne rigolez pas, il s'agit d'une affaire criminelle, le ministère de l'Intérieur s'est empressé de déployer les grands moyens :

- Des policiers, notamment de la police scientifique, se sont déplacés jeudi soir au domicile de Mme Royal pour opérer des constats et des relevés. (AFP 15.06)

Une affiche sur une porte, un graffiti sur un mur, un mot lâché dans une déclaration, le tout relevant davantage de la provocation qu'autre chose, et voilà qu'ils se sentent menacés dans leur petite personne insignifiante. Pour qui se prend-elle cette cruche qui n'a pas compris que les institutions ne pouvaient pas se passer du PS comme les républicains ne peuvent pas se passer des démocrates aux Etats-Unis ?

Hier, j'écrivais que l'un des aspects de la personnalité du PS résidait dans la faculté de ses dirigeants, responsables ou élus de faire preuve d'une étonnante amnésie ou de posséder une mémoire très sélective, surtout quand il s'agissait de souvenirs peu à leur avantage. J'ajoutais, ce qui pouvait paraître excessif, que leur morale n'avait rien à envier à la pire pourriture qui existe, qu'ils pouvaient se contredire dans la minute qui suit sans que cela ne les gêne, qu'accuser leurs adversaires des crimes qu'ils avaient eux-mêmes commis par ailleurs ne les embarrassaient pas davantage, etc. En voici un autre exemple.

Dans "*L'Impasse*", publié en septembre 2007, Lionel Jospin stigmatisait l'ex-candidate Ségolène Royal, "*une figure seconde de la vie publique*". (Reuters 15.06)

Lui le renégat, le minable carriériste, le champion des privatisations, le looser de 2002 qui appellera à voter Chirac, ce n'est pas une "*impasse*", c'est un abîme à lui tout seul. Après un tel palmarès, il se permet encore de jouer au procureur, c'est pour dire que même ridiculisé, conspué, piétiné, il affecte un air supérieur, d'où lui vient-il, certainement pas des électeurs qui lui ont fait confiance un jour, pour avoir décidé qu'il n'avait aucun compte à leur rendre.

A l'ENA, ils sont tous formatés dans le même moule pour servir docilement plus tard l'Etat, les institutions, avec ou sans masque selon leur origine ou leur sensibilité. Pour la carrière à laquelle ils se destinent, droite ou gauche n'a pas réellement d'importance, d'ailleurs au sein de cette institution les frontières entre les classes n'existent pas vraiment, elles se confondent ou

elle sont fondues dans l'intérêt supérieur de l'Etat qui réserve un brillant avenir à ses élèves soumis à l'ordre établi.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Qu'est-ce qui fait courir Hollande et le PS ? Hollande légitime la politique de Monti.

- Hollande et Monti d'accord pour faire rapidement plus contre la crise de l'euro - AFP

- Mario Monti de plus en plus impopulaire en Italie - Reuters

- A l'issue d'un conseil des ministres fleuve de près de cinq heures, le gouvernement a annoncé la cession de trois sociétés publiques qui permettra de dégager environ 10 milliards d'euros afin de réduire légèrement la dette colossale du pays qui s'approche des 2.000 milliards d'euros et dépasse les 120% du PIB. (AFP 15.06)

- De 71% d'opinions favorables lorsqu'il a succédé à Silvio Berlusconi, Mario Monti est tombé à 33% du fait des mesures d'austérité et des réformes impopulaires mises en oeuvre par son gouvernement d'experts. (Reuters 15.06)

Monti n'a pas élu, il s'en fout d'être viré lors des prochaines élections. Hollande aussi, il est là pour servir le capital, il n'y a pas à chercher plus loin, il fait le sale boulot et il en supporte par avance les conséquences qu'il connaît parfaitement.

C'est suicidaire direz-vous, assurément, on s'en fout, on ne va quand même pas le plaindre, il aura toujours de quoi se retourner, c'est surtout criminel vis-à-vis de ceux qui l'ont élu et qu'il a trompés. Ceux qui ont appelé à voter Hollande et PS en partagent la responsabilité.

Syrie. Le gouvernement Hollande-Fabius : Fer de lance de la réaction mondiale au côté de l'impérialisme américain.

La France envisage de fournir aux rebelles syriens des moyens de communication qui les aideraient à prendre le dessus sur les forces du régime de Bachar al-Assad, a déclaré vendredi le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

C'est la première fois qu'un responsable français envisage publiquement une aide matérielle à la rébellion armée contre le régime de Damas. (AFP 15.06)

C'est pas "***on dirait***", c'est sûr !

Mélenchon de retour à Hénin-Beaumont.

"*Martine Aubry vient ici pour me damer le pion, mais pas pour Marine Le Pen. On dirait que je suis leur principal ennemi*", râle-t-il encore lors d'une brève apparition vendredi matin sur le marché de Hénin. (AFP 15.06)

Il a apparemment de grosses lacunes politiques, à moins qu'il ne soit ébloui par sa modeste personne qui sait ou les deux à la fois.

Aurait-il oublié que les sociaux-libéraux sont viscéralement anticommuniste ? C'est leur marque de fabrique. Ce n'est pas que le PG ou le PCF serait communiste, mais rien que leur référence au communisme, c'est déjà de trop, cela leur file la nausée.

Aurait-il oublié que la classe dominante et ses représentants sous différents masques sont engagés dans une lutte à mort contre la classe ouvrière ? Ils n'en font pas étalage et cela ne se voit pas forcément au premier coup d'oeil.

Voilà ce qui arrive quand on n'a pas la lutte des classes à l'esprit en permanence ou qu'on la troque pour l'intérêt général, pour "*l'intérêt de la France*", on ne sait plus très bien dans quel camp figure tel ou tel parti.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué ou je suis maladroit, je ne condamne pas Mélenchon, pas plus que nos dirigeants, par pragmatisme, parce que j'estime qu'ils ne nous souhaitent pas le sort que nous inflige le capitalisme, contrairement aux staliniens et apparentés et aux sociaux-libéraux prêts à sacrifier l'humanité entière pour qu'ils survivent.

Votez pour votre bourreau !

Le FN, l'os à ronger des opportunistes de tous poils incapables de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, qui refusent de s'y attaquer. Ils appellent logiquement à voter PS demain, ainsi la boucle est bouclée.

- "*Le 17 juin, il faudra à la fois amplifier la défaite de l'UMP et barrer la route au Front national.*

C'est pourquoi la Gauche anticapitaliste appelle à utiliser le bulletin de vote PS ou EELV, à voter pour le/la candidatE du front de gauche, selon les configurations locales." (Communiqué de la GA - 11 juin 2012)

Je ne sais pas pourquoi ils m'envoient leurs articles, tout comme le M'PEP et d'autres formations politiques à qui je n'ai rien demandé.

POI : Alors, que fera le gouvernement ?

Comment le POI soutient le régime disions-nous, en voici la démonstration.

Communiqué des secrétaires nationaux du POI du 11 juin.

Se servir des illusions que les travailleurs pourraient avoir dans le gouvernement, en leur laissant miroiter qu'ils pourraient en attendre quelque chose, comme s'il ne s'était absolument rien passé en cinq semaines, comme si Hollande et son gouvernement n'avait pas annoncé la couleur, par exemple, qu'il participerait au renflouement des banques en Europe, qu'il refuserait de revaloriser le smic de façon conséquente, qu'il était prêt à bombarder le peuple syrien, etc.

"*Une partie des électeurs qui avaient voté pour François Hollande pour en finir avec la politique de Sarkozy et de l'Union européenne ont exprimé que, cinq semaines plus tard, ils sont toujours dans l'attente : y aura-t-il véritable rupture avec la politique d'austérité anti-ouvrière qui, depuis trente ans, frappe notre pays ? (Une autre partie de l'électorat, qui partage la même attente, a tenu à renouveler son vote en faveur de la majorité présidentielle.)*"

Les casuistes sont pétris d'incertitudes... quand cela les arrange :

"*ces élections semblent se limiter à une alternative : soutenir le président (en votant PS) ou ne pas le soutenir (en votant UMP).*"

Ils ne diront pas à leurs militants et aux travailleurs que cela correspond à un objectif politique précis, à un plan que l'UMP et le PS ont élaboré pour éliminer tous les autres partis politiques des institutions, comme aux Etats-Unis ou presque partout en Europe.

Plus loin, ils feignent une nouvelle fois de ne pas savoir de quoi sera faite la politique du gouvernement, un monument d'hypocrisie pour induire militants et travailleurs en erreur.

"*La question est posée :que va faire le gouvernement Hollande- Ayrault face aux diktats de la Commission européenne ? Va-t-il s'engager sur la voie de la ratification du traité ou déciderat-il de s'opposer au viol de la souveraineté nationale que signifierait par exemple l'introduction par ce traité de la « règle d'or » dans la Constitution ? Que va-t-il proposer au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 28 et 29 juin ?*"

La meilleure, c'est que tous les espoirs seraient permis, là ils ont franchi une étape, ils accordent un certain délai à Hollande, le bénéfice du doute en prime :

"*Dans tout le pays : quelles décisions sur les salaires, le pouvoir d'achat et la Sécurité sociale ? Et aussi : que va devenir la réforme territoriale de Sarkozy, rejetée par la plupart des élus ? Le rejet exprimé par le vote des 22 avril et 6 mai, et confirmé le 10 juin, exige des réponses claires et précises allant dans le sens des attentes du peuple.*"

Pourquoi ? Pour au final alimenter les illusions dans le PS, Hollande et son gouvernement, jeter les militants et travailleurs dans leurs sales pattes, front unique oblige évidemment, cela doit leur servir de caution morale il faut croire :

"*Le conseil fédéral national du Parti ouvrier indépendant qui se réunira les 23 et 24 juin débattra de la situation et des initiatives qu'il y a lieu de prendre pour amplifier la campagne contre la ratification du TSCG, pour s'adresser une nouvelle fois à l'ensemble des partis, des élus qui affirment représenter les intérêts de la population, de la classe ouvrière et de la démocratie, et au premier rang, le président de la République lui-même, pour dire : « Ce traité ne doit pas être ratifié, non à l'austérité ! »*"

Editorial de D. Gluckstein du n°204 d'*Informations ouvrières*, plus extraits de quelques articles de la page 4.

L'opportuniste n'obéissant qu'à ses propres lois, il est capable de dire qu'il ne sait pas tout en affirmant qu'il sait de quoi il retourne, c'est la démonstration que fait D. Gluckstein dans son éditorial :

"*Au lendemain des annonces du gouvernement sur les retraites — mesures bien modestes, on en conviendra, et qui n'abrogent en rien la contre-réforme de 2010*"

Mesures qui ne remettent pas en cause le passage à 62 ans et à 41 annuités. C'est dommage pour une fois qu'il est modeste Gluckstein, c'est au mauvais endroit, envers le gourvernement.

Il confirme qu'il ne sait pas tout en sachant, c'est tordu pensez-vous peut-être, je n'y peux rien je ne fais que suivre le cheminement de sa pensée ou de sa démonstration :

"*100 milliards d'euros ont donc été fournis par la France dont la presse nous apprend que sa dette s'est alourdie d'autant !*"

Tiens, on ne savait rien, il ne s'était rien passé depuis le 6 mai, et soudain... Ces 100 milliards d'euros doivent sans doute figurer au titre des "*mesures bien modestes*" qu'a pris le gouvernement après nous avoir dit qu'on ne savait pas très de quoi il retournerait, qu'il faudrait encore attendre pour le savoir...

Non, sans blague, voyez-vous cela, Hollande et ses acolytes pratiqueraient un double langage, finalement ils n'en auraient rien à foutre des travailleurs, ils ne seraient pas vraiment à leur côté, diable, comment cela est-ce possible ! Réponse :

"*Et pas un mot de protestation de la part de ceux qui ont le mot « résorption de la dette » à la bouche chaque fois qu'il s'agit de justifier les coups contre les travailleurs et les peuples !* "

Et c'est là qu'on s'aperçoit que Gluckstein parle pour ne rien dire ou qu'il ne pense pas vraiment ce qu'il dit, car il sait pertinemment de quoi il retourne, mais chut ! il ne faut pas le dire trop fort, il faut garder un peu, beaucoup d'espace pour le suspens, sinon comment le POI pourrait-il justifier sa ligne politique? :

"*Normal pour tous ceux qui ont lié leur sort au système capitaliste.*"

Attendez, là il y a un truc qu'on ne comprend pas, Hollande et son gouvernement, le PS, ils "*ont lié leur sort au système capitaliste*" et on devrait en attendre quelque chose, on ne saurait pas quelle politique ils vont appliquer, pour un peu on hésiterait à savoir dans quel camp ils se situent.

Et comme Gluckstein et son parti sont liés aux sociaux-libéraux, il serait prêt à leur donner des conseils :

"*Franchement, peut-on cultiver l'illusion qu'il serait possible d'amadouer l'Union européenne ou de concilier avancées sociales avec dictature de la troïka ?*"

En fait, Hollande et les dirigeants du PS cultivent des illusions malgré eux, ils ne s'en rendent pas compte les malheureux, il a écrit exactement le contraire deux paragraphes auparavant, peu importe.

Et pour que la boucle soit bouclée, il termine son éditorial là où il l'a commencé, oui, c'est une boucle sans fin, sans queue ni tête à l'image de la politique du POI :

"*Et à la question qui, au lendemain de ces élections législatives, est au centre de toute la situation : le gouvernement Hollande-Ayrault va-t-il céder, ou refuser de s'engager sur la voie de la ratification ?*"

Quel cas de conscience, mettez-vous un instant à la place d'Ayrault, c'est cornélien comme situation franchement !

A la lecture de ce discours on se dit spontanément : voilà des gens qui ne semblent pas avoir des besoins élémentaires urgents à satisfaire, qui ne manifestent pas vraiment un empressement à en découvre avec le gouvernement.

Où c'est criminel, c'est que quand bien même Hollande et ses godillots de l'Assemblée nationale et du Sénat décideraient de ne pas ratifier le TSCG, ils l'appliqueraient d'une manière ou d'une autre ou ils ne se donneraient pas les moyens d'appliquer une autre politique, notamment en refusant de rompre avec le capital et d'appeler à la mobilisation générale la classe ouvrière, fournissant ainsi arguments et armes à la réaction toujours à l'affût qui ne cessera de le harceler jusqu'à sa chute.

Le POI se considère dans le même camp que le PS et ses satellites, nous nous situons le PS dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, nous considérons qu'il ne peut qu'ouvrir la voie au retour au pouvoir du parti de l'ordre. Il est donc normal qu'il mène un double langage qui consiste à les épargner, tout comme le régime puisqu'il ne peut pas se passer du PS.

C'est ce qui ressort à la page 4 où ils rendent compte d'un terrible drame qui est en train de se jouer et qu'ils regrettent apparemment, relayant généreusement les propos d'un militant d'un militant du PCF parus dans Le Monde du 12 juin : "*C'est la fin d'une époque*", car "*le PCF risque de n'avoir qu'une dizaine de députés et de ne plus être en mesure de former un groupe parlementaire*". Les antistaliniens ne devraient pas s'en attrister, ce n'est pas le cas du POI. Mais, mais, il y en a qui sont

en train de perdre leur latin, mais je croyais qu'ils étaient de féroces antistaliniens, sur le papier sans doute, théoriquement, dans les faits c'est autre chose ils en font la preuve ici.

Dans un autre article de la même page, les voilà qui se font les porte-parole des militants du PS qui n'ont pas digéré l'accord électoral PS-EELV :

"*Cela a soulevé, dans bien des endroits, de nombreuses protestations des militants du PS*", légitimes selon le POI, à croire que ce sont ses affaires (sic !), si l'on tient compte de la tonalité générale de cet article.

Toujours plus bas.

Dans un autre article toujours dans la même page :

"*Le score du Front national (13,6 %) témoigne indiscutablement d'une radicalisation à droite d'une partie de l'électorat de l'UMP*", à croire que "*l'électorat de l'UMP* ne serait composé que de patrons, leurs conjoints, leur progéniture en âge de voter, des réacs qui ont de bonnes raisons de l'être, le POI cédant à la mode à la manière d'un Mélenchon ou d'un Laurent pour lesquels il existerait un électorat de droite et un électorat de gauche, naturel, prédéterminé génétiquement pour ainsi dire, comme ils auraient bien du mal à en trouver d'extrême gauche ou de révolutionnaire, autant dire adieu tout de suite au socialisme ! Au fait, combattent-ils vraiment pour le socialisme, on n'en a pas vraiment l'impression ici, non ?

Le POI n'est pas à proprement parlé un parti institutionnel, sa participation aux institutions est plus ou moins camouflée, cependant il en a tous les attributs en privilégiant une conception de la lutte des classes qui se réduit à des rapports d'appareils, on finira par là aujourd'hui :

"*La direction nationale du PS a soutenu le parachutage de Ségolène Royal, ex-candidate PS à la présidentielle en 2007 et présidente PS de la région Poitou-Charentes, contre la candidature de l'ancien dirigeant de la fédération locale du PS*".

Ils y voient la marque de la "décomposition" du PS associée à celle de la Ve République, comme si Olivier Falorni et les militants du PS n'étaient pas aussi "*décomposés*" que Marie-Ségolène Royal, non, ce seraient des gens bien qui gagneraient à être connus, des révolutionnaires pour eux, c'est moi qui le rajoute, le POI comptant se construire en récupérant des adhérents du PS en perdition, sauf idéologiquement.

Plus haut, ils s'émouvaient du triste sort réservé au PCF et au PG, on en a la larme à l'oeil, ici c'est au tour du PS qu'ils veulent absolument sauver contre lui-même, sans rire, en toute indépendance notez bien.

On va les rassurer et leur remettre en mémoire ce qu'ils semblent avoir oublié : le capital, les institutions ont besoin du PS, ils ne peuvent pas s'en passer, tout comme de l'autre côté de l'Atlantique ils ne peuvent pas se passer du parti démocrate lié malheureusement au mouvement ouvrier américain, tout comme le PS en France, quelle coïncidence franchement ! Ajoutons que si cela ne suffit pas à faire du parti démocrate un parti ouvrier, cela ne suffit pas ou plus plus exactement pour faire du PS un parti ouvrier.

INFOS EN BREF

Social

Paraguay

Une intervention policière pour déloger vendredi des paysans sans terre d'une propriété au Paraguay a viré au massacre et au moins 16 personnes, sept membres des forces de l'ordre et neuf occupants, ont péri dans des échanges de coups de feu, ont annoncé les autorités.

Les heurts, qui ont également fait environ 80 blessés, ont opposé 300 policiers et 150 paysans qui occupaient une propriété agricole appartenant à l'homme d'affaires local Blas Riquelme, située dans la localité de Curuguaty, à 250 km au nord-est d'Asunción.

L'intervention des forces de l'ordre répondait à "*un ordre judiciaire. Nous avons agi conformément à la loi*", a-t-il expliqué. "*Nous savions qu'il y avait des armes, surtout des fusils, des carabines et des armes de poing. C'est pourquoi nous avons envoyé sur place 300 agents pour procéder à l'expulsion*", a ajouté M. Filizzola.

Walter Gomez, un responsable policier du département de Canindeyu, où se trouve la propriété occupée, a affirmé sur une télévision locale que les paysans disposaient d'"*armes de gros calibre, comme des fusils M-16*" et avaient "*tiré pour tuer*".

Selon le ministre de l'Intérieur, quand les responsables du détachement policier se sont approchés des leaders paysans pour négocier, "*ils ont été reçus par des tirs*".

Ensuite, les occupants se sont dispersés et ont gagné une zone boisée, où ils ont été encerclés: "*Nous avons toujours 321 policiers sur place, appuyés par des hélicoptère*", a précisé M. Filizzola.

La propriété se situe dans une région exploitée en grande partie par des "*Brasiguayens*" (contraction de Brésilien et Paraguayen), de prospères producteurs de soja brésiliens, installés depuis 40 ans sur les terres les plus fertiles du Paraguay, sur les rives du fleuve Parana, à la frontière avec l'Argentine et le Brésil, acquises à l'époque dans des conditions très avantageuses accordées par le dictateur paraguayen Alfredo Stroessner (1954-1989).

Dans un bref communiqué, l'actuel président de gauche Fernando Lugo a exprimé "*son soutien absolu*" aux forces de l'ordre et présenté ses condoléances aux proches des victimes. Il a également ordonné aux forces armées de soutenir la police, "*en accord avec la loi*".

M. Lugo a convoqué au palais présidentiel les ministres de l'Intérieur, de la Défense et le commandant des forces armées pour analyser la situation alors que le Sénat s'est réuni en séance plénière spéciale pour débattre de l'éventuelle instauration de l'état d'urgence dans la zone.

Proche du président Lugo, le dirigeant paysan José Rodriguez a déclaré pour sa part que ces affrontements "*pouvaient être un +auto-attentat+ de la police*" destiné à justifier la mort des paysans.

Les conflits terriens sont récurrents au Paraguay, où 2% de la population possède 80% des terres. (AFP 15.06)

Economie

1- Analyse d'un économiste

Les Ministres européens font de la cavalerie.

Définition

La cavalerie est un processus financier où de nouveaux emprunts servent sans cesse à rembourser les emprunts antérieurs. Le système s'écroule lorsque l'emprunteur n'obtient pas le Nième prêt : il sait alors qu'il ne pourra pas rembourser l'emprunt précédent. La cavalerie est une tentation pour des acteurs économiques, au départ honnêtes, mais confrontés à des difficultés qu'ils croient passagères. Si c'est bien le cas, ils pourront se tirer d'affaire et tout rembourser – et personne n'aura matière à se plaindre, ni même à s'en douter. Dans le cas contraire, la chute sera retardée mais n'en sera que plus brutale.

La cavalerie est une escroquerie bancaire réprimée par la LOI.

Le système bancaire espagnol est en faillite. L'Espagne va donc emprunter à la communauté européenne à 3%. Autrement dit, chaque pays de la communauté européenne va devoir prêter de l'argent à l'Espagne selon un certain prorata. Pour pouvoir prêter à l'Espagne, l'Italie (dont le système bancaire est également en faillite et l'Etat endetté jusqu'au cou) va devoir emprunter sur les marchés. L'Italie va emprunter à 6% de l'argent qu'elle va prêter à 3%. Les escrocs des finances italiennes, qui font partie du clan mafieux de GS, comme le patron de la BCE, comme tant d'autres aux commandes ou dans l'ombre, vont sciemment alourdir la dette de l'Italie de 3%.

La Grèce va t'elle emprunter aussi pour sauver l'Espagne, qui emprunte de son côté pour sauver la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la France ?

Ils se foutent de notre gueule.

N'y a t'il plus de shérif en ville ? N'y a t'il pas un avocat ou quelque juge qui lise ces lignes et qui ne soit pas de leur confrérie ? Bougez-vous !

Quand les boutiquiers du sentier font tourner l'argent entre leurs sociétés bidons pour estamper les banquiers, il y en a plein les journaux et la police leur tombe dessus. Là, ce sont les banquiers et les plus hautes autorités financières européennes qui font de la pure cavalerie au su et au vu de tous et il n'y a personne pour les arrêter et les mettre en tôle ?

Il n'y a malheureusement pas de loi en France comme aux Etats-Unis, qui permettrait à un simple citoyen d'arrêter un criminel, sinon, je descendrai dans l'arène.

Mais que font les associations de contribuables ? C'est leur rôle de porter plainte contre ces bandes de malfaiteurs, qui nous ruinent sciemment pour le profit de quelques banquiers complices, qui se ramassent 3% à nos dépens. (...)

Hey toi le banquier et toi le politicard qui se cache derrière ta respectabilité, souvenez-vous de cette affiche sur les murs de Bruxelles, où vos cravates servaient à un tout autre usage. Ne soyez pas si certain que vous maîtriserez la colère des peuples et qu'ils ne sauront pas vous extraire de vos bunkers comme des bigorneaux de leur coquille ! à la fourche ! (Liesi 14.06)

2- Italie

On brade, on liquide, tout est à vendre ou presque !

A l'issue d'un conseil des ministres fleuve de près de cinq heures, le gouvernement a annoncé la cession de trois sociétés publiques qui permettra de dégager environ 10 milliards d'euros afin de réduire légèrement la dette colossale du pays qui s'approche des 2.000 milliards d'euros et dépasse les 120% du PIB.

Ces groupes - Fintecna, holding qui contrôle notamment les chantiers navals Fincantieri, Sace, société de crédit et d'assurance-crédit à l'exportation, et Simest, société d'aide au développement des entreprises italiennes à l'étranger - seront vendus à la Caisse des dépôts italienne. Ce qui permettra de les garder dans le giron étatique tout en réduisant l'endettement public.

Toujours en vue de tailler directement dans la dette, sans attendre que l'équilibre budgétaire prévu en 2013 ne commence à la faire reculer, Rome a décidé de mettre sur pied un fonds dans lequel seront placés "tous les immeubles publics" de l'Etat et des collectivités locales. Des immeubles qui seront ensuite "valorisés et vendus".

Le gouvernement n'a pas donné d'estimation sur le produit de la cession de ces biens immobiliers mais le quotidien Il Sole 24 Ore, citant des "*sources bien informées*", affirmait vendredi que Rome visait un total de 30 milliards d'euros de cessions d'ici la fin de l'année et de 200 milliards en cinq ans.

Notant que des "milliers" de sociétés locales de services publics (eau, déchets, etc..) pouvaient aussi être cédées, le vice-ministre de l'Economie Vittorio Grilli a toutefois assuré que le gouvernement ne comptait pas céder ses parts dans Eni (pétrole), Enel (énergie) et Finmeccanica (défense).

Hormis la dette, le gouvernement a pris des mesures vendredi sur l'autre front d'inquiétude pour l'Italie, la croissance.

Qualifié de "*très robuste*" par M. Monti, l'enveloppe de mesures "*urgentes*" adoptée vise à relancer la troisième économie de la zone euro, entrée en récession depuis la fin 2011 sous le poids de l'austérité.

Parmi ces nombreuses mesures, figurent la relance des chantiers d'infrastructures grâce à la défiscalisation des partenariats public-privé ou la simplification des aides aux entreprises qui seront regroupées dans un seul Fonds.

Le gouvernement a par ailleurs décidé d'augmenter la déduction fiscale sur les travaux de rénovation afin de soutenir le bâtiment, d'attribuer un crédit d'impôt pour l'embauche de jeunes "*hautement qualifiés*" ou de raccourcir les délais de la justice civile.

Selon le ministre du Développement économique, ces mesures devraient permettre d'injecter dans le circuit économique de 70 à 80 milliards d'euros de ressources publiques et privées. (AFP 15.06)

3- Espagne

La dette publique de l'Espagne a atteint fin mars un nouveau record historique, représentant 72,1% (774,549 milliards d'euros) du PIB, huit points et demi de plus qu'il y a un an (63,6%), selon les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Espagne.

Le niveau de la dette espagnole devrait fortement progresser au cours de 2012, le gouvernement tablant sur 79,8% du PIB en fin d'année, une prévision ne tenant pas compte du prêt européen aux banques espagnoles, qui pourrait atteindre 100 milliards d'euros et augmenter alors la dette de dix points.

La dette du pays est en hausse continue depuis le premier trimestre 2008, où elle atteignait 35,8% du PIB, après plus d'une décennie de baisse, alors que l'Espagne était en forte croissance avec des comptes publics excédentaires. (AFP 15.06)

4- Chine

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a jugé vendredi que les droits de douane imposés par la Chine à l'importation des

Etats-Unis de certains aciers laminés en bobine étaient illégales, dans un rapport publié à Genève.

Washington avait saisi l'organisation en septembre 2010, estimant que des mesures violaient une série d'accords, en particulier celui du GATT de 1994, ceux de l'OMC et les accords anti-dumping.

Dans ses recommandations, le groupe a constaté que "*la Chine a agi d'une manière incompatible avec certaines dispositions*" des accords anti-dumping et a appelé Pékin à se "*mettre en conformité*" avec les réglementations du commerce international.

Ce contentieux concerne l'imposition par Pékin de droits de douane sur de l'acier électrique à grains orientés laminé en bobine.

Les Etats-Unis avaient contesté ces droits de douane imposés au prétexte que l'acier américain aurait été vendu à des prix artificiellement bas sur leur marché, et les industriels subventionnés par Washington.

Le gouvernement américain a estimé avoir remporté "*une victoire non seulement importante pour les sidérurgistes de Pennsylvanie et d'Ohio, mais aussi les agriculteurs et travailleurs d'autres secteurs exportant vers la Chine*".

C'est de ces deux Etats américains que viennent les industriels lésés qui avaient poussé le gouvernement à porter plainte, AK Steel Corporation et Allegheny Ludlum.

"*Cette décision envoie un autre signal clair à la Chine pour lui dire qu'elle doit en faire plus pour tenir ses engagements vis-à-vis de l'OMC, et qu'elle sera tenue responsable si elle ne se plie pas aux règles de l'OMC*", a indiqué le représentant au Commerce extérieur, Ron Kirk, cité dans un communiqué.

La représentation chinoise à l'OMC à Genève s'est pour sa part félicitée dans un communiqué de trois points en sa faveur dans le rapport. Sur les autres points, "*la Chine va poursuivre son examen et se réserve le droit de faire appel*", a-t-elle ajouté. (AFP 15.06)

Haut de page

Le 17 juin

CAUSERIE

Le 29 mai Hollande a dit "*Il va falloir faire un effort, c'est certain*", Ayrault l'a confirmé pour les sourds le 13 juin "*tout le monde doit faire un effort*", lire l'article en ligne dans cette page, à moins d'être inconscient ou masochiste, on a aucune raison de voter pour les candidats d'un parti qui va nous imposer de nouveaux sacrifices pour renflouer ou engraisser les banquiers de toute l'Europe comme n'a cessé de le faire l'UMP avant lui depuis 2008.

Le 10 juin, plus de 20 millions de travailleurs ont refusé de voter ou de se prononcer en faveur des candidats du parti au pouvoir depuis le 6 mai, demeurant sourd aux appels répétés des dirigeants du PS de donner une "*large majorité*" à Hollande et son gouvernement, à croire qu'ils avaient une bonne raison de s'abstenir ou de voter blanc ou nul.

Question : est-ce à nous de les ramener dans le giron de ce parti contre-révolutionnaire ou dont on sait qu'il n'y a rien à attendre de bon ? Pourquoi ? Parce qu'on est toujours incapable de les organiser, de gagner leur confiance ? Donc si on comprend bien, il faudrait refuser de regarder la réalité en face et tenter de forcer le destin. Un tel procédé permettrait-il aux masses de se défaire des illusions qu'elles placent encore dans le capitalisme et les institutions, si tel était le cas cela se saurait et les choses seraient beaucoup plus simples en effet, mais c'est se leurrer en vérité.

Si les travailleurs n'adhèrent pas à notre politique et que nous demeurons incapables de construire un nouveau parti communiste, c'est peut-être parce que nous ne savons pas comment nous y prendre, le problème il vient de nous uniquement, de nos dirigeants qui ne possèdent pas les qualités requises.

Certes la situation n'est pas facile, mais pour être impartial, il faut reconnaître que la crise nous a fourni une quantité considérable d'arguments pour étayer notre politique pour la rendre plus accessible aux travailleurs, encore faudrait-il avoir la volonté d'adapter notre discours pour la mettre à leur portée, ce que l'on ne sait toujours pas faire apparemment.

Des manifestations importantes et des grèves générales à répétition ont eu lieu en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce, mais aussi dans une moindre mesure en Belgique, en Irlande et en Allemagne. Des mouvements révolutionnaires ont eu lieu en Tunisie, en Egypte, au Yémen notamment.

Des manifestations ont également eu lieu récemment dans un nombre important de pays de la Chine à la Bolivie en passant par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, on pourrait ajouter des pays où les manifestions sont extrêmement rares, à Bahrein, au Koweit, en Arabie Saoudite.

On ne peut donc pas dire que le mouvement ouvrier internationale serait dans une phase de reflux, alors que partout ou presque il a manifesté sa volonté de passer à l'offensive contre le capitalisme mondial.

Là aussi, nous avons été incapables de nous appuyer sur cette expérience et de l'intégrer dans une perspective politique révolutionnaire. Si nous demeurons incapables de traduire en terme de tâches et d'objectifs politiques ces enseignements, nous sommes condamnés à végéter.

Les travailleurs et la plupart des militants qui ont un niveau théorique très bas, ont besoin de comprendre la situation pour s'engager politiquement, or ce n'est certainement pas à partir de discours formatés par et pour une élite, des intellectuels ou des militants aguerri, qu'on parviendra à améliorer la situation sur ce plan-là. On peut estimer que la méthode qui consiste à *couper les cheveux en quatre* ou à décortiquer une question pour la ramener à son expression la plus simple comme nous le faisons n'est pas la bonne, pourquoi pas, c'était cependant celle utilisée autrefois par les marxistes avec un certain succès.

Nous ne vivons pas à la même époque, c'est entendu, je ne cesse de le marteler aux dogmatistes, mais que constatons-nous, que certes nous disposons d'un nombre d'informations sans commune mesure en comparaison, mais elles sont diluées, sans direction ou orientation, de ce fait elles sont quasi inutilisables où on ne sait pas trop quoi en penser à l'arrivée, c'est l'une des vertus d'Internet où finalement on ne sait pas trop quoi penser entre info et intox, bref on n'est pas plus avancé qu'à l'époque où il n'existait que la presse écrite et le télégraphe, le service postal par diligence où l'on était renseigné sur ce qui se passait dans le monde plusieurs semaines après ou davantage encore.

Du fait que personne ne veut véritablement et sérieusement s'atteler à cette tâche qui peut apparaître ingrate et épuisante au premier abord, les masses n'ont pas a priori à avoir confiance davantage dans tel ou tel parti ou telle formation politique. D'autant plus que, de plus en plus souvent avec l'élévation du niveau d'instruction (scolarisation obligatoire) et le développement des moyens de communication chacun prétend détenir la vérité, en fait un petit bout qui n'a ni queue ni tête, on en revient à ce qui a été dit dans le paragraphe précédent, qui ne sert à rien, qui est inutilisable en l'état. Pendant que l'on passe à côté des vérités les plus simples sans lesquelles on ne peut pas interpréter correctement la situation, par exemple que le capitalisme repose sur le vol de notre force de travail, qu'il est impossible de le légitimer, et pourtant cela fait plus de deux siècles qu'il existe.

Si vous n'avez pas intégré cet élément déterminant, vous ne pouvez pas comprendre les rapports entre les classes, donc entre les partis, les institutions, l'Etat, vous êtes incapables ou il est très difficile de vous situer sur le terrain des besoins de votre propre classe, et si vous y parvenez, vous ne pouvez pas défendre cette position, car cet élément vous fait défaut, pourquoi vos besoins seraient plus légitimes que ceux du capitaliste qui vous fournit un travail et vous permet de vivre, selon lui évidemment, mais pourquoi est-il si important, parce qu'il permet de comprendre le processus dialectique qui est à l'oeuvre dans le développement historique et l'évolution du capitalisme mondial, vers quoi il tend inexorablement, la crise, son effondrement, la paupérisation croissante de la population, la guerre, la barbarie sous toutes ses formes, qui comprend le saccage systématique de notre planète, la dégénérescence de la civilisation humaine, on ne peut pas le comprendre ou on ne peut pas en être convaincu si on n'en connaît pas l'origine. C'est une question de dialectique que nous n'avons pas suffisamment assimilée, plus qu'une question purement politique notez bien, dès lors qu'on partage l'analyse du capitalisme de Marx et Engels.

On va arrêter là aujourd'hui, avant juste un truc personnel pour illustrer mon propos.

J'ai conscience d'avoir de graves lacunes que je ne pourrai jamais combler, par conséquent je ne serai jamais un dirigeant du mouvement ouvrier et je ne le souhaiterais pas pour cette raison, mais parce que je ne nie pas ces lacunes, je m'emploie à les combler au fur et à mesure de mon intervention politique, elles ne disparaissent pas, mais elles ne sont pas un handicap insurmontable pour comprendre les choses, à mon rythme et à ma manière parfois désordonnée, par contre je pourrai fournir tous les efforts dont je suis capable, ce ne sera jamais suffisant pour acquérir les qualtés requises pour faire un dirigeant digne de ce nom, d'ailleurs cela ne me viendrait pas à l'esprit de l'envisager un jour, ce ne serait pas un service à rendre à mon parti.

Si j'ai réussi à surmonter cet handicap, c'est parce que je me suis résolu à regarder la réalité en face, ma propre condition, une fois cernées mes lacunes je m'en suis servi comme d'un levier pour pousser toujours plus loin mes analyses, d'un aspect négatif de ma propre expérience, j'en ai fait un point d'appui pour essayer de toujours progresser, mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Si j'osais une métaphore, je dirais que je traîne un boulet qui ralentit ma course, cela m'oblige à changer de braquet pour arriver en haut d'une cote quand il s'en présente une ; l'essentiel ce n'est pas le braquet qu'on a employé, c'est de ne pas avoir posé le pied avant le sommet, mais en cas d'erreur de braquet, c'est lui qui devient déterminant, et si je peux me permettre, je ne suis pas sûr que nos dirigeants aient conscience du braquet qu'il fallait employer pour affronter les difficultés qui attendaient le mouvement ouvrier et je crains qu'ils n'aient mis le pied à terre avant d'avoir atteint la ligne d'arrivée.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques, c'est maintenant. (suite)

D'un monarque à un autre.

- Décès du prince héritier saoudien - François Hollande : "*La France perd un ami*" - LePoint.fr

Le peuple syrien aussi ! L'"*ami* d'un régime antidémocratique et rétrograde, archaïque, moyenâgeux, d'une pétro-monarchie dégénérée pratiquant la charia et ami de l'Etat sioniste et de l'impérialisme américain, ne peut pas être notre "*ami*".

Vous connaissez la formule : les amis de mes amis sont mes amis, alors les amis de mes ennemis ne peuvent pas être mes amis, je compte donc Hollande, son gouvernement et le PS parmi mes ennemis.

L'illusion peut être élevée au rang d'idéal et se confondre un instant avec la réalité, elle n'en demeure pas moins une illusion. Demandez à Mélenchon ce qu'il en pense, il vient d'en faire les frais. Demandez-lui quels enseignements il en a tiré, mais je ne suis pas sûr qu'il soit en mesure de vous répondre.

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

L'Italie est de nouveau menacée par un désastre économique, a averti samedi le président du Conseil Mario Monti alors que des milliers de personnes manifestaient à Rome contre les mesures d'austérité destinées à rétablir l'équilibre des finances publiques.

"*Nous avons déjà par le passé évité le précipice mais le fossé s'élargit toujours et risque de nous engloutir. Nous sommes de nouveau dans une crise*", a dit le chef du gouvernement lors d'une cérémonie près de Milan, à la veille d'élections législatives en Grèce qui seront décisives pour l'avenir de la zone euro.

A la tête d'un gouvernement de techniciens, Mario Monti qui a succédé en novembre dernier à Silvio Berlusconi a fait adopter un programme d'austérité draconien qui a soulevé la colère des syndicats et d'une partie de la population.

Pour compenser en partie les effets néfastes de cette austérité, le gouvernement a annoncé vendredi un programme de privatisations, de réduction des dépenses des ministères et d'aides fiscales aux ménages et aux entreprises dans le cadre d'un "*décret de croissance*".

Les trois principales organisations syndicales de la Péninsule ont organisé samedi matin un défilé anti-austérité dans le centre de Rome qui s'est achevé par un grand rassemblement place du Peuple.

Selon les organisateurs, 200.000 personnes ont participé à cette manifestation.

"*Nous sommes ici parce que la politique gouvernementale ne fait qu'aggraver la récession dans notre pays*", a déclaré à Reuters Television Susanna Camusso, secrétaire générale de la Confédération générale italienne du travail (CGIL), la première centrale syndicale d'Italie.

A propos de la Grèce, a-t-elle ajouté, "*il faut se rappeler que si ce pays est en difficulté, c'est parce que l'Europe n'a pas opté dès le départ pour une politique sociale afin de sortir de la crise*".

Le défilé romain s'est déroulé sans incidents. (Reuters 16.06)

2- Egypte

Le Conseil suprême des Forces armées (CSFA), au pouvoir en Egypte, a ordonné la dissolution du parlement, validant une décision de la Haute cour constitutionnelle qualifiée de "*coup d'Etat*" par les islamistes.

La juridiction a invalidé jeudi un tiers des 498 sièges du Parlement, dominé par les islamistes, en estimant que certaines règles appliquées lors des législatives de l'hiver dernier étaient contraires à la Constitution. Cette décision a entraîné la dissolution de la chambre basse du parlement.

Selon un responsable du bureau du président du parlement, le chef du CSFA, le maréchal Hussein Tantaoui, a adressé une

lettre dans laquelle il signifie la dissolution du parlement et interdit l'accès du bâtiment aux anciens députés.

Les Frères musulmans, qui ont prévenu que l'Egypte allait au devant de "*journées très difficiles*", estime que le parlement ne peut être dissous que par le biais d'un référendum populaire.

Cet ordre de dissoudre le Parlement "*représente un coup d'Etat contre le processus démocratique dans son ensemble*", indique la confrérie islamiste sur la page Facebook de sa formation politique, le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ).

Dans un autre communiqué, le PLJ estime que la dissolution du parlement confirme la volonté du CSFA de "*s'emparer de tous les pouvoirs contre la volonté du peuple.*"

Les Egyptiens sont appelés à voter samedi et dimanche pour le second tour de l'élection présidentielle qui oppose Ahmed Chafik, ancien commandant en chef de l'armée de l'air et dernier Premier ministre d'Hosni Moubarak, au candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi. (Reuters 16.06)

Haut de page

Le 18 juin

CAUSERIE

J'ai réalisé cette causerie à partir des quelques articles de presse disponibles au début de matinée (heure locale).

Question qui servira de cadre à notre causerie ou chronique du jour : Alors qu'un électeur sur deux n'a pas participé à cette farce électorale, peut-on affirmer que l'Assemblée nationale, les institutions seraient légitimes ?

Avant de répondre à cette question, voyons les résultats à grands traits. Un article réalisé à partir de plusieurs sources, AFP, Reuters, Lemonde.fr et Libération.fr.

Pour commencer, faisons-nous plaisir.

Les battus, en famille s'il vous plaît : Morano, Guéant, Alliot-Marie, Raoult, Joissains-Massini, Tron, Lefèbvre, Novelli, Bayrou, Lang, Royal...

Maintenant les chiffres fournis divergent quelque peu d'une source à l'autre, je tenais à le préciser. Il faudra se connecter plus tard sur le portail du ministère de l'Intérieur pour obtenir les chiffres définitifs. Les paragraphes précédés d'un tiret signalent les extraits d'artcles de presse, mes commentaites figurent à la suite si nécessaire, à leur tonalité vous les reconnaîtrez.

- Avec 346 sièges, contre 226 pour la droite parlementaire, la gauche obtient une confortable majorité à l'Assemblée.

Avec ses proches alliés (PRG, MRC, divers gauche), le PS obtient 314 sièges, selon les résultats définitifs connus vers 00H15. La majorité absolue est de 289 sièges. Au total, la gauche obtient quelque 51% des voix.

Donc la "gauche" obtenu 51% et la "droite" 49%, sur fond d'une abstention massive, record depuis l'avènement de la Ve République. Question : les quelque 45 ou 46% des électeurs qui se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul n'auraient-ils pas renvoyé dos-à-dos "droite" et "gauche" qui finalement partagent le même programme sur le fond ? Les éléments fournis plus loin permettront d'affiner cette question et d'y répondre.

- Avec 291 sièges, le PS obtient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée nationale, du jamais vu depuis 1981. EELV et Front de gauche sont des alliés superflus à l'Assemblée.

Les écologistes d'EELV ont pu obtenir, malgré leur faible score de la présidentielle, 18 sièges, largement de quoi composer un groupe parlementaire (le seuil est à 15 sièges). Soit 14 députés de plus que lors de la dernière législature.

A droite, l'UMP et ses alliés (radicaux, centristes, DVD) obtiennent 229 sièges et perdent plus d'une centaine de députés par rapport à 2007.

L'abstention atteint un record à 44 %, 4 points de plus qu'il y a 5 ans.

Les trois candidats les mieux placés à la présidentielle de 2007, Sarkozy, Royal et Bayrou sont éjectés en 2012

Le Centre est moribond, liquidé, en période de crise, les classes se radicalisent, il n'y a donc plus de place pour le Centre, en admettant qu'il en ait eu une un jour.

- Français de l'étranger: 8 circonscriptions sur 11 pour le PS (Slate.fr 17.06).

Je n'ai pas les résultats complets, j'ai entendu hier soir sur France 2 que dans la circonscription englobant les Etats-Unis et le Canada la participation avait été de 11%, vous lisez bien il n'y a pas erreur, 11%; Ce qui fait que le candidat qui doit avoir recueilli un peu plus de la moitié des voix exprimées, est élu avec à peine 6% des inscrits. Il y aura donc à l'Assemblée nationale des députés qui siègeront après avoir obtenu une infime minorité de voix des électeurs, autant dire qu'ils sont illégitimes.

Question : le même constat ne vaut-il pas pour l'Assemblée nationale toute entière compte tenu qu'un électeur sur deux a refusé de légitimer les institutions de la Ve République en refusant de participer à cette mascarade, en s'abstenant ou en votant blanc ou nul ?

- Le Front de gauche subit un revers. Avec 10 élus seulement (9 communistes et un Parti de gauche), le groupe perd neuf députés par rapport à 2007. Le groupe comptait en effet 16 élus communistes et apparentés et 3 élus du Parti de gauche.

- "*C'est certain que c'est décevant, a réagi, dimanche soir, Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF. Le pourcentage des voix obtenues nous laissait espérer un meilleur résultat.*" En cause, selon lui, le scrutin majoritaire : "*Il y a une prime au parti présidentiel et au bipartisme*", dénonce-t-il. Il réfute toute erreur stratégique. "*Notre stratégie n'est pas déterminée par le nombre de sièges mais par ce qui permet de répondre aux grandes questions de notre pays*", affirme-t-il. (lemonde.fr 17.06)

Question : A quoi correspondent les 10% du Front de gauche ? Aux seules voix ou presque des militants du mouvement ouvrier. Quant aux travailleurs inorganisés qui sont aux alentours de 90%, ils se sont abstenus, ils ont voté blanc ou nul pour l'immense majorité d'entre eux, le reste a voté PS ou UMP.

Ainsi les travailleurs ont témoigné leur défiance ou leur rejet de la quasi totalité des partis qui se sont présentés à ces élections législatives, aucun a leurs yeux n'est légitime. Faut-il s'en étonner ? Non bien sûr, nous n'avons cessé d'expliquer qu'ils étaient coupés des masses, on en a ici la démontration.

A mon avis, ce n'est pas dû au fait qu'ils auraient fait une mauvaise campagne ou qu'ils se seraient trompés de stratégie, ce n'est pas dû non plus aux particularités de la situation actuelle, ni au calendrier législatif qui leur serait défavorable, ça ce sont les arguments ou les prétextes falacieux que les uns et les autres ne vont pas manquer de mettre en avant pour justifier leur déroute ou échec auprès de leurs militants, alors qu'en réalité, ce résultat pitoyable des partis qui se réclament du socialisme remonte beaucoup plus loin, à leur incapacité d'exprimer les besoins des travailleurs dans des termes qui leur soient compréhensibles, qui est le produit de la gangrène réformiste qui n'a cessé de ronger le mouvement ouvrier et son avant-garde depuis l'après-guerre, ces résultats en sont le point d'orgue d'une certaine manière, ils paient le prix de leur collaboration ou de leur collusion avec le régime qu'ils soutiennent tous chacun à leur manière.

Tous ont appelé à voter Hollande le 6 mai et PS les 10 et 17 juin.

En procédant de la sorte, ils ont tenu à donner au Bonaparte de service une majorité absolue à l'Assemblée nationale conformément à l'esprit de la Ve République qui sort renforcée de ce scrutin, ce qui a été rendu possible par leur refus d'associer à leur combat politique le combat contre les institutions ou d'en faire l'axe de leur combat politique, les épargnant sans cesse (POI) ou les faisant littéralement disparaître (NPA, LO) de leur combat au point de se demander si elles existaient encore !

La plupart des militants de ces partis et du PCF se refusent à se poser certaines questions, ils rejetteront cette analyse, peu importe, notre devoir est de les poser devant tous les militants du mouvement ouvrier et les travailleurs.

En confortant Hollande et le PS, ils ont ainsi collaboré à l'entreprise qui consistait à donner l'illusion qu'ils disposeraient d'une légitimité pour mener à bien leur politique réactionnaire, qui au regard de l'abstention est en réalité une imposture. C'était une manière comme une autre de soutenir par avance le régime en place tout en prétendant le combattre.

En revanche ou à l'opposé, si tous ont appelé à voter Hollande et pour le PS, les travailleurs dans leur immense majorité ont répondu négativement aux appels répétés d'Ayrault et Aubry notamment de donner "*une large majorité présidentielle*" à Hollande et au gouvernement pour appliquer leur politique en s'abstenant ou en votant blanc ou nul, ne suivant pas les consignes de vote implicites ou explicites de tous les partis et formations politiques du mouvement ouvrier.

Question à la suite de ce constat. Où se situent ces partis et ces formations politiques : au côté de Hollande et du PS qui incarnent

le capital, ou au côté des travailleurs qui ont témoigné leur refus de leur accorder leur confiance à partir de leurs propres besoins que le PS ne sauraient incarner ?

Je ne vais pas répéter ici ce que j'ai déjà dit dans des causeries précédentes à maintes reprises. Ces partis ou formations politiques ont un grave problème tactique et stratégique à résoudre apparemment.

Ils sont à la fois incapables d'incarner les besoins quotidiens des travailleurs tels qu'ils se les représentent et qui constituent une priorité pour eux, préférant s'attaquer à leurs illusions qu'illustrent leur soutien à l'euro et à l'UE qu'ils assimilent à l'Europe ou encore en mettant au premier plan le combat contre l'extrême droite que les travailleurs considèrent comme secondaire, à tort peut-être, sauf qu'à refuser de tenir compte de quelle manière les travailleurs abordent la situation actuelle, on se coupe des masses et de ses éléments les plus avancées qui ne sont pas forcément ceux qui sont organisés dans le mouvement ouvrier qui ne représentent qu'une minorité du prolétariat.

Précisions. Nous partons du principe que ces échéances électorales et la campagne politique qui devait être menée durant cette période, devaient avoir comme seul objectif la construction du parti, or, comme aucun parti n'était orienté dans cette direction, les résultats qui en ressortent sont conformes à ce qu'on pouvait attendre des politiques opportunistes menées par les uns et les autres.

Tous les partis qui ont participé aux législatives ont tenu un double langage aux travailleurs sur le gouvernement en prétendant ne pas vraiment savoir quelle politique il allait appliquer au lendemain du 17 juin tout en expliquant ailleurs le contraire ! Notons que le jésuitisme dont se pare le front unique, est fait de la même pâte molle qui finalement revient à concilier les contraires et à embrouiller les esprits, au lieu de les éclairer sur la nature exacte du PS et ses satellites qui sont des institutions à part entière du régime dont les masses se sont justement détournées.

Pour notre part, nous considérons qu'il est possible de proposer aux travailleurs une issue politique conforme à leurs intérêts et au socialisme qui partent de leurs besoins élémentaires en les situant dans une perspective révolutionnaire.

On nous rétorquera que dans l'état actuel des choses, c'est quasiment impossible, cela tient du délire, etc. et que c'est la raison pour laquelle il faut au contraire leur tenir un discours axé sur d'autres objectifs que la Constitution, les institutions, le gouvernement ouvrier, l'extinction des classes et de l'Etat, le socialisme, puis le communisme, le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté à l'échelle de l'humanité, leur préférant la lutte, la lutte, la lutte, déconnectant le combat pour les revendications sociales du combat pour l'émancipation du capital contre l'Etat, réduisant finalement leur combat au trade-unionisme ou les baladant à Bruxelles, Strasbourg, Frankfort ou Washington.

Sur le plan pratique comment se présente la politique que nous préconisons ?

C'est très simple, trop apparemment, tellement simple qu'on passe systématiquement à côté, si la survie du capitalisme est incompatible avec la satisfaction de nos besoins ou aspirations, avec notre volonté ardente de voir nos difficultés réduites, nos problèmes résolus pour que nos enfants et petits-enfants aient la possibilité d'accéder à une vie meilleure dans une société débarrassée de toutes ces inégalités et injustices insupportables, c'est que l'heure à sonner (sic!) qu'il disparaisse, qu'il faut passer à l'action dans cette perspective, il n'y a pas d'autre voie ou alternative que le socialisme, à moins d'accepter le sort qu'il nous réserve, de baisser toujours davantage la tête, de subir toujours davantage de sacrifices, on sait comment cela se termine en connaissant un sort pire encore, qui sait le chaos et la guerre.

Nos besoins sont-ils légitimes ? Ceux des capitalistes qui détiennent le pouvoir qu'incarnent le gouvernement Hollande-Ayrault et sa majorité parlementaire sont-ils légitimes ? Il faut impérativement se poser cette question et y répondre. Les deux ne peuvent pas l'être, il faut choisir consciemment entre les deux lesquels on estime légitimes, autrement dit, entre des voleurs protégés par les institutions et leurs victimes qui n'ont que leur faculté à s'organiser pour faire valoir leurs droits, conserver leur dignité et donner un sens à leur vie qu'ils n'auront jamais envie de renier par la suite, lesquels méritent de vivre ou de périr ?

Maintenant on a parfaitement le droit de refuser de répondre à ces questions préférant accepter le mauvais sort auquel on était semble-t-il voué depuis notre naissance, on peut se résigner, se lamenter dans son coin, s'en prendre aveuglément à la terre entière, se tromper d'ennemis, se leurrer sur la possibilité qui existerait de s'en sortir individuellement, notre existence, la société, le monde continueront de sombrer un peu plus chaque jour dans l'horreur et la barbarie, est-ce cela que l'on veut vraiment, est-ce qu'on ne mérite pas mieux franchement, qui ou quoi peut justifier de nous infliger de telles souffrances sans fin, rien ni personne en vérité. Et pourtant, si ce n'est pas nous qui avons décidé de vivre dans une telle société infâme, cela signifie qu'il y en a d'autres qui s'en chargent.

Notre salut consiste donc à prendre notre sort entre nos mains, à laisser à personne d'autres le soin de s'en charger à notre place, de la même manière qu'un enfant s'en remettra de préférence à ses parents, un élève à ses professeurs, un patient à son médecin, nous devons être à la hauteur de nos responsabilités, personne ne peut et ne doit assumer la responsaibilité qui consiste à choisir librement dans quelle société nous voulons vivre, il en va de votre présent et votre avenir ainsi que celui des générations futures.

Qui d'autres, quel parti à part le nôtre vous tient un tel discours qui se veut avant tout lucide, cohérent et clair, partant de la réalité que l'on ne cherche pas à nier ou contouner, sans vous mépriser ou vous culpabiliser, sans vous tenir un double langage, sans essayer de vous embobiner, sans vous flatter pour mieux vous manipuler, sans faire de grandes phrases auxquelles personne ne comprend rien ?

Si à l'issue de cette discussion vous n'êtes pas encore convaincu que votre intérêt est de rejoindre notre combat, nous vous invitons à reprendre point par point chaque élément de notre démonstration pour déterminer avec vous quel est celui ou ceux qui vous laissent perplexe ou qui vous retiennent de vous engager avec nous.

Le socialisme est une science, à ce titre nous sommes en mesure de vérifier avec vous le bien-fondé de chacune de nos affirmations, ce sur quoi repose notre engagement sur un plan historique, vous verrez qu'on n'invente rien. On ne fait que traduire sur le plan pratique les enseignements que les marxistes ont tiré du développement historique du capitalisme qui repose sur des facteurs et des lois dont l'existence a été démontrés, donc des faits matériels vérifiables et non des idées qui seraient sorties toutes faites de je ne sais quel cerveau.

Pour conclure, prenons un exemple d'actualité pour illustrer de quelle manière nous procèderions pour vous convaincre, loyalement, honnêtement, vous allez pouvoir en juger vous-même car nous n'avons pas de secrets à avoir avec vous.

Le capitalisme traverse la crise la plus profonde de son histoire, elle concerne tous les continents, pas un peuple n'est épargné. En ce qui nous concerne, elle a pour nom austérité, rigueur, réformes structurelles qui conduisent à un appauvrissement général de la population laborieuse et une dégradation vertigineuse des conditions de travail et d'existence au point de les rendre insupportables. Pourtant, ne vous a-t-on expliqué de long en large et en travers que la civilisation était promise à un bel avenir ? Force est de constater que chaque fois que le capitalisme semblait être synonyme de progrès social sans fin, la société plongea à nouveau dans la barbarie, à deux reprises au XXe siècles avec les deux guerres mondiales. De nouveau après-guerre, on nous a dit : plus jamais cela, et que constatons-nous depuis, que la guerre n'a en réalité jamais cessé, elle s'est reportée sur certains continents seulement avant de se répandre jusqu'aux portes de chez nous, hier au Liban et en Serbie, plus près de nous en Libye et demain en Syrie.

Notre bien-être relatif, le progrès social dont nous avons bénéficié, l'a toujours été au détriment d'autres peuples surexploités et violemment réprimés en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Jusqu'à il n'y a pas longtemps on ne s'en souciait pas vraiment ou peu, il suffisait de fermer les yeux et de se boucher les oreilles pour ne rien voir et ne rien entendre, mais voilà que le bruit du canon parvient dorénavant à nos oreilles, en temps réel on dispose d'images provenant des quatre coins du monde démontrant à quel point le capitalisme rime avec la pire barbarie, on se dit alors qu'on n'a pas cessé de nous mentir, de nous manipuler, tandis que des peuples souffraient le martyr au quotidien, et voilà qu'avec la nouvelle crise du capitalisme c'est au tour des travailleurs grecs, portugais, irlandais, espagnols, italiens, demain le nôtre et d'autres peuples encore, pas un seul ne sera épargné.

On vous a vendu un mirage, une illusion en vérité. Et cela continue évidemment. Ceux qui détiennent le pouvoir et font l'information qui arrive à vos oreilles appellent progrès l'augmentation de la consommation de certains pendant que d'autres crèvent littéralement de faim et de bien d'autres maux engendrés par la société telle qu'elle est à travers le monde. Ils n'ont pas la même définition que nous du progrès, leur soucie n'est pas de savoir de quelle manière il est réalisé et qui en profitent vraiment, ou pour être plus précis, cela ne les choquent pas que l'élévation du niveau de la consommation soit synonyme de la dégradation continue de vos conditions de travail et d'existence, qu'il s'accompagne de la liquidation des valeurs (humanistes) universelles que nous partageons, ils considèrent qu'il est normal que pour maintenir votre niveau de vie (ou de consommation) que vous sacrifiiez votre existence, votre famille, vos enfants, tout ce qui vous est le plus cher, du moment que cela permet aux capitalistes qui constituent une infime minorité de la population de continuer d'accumuler des profits et de conserver le pouvoir, les travailleurs qui ne vivent pas sous un régime démocratique (bourgeois) en savent quelque chose, ils n'ont pas connu autre chose depuis leur naissance, un cauchemar en vérité.

Vous ne vous attendiez certainement pas à avoir sous les yeux un tableau aussi sombre de la société, du capitalisme, et nous n'avons fait que brosser à grands traits les grandes lignes des horreurs auxquels il s'est livré depuis 1945, si vous en connaissiez les détails, on vous apporterait une cuvette pour vous soulagez car vous ne le supporteriez pas, personne dans nos rangs d'ailleurs.

Tous les peuples aspirent légitimement aujourd'hui au progrès social, cela représente une somme colossal de besoins à satisfaire, ce qui est parfaitement réalisable avec le niveau atteint par le développement des forces productives, mais voilà, c'est incompatible avec l'enrichissement sans fin d'une poignée de nantis qui accaparent les richesses produites pour satisfaire leurs seuls besoins, d'où notamment la guerre qu'ils leur livrent pour conserver leurs privilègent. Cela étant dit, est-ce que vous avez encore des doutes ou des scrupules sur la légitimité de vos propres besoins ?

Vous aurez compris que parvenu à un certain niveau de développement, atteint au détour du XXe siècle, le capitalisme se transforme en force destructrice, il lui faut détruire ce qu'il a construit pour ensuite le reconstruire, puis le détruire à nouveau et ainsi de suite... A vous de voir si vous voulez être ses prochaines victimes ou si vous estimez qu'il a fait son temps et qu'il doit céder la place à une République sociale (universelle), au socialisme. (A suivre)

J'ai passé mon après-midi à écrire ce passage, j'espère ne pas avoir perdu mon temps. Je pense que c'est de la sorte qu'il faut aussi s'adresser aux travailleurs et aux militants.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce. Le troisième tour dans les urnes... ou dans la rue ?

L'AFP s'enflamme : "*La Grèce est en mesure de former ces prochains jours un gouvernement de coalition autour du dirigeant conservateurAntonis Samaras*", alors que les résultats sortis des urnes dimanche est le même à peu de choses près que le 6 mai !

Selon des résultats officiels portant sur 85% des voix exprimées, la Nouvelle Démocratie, dirigée par M. Samaras, a obtenu 29,96% des voix, soit 130 sièges sur les 300 du parlement, en bénéficiant de la prime de 50 sièges accordée par la loi électorale au premier parti.

Les tractations vont officiellement s'engager lundi avec le Pasok socialiste, en troisième place avec 12,46% (33 sièges) et le petit parti de gauche modérée Dimar.

"*Nouvelle Démocratie, le parti conservateur d'Antonis Samaras, est à nouveau arrivé en tête des élections législatives, hier en Grèce. Comme le 6 mai, lors du précédent scrutin qui avait dû être annulé car ni Samaras ni aucun leader de parti n'avaient réussi à former une coalition pour gouverner le pays. Ce scrutin de la seconde chance offre-t-il de meilleures perspectives au chef des conservateurs*" s'interroge Libération.

A gauche, le Syriza a reconnu sa défaite mais exclu de rejoindre une coalition. Porté par son rejet des sacrifices imposés aux Grecs, il a poursuivi son ascension avec 26,65% des voix (71 sièges) contre 16,78% lors du dernier scrutin qui l'avait propulsé deuxième parti du pays.

Le parti néonazi Chryssi Avghi (Aube dorée) se maintient pourtant avec 6,92% des voix et 18 sièges à son niveau du 6 mai, quand il avait fait son entrée au parlement pour la première fois de l'histoire moderne de la Grèce.

Le parti communiste KKE, dernier bastion stalinien d'Europe, s'effondre par contre en perdant la moitié de ses électeurs à 4,49% des voix (12 sièges), une défaite historique pour ce pilier de la politique locale. (AFP 17.06)

2- Arabie Saoudite. Les chars de la charia.

L'Arabie saoudite veut acheter entre 600 et 800 chars d'assaut Leopard à l'Allemagne, doublant la commande initialement envisagée, a affirmé le journal dominical Bild am Sonntag, citant des sources gouvernementales.

Avec 800 chars, le commande s'élèverait à 10 milliards d'euros (12,6 milliards de dollars) et représenterait le plus gros contrat jamais signé par l'industrie militaire allemande, d'après Bild am Sonntag.

Il existe des opposants au contrat au sein des services de la chancelière Angela Merkel et des ministères des Affaires étrangères et de la Défense, mais il est soutenu au sein du ministère de l'Economie, rapporte le journal.

La première tranche du contrat, comprenant 300 chars, est prête à être signée. Les Saoudiens veulent que l'ensemble du contrat soit bouclé d'ici au 20 juillet, date du début des festivités du Ramadan, conclut le dominical. (AFP 17.06)

Haut de page

Le 19 juin

CAUSERIE

Je suis retourné au bureau d'immigration hier matin, une nouvelle fois ce matin, et je dois y retourner demain, finalement je ne vais avoir une extension de mon visa que pour 6 mois, et dans 3 mois il faudra que je recommence une nouvelle procédure pour en obtenir un valable 15 ans. C'est de ma faute, j'aurais dû m'y prendre plus tôt. Leur bureaucratie est un cauchemar, surtout avec

des fonctionnaires arriérés au possible qui un jour vous demande un document pour le lendemain vous dire qu'en fait il était inutile et vous en réclamer un autre que vous n'avez pas sous la main évidemment et ainsi de suite, c'est plus que de la patience qu'il faut...

Nous sommes le 19 et mon visa expire le 23, donc demain je dois absolument finaliser ma demande, courir à la banque, faire un tas de photocopies, je dois trouver le formulaire sur Internet et l'imprimer, etc. J'actualiserai le site si je trouve le temps.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques (suite).

Propagande gouvernementale. Enfumage. Au nom de "***l'équité***", épargnons le capital.

Le gouvernement français va instaurer à partir de l'été un prélèvement à la source de 3% sur les dividendes versés par les sociétés à leurs actionnaires, affirment Les Echos sur leur site internet.

Cette nouvelle taxe qui doit rapporter 800 millions d'euros en année pleine (300 millions d'euros en 2012) vise à "*inciter les entreprises à investir plutôt qu'à récompenser leurs actionnaires*", un thème "*martelé tout au long de la campagne présidentielle*", souligne le quotidien, sans citer de source.

Le journal affirme que la mesure s'appliquera dès le vote du collectif budgétaire de juillet.

Seuls les établissements soumis au régime de l'impôt sur les sociétés seront concernés: les Sicav, par exemple, y échapperont.

Le quotidien *Le Figaro* ajoute de son côté que les entreprises indépendantes (non membres d'un groupe) de moins de 250 salariés et au chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros échapperont à la nouvelle taxe.

"*Des entreprises telles que Total, France Télécom et Sanofi risquent, elles, d'être particulièrement pénalisées: à elles seules, elles ont compté pour près du tiers des montants versés l'an dernier au sein du CAC 40*", précisent les Echos.

Les groupes percevant des dividendes d'une société dont elles détiennent plus de 5% seront exonérés, selon le quotidien en ligne. (AFP 18.06)

Donc, annuellement sur les 40, 60 ou 80 milliards de profits déclarés et extorqués aux travailleurs par les entreprises du CAC 40 pour ne prendre que ces sociétés, dont la moitié ou davantage est généreusement distribuée à leurs actionnaires, moins de 1% sera prélevé au titre de ce prélèvement, c'est beaucoup trop, le Medef hurlera quand même au scandale.

Il faut comprendre qu'ils préparent psychologiquement les travailleurs à subir de nouveaux sacrifices, une fois que les malheureux patrons auront versé leur obole.

C'est la même méthode que celle amorcée dès le lendemain du 6 mai avec la réduction du salaire du monarque et sa cour, puis le plafonnement de celui des dirigeants des entreprises publiques : mesdames et messieurs, voyez comme nous montrons l'exemple, la situation est grave, à votre tour maintenant de faire un "*effort*", toujours au nom de "*l'équité*", mieux de la "*justice*".

Ajoutons une rélexion.

Hier, l'austérité durait déjà depuis 30 ans, aujourd'hui ils évoquent l'austérité à venir, qu'est-ce à dire, qu'elle aurait existé de 1982 à 2012, excepté depuis le lendemain du 6 mai 2012, envolée l'austérité avec l'élection de Hollande, c'est quasi miraculeux !

Là aussi, ils vont tenter de prendre les travailleurs pour des abrutis. L'austérité ne se mesure pas seulement aux mesures prises au cours de ces décennies ou des dernières années, elle se mesure aussi au regard des mesures qui n'ont jamais été prises en faveur des travailleurs pour contenter le patronat.

L'austérité traduit la différence entre la hausse réelle du coût de la vie par rapport au niveau des revenus qui n'ont que faiblement augmenté ou qui ont stagné, mais pas seulement, il faut inclure la hausse des taxes et des impôts, l'existence de nouvelles taxes, du déremboursement d'un plus grand nombre de médicaments par exemple, la marchandisation grandissante de la société qui vient grever le budget des ménages. Tout cela appartient au non-dits de la politique antisociale du gouvernement dans la mesure où il n'entend pas en tenir compte, comme son prédécesseur.

Décryptage. Jeu institutionnel. Comment assurer une stabilité au régime

- Désormais nanti d'une majorité parlementaire confortable, François Hollande est sommé de sortir du flou qui lui a jusqu'à présent réussi et entre, sur la scène européenne, dans le dur des négociations sur la consolidation de la zone euro.

Un "*flou*" sur lequel ses adversaires de l'UMP n'ont pas vraiment insisté depuis le 6 mai, bien qu'il ne leur ait pas échappé, à croire qu'il valait mieux pour eux une défaite cuisante et se retrouver provisoirement dans l'opposition, face à la situation plutôt inconfortable ou inextricable qui attendait immanquablement celui qui allait dorénavant gouverner le pays.

- La première urgence, dit-on dans l'entourage du président français, au lendemain de la victoire du Parti socialiste aux élections législatives, est de réussir le Conseil européen des 28 et 29 juin -un sommet "*décisif*" de plus pour l'avenir d'une zone euro dont le sort inquiète jusqu'à Washington et Pékin.

Quelle coïncidence, le Conseil européen étaient programmé les 28 et 29 juin prochains et la publication du rapport de la Cour des comptes devait avoir lieu le 27 juin, sauf qu'on vient d'apprendre qu'elle sera retardée de deux ou trois jours, personnellement je tablerais pour trois, une fois terminé le Conseil européen. Hollande craignait-il de s'emmêler les pinceaux le 29 juin ou de devoir se contredire devant le monde entier ?

Là aussi, on verra si ses adversaires relèveront la manoeuvre ou s'ils s'en feront les complices pour ne pas lui compliquer la tâche, la sale besogne qu'il a à accomplir et dont ils préfèrent lui laisser l'avantage ou la primeur, pour mieux l'enfoncer plus tard quand il sera devenu impopulaire, comme tous ses prédécesseurs sous la Ve République, nous n'avons pas besoin d'un Bonaparte ou d'un monarque.

- Au coeur des discussions: comment guérir les pays de la zone euro de leur endettement excessif sans tuer le patient.

Le patient, vous l'aurez tous reconnu : c'est nous ! Ce sont eux qui nous rendent malade, qui rendent malade la société. L'anticorps qui terrasse le virus qui nous pourrit la vie, qui nous en débarrasse, c'est le socialisme.

"*Tuer le patient*" serait tuer ceux qui produisent la plus-value qu'ils nous volent, on comprend leur soudaine sollicitude à notre égard, franchement il ne fallait pas !

PCF. Numéro d'illusionnistes, d'équilibristes. Pas de doute, ils sont vertueux.

« *L'indépendance, on la paye* » selon un dirigeant du PCF rapportait lundi *Libération*. De LO au PCF en passant par le POI, le NPA ou encore les syndicats, ils sont tous "*indépendants*" du PS... en appelant tous à voter pour Hollande et ses candidats aux législatives, sauf des institutions auxquelles ils participent tous, au moins là c'est du concret, palpable et vérifiable. Franchement qui s'en soucie encore, personne ou presque, dans le cas contraire ce genre de langage serait intenable. Est-ce à dire que leurs adhérents ou leurs militants n'y verraient que du feu ou qu'ils seraient d'accord avec cela, il y a tout lieu de le penser, on ne se fait aucune illusion sur leur niveau de conscience politique en général.

Ce que ne pouvait pas dire ce dirigeant du PCF, c'est que si le PCF ne s'est pas aligné plus ouvertement sur le PS jusqu'à conclure un accord électoral avec lui, ce n'est pas parce que la volonté faisait défaut à la direction du PCF pour abonder dans ce sens, c'est plutôt parce qu'une grande partie de la base de son parti ne l'aurait pas compris ou accepter, or dans la période mouvementée qui s'annonce, le régime a besoin du PCF pour canaliser les travailleurs tentés de chercher une issue politique afin d'éviter qu'ils ne se tournent vers d'autres partis comme le POI, le NPA ou LO.

Que voulez-vous, on ne fait pas toujours tout ce que l'on veut en politique comme dans la vie, patati patata, bref, ils sont indépendants du PS quand c'est possible, tout le mérite leur revient, et quand ce n'est pas possible ils ne le sont pas vraiment, mais là ils n'y sont pour rien, si, si, vous aurez compris qu'ils sont finalement parfaits, il n'y a rien à redire. Quelle discussion est-il possible d'avoir sur une telle base ? Aucune puisqu'ils s'arrangent avec la réalité.

Dans l'Humanité, Marie-George Buffet a été plus claire : «*Nous ne sommes pas dans l'opposition mais dans la majorité de gauche de façon constructive, pour réussir*», traduisons : pour que le gouvernement réussisse à faire passer sa politique réactionnaire.

On ne peut pas le reprocher à la direction du PCF, car selon toujours Marie-George Buffet ce sont «*les gens (qui) nous demandent d'être à gauche donc dans la majorité de gauche*», quand on vous disait qu'ils n'y étaient pour rien les bougres quand ils se reniaient, si le PCF est à la remorque du PS c'est uniquement parce que les travailleurs le veulent ainsi, si par la suite ce rapport était dénoncé ou remis en cause, personne ne pourrait incriminer les dirigeants du PCF d'avoir commis une erreur, la responsabilité en reviendrait aux travailleurs.

Et le journaliste de *Libération* décidément très en forme (sic!) d'en conclure : - Donc, pas une «*opposition de gauche*». Il ne peut pas en être autrement, puisque pour qu'il existe une opposition de gauche au PS, il faudrait qu'il soit à gauche, or il ne l'est pas, c'est moi qui l'affirme, pas les dirigeants du PCF qui apparemment n'ont pas pensé qu'en employant cette formulation cela revenait (éventuellement) à classer le PS... à droite. Là n'était pas leur intention, l'illusion criminelle que le PS serait de gauche doit perdurer, c'est la survie du régime qui en dépend en grande partie, non mais.

Redonnons la parole à *Libération* : - Le Front de gauche compte sur ses élus et surtout sur les liens tissés dans la campagne présidentielle avec le «*mouvement social*» pour, disent ses responsables, «*construire des majorités d'idées*» et, croient-ils, peser sur le gouvernement.

Où est le lézard dans ce passage ? Notons leur intention de se tourner vers leurs élus, les appareils et les micro-appareils des parasites qui se nourrissent du mouvement ouvrier pour «*construire des majorités d'idées*», alors que si l'on demandait leur avis aux travailleurs, on s'apercevrait que cette "*majorité d'idées*" existe déjà, oui mais celle-ci ne les intéresse pas, elle est beaucoup trop pragmatique, trop terre-à-terre, peut-être même trop indépendante du gouvernement et du PS au goût des dirigeants du PS.

Ceci pour dire qu'il faut se détourner ou ignorer les masses qui parfois n'en font qu'à leur tête, et qu'il vaut mieux s'en remettre à leurs représentants corrompus par le régime, histoire d'entretenir les divisions et que ne jaillisse une véritable "*majorité d'idées*" qui rassemblerait la classe contre le capital et ses représentants.

Une précision s'agissant de la participation à l'élection législative. Le règlement de l'Assemblée nationale est ainsi fait que si vous n'obtenez pas le nombre d'élus requis pour constituer un groupe parlementaire, vous ne pourrez pas prendre la parole dans l'hémicycle et vous ne pourrez participer même en observateur à aucun travaux de l'Assemblée, par exemple ses commissions, ce qui signifie qu'avoir moins de 15 élus revient en pratique à n'en avoir aucun.

André Chassaigne, député PCF : « *Nous avons l'accord de la gauche pour constituer un groupe à 10 mais avec les délais nous ne pourrions pas participer ni aux commissions ni prendre la parole dans l'hémicycle ce qui limite la prise ne compte du PCF* ». (publicsenat.fr 18.06)

Vous mettrez la main à la pâte d'une autre manière, on vous fait confiance.

Actualité en titres

Qu'on l'achève !

- Meurtre de gendarmes : "*C'est la République qui est atteinte*" déclare Hollande - AFP

Vive la République sociale, à bas la Ve République !

En famille. Comment faire vivre un mythe.

- Hollande commémore l'appel du 18 juin avant de s'envoler pour le Mexique - AFP

Pour rappel, pratiquement personne ne l'a entendu à l'époque !

Il n'y a vraiment pas de quoi !

- Aubry : la confiance des Français "*nous honore et nous oblige*" - LePoint.fr

Alors qu'un électeur sur deux n'a pas voté !

Ajoutons que si les PS et ses satellites obtiennent une majorité confortable en sièges à l'Assemblée nationale, le total des voix qu'ils ont recueilli n'atteint que 51%. Donc 51% de 62 ou 63% de voix exprimées une fois soustraits les votes blancs ou nuls, je n'ai pas eu le temps de voir leurs pourcentages exacts, cela donne aux alentours de 30%, plus près de 25% pour le PS seul.

Ce qui nous obligerait voyez-vous madame Aubry, ce serait la vérité, mais c'est trop vous demander. D'ailleurs, on ne vous demande rien, la preuve qu'on a bien fait.

La question à cent balles :

- "*Que gagne-t-on en travaillant ?*" - LePoint.fr

Des clopinettes ! Posez plutôt la question à vos amis rentiers.

Quand la connerie humaine défie la loi de Newton.

- L'obésité pèse lourd sur la biomasse de l'humanité adulte - Slate.fr

Le spectre du communisme hante toujours l'Europe.

- Succès pour la carte de crédit «*Karl Marx*» dans l'est de l'Allemagne - Slate.fr

Ils sont bien obligés de le reconnaître.

- Grèce : "*Les conservateurs l'ont emporté parce que les stratégies de la peur ont bien fonctionné*" - Lexpress.fr

Sauf que dès le lendemain, la peur change de camp !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Nicolas Sarkozy est visé lundi par une première plainte depuis la fin de son immunité présidentielle, six familles de victimes de l'attentat de Karachi lui reprochant d'avoir violé le secret de l'enquête lors de la diffusion d'un communiqué par l'Elysée sur cette affaire.

L'ex-chef de l'Etat peut être poursuivi depuis vendredi minuit, ayant cessé ses fonctions présidentielles depuis un mois.

Cette plainte, déposée par six familles de victimes de l'attentat du 8 mai 2002 à Karachi ayant tué 11 salariés de la Direction des constructions navales (DCN), dénonce les termes employés par la présidence de la République dans un communiqué du 22 septembre relatif à l'enquête sur le volet financier de l'affaire Karachi.

La présidence de la République y assurait que "*s'agissant de l'affaire dite de Karachi, le nom du chef de l'Etat n'apparaît dans aucun des éléments du dossier*". "*Il n'a jamais été cité par aucun témoin ou acteur de ce dossier*", poursuivait le texte de l'Elysée.

"*Cela induit nécessairement qu'il a eu connaissance de ces pièces de la procédure et il s'agit d'une violation de nos principes d'autant plus grave qu'à ce moment-là l'ancien chef de l'Etat est garant de l'indépendance de la justice*", a déclaré lors d'une conférence de presse l'avocat des familles de victimes, Me Olivier Morice. "*Il s'agit de faits extrêmement graves*", a-t-il ajouté.

Le communiqué de l'Elysée avait été diffusé peu après les mises en examen successives de deux proches du chef de l'Etat, Thierry Gaubert et Nicolas Bazire.

Outre M. Sarkozy, cette plainte avec constitution de partie civile vise également son ancien conseiller presse, Franck Louvrier, et l'ex-ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux. Me Morice a demandé l'audition des trois hommes.

"*Nicolas Sarkozy doit s'expliquer*", a estimé une des porte-parole des familles de victimes, Sandrine Leclerc, accusant l'ex- chef de l'Etat et son gouvernement d'avoir plusieurs fois entravé l'enquête.

"*Si MM. Sarkozy, Hortefeux et Louvrier n'ont rien à voir avec l'affaire dite de Karachi, on peut se poser la question de savoir pourquoi ils ont dépensé tant d'énergie à entraver le travail d'une justice qui se veut indépendante*", a-t-elle poursuivi.

Sur le fond, les familles estiment dans leur nouvelle plainte qu'"*à travers le communiqué de la présidence de la République, Nicolas Sarkozy n'est pas mis en cause en sa qualité de président de la République mais du fait des fonctions qui étaient les siennes, en sa qualité de ministre du Budget dirigé par M. Edouard Balladur de 1993 à 1995*".

La plainte intègre également les chefs de "*violation du secret professionnel, recel et complicité*" ainsi qu'"*entrave au déroulement des investigations*". (AFP 18.06)

2- Grèce

Nouvelle démocratie (ND), dirigée par Antonis Samaras, a remporté les élections législatives qui se sont déroulées le 17 juin en Grèce. Le parti de centre-droit a recueilli 29,66% des suffrages et, en raison du système électoral qui accorde 50 sièges supplémentaires au parti arrivé en tête du scrutin, a remporté 129 sièges (soit +21 par rapport au précédent scrutin du 6

mai dernier) à la Vouli, chambre unique du Parlement. Il devance la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), parti d'extrême gauche qui regroupe 13 formations et dirigé par Alexis Tspiras, qui a obtenu 26,89% des voix et 71 députés (+ 19). Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) d'Evangelos Venizélos, a recueilli 12,28% et 33 députés (- 8). Viennent ensuite le Parti des Grecs indépendants (AE) dirigé par Panos Kammenos qui a obtenu 7,51% et 20 sièges (- 13) ; Chryssi Avghi (Aube dorée), part néo-nazi, 6,92% et 18 députés (- 3), la Gauche démocratique (DIMAR) de Fotis-Fanourios Kouvelis 6,25% et 17 sièges (- 2) et le Parti communiste (KKE) dirigé par Aleka Papariga, 4,5% et 12 sièges (- 14). Autres formations 5,99% et zéro siège.

La participation s'est élevée à 62,47, soit légèrement au-dessous de celle enregistrée lors du scrutin du 6 mai dernier (- 2,63 points). (http://lecercle.lesechos.fr 18.06)

C'est un résultat qui "*n'a tenu qu'à un fil*", résume le quotidien britannique The Independent. "*Mais les résultats au coude-à-coude montrent bien que l'incertitude règne encore*", poursuit le quotidien britannique.

Certes, comme le souligne le quotidien espagnol El Pais, ce résultat "coïncide avec les désirs exprimés par Angela Merkel, la Commission européenne, l'Eurogroupe et le Fonds monétaire international [FMI]". Si le parti socialiste Pasok rejoint, comme prévu, Nouvelle Démocratie, leur coalition devrait permettre la formation d'une majorité absolue au parlement grec, rappelle le journal. Une majorité permettant la poursuite des mesures d'austérité en Grèce, indispensables à l'obtention de l'aide internationale.

La Commission européenne, l'Eurogroupe, plusieurs ministres allemands et le FMI ont exprimé un certain soulagement.
Les investisseurs étrangers ont, eux aussi, été relativement rassurés par les résultats du scrutin, précise le *New York Times* : "*Le succès électoral du parti dominant Nouvelle Démocratie a permis d'éviter, au moins pour le moment, la sombre perspective que les investisseurs, nerveux, envisageaient ces dernières semaines : une soudaine et difficile sortie de la Grèce de la zone euro, au cas où le parti de gauche radicale Syriza aurait gagné*."

Le *New York Times*, lui, s'interroge : combien de temps le soulagement va-t-il durer, "*vu l'échec des tentatives passées pour résoudre la crise grecque et la récession croissante du pays*" ? Même si les deux partis principaux de la future coalition - ND et Pasok - soutiennent le plan de sauvetage financier mené par l'Union européenne et le FMI, "*Athènes n'est pas encore sortie d'auberge*", prévient le Spiegel Online.

Pour le magazine américain *Time*, le peuple grec a perdu confiance dans les partis Nouvelle Démocratie et Pasok, "*qui ont dirigé la Grèce pendant quarante ans*" : "*Beaucoup de Grecs les voient comme profondément corrompus et les tiennent pour responsables de la faillite du pays.*" A l'issue de ces élections, la vraie victoire revient à l'abstention, ajoute le magazine : elle a atteint 38 % dimanche, un pourcentage plus élevé que n'importe quel score obtenu par un parti lors du scrutin.

Les partis Pasok et Nouvelle Démocratie n'ont en effet, à eux deux, obtenu que 40 % des voix lors du scrutin de dimanche, contre 46 % des votes en faveur des partis anti-austérité tels que le Syriza, poursuit le *Daily Telegraph*. Le quotidien britannique craint qu'un "*gouvernement faible ait des difficultés à faire passer les mesures d'austérité demandées par l'UE et le FMI*". Pour le Guardian, la coalition entre Nouvelle Démocratie et le Pasok s'annonce très instable. (lemonde.fr 18.06)

Sans illusions.

Pour le politologue John Loulis, "*il s'agit d'un vote de peur de sortie de l'euro, pas d'un soutien réel aux réformes*". "*Le gouvernement sera fragile, sans grande base populaire, le pays risque de n'avoir qu'un répit*", a-t-il dit à l'AFP. (AFP 18.06)

Le talon de fer de Berlin

'*Il est primordial que la troïka [UE-BCE-FMI] soit persuadée que la Grèce tiendra ses engagements et mettra pleinement en oeuvre les réformes convenues. Ce n'est pas le moment d'accorder quelque remise que ce soit à la Grèce*', a déclaré lundi 18 juin Georg Streiter, un porte-parole du gouvernement. (lemonde.fr 18.06)

Leur cauchemar.

La droite conservatrice a beau avoir fini en tête des élections législatives en Grèce, la Coalition de la gauche radicale Syriza a célébré toute la nuit sa deuxième place qui s'apparente pour elle à une victoire.

Car le résultat du scrutin, remporté de justesse par Nouvelle Démocratie (ND), reflète une société profondément divisée sur la mise en oeuvre d'un programme d'austérité draconien en échange d'une aide internationale de 240 milliards d'euros.

"*Ma plus grande crainte est celle d'une explosion sociale*", confie un conseiller du probable prochain Premier ministre, le chef de file de ND Antonis Samaras. "*Si rien ne change dans l'équilibre politique, nous allons vers une explosion sociale même si Jésus Christ gouverne ce pays.*"

En additionnant l'ensemble des partis hostiles à la cure d'austérité, des ultranationalistes d'Aube dorée au parti communiste KKE, la proportion des électeurs grecs ayant voté contre les termes imposés à Athènes par ses créanciers atteint 52%.

Le nouveau gouvernement devra licencier jusqu'à 150.000 fonctionnaires, réduire les dépenses de 11 milliards d'euros dès ce mois-ci, vendre des entreprises publiques, améliorer la collecte des impôts et ouvrir à la concurrence les professions réglementées.

A eux deux, conservateurs et socialistes, seuls partis signataires du Mémorandum d'austérité, ne totalisent que 42% des suffrages.

Une coalition ND-Pasok est assurée d'une majorité parlementaire grâce à la prime de 50 élus offerte au vainqueur du scrutin, mais la première réaction des socialistes au soir du vote est restée très prudente.

Le Pasok a laissé entendre qu'il était prêt à soutenir ND au parlement sans toutefois participer au gouvernement. Le dirigeant socialiste, Evangelos Venizelos, avait déclaré auparavant qu'il ne rejoindrait formellement la coalition qu'à condition que Syriza fasse de même, ce qui est catégoriquement exclu par la coalition de gauche.

"*Dès lundi, nous poursuivrons le combat*", a déclaré Alexis Tsipras devant ses partisans réunis en plein air dimanche soir devant l'université d'Athènes. "*Le prochain gouvernement après celui-là sera un gouvernement de gauche*", a-t-il dit.

"*Nous lutterons pour renverser cette politique*", scandaient de jeunes militants, alors que les haut-parleurs diffusaient des chants des partisans communistes de la Seconde Guerre mondiale. (Reuters 18.06)

3- Egypte

Défiant les militaires, l'assemblée constituante égyptienne s'est réunie pour la première fois lundi au Caire, dans le bâtiment du Parlement dissous.

Cette assemblée de cent membres, désignée par le défunt Parlement jugé illégal par la justice égyptienne, est censée rédiger une nouvelle constitution dans le cadre du processus de transition.

"*On continuera à se réunir, même si nous devons rester sur le trottoir, ou alors il faudra qu'ils envoient contre nous des 'snipers'*", a dit le député libéral Mohamed el Saoui.

L'assemblée constituante a choisi pour la présider le juge Hossam el Gheriani, qui dirige le Conseil suprême de la justice et la Cour de cassation, et a décidé de se réunir de nouveau samedi.

Les employés du Parlement avaient reçu pour consigne d'empêcher les membres de l'assemblée d'entrer dans le bâtiment.

Dimanche, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige le pays depuis la chute du président Hosni Moubarak il y a plus de seize mois, a publié un décret qui lui octroie les pouvoirs législatifs et l'autorise si nécessaire à désigner une nouvelle assemblée constituante.

Les militaires semblent ainsi vouloir se garder des conséquences d'une victoire du candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi, à l'élection présidentielle du week-end, dont les résultats sont attendus jeudi.

Révolutionnaires, libéraux et islamistes ont uni leurs voix pour dénoncer "*un coup d'Etat*" institutionnel du CSFA. Le président du Parlement, Saad al Katatni, a affirmé que seul un référendum populaire pouvait conduire à la dissolution de la représentation nationale.

Les deux candidats à la présidence égyptienne ont tous les deux revendiqué la victoire à l'élection du week-end.

Les Frères musulmans ont déclaré que Mohamed Morsi devançait largement son rival Ahmed Chafik, dernier Premier ministre du président Moubarak, une affirmation contestée par l'ex-commandant en chef de l'armée de l'air.

Quel que soit le vainqueur, les pouvoirs du futur président seront strictement limités par le décret du CSFA.

Après avoir dissous le Parlement dominé par les Frères musulmans, conséquence de l'invalidation d'un tiers des sièges par la Haute Cour constitutionnelle jeudi dernier, le CSFA a annoncé le transfert du pouvoir législatif à l'armée jusqu'à l'élection d'un nouveau Parlement.

Cette "*déclaration constitutionnelle*" pourrait aussi permettre aux généraux de confier la rédaction de la future Constitution à

une commission formée par leurs soins.

Aux termes du décret de l'armée, la rédaction de la future Loi fondamentale pourrait être confiée à une commission formée par le CSFA si la justice invalide l'instance formée par le Parlement, comme cela a déjà été le cas une première fois. (Reuters 18.06)

4- Russie

La Russie se prépare à envoyer deux navires de guerre amphibies avec des marins vers le port de Tartous en Syrie, seule base navale russe en Méditerranée. C'est ce qu'a indiqué ce lundi une source au sein de l'état-major de la marine russe, citée par l'agence Interfax.

"*Deux grands navires de débarquement, le Nikolaï Filtchenkov et le César Kounikov, se préparent à partir vers le port syrien de Tartous*", a déclaré un officier de l'état-major. Les deux navires vont transporter un "*important*" groupe de marins, selon Interfax. Il s'agit d'une mission "*extraordinaire*", a précisé cette source. "*En cas de nécessité, cette mission sera capable d'assurer la sécurité de citoyens russes et évacuer une partie des équipements*" russes dans le port de Tartous, a-t-elle ajouté.

Base de ravitaillement russe dans le port de Tartous

Le commandant adjoint des forces aériennes russes, Vladimir Gradoussov, a pour sa part déclaré le week-end dernier que des avions étaient prêts à protéger les navires de guerre si ceux-ci étaient envoyés en Syrie. Selon lui, une telle opération pourrait être organisée pour évacuer les citoyens russes de la zone du conflit. (lexpress.fr 18.06)

Social

France

Dans 15% des branches professionnelles, les grilles de salaires débutent en dessous du salaire minimum, selon un document de la direction générale du travail. Un salarié sur sept travaille dans une branche dont les grilles de salaires commencent en-dessous du Smic, révèle un document de la direction du travail, révélé par l'AEF et Les Echos. Au total, 15% des branches professionnelles sont concernées, soit 1,6 millions de salariés.

Les enseignants du privé, les fleuristes, les salariés du commerce ou du transport aérien, et surtout ceux de la branche des particuliers employeurs, peuvent donc commencer leurs carrières en dessous des 1398 euros bruts mensuels du salaire minimum à temps plein.

Si tous les salariés ne sont pas payés au salaire d'entrée des grilles, il tire toutes les rémunérations vers le bas. Le coup de pouce au Smic, annoncé par le gouvernement pour fin juin, fera pourtant mécaniquement augmenter la part des branches dont au moins un coefficient commence sous le salaire minimum, rappelle le quotidien économique: 1% de hausse ferait commencer 70% des branches sous la barre du Smic. (lexpress.fr 18.06)

Economie

1- Espagne

Le taux à dix ans de l'obligation espagnole atteint son plus haut niveau historique, à 7,061 %.

Le taux d'emprunt à 10 ans de l'Espagne inversait la tendance lundi matin et se tendait très nettement pour dépasser les 7% et afficher un nouveau record, signe que les craintes sur la zone euro ont repris le dessus, malgré l'ussue jugée positive du vote grec.

A 10H12, le rendement de l'emprunt espagnol de référence, qui évolue en sens inverse de la demande, montait à 7,061%, contre 6,838% vendredi soir. Ce taux s'était pourtant nettement détendu en début de séance, grâce au bref répit permis par la victoire de la droite pro-euro en Grèce.

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, indice de leur vulnérabilité, a encore progressé en avril, atteignant un nouveau record depuis 1994 à 8,72%, a annoncé lundi la Banque d'Espagne. Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, s'élevaient en avril à 152,740 milliards d'euros, soit 8,72% du total des créances, contre 8,37% en mars et 8,15% en février. Son taux de créances douteuses, qui n'était que de 3,37% fin 2008, s'est fortement détérioré depuis le début de la crise.

Fin 2011, les banques espagnoles accumulaient dans leurs bilans pour 184 milliards d'euros d'actifs immobiliers considérés comme problématiques, car à la valeur incertaine, soit 60% de leur portefeuille. (lexpansion.com 18.06)

2- Inde

L'agence de notation Fitch a abaissé lundi les perspectives de l'Inde de "*stables*" à "*négatives*", citant les risques sur la croissance à moyen-long terme et les progrès limités du pays en matière de réduction du déficit, mais elle maintient pour le moment sa notation à "BBB-".

L'agence de notation appelle par ailleurs la troisième puissance économique d'Asie à lancer des mesures pour créer un environnement davantage favorable aux investissements privés.

L'Inde est en proie à une inflation tenace (+7,55% en mai sur un an), au déficit public le plus important des économies émergentes, à une situation budgétaire fragile et à un net ralentissement de sa croissance.

Standard and Poor's a en outre prévenu la semaine dernière que l'Inde pourrait être le premier pays des Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine) à voir sa note dégradée, à moins que le géant asiatique ne s'engage sur la voie des réformes. (AFP 18.06)

Haut de page

Le 20 juin

CAUSERIE

J'ai enfin remis mon dossier complet pour l'extension de mon visa. Comme il ne sera valable que 6 mois et quil faut s'y prendre au minimum trois mois à l'avance pour obtenir un visa de 15 ans, cela signifie que je serai bon pour tout recommencer dans deux mois.

Ce matin sur les coups de 10h je suis allé à ma banque pour qu'ils établissent en mon nom un chèque à l'ordre du ministère des Affaires étrangères (external affaires en anglais), comme une nouvelle fois ils s'étaient trompés en l'établissant au nom de mon épouse alors que j'avais pris soin d'écrire sur un papier mon nom et mon prénom, ils ont corrigé l'erreur au stylo, sauf qu'au bureau d'immigration ils l'ont refusé, je dois donc retourner à ma banque pour le faire annuler et en faire établir un autre d'ici le 10 juillet date à laquelle je suis censé récupérer mon visa.

Hier j'ai tapé un scandale au bureau d'immigration car cela faisait déjà 5 fois que j'y venais et je me voyais mal barré avec des employés débiles, c'est donc la chef de ce bureau qui a réglé le problème et en 24h tout est terminé. Ils font littéralement chier tout le monde mais personne n'ose rien dire, à croire que le monde est peuplé d'esclaves, moi je gueule et le problème est résolu en moins de deux, il faut dire aussi que la dernière fois j'avais porté l'affaire devant leur hiérarchie à Chennai et je leur ai rappelé, du coup j'ai eu le droit à une tasse de thé ! Qu'est-ce qu'il ne faut pas faire pour se faire respecter un tant soit peu, c'est le minimum.

Vous voyez, vous pouvez critiquer la détermination et la violence dont je fais preuve dans mon comportement et mon discours politique, je ne suis pas différent dans la vie quand j'estime que c'est nécessaire, c'est aussi parfois une question de survie, personne ne peut me faire taire, qui pourrait justifier qu'on se laisse piétiner ? Je veux bien volontiers me faire le porte-parole des militants qui refusent le discours convenu, mielleux de nos dirigeants, qui ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier, c'est d'ailleurs un peu la fonction que je remplis ici. Ni béni oui-oui, ni opportuniste, ni gauchiste, ni aventurier, tout simplement révolutionnaire, communiste, léniniste.

Il y a des sujets sur lesquels j'aurais voulu intervenir mais je n'en ai plus le temps :

- le G20 a accouché d'une souris ;

- le Parlement européen et la Commission européenne ont pondu un réglement à l'adresse de l'aristocratie financière, que celle-ci pourra contourner à loisir, sans compter les exceptions qu'il comporte pour lui être agréable ;

- l'article (dans cette page) sur la vampirisation de l'Europe par l'Allemagne qui remonte (au moins) à Maastricht, montre qu'il existait en France et dans l'UE une volonté politique manifeste de renforcer l'hégémonie économique allemande au détriment des autres pays de l'UE, pour briser leur résistance à l'orientation du capitalisme mondial dont l'Allemagne est la tête de file en Europe. Au-delà, peut-on affirmer que les mêmes rapports antagoniques que dans les années 30 se mettent en place en Europe ?

- Le PS dispose de tous les pouvoirs institutionnels. Ce qui ne l'empêchera pas d'entonner toujours le même discours, lire plus loin comment il va s'y prendre, comme d'habitude, c'est incontournable. Comme je rédige ce passage plus tard, je rajoute un mot.

Quand il n'est pas au pouvoir, il dit : vous aller voir ce que vous allez voir quand on y sera, et quand il y est, il ne se démonte pas qu'est-ce que vous croyez, comme par enchantement plus rien n'est possible. A croire alors qu'ils sont inutiles, pour ce qui nous concerne cela ne fait aucun doute, mais pas tant que cela en ce qui concerne le régime, la suite ci-dessous.

Faites tomber les masques

Tempête dans un verre d'eau, déclarations grandiloquentes sans lendemain, intentions dépourvues de moyens pour les appliquer et aussitôt abandonnées...

Comment procède depuis toujours le PS (et le PCF) quand ils parviennent au pouvoir ?

1- Avant (les élections), ils annoncent des mesures ou des réformes sociales plus ou moins importantes.

2- Après, ils temporisent en attendant d'avoir un audit (Cour des comptes) de la situation économique du pays.

3- Quand ce rapport tombe ou que les capitalistes ont commencé à saboter l'action du gouvernement, ils révisent leurs ambitions à la baisse, en reportent une partie à plus tard ou aux calendes grecques.

4- Si cela ne suffit pas, les capitalistes augmentent la pression sur le gouvernement, ils le menacent, ils organisent la spéculation, la fuite des capitaux, la hausse des prix, cela peut aller jusqu'au lock out ou organiser la pénurie sur certaines marchandises de première nécessité, le tout alimenté par les médias et la presse internationale, soutenu par les autres gouvernement du vieux monde.

5- Finalement, les sociaux-libéraux et les staliniens se refusent à appeler à la mobilisation générale des masses, ils capitulent devant la Bourse et les banquiers, il perd tout appui dans la société et aux prochaines élections si leur majorité tient jusque là, ils seront balayés par le parti de l'ordre revenant en force au pouvoir.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'à l'origine de ce processus se situe l'acceptation par le PS (et le PCF) du cadre fixé par la société telle qu'elle est, c'est-à-dire le rapport entre les classes qui demeure favorable à la classe capitaliste qui détient le pouvoir et auquel il ne compte pas s'attaquer.

Prisonnier de ce cadre, il ne peut que gouverner pour la classe des capitalistes, les dirigeants du PS (et du PCF) le savent pertinemment, cela ne leur cause pas vraiment un problème puisqu'ils sont eux-mêmes entièrement soumis à l'ordre établi qu'ils ont mission de défendre, représenter et maintenir en l'état.

Ce serait ignorer un siècle de lutte des classes que de croire que le PS (et le PCF) ignorait ce qui l'attendait avant de parvenir au pouvoir. Ils savaient pertinemment qu'ils allaient être une nouvelle fois confrontés au processus que nous venons de décrire. Feindre de l'ignorer relève de toute évidence de la mauvaise foi ou de la malhonnêteté intellectuelle, mais c'est nécessaire pour justifier leur volte-face ou leur reniement à venir, pour expliquer qu'ils ne pourront pas tenir certaines promesses ou faire davantage en direction des travailleurs.

Ainsi ils témoignent de leur subordination totale au régime, dans quel camp il se situe, leur véritable nature réactionnaire pour ce qui est du PS, contre-révolutionnaire pour ce qui est du PCF.

En résumé, voilà comment se décline ce mécanisme bien huilé :

1- on voudrait bien faire quelques chose pour vous être agréable,

2- mais voilà la situation ne nous le permet pas,

3- nous sommes désolés,

4- croyez bien que nous n'y sommes pour rien.

Ils ne peuvent pas se justifier autrement, cela leur est impossible. Ils sont payés pour faire ce sale boulot, c'est leur gagne-pain, ils n'existent pour cela notamment.

Le sachant dès le départ, sachant dès le départ que leur tâche consistera à mentir aux masses, à les manipuler jusqu'à un certain point car les travailleurs ne sont pas complètement stupides, camarades, voilà des gens sans principe ni scrupule en dehors

de ceux qu'ils partagent avec les représentants officiels de la classe capitaliste, qui savent que pour faire carrière ils vont devoir faire un sale boulot, hypocrite, criminel, cela ne les rebute pas le moins du monde, ils signent des deux mains, s'y engagent à fond, se battent pour monter dans l'appareil, pour être mandatés candidats lors des différentes élections car finalement leur engagement politique se confond avec leur ambition personnelle, ils n'ont rien à faire du reste, la souffrance ou la détresse des masses il la taite entre le fromage et le dessert, ce sont des être ignobles, scélérats au possible puisqu'ils se présentent sous un faux masque, celui du socialisme qui est leur pire ennemi en vérité.

Vous imaginez bien que pas un instant il ne nous est venu à l'esprit de leur apporter le moindre soutien lors des élections qui viennent d'avoir lieu. Le PS et le PCF portent la responsabilité incommensurable de l'état détestable de la société et du monde tels qu'ils sont, du cours de l'histoire au XXe siècle avec toutes ses tragédies humaines.

Il y a pire encore, était-ce possible pensiez-vous peut-être, hélas oui, c'est que rien n'arrête ces gens-là qui ont les mains remplies du sang de notre classe. Ils vont jusqu'à oser se prétendre humanistes en créant ou animant des associations telles la Ligue des droits de l'homme ou Amnesty internationale qui dénoncent les atteintes aux droits de l'homme dont ils sont directement les complices à travers leur politique réactionnaire ou leur refus de rompre avec les gouvernements ou les institutions qui sont coupables de graves atteintes aux droits politiques des travailleurs, quand ils ne les ignorent pas carrément.

Là aussi, ils savent pertinemment ce qu'ils font. Ils sont complices des bourreaux des peuples auxquels ensuite ils entendent porter secours en dénonçant leurs bourreaux, plus sordide c'est impossible.

Quand on a cela à l'esprit, on ne peut pas épargner cette pourriture comme le font certains.

Comment pourrait-on se représenter simplement le PS (et le PCF) ?

Vous vous tenez debout face à un grand miroir et vous demandez à quelqu'un de jouer le rôle d'un représentant de ces partis, vous lui demandez de se positionner derrière vous de façon à ce que vous ne voyiez que sa silhouette, vous lui demandez de sourire de préférence, puis vous lui demandez de prendre un couteau en lui disant de se tenir prêt à vous en donner un coup dans le dos à l'improviste, quand il estimera nécessaire de mettre fin à cette comédie.

Notre maheur, car c'est dramatique, c'est qu'il y en a parmi nos dirigeants qui ne l'ont pas encore compris, à croire que la société les a épargnés au cours de leur existence et qu'il leur faille à tout prix être confrontés à certaines expériences pour en comprendre les tenants et les aboutissants, à moins qu'ils soient consciemment les complices de la barbarie.

Pour terminer. Tenez, un exemple tout chaud du jésuistisme des sociaux-libéraux.

Quand au Caire les manifestants scandent "*A bas le pouvoir militaire*" ou "*la légitimité appartient au peuple*" après le coup d'Etat institutionnel des généraux, Hollande demande aux militaires de bien vouloir avoir l'obligeance de respecter les quelques avancée démocratiques issues du soulèvement révolutionnaire qui a entraîné la chute de Moubarak qu'ils sont justement en train de piétiner.

Autrement dit, Hollande l'ouvre pour ne rien dire, c'est le discours d'un impuissant ou plutôt d'un complice du régime en place en Egypte soutenu par l'impérialisme américain.

1- Il a dit ce qu'il avait à dire selon lui, il a fait son devoir,

2- il ne doit pas interférer dans les affaires intérieures d'un autre pays,

3- en conclusion, il est blanc comme neige,

4- et personne ne peut rien lui reprocher

5- ainsi la boucle est bouclée.

Bordel, fermez-là, camarades, au lieu de toujours tout critiquer !

Actualité en titres

Bruit institutionnel

- Les langues se délient à l'UMP contre la "*droitisation*" - AFP

- La Droite populaire pose la question des alliances entre UMP et FN - L'Express.fr

- Exclu de l'UMP, Solère est réintégré le lendemain de sa victoire - LeMonde.fr

- Bertrand défie Jacob à l'Assemblée et lance le match Copé-Fillon pour l'UMP - AFP

- Trois candidats en lice pour la présidence du groupe UMP: Jacob, Bertrand et Gaymard - AFP

- Groupe UMP : un duel Jacob/Bertrand aux allures d'avant-match Copé/Fillon - Public Sénat

- UMP: Copé, Fillon, Juppé, quelles sont leurs forces pour prendre la présidence du parti ? - L'Express.fr

- Bataille pour le perchoir : pour Bartolone et Glavany, il n'y a pas de parité qui tienne - LePoint.fr

- Présidence de l'Assemblée: Elisabeth Guigou se dit "*préparée et très motivée*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Jean-Louis Borloo a ainsi annoncé dans la journée la création d'un groupe "*Union des démocrates et indépendants*" (UDI) rassemblant les élus du Parti radical, du Nouveau Centre ainsi que des députés indépendants. Jean-Christophe Lagarde, député de Seine-Saint-Denis, annonce sur Twitter que le groupe sera présidé par Jean-Louis Borloo, le président du parti radical et député du Nord et que François Sauvadet, député Nouveau Centre de Côte-d'Or, en serait le vice-président.

"*La France avait besoin d'un groupe qui s'attache aux valeurs de la République, qui se situe clairement dans l'opposition et travaille avec l'autre groupe d'opposition*", a expliqué M. Borloo en se disant "*heureux*" de la création de ce nouvel ensemble qu'il jugeait "*indispensable*".

Le Nouveau Centre a annoncé rejoindre le groupe UDI. "*Nous allons bien sûr rejoindre ce nouveau groupe*", a annoncé Philippe Vigier, en expliquant que les partisans d'Hervé Morin souhaitaient avant tout que les centristes aient "*une expression forte à l'Assemblée nationale*". Hervé Morin a annoncé mardi soir rejoindre le groupe créé par Jean-Louis Borloo.

André Chassaigne, député PCF du Puy-de-Dôme, a annoncé quant à lui être en bonne voie pour former un groupe du Front de gauche avec des députés ultra-marins. Il en serait le président. Cette solution permettrait aux députés du Front de Gauche d'éviter d'avoir à demander un abaissement à dix députés le seuil nécessaire pour constituer un groupe. (lemonde.fr 19.06)

2- Grèce

Les conservateurs de Nouvelle Démocratie, les socialistes du Pasok et le petit parti de la Gauche démocratique se sont engagés mardi à former rapidement un nouveau gouvernement.

Evangelos Venizelos, le chef du Pasok, a estimé possible que le nouveau gouvernement de coalition soit annoncé dès mercredi à la mi-journée.

Le chef du Pasok a ajouté que son parti soutiendrait "*de tout coeur*" un gouvernement dirigé par Antonis Samaras, le chef des conservateurs de Nouvelle démocratie arrivés en tête des législatives dimanche, mais qu'il n'avait pas encore décidé quelle forme prendrait sa participation.

Antonis Samaras a souligné dès lundi que la Grèce respecterait ses engagements envers l'Union européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne.

"*Nous devrons dans le même temps procéder aux amendements nécessaires à l'accord de renflouement, afin de soulager la population face à un chômage persistant et aux énormes sacrifices qui lui sont demandés*", a-t-il cependant ajouté.

Des propos qui ont recueilli l'assentiment d'Evangelos Venizelos.

"*Il est nécessaire de former une équipe de négociateurs pour s'occuper de la révision des termes les plus rigoureux de l'accord de financement*", a dit le dirigeant socialiste mardi matin à l'issue d'un entretien avec Fotis Kouvelis, responsable de la Gauche démocratique.

Fotis Kouvelis s'est pour sa part montré plus prudent qu'Evangelos Venizelos sur la date de formation du gouvernement.

"*Il y aura un gouvernement mais je ne sais pas s'il sera formé ce soir. Je pense que nous aurons un accord avant la fin de la semaine*", a-t-il dit à la presse.

"*Il y a encore des points en suspens concernant le programme du gouvernement et concernant les termes (du plan de sauvetage) dont la Grèce doit se désengager.*"

La renégociation de l'aide internationale qui se profile a permis au leader de Syriza Alexis Tsipras, arrivé en deuxième position aux élections législatives, de dire qu'il avait remporté la bataille dans le début sur l'austérité.

"*Ce que Syriza dit depuis le début c'est que le plan de sauvetage n'est pas viable et ne peut se poursuivre*", a déclaré Alexis Tsipras à Reuters. "*Maintenant, tout le monde le reconnaît*". (Reuters 19.06)

3- Egypte

3.1- Les deux candidats, Ahmed Chafiq et Mohammed Morsi, se proclament toujours vainqueurs chacun de leur côté. Mais c'est maintenant le peuple qui gronde. Une grande manifestation se préparait mardi soir place Tahrir avec la participation des Frères musulmans pour se révolter contre le « *coup constitutionnel* » de l'armée qui a dissous le Parlement dimanche et veut apporter des modifications à la prochaine Constitution. Ces nouvelles dispositions, vivement contestées et assimilées à un « *coup d'Etat* » sont contenues dans une « *déclaration constitutionnelle complémentaire* ». (20minutes.fr 19.06)

3.2- Des milliers d'Egyptiens manifestaient mardi au Caire pour dénoncer le "*coup constitutionnel*" des militaires au pouvoir, qui viennent de s'octroyer de vastes prérogatives leur permettant de rester aux commandes quelle que soit l'issue de l'élection présidentielle.

Les appels à manifester ont été lancés par des organisations de jeunes militants pro-démocratie rejoints par les Frères musulmans, première force politique d'Egypte et rivaux historiques des militaires qui dominent le système depuis la chute de la monarchie en 1952.

Le rassemblement se tenait sur la célèbre place Tahrir dans le centre de la capitale, et des cortèges devaient se diriger vers le siège de la chambre des députés, toute proche, qui vient d'être dissoute.

"*A bas le pouvoir militaire*" ou "*la légitimité appartient au peuple*", scandaient en fin d'après-midi des centaines de manifestants, parmi lesquels de nombreux islamistes, progressivement rejoints par de nombreuses autres personnes. Les manifestations au Caire battent actuellement leur plein en soirée, en raison des fortes chaleurs de la journée.

Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir depuis le départ en février 2011 de Hosni Moubarak, a confirmé lundi sa volonté de remettre l'exécutif au futur président avant la fin juin.

Mais le prochain chef de l'Etat se trouvera en pratique dans l'incapacité de faire passer la moindre loi sans l'assentiment des militaires, qui ont décidé de récupérer à leur compte le pouvoir législatif à la suite de la dissolution de l'Assemblée du peuple, dominée par les islamistes.

L'armée se réserve aussi le droit d'intervenir dans le processus de rédaction de la future Constitution et gardera la haute main sur le système répressif grâce aux renseignements et à la police militaires, autorisés à arrêter des civils.

Elle se réserve également toutes les questions la concernant directement, dont le droit de nomination ou révocation au sein de sa haute hiérarchie, se mettant ainsi à l'abri de tout changement que pourrait souhaiter le prochain président. (AFP 19.06)

4- Pakistan

La Cour suprême pakistanaise a déclenché mardi une crise politique aux conséquences encore incertaines en déclarant le Premier ministre, Yusuf Raza Gilani, inapte à l'exercice de ses fonctions.

Le chef du gouvernement a été condamné fin avril pour outrage à la cour en raison de son refus de rouvrir des enquêtes pour corruption contre le président Asif Ali Zardari.

"*Etant donné qu'aucun appel n'a été déposé (contre la condamnation du 26 avril) (...), Yusuf Raza Gilani n'est plus qualifié en tant que membre du Majlis-e-Shoora (parlement)*", a déclaré le président de la Cour suprême, Iftikhar Chaudhry.

"*Il a également cessé d'être Premier ministre du Pakistan (...) le poste de Premier ministre reste vacant*", a-t-il dit.

Yusuf Raza Gilani est le premier chef du gouvernement en exercice de l'histoire du Pakistan ainsi destitué par la Cour suprême.

Mais pour Fawad Chaudhry, avocat et proche conseiller de Gilani, seul le parlement est habilité à démettre le Premier ministre de ses fonctions.

Or le Parti du peuple pakistanais (PPP, au pouvoir) et ses partenaires de coalition ont un nombre suffisant de députés pour maintenir le statu quo ou élire un nouveau Premier ministre jusqu'à la fin de l'actuelle législature début 2013.

En 2007, des milliers d'affaires de corruption avaient été abandonnées en vertu d'une loi d'amnistie voulue par le président de l'époque, Pervez Musharraf, afin de permettre le retour à un régime civil. Mais deux ans plus tard, la Cour suprême a invalidé cet accord et ordonné la réouverture de plusieurs dossiers de blanchiment d'argent impliquant Zardari.

Gilani a cependant refusé d'obéir à une injonction de la Cour réclamant que le gouvernement écrive aux autorités suisses pour leur demander de rouvrir des poursuites contre le chef de l'Etat, qui bénéficiait selon Gilani de l'immunité en tant que président.

Le maintien au pouvoir de Gilani pourrait aggraver les tensions avec une Cour suprême qui intervient de plus en plus dans le jeu politique, estime un expert en droit, Salman Raja.

"*Je ne considère pas cela comme un blocage constitutionnel majeur à moins que le PPP ignore cette décision*", dit-il.

Le jugement de la Cour suprême replace également son président Iftikhar Chaudhry au centre de l'échiquier. En 2007, ce dernier s'était illustré en s'opposant au président Pervez Musharraf qui s'employait à se maintenir au pouvoir.

Le président de la Cour suprême a également multiplié les procédures contre le gouvernement pour des affaires de corruption. Il n'a pas non plus hésité à mettre en cause l'armée, qui a dirigé le pays pendant près de quarante ans depuis l'indépendance en 1947, dans plusieurs dossiers.

La destitution de Gilani intervient cependant dans un contexte difficile pour Iftikhar Chaudhry lui-même.

Un milliardaire de l'immobilier, Malik Riaz, a en effet accusé mardi le président de la Cour suprême d'avoir fermé les yeux sur des versements illicites à son fils Arsalan Iftikhar.

Riaz, qui est poursuivi pour fraude, dit avoir versé près de 3,6 millions de dollars de pots-de-vin au fils du chef du tribunal. Arsalan Iftikhar nie toutes ces allégations. (Reuters 19.06)

5- Grande-Bretagne

Julian Assange a provoqué un nouveau coup de théâtre en se réfugiant mardi à Londres à l'ambassade d'Equateur, pays à qui il demande l'asile politique après avoir épuisé en 18 mois de bataille juridique tous ses recours au Royaume-Uni pour échapper à une extradition en Suède.

"*Je confirme que je suis arrivé aujourd'hui à l'ambassade d'Equateur où j'ai cherché un sanctuaire diplomatique et demandé l'asile politique. Cette demande a été transmise au ministère des Affaires étrangères à Quito*", a déclaré le fondateur de WikiLeaks dans un communiqué diffusé en début de soirée.

Aux abonnés absents pendant plus de trois heures, le Foreign Office s'est fendu dans la soirée d'un communiqué précisant "*qu'en raison de sa présence à l'ambassade équatorienne, M. Assange se trouvait en territoire diplomatique, hors de portée de la police*".

"*Nous chercherons à résoudre cette situation aussi vite que possible avec les autorités équatoriennes*", a ajouté le ministère.

Le nouveau rebondissement a été dévoilé à Quito par le chef de la diplomatie équatorienne, Ricardo Patiño. "*Julian Assange a demandé l'asile politique auprès de la mission diplomatique de l'Equateur à Londres*" et le "*gouvernement équatorien examine cette requête*", a-t-il dit à la presse.

Fin 2011, le vice-ministre équatorien des Affaires étrangères avait déjà suggéré à titre personnel d'offrir l'asile à M. Assange, une proposition finalement rejetée par le président du pays Rafael Correa.

En avril dernier toutefois, M. Correa avait été interviewé sur internet par Assange. Il avait alors estimé que ce dernier avait été "*persécuté, calomnié et lynché médiatiquement*", tout en le décrivant comme l'homme qui avait "*mis en échec*" les Etats-Unis.

Un porte-parole de l'ambassade équatorienne, établie dans un quartier chic de l'ouest de la capitale britannique, a indiqué que Quito entendait recueillir "*les points de vue des gouvernements du Royaume-Uni, de la Suède et des Etats-Unis (...) afin de rendre une décision appropriée, conforme au droit international*". (AFP 19.06)

Social

1- France

La direction de la CGT, réunie mardi, a obtempéré à l'appel de Bernard Thibault et a reporté à la rentrée de septembre le débat sur sa succession, sujet qui a plongé depuis des mois le premier syndicat français dans une crise interne sans précédent.

La commission exécutive d'une cinquantaine de membres était réunie à huis clos au siège de la CGT à Montreuil, aux portes de Paris, pour débattre de la préparation du Congrès de Toulouse en mars 2013.

"*Après débat, la Commission exécutive a décidé par consensus*" que lors d'une de ses prochaines réunions de la rentrée - 4 ou 18 septembre - "*elle examinera le calendrier et la procédure*" pour le choix "*du futur ou de la future secrétaire générale de la CGT*", a indiqué la centrale à l'AFP.

Les débats de la journée de mardi ont été axés sur "*la conception de la future direction confédérale*" et se poursuivront mercredi sur les "*documents d'orientation*" en vue du Congrès.

"*Aujourd'hui, ce qu'on cherche c'est une nouvelle personnalité qui pourrait rassembler l'organisation*", souligne un membre de la direction. Mais, pour l'heure, aucun homme ou femme providentiel ne s'est manifesté. (AFP 19.06)

2- Etats-Unis

Près d'un Américain sur sept (15,1% de la population des Etats-Unis) était dépourvu de couverture maladie en 2011, selon une étude des services de santé américains publiée mardi.

Quelque 46,3 millions de personnes (15,1%) n'étaient pas assurées au moment où elles étaient interrogées, 58,7 millions (19,2%) n'avaient pas été assurées à un moment de l'année précédant l'entretien et 34,2 millions (11,2%) n'étaient pas assurées depuis plus d'un an, selon cette enquête des Centres de contrôle des maladies (CDC).

L'étude est publiée alors que les Etats-Unis attendent une décision de la Cour Suprême, la plus haute juridiction du pays, sur une réforme emblématique du président Barack Obama qui rend obligatoire la couverture maladie. Quelque 7% des enfants de moins de 18 ans n'étaient pas assurés au moment de l'entretien, comme 27,9% des 19-25 ans, soit 8,4 millions de personnes, détaille l'étude.

Le nombre de personnes non assurées baisse dans toutes les tranches d'âge par rapport à l'année précédente, remarque l'étude, qui montre que sont surtout touchés les personnes pauvres (40% sont sans assurance), les Hispaniques, les non-diplômés et les chômeurs. Les chiffres publiés sont des projections nationales se basant sur des entretiens réalisés dans 32 des 50 Etats américains. (lexpansion.com 19.06)

Economie

1- G20.

La croissance est le maître-mot retenu par les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 réunis à Los Cabos (Mexique), qui devaient publier mardi une déclaration commune reflétant leur préoccupation pour l'économie européenne.

"*Nous nous engageons à adopter les mesures nécessaires pour renforcer la demande, soutenir la croissance mondiale et restaurer la confiance*", affirment ces pays riches et émergents dans un projet de communiqué dont l'AFP a obtenu une copie.

"*Une croissance forte, durable et équilibrée reste la priorité numéro un du G20, car elle engendre une création d'emplois plus importante et accroît le bien-être des peuples dans le monde entier*", ajoutent-ils.

"*Nous maintenons notre engagement à réduire les déséquilibres en renforçant les finances publiques des pays avec des politiques saines et durables qui prennent en compte les évolutions de la conjoncture économique*", lit-on dans le projet de communiqué.

Mme Merkel a qualifié les discussions d'"*équilibrées*". "*Nous avons besoin d'un bon dosage de rééquilibrage budgétaire et de relance de la croissance simultanément*", a-t-elle dit. (AFP 19.06)

Ou quand le bon mot du fou du roi vient au secours de son maître... Hollande a ainsi trouvé un rôle à sa mesure, on comprend pourquoi il affecte une telle modestie. Mais attention, tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, Hollande ne tardera pas à en connaître le prix : sa tête !

2- UE

Les parlementaires européens ont édulcoré mardi un projet de réglementation des agences de notation, cédant ainsi à la pression des banques et des sociétés qui affirmaient que les nouvelles propositions n'étaient ni réalisables ni efficaces.

La disposition voulant que les entreprises changent d'agence de notation tous les trois ans ne s'appliquera plus qu'à des types de crédit bien particuliers, les crédits structurés, en a décidé la commission des affaires économiques du Parlement européen. La rotation, en outre, ne sera pas de trois ans mais de cinq ans.

Les grandes entreprises et banques européennes affirmaient que les obliger à changer d'agence alors qu'il n'y en a que trois grandes risquaient de les forcer à choisir des agences moins reconnues et donc moins crédibles aux yeux des investisseurs, américains en particulier.

L'un des buts de la réforme était d'introduire plus de concurrence dans un secteur qui, de l'avis des parlementaires, est gouverné par un oligopole.

Le commissaire à la Concurrence de l'Union européenne Joaquin Almunia en convient mais juge que la situation sera plus sûrement améliorée par la réglementation que par le droit de la concurrence.

Les Etats membres, qui ont leur mot à dire, avaient déjà donné leur accord pour que le changement d'agences ne se fasse que sur une certaine partie des produits structurés.

Pour autant, le texte, même moins ambitieux, suscite toujours l'opposition de certains professionnels du secteur financier.

L'Association pour les marchés financiers en Europe (AFME), groupe de pression des grandes banques, juge excessive la rotation obligatoire et, selon elle, elle risque de mettre à mal le redressement du marché de la titrisation, vital pour le refinancement des banques.

En revanche, d'autres dispositions devraient s'appliquer comme prévu. Le Parlement accepte qu'un investisseur puisse poursuivre une agence de notation au civil, s'il estime qu'elle a enfreint les règles.

Les députés ont également avalisé le principe d'obliger les agences à limiter à deux ou trois dates fixées par avance chaque année, et établies dans un calendrier annuel, les changements de notation des dettes souveraines de l'UE.

La règle pourrait faire l'objet d'exceptions dans le cas de circonstances exceptionnelles.

Après ce vote, les négociations entre le Parlement et les Etats de l'UE vont s'ouvrir sur un texte définitif qui doit entrer en vigueur cette année ou la prochaine.

Il est vraisemblable que les Etats contesteront en partie le vote du Parlement. (Reuters 19.06)

3- France

La crise économique et financière a entraîné un manque à gagner de près de 140 milliards d'euros par an pour la France, soit près de 7 points de produit intérieur brut (PIB), a révélé mercredi l'Insee, pour qui la récession en 2009 a été plus profonde encore qu'estimé jusqu'ici.

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, l'économie française reste durablement affectée par la crise.

Elle "*n'a pas commencé à rattraper le +terrain perdu+ pendant la +grande récession+*", souligne-t-il dans un "*éclairage sur l'évolution de l'économie française depuis la récession de 2009*".

D'une manière générale, relève l'Insee, les pertes d'activité enregistrées dans d'autres pays lors de crises financières comparables n'ont "*pas (été) rattrapées, même s'il y a des exceptions*".

"*Deux ans après la sortie de récession, l'économie française retrouve tout juste le niveau d'activité de 2008, la production manufacturière demeurant même inférieure de plus de 5% à son niveau d'avant-crise*", souligne-t-il encore.

L'Insee a révisé en outre à la hausse son estimation de "*l'ampleur de la récession*" constatée en 2009, avec un recul du PIB porté à 3,1% contre 2,7% selon son estimation précédente, "*recul historique*" sans équivalent depuis la Seconde Guerre mondiale.

A l'inverse, l'estimation "*semi-définitive*" de la croissance du PIB en 2010 a été relevée à 1,7% contre 1,5% annoncés précédemment, celle de 2011 étant maintenue à 1,7% également.

Le pouvoir d'achat durablement touché

Les sept points de PIB perdus chaque année depuis 2009 représentent "*140 milliards d'euros d'activité en moins*" soit "*mécaniquement*" 70 milliards d'euros de recettes fiscales "*à l'horizon de deux ou trois ans*" qui ont concouru à l'accroissement des déficits publics, a déclaré Eric Dubois, directeur des études et des synthèses économiques.

L'Insee souligne avoir anticipé ce scénario médian dès 2010, envisageant un "*retour progressif à un rythme de croissance*" normal mais à un niveau inférieur à celui escompté avant la crise. Les deux autres scénarios envisagés à l'époque étaient celui d'un "*rattrapage intégral*" de la perte de croissance et celui d'un "*décrochement durable*".

Dans le détail, l'Insee précise que seule l'industrie agroalimentaire a retrouvé fin 2011 son niveau de production d'avant-crise tandis que les autres industries manufacturières (biens d'équipement, matériels de transport et "*autres*") affichaient une activité inférieure de 5%. Pour la cokéfaction et le raffinage, les conséquences étaient plus lourdes encore avec une production en recul de 22%.

La crise a eu également un impact durable sur le pouvoir d'achat individuel des Français. L'Insee qui l'avait encore annoncé récemment en progression de 0,4% en 2011, a revu sa copie mercredi pour annoncer finalement un recul de 0,1%.

En corollaire, l'évolution de la consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique en France, a été "*très peu dynamique*" en 2011 (+0,3% après 1,4% en 2010) tandis que le taux d'épargne s'est "*un peu*" redressé (+0,2 point à 16,1%), note encore l'institut.

Celui-ci souligne par ailleurs que le taux de marge des sociétés produisant des biens et services non financiers a atteint fin 2011 son niveau le plus bas depuis 25 ans, en baisse de 1,5 point à 28,6%. Ce recul s'est accompagné d'une "*chute*" de leur épargne (-11,5%) et d'une "*forte baisse*" de leur capacité propre de financement (-14,6 points à 67,2%). (AFP 19.06)

Haut de page

Le 21 juin

CAUSERIE

J'ai ajouté 31 articles à lire dans les différentes rubriques de cette page.

J'ai ajouté également deux documents dans la Tribune libre. Le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (205) confirme la dérive droitière du POI qui n'a d'indépendance que le nom par rapport au PS, à l'appareil de FO notamment, à l'Etat, on verra cela demain en détail.

Qui a dit ?

1- " *Je pense qu'il y a [eu] une forme de mépris, d'arrogance* " de la part de Ségolène Royal pendant la campagne pour les législatives et que " *cela lui a coûté cette élection en grande partie* ".

Cette phrase est signée Olivier Falorni qui a par ailleurs assuré, ce mercredi sur RMC, qu'il ne se considérait " *ni comme un héros, ni comme un salaud* ". (elle.fr 20.06)

C'était l'un des sujets de mes causeries des derniers jours.

Royal transpire, suinte la suffisance à plein nez, c'est l'apanage des gens faux ou médiocres et qui le savent. On pourrait même dire que c'est une forme de perte de contrôle de soi qui traduit l'incapacité dans laquelle on se trouve d'assumer ce qu'on est vraiment face à un auditoire ou dans une situation donnée.

Cela en impose aux esprits faibles qui ont développé un complexe d'infériorité et qui voit dans l'autorité la force qu'il leur manque pour s'affirmer eux-mêmes. En creusant un peu, on arriverait à la conclusion que les faibles s'identifient à leurs semblables dès lors qu'ils ne le manifestent pas ouvertement.

Il en va de même pour celui qui donne de la voix à tort et à travers. C'est le signe de l'impuissance qui s'exprime ainsi ou de l'impatience, de l'incompréhension ou de l'ignorance aussi.

2- "*Souvent, les écologistes ont ce petit travers de s'adresser prioritairement à ceux qui sont déjà convaincus, à se flatter entre eux. Alors que quand on a une campagne, il faut se mettre du point de vue de ceux qui ne partagent pas vos convictions*".

Ce constat est signé Nicolas Hulot qui a révélé mercredi avoir voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle. (AFP 20.06)

C'est préférable à un vote Sarkozy, mais ce n'est pas cela qui nous intéresse ici. Hulot n'a pas une conscience politique bien développé comme nombreux de ses semblables qui n'y comprennent pas grand chose pour refuser de s'en tenir à la lutte des classes. Ce qu'il dit des écologistes, c'est ce que je n'arrête pas de répéter à propos des partis ouvriers qui militent finalement pour leur fond de commerce qu'ils entretiennent ainsi comme des lobbyistes. Une élite qui s'adresse à une élite, des gens qui vivent dans une bulle et qui sont pratiquement incapables d'en sortir ou quand ils y parviennent c'est pour s'y renfermer aussitôt.

Ils refont le monde à huis clos entre militants, ils pratiquent selon les circonstances l'autosatisfaction ou l'autoflagellation ou l'autocritique. Prêcher des convaincus, comme aurait pu dire Engels, c'est prêcher dans le désert ! En réalité, ils sont coupés des masses, c'est ce dont témoigne leur incapacité de s'adresser à eux dans un discours qu'elles pourraient saisir. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas confiance dans la capacité des masses à le saisir, sur le plan pratique, à accomplir les tâches politiques que nécessite la situation.

Du coup, il ne faut pas s'étonner que leur niveau de conscience politique ne progresse pas ou très lentement, et quand on sait que dans ce domaine il n'y a rien d'acquis, cela laisse la porte ouverte à une régression politique sans fin ou presque, la limite étant fixée par les conditions objectives qu'elles doivent affronter et dont la détérioration les pousse à passer à l'action.

Les rapports que l'avant-garde organisée entretient avec les masses exploitées sont inappropriés, inaudibles, erronés. Idem envers les appareils, les institutions et les autres classes. A croire que l'un ne va pas sans l'autre, ce serait intéressant de voir pouquoi dans ce cas-là.

Cela doit reposer sur une conception de la lutte de classe héritée de la première moitié du XXe siècle quand il existait de véritables partis ouvriers de masse, avant qu'ils ne basculent l'un après l'autre dans le camp de l'ennemi. Il s'agissait de véritables partis ouvriers dans la mesure où ils comptaient dans leur rang des centaines de milliers d'ouvriers.

La littérature de leurs partis et les discours de leurs dirigeants étaient imbibés de cette fibre populaire que discerne facilement l'ouvrier, dans laquelle il se reconnaît volontiers, dernièrement Mélenchon a su la faire revivre le temps d'une illusion malheureusement.

Ce qui est intéressant quand on n'hésite pas à communiquer ouvertement notre point de vue sur un tas de sujets, c'est qu'au fil du temps l'actualité se charge de valider ou non les idées qu'on a émises, d'en vérifier la teneur pour au final nous faire apparaître comme quelqu'un de sérieux ou de farfelu, c'est parfois cruel pour son auteur, mais au combien salutaire pour ses lecteurs qui savent ensuite à quoi s'en tenir, bon pas toujours, tout dépend de quels outils ils disposent en magasin pour interpréter les choses.

Le travailleur lambda, l'ouvrier de base, qui se préoccupe de savoir vraiment comment cela fonctionne dans sa tête, de quelle manière il appréhende la réalité ? Il y en a peut-être parmi vous qui vont penser que je radote ou que cette question n'a pas lieu d'être posée. Désolé, je considère qu'elle mériterait de figurer à l'ordre du jour d'un congrès d'un véritable parti ouvrier, elle

devrait même au centre des questions qu'il aurait à traiter en priorité, puisque finalement, selon la réponse qu'on lui apporterait découlerait la construction ou non du parti. Ce n'est donc pas une question de détail ou une option.

Tenez, il me revient en mémoire une expérience personnelle.

Quand je débutai mon apprentissage en mécanique dans un garage Renault à Courbevoie (92) au début des années 70, voici comment se déroula ma formation sur le tas.

Au départ je n'y connaissais rien ou presque, j'avais acquis un peu de théorie, pas suffisamment pour qu'on me confie le moteur ou la boîte de vitesses de votre voiture. J'étais encadré par un ou plutôt plusieurs mécaniciens qui avaient pour tâche de m'apprendre le métier. Je me suis tapé logiquement les besognes les plus ingrates histoire sans doute de me faire comprendre qu'elles étaient incontournables et qu'elles faisaient partie du boulot. Immédiatement, pour me mettre en condition, ils me dirent : ce que tu as appris (théoriquement) jusqu'à présent ne te servira à rien ou presque, mieux, tu l'oublies ou tu le mets de côté. J'allais rapidement comprendre ce qu'ils voulaient dire par là.

Pratiquement au même moment, je me suis retrouvé face à des excercices pratiques sur les voitures des clients que je réalisais sous les ordres de mon tuteur. Je balisais évidemment, j'avais peur de faire des conneries, de ne pas être capable de remonter ce que j'avais démonté précédemment, j'alignais soigneusement sur le sol chacune des pièces de chaque élément sans les mélanger, et lorsque le remontage était terminé, il ne devait rester aucun boulon, aucune rondelle en trop.

Me voyant faire, mon tuteur sourit et se fit un malin plaisir de tout mélanger d'un geste rapide de la main en me disant que si je n'étais pas capable de me souvenir de l'ordre dans lesquels je les avais démontés, il valait mieux changer de métier.

Ce qu'il voulut me transmettre ou me faire comprendre, c'était que pour faire un bon mécanicien, il faut être attentionné à ce qu'on fait du début à la fin, par exemple, que c'est seulement en désossant un moteur, en observant attentivement comment chaque élément a été façonné qu'on peut comprendre sa fonction et les rapports qu'il entretient avec les autres éléments avec lesquels il est contact, comment l'ensemble fonctionne, pour ensuite pouvoir déterminer rapidement quels éléments sont en cause lorsqu'un problème survient. On peut ajouter que chacun de nos gestes avait son importance.

Le boulot du mécanicien ne consiste pas à expliquer à l'aide de formules mathématiques savantes comment fonctionne un moteur, il s'en fout, cela ne l'intéresse pas, mais à faire en sorte que chaque élément soit à sa place et remplisse correctement la fonction pour laquelle il a été programmé.

Alors autant dire qu'en politique, les grands discours ou les grandes phrases, il s'en tape littéralement, il n'y comprend pas grand chose ou il n'a pas envie de se donner la peine de les comprendre, cela revient pour lui à tourner autour du pot ou à essayer de l'embobiner.

Tout est dit ici

- Hollande et Merkel contraints par la crise à s'entendre - Reuters.

Création d'obligations européennes, processus d'intégration politique, Paris et Berlin sont d'accord sur l'objectif mais "*divergent sur la méthode*", déclarait mardi Bernard Cazeneuve, ministre des Affaires européennes, à Reuters. (Reuters 20.06)

- Paris admet que les euro-obligations ne sont pas pour tout de suite - AFP

Le reste sera du même tonneau, c'était couru d'avance, on le savait, nous l'avions dit...

Cela ne signifie pas que nous serions pour telle ou telle mesure européenne, nous les rejetons en bloc, nous ne nous reconnaissons pas dans l'UE et dans le gouvernement capitaliste Hollande-Ayrault-Fabius.

S'ils sont contraint de s'entendre, ne serait-ce pas parce que Merkel et Hollande sont au service de la même classe ? Alors à quoi revenait le vote Hollande ? A choisir la meilleure "*méthode*" qui leur permettrait plus sûrement de parvenir à leur fin. Est-ce à dire qu'on s'en est fait ainsi le complice ? Il y a fort à parier apparemment, non ? Vous avez une autre explication ?

Heureusement que la majorité des travailleurs n'ont pas suivi les consignes de vote qui leur ont été données en refusant de cautionner cette mascarade, Hollande sait que sa "*majorité*" ne repose que sur un électeur sur quatre à l'arrivée.

INFOS EN BREF

Social

Grande-Bretagne

1- Chômage en hausse

Le nombre de chômeurs au Royaume-Uni a progressé en mai, selon les données publiées mercredi par l'Office national de la statistique, une nouvelle indication de la mauvaise santé économique du pays.

Le nombre de personnes sans emploi au sens du BIT a cependant reculé de 51.000 sur les trois mois à fin avril pour s'établir à 2,615 millions.

Le taux de chômage reste stable à 8,2%, conformément aux attentes des analystes.

D'après des données publiées séparément, le nombre d'employés du secteur public a chuté de 39.000 à 5,899 millions au premier trimestre. (Reuters 20.06)

2- Génération sacrifiée

À l'heure où le débat sur les rythmes scolaires repart de plus belle en France, les Anglais lancent eux aussi une réflexion sur la répartition des temps d'école et de loisirs pour leurs bambins. Mais alors que les Français ne jurent que par les prêches des chronobiologistes, on évoque outre-Manche l'éventualité de subvenir aux besoins des parents en laissant les écoliers sur leurs bancs jusqu'à... 20 heures. Rien que cela.

Une commission, présidée notamment par la ministre des Enfants, va en effet se pencher sur une problématique chère au Premier ministre britannique, David Cameron : comment réduire les coûts de garde d'enfants, l'un des postes budgétaires les plus lourds pour les familles ? "*Les parents qui travaillent veulent que leurs enfants soient pris en charge après l'école ou pendant les vacances dans un environnement sûr, agréable et abordable. Nous voulons faire tout notre possible pour réduire les coûts liés à la garde d'enfants*", a assuré le Premier ministre. Seuls quatre parents anglais sur dix pensent qu'il y a suffisamment de systèmes de garde pour les plus de cinq ans, alors que le budget de ce poste par habitant y est le plus important d'Europe.

L'État compte également étudier l'éventualité d'allègements fiscaux supplémentaires. Downing Street s'est d'ores et déjà engagé à ce que la commission étudie l'efficacité des aides de l'État et identifie les formalités administratives inutiles qui grèvent les coûts sans améliorer la qualité des services rendus. Noble cause ! Autre piste : la Commission cherchera comment favoriser l'accueil extrascolaire au sein même des écoles, après les cours ou pendant les vacances.

D'autres solutions plus radicales sont envisagées. Ainsi, autoriser les assistantes maternelles à garder plus d'enfants en même temps, de manière à ce que les parents puissent se partager les coûts entre eux. Une députée conservatrice a proposé que le ratio d'un adulte pour trois enfants soit élevé à un pour cinq enfants de moins de 5 ans, estimant que la qualité de l'attention portée aux petits ne s'en trouverait pas affectée. La commission regardera avec attention ce qui se fait à l'étranger, comme par exemple aux Pays-Bas, où les gardes d'enfants doivent être inscrites dans une agence inspectée par l'État, ce qui n'est pas le cas au Royaume-Uni.

Autre possibilité à l'étude : rallonger les journées d'école. Le secrétaire d'État à l'Éducation, Stephen Twigg, s'est clairement positionné dans ce sens, même s'il reconnaît que cela requerrait d'âpres négociations avec les syndicats d'enseignants. Deux écoles ont déjà franchi le pas : à la Free School Norwich, les enfants sont accueillis à des prix abordables six jours par semaine, cinquante et une semaines par an; alors que la Mossbourne Academy de Hackney, à Londres, étale ses journées scolaires jusqu'à... 20 heures. De quoi faire hurler les chronobiologistes français, qui ne prêtent guère attention aux impératifs parentaux. À croire que les petits Anglais passent après leurs parents. Mais, après tout, ce sont bien les adultes qui votent. (lepoint.fr 19.06)

Haut de page

Le 22 juin

CAUSERIE

A propos du scrutin du 17 juin 2012

- Absention : 44,60%

- Blancs ou nuls : 2,14

- Total : 46,74% soit 20.204.817 d'électeurs, soit un nombre supérieur au nombre d'électeurs ayant voté pour tous les candidats restant en lice, 20.082.176 électeurs.

Question : l'Assemblée nationale est-elle légitime ? La réponse est non.
Question : la majorité à l'Assemblée nationale est-elle légitime ? La réponse est non.
Question : Hollande dispose-t-il d'une majorité légitime pour gouverner ? La réponse est non.
Question : l'ensemble des textes qui seront votés par l'Assemblée nationale seront-il légitimes ? La réponse est non.
Question : les institutions sont-elles encore légitimes ? La réponse est non.

Dans ces conditions, l'Etat n'est plus légitime, cela pourrait faire notre affaire, sauf que voilà, ce sont nos ennemis qui se sont arrangés pour qu'il en soit ainsi au profit de l'Union européenne, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE, de l'OMC, tous au service des marchés, des spéculateurs, des banquiers, de la finance, de l'aristocratie financière... et non à notre profit, j'entends la déliquescence de l'Etat

Le fruit est mûr, il est même pourri, prêt à tomber et plus qu'à être cueilli, les prédateurs, zélateurs du Nouvel ordre mondial n'ont plus qu'à se baisser pour le ramasser, à moins qu'ils ne demandent à leurs larbins attitrés le soin de les en débarrasser.

Ce genre de chose est peut-être plus facile à percevoir ou observer de l'extérieur.

PG. Avec une telle carte de visite, fallait-il s'attendre à autre chose ?

- Adhérent de la première heure, l'économiste Jacques Rigaudiat, ex-conseiller de Michel Rocard et Lionel Jospin, démissionne de la formation de Jean-Luc Mélenchon et s'en explique dans une lettre.

Ce conseiller à la Cour des comptes, adhérent aux premières heures du PG en 2008, annonce sa «*démission*» d'une formation qui, selon lui, «*fait fausse route*».

«*Je ne peux continuer à feindre de cautionner des choix que je ne partage pas et un mode de fonctionnement que je ne veux plus supporter*», écrit Rigaudiat. La liste des reproches faits à la formation fondée et coprésidée par Mélenchon est longue. (liberation.fr 21.06)

En fait, il précise dans sa lettre que ses désaccords concernent la tactique, la stratégie et le fonctionnement, sans oublier son programme basé sur une analyse "*fantasmagorique*" de la siutuation, tout bref. Le PG était encore trop à gauche pour lui.

Comme ses prédécesseurs Claude Debons (CFDT) et Christophe Ramaux (économiste) et d'autres sans doute de même acabit, il espérait que le Front de gauche aurait des élus et qu'il finirait par entrer au gouvernement pour infléchir sa politique à gauche, ne vous marrez pas, c'est très sérieux. Le petit-bourgeois est déçu, il tape du pied par terre, en vain, puis il tourne les talons, c'est le coup classique quoi.

Ces gens-là sont étrangers à la classe ouvrière et à sa cause, acquis au capitalisme, leur seul objectif est électoraliste, qu'il subisse un échec sur ce plan-là ou que les résultats ne soient pas à la hauteur de leurs attentes et ils plient bagages.

En réalité, leur engagement politique se borne uniquement à la défense des intérêts des couches auxquelles ils appartiennent, afin qu'elles conservent les avantages que la société leur a généreusement octroyés jusqu'à présent. Ils estiment qu'en la matière, le meilleur moyen d'y parvenir était de se positionner au côté de Hollande et du PS en acceptant leurs conditions qui se seraient traduites par un accord électoral leur garantissant un minimum d'élus quel que soit le score obtenu par leurs candidats aux législatives comme l'a fait EELV.

Ajoutons, mettant en sourdine leurs désaccords avec le PS et rangeant sagement leur programme au fond d'un tiroir auquel ils n'ont jamais cru, auquel ils n'ont jamais vraiment adhéré, s'agissant d'une simple posture, une manoeuvre destinée uniquement à ramener des voix à Hollande au second tour de la présidentielle, pour les marchander si possible ensuite lors des législatives, sauf que cela n'a pas fonctionné comme il l'espérait pour plusieurs raisons.

A commencer par l'existence d'un encombrant et incontournable partenaire au sein du Front de gauche, le PCF, qui de son côté devait faire en sorte de ne pas se couper de sa base qui rejetait majoritairement tout accord avec le PS sur la base de son programme. Ensuite, parce que le PS ne voulait pas être tributaire à l'Assemblée nationale d'un allié imprévisible qui aurait été tenté de marchander son soutien à la politique du gouvernement en échange de mesures auxquelles le PS était ou aurait été opposé. Pour finir, il était préférable une fois le PS (PRG-MRC-EELV) au pouvoir, qu'il existe dans le pays un regroupement politique qui incarne une opposition à gauche du gouvernement de façon à canaliser le mécontentement grandissant des masses et empêcher qu'un autre parti n'émerge sur la scène politique, le POI par exemple, le NPA et LO n'étant

pas en mesure de remplir cette fonction de par leurs positionnement sectaire , gauchiste ou dogmatique tel qu'apparaît publiquement leur politique.

Toutes ces raisons sont évidemment le produit ou en rapport avec la situation économique et sociale et son évolution négative prévisible, elles traduisent pour les représentants du régime dont font partie le PS, la nécessité de mettre en place au niveau institutionnel un dispositif qui serve de rempart aux institutions dans la perspective toujours possible ou probable d'une explosion sociale ou d'un affrontement direct entre les classes. Elles procèdent de la répartition des rôles entre les défenseurs de l'ordre établi, de gauche s'il vous plaît !

Elles ont aussi en commun une contradiction en toile de fond commun avec l'ensemble des partis institutionnels et même au-delà de vouloir faire croire aux travailleurs qu'il serait possible d'éviter une "catastrophe sociale" que l'on sait inévitable à plus ou moins long terme, ils se font fort de régler la crise du capitalisme en épargnant les travailleurs alors que ce sont les capitalistes qui détiennent le pouvoir, sans s'attaquer véritablement à ce pouvoir, contradiction explosive pour le FdG ; nous l'avions déjà analysé avant l'élection présidentielle, les choses ne se sont pas tout à fait passées comme nous le pensions, cependant notre diagnostic a été ou est en train d'être confirmé par les tensions et la crise qui ravagent depuis le PG et le PCF.

Voilà ce que ces philistins ont voulu ignorer ou ne pas tenir compte, la réalité s'est chargée de se rappeler à leur bon souvenir.

Ce que ces gens-là ne veulent pas comprendre, c'est qu'il n'y a plus de place pour une politique réformiste, pour un parti ou un regroupement politique qui incarne le réformisme à l'époque où la crise du capitalisme est entrée dans sa phase ultime, attention, qui peut encore durer des années...

Pour conclure sur ce sujet qui ne nous passionne pas vraiment, j'ai classé selon différents thèmes les prises de position contenues dans la lettre de démission de cet économiste à la Cour des comptes, afin que vous puissiez les examiner tranquillement et vérifier les arguments qui viennnent d'être développés. (source : (http://blogs.mediapart.fr 18.06)

1- Le PG est trop à gauche, la révolution même dans les "***urnes***" n'était pas sa (leur) tasse de thé. Accompagner le capitalisme dans sa lente agonie.

- "*... lors du Congrès du Mans, puis ensuite dans une adresse au Conseil national, le 31 mai 2011 – explicité par écrit les motifs. Nous y mettions en garde contre « une analyse fantasmagorique de la situation française » servant de « justification à une orientation protestataire-révolutionnariste » ne répondant pas aux attentes populaires*"

- "*La stratégie du Front de gauche est la seule valable à mes yeux, mais elle est exigeante et, bien plus que d'envolées lyriques et enflammées, elle se nourrit de constance et de cohérence. Elle appelle à une réflexion sur les profonds bouleversements qu'ont connus les sociétés capitalistes et le monde depuis trois décennies, elle seule permettra de bâtir une stratégie de transformation adaptée à notre époque.* "

2- Des électoralistes.

- "*A peine acquis dans la présidentielle, notre capital électoral aura donc été aussitôt dilapidé dans la législative.* "

- "*Au final, la représentation parlementaire du Front de Gauche se trouve lourdement affaiblie et celle du Parti de gauche est réduite à sa plus simple expression : son désormais unique député, Marc Dolez.*"

-" *... le rapport des forces final dans un scrutin majoritaire à deux tours. Faute d'avoir voulu poser dès le départ les conditions d'un accord démocratique avec le PS – et l'on sait que les représentants du PG en ont, au final, été les fossoyeurs –, le résultat était dès lors couru d'avance …*"

3- Eviter, endiguer la crise pour éviter une brutale et incontrôlable irruption des masses sur la scène politique. Incompréhension de la situation mondiale. Le Front populaire appelé à la rescousse.

- "*La France n'est pas la Grèce et avant que d'inviter chez nous une même catastrophe sociale peut être vaudrait-il mieux se demander comment l'éviter !* "

- "*Elle nécessite que soit construit un rapport nouveau à la gauche, qui soit tout à la fois front commun contre la droite et l'extrême droite et confrontation programmatique exigeante. Elle fut, hier, celle, victorieuse et toujours présente dans la mémoire collective, du Front populaire.*"

- "*... la question du mode de fonctionnement du PG, dans lequel les vrais débats n'ont lieu qu'au sein d'un tout petit groupe qui, seul, prend les décisions. Les instances nationales officielles étant là non pour les discuter mais pour les avaliser et les transmettre.*"

Qui se fait brebis, le loup le mange !

FO et le POI dans le rôle de la brebis face au gouvernement qu'ils n'ont de cesse d'épargner, et ce n'est qu'un début.

- "*Comme disait la grand-mère de Martine Aubry, quand c'est flou, il y a un loup, eh bien, on va demander à lever le loup*", a lancé sur RTL Jean-Claude Mailly, reprenant la formule de la première secrétaire du PS, qui visait alors François Hollande, son rival dans la primaire socialiste.

Mais si monsieur Mailly a de graves problèmes de vision, peut-être qu'il ne s'agit pas d'un loup... mais d'un renard !

Informations ouvrières (n°205), hebdomadaire du POI, n'est pas en reste, quand bien même il ne reste qu'un rogaton à se mettre sous la dent, jugez par vous-mêmes. Tenez, je me demande si ce ne serait pas nous la brebis donnée en pâture au loup, je ne sais pas ce que vous en pensez.

Page 3 en titre : " *Et en France, que va faire le gouvernement ?*"

Pardi, l'orientation affichée de sa politique ne nous suffirait-il pas à le savoir par hasard à défaut de détails dans un premier temps ? En fait tout est bon pour lui faire gagner du temps, c'est leur manière de le soutenir, nous ne sommes pas dupes.

Titre de l'éditorial de D. Gluckstein : "*Et maintenant ?*"

Cornélien le casuiste ! Le PS va se mettre au service des travailleurs, si, si, c'est possible, Gluckstein va s'employer tout au long de son éditorial à alimenter cette illusion digne d'un seviteur du capital. Voyons comment.

- Selon lui "*l'ampleur historique de l'abstention (...) traduit une attente de plus en plus pressante*" vis-à-vis du gouvernement évidemment, elle n'exprimerait pas un rejet de tous les partis y compris le PS.

- "*Que l'Union européenne, aux ordres de Washington, veuille aggraver la mise sous tutelle du peuple grec pour lui imposer ses plans destructeurs, c'est dans l'ordre des choses. Mais Hollande va-t-il se prêter à cette tentative ?*"

Il l'a déjà manifesté à plusieurs reprises avant les élections n'y revenons pas ici chacun l'a encore en mémoire, constatons que Gluckstein est étrangement devenu amnésique depuis. Vous allez tout de suite comprendre pourquoi ou à quoi cela tient.

- "*Plus généralement : où devrait être la place d'élus et de partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie ? Du côté de l'Union européenne qui veut écraser les peuples d'Europe, ou du côté du peuple grec qui rejette le mémorandum ?*"

Vous avez la réponse, il y aurait tout lieu d'attendre que Hollande et son gouvernement se place au côté des travailleurs parce que le PS serait encore un parti ouvrier. Est-ce que vous comprenez mieux à quoi cela leur sert-il de faire passer le PS pour un parti ouvrier ? A nourrir des illusions dans un parti sans qu'on puisse leur reprocher, parce qu'il s'agirait d'un parti ouvrier, donc un parti qui certes ne serait pas parfait (sic !), mais qui a un moment donné pourrait évoluer et servir notre cause, qui sait, l'espoir fait vivre... les bureaucrates et les carriéristes en priorité.

Comme si franchement Hollande en avait quelque chose à foutre du peuple grec ou un autre, il s'est déjà prononcé pour bombarder le peuple syrien, cela aussi Gluckstein l'ignore.

- A propos de PSA : "*Difficile... Que va faire le gouvernement ? Va-t-il donner la garantie, par son intervention directe, du maintien du site et de tous les emplois ?*"

Feindre l'ignorance a ses limites monsieur Gluckstein, à en abuser vous allez passer pour un vulgaire manipulateur.

Les camarades du CCI-T ont relevé ceci dans *Combattre pour en finir avec le capitalisme* du mois de juin (en ligne dans le site) :

- " *Michel Sapin, interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, a laissé échapper cette phrase : « Ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA » qui sonne comme celle de Jospin « l'Etat ne peut pas tout faire » sur Renault-Villevoorde à l'époque.*"

Bien entendu, Gluckstein n'a rien entendu du tout, il n'a même pas souvenir de la répartie de Jospin, non, non, il nous demande de le croire sur parole, qu'il n'y compte pas, c'est une illusion de trop ! Tout cela pour quoi ? Pour justifier la ligne politique du POI.

- "*Cela nous ramène à ce qui est au centre de tout : céder aux diktats de l'Union européenne ou y résister, ratifier le traité « Super-Maastricht » TSCG ou s'y refuser ?*"

Depuis toujours le PS est gagné à la cause de la construction européenne, il a adopté, voté, signé toutes les mesures ou directives, tous les traités de l'UE, et soudainement on devrait s'interroger sur ses réelles intentions envers l'UE ! Gluckstein ne prendrait-il pas par hasard les militants et les travailleurs pour des demeurés ?

Finalement, il flatte et instrumentalise leur ignorance en tentant de leur faire croire que le renard qui trône au Palais pourrait les épargner, on se demande bien au nom de quoi ferait-il preuve d'une si soudaine mansuétude, que suis-je bête, du socialisme voyons, car c'est bien connu que le PS aurait encore quelque chose à voir avec le socialisme.

Cocorico ! Gauloiserie. Où va se nicher le social-patriotisme ?

Page 15 : "*Nos ancêtres les Gaulois, barbares, braillards, incultes et chevelus à casques ailés ?*"

Pensez-donc, ils étaient à la pointe du progrès dans tous les domaines ou presque par rapport au reste de l'humanité, on pourrait même se demander si l'humanité toute entière ne leur doit pas un tribu exceptionnel !

- "*Par bien des aspects de la vie quotidienne, économique et politique, la civilisation gauloise fut plus avancée qu'on ne le croyait.*"

Sans blague, à la traîne des civilisations égyptienne, chinoise, minoenne, précolombienne, harappéenne, mésopotamienne, etc. qui dans le domaine de la fonte des métaux, des outils, de l'écriture, de l'urbanisme, de l'organisation de la cité ou de la politique, etc. avaient une longueur d'avance sur les Gaulois. Si vous n'avez pas cela en mémoire ou que vous avez un affreux doute, tapez le nom de ces civilisations sur Google et vérifiez-le vous mêmes.

Pour mémoire les Gaulois remontent à quelques siècles avant l'ère vulgaire ou la venue sur terre du messie Jésus-Christ.

Le POI se déconsidère totalement en racontant n'importe quoi à ses militants, c'est pathétique d'en arriver-là.

Un exemple : "*les Celtes écrivaient sans doute peu, mais ils écrivaient*", quel exploit ! en voilà un peuple avancé, alors que l'apparition de l'écriture remonte à environ 3.500 ans avant J-C en Mésopotamie. Passons.

Décidément, ils n'ont pas de bol au POI, après avoir émis l'espoir désuet que le SPD ne voterait pas les traités TSCG et MES, s'être gargarisé de l'appel de Ver.di en direction des députés du SPD, on vient d'apprendre qu'ils avaient trouvé un accord avec Merkel, pas avec Ver.di rapporte l'AFP, l'article figure en entier dans cette page : "*C'est dans l'ensemble un bon résultat que je pourrai défendre avec une certaine confiance devant (les députés sociaux-démocrates du SPD) pour promouvoir la ratification du pacte*" budgétaire, a estimé lors d'un point-presse Frank-Walter Steinmeier, qui emmène le groupe parlementaire social-démocrate.

Je n'ai plus le temps pour en dire plus sur ce sujet, je termine par là l'actualisation du site aujourd'hui.

Lisez attentivement la lettre du président de Ver.di (IO n°205 page 2, en ligne dans le site), son contenu est éloquent à plus d'un titre et ce n'est pas un hasard si le POI n'en souffle mot, tout est dit dans le premier paragraphe qui témoigne de la soumission totale de ce syndicat à l'ordre établi.

Rendez-vous compte, il n'existerait dans ce traité aucune clause permettant à un Etat de sortir de ce traité. Et alors ? Y aurait-il par hasard dans l'UE un seul gouvernement, un seul Etat susceptible de représenter les intérêts des travailleurs pour envisager sérieusement de prendre un jour une telle décision ? Par quel miracle pourrait-il n'y en avoir qu'un seul ? L'intérêt de cette supercherie consistant à faire croire que cela pourrait arriver un jour, il fallait y penser n'est-ce pas ?

>En ce qui nous concerne, ce qu'il ne dit pas évidemment pas plus que le POI d'ailleurs, c'est que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait rompre avec ce traité sans demander l'autorisation à personne, sans se soucier de savoir si une telle clause existe ou non, avec tous les traités signés antérieurement avec l'UE une fois que la classe ouvrière serait parvenue au pouvoir.

C'est encore une façon de témoigner leur soumission à l'ordre établi et de tenter de le masquer maladroitement.

Il y aurait beaucoup à dire sur les relations entre les syndicats et les partis avec l'Etat et la classe des capitalistes en Allemagne, et cela depuis la réunification, qui finalement n'a pas été suivie d'un "*choc*" financier comme cela était annoncé à l'époque, comment l'Allemagne allait-elle intégrer une économie en faillite (RDA). Pardi en exploitant au maximum son prolétariat et en pratiquant de même avec celui des ex-pays de l'Est après l'implosion de l'URSS, c'est en grande partie la "*recette*" du "*miracle*" économique allemand des deux dernières décennies.

Une véritable aubaine pour les capitalistes allemands pour conserver ou accroître leur hégémonie sur l'Europe, et pour financer et corrompre un peu plus son importante aristocratie ouvrière que les syndicats allemands organisent, tandis que les secteurs d'activité atomisés ou les travailleurs faiblement organisés subiront la politique scélérate instituée par Schröder.

Actualité en titres

On se détend un peu, le week-end arrive :

- "*La levrette est la position préférée des Français, pas des Françaises*" - L'Express.fr

Alors comment ils font ?

Le changement dans la continuité, la preuve :

1- L'armée française passe un contrat de plus d'un milliard d'euros avec Thales - AFP

Les caisses de l'Etat sont vides, sauf pour l'armée !

2 - L'ambassadeur de France à Berlin est "*chiraquien*" et "*loyal*" à Hollande - Lexpress.fr

Il ne manquerait plus qu'il ne le soit pas !

Quel dommage franchement !

- Rio+20: la société civile monte au créneau pour dénoncer "*l'échec*" du sommet de l'ONU - AFP

On n'est jamais mieux servi que par les siens :

- Grèce: le banquier proche des socialistes Vassilis Rapanos nommé aux Finances - AFP

C'est tout ?

- Le Royaume-Uni pourrait connaître l'austérité jusqu'en 2020 - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Privé de la cassette !

Pour cause de scores historiquement bas aux élections législatives, le Nouveau Parti Anticapitaliste et Lutte Ouvrière devront se passer de subventions pour les cinq années qui viennent.

Le bilan économique de la LCR, ancêtre du NPA montre que le parti a bénéficié d'importants financements publics allant de 525 707 € à 896 994€ entre 2008 et 2010. Lutte ouvrière, grâce à ses 563 candidats présentés en 2007, a touché quelque 350 000 euros par an jusqu'à 2012.

Les subventions publiques représentaient une part importante de leur budgets: 22,90% en 2007 puis environ 33% en 2010 pour le NPA. Entre 15 et 20% entre 2007 et 2010 pour Lutte Ouvrière. L'un et l'autre semblaient avoir compris la règle les années précédentes, présentant un maximum de candidats pour augmenter leurs chances d'obtenir une aide de l'État. (liberation.fr 21.06)

Non, là franchement vous leur prêtez des intentions qui ne leur seraient jamais venues à l'esprit... Si encore c'était pour la bonne cause ou qu'ils étaient capables de l'employer utilement...

1.2- En voilà un qui sait de quoi il parle en matière d'opportunisme débridé. Règlement de compte.

Le député écologiste européen Daniel Cohn-Bendit livre dans un entretien à paraître vendredi dans Libération un réquisitoire très dur contre Europe Ecologie-Les Verts, dont "*l'image est devenue détestable*", et contre la "*chef de clan*" Cécile Duflot, tout en menaçant de quitter EELV.

"*On existe à l'Assemblée, au Sénat et au gouvernement, mais plus dans la société. Nos succès institutionnels ne sont pas accompagnés, bien au contraire, d'une dynamique citoyenne. Notre image est devenue détestable. Nous avons échoué là où on voulait redonner espoir en faisant de la politique autrement. Aujourd'hui, nous incarnons souvent l'insoutenable légèreté de l'arrivisme*", assène "Dany" dans cet entretien.

Invité à préciser ses reproches, M. Cohn-Bendit, régulièrement critique contre sa formation, souligne le comportement de la secrétaire nationale d'EELV: "*Quand on (la) voit par exemple, dans un documentaire, brandir son stylo en jurant qu'elle ne signera jamais un accord avec le PS sans la sortie du nucléaire, et qu'évidemment on le signe quand même car c'est un bon accord, cela est dévastateur.*"

"*Le plus détestable a été la course aux maroquins ministériels, y compris chez mes propres amis*", lance-t-il, alors que Mme Duflot ou le patron des sénateurs écologistes Jean-Vincent Placé avaient fait amende honorable, quelques jours avant l'annonce du premier gouvernement de Jean-Marc Ayrault, pour "l'image de chasse aux portefeuilles" qu'ils avaient donnée, selon les mots de M. Placé.

"*Chef de clan, elle impose l'intérêt de ses pairs comme l'intérêt commun*", poursuit M. Cohn-Bendit à l'égard de Mme Duflot. (AFP 21.06)

N'aurait-il pas déjà les municipales de 2014 en tête par hasard ?

2- Grèce

Le nouveau Premier ministre grec, Antonis Samaras, a mis en place jeudi une équipe gouvernementale restreinte avec pour objectif affiché d'obtenir un assouplissement des conditions de renflouement du pays, tout en le maintenant dans la zone euro.

Au poste-clé de ministre des Finances, le chef de file des conservateurs a nommé comme prévu le président de la Banque nationale de Grèce, Vassilis Rapanos.

Les conservateurs de Nouvelle Démocratie, arrivés en tête des élections législatives de dimanche devant la Coalition de la gauche radicale Syriza, ont obtenu le soutien des socialistes du Pasok et du parti de la Gauche démocratique, ce qui leur assure une majorité parlementaire.

Sur 18 portefeuilles, le nouveau cabinet compte treize ministres issus de ND, un du Pasok et quatre sont des technocrates.

Selon un responsable de la Gauche démocratique, le document précise que les trois partis sont convenus de demander aux créanciers d'Athènes - Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne - un délai supplémentaire de deux ans, 2016 au lieu de 2014, pour atteindre les objectifs budgétaires inscrits dans le plan de sauvetage.

Le délai supplémentaire impliquerait, selon des responsables grecs, une rallonge extérieure de 16 à 20 milliards d'euros. (Reuters 21.06)

3- Espagne

Le premier magistrat d'Espagne, le président du Tribunal suprême Carlos Divar, a démissionné jeudi, emporté par une affaire de voyages aux frais de l'Etat particulièrement embarrassante dans un pays en pleine crise économique.

Carlos Divar, un catholique fervent âgé de 70 ans, avait été nommé à ce poste par le gouvernement socialiste en 2008.

Il était accusé depuis un mois d'avoir utilisé 30.000 euros de fonds publics pour financer une trentaine de séjours dans des hôtels et restaurants de luxe, principalement à Marbella sur la côte andalouse. (Reuters 21.06)

4- Pakistan

La justice pakistanaise a émis jeudi un mandat d'arrêt contre Makhdoom Shahabuddin, quelques heures après sa désignation au poste de Premier ministre, dans une affaire d'importations illégales de drogue remontant à 2010, quand il était ministre de la

Santé, selon des témoins.

D'après la télévision d'Etat, ce mandat d'arrêt n'est pas de nature à empêcher M. Shahabuddin, actuel ministre de l'Industrie textile, de se faire élire Premier ministre vendredi au cours d'une session extraordinaire de l'assemblée nationale convoquée à cet effet.

L'élection prévue vise à combler le vide créé par le départ de Yousuf Raza Gilani, Premier ministre du président Asif Ali Zardari depuis 2008, destitué mardi par la Cour suprême car il avait refusé de se plier à ses demandes de réouverture de procédures judiciaires pour corruption présumée visant M. Zardari.

Jeudi soir, le ministre de l'Information Qamar Zaman Kaira, un autre leader du parti du Peuple pakistanais (PPP) au pouvoir, a ajouté à la confusion en se portant lui aussi candidat au poste de Premier ministre.

Le mandat d'arrêt contre M. Shahabuddin a été délivré par le juge Shafqatullah Khan dans un tribunal de Rawalpindi, ville-jumelle de la capitale Islamabad.

Certains observateurs dénonçaient une manoeuvre politique. D'autres y voyaient la main de la puissante armée, qui continue de cornaquer de près le gouvernement civil et signalerait ainsi sa réticence à voir M. Shahabuddin accéder au poste de Premier ministre.

Le juge a également émis un mandat d'arrêt contre Ali Musa Gilani, fils de M. Gilani, et ordonné sa convocation, ainsi que celle de M. Shahabuddin, devant un tribunal de Rawalpindi spécialisé dans les affaires de drogue.

Un enquêteur des services pakistanais de lutte contre la drogue a déclaré jeudi devant la cour que les preuves produites par les deux accusés n'avaient pas convaincu les enquêteurs de leur innocence. "*Nous voulons qu'ils soient arrêtés pour enquêter plus en détail*", a-t-il ajouté.

En disqualifiant M. Gilani, la Cour suprême visait indirectement M. Zardari, très impopulaire et surnommé "*Monsieur 10%*" en allusion aux multiples soupçons de corruption qui pèsent sur lui.

La plus haute juridiction du Pakistan réclame la réouverture de poursuites contre lui pour des détournements présumés de fonds publics de l'ordre de 12 millions de dollars (9,5 millions d'euros) en compagnie de son épouse Benazir Bhutto quand elle était Première ministre (1988-90 et 1993-96) et lui l'un de ses ministres. (AFP 21.06)

Social

1- France

1.1- Des centaines de licenciements chez Fram.

Le voyagiste français Fram, en difficulté depuis plusieurs années, va présenter le 13 juillet un plan social qui pourrait déboucher sur plus de 300 licenciements, selon des informations de presse.

La société va d'abord tenir "*un comité d'entreprise le 5 juillet au cours duquel seront transmis aux représentants du personnel les documents relatifs à +un projet de réorganisation+ avec à la clé des +licenciements+*", affirme le quotidien économique Les Echos de vendredi.

Le voyagiste, dont le siège est basé à Toulouse, compte 3.500 à 4.000 salariés, dont environ 600 en France. (AFP 21.06)

1.2- Leur société.

Le nombre de prostituées exerçant au Bois de Boulogne a "*significativement augmenté, puisqu'on estime qu'il a doublé*" en 2011, s'étendant jusqu'aux zones d'habitation et de loisirs, a indiqué le préfet de police jeudi, en réponse au conseil de Paris.

Selon la porte-parole du "*Collectif 16e arrondissement des prostituées du Bois de Boulogne*", Corinne, on dénombre environ 180 prostituées au Bois de Boulogne, femmes ou transsexuels, indépendantes ou liées à des réseaux. (AFP 21.06)

2- Monaco

Cuisines, casinos, palaces, ou banques de la principauté de Monaco ont été abandonnés jeudi après-midi par des centaines de salariés du privé, décidés à scander leur inquiétude et défendre dans la rue un système de retraites en passe d'être réformé.

"*Exceptionnellement, le Casino ouvrira ses portes à 19h00*", pouvait-on lire devant le Casino de Monaco, l'emblématique établissement Belle Epoque de la Société des Bains de Mer, l'un des grands employeurs du pays.

Ils étaient près de 1.000 salariés (selon la police), plus de 1.500 (selon l'Union des syndicats de Monaco) à défiler dans un cortège insolite. Essentiellement des Français des communes avoisinantes qui font doubler chaque jour la population de la petite principauté de 2 km2. (AFP 21.06)

Economie

1- Banques

L'agence de notation Moody's a abaissé jeudi la note de 15 grandes banques occidentales possédant des activités de marché mondiales, cinq américaines, trois françaises, deux suisses, trois britanniques, une canadienne et une allemande.

Les plus durement affectées sont les américaines Bank of America et Citigroup, dont les notes ont été rétrogradées à "Baa2" et ne se situent plus que deux crans au-dessus de la catégorie dite spéculative, selon un communiqué publié jeudi. (AFP 21.06)

2- Espagne

Les autorités espagnoles ont dévoilé jeudi les résultats des audits indépendants réalisés sur le secteur bancaire, qui aura besoin de jusqu'à 62 milliards d'euros, un chiffre bien inférieur aux attentes du marché et aux 100 milliards proposés par la zone euro.

Le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, en visite au Brésil, s'est réjoui des résultats des audits et a demandé que l'aide européenne soit versée "*le plus rapidement possible*".

Quelques heures plus tôt, la quatrième économie de la zone euro avait envoyé un message rassurant en levant un peu plus que prévu (2,220 milliards au lieu des un à deux milliards visés) mais, encore une fois, elle a payé le prix fort.

Pour emprunter à cinq ans, l'Espagne a notamment franchi, pour la première fois depuis la création de l'euro, la barre symbolique des 6%.

Mais le soutien européen à ses banques ne signifiera pas pour autant la fin des problèmes de l'Espagne : si "*l'Espagne accapare toute l'attention*" dans la zone euro, comme le souligne Bankinter, c'est que derrière le sauvetage de ses banques se profile le spectre d'un possible besoin d'aide globale de ce pays.

"*Cela semble difficile d'imaginer que l'Espagne évitera un sauvetage plus complet*" de son économie, estiment les analystes de Rabo Bank.

Pour rassurer une fois pour toutes les marchés, Madrid a encore appelé jeudi à une action de la Banque centrale européenne (BCE).

Ce qu'elle doit faire, c'est "*déboucher les tuyaux du crédit, parce que c'est la seule qui a du crédit*", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, José Manuel Garcia Margallo.

La zone euro réfléchirait à puiser dans les fonds de secours européens pour acheter des titres de dette des pays fragiles, selon le chef du gouvernement italien Mario Monti. Une idée reprise par Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE. (AFP 21.06)

Haut de page

Le 23 juin

CAUSERIE

Aux Etats-Unis, ils (la Fed, Wall street) ont joué le coup en remplaçant un Bush blanc par un Bush noir ; en France, ils ont joué le coup en remplaçant un Sarkozy conservateur et excité par un Sarkozy "*socialiste*" et mou, dans les deux cas pour mener la même politique réactionnaire.

Et dans les deux cas, les uns et les autres se sont mis à extrapoler sur les bienfaits qui sait probables, possibles,

éventuels, hypothétiques mais bien réels notez bien de ce qui n'était que le travestissement de la même politique. Ne fallait-il pas être subordonnés aux appareils et accrochés au basques des institutions pour entonner un tel refrain, sinon comment expliquer un tel comportement servile ?

Un mot radide sur le sommet de Rome

On a appris à l'issue du sommet de Rome qui a eu lieu hier que faute de pouvoir obtenir l'accord de l'ensemble des Etats de l'Union européenne dans le dossier de la taxe sur les transactions financières, elle serait reportée aux calendes grecques.

- Plusieurs ministres ont déjà exprimé leur réticence, certains allant jusqu'à dire qu'ils pourraient remettre en question les décisions de pays qui mettraient cette taxe en place si elle venait à affecter les pays ne l'ayant pas adoptée.

"*Les Pays-Bas ont une position très claire sur cette question. Nous ne la mettrons certainement pas en oeuvre*", a déclaré le ministre néerlandais des Finances Jan Kees de Jager, soulignant que les Pays-Bas appliquaient déjà une taxe bancaire.

Le Royaume-Uni, l'Irlande et la Suède ont également fait part de leur opposition, contrairement à l'Autriche qui se trouve dans une situation semblable à celle de l'Allemagne.

Ses recettes pourraient financer certaines initiatives financières telles la création d'un fond de liquidation des banques en difficulté. (Reuters 22.06)

L'Espagne est pour, on comprend pourquoi en lisant le dernier paragraphe au regard de la situation de ses banques !

La méthode du Tartufe du Palais.

On va créer des postes dans tel ministère... tout en en supprimant autant dans d'autres ministères.

On ne va pas taxer les classes moyennes, on laisse les prix augmenter sur les produits de première nécessité et les services, ce qui revient à taxer l'ensemble des travailleurs et leurs familles.

On va augmenter les impôts pour les plus riches... tout en leur permettant de continuer de s'enrichir sur le dos de la bête, nous quoi.

On va créer des emplois précaires pour les jeunes exonérés de cotisations sociales pour les patrons... tout en prétendant lutter contre la précarité et les bas salaires.

Brader la souveraineté des Etats au profit de l'UE, il est contre... mais pour !

Reuters, le 22 juin à Rome - Hollande ne conçoit les abandons de souveraineté que suppose une intégration politique européenne plus poussée, qu'en contrepartie d'améliorations des mécanismes de solidarité entre les Etats membres de la zone euro.

"*Nous nous sommes retrouvés sur une vision commune de l'Union économique et monétaire, sur une feuille de route qui supposera à chaque étape de l'union - union monétaire, union bancaire - des instruments qui correspondent à cette volonté de travailler ensemble*", a-t-il néanmoins assuré devant la presse.

En injectant 1% du PIB européen dans la "*croissance*", on va inverser la tendance qui consistait jusqu'à présent à miser sur l'austérité, etc. Cela représente pour la France environ 20 milliards d'euros. Où Hollande va-t-il trouver cet argent alors que l'Etat est endetté jusqu'aux dents ? Est-ce que ces 20 milliards d'euros vont s'aditionner aux 1.700 milliards d'euros de dettes de l'Etat ? L'Etat va encore devoir emprunter aux marchés ou aux banquiers à leurs conditions. Qui finalement va devoir payer et qui va à nouveau s'enrichir ? Devinez.

Allons plus loin. De ces 130 milliards d'euros, combien vont atterrir dans les entreprises les mieux placées sur le marché suite à des appels d'offres, sachant que les plus compétitives se situent en Allemagne ou sont installées dans les pays où le coût du travail est le moins cher en Europe ? On comprend pourquoi soudainement (sic !) Merkel y est favorable, hier à Rome : "*Je suis d'accord avec ce 1% du PIB européen qui doit être investi dans la croissance*", avant d'ajouter : "*Je pense que c'est véritablement le bon signal, celui dont nous avons besoin.*" (Reuters 22.06). Le SPD n'en attendait pas davantage pour s'engager à voter prochainement le TSCG et le MES...

Cela va régler quoi, changer quoi ? Rien, c'est une manière de gagner du temps... qui joue en leur défaveur !

Hollande était le joker de l'UE et de Washington. Hollande sert en réalité de caution "socialiste" à une opération de grande

envergure, à un coup de force qui consiste à se servir du hochet de la croissance pour réaliser un pas de plus dans l'Europe fédérale contre les peuples de l'UE qui priverait à terme les Etats de toute souveraineté, objectif conforme à la perspective d'un Nouvel ordre mondial contrôlé par l'impérialisme américain associé pour l'occasion à l'impérialisme allemand.

Et vous voudriez qu'il renonce à cette mission ? Il y en a qui rêvent éveillés parmi nous ou qui ne comprennent pas grand chose à la situation ou aux manoeuvres entreprises par les principaux dirigeants de l'UE, qui consistent à utiliser les opportunités que leur offre la crise qu'ils ont à la fois déclenchée, alimentée et orchestrée sans que les acteurs soient forcément les mêmes à l'exception des Américains, des Anglais et des Allemands qui en tirent profit pour accroître leur hégémonie, à la fois sur le plan économique et politique avec en ligne de mire une union bancaire, budgétaire et politique au sein de l'UE, réalisant ainsi un pas décisif dans la construction de cet Etat supranational et antidémocratique conçu sur le modèle de la dictature américaine contrôlée par la finance.

Leurs discours sur la croissance ne servent qu'à masquer leurs réelles intentions politiques. A ce titre, Hollande est irremplaçable dans le rôle qu'il joue pour le compte des maîtres du monde en profitant à fond de son étiquette "*socialiste*". Dans ces conditions, s'adresser à lui pour lui réclamer des comptes ou exiger qu'il respecte son mandat tient de la crasse ignorance, de la trahison, au moment où il remplit docilement, mais consciemment, le mandat qui lui a été confié par ses maîtres à penser qui siègent à Bruxelles et Washington.

Tout n'est pas perdu ou pas de quoi se décourager, le temps joue en notre faveur, car avant que notre ennemi ne parvienne à son objectif final en Europe, il demeure confronter à des contradictions historiques tenaces qui constituent autant d'obstacles qui lui reste à régler, et cela va encore prendre beaucoup de temps pour en venir à bout.

C'est ce qu'indiquait hier à l'issue du sommet de Rome Eric Stein, du fonds d'investissement américain Eaton Vance Investment Managers, l'union bancaire : "*à mon avis, ça prendra longtemps*", et d'ajouter sur un ton désabusé : "*tout paraît prendre un temps fou en Europe*" (Reuters 22.06).

Le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, l'a confirmé hier dans une interview au Figaro "*la crise a montré la nécessité d'accélérer l'intégration*", mais " *nous ne pourrons pas résoudre les problèmes d'aujourd'hui sans nous placer dans une perspective de long terme*". (lefigaro.fr 22.06)

Hollande aussi selon l'AFP qui précise que : Dans un mémoire adressé à Herman Van Rompuy, le président français a recommandé "*d'établir une feuille de route pour 10 ans afin de permettre d'examiner les conditions d'intégration, notamment budgétaire, et le cadre institutionnel et politique permettant de parvenir à ces objectifs en assurant la nature démocratique des décisions*". (AFP 22.06)

De notre côté, saurons-nous en mesure de réaliser en 10 ans ce que nous n'avons pas été foutu de faire en plus de 70 ans, doter le prolétariat d'une nouvelle direction politique ?

Tout ce qui constitue des obstacles pour eux ou fait difficulté freine leur entreprise, à nous d'en tirer profit, et si nous continuons d'en être incapable comme nous avons été incapable de tirer partie de la crise ouverte en 2007-2008, il ne faudra pas s'étonner que l'humanité soit livrée à la barbarie pour de nombreuses décennies encore.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques.

1- Qui détient le pouvoir et gouverne ? Réponse.

- Groupe Doux: le ministre de l'Agriculture Le Foll lance un appel aux banques - AFP

2- Les patrons en savent quelque chose.

Stéphane Le Foll sur la hausse du SMIC : "*ça ne coûte pas cher et ça peut rapporter gros*" - Public Sénat

« *Il faut que chacun prenne en compte l'intérêt des entreprises, c'est-à-dire la capacité compétitive des entreprises et en même temps les entreprises doivent savoir qu'une partie de ce qui fait l'activité ça reste quand même la consommation.* » Il ajoute que « *redonner de la confiance, ça ne coûte pas cher, mais ça peut rapporter très gros, on le sait. Aujourd'hui les français épargnent beaucoup, c'est parce qu'ils ont peur.* » (idem)

C'est marrant, dans notre milieu on ne croise que des gens qui ont peur parce qu'ils ne peuvent pas ou plus épargner. Décidément nous ne vivons pas dans le même monde et nous ne représentons pas les intérêts de la même classe.

De notre côté, ce sont exclusivement les intérêts des travailleurs qui "*comptent*" et non ceux des entreprises, autrements dit ceux des patrons ou des actionnaires que tient à rassurer Stéphane Le Foll.

3- Quand un numéro d'équilibriste succède à un numéro d'illusionniste.

Titre : Le gouvernement dit chercher "*l'équilibre*" sur le smic.

La concertation sur le "*coup de pouce*" promis pour le salaire minimum est toujours en cours et l'ampleur de la hausse qui sera annoncée mardi n'a toujours pas été décidée, a déclaré vendredi la porte-parole du gouvernement français.

"*S'agissant du smic, comme vous le savez, une concertation est en cours, elle n'est pas terminée, donc pour l'instant les arbitrages ne sont pas rendus*", a déclaré Najat Vallaud-Belkacem lors du compte rendu du Conseil des ministres.

Elle a ajouté que la décision serait annoncée mardi au terme d'une réunion de concertation, rappelant que si aucun "coup de pouce" n'avait été accordé au smic depuis six ans, l'exécutif tenait aussi à préserver la compétitivité des entreprises.

"*Un équilibre est à trouver*", a-t-elle conclu.

D'après *Les Echos*, la hausse du smic constituerait en grande partie un à-valoir sur la future revalorisation légale qui doit intervenir le 1er janvier, à savoir l'inflation constatée depuis la dernière augmentation, soit 1,4%. Le "*vrai coup de pouce*" serait donc de 0,6%, écrit le journal.

Plusieurs partis et syndicats ont dénoncé la perspective d'une hausse restreinte du salaire minimum.

Le ministre du Travail, Michel Sapin, avait prévenu récemment que le "*coup de pouce au smic serait limité*3. (Reuters 22.06)

0,6% de 1398 euros brut donne 8,38 euros d'augmentation brut, moins environ 25% de cotisations sociales cela donne 6,28 euros net, divisés par 160 heures cela donne 0,039 euros de l'heure d'augmentation.

Voilà sur quelle base les dirigeants syndicaux corrompus ont accepté de "*négocier*" avec le gouvernement et le patronat.

Et les dirigeants du POI ne savent pas encore quelle va être l'orientation de la politique du gouvernement ? Antisociale, réactionnaire. En tant qu'ouvrier, j'ai un truc à leur dire à ces nantis : c'est vraiment dégueulasse de faire croire aux travailleurs qu'ils auraient quelque chose à attendre de ce gouvernement, oui, franchement dégueulasse, insupportable !

3- On ne touche pas au pouvoir d'une multinationale.

- Nicole Bricq (PS) a été évincé du ministère de l'Ecologie pour avoir osé s'attaquer aux forages au large de la Guyane. (AFP 22.06)

4- Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius ou la voix de la réaction internationale contre le peuple syrien.

Par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero, la France a appelé vendredi les membres de l'armée et des forces de sécurité syriennes à déserter, au lendemain de la défection d'un pilote qui a atterri en Jordanie. (AFP 22.06)

Le Cohn verge à défaut de se renouveler.

Daniel Cohn-Bendit a proposé, vendredi sur Canal+, la création d'une "*coopérative des écologistes*", "*lieu de débats*" où seraient invitées des personnalités les plus diverses, comme Nathalie Kosciusko-Morizet ou Jean-Luc Mélenchon. (LePoint.frLePoint.fr 22.06)

Actualité en titres

Sinon, à quoi bon s'enrichir toujours plus, franchement ?

- Une montre à 500 000 euros pour les 50 ans de François-Henri Pinault - Atlantico.fr

Les mauvaises nouvelles de l'été.

- Vers une flambée du prix du gaz et une hausse de l'électricité -Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le ministère de l'Economie et des Finances a transmis aux parquets de Paris, Nanterre et Créteil des plaintes pour fraude fiscale à l'encontre de 14 cadres et ex-cadres de la société d'investissement Wendel, a rapporté vendredi le quotidien Les Echos sur son site internet.

Parmi eux, figure le président du conseil de surveillance Ernest-Antoine Seillière, l'ex-président du directoire du holding, Jean-Bernard Lafonta et Bernard Gautier, membre du directoire, précise le quotidien économique.

Selon les Echos, les services fiscaux disent avoir constaté, dans les déclarations de ces cadres, des "*infractions fiscales graves et intentionnelles consistant en la minoration de la déclaration d'ensemble des revenus de l'année 2007*". Bercy leur reproche de s'être "*volontairement soustraits à l'établissement et au paiement de l'impôt*".

Ces responsables auraient élaboré un montage leur permettant de toucher 340 millions d'euros d'intéressement "*net d'impôts*", précise le journal. (AFP 22.06)

2- Grèce

Parole de banquier.

Un dirigeant d'une des quatre principales banques grecques l'avoue volontiers: la victoire du conservateur Antonis Samaras dimanche, perçue comme une garantie au maintien de la Grèce de la zone euro, a été un "*immense soulagement*".

Si les banques grecques ont perdu les deux tiers de leurs dépôts (70 milliards) depuis deux ans, elles ont, au cours de la seule semaine dernière, vu leurs caisses se vider de plusieurs milliards d'euros, selon plusieurs sources interrogées par l'AFP. Un début de "*bank run*" (panique bancaire) dans une agence en Crète a été évité de justesse et l'information est restée cachée par crainte de contagion.

La formation du gouvernement, qui met fin à l'instabilité politique et la nomination au poste de ministre des Finances de Vassilis Rapanos, jusqu'alors le patron de la Banque nationale de Grèce (BNG), premier établissement du pays, sont bien accueillies par le milieu bancaire. "*Au moins, nous aurons pour ministre un homme qui connaît les banques et qui va faire en sorte de les aider plutôt que de les combattre*", se réjouit une source bancaire.

La question de la propriété du capital des banques est aussi délicate. Alors que le programme de la gauche radicale Syriza prévoyait leur nationalisation, "*les partenaires de la Grèce, UE et FMI, ont insisté pour que le contrôle des banques reste privé*", a indiqué une source proche du dossier. Pour une question de principe mais aussi par crainte que l'Etat ne se révèle un piètre actionnaire.

Selon une source proche des négociations, elles ont obtenu que l'Etat n'ait pas son mot à dire dans la gestion des banques. Si ce schéma est confirmé par le nouveau gouvernement, l'Etat détiendra des actions assorties de "*droits de vote limités aux grandes décisions stratégiques*". (lexpansion.com 22.06)

3- Paraguay

Le président paraguayen Fernando Lugo a été officiellement démis de ses fonctions vendredi à l'issue d'un procès politique en destitution de quelques heures mené devant le Sénat, a constaté un journaliste de l'AFP.

M. Lugo, a qui il restait un peu moins d'un an de mandat, était accusé d'avoir "*mal rempli ses fonctions*" après des heurts sanglants survenus la semaine dernière dans le nord-est entre policiers et paysans qui ont fait 17 morts.

A 18H27 locales (22H27 GMT), un total de 39 sénateurs sur les 43 présents ont déclaré le président coupable des accusations formulées contre lui, entraînant sa destitution immédiate prévue par la constitution. L'actuel vice-président Federico Franco doit être investi dans les prochaines minutes.

Au moment ce dette annonce, l'ex-évêque de 61 ans se trouvait dans les bureaux de la présidence, alors que que 5.000 de ses partisans s'étaient rassemblés sur la place faisant face au Congrès. (AFP 22.06)

4- Qatar

Doha mène une campagne de lobbying pour rejoindre l'Organisation Internationale de la francophonie (OIF). Doha souhaite rejoindre l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et mène depuis quelques semaines une campagne de lobbying auprès de l'institution, qui n'accueille pour l'instant qu'un seul pays du Golfe, les Emirats arabes unis.

Le Qatar compterait 100.000 francophones, essentiellement des émigrés nord-africains attirés par les opportunités d'emploi de ce richissime émirat en pleine croissance. (lexpress.fr 21.06)

Social

1- France

1.1- 5.122 suppressions d'emplois confirmées chez Air France-KLM.

Air France-KLM a annoncé jeudi une baisse des effectifs d'Air France de 5.122 personnes d'ici décembre 2013 dans le cadre de son plan d'économies de deux milliards d'euros afin de réduire sa dette d'autant et de renouer avec les bénéfices durablement.

Le chiffrage des sureffectifs d'Air France, largement responsable des pertes du numéro deux européen du transport aérien Air France-KLM, correspond aux évaluations qui circulaient en interne, mais porte sur un calendrier plus resserré que prévu, le plan courant jusqu'à fin 2014.

"*C'est pour parer aux incertitudes économiques*", a expliqué une porte-parole du groupe franco-néerlandais.

Les mesures présentées ce matin aux syndicats s'accompagnent de l'engagement de ne pas procéder à des licenciements secs d'ici la fin de l'année prochaine, voire en 2014 si la compagnie constate au second semestre 2013 que le plan se déroule comme prévu.

Cela ne répond qu'en partie aux demandes des syndicats qui réclamaient dès maintenant une telle promesse pendant toute la durée du plan.

"*Ils nous demandent de nous engager jusqu'à fin 2014 et eux ne s'engagent que jusqu'à fin 2013, il y a quelque chose qui ne va pas là-dedans*", a estimé Philippe Chassonnery, secrétaire général de Force ouvrière à Air France.

Alexandre de Juniac, PDG d'Air France, se targue, lui, de l'absence de licenciements dans le plan qui sera discuté avec les syndicats lors d'un nouveau comité central d'entreprise le 28 juin.

"*La signature des accords dans les prochains jours engagera l'ensemble des salariés de l'entreprise et témoignera de la détermination de chacun à replacer Air France sur le chemin de la croissance*", déclare-t-il dans un communiqué.

La direction d'Air France, qui veut réduire ses coûts de 20% d'ici fin 2014, rappelle que les départs contraints ne pourraient pas être évités en cas de non-signature des accords début juillet.

"*L'Etat encourage à ce dialogue qui devrait permettre, je l'espère, que l'entreprise retrouve un équilibre financier sans pour autant être comme d'autres (...) qui ont des plans de licenciements secs avec des gens qui sont mis à la rue*", a déclaré le ministre du Travail Michel Sapin sur Europe 1. "*Il faut s'adapter et s'adapter dans le dialogue*." (Reuters 21.06)

Et une fois des millions d'emplois supprimés dans tous le pays, comment ils font pour "*s'adapter*" à leur nouvelle situation les millions de chômeurs ? Sapin s'en fout, seuls compte à ses yeux les intérêts des patrons et des actionnaires.

1.2- Le renard était dans le poulailler

L'administrateur judiciaire de Doux a annoncé vendredi la mise en vente du groupe volailler, après l'échec d'un plan de redressement du leader européen du secteur, étranglé par les dettes. Le groupe est à vendre dans sa totalité, a expliqué Régis Valliot, administrateur judiciaire chargé du dossier depuis le 1er juin. Il a précisé qu'il cherchera "*une solution globale et concertée avec l'ensemble des acteurs de la filière*". (LePoint.fr 22.06)

2- Canada

Après deux semaines d'accalmie, au moins dix à vingt mille étudiants et citoyens de tous bords sont descendus vendredi dans les rues de Montréal et de Québec pour protester contre la hausse des droits de scolarité dans la province francophone.

A Montréal, la manifestation a attiré 10.000 à 15.000 personnes, selon des estimations de l'AFP, tandis qu'une porte-parole d'un syndicat étudiant parlait de 100.000. Environ 5.000 manifestants étaient réunis à Québec, la capitale de la province.

La mobilisation de vendredi -- alors que bon nombre d'étudiants sont retournés dans leur famille ou ont trouvé un travail saisonnier -- avait valeur de test pour la suite du mouvement, qui semblait s'essouffler dans les derniers jours.

Trois précédentes manifestations -- les 22 mars, avril et mai -- avaient mobilisé au moins 100.000 personnes chacune dans les rues de Montréal.

"*Je participe aux manifestations depuis le début. Je suis venu pour m'assurer que le moral tient et qu'on continue notre mouvement*", disait Julien Vadeboncoeur, 27 ans, étudiant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal (Uqam), venu avec sa fille en poussette.

"*Ceux qui comptent sur un essoufflement vont se tromper. Ils ont compté sur la division du mouvement pendant des mois et ils ont entraîné le Québec dans un cul-de-sac*", renchérissait Amir Khadir, député de Québec Solidaire (gauche) à l'Assemblée nationale du Québec, présent à Montréal.

Les étudiants protestent contre la hausse des frais de scolarité et la loi 78, dite "*loi spéciale*", qui a suspendu les cours dans les établissements en grève jusqu'à leur reprise à la mi-août, en plus de limiter le droit de manifester.

Les étudiants veulent faire reculer le gouvernement sur une hausse prévue des frais de scolarité de 1.778 dollars (82%) sur sept ans, ce qui les rapprocherait de la moyenne canadienne. Une majorité de la population -- 56% selon un récent sondage -- est toutefois d'accord avec le gouvernement.

Après trois rondes de pourparlers, le gouvernement a quitté la table de négociations le 31 mai et rien ne présage d'une issue rapide au conflit.

Réagissant à ces nouvelles manifestations, le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, a accusé le syndicat étudiant le plus militant, la Classe, de manipuler les trois autres. "*La Classe n'a toujours qu'un seul mandat (...), c'est le gel des frais de scolarité en route vers la gratuité et le jour où la Classe aura une ouverture pour que les étudiants participent davantage au financement des universités, ce jour-là, ça vaudra la peine de se rasseoir. Entre-temps, c'est une illusion*".

Encouragé par les sondages, le gouvernement envisagerait de déclencher des élections anticipées à l'automne pour trancher. (AFP 22.06)

Economie

1- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé vendredi qu'elle desserrait encore davantage ses conditions de prêt aux banques de la zone euro, dans ce qui apparaît comme une volonté de porter secours aux établissements espagnols. "*Le 20 juin, le conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de nouvelles mesures pour améliorer l'accès du système bancaire aux opérations (de refinancement) de l'Eurosytème, afin de continuer à soutenir la fourniture de crédit aux ménages et aux entreprises non-financières*", a indiqué l'institution de Francfort (ouest) dans un communiqué, soulignant sa volonté de continuer à soutenir l'économie de la région.

Le conseil de gouverneurs de la BCE a réduit son niveau d'exigence en matière d'obligations adossées à des actifs (ABS), que l'institution accepte déjà en échange de ses prêts, après une première décision en ce sens en décembre 2011. En outre, il a décidé d'élargir la gamme des ABS acceptées à celles adossées à des crédits hypothécaires commerciaux (CMBS) notées A par l'Eurosystème, ainsi qu'aux crédits hypothécaires résidentiels (RMBS) et celles adossées à des crédits à des petites et moyennes entreprises (SMEs).

Cette décision semble taillée sur mesure pour les banques espagnoles, dont la note de solvabilité risque de nouveau d'être abaissée après l'octroi du plan d'aide européen. Comme l'indiquait jeudi une source financière à l'AFP, ces dernières disposent en effet de "*crédits hypothécaires en quantité*", dont elles pourront se prévaloir auprès de la BCE pour obtenir des liquidités au taux très avantageux de 1% au lieu de devoir solliciter les programmes de financement d'urgence de leurs banques centrales nationales respectives (ELA), plus coûteux. (lexpansion.com 22.06)

Ce que la BCE accorde aux banquiers, elle le refuse aux Etats qui doivent demeurer tributaires des marchés pour emprunter. Notez bien que nous ne réclamons rien à la BCE, contrairement aux charlatans pour lesquels notre salut devrait passer par cette institution.

Ajoutons que leurs arguments sont frelatés ou servent à masquer ou à faire oublier que tous les Etats ne sont pas lotis à la même enseigne, par exemple, lorsque la France ou l'Allemagne emprunte à un taux proche de zéro voir négatif, c'est en quelque sorte le pendant des taux d'intérêt avantageux (sic!) consentis en amont aux banquiers par la BCE, ce que l'on ne peut comprendre qu'en ayant à l'esprit dans quelle perspective politique ce mécanisme a été conçu, parvenir à une plus grande intégration européenne sur les plans économique, financier et budgétaire, réaliser les Etats-Unis d'Europe, objectif inimaginable autrefois ou hier encore, difficile toutefois à réaliser mais plus impossible du fait de l'incapacité du prolétariat européen à s'y opposer, mieux à prendre le pouvoir pour liquider l'UE.

C'est uniquement l'incurie politique, la capitulation des dirigeants du mouvement ouvrier et la gangrène trade-unioniste qui a pourri son avant-garde (officielle), qui leur permet de tirer profit de la crise pour franchir une nouvelle étape dans la construction de l'Union européenne.

Certaines choses nous apparaissent inconcevables sous certaines conditions, il suffit que ces dernières évoluent dans un sens déterminé pour que tout deviennent possible, voilà tout. Il en va également ainsi dans la vie en général. Croire que les choses seraient figées en l'état pour l'éternité, relève de l'ignorance.

Le distributeur français Casino a annoncé vendredi soir avoir pris le contrôle du numéro un brésilien GPA, à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire de la holding Wilkes qui contrôle ce groupe et qui s'est tenue ce jour à Sao Paulo, indique-t-il dans un communiqué.

L'assemblée générale "*a statué sur la nomination de Jean-Charles Naouri, PDG de Casino, aux fonctions de président du Conseil d?administration de Wilkes. Par cette nomination, le groupe Casino devient le seul actionnaire de contrôle de GPA, conformément aux accords signés en 2005 avec la famille Diniz*", est-il précisé. (AFP 22.06)

2- France

Un investisseur qatari vient de s'offrir quatre grands hôtels français, dont le célèbre Martinez cannois et le Concorde Lafayette de la Porte Maillot à Paris, renforçant encore la présence de l'émirat dans l'hôtellerie de luxe de l'Hexagone.

Les autres établissements repris sont l'Hôtel du Louvre, à Paris, et le Palais de la Méditerranée, à Nice, ont indiqué vendredi des sources proches du dossier.

Ces hôtels appartiennent au fonds américain Starwood Capital. Interrogée à Paris, la société n'a pas souhaité commenter ces informations.

Selon le quotidien Le Figaro de samedi, l'investisseur qatari aurait déboursé entre 700 et 750 millions d'euros.

Selon une source proche du dossier, l'acquéreur est Katara Hospitality (ex-Qatar National Hotels), propriétaire et gestionnaire d'un portefeuille hôtelier de luxe dans les Emirats et dans le monde. Le groupe avait annoncé en mai son ambition de passer de 24 hôtels en propriété à plus de 60 à l'horizon 2030.

Le site d'information professionnel Hospitality On cite Katara comme un acquéreur possible mais avance aussi le nom de Precision Capital SA (ex-Al Mirbaq Capital), soulignant que dans les deux cas, il s'agit de membres de la famille régnante du Qatar.

La famille régnante "*se présente comme le principal investisseur mondial dans l'hôtellerie de luxe*", note Hospitality On.

Un autre fonds qatari, Qatari Diar, détient déjà le Royal Monceau (exploité par la chaîne singapourienne Raffles) qui a rouvert en octobre 2011 après plus de deux ans de travaux, et le Peninsula, un hôtel de luxe qui doit être inauguré en 2013, près de l'Etoile à Paris.

Enfin en janvier, un investisseur privé qatari, Ghanim Bin Saad Al Saad, a racheté "*sur fonds propres*" l'hôtel Carlton de Cannes.

Puissant investisseur, le Qatar est aussi propriétaire des clubs sportifs Paris Saint-Germain et Paris Handball. Il détient des parts dans Lagardère, Veolia, Vinci, Total, ou encore LVMH. A Paris, il avait déjà trouvé acquéreur pour l'Hôtel de Crillon, place de la Concorde, et pour le Lutetia, rive gauche.

L'exploitation des établissements cédés, actuellement assurée par Concorde Hotels, devrait être confiée au groupe américain Hyatt. (AFP 22.06)

Apparemment, le Qatar a obtenu de Hollande et Fabius la reconduction des avantages fiscaux consentis aux investisseurs qatari

par Sarkozy. Normal.

3- Inde

La roupie a atteint vendredi un nouveau plus bas, passant la barre des 57 roupies pour un dollar américain pour la première fois, plombée par l'incertitude internationale qui pousse les investisseurs vers les valeurs refuge.

La devise indienne a perdu plus de 10% de sa valeur depuis début avril. (AFP 22.06)

Haut de page

Le 25 juin

CAUSERIE

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées. J'ai constaté qu'il y avait un problème d'affichage avec Mozilla, la bande beigne verticale à gauche de l'écran ne couvre pas la totalité des pages d'accueil, alors que ce problème n'existe pas avec Explorer. Je n'ai pas encore trouvé le temps de chercher où se situe le lézard.

J'ai mis en ligne sous forme d'articles certaines causeries du mois de juin. J'avais dit que je le ferais, puis j'ai oublié, je le ferai en repartant de janvier 2012. En attendant, en reprenant les infos et déclarations du mois de juin, vous pourrez sans peine en déduire que l'on savait avant même l'élection de Hollande quelle politique il appliquerait.

Le PS me sort par la tête, je ne peux pas résister à l'envie de l'étriller.

La modestie chez les nantis est le complément naturel ou la manifestation de leur mauvaise conscience, de leur difficulté à dissimuler leurs véritables intentions ou leur véritable nature. C'est un personnage qu'ils se composent autant pour se protéger que pour en imposer aux naïfs ou faibles d'esprit.

Ce n'est pas une qualité, c'est un cas pathologique chez eux, qui tient plus de la lâcheté que du courage, de la sournoiserie et de la vanité plutôt que de l'honnêteté.

La véritable modestie nécessite une prise de conscience, que dans la nature il n'existe pas deux êtres identiques, et que par conséquent leur comportement n'est pas dominé par des rapports d'infériorité ou de supériorité mais par les inégalités qui permettent de les distinguer, et quand ils sont en contact avec des éléments extérieurs ils adoptent une attitude différenciée conforme à leurs attributs ou capacités respectives.

Celui qui se croit faible et vulnérable ou celui qui se croit fort et puissant présente le même travers ou exprime le même rapport renversé, qui consiste à se situer inconsciemment sur une échelle de valeur qui correspond ou reproduit les rapports sociaux de production, où les droits des dominés sont aliénés ou bafoués, considérés comme illégitimes, ils auront tendance à se définir comme des être inférieurs et l'accepteront plus ou moins, tandis que ceux des dominants sont reconnus ou respectés et considérés comme légitimes, ils auront tendance à développer un complexe de supériorité qu'ils assumeront ou revendiqueront la plupart du temps.

On se croit fort ou faible physiquement, intellectuellement, par son statut social ou sa position dans la société, alors qu'il existe toujours des êtres qui nous sont inférieurs ou supérieurs dans tous les domaines, d'où l'absurdité de la vanité, de l'arrogeance, du mépris ou de l'indifférence.

La modestie feinte par Hollande et Ayrault principalement s'adresse aux masses : voyez les efforts que nous avons consentis, nous avons montré le bon exemple, à votre tour maintenant, c'est normal. Dit ou exigé brutalement ne passerait pas, c'est la leçon qu'ils ont retenu du quinquennat de Sarkozy, ils prennent le contre-pied, la méthode change, la politique demeure la même, l'objectif aussi.

Nous avons dit que la véritable modestie consistait à prendre conscience que les inégalités dominaient dans la nature et chez l'homme, dans la société, avec tous les rapports qui en découlent. Du coup les discours sur l'égalité qui tendent à gommer ou nier artificiellement ces inégalités tombent à plat ou constituent une aberration, leurs arguments sont contre-nature, leurs auteurs des charlatans.

Sur le plan politique, les choses se présentent sous un angle légèrement différent, sans toutefois contredire ce qui vient d'être

énoncé, on nous invite à réduire les inégalités sociales sans remettre en cause le système économique qui en est à l'origine, la différence réside ici dans le fait qu'il ne s'agit pas d'un phénomène naturel, elles reposent sur la violation institutionalisée d'un droit, qui a pour seule raison d'être de perpétuer ces inégalités sociales de façon à ce qu'elles apparaissent comme naturelles (et éternelles) au commun des mortels.

La modestie est un luxe inabordable pour le miséreux qui est absorbé à assurer sa survie au quotidien, tandis qu'elle n'est qu'un masque ou une ruse chez l'imposteur ou le roturier qui finalement ne sert que son ambition personnelle. Les dirigeants du PS sont à classer dans cette catégorie.

Les grandes écoles ou l'unversité les a formatés pour devenir de serviles serviteurs du capitalisme, de l'Etat, de l'ordre établi. Leur vernis socialiste ne sert qu'à rappeler pour certains leur origine modeste avec laquelle ils ont rompu, mais qui leur sert utilement de couverture politique et morale, une contradiction que justement leur (fausse) modestie sert à camoufler.

Prenez par exemple Claude Bartolone : "*Bon élève, il entame des études supérieures à l'université de Jussieu. Titulaire d'une licence de mathématiques et d'une autre de physique il travaille alors deux ans dans l'industrie pharmaceutique avant de se lancer dans une carrière politique.*" (slate.fr 23.06) En tout et pour tout, il aura travaillé deux ans dans sa jeunesse, depuis il est devenu totalement étranger au milieu des exploités qu'il prétend pourtant représenter, auxquels il estime normal d'imposer des sacrifices.

Sa "*carrière*" aura consisté à valoriser ses idées, le terme monnayer aurait peut-être été plus juste ou plus précis, maire, député (1981) puis ministre sous Chirac (1998), pour finalement en 2012 atteindre le "*perchoir*" de l'Assemblée nationale quelques décennies plus tard. Quel idéal médiocre !

Il n'a jamais servi les intérêts des travailleurs, il a servi ses propres intérêts qui se confondaient avec ceux qui détiennent le pouvoir, c'était préférable pour satisfaire son ambition, comme Jospin, Cambadelis et bien d'autres. Il ne faut pas croire que ces gens-là auraient renié un jour leurs convictions, en réalité ils n'en ont jamais eu de bien assurées contrairement à un Kautsky par exemple, qui fut un véritable marxiste avant de devenir un renégat.

Voilà des gens qui ont toujours vécu en marge de la société, dont la carrière exemplaire a consisté à brasser du vent, tandis que des technocrates faisaient le boulot à leur place en amont. Le passage par la mairie est presque incontournable, car c'est un exercice pratique utile pour déterminer les élus qui sont le plus apte à servir les institutions et qui seront amenés plus tard à grimper dans l'appareil du parti et de l'Etat. Le maire est le seul élu vraiment en contact avec la population, et de son art à manier la langue de bois déterminera la suite de son "*business plan*", à condition toutefois qu'il soutienne la politique de son parti en élu bien discipliné. Si cela ne s'applique pas (forcément) aux maires des petites communes, des fonctionnaires et des notables locaux, pour avoir rejoint un tel parti au passé criminel, il ne fallait pas être trop exigeant, envers soi-même, pour l'ignorer ou s'en accommoder, en toute simplicité cela va de soi.

La mythomanie est une pathologie comparable au révisionnisme, dans la mesure où l'intéressé finit par se convaincre que ses délires sont conformes à la réalité au point de ne plus être capable de faire la distinction entre les deux, donc de corriger ou de se défaire de ce travers, le révisionniste se contentant de l'interprétation de la société qu'il a imaginée dans sa petite tête ou qui lui a été soufflée et qu'il a adoptée par convenance personnelle, entendez par là par intérêts individuels. La mythomanie n'est pas incompatible avec la modestie, puisque celui qui s'y adonne ne s'en rend pas compte. Croire ou être parvenu à se convaincre que le PS était un parti socialiste relève (aussi) de cette pathologie.

La mégalomanie caractérise le désir excessif de gloire et de puissance ou par l'illusion qu'on les possède ou encore qu'elles nous tendent les bras, parce que l'on ne serait pas destiné à vivre dans un monde inférieur ou médiocre, laissant à ceux qui y baignent malgré eux le destin d'y rester toute leur vie.

Ils se complètent, pour le premier la réalité n'est pas un obstacle puisqu'il la nie, pour le second ses faiblesses ne sont pas un handicap puisqu'il l'ignore, dans les deux cas au profit d'une conception fantasmagorique qu'il s'est forgé et qui fait son affaire.

Le PS n'est pas un parti socialiste, peu importe puisque tout le monde ou presque ignore ce que cela signifie, quant à proposer une politique qui n'est pas socialiste, cela ne pose pas de problème non plus puisqu'il s'adresse à des ignorants, c'est de là qu'il tire sa force, allez osons le dire, et sa gloire, c'est détestable penserez-vous peut-être, cela l'est assurément, terminons en ajoutant infréquentable.

Il y a ainsi des gens qui peuvent vivre quotidiennement dans le mensonge et dont la fonction principale est de tromper les travailleurs, on aurait presque la naïveté de se demander comment ils font, on vient de le voir rapidement, cela ne les empêche pas de dormir, ils ont la conscience tranquille que l'accomplissement de la sale besogne peut procurer. On s'efforcera de ne pas leur ressembler

Voilà pourquoi nous ne signerons pas cette lettre.

Titre : Lettre ouverte à François Hollande pour un référendum sur le Pacte budgétaire

Origine : Attac et la Fondation Copernic. (autrement dit le PCF et le PS !) ainsi que des "*chercheurs*".

Voyons comment ils ont présenté cette initiative, ensuite nous verrons le contenu de cette lettre.

- La crise européenne est arrivée à un point crucial. Aveugles volontaires, nos dirigeants s'obstinent dans des politiques brutales d'austérité alors que la crise provient des dérives de la finance. Le "Pacte budgétaire" a été élaboré par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy pour corseter définitivement les politiques économiques.

François Hollande se prépare à le faire ratifier par le Parlement nouvellement élu s'il parvient à faire adopter tout ou partie du "Pacte pour la croissance" qu'il propose aux autres dirigeants européens. Mais seul un débat démocratique avec une large participation populaire peut légitimement trancher sur des enjeux aussi essentiels.

A l'initiative d'Attac et de la Fondation Copernic, des responsables associatifs, syndicaux et politiques et des chercheurs lancent une lettre ouverte à François Hollande : *"Non au Pacte budgétaire, pas d'Europe sans citoyens !*", demandant l'organisation d'un débat tranché par un référendum. (www.france.attac.org)

D'où vient vraiment la crise : des "*dérives de la finance*" comme il est dit ici, ce qui paraît plutôt réducteur, simpliste ou léger comme analyse, ceux qui optent pour cette explication prétendent qu'il suffirait de mettre au pas la finance ou de prendre quelques mesures appropriées pour que l'on baigne dans le bonheur, que le chômage, la précarité et la pauvreté disparaissent d'un coup de baguette magique, sans jamais poser la question de savoir à quoi correspond réellement cette crise, dans quel contexte elle est apparue, à quel moment précis de l'évolution du capitalisme mondial a-t-elle éclaté, pourquoi frappe-t-elle de préférence certains pays ou continents plus que d'autres.

Quant aux exactions de la finance, là non plus elles ne sont pas apparues du jour au lendemain, elles ne sont pas sorties de nulle part, elles ont été favorisées par un ensemble de mesure prises par les différents chefs d'Etats ou de gouvernements qui se sont succédés en Europe et dans les pays du G20 au cours des trois dernières décennies, mesures qui ont contribué à accroître son pouvoir, son pouvoir de nuisance sur les Etats qui tous se sont pliés à ses exigences jusqu'à en être leurs débiteurs privilégiés et à en devenir leurs otages tout autant que leurs complices, puisqu'il s'est agi d'un processus accepté par tous les partis qui se sont succédés au pouvoir dans ces pays-là, jusqu'à preuve du contraire ce ne sont pas les banquiers qui ont pris le pouvoir et qui ont décidé quelle politique serait adoptée par les Etats mais bien les partis qui disposaient de la majorité au sein des institutions dans chaque pays.

Si en résumé la dérive de la finance se réduit à la captation d'une part de plus en plus importante de la plus-value produite par une minorité, nous venons de voir rapidement comment, il reste à voir pourquoi. Laissons de côté la baisse du taux de profit qui est sans doute l'un des facteurs déterminants de ce processus, pour la bonne raison que je ne possède aucun élément chiffré et précis pour aborder cette question.

Peu importe, cela se traduit notamment par la concurrence féroce que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale dans un monde peuplé de plus de 7 milliards d'habitants qui ont des besoins de plus en plus urgents à satisfaire, ce que est incompatible avec l'accaparement des richesses produites par une minorité de parasites qui estiment n'en avoir jamais assez, d'où les violentes politiques d'austérité dirigées contre les travailleurs qui disposent de conditions de travail et un niveau de vie meilleures et supérieur au reste des travailleurs dans le monde.

Ils ont commencé à développer des marchés là où les travailleurs étaient surexploités et pratiquement sans droits politiques dans des pays où le PIB par habitant demeure très faible par rapport à celui des pays capitalistes développés, tandis que la croissance économique ralentissait ou stagnait avant de devenir négative (récession) dans les pays dominants de l'UE, de telle sorte que les Etats se retrouvent littéralement étranglés par le poids de leurs dettes et n'aient plus comme seul recours pour faire face à leurs créances que de réduire leurs dépenses en taillant à la hache dans les budgets sociaux tout en imposant une politique d'austérité de plus en plus violente aux travailleurs, l'aristocratie financière et les actionnaires des multinationales ou des grandes entreprises estimant qu'il n'y avait aucune raison pour qu'ils engrangent d'énormes profits dans les pays ou les continents où la législation leur était particulièrement favorable et qu'il n'en soit pas de même partout dans le monde, quitte à entraîner la chute de gouvernements ou de partis au pouvoir au profit d'autres tout aussi dociles à leur endroit.

Bien entendu, cette stratégie qui a pour objectif de mettre au pas le prolétariat mondial, de le réduire pour ainsi dire en esclavage, demeure sujette aux contradictions du capitalisme qui s'expriment notamment à travers la lutte de classe des exploités.

Il y a encore une question qu'il faut se poser.

Au bout du compte, la crise actuelle du capitalisme et les dérives de la finance pour reprendre les termes employés par les rédacteurs de cet appel, elles n'auraient jamais eu lieu si la classe ouvrière avait pris le pouvoir pour s'attaquer aux fondements

du capitalisme, si les partis (et les syndicats) qui étaient supposés la représenter ne l'avaient pas trahie, l'évolution du capitalisme n'aurait pas atteint le degré de décomposition et de barbarie que nous lui connaissons et qu'il nous fait subir, toutes les souffrances et tous les drames que les peuples vivent aujourd'hui et depuis des décennies leur auraient été épargnés, c'est d'une part le refus de ces partis de rompre avec le capital et ses institutions politiques à tous les échelons qui en est le responsable, inutile de dire que nous ne formulons aucune illusion sur leur capacité future à rompre avec le capital, ils en sont définitivement incapables, d'autre part l'incapacité dans laquelle s'est trouvée l'avant-garde révolutionnaire de proposer aux travailleurs une politique correspondant à la situation permettant ainsi de construire de nouveaux partis communistes et une nouvelle Internationale indispensable pour vaincre notre ennemi.

Nous venons de voir que c'était en réalité la combinaison de plusieurs facteurs économiques et politiques qui étaient à l'origine de la situation actuelle, et que pour en sortir, un simple constat ne suffisait pas, de même que la réduire à la dérive de la finance consiste en vérité à camoufler tous les autres facteurs, à commencer par la responsabilité des dirigeants du mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde. La crise provient tout autant de l'évolution du capitalisme dominé par l'industrie financière, que de la crise de la direction du prolétariat que nous avons été incapable de régler au cours des 70 années qui viennent de s'écouler.

Qu'est-ce que signifie "une lettre ouverte à François Hollande : "*Non au Pacte budgétaire, pas d'Europe sans citoyens !*", demandant l'organisation d'un débat tranché par un référendum" ? Leur objectif ne serait-il pas d'aboutir à un oui au Pacte budgétaire avec les citoyens sans fondamentalement s'attaquer au pouvoir des capitalistes, à l'UE ? Parce que Hollande pourrait être porteur d'une politique en rupture avec le capitalisme compatible avec l'existence de l'UE ? C'est oublié ou occulté pourquoi l'UE a été créée, qui l'a créée et dans quel objectif.

Au même moment, dans un mémoire adressé à Herman Van Rompuy, Hollande recommandait (d') "*d'établir une feuille de route pour 10 ans afin de permettre d'examiner les conditions d'intégration, notamment budgétaire, et le cadre institutionnel et politique permettant de parvenir à ces objectifs en assurant la nature démocratique des décisions*", autrement dit, il s'engageait à avancer dans la construction européenne dont la politique de "*nature démocratique*" n'aura évidemment échappé à personne.

Qu'ont-ils écrit dans cette lettre adressée à Hollande ?

Ils réclament de "*l'Europe*", donc de l'UE telle qu'elle existe et qu'ils n'entendent pas remettre en cause, des "*politiques fiscale, budgétaire et monétaire infiniment plus ambitieuses et solidaires*", autrement dit, ils ne rejettent pas l'orientation de l'UE, ils estiment qu'elle ne va pas assez loin et assez rapidement dans la voie qu'elle s'est tracée depuis Maastricht, comment cela, leurs propositions correspondent exactement aux problèmes auxquels sont confrontés les dirigeants de l'UE et les chefs d'Etats et qu'ils ne parviennent pas à résoudre justement parce qu'il n'existe pas d'harmonie fiscale, budgétaire et monétaire entre les Etats, donc ils se proposent ni plus ni moins que de les aider à les résoudre sur le dos des travailleurs puisque l'UE ne saurait représenter leurs intérêts, ils le confirment plus loin "*Il faut aussi un véritable budget communautaire et une harmonisation vers le haut des politiques sociales et fiscales européennes*". On aurait pu gagner du temps en notant que leur discours était sur ce plan identique à celui des dirigeants de l'UE ou de Hollande.

Il n'est plus question de l'annulation de la dette des Etats ou d'un "*moratoire*" sur celle-ci, il suffirait que "*la BCE puisse racheter massivement les dettes des États membres et financer ceux-ci à des taux faibles*", pour que le tour soit joué, " *pour engager la transition écologique et sociale*", ben voyons. Et pour masquer leur collusion avec l'UE, ils s'en tirent avec un euphémisme grossier ou déplacé indiquant que cela impliquerait "*de corriger une anomalie démocratique*", un léger disfonctionnement de l'UE en quelque sorte, s'employant à minimiser ou nier plutôt son caractère profondément antidémocratique, réactionnaire, sa nature n'étant pas en cause évidemment.

Comment le pourrait-elle puisqu'il suffirait de rejeté le Pacte budgétaire "*pour enclencher la nécessaire refondation de l'Europe*", dans le cadre des institutions de l'UE qui leur va très bien en dehors d'une "*anomalie démocratique*" ici ou là, des broutilles quoi, pour ses partisans de l'UE. Comme ils n'osent pas l'avouer ouvertement, reconnaissant pour la circonstance que des "*résistances sociales et citoyennes émergent dans de nombreux pays contre les politiques d'austérité*", devinez qui devrait contribuer à cette "*nécessaire refondation de l'Europe*", je vous le donne en mille, le "peuple" pardi, à "*qui* (il faut) *donner la parole*", d'où leur appel à un référendum et la boucle est bouclée.

Effectivement, ils ne peuvent pas avancer aussi rapidement qu'ils l'auraient souhaité dans la construction de l'Union européenne sans les peuples ou tant que leur résistance n'a pas été gravement entamée ou brisée nette. Pour se faire, les auteurs de cet appel se proposent d'y collaborer en venant au secours de l'UE, ce qu'indique clairement la dernière phrase de cette lettre : "*Vous montrerez que, pour vous comme pour nous, l'Union européenne et l'euro ne retrouveront un avenir que si nous construisons la souveraineté démocratique des peuples européens*", bref, vive l'Union européenne et l'euro !

Finalement, ce référendum, qui serait destiné à "*donner la parole au peuple*", servirait à mieux l'enchaîner à l'UE, avec laquelle les auteurs de cette lettre à Hollande n'entendent pas rompre.

Nous ne signerons pas cette lettre et nous appelons les militants et travailleurs à ne pas la signer.

Parmi les signataires de cette lettre, on retrouve les parasites habituels du mouvement ouvrier sous la signature de dirigeants d'Attac, de la Fondation Copernic, Solidaires, Résistance sociale, Droit au Logement, Utopia, le Parti de Gauche, le PCF, la Fase, la Gauche unitaire, l'Association des Communistes Unitaires, le NPA, EELV, la Gauche Anticapitaliste, Les Alternatifs, Convergence et Alternative, le CNDF, les Economistes atterrés, Cadac, CADTM, auxquels il faut ajouter des représentants de la CGT et de la FSU.

Si on devait caractériser cette opération, on dirait qu'elle est du domaine de la manipulation des attentes des masses qui supportent de plus en plus mal le sort que leur réservent le gouvernement et l'UE, pour le compte de l'UE et du capitalisme mondial auxquels les auteurs et signataires de cette lettre sont subordonnés.

Par ailleurs, nous rejetons tout appel, toute pétition, toute initiative en direction de Hollande, du gouvernement, des députés ou des élus du PS, du PCF, d'EELV, de l'UMP ou du MoDem.

Nous prenons nos responsabilités, nous nous plaçons résolument au côté des 20 millions de travailleurs qui ont refusé de cautionner ces partis en refusant de participer aux dernières élections législatives ou en refusant de voter pour un de leurs candidats en votant blanc ou nul.

Pour la même raison, nous ne signerons pas la pétition du POI destinée à Hollande.

Ces deux initiatives présentent des similitudes qui ne vous auront pas échappé, outre qu'elles représentent et s'adressent au même fond de commerce, l'expression est peut-être mal choisie mais il est tard et il ne m'en vient pas une autre plus appropriée à l'esprit), elles s'adressent à Hollande qui ne dispose d'aucune majorité (à l'Assemblée nationale compte tenu de l'abstention, etc.), donc légitimité pour ratifier le TSCG et le MES. S'adresser à lui revient donc à violer ce constat, c'est tenté de le légitimer à tout prix, sachant que finalement il ne tiendra pas compte de ces pétitions, ce que leurs auteurs savent pertinemment également quand ils ne s'en vantent pas.

Question à 100 balles.

Hollande ou Obama appelle des putschistes ou un régime militaire qui piétine ouvertement les principes élémentaires de la démocratie à les respecter, alors qu'ils entretiennent des relations amicales avec les régimes dictatoriaux du Golfe, par exemple. C'est comme demander à un banquier de bien avoir l'obligeance de cesser de s'enrichir ou un voleur de se nouer les mains dans le dos ou encore à un renard parvenu dans un poulailler à épargner ses locataires, à se priver d'un bon festin.

En va-t-il autrement des appels en direction du PS et ses satellites à "*rétablir la démocratie politique*" sous un régime bonapartiste et antidémocratique selon sa Constitution, qu'ils représentent et auquel leur propre survie est conditionnée ? Ajoutons, remise en cause des principes de la démocratie qu'ils piétinent eux-mêmes ou dont ils sont les complices.

C'est un non-sens qui coule de source, c'est stupide, grotesque... Effectivement, un gosse de 10 ans le comprendrait au quart de tour. Alors pourquoi des militants ne le comprennent-ils pas ? Auraient-ils par hasard intérêt à ne pas le comprendre ?

Ces appels, tout comme leur politique, n'ont pas pour objet de préparer les masses à rompre avec le régime pour le renverser, non, ils consistent uniquement à rendre le régime capitaliste plus supportable aux yeux des couches auxquelles appartiennent leurs auteurs ou dont ils représentent les intérêts, leur objectif n'est pas le socialisme, mais une république bourgeoise au sein de laquelle les intérêts de l'aristocratie ouvrière et des intellectuels, des classes moyennes, seraient préservées moyennant le jeu démocratique des institutions en place auquel tous les partis participeraient. Inutile de les désigner, vous les aurez reconnus au premier coup d'oeil.

Je n'ai pas le temps d'en faire davantage et c'est dommage, pendant vos vacances d'été je vous incite à lire ou relire, étudier, le premier tome de l'Histoire de la révolution russe de Trotsky qui relate les évènements survenus entre février et octobre 1917, vous y trouverez une mine d'informations (et d'enseignements) sur le comportement à avoir face à un gouvernement de type front populaire ou un gouvernement bourgeois auquel participent des partis se réclamant du socialisme. D'un point de vue léniniste, puisque Trotsky était devenu le meilleur des bolcheviks selon Lénine lui-même. Du point de vue de la critique marxiste, puisque les bolcheviks s'étaient fourvoyés ou ne savaient plus très bien où ils en étaient avant le retour en Russie de Lénine au début du mois d'avril 1917, le regard que porta Trotsky sur cette période est très précieux pour nous, pour comprendre les rapports entre le parti et l'Etat...

Je l'ai feuilleté à l'écran rapidement avant-hier, mais j'ai laissé tomber car je passe trop de temps à l'écran et mes yeux peinent à suivre. J'ai réduit la luminosité et le contraste mais c'est insuffisant. Je n'ai pas besoin de la caution de Trotsky pour développer ma politique, bien que j'aie encore beaucoup de choses à apprendre, mais je ne vous demande pas non plus de me croire sur parole, je vous l'interdis même, ce sera bien la seule chose que je me permettrais un jour de vous interdire, de la même manière que je ne tolère pas qu'on me dicte ce que je dois penser. Au passage, bonne semaine à tous et bonnes vacances à ceux qui ont encore la chance d'en prendre.

Ces "***experts***" bien avisés qui conseillent Hollande.

Que ces "*experts*" (sur le smic) aient été désignés par Sarkozy en 2009 ne lui pose pas de problèmes, pas davantage qu'à la Cour des comptes ou ailleurs.

Vous me direz que les experts de Hollande sont aussi véreux et pourris, nous le savons tous ou nous devrions le savoir. Ils sortent du même sérail. Ils ont été formatés de la même manière, dans les mêmes écoles, les grandes écoles pardon, moi, en tant que prof d'une classe de 6e, j'avais l'impression d'être à la grande école, de nourrir ou stimuler des cerveaux qui plus tard disposeraient des outils pour parvenir à comprendre comment fonctionne la société de façon à être prêt à la changer un jour ; j'imagine très bien que les grandes écoles de leur République ne poursuivent pas cet objectif révolutionnaire, même en classe, c'est un état de conscience.

Exceptionnellement je mets en ligne ici un article qui vous aidera si nécessaire à vous faire une idée plus précise de la pourriture de ces "*experts*", des patrons.

Cet article a été publié sur le portail lemonde.fr le 22 juin, il s'agit d'une interview de l'un de ces "*experts*", rien que le titre est tout un programme à lui tout seul : "*Augmenter le smic détruit des emplois*". Au passage, c'est également la position défendue par les dirigeants syndicaux, quelle coïncidence !

- Mis en place en 2009, le groupe d'experts sur le smic émet, chaque année, des recommandations sur l'évolution du salaire minimum. Regroupant des économistes, il a toujours recommandé de s'en tenir à la revalorisation automatique prévue par la loi. Paul Champsaur, président du groupe et ancien directeur de l'Insee, explique pourquoi il est opposé à un "coup de pouce" supplémentaire, au-delà de l'inflation, alors que Michel Sapin, ministre du travail, va en annoncer un, mardi 26 juin.

A partir du moment où la hausse a été promise par le candidat victorieux, il semblait en effet difficile qu'elle ne se fasse pas. Et nous ne voulions pas, d'emblée, rompre tout dialogue entre notre groupe et le gouvernement. Par contre, nous sommes ouverts à une discussion informelle, éventuellement suivie, si le coup de pouce est raisonnable, d'une consultation sur les revalorisations futures.

Recommanderez-vous d'augmenter le smic en janvier 2013 ?

La loi implique une indexation automatique du smic sur l'inflation, à laquelle on ajoute la moitié de l'évolution de pouvoir d'achat du salaire de base horaire ouvrier. Nous ferons donc nos calculs et nous comparerons avec ce qui sera fait au 1er juillet. S'il y a une différence positive, nous recommanderons une hausse à la hauteur de cette différence ; sinon, nous recommanderons de ne rien faire.

Pourquoi êtes-vous opposés à ce coup de pouce ?

Il faut rappeler que, au sein de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques], la France fait partie des pays dans lesquels le smic est le plus élevé. Par ailleurs, le smic est actuellement égal aux deux tiers du salaire horaire médian ouvrier, contre la moitié, environ, dans les années 1970. Cela veut dire qu'il y a une compression des bas salaires.

Une hausse du smic a, par ailleurs, pour effet de réduire le nombre d'emplois proposés par les entreprises. Les études économétriques sur le sujet évoquent 20 000 emplois peu qualifiés supprimés par point supplémentaire de smic. Comme cela fait trente-cinq ans que l'on donne régulièrement des coups de pouce trop élevés, la France a un chômage plus important que la moyenne du reste du monde occidental.

Enfin, la France est l'un des seuls pays avec un smic mais où il n'y a pas de salaire minimum spécifique pour les jeunes. Résultat : les jeunes sans qualification mettent plusieurs années à entrer sur le marché du travail et ont des perspectives d'augmentation très faibles. Nous pensons que ce n'est pas bon.

Mais la hausse du smic ne relance-t-elle pas la consommation ?

Non. Si nous étions dans une économie fermée, sans commerce extérieur et sans problème de compétitivité, on pourrait se poser la question de relancer la demande en augmentant les salaires. Mais ce n'est pas le cas, notre économie est très fortement ouverte. Le niveau de salaire est l'élément de base pour la compétitivité de nos entreprises.

De 2002 à 2007, les salaires ont augmenté en France de 2 points de plus qu'en Allemagne par an. Cela a permis, pendant ces années-là, une croissance plus forte en France, mais cela a débouché sur une perte de compétitivité et une situation économique intenable. Le pouvoir d'achat du smic a augmenté de 16 % depuis 2000, contre 10 % pour le reste des salaires. Quand le smic augmente, les salaires sont tirés vers le haut. Or, il faut qu'ils augmentent nettement moins vite.

Par ailleurs, il y a des façons plus efficaces de donner de l'argent à ceux qui n'en ont pas. Il n'y a pas de smicard à plein temps parmi les 20 % des Français les plus pauvres, mais uniquement des gens qui travaillent peu ou pas. Il faut un recul lent du smic par rapport au salaire moyen, compensé par une hausse de la prime pour l'emploi ou du RSA [revenu de solidarité active], de façon à ce que les travailleurs les plus pauvres n'y perdent pas.

Augmenter la prime pour l'emploi ou le RSA coûte à l'Etat...

Mais augmenter le smic aussi. Le coût des allégements de charges sur les bas salaires augmente d'autant pour l'Etat. Ne vaut-il pas mieux, par ailleurs, donner cet argent aux gens qui n'ont pas, ou pas assez, de travail ? Les dirigeants politiques n'ont pas cherché à convaincre l'opinion publique de ce raisonnement.

François Hollande a proposé d'indexer le smic sur la moitié de la croissance. Qu'en pensez-vous ?

Il n'est pas dans notre mission de discuter de la méthode de revalorisation. Je rappelle que nous ne préconisons pas une baisse brutale du smic, mais des évolutions plus soutenables pour l'économie. Selon nos calculs, une méthode indexée sur la moitié de la croissance, comme celle actuelle, basée sur l'inflation, auraient conduit à des hausses presque similaires. Le problème est qu'il y a eu de nombreux coups de pouce. Si le gouvernement opte pour une revalorisation indexée sur la croissance, comme solde de tout compte et sans coup de pouce futur, nous trouvons donc ça très bien. Mais, pour l'instant, le gouvernement n'a pas été aussi explicite.

Si le coup de pouce est trop élevé, vous démissionnez ?

Il faudrait que je consulte les autres membres. Mais si la hausse est à 4 %, je pense en effet que nous n'avons plus rien à faire. Il est donc important que ce coup de pouce soit modeste et que la suite soit à peu près correcte. Fin.

A perpette !

Le ministre français des Affaires européennes Bernard Cazeneuve, dans un entretien au Journal du Dimanche.

"*Face à ces crises, nous avons besoin de réponses urgentes, de plus de solidarité, et à terme, de plus d'unité pour rendre l'Europe plus efficiente*", souligne le ministre qui estime par ailleurs qu'il "*s'agit d'éviter que les peuples d'Europe soient condamnés à l'austérité à perpétuité*". (AFP 24.06)

"*plus efficiente*" pour qui, devinez ?

Dans ce genre de déclarations il y a deux parties.

La première dans laquelle son auteur dresse un constat conforme à son interprétation de la situation que généralement le plus grand nombre partage, consciemment ou non. A ce stade, il s'agit s'appâter le lecteur, de le mettre en confiance pour qu'il gobe la suite.

La seconde correspond à ce que son auditoire veut entendre et qu'il faut traduire en inversant ses termes, une affirmation par son contraire, de manière à rétablir l'orientation dans laquelle il voulait entraîner ses lecteurs, donc accéder aux véritables intentions de l'auteur.

Ici, quand il dit qu'il "*s'agit d'éviter que les peuples d'Europe soient condamnés à l'austérité à perpétuité*", il fallait lire : afin de faire en sorte que les peuples d'Europe soient condamnés à l'austérité à perpétuité, ce qu'il ne pouvait pas avouer évidemment.

Un cas d'école.

Un sondage, réalisé simultanément en France, Allemagne, Espagne et Italie, montre un très fort scepticisme des citoyens de ces pays sur la capacité de la Grèce à combler sa dette et son déficit et à rester dans l'euro. Mais il indique également l'attachement des Européens à leur monnaie commune.

"*Ce qui me surprend, c'est la contradiction des réponses apportées*", déclare le ministre français des Affaires européennes. "*Or, on ne peut pas à la fois croire en l'euro et récuser les mécanismes de solidarité qui garantissent la stabilité financière et monétaire*". (AFP 24.06)

Il a raison, les deux sont à rejeter en bloc ! Ceux (Attac, FdG, NPA, etc.), qui prétendent rejeter les deux derniers traités et qui dans le même temps refusent de rompre avec l'euro et la BCE, ne souffrent aucune contradiction, car en réalité ces deux arguments

se neutralisent laissant les mains libres à ceux qui détiennent le pouvoir de trancher, l'UE et les chefs d'Etats.

Maintenant, en admettant les termes de ce sondage, si les travailleurs ont commencé à comprendre que la nature de l'UE était contraire à leurs intérêts, ils identifient l'euro au moyen de paiement indispensable quand ils se présentent chez le boulanger pour acheter une baguette et pas davantage selon moi, ils n'y sont pas davantage attachés que cela, au-delà ce serait leur prêter un niveau de conscience qu'ils n'ont pas et que manifestent justement leur prise de position en faveur de l'euro.

Que les travailleurs avancent plus rapidement sur le plan politique que sur le plan économique n'est pas une anomalie ou une contradiction, c'est somme tout normal au regard de la complexité des questions économiques. On aurait pu aussi voir dans leur attachement à l'euro, leur manque de matûrité à comprendre le fonctionnement du capitalisme, mais c'est tellement évident qu'on ne l'a pas relevé volontairement.

Rappelons notre position. Nous sommes contre l'euro, mais nous admettons qu'en cas de prise du pouvoir par les travailleurs, il pourrait s'avérer indispensable de conserver cette monnaie pour effectuer les transactions internationales, ce qui constitue ni une contradiction ni un reniement, dans la mesure où nous nous retrouverions contraints et forcés d'adopter cette position sous la pression du capitalisme mondial... Tandis qu'une autre monnaie aurait cours à l'intérieur du pays.

En famille. Lobbyisme et sionisme.

Joël Mergui a été réélu dimanche à la présidence du Consistoire Central- Union des communautés juives de France- avec une très large majorité de 85% des suffrages exprimés, a annoncé le consistoire dans un communiqué.

Le président de la République, François Hollande, lui a adressé "*ses félicitations et tous ses voeux pour la poursuite de cette mission au service du judaïsme français et de sa place dans la République*".

Le Consistoire central représente et défend les interêts du judaisme en France. Il a été fondé en 1808 par Napoléon 1er. (AFP 24.06)

Le dernier Bonaparte en place n'a pas manqué à la tradition, normal.

EEVL sur les pas du PS

Pascal Durand a été officiellement élu samedi nouveau secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts après la démission de Cécile Duflot devenue ministre du Logement. (lexpress.fr 23.06)

Il serait proche de Hulot et avocat d'affaires de profession, comme Sarkozy, Copé et bien d'autres au gouvernement, le capitalisme est leur gagne-pain, alors vous ne voudriez tout de même pas qu'ils s'y attaquent.

Godillots. La vérité qui tue... les institutions bonapartistes.

François de Rugy, coprésident du groupe EELV à l'Assemblée nationale a affirmé qu'Alain Vidalies, ministre des Relations avec le Parlement, avait reconnu avoir été "*maladroit*" en affirmant que les écologistes n'auraient "*pas la liberté de vote*", dimanche sur France Inter.

La semaine dernière, lors de l'émission "Questions d'Info" (LCP/Le Monde/AFP/France Info), M. Vidalies, avait déclaré qu'étant associés au gouvernement, les écologistes d'EELV auraient à l'Assemblée "*la liberté d'expression, mais pas la liberté de vote*". (AFP 24.06)

Cela lui a échappé, trop tard ! Dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas est contraire à l'esprit antidémocratique de la Ve République...

Actualité en titres

Mini en creux.

- Mini-sommet de Rome - Hollande : "*La croissance est devenue la priorité*" - LePoint.fr

- Et le mini Sommet européen accoucha... d'un mini communiqué de presse - Atlantico.fr

- Rio+20 a accouché de formules creuses réveillant l'ardeur de la société civile - AFP

L'UMP compatible FN

- Un sympathisant UMP sur 2 souhaite un accord avec le FN aux scrutins locaux - AFP

Numéro de prestidigitation.

- Najat Vallaud-Belkacem veut faire "*disparaître*" la prostitution - AFP

Il faudrait que le PS disparaisse avant !

Leur ordre !

- NKM : Buisson voulait "*faire gagner Charles Maurras*" plus que Sarkozy - Lexpress.fr

- Bachelot : l'UMP doit "*commencer à faire l'inventaire du quinquennat Sarkozy*" - AFP

- Hortefeux à Bachelot : "*Le droit d'inventaire, je suis contre*" - AFP

Chez nous aussi ils sont majoritairement contre ! Quel monde !

INFOS EN BREF

Politique

1- Egypte

L'islamiste Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans, a été déclaré président de l'Egypte avec 51,7% des suffrages au second tour de l'élection du week-end dernier devant l'ancien général Ahmed Chafik, a annoncé dimanche la Commission électorale.

Les prérogatives du chef de l'Etat ont toutefois été fortement réduites il y a une semaine par un décret du conseil militaire qui dirige le pays depuis février 2011.

Dans une allocution télévisée en soirée, il a assuré que son pays tiendra ses engagements internationaux et a rendu hommage aux forces armées, dont il a salué le rôle.

Le nouveau président devra travailler en étroite collaboration avec l'armée sur la nouvelle Constitution dont le pays doit se doter.

Mohamed Morsi, qui a promis de constituer un gouvernement élargi aux non islamistes, notamment à la minorité chrétienne, promet d'honorer les traités internationaux conclus par l'Egypte et notamment l'accord de paix signé avec Israël en 1979. L'aide américaine en dépend en grande partie.

Israël, qui a salué une nouvelle étape du processus démocratique, veut "*poursuivre sa coopération avec le gouvernement égyptien sur la base de l'accord de paix entre les deux pays, qui sert les intérêts des deux peuples et contribue à la stabilité régionale*", a dit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

La Maison blanche a félicité Mohamed Morsi en l'appelant à prendre en compte les droits de tous les Egyptiens.

"*Nous félicitons le peuple égyptien pour cette étape importante dans la transition vers la démocratie*", a dit le porte-parole de la présidence américaine, Jay Carney, qui a appelé le nouveau chef d'Etat égyptien à faire en sorte que son pays demeure "*un pilier pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la région*". (Reuters 24.06)

2- Syrie

La Turquie a admis samedi que l'avion de chasse turc abattu la veille par la Syrie a pu violer involontairement l'espace aérien de ce pays, jouant l'apaisement après ce grave incident qui attise les tensions bilatérales et risque d'avoir des conséquences internationales.

"*Quand vous pensez à la vitesse des jets lorsqu'ils volent au dessus de la mer, il est courant qu'ils passent et repassent les frontières pour un court laps de temps*", a déclaré le président turc Abdullah Gül.

"*Ce sont des choses non intentionnelles qui se produisent en raison de la vitesse des avions*", a-t-il souligné.

Alors que la presse turque était unanime samedi à tirer à boulets rouges contre le régime syrien à cause de cet incident, exigeant qu'il en "*paye le prix*", le vice-Premier ministre Bülent Arinç a adopté une position modérée.

"*Nous devons rester calme. Ne nous laissons pas aller à des déclarations et attitudes de provocation*", a-t-il déclaré, cité par l'agence Anatolie.

Il a précisé que le F4 turc "*accomplissait une mission de reconnaissance-entraînement*", et n'était pas armé.

Vendredi, Ankara a attendu près de douze heures pour confirmer que l'un de ses F-4 Phantom avait été abattu par la DCA syrienne, excluant la thèse d'un accident.

"*Après évaluation des données (...), on comprend que notre avion a été abattu par la Syrie*", avait annoncé dans la soirée un communiqué des services de M. Erdogan.

"*La Turquie fera connaître son attitude définitive et prendra avec détermination les mesures qui s'imposent quand toute la lumière sera faite sur cet incident*", indiquait le communiqué.

Un porte-parole de l'armée syrienne a confirmé vendredi soir à l'AFP que l'appareil turc avait été abattu "*après être entré dans l'espace aérien syrien*". Il a ajouté que les radars syriens avaient détecté une "*cible non-identifiée*" ayant pénétré dans l'espace aérien syrien, à grande vitesse et à basse altitude.

Ankara a opté pour la retenue et annoncé attendre les conclusions d'une enquête complète avant de définir sa réponse, afin, selon les observateurs, éviter d'être entraîné dans une confrontation militaire.

Selon l'analyste Hasan Köni de l'Université Kültür d'Istanbul, en abattant un chasseur turc, la Syrie a voulu faire une démonstration de force avec les armes russes en sa possession, "*pour montrer qu'elle n'est pas la Libye*", qui avait été en 2011 la cible des raids aériens de l'Alliance.

"*C'est une façon de dire: Gare à vous si vous songez à nous attaquer*", a-t-il estimé sur la chaîne privée NTV. (AFP 23.06)

3- Paraguay

3.1- La plupart des pays latino-américains ont dénoncé vendredi soir la destitution du président paraguayen Fernando Lugo menée par le Parlement, qui a installé au pouvoir le vice-président Federico Franco, quasi unanimement jugé "*illégitime*" sur le continent. Avant même l'annonce du départ de Fernando Lugo, le président équatorien Rafael Correa s'est empressé de juger cette destitution "*illégitime*", affirmant que son pays ne reconnaîtrait pas d'autre chef d'État, dans une déclaration à la radio.

À Caracas, le socialiste radical Hugo Chávez a également qualifié d'"*illégitime*" le nouveau président. "*Le Venezuela ne reconnaît pas ce gouvernement sans valeur, illégal et illégitime qui s'est installé à Asunción*", a déclaré Chávez dans une déclaration publique à la présidence.

Evo Morales a dénoncé un "*coup d'État parlementaire*", précisant également que son pays "*ne reconnaîtra pas un gouvernement non issu des urnes*", a rapporté l'agence de presse gouvernementale ABI.

La présidente argentine Cristina Kirchner a condamné un "*coup d'État inacceptable*" au siège de la présidence à Buenos Aires. Celle-ci a regretté une "*attaque contre les institutions*", qui "*reproduit des situations que nous croyions avoir totalement dépassées en Amérique du Sud*", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse à Buenos Aires.

À Santiago, le chef de la diplomatie chilienne, Alfredo Moreno, s'est joint à la dénonciation générale en estimant que le procès en destitution particulièrement expéditif "*n'avait pas rempli les critères minimaux requis*" par ce type de procédure, dans une déclaration sur l'antenne de la télévision nationale.

À Lima, le président péruvien Ollanta Humala a estimé que cette destitution de Fernando Lugo constituait "*un revers pour le processus démocratique de la région qui oblige nos pays à rester vigilants*", exprimant sa "solidarité" dans un message aux citoyens paraguayens, a indiqué l'agence officielle Andina. (lepoint.fr 23.06)

3.2- Le Paraguay était de plus en plus isolé dimanche, au surlendemain de la destitution du président Lugo, après l'annonce par l'Argentine de la suspension de sa participation au prochain sommet du Mercosur, alors qu'une réunion de l'Unasur est

évoquée pour mercredi.

Le bloc a décidé de "*retirer au Paraguay, de façon immédiate, le droit de participer à la 43e réunion du Conseil du marché commune et au Sommet des présidents du Mercosur, ainsi qu'aux réunions préparatoires*", a indiqué dans un communiqué le ministère argentin des Affaires étrangères, pays hôte du prochain sommet prévu jeudi et vendredi à Mendoza.

Dans la journée, à Asuncion, le nouveau chef de la diplomatie paraguayenne José Felix Fernandez Estigarribia avait pourtant assuré vouloir participer à ce sommet, où le président destitué Fernando Lugo avait lui aussi annoncé qu'il se rendrait.

Outre le Paraguay, le Marché commun sud-américain comprend l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay.

Autre organisme politique régional, l'Unasur (Union sud-américaine des Nations, regroupant l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Chili, l'Equateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, le Surinam, l'Uruguay et le Venezuela), dont le Paraguay assure la présidence tournante, va également se réunir dans les prochains jours.

"*La réunion est prévue mercredi au Pérou*", prochain pays à assurer la présidence de l'Unasur, a affirmé dimanche la présidence équatorienne.

Le nouveau pouvoir paraguayen n'a pour l'instant été reconnu par aucun pays et les critiques continuaient d'être vives dimanche en Amérique latine, de nouveaux ambassadeurs ayant été rappelés au cours des dernières heures.

Dernières annonces en date, le retrait de leurs ambassadeurs par la Colombie et le Vénézuéla, et l'annonce du Salvador qu'il ne reconnaîtrait par le nouveau président.

En outre, le président vénézuélien Hugo Chavez "*va suspendre les envois de pétrole (au Paraguay). Nous le regrettons beaucoup, mais nous n'allons pas soutenir un coup d'Etat*", a déclaré M. Chavez à Caracas.

Enfin, José Rodriguez, le dirigeant paysan à l'origine de l'occupation qui a débouché sur les affrontements du 15 juin ayant fait onze morts sur une propriété à 250 km d'Asuncion, a appelé dimanche à "*poursuivre la mobilisation*" en faveur de l'ancien président. Ce sont ces événements qui ont accéléré la crise politique au Paraguay. (AFP 24.06)

Social

1- France

Entre 700 personnes, selon la police, et 800, selon la CFDT, ont manifesté samedi à Chateaulin (Finistère) pour exprimer leur inquiétude face aux menaces qui pèsent sur le groupe volailler Doux.

Réuni à l'appel de l'intersyndicale, les manifestants ont défilé derrière des banderoles où l'on pouvait lire "*Non à la misère*" ou encore "*Préservons nos emplois*", dans le centre de cette petite ville où est établi le siège du groupe volailler, ex-leader européen de la volaille.

Une autre manifestation sera organisée samedi prochain à Vannes, a annoncé Jean-Luc Guillard, délégué CFDT. "*Notre message, c'est: +il ne faut pas démanteler le groupe Doux+. Notre message aux patrons, c'est: +arrêtez de torturer les salariés+. Il y a une torture morale, car les gens ne sont pas informés*".

"*Au-delà de l'aspect financier, il y a l'aspect humain. Il y a des êtres en souffrance*", a-t-il souligné. "*Les salariés ont fait la fortune du groupe Doux (...) Ce qu'on recherche, ce sont des patrons sérieux; les salariés le leur rendront bien*", a ajouté le syndicaliste.

L'administrateur judiciaire a annoncé vendredi que Doux, placé le 1er juin en redressement judiciaire, allait être mis en vente.

Le groupe emploie 3.400 salariés et fait travailler entre 700 et 800 éleveurs. Il traite "790.000 tonnes de viandes de volaille de qualité supérieure, pour un montant de 2,2 milliards" (AFP 23.06)

2- Norvège

Plus de 700 employés du pétrole se sont mis en grève en Norvège dimanche après une rupture des négociations sur les retraites, entraînant des baisses de production et des pertes de plusieurs dizaines de millions de dollars par jour, a indiqué l'organisation patronale.

La grève a débuté dimanche à 4H00 (2H00 GMT). Elle concerne 708 employés travaillant pour le groupe norvégien Statoil, la division norvégienne du géant britannique BP et ESS Support Services, détenu par le britannique Compass Group, a précisé dans un communiqué l'Association norvégienne de l'industrie pétrolière (OLF).

Elle affecte la production de pétrole et de gaz de Statoil sur les champs de Oseberg et Heidrun en mer du Nord, a ajouté OLF, précisant qu'elle provoquerait l'arrêt de la production sur ces sites d'ici quatre ou cinq jours. (AFP 24.06)

3- Israël

L'été social s'annonce très chaud en Israël. Pour la première fois, deux manifestations des «*indignés*» à Tel-Aviv ont dégénéré ce week-end. Le bilan est lourd: 85 manifestants arrêtés sans ménagement par la police ainsi que des devantures de quelques succursales de banques, qui ont volé en éclats. Des scènes de violence qui contrastent avec l'ambiance bon enfant de l'an dernier, lorsque des centaines de milliers d'Israéliens des classes moyennes étaient descendus dans les rues pour réclamer la «justice sociale» et des logements abordables. À l'époque, l'ampleur de ce mouvement social sans précédent avait pris totalement par surprise la police et le gouvernement, qui avaient préféré laisser faire.

Des centaines de tentes de protestation avaient été installées à Tel-Aviv, notamment sur le très sélect boulevard Rothschild, ainsi que dans d'autres villes, avec le soutien de la grande majorité de la population. Cette fois-ci, en revanche, les «*tentes, en tant que symboles de la contestation, sont devenues les ennemies*» des autorités, selon l'expression de Keren Neubach, commentatrice politique de la radio publique. Résultat: vendredi, des forces de l'ordre ont empêché l'installation de la moindre toile. Lors d'une intervention particulièrement musclée, Daphni Leef, une des égéries du mouvement, qui avait été la première à dresser une tente de protestation l'an dernier, a eu le bras cassé. Le lendemain des milliers de jeunes se sont rassemblés pour dénoncer les violences des forces de l'ordre.

Selon la police, des «*casseurs*» auraient profité de l'occasion pour se livrer à des actes de «vandalisme». Dans ce cas aussi, la police a frappé fort, non seulement lors de la dispersion du cortège, mais aussi en demandant l'inculpation de 37 des 85 manifestants arrêtés. Dans l'autre camp, l'heure est à la colère. «*La police a reçu l'ordre de casser le mouvement par tous les moyens*», s'indigne Orly Bar Lev, une des figures de proue de la contestation.

Du côté des médias, le ton a également changé. L'an dernier, les manifestants, qui dénonçaient l'emprise d'une «vingtaine de grandes familles et de groupes financiers» sur l'économie du pays, avaient bénéficié d'un large soutien des journaux. Hier, en revanche, certains n'ont pas hésité à s'en prendre aux «*casseurs*». Le Yediot Aharonot , le quotidien le plus vendu, titrait ainsi hier un de ses éditoriaux: «*De la justice sociale à l'anarchie et au vandalisme.*»

Au sein du gouvernement, également, l'heure est à la fermeté. Youval Steinitz, le ministre des Finances, contraint d'adopter l'an dernier un profil bas face à la masse des manifestants, proclame qu'il n'est pas question de céder aux exigences de la rue. Selon lui, l'heure est, au contraire, aux coupes budgétaires pour contenir un déficit qui a tendance à se creuser. Plus prudent, Benyamin Nétanyahou, le chef du gouvernement, préfère pour le moment attendre de voir dans quel sens le vent va tourner dans les prochains jours. (lefigaro.fr 24.06)

Economie

1- Italie

Banca Monte dei Paschi di Siena, la plus vieille banque du monde, discute avec le Trésor et la Banque d'Italie d'une possible aide d'Etat d'au moins un milliard d'euros, ont rapporté samedi deux sources proches du dossier.

Cette aide prendrait la forme d'une émission d'obligations garanties par le gouvernement. Le cas échéant, Banca Monte dei Paschi di Siena (BMPS), troisième banque italienne, serait la première du pays à se tourner vers les pouvoirs publics pour renforcer son capital.

BMPS, qui vient d'être placée sous surveillance négative par Standard & Poor's, éprouve des difficultés à combler un déficit de capital de 3,3 milliards d'euros, somme nécessaire pour se conformer d'ici fin juin à l'objectif d'un ratio de fonds propres "*durs*" de 9% fixé par l'Autorité bancaire européenne (ABE). (Reuters 24.06)

2- Qatar

"*L'émirat vient de s'offrir, pour environ 300 millions d'euros, les 23.000 mètres carrés de l'immeuble Neo qui abrite notamment "Le Figaro", 14 boulevard Haussmann, en plein centre de Paris*", indique le quotidien qui ne précise pas l'identité de l'acquéreur.

L'immeuble abrite également des services de l'ambassade des Etats-Unis, ajoute Le Parisien. (AFP 23.06)

Haut de page

Le 26 juin

CAUSERIE

Avant que je l'oublie, un lien pour *Comprendre la dette publique (en quelques minutes)* :

http://www.youtube.com/watch?v=ZE8xBzcLYRs&feature=youtu.be

Deux réflexions personnelles pour commencer.

En voulant retirer 1.000 euros au guichet de la BNP à Aubagne, mon épouse a essuyé un refus, l'employé de cette banque lui a répondu qu'elle pouvait retirer 500 euros immédiatement et qu'elle devrait repasser la semaine prochain pour retirer à nouveau 500 euros sur son compte où il doit y avoire environ 3.500 euros. On a là la confirmation de l'info donnée par le portail économique Liesi qui avait relaté la même mésaventure environ un mois plus tôt.

Ne sachant pas trop comment les choses peuvent tourner, cela peut aller très vite, j'ai conseillé à mon épouse d'avoir toujours de disponible sous la main une somme minimum d'argent et d'avoir un petit stock de médicaments pouvant couvrir environ trois mois, surtout celui qui est indispensable à la régulation de sa pression sanguine et qu'elle doit prendre quotidiennement jusqu'à la fin de sa vie après son opération du coeur.

En gros et sans paniquer ou devenir parano, dans son cas ce serait une question de vie ou de mort si elle tombait en rupture de ce médicament, elle doit être prête à quitter la France selon la tournure des évènements, et de mon côté depuis que nous avons revendu notre maison, je n'ai plus aucune attache en Inde et je suis prêt à quitter ce pays si nécessaire.

J'ai vidé ma page Fesse bouc, par contre je n'ai pas réussi à la fermer complètement, cependant j'ai obtenu qu'ils ne m'envoient plus de message, bref, j'en suis débarrassé.

J'ai repensé à ce truc-là en promenant le chien ce soir, car je me suis dit qu'on ne s'était pas suffisamment penché sur cette question. Je ne sais pas pourquoi, il y a un truc qui cloche là-dedans. Un service gratuit offert à la population du monde entier qui a accès à Internet, une valorisation boursière phénoménale, une société qui hier encore valait des clous vaut désormais des dizaines de milliards de dollars, il y a un lézard quelque part, ils ne nous ont pas habitué à tant de générosité, ces gens-là sont incapables d'agir de façon désintéressée, ma réflexion est arrivée là.

Je ne prétendrais pas être parvenu à une conclusion défintive sur cette question, j'en suis arrivé à me demander à quoi correspondaient ce qu'ils appellent ces réseaux sociaux, Facebook, Twitter et Cie., quel intérêt cela peut-il représenter pour notre ennemi.

En fait c'est très simple, chacun dispose d'une page sur Facebook ou sur un autre support, satisfait ainsi un besoin individuel à défaut de chercher à satisfaire ses besoins qui ont un caractère collectif, autrement dit, trouver un moyen de s'exprimer individuellement compenserait l'impossibilité de s'exprimer de manière collective sans remplir la même fonction ou satisfaire le même besoin évidemment.

L'aspect collectif de nos besoins est condamné à passer à la trappe avec ce mécanisme. Il consiste à flatter notre individualisme élevé au rang de priorité, au détriment de nos rapports collectifs qui se délitent ou disparaissent, ce dont témoigne le faible taux de syndicalisation ou d'adhésion à des partis ouvriers.

Ce serait en quelque sorte un complément à un engagement associatif à la mode, qui a peut-être trop bien marché au goût de ceux qui nous gouvernent ou qui ne serait plus en odeur de sainteté avec la crise, à moins que les ongistes corrompus par le système capitaliste soient de plus en plus grillés auprès de la population et qu'un autre dispositif soit nécessaire pour faire diversion, une autre soupape de sécurité permettant à chacun de se lâcher contre leur monde pourri.

Et puis cela permet de se faire des relations sur une autre base que la lutte des classes, de s'exprimer sans être tenu de rendre des comptes à quiconque, sans en supporter les conséquences quand on étale son ignorance ou qu'on raconte n'importe quoi, ce qui n'encourage pas vraiment à progresser et ne concoure pas à se rassembler, c'est peut-être cela l'objectif de ceux qui mettent ce service grâcieusement à notre disposition : encourager la tendance à l'individualisme qui se développe dans leur société et qui est le pendant de la liquidation des services publics, dont ils tirent partie pour conserver le pouvoir.

Ce serait aussi le complément de leur propagande, cela affaiblirait davantage encore ou marginaliserait un peu plus les partis ouvriers qui jusqu'à présent constituaient une référence en matière de contre-pouvoir politique, désormais face au discours des gouvernants il n'y a plus seulement la parole des partis ouvriers qui exprimaient théoriquement un point de vue différent, opposé ou conforme aux intérêts des travailleurs, il en existe des milliers, des millions, chacun croyant détenir la vérité, tandis que celle-ci est dilluée et finit par s'évaporer dans un nuage où se cotoient autant de positions qu'il y a de personnes intervenant sur le Net, au-delà de ces réseaux sociaux j'inclus les blogs et les portails.

Ces réseaux sociaux sont une extension des blogs et des portails qui ont souvent un caractère collectif ou qui représentent un groupe d'individus plus ou moins important rassemblés au sein d'une organisation, association, comité, club, etc. Ainsi, cela donne l'impression d'être en démocratie, d'avoir conquis un espace de liberté, alors que c'est un leurre au regard des aspects négatifs qui accompagnent cette forme d'expression et dont notre ennemi tire profit sans que personne ou presque n'en ait vraiment conscience.

C'est au contact des autres qu'on apprend à se connaître soi-même, donc qu'on progresse, qu'on corrige nos défauts, etc. cloîtrer devant son ordinateur on se prive de cette expérience indispensable qui nous aide à forger notre personnalité, pour finalement n'en avoir aucune ou plutôt pour ressembler à notre voisin, engendrant ainsi des générations de zombis incapables de se repérer dans la vie ou la société, puisqu'ils manqueront totalement de repères, de points de comparaison avec ce qu'ils sont puisqu'ils l'ignoreront.

Si vous avez bien observé de quelle manière les mentalités ont évolué, vous vous êtes déjà aperçus qu'il était pratiquement devenu impossible de ne pas faire comme tout le monde jusque dans les plus petits détails de la vie quotidienne, c'était déjà valable hier, cela a toujours existé, d'accord, mais là cela a pris des proportions affolantes, tellement contraignantes que vous êtes quasiment contraints de vous soumettre à cet arbitraire. Imaginez vous passer de la bagnole, de la télé, de l'ordinateur ou du téléphone portable et vous passez pour un homme des cavernes !

Quand bien même vous résisteriez, on vous obligerait à adopter un certain comportement, matériellement parlant mais aussi sur le plan psychologique, leur société tend à formater les individus dans le même moule au point que leur personnalité disparaisse ou qu'ils n'en aient pas, ce qui est normal puisque nos vies ne valent rien aux yeux de ceux qui dirigent le monde.

Pourquoi dès lors qu'on émet une idée différente de celle communément acceptée dans un certain milieu ou qu'on ose exprimer une critique ou un désaccord, cela prend une tournure désagréable ou agressive jusqu'à la rupture, sinon parce que ce modèle est en train de s'imposer partout dans la société.

On semble pris dans une spirale infernale, dont peu ont conscience et dont il est impossible de sortir. C'est à croire que cela fait trop longtemps qu'on n'a pas connu de catastrophe qui nous forcerait à remettre en cause la société et nous-même puisqu'elle a déteint sur nous, je pense à la guerre mais cela pourrait être autre chose, un choc salutaire d'une autre nature, mais je ne vois rien d'autres pour ce qui concerne la France, j'allais dire chez vous mais c'est aussi chez moi.

En aparté, en Inde, j'ai déjà vécu trois tremblements de terre, deux cyclones, un tsunami, alors j'ai eu l'occasion de me poser à plusieurs reprises les questions que j'évoque ici, sans parler de la société qui est dégénérée au possible et qui vous interpelle forcément.

Facebook et Cie. ne peuvent pas palier la décomposition des rapports dans la société, ils peuvent donner l'illusion de la compenser parce que cela correspond à un besoin, mais cela ne durera qu'un temps, comme les ONG et autres associations humanitaires qui devaient avoir la vertu de compenser la dégénérescence des partis ouvriers ou les carences (volontaires) de l'Etat, et qui finalement apparaissent commes les béquilles d'un régime aux abois de plus en plus honni par les masses.

On poursuivra une autre fois car il y a encore beaucoup de choses à dire sur ce sujet. Tenez, une dernière idée me vient à l'esprit sous forme d'aphorisme. Facebook c'est le nombril d'un monde à la dérive, réduit à un esprit (et espace) collectif virtuel et qui croit sauver sa peau en se réfugiant dans l'individualisme. C'est se donner beaucoup de mal pour exister, pour rien. Il y en a qui répliqueront qu'il n'y a pas de mal à se faire du bien, cela les regarde. Je leur répondrais bien par une citation de Marx, mais je crains qu'elle soit inexacte : la philosophie est à la transformation du monde, ce que la masturbation est au coït.

Ce qui nous occupe n'est pas de tirer un profit personnel de nos connaissances ou de notre engagement politique, ni même de notre vie en général, mais d'en tirer un profit collectif pour notre classe, le reste est secondaire, ce qui ne veut pas dire sans intérêt évidemment. On arrête là.

J'ai rédigé ce passage lundi soir et je n'ai rien fait d'autre, je suis incorrigible. Moi aussi j'ai besoin de m'exprimer, mais je n'en retire aucun profit, hormis me rendre compte si je suis capable de transmettre des idées de telle sorte qu'elles puissent alimenter la réflexion des lecteurs, ce que j'espère, ce que j'ignore.

Un dernier mot, j'allais omettre de dire que Facebook pouvait être conçu comme un divertissement, pourquoi pas, mais là on

entre dans une autre discussion et il est tard. En comparaison, ce que je viens de fournir là est un travail, je le conçois ainsi et pas autrement, même quand je m'épanche sur ma petite personne, c'est le fruit d'une réflexion et c'est fait pour réfléchir, pas pour raconter sa vie dont tout le monde se fout, moi le premier ! J'ai conscience de ma responsabilité et la pédagogie que j'applique dans le site, je commence par me l'appliquer à moi-même, c'est la moindre des choses. Il y a trop de gens dont on apprend qui ils sont quand il est trop tard.

Ce genre de chose ne vous arrivera pas avec moi, puisque vous en savez autant sur moi que moi-même. Vous m'accorderez que je n'ai jamais rien fait pour vous être particulièrement agréable, je n'ai jamais flatté personne comme je ne pratique pas le culte de la personnalité, tout se tient et peut être vérifié dans mes causeries. Sur certains blogs des pages ou des commentaires, des documents disparaissent à la moindre crtique. De mon côté je ne retire rien. Les seuls documents manquants ont disparu lors du transfère du site sur un autre serveur, d'Inde et des Etats-Unis en France, et il a été piraté quand il était hébergé aux Etats-Unis, ce que j'ai appris à ce moment-là, je croyais qu'il était hébergé sur un serveur en Inde.

La voix de son maître.

Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a dénoncé lundi un acte "*inacceptable*", après que la Turquie a accusé la Syrie d'avoir abattu un de ses avions de combat dans l'espace aérien international.

"*Il y a plusieurs interprétations possibles mais ce qui est sûr, c'est que c'est inacceptable*", a-t-il ajouté en rappelant que l'Otan devait se réunir mardi sur cet incident. (AFP 25.06)

Damas a indiqué que cet avion avait violé son espace aérien, ce qu'a reconnu Ankara avant de revenir sur sa déclaration mais trop tard semble-t-il. Peu importe pour le gouvernement français qui se veut plus va-t-en-guerre que Washington, Bruxelles et Doha réunis.

Circonvolution.

L'objectif de doublement du plafond du livret A, promis par François Hollande pendant la campagne présidentielle, est maintenu.

"*Nous aurons une réforme globale qui ira vers le doublement du livret A prévu par le président de la République, et elle s'intégrera dans une réflexion d'ensemble sur l'épargne réglementée*", a précisé Pierre Moscovici sur i>télé. (Reuters 25.06)

Il ne s'agit plus de doubler le plafond des versements au Livret A, mais d'aller vers son doublement, chacun appréciera la nuance. A la manière du smic qui ne bénéfiera pas d'un "*coup de pouce*" mais d'un coup d'auriculaire, à moins qu'ils s'en tiennent à une phalange !

POI. Quant la situation est réduite à des rapports d'appareil.

Que la première puissance économique européenne (l'Allemagne) souhaite conserver sa place hégémonique en Europe coulait de source, quelle puissance en position de force accepterait de brader ses intérêts ?

Que la politique de l'UE ait été déterminée en fonction de ce facteur, c'était une évidence.

Que tous les autres pays de l'UE ait dû s'incliner et en faire les frais, c'est un constat.

Pour autant, voilà ce qu'a écrit Marc Gauquelin (POI-CCI) à la page 10 du n°205 d'*Informations ouvrières* :

- "*Sur le devant de la scène, Hollande et Merkel se sont échangé ces derniers jours toute une série d'« amabilités ». A en croire de nombreux commentateurs, deux visions opposées de l'Europe s'affronteraient. L'intransigeance de Merkel exprimerait la résurgence d'une volonté hégémonique de l'Allemagne.*

Rien de tout cela ne donne une image de ce qui se joue en réalité dans cette confrontation."

Une fois balayé les arguments économiques qui déterminent la politique de chaque Etat, Gauquelin ne pouvait plus que se lancer dans une démonstration hasardeuse faisant la part belle aux manoeuvres de Merkel pour s'octroyer sans grandes difficultés le soutien du SPD dans la perspective de la signature prochaine du TSCG.

Ils en sont arrivés au stade où non seulement ils nient ou sous-estiment les facteurs économiques qui déterminent les facteurs politiques, pour privilégier les intérêts des couches privilégiées que représente le SPD qui détermineraient son positionnement politique, c'est ne rien comprendre au processus dialectique qui conduit infailiblement à subordonner les facteurs politiques aux facteurs économiques, qui en réalité les dominent. Ce qui détermine avant tout la politique du SPD, de

toutes ses tendances, ce sont les besoins de l'impérialisme allemand auquel il est entièrement subordonné.

On serait tenté de dire que les dirigeants du POI ne comprennent plus grand chose à la situation ou qu'ils inversent l'ordre de priorité des facteurs en présence.

La crise de l'UE ne serait-elle pas l'expression ou serait-elle étrangère à la lutte que mènent les principales puissances européennes pour conserver leur rang, leur part de marché et leur influence politique, au premier rang desquelles se trouve l'impérialisme allemand ? En tant que puissance numéro un en Europe, l'impérialisme allemand est celui qui a poussé le plus loin l'intégration des contradictions de l'impérialisme américain, de l'évolution du capitalisme mondial.

Ne serait-elle pas le produit des difficultés croissantes de Berlin d'imposer son hégémonie au reste de l'UE, dont Paris qui le supporte d'autant plus mal, car en proie à une résistance politique unique en Europe par les partis qui la composent ou plus largement son histoire politique ?

La lutte des classes n'explique pas tout, elle est un des deux facteurs qui déterminent le développement historique du capitalisme, l'autre facteur demeurant déterminé par les contradictions du système économique lui-même qui n'ont pas atteint le même degré ou la même intensité selon les Etats.

C'est la prise en compte de la combinaison de ces deux facteurs qui permet de comprendre la situation et de déterminer dans quelle direction elle a tendance à évoluer, tout en sachant que ce sont les rapports économiques qui déterminent finalement tous les autres.

Les derniers développements politiques en Allemagne (notamment) s'inscrivent en contradiction avec la politique du POI, ils montrent à quel point les analyses et la politique du POI sont erronées et ne peuvent conduire qu'à une impasse. Cet article avait pour seul objectif de tenter de rattraper le coup pour une nouvelle fois justifier sa politique tournée vers les appareils dont il faudrait attendre des miracles.

Que cette crise affecte tous les partis est une chose qu'il ne s'agit pas de nier évidemment, mais qu'il faille attendre des contradictions qui les parcourent quelque chose de bénéfique pour le prolétariat et le mouvement ouvrier relève d'une conception de la lutte de classe qui privilégie les rapports d'appareil au détriment de la lutte de classe du prolétariat, dont la maturité politique reposera sur sa propre expérience et les enseignements qu'il en tirera ou non, et non sur des calculs ou des manoeurvres d'appareils qui sont étrangers à la classe ouvrière, ce que nie le POI puisqu'il considère que le SPD serait toujours un parti ouvrier, au même titre que le PS. La politique du POI se réduit à s'adresser à Hollande, au gouvernement, aux élus, aux dirigeants des partis institutionnels, bref elle est entièrement subordonnée aux institutions.

A la fin de son article, son auteur n'a pu s'empêcher de laisser transparaître son désenchantement, désabusé par la capitulation de la soi-disant gauche du SPD dans lequel le POI avait mis tant d'espoirs. Souvenez-vous, après le départ de Schröder de la direction du SPD, le PT à l'époque avait proclamé que dorénavant tout serait possible ou presque au SPD, pas de bol, la réalité vient une fois de plus de leur infliger un cinglant démenti. Croyez-vous qu'ils en tireront les leçons ? Vous voulez rire ou quoi, la fin de son article prouve à elle-seule que les dirigeants du POI en sont incapables. Il leur faudrait avouer qu'ils se sont fourvoyés pendants des décennies, depuis 1940, leur parti n'y survivrait pas.

Si j'en trouve le temps, demain je publierai un article dans lequel nous verrons que les arguments qu'ils avancent pour rejeter le TSCG confirment ce qui vient d'être dit, ils sont sur une ligne légaliste, respectueuse des institutions qui sert le régime en place au lieu de le combattre. J'ai rédigé un brouillon rapidement hier soir sur un petit cahier en prenant mon repas.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- La quadrature du cercle.

Le gouvernement Ayrault s'est réuni en séminaire lundi à Matignon pour plancher sur le très délicat projet de budget de l'an prochain et les orientations pour 2013-2015.

Matignon a réaffirmé dans un communiqué que la «*maîtrise des comptes publics*» était «*une nécessité*» pour le gouvernement, avec l'objectif zéro déficit en 2017. Les dépenses de l'Etat, «*hors charges de la dette et de pensions*», seront ainsi «*stabilisées*» sur la période 2013-2015.

Matignon a rappelé, comme François Hollande s'y était engagé durant la campagne présidentielle, que les effectifs de fonctionnaires connaîtraient une «*stabilité globale*», mis à part les secteurs prioritaires - éducation, police et gendarmerie, justice.

Les «*dépenses sociales seront également maîtrisées*» et les collectivités locales devront faire un «*effort identique à celui de l'Etat*», a prévenu Matignon.

Sans détailler des mesures d'économies nouvelles, les services du premier ministre ont toutefois assuré que cette maîtrise des dépenses «*ne serait pas définie de façon comptable et aveugle*», une approche qui marque, selon eux, «*un tournant par rapport à la période précédente*».

Le gouvernement prendra des «*mesures qui seront des mesures fiscales de rendement, avec une réforme fiscale structurelle de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés qui prendra place à l'automne*», a confirmé M. Moscovici.

Il s'appuiera également sur des mesures d' «*économies de dépenses*», pour «*marquer que notre politique (est) équilibrée*», a-t-il affirmé, récusant «*toute idée d'austérité*». (libération.fr 25.06)

1.2- PG. Un "***bilan positif***".

Jean-Luc Mélenchon a évoqué lundi une "*carence de direction politique*" au Front de gauche durant les législatives, se montrant critique envers des candidats communistes qu'il a dépeints en "*quasi-socialistes à peine déguisés*".

Lors de son conseil national à huis clos ce week-end, le Parti de gauche a tiré un "*bilan positif*" de la séquence électorale malgré "*l'aspect contrasté et paradoxal*" des législatives (perte de 9 députés FG en dépit d'un score national en progression), a relevé lors d'un point-presse Martine Billard, coprésidente du PG dont le congrès a été avancé de novembre à mars 2013.

"*Il fallait être beaucoup plus ferme et empêcher qu'à certains endroits des campagnes se fassent sans même le sigle Front de gauche, qu'à d'autres endroits certains aient été des quasi-socialistes à peine déguisés montrant des photos de François Hollande ou Jean-Marc Ayrault*", a poursuivi l'ex-sénateur PS, sans cibler directement la direction PCF.

M. Mélenchon s'est d'ailleurs dit "*d'accord avec Pierre Laurent*", numéro un du PCF qui a affirmé qu'il aurait fallu "*jouer davantage collectif*" dans ces élections. "C'est une absurdité de faire 577 campagnes différentes, il y a eu une carence de direction politique", a-t-il souligné, appelant à regarder les clips de campagne : "*On ne peut pas dire qu'ils aient été assassinés par la personnalisation et la +mélenchonisation+, je n'y étais pas!*"

"*La leçon à tirer de tout ça, c'est où sont passés les 2 millions de voix qui manquent*" entre la présidentielle et les législatives?, s'est interrogé l'eurodéputé, estimant que "*c'est un programme et une orientation qu'il fallait défendre, pas simplement essayer de sauver sa peau chacun dans son coin*". (AFP 25.06)

Avec quelque 4 millions de voix au premier tour des législatives à 1,68 euros par voix et par an, le PG et le PCF ainsi que leurs associés vont se partager 6 720 000 d'euros par an, ce n'est pas si mal, non ?

1.3- Portrait au vitriole de la Ver-mine par Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point". Extraits.

- En d'autres temps, un cas comme celui-là aurait fait hurler les Verts. Ils auraient pesté, lancé des ultimatums. Là, ils manient la langue de bois comme de vieux politiciens. Cécile Duflot jure que Nicole Bricq a reçu "*une promotion*"... C'est évidemment faux : chacun a compris que c'est son refus d'autoriser les forages de Shell en Guyane qui lui a coûté sa place.

- Cécile Duflot est ministre du Logement et Pascal Canfin secrétaire d'État au Développement, mais les Verts sont muets sur les sujets qui fâchent : pas un mot sur le nucléaire, plus un mot sur l'aéroport de Nantes, rien sur le diesel qui serait cancérigène... Ils ont gagné des sièges, mais perdu la voix. On avait cru que l'accord PS-Verts était un jeu de dupes pour le PS. Vu d'aujourd'hui, c'est l'inverse : François Hollande a une majorité sans avoir besoin des Verts, et en plus, leur présence au gouvernement les empêche de s'opposer. Ils se sont vendus pour un plat de lentilles bio. (Pardon, les lentilles est le plat des pauvres. - Ndlr)

- ... leur pratique est marquée par la pusillanimité et l'opportunisme. (...) Les Verts sont plus fermes sur le mariage gay ou le cannabis - ce n'est pas la gauche caviar, mais la gauche "*pétard*". (ou les deux ! - Ndlr)

- Est-ce que vous en déduisez qu'on n'entendra pas les Verts pendant cinq ans ?

- C'est probable, puisque la logique veut qu'ils s'allient avec le PS pour toutes les élections (sauf les européennes, où l'on vote à la proportionnelle). Entre les idées écologiques qu'ils sont censés défendre et les voix socialistes qui les font élire, la décision sera vite prise. Pour l'instant, il est clair qu'ils ont choisi de faire de la politique plutôt que de porter une politique. De tenir leur langue

plutôt que de tenir une ligne. (En réalité les deux se sont toujours confondus chez eux. - Ndlr) (lepoint.fr 25.06)

2- Grèce

La Grèce se retrouve dans la confusion avec son Premier ministre, Antonis Samaras, quasiment hors d'état de gouverner et le ministre des finances qui a renoncé à ses fonctions, tous deux pour raisons de santé.

Contredisant ce qui avait été annoncé, ce n'est pas le chef de la diplomatie, Dimitris Avramopoulos qui conduira la délégation grecque à Bruxelles (les 28 et 29 juin prochain - Ndlr) mais Carolos Papoulias, qui a 83 ans exerce la fonction purement honorifique de président de la république.

Alors qu'elle était attendue lundi à Athènes, une mission des bailleurs de fonds de la "*Troïka*" - UE, BCE et FMI - pour un audit lié à une renégociation du "*memorandum*" a dû reporter in extremis sa visite à une date encore inconnue.

Dans ces conditions, Berlin a prévenu que le cas grec resterait en suspens. "*N'attendez pas de décision sur la Grèce lors du Conseil européen*", a affirmé lundi le porte-parole du gouvernement allemand Steffen Seibert.

Cité par tous les médias grecs, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble a affirmé que la Grèce avait perdu beaucoup la confiance de l'Europe, et qu'elle devait appliquer les réformes plutôt que redemander de l'aide.

"*Une semaine dramatique et la Grèce à l'hôpital*" titrait lundi le quotidien de centre gauche "*Ta Néa*", laissant par ailleurs entendre que la démission de M. Rapanos, proche des socialistes, était aussi liée à des différends politiques.

Remise en cause du mémorendum

Le gouvernement grec avait posé officiellement samedi ses exigences d'un report minimum de deux ans, à horizon 2016, des objectifs d'assainissement, et d'une remise en cause de mesures prévues dans le mémorandum.

Ainsi, il se prononce pour un gel de la suppression de fonctionnaires, alors que 150.000 postes devaient être supprimés jusqu'en 2015 et 15.000 cette année, ou encore pour l'extension de un à deux ans des allocations chômage.

Citant un rapport interne des créanciers internationaux, le magazine *To Vima* révèle que 70.000 fonctionnaires avaient été embauchés en 2010 et 2011, en violation d'un engagement de la Grèce.

Au sortir de deux mois de carence politique, par la faute de ses dirigeants, la Grèce est à nouveau au bord de la cessation de paiement, tous les objectifs macroéconomiques du mémorandum hors des clous.

Le PIB est sur la pente d'une plongée de 7% en 2012, après une chute cumulée de 10,2% en 2010-2011, le chômage atteint 22,6%. les caisses de l'Etat, qui ne règle plus ses factures, seront vides mi-juillet, sauf renflouement d'urgence. (AFP 25.06)

3- Syrie

La Syrie a expliqué lundi la destruction d'un avion de l'armée de l'air turque vendredi par "*une violation manifeste*" de sa souveraineté et mis en garde Ankara et l'Otan contre d'éventuelles représailles.

La défense antiaérienne syrienne a dû "*réagir immédiatement*" face à l'avion de l'armée de l'air turque qui volait à 100 m d'altitude dans l'espace aérien syrien, a dit le porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, Djihad Makdissi.

"*La Syrie a réagi à cette violation. Nous avons dû réagir immédiatement. Même si l'avion avait été syrien, nous l'aurions abattu*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

Damas a par ailleurs mis en garde l'Otan contre des mesures de représailles. Ses représentants doivent se réunir mardi à la demande de la Turquie.

La Turquie a accusé dimanche la Syrie d'avoir abattu sans avertissement l'un de ses avions de reconnaissance militaires dans l'espace aérien international.

L'état-major des forces armées turques a rendu compte de l'incident aérien devant le président Abdullah Gül, le commandant des forces armées et le gouvernement.

La Turquie assure que l'avion testait le système radar turc quand il a pénétré par erreur dans l'espace aérien syrien. Ankara dit en outre que l'appareil était revenu au-dessus des eaux internationales quand il a été attaqué.

Le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, a annoncé son intention de porter l'affaire devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

La Turquie s'est contentée de demander à consulter ses alliés de l'Otan dans le cadre de l'article 4 du Traité de l'Atlantique Nord qui prévoit pareille option "*chaque fois que l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties est menacée*".

Elle a évité de recourir à l'article 5, clause de défense collective, qui prévoit que si un allié est victime d'une attaque armée, chacun des autres membres la considérera comme une attaque armée contre l'ensemble des membres.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont lancé lundi un appel au calme à la Turquie.

"*Nous veillerons évidemment à ce que la Turquie fasse preuve de retenue dans sa réaction*", a-t-elle ajouté.

Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Uri Rosenthal, a jugé pour sa part qu'une "*intervention militaire en Syrie est hors de question*". (Reuters 25.06)

4- Tunisie

4.1- Le gouvernement tunisien a extradé en catimini l'ex Premier ministre libyen Al-Baghdadi Al-Mahmoudi vers Tripoli dimanche, où il a été immédiatement emprisonné, déclenchant une crise interne sans précédent avec la présidence tunisienne qui n'avait pas donné son aval à cette décision.

Selon son avocat tunisien Mabrouk Kourchid, qui a dénoncé un "*crime d'Etat*", M. Mahmoudi "*a été extradé par avion privé à 05H00 du matin*".

Le gouvernement tunisien n'a respecté "*ni la loi, ni le s règles humanitaires, ni les droits de l'Homme*", a accusé M. Kourchid. "*Le pire, c'est que la présidence n'était pas au courant*", a-t-il souligné. Dans un communiqué très virulent publié dimanche soir, la présidence tunisienne a dénoncé une "*décision illégale*", prise de façon "*unilatérale et sans concertation*". Elle a accusé le chef du gouvernement tunisien d'être "*sorti de ses prérogatives*" et de "*ternir l'image de la Tunisie*".

Le porte-parole du président tunisien Moncef Marzouki, Adnen Manser, avait souligné auparavant que M. Marzouki n'avait pas signé le décret d'extradition et avait parlé d'une "*crise grave*".

Les défenseurs tunisiens de l'ex Premier ministre libyen ont rappelé que leur client avait fait une demande de statut de réfugié politique auprès du HCR (Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés) et que l'extradition intervenait avant la réponse de l'organisation internationale.

"*C'est une violation flagrante des droits de l'homme et des conventions internationales, le gouvernement prouve par sa décision qu'il ne respecte pas les engagements internationaux de la Tunisie*", a déclaré à l'AFP l'avocate Radhia Nasraoui.

"*Ce gouvernement a tourné le dos à tout le monde afin de terminer cette affaire pour de l'argent, c'est vraiment honteux*", a-t-elle accusé, rappelant que l'accord de principe entre Tripoli et Tunis était intervenu en mai après une visite du Premier ministre libyen Abdel Rahim al-Kib, au cours de laquelle plusieurs accords économiques avaient été signés.

"*Un rapport d'une commission tunisienne qui s'est rendue récemment à Tripoli a conclu que les conditions d'un procès équitable étaient réunies*", a souligné dans son communiqué le gouvernement pour justifier sa décision. (AFP 25.06)

4.2- La justice tunisienne a confirmé lundi en appel la condamnation à sept ans de prison d'un jeune Tunisien qui avait mis en ligne sur Facebook des caricatures du prophète Mahomet.

Jabeur Mejri a été condamné le 28 mars dernier pour trouble à l'ordre public et atteinte à la morale, un jugement confirmé par la cour d'appel de Monastir.

Un autre prévenu, Ghazi Beji, a été condamné par contumace.

L'avocate de Jabeur Mejri a critiqué le verdict qui montre à ses yeux que la justice tunisienne reste inféodée au politique, dix-huit

mois après la "*révolution de jasmin*" qui a provoqué la chute du président Zine Ben Ali en janvier 2011.

"C'est une peine très sévère qui suggère que la justice tunisienne ne s'est toujours pas débarrassée des ingérences politiques", a déclaré Bochra Belhaj Hmida à Reuters.

Le gouvernement affirme qu'il est de son devoir de défendre la décence publique, mais ses détracteurs laïques estiment qu'il utilise le système judiciaire pour sanctionner ceux qui ne suivraient pas sa ligne religieuse orthodoxe. (Reuters 25.06)

Social

1- France

Le salaire net moyen a progressé moins vite en 2010 qu'en 2009, profitant notamment aux femmes et aux cadres, même si de forts écarts demeurent entre les deux sexes, selon les chiffres de l'Insee publiés mardi.

En 2010, le salaire en équivalent temps plein d'une personne travaillant dans le privé ou dans une entreprise publique était en moyenne de 2.082 euros nets par mois (2.764 euros bruts).

Le salaire net moyen a augmenté de 2% par rapport à 2009 mais, avec la reprise de l'inflation (+1,5%), la hausse réelle n'est que de 0,5% (après +1,2% en 2009 et +0,4% en 2008).

L'amélioration de la conjoncture de l'emploi en 2010, tirée notamment par l'intérim, n'a en revanche pas profité aux ouvriers. "*Les embauches de personnes aux salaires globalement plus faibles entraînent mécaniquement une baisse du salaire moyen des ouvriers* " (-0,2%), explique l'Insee.

Le salaire médian s'est quant à lui élevé à 1.675 euros par mois. Cela signifie qu'en 2010, 50% des salariés français gagnaient moins que cette somme, tandis que l'autre moitié gagnait davantage.

En 2010, les 10% de salariés les moins bien payés ont touché un salaire net mensuel en équivalent temps plein inférieur à 1.142 euros (-0,1% par rapport à 2009).

En haut de l'échelle, les 10% de salariés les mieux rémunérés disposaient eux de plus de 3.317 euros.

Quant aux 1% les mieux payés, ils ont touché plus de 7.654 euros nets mensuels. (AFP 25.06)

2- Bolivie

Des milliers de policiers boliviens ont entamé dès lundi dans leur cinquième jour de grève sur fond de revendications salariales et accentuaient la pression sur le président Evo Morales, qui voit dans ce mouvement une manoeuvre de ses opposants visant à déstabiliser le gouvernement.

A La Paz, les policiers grévistes poursuivaient leur occupation d'une caserne de l'Unité tactique d'opérations policières (police anti-émeutes), dont ils avaient délogé les occupants le 21 juin lors d'une opération qui avait dégénéré en violences entre collègues avec un bilan d'au moins trois blessés.

Ce local est situé près de la Place d'Armes, où se trouve la présidence, devant laquelle environ un millier d'autres policiers en civil poursuivaient leur mobilisation lundi.

"*Ceci est notre place !*", "*Dehors les Masistes !* " (militants du Mouvement vers le socialisme, MAS, du président Morales), scandaient notamment lundi les manifestants, dont plusieurs avaient le visage masqué dans un pays où les grèves des policiers sont interdites.

Lundi matin, les policiers en grève ont affronté à coups de poings et de bâtons environ 500 membres d'organisations et syndicats pro-Morales sur cette place. Les incidents, qui n'ont pas fait de blessés, ont pris fin lorsque des policiers ont lancé des grenades lacrymogènes pour disperser leurs adversaires, a constaté un journaliste de l'AFP.

En face, le bâtiment de la présidence restait portes closes, et un important détachement militaire était déployé à l'intérieur, selon des sources concordantes.

La veille, le ministre de l'Intérieur Carlos Romero avait annoncé la signature d'un accord avec un syndicat de policiers non

gradés, incluant une prime de 32 dollars (25 euros) et des réformes du régime de retraite, et le syndicat avait alors appelé les grévistes à regagner leur poste et cesser leur mouvement.

Mais les policiers de La Paz ont refusé d'obtempérer. Ils ont répété leurs revendications: un salaire minimum de 2.000 bolivianos (quelque 287 dollars, soit 70% de plus de ce qu'ils perçoivent actuellement), la retraite avec plein salaire et l'annulation de la loi leur interdisant de manifester.

Face à ce mouvement qui fait progressivement tache d'huile en province, le gouvernement socialiste d'Evo Morales accuse ses opposants, comme il le fait souvent, d'être à l'origine de cette contestation pour le déstabiliser.

La Bolivie est agitée depuis plusieurs mois par la mobilisation de divers secteurs sociaux (mineurs, médecins, policiers, indiens...).

"*Il y a des forces obscures avec des intentions putschistes*", a assuré lundi le vice-président Alvaro Garcia, désignant des mouvements de droite sans toutefois les nommer.

Dimanche, le président était allé jusqu'à affirmer que certains voulaient "*tuer*" le ministre de l'Intérieur et attaquer les forces armées "avec des cocktails molotov".

Le vice-président soupçonne même une entente entre les grévistes et les leaders d'une marche d'Indiens amazoniens opposés à un projet routier à travers une réserve naturelle, qui doit arriver mardi dans la capitale bolivienne, avec la bienveillance de son maire de droite Luis Revilla.

Le leader des marcheurs, Fernando Vargas, a démenti ces accusations, assurant n'avoir pour seule motivation que la défense du territoire indigène.

Mais les proches de M. Morales ont déjà lancé un appel aux mouvements paysans et syndicaux proches du pouvoir pour venir à La Paz défendre "*leur*" président. (AFP 25.06)

Haut de page

Le 27 juin

CAUSERIE

J'ai rectifié quelques erreurs de dates dans les articles mis en ligne hier.

J'ai ajouté un lien vers une page où vous pourrez trouver dorénavant les titres des articles de presse du mois en cours déjà archivés, pour ceux que cela pourraient intéresser. Compte tenu de la place ou du volume es articles de presse, je ne peux pas en afficher beaucoup à l'écran, je dois les archiver pour les remplacer par d'autres tous les deux ou trois jours en fonction de l'actualité.

Prétendre qu'il faudrait attendre avant de se prononcer sur les intentions du gouvernement est hypocrite, une façon de l'épargner, de lui accorder un répit, de lui témoigner son soutien disions-nous dans une précédente causerie. Vous me direz qu'on a attendu pendant 5 ans que les partis ouvriers se décident à déclarer Sarkozy illégitime, en vain.

Quand on est appelé à prendre position (quotidiennement dans mon cas) sur un tas de questions qu'on ne maîtrise pas forcément ou sur lesquelles on possède peu d'informations, il est préférable de s'abstenir ou d'attendre d'en avoir pour se prononcer. Mais quand on aborde une question de politique générale ou qu'on doit traiter un sujet sur un plan général, on n'a pas besoin d'avoir sous le coude les dernières déclarations ou les derniers éléments pour formuler une analyse, les éléments dont on dispose déjà suffisent généralement pour dégager une tendance et prendre position, c'était précisément le cas avec Hollande et son gouvernement.

Pourquoi alors certains s'y sont refusés ? Pour soigner leur base, leurs militants qui ont les yeux rivés vers le gouvernement, après avoir voté Hollande le 6 mai et PS le 17 juin.

Vous aurez noté au passage qu'un grand nombre de travailleurs ont voté le 6 mai pour chasser Sarkozy, tandis qu'ils ont refusé de voter les 10 et 17 juin pour le PS et leurs satellites dans lesquels ils ne se reconnaissent, autrement dit ils ne soutiennent pas la politique du gouvernement. Cette précision pour éviter toute confusion, car depuis les instituts de sondage ont repris du service, martelant que Hollande et Ayrault bénéficieraient d'une popularité inégalée depuis 30 ans, peut-être même depuis que la Ve République existe. Le gouvernement aura besoin de soutiens pour faire passer sa politique dans les mois à venir, on comprend.

Ce constat, chacun pouvait le faire facilement de son côté, qui associé aux déclarations des dirigeants du PS pendant et immédiatement après les campagnes électorales permettaient de se faire une idée assez précise de la situation ou de la tendance principale qui s'en dégageait pour les mois à venir. C'est là qu'on s'aperçoit que même dans lorsque les choses sont évidentes, ils s'en trouvent toujours pour hésiter, louvoyer, manoeuvrer, pour repousser le moment de porter un jugement sur le gouvernement ou de le caractériser politiquement, à croire que la situation les embarrasserait.

Tous les partis ouvrier se trimballent de telles contradictions après s'être écartés ou avoir renié le socialisme qu'ils se retrouvent pris à leur propre piège.

Comment soutenir une ligne réformiste quand l'heure est à la régression sociale généralisée, la réaction sur toute la ligne ?

Comment mobiliser les travailleurs sur une telle ligne sachant qu'ils ne se font aucune illusion sur son issue ?

Comment faire croire aux militants et aux travailleurs qu'il serait possible d'obtenir une amélioration de leur condition, alors qu'elle ne cesse de se dégrader et qu'on leur annonce que cela va continuer (voir la hausse du chômage par exemple) ?

Comment être crédible en avançant une perspective politique (Assemblée constituante) construite autour du PS et ses satellites dont les masses se détournent ?

Comment refuser de s'attaquer résolument aux institutions sans passer pour des collaborateurs du régime en place ?
Comment refuser de caractériser le PS et le gouvernement aux ordres des capitalistes pour ce qu'ils sont vraiment sans passer pour des vendus, des traitres, des charlatans, de vulgaires aventuriers, etc. ?

Il ne s'agit pas de cesser le combat, au contraire, tout ce qui peut être défendu doit l'être, même lorsqu'on est assuré d'essuyer un échec, alors où se situe l'essentiel ?

Entraîner les travailleurs au combat est une chose, c'est indispensable, mais on sait par expérience qu'une fois la bataille terminée, la tension se relâche, l'attention et la motivation aussi, on est tenté de plier bagages et de passer à autre chose sans transition, on n'en tire pas forcément un enseignement pour la suite, loin de là généralement, pour la bonne raison que ce n'était pas là l'objectif de cette bataille, on espérait gagner, on nous a fait croire que c'était possible et on l'a cru, cette bataille est terminée on estime que cette expérience est terminée. Pourquoi encore ?

On estime avoir tout fait pour gagner, en vain, on ne pouvait pas gagner parce que les conditions n'étaient pas réunies nous explique-t-on, ce sera pour une autre fois peut-être, sans doute, on l'espère sans en être vraiment convaincu d'ailleurs, comme on a misé sur des éléments extérieurs en se tournant vers les appareils des syndicats ou des partis, des élus, on se dit que tout demeurera bloqué tant qu'ils ne changeront pas, c'est plutôt démoralisant et démobilisateur, on a l'impression de se retrouver face à un mur gigantesque qui vous domine et impossible à franchir.

Et c'est là-dessus qu'on va tenter de vous greffer un argument qui ne prendra pas, car plaqué ou se substituant à une analyse de fond de la situation et des rapports avec les appareils et les autres partis, à savoir, si nous étions plus nombreux à mener ce combat son issue pourrait être différente, ce qui laissera dubitatif celui à qui il s'adresse, parce qu'il ne comprendra pas quels rôles pourraient encore jouer les appareils ou les autres partis s'ils suffisaient d'être plus nombreux pour gagner, dans ce cas-là on s'en passerait ou ils seraient obligés de nous emboîter le pas, autrement dit, une fois de plus on nous explique qu'ils pourraient changer, alors qu'on a encore à l'esprit leur refus de nous soutenir, on se dit alors qu'il y a quelque chose qui ne colle pas dans cette démonstration qui tient autant du bricolage que du racollage.

Notre travailleur était dans un état d'esprit particulier quand il a engagé cette bataille avec nous, lequel ? Il espérait la gagner, qu'il l'avoue ou non ouvertement, qu'il en ait eu conscience ou non, il ne s'y serait associé s'il n'avait pas eu secrètement plus ou moins la certitude que c'était possible, laissons ici de côté le fait qu'on lui a fait croire, l'essentiel est ailleurs. Il espérait tirer profit de son combat et voilà qu'à la place on lui tient de grands discours auxquels il n'était manifestement pas préparé, il en vient à dit qu'on veut l'embringer dans une histoire allant jusqu'à se demander si on n'a pas essayé de le manipuler, si on ne serait pas servi de lui par hasard.

On n'en arriverait pas à une telle confusion si dès le départ on lui avait clairement exposé la situation au lieu de lui raconter des salades.

Encore faudrait-il ne pas partager son état d'esprit et ses illusions, considérer cette bataille autrement que comme une fin en soi. Tout d'abord considérer qu'elle mérite d'être menée, ensuite la définir comme une étape indispensable du combat pour notre émancipation du capital, pour le socialisme, pour n'aborder qu'ensuite son issue, qui dès lors que l'argument précédent avait été porté à sa connaissance et admis, se trouverait relativisé ou ne prendrait pas une tournure dramatique ou négative en cas d'échec, puisque le gain de cette bataille ne résiderait pas dans son issue, mais dans le processus qui consistait à prendre conscience d'appartenir à une classe déterminée dont le sort ainsi que la société était entre nos mains, le véritable enseignement

de cette bataille résidant dans cette prise de conscience qu'on aura réussi ou non à déclencher en lui, qui s'inscrivait dans une perspective politique générale ou plus large, l'incitant à poursuivre le combat avec nous pour la réaliser.

Je pense que cette conception de la lutte de classe est fidèle au marxisme dans la mesure où elle met en oeuvre un processus dialectique conduisant à remettre en cause l'ordre établi, jusqu'à preuve du contraire, cela demeure l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Smic. Quel "***soulagement***" s'est exclamée Parisot. Les "***recommandations***" du Medef et des experts de Sarkozy ont été entendues.

Le salaire minimum garanti sera augmenté en France de 2%, inflation comprise, à compter du 1er juillet, conformément à une promesse électorale du président François Hollande.

Cette mesure a été annoncée mardi aux partenaires sociaux par le ministre du Travail, Michel Sapin, lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective.

Elle tient compte de l'inflation intervenue depuis la dernière hausse du smic, c'est-à-dire entre novembre et avril derniers, soit 1,4%, ce qui représentera 90 euros cumulés sur les six derniers mois de l'année, a dit le ministre. A ces 1,4% s'ajoute un coup de pouce de 0,6%, le premier depuis 2006.

"*Le président de la République, le candidat pendant la campagne électorale, avait annoncé pour le 1er juillet de cette année une revalorisation et un coup de pouce. Cette promesse a été faite, elle est tenue*", a ajouté Michel Sapin.

Le salaire minimum horaire brut en France sera porté au 1er juillet à 9,4 euros et le salaire minimum mensuel brut à 1.425,67 euros, précise-t-on de source syndicale, ce qui représente, selon le ministre, environ 21 euros de plus par mois pour un salarié payé au smic.

Le smic est aujourd'hui à 9,22 euros bruts de l'heure et 1.398,37 euros bruts par mois pour un temps plein (151,67 heures).

Selon l'Institut national de la statistique, le smic concernait en 2011 10,6% des salariés à temps plein, soit environ 1,6 million de personnes, et 25,2% des salariés à temps partiel. (Reuters 26.06)

9,4 - 9,22 = 0,18 euro brut - 25% (cotisations sociales) = 0,18 - 0,045 = 0,135 euro d'augmentation nette de l'heure, vous êtes trop bon monseigneur ! L'autre jour je m'étais planté dans mes chiffres, là ils sont corrects.

En comparaison, Hollande a baissé son salaire de 30% alors que Sarkozy l'avait augmenté de 172%. C'est marrant, Les Echos avaient eu cette information la semaine dernière pour avoir donné le chiffre exact de cette hausse, les patrons l'auraient-ils dicté à Hollande, c'est ce que Parisot a lâché hier "*le gouvernement a tenu compte de nos inquiétudes*".

Et ne dites pas que Hollande aurait menti aux électeurs précise Sapin, vous avez là la méthode de gouvernance du PS soutenu par tous ceux qui expliquaient hier encore qu'on ne savait pas quelle politique Hollande allait menée : antisociale !

Quelques réactions

"*Nous sommes très insatisfaits*", a affirmé sur RTL Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT pour lequel "*il n'y a pas eu de coup de pouce à proprement parler*" puisque 0,6% seulement de la hausse relève du coup de pouce, le reste de l'inflation.

Cette décision "*va engendrer frustration et mécontentement chez les salariés. C'est une déception*", a renchéri Marie-Alice Medeuf-Andrieu de Force ouvrière.

La CFDT, en revanche, a évité toute critique.

"*Plus qu'un coup de pouce c'est une politique globale de hausse des revenus qui est nécessaire*", estime également la CFTC.

Pour l'UNSA "*des négociations doivent s'ouvrir dans les branches et dans les entreprises*" sur les salaires.

"*Ce coup de pouce limite les risques à l'égard de l'emploi, de la création d'emplois et du maintien de l'emploi*", a affirmé depuis Bruxelles sa présidente Laurence Parisot. Pour Benoît Roger-Vasselin, président de la commission sociale du Medef, la hausse est "*raisonnable*", "*le gouvernement a tenu compte de nos inquiétudes*".

En revanche, la CGPME, représentante des petites et moyennes entreprises, s'est montée très inquiète "*des conséquences économiques négatives*" pour les entreprises de cette décision, évoquant le risque de "*destruction*" de "*dizaines de milliers*" d'emplois. Le président de la Fédération des industries mécaniques, Jérôme Frantz, n'a pas mâché ses mots qualifiant la revalorisation de "*connerie*" qui "*écrase l'échelle des salaires*".

Pour le PCF ce coup de pouce "*se révèle être un premier et sévère coup de froid*". "*L'augmentation légale déduite, les smicards pourront s'offrir une place de cinéma à tarif réduit pour rêver à une autre vie*", a ironisé le porte-parole communiste, Olivier Dartigolles.

"*Le changement pour les fins de mois, ce n'est pas maintenant*", a lancé Martine Billard, coprésidente du Parti de Gauche.

Avec un coup de pouce au Smic, le gouvernement "*crée du chômage*", a assuré Bernard Accoyer (UMP).

"*Dérisoire en ce qu'elle n'améliore pas le pouvoir d'achat des classes populaires*" et "*inefficace*" puisqu'elle "*constitue une charge supplémentaire pour les entreprises*", selon le Front national. (lexpress.fr 26.06)

Quels intérêts, quelle classe représente le gouvernement Hollande-Ayrault ? Vous avez la réponse.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques.

1- En famille.

L'UMP Gilles Carrez a été désigné mardi candidat à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale française, réservée à l'opposition.

Le socialiste Christian Eckert en sera le rapporteur général, rôle que tenait Gilles Carrez dans les deux précédentes législatures. (Reuters 26.06)

Ils se partagent les rôles, se renvoient l'ascenceur, normal en famille, non ?

2- Austérité. Ils en rajoutent une couche... discrètement.

Le gouvernement va geler 1 milliard de dépenses des ministères qui devaient être engagées d'ici à la fin de l'année dans le cadre de ses efforts pour boucler le budget de l'année 2012, a affirmé mardi le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a "*indiqué que certaines dépenses qui étaient prévues ne s'effectueraient pas dans l'immédiat et se rajouteraient au gel déjà appliqué*", a déclaré M. Cahuzac sur BFM TV. "*Chaque ministère y contribuera (...) mais en gros, 1 milliard de dépenses qui devaient être engagées d'ici à la fin de l'année seront gelées*", hormis les ministère jugés prioritaires - Education nationale, Justice, Intérieur -, a-t-il ajouté. (AFP 26.06)

3- Le racket de l'Etat continue.

A l'automne, il faudra débourser au moins 6 euros pour s'acheter un paquet de cigarettes: le gouvernement a confirmé une augmentation en septembre d'environ 6% des prix des tabacs, soit 30 voire 40 centimes par paquet, alors que les ventes sont en baisse. Pour les marques les plus chères, dont la plus vendue Marlboro (près de 25% de parts de marché), il faudra débourser 6,50 ou 6,60 euros.

La hausse du prix du tabac est l'une des mesures envisagées par le gouvernement pour boucler le budget 2012, a indiqué le ministre délégué au Budget, Jérome Cahuzac, précisant que le gouvernement s'en tiendrait à l'augmentation prévue par son prédécesseur. «*Il est prévu une hausse du tabac de 6% au mois de septembre, c'est dans le plan de hausse qui avait été prévu par le gouvernement précédent en accord avec la filière. Ce plan sera respecté*», a déclaré Jérôme Cahuzac sur BFM TV.

Le tabac a rapporté 13,7 milliards d'euros en 2011 à l'Etat. (20minutes.fr 26.06)

4- C'est cadeau !

Pour venir s'implanter ici, Amazon va disposer d'un certain nombre de dispositifs financièrement très avantageux: "*La prime d'aménagement du territoire (PAT), les aides en matière de service de ramassage des salariés du Grand Chalon et des investissements dans des crèches pour les enfants des femmes qui travailleront chez Amazon*", a précisé Arnaud Montebourg. Ce qui pourrait très vite faire un petit pactole pour le géant du e-commerce aux 48 milliards d'euros de chiffre d'affaires. D'après le

site de Bercy - ce chiffre ne nous a pas été confirmé officiellement dans le cas d'Amazon -, le montant de la prime d'aménagement du territoire peut atteindre entre 15.000 et 25.000 euros par emploi créé. Soit une subvention minimum de 6 millions d'euros.

Or il semblerait justement que le nombre d'emplois promis par Amazon ne soit pas si élevé qu'il n'y paraît. Frédéric Duval, directeur des opérations Amazon.fr Logistiques SAS, qui présentait le projet aux côtés de Montebourg, s'est en effet contenté d'annoncer que le géant américain allait "*recruter jusqu'à 1.000 emplois d'ici novembre 2012*" sans être en mesure de préciser le nombre des emplois créés en CDI, en CDD ou en intérim.

Interrogé par les journalistes qui avaient fait le déplacement, Frédéric Duval, est resté très évasif sur cette question. Au point d'en exaspérer quelques uns. Seul véritable chiffre concret issu de la conférence: "*34 managers*" seront embauchés sur le futur site. C'est un peu faible! D'après le maire de Chalon, 350 CDI auraient été garantis par Amazon, mais sans précision de délai. Sur les deux autres sites logistiques de Saran et de Montélimar, l'on compte environ 4000 intérimaires pour 1100 emplois fixes. Et en deux ans, le nombre de CDI n'a pas augmenté à Montélimar, malgré des promesses de 200 emplois supplémentaires, à deux reprises, en 2010 et 2011.

Ajouté à cela, le ministre du redressement productif a sciemment évité les questions qui fâchent, à savoir celles des conditions de travail chez Amazon. Depuis 2008, des enquêtes journalistiques viennent régulièrement dénoncer les méthodes d'une direction peu soucieuse du droit du travail. Que ce soit France ou au Etats-Unis, d'ailleurs. Fouilles corporelles régulières, vestiaires placés sous vidéo-surveillance... les critiques des syndicats sont pléthores.

Vous comprenez que le gouvernement ne peut pas servir tout le monde, les smicard et les patrons, il fallait faire un choix, le choix est clair, net et sans bavure. Le gouvernement Hollande-Ayrault est un gouvernement anti-ouvrier, anti-socialiste et on doit le combattre en tant que tel.

De faux arguments pour un vrai soutien au régime.

Quels sont les deux principaux arguments avancés par ceux qui font campagne pour le rejet du TSCG en direction de Hollande ?

1- Une fois adopté, les travailleurs des secteurs public et privé seraient privés du droit de revendiquer une amélioration de leur condition.

2- Il lierait les gouvernement à venir à la politique d'austérité gravée dans le marbre de la Constitution, il leur interdirait d'adopter un budget déficitaire ou d'engager des dépenses sociales correpondant aux besoins des travailleurs.

A quoi correspond le premier argument ?

Serait-ce les travailleurs qui ne pourraient plus revendiquer une amélioration de leur sort, ne serait-ce pas plutôt les dirigeants pourris des syndicats soumis au régime qui seraient tenter de se saisir de ce prétexte pour se prosterner encore davantage devant les institutions, révélant leur véritable nature aux travailleurs ?

Cet argument ne se ferait-il pas l'écho des appareils ? Ne précèderait-il pas leurs intentions pour mieux les épargner par la suite ? Car, s'ils rechignaient à soutenir des revendications, on ne pourrait pas leur en vouloir, ils ne feraient que rester dans la légalité, que respecter la Constitution ayant intégré ce traité.

A l'opposé, nous affirmons qu'une fois ce traité ratifié, rien n'interdira aux travailleurs de se situer sur le terrain de leurs propres besoins et de se mobiliser pour faire aboutir leurs revendications qui demeureront légitimes, contrairement à ce traité.

A quoi correspond le second argument ?

Posons-nous quelques questions avant d'y venir.

Quel gouvernement pourrait briser le carcan que représente ce traité, qui prétend violer notre droit à combattre pour la satisfaction de nos besoins sociaux?

Quel gouvernement prendrait le risque en rejetant ce traité de s'isoler et de se retrouver au banc de l'Union européenne, attaqué de toutes parts par les agences du capital et l'ensemble des gouvernements ?

Quel gouvernement prendrait ainsi le risque de rompre avec l'UE ?

Question : quel gouvernement serait-il susceptible de remplir ces critères en France ou en Europe, un gouvernement dirigé par Hollande, Laurent ou Mélenchon, un gouvernement dirigé par le SPD, le PSOE, par un parti social-libéral de l'Internationale

jaune ou l'un de ses satellites ?

La réponse est non, sans l'ombre d'un doute. Seul un gouvernement ouvrier issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat rejetterait toute proposition de traité avec l'UE, abolirait tous ceux qui auraient été signés antérieurement, abolirait les institutions de la Ve République, romprait avec l'ensemble des institutions du capital à l'échelle mondiale... C'est dans cette perspective que devrait se livrer le combat contre le TSCG, en y ajoutant les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Alors que valent ces arguments associés au rejet du TSCG, sinon qu'il serait possible à un des gouvernements qui viennent d'être cités, d'avoir la volonté de rompre avec l'UE, les capitalistes qui détiennent le pouvoir faut-il le rappeler collaborant de bonne grâce avec ce gouvernement qui n'aurait pas d'autre alternative pour satisfaire les revendications des travailleurs que de s'attaquer aux privilèges des nantis sans toutefois rompre avec le régime en place.

On s'aperçoit immédiatement que c'est prêté à Hollande et son gouvernement des intentions qu'il n'a pas et qu'il n'aura jamais. Cela ne revient-il pas à colporter des illusions dans Hollande, cela ne revient-il pas à le soutenir, à vouloir faire croire aux travailleurs qu'il pourrait évoluer pour se placer à leur côté ? Ne serait-ce pas le seul objectif politique du POI et non le socialisme ?

Poursuivons en nous posant d'autres questions qu'apparemment personne ne veut ou ne tient à poser, vous avez le droit de vous demandez pourquoi ou plutôt de leur demander pourquoi.

En quoi la ratification de ce traité nous engagerait-il ? En rien, absolument rien, il est à nos yeux aussi illégitime que le capitalisme ou le régime en place.

En est-il de même de la part de ceux qui mènent campagne pour son rejet ? On est en droit d'en douter fortement après ce qui vient d'être énoncé plus haut. Mais vérifions-le à l'aide de leurs arguments.

En quoi consistent-ils ? Ils correspondent à la politique trade-unioniste dans laquelle ils se cantonnent, le réformisme. Ce traité serait un obstacle à l'adoption de réformes sous un régime capitalisme ce qu'ils estiment insupportables, alors qu'elles ne servent qu'à le conforter, à faire en sorte que les travailleurs supportent leur condition sans chercher à remettre en cause l'existence du régime en place.

Il faut noter que cette politique d'adaptation au capitalisme est déjà malmenée depuis des décennies par l'impossibilité d'obtenir la moindre réforme sociale et la liquidation progressive de tous nos droits. Ce n'est pas cela qui les a arrêté jusqu'à présent ou qui les aurait conduit à revoir leur copie, donc il y a tout lieu de penser qu'ils sont disposés à continuer dans le même registre qui a pour conséquence d'affaiblir, de désorienter, de finir de pourrir le mouvement ouvrier. Ils lancent des campagnes qui finissent toutes dans l'indifférence générale ou une impasse, qui ne servent strictement à rien à l'arrivée. Ils font signer des pétitions qui finissent toutes à la poubelle avec le même résultat.

En suivant leur raisonnement et l'on comprend leur embarras, si le TSCG entrait en vigeur, c'est comme si la porte des réformes se refermerait derrière eux, ce qui signifierait que non seulement l'inanité de leurs arguments serait mis en lumière, c'est l'ensemble de leur politique et leurs rapports avec les appareils et l'Etat qui apparaîtraient au grand jour pour ce qu'ils étaient, ils se retrouveraient privés de la politique qu'ils ont toujours menée, pire, ils ne pourraient pas en changer ou la réorienter contre les institutions puisqu'ils ont construit un parti sur la base de cette politique d'adaptation au capitalisme et non sur le programme de la révolution socialiste, ils n'auraient pas d'autre alternative que persister dans leur erreur et de se fossiliser pour continuer à exister ou prendre le risque de faire éclater leur parti sans être certain qu'il en resterait quelque chose.

Répétons ce que nous avons dit plus haut qui correspond à notre position.

Seul un gouvernement ouvrier issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat rejetterait toute proposition de traité avec l'UE, abolirait tous ceux qui auraient été signés antérieurement, abolirait les institutions de la Ve République, romprait avec l'ensemble des institutions du capital à l'échelle mondiale...

C'est dans cette perspective que devrait se livrer le combat contre le TSCG, en y ajoutant les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Actualité en titres

Alors pourquoi ne pas les exproprier ?

- Les entreprises du CAC ne valent plus grand chose - LExpansion.com

Soulagement

- Smic - Le Medef rassuré par une hausse "*raisonnable*" - LePoint.fr

- Medef - L'augmentation de 2 % du smic aura peu d'incidences sur l'emploi - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Le chômage explose !

Selon les chiffres publiés mardi 26 juin par la Dares, le service statistique du ministère du travail, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégorie A (sans aucune activité) en métropole a augmenté en mai de 1,2 % par rapport à avril, soit 33 300 personnes de plus.

Une telle hausse n'avait pas eu lieu depuis octobre 2009. La hausse est ininterrompue depuis treize mois : 2 922 100 personnes sont désormais inscrites dans la catégorie A.

En ajoutant les catégories B et C (activité réduite), et les chômeurs des Dom, le nombre de demandeurs d'emplois augmente de 29 000 personnes en mai, pour s'établir à 4 621 000 personnes. La hausse est de 0,6 % sur un mois (6,3% en un an).

Une fois de plus, ce sont les jeunes et les seniors qui sont les principales catégories frappées par la hausse du chômage, avec une hausse de près de 1,7% (+6,3% en un an) parmi les moins de 25 ans, 1,6 % pour 50 ans et plus. En un an, les chiffres ont explosé pour cette catégorie (+16,1%).

Même inquiétude pour les chômeurs de longue durée qui sont toujours plus nombreux : 1,2 % de plus qu'en avril, 8,5 % de plus qu'il y a un an.

Et les raisons d'espérer semblent peu nombreuses lorsqu'on regarde les chiffres dans le détail. Tous les indicateurs sont au rouge. Par rapport à avril, les entrées à Pôle emploi pour fin de CDD progressent de 2,6 %, celles pour licenciement économique de 2,3 %, celles pour autres types de licenciements de 5,1 %.

Côté sorties, pas davantage de raisons de se réjouir : les reprises d'emploi reculent de plus de 7 %. Seules les entrées en stage progressent fortement (+ 37 % !). Mais difficile de ne pas voir dans cette hausse, une manière d'amortir l'augmentation globale par un envoi de chômeurs en formation. (lemonde.fr et AFP 26.06)

Le chômage, la précarité, les salaires, en voilà des thèmes de combat politique contre le gouvernement et les institutions qui concernent des millions et millions de travailleurs. Qui mène une campagne nationale sur ces thèmes ? Personne.

1.2- La plus forte baisse du niveau des revenus depuis 28 ans.

Le pouvoir d'achat individuel des Français devrait baisser de 1,2 % en 2012, enregistrant son plus fort recul depuis 1984, affecté notamment par le ralentissement des revenus d'activité et la hausse des impôts, selon les nouvelles prévisions de l'Insee publiées mardi.

Le pouvoir d'achat par unité de consommation, la mesure la plus proche du ressenti des ménages, reculerait ainsi pour la deuxième année consécutive (- 0,1 % en 2011). (lepoint.fr 26.06)

J'évite d'employer l'expression "*pouvoir d'achat* qui banalise la notion de marchandisation chère à leur régime.

1.3- Fermeture d'usines en perspective.

General Motors compte construire les futures versions des Citroën C5 et Peugeot 508 à l'usine allemande de Rüsselsheim , écrit le Frankfurter Allgemeine Zeitung, citant des responsables syndicaux.

PSA Peugeot Citroën produit pour l'heure ces deux modèles à Rennes et un tel changement conduirait sans doute à la fermeture de ce site, ajoute le journal.

"*Il existe un tel scénario qui est actuellement négocié sérieusement avec les Français*", écrit le FAZ, citant Armin Schild,

un responsable syndical.

Contacté à Paris, PSA s'est abstenu de tout commentaire.

Opel, filiale européenne de GM, qualifie l'article de "*pure spéculation*".

Dans un entretien publié en mai par le quotidien Ouest France, le directeur de l'usine PSA de Rennes (Ille-et-Vilaine), Jean-Luc Perrard, avait déclaré qu'il était dans les intentions de PSA de confier la future C5 à une usine du groupe General Motors.

Der Spiegel écrivait ce même mois que la prochaine Opel Zafira pourrait être développée et produite par PSA dans le cadre du mécano industriel que le constructeur français et GM sont en train de mettre en place dans le cadre de leur alliance. (Reuters 26.06)

2- Grande-Bretagne. Salauds de pauvres, profiteurs !

En fustigeant "*les avantages pervers qui encouragent les gens à ne pas travailler*", David Cameron se positionne à droite toute et dans la lignée de Margaret Thatcher ou de John Major, ses prédecesseurs issus, comme lui, du Parti conservateur.

Il a proposé, lundi, 17 mesures pour réduire de 10 milliards de livres (12,5 milliards d'euros) le budget de la Sécurité sociale. Une somme non négligeable pour un pays dont la dette publique devrait culminer à 94% du PIB en 2014-2015.

Le Premier ministre a préconisé notamment de supprimer ou de réduire les aides au logement pour les jeunes de moins de 25 ans, à faibles revenus ou au chômage, afin d'économiser près de 2 milliards et demi d'euros par an. En Grande-Bretagne, 210.000 personnes âgées de 16 à 24 ans sont bénéficiaires de logements sociaux et le chef du gouvernement estime que "beaucoup" d'entre eux peuvent vivre chez leurs parents.

Une étude commandée par le centre d'analyse "*Intergenerational Foundation*" montre, d'ailleurs, que les jeunes ont vu leurs conditions de vie se détériorer depuis 2008. L'écart de richesse se creuse entre les moins de 30 ans et leurs aînés, notamment à cause du taux de chômage élevé chez les jeunes, des coûts du logement, et de l'augmentation des frais de scolarité dans les universités.

Chroniqueur de The Independent, Owen Jones, ironise à ce sujet, et se demande si les conservateurs cherchent à se faire haïr des jeunes: après l'augmentation des frais de scolarité dans les universités, ils leur donnent, selon lui, "un nouveau coup de pied".

David Cameron a, en revanche, exclu de toucher aux pensions et avantages accordés aux retraités.

Dans le Kent, le Premier ministre a également évoqué l'idée d'accorder des allocations de montants variables selon les régions et d'obliger les chômeurs de longue durée (de plus de deux ans) à entreprendre un travail communautaire, nettoyer les parcs, par exemple.

Dans la partie la plus controversée de son discours, David Cameron a pris pour cible les familles nombreuses sans emploi: "*Nous avons encouragé les gens en âge de travailler à avoir des enfants et à ne pas travailler, alors que nous devrions leur permettre de travailler et d'avoir des enfants. (...) Aujourd'hui, 1 enfant sur 6 en Grande-Bretagne vit dans un foyer où les parents sont au chômage, c'est une des proportions les plus élevées en Europe* ".

L'intervention du Premier ministre a surpris. Au point que *The Guardian* s'interrogeait, lundi, dans un éditorial: "*Cameron est-il sérieux?*"

Ces propositions sur les chômeurs ne sont pas partagées par ses alliés Lib Dem et ne pourront être approuvées par la coalition en place depuis 2010. D'ailleurs le chef des Libéraux Démocrates a bien compris que, lundi, David Cameron ne s'exprimait pas en tant que Premier ministre: "*Il a parlé en tant que leader du Parti Conservateur, il a parlé de ses idées personnelles et des mesures qu'il voudrait voir se mettre en place après 2015,* " a-t-il déclaré à la BBC. (lexpress.fr.26.06)

Haut de page

Le 28 juin

CAUSERIE

16h30 en Inde. Je mets en ligne 28 nouvels articles, dont un dans la Tribune libre sur le soutien du NPA aux "*régimes monarchiques réactionnaires du Golfe, armée lourdement par la France et les Etats-Unis sous commandement de ces puissances, et basée en Turquie.*". C'est à avoir honte de militer dans un tel parti quand rien ni personne ne vous y oblige.

L'article de lexpress.fr *11% des Français souffrent de la solitude* n'était pas du 19 mais du 25 juin, j'ai rectifié.

La suite demain.

Jeudi matin.

A nouveau, deux conceptions de la lutte de classe.

Première partie

Extrait d'un article reçu hier après-midi 27 juin donc en fin de matinée en France. C'est avant-hier que Sapin a annoncé que le smic bénéficierait (sic!) d'un "*coup de pouce*" de 0,6%.

L'entête de cet article, suit le titre, puis un extrait.

- Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 27 juin 2012

- Titre : *SMIC et service public: nous attendons des réponses claires*

- "*Les élections politiques passées, les signes négatifs apparaissent. Du moins d'après ce qui ressort publiquement et qui demande à être confirmé, ce qui n'est pas le cas à l'heure où ces lignes sont écrites.*"

Apparemment cet article a été posté le 27 mais il a été rédigé avant le 26 puisque c'est le 26 qu'on a été fixé sur l'augmentation du smic, donc il y a une inexactitude quelque part ou Mailly devient précocement grabataire.

On retrouve la même tournure, les mêmes interrogations hypocrites qu'au POI.

Il faut comprendre camarades, Hollande et ses acolytes du gouvernement, ce sont d'illustres inconnus, tout comme le PS d'ailleurs, comment pourrait-on deviner leurs intentions, hein, franchement ? Ils n'en ont rien dit au cours des derniers mois ou des dernières semaines, mais non, mais non, c'est nous qui nous faisons des idées.

Maintenant vous vous souvenez que *Les Echos* avaient vendu la mèche à propos du smic, Sapin a confirmé le chiffre qu'ils avaient donnés, et bien cela n'a pas empêché Mailly d'écrire : "*Si ces informations étaient confirmées, cela signifierait que le gouvernement aura été plus sensible aux sirènes des employeurs qu'aux attentes des travailleurs.*". Non, pas possible, en voilà un scoop, qui aurait cru cela de lui, c'est à en tomber à la renverse !

Est-ce que Mailly en conclura qu'il doit rompre les relations avec ce gouvernement des "*employeurs*" ? Là c'est une blague, si lui et ses collègues n'ont pas été foutus de rompre avec Sarkozy, il ne rompra jamais avec Hollande, en fait, quand on y regarde de plus près, on se rend compte qu'ils ont tous le même comportement de larbin du régime, qu'ils adoptent tous les mêmes rapports vis-à-vis de l'Etat et ses représentants.

Il embrayait ensuite sur les services publics, son fond de commerce privilégié, en employant la même rhétorique :

- "*Apparemment, les augmentations d'effectifs dans certains secteurs (Éducation nationale, police, justice) seraient compensées par des baisses ailleurs. Si tel était le cas (via des réductions ou des transferts par décentralisation), on continuerait à accentuer la RGPP.*"

On croit rêver. N'avez-vous pas entendu comme moi Hollande, Ayrault et d'autres ministres ou dirigeants du PS le dire et le répéter, le marteler avant les élections en réponse aux questions qu'on leur posait sur ce point précis, les postes supplémentaire dont seront dotés certains ministères seront compensés par la suppression de postes dans d'autres ministères ?

Et le POI d'écrire page 3 du numéro 206 d'*Informations ouvrières* paru hier :

- "*Cela signifie-t-il que les agents des Finances, ceux de l'Equipement, dans les ministères et dans les départements, verront la course infernale des suppressions de postes se poursuivre ?*"

Ou encore :

- "*Faut-il entendre par là que les soins de santé, les retraites, les allocations chômage, les allocations familiales devraient aussi faire les frais de l'« effort » revendiqué par le gouvernement ?*"

Mais non, mais non, le mieux c'est encore de s'attendre à rien du tout et le jour où cela vous tombera dessus, vous pourrez dire : voilà c'est arrivé !

Qu'est-ce que vous voulez, c'est cela l'avant-garde !

Allégeance au régime, c'est reparti de plus belle !

Mais, eh oui, encore un mais, travailleurs, camarades, ne vous faites pas de bile car tout est possible, si, si puisqu'on vous le dit. D'ailleurs, au POI ils ont pensé à tout, même à écrire à Hollande. Non, si, ce n'est pas un canular, ils n'ont pas perdu de temps dites donc. Sa "*majorité*" parlementaire était en place depuis à peine 5 jours, le deuxième tour des législatives a eu lieu le dimanche 17 juin, du lundi 18 au 23 juin, jour du conseil fédéral du POI, il ne s'est bien écoulé que 5 jours, qu'ils annonçaient l'envoie d'une lettre à Hollande qui sera datée du lendemain, dans laquelle ils lui demandent un rendez-vous.

Devinez quel en est l'objet, lui demander de bien avoir l'extrême obligeance s'il vous plaît monsieur le Président de la République française, de ne pas ratifier le TSCG au nom des "*60.000*" travailleurs qui ont signé leur pétition, alors que dans le même numéro ils disent en avoir récoltées 54.719, une inexactitude dont François II ne leur tiendra pas rigueur, ils ont arrondi comme on arrondit les angles entre gens de bonne compagnie, à moins qu'ils aient anticipé les signatures à venir d'ici leur rencontre très prometteuse. Comment, vous osez en douter ? Eux ils ne doutent de rien, la preuve.

Rien n'est joué

C'est le titre d'un article en page 2 signé Yan Legoff : *Rien n'est joué*

Car voyez-vous, Hollande, "*Mais le traité TSCG ? Le ratifiera-t-il ou non ?*" Quelle suspense ! et de conclure : "*Convaincu que « rien n'est joué », le POI vient de lancer un nouvel appel à l'unité pour la non-ratification du traité*". Quand nous affirmons qu'ils ont la fâcheuse tendance à se prendre pour ce qu'ils ne sont pas, ajoutons à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, est-ce que nous exagérons ? La preuve que non.

Et que lit-on dans leur appel "*Aux partis se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie*", devinez : "*Rien n'est joué. Tout est possible* ". C'est à se demander s'ils n'essaient pas de s'en convaincre eux-mêmes ! Pourquoi ? J'ai répondu à cette question dans ma causerie d'hier. Ils ont réussi à le caser à quatre reprises dans le même numéro.

Souvenez-vous, ils n'ont cessé de le marteler lors de leur campagne pour l'interdiction des licenciements, puis contre la "*réforme*" des retraites, en fait c'est leur refrain habituel, tout serait possible il suffirait d'y penser très fort ou de se démener comme de beaux diables pour que le miracle se produise, et comme les miracles nécessitent généralement un certain délai avant de se réaliser, pendant ce temps-là leur parti se transforme en passoire parce que leurs militants qui les ont pris au mot se lassent de ne rien voir venir, on les comprend, depuis quand ce petit jeu-là dure-t-il, disons... depuis 30, 50 ans, plus.

Si tout est possible en régime capitaliste, à quoi bon combattre pour le socialisme, non ? En colportant cette illusion ne se font-ils pas les fossoyeurs du socialisme ? Vous trouvez que j'exagère encore, je pense plutôt être encore en dessous de la vérité.

Souvenez-vous encore qu'ils considèrent la crise du capitalisme comme une catastrophe pour les travailleurs, ils voudraient leur épargner des souffrances supplémentaires, alors que l'on sait que cette condition est indispensable pour qu'ils passent à l'action, pour qu'une révolution ait lieu, c'est la raison pour laquelle nous considérons que cette crise avec ses conséquences brutales est une aubaine pour le développement du mouvement ouvrier.

Eux, ils cherchent à épargner les travailleurs, en réalité les couches qu'ils représentent seulement, et l'on sait que dans ce cas-là le régime aura encore de beaux jours devant lui, ils le savent, c'est leur véritable objectif politique.

De la même manière et pour la même raison ou conformément à leur objectif, ils ne se posent pas la question de savoir quelle est la valeur et la portée politique d'une réforme réalisée sous un régime capitaliste ou sous un régime socialiste, pour eux cette évaluation n'a pas lieu d'être ou ils l'occultent, seul compte le résultat immédiat, et peu importe si les masses se retrouvent davantage enchaînées au capitalisme du moment que certaines couches du prolétariat s'en tirent mieux que les autres ou disposent encore des moyens pour continuer de vivre confortablement.

Nous avons là toutes les caractéristiques d'un parti qui s'accommode du capitalisme du moment qu'il permet à l'aristocratie

ouvrière, aux couches moyennes et aux intellectuels de préserver leurs avantages sur le reste du prolétariat, le socialisme disparaissant totalement de leur horizon politique.

Nous, nous combattons dans la perspective de l'effondrement du capitalisme, car nous savons que sans cette condition il n'y aura pas de révolution et nous n'aurons aucune chance de renverser le régime en place. Nous savons que cela se traduira par de terribles sacrifices pour les travailleurs, nous l'assumons, nous sommes prêts à les affronter, alors qu'eux ils s'y refusent, ils tiennent à préserver leur petite vie confortable, à croire que la misère qui existe déjà (en France et dans le monde à une échelle gigantesque) n'est qu'un concept pour eux ou qu'elle fait partie des meubles pour ainsi dire puisqu'elle a existé de tout temps.

Si la misère est nécessaire au développement et à la survie du capitalisme, pourquoi ne le serait-elle pas pour assurer la victoire du socialisme, non pas qu'on la rechercherait ou qu'on la souhaiterait à quelqu'un, mais tout simplement parce qu'elle serait une nécessité historique, ne vivons-nous pas dans le règne de la nécessité ?

Comme je vis en Inde, j'emploie plus facilement le mot misère que pauvreté car elle est plus présente sans doute.

Deuxième partie

Vous aurez remarqué que la démarche du POI est commune au PCF, NPA, PdG, Attac, Fondation Copernic, etc. tous s'adressent à Hollande et au députés du PS.

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'ils lient le sort de la classe ouvrière au bon vouloir du Bonaparte qui trône au Palais et à sa cour qui siège au Parlement, autrement dit, ils remettent entre leurs mains l'indépendance de classe du prolétariat, ils livrent la classe au représentants du capital, Hollande et les députés du PS.

En fait, ils ne font que reprendre la politique qu'ils avaient mis en oeuvre à partir du 10 mai 1981 avec le succès que l'on sait et que chacun a pu constater.

Monsieur Hollande sauvez-nous d'une catastrophe annoncée, ne signez pas ce traité, ce qui suppose qu'une fois ratifié il ne nous restera plus qu'à en subir les conséquences sans que l'on puisse s'y opposer puisqu'on nous a fait comprendre que ce serait dès lors impossible.

Leur démarche revient à demander aux représentants du capital de se conduire en représentants des exploités, parce que voyez-vous, ils en seraient capables, pourquoi, pardi, mais parce que le PS serait encore un parti ouvrier, grotesque, c'est une fabulation, une illusion criminelle, un moyen comme un autre de diviser les travailleurs en prétendant combattre pour leur unité, en réalité ils ne visent que l'unité des appareils du PS et ses satellites, ils devraient être satisfaits, à part celui du PS leur objectif est pour ainsi dire atteint.

Il y avait une autre manière de procéder qui correspondait à une autre conception de la lutte des classes reposant sur le refus de toute collaboration de classes, sur le combat classe contre classe.

Il était possible d'expliquer aux travailleurs pourquoi nous rejetions le TSCG concocté par les technocrates de Bruxelles (UE) et de Frankfort (BCE), en déclarant qu'il ne fallait pas compter sur Hollande et les députés du PS qui y étaient favorables pour s'y opposer, pourquoi, tout simplement parce qu'ils incarnent les intérêts du capital et la politique de l'Union européenne, donc ne pouvant pas incarner les intérêts des travailleurs et le socialisme.

Contrairement à ces philistins, nous ne nous serions pas adressés à Hollande et aux députés du PS, pas davantage aux dirigeants de ses satellites, nous nous serions adressés uniquement aux travailleurs en dénonçant leur collusion ou complicité avec l'Union européenne des banquiers, leur trahison en osant agir de la sorte au nom des travailleurs et du socialisme.

Nous aurions mis l'accent sur le fait que le TSCG pouvait être ratifié dans le cadre de la Constitution de la Ve République parce que celle-ci incarnait les intérêts des capitalistes. C'est la Constitution qui permet à Hollande de soumettre nos droits à la dictature de l'Union européenne et au FMI à travers ce traité, notamment. Nous aurions donc lié ou combiné ce combat contre le TSCG au combat contre la Ve République qu'il nous faut abattre...

On nous rétorquera que dans ces conditions la ratification de ce traité serait assuré car nous serions dans l'impossibilité de mobiliser les masses sur une telle ligne politique. Assurément, car vous croyez vraiment qu'en s'adressant à Hollande ils vont soulever les foules et aboutir à un autre résultat ? Ce serait se faire de graves illusions.

Nos détracteurs ont une démarche d'appareil s'adressant à d'autres appareils, aux institutions (le président et les députés), et comme nous l'avons démontré hier, pour tenter d'associer des travailleurs ou des militants à leur initiative ils en arrivent à développer des arguments grotesques, dramatisant la situation, oui, eux aussi ils s'y mettent, du genre, demain tout sera foutu si ce traité était ratifié, etc., bref, camarades, comme sera le cas, cessez le combat ou tirez-vous une balle dans la tête, circulez il n'y

a plus rien à espérer, il est trop tard, nous sommes voués à la déchéance, c'est écrit dans ce traité, c'était la fatalité, c'est à cela que ramènent leur discours.

En ce qui nous concerne, notre démarche consiste à refuser de lier le sort de la classe ouvrière aux appareils et à l'Etat, nous considérons qu'elle doit conserver les mains libres, son indépendance de classe pour livrer son combat et prendre conscience d'elle-même. Notre démarche ne consiste pas à faire l'impasse sur les appareils et l'Etat, au contraire, on tire dessus à boulets rouges de manière à briser les illusions que les travailleurs pouvaient encore avoir en eux ou pour leur interdire d'en avoir, ainsi et ainsi seulement ils pourraient tirer des enseignements politiques à la fois pour la suite de leur combat et pour les aider à rompre avec le capitalisme, avec ses institutions politiques et les partis qui en assurent le fonctionnement pour le compte des capitalistes.

Nous n'avons pas la prétention de mobiliser des millions de travailleurs ou de parvenir à empêcher la ratification de ce traité, modestement nous nous donnons les moyens politiques de répondre aux aspirations des travailleurs tout en construisant le parti sur la base d'une orientation politique conforme au socialisme, dans la perspective du renversement du régime et d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, qui décidera de rompre avec l'UE, le FMI, etc. car aucun autre gouvernement ne le fera à sa place, et certainement pas le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius.

Soyons lucide, prenons la réalité telle qu'elle est, osons la regarder en face même si le constat est dur à avaler, refusons-nous à penser que tout serait possible ou l'inverse qui serait tout aussi fatal au mouvement ouvrier, ne nous prenons pas pour ce que nous ne sommes pas, ne cherchons pas un raccourci ou une voie de traverse pour tenter de palier nos faiblesses, ne cherchons pas à substituer à la classe ouvrière des élus ou des dirigeants qui par nature ou conviction lui sont étrangers ou encore un sauveur suprême, car c'est à cela que revient le fait de s'adresser à Hollande. Faisons ce que nous avons à faire, dans l'ordre, sans nous disperser ou nous laisser distraire ou encore sombrer dans la facilité, essayons de rassembler des travailleurs et des militants, expliquons-leur inlassablement notre politique, c'est le seul moyen d'aller de l'avant, pas à pas, c'est ingrat et difficile comme voie, nos adversaires se sont employés à en emprunter une autre pendant des décennies et des décennies, quand on en voit le résultat, on est porté à penser qu'elle n'était pas la bonne.

Maintenant, si ces arguments ne vous ont pas convaincus, demandez-vous quelle crédibilité peut avoir un parti (sa politique et ses dirigeants) qui n'a eu de cesse de vouloir associer au combat de la classe ouvrière les partis (sociaux-libéraux) de l'Internationale jaune, mieux encore, qui ne loupe pas une occasion de vanter les mérites inestimables de leurs dirigeants sachant que ces partis ont mené partout en Europe et ailleurs dans le monde durant les dernières décennies ou depuis 50 ans des politiques antisociales et réactionnaires.

Je n'invente rien lisez donc l'article de Marc Gauquelin en page 4 du numéro 206 *Informations ouvrières* vous en aurez la confirmation. Rejeter le TSCG pour finalement s'en remettre au parti de Schröder, sachant que le TSCG implique la généralisation à toute l'Europe de la politique mise en oeuvre en Allemagne quand il était chancelier, il fallait oser, le POI a osé.

Un dernier mot, cela allait m'échapper : n'avez-vous pas remarqué que c'est la même démarche à laquelle ont de plus en plus recours les dirigeants syndicaux, s'adresser, que dis-je, s'en remettre au Président de la République, divisant les travailleurs, brisant leur résistance et leur mobilisation. Lisez plus loin l'intervention de la CGT chez ArcelorMittal de Florange.

Prédiction désabusée

A la veille d'un sommet censé apporter le salut à une Europe paniquée par l'Espagne qui vacille dans un discours aux députés du Bundestag, chambre basse du Parlement, Mme Merkel a prévenu, une fois de plus, qu'il n'y avait "*pas de solution rapide, facile à la crise*".

Des réformes structurelles dans les pays en difficulté seront "*tout en haut de l'ordre du jour*" à ce sommet, a dit la chancelière.

La veille, lors d'une réunion avec quelques parlementaires, Mme Merkel avait apparemment prédit que les euro-obligations, dans lesquels beaucoup voient le salut de l'union monétaire, ne verraient pas le jour de son vivant.

Pour Berlin, ces instruments pré-supposent une intégration européenne poussée qui verra les pays membres de l'UE céder de plus en plus de leur souveraineté.

Ce sont ces problématiques que Mme Merkel veut mettre sur la table à Bruxelles, avec pour base la feuille de route dévoilée mardi par le président de l'UE Herman van Rompuy. Celle-ci propose la mise en place sous dix ans d'une union bancaire et économique.

"*Les marchés ont appris à ne pas placer trop d'espoirs dans ces (sommets)*", se résignaient les analystes de Commerzbank. (AFP 27.06)

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques.

Au nom de la "***justice***" sociale.

Le gouvernement français va dégager 7,5 milliards d'euros de recettes dans le cadre de ses efforts pour boucler le budget de l'année 2012, puis environ 19 milliards d'euros pour 2013, indique mercredi le quotidien *Les Echos* sur son site internet.

Interrogé par l'AFP, Bercy s'est refusé à tout commentaire "*avant la présentation du projet de loi de finances rectificatif mercredi en conseil des ministre et aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat*".

Ces efforts sont destinés à respecter l'objectif d'une baisse du déficit budgétaire à 4,5% du produit intérieur brut (PIB) d'ici à la fin de l'année, puis à 3% en 2013.

Cette première loi de Finances du gouvernement socialiste va représenter près de la moitié du total des hausses d'impôt prévues par le président François Hollande durant la campagne électorale.

Dans le détail, selon *Les Echos*, les stocks pétroliers vont être taxés à 4% pour la seule année 2012.

Les banques seront concernées via la taxe sur les risques systémiques (portant sur les fonds propres), qui va être doublée, de 0,25% à 0,5%. La taxe sur les transactions financières sera relevée de 0,1% à 0,2% dès le 1er août.

Par ailleurs, le forfait social sur la participation et l'intéressement sera relevé de 8% à 20%. Des mesures sont également prévues pour réduire l'intêrêt des entreprises à s'installer dans un paradis fiscal.

Le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac, avait de son côté affirmé mardi que le gouvernement s'apprêtait à geler un milliard de dépenses des ministères qui devaient être engagées d'ici à la fin de l'année, dans le cadre de ses efforts pour boucler le budget de l'année 2012. (AFP 27.06)

La participation et l'intéressement, c'est une partie de la plus-value produite pas les travailleurs que les patrons leur reversent sous cette forme et non sur celle d'un salaire, mais cela revient au même une fois qu'elle leur est affectée, c'est une partie de leur salaire. Maintenant observez de combien sera la hausse du prélèvement et comparez-là à celle sur les transactions financières ou les stocks pétroliers ou encore les banques, ajoutez à cela le milliard ponctionné sur les dépenses des ministères et vous aurez compris qui va faire les frais de la politique d'austérité du gouvernement, et ce n'est qu'un début puisqu'il est fortement question d'une hausse des cotisations sociales versées par les travailleurs. A suivre.

Privatisation larvée en perspective.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) suggère d'expérimenter à partir de 2015 la mise en concurrence des trains express régionaux (TER), dans un projet d'avis examiné mercredi en assemblée plénière.

Ces premiers tests devraient être menés à échelle réduite, dans trois ou six régions et seulement sur certaines lignes, selon le CESE.

Une réglementation européenne de 2009 impose aux Etats membres d'être en mesure de procéder à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire régional en 2019, au terme d'une période transitoire de dix ans.

Afin d'assurer la réussite de ce projet, le CESE préconise d'anticiper l'échéance de quatre ans, en lançant l'expérimentation début 2015.

"*Celle-ci, fondée sur un volontariat régional, pourrait être proposée à trois ou six régions via un appel à projets accompagné d'une subvention de l'Etat pour le financement des étapes de préparation*", précise l'un des deux co-rapporteurs du projet d'avis, Jean-Marie Geveaux.

Le texte propose également que l'expérimentation "*ne s'effectue pas sur une région entière, mais plutôt*" sur un groupe de lignes "*cohérent et équilibré de taille moyenne*". La durée des contrats devrait être de quatre ans minimum, mais plus longue si l'opérateur doit fournir le matériel roulant.

Dans un communiqué publié mercredi soir, le ministre des transports Frédéric Cuvillier a indiqué qu'il allait examiner "*avec la plus grande attention*" les propositions du CESE.

"*La question de l'ouverture à la concurrence ne saurait être un préalable à des évolutions nécessaires pour l'amélioration du secteur*" a tenu à préciser le ministre, pour qui la priorité va à la qualité du service, la fiabilité et la capacité que le réseau ferroviaire peut offrir à ses usagers.

Il a rappelé que la question de la concurrence sera traitée au niveau européen. "*Il ne s'agit pas d'aller au devant des obligations qui seront imposées dans ce cadre*", selon le ministre.

En clôture des Assises du ferroviaire, en décembre dernier, Nathalie Kosciusko-Morizet, alors ministre des Transports, avait annoncé le lancement à partir de 2014 d'une "*expérimentation*" visant à ouvrir à la concurrence le marché des TER et des TET (Trains d'équilibre du territoire).

Le nouveau gouvernement n'a pas encore indiqué s'il comptait ou non maintenir cette date. (AFP 27.06)

Non mais !

"*Le coup de pouce du smic, je le dis comme je le dirais hors micro, c'est du foutage de gueule*", a déclaré Clémentine Autain sur Europe 1. Et d'ajouter que cette mesure n'est pas "*correct(e) vis-à-vis de ceux qui souffrent*" et est "*inefficace sur le plan économique*". (Reuters 27.06)

Si au moins elle était efficace sur le plan économique, qu'est-ce qu'elle serait bonne !

Impressionnant !

Les députés du Front de gauche menacent de ne pas accorder leur confiance au gouvernement lors du vote qui aura lieu la semaine prochaine à l'Assemblée nationale si les orientations actuelles dans le domaine économique et social se confirment.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, doit faire mardi devant les députés son discours de politique de générale, qui sera suivie d'un vote dit de confiance.

Le "*patron*" du groupe GDR a également vivement protesté contre le refus des socialistes d'accorder une vice-présidence de l'Assemblée ou une présidence de commission à son groupe. (Reuters 27.06)

Banaliser, siphonner l'extrême droite... de l'intérieur.

Répondant au député UMP Lionnel Luca, membre de la Droite populaire qui a dénoncé mercredi "*l'élimination*" des députés appartenant à ce collectif des instances du groupe UMP à l'Assemblée nationale lors des élections internes organisées la veille.

"*Moi je veux dire que la Droite populaire, elle a incontestablement toute sa place dans notre famille politique (...) y compris dans la direction future de l'UMP. D'ailleurs il y aura peut-être un mouvement à l'intérieur de l'UMP qui sera constitué*", a dit M. Copé lors de son point presse. (AFP 27.06)

200 000 euros pour deux jours de travail par semaine !

La Saur, la troisième entreprise française de distribution d'eau, dont le Fonds stratégique d'investissement (FSI), organisme public, possède 38 % du capital, a porté à sa tête, le 22 mai, Michel Bleitrach, l'ex-président du directoire de Keolis, en remplacement de Joël Séché.

Selon nos informations, M. Bleitrach, président exécutif de la Saur, a annoncé, devant le conseil de surveillance de la société, qu'il entendait travailler environ deux jours par semaine pour sa nouvelle entreprise, en raison d'un agenda déjà bien rempli. Et, pour ce faire, il a demandé un salaire fixe annuel de 200 000 euros, auquel s'ajouterait un bonus dont les conditions d'attribution doivent encore être discutées.

Interrogée, la Saur précise tout de go que, si son premier actionnaire est public (le FSI, détenu à 51 % par la Caisse des dépôts et consignations et à 49 % par l'Etat), elle n'est pas une société publique. Et donc, ne tombe pas sous le coup des restrictions prévues par le gouvernement. (lemonde.fr 27.06)

Comment ils font leur salade entre-eux.

La banque britannique Barclays a annoncé mercredi qu'elle allait payer 290 millions de livres (362 millions d'euros) pour mettre fin à des enquêtes judiciaires au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, et son patron a fait son mea culpa en renonçant à un bonus cette année.

Dans son communiqué, la banque indique avoir obtenu des règlements à l'amiable avec plusieurs régulateurs financiers, dans le cadre "*d'une enquête dans tout le secteur (bancaire) sur la fixation des taux d'intérêts interbancaires pour une série de devises*".

Dans un autre communiqué, l'autorité britannique des services financiers (FSA) précise avoir infligé à la banque une amende de 59,5 millions de livres pour des conduites répréhensibles liées au taux interbancaire de référence sur le marché londonien, le Libor, et celui pour les taux interbancaires en euros (Euribor). Elle précise que "*c'est la plus grosse amende jamais imposée par la FSA*".

Outre la FSA, Barclays dit avoir trouvé des accords aux Etats-Unis avec l'autorité de régulation des marchés à terme et dérivés (CFTC) et le département de la Justice. Ce dernier lui a également accordé l'immunité dans des enquêtes sur des violations de la concurrence.

Suite à cette affaire, et "*pour refléter notre responsabilité collective en tant que dirigeants*", le directeur général de Barclays, Bob Diamond, a annoncé qu'il avait décidé de "*renoncer à un bonus annuel cette année*".

Trois autres membres de la direction ont pris la même décision : le directeur financier Chris Lucas, le directeur opérationnel Jerry del Missier, et le directeur exécutif chargé de la banque d'investissement Rich Ricci. (AFP 27.06)

Nantis, prédateurs, voyous...

La quatrième chambre du tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne) a ordonné mardi l'expulsion de Pétronilla Comlan-Gomez, conseillère régionale PS d'Ile-de-France, de la maison qu'elle occupe depuis juillet 2011 sans avoir payé la propriétaire.

La propriétaire des lieux, Aline Baldinger, avait accepté de laisser entrer Pétronilla Comlan-Gomez, qu'elle a connue au PS, avant de signer un compromis de vente. La conseillère régionale s'est installée à l'été 2011 avec sa famille dans le pavillon de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) et la promesse de vente a été signée en octobre, pour 572.000 euros.

Mais selon l'avocat de Mme Baldinger, Me Alain Dalipagic, le chèque de garantie est revenu impayé et fin 2011, "*on se rend compte qu'il n'y a pas eu de demande de prêt ou d'offre de prêt.*"

"*Ils n'ont pas payé un centime depuis juillet*", tempête Me Dalipagic, interrogé par l'AFP.

"*Ce qui est hallucinant c'est qu'ils ont fait des travaux sans autorisation, ils ont transformé un garage à bateau en chambre alors que ce n'est pas possible d'un point de vue urbanistique, c'est en zone inondable*", poursuit l'avocat.

L'avocat des époux Comlan, Me Grégory Leproux, regrette pour sa part que le juge n'ait pas retenu la demande d'indemnisation formulée par ces derniers, au titre de ces travaux dont le montant avoisine les 50.000 euros.

Expliquant que ses clients n'ont pu obtenir un crédit via un courtier, Me Leproux avait proposé de transformer l'occupation en location.

Mme Comlan et son mari ont été condamnés à verser 57.200 euros de clause pénale, pour ne pas avoir apporté la preuve qu'ils avaient déposé une demande de prêt, a expliqué Me Leproux à l'AFP.

Les époux ont également été condamnés à verser une indemnité d'occupation de 2.000 euros par mois à partir de mars 2012, date à laquelle M. et Mme Comlan ont été mis en demeure de signer l'acte de vente du pavillon. (AFP 27.06)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le parquet à la solde des banquiers.

L'accusation a demandé mercredi cinq ans de prison ferme au procès en appel à Paris de l'ancien trader de la Société générale Jérôme Kerviel, tenu pour responsable d'une perte historique de 4,9 milliards en 2008.

"*Votre décision devra se montrer exemplaire et dissuasive, n'en déplaise à tous ceux qui voient en Jérôme Kerviel une victime de la finance. (...) Il n'est victime que de lui-même*", a dit l'avocat général dans son réquisitoire. Le procès se termine jeudi avec la plaidoirie de l'avocat du prévenu, David Koubbi, qui entend demander la relaxe au motif que la banque aurait connu les

agissements de son employé et les aurait utilisés pour couvrir d'autres pertes. (Reuters 27.06)

2- Grèce

C'est une hécatombe. Après l'hospitalisation du Premier ministre et la démission du ministre des finances pour des raisons de santé, c'est au tour du directeur du Fonds hellénique de privatisation, Ioannis Koukiadis, de jeter l'éponge, pour "*des raisons personnelles*".

L'objectif des 20 milliards parait trop élevé. Selon Slate.fr, la Grèce aurait réalisé seulement 1,3 milliard d'euros de privatisations en 2011, sur un objectif de 5 milliards. La raison de cette contre-performance ? En Grèce, les syndicats se sont farouchement opposés à la vente des bijoux de famille. Mais surtout, les entreprises publiques grecques ne gagnent pas d'argent. Elles ne sont pas compétitives. Du coup, elles ne valent rien, confie un économiste. (lexpress.fr 27.06)

3- Pologne

Le président polonais Bronislaw Komorowski a parachevé mercredi la ratification par son pays du mécanisme européen de stabilité (MES), structure commune permanente destinée à financer les pays en difficulté de la zone euro.

Le Parlement polonais avait déjà donné en mai son feu vert à la ratification des changements au Traité de Lisbonne qui permettent la mise en place de ce mécanisme.

Bien que non membre de la zone euro, la Pologne a néanmoins décidé de s'y associer. (AFP 27.06)

Social

France

1.1- L'ArcelorMittal de Florange est occupée.

L'usine ArcelorMittal de Florange, en Moselle, est entièrement bloquée ce mercredi matin par des ouvriers du site pour, ont-ils expliqué, «*maintenir la pression sur la direction*» mais également «*sur le ministre du Redressement productif*», Arnaud Montebourg.

Une cinquantaine d'ouvriers ont pris position vers 6h30 devant les trois entrées de l'usine, bloquant l'accès aux locaux administratifs, aux expéditions à Sainte-Agathe (Moselle) et au train à chaud au passage à niveau de Dapisch (Moselle), a constaté l'AFP.

C'est la première fois depuis le début du conflit, fin février, que les trois portes de l'usine mosellane sont bloquées simultanément, à l'appel d'une intersyndicale CFDT-CGT-FO. Le mouvement devrait se poursuivre jusqu'à au moins 21h, a indiqué l'intersyndicale. «*Il s'agit bien sûr de maintenir la pression sur la direction*», a expliqué le responsable de la CGT, Edouard Martin. «*Mais c'est également un avertissement à (Arnaud) Montebourg dont la mission d'expertise est en train de mal tourner*», a-t-il ajouté.

Début juin, le ministre du Redressement productif avait mis en place une «*mission d'expertise*» sur Florange après une rencontre à l'Elysée entre le président François Hollande et des représentants syndicaux d'ArcelorMittal. Cette mission doit notamment analyser les perspectives du marché européen et mondial de l'acier et examiner les perspectives industrielles du site mosellan. Elle doit rendre ses conclusions d'ici au 31 juillet.

«Les experts du gouvernement sont en train de nous dire que Florange pourrait tourner sans le train à chaud. C'est exactement ce qui dit (Lakshmi) Mittal», a déclaré Edouard Martin. «*Nous ne voulons pas de cette solution. Nous voulons garder un site intégré qui maîtrise tout le processus de fabrication*», a-t-il ajouté.

Pour Walter Broccoli, le leader de FO, c'est «*l'été de tous les dangers*» qui s'annonce. «*Nous sommes réellement à la croisée des chemins: ou Mittal s'abstient de remettre en cause la viabilité du site, ou il annonce un plan social d'ici à la fin août*», a-t-il indiqué. (20minutes.fr 27.06)

1.2- Suppression de 1.167 postes en persepctive chez Castorama

Les syndicats de Castorama (12.650 salariés) ont affirmé mercredi avoir obtenu un document interne faisant état d'un plan de suppression de 1.167 postes d'ici à 2014, la direction assurant à l'AFP qu'un tel projet n'est pas d'actualité.

Selon Françoise Le Païh (CGT), un salarié a récupéré un document de travail émanant de la direction générale dans lequel "*il*

est notifié 1.167 suppressions de postes, dont 25% en 2012, d'ici 2014".

"*Ce document n'est pas un document de travail comme ils le prétendent, mais un plan d'action pour être mis en place, d'ailleurs c'est marqué dessus*", a affirmé de son côté Jean-Paul Gathier (FO). "*Les documents qui nous sont parvenus étaient incontestables. (...) Ils essayent de noyer le poisson en disant que c'était une piste de travail*", a-t-il insisté auprès de l'AFP.

"*On découvre qu'ils veulent supprimer des postes en sachant que Castorama France, c'est 69 millions (d'euros) de bénéfices en 2011*", a affirmé Hugues Bastat, délégué syndical central CGT, déplorant le côté "*caché*" du projet.

Selon les syndicats, les suppressions de postes se feraient sans licenciements, notamment via des départs non remplacés. (AFP 27.06)

1.3- Air France. La CGT ne signera pas, mais...

La CGT, premier syndicat d'Air France, a fait savoir mercredi qu'elle ne signerait pas les accords sociaux du plan "*Transform 2015*" censé permettre à Air France-KLM d'économiser deux milliards d'euros en deux ans et demi afin de réduire sa dette d'autant.

La compagnie Air France, largement responsable des pertes du groupe franco-néerlandais, veut réduire ses coûts de 20%, soit de 1,8 milliard d'euros, d'ici fin 2014. La moitié devrait provenir des 5.122 réductions de postes d'ici fin 2013, annoncées la semaine dernière, desquelles direction et syndicats doivent discuter jeudi et vendredi.

L'accord d'une majorité des syndicats représentatifs d'Air France est nécessaire pour que le plan soit définitivement validé début juillet.

En clair, pour être adoptés, les accords devront être signés par un ou des syndicats disposant au total de plus de 30% des voix au sein d'Air France et ne devront pas être contestés par un ou des syndicats représentant au total plus de 50% des suffrages.

Après un nouveau comité central d'entreprise jeudi matin, une ultime journée de discussions aura lieu vendredi. Une signature pourrait intervenir le 6 juillet pour le personnel et un peu plus tard pour les personnels navigants, qui doivent soumettre les accords à un référendum.

Si les discussions échouent, les accords collectifs existants seront dénoncés mais continueront à s'appliquer pendant 15 mois. A l'issue de cette période, la convention collective du secteur aérien sera appliquée si aucun nouvel accord n'est conclu entre-temps.

Un échec des discussions dans les prochains jours pourrait déboucher sur un conflit social au moment même des grands départs en vacances et empêcher une remontée du cours en Bourse d'Air France-KLM, les marchés attendant beaucoup de l'issue des négociations.

David Ricatte a précisé qu'il était encore prématuré d'envisager un recours à la grève, la CGT menant avec les salariés des consultations qui se prolongeront jusqu'à la semaine prochaine.

La compagnie s'est engagée jeudi dernier à ne procéder à aucun licenciement sec d'ici la fin de l'an prochain, voire en 2014 si elle constate au second semestre 2013 que le plan se déroule comme prévu.

La CGT a interpellé l'Etat français, qui détient 15,9% d'Air France-KLM, en demandant au nouveau gouvernement d'organiser des assises du transport aérien pour définir l'évolution du secteur. (Reuters 27.06)

C'est la méthode habituelle pour diviser ou briser une mobilisatiion.

Economie

1- Espagne

Les ministres des Finances de la zone euro ont accepté mercredi la demande d'aide de l'Espagne et dit qu'elle solliciterait sans doute entre 51 et 62 milliards d'euros pour renflouer ses banques, ainsi qu'une "*marge de sécurité*" supplémentaire.

L'Eurogroupe précise dans un communiqué que dès que le montant exact sera établi, l'aide sera versée par le Fonds européen de stabilité financière (FESF) avant que le Mécanisme européen de stabilité (MES) ne prenne le relais.

En fin de matinée, la Commission européenne a donné provisoirement son feu vert à l'aide publique espagnole à Bankia et demandé à Madrid de présenter un plan de restructuration pour la banque d'ici six mois.

"*Etant donné l'interconnexion des finances publiques et la situation du secteur bancaire, nous devons également garder un oeil sur le développement du budget espagnol,*" déclare Peter Praet, membre du directoire de la BCE, dans un article qui sera publié jeudi par le *Financial Times Deutschland*. (Reuters 27.06)

2- Italie

Banca Monte dei Paschi di Siena (MPS) a annoncé mercredi un plan de restructuration prévoyant notamment une augmentation de capital d'un milliard d'euros et la suppression de 4.600 postes alors que la banque a dû faire appel au soutien de l'Etat pour renforcer ses fonds propres.

MPS prévoit de fermer 400 agences, soit plus de 10% de son réseau et de réduire considérablement son portefeuille de prêts.

La troisième banque d'Italie et la plus vieille du monde, a par ailleurs estimé qu'elle allait vendre 1,5 milliard d'euros d'obligations spéciales au Trésor italien, à comparer avec un maximum de 2 milliards d'euros approuvé mardi par le gouvernement.

Cela portera l'aide totale de l'Etat à la banque à 3,4 milliards d'euros, en prenant en compte 1,9 milliard d'euros d'obligations Tremonti souscrites par le gouvernement au plus fort de la crise financière en 2009.

La banque a indiqué qu'elle rembourserait entièrement les autorités publiques d'ici la fin de son plan 2012-2015.

Le plan triennal mis en place par l'administrateur délégué nouvellement nommé Fabrizio Viola et le directeur général Alessandro Profumo, prévoit également la suppression de 4.600 emplois, soit 15% des effectifs de la banque, ce qui devrait faire baisser les coûts de 565 millions d'euros d'ici 2015. (Reuters 27.06)

3- Chypre

Dans un autre communiqué diffusé au même moment, les ministres des Finances de la zone euro annoncent qu'ils ont également accepté la demande d'aide de Chypre, qui sera elle aussi versée par l'intermédiaire du FESF ou du MES dès que son montant aura été établi.

En contrepartie de cette aide évaluée à une dizaine de milliards d'euros, l'Eurogroupe précise que Chypre doit procéder à des ajustements budgétaires et à des réformes structurelles, ainsi que renforcer son secteur bancaire et financier.

Des responsables gouvernementaux chypriotes ont sollicité l'aide du Fonds monétaire international (FMI) pour résoudre la crise bancaire du pays, a annoncé pour sa part annoncé sa directrice générale Christine Lagarde. (Reuters 27.06)

4- Mexique

Cette semaine, Carlos Slim, l'homme le plus riche du monde, à la tête du géant des télécoms America Movil, vient de faire de nouvelles emplettes en Europe. Après avoir acheté 23 % de Telekom Austria, il vient de s'emparer par une OPA inamicale de 20,9 % du capital de KPN, la téléphonie hollandaise dont il détenait déjà 8 %, ce qui fait du Mexicain le principal actionnaire de cette compagnie.

De source plus officieuse, America Movil veut faire du siège de KPN son quartier général pour attaquer sur son territoire son principal concurrent, l'espagnol Telefónica.

Toujours cette même semaine, Cemex (Ciments mexicains) a annoncé qu'il était parvenu à un accord pour refinancer sa dette de 7 milliards de dollars jusqu'en 2017. Son président, Lorenzo Zambrano, qui n'a jamais caché son ambition de devenir le numéro un mondial du ciment, achète depuis 15 ans des cimenteries aux quatre coins du monde. Il en possède déjà 50. En absorbant le britannique RMC Group, il réalise son rêve : faire part égale avec ses grands concurrents : le français Lafarge et le suisse Holcim. En 2007, Lorenzo Zambrano a ensuite racheté pour 14 milliards le géant australien du ciment et du matériel de construction Rinker, très implanté aux États-Unis juste avant le début de la récession américaine, ce qui lui vaut ce terrible endettement.

Grâce à la signature de l'Alena en 1994 (l'accord de libre-échange nord-américain), le Mexique est devenu avec la Chine et le Canada le principal partenaire commercial des États-Unis (500 milliards de dollars d'échanges par an). De nombreuses entreprises mexicaines ont profité de ce nouveau marché. Elles se sont restructurées, ont débauché aux quatre coins du monde les meilleurs experts pour améliorer leur productivité, découvrir les nouvelles techniques de gestion, utiliser les hautes technologies en marketing afin d'être les meilleures dans leur pays comme sur les marchés étrangers. Les entreprises nouvellement dénationalisées ou celles qui vivaient douillettement en situation de monopole ont su prendre le train de la globalisation.

Gruma s'est hissé au premier rang mondial des producteurs de farine de maïs et de tortillas. Il possède 22 usines de transformation aux États-Unis et quatre en Europe (deux en Angleterre, une en Hollande et une autre en Russie). Très implanté en Amérique du Sud, Gruma est également parti a la conquête de l'Asie et de l'Océanie avec des usines de farine de blé et de maïs en Chine, Malaisie et en Australie. Avec sa marque principale Maseca, Gruma est parvenu à changer les habitudes alimentaires des Nord-Américains, en imposant partout, même sur la côte Est, tortillas, craquettes et tacos dorés de maïs.

Là où ces produits n'ont pas encore trouvé leur place, il y a dans les toasters le pain en tranches de Bimbo. Ce groupe familial 100 % mexicain est le premier boulanger du monde. Présent dans toute l'Amérique, il a raflé à ses concurrents les contrats en fournissant les miches de pain mou pour les hamburgers des McDonalds et des Burger Boys. Bimbo compte 125 000 employés dans le monde, élabore 7 000 produits vendus sous 154 marques distinctes. Avec le rachat du groupe Sara Lee aux États-Unis, il s'est rodé aux pays du premier monde avec des produits aux standards internationaux. Après la Chine où il s'est implanté avec un énorme succès, l'Europe s'annonce comme un nouveau marché à conquérir. (lepoint.fr 27.06)

5- Japon

Les actionnaires de Tokyo Electric Power (Tepco) ont approuvé mercredi lors d'une assemblée générale ordinaire une augmentation de capital grâce à un apport de l'Etat, entérinant une nationalisation de facto de la compagnie gérante de la centrale accidentée de Fukushima.

Alors que des opposants à l'énergie nucléaire protestaient devant le gymnase où se tenait la réunion, les détenteurs de titres Tepco ont donné leur accord à une levée de fonds qui fera du pays le principal actionnaire de la compagnie privée.

L'Etat nippon ne peut en aucun cas laisser s'effondrer la compagnie chargée de l'alimentation électrique de la mégapole de Tokyo et de ses environs, coeur économique et centre névralgique du pays.

Le groupe a déjà reçu des avances substantielles de quelque 16 milliards d'euros pour indemniser des centaines de milliers de particuliers et entreprises victimes des fuites radioactives.

Il doit en outre débloquer des montants colossaux pour faire face aux dommages subis par ses installations, stabiliser le site et, à terme, démanteler au moins quatre des six réacteurs de la centrale.

Ses comptes sont aussi plombés par la montée en flèche de sa facture d'hydrocarbures, carburants que la compagnie doit importer en masse pour faire tourner à plein ses centrales thermiques, afin de compenser l'absence d'énergie nucléaire.

Selon les évaluations d'un groupe d'experts mandatés en 2011 par le gouvernement, Tepco aurait besoin de quelque 4.540 milliards de yens (44 milliards d'euros) avant mars 2013 pour les dédommagements, et de plus de mille milliards de yens pour démanteler ensuite les quatre réacteurs condamnés sur les six de Fukushima Daiichi.

Il faudra quarante ans pour y parvenir, trois des réacteurs étant si endommagés qu'une extraction du combustible paraît inenvisageable avant 2022. (AFP27.06)

Haut de page

Le 29 juin

CAUSERIE

Quel boulot dingue encore aujourd'hui !

Un petit message d'encouragement ferait du bien ou une réaction à cette causerie. Je pourrais très bien garder pour moi tout ce que j'écris ici et continuer de vivre tranquillement sous les tropiques, tranquillement c'est un grand mot... Parfois je me dis que cela ne vous intéresse peut-être pas plus que cela, dans ce cas-là dites-le moi et j'arrêterais tout, je vous assure que je m'en porterais mieux, surtout mes yeux qui fatiguent à l'écran, je n'ai plus 20 ans non plus. Qui a dit qu'il n'y avait pas pire dans la vie que de se laisser aller ? Ajoutons le dilettantisme. L'oisiveté est incompatible avec mes convictions, quel dommage parfois, je prendrais bien un peu de repos.

Bon week-end à tous ou bonnes vacances.

Comment les Etats ont bradé leur souveraineté au profit de la dictature (mondiale) de l'aristocratie financière.

L'Union bancaire en Europe pilotée par le Fed comme prochaine étape de la dictature des banquiers mise en oeuvre au milieu des années 70, lorsqu'ils décidèrent que les Etats ne pourraient plus emprunter à leur banque centrale et devraient dorénavant passer par les marchés financiers, étranglant à petit feu les Etats qui se soumettront à leur diktat.

Leur Union bancaire est la traduction politique de la dictature des banquiers, sa consécration.

Sur le plan politique, leur prochaine étape c'est d'instaurer le bi-partisme comme aux Etats-Unis, faire en sorte que dans chaque pays de l'UE seuls deux partis existent sur le plan institutionnel ou soient susceptibles de parvenir au pouvoir, le partis officiel et officieux de l'ordre, aux Etats-Unis les partis démocrate et républicain, en France l'UMP et le PS.

Si c'est en bonne voie dans certains pays comme la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, cela demeure problématique dans bon nombre de pays comme la Grèce, l'Allemagne, la France.

En France, grâce au PS, (Jospin) en inversant le calendrier électoral au profit de la présidentialisation du régime renforçant au passage son aspect bonapartisme, qui a abouti à donner une majorité absolue à l'Assemblée nationale à l'UMP ou au PS, tandis que tous les autres partis étaient marginalisés voir exclus de toute représentation parlementaire. Il faut dire que la Constitution de la Ve République est particulièrement adaptée à ce processus, ce qui n'est pas le cas de nombreux pays de l'UE.

Pour parvenir à leur fin, il faudrait que chaque pays de l'UE révise sa Constitution et le fonctionnement de ses institutions, et adopte un modèle similaire ou proche de la Ve République, notamment au niveau de la répartition des rôle et des pouvoirs du chef de l'Etat et des députés. On s'aperçoit ici qu'ils ne sont pas au bout de leur peine ou qu'il y loin de la coupe aux lèvres.

D'autant plus que la violente politique de régression sociale qu'ils tentent d'imposer à tous les peuples en Europe rencontre une résistance farouche de la classe ouvrière et de pans entiers de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarisation, qui se traduit notamment par l'émergence de nouveaux partis ou par le renforcement de partis prétendant proposer une autre politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche, alors qu'en réalité aucune d'entre elles n'entend rompre avec le capitalisme et les institutions nationales ou européennes.

C'est notamment le cas en Grèce, en Allemagne, en Hollande et en France, alors que le même schéma pourrait voir le jour dans d'autres pays où de petites formations émergent ou se renforcent, les travailleurs cherchant un moyen d'en finir avec l'austérité, tout en demeurant subordonné au capitalisme et ses institutions, la question à l'ordre du jour consiste alors à les aider à prendre conscience qu'il n'existera aucune issue politique tant qu'ils demeureront soumis au capitalisme et entreverront leur destin dans le cadre des institutions en place.

On pourrait imaginer un autre scénario dans lequel l'UE déciderait d'étendre les pouvoirs de la Commission européenne afin d'en faire un gouvernement européen, ce serait un véritable coup de force puisque les commissaires européens ne sont pas élus, autre hypothèse, faire élire un président de l'UE qui formerait un gouvernement à partir de la majorité figurant au Parlement européen, dans les deux cas les différents Etats de l'UE perdraient l'essentiel de leurs pouvoirs, leur souveraineté ou indépendance, au profit d'une fédération d'Etats comme aux Etats-Unis par exemple puisque c'est leur modèle.

Il nous reste encore une ou deux décennies pour empêcher qu'un tel bouleversement se produise, qui, s'il se réalisait, signifierait que le socialisme n'était finalement qu'une belle utopie et que l'humanité était destinée à périr de ses contradictions pour avoir été incapable de les surmonter.

Maintenant, rien ne dit que d'autres facteurs ne vont pas interférer et mettre à mal leur plan. Par exemple, que la concurrence acharnée que se livrent les grandes puissances pour contrôler les sources d''approvisionnement en matières premières pour assurer leur développement ou garantir leur hégémonie sur le reste du monde, débouche sur une confrontation armée à l'échelle mondiale, au cours de laquelle les différents peuples pourraient renouer avec leur histoire particulière et faire voler en éclat le mécano qu'ils auront mis près d'un siècle à mettre en place pour instaurer un Nouvel ordre mondial.

Parole d'internaute.

(A propos de Renault et PSA)

- "*Bien évidemment, nos industries vont toutes disparaître, à terme. Cela est tellement évident que je me demande toujours quand, et non pas pourquoi !*"

Mais la question est justement de savoir pourquoi. Pourquoi ne pas la poser ? Parce que vous êtes incapable d'y répondre ? Parce que vous croyez savoir pourquoi et la réponse que vous avez trouvée ne vous satisfait pas ou vous laisse sur votre faim ?

Aborder cette question, c'est essayer de comprendre comment fonctionne le système économique capitaliste, pas dans les détails mais dans les grandes lignes, comprendre son évolution récente jusqu'à nos jours qui a abouti à remettre le pouvoir politique à l'aristocratiee financière, aux banquiers.

Cela nécessite de maîtriser certains aspects du capitalisme.

A savoir pour commencer, qu'il repose sur le vol de notre force de travail, et que l'Etat légitime juridiquement ce vol par le biais des institutions politiques en place. Pourquoi commencer par là ? Parce que cela résume la dernière évolution du capitalisme, la situation et les rapports entre les classes. Le vol, c'est ce qui caractérise le capitalisme, son origine et son mode de fonctionnement pour permettre à une minorité d'accumuler des richesses sur le dos et au détriment de l'immense masse des producteurs.

On peut remonter des siècles en arrière, jusqu'au Moyen-Âge si l'on veut ou plus loin encore, on ne pourra jamais justifier autrement que par le vol l'enrichissement de la classe dominante qui détient le pouvoir. Autrefois, le monarque ou les nobles se distribuèrent ou se répartirent les terres qui jusque là étaient propriété collective. Les paysans furent placés sous la tutelle de seigneurs qui désormais les exploitaient amassant des fortunes. C'est en déclarant que la terre qui n'appartenait à personne était devenue leur propriété par la volonté du roi ou conquis les armes à la main, qu'ils mirent la main sur le moyen de produire des richesses, la terre. Déclarer qu'un bien collectif est devenu arbitrairement votre propriété exclusive, c'est du vol, il n'y a d'autres mots. Une partie d'entre eux se lancèrent dans le commerce et formèrent les bourgeois des villes situées le long des voies fluviales ou des côtes. Ceux-ci et les seigneurs ruraux s'enrichissant firent naître de nouveaux besoins qui se traduisirent par le développement de la manufacture, embryon du capitalisme, en même temps qu'une nouvelle classe voyait le jour, la classe ouvrière, privée de tout droit et surtout de tout moyen de production, donc obligée de vendre sa force de travail pour assurer sa survie, dans des conditions d'exploitation abominables, le vol du produit de son travail atteignant son apogée et prenant une tournure dramatique.

A leur tour, par le biais de la surexploitation, les bourgeois vont accumuler des sommes colossales, tandis que le prolétariat sera voué à la misère noire. Laissons de côté ici la colonisation et l'esclavage. Les bourgeois vont transmettre leur fortune à leurs héritiers. Les banquiers vont se voir octroyer des droits, des privilèges, notamment celui de percevoir des intérêts sur l'argent qu'ils prêtaient à leurs débiteurs, ce qui leur permettra de s'enrichir sans produire la moindre richesse, en dormant quoi. Comme toujours, c'est l'Etat qui leur accordera ce privilège et renforcera leur pouvoir.

Puis, l'extension du capitalisme à l'échelle mondiale qui nécessitera de mobiliser des capitaux de plus en plus considérable, débouchera sur l'union de l'industrie et de la finance donnant naissance à ce qu'on a appelé l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Parvenu à ce stade, la subordination de l'industrie à l'oligarchie financière qui demeure un cercle restreint et très fermé, allait aboutir à donner le pouvoir aux banquiers dans la personne de la Fed aux Etats-Unis, tandis que l'Etat allait dorénavant en être le débiteur.

Dans les années 70, la fusion des banques de dépôts et d'investissements allait marquer une nouvelle étape de la fusion de l'industrie et de la finance, qui en France sera accompagnée par l'indépendance de la Banque de France face à l'Etat, qui se traduira par l'interdiction faite à l'Etat d'emprunter sans intérêt à sa banque centrale et par l'obligation de s'adresser aux marchés financiers qui fixeront librement les intérêts que l'Etat devra leur verser.

Ensuite, les différents développements que connaîtra l'Union européenne du traité de Maastricht au TSCG, conduiront à affaiblir les pouvoirs des Etats au profit des banquiers et de l'aristocratie financière que Marx décrivait comme le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, on pourrait dire de nos jours des gangsters ou des voyous en cols blancs, en instituant la BCE et l'euro, qui s'avèreront être des armes redoutables pour piller légalement ou sans autre formalité dans chaque Etat les richesses produites par les travailleurs, allant jusqu'à leur contester les droits sociaux et politiques qu'ils ont chèrement conquis au cours de la lutte des classes des décennies antérieures, l'endettement colossales des Etats servant à le justifier.

Récapitulons.

1- Les nobles s'enrichirent grâce aux terres qu'ils avaient volées ou que le monarque leur avait distribuées en échange de services rendus, laissons de côté l'impôt qu'ils prélevaient sur leurs sujets jusqu'au droit de cuissage.

2- Les bourgeois des villes s'enrichirent en pillant les ressources des pays colonisés.

3- Les capitalistes d'industrie s'enrichirent à leur tour en surexploitant une main d'oeuvre misérable, hommes, femmes et enfants, les faisant travailler jusqu'à 16 heures par jour, leur espérance de vie ne dépassait pas 30 ans

4- Les banquiers s'enrichissent davantage encore en rackettant l'Etat qui leur assure une rente à vie.

Voilà où nous en sommes rendus.

Que constatons-nous ? Que le vol et non le travail est à l'origine du pouvoir et de la richesse du capitaliste ou du banquier qui n'en produisent aucune. Le droit bourgeois sanctionne cet état de fait sans pouvoir le justifier ou le légitimer. Le législateur n'a pas trouvé d'autres moyens pour justifier et légimiter ces rapports entre voleurs et volés, entre la classe des exploiteurs et la classe des exploités, qu'en les gravant dans le marbre d'une Constitution qu'il impose à toute la société, comme si ces rapports existaient de tout temps et devaient le demeurer pour l'éternité. Et pour s'assurer qu'ils seraient respectés, il a développé un puissant appareil administratif et judiciaire, policier et militaire.

Si le vol est ce qui caractérise le mieux le capitalisme et au-delà l'exploitation de l'homme par l'homme dont il est la forme moderne, c'est l'ignorance des masses exploitées du processus historique au cours duquel il s'est développé qui est à l'origine de sa survie jusqu'à nos jours.

Aidez les masses à en prendre conscience pour le rejeter, ne devrait-il pas être notre priorité absolue ?

En complément, ajoutons un mot sur les banquiers.

Ils ne disposent pas de l'argent qu'ils prêtent à un Etat, une entreprise ou un particulier, l'Etat les autorise à inscrire sur une ligne de crédit dans leurs livres de comptes la somme qu'ils leur prêtent et qui disparaîtra quand leurs créditeurs leur auront remboursée, tandis qu'entre temps ils auront empoché les intérêts extorqués à leurs débiteurs.

Donc ils gagnent de l'argent avec de l'argent qui ne leur appartient pas, qui n'existe pas, qui a été créé spécialement pour pouvoir vous le prêter et s'enrichir sur votre dos par le biais du taux d'intérêt qu'ils vous ont imposé.

Voilà pour la justification et la légitimité du capitalisme, impossible à établir en réalité.

Comment Hollande s'y prend pour justifier la ratification du TSCG.

Pour aborder aujourd'hui cette question, on va utiliser deux articles du Figaro paru hier.

Première partie

Très concrètement, la question de la ratification du traité de discipline budgétaire va désormais se poser. Le texte, discuté l'automne dernier entre 26 pays de l'Union, est en suspens depuis la présidentielle. «*Si nous obtenons les éléments qui font le volet croissance, nous pouvons imaginer ouvrir la discussion sur la ratification d'un dispositif comportant une discipline budgétaire*», explique le ministre délégué aux Affaires européennes, Bernard Cazeneuve. À François Hollande de décider.

(Bref, "*croissance*" était le mot magique que Merkel devait prononcer pour que Hollande ratifie le TSCG, c'est fait. Peu importe évidemment le contenu de cette "*croissance*" pour Hollande, puisque ce n'est qu'un faux prétexte pour rallier ses troupes au TSCG et qu'ils aient un os à donner à ronger à ceux qui dans leurs rangs ou parmi leurs sympathisants critiqueraient cette prise de position. - Ndlr)

Conséquence de ce pas en avant: un contrôle accru de l'Europe sur les budgets nationaux. «Nous ne sommes pas choqués qu'il y ait un lien entre ce que nous faisons budgétairement et les autorités européennes», ajoute Cazeneuve. Tout le problème, pour François Hollande, est d'expliquer cette évolution au sein de son camp. «*Plus d'intégration c'est plus de contrôle, la gauche ne l'acceptera pas*», assure un cadre du Parti socialiste. «*L'intégration, c'est l'intégration libérale*», s'inquiète un député. Une ligne rouge pour une partie de la gauche… L'intrusion européenne dans les affaires françaises agace, y compris au gouvernement: «*Ce n'est pas aux conservateurs d'organiser notre marché du travail. Ou alors on invite Mme Merkel au sommet social?*», lâche un ministre. Le président de la République sait que le sujet est sensible: «*À certains moments, la question européenne traverse les camps politiques et les déchire*», observe le maire de Quimper, Bernard Poignant, proche de François Hollande. En tant que premier secrétaire, il avait vécu aux premières loges la division du PS sur la Constitution européenne en 2005. L'horizon fédéraliste n'est plus partagé depuis longtemps par l'ensemble des socialistes. «*Le président a été marqué par le référendum. Il sait que l'Europe ne se construira pas dans la négation des nations*», poursuit Poignant.

(Baliverne, leur Europe ne peut se construire que sur les cendres des nations, leur disparition est d'ailleurs leur objectif. Quant à ce qu'il ose appeler la "*gauche*", l'expérience prouve suffisamment qu'elle est prête à accepter n'importe quoi du moment que cela lui est dicté par les besoins des capitalistes, y compris la guerre !

Ce qu'ils ne supportent pas, c'est que les représentants du parti de l'ordre voudraient qu'ils reprennent leur méthode face au mouvement ouvrier... alors qu'ils s'en réclament, ce qui les oblige à s'y prendre autrement pour finalement appliquer la même politique. Maintenant, la crise leur complique rudement la tâche, dans la mesure où elle met un peu plus en lumière chaque

les rapports entre les classes qui laissent apparaître que l'Etat (le gouvernement) entend la faire payer aux travailleurs. - Ndlr)

Candidat, François Hollande avait tenté de réconcilier le oui et le non derrière lui. Son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, est l'ancien chef de file des opposants à la Constitution européenne. «*Ce n'est pas une question pour nos partenaires*», jure-t-on à l'Élysée, où l'on ne s'alarme pas d'éventuelles tensions. «*Il y a le feu au lac… Ce n'est pas le moment d'en rajouter avec des divisions, même si chacun a des appréciations différentes*», explique un proche de Hollande. «*Tout le monde a des efforts à faire.*» Un ancien tenant du non le dit: «*Il n'y a pas de risque (que le clivage oui-non renaisse) s'il y a des mesures pour la croissance*.»

(Ces messieurs sont désormais servis, ils disposent de tous les pouvoirs et n'ont sans doute eu jamais autant d'élus dans le pays, alors on comprend que le "*risque*" d'un "*clivage oui-non* a peu de chance de renaître, confirmant ce que j'ai indiqué plus haut. - Ndlr)

À voir… Mais la question de l'intégration européenne pourrait devenir explosive au sein de la majorité. «*C'est une question qui est devant nous*», admet un député de l'aile gauche du PS. Dans le contexte économique actuel, «*vouloir respecter à tout prix le calendrier de réduction des déficits, imposé par la Commission, signifie le choix de la rigueur que nous avons combattu au cours de la campagne*», écrit le député européen Liem Hoang Ngoc dans une lettre aux militants. Il appelle, sans précision, «*à refuser le traité d'austérité*». La fronde, à l'Assemblée, arrivera probablement du Parti de gauche et du Parti communiste, sur une ligne strictement eurosceptique.

(Ils sont contre la rigueur imposée à marche forcée, ils sont pour la rigueur étalée dans le temps pour parvenir au même résultat. Donc ceux qui refusent le "*traité d'austérité*" en l'état, sont prêts à l'accepter moyennant quelques aménagement. - Ndlr)

Les europhiles relativisent déjà. «*C'est une querelle de symbole*», pense le député de Paris Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS aux questions internationales. Le contrôle des budgets nationaux existe déjà, disent les partisans d'un renforcement de l'UE: le traité de Maastricht fixe - théoriquement - à 3 % la limite des déficits autorisés. Et François Hollande, toujours dans sa campagne, s'est engagé à atteindre l'équilibre en 2017. Sans attendre le contrôle de l'Europe. (lefigaro.fr 28.06)

(En effet, à la limite, ils n'ont même pas besoin de ce traité pour appliquer ad vitam æternam une politique austérité qui était déjà appliquée par Sarkozy et qu'ils s'apprêtent à poursuivre avant même que le TSCG soit ratifié, de la même manière que la "*règle d'or*" existe en Allemagne depuis 1949, sans avoir été toujours respectée, une règle ou un traité ne vaut que pour être violé c'est bien connu, il n'y a que des ignorants ou des manipulateurs pour l'occulter. - Ndlr)

Deuxième partie

Parmi les nombreux cauchemars qui hantent encore le PS aujourd'hui, il en est un que le sommet de Bruxelles ravive tout particulièrement. Celui du référendum sur le traité de Constitution européenne, lorsque, en 2005, le parti s'était fracturé entre le oui et le non, créant pour longtemps deux camps irréconciliables.

(Longtemps, c'est vite dit, la preuve que non ! - Ndlr)

Pour l'heure, personne n'imagine voir se réveiller ce clivage profond, et la position du président de la République est soutenue par tout le PS. «*Il n'y a pas de risque de résurgence de la fracture de 2005, assure le numéro deux du parti, Harlem Désir. Nous avons une approche commune qui est de ne pas s'opposer à un pas supplémentaire dans l'intégration politique*». Sur l'aile gauche du parti, on approuve aussi la position de François Hollande, en se montrant toutefois vigilant sur les conclusions du sommet. Tant que le président de la République reste ferme, tout va bien. «Beaucoup se joue dans les prochaines 48 heures, pour lesquelles nous n'avons qu'un seul mot d'ordre: "*Tiens bon François!*", lance Razzy Hammadi, secrétaire national du PS aux services publics, et nouveau député de Seine-Saint-Denis. Mais s'il recule…

(Aucun doute là-dessus à avoir, ces derniers jours Hollande a en fait volé au secours de Merkel en lui indiquant la marche à suivre, adopter un pacte de croissance bidon pour mieux faire accepter par leurs troupes et complices du SPD pour Merkel la ratification du TSCG. Hollande a ravi en quelque sorte à Merkel le leadership de l'UE ! Voilà le Figaro rassuré ! - Ndlr)

(Pour rappel, Reuters 27 juin : France, Allemagne, Italie et Espagne s'étaient déjà accordées le 22 juin à Rome sur ce paquet de mesures, dont François Hollande a fait une condition à la ratification par le Parlement français du pacte sur le renforcement de la discipline budgétaire signé en mars par 25 des 27 pays de l'UE.)

Tout devient alors possible chez les socialistes, jusqu'au réveil de la fracture d'il y a sept ans et, avec elle, le redémarrage de tout le débat idéologique que le parti n'avait jamais vraiment réussi à trancher. «*L'enjeu n'a jamais été de trancher entre le fédéralisme et l'antifédéralisme, assure Razzy Hammadi. Sur les questions d'harmonisation fiscale, sociale… nous sommes d'accord. En revanche, nous sommes contre fédéraliser l'austérité. Si le fédéralisme devient le cheval de Troie de l'austérité, alors, c'est*

non.». Déjà, en vue du prochain congrès, le leader de l'aile gauche, Benoît Hamon, réfléchit à présenter une «*contribution*», préalable à la constitution d'une «*motion*» dans la mécanique du PS.

(En ratifiant le TSCG, il signe pour l'austérité à durée indéterminée, Razzy Hammadi le sait, mais il ne peut pas le dire évidemment et ce n'est pas le journaliste du Figaro qui le contredira, ils ont l'esprit de famille que voulez-vous.

Hamon est une lopette, un roquet a qui on accordera de ne pas se tromper de pied quand il se chausse le matin, au-delà, la notion de droite et de gauche lui échappe autant qu'à Valls, par exemple. - Ndlr)

Jusqu'à présent, l'idée était plutôt de réussir à bâtir une motion unique de soutien à l'action de François Hollande. Les partisans de cette option ne cessent d'ailleurs de rappeler que, quelles que soient les conclusions du sommet de Bruxelles, le chef de l'État peut déjà se prévaloir d'avoir réussi à «*réorienter l'agenda européen*» en y inscrivant l'objectif de croissance. «*C'est un long chemin. Tout ne va pas se régler d'un coup,* prévient Harlem Désir. *En quelques semaines, nous avons déjà changé les termes du débat. Mais ce n'est que le début d'un processus qui va demander du temps, de la ténacité et de la combativité*». Bref, quoi qu'il se passe à Bruxelles, c'est comme si François Hollande en sortait déjà gagnant. «*Il n'y aura de politique commune européenne qu'avec la France et l'Allemagne. Rien ne se fera sans l'une, rien ne se fera sans l'autre. Il va bien falloir trouver un consensus*», plaide Razzy Hammadi, peu désireux, comme tous ses camarades, de rouvrir les vieilles plaies. (lefigaro.fr 28.06)

(Leurs maroquins devraient faciliter la cicatrisation de leurs "*vieilles plaies*", si ce n'est pas déjà fait depuis longtemps. Répétons-le encore une fois, en guise de "*réorientation*" de l"'*agenda européen*", Hollande n'a fait qu'en inverser les termes pour mieux faire passer la pilule du TSCG, tout le reste est du baratin. - Ndlr)

La dictature des maîtres du monde.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a annoncé jeudi que les Etats-Unis exempteraient la Chine des sanctions économiques visant les achats de pétrole iranien, quelques heures avant l'application prévue de restrictions contre les banques chinoises.

La chef de la diplomatie américaine a indiqué dans un communiqué que la Chine avait "*significativement réduit*" ses importations de pétrole iranien, lui permettant ainsi de rejoindre les rangs des nombreux pays exemptés de sanctions. (AFP 28.06)

La deuxième banque américaine est... chinoise ! Et puis ce sont les Chinois qui financent le gigantesque déficit américain...

Franchement, à quoi bon sinon !

A propos des banques européennes qui ont reçu 1000 milliards d'euros de prêt de la part de la BCE afin d'éviter leur écroulement, en 2011, les 15 premières banques européennes ont réalisé un bénéfice cumulé de 65 milliards d'euros et distribué 18 milliards à leurs actionnaires. (atlantico.fr 28.06)

Rappel.

En 1998, (ultime année du franc), le commerce extérieur dégageait un excédent équivalent à 25 milliards d'euros en France et à 60 milliards d'euros en Allemagne.

En 2011, la France a atteint son record historique de déficit (73,5 milliards d'euros) alors que la balance commerciale allemande était, elle, excédentaire à hauteur de 158 milliards d'euros. (atlantico.fr 28.06)

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

1- Cela équivaut "***au non remplacement de deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite***", plus fort que Sarkozy !

On sait désormais comment le gouvernement entend réduire ses dépenses. Les lettres de cadrage ont en effet été transmises jeudi aux 38 ministres et ministres délégués par Jean-Marc Ayrault.

Les ministères devront, selon ces lettres, réduire leurs dépenses de fonctionnement de 7% en 2013 par rapport au budget de 2012 puis de 4% en 2014 et en 2015 par rapport à l'année précédente. "*Un effort de même ampleur sera appliqué dans cet esprit d'équité et d'efficacité aux dépenses d'intervention*", précise le communiqué transmis par Matignon. "*Dans un souci de répartition équitable de l'effort, l'ensemble de ces principes sera décliné également aux dépenses de personnel, de fonctionnement et d'intervention des opérateurs de l'Etat*", ajoute-t-il. Ces objectifs sont supérieurs à ceux de l'équipe sortante de François Fillon (-10% sur la période 2011-2013).

Toujours selon les lettres, les effectifs publics devront baisser de 2,5% par an entre 2013 et 2015, hors secteurs prioritaires - éducation, police, gendarmerie, justice. "*Les effectifs de l'Etat connaîtront une stabilité globale. Les créations d'emplois seront réservées à l'enseignement, la police, la gendarmerie et la justice*", précise Matignon, ajoutant que "*des efforts de -2,5% par an sur les autres secteurs seront donc nécessaires afin de respecter cet objectif de stabilité*".

Réduire de 2,5% de baisse par an des effectifs de la fonction publique d'Etat, hors éducation, justice et intérieur, sur la période 2013-2015, équivaut à supprimer 60.000 agents par an (sur un total de près de 2,4 millions en 2010). Ce qui équivaut au non remplacement de deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite. C'est plus que la règle du "un sur deux" édictée par Nicolas Sarkozy.

"*Pour l'Etat dans son ensemble, le cadre défini par le Premier ministre repose sur une stabilité en valeur des dépenses, hors charge de la dette et de pensions, permettant de financer les engagements du Président de la République*", poursuit Matignon. (lexpansion.com 28.06)

2- L'arlésienne des promesses électorales jamais tenues

En matière de non-cumul des mandats, le changement est-il vraiment pour maintenant? A en croire certaines déclarations, cette promesse forte des socialistes pourrait patienter encore un peu dans les cartons.

Pour bien comprendre, il faut remonter le temps: en 2009, le PS ratifie un texte dans lequel il promet de mettre fin au cumul des mandats. Il annonce une loi - s'il accède au pouvoir en 2012 - qui interdira à tous les élus de cumuler un mandat de parlementaire et un exécutif local (maire ou maire adjoint, président(e) ou vice-président(e) de conseil général ou de conseil régional).

Mais le PS va encore plus loin, il promet d'anticiper cette loi en montrant l'exemple "*dès 2012*". Le texte soumis et adopté par les militants socialistes est très précis: "*Tout candidat à une élection parlementaire abandonnera ses mandats exécutifs locaux dans un délai maximum de trois mois après la tenue du scrutin.*" Conclusion, tous les députés socialistes élus depuis 17 juin vont devoir abandonner leurs fonctions exécutives locales.

Mais aujourd'hui, certains au PS semblent vouloir s'exonérer de cet engagement. Il faut dire que de nombreux élus (et pas seulement socialistes) ont pris goût au cumul des mandats. Du coup, Bruno Le Roux, le nouveau patron des députés PS, mais surtout Alain Vidalies, le ministre chargé des Relations avec le Parlement, se sont montrés particulièrement ambigus sur le sujet, histoire de ne pas froisser les élus cumulards de sa majorité.

Dans un entretien au Figaro, le premier se contente de vouloir "*anticiper le non-cumuls des mandats qui devra être adopté avant les élections locales de 2014*". Le second, sur FranceTVInfo se montre encore plus flou: "*Ce serait mieux qu'à l'intérieur du Parti socialiste, il y ait une anticipation...*", répond-t-il laconiquement.

En coulisses, certains élus souhaitent en fait attendre les élections municipales, cantonales et régionales prévues en 2014 pour régulariser leurs situations. Et qu'importe s'il faut s'asseoir sur les engagements pris devant les militants.

D'autant que le projet de loi sur le non-cumul n'est pas encore à l'ordre du jour. "*On peut penser qu'il sera adopté avant les prochaines élections, d'ici à 2014*", assure Alain Vidalies sans plus de précision. Pourtant là encore, le texte du PS était parfaitement clair: "*le Parti socialiste inscrira dans le projet présidentiel le vote d'une loi dès l'été 2012 sur le non-cumul des mandats et le statut de l'élu*".

Ce n'est pas la première fois que "*les cumulards du PS*" tentent de retarder l'échéance. Lors des sénatoriales de 2011, François Rebsamen et Gérard Collomb avait dealé avec Martine Aubry un report de la règle du non-cumul pour le 1er octobre 2012 grâce à l'appui de François Hollande désireux de ne pas heurter certains élus socialistes à l'approche de la campagne présidentielle. (lexpress.fr 28.06)

On ne se refait pas ! Comment le PCF soutient Hollande et son gouvernement.

1- Quand le PCF n'exige pas l'annulation de la dette, mais sa "***mutualisation***".

Pierre Laurent dans une lettre adressée à François Hollande. Et si le chef de l'État devait «*céder*» aux pressions d'Angela Merkel, le secrétaire national du PCF prédit que «*le carcan de l'austérité serait resserré, rien ne serait changé sur les points décisifs, ni la mutualisation de la dette, ni le rôle de la Banque centrale européenne. (…) En France, l'investissement public de l'État, comme celui des collectivités locales, serait étouffé.*» Un cauchemar pour la gauche radicale. (lefigaro.fr 28.06)

2- Vivement que le "***malade***", le capitalisme, se porte mieux !

Marie-George Buffet soutient que «*le refus de renégocier ce traité, comme l'avait promis François Hollande, sera un critère du choix de l'abstention*» (vote de confiance à l'Assemblée nationale - Ndlr). Elle est excédée: «*Il y a eu des sommets et des sommets, le malade est toujours plus malade, le traitement doit être changé radicalement…*» Pas question pour autant de considérer la possible abstention comme une sanction. Plutôt «*une forme d'appel*», car «*on ne peut pas valider des solutions qui entraînent la gauche vers l'échec*». (lefigaro.fr 28.06)

C'est beau la solidarité quand même !

Le NPA aussi est "***malade***" : c'est une épidémie !

1- L'éclatement.

Le Front de gauche va renforcer son aile gauche. Le 9 juillet, le courant de la Gauche anticapitaliste au sein du NPA devrait le rejoindre officiellement, signant par là l'éclatement de la Ligue communiste révolutionnaire qu'Olivier Besancenot transforma en 2009 en Nouveau Parti anticapitaliste. Ce courant, qui réalise autour de 40 % des voix dans les congrès du NPA, pourrait amener au Front de gauche quelque 500 cadres, dont beaucoup d'anciens de la LCR dotés d'une longue expérience politique. Mercredi, un accord a été trouvé avec certains de ses porte-parole dont Francis Parny pour le PCF, Éric Coquerel pour le Parti de gauche et Pierre-François Grond pour la Gauche anticapitaliste.

Ce dernier, qui fut très proche de Besancenot, a déjà rejoint le Front de gauche à la fin de la campagne de Mélenchon. Il fait le pari que «*dans six mois, le petit état de grâce de François Hollande sera définitivement plombé*» et qu'en «*pleine austérité*», le Front de gauche «*constituera l'alternative*». Selon lui, «*le traité européen sera extrêmement clivant à gauche, comme en 2005, sans parler de la politique de Manuel Valls ou des pressions des industries pétrolières. Beaucoup, croit-il, vont rejoindre le Front de gauche*».

Pilier du NPA et figure historique de la LCR, Alain Krivine conserve son apparente bonhomie. «*Tous ceux de la Gauche anticapitaliste n'intégreront pas le Front de gauche, ce cartel dans lequel ils ne pèseront rien*», croit-il. «*Comme Christian Picquet (un ancien du NPA cofondateur du Front de gauche), ils se feront bouffer par les communistes.*» Quant à la possible abstention du PCF sur le vote de confiance, Krivine ironise: «*On ne s'abstient pas face au plan d'austérité du gouvernement, on s'y oppose*.» Le NPA s'y emploiera «*lors du troisième tour social*». (lefigaro.fr 28.06)

Impressionnant Krivine, après avoir appelé à voter Hollande ! Trois petits tours et puis s'en vont...

La Gauche anticapitaliste était la tendance droitière du NPA. Ils m'envoient régulièrement leur littérature que je me suis refusé à mettre en ligne dans le site.

Ne vous marrez pas, ce sont des visionnaires, ils écrivaient le 11 juin dernier dans un communiqué, à propos de "*la possibilité (pour Hollande -Ndlr) d'obtenir la majorité absolue le 17 juin, seul ou avec ses alliés*" : "*Le programme de F. Hollande se trouve ainsi conforté dans cette période de crise économique*", sans blague, par le niveau record de l'abstention ouvrier sans doute, notez que cela leur a traversé l'esprit... pour s'envoler l'instant d'après parce qu'ils étaient incapables de l'analyser "*mais, la forte abstention met l'accent sur un désenchantement certain d'une fraction de l'électorat*", une "*fraction* près d'un électeur sur deux, une paille quoi, et pour tenter de donner un semblant de crédibilité à leur déclaration ils précisaient : " *les premières mesures apparaissant comme la volonté de corriger la brutalité de la politique de Sarkozy*" sans se douter non plus qu'après la carotte viendrait le gros bâton, grands bêtas !

2- L'art de s'exprimer pour ne rien dire.

Philippe Poutou était présent ce midi à Paris aux côtés des salariés de PSA d'Aulnay, dont le site est menacé de fermeture. Interrogé sur Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, il affirme n'avoir « *aucune confiance en Montebourg, aucune confiance dans le gouvernement Hollande-Ayrault* ».

« *On voulait avant tout dégager Sarkozy et sa bande (…). Maintenant le gouvernement de rechange, on savait très bien que ça allait être des solutions du style austérité de gauche plutôt qu'austérité de droite* », lance Philippe Poutou. Pour lui, « *il n'y aura pas de réponses du gouvernement, car pour arrêter les licenciements, ça veut dire s'affronter au capital, au patronat* ».

Pour le camarade d'Olivier Besancenot, la solution passe par « *une mobilisation des salariés, de la population, pour imposer une véritable politique de gauche par en bas* ». (publicsenat.fr 28.06)

La lutte, la lutte, la lutte jusqu'à épuisement final, fatal ! Quant à réfléchir sérieusement à la situation, je pense vraiment qu'ils en sont incapables.

Actualité en titres

L'intersyndicale a son ministère.

- Petroplus: l'intersyndicale reçue au ministère du redressement productif - AFP

Ils ont changé de président en Franc, ah bon !

- Ayrault propose Jouyet à la tête de la Caisse des dépôts - Le Nouvel Observateur avec AFP

- Baroin: les positions de Valls sur l'immigration "*courageuses et logiques*" AFP

Recto verso : la même copie !

- Marylise Lebranchu assure que la page de la réforme des services publics "*est tournée*" - AFP

- Ayrault annonce une baisse de 2,5% des effectifs publics par an - Le Nouvel Observateur

- Doublons Etat/collectivités : «*Un texte d'ici la fin de l'année*», selon Alain Rousset - Public Sénat

Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras !

- La cote de popularité de François Hollande chute de sept points - Reuters

- Politique générale: le Sénat ne votera pas, Ayrault ayant peur de ne pas réunir de majorité - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

Quatre-vingt-deux magistrats demandent des "*mesures concrètes*" contre la corruption et la délinquance financière, dans une tribune publiée par *Le Monde* dans son édition de jeudi.

"*Tandis que le président de la République s'est engagé à promouvoir une +République exemplaire+, le temps nous semble venu d'attirer l'attention sur les mesures indispensables pour renforcer la confiance des citoyens dans les institutions et ceux qui en ont la charge*", estiment les magistrats en préambule de cet appel.

Ses signataires, parmi lesquels figurent Eric Halphen, Xavière Simeoni, Marc Trévidic, Jean-Michel Gentil..., évoquent la décennie passée, marquée selon eux "*par la volonté de dépénaliser à toute force le droit des affaires (...), la tentative avortée de supprimer le juge d'instruction, les obstacles dressés par la réforme du secret-défense, l'impuissance des Etats à mettre au pas les paradis fiscaux...*".

"*Pour refonder la politique de lutte contre la délinquance financière et la corruption, il n'est pas besoin de multiplier les nouveaux dispositifs*", affirment-ils. Selon eux, "*il faut d'abord utiliser ceux qui existent et développer leurs attributions, à partir de trois objectifs*".

"*Le premier consiste à se doter de véritables outils de prévention et de détection des atteintes à la probité*". L'indépendance du "*Service central de prévention de la corruption*" devra notamment être "*renforcée*". Un organe de "*contrôle des marchés publics les plus importants doit aussi voir le jour*", estiment les magistrats.

"*Le deuxième objectif est de compléter l'arsenal juridique de lutte contre la criminalité économique et financière*", avec par exemple "*une nouvelle infraction d'enrichissement illicite*" et l'inscription dans la loi de la jurisprudence sur la prescription des infractions dissimulées. Selon les signataires, "*la réforme du statut du ministère public vers plus d'indépendance constituera un levier majeur d'action*".

Enfin, disent-ils, "*les moyens d'enquête doivent être adaptés à la réalité de cette criminalité et mieux coordonnés*". Les juridictions interrégionales spécialisées, notamment, devront être "*renforcées*" par l'affectation de magistrats spécialisés.

"*Au-delà des discours de réprobation, fussent-ils sincères, c'est bien sur des mesures concrètes que s'évaluera l'efficacité de la lutte contre la corruption*", conclut-ils. (AFP 28.06)

Serbie

Le leader socialiste serbe, Ivica Dacic a reçu mandat jeudi pour former un gouvernement avec les nationalistes populistes du chef de l'Etat, Tomislav Nikolic, une coalition qui rappelle celle au pouvoir en 1999 sous l'ex-homme fort, Slobodan Milosevic.

"*La coalition regroupée autour du Parti socialiste (SPS) d'Ivica Dacic m'a convaincu qu'elle avait assuré une majorité suffisante*" au Parlement qui compte 250 sièges, pour former le gouvernement, a dit à la presse le président Nikolic. (AFP 28.06)

Ah ces "*socialistes*", de sacrés réactionnaires !

Social

France

1- Suppressions de postes chez Renault

La direction de Renault a présenté ce jeudi aux salariés de son usine de Flins dans les Yvelines, lors d'un comité d'entreprise, un plan qui "*pourrait concerner 300 personnes à horizon 2014*". Mais assure qu'"*il n'y a derrière ni plan social ni licenciement*".

"*Cela passerait par des départs en retraite anticipée et des mobilités en interne*", a précisé une porte-parole. La CGT, de son côté, chiffre les postes concernés à 371. Seule serait concernée "*la main-d'oeuvre dite de structure, hors production*". (lexpansion.com 28.06)

2- Fermeture d'usines chez PSA

Le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën, qui va devoir prendre de nouvelles mesures d'économies, a annoncé jeudi la tenue d'un comité central d'entreprise (CCE) avant fin juillet, lors duquel le sort des sites d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et Rennes devrait être scellé.

Le président du directoire, Philippe Varin, a annoncé lors d'un comité de groupe que "*des mesures complémentaires seront nécessaires*", selon un syndicaliste, alors qu'à l'extérieur du siège du fabricant français, entre 1.000 salariés selon la police, 1.500 selon la CGT, étaient venus manifester.

Les syndicats estiment que la fin de "*l'activité montage*" de la voiture C3 sur Aulnay se rapproche et que le scénario d'un terme mis à la fabrication de véhicules sera annoncé avant le début des congés payés imposés en août.

L'annonce par la direction d'un CCE extraordinaire avant fin juillet étaye cette thèse.

Le directeur industriel Denis Martin, dans un entretien à l'AFP, n'a pas exclu la fermeture du site d'Aulnay -qui est l'un des plus gros employeurs de Seine-Saint-Denis avec 3.000 CDI et 300 intérimaires- faisant valoir que "*c'est dans le cadre d'une instance comme le CCE qu'une décision comme celle-ci peut être prise*".

Ce CCE sera l'occasion d'évoquer "*l'avenir de l'ensemble de nos sites industriels*", a expliqué M. Martin, qui a reconnu que le groupe "*aura un examen plus attentif sur certains de (ses) sites ou certains de (ses) centres qui ont plus de difficulté que d'autres*".

"*Il y a un certain nombre de dispositions à prendre vis-à-vis des autres établissements, entre autre l'établissement de Rennes, mais aussi de nos autres sites industriels, de nos sites de recherche et développement*", a-t-il averti.

Le président du directoire s'est engagé de son côté à maintenir de l'activité à Rennes, Sevelnord et Madrid, mais il n'a pas cité Aulnay, selon un syndicaliste.

M. Varin "*est en train de se préparer à l'affrontement, il sait qu'en annonçant la fermeture d'Aulnay, il nous déclare la guerre à tous*", a réagi Jean-Pierre Mercier, délégué syndical CGT.

M. Varin a déjà préparé le terrain en recevant en début de semaine les syndicats FO et CFE-CGC. Il a abordé avec eux les hypothèses possibles pour maintenir une activité sur le site autre que la fabrication de la C3 prévue jusqu'en 2014.

Depuis l'annonce fin février que le groupe américain General Motors entrait à son capital à hauteur de 7% et avec lequel PSA va développer des voitures en 2016, les syndicats redoutent les conséquences pour l'emploi de ce rapprochement.

CGT, CFDT, CFTC, SIA (syndicat maison) et SUD ont appelé les salariés du site de Seine-Saint-Denis à la grève et se rassembler jeudi "*contre la casse de l'emploi*".

A la fin 2011, PSA avait annoncé un nouveau plan d'économies, après celui de 2009-2011, d'un total de 800 millions d'euros en 2012, portés désormais à un milliard, ainsi que la suppression de 6.000 postes en Europe, dont 4.300 en France. (AFP 28.06)

Pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste, pas une seule fermeture d'usine, grève illimitée avec occupation de toutes les usines du groupe jusqu'à satisfaction ! (AFP 28.06)

Economie

Etats-Unis

La banque américaine JPMorgan Chase pourrait avoir perdu jusqu'à 9 milliards de dollars avec ses paris sur les dérivés de crédit qui ont mal tourné, soit trois fois plus que ce qu'elle avait jusqu'ici laissé entendre, selon des informations du *New York Times*.

Ces transactions étaient axées sur une stratégie de paris sur des dérivés de crédits adossés à de la dette d'entreprises européennes, stratégie que le PDG de la banque Jamie Dimon a qualifiée de "*stupide*", "*mal conçue et mal suivie*".

La première banque des Etats-Unis en termes d'actifs a prévenu dès le début que ces pertes atteindraient probablement 3 milliards de dollars, voire potentiellement beaucoup plus, selon les conditions de marché.

Or, avec la crise de la dette en Europe, celles-ci n'ont cessé de se détériorer.

JPMorgan a entrepris de déboucler ses positions et se retrouve sur le marché de gré à gré des dérivés face à des fonds spéculatifs qui parient contre elle en la sachant aux aguets et pressée. Résultat, la banque se retrouve contrainte de brader des positions pour s'en défaire, et ses pertes s'accumulent dans ce marché peu porteur. (AFP 28.06)

Haut de page

Le 30 juin

CAUSERIE

La page d'accueil est volumineuse et peut-être longue à ouvrir, je ne sais pas, à vous de me dire, je l'allégerai demain.

C'est dingue à quelle vitesse les opportunistes sont démasqués, ridiculisés, réduits à néant politiquement !

Stop, camarades, cessez de cavaler pour rassembler des signatures pour le rejet du TSCG à destination de Hollande, il vient d'annoncer que quoi qu'il arrive il le signera et le Parlement aussi. S'épuisez pour rien est usant à la longue, vous devriez penser un peu à votre santé, à vos enfants, à vous-même aussi, c'est mauvais de se régliger, cela peut tourner à la dépression. Et puis, il existait bien un autre moyen plus productif de combattre le TSCG et le MES, et accessoirement puisqu'il s'agit d'une option pour nos dirigeants, de construire le parti sur une base politique conforme au socialisme, à croire qu'ils avaient d'autres préoccupations en tête.

Et en Allemagne, le Bundestag et Bundesrat viennent de les ratifier (TSCG et MES) (lire l'article en ligne dans cette page), militants du POI, vous pouvez balancer l'article de Gauquelin !

"*Tout est possible*", "*rien n'est joué*" martelait le POI dans le n°206 d'Informations ouvrières paru mercredi dernier. A quoi riment ces incantations ? Pourquoi tiennent-ils tant à colporter des illusions dans Hollande et le PS ? Quid de leur indépendance politique ? Qu'on nous autorise à le penser tout fort puisque cela correspond à la réalité. Pourquoi passent-il leur temps à diriger leurs militants dans des impasses ? Ne se rendent-ils pas compte de l'incurie politique de leurs dirigeants, qu'ils se foutent d'eux littéralement, cela vaut évidemement pour le NPA et LO ? Pourquoi ? Qu'est-ce que cela recouvre ? Quelle en est la signification politique ? Ne voient-ils qu'il y a une contradiction entre leurs discours et leurs véritables intentions ?

La réalité, c'est qu'aucun parti dans ce pays n'est capable de défendre une politique indépendante des appareils, des institutions, de l'Etat, du capitalisme, conforme aux intérêts collectifs et fondamentaux de la classe ouvrière, au socialisme.

A propos de l'attitude à avoir vis-à-vis du PS et du gouvernement.

Imaginons que Pierre qui nous accompagne connaisse une personne sur laquelle nous ignorons tout ou presque. Pierre nous conseille de faire attention à cette personne, car selon lui elle n'aurait pas toujours un comportement correct, laissant entendre que cela lui arrive cependant. A nous ensuite d'essayer de cerner à travers son discours si elle est honnête ou non avec nous, il nous invite donc à prendre le risque de nous faire rouler dans la farine.

Et bien moi je préfèrerais qu'il me dise que par expérience c'est une belle ordure, et que je prendrais un risque inconsidéré en lui faisant confiance ou en en attendant quelque chose. C'est la méthode que je préconise pour aborder le PS, ses satellites et les dirigeants syndicaux dans une discussion avec des travailleurs organisés ou non. Ça passe ou ça casse, peu importe, mais au moins cela a le mérite d'être clair et d'être honnête. On évite ainsi de tourner autour du pot, de ménager le loup et l'agneau, de manier la langue de bois ou le double langage dont nos dirigeants se sont faits la spécialité.

C'est leur promiscuité avec les appareils et leurs intérêts communs qui dictent les rapports qu'ils entretiennent avec eux jusqu'à leur ligne politique. Qui les rendent aveugles.

Que valent vraiment les analyses de dirigeants qui consistaient à vous faire croire que le TSCG pourrait ne pas être adopté en France et en Allemagne ? Peau de balle, peau de zébi, que dalle !

Ce qu'on constate, on en a ici la preuve sous le nez, c'est qu'ils mènent militants et travailleurs en bateau. Sciemment ? D'après vous ? Ils peuvent dire qu'on les calomnie pour éviter cette discussion qui les effraie, ils ne nous feront pas taire, nous estimons qu'elle est indispensable pour remettre le mouvement ouvrier dans la bonne direction.

En Merkollande. Hollande l'illusionniste.

François Hollande s'est dit prêt vendredi à faire ratifier le pacte budgétaire européen par le Parlement français quand les autres textes sur lesquels les dirigeants de l'Union européenne se sont entendus seront prêts.

Le président français a considéré lors d'une conférence de presse que le sommet européen de Bruxelles avait permis d'aboutir à la renégociation du pacte budgétaire qu'il souhaitait.

"*Je proposerai que soient soumises au Parlement toutes les décisions concernant l'Europe : le pacte de croissance, la supervision bancaire si c'est nécessaire, la taxe sur les transactions financières et le pacte budgétaire*", a-t-il poursuivi.

"*Quand les textes seront prêts - ils ne le sont pas - je les présenterai (...), dans un délai qui ne sera pas long*", a-t-il ajouté. (Reuters 29.06)

Ah ben alors, il ne va même pas attendre de rencontrer la délégation du POI, décidément tout fout le camps ! Et l'appel du M'PEP, et la pétition d'Attac, il s'assoit dessus, ils n'ont plus qu'à lui apprendre les bonnes manières !

Quelle mascarade ! Chacun a revêtu son rôle, la comédie peut commencer. Ou continuer plutôt.

L'UMP vole à son secours...

- Gilles Carrez, président UMP de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, a estimé qu'on ne pouvait pas parler véritablement de "*rigueur*" car ce terme recouvre selon lui une bonne gestion de l'ensemble des finances publiques. (Reuters 29.06)

Il poursuit :

- "*Je trouve que la démarche qui a été prise est très idéologique, qui s'est en fait située par rapport à des attentes de telle ou telle catégorie de Français*", a dit Gilles Carrez sur France Inter.

Selon lui, le gouvernement va être obligé, pour compenser les créations de postes dans l'Education, de ne pas remplacer quatre départs en retraite sur cinq dans les autres ministères. (id)

Si Hollande renforce l'Education, la Justice et l'Intérieur, c'est parce qu'il y a le "*feu au lac*" dans ces trois secteurs pour reprendre

une expression employé par un dirigeant du PS à propos du débat sur le TSCG qu'il s'agit d'éviter, et qui se résume au PS à une discussion pour savoir si la "*croissance*" doit passer avant le TSCG ou après, l'austérité en entrée ou au dessert.

L'Education, c'est autant pour soigner sa base que pour assurer la stabilité du régime, la Justice et l'Intérieur, c'est pour défendre les institutions contre les éléments de dislocation qui les menacent.

A propos de la "***règne d'or***"

Titre d'un article d'hier du *Figaro* : *La gauche reste hostile au vote d'une règle d'or budgétaire.*

Le Figaro ou la voix du PS, n'auraient-ils pas par hasard des intérêts communs ?

Sur la "*règle d'or*", la méthode ou propagande de Hollande : il ne l'inscrira pas dans la Constitution pour se distinguer de l'UMP qui y tenait et pour qu'on ne lui reproche pas, il se contentera d'appliquer son contenu tout simplement, il s'en défendra en rappelant qu'il n'a pas adopté cette règle. C'est ce qui s'appelle appliquer une politique sans vouloir la nommer parce que c'est impossible sans dévoiler ses véritables intentions nuisibles et se griller par la même occasion. Tout est dans la posture, l'hypocrisie élevée au rang de méthode pour gouverner.

- Le président français continue de refuser l'inscription dans la Constitution de la "*règle d'or*" fixant des objectifs de réduction du déficit public, inscription qui est considérée comme un point de passage obligatoire par de nombreux experts pour être en conformité avec le pacte budgétaire.

"*Je me suis engagé pendant la campagne pour dire que nous ne mettrons pas dans la Constitution française une règle qui fixerait le rythme de réduction des déficits*", a dit François Hollande. "*En revanche, nous ferons voter une loi de programmation budgétaire, peut-être de valeur organique, pour rétablir l'équilibre de nos finances publiques.*" (Reuters 29.06)

Ce qui revient exactement au même concrètement.

- «*Ce que j'attends, ce n'est pas le vote d'une règle d'or, mais un débat budgétaire sur les perspectives du retour à l'équilibre des comptes publics, le plus vite possible*.» Bruno Le Roux. Le nouveau président du groupe socialiste à l'Assemblée explique encore: «*Plus qu'une proclamation, j'attends du gouvernement la stratégie budgétaire qui va lui permettre de respecter l'engagement d'un retour à l'équilibre en 2017.*» (lefigaro.fr 29.06)

Engagement qui justement consiste à appliquer le contenu de la "*règle d'or*" !

Rien ne les choque ou ne les surprend et pour cause, ils sont acquis à la cause de Bruxelles.

- Le nouveau rapporteur général du budget, Christian Eckert, est sur la même longueur d'onde: «*Qu'il y ait une supervision des budgets nationaux au niveau de Bruxelles ne me choque pas. C'est plus une observation qu'une contrainte.*» (lefigaro.fr 29.06)

On se demande alors pourquoi ils se donnent tant de mal !

L'Express vend la mèche :

- Au delà, une contradiction fondamentale demeure dans la position française: demander la mutualisation de la dette, ce qui provoquera simultanément la mise en place de mécanismes destinés à exercer un contrôle renforcé des déficits, et refuser parallèlement une discipline budgétaire imposée par l'Union (c'est à dire par l'Allemagne) marque une certaine incohérence. Que seule une rigueur réelle, à défaut d'être officiellement proclamée, serait à même de dissiper. La France a peut-être remporté à Bruxelles une victoire politique, mais elle considérablement accru l'exigence qui pèse sur elle. (lexpress.fr 29.06)

Tout est dit ici, en réalité il n'y a pas de contradiction dans l'attitude adoptée par Hollande, pour les ignorants, les naïfs et sa coterie attitrée de petits-bourgeois, il prétend refuser une discipline budgétaire imposée par l'Union européenne, tandis qu'il l'applique dans les faits, n'est-ce pas cela l'essentiel pour les dirigeants de l'UE, du FMI, pour Washington, pour la finance, qu'il agisse en agent zélé de leurs intérêts. Les faits, rien que les faits camarades !

Pourquoi L'Express met-il le doit sur une "*incohérence*" qui n'en est pas une sinon pour en camoufler une bien réelle, celle qui consiste à se faire élire avec l'étiquette socialiste pour mener une politique capitaliste. C'est peut-être involontairement ou inconsciemment une façon de soutenir Hollande, à croire qu'ils l'on pensé si fort que cela leur aura échappé.

Au secours des banquiers.

Qu'est ce que signifie : la recapitalisation directe des banques espagnoles par les fonds de sauvetage et un abandon par le MES de son statut de créancier privilégié :

- Selon l'Eurogroupe, il s'agit de «*briser le cycle vicieux*» par lequel la dépréciation des titres d'État vient dévaloriser les actifs de banques et accroître la défiance de tous les investisseurs. (lefigaro.fr 29.06)

A quoi bon gagner du fric à bon compte, si c'est pour en perdre par ailleurs, franchement il était tant que cela cesse, voilà le message, entendu !

- "*Toutefois, pour être complètement rassuré, il va falloir que l'on sache comment les banques vont avoir concrètement accès au financement*", souligne Christian Rabeau, directeur de la gestion chez Axa IM. "*Pour l'instant, on a fait un pas dans la bonne direction et cela justifie un moindre pessimisme.*" (Reuters 29.06)

Voilà un homme heureux ! En conclusion, renégociation de quoi, de rien, pas tout à fait, en réalité ils accordent de nouveaux privilèges aux banquiers ! A qui doivent-ils dire merci ? A Hollande !

A propos de l'Allemagne

Et l'Allemagne dans tout cela ? Elle garde la main, rien de changer contrairement à ce que certains commentateurs prétendent.

- De fait, pour bénéficier des assouplissements décidés au sommet, l'Italie comme l'Espagne devront se soumettre à des conditions et au feu vert de leurs pairs. Dans tous les cas, les décisions du MES restent soumises à la règle de l'unanimité, ce qui donne un droit de veto à Berlin, explique-t-on de source allemande. «*Il n'y a ni changement du traité, ni règle nouvelle, seulement une approche plus équilibrée au cas par cas*», insistait la chancelière avant d'aller s'expliquer devant le Bundestag. (lefigaro.fr 29.06)

Hollande n'a joué qu'un rôle subsidiaire en bon élève de l'UE. Fallait-il en attendre autre chose, non évidemment, c'est bien la raison pour laquelle on n'en attendait rien, on était déjà fixé sur ses réelles intentions.

La fin de ce sommet européen vue par Libération.

- Mario Monti, le président du Conseil italien et «héros» du sommet avec son homologue espagnol, Mariano Rajoy, a été l'artisan de ce succès, réussissant à faire plier la chancelière allemande .

Elle aurait "*plier*" ou elle aurait plutôt pris conscience de la gravité de la situation italienne et espagnole qui pouvait rapidement devenir incontrôlable et emporter toute la zone euro et l'UE.

- Il y avait urgence. L'Italie est confrontée à une flambée de ses taux d'intérêt qui n'obéit à aucune raison logique, même si sa dette est importante (mais ce n'est pas nouveau). Mais les marchés paniquent : après l'Espagne et Chypre, la péninsule pourrait être un nouveau domino à tomber.

Tard dans la soirée, Van Rompuy organise un point de presse pour proclamer qu'il y a un accord de principe sur le pacte de croissance. Mais il omet de dire que Mario Monti et Mariano Rajoy viennent d'annoncer froidement qu'ils considéraient que «*sans accord sur tout, il n'y avait d'accord sur rien*». «*Je ne peux pas dire qu'autour de la table ils étaient particulièrement ravis*», racontera le lendemain le président du Conseil italien.

François Hollande relatera, au cours de la nuit, que Monti l'avait mis au courant de la manœuvre. Van Rompuy décide alors de réunir un sommet de l'Eurogroupe vers 1 heure du matin alors qu'il était initialement prévu pour vendredi 13 heures.

L'Allemagne est dans une position délicate : faire échouer le sommet enverrait un signal désastreux aux marchés. En même temps, elle sait que sa culture de stabilité est désormais bien ancrée dans les esprits : Monti est arrivé à Bruxelles avec la réforme du marché du travail, réclamée depuis un an par la BCE ; et Hollande s'est présenté avec des objectifs ambitieux de réduction des dépenses publiques. Une façon pour les partenaires de Berlin de montrer qu'ils ont compris la nécessité de rompre avec la douce insouciance du passé et que sa solidarité ne sera pas mal placée.

Ce qui signifie qu'avant ce sommet, Hollande avait donné des gages concrets à Merkel qu'il poursuivrait loyalement la politique d'austérité de Sarkozy, dans ces conditions elle pouvait s'estimer satisfaite et un accord était possible, ce que Le Figaro traduisait ainsi : "*pas de desserrement de la contrainte financière sans engagement de discipline budgétaire en contrepartie.*".

A 4 h 30 du matin, Monti annonce ironiquement en franglais, après quatorze heures de réunion, «*I left my blocage*». La chancelière estime que «*nous sommes restés fidèles à notre philosophie : aucune prestation sans contrepartie*». Elle n'a pas tort. Ainsi, la supervision des banques sera confiée à une autorité européenne, la BCE dans l'esprit de l'Allemagne et de la France,

qui pourra imposer des restructurations ou des recapitalisations. C'est seulement ensuite, c'est-à-dire début 2013 au plus tôt, que le MES pourra prêter directement aux banques (puisqu'elles seront sous contrôle européen) sans passer par les Etats. La garantie européenne des dépôts bancaires a été renvoyée à plus tard, «*quand on aura progressé dans l'intégration*», a expliqué le président français. Une façon de rappeler que c'est son approche qui a été validée : «*Si on veut de l'intégration, il faut d'abord de la solidarité*» et non l'inverse comme le voulaient les Allemands. Paris n'a plus aucune raison, vu les gestes allemands, de bloquer la route vers le fédéralisme, même si Hollande préfère encore parler «*d'intégration solidaire*»…

Les Dix-Sept ont ainsi donné mandat aux institutions communautaires de préparer pour la fin de l'année une feuille de route datée, étape par étape, menant à une union budgétaire et politique. De son côté, Rome a obtenu que le FESF et le MES interviennent plus facilement sur le marché de la dette publique, sans obliger le pays soutenu à passer d'abord sous les fourches caudines d'un programme d'assainissement. «*L'Italie ne va pas demander l'activation du mécanisme*», a affirmé Monti. Avant d'ajouter : «*Enfin, pour l'instant*.» (liberation.fr 29.06)

Merkel peut affirmer qu'ils sont restés fidèles à leur philosophie, car en décidant que la supervision des banques sera confiée à la BCE, ils ont remis l'économie de l'UE entre les mains de la Fed et des banquiers qui détiennent déjà le pouvoir, cela en est que l'illustration, une preuve supplémentaire.

J'allais oublier de préciser que l'on ne sait pas au juste à quelles tractations secrètes ils se sont livrées, quels engagements ont pris les uns et les autres à huis clos, notamment Hollande qui devra annoncer la couleur le 3 juillet par la voix du Premier ministre, une fois pris connaissance du rapport de la Cours des comptes. Peu importe, on connaît la tendance ou l'orientation de sa politique réactionnaire pour la combattre.

En perspective. L'union bancaire (et politique) et budgétaire flanquée d'un «***trésor européen***»... à l'américaine.

La zone euro, poussée par Paris, Rome et Madrid, a décidé de mettre sur pied, d'ici à la fin de l'année, une «*union bancaire*», qui permettra de nettoyer un système financier européen plombé, depuis 2007, par des créances douteuses et, surtout, de rompre le cercle vicieux entre crise bancaire et endettement des Etats.

Mieux, les Etats membres se sont entendus pour lancer la construction d'une «*union politique*» et d'une union budgétaire, condition sine qua non d'une solidarité financière qui aboutira à la création d'un «*trésor européen*». Ce n'est pas encore le grand saut fédéral, mais les Dix-Sept y vont d'un pas ferme. (libération.fr 19.06)

D'ici là... On aura le temps d'y revenir.

Pacte de croissance

- Concrètement, le "*pacte de croissance*" reprend des propositions de la Commission européenne. (lemonde.fr 29.06)

- Mais il faut rappeler que c'est là un plan qui porte sur 1% seulement du budget européen (ce qui reste un engagement très imité) et que ce plan a été proposé, depuis un certain temps déjà, par la Commission européenne. (lexpress.fr 29.06)

C'est au regard de ce constat que le PS et Hollande passeront sous silence qu'on lira la réaction perplexe du Figaro, à moins qu'ils revendiquent une orientation commune avec la Commission européenne, ce qui n'aurait rien de surprenant puisque cela correspond finalement à leurs véritables intentions.

- Le président Hollande rentre à Paris avec un «*pacte de croissance*» européen de 120 milliards, promesse électorale tenue et premier succès politique sur la scène européenne. «*Je considère que l'Europe a été réorientée comme il convenait*», concluait-il vendredi. La reprise économique pourtant ne se décrète pas. Et ce nouveau programme n'a sans doute pas la même valeur que le «*pacte budgétaire*» contraignant que lui a légué Nicolas Sarkozy.

Ce «*pacte de croissance*» reste un chantier sans garantie de bonne fin. Ce n'est pas non plus un plan de relance. Le chiffre de 120 milliards repose pour 55 milliards sur l'utilisation de fonds européens existants et non dépensés, sans dépenses publiques nouvelles. Et pour 60 milliards sur le pari que la Banque européenne d'investissement saura multiplier par six une mise supplémentaire de 10 milliards par les États actionnaires. (lefigaro.fr 29.06)

Commentaire d'un internaute

- "*Je ne comprends pas pourquoi Le Figaro soutient tant Hollande alors que le processus était déjà en discussion depuis le 30 janvier à Bruxelles dans un sommet sur la croissance. Ce n'est donc pas lui l'instigateur. Dit nulle part !*"

Parce que Hollande met en oeuvre la politique qu'en attendaient les riches propriétaires du Figaro, normal en quelque sorte.

Surtout qu'au niveau des enjeux qui étaient sur la table, la solidarité s'imposait. Ils ne vont quand même pas lui en vouloir de réussir là où Sarkozy a échoué ou il aurait été mis en difficulté. Mettez-vous un instant à leurs places et vous comprendrez que ce n'étaient pas leur intérêt de taper sur Hollande, pas maintenant et pas à cet endroit là, puisqu'il fait preuve de soumission total envers le capital, franchement, que demander de plus pour un journal qui le représente.

Méthode de communication. Tour de passe-passe.

Hollande est un affreux farceur, mais Pierre Laurent (PCF), sur France Info affirme qu'il n'en est pas encore tout à fait sûr :

- "*Ce sont des orientations très négatives. Malheureusement, il semblerait que par anticipation, on donne des gages aux orientations du pacte budgétaire européen*", a dit le secrétaire national du Parti communiste, Pierre Laurent, sur France Info.

Ce n'est pas faux, mais ce n'est pas nouveau non plus.

- "*Ca veut dire qu'on accepte par avance de s'inscrire dans le pacte d'austérité budgétaire alors que François Hollande avait annoncé sa renégociation. C'est décidément très mal parti*", a-t-il ajouté.

Quelle surprise ! La direction du PCF n'est pas contre le TSCG, elle est contre la manière de le présenter, de l'avancer plus précisément, il faudrait s'y prendre autrement, gageons que Hollande s'y engagera ou aura entendu le message, il s'y emploie d'ailleurs en ce moment même (hier soir).

Laurent, c'est l'enfonceur de portes ouvertes, il ne risque pas de se faire du mal au moins, ni de faire faire des cauchemars à Hollande.

La propagande du gouvernement a pour fonction d'anesthésier les masses avec la complicité de ses satellites, de l'UMP et des médias. Pas sûr que cela fonctionnera longtemps.

La propagande gouvernementale et la réalité. La suite et la marche à suivre.

Non remplacement de deux fonctionnaires sur trois, baisse des dépenses publiques, coupes dans les prestations sociales... Jean-Marc Ayrault récuse l'expression "*plan de rigueur*", préférant parler "*d'efforts*". Et pourtant, ce sont des économies drastiques que prévoit Matignon pour réduire le déficit.

On comprend pourquoi François Hollande et son gouvernement, aux commandes de la France depuis moins de deux mois, tentent de minimiser l'ampleur des objectifs d'économies fixés ramener le déficit à 3% du PIB en 2013 et rétablir l'équilibre budgétaire en 2017. Et pourtant, ce sont bien des coupes drastiques dans les dépenses et dans les effectifs publics que prévoient les lettres de cadrage adressées jeudi par Matignon à tous les ministères.

Les ministres vont devoir réduire de 15% leurs dépenses de fonctionnement sur trois ans (7% en 2013, 4% en 2014 et 2015). Cette norme est plus rude que celle annoncée par François Fillon pour 2011-2013: -10% dont 5% en 2011 (objectif non atteint puisqu'elles n'ont reculé que de 2%). Ces dépenses, qui servent par exemple à financer les achats de matériel, à entretenir les locaux, à financer voitures et logements de fonction, etc., représentent un coût de 19 milliards. Elles vont donc devoir baisser de 3 milliards.

Ces mêmes règles s'appliqueront aux dépenses d'intervention qui représentent une enveloppe beaucoup plus importante de 57 milliards d'euros. Derrière cette appellation administrative se cache très concrètement quelque 38 milliards d'euros de prestations (allocation adulte handicapé, aides au logement, bourses étudiantes, etc.) et 19 milliards subventions discrétionnaires (contrats aidés, hébergement d'urgence, dotation à RFF, etc.). Si l'on suit la règle édictée par le gouvernement, ces dépenses vont devoir baisser de 8,5 milliards en trois ans - alors qu'elles augmentent tendanciellement de 3% par an.

"*Après cinq ans de RGPP [révision générale des politiques publiques, nom de code sous Sarkozy de la politique de modernisation de la fonction publique], on ne peut plus continuer de supprimer des postes sans dégrader encore davantage le service public*", alerte Jean-Marc Canon (CGT) sur le site Acteurspublics.com. "*En considérant que la réduction de 2,5 % des effectifs dans certains ministères va entraîner le non remplacement de deux fonctionnaires sur trois, on peut craindre une aggravation par rapport à la RGPP*", renchérit Christian Grolier (FO).

L'effort sera donc là encore très conséquent. Et il faudra arbitrer entre plusieurs dépenses sociales. Ce ne sera pas sans casse. Mais le gouvernement s'est bien gardé, jusqu'à présent, de détailler ces coupes budgétaires. Preuve encore, qu'il n'assume pas la rigueur. "*Les économies que le gouvernement prétend obtenir ne sont possibles que si on s'attaque aux prestations sociales*", a dénoncé ce vendredi le député UMP Gilles Carrez. "*L'heure de la rigueur aujourd'hui on y est. Ca me rappelle le tournant de la rigueur de 1983*, sauf que cette fois il arrive immédiatement après les élections", a conclut le nouveau président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale. (lexpress.fr 29.06)

Cela vous arrange bien qu'il fasse le sale boulot à votre place, on ne lui demandera pas de l'avouer, consensus oblige !

Parole de banquier. Leur objectif : liquider la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs selon eux.

La Banque de France interpelle jeudi les responsables politiques et les partenaires sociaux en désignant la réforme du marché du travail, sur laquelle le nouvel exécutif n'a quasiment rien dit, comme la réforme prioritaire pour l'économie française.

Son gouverneur, Christian Noyer, plaide dans un entretien au journal Le Monde pour un rapprochement des contrats de travail, l'allègement des réglementations et une plus grande place pour les accords de branches et d'entreprises, des thèmes évités par les socialistes pendant les récentes campagnes électorales.

Le gouvernement a confié aux syndicats et aux organisations patronales le soin de réfléchir à ces thèmes dans le cadre de la conférence sociale des 9 et 10 juillet qui doit lancer certains grands chantiers du quinquennat.

"*En France, le plus important est de s'attaquer aux racines du chômage structurel*", déclare Christian Noyer. "*La grande réforme à faire est celle du marché du travail, qui laisse trop de gens dans la précarité et décourage les entreprises d'embaucher.*"

"*Il faut rapprocher les différents contrats de travail et, en ce qui concerne les conditions d'emploi, avoir moins de réglementations et donner plus d'espace aux accords de branche ou d'entreprise*", poursuit le gouverneur de la Banque de France, citant en exemple l'Allemagne et le Danemark.

Une telle réforme est également conseillée à la France par des organisations comme le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Les travaux de la conférence sociale sur l'emploi seront pilotés par le ministre du Travail, Michel Sapin, qui souhaitait dans un livre publié avant l'élection présidentielle la mise en place d'une "*dialectique subtile et dynamique entre accords de branches, d'entreprises, et législation générale*".

"*Il s'agit de changer quelque chose de très profond : conserver la supériorité de la loi, garante de l'ordre public social, mais inscrire les accords conventionnels entre partenaires sociaux dans notre ordonnancement juridique actuel*", ajoutait-il.

L'organisation patronale Medef insiste pour que les accords dits de compétitivité-emploi, par lesquels il serait possible de moduler largement le temps de travail et les rémunérations, figure en bonne place dans les discussions.

Face aux difficultés des entreprises françaises, ces accords "*sont plus que jamais absolument nécessaires*", déclarait récemment sa présidente Laurence Parisot. Le gouvernement précédent avait dit son intention de les généraliser. (Reuters 29.06)

Je ne voudrais pas m'avancer, mais je crois que madame Parisot se gorge d'illusions. Certes, s'il ne tenait qu'aux dirigeants corrompus des syndicats, ils nous livreraient pieds et mains liés au patronat, mais la situation sociale est telle qu'ils vont avoir le plus grand mal à vous suivre, jusqu'au bout, ils braderont au passage certains de nos droits mais n'espérer pas davantage.

INFOS EN BREF

Politique

Amérique latine

Le Mercosur, marché commun du cône sud-américain, réuni vendredi en sommet en Argentine, a décidé de suspendre le Paraguay après la destitution du président Fernando Lugo et d'intégrer le Venezuela, a annoncé la présidente argentine Cristina Kirchner.(AFP29.06)

Social

Canada

L'avenir du groupe canadien RIM, fabricant du téléphone multimédia BlackBerry, s'est assombri jeudi avec l'annonce de résultats nettement inférieurs aux attentes, d'au moins 5.000 suppressions d'emplois et du report du lancement de son nouveau système d'exploitation. (lexpansion.com 29.06)

Economie

1- France

La dette publique de la France a augmenté de 72,4 milliards d'euros entre janvier et mars pour atteindre 1.789,4 milliards d'euros, selon les statistiques publiées vendredi par l'Insee. Soit un bond de 3,3 points de PIB en trois mois.

La progression de la dette constatée au premier trimestre 2012 est due à une hausse de l'endettement de l'Etat et des administrations de sécurité sociale, tandis que les dettes des administrations publiques locales ont diminué, a expliqué l'Institut national de la statistique et des études économiques.

La contribution de l'Etat à la dette a augmenté de 46,8 milliards d'euros au premier trimestre, celle des administrations de sécurité sociale a progressé de 31,4 milliards. Les administrations publiques locales se sont désendettées (-5,4 milliards d'euros) "*à un rythme comparable aux premiers trimestres des années précédentes, en remboursant des emprunts à long terme*", a précisé l'Insee.

La contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette a diminué légèrement au premier trimestre (-0,4 milliard). (lexpress.fr 29.06)

2- Portugal

Le déficit public a fortement dérapé au premier trimestre. Le gouvernement pointe du doigt la hausse du chômage, qui entraîne une flambée des prestations sociales.

Le déficit budgétaire du Portugal, sous assistance financière de l'UE et du FMI, s'est nettement creusé à 7,86% du PIB au premier trimestre, faisant craindre un dérapage qui éloigne le pays de l'objectif de 4,5% exigé par ses créanciers d'ici la fin de l'année.

Le chef du gouvernement de centre-droit s'est une nouvelle fois dit prêt à prendre de nouvelles mesures d'austérité si elles étaient nécessaires pour garantir le respect des objectifs budgétaires.

En échange d'un prêt de 78 milliards d'euros, octroyé en mai 2011 par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, le Portugal s'est engagé à mettre en oeuvre un vaste plan de rigueur et de réformes sur trois ans. Mais cette cure d'austérité sans précédent doit provoquer cette année une récession de 3% du PIB et un taux de chômage record de 15,5%, selon les prévisions officielles.

En dépit d'une hausse de la TVA appliquée à de nombreux produits, les recettes de cet impôt ont par exemple baissé de 2,8% sur les cinq premiers mois de l'année, alors que le gouvernement table sur une hausse annuelle de 11,6%. Sous-estimée par les autorités locales comme par la "*troïka*" UE-BCE-FMI, la hausse du chômage a en outre provoqué une augmentation des prestations sociales de 23%, contre une prévision de 3,8%. (lexpress.fr 29.06)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

Les causeries et infos en bref de 2012

JANVIER	**FÉVRIER**	**MARS**	**AVRIL**	**MAI**	**JUIN**
JUILLET	**AOUT**	**SEPTEMBRE**	**OCTOBRE**	**NOVEMBRE**	**DÉCEMBRE**

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet

CAUSERIE

J'ai mis les causeries (180 pages) et les articles de presse (37 articles, 60 pages) de juin en ligne au format pdf (Acrobat Reader). On a bien bossé quand même, malgré la chaleur écrasante.

Où je trouve cette énergie et cette détermination ? Dans le socialisme voyons, certainement pas dans les illusions des uns et les balivernes des autres, pas même en Grèce ou dans Syriza, Die Linke en Allemagne ou le Front de Gauche en France, Mélenchon attendant que son heure sonne une fois que le PS sera totalement discrédité.

D'autres aussi attendent ce moment-là sans le claironner sur tous les toits, encore une illusion, car la clé de la situation repose à la fois sur l'organisation des masses à un niveau élevé et sur l'élévation du niveau de leur conscience politique et non sur des calculs d'appareils.

Si vous vous demandez pourquoi la révolution tarde à se déclencher en Grèce, penchez-vous donc sur la composition sociale du pays, 25% de petits patrons ou auto-entrepreneurs, un peu plus de fonctionnaires, un million paraît-il, à peine un tiers ou un quart travaillent dans le secteur privé ou marchand, retirez les cadres et cadres supérieurs et voyez ce qui reste d'ouvriers et d'employés, ajoutez à cela, que comme en France dans un ménage l'homme et la femme travaillent quand l'un ou l'autre n'est pas au chômage, et vous aurez en grande partie la réponse à votre question. Certaines couches d'exploités sont littéralement étranglés par les mesures d'austérité adoptées depuis trois ans, mais apparemment cela ne concerne pas la majorité qui réussit encore à s'en sortir. Du côté du mouvement ouvrier, ils ont été incapables de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire.

Dans aucun pays un parti révolutionnaire n'a réussi à s'implanter profondément dans les masses, de telle sorte qu'il pourrait émerger et constituer un pôle de regroupement pour les travailleurs lors d'un soulèvement révolutionnaire, laissant le champ libre à des partis du type Syriza, Die Linke ou Front de Gauche qui ne sont finalement que des appendices des partis sociaux-libéraux ou staliniens ou néo staliniens comme vous voudrez.

Pour être lucide et honnête avec vous, il faut bien reconnaître qu'on est mal barré.

Cependant, il n'y a pas lieu de penser qu'on ne parviendra pas à surmonter les obstacles qui nous empêchent d'aller de l'avant. Les faits, le développement de la situation et de la lutte des classes viendront à notre secours le moment venu si nous avons été capables de nous y préparer sérieusement, c'est en quelque sorte l'objet de ce site ou du courant politique que j'anime.

Compter sur le NPA ou LO serait se bourrer d'illusions mortelles et une perte de temps. Reste le POI empétré dans des contradictions sans fin sans que l'on sache très bien si ses dirigeants en ont vraiment conscience ni s'ils entenderont s'y attaquer un jour, l'espérer, ne serait-ce pas se faire des illusions comme de très nombreux camarades le pensent ? Peut-être, c'est une façon de voir les choses que l'on peut comprendre, moi j'en ai une autre qui est de reconnaître que malgré tout ce parti avec toutes ses imperfections demeure notre seule chance, notre seul espoir pour avancer vers notre objectif, à moins qu'un autre parti voie le jour, mais on ne voit ni où ni comment jusqu'à preuve du contraire, comme dirait Trotsky à défaut de mieux on fait avec ce qu'on a, on n'a pas vraiment le choix, c'est peut-être parfois difficile à digérer, il faut se faire une raison et savoir garder patience.

Si j'estimais que le POI ne présentait aucun intérêt, je ne m'acharnerais pas à critiquer sa politique... Voyez comme l'histoire en général est bourrée de paradoxes et vous arriverez peut-être à comprendre ou à admettre qu'il est pour ainsi dire normal que notre propre histoire n'y échappe pas non plus. Si maintenant vous estimez que les choses devraient se passer obligatoirement telles que vous les avez conçue et pas autrement, toute discussion entre nous est impossible, car c'est le meilleur moyen de ne jamais avancer.

On fait rarement ce qu'on veut dans la vie. Vous croyez que cela m'amuse vraiment de vous écrire en étant à 10.000 kilomètres de chez vous, sans pouvoir vous rencontrer et discutez ensemble, en étant totalement isolé. Cela me pèse énormément, mais je n'y peux rien, je prends mon mal en patience en essayant toutefois d'être utile à notre cause. J'arrête là je dois me reposer les yeux au moins le dimanche, ça aussi c'est une sacrée contrainte !

Parole d'internaute

- "*Ce qui met tout le monde d'accord c'est la volonté de stabiliser le nombre de fonctionnaires à son niveau 2012. C'est à dire de valider la politique de réduction précédente (avec, au passage, validation de la perte de 20 000 postes E.N.). Curieux "changement" - comme est curieux le fait que personne ne l'ait vraiment relevé. Tout cela confirme que la volonté de se débarrasser de l'homme Sarkozy primait sur celle de bouleverser sa politique...*"

Parmi la majorité de ceux qui ont voté Hollande, sans doute. En revanche, ceux qui ont rejeté la politique antisociale de Sarkozy tout en sachant que Hollande s'apprêtait à la poursuivre, que dis-je, à l'amplifier, se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul le 17 juin.

Pour ne pas embarrasser davantage Hollande qui s'est engagé auprès de ses homologues en Europe et de l'UE à s'attaquer à la classe ouvrière en appliquant le TSCG ou la "*règle d'or*", il est vrai qu'à l'UMP et au MoDem ils font preuve d'une certaine complaisance ou retenue envers le gouvernement qu'ils critiquent sans l'assassiner jusqu'à présent, idem en ce qui concerne les médias. Je l'avais déà signalé dans une précédente causerie. Certains vont même jusqu'à féliciter le gouvernement, Baroin par exemple qui a estimé que la politique de Valls en matière d'immigration allait dans le bon sens. Normal, le consensus, cela fonctionne dans les deux sens.

La changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. Suite.

Hollande s'est engagé à ne pas augmenter les impôts des classes moyennes, mais il n'a jamais dit qu'il ne les augmenterait pas pour tout le monde !

Aurélie Filippetti a annoncé samedi que le gouvernement examinerait en 2013 une possible extension de la redevance audiovisuelle aux écrans d'ordinateur afin de sécuriser les moyens alloués à l'audiovisuel public.

Cette taxe ne s'appliquerait qu'aux foyers n'ayant pas de télévision et ne viendrait pas s'ajouter à la redevance déjà existante, a précisé sur RTL la nouvelle ministre de la Culture.

"*Est-ce qu'il faut étendre la redevance à des écrans (d'ordinateur) quand on n'a pas de télévision? C'est une question qui se pose, mais ça serait une redevance évidemment par habitation, on ne paiera pas une redevance (en plus) si on a un ordinateur et une télé*", a-t-elle ajouté.

Elle a indiqué que cette question serait posée dans le cadre d'un débat pour 2013.

La redevance audiovisuelle, désormais appelée "*Contribution à l'audiovisuel public*", finance les organismes publics de télévision et de radio parmi lesquels France Télévisions ou encore Radio France.

Chaque foyer fiscal propriétaire d'une ou plusieurs télévision en paye une, quel que soit le nombre d'appareils. Elle est aujourd'hui de 125 euros en France métropolitaine, et de 80 euros dans les départements d'outre-mer. (Reuters 30.06)

Qu'est-ce qu'ils vont encore inventer comme taxes, au pluriel de préférence ? Ils ont le record de Sarkozy à battre !

Au fait le prix du baril de pétrole est passé de 110 ou 120 dollars à moins de 90, il est même descendu à 80, j'ai lu cela quelque part, cela représente une diminution de 30% environ, est-ce que le gouvernement envisage de baisser le prix de l'essence à la pompe dans les mêmes proportions ? Poser la question c'est y répondre, évidemment non.

En aparté. Au mois d'avril j'avais téléchargé dans mon disque dur plus de mille articles de presse, environ 800 en mai, plus tous les documents que j'ai incérés dans les différentes rubriques provenant d'autres sources.

La méthode.

PSA envisage de fermer son usine d'Aulnay en région parisienne. Tout le monde le sait.

Quatre acteurs en présence : 1- la direction ; 2- le gouvernement ; 3- les syndicats ; 4- les ouvriers.

Le match se joue à 3 contre 1, les trois premiers protagonistes contre le quatrième.

Qui détient le pouvoir ? Le premier avec la complicité du second qui représente le législateur.

Quel rôle joue le troisième ? Celui de complice occulte des deux premiers et traitre du quatrième.

Reste à voir comment cette trahison va être orchestrée et présentée.

Voyons maintenant de quelle manière le dispositif se met en place en lisant un extrait d'un article de l'AFP d'hier :

- "*Toute la France sait qu'ils veulent fermer Aulnay et qu'ils vont l'annoncer dans les prochains jours, à la seule différence qu'ils ne vont pas annoncer la fermeture mais la reconversion du site*", a affirmé Jean-Pierre Mercier, délégué CGT à Aulnay, ajoutant qu'il ne croyait pas à une reconversion des salariés. "*Que la seule personne qui n'ait pas compris ça soit le ministre du Redressement productif, ça en devient choquant*", a-t-il ajouté. "*Quel jeu il joue ? Il a rencontré (le P-DG) Varin la semaine dernière, Varin ne lui a rien dit, ça veut dire qu'il s'est fait rouler dans la farine*", a estimé Jean-Pierre Mercier.

1- La CGT reprend l'argument de la direction affirmant qu'il n'y aura pas à proprement parler de fermeture puisque le site devrait faire l'objet d'une reconversion.

2- Le délégué CGT dit qu'il ne croit pas à la reconversion des salariés, mais rien ne dit qu'il n'y en aura pas pour le croire possible. C'est donc un élément de division (diversion) des salariés qu'il fallait dénoncer comme tel. Le délégué CGT pourra rétorquer qu'il n'y est pour rien, pas si sûr, car il ne dit pas non plus qu'il est contre la perspective d'une reconversion, il porte un jugement sur sa faisabilité et non sur le principe, or c'est le principe qui est condamnable puisqu'il implique l'acceptation de la fermeture de l'usine, l'objectif de la direction

3- Ensuite, il émet l'hypothèse que le ministre se serait fait rouler par la direction tout en la jugeant implicitement peu vraisemblable.

Il faut se souvenir que ce sont les syndicats qui ont demandé au gouvernement d'intervenir auprès de la direction de PSA. Donc avant d'analyser ce nouveau développement, il faut en donner la signification.

S'adresser au gouvernement revenait à afficher son impuissance face à la direction ou plutôt à manifester sa volonté de refuser de mener le combat jusqu'à la signature d'un accord garantissant le maintien en activité de l'usine avec l'intégralité des postes de travail, qu'un seul mot d'ordre pouvait incarner : grève illimitée avec occupation de toutes les usines du groupe jusqu'à satisfaction.

Faire appel au gouvernement, c'était déserter de ses responsabilités, attitude qui revenait à désarmer et démobiliser les travailleurs de PSA qui n'avaient plus qu'à attendre leur salut de l'Etat. Cela signifiait en direction des ouvriers : notre syndicat est impuissant face à la direction, si maintenant l'Etat l'est aussi avec les moyens dont il dispose, c'est qu'il n'y a rien à faire, notre combat est perdu d'avance.

A l'étape suivante, il lui restait à épargner le gouvernement, comment, très simplement, en posant une question déplacée à "*quel jeu il joue ?*", qui doit permettre d'alimenter la suite de ce jeu de dupes dont les travailleurs seront les victimes.

Tout d'abord, l'avantage de poser cette question, c'est qu'on hésitera à vous la retourner ou on n'y pensera pas, et vaut mieux dans le cas de ce délégué syndical.

Ensuite, après s'en être remis au gouvernement dont les travailleurs de PSA étaient censés attendre quelque chose, au minimum qu'il se place à leur côté contre la direction de PSA pour éviter la fermeture de cette usine, voilà qu'il suggère que ses intentions

ne seraient pas très claires, qu'il pourrait jouer double jeu en faveur de la direction.

Mais quand Hollande et ses futurs ministres Montebourg et Sapin ont-ils manifesté ces derniers mois leur intention de s'opposer à des fermetures d'usines, aux licenciements ? Jamais. Mieux encore, Sapin interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, avait déclaré que " *ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA* " indiquant par là qu'il ne s'opposerait pas à la décision que prendrait la direction de PSA, à croire que ce délégué de la CGT était sourd.

Pas tout à fait en réalité, et on va comprendre tout de suite pourquoi.

Pour qu'on ne lui reproche pas ou qu'on n'y repense pas tout simplement, il accuse Montebourg de ne pas avoir entendu le discours de la direction qui était pourtant très explicite, autant que la déclaration de Sapin.

Vous aurez remarqué qu'à deux reprises il a utilisé le même mécanisme. La première fois en accusant Montebourg d'être sourd alors qu'il savait qu'il avait entendu le message de la direction, la seconde, en émettant des doutes sur ses réelles intentions, alors qu'elles étaient connues et qu'il n'en a pas à son sujet. Dans les deux cas, ce mécanisme consistait à jouer les ignorants pour pouvoir ensuite accuser un tiers d'un comportement dont on est soi-même coupable ou d'employer des arguments qu'on pourrait vous retourner, pour se dédouaner par la suite de toute responsabilité dans l'issue de ce conflit social.

Voilà comment les agents de la bourgeoisie s'y prennent à la fois pour soutenir la direction, tromper les ouvriers et se blanchir au passage pour ne pas être accusé de trahison et continuer de contrôler le syndicat dont ils sont les fossoyeurs.

J'ai indiqué que ce délégué syndical n'exigeait pas l'abandon du plan de fermeture de cette usine, car plus loin il réclamait uniquement sa suspension en s'adressant à Montebourg : "*arrêtez, suspendez la fermeture de l'usine d'Aulnay*", supplique qui répondait à une demande exprimée plus tôt par le ministre d'"*engager sans délai le dialogue social*" avec la direction, alors qu'il n'y avait rien à négocier, sinon à accompagner la fermeture programmée de cette usine, ce à quoi les syndicats sont prêts, encore faut-il leur laisser l'espace et le temps nécessaire pour le camoufler aux yeux des ouvriers, d'où cette cynique comédie.

On aura parfaitement compris que la direction de PSA, le gouvernement et les syndicats se partagent les rôles pour mieux enfumer les ouvriers. La fin de cet article du Point qui a relayé cette dépêche de l'AFP en fournit une nouvelle fois la démonstration.

- Le délégué CGT a également critiqué la promesse d'Arnaud Montebourg de présenter "*prochainement (...) un plan d'actions pour l'avenir de la filière automobile française*". "*S'il y a une chose à faire pour aider la filière, c'est de contraindre Peugeot et Renault d'arrêter leurs plans de suppressions d'emplois*", a affirmé Jean-Pierre Mercier. "*Si on veut donner des centaines de millions de fonds publics pour qu'au final l'usine d'Aulnay disparaisse, ça serait un vrai scandale national*", a-t-il lancé.

D'un côté le ministre dit s'activer, le délégué syndical lui répond qu'il brasse du vent tout en haussant le ton pour faire bonne mesure, pour finalement capituler. Comment, c'est simple, en demandant "*d'arrêter leurs plans de suppressions d'emplois*", ce dont il ne serait pas question selon la direction de PSA, puisque le site devrait bénéficier d'une reconversion, les salariés de PSA devenant les salariés d'une ou plusieurs autres entreprises.

A l'arrivée, ils sont bien sur la même longueur d'onde : le délégué syndical dit qu'il faut arrêter les suppressions d'emplois et la direction réplique qu'il n'est pas question de suppressions d'emplois puisqu'il y aura reconversion dans de nouveaux emplois créés sur place.

Rappelons notre position. Assemblée générale du personnel, proposition de grève illimitée avec occupation et comité de grève jusqu'à la signature d'un accord stipulant le maintien de l'usine d'Aulnay, de toutes les usines du groupe PSA ou nationalisation de PSA sans indemnité, pas une seule suppression d'emploi.

Actualité en titres

La question qui tue... le gouvernement.

- L'Etat hausse le ton contre PSA, mais que peut-il faire contre les fermetures de sites? - LExpansion.com

Leur cauchemar, leur hantise.

- Austérité: "*Tout ça va se finir dans la rue*" - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Social

France

1- Mobilisation massive des salariés de Doux.

Près d'un millier de personnes selon la CFDT ont manifesté samedi à Vannes pour la sauvegarde de l'emploi dans le groupe Doux, mis en vente après son placement le 1er juin en redressement judiciaire.

Les salariés venus essentiellement des départements du Finistère et du Morbihan ont défilé derrière une banderole stipulant "*Non au démantèlement, oui à l'emploi*", selon Christiane Le Gouesbe, déléguée centrale CFDT, syndicat majoritaire de l'entreprise.

Une délégation a été reçue par le préfet Jean-François Savy.

Les salariés du groupe volailler, qui emploie 3.400 salariés et fait travailler entre 700 et 800 éleveurs, seront fixés sur leur sort le 6 juillet, lors d'un comité central d'entreprise au lendemain du dépôt des offres de reprise au tribunal de commerce de Quimper. (AFP 30.06)

2-Quelques hausse de tarifs le 1er juillet.

L 'énergie

- Électricité: les tarifs des abonnements resteront pour l'instant inchangés, l'augmentation des prix réglementés intervenant traditionnellement à la mi août.

En revanche la taxe de Contribution au service public de l'électricité (CSPE) sera élevée de 1,1%, en application de la loi de finances rectificatives pour 2012, prévoyant le passage de 9 euros par mégawattheure à 10,5 euros au 1er juillet de cette année. En parallèle, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a imposé par publication au Journal officiel une hausse du Tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (Turpe), autrement appelé tarif d'acheminement, qui augmentera de 1,8% au 1er août. Sur une facture EDF, la consommation réelle d'électricité représente environ 66%, les taxes et contributions en occupent 17% et l'abonnement 17% également.

- Gaz: aucune augmentation n'est encore fixée. Mais dans les prochains jours, c'est une hausse de 5% qui devrait être annoncée.

Les transports en commun

- RATP: à Paris, les Stif n'ont pas envisagé d'augmenter leur tarification, du moins pas au 1er juillet. Comme l'avait exprimé Pierre Serne, vice-président en charge des transports de la Région Ile-de-France, les prix des tickets Mobilis ainsi que les pass Navigo à l'année augmenteront, dans le but de financer le dézonage. Il faudra attendre le 11 juillet, date du Conseil du Stif, pour que ces évolutions tarifaires soient soumises au vote des élus. (lefigaro.fr 30.06)

A qui ilk faur dire merci ? Qui siège à la Commission de régulation de l'énergie, devinez ? Jean-Christophe Le Digou (CGT), nommé par qui, par Sarkozy, pour bons et loyaux services rendus au Conseil d'orientation des retraites. (http://www.cre.fr)

Haut de page

Le 2 juillet

CAUSERIE

On ne pleurera pas la mort d'Olivier Ferrand, on garde nos larmes pour les victimes innocentes de la politique du PS de soutien à l'UMP.

Le think tank Terra Nova dont il était le président-fondateur s'était illustré notamment lors de la bataille sur les retraites en encourageant Sarkozy à aller encore assez loin tout en précisant que si cela ne tenait qu'à eux, ils liquideraient le système actuel par répartition pour le remplacer par une retraite par points ou à la carte.

Ce think-tank s'est particulièrement distingué en conseillant au PS de se détourner des classes populaires pour viser un électorat plus jeune, plus diplômé et plus urbain, rappelle un journaliste de 20minutes.

Véritable ordinateur de la campagne de Hollande, il a atteint son objectif le 17 juin dernier avec plus de 20 millions d'électeurs dont plus des trois quarts issus de la classe ouvrière, qui ont refusé de voter ou de se prononcer pour un candidat en lice, davantage encore de soutenir un candidat du PS.

Leur objectif a été d'instrumentaliser la haine qu'inspirait Sarkozy à la majorité de la population pour faire élire Hollande. A ce propos on pourrait souligner qu'il a été élu malgré lui. Pour ensuite mettre en oeuvre une stratégie qui a pour objectif final la bipolarisation de l'expression politique réduite à un duel entre deux partis pro capitalistes, l'UMP et le PS, tandis que tous les autres partis seraient marginalisés, neutralisés, réduits au silence, quasi inexistants. C'est conformément à cette perspective que le PS a été amené logiquement à soutenir ou à voter pour des candidats de l'UMP (pour contrer le FN), le deuxième larron de ce couple institutionnel qui en fait se partagent sans discontinuer le pouvoir et les rôles depuis quand déjà, sous la IVe République déjà.

Je crois que la plupart des militants n'ont pas compris ce qu'était vraiment le PS, ils se laissent maneuvrer par leurs dirigeants qui leur servent une histoire frelatée ou obsolète qu'ils entretiennent ou ressortent régulièrement, à savoir que le PS serait encore un parti ouvrier parce qu'il l'aurait été un jour lointain, version qui manifeste leur incapacité à rompre autant avec le PS qu'avec l'idéologie réformiste qui a fait ses beaux jours, alors qu'en réalité ce parti est la pointe avancée de la réaction en France, pire, dans le monde puisqu'il est le principal pilier de l'Internationale jaune qui comptait dans ses rangs les partis de Moubarak et Ben Ali notamment.

Une preuve s'agissant de Terra Nova décrit comme "*le laboratoire d'idées*" du PS flanqué de plus de 1.000 experts nous dit-on. Vous avez raison d'exiger des arguments pour étayer une affirmation, cette exigence est légitime et doit être satisfaite. C'est Terra Nova qui a été chargé de faire la "*promotion*" des primaires du PS, à l'américaine, tandis que l'UMP était incapable d'avancer dans cette voie étant une coalition de partis. Le PS s'est dévoué pour la bonne cause, celle du Nouvel ordre mondial...

C'est donc ce think tank qui définit la ligne idéologique du PS et non les adhérents de ce parti qui s'est chargé de franchir la seconde étape vers la présidentialisation du régime, la première étape ayant consisté à inverser le calendrier électoral entre les élections présidentielles et législatives.

On aurait pu résumer simplement en disant que les choses sérieuses au PS se passent à Terra Nova et d'autres organisations plus ou moins opaques et fermées ou agissant dans l'ombre, ils n'ont pas un penchant (sic!) pour la franc-maçonnerie pour rien, tandis que les différentes instances de ce parti ne servent plus qu'à diffuser la bonne parole sortant de la bouche de leurs "experts" que leurs adhérents sont amenés ensuite à entériner, puis à diffuser tel un poison auprès de la population.

Un parti de zombis qui finalement le demeurent quand ils leur arrivent de changer de parti, pourquoi, parce qu'au-delà du rejet qu'ils ont pu ainsi exprimer du fonctionnement vertical du PS, ils sont profondément gangrenés par les idées dans lesquelles ils ont baigné pendant des années ou des décennies, ce constat étant établi, il serait imprudent ou hasardeux de leur prêter la faculté de trouver les moyens d'en faire l'inventaire à l'issue de cette expérience qu'ils ont vécu inconsciemment en grande partie, encore moins d'en tirer des enseignements conformes au socialisme. Attention, il y a des zombis qui ont conscience de l'être et auxquels ce traitement va très bien parce qu'ils en tirent un bénéfice personnel, tandis que d'autres ne s'en rendent pas compte et sont littéralement manipulés, les adhérents du PS font partie de la seconde catégorie, ses cadres et futurs dirigeants de la première.

On reviendra une autre fois sur la question des rapports des partis à la Ve République et l'analyse qui nous en a été donnée (par le POI) jusqu'à présent, qui ne nous satisfait pas car de toute évidence elle ne correspond pas tout à fait à la réalité ou elle est incomplète, on cherchera à déterminer et comprendre pourquoi. Eh oui, on n'est pas au bout de nos surprises quand on gratte un peu le vernis superficiel qui sert de théorie aux partis pour justifier leurs politiques !

Secret de polichinelle. Tout le PS tient ici.

Invité par ailleurs dimanche de RFI/TV5 Monde/Le Monde et interrogé sur le fait de savoir s'il y aurait des mauvaises surprises dans le rapport de la Cour des comptes, M. Moscovici a répondu que "*non*". "*On aura beaucoup de confirmations et je ne veux pas moi le dévoiler*", a-t-il dit.

Sur fond de critiques virulentes de la droite, le gouvernement n'entend pas dévier de son cap. Respecter les objectifs de déficit pour 2012 et 2013 "*est un impératif non négociable*", a martelé M. Moscovici dans Le Figaro. (AFP 01.07)

C'est marrant tous ces gens qui savent quelque chose mais ne disent rien ou attendent le moment propice pour les annoncer, complétant le tableau de tous ceux qui feignent d'ignorer ce qui est en train de se tramer. Ne prononcez surtout pas le mot complot, ils vont vous étriper ou vous faire passer pour un adepte de la version policière de l'histoire. Et pourtant ?

Et comment s'y prendront-ils pour respecter cet "*impératif non négociable*" ?

- Selon un proche du président cité par le JDD, le gouvernement planche notamment sur un "*surgel*" des dépenses de

fonctionnement et d'intervention de l'Etat. Le Premier ministre s'apprêterait à confisquer aux ministres une enveloppe supplémentaire, par rapport aux 8 milliards d'euros mis en réserve en février par le gouvernement Fillon, indique le JDD. (AFP 01.07)

On aura compris que Hollande et son gouvernement vont poursuivre et amplifier la politique réactionnaire de Sarkozy. Qui ne le savaient pas par avance, qui ne s'y attendaient pas ? Ceux qui les soutiennent ainsi que l'ordre établi ou alors d'incurables ignares.

Le journal Le Monde se fait plus précis.

- Cette loi de finances rectificative pour 2012 n'est que la première étape d'une longue série de textes qui rogneront les dépenses et augmenteront les impôts tout au long du quinquennat jusqu'à atteindre l'équilibre des comptes publics en 2017, ce qu'aucun gouvernement français n'a réussi à faire depuis 1974.

La Cour des comptes tirera lundi la première salve. En présentant son audit, elle dira l'ampleur des efforts à accomplir pour réduire comme prévu le déficit public à 4,5 % du PIB fin 2012, 3 % fin 2013 et 0 % fin 2017, contre 5,2 % fin 2011. Cet ajustement représente une centaine de milliards d'euros sur la durée du quinquennat, soit un dixième de la dépense publique annuelle totale de la France. Le document, que François Hollande avait commandé à Didier Migaud dès son installation à l'Elysée, est arrivé samedi sur son bureau.

Selon Jean-Marc Ayrault, la dépense de l'Etat sera gelée en valeur de 2013 à 2015, hors charge de la dette et retraites des fonctionnaires, ce qui supposera une baisse de 7 % des dépenses de fonctionnement l'an prochain, puis 4 % en 2014 et 4 % en 2015, et un "effort de même ampleur" sur les dépenses d'intervention, des coupes supérieures à celles réalisées sous Nicolas Sarkozy. (lemonde.fr 01.07)

C'est l'austérité institutionnalisée qui vient renforcer celle mise en place par Sarkozy.

Plus intéressant, quelques extraits d'une interview que Moscovici a donnée hier au Figaro et dans lequel il revient sur le dernier sommet européen.

Le Figaro. Les marchés ont salué les conclusions du sommet de l'Union européenne.

- Nous avons aussi renforcé la stabilité financière de l'euro, en prenant des décisions concrètes pour permettre au futur Mécanisme européen de stabilité (MES) de répondre aux besoins espagnols de recapitalisation de leurs banques, tout en excluant d'en faire le créancier prioritaire, conformément aux souhaits des marchés. Nous avons également décidé d'autoriser le MES à acheter la dette italienne afin de faire baisser leurs taux d'intérêt, compte tenu des engagements très fermes de Rome pour réduire ses déficits structurels. Enfin, l'union bancaire européenne est en marche.

(Bref, ce sommet avait pour objectif de servir les banquiers et de rassurer les marchés. -Ndlr)

Le Figaro. Les positions de la France ont-elles vraiment été entendues? C'est l'Italie qui apparaît comme le principal vainqueur du sommet…

- Il ne faut pas raisonner en termes de vainqueurs ou de vaincus. C'est toute l'Europe qui a gagné en trouvant un compromis de grande qualité. Il serait faux de dire, comme je l'ai lu, que l'Allemagne a été contrainte de «*plier*». Il n'y a pas eu de coup de Trafalgar. Et, contrairement à ce qui se dit, ici ou là, entre Paris et Berlin, entre le président de la République et la chancelière, entre Wolgang Schäuble et moi également, les relations sont bonnes. Cela a permis à François Hollande d'agir comme trait d'union entre les Européens pendant les négociations, tout en jouant le rôle d'apporteur d'idées. Son élection a bel et bien changé la donne en Europe.

(Ils s'en sont servis pour parvenir à leurs fins en lui faisant jouer le rôle de l'idiot utile, rôle dans lequel Hollande et les dirigeants du PS excellent. Qu'on leur reproche, ils s'en foutent éperdument, ils n'ont que mépris pour leurs contradicteurs, à ce titre ils ont le même comportement ou la même approche, mentalité, que les dictateurs. - Ndlr)

Le Figaro. François Hollande ayant remis la croissance au cœur du texte européen, va-t-il maintenant présenter le pacte budgétaire au Parlement?

- François Hollande l'a dit pendant toute sa campagne: il ne ferait pas voter ce texte s'il n'y avait pas un rééquilibrage en faveur de la croissance. Il considère qu'avec les avancées obtenues jeudi et vendredi à Bruxelles, cette réorientation est engagée. Nous présenterons donc devant les députés et les sénateurs un projet de loi de ratification comportant deux parties: le traité budgétaire et l'ensemble des mesures issues du Conseil européen.

Nous sommes partisans de la responsabilité, cela fait des mois que nous le disons. Tout comme nous affichons notre combat contre

la dette publique. Mais l'austérité n'est pas la réponse à la crise européenne, les dimensions de solidarité, d'emploi et de croissance ne pouvaient pas être occultées.

(Ils décrètent qu'il faut un volet "*croissance*" pour qu'ils ratifient le TSCG, ensuite, ils décrètent encore qu'il existe, en conclusion ils décrètent toujours que plus rien ne s'oppose à son adoption. Et la démocratie s'étouffent certains. Vous avez dit quoi, la démocratie, connaissent pas, ils la piétinent et voilà tout. - Ndlr)

Le Figaro. Votre majorité ne risque-t-elle pas de voir ce pacte budgétaire comme une perte de souveraineté?

- Elle comprendra, j'en suis sûr, que la réorientation de la construction européenne permet la ratification du traité. Encore une fois, le désendettement est une ardente obligation: les marchés financiers sont de plus en plus exigeants. Comment financer correctement les services publics en ayant cette épée de Damoclès au-dessus de la tête? La gauche a fait sa mue sur le sujet. Quant à la nouvelle opposition parlementaire, elle devra prendre ses responsabilités. J'espère que nous trouverons un consensus.

(Leurs commanditaires ou passeurs d'ordres dont ils sont les représentants : les marchés financiers. Il le dit lui-même.

En disant que la "*gauche a fait sa mue sur le sujet*", il signifie par là que plus rien ne la distingue de la droite, ce que nous ne cessons de marteler, mais qu'apparemment personne ne veut entendre à la direction des partis dits ouvriers.

Le consensus avec l'UMP vient couronner le tout, c'est la cerise sur le gâteau qui confirme que le PS est bien un parti bourgeois, réactionnaire, capitaliste. - Ndlr)

Le Figaro. À quelle échéance présenterez-vous ces textes?

- Dès que possible.

Le Figaro. La règle d'or sera-t-elle inscrite dans la Constitution?

- Inscrire pour l'éternité une règle interdisant tout déficit, nous n'avons jamais trouvé cela pertinent. Ce qui est nécessaire, c'est de prendre des engagements forts. Nous les réaffirmerons lors du débat d'orientation budgétaire. Le projet de loi de finances donnera les lignes d'équilibres jusqu'en 2015. Puis une loi de programmation, éventuellement organique, traduira les engagements pluriannuels de la France en matière de finances publiques. Le premier d'entre eux - faire revenir le déficit public de 4,5% cette année à 3% l'an prochain - est un impératif non négociable. Revenir dessus sous prétexte que cela demande des efforts serait un appel au meurtre!

(Pourquoi tenter le diable ou prendre le risque de rouvrir une polémique inutile quand on peut procéder autrement, franchement ? Pourquoi se braquer sur une "*règle*" quand "*des engagements forts*" reviennent en pratique au même ?

Et pour bien marquer la subordination totale et définitive du PS au capitalisme, pour témoigner dans quel camp il se situe et qu'on ne se méprenne pas sur ses réelles intentions, il enfonce le clou en affirmant que la réduction du déficit public "*est un impératif non négociable*". Il n'y a que nos dirigeants pour refuser d'en tirer tous les enseignements, on comprend pourquoi, cela les forcerait à rompre avec l'appareil du PS et des syndicats, ils se retrouveraient tout nu, sans stratégie politique. - Ndlr)

Le Figaro. Le mandat de François Hollande commence par l'engagement de lourdes dépenses, comme l'embauche de fonctionnaires, notamment dans l'Éducation. Pour concilier ces dépenses avec le redressement des comptes publics, cela suppose de trouver des économies beaucoup plus importantes ailleurs. Comment allez-vous faire?

- Il y a des priorités, peu nombreuses, comme l'Éducation, la Justice, la Sécurité et Pôle emploi, qui verront leurs ressources s'accroître et, pour le reste, il faudra trouver des économies. C'est ce que François Hollande a toujours dit. La grande différence, c'est, d'une part, que nous changeons de méthode en abandonnant la RGPP (Revue générale des politiques publiques, NDLR), qui frappe aveuglément, pour une politique beaucoup plus pragmatique, concertée et intelligente. D'autre part, que nous stabilisons l'emploi public global, alors que la droite le réduisait.

(Vaux mieux des frappes ciblées que des frappes aveugles, les cibles en question apprécieront sans aucun doute. Quand il dit qu'il vaut mieux "*une politique beaucoup plus pragmatique, concertée et intelligente*", par pragmatisme, il entend donner des gages concrets aux privilégiés, ils seront servis les premiers comme en atteste le dernier sommet européen, concertée en déployant tout l'arsenal de la collaboration de classes avec la complicité des dirigeants pourris des syndicats qui sont demandeurs, intelligente dans la mesure où ils ménagent certaines couches qui lui sont acquis, ce serait dommage qu'elles leur tourne le dos le régime pourrait ne pas s'en remettre, tandis qu'il va s'engager auprès du patronat à matraquer les travailleurs du secteur privé sans que les syndicats ou les fonctionnaires ne lèvent le petit doigt pour venir à leur secours selon une répartition des rôles bien réglée là aussi. -Ndlr)

Le Figaro. Toutes ces mesures ne vont-elles pas encore détériorer la compétitivité de la France?

- Il faudra un quinquennat pour réaliser des réformes de structure, dont la déclaration de politique générale du premier ministre, Jean-Marc Ayrault, fixera demain le cap. La compétitivité est au cœur des préoccupations de François Hollande, qui la considère comme la clé de tout, y compris de l'influence de la France en Europe et dans le monde. (lefigaro.fr 01.07)

(Tout est dit ici, c'est la compétitivité chère à Parisot qui dicte la politique de Hollande, donc cela ne peut pas être les besoins ou aspirations des travailleurs qui doivent passer à la trappe, c'est à la virgule près le discours d'un parti de droite. - Ndlr)

J'ai passé certains éléments qui étaient insérés dans des propositions trop longues, mais qu'il nous faut ajouter car ils confirment que le PS est bien un parti pourri jusqu'à la moelle ou pire encore, le cynisme en prime qui le confirme.

Il a dit qu'il considérait que le "*coup de pouce*" au smic avait été "*raisonnable*", le Medef lui en saura gré, tandis que les patrons des entreprises publiques ne devaient estimer "dégradant de gagner 450.000 euros", on devrait préciser que 450.000 euros.

Vous avez là tout le PS.

Ce qui est dingue, c'est qu'il existe encore parmi nous des militants qui n'arrivent pas à admettre que ces gens-là sont prêts à vendre leurs gosses et leurs mères pour assurer la survie du capitalisme autant que leurs carrières et leur compte en banque. Ils s'imaginent que parce qu'ils sont honnêtes et sincères, qu'il serait impossible à quelqu'un qui se prétend socialiste d'être en réalité le pire ennemi du socialisme en frayant la voie à la réaction, à la dictature, on peut ajouter par expérience la guerre.

Ils semblent ne pas comprendre ou admettre que dans le passé ils ont livré le prolétariat à Hitler, Franco, Salazar, Pinochet, Vidéla, etc. tout comme les staliniens, qu'ils en sont toujours capables, regardez donc ce que fait aujourd'hui Fabius sur la Syrie et vous aurez un aperçu grandeur nature de ce qu'ils sont capables de nous infliger demain ainsi qu'à d'autres peuples. Ils sont viscéralement contre-révolutionnaires, anticommunistes. Alors doit-on les épargner comme le font nos dirigeants qui s'en font ainsi les complices ou doit-on les combattre férocement jusqu'à ce qu'ils disparaissent pour rester fidèle à Lénine ?

En complément ou pour enfoncer un peu plus le clou, Ayrault confirme tout le mal que l'on pense de la politique du gouvernement.

- Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, explique dans *Le Journal du Dimanche*, que «*c'est le moment d'engager les grandes réformes structurelles dont la France a besoin*» que Sarkozy n'a pas eu le temps ou la possibilité d'engager et promet qu'il «*n'attendra pas trois ans pour le faire*», les marchés l'exigent, il s'exécute en docile serviteur qu'il est, normal.

Il reconnaît toutefois qu'il risque de rencontrer des difficultés pour appliquer sa politique antisociale qu'il qualifie sans rire de «*réalisme de gauche*», «*la voie est étroite*» précise-t-il, allez, pas de fausse modestie, pas tant que cela. Car il a une méthode (qui n'est pas infaillible) pour la faire passer «*mettre en place la démocratie sociale*», c'est-à-dire s'assurer de la collaboration loyale et zélée des dirigeants syndicaux qui ne demandent pas mieux que de mettre la main à la pâte, c'est risqué, non ils ne vont pas tomber dans un "*piège* qui leur serait tendu par le gouvernement puisqu'ils en sont les complices, disons qu'ils n'ont pas vraiment le choix, tout simplement... (source : 20minutes.fr 01.07)

Fabius le dictateur. Propagande de la coalition impérialiste voulant mettre la main sur la Syrie.

- L'accord de Genève implique le départ d'Assad, selon Fabius - Reuters

- Le rôle d'Assad incertain après l'accord à la réunion de Genève - Reuters

- Opposition syrienne : "*quelques éléments positifs*" mais le plan est "*trop vague*" - LePoint.fr

- Syrie: La presse officielle et des opposants s'accordent sur l'échec de Genève - 20minutes.fr

Fabius dans le rôle du falsificateur et fer de lance de la guerre contre la Syrie qu'il ne laisserait à personne pour rien au monde.

L'accord du groupe d'action sur la Syrie conclu samedi à Genève requiert implicitement le départ de Bachar al Assad du pouvoir, a déclaré dimanche le chef de la diplomatie française, alors que le texte fait l'objet d'interprétations contradictoires sur le sort du dirigeant syrien.

"*Le texte dit précisément qu'il y aura un gouvernement de transition qui aura tous les pouvoirs, donc ce ne sera pas Bachar al Assad*", a dit Laurent Fabius sur TF1.

"*Il est dit que ce seront des personnes qui feront l'objet d'un consentement mutuel. Jamais l'opposition ne va accepter Bachar al Assad*", a-t-il poursuivi.

"*Donc, ça signifie implicitement que Bachar al Assad doit partir. Bachar al Assad, à terme, c'est fini*", a souligné le ministre des Affaires étrangères.

Les puissances du groupe d'action sur la Syrie se sont mises d'accord samedi à Genève sur la nécessité de la mise en place d'un gouvernement de transition à Damas, mais n'ont pas précisé le rôle que tiendrait le dirigeant syrien dans le processus. (Reuters 01.07)

Les Russes n'auraient jamais signé un tel document s'il prévoyait le départ de Bachar al Assad, auquel ils continuent de livrer des armes et qu'ils soutiennent toujours.

Camarades, Fabius reprend à son compte exactement la même méthode que l'impérialisme américain a utilisée en Libye ou en Irak. Alors Fabius moins pourri que Bush et Obama ? Au nom du socialisme s'il vous plaît, il est encore plus pourri, plus détestable, répugnant, voilà la vérité !

Vous avez lu plus haut que chez ces gens-là il y avait des choses non négociables, et bien c'est exactement la même chose chez nous, cela devrait l'être en tout cas.

Quant à ceux que notre intransigeance indispose, on ne les retient pas, les conciliateurs n'ont rien à faire dans nos rangs. Qu'ils aillent pleunicher dans les sous-vêtements de leurs dirigeants qui sont habitués à baisser leurs culottes, vous nous excuserez, en ce qui nous concerne la "*voie est trop étroite*" !

Comme disait Illitch Oulianov, ceux qui viennent à nous nous rejoignent sur la base de notre programme et non l'inverse, quand ils y sont prêts, ce n'est pas nous qui devons adapter notre programme à leurs illusions, sinon nous mettons le parti en péril. Vous me direz que nos dirigeants s'en foutent, et pour cause ce parti dont parlait Lénine n'existe pas !

Actualité en titres

Les élections, la mauvaise farce, c'est fini, la preuve en titres.

- La gauche s'engage sur le chemin de la rigueur - lemonde.fr 01.07

- Pour Ayrault, «*c'est le moment d'engager les grandes réformes structurelles*» - 20minutes.fr 01.07

- Moscovici accuse la droite ne n'avoir "*rien foutu*" pour réduire les déficits - AFP

- Moscovici : « *La gauche a fait sa mue* » au sujet de la dette - lefigaro.fr 01.07

INFOS EN BREF

Social

Italie

Iveco, la filiale de Fiat Industrial fabriquant des véhicules utilitaires, va fermer cinq usines en Europe, dont le site français de Chambéry, d'ici la fin de l'année pour adapter son outil de production au déclin des ventes de camions en Europe, a annoncé dimanche son président, Alfredo Altavilla.

Ces cinq usines représentent 1.075 emplois, a-t-il précisé.

Outre le site français de Chambéry, l'usine autrichienne de Graz et les établissements allemands d'Ulm, Görlitz et Weisveil sont concernés par cette restructuration.

Les projets d'investissement de 500 millions d'euros en Espagne, avec 1.100 créations d'emploi à la clef, ne devraient pas être affectés, a-t-il poursuivi. (Reuters 01.07)

Haut de page

Le 3 juillet

CAUSERIE

Milieu d'après-midi (ici en Inde). Je mets en ligne 21 nouvels articles dans les rubriques, Economie, Politique, International, Grèce et Syrie. La suite demain. Bonne lecture.

Mardi matin, 6h10.

En juin, 3 150 connections au site, vous avez téléchargé 3 090 documents.

Par manque de temps, je ne traite pas (quotidiennement) les sujets qui font l'objet d'articles de journalistes ou de publicistes relativement indépendants et que je mets en ligne dans les différentes rubriques. Je vais essayer de soigner mes articles, puisque je suis tout seul pendant quatre mois, personne ne peut me déranger quand je travaille.

Bon, hier matin j'ai trouvé une petite grenouille sur le bureau, pas de quoi en faire un plat ! Il y en a plein ici, ce matin il y en avait une dans la cuvette des toilettes. Ce que je crains le plus, c'est de ne pas les voir et de marcher dessus. Quand il y en a trop et qu'elles deviennent envahissantes, j'organise une chasse aux grenouilles muni d'un chiffon, je les attrappe et hop direction le jardin par la fenêtre. Pour les lézards, c'est plus compliqué car ils décampent rapidement, il faut les prendre par surprise. Si on se plante devant eux, ils se sauvent, la manoeuvre consiste donc à passer devant eux comme si on ne les avait pas vus, puis on se retourne brusquement et en un clin d'oeil on les saisis dans un chiffon, et hop retour à la nature ! Sur ce, passons aux choses sérieuses.

Pour qui le compte est-il bon ? La Cour des comptes une institution bonapartiste au service de l'Union européenne

On attendra le discours d'Ayrault pour réagir après la publication du rapport de la Cour des comptes. Apparemment ce sont nos camarades fonctionnaires qui sont visés par ce rapport de comptables, ce sera à notre tour, les travailleurs du secteur privé, lors du "*sommet social*" qui doit avoir lieu fin juillet, dans la "*justice* cela va de soi !

Hier la France était gouvernée comme une multinationale par un quarteron d'avocats d'affaires (Sarkozy, Copé, etc.), aujourd'hui comme une holding aux services des marchés par des comptables à l'esprit tout aussi borné et froid, Hollande a été magistrat à la Cour des comptes, apparemment cela laisse des traces !

Si vous vous demandiez d'où viennent les pouvoirs de la Cour des comptes ne cherchez pas bien loin, ils sont inscrits dans la Constitution de la Ve République.

ARTICLE 47-2. La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement. Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens.

Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière.

En réalité, sa mission est d'une tout autre nature ou plutôt elle a évolué.

La Cour des comptes est une institution qui joue le rôle de gendarme pour le compte de l'Union européenne, il est en effet précisé à la fin de la note récapitulative du rapport qu'elle a remis hier au Premier ministre : "*la Cour des comptes joue déjà dans les faits le rôle d'un comité budgétaire indépendant tel que les nouveaux textes européens de renforcement de la surveillance budgétaire l'imposent désormais*".

Elle est donc un rouage de l'Union européenne au service de la dictature de l'aristocratie financière. Ses rapports ne peuvent être d'aucune utilité pour la classe ouvrière, dans la mesure où ils ont pour objet de s'assurer du bon fonctionnement de l'Etat pour le compte des capitalistes, ils sont aussi illégitimes que le régime en place dans lequel nous ne pouvons pas nous reconnaître, puisque nous combattons pour le renverser.

Il faut préciser que les critères qui ont été retenus dans ce rapport sont fidèles à ceux dictés à tous les Etats par l'Union européenne, le FMI, les banquiers.

Pour la petite histoire, cette auguste institution loge également dans un palais s'il vous plaît, le Palais Cambon construit à la demande de Napoléon 1er, institutions bonapartistes oblige ! On doit aussi à l'Empereur la loi du 16 septembre 1807 qui organise l'actuelle Cour des comptes. (www.ccomptes.fr)

J'ai mis en ligne l'intégralité de ce rapport sur la *Situation et perspectives des finances publiques 2012*. Si cela vous intéresse en voici le récapitulatif :

La France s'est engagée sur une trajectoire de retour à l'équilibre de ses comptes publics dont le respect est essentiel pour assurer sa crédibilité, la maîtrise de son destin et pour continuer de peser dans le concert européen. Ce redressement indispensable est exigeant mais possible. Les années 2012 et surtout 2013 sont des années charnières.

Pour l'année 2012, l'audit détaillé mené par la Cour à la demande du Gouvernement montre que le respect de l'objectif de déficit public fixé à 4,4 % exige sans tarder des mesures correctrices, afin de compenser le risque de manque à gagner sur les recettes que la Cour évalue à ce stade dans une fourchette de 6 à 10 Md€.

L'effort à fournir en 2013 sera beaucoup plus important : dans l'hypothèse d'une croissance de 1%, la Cour l'évalue à 33 Md€ de mesures nouvelles, qui devront être partagées entre économies sur les dépenses et recettes nouvelles. Ces économies ne pourront être réalisées que si toutes les administrations publiques y contribuent, l'État mais aussi la sécurité sociale et les collectivités territoriales, dans le cadre d'une nouvelle gouvernance d'ensemble. Les décisions qui devront être prises appellent une évolution en profondeur des modalités de l'action publique, afin de clarifier les responsabilités et de remettre en cause les trop nombreuses dépenses publiques inefficaces.

La Cour publie chaque année un rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques en vue du débat d'orientation que doit tenir le Parlement. Cette année, ce rapport inclut des développements spécifiques pour répondre à la demande du Premier ministre du 18 mai 2012 d'évaluer les risques pesant sur le respect des objectifs pour 2012 et de mesurer les enjeux du redressement pour les années suivantes. Le respect des engagements de redressement de nos comptes publics est indispensable.

Depuis plusieurs décennies, la France est loin d'avoir été exemplaire dans la gestion de ses finances publiques. Sa crédibilité en est affectée. Son niveau élevé de déficit et de dette la placent dans une zone dangereuse. Pour sécuriser le financement de l'action publique, affermir la crédibilité de la France, préserver sa souveraineté et assurer la cohésion entre générations, un redressement rapide des comptes publics de la France s'impose. Il passe par le respect de la trajectoire de redressement sur laquelle elle s'est engagée, qui prévoit un déficit de 4,4 % en 2012, de 3 % en 2013 et un retour à l'équilibre en 2016 ou 2017. En 2011, les engagements ont été tenus mais les efforts doivent être amplifiés car le retard de la France dans le redressement de ses comptes n'a pas été résorbé.

L'année 2011 a constitué une première étape dans le redressement des comptes. Le déficit public s'est établi à 5,2 % du PIB, soit 103 Md€, en repli de 34 Md€ par rapport à 2010. Malgré un ralentissement notable de la croissance des dépenses, l'effort consenti a principalement reposé sur des hausses des prélèvements obligatoires. Le déficit structurel, qui est calculé en éliminant l'effet de la conjoncture économique, se situe à 4 % du PIB, nettement au-dessus de la moyenne des autres pays de la zone euro (3,2 %) et de l'Allemagne (0,8 %). La dette publique continue à augmenter pour atteindre 86 % du PIB fin 2011, et dépasse désormais le niveau allemand qui, lui, décroît.

Pour l'année 2012, l'audit de la Cour ne révèle pas de risque de dérapage majeur pour les dépenses, mais il met en évidence un risque de moindres recettes de 6 à 10 Md€.

Le respect de la trajectoire pour 2012, qui prévoit un déficit public de 4,4 %, est loin d'être acquis. La Cour a examiné la situation des finances publiques à fin mai 2012,compte non tenu des mesures nouvelles annoncées ou mises en œuvre depuis le 6 mai.

Des risques de dépassement sur les dépenses de l'État ont été identifiés, par exemple sur les dépenses de personnel du ministère de la défense ou sur l'aide personnalisée au logement. Cependant, leur ampleur, de 1 à 2 Md€, est comparable à celle des années précédentes. Il est possible de couvrir ces risques d'ici la fin de l'année, en faisant preuve d'une grande vigilance et en procédant sans délai à des gels complémentaires de crédit.

Des risques importants de moins-values de recettes ont été détectés, qui tiennent à la fois à des prévisions initiales trop optimistes et à la révision à la baisse de la croissance que vient d'annoncer l'INSEE. La Cour les évalue entre 6 et 10 Md€. Ils appellent des mesures appropriées de correction pour respecter l'objectif de 4,4 % de déficit pour 2012.

Enfin, la perte de deux contentieux fiscaux aura des conséquences importantes, au-delà de 2012, sur les exercices 2013 et 2014, de l'ordre de 7 à 8 milliards d'euros. Leurs conséquences, pourtant prévisibles, n'ont été que très partiellement prises en compte dans le budget 2012 et dans le programme de stabilité. L'année 2013 requiert un effort très important, qui implique des choix difficiles, une gouvernance renouvelée et des réformes structurelles de l'action publique.

Pour tenir l'objectif de 3 % de déficit, l'effort à réaliser devrait s'élever à 33 Md€ dans l'hypothèse d'une croissance économique de 1 %. S'il était réparti à parts égales entre les économies sur les dépenses publiques et les recettes nouvelles, 16,5 Md€ d'économies devraient être réalisées par rapport à l'évolution tendancielle. Ceci reviendrait à stabiliser en volume les dépenses de toutes les administrations publiques, autrement dit à faire en sorte qu'elles n'augmentent pas plus que l'inflation, soit une contrainte plus sévère qu'en 2012 où elles devraient progresser de 0,5 % en volume.

Un tel effort ne sera possible que s'il concerne l'ensemble des administrations publiques, donc non seulement l'Etat mais aussi la sécurité sociale et les collectivités territoriales, dans le cadre d'une gouvernance d'ensemble renouvelée des finances publiques. Il devra porter sur l'ensemble des dépenses : de personnel, d'intervention et d'investissement. Pour y parvenir, une clarification des responsabilités s'impose, entre l'Etat et les collectivités territoriales, ainsi qu'entre les collectivités territoriales elles-mêmes. L'acte III de la décentralisation annoncé devra y contribuer. La masse salariale de l'ensemble des administrations devra être stabilisée. Les dépenses d'intervention devront être systématiquement passées au tamis de l'évaluation afin de dégager des marges de manœuvre. Des priorités devront être fixées dans la réalisation des investissements publics, notamment en matière d'infrastructures ferroviaires.

L'augmentation des recettes devra compléter les économies sur les dépenses. La Cour recommande qu'elle porte en priorité sur la remise en cause des niches fiscales et sociales. Il pourrait aussi être envisagé d'augmenter le taux d'impôts à assiette large, par exemple la CSG ou la TVA, de préférence de façon temporaire.

Les efforts devront être prolongés au-delà de 2013 pour assurer le retour à l'équilibre en 2016 ou 2017. Dans cet objectif, le rééquilibrage des comptes de la sécurité sociale est prioritaire et suppose de poursuivre la réforme du système de retraites et du système de soins qui restent lourdement déficitaires.

Grâce à ses travaux et à son positionnement à équidistance entre les pouvoirs législatif et exécutif, la Cour des comptes joue déjà dans les faits le rôle d'un comité budgétaire indépendant tel que les nouveaux textes européens de renforcement de la surveillance budgétaire l'imposent désormais. Elle continuera à exercer une grande vigilance sur le suivi du redressement de nos comptes publics. Fin.

On aura compris que cette gestion purement comptable de la société est contraire à la prise en compte de nos besoins ou droits sociaux considérés par ces comptables comme des charges, des contraintes insupportables dont l'Etat entend se délester au maximum au profit de leur marchandisation, creusant un peu plus les inégalités entre les privilégiés et les exploités.

La Cour des comptes participe ainsi à la légitimité du régime sur un plan à la fois juridique et purement comptable pour le compte non pas de la société mais de la classe dominante dont elle est le serviteur, quand elle ne devance pas ses besoins. Que le Premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud, soit issu du PS et qu'il ait été nommé à ce poste par Sarkozy constitue un élément à charge supplémentaire contre le PS témoignant à quel point ce parti est subordonnée à l'ordre établi.

Un dernier mot très vite, à l'examen de la carrière des hauts fonctionnaires qui composent la Cour des comptes, on s'aperçoit que les changements intervenus à la tête de l'Etat ou les changements de majorité parlementaire au cours des 40 dernières années n'ont eu aucune influence sur leur carrière, ils sont parfaitement compatibles UMP et PS.

Eh oui, j'ai eu la curiosité et j'ai pris le temps de le vérifier en me connectant sur leur portail, afin de conforter ma position qui consiste à rejeter tout soutien au PS, y compris s'il prenait des mesures favorables à la classe ouvrière connaissant la nature de ce parti farouchement antisocialiste. Les militants qui ne le comprendraient pas, je les invite à relire attentivement Marx et Engels, ils verront que je ne fais que reprendre leur méthode, pas stupidement, mais parce qu'on ne peut pas légitimer un parti ou sa politique tout en combattant pour qu'il disparaisse, il faut choisir camarades, le camp du socialisme ou celui de ses ennemis, il n'en existe pas d'autres.

Extrait. Comment est née la dette publique de la France (mondialisation.ca 01.07)

En 1973, la France n'avait pas de problème de dette et le budget national était équilibré. En effet, le Trésor Public pouvait se financer directement auprès de la Banque de France pour construire les écoles, les infrastructures routières, portuaires et aériennes, les hôpitaux et centres culturels, sans avoir à payer un taux d'intérêt exorbitant, et se trouvait donc rarement en déficit. Néanmoins, le 3 janvier 1973, le gouvernement du président George Pompidou, lui-même ancien directeur général de la Banque Rothschild, influencé par la Finance, a adopté la loi n°73/7 sur la Banque de France, surnommée la « loi Rothschild » en raison du lobbying du secteur bancaire en faveur de son adoption. Elaborée par Olivier Wormser, gouverneur de la Banque de France, et Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances, elle stipule, dans son article 25, que « *le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France* ».

En clair, l'Etat français ne peut plus financer le Trésor Public en empruntant sans intérêt à la Banque de France, mais doit s'approvisionner auprès des marchés financiers. Ainsi, l'Etat se trouve contraint d'emprunter et de payer des intérêts auprès d'institutions financières privées, alors qu'il pouvait, jusqu'en 1973, créer de la monnaie pour équilibrer son budget, par le biais de la Banque centrale. Les banques commerciales disposent désormais du pouvoir de création monétaire par le crédit,

alors qu'auparavant celui-ci était une prérogative exclusive de la Banque centrale, c'est-à-dire de l'Etat, et s'enrichissent sur le dos des contribuables, avec un statut de quasi-monopole.

Ainsi, les banques privées peuvent prêter, grâce aux systèmes des réserves fractionnaires, plus de six fois, le montant de ce qu'elles possèdent en monnaie centrale. En clair, pour chaque euro dont elles disposent, elles peuvent prêter 6 euros grâce à la création monétaire par le crédit. Si cela n'est pas suffisant, elles peuvent emprunter autant de fonds que nécessaire auprès de la Banque centrale à un taux souvent de 0%, afin de le prêter ensuite… aux Etats à un taux de 3% à 18%, comme c'est le cas pour la Grèce. Ainsi, la création monétaire par le crédit représente 90% de la masse monétaire en circulation dans la zone euro.

Cette situation a été dénoncée par le Prix Nobel d'économie français Maurice Allais qui souhaite que la création monétaire soit réservée à l'Etat et la Banque centrale. Selon lui,

« *Toute création monétaire doit relever de l'État et de l'État seul : Toute création monétaire autre que la monnaie de base par la Banque centrale doit être rendue impossible, de manière que disparaissent les " faux droits " résultant actuellement de la création de monnaie bancaire […]. Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents[4]* ».

Aujourd'hui, la dette de la France s'élève à plus de 1 700 milliards d'euros. Or, entre 1980 et 2010, le contribuable français a remboursé plus de 1 400 milliards d'euros aux banques privées au seul titre de l'intérêt de la dette. Ainsi, sans la loi de 1973, le traité de Maastricht et le traité de Lisbonne, la dette française serait à peine de 300 milliards d'euros.

La France paye chaque année 50 milliards d'euros en intérêts, ce qui en fait le premier poste du budget, avant l'éducation. Avec une telle somme, le gouvernement pourrait construire 500 000 logements sociaux à 100 000€ ou créer 1,5 millions d'emplois dans la fonction publique (éducation, santé, culture, loisir) avec un salaire mensuel net de 1 500€. Le contribuable se voit déposséder de plus 1 milliard d'euros chaque semaine au profit des banques privées. Ainsi, la catégorie la plus riche de la population a reçu de l'Etat le fabuleux privilège de s'enrichir aux frais du contribuable, sans absolument aucune contrepartie et sans fournir le moindre effort.

Par ailleurs, ce système permet à la Finance de soumettre la classe politique à ses intérêts et de lui dicter une politique économique par le biais des agences de notations, elles-mêmes financées par les banques privées. En effet, si un gouvernement adopte une politique contraire aux intérêts du marché financier, ces agences baissent la note attribuée aux Etats, ce qui a pour effet immédiat d'augmenter les taux d'intérêts.

Dans le même temps, lorsque l'Etat et la Banque centrale européenne renflouent les banques privées en difficulté – c'est-à-dire qu'ils procèdent à leur nationalisation de facto sans bénéficier d'aucun avantage, comme par exemple un pouvoir de décision au sein du Conseil d'administration, ils le font avec des taux d'intérêts moins élevés que ceux que ces mêmes entités financières appliquent à l'Etat.

Le système de crédit établi en France depuis 1973 et ratifié depuis par les traités de Maastricht et de Lisbonne n'a qu'un but : enrichir les banques privées sur le dos des contribuables. Il est regrettable qu'un débat sur les origines de la dette publique en France n'ait lieu ni dans les médias ni au sein du Parlement. Pourtant, il suffirait de redonner l'exclusivité de la création monétaire à la Banque centrale pour résoudre le problème de la dette. (mondialisation.ca 01.07)

Faux-monnayeurs, voleurs, c'est ainsi, sans exagération, qu'on peut qualifier les banquiers qui détiennent le pouvoir. On pourrait ajouter d'autres parasites de haut vol, les compagnies d'assurance qui nous rackettent et sont aussi riches ou plus que les banques.

Mais au fait, à quoi servent les syndicats des banques, vous les avez déjà entendus un jour sur ce sujet ? Ils sont tous vendus ou plutôt ils se sont laissé acheter. Et les partis ouvriers, ils en disent quoi ? Rien comme d'habitude, ils sont complices. Vous avez une autre explication ? Ont-ils un jour mené une campagne nationale sur ce thème ? Je n'en ai pas souvenir. Après vous vous étonnez que les travailleurs ne comprennent pas grand chose à la situation, au fonctionnement de la société, c'est normal, non ?

Quand on voit la facilité avec laquelle ils parviennent à nous racketter grâce à un mécanisme très simple qu'un enfant de CE1 pigerait, on est bien obligé de penser qu'il y en a qui ne font pas leur boulot auprès des travailleurs ou qui ne savent pas comment s'y prendre.

L'ignorance des masses pose un problème dans la mesure où l'information existe bien sur le Net, mais apparemment peu de travailleurs en prennent connaissance ou s'y intéressent. Cela vaut également pour des questions politiques, par exemple ce qui est en train de se passer avec la Syrie, on est forcé de se dire que les puissances occidentales ne pourraient pas se livrer à une telle propagande guerrière et mensongère si les travailleurs savaient réellement ce qui se passe dans ce pays, or ils l'ignorent toujours.

Dans le site, j'ai mis en ligne plus de 220 articles sur la Syrie qui démontent la propagande officielle de la coalition militaire occidentale qui organise la déstabilisation du régime. Je ne suis pas évidemment pas le seul dans ce cas-là. Et malgré tout la majorité des travailleurs ignorent toujours la vérité et croient les mensonges de Fabius, Cameron, Obama. Pourquoi ? Parce qu'ils sont imbibés de l'idéologie du régime avec laquelle ils ne parviennent pas à rompre, puisqu'il n'existe aucune alternative cohérente et sérieuse au capitalisme à leurs yeux, autrement dit, nous sommes incapables de faire la promotion des idées du socialisme pour les aider à se détacher des idées dominantes. Je ne prétends pas que cela pourrait changer la situation, je dis seulement que cela leur permettrait de gagner en indépendance, en confiance. ils ne rompront vraiment avec le capital que lors de la révolution, à condtion d'y avoir été préparés de longue date, je ne dis pas autre chose.

Actualité en titres

Infantilisme.

- Un déficit public à 3% d'ici 2013 ? Un objectif « *idiot* » pour Martine Billard - Public Sénat

La légèreté du ton employée par Martine Billard suffit à montrer à quel point elle ne sent pas vraiment concernée par cet objectif qui se traduira forcément par davantage d'austérité.

En famille. Consensus.

- Le rapport de la Cour des comptes satisfait autant le gouvernement que l'opposition - L'Express.fr

En voilà des gens heureux !

INFOS EN BREF

Politique

France

La Cour des comptes révélait ce matin l'audit des finances publiques. « *La France est loin d'être exemplaire* » regrette Didier Migaud, premier président, et les efforts seront substantiels : 6 à 10 milliards d'euros à trouver pour cette année, 33 milliards pour 2013.

Le pays a pris de mauvaises habitudes, aujourd'hui, « la charge de la dette représente la première dépense » nous rappelle le premier président de la Cour des comptes. Le « *retour à l'équilibre est une nécessité absolue* » ajoute-t-il, annonçant «*un freinage sans précédent des dépenses publiques et une hausse des impôts* ».

Le chemin du redressement sera long et difficile. Le gouvernement table sur un retour à l'équilibre pour 2017. Et cela passe « *prioritairement (par) la réduction des dépenses publiques* » rappelle Didier Migaud. Si « *pour cette année, cela ne devrait pas poser trop de problèmes de rassembler 6 à 10 milliards*» précise-t-il « *il est évident que l'année 2013 sera charnière, avec 33 milliards d'euros à trouver* ». Pour ce faire, la Cour des comptes cible notamment et immédiatement la fonction publique, « *principal enjeu budgétaire* ».

Sur ce point, les sages sont clairs, il n'y a que deux scénarios envisageables : soit le gouvernement s'obstine à stabiliser le nombre de fonctionnaires, auquel cas il s'expose à un « *gel du point d'indice, une réduction significative de l'avancement des fonctionnaires et un quasi-gel des mesures catégorielles* », soit l'exécutif devra diminuer le nombre de postes dans la fonction publique pour obtenir « *des marges de manœuvre en matière de politique salariale* ».

En d'autres termes, le gouvernement a déjà assuré qu'il maintiendrait le volume global de la fonction publique. Les postes supprimés ou non-remplacés devraient être tous compensés par la création d'emplois dans d'autres secteurs. Dans ce cas, à en croire l'audit de la Cour des comptes, le gouvernement devra renoncer à toute politique salariale. Ainsi, si l'exécutif persiste dans ce qu'il a annoncé, il ne pourra pas augmenter ni faire progresser ses fonctionnaires comme il le fait en temps normal, il n'en aura pas les moyens.

Le rapport de la Cour des comptes pointe également du doigt un manque d'efficacité de la puissance publique. Il désigne notamment les redondances entre Etat et collectivités territoriales dont il convient de « *clarifier les rôles* ». Il s'agit de supprimer les doublons qui coûtent chers, en investissements infructueux et en masse salariale.

« *Trop de dispositifs, trop larges, et les objectifs ne sont pas forcement atteints* » explique le premier président. Didier Migaud

insiste plus particulièrement sur les communes et les intercommunalités sur lesquelles il appelle à « *renforcer les contraintes* ». En effet, cet échelon des collectivités locales est le moins pressurisé par la cure d'amaigrissement de l'Etat territorial, et dispose d'une certaine liberté budgétaire qu'il conviendrait de réformer.

Plus généralement, reprochant un manque chronique d'efficience aux politiques d'intervention de l'Etat, la Cour des comptes recommande un recours systématique à l'évaluation. Une évaluation diligentée par une entité indépendante, chargée d'une étude de « *rentabilité socio-économique* » en vue « *de ne retenir que les investissements efficaces* ».

Didier Migaud évoque notamment et à titre d'exemple « *l'abaissement de la TVA sur la restauration* » qui n'aurait pas été efficace. La lutte contre les niches fiscales est d'ailleurs la première recommandation de l'audit révélé ce matin en matière d'action sur les recettes.

Si toutefois la chasse aux niches fiscales ne suffisait pas, les sages estiment que le gouvernement pourrait être amené à augmenter les impôts. Didier Migaud suggère ainsi sans détour une hausse de « *la TVA et la CSG, qui sont des impôts à assiette large et à bon rendement, fut-ce de manière temporaire* ». En d'autre terme, ces deux leviers fiscaux, bien que douloureux pour l'ensemble des français, sont efficaces. Envisager de les augmenter pour quelques années est une option à prendre au sérieux.

Bien que le mot « *rigueur* » ne soit pas lâché, c'est bien de cela dont il s'agit. « *Pour rester crédible* », la France doit faire des efforts. Didier Migaud appelle à « *une discipline sévère (qui) ne peut plus être retardée, mais sans étouffer la croissance* ».

Pédagogue, le premier président explique que, en dépit de l'impact négatif que peuvent avoir ces mesures sur l'économie à court terme, « *mieux vaut maintenant que demain, car sinon ce redressement sera plus lourd, plus douloureux, et imposé de l'extérieur* ».

La France n'a plus le choix. Didier Migaud le résume en ces mots : « *agir a un coût. Ne pas agir a un coût encore plus grand* ». (publicsenat.fr 02.07)

2- Grèce

La Banque centrale européenne (BCE) a encouragé lundi le nouveau gouvernement grec à relancer et mettre en oeuvre les réformes contenues dans le programme d'ajustement budgétaire du pays décidé avec ses créanciers, en mettant en garde contre tout nouveau retard, jugé "risqué".

M. Asmussen a enjoint les Grecs à s'approprier le programme, surnommé "*mémorandum*", que le nouveau gouvernement dirigé par le conservateur Antonis Samaras compte renégocier avec ses créanciers.

"*Le nouveau gouvernement ne devrait pas perdre un temps précieux à chercher à éviter ou assouplir le programme. Il devrait au contraire se concentrer sur les moyens de maximiser l'effet des réformes*", a-t-il dit au cours de cette conférence de deux jours centrée sur "*la transformation de l'incertitude en stabilité et croissance*".

Il avait auparavant regretté la faible adhésion des Grecs aux mesures proposées, qui a freiné selon lui, la mise en oeuvre des réformes "*nécessaires*".

"*Avec ou sans*" ce mémorandum, "*n'importe quel gouvernement grec devrait suivre un ajustement similaire pour ramener l'économie sur les rails et restaurer la confiance des marchés financiers*", a-t-il jugé.

M. Asmussen a cité en exemple la Lettonie, non membre de la zone euro, qui a mené un sévère programme d'ajustement pour réduire ses déficits et les réformes du marché du travail menées en Allemagne au début des années 2000.

"*En Allemagne, c'était très difficile, les syndicats s'y sont opposés. Mais maintenant des années plus tard, tout le monde reconnaît que les réformes du marché du travail contenues dans +l'agenda 2010+ sont l'une des raisons*" de la force actuelle de l'économie allemande, ce qui est une "*clé*" de la consommation privée dans le pays, a-t-il dit.

"*Ce programme est la meilleure option pour la Grèce*", a-t-il insisté en estimant que les difficultés actuelles du pays "*ne viennent pas*" du mémorandum.

L'écart de compétitivité de la Grèce avec ses principaux partenaires est "d'au moins 15%", a rappelé M. Asmussen.

"*Le programme a pour but de réduire cet écart*" en "*augmentant la flexibilité des prix sur le marché du travail, et sur les marchés des produits et services afin de créer les bases d'une croissance orientées sur l'exportation et la création d'emploi*". (AFP 02.07)

3- Mexique

Le Parti action nationale (PAN), la formation politique conservatrice au pouvoir au Mexique depuis 2000, a reconnu avoir subi dimanche une défaite "monumentale" aux élections présidentielle, législatives et régionales, selon son responsable national Gustavo Madero.

Le parti du président sortant Felipe Calderon est arrivé en troisième position à l'élection présidentielle, a perdu la majorité au Sénat et l'Etat du Jalisco, dont la capitale est Guadalajara, la deuxième ville du Mexique.

Selon les résultats officiels préliminaires, la candidate du PAN à l'élection présidentielle recueille entre 25 et 26% des suffrages, à environ 12 points du vainqueur Enrique Peña Nieto, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), et cinq points derrière le candidat de la gauche, Andres Manuel Lopez Obrador.

Ainsi, le PRI revient au pouvoir après avoir gouverné le Mexique sans interruption pendant 71 ans jusqu'en 2000, date de sa défaite face à Vicente Fox, confirmée en 2006 par Felipe Calderon.

German Martinez Cazares, dirigeant national du PAN entre 2007 et 2009 et ministre de la Fonction publique dans le premier gouvernement de Calderon, a publié pour sa part dans le journal Reforma une tribune intitulée "*Le désastre*". Selon lui, les élections du 1er juillet resteront pour son parti un "*naufrage sans circonstances atténuantes*". (AFP 02.07)

Social

1- UE

Le taux de chômage dans la zone euro a atteint en mai un nouveau record, à 11,1% de la population active, et il pourrait continuer d'augmenter pour atteindre un pic à 11,5 ou 12% dans les prochains mois, anticipent les analystes.

Selon les estimations de l'office européen de statistiques Eurostat, 17,561 millions de personnes étaient au chômage dans la zone euro en mai, soit 88.000 de plus que le mois précédent.

Il s'agit aussi du 13e mois consécutif au cours duquel le chômage a atteint ou dépassé le seuil de 10% dans la zone euro.

Par rapport à mai 2011, le nombre de chômeurs s'est accru de 1,82 million de personnes dans l'Union monétaire.

L'Espagne voit encore son niveau augmenter en mai, à 24,6%. Le chômage touche plus d'un jeune sur deux dans ce pays (52,1% des moins de 25 ans).

La Grèce, dont les données disponibles datent de mars, arrive juste derrière avec un taux de 21,9% contre 15,7% un an plus tôt.

A l'inverse, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en Autriche (4,1%), aux Pays-Bas (5,1%), au Luxembourg (5,4%) et en Allemagne (5,6%).

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage a atteint 10,3% en mai, un niveau record là aussi, contre 10,2% en avril (chiffre révisé). (AFP 02.07)

2- France

2.1- L'Union nationale de la propriété immobilière (Unpi) a porté plainte contre la gestion des organismes HLM auprès de la Direction générale de la concurrence à Bruxelles, rapporte "le Parisien" du lundi 2 juillet.

"*380.000 logements HLM [sur 4,1 millions] sont occupés par des ménages qui ont des revenus mensuels supérieurs à 4.000 euros par mois*", tacle Jean Perrin, président de l'association de défense des propriétaires privés. Des personnes qui auraient les moyens de se loger dans le privé, créant une distorsion de concurrence.

L'Unpi enfonce le clou en affirmant que 700.000 HLM seraient vides ou sous-occupés. "*Notre démarche est liée à la dérive de la dépense nationale pour le logement public*", explique France Bauvin de l'Unpi au "Parisien". "*Nous voulons que le logement social retrouve sa mission : loger les plus pauvres*."

Alors que la liste d'attente des HLM s'allonge sans cesse (1,2 million de personnes en attente), l'Unpi critique les offices HLM

qui touchent chaque année 25 milliards d'euros d'aide d'Etat. Si Bruxelles estime que la mission de service public consistant à attribuer des logements aux familles en difficultés n'est pas remplie, alors la Commission pourrait estime qu'il y a "surcompensation" et les aides pourraient être déclarées illégales.

"*Pour se sortir de ce mauvais pas, le gouvernement serait contraint de durcir les critères d'attribution des HLM*", souligne "*le Parisien*".

Pour rappel, les critères d'attribution de HLM pour une personne seule est un plafond des ressources à 2.070 euros à Paris et 1.800 euros en province, et pour un couple avec deux enfants à 4.840 euros à Paris et 3.490 euros en province. Au total, 64% des ménages français sont éligibles à un logement social. (nouvelobs.com 02.07)

Les critères actuels d'attribution de HLM ne favorisent pas des privilégiés comme voudrait le faire croire hypocritement l'Unpi. Leur objectif serait de chasser des HLM les locataires qui auraient les moyens de s'endetter lourdement pour devenir propriétaire de leur habitation mais qui s'y refusent, ce qui favoriserait les entreprises du bâtiment et les sociétés immobilières. A côté de cela, la gestion des HLM est anarchique, clientéliste.

2.2- HP France a annoncé lundi envisager environ 520 suppressions de postes d'ici la fin 2014 sur la base de départs volontaires et de pré-retraites.

Le numéro un mondial des micro-ordinateurs avait annoncé fin mai la suppression de 27.000 postes dans le monde, soit environ 8% de ses effectifs, pour relancer sa croissance et économiser entre trois et 3,5 milliards de dollars par an à partir de la fin de l'exercice 2013-2014.

La direction de HP France, qui a fait cette annonce lors d'un comité d'entreprise exceptionnel, précise qu'elle compte parallèlement recruter 70 jeunes diplômés par an pendant trois ans. (Reuters 02.07)

Haut de page

Le 4 juillet

CAUSERIE

La chronique de l'été dédiée au marxisme... pour se rafraîchir les neurones.

Engels écrit Lénine, allait "*devenir pour toute son existence l'implacable ennemi de cette « introduction du philistinisme dans le communisme »*". (La correspondance de Marx et d'Engels - Lénine, 1913) Cela veut dire guerre à l'opportunisme.

Le philistin, ce qui le caractérise c'est la braderie, il ne lui est même pas nécessaire de tout brader pour abandonner l'esprit du communisme que diffusent les convictions auxquelles nous sommes attachées et dont on se détache pour l'occasion, puis une autre et ainsi de suite, jusqu'au moment où l'exception ne confirme plus la règle mais la remplace, celle-ci est morte, le communisme.

Donc être attaché à la règle, à nos principes, à nos valeurs, aux expériences qui nous ont forgés, être discipliné, être souple et ferme quand c'est nécessaire, n'être ni dogmatique, ni sectaire ou éclectique, défendre nos idées même si se situent à contre-courant du mouvement (inconscient) des masses, c'est le cas.

Avec Ayrault le gouvernement s'est déplacé au musée Grévin, au Père Lachaise ils n'avaient pas de caveau assez grand, alors que Hollande la joue "I sing under the rain", la version sans essuie-glaces, il n'y aura personne pour ramasser les morceaux quand il se rétamera, pour Dray l'heure a sonné de traîner sa petite vertu rue Saint-Denis, et Royal telle la pucelle qui a brûlé toutes ses cartouches hurle à la trahison, quelle entrée en scène fracassante !

C'est quoi le marxisme ?

"*une profonde compréhension des buts révolutionnaires essentiels du prolétariat, et qui définit avec une incroyable souplesse le rôle de la tactique au service de ces buts révolutionnaires, sans faire la moindre concession à l'opportunisme ni à la phrase révolutionnaire.*" selon Marx et Engels, propos repris par Lénine en 1913.

J'en déduis donc pour avoir étudié un peu Lénine, qu'il leur avait emprunté leur méthode, qu'il la maîtrisait parfaitement, ce qui n'est pas encore notre cas.

Lénine explique la méthode : "*Si on essaye de définir d'un mot le foyer, pour ainsi dire, de toute cette correspondance, le point central auquel se rattache tout ce réseau d'idées énoncées et examinées, ce mot sera la dialectique. L'application de la dialectique matérialiste à la réforme de toute l'économie politique reprise par la base, à l'histoire, aux sciences naturelles, à la philosophie, à la politique et à la tactique de la classe ouvrière, voilà ce qui intéresse surtout Marx et Engels, voilà en quoi ils apportent quelque chose d'essentiel et de nouveau, voilà où se trouve le progrès génial qu'ils ont fait faire à la pensée révolutionnaire.*"

D'où la nécessité de défendre la dialectique matérialiste qui permet d'interpréter correctement la nature, la société, le monde, au lieu par exemple de perdre son temps à défendre l'athéisme qui finalement convient à des représentants de toutes les classes, ce qui ne sera pas le cas de la dialectique matérialiste qui se confond avec la défense du socialisme.

Est-ce vraiment un hasard si la Libre Pensée prend la défense de la république démocratique bourgeoise et non le socialisme ? Vous avez la réponse ici. Ajoutons que Lénine rejetait les mots d'ordre d'inspiration bourgeois du genre, défense de la liberté d'expression, de la liberté de conscience, estimant que sous un régime oppressif fut-il démocratique, elle ne profitait réellement qu'à la classe dominante. La différence fondamentale entre Lénine et nos dirigeants aux cerveaux ramollis, c'est qu'il ne concédait absolument rien au régime en place, il ne lui reconnaissait aucun mérite et n'en attendait rien, exactement comme Marx et Engels.

- "*« Ici, à Elberfeld, on fait des miracles. Hier (écrit le 22 février 1846), dans la plus grande salle, dans le meilleur restaurant de la ville, nous avons eu notre troisième réunion communiste. La première comptait 40 membres, la seconde 130, la troisième au moins 200. Tout Elberferd et tout Barmen, en commençant par l'aristocratie de l'argent, pour finir par les petits boutiquiers, étaient représentés, il ne manquait que le prolétariat. »*

Voilà littéralement comment écrit Engels. En Allemagne, tout le monde était alors communiste, sauf le prolétariat. Le communisme était la façon dont s'exprimait l'esprit général d'opposition répandu, surtout dans la bourgeoisie. « Le public le plus borné, le plus paresseux, le plus pharisien, qui ne s'est jamais intéressé à rien, commence à s'enthousiasmer pour le communisme. » Les principaux prophètes du communisme étaient alors des gens dans le genre de nos populistes, socialistes-révolutionnaires, socialistes populaires, etc., etc., en réalité c'étaient des bourgeois bien intentionnés, plus ou moins enragés contre le gouvernement.

C'est dans ce cadre, c'est le milieu de ce nombre infini de tendances et de fractions soi-disant socialistes, qu'Engels sut se frayer sa route vers le socialisme prolétarien, sans craindre de rompre avec cette masse de bonnes gens, de chauds révolutionnaires, mais de mauvais communistes."

Camarades, nous dirions aujourd'hui : ne craignons pas de rompre avec les opportunistes, les "*mauvais communistes*".

C'est quoi être communiste :

Engels :

- "*Je définis l'état d'âme du communiste de la façon suivante : 1° Détendre les intérêts du prolétaire contre ceux du bourgeois ; 2° pour cela supprimer la propriété privée et la remplacer par la communauté des biens ; 3° reconnaître comme seul moyen d'arriver à ces buts la révolution démocratique violente*" (écrit un an et demi avant la révolution de 1848, note de Lénine).

Lénine rapporte ensuite comment cette définition du communiste d'Engels fut mise au vote lors d'une réunion.

"*Après discussion, 13 voix contre 2 acceptèrent la définition (du communiste -Ndlr) d'Engels. Le public de ces réunions était composé d'environ 20 menuisiers. C'est ainsi que furent posés à Paris, il y a 67 ans, les fondements du parti social-démocrate ouvrier d'Allemagne.*"

Vous me direz qu'à l'arrivée ou au départ on ne sera pas très nombreux non plus, c'est secondaire, nous serons en tout cas davantage que 2 ! Vous voyez camarades qu'il ne faut pas désespérer, ce sont nos dirigeants qui sont désespérants, pitoyables, pas la classe ni les militants.

Nos dirigeants ont bradé nos principes, ils ont été jusqu'à reprendre des mots d'ordre de nos ennemis, les militants s'y sont habitués, ils y ont pris goût pour certains avec le temps au point de n'être même plus "*de chauds révolutionnaires*". Alors combien restent-ils de "*bons communistes*" ?

Par la même occasion, j'ai actualisé la rubrique marxiste du site pour vous donner envie de lire (et étudier le socialisme) pendant vos vacances.

Marché de dupes.

Rien de nouveau dans le discours d'Ayrault, *Le Monde* l'a exprimé à sa manière en indiquant qu'à l'Hôtel de Matignon on entendait expliquer comment "*le changement promis, fondé sur les engagements précis du président, va continuer à être mis en œuvre*".

Et de poursuivre sur la "*méthode*" Hollande-Ayrault :

- Sur les dossiers sociaux, le premier ministre devait s'en tenir aux principes déjà largement martelés par le chef de l'Etat, en affirmant "*que l'on assiste à la mise en place d'une démocratie sociale qui doit trouver son point d'origine et de naissance dans la conférence sociale du 9 et 10 juillet*".

Se risquer à des annonces serait mal vu par les partenaires sociaux, censés être associés aux grandes décisions. (lemonde.fr 03.07)

J'en profite pour rectifier une erreur que j'ai commise hier en situant cette conférence fin juillet. Etre "*associé aux grandes décisions*" prises par le gouvernement en concertation avec le patronat, c'est légitimer, collaborer à la mise en oeuvre de la politique d'austérité, c'est inacceptable du point de vue des intérêts des travailleurs. Les syndicats n'ont rien à faire dans ce genre de réunion, sinon brader nos droits et acquis.

Hollande-Ayrault refuse l'emploi des mots austérité ou rigueur pour caractériser leur politique, et ils s'emploient à la présenter de telle sorte qu'on ne puisse pas leur reprocher. Sans se pencher sur les détails, à première vue les mesures qui ont été énoncées hier étaient déjà connues pour l'essentiel, elles ne concerneraient pas les couches les plus pauvres et les classes moyennes, elles correspondaient au "*redressement dans la justice*" promis sans austérité et fidèle aux promesses électorales de François Hollande relève Reuters.

Alors où est le lézard ? Le tour de passe-passe se joue en deux temps.

Un, l'austérité sévit déjà, on n'y touche pas, on n'en parle pas, ainsi il n'est pas question de s'attaquer au chômage de masse, à la précarité de plus en plus généralisée, à la pauvreté qui fait des ravages et s'étend.

Ayrault l'a confirmé à sa manière hier : en disant après avoir pris soin d'écarter à plusieurs reprises toute idée d'austérité budgétaire. "*Le gouvernement n'a pas besoin d'opérer un tournant. Il n'y aura pas de tournant!*" (AFP 03.07), pas besoin, il a déjà été pris par son prédécesseur, il mettra un tour de vis plus tard...

Deux, on reporte à plus tard les réformes structurelles exigées par les marchés, l'UE, le FMI, etc., sans doute une fois que le scénario mis en place avec leurs complices des syndicats aura fait ses preuves, il faut le tester avant, la conférence des 9 et 10 juillet leur en donnera l'occasion.

Les capitalistes ont deux exigences qui se situent sur des plans différents.

D'une part, s'attaquer à la législation du travail pour accroître l'exploitation, cela concerne les travailleurs du secteur privé qui représentent 75% de la masse salariale en France et qui produisent la plus-value, dont le profit que leur subtilisent les capitalistes.

D'autre part, s'attaquer aux services publics qui n'ont pas encore été privatisés et sur lesquels lorgnent banquiers et dirigeants des multinationales, pour lesquels le modèle anglo-saxon de marchandisation totale de la société doit être étendu à tous les pays sans exception, cela concerne en priorité les travailleurs du secteur public.

Le gouvernement doit avancer prudemment sur les deux fronts afin d'éviter que l'unité du prolétariat des secteurs privé et public ne se réalise, ce qui signifierait pour lui l'impossibilité d'imposer sa politique aux uns comme aux autres. Il entend donc profiter de la division structurelle du prolétariat pour s'attaquer séparément à ses différentes couches, exercice risqué et périlleux, mais qui a fait ses preuves depuis 70 ans, sachant qu'il peut compter sur le soutien des dirigeants corrompus des syndicats qui reproduisent sans cesse cette division pour affaiblir la capacité de résistance et la mobilisation de la classe ouvrière.

Sur le plan pratique, pour combattre efficacement le gouvernement et le patronat, il faudrait axer notre combat sur la nécessité de réaliser l'unité de ces deux composantes de la classe ouvrière, dégager les conditions qui permettraient d'avancer dans cette voie, ce qui implique de s'attaquer aux appareils qui sont évidemment contre, puisqu'ils mesurent le danger que cela représenterait pour le régime.

Comment, en proposant à l'ensemble des travailleurs du pays une plateforme revendicative réunissant les principales revendications des travailleurs du privé et du public, en mettant en avant celles qui leur sont communes, comme par exemple l'augmentation du smic et des salaires, les retraites, la baisse des loyers, et tandis que les travailleurs du secteur public de

la santé se battraient pour conserver leurs droits ou améliorer leurs conditions de travail qui vont de pair avec l'accès ou le respect du droit à la santé que la totalité des travaillent sont en droit de revendiquer, les travailleurs du secteur privé avanceraient leurs besoins dans ce domaine qui recouvriraient les exigences des travailleurs de la santé.

Ainsi, au lieu de présenter un prolétariat éclaté face au gouvernement et au patronat, se dresserait une force unie, invincible, ce qui modifierait le rapport de force entre les classes au profit de la masse des exploités qui prendraient conscience d'appartenir à une seule classe et d'avoir le même ennemi.

Alors oui pour le coup, une fois et une fois seulement cette condition réunie ou étant suffisamment avancé dans cette voie, il serait possible de déclarer que dorénavant tout est possible, car les travailleurs renoueraient avec l'espoir qu'ils ont abandonné au fil du temps qu'il est possible de changer la société, de se débarrasser du capitalisme plus particulièrement chez les travailleurs du secteur privé et de l'Etat capitaliste davantage chez les travailleurs du secteur public, les deux étant inséparables pour avancer vers notre émancipation, vers le socialisme.

Voilà des propositions concrètes, cohérentes et sérieuses qui partent de la réalité.

On entend souvent dire qu'il faudrait faire preuve d'imagination, qu'il faudrait inventer une autre politique, que le socialisme au XXIe siècle devrait être différent de celui des XIX et XXe siècle, etc. en fait, tous ceux qui tiennent ce genre de discours témoignent qu'ils sont incapables de partir de la réalité, la plupart du temps parce qu'ils en sont coupés, réalité où se trouvent précisément les matériaux que nous devons prendre en compte pour définir une tactique et une stratégie conforme aux intérêts collectifs de la classe ouvrière, à l'objectif du combat du mouvement ouvrier, le socialisme. C'est possible, je viens de le prouver.

Quel parti aura la volonté de porter une telle politique auprès des travailleurs ? Préfèreront-ils s'en tenir à un syndicalisme corporatiste, à une politique trade-unioniste qui nous ont menés là où nous en sommes aujourd'hui ?

La méthode : amplifier la collaboration de classes... et ses méfaits.

- Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a souhaité mardi qu'une "*culture de l'accord*", du "*donnant-donnant*" s'"*impose*" en France entre les syndicats, le patronat et l'État, lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée. "*La réduction du chômage et le développement de l'emploi, et donc le développement de nos entreprises, doivent être une préoccupation partagée, et je souhaite que la culture de l'accord, celle qui implique des contreparties, du donnant-donnant, s'impose peu à peu dans le dialogue et la démocratie sociale*", a déclaré le Premier ministre.

Selon lui, "*cet état d'esprit nouveau s'est déjà exprimé à travers l'organisation d'une grande conférence sociale, qui s'ouvrira dans quelques jours*", les 9 et 10 juillet. "*Il est fini le temps des sommets spectacles. Le temps où la concertation n'était conçue que pour donner l'apparence du dialogue social à la décision d'un seul*", a-t-il ajouté dans une critique aux sommets sociaux d'un jour convoqués par l'ancien président Nicolas Sarkozy. Dans ce processus de dialogue qu'il appelle de ses voeux, "*organisations d'employeurs et de salariés doivent prendre leurs responsabilités, le gouvernement prendra aussi les siennes*".

"*Tout sera mis sur la table, a-t-il promis, y compris l'intégration des représentants des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises, le dialogue social territorial au niveau des bassins d'emploi, l'information en amont des représentants du personnel. Rien ne sera tabou*." (LePoint.fr 03.07)

Qu'est-ce que signifie ce "*donnant-donnant*" sinon que les dirigeants syndicaux devraient continuer à barder nos droits et acquis ? Nous n'avons rien à donner aux capitalistes, nous ne leur devons absolument rien, pas davantage à l'Etat à leur solde. Par contre, nous estimons que les richesses qu'ils ont accumulées, qu'ils nous ont volées ou extorquées en toute légalité, sont uniquement le produit de la force de travail des producteurs, elles doivent leur revenir en totalité, et cela n'est pas négociable, donc toute participation à cette conférence sera considérée comme une trahison des intérêts des travailleurs, nous appelons à la boycotter.

Non, les travailleurs et leurs représentants ne pourraient être rendus responsables du chômage et de la situation économique et sociale du pays, seuls ceux qui détiennent le pouvoir, les capitalistes et leurs représentants dont messieurs Hollande et Ayrault en sont responsables. Nous rejetons catégoriquement ce discours qui voudrait faire porter sur les travailleurs la responsabilité de la situation actuelle. Le seul moyen de mettre fin aux maux dont souffrent les travailleurs est d'abolir les privilèges de la classe qui détient le pouvoir.

Quant aux nouveaux droits qu'il veut donner aux travailleurs dans les entreprises, comme ce fut toujours le cas dans le passé, ils consistent uniquement à enchaîner davantage les masses exploitées à la marche vers l'abîme du capitalisme qui les entraînera avec lui dans sa chute. Nous disposons de nos propres armes pour combattre et vaincre le capitalisme.

Notons au passage que dans le cadre de la répartition des rôles au sein du PS, pour faire croire qu'il existerait un véritable courant

de gauche dans ce parti, Marie-Noëlle Lienemann a fait entendre sa voix hier en critiquant le rapport de la Cour des comptes et en rappelant que « *le politique n'est pas là pour être à la botte de la Cour des comptes* », à la botte de Hollande, donc de l'Etat suffira !

Parole d'internaute

(après l'annonce de la suppression des milliers de postes de travail et des licenciements dans tout le pays)

1- "*Elle est belle la civilisation mais en fin de compte elle sert à quoi ?*".

Question de nature existentialiste posée de la sorte, donc inutile, vous ne pourrez jamais y répondre. Demandez-vous plutôt en quoi a consisté son développement, quel en a été le moteur, le fil conducteur depuis le passage au néolithique, le marxisme pourrait vous être utile...

2- "*Je viens de perdre mon emploi, je me retrouve au chômage. Les patrons profitent à fond du système pour embaucher et débaucher facilement sans peine. Les miens, après 2 mois de préavis renouvelable et une fois avoir accompli ces 4 mois, 2 jours avant la fin du préavis on m'a fait comprendre qu'on ne me gardait pas, et que ca serait bien de finir le travail avant de partir.*"

On est de tout coeur avec vous et profondément peiné par ce qui vous arrive. Il est urgent de mettre un terme aux privilèges des patrons...

Actualité en titres

Les pauvres condamnés à le rester toute leur vie... et les riches à le rester aussi, c'est équitable !

- Ayrault promet un redressement dans la justice - LePoint.fr

Figurez-vous qu'on s'en serait douter rien qu'en vous regardant.

- Ayrault : "*Je ne suis pas l'ennemi de l'argent*" - LePoint.fr

Pour nous, il n'y a rien à négocier, rien à lâcher, rien à brader.

- Partenaires sociaux : Ayrault veut du "*donnant-donnant*" - LePoint.fr

Les banquiers l'ont exigé, le gouvernement s'est exécuté.

- Livret A: la réforme sera mise en place au rythme des besoins, selon Moscovici - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

1.1- Mario Monti a détaillé mardi l'ampleur des réductions d'effectif et des coupes budgétaires dans la fonction publique en Italie lors d'une réunion avec des autorités locales et des syndicats, lesquels pourraient appeler à une grève générale.

Le chef du gouvernement italien aurait l'intention de baisser les effectifs de 10%, et de 20% parmi les hauts fonctionnaires, sans fixer toutefois de calendrier, a-t-on appris auprès d'une source présente à la réunion qui s'est déroulée au palais Chigi à Rome.

"*Attention à ne pas créer de conflit social*", a dit Susanna Camusso, la directrice de la CGIL, plus importante centrale syndicale italienne, avant la rencontre avec Mario Monti.

Selon elle, une grève générale unitaire en faveur de l'emploi "*doit avoir lieu*". Raffaele Bonanni, secrétaire général de la CSIL, le deuxième syndicat du pays, s'était aussi dit prêt à lancer un mouvement de grève générale si les coupes budgétaires étaient généralisées.

Le président du Conseil a dit que le gouvernement avait revu à la hausse son objectif de réduction des dépenses. (Reuters 03.07)

1.2- Le Premier ministre italien Mario Monti dit rejoindre la chancelière allemande Angela Merkel en souhaitant une croissance qui ne se fasse pas "*au prix de la discipline budgétaire*", dans un entretien à paraître mercredi à la Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

Selon des extraits de l'interview disponible sur le site de la FAZ qui doit être publiée à quelques heures d'une rencontre avec la chancelière allemande à Rome, M. Monti estime qu'après le sommet de Bruxelles jeudi dernier, la presse aurait dû écrire "*Angela + Monti = un pas en avant pour la politique économique européenne*".

D'après la FAZ, M. Monti se porte en faux contre l'impression qu'il y aurait de profondes divergences entre lui et Mme Merkel.

Le chef du gouvernement italien explique que l'Italie a certes pris le parti de la croissance, mais pas "*au prix de la discipline budgétaire*". Il assure avoir à Bruxelles contribué au moyen d'une "*méthode de négociation classique*" à faire quelque chose "*pour la croissance et la stabilité financière*" en Europe, poursuit la FAZ. (AFP 03.07)

Traduisons : la croissance est impossible sans discipline budgétaire signifie que satisfaire les besoins pressants et grandissants de l'oligarchie financière exige l'austérité, CQFD. Ce à quoi tous les chefs d'Etat de l'UE se sont engagés, y compris Hollande.

2- Syrie

Avion turc : l'Otan a-t-elle menti ?

"*D'après nos conclusions, notre avion a été abattu dans l'espace aérien international, à 13 milles nautiques de la Syrie*", soulignait dimanche Ahmet Davutoglu, ministre turc des Affaires étrangères.

Pourtant, cette version est rapidement remise en cause par des experts russes cités par l'agence d'État Ria Novosti. D'après eux, le F-4 Phantom turc effectuait en réalité un vol de reconnaissance pour tester la défense antiaérienne syrienne pour le compte de l'Otan. "*L'avion a été abattu dans l'espace aérien syrien. La DCA de ce pays est très efficace*", estime le directeur du Centre d'analyse du commerce mondial d'armes Igor Korotchenko. Cette explication est confirmée au Point.fr par François Géré, directeur de l'Institut français d'analyse stratégique (Ifas).

"*L'avion volait évidemment à l'extrême limite de l'espace aérien syrien pour une mission de reconnaissance du système antiaérien syrien*", indique-t-il. "*Il se trouvait très probablement, au moment où il a été détecté, légèrement à l'intérieur de l'espace syrien*". Ainsi, ajoute le chercheur, même si l'appareil a ensuite regagné l'espace international, il n'a pu échapper à la batterie. Des sources du renseignement américain, citées par le Wall street journal, vont encore plus loin. D'après elles, l'avion turc a été touché par la batterie antiaérienne alors qu'il se trouvait toujours dans l'espace syrien.

Interrogé par le Point.fr, le chercheur David Rigoulet-Roze (2) affirme que les tirs seraient l'oeuvre de la 73e brigade de la 26e division antiaérienne syrienne, qui aurait utilisé ses batteries antiaériennes de courte et moyenne portée. "*Il s'agit de lanceurs de type Pantsir S1, plus connus sous la dénomination internationale SA-22 Greyhound, dont 36 ont été livrés par la Russie à la Syrie en 2006*", affirme le spécialiste. Selon une source bien informée, qui a souhaité conserver l'anonymat, la supervision de l'attaque aurait été assurée non pas par des Syriens, mais par des Russes.

"*Le niveau de qualification nécessaire pour la mise en marche de ce système étant élevé, il est très vraisemblable que ce soient des officiers russes qui l'aient activé*", estime la source. Pourquoi Moscou aurait-elle agi de la sorte ? "*Il s'agit d'une réponse ferme de la Russie et de la Syrie à ce qui n'était certainement pas une violation accidentelle de l'espace syrien*", juge-t-on. Leur message, en substance : "*Vous avez voulu nous tester ? Vous avez été servis.*" (lepoint.fr 03.07)

S'il ne doit en rester qu'un pour soutenir la version de l'OTAN, ce sera qui, devinez ? Fabius !

3- Palestine

Yasser Arafat, décédé en 2004, aurait été empoisonné au polonium, une substance radioactive, selon les conclusions d'analyses effectuées dans un laboratoire en Suisse et citées dans un documentaire diffusé mardi par Al-Jazeera.

"*La conclusion, c'est que nous avons trouvé (un niveau) significatif de polonium dans ces échantillons*", a-t-il ajouté dans le documentaire, réalisé après neuf mois d'enquête.

"*Nous avons trouvé qu'il y avait une concentration de polonium plus élevée que prévu*", a encore dit M. Bochud.

"*Les niveaux étaient substantiels (...), ce qui montre qu'il y a une quantité anormale, pas normale, de polonium*", une substance qui n'est accessible selon lui qu'à "des gens qui s'intéressent ou construisent des armes nucléaires".

Le polonium est la substance avec laquelle aurait été empoisonné l'ex-espion russe Alexandre Livtenko, mort en 2006 à Londres.

Yasser Arafat, tombé malade dans son quartier général à Ramallah, en Cisjordanie, assiégé par l'armée israélienne, est décédé le 11 novembre 2004 à Percy.

Sa mort est restée une énigme, les quelque 50 médecins qui se sont relayés à son chevet n'ayant pas précisé la raison exacte de la détérioration rapide de son état. Des Palestiniens ont accusé Israël de l'avoir empoisonné.

Mais l'enquête d'Al-Jazeera ne conclut pas à une telle accusation.

"*Si nous mettons ensemble toutes les informations dont nous disposons -- résultats des analyses de laboratoire, caractéristiques cliniques, circonstances de la mort de Arafat--, il est difficile de tirer une conclusion*", a déclaré un autre médecin, le professeur Patrice Mangin.

Souha Arafat, la veuve de l'ex-président palestinien, indique qu'elle va demander à l'Autorité palestinienne d'exhumer le corps du défunt, qui se trouve à Ramallah, en Cisjordanie, pour faire toute la lumière sur sa mort. (AFP 03.07)

Social

France

1- Les charrettes

Thales Electron Devices

Les syndicats CFDT et CFE-CGC de Thales Electron Devices (TED), filiale du groupe de défense, ont fait part mardi de leur inquiétude au sujet d'un projet de vente des activités radiologiques, affirmant qu'environ 800 emplois étaient menacés en France.

Hewlett-Packard

Lundi, la direction d'HP a annoncé la suppression de 520 postes en France "uniquement sur la base de départs volontaires et d'un dispositif exclusif de préretraites" d'ici à 2014.

PSA

Lundi, Christian Lafaye, délégué du deuxième syndicat chez PSA, a estimé que la direction pourrait à l'occasion d'un CCE extraordinaire prévu le 12 juillet "mettre sous les yeux" des syndicats un "plan" de réduction de "8 000 à 10 000 postes", via des suppressions, redéploiements et départs volontaires. Soit bien plus que les 4 000 suppressions déjà annoncées pour 2012 en novembre 2011.

SFR

SFR, deuxième opérateur télécoms français, a lancé mardi sa réorganisation stratégique et annoncé lors d'un comité central d'entreprise (CCE) qu'il présenterait en novembre un plan de départs volontaires.

Bouygues Télécom

Mardi se tient également un CCE de son concurrent Bouygues Télécom, qui pourrait présenter des mesures similaires (à SFR) aux représentants syndicaux. Il a annoncé fin février un plan d'économies de 300 millions d'euros.

Mille postes seraient sur la sellette du côté de SFR et 556 chez Bouygues Telecom, selon la direction. (lepoint.fr et lexpress.fr 03.07)

2- L'austérité ne date pas de ... demain

Le niveau de vie des Français a quasiment stagné en 2009 à cause de la crise, selon une étude de l'Insee, qui montre aussi qu'un adulte sur trois connaît la pauvreté au moins un an dans sa vie. En 2009, le niveau de vie médian augmente modestement, de 0,4% en euros constants, contre +1,4 % par an de 1996 à 2008", écrit l'Institut de la statistique dans Revenus et Patrimoine des ménages 2012, publié mercredi.

Le "*niveau de vie*" se calcule en divisant les revenus du ménage par le nombre de personnes qui le composent mais en tenant compte des économies d'échelle (un seul réfrigérateur...) et du fait que les enfants consomment moins que les adultes. Cette notion, qui permet de comparer des ménages de taille différente, ne doit pas être confondue avec le revenu ou le salaire.

Il atteignait en 2009 en métropole 19.080 euros soit 1.590 euros par mois. Concrètement, la moitié des Français vivait avec plus que cette somme, l'autre moitié avec moins.

Si la crise de 2008 a atteint l'ensemble de la population, les 10% les plus modestes ont été "les plus touchés": leur niveau de vie moyen a reculé de 2,1%, "plus fortement que lors du ralentissement économique du début des années 2000". Cela est dû selon l'Insee "en premier lieu à la dégradation du marché du travail" : le taux de chômage est passé de 7,4% à 9,1% entre 2008 et 2009.

La France comptait en 2009 8,2 millions de pauvres, vivant avec moins de 954 euros par mois (60% du revenu médian), soit 13,5% de la population (contre 7,8 millions et 13% en 2008).

A l'autre bout de la chaîne, le niveau de vie des 10% les plus aisés a également diminué, (-1,2%) en raison "*d'un recul des revenus d'activité des indépendants et des revenus du patrimoine*". Entre 1996 et 2008, leur niveau de vie avait progressé plus rapidement que celui des autres.

Entre les deux, le reste de la population a connu une "*amélioration de (sa) situation relative entre 2008 et 2009*", ce qui "*n'était pas le cas durant les périodes de croissance précédentes*", note encore l'Insee, sans donner l'évolution du niveau de vie de ces 80% de Français.

Enfin, entre 2004 et 2008, 36% des Français de plus de 16 ans ont connu la pauvreté au moins une année, que ce soit la "*pauvreté monétaire*" (moins de 954 euros mensuels) ou "*en condition de vie*" (problèmes de logement...).

Près de 10% des plus de 16 ans ont même connu une pauvreté "*persistante*" de quatre ou cinq ans.

L'Insee relève aussi le creusement des inégalités de patrimoine (immobilier, biens financiers...), surtout au profit des propriétaires fonciers, qui ont bénéficié de l'explosion des prix de l'immobilier. En 1998 et 2010, la masse du patrimoine immobilier a crû de 156%.

La masse de patrimoine détenue par les ménages les mieux dotés a crû de 131% depuis 1998 tandis que celle des moins bien dotés n'a pris que 20%.

Les 10% les mieux dotés détenaient chacun 552.000 euros d'actifs tandis que les 10% les moins bien dotés moins de 2.700 d'euros.

Les plus dotés détiennent majoritairement des biens immobiliers quand les moins pourvus possèdent en général des actifs financiers peu risqués (Livret A...) ou des "*biens durables souvent achetés à crédit*". (20minutes.fr 03.07)

Economie

1- Grèce

La Grèce s'attend à une récession pire que prévu en 2012 avec un recul attendu de 6,7% du PIB contre -4,5% prévu par la banque de Grèce il y a deux mois, et -2,8% voté initialement dans le budget de l'Etat, a déclaré mardi le ministre adjoint des Finances, Christos Staïkouras, lors d'une conférence sur la croissance organisée à Athènes par l'hebdomadaire britannique *The Economist*.

Le ministre a rappelé que le chômage en Grèce a atteint 22% en mars.

"*Ces chiffres sont écoeurants*", a-t-il déploré.

"*Il est nécessaire de suivre des politiques orientées vers la croissance, changer les politiques injustes et les réadapter afin d'arrêter la récession*" a indiqué M. Staïkouras.

Il a souligné que le plan UE-FMI doit être complété par des politiques "*pour favoriser l'emploi*".

"*Il faut se mettre d'accord le plus tôt possible avec la troïka pour élaborer de nouvelles politiques afin que le plan d'assainissement de l'économie soit viable*", a ajouté M. Staïkouras. (AFP 03.07)

2- Japon

Le premier fabricant japonais de semi-conducteurs, Renesas Electronics, a annoncé mardi le lancement en septembre d'un plan de départs volontaires visant au moins 5.000 salariés, dans le cadre d'un projet de refonte de ses sites de production au Japon.

Par ailleurs, Renesas serait en discussions avec ses compatriotes Fujitsu et Panasonic en vue d'un regroupement de leurs divisions du développement et de fabrication de circuits intégrés à grande échelle (LSI).

Grâce à ces efforts, Renesas Electronics doit bénéficier d'un apport de fonds de 50 milliards de yens (500 millions d'euros) de la part de ses trois principaux actionnaires que sont les groupes d'électronique diversifiés NEC, Hitachi et Mitsubishi Electric. (AFP 03.07)

Haut de page

Le 5 juillet

CAUSERIE

Il reste quelques infos que je n'ai pas eu le temps de traiter, on verra cela demain. Mon boulot est encore perturbé par une coupure de courant depuis ce matin 9h, il est 17h35, et la température est brutalement remontée depuis trois jours, il fait plus de 40°C, et sans ventilateur je crève. J'ai écrit au moins 20 fois *Cours* au lieu de *Cour* des comptes, j'ai rectifié.

Un courriel reçu.

Un courriel d'encouragement reçu d'un camarade du Département de Santé Publique et d'Informatique Médicale (SPIM) de la faculté de Médecine Paris Descartes :

- "*Un message pour vous signaler que votre site est cité dans un blog qui vient d'être mis en ligne: http://www.demystification.fr*

Bravo pour vos réflexions et votre action."

Merci à vous, les encouragement sont rares, trop chers peut-être, je blague, peut-être que la plupart des militants ne savent plus sur quel pied danser et ne souhaitent pas se fourvoyer en me contactant, même anonymement, je ne leur en veux pas du tout, chacun est libre de faire comme il l'entend. Ce courriel est une bonne surprise, je dois vous avouer, car je ne m'attendais pratiquement plus à ce qu'on me prenne au sérieux, je m'étais encore posé la question ces derniers jours.

Ce camarade que je ne connais pas du tout m'a fourni l'intégralité de ses coordonnées professionnelles, ce que je trouve très imprudent, pas dans mon cas puisque je ne vous donnerai même pas son prénom, peut-être a-t-il estimé qu'il se dégageait une certaine honnêteté dans ma démarche, je n'en sais rien ou que nos combats se rejoignaient, là j'en ai la certitude. J'ignore si l'auteur de ce courriel est également l'auteur de ce blog. Nos travaux se complètent en tout cas, si je peux me permettre. Pendant que j'aborde dans des articles relativement modestes des questions théoriques et pratiques à travers l'actualité, ils les traitent en détail sur un plan historique plus consistant.

(En aparté, je viens de m'interrompre pour cavaler à la cuisine, le plat du chien était en train de brûler ! Pauvre bête, à la façon d'un philistin je vais lui présenter cela comme un gratin... à l'envers, grillé en dessous et non au-dessus ! Je tiens à ma bonne conscience que voulez-vous.)

Je me suis connecté à ce blog dont l'auteur propose un certain nombre d'ouvrages qu'il a réalisés. Je n'ai évidemment pas eu le temps de les lire, j'en ai parcouru un rapidement qui aborde une question qui devrait vous intéresser : *Etatisme contre libéralisme ?*

Son auteur revient sur la nature de l'Etat, qu'est-ce qui le définit en donnant la parole à Marx, il met également en lumière le fétichisme dont fait l'objet l'Etat de la part des opportunistes qui prétendent combattre pour le socialisme pour en réalité s'adapter au capitalisme, comme je l'ai dénoncé à plusieurs reprises, qui souhaiteraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en guise de perspective révolutionnaire, en rétablissant l'Etat tel qu'il était il y a encore 3 ou 4 décennies en arrière au lieu de combattre pour une République sociale débarrassée du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Je mets en ligne cet ouvrage, dont on pourrait peut-être dire qu'il s'inscrit dans la continuité de la critique de l'Etat réalisée en 1919 par Lénine dans l'Etat et la révolution.

La page de l'été dédiée à la défense du marxisme

Etatisme contre libéralisme ? par Tom Tomas.

Introduction

La plupart des commentateurs ont affirmé que la cause de la crise contemporaine était les « excès » d'une finance débridée et mondialisée que des gouvernements libéraux auraient volontairement favorisée et laissée libre de ses mouvements erratiques et spéculatifs. Les libéraux auraient mis l'Etat au service de la finance (appelée aussi « *les marchés* ») au lieu de le conserver et de l'utiliser comme serviteur de « *l'intérêt général* » pour les uns, de « *l'intérêt national* » pour les autres (ce qui est à peu près la même chose!). Ainsi de tous côtés, au Front de Gauche comme au Front National, on en appelle à un Etat qui régulerait les marchés, dompterait la finance (ce mauvais capital parasite) tout en assurant la croissance (celle du bon capital productif), et par là l'emploi, les salaires, etc. Bref, il faudrait, et il suffirait, pour sortir de la crise que l'Etat ait à sa tête un gouvernement qui lui redonne toute sa puissance, l'accroisse même, afin qu'il joue son rôle de régulateur de l'économie, de protecteur de la Nation, d'arbitre équitable et social de la répartition des richesses. Il suffirait donc de changer les hommes à la tête de l'Etat!

Le but de ce livre est de combattre cette utopie, qu'on appellera étatisme. Il montrera que l'Etat ne peut nullement être le moyen d'une solution à la crise et à ses effets catastrophiques, pour la raison qu'il ne peut pas être autre chose que l'organisateur essentiel de la reproduction du capitalisme (i.e., des rapports sociaux capitalistes) et de plus en plus essentiel au fur et à mesure de son développement historique. Il montrera que, pire encore, tout renforcement du rôle de l'Etat ne peut être qu'un renforcement de la dépossession des travailleurs des moyens de leur vie, un renforcement de la domination sur eux du capital (éventuellement étatisé) et de ses représentants, les bourgeois (appelée par Marx « *les fonctionnaires du capital* » parce qu'ils ne font qu'en exécuter les lois). Cela quelles que soient les promesses de démocratie « *participative* », « *citoyenne* », « *républicaine* », ou autres qualificatifs qu'on y adjoint comme pour admettre qu'elle n'est rien! Il montrera que cet étatisme contemporain n'est pas un fait du hasard, un choix parmi d'autres, mais qu'il manifeste une tendance au totalitarisme inhérente à l'essence même de l'Etat et dont le plein développement accompagne nécessairement celui du capital arrivant à son âge sénile. C'est donc une idéologie particulièrement néfaste en ce sens que, poussée à ses extrémités logiques, elle mène au fascisme.

Ainsi, c'est parce que cette idéologie est non seulement trompeuse dans ses promesses mais très dangereuse dans ses effets qu'elle sera ici combattue sans complaisance aucune, y compris quand elle se pare des qualificatifs de « *socialiste* », « *communiste* », ou plus généralement, « *de gauche* ». Parce qu'alors, c'est bien au coeur de l'urgence d'aujourd'hui, qui est que les prolétaires conquièrent leur indépendance en s'organisant en classe révolutionnaire, que se situe le combat contre l'étatisme. Car si les prolétaires n'y parviennent pas, et ils n'y parviendront que contre l'Etat qui fera tout pour les en empêcher – y compris avec des gouvernements de gauche comme l'histoire l'a constamment montré – alors les pires catastrophes sont certaines.

Il ne s'agit donc pas ici d'un livre sur l'Etat, qui analyserait toutes ses déterminations, fonctions, moyens, institutions, etc. L'analyse de l'Etat y sera limitée: 1°) en ce qu'elle sera seulement basée sur l'exemple français (néanmoins, il présente des caractères généraux propres à tous les Etats modernes); 2°) en ce qu'il ne sera pas procédé à l'examen de toutes les strates, et leurs rapports, qui composent le gigantesque millefeuille qu'est cet Etat, depuis les municipalités jusqu'à l'étage européen, des diverses administrations jusqu'aux multiples Comités, Hautes Autorités, Commissions et innombrables organismes parapublics; 3°) en ce qu'elle se bornera à exposer seulement ce qui est nécessaire à la compréhension de l'étatisme comme idéologie et comme pratique tout aussi capitaliste que le libéralisme (deux faces de la même médaille en réalité). Ainsi qu'à exposer les bases de son influence sur les masses populaires. Lesquelles sont ce qui induit ce qu'on appellera le fétichisme de l'Etat (en référence et en correspondance avec la fameuse analyse de Marx dans le premier chapitre du Capital sur le fétichisme de la marchandise). Bref, ce livre se limite à exposer pourquoi il faut combattre fermement l'étatisme et quelles en sont les racines.

Un extrait.

- Toute réforme sociale a une face économique favorable au capitaliste, quoiqu'il en dise. Imaginez, par exemple, que l'Etat ne subventionne plus la construction de logements à loyers modérés, ne prenne pas en charge la santé, les frais d'entretien et d'éducation des travailleurs, et notre homme devrait augmenter leurs salaires, sauf à les laisser dépérir (ce qu'il est aussi bien capable de faire, tout comme de scier la branche sur laquelle il est assis). A l'inverse, plus l'Etat assume ces frais, et plus les salaires peuvent être bas, et le coût du travail abaissé pour les patrons puisqu'ils ne paient qu'une partie, de plus en plus faible d'ailleurs, des charges sociales. Les interventions de l'Etat font toujours pousser des soupirs et des cris d'orfraie aux capitalistes particuliers dans la mesure où elles constituent aussi des coûts, des « *faux-frais* » du capital selon l'expression de Marx. En même temps, ils en appellent à l'Etat à corps et à cris dans la mesure où la valorisation du capital en dépend de plus en plus. L'Etat leur répond toujours le plus favorablement qu'il peut puisque la reproduction de la société dépend de celle du capital et de sa croissance. Mais elle dépend aussi de la lutte des classes et c'est donc aussi le rôle de l'Etat de la contenir dans des limites compatibles avec cette reproduction du capital. Toute sa discussion avec les capitalistes porte seulement sur le niveau de ces limites. Et évidemment, la crise se développant, l'écart entre ce que réclament les capitalistes d'un côté et les prolétaires de l'autre va croissant!

Toute réforme sociale a aussi une face politico-idéologique. Ainsi les lois sociales sont certes souvent des « *conquêtes ouvrières* », mais aussi toujours une intégration plus poussée de la classe ouvrière dans le système capitaliste afin que sa lutte n'aille

pas jusqu'à remettre en cause ses conditions fondamentales d'existence, et qu'il se reproduise avec le moins de heurts et de difficultés possible. Elles apparaissent comme des conquêtes mais, souvent, c'est surtout dans la mesure où l'Etat a utilisé la pression de la lutte ouvrière pour les imposer à des capitalistes aveugles jusqu'au point de refuser la réalisation de ces conditions. D'ailleurs, c'est lui qui le plus souvent en a pris l'initiative. Bismarck avait introduit les premières grandes lois sociales pour rallier la classe ouvrière à la Nation. «*… L'Allemagne (a mis) en place au cours des années 1880 un système d'assurances sociales fondé sur des cotisations obligatoires. Les raisons n'en sont pas économiques… Cette mesure a été prise pour perpétuer un régime politique très traditionnel qui avantageait les anciennes familles de l'aristocratie; le but premier était d'en assurer la légitimité aux yeux des ouvriers, dont le nombre et la concentration dans les grandes villes, centres de pouvoir, augmentaient rapidement. De plus… une partie des libéraux représentant les classes moyennes étaient passés dans l'opposition: il était habile de se rapprocher de la classe ouvrière* ». Beveridge, le fondateur de la Sécurité Sociale universelle, justifie son projet de 1942 par les encouragements qu'il est nécessaire d'apporter au prolétariat anglais pour qu'il fasse la guerre, écrivant alors: « *Chaque citoyen sera d'autant plus disposé à se consacrer à l'effort de guerre qu'il sentira que son gouvernement met en place des plans pour un monde meilleur* ». De même « *l'exposé des motifs de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant sur l'organisation de la Sécurité Sociale (en France) parle ainsi de l'élan de fraternité et de rapprochement des classes qui marque la fin de la guerre* ». On sait que les conquêtes sociales de la Libération font partie du prix à payer par la bourgeoisie pour que la Résistance soit désarmée et que sa collaboration généralisée avec le fascisme soit oubliée, noyée dans la «*réconciliation nationale* » et la « *reconstruction* » du capitalisme organisées par de Gaulle et le PCF en échange de quelques postes ministériels. Tout cela peut se rapprocher de ce judicieux conseil que l'abbé Pierre a donné aux riches: « *Si tu veux conserver ce que tu possèdes, fais tout pour que l'autre n'ait pas trop faim, pas trop soif, pas trop froid, afin qu'il ne vienne pas te prendre ce que tu as* ». Le haut manager qui cite cette phrase commente avec admiration que le fameux abbé est « *un des économistes les plus avertis* ». Par Dieu sans doute, ce qui est une concurrence déloyale pour ses confrères!

D'une façon générale, tant que c'est l'Etat qui légifère et qui exécute, les « *conquêtes ouvrières* » sont au mieux des concessions au prolétariat pour stopper un mouvement jugé « *dangereux* » (cf. 1936, 1945, 1968), et au prix pour lui de l'acceptation d'une soumission renouvelée, voire accrue, au capital. Sans luttes, il aurait moins, mais sans mener ces luttes jusqu'au bout, il ne fait que condamner le capital à accélérer sa course à la productivité qui l'exploite et l'aliène encore plus, le réduisant au chômage ou le soumettant davantage à la machinerie et aux puissances intellectuelles. Bref, il n'y a pas deux politiques de l'Etat, l'une dite « *libérale* » en faveur du capital et de la création de richesses, l'autre dite sociale et droit de l'hommiste en faveur du travail et des individus (pas plus d'ailleurs qu'il n'y a de politique économique qui ne soit pas sociale, ne concerne l'unité de la société et sa reproduction). Il y a une seule politique globale de valorisation du capital, base et condition de cette reproduction, qui intègre le « *social* », la réforme, comme moyen pacifique de soumission du travail au capital, d'ordre social, de consensus certes plus ou moins fissuré et malmené, mais tenant bon sur l'essentiel: la division sociale du travail (la propriété), l'argent, le salariat, l'Etat.

Je ne sais pas si l'auteur le précise plus loin, Marx s'opposera à la mise en oeuvre des réformes sociales promulguées par Bismarck pour les raisons évoquées plus haut, de plus, si je ne me trompe pas, à la même époque une loi antisocialiste était en vigueur, Bismarck s'était imaginé qu'en prenant les devants sur le plan social, il couperait l'herbe sous le pied de la social-démocratie allemande qui se développait très rapidement.

Comme je l'avais déjà rappelé à plusieurs reprises dans des causeries précédentes, jamais Marx et Engels n'auraient soutenu ou voté une loi ou mesure sociale favorable aux travailleurs proposée par un gouvernement bourgeois. Voyez aujourd'hui l'attitude misérables de nos dirigeants qui s'en remettent à Hollande et sa "*majorité*" parlementaire de godillots et cherchez l'erreur, dites-nous quel rapport auraient-ils encore avec le marxisme.

Cet ouvrage est une sorte de réquisitoire contre la défense de l'Etat bourgeois telle que la pratiquent le POI et le PCF notamment. Etrange rapprochement n'est-ce pas ? Cela vous étonne, pas nous en y regardant de plus près...

Le fond de commerce du PCF, c'est l'aristocratie ouvrière à travers la CGT qui domine dans les entreprises nationalisées ou ex-entreprises nationalisées auxquelles il faut ajouter les grandes entreprises du secteur privé. Le fond de commerce du POI, ce sont les fonctionnaires à travers FO et la FSU principalement. Les deux forment les deux corps sociaux de l'Etat assurant la stabilité politique du régime, de l'Etat donc. Donc pour eux combattre l'Etat, c'est combattre la main qui les nourrit, on comprend dès lors leurs scrupules à trop en faire pour le mettre en difficulté, comme on comprend pourquoi il s'adresse à son représentant, Hollande, comme s'il y avait lieu d'en attendre quelque chose, à croire qu'il serait dans le camp des travailleurs et que l'Etat serait à leur service.

S'agissant particulièrement du POI, vous pouvez ajouter qu'en réhabilitant Bakounine au sein du mouvement ouvrier et en s'entourant jusqu'à la direction de leur parti d'anarcho-syndicalistes, ils ont tourné le dos à la définition et au combat de Marx et Engels contre l'Etat, puisque si Bakounine prétendait combattre pour en finir avec l'Etat bourgeois, en refusant de combattre pour un Etat ouvrier, cela revenait en pratique à ne pas combattre l'Etat en place, puisqu'on ne peut pas remplacer un Etat par rien du tout ou des discours, on ne peut pas passer du jour au lendemain du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Vous pourrez ajouter toutes les fois au fils des dernières années ou décennies où des questions directement liées à l'Etat, à la Constitution, aux institutions firent l'actualité politique, et où le PT, puis le POI, s'employèrent à détourner l'attention des militants et des travailleurs vers d'autres objectifs ou en les baladant à Bruxelles par exemple, c'est systématique, c'est une constante chez eux, vous ne pouvez pas vous tromper.

N'est-ce pas là l'essentiel ?

Le Figaro à propos de l'inscription ou non de la "*règle d'or*" dans la Constitution : En terme de politique menée, cela revient au même puisque François Hollande a fixé comme objectif le retour à l'équilibre de comptes en 2017. (l'article figure en entier dans la page d'accueil)

C'est un fait, l'UE, le FMI, l'OCDE, Washington se fichent bien de savoir comment Hollande va s'y prendre du moment que cet objectif est atteint, car une chose est sûr, il sera à un moment donné obligé d'accentuer la politique d'austérité mise en place par Sarkozy en s'attaquant à toutes les classes et couches de la société pour atteindre cet objectif. Comment et où trouvera-t-il 33 milliards d'euros supplémentaires en 2013 ?

S'il devait ne s'attaquer qu'aux privilégiés, leur patience ayant des limites ils se braqueraient et Hollande serait obligé de reculer s'il ne voulait pas se retrouver en grande difficulté, car ils ont les moyens de saboter sa politique s'ils le décident, ils ont conservé tous leurs pouvoirs, dont celui de déstabiliser le gouvernement, Hollande le sait, le Medef et les banquiers se sont déjà chargés de lui rappeler.

Avec la "*règle d'or*", le TSCG, le MES, c'est directement la question de la légitimité de la Constitution, des institutions qui est posée, du pouvoir politique (et économique) concentré entre les mains de la classe dominante qui ne représente qu'une infime partie de la société. Et que constatons-nous une nouvelle fois ? Que ceux qui les dénoncent épargnent volontairement la Constitution et les institutions, exactement comme en mai 2005. Que disent-ils ? On ne touche pas à l'Etat, c'est leur Etat, leur Constitution, leur président de la République pour lequel ils ont tous appelé à voter le 6 mai. Dès lors rien d'étonnant à cela, tout se tient.

Comment le POI soutient le régime.

Premère partie

Exposant la méthode décrite par Ayrault lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale le 3 juin qui consistait à s'appuyer sur les syndicats pour faire passer sa politique d'austérité, par la voix de Marie Stagliano (IO n°207) le POI n'appelle pas au boycott de la conférence sociale des 9 et 10 juillet, estimant sans doute qu'il pourrait en sortir quelque chose de positif pour les travailleurs, elle écrit "*c'est tout l'enjeu du sommet social*", comme si les dirigeants syndicaux auraient l'intention de ne rien céder au gouvernement et au patronat, ce serait pour un peu leur habitude, alors qu'en réalité année après année ils n'ont cessé de brader nos acquis ou nos droits, et le seul fait d'y participer suffit à légitimer par avance ses conclusions, cela constitue une trahison de plus.

Des fois qu'on aurait des difficultés en lecture, elle enfonce le clou dans le dernier paragraphe de son article : "*... le gouvernement parviendra-t-il au consensus qu'il espère entre lui-même, le patronat, et les confédérations syndicales ? Rien n'est moins sûr.*" Le seul fait d'en attendre quelque chose et de le manifester bruyamment comme l'ont fait les dirigeants syndicaux constitue déjà la réponse à sa question.

Je ne sais pas s'ils se relisent quand ils écrivent ou ce qu'ils ont vraiment dans la tête, car cette question implique que les dirigeants syndicaux ne connaîtraient pas les intentions du gouvernement, pas plus que ceux du patronat d'ailleurs qui a déjà été entendu sur le smic par exemple, il ne cesse de marteler que les critères du pacte de stabilité budgétaire constituent leur priorité auxquels tous les autres doivent être subordonnés, autrement dit passent à la trappe quand il s'agit de revendications sociales, mais les dirigeants du POI sont sourds apparemment.

Ne voulant pas et ne pouvant pas avouer la complicité des dirigeants syndicaux avec ces représentants du capital, le gouvernement et le Medef, il ne restera plus au POI pour épargner ces bureaucrates pourris qu'à décréter qu'ils se sont fait piéger, le POI est coutumier du fait si vous avez bonne mémoire.

Gluckstein le confirme dans son éditorial : "*Prochaine étape donc : la conférence sociale. On verra bien les réponses que le gouvernement y obtiendra de la part des organisations syndicales qui, pour l'heure, expriment leur opposition aux premières mesures d'austérité annoncées.*" Ne serait-ce pas entendu d'une manière ou d'une autre ? Il laisse planer le doute. A qui profite-t-il, devinez ?

Tiens donc, première nouvelle, auraient-ils manifesté l'intention de lancer dans l'unité une campagne nationale pour la hausse des salaires et du smic, des retraites, pour une allocation à la hauteur du smic pour tous les chômeurs sans exception, pour l'interdiction des licenciements, à ma connaissance non. Ils se sont fendus de déclarations sans lendemain en vérité, voilà ce qui fait office d'engagement politique pour ce philistin.

Pourquoi le seul fait de participer à cette conférence constitue une capitulation en rase campagne ? Tout simplement parce qu'ils y participent sur la base d'un diagnostic partagé établi par le gouvernement ou plutôt la Cour des comptes, l'UE, le FMI. Y

participer signifie qu'au préalable ils ont accepté ce cadre, ce diagnostic. Ensuite, à la limite peu importe ce qui en sortira, les dirigeants syndicaux qui sont passés maîtres dans le maniement du double langage s'en accommoderont, pendant que le gouvernement appliquera sa politique antisociale.

Et si vous vous demandiez quel était l'objectif de la campagne engagé par le POI contre la ratification du TSCG, au lieu de vous donner mon interprétation qui pourrait être soumise à caution ou partisane, donnons leur parole : "*Les travailleurs veulent vivre, ils ne veulent pas subir le même sort que les travailleurs grecs ou espagnols : le nouveau traité européen ne doit pas être ratifié !*" (IO n°207 page 3) C'est juste pour mieux vivre en régime capitaliste, rien de plus, oui rien de plus, portez-vous bien et le capitalisme se portera bien aussi, merci pour lui.

Voilà résumées ici les véritables intentions politiques de ce parti qui n'a rien de révolutionnaire ou de socialiste. Ils ne combattent pas les méfaits du capitalisme dans la perspective du socialisme, ils les combattent pour que les travailleurs supportent mieux le capitalisme qui serait ainsi voué à de beaux jours encore, ce sont des réformistes bourgeois.

Ce sont des contre-révolutionnaires, dans la mesure où ils s'acharnent à empêcher que les conditions objectives de la classe ouvrière se dégradent au point de la conduire à passer à l'action, à l'assaut de l'Etat. En réalité, ce ne sont pas les travailleurs qu'ils veulent soulager mais le régime au même titre que les dirigeants syndicaux, la preuve, vous l'avez sous les yeux. Nous savons que c'est l'une des conditions indispensable au déclenchement d'un soulèvement révolutionnaire, nous devrions donc tout faire pour qu'elle mûrisse le plus vite possible pour éviter des décennies et des décennies de souffrances supplémentaires à notre classe, ce qui ne signifie pas que nous allons jusqu'à souhaiter que les travailleurs souffrent davantage pour se soulever, mais sans aller non plus jusqu'à souhaiter qu'ils en soient épargnés, de toutes manières ils y passeront un jour ou l'autre, la question est de savoir comment nous les y prépareront pour qu'ils soient en mesure de se saisir (consciemment) des tâches que requerra la situation au moment de l'affrontement entre les classes, or, au contraire, tout est fait pour qu'ils nourrissent des illusions dans le capitalisme, donc qu'ils subissent ces nouveaux sacrifices en étant politiquement désarmés donc dans l'impossibilité d'y résister, à l'arrivée ils seront défaits, broyés. Voilà où mène la politique du POI subordonnée aux appareils corrompus des syndicats.

Voyez-vous, pour le POI il faudrait que tout baigne et spontanément il viendrait à l'esprit des travailleurs de vouloir changer la société, ben voyons, où ont-ils vu jouer cela ? Les travailleurs veulent vivre, les opposants à l'avortement ne disent pas autre chose ! Avec un tel idéal, on va loin assurément. On se dit tout de suite qu'avec un tel argument le niveau politique des masses va progresser à la vitesse de la lumière !

En plus de leur politique de plus en plus droitière, ils sont devenus populistes, ils sont prêts à raconter n'importe quoi aux travailleurs et aux militants : si le TSCG est ratifié vous êtes mort pour ainsi dire, vous n'avez plus qu'à vous laisser crever, tout est foutu, la barbarie l'a emporté, vous pouvez remballer votre utopie, le socialisme. Là encore ils rendent service à Hollande, car la plupart des travailleurs estiment déjà que c'est foutu, donc là ils leur donnent le moyen qu'il leur manquait pour le justifier ou pour en être totalement convaincus, car ils ne pensent pas qu'il serait possible de s'opposer au gouvernement dans les conditions actuelles et ils ont raison.

Deuxième partie

A propos de la Déclaration de la commission exécutive confédérale de FO et du Communiqué de la CGT, à la suite du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 28 et 29 juin 2012, deux documents reproduits partiellement dans le N° 207 d'*Informations ouvrières* page 4. A peu de chose près, vous retrouvez la méthode du POI comme je l'ai indiqué plus haut.

Savez-vous comment s'exprime "*la détermination de Force ouvrière à combattre toute politique d'austérité*" ? En réclamant par ailleurs la "*mise en place d'une réelle stratégie industrielle de la part de l'Etat, tant par la mise sur pied rapide de la Banque nationale pour l'industrie que pour l'utilisation active des participations de l'Etat*".

Question : une "*réelle stratégie industrielle*" et une "*Banque nationale pour l'industrie*" avec quel argent, qui paierait et à qui cela profiterait-il en priorité sinon aux industriels, aux actionnaires, aux capitalistes. En résumé, FO veut combattre l'austérité en venant en aide aux patrons ! On cherche à comprendre, est-ce un syndicat patronal ou quoi ?

Est-ce à un syndicat ouvrier de demander aux représentants d'un Etat capitaliste de prendre des mesures en faveur des capitalistes ? Je croyais qu'un syndicat ouvrier combattait pour l'émancipation du salariat, n'était-ce pas l'objectif du combat du mouvement ouvrier depuis le début du XXe siècle, on pourrait citer le congrès d'Amiens de la CGT en 1906 qui y faisait référence, bien que sa résolution finale ne nous convienne pas ?

A la CGT cela vaut guère mieux, jugez plutôt.

Ses dirigeants prétendent "*s'opposer*" à la politique d'austérité du gouvernement, mais en même temps, ils s'en remettent à la croissance qui est synonyme d'austérité puisqu'il faut bien la financer et que le gouvernement a bien l'intention de la faire payer aux travailleurs, la suite n'est que du baratin pour le camoufler, ils écrivent : la "*croissance doit être soutenue par une*

véritable politique basée sur l'investissement et la consommation".

FO et la CGT se placent sur le terrain des capitalistes, puis ils s'en remettent au gouvernement... pour sauver le capitalisme français de la faillite, et une fois pieds et mains liés au capitalisme, ils appellent les travailleurs à lutter contre l'austérité, ainsi la boucle est bouclée.

Vous croyez que le POI allait insérer ces documents dans son hebdomadaire et allait en analyser le contenu, le commenter brièvement, fournir une grille de lecture à leurs lecteurs pour éviter qu'ils se méprennent sur les intentions des dirigeants de FO et de la CGT, pensez-vous, pas une ligne, ils les soutiennent et ne s'en cachent même plus, le double langage a apparemment un effets anesthésiant puissant sur le cerveau de leurs militants.

Précision pour éviter tout malentendu.

Ce que je dénonce et combats, ce n'est pas les différentes campagnes engagées pour le rejet du TSCG, mais leur orientation politique qui consacre la préservation en l'état de l'Etat bourgeois.

Pourquoi ne présentent-ils pas le TSCG comme le produit de la crise du capitalisme à la fois provoquée par les contradictions inhérente au capitalisme et orchestrée par l'oligarchie financière avec la complicité des partis représentant les intérêts du capital, donc évidemment, on pourrait dire en première ligne, ceux de l'Internationale jaune, PS et SPD en tête ? Pourquoi en font-ils une abstraction au lieu de relier le TSCG à la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques ? Quels enseignements politiques en retireront les militants et travailleurs ? Aucun, comme d'habitude.

Leur conception de la lutte de classe, c'est la course à l'échalote. Dit autrement, "*pouvoir vivre*" ! A qui cela s'adresse-t-il ? A ceux qui hier pouvaient vivre dans l'insouciance du lendemain et qui depuis ne le peuvent plus. Leur est-il un jour venu à l'esprit qu'il y avait des millions de travailleurs, des générations et des générations d'ouvriers qui dans le passé n'ont jamais eu le loisir d'y prétendre un seul jour pendant leur existence qui fut un cauchemar du premier jour à leur dernier souffle ? On a l'impression qu'ils ignorent quel est le quotidien de millions de travailleurs, qu'ils ne le partagent pas. A quoi bon si c'est pour retourner demain ou plus tard dans cet enfer, autant y crever le plus vite possible et on en sera débarrassé définitivement, non ?

Pourquoi Marx disait-il : on veut tout tout de suite, on refuse d'être traités comme des sous-hommes, des demi-portions, des êtres inférieurs qui devraient se contenter ou se satisfaire de ce qu'on veut bien nous donner en échange de la paix sociale qui rime avec exploitation et oppression ? Regardez, moi qui ne suis qu'un ouvrier, je suis parvenu à apprécier Rembrandt et Beethoven alors que j'étais programmé jusqu'à la fin de ma vie par leur société à lire Martine à la campagne et écouter Mireille Mathieu à la télévision, comme quoi on mérite mieux que ce qu'ils nous proposent, ce à quoi ils nous destinent, une vie d'esclave.

Pour se détendre, je ne sais pas si les ouvriers russes ou iraniens apprécient le caviar, j'ai eu l'occasion d'y goûter un jour et j'ai trouvé cela franchement dégueulasse, d'ailleurs c'est bien simple, sans un verre de Vodka bien frappé c'est imbouffable. A mon avis les ouvriers russes préfèrent la Vodka et ils ont raison. C'est dingue quand même, même là tout nous distingue de la gauche du même nom au pouvoir, cela doit être viscéral, un grand professeur dira plus tard, génétique, soit, cela nous ira même si ce n'est pas très scientifique, quoique, le marxisme est une science sociale, non ?

Dès qu'on aborde une question politique directement reliée ou en rapport avec la Constitution et les institutions, on se fait un devoir comme militant communiste de les combattre, de mettre en lumière les rapports qui existent entre le TSCG et le MES d'un côté, et la Constitution et les institutions de l'autre, d'où ensuite la subordination de notre combat à la perspective du renversement du régime, révolutionnaire bien sûr, pas par les urnes.

Vont-ils expliquer pourquoi Hollande va signer le TSCG, qui est vraiment Hollande et le PS, qu'est-ce qu'ils représentent, les intérêts de quelle classe ? On poursuivra demain ou plus tard sur cette question, car on a encore des points à préciser.

Par exemple, en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Irlande, ils appliquent déjà le TSCG. En France, en Allemagne et en Belgique, ils appliquent une politique qui lui ressemble comme deux gouttes d'eau sans aller aussi loin pour le moment en France et en Belgique conformément à leur Constitution respective. Est-ce que cela change quelque chose au niveau des rapports entre les classes ? Y aurait-il moins de grèves ou de manifestations dans les pays appliquant déjà le TSCG que dans les autres ? Chacun sait très bien que non.

Tout se concentre pour le moment sur le plan institutionnel et c'est justement sur ce plan-là qu'on nous demande de combattre, alors nous refusons. C'est au contraire en faisant éclater ce cadre dans lequel on voudrait nous enfermer, en inscrivant notre combat contre le TSCG dans une perspective se situant au-delà de l'Etat tel qu'il existe et qui incarne l'ordre établi, qu'on aidera la classe à s'approprier son propre destin, à comprendre qu'en restant liée (soumise) à celui de l'Etat, jamais elle ne pourra mettre en oeuvre ou se saisir d'une politique indépendante de l'Etat correspondant strictement à ses besoins, pour les satisfaire. Comment briser ce lien de subordination de la classe à l'Etat quand au même moment on demande aux travailleurs de s'adresser à son représentant le plus haut placé ? C'est impossible.

La soumission des opportunistes à l'Etat se décline à l'infini ou presque. Par exemple, elle se manifeste par l'abandon de certaines revendications d'ordre général ou collectif, donc à contenu politique. Quand des partis y font référence, c'est pour aussitôt réaliser un consensus avec les dirigeants syndicaux qui continuent de brader nos droits ou acquis. Leurs programmes se situent en dessous de tous ceux qui ont fait la fierté et la gloire du mouvement ouvrier international dans le passé, je pense notamment à l'extinction des classes et de l'Etat, au communisme qui en a totalement disparu, tout comme la dictature du prolétariat sans laquelle le prolétariat ne vaincra jamais son ennemi, etc. (A suivre)

Un dernier mot.

Je suis heureux d'avoir reçu ce courriel, car les questions que traite l'auteur du blog auquel j'ai fait référence plus haut recoupent les miennes ou plutôt les alimentent, cela m'est très précieux pour ma propre réflexion. Le peu que j'ai lu m'a déjà donné quelques idées pour approfondir mes travaux et affiner ma ligne politique. Par exemple sur les rapports qui existent entre la diminution du capital variable (le salaire) dans le capital et la dernière évolution en date du capitalisme mondiale, comment évoluent les différents facteurs qui entrent en ligne de compte dans les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme et quel est leur rapport avec la politique que les représentants du capital imposent à tous les peuples, comment leur politique traduit cette évolution...

Actualité en titres

Chut !

- Austérité ? Rigueur ? "*On ne va pas jouer tout le temps sur les mots*", lance Ayrault - AFP

- Fonctionnaires: Lebranchu jette un pavé dans la mare en parlant "rigueur" - AFP

Tiens donc, mais on ne nous l'avait pas dit, pourquoi ?

- La Finlande a beau rejeter l'accord sur le MES, elle ne pourra en bloquer l'action - Atlantico.fr

Encore ! Quelle sale manie ils ont pris.

- Le gouvernement va recevoir les syndicats des télécoms - Reuters

Dommage, il fallait oser !

- Claude Bartolone : "*J'ai failli devenir garagiste*" - L'Express.fr

- Etre Bachelot pendant 24h? «*Je me suicide*», lance Guaino - 20minutes.fr

Il a enfin trouvé un emploi à la hauteur de sa médiocrité

- Cohn-Bendit quittera le parlement européen en 2014 pour se consacrer au foot - L'Express.fr

Le fusible à retardement.

- Suicides: l'ex-PDG de France Télécom mis en examen pour harcèlement moral - AFP

Dans quel ordre ?

- Rio-Paris: une conjonction de défaillances techniques et d'erreurs humaines - AFP

Total refait l'histoire entre 2001 et 2012.

- Procès AZF: Total sur une piste liée à l'affaire Merah - LeFigaro.fr

Directement du producteur au consommateur !

- Les paysans hostiles aux éthylotests sur leurs tracteurs - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Jeu de rôle.

Bruno Le Roux, patron des députés PS, a aidé à trouver les députés manquants pour que le Front de gauche puisse constituer un groupe. "*Le PS tente d'empêcher un par un les députés ultramarins de constituer notre groupe*", déclarait Jean-Luc Mélenchon le 25 juin. Un groupe Front de gauche a pourtant vu le jour. La finalisation de sa constitution s'est nouée une semaine plus tôt au Bourbon, un café proche de l'Hémicycle.

Autour d'une table, le patron des députés socialistes, Bruno Le Roux, et le communiste André Chassaigne. "*Est-ce que tu peux voir avec Victorin Lurel [ministre des Outre-Mer] si...*" tel ou tel élu ultramarin peut rejoindre le groupe du Front de gauche, s'enquiert Chassaigne, à qui Le Roux répond favorablement. Le Front de gauche devait rallier cinq députés pour constituer un groupe. (lexpress.fr 04.07

C'est fait, tout est bien qui finit bien, ouf !

2- Sénégal

Avec 119 sièges sur 150, la coalition favorable au nouveau président Macky Sall a remporté une large victoire aux élections législatives sénégalaises de dimanche, selon des résultats provisoires proclamés mercredi par la commission électorale.

Le Parti démocratique sénégalais (PDS), auparavant au pouvoir, ne recueille en revanche que 12 élus, a dit Demba Kandji, président de la commission électorale.

Un mouvement dissident du PDS est crédité de quatre sièges et les 15 derniers vont à des formations plus modestes. La participation s'établit à 36,67%. (Reuters 04.07)

3- Roumanie

Pour la deuxième fois de son mandat, Traian Basescu fait l'objet d'une procédure de destitution.

La coalition de centre gauche au pouvoir en Roumanie a enclenché mercredi les procédures pour la destitution du président de centre droit Traian Basescu, alors que des ONG et la presse dénoncent une "*dérive antidémocratique*" et des "*atteintes à l'État de droit sans précédent*".

"Le document visant la suspension du président de ses fonctions est prêt et sera déposé auprès des bureaux permanents du Parlement dans l'après-midi", alors qu'une session extraordinaire sera convoquée jeudi et vendredi, a indiqué le vice-président de la Chambre, Viorel Hrebenciuc. Ce texte d'une vingtaine de pages accuse M. Basescu d'avoir "sapé la démocratie", "*enfreint la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice*" ou encore "*provoqué des crises dans les rapports entre la présidence et les principales autorités publiques*".

L'Union sociale-libérale (USL, majorité), formée du Parti social-démocrate (PSD), du Parti national libéral (PNL) et du petit Parti conservateur, dont le président fondateur Dan Voiculescu a été reconnu par la justice comme collaborateur de l'ex-police politique, la redoutable Securitate, reproche également au président d'avoir "enfreint les droits et les libertés" des Roumains.

Selon la loi fondamentale, le président peut être suspendu de ses fonctions par le Parlement "*s'il commet des faits graves violant les dispositions de la Constitution*". Si la proposition de suspension est approuvée, un référendum pour destituer le président sera organisé dans un délai de trente jours. (lepoint.fr 04.07)

4- Syrie

Le président syrien Bachar al-Assad a accusé la Turquie de fournir un soutien logistique aux "terroristes" syriens, exhortant le gouvernement islamo-conservateur turc, qui réclame son départ, à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie, dans un entretien à un journal turc.

"*La volonté de la Turquie de vouloir s'imiscer dans les affaires intérieures de la Syrie l'a placé dans une position qui a malheureusement fait d'elle une partie prenante dans toutes les activités sanglantes*" en Syrie, a-t-il dit dans un entretien accordé au quotidien Cumhuriyet, dont la deuxième partie a été publié mercredi.

"*La Turquie a fourni tout soutien logistique aux terroristes qui ont tué notre peuple*", a poursuivi al-Assad confronté depuis mars 2011 à une révolte populaire. (AFP 04.07)

Social

France

1- Sanofi va supprimer des milliers d'emplois

Sanofi France pourrait annoncer en comité de groupe la suppression de 1.000 à 2.000 emplois au sein de trois secteurs d'activité, rapporte Le Figaro de jeudi.

Le laboratoire doit évoquer jeudi devant les représentants de son personnel ses perspectives en matière d'emplois en réponse à l'inquiétude que suscite chez les syndicats le nouveau plan d'économies de deux milliards d'euros mis en oeuvre pour la période 2012-2015.

Le premier, d'un montant identique, a mené à la suppression de près de 4.000 emplois entre 2009-2011, disent les syndicats, qui en redoutent plusieurs milliers d'autres.

Avec ses 28.000 salariés français, Sanofi rassemble un tiers des effectifs de l'industrie pharmaceutique dans le pays. (Reuters 04.07)

2- Renault s'apprête à supprimer des centaines d'emplois, à Flins notamment.

L'usine Renault de Flins, qui fabriquera la future Clio IV, va perdre 300 postes.

Les syndicats de l'usine Renault de Flins (Yvelines) craignent une réduction de la production sur ce site où seront fabriquées les futures Clio IV et les citadines électriques Zoé, mais où quelque 300 postes vont être supprimés d'ici à 2014.

"*Cette politique montre que la direction générale n'entend pas fournir les volumes suffisants pour maintenir l'activité sur Flins*", s'est inquiété Patrice Lepioufle, délégué syndical CFE-CGC. Il a estimé qu'"*avec 100 véhicules de plus par jour, l'usine de Flins serait rentable*". "*On insiste sur une répartition des volumes entre Flins et les usines concurrentes du groupe*", a pour sa part déclaré Bruno Chirra, représentant syndical CFDT. "*Notre problème est de maintenir les emplois qui existent actuellement*", a renchéri Ali Kaya, de la CGT. (lepoint.fr 04.07)

Grève des pilotes des avions bombardiers d'eau

En grève depuis dimanche, les pilotes des avions bombardiers d'eau de la base de la sécurité civile de Marignane (Bouches-du-Rhône) ont manifesté mercredi matin devant la préfecture de région à Marseille.

Les 88 pilotes protestent contre l'insuffisance du budget de maintenance des avions - il manquerait environ 10 millions d'euros selon leurs syndicats -, qui cloue au sol sept des vingt-trois appareils de la flotte de la sécurité civile.

Des négociations ont débuté lundi au ministère de l'Intérieur mais n'ont pour l'heure débouché sur aucun accord.

"*Cinq Canadair et deux trackers ne sont pas en état de voler. Nous ne nous sommes jamais retrouvés face à un tel manque de moyens au début de la saison des feux de forêt*", a-t-il ajouté.

Une cinquantaine de pilotes en tenue de vol orange ont participé à la manifestation. Les grévistes sont toutefois réquisitionnés par la préfecture et assurent normalement leur mission. (Reuters 04.07)

Economie

1- Italie

Le déficit public de l'Italie au premier trimestre 2012 a été de 8% contre 7% un an plus tôt sur la même période, sous l'effet de la hausse des taux obligataires italiens et de la récession en cours depuis fin 2011, a indiqué mercredi l'Institut national

des statistiques (Istat).

Selon l'Istat, la performance négative est notamment liée à "*la hausse des frais pour le paiement des intérêts (sur la dette italienne, ndlr) qui ont augmenté en 2011 et à une baisse des recettes (fiscales) causée*" par la récession économique.

Sur l'année 2011, le déficit public italien s'est établi à 3,9% et à la fin 2012, le gouvernement s'est fixé pour objectif de le ramener à 1,3% malgré une contraction prévue du PIB de 1,2% sur l'année.

Bruxelles, l'OCDE et le FMI sont plus pessimistes que l'exécutif italien et prévoient respectivement une contraction de 1,4%, de 1,7% et de 1,9%.

L'Italie, entrée officiellement en récession fin 2011, s'y est enfoncée au premier trimestre 2012 avec une nouvelle contraction de son PIB de 0,8%, sous le poids des plans d'austérité adoptés à la chaîne depuis 2010 pour rassurer les marchés.

Le chef du gouvernement Mario Monti a en particulier imposé un départ en retraite plus tardif pour des centaines de milliers d'Italiens ainsi qu'une hausse de la fiscalité en particulier sur l'immobilier et la TVA, et a taillé dans les dépenses publiques. (AFP 04.07)

2- Chine

La dernière turbine de l'imposant barrage des Trois Gorges a été reliée mercredi au réseau, marquant l'achèvement d'un projet hydroélectrique qui a coûté à la Chine plus de 40 milliards d'euros et entraîné le déplacement d'1,3 million de riverains.

L'installation de cette 32e unité de 700 megawatts porte la capacité totale de production du barrage à 22,5 gigawatts, soit 11% de la capacité hydroélectrique du pays.

"*L'exploitation de tous les générateurs fait du barrage des Trois Gorges le plus important projet d'énergie hydroélectrique au monde, et la plus grande base d'énergie propre*", a déclaré lors d'une cérémonie Zhang Cheng, directeur général de l'entreprise exploitant le projet, China Yangtze Power.

La construction de la centrale hydroélectrique des Trois Gorges a débuté en 1994, et sa première unité de production a été connectée au réseau en juillet 2003.

La construction du barrage de 185 mètres de haut et son réservoir de 600 km ont entraîné le déplacement d'au moins 1,3 million de personnes. Le gouvernement a reconnu que les risques de tremblements de terre et de glissements de terrain avaient augmenté dans la région.

La Chine a dû mettre un frein à ses projets d'infrastructures hydroélectriques à grande échelle après l'achèvement de la construction du barrage en 2006, en raison notamment du coût grandissant engendré par les déplacements de population et la protection de l'environnement.

Pékin envisage pourtant de mettre en service une autre unité de production hydroélectrique de 140 gigawatts d'ici 2015 afin d'atteindre ses objectifs en matière d'énergie renouvelable. (Reuters 04.07)

Haut de page

Le 6 juillet

CAUSERIE

Quelques réflexions rapidement

1- La direction du NPA a confirmé qu'il n'y aurait plus que 3 à 4 000 adhérents à ce parti sur 9 000 lors de sa fondation en 2009, rapportait l'AFP hier.

Autrement dit, il se retrouve au même niveau que la LCR il y a 20, 30 ou 40 ans en arrière, c'est ce qui s'appelle aller de l'avant ! Je ne sais pas ce que vous en pensez, personnellement je me dis qu'en observant cela et en entendant les discours de ses dirigeants qui s'en accommodent, en tant que simple travailleur je suis porté à ne plus croire en rien, certainement pas dans ce parti

puisqu'ils sont totalement incapables de tirer les leçons de leurs erreurs et de les corriger.

Pour s'investir dans un tel parti, il ne faut avoir rien de mieux à faire sachant qu'on va y perdre son temps, son énergie et son argent.

2- A propos du combat contre l'extrême droite revendiqué par le Front de Gauche.

Il faudrait signaler aux militants de ce panier de crabes que c'est grâce à l'abstention massive que le FN n'a pas davantage d'élus et non à cause de la politique médiatique du FdG. Le PS va y remédier en ajoutant une dose de proportionnelle lors des prochaines élections législatives.

Le FdG a appelé à voter pour les candidats du PS restés en lice au second tour des législatives, il en partagera donc la responsabilité. Double langage quand tu me tiens, c'est pour le meilleur et surtout le pire !

3- J'avais commencé hier soir à rédiger un article consacré à la bataille engagée pour le rejet du TSCG, mais faute de temps il ne sera prêt que demain, car pratiquement au fil des heures qui s'écoulent, des ministres s'expriment et se contredisent au point qu'il est pratiquement impossible de savoir quelle est la position exacte de l'exécutif sur la question de la ratification du TSCG. Du coup, une bonne partie de ce que j'ai écrit hier soir n'est plus valable ce matin !

Juste un mot, la trame de cet article . Les uns et les autres s'adressent à Hollande ainsi qu'à sa "*majorité*" parlementaire. Mais au fait, est-elle légitime quand on sait qu'elle ne représente qu'à peine un quart des électeurs inscrits à l'élection législative ? L'immense majorité des travailleurs ne se reconnaissent pas dans le PS et ses satellites, alors ne s'agirait-il pas en procédant de la sorte à la fois de soutenir le gouvernement en lui octroyant une légitimité (inespérée) qu'il n'a pas et de violer le rejet qu'ils ont exprimé le 17 juin de ce parti et des institutions ? On retrouve la même méthode chez PSA.

4- Un camarade m'a adressé un courriel à propos de la situation chez PSA et la manière dont le POI traite cette question. Je vais aborder ce sujet séparément.

Pour répondre précisément à sa question, je ne dispose pas des éléments pour déterminer quel syndicat en particulier joue le jeu de la direction, tous apparemment puisqu'aucun n'a appelé à la grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet de fermeture, mot d'ordre que n'avance même pas le POI il faut le noter. Tous se reportent sur le gouvernement des banquiers, y compris le POI comme nous allons le voir maintenant en détail.

PSA. Comment le POI fait le boulot de la direction en s'en remettant au gouvernement des capitalistes complice de la direction.

La même politique d'allégeance au régime qu'en mai 1981.

Informations ouvrières n°207, page 7 - Titre : *"Il faut une décision politique"*, auteur de l'article dont je vous propose des extraits : Micheline Guillemette, comité de Tremblay du POI.

- "*Alors, comme le disent les ouvriers et certains responsables syndicaux, le nouveau gouvernement doit prendre ses responsabilités et empêcher le P-DG de fermer PSA Aulnay.*"

- "*Une chose est sûre, nombreux sont ceux qui disent : « Il faut une décision politique. »*

Comme cet ouvrier, à la porte de l'usine, qui expliquait : «Mais alors à quoi cela sert-il de voter et de changer de gouvernement ? C'est inadmissible que le nouveau ministre ne réponde pas. »"

Interview d'*Informations ouvrières*, Mohammed Khenniche, militant syndicaliste SUD à PSA Aulnay-sous-Bois (93) :

Question "*Et ne faudrait-il pas aussi que les organisations syndicales s'adressent solennellement à François Hollande et au ministre Montebourg, pour leur dire : « Prenez vos responsabilités pour le maintien du site avec tous ses emplois » ?*"

Réponse "*Quand nous disons dans notre tract : « L'unité doit se réaliser pour exiger que l'Etat et le gouvernement garantissent le maintien du site PSA Aulnay et de tous les emplois », est-ce que cela ne répond pas aux préoccupations des travailleurs ?*"

Absolument pas, puisqu'il s'agit d'un gouvernement des capitalistes. Vous aurez remarqué que c'est le POI qui lui suggère sa réponse, il roule ouvertement pour le gouvernement. Pourquoi se mobiliser s'il suffirait que le gouvernement prononce les mots sacrés pour obtenir satisfaction ? On a l'impression qu'ils font tout pour désarmer politiquement les ouvriers et empêcher que cette mobilisation ait lieu.

Communiqué des comités d'Aulnay-sous Bois et de Tremblay du POI. Extraits.

"*Les élections viennent d'avoir lieu.*

Le président de la République, le gouvernement, la majorité de l'Assemblée nationale, la majorité du Sénat, tout comme la majorité du conseil général de Seine-Saint-Denis et l'immense majorité des députés de notre département appartiennent au Parti socialiste. Claude Bartolone, Gérard Ségura affirment leur opposition à la fermeture de l'usine et leur volonté d'agir dans le sens du maintien des emplois.

Une question est donc posée : celle de l'intervention immédiate des pouvoirs publics.

Si la direction de PSA refuse de renoncer à son plan, il revient au gouvernement d'intervenir et de peser de tout son poids pour apporter la garantie du maintien du site et de tous les emplois. C'est au gouvernement qu'il revient d'interdire à PSA de sacrifier la vie de milliers d'ouvriers et de leurs familles. Il nous semble que les élus du département, Gérard Ségura et Claude Bartolone en tête, ont le devoir d'intervenir en direction du gouvernement pour faire prévaloir cette position (…).

L'unité doit se réaliser pour exiger que l'Etat et le gouvernement garantissent le maintien du site PSA Aulnay et de tous les emplois."

L'orientation de cet appel à l'unité ne peut que diviser les travailleurs entre ceux qui attendent quelque chose du gouvernement et ceux qui n'en attendent rien.

Un appel à l'unité sur une base pourrie est pire que pas d'appel du tout. Au passage, vous avez là la signification politique de la stratégie du front unique mis en oeuvre sans discontinuité par les dirigeants du POI, ex-PT, ex-PCI, ex-OCI, que je n'ai de cesse de dénoncer comme incompatible avec la conception de la lutte de classe définie et défendue par les marxistes.

Ensuite, c'est un leurre, une illusion criminelle que de prétendre que le gouvernement pourrait interdire à une entreprise privée de mettre en oeuvre la politique qu'elle a définie, Sapin l'a confirmé dernièrement pour bien montrer aux différents protagonistes dans quel camp il se situait, celui de la direction de PSA qui doit conserver les mains libres pour agir à sa guise, et que les travailleurs ne devaient avoir aucune illusion dans le gouvernement, qui n'est pas le leur mais celui des patrons et des riches actionnaires.

Partant de là persister à s'en remettre au gouvernement pour empêcher la fermeture de l'usine d'Aulnay, c'est interdire aux travailleurs de PSA de trouver la voie qui leur permettrait de définir une politique indépendante à la fois de la direction de PSA et du gouvernement qui en est le complice, c'est les mener dans une impasse ou les livrer à leurs bourreaux, les trahir.

Un syndicat même minoritaire se doit de lancer le mot d'ordre de grève générale illimitée avec occupation et constitution d'un comité de grève élu jusqu'au retrait définitif du projet de fermeture de cette usine, parce que c'est le seul moyen à même d'obtenir satisfaction dès lors que la majorité des ouvriers se mobiliseraient. Quant aux syndicats qui rejetteraient cet appel, ils porteraient la responsabilité de faire échouer cette mobilisation, donc favoriseraient la fermeture de l'usine. Voilà de quelle manière il devrait s'adresser aux travailleurs de PSA.

Comment cela se traduirait concrètement, c'est facile.

Il fait le tour de l'usine pour jauger de l'état d'esprit des ouvriers. Ensuite il leur présente sa tactique et sa stratégie, tout en leur précisant et c'est très important, qu'il est déterminé à aller jusqu'au bout. Soit on arrête tout jusqu'à ce que la direction cède, ce qui est possible, elle en a les moyens, soit on se dit que c'est foutu d'avance et c'est le chômage, notre vie est foutue. Vous décidez quoi ?

Et les autres syndicats qui ne suivent pas ? Ce n'est pas un problème insurmontable. Si on se met tous en grève et qu'on occupe l'usine, ils seront obligés de suivre. Qui d'entre nous a envie de se retrouver au chômage sachant qu'il y 5 millions de chômeurs ou plus dans le pays, aucun d'entre nous que l'on soit encarté à la CGT, à FO, à Sud, etc. Qui va faire bouillir la marmite à notre place nous demain si nous perdons notre boulot ? Personne. C'est maintenant ou jamais qu'il faut se mobiliser.

Il pourrait aussi s'adresser aux ouvriers et aux syndicats des autres usines du groupe pour qu'ils les soutiennent ou entrent à leur tour en grève. De la même manière il pourrait demander le soutien des partis ouvriers sur cette base, mais en aucun cas s'adresser au gouvernement dont il n'a rien à attendre.

Le POI confirme ainsi de façon magistrale sa politique droitière subordonnée aux appareils pourris des syndicats, à ceux du PS et du PCF, au gouvernement capitaliste, finalement au régime en place qu'il soutient.

Actualité en titres

Connivence

- Fitch accorde un satisfectit au premier budget du gouvernement Ayrault - Lexpress.fr

Le nouveau front de la guerre coloniale

- L'Onu laisse la porte ouverte à une action militaire au Mali - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- ONU

La Cnuced, une agence de l'ONU, suggère de taxer les milliardaires pour dégager des dizaines de milliards de dollars de ressources en faveur des pays en développement, dans son dernier rapport annuel sur la situation économique et sociale.

Cette "*taxe sur les milliardaires*", sous la forme d'un prélèvement annuel, fait partie d'une série de mesures préconisées par le Cnuced (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement).

Selon le rapport, il est en effet essentiel de trouver de nouveaux moyens de financement pour aider les pays pauvres à améliorer leurs infrastructures ou leur système de santé car les pays riches n'ont pas respecté leurs promesses d'aide au développement.

Les auteurs du rapport évaluent à 1.226 en 2012 le nombre de personnes dont la richesse dépasse le milliard de dollars.

Il y en aurait 425 aux États-Unis, 315 dans la région Asie-Pacifique, 310 en Europe, 90 dans le reste de l'Amérique Nord et Sud, et 86 en Afrique et au Proche-Orient.

Ensemble ils représentent une fortune estimée à 4.600 milliards de dollars, soit 3,75 milliards de dollars en moyenne par personne.

Les auteurs du rapport affirment qu'une taxe de 1% sur leur fortune pourrait rapporter 46 milliards en 2012 et laissent entendre qu'elle serait indolore pour les principaux intéressés. Selon eux, le milliardaire "*moyen*" posséderait toujours 3,7 milliards après cet impôt. "*En dépensant 1.000 dollars par jour, il lui faudrait plus de 10.000 ans pour dépenser toute sa fortune*", souligne le rapport.

La fortune des milliardaires a augmenté de 4% par an en moyenne dans les deux décennies ayant précédé la crise financière de 2008-09.

La Cnuced reconnaît cependant que pour le moment il s'agit d'une "*excitante*" vue de l'esprit et non d'un moyen réaliste d'augmenter les ressources pour l'aide au développement. (AFP 05.07)

Parlement européen

1- Le Parlement européen a mis son veto définitif mercredi à la ratification par l'UE du traité international anti-contrefaçon Acta, un vote salué comme une grande victoire par les défenseurs des libertés individuelles qui s'étaient massivement mobilisés contre ce texte.

L'accord - signé par 22 des 27 gouvernements de l'Union européenne, ainsi que par dix autres pays dont les Etats-Unis, le Japon et le Canada - a été rejeté par un vote sans appel: 478 députés européens ont mis leur veto, contre 39 seulement qui voulaient laisser la procédure se poursuivre et 165 qui se sont abstenus.

Ce résultat, qui n'est pas une surprise, constitue un désaveu pour la Commission européenne. Elle avait exhorté cette semaine encore les élus à sauver l'accord, au nom de la défense des intérêts économiques des entreprises.

"*La mort d'Acta est une bonne nouvelle pour la démocratie*", a commenté l'eurodéputé écologiste français Yannick Jadot, y voyant la preuve que "*la culture, la connaissance, l'agriculture, la santé et les libertés publiques peuvent gagner face aux intérêts des grands groupes privés et à la criminalisation des citoyens*".

Dans un communiqué, l'organisation altermondialiste Attac France a salué "*une victoire pour les libertés fondamentales et le respect des biens communs*", dénonçant un texte "*dangereux*" qui "*se proposait ni plus ni moins de criminaliser le partage culturel*

et matériel".

Depuis trois ans, des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre l'accord, et une pétition contre Acta a recueilli 2,8 millions de signatures.

Après le vote, au nom des conservateurs, la Française Marielle Gallo a fustigé "*un manque de courage politique face au fléau de la contrefaçon*", qui selon elle fait perdre chaque année 250 milliards d'euros et 100.000 emplois aux entreprises européennes.

Lors du débat, plusieurs députés ont souligné que, de toute façon, l'accord semblait mal armé pour atteindre ses objectifs de lutte contre la contrefaçon puisque la Chine et l'Inde, considérés comme les principales sources de produits contrefaits dans le monde, n'en étaient pas signataires.

Le veto européen ne signe pas officiellement la mort de l'accord pour les autres pays qui l'ont signé, à savoir les Etats-Unis, le Japon, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Corée du Sud, la Suisse, le Mexique et le Maroc.

L'accord doit s'appliquer lorsque six Etats au moins l'auront ratifié, ce qu'aucun d'entre eux n'a fait pour le moment.

"*La question est de savoir si les autres partenaires ont un intérêt*" à continuer la procédure, a souligné le juriste allemand Axel Metzger, spécialiste en droit de la propriété intellectuelle. En outre, le veto européen risque de "*faire vaciller le camp des défenseurs de l'accord*" dans les autres pays, selon lui. (AFP 04.07)

Un véritable représentant des intérêts des travailleurs aurait refusé de participer à ce vote qui opposait les travailleurs des pays dominants à ceux des pays dominés. Le social-patriotisme est la négation de l'internationalisme prolétarien. Ces relents social-nationalistes sont insupportables.

En quoi le terrain sur lequel s'affrontent les différents capitalistes pour défendre leurs parts de marché pourrait-il correspondre en quoi que ce soit aux besoins des travailleurs ici ou ailleurs, puisque dans tous les cas il s'agit de les saigner ? Si on nous demandait de nous prononcer sur une mesure consistant à opposer les intérêts des travailleurs européens à ceux des travailleurs chinois, nous refuserions en appelant les travailleurs du monde entier à lutter ensemble contre le capitalisme, pour sa disparition.

2- Le Parlement européen a approuvé jeudi à une très forte majorité l'affectation de 230 millions d'euros du budget communautaire à des ""*project bonds*", ou emprunts obligataires destinés au financement de projets.

Le principe de ces ""*project bonds*"", supposés contribuer à une relance de l'économie sans peser sur les budgets nationaux, a été accepté la semaine dernière par les 27 Etats de l'UE dans le cadre du Pacte pour la croissance et l'emploi adopté à Bruxelles.

Le "*projet pilote*" auquel le Parlement a donné son accord viendra garantir, via la Banque européenne d'investissement, des emprunts émis par des opérateurs privés pour des projets d'infrastructures : 200 millions dans les réseaux de transports, 20 pour les réseaux numériques et 10 pour les réseaux d'énergie.

La Commission européenne espère, par effet de levier, susciter ainsi plus de 4 milliards d'euros en investissements privés. (Reuters 05.07)

Social

1- France

1.1- L'austérité appliquée à nos anciens et aux handicapés.

La Ville de Paris va supprimer la gratuité dans les transports en commun pour les personnes âgées ou handicapées, à l'occasion d'un projet de modernisation des cartes de transport qui sera présenté au Conseil de Paris des 9, 10 et 11 juillet.

Les détenteurs de la carte Emeraude, qui permet de voyager gratuitement sur les réseaux parisiens de la RATP et de la SNCF, devront acquitter une participation financière à partir du 1er novembre, a annoncé jeudi devant la presse Liliane Capelle, adjointe chargée des seniors.

Les bénéficiaires d'Emeraude paieront 20 euros par an s'ils perçoivent un minimum social et/ou la prestation Paris Solidarité. Le prix sera de 40 euros par an pour ceux qui justifient d'un montant d'impôt inférieur ou égal à 2.028 euros.

Au 31 mai 2012, 131.667 personnes bénéficiaient d'une carte Emeraude et 7.784 d'une carte Améthyste. Ces deux dispositifs

ont coûté 55 millions d'euros à la Ville en 2011. La recette nouvelle liée à la participation financière des bénéficiaires est estimée à 4,6 millions d'euros. (AFP 05.07)

1.2- Profiteurs, affameurs... et voleurs.

Soyez "*vigilants à la lecture de vos tickets de caisse*". C'est ce que recommande la DGCCRF à la suite de la publication de son étude réalisée dans 1269 établissements de grande distribution. Car "*des anomalies (sur les prix) ont été constatées*" dans 54% des supermarchés, essentiellement alimentaires, contrôlés en 2011, annonce la répression des fraudes. "*Le prix facturé était différent du prix affiché pour 7% des articles ayant été vérifiés. En outre, les erreurs étaient défavorables aux consommateurs dans six cas sur dix*", ajoute-t-elle. (lexpansion.com 05.07)

2- Union européenne

La France doit rembourser à la branche française des Témoins de Jéhovah près de 4,6 millions d'euros saisis à l'issue d'un redressement fiscal sur des dons de fidèles, a jugé jeudi la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH).

En juin 2011, la CEDH, qui siège à Strasbourg, avait jugé que ce redressement fiscal avait porté atteinte à la liberté de religion. (AFP 05.07)

Economie

1- Zone euro

Les taux d'emprunt de l'Italie et de l'Espagne sont remontés en flèche jeudi après une réunion de la Banque centrale européenne (BCE) qui a ravivé les craintes des investisseurs sur l'état de santé de la zone euro, tout en excluant toute mesure nouvelle d'importance.

Vers 18H00 (16H00 GMT), le rendement espagnol à 10 ans, qui évolue en sens inverse de la demande, grimpait à 6,737% contre 6,375% mercredi à la clôture.

La prime de risque payée par le pays vis-à-vis de l'Allemagne bondissait bien au-delà des 500 points de base, à 529 points de base (5,29 points de pourcentage).

Pour sa part, le rendement italien à 10 ans flirtait avec les 6%, à 5,958% contre 5,755% la veille. Un peu plus tôt, il avait dépassé les 6% pour la première fois depuis le 29 juin.

"*Ce qui ne plaît pas trop aux investisseurs, c'est le jugement de la BCE sur l'environnement économique qui se détériore sensiblement*", estime Patrick Jacq, stratégiste obligataire chez BNP Paribas.

La BCE a baissé de 0,25 point de pourcentage son taux directeur à 0,75%, ce qui était largement anticipé.

Mais, selon le stratégiste, elle est venue rappeler aux marchés les difficultés économiques des pays les plus fragiles de la zone euro, ce qui va compliquer sérieusement leur capacité à réduire leur déficit.

Dans le même temps, elle a balayé les espoirs de nouvelles mesures exceptionnelles.

"*La perception positive du sommet européen a déjà commencé à s'éroder depuis le début de la semaine. La baisse des taux qui avait suivi la réunion européenne est derrière nous*", constate M. Jacq.

Pour preuve, Madrid a payé plus cher pour emprunter à dix ans, devant concéder un taux moyen de 6,430% contre 6,044% lors de la dernière émission similaire, le 7 juin.

La Finlande va ouvrir des négociations la semaine prochaine avec l'Espagne sur les garanties qui devront être apportées en échange d'une participation du pays nordique au plan de sauvetage des banques ibériques.

Madrid espère présenter un montant pour cette aide, lundi, lors de la réunion de l'Eurogroupe.

Les pays les plus solides de la zone euro ont profité de la tension sur l'Espagne et l'Italie. Le taux de l'Allemagne baissait fortement à 1,380% contre 1,452% et celui de la France à 2,493% contre 2,534%.

Hors zone euro, le rendement britannique diminuait à 1,660% contre 1,720%.

Aux Etats-Unis, le rendement de l'obligation du Trésor à 10 ans reculait à 1,590% contre 1,629%, tout comme celui à 30 ans à 2,711% contre 2,743% la veille. Le taux à trois mois restait stable à 0,07%.

Le marché interbancaire a profité de la baisse des taux de la BCE. L'Euribor à trois mois a reculé à 0,641% contre 0,645% la veille, et le Libor libellé en dollar est resté stable à 0,460%. (AFP 05.07)

2- Grande-Bretagne

La Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé jeudi, comme attendu, l'injection de 50 milliards de livres (62,2 milliards d'euros) dans l'économie britannique, portant à 375 milliards de livres le montant total de son programme de soutien à une économie en récession.

L'institution a par ailleurs maintenu son taux d'intérêt directeur à 0,50%, niveau exceptionnellement bas auquel il est fixé depuis mars 2009.

Pour James Knightley, économiste chez ING, "*si des doutes persistent sur l'efficacité de nouveaux rachats d'actifs, la BoE n'a pas beaucoup d'autres possibilités*" pour aider l'économie britannique.

Outre les rachats d'actifs, la Banque d'Angleterre a tout de même lancé en juin des actions coordonnées avec le gouvernement britannique, visant à fournir aux banques des dizaines de milliards de livres de liquidités pour les inciter à prêter et ainsi à soutenir l'économie nationale en récession. (AFP 05.07)

Haut de page

Le 7 juillet

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps de réécrire l'article dont je vous ai parlé hier, mon frigidaire est vide et je dois absolument aller faire des courses et cuisiner. Alors juste un mot sur la campagne contre le TSCG.

C'est quand même extraordinaire que ceux qui définissent à juste titre le régime comme bonapartiste, s'empressent à la première occasion de s'adresser au Bonaparte de service. Ils voudraient légitimer le régime qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

En fait, on devrait tout simplement interdire à Hollande de le faire ratifier, puisque finalement il ne dispose pas d'une majorité parlementaire, les députés du PS ne représentent que 25% des inscrits à l'élection législative du 17 juin dernier.

De plus, deux cas de figure vont se présenter à lui.

Soit il se contentera de faire adopter le TSCG par les députés et les sénateurs, soit il sera obligé de réunir en congrès le Parlement (députés plus les sénateurs) si le Conseil constiutionnel décide que l'adoption du TSCG et une batterie de mesures nécessitent une modification de la Constitution.

Dans les deux cas, il devra faire appel aux voix de l'UMP.

Dans le premier cas, il ne dispose pas de la majorité absolue au Sénat et le Front de gauche a déjà fait savoir qu'il s'abstiendrait. Donc, pour que le TSCG et la supervision bancaire et la taxe sur les transactions financières qu'il a l'intention de présenter sous la forme d'un paquet de mesures unique soumis à un seul vote ait une chance d'être adopté, il lui faudra le renfort des voix de l'UMP, à moins que l'UMP décide tout simplement de voter en bloc avec les sénateurs du PS puisqu'ils y sont favorables, ce qui lui faciliterait la tâche, lui compliquerait sur le plan politique disent certains commentateurs, pas si sûr, puisque personne n'y retrouverait à redire. Un sénateur de l'UMP a déjà fait savoir qu'il le voterait sans problème et qu'il n'était pas le seul.

Dans le second cas, le PS et ses alliés ne disposent pas des trois-cinquièmes des voix nécessaires pour faire passer une modification de la Constitution, il aura impérativement besoin là aussi de voix de l'UMP. On imagine mal l'UMP prendre la responsabilité à l'arrivée du rejet du TSCG, c'est impensable.

On pourrait imaginer un autre cas de figure. Il n'obtient pas la majorité au Sénat, mais comme selon la Constitution, le texte revient à l'Assemblée nationale et c'est elle qui a le dernier mot, il serait adopté de toutes manières puisque le PS dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Je verrai demain si cela vaut la peine de réécrire mon article, car je revenais aussi sur la méthode qu'avait employée Hollande pour justifier la ratification du TSCG, il a dû s'y reprendre à plusieurs fois (Pacte de croissance) et se livrer à des contorsions pour rendre présentable sa position et qu'on ne lui reproche pas d'avoir menti aux électeurs, en vain d'ailleurs, car la version du TSCG qu'il s'appête à faire ratifier par les députés et les sénateurs est identique à la virgule près à sa mouture initiale signée par Sarkozy et Merkel notamment.

Ne vous laissez pas impressionner par les déclarations tapageuses ou les gesticulations de la soi-disant gauche du PS qui le sait pertinemment et que cela ne gêne pas vraiment.

Cacophonie gouvernementale

La ministre de la Culture, Mme Filippetti, suggère sur RTL que la redevance télévisuelle s'applique aux écrans d'ordinateur pour les foyers qui n'ont pas de télévision.

Plus tard, le ministre du budget, M. Cahuzac, interrogé sur la même radio sur cette question répond : "*absolument pas!*". "*Le gouvernement, en tous cas le ministre du budget, n'était pas informé. Cette suggestion n'est pas reprise par le gouvernement*"

En off selon Le Monde, un ministre rétorque "*ce n'était qu'une ébauche, une piste*" et d'ajouter "*Il n'en est plus question*".

Invité sur BFMTV et RMC le même jour (5 juillet), Moscovici confirme que "*c'est un sujet qui est dans la discussion du projet de loi de finance pour 2013*" contredisant Cahuzac et l'autre ministre cité plus haut. (source : Nouvelobs et lemonde.fr)

Vous avouerez qu'il est difficile de s'y retrouver puisqu'ils ne cessent de mentir ou de se contredire entre ministres, c'est ce que je vous signalait hier à propos de Hollande qui a changé plusieurs fois de scénario pour faire ratifier le TSCG au point qu'on ignore encore comment il va s'y prendre.

Quand je vous disais ces derniers jours que le PS était maître de l'esbroufe, du camouflage, de l'enfumage, de l'hypocrisie, j'étais encore loin du compte en vérité, on en a la preuve quotidiennement.

Merci

Je vous invite à regarder la vidéo tournée dans les décombres de la télévision Al-Ikhbariy située à 15 kms de Damas en Syrie, où le président du réseau Voltaire Thierry Meyssan explique pourquoi un commando à la solde de la coalition impérialiste américano-franco-britannique s'est livrée à cette destruction et à l'assassinat du personnel de cette chaîne de télévision.

Je vous invite vivement à l'écouter, c'est très instructif et émouvant à la fois, on ne peut qu'enrager et crier vengeance contre l'Otan et les Etats-Unis ou encore Fabius. Vous pouvez accéder à cette vidéo par le biais du fichier que j'ai mis en ligne ou directement en cliquant sur le lien suivant : http://www.voltairenet.org/a174832

Ce qui est intéressant ici, c'est que Thierry Meyssan est journaliste reporter indépendant, il n'est pas un dirigeant d'un parti politique, il ne travaille pas pour un média faisant partie d'une holding reliée à la finance. De plus il ne craint pas de mouiller sa chemise pour rendre compte d'évènements qui se produisent dans des pays en guerre comme la Libye ou la Syrie, rien à voir avec nos poules mouillées de dirigeants qui n'ont même pas été foutus de mettre les pieds en Tunisie lors du soulèvement du printemps 2011, alors que c'était la porte à côté et que la situation comportait énormément moins de risques, à l'exception de Besancenot toutefois qui a attendu que la situation soit plus calme pour aller faire une balade touristique en Tunisie.

Ce personnage mérite le respect, il a risqué sa peau à plusieurs reprises pour nous informer il ne faut pas l'oublier, il est l'antithèse de l'horrible BHL, j'ai de la sympathie pour lui même si nous ne nous situons pas exactement sur le même terrain politique, c'est un modèle de démocrate qu'on croise rarement de nos jours. Rappelons qu'il est (ou était ?) membre du Parti radical de gauche et franc-maçon, il est domicilié en Syrie ou au Liban, et que ses analyses aboutissent comme celles de Jean Ziegler ou encore Mélenchon à s'en remettre à l'ONU, ce qui n'est évidemment pas notre cas.

Son discours est limpide, concis, précis et accessible à tous, du coup on se dit que les choses sont décidément trop simples à comprendre dès lors qu'on s'est donné la peine de les présenter simplement, or, dans bien des cas, en dehors du fait qu'il faut replacer ses analyses dans une perspective ayant pour cadre la lutte des classes à l'échelle mondiale, sans ces informations on serait dans l'impossibilité de comprendre ce qui se passe réellement dans tel ou tel pays.

M'PEP. Appel à refuser le Pacte budgétaire (TSCG). Extrait.

Savez-vous pourquoi ils rejettent le TSCG ? C'est savoureux, ils ont lâché le morceau :

Car "*sans souveraineté nationale, il sera impossible d'engager une véritable politique de gauche en France, même si les électeurs le décident.*", parce qu'en plus il faudrait peut-être demander la permission à ceux qui nous en priverait, mais ce droit nous leur arracherions et personne ne pourrait nous en empêcher.

Ce sont des légalistes qui se prosternent devant l'ennemi que nous devons abattre, c'est le meilleur moyen pour qu'ils vous achèvent à moindre coût, ainsi ils l'auront épargné jusqu'au bout.

Ils sont donc incapables de penser au-delà du cadre qu'il leur impose, de le violer si nécessaire, ce que nous faisons ici et que nous revendiquons.

Le meilleur moyen de combattre pour préserver la souveraineté de la nation, consisterait-il à défendre l'Etat bourgeois, à s'en remettre à son représentant le plus haut placé au sein des institutions, Hollande, ou résiderait-il dans le combat pour un Etat ouvrier qui du même coup résoudrait cette question définitivement en l'inscrivant dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe ?

Quant à leur union libre des Etats ou des nations libres, Marx aurait ajouté : en traînant derrière soi le boulet du capitalisme, à coup sûr le socialisme serait une utopie, alors que nous voulons qu'il devienne la réalité, donc nous n'avons pas le même objectif. Nous visons la liberté, l'émancipation du capital, de l'exploitation de l'homme par l'homme, la disparition des Etats, des frontières, des classes, de l'argent ou de la monnaie, comme moyen pour parvenir au bien-être et vivre en paix et en harmonie avec tous les peuples qui n'en formerait plus qu'un, universel. Le chant du communiste, c'est un hymne à la liberté.

Qu'est-ce qui peut sauver les nations, les peuples, le prolétariat : le capitalisme ou le socialisme ? Telle est la question.

Vous voyez, il ne faut pas craindre d'aller sur leur terrain, eux ils s'y embourbent et c'est ce qui va les perdre, nous, nous en sortons sains et saufs et victorieux.

En défendant l'Etat qu'il faut bien caractériser de capitaliste, les défenseurs de la souveraineté nationale versent dans le social-patriotisme qui a ouvert la voie aux dictateurs dans le passé ou qui n'a pas permis de s'y opposer, dans la mesure où en liant le mouvement ouvrier au sort de l'Etat bourgeois, ils lui livrent le prolétariat les mains liées dans le dos, donc dans l'impossibilité de réaliser son unité pour le combattre efficacement et le renverser.

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Au revoir le RGPP... bienvenue au TSCG. La méthode.

Le Premier ministre a annoncé vendredi soir la fin de la "*révision générale des politiques publiques*" (RGPP) lancée sous le quinquennat précédent pour réduire les dépenses de l'Etat.

"*Cette politique a provoqué désorganisation et malaise dans l'ensemble de la fonction publique*", lit-on dans ce communiqué. "*La période de RGPP est close*."

Il précise que la "*grande conférence sociale*" de lundi et mardi prochains devra permettre de renouer un "*véritable dialogue social*" pour "*conduire la rénovation de l'action publique*".

"*Une nouvelle méthode doit être définie. Il s'agit de redéfinir les missions de l'État, d'améliorer le service rendu aux usagers et de rendre l'administration plus efficace, tout en assumant la maîtrise des dépenses*", lit-on dans le communiqué.

Il s'agit "*d'obtenir à la fois une véritable adhésion des personnels et de l'opinion publique, et un redressement de nos finances publiques à échéance de 2017*", ajoute Matignon.

A trois jours d'un sommet social dont le déroulement sera un indicateur des relations entre l'exécutif et les partenaires sociaux au cours des prochaines années, l'annonce de la fin de la RGPP semble refléter une volonté de désamorcer des tensions potentielles, notamment avec les fonctionnaires.

Ces derniers seront mis à contribution dans le redressement des finances publiques, ainsi que la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, l'a dit sans ambage mercredi.

"*Ce n'est pas une cure d'austérité mais c'est un grand moment de rigueur*", a-t-elle dit sur RTL. "*Les fonctionnaires sont conscients de l'importance de leur fonction et ont envie que leur pays se redresse.*"

"*Donc ils savent que s'ils y participent, ils peuvent générer aussi leur part de croissance*", a-t-elle ajouté. (Reuters 06.07)

La méthode : le "*diagnostic partagé*".

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a confié vendredi, dans un entretien à l'AFP, miser sur la Conférence sociale des 9 et 10 juillet pour parvenir à un "diagnostic partagé" sur la "rude" désindustrialisation du pays et de possibles remèdes. (AFP 06.07)

En quoi consiste un "*diagnostic partagé*" ?

Tout d'abord, il consiste à faire partager à l'ensemble des personnes assises autour d'une table l'analyse de la situation réalisée par celle qui se trouve en position dominante ou réputée la mieux informée, en l'occurrence le patronat, l'UE, le FMI, l'OCDE, etc. dont le gouvernement reprend à son compte l'analyse.

A l'étape suivante, sur la base de cette analyse désormais partagée par l'ensemble des personnes présentes, il s'agit de leur faire adopter les conclusions pratiques auxquelles est parvenue la partie qui a réalisé cette analyse, autrement dit, qui se trouve en position de juge et partie à la fois, en position de force pour les imposer aux autres, sans les viloer puisqu'ils ont accepté cette règle du jeu.

Dès lors on a le choix entre s'y soumettre ou les rejeter. Mais comme on a accepté au départ qu'une partie s'impose arbitrairement aux autres en leur imposant son interprétation de la situation, une fois qu'on a légitimé son analyse, on se retrouve dans l'impossibilité ou mal placé pour contester les conclusions qui découlent de cette analyse, il est trop tard pour constester cette analyse, sinon à se contredire ouvertement et remettre en cause la règle du jeu qu'on a accepté au départ.

Cela étant dit, l'objet de cette réunion étant de trouver un accord entre les différents protagonsistes de cette mascarade, on comprend que quelle que soit son issue, connaissant par avance les intentions et les intérêts représentés par les uns et les autres, le seul fait d'y participer à valeur d'acceptation de ce "diagnostic" qui se trouve être déjà "partagé".

Pourquoi ce point est-il essentiel ?

Parce qu'à partir du moment où on a accepté une analyse, on peut rejeter les conclusions pratiques auxquelles leurs auteurs sont parvenus, cela n'a pas vraiment d'importance, puisqu'il s'agissait avant tout de faire passer une interprétation frauduleuse de la situation conduisant au constat de la nécessité de s'y attaquer précisément sur le terrain imposé par leurs auteurs, ce qui signifie qu'en acceptant leur analyse on a abdiqué, on se refuse à traiter les questions soulevées dans cette analyse sur un autre terrain, sur celui des intérêts de la classe ouvrière.

On pourrait admettre que les personnes conviées à une réunion s'y rendent avec l'intention de présenter chacune leur propre analyse de la situation, et que constatant qu'il existait un abîme entre les différentes versions en présence, celle qui refuserait de se voir imposer une analyse décide de quitter cette réunion, mais ce ne sera pas le cas des dirigeants syndicaux, comme je l'ai dit ailleurs, s'ils ont supporté et partagé le diagnostic de la situation de Sarkozy, ils feront de même sans peine avec Hollande.

Au-delà, par principe, nous rejetons catégoriquement la participation à ce genre de conférence, parce qu'elle est contraire à notre conception de la lutte de classe du prolétariat, qui repose uniquement sur sa mobilisation et sa prise de conscience du fonctionnement de la société.

Il est clair et c'est très bien que cela soit mis en lumière, que tous ceux qui s'adressent à Hollande, au gouvernement, aux élus, ne partagent pas notre conception de la lutte des classes.

Un avant-goût de la conférence antisociale des 8 et 9 juillet prochains.

En s'adressant à la presse, jeudi 5 juillet, le message que M. Thibault a voulu faire passer est clair : la CGT ne se livrera à aucune surenchère. Le 3 juillet, elle s'était abstenue de voir dans le discours de Jean-Marc Ayrault l'annonce d'une politique de rigueur, craignant seulement que la recherche de l'équilibre budgétaire "*ne pèse sur les objectifs affichés dans de nombreux domaines*". Jeudi, M. Thibault a pressé le gouvernement de faire preuve de volontarisme "*pour changer en positif le quotidien des salariés*".

M. Thibault a critiqué le sommet européen des 28 et 29 juin et a porté "*une appréciation très négative*" sur le pacte budgétaire. Mais il n'a pas fait sienne la demande de référendum du Front de gauche.

Si "*le changement politique n'a pas changé le quotidien des salariés*", M. Thibault s'en est pris à Laurence Parisot, présidente du Medef, qui "*a du mal à interpréter le sens du vote des citoyens*". "*La plupart des revendications du patronat ont été satisfaites pendant cinq ans, a-t-il noté. Il serait temps que les revendications des salariés soient à l'ordre du jour.*" (lemonde.fr 06.07)

Avec Sarkozy qui était de droite, il était normal qu'ils ruent dans les brancards pour donner le change, sans risques pour les uns comme pour les autres, Sarkozy saluant le sens des "*responsabilités*" de ses partenaires dits sociaux.

Avec Hollande qui est réputé de gauche, à tort, ces parasites vont faire carpette, ils le font déjà, Thibault vient d'en faire la démonstration. Ils vont tout faire pour l'épargner. Tenez, si le quotidien des travailleurs ne change pas, ce n'est pas de la faute de Hollande et son gouvernement ou sa soi-disant majorité parlementaire, c'est celle de Parisot, pour d'autres ce sera de la faute de Bruxelles, Frankfort ou Washington, on ne touche pas à l'Etat, il est si fragile, si menacé de toutes parts, etc. on comprend... sans compatir, désolé.

Actualité en titres

En famille. La condition ou la méthode.

- Montebourg appelle à "*un diagnostic partagé*" entre patronat et syndicats - AFP -

Des gens heureux.

- Chérèque salue la décision de la CFDT de signer le plan de redressement à Air France - AFP

- Bernard Thibault félicite le gouvernement pour sa recherche du dialogue social - LeMonde.fr

Et la sienne aussi !

- François Hollande : «*La chute du régime de Bachar al-Assad est inéluctable*» - 20minutes.fr

Justice raciale.

- (Etats-Unis) Le meurtrier présumé du jeune Noir Trayvon Martin remis en liberté - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le gouvernement de Mario Monti a adopté dans la nuit de jeudi à vendredi une série de mesures qui permettront de réduire la dépense publique de 4,5 milliards d'euros dès 2012 et de plus de 10 milliards d'euros aussi bien en 2013 qu'en 2014.

Une grande partie de ces réductions de dépense concerne la santé et l'administration publique, a précisé M. Monti.

Selon le vice-ministre de l'Economie, Vittorio Grilli, l'administration publique sera réduite de 20% des dirigeants et de 10% du total des effectifs, à l'image de ce qui a été récemment décidé pour la présidence du Conseil des ministres et le Ministère de l'Economie et des Finances, un porte-feuille détenu également par M. Monti.

Le gouvernement a décidé, entre autres, de réduire de 200 millions d'euros en 2012 ses subventions aux universités et institutions de recherche et de 300 millions pour les années successives.

Parmi les autres mesures figurent également la réduction de 700 millions d'euros en 2012 de ses transferts aux régions italiennes, un chiffre qui grimpera à un milliard en 2013 et 2014 ou l'interdiction pour des employés de l'administration publique à la retraite d'effectuer des consultations payantes pour celle-ci.

Le terme de "*spending review*" (révision des dépenses publiques, ndlr) est donné en Italie aussi aux décrets qui visent à réduire les dépenses de l'Etat, non seulement celles concernant l'acquisition de biens et de services mais aussi celles pouvant découler d'une réduction du nombre d'employés dans l'administration publique ou des provinces. (AFP 06.07)

2- Portugal

Le gouvernement portugais de centre-droit, adepte de la rigueur, mais sanctionné par la Cour constitutionnelle pour excès d'austérité, a répliqué en envisageant d'étendre à tous les Portugais des coupes salariales limitées jusque-là aux fonctionnaires et aux retraités.

La Cour a en effet jugé que la suppression des 13e et 14e mois de salaire des fonctionnaires et des retraités, une mesure emblématique du gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho, était une "violation du principe d'égalité" inscrit dans la constitution puisqu'elle ne s'appliquait qu'à une partie de la société, épargnant l'ensemble du secteur privé.

Saisissant la balle au bond, M. Passos Coelho a trouvé la parade, estimant qu'il suffisait, pour déjouer la sanction de la Cour constitutionnelle, que les sacrifices soient équitablement partagés.

"*La seule solution pour maintenir la volonté d'ajuster les finances, essentielle pour que le Portugal remplisse ses engagements, est d'élargir les mesures aux autres*", a-t-il déclaré, sans plus de précisions.

La Cour constitutionnelle a toutefois précisé que la suppression des 13e et 14e mois resterait en vigueur en 2012 afin de ne pas compromettre les objectifs de réduction des déficits du gouvernement.

Dans une note aux médias, le représentant du FMI au Portugal, Albert Jaeger, s'est félicité du maintien de la mesure en 2012, estimant qu'ainsi la mise en oeuvre du budget pour l'année en cours n'était pas en danger.

La décision de la Cour est toutefois intervenue à un très mauvais moment pour le gouvernement. En effet, selon l'Institut national des statistiques (Ine), le déficit budgétaire s'est creusé de manière inattendue au premier trimestre de cette année pour atteindre 7,9% du PIB, bien loin de l'objectif du gouvernement de le ramener à 4,5% du PIB à la fin de l'année.

Les mesures d'austérité mises en oeuvre ont largement contribué à une contraction de l'économie, qui devrait atteindre 3% du PIB à la fin de l'année, et à une augmentation sans précédent du taux de chômage qui dépasse déjà les 15%.

Le secrétaire général du Parti socialiste, la principale formation d'opposition, Antonio José Seguro a ainsi réclamé que le gouvernement obtienne de ses créanciers une prolongation d'un an. (AFP 06.07)

Flagrant délit. Et pendant ce temps-là, le POI reproduit les propos qui avaient dû échapper à Mario Soares, selon lequel pas un "*socialiste*" ne devrait voter le TSCG, alors que le son parti s'en accommode déjà dans les faits comme le prouve la sortie hier de son secrétaire général.

Les faits, rien que les faits comme ils disent, c'est dur, très dur quand ils parviennent à la connaissance des militants.

3- Finlande

La solidarité européenne de la Finlande a ses limites. La ministre des Finances Jutta Urpilainen, le démontre une nouvelle fois dans le quotidien financier Kauppalehti. "*La Finlande est engagée à être un membre de la zone euro et nous estimons que l'euro est bénéfique pour la Finlande. Toutefois, la Finlande ne s'accrochera pas à l'euro à n'importe quel prix et nous sommes prêts à tous les scénarios, y compris à abandonner la monnaie unique européenne*", déclare-t-elle. "*La responsabilité collective pour les dettes (...) et les risques d'autres pays n'est pas ce à quoi nous devons nous préparer*", ajoute-t-elle.

Un porte-parole de la ministre, Matti Hirvola, a ensuite tenu à préciser que "*toute affirmation selon laquelle la Finlande allait quitter l'euro était simplement fausse*". Mme Urpilainen a reconnu dans un entretien accordé au quotidien finlandais Helsingin Sanomat publié jeudi que la Finlande, un des derniers pays de la zone euro a bénéficier d'une note de crédit triple A, "*représentait une ligne dure*" vis-à-vis des plans d'aides financières. "*Nous sommes constructifs et nous voulons résoudre la crise, mais pas à n'importe quelles conditions*", affirmait-elle.

L'an dernier, Helsinki avait exigé et obtenu, lors du deuxième plan d'aide à la Grèce, de conclure un accord bilatéral avec Athènes lui garantissant de récupérer les sommes avancées. Jeudi, la Finlande a annoncé l'ouverture prochaine de négociations bilatérales avec l'Espagne pour l'obtention du même type de garanties en échange de sa participation au plan de sauvetage des banques ibériques. (lexpansion.com 06.07)

4- Roumanie

Le Parlement roumain a voté vendredi en faveur de la destitution du président roumain Traian Basescu tandis que la Commission européenne et l'Allemagne se disaient "très inquiètes" de possibles atteintes à la démocratie de la part de sa coalition

de centre-gauche.

Au total 256 sénateurs et députés sur un total de 432 ont voté pour la destitution de M. Basescu.

La destitution de M. Basescu ne deviendra définitive que si elle est validée par un référendum organisé le 29 juillet. En quatre jours à peine, l'Union sociale-libérale (USL) a démis, par surprise, les présidents des deux chambres du Parlement qui appartenaient à l'opposition, le médiateur (avocat du peuple) tout en réduisant les pouvoirs de la Cour constitutionnelle. Jeudi soir, elle a aussi modifié les conditions d'organisations du référendum sur la destitution. (AFP 06.07)

5- Syrie

5.1- Le Pentagone a confirmé au Wall Street Journal que l'avion turc abattu par la Syrie, le 22 juin 2012, a bien été descendu par une batterie anti-aérienne et non par un missile sol-air.

Le département US de la Défense invalide ainsi la version turque et crédite la version syrienne de l'incident.

Le Pentagone a précisé au quotidien que le rayon d'action limité d'une batterie anti-aérienne laisse supposer que l'avion a bel et bien été abattu dans l'espace aérien syrien. La version du F-4 Phantom détruit est généralement utilisée pour des missions de renseignement. En outre, a-t-il poursuivi, la décision d'actionner cette batterie ressort d'un commandant local, tandis que celle de tirer un missile relève du commandement militaire national.

Sur la foi de la version turque, le Conseil atlantique a vivement condamné l'action syrienne, stigmatisant le « *mépris des autorités syriennes pour les normes internationales, la paix et la sécurité, et la vie humaine* ». Les révélations du Pentagone interviennent postérieurement à cette condamnation. Aucune réunion du Conseil atlantique n'est prévue pour réviser la position de l'OTAN sur la base de ces nouvelles informations. Bien que démenti officiellement, le mensonge est donc appelé à durer. (Réseau Voltaire 02.07)

"*U.S. Contradicts Turkey's Jet Story*", par Julian E. Barnes, Adam Entous et Joe Parkinson, The Wall Street Journal , 2 juillet 2012.

5.2- Les Nations unies doivent agir rapidement pour tenter de débloquer la crise syrienne et précipiter la fin du régime de Bachar al Assad, a déclaré vendredi le groupe des Amis du peuple syrien après une réunion à Paris.

Les Amis du peuple syrien rejoignent ainsi la position de la France, favorable à une résolution sous chapitre VII, c'est-à-dire autorisant tous les moyens, y compris militaires, pour faire appliquer le plan Annan.

Celui-ci exige notamment un désengagement militaire du régime et le lancement d'un processus de transition politique.

"*Nous allons faire en sorte que l'action du Conseil de sécurité soit renforcée, ce qui signifie clairement un appel à l'adoption d'urgence d'une résolution sous chapitre VII*", a dit le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, lors de la conférence de presse de clôture de la réunion.

"*Pour l'ensemble des participants, une évidence s'impose : Bachar al Assad doit quitter le pouvoir et le plus tôt sera le mieux*", a dit Laurent Fabius. (Reuters 06.07)

Quelle pourriture Fabius ! A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

En 2007, le candidat du PTà la présidentielle, G. Schivardi, avait déclaré que sous certaines conditions il se serait désisté en faveur de Fabius s'il avait été candidat, vous vous en souvenez peut-être. Voter pour une telle ordure, plutôt crever les armes à la main avec le peuple syrien ! Cela en dit long sur les principes de ces gens-là, sur la valeur de leur engagement politique.

6- Iran

L'Iran a accusé vendredi les services de renseignement français et allemands d'être impliqués dans l'assassinat de plusieurs scientifiques travaillant sur le programme nucléaire iranien.

Les deux pays européens rejoignent Israël, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sur la liste des pays déjà mis en cause par Téhéran pour la mort de plusieurs chercheurs.

Au moins quatre scientifiques associés au programme nucléaire iranien ont été assassinés depuis 2010, le dernier en janvier de cette année.

Cité par l'agence officielle de presse Irna, Heydar Moslehi, ministre iranien du Renseignement, précise que les investigations menées en Iran ont permis d'établir "*des connexions avec des services de renseignement en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, en Israël et aux Etats-Unis ainsi que des agences régionales de renseignement*".

D'après Oliver Thraenert, qui dirige le Centre des études de sécurité à Zurich, les déclarations de Moslehi peuvent être interprétées comme le signe de son opposition à tout accord avec les Occidentaux sur la question nucléaire.

"*Il est possible que se profile derrière ces allégations une lutte interne sur le point de savoir si l'iran devrait ou non rechercher un compromis avec les pays occidentaux*", a-t-il dit. (Reuters 06.07)

Social

1- France

1.1- Suppressions de postes chez Fram.

Soixante dix postes sur 600 en France seraient menacés chez le voyagiste français Fram, déficitaire depuis 2010, estiment vendredi Les Echos au lendemain de comités d'entreprise du voyagiste préparant la présentation officielle d'un plan de restructuration le 13 juillet.

Le groupe compte au total 3.800 employés dans le monde pour l'essentiel dans le bassin méditerranéen. (AFP 06.07)

1.2- 125 licenciement en contrepartie d'une prime !

Les salariés de la papeterie Stracel à Strasbourg ont repris vendredi le travail après trois jours de grève à la suite de l'annonce de négociations exclusives de son propriétaire, le finlandais UPM-Kymmene, avec deux repreneurs potentiels, ont annoncé les syndicats.

Les salariés ont accepté "*à contrecoeur et le dos au mur*" la reprise du travail, a indiqué Force Ouvrière (majoritaire) dans un communiqué, après avoir approuvé la proposition d'une prime de 500 euros par mois jusqu'à la fin de l'année, ainsi qu'une prime "*de redémarrage*" de 500 euros.

Le délégué CGT Patrick Bertin a toutefois dénoncé les "*pressions*" de la direction du site, qui menaçait selon lui de mettre l'entreprise en lock-out dès le début de semaine prochaine si les négociations échouaient.

Les organisations syndicales ont également obtenu qu'UPM assure la gestion sociale et entière du Plan de sauvegarde de l'emploi qui sera engagé en septembre. Le groupe finlandais a également garanti "*l'accès prioritaire aux +ex-Straceliens+ à tous les postes proposés par l'investisseur et assurera 100% des reclassements ailleurs pour les autres*", selon FO.

Les salariés bloquaient l'usine depuis mardi, après l'annonce de "*négociations exclusives*" entre UPM et la société belge VPK Packaging Group NV associée au groupe familial allemand Klingele Papierwerke, en vue de la cession d'actifs et d'une partie des terrains de la papeterie.

Ces repreneurs pourraient investir plus de 100 millions d'euros sur le site et reprendre la moitié environ des 250 salariés.

UPM avait annoncé durant l'été 2011 la mise en vente de son site strasbourgeois, qui fabrique du papier magazine, dans un contexte de surproduction dans ce secteur. (AFP 06.07)

2- Espagne

Le conflit des mineurs espagnols, en grève depuis deux mois, a redoublé de violence vendredi avec de nouveaux affrontements dans le nord du pays qui ont fait deux blessés, pendant que la "*marche noire*" s'approche de Madrid, où elle doit arriver mardi soir.

Près d'Oviedo, au coeur des bassins miniers des Asturies, de nouvelles scènes d'émeutes ont opposé vendredi des groupes de mineurs aux forces de l'ordre.

Le visage masqué par des foulards ou des cagoules, les mineurs ont dressé des barrages routiers autour de la localité de Caborana, proche d'Oviedo, allumant des incendies de pneus qui dégageaient d'épaisses fumées.

Les incidents se sont poursuivis une grande partie de la journée, les mineurs bombardant de leurs fusées artisanales les policiers, casqués et protégés par leurs boucliers, qui ripostaient avec des jets de grenades lacrymogènes, a rapporté un photographe de l'AFP.

Depuis plusieurs semaines, le conflit ne cesse de gagner en violence: les mineurs, qui protestent contre la réduction des aides publiques, se disent prêts à aller jusqu'au bout pour défendre leur métier, menacé d'extinction.

Ils ont annoncé des "*actions radicales*" après une nouvelle réunion lundi, sans résultat, avec le gouvernement.

Vendredi matin, les violences ont repris. Des incidents ont éclaté lorsque les mineurs ont coupé une route aux environs du puits de Santiago, à Caborana, "*empêchant la circulation des personnes et bloquant certains transports sanitaires*", selon les autorités régionales.

Deux gardes civils ont été blessés, "*brûlés par des explosions de fusées*", et six manifestants interpellés lorsque les forces de l'ordre ont tenté de débloquer la route, a indiqué un communiqué de la garde civile.

En même temps, deux colonnes rassemblant environ 200 mineurs, parties le 22 juin l'une de Castille et Leon et des Asturies, dans le nord-ouest de l'Espagne, l'autre d'Aragon dans le nord-est, marchaient vers Madrid où ils doivent arriver mardi soir après avoir parcouru environ 500 kilomètres à pied.

Une manifestation dans la capitale est prévue mercredi.

"*Ils ont le moral au plus haut parce qu'ils espèrent que quand ils arriveront à Madrid, ils obligeront le gouvernement à modifier les mesures visant à fermer les mines*", a expliqué un responsable du syndicat UGT, Jose Mesa.

"*De plus, ils rencontrent un fort soutien populaire dans les villages, les gens leur donnent à manger, les soutiennent, les laissent dormir dans des salles de sport*", a-t-il ajouté.

En pleine restructuration depuis 20 ans, les mines de charbon espagnoles ont progressivement fermé. Une quarantaine sont encore en activité, principalement dans le nord, faisant travailler 8.000 mineurs.

Mais le charbon espagnol, plus cher que le charbon importé, dépend des subventions de l'Etat, qui sur décision de Bruxelles prendront fin en 2018.

Ajoutant à ce déclin, le gouvernement conservateur, engagé dans une rude chasse au déficit, a décidé de réduire de 63%, de 301 millions d'euros en 2011 à 111 millions cette année, les aides au secteur.

De quoi condamner, selon les mineurs, jusqu'à 30.000 emplois directs ou indirects, dans des régions dont l'économie bat au rythme de la mine depuis des générations. (AFP 06.07)

3- Etats-Unis

Best Buy a annoncé vendredi qu'il supprimerait près de 2.400 emplois, dont 600 dans sa division d'installation de matériel à domicile, dans le cadre ses efforts de redressement.

Ces suppressions de postes représentent 1,4% des effectifs du distributeur (167.000 salariés). Elles viennent s'ajouter aux pertes d'emplois imputables aux fermetures d'une cinquantaine de points de vente, annoncées en mars. (Reuters 06.07)

Economie

BCE

1- Des responsables de la Banque centrale européenne ont enfoncé le clou vendredi, appelant les Etats et les banques à résoudre eux-mêmes leurs crises respectives, au lendemain d'une réunion qui a déçu les marchés faute de nouvelles mesures radicales.

"Les capacités d'intervention des banques centrales sont naturellement limitées", a d'abord lancé Christian Noyer, membre du Conseil des gouverneurs de la BCE. "Elles peuvent remédier aux dysfonctionnements temporaires des marchés" et "elles l'ont fait avec une ampleur jamais égalée dans l'Histoire", a-t-il rappelé.

Mais, a-t-il prévenu, "elles ne peuvent pas se substituer en permanence aux marchés financiers et aux banques pour remplacer une intermédiation financière qui serait défaillante".

Son compatriote Benoît Coeuré a dès lors appelé à la mise en place "urgente" d'un superviseur unique des banques de la zone euro, principal impératif aux yeux de l'institut monétaire.

"Il faut que ça aille le plus vite possible" car "c'est une réponse à la crise", a-t-il affirmé, demandant aux gouvernements et à la Commission européenne de créer les "premiers éléments" de ce mécanisme de contrôle d'ici la fin de l'année, comme ils s'y sont engagés le 29 juin.

Selon lui, "c'est d'autant plus urgent" que cela "conditionne" la recapitalisation directe des banques par le futur fonds de secours de la zone euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES) -- considérée comme la meilleure manière de rompre le lien entre crise bancaire et crise de la dette.

Benoît Coeuré a réitéré les offres de services de l'institut de Francfort: "La BCE est prête à jouer ce rôle" de superviseur "si on lui demande". Mais "avec des conditions", a-t-il nuancé, évoquant une séparation stricte entre politique monétaire et contrôle bancaire.

Christian Noyer a aussi jugé "fondamental" le projet d'union bancaire.

Les banquiers centraux ont enfin justifié la fin de non-recevoir opposée par leur institution à une reprise des rachats de dette de l'Italie et de l'Espagne pour faire baisser leurs coûts d'emprunt en proie à une nouvelle flambée.

"Les gouvernements de la zone euro ont construit le MES notamment pour intervenir sur le marché secondaire", celui de la revente d'obligations, a souligné le membre du directoire de la BCE. "Qu'ils le fassent", "il y aurait un certain paradoxe à ce que la BCE intervienne à la place des gouvernements", a-t-il martelé. (AFP 06.07)

Il est dit clairement ici que le MES servira à renflouer les banques via les Etats.

2- Les banques de la zone euro en difficulté ont en effet de plus en plus tendance à emprunter à très bon marché auprès de la BCE en présentant comme garantie des obligations qu'elles émettent elles-mêmes et qui sont ensuite garanties par leurs Etats d'origine, ce qui les rends acceptables par la BCE.

Le montant de ces garanties s'élèverait à plus de 100 milliards d'euros.

En cas de lourdes pertes, la BCE pourrait devoir se tourner vers ses actionnaires - les 17 banques centrales de la zone euro - pour se recapitaliser.

Théoriquement, la BCE et les banques centrales nationales de la zone peuvent totaliser des fonds d'environ 700 milliards d'euros si tous les actionnaires remplissent leurs obligations. Mais une partie d'entre elles pourraient ne pas être en mesure de participer. (Reuters 06.07)

Les faux-monayeurs à l'oeuvre.

Les banques créent des obligations (une ligne de crédit), puis les Etats les garantissent, et enfin la BCE leur versent la monnaie. Et en cas de non-paiement de la part des banques, ce sont les Etats qui casqueront et le tour est joué.

Haut de page

Le 8 juillet

CAUSERIE

Un camarade métallo qui m'est très cher et qui suit mon travail depuis des années m'a écrit :

- "*Juste un mot, comment fais tu pour ce site : analyses, sujets abordés dans le détail, etc....je cherche "la faille" tellement ça m'épate!* "

Je suis la voie que je me suis tracé, c'est tout.

Quant à la "*faille*" que tu évoques, elle réside dans mes faiblesses et mes lacunes personnelles, mes limites intellectuelles si tu préfères, je dois les avoir à l'oeil en permanence pour ne pas sombrer dans l'opportunisme ou me fourvoyer dans le complotisme, passer d'une pensée unique à une autre tout aussi malsaine ou contre-productive.

De faille à faillite politique il n'y a qu'un pas...

A propos de la théorie du complot, exceptionnellement j'ai envoyé un post à un blog tenu par une intellectuelle qui prétend lutter pour la même cause que nous, qui reprenait à son compte l'histoire invraisemblable de l'interrogatoire (The Red Symphony) de Christian Rakovsky par le NKVD, présenté comme un "*un proche associé de Léon Trotsky*" qui aurait été "*un agent des Rothschild*".

Je connaissais la calomnie sur Lénine "*agent de l'Allemagne*", mais celle-là je l'ai découverte ce matin. Au passage, le Cermtri, animé par le POI (CCI), qui a commencé à s'attaquer aux falsifications et mensonges colportés par les médias et autres tenants du veiux monde, apparemment ils ignorent tout ce que vous allez lire plus loin, est-ce volontaire ? Sont-ils terrorisés à l'idée de s'attaquer au réseau mondial de la propagande anticommuniste dont le siège se situe à Washington ?

Quel intérêt politique cela peut-il présenter pour les militants ? Vous allez le comprendre tout de suite en lisant le post que j'ai rédigé rapidement :

- Il ne vous viendrait pas à l'esprit que le contenu de cet interrogatoire de Christian Rakovsky ait pu être entièrement fabriqué...

A qui profite le crime, aux anticommunistes, qui donc, les banquiers, les tenants du capitalisme, tiens donc, comme c'est étrange...

Staline fut le plus furieux anticommuniste du XXe siècle au point de faire assassiner Trotsky et ses enfants, ses secrétaires, ses proches, ses anciens camarades, cela aussi vous a échappé...

Cela fait beaucoup, non ?

L'amalgame capitalisme-communisme est la suite de l'identification du stalinisme au communisme ou bolchevisme, il a été créé par qui, par les maîtres du monde qui siègent à la Fed et il a été repris en coeur par les ignorants, qui incapables de comprendre les facteurs qui déterminaient le développement historique de l'économie mondiale et plus particulèrement du capitalisme, comptaient tirer partie du capitalisme auquel ils étaient subordonnés autant par intérêt que par ignorance.

Que l'ignorance des peuples soit un terrain favorable, indispensable, à leur manipulation par ceux qui détiennent le pouvoir, vous a semble-t-il échappé jusqu'à être manipulée vous-même, ce dont vous faites ici une démonstration éclatante.

Puisqu'il ne peut exister que deux formes possibles de propriété des moyens de production ou de produire les richesses, la propriété détenue par quelques nantis ou la propriété collective détenue par le peuple, en éliminant le socialisme ou le communisme synonyme du second, vous participez ainsi à la victoire de la barbarie capitaliste à l'échelle mondiale. Bravo !

Par ignorance, on finit par croire ce qui nous convient finalement, et peu importe si cela n'a rien à voir avec la réalité, on la réécrit au fur et à mesure, c'est facile et pratique, c'est le même principe auquel ont recours les banques pour se refinancer et camoufler leurs dettes colossales ou en comptabilité la cavalerie, la pyramide de Ponzi dans la finance...

Donner foi aux déclarations délirantes réelles ou inventées attribuées à Rakovsky pour salir la mémoire de Trostky, voilà où en sont rendus des intellectuels en manque de repères qui finalement ne comprennent pas grande chose au monde dans lequel nous vivons.

Ils mettent la main à la pâte en se faisant les relais de la pire réaction croyant servir la cause de la liberté des peuples.

Quand on est parvenu à ce stade de décomposition intellectuelle, on est prêt à tout gober, surtout les théories les plus farfelues que l'on ne peut étayer qu'en reprenant à son compte les arguments de ceux que l'on est censé combattre.

C'est ainsi qu'on apporte sa petite pierre personnelle à l'édifice monstrueux du Nouvel ordre mondial, et le pire, c'est qu'on est est fière ! Fin.

Pour faire de grands discours auxquels personne ou presque n'y comprend mot à part eux, rédiger des programmes que personne ne lira à part eux, débattre de questions théoriques déconnectées de la réalité qui n'intéressent qu'eux-mêmes, nos dirigeants sont très forts, mais lorsqu'il s'agit de mettre le doigt sur des questions déterminantes finalement simple à aborder et à comprendre qui intéressent l'ensemble des travailleurs, étrangement ils sonnent aux abonnés absents. Cherchez l'erreur.

L'alternative du socialisme au capitalisme peut être traitée de façon professorale, dogmatique, emphatique, exhaustive, de telle sorte qu'elle apparaîtra comme quelque chose de fort compliqué, d'incompréhensible, une construction fabriquée par son auteur que l'on ne connait pas et auquel on a aucune raison de témoigner plus de crédit qu'à un autre. Bref, cette démontration ne convaincra personne ou presque. Son auteur s'en fout puisqu'il est convaincu d'avoir fait son devoir selon le principe : ce qui devait être dit l'a été, le reste ou la suite n'est pas de ma responsabilité.

En fait, cette alternative est d'une logique implacable : soit on considère que le monde doit continuer d'être géré sur la base de la propriété privée des moyens de production détenus par une minorité de privilégiés qui imposent leur dictature à tous les peuples, soit on considèrent que les moyens de production devraient être la propriété commune des producteurs, des travailleurs, pour satisfaire leurs besoins ainsi que ceux de leurs familles. Il n'existe pas d'autres alternatives, de "*troisième voie*", de voie "*moyenne*" ou "*intermédiaire*", d'arrangement possible entre ces deux versions de la propriété des moyens de production.

Soit ce sont les exploiteurs qui doivent détenir le pouvoir, soit ce sont les exploités qui ont pour objectif d'abolir le système économique basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme pour l'éradiquer de la surface de la terre.

Toute tentative consistant à vouloir trouver des arrangements avec le système capitaliste, conduit infailliblement à épouser son idéologie et à abandonner le combat pour l'émancipation du capital.

Aujourd'hui nous en sommes rendus au point critique où la situation semble totalement inextricable, sans issue politique. Pourquoi ? Parce que le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde, a été incapable d'assurer la continuité du marxisme et de construire le parti révolutionnaire qui est indpispensable à la classe ouvrière pour renverser l'ordre établi et imposer sa dictature aux capitalistes. On peut toujours se creuser la tête jour et nuit pour chercher ailleurs une autre explication, il n'y en a pas, c'est ainsi. Le problème, c'est que tous les dirigeants, cadres ou responsables la rejettent en bloc. S'ils sont incapables d'assumer leurs responsabilités sur ce point précis, cela signifie qu'il n'y a plus rien à en attendre.

Paradoxalement ou ce qui est remarquable, c'est qu'il existe un tas de travailleurs (intellectuels) isolés qui sont parvenus pratiquement aux mêmes conclusions que moi, davantage sur le plan économique ou sociale que sur le plan politique ou apparemment, ils n'ont pas intégré les enseignements de la lutte des classes et plus particulièrement de la révolution russe dans leurs analyses, pour eux, les conclusions du Manifeste communiste de Marx et Engels demeurent encore floues ou ils n'ont pas trouvé le temps de se pencher dessus, de les étudier sérieusement.

En surfant sur le Net ce matin, je suis tombé sur des contributions qui confirment ce qui vient d'être dit. Je vous en propose deux un peu longues, mais cela vaut franchement le coup.

1- Sujet: USA : Comment les banquiers ont pris le pouvoir... 30/10/2008, 18:57 Le début d'une énorme arnaque.

Aux USA, au début du XXe siècle, les familles dominantes, dans le milieu bancaire et des affaires mondiales, étaient : J.D Rockefeller - J.P Morgan - Paul Warburg - Baron Rotschild. Au début des années 1900, ces banquiers vont favoriser la création d'une banque centrale américaine privée placée sous leur contrôle.

Sachant que le Gouvernement et le public étaient très méfiants à l'égard de ce type d'institution, ils provoquèrent une spirale de faillites pour retourner l'opinion publique.

J.P.Morgan, diffusa des rumeurs à propos d'une banque importante de New York qui n'était pas solvable. Morgan savait que cela provoquerait l'hystérie collective et affecterait d'autres banques également. Par crainte de perdre leurs dépôts, les gens se précipitèrent en masse pour retirer leur argent. Par conséquent, les banques furent forcées de demander le paiement des emprûnts obligeant leurs prestataires à vendre leurs propriétés.

Une situation qui a permis aux banquiers de provoquer la panique de 1907 en la contrôlant astucieusement dans sa progression pour leur plus grand profit. C'est ainsi qu'émergea une spirale de faillites et de reprises de possessions à moindre frais.

N'ayant pas conscience de cette escroquerie, la panique de 1907 mena à une enquête du Congrès dirigée par le Sénateur Nelson Aldrich, ce dernier avait des liens privilégiés avec les cartels bancaires. Il devint plus tard membre de la famille Rockefeller maritalement. La commission dirigée par Aldrich préconisa l'implantation d'une Banque Centrale afin d'empêcher qu'une panique comme celle de 1907 ne se reproduise.

En 1910, une réunion secrète eut lieu dans la propriété de J.P. Morgan sur l'île de Jekyll au large des côtes de l'état de Georgie. C'est là que fut rédigée la loi de la Banque Centrale appelée le Federal Reserve Act. Cette législation fut écrite par des banquiers, pas par des législateurs.

Ce projet de loi fut remis entre les mains du Sénateur Nelson Aldrich, pour qu'il le soumette au Congrès. En 1913, fort du soutien

des banquiers, Woodrow Wilson devint président des Etats-Unis d'Amérique, acceptant au préalable la signature du Federal Reserve Act en échange du soutien de sa candidature. Deux jours avant Noël, tandis que la plupart des membres du Congrès sont à la maison, avec leur famille, la création de la Federal Reserve Act fut votée et Wilson à son tour adopta cette loi.

Le fonctionnement de la FED.

Une Banque Centrale est une institution qui produit de la monnaie pour un pays tout entier. Basés sur un précédant historique, deux pouvoirs particuliers sont propres à la pratique de la Banque Centrale :

Le contrôle du taux d'intérêt et le contrôle du stock monétaire ou inflation.

La Banque Centrale ne se limite pas à fournir de l'argent à l'économie d'un gouvernement. Elle le prête avec un taux d'intérêt. Puis, par le biais de l'augmentation ou de la diminution de la quantité d'argent la Banque Centrale régule la valeur de la monnaie émise.

Il est essentiel de comprendre que la structure entière de ce système ne peut produire qu'un seul effet sur le long terme : l'endettement.

Désormais, il n'est pas bien compliqué de comprendre leur arnaque. Chaque dollar produit par la Banque Centrale est prêté avec intérêt. Autrement dit, chaque dollar produit est réellement 1 dollar plus un certain pourcentage de dette sur ce même dollar. la Banque Centrale a le monopole de la production de la monnaie pour le pays entier et qu'ils prêtent chaque dollar avec une dette immédiate associée,

Ce qui signifie que la Banque Centrale doit en permanence augmenter sa quantité d'argent pour couvrir de manière temporaire la dette extraordinaire ainsi créée qui à son tour, puisque cet argent est également emprunté avec un intérêt crée plus de dettes. Le résultat final de ce système infaillible est l'esclavage car il est impossible pour le gouvernement ainsi que pour le public, de sortir un jour de cette dette autogénérée.

Une banque privée.

Il est vital de bien comprendre que la Réserve Fédérale est une Société Privée. Elle décide de sa politique et n'est soumise à aucun contrôle réel du Gouvernement US.

C'est une banque privée qui bât monnaie et qui prête au Gouvernement de la monnaie avec des intérêts.

En imprimant des dollars, la FED convertit à moindres frais du papier sans valeur en dollars et prête ceux-ci aux Etats-Unis ainsi qu'à d'autres Etats et à d'autres -banques contre reconnaissances de dettes. Au cours de son histoire, le cartel a donc créé des milliards de créances à partir du néant et encaissé des intérêts en permanence, ce qui lui assure sans prendre aucun risque, un profit annuel atteignant des milliards.

Des années plus tard, le président américain Woodrown Wilson écrivit avec regret :

"*Notre grande nation industrielle est contrôlée par leur système de crédit. Notre système de crédit est privatisé c'est pourquoi la croissance du pays. Ainsi que toutes nos activités sont entre les mains d'une poignée d'hommes qui si nécessaire, pour des raisons qui leur incombent, peuvent geler, vérifier et détruire l'authenticité de la liberté économique. Nous somme devenus un des plus mal gouvernés, des plus contrôlés et des plus soumis des gouvernements dans le monde civilisé. Il ne s'agit plus d'un Gouvernement libre d'opinion ni d'un Gouvernement de conviction élu à la majorité mais d'un Gouvernement soumis à la volonté et à la fermeté d'un petit groupe d'hommes dominants*"

Le député Louis Mc Fadden révéla également la vérité suite à l'adoption du projet de loi :

"*Un système bancaire mondial est en train de se mettre en place un super état contrôlé par des banquiers internationaux travaillant ensemble à l'asservissement du monde pour leur propre plaisir. La FED a usurpé le gouvernement*."

Braquage en série.

Le fait est, les banquiers internationaux disposaient désormais d'un dispositif rationnel pour étendre leurs ambitions personnelles.

Par exemple, de 1914 à 1919 la Fed augmente la masse monétaire de près de 100% se traduisant par des prêts considérables aux petites banques et au public. Puis en 1920, la Fed empoche de gros pourcentages sur cette masse monétaire exceptionnelle. Ce qui encourage les petites banques à emprunter massivement exactement comme en 1907, on assiste à des crises bancaires, des banqueroutes et des faillites.

Plus de 5400 banques concurrentes hors du Système de la Réserve Fédérale s'écroulent consolidant d'autant plus le monopole de ce petit groupe de banquiers internationaux.

Au courant de ce crime, le Député Lindbergh s'approcha et déclara en 1921 :

"*Sous l'autorité du Federal Reserve Act, les peurs sont scientifiquement crées. La panique actuelle est la première scientifiquement créée, élaborée comme une véritable équation mathématique.*"

Cependant, la panique de 1920 n'était qu'un aperçu. De 1921 à 1929 la FED augmente à nouveau le stock d'argent générant une fois de plus des emprunts colossaux de la part des populations et des banques. Il y eut aussi un type de prêt assez nouveau appelé le prêt avec intérêt dans le marché boursier.

Le plus grand braquage de toute l'histoire de l'Amérique.

Le prêt avec intérêt permettait à l'investisseur de payer seulement 10% du prix de l'action et les 90% restants étaient prêtés par le courtier. Autrement dit, une personne pouvait détenir une action à 1000$, avec un apport de seulement 100$. Cette méthode était très populaire dans les années 1920 tandis que tout le monde semblait gagner de l'argent en bourse. Cependant, il y avait un piège dans cet emprunt. A tout moment il était possible d'exiger le paiement dans les 24 heures.

Cela s'appelle "*une marge d'appel*", et la conséquence directe d'une marge d'appel se traduit par la vente des actions achetées avec l'emprunt. Ainsi, quelques mois avant Octobre 1929, J.D.Rockefeller, Bernard Baruch et d'autres initiés se retirèrent discrètement du marché boursier. Et à partir du 24 octobre 1929 à New York les financiers qui ont fourni les prêts avec marge, ont commencé à demander le remboursement de manière massive.

Ceci entraîna instantanément la vente massive des actions sur les marchés boursiers pour quiconque devait rembourser son prêt marginal. Ensuite une crise bancaire massive se déclenche pour les mêmes raisons, provoquant à son tour la faillite de 16000 banques permettant aux banquiers internationaux manipulateurs de non seulement racheter les banques rivales à bas prix mais aussi de racheter des sociétés entières pour quelques centimes de dollar.

Mais il ne s'arrête pas là. Plutôt que d'augmenter la masse monétaire qui fut récupérée à partir de la crise économique, la Fed la contrôlait, et alimenta une des plus grosses dépressions de l'Histoire. Razzia sur l'or.

Pour finir la mise sous tutuelle de l'économie américaine, les financiers devaient acquérir le reste de l'or en circulation. Prétextant "*d'aider à mettre fin à la crise*", une saisie de l'or fut organisée en 1933. Sous peine d'emprisonnement de 10 ans il fut exigé à tout citoyen américain de remettre ses lingots d'or au Trésor Public. Les banquiers parvinrent ainsi à déposséder la population des richesses aurifère qui leur restait.

Suite à quoi, les banquiers de la Réserve Fédérale prirent la décision de supprimer l'étalon-or. À la fin de l'année 1933 le standard de l'or fut aboli. Si l'on observe un billet de 1 dollar avant 1933 il est écrit valeur équivalente en or. Prenons un dollar d'aujourd'hui, il est écrit qu'il a une valeur légale ce qui signifie qu'il n'est fondé sur absolument rien. Ca vaut un morceau de papier.

L'unique chose qui donne de la valeur au dollar, c'est la quantité mise en circulation. Désormais, le pouvoir de réguler la masse monétaire est aussi celui de réguler sa valeur. C'est aussi le pouvoir de mettre des économies et des sociétés entières à genoux, comme l'avait bien compris Mayer Amschel Rothschild - Fondateur de la dynastie Rothschild :

"*Donnez-moi le contrôle de la masse monétaire, et je me fiche de qui fait les lois.*"

Une situation que les Pères Fondateurs des Etats-Unis, bien conscients du risque, avaient anticipées :

"*Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses qu'une armée si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs possessions jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leur Pères avaient conquis.*" Thomas Jefferson - 1743/1826. Fin.

2- La crise et le Nouvel Ordre Mondial (titre du site)

Il est évident que cette crise est là pour abattre les démocraties en affaiblissant les peuples en les dépouillant de leur domicile, par le chômage, par l'impôt, le multi-culturalisme, le communautarisme, la précarité voire une troisième guerre mondiale, et ainsi leur imposer un Nouvel Ordre Mondial: dictature planétaire basée sur des valeurs telles que l'argent à tout prix, le progrès à tout prix, la science sans conscience, la concurrence et la concentration exacerbées, dont la capitale serait Jérusalem !!!

Aussi les Rockefeller confirment leur complicité :

"*Quelques-uns croient même que nous (la famille Rockefeller) faisons partie d'une cabale secrète travaillant contre les meilleurs intérêts des USA, caractérisant ma famille et moi en tant qu'internationalistes et conspirant avec d'autres autour de la Terre pour construire une politique globale plus intégrée ainsi qu'une structure économique – un seul monde si vous voulez. Si cela est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être.*" disait David Rockefeller dans ses mémoires.

Et dans son discours à la Commission Trilatérale en juin 1991:

"*Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, Time Magazine et d'autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été assujettis à l'exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés*".

Et pour enfoncer le clou :

"*Je crois absolument dans une planification mondiale totale de l'économie, des affaires sociales, de la politique, de l'armée*" disait Nelson Rockefeller en 1975.

"*Nous sommes à la veille d'une transformation globale. Tout ce dont nous avons besoin est la bonne crise majeure, et les nations vont accepter le Nouvel Ordre Mondial.*" David Rockefeller.

"*Nous aurons un gouvernement mondial, que nous le voulions ou non. La seule question est à savoir si le Gouvernement Mondial sera instauré par l'adhésion, ou par la conquête.*" James Paul Warburg (1896-1969), officier de l'OSS et membre du CFR, le 7 février 1950, devant le Sénat des États-Unis.

A la base du complot : enlever aux nations leur souveraineté monétaire, tel que Mayer Amschel Rostchild l'expliquait :

« *Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation, et je me moque de qui fait ses lois* »

C'est ce qui se passa en 1913 : la Réserve Fédérale des Etats-Unis tombait dans les mains des Rotschilds & Co…

Ne pouvant plus battre monnaie, les états sont obligés d'emprunter à des banques privées. Dirigés par des incompétents ou des complices au service de ces banques, les pays s'endettent trop, provoquant toutes les crises depuis le XIXe siècle.

Les états affaiblis par les crises, il est alors facile de remplacer les gouvernements incompétents ou complices par des représentants de ces banques et ainsi asservir les peuples sous par le paiement d'intérêts sur les intérêts, d'impôts exorbitants, les taxes, l'inflation comme en France, en Italie, en Grèce, en Espagne, en faisant croire aux peuples qu'ils sont aussi responsables, car ils ont élus ces gouvernements incompétents et ou corrompus.

Enfin, ces spéculateurs criminels et sans scrupule, ont infiltré la FED (les huit familles : Goldman Sachs, Rockefellers, Lehmans et Kuhn Loeb de New York, les Rothschild d'Allemagne, de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourd, les Lazards de Paris et les Israel Moses Seifs de Rome) et la plus part des banques centrales européennes, les Rothschilds étant les instigateurs, la BCE sous contrôle des Rothschilds.

Ils sont prêts à tout, puisqu'ils ont essayé de tuer le président des USA : Andrew Jackson, ont fait tuer Abraham Lincoln et JF Kennedy, le secrétaire au trésor de Thomas Jefferson, parce qu'ils voulaient que les USA reprennent leur indépendance monétaire.

Ils ont ruinés des millions d'Américains avec les Hedge-Funds, se sont emparés de la Banque d'Angleterre par la ruse.

Ils se sont enrichis en prêtant aux états de l'argent à des taux usuraires pour financer des guerres : Sécession (Rothschild), napoléoniennes, première guerre mondiale (Morgan & Co (sous-marin des Rothschild) la précipita, Rockfellers, Loeb et Kuhn, Warburgs, Rothschilds, Schiff), la seconde guerre (les huit familles : Goldman Sachs, Rockefellers, Lehmans et Kuhn Loeb de New York, les Rothschild d'Allemagne, de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourd, les Lazards de Paris et les Israel Moses Seifs de Rome ont financé Hitler !), la révolution en Tunisie : la banque centrale de Tunisie contrôlée par les Rothschilds ayant remplacé la banque Zitouna de la famille Ben Ali.

Ils sont aussi partie prenante dans la révolte égyptienne avec El Baradein qui préservera l'existence de la banque centrale

d'Egypte, infiltrée par les Rotschilds.

Abdulhakim Belhadj, ancien dirigeant de la Jamahiriya groupe islamique (formé par l'OTAN) qui a contribué à renverser Mouammar Kadhafi et marionnette de Rothschilds, a rencontré, en Turquie, les dirigeants de l'armée syrienne libre pour envoyer des troupes lybiennes et ainsi alimenter l'insurrection contre Bachar al Assad.

Ils ont profité des grandes crises ou sont responsables : crises 1920 (Morgan) 1929 (la FED , c'est à dire les huit familles), grands esclavagiste du Sud des US avant la guerre civile aux US !

Ils ont aussi soutenu des régimes fascistes : l'Iran du Shah, l'apartheid en Afrique du Sud, la junte militaire de Pinochet (David Rockefeller).

Ils ont financé la construction de l'Europe (fondations Ford et Rockefeller) en recommandant d'empêcher tout débat jusqu'au moment où « *l'adoption de telles propositions serait devenue pratiquement inévitable* » !

Sarkozy, en plus de ses déclarations publiques et de la vente de l'or de la Banque de France, en bafouant le "*non*" des français au Traité de Maastricht, semble complice de l'instauration du NOM à tout prix.

Et terminons par plusieurs citations :

"*Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au dessus de la main qui reçoit. [...] L'argent n'a pas de patrie; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence; leur unique objectif est le gain.*" Napléon Ier, dont les adversaires ont été financé par les Rothschilds.

"*Pour obtenir le contrôle total, deux ingrédients sont essentiels : une banque centrale, et un impôt progressif, pour que les gens ne s'en rendent pas compte*." Karl Marx (1818-1883)

"*Il est aussi dans l'intérêt d'un tyran de garder son peuple pauvre, pour qu'il ne puisse pas se protéger par les armes, et qu'il soit si occupé à ses tâches quotidiennes qu'il n'aie pas le temps pour la rébellion.*" Aristote (384-322 A. J.-C.) , extrait de Aristote sur la Politique – traduction de J. Sinclair, publié en 1962.

"*Le but du Concil On Foreign Relations est la dilution de la souveraineté américaine et de l'indépendance nationale dans un tout puissant gouvernement mondial unique.*" Chester Ward, Admiral à la retraite, et ancien membre du Council on Foreign Relations, dans un mémo en 1975.

"*La direction du Bureau du Président a été utilisée pour fomenter un complot pour anéantir la liberté des Américains, et avant que je ne quitte le Bureau, je dois informer les citoyens de ces conditions.*" John Fitzgerald Kennedy (1917-1963), dans un discours fait à l'Université Columbia le 12 novembre 1963, dix jours avant son assassinat

"*En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'un évènement survient, on peut être certain qu'il avait été prévu pour se dérouler ainsi.*" Franklin D. Roosevelt, président des Etats-unis de 1932 à 1945. Fin

Et un siècle ou un demi-siècle plus tard, alors qu'on n'est plus en présence de masses illettrées ou analphabètes comme c'était le cas encore à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe personne, presque personne ne sait à quoi sert la banque, d'où lui vient son pouvoir, comment elle fonctionne, quel est son rôle dans l'économie capitaliste. Extraordinaire, non ? On se pince, on se dit que ce n'est pas possible tellement c'est simple à comprendre, oui parfaitement, simple à comprendre, enfantin même.

PS. Un rappel sur le plan politique.

A entendre certains, on ne saurait pas sur quel pied danser avec le PS : Que va décider Hollande et son gouvernement ?

Question incongrue s'il en faut, grotesque qui s'apparente à un soutien à peine voilé au Bonaparte de service et sa cour.

- 1°) le traité de Maastricht a été négocié, conclu, puis signé le 7 février 1992 par François Mitterrand et son ministre des affaires étrangères M. Roland Dumas, tous les deux membres du PS ;

2°) le PS a appelé à voter Oui au référendum du 20 septembre 1992 sur ce traité de Maastricht

3°) Mme Aubry était à l'époque parfaitement solidaire de ce traité de Maastricht et de sa ratification ; elle l'était d'autant plus

qu'elle était l'un des membres les plus influents du gouvernement où elle siégeait comme ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (du 15 mai 1991 au 28 mars 1993) ;

4°) Cinq ans après, le traité d'Amsterdam a été négocié et signé par le gouvernement socialiste français (le 2 octobre 1997) et qu'il est entré en vigueur le 1er mai 1999 ; c'est-à-dire pendant toute la période où M. Lionel Jospin était Premier ministre (du 2 juin 1997 au 6 mai 2002) et que Mme Aubry était ministre de l'Emploi et de la Solidarité (du 4 juin 1997 au 18 octobre 2000) ;

5°) quatre ans encore après, le traité de Nice a été signé le 26 février 2001, alors que M. Lionel Jospin était toujours Premier ministre (du 2 juin 1997 au 6 mai 2002) ;

6°) la grande majorité des responsables du PS – et notamment Mme Aubry – ont appelé à voter OUI au référendum du 29 mai 2005 sur la Constitution européenne ;

7°) la grande majorité des parlementaires du PS ont avalisé la forfaiture du traité de Lisbonne en votant OUI à la ratification de ce traité le 4 février 2008, nonobstant le refus de 55% des Français à la constitution européenne dont il n'était que la simple reprise ; Mme Aubry, bien que n'étant pas parlementaire, a approuvé cette ratification source : François Asselineau (http://charlesdornach.wordpress.com)

Avec un tel palmarès, le doute serait-il encore permis sur ses réelles intentions ? Qui a intérêt à semer le doute sinon ceux à qui il profitera ? Et qui doit profiter de la politque réactionnaire de Hollande-Ayrault-Fabius, devinez ? Si consensus il y a avec le capital et ses représentants, il concerne tous les partis sans exception.

Sur le PS et les membres de son gouvernement, j'ai mis en ligne quelques articles qui datent de janvier à juin 2012 qui ne laissaient déjà aucun doute sur l'orientation de la politique de Hollande une fois parvenu au Palais.

Leur cauchemar permanent.

Marx, le marxisme et plus encore la lutte des classes sont de retour. C'est en tout cas ce qu'affirme le très sérieux quotidien anglais The Guardian qui souligne qu'il faut bien trouver une alternative au capitalisme en crise et qu'il y en a qu'une, au moins théorique, elle se trouve dans la célèbre théorie décrite par le philosophe allemand au XIXème siècle.

Il faut dire que son monde dominé par une oligarchie toute puissante ressemble étrangement à celui du début du XIXème siècle. Et cela se traduit par des ventes records des livres de Karl Marx, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et même en Allemagne. Même le très sérieux Ministre allemand des finances, Peer Steinbrück, qui a passé quelques nuits blanches au cours des derniers mois pour éviter un effondrement de la zone euro, a déclaré publiquement son admiration pour la théorie marxiste. «*On doit admettre que certaines parties de la théorie de Marx ne sont pas si mauvaises*» a-t-il déclaré prudemment à Der Spiegel. (slate.fr 07.07)

MES. Comprendre en une phrase.

- "*en entérinant la recapitalisation des banques par le MES, les États ne font qu'alimenter un trou sans fond*." (atlantico.fr 07.07)

Ou comment garantir une rente à vie aux banquiers sur les peuples réduits à l'état d'esclaves.

Que les riches paient ! A bas les privilèges !

Une majorité de Français se dit prête à participer au redressement des comptes publics, mais choisit comme première piste pour y parvenir une augmentation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), selon un sondage Ifop à paraître dans le Journal du Dimanche.

67% des personnes interrogées se déclarent "*prêtes à faire des efforts*" pour redresser les comptes du pays.

Mais si l'on devait augmenter les prélèvements obligatoires, cela devrait passer d'abord, selon elles, par l'augmentation de l'ISF (pour 53% des sondés) et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (pour 44%).

A la question de savoir si les "*classes moyennes et populaires*" seront épargnées par les hausses d'impôts et des prélèvements, comme s'y est engagé le gouvernement, 84% des personnes interrogées répondent par la négative. (AFP 07.07

En Merkhollande

L'Allemand Wolfgang Schäuble devrait prendre la présidence de l'Eurogroupe, qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, avant de céder la place à mi-mandat au Français Pierre Moscovici, affirme l'hebdomadaire Der Spiegel samedi.

La chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande sont prêts à cette solution de compromis pour désigner un successeur au Luxembourgeois Jean-Claude Juncker dont le mandat s'achève le 17 juillet, poursuit le magazine sans citer ses sources.

L'entourage de M. Moscovici a aussitôt estimé que la question n'était "*pas d'actualité*", assurant ne pas savoir quelles sources ont évoqué cette piste.

Selon Der Spiegel, M. Hollande accepterait finalement que M. Schäuble prenne la présidence de l'Eurogroupe durant la première partie d'un mandat de deux ans et demi au total avant de céder la place, à mi-parcours, à M. Moscovici, selon la même source. (AFP 07.07)

La voix de son maître.

Le Commissaire général à l'investissement Louis Gallois s'est dit samedi favorable à une réduction massive des cotisations payées par les entreprises françaises exposées à la concurrence internationale, afin d'améliorer leur compétitivité.

"*Il y a un consensus assez large, face à ce phénomène de dégradation (de la compétitivité nationale, ndlr) qui paraît inéluctable, et dont nous voyons tous les jours les éléments dans la presse avec les plans sociaux et évidemment le déficit massif de notre commerce extérieur: je crois qu'il faut faire un choc de compétitivité, qui doit toucher le secteur exposé*", a-t-il expliqué lors des 12e Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, dans le sud-est de la France.

"*Pour toucher le secteur exposé, il faut que ce choc soit assez massif et qu'il porte sur les cotisations sociales, concernant des salaires relativement élevés. Il s'agit de transférer 30 à 50 milliards pour avoir un effet significatif*", a-t-il ajouté.

Mais il a reconnu que les "*marges de manoeuvre sont extrêmement limitées*" pour procéder à de tels transferts. Le gouvernement a en effet décidé d'abroger la "*TVA sociale*" votée par l'ancienne majorité, qui consistait justement à réduire fortement les cotisations patronales, pour baisser le coût du travail, en les compensant par une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée.

"*La TVA sociale a tué le débat sur la possibilité d'augmenter le taux général*" de cet impôt, a-t-il lancé, avant d'évoquer d'autres pistes comme les "*taux intermédiaires*" de la TVA, et "*certainement la CSG*", voire "*la fiscalité des retraités*", jugeant anormal qu'elle leur soit très favorable. (AFP 07.07)

Haut de page

Le 9 juillet

CAUSERIE

Avant d'attaquer la causerie du jour, une réflexion.

L'économie s'avère un domaine ardue quand on entre dans les détails, on peut facilement s'y perdre. Les capitalistes mettent en permanence sur la table la question du coût du travail qui serait trop élevé selon eux, ce qui aurait des conséquences sur la compétitivité des entreprises ou sur leurs profits. On dit souvent que la part du travail dans le PIB aurait diminué depuis quelques décennies. On prétend aussi que le capital variable, le salaire, aurait diminué par rapport au capital total investi dans la production. Cette dernière affirmation est-elle exacte ?

Si on prend en considération l'ensemble des facteurs contribuant à la production et à la commercialisation d'une marchandise jusqu'à ce qu'elle parvienne à son destinataire ou trouve preneur sur le marché, on doit inclure la totalité du capital depuis la conception d'un produit, la recheche, l'extraction des matières premières, leur transformation puis leur commercialisation, la publicité, le marketing, qui incluent à leur tour des charges, énergie, communication, transport, taxes et impôts, dont les prix ou les tarifs ne cessent d'augmenter, de telle sorte que le coût total de production et de commercialisation de cette marchandise, on pourrait appeler cela sa réalisation, coûte de plus en plus cher.

Il arrive fréquemment qu'un produit à peine arrivé sur le marché est déjà dépassé par un produit concurrent plus performant ou proposé à un moindre coût. Amortir rapidement un produit et engranger un maximum de profit devient un véritable casse-tête pour les capitalistes. Comment amortir une usine et des machines, des mois ou des années de recherche parfois, sur l'ensemble de

la production, sur la durée de vie un produit quand on ne sait pas à l'avance pendant combien de temps il va demeurer en bonne place sur le marché ? D'où la pression constante sur les salaires pour les tirer vers le bas.

La crise rampante du capitalisme pourrait être liée davantage à ce processus qui conduit à l'impossibilité pour les capitalistes de retrouver à l'arrivée le capital qu'ils ont investi, et le profit qu'ils tirent de l'exploitation de la force de travail tout au long de cette chaîne ne servirait plus qu'à combler ce gouffre et surtout le camoufler pour leur permettre de continuer à avoir le soutien des banques. Ainsi le terme de faillite appliqué au capitalisme serait totalement justifié.

Je ne sais pas si ma démonstration est claire ? Prenons un exemple dans un registre légèrement différent. Je paie un loyer de 10.000 roupies par mois. Le propriétaire a débourser une fortune pour construire cette maison, disons entre 2 et 3 millions de roupies. Certes le valeur de sa maison va augmenter au fil du temps, le loyer qu'il me fait payer aussi, mais à moins de revendre cette maison un jour au l'autre, il lui sera impossible de rentabiliser son investissement avant des dizaines d'années, surtout qu'entre temps il aura dû réaliser des travaux coûteux pour la conserver en bon état.

En Inde, quand ils ont sorti les téléviseurs LCD, des fabricants de téléviseurs à lampes ont rapidement fait faillite, ils ont eu beau brader leur production rien n'y a fait. Voyez Nokia ou Rim qui apparemment n'ont pas pris à temps le virage des nouveaux téléphones portables multi fonction, ils se retrouvent en difficulté.

Pourquoi doivent-ils sans cesse rationaliser et concentrer toujours davantage leur production ? Pour tenter d'échapper à cette spirale sans fin qui mine le capitaliste et les contraint à réduire à tout prix leurs coûts de production. Ne pouvant pas agir directement sur les prix ou tarifs des matières premières, de l'énergie, etc. il ne leur reste que les salaires et les postes de travail sur lesquels agir.

On va arrêter là pour aujourd'hui. J'allais oublier de préciser que pour comprendre pourquoi le capitalisme se retrouve pris à la gorge, il ne faut pas se limiter à une entreprise ou une branche de la production, il faut considérer l'économie ou le capital dans son ensemble, de la même manière qu'on le ferait pour évaluer le taux de profit par exemple.

Passons à autre chose.

Si vous avez lu la causerie d'hier et les derniers articles que j'ai mis en ligne sur le PS et ses dirigeants (rubrique politique) vous ne pouvez plus avoir aucun doute sur la nature de ce parti, capitaliste. Et pendant que la propagande mondiale bat son plein en faveur des banquiers ou de la guerre contre le peuple syrien, il y en a encore qui s'acharnent désespérément à vouloir nous convaincre que le PS serait encore un parti ouvrier, c'est franchement délirant, pathologique. C'est lamentable, désespérant ! Laissons-les moisir avec leurs formules obsolètes.

Tenez à ce propos, je viens de lire dans un document d'un groupe publié fin juin et qui ne figure pas dans la Tribune libre et qui n'y figurera pas, j'ai tellement honte pour eux que je ne vous en donnerai pas leurs coordonnées :

"*Il faut donc pleinement mettre en oeuvre la tactique du front unique ouvrier, leur adresser systématiquement la revendication : Rompez avec la bourgeoisie ! Prenez le pouvoir !*", à l'adresse du PASOK, du PSOE, du PS et des autres partis de l'Internationale sociale-libérale ou jaune, à ce demander dans quel monde vivent ses auteurs ! Voilà des gens comblés, Hollande est au pouvoir et le PS dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale. A bas le front unique ouvrier en direction du PS, c'est le front unique avec le CAC 40, le G20, la Fed !

Comme quoi je n'exagère pas, dans un autre document ils écrivent : "*En élisant une majorité absolue de députés du PS, du PCF et du PG (Parti de Gauche) à l'Assemblée Nationale, les travailleurs ont infligé une sévère défaite à l'UMP, le parti de Sarkozy*", mais alors on se demande qui peuvent bien être les quelque 20 millions d'électeurs qui se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul le 17 juin dernier, mystère ! Ce sont les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrières, les fonctionnaires les mieux nantis, les petits-bourgeois ou les classes moyennes qui ont élu les députés du PS, du PCF et du PG.

C'était la première phrase de cette déclaration, j'ai parcouru la suite en diagonale et je suis tombé sur le passage suivant qui est sidérant :

"*Dans cette situation, il faut exiger que cette majorité PS-PCF-PG se déclare souveraine, rompant ainsi avec les institutions réactionnaires de la Ve République et qu'elle nomme un gouvernement des seuls PS, PCF et PG, sans représentants des partis bourgeois (EELV, Radicaux, voire MODEM), responsable devant elle seule.*"

Puisque par ailleurs il est établi que les principaux dirigeants su PS sont en relation avec les néo conservateurs américains, autant exiger de G. W. Bush qu'il rompe avec le complexe militaro-industriel américain ! Ce sont des fous furieux !

S'ils croient être utiles à notre cause, il faudrait qu'ils soient en mesure de le prouver. Mon père (menuisier) qui n'a jamais vu son mode de vie s'améliorer tout au long de son existence ne pourra pas leur répondre, il est mort depuis, d'épuisement, malade,

usé jusqu'à la corde. Leur conception de la lutte de classe nous a conduit à la situation actuelle, peut-être s'en félicitent-ils, c'est même probable puisqu'ils sont satisfaits d'eux-mêmes, sinon ils changeraient de refrain. Prenez les dirigeants de tous les partis ou formations politiques, ce sont des gens heureux, qui ne doutent de rien, surtout pas d'eux-mêmes.

Au camarade qui se demandait comment je faisais pour tenir la route, c'est simple, j'évite de leur ressembler, ils sont pour moi le contre-exemple à ne pas suivre ou imiter pour ne pas finir sclérosé, sénile ou grabataire avant l'âge. C'est méchant ce que je dis là, peu importe, eux, leur comportement est criminel, ils s'en accommodent fort bien, moi je n'y arriverai jamais, c'est au-dessus de mes moyens, à croire qu'on n'appartient pas vraiment au même monde non plus. Je me fous de ce qu'ils pensent, ils sont déjà morts politiquement.

Leur mode de fonctionnement psychologique me terrifie, si je l'avais adopté un jour, mais cela ferait longtemps que je ne serais plus de ce monde pour avoir toujours vécu dans la précarité, aujourd'hui encore, sans revenu fixe et sans retraite, avec une compagne handicapée, un jour sans électricité, sans téléphone ou sans eau, parfois les trois à la fois le même jour, je vous passe les détails. Tenez, j'attends le propriétaire et son plombier, l'eau ne monte plus depuis deux jours dans le réservoir, j'aurais pu me retrouver sans eau.

Je considère que la caractérisation du PS comme parti bourgeois ou capitaliste est l'une des conditions déterminante et non négociable, préalable à la construction d'un nouveau parti communiste, à l'adhésion à ce parti.

Assez perdu de temps, passons à l'actualité sociale.

La "*justice sociale*" est incompatible avec la "*compétitivité*" qui rime avec exploitation et oppression, avec la dictature du capital sur le travail.

Le gouvernement aux ordres des marchés, "*vite*", rassurons-les !

La France et l'Italie ont pressé dimanche la zone euro de traduire "*vite*" en actes les avancées décidées fin juin, à la veille d'une réunion de l'Eurogroupe qui arrive toutefois un peu tôt pour prendre les décisions définitives espérées par les marchés.

Sans dévoiler la teneur de son entretien avec M. Monti, Pierre Moscovici a affiché son unité de vue avec le chef du gouvernement italien Mario Monti . "*Nos avis sont très convergents, nous avons des relations très confiantes et qui tirent dans le même sens*".

Le temps presse car les marchés financiers commencent à douter de la mise en oeuvre du plan d'action décidé à Bruxelles.

"*Il est très important que nous donnions des signaux tangibles que ce que nous avons dit au Conseil européen sera vraiment traduit en actes. Je n'ai pas de doutes là-dessus*", a affirmé M. Moscovici. (AFP 08.07)

Moscovici n'a pas de doutes sur ses intentions, on lui fera confiance sur ce point. En revanche, il y a que les ignorants ou les vendus pour en avoir.

Le gouvernement du capital contre le travail, il ne faut surtout pas "*alourdir le coût du travail*".

Le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici, a estimé dimanche qu'il ne fallait pas "*davantage alourdir le coût du travail*", à la veille de l'ouverture d'une grande conférence réunissant à l'invitation du gouvernement représentants du patronat et des syndicats.

Invité du Rendez-Vous BFM TV/Le Point/RMC, M. Moscovici a laissé entendre que cette préoccupation valait surtout pour les petites et moyennes entreprises ou pour certains secteurs particuliers.

Mais le ministre a aussi mentionné "*certaines entreprises industrielles, notamment de grandes entreprises exportatrices*".

Alors qu'on lui rappelait les inquiétudes du monde patronal envers la politique suivie par le gouvernement, M. Moscovici a affiché son "*soutien ardent aux entreprises, qui se manifestera y compris sur le plan fiscal*".

"*Nous aurons une politique résolument favorable à l'entreprise*", a-t-il assuré. (AFP 08.07)

Donc au bout du compte, le gouvernement se destine de venir au secours des petites et des moyennes entreprises, auxquelles il faut ajouter "*certaines entreprises industrielles, notamment de grandes entreprises exportatrices*", toutes quoi ! Vous comprendrez pourquoi il ne reste rien pour les travailleurs ou des miettes dans le même ordre d'idée que le "*coup de pouce*" misérable au smic. Et pendant ce temps-là, il y en a qui appellent le PS à rompre avec le capital pour satisfaire nos revendications !

Le socle de la conférence antisociale des 8 et 9 juillet : "*établir un diagnostic partagé*".

Dans un interview au journal *Le Monde*, Raymond Soubies, l'ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy : "*son objectif (à Hollande -Ndlr) est aussi d'essayer d'établir un diagnostic partagé sur les différents thèmes*."

A propos de l'attitude la CGT : "*La CGT est moins que jamais monolithique, les références idéologiques communes se sont affaiblies avec le départ à la retraite des générations formées à la culture communiste. C'est cette évolution-là qui entraîne les difficultés de succession actuelles. Tant que celles-ci ne seront pas réglées, la CGT ne pourra pas trop s'engager dans des accords. Elle n'est pas dans une posture négative, mais, en même temps, elle va être d'une extraordinaire prudence. Elle va aussi essayer de ne pas avoir d'ennemis à gauche, ce qui est son obsession.*

Et donc, elle va être sans concession. Il va être compliqué, en tout cas sur certains sujets, d'avoir des rapprochements avec elle. Or, la CFDT ne pourra s'engager seule, même si ponctuellement FO se joint à des accords. C'est l'une des difficultés des prochains mois." (lemonde.fr 08.07)

Je crois que c'est là le seul objectif de cette conférence, le reste viendra par la suite. A mon avis, aucune mesure précise n'en ressortira ou alors à la marge.

Une fois acquis ce "*diagnostic partagé*" entre les différents participants sur la base principalement des besoins exprimés par le Medef, la seconde étape consistera à mettre sur pied un agenda qui couvrira une partie ou la totalité du quinquennat de Hollande, qui devra servir de cadre à la lutte de classe qui sera dès lors cadenassée, dépendante de ce calendrier, l'opération consistant à ne laisser aucune place au hasard, qui par nature est imprévisible et pourrait chambouler leur plan, pour finalement lier les syndicats aux termes et à la progression de ce processus qui servira de support à l'application pas à pas de la politique antisociale du gouvernement.

Tenez, en voici la confirmation : «*Je vois déjà les commentaires de l'opposition à la fin des deux jours : 'Il n'est rien sorti de cette réunion…' Mais l'objectif est de sortir de cette conférence avec des objets de discussion et un calendrier de négociation* », lâche un membre du cabinet de Ayrault qui rêve d'installer une social-démocratie à l'Allemande dans les relations sociales françaises. (20minutes.fr 08.07)

Et si cela ne vous suffit pas l'agence Reuters précise que le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, conclura ces deux jours par un discours de synthèse qui donnera la "*feuille de route*" des travaux des prochains mois.

Les dirigeants syndicaux vont se répartir les rôles pour faire bonne figure et la chose sera entendue. Quand on dit que les dirigeants syndicaux sont pourris, on oublie souvent de préciser que c'est parce que la base est profondément gangrenée, dans le cas contraire, il ne ferait pas long feu. Et si la base l'est toujours autant ou davantage encore, cela provient de quoi au juste, devinez ?

Pour qu'il en soit toujours ainsi, je vous confie la méthode, vous la connaissez tous, le front unique ouvrier en direction des appareils qui implique de les épargner, et cela fonctionne à merveille, la preuve ils ont passé toutes les épreuves avec succès depuis plus d'un demi-siècle !

Si vous invitez quelqu'un à déjeuner, vous n'allez pas commencé par lui balancer ses travers ou le juger, auquel cas cette personne déclinera votre invitation, normal, non ? Et bien là c'est exactement la même chose. Si par contre vous flattez les qualités de votre invité, par exemple en rendant hommage à son statut social, il n'aura aucune raison de refuser de déjeuner avec vous puisqu'il y trouvera son compte et y prendra du plaisir. C'est cela servir la soupe aux appareils.

Quand le nouveau monarque se livre à un exercice d'équilibriste.

La conférence sociale qui réunira lundi et mardi pouvoir exécutif, syndicats et patronat doit trouver un équilibre entre efficacité, compétitivité, solidarité et justice sociale, a estimé dimanche François Hollande.

François Hollande a dit voir la conférence comme un point de départ.

"*Ce n'est pas là que vont être réglés tous les problèmes de la France mais c'est là que vont s'engager des discussions qui, tout au long des prochains mois, vont déboucher sur soit des textes de loi, soit des compromis entre partenaires sociaux, soit des concertations*", a-t-il expliqué à la presse en marge d'une rencontre franco-allemande à Reims.

Le président de la République juge que la méthode du Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, consistant à faire dialoguer ensemble partenaires sociaux et économiques "*est la bonne*".

"*On sait que sera difficile*", a-t-il toutefois reconnu. "*Les partenaires ont conscience de la période que nous vivons et donc veulent construire la réussite que je leur propose.*"

"*Cela supposera que nous fassions des choix qui devront être justes, efficaces et permettant de trouver le bon équilibre entre efficacité, compétitivité, solidarité et la justice sociale*", a ajouté François Hollande.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, conclura ces deux jours par un discours de synthèse qui donnera la "*feuille de route*" des travaux des prochains mois.

Les organisations patronales espèrent lancer une réforme du financement de la protection sociale qui allégerait les charges des entreprises et transférerait les contributions, par exemple sur la CSG, un impôt sur tous les revenus calculé en pourcentage.

Elles veulent aussi parler de ce qui est appelé la "*flexibilité*", c'est-à-dire la simplification des suppressions de postes et la possibilité pour les entreprises, par exemple, de renoncer à des suppressions d'emplois en échange d'une baisse de salaire temporaire. (Reuters 08.07)

L'efficacité et la compétitivité, c'est pour les patrons, la solidarité, c'est le lien entre le capital et le travail, pour camoufler que la justice sociale passera à la trappe ou qu'elle est une escroquerie.

Parisot "*confiante*", aurait-elle reçu des gages pour l'être ?

A la veille de la grande conférence sociale, devant des journalistes à Reims, le président François Hollande s'est dit dimanche confiant dans son succès pour trouver un bon équilibre entre "*justice sociale*" et "*compétitivité*", thème cher à Laurence Parisot qui parle de "*pacifier*" les licenciements.

Réussir, selon lui, "*ça supposera que nous fassions des choix qui devront être justes, efficaces et permettant de trouver le bon équilibre entre efficacité, compétitivité et la solidarité et la justice sociale*".

Mettre au coeur des débats la compétitivité des entreprises va droit au coeur de la présidente du Medef, Laurence Parisot.

La présidente du Medef Laurence Parisot va demander lundi à Français Hollande, lors de la conférence sociale, d'inscrire la "*liberté d'entreprendre dans la Constitution*", de mettre "*la compétitivité*" au centre des débats, estimant aussi qu'il faut "*pacifier*" la question des licenciements.

"*Nous souhaitons que toutes les politiques à venir aient un fil rouge : celui de la compétitivité de la France et de ses entreprises*", a affirmé dans une interview au Journal du Dimanche la patronne du Medef pour qui ce sommet est bienvenu.

Mme Parisot entend "rappeler" au président de la République, qui va s'entretenir avec les partenaires sociaux avant l'ouverture de la conférence, "*la dégradation alarmante de notre compétitivité continuelle depuis douze ans*". Selon elle, "*toutes les réflexions de toutes les tables rondes*" de la conférence lundi et mardi "*doivent partir de ce constat*".

Cette conférence, a précisé Mme Parisot dans une interview dimanche à Europe1

"*Un deuxième signe de succès*" serait, à ses yeux, que "*le Premier ministre propose une concertation entre le gouvernement, les élus et les partenaires sociaux, sur le financement de la protection sociale*". Mme Parisot entend "*remettre sur la table*" sa proposition d'une "baisse des cotisations patronales et salariales" compensée par une "petite hausse de la TVA et de la CSG".

"*Quant à la question des licenciements, elle doit surtout être pacifiée. Nous souhaitons continuer d'étendre la philosophie du refus du conflit, celle de la rupture conventionnelle, dite à l'amiable*", a-t-elle dit. Elle avait déjà plaidé pour une "*rupture conventionnelle collective*".

Mme Parisot estime qu'il faut "*d'abord prévenir les plans sociaux*" et donc "*développer une politique de compétitivité car rien n'est plus favorable à l'emploi que la compétitivité de l'entreprise*".

La patronne du Medef veut aussi "*discuter avec les syndicats du plafonnement des dommages et intérêts accordés par les tribunaux aux ex-salariés des PME et TPE*" (très petites entreprises). "*Lorsqu'ils atteignent des montants qui vont jusqu'à deux ans de salaires voire plus, ils mettent en péril la survie des petites entreprises*", prévenant qu'il va y avoir un très grand nombre de dépôts de bilan notamment dans les PME à la rentrée.

"*Je demanderai aussi au chef de l'Etat d'inscrire la liberté d'entreprendre dans la Constitution*", a ajouté Mme Parisot.

Elle a aussi accueilli favorablement la volonté du président Hollande d'inscrire dans la Constitution le dialogue social, qui devrait, selon elle, s'accompagner de l'idée que "*les accords*" signés par le patronat et les syndicats aient une valeur "*normative*", "*aussi grande qu'un règlement ou même une loi*".

Mme Parisot a assuré que ses relations avec le président Hollande sont "*respectueuses et responsables, empreintes de considération mutuelle*", et jugé que depuis son élection le 6 mai il y a "une prise de conscience de la gravité de la situation beaucoup plus grande".

Alors que le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, avait proposé le "*donnant-donnant*" en matière de relations sociales, elle a affirmé : "*S'il s'agit d'un donnant-donnant pour plus de compétitivité nous pouvons nous entendre*". (AFP 08.07)

Tout un programme, il n'y a rien à ajouter, c'est suffisamment clair : la réaction sur toute la ligne. Voilà la base de discussion du gouvernement et des participants à cette conférence qui en l'acceptant méritent la même qualification.

Pourquoi le PS instrumentalise-t-il l'antisémisme ?

«*Il y a dans nos quartiers des jeunes ou des moins jeunes qui, au nom d'une identité qui se sentirait attaquée, décident de la manière la plus imbécile, la plus dangereuse pour nos valeurs, de s'attaquer aux juifs. Ils considèrent le juif comme l'ennemi*», a dénoncé dimanche 8 juillet sur Radio J, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls. Il s'est dit préoccupé de la naissance d'un «*antisémitisme nouveau*» depuis plusieurs années en France.

«*On n'hésite plus aujourd'hui à insulter, à frapper un citoyen parce qu'il est juif au nom même de son appartenance.*» a-t-il estimé.

A la question de savoir si cette nouvelle forme d'antisémitisme serait le fait notamment de jeunes se revendiquant de l'islam, Manuel Valls a répondu sur Radio J: «*Je le crains*». Mais il a aussi appelé à la prudence et la retenue et à «*être prudent dans les termes. Il ne s'agit pas de stigmatiser d'autres Français... de jeter l'opprobre (sur) nos concitoyens notamment de confession musulmane*». (slate.fr 08.07)

Deux jeunes en agressent un autre dans un train. Les agresseurs sont d'origine arabe, l'agressé d'origine juive, c'est donc un acte antisémite, la preuve la victime est scolarisée à l'école Ozar Hatorah de Toulouse où Mohamed Merah avait tué en mars trois enfants et un père juifs.

Les jours qui ont suivi cette agression j'ai lu des dizaines de titres d'articles de presse contradictoires, les uns disant que cette agression n'avait rien à voir avec l'origine de la victime qu'ils ne connaissaient pas, les autres affirmant le contraire, sans aucun élément de preuve dans les deux cas, malgré tout il ressortait de ces articles la tentation d'en faire un crime antisémite. Une fois l'opinion publique préparée à cette version des faits, les agresseurs ont été inculpés (notamment) pour acte à caractère antisémite, sur ce Valls pris la parole en direction de la communauté juive de France pour lui témoigner son total soutien et la boucle était bouclée.

La question n'est pas de nier ou non le caractère antisémite de la victime, mais de voir de quelle manière ce fait divers est monté en épingle par les médias aux ordres et le ministre de l'Intérieur.

30 ans plus tôt, le PS avait instrumentalisé le racisme envers les maghrébins en créant SOS racisme, pour mieux les marginaliser, ce qui se traduira concrètement par l'arrivée à l'Assemblée nationale d'une trentaine d'élus du FN. En annonçant une dose de proportionnelle aux prochaines élections législatives, le PS vise le même objectif. Pourquoi ?

La raison est politique et n'a rien à voir avec une quelconque préoccupation "*démocratique*" du PS.

Outre les thèmes racistes développés par le FN, c'est sa marque de fabrique, il propose sur le plan social et politique un certain nombre de mesures semblables à celles des partis dits de gauche, par exemple il dénonce l'euro et l'UE, les institutions, les riches qui se goinfrent, les inégalités sociales, il se pose en parti des "*sans-voix*", des ouvriers. Donc, sa propagande, plus que ses réelles intentions, se situe sur le même plan que les partis ouvriers, ce qui ne signifie évidemment pas que leurs contenus seraient identiques.

On comprend immédiatement le bénéfice que les représentants du capital au pouvoir peuvent tirer du FN s'il peut attirer à lui des travailleurs qui seraient sinon tentés de se diriger vers des partis ouvriers. Et puis cela facile l'amalgame que certains n'hésitent pas à faire entre le FN et les satellites du PS pour affaiblir ces derniers.

Voilà pour quoi (inconsciemment) vous avez voté en votant PS le 17 juin, vous avez été manipulés.

Touche pas à mon pote, la police !

Le second syndicat des gardiens de la paix, Alliance, se félicite dimanche dans un communiqué de la condamnation vendredi de l'humoriste Nicolas Bedos pour "*injures publiques*" envers des policiers, qu'il avait décrits comme dotés d'un "*QI de poulpe mort*". (LePoint.fr 08.07)

Ce type-là m'est franchement antipathique, il pue la suffisance et ne me fait pas rire du tout, il fait pitié à voir tellement il est mauvais. De plus, à voir son comportement surexité en permanence me fait dire qu'il doit carburer à la coke ou quelque chose de semblable. Si c'était simplement un hyper actif comme Sarkozy, il parviendrait à se calmer après avoir pris une bonne claque, or il en est incapable, ce qui est le symptôme de quelqu'un qui ne peut pas se contrôler comme si sa volonté ne lui appartenait pas ou était sous la dépendance d'un élément qui lui est étranger, une drogue à laquelle il est accro par exemple. On s'en fout.

Cela dit, cette condamnation est très grave au regard des faits qui lui sont reprochés, car dire à des policiers qu'ils ont le "*QI de poulpe mort*" ne constitue même pas une insulte, c'est une appréciation portée sur le comportement de personnes qui dans bien des cas correspond hélas à la réalité, il est même en dessous de la réalité, il aurait pu affirmer par expériences qu'il était si bas généralement qu'il était impossible de le mesurer chez eux, après avoir relaté qu'il avait fait l'objet d'un traitement "*injurieux*" de la part de policier, c'est dans ce contexte ou plutôt en le rappelant qu'il a prononcé ces mots.

Par contre, personne ne se demandera si les propos injurieux dont il a fait l'objet, selon ses dires, feront l'objet de poursuite judiciaire, apparemment non, l'intéressé n'y a même pas songé, ce qui prouve qu'il n'était pas dans son intention de s'en prendre à la police à la moindre occasion, n'attachant pas davantage aux propos qu'il avait tenus à la radio envers les policiers.

Il s'agit donc d'un procès d'intention, d'une injustice dont la moralité pourrait être celle-ci : Valls ministre de l'Intérieur, on ne touche pas à la police !

On comprend pourquoi Guéant appelé à se prononcer sur Valls par un média à refuser de répondre. Qui ne dit mot consent, car le critiquer aurait été critiquer sa méthode qui dans bien des domaines est commune à Valls.

Pour conclure et c'est là l'essentiel, s'il suffit de dire à quelqu'un devant des témoins ou publiquement qu'il a un QI déficient ou nul pour se voir accusé d'avoir proféré des paroles diffamatoires à son encontre, cela signifie que la liberté d'expression n'existe plus, qu'elle est gravement menacée ou qu'elle est prise en otage par un régime dictatorial.

Bob Marley et Eric Clapton : I shot the sheriff... A la potence le rocker !

Actualité en titres

Numéro d'équilibrisme d'un illusionniste.

- Une conférence sociale à la recherche du "*bon équilibre*" - Reuters

Avec de bonnes béquilles cela devrait se faire !

- Conférence sociale: Hollande veut allier "*compétitivité*" et "*justice*" - AFP

Boire ou conduire, l'aveuglement peut être fatal parfois aussi...

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

Le président syrien Bachar el-Assad accuse les États-Unis de soutenir les bandes rebelles dans son pays pour "déstabiliser" la Syrie, dans une interview à la télévision publique allemande ARD. Les États-Unis "sont partie prenante au conflit. Ils offrent une protection et un soutien politique à ces bandes pour déstabiliser la Syrie", affirme Bachar el-Assad. (LePoint.fr 08.07)

Haut de page

Le 10 juillet

CAUSERIE

Message personnel : Inutile d'insister monsieur Coquéma votre courriel atterrit directement dans la poubelle (spams) sans être ouvert.

J'ai résolu à ma manière un problème d'affichage avec Firefox en séparant la page d'accueil en deux parties distinctes et en mettant un fond pâle sur la seconde partie pour soulager vos yeux. Ne m'en demandez pas plus ! Je plaisante.

La gangrène corporatiste gagne du terrain.

Abaisser le niveau de la barricade afin de permettre aux dirigeants syndicaux de pouvoir passer plus facilement d'un côté de l'autre sans prendre le risque de se le voir reprocher et de se ramasser.

L'union nationale au chevet du capitalisme français, voilà quel aurait pu être le titre de cette conférence antisociale à laquelle tous les syndicats ont accepté en coeur de participer.

On aurait envie de déclarer que le syndicalisme de lutte de classes est mort si l'on devait s'en tenir à ses dirigeants corrompus jusqu'à la moelle par le capitalisme.

Tout comme sur la question du parti ouvrier révolutionnaire dont nous avons impérativement besoin pour vaincre notre ennemi, on peut se poser la question de la légitimité des syndicats qui n'entendent pas combattre pour l'abolition du capitalisme et contre l'Etat, qui ne regroupent qu'une infime minorité de travailleurs pour finalement ne faire entendre qu'une seule voix alignées sur les besoins de la classe dominante, tandis que celle de l'opposition de gauche est bâillonnée, inexistante.

La méthode consiste à élever la collaboration de classes au niveau constitutionnel afin de lier les syndicats aux contre-réformes structurelles que le gouvernement entend appliquer. Pourquoi l'institutionnalisation déjà en place de la collaboration de classes ne suffit-elle pas ou plus, pourquoi faudrait-il passer au cran supérieur ? Deux réponses.

La première, la plus facile à saisir, parce que le capitalisme traverse une crise dont il est incapable de sortir sans l'aide ou la complicité des syndicats.

La seconde qui peut prêter à discussion, parce que la classe ouvrière n'est plus représentée au sein du parlement, prenant acte (abstention le 17 juin) ou confirmant au passage que le PS n'est pas un parti ouvrier, et parce que les partis dits ouvriers n'y disposent que de quelques élus à la voix inaudible, comme si finalement ils n'existaient pas.

Et le choix de tenir cette conférence où siège le Conseil économique et social ne tient pas du hasard, il tend à confirmer ce qui vient d'être dit, dans la mesure où y figure pratiquement tous les courants du mouvement ouvrier, y compris des trotskistes ou ex-trotskistes tel V. Présumey par exemple.

Le Conseil économique et social est l'institution de la Ve République la plus élevée où la collaboration de classes fonctionne à merveille 365 jours par an, une référence en la matière, un exemple à suivre donc. On en entend peu parlé et on en parle peu et pour cause, nos révolutionnaires de service se passent bien de s'appesantir sur cette question qui à leurs yeux doit être secondaire. Personnellement j'ai une autre interprétation à suggérer.

En 1969, lorsque de Gaulle voulu fusionner le Sénat et le Conseil économique et social, les trotskistes de l'OCI firent grand bruit et dénoncèrent cette mesure comme corporatiste et ils appelèrent à voter non au sein de FO par la voix de P. Lambert. Ensuite, Lambert fit savoir à qui voulait bien l'entendre qu'il était à l'origine du ralliement de Bergeron au vote non, omettant de dire que Bergeron avait précisé qu'au cas où le oui l'emporterait son syndicat siègerait au nouveau Sénat.

Cette intention manifestée par Bergeron ne sortait pas du néant, elle était en accord avec la collaboration de classes au niveau institutionnel à laquelle se livrait déjà FO en participant au Conseil économique et social, sans que nos braves trotskistes y voient à redire, jusqu'à nos jours notez bien, car si l'on penche de plus près sur le projet de de Gaulle, la composition et le fonctionnement actuel du Conseil économique et social on est frappé par la similitude qui existe entre les eux, là aussi nos trotskistes sont muets.

On pourrait s'arrêter là et conclure en disant que Hollande en organisant cette conférence dans l'enceinte du Conseil économique et social et en la plaçant sous le signe de la recherche d'un "*compromis positifs*" entre gouvernement, patronat et syndicats remet au goût du jour sous un angle adapté à la situation le projet de de Gaulle d'institutionnaliser ou constitutionnaliser la collaboration de classes au plus haut niveau possible pour y subordonner le mouvement ouvrier ou mieux enchaîner au sort du capitalisme.

Maintenant, certains militants peuvent émettre des doutes sur l'analyse qu'ils viennent de lire, peut-être que le Conseil économique

et social ne serait pas une institution aussi nocive que je le prétends. Et bien vérifions-le immédiatement.

Dans la notice biographique du Conseil économique et social en une seule phrase se trouve résumé son objectif :

"*Les revendications sociales se renforcent et après la Première Guerre mondiale, l'idée de créer un conseil économique est de plus en plus largement débattue*", non pas dans la perspective de donner une suite positive à ces revendications ou de les légitimer, mais au contraire pour les endiguer, pour que les syndicats y renoncent moyennant leur participation à cette institution créé en 1924 par le gouvernement du Cartel des gauches dirigé par Edouard Herriot, quelle coïncidence ! Quant à son rôle, il est précisé en filigrane dans cette notice dont j'ai tiré les extraits suivants :

Dans les années 20 : "*Quasiment tous les sujets de politiques publiques sont abordés.*"

Dans les années 30 : "*Le CNE reste une institution consultative mais son activité est alors essentielle dans l'élaboration du nouveau droit social français*."

Dans les années 40-50 : "*Mais de la construction européenne à la politique scientifique, des relations sociales aux enjeux industriels ou agricoles, le CE est un des lieux de débat autour de la reconstruction et de la modernisation économique de la France.*"

Dans les années 60 : "*Le CES a connu différents projets de réforme. Le plus important fut bien sûr celui proposé dans le texte soumis à référendum le 29 avril 1969, il revenait entre autres sur le projet de fusion du Sénat et du CES.*"

Des années 60 à 2012 : "*Les réformes ultérieures sont longtemps très limitées et touchent à des points précis de sa composition.* "

Le Conseil économique et social devenu également environnemental sous Sarkozy, est une institution à part entière de la Ve République qui figure dans la Constitution :

ARTICLE 69. Le Conseil économique, social et environnemental, saisi par le Gouvernement, donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de lois qui lui sont soumis. Un membre du Conseil économique, social et environnemental peut être désigné par celui-ci pour exposer devant les assemblées parlementaires l'avis du Conseil sur les projets ou propositions qui lui ont été soumis. (...)

ARTICLE 70. Le Conseil économique, social et environnemental peut être consulté par le Gouvernement et le Parlement sur tout problème de caractère économique, social ou environnemental. Le Gouvernement peut également le consulter sur les projets de loi de programmation définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques. Tout plan ou tout projet de loi de programmation à caractère économique, social ou environnemental lui est soumis pour avis.

Le Conseil économique et social est le temple de la collaboration de classes avec un budget de fonctionnement de quelque 37 millions d'euros pour 2012 prélevés par l'Etat sur nos impôts directs et indirects. Oui parce qu'en plus ils sont grassement payés pour piétiner nos droits ! Que ces membres siègent dans un palais, le palais d'Iéna, n'a rien de choquant pour la cour d'un monarque, vous voudriez tout de même pas qu'ils logent dans les écuries !

Autres questions ou réflexions à propos de cette conférence.

A l'adresse des participants, Hollande a dit dans son discours qu'elle devait déboucher sur un "*compromis positif*". Positif pour qui ? Pour quoi ?

Il l'a précisé : sur la base du renforcement de la "*compétitivité des entreprises*" créateurs d'emplois et pour que les recettes de l'Etat augmentent afin qu'il soit en mesure de régler sa dette aux banquiers. Mais comment est-il possible de renforcer la compétitivité des entreprises, sinon en alignant sur les conditions de travail et de rémunération des travailleurs sur celles de leurs concurrents allemands, chinois, etc. donc en diminuant le coût du travail, en allongeant la durée du travail, en s'attaquant à la législation du travail jugée encore trop favorable aux travailleurs selon le Medef.

Comment doit-on caractériser un compromis trouvé sans même avoir bataillé pour imposer ses revendications, sinon une capitulation en rase campagne, une trahison.

A ce propos, chaque fois qu'un gouvernement avance une contre-réforme, on assiste à la même mise en scène, on nous dit que les appareils des syndicats vont monter au créneau pour faire en sorte qu'elle passe, pourquoi, parce qu'ils sont pourris, puis, ce qui devait arriver arrive, chacun y va de son bon mot pour expliquer qu'il ne fallait pas s'attendre à autre chose de leur part, que c'était prévisible patati patata, les commentaires habituels et vides des bavards quoi, tout le monde s'en contentant comme si tout avait été dit là.

Ainsi chaque fois se renouvelle la même comédie minutieusement réglée, on y a eu le droit sur la retraite où tout était possible paraît-il, mais voilà, patatras, ce n'était qu'un leurre, tant pis, ce sera pour la prochaine fois se disent-ils, il y en a qui se le répètent ainsi depuis des décennies apparemment sans s'en apercevoir, entre nous, à croire qu'ils s'en foutent complètement mais c'est une autre histoire, l'essentiel pour eux c'est d'avoir bravement lutté, vous savez, la lutte, la lutte, la lutte jusqu'à épuisement final... ou fatal, cela donne bonne conscience, au moins on a le sentiment de n'avoir rien à se reprocher, on a résisté, on a été vaincu, on n'a pas démérité, bref, tout le monde est content, à croire qu'il serait impossible de lutter et réfléchir en même temps.

Ainsi chaque fois on semble redécouvrir que les directions des syndicats sont corrompues, comme si elles l'étaient pour l'occasion, laissant entendre que le reste du temps ce ne serait pas le cas, qu'il serait exagéré de le prétendre. Or, elles le sont 365 jours par an depuis des lustres, elles ne collaborent pas avec le gouvernement et le patronat uniquement à l'occasion d'une mesure que le gouvernement voudrait voir appliquer, elles le sont en permanence, c'est leur quotidien et leur gagne pain. Du coup on se dit : mais alors quand on nous fait miroiter qu'elles pourraient se placer résolument au côté des travailleurs, qu'est-ce que c'est, c'est une escroquerie politique, ceux qui le prétendent sont de mèche avec les bureaucrates pourris des syndicats, ils roulent pour eux, les Lambert, Gluckstein, Barta, Laguiller, Krivine, Besancenot et Cie ils se sont bien foutus de nous, pire que cela en vérité...

Pourquoi pensez-vous qu'ils ont des liens organiques avec les appareils des syndicats, du PS et du PCF, pourquoi refusent-ils d'engager le combat contre financement des syndicats par l'Etat, pourquoi participent-ils tous aux institutions à des degrés divers, pourquoi épargnent-ils en permanence le gouvernement et les institutions, plus fort, quand bien même une question touchant directement à la Constitution est à l'ordre du jour ils trouvent le moyen de ne pas prononcer le mot tabou de Constitution, pire encore, et qu'un traité européen (TCE) vienne empiéter sur les prérogatives de la Ve République, ils prennent publiquement la défense de cette dernière (Gluckstein en 2005), etc. au point qu'on n'ose même plus se demander pourquoi ils ont abandonné le combat pour le socialisme pour ne pas passer pour des naïfs ou des crétins ou pire leur complice.

C'est ainsi que dans le même registre, le PCF, le POI et le NPA se sont demandés ces dernières semaines s'il fallait attendre quelque chose de ce gouvernement capitaliste, des fois que pris de remord il pourrait avoir des dispositions favorables aux travailleurs, au cas où ils ne l'auraient pas remarqué, les élections sont passées, place aux choses sérieuses, ce n'est pas bon de faire attendre les marchés.

LO n'était pas en reste, j'ai lu hier dans un de leurs articles présent sur le Net qu'ils estimaient que l'usine PSA d'Aulnay était déjà fermée, alors à quoi bon lutter contre sa fermeture, ils se font l'écho des besoins du patronat, très très fort ces trotskistes.

Vous aurez compris que nous ne construirons jamais le parti révolutionnaire sur la base de ces partis ou les formations qui en sont issues. C'est dramatique comme constat, certes, mais vaut mieux être lucide que de croire toute sa vie des balivernes et d'aller de désillusions en désillusions

On attendra la fin de cette conférence pour en faire l'analyse, sachez que le Medef s'est dit "*enthousiaste*" à l'issue de la première journée, sans surprise donc puisque tous les participants sont décidés à mettre la main à la pâte. Je vous conseille de changer de régime alimentaire pour ne pas vous empoisonner.

Dans la rubrique Lutte des classes et institutions j'ai ajouté des liens sur le CESE.

ACTUALITE EN TITRES

Entre monarques.

- Hollande reçu mardi par la reine Elizabeth… - LePoint.fr

Les marchés ont une confiance absolue dans le gouvernement...

- La France emprunte à des taux négatifs. - AFP

... ils ont de quoi.

- Conférence sociale: Parisot invente les plans sociaux à l'amiable - L'Expansion.com

- Conférence sociale : tous contents, même le Medef ! - Le Nouvel Observateur

- Conférence sociale : Un bal syndical et patronal sans fausse note - LePoint.fr

- Conférence sociale : le dialogue social constitutionnalisé ? - LePoint.fr

- Hollande invite syndicats et patronat à un compromis positif - Reuters

- La Conférence sociale jette les bases d'un dialogue rénové - Reuters

- Conférence sociale : les syndicats saluent la méthode mais restent prudents - lemonde.fr

- La méthode Hollande pour la conférence sociale : moins d'Etat, plus de partenaire sociaux - Public Sénat

- Conférence sociale : "*les difficultés ont été mises de côté*" - Le Nouvel Observateur

---

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

Nikos Nikolopoulos, vice-ministre grec du Travail, a présenté lundi sa démission au motif que le gouvernement ne réclame pas avec suffisamment de vigueur de modifications au plan d'aide internationale à la Grèce.

Selon certains analystes, la démission de Nikos Nikolopoulos, qui appartient comme Antonis Samaras aux conservateurs de Nouvelle démocratie (ND), souligne les divisions du gouvernement sur l'attitude à adopter face à la "troïka" constituée par l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

Le gouvernement de coalition formé après les élections législatives du 17 juin avait dans un premier temps réclamé une longue liste de changements aux conditions fixées par les créanciers internationaux en échange de leur aide financière. Il a récemment adopté un ton moins revendicatif en affirmant qu'il mettrait en oeuvre les réformes réclamées avant de solliciter une renégociation des termes de l'aide. (Reuters 09.07)

Social

France

Les annonces de plans sociaux, de restructurations et de licenciements économiques s'égrènent au fil des jours. Le Monde a ainsi mesuré que 60 000 emplois seraient menacés dans les mois qui viennent, notamment dans l'automobile.

L'observatoire de l'investissement de Trendeo propose, lui, une carte de France des destructions d'emplois en cours (il recense 67 000 emplois 'détruits' des licenciements économiques annoncés depuis le début de l'année 2012, en se fondant notamment sur la presse quotidienne régionale).

Selon Trendeo, au cours de la même période, il y a eu création de 75 000 postes. Soit un solde positif, au premier semestre 2012, d'environ 10 000 emplois supplémentaires.

Selon Trendeo, c'est dans l'industrie manufacturière que la destruction d'emplois est la plus importante en 2012, avec 32 000 emplois concernés, quand le secteur en a créé seulement 17 000 depuis janvier. La chute s'accélère en juillet avec l'annonce de plans sociaux post-élection présidentielle. (lemonde.fr 09.07)

Haut de page

Le 11 juillet

CAUSERIE

Conférence antisociale des 9 et 10 juillet 2012

Lors de cette conférence, il s'agissait avant tout pour le gouvernement de tester la fiabilité de la méthode arrêtée par Hollande-Ayrault et leurs partenaires patronaux et surtout syndicaux lors des réunions qui l'ont procédée, et qui qui prévaudra pendant les cinq ans à venir afin de poursuivre la politique de Sarkozy une fois parée des atours de la "*justice sociale*" pour la rendre présentable aux yeux des travailleurs ignorants et des syndicalistes corrompus.

Il ne vous aura pas échappé que l'ensemble des commentateurs se sont attardés davantage sur la méthode empruntée par le gouvernement et à laquelle ont souscrit en coeur la totalité des dirigeants syndicaux plutôt que ce qui pouvait sortir de cette conférence.

Vous vous souvenez de quelle manière Sarkozy s'y était pris pour les associer à sa contre-réforme des retraites, dès lors que les syndicats avaient accepté le cadre et l'agenda qu'il leur avait fixés sur la base d'un "*diagnostic partagé*", ils avaient légitimé la nécessité de s'attaquer à nos retraites. La suite était écrite d'avance et le résultat fut sans surprise conforme à ce dont il fallait s'attendre.

Hier et avant-hier, c'est la même méthode qui a été reprise, avec d'autant plus de succès que les syndicats ont pour interlocuteur un gouvernement soi-disant de gauche, ce qui leur garantira de couvrir plus facilement leurs trahisons à venir déjà inscrites ou actées dans cette démarche.

Les partis dits ouvriers, de LO au PCF en passant par le POI et le NPA, feront en sorte de les couvrir sur leur gauche, conformément aux liens de subordination qu'ils entretiennent avec les appareils des syndicats, ainsi le régime sera épargné, l'essentiel aura été accompli, leur objectif sera atteint. Pour faire bonne mesure, les uns et les autres défendront le bout de gras des couches particulières qu'ils représentent, et dans la mesure du possible le gouvernement essaiera de leur donner satisfaction en échange de leur soutien et la chose sera entendue. Comment pourrait-il en être autrement avec des syndicats corrompus par le capitalisme depuis des lustres et des partis dits ouvriers qui ne survivent que grâce à leurs liens organiques avec leurs appareils ?

Je n'ai pas l'intention de m'étendre davantage sur le contenu de cette comédie cousue de fils blancs. Outre l'article de presse que j'ai mis en ligne qui s'y rapporte, j'ajoute ci-dessous quelques passages qui confirment si besoin était ce qui a été évoqué plus haut, les sources sont l'AFP, Reuters, L'Expansion, Libération et Le Monde. Vous corrigerez si je me trompe, Ayrault a même annoncé l'annulation de quelques mesures prises par Sarkozy qui profitaient à certaines couches de travailleurs, sans doute au nom de l'équité envers ceux qui n'y avaient pas le droit...

J'arrête là, je cavale comme toujours, il est 16h15 et je dois filer à Pondichéry avant 17h30 au bureau d'immigration retirer mon visa, j'y suis aussi allé ce matin et hier, avant-hier. Le matin on dépose son dossier et l'après-midi on retire son visa, si j'y allais demain matin, on me dirait de revenir entre 16h30 et 17h30.

- Les partenaires sociaux saluent globalement "*un renouveau du dialogue social*", ce mardi soir, après le discours du Premier ministre Jean-Marc Ayrault clôturant la conférence sociale.

- "*Le dialogue social est et sera la marque de fabrique de mon gouvernement*", a déclaré le Premier ministre au terme de deux jours d'une "*grande conférence*" censée libérer une parole de partenaires sociaux que les socialistes au pouvoir jugeaient bridée par le précédent gouvernement.

- "*Les réformes structurelles ne peuvent pas être menées à la hussarde ou alors nous prenons le risque qu'elles soient rejetées par le corps social*", a fait valoir le Premir ministre.

- "*La nécessité de répondre aux demandes en particulier sur l'emploi nécessite un effort de chacun*", a estimé François Chérèque.

- Cette conférence a vu la relance d'une idée défendue par la CFDT : la hausse de la Contribution sociale généralisée (CSG)

- "*On est sur un cap nouveau, (...) sans comparaison avec ce que nous avons vécu ces cinq dernières années*", s'est réjoui Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT,

- "*On a le sentiment que ce discours n'était pas prêt il y a deux jours, qu'il a été préparé compte tenu des débats, c'est un élément intéressant*", a dit le leader de Force ouvrière

J'ajoute que c'est aussi la CFDT qui avait fait de l'emploi une "*priorité*", relayant la question de l'augmentation des salaires aux oubliettes, l'ennemi de la "*compétitivité*" des entreprises, message entendu cinq sur cinq par le gouvernement. En fait Hollande-Ayrault se sont calés sur l'intersyndicale jaune emmené par le duo Chérèque-Thibault auquel s'est rallié Mailly et les autres parasites syndicaux.

Et si vous avez un méchant doute après avoir lu ces lignes ou que vous avez raté un épisode de cette conférence, je vous propose cette vidéo qui vous confirmera que tout est bien qui finit bien pour ses participants, je l'ai intitué sans surprise *En famille*, Le Monde auteur de cette vidéo, une interview de Thibault, Chérèque, Mailly notamment :"*Les syndicats satisfaits de la "conférence sociale"* " : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=8XyYCZgbFpQ

Le PS et ses satellites gèrent la société pour le compte des capitalistes le temps que le parti officiel de l'ordre se refasse tranquillement une santé, ils bénéficient naturellement du soutien des syndicats dans lesquels ils sont impliqués, et les autres partis leur emboîtent le pas puisqu'ils partagent la même gamelle, ainsi ils se couvrent mutuellement et la boucle est bouclée.

Et le dindon de cette horrible farce, devinez qui il est, vous ne l'avez pas reconnu, c'est vous, celui qui se trouve à l'extrémité de cette chaîne, le militant de base honnête et sincère qui se démène pour sa classe pour finalement des prunes puisqu'il est manipulé.

Je vais vous avouer un truc, quand je militais à l'OCI, si j'avais appris que Lambert et sa clique de bras cassés étaient en train de négocier dans mon dos je ne sais quoi à Matignon ou à l'Elysée comme l'a révélé plus tard un ex-dirigeant de l'OCI, j'aurais démissionné dans la minute qui suivait, c'est le genre de truc qui m'horrifie par dessus tout, j'en deviendrais vulgaire, mauvais et violent. Vous savez, quand on s'est foutu de votre gueule de cette façon pour reprendre l'expression employée par un camarade dans un courriel reçu récemment, vous refusez toute explication, la chose est entendue définitivement, il n'y a rien à comprendre ou à pardonner, c'est trop tard le mal est fait.

Dorénavant je vais adopter la même attitude envers ceux qui soutiennent le PS tout en y mettant les formes, en exprimant des réserves, car leur comportement revient exactement au même que les Lambert et Cie.

Espagne. Mais c'est cela le capitalisme....

Le gouvernement espagnol n'a pas 160 millions d'euros à investir dans les mines de charbon, mais il a trouvé 20 milliards pour sauver la banque Bankia s'exclament les mineurs en grève. Normal, non ?

La Gauche anticapitaliste a rejoint le Front de Gauche.

"*Le Front de Gauche a confirmé sa volonté d'indépendance politique vis-à-vis de la politique du gouvernement socialiste*", sans aucun doute, en refusant de voter contre le rapport de politique générale présenté par Ayrault à l'Assemblée nationale la semaine dernière en échange d'une aide du PS de dernières minutes pour lui permettre de former un groupe à l'Assemblée nationale alors qu'il ne dispose que de 10 élus et qu'il lui en manquait 5, sans quoi le front de Gauche n'aurait pas eu le droit à la parole dans l'hémicycle, autrement dit il aurait été inexistant. Camarades, n'allez pas croire que ce calcul d'appareil serait sans rapport avec le soutien que le Front de Gauche apporte au régime en place, on vous jure que non, donc croyez-les sur parole, désolé, on ne prend en compte que les actes.

Donc, le Front de Gauche pour faire entendre sa voix suave et désuète à l'Assemblée nationale le doit à la direction du PS, en contrepartie de quoi, il s'abstiendra de s'opposer à sa politique ou la soutiendra en faisant tout pour empêcher la classe ouvrière de se mobiliser contre le gouvernement et les institutions.

La Gauche anticapitaliste, c'est le crypto-stalinisme de la LCR parvenu à son terme, en rentrant au bercail, une fois le stalinisme dépouillé officiellement des ses atours les plus voyants et les plus abjects pour finalement apparaître comme un parti réformiste subordonné au capitalisme, ce qui va aussi bien au Parti de Gauche qu'à la Gauche anticapitaliste.

Sans entrer dans le détail, si on devait retenir un point commun au PCF et au PG, donc dorénavant à GA pour caractériser cette coalition, on pointerait leur refus de rompre avec l'euro et l'Union européenne, ainsi que leur subordination à l'ONU, une institution anticapitaliste comme chacun sait. Les faits sont les faits.

Dans leur document intitulé *Pourquoi nous allons rejoindre le Front de gauche* datée du 9 juin, on peut lire ceci :

- "*Au cours de deux élections successives, la Grèce a donné un score remarquable à la formation Syriza, elle aussi bloc de gauche contre l'austérité, qui sans la coalition des forces au service des marchés financiers et le sectarisme du PC et de l'extrême-gauche grecs aurait sans doute été majoritaire.*", Syriza qui refuse de rompre avec l'euro et l'UE, ce qu'il reproche justement au KKE en parlant de son "*sectarisme*", mais refuser de rompre avec l'UE ne reviendrait-il pas à passer sous les Fourches Caudines de l'austérité ? Pensez-vous, chut !

Qu'ils se rassurent, un peu de patience, leur tour viendra la gamelle de la Ve République est bonne et généreuse envers ceux qui font preuve de servilité envers elle. Regardez, quand il y en a pour un, l'UMP, il y en a pour deux, le PS, alors pourquoi pas pour trois, plus on est de fous et plus on rit. Reste à voir qui rira le dernier...

ACTUALITE EN TITRES

S'ils le disent...

- A bas la «*TVA Sociale*», vive la «*CSG compétitivité*» - 20minutes.fr

- La conférence sociale "*augure bien de la suite*", selon les partenaires sociaux - L'Expansion.com

---

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

La Grèce doit réaliser des économies immédiates de quelque 3 milliards d'euros pour redresser ses comptes et rester sous protection financière de l'UE et du FMI, a mis en garde mardi son ministre des Finances, Yannis Stournaras.

Les partenaires du pays lui "*demandent de mettre en oeuvre les mesures qu'il s'est engagé à prendre pour 2012 (...) dans les prochaines semaines, il faudra prendre des mesures d'un montant d'environ 3 milliards d'euros en souffrance depuis mars*", a-t-il déclaré dans un point de presse en marge d'une réunion avec ses homologues européens.

Même avec le sursaut requis "*qui porte sur des mesures budgétaires et les privatisations*", le pays "*ne tiendra pas en pourcentage du PIB son objectif d'un déficit public*" de 5,4% pour 2012, du fait de l'aggravation de la récession, a prévenu le ministre.

Il a indiqué avoir souligné ce point lors de la réunion ministérielle de l'Eurogroupe lundi, qui constituait le premier test européen pour le nouveau gouvernement grec de coalition droite-gauche issu des élections du 17 juin.

Avant de rallier Bruxelles, M. Stournaras avait reconnu que le programme de redressement dicté au pays surendetté par l'UE et le FMI était sorti des rails du fait de la parenthèse d'instabilité politique traversée par la Grèce depuis le premier scrutin le 6 mai, qui n'avait pas débouché sur une majorité viable.

Dans ces conditions, la Grèce à Bruxelles n'a pas "*posé officiellement la question du délai supplémentaire*" pour assainir ses finances qu'elle veut obtenir au delà de l'échéance convenue de fin 2014, a indiqué le ministre. (AFP 10.07)

2- Egypte

Le bras de fer entre l'armée et les Frères musulmans connaît une nouvelle péripétie mardi en Egypte alors que la Haute Cour constitutionnelle a décidé de suspendre le décret du président Mohamed Morsi, qui ordonne au parlement de siéger de nouveau.

"*La Cour a décidé de suspendre la décision du président de convoquer le parlement*", a déclaré le juge Maher el Beheiry, chef de la Haute Cour.

La Haute Cour constitutionnelle a invalidé le 14 juin dernier un tiers des sièges de l'Assemblée du peuple, la chambre basse du parlement, jugeant la loi électorale contraire à la constitution.

Ce jugement a conduit les généraux du Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir depuis la chute du président Hosni Moubarak en 2011, à dissoudre le parlement deux jours plus tard.

Le nouveau président égyptien était cependant revenu sur ce jugement en ordonnant dimanche par décret au parlement de se réunir à nouveau jusqu'à ce qu'une nouvelle assemblée soit élue.

La Haute Cour constitutionnelle a réagi lundi à ce décret en déclarant que ses jugements s'imposaient à toutes les institutions de l'Etat. Réunie d'urgence, elle avait précisé qu'elle n'était pas habilitée à revenir sur le décret du chef de l'Etat, mais qu'elle examinerait mardi les recours contestant la constitutionnalité de la décision présidentielle.

L'un des porte-parole des Frères musulmans, Mahmoud Ghozlan, a estimé que cette décision était liée à l'armée. "VCela fait partie d'une guerre des pouvoirs entre le conseil militaire et le président qui représente le peuple, et au cours de laquelle le conseil militaire se sert de la loi et de la justice pour imposer sa volonté", a-t-il déclaré à Reuters.

La décision de suspendre la convocation du parlement intervient alors que l'Assemblée du peuple, la chambre basse du parlement égyptien, s'est réunie mardi matin. (Reuters 10.07)

Social

Norvège

Le travail reprenait mardi sur les plateformes pétrolières de Norvège, où la relance de la production d'hydrocarbures doit prendre plusieurs jours pour retrouver son rythme normal après une grève de 16 jours.

La menace d'un "*lock-out*" de l'ensemble des sites de production, décidé par l'organisation patronale OLF et qui devait entrer en vigueur lundi soir à minuit, a poussé le gouvernement à convoquer les partenaires sociaux à 23H30 lundi pour mettre fin au conflit.

Celui-ci, portant sur le régime des retraites, sera finalement tranché par une procédure d'arbitrage contraignant.

Le gouvernement, actionnaire à 67% du groupe pétrolier Statoil, avait tout intérêt à ce que la production reprenne. Il a choisi la manière forte en annonçant la fin de la grève à l'issue de la rencontre.

C'est désormais à la Commission nationale sur les salaires de statuer, comme le veut la procédure d'arbitrage. Chaque partie présentera ses arguments devant cet organe indépendant composé de sept membres (économistes, avocats, représentants du gouvernement et des partenaires sociaux) à une date qui reste à déterminer.

La décision portera sur l'ensemble des accords salariaux concernant les emplois sur les plateformes pétrolières, et notamment sur le régime des retraites. Elle aura valeur de convention collective et réglera pendant deux ans la question des salaires et des retraites de ces salariés, avant la négociation de nouveaux accords prévue en 2014.

"*Nous sommes très déçus. Nous pensons que ce n'était pas nécessaire du tout*", a pour sa part indiqué à l'AFP Martin Steen, le représentant du syndicat Industri Energi, qui rassemble une grande partie des employés du pétrole.

Le choix du patronat d'inciter le gouvernement à intervenir "*restreint sérieusement nos possibilités d'avoir des négociations libres*", a-t-il déploré.

"*Nous devions faire la grève*", a-t-il ajouté, car la retraite à 62 ans, soit trois ans avant l'âge légal de la retraite des employés du pétrole et cinq ans avant l'âge légal en Norvège, est "*importante pour chacun de nos membres*". (AFP 10.07)

Le gouvernement porte-parole du patronat dicte et le syndicat abdique. Normal, quoi.

Economie

Bourse

Près d'un quart des dirigeants de Wall Street et de la Bourse de Londres estiment que des conduites malhonnêtes ou illégales sont nécessaires pour réussir dans le monde de la finance, selon un sondage publié mardi par le cabinet d'avocats new-yorkais Labaton Sucharow.

En outre, 16% d'entre eux ont admis qu'ils n'hésiteraient pas à commettre un délit boursier, tel que le délit d'initiés -- lorsqu'une personne achète ou vend des actifs en se basant sur des informations privilégiées -- s'ils pouvaient s'en tirer sans poursuites.

"*Quand la malhonnêteté est une pratique communément acceptée par les professionnels de la finance, c'est l'intégrité même de tout notre système financier qui est en danger*", a commenté Jordan Thomas, un des responsables du cabinet américain.

Quelque 39% des cadres interrogés estiment que leurs concurrents ont déjà pratiqué des activités illégales ou malhonnêtes, ajoute l'enquête, et 30% d'entre eux pensent que leurs salaires ou leurs bonus les poussent à enfreindre le code de déontologie.

En outre, en plein débat sur le besoin de resserrer la réglementation financière sur les places boursières mondiales, un tiers

seulement des personnes interrogées estiment que les autorités de régulation des deux côtés de l'Atlantique représentent une force de dissuasion. (AFP 10.07)

On se disait bien qu'il y avait quelque chose de profondément malhonnête dans le capitalisme et chez ses représentants, mais on se demandait bien quoi...

- Non, pas possible.

- Si !

- Non !

Si, même que les ignorants n'en croient pas leurs oreilles ou leurs yeux. Si je sortais un truc pareil à ma mère, pour parler vulgairement elle m'enverrait proprement chier en ajoutant que si je l'appelle pour lui sortir ce genre de conneries ce n'est vraiment pas la peine, je la connais comme si je l'avais faite, pardon, c'est l'inverse ! Entre nous, elle m'a déjà fait le coup. Combien de fois au cours disons des 30 dernières années, je ne compte plus ! Quand on aime on ne compte plus, n'est-ce pas ? C'est bien parce que c'est ma mère...

Le 12 juillet

CAUSERIE

Hier, j'ai dû bâcler l'actualisation du site parce que je devais aller chercher mon visa en fin d'aprés-midi au bureau d'immigration et le matin j'avais déjà perdu plus d'une heure en me rendant à ce bureau. J'ai corrigé les fautes grossières que j'avais laissées, avec mes excuses.

La suite demain.

Jeudi matin

J'ai mis en ligne le discours intégral prononcé par Ayrault à l'issue de la conférence antisociale des 9 et 10 juillet. Vous trouverez aussi un tableau détaillé des 500 plus grandes fortunes de France... à exproprier.

Question : rejeter le TSCG et le MES, on est tous d'accord là-dessus, mais dans la perspective du socialisme ou pour défendre la "*souveraineté nationale* (M'PEP), autrement dit l'Etat des capitalistes ? Un rassemblement, l'unité sur quelle base politique : le socialisme ou le social-patriotisme ? Avec "*différents mouvements gaullistes (...) attachés à l'indépendance nationale (...) des patriotes, des républicains, des démocrates*", devinez ? (source : Informations ouvrières n°208 page 4, Interview de Jacques Nikonoff, porte-parole du M'PEP) (A suivre)

Gouvernement et patronat : les grandes manoeuvres continuent.

Non, personne ne savait quelle politique Hollande allait mettre en oeuvre une fois élu président, même ceux qui ont appelé à voter pour lui. Et pourtant. Sources : Reuters, AFP, Le Monde, Libération, Le Point.

Acte 1 scène 1. Morbleu, quelle impatience !

Laurence Parisot a beau être sortie mécontente de la grande conférence sociale des 9 et 10 juillet, elle aura au moins gagné sur un tableau: la question de l'allègement du coût de travail pour les entreprises ne se pose plus en termes de "*si*", mais de "*comment*".

Pendant la campagne présidentielle, en effet, la question du coût du travail était l'apanage de Nicolas Sarkozy.

François Hollande, lui, bottait en touche sur cette question. "*Le coût du travail est-il trop élevé en France? Par rapport à qui? Aux pays émergents? Sûrement, mais notre avantage compétitif ne peut se jouer sur ce terrain. A nos voisins et notamment aux Allemands? Nous sommes au même niveau*", déclarait en avril 2012 le candidat socialiste à l'Elysée, dans un grand entretien à L'Express. Pour Hollande, le déficit de compétitivité des entreprises n'était pas lié au coût du travail mais à un déficit d'innovation, de recherche, de spécialisation industrielle et de taille des entreprises.

Lundi 9 juillet, dans son discours d'ouverture de la conférence, François Hollande ainsi a clairement reconnu que le coût du travail

était un élément important de la compétitivité des entreprises. "*Pour les entreprises les plus exposées à la mondialisation, nous devons trouver le moyen de les aider à rester dans la course. (...) Voilà pourquoi je considère nécessaire une réforme du mode de financement de la protection sociale pour qu'il ne pèse pas seulement sur le travail.*"

Et cela ne passe pas seulement par les charges patronales. Le coup de pouce au Smic, tant revendiqué par les syndicats et le Front de gauche, s'est transformé en pichenette: la revalorisation le 1er juillet s'est limitée à 2%, soit un coup de pouce réel, hors inflation, de 0,6%, alors que François Hollande parlait pendant la campagne présidentielle d'un "rattrapage de ce qui n'avait pas été fait sous Nicolas Sarkozy", ce qui aurait dû se traduire par une hausse plus forte. La question des salaires, censée être un point central de l'agenda social, n'a fait l'objet d'aucune annonce précise par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault mardi soir. (lexpansion.com 11.07)

La question n'était pas "*si*", l'affaire était entendue dès le départ, le PS est un parti (bourgeois) appelé à gérer la société pour le compte des capitaliste comme il l'a démontré à de nombreuses reprises en un siècle, le patronat pouvait donc compter dessus, la question était plutôt "*comment*", question qui pour être réglée nécessitait le passage du relais de l'UMP au PS auquel syndicats et partis ouvriers ou assimilés étaient liés, ce qui devait faciliter les choses par la suite, non sans difficultés que les uns et les autres auraient à assumer de leur côté avec leur base, la routine quoi, puisque aucun parti ne prendrait la responsabilité d'une scission pour créer un véritable syndicat de lutte de classe.

Le scénario classique allait se mettre en place, une fois divisés sur l'attitude à avoir face aux premières mesures annoncées, ceux qui apparaissaient comme les plus radicaux sans rompre leurs relations toutefois avec le gouvernement et le patronat ni avec Chérèque qui est le bras armé de la contre-révolution dans les syndicats, accuseraient les autres syndicats d'être responsables de leur impuissance face au rouleau compresseur du gouvernement et de Bruxelles, d'empêcher toute mobilisation nationale ainsi la répartition des rôles serait respectée et la politique du gouvernement pourrait s'appliquer, tranquillement... ou presque.

Acte 1 scène 2. Tout de suite les grands mots.

Quand Jean-Marc Ayrault finit son discours de clôture de la grande conférence sociale, mardi 10 juillet à 17h30, toute la salle applaudit sauf... Laurence Parisot. La présidente du Medef est ressortie particulièrement mécontente de la grande conférence sociale. "*C'est inacceptable*", lâche-t-elle en sortant de l'hémicycle du palais d'Iéna, tout en se reprenant devant les médias: "*ne parlez pas de clash, nous voulons continuer à discuter*".

Qu'est-ce qui lui déplaît donc tant dans la feuille de route sociale dévoilée hier soir par le Premier ministre? Celle-ci "*ne tient pas compte des réalités que vivent les entreprises*" risque de créer " *des rigidités nouvelles*", confie Laurence Parisot.

Acte 2 scène 1. Voyez plutôt la suite, c'est encourageant, non ?

Le Premier ministre a confié à Louis Gallois une mission sur la compétitivité de l'industrie.

Ce qui est plutôt bon signe pour les entreprises. L'ancien patron d'EADS plaid en effet pour un allègement conséquent des cotisations patronales, de l'ordre de 30 à 50 milliards d'euros afin de créer *"un choc d'offre*". L'autre motif de satisfaction pour Laurence Parisot, c'est l'annonce d'une réforme, en 2013, du financement de la protection sociale. Avec pour objectif, là encore, d'abaisser le coût du travail. "*Nous avons noté avec satisfaction que le Premier ministre aborde la question du financement de la protection sociale et il le fait courageusement en imaginant un calendrier assez serré, c'est un bon signe*", a reconnu hier soir Laurence Parisot. (lexpansion.com 11.07)

La méthode madame Parisot, la méthode, d'un côté Hollande et Ayrault font de grands et beaux discours pour distraire la galerie, enfariner les ignorants, de l'autre il passe à l'action

Acte 2 scène 2. Ne grillez pas votre dernière cartouche, ils sont plein de bonnes intentions à votre égard et vous le savez très bien.

Aux membres de la Conférence nationale de l'industrie (CNI), instance de concertation qui rassemble douze filières industrielles, le premier ministre Jean-Marc Ayrault a proposé un "*grand pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi*".

La préparation de ce pacte revient à l'ancien président d'EADS Louis Gallois, qui participera désormais aux travaux de la CNI et a été chargé, à l'issue de la Grande conférence sociale mardi, d'une mission sur la compétitivité des entreprises. Les conclusions de cette mission seront dévoilées mi-octobre.

Il a promis que "*l'ensemble des leviers de la compétitivité (seraient) discutés, et cela sans tabous*". "*Je pense à la question, souvent évoquée dans l'industrie, du coût du travail et aux modalités de financement de la protection sociale*", a enchaîné M. Ayrault, sans évoquer explicitement une éventuelle hausse de la CSG.

"*Le chantier qui est devant nous est crucial et déterminera en grande partie l'avenir de notre pays*", a martelé M. Ayrault, qui a promis une conférence "*en grand format*" à l'automne.

"*Nous allons maintenant entrer dans la concrétisation*", a promis Arnaud Montebourg, voulant que "*les décisions commencent à sortir à la rentrée secteur après secteur*". (AFP 11.07)

Le "*moral*", c'est bien connu, ça va, ça vient, puis on s'en remet, n'est-ce pas ? Alors que les principes...

Lienemann (PS) : "*Je ne me sens pas le moral de ratifier le traité*" européen.

"*Pour ma part, je considère que l'accord n'est pas satisfaisant*", déplore-t-elle au micro de RFI, lors de l'émission Mardi politique, en partenariat avec Le Point, France 24 et 20 Minutes.

Conçu par Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande début 2012 pour lutter contre les déficits, ce texte était contesté par François Hollande, qui avait promis qu'une fois élu président il le renégocierait pour obtenir un volet croissance. Il n'en sera rien : le texte version Sarkozy-Merkel sera soumis à la ratification du Parlement français à la rentrée, tandis qu'un pacte de croissance est prévu, mais à part.

"*C'est le même texte, stricto sensu !*" s'enflamme l'ancienne ministre déléguée au Logement de François Mitterrand. "*François Hollande a eu le sentiment qu'il ne pouvait pas obtenir le rapport de force suffisant*", pense-t-elle. Marie-Noëlle Lienemann estime que l'adoption par le biais de ce traité de la fameuse règle d'or qui contraint les gouvernements à respecter un équilibre budgétaire "*constitue une perte de souveraineté*". Elle aurait voulu, "*pour avoir un rapport de force avec Angela Merkel*", que Hollande propose aux Français la ratification de ce traité "*par voie référendaire.*" Las. Marie-Noëlle Lienemann l'annonce donc : "*Je ne me sens pas le moral de ratifier ce traité tel quel.*" Ou les prémisses d'une rébellion de la gauche du parti qui n'entend rien laisser passer au président qu'elle a élu. (lepoint.fr 11.07)

Du calme, L'Express lâche le morceau pour ainsi dire, la méthode encore.

"*Dans une démarche de conciliation, François Hollande a rejeté l'idée d'inscrire les règles budgétaires européennes dans la constitution*", explique Razzy Hammadi. En échange, les parlementaires proches du courant "*Un monde d'avance*", celui mené par Benoît Hamon, pourraient rejoindre le reste du PS.

Mais rien n'est fait. "*Majoritairement, ils sont très critiques sur ce pacte*", avance Guillaume Balas, secrétaire général du mouvement. "*L'abstention sur ce texte est envisageable*", prévient même un membre de la gauche du PS. (lexpress.fr 11.07)

Une poignée de députés du PS s'abstient, tout ou partie de l'UMP vote pour et le tour est joué comme en février dernier pour adopter le MES au Sénat. Vous vous souvenez peut-être que j'avais évoqué ce scénario dans une précédente causerie.

Et puis l'Union européenne pourrait être accommodante.

Selon le "pacte budgétaire", cette "*règle d'or*" doit prendre la forme de "*dispositions contraignantes et permanentes, de préférence constitutionnelles*" ou en tout cas dont "*le plein respect*" est "*garanti*".

Pendant la campagne présidentielle, François Hollande avait affirmé ne pas vouloir inscrire une telle règle dans la Constitution. A cette solution, il dit préférer une loi organique, donc plus contraignante qu'un texte normal, de programmation des finances publiques. Cette loi est censée tracer le chemin de retour à l'équilibre budgétaire en 2017, à la fin du quinquennat.

Reste le "*débat juridique*" évoqué le ministre du Budget. "*Il faut savoir si (...) il faudrait au préalable une révision constitutionnelle ou si une loi organique suffirait*", relevé Jérôme Cahuzac, promettant "*toute la transparence requise*" mais sans détailler le calendrier retenu.

Pour le président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, le député UMP Gilles Carrez, il faut bien une loi constitutionnelle pour s'assurer que la règle sera bien respectée. Mais cet élu de l'opposition n'exclut pas que l'Union européenne accepte une simple loi organique, comme le souhaite le gouvernement. (AFP 11.07)

Inscrite ou pas inscrite dans la Constitution, c'est l'intention qui compte, ensuite la méthode pour la mettre en musique, et si des obstacles intervenaient par la suite, lutte de classes oblige, il suffira de faire marche arrière ou de couper le moteur pour ensuite repartir en première, passer la seconde et ainsi de suite.

L'essentiel est de savoir où l'on va et comment, et non pas quand est-ce qu'on va y arriver puisqu'il y a trop de facteurs

au comportement imprévisible et en grande partie incontrôlable en jeu, le but du jeu consiste d'ailleurs à s'en rendre maître pour les orienter dans la bonne direction, celle qu'on a décidé. Dans l'arène le taureau est préparé à mourir par son bourreau, non ?

Si les Versaillais étaient des chiens (Marx), les sociaux-libéraux sont des hyènes.

Le ministre du Travail Michel Sapin a accusé mercredi l'ancien chef d'Etat Nicolas Sarkozy d'avoir amené avant l'élection présidentielle la direction de PSA à repousser un plan de suppressions de postes, une attitude qu'il juge "*criminelle*". (Reuters 11.07)

C'est bizarre comment tout se sait... quand on veut bien le savoir, quand cela vous arrange.

Non, mais voyez-vous la méthode employée pour renflouer General Motor, fermer une dizaine d'usines notamment, puis son rapprochement avec PSA ne préfigurait pas la même méthode en France, non, sans blague, qui aurait pu imaginer une chose pareille, foi d'arracheur de dents !

En autres définitions de la hyène : "*se nourrit de charogne et de cadavres qu'elle déterre la nuit*" (Le Grand Robert) et qu'elle dévore au grand jour.

Propagande et manipulation des masses.

Les Français sont majoritairement (60 %) hostiles à une éventuelle augmentation de la CSG en contrepartie d'une baisse des cotisations sociales payées par les entreprises, selon un sondage Tilder-LCI-OpinionWay publié mercredi. (lepoint.fr 11.07)

On ne s'en serait pas douté ! Alors pourquoi ce sondage, inutile ? Non, suivez la piste, l'UMP se dit contre au profit d'une augmentation de la TVA, donc ce sondage n'a été réalisé que pour embarrasser un peu plus le gouvernement, c'est la guerre de tranchées habituelles entre l'UMP et le PS, c'est tout.

ACTUALITE EN TITRES

Parole de droitier... mais juste.

- La CSG, une "*TVA sociale*" de gauche … - LePoint.fr

Quand le ministre propose les policiers disposent.

- Contrôles d'identité : Manuel Valls aurait abandonné l'idée du récépissé - 20minutes.fr

C'était pourtant une bonne idée si je puis dire, ainsi des jeunes auraient pu prouver preuves matérielles à l'appui qu'ils étaient harcelés par la police. Vaut mieux en rester à parole contre parole avec avantage aux policiers qui sont des gens, comment dire, au-dessus de tout soupçon, c'est bien connu.

Leur société : une poubelle pour l'éternité !

- 1,3 million de m3 de déchets nucléaires en France, plus du double en 2030 - AFP

Dégénérescence

- Paro, le nouvel animal de compagnie japonais robotisé - LeMonde.fr

Mais ma parole, il est japonais !

En tant que délégué syndical d'une multinationale japonaise j'ai été amené à cotoyer des dirigeants japonais qui estimaient que j'avais une vie meilleure que la leur, j'avais compris pourquoi à l'époque. Les envier, il faut être fou !

Quand le peuple "*élu*" élit domicile dans un camp.

- En Israël, des touristes dans un camp d'entraînement - LeFigaro.fr

- Des touristes juifs en quête de sensations apprennent à tirer en Cisjordanie - AFP

Il sont habités par une haine viscérale des gens qui ont une autre origine que la leur, du coup ils se posent en bouc émissaire privilégiés de ceux qui haïssent la terre entière.

Comme en Grèce.

- Pas de problème de dette immédiat en Italie, selon Goldman Sachs - Reuters

Non, ce sera pour demain, promis, Ils s'en occupent !

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

La Cour constitutionnelle allemande a annoncé mardi qu'elle allait examiner les plaintes visant à bloquer le processus de ratification par Berlin des deux outils dont la zone euro cherche à se doter pour enrayer la crise de la dette souveraine.

Elle n'a toutefois donné aucun calendrier.

Au terme d'une audience qui aura duré deux jours, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a lancé un nouvel appel en direction des juges constitutionnels afin qu'il rendent leur décision le plus tôt possible, alors que les investisseurs continuent de s'interroger sur le sort du bloc monétaire.

"*Nous sommes dans une situation sérieuse. Personne ne peut prédire ce qui va se passer*", a-t-il dit, tout en disant ne vouloir exercer aucune pression sur la juridiction.

La zone euro risque de se retrouver dans une situation délicate si rien n'est fait pour stabiliser le bloc monétaire qui risque d'éclater, a-t-il toutefois prévenu.

Les opposants à l'adoption par l'Allemagne estiment que la création du Mécanisme européen de stabilisation et le Pacte budgétaire constituent une atteinte à la souveraineté de la République fédérale en matière budgétaire et contournent les limites constitutionnelles à l'intégration européenne.

Faute de ratification allemande, le MES, initialement censé entrer en vigueur le 1er juillet, ne pourra être créé, augmentant les risques d'effondrement de pays endettés dans la zone euro. (Reuters 11.07)

2- Espagne

Le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a présenté mercredi un vaste plan d'augmentation des prélèvements obligatoires et de diminution des dépenses publiques destiné à réduire le déficit de l'Etat de 65 milliards d'euros en deux ans et demi.

Dans un discours aux Cortes, il a annoncé une hausse de trois points de la TVA, à 21%, dès le 1er août selon une source, et présenté les grandes lignes d'un plan de réduction des indemnités de chômage, ainsi que des traitements et avantages de la fonction publique.

Il avait promis durant sa campagne électorale de ne pas modifier la TVA.

De nouvelles taxes sur l'énergie, des projets de privatisation des infrastructures portuaires, aéroportuaires et ferroviaires ont été annoncées et des avantages fiscaux dans le secteur immobilier rétablis par son parti-le Parti populaire (PP)- ont été supprimé.

Il n'a cependant pas touché aux retraites et a souligné que ces mesures visaient à transférer la charge fiscale de l'impôt direct sur le travail et le revenu vers l'impôt indirect sur la consommation.

Les annonces de Mariano Rajoy ont quelque peu apaisé les tensions sur le marché de la dette espagnole.

L'Espagne, dont l'économie est en récession -avec un taux de chômage record à 24,4%- voit ses recettes fiscales baisser dangereusement, ce qui compromet la réalisation des objectifs de réduction de son déficit convenus avec l'Union européenne (UE).

Les ministres des Finances de l'UE ont accordé mardi à Madrid un an de plus, soit jusqu'en 2014, pour ramener son déficit à 3% du produit intérieur brut (PIB).

Pour cette année, l'objectif a été assoupli à 6,3% du PIB, mais même ce taux révisé paraît difficile à atteindre.

Le président du gouvernement a également annoncé des réformes dans les administrations municipales, la fermeture de certaines entreprises publiques, ainsi que des coupes dans les dépenses budgétaires destinées aux partis politiques et aux syndicats.

Le taux de base de la taxe sur la valeur ajoutée a été relevé de 18 à 21% et le taux réduit de 8% à 10%, une mesure qui pourrait venir peser encore davantage sur la consommation.

Dans un contexte où le quart de la population et la moitié des jeunes sont au chômage, le gouvernement a également annoncé que les indemnités de chômage allaient être ramenées de 60% à 50% au-delà des six premiers mois. Mariano Rajoy a dit que ces mesures visaient à inciter au retour sur le marché du travail.

La Commission européenne a salué ce plan d'austérité, soulignant qu'il aiderait le pays à atteindre ses objectifs en matière de réduction des déficits budgétaires. (Reuters 11.07)

3- Egypte

Le président égyptien, l'islamiste Mohamed Morsi, a affirmé mercredi respecter la dernière décision de la Haute cour constitutionnelle (HCC) qui a suspendu son décret visant à rétablir le Parlement dissous, sur fond de lutte de pouvoir avec l'armée.

Cette déclaration semble viser à calmer le jeu alors que M. Morsi se trouve en pleine épreuve de force avec les militaires et la justice, entraînant une crise institutionnelle dix jours après son investiture.

"*Même si le jugement de la Cour constitutionnelle hier revient à empêcher le Parlement d'assumer ses responsabilités, nous respectons cela parce que nous sommes un Etat de droit*", a indiqué la présidence dans un communiqué.

"*Il y aura des consultations avec les forces (politiques), les institutions et le Conseil suprême des forces armées (CSFA) afin que les autorités puissent sortir (de cette crise) en suivant la voie légale*", a-t-elle poursuivi.

"*La bataille pour le pouvoir se joue autour de l'appareil judiciaire*", écrivait mercredi le quotidien indépendant al-Watan, tandis que le journal Al-Shorouk, indépendant également, titre en Une "*la lutte pour le pouvoir se joue dans les tribunaux*".

Pour l'écrivain Alaa al-Aswany, le "*message est clair: le président élu ne peut exercer le pouvoir sans les militaires*".

"*La Cour constitutionnelle, dont les juges ont été désignés par Moubarak, ont suspendu le décret présidentiel et rétabli le décret du maréchal*", Hussein Tantaoui, chef du CSFA, commente-il.

Il faisait allusion à une "*Déclaration constitutionnelle complémentaire*" adoptée par les militaires le 17 juin, qui a considérablement affaibli la fonction présidentielle.

Les Frères musulmans avaient accusé les militaires d'avoir orchestré la dissolution du Parlement pour s'adjuger le pouvoir législatif, dénonçant un véritable "*coup d'Etat*".

Mais la HCC a assuré qu'elle "*n'était partie prenante dans aucune lutte politique*" et que sa mission était de "*protéger*" la Constitution.

En attendant, le sort du Parlement demeure totalement dans le flou.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, qui doit rencontrer M. Morsi ce week-end, a réclamé un "*dialogue intensif entre tous les protagonistes*" en Egypte, tandis que le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, s'est dit confiant que l'Egypte surmonterait la crise. (AFP 11.07

L'armée est financée par l'impérialisme américain à hauteur de quelque 2 milliards de dollars par an et les Frères musulmans tout comme Al-Qaida est une de leurs créations qu'ils financent et porté au pouvoir, ils sont donc fait pour s'entendre. On est en présence d'une comédie parce qu'au sein des Frères musulmans apparemment il y en a qui n'ont pas encore compris le rôle que joue ce parti en Egypte et dans la région.

Social

1- Espagne

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé mercredi à Madrid pour la survie des bassins miniers d'Espagne, avant que des groupes de manifestants n'affrontent la police en jetant des pierres.

Portant des tee-shirts noirs où était écrit "*nous soutenons la lutte des mineurs*", "VSOS mineurs en danger d'extinction", des mineurs, accompagnés par leurs familles, des syndicalistes et d'autres associations ont défilé jusqu'au ministère de l'Industrie.

C'est alors que des groupes de jeunes manifestants, des foulards noués autour du visage, ont commencé à bombarder de divers projectiles, pétards, bouteilles en verre et pierres, les policiers casqués, protégés par leurs boucliers, qui ont riposté en chargeant et en tirant des balles en caoutchouc.

En grève depuis deux mois, les mineurs protestent contre la réduction des aides publiques qui menace, selon eux, la survie économique de régions entières.

"*C'est la mort de la mine, des bassins miniers et de tous les villages*" qui vivent du métier, affirme Rafael Blanco, pré-retraité de 43 ans de Faedo, dans la région des Asturies. (AFP 11.07)

2- Portugal

Plusieurs centaines de médecins portugais ont manifesté en blouse blanche mercredi à Lisbonne, au premier jour d'une grève nationale contre les mesures d'austérité appliquées par le gouvernement en contrepartie d'une aide financière internationale obtenue l'année dernière.

"*Non à la fermeture de services de qualité*", "*Accès pour tous et pas seulement ceux qui peuvent payer*", pouvait-on lire sur les affiches brandies par les protestataires qui se sont rassemblés, en blouses blanches, devant le ministère de la Santé dans le centre Lisbonne.

Certains portaient des crêpes noirs autour du bras en signe de deuil d'un système de Santé qu'ils estiment en péril en raison des coupes budgétaires décidées par le gouvernement et qui doivent représenter cette année quelque 800 millions d'euros.

Soutenus par l'Ordre des médecins, les syndicats qui ont appelé à deux jours consécutifs de grève, ont estimé à plus de 90% la participation des médecins au premier jour du mouvement.

Pour réduire les coûts dans le secteur de la santé, le gouvernement de centre droit, au pouvoir depuis un an, a notamment décidé de réduire les heures supplémentaires et le remboursement de médicaments, de fermer certains services et de doubler les tickets modérateurs.

La grogne des médecins à notamment pris pour cible une récente décision du gouvernement de recourir à des organismes de prestation de services pour le recrutement temporaire de médecins. Les médecins ont exigé l'annulation de cette mesure alors que le gouvernement a déjà renoncé à une procédure semblable pour les infirmiers, qui avait abouti à des salaires de moins de 4 euros de l'heure. (AFP 11.07)

Economie

UE

Les aides apportées par les Etats européens à leurs banques représentent au maximum 4% à 5% du produit intérieur brut de l'Union européenne, estime le commissaire européen à la Concurrence Joaquin Almunia, dans un entretien publié mercredi par Les Echos.

"*Le montant des garanties équivaut sans doute à environ 10% du PIB des Vingt-Sept*", a ajouté M. Almunia, jugeant exagérées certaines estimations qui évaluent les garanties accordées par les Etats pour sauver le secteur bancaire à un tiers du PIB européen. (AFP 11.07)

Le PIB de l'UE est d'environ 12 000 milliards d'euros si je ne dis pas de bêtise, 5% cela fait donc 600 milliards d'euros.

Haut de page

Le 13 juillet

CAUSERIE

En raison de l'actualité sociale chargée, je n'ai pas eu le temps d'actualiser les différentes rubriques du site, ce sera fait ce week-end. Et puis on essuie de forts orages depuis trois jours avec des coupures de courant à répétition. (je viens de cavaler à travers la baraque pour fermer les fenêtres car il y a de gros coups de vent qui embarque des paquets de flotte, et dire que j'ai lavé le sol de la maison hier après-midi !)

PSA. La vérité est révolutionnaire !

C'est à l'ouvrage que l'on juge le forgeron. Avec l'avalanche de fermetures d'usines et de dizaines de milliers de licenciements à travers tous le pays, vous allez pouvoir juger sur pièces et sur le champ ce qu'ont réellement dans la tête et dans la culotte les dirigeants des syndicats et des partis dits ouvriers.

Chez PSA, Sanofi et dans les entreprises où les travailleurs se trouvent confrontés à des plans de fermeture d'usines ou de centaines de licenciements, un seul mot d'ordre : pas un seul emploi ou poste de travail supprimé, grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait définitif de ce plan et dans un second temps si la direction ne cède pas : expropriation des patrons et actionnaires sans leur verser un centime, l'outil de travail appartient aux producteurs des richesses et non à ceux qui les exploitent et se les accaparent. A bas le capitalisme, à bas le gouvernement Hollande-Ayrault-Montebourg complice des patrons et des actionnaires, pour une République sociale, un gouvernement ouvrier qui décrètera l'interdiction des licenciements !

Les appareils syndicaux et les délégués syndicaux dans les entreprises concernées, le gouvernement et les différents partis qui se réclament de la classe ouvrière sont à la manoeuvre ou vont l'être dans les jours ou les semaines qui viennent. Pour en avoir un avant-goût quelques réactions entendues hier à propos de la situation chez PSA. Apparemment et sous réserve, seul Sud serait sur une position correcte.

Dernières minutes. Après consultation des portails internets de tous les syndicats et partis, il est 14h30 heure locale en Inde, 11h du matin en France, je confirme, seul Sud appelle à la grève illimitée jusqu'au retrait du plan de fermeture et de licenciements.

Comment les dirigeants syndicaux préparent la défaite :

1- par la division ;

2- refus d'appeler à la grève illimitée de l'usine et du groupe, des salariés de toutes les entreprises confrontés à la même situation ;

3- la situation serait due à une erreur de stratégie, diagnostic en grande partie partagé par la direction dont ils prennent acte, donc qui serait irrrécupérable, la fatalité devant laquelle chacun est appelé à se plier ;

4- pour conclure, ils sont déjà sur le traitement des conséquences, autrement dit, faites-vous à l'idée que vous êtes déjà au chômage.

- **CGT.** Parole de vendu, le délégué syndical le dit lui-même !

"*La guerre est déclarée*", a répliqué Jean-Pierre Mercier, délégué CGT de PSA, pour qui "*en temps de crise économique, c'est un crime social (...) de sacrifier Aulnay au nom de la rentabilité*". Le premier syndicat du site, qui représente environ 30% des salariés.

"*une grande bataille va commencer en septembre*", a pronostiqué Jean-Pierre Mercier.

"*Varin nous a déclaré la guerre, on va lui faire la guerre. On va vendre notre peau le plus cher possible*", a dit à Reuters Jean-Pierre Mercier, délégué CGT de l'usine, à propos du président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin.

Pour le syndicaliste, "*le vrai combat commencera à la rentrée. Chacune de nos actions doit être un avertissement aux services publics. Ils doivent entendre notre appel : 'bougez-vous !'*"

- **Bernard Thibault** (CGT) a parlé de "*séisme*".

- **FO.** . FO Métaux demande au Ministre du Redressement productif, Monsieur Arnaud Montebourg, une table ronde avec tous les acteurs de la filière afin d'aider le secteur automobile et de préserver les emplois. (http://www.force-ouvriere.fr)

- Pour **Jean-Claude Mailly** (FO), "*il s'agit d'une purge sévère*" et les salariés paient "*la facture d'erreurs stratégiques*".

Mailly le 11 juillet sur BFM "*à la conférence de l'industrie on va travailler sur la question de la stratégie industrielle*". (vidéo - http://www.force-ouvriere.fr)

- **CFTC.** "*Dramatique*", a commenté Franck Don (CFTC PSA), "*convaincu que la stratégie de montée en gamme va amplifier les pertes d'emplois en France*". "*La baisse des effectifs en R&D est gravissime*", selon lui.

- **Sud**, troisième syndicat (13%), demande au groupe de "*revenir immédiatement sur sa décision*" et appelle d'ores et déjà à un blocage illimité de la production, dans la continuité du mouvement lancé jeudi.

Les salarié-es, par leur mobilisation, demandent à la famille PSA de revenir immédiatement sur sa décision et ont décidé d'appeler au blocage illimité de la production sur l'usine de PSA Aulnay. Ils interpellent également le 1er Ministre et le Ministre du redressement productif pour qu'ils prennent leur responsabilité afin :

- de mettre en place un plan d'ensemble de la filière automobile assurant l'avenir et maintenant tous les emplois du secteur, notamment à PSA (en intégrant les sous-traitants) ;

- d'imposer un plan national d'innovation et de développement de l'automobile du futur, intégrant les impératifs écologiques ;

-de mettre en place un fonds patronal mutualisé, financé par les entreprises du secteur de l'automobile (Renault, Toyota, etc.) pour maintenir l'activité. (http://www.solidaires.org/article41640.html)

- **SIA**. Le Syndicat indépendant de l'automobile (SIA), second syndicat du site (28%), a appelé pour sa part à la reprise du travail vendredi. "*Mais les salariés sont laminés, c'est vraiment difficile*", a dit Tania Susset, déléguée du SIA.

- **Hollande** a fait part de sa "*vive préoccupation*" en demandant à ses ministres "*de tout mettre en oeuvre afin de limiter les conséquences sociales de ce plan*".

- Dans un communiqué, M. **Ayrault** a qualifié de "*véritable choc*" la suppression de 8.000 emplois en France et l'arrêt en 2014 de la production dans l'usine PSA d'Aulnay (Seine-Saint-Denis). Il a aussi appelé la direction du groupe à une "*concertation (...) sans délai*" ayant pour objectif "*le maintien d'une activité industrielle sur tous les sites français*".

M. Ayrault a, enfin, précisé que M. Montebourg présenterait un "*plan de soutien*" à l'industrie automobile, le 25 juillet, date à laquelle le groupe français doit annoncer les deux autres volets de son projet de redressement ainsi que ses résultats financiers pour le premier semestre 2012.

Pressé par le numéro un du PCF, **Pierre Laurent** , de "*s'opposer au plan*" de PSA, mais aussi par l'ancien ministre UMP Bruno Le Maire d'"*interrompre immédiatement*" le projet de fermeture d'Aulnay, le gouvernement a haussé le ton dans l'après-midi.

"*Nous n'acceptons pas en l'état le plan*", a affirmé **Arnaud Montebourg** au Sénat, sans préciser les moyens de pression qui pourraient être mis en oeuvre.

Le ministre a souligné que le gouvernement allait demander à PSA "*d'abord de justifier la situation (...) et ensuite d'ouvrir un dialogue social que le Premier ministre a exigé comme étant exemplaire*".

"*Nous demandons à PSA d'examiner loyalement toutes les autres solutions que celles qu'il a réservées à plusieurs sites de France et notamment à ces milliers de salariés concernés*", a-t-il insisté.

- **Martine Aubry** , la numéro un du PS, a déploré "*une véritable catastrophe*".

- La ministre des Affaires sociales, **Marisol Touraine** , a déclaré de son côté que l'expert mandaté par l'Etat examinerait la situation de PSA pendant les 15 jours à venir.

"*On ne peut pas accepter quelque chose comme ça*", a-t-elle dit sur Europe 1. "*Il faut regarder, il faut évaluer.*"

- "*Chaque Français est en droit de se demander +comment a-t-on pu en arriver là?+*", a déclaré le président du groupe socialiste à l'Assemblée Bruno Le Roux, élu de Seine-Saint-Denis.

- **EELV.** "*Il faut que la politique change, que les pouvoirs publics financent une industrie qui pense l'avenir, que les ouvriers et les ingénieurs dans cette industrie-là pensent également à leur reconversion*", a fait valoir le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Pascal Durand

"*La reconversion, ça veut dire qu'il n'y a pas que l'automobile. Le transport de demain, ce ne peut pas être le tout automobile. Anticipons-le! L'Allemagne le fait.* "

- Au **Front de gauche** (PG-PCF) et au NPA, c'est l'idée de "*guerre sociale*" qui a fait florès. "*Ne soyons pas dupes, il s'agit d'une déclaration de guerre aux salariés de notre pays au nom de la rentabilité et du profit*", a réagi le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

"*C'est bien une guerre sociale qu'engage PSA*", a tonné le NPA, appelant à amplifier la "*mobilisation*". Il faut "*faire reculer ce patronat avide*", a renchéri Nathalie Arthaud, ex-candidate de Lutte ouvrière à la présidentielle.

NPA. Poutou. "*Je suis venu apporter mon soutien aux camarades de PSA mais, au delà d'Aulnay, la question est de savoir comment empêcher ça, comment riposter*", explique Philippe Poutou. A ses yeux, la situation d'Aulnay représente un test pour le gouvernement : "*Sera-t-il capable d'affronter le patronat ? Saura-t-il interdire les licenciements ?*", lance celui qui refuse la résignation et appelle la population à relever la tête et à se battre.

Vide, creux, le néant politique, quoi ! Pourquoi ces questions grotesques sur le gouvernement ?

Il s'en remet au gouvernement et désarme ainsi les ouvriers qui veulent se battre et vaincre : c'est seulement à partir de la grève illimitée avec occupation qu'il sera possible de poser la question de l'interdiction des licenciements et l'expropriation des actionnaires qui s'imposera d'elle-même comme la seule issue politique pour empêcher la fermeture de l'usine d'Aulnay et les milliers de suppressions de poste ou licenciements sur d'autres sites, posant la question du gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul appliquera cette politique conforme aux intérêts des travailleurs. Toute autre voie confine à la capitulation, à la trahison.

Confirmation.

NPA. *PSA, l'heure de vérité* publié le 12 juillet dans : Tout est à nous ! : "*La fermeture annoncée de l'usine d'Aulnay peut, au-delà de l'usine, du groupe PSA et du secteur automobile, cristalliser l'urgence à coordonner les luttes, à lutter ensemble contre les licenciements et les suppressions d'emploi. C'est un objectif à construire, dès maintenant.*"

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

POI. Un communiqué du bureau départemental du POI de Seine Saint-Denis publié le 12 juillet dans l'après midi : "*L'unité pour bloquer la destruction des emplois, imposer le maintien du site et le retrait du plan Varin : n'est-ce pas la question à l'ordre du jour ?*"

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

LO Nathalie Artaud. "*C'est une nécessité pour tous de faire reculer ce patronat avide, qui accumule des milliards sur le dos des travailleurs et licencie dans de nombreux secteurs. Il faut qu'il apprenne, lui et tous ceux qui le soutiendront, qu'en semant la misère, c'est la colère de tout le monde ouvrier qu'ils vont récolter.*"

Dans un autre article du 12 intitulé *CCE de PSA-Citroën : une déclaration de guerre contre les travailleurs* : "*Comme l'a dit le représentant CGT de PSA Aulnay, c'est une déclaration de guerre à la classe ouvrière . Il faudra, dans le camp des travailleurs, que cette déclaration ait une réponse à la hauteur de l'attaque.*"

Bref, aucun mot d'ordre de grève ! Soit LO n'a rien à proposer, soit elle soutient l'appareil de la CGT.

PCF Un article de Marie-George Buffet : *PSA : une loi s'impose d'urgence!* : "*Oui ou non, va-t-on prendre les mesures qui s'imposent pour redresser l'industrie automobile dans notre pays? Oui ou non va-t-on inscrire à l'ordre du jour du Parlement, un texte visant à interdire les licenciements boursiers?*"

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

Réaction d'ouvriers de PSA.

Au cœur de la colère des ouvriers, il y a aussi l'émotion de Hassan. Le vieux travailleur ne comprend pas la brutalité de l'annonce : "*Certains sont tombés par terre ce matin, effondrés, en larmes, et personne du service médical n'était là pour les soutenir*". Il ne se remet pas du manque d'humanité des supérieurs, qui ont très vite demandé une reprise du travail : "*Ils se foutent des gens, tout ce qu'ils veulent, c'est que les voitures sortent*". Hassan, lui aussi, a passé sa vie professionnelle chez PSA, où il est entré en 1973. Il ne compte pas en rester là, même si la direction vient de lui proposer de partir à la retraite : "*J'ai fermé Balard, j'ai fermé Levallois. Je ne partirai pas comme ça. Je reste avec les copains !*"

David est entré dans l'usine en janvier 1999. Depuis ce matin, sa gorge ne parvient pas à se desserrer. Même si, comme les autres, il s'attendait un peu à une mauvaise nouvelle, la fermeture n'était pas imaginable : "*Une grosse usine comme ça qui marche bien ! Tous les jours on nous disait qu'on était les meilleurs et maintenant, ça s'arrête. C'est incompréhensible !*"

David se sent vidé, déprimé : "*C'est ta vie qui est là et qui, tout à coup, est remise en question*". Il sera pourtant mobilisé à la rentrée. "Avec mon CAP mécanique, qu'est-ce que je peux trouver comme boulot dans ce coin, où il n'y a pas de travail ?" Il va se battre. Espère que le gouvernement fera pression. Mais nombreux sont ceux qui n'y croient plus : "*On a un président normal. On va voir ce que c'est le normal ! Depuis les promesses de François Hollande quand on l'a rencontré au débat avec Nicolas Sarkozy, c'est le point mort*."

"*On attend ce qu'on va nous proposer*", explique Sébastien, dans sa blouse grise. "*En briefing, ce matin, la direction nous a dit qu'on serait reclassé en interne ou externe. Mais on ne les croit pas, ils nous ont menti depuis un an*", poursuit-il.

"*Ca faisait un an que le document était sorti, et que la direction faisait démenti sur démenti. Ils se sont foutus de nous. C'est du mépris. On s'y attendait à cette fermeture*", renchérit son collègue Jean-Baptiste.

Eux deux, comme la plupart des ouvriers, ont débrayé jeudi, après l'annonce de la direction. Selon la CGT, le travail n'a pas repris, alors que la direction a affirmé que "*ça tournait un peu sur certains sites*".

"*On déclare la guerre à PSA*", ont proclamé de nombreux salariés jeudi matin, peu après l'annonce de la fermeture, exprimant leur "*rage*", leur "*colère*". Certains ont lancé des oeufs sur l'usine pour protester dans l'après-midi.

"*On va voir ce qu'on va faire. On ne peut pas se permettre d'être en grève jusqu'en 2014! Il va falloir négocier, reprendre le travail, mais pas aujourd'hui, ni demain*", dit Jean-Jacques, 53 ans, employé sur le site depuis 23 ans.

"*Travailler 18 mois dans ces conditions, ça va être un cauchemar*", dit Frantz, 41 ans. "*Et puis, on n'a rien d'autre, pas de piste. Tant que ce n'était pas officiel...*"

Le maire PS d'Aulnay-sous-Bois, Gérard Ségura, a été violemment pris à parti par les ouvriers, tout au long de la journée.

"*Hollande, il a dit, +le changement, c'est maintenant+. Il fait quoi aujourd'hui?*", l'interpelle un ouvrier. "*Ca fait un mois et demi*", que le président François Hollande est au pouvoir, répond le maire. "*Ils ne l'ont volontairement pas dit avant la présidentielle*", dit-il encore.

"*Moi, comme maire, je vais faire mon travail*", promet-il.

"*Vous, comme le gouvernement, vous n'avez aucun moyen de pression sur PSA. C'est ça la vérité*", lance violemment un autre salarié, qui appelle ses collègues à se battre.

Les syndicats promettent "*des actions ponctuelles, ciblées, pour faire mal à chaque fois et donner des avertissements au gouvernement*".

La piste à suivre.

Il s'agit de la première annonce d'une fermeture d'usine automobile depuis vingt ans, lors de l'arrêt du site historique Renault de Billancourt (Hauts-de-Seine).

"*Si la fermeture est confirmée, il s'agira de la première réduction de capacité de grande ampleur en Europe depuis la dernière crise*", commente Kristina Church, analyste automobile chez Barclays Capital. "*Nul doute que l'administrateur délégué de Fiat, Sergio Marchionne, suit de près les annonces du jour, car il aimerait faire de même en Italie.*"

Seules deux usines automobiles ont disparu en Europe pendant la crise de 2008-2009, le site Opel d'Anvers et l'usine Fiat de Sicile, alors que dans l'intervalle les constructeurs américains ont réduit drastiquement le nombre de leurs usines.

L'alliance annoncée fin février entre PSA et le groupe américain General Motors pourrait également avoir modifié les ambitions de PSA sur le segment des grandes routières.

Au sujet de Sevelnord (Nord), dont l'avenir des 2.700 salariés est également incertain depuis l'annonce de la fin du partenariat avec Fiat dans les utilitaires. (Fiat a passé une alliance avec Chrysler - Ndlr)

L'Etat, le gouvernement, qui laisse les mains libres aux capitalistes est un Etat, un gouvernement des capitalistes.

Les Français en voudront-ils à François Hollande si les plans sociaux se multiplient? Le 6 juin dernier, un sondage TNS Soffres annonçait que 21% des Français seulement pensaient qu'avec la victoire de la gauche la situation économique du pays pourrait s'améliorer. Mais dans le même temps, dans une enquête Opinionway, une majorité de Français jugeait que l'Etat avait des moyens pour limiter la vague de plans sociaux.

Paradoxal? "*Oui, mais pas étonnant: notre pays se tourne systématiquement vers l'Etat en cas de problème*", estime François Miquet-Marty, directeur associé de Viavoice. Autrement dit, malgré le désenchantement des Français, malgré le nouveau contexte économique, l'opinion publique continue de s'en remettre à la puissance publique.

Les travailleurs n'ont aucune illusion dans le PS et le gouvernement, ils n'en attendent rien, ce qui signifie que tous ceux qui en attendent quelque chose ou se tournent vers lui comme le font le PCF et le POI, tournent le dos aux travailleurs en réalité.

La réflexion de François Miquet-Marty en relevant que les travailleurs se tournent vers l'Etat est d'autant plus intéressante qu'elle implique qu'un grand nombre de travailleurs seraient susceptibles de se saisir de la perspective d'un gouvernement ouvrier qui romprait avec la politique de l'Etat des capitalistes qu'incarnait le gouvernement Sarkozy-Fillon et qu'incarne dorénavant le gouvernement Hollande-Ayrault.

Les travailleurs estiment que l'Etat devrait être à leur service, à leur côté, or seul un Etat, une République sociale fondée sur les bases du socialisme peut répondre positivement à ces critères. Question : quel parti situe-t-il aujourd'hui ouvertement son combat dans cette perspective ? Réponse : aucun.

Le gouvernement Hollande-Ayrault en sursis.

Lionel Jospin en 1999, quand Michelin avait supprimé 7500 postes, avait déclaré : "*L'Etat ne peut pas tout*".

L'annonce de plans sociaux va de pair avec l'impopularité de l'exécutif.

Ainsi, le plan social de PSA pourrait handicaper le gouvernement en place. D'autant que François Hollande a fait de la réindustrialisation un des thèmes forts de sa campagne.

Même s'il n'y peut rien, l'exécutif risque donc de payer ce plan social dans l'opinion. "*L'annonce de plans sociaux va de pair avec l'impopularité de l'exécutif*", explique le directeur adjoint de l'institut BVA Opinion, Gaël Sliman, qui rappelle, par ailleurs, que les thématiques de l'emploi et du pouvoir d'achat sont capitales chez les Français aujourd'hui.

Jusqu'ici tout va bien: le gouvernement en place jouit d'une forte popularité. François Hollande et Jean-Marc Ayrault atteignent respectivement 60% et 59% d'opinions favorables. "*Le président s'est fait élire sans trop donner d'espoirs aux gens: il y a donc une moindre exigence de résultats dans l'immédiat. Ensuite, le gouvernement est trop récemment installé pour être jugé responsable*", décode Gaël Sliman.

Mais beaucoup d'autres plans sociaux se profilent. Et le gouvernement ne sera pas toujours perçu comme irresponsable. "*Dans six mois, si ça ne fonctionne pas, il subira le discrédit de la population*", affirme François Miquet-Marty. Oui, jusqu'ici, tout va bien. Jusqu'ici. (lexpress.fr 12.07)

Notre "*feuille de route*".

Inutile de dire qu'elle ne sera même pas proposée à la discusion par les différents partis englués dans la gestion de la société, des institutions. Cependant, il est de notre devoir de la soumettre aux militants et aux travailleurs, ainsi ils pourront se faire une idée précise de ce que serait un véritable parti ouvrier indépendant, un nouveau parti communiste.

Appel à la grève illimitée jusqu'au retrait du plan de fermeture et de licenciements dans le groupe PSA.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de tout le groupe PSA pour obtenir le même engagement écrit de la direction.

Occupation avec constitution d'un comité de grève élu incluant les syndicats engagés dans ce combat, contre la fermeture et les licenciements.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de tout le secteur automobile pour obtenir le même engagement écrit de leur direction.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de toutes les entreprises confrontés à la même situation dans le pays.

Appel à partir des unions locales des syndicats à la solidarité financière pour soutenir les grévistes de PSA et ailleurs.

Composition d'un comité national des délégués des comités de grève de toutes les entreprises où la bataille est engagée pour pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste. Au-delà, de tous les travailleurs en lutte pour la satisfaction de leurs revendications, ce qui inclut les fonctionnaires.

Appel à tous les partis ouvriers à soutenir les travailleurs en grève.

Convocation à l'appel des partis ouvriers et des syndicats d'une assemblée populaire dans les villes concernées par les fermetures d'usines ou des plans de milliers de licenciements. Appel aux travailleurs de tout le pays à se constituer en Assemblée populaire dans toutes les villes, communes ou villages.

Election de représentants dans chacune de ses assemblées populaires qui se réuniront pour établir un programme de gouvernement à partir des revendications posées par les travailleurs de tout le pays, qui sera ensuite soumis à la discussion et à l'approbation lors de la convocation des Assemblées populaires...

Cette ligne politique n'a rien d'extravagante, ce qui lui donne un caractère utopique, ce n'est pas son contenu ou la perspective dans laquelle elle s'inscrit, le renversement du régime en place et la fondation d'un Etat ouvrier, non, ce qui saute aux yeux et peut choquer au premier abord c'est le gouffre qui la sépare de la conception actuelle de la lutte de classe adoptée par tous les partis et les syndicats qui confine à la collaboration de classes, au respect du capitalisme et des institutions, à leur incapacité à se placer dans la perspective d'un affrontement violent avec le régime, nécessaire, inévitable pour avancer vers l'émancipation du capital, le socialisme.

Tous sans exception en appellent au gouvernement, y compris le POI et SUD qui ont les positions les plus correctes, je vous invite à vous connecter à leur portail Internet nationaux pour le vérifier par vous-même, car il rien n'a autant de valeur que l'idée qu'on se forge librement.

INFOS EN BREF

Social

1- France

Le secteur des travaux publics, qui a annoncé jeudi la suppression de 6.000 emplois permanents en 2012 après la révision à la baisse de son activité, réclame la création d'une banque publique dévolue au secteur pour ne pas connaître à nouveau la crise comme au début des années 90.

"*Il existe un risque réel que le nombre de suppressions d'emplois permanents monte à 15.000 d'ici mi-2013*", a déclaré Patrick Bernasconi, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), lors d'une conférence de presse.

Au cours des cinq dernières années, le secteur (40 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2011 avec 280.000 salariés employés) aura perdu 20.000 emplois, dont 6.000 sur la seule année 2012, selon la FNTP.

"*Tous les indicateurs ont basculé dans le rouge depuis le début de l'année*", a souligné M. Bernasconi pour expliquer ces suppressions d'emplois. (AFP 12.07)

2- Grèce

Le taux de chômage grec a battu un nouveau record en avril, a annoncé jeudi l'agence nationale de la statistique. (Reuters 12.07)

Economie

Italie.

L'agence américaine Moody's Investor Service a abaissé vendredi de deux crans la note souveraine de l'Italie, qui passe de A3 à Baa2.

"*La note de la dette italienne pourrait être encore abaissée dans le cas d'une nouvelle détérioration des perspectives économiques ou de difficultés dans la mise en oeuvre des réformes*", avertit l'agence. (Reuters 12.07)

Haut de page

Le 14 juillet

CAUSERIE

J'ai pratiqué quelques modifications dans la présentation de la causerie histoire d'en améliorer la lisibilité, j'espère qu'elles vous conviendront.

Aux armes citoyens travailleurs, contre le capitalisme et son Etat !

Je n'avais pas relevé qu'ils avaient intitulé leur comédie "*la grande conférence sociale*", comme quoi j'étais encore en dessous de la réalité en conspuant la prétention, l'arrogance, ajoutons le cynisme des dirigeants du PS.

Prenons le POI, le M'PEP et le NPA au mot, si le TSCG incluant la "*règle d'or*" était adopté, il ne serait plus possible aux travailleurs ou aux syndicats de revendiquer quoi que ce soit, du coup, ils seraient donc contraints d'aller à l'affrontement chaque fois qu'ils avanceraient une revendication.

C'est donc la conception de la lutte de classe adoptée et soutenue par le POI, le M'PEP et le NPA (LO également) à la suite des appareils, qui serait remise en cause par la tournure des évènements et non par la volonté de leurs dirigeants puisqu'ils s'en satisfont très bien depuis l'après-guerre. Il en découle, de deux choses l'une, soit les appareils prennent acte de ce tournant et modifient leurs rapports au patronat et à l'Etat, soit ils n'en font rien, ce qui est plus que vraisemblable, et dans ce cas-là la décomposition des syndicats s'accélèrera ainsi que leur affaiblissement numérique qui en sera la conséquence directe.

Comment soutenir plus longtemps une conception de la lutte de classe basée sur la négociation au lieu d'être basée sur la mobilisation des travailleurs et le recours à la grève, quand il n'y a plus rien à gratter, plus rien à en attendre au point que cela figure dans la Constitution ? Voilà à quelle contradiction explosive vont être confrontés tous les partis ouvriers.

Sachant maintenant que la collusion entre les dirgeants de ces partis et ceux des appareils pourris des syndicats existent depuis plus d'un demi-siècle, on imagine mal qu'ils seraient capables de rompre avec eux. C'est comme espérer que le PS rompe avec le régime. Il n'y a donc rien à attendre de ces partis, surtout pas qu'ils constiuent les bases d'un futur parti ouvrier révolutionnaire ou communiste.

Devinette : savez-vous pourquoi on ne parvient pas à construire ce foutu parti ? Parce que les dirigeants de toutes les formations politiques se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme sont incapables de rompre avec le PS et les appareils des syndicats, c'est au-dessus de leurs moyens, dans tous les sens du terme. Triste constat qui n'échappe évidemment pas à notre ennemi qui en profite pour passer à l'offensive.

Certains militants avaient imaginé que je pourrais rentrer en France et lancer ce parti. Or, il s'avère que non seulement les conditions ne sont pas réunies, de plus j'estime ne pas avoir les capacités pour diriger un tel parti, c'est peut-être malheureux à avouer compte tenu de la politique que je défends et des espoirs que j'ai pu faire naître involontairement, désespérant penseront certains militants, voyez-vous, la lucidité il faut commencer par l'appliquer à soi-même, c'est un principe que je n'entends pas brader.

Si vous croyez que je prends du plaisir à critiquer les dirigeants et à polémiquer comme si je n'étais bon qu'à cela ou que ce serait

mon fond de commerce, vous vous trompez lourdement.Cela me torture de vous laisser face à eux sans pouvoir vous proposer grand chose de concret, eux, ils diposent d'un appareil pour assurer leurs arrières, tandis que moi je serais en proie à tellement de difficultés matérielles que je devrais passer mon temps à les résoudre au détriment de mes responsabilités, donc quand à faire un mauvais dirigeant (éphémère) et faire naître inutilement des illusions dans la tête des militants, j'estime plus honnête de vous dire la vérité en face. Cela ne me coûte pas, c'est mon lot quotidien de regarder la réalité en face.

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques.

1- Ayrault déjà dans l'après PSA Aulnay.

A travers un communiqué, Jean-Marc Ayrault a demandé à la direction de PSA "*d'engager sans délai une concertation exemplaire, loyale et responsable avec les partenaires sociaux afin que toutes les alternatives que pourraient proposer les représentants des salariés et leurs experts puissent être étudiées et discutées*" afin de préserver l'emploi et l'activité industrielle en France. (http://www.parti-socialiste.fr)

Alternatives à quoi ? Mais à la fermeture de l'usine d'Aulnay, aux licenciements sur les autres sites. Il situe bien son discours après, l'affaire est réglée selon lui, c'est ce que pense aussi les actionnaires, quelle coïncidence !

A bas le gouvernement des actionnaires !

2- Le gouvernement courroie de transmission des plans sociaux ou porte-parole des actionnaires.

Confronté à une multitude de plans sociaux sortis récemment du placard, l'Etat veut s'afficher comme pompier, sauvant les salariés français de patrons et d'actionnaires sans scrupules, mais ses marges de manoeuvre sont limitées face aux volontés de groupes privés dans un contexte de crise.

"*Nous n'acceptons pas en l'état le plan*" de restructuration de PSA Peugeot Citroën, a asséné jeudi au Sénat le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

Le verdict est clair, mais Peugeot est un groupe entièrement privé qui n'a pas de comptes à rendre à l'Etat.

"*Les marges de manoeuvre sont effectivement très minces, surtout dans un contexte de retour à l'équilibre des finances publiques*", estime Eric Heyer, directeur adjoint du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

"*A très court terme l'Etat peut simplement essayer d'obtenir des garanties sur le reclassement et la reconversion des salariés*", comme pour l'aciérie de Gandrange il y a quelques années, explique E. M. Mouhoud, professeur à l'Université Paris-Dauphine. "*Mais à moyen terme il peut agir en faveur d'une relance de la demande car il s'agit moins d'un problème de coût du travail que de l'extrême faiblesse de la demande en Europe*", ajoute-t-il.

Dans les groupes où l'Etat est principal actionnaire, il est évidemment plus facile de changer les orientations. Quand fin 2011, un plan de restructuration d'Areva est révélé, concernant plus d'un millier d'emplois en France, le gouvernement de l'époque avait convoqué le patron du groupe nucléaire et finalement, le plan de départs volontaires prévu s'était transformé en simple gel des embauches.

Face à un groupe privé indépendant, la première arme du gouvernement - et souvent la seule - est de jeter l'opprobre publiquement et donc médiatiquement.

Au-delà des convocations de patrons, le nouveau gouvernement reste encore assez flou sur ses moyens.

"*Nous sommes d'abord dans une préoccupation de vérifier la réalité économique de ce qui se passe*", a affirmé M. Montebourg.

Des experts ont ainsi été mandatés pour aller voir chez PSA et ArcelorMittal.

Concédant qu'il y aura des échecs, le ministre du Redressement productif estime devoir faire de "*la médecine d'urgence*". Doux, Fralib, Technicolor... l'Etat veut mettre autour de la table patronat et syndicats et intervenir dans la recherche de repreneurs. "*Dossier après dossier, nous rechercherons les solutions, à la fois économiques et sociales*", a promis le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

Pour limiter la casse sociale, l'Etat peut évidemment subventionner le chômage partiel. "*C'est son seul moyen à court terme, mais cela coûte cher et si c'est une crise structurelle, on ne fait que déplacer le problème*", estime M. Heyer. Selon lui, l'Etat doit

surtout "*être un Etat stratège*", définissant précisément les secteurs d'avenir, méritant d'être soutenus, et ceux qui n'ont plus de perspective en France. "*Auquel cas, il faut qu'il organise une transition pour les salariés*."

"*L'Etat doit être de temps en temps dans la peau d'un investisseur et d'un stratège*", considère Eric Heyer, d'après qui les sureffectifs sont encore importants dans l'Union européenne. "*Une croissance proche de zéro depuis 20 ans en Europe, cela se paie*", avertit M. Mouhoud. (AFP 13.07)

Mais l'Etat fait-il autre chose quel que soit le gouvernement en place, que d'être "*dans la peau d'un investisseur et d'un stratège*" ?

La logique des "*investisseur*" et des "*stratèges*" doit l'emporter sur tout autre considération, à commencer par les intérêts des travailleurs, leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail, normal sous un régime capitaliste gérer par l'UMP ou le PS. Soit on s'aligne sur cette logique, soit on la rejette pour se situer strictement sur les besoins des travailleurs, c'est l'un ou c'est l'autre, cela ne peut pas être les deux à la fois.

Le capitalisme est incompatible avec le plein emploi, avec des salaires qui permettent de satisfaire nos besoins, avec des conditions de travail respectueuses des travailleurs, il doit donc dégager. L'Etat est impuissant ou refuse de remettre en cause la logique criminelle du capitalisme, il doit donc dégager. Voilà la seule issue politique possible pour les travailleurs, maintenant, tout de suite et pour les générations présentes et à venir.

3- Quand Hollande recycle les experts de Sarkozy. Il est "*cohérent*" avec lui-même. (suite).

C'est un diplomate qui pilotera le nouveau Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale.

L'homme désigné par le président François Hollande, Jean-Marie Guéhenno, 62 ans, a été secrétaire général adjoint du département des opérations de maintien de la paix de l'ONU et assistait depuis le printemps Kofi Annan dans la mission en Syrie. Il est conseiller maître à la Cour des comptes.

Le travail de redéfinition de la stratégie de défense durera jusqu'à la fin de 2012. La lettre de mission insiste sur quatre sujets : la ' *cohérence* ' à établir entre les missions et les équipements des armées, pour que celles-ci puissent s'engager dans la durée ; la définition des capacités qui assurent la souveraineté et l'indépendance de la France ; les enjeux de politique industrielle dans le secteur de la défense ; la gestion des ressources humaines des armées.

Point notable, la commission ne fera pas de la dissuasion nucléaire un point de débat, mais celle-ci devra être clairement articulée à la politique de défense : '*J'ai confirmé le maintien de la stratégie de dissuasion nucléaire, écrit le président de la République à M. Guéhenno dans sa lettre de mission, votre réflexion portera donc aussi bien sur la meilleure articulation, aujourd'hui et demain, entre cette stratégie et les autres volets de notre politique générale de défense et de sécurité nationale, que sur la doctrine d'engagement de nos armées sur les théâtres extérieurs ou pour la protection de notre territoire.*' (lemonde.fr 13.07)

Un "*début*", non, la confirmation.

Extraits commentés de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du vendredi 13 juillet 2012.

Mailly est un homme heureux après la «*grande conférence sociale*», pas comblé mais pas loin, "*c'est le début d'un processus de discussion*", la suite vous voulez dire.

Qu'on se le dise "*il ne s'agit ni d'un diagnostic partagé, ni d'un relevé de décision*", on avait plutôt cru le contraire à entendre Hollande, passons, alors qu'y êtes-vous allé faire, "le gouvernement fixant ses orientations", on se demandait bien ce que vous aviez pu légitimer par votre présence, maintenant on le sait.

Et puis "*nous avons été entendus sur plusieurs points*", le bonheur quoi, mais, car il y a un mais, "*bien entendu, il conviendra d'être plus que vigilant pour la suite*", un homme avertit en vaut deux dit-on, dans votre cas, un régiment entier avec votre expérience, vous voyez on vous prend au sérieux, et vous êtes encore à attendre quelque chose d'un président de la République issu du PS, attention, bientôt vous serez tout seul dans ce cas-là en France, vous allez passer pour un excentrique ou un dangereux extrémiste.

Plus loin il relève des contradictions dans les annonces du gouvernement, notamment dues au "*pacte budgétaire d'austérité (qui) perdure avec toutes ses applications en matière d'austérité et de récession*", tiens donc, il serait déjà ratifié et en application, franchement vous n'y êtes pas il parlait du pacte d'austérité qui concerne principalement les fonctionnaires et qui date de Maastricht, parce qu'il existe encore des fonctionnaires et des services publics dans ce pays depuis 1992, ah ben ça alors je n'en reviens pas... Et le TSCG ça doit servir à quoi ? Et bien justement à en réduire encore leur taille jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Il existe une autre voie : celle de la révolution socialiste.

Le Front Syndical de Classe écrit "*il n'est pas d'autre voie que la lutte en plaçant le nouveau pouvoir devant ses contradictions et son inconséquence vis-à-vis de son propre électorat !*", donc ils renvoient les travailleurs vers le gouvernement qui est au côté des actionnaires de PSA ! Sinon, il ne propose rien, aucun mot d'ordre, c'était peut-être leur mot d'ordre !

Leur analyse est correcte, mais sur la chute ils trébuchent, à l'exercice pratique. La lutte n'est pas une voie en soi, pour qu'elle devienne pour soi, il lui faut une perspective en terme d'organisation jusqu'à poser la question du pouvoir et de l'Etat puisqu'il est impliqué, il est même sollicité, c'est pour dire à quel point cette question est brûlante ou d'actualité : quel gouvernement décrètera l'interdiction des licenciements sinon celui que nous aurons constitué nous-mêmes, chaque travailleur, retraité ou jeune étant une partie de ce gouvernement, tandis que ce gouvernement ouvrier révolutionnaire représentera les intérêts de l'ensemble des travailleurs, retraités ou jeunes de ce pays, à l'exception des nantis qui n'auront plus besoin d'être représentés puisque l'objet de leur pouvoir ou de leur convoitise leur aura été confisqué.

Les privilégiés, on les réprimera, par exemple ils n'auront pas le droit de quitter le territoire, quand ils n'ont pas profité du juteux marché de l'immigration illégale, ils ont applaudi aux expulsions de travailleurs sans-papiers, les rôles seront inversés. Le pouvoir politique aura changé de côté ou de camp les privant de toute légitimiter à exploiter le travail d'autrui. Ils seront donc condamnés à travailler pour vivre, ce ne sera pas une sinécure assurément. On rouvrira les mines, ils pourront postuler, leurs candidatures seront étudiées avec la plus grande attention parce que nous sommes des gens civilisés. Ils nous ont imposé leur coût du travail, on leur fera le coup du travail, à moins qu'on leur torde le cou disent certains ouvriers particulièrement remontés pour ne pas dire excités au possible.

Faire voler en éclat leur Etat devant lequel on nous demande de nous prosterner, comme à l'église, il faudrait leur offrir notre vie en sacrifice en échange d'un salut éternel auquel on accèderait quand on serait mort, c'est bien cela s'écrie un ouvrier, ils veulent notre mort en nous jetant à la rue, alors on n'a plus le choix, on doit se battre jusqu'au bout, vaincre ou périr. Si c'est nous ou le capitalisme, les institutions, l'Etat, ils doivent sauter, dégager. S'ils résistent, nous résisterons, s'ils utilisent des armes contre nous, nous utiliserons des armes pour les défaire, jusqu'à la prise du pouvoir, c'est notre objectif.

Une analyse en deux volets.

1- Constat et perspective

Le gouvernement affiche son impuissance face aux grands groupes capitalistes pour camoufler sa complicité, il doit donc dégager !

Il y maintenant 7ans, j'écrivais que sous peu la France serait le Tiers-monde d'hier, qu'il faudrait être fou à la place des capitalistes pour produire encore quoi que ce soit dans un tel pays, alors qu'il est possible de produire n'importe quoi à moindre coût ailleurs.

Au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe le capitalisme se développait à l'échelle mondial à partir de l'Europe et des Etats-Unis sur un terrain vierge.

Depuis maintenant 40 ans environ, il se développe depuis d'autres continents sur un terrain miné par la lutte des classes des générations passées dont il faut éradiquer les traces.

Au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe la division internationale du travail ne concernait que certaines branches d'activité économique, certains cartels produisaient les matières premières, les transformaient et commercialisaient des produits finis qui alimentaient leur marché local ou étaient exportés dans le monde entier, matières premières qui étaient présentes dans leur sous-sol ou qu'ils pillaient ailleurs.

Depuis maintenant 40 ans environ, progressivement avec une nette accélération au cours des deux dernières décennies, ils procèdent à la transformation des matières premières en produits finis dans les pays où les matières premières sont disponibles ainsi qu'une main d'oeuvre docile et bien formée et en quantité illimitée, de telle sorte qu'il ne leur est plus nécessaire de produire ces marchandises dans leur pays d'origine, je parle des cartels ou des multinationales, ce qui leur permet de rafler la mise en empochant des profits colossaux.

Je vis en Inde et j'ai l'idée de publier un livre à destination de lecteurs français, de le commercialiser en France si vous préférez. Je serais dingue de passer par un imprimeur français, alors qu'il m'en coûtera dix fois moins cher en Inde, ainsi le profit que je suis censé en attendre sera substantiellement plus élevé.

C'est tellement simple à comprendre, que je n'arrive pas à m'imaginer que le commun des mortels n'y parvienne pas, cela dépasse l'entendement, à croire que la masse de la population serait abrutie au dernier degré. J'ai une autre explication. On ne leur a jamais soumis simplement cette démonstration.

Ainsi, on comprend facilement que le capitalisme est condamné à disparaître, à moins qu'on soit réduit en esclavage. Car dans les pays où dorénavant les marchandises sont produites et exportées à travers le monde, les masses exploitées sont condamnées à la même misère sociale que celles des pays où elles étaient produites jusqu'alors.

L'histoire des vases communicants d'un continent ou d'un pays à un autre relève des contes des Mille et une nuit, elle se termine invariablement de la même manière : les profits atterrissent dans la cassette du nanti qui y entasse son or, la source de son pouvoir bien désuet ou misérable, certes, mais bien réel en attendant.

Tous les discours sur la réindustrialisation du pays dans le cadre du régime capitalisme sont des balivernes destinées à tromper les travailleurs et les militants.

PSA a investi des milliards en Chine et au Brésil notamment, c'est pour y produire des véhicules qui seront commercialisés dans ces pays-là et ceux aux alentours... pour commencer, rien ne leur interdira ensuite d'augmenter leur production et d'exporter en Europe, pourquoi s'en priverait-il, sinon à quoi rimeraient le GATT et les accords de libre échange intervenus dans le cadre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), n'est-ce pas, ils ne sont pas donnés ce mal de chien pour y parvenir pour ensuite ne pas en profiter.

Mieux encore, d'ici quelques années que pèsera le marché européen littéralement dévasté par des cures d'austérité à répétition par rapport au marché asiatique et sud-américain, une peau de lapin !

Le nombre fait la force. Le capitaliste se fout bien d'engranger un milliard d'euros de profit sur le dos de dix mille âmes ou cent mille du moment qu'il a son compte. Jusqu'à présent son problème était de pouvoir passer de l'un à l'autre, dorénavant c'est en bonne voie, il n'a donc aucune raison de changer de stratégie, ce serait suicidaire, il serait évincé par ses concurrents.

Produire un million de voitures pour encaisser un milliard d'euros ou en produire cinq millions pour encaisser deux milliards d'euros, un petit milliard en plus pour cinq fois plus de voitures produites, ce n'est pas négligeable, pour le capitaliste c'est l'essentiel.

Le marché automobile chinois est devenu le premier marché mondial de General Motor devant les Etats-Unis, alors qu'ils viennent tout juste de s'implanter en Chine si je ne dis pas de bêtise, donc l'avenir est prometteur, en Chine, pas ailleurs, ou alors aux conditions qui ont accompagné le redémarrage de GM aux Etats-Unis, après avoir fermé des usines, réduit les salaires, etc.

On se dit qu'à force de paupériser une masse toujours plus grande de la population, ils ne trouveront plus suffisamment de clients solvables pour acheter leurs voitures.

Soit, ils n'auront qu'à s'endetter encore plus ou alors ce seront d'autres ailleurs qui les achèteront, au détour du développement de la classe moyenne dans certains pays par exemple, parfois juste le temps qu'elle s'endette avant de s'appauvrir à son tour, puis de passer aux pays suivants et ainsi de suite, plus le marché mondial sera développé, plus ils auront des opportunités pour faire tourner le tourniquet de la roue de la fortune qui leur sourit, jusqu'à quand, seules les masses exploitées détiennent la réponse.

2- Hollande cherche à gagner du temps en tablant sur le pourrissement de la mobilisation contre les plans sociaux.

Avec les emplois induits, 30 à 40 mille travailleurs vont perdre leur boulot, et Hollande annonce une conférence à "l*'automne*", il n'a pas les pieds sur terre, c'est fini les discours, on est passé à la phase pratique au cas où il ne l'aurait pas vu ou compris, le patronat passe à l'offensive, la classe va faire de même, et la question qui est posée, c'est de balayer le régime qui permet aux actionnaires de PSA de jeter à la rue 30 à 40 mille travailleurs, de se doter d'un gouvernement qui décrète l'interdiction des licenciements et l'expropriation des actionnaires sans leur verser un centime de plus.

Hollande et le gouvernement ne peuvent pas être dans notre camp et ils ne le sont pas, Hollande vient d'en faire la démonstration. Grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de fermeture d'usines et de suppression de postes !

Spontanément 1000 travailleurs a débrayé à Rennes, ouvriers, techniciens et cadres ensemble pour dire non, ce n'est pas possible, nous refusons cette décision.

Il faut remettre en cause la légitimité du pouvoir des patrons de pouvoir disposer de notre vie et de notre outil de travail, sans parler des richesses que nous produisons. Ces milliards, ces usines, ces machines et ces bureaux : ils nous appartiennent, dehors les actionnaires !

Les travailleurs sont dans la même situation que les pays qui remboursent plusieurs fois leur dette pour finalement ne rien avoir et être souvent encore couverts de dettes, ils sont vampirisés par les actionnaires, les banquiers.

Vous travaillez 8 heures par jour, sur ces 8 heures, on vous en paie entre trois et cinq, sur les trois ou cinq restant on vous en prend entre 30 et 50% sous forme de taxes et impôts, il vous en reste entre 1,5 et 3,5 : nous exigeons le paiement de la différence immédiatement, si c'est impossible : le capitalisme doit dégager tout de suite ou maintenant.

Les travailleurs se rassemblent, s'organisent, se dotent d'institutions élues qui constitueront les piliers du nouveau régime basé sur la satisfaction de leurs besoins, le socialisme. Qu'ils constituent leur parlement, leur gouvernement qui préparera au combat final pour abattre le capitalisme, et s'ils en sont incapables, ils ne pourront pas se reporter sur le parti communiste puisqu'il n'existe pas malheureusement.

Il ne faut pas s'avouer vaincu ou faire preuve d'un optimisme béat ou relevant de l'illusionnisme, mener le combat jusqu'au bout et vaincre est parfaitement possible, nous sommes le nombre, la force, rien ne peut l'arrêter quand elle est en route, on peut essayer de la dévier de son chemin, c'est le danger qui nous guette sans le parti, on va se rendre compte de son importance dans des circonstances à la fois favorables sur le plan objectif et défavorables sur le plan subjectif.

Mais la situation peut se débloquer et évoluer très rapidement dès lors que les conditions objectives sont requises, là en l'occurrence tout le monde à peur de perdre son boulot ou de ne pas en trouver, beaucoup de monde n'arrive plus à boucler les fins de mois, tout devient très compliqué, insupportables, c'est ce ferment qui alimente le mouvement révolutionnaire et le porte au paroxysme lorsque l'Etat répond par la violence, il déclenche l'explosion tant attendue, tant espérée. Il balaie toutes les prévisions et brise tous les obstacles, dès lors que les masses n'écoutent plus le discours officiel, elles ont commencé à prendre leur destin entre leurs mains, elles gagnent en indépendance, en puissance face au régime, une expérience qui en principe doit être menée jusqu'au bout, c'est bien français, mais c'est juste, Marx l'avait noté après la Révolution française et la Commune.

ACTUALITE EN TITRES

Et pour cause !

- L'ancien ambassadeur de Syrie en Irak est au Qatar - Reuters

Le Réseau Voltaire avait dévoilé que l'émir du Qatar avait débloqué plusieurs millions de dollars pour soudoyer des membres du régime et des militaires pour qu'ils fassent défection... Alors que cet ambassadeur se réfugie au Qatar n'est pas une surprise.

On ne peut pas tout sacrifier...

- Le Drian: la défense ne sera pas "*sacrifiée*" … - AFP

A bas la guerre, à bas le PS !

Leur record.

- Prison: Il y a 67.373 détenus en France, un nouveau record - 20minutes.fr

Exercice impossible !

- Rétablir le lien avec le peuple, exercice délicat pour Hollande - LeFigaro.fr

Ne nous a-t-on pas dit, répété et martelé sous tous les angles que Hollande aurait été élu par le bon peuple de France, le peuple travailleur, sans rire en plus, très sérieusement. De qui est-il le représentant alors, qui l'a élu ? Des nantis parmi nous habités par une crasse ignorance, subordonnés au capitalisme, à son Etat, souvent leur employeur.

Oui des ouvriers ont voté Hollande, mais uniquement pour chasser Sarkozy. Il est apparemment diffcile à certains d'admettre ce constat, demandez-vous pourquoi en observant de quelle maière ils se disposent par rapport au gouvernement.

Non, ils n'ont pas voté Hollande pour manifester leur rejet de la politique réactionnaire de Sarkozy ou de l'Union européenne comme l'a confirmé le vote du 17 juin, faire un tel amalgame est du domaine de la manipulation politique pour ensuite soutenir le gouvernement Hollande-Ayrault, voyez ceux qui s'y prêtent et de quelle manière depuis le 17 juin.

L'immense masse des travailleurs de ce pays n'ont pas attendu ou n'avaient pas besoin de voter Hollande pour rejeter la politique antisociale de Sarkozy ou de l'Union européenne, le 17 juin ils ont au contraire indiqué qu'ils ne confondaient pas les deux

en manifestant leur rejet des candidats des partis institutionnels dont ceux du PS en s'abstenant massivement.

Le PS est un parti de grands et de petits bourgeois organiquement lié au capitalisme, dont l'existence repose uniquement sur la survie du régime, il est donc naturel qu'il en prenne la défense.

Rompre les liens des partis ouvriers avec le PS et les appareils pourris des syndicats, n'en parlons pas !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

Les autorités syriennes ont fait porter vendredi la responsabilité du massacre de Treimsa, perpétré jeudi dans le centre du pays, aux "*groupes terroristes*" ainsi qu'aux "*médias assoiffés de sang*", selon l'agence officielle Sana. "*Les médias assoiffés de sang en coopération avec les groupes terroristes armés ont commis un massacre à l'encontre des habitants du village de Treimsa dans la région de Hama pour tenter de mobiliser l'opinion publique contre la Syrie et son peuple et provoquer une intervention étrangère la veille de la réunion du Conseil de sécurité*", écrit Sana.

Ces médias "*étaient sur le pied de guerre à Istanbul, Paris, Londres, Bruxelles et Berlin et ailleurs pour cette campagne d'incitation contre la Syrie et pour jouer avec le sang syrien*", ajoute Sana, citant la chaîne Al Jazeera. Les autorités syriennes s'en prennent régulièrement aux chaînes satellitaires arabes Al Jazeera et Al Arabiya, les accusant de faire le jeu de pays du Golfe comme le Qatar et l'Arabie saoudite, en pointe dans l'opposition contre le régime de Bachar el-Assad. (lepoint.fr 13.07)

SOCIAL

France. PSA

1- Le président du directoire de PSA Peugeot Citroën Philippe Varin s'est prononcé pour une baisse "*massive*" du coût du travail en France.

"*Pour restaurer nos marges, il y a une marge de flexibilité sur le coût du travail. Nous avons le coût du travail le plus cher en Europe et nous produisons 44% de notre production en France, donc il faut baisser les charges qui pèsent sur le travail de manière massive*", a déclaré M. Varin sur RTL.

Dans le même temps, Frédéric Saint-Geours, directeur général des marques du constructeur, affirmait sur France Inter que les grands axes du plan de 8.000 suppressions de postes annoncé par le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën sont "*indispensables*", même s'il est possible de discuter. "*Dans le plan, il faudra que nous discutions (...) de la mise en oeuvre du plan, mais sur les grands principes (...), ces mesures sont indispensables*", a déclaré M. Saint-Geours après les déclarations du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, qui avait jugé ces mesures inacceptables.

M. Montebourg a déclaré jeudi devant les sénateurs que le gouvernement "*n'acceptait pas en l'état*" le plan de PSA, avant d'en appeler auprès de PSA Peugeot Citroën à son "*devoir*" envers la "*nation France*".

"*Bien sûr" que le plan est "négociable puisqu'on est dans un processus avec les organisations syndicales*", a déclaré le numéro deux de PSA. "*Par exemple, comment les gens vont être traités par les mesures de reconversion, comment nous allons faire en sorte que chaque salarié ait une solution a son problème d'emploi*", a-t-il énuméré, citant aussi le projet de réindustrialisation du site d'Aulnay, près de Paris, qui doit être fermé. (AFP 13.07)

2- La ligne de production sur le site PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois a été arrêtée vendredi et un millier de salariés ont débrayé et manifesté sur le site de Rennes au lendemain de l'annonce par le groupe de la suppression de 8.000 postes.

Le mouvement à l'usine PSA de Rennes-La Janais, qui a vu mille ouvriers débrayer pendant une heure sur un site où les mouvements sociaux sont limités, a été qualifié "d'historique" par les syndicats.

"*C'était du jamais vu. On ne s'attendait pas du tout à cela. Nous avons vu des cortèges d'ouvriers, de cadres, de techniciens sortir*

des ateliers pour se rassembler près de l'entrée principale dans un élan de solidarité incroyable", a déclaré à Reuters Nadine Cormier, déléguée Force ouvrière.

Avant le débrayage, qui s'est déroulé entre midi et 13 heures aux cris de "*non, non, non, aux licenciements*", les représentants syndicaux ont assisté à un comité d'entreprise où leur a été remis un document de plusieurs dizaines de pages détaillant le projet de restructuration du site et les suppressions d'emplois.

Aucun élément n'a filtré de ce document, les délégués syndicaux étant tenus à la confidentialité qui leur a été demandée jusqu'au prochain comité central du groupe le 25 juillet à Paris.

A Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), la production a cessé vendredi à partir de 11h00 (09h00 GMT), a-t-on appris auprès de la direction du groupe automobile.

Un porte-parole a expliqué que la direction de l'usine laissait aux salariés le temps de digérer l'annonce, la veille, de l'arrêt de la production en 2014 et la suppression de 3.000 postes.

Des syndicalistes affirment que tout est parti d'un débrayage, qui aurait débuté quand la direction a demandé de réparer une panne dans un atelier, a rapporté une source syndicale.

Les salariés d'Aulnay-sous-Bois avaient spontanément cessé le travail jeudi à l'annonce du plan de la direction et l'usine avait déjà tourné toute la journée au ralenti.

Seul le syndicat Sud, troisième organisation du site, a appelé les salariés à continuer à bloquer la production.

La CGT et les autres membres de l'intersyndicale ont prévu d'engager une "*guerre*" contre la fermeture du site à la rentrée. Une assemblée générale est prévue le 11 septembre, a-t-on précisé de source syndicale. (Reuters 13.07)

ECONOMIE

1- Automobile

Les ventes de Ford, numéro deux américain de l'automobile, ont reculé de 19% sur un an au premier semestre dans les "*19 marchés d'Europe de l'ouest, reflétant une baisse de la demande automobile à travers*" le Vieux Continent.

"*D'une manière générale les ventes du secteur sont à leur plus bas depuis 1994*" dans la région, ajoute le constructeur dans un communiqué vendredi.

Ford se dit la deuxième marque "*la plus vendue en Europe au premier semestre*".

Volkswagen a de son côté annoncé vendredi une baisse de 5,7% de ses ventes en Europe de l'ouest (hors Allemagne) sur les six premiers mois de l'année, où il juge la situation "*difficile et tendue*". En Europe centrale et orientale, les ventes du constructeur allemand ont néanmoins poursuivi leur progression en bondissant de 27,3%. (AFP 13.07)

2- Etats-Unis

La première banque américaine, JPMorgan Chase, a révélé vendredi que ses pertes de courtage approchaient désormais les 6 milliards de dollars et accusé certains "*individus*" de lui avoir caché l'ampleur du problème.

Sur le seul deuxième trimestre, la première banque américaine en termes d'actifs, connue pour son lobbying contre tout renforcement de la réglementation financière, a perdu 4,4 milliards de dollars dans le courtage de dérivés de crédits à Londres, deux fois plus que le montant de 2 milliards de dollars initialement annoncé en mai.

Mais les pertes de l'équipe londonienne du Chief Investment Office (CIO), l'unité de courtage en propre de la banque, avaient commencé bien avant. Elles ont "*atteint depuis le début de l'année 5,8 milliards de dollars*", a indiqué le directeur financier Douglas Braunstein lors d'une conférence d'analystes.

Cette révélation tombe mal pour le secteur financier, en proie au scandale des manipulations des taux interbancaires, qui secoue la britannique Barclays et implique d'autres grandes banques internationales.

Elle pourrait déboucher sur un resserrement de la réglementation financière, ce qu'a toujours combattu M. Dimon, l'un des grands pourfendeurs de la loi Dodd-Frank de réforme du secteur, votée il y a deux ans.

JPMorgan dit avoir largement réduit le portefeuille de dérivés de crédits qui est à l'origine de ce fiasco, mais ce qui reste n'est "*pas petit*", a admis le PDG Jamie Dimon, lors de la même conférence.

"*Dans un scénario extrême*", notamment si la situation se détériore fortement en Europe, les pertes pourraient atteindre 800 millions de dollars à 1,7 milliard de dollars de plus, a-t-il ajouté.

Malgré tout, le groupe est parvenu à dégager 5 milliards de dollars de bénéfices sur le deuxième trimestre, en baisse de 9% sur un an. Le chiffre d'affaires a chuté de 17% à 22,2 milliards.

Tous les dirigeants qui travaillaient dans l'équipe londonienne du CIO ont été licenciés, y compris le trader français Bruno Iksil qui avait gagné le surnom de "*baleine de Londres*" à cause de l'énormité de ses paris risqués qui ont débouché sur les pertes de courtage.

Les dirigeants impliqués sont partis "*sans indemnité de licenciement*" ni "*prime pour 2012*" et la banque va leur demander de restituer des rémunérations passées qui "*pourront aller jusqu'à deux ans de rémunération*".

Les pertes sont en effet ressorties en dessous du chiffre de 9 milliards de dollars évoqué il y a quelques semaines par le New York Times, qui se basait sur des sources ayant lu un rapport interne.

"*Ce problème semble sous contrôle*" estime Jim Sinegal, analyste de la maison de recherche Morningstar.

"*Ce qui reste inquiétant c'est qu'il y a beaucoup d'autres positions complexes très importantes sur leurs comptes*", remarque-t-il cependant.

Les petits investisseurs en sont en tout cas toujours pour leurs frais: l'action a chuté de 13% depuis le 10 mai, soit 20 milliards de dollars de valorisation boursière évaporés.

Le syndicat AFL-CIO, qui gère d'énormes fonds de pension et détient 4,5% du capital de JPMorgan, a fustigé dans un communiqué la "*mentalité de casino*" des banques de Wall Street.

"*JPMorgan Chase a annoncé des pertes de plus de 4 milliards de dollars sur un pari idiot, et pourtant ils dépensent des millions de dollars pour affaiblir les réglementations financières et détruire les garde-fous des familles qui travaillent*", a-t-il conclu. (AFP 13.07)

Haut de page

Le 15 juillet

CAUSERIE

Syrie. Flagrant délit. Propagande de guerre par le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius.

Avec un peu d'avance sur demain pour vous inviter à regarder cette vidéo : http://lejournaldusiecle.com/2012/07/08/khaled-abu-salah-le-syrien-aux-milles-visages/#more-415 ou http://www.youtube.com/watch?v=taQFsA_XVdw

Ensuite personne ne pourra dire que Hollande-Ayrault-Fabius ne savaient pas ou qu'ils ne sont pas les complices des assassins du peuple syrien, de la propagande qatari et américaine. Il s'agit de la vidéo intitulée *Khaled Abou Salah, le syrien aux mille visages*. Il était présent à la conférence des "*Amis de la Syrie*" présidée par Hollande le 6 juillet dernier. Un agent de communication/propagande pour Al-Jazeera, CNN er France24, de l'armée de mercenaires étrangers qui terrorisent la population syrienne pour le compte de la coalition impérialiste qui s'était illustrée en Lybie notamment.

Apparemment les chiens de garde du régime ont mal fait leur boulot ou présente des failles.

Les images où l'on voit Khaled Abou Salah lors de cette conférence ont été retirées précipitamment du portail de l'Elysée, puis Dailymotion les a également retirées du Net, comme elles étaient encore présentes sur You Tube , j'ai téléchargé ce fichier (26,1 Mo) avant qu'il disparaisse peut-être de You Tube. Je le garde comme preuve à charge contre le gouvernement. Si vous

ne parveniez pas à accéder à ce fichier ou s'il disparaissait à son tour du Net, je tiens une copie à votre disposition.

La suite demain.

Dimanche matin

J'ai ajouté dans la rubrique *Politique* l'agenda social du gouvernement jusqu'à fin 2013, reste des dates à préciser.

J'ai eu du mal à formater ce fichier. Comme il était impossible de copier les tableaux à partir de l'article du *Monde* au format html ou Internet si vous préférez, une fois copié cet article dans mon disque dur, je l'ai ouvert avec *word* puis j'ai extrait les différents tableaux pour les inclure dans la page *word* que j'étais en train de créer, puis je l'ai formaté en pdf (Acrobat reader). Parfois j'ai laissé passer des articles parce que la combine ne me venait pas à l'esprit, alors que c'est tout simple.

Vous vous demandez comment je fais pour tenir, où je trouve mon bonheur entre guillemets, chez ma chère fille qui a répondu à mon dernier long courriel : "*... je me suis retrouvée dans l'intégralité de ton message ; tu exprimes clairement des choses que l'on ressent et auxquelles on ne réfléchit pas toujours suffisamment assez pour en tirer des conclusions.*" C'était le but, bingo ! J'essaie d'être utile à quelque chose ou à quelqu'un, à vous je n'en sais rien, à notre cause, je l'espère.

C'est peut-être con à dire, mais penser ne s'improvise pas, cela se cultive avec la même attention qu'envers une plante pour qu'elle s'épanouisse. J'ai une petite-fille adorable qui me fait penser à Angela Davis, quelque part elles ont des origines africaines communes.

Cela devient dur d'élever des gosses de nos jours, cela l'a toujours été en réalité, sauf qu'aujourd'hui des facteurs viennent interférer entre les enfants et les parents et compliquent la tâche de ces derniers. Comment les parents peuvent-ils s'y prendre pour conserver le contrôle de l'éducation de leurs enfants ? En leur consacrant du temps, en étant attentif à la manière dont ils perçoivent la société ou le monde extérieur, surtout en parlant avec eux, en répondant à toutes leurs questions ce qui permet de leur rappeler sans cesse la place et le rôle de chacun en douceur, l'air de rien pour ainsi dire.

L'autorité des parents doit s'imposer naturellement à l'enfant qui n'est pas en âge de tout décider. Il faut lui montrer que l'on sait ce qu'il ne sait pas, c'est un moyen pratique qui respecte l'intégrité de l'enfant. Lui mentir, le menacer, lui faire miroiter une récompense, le flatter, lui donner raison quand il a tort, pire, lui crier dessus ou le frapper sont autant de contre-exemples à rejeter si l'on ne veut pas perdre la confiance que l'enfant vous porte, vous en aurez d'autant plus besoin quand il avancera en âge.

Cela s'ajoute aux gestes de tendresse que l'on a envers l'enfant, sans modération mais sans exagération non plus, car il ne le comprendrait pas, il pourrait l'interpréter comme une marque de faiblesse de votre part, peut-être pas quand il est tout petit, mais plus tard, rapidement en fait.

Finalement, c'est tout un art d'élever un enfant pour qu'il ait une chance de s'épanouir plus tard, malgré leur société pourrie. Notre responsabilité s'arrête là, puisque nous n'avons aucune emprise sur le cours des choses, sur cette société décadente en pleine décomposition. Chaque fois que je reçois des photos de ma petite-fille, Cassie, je craque, je ne sais même pas si je la verrai un jour ! Passons à la politique.

Je vous avais dit qu'on allait se farcir le PS, se le faire quoi, le matraquer comme il se doit, on s'y emploiera sans relâche... Du côté du parti de l'ordre, ils sont tellement décomposés qu'ils ont toutes les peines du monde à se composer, ils sont inaudibles ou presque pour le moment, Copé a déjeuné avant-hier avec Sarkozy, en voilà un scoop ! Berlusconi le retour, sans blague, il va conduire la liste de son parti aux prochaines élections, alors de là à ce qu'à l'UMP il ait la bonne idée de ressortir Sarkozy du placard...

Ces gens-là ne doutent de rien. Quand on voit la bande de menteurs professionnels qui est au pouvoir en France, on se dit qu'effectivement tout est possible, le pire davantage que le meilleur depuis un certain temps déjà, quand au juste, on préfère ne pas y penser, cela pourrait être démoralisant.

Quand vous lisez, il ne faut pas qu'il y ait un licenciement sec (Hollande sur PSA), cela signifie que même si vous n'êtes recasé que temporairement, son auteur s'en contentera, car comment peut-on imaginer alors qu'il y a plus de 4 millions de chômeurs, plutôt 5 ou 6 ou plus si l'on compte tous les travailleurs qui ne figurent pas dans les statistiques des chômeurs à temp plein, qu'il serait possible de trouver un emploi équivalent à 30 ou 40 000 travailleurs en comptant la sous-traitance ? Ajoutons, quand se profile à l'horizon la suppression de dizaines ou centaines de milliers d'emplois à travers tout le pays.

Le procédé est grotesque et cynique car son auteur sait qu'il ment. Les actionnaire et le président du directoire de PSA ont menti aux ouvriers, le gouvernement fait de même, tout est dans l'ordre des choses. C'est pour cela que la vérité s'avère être révolutionnaire.

PSA. Admirez la méthode.

1- Hollande : "*L'Etat ne laissera pas faire*".

2- Prié de dire s'il pourrait aller jusqu'à interdire la fermeture du site d'Aulnay, il a répondu : "*non*".

3- Donc, si l'Etat avec le pouvoir dont il dispose ne peut pas s'opposer à cette fermeture, il faut en déduire que c'est impossible de s'y opposer. Donc inutile de lutter.

4- La boucle est bouclée, pas tout à fait, il leur faut encore enfoncer le clou.

5- "*C'est d'abord le manque de vision stratégique de la direction de PSA qui a placé le groupe dans les difficultés qu'il connaît aujourd'hui*", a accusé le président des députés PS, Bruno Le Roux (lemonde.fr 13.07). Précisons que cet argument a été repris en coeur par pratiquement tous les commentateurs, y compris syndicaux.

Autrement dit, impossible de revenir en arrière, ce qui n'a pas été fait au cours des années précédentes, impossible de le rattraper là sur le champ, donc l'usine est condamnée à fermer.

6- Maintenant la boucle est bien bouclée, sans espoir ni issue, il faut se plier au diktat des actionnaires de PSA.

For ever ! (pour toujours)

La règle d'or budgétaire ne doit pas figurer dans la Constitution mais simplement dans une "*loi organique*", a déclaré samedi le président français François Hollande lors de l'interview télévisée du 14 juillet, jour de la fête nationale.

"*Quoi que dise le Conseil constitutionnel, j'ai dit aux Français que la +règle d'or+, le retour à l'équilibre budgétaire avec un calendrier très précis, ne figurerait pas dans la Constitution*", a souligné M. Hollande.

"*Ce sera dans le cadre d'une loi organique, ça s'imposera aux lois ordinaires mais je ne considère pas qu'on doit figer dans le marbre de nos textes un engagement qui est forcément pour quelques années*", a-t-il expliqué.

"*La Constitution, c'est pas pour quelques années, c'est pour toujours*", souligné le chef de l'Etat. (AFP 14.07)

Nos dirigeants vont-ils relever ou se contenter d'un silence d'or ? Qui osera prononcer le mot devenu tabou de Constitution, alors qu'ils n'y étaient même pas parvenus en 2005 ?

Puisque nous combattons pour l'abolition du capitalisme et que la Constitution sert justement à le légitimer sur le plan juridique et institutionnel pour assurer sa pérennité, nous combattons également pour son abolition.

Qu'on se le dise, l'austérité n'est faite que "*pour quelques années*"...

Prié de dire s'il pourrait aller jusqu'à interdire la fermeture du site d'Aulnay, il a répondu: "*Non, mais ce que l'Etat, avec les moyens de pression qui peuvent être les siens, sur le chômage partiel, sur la formation professionnelle, sur les crédits que nous pouvons apporter à une banque qui est liée à Peugeot, nous pouvons faire en sorte qu'Aulnay reste un site industriel.*"

"*Ce plan en l'état n'est pas acceptable, il ne sera pas accepté, à partir de là il faut engager une concertation pour qu'il n'y ait aucun licenciement sec chez Peugeot*", a poursuivi François Hollande.

Pour la CGT, premier syndicat de l'usine d'Aulnay, l'Etat a les moyens d'intervenir "*pour empêcher tous les licenciements dans le groupe PSA et la fermeture de l'usine d'Aulnay*".

"*François Hollande, a reconnu que les dirigeants de PSA avaient menti. Il reconnaît donc que Peugeot avait décidé de fermer l'usine d'Aulnay depuis des années et que cette décision n'a rien à voir avec la soi-disant baisse des ventes de PSA pour le premier semestre 2012*", écrit-elle dans un communiqué.

Sur les 8.000 suppressions d'emplois annoncées par PSA, au moins 1.500 personnes se verront proposer un reclassement interne. Pour les 3.600 postes de structure concernés par la restructuration, un plan de départ volontaire courra jusqu'en 2013.

Les syndicats craignent que la direction n'ait recours au licenciement économique si elle ne recueille pas à cet horizon suffisamment de candidatures.

Un porte-parole de PSA n'a pas souhaité commenter les propos du chef de l'Etat.

(le secret de polichinelle)

François Hollande s'en est également pris à la stratégie du premier groupe automobile français, dont il a déploré que les annonces faites jeudi aient été retardées volontairement après les élections présidentielle et législatives.

"*C'est trop facile de dire c'est la faute du coût du travail, il y a eu des choix stratégiques qui n'ont pas été bons (...) il y a aussi des comportements d'actionnaires qui se sont distribués des dividendes, alors qu'il y a aurait pu y avoir privilège d'investir plutôt que d'assurer des faveurs à des actionnaires*", a-t-il dit.

"*Moi je considère qu'il y a eu un mensonge, ce plan n'a pas été annoncé alors qu'il était déjà prévu*", a-t-il ajouté. (Reuters 14.07)

Il est fin Hollande ! Cela change quoi pour les salariés de PSA ? Rien !

Il faut aller à l'affrontement avec le patronat et le régime.

Le responsable syndical CGT à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, Jean-Pierre Mercier, a jugé "*insuffisants*" samedi les propos de François Hollande sur le plan social au sein du groupe, estimant que l'Etat avait "*les moyens d'interdire la fermeture*" du site et "*les licenciements*".

"*Le seul point commun qu'on a avec François Hollande, c'est la reconnaissance du fait que Peugeot a menti pendant 12 mois à l'opinion publique. Les dirigeants avaient décidé de fermer l'usine d'Aulnay dès 2010, la fermeture de l'usine n'a rien à voir avec la baisse des ventes en 2012*", a dit M. Mercier à l'AFP.

"*Pour le reste*", les propos du chef de l'Etat sont "*insuffisants*", a poursuivi le leader syndical.

"*Pour nous, l'Etat a les moyens d'interdire la fermeture de l'usine et les licenciements. Récemment, il a interdit à Peugeot de vendre près de 200.000 véhicules à l'Iran, qui est le premier marché international de Peugeot. S'il peut faire cela, il peut interdire les licenciements*", a-t-il affirmé.

Le gouvernement ne peut pas interdire la fermeture du site d'Aulnay, où 3.000 emplois vont être supprimés, mais "*nous pouvons faire en sorte de faire qu'Aulnay reste un site industriel, de la même manière qu'il doit y avoir des garanties sur la pérennisation du site de Rennes*", a ajouté le chef de l'Etat. (AFP 14.07)

Il y a les paroles et les actes, seuls les actes comptent.

Pourquoi Jean-Pierre Mercier n'appelle-t-il à la grève illimitée comme l'a fait SUD à Aulnay ?

"*Une lutte contre une fermeture d'usine, c'est un marathon, pas un sprint*". Avec son sens de la formule, Jean-Pierre Mercier, leader CGT à l'usine PSA d'Aulnay, jongle avec les journalistes et incarne la mobilisation des salariés sur le site qui fermera en 2014.

"*Une grève illimitée serait une erreur tactique: ça nous épuiserait rapidement financièrement et ça aurait un pouvoir de nuisance limité*", martèle le leader CGT, 2e syndicat à PSA Aulnay.

"*Nous seuls, on ne pourra pas empêcher la fermeture, (...) il faut que les camarades de Rennes, Poissy, Sochaux entrent dans la bataille*". "*On est une bombe sociale, politique, et ça, on va l'utiliser*", dit Jean-Pierre Mercier, tout en rejetant la violence. "*On n'a même pas fait brûler un pneu*" depuis le début du conflit. "*Il faut être plus intelligent*".

Jean-Pierre Mercier a adhéré à la CGT en 1998. Son père, ouvrier électricien devenu technicien, était à la CGT et au PCF.

Aujourd'hui, il est délégué syndical à plein temps. Jean-Pierre Mercier est aussi encarté à Lutte ouvrière (LO). Mais il n'en démord pas: "*il faut interdire les licenciements*". (AFP 14.07)

Il y a quelque 30 millions de salariés dans ce pays, des syndicats, pourquoi les unions locales des syndicats ne serviraient-elles pas à assurer la solidarité financière de la classe, à collecter les fonds destinés aux ouvriers et cadres en grève illimitée chez PSA et ailleurs ? A quoi servent-elles ? A rien ? Où est passé le syndicalisme de lutte de classe ? Existe-t-il encore dans ce pays ?

Je me suis livré à un petit : il suffirait que 20 millions de travailleurs versent 2 euros chacun pour assurer 1.500 euros par mois à 30.000 grévistes, on peut moduler le nombre de travailleurs qui verseraient ainsi que la somme ou encore le nombre de

grévistes, c'est donc tout à fait réalisable. Sauf avec des dirigeants syndicaux corrompus, cela aussi il faut le dire aux travailleurs, mais il est possible de passer outre, de leur imposer.

Résumons : LO prône la lutte, la lutte, la lutte, et quand l'heure est à la lutte pour faire plier ou imposer une défaite au patronat, Mercier se rabat vers le législateur, c'est une grande gueule, mais il se dégonfle. Il n'est pas contre la lutte pour autant, mais diluée à la façon des appareils dont il est devenu un instrument, il n'est pas permanent de la CGT pour rien, grèves tournantes, journées d'action, bref, la panoplie des capitulards et des traîtres.

Au passage vous avez là tout LO, pour qui le combat contre le stalinisme commence par appliquer ses méthodes et sa politique au côté de l'appareil du PCF et de la CGT. Une machine à lobotomiser les militants, à former des zombies, des militants sans personnalité, incapables de penser par eux-mêmes après des décennies de militantisme, sauf rares exceptions qui confirme la règle.

Il ne lui viendra pas à l'esprit qu'une grève illimitée chez PSA pourrait servir d'étincelle à l'ensemble de la classe ouvrière pour se mobiliser pour faire aboutir ses revendications, et au-delà entraîner la chute du régime. Les arguments de la CGT ne tiennent pas, la preuve.

Quand la semaine précédente des intérimaires d'un atelier de peinture se sont mis en grève paralysant l'ensemble de la chaîne de production, la direction a immédiatement cané, alors on peut imaginer qu'elle ne pourrait pas camper sur sa position si l'ensemble des salariés de l'usine était en grève illimitée à l'appel de la CGT, de SUD et peut-être d'autres syndicats. De plus à Rennes et sur d'autres sites du groupe, les ouvriers sont prêts à passer à l'action, encore faudrait-il qu'on ne leur propose pas des actions bidons et que les syndicats fassent preuve d'une détermination à toute épreuve, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Quand au début des années 80 j'ai entraîné dans une grève illimitée les salariés d'une société japonaise (U-Bix devenu Konica copieur) pour une hausse des salaires, contre la politique de rigueur que venait d'instituer Mitterrand, c'était loin d'être gagné d'avance. Sur 400 salariés répartis dans 18 établissements sur toute la France en comprenant le siège social, j'étais le seul syndiqué FO, à côté il n'existait que la CGC qui regroupait quelques commerciaux et cadres. Je bossais à l'atelier qui était situé au siège social à Nanterre, je reconditionnais des copieurs et j'apprenais mon nouveau métier. J'avais été embauché trois ans plus tôt seulement. Délégué syndical, je m'étais fait élire délégué du personnel et délégué du Comité d'entreprise, j'en étais le trésorier adjoint.

Quand la direction décida de revenir sur les augmentations générales des salaires programmées, pour autant que je me souvienne, je n'ai pas réfléchi, spontanément je me suis dit : si on se lance dans une bataille, c'est pour gagner ou leurs soutirer le maximum, seule une grève illimitée et le blocage de la boîte les fera plier rapidement.

Partant de là, j'ai fait le tour du siège pour tester l'état d'esprit des salariés,. J'ai rencontré la quasi-totalité du personnel, y compris les cadres et le délégué syndical de la CGC, de leur côté ils avaient leurs revendications, je lui apporté mon soutien et je lui ai proposé de marcher ensemble, ce qu'il a accepté, en fait j'allais me retrouver tout seul pour organiser cette grève. J'ai annoncé la couleur aux salariés, grève illimitée jusqu'à satisfaction ou rien, c'est à prendre ou à laisser.

Devant ma détermination, ils ont fait preuve d'un enthousiasme que je ne soupçonnais pas avant, c'est ainsi que plus de 90% du personnel se mit en grève avec occupation, y compris l'encadrement. On se réunissait en assemblée générale tous les jours et on votait à main levée la reconduction de la grève en présence du représentant de la direction. Comment cela se passait, c'est très simple, une fois qu'il avait pris la parole pour appeler à la reprise du travail, je prenais la parole, des salariés qui souhaitaient intervenir exprimaient leurs points de vue, ensuite on procédait au vote. On ne pouvait pas faire plus démocratique.

Et toutes les discussions que je pouvais avoir avec la direction se déroulaient en présence du personnel, de cette manière les salariés contrôlaient entièrement le déroulement de la grève. Oui, chacun assuma pleinement ses responsabilités, les travailleurs en sont parfaitement capables dès lors qu'on leur en donne la possibilité, qu'on leur fait confiance.

Eh oui camarades, c'est là que le bas blesse, nos dirigeants aux cerveaux ramollis par des décennies de collaboration de classes n'ont pas ou plus confiance dans les travailleurs, ils n'ont pas confiance dans le socialisme autrement dit !

Je sais qu'il y en a parmi vous qui me prennent pour un charlot ou un connard, un mec tout juste bon à broyer du dirigeant ou lancer en l'air des idées qui s'évaporeront dans l'atmosphère ou qui n'atterriront nulle part, je leur ferais remarquer que depuis longtemps je suis passé à l'exercice pratique, l'expérience que j'ai relatée date de 30 ans, certes, mais justement, 30 ans plus tard je suis resté fidèle aux idées que j'avais mises en pratique sur le terrain, sans y changer quoi que ce soit, ce qui n'est manifestement plus le cas de vos dirigeants, je n'aurais pas la cruauté d'en fournir ici un exemple.

Vous avez raison de penser que c'est bien beau d'avoir de belles idées, mais si on ne peut pas les mettre en pratique, cela ne sert à rien, c'est de la masturbation intellectuelle, etc. Je n'ai pas attendu 2012 pour passer à l'épreuve pratique, et si j'ai arrêté de militer pendant vingt ans, c'est bien parce que j'ai conservé intact mes convictions pendant ces nombreuses années que je peux aujourd'hui défendre les mêmes idées qu'hier, mieux d'ailleurs, puisque ou plutôt parce que j'ai rompu avec mon ancien

parti (l'OCI, aujourd'hui le CCI du POI), sinon cela aurait été impossible.

Je vais vous dire un truc, je crois l'avoir déjà écrit un jour, peu importe. Quand j'ai fait le tour du siège social, j'ai rencontré la secrétaire du directeur du marketing, elle avait l'allure d'une bourgeoise, elle avait un salaire nettement supérieur à la moyenne des employées de bureau, comparable à celle d'un cadre. Jusque là nous n'avions jamais parlé ensemble, je la croisais régulièrement en s'échangeant un signe de politesse. Elle s'est déclarée favorable à la grève et elle y a effectivement participé jusqu'au bout. J'ai oublié de vous dire que nous avions obtenu satisfaction sur la totalité de nos revendications, y compris le paiement intégral des jours de grève et des primes repas, c'est qu'on mange quand même quand on fait grève !

Avant de se déclarer favorable à la grève, cette salariée m'a fait une réflexion qui est restée graver dans mon cerveau : vous savez monsieur Tardieu, il y a des gens qui ne vous aiment pas beaucoup, qui n'apprécient pas particulièrement vos idées, mais il faut reconnaître que vous avez de la suite dans les idées et que vous faites preuve d'une telle détermination que vous inspirez le respect, si les gens vous suivent, ce sera uniquement pour cela...

Bon, je savais qu'elle faisait partie des salariés qui ne m'aimaient pas vraiment, un irréductible bolchevik, imaginez un peu, mais là n'était pas la question ou l'essentiel, notre cause passait avant toute appréciation d'ordre personnel et il se trouvait que nos intérêts se rejoignaient ponctuellement, il était donc de mon devoir de tout mettre en oeuvre pour profiter de cette occasion qui ne se renouvellement peut-être pas d'ici longtemps pour gagner contre la direction.

Cette femme d'environ 35 ans était le genre de salariée dont on se dit qu'elle est réactionnaire et qu'elle ne participera jamais à une grève ou un mouvement social, et pourtant.

C'est cette leçon qu'il faut retenir, qu'il faut avoir à l'esprit en permanence, c'est l'un des facteurs déterminant sur lequel repose le socialisme, si on le perd de vue, on ne comprend plus rien, on est foutu politiquement, on ne croit plus dans les travailleurs, on ne croit plus dans le socialisme, il ne nous reste plus qu'à nous adapter au capitalisme.

A Rennes avant-hier, une partie de l'encadrement a débrayé avec les ouvriers. J'ai regardé une vidéo dans laquelle la déléguée FO était interviewée, elle n'en revenait pas, une divine surprise pour elle, du coup elle n'a pas été capable d'aligner deux phrases cohérentes, bafouillant en se demandant si le nouveau plan social incluait le précédent ou le remplaçait ou encore s'il fallait les additionner, visionnez-là c'est révélateur de la conception de la lutte de classe que peuvent avoir les représentants syndicaux en règle générale puisque les syndicats sont complètement gangrenés.

Si parfois je m'autorise de m'en prendre aux ouvriers, j'en suis un également, c'est parce que je sais de quoi ils sont capables du pire comme du meilleur, et qu'en s'adressant au meilleur d'eux-mêmes on peut les aider à progresser, à faire des choses dont ils ont même pas idée.

En fait cela revient à dire qu'ils sont meilleurs que ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, qu'ils sont capables de ce qu'on qualifiait d'impossible hier encore ou on le pensait sans oser l'avouer ; c'est aussi pour cette raison que je tire à boulets rouges sur les ouvriéristes : ah les pauvres ouvriers rien ne serait de leur responsabilité, ils sont si faibles, si démunis, etc. alors qu'en réalité chacun conserve sa faculté de réagir librement face à une situation dès lors qu'on vous aide à la comprendre ou l'affronter. Comment voudriez-vous que les travailleurs prennent confiance en eux si vous les déresponsabiliser en permanence ? Chaque travailleur bosse pour nourrir ses gosses, il sait donc ce que cela signifie assumer ses responsabilités, il ne faudrait pas le prendre pour plus ignorant qu'il ne l'est. En tenir compte, c'est le meilleur moyen de le respecter selon moi.

Ceux qui disent aux travailleurs : il n'y a pas de fatalité à la crise du capitalisme, sont généralement les premiers à estimer que la dégénérescence du mouvement ouvrier relèverait d'une affreuse fatalité, inconsciemment ou sans oser l'avouer, parce qu'ils n'ont jamais réussi à s'attaquer à la racine du problème, ils n'ont jamais réussi à trouver la méthode appropriée pour s'adresser aux travailleurs et finalement à construire le parti.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Recyclage.

- Gordon Brown nommé envoyé spécial de l'ONU pour l'éducation - AFP

Collaboration, collusion, consensus, complot, non ? La sainte-alliance contre-révolutionnaire à l'échelle nationale et internationale du parti de l'ordre et du parti social-libéral est un fait établi que les dirigeants des partis ouviers continuent de nier, pas forcément dans leurs discours, dans les faits.

Pourquoi ? Parce qu'ils conservent des liens avec les partis sociaux-libéraux et ne voudraient pas qu'on les accuse d'être les complices de leurs méfaits contre la classe ouvrière et les peuples. Alors qu'ils rompent avec eux !

Haut de page

Le 16 juillet

CAUSERIE

J'ai archivé les articles des différentes rubriques dans les dossiers appropriés. Le site est à jour.

Un courriel reçu et ma réponse.

Un camarade métallo (ex-PT) a écrit : "*C'est cuit une fois de plus pour Aulnay et pour la classe ouvrière.*

Compte tenu du degrés de conscience de classe en France, la formule du POI qu'ils rabâchent depuis des décennies dans la Vérité " la classe est défaite mais pas battue " ou vice versa je ne sais plus, est une connerie abominable! "

Tu as raison, à force d'être battue, elle finit par être défaite, tout fout le camp, c'est du pareil au même, sauf pour ceux qui ont encore les moyens de vivre comme avant ou qui n'ont pas en permanence suspendu au-dessus de leur tête l'épée de Damoclès du chômage, de tomber dans la précarité, de ne plus pouvoir payer leur loyer ou leurs traites, d'être expulsés et de se retrouver à la rue, de sombrer dans la pauvreté, la misère.

Ici en Inde, ce constat je l'ai tous les jours sous les yeux, c'est abominable, sauf pour les fonctionnaires qui sont de véritables nantis par rapport au reste des travailleurs, aussi bien sur le plan des conditions de travail puisqu'ils sont les seuls à bénéficier de deux jours de repos par semaine, que sur celui des rémunérations ou de la garantie d'emploi, tandis qu'en dehors des grandes entreprises, les travailleurs indiens ne disposent même pas d'un contrat de travail, quant au salaire minimum il n'existe pas. Ce qui vous attend en France, en Grèce, en Espagne, etc. je l'ai sous les yeux tous les jours. Alors tourner autour du pot, se livrer à des tergiversations, se poser des questions grotesques sur les réelles intentions du gouvernement par exemple, j'en suis totalement incapable, déjà que ce n'est pas dans ma nature, je dis ce que je pense, ça passe ou ça casse peu importe.

Au lieu de se saisir de l'opportunité d'être implanté dans la fonction publique pour armer politiquement les fonctionnaires, le POI et avant lui le PT et l'OCI se sont toujours employés à flatter la crasse ignorance des fonctionnaires du fonctionnement de l'Etat, leur employeur. Ils n'y sont pour rien, je parle des fonctionnaires, ils se laissent vivre ou ils sont manipulés par les appareils des syndicats avec la complicité du POI, du NPA et de LO, sans parler du PCF évidemment. Le PS, c'est autre chose, il est dans l'autre camp avec Chérèque, celui de nos ennemis.

Ils ont tous démissionné ou ils sont complètement paumés, ce qui revient au même. A moins qu'ils ne soient tous complices du régime, au choix ou à la fois. Quand tu diriges un parti en étant encore jeune, que tu te retrouves complètement coupé des masses, au bout d'un certain temps, tes analyses ne partent plus de la réalité telle qu'elle est, mais telle que toi tu la perçois dans ton bureau obscur au fond d'une cour obscur situé dans un bâtiment qui l'est tout autant. Et quand en plus tu te prends pour l'"*héritier*" de Trotsky sans en avoir les qualités, c'est pire encore, car tu seras porté à t'en rendre d'autant moins compte, les flatteries de ta cour couvriront tes lacunes et tes grossières erreurs qu'elle aura elle-même soutenues pendant des décennies.

A l'époque de l'OCI, ils ont volontairement laissé passer l'occasion de fonder un nouveau syndicat quand ils contrôlaient l'Unef, une partie de FO et ce qui est aujourd'hui la FSU, préférant laisser les mains libres aux appareils pourris des syndicats. Je ne connais pas suffisamment l'histoire de SUD pour en parler, je constate simplement que d'autres ont démontré que c'était parfaitement possible de le faire, donc le tandem Lambert-Gluckstein n'a aucune excuse, il porte en grande partie la responsabilité de la situation actuelle du syndicalisme en France et plus largement de la décomposition du mouvement ouvrier.

Ce que certains ont appelé le pablisme et le lambertisme étaient en réalité les deux faces de la même pièce à l'effigie du stalinisme et du réformisme. Les militants n'ont pas été capables de le discerner, il est désormais trop tard, il leur faut construire un nouveau parti.

Il faut être lucide, il n'existe pas d'autres alternatives, on peut retourner le problème mille fois dans tous les sens on arrivera toujours à cette conclusion. Il n'y a plus qu'à espérer qu'un ou plusieurs dirigeants armés de la méthode du marxisme et partageant l'essentiel de nos analyses, rompent avec ces partis pour en fonder un autre sur la base du programme de la révolution socialiste. Il faut être patient, très patient, c'est difficile de l'être en permanence, on doit absolument faire cet effort, car ce parti aura besoin de toutes les bonnes volontés pour émerger, chaque militant comptera.

Toi, camarade, tu es à la retraite, tu n'es pas loin de 70 piges, tu pourrais te la couler et te foutre de tout cela, mais après plus de 40 ans de militantisme, ça te ronge, ça te bouffe la vie de voir comment les choses tournent du mauvais côté et qu'on est réduit à l'impuissance, pris littéralement en otage par les dirigeants vendus de ces partis.

Moi de mon côté, j'ai encore de quoi vivre normalement sous les tropiques, je pourrais aussi me la couler douce et finir mes jours tranquillement au soleil en faisant abstraction de la misère environnante, omniprésente en réalité. Mais voilà, il semblerait que je ne sois pas vraiment fait pour cette vie-là, d'autres s'en accommodent très bien, ils sont concernés indirectement seulement par la misère ambiante, ils la conceptualisent au besoin et le tour est joué.

Je m'identifie au monde extérieur et il est tellement laid et insupportable que je n'arrive pas à me faire une raison, à me dire : tu t'en fous, tu n'y es pour rien après tout, tu n'as rien fait pour que le monde soit aussi détestable et tu n'y es pour rien si tu es incapable de le changer, passe à autre chose, écoute de la musique et fume-toi un pétard tu verras comme la vie est agréable, bon, l'un n'empêche pas l'autre sauf que je pense, comme la vie pourrait être agréable, je ne perds jamais de vue qu'elle ne l'est pas vraiment, pas pour tout le monde, pas pour des millions et millions dans le monde, cela fait trop pour oublier comment est réellement le monde, franchement détestable, l'expression *il faut faire table rase du passé* n'a jamais aussi bien porté son nom.

Dans deux ans on commémorera la faillite de la social-démocratie, son passage avec armes et bagages dans l'autre camp, de l'autre côté de la barricade. On prépare les munitions pour tirer à boulets rouges sur ceux qui auraient encore un fâcheux doute sur la question. Il faudrait faire la liste des crimes commis par les tenants de la social-démocratie devenue social-libéralisme au cours du XXe siècle, ainsi que ceux auxquels elle a été associée ou qu'elle a permis d'être perpétrer par le parti officiel de l'ordre.

Nos camarades fonctionnaires sont les plus à plaindre quelque part surtout quand on leur sert les mêmes recettes que pour nos camarades du secteur privé, parce qu'ils n'y sont pas du tout préparés, au point qu'ils en viennent à se suicider sur leur lieu de travail. Cela non plus on ne l'a pas entendu dans la bouche de nos dirigeants, et pour cause.

Dans le secteur privé, on a une vie de chien, on est livré aux prédateurs du marché, à des patrons avides de profit et de pouvoir, pour eux, on est une marchandise comme une autre et rien de plus, ils consomment notre force de travail, et quand celle-ci s'épuise ou leur coûte trop cher, sans hésiter ils la balancent comme un vulgaire Kleenex. Voilà ce que nos camarades fonctionnaires passés au secteur privé découvrent et subissent, supportent difficilement.

Je vais t'avouer un truc mon cher camarade, cela fait des années que je me dis : bordel est-ce qu'un jour la révolution va éclater en France que je puisse enfin rentrer au pays car j'en ai marre de vivre dans ce trou à l'autre bout du monde. Je ne me fais pas d'illusions évidemment, c'est juste un truc qui me traverse l'esprit et je n'y pense plus l'instant d'après, ce n'est pas comme lorsque tu as le ventre vide et que cela commence à te donner des contractions dans le bas du ventre, tu ne peux pas t'empêcher d'y penser, la douleur te le rappelle sans cesse.

Etonnant que je te raconte cela, comment je le sais, non je ne l'ai pas lu ou entendu quelque part, j'en ai fait une brève expérience juste après avoir quitté le domicile familial et je ne l'ai jamais oublié. Cela te marque, assurément, c'est comme une marque indélébile au fer rouge, ça te forge le caractère aussi, après cela tu n'es pas vraiment porté au compromis, car dans une telle situation il n'y a pas de place pour ce genre d'arrangement, quand ta conscience est descendue au niveau de ton estomac, il ne faut pas trop lui en demander, surtout pas de comprendre pourquoi tu subis cette injustice.

Bien des choses m'exaspèrent chez les Indiens, mais quand je vois quel cauchemar ils subissent quotidiennement, je comprends qu'il leur soit difficile de se projeter dans l'avenir et d'imaginer qu'il pourrait être meilleur, c'est aussi la raison pour laquelle ils se rendent si nombreux au temple, à la mosquée ou à l'église.

Leur sort dépend en grande partie de la tournure que va prendre la lutte des classes en France en particulier et en Europe. C'est pourquoi nous avons une responsabilité énorme à assumer devant l'humanité entière, il faut l'avoir à l'esprit en permanence. Tout repose sur l'attitude de nos dirigeants, ceux du POI et accessoirement du NPA et de LO. Je ne sais pas s'ils en ont vraiment conscience et s'ils sont vraiment à la hauteur de la situation, j'en doute fortement et je ne m'en cache pas, mais quelque part je l'espère encore, disons qu'en attendant des jours meilleurs on a guère le choix. Ce n'est pas une question de personne, mais politique uniquement.

Quand tu ne vois pas ou plus comment avancer, tu as tendance instinctivement à te replier sur toi toi-même, sur le plan théorique cela donne le dogmatisme parfois doublé du sectarisme, et une fois que le mauvais pli est pris, cela devient très difficile d'en sortir. C'est comme lorsque tu t'es engagé profondément ou pendant des années dans une mauvaise voie, faire marche-arrière est devenu impossible, en changer réclame un effort énorme que peu sont réellement capables d'accomplir, car entre temps leur vie s'est identifiée avec leur parti tel qu'ils l'ont forgé et vice versa.

Quand tu avances en âge, tu te rends compte des progrès que tu as réalisés au cours de ta vie, dans le meilleur des cas tu es parvenu à élever ton niveau de conscience du fonctionnement de la société notamment... Et quand tu observes ce qu'il en est autour de toi et que tu t'aperçois que tu fais figure d'exception, tu te demandes comment cela est possible, tu peux aussi en être effrayé car ce constat est terrible, et si tu penses aux 7 milliards que nous sommes sur terre, tu es prêt à tomber à la renverse et

à ne pas t'en remettre tellement c'est effroyable, le nombre de militants vraiment conscient est inférieur aux 186 000 hyper riches dénombrés dans le monde par exemple.

Ou alors, une fois que tu t'es pris la réalité en pleine figure, tu te dis que ton devoir est de tout faire pour aider ta classe (et les militants) à progresser, tu dois te mettre à son niveau pour l'aider à progresser, tu dois trouver le langage, la syntaxe, la sémantique, le discours qui favorisera sa prise de conscience et lui permettra de se saisir du socialisme, tu n'as pas d'autre alternative que continuer le combat.

Notre combat peut apparaître à un moment donné à contre-courant de l'état d'esprit des masses ou du cours des choses, on peut se retrouver totalement marginalisés, certains le vivent très mal et capitulent, la Gauche anticapitaliste du NPA vient d'en faire la démonstration après d'autres, ils ne seront pas les derniers non plus, on aura l'occasion d'en reparler très prochainement.

Vécu comme une malédiction, on peut tout brader ou presque pour tenter de conjurer le mauvais sort qui semble insaisissable et s'acharner sur nous. En vain, en réalité on ne fait que précipiter et accompagner la descente aux enfers à laquelle la société toute entière semble condamnée et nous avec. Ou alors on s'accroche à nos principes, à nos convictions qui reposent sur notre interprétation de l'évolution et du fonctionnement du capitalisme qui conduisent inéluctablement à son effondrement, sur les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes principalement, à notre foi inébranlable dans la classe à se hisser à la hauteur des tâches historiques qu'elle a à accomplir, le socialisme.

Aux travailleurs de PSA, il faut dire la vérité en face, toute la vérité, ce qui est, ce qui n'est, ce qui devrait être, ce qui pourrait être, pourquoi ils en sont là et qu'est-ce qu'il faudrait faire pour que la situation change à leur avantage, ce qui vaut pour tous les travailleurs du pays toutes catégories confondues du secteur privé et public...

Ceux qui n'auront pas le courage de leur dire en face, comment voudriez-vous qu'ils soient capables d'assumer leurs responsabilités face à des soldats armés jusqu'aux dents, des chars, etc. lors d'une révolution. Vous avez le droit de vous poser cette question, vous en avez encore le temps, dites-vous bien que c'est un luxe par les temps qui courent, cela ne durera pas éternellement, réfléchissez bien à deux fois avant de décréter que l'auteur de ces lignes est un farfelu ou je ne sais quoi, cela s'adresse à mes détracteurs.

PSA. Direction, gouvernement et syndicat jaune même combat. A bas les privilèges des patrons et des actionnaires !

A la virgule près, le gouvernement Hollande-Ayrault-Montebourg-Moscovici tient le même discours que la direction de PSA.

«*Le plan soumis au Comité central d'entreprise n'est pas acceptable en l'état, il faut en améliorer considérablement la qualité*», a déclaré Pierre Moscovici au cours du Grand Rendez-Vous Europe1/iTélé/Le Parisien, reprenant les termes exacts du président François Hollande la veille.

(En entendant cela, à la place des actionnaires, je me dirais : il faut foncer, on a le feu vert du gouvernement qui est de notre côté, on va en remettre une couche en annonçant quelques milliers de suppressions de postes supplémentaires. Ils ne le feront pas, mais d'autres chefs d'entreprises ou dirigeants de conseils d'administration vont saisir l'opportunité, cela pourrait être plus juteux encore que sous Sarkozy, en réalité, ils y sont encouragés par le gouvernement qui en plus va financer une partie de leurs plans sociaux à leur place, du pain béni pour eux, c'est le moment ou jamais d'en profiter. - Ndlr)

«*Il faut faire en sorte d'avoir des mesures structurelles pour garantir la pérennité de la filière*», a ajouté M. Moscovici, «*il y a la nécessité de conforter cette filière qui fera en sorte de soutenir les constructeurs mais aussi les équipementiers et la sous-traitance*».

(C'est exactement le même discours que les patrons du secteur automobile qui n'ont pas une tendance suicidaire à notre connaissance. Que font les patrons de ce secteur d'activité sinon mettre en place des "des mesures structurelles pour garantir la pérennité" de leurs entreprises, ce qui signifie effectivement que le gouvernement va "soutenir les constructeurs mais aussi les équipementiers et la sous-traitance" qui suppriment des milliers d'emplois et licencient en masse.

Le gouvernement a choisi son camp. Cela vous étonne, non, je vous pose la question car il y a des dirigeants dans nos rangs qui ont osé la poser, ceux du POI (notamment) pour ne pas les citer. Comme c'était déjà inscrit depuis le 6 mai (ou avant même), cela revient à avoir colporté des illusions dans un gouvernement qui se situe au côté du patronat. Question : en agissant de la sorte, ces dirigeants se situent dans quel camp ? - Ndlr)

«*Il a des plans sociaux qui ont été différés, c'est l'évidence. Nous avons un héritage très dur, un déficit de confiance des acteurs et aussi un déficit de compétitivité, et nous sommes en train de solder cet héritage*», a-t-il souligné.

(Encore le même discours que le président du directoire de PSA sur le "*déficit de compétitivité*". Il s'agit bien un gouvernement du capital contre le travail. - Ndlr)

«*François Hollande a la volonté politique de faire en sorte que le nombre d'emplois supprimés soit réduit et qu'il n'y ait pas de licenciement*», a-t-il rappelé.

(Les même propos que Varin (président du directoire de PSA) à la virgule près. Pour endormir les esprits faibles, les naïfs, les crétins, les ignares. - Ndlr)

Quant au site d'Aulnay (Seine-Saint-Denis), dont PSA a annoncé la fermeture, M. Moscovici a une fois de plus répété les propos de François Hollande: «il sera réindustrialisé» sans se prononcer sur le maintien ou non du centre de production Peugeot. Il a également fait une allusion à la famille Peugeot: «*Ce sont des gens discrets mais on les connaît, je préfère qu'il y ait un actionnariat français et familial*», a-t-il indiqué. (liberation.fr 15.07)

(Comme ils les "*aiment*" les riches ! La famille Peugeot est domiciliée en Suisse où elle planque une grande partie de sa fortune, et bien nous nous préfèrerions tout lui prendre ! D'ailleurs absolument rien ne lui appartient, ce sont des générations d'ouvriers et cadres qui ont fait cette entreprise, pas les parasites qui trônent à sa direction et qu'il faut mettre dehors. - Ndlr)

Les jaunes passent à l'action.

Ce que vous allez lire ci-dessous, c'est la position sur laquelle sont tous les syndicats à l'exception de SUD à Aulnay, jusqu'à preuve du contraire, la capitulation en rase campagne, la trahison. Les uns et les autres vont s'efforcer de faire croire qu'elle correspond à l'état d'esprit des travailleurs de PSA, ce qui est faux, car, quand tu sais que tu n'as plus rien à perdre, tu te lances tête baissée dans la bataille pour sauver ta peau, l'enjeu est si grand qu'il n'y a plus de place pour des hésitations ou pour la réflexion.

Si les choses ne se passent pas de la sorte, c'est parce qu'en amont ils sont trahis et ils n'ont pas la force de partir seuls ou presque au combat, sans direction c'est hasardeux, mais il arrive aussi qu'ils passent outre et foncent. Pour cela il faudrait que les représentants d'un syndicat minoritaire manifestent une telle détermination à aller jusqu'au bout de ce combat pour que les ouvriers le hissent à la tête de leur mouvement. Est-ce que les représentants de SUD possèdent les qualités requises pour prendre la direction de ce combat ? Je n'en sais rien, nous le verrons bien dans les jours ou semaines à venir.

- La déléguée du SIA, syndicat majoritaire à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Tania Sussest, a souhaité dimanche "*de vrais engagements*" de la part du chef de l'État pour soutenir les salariés de l'usine dont PSA a programmé la fermeture en 2014. "*On va demander très vite à M. Hollande de nous recevoir. On attend qu'il prenne de vrais engagements, fasse de vraies propositions pour assurer l'avenir des salariés d'Aulnay*", a déclaré à l'AFP Mme Sussest.

La déléguée a "*l'impression que les politiques sont un peu complices*". "*Je ne me fais aucune illusion, PSA est un grand groupe privé. Déjà, ils n'ont rien pu faire chez Renault et l'ont laissé délocaliser la production en Afrique du Nord*", a-t-elle ajouté. Du plan pour l'automobile du gouvernement, elle attend "*de vraies aides tournées vers les salariés*", souhaitant que l'État ne remplisse pas "*les caisses de PSA*" à cette occasion. Au lieu de donner de l'argent aux constructeurs, "*il faudrait inciter les repreneurs à reprendre prioritairement les anciens PSA d'Aulnay*", suggère-t-elle.

Pour la syndicaliste, ce qui compte désormais, c'est de négocier de bonnes conditions de reclassement et d'accompagnement. "*On sait pertinemment qu'il existe une latitude de négociation, les mesures proposées en l'état sont dérisoires*", souligne-t-elle. Les salariés d'Aulnay et de Rennes "*se mobiliseront le 25 juillet*", lors du prochain comité central d'entreprise devant examiner le plan. Le SIA réclamera "*une indemnité de 50 000 euros minimum*", au lieu "*des 1 000 euros par année proposés actuellement*".

Sur les 8 000 postes à supprimer, PSA espère trouver 6 500 volontaires au départ. Le groupe prévoit de reclasser 1 500 salariés d'Aulnay à Poissy (Yvelines). "*Il n'y aura pas plus de 1 000 personnes reclassées, il ne faut pas rêver*", pronostique Mme Sussest, selon laquelle, en outre, "*ceux qui travaillent à Amiens, Reims et Soissons ne pourront pas suivre à Poissy. Les distances sont trop longues et un déménagement n'est pour beaucoup pas envisageable*". (lepoint.fr 15.07)

La question qui est posée, c'est la remise en cause ou non de la propriété privée des moyens de production qu'incarne les actionnaires de PSA et le gouvernement qui en est le garant conformément à la Constitution de la Ve République. C'est au nom de ce privilège exhorbitant et défendu par l'Etat (sa justice, sa police, son armée) que les actionnaires jettent à la rue des milliers de travailleurs et ruinent leur vie. Il faut déclarer illégitime leur pouvoir et appeler à en finir avec leurs privilèges.

Donc la question qui est posée est celle de l'expropriation des actionnaires et la constitution d'un gouvernement ouvrier qui garantisse la propriété collective des moyens de production, à laquelle correspond la répartition du travail et des richesses produites entre tous les travailleurs de ce pays, la fin du chômage, de la précarité et de la pauvreté.

Défense du marxisme

Je ne sais plus si j'avais déjà reproduit ce passage fameux de Karl Marx extrait de son ouvrage *Les luttes de classes en France* (1848-1850). Il montre que la soumission de l'Etat aux gangsters de la finance ne date pas d'hier en vérité. Le plus surprenant sans l'être vraiment puisqu'on s'est employé à ce qu'il en soit ainsi, que les masses exploitées l'ignorent toujours, jusqu'aux employés et syndicalistes des banques, à se demander à quoi servent vraiment ces derniers...

- La pénurie financière mit, dès le début, la monarchie de Juillet sous la dépendance de la haute bourgeoisie et cette dépendance devint la source inépuisable d'une gêne financière croissante. Impossible de subordonner la gestion de l'État à l'intérêt de la production nationale sans établir l'équilibre du budget, c'est-à-dire l'équilibre entre les dépenses et les recettes de l'État. Et comment établir cet équilibre sans réduire le train de l'État, c'est-à-dire sans léser des intérêts qui étaient autant de soutiens du système dominant, et sans réorganiser l'assiette des impôts, c'est-à-dire sans rejeter une notable partie du fardeau fiscal sur les épaules de la grande bourgeoisie elle-même ?

L'endettement de l'État était, bien au contraire, d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres. C'était précisément le déficit de l'État, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables. Chaque nouvel emprunt était une nouvelle occasion, de dévaliser le public qui place ses capitaux en rentes sur l'État, au moyen d'opérations de Bourse, au secret desquelles gouvernement et majorité de la Chambre étaient initiés. En général, l'instabilité du crédit public et la connaissance des secrets d'État permettaient aux banquiers, ainsi qu'à leurs affiliés dans les Chambres et sur le trône, de provoquer dans le cours des valeurs publiques des fluctuations insolites et brus ques dont le résultat constant ne pouvait être que la ruine d'une masse de petits capitalistes et l'enrichissement fabuleusement rapide des grands spéculateurs (on parle aujourd'hui de délits d'initiés, le dernier en date, l'affaire du Libor. - Ndlr). Le déficit budgétaire étant l'intérêt direct de la fraction de la bourgeoisie au pouvoir, on s'explique le fait que le budget extraordinaire, dans les dernières années du gouvernement de Louis-Philippe, ait dépassé de beaucoup le double de son montant sous Napoléon, atteignant même près de 400 millions de francs par an, alors que la moyenne de l'exportation globale annuelle de la France s'est rarement élevée à 750 millions de francs. En outre, les sommes énormes passant ainsi entre les mains de l'État laissaient place à des contrats de livraison frauduleux, à des corruptions, à des malversations et à des escroqueries de toute espèce. Le pillage de l'État en grand, tel qu'il se pratiquait au moyen des emprunts, se renouvelait en détail dans les travaux publics. Les relations entre la Chambre et le gouvernement se trouvaient multipliées sous forme de relations entre les différentes administrations et les différents entrepreneurs.

De même que les dépenses publiques en général et les emprunts publics, la classe dominante exploitait aussi les constructions de lignes de chemin de fer. Les Chambres en rejetaient sur l'État les principales charges et assuraient à l'aristocratie financière spéculatrice la manne dorée. On se souvient des scandales qui éclatèrent à la Chambre des députés lorsqu'on découvrit, par hasard, que tous les membres de la majorité, y compris une partie des ministres, étaient actionnaires des entreprises mêmes de voies ferrées, à qui ils confiaient ensuite, à titre de législateurs, l'exécution de lignes de chemins de fer pour le compte de l'État.

Par contre, la moindre réforme financière échouait devant l'influence des banquiers, telle, par exemple, la réforme postale. Rothschild protesta, l'État avait-il le droit d'amoindrir des sources de revenu qui lui servaient à payer les intérêts de sa dette sans cesse croissante ?

La monarchie de Juillet n'était qu'une société par actions fondée pour l'exploitation de la richesse nationale française dont les dividendes étaient partagés entre les ministres, les Chambres, 240 000 électeurs et leur séquelle. Louis-Philippe était le directeur de cette société : Robert Macaire sur le trône. Le commerce, l'industrie, l'agriculture, la navigation, les intérêts de la bourgeoisie industrielle ne pouvaient être que menacés et lésés sans cesse par ce système. Aussi, celle-ci avait-elle inscrit sur son drapeau, pendant les journées de Juillet : Gouvernement à bon marché.

Pendant que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique par la force des faits et par la presse, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne se reproduisait la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante. C'est notamment aux sommets de la société bourgeoise que l'assouvissement des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées se déchaînait, et entrait à chaque instant en conflit avec les lois bourgeoises elles-mêmes, car c'est là où la jouissance devient crapuleuse, là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent que tout naturellement la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction. L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise. Fin

Excellent, non ? "*l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État*, on est en plein dedans, non ? Même qu'un DSK pourrait s'y retrouver ! Qui a dit que Marx était mort ou que le marxisme était obsolète ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Congo

La participation dimanche au 1er tour des législatives au Congo a été estimée à 15% par une ONG et la Commission électorale l'a jugée faible dans les grandes villes, sans la chiffrer, pour ce scrutin où le camp du président Denis Sassou Nguesso devrait conserver une large majorité à l'Assemblée nationale.

Les résultats ne devraient pas être annoncés avant mardi. Un second tour est prévu le 5 août.

Dans ce pays riche en pétrole - dont la gestion des revenus est régulièrement critiquée - mais où la moitié des 4 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, le scrutin s'annonce sans réel suspense.

Le puissant Parti congolais du travail (PCT) du chef de l'Etat Denis Sassou-Nguesso, et ses alliés espèrent conserver la majorité absolue à l'Assemblée, où l'opposition ne compte qu'une douzaine d'élus sortants. (AFP 15.07)

SOCIAL

Egypte

Plus de 23.000 salariés de la plus grande entreprise de textiles d'Egypte se sont mis en grève dimanche en réclamant une revalorisation de leurs salaires.

L'usine de la société nationale Misr Spinning and Weaving, à Mahalla dans le delta du Nil, a déjà connu en 2008 des manifestations qui ont déclenché une vague de grèves à travers le pays, considérée par beaucoup comme le catalyseur de la révolte qui a abouti à la chute du président Hosni Moubarak en février 2011.

Sept mille des grévistes de Misr Spinning and Weaving ont organisé un sit-in dans l'usine en réclamant une hausse des salaires de base, le renvoi de responsables corrompus et l'amélioration des conditions dans l'hôpital rattachés à l'entreprise.

"*Je demande au président Mohamed Morsi de prêter attention aux travailleurs qui l'ont élu*", a déclaré un militant syndicat de l'usine, Wedad El Demerdach, en assurant que le sit-in se poursuivrait jusqu'à ce que les revendications des grévistes aient été satisfaites.

De nombreux salariés égyptiens, encouragés par le soulèvement du début 2011, ont élargi les revendications politiques à la sphère économique et observé des grèves ces derniers mois dans l'espoir d'obtenir des augmentations et une amélioration de leurs conditions de travail. La majeure partie de ces mouvements sociaux ont pris fin, mais certains arrêts de travail continuent d'être observés de temps à autre.

De petites manifestations ont lieu devant le palais présidentiel au Caire depuis l'élection de Mohamed Morsi, membre des Frères musulmans. Nombre de ces rassemblements portent sur les questions du chômage et des salaires. (Reuters 15.07)

Haut de page

Le 17 juillet

CAUSERIE

Dans la rubrique MES et TSCG, j'ai mis en ligne le TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), 25 pages.

Quand Mailly plante un couteau dans le dos des travailleurs de PSA.

Un rappel pour planter le décors.

Extrait de la causerie du 22 juin 2012.

"*Comme disait la grand-mère de Martine Aubry, quand c'est flou, il y a un loup, eh bien, on va demander à lever le loup*", a lancé sur RTL Jean-Claude Mailly...

Mais si monsieur Mailly a de graves problèmes de vision, peut-être qu'il ne s'agit pas d'un loup... mais d'un renard !

Informations ouvrières (n°205), hebdomadaire du POI, (...) page 3 en titre : " *Et en France, que va faire le gouvernement ?*", titre de l'éditorial de D. Gluckstein : "*Et maintenant ?*".

A propos de PSA : "*Difficile... Que va faire le gouvernement ? Va-t-il donner la garantie, par son intervention directe, du maintien du site et de tous les emplois ?*"

Feindre l'ignorance a ses limites monsieur Gluckstein, à en abuser vous allez passer pour un vulgaire manipulateur.

Les camarades du CCI-T ont relevé ceci dans Combattre pour en finir avec le capitalisme du mois de juin (en ligne dans le site) :

- " *Michel Sapin, interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, a laissé échapper cette phrase :* « Ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA » *qui sonne comme celle de Jospin* « l'Etat ne peut pas tout faire » *sur Renault- Villevoorde à l'époque.*"

Bien entendu, Gluckstein n'a rien entendu du tout, il n'a même pas souvenir de la répartie de Jospin, non, non, il nous demande de le croire sur parole, qu'il n'y compte pas, c'est une illusion de trop ! Tout cela pour quoi ? Pour justifier la ligne politique du POI.

On pourrait ajouter aujourd'hui : pour soutenir la direction de PSA, le gouvernement, Mailly.

Comme quoi le loup et les renards s'entendent comme larrons en foire pour faire la peau de la volaille qui ici sera remplacée avantageusement par des pigeons, les salariés de PSA en l'occurrence ou plus généralement vous et moi, l'ensemble des travailleurs.

Hier, le renard s'est illustré en portant secours au loup

"*Je n'attendais pas d'annonce miracle de l'Etat, on ne peut pas tout faire sur une entreprise privée*", a commenté M. Mailly sur BFM-TV et RMC, réagissant à l'intervention télévisée samedi de François Hollande, qui s'est exprimé sur le plan de suppression de 8.000 postes chez PSA Peugeot Citroen.

"*Quelle est la marge de manoeuvre du gouvernement? Le gouvernement, c'est tout ce qui est sollicitation de fonds publics*", a-t-il ajouté, estimant qu'à "chaque fois qu'il y a une aide publique, il doit y avoir des contreparties".

Selon lui, "*il y a des moyens de pressions qui existent*" notamment pour "*exiger plus d'engagements en matière de revitalisation*".

"*Il faut qu'il y ait un avenir industriel sur le site d'Aulnay*", a-t-il répété.

M. Mailly a également appelé les salariés à "résister": "rien n'est jamais définitivement décidé, il y a des choses qu'il faut faire évoluer obligatoirement. Le ministre va recevoir les syndicats du site aujourd'hui (lundi) (...) Il faut qu'on fasse bouger le dossier c'est évident". (AFP 16.07)

1- Non seulement Mailly n'appelle pas au retrait du plan de fermeture de l'usine d'Aulnay et à l'annulation des suppressions de postes programmés sur d'autres site du groupe PSA ;

2- Il n'appelle pas non plus à la grève illimitée pour empêcher son application ;

3- Et pour finir il apporte son soutien au gouvernement qui n'entend pas l'interdire et légitime la décision de la direction de PSA.

Ainsi ils livrent les travailleurs de PSA aux actionnaires après les avoir trahis, et pour comble de cynisme, ils les appellent à "*résister*" !

On a là véritable la nature du dirigeant syndical Mailly : un lieutenant du capital au sein du mouvement ouvrier, un parasite, un traître puisqu'il ose parler au nom des travailleurs.

Monsieur Mailly, vous n'avez aucune légitimité pour parler en notre nom, d'ailleurs vous venez de le prouver par cette prise de position qui revient à vous faire le relais des besoins exprimés par les actionnaires de PSA, vous être tout au plus un

représentant patronal, tout comme vos illustres prédécesseurs, Marc Blondel et André Bergeron.

Au passage vous aurez compris à quoi rime tous les discours sur l'indépendance des syndicats dont Trotsky disait qu'on ne pouvait la juger qu'au regard de leurs rapports à l'Etat, Mailly vient de faire la démonstration qu'il y était entièrement soumis.

André Bergeron, Marc Blondel et Jean-Claude Mailly soutenus comme un seul homme par les dirigeants de l'OCI, du PT, puis du POI. On va attendre de voir comment va réagir le POI aux propos de Mailly avant d'en dire davantage.

Je vous avais averti que les dirigeants pourris des syndicats et des partis qui les soutiennent remettraient le couvert qu'ils nous avaient servi après le 10 mai 81, on y est. Ils soutiennent le gouvernement, leur gouvernement il faudrait préciser, tout le reste est du baratin. Leur sale boulot consiste à cadenasser davantage encore le mouvement ouvrier et le prolétariat, le neutraliser dans l'oeuf, lui interdire de se mobiliser en masse contre le patronat et le gouvernement, assurer la survie du régime.

Parfois, on hésite à dire tout ce qu'on pense ou tout ce qu'on sait, les conclusions auxquelles nos analyses nous ont conduites parce qu'elles sont aux antipodes de ce que pensent les militants ou ce qui paraît être la réalité, la réalité maquillée par des dirigeants passés maîtres dans l'art de la présentation falsifiée des faits. Et puis, il arrive qu'au détour de l'actualité sociale ou politique les évènements se précipitent forçant les escrocs à sortir du bois pour monter au créneau pour défendre le patronat ou l'Etat, du coup, notre caractérisation qui pouvait sembler exagérée hier encore dans un autre contexte, prend tout d'un coup toute sa signification. J'ajouterais qu'on est là encore loin du compte, très loin.

Tenons-nous en aux faits que nous avons sous les yeux, le reste viendra plus tard quand les militants auront digéré ce gros pavé qui va leur rester au travers de la gorge pendant un bon moment avant de se dissoudre, s'ils ne s'étouffent pas avec, cela s'adresse particulièrement aux militants du POI. Qu'ils gardent en mémoire pour le moment que leurs dirigeants ont voté les dernières résolutions du bureau confédéral de FO, et que dans le passé, à de rares exceptions près, ils se sont abstenus sans jamais affronter Bergeron, Blondel ou Mailly.

Un camarade vient de m'envoyer un courriel pour me dire que le syndicalisme était mort en France. Mailly en est l'un des fossoyeurs sans aucun doute. Là, il s'agit de faire la peau des salariés du secteur privé où FO est peu implanté ; a-t-il négocié quelque chose en échange de son ralliement au gouvernement pour son fond de commerce, le secteur public, on n'en sait rien.

Vous aurez noté que nous ne demandons rien à l'Etat, au gouvernement qui n'est pas le nôtre mais celui des banquiers et des capitalistes. Nous estimons que c'est uniquement par la lutte de classe et leur mobilisation dans l'unité que les travailleurs peuvent défendre leurs droits et leurs acquis, avancer sur la voie qui conduit au renversement du régime et à la constitution d'un véritable Etat et gouvernement ouvrier.

Nous ne prétendons pas que leur mobilisation aboutira chaque fois à une victoire, c'est plutôt l'inverse qui se produira généralement, par contre en agissant en tant qu'acteurs indépendants de l'Etat et du patronat ils seront à même d'en tirer des enseignements pour la suite de leur combat, de comprendre ce qu'il leur a fait défaut s'atteler à y remédier et vaincre, c'est ainsi que leur conscience de classe grandira, en prenant conscience de leur force.

Dans toute bataille, ce qui est primordiale c'est son orientation, qui est définie par son objectif et la base sur laquelle elle est menée : sur celle exclusivement des propres besoins de la classe ou y mêlant ceux de son ennemi, ce qui revient à se situer sur son terrain ? Dans le premier cas, quelle qu'en soit l'issue, les travailleurs pourront en tirer des leçons, dans le second ils en seront incapables puisqu'ils ne l'auront pas menée sur le terrain de leur indépendance de classe. Si vous êtes amené à participer malgré vous à une guerre et que vous commencez par la justifier, vous n'en comprendrez jamais les tenants et les aboutissants. C'est ainsi par exemple que le NPA soutient aveuglément la guerre que mène actuellement la coalition impérialiste occidentale en Syrie par mercenaires interposés qu'elle a formés et armés...

Regardez (IO n°207), le M'PEP en appelle au Conseil national de la résistance (CNR) parce qu'il avait repris à son compte une partie du programme du Front populaire qui n'avait pas été appliqué, alors qu'en échange il a vendu le prolétariat en armes à de Gaulle, qui l'a désarmé afin de reconstruire l'Etat bourgeois et permettre au capitalisme français de se reconstituer après-guerre, au nom d'un seul Etat, une seule police, une seule armée (Thorez - PCF), liquidant le mouvement révolutionnaire qui avait commencé à prendre forme à la fin de la guerre, occultant cet aspect de la réalité, donc sur une base frelatée ou falsifiée, 67 ans plus tard Nikonoff le stalinien repenti nous ressort le CNR, comme quoi quand on se situe sur un terrain qui n'est pas celui de la classe ouvrière, on ne peut rien comprendre, à moins qu'on ne le veuille pas. Ajoutons qu'il est très difficile d'en changer par la suite, on passe son temps à le justifier.

Et à la page 4 du n°208 d'*Informations ouvrières*, entre dirigeants ils s'échangent des amabilités s'invitant mutuellement comme larrons en foire : "*Le M'PEP a invité le POI à un débat public qu'il entend organiser le 3 novembre sur le thème : « Un nouveau CNR (Conseil national de la Résistance —NDLR) est-il possible et nécessaire ? » Les délégations sont convenues de se retrouver début septembre pour faire le point.*". Rien d'étonnant à ces retrouvailles on a envie d'écrire, puisque par la plume de Roger Sandri (Angello Gedo) le PT nous avait fait savoir qu'il était nostalgique de la IVe République, de l'Union nationale qui avait régné après-guerre, ne retenant de cette période que les réformes sociales en échange de la paix sociale, tandis que

le capitalisme était promis à connaître encore de beaux jours, entre nous, IVe République qui fraiera la voie à la Ve jusqu'à nos jours, quelle importance franchement, Gluckstein ira en 2005 jusqu'à opposer le TCE à la Constitution de la Ve République en vantant les mérites de cette dernière ou il en appellera à de Gaulle qui avait fait acte d'oeuvre sociale en procédant à des nationalisations, donc chaque fois dans les exemples que je viens de fournir en se plaçant sur le terrain de notre ennemi, après cela comment voulez-vous que les militants y comprennent quelque chose ou tirent un enseignement de la lutte des classes, c'est quasiment impossible, le POI est en train d'en faire la démonstration. (A suivre)

Gageons que Thibault, Chérèque et consorts ne contrediront pas Mailly.

A propos de Mélenchon. Quand le PG fait acte de soumission devant la sacro-sainte propriété privée.

On n'en entend plus parler, on ne l'a pas vu à Aulnay apparemment. Pour parler vulgairement, il s'est bien fait baiser par les dirigeants du PCF et du PS qui s'en sont servis pour faire élire Hollande puis une majorité de députés PS, tandis qu'il restait à la porte de l'Assemblée nationale.

Pourquoi le PCF ? Parce que dans la circonscription où il se présentait dans le Pas-de-Calais, l'abstention a été aussi élevée que dans le reste du pays, c'est donc dans ce bastion ouvrier acquis dans le passé au PCF, les ouvriers encartés PCF ou ayant un jour appartenu à ce parti qui ont refusé d'accorder leur confiance à ce transfuge du PS. Donc finalement, ce n'est le FN qui a battu Mélenchon, mais le PCF, disons indirectement, entre nous, leurs dirigeants doivent se gausser de sa déconvenue.

En me connectant sur le portail du PG, j'ai voulu voir comment sur PSA ils se faisaient renard et je n'ai pas été déçu

Ils reprennent à leur compte les arguments de la direction de PSA pour ensuite affirmer qu'il ne faut pas en tenir compte, trop tard le mal est fait, vous vous situez sur le terrain de l'ennemi de classe. Je les ai soulignés en caractères gras.

"*C'est le plus grand plan de licenciement dans l'industrie depuis 30 ans ! Dans cette affaire, la crise a bon dos :* ***même si l'on assiste à une baisse conjoncturelle des ventes de voitures en Europe****, personne ne peut prétendre qu'une usine moderne située aux portes de Paris et à proximité des réseaux autoroutiers et ferroviaires desservant toute l'Europe ne soit plus* ***viable économiquement***."

Vous aurez admiré le "*même* si...

Quant au second argument, il se discute notez bien, et c'est là qu'est le lézard, car comme c'est celui qui parle le plus fort ou dont les arguments seront repris en boucle par les médias aux ordres et les serviteurs du régime qui parviendra aux oreilles des travailleurs du pays ou s'incrustera dans leur tête, et que celui-ci prétend que la viabilité du groupe PSA dépend de ces économies structurelles, c'est cet argument qui sera finalement retenu. Le seul fait d'accepter cet argument, la viabilité économique, en fait les profits des capitalistes et les dividendes des actionnaires, et vous êtes foutu, vous vous situez sur le terrain de la direction de PSA, là où elle voulait vous entraîner, vous militez à son service.

Dans la suite de cet article, comme d'habitude ou très souvent chez les renards, on trouve tout et son contraire, pour finalement s'en remettre au gouvernement ou au législateur flanqués des syndicats, sans lancer le mot d'ordre du retrait du plan de fermeture d'Aulnay et la boucle est bouclée. Je vous mets l'adresse de cet article pour vérifier ce qui vient d'être dit.

(http://www.lepartidegauche.fr/actualites/dossier/aulnay-ou-la-capitulation-annoncee-social-liberalisme-16415#.UAUKuFK9Zts)

La perle, je l'ai gardé pour la faim : "*Si dans le cadre d'une économie libérale, l'Etat n'a certes pas les moyens de contrôler les stratégies des entreprises privées, il lui revient de fixer les grands caps de l'économie de demain et il se doit d'être vigilant au respect de l'intérêt général.* ".

Vous avez là tout le PG et le Front de gauche, qui admet sa soumission à l'"*économie libérale*" au nom du "*respect de l'intérêt général* " qui compte tenu que "*l'Etat n'a certes pas les moyens de contrôler les stratégies des entreprises privées*" correspond en réalité aux intérêts de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Il faut le garder en magasin ce passage, il est fameux, vous avez là de quoi démolir entièrement le PG ou montrer sa véritable nature réactionnaire.

Dernière info du jour sur PSA

L'arrêt de l'usine d'assemblage d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) de PSA Peugeot Citroën réduira les frais fixes du groupe automobile de 108 millions d'euros par an, rapporte mardi Le Figaro.

Selon le quotidien, qui cite "*un document destiné aux partenaires sociaux*", PSA a étudié "*neuf scénarios pour résoudre son problème de surcapacités de production sur le segment des petites voitures en Europe, son principal débouché*" et a conclu que

"*la fermeture d'Aulnay, qui emploie 3.000 personnes, est le seul qui puisse être retenu*".

"*Le sacrifice d'un site en France (44% de la production de PSA en 2011) s'explique aussi par le fait que le coût de la main-d'oeuvre y est plus élevé qu'en Slovaquie ou en Espagne, poursuit le groupe. PSA compte d'ailleurs accentuer sa production dans ces deux pays : il prévoit, selon ce document interne, de produire une nouvelle citadine à bas coût en Slovaquie*", ajoute Le Figaro. (Reuters 17.07)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

(une info que je n'avais pas visualisée.)

216 voix pour, 24 voix contre et 21 abstentions. Le Sénat de la République italienne a approuvé ce jeudi le Pacte budgétaire. Pas une seule voix du Parti Démocrate (PD), équivalent du PS français, n'a manqué pour faire passer ce texte. On ne recense que deux abstentions parmi leurs votes. La messe est donc dite.

Le même jour, la même assemblée votait en faveur du traité établissant le Mécanisme européen de Stabilité (MES) par 191 voix pour, 21 voix contre et 15 abstentions. L'Italie est le dernier Etat de la zone euro à pouvoir opposer son veto à l'entrée en vigueur de ce mécanisme mortifère qui sous prétexte de rembourser les créanciers des Etats leur impose des plans d'austérité inhumains. (source : Parti de gauche 14.07)

1- Allemagne

La Cour constitutionnelle allemande a annoncé lundi qu'elle rendrait le 12 septembre son jugement sur la compatibilité des nouveaux mécanismes anticrise prévus par la zone euro avec les prérogatives du parlement de la République fédérale.

Ni les indices boursiers européens ni l'euro ne montrait de réaction marquée à l'annonce de la date de la décision allemande lundi matin.

Selon des experts du droit constitutionnel allemand, la Cour de Karlsruhe devrait donner son feu vert à la ratification du MES et du pacte budgétaire mais elle pourrait souligner que l'Allemagne ne peut pas abandonner davantage de souveraineté aux autorités européennes sans modifier sa constitution, voire sans organiser un référendum.

Les plaintes déposées devant la Cour constitutionnelle émanent d'universitaires eurosceptiques, de simples citoyens et de certains parlementaires de la coalition au pouvoir à Berlin. (Reuters 16.07)

3- Etats-Unis

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a réaffirmé lundi à Jérusalem que les Etats-Unis mobiliseraient tous les moyens à leur disposition pour empêcher l'Iran d'accéder au nucléaire militaire.

"*Nous utiliserons toutes les composantes de la puissance américaine pour empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire*", a-t-elle dit lors d'une conférence de presse, après une rencontre avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

"*Nous préférons une solution diplomatique, et les dirigeants iraniens ont encore la possibilité de prendre la bonne décision. Le choix leur appartient en définitive*", a cependant ajouté la chef de la diplomatie américaine. (AFP 16.07)

SOCIAL

1- France

1.1- Les salariés de Freescale sacrifiés.

Le ministère du Redressement productif n'a pas trouvé de solution de reprise pour l'usine de Toulouse du fabricant américain de

semi-conducteurs Freescale (ex-Motorola) et ses 600 salariés, un échec accueilli lundi sans surprise par la direction mais avec amertume par la CGT, à moins d'un mois de la date de fermeture.

Désormais, les partenaires sociaux et les institutionnels se concentrent sur le moyen "*d'accentuer les efforts de reclassement*" des salariés qui vont être licenciés le 10 août.

Ils étaient 821 salariés à la fabrication en avril 2009 lorsque la direction a annoncé son projet d'arrêter la production de galettes de silicium jugées obsolètes.

Il y aura moins de 400 lettres de licenciements selon la direction, 572 selon la CGT, syndicat majoritaire dans l'atelier qui va fermer, qui ne cache pas sa déception face à "*l'absence de solution*" proposée par le gouvernement.

John Palacin, conseiller du ministre Arnaud Montebourg avait été chargé fin mai "*de se rapprocher des dirigeants américains du groupe Freescale et d'envisager toutes les solutions possibles pour un maintien de l'activité*" de ces composants, principalement pour l'automobile.

Mais la direction, comme la CGT ou FO ont tous rapporté lundi à l'issue de la rencontre organisée à la préfecture que le conseiller avait fait un constat d'échec.

M. Palacin a constaté "*qu'aucune offre de reprise n'existe*", a résumé Serge Ramos, le délégué de Force ouvrière, majoritaire parmi les 500 ingénieurs et cadres de recherche et développement qui resteront employés sur le site.

Denis Blanc, le directeur de l'usine, a vu dans ce constat la confirmation de ce qu'il dit depuis des mois, tandis que le délégué CGT Eric Hirson parle d'un "*projet abandonné*" par la faute de la direction, "*qui a tout fait pour le bloquer depuis un an*".

"*Le changement c'est pas pour nous, c'est toujours la case pôle emploi direct qui attend 572 salariés, il n'y a rien de concret on se retrouve en short*", a déclaré Eric Hirson, amer face au manque de propositions des pouvoirs publics.

"*Même des patrons voyous comme Molex ont réussi avec l'aide du gouvernement à mettre une structure en place pour sauver quelques emplois, 50 au départ, et à Freescale ils ne font pas!*", renchérissait l'autre délégué CGT Didier Zerbib.

La direction assure avoir fait de gros efforts de reclassement, tandis que la CGT estime que nombre de gens ayant quitté l'entreprise depuis 2009 "se retrouvent déjà à pôle emploi". (AFP 16.07)

1.2- Au chômage de plus en plus longtemps.

Un demandeur d'emploi inscrit sur les listes de Pôle emploi au 4ème trimestre 2011 pouvait s'attendre à rester au chômage 359 jours, et même davantage pour les hommes de plus de 50 ans, selon un nouvel indicateur publié lundi par Pôle emploi. Le service de l'emploi s'est doté d'un nouvel outil afin d'apprécier l'"*impact de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail*", en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi dans un environnement économique constant.

Les ouvriers, tout particulièrement les ouvriers qualifiés, sont ceux qui ont le plus souffert de la crise. "*La plus grande exposition des hommes et des ouvriers à cette crise provient en partie de la forte diminution du recours au travail temporaire*", analysent les experts de Pôle emploi. (lexpansion.com 16.07)

1.3- Racket de l'Etat ou le changement dans la continuité.

Le député PS Jean-Marie Le Guen veut taxer les "*superprofits*" de l'industrie du tabac, au nom de la santé et des finances publiques, mais les cigarettiers préviennent que la taxe serait répercutée sur le prix des cigarettes et toucherait donc surtout les consommateurs.

"*Le chiffre d'affaires des fabricants, en quatre ans, a augmenté de plus de 26%, soit plus de 300 millions d'euros de bénéfices*", estime-t-il.

Trois hausses de prix successives de 6% en novembre 2009, 2010 et en octobre 2011, ont effectivement renchéri de 90 centimes le paquet de cigarettes, sans faire baisser le volume des ventes dans la même proportion. Une nouvelle hausse de 6% est prévue pour l'automne.

Le député socialiste assure que sa nouvelle taxe "*n'aura aucun effet sur le prix du paquet de cigarettes ou sur le pouvoir d'achat des Français*". Elle permettra "*de récupérer de l'argent pour financer des programmes de prévention et de lutte contre les addictions*".

C'est "*une bonne idée*", a commenté le ministre chargé des relations avec le Parlement, Alain Vidalies.

De leur côté, les fabricants soulignent en choeur qu'en France, les prix du tabac sont libres et qu'une nouvelle taxe entrainera l'augmentation des prix.

L'amendement "*cache un prélèvement supplémentaire pour le consommateur*", explique Céline Audibert, porte-parole d'Imperial Tobacco. "*Au final seul le consommateur paiera cette taxe*", renchérit Denis Fichot de Japan Tobacco International.

Imperial Tobacco rappelle que le premier bénéficiaire de la hausse en valeur du marché du tabac est l'Etat qui perçoit, sous forme de taxe et de TVA, 81% du prix du paquet de cigarettes. Au cours des années 2010, 2011 et 2012, l'Etat devrait avoir empoché 1,35 milliard supplémentaires grâce à l'augmentation des prix, estime Imperial Tobacco. En 2011, les ventes de tabac ont rapporté 13,8 milliards d'euros à l'Etat.

"*Si la taxe est adoptée, le prix des cigarettes va fortement augmenter, donc les ventes en France devraient baisser, comme c'est le cas depuis la dernière augmentation, et au final les recettes de l'Etat vont baisser*", affirme-t-il.

Il est désormais admis qu'une cigarette sur cinq fumées en France (20%), n'a pas été achetée chez un buraliste de l'hexagone, échappant ainsi aux taxes. Certaines ont été acquises légalement à l'étranger, d'autres proviennent de la contrebande ou de la contrefaçon. (AFP 16.07)

2- Espagne

Spontanées ou à l'appel des syndicats, les manifestations se multiplient en Espagne contre le nouveau plan de rigueur qui va imposer de lourds sacrifices au pays, avec une hausse de la TVA, et porte un coup dur aux fonctionnaires, privés de leur prime de Noël.

Sans attendre la journée officielle convoquée jeudi par les syndicats, ils se sont jetés dans les rues, par milliers ou par petits groupes, de jour comme de nuit, depuis l'annonce, le 11 juillet, du plan gouvernemental destiné à économiser 65 milliards d'euros, criant le malaise de tout un pays.

"*Ces mesures vont ruiner l'Espagne. Nous ne consommons pas, nous n'achetons plus. Nous devons descendre dans la rue, nous ne pouvons pas rester assis*", lance Angeles Carrasco, une fonctionnaire régionale de 57 ans qui manifestait à Madrid lundi matin.

Parmi eux, ces images insolites de métiers habituellement silencieux: des policiers, sans insigne de fonction, faisant face aux cordons des forces anti-émeutes, ou des pompiers, casque sur le crâne, vedettes du défilé surprise qui a parcouru Madrid dimanche soir, aux cris de "*c'est un hold-up, mains en l'air*".

A leurs côtés, infirmières, enseignants, employés des administrations ou citoyens ordinaires venus montrer leur sympathie, sans pancartes, derrière une simple banderole blanche portant les mots: "*Ensemble, nous pouvons*", alertés via les réseaux sociaux.

Car le mot-clé qui fait fureur depuis dimanche en Espagne, sur Twitter, s'appelle #graciasfuncionarios (mercifonctionnaires), entraînant une déferlante de messages de soutien comme: "*mercifonctionnaires, pour éduquer, enseigner, soigner, défendre, aider, nettoyer, conduire, SERVIR*".

Après avoir tard dans la nuit quitté les abords du Congrès des députés, transformé en camp retranché derrière les barrages policiers, environ un millier de manifestants ont encore une fois, lundi, mis le cap sur le Parlement.

"C'est intolérable. Les problèmes de l'Etat ne viennent pas des fonctionnaires. C'est injuste et honteux", s'indigne Miguel Contreras, infirmier de 28 ans venu de la région de Castille la Manche, dans le centre de l'Espagne.

"*Il y a des hôpitaux qui sont vides, des usines qui ne servent à rien parce qu'ils licencient... L'espoir est mince, mais rester assis à la maison, c'est comme les aider à faire ce qu'ils veulent*".

Au même moment, à l'heure de la pause-café, les fonctionnaires des administrations du centre de Madrid étaient appelés, par les syndicats cette fois, à profiter de leur demi-heure de liberté pour occuper les trottoirs.

Car après une baisse des salaires de 5% décidée en 2010 par le gouvernement socialiste, la fonction publique est une nouvelle fois durement frappée par le gouvernement de droite: finie la prime de Noël, une bouffée d'oxygène équivalant à un mois de salaire, bienvenue en fin d'année pour les foyers espagnols. Sa suppression revient à baisser de 7% environ le salaire annuel.

"*Les salaires des fonctionnaires sont déjà très bas, les mille euros de la prime de Noël servent à remplacer des choses pour la maison, à acheter des cadeaux*", remarque Angeles Carrasco.

La mesure s'ajoute à la hausse de la TVA, dont le taux plein atteindra 21%, et à une baisse de l'indemnité chômage, de 60% à 50% au bout de six mois. Objectif: répondre aux exigences de Bruxelles et du Fonds monétaire international (FMI), et réduire le déficit public de l'Espagne à 6,3% cette année, 4,5% en 2013 et 2,8% en 2014.

Mais avec ce nouveau tour de vis, les Espagnols voient fondre encore leur pouvoir d'achat et s'éloigner tout espoir d'une sortie du tunnel, à l'heure où le pays, en récession, affiche un chômage record de près de 25%.

Ignacio Fernandez Toxo, secrétaire général du syndicat CCOO, a brandi lundi la menace d'une nouvelle grève générale, "*inévitable*", a-t-il dit, si le gouvernement maintient ces mesures. (Reuters 16.07)

3- Allemagne

Le distributeur allemand Karstadt a annoncé lundi qu'il supprimerait 2.000 postes d'ici fin 2014 et qu'il allait effectuer des coupes dans ses coûts de fonctionnement.

Dans un communiqué, Karstadt dit que ses effectifs, qui s'élèvent actuellement à 24.000 salariés seraient réduits de 8% dans le cadre d'une série de mesures de restructuration. (Reuters 16.07)

4- Japon

Plus de 100.000 manifestants ont défilé lundi dans le centre de Tokyo pour clamer leur hostilité à la remise en marche des centrales nucléaires, arrêtées pour vérification et maintenance après la catastrophe de Fukushima en mars 2011.

Les organisateurs de la manifestation, qui s'est tenue autour du parc de Yoyogi dans le sud-ouest de la capitale, ont parlé de 170.000 participants, contre un chiffre de 75.000 environ avancé par la police, citée par les médias nippons.

Il s'agit quoi qu'il en soit de la plus importante manifestation de ce genre au Japon depuis que le Premier ministre Yoshihiko Noda a déclaré en juin que le pays avait besoin de remettre en service certaines centrales, ce afin d'éviter des pénuries d'électricité cet été.

Fin juin, plus de 15.000 manifestants avaient déjà bloqué les rues de la capitale autour de la résidence du Premier ministre pour dénoncer le redémarrage imminent de deux réacteurs nucléaires de la centrale d'Ohi, dans la région du Kansai (centre-ouest du pays), seize mois après la catastrophe de Fukushima.

Malgré l'hostilité de l'opinion, le gouvernement japonais a approuvé en juin la remise en service de l'unité 3 et de l'unité 4 de la centrale d'Ohi, afin de faire face à un risque de pénurie d'électricité pendant l'été.

Le premier de ces deux réacteurs, opérés par la compagnie Kansai Electric, a passé avec succès les contrôles de sécurité ce mois-ci, et l'autre doit également être également remis en service en juillet.

Jusqu'à la catastrophe de Fukushima, l'énergie nucléaire répondait à près de 30% des besoins électriques de l'archipel, qui compte 54 réacteurs en incluant ceux détruits à la centrale de Fukushima-Daiichi. La totalité d'entre eux ont été arrêtés après la catastrophe pour des contrôles de sécurité.

La population japonaise se méfie de l'énergie atomique depuis la catastrophe de Fukushima. Selon les sondages, 70% des Japonais souhaitent que leur pays renonce à l'énergie nucléaire. (Reuters16.07)

ECONOMIE

1- Italie

Début juillet, Sergio Marchionne, le patron de Fiat, a prévenu que le groupe serait contraint de fermer une usine en Italie si le marché européen des voitures restait déprimé dans les deux à trois prochaines années. Le constructeur italien souffre de surcapacités de production dans la Péninsule et a déjà fermé en 2011 l'usine de Termini Imerese, près de Palerme (1 600 salariés).

En 2012, le groupe devrait produire en Italie 450 000 voitures au maximum, contre 650 000 en 2009. '*Très loin de l'objectif de 1,4 million d'unités visé initialement à l'horizon de 2014*', rappellent Les Echos lundi. '*Un site sur quatre est menacé'*, estime aujourd'hui Sergio Marchionne. Selon La Repubblica, les véhicules '*pourraient sortir tranquillement d'un seul site, rendant les*

trois autres superflus'. (lemonde.fr 16.07)

2- Tunisie

Les Etats-Unis ont annoncé lundi que la Tunisie avait levé 485 millions de dollars sur les marchés par le biais d'une émission obligataire ayant reçu la garantie de Washington, qui souhaite consolider la démocratie dans ce pays après la chute du président Ben Ali.

Cet emprunt à sept ans, qui marque la première émission de la Tunisie sur "*le marché obligataire mondial depuis 2007*", bénéficie d'une garantie de remboursement de l'Etat américain de 100% sur le principal et les intérêts, indique le département du Trésor dans un communiqué.

Le Trésor américain précise que le taux d'intérêt nominal de l'émission de mardi s'est établi à 1,686%. Ce taux très avantageux a été rendu possible par la garantie des Etats-Unis, qui bénéficient de la note de solvabilité maximale ("AAA") auprès de deux des trois grandes agences de notation, et dont les taux d'emprunt sont parmi les plus bas du monde. (AFP 16.07)

3- Etats-Unis

Le directeur financier de Citigroup, John Gerspach, a affirmé lundi que la banque américaine s'était préparée à l'éventualité d'un éclatement de la zone euro en réduisant son exposition à cette région du monde, où elle a fermé ses activités de banque de détail.

"*Nous pensons que nous sommes préparés à cette éventualité. Il faut de toutes façons être prêts. C'est un risque (...) pour lequel nous pensons être prêts, l'éclatement de la zone euro ou la sortie d'un ou plusieurs de ses membres*", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse par téléphone.

"*Nous avons fermé toutes nos activités de banque de détail en Europe*", a par ailleurs noté M. Gerspach, et le bénéfice net du groupe a plongé de 91% à 8 millions de dollars dans ces activités sur les six premiers mois de l'année comparé à la même période un an plus tôt.

Le groupe a notamment réduit le nombre de ses agences de banque de détail de 20% sur les six premiers mois de l'année comparé à la même période un an plus tôt. Les dépôts y ont reculé de 4%, les ventes d'investissement de 20%.

Au niveau mondial, Citigroup a par ailleurs annoncé lundi un bénéfice net en baisse de 12% sur un an au deuxième trimestre, à 2,9 milliards de dollars, meilleur que prévu grâce à la résistance de sa division de banque de détail, mais assorti d'une baisse du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires a reculé de 10% sur un an à 18,6 milliards de dollars, un chiffre un peu inférieur aux attentes des analystes (18,8 milliards de dollars).

"*Malgré le ralentissement économique dans beaucoup de marchés émergents*", en particulier la Chine, "*notre activité de banque de détail a vu ses bénéfices se maintenir dans le monde entier*", avec un recul du bénéfice limité à 1%, a-t-il également noté.

Les revenus de banque de détail ont augmenté de 8% aux Etats-Unis, bénéficiant d'une "*hausse des refinancements de prêts hypothécaires aux Etats-Unis*", a noté le directeur financier John Gerspach, ajoutant que les prêts et dépôts avaient enregistré "*une croissance robuste*".

En Europe, les bénéfices ont reculé de 48%. La banque a fermé l'essentiel de ses activités de banque de détail dans la région. En Amérique latine, les bénéfices ont reculé de 17% et en Asie de 8%.

Dans la division de courtage et banque d'investissement, les bénéfices ont progressé de 20% dans le monde entier, dont 41% en Amérique du Nord, 7% en Europe et 19% en Asie. (AFP 16.07)

Haut de page

Le 18 juillet

CAUSERIE

Mélenchon ne pouvait pas être présent à Aulnay, il est en goguette à Caracas pour se remettre de sa cinglante défaite, même qu'il a eu droit à une accolade du président-colonel et de voyager dans son avion présidentiel, et il raconte qu'à la vue de la ferveur des supporters de Chavez, il en a eu la larme à l'oeil, vous avez le droit au choix d'en rire ou d'en pleurer.

Au PS, comme d'habitude certains se distinguent en étalant leurs états d'âme dans des "*contributions*" à la veille du Conseil national qui est présenté comme la première étape vers le congrès d'octobre. Du coup, la direction incarnée par Ayrault et Aubry ont lancé mardi un appel aux députés PS pour qu'ils fassent preuve "*d'unité, de cohérence, de force*", gageons qu'ils seront entendus, tout est bien qui doit bien finir comme chaque fois, il faut que la comédie soit jouée jusqu'au bout.

Philippe Martin, proche de Martine Aubry, a vendu la mèche : "*Au Parti socialiste, il n'y a jamais véritablement de verrouillage. Il y a un sentiment de responsabilité et je ne doute pas qu'il sera majoritaire au PS*", a-t-il commenté. S'il le dit... On sait ce que veut dire dans la bouche de ces gens-là le mot responsabilité. Par exemple, Fabius qui s'affiche avec H. Clinton sur la Syrie, Hollande qui déclare ne pas pouvoir s'opposer à la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay. Et plus loin, on a le droit au bouquet final : "*nous voulons un parti au service de l'intérêt général*" qui se réduit comme on vient de la voir avec PSA ou l'UE à gérer la société pour le comptes des privilégiés, les banquiers et l'aristocratie financière.

Marie-Noëlle Lienemann voudrait un PS "*responsable sans être godillot*", soit, nous décrétons qu'il ne doit pas y avoir de godillots dans le parti, passons au point suivant puisque chacun est appelé à respecter l'esprit de la Ve République. (source : AFP et Reuters 17.07)

J'en ai encore une bonne sur le PS.

Le 14 juillet, le président François Hollande assurait que l'Etat « *ne laissera pas faire* » et que le plan de PSA devait être « *renégocié* ». (publicsenat.fr 17.07) Cela ne vous rappelle rien ? Le TSCG.

Après avoir affirmé qu'il ne pouvait pas s'opposer à la fermeture de l'usine d'Aulnay, "*renégocier*" signifie dans sa bouche, rendre le plan de fermeture plus acceptable aux salariés concernés, pas sûr qu'ils l'entendront de cette oreille...

L'UMP et le PS sont les deux côtés de la même pièce où se joue la comédie de "*l'intérêt général*", en deux actes, le troisième consistera à la fondre pour qu'ils disparaissent, le plus tôt sera le mieux...

PSA, place aux traîtres. C'est la question des fondements du capitalisme qui est posée.

Comment les uns et les autres se placent-ils sur le terrain du capital.

- CFTC. "*Le ministre a dit qu'on allait se revoir d'ici au 31 juillet pour discuter de l'expertise*", a précisé Franck Don (CFTC) qui refuse catégoriquement tout "*plan B tant qu'on a pas de détail sur le plan A et l'état financier du groupe*".

"*On veut connaître l'état de la trésorerie réelle de PSA et si elle nécessite une annonce aussi dramatique et rapide, ce sera la base des discussions à venir*", ajoute-t-il.

(Dès lors qu'ils acceptent un plan, qu'il se nomme A, B, C, je vous fais grâce des 23 lettres suivantes de l'alphabet, ils ont mis le pied à l'étrier, la capitulation/trahison est en route. - Ndlr)

- CFE-CGC. Pour la CFE-CGC, il est "*hors de question qu'on donne un avis le 25 juillet (lors du prochain comité central d'entreprise, ndlr). On va nommer un expert, et, avec l'expertise de Sartorius, cela va donner des éléments concrets pour estimer la crédibilité de ce plan*", a expliqué Anne Valleron, déléguée centrale.

(Même remarque, comme dans un cas comme dans l'autre leur expert manquera d'impartialité, ils auront fait naître un faux espoir chez les travailleurs qui en ressortiront abattus ou démoralisés, c'est leur objectif. - Ndlr)

- CGT. "*On ne peut compter que sur nous mêmes*", a réagi Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, "*les salariés vont devoir se mobiliser*".

(Un de ces jours, alors qu'une partie étaient déjà partie en grève illimitée, une fois brisé ce début de mobilisation spontanée, après s'en être remis au gouvernement, il va leur proposer des actions bidons. - Ndlr)

Pour la CGT, l'objectif est "*zéro licenciement, les licenciements ne sont pas négociables*", et "*pas de fermeture d'usine*", car "*il n'y a aucune justification économique*".

En annonçant 8.000 suppressions de postes, "*PSA a mis la barre très haut pour obtenir ce qu'ils veulent. On va s'en tirer peut-*

être avec 6.000, 4.000, et cela ne nous satisfera pas", ajoute M. Mercier.

(La messe est dite, 4.000, 6.000 peut-être 8.000, le reste, du baratin de capitulard. - Ndlr)

- La direction. Pour l'heure, M. Varin a réaffirmé mardi que la fermeture était inévitable. "*Nous avons examiné toutes les alternatives*", explique-t-il dans un entretien au Monde.

"*On ne peut pas avoir des usines qui tournent à la moitié de leur capacité, et ceci à long terme, alors que le marché européen s'est rétréci de 25% en cinq ans*", avance-t-il.

PSA est particulièrement touché par la baisse du marché européen, son premier débouché, car "*44% de la production du groupe est française*", rappelle-t-il. Le groupe paye en partie son patriotisme économique, estime encore M. Varin. (AFP 17.07)

Anarchie dans la production, surproduction mondiale, concurrence féroce entre capitalistes sur fond de coût du travail le plus bas possible pour que les actionnaires empochent des profits les plus élevés possible, c'est bien le capitalisme dans ses fondements qui est en cause. Soit on s'y attaque pour l'abattre, soit on se prosterne et on se couche devant. C'est l'un ou c'est l'autre, on ne peut pas avoir un pied de chaque côté de la barricade, à chacun de choisir son camp.

Manipulation sémantique. L'équilibriste Thibault à la manoeuvre.

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault estime mardi qu'il faut "*maintenir*" l'usine PSA d'Aulnay, que le constructeur prévoit de fermer d'ici 2014, une condition, selon lui, pour avoir un plan d'aide à la filière "*à la hauteur*".

"*Si on ferme (Aulnay), on ne peut pas avoir un plan à la hauteur de la filière*" automobile, a estimé sur Europe 1 le responsable CGT en appelant à "*revoir la philosophie générale du plan de PSA*".

"*On ne peut pas parler de l'avenir de l'industrie qui reste sur une pente vertigineuse, avoir un gouvernement qui dit vouloir prendre le taureau par les cornes et qui annonce un plan si on ferme une usine automobile*", a déclaré M. Thibault.

Si l'usine d'Aulnay (Seine-Saint-Denis, 3.000 salariés) est fermée, "*on ne peut pas avoir un plan à la hauteur de la filière*", a ajouté le secrétaire général de la CGT.

M. Thibault a souligné que pour un emploi dans la construction automobile, il y a "*trois emplois induits par cette activité*".

"*Quand on ferme une usine, on y revient pas*", a ajouté le leader de la CGT. (AFP 17.07)

Si cela pouvait être vrai des dirigeants syndicaux, cela nous soulagerait !

"*Maintenir l'usine*", cela ne veut pas dire en l'état, Varin, Hollande, Montebourg sont sur le même registre, lisez ou relisez leurs dernières déclarations pour le vérifier par vous-même. Quel industriel et actionnaires sont prêts à reprendre cette usine et ses 3 000 salariés en comptant les intérimaires ? Réponse : aucun. Ce que comprend Thibault mais ne peut pas avouer, c'est que leur "*philosophie générale*" leur interdit, elle a pour vocation l'accumulation du capital, le profit, et non assurer la survie d'un prolétariat dont ils n'ont rien à foutre.

Ce qu'ils ne veulent pas comprendre ou refusent d'admettre, c'est que lorsqu'en sortie de chaîne le même véhicule coûte quelque 1.000 euros en moins en le faisant fabriquer en Roumanie ou en Pologne plutôt qu'en France, l'usine située en France doit donc disparaître. L'usine d'Aulnay doit fabriquer 450.000 voitures d'ici sa fermeture programmée en 2014, multipliez 450.000 voitures par 1000 euros et vous aurez la somme que les actionnaires vont perdre soit 450.000.000 d'euros.

Mettez-vous un instant à leur place, il y a de quoi enrager, surtout qu'ils perdent déjà beaucoup plus en maintenant une production en France, ils pourraient aussi décider de fermer la totalité des usines automobiles de ce pays, pas seulement PSA, mais Renault aussi. Pourquoi pas ?

Donc la question qui est posée n'est pas celle du protectionnisme ou de produire autrement, mais de mettre fin au capitalisme dont la logique est purement financière ou se résume aux profits que les actionnaires se partagent.

D'où le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation, expropriation de la famille Peugeot et des actionnaires, cette usine doit continuer de produire des voitures pour satisfaire les besoins de la population une fois confisquée par l'Etat ouvrier qui par le biais de sa banque centrale (une fois les banquiers expropriés et la rupture avec la BCE consommée) en assure le financement.

Si maintenant on refuse de se situer dans la perspective de la rupture avec le capitalisme comme le font les syndicats cités plus haut, il ne leur reste plus qu'à accompagner la lente agonie du capitalisme français qui correspond à une descente aux enfers pour les travailleurs. C'est l'un ou c'est l'autre, le socialisme ou le capitalisme.

Un gouvernement ouvrier aurait le contrôle sur les importations et les exportations, de ce fait, ne serait importer en France que les voitures que l'on ne fabrique pas et qui correspondraient à un réel besoin, si celui-ci existe. Autrement dit, on commencerait à produire en fonction des véritables besoins de la population et non plus pour engraisser une bande de rentiers assoiffés d'argent et de pouvoir...

Les délégués syndicaux en spectateurs et complices chez Doux.

Les organisations syndicales réunies en CCE au siège du groupe volailler Doux à Châteaulin, mis en redressement judiciaire début juin, s'attendent à "*1.500 licenciements minimum*" et craignent un financement a minima de la casse sociale.

Quelques 150 personnes, dont une centaine venue du Morbihan, selon la police, étaient rassemblées dans le calme dès mardi matin devant le siège du groupe volailler, avant que les représentants syndicaux ne participent à un comité central d'entreprise (CCE) qui a duré toute la journée.

"*On s'attend à 1.500 licenciements minimum, ça fait beaucoup et l'impact social dans la région sera grand*", a déclaré à l'issue du CCE le délégué central syndical adjoint CFDT Jean-Luc Guillart.

Mais que ce soit avec les repreneurs ou avec le groupe Doux ((3.400 salariés), "*il y aura de la casse sociale*". "*Il y a aujourd'hui entre 1.500 et 2.000 salariés qui vont perdre leur emploi*", a commenté la déléguée centrale syndicale FO Nadine Hourmant.

"*Il faut mettre un plan d'accompagnement des salariés. Ils vont être licenciés avec le minimum légal du licenciement économique. Certains salariés, pour 20 ans de boîte, ça va représenter même pas 10.000 euros. On demande des offres avec de meilleurs accompagnements (pour le départ) des salariés*", a-t-elle déclaré.

Guillaume Garot, ministre délégué à l'Agroalimentaire, a lui affirmé mardi à l'AFP que "*l'Etat soutiendra un projet durable, répondant à une logique du donnant/donnant. Il n'y aura pas d'argent public sans effort de chacun des partenaires. C'est ce que j'appelle +l'effort juste+*". (liberation.fr 17.07)

Vous avez lu, pour ces misérables délégués syndicaux l'affaire est déjà entendue : "*1.500 et 2.000 salariés (...) vont perdre leur emploi*", il n'y a plus qu'à leur concoter "*un plan d'accompagnement* ", passons à autre chose. Ils doivent être heureux les patrons avec de tels syndicalistes.

Voilà ce qu'on fait du syndicalisme en France en 70 ans dans le privé comme dans le public (en pire !), PCF, POI, NPA, LO et tous leurs satellites : un rouage du capitalisme dont la principale fonction est d'appliquer ou de faire appliquer par les travailleurs la législation en vigueur favorable aux exploiteurs, tout comme les maires par exemple qui ont pour fonction de faire respecter la Constitition par les citoyens de leur commune. Les élus de leur République figurent parmi les institutions de la Ve République en agissant de l'intérieur, les syndicats figurent parmi les institutions de la Ve République en agissant de l'extérieur, ainsi chacun assume ses responsabilités sur des terrains différents dans le respect de l'ordre établi devant lequel il se prosterne.

Ainsi, totalement subordonnés au régime, il ne leur reste plus qu'à le servir.

Quant au "*donnant/donnant*" du ministre, il se résume à cela : acceptez d'être viré du moment qu'on vous offre une aumône. Et estimez-vous heureux, cela pourrait être pire ! Les délégués syndicaux tendent leur sébile et disent merci à leur bienfaiteurs. La déléguée centrale syndicale FO Nadine Hourmant s'en tape, elle dit "*ils*" en parlant de ceux qui vont perdre leur boulot, elle n'est pas concernée, elle l'est d'autant moins qu'elle n'a même pas pris la peine de dire "*nous*".

C'est un détail vous allez dire, non, cela dénote un certain état d'esprit, une conception du syndicalisme et de la lutte de classe, elle a le langage des bureaucrates qui se foutent du sort des travailleurs, qui sont étrangers aux masses ou coués d'elles.

En famille. TSCG, quand Ayrault en appelle à l'UMP.

Le "*paquet européen*", dont le traité de stabilité budgétaire, sera soumis au Parlement français fin septembre-début octobre, a déclaré mardi le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

Selon le vice-président du groupe PS, Thierry Mandon, il a confirmé devant les députés socialistes que la "*règle d'or*" budgétaire, qui impose aux Etats européens signataires de plafonner leur déficit structurel à 0,5% du PIB, ne serait pas inscrite dans la Constitution.

Plus tard, lors des questions d'actualité à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault a exhorté tous les parlementaires, dont ceux de l'opposition, à prendre le moment venu leurs responsabilités.

"*On verra ce que vous êtes capables de faire*", a-t-il lancé à l'adresse des bancs de la droite. "*J'invite d'ores et déjà l'ensemble des parlementaires à choisir la voie du redressement et de la réorientation de l'Europe*."

Le président François Hollande a saisi vendredi dernier le Conseil constitutionnel pour déterminer si la ratification du "*pacte budgétaire*" nécessitait une révision du texte fondamental.

Une révision obligerait le gouvernement à rallier une majorité des trois cinquièmes au Parlement réuni en Congrès, ce qui suppose l'appui d'une partie au moins de l'opposition.

Le Conseil a un délai d'un mois pour se prononcer.

S'il décide qu'il n'y a pas lieu à révision, le gouvernement déposera un projet de loi autorisant la ratification du pacte budgétaire à la majorité simple par les deux chambres.

Si une révision est nécessaire, elle devra être soumise soit à référendum, ce qui semble exclu, soit au congrès. Une fois la révision constitutionnelle acquise, il restera à déposer un projet de loi autorisant la ratification du pacte budgétaire. (Reuters 17.07)

Qu'ils s'étrillent pour obtenir la plus grosse part du gâteau, cela fait partie de la règle du jeu des institutions, chacun son tour comme à confesse, ensuite il faut bien que la digestion se déroule tranquillement, en famille, ils sortent des mêmes écoles et souvent ils sont issus du même milieu, Attali habite à Neuilly-sur-Seine et il n'est pas le seul dans ce cas-là...

En Grèce, le PASOK a été laminé aux dernières élections, ce parti serait en crise nous dit-on, on veut bien le croire, mais apparemment ils s'en sont déjà remis, ce n'est pas cela qui va les empêcher de dormir. Vous pouvez prendre l'Espagne et le PSOE ou encore le SPD en Allemagne, vous parviendrez toujours au même constat : ces partis figurent dans le camp ennemi et s'ils ne s'en portent pas si mal, c'est parce qu'ils y sont habitués, cela ne date pas d'hier. Nos dirigeants s'emploient à l'occulter ou le minimiser, demandez-vous pourquoi.

Des dirigeants du PS avaient rejoint le gouvernement Sarkozy-Fillon, cela a fait l'objet de déclarations tonitruantes puis plus rien, digéré. L'affaire DSK qui devait plomber la campagne éléctorale du PS, que nenni, escamotée, envolée, expulsée sans effort.

Que Hollande inscrive cette "*règle d'or*" dans la Constitution ou qu'il la fasse figurer dans une loi organique, à la limite on s'en contrefout, est-ce que cela changera quelque chose au fait que lorsque les travailleurs estimeront légitimes de se battre pour une revendication ils se mobiliseront pour la faire aboutir ? Non, ils ne prendront pas la peine de se référer à la Constitution ou à la loi avant de s'engager dans cette bataille, ils partiront de leurs besoins et s'y tiendront, et s'ils n'en sont pas capables, ils n'auront que leurs yeux pour pleurer, ils auront qu'à en tirer la conclusion qu'il faut passer outre, voilà tout.

C'est ce dernier point qui inquiète nos dirigeants, car eux ils ne sont pas près de passer à des actions illégales, ce sont des lopettes. En Allemagne et en Russie, dans quelles conditions se sont battus les travailleurs et leurs partis du milieu du XIXe siècle au début du XXe siècle ? En violant la loi, en allant à l'affrontement avec le régime qui les réprimait violemment. C'est au cours de ces expériences que s'est forgé le caractère des militants révolutionnaires et que leurs organisations et partis se sont renforcés. La solidarité ouvrière aussi. Donc pas de quoi désespéré comme le font les veuves éplorées du POI qui n'auront même plus un os à donner à ronger à leurs militants.

Le casino tente un peu moins les privilégiés.

À propos du rapport des Français avec la bourse, pas si heureux selon l'AMF, qui rapporte qu' « *au cours des dix dernières années les ménages français ont eu globalement tendance à acquérir des actions en haut de cycle boursier et à s'en défaire (au plus bas)* », il reste 4,1 millions d'actionnaires individuels en France, 2,3 millions ayant quitté la bourse depuis le début de la crise (2008). (atlantico.fr 17.07)

Acheter des actions quand elles sont au plus haut pour les revendre quand elles sont au plus bas, cela porte un nom : pigeon ! On ne les plaindra pas, même les "*petits porteurs*", à trop vouloir jouer aux grands bourgeois, c'est comme vouloir péter plus haut que son cul, un jour cela vous éclate en pleine figure et ça ne sent pas très bon généralement.

En Inde, cent fois j'aurais pu m'enrichir, cent fois je m'y suis refusé, alors je ne vais pas flatter la crasse ignorance de mes semblables, cela leur servira de leçon. Cela fait réfléchir, c'est un bon début, sinon tant pis.

Syrie. Impossible de toujours nier les faits, la vérité finie toujours par triompher. Confirmation.

Le quotidien Le Figaro affirme mardi soir sur son site que le journaliste de France 2 Gilles Jacquier a été tué le 11 janvier dernier par "*un tir d'obus lancé par les rebelles de Homs, qui visaient un quartier alaouite pro-régime où se trouvait*" le grand reporter.

Sur son site, le quotidien cite une "*source proche du dossier au ministère de la Défense à Paris*".

"*Les analyses balistiques et les renseignements recueillis sur place par nos sources juste après le drame indiquent que Jacquier a été tué d'un tir d'obus de mortier de 81 mm venu d'un quartier sunnite rebelle*", a déclaré cette source, selon Le Figaro. "*Des analyses montrent assez précisément la source du tir*".

"*Tous les services spécialisés, ainsi que les diplomates de l'ambassade de France à Damas sont d'accord (avec) cette conclusion*", a ajouté cette source, selon le quotidien.

Interrogés par l'AFP, les ministères des Affaires étrangères et de la Défense se sont refusés à tout commentaire.

De source judiciaire, on a répondu à l'AFP: "*L'information judiciaire suit son cours*". (AFP 17.07)

Cela signifie donc que la totalité des médias écrits et audiovisuels avaient menti et présenté une fausse version des faits, y compris bien sûr Le Figaro.

Commentaire d'un internaute.

- Dès le début certains médias non traditionnels avec des journalistes indépendants avaient déjà analysé cette mort et avaient conclu à un tir des rebelles. Tandis que nos médias traditionnels de droite comme de gauche et qui sont la voix de nos gouvernants, ceux-là mêmes qui n'ont jamais annoncés le nombre réel de morts en Libye pour obéir au gouvernement, nous annonçaient dès le début un tir de l'armée du gouvernement syrien." Le Réseau Voltaire pour ne pas le nommer.

ACTUALITE EN TITRES

Tartufe.

- Hollande lance un débat sur l'euthanasie sans prononcer le mot - Reuters

De la même manière qu'il ne prononcera pas le mot *rigueur* ou *austérité* auxquels il préfère l'"*effort juste*", entendez par là équitable, entre un multimillionnaire à qui on va en soustraire un ou deux et un travailleur pauvre que l'on va taxer davantage ou laisser dans la misère. Au fait, on ne voit pas comment il pourrait exiger de rentiers qu'ils produisent un "*effort*" !

Hollande, c'est l'hypocrisie poussée à la caricature.

Américanisation et empoisonnement collectif sont synonymes.

- Les Français mangent 14 burgers par an et par personne - AFP

Je me suis préparé un poulet aux champignons et aux herbes de Provence à la sauteuse, avant de verser un yahourt en fin de cuisson (en guise de crème fraîche), servi avec des pommes de terre et des carottes cuites à la vapeur revenues légèrement à la poêle avec un soupçon d'huile d'olive et d'origan. C'est autre chose que leur merde !

Je n'ai le temps de rien faire, je cavale tout le temps, c'est vrai, mais je le prends de préparer mes repas. On est ce qu'on mange, je n'ai pas envie de finir aussi dégénéré qu'un Américain, ils ne le sont pas tous, les exceptions confirment la règle toutefois.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Silence… on tourne pour le Nouvel Ordre Mondial

Il y a quelques jours, Laurent Fabius, ministre socialiste français des Affaires étrangères, a fait une conférence à Science Po. Le socialiste du changement, riche comme Crésus, s'inscrit comme un bon élève du système mondialiste, parlant de démocratie mais agissant en faveur d'un monde où la dictature est le seul régime voulu par la nomenklatura des sociétés secrètes qu'il fréquente, comme nombreux de ses copains des deux plateaux de la balance démocratique française.

Cette conférence a donc été organisée à Science Po, et le ministre socialiste a pu rabâcher le discours des sectaires de l'Otan sur le devoir d'ingérence des démocrates occidentaux dans la souveraineté des autres pays, pour en chasser les méchants dirigeants.

Des personnes interrogées à l'issue de ce monologue, on apprend que les questions ont été choisies à l'avance et qu'il était interdit à quiconque d'interroger l'homme savant. C'est la démocratie des Young Leaders. Là, point de changement avec l'autre équipe UMP.

On cache volontairement le fait que les méchants sont toujours dans des régions où les Occidentaux convoitent le pétrole, le gaz, ou le passage d'oléoducs.

Mais pourquoi ne pas exploiter le pétrole présent en abondance dans certaines régions en France ? M. Fabius et ses amis de l'UMP savent très bien qu'il ne faut surtout pas froisser les Césars du cartel de l'énergie de la Côte Est américaine sur ce point. La France doit demeurer dépendante de l'or noir extérieur. Ceux qui sont allés contre ce principe, ont bien mal fini, comme l'a démontré Pierre Fontaine en son temps.

Donc Laurent Fabius n'avouera jamais que la révolution syrienne est un paravent médiatique masquant l'intervention militaire occidentale à la conquête du gaz… Les marionnettes de l'UMP/PS n'ont strictement rien à faire de la misère des populations. Les entendez-vous pleurer pour les citoyens du Bahreïn, martyrisés quotidiennement, où contester les agissements des princes saoudiens ? Organisent-ils, avec les associations qu'ils financent grassement, des manifestations devant les ambassades de ces pays ? Non. Là, on peut tuer, massacrer… circulez, il n'y a rien à voir. Mais la Syrie, c'est très grave !

Même discours d'un certain Alain Juppé, qui a joué un rôle plus que nauséabond en Libye. Les banquiers internationaux sauront lui renvoyer l'ascenseur, sa carrière politique n'est probablement pas achevée.

Et que se passe t-il en Libye aujourd'hui, après que les amis d'Alain Juppé et de N. Sarkozy ont bombardé, tué, massacré… empêché les Libyens d'avoir une banque centrale INDÉPENDANTE du cartel bancaire ?

Ce pays d'Afrique du Nord, autrefois prospère, s'est transformé en un territoire contrôlé par de nombreux cheikhs et de chefs de factions armées après le renversement du régime de Mouammar Kadhafi. Le gouvernement de Tripoli est également devenu une façade destinée exclusivement à recevoir de l'aide matérielle de la part de l'Occident, écrit mercredi 4 juillet le quotidien Rossiïskaïa gazeta. "*Le nouveau gouvernement libyen ne décide et ne contrôle absolument rien. Par conséquent, il n'est responsable de rien. Les anciens leaders des rebelles qui sont restés à la tête de leurs unités, torturent des prisonniers et prennent des gens en otage en espérant qu'ils seront utiles à terme pour marchander avec le gouvernement central.*

D'après son rapport, les organismes de l'ONU chargés des droits de l'homme ne remplissent pas leurs fonctions directes en Libye, et l'on ignore tout des enquêtes menées dans ce pays et des condamnations. Selon Alexandre Pankine, numéro deux de l'ambassade de Russie à l'ONU, "on mène une activité bouillonnante en Libye, mais sans résultats."

Beaucoup de rumeurs arrivent de Libye concernant la violence contre des personnes soupçonnées d'avoir collaboré avec le régime Kadhafi, des exécutions sommaires, des prisons contrôlées par des unités locales et non par le gouvernement. Mais pendant les audiences au Conseil de sécurité, la commissaire de l'ONU a affirmé qu'elle n'avait aucune information fiable sur ces faits. Navi Pillay a peut-être dit la vérité – les organismes internationaux des droits de l'homme ne veulent pas envoyer leur personnel dans un pays où les lois n'existent pas»…

A l'heure de la technologie ultra sophistiquée où l'on est capable de voir en n'importe quelle partie du monde ce que font les insectes dans le sol, l'ONU n'a pas d'informations fiables sur le foutoir que les mondialistes ont généré en Libye… (liesi.17.07)

2- Egypte

Des bagarres ont éclaté mardi dans la salle d'audience du tribunal administratif du Caire, retardant une décision que les juges devaient rendre sur la légitimité de l'assemblée constituante.

Dépassés par les événements, les juges ont suspendu la séance et se sont repliés dans une autre salle. En fin d'après-midi,

rien n'avait filtré de leurs débats.

En dépit de sa victoire au second tour de la présidentielle, Mohamed Morsi, qui a prêté serment le 30 juin, n'a toujours pas formé de gouvernement et ne peut s'appuyer sur un parlement opérationnel ni même sur une constitution.

Les juges ont démenti être sous l'influence des militaires.

Ces incidents illustrent le regain de tensions en Egypte depuis la proclamation de l'élection de Mohamed Morsi à la présidence et la lutte de pouvoir qui l'oppose aux militaires du CSFA, qui assuraient l'intérim depuis la chute d'Hosni Moubarak en février 2011. (Reuters 17.07)

SOCIAL

1- France

Quelque 87.000 emplois salariés marchands seront détruits cette année en France et plus de 30.000 l'an prochain, poussant le taux de chômage à 10,5% de la population active fin 2013 en métropole, selon l'institut d'études Coe-Rexecode.

Le seuil de 10% serait quant à lui franchi cet été.

Selon l'Insee, le taux de chômage au sens du Bureau international du Travail (BIT) était de 9,6% en métropole fin mars et de 10,0% avec les départements d'Outre-mer.

"*La croissance économique (0,3% en 2012 et 0,8% en 2013 selon nos prévisions) sera insuffisante pour retrouver des créations nettes d'emploi, notamment dans le secteur marchand non agricole*", écrit Coe-Rexecode dans une étude publiée mardi.

Ces prévisions de croissance sont identiques à celles publiées lundi par le Fonds monétaire international.

"*Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A serait en hausse de 194.000 personnes en 2012 puis 110.000 en 2013 après +147.000 en 2011. Le nombre de chômeurs au sens du BIT progresserait pour sa part de 244.000 en 2012 et 110.000 en 2013*", poursuit l'étude. (Reuters 17.07)

2- Espagne

Aux cris de "*mains en l'air, c'est un hold-up*", environ 1.500 fonctionnaires se sont rassemblés mardi soir devant le ministère du Budget à Madrid, pour dire "non" au plan de rigueur gouvernemental qui les prive de leur prime de Noël.

Levant les mains au ciel, dans le hurlement des sifflets, les fonctionnaires, répondant à l'appel des syndicats, manifestaient comme ils le font quotidiennement depuis l'annonce le 11 juillet du plan d'économies.

"*Nous manifestons parce qu'ils nous avaient déjà baissé puis gelé nos salaires, et maintenant, avec la prime de Noël, c'est la fin*", explique Ines Cornide, une femme de 44 ans, fonctionnaire dans la justice depuis 14 ans.

"*Ces mesures ne vont pas relancer la consommation, ne vont pas créer d'emploi, et elles nous frappent nous, qui avons une situation un peu plus sûre, qui pourrions aider la consommation*", ajoute cette manifestante, venue avec son mari, fonctionnaire lui aussi dans l'administration pénitentiaire.

Quelques heures plus tôt, quelques centaines de fonctionnaires étaient déjà sortis des ministères et administrations du centre de Madrid, à l'heure de la pause-café de la fin de matinée.

Dans une forêt de petites pancartes portant le mot "*NO*", accompagné d'une paire de ciseaux dessinés, symbole des coupes budgétaires, les manifestants ont bloqué pendant environ une demi-heure plusieurs avenues du centre de la capitale.

"*Démocratie, où es-tu*", "*Chômeurs, bougez-vous*", clamaient d'autres pancartes. (AFP 17.07)

Dites-donc, que faisiez-vous, où étiez-vous quand des millions de travailleurs du secteur privé se sont fait jeter à la rue, vous ne vous sentiez pas vraiment concernés en tant que fonctionnaires n'est-ce pas ? Bougez votre cul pour défendre votre statut d'accord, mais quand il s'agissait d'être solidaire des travailleurs du privé, vous avez répondu aux abonnés absents... D'accord, vous l'admettez, et la faute en revient uniquement ou principalement aux dirigeants corrompus des syndicats et des partis ouvriers institutionnels qui ne vous ont pas inculqué cet état d'esprit, qui ont été incapables d'assurer votre formation politique.

Ils ont tout fait pour vous diviser, maintenant rassemblez-vous et préparez-vous à affronter le régime... pas "*les mains en l'air*", mais les armes à la main, car il vous faudra y venir, cela non plus on ne vous l'a pas appris, en fait, ils ne vous ont rien appris, sinon à accepter votre triste sort.

3- Allemagne

RWE, deuxième groupe de services aux collectivités en Allemagne, prévoit de supprimer entre 2.000 et 5.000 postes supplémentaires en Europe, a déclaré mardi à Reuters un porte-parole du syndicat Verdi.

En décembre, une source interne à RWE avait toutefois dit à Reuters que le groupe prévoyait de supprimer jusqu'à 8.000 postes au cours des prochaines années.

Au 31 mars, RWE employait quelque 72.000 personnes.

Si le groupe se sépare de 13.000 personnes, le chiffre maximum évoqué jusqu'à présent, cela se traduirait par une réduction de 18% de ses effectifs. (ReutersReuters 17.07)

ECONOMIE

1- Banques

Un nouveau complot des banques contre les Etats et les particuliers…

Un nouveau scandale dans le monde de la finance et pas des moindres : la CITY manipule le taux d'intérêt qui conditionne au jour le jour la gestion d'une masse pharamineuse de capitaux, évaluée dans le monde (avec les produits financiers dérivés et toxiques qui plombent à présent toutes les grandes banques dans le monde) au chiffre astronomique de 350.000 milliards de Dollars – trois cent cinquante trillons de US $, soit environ 7 fois le PIB mondial !

« *Le Libor, et son homologue basé à Bruxelles, l'Euribor (le taux interbancaire de référence sur le marché européen), qui est également la cible de manipulation bancaire, sont utilisés pour calculer le taux de prêts hypothécaires, de prêts étudiants et de cartes de crédit s'élevant à 10.000 milliards de dollars. Environ 90 pour cent des prêts commerciaux et hypothécaires américains sont liés à cet indice.* »

On imagine les conséquences pour les particuliers mais aussi pour les Etats !

« *Ce complot des banquiers a un très réel et immense impact sur la vie des gens ordinaires. D'innombrables milliards ont en fait été volés aux nouveaux propriétaires de maisons et d'immeubles ou aux détenteurs d'hypothèques à taux variables, de cartes de crédit, aux détenteurs de prêts étudiants, au financement de petites entreprises ou autres consommateurs chaque fois que les banques ont fixé le Libor de manière artificiellement élevée. Le Wall Street Journal a souligné jeudi qu'un taux d'intérêt trop élevé de 0,3 pour cent se traduisait par une augmentation de 100 dollars du remboursement mensuel sur un crédit hypothécaire à taux variable de 500.000 dollars.*

La sous-estimation du taux du Libor a, d'autre part, coûté aux détenteurs d'obligations qui ne font pas partie du complot, d'innombrables milliards en rendement de moins. Sont concernés les gouvernements fédéraux ou locaux qui ont diminué les déficits budgétaires en supprimant drastiquement les emplois, en réduisant considérablement les salaires et les services publics. Sont concernés aussi les fonds de pension et les retraités disposant de placements fixes et dont les revenus furent substantiellement réduits. »

C'est l'une des plus monstrueuses arnaques de tous les temps, et elle nous vient de la CITY de Londres. Les étudiants en économie ne peuvent que constater l'énorme fossé qui existe entre l'économie enseignée dans les livres et l'économie réelle mondialisée, telle qu'elle fonctionne selon les volontés de quelques familles oligarchiques, parvenues à contrôler l'ensemble du système bancaire occidental. La masse de capitaux qu'ils engrangent comme bénéfices quotidiens leur a permis depuis bien longtemps de prendre le contrôle du système politique, de changer les équipes gouvernementales quand cela s'avère nécessaire afin d'illusionner l'électeur qui croit encore aux candidats promettant le changement. Une seule certitude : la finance anonyme et vagabonde réussit sans obstacle majeur (pour le moment) à faire progresser son plan de Nouvel Ordre Mondial. (liesi.12.07)

2- Espagne

L'Espagne va mettre en place une structure de défaisance qui rassemblera l'ensemble des actifs immobiliers toxiques de ses

banques en difficulté en attendant de pouvoir éventuellement les vendre, a annoncé mardi le gouverneur de la banque centrale.

"*Je comprends que nous allons faire cela en étudiant les bilans des banques qui bénéficient de l'aide publique et qu'il va y avoir une séparation d'actifs*", a déclaré Luis Maria Linde lors d'une audition devant le parlement.

"*Cela va impliquer une très grosse structure, dont la gestion va être très compliquée. Ce n'est pas quelque chose de simple que l'on peut résoudre en quelques mois ou quelques années*", a-t-il précisé.

Le gouvernement n'a "*absolument*" aucune intention de fermer des banques, a répété mardi le ministre de l'Economie Luis de Guindos.

"*Si un établissement n'est pas assez solide pour assurer son avenir, il devra être démantelé en bon ordre ou liquidé*", a jugé Luis Maria Linde. (Reuters 17.07)

3- Grande-Bretagne

Le géant bancaire britannique HSBC a reconnu des "*défaillances*" et présenté publiquement ses excuses mardi devant le Sénat américain pour avoir manqué de vigilance face à de possibles opérations de blanchiment d'argent.

"*Nous présentons nos excuses quant au fait que la HSBC n'a pas été à la hauteur des attentes de nos régulateurs, de nos clients, de nos employés et des citoyens*", a affirmé devant une commission sénatoriale Irene Dorner, présidente de HBUS, la filiale américaine de HSBC.

Ce non-respect des réglementations "*est inacceptable*", a-t-elle ajouté devant la commission d'enquête du Sénat liée à la sécurité intérieure, qui a publié un rapport accablant sur les pratiques de la banque.

La mise au jour de ces pratiques intervient au moment où le scandale des manipulations du Libor, le taux interbancaire offert à Londres, prend de plus en plus d'ampleur dans le monde de la finance.

Le rapport de la commission d'enquête du Sénat a souligné de "*graves carences*" dans le système anti-blanchiment de HBUS.

L'audition de mardi a par exemple souligné que la banque avait réalisé 16 milliards de dollars de transactions secrètes avec l'Iran sur une période de six ans. Les responsables de la banque étaient au courant des "*transactions secrètes avec l'Iran*" --dont la documentation ne mentionnait aucun lien avec ce pays-- depuis 2001 et jusqu'en 2007, pour un total de 25.000 opérations, selon le document parlementaire de 330 pages.

Les Etats-Unis interdisent les relations commerciales et financières avec l'Iran, la Corée du Nord ou encore le Soudan.

Le sénateur démocrate Carl Levin, qui préside la commission, a qualifié de "*choquantes*" les manipulations de la banque et a déploré le fait que les responsables de la banque "*savaient ce qui se passait, mais ont permis à cette pratique trompeuse de continuer*".

Par ailleurs, selon des éléments du rapport mis en avant par la commission dès lundi, la banque a exposé le système financier américain à de possibles opérations de blanchiment de l'argent de la drogue des cartels mexicains. La filiale mexicaine a ainsi transféré un montant de 7 milliards de dollars vers HBUS entre 2007 et 2008.

HBUS a également entretenu des relations financières avec des établissements bancaires soupçonnés de liens avec des organisations terroristes présumées. Le rapport cite à cet égard la banque saoudienne Al Rajhi Bank.

Le document souligne aussi que le géant bancaire britannique a aidé à écouler un montant de 290 millions de dollars en chèques de voyage émis par une banque japonaise au bénéfice de ressortissants russes qui prétendaient travailler dans les voitures d'occasion.

HBUS possède 470 agences aux Etats-Unis et fournit des services à environ 1.200 autres banques, dont 80 filiales. (AFP 17.07)

4- Etats-Unis

Le United States Department of Agriculture (USDA) vient de déclarer un état de catastrophe naturelle dans plus de mille comtés des Etats-Unis et vingt-six Etats sont cruellement touchés par la sécheresse. Pour les autorités américaines, c'est la plus grande catastrophe naturelle jamais connue en Amérique.

L'état de catastrophe naturelle déclaré permet aux agriculteurs et aux éleveurs de bénéficier de l'aide fédérale ainsi que de prêts d'urgence à très faible taux d'intérêt.

Selon l'Observatoire des Etats-Unis plus de la moitié (56 pour cent exactement) des Etats du pays sont impactés par la sécheresse. Un niveau jamais vu depuis l'existence de cet Observatoire. (liesi.15.07)

Haut de page

Le 19 juillet

CAUSERIE

Nous n'avons rien publié sur les élections qui ont eu lieu le 7 juillet en Libye, car les résultats définitifs ne seront connus que dans deux semaines. (source : lexpress.fr 18.07)

Ce matin j'ai été obligé de faire des courses et d'aller à la banque, j'ai perdu deux heures. Je n'ai plus le temps de causer. Quelques réflexions rapidement.

1- Quand on y regarde de près, on s'aperçoit que le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius-Montebourg s'aligne à la virgule près sur la politique de l'impérialisme américain, qu'il s'agisse de la "*croissance*", des énergies renouvelables, de la Syrie, de la défense de l'Etat sioniste, etc. le mimétisme est si parfait qu'il pourrait faire pâlir de jalousie Sarkozy et sa clique.

2- Messieurs Mailly, Thibault, Chérèque et consorts n'ont aucune légitimité pour "*négocier*" au nom des travailleurs avec le patronat et le gouvernement la remise en cause de nos droits ou acquis. Quel parti le précise ? Aucun.

3- Hier sur PSA mon analyse était incomplète. Si Thibault a pris plus ou moins position contre la fermeture de l'usine d'Aulnay, absolument aucun dirigeant syndical n'a appelé à la grève illimitée avec occupation pour faire aboutir cette revendication légitime. Pas plus d'ailleurs le PCF, le POI, le NPA ou LO. Vous vous demandiez peut-être où ils avaient capitulé, vous avez la réponse à cette question.

4- A la liste des portails pourris, après Rue89, le Grand Soir et d'autres que j'ai signalés récemment, vous pouvez ajouter *Owni* qui est venu au secours de la coalition militaire occidentale dont les mercenaires sont à l'oeuvre en Syrie, qui a dénoncé «*un copier-coller d'un article de Wayne Madsen, un ancien militaire américain devenu journaliste spécialiste des services de renseignement, proche du Réseau Voltaire et conspirationniste*».

Hier, 20minutes.fr précisait que "*cet article de Wayne Madsen affirme ainsi que l'ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie a été chargé, au nom de la CIA et avec l'aide des services israéliens du Mossad de recruter des «escadrons de la mort» auprès de terroristes d'Al-Qaida et de les envoyer se battre contre les forces fidèles au régime syrien.*", Meyssan dans sa dernière vidéo les compare à juste raison aux Contras...

Pas de bol pour ces réactionnaires, il y a dans notre portail plus de 200 articles de sources très diverses qui corroborent preuves à l'appui la version des faits que nous partageons avec le Réseau Voltaire.

Précisons au passage que les auteurs des articles qui sont publiés par le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca ne sont pas affiliés à ces réseaux d'information indépendants, qu'ils n'en sont pas salariés ou actionnaires, qu'ils proviennent de tous les continents et de milieux sociaux divers, qu'ils ne sont pas tenus à respecter une ligne éditorialiste ou de s'aligner sur les désirs formulés par un conseil d'administration comme c'est le cas des médias nationaux et régionaux aux ordres.

J'essaie dans la mesure du possible d'éviter d'être la proie de manipulateurs qui agissent sur le Net, on a le pif en éveil 24h/24, mais personne n'est infaillible. Si vous êtes en possession de données permettant d'identifier des portails ou des blogs suspects, veuillez me les communiquer, après analyse ou vérification j'en informerai les camarades qui se connectent sur le site.

5- J'allais oublier de vous signaler que l'attaque du portail Owni à la rescousse des va-t-en-guerre contre la Syrie contre le Réseau Voltaire, provient de la diffusion de messages (courriels) attribués au président syrien Bachar al-Assad via le réseau WikiLeak. Au fait, Assange n'est toujours pas extradé vers la Suède ? Bénéficierait-il d'une protection spéciale à un très haut niveau ?

Le fin mot de l'histoire de Wikileak ne serait-il pas une vaste opération d'intoxication ou de propagande mondiale orchestrée depuis Washington ? Certains l'ont suggérée, mais sans jamais fournir la moindre preuve tangible, d'où notre prudence sur ce sujet. Aurait-il été récupéré, se serait-il vendu pour sauver sa peau ou tout aurait été fabriqué depuis le début pour nous induire en erreur ? C'était l'avis de T. Meyssan que je n'ai pas suivi en attendant d'en savoir davantage. Attendons de voir la suite.

6- T. Meyssan est en Syrie, il risque sa peau tous les jours l'air de rien, hier c'est le beau-frère d'Assad et le ministre de la Défense qui y ont laissé la leur comme quoi dorénavant plus personne n'est en sécurité en Syrie. J'ai fini par avoir plus d'estime envers Meyssan que je ne connais pas plus que vous qu'envers nos dirigeants planqués dans leurs bunkers et qui me filent la nausée rien que d'y penser...

A quoi sert ELV : à justifier la hausse de vos factures de gaz, électricité, fioul ou essence.

La facture annuelle d'électricité des ménages français pourrait bondir de 50% environ d'ici à 2020 si la législation et les comportements de consommation restent inchangés, selon un rapport du Sénat publié mercredi.

Citant des projections de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), ce rapport estime que la facture annuelle d'un ménage type ayant souscrit l'option heures pleines-heures creuses - et a priori équipé d'un chauffage électrique - atteindrait 1.307 euros en 2020 contre 874,5 euros en 2011.

Toujours selon les calculs de la CRE, la hausse atteindrait 30% entre 2011 et 2016, une projection déjà publiée début 2012.

Publié par la commission d'enquête du Sénat sur le coût réel de l'électricité, créée à l'initiative du groupe écologiste, le rapport souligne en particulier que les charges d'EDF liées à la CSPE pourraient passer de 4,3 milliards d'euros en 2012 à près de 10 voire 11 milliards en 2020 (dont 7,5 milliards pour les renouvelables).

Evoquant "*le prix à payer pour amorcer la transition énergétique*", la commission estime que "*l'augmentation provisoire du prix de l'électricité due aux renouvelables, incontestable, doit donc être prise pour ce qu'elle est : un investissement nécessaire pour l'avenir*".

Le document publié par la commission a été adopté par l'ensemble de ses membres à l'exception du groupe communiste, républicain et citoyen, pour qui "*les socialistes laissent passer la proposition des groupes écologistes et UMP d'augmenter le coût de l'électricité*".

La publication de ce rapport est censée permettre d'éclairer le débat sur la transition énergétique prévu à l'automne par le nouveau gouvernement.

Le gouvernement a par ailleurs décidé de limiter la hausse de l'électricité à 2% au 1er août et réfléchit à un "*réforme structurelle*" des tarifs de l'énergie qui passerait par des prix progressifs distinguant les consommations essentielles et celles de confort. (Reuters 18.07)

Puisque c'est un sujet d'actualité, il est bon de préciser comment se traduirait cette "*réforme structurelle*" et ce qu'elle induit.

Le mois dernier j'ai eu la mauvaise surprise de me retrouver avec une facture d'électricité énorme, 3.700 roupies, alors que jusqu'à présent je n'avais jamais payé plus de 500 à 800 roupies tous les deux mois. Pour avoir un ordre d'idée de ce que cela représente, le salaire minimum est d'environ 5.000 roupies par mois.

Ce qui s'est passé, c'est que depuis que j'ai déménagé, le compteur électrique de la maison que j'ai louée est situé dans le jardin à deux mètres de la rue, j'avais donc hésité à placer un court-circuit à l'entrée du compteur pour le ralentir, j'en avais fixé un mais sans le visser, du coup il ne servait pratiquement à rien. Les deux mois précédents mon épouse était présente, comme depuis la pose de ses prothèses cardiaques elle ne supporte plus les grosses chaleurs, on a fait fonctionner le climatiseur toutes les nuits et même parfois la journée, ce n'était pas un luxe mais une mesure correspondant à son état de santé.

Ce qui signifie que seuls les nantis ont le droit d'utiliser un climatiseur l'été ou une grande partie de l'année en Inde. Les pauvres pourraient acheter d'occasion un climatiseur qu'ils ne pourraient en payer ni la maintenance ni leurs factures d'électricité, quant à la classe moyenne, elle peut se doter de climatiseurs, mais seuls ceux de ses membres qui ne sont pas déjà endettés jusqu'au cou pourraient payer de telles factures.

La facturation progressive qui pourrait paraître démocratique est en réalité un moyen pour que chaque classe reste à sa place et que seules celles des nantis profitent de ce qu'on n'ose même plus appeler le progrès social, tellement il réclame de sacrifice pour y accéder quand vous n'appartenez pas à la classe des privilégiés.

L'immense masse des travailleurs ne doivent pas s'imaginer ou espérer que leur mode de vie va s'améliorer dans les années à venir, il aura plutôt tendance à se dégrader, voilà la signification de cette "*réforme structurelle*" annoncée. Seuls ceux qui en auront les moyens pourront s'offrir de meilleures conditions d'existence, les autres verront les leurs se dégrader inexorablement.

Depuis début juillet, j'ai pris le risque d'installer un nouveau coupe-circuit à l'entrée du compteur que j'ai solidement vissé, ainsi il tourne au ralenti, cette fois je l'ai vérifié, je le retirerai vers le 25 du mois suivant puisqu'ils relèvent les compteurs tous les deux mois entre le 27 et le 30 ou 31.

En Inde, les miséreux peuvent s'éventer avec un feuille tombée d'un arbre, les pauvres avec un éventail, les moins pauvres avec un ventilateur qui brasse de l'air bouillant, les nantis (dont je fais partie !) se rafraîchir avec un climatiseur. Autant vous dire que la journée je me contente du ventilateur ou rien pendant que je bosse, je transpire comme un boeuf, mais c'est pour perdre quelques kilos, encore un truc de privilégiés !

Pour revenir en France, vous aurez constaté qu'il y a là un consensus EELV-PS-UMP, normal quoi, ils figurent dans le même camp.

A propos du Conseil national du PS du 18 juillet.

Les "*godillots*" d'un régime bonapartiste qui leur va comme un gant tout neuf.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et son ex-rivale pour Matignon, la Première secrétaire Martine Aubry, ont affiché leur unité mercredi au conseil national du PS, en invitant Benoît Hamon à rejoindre leur texte majoritaire d'ici le congrès à l'automne.

Sans surprise, leur "*contribution générale*" a été signée par une immense majorité des cadres du PS (88% des parlementaires, 77% des secrétaires nationaux, 90% des présidents de conseils régionaux, d'après un proche de Martine Aubry), ainsi que par tous les ministres socialistes sauf deux, Arnaud Montebourg, qui n'a rien signé, et Benoît Hamon.

Ce dernier a fait bande à part en soutenant le texte de ses amis de l'aile gauche du PS, particulièrement hostiles au traité européen de discipline budgétaire, que le Parlement devrait examiner à la rentrée.

Le Premier ministre et la maire de Lille avaient pourtant invité tous les ministres et dirigeants du parti à signer leur texte, exclusivement.

"*J'ai eu une discussion avec lui*", a dit M. Ayrault, interrogé sur l'initiative de Benoît Hamon. Avant de prévenir: "*Il est membre du gouvernement. Je souhaite que nous soyons tous rassemblés au moment où l'on soumettra une motion au vote des militants (lors du congrès)*".

"*Le Parti socialiste n'est pas un parti godillot, comme je l'ai lu quelque part. Nous sommes un parti de débat, mais sur l'essentiel, où sont nos différences et nos divergences?*", s'est-il interrogé.

"*Je n'ai eu que des conversations constructives avec le Premier ministre*", a commenté Benoît Hamon arrivant un peu plus tard avec des députés de son courant "*Un monde d'avance*" (UMA).

"*On verra*", a-t-il répondu à la question d'une éventuelle motion de son courant d'ici le 12 septembre, date du conseil national qui enregistrera le dépôt des textes soumis au vote des militants. Cette question fait débat au sein de son courant, qui ne présentera pas en revanche de candidat au poste de Premier secrétaire.

"*Nous voulons apporter une contribution utile à François Hollande et la gauche européenne*", a poursuivi le ministre de l'Economie solidaire, précisant que le texte de ses amis était signé par 27 parlementaires français et 23 députés "*de la gauche du SPD*", dont certains se sont opposés en Allemagne à la ratification du traité européen.

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, ex-candidat à la primaire, a aussi fait pression sur son collègue: "*Sa contribution n'est pas une surprise, mais enfin, vu les difficultés du pays, les effets de la crise, les attentes des Français, il est très important que chacun se rassemble, et Benoît y participera*". (AFP 18.07)

Nous n'en doutons pas un seul instant, contrairement au POI qui entretient le suspens, ce qui en soi est du domaine de la fabulation ou de la manipulation. On y revient plus loin.

Hamon n'a pas perdu le nord ou "*ses idées*", non, il est ministre !

"*Je salue le fait que c'est le seul ministre qui a assumé qu'il n'avait pas perdu ses idées, et qu'il était prêt à les défendre avec ses amis au sein du PS tout en étant pleinement dans l'action gouvernementale et solidaire*", a déclaré sur iTélé Mme Lienemann, signataire avec Benoît Hamon de la contribution d'"*Un monde d'avance*".

Mme Lienemann signe également une autre "*contribution, peut-être un peu plus raide, sur la question de l'Europe*", a-t-elle rappelé, répétant son opposition au prochain traité budgétaire européen que la France doit ratifier. (AFP 18.07)

Ils sont comme Fabius et Cazeneuve qui avaient voté non en mai 2005 pour se retrouver ministre d'un président et d'un Premier ministre ayant voté oui et prêts à ratifier le TSCG.

Mais il y en a pour marcher dans la combine.

Le POI consacre une partie de la deuxième page de son hebdomadaire (IO n°209) à la déclaration de la sénatrice Lienemann, même qu'elle a le droit à sa petite photo dans leur journal. Qui oserait remettre en doute le fonctionnement démocratique du PS, qui oserait prétendre qu'il n'existe pas en son sein un véritable courant de gauche ? Qui oserait prétendre qu'un parti disposant d'un tel courant ne serait plus un parti ouvrier ? Et la boucle est bouclée. Qui s'emploie (en permanence) à redorer le blason du PS dont la principale fonction consiste à assurer la stabilité du régime ? Pour qui et pour quoi roule le POI ? Devinez.

Etait-ce un hasard si Informations ouvrières consacre quatre articles à PSA sans prononcer une seule fois le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation ?

La ligne politique de ce parti est simple à comprendre, elle se résume à appeler à l'unité des organisations ou des partis dits ouvriers en s'adressant à leurs dirigeants, dont ceux du PS. Autrement dit, l'unité des traîtres ou des vendus au capital et au régime, qui devraient prendre la direction de la mobilisation des masses sur n'importe quelle revendication, ce qui implique qu'ils oeuvreraient sincèrement et loyalement pour la faire aboutir, en réalité pour mener cette mobilisation dans une impasse afin que le gouvernement puisse appliquer sa politique.

C'est cette politique de soumission aux appareils appliquée avec constance pendant 70 ans qui nous a conduit là où nous en sommes, et qui a notamment conforté les directions syndicales pourries que le POI soutient. Ainsi, dans ce numéro d'Informations ouvrières ne cherchez pas la prise de position de Maily sur PSA, vous ne la trouverez pas, et pour cause !

Par contre, quand il s'agit de leur fond de commerce commun, ils se font plus prolixes. Mailly est cité avantageusement dans deux articles, "*Rigueur en France également pour les fonctionnaires*" et "*La négociation sur la flexibilité et les accords compétitivité-emploi est-elle enterrée ?*", dans ce dernier qui revient sur le traitement réservé aux travailleurs du secteur privé lors de la conférence antisociale des 9 et 10 juillet dernier il cite le passage où Mailly a dit "*Il y a déjà assez de flexibilité*", comme si c'était un acquis ou une situation avec laquelle il faudrait s'accommoder, sans s'engager à la combattre, sinon que serait-il venu faire à cette conférence en présence de Parisot ?

Alors qu'un syndicat a appelé à la grève illimitée avec occupation, SUD, et qu'il était suivi par des centaines de salariés de PSA dès l'annonce le 12 juillet des 8.000 suppressions d'emplois, (on va jouer les idiots) comment comprendre qu'au lieu de soutenir cette initiative, de la reprendre à son compte, le POI préfère choisir le camp des capitulards, car c'est bien ce que recouvre son appel à l'unité, avec qui, le syndicat maison, la CFDT, la CFTC, la CGC qui se sont prononcés pour accompagner la fermeture inévitable d'Aulnay selon eux, l'unité avec qui, Hollande, Ayrault, Montebourg, Sapin, le PS soumis aux actionnaires de PSA ou plutôt qui incarne leurs intérêts, leurs satellites, qui pour rejeter le plan de la direction devraient rompre avec le capitalisme et sa logique purement financière.

Parole d'internaute

1- "*Un syndicaliste fait son boulot en dénonçant des faits délictueux mettant en cause la direction de la RATP et cela provoque son licenciement ? On est dans quel pays là ?*"

Il a osé porter l'affaire sur la place publique comme l'on dit en relayant son histoire sur Internet, pire, elle est même passée dans une émission à la télévision, un crime impardonnable !

2- "*La droite quand elle coupe la tête des syndicalistes ce sont des méchants, et quand c'est la gauche il n'y a personne pour condamner.*"

D'après ce que j'ai compris, il a osé attaquer un adhérent de l'UNSA membre de la direction de la RATP "*qui échangeait des promotions contre des faveurs sexuelles* ", ceci explique peut-être cela. A ce niveau-là ils se tiennent tous les coudes.

Question : Vous avez déjà vu feu Lambert ou Gluckstein attaquer violemment Bergeron, Blondel ou Mailly dans les colonnes de leur journal ?

Ce n'est pas dans leurs rangs que vous trouverez des militants pour faire de telles remarques pertinentes, ils ont été formatés de telle sorte qu'ils en sont incapables, ce sont de grands naïfs...

Propagande patronale. La flexibilité du travail n'aurait aucune incidence sur le coût du travail, ben voyons !

Le coût du travail n'est qu'une cause parmi d'autres des difficultés de l'industrie française, estiment deux ex-patrons du CAC 40, Jean-Louis Beffa et Louis Schweitzer, qui plaident pour une refonte de la politique industrielle de la France.

"*C'est une erreur de ne raisonner qu'en termes de coût du travail*", a confié à Reuters le président d'honneur de Saint- Gobain en marge d'une audition devant la commission économique de l'Assemblée nationale. "*C'est peut-être 10% du problème ; les 90% restant relèvent de la compétitivité hors coût, c'est-à-dire de choses infiniment plus difficiles à corriger*."

Pour le président d'honneur de Renault, l'accent doit être mis sur la flexibilité du travail.

En phase économique ascendante, la tentation des groupes industriels est de créer des usines dans des pays à bas coûts, et lorsque la conjoncture se retourne, d'ajuster leur capacité de production en fermant des usines en France.

Faciliter le recours aux contrats à durée déterminée et à la mise en place d'équipes de nuit, par exemple, pour jouer sur les capacités existantes en France en période de croissance, réduirait ce risque, fait valoir Louis Schweitzer.

"*Le problème est d'éviter de créer des capacités au lieu d'utiliser les capacités existantes et, là, une flexibilité à la croissance éviterait des créations d'usines qui, à terme, condamnent les entreprises françaises*", explique-t-il.

Jean-Louis Beffa et Louis Schweitzer, favorables à un retour de l'Etat stratège et à une convergence avec le modèle industriel allemand, exhortent la nouvelle majorité à prendre rapidement ces questions à bras le corps. (Reuters 18.07)

Parce que le chômage partiel qui s'accompagne d'un salaire partiel n'aurait rien à voir avec le coût du travail ? Elle est bien bonne celle-là !

Pure coïncidence sans doute, Chérèque, Thibault, Mailly et consorts sont sur la même longueur d'onde.

Prenons un exemple. Que 1 000 ouvriers sortent 1.000 voitures par mois en ayant travaillé à plein temps ou à mi-temps, la plus-value qu'ils auront produite sera la même, la différence se situera au niveau de la part de la plus-value qui sera redistribuée comme salaire (et avantages sociaux ou cotisations sociales), et l'on comprend tout de suite que dans le second cas, la part qui reviendra au capitaliste sera le double. Ce sont les travailleurs qui produisent la plus-value ou richesse, qui créent du capital en mettant en oeuvre leur force de travail.

Une partie de la plus-value créée retrournera dans la production, une autre sera distribuée sous forme de salaire et de cotisations sociales, une autre ira dans la poche de l'Etat sous forme de taxes ou d'impôts et enfin la dernière partie ira grossir le capital des actionnaires.

A production égale ou à chiffre d'affaires égal, plus la part de l'Etat et des salariés diminuent plus celle des actionnaires augmentent, d'ailleurs ils sont les seuls dont la part augmente. Flexibiliser les conditions de travail a pour seul objectif de faire baisser la part de la plus-value qui revient aux ouvriers au profit des actionnaires. C'est simple à expliquer et comprendre. On peut ajouter que pour accroître la part qui revient aux malheureux actionnaires, l'Etat prend en charge une partie du coût du chômage partiel qui est financé par les taxes et les impôts que paient à l'Etat l'ensemble des travailleurs du pays. (A suivre)

En Italie. Le saviez-vous ?

En Italie, le plan de révision des dépenses publiques adopté début juillet impose aux municipalités de ne pas dépasser la moyenne d'un employé communal pour 144 habitants, l'excédent doit être licencié.

San Gimignano, un village médiéval près de Sienne en Toscane inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, est entré en rébellion après que le gouvernement lui a imposé de réduire d'un tiers son personnel, a rapporté mercredi le quotidien Il Corriere della Sera.

"*C'est une histoire de fous. En juin, le gouvernement a salué notre gestion. Nous n'avons ni dettes ni prêts en cours (...) Puis en juillet le même gouvernement nous impose de réduire notre personnel de 89 à 54*", se lamente le maire de San Gimignano, Giacomo Bassi, dans un entretien au quotidien.

Le gouvernement a en effet inscrit en juin San Gimignano sur la liste des 143 communes vertueuses reconnues pour leur bonne gestion, mais en juillet le plan de révision des dépenses publiques a imposé le licenciement de 35 employés communaux sur un total de 89.

"*Bien loin de moi l'idée de licencier: au contraire, je pourrais embaucher 35 autres personnes*", lance le maire en forme de défi. (AFP 18.07)

Comment une multinationale peut bénéficier d'une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci sans en être accusée, mode d'emploi.

Avec la fermeture de la seule usine Adidas en Chine, le groupe confiera l'ensemble de sa production dans ce pays à la sous-traitance. Une fermeture prise dans "*un souci d'efficacité*", "*en accord avec sa stratégie*".

En fermant sa dernière usine chinoise détenue en propre, le fabricant d'équipements sportifs allemand Adidas va confier l'ensemble de sa production chinoise à la sous-traitance dans le pays, qui reste néanmoins son "*principal site de production au monde*", a indiqué mercredi une porte-parole à l'AFP. Elle confirmait des informations du Wall Street Journal.

La porte-parole a précisé que cette fermeture était cohérente avec la stratégie d'Adidas, qui confie l'essentiel de sa fabrication à des sous-traitants et n'a "*qu'une poignée d'usines lui appartenant*" dans le monde. En Chine, où il a affiché l'an dernier une croissance de ses ventes de 23% à 1,229 milliard d'euros, le groupe allemand travaille avec 300 usines sous-traitantes, selon elle. (lexpansion.com 18.07)

On aura compris que l'argument avancé par les négriers d'Adidas était un faux prétexte. S'il était possible à tout moment de contôler les conditions de travail des ouvriers de son usine située à Suzhou dans l'est de la Chine, il sera impossible de le faire auprès de ses 300 sous-traitants, CQFD.

Etats-Unis. Une info qui nous avait échappé.

Les ventes d'armes ont atteint plus de 50 milliards de dollars cette année aux Etats-Unis. C'est un record pour l'année 2012, avant même qu'elle ne soit terminée. Une hausse qui s'explique par des contrats importants conclus avec l'Arabie Saoudite et le Japon, a annoncé hier un haut responsable de l'administration Obama.

"*Aujourd'hui, je peux confirmer qu'il s'agit d'une année record pour les ventes militaires à l'international*", a déclaré le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires politiques et militaires, Andrew Shapiro, en téléconférence. "*Nous avons déjà dépassé les 50 milliards pour l'exercice 2012*", qui s'achève le 30 septembre, a-t-il ajouté.

Le chiffre de 50 milliards constitue une hausse de 70% par rapport aux ventes de 2011, qui était déjà une année record, avec des ventes totalisant 30 milliards de dollars. (atlantico.fr 15.06)

Entre nantis. Une facilité qui ne vous sera pas accordée. A ce prix-là, il faudrait être fou pour ne pas en profiter.

Mark Zuckerberg n'est pas un amateur en matière de négociation : le fondateur de Facebook a obtenu un financement hypothécaire très particulier pour sa maison de Palo Alto en Californie. Le milliardaire a conclu une entente de refinancement hypothécaire de 5,95 millions de dollars (4,8 millions d'euros) avec un taux ajustable de 1,05% sur 30 ans, selon l'agence de presse Bloomberg. Il a donc pu emprunter à un taux inférieur à l'inflation, qui se situe entre 2 et 3%. Autrement dit : il emprunte gratuitement.

Alors que la plupart des taux d'intérêt hypothécaires aux Etats-Unis atteignent des niveaux historiquement bas cette année, les coûts d'emprunt sont encore plus bas pour les personnes qui acceptent de prendre une hypothèque à taux variable, avec le risque d'un ajustement mensuel du taux, explique Greg McBride, analyste à Bankrate Inc., une firme de Palm Beach. Un risque qui est plus facile à prendre quand votre avoir net est de 15,7 milliards de dollars, comme c'est le cas de l'ancien d'Harvard, qui est un client très recherché pour les banques...

A 28 ans, Zuckerberg est la quarantième personne la plus puissante au monde, avec une fortune estimée à 15,7 milliards de dollars (12,8 milliards d'euros), selon le Bloomberg Billionaires Index. Son entreprise est entrée en Bourse en mai avec une IPO initiale à 16 milliards de dollars (13,07 millions d'euros).

Zuckerberg a pris l'hypothèque parce que le taux est si bas qu'il peut investir le cash qu'il aurait mis dans la maison, sans risque, et bénéficier d'un meilleur taux de rendement que celui auquel il emprunte.

Il paie tout de même quelque chose à sa banque chaque mois : le remboursement du principal de son emprunt, c'est-à-dire le capital initial. Mais ce n'est pas vraiment un coût : il ne fait que remplir une tirelire d'argent… S'il venait à vendre sa maison, il récupèrerait tout son argent, et le montant dépensé pour vivre dans la maison sera proche de zéro. Il est même probable qu'il réalise un profit ! (Atlantico.fr 19.07)

Et pendant ce temps-là des millions sont à la rue pour avoir perdu leur maison ou logement qu'ils n'ont pu rembourser après s'être fait racketter par les amis de ce Zuckerberg. Insupportable !

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Allemagne

La société de vente par correspondance allemande Neckermann a annoncé mercredi qu'elle déposait son bilan, son propriétaire, un fonds d'investissement américain, ayant refusé de financer sa restructuration.

La faillite de Neckermann, qui emploie dans les 2.000 personnes, est la dernière en date dans le secteur de la distribution en Allemagne, après celle de la chaîne de drugstores Schlecker.

Neckermann négociait depuis avril avec les syndicats l'abandon de son catalogue papier pour se consacrer entièrement à la vente par internet, ce qui se serait traduit par la suppression de 1.400 postes.

La société avait annoncé la semaine dernière qu'elle ne disposait pas des fonds nécessaires pour payer les indemnités de licenciement.

Un délégué du syndicat Verdi a indiqué mercredi que les représentants du personnel et la direction étaient parvenus à un compromis, mais que Sun Capital, le propriétaire de Neckermann, n'avait pas validé le plan.

Une porte-parole de Sun Capital a précisé que ce dernier était disposé à mettre 25 millions d'euros sur la table, mais pas les 60 millions qu'impliquaient le plan. (Reuters 18.07)

2- Italie

UBI, cinquième banque italienne par les actifs, a dit mercredi prévoir de supprimer ou de réorganiser plus d'une centaine d'agences et de supprimer 1.500 postes afin d'atteindre son objectif de réaliser 115 millions d'euros d'économies annuelles.

Avec une part de marché de 6% en Italie, UBI est la dernière d'une liste de banques contraintes de céder à la restructuration pour surmonter les effets de la crise de la dette souveraine et de la récession qui grippe l'économie transalpine.

Sa concurrente Banca Monte dei Paschi Sienna a annoncé le mois dernier un plan de restructuration particulièrement douloureux. Avant elle, Unicredit et Intesa Sanpaolo ont également fait part de projets visant à réduire le nombre de leurs agences.

UBI a expliqué mercredi que la fermeture des agences et les suppressions de postes permettraient à la banque de réaliser des économies annuelles de 70 millions d'euros dès l'année prochaine. (Reuters 18.07)

ECONOMIE

Espagne

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, indice de leur vulnérabilité, a encore progressé en mai, atteignant un nouveau record depuis 1994 à 8,95%, soit 155,841 milliards d'euros, a annoncé mercredi la Banque d'Espagne. (AFP 18.07)

Haut de page

Le 20 juillet

CAUSERIE

Affaire d'Etat Merah. Comment la DCRI et la DGSE dissimulent les preuves de leur implication... ou de leurs crimes

Autre fait troublant: il n'y aurait dans le dossier que la photocopie de la première page du passeport de Mohamed Merah retrouvé lors de la perquisition à son domicile.

Les autres feuilles, avec les tampons d'entrée et de sortie des différents pays où il est passé, seraient manquantes. (nouvelobs.com 19.07)

Comment expliquer qu'avec des tampons du Pakistan, de l'Afghanistan, de la Syrie, il ait pu pénétrer légalement en Israël, sinon qu'il disposait d'une autorisation délivrée en haut lieu.

Moscovici est parti chercher sa "*feuille de route*" chez ses maîtres.

Le ministre de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici se rendra jeudi à Washington pour rencontrer la directrice générale du FMI, mais aussi le secrétaire américain au Trésor et le patron de la Banque centrale américaine.

Le ministre s'entretiendra en premier avec Christine Lagarde, puis avec Ben Bernanke, président de la Banque centrale des Etats-Unis.

Il déjeunera ensuite avec Timothy Geithner, secrétaire d'Etat américain au Trésor et rencontrera enfin avec le président du groupe de la Banque mondiale, l'américano-coréen Jim Yong Kim. (AFP 19.07)

PSA

Leur morale et la nôtre.

Dans un entretien accordé au Figaro ce jeudi soir, Thierry Peugeot, le président du conseil de surveillance de PSA Peugeot Citroën : "*Nous avons des valeurs d'humanisme et de respect (qui seront appliquées dans la mise en oeuvre du plan)*". (lexpansion.com 19.07)

Remettre "*en cause la stratégie du constructeur automobile PSA Peugeot Citroën*", c'est se situer sur son terrain, c'est son argument fétiche pour justifier son plan scélérat.

Le "*groupe a versé (aux actionnaires -Ndlr) l'an dernier 250 millions d'euros de dividendes au titre de l'exercice 2010, après deux ans d'interruption*", lui disputer ce montant qui aurait dû être inférieur, patati patata, c'est reconnaître qu'il est normal que des rentiers s'enrichissent sur le dos de ceux qui travaillent, c'est se placer sur le terrain du capitalisme.

On nous dit aussi que "*les représentants des syndicats (...) espèrent aussi arriver à un diagnostic précis*", l'un consistera à constater les difficultés soulevées par la direction de PSA auquel répond son plan qui symbolise la faillite du capitalisme qu'il faudrait sauver, l'autre consistera à refuser de se situer sur ce terrain et déclarer que les difficultés soulevées par la direction de PSA est le signe que le capitalisme est devenu incompatible avec le droit au travail, un salaire et des conditions de travail décents, et que par conséquent il doit disparaître au profit de la réorganisation de la production en fonction des besoins de la population sous le contrôle des producteurs eux-mêmes. D'après vous, quel "*diagnostic*" vont adopter les parasites qui font office de dirigeants syndicaux ? (source : AFP 19.07)

Attention messieurs Varin et Peugeot, qu'il ne vous arrive pas le même sort qu'au directeur du personnel de chez Maruti, on ne sait jamais !

NPA. L'art d'étaler sa crasse ignorance. Pour le coup, Besancenot est vraiment "*dingue*" !

"*L'Etat a les moyens d'empêcher concrètement la fermeture du site*" de PSA à Aulnay, en Seine-Saint-Denis, a estimé jeudi sur France 2 Olivier Besancenot, du Nouveau parti anti-capitaliste (NPA), en rappelant les "*milliards*" d'aides publiques accordés au constructeur automobile.

"*Moi, j'attends le jour où l'on aura un gouvernement qui par exemple portera plainte pour détournement de fonds publics (contre) un groupe qui s'entêterait à vouloir licencier. J'attends le jour où l'on aura un véritable gouvernement de gauche. Soyons dingues*", a-t-il poursuivi, en réitérant son appel en faveur d'une loi sur l'interdiction des licenciements.

Olivier Besancenot a réclamé aussi un audit sur la dette publique. "*Vous verrez que derrière la dette publique, beaucoup plus que le visage du petit épargnant, il y a des groupes spéculatifs organisés. Ca sera le moyen d'avoir la démonstration de l'illégitimité de cette dette*", a-t-il commenté.

Olivier Besancenot a enfin indiqué que le NPA comprenait actuellement un peu plus de 3.000 militants. Il a minimisé les difficultés du mouvement. "*On est là et bien là. Il faudra compter avec nous*". (AFP 19.07)

Hélas ! Car en effet, tous les militants savent quelle est l'origine de la dette publique :

1- interdiction de l'Etat de se financer auprès de la Banque de France, obligation de passer par les marchés qui lui imposent ses taux d'intérêt ;

2- baisse des recettes due aux centaines de milliards d'euros de cadeaux faits aux patrons, exonération de cotisations sociales pris en charge par l'Etat, baisse de l'impôt sur les sociétés ;

3- chômage de masse, stagnation ou hausse misérables des salaires, etc.

Tout cela est parfaitement connu, donc pas besoin d'un "*audit*" qui finalement revient à mettre en doute la gestion de l'Etat par les tenants du capitalisme auxquels finalement Besancenot revendique ce droit, comprenez que si l'Etat bourgeois avait été mieux géré on n'en serait pas là et par la même occasion on pourrait dire adieu au socialisme, voilà le contenu du discours et de la politique du NPA. Dit autrement, il regrette que l'Etat des capitalistes n'ait pas mieux fait son boulot, et cela ose se dire anticapitaliste !

Un complèment tout aussi délirant.

Syrie. Une guerre contre le peuple - vendredi 13 juillet 2012

(http://www.npa2009.org/content/syrie-une-guerre-contre-le-peuple)

- "*La révolution populaire syrienne avance sur le chemin de la victoire*", en dehors de la coalition militaire américano-franco-britannique, ils sont les seuls à le constater !

Je vous ai mis l'adresse de cet article délirant pour que vous puissiez constater par vous-même à quel degré de fantasme et de décomposition ils sont parvenus. Vous avez là toute la LCR, pardon tout le NPA.

Quelques prises de position du 11 au 19 juillet.

Tract de la CGT Mulhouse. Le discours de PSA... et la réalité.

Je reproduis la dernière phrase : "*L'Etat a les moyens d'intervenir contre ce plan de suppressions d'emplois, bien sûr. Il reste à savoir s'il le veut !*" Qui, Hollande, qui est la voix du CAC40, des actionnaires ? Nous, au contraire nous disons : il ne peut pas le vouloir, alors il faut l'affronter. Ce qui peut se passer au niveau d'un atelier, peut se produire au niveau d'une usine, il faut le vouloir aussi, et je ne suis pas sûr du tout que la CGT Mulhouse le veuille vraiment non plus, elle est sur la même voie que Hollande.

LO. PSA menace des milliers d'emplois. Refusons l'inacceptable ! 16 juillet 2012 (sur leur site Internet)

Qu'on se le dise camarades, "*les travailleurs ont une arme (...) fiable à leur disposition* " grand dieu, qu'est-ce donc ? Un peu de patience, non, nos "*trotskistes*" de service disposent d'une arme infaillible pour affronter le patronat : "*la force collective du monde du travail, qui doit se préparer, qui doit s'organiser* ", mais comment bordel, sur quel mot d'autre précis : pas de réponse, démerdez-vous !

NPA. PSA, l'heure de vérité 11 juillet 2012 (sur leur site Internet)

En guise de réponse immédiate à l'agression de la direction de PSA, il faut s'atteler à la "*construction de la riposte*", et puis "*coordonner les luttes*", cela va prendre un certain délai, "*c'est un objectif à construire, dès maintenant*", d'ici qu'il soit "*construit*" les ouvriers de PSA pointeront au chômage, au fait, pas de mot d'ordre, même le mot grève leur brûle les lèvres à nos vaillants "*anticapitalistes*" au point de ne pas le prononcer. Ils ne sont pas les seuls.

PCF. Pierre Laurent demande un moratoire sur les plans des licenciements.

Marie-George Buffet. PSA : une loi s'impose d'urgence !

Puis elle bredouille : "*Oui ou non va-t-on laisser...*", "*oui ou non, va-t-on prendre...*", attendez, il y en a un troisième "*oui ou non va-t-on inscrire...*", non ni l'un ni l'autre n'appellera les travailleurs de PSA à se mettre en grève illimitée et à s'organiser.

Pendant que les uns ont les yeux rivés vers les appareils pourris des syndicats, les autres se tournent vers le gouvernement, l'Etat des banquiers et des actionnaires, certains cumulent pour ne pas être en reste, c'est qu'ils n'ont pas appelé à voter Hollande puis PS pour des prunes, dommage qu'elles n'ont pas la forme d'un boomerang !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

Les députés allemands, consultés pour la dixième fois en deux ans sur le sauvetage de l'euro, ont approuvé jeudi une aide à l'Espagne, à une très large majorité mais sans enthousiasme excessif.

Sur 583 votants, 473 députés ont voté pour l'octroi à Madrid d'une enveloppe de 100 milliards d'euros maximum destinée à renflouer les banques, a annoncé le président du Bundestag, Norbert Lammert.

97 se sont prononcés contre et 13 se sont abstenus. Ce feu vert était indispensable pour que l'Allemagne, qui garantit à elle seule quelque 30% du programme, puisse donner son accord vendredi au déblocage des fonds pour l'Espagne dans le cadre de l'Eurogroupe.

Comme toujours ou presque depuis le début de la crise de la dette, les partis d'opposition, sociaux-démocrates (SPD) et Verts, ont rejoint la majorité conservatrice et libérale de la chancelière.

Reste que la grogne progresse au Bundestag. Comme lors des derniers votes sur le sauvetage de l'euro, Mme Merkel a subi une vingtaine de défections dans les rangs de sa majorité qui, à elle seule, n'aurait pu gagner le vote.

Le débat d'avant vote a aussi laissé transparaître un scepticisme croissant chez les députés de l'opposition.

Le chef du groupe parlementaire SPD, Frank-Walter Steinmeier, a ainsi dit qu'il "*recommandait le feu vert malgré des réticences*". Et ajouté: "*beaucoup dans mon groupe ne sont pas du tout convaincus de ce que nous faisons*" et n'ont voté que par peur d'une faillite "*catastrophique*" de l'Etat espagnol.

La gauche radicale Die Linke est elle constante dans son rejet des plans de sauvetage.

L'existence d'une "*grande coalition*" de fait avec la gauche social-démocrate et les Verts est d'autant plus nécessaire à Mme Merkel que la Cour constitutionnelle allemande a renforcé sensiblement les pouvoirs du Parlement en septembre, rendant nécessaire sa consultation quasiment à chaque soubresaut de la crise de l'euro.

Tandis que les députés allemands planchaient sur l'aide à l'Espagne, les Italiens ont adopté le traité budgétaire européen ainsi que le mécanisme de sauvetage MES qui doit succéder à l'actuel FESF. L'Italie est ainsi le 12e pays européen à approuver le pacte budgétaire. (AFP 19.07)

Ils n'ont décidément pas de bol au POI, vous pouvez vous acharner à essayer de faire passer le SPD (le PS, le PASOK, le PSOE, etc.) pour autre chose que ce qu'il est, vous ne parvenez qu'à une seule chose, vous déconsidérer totalement aux yeux des travailleurs et des militants, tant pis !

Après la Grèce, le Portugal, la Slovénie, la Suède, le Danemark, la Lettonie et la Roumanie, l'Irlande, il faut donc ajouter l'Italie et l'Allemagne, cela fait donc 10 pays qui ont ratifié le TSCG, il n'en manque plus que deux pour que la boucle soit bouclée. Contrairement à ce que j'avais indiqué par erreur dans une précédente causerie, le TSCG ne s'appliquera qu'aux Etats signataires.

Il est dit dans les *Dispositions générales et finales (articles 14 à 16)* du TSCG que "*lorsque le traité entre en vigueur, il s'applique dans les Etats de la zone euro qui l'ont ratifié.*", autrement dit, il ne s'appliquera pas dans les pays qui ne l'auront pas ratifié. On a envie de dire peu importe, puisqu'ils seront harcelés de la même manière par les marchés.

La différence résidera dans le fait qu'avec la signature de ce traité, les marchés financiers auront une emprise directe sur les budgets des Etats signataires dont pour ainsi dire ils auront pris le contrôle, ce qui leur permettra de dépouiller plus facilement

ces Etats de leurs prérogatives à caractère social pour mieux servir leurs propres intérêts.

Quant aux Etats qui seraient tentés de résister, ils feront l'objet d'un pilonnage en règle de l'aristocratie financière qui les conduira sans trop d'effort à capituler, croire autres choses ou le contraire serait se faire de graves illusions, à moins de considérer ces Etats comme des Etats ouvriers, ce qui serait grotesque.

2- Italie

La Chambre des députés italiens a ratifié jeudi le traité budgétaire européen à une très large majorité vu l'accord des principaux partis.

La Chambre des députés l'a adopté avec 380 "*oui*", 59 "*non*" et 36 abstentions, conformément aux souhaits du gouvernement qui voulait en finir avec le processus de ratification avant la pause estivale début août.

Seul le parti populiste de la Ligue du Nord, ex-allié du gouvernement de Silvio Berlusconi, a voté contre, tandis que l'Italie des Valeurs (IDV, gauche) s'est abstenue.

Après son adoption au Sénat le 12 juillet, le texte est donc adopté définitivement en Italie.

Le traité budgétaire européen commencera à s'appliquer le 1er janvier 2013 à condition que douze Etats l'aient ratifié. (AFP 19.07)

Au POI ils doivent encore être à se demander où a bien pu passer la "*gauche*"...

3- Grande-Bretagne

Dans une interview publiée jeudi par le Daily Telegraph, David Cameron se dit incapable de fixer une date pour la fin de la politique d'austérité en Grande-Bretagne, en raison de l'ampleur des déficits publics et de la détérioration du contexte économique. Il dit désormais que cette politique pourrait durer jusqu'en 2020.

"*Je ne vois pas quand des choix difficiles en matière de dépenses n'auront plus à être effectués (...) nous sommes dans une situation très difficile*", ajoute-t-il. Le Premier ministre affirme que "*c'est un moment très difficile pour être au gouvernement*".

Au sujet de l'Europe, David Cameron dit ne pas penser que la Grande-Bretagne doive quitter l'Union européenne et assure qu'il ne mènera jamais campagne pour une sortie de l'UE dans le cadre d'un éventuel référendum.

Il dit vouloir négocier un "*nouvel accord*" avec l'UE, lequel ferait ensuite l'objet d'un référendum au lieu d'une consultation portant sur une sortie ou un maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne. (Reuters 19.07)

Rappelons aux sociaux-patriotes que la Grande-Bretagne ne sera pas signataire du TSCG, mais qu'elle l'applique déjà à la lettre depuis des années, il n'y a qu'à voir l'état de délabrement avancé de leurs services publics de santé et d'éducation (notamment) pour le constater.

SOCIAL

1- France

1.1- Ne serait-ce pas le PS qui détient la mairie de Lyon ?

Un agent de maîtrise de la communauté urbaine de Lyon contre lequel une procédure disciplinaire était engagée a tenté jeudi de mettre fin à ses jours devant son lieu de travail à Vénissieux, dans la banlieue de Lyon en s'immolant par le feu, ont annoncé les pompiers et le Grand Lyon.

Âgé de 47 ans, il est brûlé à 80% et son pronostic vital est engagé.

Peu après 10H00, l'homme, qui s'était muni d'un bidon d'essence, s'en est aspergé et y a mis le feu, sur le trottoir, devant un service propreté du Grand Lyon.

Dans un premier temps, le Grand Lyon avait souhaité une mise à pied de 15 jours de cet agent, a expliqué à l'AFP M.

Crédoz. Cependant, "*le conseil de discipline a donné un avis d'avertissement*", a-t-il ajouté.

Le Grand Lyon a maintenu la mise à pied, a souligné l'élu, mais envisageait de la ramener à 12 jours.

En tout état de cause, selon M. Crédoz, "*la sanction était en cours et n'avait pas été signifiée officiellement*" à l'agent.

Dans un communiqué, la CGT affirme de son côté que c'est en prenant connaissance de la sanction disciplinaire "*ce (jeudi, NDLR) matin, sur son lieu de travail, que cet agent de maîtrise a eu cette tragique réaction*".

La CGT souligne que "*depuis plusieurs mois une grande réorganisation de l'ensemble du Service Nettoiement sur les 58 communes du Grand Lyon est en cours*".

Pour l'organisation syndicale, la sanction est liée au fait que l'agent aurait fait "*remonter des observations*" de certains de ses collègues "*et exprimé des points de vue*" sur la réorganisation et ses conséquences "*qui n'ont pas plu à une partie de sa hiérarchie*".

M. Crédoz a assuré que la mesure disciplinaire n'était "*pas en rapport avec la question de la réorganisation du service*".

"*C'est quelqu'un de très bien, on est très touchés d'autant que je le connais personnellement*", a déclaré à l'AFP Lotfi Ben Khelifa (Fnact-CFTC). (AFP 19.07)

Vous ne rêvez pas de devenir un élu local, histoire de légitimer ce genre de drames ? Allez, avouez-le !

1.2- Les 81 salariés de l'usine Techni-Métal sur le carreau.

C'est dans la plus grande discrétion que l'usine Techni-Métal, de Mélicocq, dans le Nord-Compiégnois, a fermé ses portes le 6 juillet, laissant sur le carreau 81 salariés. « *Il ne reste plus que la direction et l'administratif, soit une petite dizaine de personnes dans la holding* », confie à la dérobée un membre du personnel. « *Ces services sont là pour liquider la filiale Techni-Métal Industrie. C'est tout.* »

Ce spécialiste reconnu de la chaudronnerie et de la tuyauterie industrielle semblait avoir le vent en poupe ces dernières années. Il multipliait les innovations et intervenait dans le monde entier : aux Etats-Unis, au Brésil, en Afrique, en Indonésie ou encore en Australie. Mais en février 2012, la situation financière de ce colosse aux pieds d'argile se dégrade, un plan de sauvegarde est mis en place. Le 30 mai, la liquidation judiciaire est prononcée par le tribunal de commerce de Compiègne. L'entreprise aurait par deux fois échappé à la faillite ces dernières années.

Fraîchement réélu député, Patrice Carvalho (Front de gauche) reste vigilant. «*J'ai rencontré le directeur récemment. Il avait un projet de reprise de l'activité en interne, dans une autre filiale, mais il était soumis à une décision de l'Etat. Je dois reprendre contact avec lui prochainement. Ces licenciements ne sont pas une bonne chose, mais il existe toujours un marché des besoins pour ces ouvriers qualifiés. J'espère que le reclassement sera possible et se fera vite.* » Aujourd'hui, seuls 12 salariés ont pu retrouver un emploi. (leparisien.fr 19.07)

Vous vous demandiez à quoi pouvaient servir les élus du Front de gauche, vous avez la réponse.

1.3- Racket. Ma chère facture.

La facture énergétique de la France a atteint plus de 61 milliards d'euros en 2011, dépassant le précédent record de 2008 en raison de la hausse des prix de l'énergie, selon le ministère de l'Ecologie qui a publié jeudi le bilan 2011.

Cette facture, qui représente une hausse d'un tiers par rapport à 2010, aurait pu être plus importante si 2011 n'avait pas été l'année la plus chaude depuis 1900. En dehors des mois de juillet et d'août, les températures ont été supérieures à la norme toute l'année.

"*La facture énergétique de la France s'alourdit de près d'un tiers en 2011 pour atteindre 61,4 milliards d'euros. Elle dépasse ainsi le record précédemment établi en 2008 soit 59,2 milliards d'euros et concentre 88% du déficit commercial*", selon le rapport du ministère de l'Ecologie.

La hausse des prix s'est également répercutée sur les ménages français qui ont payé 3.000 euros de facture moyenne d'énergie en 2011, dont la moitié pour le carburant.

L'énergie représente en moyenne 7,7% de la consommation des ménages, soit un niveau important au regard du seuil de précarité énergétique, situé traditionnellement à 10% des revenus, a souligné Pierre-Franck Chevet, responsable de la

Direction générale de l'Energie et du Climat (DGEC), lors d'une présentation de ce rapport.

On estime à environ 9 millions le nombre de personnes touchées par la précarité énergétique en France. (Reuters 19.07)

Mon épouse en fait partie, merci pour elle.

Pour elle c'est pire encore, l'installation électrique de son HLM est tellement vétuste qu'elle ne peut même pas brancher un chauffage électrique l'hiver, et comme ils ont coupé le gaz de ville parce qu'il y avait eu un suicide dans le T1 qu'elle occupe, elle ne peut même pas brancher un chauffage au gaz, du coup elle allume sa cuisinière qui fonctionne avec une bouteille de gaz pour ne pas crever de froid. Pour échapper à cette situation, on essaie de s'arranger pour qu'elle vienne passer l'hiver en Inde.

Elle a été reçue la semaine dernière pas une assistante sociale qui lui a dit : "*mais madame estimez-vous heureuse de ne pas être à la rue*", scandaleux, non ? Elle a de la chance que je n'étais pas là...

1.4- Avec les compliments de la DGSE et de la DCRI.

Les internautes français sont de plus en plus "*accros*" aux réseaux sociaux, 77% étant inscrits sur des sites tels que Facebook, Twitter ou LinkedIn, et les deux tiers d'entre eux les fréquentant tous les jours ou presque, selon le baromètre annuel Médiamétrie publiée jeudi.

"*C'est un plébiscite: 99% des internautes connaissent au moins un réseau social, 77% y sont inscrits et l'on compte 1,6 million d'inscrits supplémentaires en un an*", selon cette étude conduite en ligne fin mai.

"*Les internautes ne s'inscrivent plus sur un mais sur plusieurs réseaux sociaux, selon ce qu'ils souhaitent y faire. Et ils y sont connectés à tout instant, en mobilité et même sur leur lieu de travail*", souligne Médiamétrie.

Le phénomène "*concerne désormais presque toutes les tranches d'âge*", et les CSP+ sont ceux qui cumulent "*le plus les inscriptions à au moins 4 réseaux*", selon l'étude.

En une année, "*c'est Twitter qui signe la progression la plus nette: plus de 2 internautes sur 3 connaissent ce réseau et 15% y sont inscrits. A l'origine fréquenté par un cercle d'initiés, il a bénéficié de la riche actualité*", indique le baromètre.

Le dernier-né des réseaux sociaux d'envergure, Google +, "*est connu par 7% des internautes; toutefois il compte presque autant d'inscrits que Twitter*", selon l'étude. (AFP 19.07)

2- Allemagne

La première banque allemande Deutsche Bank veut supprimer environ 1.000 postes dans sa banque d'investissement, affirme jeudi le quotidien économique Handelsblatt.

Cette décision serait liée au marasme des marchés financiers et à ses conséquences sur l'activité de la banque, explique le Handelsblatt.

Ce serait aussi pour Deutsche Bank une manière de sauvegarder ses marges et d'imiter ses concurrents.

De nombreux établissements ont en effet déjà annoncé l'an passé des suppressions de postes qui concernaient souvent leur activité de banque d'investissement.

Parmi elles, les françaises Crédit Agricole, Société Générale et BNP Paribas, l'italienne Intesa Sanpaolo, les helvétiques Credit Suisse et UBS, les américaines Goldman Sachs et Morgan Stanley ou encore les britanniques Barclays et HSBC. (AFP 19.07)

Effet de mimétisme, cet argument est plus probant, c'est un des facteurs qui alimente la machine infernale qui s'emballe...

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Morgan Stanley prévoit de supprimer 1.000 postes supplémentaires d'ici la fin de l'année, la banque d'affaires américaine cherchant à se préparer au ralentissement économique mondial et à de faib

La banque d'investissement a fait état d'un bénéfice trimestriel de 564 millions de dollars (459 millions d'euros), après une perte de 558 millions de dollars un an auparavant. Son produit net bancaire (PNB) est ressorti à 6,95 milliards de dollars. (Reuters 19.07)

2- Chine

La Chine va doubler le montant de ses prêts aux pays africains au cours des trois prochaines années par rapport à la période écoulée, pour le porter à 20 milliards de dollars (16,27 milliards d'euros), a annoncé jeudi Hu Jintao.

Cette annonce du président chinois, qui s'exprimait à Pékin devant des dirigeants africains à l'occasion d'un sommet organisé tous les trois ans, illustre la volonté de la Chine de renforcer encore sa présence en Afrique, où elle puise du pétrole et d'autres matières premières pour son rapide développement économique.

Ces nouveaux prêts serviront à financer des projets d'infrastructure, l'agriculture, l'industrie et le développement de petites et moyennes entreprises, a précisé Hu Jintao.

"*La Chine et l'Afrique devraient renforcer leur confiance mutuelle sur le plan politique*", a dit le président chinois.

"*Nous souhaitons continuer à améliorer notre amitié traditionnelle (...) à écarter toute ingérence et à améliorer notre compréhension et notre confiance mutuelles*", a-t-il ajouté.

Les détracteurs, notamment en Europe, de ces investissements massifs en Afrique accusent la Chine de verser de l'argent sans tenir compte des atteintes aux droits de l'homme et de la corruption dans certains pays africains.

Ces critiques suscitent la colère des autorités chinoises, qui reprochent à leurs auteurs de continuer à considérer l'Afrique comme une ancienne colonie.

Les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique ont atteint 166,3 milliards de dollars (135 milliards d'euros) en 2011, selon les statistiques chinoises. Au cours de la décennie écoulée, les exportations africaines vers la Chine sont passées de 5,6 milliards à 93,2 milliards de dollars (4,55 milliards à 75,8 milliards d'euros). (Reuters 19.07)

Haut de page

Le 21 juillet

CAUSERIE

Je n'ai laissé dans cette page que les causeries et infos en bref des quatre derniers jours, privilégiant les articles de presse qui relaient (à leur manière) les derniers développements de la situation qui s'emballe dans le monde... Les causeries des jours précédents sont archivées, vous pouvez les consulter ou les télécharger pour en prendre connaissance si besoin est. Idem pour les articles de presse archivés du 1er au 21 juillet inclu.

Il y a un truc qui doit déplaire fortement à certains parce qu'ils n'y sont pas ou plus habitués, caractériser les opportunistes et leur politique comme il se doit, dire les choses telles qu'elles sont ou qu'on les perçoit. Je rappelle que personne n'est obligé de se connecter à ce portail, ici on ne fait pas de prosélytisme et on ne retient personne non plus.

On essaie de réfléchir, de comprendre, d'analyser dans quel monde nous vivons, à notre manière, avec notre expérience, nos qualités et nos faiblesses, avec notre personnalité qui n'est pas encore aseptisée par la pensée unique, c'est ce dernier point que ne supporte pas nos plus virulents détracteurs parce qu'ils ont perdu la leur au profit d'un plat de lentilles. Cela ne risque pas de m'arriver, des lentilles ils en poussent dans mon jardin !

Vous avez lu hier la dernière sortie de Besancenot et du NPA sur la Syrie, c'est abominable, monstrueux. Quand je militais, tout était fait pour que nous n'ayons pas de relations avec des militants d'autres partis ou alors elles étaient encadrées, il fallait rendre des compte, de telle sorte qu'on se retrouvait toujours entre nous.

A l'époque je n'ai jamais imaginé qu'on puisse me traiter de traître ou de faire le jeu du régime en place, j'en aurais été malade à

en crever, je l'aurais très mal pris. On cultivait en permanence la haine des autres partis, ça planait très bas à vrai dire, c'était indigne de militants ouvriers je dirais aujourd'hui. Alors je préfère vous livrer tout ce que je pense, parfois avec excès pour qu'il n'y ait pas d'ambiguité possible dans l'interprétation de mes propos, le doute ne doit pas être permis sur nos réelles intentions, en politique plus qu'ailleurs peut-être.

C'est une question d'honnêté, c'est un principe auquel je tiens, je suis bourré de principes, c'est autant de repères dans la vie pour ne pas s'égarer ou se laisser entraîner dans des voies qu'on n'a pas choisies en connaissance de cause. Y a-t-il quelque chose de pire que d'être manipulé ? Oui, manipuler les autres, même inconsciemment, c'est très grave, cela peut arriver involontairement, personne n'est parfait, dans ce cas-là on se doit de se corriger sans délai publiquement, et surtout de remédier aux lacunes à l'origine de cette situation détestable. Envers moi, je pratique la tolérance zéro, je fais preuve d'une férocité telle qu'à côté mes critiques envers certains font figure d'onguents inoffensifs ou apaisantes !

Ce qu'il y a vraiment d'insupportable dans la situation actuelle et qui peut m'exaspérer, je sais par les témoignages que m'ont adressés des camarades que je ne suis pas le seul dans ce cas-là, c'est l'impossibilité de trouver un seul parti qui défende une position correcte au sein du mouvement ouvrier, j'entends les partis qui ont pignon sur rue, pas les petites formations de quelques dizaines de militants, un parti auquel on pourrait apporter son soutien, temporairement ou sur une question précise. C'est vraiment exaspérant, désolant, désespérant pour certains camarades. Il faut être particulièrement blindé pour ne pas déprimer ou cesser le combat, je le conçois très bien.

L'objet du site est de leur redonner espoir ou de les aider à maintenir la tête en dehors de l'eau, sans toutefois pouvoir leur proposer mieux hélas, en leur conseillant d'être patients, de ne pas déserter leur parti s'ils sont organisés, car une fois inorganisés ils rongeraient leurs freins et deviendraient aigris, ce n'est ni une solution ni un objectif, pas ceux que je préconise en tout cas.

Comment progresse-t-on dans la vie ? De nos expériences, mais encore, des problèmes que l'on rencontre et surtout de nos échecs qui nous forcent à réfléchir davantage, à trouver des solutions ou les moyens de s'en sortir honnêtement sans brader nos principes pour conserver notre dignité, ce qu'on a de plus cher en somme lorsqu'elle est bien placée.

On apprend à se connaître à travers les autres, à travers leur manière de nous percevoir tout autant qu'à leur manière de se percevoir eux-mêmes, à ma connaissance on n'apprend rien ou presque en se regardant le nombril, à moins de se complaire dans une forme de narcissisme primaire ou infantile, l'artiste qui ne dépasserait ce stade serait fatalement condamné à la médiocrité.

Et quand on milite, on apprend beaucoup de nos désaccords, c'est même une source extraordinaire de réflexion quasi inépuisable, une aubaine pour ainsi dire, à condition évidemment de les traiter honnêtement et loyalement, en plaçant les arguments des uns et des autres sur un pied d'égalité, car si l'on part du principe qu'on a forcément raison, le processus sera faussé à la base et on n'apprendra rien de cette confrontation d'idées qu'en réalité on aura refusée, qu'on en convienne ou non.

Je suis infiniment reconnaissant aux militants avec lesquels je suis en contact et avec lesquels je ne suis pas forcément d'accord, parce qu'ils s'expriment sincèrement, honnêtement, et ils savent que je ne les jugerai jamais.

Cela va peut-être les faire marrer, je vais leur avouer un truc, quand ils me disent quelque chose que je partage, je les écoute distraitement, par contre, dès qu'ils me soumettent une idée avec laquelle je suis en désaccord, j'y prête une attention particulière, parfois ils me disent d'où elle leur est venue, sinon je leur demande, car je veux savoir, comprendre comment elle leur est venue à l'esprit, parfois ou souvent j'en devine l'origine, mais je veux comprendre par quel mécanisme elle est venue s'ancrée dans leur cerveau, comment ils s'y prennent pour le justifier, sinon il me sera difficile ou impossible de l'en extraire si je me donne cet objectif après analyse ou vérification qu'elle était nocive, et ce qu'il y a de pratique à travers cette méthode, c'est que généralement une fois déroulé ce mécanisme, ils s'aperçoivent eux-mêmes qu'ils s'étaient fourvoyés sans même que j'intervienne, quand ce n'est pas moi qui parvient à cette conclusion à propos d'une idée que j'avais adoptée et qui était finalement erronée, cela fonctionne dans les deux sens, ainsi on progresse ensemble chacun à son propre rythme.

Quand vous portez une telle attention aux militants, si je peux me permettre, vous pouvez vous permettre parfois de leur faire subir un traitement de choc qui n'a rien d'une balade tranquille, qui leur sera salutaire autant qu'à moi, puisque je ne perds jamais de vue ce que je leur dois. Les militants sont fragiles, il faut donc les protéger, les encourager à progresser.

J'avais commencé à rédiger la suite à propos des dirigeants, mais cela allait nous mener trop loin et je n'ai plus le temps, j'ai copié cela dans un bloc-note en attendant, on y viendra demain ou un autre jour. Sachez tout de même que la plupart des dirigeants se sont retrouvés à la place qu'ils occupent sans y être particulièrement préparés, quand ils ne s'y sont placés eux-mêmes, qu'ensuite ils se sont pris au jeu en se considérant comme de grands dirigeants sans se poser davantage de questions, pour finalement devenir inamovibles, au point que leur parti se confondra avec leurs propres faiblesses ou insuffisances et entraîner dans leur aventure des milliers et milliers de militants qui n'en auront jamais idée, qu'ils soient demeurés dans leur parti ou qu'ils l'aient quitté depuis des années, puisque ce genre de discussions n'aura jamais vraiment eu lieu dans leur parti. Inutile de vous dire qu'ils me vouent une détestation sans fond pour oser mener cette discussion publiquement, en échange, je ne leur épargne aucune critique, ce qui me semble être la moindre des choses.

Sur ce, bon week-end ou bonnes vacances à tous. Bon courage et bonne continuation camarades, ayez à l'esprit que le temps joue contre le capitalisme et ses représentants. On aura leur peau, on vaincra, le prolétariat mondial les abattra et vive le socialisme !

TSCG. A chacun sa pétition. Les staliniens au chevet de l'Etat.

L'Humanité part en guerre contre le Pacte budgétaire européen. Le quotidien communiste a lancé une pétition pour '*exiger un référendum*' sur le traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) dans son édition du vendredi 20 juillet. '*Pourquoi le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire? le TSCG est-il caché aux citoyens de l'Europe??*', interroge d'emblée l'Humanité.

Le quotidien rappelle que '*François Hollande s'était engagé à renégocier le pacte budgétaire rédigé par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel*' et que les communistes considèrent comme '*la bible de l'austérité budgétaire à perpétuité*'. '*Il en sera fini du droit essentiel des parlements nationaux de décider du budget des Etats*', martèle l''Huma'. Le quotidien appelle donc à mener campagne avec le texte de la pétition afin de rappeler que '*seul le peuple souverain peut décider de son avenir*'. (lemonde.fr 20.07)

Ce qu'il y a de biens chez les staliniens, c'est qu'on n'a pas besoin de se creuser la tête pour trouver la faille de leur argumentation, puisque les contradictions y apparaissent ouvertement.

Il y en a qui vont se féliciter de cette initiative, certains diront "*mieux vaut tard que jamais*", c'est obligatoire, ils sont impayables. On pourrait se dire, un référendum, pourquoi pas, nous ne sommes pas contre en principe. Par contre, là où il y a problème, c'est sur quelle orientation, dans quel objectif ?

Que dit l'Humanité qu'il "*en sera fini du droit essentiel des parlements nationaux de décider du budget des Etats*", diantre, à croire que les parlements nationaux voteraient des budgets favorables aux travailleurs, on ne s'en était jamais aperçu, eh oui, il est là le lézard camarades ! Il s'agirait donc d'un référedum qui aurait pour objet de renforcer l'Etat, de voler à son secours au moment où les masses le rejettent (l'abstention du 17juin).

Je m'excuse de me répéter mais cela semble nécessaire, on va affiner notre analyse ou point de vue : avec ou sans TSCG, avec ou non l'euro, avec ou non une banque centrale indépendante de la BCE, chacun d'entre vous a pu constater que la Grande-Bretagne applique la même politique d'austérité que les gouvernements des pays de la zone euro, elle est même en avance sur eux dans bien des domaines, ce qui signifie que s'en tenir à la sortie de l'euro, de l'Union européenne, au rejet du TSCG et du MES, à la rupture avec le BCE et le FMI sans remettre en cause les institutions de la Ve République revient en réalité politiquement à laisser les mains libres à ceux qui nous gouvernent et détiennent le pouvoir.

Oui, vous avez bien lu, j'affirme que ce que l'on vous propose, du POI à l'Humanité en passant par Attac et la fondation Copernic revient à ce qui vient d'être décrit. Appelez cela comme vous voudrez, une impasse politique, un soutien camouflé au régime, une manipulation des masses, le témoignage de l'incurie politique de nos dirigeants, de leur complicité avec l'Etat, etc.

Les maîtres du monde qui sont aux commandes à Washington savent pertinemment que tous les gouvernements en Europe leur sont acquis, ils savent aussi qu'ils ont à gérer des contradictions sur le plan social. Dès lors leur tâche consiste à les aider à réduire ces contradictions conformément à leurs propres intérêts, si possible sans que ces gouvernement ne se coupent entièrement des masses exploitées, auquel cas leur plan pourrait capoter ou ne serait pas appliqué jusqu'au bout, car sous la pression populaire ils pourraient être tentés de faire marche arrière, ce qui créerait à la fois un affreux contretemps et serait un exemple désastreux.

Aussi, le TSCG est un instrument pratique comme un autre, qui une fois ratifié leur permettra de se dédouaner de toute responsabilité dans la mise en oeuvre d'une violente politique d'austérité qui apparaîtra comme imposée de l'extérieur, par la troïka (CE, BCE,FMI) ce qui permettra à ces gouvernements de tenir un double langage face à leur population pour en conserver le contrôle, et de regretter d'être obligé d'en passer par là pour éviter le pire, puisque pire il y a toujours, il suffit de lui rappeler constamment pour la calmer ou l'endormir et la boucle est bouclée.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est tout d'abord que tous les gouvernements et leurs oppositions officielles sont favorables à cette politique, le consensus est total sur cette question. Maintenant, comme elle est si brutale et frappe toutes les couches de travailleurs du pays, il serait difficile ou voire impossible à un gouvernement de la revendiquer ouvertement sans que la lutte des classes s'emmêle, au risque que les travailleurs réalisent leur unité contre l'Etat ou le régime, quelle horreur ! le TSCG et l'UE ont pour unique fonction de parer ou contourner cet obstacle, de préserver les apparences autant que faire se peut pour garantir tout de même la stabilité du régime qui en dernier ressort demeure la limite à ne pas franchir sous peine de prendre le risque de tout perdre.

Ainsi le TSCG n'est pas seulement une arme de guerre du capital contre le travail, il est surtout un moyen politique permettant à l'aristocratie financière de parvenir à ses fins tout en préservant ses arrières sur le plan politique, ce qui est d'autant plus facile que l'alternance au pouvoir du parti de l'ordre et de son supplétif social-libéral est bien rôdée et fonctionne à merveille, tandis

que l'opposition officielle dite de gauche, les satellites du PS, est également vendue, quant à la véritable opposition de gauche, elle est quasi inexistante dans le pays, divisée et totalement inaudible.

On aurait pu très bien dire d'emblée pour prendre le langage des ouvriers, qu'ils n'en ont rien à foutre que vous soyez contre le TSCG, du moment que vous ne faites pas le lien avec l'Etat ou la question du pouvoir politique qu'il incarne. Car en réalité, le TSCG s'inscrit dans le prolongement des politiques qui ont été menés par tous les gouvernements depuis plus de trente ans.

Pourquoi nos dirigeants ne peuvent-ils pas s'en tenir à ce constat ou tenir ce discours ? Demandez-leur.

Cela les obligerait à reconnaître la véritable nature politique du PS notamment, cela les obligerait à engager le combat contre le gouvernement, à axer leur combat politique contre l'Etat, Etat auquel sont liés les syndicats, syndicats auxquels ils sont eux-mêmes liés organiquement, en un mot, il leur faudrait rompre avec l'Etat, les appareils du PS et leurs satellites ainsi que ceux des syndicats, ils en sont incapables et ne l'envisagent pas, car il faudrait que ces partis changent du tout au tout, etc. voilà tout.

PSA. Trois petits tours et puis s'en vont.

Plusieurs syndicats du site PSA à Aulnay (CGT-SIA-CFDT-CFTC-Sud), où la production doit s'arrêter d'ici 2014, appellent à un rassemblement le 25 juillet devant le siège du groupe à Paris à l'occasion d'un CCE sur le plan de suppressions de 8.000 postes en France, a-t-on appris vendredi de sources syndicales.

Ces syndicats invitent aussi les salariés des autres sites de production, notamment celui de Rennes qui doit perdre 1.400 postes, à les rejoindre.

Il y a un appel à la grève à Aulnay, mais pas sur les autres sites du groupe, ont indiqué les syndicats CGT et CFTC.

"*Nous appelons les salariés d'Aulnay à un rassemblement devant le siège et nous appelons les salariés des autres sites à les rejoindre car l'attaque de PSA contre l'emploi concerne tous les sites du groupe*", a déclaré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, à l'AFP.

"*Il faut construire un front uni des salariés face à la direction*", a-t-il ajouté.

A la CFTC, Franck Don a confirmé cet appel. "*Nous avions dit depuis le 12 juillet (date de l'annonce du plan) que nous serions mobilisés le 25 juillet*", a déclaré à l'AFP ce responsable syndical.

Les syndicats de PSA ont indiqué qu'ils allaient être reçus à tour de rôle la semaine prochaine par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg pour évoquer le plan de soutien à la filière automobile, qui doit être présenté le 25 juillet, et l'examen en cours sur la situation de PSA par l'expert gouvernemental.

A Rennes La Janais, Renaud Nicolas, délégué FO, a expliqué que les syndicats avaient réservé trois cars pour venir à Paris le 25 juillet. (AFP 20.07)

Trois cars, c'est beaucoup trop ! Et pourquoi appeler les salariés de tout le groupe PSA à faire grève, inutile, une balade à Paris le 25 et puis s'en vont.

L'argument selon lequel il faudrait "*construire un front uni*", défendu également par le POI, le NPA et LO qui sont sur la même longueur d'onde que les appareils traîtres, consiste à faire l'impasse ou rejeter, ce qui revient au même notez bien, tout appel à la grève illimitée des ouvriers de l'ensemble du groupe PSA pour le retrait du plan de la direction et exiger une garantie écrite qu'il n'y aura aucune suppression de postes sur la totalité des sites de production pendant les deux ou trois décennies à venir.

Chaque salarié du groupe PSA peut se dire : demain ou un jour ce sera à mon tour d'être viré, pour chaque salarié c'est une question de vie ou de mort sociale, c'est leur vie qui peut devenir un cauchemar d'un jour à l'autre, donc sur cette base l'unité existe, il n'y a que dans la tête de bureaucrates corrompus qu'il y a une division entre se mobiliser immédiatement tous ensemble pour garantir son emploi ou attendre qu'il soit menacé pour réagir.

Qu'il y ait des travailleurs chez PSA, y compris à Aulnay ou Rennes, qui se disent qu'ils pourront retrouver un emploi et toujours s'en sortir parce qu'ils sont encore jeunes, c'est parfaitement normal en présence de délégués syndicaux dont les discours ne leur laissent aucun espoir, à partir du moment où ils constatent que leur détermination à combattre pour le rejet du plan de la direction n'est pas relayé par les syndicats qui refusent de lancer le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation, seul mot d'ordre capable à la fois d'unifier le combat de l'ensemble des travailleurs du groupe PSA et de vaincre.

Vous aurez remarqué que tous les syndicats et partis dits ouvriers ont pris position pour le rejet du plan de la direction, par contre,

en dehors de SUD (à ma connaissance) pas un n'a repris à son compte le mot d'ordre qui exprime le moyen d'obtenir ce rejet, la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction. Ainsi non seulement ils font le jeu de la direction, mais ce sont eux qui responsable de la division des travailleurs de PSA, des hésitations de certains à se lancer dans une bataille qu'on leur présente finalement comme perdue d'avance.

Le même scénario qu'en Tunisie, en Egypte, etc. sur l'ancien territoire de l'empire ottoman.

Les Frères musulmans de Syrie, influente composante de l'opposition au régime du président Bachar el-Assad, ont annoncé vendredi à Istanbul qu'ils allaient créer leur propre parti politique, défendant une vision "*islamique*" de la société syrienne. "*La décision a été prise de créer un parti islamique*", a déclaré le chef du bureau politique des Frères musulmans, Ali Beyanouni, lors d'une conférence de presse au terme de deux jours de réunions de l'assemblée générale de la confrérie puis de deux jours de discussions au sein de son conseil d'administration (choura).

Les Frères musulmans syriens ont été interdits en 1963. Ils tentèrent de soulever la population contre le régime de Damas, mais échouèrent, et l'armée réprima durement en 1982 la révolte. La répression fit près de 20 000 morts, selon des estimations.

Ils occupent aujourd'hui une place importante au sein du Conseil national syrien (CNS), principale coalition de l'opposition syrienne. (lepoint.fr 20.07)

Dans une vidéo, T. Meyssan rappelle que les Frères musulmans est une création de l'Empire britannique au XXe siècle, qui avait pour objectif de s'opposer au développement du nationalisme arabe qui coïncidait avec le combat pour la décolonisation et la conquête de la souveraineté nationale face à l'occupant, afin d'installer des gouvernements fantoches à sa botte. Il s'agissait de diviser et de détourner l'attention des masses des questions sociales et politiques au profit de la religion.

ACTUALITE EN TITRES

Des signes qui ne trompent pas.

- Le plan d'aide à l'Espagne ne suffira pas - L'Expansion.com

- La BCE n'accepte plus temporairement la dette grecque en garantie - AFP

- Le grand patron des privatisations en Grèce jette l'éponge - L'Expansion.com

- Sécheresse: avec la flambée des céréales, le spectre d'une crise alimentaire refait surface - AFP

- Le spectre des émeutes de la faim refait surface - LePoint.fr

Mission impossible, peine perdue !

- Sexisme à l'Assemblée : faut-il " *éduquer* " les députés ? - elle.fr

Vraiment rien à foutre !

- Les musulmans de France ont entamé le jeûne du ramadan - AFP

- "*Enfin on a une vraie mosquée à Strasbourg !*" - Le Nouvel Observateur

- Concours de récitation du Coran pour jeunes croyants - LeMonde.fr

- Des moines appellent aux dons sur le Web - LeFigaro.fr

- Hollande présidera la commémoration de la rafle du Vél'd'Hiv - LePoint.fr

A bas les tyrans ! A bas les "*amis* de la France ! (Fabius)

- L'Arabie saoudite menace d'expulser les expatriés qui ne respectent pas le ramadan - LePoint.fr

Libérez nos camarades !

- Emeute mortelle à l'usine Suzuki Maruti de New Delhi - AFP

Impossible de me rendre sur place, hier je croyais qu'il s'agissait de l'usine située au Maharastra dans la banlieue de Mumbay, en fait elle est située près de New Delhi, à environ 3.000 kilomètres de chez moi. La police a arrêté 90 ouvriers, il faut exiger leur libération immédiate.

Le titre le plus débile du jour.

- "*Manger 5 fruits et légumes par jour*" ferait grossir - Atlantico.fr

On ne doute pas un seul instant que tout soit bon pour faire grossir la connerie de l'auteur de cet article !

INFOS EN BREF

ECONOMIE

1- La Bourse ou la vie.

Les Bourses européennes ont clôturé en forte baisse vendredi.

L'indice CAC 40 a fini en recul de 2,14% à 3.193,89 points, ramenant à 0,41% sa hausse sur la semaine. La Bourse de Londres a perdu 1,09% et celle de Francfort 1,9% pendant que Milan a chuté de 4,38% et Madrid de 5,82%.

L'indice EuroStoxx 50, qui regroupe les principales valeurs de la zone euro, cède 2,66% en clôture provisoire, plombé par les banques de la région (-5,97%).

Sur le marché obligataire, le rendement à 10 ans des emprunts d'Etat espagnol a touché un nouveau plus haut depuis la création de l'euro à plus de 7,3% (7,303%). (Reuters 20.07)

2- Grèce

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé vendredi ne plus accepter pour le moment que les banques déposent en garantie auprès d'elle des titres de dette émis par la Grèce, dans l'attente du rapport de la troïka sur l'état d'avancement des réformes dans le pays.

Les banques grecques pourront obtenir les liquidités nécessaires auprès de leur banque centrale nationale, "*en vertu des dispositions existantes dans l'Eurosystème*", a précisé la BCE dans un communiqué.

Cette décision intervient alors que l'accord sur les garanties apportées par la zone euro à la BCE pour accepter les titres grecs prend fin le 25 juillet.

Les chefs de la troïka, formée par l'Union européenne, la BCE et le FMI, doivent se rendre en Grèce la semaine prochaine, pour effectuer un nouvel audit des comptes grecs. Cette délégation tripartite doit rencontrer le ministre des Finances, Yannis Stournaras, le 26 juillet, a indiqué son ministère.

Selon la presse grecque, le rapport définitif de la troïka n'est toutefois pas attendu avant la fin août.

Les responsables de la zone euro comme du FMI ont conditionné la reprise de la perfusion financière à la relance par Athènes de ses efforts pour assainir ses finances. (AFP 20.07)

Haut de page

Le 22 juillet

CAUSERIE

Un petit air pour l'été de Joe Satriani - Summer Song (Live 2006) : http://www.youtube.com/watch?v=jGNgcRwKW4Q&feature=related (à déconseiller aux oreilles et aux âmes sensibles !)

Hier soir pour me détendre et me changer un peu les idées, j'ai écouté un peu de musique et j'ai réussi à télécharger une dizaine de morceaux (vidéo de concerts), mais quelle galère avec ma connection qui est désespérément lente ! Je ne peux plus regarder la télévision, j'ai essayé avant-hier soir, la première fois depuis le 17 juin, cela m'a donné la nausée. Je vais télécharger le programme de TV5Monde Asie, et éventuellement je l'ouvrirai à l'heure pile d'un film ou d'un documentaire ou reportage.

Déjà que dès le réveil 7j/7 toute l'année je me farcis stoïque les "*bonnes*" nouvelles du vieux monde, j'ai franchement ma dose, ovedose plutôt. Si je n'avais pas le cerveau à peu près équilibré, je me demanderais cent fois par jour pourquoi, pourquoi nous pourrissent-ils ainsi méthodiquement la vie, la vie pourrait être si belle, pourquoi s'acharnent-ils à tout détruire ce que nous avons eu tant de mal à construire, ce serait à devenir fou ou à sortir dans la rue avec un fusil mitrailleur et à tirer au hasard sur la foule, un clin d'oeil à l'actualité macabre qui nous vient évidemment des Etats-Unis...

Je n'ai pas envie de causer aujourd'hui, tenez un aphorisme pour nos dirigeants : il ne suffit pas d'en avoir dans la tête, il faut aussi en avoir dans les tripes, et apparemment quand les uns font défaut c'est que l'autre n'est pas loin d'être vide ou a été bien mal remplie. Je leur assure que cela se corrige, la preuve : à 19 ans j'étais non seulement un crétin fini, un abruti comme ce n'est pas permis, et pour compléter le tableau un peureux, un poltron, un chiasseux, une merde quoi.

Quand j'étais gosse, j'avais peur du noir, d'arpenter le couloir qui menait à la chambre de bonne où nous habitions à Paris, d'aller tout seul aux toilettes situées dans ce couloir à peine à vingt mètres de chez nous, c'était mes parents qui m'avait foutu cette frousse, je craignais de rencontrer un affreux bonhomme qui m'égorgerait ou le loup, c'est ainsi qu'ils ont fait de moi la lope que j'étais à 20 ans.

Plus tôt, j'avais essayé de fréquenter des voyous plus âgés que moi pour (inconsciemment) corriger ce travers. Cela m'a aidé, mais surtout j'ai découvert une autre forme de lâcheté, celle qui consiste à s'attaquer aux plus faibles, un truc que je n'ai jamais supporté, du coup je me suis séparé de ces potes peu recommandables, plus bêtes que méchants du reste, mais parfois d'une violence gratuite extrême.

Ce n'était pas le militantisme où l'on flatte plutôt votre médiocrité qui allait m'aider à me débarrasser de cette trouille prête à ressurgir à la première occasion. Il fallait que je me retrouve seul face à moi-même, donc une fois séparé de mon ex et tendre épouse, en Inde, obligé de m'assumer de A à Z en reprenant tout à zéro. Soit j'en étais capable et je pouvais espérer m'en sortir, soit je me carapatais et je rentrais discrètement au bercail la queue entre les jambes.

Une fois que tu es parti (avec peu de choses ou argent), que tu as tout quitté, il t'es difficile ou impossible de retourner en arrière, c'est comme se retrouver au pied du mur, tu dois affronter la réalité telle qu'elle est, tu n'as pas le choix, tu dois trouver la force ou le courage en toi, quelque part tu dois te dépasser, enfin grandir un peu, te détâcher de tes tares les plus handicapantes pour survivre et que tu te trimballes parfois depuis ta plus tendre enfance, quand c'est une question de vie ou de mort comme cela m'est arrivé à plusieurs reprises (et à d'autres dont je n'ai pas eu idée), non seulement tu ne fais pas le mariole, tu ne pisses pas dans ton froc, tu ne te poses pas des questions existentielles, tu ne philosophes pas sur le sexe de Shiva, bref, surtout tu ne te racontes pas des histoires, tu fais face en demandant à ton petit cerveau de se surpasser, d'aller à l'essentiel, une fois ainsi armé, tu te rends compte que tu t'es enfin dépouillé de ce vieux réflexe invalidant et peu enviable, inavouable.

C'est ainsi que j'ai pu constater après coup, que le jour (tsunami) où je me suis retrouvé dans la maison envahie par la mer avec l'eau qui m'arrivait jusqu'au cou et dans l'impossibilité d'en sortir, que je n'avais pas eu peur une seconde de mourir, je n'y ai même pas pensé, j'étais guéri ! Comme quoi rien n'est irréversible.

Il y a des militants qui me reprochent d'être collé le cul sur ma chaise face à l'écran de l'ordinateur et de ne pas me confronter à la lutte des classes, je leur répondrai que si le militantisme tel qu'ils le conçoivent à la suite de leurs dirigeants bien aimés est la seule expérience dans la vie dont ils espérent tirer profit pour progresser et servir utilement notre cause, on n'est vraiment pas près de s'en sortir et de forger une armée de combattants révolutionnaires conscients prêts à se sacrifier pour le socialisme.

Bon, j'ai encore été trop bavard ! Passons au plat de consistance.

J'ai trouvé un nouveau portail du Figaro où m'alimenter (grauitement évidemment) en dépêches ou articles en provenance de l'AFP, je commence à vous en faire profiiter dès aujourd'hui.

Qui sème le vent récolte la tempête.

L'Hollanderie d'hier : "*Je sais qu'il y aura des temps qui seront plus délicats, des moments où il y aura des colères*". "*Et je les comprends ces colères quand il y a des suppressions d'emplois, des entreprises en difficulté*". (AFP 21.07)

Les comprendre, cela ne coûte rien Bonaparte, les vivre c'est quelque chose que vous ne pouvez pas imaginer, c'est bien d'ailleurs la raison pour laquelle on ne vous le demandera jamais ! Chacun dans son camp !

Ils ont déjà acté la fermeture d'Aulnay

Extrait de l'interview de Gérard Ségura (PS), maire d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), au journal Le Monde, le 20 juillet.

- "*... la fermeture touche l'ensemble de la population, qui s'inquiète de savoir comment nous allons compenser le choc fiscal : dans ce contexte de crise, les gens redoutent de voir augmenter leurs impôts.*"

- "*Etre à une demi-heure de l'aéroport d'Orly, à 12 minutes de la Défense renforce l'attractivité de la commune et du terrain occupé par PSA d'ailleurs, car la station est à 600 mètres du site.*"

- "*Le site occupe 168 hectares, dans une zone très stratégique : près de la future bouche du métro nord-est, de trois autoroutes (A1, A3, A104), non loin de l'aéroport d'affaires du Bourget et de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. C'est un secteur qui pourrait se développer considérablement dans les cinq ans qui viennent.* "

- "*Le site doit fermer en 2014, mais la perte fiscale ne commencera qu'en 2016...*"

- "*Pour nous, il est inconcevable que PSA s'en aille et tire en plus un bénéfice de la plus-value importante que va connaître le foncier d'ici son départ. Car ce terrain n'a pris de la valeur que grâce aux investissements importants de la puissance publique...*" (lemonde.fr 20.07)

Pour Varin et le PS, c'est plié, ils sont déjà sur la revente du terrain occupé par PSA depuis plus d'un an ! Circulez il n'y a rien à voir !

Au fait, pourrait-on nous expliquer quel avantage les ouvriers de PSA ou les travailleurs d'Aulnay qui auraient voté Hollande et/ou PS vont en tirer ? Je vous propose une réponse : cela n'aura fait que renforcer l'idée chez eux, qu'ils sont face à une fatalité contre laquelle personne ne peut rien, et qu'il faut accepter les choses telles qu'elles sont en espérant s'en sortir.

Voter Hollande et PS aura servi à rabaisser la dignité des travailleurs finalement conduits malgré eux à tolérer l'inacceptable. On dit merci à qui ? La liste des opportunistes serait trop longue à établir... Ils peuvent être fiers d'eux. Après cela ils vont vous faire de longs et beaux discours sur la situation et... la révolution, l'internationalisme prolétarien, le socialisme, on croit rêver !

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

"*Quelles que soient ses manoeuvres, le régime de Bachar al-Assad est condamné par son propre peuple, qui fait preuve d'un grand courage*", a déclaré Laurent Fabius dans un communiqué. "*Le moment est venu de préparer la transition et le jour d'après*."

Le chef de la diplomatie française précise qu'il a pris des contacts "*dans cet esprit*", notamment avec le secrétaire général de la Ligue arabe et le Premier ministre du Qatar.

"*Nous sommes tous d'accord pour considérer que l'heure est venue pour l'opposition de se mettre en ordre de marche afin de prendre les commandes du pays*", ajoute-t-il. "*Nous souhaitons la formation rapide d'un gouvernement provisoire, qui devra être représentatif de la diversité de la société syrienne.*"

Laurent Fabius assure que la France soutient pleinement les efforts de la Ligue arabe dans ce sens et se dit prêt à prendre les initiatives nécessaires, y compris l'organisation d'une réunion ministérielle à Paris.

Il dit enfin vouloir aborder lundi à Bruxelles avec ses homologues européens la question de l'aide aux réfugiés syriens qui fuient, de plus en plus nombreux, les combats. (Reuters 21.07)

La politique du gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius guidée par les intérêts dictés par une pétro-monarchie dégénérée pas plus grande que la Corse alliée de l'impérialisme américain. Votez Hollande, votez PS !

Ça roule ma poule, on a viré le renard du poulailler !

Tout roule entre Mélenchon et le PCF ? Officiellement, oui. Sur la table : l'ordre et les temps de passage du meeting final aux «*estivales du Front de gauche*», à Grenoble fin août. Le Parti de gauche veut un remake de l'an passé.

Une table ronde vite fait entre les responsables politiques, puis cinquante minutes de discours pour Mélenchon. Refus des communistes, qui ne voient pas pourquoi le leader du PG aurait droit à autant alors qu'il n'est plus le candidat. «*Le PCF n'a pas bien vécu la dernière séquence avec la perte de ses députés*», justifie un cadre Front de gauche.

Et, côté communiste, on annonce la couleur : «*Il ne sera pas président du Front de gauche, dit un responsable. Ça n'existe pas*.» (libération.fr 20.07)

Non mais alors, c'est qui les "*communistes*" ici bordel !

Il est quoi au fait Mélenchon ? (il est chez le colonel-président Chavez en ce moment) Réponse : Bo-li-va-rien, ne conserver que la dernière syllabe !

ACTUALITE EN TITRES

En famille

- François Hollande a rencontré Jacques Chirac dans son château - L'Express.fr

- Valls assiste à la rupture du jeûne à la Grande mosquée de Paris - AFP

Manuel Valls avait dénoncé début juillet "*les divisions, les égoïsmes, la concurrence*" qui agitent le Conseil français du culte musulman (CFCM), qui "*ne peuvent pas différer plus longtemps le dialogue indispensable qui doit s'ouvrir sur les sujets cultuels*".

Voilà des gens qui se font passer pour des saints hommes, et qui sont tellement bourrés de défauts qu'il vous en vient une flopée spontanément à l'esprit.

La religion, c'est l'hypocrisie en guise vérité, le mensonge en guise de réalité, la vénalité en guise d'honnêteté, la cupidité et la vanité en guise de morale, l'oscurantisme en guise de lumière, l'ignorance en guise de connaissance, l'esclavage en guise de liberté, bref, la lie et la réaction en guise d'idéal.

L'opium du peuple a de la concurrence en effet avec l'alcool, la drogue, la Française des jeux, le football, le Tour de France, les J. O., TF1, Facebook, les ONG et les OGM, les clubs échangistes et les sex-shops...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

Le président russe Vladimir Poutine a signé la loi controversée qualifiant d'"*agents de l'étranger*" et plaçant sous un contrôle étroit les ONG bénéficiant d'un financement étranger, a annoncé samedi le Kremlin.

La loi, déjà approuvée le 13 juillet par la Douma (chambre basse du Parlement) et le 18 juillet par le Conseil de la Fédération (chambre haute), prévoit un enregistrement séparé des ONG bénéficiaires d'un financement étranger et engagées dans une "*activité politique*" sur le territoire russe.

"*Les documents publiés par les ONG dans les médias et sur internet devront être accompagnés d'une note indiquant que ces documents ont été publiés ou diffusés par une ONG ayant le rôle d'agent de l'étranger*", est-il indiqué dans la nouvelle législation.

En vertu de cette loi, les ONG devront aussi permettre des contrôles officiels de leurs ressources, de leurs comptabilités et de leur gestion et publier régulièrement leurs sources de revenus.

Les défenseurs des droits de l'homme et l'opposition ont dénoncé ce texte, estimant qu'il s'agissait d'une nouvelle mesure pour écarter les voix critiques.

Le mouvement russe Pour les droits de l'homme a annoncé qu'il comptait boycotter la loi.

Cette semaine, le Conseil de la Fédération a également voté à une large majorité deux autres propositions de lois controversées, déjà approuvées par la Douma, l'une sur la diffamation, l'autre sur des "*listes noires*" de sites internet, que le président doit encore signer. (AFP 21.07)

Le CICR, HWR, Oxfram, la LDH et de très nombreuses associations ou organisations dites humanitaires ou caricatives financées par Washington, Jérusalem, Riad, Doha, Paris ou Londres agissent en réalité comme des agences de l'impérialisme et pour son compte... On vient d'en avoir la démonstration en Syrie avec la prise de position de la Ligue des droits de l'homme qui relaie la propagande mensongère de la coalition militaire occidentale à l'oeuvre dans ce pays sous couvert d'une armée de mercenaires étrangers pour la plupart.

Ces organisations infiltrées par la CIA et le Mossad notamment, sont les avant-postes d'organisations politiques telles Al-Qaida ou les Frères musulman, par exemple. Comme toujours dans ce genre d'organisations, il y a la tête et les jambes, ceux qui sont manipulés, qui le savent et l'acceptent, et il y a ceux qui leur assurent une vitrine démocratique qui l'ignorent. C'est ainsi que bien des travailleurs qui ont déserté les partis politiques croyant échapper aux manipulation, retombent dedans malgré eux.
Ces organisations n'ont aucune légitimité et n'existeraient pas sans le bon vouloir des dirigeants du vieux monde.

SOCIAL

1- France

1.1- Grève chez Regional, filiale d'Air France.

Comme prévu, un tiers des vols de Regional, filiale d'Air France, ont été annulés samedi au deuxième jour d'une grève lancée par plusieurs syndicats inquiets pour la pérennité des emplois.

Les syndicats de pilotes (SNPL et SPAC), ceux d'hôtesses et stewards SNPNC-FO et Unac, de même que la CGT, FO et SUD ont appelé les 1.800 salariés de la compagnie à cesser le travail pendant quatre jours, de vendredi à lundi.

Les syndicats de Regional redoutent le plan de redressement engagé par Air France-KLM, baptisé Transform 2015, qui prévoit de réorganiser le court et moyen-courrier en trois pôles, dont celui constitué des filiales Britair, Regional et Airliner. Ils craignent pour le périmètre et le volume de leurs activités, et pour leurs emplois. Ils réclament "*le maintien dans le Groupe Air France du pôle Régional Air France*".

Filiale depuis 2001 d'Air France, Regional relie les principales capitales régionales européennes. Elle dessert ainsi 20 villes françaises et 25 villes européennes, en plus de 300 vols chaque jour. Son siège social est à Nantes. (AFP 21.07)

1.2- Pour un salaire de misère

Le pouvoir d'achat du salaire de base a reculé en moyenne de 0,1% en 2011, ne progressant que pour le tiers des salariés des entreprises de plus de 10 personnes du secteur concurrentiel, selon une étude du ministère du Travail publiée aujourd'hui.

Dans 10 branches sur 20, employant 52% des salariés, le salaire mensuel de base a moins augmenté que l'inflation. Dans 4 branches, il a stagné et dans les 6 autres, représentant 33% des salariés, il a progressé davantage. Quatre branches ayant en commun de compter une faible proportion de salariés au Smic connaissent en particulier une forte dynamique salariale depuis 2010: métallurgie-sidérurgie, chimie-pharmacie, plastiques-combustibles et les professions juridiques et comptables. (AFP 20.07)

1.3- Fermeture de deux usines du groupe Bitard.

Le groupe Bitard, propriétaire du fabricant de contreplaqué Plysorol, qui emploie 277 personnes en France, a annoncé aujourd'hui son intention de fermer deux sites sur trois, à Fontenay-le-Comte (Vendée) et Lisieux (Calvados) et de concentrer l'activité à Epernay (Marne).

Selon un document interne obtenu par l'AFP, ce projet de "*plan de continuation*", transmis aux organisations syndicales vendredi lors d'un CCE à Paris, doit encore, pour devenir effectif, être "homologué" par le tribunal de commerce pour fin septembre 2012. (AFP 20.07)

1.4- SNCF en sursis ou liquidation programmée.

La SNCF pourrait perdre d'ici dix ans jusqu'à 30% de ses parts de marchés sur les trains régionaux (TER) et 40% sur les Intercités (grandes lignes, hors TGV) en raison de l'ouverture de ces activités à la concurrence, indique aujourd'hui le quotidien *Les Echos*.

"*Selon le plan d'affaires 2013-2017 examiné par le conseil d'administration (de la SNCF) fin juin, l'entreprise anticipe des pertes de ses parts de marché importantes en 2017, et encore plus en 2022, sur les segments d'activité sur lesquels elle sera mise en concurrence*", indique le journal. (AFP 20.07)

2- Espagne

Des milliers de chômeurs espagnols ont manifesté samedi soir à Madrid, dernier épisode d'une vague de manifestations de colère contre la politique de rigueur du gouvernement, alors que l'inquiétude monte concernant la stabilité financière du pays et la survie de l'euro.

Jeudi déjà, des centaines de milliers d'Espagnols --notamment des pompiers, des policiers, des infirmières et des enseignants-- avaient battu le pavé de plusieurs villes du pays.

Des milliers de chômeurs venus de toute l'Espagne ont cette fois convergé sur la capitale, certains après avoir fait du stop sur des centaines de kilomètres, et ont marché durant l'après-midi pour se rendre sur la place de la Puerta del Sol, le centre névralgique des revendications sociales en Espagne.

"*Ils nous pissent dessus et nous disent qu'il pleut*", pouvait-on lire sur une banderole déployée par la foule.

"*Je ne peux pas me serrer la ceinture et baisser en même temps mon pantalon*", proclamait une autre.

"*Haut les mains, ceci est un hold-up!*", criaient les manifestants en reprenant l'un des slogans des manifestations de ces derniers jours.

"*Debout tout le monde, et battons-nous!*", scandaient-ils encore.

Ces rassemblements sont quasiment quotidiens depuis l'annonce du Premier ministre Mariano Rajoy le 11 juillet de coupes budgétaires de 65 milliards d'euros comprenant une réduction des salaires de la fonction publique et des indemnités de chômage.

Les rassemblements de jeudi ont été pour la plupart pacifiques, mais à la fin de l'un d'eux, sur la Puerta del Sol, la police a tiré des balles en caoutchouc et a cherché à disperser plusieurs petits groupes à coups de matraques.

Les manifestants soutiennent que les efforts de réduction du déficit espagnol sont injustement concentrés sur les classes populaires et ne feront que plonger l'économie espagnole dans la récession.

Pour sa part, le président du Parlement européen, Martin Schulz a mis en garde samedi contre la menace d'"*une explosion sociale en Europe*" sur fond de grogne en Espagne, empêtrée dans la crise, dans un entretien au quotidien allemand Bild publié samedi. (AFP 21.07)

3- Inde

Le constructeur automobile indien Maruti Suzuki a décidé aujourd'hui de fermer pour une durée indéterminée son usine près de New Delhi où une révolte d'ouvriers a causé la mort du directeur du personnel et blessé près de 100 cadres mercredi. Le lock-out de l'usine de Manesar, à 50 km de la capitale, sera maintenu en place tant que la sécurité de ses employés ne pourra être garantie, a indiqué la compagnie samedi.

La police a indiqué vendredi avoir arrêté 90 personnes pour leur participation supposée à ces violences, qui ont démarré mercredi matin lorsqu'un salarié a violemment frappé un contremaître, selon la direction. Mais, selon le syndicat, c'est le contremaître qui a "*maltraité*" un ouvrier qui se plaignait et qui a été remercié.

Le PDG a indiqué que la production ne redémarrera pas avant que l'enquête sur ces émeutes soit terminée et des mesures prises pour garantir la paix sociale dans l'usine. (AFP 21.07)

ECONOMIE

1- BCE

1.1- L'euro est "*irréversible*" et la Banque centrale européenne n'a aucun tabou quand il s'agit de le préserver, y compris en revenant sur son opinion concernant les créanciers des banques, assure son président Mario Draghi dans un entretien au Monde publié samedi.

Il n'y aura pas d'explosion de la zone euro, car "*c'est méconnaître le capital politique que nos dirigeants ont investi dans cette union et le soutien des Européens. L'euro est irréversible*", affirme M. Draghi dans cet entretien publié dans l'édition de dimanche et lundi du quotidien français.

"*La préservation de l'euro fait partie de notre mandat*", et pour y parvenir, "*nous sommes très ouverts et n'avons pas de tabous*", ajoute le président de la BCE.

Le président de la Banque centrale estime également qu'il est utile d'impliquer les créanciers seniors, dans le cas de faillite d'une banque, une disposition à laquelle la BCE s'est longtemps opposée, notamment lors du sauvetage des banques irlandaises.

"*Une chose importante concerne l'implication des créanciers seniors des banques: la BCE considère qu'elle doit être possible en cas de liquidation d'une banque. Il faut protéger les épargnants, mais les créanciers devraient être associés à la résolution de la crise pour limiter l'engagement des contribuables. Ils ont déjà beaucoup payé*", explique M. Draghi. (AFP 21.07)

Les créanciers seniors des banques sont les riches qui détiennent des obligations émises par les banques. Les banques pour se financer émettent des titres de crédit sous forme de créances que les institutions financières ou d'autres banques peuvent acquérir, si j'ai bien compris.

Jusqu'à présent ils ont été relativement épargnés reconnaît Draghi, qui ne manque pas de cynisme en avouant que ce sont les contribuables qui ont été appelés à casquer à leur place.

Un article du quotidien des affaires européennes (http://www.europolitique.info) du 16 juillet anticipait cette annonce et apportait quelques éclaircissement.

1.2- La Commission européenne souligne que les créanciers seniors - les détenteurs les mieux classés d'obligations bancaires - ne seront pas touchés par le plan de sauvetage de l'Espagne (100 milliards d'euros) qui implique des pertes dans le chef des investisseurs de rang inférieur. Le plan prévoit que les aides aux banques espagnoles sont conditionnées à une recapitalisation ou à des cessions d'activité. Le 16 juillet, un porte-parole du commissaire aux Affaires économiques, Olli Rehn, a déclaré que le mémorandum d'entente entre l'Espagne et l'UE (voir Europolitique n° 4463) « *ne prévoit pas la participation des créanciers seniors, mais la participation des actionnaires et des détenteurs juniors d'obligations* ».

Cette mise au point fait suite à des informations de presse indiquant que, lors de la négociation du plan par l'Eurogroupe le 9 juillet, la Banque centrale européenne avait changé de position et voulait faire prendre en compte des pertes par les créanciers seniors auprès des banques qui reçoivent l'aide de l'UE. Or, la BCE avait déjà résisté à des pressions du gouvernement irlandais de faire prendre des pertes par les gros détenteurs d'obligations, lors du renflouement des banques du pays. La Commission dans ses propositions de juin sur la résolution bancaire, a prévu que les créanciers seniors seraient « *renfloués* » quand une banque fait faillite, évitant ainsi que les contribuables doivent payer les pertes, mais ces règles ne seront en vigueur qu'en 2018.

Il est écrit que les créanciers séniors seront également indemnisés en cas de faillite d'une banque ou leurs obligations bancaires seront honorées. Donc quand Draghi prétend épargner les contribuables, c'est clairement se foutre du monde, puisque l'argent versé aux banques espagnoles (ou autres) proviennent de la poche des contribuables via la dette des Etats et le racket des marchés !

2- Grèce

2.1- Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, rejette toute éventualité d'une renégociation du programme d'austérité budgétaire grecque, dans un entretien paru samedi.

"*Je vois des souhaits émerger en Grèce de renégocier les choses et de remettre en question substantiellement les obligations de réformes du pays. Je peux dire simplement: +là, ça ne va pas+. C'est un Rubicon que nous n'allons pas franchir*", prévient M. Westerwelle dans le quotidien allemand Bild.

Il a appelé les Grecs à montrer clairement qu'ils veulent rester dans la zone euro. "*La Grèce ne doit pas simplement dire qu'elle veut rester dans la zone euro, mais elle doit aussi agir avec une politique de réformes claire et tenir ses engagements*".

Mercredi, le ministre grec des Finances, Yannis Stournaras, avait déclaré que le gouvernement grec avait "*encore du chemin à parcourir*" pour trouver comment économiser 11,5 milliards d'euros en 2013 et 2014, comme le lui réclament ses créanciers UE et FMI. (AFP 21.07)

2.2- La Banque européenne d'investissement (BEI) a accepté de prêter 1,44 milliard d'euros sur trois ans aux PME grecques en difficulté, a annoncé samedi le ministre des Finances grec Yannis Stournaras.

Les banques grecques, dépendantes des liquidités fournies par la Banque centrale européenne, rechignent à prêter aux petites entreprises et Athènes et l'Union européenne encouragent la BEI à combler ce manque.

La BEI déboursera les prêts au cours des trois prochaines années aux petites et moyennes entreprises en s'appuyant sur les banques grecques comme intermédiaires. (Reuters 21.07)

3- Russie

Le président russe Vladimir Poutine a signé le protocole d'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une étape qui conclut 18 années de difficiles négociations, a indiqué samedi le Kremlin dans un communiqué.

La Douma, la chambre basse du Parlement, avait déjà voté le 10 juillet ce texte, suivie du Conseil de la Fédération, la chambre haute, le 18 juillet.

"*Le protocole établit la Russie comme membre de l'OMC*", est-il écrit dans le communiqué.

La Russie, qui était la dernière grande puissance à ne pas être intégrée à l'OMC et avait obtenu en décembre dernier le feu vert des pays membres de cette organisation internationale à son admission, en deviendra alors le 156e Etat membre.

En entrant à l'OMC, la Russie doit notamment abaisser, ce qu'elle va faire à compter du 1er septembre, ses droits de douane, qui passeront de 9,5% en moyenne actuellement à 7,4% l'année prochaine, à 6,9% en 2014, puis à environ 6% en 2015, avait expliqué le ministre du Développement économique, Andreï Beloussov.

Cette mesure stimulera la concurrence en offrant aux producteurs étrangers un meilleur accès au marché russe, espère le gouvernement.

Les détracteurs du projet, notamment des députés communistes, craignent en revanche que cela ne permette aux étrangers d'inonder le marché de produits bon marché, signant l'arrêt de mort de nombreuses industries héritées de l'époque soviétique.

Le Parti communiste et le parti Russie Juste (centre gauche) s'étaient d'ailleurs tournés vers la Cour constitutionnelle pour tenter de bloquer la ratification du protocole, mais ils avaient été déboutés de leur requête. (AFP 21.07)

Haut de page

Le 23 juillet

CAUSERIE

Pour information, J'ai mis en ligne trois documents que m'a adressés la tendance Claire du NPA.

Par contre je n'ai pas trouvé opportun de vous communiquer celui du M'PEP que j'ai trouvé particulièrement indigeste, dans lequel il est écrit notamment que "*le peuple français cherche une nouvelle voie dans la reconquête de sa souveraineté nationale*", je ne vois pas en quoi cet objectif pourrait correspondre aux besoins fondamentaux et collectifs de notre classe, de certaines couches du capitalisme français durement frappées par la mise en oeuvre des directives de Bruxelles, assurément.

L'ennemi est dans notre propre pays, commençons par le combattre.

Offrons-nous un instant de détente.

Quand je lis "*les salarié-e-s*", je me dis à quel niveau de débilité on est tombé, je me demande où certains militants vont pécher leur inspiration, il faut qu'ils rajoutent des facteurs de division là où il n'en existait pas, il a suffit que des féministes réactionnaires lancent cette mode calquée sur la pudibonderie anglo-saxonne pour qu'ils se sentent obligés de les imiter, c'est stupéfiant à quel point on peut manquer de personnalité. Je mettrais bien cela dans le même sac que l'ouvriérisme, c'est exactement la même démarche ou le même état d'esprit, des esprits faibles.

C'est bien simple, quand j'ouvre un article et que je tombe sur ce genre de complaisance grotesque à la bêtise ou bassesse humaine, généralement je ne le lis pas la suite, je me dis qu'il ne faut vraiment pas être bien dans sa tête et je vais perdre mon temps à lire la suite, je le ferme et je passe à autre chose.

Il en va de même envers l'écologie à toutes les sauces, les homosexuels, les immigrés en situation irrégulière, la religion, etc. bref, tout ce qui peut être source de discrimination, toutes les formes de communautarisme ou de lobbying récupérés ou exploités par les bobos du PS ou de EELV ou par les staliniens et crypto-staliniens, tenez on pourrait ajouter le four à micro-ondes, le sèche-linge, le téléphone portable, le magnétoscope, la couleur des vêtements, la coupe de cheveux, etc. à croire qu'on aurait encore trop de liberté pour finalement adopter le carcan de la pensée unique de droite ou de gauche, du petit-bourgeois en mal de repères qui se sent tellement mal dans sa peau qu'il se doit de se distinguer, pauvre chéri, on aurait presque envie de le plaindre. On baigne en pleine mystification. J'ai oublié l'autogestion, autrement dit l'auto-flagellation, l'auto-exploitation, l'auto-frustration, le sado-masochisme quoi, Freud aurait dit l'auto-castration, du cerveau cela suffira !

En anglais on ne fait pas la distinction entre les substantifs masculin et féminin, pour les travailleurs et les travailleuses, on écrira the workers. Et comble de l'horreur pour désigner les hommes et les femmes on emploie les mêmes termes que pour les animaux, male et female, pour des étudiantes on écrira female students, et pour des étudiants, male students, pour les "les salarié-e-s", il faudrait employer male workers and female workers ou male and female workers, quelle horreur ! Heureusement qu'il existe transsexuel et transsexuelle sinon on aurait pu faire une terrible confusion !

Le législateur, qui est bien connu pour son penchant naturel progressiste et humaniste, a cru bon de changer les Droits de l'homme en les Droits humains, car dans les droits de l'homme, les femmes ne se reconnaissaient pas... sauf de profil, mais pas toutes ! Et pour l'escargot hermaphrodite produisant à la fois les spermatozoïdes et les ovocytes, ils vont être bien emmerdés pour lui appliquer le masculin ou le féminin ! C'est terrible d'en arriver-là et cela devrait revendiquer la direction du mouvement ouvrier, je préfère même pas y penser.

Quand je dois remplir un formulaire pour l'administration indienne et que c'est un fonctionnaire qui s'y colle, quand il arrive à la question épineuse *what is your sexe*, j'ai envie de me marrer et de lui répondre : il va très bien merci pour lui, non, excusez-moi, male of course (bien sûr), je ne déconne pas, il me regarde et me pose tout de même la question, ils ont hérité cette tare des Anglais il faut croire.

On se demandera dans tout cela où est passée la lutte des classes. Je ne vous le fais pas dire.

Il y a un autre sujet fétiche que je n'ai pas abordé et qui fait l'objet d'une propagande intéressée de la part du PS comme du parti de l'ordre, le multiculturalisme. J'y viendrai une autre fois à partir de ma propre expérience, qui est un échec en la matière évidemment, encore une question traitée comme une abstraction et abordée en dehors de tout contexte économique et social, une grosse connerie quoi faisant l'objet de vénération, une fois de plus.

J'ai vécu dix ans avec une femme qui avait vécu dans le même pays que moi, donc à développement économique égal, qui partageait ma culture et mes valeurs, avec laquelle je partageais énormément de choses, donc avec laquelle je pouvais discuter, réfléchir, échanger, progresser, etc, et j'ai vécu ensuite pendant 21 ans avec une femme provenant d'un pays économiquement sous-développé, donc sous-développé dans tous les domaines, cela concerne toutes les classes à l'exception des classes dominantes, possédant une autre culture et d'autres valeurs que les miennes, avec laquelle il est très difficile ou impossible de discuter et de s'entendre puisque finalement tout nous sépare, encore aujourd'hui, et dans les deux cas mes compagnes étaient issues comme moi du milieu ouvrier, Magueswary est plutot issue du milieu paysan, mais cela n'a aucune importance s'agissant de l'Inde. Si demain j'avais le choix, devinez avec laquelle je referais ma vie ? Bon, vous avez deviné. La vie est ainsi faite, au moins voilà une question de réglée !

Sur ce, on ne va pas se lamenter sur notre propre sort, vous voyez que je n'ai pas un caractère impossible, je suis encore de bonne humeur ! Bonne semaine à tous.

Un système économique devenu mafieux.

Un groupe de pression américain a publié dimanche les résultats d'une étude basée sur des données chiffrées internationales.

Les actifs financiers détenus par des particuliers et leurs familles et dissimulés dans des paradis fiscaux atteignent entre 21 000 et 32 000 milliards de dollars (entre 17 000 et 25 500 milliards d'euros), selon une étude publiée dimanche par le groupe de pression Tax Justice Network.

L'étude, qui ne prend pas en compte des actifs non financiers comme les biens immobiliers ou l'or, estime à 280 milliards de dollars (225 milliards d'euros) le manque à gagner pour les États, en termes de revenus fiscaux.

La recherche menée par James Henry, ancien économiste en chef pour le cabinet McKinsey, s'est basée sur des chiffres de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, des Nations unies et des banques centrales. James Henry a qualifié d'"*énorme trou noir dans l'économie mondiale*" les fortunes personnelles détenues dans des paradis fiscaux. (lepoint.fr 22.07)

PSA. Hier vous "*chantiez*", demain vous pleurerez.

A l'usine PSA Aulnay, Daniel Vernet a fait le travail qui le passionnait; les succès de la marque, c'était sa fierté. Aujourd'hui, il arpente le site qui doit fermer en 2014 avec une "*médaille*" autour du cou affichant sa volonté: "*Battons-nous jusqu'au bout*".

"*Avant, il y a trois ans, on arrivait au travail en chantant*", raconte Daniel Vernet, 56 ans, dont 34 ans passés à l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Le 12 juillet, l'annonce de la fermeture du site qui compte 3.300 employés ne l'a donc pas vraiment surpris, ce qui ne l'empêche pas d'avoir "*le moral dans les baskets*", lui qui se dit "très attaché" à l'entreprise.

Daniel Vernet a grandi à Aulnay-sous-Bois et est entré à l'usine cinq ans après son ouverture, en 1978. "*J'ai acheté une maison au Blanc-Mesnil, à 7 minutes en voiture. Notre voisin travaillait à Citroën (aujourd'hui PSA, ndlr), il m'a parrainé*", se souvient-il.

"*Je suis le premier de la famille à être entré, puis on a été cinq*" avec mes frères et soeur, explique-t-il. Aujourd'hui, ils ne sont plus que deux à PSA, lui et sa soeur. Deux de ses frères qui étaient en intérim n'ont plus eu de mission et le troisième est parti sur le site PSA de Poissy (Yvelines).

Lui se dit très reconnaissant vis-à-vis de Citroën, qui lui a permis de "*progresser*". "*J'ai fait onze ans de cours du soir. Ils m'ont aidé à obtenir des diplômes et moi, je ne comptais pas mes heures*".

Entré comme retoucheur mécanique, il a gravi les échelons jusqu'à technicien qualité. Son regret: ne pas être passé cadre.

Il parle de ses problèmes de santé: son genou droit "*qui est mort*", "*son disque lombaire écrasé*". "*J'ai poussé des CX pendant des années, c'était physique*".

Mais aujourd'hui, Daniel Vernet se décrit comme "*un emmerdeur*". Sans être membre d'un syndicat, "*depuis un an, (il) se bat contre une fermeture*". "*Depuis l'annonce (de la fermeture), la direction fait un point tous les matins, et je suis le premier à l'ouvrir*".

"*On cherche des slogans, comme + Varin (Philippe Varin, président de PSA, ndlr), baratin. Varan, fout le camp* +", plaisante-t-il.

"*Je suis le seul technicien à afficher clairement mes idées. Les autres, s'ils veulent retrouver un emploi à PSA, il faut qu'ils se la ferment. Sinon, on serait 3.300 sur le parking*".

Daniel Vernet espère pouvoir rester jusqu'en 2014 à Aulnay, afin de cotiser suffisamment pour la retraite. L'usine de Poissy est loin. "*Vélizy, j'irais, si je suis obligé*", dit-il, en expliquant que son épouse ne travaille pas.

S'il reconnaît avoir "*de la chance par rapport à d'autres*", avec sa maison payée, il pense à son petit-fils de 8 ans. "*Quand on passe devant l'usine, il dit: + c'est là que je veux travailler* +", raconte-t-il tristement.

Dans une semaine, Daniel Vernet partira en vacances, sur le bassin d'Arcachon. "*Il faut que je pense à autre chose*", confie-t-il. Et après PSA, il pense s'installer dans les Landes et "espère trouver une traction pour la refaire". (AFP 21.07)

Je retiens principalement une chose de ce témoignage : "*on serait 3.300 sur le parking*" si les syndicats manifestaient leur détermination à empêcher le plan de la direction de s'appliquer et organisaient les ouvriers dans cette unique perspective, ce qui n'est pas le cas.

Comment pourriez-vous être "*3.300 sur le parking*", alors qu'il y a trois ans à peine, alors que Sarkozy poursuivait son matraquage et que le chômage battait des records dans le pays, vous faisiez preuve d'une inconscience politique au point dites-vous que vous arriviez "*au travail en chantant*" ? Avec un tel état d'esprit et une impréparation totale à ce qui vous attendait, là ce sont les syndicats qui en portent la responsabilité, comment voudriez-vous que les 3.300 salariés d'Aulnay soient en mesure aujourd'hui d'affronter unis la direction et le gouvernement ?

Dans la vie il y a des choses que l'on peut réaliser spontanément, et il y en a d'autres qui nécessitent une préparation, parfois une longue préparation pour pouvoir se matérialiser. Le négliger ou en être inconscient se paiera cash le moment venu, c'est une certitude, vous y êtes.

Des camarades suggèrent sans doute à juste titre, que le moment n'est pas propice au lancement d'une grève, parce que la plupart des ouvriers ont programmé leurs vacances. Cependant, rien n'empêche de proposer et de défendre le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation et constitution d'un comité de grève, dont la mise oeuvre sera seule à même d'imposer le retrait du plan de la direction.

Et si nous n'y parvenons pas ? Cela ne changera rien à la validité de ce mot d'ordre. Existerait-il un autre moyen de mener ce combat ? Des journées d'action, des grèves isolées de quelques heures, des actions coups de poing minoritaires ?

Des camarades avancent le mot d'ordre d'expropriation ou de nationalisation de PSA sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes, mais sans préciser que pour qu'il puisse se réaliser, les travailleurs auront dû liquider au préalable les institutions de la Ve République et se doter de leur propre Etat et gouvernement. Ce n'est pas très sérieux.

La panoplie du parfait collaborateur de classes.

Financement des comités d'entreprises, création des CHSCT, négociation annuelle obligatoire: il y a trente ans, les lois Auroux chamboulaient un tiers du code du travail dans le but affiché de faire des salariés "*des citoyens dans l'entreprise*".

Ces quatre textes sociaux, votés peu après l'arrivée de la gauche au pouvoir, portent le nom du ministre du Travail Jean Auroux, chargé dès 1981 de rédiger un rapport sur "*les droits des travailleurs*".

Commence alors le processus de réforme du code, pour que l'entreprise ne soit pas "*le lieu du bruit des machines et du silence des hommes*", selon les termes de M. Auroux.

L'ancien ministre rappelle que c'est Martine Aubry, membre de son cabinet, qui a eu la tâche de "mettre en forme juridique" les réformes.

Les quatre lois, dont la première remonte au 4 août 1982, constituent un vaste "*ensemble assez hétérogène*" portant la marque de la gauche chrétienne, selon l'historien Matthieu Tracol, qui leur a consacré un ouvrage.

Elles renforcent la protection des salariés et de leur représentants, attribuent un financement aux comités d'entreprise (CE), instaurent une obligation annuelle de négocier, ou encore créent les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

M. Auroux explique s'être heurté à l'opposition et au patronat, mais souligne qu'un responsable du Medef lui a récemment confié qu'il n'avait pas "*cassé la baraque économique*".

Selon M. Tracol, en fin de compte "*ce sont des lois modérées*". L'ambition était "*d'installer une culture de négociation*", indique-t-il à l'AFP.

Cependant, pour cet historien, cela n'a "*été réalisé que très partiellement*", notamment parce que les lois "*ont donné énormément d'outils aux syndicats, mais à une période où ils perdaient en substance, en forces vives*".

Pour Me Philippe Brun, avocat de salariés, "*c'était une réforme tranquille qui mériterait aujourd'hui d'être pleinement dépassée. Mais c'était une réforme utile, encore aujourd'hui, parce qu'il a fallu attendre 1982 pour que le droit syndical soit une vérité absolue dans l'ensemble des entreprises*".

"*Les lois Auroux ont constitué une refonte complète du droit du travail (...) comme on en fait tous les cinquante ans*", relève Jean-Emmanuel Ray, spécialiste en droit du travail. Mais "*c'est le chant du cygne du travail d'hier, car c'est un droit du travail qui s'applique à la manufacture, aux grandes structures taylorisées, du tout collectif avec unité de temps, de lieu et d'action*", note-t-il.

Me Sylvain Niel, avocat en droit social chez Fidal, estime même que les lois Auroux sont désormais "*complètement obsolètes*".

"*Elles ont mis en place pas moins de cinq étages de représentation du personnel (CE, CHSCT, délégués du personnel, etc.), ce qui est sujet de conflit et de concurrence entre les partenaires sociaux*", explique-t-il, évoquant la piste d'une "*instance unique*".

Me Brun attend de son côté "*un grand bond en avant*" pour que les CE soient associés à "*un processus de codécision*" et n'aient plus un simple avis consultatif.

Les partenaires sociaux ont engagé il y a trois ans une concertation sur l'évolution des instances de représentation du personnel. Le gouvernement souhaite qu'elle aboutisse avant la fin de l'année. (AFP 22.07)

Associer, enchaîner de plus en plus les travailleurs à la marche au chaos et à la barbarie du capitalisme en commençant par l'étage inférieur, celui de l'entreprise, le PS demeure fidèle à lui-même.

Que font les dirigeants syndicaux lors de leurs réunions, conférences, sommets avec le patronat et le gouvernement qui leur soumettent des textes, des mesures, des lois à "*discuter*", à "*négocier*", sinon leur demander ce qui selon eux mérite d'être conservé, ce qu'il faut retirer et ce qu'il faut réécrire, participant de fait à la modification, à la "*corédaction*" de la législation du travail ou de lois taillant en pièces nos droits ou avantages sociaux.

La "*culture de la négociation*", c'est l'antithèse de la lutte de classe du prolétariat sur son propre terrain, la négation de la mobilisation de la classe en toute indépendance face au patronat et au gouvernement. Négocier avant même que la bataille ne soit engagée porte un nom : une reddition indigne et sans combat, une trahison.

Certains militants penseront qu'il y avait quand même du bon dans ces lois Auroux, etc. Sans doute, comme des travailleurs allemands trouvaient leur compte en travaillant pour l'industrie de guerre au lieu d'être au chômage dans les années 30... Effectivement, en partant de ce principe on peut absolument tout justifier, c'est ainsi que procèdent nos dirigeants pour camoufler leur capitulation en rase campagne au point que leurs militants ne s'en rendent même pas ou plus compte. Tout est normal en quelque sorte, tout n'est-il pas possible ? Ce que nous récusons évidemment.

Allez, on est lundi et je suis de bonne humeur, je vous fais la démo : les travailleurs en étant davantage informés et impliqués dans la (bonne) marche de l'entreprise vont disposer de nouvelles armes pour combattre le patronat, en voilà une bonne nouvelle qu'il faut saluer, merci messieurs Hollande, Ayrault, Montebourg, Sapin, de vrais socialistes, si, si.

En réalité, les travailleurs vont se retrouver ainsi tellement enchaînés au capitalisme que l'idée même de leur indépendance en tant que classe ne leur viendra même plus à l'esprit, dans ces conditions ils se retrouveront au contraire totalement divisés et désarmés pour combattre efficacement leur ennemi ou trouver les moyens efficaces pour le combattre et le vaincre.

C'est la politique pratiquée de longue date chez Citroën et Peugeot qui a abouti à ce que les ouvriers aillent travailler "*en chantant* en 2009, en pleine crise du capitalisme avec ses conséquences désastreuses pour des millions de travailleurs et leurs familles.

Je me demande s'ils n'ont pas l'intention de passer la corde autour du cou de l'aristocratie ouvrière, ce que les syndicats allemands ont partiellement réussi jusqu'à présent, les travailleurs allemands qui appartiennent aux couches les plus favorisées doivent le maintien de leurs avantages acquis à la surexploitation de la main d'oeuvre en Pologne, Roumanie, Hongrie, etc.

Avec la récession annoncée dans toute l'Europe dès maintenant et pour les années à venir, il n'est pas dit que leur tour ne viendra bientôt. Préparés comme ils le sont pour affronter cette situation, on ne voit pas trop comment ils pourraient s'en sortir mieux que chez PSA dans un premier temps, la suite dépendra des enseignements qu'ils auront tirées de cette expérience, et s'ils en étaient incapables, ils ne leur resteraient plus une nouvelle fois qu'à s'en remettre à un sauveur suprême, le pire scénario qui soit.

Tout reposera donc sur la capacité de l'avant-garde révolutionnaire à s'adresser aux masse exploitées en Allemagne, avant-garde qui apparemment est encore plus faible ou inexistante qu'en France, mais qui peut se développer au cours de la lutte de classes à venir.

ACTUALITE EN TITRES

Instrumentalisation.

- Valls promet la mobilisation de l'Etat face à la résurgence de l'antisémitisme - AFP

On lui rappellera que ce sont les Rockefeller et Rothschild qui sont à l'origine de l'antisémitisme, notamment en continuant

d'alimenter en acier l'industrie de guerre allemande au cours de la première moitié des années 30...

J'ai vu cela dans un documentaire canadien fort intéressant consacré au développement de l'industrie minière et à la lutte de classe des mineurs canadiens depuis le début du XXe siècle, diffusé sur TV5Monde Asie il y a quelques mois, je ne sais plus lequel des deux entre Rockefeller et Rothschild avait déjà fait fortune dans l'acier avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'autre dans le pétrole. L'argent n'ayant pas d'odeur, ils réaliseront de gigantesques profits en alimentant la machine de guerre du régime nazi qui au passage exterminera des millions de juifs innocents, notamment.

Votre héritage, pas le nôtre !

- Rafle du Vél'd'Hiv - Hollande : "*Ce crime a été commis en France par la France*" - LePoint.fr

Il a sans doute voulu dire par là que la SFIO était associée à ce "*crime*" en ayant frayé la voie au fascisme lorsque Blum avait refusé de s'attaquer aux privilèges des capitalistes pour appliquer les quelques mesures inclues dans le programme du Front populaire, tandis que Thorez refusera d'appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale pour l'imposer, l'un et l'autre capitulant, apeurés devant la Bourse, les déclarations et les menaces des généraux et des ligues fascistes en pleine effervescences.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Pranab Mukherjee, ancien ministre des Finances et candidat du parti du Congrès, au pouvoir, a été élu dimanche président de l'Inde, un rôle honorifique qu'il pourrait redéfinir pour mettre sa réputation de médiateur au service de la turbulente vie politique.

M. Mukherjee, 76 ans, a remporté 69,3% des voix du collège électoral, selon les chiffres officiels, écrasant sans surprise son rival, Purno A. Sangma, 64 ans, un ancien président du Parlement soutenu par le principal parti d'opposition, le très conservateur Bharatiya Janata Party (BJP).

En Inde, le président est élu pour un mandat de cinq ans par 4.896 parlementaires issus du Parlement fédéral et d'assemblées locales.

Même si, en Inde, le chef d'Etat n'exerce qu'un rôle de représentation, la réalité du pouvoir exécutif appartenant au gouvernement du Premier ministre, actuellement Manmohan Singh, 79 ans, Mukherjee pourrait jouer un rôle clé dans la formation du prochain gouvernement après les élections générales de 2014. (AFP 22.07)

Désigner le ministre des Finances comme président dans un pays complètement gangrené par la corruption jusqu'au sommet de l'Etat, il fallait oser, le parti du Congrès l'a fait.

SOCIAL

1- Canada

Une quinzaine de milliers de manifestants étaient rassemblés dimanche à Montréal pour protester contre la hausse des frais de scolarité, tandis que leurs chefs plaçaient cette action dans le contexte d'élections susceptibles d'être bientôt déclenchées au Québec.

Avant le début de la marche, la manifestation a été déclarée illégale par les forces de l'ordre, les organisateurs ayant évité de leur communiquer l'itinéraire à l'avance.

Sous un soleil de plomb, une foule hétéroclite de jeunes, de familles et de retraités a arpenté les rues montréalaises au son des casseroles, des sifflets et des tambours. En début de cortège, une banderole affichait ces propos: "*Dehors les néolibéraux. Ici, comme ailleurs, on a raison de se révolter*".

Yanick Grégoire, vice-président de l'un des trois principaux syndicats étudiants, la Feuq, a indiqué aux médias que les manifestants se rendaient devant les bureaux montréalais de M. Charest pour dénoncer le fait que "*le conflit sur la hausse des frais de scolarité n'est toujours pas réglé*".

Le porte-parole d'un autre syndicat, la Classe, Gabriel Nadeau-Dubois, a souligné que si l'objectif à court terme était de combattre la hausse des frais de scolarité, le mouvement s'était élargi pour s'opposer au "*néolibéralisme*" de M. Charest conduisant vers "*la privatisation de la santé et de l'éducation*".

M. Nadeau-Dubois a ajouté que même si un parti favorable aux revendications des étudiants sortait vainqueur d'éventuelles législatives anticipées --celles-ci pourraient être annoncées début août et se dérouler début septembre-- ces derniers resteraient mobilisés pour veiller à ce qu'il tienne ses promesses. Il faisait allusion, sans le nommer, au Parti Québécois, la formation souverainiste conduite par Pauline Marois.

De son côté, Eliane Laberge, présidente de la Fecq, a relevé qu'on en était "*à la cinquième manifestation nationale et au 160e jour du conflit*". (AFP 22.07)

2- Japon

Un sous-traitant intervenu sur le site nucléaire accidenté de Fukushima au Japon aurait poussé ses ouvriers à sous-déclarer le niveau de radiations auquel ils étaient soumis, vraisemblablement pour ne pas perdre son contrat, ont rapporté samedi plusieurs médias japonais. Selon le quotidien Asahi Shimbun et d'autres médias japonais, un responsable de la société de construction Build-Up aurait demandé en décembre à une dizaine de ses ouvriers de recouvrir de plomb les dosimètres qu'ils portaient pour évaluer le cumul de radiations auxquelles ils étaient exposés, lorsqu'ils intervenaient dans les zones les plus radioactives de la centrale accidentée.

Cette demande visait apparemment à sous-déclarer leur exposition afin que la société puisse continuer à travailler sur le site, rapportent ces médias. Ces ouvriers ont été engagés pendant environ quatre mois, entre décembre 2011 et mars 2012, pour isoler les tuyaux d'une installation de traitement des eaux, a précisé de son côté l'agence Kyodo News.

L'agence de presse Jiji et d'autres quotidiens indiquent que le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales a commencé à enquêter à ce sujet. L'accident nucléaire de la centrale de Fukushima Daiichi, exploitée par la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), le plus grave depuis la catastrophe de Tchernobyl (Ukraine) en 1986, est survenu après un séisme de magnitude 9 dans la région du Tohoku (nord-est) qui a déclenché un tsunami sur tout le littoral.

Plusieurs ouvriers de Build-Up ont confié à l'Asahi Shimbun qu'en décembre, un haut responsable de la société, leur superviseur sur place, leur avait expliqué qu'il portait un boîtier en plomb et leur avait demandé d'en faire de même. Ce responsable leur aurait expliqué que s'ils ne truquaient pas leur niveau d'exposition, ils atteindraient rapidement le niveau maximal annuel légal de 50 millisieverts, selon le quotidien, qui précise que les ouvriers sont en possession d'un enregistrement du briefing. Certains ouvriers ont refusé de recouvrir leur dosimètre et ont quitté la société, poursuit encore l'Asahi Shimbun. (AFP 22.07)

Question d'Inde : Ce responsable de la société de construction Build-Up ne mériterait-il pas qu'on le brûle vivant ?

ECONOMIE

Corée du Sud

Le géant sud-coréen de l'électronique Samsung Electronics a vendu plus de 10 millions de son dernier modèle de téléphone multifonctions, le Galaxy S3, depuis son lancement il y a près de deux mois, selon l'agence de presse Yonhap citant ce dimanche un responsable du groupe.

Début juillet, le groupe prévoyait un bénéfice d'exploitation de 6.700 milliards de wons (4,75 milliards d'euros) pour son deuxième trimestre 2012, soit une envolée de 79% sur un an grâce aux ventes de son nouveau smartphone. D'ici la fin du troisième trimestre, il table sur la vente cumulée de 18 millions de Galaxy S3. Sur les trois premiers mois de 2012, Samsung a livré à ses détaillants 43 millions de téléphones multifonctions, contre 35 millions pour Apple, 11,9 millions pour Nokia et 11,1 millions pour Research in Motion, connu pour son BlackBerry, selon une étude du cabinet ABI Research publiée mi-juin. (AFP 22.07)

Frénésie, voilà comment ils font touner la machine capitaliste ! Personnellement, je n'ai toujours pas de téléphone portable et je m'en porte très bien merci ! Et quand je dis à un Indien que ma cafetière électrique à 20 ans, il me prend pour un menteur ou un martien !

Haut de page

Le 24 juillet

CAUSERIE

J'ai commis une erreur dans la présentation des infos hier, j'ai corrigé. Je me suis bien marré aujourd'hui en actualisant le site, entre sérieux et détente, je regrette juste d'être pris par le temps.

Juste une question sur PSA : les syndicats, ont-ils appelé à la grève les salariés de toutes les usines PSA du pays et ont-ils mis les moyens à leur disposition pour qu'ils montent tous à Paris le 25 juillet devant le siège de la direction ? Je parierais que non ? J'attends votre réponse.

La SFIO et le PC tels qu'ils étaient en 1939-40.

Selon Jean-Pierre Chevènement le gouvernement de Vichy n'était "*ni la République ni la France*", c'était quoi alors ? Un Etat ectoplasmique ? L'Etat français pour reprendre l'expression de l'époque (la négation de la République française), il ne relevait pas de la génération spontanée tout de même, il est bien sorti de quelque part, il a bien été précédé par quelque chose, il y avait bien un gouvernement, des députés, des sénateurs en France avant. Non, Pétain n'a pas pris le pouvoir par un coup d'Etat, on lui a remis tranquillement le pouvoir, de la même manière qu'Hitler accéda au pouvoir en Allemagne.

Le régime de Vichy a été le produit de la faillite du Front populaire, de la IIIe République, de la coalition de l'Alliance démocratique (Lebrun, président de la République), du Parti radical (Daladier, ministre de la Défense), de la SFIO (Blum) et du PC (Thorez) ayant conduit Pétain et Laval au pouvoir et qui concluront un pacte infâme avec Hitler. L'Etat du capital sous une forme peu amène, détestable, c'est cela qui vous dérange monsieur Chevènement ? Mais il est à mettre à l'actif de votre parti, le PS, le MRC en est qu'un appendice moribond.

Que cela ne tienne, en 44-45 sous la direction de de Gaulle, la même alliance reconstituée au sein du CNR (Conseil national de la résistance) et flanquée des syndicats (CGT et CFTC) (le MRP gaulliste remplacera l'Alliance démocratique et le Parti radical) reprendra du service, l'Union nationale s'inscrivant dans la continuité du Front populaire. Signalons qu'un bon nombre de ministres et collaborateurs de de Gaulle en 45 auront été des vichystes pendant la guerre sans que cela ne gêne ni les uns ni les autres, un détail.

Un rappel utile. Les mains sales. Notez bien, AVANT que Lebrun nomme Pétain en remplacement de Paul Reynaud.

1- Le 18 novembre 1939, un décret est adopté portant sur les mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la Défense nationale et la sécurité publique entraînent l'internement administratif.

Le décret-loi du 9 avril 1940, présenté au président de la République par le ministre SFIO Albert Sérol (J.O. du 10 avril 1940), prévoyant la peine de mort pour propagande communiste, l'assimilant à la propagande nazie, accentue les dangers.

Un tableau synthétique des mesures de répression contre les communistes, établi au 1er mars 1940, fait état de 10 550 perquisitions, 3 400 arrestations, 489 internés administratifs et 100 condamnations par les tribunaux militaires dont 14 condamnations à mort.

En avril-mai, une deuxième vague de répression fera grossir le nombre des internés d'au moins 160 (Wikipedia.org)

2- ... les communistes français votent à l'Assemblée les crédits de guerre le 2 septembre 1939. (Wikipedia.org)

La SFIO a eu son 4 août 1914, le PC son 2 septembre 1939.

Il est vrai qu'en se trimballant un passé aussi "*glorieux*" derrière soi, on a du mal à l'assumer, on préfère réécrire l'histoire.

Pour ceux que cela intéresse, je vous mets un lien vers la séance de l'Assemblée nationale du mercredi 10 juillet 1940 au cours de laquelle la *Loi constitutionnelle du 10 juillet 1940* a été adoptée, loi qui consistait à donner les pleins pouvoirs à Pétain.

En voici le contenu, elle ne comportait qu'un seul article :

Article unique

« L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au Gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'État français.

Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie.

Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées. ». Fin.

- Au format pdf, 20 pages, origine : Assemblée nationale.

Quand on en arrive là, excusez-moi, mais peu importe qui a participé à cette séance, qui a participé à ce vote, qui a voté pour ou contre cette loi, toute justification est superflue et insoutenable au regard des mesures (répressives ou dictatoriales) qui ont été prises au cours des mois ou des deux années qui l'ont précédé. Le seul fait de participer à cette Assemblée avait valeur de culpabilité à nos yeux.

Nous demeurerons fidèle à nos principes jusqu'au bout : aucun compromis avec l'ennemi que nous combattons à mort !

Non, je ne suis pas enragé, je suis tout ce qu'il y a de plus normal et d'excellente humeur, les dérangés sont plutôt ceux qui s'accommodent de collusions avec l'ennemi et qui les camouflent ou les justifient au nom de principes qu'ils trahissent en réalité, mais peut-être n'ont-ils pas eux-mêmes l'esprit tranquille, je les soupçonnerais bien d'avoir le même état d'esprit que ces parlementaires...

Rompez avec le PS et ses satellites, avec les appareils des syndicats, avec les institutions, ensuite nous verrons s'il y a lieu de réviser notre appréciation à votre égard. Nous sommes des humanistes, nous sommes prêts à vous accorder la rédemption si vous renouez sincèrement avec le socialisme, la révolution socialiste pour être plus précis. Entre nous, je n'arrive même plus à les prendre au sérieux, ils se sont trop fourvoyés à mes yeux.

Nous sommes durs en négociation, direz-vous, pire que cela : intraitable, implacable, féroce !

Vaincre ou périr, n'était-ce pas l'enjeu à cette époque pour des millions et millions, n'était-ce pas le défi que nous avons à relever aujourd'hui sans attendre, alors qu'un homme, une femme ou un enfant meurt de faim ou de sous-alimentation quelque part dans le monde toute les 5 secondes ? Vous voyez, ce n'est pas nous qui ne vous laissons pas le temps de réfléchir à la bonne réponse, c'est la vie tout simplement telle qu'elle est dans le vieux monde.

Les états d'âme de Chevènement (notamment) nous donne envie de gerber en vérité !

Appeler les choses par leurs noms. Un régime mafieux entretenu et protégé par une mafia institutionnelle.

Les nantis ont planqué entre 21.000 et 32.000 milliards de dollars dans les paradis fiscaux, le système capitaliste est devenu mafieux, il faut le liquider ! Et après cela, il y en a pour nous demander de faire des sacrifices, de nous serrer la ceinture, d'être patient, d'accepter cette fatalité qui porte un nom : voleur, escroc, mafieux, criminel.

Tous les gouvernements sont complices, tous les partis qui ont été un jour au pouvoir sont complices, tous les dirigeants syndicaux ou de partis qui appellent à s'accommoder du capitalisme sont complices, tous ceux qui parlent de "*réformer*" le capitalisme, "*réguler*" ou "*réglementer*" la finance, les marchés, sont complices.

Sachant cela, qu'y aurait-il à négocier avec ces représentants de la mafia capitaliste, les gouvernements et le patronat ? Absolument rien ! Quelles relations devrait-on avoir avec eux ? Absolument aucune !

Mais c'est gauchiste s'exclameront les esprits faibles rompus (corrompus) à marcher courbés, à se mettre à quatre pattes pour quémander des miettes au régime, à brader nos principes, nos besoins, notre idéal d'une société débarrasser de l'exploitation et de l'oppression, jusqu'à défendre des valeurs qui ne sont pas les nôtres pour finalement laisser les mains libres à ceux qui mènent l'humanité au chaos et à la barbarie.

Nous revendiquons la rupture des relations avec les représentants du capitalisme, gouvernement et patronat. Nous revendiquons la guerre de classe pour renverser leur ordre antisocial, réactionnaire, mafieux. Notre armée : la masse des exploités ; notre moyen : le parti révolutionnaire pour les organiser ; notre méthode : la révolution prolétarienne ; notre objectif : le socialisme...

Parole d'internaute.

(A propos des paradis fiscaux)

- "*Demandez-vous pourquoi des pays minuscules et sans armée donc ne représentant aucun danger militaire peuvent continuer en toute impunité à spolier des Etats par évasion fiscale, Etats qui eux produisent de la richesse.*

Quand des Etats armés contrarient des intérêts géopolitiques alors on peut dépenser des 100-aines de milliards d'euros ou dollars pour mener des guerres sur des motifs inventés de toutes pièces. D'une part les Etats se laissent complaisamment spolier de rentrées fiscales de l'autre ils alourdissent leurs dépenses. L'effet ciseau est dévastateur : dette toujours plus de dettes. Et la dette appauvrit encore plus ceux qui travaillent pour alimenter les rentiers qui iront déposer leurs gains en paradis fiscal.

La stratégie est ici claire: mettre à genou les Etats car un Etat endetté n'a plus les mains libres pour décider d'une politique. par cela on détruit l'idée même de politique donc de démocratie.

Les hommes politiques sont complices de cette escroquerie à grande échelle."

Donc pour défendre "'*l'idée même de politique donc de démocratie*", il ne sert à rien de défendre l'Etat complice du système mafieux mis en place par les maîtres du monde, Etat fossoyeur de la démocratie, c'est au mieux stérile, pour établir une véritable démocratie, le gouvernement du peuple par le peuple lui-même, donc la majorité de la population constituée par les masses exploitées, il faut détruire cet Etat et en construire un autre en rupture avec le capitalisme qui engraisse des rentiers organisés en mafias.

PSA. En famille. Le gouvernement du capital.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a demandé lundi à PSA Peugeot Citroën des "*engagements forts*" pour limiter l'impact de son plan de restructuration sur l'emploi, à deux jours d'une négociation sociale au sein du groupe.

A l'issue d'un entretien d'une heure et quart avec le président du directoire de PSA, Philippe Varin, Jean-Marc Ayrault s'est abstenu de réitérer ces accusations, qui ont été jugées dangereuses pour la marque par la famille Peugeot et par l'opposition de droite.

Concernant le plan de restructuration, il demande des engagements forts sur "*la limitation de l'impact sur l'emploi*", "*l'accompagnement de chaque salarié jusqu'à l'obtention d'un emploi*", le maintien d'une activité industrielle sur le site d'Aulnay, la mise en place d'un "*plan de revitalisation*" du bassin d'emploi rennais, où des suppressions de postes sont aussi annoncées, et "*l'accompagnement des sous-traitants et prestataires*" de ces deux sites.

Selon le communiqué de Matignon, Philippe Varin s'est "*clairement engagé*" sur un dialogue social "*exemplaire*", qui aboutisse à des mesures tenant compte des demandes du Premier ministre et du président François Hollande.

Philippe Varin a pour sa part assuré que l'entretien avec Jean-Marc Ayrault avait été "*très constructif*", sans donner l'impression d'avoir modifié en quoi que ce soit le plan de restructuration de PSA.

Le constructeur a par ailleurs annoncé lundi que son site de Sevelnord, dans le Nord, produirait à partir de l'an prochain des fourgonnettes pour le compte de Toyota, une bouffée d'oxygène pour la deuxième usine française de PSA, la plus menacée après celle d'Aulnay-sous-Bois.

Cet accord prévoit à plus long terme une collaboration avec Toyota sur la prochaine génération de véhicules utilitaires de PSA. Mais le choix du site de production dépend de négociations avec les syndicats de Sevelnord sur un accord de flexibilité. (Reuters 23.07)

Réaction passionnée d'un couple d'ouvriers modèles (imaginés).

- Ah ben ça alors !

- Qu'est-ce qu'il y a encore mon Jules ?

- Je n'en reviens pas ma Georgette.

- Mais de quoi bordel, t'accouche je n'ai pas que cela à faire, moi ?

- Voilà que Ayrault et Varin s'entendent comme larrons en foire pour fermer l'usine, qui l'aurait cru ma foi.

- Parle pas de ce que tu connais pas ! Certainement pas toi, t'es trop con !

- Ayrault le blaireau a fait amende honorable et il a ravalé son venin anticapitaliste, je suis sur le cul !

- T'as raison, reste assis ça va te grandir ! Crétin, en guise de venin pour ce que tu t'y connais, il s'agissait d'un placebo. Dommage d'ailleurs ! Et dire que t'as encore voté pour eux, tu ne changeras jamais.

- Qu'est-ce tu veux, il faut bien croire à quelque chose.

- En attendant, tu ferais mieux de croire en toi !

Un parfum nauséabond de chasse aux sorcières.

La sénatrice PS Laurence Rossignol a demandé lundi le départ d'Europe 1 d'un journaliste pour des propos "*misogynes*" à l'égard de la ministre déléguée à l'Economie numérique, Fleur Pellerin.

"*Le nuisible misogyne et lourd qui a interrogé @fleurpellerin ce matin va sévir longtemps sur @Europe1, virez-le, il le mérite*", a écrit Mme Rossignol sur son compte twitter. (AFP 23.07)

Vous avez encore en mémoire de quelle manière s'est illustrée la SFIO en 1939 dans la chasse aux sorcières contre les communistes, Laurence Rossignol ne démériterait pas assurément. Et dire qu'elle n'a aucune légitimité en tant que sénatrice, alors imaginez un instant le cas inverse, non, on préfère ne pas l'imaginer, un cauchemar !

Pierre Desproges, Pierre Dac, Francis Blanche, Bedos, Coluche et bien d'autres qu'on n'est pas obligé d'apprécier d'ailleurs : virés ! Il faut aussi interdire les bandes dessinés, les dessins animés, les romans, etc. bref, tout ce qui a un jour dans le passé a représenté la femme autrement que Maât, la déesse de la vérité et de la justice ou Satet déesse des femmes et de l'amour dans la mythologie égyptienne, qu'incarne de nos jours Laurence Rossignol ou l'autre gourde (pleine ou vide au choix!) de Marie-Ségolène Royal. On lui préfèrera Meretseger, la femme coiffée d'un serpent et déesse du silence ! Quels horreurs ces gens-là, ces procureurs ou dictateurs en herbe ! A bas le PS !

« *Entre une mauvaise cuisinière et une empoisonneuse il n'y a qu'une différence d'intention.* » (Pierre Desproges)

Une femme infidèle a des remords, une femme fidèle a des regrets, j'ai oublié le nom de l'auteur. Un amoureux des femmes sans doute. Cela dit, sans vouloir généraliser, les journalistes n'ont pas inventé le fil à couper le beurre.

ACTUALITE EN TITRES

A droite, toute !

- Peltier : «*La Droite forte a pour fondation le sarkozysme*» - LeFigaro.fr

- Geoffroy Didier : "*Sans une droite forte, le FN nous battra en 2017*" - LePoint.fr

Les banquiers et les médias : tous pourris !

- Liborgate: vers des arrestations imminentes de traders - L'Expansion.com

- La liste HSBC des évadés fiscaux a-t-elle été falsifiée? - L'Expansion.com

- L'enquête sur des pots-de-vin dans la presse britannique élargie - Reuters

Bouc émissaire. Haro !

- Du cannabis dans le sang du chauffard qui a tué une mère et sa fille à Paris - AFP

Si cela pouvait être vrai, une chance pour l'humanité !

- L'autobronzant pourrait causer de l'infertilité - Slate.fr

Du cerveau ?

Qu'elles enlèvent le bas !

- Femen: Que pensent les féministes françaises des militantes ukrainiennes à seins nus? - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

Une centaine de salariés de l'usine Père Dodu, qui appartient au groupe volailler Doux en redressement judiciaire, bloquaient lundi l'entrée du site à Quimper, pour alerter sur leur sort à deux jours de la date limite de dépôt des offres de reprise définitives du groupe, a constaté l'AFP.

Une banderole proclamant "*non à la misère*" se trouvait sur le mur de l'usine, spécialisée dans les produits frais et transformés, et qui emploie 288 salariés au total. Les salariés avaient l'intention de poursuivre leur mouvement jusqu'à 18H00 lundi, ont-ils indiqué. (AFP 23.07)

2- Bahreïn

Dans un communiqué publié le 16 juillet sur son site internet, l'entreprise de BTP Nass Constructing, filiale du groupe Nass Corporation implanté à Bahreïn, annonce avoir libéré les cent ouvriers indiens qu'elle privait de déplacements depuis six ans.

Le 14 juin dernier, le suicide de Pasupathi Mariappan, un ouvrier indien employé par Nass Constructing, a déclenché une mobilisation citoyenne importante. Depuis l'Inde, son frère, Shanker Mariappan, a lancé une pétition sur le site Internet d'Avaaz pour dénoncer les mauvais traitements et les conditions de détention des travailleurs indiens à Bahreïn. Vingt mille signatures, appuyées par l'ambassadeur indien à Bahreïn, ont permis aux ouvriers de retrouver leur liberté.

Ricken Patel, directeur exécutif d'Avaaz, se félicite de la décision de Nass Constructing et observe qu'"*en seulement trois semaines, la mobilisation citoyenne a permis de mettre fin à la cruelle interdiction maintenue par l'entreprise pendant des années*".

En 2006, plusieurs ouvriers indiens avaient décidé de quitter Nass Constructing avant la fin de leur contrat, car leur salaire était inférieur à celui annoncé avant leur arrivée à Bahreïn. Nass Constructing a répondu fermement à ces départs précipités en refusant de payer aux ouvriers le visa de retour vers l'Inde, comme cela est prévu au Bahreïn quand une entreprise fait appel à de la main d'oeuvre étrangère, et en entamant des poursuites judiciaires. Sans visa, les ouvriers étaient contraints de rester vivre sur place, souvent dans des conditions déplorables selon plusieurs ONG.

Près de 400 000 Indiens sont employés aujourd'hui au Bahreïn, et vivent généralement dans une grande pauvreté. Dans certains cas, les entreprises vont même jusqu'à confisquer le passeport des travailleurs immigrés. (lexpress.fr 23.07)

Il y a quelques années j'ai dissuadé un de mes beaux-frères, le plus jeune qui depuis s'est tué en moto, de partir travailler dans un pays esclavagiste du Golf, j'ai préféré l'aider financièrement à s'installer comme carrossier, c'était son boulot.

Dès qu'ils débarquent de l'avion, ils sont pris en charge par l'entreprise avec laquelle ils ont signé un contrat de travail, qui leur demande de leur remettre leurs passeports sous prétexte qu'elle a réglé leurs visas et qu'ils pourraient s'enfuir avant d'avoir rempli les clauses de leur contrat. Ensuite c'est l'engrenage, les salaires ne correspondent pas à ce qui avait été annoncé, les conditions de travail sont épouvantables, les conditions d'hébergement le sont encore plus, ils sont parqués comme des bêtes ou des détenus dans des baraquements isolés aux allures de camps d'internement, dans certains cas leurs déplacements sont limités... Ajoutez à cela les discriminations, les insultes, les brimades, les retenus sur salaire pour un oui ou un non, les retards de paiement de leurs salaires, etc.

Voilà avec quels régimes le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius traite puisque les conditions faites à ces ouvriers sont parfaitement légales.

3- Etats-Unis

Cisco Systems a annoncé lundi son intention de supprimer environ 1.300 emplois, soit quelque 2% de l'effectif total du géant américain des équipements de réseaux.

Selon le site internet de Cisco, la société comptait 62.223 employés à la fin du troisième trimestre de l'exercice fiscal en cours.

Le groupe a annoncé l'an dernier un plan visant à réduire ses coûts d'un milliard de dollars. Cisco avait alors dit que cela entraînerait une baisse de 15% de ses effectifs. (Reuters 23.07)

ECONOMIE

Espagne

L'autorité espagnole de régulation des marchés a annoncé lundi l'interdiction des ventes à découvert sur l'ensemble des valeurs boursières espagnoles pour une durée de trois mois.

L'interdiction entre en vigueur immédiatement et s'appliquera jusqu'au 23 octobre inclus, échéance au-delà de laquelle elle pourra être prolongée si nécessaire, a précisé la CNMV dans un communiqué.

Son homologue italienne, la Consob, avait annoncé un peu plus tôt dans l'après-midi l'interdiction des ventes à découvert sur les valeurs bancaires et de l'assurance jusqu'à vendredi. (Reuters 23.07)

Haut de page

Le 25 juillet

CAUSERIE

C'est marrant, hier en étant à 10.000 kilomètres des usines PSA en France, j'avais senti que les syndicats n'appelleraient pas à la grève et à la montée sur Paris l'ensemble des salarariés du groupe à l'occasion du Comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de suppressions de 8.000 postes. Cela n'a pas loupé. Bon, c'était fastoche à deviner, je n'ai aucun mérite.

Rappelons que ce CCE était prévu depuis plusieurs semaines, donc les syndicats auraient eu largement le temps d'organiser la montée sur Paris, sauf qu'ils n'en ont jamais eu l'intention.

Je vous mets un extrait d'un article de Reuters qui est tombé il y a environ une heure :

- Plusieurs centaines de salariés de PSA se sont rassemblés mercredi matin devant le siège du groupe à Paris à l'occasion d'un Comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de suppressions de 8.000 postes en France.

Ils répondaient à l'appel des syndicats du site d'Aulnay (CGT-SIA-CFDT-CFTC-Sud), où la production doit s'arrêter d'ici 2014. Ils ont invité les salariés des autres usines, notamment celle de Rennes qui doit perdre 1.400 postes et celle de Poissy, où 700 emplois sont menacés.

Tous ont manifesté devant l'entrée du siège, avenue de la Grande Armée, sur l'air de "*on lâche rien*" et en tapant sur des fûts métalliques.

"*Ce plan est inacceptable et injustifié. L'attaque de PSA contre l'emploi concerne tous les sites du groupe*", a déclaré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT.

Fabrice Peufly, délégué CFE-CGC de Poissy, a voulu insister sur le sort de ce site. "*Nous allons demander une expertise comptable pour obliger la direction à revenir sur le processus. On parle surtout d'Aulnay et de Rennes c'est normal, mais Poissy est aussi lourdement impacté*", a-t-il dit. (Reuters 25.07)

2.000 sur 80.000, soit 2,5% de l'effectif de PSA en France. Il suffira à la direction de le justifier, par exemple par des pertes d'exploitation ou un ralentissement de la demande ou en reconnaissant des erreurs stratégiques, ce qui ne lui coûterait rien, pour rendre ce plan acceptable et le tour est joué.

J'allais oublier de vous dire que PSA enregistrait la plus forte hausse du CAC40 à l'ouverture de la Bourse ce matin.

Un extrait d'un second article tombé un peu plus tard, apparemment Reuters a légèrement rectifié le tir :

- Près de 2.000 salariés de PSA se sont rassemblés mercredi matin devant le siège du groupe à Paris à l'occasion d'un Comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de suppressions de 8.000 postes en France.

Les manifestants ont descendu l'avenue de la Grande Armée, de l'Arc de Triomphe jusqu'au siège de PSA avenue de la porte Maillot, interdisant toute circulation et lâchant des fumigènes sur l'air de "*on lâche rien*" et en tapant sur des fûts métalliques.

Les délégués syndicaux ont estimé que la réponse à la demande d'expertise comptable devrait être positive et que ses conclusions seraient rendues à la rentrée.

"*Ce serait très mauvais pour eux de dire non dans le contexte actuel*", a dit Frédéric Besnard, de Force ouvrière. (Reuters 25.07)

Je ne sais pas où en est le syndicat SUD qui appelait à la grève, peut-être que les salariés ou une partie des salariés disent "*on lâche rien*", en attendant leurs délégués syndicaux les ont déjà lâchés ! Aux ouvriers de PSA de leur imposer la grève illimitée avec occupation et comités de grève sur tous les sites de production.

Sur cette question ou une autre, s'en remettre au gouvernement, c'est s'en remettre à notre bourreau, les travailleurs et les militants doivent en prendre conscience très rapidement. Ils peuvent se battre jusqu'au bout pour essayer de gagner, ils devront en venir às'attaquer à l'Etat, au gouvernement qui est complice des patrons et actionnaires.

On peut ajouter dans leur direction que seul un gouvernement ouvrier prendrait un décret annulant le plan de la direction de PSA, exproprierait les actionnaires, etc. mais malheureusement on ne peut même pas leur indiquer de quoi pourrait être constitué ce gouvernement ouvrier, vers quel parti il pourrait se tourner puisqu'aucun n'a repris à son compte l'exigence de la grève illimitée avec occupation et comité de grève, etc.

Vous vous demandiez peut-être à quoi rimaient les positions exprimées par le POI, le NPA et LO, vous avez la réponse, interdire aux travailleurs de PSA (et de tout le pays) de se donner les moyens d'affronter le patronat et l'Etat, d'avancer vers leur émancipation du capital.

Attention, l'augmentation du smic pourrait leur être fatale !

Selon une étude publiée par l'observatoire financier de l'association ATH, une association qui regroupe une vingtaine de cabinets d'audit et de conseil en France, les 400 dirigeants, dont les salaires ont été passés en revue, ont perçu une rémunération de 490.000 euros en moyenne l'année dernière.

28% ont bénéficié d'actions ou de stocks-options en 2011, pour un montant total d'environ 63 millions d'euros.

Dans le même temps, les patrons du CAC 40 ont touché en 2011 une rémunération moyenne de 3,55 millions d'euros (stock-options et actions incluses), selon une étude distincte de l'Association française des entreprises privées (Afep) parue en mai. (AFP 24.07)

Je vous sens accablé, aussi pour vous soulager j'ai omis volontairement les passages de cet article où le journaliste de l'AFP s'épanchait sur le sort malheureux de ces nantis dont les rémunérations ont diminué de quelques pourcents en 2011 par rapport à 2010.

L'obscurantisme et le communautarisme comme pendant de la régression sociale et avenir.

Il y a aujourd'hui en France quelque 2 200 mosquées en activité. Sous cette appellation, on trouve aussi bien des lieux de culte pouvant accueillir quelques dizaines de personnes, installés dans d'anciens locaux commerciaux, des pavillons ou des rez-de-chaussée d'immeubles, peu visibles de l'extérieur, que des édifices à l'architecture assumée, comprenant parfois dôme et minaret, pouvant rassembler plusieurs centaines de fidèles.

La grande majorité des lieux de culte existant ne dépasse pas 100 m2. Beaucoup ont même une surface inférieure et seule une minorité s'étend sur plus de 1000 m2. Selon le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), il conviendrait

de doubler la surface totale disponible pour la prière (300 000 m2 aujourd'hui), sachant qu'il faut, selon les normes habituelles 1 m2 par fidèle. Cela ne signifie pas forcément un doublement du nombre de mosquées.

Les constructions de mosquées se multiplient depuis une vingtaine d'années, et quelque 200 projets seraient actuellement en cours dans toutes les régions de France. Coûtant plusieurs millions d'euros, ces constructions sont en partie financées par les dons des fidèles ; des aides de pays musulmans, des dons de leurs dirigeants ou de la Ligue islamique mondiale, une ONG d'origine saoudienne complètent les budgets. (lemonde.fr 24.07)

ACTUALITE EN TITRES

L'imposture permanente

- Arnaud Montebourg, chevalier blanc ou roi du moulinet? - L'Express.fr

Un euphémisme...

- Madrid provoque un cafouillage en zone euro dans un contexte explosif - AFP

... la preuve

- Moscovici appelle à la mise en oeuvre rapide des accords européens de fin juin - AFP

- Crise : Paris n'a pas demandé d'application immédiate des accords du sommet - LePoint.fr

Mimétisme guerrier et colonial.

- Les Etats-Unis accentuent leur aide aux rebelles syriens - Reuters

- L'UE renforce son embargo sur les armes contre la Syrie - Reuters

Ils n'en auront jamais assez.

- Apple déçoit malgré une hausse de 20,5% du bénéfice - AFP

Une menace pour la civilisation humaine.

- Chaque année, 34 000 Américains sont tués par des armes à feu. (atlantico.fr 24.07)

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), réalisé entre juillet 2011 et mars 2012 avec le concours de la Direction de la sécurité sociale et du ministère du Logement, rappelle que les aides au logement bénéficient à plus de 6,3 millions de personnes. Elles représentent un coût de près de 16 milliards d'euros pour l'Etat, et un montant mensuel moyen de 212 euros.

Il s'agit donc de la prestation la plus importante versée aux ménages modestes et pauvres, souligne le rapport.

Mais leur efficacité s'est "*détériorée au cours de la dernière décennie*", pointe le rapport. En effet, la revalorisation du barème des aides n'a globalement pas suivi l'évolution des prix et des loyers, si bien que certains ménages supportent aujourd'hui "*des taux d'effort prohibitifs*".

En outre, le montant des prestations est instable et imprévisible pour les bénéficiaires dont les ressources sont précaires, puisqu'il baisse par exemple "*brutalement*" en cas de reprise d'activité, dénonce le rapport. (AFP 24.07)

ECONOMIE

1- Fonds de capital-investissement Selon Bain&Co, 40% des entreprises rachetées par des fonds de capital-investissement de 2004 à 2008 dans le monde valent aujourd'hui moins que leur prix d'achat. 30 à 50% des fonds pourraient fermer dans les cinq prochaines années. (atlantico.fr 24.07)

2- Grèce

2.1- La baisse de l'activité économique en Grèce pourrait dépasser 7% cette année, a averti mardi le Premier ministre, Antonis Samaras, ajoutant que son pays ne devrait pas renouer avec la croissance avant 2014. (Reuters 24.07)

2.2- Le gouvernement grec a annoncé mardi "*la fusion et la suppression*" d'une vingtaine d'organismes publics dans une tentative de réduire les dépenses publiques, comme l'exigent les créanciers, UE et FMI.

"*Dans le cadre de la restructuration de l'Etat*", le gouvernement commence par "une première fusion et suppression d'une vingtaine d'organismes publics afin de réduire le coût de leur fonctionnement et de les rendre plus efficaces", a indiqué un communiqué du ministère de la Réforme administrative.

Le ministère précise que le personnel des organismes supprimés ou fusionnés, au total 5.256 employés, "*ne seront pas licenciés mais mutés à d'autre postes du secteur public qui ont besoin de leurs compétences*".

Quinze organismes seront réduits à neuf tandis que cinq organismes, dont le Fonds pour la gestion des crédits pour des fouilles archéologiques, seront supprimés et intégrés dans les ministères dont ils dépendent, selon la liste publiée par le ministère.

Le coût de fonctionnement de ces organismes, subventionnés par le budget de l'Etat, est de 40 millions d'euros. (AFP 24.07)

Haut de page

Le 26 juillet

CAUSERIE

Un courriel reçu

Il provient du secrétariat du Réseau Voltaire à qui j'ai signalé un bug dans un fichier.

- "*Merci d'avoir signalé ce bug.*

Nous l'avons corrigé, en principe cela doit fonctionner maintenant.

Merci aussi de reprendre nos articles : souvent le site est attaqué et devient indisponible. Le seul moyen de continuer à diffuser l'info, c'est de la disséminer. RV

PS: cela fait un moment que je n'avais pas visité votre site. C'est bien ce que vous faites, j'y retourne."

Merci de vos encouragements que je vous retourne bien volontiers.

Vous voyez camarades, j'ai peut-être l'air rustre en apparence, mais je suis civilisé ! Ça c'était pour mes détracteurs qui me classent parmi les "*complotistes*", il leur faut bien un os à ronger. Non, je ne mords pas ! Allez camarades, soyons de bonne humeur, on n'a pas fini d'en avoir besoin...

Quelque part j'ai amputé le nom du Premier minstre espagnol en écrvant Roy au lieu de Rajoy. Je l'ai raccourci avant l'heure ! Parfois

il arrive malgré nous qu'on laisse percevoir nos réelles intentions, notre inconscience nous joue des tours.

Un autre tour, mais celui-là franchement désagréable, consiste à s'enthousiasmer inconsidérément pour ensuite sombrer dans la déprime.

Un pote vous a invité à dîner, à faire un bon gueuleton selon lui. Chouette, vous amènerez l'entrée, de la charcuterie fine, c'est votre truc préféré. En route, vous appelez votre pote pour lui demander s'il n'a besoin de rien, il vous répond non, le pain, non, c'est bon, il y a ce qu'il faut. Un peu plus tard, vous passez à table et vous commencez à saliver en pensant aux fines tranches de Rosette de Lyon que vous allez déguster, et ne voilà t'il pas que votre pote pose sur la table un sac en plastique contenant des tranches de pain de mie réputée légèrement sucré, vous faites la grimace, vous lui demandez s'il n'a pas autre chose comme pain, non, pas de bol. Vous lui aviez demandé s'il avait pensé au pain, il ne vous a pas menti en répondant oui à votre question.

Parfois, souvent, presque toujours, l'exception confirme la règle, on nous dit que des centaines, des milliers, des millions de travailleurs sont descendus dans la rue, on se dit chouette, voilà que ça bouge enfin... Oui, ce qu'on oublie de vous préciser c'est sur quel contenu précis et surtout sur quelle orientation politique. Puis le lendemain , les jours ou les semaines, les mois qui suivent plus rien, le trou noir, le néant.

Il est donc préférable de se poser les bonnes questions avant de s'emballer ou de tirer des conclusions hâtives qui ne correspondent pas à la réalité, cela pour éviter les déceptions inutiles.

Titre : *Les salariés de PSA promettent la guerre à la rentrée* - Reuters 25.07

On est partant, armé jusqu'aux dents, et vous ? Depuis le temps qu'on s'y prépare, et vous ? Si oui tant mieux pour vous, sinon, pas de bol ! Mais rassurez-vous rien n'est perdu pour autant, j'en suis l'exemple type, non ?

PSA. Remettre les pendules à l'heure.

Non, PSA ce n'est pas vous, c'est la famille Peugeot et les actionnaires !

Comment remettre le mouvement ouvrier dans la bonne direction ? En commençant par remettre les choses et chacun à sa place.

Le bilan d'une entreprise, sa gestion, sa stratégie de développement, ses gains ou ses pertes, ses parts de marché, etc. ce n'est pas notre affaire puisqu'elle ne nous appartient pas.

Les usines et les bureaux, les machines et les outils, rien ne nous appartient.

Et c'est bien pour cette raison que nous en sommes là !

Si tout nous appartenait, si nous produisions pour satisfaire les besoins de la population au lieu d'être guidé par des intérêts comptables privés, la question des salaires, des conditions de travail et de l'emploi serait réglée.

C'est bien parce que rien ne nous appartient que nous en sommes là.

Dès lors la question qui se trouve posée consiste à savoir qu'est-ce qu'il faut faire pour remédier définitivement à cette situation, mettre fin à l'anarchie qui règne dans la production, mettre fin à la surcapacité des installations et à la surproduction, mettre fin aux salaires de misère, aux conditions de travail difficiles ou insupportables, à la menace permanente de la sanction ou pire, du licenciement, du chômage.

En réalité, la famille Peugeot n'a rien produit elle-même, elle ne devrait rien posséder, surtout pas le droit de disposer de l'emploi et de la vie des générations d'ouvriers et de cadres qui ont fait sa richesse.

Si la famille Peugeot et maintenant les actionnaires se sont enrichis sans produire la moindre richesse, comment ont-ils fait ?

Ils ont passé un accord avec les banquiers qui leur ont accordé des prêts pour se développer, les banquiers ont créé de l'argent pour leur remettre conformément au privilège que leur accorde l'Etat moyennant le versement d'intérêts. Mais l'argent ne produit pas de richesse pas plus qu'un banquier. Effectivement, c'est uniquement l'association des travailleurs manuels et intellectuels au sein de la production qui a créé ces richesses, qui a produit ces voitures, qui par l'emploi de leur force de travail ont produit de la plus-value ou du profit. C'est donc uniquement en exploitant la force de travail de générations d'ouvriers que la famille Peugeot s'est enrichie, en leur extorquant légalement une partie de leur travail.

Le capital accumulé et qui fait la richesse des capitalistes n'a pas d'autres origines aussi loin que l'on puisse remonter dans le temps, que la confiscation, la spoliation légal du produit du travail de générations et générations d'ouvriers en bleu de travail, en blouse grise ou en col blanc par une minorité d'exploiteurs assoiffés de profit et de pouvoir.

L'accumulation primitive du capital est un mythe forgé au XIXe siècle par les Maîtres des Forges et démonté par Karl Marx, pour justifier les rapports existant entre les classes, l'ordre établi avec lequel se confond leur condition de classe dominante dictant à la classe dominée quel sort l'attend.

Cet ordre établi a pris la forme d'une alliance des propriétaires des moyens de production, des banquiers et de l'Etat qui sur le plan juridique garantit leurs droits à exploiter la main d'oeuvre ouvrière manuelle et intellectuelle, à s'enrichir sur son dos dans des conditions conformes aux lois qui ont été adoptées spécialement à cet effet, voilà en quoi consistent leurs privilèges exorbitants.

Ces privilèges sont donc le produit arbitraire d'une injustice qui consiste à décréter légitime de tirer profit de l'exploitation du travail d'autrui et de disposer du sort des producteurs comme à l'époque du Moyen-Age, des monarques et des seigneurs qui disposaient de leurs sujets.

Ce sont ces privilèges illégitimes qu'il nous faut abattre, de la même manière que la bourgeoisie avait liquidé les privilèges de la monarchie et de la noblesse lors de sa révolution au XVIIIe siècle. Mais elle n'y est parvenue qu'en abattant l'Etat qui juridiquement légitimait leurs privilèges, il lui fallu faire une révolution pour en venir à bout (de l'appareil de l'Etat féodal) afin de se doter d'un nouvel Etat, de nouvelles institutions qui légifèreraient conformément à ses besoins. Voilà le chemin que nous devons emprunter aujourd'hui si nous voulons que nos besoins et aspirations puissent être satisfaits.

Les patrons et actionnaires, les banquiers, l'Etat, le gouvernement, l'ensemble des institutions, la Constitution, représentent les intérêts d'une seule et même classe, ceux des privilégiés qui détiennent les moyens de production, l'argent accumulé dans des coffres et qu'ils ont volé à des générations de travailleurs par des moyens légaux.

C'est cette légalité qu'il nous faut renverser pour venir à bout de ces privilèges.

Dès lors se trouve posé la nécessité d'exproprier sans indemnité ou rachat les patrons, les actionnaires et les banquiers qui n'ont jamais produit un centime de richesse, nous leur dénierons même le droit de formuler une exigence, mais cela demeurera impossible à mettre en oeuvre au plan national aussi longtemps qu'ils bénéficieront de la protection juridique et policière de l'Etat, il faut donc au préalable ou simultanément se débarrasser de cet Etat qui a été fondé uniquement pour servir leurs intérêts de classe, et créer notre propre Etat sur la base de nos besoins.

Les patrons et actionnaires, les banquiers, ont réussi à conserver leurs privilèges et leurs pouvoirs parce qu'ils disposent de partis politiques qui incarnent leurs intérêts au sein de l'Etat, des institutions, principalement le parti de l'ordre, l'UMP et son supplétif le PS flanqué de ses satellites. C'est par le biais de ces partis qu'ils exercent leur pouvoir.

Donc, si nous voulons mettre fin à leurs privilèges et leurs pouvoirs il nous faut construire un parti ouvrier qui incarne la fin ou la chute de ce régime, qui organise les travailleurs dans cette perspective politique et mène résolument ce combat jusqu'au bout.

La question qui est posée par l'annonce d'un vaste plan antisocial chez PSA est : qui produit les richesses, détient le pouvoir, quel Etat ou gouvernement décidera de mettre fin aux privilèges et aux pouvoirs des capitalistes, décrètera l'interdiction des licenciements, notamment.

Cela nous ramène à une question fort simple : soit les capitalistes conservent leurs privilèges et ils conservent leur capacité de nuisance sur la société, de disposer de nos vies comme de vulgaires marchandises, soit on leur confisque et nous prenons notre sort entre nos mains en reconstruisant la société conformément à nos besoins et aspirations.

Le temps des godillots et leur état d'âme en trois volets.

1- Parole, parole, parole.

Les proches du ministre Benoît Hamon, représentant de l'aile gauche du PS, ont une nouvelle fois critiqué mercredi le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, adopté fin juin lors du sommet européen. Et ont menacé de ne pas le voter, si le texte restait en l'état. «*On en discutera (entre nous) mais s'il reste sous-tendu par les mêmes logiques, qui nous amèneraient à avoir une politique d'austérité, je pense que l'on ne peut pas le voter*», a lancé la député du Doubs Barbara Romagnan, première signataire de la «contribution» d'Un monde d'avance - le courant de Benoît Hamon - pour le congrès de Toulouse. «*En l'état actuel, voter ce traité nous empêcherait de mener la politique pour laquelle on a été élus*», a-t-elle ajouté.

(La politique d'austérité est déjà là !

Quand vous soutenez une politique d'austérité sans prononcer son nom, alors qu'elle a été instituée par votre prédécesseur, cela passe très bien, mais quand elle est encadrée par une loi ou un traité rédigé spécialement à cet effet, il devient plus difficile de le contester, de le nier. Voilà ce qui les dérange.

Notons que madame Romagnan et le dernier numéro d'Informations ouvrières (210) reprennent le même argument frauduleux, selon lequel les électeurs qui ont porté des candidats PS à l'Assemblée nationale le 17 juin aurait voté pour une autre politique que celle de Sarkozy qu'aurait incarné le programme de Hollande, alors qu'en réalité il était calqué sur celui du candidat de l'UMP pour l'essentiel, et les véritable opposants à cette politique n'ont pas pris part au vote le 17 juin.

Ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là, l'aristocratie ouvrière qui a vu son champ s'élargir à des trotskistes soutient cette interprétation des faits que nous contestons. Pour un peu, on voudrait nous faire croire que la véritable opposition à la politique de Sarkozy se situerait dans le PS et ses satellites. Le seul fait d'exposer ainsi clairement leur position, en montre le caractère grotesque. - Ndlr)

Les amis de Benoît Hamon se félicitent d'avoir déposé une «contribution» pour le prochain congrès signée par 23 députés de la gauche du SPD allemand, dont certains se sont opposés outre-Rhin à la ratification du traité européen. «*Ce traité est politiquement faux, économiquement aberrant et socialement injuste*», a expliqué Viet Swoboda, un proche de l'aile gauche du SPD, invité mercredi par les amis de Hamon pour une conférence de presse. «*Cosigner notre contribution avec 23 députés qui ont voté contre le traité en Allemagne donne une indication sur ce qu'on veut faire…*», sourit le député de l'Essonne Jérôme Guedj. Membre de l'aile gauche, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann a déjà dit qu'elle ne ratifierait pas le pacte budgétaire.

(En attendant, ils sont toujours au PSD et au PS !

L'UMP et les centristes ont déjà fait savoir à Hollande qu'il pourrait compter sur leurs voix, donc Marie-Noëlle Lienemann parle pour ne rien dire et fait dans la gesticulation, une façon comme une autre d'exister et de se donner bonne conscience, de faire croire que le PS serait un parti démocratique et qu'il pourrait évoluer, au bout de 42 ou 98 ans, qu'on nous permette d'en douter fortement, bref, de ne pas en croire un mot. Vous aurez noté qu'il y en a que cela arrangent de le croire. Pour qui roulent-ils ? - Ndlr)

Au gouvernement, les prises de position de l'aile gauche inquiètent. «*S'ils sont seulement une poignée d'élus à ne pas voter le traité, ce n'est pas bien grave, note un ministre. Mais s'ils votent non en bloc, c'est plus emmerdant…*» D'autres relativisent, insistant sur la «*loyauté*» des élus de l'aile gauche. «*Tout le monde veut la réussite du gouvernement, note ainsi le député PS Laurent Baumel. L'aile gauche a besoin de cultiver sa spécificité, et le congrès est fait pour ça. Mais j'imagine mal qu'ils enfreignent la discipline de vote (sur le sujet européen). Personne ne voudra ajouter une crise politique interne au PS à une situation déjà compliquée.*»

(Surtout que leurs postes, leurs carrières et leurs comptes en banque en dépend ! - Ndlr)

Le député de Paris Christophe Caresche estime que «*l'accroissement de la pression sur l'Espagne va peser sur le débat, réduisant d'autant les marges de manœuvre*». «*Je ne vois pas l'aile gauche du parti voter contre le traité, poursuit-il. Au pire, ils s'abstiendront. Mais il est vrai que Hamon a un problème avec les boutefeux de son courant qui lui disent: "On ne va pas bazarder notre ligne politique en échange de vos postes". Or, pour Hamon, l'enjeu, c'est de garder son courant.*»

(Sans son courant, il disparaît, il se fondra dans un autre et le tour sera joué, d'autres l'ont fait avant lui. Ce qui est marrant ces chez gens-là dont les principes ou les scrupules doivent se situer au-dessus du niveau du caniveau, c'est qu'ils s'interrogent sur le futur, mais jamais sur le passé de leur horrible parti, trop embarrassant et pour cause, pour reprendre leur langage, Hamon et les siens ont déjà bazardé leur ligne politique en échange de leurs postes, vous ne vous êtes pas encore aperçus ? - Ndlr)

«*Hollande veut éviter de passer par une révision constitutionnelle, note un élu PS. Il préfère banaliser l'enjeu. De fait, il faut éviter de sacraliser ce traité, d'en faire un épouvantail à moineaux pour la gauche de la gauche.*» (lefigaro.fr 25.07)

(Effectivement, Hollande ou le PS faudrait-il dire, ce n'est pas l'homéopathie ou une médecine parallèle, non, c'est la médecine douce qui se réduit à un tube de vaseline (sémantique) pour que cela fasse moins mal, pour parler vulgairement.

Je vous ai fait grâce du refrain habituel des opportunistes qui consiste à voir dans ces démonstrations d'"*opposants*" à la ligne de la direction du PS, l'expression des contradictions de la lutte des classes au sein de ce parti, sachant qu'il n'y a absolument rien à en tirer. Vite dit penserez-vous peut-être. OK, je vous prends au mot. Combien, quels dirigeants de la SFIO ou du PS ont rejoint les rangs de la révolution socialiste depuis les années 30 ? Par contre, la liste de ceux qui sont passés par le PCI, l'OCI et la LCR pour se retrouver au PS (notamment) serait trop longue à établir (Jospin, Cambadélis, Weber, Dray, etc). - Ndlr)

2- PS et sa gaucheritude. Paraître ou l'imposture permanente. Démonstration.

Interview commenté de Marine-Noëlle Lienemann (PS) par Publicsenat.fr. Extraits.

Avez-vous l'intention de déposer une motion au prochain congrès socialiste ?

Absolument, nous sommes convaincus qu'il est important, au sein de notre parti, que nous ayons un congrès ouvert aux grands débats sur la sortie de crise, sur les priorités de la période, sur le rapport à l'Europe, sur le mode de fonctionnement de notre parti. Nous ne voulons pas d'un congrès verrouillé. Il y a bien sûr le pôle majoritaire, cela paraît logique. Mais quel est le rôle du PS quand on est au gouvernement, après avoir été dans l'opposition ? Ni parti godillot ni surveillant général du gouvernement ! Il faut donc déposer des motions pour que les militants puissent faire des choix qui évidemment ne sont en aucune manière un affaiblissement collectif.

(Ouf, le "*pôle majoritaire*" peut être soulagé ! - Ndlr)

Ne craignez-vous pas de devenir une force d'opposition au sein même du Parti socialiste ?

J'ai encore plus peur d'un parti godillot monolithique béni-oui-oui. Parce que les chefs auraient dit quelque chose, tout le monde serait d'accord ? Je ne crois pas à ça et l'histoire de notre parti est très claire. Heureusement, nous avons été au gouvernement assez souvent et il y a toujours eu à chaque congrès plusieurs motions, avec même des ministres signataires. On n'était pas dans l'opposition au gouvernement ! Nous sommes dans la différence politique d'évaluation de priorités, de prévision de sortie de crise. C'est bien légitime parce que si ce n'est pas à l'intérieur du parti socialiste que s'expriment différents points de vue, ce sera en dehors et là ça affaiblira le PS. (publicsenat.fr 25.07)

(Donc en réalité, elle n'a peur de rien ! Tiens, en voilà une qui avoue que l'histoire de son épouvantable parti est "*très claire*", elle ne pourra pas dire plus tard : je ne savais pas qu'il était foncièrement réactionnaire. Elle a raison de rappeler qu'ils ont été "*au gouvernement assez souvent* ", on voit aujourd'hui le résultat !

Elle dit aussi clairement ce qui les distingue les uns des autres et leurs réelles préoccupations qui portent sur "*la différence politique d'évaluation de priorités*" l'ordre ou la manière de s'y prendre pour faire en sorte que rien ne change tout en proclamant le contraire, comment faire prendre par les travailleurs des vessies pour des lanternes tandis que leurs amis capitalistes et banquiers vaquent tranquillement à leurs affaires, de "*prévision de sortie de crise*" qui relève davantage encore une fois de l'instrumentalisation de l'ignorance des masses puisque aucun d'entre eux n'est déterminé à s'attaquer à ceux qui détiennent véritablement le pouvoir, l'aristocratie financière, le CAC40.

C'est à la dernière phrase qu'elle lâche le morceau : vaut mieux que les critiques envers le gouvernement s'expriment à l'intérieur du PS pour mieux les contrôler, les cadenasser si nécessaires, les réduire au silence enfin, car la stabilité du régime passe par un PS fort.

Au fait, où avez-vous remarqué qu'à un moment donné elle se serait placé au côté des travailleurs ? Nulle part. Normal. - Ndlr)

3- Un appareil, des élus, des prébendes.

En claquant la porte d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) en Lorraine, une dizaine de militants, sur la soixantaine que compte la région, a donné un chiffre douloureux. Depuis le début de l'année, soutiennent-ils, «*EELV a perdu 50 % de ses adhérents et 80 % de ses coopérateurs*», ces derniers ayant adhéré en 2011 au mouvement pour pouvoir choisir le candidat à la présidentielle. Si leur départ est motivé «*par des raisons locales*» en partie liées aux désignations pour les législatives, ces militants dénoncent une «*stratégie nationale*» qui a consisté, disent-ils, «*à sacrifier la base militante et ses convictions pour deux postes ministériels et 18 députés*». Parmi eux, Matthieu Gatipon-Bachette, ex-membre du conseil politique régional, s'offusque que le choix de désignation des candidats aux dernières échéances, par tirage au sort, n'ait «*pas été respecté par la direction nationale*». Ce jeune militant s'interroge aussi sur la nécessité d'avoir des députés, des sénateurs et des ministres, «*si à la fin, on reste des vassaux du PS, une simple réserve de voix, sans possibilité de s'exprimer comme dans l'affaire de la Guyane avec Cécile Duflot…*» (sur les forages pétroliers, NDLR).

Un sentiment selon lui partagé «*bien au-delà de la Lorraine*» et qui serait à l'origine de la «*désaffection*». «*C'est sûr qu'on va terminer l'année avec beaucoup moins d'adhérents*», reconnaît le député écologiste de Franche-Comté Éric Alauzet. EELV revendiquait autour de 17.000 coopérateurs et de 15.000 adhérents à jour de leur cotisation lors de la primaire organisée il y a juste un an entre Eva Joly et Nicolas Hulot.

François de Rugy, porte-parole des députés EELV, expédie en quelques mots les Lorrains démissionnaires, ces «*hurluberlus qui n'ont pas accepté notre stratégie d'accord avec le PS*». Quant au président du groupe EELV au Sénat, Jean-Vincent Placé, qui a eu maille à partir avec certains des Lorrains aux législatives, il assure n'être «*pas du tout préoccupé*» par d'éventuels départs. «*Le socle solide des militants motivés, tenaces et responsables est bien là*», dit-il, et les autres «*font du zapping et ce n'est pas nouveau…*» Placé prend le PS en exemple: «*Ils sont montés jusqu'à 250.000 sous Ségolène Royal, ils sont à moins de*

100.000 sans être moins performants.» Placé estime qu'à la fin de l'année, EELV «*devrait se stabiliser au-delà de 10.000 adhérents*.» (lefigaro.fr 25.07)

Pas besoin d'être nombreux pour être "*performants*" quand on dispose de la machine de l'Etat pour assurer votre survie politique, EELV vient de le prouver. Nés et entretenus par le régime, vous crèverez avec lui ! C'est tout le bien qu'on souhaite à ces réactionnaires.

PSA. Les dernières infos.

1- Le titre du constructeur automobile PSA Peugeot Citroën grimpait en tête du CAC 40 mercredi matin, malgré une perte semestrielle plus marquée que prévu par les analystes et après les premières informations du plan de soutien au secteur du gouvernement.

A 09H52 (07H52 GMT), la valeur prenait 3,48% à 6,46 euros, tandis que le CAC 40 était en faible hausse de 0,18%. (AFP 25.07)

2- PSA Peugeot-Citroën se prépare à financer les repreneurs de sa filiale de logistique pour un montant pouvant atteindre un milliard d'euros, a-t-on appris mercredi de sources proches de la situation.

La cession d'une participation très majoritaire dans Gefco, qui assure les livraisons mondiales de véhicules Peugeot et Citroën produits par PSA, pourrait ainsi rapporter au constructeur jusqu'à un milliard d'euros.

Gefco est l'un des actifs profitables que Peugeot peut mettre en vente. (Reuters 25.07)

3- Le déroulement de la journée d'hier à Paris.

3.1- Les ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois ont pris leur service tôt ce mercredi matin, mais beaucoup ont dit leur intention de se mettre en grève dès 8h30, avant que le groupe automobile ne dévoile le détail de son plan social.

Mais avant de passer les portiques et de badger, beaucoup ne cachaient pas leur inquiétude ou leur amertume pendant que des élus CGT distribuaient des tracts.

"*Là j'embauche et vers 8h30, je me mettrai en grève. Je ne sais pas si j'irai manifester à Paris. Je suis à la retraite dans quinze mois et je voudrais laisser quelque chose aux plus jeunes*", dit Jean-Paul, qui comme la plupart de ses collègues ne veut pas donner son nom.

Une partie des ouvriers doit se rendre à Paris dans la matinée, devant le siège du groupe automobile où va se tenir un Comité central d'entreprise crucial pour leur avenir. "*Bien sûr que je vais me mettre en grève. Vous avez vu dans quelle situation on est?*", lâche Karim, la trentaine. Et Philippe Evrad, élu CGT, espère une journée de grosse mobilisation: "*Les salariés qui suivent la CGT sont en grève à partir de maintenant*", affirme-t-il.

"*Je ne vais pas embaucher. Je vais rentrer dans l'usine pour sensibiliser les salariés. On ne peut pas trop savoir si le mouvement va être bien suivi à la veille des vacances*", dit un autre élu CGT Roland Ruiz. L'usine doit fermer jeudi soir pour tout le mois d'août. "*C'est surtout après l'annonce (de la fermeture de l'usine en 2014) les 12 et 13 juillet que les gens ont levé le pied au travail. Après les esprits se sont calmés*", poursuit le délégué syndical. (lexpress.fr 25.07)

3.2- "*A partir d'aujourd'hui, on sera ton cauchemar!*", ont promis mercredi à leur patron plus d'un millier de salariés de PSA Peugeot Citroën, rassemblés devant le siège parisien du constructeur qui compte supprimer 8.000 postes.

Ils étaient 1.300, selon la police et 2.000, venus de tous les sites du groupe, dont 400 de l'usine d'Aulnay (Seine-Saint Denis) vouée à la fermeture en 2014, selon Jean-Pierre Mercier (CGT).

Après s'être rassemblés devant le siège, les salariés, venus aussi de Rennes, d'où ils étaient partis dès l'aube en car, ou encore de Caen, Mulhouse et Valenciennes, ont convergé à la mi-journée vers l'Arc de Triomphe, à proximité. Ils sont ensuite revenus pique-niquer devant le siège sur fond de musique celtique, avant de reprendre le chemin du retour.

"*Varin, à partir d'aujourd'hui on sera ton cauchemar!*", proclamait une banderole en tête du cortège, en référence au président du directoire, Philippe Varin.

Sur la grande façade de verre du siège, où se tenait un comité central d'entreprise (CCE) consacré au plan de suppression de postes, une banderole proclamait: "*Non à la fermeture de PSA Aulnay*", tandis que, dans un brouhaha terrible, certains crient "*Varin assassin!*".

"*On est en colère. Il y a un vrai ras le bol*", a déclaré à l'AFP Jean-Pierre Girard, salarié rennais affichant 35 ans de maison.

"*C'est le troisième plan à Rennes. Vous vous rendez compte? On nous demande toujours plus*", a ajouté le salarié, tenant une canne sur laquelle était fixée un enjoliveur et à laquelle étaient accrochées des peluches de lions, l'emblème de Peugeot.

"*Un emploi supprimé à la Janais (le site de Rennes), c'est quatre salariés qui vont en souffrir à l'extérieur*", a-t-il ajouté.

"*S'il y a une vague de mauvaises nouvelles chez PSA, ça va forcément nous arriver dessus. Après, ça va toucher tous les sous-traitants qui sont en dessous de nous*", a abondé Thierry Kaldeziejek, équipementier automobile de rang 1 (livrant PSA directement) venu lui aussi d'Ille-et-Vilaine.

Des centaines d'ouvriers de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, qui emploie 3.000 personnes, les ont rejoints dans la matinée devant le siège.

Partis du site en tenue de travail, ils avaient pris le RER, distribuant des tracts aux passagers et scandant divers slogans: "*Varin, prépare toi, on arrive*", "*PSA ne doit pas fermer*", "*Non à la fermeture de PSA Aulnay*"...

Devant le siège, l'amertume des salariés de tous les sites était palpable.

"*Ca saigne les coeurs de voir l'usine (d'Aulnay) fermer et des gars virés. C'est un bout de notre vie qui s'en va. Après 41,5 ans dans la boite, ça me touche beaucoup*", a déclaré André Tranchefort, salarié de Caen à la retraite en fin d'année.

"*Les cellules de risques psychosociaux n'ont jamais autant tourné que maintenant. La direction exerce d'énormes pressions pour faire partir les gens. Les tensions sont grandissantes et vraiment palpables*", a indiqué de son côté un salarié de Poissy, sous couvert d'anonymat, tandis que Mickael Montasprini, venu de Metz, confiait: "*Les gens sont complètement dépités. On part en vacances mais la rentrée s'annonce très tendue.*" (AFP 25.07)

3.3- "*Ce n'est pas aux salariés du groupe de payer la note. On n'est pas prêt à se laisser faire, on va leur mener la guerre*", a lancé sous les applaudissements Jean-Pierre Mercier, délégué CGT du site d'Aulnay (Seine-Saint-Denis), promis à la fermeture.

Les syndicats CGT, CFDT, CFTC, Sud, FO, SIA, CFE-CGC estiment avoir marqué un point en désignant un expert chargé d'examiner le bien-fondé du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), qu'ils qualifient de "*pillage social*".

En conséquence, la présentation du PSE aux représentants du personnel a été repoussée, probablement jusqu'en octobre, l'expertise ne débutant que le 27 août.

"*L'objectif était de gagner du temps et de décaler la procédure pour mieux organiser la suite*", a expliqué Tanja Sussest, du SIA (Syndicat indépendant de l'automobile).

Le gouvernement a également mandaté un expert, Emmanuel Sartorius, pour réaliser un audit de la situation financière et économique du groupe. Un rapport final est attendu en septembre.

"*Les salariés ont marqué un point, en faisant reculer la direction, on a gagné du temps sur cette machine infernale à licencier. On a la gnaque!*", a assuré Jean-Pierre Mercier, principale figure pour le moment du combat des PSA.

Pour les syndicalistes, l'objectif est bien d'obtenir le "*blocage définitif*" du plan social.

La plupart des manifestants doutent des propositions de reclassement de la direction. "*Ils ont nié depuis un an le plan annoncé récemment, depuis on doute de tout*", a dit Frédéric Besnard, syndicaliste de FO à Poissy.

Signe de la colère des employés de PSA refusant d'être "*les boucs émissaires de la mauvaise stratégie du groupe*", les représentants du SIA, considéré pourtant comme un syndicat maison, figuraient parmi les plus remontés.

"*Peugeot, une famille en or*", proclamait une pancarte brandie par un manifestant du SIA, tandis qu'un autre réclamait l'interdiction pure et simple des licenciements. "*Monsieur Varin (le PDG de PSA-NDLR) gagne 9.000 euros par jour*", assurait un manifestant.

Même les aides à l'industrie automobile annoncées ce mercredi par le gouvernement n'ont pas trouvé grâce aux yeux de Tanja Sussest, la délégué du SIA du site d'Aulnay.

"*Arnaud Montebourg (ministre du Redressement productif) est un menteur, propose des mesures bidon et Varin est un vendeur*

de rêves", a-t-elle lancé au micro.

Des délégations d'autres entreprises, comme Sanofi et la Poste, ont participé à la manifestation, alors que le syndicat Sud appelle à une convergence des luttes face à la batterie de plans sociaux annoncés et représentant des dizaines de milliers d'emplois.

"*Ces destructions d'emplois accélèrent la spirale de la crise*", a déclaré Hugo Reis, de Sud-PTT. (Reuters 25.07)

Je ne vais pas répété ici ce que j'ai déjà écrit les jours précédents. Seule la grève illimitée avec comité de grève et occupation des usines concernées, étendue à toute les usines du groupe, à tous les sous-traitants, aux entreprises des secteurs économiques dans la même situation, pourrait faire reculer la direction de PSA et de ces entreprises...

Dire "*retrait du plan Varin*" c'est une chose, définir les moyens qui permettraient peut-être d'y parvenir est apparemment au-dessus des moyens de nos dirigeants tout comme les syndicats. Pourquoi peut-être ? Parce que rien n'est moins sûr. Il y en a qui appellent le gouvernement à nationaliser PSA, ce qui paraît encore plus improbable, impossible même. Ces mots d'ordre sont donc insuffisants ou ils ne répondent pas à la situation, non pas pour gagner mais au moins pour tirer profit de cette bataille pour la suite, sinon à quoi bon la mener ?

Cela pourrait être au moins l'occasion d'une clarification politique importante pour les travailleurs, constatant que les dirigeants syndicaux, le PS et ses satellites, le gouvernement, l'Etat sont finalement complices de la direction de PSA, et en tirer la conclusion qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, s'organiser en conséquence en intégrant les syndicats qui soutiennent le mot d'ordre de grève illimitée juqu'à satisfaction, pas une voiture ne doit sortir de l'usine à partir de maintenant à Aulnay, Poissy, Rennes ou ailleurs, bref aller à l'affrontement avec le patronat et l'Etat qui le soutient.

Pourquoi aller jusqu'à l'affrontement si leur cause est quasiment perdue d'avance ? Tout d'abord, pour qu'ils fassent l'expérience que les dirigeants syndicaux, le PS et ses satellites, le gouvernement sont au côté du patronat contre eux. Ensuite, pour qu'ils s'organisent indépendamment de ces traîtres ou larbins du capital, qu'ils apprennent à ne compter que sur leurs propres forces. Enfin, qu'ils réfléchissent à ce qui leur a manqué pour vaincre, la question du parti révolutionnaire, d'un syndicat de lutte de classe, la question du gouvernement ouvrier et du pouvoir, de leur Etat dont ils seraient un embryon.

Dans les années 70-80, on nous disait que pour vérifier que nous étions bien sur une ligne politique correcte, une bataille devait se solder par le renforcement du parti. Depuis on ne fixe plus aucun objectif à toutes ces batailles livrées quotidiennement dans tout le pays, cherchez l'erreur. On se bat contre la fermeture d'une classe, qu'on obtienne gain de cause ou non, peu importe, ensuite plus rien. C'est cet état d'esprit qui doit radicalement changer.

Chaque lutte doit être conçue comme un moment, une étape de notre combat pour notre émancipation du capital, voilà avec quel principe fondamental le mouvement ouvrier doit impérativement renouer pour avancer vers le socialisme. Plus personne n'ose aujourd'hui y faire référence et donc ne situe son combat dans cette unique perspective ou objectif.

On nous disait jadis, que la classe devait se battre sur toutes les revendications, car cela lui faisait un bon entraînement dans la perspective du combat final... Or en l'absence de cette perspective à brève échéance jadis comme hier et peut-être aujourd'hui, à quoi ont servi tous ces combats, quels enseignements la classe en a-t-elle tirés, cela a-t-il favorisé l'élévation de son niveau de conscience politique ou de compréhension du fonctionnement de la société, cela s'est-t-il traduit par un niveau d'organistion plus élevé ? La réponse à toutes ces questions est négative malheureusement, simple constat. Du coup, on se dit qu'il y a eu et qu'il y a un problème quelques part, qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans tous ces partis (POI, NPA, LO), dans leur conception de la lutte de classe, dans leur analyse ou leur interprétation de la réalité, dans leur tactique et stratégie. Les faits sont les faits comme ils savent si bien le dire... mais sans en tirer les conséquences qui s'imposent.

On en arrive au constat consternant et quelque part troublant ou effrayant, que l'heure ne serait pas ou plus au combat sur notre terrain de classe. Armer théoriquement les militants pour qu'ils rompent ou combattent cette terrible fatalité à laquelle tous les partis semblent avoir adhéré, tel est le modeste objectif que je me suis fixé.

Jaune de père en fils.

J'ignorais que François, secrétaire général de la CFDT, le fils de Jacques Chérèque, secrétaire national de la CFDT, avait déclaré que l'augmentation de la CSG chère à son papa était la "*seule acceptable*" pour sauver leur chère patrie. (source : lepcf.fr 21.07)

En chiffres.

Les TPE de 0 à 19 salariés, au nombre de 2,4 millions, représentent 96,8% du nombre total d'entreprises en France hors agriculture, services financiers et administration, indique l'Ifop. Elles comptent pour 27% de la valeur ajoutée produite. (20minutes.fr 25.07)

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Le chômage a fortement augmenté en juin en France, poursuivant sa hausse pour le quatorzième mois consécutif, ont annoncé mercredi le ministère du Travail et Pôle emploi.

La dégradation a de nouveau particulièrement touché les personnes les plus jeunes et les plus âgées, mais moins les chômeurs de longue durée que ceux inscrits depuis moins d'un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 23.700 (+0,8%) le mois dernier en France métropolitaine par rapport à mai pour s'établir à 2.945.800. Ce total est le plus élevé depuis août 1999.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 7,8%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 1,1%, soit 48.400 personnes de plus, pour atteindre 4.395.500 (+6,9% sur un an). Ce nombre est le plus élevé des statistiques fournies par le ministère, qui remontent à janvier 1996.

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.670.900.

Comme en mai, les plus jeunes et les plus âgés ont été les plus touchés.

Le nombre de personnes âgées de moins de 25 ans a ainsi augmenté de 1,4% en catégorie A (+5,9% sur un an) et de 1,7% en A, B, C (+5,1% sur un an).

Le nombre de personnes âgées de plus de 50 ans a progressé de 1,4% en catégorie A (+15,9% sur un an) et de 1,5% en A, B, C (+14,6% sur un an).

Contrairement aux mois précédents, la dégradation n'a pas particulièrement touché les chômeurs de longue durée (ceux qui sont inscrits depuis un an ou plus).

Leur nombre progresse ainsi de 0,2% en catégories A, B et C (+7,7% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an augmente de 1,7% (+6,4% sur un an).

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail publié début juin par l'Insee était de 9,6% en France métropolitaine à la fin du premier trimestre, en hausse de 0,3 point, et de 10% avec les départements d'outre-mer (+0,2 point). (Reuters 25.07)

Réponse du gouvernement face à cette situation : accroître le chômage partiel subventionné par l'Etat, donc payé par les travailleurs sous forme d'impôts et taxes, donc de nouveaux cadeaux aux patrons, la création (en nombre dérisoire) d'emplois précaires dénommés cyniquement "*emplois d'avenir*" ou "*contrat de génération*" exonérés de cotisations sociales pour les entreprises, donc de nouveaux cadeaux aux patrons. Ensuite ? Rien.

Question : Ne faut-il pas s'en débarrasser, non ?

Il le faudrait effectivement. Mais quoi mettre à la place ? La question ne se pose pas tout à fait de cette manière, et le serait-il qu'aucun parti ne la pose, simple constat. Donc la priorité devrait être de construire le parti qui la posera, s'y refuser, c'est faire avec. Avec quoi ? Mais avec le gouvernement pardi ! Ne serait-ce pas ce à quoi nous assistons ?

Haut de page

Le 27 juillet

CAUSERIE

J'ai constaté une erreur d'écriture que j'ai corrigée dans la rubrique consacrée à la Syrie, j'avais effacé un espace entre deux guillemets qui peut-être vous a empêché d'ouvrir ces fichiers, avec mes excuses, c'est le genre de truc qu'on ne voit pas quand on cavale ou qu'on a les yeux fatigués ou les deux à la fois, ce qui est mon cas le plus souvent.

Les faits nous ont donné raison hier, parfois ils nous donnent tort, si personne ne le relève, je me permets de vous le signaler. Parfois on a un méchant doute qui nous angoisse, on se demande si notre analyse ne souffre pas d'une insuffisance qu'on ignorerait, on prend position, on avance un mot d'ordre en estimant qu'il correspond à la situation et à l'état d'esprit des travailleurs, mais on n'en est pas tout à fait certain, seuls les faits permettront de le confirmer ou de l'infirmer.

Vous lirez plus loin qu'hier 2.000 salariés de l'usine PSA ont débrayé, la plupart n'avait jamais participé à une telle action, pour dire : nous refusons ce plan inique, un point c'est tout. Et à part cela ils ne seraient pas prêts à engager le combat jusqu'au bout pour obtenir satisfaction.

Il faut préciser que tout a été fait pour leur briser le moral et faire en sorte qu'ils ne se mobilisent pas. Ils ont tous les syndicats (à l'exception de SUD), les partis ouvriers, le gouvernement, le patronat contre eux. Alors imaginez un instant ce qu'il en serait si les syndicats ou un syndicat manifestait la détermination de mener le combat jusqu'au bout, il n'y aurait plus un seul salarié à son poste de travail, j'ai vécu cela, je sais de quoi je parle, c'est comme cela que cela se passe, j'ai évoqué cette expérience dans une récente causerie.

On peut ajouter à notre mot d'ordre : dorénavant, plus une seule voiture ne doit sortir de la chaîne tant que la direction n'aura pas signé un engagement à maintenir tous les postes de travail ou emplois pour les 2, 3 ou 4 décennies à venir, c'est seulement à cette condition que nous reprendrons le travail.

Je rappelle que j'avais avancé la nécessité de mobiliser l'ensemble des unions locales des syndicats du pays pour organiser la solidarité financière avec les travailleurs en grève de PSA. Réponse des syndicats et des partis à cette proposition ? Aucune. Vous avez le droit de vous demandez ce que sont réellement ces partis qui se prétendent indépendants des institutions et du capital et qui démontrent exactement le contraire ici. Terrible constat en vérité, qui augure mal la suite...

Vous comprendrez ou vous admettrez que dans ces conditions on ne les épargnera pas, si on le faisait, vous pourriez à juste titre nous accuser de nous renier ou d'en être les complices. Dans la vie, il faut savoir ce que l'on veut et s'y tenir. Des camarades issus de l'OCI-POI rappellent à propos qu'"*On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme* " (Lénine), nos dirigeants sont paralysés, comme tétanisés depuis le 17 juin dernier.

Et s'agissant du POI (et d'autres), j'en suis arrivé à la conclusion, juste ou erronée, que leur campagne pour le rejet du TSCG, ne sert qu'à masquer leur incapacité (ou leur refus) à (de) répondre aux tâches que la situation impose au prolétariat et à son avant-garde organisée, ce que chacun peut observer à propos du développement de la situation chez PSA par exemple.

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

1- La "*phase normale*" ou quand les patrons et actionnaires parviennent à leurs fins.

A présent, "*on rentre dans une phase normale, la phase de dialogue entre les partenaires sociaux (...) qui vont négocier pied à pied les conditions du plan qui est prévu par la direction de PSA*", a dit M. Sapin sur RTL.

Le gouvernement "*accompagnera cela mais ce n'est pas le gouvernement qui va négocier*", a expliqué M. Sapin. (AFP 26.07)

- Les syndicats acceptent le plan de la direction ;

- le négocient ;

- le gouvernement accompagne sa mise en oeuvre ;

- et la boucle est bouclée.

Question : dans quel camp figurent les dirigeants syndicaux et le gouvernement ? Dans celui du patron et des actionnaires.

Il n'est pas dit que les travailleurs concernés accepteront le sort que leur a réservé la direction de PSA et ses complices. Vous lirez plus loin comment la direction de PSA et les syndicats viennent de passer à la vitesse supérieure pour isoler les salariés d'Aulnay et Rennes notamment et briser leur résistance.

2- Le gouvernement et la BCE s'entendent comme larrons en foire.

Lors d'une conférence d'investisseurs à Londres, tout en cédant à l'urgence de la situation, M. Draghi a rappelé le credo de la BCE, soit qu'elle ne peut pas tout et qu'il appartient aux Etats de la région de faire les efforts budgétaires nécessaires pour ne plus faire l'objets d'attaques.

Le ministre français de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici a jugé "*tout à fait positive*" les déclarations de M. Draghi. (AFP 26.07)

PSA. Un accord scélérat dit de "*de compétitivité*", à "*l'allemande*".

La direction de Sevelnord a confirmé jeudi à l'AFP la signature d'un accord dit "*de compétitivité*" avec trois des quatre organisations syndicales de l'usine d'Hordain (Nord), filiale du constructeur automobile français PSA.

L'accord "*d'entreprise sur l'adaptation des conditions de travail, la pérennisation des emplois et le développement de Sevelnord*", en discussion depuis deux mois, devait être signé par la CFE-CGC, FO et SPI-GSEA, selon une porte-parole, qui n'a pas voulu faire d'autre commentaire.

"*Hormis la CGT, tous ont voté pour l'application de cet accord, la suite logique est la signature des syndicats d'ici demain*", avait précédemment rapporté Ludovic Bouvier, représentant syndical CGT, alors que débute vendredi un congé d'été d'un mois pour les salariés de Sevelnord.

La direction a retenu des revendications formulées par FO et par la CFE-CGC, en s'engageant notamment à ce qu'il n'y ait pas de PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi), c'est à dire de licenciements économiques, pendant la durée de l'accord de trois ans, reconductible pour deux ans, selon la CFE-CGC.

L'accord s'appliquera même sans l'appui de la CGT, les trois autres syndicats étant majoritaires parmi les salariés, a expliqué la CFE-CGC. (AFP 26.07)

Voilà comment de vulgaires buraucrates syndicaux brisent l'unité des travailleurs de PSA, ils entendent isoler Aulnay, Rennes notamment, interdire à l'ensemble des salariés de ce groupe de réaliser l'unité et de se mobiliser ensemble contre la direction. Ce sont des syndicats vendus au patronat qui n'ont rien à envier à Chérèque.

Les partis ouvriers ont fait des syndicalistes des lieutenants, des laquais de l'Etat et du capitalisme. Si vous voulez construire un parti révolutionnaire sur la base du marxisme ou du socialisme scientifique, c'est en dehors des syndicats qu'il faut recruter des travailleurs prêts à en découdre pour en faire des combattants conscients. Engels ne s'était pas trompé.

PSA. Mobilisation massive à Rennes.

Environ deux milles salariés, selon les syndicats, se sont réunis jeudi midi sur le site de la Janais, près de Rennes, pour protester contre les 1.400 suppressions de postes annoncées, a constaté l'AFP.

L'affluence à ce rassemblement est nettement plus importante qu'il y a deux semaines, où un millier de salariés s'étaient retrouvés sur le même site, au lendemain de l'annonce des suppressions de postes.

Selon des syndicalistes, de nombreux salariés débraient pour la première fois car ils sont très inquiets pour l'avenir.

"*On veut nous mettre dehors, les Rennais ne sont pas d'accord*", ont scandé les salariés. Sur des banderoles, on pouvait lire notamment: "*Halte à la casse*" ou "*Des emplois stables*".

"*Nous avons déjà un plan de départ volontaire de 226 personnes, engagé depuis le 17 janvier et on nous remet le couvert six mois plus tard, avec une saignée de 1.400 personnes, dont 281 personnes en DRD et 1.219 en production*", expliquait un cadre de l'entreprise ayant requis l'anonymat.

"*Les deux plans se cumulent en six mois d'intervalle et c'est insupportable pour les salariés de constater que la réduction d'effectif était déjà tracée pour une cible à 4.000 personnes pour le site de Rennes, R et D comprises*", a-t-il ajouté. (AFP 26.07)

Voilà, vous avez la preuve sous le nez que les travailleurs de PSA sont prêts à se mobiliser immédiatement, tous ensemble, et que le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction que j'avance depuis le 12 juillet correspond effectivement à la

fois à la situation et à leur état d'esprit.

Cela constitue un cinglant démenti apporté à tous les opportunistes qui finalement soutiennent la direction de PSA en refusant de reprendre à leur compte ce mot d'ordre unificateur. Honte aux dirigeants de tous les partis POI, NPA, LO.

Comment ils instrumentalisent et alimentent l'antisémitisme.

Titre - *Front de gauche: Mélenchon porte plainte contre Juppé, Copé et NKM* - 20minutes.fr 26.07

Les trois responsables UMP «*ont chacun à leur manière et successivement déclaré que M. Mélenchon était complaisant avec l'antisémitisme*», écrit l'avocate de Mélenchon, Me Raquel Garrido, dans un communiqué.

«*Cette affirmation atteint à l'honneur de Monsieur Mélenchon en lui attribuant une pensée qui est non seulement un délit mais encore totalement contraire à son engagement profond*», conclut Me Raquel Garrido. (20minutes.fr 26.07)

Vous saviez qu'attribuer une pensée à quelqu'un pouvait constituer un délit ? Partant de là on peut attaquer n'importe qui pour diffamation devant les tribunaux de cette dictature.

Mais ce ne sera pas le combat du charlatan Mélenchon qui compte au contraire utiliser cette disposition arbitraire. Donc, ce dangereux provocateur qui apparemment ne déteste pas être manipulé ou se porte volontaire, fait partie de ces gens prétendant lutter pour la liberté d'expression, qui en fait utilise les restrictions introduites par le législateur pour servir ses intérêts personnels, légitime et cautionne cette atteinte à la liberté d'expression.

Une personne n'a pas besoin de démontrer par des faits qu'elle est ou pas antisémite, donc elle peut très bien l'être dans les faits sans être inquiétée par la loi du moment que personne ne porte plainte contre elle, en revanche il suffit qu'on la soupçonne de l'être en "*pensées*" pour se retrouver devant un tribunal.

Cela va très loin, car on peut interpréter vos propos dans tous les sens et en déduire ce que l'on veut, selon qu'on entend vous soutenir ou vous poser des problèmes, vous salir. Voilà dans quel panneau donne Mélenchon qui n'est pas idiot et qui sait parfaitement ce qu'il fait.

On savait que Mélenchon ne supportait pas la contradiction, qu'il avait envoyé balader avec mépris et parfois brutalement à de multiples reprises des militants ou des syndicalistes qui l'avaient interpellé sur certaines questions embarrassantes liées à son passé ou au programme du PG. Il est coutumier du fait et pas seulement envers des journalistes, envers toute personne mettant l'accent sur ses contradictions.

Nous, nous soutenons que le PS auquel Mélenchon a appartenu pendant 30 ans et ses satellites, dont le Parti de gauche, ont instrumentalisé et continuent d'instrumentaliser le racisme et l'antisémitisme pour camoufler leur refus, leur impossibilité de rompre avec le capital qui en porte la responsabilité en développant les inégalités et les injustices, terreau sur lequel germent toutes les tendances discriminatoires, sectaires, communautarismes, ainsi que les idéologies raciales et fascisantes.

L'opération consiste à déplacer la discussion du terrain de la lutte des classes sur celui idéologique de la classe dominante, qui sert ensuite à diviser les couches de la classe dominée pour qu'elles s'affrontent entre elles au lieu de combattre unie le régime responsable de tous leurs maux ou difficultés au quotidien.

Il faudrait écrire un article spécialement dédié à cette question des religions, qui par leurs interprétations ou leurs pratiques dogmatiques et sectaires font le lit des discriminations dont sont victimes leurs ouailles ou facilitent leur désignation comme boucs émissaires à la vindicte publique, comment par leurs rites ou leurs cultes, les obligations et les interdictions qu'elles appellent leurs fidèles à respecter aveuglément, elles en font des citoyens différents des autres...

Pour conclure provisoirement, les représentants des différentes religions, les partis politiques qui les soutiennent, la classe dominante, ceux qui prêchent la laïcité en se désintéressent de la manière dont l'obscurantisme sévit, sont responsables des mauvais traitements parfois jusqu'au massacre dont sont victimes les travailleurs croyants.

Vaste question qu'on ne peut pas traiter en quelques lignes.

Tendance.

Valeo a annoncé jeudi que les constructeurs automobiles asiatiques étaient devenus ses principaux clients au premier semestre, permettant à l'équipementier automobile de compenser la dégradation en Europe qui a contraint PSA à engager une vaste restructuration.

La part des clients d'Asie, et notamment de Chine, dans le chiffre d'affaires première monte du groupe a atteint 29% sur les six premiers mois de l'année, contre 21% un an plus tôt, passant juste devant les constructeurs allemands (28% contre 29%). Le poids des deux Français PSA et Renault a continué lui de baisser pour tomber à 19%, contre 23% au premier semestre 2011, juste devant les Américains, stables à 18%.

Le poids des constructeurs asiatiques est appelé à croître encore puisque sur les huit milliards d'euros de prises de commandes annoncés par Valeo au premier semestre - un record pour le groupe -, 36% viennent d'Asie et 19% de Chine, permettant de réduire l'exposition à un marché européen en berne. (Reuters 26.07)

En chiffres.

Fin 2011, 373.000 personnes travaillaient en France dans les banques adhérant à la FBF (Fédération bancaire française), dont près de 99% en CDI, loin du niveau de 2008 (390.000) ou de 2004/2005 (environ 400.000), selon l'AFB (syndicat patronal). (AFP 26.07)

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- MGF Logistique : "*C'est en train de dégénérer*"

Les salariés d'un site de stockage de produits chimiques d'Orchies (Nord), placé lundi en liquidation judiciaire et dont les 53 salariés vont être licenciés, menaçaient jeudi de mettre le feu à des produits dangereux, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ces salariés de MGF Logistique, dont le siège est à Clichy, Hauts-de-Seine, du groupe G7, exigent des négociations sur des indemnités supra-légales ou leur reclassement. Ils occupent le site depuis le début de la semaine.

Des négociations avec la direction, par l'intermédiaire de la direction départementale du travail, ont débuté dans l'après-midi et se poursuivaient dans la soirée. Elles concernent l'octroi de primes extra-légales et la reprise de certains salariés par un prestataire, selon Sébastien Béhague, délégué CGT.

Le site, qui stocke notamment des produits d'entretien et des peintures pour automobile, est classé "*Seveso bas*".

A titre d'avertissement, les salariés ont fait brûler plusieurs palettes de produits d'entretien pour automobile face aux quais de déchargement du site où ils ont également disposé une palette de quatre fûts de 200 litres de produit inflammable.

Selon les salariés, il y aurait 7.000 palettes de produits dangereux sur le site.

Sur le toit de l'entreprise, une poignée de salariés menaçaient de faire brûler des bidons de produits chimiques. "*(Nicolas) Rousselet (PDG du groupe G7), viens négocier où on fait tout brûler*", a clamé l'un d'eux.

MGF comprend sept sites en France, mais celui d'Orchies a été filialisé le 1er avril, placé en redressement judiciaire le 4 juillet puis liquidé sans attendre la date du 13 août fixée pour le dépôt d'offres de reprise car les salaires ne pouvaient plus être versés, selon M. Béhague.

"*On demande à partir la tête haute*", a-t-il souligné. Selon ce syndicaliste, la direction a quitté les lieux et le liquidateur judiciaire a demandé aux salariés de faire de même. Un autre site nordiste de la société, à Anzin, serait également en redressement judiciaire

"*Des salariés sont pratiquement au bord du suicide. Certains ont des crédits à la consommation, certains ont acheté une maison avec un crédit sur 30 ans qu'est-ce qu'ils vont faire?*" s'interrogeait un des salariés, Kadda Boukhari.

"*C'est en train de dégénérer*", a affirmé un autre salarié, évoquant le "*ras-le-bol*" des employés, qui veulent "*prendre des décisions radicales*". "*S'il faut en arriver là et tout faire péter, ils vont le faire*", a-t-il averti.

L'avocate du comité d'entreprise, Me Anne Duriez, a affirmé "*comprendre la colère et le désespoir des salariés car on s'est*

moqué d'eux".

Elle a invoqué une "*filialisation frauduleuse qui a permis à MGF Logistique de se désintéresser des salariés (..) après avoir promis qu'il n'y aurait pas d'incidence sur l'emploi. Cet abandon des salariés est doublement choquant car le groupe le fait payer par la collectivité*", a-t-elle poursuivi, demandant que le groupe "*dédommage les salariés pour ce qu'il leur a fait*".

Le directeur général adjoint de MGF Logistique Allan Underwood a rappelé que le CE d'Orchies avait été débouté par la justice de toutes ses démarches contre la filialisation, intervenue tardivement sur ce site du fait de troubles sociaux.

Selon lui, le groupe a investi à Orchies 15 millions d'euros ces cinq dernières années mais le site perdait 100.000 euros par mois du fait du retrait de certains clients. Selon lui, les troubles sociaux découragent les repreneurs potentiels. (AFP 26.07)

1.2- Les principaux syndicats d'hôtesses et stewards d'Air France rejettent le plan de la direction.

Les principaux syndicats d'hôtesses et stewards d'Air France ont rejeté jeudi le plan d'économies de la compagnie déficitaire, premier accroc au processus mené depuis début janvier par son PDG, Alexandre de Juniac.

Alexandre de Juniac a réaffirmé mardi que le plan "*Transform 2015*", déjà accepté par le personnel au sol, qui représente la grande majorité des effectifs d'Air France, serait appliqué même si les hôtesses et stewards le rejetaient.

Les trois syndicats représentatifs des hôtesses et stewards ont mené des référendums. Les adhérents de l'UNSA-PNC et du SN-PNC ont rejeté le plan à 95,6% et 80,8% des voix respectivement, tandis que ceux de l'UNAC l'ont approuvé à 54,8%.

Même s'il est le premier syndicat des hôtesses et stewards, l'UNAC n'atteint pas le seuil de 30% des voix nécessaires à l'adoption du plan.

L'accord actuel des personnels navigants commerciaux - qui sont près de 15.000 sur un total de 49.301 salariés sous contrat français - court jusqu'en mars 2013. Les sureffectifs dans cette catégorie de personnel sont estimés à 904 personnes.

A l'issue d'une audition à l'Assemblée nationale, Alexandre de Juniac a cependant dit mardi à des journalistes qu'il était hors de question de revenir à la table des négociations avec les personnels navigants commerciaux (PNC) en cas de rejet du plan, par souci d'équité avec les autres catégories de personnel.

Air France imposera alors aux hôtesses et stewards un accord moins favorable que la version négociée à l'issue d'une longue série de réunions, a-t-il dit aux députés.

Sonia Mitic, secrétaire de section du SN-PNC à Air France a souligné l'effet conjugué d'une accélération des rotations des équipages et d'une réduction du personnel à bord, sur fond d'efforts demandés en matière de rémunération.

Du côté des pilotes, le résultat du référendum en cours sur le plan ne sera connu qu'à mi-août.

Un comité central d'entreprise (CCE) examine ce jeudi les mesures destinées à accompagner la suppression de 2.056 postes chez les personnels au sol, qui ont accepté le plan le 10 juillet. (Reuters 26.07)

1.3- Alcatel-Lucent : suppression de 5.000 emplois dans le monde d'ici fin 2013.

Alcatel-Lucent a annoncé jeudi la suppression de 5.000 emplois dans le monde d'ici fin 2013 dans le cadre d'un nouveau programme de restructuration qui doit lui permettre de réduire ses coûts de 1,25 milliard d'euros, soit 750 millions de plus que prévu initialement.

La mesure affectera 6,4% des effectifs mondiaux du groupe franco-américain, qui emploie 76.000 personnes dans 130 pays.

Les fabricants d'équipements télécoms traversent une période difficile face à la dégradation de la conjoncture qui pèse sur les revenus de leurs clients opérateurs alors que la guerre des prix continue de faire rage dans le secteur.

"*On en revient à de vieilles traditions de la société*", réagit Hervé Lassalle, de la CFDT d'Alcatel-Lucent, rappelant que les salariés ont déjà connu plusieurs plans sociaux entre 2007 et 2010.

"*On ne voit pas comment la France échapperait à tout cela parce qu'entre autres le marché européen, Afrique, Moyen-Orient qui est notre zone de chalandise principale ne va pas bien*", a-t-il dit à Reuters, précisant que sur 9.500 salariés français, 3.000 font de

la R&D. (Reuters 26.07)

Ah ben s'il est impossible d'y échapper, autant se coucher tout de suite, impayable les jaunes !

2- Italie

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté jeudi devant le Panthéon à Rome, à l'appel des trois grands syndicats italiens, pour défendre les dizaines de milliers de salariés qui se retrouveront sans pension en raison de la réforme des retraites du gouvernement de Mario Monti.

"*60 ans, 38 ans de cotisation, sans travail, sans cotisation, c'est ça l'égalité?*", pouvait-on lire sur une pancarte brandie par une manifestante.

Les syndicats --CGIL, CISL, UIL-- défendent les Italiens ayant signé un accord de licenciement leur permettant de toucher le chômage avant d'avoir droit à leur retraite, mais qui vont se retrouver sans revenu lorsque leurs droits au chômage seront épuisés, en raison du relèvement de l'âge de départ à la retraite introduit par la réforme.

Selon eux, 350.000 personnes sont concernées.

De son côté, le gouvernement assure qu'elles ne sont que 65.000 et qu'elles ne se retrouveront pas sans revenu, les sommes nécessaires ayant déjà été mises de côté par l'Etat. (AFP 26.07)

ECONOMIE

1- Grèce

Les discussions entre les dirigeants des partis grecs qui soutiennent la coalition au pouvoir sur un plan d'économies de 11,7 milliards d'euros pour 2013 et 2014 ont pris fin jeudi sans accord et reprendront lundi, a déclaré Evangelos Venizelos, le chef de file des socialistes du Pasok.

Le plan doit convaincre des visiteurs de la "troïka" - qui rassemble l'Union européenne (UE), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne - que la Grèce, menacée de sortir de la zone euro, mène assez de réformes pour recevoir une nouvelle aide financière.

"*Le mot-clé ici est de tenir parole. Tenir parole, tenir parole, tenir parole !*", a répété José Manuel Barroso, ajoutant qu'il était convaincu que le gouvernement grec respecterait ses engagements. "*La Grèce devrait rester dans la zone euro aussi longtemps que les engagements pris seront honorés*", a-t-il ajouté.

Selon le plan d'économies dévoilé dans la matinée, quelque cinq milliards d'euros d'économies dépendraient du ministère du Travail, à travers des baisses des retraites et des aides sociales, ce qui rend difficile la position d'Antonis Samaras, qui avait axé sa campagne législative sur la renégociation des exigences imposées à la Grèce par les prêteurs internationaux.

Les sept milliards d'économies restants seraient disséminés sur différents ministères, notamment celui de la Santé. (Reuters 26.7)

Barroso un émule de la méthode Goebbels.

L'Union européenne vous protègera, vous apportera le bonheur et le bien-être, etc. parole d'escroc.

2- France

Le géant mondial du luxe LVMH (Louis Vuitton, Bulgari, Céline, etc.) a annoncé jeudi un bond de 28% de son bénéfice net au premier semestre 2012 (1,68 milliard d'euros) et des ventes à l'unisson (+26%, 12,9 milliards d'euros), qui permettent au groupe d'aborder la deuxième partie de l'année "*avec confiance*".

Le résultat opérationnel courant affiche une croissance de 20% à 2,66 milliards, après de très bonnes performances déjà enregistrées l'an dernier.

En termes organiques, la croissance des ventes a atteint 12% au premier semestre.

Dans l'ensemble, le luxe continue d'ignorer la conjoncture mondiale déprimée et même les craintes d'un ralentissement de la demande en Chine, son principal moteur de croissance, comme en attestent l'ensemble des résultats insolents des groupes du secteur. (AFP 26.07)

3- Italie

L'administrateur délégué du constructeur automobile italien Fiat Sergio Marchionne accuse son concurrent allemand Volkswagen de mener une politique trop agressive dans un marché européen déjà tendu, selon l'International Herald Tribune. "*C'est un massacre des prix et c'est un massacre sur les marges*", a-t-il déclaré, cité par le quotidien.

Sergio Marchionne, également directeur général de l'américain Chrysler, appelle à une intervention de la Commission européenne pour aider le secteur automobile à faire face à ses énormes problèmes de surcapacité, ajoute le journal. "*Ce qu'ils devraient faire c'est coordonner une rationalisation du secteur impliquant les différents constructeurs*", a expliqué Sergio Marchionne. "*Ceux qui n'ont vraiment pris aucune mesure sur ce sujet sont les Français et les Allemands, qui n'ont procédé à aucune réduction de capacité*", a-t-il poursuivi. (lefigaro.fr 26.07)

4- Etats-Unis

Exxon Mobil a fait état jeudi d'une hausse de 49% de son bénéfice trimestriel, à la faveur d'un gain lié à des cessions d'actifs et des facteurs fiscaux.

Le groupe a dégagé au titre du deuxième trimestre un bénéfice de 15,9 milliards de dollars (12,96 milliards d'euros). (AFP 26.07)

Haut de page

Le 28 juillet

CAUSERIE

Pas le temps de causer, trop de boulot !

Bonne continuation à tous.

Comment le sionisme alimente l'antisémitisme.

VIDÉO : L'endoctrinement des enfants israéliens dans un musée militaire.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Lr1NiHJEF_I

Note de la rédaction

Cette vidéo choquante intitulée "*Un samedi au Musée*" montre à quel point les jeunes Israéliens sont victimes d'un endoctrinement haineux. Parmi les chars d'assaut et les mitraillettes le "*journaliste*" leur demande ce qu'ils s'imaginent. L'un d'eux répond: "*J'imagine que je vois un arabe mort à chaque fois et ça me soulage grandement.*" (Mondialisation.ca, Le 24 juillet 2012)(http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=31959)

Stigmatisation et instrumentalisation du racisme. (suite)

Dans un portrait du " *Point* " consacré à Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes et porte-parole du gouvernement, Ségolène Royal lance : " *Elle s'appellerait Claudine Dupont, elle ne serait peut-être pas là. Elle doit assumer son identité et en être fière* ". (source : AFP 27.07)

Elle doit être jalouse !

Najat Vallaud-Belkacem d'origine marocaine est jeune, fraîche, plutôt bien de sa personne, ambitieuse, zélée, soumise et fière de l'être, c'en est trop pour Marie-Ségolène Royal aigrie jusqu'au bout des ongles et dont les atours sont plutôt défréchis.

Cela dit, sa sortie venimeuse doit être l'écho de ce qui se chuchote au PS ou reflète sans doute la réalité, sachant que les dirigeants du PS sont les maîtres de l'esbroufe et de l'instrumentalisation des gens qu'ils estiment utiles à leur dessein, qui en ont conscience le plus souvent, mais que cela ne dérange pas au final puisqu'ils en tirent profit également.

Il y a décidément des gens dont la fierté ou l'amour-propre est bien mal placé. On évitera de leur ressembler.

Ces partis gérés comme des PME.

Fini, le bon vieux parti politique à papa. On parle désormais mobilité interne, business plan ou licenciements économiques. "*Je veux que le parti se professionnalise, confirme Pascal Durand, nouveau patron d'Europe Ecologie-les Verts (EELV). Nous recruterons parmi nos relations, mais aussi sur CV.*"

Le cas écolo est significatif. En moins d'un an, EELV a empoché un groupe parlementaire dans les deux assemblées, deux ministères et un financement public, qui a quasi doublé. L'amicale de babas cool a définitivement cédé la place à la PME. "*Evidemment, je me sens comme un DRH*", note Pascal Durand. Un DRH, parce que, au terme d'une année électorale chargée, tous les responsables se posent la même question: avec quelle équipe repartir au combat?

Un parti, une PME comme une autre? Oui, répond Jean-Jacques Jégou du MoDem.

"*Nous sommes une entreprise particulière, entre l'association et la PME*", conclut le socialiste Régis Juanico. De moins en moins "*association*" et de plus en plus "*PME*". (lexpress.fr 27.07)

On ne l'avait pas remarqué ! Ils sont tous corrompus, voilà la vérité.

Faites tomber les masques. Difficile jeu de rôles.

Titre - L'Ile-de-France choisit une plateforme délocalisée: une décision qui tombe mal - AFP

Attribution par la région Ile-de-France d'un marché public à un prestataire installé au Maroc. Hollande a reconnu que les règles avaient été "*respectées*". Il a précisé qu'il n'était pas « *favorable à une surenchère protectionniste* ». Alors qu'Arnaud Montebourg, le ministre du redressement productif, a demandé aux opérateurs de télécoms de rapatrier en France leurs centres d'appel.

Le Stif « *n'a eu d'autre choix* », a écrit le même jour M. Huchon à M. Montebourg, pour justifier sa décision: le code des marchés publics, issu de directives européennes, ne permettant « *pas de favoriser l'exécution de prestations sur le territoire national, voire européen* ».

Daniel Guérin, élu MRC et administrateur du Stif, a affirmé dans un communiqué que le conseil d'administration du gestionnaire des transports n'avait pas été informé que le changement de prestataire entraînerait une délocalisation. (AFP 27.07)

Ben voyons ! Ou alors monsieur Guérin est un crétin fini, question : alors qu'est-ce qu'il fait à ce poste, qui l'a nommé ?

Et après cela, il y en aura encore pour nous faire croire que les travailleurs qui assistent à cette comédie seraient trop cons pour ne pas comprendre que le gouvernement se fout ouvertement de leur gueule pour parler vulgairement, trop c'est trop ! Les militants qui ne l'auraient pas encore fait, devraient s'interroger sur les réelles intentions de leurs dirigeants qui soutiennent le gouvernement chacun à leur manière.

FO fidèle à son origine et sa tradition. Quand FO dispute à la CFDT la place de leader des syndicats jaunes.

Le syndicat Force Ouvrière se dit prêt à ouvrir des négociations sur les salaires et les conditions de travail dans le secteur automobile afin de tenter de pérenniser l'avenir de la filière en France.

Dans un communiqué diffusé vendredi, la fédération FO de la métallurgie juge le déclin de l'industrie automobile française "*réel et alarmant*" et espère que le volontarisme affiché dans le plan automobile du gouvernement sera partagé par tous les acteurs de la filière.

"*FO Métaux se déclare prête à s'inscrire dans le cadre d'une nouvelle négociation de branche, dont le but serait de contribuer à l'avenir de la filière automobile en France*", écrit-elle.

FO compte parmi les trois syndicats signataires de l'accord de compétitivité conclu jeudi à l'usine PSA Peugeot Citroën de Sevelnord (Nord).

Les salariés ont accepté des concessions sur les rémunérations et la flexibilité en échange de garanties sur l'emploi. L'accord ouvre la voie à l'attribution à Sevelnord d'un nouveau modèle de véhicule, condition fixée comme préalable à son entrée en vigueur.

Le syndicat CFE-CGC a également signé le document, qui pourrait devenir un cas d'école dans le débat qui s'amorce sur la compétitivité du travail en France. "*La signature de cet accord démontre que le corps social semble avoir compris les enjeux malgré la rudesse de l'accord*", a commenté la CFE-CGC dans un communiqué.

Le président du directoire de PSA, qui estime que le coût du travail en France pénalise les constructeurs, s'est dit prêt, si on le lui demande, à partager avec d'autres l'expérience menée à Sevelnord. (Reuters 27.07)

Force ouvrière est depuis sa création (1947) un syndicat contre-révolutionnaire et anticommuniste, c'est sa raison d'être. Qu'il monte au créneau pour venir en aide au patronat en période de crise, rien de plus normal, il a été créé à cette intention.

En principe un syndicat ouvrier se bat notamment pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail, FO, ainsi que la CFDT, CFTC, la CGC et les syndicats "*maisons*" négocient avec le patronat la diminution des salaires et une amplification de l'exploitation des travailleurs.

En principe un syndicat ouvrier qui se revendique du Congrès d'Amiens de la CGT (1906) se bat dans la perspective de "*l'émancipation du salariat*" qui demeure son objectif et celui de l'ensemble du mouvement ouvrier. Or, là, c'est exactement l'inverse qui se produit, alors que chacun peut constater que nos besoins sont incompatibles avec la survie du capitalisme, ce qui devrait se traduire par un appel à se rassembler pour l'achever, les dirigeants de FO décident de se placer sur le terrain des besoins des capitalistes pour sauver leur système économique.

Les cadres, responsables ou dirigeants du POI qui occupent d'importantes responsabilités au sein des instances de FO, dirigent une dizaine de fédérations, vont-ils continuer longtemps à cautionner cette politique réactionnaire ? Ils le font sans interruption pratiquement depuis la création de FO, de Bergeron à Mailly en passant par Blondel.

La scission de la CGT intervenue en 1947 et qui allait donner naissance à la CGT-FO avait été présenté comme une nécessité face à l'emprise sur la CGT des staliniens du PCF inféodés à Moscou qui menaçaient son indépendance de classe. En réalité, c'était pour mieux s'aligner sur la politique et les besoins du capitalisme française que tous les dirigeants de FO serviraient avec zèle, donc brader à leur manière l'indépendance de classe de leur syndicat et du prolétariat en général, qui n'avait été finalement qu'un prétexte pour continuer leur lutte contre le communisme au côté de la bourgeoisie, les dirigeants de FO n'ayant jamais caché leur anticommunisme viscéral, d'où d'ailleurs dès le début des années 50 l'adhésion des anarcho-syndicalistes à FO également de farouches anticommunistes.

Anticommunistes et non pas antistaliniens, il faut le préciser pour qu'il n'y ait pas de malentendus, les dirigeants de FO ne sont pas des adversaires figurant dans notre camp, mais des agents du capital, des ennemis de la classe ouvrière. Cela a semble-t-il échappé à bon nombre de militants qui s'en accommodent volontiers, comme beaucoup de choses d'ailleurs, il faut donc remettre les choses à leurs places en tenant compte de la manière dont les intéressés eux-mêmes se définissent, un anticommuniste est un ennemi du prolétariat et de notre cause.

Doux. La "*bonne solution*", ce sera sans eux, contre eux.

"*J'attends du tribunal qu'il se prononce sur le dossier, pas sur celui qui porte le dossier. Parce qu'il n'y a malheureusement pas de bonne solution*", affirme le député PS de Quimper, Jean-Jacques Urvoas, évaluant les licenciements "*par centaines*".

"*On vient en solidarité complète (avec les salariés de Doux). On ne veut pas de casse sociale. Il y a Doux, mais il y a 10.000 emplois concernés en tout. (...) On veut pousser le gouvernement à faire voter des lois contre les fermetures de sites et carrément opter pour la réquisition*", a déclaré pour sa part l'ancien candidat NPA à la présidentielle, Philippe Poutou, en vacances dans la région. (AFP 27.07)

La fatalité "*malheureusement*" ! Venant d'un élu du PS, c'est normal, naturel quoi.

Et Poutou, qui apparemment est sourd et aveugle, en rajoute une couche en s'en remettant au gouvernement ! Quand je vous disais qu'au-delà de leurs déclarations fracassantes, ils sont tous sur la même longueur d'onde : c'est leur gouvernement, ils n'en attendent rien claironnent-ils en choeur, sauf des miracles ! Pire opportunisme, tu meurs ! Et cela se dit "*révolutionnaire*", "*anticapitaliste*"...

ArcelorMittal. Interrogation déplacée, attente grotesque.

Titre - ArcelorMittal: le site de Florange est viable, selon un rapport - AFP

Le site mosellan d'ArcelorMittal, dont les deux hauts fourneaux sont à l'arrêt depuis des mois, est viable, selon le rapport d'une mission d'expertise sur Florange remis vendredi au ministre du Redressement productif, ont indiqué les syndicats et le ministère.

Les syndicats se sont dits "*satisfaits*" du rapport, à l'instar d'Edouard Martin (CFDT) qui "*craignait un essoufflement du gouvernement sur le dossier*".

Pour Yves Fabbri (CGT), "*c'est le troisième rapport qui arrive à la même conclusion, on est très satisfait, reste maintenant à voir quelle sera la volonté politique*".

Selon les syndicats, M. Montebourg leur a indiqué que le président Hollande s'occuperait personnellement du dossier et rencontrerait en août le patron Mittal, une information toutefois démentie par l'Elysée. (AFP 27.07)

Encore ! C'est bien leur gouvernement, on en a là la confirmation de leurs bouches.

ACTUALITE EN TITRES

Paris porte-drapeau de la réaction mondiale.

- Syrie : un drapeau rebelle géant au pied de la tour Eiffel - LePoint.fr

Obama a trop à faire avec sa campagne électorale, alors c'est le tandem Hollande-Fabius qui prend le relais du flambeau de la contre-révolution mondiale.

De Merkozy en Merkhollande

- Zone euro : Hollande et Merkel à l'unisson - LePoint.fr

Le numéro d'illusionniste est terminé ou le voile est tombé.

- Délocalisation au Stif : Hollande soutient Huchon contre Montebourg - Le Nouvel Observateur

- Délocalisations : la gauche "*en flagrant délit de contradiction*" - Le Nouvel Observateur

Un scoop, en réalité elle est telle qu'elle est, telle qu'elle a toujours été, sans plus.

L'aveu

- Plans sociaux: "*invraisemblable*" que Montebourg soit critiqué par l'UMP, estime Hamon - AFP

Pourquoi, parce que le PS et l'UMP auraient des intérêts communs ? Non, qui l'aurait cru franchement...

Un instrument bien rodé.

- Royal sur Vallaud-Belkacem : '*Elle s'appellerait Dupont, elle ne serait peut-être pas là*' - LeMonde.fr

- CFCM: Valls veut mettre fin aux "*instrumentalisations*" de l'islam - AFP

C'est vrai qu'en s'appelant Marie-Ségolène Royal et en étant admiratrice de Jeanne d'Arc, cela en impose, sa place devrait être sur un bûcher !

C'est vrai également qu'en s'en remettant sur la Syrie au monarque dégénéré du Qatar et ses homogues de la Ligue Arabe sans oublier les dirigeants de la Libye adeptent de la charia, on est forcément bien placé pour parler d'"*instrumentalisations*" de l'islam, on en connaît un rayon en la matière !

Panurge, pigeon...

- Facebook plonge après n'avoir livré aucune prévision - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

Des milliers de manifestants bloquaient, vendredi 27 juillet à Mexico, les studios du groupe Televisa, géant mexicain de la télévision et plus grande chaîne de langue hispanique. Les contestataires accusent la chaîne d'une couverture biaisée de l'élection présidentielle du 8 juillet ayant permis à Enrique Peña Nieto, leader du Parti révolutionnaire institutionnel, d'obtenir la majorité des votes et de battre de six points le leader de la gauche, Andres Manuel Lopez Obrador.

'*Dites la vérité*', scandaient les manifestants, dont de nombreux étudiants et délégués syndicaux, tout en empêchant les employés de joindre les studios de télévision. Les manifestants ont promis de continuer le blocus pendant vingt-quatre heures. (lemonde.fr 27.07)

SOCIAL

1- France

Le ministère de la Santé a annoncé vendredi la mise sous administration provisoire du centre hospitalier d'Ajaccio (Corse-du-Sud), qui connaît depuis plusieurs années une crise financière.

Cette décision, qui prendra effet le 30 juillet, est un préalable à la reconstruction de l'hôpital d'Ajaccio, "*une nécessité sur laquelle l'Etat s'est engagé*", indique le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le centre hospitalier sera administré par deux inspecteurs généraux des affaires sociales (Igas) et un conseiller général des établissements de santé (CGES).

Leur mission consistera à permettre la reconstruction attendue.

"*Il convient de conduire le CH sur la voie d'un redressement financier durable lui permettant, de dégager le minimum d'autofinancement nécessaire à la reconstruction, par ailleurs très largement subventionnée par l'Etat*", explique le ministère.

Cette dynamique s'appuiera notamment sur la conclusion d'un contrat de retour à l'équilibre (CRE).

Le centre hospitalier d'Ajaccio avait été désigné en 2009 comme "*l'établissement hospitalier le plus malade de France*" par le ministère de la Santé avec un déficit cumulé de plus de 50 millions d'euros. (Reuters 27.07)

2- Espagne

2.1- Le chômage espagnol a atteint au deuxième trimestre son plus haut niveau depuis le milieu des années 1970, les entreprises accentuant les licenciements en réponse à la contraction de l'activité.

Le taux de chômage espagnol a atteint le niveau record de 24,6% a annoncé vendredi l'Institut national des statistiques.

Il s'agit de son plus haut niveau depuis l'origine de la série statistique, en 1976.

"*C'est une nouvelle illustration de la situation désespérée de l'économie qui a peu de chance de renouer avec la croissance à court terme et risque plutôt une aggravation de la récession, les choses ne peuvent qu'empirer*", a déclaré Ben May, économiste à Capital Economics.

La phase actuelle de contraction de l'activité amorcée au premier trimestre devrait se prolonger jusque dans le courant de l'année prochaine et le gouvernement a dit la semaine dernière ne pas s'attendre à un retour du taux de chômage sous la barre des 22% avant 2015 au mieux. (Reuters 27.07)

2.2- A grands coups de sifflets, criant "*les coupes ça suffit!*", environ un millier de fonctionnaires ont de nouveau défilé à Madrid vendredi, à la pause-café, contre le plan de rigueur du gouvernement, en attendant une grande manifestation prévue en septembre.

Les syndicats ont convoqué, avec quelque 150 organisations sociales, une grande manifestation à Madrid le 15 septembre, après celle qui a rassemblé le 19 juillet des centaines de milliers de personnes dans les rues d'Espagne.

"*C'est de pire en pire. Il va y avoir beaucoup de monde en septembre car la situation est insoutenable*", prédit Asuncion Rios, 60 ans, une fonctionnaire de la mairie de Madrid, portant le désormais habituel tee-shirt noir avec les mots "*Un jour, j'ai eu des droits sociaux et des droits au travail*".

"*Ils allongent la journée de travail, baissent les salaires, augmentent le prix des médicaments, réduisent la qualité de l'éducation*", dénonce-t-elle.

"*On va être nombreux en septembre. Il faut maintenir la pression*", renchérit Antonio Palomo, 46 ans, un fonctionnaire du ministère du Budget.

Ils s'insurgent contre la suppression de la prime de Noël dans la fonction publique, qui équivaut à un mois de salaire, et plus globalement contre la hausse de la TVA à partir du 1er septembre.

"*Quand j'entends les politiques et les banquiers dire que ce n'est pas de leur faute, ça me donne envie de les assassiner*", poursuit Asuncion Rios, après les auditions à la chambre des députés des ex-dirigeants de la banque d'Espagne ou de Bankia. (AFP 27.07)

ECONOMIE

1- ONU et marchands de canons.

Les négociations à l'ONU sur la mise en place du premier traité sur le commerce des armes conventionnelles se sont soldées par un échec vendredi à New York, mais devraient reprendre ultérieurement, selon le président de la conférence.

"*Le texte que j'avais proposé était un projet de traité, certains pays ne l'aimaient pas mais l'immense majorité étaient d'accord", a regretté l'Argentin Roberto Garcia Moritan. "Nous allons continuer de travailler sur cette base*".

Interrogé sur la suite des événements, M. Moritan a indiqué qu'une des possibilités était "*de demander à l'Assemblée générale (de l'ONU) de prendre une décision*", c'est-à-dire de décider s'il doit y avoir de nouvelles négociations et quand. (AFP 27.07)

2- BCE

2.1- Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a fixé la barre très haut en déclarant jeudi que la BCE ferait le maximum, tout en restant dans les limites de son mandat, pour préserver l'euro.

Pour commencer, il devra déployer une rhétorique habile s'il veut convaincre la Bundesbank de réactiver le programme de rachat d'actifs (SMP), mis en sommeil depuis près de cinq mois.

Les marchés ont déjà eu un avant-goût vendredi de ce à quoi pourrait ressembler une opposition farouche de la banque centrale allemande lorsque les marchés d'actions européens, l'euro ont brièvement réagi à la baisse aux critiques émises par la Bundesbank sur le SMP.

La BCE devra faire plus qu'offrir quelques instants de répit aux marchés de la dette espagnole et italienne et faire preuve de plus d'agressivité si elle veut que les rendements payés par Rome et Madrid s'inscrivent durablement dans une fourchette viable pour leurs économies engluées dans la récession.

Pour donner aux responsables politique le temps dont ils ont besoin pour remettre la zone euro à l'endroit, il faudra que la BCE

achète autant d'obligations italiennes et espagnoles que nécessaire pour convaincre les investisseurs d'en faire autant.

Aux Etats-Unis, au Japon et en Grande-Bretagne, les banques centrales ont déjà déployé des plans d'assouplissement quantitatif grâce auxquels elles ont acheté d'importants volumes de dette et d'autres actifs afin de soutenir l'économie.

"*Ce qui pourrait vraiment marcher, ce serait que la BCE fasse la promesse de dépenser autant que nécessaire, sans aucune limite et de manière crédible, qu'elle fixe un plafond aux écarts de rendements ou sur les rendements proprement dits et que l'on confie des leviers plus puissants aux fonds européens de soutien*", estime Carsten Brzeski, économiste senior chez ING à Bruxelles.

"*Une utilisation sans limite du SMP, c'est, à mon avis, du QE, mais tout cela n'est qu'hypothétique. Juste sur le principe, cette idée leur donnerait des migraines et il est peu probable que cela se produise. Même s'ils voulaient le faire, il y a des considérations légales et pratiques qui signifient qu'ils ne le feront pas.*"

Même s'il existe des dissensions au sein de la BCE sur la manière de résoudre la crise, l'institution dirigée par Mario Draghi est perçue par beaucoup sur les marchés comme la seule capable de stopper la propagation de l'épidémie.

L'Italie, troisième économie de la zone euro, est à son tour gagnée par cette fièvre.

Pour commencer, la BCE devra donc réactiver son SMP, quitte à irriter la très orthodoxe Bundesbank, réticente par tradition au financement de la dette des Etats par les autorités monétaires.

Sur les marchés, nombreux sont les analystes à penser que la BCE ne bougera pas si les gouvernements ne font pas leur propre part du travail.

La banque centrale a toujours insisté sur la nécessité pour les Etats d'honorer leurs promesses en termes de discipline budgétaire et sur les réformes structurelles qui doivent permettre de soutenir la croissance et réduisant les déficits. (Reuters 27.07)

2.2- La banque centrale allemande, la Bundesbank, reste opposée au programme de rachat d'obligations publiques sur le marché secondaire par la Banque centrale européenne (BCE), a déclaré vendredi à l'AFP un porte-parole.

"*Notre opinion n'a pas changé concernant le programme SMP*", nom de cette mesure adoptée en mai 2010, a déclaré le porte-parole, ajoutant qu'aux yeux de la Bundesbank elle était "*problématique*".

La banque centrale allemande n'a cessé de critiquer ce programme depuis son adoption, jugeant qu'il revenait à financer les Etats et contrevenait ainsi au statut de la BCE.

En revanche, la Bundesbank estime "*non problématique*" que le fonds de secours européen temporaire, le FESF, puisse racheter de la dette publique car le FESF "*n'est pas une banque centrale*", a ajouté le porte-parole. (AFP 27.07)

2.3- Dans un rapport l'Institute for New Economic Thinking Council on the Euro Zone Crisis (ICEC), qui comprend dix-sept économistes dont deux conseillers du gouvernement allemand, et qui est soutenu par le financier milliardaire américain George Soros, appellent à une mutualisation partielle de la dette, mais aussi à la création d'une sorte de gardien financier supranational qui pourrait donc passer outre les décisions des Etats.

Autres idées : que la Banque centrale européenne ne soit qu'un dernier recours pour les états qui font des demandes de prêts. Selon ce groupe d'économistes, le mécanisme européen de stabilité (MES) doit en effet jouer ce rôle, et non la BCE. Le dispositif de gestion des crises financières de la zone euro devrait donc avoir une licence bancaire conséquente, ce que refuse la BCE. (atlantico.fr 26.07)

3- Espagne

L'Espagne a admis qu'elle pourrait avoir besoin d'une aide de 300 milliards d'euros si ses coûts de financement restaient à un niveau insoutenable, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable européen.

Si nécessaires, les fonds s'ajouteraient aux 100 milliards d'euros déjà consentis par l'Union européenne au secteur bancaire espagnol.

Mais l'Allemagne n'a pas soutenu l'idée d'une aide directe à l'Etat espagnol et le sujet est pour l'heure clos, du moins en attendant que le Mécanisme européen de stabilité (MES) soit opérationnel, a ajouté ce responsable.

"*Luis de Guindos a parlé d'environ 300 milliards d'euros pour un plan complet, mais l'Allemagne n'était pas à l'aise avec l'idée*

d'un plan de sauvetage maintenant", a déclaré le responsable à Reuters.

"*Rien ne se passera avant la mise en route du MES. Une fois qu'il sera opérationnel, nous verrons où en seront les coûts de financement de l'Espagne et peut-être faudra-t-il revisiter la question*", a-t-il ajouté.

Le gouvernement espagnol a démenti à plusieurs reprises avoir besoin d'un plan de renflouement. Prié de commenter les propos du responsable européen, une porte-parole du gouvernement espagnol a déclaré vendredi : "*Nous démentons fermement tout projet de ce type. Cette possibilité (d'un plan de sauvetage de 300 milliards d'euros pour l'Espagne) n'a pas été envisagée et n'a pas été discutée*", a-t-elle dit.

Selon les inspecteurs du FMI, les mesures entreprises par Madrid devraient suffire pour que les objectifs de déficit soient atteints en 2012 en 2013, mais il faudra en faire davantage pour l'année suivante. (Reuters 27.07)

4- Grande-Bretagne

Barclays a révélé vendredi l'existence de nouvelles enquêtes et de nouvelles poursuites judiciaires dans le cadre du scandale de manipulation du Libor qui secoue la banque depuis plus d'un mois et pour lequel elle a présenté ses excuses, tout en dévoilant un bénéfice semestriel meilleur que prévu.

La banque a publié un bénéfice récurrent avant impôts en hausse de 13% à 4,2 milliards de livres (5,4 milliards d'euros) pour le premier semestre, un chiffre supérieur aux 3,8 milliards attendus par les analystes sondés par la société.

Vers 12h30 GMT, Le titre gagnait près de 7% à la mi-séance à Londres. (Reuters 27.07)

Question : depuis que le scandale du Libor a éclaté, combien de banquiers ou dirigeants de grandes banques ont été arrêtés, jugés et emprisonnés ? Aucun ! Que le petit voleur d'oranges ou de mobylette se le dise...

Haut de page

Le 29 juillet

CAUSERIE

La bataille est rude, le combat s'annonce acharné, la polémique doit être à la hauteur.

Informer, commenter, dénoncer, polémiquer ne suffit pas, analyser non plus quand on n'explique pas quelle méthode on emploie, de quelle manière on a construit notre argumentation, ce qui est indispensable pour que les lecteurs vérifient par eux-mêmes qu'elle ne souffre pas de lacunes, pour qu'ils en rajoutent si nécessaire, bref, pour qu'ils puissent se faire leurs propres idées sur des faits ou des situations.

Pire encore quand on ignore où l'auteur d'un article veut nous entraîner, ce qu'il a réellement dans la tête, quel est son véritable objectif, qui n'est pas forcément celui qu'il affiche quand il nous le livre. C'est parfois une manière sournoise de tromper les lecteurs ou de détourner leur vigilance : voilà, je vous dis tout, ainsi vous pouvez me faire confiance ou me croire sur parole.

Même le plus honnête homme peut se tromper, donc personne n'est à l'abri d'une manipulation. Quand elle est intentionnelle, c'est une autre affaire, on évitera de s'en remettre à des gens réputés peu recommandables. Quant à la vérité, elle est souvent diluée, fragmentée, partielle, au point qu'on peut se méprendre et l'assimiler par erreur à un mensonge, elle nous parvient souvent par des voies détournées, après qu'un certain délai s'est écoulé, on en vient à se demander si après coup elle n'a pas été fabriquée, alors qu'elle a seulement été reconstituée après avoir franchi bien des obstacles, parfois invisbles ou occultes.

Autre écueil. La part de subjectivité et d'objectivité contenu dans un article sont souvent mêlées de telle sorte qu'on ne sait plus très bien ce qui relève de l'un ou de l'autre, quelle est la part des faits et de leur interprétation, cela peut facilement prêter à confusion et conduire à s'en remettre à une interprétation qui sera orientée dans une direction idéologique que l'on ne soupçonnera pas, bref, on sera plus ou moins manipulé à notre insue. Et si l'auteur est un expert en la matière, il aura fait en sorte que si vous vous en aperceviez, vous vous en prendriez davantage à vous-même pour avoir fait preuve de négligence plutôt qu'à son auteur, qui vous répondrait s'il en avait la possibilité, qu'il avait annoncé la couleur mais que vous êtes passé dessus ou à côté sans le voir, peut-être parce que vous avez lu trop rapidement ou en diagonale sans prendre le temps de vous arrêter pour réfléchir un instant ou vous poser des questions.

Chaque jour au petit matin, je visualise les titres d'agence de presse ou de médias nationaux d'environ 4 à 500 articles qui couvrent les derniers 24 heures, dans quatre rubrique : économie, France, monde et politique. J'ouvre ceux qui m'intéressent, 25 à 30 en moyenne que je télécharge dans le disque dur de l'ordinateur. La plupart du temps, on trouve des propos attribués à des gens qui sont tronqués, parfois ils sont utilisables comme tels, et d'autres fois on aurait bien voulu avoir ce qui précédait ou suivait, alors on va à la pêche sur le Net, on lit d'autres articles relatifs au même sujet dans l'espoir de trouver notre bonheur. Quand on doute d'un fait tel qu'il a été rapporté, on procède de même en cherchant si d'autres sources ne l'ont pas relaté. Tout cela prend du temps, disons deux bonnes heures chaque matin, sauf le dimanche et le lundi. Le plus long, c'est de lire chaque article et sélectionner les passages qui seront reproduits dans le site, leur donner un titre et réfléchir à la manière de les commenter ou analyser.

C'est l'intérêt des lecteurs qui me guide le plus souvent, mais parfois aussi des faits et des réflexions que je tiens particulièrement à porter à leur connaissance, car j'estime qu'ils sont nécessaires pour comprendre la situation ou une question particulière. Tout cela est arbitraire dans le sens où il est impossible de procéder autrement. Je vais vous avouer un truc, je cherche toujours quelle bonne nouvelle je pourrais porter à votre connaissance, et quand il n'y en a pas, ce qui est très souvent le cas hélas, je suis triste car je me dis: ce n'est pas cela qui va remonter le moral des militants.

Parfois je suis tenté de prendre les choses un peu à la légère car l'atmosphère est particulièrement lourde à supporter, j'admets qu'on pourrait m'en faire le reproche ou que cela soit contestable, mais il faut bien décompresser un peu, je ne parle pas pour moi mais pour les militants qui sont exaspérés de constater qu'on se retrouve en présence d'une situation inextricable, pour ainsi dire sans issue politique, c'est bien la réalité que vous vivez, n'est-ce pas, je ne rêve pas ? A l'inverse, parfois j'enrage et j'ai toutes les peines du monde à me retenir pour ne pas dire tout le mal que je pense du vieux monde et ses représentants.

Et comme tout le monde, j'ai mes états d'âme, des difficultés personnelles qui me bouffent la vie, que j'expose sans trop de retenu, ce qui est une erreur ou une faiblesse j'en conviens, je me dis que les lecteurs feront la part des choses, les plus intelligents ou les mieux disposés à mon égard, les autres en profiteront pour me taper dessus ou aller voir ailleurs, c'est leur droit. Je ne me suis jamais pris pour autre chose que ce que je suis, je ne suis pas différent de vous et il arrive parfois que j'éprouve le besoin de me soulager.

Maintenant la crise se répercute sur tous les partis, c'est plus visible sur certains que sur d'autres, coup de barre à doite ou à gauche, virage à 180°, radicalisation ou capitulation soudaine, emploi d'expressions sibyllines, de réserves, jésuitisme, casuitisme, interrogations outrancières là où il n'y a pas lieu de s'en poser, alors qu'à côté ils ne se posent pas de questions, campagne destinée à faire diversion et occuper les militants, mystification à tout va, etc. Les capitalistes passent à l'offensive et les différents partis se disposent pour affronter cette nouvelle période en tentant de défendre leurs arrières, leurs appareils, il en va de leur survie, le reste est secondaire pour eux et passera après. En attendant, ils en appellent tous au gouvernement qu'ils légitiment et soutiennnent contre la classe ouvrière. Les dirigeants syndicaux sont évidemment montés en première ligne pour défendre les plans meurtriers du patronat et du gouvernement.

Nous ne sommes qu'au début des grandes manoeuvres. Nous nous emploierons à les dénoncer et à les démonter patiemment, minutieusement au fil des mois qui viennent. C'est un boulot ingrat parce qu'on apparaît comme des empêcheurs de tourner en rond, fastidieux et épuisant parce qu'il faut redoubler d'attention, en même temps il faut proposer une autre tactique et stratégie aux militants, car la critique à elle-seule ne suffit pas.

Sur le TSCG, nous refusons de le rejeter pour renforcer l'Etat bourgeois, au nom de la défense de souveraineté nationale, nous lions le rejet du TSCG à la nécessité de liquider la Constitution de la Ve République dans la perspective d'un Etat ouvrier et des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Sur le plan de la direction de PSA, nous refusons de le rejeter pour s'en remettre au gouvernement, nous lions son rejet au mot d'ordre de grève illimitée avec occupation et comité de grève qui pourrait être repris par des millions de travailleurs dans le pays, une issue politique favorable aux travailleurs dépendant à la fois de l'élévation de leur niveau de conscience politique et de leur niveau d'organisation débouchant sur la question du pouvoir, de l'Etat, qui produit les richesses, qui doit gouverner le pays, le gouvernement ouvrier révolutionnaire qui décrètera l'expropriation des capitalistes, la répartition du travail entre tous, etc. C'est bien beau d'hurler unité, unité ou tous ensemble, mais sans répondre à ces deux conditions et sans perspective politique, on a aucune chance de faire le moindre pas en avant, on sera défait ou pire encore.

Syrie. Hollande chef de guerre de la coalition américano-franco-britannique contre le peuple syrien.

François Hollande a appelé samedi le Conseil de sécurité de l'Onu à intervenir "*le plus rapidement possible*" pour empêcher que la Syrie ne sombre dans "*le chaos*" et la "*guerre civile*". (Reuters 28.07)

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius ! A bas le PS !

Syrie. Une manière de présenter les faits

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius ! A bas le PS !

Non, vous ne trouverez pas ce mot d'ordre dans la bouche de Laurent, Gluckstein, Arthaud ou Poutou !

Le POI relaie complaisant de la propagande officielle. (IO n°210 page 9) Titre : *Le régime décapité sur fond de préparatifs d'intervention étrangère*.

"*Les images de bombardements, de chaos, de réfugiés fuyant les combats et les horreurs de la guerre parviennent de Syrie*", quelles images ? Elles proviennent principalement des mercenaires étrangers infiltrés en Syrie ou des médias aux ordres des puissances occidentales qui les passent en boucle au titre de la propagande contre le régime, de manière à faire croire que l'ensemble du pays croulerait sous les bombes pour légitimer une intervention militaire extérieure pour y mettre fin et débarquer Assad.

Question : Qui a intérêt à passer en boucle ces scènes de guerre qui sont bien réelles, pendant que le reste de la population continue de vivre à peu près normalement, ce que les chaînes de télévision ne montrent pas aux téléspectateurs ?

Cet article date du 25 juillet, son auteur écrit : "*Ce 18 juillet, un attentat—dont les circonstances précises ne sont pas connues*", faux : "*l'attentat, (...) aurait été mené par un membre de la garde rapprochée d'un des participants à une réunion du Conseil national de sécurité*", plus loin : "*L'attaque, -revendiquée simultanément par deux formations, l'Armée Syrienne Libre (ASL) et Liwa' Al-Islam, un groupe islamiste dont le nom signifie «La brigade de l'islam»...*". (Assef Chawkat: un personnage encombrant, le boulet du régime alaouite par René Naba - mondialisation.ca 19 juillet)

Ensuite, le POI laisse libre cours aux différents scénarios concoctés par les agresseurs dont une partie est issue de l'imagination féconde de journalistes.

"*Il est certain que l'attentat du 18 juillet précipite le cours des événements en Syrie*.", mais pas dans le sens où on pourrait le croire en lisant ces lignes, car "*il débarrasse le président d'un personnage encombrant, d'un gros boulet dont les excès ont constamment desservi le régime. (...) Perçu comme une pièce rapportée par le clan, Chawkat a entretenu des relations houleuses avec le frère cadet du président, le colonel Maher, le nouvel homme fort du régime, au point que le benjamin de la fratrie a blessé à l'estomac son beau-frère, d'un coup de pistolet en 1999, en plein palais présidentiel.*"

Le POI relaie de la propagande officielle :

"*Pour les grandes puissances, en tout cas, la question n'est pas celle de l'avenir de la démocratie en Syrie, ni du droit du peuple syrien à décider de son sort, mais des conséquences d'un effondrement désormais programmé du régime d'Assad*", effondrement souhaité, encouragé, orchestré depuis des mois par les médias aux ordres et qui ne s'est pas encore produit, mais qui trouve ici un nouveau propagandiste en la personne du POI.

Question : qui a un intérêt à l'effondrement du régime, à qui profiterait-il ? Certainement au peuple syrien qui est incapable de se soulever contre le régime d'Assad, alors à qui à part les puissances occidentales engagées dans cette guerre coloniale ?

Il est vrai maintenant que pour comprendre la situation en Syrie, ce n'est certainement pas en lorgnant du côté des braves gens du CNT syrien, hommes de paille de Washington, Londres, Paris et Doha : "*d'après le quartier général de l'« Armée syrienne libre »*", une bande de gangsters...

La suite ne présente aucun intérêt puisqu'elle ne fait que confirmer ce que d'autres ont déjà dit ou rapporté ailleurs depuis des semaines ou des mois.

Au passage, le POI cite des articles du Guardian, du Financial Times, du Figaro, du NewYork Times, il donne la parole à différentes personnalités ainsi qu'à l'« *Armée syrienne libre* », en revanche il leur répugne apparemment à citer des sources indépendantes telles que le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca, alors qu'ils ont des journalistes sur place, en Syrie.

Un complément très rapidement, à développer par la suite.

On pose habituellement la question de l'internationalisme prolétarien sous l'angle des pays dominés et dominants. C'est insuffisant. On évite soigneusement, disons hypocritement de poser la question des différents régimes en présence. On ne veut pas défendre le régime du Président Assad parce qu'il tient de son père dénommé le boucher. On lui préfère la dictature américaine ou les monarchies archaïques du Golfe flanquées de leurs alliées européens qui en intervenant militairement dans l'ex-Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan, en Côte-d'Ivoire, au Liban, en Somalie, en Libye, etc. seraient plus fréquentables.

Question : quel régime aujourd'hui est plus préjudiciable au combat du prolétariat mondial pour son émancipation, le régime isolé

d'un seul Etat situé au Moyen-Orient ou les puissances occidentales engagées dans une guerre sans fin contre tous les peuples afin d'aboutir à un Nouvel ordre mondial se traduisant par une dictature mondiale de la finance ? Ne devrait-on pas soutenir toute tentative de s'opposer au plan de l'impérialisme américain, tout ce qui fait obstacle, contrarie ou entrave sa marche en avant vers la réalisation de ses projets sordides ?

Les Russes et les Chinois qui livrent une concurrence féroce à l'impérialisme américain sur les marchés du gaz et du pétrole soutiennent le régime d'Assad, parce qu'ils coïncident avec leurs propres besoins énergétiques (notamment), ils se dressent donc sur la route de Washington. Les Russes viennent de faire savoir qu'ils interdiraient la fouille de leurs navires destinés à la Syrie en réponse à la pression des va-t-en-guerre occidentaux qui ont hâte de mettre la main sur ce pays.

Sans non plus reprendre la théorie des blocs, doit-on considérer toutes les puissances sur le même plan comme si elles remplissaient le même rôle à l'échelle mondiale, ou au contraire se servir (temporairement) de ce qui les oppose pour affaiblir la plus puissante sans pour autant soutenir les régimes de Pékin et Moscou. On pourrait rétorquer à cela que toute victoire de Pékin ou Moscou renforcera leurs régimes contre leur peuple respectif. C'est également vrai pour les Etats-Unis où il existe un prolétariat qui combat, pas seulement, en Europe aussi.

Question : Qu'est-ce qui est déterminant ou présente le plus d'avantages pour le prolétariat mondial,: affaiblir Pékin, Moscou ou Washington et ses alliés européens ?

Or, tout affaiblissement ou difficultés supplémentaires des Etats-Unis et des pays de l'Union européenne les forceront à redoubler leurs coups contre leur propre prolétariat, ce qui les poussera à passer à l'action, des pays où la classe ouvrière disposent d'organisations et de partis, d'une longue et solide tradition de lutte de classe, même si elle a été menée à mal ces dernières décennies, tandis qu'en Chine et en Russie, le prolétariat demeure muselé ou largement désorganisé, donc incapables dans l'état actuel des choses de prendre la tête du combat du prolétariat international.

Je pense qu'il faut prendre en compte tous ces facteurs à l'échelle mondiale avant de prendre telle ou telle position ou pire, se retrancher derrière un principe, il n'y a que les dogmatiques ou les lâches pour agir ainsi. Donc, comme on vient de le voir les choses sont plus compliquées qu'elles n'y paraissent et ne se présentent pas de la même manière qu'autrefois.

Si l'intégrité de la Syrie et son indépendance est la question essentielle et que le régime en place l'incarne, alors il faut le soutenir, ce qui ne signifie pas le cautionner s'il retourne ses armes contre le peuple syrien, et si l'affaiblissement des Etats-Unis et de l'UE est la question essentielle parce qu'elle précipiterait la crise du capitalisme, l'accélèrerait ouvrant la voie à une crise révolutionnaire, il faut les attaquer sur tous les fronts sans pour autant soutenir les régimes en place à Pékin et Moscou, ils peuvent très bien s'en passer, donc on ne va pas se fourvoyer dans cette voie, on pourrait s'en tenir à ce service minimum.

Pour finir, on constatera que s'il y a des manifestations à travers le monde en soutien à l'entreprise coloniale occidentale contre la Syrie, les manifestations en soutien à la Syrie et au peuple syrien sont inexistantes ou se comptent sur les doigts d'une main. Autrement dit, on laisse le champ libre à l'entreprise guerrière d'Obama, Hollande et Cameron, on déserte le combat politique. A nos détracteurs qui balaieront d'un geste méprisant notre argumentation : dites-nous dans ces conditions en quoi s'applique votre principe d'internationalisme prolétarien ? Nulle part.

A propos de l'éditorial de D. Gluckstein (IO n°210).

Dans son éditorial (IO n° 210), Gluckstein s'adresse à qui, aux travailleurs, aux militants ouvriers, à l'avant-garde du prolétariat, vous n'y êtes pas, aux dirigeants du PS et du PCF ! Ne cherchez pas le disque est rayé ! Et au passage, il nous refait le coup de la gauche du PS qui en réalité est une mystification.

"*... le gouvernement veut faire passer ce traité infâme qui remet en cause la souveraineté et les fondements de toute République démocratique.*

Ce n'est pas nous qui le disons. Président de la commission des lois à l'Assemblée nationale et membre du secrétariat national du Parti socialiste, Jean-Jacques Urvoas n'est pas réputé appartenir à son « aile gauche »."

Imaginez qu'est-ce que cela aurait été si Urvoas appartenait à « *aile gauche* » du PS ? Gluckstein en aurait pissé de bonheur dans sa culotte ma foi. Ce n'est pas tout, il lui faut légitimer le gouvernement Hollande qui s'appuierait sur une majorité, qui en réalité représente moins de 25% des électeurs. Mieux ou pire encore, les députés du PS auraient été élus, donc auraient pour mandat de faire une autre politique que celle de Sarkozy, ne vous marrez pas, ce n'est pas un canular de ma part et Gluckstein est très sérieux, parce que voyez-vous ils en auraient ou pourraient en avoir l'intention, les travailleurs sont si débiles qu'ils le croiraient sérieusement, ceux que côtoient Gluckstein peut-être, mais assurément pas les quelque 20 millions qui ont refusé de voter pour les candidats du PS le 17 juin dernier.

Vous avez compris la manoeuvre ? Ce n'est pas le POI qui s'adresse au gouvernement, basse calomnie, ce sont les travailleurs qui

à travers le POI s'adressent au gouvernement. Le POI ne fait que reprendre à son compte le mandat que les travailleurs ont confié aux députés du PS et le tour est joué, vous ne pourrez pas le reprocher au POI, il est blanc comme neige, comme toujours, ce sont des gens parfaits.

- "*Et il y a une majorité de députés élus sur la base de ce rejet.*".

La suite est dans le même registre.

- "*Peut-on ne pas exiger de ce gouvernement et de cette majorité qu'ils renoncent à une ratification si contraire aux aspirations du peuple ?*"

Tout dépend si on se reconnaît en eux, ce n'est pas le cas semble-t-il des 20 millions de travailleurs qui ont refusé de voter le 17 juin 201 et qui ont déjà répondu à cette question : il n'y a rien à exiger d'un gouvernement dont on sait ne rien avoir à attendre, à moins d'être un crétin ou d'être inconséquent.

Par contre, ils pourraient peut-être avoir quelque chose à attendre d'un véritable gouvernement ouvrier, ce que Gluckstein oublie de mentionner, question qui traverse toute l'Europe et au-delà. Elle se pose dans le combat chez PSA, et comble du mépris qui semble avoir échappé à Gluckstein, Hollande nomme Jospin le liquidateur à la tête d'une commission qui, si elle était véritablement démocratique, commencerait par le juger et le déclarer coupable d'avoir facilité la fermeture de milliers d'entreprises et causé la perte de leur emploi à des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs.

Il est vrai qu'on devrait attendre quelque chose d'un tel gouvernement, on baigne en plein délire ! Comment caractériser cela ? Aventurisme, charlatanisme, néo ou crypto-stalinisme ?

On comprend pourquoi ils se sont bien gardés de faire figurer dans leur portail et leur journal l'article du 16 juillet de l'AFP relayant la déclaration de Mailly à BFM-TV et RMC. (http://www.luttedeclasse.org/service/texte_fo_170712.pdf)

ACTUALITE EN TITRES

Une histoire de volaille

- Un syndicat de police demande le retrait d'une affiche pour des poulets - AFP

Un syndicat de journalistes demande le retrait d'une affiche pour des canards...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

ONU et marchands de canons. (suite)

Les négociations à l'ONU sur la mise en place du premier traité sur le commerce des armes conventionnelles se sont soldées par un échec vendredi à New York après des semaines de négociations, mais elles devraient reprendre ultérieurement.

La prochaine session de l'Assemblée se tient fin septembre à New York. Selon un diplomate, le rapport que Roberto Garcia Moritan va transmettre à l'Assemblée générale propose de reprendre les négociations pendant deux semaines début 2013. Roberto Garcia Moritan s'est déclaré "*certain que nous aurons un traité rapidement*", mais n'a pas donné de délai. (LePoint.fr 28.07)

SOCIAL

1- France

La société Alyzia, qui intervient sur Roissy, a fait l'objet d'un signalement pour avoir fiché ses délégués syndicaux. Elle vient par ailleurs d'être condamnée par les prud'hommes à réintégrer plusieurs salariés licenciés. (leparisien.fr 28.07)

2- Allemagne

Selon les résultats d'une étude publiée par Destatis, l'Institut statistique allemand, à laquelle le quotidien d'ex-Allemagne de l'Est Berliner Zeitung consacre un article, près de 11% des salariés allemands gagnaient moins de 8,50 euros de l'heure en 2010. Si l'on prend seulement en compte les cinq Länder de l'ex-République démocratique allemande, ce taux est multiplié par deux.

Sans surprise, la plupart des travailleurs pauvres de l'ouest sont des employés sous contrat «*minijob*», des emplois à temps partiel rémunérés autour de 400 euros par mois, et qui sont en majorité occupés par des femmes et des non-diplômé(e)s. À l'est, par contre, ce sont chez des employés travaillant à temps plein, en particulier chez des hommes diplômés, que les salaires les plus bas ont été relevés.

Berlin, avec son taux de chômage de 13%, selon les derniers chiffres publiés par berlin.de, le site officiel de la capitale, est l'un des exemples les plus criants de ces inégalités Est/Ouest. Toutes branches confondues, le salaire moyen d'un Berlinois est inférieur d'un tiers à celui d'un travailleur résidant dans les Länder de l'ouest. Si le nombre des offres d'emploi a doublé la dernière décennie tandis que celui des chômeurs est en nette diminution, le rapport est tout de même extrêmement déséquilibré: en 2011, Berlin comptait 212.000 chômeurs pour 13.389 offres d'emplois non-financées par l'État...

Selon le porte-parole de la Confédération allemande des syndicats Dieter Pienkny, cité sur le Berliner Zeitung, cette situation est en partie liée au choix de l'Agence fédérale pour l'emploi et des agences régionales d'avoir réduit le budget consacré à la formation continue et à la qualification.

Celui de Berlin et de la région du Brandebourg aurait été diminué de 20% ces dernières années. De ce fait, la moitié des chômeurs résidant à Berlin n'ont pas de diplôme, ce qui réduit leurs chances sur le marché du travail. (slate.fr 28.07)

3- Chine

Les autorités chinoises ont annoncé samedi l'annulation d'un projet de pipe-line d'évacuation des eaux dénoncé par des manifestants qui ont saccagé un bâtiment administratif dans l'est du pays.

Un millier de protestataires ont défilé à Qidong, à une heure de voiture au nord de Shanghai, en scandant des slogans hostiles au conduit qui devait rejeter les eaux polluées d'une papeterie au large de leur ville.

Des manifestants ont fait irruption dans le principal bâtiment administratif de Qidong où ils ont détruit des ordinateurs, renversé des bureaux et jeté des documents par la fenêtre, sous les vivats de la foule massée devant l'immeuble.

Zhang Guohua, le maire de la ville de Nantong, a ensuite annoncé dans un communiqué l'arrêt de la construction du pipe-line.

"*Le gouvernement dit que les déchets ne vont pas polluer la mer mais si cela est vrai, pourquoi ne les déversent-ils pas dans le Yang-Tsé ?*", s'est interrogé Lu Shuai, un logisticien de 25 ans.

"*C'est tout simplement parce que s'ils rejettent les déchets dans le fleuve, ça touchera Shanghai (...)*", a-t-il ajouté.

Les manifestations contre des projets industriels jugés polluants par la population se sont multipliées cette année en Chine. (Reuters 28.07)

Pour que l'on comprenne bien à quel niveau de gangrène ou de médiocrité est tombé le mouvement ouvrier en France, nos dirigeants et les militants qui leur emboîtent le pas si vous préférez, en France, on n'imagine même pas ce genre de scène, faire "*irruption dans (un) bâtiment administratif*", vous n'y pensez pas, détruire "*des ordinateurs, renversé des bureaux et jeté des documents par la fenêtre*", quelle horreur, gauchistes va, même quand 8.000 ouvriers sont virés on reste bien sagement devant la porte, on fait de grands moulinets avec les bras, on braille comme des déments, et puis finalement quand le patron arrive, on lui ouvre poliment la porte...

Quand bien même cela se produirait, disons exceptionnellement, fait rarissime (Continental), les auteurs de tels faits sont immédiatement arrêtés ou par la suite ils font l'objet de poursuites pénales, puis sont condamnés par les tribunaux, et dans tous les cas ces actions ne servent absolument à rien puisque les auteurs de la mesure qui a mis le feu ne reviendront pas dessus, ils n'ont que mépris pour ceux qui la contestent.

On en viendrait presque à penser que la Chine serait plus démocratique que la France, non ? Les Chinois plus révolutionnaires que les Français, voilà de quoi alimenter votre réflexion pendant les vacances.

Haut de page

Le 30 juillet

CAUSERIE

Avec un peu d'avance sur demain (il est déjà 21 heure en Inde), je viens de mettre en ligne deux articles et une nouvelle vidéo sur la Syrie. (http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=XWn-r0qCt3U). En l'écoutant, vous aurez confirmation de ce que j'ai écrit hier sur l'interprétation fallacieuse ou erronée donnée par le POI sur la situation en Syrie. On appelle cela être pris en flagrant délit de falsification des faits.

Comme dirait l'autre pour enfoncer le clou, il n'y a pas photo, ils n'ont absolument aucune circonstance atténuante, ils connaissent parfaitement le Réseau Voltaire, sinon peut-être la sénilité arrivé à un âge avancé, car lorsqu'on se connecte sur le portail national du POI, on a l'impression de tomber sur une maison du quatrième âge, c'est un camarade qui m'a fait cette réflexion par courriel.

La suite demain et bon courage.

Ce lundi matin

Je n'ai plus le temps, je viens terminer le boulot. FO Métaux (http://www.fo-metaux.com/) a publié un communiqué le vendredi 27 juillet 2012 intitulé *Plan automobile du gouvernement*, dans lequel FO se couche devant le gouvernement et répond aux attentes du patronat, nous le commenterons demain.

Mise au point ou nouvel avertissement.

En mettant en ligne des documents d'origines diverses rédigés en général par des gens que l'on ne connaît pas, on prend le risque de donner la parole à des gens peu ou pas fréquentables ou encore dont l'entourage ou les relations sont franchement détestables.

On ne les choisit pas en fonction de leur idéologie ou de leurs relations, mais uniquement pour les informations qu'ils nous transmettent et qu'on ne peut trouver nulle part ailleurs, à notre connaissance, à moins de disposer d'une équipe qui consacre son temps à faire des recherches sur le Net et à éplucher la presse internationale, ce qui n'est pas mon cas, je dois me contenter des moyens du bord et des sources que j'ai découvertes au fur et à mesure.

Evidemment, la plupart du temps je n'ai aucun moyen de contrôle sur les informations délivrées par la propagande officielle ou ses opposants qui sont très hétéroclites, cela va de l'extrême droite à l'extrême gauche, et pour compliquer les choses, leurs analyses se recoupent très souvent, seuls ce qu'ils en font et leurs intentions respectives permettent finalement de les distinguer. Par ignorance ou mauvaise foi, le refus intentionnel de tenir compte de cette distinction peut aboutir à vous assimiler ou à vous faire passer pour quelqu'un d'extrême droite ou d'extrême gauche, le premier cas serait pour nous totalement intolérable évidemment, d'où ce rappel aujourd'hui.

Eviter les écueils ou tâcher de s'y retrouver dans ce dédale d'articles et d'informations qui proviennent d'un peu partout à travers le monde relève quasiment de l'exploit ou de l'impossible il faut bien l'avouer, donc il faut admettre qu'on puisse être plus ou moins manipulé à un moment donné sur certaines questions, d'autant plus que ceux qui dénoncent des manipulations du fait de l'extrême droite ou de l'extrême gauche se font les relais de la propagande officielle, le seul avantage que l'on retiendra de leurs articles, c'est qu'ils fournissent des précisions qu'on ignorait sur certaines personnes et qui nous permettent de cerner leurs réelles intentions, ce qui au demeurant ne nous intéresse pas plus que cela, puisque seuls les faits retiennent notre attention, cependant cela nous permet d'écarter des articles ou des portails dont les auteurs colportent une idéologie nauséabonde, raciste, xénophobe, antisémite.

Cela dit, on a bien conscience d'être on the edge comme l'on dit en anglais, de marcher sur le fil du rasoir, ce qui n'est pas un problème dans mon cas parce que mes convictions sont solidement ancrées depuis plus de 35 ans, ce qui peut l'être en revanche pour de jeunes militants ou des militants connaissant des faiblesses ou qui ne disposent pas d'un bagage théorique suffisant pour faire toujours la part des choses, c'est à eux que s'adresse particulièrement cette mise en garde.

Prenons un exemple concret. Les articles du Réseau Voltaire peuvent présenter un intérêt jusqu'à un certain point au-delà duquel il ne faut pas aller, et cela ne signifie pas pour autant que leurs auteurs seraient fréquentables, certains le sont sans doute et d'autres non. Ces gens-là ne se situent pas sur le même terrain de classe que nous, c'est quelque chose qu'il faut savoir et que l'on doit avoir en permanence à l'esprit en les lisant, parfois même ils se situent sur d'autres plans, là évidemment nous devons nous en détourner.

Il faut bien faire la distinction entre la personnalité de la personne qui écrit un article, s'il fait partie d'une organisation, un parti, une institution, l'idéologie qu'il véhicule, les intérêts qu'il représente à travers ses analyses, ses réelles intentions et les faits qu'il rapporte, leurs sources. Cela fait beaucoup et s'y retrouver n'est pas forcément à la portée de tout le monde. En effet, d'autant plus que peuvent s'y exprimer des intérêts contraires, des contradictions qui en rendent la lecture encore plus compliquée ou problématique.

En fonction de sa situation personnelle ou de son état d'âme du moment, l'intéressé peut privilégier telle ou telle facette de sa personnalité ou mettre en avant telle ou telle motivation sans que l'on puisse le discerner au premier coup d'oeil, car il ne le mentionne pas ou parfois même le camoufle plus ou moins adroitement.

Maintenant, si on devait écarter toutes les personnes, les publications, les organisations ou les partis présentant en leur sein ou entretenant des relations avec des gens que l'on estime infréquentables, nos réferences ou notre entourage se résumeraient à un grand vide. Vous devez vous demander quelle mouche m'a piqué ce matin et pourquoi je vous raconte tout cela, encore une dernière avant d'y venir.

Nous avons dit que dès lors qu'on se risquait en terrain inconnu, on prenait le risque d'être manipulé. C'est la raison pour laquelle certains en restent aux publications de leur parti ou à la lecture des médias nationaux dont la tendance est bien connue. Ce qui ne leur évitera pas pour autant d'être manipulé dans certains cas, les idées de la classe dominant s'infiltrant jusqu'au sommet des partis ; refuser de le reconnaître serait faire preuve d'une grande naïveté ou découlerait du culte de la personnalité pratiqué envers leurs dirigeants. Quand j'étais jeune militant, j'étais tellement peu sûr de moi, que je n'osais même pas ouvrir une page du journal Le Monde, encore moins de l'Humanité, quelle horreur ! ce qui ne m'a pas empêché d'être manipulé à l'intérieur de mon parti. Depuis, vous aurez constaté que j'ai fait quelques progrès.

Le fait d'aborder des questions sous des angles divers par des gens d'origines diverses également peut faciliter le glissement pas seulement sémantique d'un terrain à un autre, mais sur le plan idéologique. Il en va ainsi par exemple de ce qui mérite d'être qualifié d'antisémite ou d'antisioniste, ce qui ne veut pas dire du tout la même chose et n'a pas la même portée. Il est facile de proclamer que la confusion entre les deux n'est pas permise quand on a développé une conscience politique, ce qui ne sera pas forcément le cas pour les masses sensibles à la propagande gouvernementale relayée par les médias nationaux qui s'emploie en permanence à réaliser un amalgame entre les deux en soutien à l'Etat d'Israël, car ils n'en ont pas plus à faire du sort des juifs que de la plèbe en général, on pourrait même ajouter que les juifs en sont les premières victimes.

Des amalgames, certains s'emploient à en faire à tout propos, Onfray en est la caricature grotesque par exemple, pour finalement déclarer que le capitalisme existerait de toute éternité, au moins on connaît ses véritables intentions : légitimer son existence dont il tire sa subsistance, y compris intellectuelle nauséabonde. L'amalgame le plus courant consiste toujours à assimiler le communisme ou le socialisme au stalinisme dans ses différentes moutures. Il y en a des milliers d'autres, beaucoup trop pour qu'on s'y arrête, ce qui ne veut pas dire qu'on ne les aurait pas clairement identifiés.

Hier, nous sommes revenu sur la situation en Syrie pour mentionner qu'il fallait prendre en compte tous les facteurs et en occulter aucun, auquel cas on ne comprendrait rien ou tout de travers. En fin de journée j'ai mis en ligne une vidéo de T. Meyssan tournée à Dams où il réside apparemment quand il ne vit pas au Liban. Meyssan se veut humaniste, anti-impérialiste américain ou occidental, antisioniste, il soutient ouvertement le régime d'Assad comme il soutenait auparavant celui de Kadhafi, il se positionne également ouvertement au côté des impérialistes chinois et russe qui soutiennnent Damas, il a accès directement au chef d'Etat de ces pays, mais également du Venezuela et d'autres, et sur le plan idéologique il s'est affiché à de nombreuses reprises avec des gens d'extrême droite avec lesquels on est en droit de penser il est toujours en relation, disons jusqu'à preuve du contraire.

En visionnant sa vidéo, j'ai été choqué de découvrir une fois celle-ci fermée il faut préciser, qu'à l'écran apparaissaient des liens vers deux autres vidéos, dont une de Dieudonné, l'autre d'un certain monsieur Duke consacrée au rôle des juifs dans l'esclavage depuis l'Empire romain.

Je ne connais ni l'un ni l'autre, je rappelle que j'ai quitté la France en 1996. Je ne sais rien de plus sur Dieudonné que ce qui m'est parvenu à l'oreille par les médias et disons la gauche et l'extrême gauche, qui le décrivent comme un antisémite, ce que je veux bien croire puisqu'il s'affiche avec la famille Le Pen notamment.

Je ne me souviens plus très bien au juste, il y a environ un ou deux mois, en me connectant sur le portail national du POI, j'ai été surpris d'y trouver une vidéo de Dieudonné, je ne l'ai pas visionnée parce que ma connection était trop lente, et puis je m'en foutais à vrai dire, je me suis dit que les médias avaient peut-être fait un amalgame entre antisionisme et antisionisme, oubliant sur le coup ses accointances avec les Le Pen, Soral et des négationnistes de l'holocauste ou de la shoah, puis cela m'est sorti de l'esprit. Depuis cette vidéo a disparu du portail du POI, c'est ce que j'ai constaté ce matin. Je me souviens que j'ai dû l'apercevoir sur leur portail peu de temps après qu'ils l'aient refait.

J'ai toutefois relevé que si les deux vidéos en question apparaissaient sous forme de liens à ouvrir une fois visionnée la vidéo de Meyssan, dans le cas du portail du POI elle était présentée comme telle, comme un document, un document comme un

autre auquel on pouvait accéder directement. Dans le cas du Réseau Voltaire, j'ignore si ce sont eux qui ont volontairement ajouté ces liens ou si c'est le fait du moteur de recherche de Youtube propriété de Google.

Dès hier soir, j'ai envoyé un courriel au secrétariat du Réseau Voltaire pour avoir une réponse à cette question, dans lequel je précisais que " *le seul terrain sur lequel j'entends me placer est celui de la lutte des classes et aucun autre*". Juste un mot sur ce point précis parce que c'est important.

On se détermine uniquement sur le terrain de la lutte des classes, parce que de son issue dépend notre émancipation et plus largement l'avenir de l'humanité, parce que c'est le moteur du développement de la civisation humaine, parce que tous les rapports dans la société dépendent des rapports sociaux issus du mode de production en vigueur, parce que tous les facteurs leur sont subordonnés ou en découlent, y compris la religion sous ses différentes déclinaisons, et qu'en aucun cas un de ces facteurs culturel, philosophique, religieux etc. ne saurait à lui seul déterminer le cours de l'histoire ou le fonctionnement de la société, d'où notre rejet d'interpréter les rapports qui existent dans la société sous l'angle d'un de ces facteurs, d'en privilégier un plus que l'autre.

Ce qui nous intéresse pour notre combat, ce n'est pas de savoir que tel patron ou banquier serait juif, musulman, hindou, catholique, protestant, parsi, jaïn, rationaliste, laïc ou libre-penseur ou encore franc-maçon, pourquoi pas cartésien, kantien, spinoziste, hégélien, etc. mais qu'il appartient à la classe des exploiteurs et des oppresseurs, idem pour tout membre de la société. Nous nous en tenons à ce terrain-là et nous n'en changerons jamais.

Maintenant je sais que des militants ont déserté le portail que j'anime en raison de la présence de ces articles du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca, notamment du NPA. J'ai envie de leur dire que lorsque l'on observe que le NPA a soutenu la guerre contre la Libye et qu'elle soutient aujourd'hui celle contre la Syrie menée par la même coalition coloniale américano-franco-britannique, on n'a vraiment pas de quoi être fier. Quant à ceux du POI, apparemment les accointances d'Alexandre Hébert avec Le Pen, compère de Pierre Lambert depuis le début des années 50, qui faisait partie du comité central de l'OCI, ne leur a pas causé plus que cela un cas de conscience.

Dans les deux cas, c'était faire preuve d'un manque manifeste de discernement, par ignorance ou pure dogmatisme, jusqu'où va-t-il se nicher, ce qui n'est pas mon cas, ce que j'espère avoir démontré ici.

Rappelons que Marx avait réservé un ouvrage consacré à la question juive, et que nous ne fuyons pas le débat sur cette question-là, à condition qu'il figure à la place qui lui revient et à aucune autre.

On a envie de terminer par une note d'humour (cinglante !) : quand "*on craint d'aller au socialisme*", tout est à craindre !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Roumanie

Plus de 80% des Roumains qui se sont rendus aux urnes dimanche ont voté pour la destitution du président selon des sondages sortie des urnes mais Traian Basescu devrait rester en fonction en raison d'un taux de participation au scrutin inférieur au seuil minimum requis.

Le taux de participation s'est finalement établi à 46%, a annoncé dimanche le bureau électoral, soit quatre points de moins que les 50% nécessaires à la validation de ce scrutin. (Reuters 29.07)

2- Israël

Un responsable israélien a démenti la véracité d'un article paru dimanche dans Haaretz faisant état de la visite d'un haut membre de l'administration de Barack Obama pour dévoiler au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu des plans américains en cas d'attaque contre l'Iran.

Selon le quotidien israélien, Tom Donilon, conseiller à la sécurité de la Maison blanche, aurait présenté le plan lors de discussions avec Netanyahu à la mi-juillet.

"*Rien n'est vrai dans cet article. Donilon n'a pas rencontré le Premier ministre lors d'un dîner, il ne l'a pas vu en tête-à-tête et il ne lui a pas présenté des plans opérationnels pour attaquer l'Iran*", a dit à Reuters ce responsable, qui a demandé à conserver l'anonymat.

D'après le journal, cette réunion à huis-clos a été la plus importante tentative de l'administration américaine pour dissuader l'Etat hébreu de mener seul une attaque contre la République islamique.

Citant une source anonyme au sein de la délégation américaine, le journal explique que Donilon aurait montré à Netanyahu des plans concernant l'attaque des sites nucléaires iraniens et pour entrer dans les sites souterrains. Ces plans américains ont été préparés en cas d'impasse diplomatique avec l'Iran sur le dossier du nucléaire.

La publication de l'article coïncide avec la venue en Israël de Mitt Romney, candidat du Parti républicain à l'élection présidentielle de novembre aux Etats-Unis. (Reuters 29.07

Haut de page

Le 31 juillet

CAUSERIE

D'ici demain soir les articles de presse et les causeries du mois de juillet seront en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

A propos de quelques médias.

1- Rue89 et le Nouvel Observateur sont à la pointe du sionisme en France. A court d'argument pour soutenir la propagande de guerre contre la Syrie, ils ont été jusqu'à sortir dans un article contre le président du Réseau Voltaire qu'il était homosexuel, qui ajouté ou amalgamé à ses autres "*tares*" devait aboutir à le considérer comme un pestiféré.

J'ai oublié de préciser hier que le Réseau Voltaire et Mondialisation.ca au-delà de leur dénonciation et de leur combat contre les tenants du Nouvel ordre mondial et le sionisme qui en fait partie, présentaient la particularité de combattre également Al-qaida et les Frères musulmans qui sont des créations de l'impérialisme américain et britannique, ce que l'ensemble des médias ne leur pardonnent pas, d'où la nécessité de les présenter comme des antisémites. Cependant, on leur reprochera dans leur luttte contre le sionisme de faire feu de tout bois et de fréquenter des antisémites notoires.

2- Le Point est le porte-parole de la pire réaction après Minute et d'autres torchons d'extrême droite, spécialiste de la rumeur et des bruits de chiottes qu'il monte en épingle, quand ils n'en sont pas à l'origine. Côté journalistique, c'est du niveau d'Ici Paris ou Paris Match !

Contre-révolution. Propagande et manipulation des masses.

1- Syrie

- Un journaliste pigiste français, Pierre Torres, qui collaborait à plusieurs médias dont l'AFP, a été blessé par balle dimanche à Alep, en Syrie, où une offensive des forces gouvernementales est en cours, a indiqué à l'AFP un des ses collègues. (AFP 30.07)

... 13 heures plus tard.

- "*Je ne suis pas blessé. Je ne sais pas d'où sort cette histoire*", a affirmé Pierre Torres dans des courriels transmis à l'AFP, l'un des médias auxquels il collabore. (AFP 30.07)

2- Cuba

Les deux Européens impliqués dans l'accident de voiture qui a coûté la vie au dissident cubain Oswaldo Paya le 22 juillet ont confirmé lundi lors d'une conférence de presse qu'il s'agissait d'un simple accident n'impliquant pas d'autre véhicule comme l'affirmaient des proches du dissident.

"*Je n'ai pas souvenir qu'il y ait eu un autre véhicule impliqué dans l'accident*", a affirmé le Suédois Jens Aron Modig, 27 ans, président du mouvement de jeunes du Parti démocrate-chrétien suédois (KDU), lors d'une conférence de presse organisée par les autorités cubaines.

"*Aucun véhicule ne nous heurté à l'arrière, je conduisais, je suis entré dans une zone en mauvais état et j'ai fait ce qu'aurait fait*

tout automobiliste" (freiner), a expliqué l'Espagnol Angel Carromero qui conduisait la voiture dans laquelle est mort Oswaldo Paya, dans une vidéo présentée lors de la conférence de presse.

"*En ce qui concerne les informations qu'on m'a laissé lire, je demande à la communauté internationale qu'elle s'intéresse surtout à me sortir d'ici et qu'elle n'utilise pas un accident de la circulation qui aurait pu arriver à n'importe qui à des fins politiques*", a ajouté l'Espagnol, 27 ans, vice-président du mouvement de jeunesse du Parti populaire (PP) espagnol, au pouvoir à Madrid.

Les deux hommes, que les autorités cubaines accusent d'être entrés à Cuba avec des visas de tourisme afin d'y mener des "*activités illégales*", se trouvaient toujours retenus lundi à La Havane dans l'attente de la conclusion de l'enquête et d'une décision de justice.

Les autorités cubaines ont présenté vendredi un rapport détaillé sur l'accident qui a coûté la vie le 22 juillet à Oswaldo Paya, 60 ans, et à un autre opposant cubain, Harold Cepero Escalante, 31 ans, attribuant l'accident à un excès de vitesse dans une zone en travaux suivi d'un mauvais freinage, sans faire état d'un autre véhicule impliqué.

Le rapport des autorités cubaines a été rejeté samedi par la veuve de l'opposant, Ofelia Acevedo. "*Je rejette ce rapport parce qu'il vient du gouvernement de Cuba et que je n'ai eu accès à aucune des informations qu'ils disent avoir*", a assuré la veuve du prix Sakharov 2002 du Parlement européen.

Interrogé par les journalistes, Jens Aron Modig a indiqué que c'était son second voyage à Cuba, après un premier en décembre 2009 au cours duquel il avait rencontré "*des journalistes qui ne travaillent pas pour le gouvernement*" et leur avait remis "*des équipements et de l'argent*", sans autre précision.

Pour ce second voyage, a-t-il expliqué, il avait trois objectifs : "*Rencontrer M. Paya et lui remettre de l'argent, rencontrer des jeunes du mouvement de M. Paya pour échanger leurs expériences et accompagner et aider M. Paya s'il désirait se rendre quelque part*".

"*Je comprends aujourd'hui que ces activités sont illégales et je veux présenter mes excuses pour les avoir menées*", a ajouté le Suédois en précisant qu'il avait remis "*4.000 euros*" à Oswaldo Paya.

Les deux Européens "*ont tenté, entre autres objectifs, de contacter des groupuscules de la contre-révolution interne dans la province de Santiago de Cuba (sud-est de l'île) pour leur remettre un financement*", a affirmé au début de la conférence de presse le directeur du Centre de presse international (CPI), dépendant du ministère cubain des Affaires étrangères. (AFP 30.07)

Les puissance occidentales et les médias aux ordres ont essayé de faire passer ce vulgaire accident de la route ou fait divers pour un meurtre commis par le régime pour liquider un opposant.

Normal, il est irréprochable !

- Sarkozy n'a pas critiqué Hollande sur la Syrie selon son entourage - LeMonde.fr

- L'ancien ministre Frédéric Lefebvre (UMP) a déclaré "*Pour notre part, nous sommes prêts à soutenir une politique courageuse et entreprenante dans cette région du monde dans la continuité de la politique française impulsée par le président Sarkozy*". (AFP 30.07)

Rassurez-vous Hollande et Fabius s'y emploient avec zèle ! La preuve :

- La France va demander une réunion du Conseil de sécurité au niveau ministériel et estime qu'il ne peut y avoir pire désordre en Syrie que celui auquel le pays est en proie actuellement, a dit lundi le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius.

"*Puisque la France prend la présidence du Conseil de sécurité au 1er août, nous allons donc demander avant la fin de cette semaine la réunion du Conseil de sécurité, probablement au niveau ministériel, à la fois pour essayer d'arrêter les massacres et préparer la transition politique*", a-t-il dit sur RTL. (Reuters 30.07)

Au fait, quand est-ce qu'aura lieu une véritable "*transition*" ou un véritable changement politique en France ? Quand on sera en mesure de se doter d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, ce n'est pas demain la veille comme on est parti !

PSA. Des syndicats au garde-à-vous.

La présentation des conclusions du rapport d'étape sur la situation de PSA Peugeot Citroën, commandé par Bercy avant l'annonce par le constructeur de son plan de restructuration, a été renvoyée au 11 septembre, a annoncé lundi le ministère du Redressement productif.

Des conclusions provisoires de ce rapport devaient être présentées le 31 juillet mais les usines de PSA étant fermées jusqu'à la fin août, ceci a été remis à la rentrée. De même, la date de la remise du rapport définitif devrait être repoussée de la mi-septembre à fin septembre ou début octobre.

"*En accord avec les organisations syndicales et la direction du groupe PSA, la remise de ce rapport aura lieu le 11 septembre*", a précisé le ministère dans un bref communiqué.

Le ministère avait chargé fin juin Emmanuel Sartorius, ingénieur général des Mines, "*de dégager un diagnostic précis, rigoureux et partagé sur la situation réelle du groupe PSA*".

Plusieurs syndicalistes ont indiqué à l'AFP ne pas avoir reçu de convocation pour une réunion prévue lundi après-midi qui figurait pourtant à l'agenda hebdomadaire du ministre.

"*Si c'est pour conclure que le plan Varin est complètement injustifié, la CGT et les salariés sont prêts à excuser ce contre-temps étonnant*", a indiqué Jean-Pierre Mercier de la CGT.

"*On nous a indiqué cet après-midi qu'une demi-journée serait consacrée à la restitution du rapport d'étape, en septembre*", dit Franck Don, de la CFTC, qui dit attendre avant tout les conclusions du rapport Secafi, organisme mandaté par les élus du comité central d'entreprise pour faire le point sur la situation financière du constructeur. (AFP 30.07)

Depuis plus de deux siècles, ce n'est pas la littérature qui a fait défaut pour tenter de justifier ou légitimer l'existence du capitalisme. A une autre époque, on ne s'embarrassait pas d'en connaître la teneur pour passer à l'action sur notre propre terrain de classe, quand le mouvement ouvrier n'était pas encore pourri par le réformisme et lorsque le prolétariat ne s'était pas embourgeoisé.

Je ne suis pas sûr que la plupart des militants comprennent ce que recouvre la démarche des syndicats.

En demandant à un expert de vérifier la viabilité de l'entreprise et de se prononcer sur la validité de ce plan censé oeuvré à sa survie, ils en acceptent par avance les conclusions sur la base des lois de fonctionnement du régime capitaliste qui s'appliquent à cette entreprise. Donc en imaginant que l'expert décrète que ce plan est indispensable à sa survie, les syndicats n'ont plus qu'à se plier à ce diagnostic et à accompagner ses conséquences dramatiques pour les milliers de salariés de PSA et ses sous-traitants. C'est ce qu'ils s'apprêtent à faire.

Au-delà du sort de ces milliers ou dizaines de milliers de travailleurs et leurs familles, accepter ce diagnostic, accepter de se placer sur le terrain des besoins des capitalistes est d'une gravité extrême, parce que cela signifie qu'en partant du même principe la totalité de nos droits sont injustifiables et illégitimes, et donc peuvent être bradés et disparaître.

Comment par exemple demain allez-vous justifier le droit à la santé pour tous, comment allez-vous combattre pour l'imposer, si au préalable vous avez accepté le principe qu'il est incompatible avec le système économique qui demeure la norme indépassable ou qui dicte sur le plan social ce qui peut se concevoir ou non ? Ce sera impossible, il ne vous restera plus qu'à gérer les conséquences de la pénurie ou de l'absence de droits sociaux, qu'à vous adapter ou vous accommoder de la situation qui découlera de la survie du capitalisme, à vous en faire le complice.

Nos vaillants dirigeants toujours prompts à attaquer les Ong qui se livrent à cet exercice infâme, à juste titre, sont particulièrement silencieux quand ce sont les dirigeants syndicaux qui s'y collent, simple constat. En agissant de la sorte, les appareils du POI, du NPA et de LO ne privilégieraient-ils pas leurs rapports avec les appareils pourris des syndicats au détriment des intérêts collectifs de notre classe ?

Et comble de la mystification, c'est ce qu'ils appellent défendre l'indépendance des syndicats ! Sauf si on pose la question qui tue et dévoile leur subordination au régime : par rapport à qui ? Dans le cas de PSA, c'est clair, par rapport aux besoins des travailleurs qui passent après les conclusions du rapport d'un expert, à la trappe quoi. Si vous n'en êtes pas encore totalement convaincu, vous pouvez reprendre le fil des évènements depuis l'annonce du plan Varin.

Tous sans exception ont affirmé haut et fort qu'ils attendaient de voir ce que le gouvernement allait faire, tous s'en sont remis au gouvernement, nous sommes bien d'accord ? Ensuite le gouvernement a décidé de s'en remettre à un expert, les syndicats l'ont imité, or, chacun sait que quelles que soient les conclusions auxquelles parviendront ces experts sachant qu'ils n'ont pas la conscience de classe d'un militant combattant pour le socialisme, ils se situeront automatiquement sur le terrain des capitalistes, des besoins de PSA. A l'arrivée, dans leurs rapports, il y aura à boire et à manger de telle sorte que chacun pourra les interpréter à sa manière, ce qui permettra à la direction de PSA de garder les mains libres pour appliquer son plan.

Il faut donc en conclure que ces partis et ces syndicats ne sont indépendants ni de l'Etat ni du capitalisme, ils le sont des intérêts des travailleurs qui passent au second plan, on en a la démonstration sous les yeux. Vous pourrez fermer les yeux ou détourner

le regard, cela ne changera rien à la réalité. Pour notre part, aussi difficile soit-elle à admettre, nous préfèrerons toujours la regarder en face pour l'affronter.

C'est l'Inde, quoi ! !

- Incendie dans un train en Inde: 32 morts, selon un nouveau bilan - AFP

- 300 millions d'Indiens dans le noir à cause d'une panne d'électricité - lexpress.fr

Je n'ai jamais pris le train en Inde et exceptionnellement le bus il y a déjà longtemps de cela.

- L'Inde a connu le pire black-out depuis 11 ans. Une massive panne d'électricité ce lundi dans le nord de l'Inde a privé de courant, voire d'eau, jusqu'à 300 millions d'habitants. L'ensemble du réseau électrique du nord du pays s'est effondré peu après 02H00 dans la nuit de dimanche à lundi (20H30 GMT dimanche) et n'a pu être rétabli partiellement que six heures plus tard, a indiqué le ministre de l'Energie, Sushilkumar Shinde. (lexpress.fr 30.07)

En réalité, on vit cela au quotidien. 6 heures, ce n'est rien, au minimum toute l'année on atteint 4 heures et il n'est pas rare qu'ils coupent le courant pendant 10 ou 12 heures. Ils ont fait en sorte de développer la classe moyenne tout en réhaussant le salaire moyen des travailleurs, de telle sorte qu'ils puissent acheter des biens d'équipement qui consomment de l'électricité, dont les climatiseurs, mais comme ils n'ont pas prévu d'augmenter en rapport la production d'électricité, il y a surchauffe, bref, une fois que vous avez acquis ces équipements, il ne vous serve à rien une bonne partie de l'année !

Je n'exagère pas et je vais vous donner un exemple. J'ai une cafetière électrique, j'attends qu'elle soit vide pour refaire du café, mais comme il arrive souvent que ce soit impossible parce qu'il n'y a pas de courant, j'ai toujours un paquet de Nescafé sous la main. Tout est une question d'organisation, camarades !

C'est la même chose avec les voitures. Ils ont développé l'accès au crédit pour les couches et les classes moyennes pour qu'elles puissent en acheter, mais comme le réserau routier est dans un état épouvantable et la circulation infernale, elles ne le utilisent que très peu ou ne servent à rien, sinon à afficher son statut social ! C'est l'Inde quoi !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis. Le lobbying obscurantiste et réactionnaire poursuit son offensive.

Washington a dénoncé lundi une poussée de l'antisémitisme et de l'hostilité à l'égard des musulmans en Europe, critiquant les lois contre la burqa en France et en Belgique, dans un panorama mondial des libertés religieuses qui fustige aussi l'Egypte et la Chine.

Commentant ce rapport produit par son ministère pour 2011, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a jugé que "*le monde faisait marche arrière*" dans la protection de la liberté religieuse, "*ce droit humain si caractéristique de sociétés stables, sûres et en paix*".

Dressant une carte pays par pays, le département d'Etat a voulu mettre en exergue, 18 mois après le début du Printemps arabe, "*les conséquences des transitions politiques et démographiques sur les minorités religieuses, l'impact des conflits sur la liberté religieuse ainsi que la poussée de l'antisémitisme*".

Mais les Etats-Unis ont réservé leurs critiques les plus acerbes à l'Europe.

Ces "*pays sont de plus en plus divers en termes ethniques, raciaux et religieux*" mais "*ces évolutions démographiques s'accompagnent parfois d'une augmentation de la xénophobie, de l'antisémitisme et de sentiments antimusulmans*", déplore Washington.

Surtout, souligne le département d'Etat, "*de plus en plus de pays en Europe, dont la Belgique et la France, ont des lois restreignant le code vestimentaire qui pénalisent des musulmans*", en allusion aux législations contre le voile intégral.

Les Etats-Unis expriment régulièrement leur désaccord avec Paris sur ce dossier. Porter ou non un vêtement religieux "*doit être un choix personnel*", a insisté Suzan Johnson Cook, ambassadrice des Etats-Unis pour les libertés religieuses.

La semaine dernière, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, avait appelé notamment Paris et Bruxelles à "*renoncer aux lois et mesures visant spécialement les musulmans*".

Les Etats-Unis s'en prennent aussi une nouvelle fois à la Chine.

Ils dénoncent une "*nette dégradation en 2011 du respect par le gouvernement de la liberté religieuse en Chine*", s'inquiétant du sort "*des bouddhistes tibétains, des chrétiens et des musulmans ouïghours*". Washington avait brocardé Pékin la semaine dernière pour la "*détérioration continue de la situation générale des droits de l'homme*".

Ayant collecté des données en 2011, en plein Printemps arabe, Washington salue les "*transitions politiques en cours (...) en Afrique du Nord et au Moyen-Orient" --notamment en Tunisie, Libye et en Egypte-- pour rappeler que le "sort des minorités religieuses dans ces pays fait la Une de l'actualité*".

Mais le département d'Etat redoute dorénavant "*des tensions exacerbées entre ceux qui ont été longtemps opprimés et qui réclament plus de liberté et ceux qui craignent le changement*".

Washington critique surtout l'Egypte pour n'avoir pas jugulé les violences contre la minorité chrétienne copte.

A l'heure où des pays arabes se dotent de "*nouvelles constitutions, il serait merveilleux d'y inclure la liberté religieuse*", a plaidé Mme Johnson Cook.

Enfin, le département d'Etat s'alarme d'une "*poussée mondiale de l'antisémitisme, qui se manifeste par du révisionnisme, la négation ou la glorification de l'Holocauste (...), l'opposition à Israël ou (...) des actes de profanation*", citant le Vénézuéla, l'Egypte, l'Iran, l'Ukraine, la Hongrie, les Pays-Bas et la France. (AFP 30.07)

2- Israël

Le gouvernement israélien a approuvé lundi une série de mesures d'austérité essentielles, selon lui, pour réduire le déficit budgétaire et protéger Israël de la crise économique mondiale, a annoncé le bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Parmi les mesures approuvées pour limiter le déficit budgétaire figurent une augmentation immédiate d'un point du taux de la TVA à 17%, ainsi qu'une hausse l'an prochain de 1% de l'impôt pour les particuliers dont le revenu mensuel est situé entre 8.881 et 41.830 shekels (2.220 et 10.457 dollars). Une taxe spéciale de 2% sera prélevée sur les revenus de plus 67.000 shekels (16.750 dollars).

Des coupes de 750 millions de shekels (187 millions de dollars) dans les crédits des différents ministères, à l'exception de la Défense, de l'Education, des Affaires sociales et de l'Intégration des nouveaux immigrants, sont également prévues. L'an prochain, une coupe supplémentaire de 3% va également intervenir.

La semaine dernière, dans un premier temps, le gouvernement avait augmenté les taxes sur la bière et le tabac, en vue de faire rapidement entrer dans les caisses du Trésor 1 milliard de shekels (210 million euros).

Ces mesures devraient se traduire en moyenne pour chaque ménage par un surcroît de charges fiscales annuelles d'environ 1.740 shekels (347 euros). (AFP 30.07)

SOCIAL

1- Monde. Réseaux sociaux.

Twitter a atteint le demi-milliard d'utilisateurs fin juin, dont plus de 140 millions de comptes uniquement aux Etats-Unis, et une croissance de plus de 23% du nombre d'utilisateurs au Brésil depuis le début de l'année, selon un étude publiée lundi par Semiocast.

La France totalise 7,3 millions de profils Twitter, soit 1,4% du nombre total d'utilisateurs. (AFP 30.07)

2- France

2.1- Fraudes à l'Urssaf.

L'Urssaf de Seine-et-Marne a réalisé l'an passé un résultat historique dans sa lutte contre le travail au noir. L'organisme chargé de la collecte des cotisations salariales et patronales a dévoilé en fin de semaine le bilan de son action contre la fraude en 2011. A travers plus de 100 contrôles ciblés, l'Urssaf a mis au jour 15411620 € de cotisations non déclarées.

Un résultat près de cinq fois supérieur à celui obtenu en 2010.

Ces chiffres s'expliquent essentiellement par la découverte, en février 2011, d'une vaste escroquerie organisée par des agences d'intérim, qui ont détourné plus de 12 M€ de cotisations patronales. Deux agences de travail temporaire installées dans le nord de la Seine-et-Marne employaient de la main-d'œuvre sur des chantiers sans déclarer aucune activité auprès de l'Urssaf. « *La première servait de paravent réglementaire, tandis que la deuxième fournissait les travailleurs* », explique le directeur départemental de l'organisme, Gaudérique Barrière.

Mais les trente agents de l'Urssaf 77 qui traquent les employeurs fraudeurs ont aussi pu détecter des travailleurs illégaux dans de nombreuses autres entreprises, et même sur le chantier de la nouvelle gendarmerie de Donnemarie-Dontilly. De fait, le secteur du BTP représente 43% des affaires mises au jour, suivi par le commerce (31%) et la restauration (21%). (leparisien.fr 30.07)

2.2- La société Bristol Myers condamnée

Bristol Myers Squibb (BMS), qui a fermé son site d'Épernon (Eure-et-Loir) en janvier 2010 et licencié 85 employés, a été condamné par les Prud'hommes de Chartres à verser près de 1,2 million d'euros à ses ex-salariés pour "*licenciements sans cause réelle et sérieuse*", a annoncé lundi l'avocate des salariés. (AFP 30.07)

2.3- Renault condamnée

Le tribunal des Prud'hommes du Havre a condamné aujourd'hui Renault à payer des indemnités à 91 salariés de son usine de Sandouville (Seine-Maritime) partis en départ volontaire, pour non-respect des dispositions actuelles sur les congés de reclassement. Ces salariés ont obtenu chacun une somme de 20.000 euros "pour préjudice moral et anxiété" et les syndicats CGT qui les défendaient, un total de 20.000 euros.

Selon la CGT, le tribunal a condamné Renault notamment pour avoir organisé des formations "*bidon*", dans le cadre de ce plan de départs volontaires, appliqué en 2008 et 2009. L'avocat de Renault, Me Frédéric Canton, n'a pas souhaité s'exprimer sur cette décision qui est susceptible d'appel. En revanche, le tribunal a débouté ces salariés de leur demande d'annulation de leur convention de résiliation amiable. Cette demande représentait un total de 20 millions d'euros d'indemnités potentielles alors que la décision rendue leur accorde un total d'un peu moins de deux millions. (AFP 30.07)

2.4- L'Insee a publié une enquête sur le rapport couple-argent.

L'information la plus intéressante - et la plus surprenante - concerne le niveau de vie et le diplôme. Plus ils sont élevés, moins le compte commun existe : 76 % pour une personne ayant un CEP, contre 45 % pour un deuxième cycle ou plus. (lepoint.fr 30.07)

Rien de surprenant au contraire, car plus on a d'argent, plus on en dépense, plus on en a besoin, plus on y pense, plus on en veut et ainsi de suite, au Point ils devraient le savoir, non ? Ils en sont là mais ils ne s'en rendent même pas compte, c'est encore plus grave que ce qu'on pensait d'eux. Ce ne serait pas cela le capitalisme par hasard ?

Avec mon ex-épouse nous avons fait plus fort, j'ai conservé le compte commun pendant des années après notre divorce, cela ne m'est jamais venu à l'esprit qu'elle pourrait tirer de l'argent dessus, j'ai toujours eu une confiance absolue en elle, entre nous, c'est pour cela qu'elle est partie ! Comme je sais qu'elle me lit, cela va la faire marrer. On avait pris un compte commun dès lors que l'on vivait ensemble, cela nous avait semblé naturel dès le premier jour.

Si je me souviens bien, c'est au bout de dix ans après notre séparation que je me suis dit un jour qu'il faudrait peut-être avertir "*ma*" banque qu'il y avait une nouvelle madame Tardieu et que sa signature devrait peut-être être enregistrée. On s'en foutait l'un comme l'autre, j'ai toujours eu en horreur les histoires de fric, et s'il y a bien quelque chose à laquelle nous avons toujours échappé, c'est bien à cela. Un couple modèle, idéal, sans déconner, j'arrête parce que je vais déprimer... Il y a des trucs dans la vie pour lesquels on est inconsolable, cela fait partie de la vie.

Je ne sais peut-être rien ou pas grand choses des gens dont je mets en ligne les articles dans le site, par contre vous ne pourrez pas en dire autant de moi et j'estime que c'est normal ; personne n'est censé faire confiance au premier venu ou à un inconnu qui dit de lui ce qu'il veut bien dire ou ne rien dire du tout. On dit aussi que la plupart des gens ne méritent pas qu'on les connaisse, car ils nous décevraient. On devrait s'interroger surtout sur ceux que l'on croit connaître, alors qu'en réalité on ne les connaît pas du tout.

Quand j'ai découvert Marx et Engels il y a plus de 35 ans, je n'ai pas seulement adhéré au marxisme, j'ai adhéré à ce que j'estimais être la morale qui allait avec ou qui s'en dégageait, qui se dégageait de leur vie exemplaire. Contrairement à nos dirigeants, ils ne sont pas enrichis ou ils n'ont jamais eu pour objectif d'être propriétaires de quoi que ce soit pour assurer leurs arrières ou je ne sais quoi. Ils ont tout sacrifié pour notre cause, y compris leur vie, Lénine avait été blessé à la tête lors d'une tentative d'assassinat qui lui laissera des séquelles qui finiront par l'emporter, et Trotsky sera assassiné ainsi qu'une partie de sa famille sur ordre de Staline.

Convictions, principes et morale marchent ensemble. Personne n'est parfait, certes, et ce n'est pas parce que notre idéal demeure hors de portée qu'il faudrait s'en écarter dans notre vie quotidienne. (A suivre une autre fois)

ECONOMIE

1- Céréales.

Selon la Banque mondiale (BM), la sécheresse qui touche plusieurs grands pays producteurs de céréales a fait flamber les cours mondiaux de certains produits agricoles depuis la mi-juin, notamment le blé (+50%) et le maïs (+45%).

Le prix des graines de soja a, lui, augmenté de 30% depuis le début juin et de 60% depuis la fin 2011, selon le communiqué de la Banque.

Les Etats-Unis, qui assurent plus de la moitié des exportations de maïs dans le monde et un quart de celles de blé, sont touchés par une des plus graves sécheresses que le pays ait connues depuis 25 ans.

Le manque d'eau a aussi affecté plusieurs pays d'Europe de l'Est et l'Inde, précise la BM.

"*La hausse des prix ne va se répercuter seulement sur le pain et les produits transformés mais également sur l'alimentation animale et, en bout de chaîne, sur le prix de la viande*", estime la Banque mondiale qui relève toutefois des différences avec la crise alimentaire de 2008 qui avait provoqué des émeutes de la faim.

Les stocks de riz restent "*relativement confortables*", note la BM, alors que cet aliment crucial dans les pays pauvres avait vu son prix plus que tripler en 2008. (AFP 30.07)

2- Espagne

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Espagne s'est contracté de 0,4% sur le trimestre avril-juin, après un recul de 0,3% au trimestre précédent, selon les données préliminaires publiées lundi par l'Institut national des statistiques. En rythme annuel, l'économie espagnole s'est contractée de 1,0%.

Les prix à la consommation ont quant à eux augmenté de 2,2% en rythme annuel en normes IPCH (harmonisées au niveau européen), en raison principalement de la hausse des prix de certains médicaments décidée par l'Etat dans le cadre des mesures de réduction du déficit. (Reuters 30.07)

3- Grande-Bretagne

HSBC a publié un bénéfice avant impôt de 12,7 milliards de dollars au titre du premier semestre, en hausse de 11% par rapport à la période correspondante de 2011. Mais le bénéfice récurrent, hors gains exceptionnels sur des cessions d'actifs aux Etats-Unis et pertes sur la valeur de sa dette, recule de 3% sur un an à 10,6 milliards de dollars. (AFP 30.07)

4- Etats-Unis

Le constructeur automobile américain Chrysler a annoncé lundi avoir dégagé un bénéfice de 436 millions de dollars au deuxième trimestre et a confirmé prévoir un bénéfice d'exploitation annuel d'au moins trois milliards de dollars.

Le chiffre d'affaires a progressé de 23% à 16,795 milliards d'euros. (AFP 30.07)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août

CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf les causeries et infos en bref de juillet, 200 pages. Qui a osé dire que je n'avais aucune activité militante ? Qui ? Ce qui me chagrine le plus ou me torture, c'est de ne pas pouvoir vous donner de bonnes nouvelles, hélas ! Allez, disons que s'informer et réfléchir, c'est déjà une bonne nouvelle !

Des nouvelles du pays.

- Rebelote. Le nord de l'Inde est de nouveau privé d'électricité après un gigantesque black-out lundi. Hier la coupure a concerné un peu plus de 300 millions de personnes. Nouveauté de ce mardi : le nord-est et l'est du pays sont également touchés.

Au total, plus de 600 millions de personnes seraient concernées (à titre de comparaison, l'Union Européenne compte près de 500 millions d'habitants).

«*C'est une grosse crise. Nous travaillons à restaurer l'électricité. De nombreux Etats ont exagéré leurs capacités et cela a entraîné un effondrement total dans le nord et l'est de l'Inde*», a commenté un haut responsable du ministère de l'Energie à New Delhi.

Ces deux pannes consécutives soulignent les difficultés de l'Inde à améliorer son système électrique. La coupure est également suivie avec inquiétude par la Chine qui, comme le note le *Wall Street Journal*, a ajouté depuis 2006 en moyenne 84 gigawatts par an à son réseau. C'est six fois plus que l'Inde (14 gigawatts). (leparisien.fr 31.07)

Hier soir, chez nous dans le sud, je venais à peine de me coucher qu'ils ont coupé le courant. Je me suis levé pour mettre en route un ventilateur, au bout de quelques dizaines de minutes ne tenant plus j'ai rouvert les fenêtres en espérant enfin pouvoir dormir, quelques minutes après le courant revenait, je me suis relevé pour refermer les fenêtres et éteindre le ventilateur, la climatisation fonctionnant. J'ai jeté un oeil au réveil, il était 1 heure du matin. Je me suis réveillé ce matin à 6h30, réveillé par la chaleur car ils avaient coupé l'électricité à 6h, comme tous les jours jusqu'à 9 heures. Ne pouvant pas me rendormir, je me suis levé à 7 heures, et après avoir déjeuné je me suis mis au boulot. C'est tous les jours la même chose. En fait on ne peut réellement passer une nuit à peu près normal que quatre à cinq mois dans l'année quand il fait plus frais, entre 20 et 30°C.

Ce sont les climatiseurs qui consomment le plus d'électricité, au minimum 1.500 watts. Il y a 15 ans environ, le prix du plus petit climatisateur (1 tonne) valait l'équivalent de deux ans de salaire sur la base du smic local (1.500 roupies à l'époque, 5.000 aujourd'hui, environ 72 euros), aujourd'hui, moins de deux mois de salaire. Il faut ajouter qu'il existe dorénavant un marché de l'occasion où on peut en acquérir un pour un mois de salaire, donc les propriétaires de climatiseurs se sont multipliés tandis que

la production d'électricité n'a pas suivi. Et ce n'est qu'un début.

Ce qui dissuade de les utiliser, c'est le prix (progressif) exorbitant de l'électricité, mais tout le monde trafique son compteur, mieux, dans les grandes villes où à chaque poteau électrique des dizaines et dizaines de cables sont raccordés de façon plus ou moins anarchique, une partie sont des connections illégales, des gens qui ne possèdent pas de compteur électrique et qui se raccordent directement. Comment est-ce possible direz-vous ? Tout le monde le sait et tout le monde s'en fout, le pays est corrompu du haut en bas, entre corrompus on ne se dénonce pas, voilà tout.

Tenez un autre exemple qu'on m'a raconté avant-hier.

Tous les jours 1.000 camions viennent décharger des ordures à la décharge municipale de Pondichéry. Chaque camion est payé 2.000 roupies, son (riche) propriétaire a donc intérêt à effectuer le maximum de rotation par jour. Comment fait-il ? Les camions sont bâchés, personne ne voit ni ne contrôle ce qu'il y a dedans, parfois ils sont à moitié ou au trois quart vide, personne ne le verra mais tout le monde le sait, peu importe, en fait il suffit de se pencher pour le voir !

Cela fonctionne ainsi et le ministre et les différents chefs de service qui sont parfaitement au courant du trafic s'en mettent quotidiennement plein les poches, car ils sont évidemment complices des entreprises qui possèdent les camions, elles ont été choisies lors d'appels d'offre bidon en fonction de ce critère et la boucle est bouclée. En voilà un trafic particulièrement juteux, réalisé ouvertement donc pour ainsi dire légal, sans risque puisque couvert par le gouvernement. Ah cela oui, cela donne un pays particulièrement pourri, on n'a pas idée !

TSCG. Une affaire d'"***état d'âme***" tout au plus.

Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, a exhorté ce mardi toute la majorité à se rassembler pour approuver fin septembre le «*paquet européen*», dont le traité de stabilité budgétaire qui continue à la diviser. Le Front de gauche réclame un référendum parce qu'il estime que François Hollande n'a pas tenu sa promesse de renégocier ce traité, même s'il a obtenu un «*pacte de croissance*» européen. Bruno Le Roux n'a en outre pas caché qu'une partie des troupes du PS éprouvaient aussi des états d'âme.

«*Il y a toujours des discussions au sein de la gauche sur ces questions*», a-t-il expliqué lors d'un point de presse. «*Il y aura des discussions aussi au sein du Parti socialiste*», a-t-il ajouté en promettant des réunions internes dès le 11 septembre pour trouver un consensus. Le «*paquet européen*» devrait être soumis au Parlement durant la dernière semaine de septembre au cours d'une nouvelle session extraordinaire du Parlement.

«*Nous attendons la décision du Conseil constitutionnel mais aujourd'hui un certain nombre de schémas montrent que l'adoption la plus rapide qui soit permise met un agenda à la fin du mois de septembre, c'est-à-dire juste avant la session parlementaire ordinaire*», a dit Bruno Le Roux au cours d'un point de presse.

Il s'agit, a-t-il dit, de montrer par cette ratification de «*montrer que le Parlement, que la majorité est en soutien total de la réorientation politique de l'Europe, de la réorientation de la politique européenne qu'a entraîné l'action du président de la République*». Pour lui, grâce à François Hollande, «*personne ne peut penser que le débat européen aujourd'hui se pose au Parlement de la même façon qu'il y a quelques mois lorsque c'était Angela Merkel qui faisait les textes*». Un vote au Parlement semble acquis avec l'apport assuré des voix centristes et probablement aussi de l'UMP. (Reuters et 20 minutes.fr 31.07)

Cela me rappelle quand je travaillais en France et que j'étais convoqué par le patron ou le chef du personnel.

Bon, quel est votre problème monsieur Tardieu ? Moi, mais je n'ai pas de problèmes... Je vous passe la suite, vous aurez deviné que c'était eux le problème ou mon chef, les conditions de travail, etc. Quelque temps plus tard, assez rapidement en réalité, je remettais cela sur le tapis, mais c'est que là cela ne leur plaisait pas du tout, on me répondait : écoutez, on vous a permis de vous exprimer, on vous a écouté, on a pris en compte vos remarques, maintenant cela suffit, au boulot, sans rien régler évidemment, mais pour eux le seul fait d'en avoir causé suffisait, plus fort encore, à les entendre c'est moi qui leur aurait demandé un entretien, alors que c'étaient eux qui m'avaient convoqué.

On assiste à la même comédie au PS : on en discute, chacun expose son point de vue, une fois que c'est terminé, on ne considère pas que nos désaccords n'existent plus, mais comme on s'est soulagé - ils ont surtout soulagé leur mauvaise conscience, par miracle ils n'ont plus tant d'importance et on peut passer à l'exercice pratique. Lors d'un congrès ils appellent cela faire la synthèse. Mais alors direz-vous, ils n'ont pas plus de principes que cela ? Ecoutez, il faut croire, non, ils en font la démonstration eux-mêmes ? Et Mélenchon ? Quand on observe de près son programme, on se rend compte qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie qui domine au PS, non ? Ne nous écartons pas de notre sujet, disons que Mélenchon est dans la peau de quelqu'un qui ferait un plan sur la comète en sachant très bien que les conditions n'existent pas ou plus pour le réaliser, mais qui affirmerait le contraire sachant qu'il n'est pas ou ne sera pas le seul à y croire malgré tout et le tour est joué.

Décidément, il va s'en passer des choses le 11 septembre (PSA), attention, c'est un jour maudit ! En me marrant, je suis né un 11 septembre (1955), j'incarne la malédiction... ou l'espoir ! La "*gauche*" du PS a des "*états d'âme*", comme un gosse qui veut que sa mère lui achète un sucre d'orge en plus de son croissant ! Si elle pare son refus en lui promettant de jouer avec lui une fois qu'ils seront rentrés à la maison, il en oubliera aussitôt son sucre d'orge.

Mais il y a bien tout de même des contradictions qui existent au sein du PS, effectivement, comme dans toute chose, mais ce n'est pas pour autant que toute chose pourrait devenir n'importe quoi, les alchimistes ont essayé depuis longtemps et ils s'y sont cassés les dents, à vous de voir si vous voulez y laisser votre dentition, dans mon cas, elle est déjà pourrie, alors je passe mon tour !

On peut très bien prétendre défendre la dialectique, finalement à des fins peu avouables, on a parfois tendance à l'oublier, du coup on se fait manipuler.

Dans toutes contradictions, il existe un point de non-retour (en arrière), par exemple les différents états de l'eau, H^2O. Faites chauffer une casserole d'eau, une fois parvenue à 100°C elle va passer de l'état liquide à l'état gazeux et s'évaporera rapidement, si maintenant vous coupez le gaz, certes lentement elle cessera de s'évaporer, mais la partie qui s'est évaporée ne retournera jamais dans votre casserole, vous pourrez dire et faire tout ce qu'il vous passera par la tête sans que cela n'y change quoi que ce soit. Et si vous maintenez le gaz allumé, il arrivera un moment où votre casserole sera vide. C'est ce qui est arrivé au PS. On a envie d'ajouter ironiquement, que ceux qui s'adressent à lui traînent une sacré casserole derrière eux depuis des lustres ! Il est bien connu que pour certaines personnes, il suffit de faire du bruit pour avoir l'impression d'exister...

Ceux qui caractérisent le PS comme un parti appartenant au mouvement ouvrier et qui de ce fait soutiennent sa capacité de nuisance sur le mouvement ouvrier, refusent d'admettre que parvenue à un certain stade la quantité se transforme en qualité, et de ce fait rompt avec sa qualité originelle pour ne jamais plus la retrouver.

Si vous laissez sur le feu votre casserole d'eau, il arrivera un moment où elle sera vide, toute l'eau se sera évaporée. C'est ce qui est arrivé à la SFIO, dès le milieu des années 70, peut-être bien avant, il n'y avait plus un ouvrier ou un employé au PS en dehors de quelques égarés. Laissons de côté ici sa trahison du 3 août 1914. La source s'est tarie et notre rivière est à sec, maintenant son lit pourrait se reformer temporairement à l'occasion de pluies exceptionnelles, mais elle ne retrouvera jamais ses qualités originelles quand elle était alimentée par un glacier qui a fondu et disparu ; les rangs du PS ont pu gonfler à certaines époques, mais à aucun moment ils n'ont retrouvé les contours qu'ils avaient au début du XXe siècle, il s'est alimenté à une autre source que le socialisme et ce qui l'incarne, le capitalisme dont il est devenu un maillon au sein des institutions.

Parti de banquiers, d'aristocrates et de grands bourgeois autour desquels viennent s'agglutiner des couches de la petite bourgeoisie étrangères au socialisme ou qui en ignorent tout ou pire, qui en sont des ennemis plus ou moins déclarés. On a pu lire récemment que ses effectifs étaient retombés autour de 100.000 adhérents, sachant qu'il y a 550.000 élus en France, auxquels il faut ajouter les milliers ou dizaines milliers de postes lucratifs qui existent au sein d'une ribambelle d'organismes non institutionnels, au regard du poids électoral du PS, on peut en déduire que ce parti se compose essentiellement d'élus autour desquels gravitent des ramasses miettes, genre SOS racisme, etc.

Cela vous a choqué que tous les syndicats et partis se tournent vers le gouvernement, donc le PS, dans le dossier PSA ou encore le TSCG, n'en cherchez plus l'origine, nous venons de l'évoquer, leur incapacité ou leur refus de caractériser le PS sur le plan politique et de rompre avec lui et les appareils qui lui sont liés, d'où leur subordination à ce parti, aux institutions puisque c'est devenu son unique source de subsistance, au régime dont il est le gestionnaire zélé aujourd'hui.

Si vous lisiez sans a priori les articles relatifs aux organismes, fondations ou think-tanks qui relatent les relations des dirigeants du PS avec les conservateurs et néo conservateurs américains depuis 1945, vous arriveriez à la conclusion qu'il est encore plus pourri que tout ce que vous avez pu imaginer sur son compte jusqu'à présent. Son histoire officielle pourrait suffire tellement elle est épouvantable, monstrueuse, je vous l'accorde volontiers, mais le problème c'est que cela ne suffit pas à bien des militants qui demeurent sensibles aux arguments opportunistes de leurs dirigeants.

Pour revenir sur la "*fronde*" de la "*gauche*" du PS à propos du TSCG. Ils menacent de ne pas le voter parce que cela interdirait par la suite à la "*gauche*" au pouvoir de faire autre chose qu'une politique d'austérité... Question : depuis 1981, chaque fois que la "*gauche*" a été au pouvoir, a-t-elle fait une autre politique ? Chacun sait que non. Question : pourquoi nos dirigeants n'en tiennent pas compte ?

Parce qu'ils privilégient une conception de la lutte de classe tournée vers les appareils et les institutions au détriment de la classe ouvrière, parce qu'ils n'ont pas les moyens de l'entraîner au combat ou à se mobiliser massivement, ils sont en grande partie eux-mêmes coupés des masses ou ils ont été incapables de s'y implanter profondément au cours des 70 années qui viennent de s'écouler, pour combler cette lacune en quelque sorte ou continuer d'exister tout simplement, ils comptent influer (front unique ouvrier) sur les contradictions des partis dits ouvriers à tort ou à raison pour les obliger à se placer au côté de la classe ouvrière, estimant que cela pourrait avoir une influence bénéfique sur le cours des choses, et peu importe si finalement au niveau de l'éducation des masses et de leur compréhension des rapports des uns et des autres avec l'Etat et le capitalisme le bilan s'avère catastrophique et les appareils en profitent pour redorer leur blason, ils ne visent qu'un effet immédiat et éphémère,

ils sont déconnectés de l'objectif final de notre combat qui est le renversement de l'ordre établi.

Le résultat : dramatique, la situation telle qu'on peut l'observer aujourd'hui, le prolétariat sans direction politique, sans orientation politique, une proie facile pour le régime et tous ceux qui le soutiennent...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine

La veuve de Yasser Arafat a déposé mardi une plainte contre X pour assassinat à Nanterre, après la découverte de polonium sur des effets personnels de l'ex-dirigeant palestinien, qui a relancé la thèse d'un empoisonnement, selon un communiqué.

Cette plainte avec constitution de partie civile a été déposée dans la matinée, au nom de Souha Arafat et de sa fille mineure Zahwa, entre les mains du doyen des juges d'instruction du Tribunal de grande instance de Nanterre.

Une source judiciaire a précisé que le doyen des juges d'instruction peut désormais soit transmettre le dossier au parquet, soit demander le versement d'une consignation. Si la plainte est considérée comme recevable, elle donnera lieu alors à l'ouverture d'une instruction ou bien à un non-lieu.

"*Cette plainte pour assassinat qui est dirigée contre X - de telle sorte que Souha et Zahwa Arafat n'accusent personne : ni Etat, ni groupement, ni individu - n'est pas prescrite puisqu'elle intervient moins de dix ans après les faits et n'a d'autre objet que d'établir la vérité en mémoire de leur mari et père*", indique le communiqué diffusé par le cabinet de Me Pierre-Olivier Sur, qui avait annoncé en juillet être mandaté par Mme Arafat pour préparer cette plainte.

"Souha et Zahwa Arafat font entièrement confiance à la justice française et, pour lui permettre de remplir sa mission en totale indépendance, elles ne donneront aucune interview pendant le cours de l'information judiciaire - sauf si leur action venait à être récupérée par quiconque à des fins d'instrumentalisation politique", indique le communiqué.

L'ancien dirigeant palestinien est décédé le 11 novembre 2004 à l'hôpital militaire Percy, près de Paris. Souha Arafat a déclaré dans une interview au Figaro à paraître mercredi que son mari "*est mort d'une manière bizarre*". "*On m'a dit qu'on ne savait pas de quoi est mort Arafat. C'est surprenant qu'un pays souverain comme la France ignore la cause du décès d'un chef d'État, soigné dans un de ses hôpitaux*", ajoute-t-elle.

La veuve s'est dite également "*intriguée*" car "*les prélèvements d'urine et de sang avaient été détruits, il y a quatre ans*", précisant que dans sa plainte, elle a "*demandé la déclassification du rapport médical*".

Selon Mme Arafat, "*une réunion des ministres des Affaires étrangères arabes est prévue en septembre*" pour évoquer l'exhumation de l'ancien dirigeant palestinien.

"*Il y a moins qu'un doute raisonnable qu'il ait été empoisonné. Mais comprenez-moi bien : ma démarche est personnelle et relève de l'intimité familiale. C'est mon devoir de mère et d'épouse que de rechercher la vérité, hors de tout contexte politique. Ma fille a le droit de savoir. Son peuple aussi. J'ai bon espoir de connaître enfin la vérité. J'ai confiance dans la justice française*", dit-elle.

La thèse d'un empoisonnement de Yasser Arafat a été relancée par la diffusion par Al-Jazeera d'un documentaire où il apparaît que l'Institute for Radiation Physics de Lausanne (Suisse), qui a analysé des échantillons biologiques prélevés sur les effets personnels d'Arafat, y a découvert "*une quantité anormale de polonium*". (AFP 31.01)

Je me souviens que le jour où ils ont annoncé qu'Arafat était hospitalisé en France dans un hôpital militaire, je me suis fait la réflexion qu'il n'en ressortirait pas vivant. Il y a décidément des gens très naïfs sur terre, et voilà que madame Arafat s'en remet à la justice française, alors qu'il y a en France un gouvernement encore plus pro sioniste et impérialiste que le précédent !

2- Iran

Barack Obama a annoncé mardi une nouvelle série de sanctions américaines contre les secteurs iraniens de l'énergie, de la pétrochimie et des finances, en raison des réticences de Téhéran à respecter ses obligations internationales sur le nucléaire. (Reuters 31.07)

3- Egypte

Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, en visite mardi au Caire, a assuré que les Etats-Unis poursuivraient leur assistance financière à l'armée égyptienne et a salué les convictions démocratiques du nouveau président Mohamed Morsi.

"*Je suis convaincu que le président Morsi est réellement décidé à appliquer ici des réformes démocratiques*", a dit Leon Panetta après avoir rencontré le chef de l'Etat, issu des Frères musulmans, ainsi que le numéro un de la hiérarchie militaire, le maréchal Hussein Tantaoui.

"*Je crois que le président Morsi et le maréchal Tantaoui ont de très bonnes relations et qu'ils travaillent tous les deux dans le même but*", a-t-il ajouté.

Il a souligné que l'aide militaire américaine à l'Egypte, qui représente 1,3 milliard de dollars par an, se poursuivrait.

Dix-huit mois après la chute de Moubarak, le pays ne compte toujours pas de Constitution, de Parlement et de gouvernement permanents.

Mohamed Morsi a promis d'oeuvrer pour l'ensemble de ses compatriotes mais ses détracteurs notent que le retard d'un mois mis à former un gouvernement montre que l'islamiste ne souhaite pas passer un compromis permettant à des opposants politiques de faire partie du futur exécutif.

Lors d'une visite à la mi-juillet au Caire, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton avait reçu l'assurance de Mohamed Morsi que son pays respecterait le traité de paix historique signé en 1979 avec l'Etat hébreu.

Mardi, lors de son premier contact officiel avec l'Etat hébreu, le nouveau président égyptien a assuré Israël que son pays souhaitait oeuvrer pour la paix au Proche-Orient.

"*Je me réjouis à l'idée de déployer nos meilleurs efforts pour remettre le processus de paix au Proche-Orient sur les bons rails afin de parvenir à la sécurité et à la stabilité pour l'ensemble des peuples de la région, y compris le peuple israélien*", écrit le président égyptien dans une lettre adressée à son homologue israélien, Shimon Peres.

Quelques heures plus tard, le porte-parole du président égyptien a affirmé que la lettre était un faux.

"*La lettre présentée par les médias comme ayant été envoyée par le président Morsi à Israël est un faux. Le président Morsi n'a rien envoyé à Israël*", a dit le porte-parole Yasser Ali à Reuters.

Joint par Reuters, un responsable du cabinet de Shimon Peres a assuré de son côté que la lettre avait bien été envoyée par le président égyptien.

"*Elle a été reçue par l'ambassadeur égyptien et remise (au cabinet de Peres). Le démenti était attendu en raison de la publicité faite autour de la lettre dans les médias israéliens et égyptiens*", a dit ce responsable.

Un responsable israélien a précisé, sous le sceau de l'anonymat, que la lettre du président égyptien constituait "*un message très général écrit dans un esprit positif, mais ne comportant aucune direction nouvelle*". (Reuters 31.07)

SOCIAL

1- UE

Le taux de chômage a atteint un niveau historiquement élevé au mois de juin en zone euro, 11,2% de la population active étant actuellement privée d'emploi. Pas moins de 123.000 personnes ont perdu leur travail le mois dernier.

Les prix ont progressé de 2,4% d'un an sur l'autre au mois de juillet.

Cette progression offre peu de répit aux consommateurs du bloc monétaire déjà confrontés à la hausse du chômage.(Reuters 31.07)

Ce qui signifie que le chômage va continuer de croître dans l'UE.

2- France

2.1- L'engrenage

Le principal moteur de la croissance est grippé : la consommation des ménages français a reculé au deuxième trimestre après avoir stagné en début d'année.

"*Le recul de la consommation est la conséquence à la fois de l'emploi, du revenu et de l'épargne*", note Jean-Paul Betbèze, économiste en chef au Crédit Agricole, "*il y a moins de revenu parce que moins d'emplois et parce que les salaires n'évoluent pas en termes réels*".

M. Caffet, économiste chez Natixis, s'attend à ce que la consommation, "*traditionnel sinon unique moteur de la croissance en France*" ne le soit plus dans les deux à quatre ans à venir car "*le partage de la valeur ajoutée se fera davantage vers les entreprises qui doivent restaurer leur profitabilité*". "*Et, comme si cela ne suffisait pas, ce qui restera de revenu sera capté par la sphère publique car il reste 100 milliards à trouver à l'horizon 2017*" pour éliminer le déficit public, ajoute-t-il.

"*On ne peut croire à la consommation que s'il y a une forte réduction de l'épargne. Or, sur les 12 mois à venir, il est difficile d'imaginer une baisse des taux d'épargne avec une hausse du chômage*", sachant que la principale motivation des Français pour mettre de l'argent de côté c'est "*la précaution*". (lexpress.fr 31.07)

2.2- MGF Logistique : 4 salariés entament une grève de la faim.

A Orchies, dans le Nord, quatre salariés de MGF Logistique ont entamé une grève de la faim, mardi 31 juillet. La médecine du travail s'est rendue sur place pour examiner les grévistes. "*Et il y en a d'autres qui vont suivre*", prévient Corinne Douay, représentante du personnel. Après la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise, les salariés demandent une négociation sur les indemnités supra-légale ou un reclassement.

Une trentaine de personnes se relaient jour et nuit pour occuper cet entrepôt de produits dangereux (peinture, solvants, engrais…). La semaine dernière, un petit groupe menaçait de "*faire sauter le bâtiment*". "*Ca reste dans nos têtes. Il y a toujours une très forte tension*", raconte Corinne Douay pour qui il est "*difficile de calmer les esprits dans un contexte pareil.*"

Les 53 employés du site classé Seveso s'estiment trahis. Déblocage contre reprise des négociations, ils ont voulu jouer le jeu. Rendez-vous était pris, lundi 30 juillet, à la direction départementale du travail de Lille. Mais les dirigeants de la société de stockage n'ont pas daigné se présenter à cette réunion, ni même répondre au téléphone.

La direction explique qu'elle avait programmé un comité d'entreprise extraordinaire ce jour-là et qu'il ne lui était donc pas possible de se rendre à se rendez-vous. Une justification contestée par Sébastien Béhague, délégué CGT du site : "*La liquidatrice judicaire savait que nous ne pouvions pas être à deux endroits en même temps. Il y a d'ailleurs une nouvelle convocation pour un comité d'entreprise extraordinaire vendredi 3 août*".

Aux yeux des employés, le jeu de dupes se poursuit depuis début avril, lors de la filialisation du groupe G7 appartenant Nicolas Rousselet. Le groupe a été divisé en cinq sociétés différentes.

Tout juste 3 mois après, début juillet, les salariés d'Orchies ont appris la fermeture de leur site. Redressement judiciaire prononcé le 4 juillet et liquidation le 24 juillet. "*Ils nous ont filialisés pour pouvoir couper les branches mortes*", estime Corinne Douay. A Anzin, une seconde filiale de MGF Logistique Nord a aussi été placée en redressement judiciaire.

Pour les représentants des salariés, la déroute économique de leur site ressemble à un "*coulage volontaire*". "*Nous n'avons aucun commercial attaché chez nous pour démarcher de nouveaux clients. Pire, nous savons par certains anciens clients que la direction a même refusé d'augmenter leur volume de stockage chez nous alors qu'elle nous avait affecté 6 personnes supplémentaires*", explique l'un d'eux. De son côté, la direction annonce une perte mensuelle de 100.000 euros à Orchies où elle a pourtant investi 15 millions d'euros en 5 ans.

Sébastien Béhague reconnaît les pertes de l'entrepôt d'Orchies : "*Cela fait plus de 2 ans qu'on s'en inquiétait en comité d'entreprise. En filialisant, cela a permis au groupe de rompre les équilibres et d'échapper à un plan de sauvegarde de l'emploi. La liquidation efface la dette. Avec ça, ce n'est plus la direction qui paie, c'est le contribuable.*"

Depuis l'annonce de la liquidation, MGF Logistique propose une enveloppe de 180.000 euros pour les primes extra-légales alors que les employés demandent 15.000 euros par personne. "*Certains ont jusqu'à 30 ans d'ancienneté dans la boîte. Ce n'est pas possible de jeter les gens comme ça*", estime Corinne Douay. Quand à de possibles reclassements, la direction

départementale du travail a évoqué lundi un chiffre de 5 ou 6 personnes mais, pour Sébastien Béhague, "*il n'y a rien de concret. Il faudrait qu'il y ait quelqu'un en face de nous.*" (nouvelobs.com 31.07)

3- Allemagne

Le géant bancaire allemand Deutsche Bank a annoncé mardi un vaste plan d'économies de 3 milliards d'euros prévoyant la suppression de 1.900 postes, essentiellement en dehors de l'Allemagne, pour s'adapter à un environnement de marché de plus en plus difficile.

Sur ces 1.900 postes condamnés, 1.500 le seront dans la banque d'investissement, la principale division du groupe pilotée depuis Londres, qui est aussi la plus sensible aux retournements de conjoncture.

Ces suppressions de postes devront permettre de dégager des économies de coûts de 350 millions d'euros. Et l'intégration de Postbank, déjà en cours, devrait permettre de dégager 500 millions d'euros d'économies sur le total de 3 milliards d'euros. (AFP 31.07)

Haut de page

Le 2 août

CAUSERIE

Syrie, manipulation des masses à l'échelle mondiale.

Faites circuler la photo et le photomontage qui démontre que la coalition américano-franco-britannique ment au monde entier à propos de la situation en Syrie, qu'elle utilise la manipulation pour légitimer ses attaques contre la Syrie parce qu'elle n'a pas d'arguments plausibles ou convaincants, elle les crée, les invente, histoire d'ouvrir un nouveau front, de faire une nouvelle guerre, pas seulement, pour le gaz et le pétrole. Et faire marcher l'industrie de guerre particulièrement juteuse. (lire plus loin l'info du jour sur la Syrie)

Ceux qui auront vu ce photomontage ne pourront pas dire, on n'a rien vu, on ne savait pas.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques. (suite)

1- En famille.

1.1- «*Nous avons rappelé une nouvelle fois notre volonté de tout faire pour que, d'abord, les décisions du Conseil européen de la fin du mois de juin soient appliquées, que la zone euro soit défendue, préservée, consolidée et que nous puissions travailler à son intégrité, c'est-à-dire à ce que les questions qui sont posées soient réglées dans le cadre de la zone euro*», a déclaré F. Hollande à la presse depuis le perron de l'Elysée, à l'issue d'un déjeuner de travail avec le chef du gouvernement italien, Mario Monti. (31.07)

1.2- François Hollande et Barack Obama ont exprimé mercredi leur *"intérêt commun à la stabilité de la zone euro*" sur fond de divergences entre Européens sur les moyens d'y parvenir et à la veille d'une annonce possible de la BCE d'action d'envergure sur le marché de la dette.

Selon la présidence française, les deux dirigeants ont eu par téléphone "*un échange approfondi sur la situation économique internationale et ont exprimé leur intérêt commun à la croissance en Europe et à la stabilité de la zone euro, nécessaires à la reprise de l'activité économique mondiale*". (AFP 01.08)

2- Décryptage de la propagande officielle

"*Il nous reste à donner au pays la cohérence de l'action publique qu'il attend, et cette cohérence passera par nos trois priorités : le redressement des comptes publics et de l'industrie, la justice et la priorité à la jeunesse. Et donc, pour faire tout cela, pas de temps à perdre*", a déclaré le chef de l'État, dans des propos rapportés par la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem.

"*Nous sommes persuadés que la meilleure façon de réussir les réformes, c'est de refaire circuler la sève dans le corps social*", a commenté la porte-parole du gouvernement, vantant la "*concertation*" après "*un quinquennat abrupt et expéditif*". (lepoint.fr 01.08)

1- Le redressement des comptes publics = payer la dette des nantis, étrangler les budgets sociaux de l'Etat, bloquer ou diminuer les salaires des fonctionnaires...

2- Le redressement de l'industrie = accroître la compétitivité et la flexibilité voulu par le Medef, baisser les salaires par le biais du chômage partiel, le généraliser autant que faire se peut, tailler à la hache dans la législation du travail, accorder de nouveaux cadeaux aux patrons (poursuite et augmentation des exonérations de cotisations sociales)...

3- La justice, sans doute augmenter le nombre de places dans les prisons, aucune précision n'a été donnée...

4- Quant à la jeunesse, la mal-aimée, la sacrifiée = 100.000 emplois jeunes payés au smic dans des organismes (associations) financés en grande partie par l'Etat et dont l'existence est aléatoire, alors qu'il y a plus 5 millions de chômeurs en France, pour ces millions de chômeurs, le gouvernement n'a rien à leur proposer...

On a gardé le meilleur pour la fin.

"*Nous sommes persuadés que la meilleure façon de réussir les réformes, c'est de refaire circuler la sève dans le corps social*" signifie qu'ils comptent sur la collaboration de classes à un niveau décuplé pour passer leurs contre-réformes. En fait de "*sève*, il s'agit d'un venin !

Au regard de la manière dont se déroule les choses depuis le 6 mai, j'en tire la conclusion provisoire que le gouvernement Hollande-Ayrault ne va pas s'attaquer de front à la classe ouvrière, certes il va accorder de nouveaux droits et de nouveaux cadeaux aux patrons, mais il n'ira pas plus loin, le plus gros de son boulot va consister à préparer le terrain à l'UMP avant qu'il ne revienne au pouvoir, dit autrement, il va se borner à sonder plusieurs pistes, peut-être amorcera-t-il timidement certaines contre-réformes mais sans aborder le gros du moreceeu, à l'UMP et au Medef ils vont prendre note des réactions qu'elles auront suscitées chez les uns et les autres, et à la faveur de son retour au pouvoir, ils lanceront l'offensive, à la grecque, l'italienne ou l'espagnole au choix.

On pourrait se demander pourquoi finalement Hollande n'imiterait pas Monti ou Rajoy, tout de suite ou d'ici la fin de son mandat, après tout le PS dispose de tous les pouvoirs et il a la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour faire passer sa politique réactionnaire.

Cela ne proviendrait-il pas des deux facteurs suivants : d'une part, c'est l'aristocratie ouvrière et des pans entiers de la petite-bourgeoisie qui ont été voter le 17 juin pour donner une majorité absolue au PS à l'Assemblée nationale, ils ne peuvent se les mettre à dos sous peine de prendre le risque de déstabiliser le régime ; d'autre part, le PS dispose d'une majorité bidon ou frauduleuse qui représente moins de 25% des électeurs, il doit tenir compte qu'il y a quelque 20 millions de travailleurs qui n'ont pas participé à ce vote et qui se tiennnent en embuscade, sur lesquels ils ne savent pas trop quoi penser, qu'ont-ils rejeté vraiment, les institutions, les partis dont le PS, les deux, bref, impossible de compter sur eux pour faire passer ses contre-réformes.

A l'arrivée, le gouvernement et sa "*majorité*" se retrouvent plutôt isolés et fragilisés face à la dégradation de la situation sociale qui va s'amplifier dès l'automne, ils ne disposent d'aucune troupe qui lui soit fidèle, ils bénéficient du soutien des dirigeants syndicaux et des partis qui leur sont liés, mais ils savent aussi que leurs bases ne les suivraient pas s'ils emboîtaient le pas à la Grèce ou à l'Espagne, du coup et paradoxalement si l'on s'en tien aux apparences, c'est en France que la situation pourrait rapidement devenir incontrôlable sur le plan social et politique, parce qu'elle a conservé une tradition de lutte de classe que ne reflète ni le taux de syndicalisation ni le faible nombre de travailleurs organisés dans des partis ouvriers.

Ils ont multiplié les déclarations à l'emporte-pièces pour faire patienter les pans de la petite-bourgeoisie qui les soutiennent et pour faire bonne figure ils ont multiplié les gestes dans leur direction en revenant en partie sur la politique fiscale de Sarkozy. Au même moment, pour s'accorder un court répit, ils ont témoigné leurs bonnes intentions envers le patronat en soutenant le plan Varin chez PSA...

Tout cela fait penser à du bricolage, à quelqu'un qui voudrait s'engager dans une voie qu'il sait miné et qui s'entoure de précautions, plus pour se protéger lui-même que pour véritablement avancer. Nous en sommes encore à la période de l'enfumage et de l'hypocrisie totale en guise de mode de gouvernement, bien que le voile ait commencé à tomber avec l'augmentation misérable du smic ou son soutien à la direction de PSA.

Un jour j'ai émis l'idée que l'arrivée au pouvoir du PS et ses satellites correspondait à l'ouverture d'une période ou le statu quo était la règle, où en quelque sorte ils se borneraient à gérer les affaires courantes tout au long d'un quinquennat sans revenir sur l'essentiel des lois antisociales adoptées par le précédent gouvernement et sans s'engager à fond dans des contre-réformes qui seraient forcément impopulaires, comme si finalement le PS jouait le rôle d'amorce et de temporisateur avant la tempête qui serait déclenchée par son successeur.

Sur tous les plans, la marge de manoeuvre du gouvernement est réduite par rapport à 1981, d'autant plus qu'il n'a le soutien que

d'une minorité de la population contrairement à ce que peuvent indiquer des sondages réalisés par des instituts complaisants à son égard, au même titre que les agences de notation, cela ne vous aura pas échappé. Après cinq ans de sarkozisme, les masses affichent plutôt une certaine neutralité à son égard, qui ne durera pas éternellement, qui correspond plus ou moins insconsciemment à l'attente de mesures concrètes ou à une approche fataliste de la situation en dehors de toute perspective correspondant à une issue politique rompant avec la politique mise en oeuvre au cours des dernières décennies.

Qui gouverne pour qui ?

Gluckstein a réussi l'exploit dans son éditorial (IO n°211) qu'il a titré *Qui gouverne ?*, de ne pas poser la question du gouvernement ouvrier indispensable pour en finir avec la politique favorable aux capitalistes que Hollande a repris à son compte ou qu'il incarne, il est très fort, mais nous ne sommes pas dupes.

Qui gouverne ? Ce n'est pas le gouvernement mais le patron et les actionnaires de PSA puisque le gouvernement les laisse agir à leur guise, voilà à quel constat incroyable est parvenu notre fin analyste. Cela méritait au moins un éditorial !

Pas un mot sur la nature de ce gouvernement, pas un mot sur celle du PS cela va de soi, quant au gouvernement ouvrier qui pourrait décréter l'interdiction de tout licenciement en France, qui déciderait d'exproprier banquiers et capitalistes des grandes entreprises, qui décrèterait l'annulation de la dette de l'Etat et pourquoi pas des entreprises envers des institutions financières étrangères, ainsi que celle des travailleurs, il l'a fait passer à la trappe, comprenez, ce n'est pas d'actualité, si les travailleurs n'y pensent pas pourquoi faudrait-il qu'ils y pensent, on se demande bien, vaut mieux qu'ils restent la proie des vendeurs d'illusions, n'est-ce pas ?

Pour se faire pardonner cette lacune plutôt révélatrice de ses réelles intentions, il y a mis la forme, mais très maladroitement en dénonçant "*le respect de la propriété privée des moyens de production*" qui est érigé "*en impératif absolu*", ainsi que le "*droit des «marchés » à dicter—à travers les institutions de l'Union européenne, de la BCE, du FMI — les mesures qui saignent les peuples sur tout le continent*", oubliant au passage les institutions de la Ve République qui leur servent de marchepied et qui sont les garantes de la propriété privée des moyens de production et donc du "*droit des «marchés »*" à nous imposer leur loi.

Bref, voilà un scoop camarades, peut-être une découverte pour son auteur, le gouvernement et le PS sont les garants du capitalisme, non, qui l'aurait cru franchement !

Il ne fait pas que prendre ouvertement les travailleurs et les militants pour des demeurés, mieux, ils les renvoient vers le gouvernement comme s'ils devaient en attendre quelque chose : "*En France, les travailleurs s'interrogent : plus de trois mois après que Sarkozy a été chassé, qu'est-ce qui permet aux capitalistes, aux «marchés », de continuer à imposer leur politique destructrice, comme si de rien n'était ?*", parce que voyez-vous, il se serait passé quelque chose d'une portée gigantesque depuis le 6 mai et le 17 juin, ne vous marrez pas, pour un peu une vraie révolution, si, si.

Diable, mais quoi donc, je suis impatient de le savoir, j'ai dû louper quelque chose ! Mais voyons pauvre crétin, Il y a un nouveau président de la République, un nouveau gouvernement, une nouvelle "*majorité*" à l'Assemblée nationale. Je vous sens dubitatif, cela ne vous suffit donc pas, vous n'avez pas compris qu'avec un tel "*changement*" on était en droit de croire que la société allait changer de base, non mais alors, non, vous n'y avez jamais cru, même pas que cela pourrait contribuer à améliorer votre condition, non, vous faites preuve de mauvaise volonté ou vous avez un fichu caractère, et bien vous auriez dû le croire même si c'était une grossière illusion, d'ailleurs on vous invite ici à y croire.

Voyez-vous, il s'est produit un tel changement politique dans ce pays que les patrons continuent de vaquer tranquillement à leurs petites affaires quotidiennes "*comme si de rien n'était*. Mais alors, ils pensent comme nous, c'est à n'y rien comprendre. Effectivement, mais pas vraiment animés par les mêmes intentions et intérêts, je dirais même qu'ils sont opposés et inconciliables. Vous voyez que vous êtes moins ignorants que ce qu'on voudrait nous faire croire.

Gluckstein n'a rien à dire de nouveau, rien à proposer, du coup il se pose en témoin effarouché ou qui feint l'étonnement en présence d'une situation prévisible ou qui est tout ce qu'il y a de plus normal : le PS gère la société pour le compte des capitalistes comme il l'a toujours fait dans le passé. Rien de nouveau sous le soleil. C'est tout, oui ce sera tout, c'est pour éviter de le rappeler que Gluckstein prête aux travailleurs un état d'esprit qui n'est pas le leur.

Il faudrait ajouter au tableau de ce philistin, que, "*comme si de rien n'était*", un autre grand changement est intervenu dans ce pays depuis trois mois, les dirigeants syndicaux qui soutenaient Sarkozy, soutiennent dorénavant Hollande, en y ajoutant une pointe de zèle en bons serviteurs qu'ils sont du régime capitaliste qu'incarne Hollande, tout de suite les grands mots, chut, c'est tabou, on comprend, le bureau national du POI est composé en grande partie de bureaucrates syndicaux en activité ou à la retraite.

On devrait toujours poser la question : Qui gouverne pour qui ?, cela permettrait de poser sans transition ou tourner indéfiniment autour du pot la question suivante : qui devrait gouverner pour qui, la minorité d'exploiteurs ou la majorité de la population constituée des masses laborieuses ?

Ils sont très très fort au POI, ils posent la question très juste du rejet du TSCG en trouvant le moyen d'épargner la Constitution de la Ve République, ils posent la question Qui gouverne ? en omettant de poser la question du gouvernement ouvrier, ces failles ou lacunes permettent à différentes formes d'opportunisme de pouvoir s'exprimer ou de s'y retrouver au nom d'une unité sans principe ou dont la teneur aux propriétés comparables à celles d'un élastique vient d'être exposée.

Verte est la réaction.

La co-présidente du groupe Europe Ecologie-Les Verts à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili, a estimé mercredi sur France Info que la taxation des produits polluants pourrait rapporter de 20 à 33 milliards d'euros. (Reuters 01.08)

On leur doit la taxe sur les billets d'avion notamment, ils remettent cela !

Pour ces gens-là, seuls ceux qui en ont les moyens devraient pouvoir prendre l'avion et bénéficier dans leur vie quotidienne d'un certain niveau de confort, les autres, soit la majorité de la population devrait en être privé, mieux, payer pour qu'une minorité puisse continuer de vivre confortablement.

Ca baigne pour eux !

1- Un des principaux dirigeants du groupe pharmaceutique Sanofi, Hanspeter Spek, a réalisé une plus-value de plus d'un demi-million d'euros en exerçant des options d'achat d'actions et en revendant ces titres dans la foulée, selon des documents de l'Autorité des marchés financiers.

Cette plus-value intervient dans un contexte tendu pour le groupe, qui a annoncé un plan de réorganisation dont les syndicats craignent l'impact sur l'emploi. La semaine dernière, le directeur général de Sanofi, Chris Viehbacher, a confirmé que le plan, qui n'a pas encore été détaillé mais qui touchera notamment la recherche en France, aurait "*un impact sur l'emploi*", sans donner de chiffre.

Des propositions concrètes doivent être présentées à la fin septembre aux syndicats, a-t-il ajouté. Les syndicats ont de leur côté chiffré les suppressions d'emploi envisagées entre 1.500 et 2.000 personnes, pour l'ensemble du plan, qui concerne aussi la production de vaccins et les fonctions support. (Reuters 01.08)

Peut-être que les syndicats vont désigner un expert pour évaluer la légitimité de la plus-value encaissée par Hanspeter Spek...

2- BMW a fait fi des difficultés du marché automobile en Europe en publiant mercredi le deuxième meilleur bénéfice trimestriel de son histoire, illustrant ainsi le gouffre croissant entre les constructeurs automobiles européens généralistes et ceux qui sont spécialisés dans le haut de gamme.

Le bénéfice opérationnel de BMW s'est élevé à 2,27 milliards d'euros sur la période avril-juin. Le bénéfice net sur le deuxième trimestre est ressorti à 1,277 milliard et le chiffre d'affaires à 19,2 milliards.

Le constructeur a également réitéré sa prévision d'un nouveau bénéfice imposable record pour 2012. (Reuters 01.08)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

La Grèce va réaliser les réductions de dépenses de 11,5 milliards d'euros réclamées par ses créanciers UE et FMI, mais veut davantage de temps pour mettre en oeuvre les réformes demandées, ont déclaré mercredi des responsables du gouvernement.

"*Les négociations commencent maintenant*", a déclaré à la presse le ministre des Finances Yannis Stournaras à l'issue d'une réunion de deux heures entre le Premier ministre conservateur Antonis Samaras et les partenaires socialistes et de la gauche modérée de la coalition.

"*Réduire les dépenses publiques de 11,5 milliards d'euros est une condition préalable pour garder la Grèce dans la zone euro, et pour permettre l'ouverture de nouvelles négociations*", a dit M. Stournaras.

M. Samaras a averti ses partenaires que la Grèce serait "*abandonnée*" par ses créditeurs si elle ne réduisait pas ses dépenses, a rapporté la chaîne de télévision Net.

Le Premier ministre a déclaré que la Grèce pourrait prétendre à une prolongation de deux ans pour atteindre l'objectif de réduction du déficit si elle se montrait crédible à ce stade, a ajouté la chaîne de télévision.

Le dirigeant socialiste Evangelos Venizelos a déclaré quant à lui avoir approuvé cette stratégie avec réticence mais souhaiter que les experts européens reconnaissent publiquement les "*énormes sacrifices*" consentis par le pays au cours des deux dernières années.

"*Si le Premier ministre estime que l'adoption dans l'immédiat de mesures d'une valeur de 11,5 milliards d'euros (...) va assurer l'octroi de nouveaux prêts et le maintien du pays dans la zone euro, alors je suis obligé d'accepter ce point de vue*", a déclaré M. Venizelos.

"*Nous attendons de voir les résultats*", a-t-il, poursuivi.

Quant au chef de la Gauche démocratique, Fotis Kouvelis, il a souligné : "*nous n'abandonnons nullement nos efforts afin d'obtenir un délai supplémentaire pour (réaliser) l'ajustement budgétaire, ni les négociations d'ensemble pour nous dégager des conditions rigoureuses de l'accord de prêt*" de l'UE et du FMI.

La troïka des créanciers de la Grèce - UE, BCE et FMI - a fait clairement savoir que l'argent ne serait pas versé tant que les réformes dans le pays ne seraient pas remises sur les rails. (AFP 01.08)

2- Syrie

Le département d'Etat américain a annoncé mercredi avoir mis 25 millions de dollars (20 millions d'euros) à disposition des rebelles syriens, même si cette assistance se limite à du matériel non létal, comme des équipements de communication.

Le département d'Etat a indiqué par ailleurs que les Etats-Unis avaient débloqué 64 millions de dollars (52 millions d'euros) pour aider la population syrienne, en faisant notamment des contributions au Programme alimentaire mondial, au Comité international de la Croix rouge et à d'autres organisations humanitaires. (Reuters 01.08)

3- Egypte

Le nouveau Premier ministre égyptien, Hicham Kandil, a choisi des technocrates et des islamistes pour former son équipe, une déception pour tous ceux qui comptaient sur un gouvernement élargi afin de faire avancer les idéaux de la révolution de l'an dernier.

Mais la présence de nombreux fonctionnaires dans la nouvelle équipe rappelle aussi l'époque d'Hosni Moubarak, renversé par la rue en février 2011, quand le gouvernement était dirigé par des technocrates.

Deux "*techniciens*", le ministre sortant des Finances, Moumtaz al Saïd, et celui des Affaires étrangères, Mohamed Amr Kamel, conservent leurs postes.

Le ministre de la Défense n'a toujours pas été désigné.

Le nouveau ministre de l'Intérieur est Ahmed Gamal el Din, un policier de carrière.

Oussama Saleh, responsable de l'organisme chargé des investissements, devient ministre de l'Investissement, et Oussama Kamal, dirigeant de l'entreprise de pétrochimie Egyptian Petrochemical Holding, ministre du Pétrole.

Hicham Kandil était chargé de l'Irrigation dans le gouvernement sortant de Kamal al Ganzouri qui avait été désigné par le Conseil suprême des forces armées (CSFA) à la chute de Moubarak.

"*Nous sommes bien loin d'un gouvernement révolutionnaire, bien loin aussi d'un afflux de sang neuf à la tête de l'Egypte*", a commenté Moustapha Kamal al Sayyid, professeur de sciences politiques à l'université du Caire.

Pour Refaat el Saïd, chef du parti de gauche Tagammou, "*c'est un gouvernement qui sert les intérêts des Frères musulmans*". (Reuters 01.08)

ECONOMIE

1- Belgique

L'activité économique en Belgique s'est contractée de 0,6% au deuxième trimestre par rapport aux trois premiers mois de l'année 2012, selon l'estimation flash publiée mercredi par la banque centrale belge.

La Belgique est la première des économies du coeur de la zone euro à publier son estimation de produit intérieur brut pour la période d'avril à juin, alors que les économistes s'attendent à une deuxième récession en trois ans pour la région. (Reuters 01.08)

2- Etats-Unis

La croissance du secteur manufacturier américain a ralenti en juillet à son rythme le plus faible depuis près de trois ans, montrent les résultats définitifs de l'enquête Markit publiés mercredi.

Les résultats des enquêtes Markit publiés dans la matinée en Europe ont révélé pour le mois de juillet un onzième mois consécutif de contraction du secteur manufacturier de la région, sous le coup d'une chute de la production et des nouvelles commandes. (Reuters 01.08)

Haut de page

Le 3 août

CAUSERIE

Mon travail sera de nouveau perturbé pendant quelques jours parce que je dois m'arrêter à chaque coupure de courant, mon convertisseur de courant qui rechargeait la batterie de secours est en panne et je ne sais pas quand je le récupèrerai, si le problème n'est pas résolu d'ici le milieu de la semaine prochaine, j'en achèterai un nouveau. Du coup quand ils coupent le courant la nuit, plus de climatiseur et impossible d'utiliser un ventilateur. Et ils ont recommencé à couper tous les matins de 6h à 9h et le soir de 19h à 20h, hier soir j'ai mangé dehors éclairé par une lampe de secours. Bon, j'ai l'habitude depuis le temps.

Hier toute la journée et ce matin j'ai téléphoné à la société qui me l'avait venu, en vain. Du coup à midi j'y suis allé avec l'appareil sous le bras, dans leurs bureaux, personne à part une secrétaire.

Autre emmerdement, pour téléphoner de chez moi en France par Internet je passais par une petite société basée à Pondichéry, or elle a fermé, en principe provisoirement, cela fait deux mois que cela dure, le patron ne trouve pas d'employé payé sans doute avec un lance-pierres pour travailler jusqu'à 22 ou 23 heures tous les jours de la semaine. Le problème, c'est que le coût des communications vers l'étranger est tombé si bas (2 roupies par unité) qu'il ne lui reste plus rien une fois qu'il a payé un employé et ses charges fixes. Cela fait 16 ans que je passe par cette société et le patron ne m'a jamais roulé, du coup j'hésite encore à aller voir ailleurs. Comme tout est compliqué ici ! J'ai cru comprendre que vous étiez de plus en plus logés à la même enseigne en France.

Pour finir, une petite histoire que m'a raconté mon épouse qui habite à Aubagne près de Marseille. Avant-hier elle m'a appellé, elle m'a raconté que le patron d'un restaurant situé à cent mètres de chez elle avait pris un coup de couteau avant d'être achevé d'une balle dans la tête. Elle le connaissait un peu, bonjour bonsoir, un monsieur de 45 ans environ, gentil en apparence, elle m'a dit que les gens étaient très choqués et qu'elle avait peur de sortir seule le soir.

Elle a ajouté que la situation se dégradait à une vitesse affolante et qu'on vivait vraiment dans un "*monde de merde*", en se demandant ce qu'on allait devenir un peu effrayée. Il faut le demander à ceux qui ont fait en sorte qu'aucune issue politique ne soit envisageable à brève échéance, vous devinez de qui je veux parler, à ceux qui avaient la responsabilité de doter la classe ouvrière d'une nouvelle direction et qui ont échoué lamentablement.

Je n'ai pas le temps de causer, hier en fin d'après-midi en faisant ma balade quotidienne avec mon chien, je me suis dit que je comprenais d'autant mieux les gens qui se réfugiaient dans la religion, qu'on était de mieux en mieux informé de la pourriture du vieux monde qui laisse peu d'espoir à ceux qui ne le supportent pas ou qui sont trop faibles pour trouver quelque part la force de le supporter. Combattre la religion, cela ne veut pas dire juger ou jeter la pierre à ceux qui se réfugient dans la religion pour trouver un peu de paix intérieur. On poursuivra une autre fois.

Pourquoi doivent-ils s'enrichir toujours plus ? Parce qu'ils ne le sont jamais assez.

Un Russe, qui rentrait tardivement dans une Bentley à son pied-à-terre cannois durant le week-end dernier, s'est fait subtiliser une montre "*Richard Mille*" qu'il portait au bras d'une valeur de 550.000 euros, a indiqué mercredi 2 août une source policière. (AFP 02.08)

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques. (suite)

Les services du Premier ministre ont distribué un document sur les deux mois d'action gouvernementale, vantant en trois grands chapitres "*une nouvelle façon de gouverner*", "*le redressement des comptes dans la justice*" et "*un nouveau cap*". Le document évoque aussi le travail de l'exécutif en quelques chiffres. Exemples : "*30 % : baisse du salaire du président*", "*2 % : revalorisation du smic*", "*1 000 : professeurs des écoles supplémentaires*", "*120 milliards d'euros : montant de l'effort européen en faveur du pacte pour la croissance et l'emploi*", etc. (lepoint.fr 01.08)

1- "*une nouvelle façon de gouverner*" = mystification et enfumage à tous les niveaux, "*dialogue social*" renforcé, places aux copains et coquins

2- "*le redressement des comptes dans la justice*" = continuer de payer la dettes aux rentiers qui plument l'Etat, donc nous, ponctionner une misère sur les plus riches...

3- "*un nouveau cap*" = fermeture de l'usine d'Aulnay...

4- "*30 % : baisse du salaire du président*" = alors que Sarkozy l'avait augmenté de 172% !

5- "*2 % : revalorisation du smic*" = en réalité un "*coup de pouce*" misérable de 0,6%

6- "*1 000 : professeurs des écoles supplémentaires*", alors que ce sont des dizaines de milliers d'emplois d'enseignant qui ont été supprimés au cours des années précédentes.

7- "*120 milliards d'euros : montant de l'effort européen en faveur du pacte pour la croissance et l'emploi*", qui en réalité étaient déjà dans les carton de la Commission européenne depuis le début de l'année, pour le reste il s'agit de fond déjà budgétisés mais non employés à ce jour.

La vertitude ou la médiocrité érigée en idéal

1- TSCG. Un "***non***" qui veut dire plus que oui.

Le président du groupe EELV (écologiste), Jean-Vincent Placé, a déclaré jeudi 2 août qu'il voterait "*non*" au traité européen que le Parlement français doit ratifier fin septembre après avis du Conseil constitutionnel.

"*A l'heure à laquelle je parle, oui, je voterai non à ce traité*", a déclaré le sénateur EELV sur BFMTV-RMC.

"*Je ne peux pas dire qu'il y ait assez d'avancées politiques pour que ce traité soit autre chose que ce qu'il a été prévu par Merkel et Sarkozy, c'est-à-dire un traité extrêmement austère et excessivement rigoureux*", a détaillé le sénateur écologiste, qui estime que cette position ne le met pas en marge de la majorité.

"*Je ne crois pas qu'une majorité soit des gens qui lèvent le bras quand le président de la République dit quelque chose*", a-t-il dit, ajoutant: "*J'espère que le président de la République ne souhaite pas que sa majorité soit là à voter au canon toutes ses dispositions*".

"*Le pacte de croissance va dans le bon sens*", a-t-il estimé, saluant une "*nouvelle donne depuis que François Hollande est là*". (AFP 02.08)

En voilà au moins un qui est heureux ! Il est vrai que lorsqu'on se vend pour quelques strapontins et deux ministères, ce n'est pour après se mettre "*en marge de la majorité*", on comprend, on comprend.

A ce propos, quand ils parlent du TSCG et de son passage au vote au Parlement, ils ont le droit d'évoquer "*sa majorité*" composée essentiellement des voix du PS, des centristes et de l'UMP, car il en faut des voix pour faire une majorité, surtout quand on ne l'a pas !

Ceux qui ne comprennent pas pourquoi nous contestons la légitimité de cette soi-disant majorité du PS ou du gouvernement, ont quelque part raison, le gouvernement la tient sa majorité, du consensus qu'il a passé avec le parti de l'ordre depuis belle lurette, sur le plan comptable il est minoritaire, mais sur le plan institutionnel il est majoritaire quand "*l'intérêt général*" est en cause.

On a vu ce que cela avait donné par la suite quand des voix de tous bords s'étaient portés contre le TCE en 2005, certains se gargarisant par suite de la victoire du non sans jamais évoquer que sans les voix de la droite souverainiste c'est le oui qui l'aurait emporté ou le résultat aurait été très serré, d'où ensuite le coup force de Sarkozy qui est passé comme une lettre à la poste.

Cette bataille avait été menée sur une orientation politique opportuniste, sociale-patriote, en refusant de faire le lien avec la Constitution de la Ve République. Ceux qui rejettent le TSCG remettent cela sur une ligne politique tout aussi opportuniste ou pire encore, puisqu'ils affirment que s'il était adopté, il ne serait plus possible de revendiquer quoi que ce soit, ils ne le disent pas alors on va le dire pour eux, cela signifie que ce serait la fin de la lutte des classes. Evidemment non, c'était juste un exemple pour montrer qu'une fois de plus ils font feu de tout bois pour épargner le régime en place. Rappelons que l'Allemagne a adopté une "*règle d'or*" depuis 1949, ce qui n'a pas empêché les travailleurs du secteur public ou privé de se mobiliser pour leurs revendications.

2- Secteur indutriel. Il faut aller plus loin encore.

Il a également déclaré sur BFMTV-RMC : «*Je ne veux pas jeter la pierre à telle ou telle façon de communiquer de tel ou tel ministre, mais dire aux industries françaises : restons entre nous, protégeons nous, cela ne va pas marcher*», a poursuivi Jean-Vincent Placé, selon qui «*les discours des responsables français commencent à avoir une porosité très forte avec ceux du FN sur les questions d'immigration, mais aussi sur la question d'une forme de protectionnisme national*».

«*Je salue les avancées*» du plan automobile présenté par Arnaud Montebourg le 25 juillet. «*Mais aller raconter qu'avec un plan comme ça on va résoudre les problèmes de l'automobile, il faut faire attention à ne pas raconter n'importe quoi*», a-t-il poursuivi. (liberation.fr 02.08)

Quand il reproche au gouvernement une forme de "*protectionnisme national*", il sgnifie que la direction de PSA a eu raison de s'associer avec GM pour assurer sa pérennité et son développement quitte à fermer des usines et supprimer des milliers d'emplois. Monsieur Placé a-t-il proposé un "*plan*" alternatif à celui du gouvernement ? Non, parce qu'il n'en existe pas à celui de PSA auquel le gouvernement s'est rallié et qu'il accompagne, sinon exproprier la famille Peugeot et les actionnaires...

3- République bananière, verte s'il vous plaît... ou plutôt bien mûre.

La ministre du Logement vient de décerner deux croix d'officier et vingt-huit croix de chevalier. Beaucoup pour un tout nouveau ministre ! On trouve un concentré de militants verts, d'élus et de responsables d'office HLM de la région parisienne.

Dans le lot, principalement des Parisiens, et bizarrerie statistique, deux personnalités de Châteauroux : une conseillère générale socialiste et la présidente de la Ligue des droits de l'homme. On se demande qui, dans le cabinet de Cécile Duflot, vient de l'Indre. C'est Manuel Flam, secrétaire fédéral du PS dans l'Indre et qui vient d'être nommé directeur de cabinet de Cécile Duflot, selon La Nouvelle République. Proche de Michel Sapin, Manuel Flam est un ancien haut fonctionnaire de Bercy, expert de la fiscalité verte et "*hollandiste*" de la première heure. (Le Point.fr 02.08)

C'est un des secteurs social les plus corrompus du pays, quand ils ne placent pas leurs copains au sein de ces organismes, ils leur distribuent des HLM...

Le comble du mauvais goût.

Mardi 30 juillet au matin en toute discrétion, dans le quartier de la petite Italie à Nogent-sur-Marne (94), une statue à l'effigie de Carla Bruni, la "*Valnurese*" (la Dame du Val Nure) a été installée, elle est censée représenter une des plumassières, ces ouvrières d'origine italienne, pour la plupart, qui travaillaient jadis dans une ancienne fabrique de plumes de la ville et qui sera inaugurée le 21 septembre prochain.

Il s'agit d'une initiative de la société Cogedim qui aura déboursé 90.000 euros pour cette monstruosité, avec le soutien du maire UMP Jacques J.P. Martin. (source : Le Nouvel Observateur 02.08)

La fille d'une richissime famille italienne censée représenter une ouvrière qui dut connaître autrefois des conditions de travail et une rémunération misérables, par le seul fait d'exister ces gens-là portent atteinte à la dignité de l'espèce humaine... à moins qu'ils n'en fassent pas vraiment partie puisque ce sont des parasites.

Draghi, bankster de père en fils.

Giacomo Draghi, fils du président de la BCE Mario Draghi, travaille lui aussi dans le secteur bancaire. Il est trader spécialisé dans les taux d'intérêt au sein de la banque Morgan Stanley, à Londres. Son métier consiste à acheter et vendre quotidiennement des produits financiers (obligations d'Etats, d'entreprises...) en fonction de l'évolution des taux d'intérêt. Un marché directement influencé par le taux directeur de la BCE, fixé mensuellement par... le Conseil des gouverneurs, dont M. Draghi est président.

Giacomo Draghi, diplômé de la prestigieuse université économique Bocconi à Milan, exerce chez Morgan Stanley depuis 2003. A l'époque, son père était encore vice-président Europe de Goldman Sachs.

"*M. Draghi se conforme aux règles éthiques de la BCE*", souligne-t-on au sein de l'institution, en référence au "*code de conduite*" des membres du conseil des gouverneurs, qui détaille leurs obligations, en matière de secret professionnel notamment.

Pour Matteo Cominetta, économiste chez UBS, "*Giacomo Draghi est probablement suivi de près par les régulateurs. S'il lui prenait l'idée de prendre des positions importantes [en achetant ou vendant des produits financiers] en amont des décisions de la BCE pour en tirer profit, il se ferait immédiatement attraper*". (Le Monde 02.08)

La blague, ils nous prennent vraiment pour des abrutis, si Giacomo Draghi était informé par son père de l'imminence d'une mesure sur les taux d'intérêt de la BCE, il ne modifierait pas son comportement pour ne pas éveiller les soupçons et se faire pincer bêtement puisqu'il se sait surveillé, il repasserait l'info à un de ses collègues trader et ils partageraient ensuite la plus-value réalisée, un jeu d'enfant quoi.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Le maréchal Hussein Tantaoui, président du Conseil suprême des forces armées (CSFA), conservera son poste de ministre de la Défense dans le prochain gouvernement égyptien dirigé par Hicham Kandil, a annoncé ce dernier jeudi.

Le maréchal Tantaoui a été ministre de la Défense de l'ancien président Hosni Moubarak pendant vingt ans avant de prendre la tête de la transition à la chute du "*raïs*" en février 2011.

Les généraux égyptiens restent au coeur du pouvoir et jouent un rôle dans la gestion du pays par le biais d'un décret publié par l'armée à la veille de l'élection du candidat des Frères.

Ils peuvent notamment faire adopter des textes de loi à la suite de la dissolution du Parlement, dominé par les islamistes (Frères musulmans et salafistes), qu'ils ont eux-mêmes ordonnée.

Les titulaires des portefeuilles clés des Affaires étrangères (Mohamed Kamel Amr) et des Finances (Moumtaz al Saïd), restent en place dans l'équipe formée par le nouveau Premier ministre. (Reuters 02.08)

2- Syrie

Les autorités syriennes ont accusé jeudi le gouvernement turc de jouer "*un rôle fondamental*" dans le soutien au terrorisme en ouvrant ses aéroports et ses frontières à Al Qaïda et à d'autres groupes djihadistes afin qu'ils commettent des attentats en Syrie.

"*Le gouvernement turc joue un rôle fondamental dans le soutien au terrorisme en ouvrant ses aéroports et ses frontières pour accueillir des éléments d'Al Qaïda, des djihadistes et des salafistes*", a déclaré le ministère syrien des Affaires étrangères dans un communiqué diffusé à la télévision d'Etat.

"*Le gouvernement turc a installé sur son sol des bureaux militaires d'où les agences de renseignements israéliennes, américaines, qataries et saoudiennes dirigent les terroristes dans leur guerre contre le peuple syrien*", poursuit le ministère.

Il accuse la Turquie d'utiliser ses camps (de réfugiés) comme des "*bases militaires*" pour les activistes qui se rendent ensuite rendus en Syrie pour commettre des crimes.

Damas a accuse également la France et les Etats-Unis d'envoyer des équipements de communication aux rebelles.

Selon des sources américaines, Barack Obama a signé une ordonnance secrète autorisant un soutien des Etats-Unis aux rebelles qui cherchent à renverser Bachar al Assad. Cette ordonnance autorise en pratique la CIA et d'autres agences américaines à apporter un soutien aux rebelles qui cherchent à renverser Bachar al Assad.

Des sources des pays du Golfe ont indiqué à Reuters que la Turquie avait installé à Adana, près de la frontière syrienne, une base secrète en partenariat avec l'Arabie saoudite et le Qatar pour fournir aux rebelles syriens une assistance militaire et un appui logistique dans les communications. (Reuters 02.08)

SOCIAL

1- France

Au lendemain de la décision du tribunal de Quimper sur le groupe Doux, amertume et incompréhension dominaient parmi les salariés et les élus alors que la double casquette de Xavier Beulin, à la fois responsable syndical et homme d'affaires, suscitait l'ire du volailler breton.

L'amertume et le pessimisme sont largement partagés parmi les quelque 1.700 salariés du pôle frais du groupe, dont le tribunal a prononcé la liquidation, tout en accordant un délai, jusqu'au 10 août, pour de nouvelles offres de reprise.

Pour les quelque 250 salariés de Doux Frais à Graincourt-lès-Havrincourt (Pas-de-Calais), où l'usine tourne au ralenti, c'est le "*ras-le-bol*", dans l'attente d'un éventuel repreneur.

Depuis juin, les salariés savent que leur avenir est compromis et certains ont commencé à chercher ailleurs. "*On a tous entre 45 et 55 ans. Alors, pour retrouver du boulot, ça va être dur*", souligne Hélène Guéant, déléguée CGT. "*Et on s'en va avec le minimum de prime de licenciement (...) On n'a plus d'espoir*", lâche-t-elle.

"*A Laval (ndlr: autre usine du pôle frais), il y a eu plusieurs débrayages (...) Aujourd'hui, les gens ne voulaient plus mettre les étiquettes Doux et Père Dodu (marque principale du groupe) sur les emballages*", confie Véronique Rives, déléguée CGT au siège, à Châteaulin.

"*Il y a des sites ou les gens arrêtent de travailler*", confirme Nadine Hourmant, déléguée FO au siège. "*Sur Sérent (Morbihan, 175 emplois), il y a des gens qui craquent, qui pleurent...*"

Les salariés de Doux travaillant en dehors du pôle frais -pour l'export ou les produits élaborés, pour lesquels le tribunal a prolongé la période d'observation jusqu'au 30 novembre- sont aussi inquiets, même si certains essaient d'aller de l'avant.

Ainsi, la CFDT, majoritaire, lance un appel: "*On veut que les ex-repreneurs du consortium (Sofiprotéol) se remettent autour d'une table et réfléchissent à reprendre les sites de frais. C'est la justice qui n'a pas voulu des offres de reprise, ce n'est pas nous*", explique Jean-Luc Guillard, délégué central CFDT. Pourtant, les acteurs de l'offre coordonnée par Sofiprotéol ont indiqué douter "*fortement de la viabilité des sites de +Doux frais+*" en dehors d'un "*projet industriel global concernant toutes les activités du groupe Doux*", dans un communiqué.

Ils estiment ainsi que la mise en liquidation du pôle frais "*compromet non seulement la viabilité des sites de +Doux Frais+, mais également la viabilité des autres entités*". (AFP 02.08)

2- Etats-Unis. Contagion.

Le numéro un américain de l'automobile, General Motors (GM), a vu son bénéfice chuter de 40%, plombé par les pertes en Europe où il espère parvenir à un accord d'ici l'automne avec les syndicats qui ont réitéré leur opposition à toute fermeture d'usine.

"*Le fait est que tous nos chiffres sont en baisse comparé à l'an dernier. Ce n'est pas acceptable*", a commenté le patron de GM, Dan Akerson, lors d'une conférence d'analystes.

Le bénéfice net part du groupe est ressorti à 1,5 milliard de dollars au deuxième trimestre, un résultat meilleur qu'attendu.
En revanche, le chiffre d'affaires a reculé de 4,5%, à 37,6 milliards de dollars, inférieur aux attentes des analystes.

Lors d'une conférence téléphonique avec des analystes, le directeur financier Dan Amman a admis jeudi que l'Europe restait une zone "*extrêmement difficile*", notant toutefois qu'il y avait encore là-bas des "*possibilités d'économies de coûts*".

"*La direction d'Opel et les syndicats sont en discussions*" notamment sur la manière d'améliorer "*la production, les coûts, la capacité*", et "*nous comptons parvenir à un vaste accord au cours de l'automne*", a renchéri Dan Akerson.

Il exclut pour l'instant tout licenciement et fermeture d'usine en Allemagne d'ici à la fin 2014, conformément à ses engagements pris il y a deux ans, à l'issue d'un plan de redressement qui s'est traduit par 8.000 suppressions d'emplois.

Mais face à des activités en Europe ne cessant de plomber ses comptes, il a exigé un nouveau plan de redressement en cours d'élaboration.

Les négociations portent aussi sur la possibilité de différer la mise en oeuvre de la hausse des salaires (+4,3%) décidée au terme d'un accord conclu en mai dans la métallurgie.

Lors d'une conférence téléphonique avec des journalistes, le directeur financier a souligné qu'en "*termes de surcapacités, si on regarde l'ensemble du secteur, des tierces parties ont estimé qu'il faudrait fermer entre 5 et 7 ou 8 usines d'assemblage à long terme si nous devions rester à ce type de niveaux de ventes*".

"*Nous sommes en discussions avec nos syndicats et, bien entendu, il y a eu des mesures prises en France avec PSA, les Italiens parlent de mesures sur les capacités. Dans toute l'Europe on commence à voir que certaines des mesures nécessaires commencent à être prises alors que ce n'était pas le cas jusque-là*", a ajouté M. Amman.

Dans un courriel à l'AFP, un porte-parole, James Cain, a précisé que le groupe était "en train de négocier le problème de la capacité avec IG Metall". "Ces discussions comprennent l'avenir du site de Bochum après le cycle de produit actuel", a-t-il indiqué.

Le syndicat allemand IG Metall a pour sa part réaffirmé jeudi qu'il refusait toute négociation sur une fermeture d'usine Opel en Europe.

"*IG Metall n'est pas près à mener de telles négociations (...) et nous ferons tout ce que nous pourrons pour qu'aucun autre site européen ne ferme*", que ce soit en Espagne, en Angleterre ou en Pologne, a déclaré à l'AFP Rainer Einenkel, président du comité d'entreprise de l'usine Opel de Bochum et membre du conseil de surveillance d'Opel. (AFP 02.08)

ECONOMIE

1- Multinationales et paradis fiscaux.

Apple a plus de 891 milliards de dollars sur des comptes hors des Etats-Unis, Microsoft 54 milliards, Google 43 milliards et Cisco 42 milliards, des trésors de guerre dont ces géants technologiques ne savent plus quoi faire.

Ces entreprises essaient de convaincre les autorités à Washington d'aménager le code fiscal pour pouvoir rapatrier ses fonds sans acquitter une trop lourde facture fiscale: c'est dans l'intérêt du pays, argumentent-elles, pour investir et créer des emplois aux Etats-Unis.

Les entreprises de hautes technologies, qui ont de très fortes marges, ne sont pas les seules dans cette situation: certaines estimations chiffrent à plus de mille milliards de dollars la trésorerie des entreprises stockée à l'étranger. Un phénomène connu et répandu

Le phénomène est particulièrement répandu dans les groupes riches en actifs intangibles. "*Toute entreprise qui a de la propriété intellectuelle, que ce soit des logiciels ou un brevet de médicament, a la possibilité d'en assigner la propriété à une filiale étrangère basée dans un paradis fiscal*", explique Robert McIntyre, directeur de l'organisation militante Citizens for Tax Justice.

Dans le cas d'Apple, "*pratiquement tout l'argent qui est à l'étranger n'a jamais été taxé par qui que ce soit*", assure M. McIntyre.

L'agence de notation Moody's Investors Service estimait en juillet que 22 groupes américains du secteur des technologies gardaient 70% de leurs liquidités à l'étranger fin mars, et que le total pourrait passer de 289 à 400 milliards de dollars dans les trois années qui viennent.

Moody's relève que les sociétés sont réticentes à rapatrier ces fonds, qui pourraient être taxés à 35% en arrivant aux Etats-Unis.

En 2004, les multinationales avaient réclamé et fini par obtenir un taux nettement plus favorable de 5,25%.

Pour le fiscaliste Christopher Bergin, le problème c'est que "*le système de l'impôt sur les sociétés est cassé*". Selon lui, il est tellement plein de niches que "*les grosses entreprises peuvent employer des armées d'avocats et d'experts pour réduire leurs impôts*". "*Apple ne fait rien de mal en tirant avantage des règles telles qu'elles sont écrites*", note-t-il, "*ce qui est injuste, c'est le code fiscal*". (L'Expansion.com avec AFP 02.08)

2- Slovénie

Moody's a annoncé jeudi soir l'abaissement de la note de crédit slovène à Baa2 contre A2 et a confirmé le caractère négatif de la perspective de cette note, disant estimer que le secteur bancaire du pays nécessitait une nouvelle recapitalisation.

L'agence de notation dit par ailleurs constater que l'accès de la Slovénie aux marchés de financement devient de plus en plus difficile.

Moody's indique en outre que l'économie slovène est fragile et qu'elle est de plus en plus vulnérable aux chocs en raison de sa dépendance au secteur des exportations et de la faiblesse de son secteur privé.

Ces difficultés, estime l'agence, exacerbent les défis budgétaires auxquels le gouvernement est confronté et compliquent ses efforts visant à stabiliser son niveau d'endettement. (Reuters 02.08)

3- Etats-Unis

American International Group a fait état jeudi d'un bénéfice en hausse au deuxième trimestre, porté notamment par une fiscalité plus avantageuse.

Le bénéfice net est ressorti à 2,33 milliards de dollars.

Le groupe a bénéficié d'une économie d'impôt de 1,28 milliard de dollars qui a dopé son bénéfice net. Des dépenses fiscales de 331 millions et une hausse des provisions légales de 450 millions ont toutefois limité cet effet d'aubaine.

Le groupe, qui reste détenu à 61% par le Trésor américain qui l'a renfloué en mettant 182 milliards de dollars sur la table, a terminé le trimestre avec une trésorerie de 11,5 milliards. (Reuters 02.08)

Haut de page

Le 4 août

CAUSERIE

Pour ceux qui ont lu la causerie d'hier, en principe je récupèrerai mon convertisseur de courant jeudi prochain, c'est la carte mère qui est foutue. La température est remontée brusquement avant-hier, on doit être revenu autour de 40°C. Pourvu qu'il n'y ait pas un gros orage d'ici jeudi qui nous priverait de courant pendant de longues heures, surtout la nuit. Je me suis demandé si je ne devrais pas en profiter pour faire une pause) partir de lundi jusqu'au 15 août histoire de me reposer un peu les yeux.

Les articles de presse de juillet seront mis demain au format pdf et tous les articles de juillet qui figurent dans les différentes rubriques seront archivés d'ici lundi soir. J'ai créé un nouveau dossier ou répertoire *dossier2* parce que le répertoire *dossier* comporte 1.893 fichiers et il a du mal à s'ouvrir.

Ce que vous allez lire ci-dessous illustre la soumission de FO (notamment) devant le régime.

Ce qu'il faut bien se dire, c'est que pendant que nous combattons pour élever le niveau de conscience politique des masses exploitées, pour les aider à rompre avec le capitalisme et le régime, à l'inverse les dirigeants et cadres syndicaux s'acharnent à les maintenir enchaînées au capital pour en assurer la survie, ainsi ils démontrent qu'ils sont anti-ouvriers, contre-révolutionnaires, réactionnaires.

Un exemple de collaboration de classes que l'on pourrait utiliser pour la formation des militants.

Tout y est. C'est signé FO Métaux, dans un communiqué du vendredi 27 juillet 2012 intitulé : *Plan automobile du gouvernement*.

(http://www.fo-metaux.com)

En premier figure ce communiqué, à la suite l'exercice pratique, le décryptage.

- La Fédération FO de la Métallurgie a pris acte, hier, du plan automobile présenté par les Ministres du Redressement productif et du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, au nom du Gouvernement.

Nous partageons, dans l'ensemble, l'analyse faite sur la filière, dont le déclin est réel et alarmant (communication du Conseil des ministres du 25 juillet), de même que nous portons un jugement globalement positif sur le plan. Cependant, FO Métaux attire l'attention sur les points suivants:

Les 8 leviers d'action du plan automobile ne sont pas réellement novateurs, dans le sens où les mesures proposées ont déjà fait l'objet de discussions, notamment au sein des dispositifs existants au sein de la filière automobile (Charte automobile, Comité Stratégique de Filière, pour ne citer que ceux-là). Mais ils ont le mérite d'être cohérents et de tenir compte du travail paritaire effectué depuis plusieurs années.

FO Métaux note le volontarisme affiché du gouvernement à «sauver» la filière automobile en France et encourage les pouvoirs publics à faire de ce volontarisme «politique» une valeur partagée par tous les acteurs de la filière. C'est ce qui a trop longtemps manqué à notre pays, contrairement à d'autres.

Le premier levier proposé, centré sur l'automobile propre et accessible, nous semble représenter un véritable enjeu d'avenir. Reste à s'assurer que les mesures proposées soient suffisantes et profitent à l'industrie nationale. Le recyclage automobile est également une piste intéressante, soulignée de longue date par notre organisation syndicale.

Chercher à préserver l'emploi dans le cadre d'un dialogue social exemplaire est une voie que nous souhaitons également suivre. De ce point de vue, nous réaffirmons notre attachement aux dispositifs de dialogue paritaire qui ont été mis en place ces dernières années (comités stratégiques de filière) et de négociation (Charte automobile). FO Métaux se déclare prête à s'inscrire dans le cadre d'une nouvelle négociation de branche, dont le but serait de contribuer à l'avenir de la filière automobile en France.

Aider les entreprises (en amont comme en aval de l'assemblage, en ciblant particulièrement les PME et avec des contreparties en terme d'emploi) et les salariés nous semble une nécessité. Le gouvernement intègre les besoins des équipementiers comme des services de l'automobile, secteurs composés de nombreuses PME, c'est une bonne chose. Mais débattre de la stratégie de filière nous semble néanmoins tout aussi important. Cela nécessite une volonté partagée de discuter (c'est le cas pour notre part), au niveau de la filière, des volumes et types de véhicules qui ont vocation à être produits en France, de dresser des objectifs un peu ambitieux et d'aborder la question des moyens de les atteindre. Fin.

1- Un diagnostic partagé.

La messe est dite d'emblée, ils se situent sur le terrain du patronat, des besoins des capitalistes :

- "*Nous partageons, dans l'ensemble, l'analyse faite sur la filière*".

Baisse des ventes, perte de compétitivité, etc. Analyse qui légitime les besoins des capitalistes, donc qui est la négation des besoins légitimes des travailleurs. La seule perspective possible : c'est le capitalisme et peu importe finalement les conséquences sur les travailleurs.

2- Ensuite vient le soutien au gouvernement :

- "*nous portons un jugement globalement positif sur le plan*"

Qui ne remet pas en cause le plan de PSA, qui est compatible avec lui, voilà sur quoi FO Métaux porte "un jugement globalement positif", autant dire que les droits des travailleurs à l'emploi pour survivre est foulé aux pieds. Voilà l'état d'esprit de FO pour combattre contre le plan Varin, autant dire le laisser passer.

3- Après on passe au soutien au patronat :

- "*Aider les entreprises*"

Qui licencient ou licencieront dans l'avenir, ils ne savent faire que cela quel que soit le gouvernement en place, il est au service du patronat, point barre.

4- Pour finir, la méthode : le dialogue social

- "*préserver l'emploi dans le cadre d'un dialogue social exemplaire est une voie que nous souhaitons également suivre*".

Le "*dialogue social*", c'est mettre la main à la pâte, c'est collaborer avec le patronat et le gouvernement contre les travailleurs.

- "*nous réaffirmons notre attachement aux dispositifs de dialogue paritaire qui ont été mis en place ces dernières années (comités stratégiques de filière) et de négociation*".

Les syndicats ne collaborent pas seulement avec l'Etat et le patronat au sein d'organismes consacrés aux retraites, à la santé, etc. ils collaborent également au sein d'organismes créés dans les différents secteurs d'activité. Notez au passage que ces organismes n'ont pas été créés pour répondre à des problèmes ponctuels, ils ont une existence permanente, cela signifie que les syndicats collaborent en permanence avec l'Etat et le patronat

Le plus fort, c'est qu'ils réclament une prime pour leurs troupes en échange de service rendu sans doute, des garanties pour les places qu'ils occupent dans les organismes paritaires, ces parasites. Tout se monnaie de nos jours que voulez-vous, ils ne peuvent pas s'en empêcher, c'est plus fort qu'eux, ils sont corrompus dans tous les sens du terme.

Les syndicats n'ont pas besoin d'être intégrés à l'Etat pour être subordonnés au capitalisme et aux institutions, traité ou non, ils sont déjà dans une posture de soumission ou de servitude devant leurs maîtres, de servitude à serviteur il n'y a qu'un pas, chacun aura compris qu'ils l'ont franchi ou qu'ils ont déjà capitulés.

Et après ils osent affirmer qu'ils sont indépendants, plus le mensonge est gros plus il a de chance de passer, voilà le principe qui les anime.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Le vice-président (PS) du Sénat et président du conseil général de la Drôme Didier Guillaume a estimé que des sous-préfectures devraient peut-être fermer pour lutter contre les doublons dans l'action de l'Etat et des départements.

"*Il faudra peut-être que certaines sous-préfectures soient fermées (...)*", a-t-il déclaré sur Europe 1.

"*Nous disons que dans les territoires il y a des fonctions exercées par l'Etat et le département, sur le social, la jeunesse, le sport... Ce sont des doublons qui coûtent cher: il faut donner plus de pouvoir aux collectivités et que l'Etat retourne à ses fonctions régaliennes*", a-t-il poursuivi.

"*Les départements n'ont plus les moyens de financer l'APA (Aide aux personnes âgées) ni le RSA (Revenu de solidarité active)", a-t-il ajouté. "Il faut que nous ayons la possibilité d'emprunter pour investir*".

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls avait exclu mardi tout "*statu quo*" sur l'implantation des quelque 240 sous-préfectures implantées sur le territoire national. (AFP 03.08)

1.2- Le vice-président socialiste du Sénat français, Didier Guillaume, a vivement critiqué vendredi 3 août le refus de la Banque centrale européenne (BCE) d'agir immédiatement sur les marchés pour venir en aide aux pays de la zone euro en difficulté, contredisant ainsi François Hollande et le gouvernement.

Prié sur Europe 1 de dire s'il était 'déçu', Didier Guillaume a répondu : '*Oui, et je comprends l'Italie et l'Espagne de ne pas aller dans cette direction'. 'La BCE, la Banque centrale européenne, ne peut pas continuer à affamer les peuples, à tirer sur les Etats en difficulté*', a-t-il ajouté en estimant que les réticences de l'Allemagne et de la Bundesbank expliquaient cette position.

'*Bien sûr que la Bundesbank ne veut pas intervenir, disant 'il faut d'abord faire des efforts'. Mais à force de faire des efforts, ces pays seront à la corde, ils ne pourront plus rien faire et c'est la raison pour laquelle il est indispensable que la BCE puisse intervenir directement*', a dit Didier Guillaume.

Le recours au Fonds européen de stabilité financière (FESF) est selon lui une chimère. "*Ça ne marchera pas, on le sait très bien. Il faut dire aux Allemands très clairement et à la Bundesbank : 'lâchez du lest, il faut que la BCE intervienne directement sur les marchés.*" (LeMonde.fr 03.08)

2- Espagne

L'Espagne a annoncé vendredi un plan prévoyant cent milliards d'euros d'économies d'ici à 2014, mais, toujours asphyxiée sur les marchés malgré cet effort de rigueur, elle n'exclut plus une demande d'aide financière à ses partenaires européens.

"*Ce ne sont pas des réformes aimables, ni populaires*", mais elles sont "*indispensables*", a lancé le chef du gouvernement de droite, Mariano Rajoy, dressant le bilan de ses sept mois à la tête du pays, ponctués de mesures d'austérité sans précédent dans l'histoire de la démocratie espagnole.

Le Conseil des ministres venait alors d'adopter un plan budgétaire totalisant 102 milliards d'euros d'économies d'ici à 2014, exigé par Bruxelles qui, en juillet, avait accordé en contrepartie à l'Espagne un assouplissement de ses objectifs de déficit.

Ce plan, envoyé vendredi à la Commission européenne, inclut les 65 milliards d'économies déjà annoncées en juillet. S'y ajoutent d'autres mesures, pour partie imputées aux régions autonomes dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Aucune décision, a-t-il ajouté, n'a en revanche été prise sur le maintien, au-delà du 15 août, de l'allocation mensuelle de 400 euros pour les chômeurs de longue durée, demandée avec force par l'opposition socialiste.

"*Nous allons poursuivre notre engagement sur le chemin des réformes et la lutte pour assainir les comptes publics*", a assuré Mariano Rajoy, tout en prévenant que son gouvernement "*ne ferait pas de miracles*". (AFP 03.08)

1- Syrie

L'Assemblée générale des Nations unies a massivement condamné vendredi le gouvernement syrien et réclamé une transition politique dans ce pays en proie depuis 17 mois à un soulèvement sanglant.

Cette instance, qui compte 193 Etats membres, a adopté un projet de résolution d'inspiration saoudienne exprimant une "*grave préoccupation*" devant l'escalade des violences.

Cent trente-trois pays ont voté pour, 12 contre et 31 se sont abstenus. Le texte bénéficiait du coparrainage de plusieurs Etats membres, dont celui de nombreux pays occidentaux.

Comme prévu, la Russie, alliée fidèle du président syrien Bachar al Assad, a voté contre ce texte, qui n'a pas de valeur contraignante. Lui ont emboîté le pas des nations connues pour leur hostilité envers l'Occident comme la Chine, l'Iran, la Corée du Nord, la Biélorussie et Cuba.

Le représentant russe au Conseil, Vitali Tchourkine, a immédiatement condamné la résolution en l'accusant d'être "*nuisible*" et de masquer "*un soutien flagrant*" à la rébellion. "*Derrière la façade d'une rhétorique humanitaire, la résolution dissimule un soutien flagrant à l'opposition armée qu'ils appuient et arment activement (...)*", a-t-il dit.

La représentante permanente des Etats-Unis au Conseil de sécurité, Susan Rice, s'est réjouie du vote de l'Assemblée générale. "*Malgré l'opposition continue d'une minorité de plus en plus isolée, la majorité écrasante des membres des Nations unies a pris clairement position pour le peuple syrien et à ses aspirations légitimes*", a dit la diplomate.

Son homologue britannique, Mark Lyall Grant, a déclaré à la presse après le vote qu'une "*majorité colossale*" avait soutenu la résolution, dont la formulation avait été modifiée pour supprimer des appels explicites de la Ligue arabe en faveur d'une démission de Bachar al Assad et de sanctions contre Damas.

A Paris, le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a salué l'adoption de la résolution, qui "*réaffirme la volonté de la communauté internationale de trouver la voie d'une sortie de crise crédible en Syrie.*"

"*La France soutient pleinement cette approche et reste mobilisée pour que prévale la justice pour le peuple syrien*", peut-on lire dans un communiqué.

L'ambassadeur d'Arabie saoudite, Abdallah al Mouallimi, s'est pour sa part félicité que "*le nombre de votes favorables ait surpassé toutes nos attentes*".

Le représentant permanent de la France, Gérard Araud, qui préside depuis le 1er août pour un mois le Conseil de sécurité, s'est également réjoui du vote de l'Assemblée générale tout en déplorant l'incapacité des Quinze du Conseil à agir de la même façon.

"*Le Conseil de sécurité est bloqué*", a-t-il dit. "*Je ne vois pas comment nous pourrions aller de l'avant sur cette question*".

Après le vote, le représentant syrien, Bachar Ja'afari, a dénoncé la "*nouvelle mascarade*" orchestrée, selon lui, par le président de l'AG, le Qatari Nassir Abdoulaziz al Nasser, pour faire adopter la ligne de son pays.

L'Arabie saoudite et le Qatar soutiennent la cause des insurgés syriens en lutte contre le régime de Bachar al Assad. Le diplomate syrien a réitéré les accusations de Damas sur la fourniture par ces deux pays du Golfe d'armes aux rebelles. "*La résolution n'aura, quoi qu'il soit, aucune conséquence*", a-t-il martelé.

Plusieurs diplomates occidentaux ont fait valoir qu'il était important de voter le texte de l'Assemblée générale pour envoyer un message politique et faire honte à Moscou et Pékin pour leur obstruction au sein du Conseil de sécurité.

"*Ce vote braque les projecteurs sur la Russie et la Chine et les humilie d'une façon qui ne va pas leur plaire*", a commenté un diplomate de l'Onu ne souhaitant pas être identifié nommément.

Avant le vote, Ban Ki-moon avait déclaré devant l'Assemblée générale que les exactions signalées à Alep, la deuxième ville syrienne où les deux camps s'affrontent depuis plusieurs jours de manière sanglante, pourraient s'apparenter à des crimes contre l'humanité.

"*Alors que nous sommes ici réunis, Alep (...) est l'épicentre d'une bataille sauvage entre le gouvernement syrien et ceux qui veulent le remplacer*", a dit le secrétaire général de l'Onu.

"*Les actes de brutalité qui sont signalés pourraient constituer des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre*", a-t-il ajouté. "*Ces agissements doivent faire l'objet d'une enquête et leurs auteurs devront rendre des comptes*". (Reuters 03.08)

SOCIAL

France

Depuis le 27 juin, trente salariés sur les quatre-vingt-cinq du Monoprix rue de la Roquette dans le 11e arrondissement de Paris sont en grève, après une précédente mobilisation en décembre.

Sous-effectif chronique, polyvalence des postes occupés, collègues absents jamais remplacés : les salariés n'en peuvent plus. "*Le plus souvent, nous ne sommes que deux dans le rayon, alors que l'on devrait être au moins trois*", raconte Makam Kamissok, qui travaille au rayon fruits et légumes depuis deux ans. Aux caisses, c'est encore pire : pas de pause pendant le service, même pour aller aux toilettes ou passer un coup de téléphone urgent. Les effectifs sont tellement réduits que "*les clients doivent faire la queue pendant trois quarts d'heure, une heure le soir*", relate Béatrice, chef de caisse depuis cinq ans rue de la Roquette.

Les salariés se plaignent également de mauvais rapports avec la nouvelle directrice du magasin, nommée il y a un an par le groupe, et considérée comme "*en grande partie responsable de la situation*", selon Rémi Picaud, secrétaire général adjoint CGT-Commerce Paris. Autoritarisme, manque de respect, pour plusieurs salariés, le magasin était devenu "comme une dictature". Sollicitée par LeMonde.fr, la directrice du magasin n'a pas souhaité s'exprimer.

Depuis trente-huit jours, la relation entre grévistes et la direction s'est peu à peu dégradée. Assignés deux fois en justice par la direction, les grévistes ont perdu le 10 juillet et ont dû cesser le blocage et l'occupation du magasin. Puis, le 26 juillet, le tribunal d'instance leur a donné raison face à la direction, qui les accusait de provoquer "*des nuisances sonores à l'intérieur et à l'extérieur du magasin*". Soutenus par la CGT Paris et le Front de Gauche, les salariés n'ont pas baissé les bras. Une pétition de soutien à leur mouvement a recueilli 6 000 signatures, une collecte a été organisée pour les aider financièrement, et les militants syndicaux ont distribué des tracts pour mobiliser autour de leur action. Les élus Front de Gauche ont, eux, déposé un vœu au Conseil de Paris le 9 juillet, demandant au maire de Paris d'ouvrir le débat avec la direction. "*Nous sommes tous au smic, la direction pensait que nous ne tiendrions pas longtemps, certainement pas un mois en tous cas. C'est grâce à la solidarité ça a marché.*"

Vendredi 3 août à midi, les grévistes sont réunis devant le magasin pour décider s'ils acceptent ou non l'accord proposé la veille par la direction. "*De mon point de vue, vous avez gagné*", assure Karl Ghazi, secrétaire général de la CGT-Commerce Paris.

"*L'accord prévoit le remplacement des salariés absents dans un délai de trois à cinq jours maximum, la création de deux caisses supplémentaires d'ici à fin octobre, la création d'un poste en plus de caissière en CDD d'ici à fin septembre, des temps de pause au moment opportun pour vous, et une étude pour réorganiser le fonctionnement aux caisses*", précise-t-il. La plupart des revendications sont donc satisfaites, même si les engagements sur les créations définitives de postes restent flous – les grévistes acceptent de signer.

Quelques dizaines de minutes plus tard, la déléguée syndicale du personnel revient avec l'accord définitif signé par la direction. C'est l'explosion de joie. "*On a gagné, on a gagné*", "*So-so-solidarité*", clament en cœur les grévistes, et la centaine de militants Front de gauche, du Parti Communiste et CGT présents. Pour fêter leur victoire, les – désormais anciens – grévistes entrent dans le magasin pour "*un tour de la victoire et de la joie*".

Les clients médusés et circonspects les observent déambuler entre les rayons, avec leurs drapeaux et leurs slogans. Au détour d'une allée, ils croisent la directrice, le calme revient immédiatement, et un froid s'installe. "*Nous reviendrons ici autant de fois qu'il le faut pour faire respecter l'accord signé*", rappelle K. Ghazi. A la sortie, les salariés se jettent des confettis. Reste maintenant aux salariés de la rue de la roquette à reprendre le travail. Et à joindre les deux bouts dans les prochains mois : "*Il y a une chose que l'on n'a pas obtenue, précise Karl Ghazi, c'est le paiement des jours de grève.*" (lemonde.fr 03.08)

ECONOMIE

Secteur automobile.

1- Paris a envoyé à la Commission "*une demande de mise sous surveillance des importations de véhicules en provenance de Corée du Sud*", a annoncé le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg.

Cette décision "*fait suite à la progression très importante des importations en France de véhicules de tourisme coréens*", a-t-il justifié dans un communiqué. Selon les chiffres du ministère, sur les deux premiers mois de l'année, la hausse est de 50%.

"*Les segments des véhicules à moteur diesel, notamment les petites cylindrées, sont particulièrement touchés, avec des hausses très importantes*", souligne le ministre.

Pour lui, "*les conditions pour la mise en oeuvre d'une mise sous surveillance sont réunies*" car l'accord, entré en vigueur au 1er juillet 2011, prévoit que les Etats membres de l'Union européenne (UE) saisissent la Commission européenne en cas d'"*une augmentation soudaine des importations*".

Cette mise sous surveillance "*conduit à imposer aux importateurs l'obtention d'une autorisation de la Commission européenne préalablement à toute importation*", ce qui permettrait de mesurer les effets de cet accord et "*d'envisager les nouvelles dispositions à prendre si les relations commerciales s'avèrent trop inégales*", selon le ministre.

De fait, les immatriculations des marques Hyundai-Kia en France ont augmenté de 28,6% sur les six premiers mois de marché à 31.350 unités et les deux marques ont à elles deux 3% de part de marché, selon les chiffres du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

Elles restent bien loin derrière PSA Peugeot Citroën, premier avec 30,6% de part de marché, suivi par Renault avec 22,8%. Ce dernier importe d'ailleurs aussi des véhicules de Corée du Sud où il a une usine.

Beaucoup de voitures vendues par les sud-coréens ne proviennent pas de Corée du Sud. Hyundai produit en République tchèque et Kia en Slovaquie et cette production n'est pas concernée par l'accord de libre-échange.

"*Plus de 50% des véhicules Kia vendus en France proviennent de son usine européenne*", a souligné un porte-parole du constructeur joint par l'AFP. "*Nous sommes un acteur européen*", a-t-il insisté.

Une porte-parole de Hyundai n'a pas fait de commentaire, renvoyant aux propos tenus la semaine dernière par le directeur général France, Patrick Gourvennec. "*Nous avons importé près de 2.000 voitures produites en Corée pour le marché français*" sur les six premiers mois de l'année.

Les tarifs douaniers pour les petites voitures sud-coréennes, fixées à 10% avant l'accord, sont passés à 8,3% à partir du 1er juillet 2011 puis à 6,7% depuis le 1er juillet 2012 et ils doivent être à 0% en 2016.

Pour les voitures de moyenne cylindrée et de grosse cylindrée, le tarif douanier a été réduit à 4% depuis le 1er juillet 2012.

Le secteur automobile français s'en était déjà pris à cet accord par le passé et le président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin, s'en est encore inquiété la semaine dernière.

La Commission européenne étudie à présent l'ouverture de négociations de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon, ce qui suscite de nouvelles inquiétudes. (AFP 03.08)

2- Toyota est redevenu numéro un mondial. Grâce à des ventes presque multipliées par 2 au printemps

Mais ses chiffres de ventes et ses performances financières du premier trimestre de l'année budgétaire constituent un spectaculaire redressement, pour ce constructeur heurté de plein fouet par le tremblement de terre du 11 mars 2011 dans le nord-est du Japon. Entre le 1er avril et le 30 juin, Toyota a dégagé un bénéfice net de 290,3 milliards de yens (quelque 3 milliards d'euros) et un bénéfice opérationnel de 353,1 milliards de yens, appuyés sur un chiffre d'affaires bondissant de 60%.

Au final, le constructeur a élevé de 86% ses ventes d'automobiles dans le monde. Ajoutées aux bons chiffres de cet hiver, cette performance a permis au groupe d'écouler 4,97 millions d'unités à ses concessionnaires planétaires entre janvier et juin (marques Toyota, de luxe Lexus, de mini-voitures Daihatsu et de poids lourds Hino confondues). Pour ce premier semestre de l'année calendaire, Toyota a repris la première place mondiale, abandonnée l'an passé à l'américain General Motors, qui n'a écoulé lors de la même période "*que*" 4,67 millions de véhicules.

Le troisième du classement, l'allemand Volkswagen en plein boom, a écoulé pour sa part 4,45 millions de véhicules. Le constructeur nippon a d'ores et déjà rehaussé de 180.000 véhicules son objectif de ventes pour l'année calendaire en cours, qu'il espère boucler en écoulant 9,76 millions d'unités.

Contrairement à un concurrent nippon comme Nissan, qui a largement délocalisé ses usines, Toyota assemble quelque 45% de ses véhicules au Japon et exporte encore quasiment la moitié de cette production locale. Il compte néanmoins augmenter son chiffre d'affaires annuel de 18,4%, à 22.000 milliards de yens, quasi tripler son profit opérationnel à 1.000 milliards de yens et augmenter de 168% son bénéfice net, à 760 milliards de yens (7,6 milliards d'euros au taux de change actuel). (L'Expansion.com avec AFP 03.08)

Haut de page

Le 5 août

CAUSERIE

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques. (suite)

La France soutiendra une intervention armée de forces africaines au Mali mais elle n'en prendra pas l'initiative, a affirmé samedi à Lorient le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, qui juge l'intervention "*inéluctable*". "*La France la soutiendra et je l'espère, l'Union européenne aussi*".

La Cédéao est disposée à envoyer une force de quelque 3.300 soldats pour aider l'armée malienne à reconquérir le Nord. Mais elle attend un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU et demande un appui logistique notamment à la France et aux Etats-Unis. (AFP 04.08)

Obscurantisme. L'homme propose et Dieu dispose, comme sous un régime antidémocratique ou une dictature. Une conception du monde antimatérialiste

Les médias réactionnaires se partagent le boulot. Il y a quelques jours j'ai dénoncé Le Point toujours à l'affût d'une rumeur, d'un bruit de chiotte, à croire que c'est leur milieu naturel, pour monter une affaire en épingle et attaquer de préférence le gouvernement notamment, gouvernement que je n'épargne pas, mais en me situant sur le terrain de la lutte des classes.

Cette fois, c'est L'Express qui vient de s'illustrer dans le domaine de l'obscurantisme, en titrant : *10 raisons de croire en Dieu*. Ils n'en fournissent que 7 dans leur article disponible sur Internet, il faudrait acheter leur torchon pour accéder au 3 autres, ce dont on fera l'économie.

Leurs arguments reposent sur du vent ou des contrevérités. Dieu existerait, la preuve "*de plus en plus d'intellectuels ou d'écrivains s'en réclament*" ou encore "*les scientifiques continuent de spéculer sur son existence,*" écrivent-ils, tu parles d'une

caution, quand à une autre époque la plupart des intellectuels, écrivains ou scientifiques estimaient que le soleil tournait autour de la terre, ceux très rares qui prétendaient le contraire se trouvaient dans la même situation que ceux qui aujourd'hui affirment que dieu est une création de l'homme et qu'il n'existe pas en dehors de son imagination vagabonde.

Je vous fais grâce de cet article assez long à dormir debout, puisque finalement son contenu est contradictoire avec son titre, comme quoi l'entreprise était impossible, démontrer l'existence de Dieu. Ce qui n'empêchera pas son auteur de se ridiculiser en affirmant que "*la pensée de Dieu implique donc son existence*", autrement dit, la société, le monde, l'univers n'existent que parce que les hommes les ont pensés, tout ce que les hommes ont pensé un jour existe ou quand l'idéalisme se fait caricature.

Cette démonstration est si grotesque, que les premiers internautes à réagir ne s'y sont pas trompés :

1- "*Pour mon compte, il y a longtemps que j'ai compris que c'est les hommes qui font vivre tous ces dieux de l'Olympe.*"

2- "*Le "concept" dieu, est le refuge des arriérés, des peureux, des crédules, des fanatiques en tous genres... La science a débusquée toutes les supercheries et mensonges de religieux .... Le retour du religieux équivaut au retour de l'obscurantisme, l'un ne va pas sans l'autre, à moins que nos journalistes, se soient mis des lunettes noires et des bouchons dans les oreilles ... Bien sûr et ne voient pas la réalité.*"

3- "*Si il existe, cela doit faire un bail qu'il est en vacances ou mort pour de vrai.*"

Il est quand même surprenant, même si on le comprend, de constater que l'homme en soit encore à croire dans les pays les plus développés, qu'il avait pu dans la nuit des temps développer un niveau de conscience ou de connaissance suffisamment élaboré pour lui permettre de soutenir une telle théorie, l'existence d'un Dieu, alors que l'on sait ou l'on admet qu'il était ignorant de son environnement et de tout le reste d'ailleurs, et ne pas logiquement arriver à la même conclusion s'agissant de la religion, qu'elle serait uniquement le produit de son ignorance.

L'homme n'est pas seulement faible, il est inconséquent ou manque de cohérence dans ses interprétations de la réalité et les conclusions qu'il en tire, y compris (ou surtout) quand il s'agit de s'occuper de son propre sort, en politique.

Ma foi, c'est à croire qu'il est toujours ignorant et qu'il a encore des progrès à faire pour conquérir sa liberté. On reviendra une autre fois sur ce sujet qu'il est possible d'aborder très simplement.

En aparté, je vous livre ce qui vient de me passer par la tête en évoquant la politique.

C'est pratiquement le seul domaine qui est censé l'intéresser au premier chef et duquel dépend son existence, et qu'il délaisse justement ou délègue aveuglément. Il y a un lien entre s'en remettre à une religion et être incapable de s'impliquer dans la lutte des classes pour changer la société, dès lors qu'on s'y trouve mal ou qu'on n'y trouve pas sa place. Notez que j'ai bien précisé "*pour changer la société*, car il y a malgré tout des travailleurs croyants impliqués dans la lutte des classes.

En voyant des images d'un stade où s'entassent des dizaines et dizaines de milliers de spectateurs pour assiter à un match de football, pendant que l'on peine à réunir quelques milliers de participants à une manifestation, on ne manquera pas de se faire cette réflexion. Elle m'est venue en téléchargeant un concert du groupe de hard rock AC/DC, qui s'était tenu à Rio au Brésil, dans un stade archi plein (debout entassés sur la pelouse) où il devait bien y avoir 100.000 spectateurs. Bon, le pape fait mieux vous me direz, pas sûr, j'ai constaté que certaines vidéos de rock ou hard rock avaient été téléchargées entre 10 et 22 millions de fois, Iron Maiden, AC/DC, Aerosmith, Metallica, Scorpion, etc. Comme quoi en passant cette musique ne doit pas être si mauvaise que cela. (A suivre)

La gamelle, elle la préfère bien garnie.

Les indemnités de Brigitte Barèges, la maire de Montauban (Tarn-et-Garonne), ont été multipliées par trois. Alors qu'elle touchait environ 1400 E net, cette augmentation votée par le conseil municipal va lui permettre de toucher près de 3 700 euros. Du côté de l'élue UMP, on justifie cette hausse comme une juste compensation de la perte par celle-ci de ses indemnités parlementaires après sa défaite aux législatives du 17 juin. Jusqu'à cette date, et en raison de la loi plafonnant les indemnités en cas de cumul des mandats, ces indemnités de maire étaient en effet limitées.

Selon " La dépêche du midi ", Brigitte Barèges a par ailleurs procédé de même quelques jours auparavant pour porter ses indemnités de présidente de la communauté d'agglomération à 3 000 euros. Au total, elle toucherait donc à en croire les calculs du quotidien régional 7000 E chaque mois, soit approximativement la même somme qu'avant la perte de son siège de députée.

" La dépêche du Midi " précise toutefois que " *l'enveloppe globale des indemnités des élus de Montauban n'a pas bougé [...] la nouvelle somme allouée à Brigitte Barèges a été rendue possible par la baisse de celle attribuée aux quinze adjoints* ". Des adjoints qui ont un certain sens du sacrifice... (elle.fr 04.08)

Les intégristes musulmans à l'oeuvre. Mais ne font pas recette.

Une association de banlieue a porté plainte samedi contre la mairie de Gennevilliers, qui avait suspendu mardi quatre animateurs d'un centre de vacances pour avoir observé le jeûne du ramadan avant de revenir sur sa décision.

Par ailleurs, environ 200 personnes se sont rassemblés dans la soirée devant la mairie de Gennevilliers, pour rompre le jeûne lors d'un "*iftar géant*".

Porte-parole de Banlieue Plus, l'une de la quinzaine d'associations du collectif à l'initiative de cette rupture du jeûne, Farid Temsamani a demandé "*que les sanctions liées à toute forme de discrimination, et particulièrement l'islamophobie, soient portées par des lois spécifiques avec des sanctions beaucoup plus sévères*".

Hassan Ben M'Barek, président du Front des banlieues indépendant (FBI), a de son côté précisé avoir déposé plainte auprès du commissariat de Gennevilliers, estimant que le motif invoqué par la mairie, la sécurité des enfants, "*masque une discrimination à l'égard d'une pratique musulmane*".

Contacté par l'AFP, Samir, l'un des quatre animateurs, a en revanche dit ne pas souhaiter porter plainte. L'article litigieux du contrat de travail des animateurs, qui leur imposait de se nourrir et de s'hydrater "*convenablement en particulier durant les repas*", a "*été retiré, c'était notre objectif premier. Nous souhaitons qu'il le soit définitivement*", a-t-il raconté.

"*On veut avancer dans le débat. Selon moi, chaque personne, en fonction de ses capacités, doit savoir si elle peut faire le jeûne ou pas. J'espère que ce débat va avoir lieu, avec les gens qui peuvent faire avancer les choses*", a-t-il encore affirmé.

M. Ben M'Barek est "*très loin de tout le travail que nous avons réengagé avec la communauté musulmane de Gennevilliers, et qui avait été engagé depuis de très nombreuses années*", a réagi auprès de l'AFP le maire (PCF) de la commune, Jacques Bourgoin.

La "*mise en place dès septembre d'une commission permanente du dialogue, (...), sur les questions que peuvent rencontrer les musulmans sur la ville*", a été décidée lors d'une rencontre vendredi soir avec des représentants d'une association musulmane, a ajouté M. Bourgoin.

Une journaliste de l'AFP a constaté qu'une manifestation organisée samedi par le FBI devant la mairie de Gennevilliers avait réuni moins d'une dizaine de personnes. (AFP 04.08)

Il y a des gens qui se réclament d'une religion ou une autre, et parmi eux il y a des pratiquants et des non-pratiquants, or, ce que ne dit pas l'animateur dénommé Samir, c'est qu'en réalité le jeûne est très souvent imposé à toute personne censée être musulmane et non d'origine musulmane, car on ne naît pas avec une religion.

Si je l'ai constaté quand j'étais adolescent il y a de cela une quarantaine d'années, j'imagine que de ne jours c'est pire. Quand un de mes copains enfreignait les principes en cours chez les musulmans, par exemple ne pas manger de porc, il y en avait toujours un pour le menacer de le dénoncer à ses parents ou son grand frère. En 2012, il le dénoncerait aux intégristes qui sévissent dans les banlieues et il serait passer à tabac. Ils obligent aussi les gosses à rester sans manger toute la journée, c'est monstrueux.

Pendant une courte période mes potes s'appelaient Kamel, Rachid, Kadher, Amid, etc. ils faisaient de grosses conneries, c'étaient des voyous, vol, agression, etc. tout cela n'avait pas trop d'importance du moment qu'ils mangeaient pas un sandwitch au saucisson, par contre, je ne les ai jamais entendu critiquer un non-musulman qui en mangeait un. Je me souviens aussi qu'ils n'avaient pas le droit de fumer une cigarette devant leurs parents, mais là c'était pour une question de respect. Ils bénéficiaient de l'indulgence de la police parce qu'ils collaient les affiches de l'UDR, le maire était J. Baumel, un ancien du SAC.

Quand dans la société, c'est une religion qui dicte sa loi aux citoyens jusque dans les faits et gestes de la vie quotidienne qui sont du ressort des aspirations ou droits de chacun, certains en appelleront aux principes de la République, il n'existe plus la plus petite trace de liberté, c'est comparable à une dictature. Si chaque religion dictait ses lois avec tous ses interdits et toutes ses obligations, pourquoi une y aurait le droit et pas les autres, ce serait l'enfer sur terre !

Ensuite ces gens-là se plaignent d'être victimes de discriminations, ils en portent la responsabilité, qu'ils ne viennent pas se plaindre si la prochaine fois pour éviter ces ennuis le maire décidait de pas embaucher des animateurs présentant le profit de musulmans.

Je ne suis pas musulman, mais je me souviens quand j'étais jeune, j'avais les cheveux très longs et il était difficile de trouver du boulot avec un tel look, alors qu'il n'y avait pas de chômage, on ne me proposait que des emplois merdiques, manutentionnaire, balayeur, aide-magasier au mieux. Un jour j'en ai eu marre et j'ai décidé d'aller chez le coiffeur, de soigner ma présentation, c'est peut-être con à dire, mais cela a changé ma vie, peut-être pas du jour au lendemain, mais j'ai fini par trouver

un bon job (chez Konica) et par m'en sortir.

Le matin je prends un jus de fruit et un café noir pour démarrer la journée. Au bout d'une heure de boulot je ressens une grosse fatigue, je bois un second café, et comme cela ne suffit pas j'ajoute quelques tartines de pain beurrées, après je suis dispos pour les deux ou trois heures de boulot qui m'attendent, entre temps la température est bien montée, cela vous casse littéralement, vers midi la fatigue revient, je casse la croûte et c'est reparti, sinon je me traîne toute la journée et j'ai le cerveau qui tourne au ralenti, intolérable avec le boulot que je dois abattre quotidiennement. Et quand je suis vraiment trop crevé, il n'y a qu'un truc qui fait de l'effet, un petit verre de bière ou un cocktail à la vodka à midi et la machine repart de plus belle. Passer la journée sans bouffer, c'est comme passer la journée sans penser !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce. Un régime aux abois. Boucs émissaires et chasse à l'homme.

La police grecque a annoncé samedi avoir entrepris une opération pour "*écarter*" les sans-papiers du centre d'Athènes, au cours de laquelle 500 personnes ont été arrêtées et 1.500 interpellées.

"*Intitulée "Xenios Zeus" (du nom du roi des dieux antiques Zeus, protecteur des hôtes), cette opération a commencé jeudi et y ont participé 2.000 policiers à Athènes et 2.500 au département frontalier d'Evros (nord-est)*", passage habituel des migrants de Turquie, a déclaré aux médias le porte-parole de la police, Christos Manouras.

Le but de l'opération est de "*reconduire les sans papiers à leur pays d'origine, fermer les frontières (...) et faire en sorte qu'Athènes redevienne une métropole de droit avec une qualité de vie*", a ajouté M. Manouras.

Selon le porte-parole de la police, la reconduction des migrants clandestins à leurs pays d'origine "*est un besoin de survie nationale*".

"*Le message à envoyer est que la Grèce ne peut assurer de travail et de séjour*" aux candidats à l'immigration, a-t-il dit.

Ce nouveau coup de balai à Athènes intervient quatre mois après celui du précédent gouvernement de coalition droite-socialistes, effectué environ un mois avant les élections législatives de mai.

Le nouveau Premier ministre conservateur Antonis Samaras qui dirige depuis fin juin un gouvernement de coalition tripartite, droite-socialistes-gauche, s'était engagé lors de sa campagne électorale "*à la reconquête des villes*" et à arrêter "*l'invasion des migrants illégaux*". (AFP 04.08)

2- Syrie.

2.1- Après les barbouzes déguisés en journalistes, les barbouzes déguisés en humanitaires.

Paris veut profiter de sa présidence des Nations unies pour accentuer l'aide humanitaire aux Syriens à défaut d'une avancée politique en raison du blocage russe, a affirmé samedi l'ambassadeur de France à l'ONU, Gérard Araud.

"*Progresser d'un point de vue politique, je dois avouer que je pense que ce sera difficile*". Mais des choses peuvent être faites "*d'un point de vue humanitaire parce qu'on oublie qu'au-delà des blocages du Conseil de sécurité ou de la démission de M. (Kofi) Annan, il y a la souffrance des syriens*", a-t-il déclaré à la radio Europe 1.

L'ambassadeur a une nouvelle fois regretté l'absence de pression au plus haut niveau international sur le régime de Bachar al-Assad.

"*Les Russes nous disent que pour eux c'est Assad ou les islamistes, qu'ils n'aiment pas particulièrement Assad mais qu'ils ne veulent pas des islamistes. Nous, nous leur répondons qu'avec leur politique, ce sera Assad puis les islamistes. Parce qu'Assad tombera et plus nous attendons plus il y aura une radicalisation de la résistance. Déjà nous voyons apparaître Al-Qaïda en Syrie et à la fin du compte, nous aurons le résultat que craignent les Russes*", a dit Gérard Araud.

"*Nous devons convaincre les Russes et les Chinois qu'ils font fausse route et qu'ils nous entrainent dans le désastre final, la guerre civile, le chaos et à la fin peut-être la victoire des radicaux alors que pour le moment c'est la population syrienne qui combat, ce ne sont pas des radicaux*", a-t-il précisé. (AFP 04.08)

La propagande officielle, quoi.

2.2- Son relais.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a appelé, samedi, au respect par les belligérants du droit international humanitaire, et plus particulièrement des civils en Syrie. L'organisation internationale a appelé "*toutes les parties à respecter pleinement les règles et principes du droit international humanitaire ou droit de la guerre*", dans un communiqué. "*Nous demandons instamment à toutes les parties combattantes d'honorer les obligations qui leur incombent au titre du droit international humanitaire*", a insisté Robert Mardini, chef des opérations du CICR pour le Proche et le Moyen-Orient. (LePoint.fr 04.08)

SOCIAL

1- France. MGF Logistique, encore un accord pourri.

Un accord de fin de conflit a été trouvé entre les salariés du site d'Orchies de MGF Logistique (groupe G7), qui avaient un temps menacé de mettre le feu à des produits dangereux, et la direction, a-t-on appris samedi auprès de représentants des salariés.

L'accord prévoit la reprise de 11 salariés sur 53 par un client de l'entreprise qui stockait des produits d'entretien et peintures pour automobiles et une enveloppe de 230.000 euros de primes extra-légales à partager entre les salariés non repris, selon Sébastien Béhague, délégué CGT et Corinne Douay élue CGT suppléante au comité d'entreprise. Les salariés sont "*écoeurés*", ont dit les responsables syndicaux.

Lors d'un vote samedi matin, les salariés ont décidé de lever le blocage du site, placé en liquidation judiciaire le 23 juillet par le tribunal de commerce de Douai, qui durait depuis près de deux semaines. Les quatre grévistes de la faim ont mis fin à leur mouvement. (AFP 04.08)

2- Hongrie. Le STO des négriers est de retour.

En Hongrie, le gouvernement expérimente une "*prison d'été*" où les détenus travaillent pour rembourser le coût de leur détention, un programme visant à faire face au problème de surpopulation carcérale mais qui fait tiquer des défenseurs des droits de l'Homme.

Mis en place depuis juin, ce projet-pilote, lancé à l'initiative de l'administration pénitentiaire, concerne une soixantaine de détenus, condamnés pour de petits larcins à des peines allant de trois à six mois de prison, dans l'établissement de Nagyfa, à 190 km au sud de Budapest.

"*Notre objectif est d'une part que les détenus remboursent leur coût de détention afin que ce ne soit pas à la charge du contribuable*", explique à l'AFP Zsolt Balogh, porte-parole de l'administration pénitentiaire. "*D'autre part, nous voulons qu'ils passent le temps de leur détention d'une manière utile*", c'est-à-dire en travaillant, afin de faciliter leur réinsertion, ajoute-t-il.

Dans l'établissement de Nagyfa, il n'y a ni chauffage, ni lumière, par souci d'économie. Mais, les cellules sont moins bondées et la vie carcérale plus souple.

La Hongrie compte environ 17.000 détenus alors que la capacité officielle des prisons du pays n'est que de 12.600 places, donc l'espace minimum de 3m2 pour un homme et de 3,5 m2 pour une femme n'est pas assuré, indique l'organisation non-gouvernementale TASZ (Association pour les droits fondamentaux).

Selon le programme, les détenus travaillent dans les champs de l'exploitation agricole gérée par l'administration pénitentiaire contre un salaire brut mensuel de 80 euros -- trois fois moins que le salaire minimum -- et doivent payer un euro par jour pour leurs repas.

Les participants au programme pourront faire valoir 20 jours de vacances (dans le centre carcéral) et obtenir des permissions pour visiter leur famille, entre cinq et quinze jours par an.

La prison loue également ses locaux à des entreprises privées, qui emploient les prisonniers pour le même salaire, ce que dénonce le Comité Helsinki, une ONG qui lutte pour le respect des droits de l'Homme.

Si l'expérience fonctionne, l'administration pénitentiaire envisage toutefois d'élargir le concept à tout le pays.

A Nagyfa, la prison d'été fermera en octobre. Mais, l'établissement compte rouvrir l'été prochain, en augmentant le nombre des détenus à une centaine. (AFP 04.08)

ECONOMIE

Inde.

a croissance du PIB en Inde devrait ralentir plus que prévu pour s'établir vers 6% cette année, selon un haut responsable politique indien et un consensus d'économistes, alors que le pays fait face au spectre d'une nouvelle sécheresse, qui serait la troisième en une décennie.

La situation économique s'était déjà détériorée en Inde ces derniers mois à cause d'une forte inflation, de taux d'intérêts élevés, d'un déficit public en hausse, d'un moral des entreprises en berne, d'une monnaie qui se déprécie, auxquels s'ajoutent à présent les inquiétudes liées au retard pris par la mousson et des pluies plus faibles que la normale.

Les services météorologiques indiens ont prévu que les pluies de la mousson seraient "plus basses de 15%" que la normale, ce qui signifie une situation de sécheresse.

La sécheresse est déclarée dans le pays si les précipitations sont inférieures à 90% de leur niveau moyen annuel. L'Inde a déjà été touchée par une sécheresse en 2009 et 2002, aggravant la pauvreté des populations rurales et provoquant une hausse des prix alimentaires. (AFP 04.08)

Haut de page

Le 6 août

CAUSERIE

Quand dans un article ou un livre on relate des faits, que l'on fournit des données chiffrées, il est évident qu'on les a récupérés quelque part et qu'on n'en est pas l'auteur originel, on se doit donc de fournir aux lecteurs leurs origines, leurs sources, c'est la moindre des choses.

Préciser l'origine des informations que l'on met à la disposition des lecteurs permet à ces derniers d'en vérifier l'authenticité s'ils le souhaitent, car après tout personne n'est censé croire sur parole l'auteur d'un article. Cela permet aussi de vérifier qu'il n'y a pas eu plagiat ou de vérifier jusqu'à quel point l'auteur d'un article ne s'est pas borné à recopier en reformulant certains passages un article rédigé par un autre auteur.

Tout ou presque a été dit ou écrit un jour.

Personnellement, dans bien des cas, au lieu de traiter un sujet qui a déjà fait l'objet d'excellents articles ou chapitres, je préfère vous renvoyer vers leurs auteurs en vous fournissant leurs coordonnées, les autres fois, quand j'ai un complèment d'analyse à apporter, j'en cite des passages en indiquant mes sources.

Dans ses articles consacrés à J. P. Morgan, parus dans le IO n°210 page IV, Pierre Cise a omis ces précisions.

C'est décidément une fâcheuse habitude chez eux, garder jalousement leurs sources ou refuser de les partager avec leurs lecteurs, comme si en y accédant les lecteurs allaient s'apercevoir que ces sources étaient plus dignes d'intérêt que l'auteur de cet article qui les a quelque part parodiés, ce n'est qu'une hypothèse. C'est également une manière que j'estime détournée ou malhonnête d'inspirer du respect aux lecteurs dès lors qu'ils ne se posent pas ces questions ; les militants y étant moins portés que d'autres au nom du culte de la personnalité envers leurs dirigeants ou de la confiance aveugle qu'ils ont développée envers eux, ce qui revient au même à l'arrivée. Dommage, car j'avais apprécié ces articles.

Vous me direz que je suis trop exigeant, qu'une fois de plus je coupe les *cheveux en quatre*, etc. Non, j'estime tout simplement normal de ne pas se faire passer pour ce qu'on n'est pas, d'être juger à la valeur de ses propres productions, dès lors qu'on en est l'auteur et qu'elles apportent quelque chose (de nouveau) aux lecteurs. Il arrive que l'on soit bien inspiré et d'autres fois moins ou pas du tout, ce qui n'a rien de choquant en soi.

Je n'ai pas le temps de rédiger un article, alors on se contentera de deux citations qui satisferont les plus gourmands, curieux ou exigeants sur les plans politique et économique.

1- Abraham Lincoln et John F. Kennedy ont été liquidés dans les mêmes conditions par le cartel des banques américaines.

Quand le président Abraham Lincoln a eu besoin d'argent, en 1861, pour financer la guerre civile et que les crédits des banques Rothschild, financiers traditionnels des guerres, lui sont devenus trop chers, il a éludé le privilège des banques privées et fait imprimer un billet d'Etat, le «*Greenback*». Il ne devait pas survivre longtemps à cette démarche téméraire. En 1865, il a été assassiné par un tireur isolé, abattu lui-même lors de sa fuite.

Le successeur de Lincoln, Andrew Johnson, a suspendu l'impression de billets pour des raisons inexplicables. Le prochain président qui a voulu redonner à l'Etat le monopole de l'impression de billets a été John F. Kennedy.

Tentative de Kennedy de priver la FED de son pouvoir

Peu de mois avant son assassinat, John F. Kennedy a été semoncé par son père Joseph dans le salon ovale de la Maison Blanche. «*Si tu le fais, ils te tueront !*»

Mais le président ne s'est pas laissé dissuader. Le 4 juin 1963, il a signé l'acte exécutif numéro 111 110, abrogeant ainsi l'acte exécutif 10289, remettant la production de billets de banque dans les mains de l'Etat et privant en grande partie de son pouvoir le cartel des banques privées.

Après que quelque 4 milliards de dollars en petites coupures nommées «*United States Notes*» eurent déjà été mises en circulation et alors que l'imprimerie de l'Etat s'apprêtait à livrer des coupures plus importantes, Kennedy a été assassiné le 22 novembre 1963, soit 100 ans après Lincoln, par un tireur isolé abattu lui-même lors de sa fuite.

Son successeur s'appelait Lyndon B. Johnson. Lui aussi a suspendu l'impression de billets pour des raisons inexplicables. Les douze banques fédérales de réserve ont retiré immédiatement les billets Kennedy de la circulation et les ont échangés contre leurs propres reconnaissances de dette.

Grâce à son monopole de production illimitée d'argent, le cartel bancaire du Système fédéral de réserve dispose d'une énorme machine à fabriquer de l'argent, qui lui permet de gagner énormément.

2- La finance et ses rapports aux technologies de l'information pour se subordonner le monde.

Vous relevez cette collusion entre Wall Street et le pouvoir politique aux Etats-Unis, ces relations de complicité, et spécialement avec le Parti démocrate, qui ne date pas de Barack Obama. Je vous cite, « *En janvier dernier, au moment de quitter la scène politique, au moment où Obama arrivait à la Maison-Blanche, Henri Polson pouvait se montrer rassuré, l'influence de Wall Street demeurait intacte au sein de la nouvelle administration et les hommes choisis par Obama pour l'épauler étaient les symboles de la continuité. Tim Geitner, ancien patron de la FED, de New York, associé à Polson dans la gestion de la crise, Lawrence Summers, ancien ministre des Finances de Clinton, consultant chez Goldman Sachs, qui dirigeait, jusqu'à l'élection présidentielle de novembre, le puissant fonds spéculatif Shaw. Le choix de Geitner, qui fut conseillé à Obama par Summers, par Jimmy Diamond, le PDG de JPMorgan, et le très influent Peter Peterson, qui est le fondateur du fonds d'investissement Blackstone.* » Finalement, banques et politiques, deux milieux liés, tous les hommes qui comptent en font partie, on passe de l'un à l'autre. C'est ça ?

Oui, et le plus surprenant, c'est la manière assez impavide dont Barack Obama avait envisagé de nommer au Trésor (au poste de ministre des Finances) un homme qui est proche de lui, Jimmy Diamond, le patron de JPMorgan, dont on peut dire que c'est l'un des banquiers les plus surexposés face à la crise. C'est donc un choix sur lequel on lui a dit de revenir, parce qu'il était évidemment chargé de symboles.

Il faut quand même souligner qu'il y a eu, parmi les proches conseillers de Barack Obama, un homme qui était le patron d'UBS Amérique. On se rappelle du scandale d'UBS Amérique, 52 000 comptes (il semblerait qu'il y en ait plus) de riches américains, qui grâce à UBS ont pu transférer leur argent en Suisse. Le patron d'UBS Amérique, Robert Wolf, qui est un des banquiers les plus influents avec un carnet d'adresses très envié est devenu le principal conseiller dans la campagne de Barack Obama, qui lui téléphonait tout les soirs. Aujourd'hui, de manière assez étonnante, Barack Obama l'a nommé à la tête d'une commission chargée de réformer les impôts, ce qui est le comble du paradoxe.

Barack Obama, au final, est-il un complice actif ou impuissant ? C'est le système qui veut ça ? Son entourage lui impose des hommes venus de la finance et finalement tout ce petit monde cohabite ?

Ce qui est extraordinaire, c'est de voir que ce pouvoir financier, aux Etats-Unis, puisque ce qui m'intéressait était l'épicentre de la crise, est absolument incontournable pour les politiques, quels qu'ils soient. Ça c'est le premier point. Deuxième point, des hommes comme Robert Rubin qui ont été à la tête de Goldman Sachs, puis ministre des Finances de Bill Clinton, ont vendu l'idée

aux présidents américains, et c'est une idée qui s'est développée, l'idée que le pouvoir financier est au fond la véritable puissance de l'Amérique d'aujourd'hui, et le meilleur moyen de peser et d'accentuer l'influence américaine à travers le monde.

Ça permettait, au-delà bien entendu aussi, de diffuser toutes les technologies. Une croyance qui a été développée, qui consistait à dire qu'il faut que ce pays se désindustrialise parce que les vieilles industries en déclin n'ont aucune raison d'être. Privilégions les technologies de l'information, c'est la logique de la Silicon Valley. Cette désindustrialisation, encore une fois, a abouti à la toute-puissance du monde financier, et à son imbrication politique.

Ces articles figurent dans la rubrique économie du portail au chapitre consacré à la FED. Vous pouvez aussi accéder directement à leurs sources dont voici les coordonnées. (source : Les secrets de la Réserve Fédérale, institut d'émission monétaire des États-Unis (http://www.international.or.) Si ce domaine vous intéresse, vous avez aussi : La révoltante histoire de la "Réserve fédérale" américaine, hold-up planétaire sur la création monétaire (http://etienne.chouard.free.fr)

En famille.

Le MoDem est disponible pour participer à un élargissement de la majorité de François Hollande, qui serait dans l'intérêt de la France, a déclaré Robert Rochefort, vice-président du parti de François Bayrou, dans une interview à paraître lundi dans *La Croix*.

"*Il est possible de faire un bout de chemin avec l'équipe de François Hollande*", juge le vice-président du MoDem. (Reuters 05.08)

Mais on n'en doute pas un instant !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie.

Le chef du gouvernement italien Mario Monti s'inquiète, dans un entretien au magazine allemand Der Spiegel : "*Les pressions qui, ces dernières années, ont affecté la zone euro portent déjà les stigmates d'une rupture psychologique de l'Europe*".

Le chef du gouvernement italien a appelé ses homologues à conserver une marge de manoeuvre face à leurs parlements nationaux.

"*Si les gouvernements devaient se laisser complètement brider par les décisions de leurs parlements sans préserver leur espace de négociation, l'Europe risque davantage d'éclater que de renforcer son intégration*", a-t-il averti.

Plusieurs responsables politiques allemands se sont montrés critiques à l'égard des déclarations de M. Monti.

"*La capacité d'un gouvernement à agir revêt une importance décisive en temps de crise, c'est indiscutable*", a réagi Michael Grosse-Brömer, chef des unions chrétiennes CDU/CSU au Bundestag, cité dans l'édition en ligne du Spiegel.

"*Mais cela ne justifie aucunement la tentive de limiter les vérifications parlementaires qui sont nécessaires au niveau démocratique*", a-t-il ajouté. (AFP 05.08)

Pour Monti, les parlements nationaux sont des boulets, les gouvernement doivent passer outre ou faire comme s'ils n'existaient pas, comme dans une dictature quand ils sont dissouts ainsi que les partis et les syndicats.

Pour l'Allemand Grosse-Brömer, la caution des parlements, même godillots, demeure incontournable pour maintenir le vernis démocratique des institutions et donc du gouvernement, pour que les mesures adoptées par ce dernier soient acceptées par la population ou puissent être appliquées.

La différence entre les deux provient des rapports que les masses entretiennent avec l'Etat dans chaque pays et de leurs conditions sociales.

2- Grèce

Les discussions entre la troïka des créanciers et les responsables grecs ont été "*productives*" et la Grèce s'est engagée "*à*

poursuivre ses efforts" pour atteindre les objectifs du plan d'ajustement budgétaire, ont déclaré dimanche les créanciers dans un communiqué.

Les experts de la troïka, qui vont quitter Athènes dimanche après deux semaines de discussions avec les responsables grecs, pressent le gouvernement grec de coalition droite-gauche d'adopter de nouvelles réductions des dépenses publiques, y compris sur les salaires et les retraites.

Ces mesures sont une condition préalable, selon les créanciers, pour débloquer le versement à la Grèce d'une tranche de 31,5 milliards d'euros en septembre, au titre du deuxième prêt de 130 milliards d'euros accordé en hiver.

Le feu vert pour ce versement dépend du rapport de la troïka, qui sera publié en septembre sur l'ajustement budgétaire du pays.

Le gouvernement doit élaborer dans les prochains jours les détails des mesures réclamées par la troïka et lui adressera un rapport relatif à ce programme d'ici la fin de la semaine.

M. Stournaras a déclaré dimanche au quotidien Ethnos que les prochaines semaines étaient "*cruciales*" pour le maintien du pays dans la zone, si de nouvelles économies, réclamées par les créanciers UE et FMI, ne sont pas adoptées.

Une nouvelle réunion est prévue lundi et mardi entre le Premier ministre conservateur Antonis Samaras, avec ses partenaires dans le gouvernement de coalition Evangélos Vénizélos (socialiste) et Fotis Kouvelis (Dimar) sur ces nouvelles économies. (AFP 05.08)

Haut de page

Le 8 août

CAUSERIE

Hier nous n'avons pas eu d'électricité de 9h15 à 17h45, aussi je n'ai pas pu travailler. Ce matin non plus puisqu'ils ont recommencé à couper de 6h à 9h. En fin de matinée je suis allé récupérer mon convertisseur de courant. Les actualités en bref seront mises en ligne ce soir (en Inde), sauf si un orage (menaçant) survenait, car la batterie n'aura pas eu le temps de recharger. (ils viennent de recouper, c'est infernal !)

Je vous livre l'article que j'ai rédigé sur le TSCG en intégrant les dernières déclarations.

TSCG. Exercice pratique de l'été.

PS.

Quand les sociaux-libéraux prétendent défendre un principe, alors qu'ils n'en ont pas en dehors de ceux avec lesquels se confondent leur idéologie et leur carrière, ou comment démontrer qu'une position présentée sous un angle leur sert à faire oublier l'essentiel.

Aveu. Contrevérité ou mensonge grossier.

Leur méthode pour brouiller les pistes consistent à mêler vérité et contrevérité, le tour de passe-passe consiste à se servir de la vérité pour justifier la contrevérité qui n''apparaîtra pas telle qu'elle est en réalité.

- «*Je suis, dit-elle, contre les dogmes économiques. Je suis une keynésienne qui pense qu'à certains moments il faut des déficits et qu'à d'autres moments, il faut les réduire.*» Marie-Noëlle Lienemann votera «*contre*» le traité européen parce que si François Hollande «*a bien complété le traité par un volet sur la croissance, il ne l'a pas modifié comme il s'y était engagé durant la campagne*».

Lienemann affirme que «*20 à 25 députés et 3 à 5 sénateurs ne voteront pas le traité*». (lefigaro.fr 06.08)

Etre "*keynésienne*", cela signifie par le biais de l'Etat relancer la machine économique capitaliste qui est grippée et risque de s'effondrer, sauver le capitalisme à tous prix. Quel est le rapport avec le socialisme ? Absolument aucun.

Poursuivons, il est normal ensuite d'estimer légitime de vouloir "*réduire*" les déficits ou la dette de l'Etat qui est en fait celle

des capitalistes, donc de servir leurs intérêts. Quel est le rapport avec le socialisme ? Absolument aucun.

Chacun sait désormais que le "*volet sur la croissance*" de Hollande est une mystification, un grossier mensonge qui devait servir uniquement à satisfaire la bonne conscience des "*keynésiens*" du PS et d'ailleurs. Quel est le rapport avec le socialisme ? Absolument aucun.

Front de gauche.

«*C'est un cadenassage, une camisole de force pour les politiques budgétaires, économiques et donc sociales*» affirme le député européen (Front de gauche) Patrick Le Hyaric. (lefigaro.fr 06.08)

Le "*cadenassage*", la "*camisole de force*", ils savent de quoi ils parlent, pour les militants révolutionnaires ce sont les partis qui se réclament du socialisme tout en étant incapables de se situer sur un autre terrain qu'institutionnel, qui se prosternent devant un traité, une loi ou un article de la Constitution.

Vous savez pourquoi ils s'opposent au TSCG ? Parce qu'une fois adopté, en tant que parti institutionnel ils ne serviront plus à rien, à moins que rien devrait-on dire et cela risque de se voir, de se savoir... Rendez-vous compte, tous autant qu'ils sont, il leur faudra troquer le terrain policé de la lutte des classes telle qu'ils la mènent au sein des institutions pour descendre dans l'arène rustique ou archaïque de le lutte de classe du prolétariat qui leur est en grande partie étrangère. On comprend leur malaise. D'autant plus qu'ils vont devoir se démasquer un peu plus ou montrer au grand jour de quoi ils sont capables, c'est-à-dire pas grand chose, on les attend au tournant. Faire le mariole ou gesticuler à une tribune, c'est une chose, se coltiner la classe au quotidien, c'est ingrat, quel fardeau !

Depuis quand, un traité, une loi ou un article de la Constitution réduirait au silence ou ferait disparaître le combat du mouvement ouvrier pour son émancipation? Depuis que des fonctionnaires de la lutte de classe l'ont décrété.

A une autre époque, dans des conditions autrement plus difficiles les dirigeants ouvriers continuaient le combat sans craindre de prendre de violents coups de la part du pouvoir en place, ils étaient d'une autre trempe ou volonté que nos lavettes. Bismarck eut beau promulguer une loi anti-socialiste, il ne put empêcher le renforcement de la sociale-démocratie allemande.

F. Engels. Newcastle Daily Chronicle, 3 mars 1890. Extrait.

- "*En 1878, les socialistes allemands furent soumis à une loi d'exception sévère, en vertu de laquelle leurs journaux furent supprimés, leurs réunions interdites ou dissoutes et leurs organisations disloquées. Toute tentative de reconstitution fut sévèrement punie, parce que considérée comme « organisation secrète », et plus de mille ans de prison ont été distribués par les tribunaux à des membres du parti.*

Néanmoins les socialistes allemands réussirent l'exploit d'imprimer chaque semaine à l'étranger quelque 10 000 exemplaires de leur journal, Der Sozialdemokrat, puis de le passer en contrebande dans le pays pour y assurer sa diffusion. Des milliers de tracts furent distribués dans les mêmes conditions. Ils parvinrent à entrer au Reichstag (avec neuf membres), ainsi que dans un grand nombre d'organismes représentatifs à l'échelon communal et, entre autres aussi, dans la municipalité berlinoise elle-même. Ce renforcement croissant du parti est également devenu manifeste aux yeux de ses adversaires les plus acharnés."

Pour rester sur le même sujet, le Front de gauche et d'autres réclament un référendum sur le TSCG, le POI leur a répondu qu'il n'en voyait pas l'utilité, entre nous, celui de 2005 non plus, alors que dire d'une pétition qui finira comme toutes les autres dans une poubelle, à quoi ont servi les précédentes, sur l'Irak, l'Afghanistan, la Sécu, les retraites, etc. : à strictement rien ! Cela occupe les militants et les détourne de l'essentiel, qui lui en est toujours au même point, le parti révolutionnaire qui nous fait cruellement défaut.

Deux conceptions de la lutte de classe incompatibles, qui sont animées par des intentions et des objectifs opposés.

Une question sociale ou politique donne lieu à une bataille conçue hors de son contexte comme une simple abstraction, par exemple on va combattre pour le rejet du TCE en 2005, pour le rejet du TSCG en 2012, un point c'est tout. Une fois la bataille terminée, que le traité ait été ou non adopté, elle appartient déjà au passé, on passe à autre chose et ainsi de suite sans qu'il soit possible de capitaliser le moindre enseignement de ces batailles, et pour cause la perspective dans laquelle elles se situaient n'allait pas au-delà, alors qu'en les reliant au fonctionnement des institutions ou à la Constitution il était possible de les situer comme un moment du combat pour renverser l'ordre établi, notre véritable objectif et non le rejet d'un texte auquel nous ne pourrions subordonner notre combat, la tactique devant demeurer subordonnée à la stratégie.

N'ayant pas les moyens d'influer sur le cours des choses sinon à un niveau médiocre, encore moins de l'inverser, notre intervention dans la lutte des classes doit avoir pour objectif la construction du parti sans lequel cette situation persistera indéfiniment, qui pour se faire passe en priorité par l'organisation de l'avant-garde du prolétariat en lui proposant de mener un

combat sur une question précise dans une perspective politique plus large, qui se situe au-delà du régime et des institutions.

On nous rétorquera qu'il est impossible de tirer les enseignements d'une bataille dans une telle perspective. Autrement dit, nous devrions être comptables du résultat d'une bataille puisqu'on la considère comme une fin en soi, ce en quoi nous nous refusons.

Comment pouvez-vous affirmer que les auteurs de ces batailles les ont conçues comme une fin en soi ? C'est très simple à comprendre, ils ont refusé de les relier à la Constitution et aux institutions alors que c'était précisément leur objet, de manière à ce qu'un plus grand nombre possible de travailleurs puissent y être associés sans se soucier de la qualité de leurs rapports avec ces travailleurs au cours de ces batailles ou de la nécessité d'élever leur niveau de conscience politique, leur seul objectif étant d'obtenir le retrait ou le rejet de ces traités, leur objectif devait être immédiat et ne pouvait pas pour cette raison se situer dans une perspective politique, par conséquent il leur serait impossible d'en tirer des enseignements dans cette perspective politique, les seules leçons qu'ils peuvent en tirer se réduisant à un constat ou un commentaire en guise d'analyse, si le traité est rejeté, on se congratule et on se noie en déclarations qui tournent à l'autosatisfaction, puis plus rien puisque leur objectif a été atteint, et s'il a été adopté, ils vont débattre indéfiniment pour savoir qu'est-ce qui à manquer pour qu'il soit rejeter et des années plus tard ils en sont toujours au même point, simple constat.

Les partisans de la conception de la lutte de classe qui vient d'être exposée ne s'adressent pas en priorité à l'avant-garde du prolétariat, ils nient son existence pour ainsi dire en agissant de la sorte, ils préfèrent s'en tenir à ce qui est censé être saisissable par l'ensemble des masses exploitées selon un dénominateur commun qui ne dépassera pas leurs préoccupations immédiates ou leur niveau de conscience du moment nivelé par le bas forcément, on appelle cela aussi s'adapter au mouvement spontané des masses, au lieu de partir des objectifs politiques que l'on s'est fixé et tenter d'y associer les éléments les plus conscients parmi les masses pour les aider à progresser et les organiser sur cette base pour ensuite essayer de les recruter au parti sur une base politique révolutionnaire et non trade-unioniste ou opportuniste.

Maintenant on peut tout nier, y compris que cette avant-garde du prolétariat existerait, il faut dire qu'elle n'est pas forcément là où on va la chercher ou l'on croit qu'elle se trouve. Si parmi les quelque 20 millions de travailleurs qui ont refusé de voter le 17 juin et ceux qui ont voté pour les candidats du PS ou ses satellites, il ne s'en trouvait que 1% en rupture avec le capitalisme et les institutions, cela ferait déjà des centaines de milliers de travailleurs prêts à être recrutés au parti, or aucun parti n'en est capable, ajoutons que ce constat s'appliquait déjà au cours des décennies antérieures, ce qui explique en grande partie la situation actuelle.

Vous constaterez que la mimique est parfaite à 7 ans d'intervalle, alors que dans les deux cas la question posée concernait directement la Constitution de la Ve République et la légitimité des institutions bonapartistes et antidémocratiques, personne ne pourra affirmer le contraire.

S'agissant du TSCG, nous nous prononçons évidemment pour son rejet, mais nous refusons de signer des pétitions en direction du Bonaparte de service, Hollande, ou des députés du PS à la botte du régime en place et qui ne sauraient en aucun cas incarner les intérêts des travailleurs une fois qu'ils ont manifesté une fois de plus qu'ils comptaient gérer la société pour le compte des capitalistes, la dernière expérience en date, leur soutien au plan de la direction de PSA, le démontrant largement.

Nous rejetons le TSCG, considérant que ce combat pose la question de la légitimité de la minorité (25% des voix des électeurs) qui siège à l'Assemblée nationale, qui par le truchement d'une loi ou d'un code électoral antidémocratique a obtenu la majorité absolue en sièges, minorité poursuivant la politique d'austérité de Sarkozy et qui serait amenée à décider à notre place, ce que nous rejetons également ou dans laquelle il nous est impossible de nous reconnaître.

Ce combat, dans la mesure où il s'agit de modifier la Constitution de la Ve République, pose la question de l'illégitimité des institutions bonapartistes et antidémocratiques amenées à se prononcer sur ce traité, et dont l'existence pour seul but de légitimer le capitalisme, sa survie.

Par conséquent, le combat pour le rejet du TSCG ne peut s'inscrire que dans la perspective de l'abolition de la Constitution de la Ve République, ce qui inclut la totalité des institutions et des traités signés par les différents gouvernements depuis 1958 avec l'Union européenne ou toute autre institution du capital à l'échelle mondiale, auxquels seul un gouvernement issu des partis combattant pour le socialisme mettra un terme en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées engagées dans le combat pour renverser le régime en place et prendre le pouvoir.

Voilà dans quel contexte et dans quelle perspective politique révolutionnaire nous concevons le combat pour le rejet du TSCG (et du MES).

La polémique qui nous occupe ici recoupe la question de la nature sociale du PS et de la "*majorité*" qui siège à l'Assemblée nationale. Dès lors qu'on caractérise le PS comme un parti ouvrier, on estimera normal de s'adresser à ses élus, dans le cas contraire on s'en abstiendra n'en attendant absolument rien, inutile de vous préciser que nous soutenons que le PS est devenu depuis des lustres un parti étranger, ennemi de la classe ouvrière et qu'il n'a cessé de le démontrer au cours des dernières décennies qu'il soit ou non au pouvoir.

Aujourd'hui, le PS dispose de tous les pouvoirs dans le pays. A-t-il manifesté son intention d'avancer vers le socialisme ? Non, au contraire, Hollande s'affiche avec Merkel, s'entend à merveille avec Rajoy, Monti, Barroso et Obama, et quand il ne reçoit pas le monarque dictateur du Barheïn, c'est Fabius qui multiplie les témoignages d'amitié de la France avec le despote dégénéré du Qatar, etc. On pourrait ajouter le smic, PSA, etc., etc.

Bref, ce parti ne saurait incarner le socialisme ou les intérêts collectifs des exploités, il se situe dans le camp du capital auquel son existence ou sa survie est liée. Dès lors il doit être combattu comme tel. Toute faiblesse à son égard, tout compromis passé avec lui devra être analysé comme une trahison. Considérant le PS comme un parti du capital, le supplétif du parti de l'ordre, son pendant, les deux formant les deux faces d'une même pièce au service du régime en place, non seulement nous ne nous adresserons pas à lui, mais nous ne soutiendrons aucune mesure à caractère progressiste qu'il pourrait être amené à prendre, sachant qu'elles seraient comme l'arbre qui cache la forêt, autrement dit elles ne serviraient qu'à asseoir son pouvoir pour mieux poursuivre et amplifier sa politique antisociale et réactionnaire.

Nous nous inspirons de Marx et Engels qui s'étaient opposés à l'instauration de lois sociales favorables à la classe ouvrière par Bismarck pour contrer l'avancée de la sociale-démocratie allemande. Je vous invite à lire la lettre d'Engels à A. Bebel datée du 10 mai 1883, dans *La social-démocratie allemande*, page 81, version Internet dans le site à la page *Défense du marxisme* ou par le lien suivant :Au format pdf (Acrobat reader)

EELV. Ils décrochent la palme de la mystification en déclarant que le TSCG serait "***apolitique***".

«*Ce traité, c'est quoi au juste? C'est un texte qui faire disparaître la politique budgétaire de la France. En tant que fédéraliste, les transferts de souveraineté ne me posent pas de problèmes. Mais, dans ce cas précis, je constate que l'Europe n'a pas de politique économique à proposer. Ce traité est apolitique.*» Jean-Vincent Placé, président du groupe Europe Ecologie-Les Verts (EELV) au Sénat, fait partie des écolos qui ne voteront pas le traité européen. (lefigaro.fr 06.08)

L'oligarchie financière, Draghi, Barroso, Merkel, Monti, Rajoy, Sarkozy, etc. auraient concocté ou ratifié un traité européen "*apolitique*", vaut mieux en rire qu'en pleurer, ils sont vraiment complètement dégénérés à EELV.

En 2005, peu ont été regardant sur le contenu politique du non des uns et des autres, l'opportunisme n'ayant plus de limite. Résultat : Sarkozy est élu président de la République deux ans plus tard sur un programme comprenant l'adoption du TCE rejeté en mai 2005 !Ne demandez pas à quoi a bien pu servir la campagne qui avait précédé le référendum de mai 2005 : finalement à strictement rien !

En 1969, on avait assisté à la même mise en scène grotesque ou plutôt après coup. Certes, de Gaulle fut chassé du pouvoir pour être immédiatement remplacé par Pompidou, lors des élections législatives le parti de l'ordre allait rafler la mise en s'octroyant les trois quarts des sièges à l'Assemblée nationale. Les syndicats n'allaient pas être intégrés au Sénat, à partir de cette date-là le législateur allait faire en sorte qu'ils soient plus étroitement associés à la politique du patronat et du gouvernement, ce qui allait donner naissance aux lois Auroux de 1982, puis récemment (2004) sur la nécessité pour le gouvernement de consulter les syndicats chaque fois que des mesures sociales ou plutôt antisociales seraient à l'ordre du jour, histoire de les légitimer et de neutraliser par avance le mouvement ouvrier...

On pourrait ajouter que le Sénat ne pouvant pas faire l'affaire, c'est le Conseil économique et social qui fera office d'institution de collaboration de classes renforcée, les syndicats n'y voyant rien à redire, puisque Bergeron avait fait savoir (ce dont j'ignorais encore récemment) que FO aurait siégé au Sénat si le oui l'avait emporté en 1969, comme quoi, le non de FO ou des syndicats, car les autres l'auraient imité, n'avait aucune valeur de principe, c'était juste une posture d'appareil destinée à préserver les apparences ou défendre sa boutique.

Haut de page

Le 9 août

CAUSERIE

Finalement, j'ai actualiser les infos en bref à la date du 9 août parce qu'il est tard, 21h30 en Inde. La suite demain.

Le 9 au matin

J'ai intercalé quelques infos en bref dans celles déjà publiées hier soir à la date du 9 août.

A propos du site.

Les articles de presse de juillet sont en ligne au format pdf + un index, 37 articles sur 70 pages.

On a fini le mois de juillet avec 3.000 visites et 3.540 documents téléchargés. Avant-hier on a eu une pointe avec 132 visites.

Le top 20 des fichiers téléchargés en juillet (cela ne tient pas compte des fichiers ouverts et non téléchargés) :

1- archives2010/causeries0612.pdf
2- tribune/IO207_2.pdf
3- service/texte_poi_1_050712.pdf
4- construction/pci306.pdf
5- marxisme/broue_URSS.pdf
6- tribune/IO209_2.pdf
7- tribune/IO206_2.pdf
8- marxisme/etatisme_liberalisme_demystification.pdf
9- service/texte_poi_1_060712.pdf
10- tribune/IO210_2.pdf
11- tribune/IO208_2.pdf
12- tribune/gb_perou_050712.pdf
13- marxisme/broue_pbolch.pdf
14- construction/klberg.pdf
15- marxisme/km_kug.pdf
16- service/texte_psa_syndicats_partis_130712.pdf
17- marxisme/ical.pdf
18- construction/klbroue.pdf
19- service/texte_syndicats_2_100712.pdf
20- service/texte_poi_160712.pdf

Apparemment j'ai eu raison de mettre au format pdf certains de mes articles qui figuraient dans les causeries.

J'hésite toujours à mettre en valeur mes productions, car je ne voudrais pas que vous imaginiez que je me prendrais pour ce que je ne suis pas, ce n'est pas de la fausse modestie de ma part, j'occupe une place secondaire pour ne pas dire insignifiante dans le mouvement ouvrier, donc autant y rester. Ceux qui s'imaginent autre chose se trompent à mon sujet, j'essaie de rendre service, de faire avancer la discussion, d'être utile sans plus.

En ce moment je suis fatigué et la solitude me pèse. Et puis je cumule à nouveau les emmerdements :

- Je crois que je vais devoir me faire réopérer mon pied gauche ;

- je dois retourner au bureau d'immigration en vue de mon prochain visa (15 ans), combien de fois vais-je devoir y retourner ? ;

- cela va vous paraître étrange, le pneu arrière de la moto est complètement lisse depuis des mois déjà et j'hésite à le faire changer, où vais-je aller pour ne pas me faire anarquer et ne pas perdre trop de temps... et si possible la roue ! c'est un casse-tête ;

- le système de l'ordinateur portable a été mal installé et le revendeur Dell est abruti au possible, du coup je ne l'utilise qu'en dépannage en dernier recours comme hier ;

- je ne peux toujours pas téléphoner en France par Internet, alors que je voulais m'occuper du problème de logement de mon épouse, elle, elle craque littéralement, encore un problème ;

- samedi dernier vers 23h j'ai voulu regarder la télé, pas de bol, j'ai été déconnecté des abonnés parce que je n'ai pas ouvert la télé depuis le 17 juin, j'ai essayé de téléphoner au revendeur, pas de bol, désormais c'est une boîte vocale, bref il va falloir que je passe à sa boutique à Pondichéry.

Bon, il y a pire comme problèmes : le chômage, la rue en guise de logement, pas de fric pour bouffer ou se soigner, la guerre...

Quelques réflexions sur leur société et le combat contre le TSCG.

Je suis peut-être encore un peu naïf, peut-être pas tous les jours, disons au moins une fois par mois je découvre à quel point leur monde est horrible au-delà de tout ce qu'on a pu imaginer jusqu'à présent, le capitalisme et la gestion des Etats s'apparentent

à un système mafieux, et pourtant l'immense majorité de la population l'ignore encore et donc n'est pas portée à en tirer des conclusions pratiques, par conséquent on devrait être porté à penser que tout a été fait pour qu'il en soit ainsi et à s'interroger sur l'existence et le fonctionnement de tous ces partis ou courants politiques qui finalement ne font qu'accompagner le capitalisme qui mène l'humanité au chaos et à la barbarie...

Eh bien non figurez-vous, la situation, ce qui arrive et la manière dont cela arrive est normal, tout serait parfaitement normal ! Mes chers frères prions ensemble, la sainte providence a fait en sorte jusqu'à présent de nous épargner le pire, une fatalité capricieuse mais complaisante veille comme un ange gardien sur nous, que dis-je, hautement salutaire et qui nous protège du désastre final, du déluge, de l'apocalypse, une aubaine divine quoi, nos dirigeants sont touchés par la grâce, n'est-ce pas là l'essentiel ? Gloire à eux !

Tout ce qui arrive de par le monde de si terrible est tellement normal qu'on en vient à penser que c'était prévisible, bref, vous l'aurez compris, inévitable sans que personne n'y soit ou n'y puisse faire quelque chose, les charlatans et autres aventuriers qui soutiennent cette théorie (inavouée) qui ne sert qu'à camoufler leur responsabilité et leur incurie politique, émettent donc un "*diagnostic partagé*" avec les maîtres du monde sur son évolution passée et à venir devenue hypothétique, pour la bonne raison qu'ils l'ont déjà gravement hypothéqué, d'un semi-cadavre ils se nourrissent les uns les autres des parties qui demeurent encore comestibles.

Pendant que les nantis se réservent légitimement les meilleurs morceaux, leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier se satisfont des rogatons, des tripes et des rognons de leurs victimes, leurs sous-fifres se contentant du gras et de sucer les os, quant à la plèbe elle se nourrira de sa sueur et de son sang pour que rien ne soit perdu, il n'y a pas de petits profits qui devraient se perdre, ainsi tout est dans l'ordre des choses, la hiérarchie des valeurs humaines en régime capitaliste élevée au rang d'ordre immuable ou éternel est respectée. Voilà pour l'essentiel.

Tout ce beau monde se nourrit de l'ignorance des masses qu'ils s'emploient ou plutôt qu'ils s'acharnent les uns et les autres à entretenir, puisque finalement nous en sommes toujours au même point. Et le socialisme dans tout cela, le combat pour changer le monde, où est passé le combat pour la transformation révolutionnaire de la société ? Vous l'avez sous les yeux, si vous ne le voyez pas c'est que vous êtes aveugle ou que vous êtes de mauvaise foi, bref, vous n'avez qu'à vous en prendre qu'à vous-même et s'il vous plaît épargnez-nous vos critiques déplacées, gauchistes ou réactionnaires des partis et leurs dirigeants qui sont corps et âmes dévoués à notre cause... si bien est qu'elle semble totalement dénaturée, qu'on ne la reconnaît même plus, qu'on ne sait même plus quel nom lui donner, socialiste, c'est ridicule, obsolète, ringard, utopiste.

Et puis, il y a un président socialiste, une majorité de députés, de sénateurs, de conseillers généraux, de maires, bref, d'élus socialistes, pourquoi mettre des guillemets à socialiste, pure hypocrisie quand on en attend quelque chose. Nous, nous n'attendons rien de cette vermine, comme nous n'attendons rien de la Constitution de la Ve République.

Ceux qui rejettent le TSCG se refusent à axer leur combat contre la Constitution et les institutions de la Ve République, il faut donc en déduire qu'elles leur vont telles qu'elles sont aujourd'hui, de la même manière qu'en 2005, ils avaient mené le combat contre le TCE exactement sur le même registre social-patriote.

Les années passant il est facile de feindre l'amnésie ou d'avoir une mémoire sélective, aussi serait-il intéressant de faire un parallèle entre la campagne menée en 2004-2005 contre le TCE et celle d'aujourd'hui contre le TSCG.

En 2005 déjà on nous prévoyait pour ainsi dire la fin du monde si le oui l'emportait, alors que la victoire du non devait stopper net le bras armé de l'Union européenne. En réalité, il n'en fut rien comme chacun a pu le constater par la suite. On est donc en droit d'affirmer qu'on nous a raconté des histoires, le PT en premier lieu, appelez cela comme vous voudrez une manipulation ou une mystification.

A l'époque, je venais de rompre avec le PT et je n'étais pas tombé dans le panneau, je tiens à préciser que je venais de renouer avec le militantisme après une période à vide de 20 ans, mon niveau théorique et politique comportait encore de graves lacunes que je me suis employé à combler en partie depuis, cela dit, non seulement je n'avais pas adhéré à la propagande foireuse du PT mais j'avais pronostiqué la suite, voici ce que j'écrivais le 7 avril 2005 (www.luttedeclasse.org/service/lettre21.doc) :

- "Voilà le scénario qu'ils peuvent mettre en place au lendemain du 29 mai après le rejet de la « *Constitution* » européenne :

Ayant pris acte des résultats du référendum et du rejet du projet de « *Constitution* » européenne, ils ne vont pas abandonner pour autant leurs objectifs et le contenu de la « *Constitution* ». Il leur suffira de dire qu'ils respectent le vote de la majorité des électeurs, que le texte de la « *Constitution* » n'a pas remporté les suffrages du peuple français parce qu'il comportait des points sombres ou imprécis, etc. – ils trouveront une formule pour dire qu'il n'était pas bon sans être mauvais. Ensuite ils s'attèleront à en préparer une nouvelle version, en modifiant sa forme mais non son contenu, tout en prétendant le contraire, évidemment. Après, ils n'auront plus qu'à proposer au président de la République de réunir les « *élus du peuple* », c'est-à-dire l'Assemblée nationale et le Sénat en Congrès, afin qu'ils se prononcent pour ou contre cette « *Constitution* », en expliquant qu'ils avaient tenu compte des critiques des partisans du non, donc désormais, rien ne pourrait plus empêcher les « *élus du peuple*

» de s'exprimer très « *démocratiquement* » sur ce texte, l'organisation d'un second référendum populaire n'étant plus nécessaire, puisqu'il a déjà eu lieu. Et le tour est joué !

Et en attendant que la nouvelle mouture de la « *Constitution* » soit prête et que le Congrès la ratifie, rien de changer, l'UE continue de fonctionner comme avant le référendum français, sur la base des traités déjà adoptés."

C'est en fait Sarkozy qui s'en chargera.

Quelques semaines plus tard, je mettais en lumière l'absence de perspective politique qui avait accompagné ce combat, le 28 juin 2005 (www.luttedeclasse.org/service/texte280605.doc) :

- "En lisant l'édito n°697 d'*Informations ouvrières* et l'avalanche de contre-réformes et de mesures réactionnaires que le gouvernement s'apprête à mettre en oeuvre par ordonnances, on n'a plus aucun doute sur cette question : la victoire du vote non le 29 mai dernier a réellement et définitivement stoppé la politique de destruction massive des droits et des acquis sociaux et démocratiques des travailleurs !

En réalité c'est tout le contraire auquel on assiste chaque jour qui passe.

Donc, après que le PT a affirmé haut et fort à longueur de semaine dans son journal et ses tracts, sans fournir d'autre perspective aux travailleurs et jeunes, il faut quand même le préciser, que voter non suffirait à stopper la machine à broyer nos droits, c'était écrit noir sur blanc, que répondrez-vous aux travailleurs quand ils vous diront qu'ils ont été une nouvelle fois bernés, que leur vote n'a servi absolument à rien en ce qui les concerne, que leur situation ne fait que s'aggraver depuis le 29 mai, que le PT n'a fait qu'entretenir leurs illusions d'une certaine manière ?

Que leur répondrez-vous lorsqu'ils vous diront que la prochaine fois ils n'iront pas voté ?"

Le constat était accablant et sans appel pour les dirigeants du POI. Ils ne sont pas démontés pour autant, ils n'en ont tiré absolument aucune leçon, la preuve, ils remettent cela 7 ans plus tard : si le TSCG est ratifié adieu veaux, vaches, cochons, vous ne pourrez plus revendiquer quoi que ce soit, au passage, à croire qu'on aurait profité d'avancées sociales au cours des années précédentes !

Plus loin j'enfonçais le clou :

- "Cela me rappelle le titre d'un édito d'*Informations ouvrières* paru après la défaite électorale d'Aznar en Espagne : "*une digue a cédé*", alors que rien du tout n'avait cédé : Zapatero a renforcé le contingent de soldats espagnols déjà présents en Afghanistan, il a continué la même politique réactionnaire qu'Aznar, mieux, il a fait adopter la "*Constitution*" européenne ! Une digue a cédé : tu parles ! C'est comme le vote non qui aurait dû stopper quelque chose et qui n'a rien stoppé du tout en réalité !" (j'ai corrigé les fautes d'orthographes !)

Vous avouerez qu'ils sont coutumiers du fait, qu'il ne s'agissait pas d'un penchant passager ou accidentel pour l'opportunisme, mais bien d'une tendance affirmée et sans cesse confirmée par la suite, on vient d'en fournir les preuves.

Que les militants d'autres formations politiques que le POI ne se régalent pas en lisant ces lignes, car tous les autres partis ou formations politiques étaient sur le même registre ou ils ont fait pire encore, à l'exception des groupes Bolchevik et CCI-T si je ne me trompe pas !

Cela nous ramène à la question déterminante qui s'adresse à tous les militants pour aller de l'avant : quelle est la conception de la lutte de classe qui favorise l'élévation du niveau de conscience des masses exploitées du fonctionnement de la société, éventuellement leur organisation à travers notre intervention quotidienne dans la lutte des classes, et surtout de construire le parti révolutionnaire ? Apparemment, celle qui a été adoptée par l'avant-garde depuis la mort de Trotsky n'a pas permis d'atteindre ces objectifs. Faut-il plus longtemps persister dans l'erreur ou prendre acte de ce constat d'échec pour rectifier le tir avant qu'il ne soit trop tard ? Vous avez le droit de poser cette question à vos dirigeants qui se feront un plaisir d'y répondre, à l'occasion, adressez-nous leurs réponses, nous les publierons.

Gardez votre fausse pitié pour les vôtres.

Un homme de 51 ans a tenté de s'immoler par le feu mercredi matin dans les locaux de la Caisse d'allocations familiales à Mantes-la-Jolie (Yvelines), a-t-on appris de source proche du dossier, confirmant une information du Parisien.fr.

La préfecture a précisé que son RSA était suspendu depuis mai, dans l'attente de pièces justificatives complémentaires.

Dans un geste désespéré, l'homme s'est subitement aspergé d'un produit inflammable (white spirit) et y a mis le feu, en se jetant sur les employés.

Dans un communiqué, Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la Santé, "*fait part de sa profonde émotion face à cet acte désespéré d'une personne que les difficultés de la vie ont manifestement conduit à un geste tragique*". (AFP 08.08)

Elle aurait pu lui épargner son hypocrisie cynique qui va l'achever. Ces "*difficultés de la vie*" ne sont pas tombées du ciel, il ne les a pas cherchées, elles portent un nom : c'est votre société madame Touraine pourrie par le fric, le profit, dont il faut faire table rase. Vous et votre parti au passage.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Nicolas Sarkozy est sorti de son silence pour demander une action rapide de la communauté internationale en Syrie, où il voit de "*grandes similitudes*" avec la Libye, théâtre d'une intervention militaire dont il fut le fer de lance.

L'ancien président s'est entretenu mardi par téléphone avec le président du Conseil national syrien (CNS) et principal chef de l'opposition, Abdebasset Sieda, ont indiqué les deux responsables dans un communiqué conjoint diffusé à Paris.

"*Ils ont constaté la complète convergence de leurs analyses sur la gravité de la crise syrienne et sur la nécessité d'une action rapide la communauté internationale pour éviter des massacres*", peut-on y lire. "*Ils sont convenus qu'il y a de grandes similitudes avec la crise libyenne.*"

En établissant un parallèle avec la Libye, l'ancien chef de l'Etat sous-entend qu'une intervention militaire pourrait être appropriée pour mettre fin aux combats en Syrie.

Le philosophe Bernard-Henry Lévy, qui a poussé Nicolas Sarkozy à intervenir en Libye et estime qu'une opération militaire en Syrie doit être menée, s'est déclaré "*déçu*" par François Hollande, qui se contenterait de "*bonnes paroles*".

"*Bien sûr, je suis déçu par Hollande. J'ai voté pour lui*", a-t-il déclaré la semaine dernière dans Le Parisien. "*Mais là, devant ce qui restera peut-être comme la grande épreuve historique, politique, morale, du quinquennat, cet attentisme, ce flot de bonnes paroles sans effet, ce n'est plus possible.*"

Le nouveau président n'a pas exclu une intervention de nature non précisée mais sous l'égide des Nations unies. (Reuters 08.08)

2- Allemagne

Au dernier pointage début août, 36.000 citoyens avaient cosigné les divers recours formulés contre le pacte budgétaire et le Mécanisme européen de stabilité (MES). Les plaignants, un agglomérat hétéroclite allant du parti d'extrême gauche Die Linke à plusieurs professeurs de droit constitutionnel, estiment que la mise en place du fonds de secours met en danger l'équilibre financier de l'Allemagne. Et que le mécanisme négocié à Bruxelles dépouille le Parlement de sa souveraineté budgétaire. Adopté à une large majorité par les deux Assemblées au lendemain du dernier sommet, le sort du pacte budgétaire est désormais suspendu au verdict du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe.

Jaloux de leurs prérogatives, les juges constitutionnels n'entendent pas se faire forcer la main par l'urgence du sauvetage de l'euro. Appelés à se prononcer le 16 juillet, ils ont estimé avoir besoin d'un délai supplémen-taire de deux mois. Le temps d'examiner, épaulés par des experts, les conséquences du MES pour le contribuable allemand et le contrôle parlementaire des deniers publics. Plongée des marchés

Autant dire que l'Europe entière sera suspendue, le 12 septembre, aux lèvres de son président, Andreas Vosskuhle. Alors seulement, et si les plaintes sont rejetées, le président de la République, Joachim Gauck, pourra apposer sa signa-ture au bas des documents et l'Allemagne aura officiellement ratifié le traité.

L'avis des juges sera provisoire en attendant un jugement sur le fond quelques mois plus tard. Cependant, le traité entrera en vigueur grâce au contreseing du président Gauck, et il sera alors impossible de faire marche ar-rière. Une décision des

juges acceptant les multiples requêtes ferait plonger les marchés, car elle retarderait la participation allemande à tout fonds de sauvetage pendant plusieurs mois. (lefigaro.fr 06.08)

3- Italie

Le Parlement italien a voté mardi définitivement le décret-loi sur la révision des dépenses publiques.

Les députés italiens ont adopté le décret à 371 votes positifs, 86 négatifs et 22 abstentions, ouvrant la voie à la transformation du décret en loi, qui sera publiée d'ici la fin de la semaine au Journal officiel italien.

Au lendemain de l'adoption de ce décret en Conseil des ministres, dans la nuit du 5 au 6 juillet dernier, Mario Monti avait déclaré que cette loi permettrait des économies de "*4,5 milliards en 2012, 10,5 milliards en 2013 et 11 milliards en 2014*".

Une grande partie de ces réductions de dépenses concerne la santé et l'administration publique.

Dans le domaine de la santé, ce plan prévoit la réduction d'ici à novembre de 7.000 lits dans les hôpitaux régionaux, la diminution de la rémunération des médecins conventionnés, mais aussi l'introduction de nouvelles directives pour les pharmacies.

Ce plan ouvre aussi la voie à un redimensionnement de l'administration publique avec une réduction de 20% des postes de dirigeants publics et de 10% du personnel non dirigeant, ainsi qu'un programme d'économies de 4,7 milliards d'euros dans les ministères d'ici à 2015.

Le gouvernement s'attaque également aux gaspillages de ressources publiques imposant par exemple une réduction de 50% des dépenses liées aux voitures de fonction et limitant le remboursement des repas des fonctionnaires à 7 euros.

Parmi les autres mesures figurent la réduction de 700 millions d'euros en 2012 des transferts aux régions italiennes, un chiffre qui grimpera à un milliard en 2013 et 2014, mais aussi la réduction du nombre de provinces (équivalent des départements en France). (AFP 07.08)

4- Grèce

La Grèce veut avoir des offres fermes pour l'entreprise publique de production de gaz naturel DEPA et pour le gestionnaire du réseau de gaz DESPA d'ici la fin du mois septembre afin de finaliser la cession de entreprises d'ici la fin de l'automne a dit lundi à Reuters un responsable gouvernemental.

Dans l'espoir de retrouver un peu de crédibilité auprès de ses créanciers, le gouvernement veut accélérer le programme de privatisations.

Athènes va également mettre en vente la banque Hellenic Postbank et la société de paris sportifs OPAP.

"*Ce que nous voulons à travers les privatisation, outre les recettes qu'elles vont générer, c'est une modification du rôle de l'Etat dans l'économie*", a dit le responsable. (Reuters 06.08)

SOCIAL

1- France

1.1- Informap "***société fantôme***"

Un imbroglio juridique après la cession de la société Litwin à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) a mené mardi les 59 salariés, qui ne perçoivent plus leur salaire malgré leur présence dans cette "*société fantôme*", devant le conseil des prud'hommes de Nanterre.

Placé en liquidation, la société Litwin, un bureau d'études travaillant pour l'industrie pétrochimique, a été cédée mi-avril à Informap Production, une société basée à Dubaï. 59 salariés ont été gardés par le repreneur, qui devait créer la nouvelle entité dans un délai de trois mois.

Depuis, "*la nouvelle société n'est pas créée donc nous ne pouvons pas faire reconnaître nos droits et la situation commence à être intenable*", selon Fabian Piednoel, secrétaire adjoint CFTC au comité d'entreprise.

Les salariés sont "*livrés à eux-mêmes*" et n'ont pas perçu leurs salaires, se désole-t-il.

Sans existence juridique, les salariés se disent sans recours et se voient dans l'obligation de se présenter chaque jour sur leur lieu de travail, où il n'y a pas d'activité, pour ne pas abandonner leur poste.

"*On a vidé des bureaux, on entretient les locaux*", raconte une salariée, qui a requis l'anonymat.

"*Quand on a été repris, on était soulagé de ne pas être au chômage, mais si on avait su ce qui nous arriverait...*", ajoute la quinquagénaire.

"*Le repreneur n'assume aucune fonction et c'est le comité d'entreprise qui supplée à ses manquements en versant notamment une aide aux personnels*", a dénoncé le secrétaire CFDT du CE, Jean-Marc Fournier.

En juillet, face à cette situation, le tribunal de commerce de Nanterre a nommé un mandataire, Me Francisque Gay. Le repreneur a alors apporté des fonds, qui ont permis de payer le 19 juillet les salaires d'avril et mai.

Les salariés ont saisi en référé le conseil des prud'hommes pour obtenir le versement de leurs salaires de juin et juillet.

A l'audience, mardi matin, la représentante du mandataire, s'est définie comme "*un passe-plat*", au coeur d'une "*situation atypique*".

Dans un courrier reçu lundi soir par le mandataire, le repreneur invoque des difficultés dans les formalités pour créer la société en France et il réclame un délai supplémentaire.

"*C'est honteux !*", a lancé l'avocate des salariés, Me Hava Macalou, "*Personne ne peut vivre quatre mois sans salaire*".

"*Nous n'avons aucun justificatif que les démarches ont bien été entamées*", a-t-elle également relevé.

Demandant au conseil d'enjoindre le repreneur à verser les salaires avec une astreinte de 500 euros par jour de retard et par salarié, Me Macalou a toutefois noté que "*tant que la société n'est pas immatriculée, c'est le serpent qui se mord la queue*".

Le conseil de prud'hommes rendra sa décision le 21 août. (AFP 07.08)

1.2- Pilpa liquidée pour "***sauvegarder la compétitivité***" du groupe.

L'Etat français veut tout mettre en oeuvre pour sauver le fabricant de glaces Pilpa, filiale du géant américain de la crème glacée R&R, menacée de fermeture dans le sud de la France, a indiqué mardi la préfecture du département français de l'Aude.

La fermeture de cette société, rachetée en 2011 par le groupe R&R détenu par un fonds d'investissement américain, laisserait 124 personnes sans emploi.

"*Dans un contexte particulièrement difficile, il importe que l'Etat mette tout en oeuvre pour maintenir ou, à défaut, assurer une reprise d'activité sur le site*", dit la préfecture dans un communiqué publié.

Le représentant de l'Etat avait rencontré lundi la direction de Pilpa SAS et mardi, une délégation de salariés.

L'Etat étudie aussi les perspectives de reprise du site.

Le projet de fermeture a été annoncé le 5 juillet au comité d'entreprise. La direction invoque la détérioration des résultats du groupe R&R à cause d'une concurrence accrue et d'une augmentation importante du coût des matières premières. Lionel Rolland, directeur général pour la France, où R&R a trois autres sites, a réaffirmé mardi à l'AFP la nécessité de "*sauvegarder la compétitivité*" du groupe.

R&R est également présent en Allemagne, au Royaume-Uni et en Pologne.

Un syndicat, la Confédération générale du travail, a accusé R&R d'avoir racheté Pilpa pour le fermer et se débarrasser d'un concurrent tout en récupérant ses volumes et ses licences. (AFP 07.08)

2- Espagne

Un groupe de militants de gauche a créé le scandale en Andalousie, jouant les Robin des Bois en s'emparant mardi de chariots de supermarché remplis de nourriture pour dénoncer les inégalités, dans cette région d'Espagne où la crise et le chômage font des ravages.

Mené par Juan Manuel Sanchez Gordillo, élu local au franc parler et à la barbe grise, député régional du petit parti de gauche Izquierda Unida et maire du village de Marinaleda, le groupe a mené des actions coup de poing dans deux supermarchés de Ecija et Arcos de la Frontera, deux villes d'Andalousie.

Les militants en sont ressortis en poussant des chariots remplis de pâtes, d'huile, de biscuits et d'autres produits alimentaires, en affirmant vouloir les redistribuer à des cantines populaires.

Les grands partis politiques, à droite comme à gauche, dénoncent une action hors-la-loi. La chaîne de supermarchés Mercadona, l'une des deux visées par le raid, a porté plainte, et le ministère de l'Intérieur a lancé mercredi un mandat d'arrêt contre les membres du commando.

Mais ceux-ci, pour beaucoup des ouvriers agricoles, étaient tranquillement installés pendant ce temps, entre tables de pique-nique et tentes de camping, dans une propriété en pleine campagne andalouse, Las Turquillas, à l'est de Séville entre les petites villes de Osuna et Ecija.

Depuis 16 jours, ils occupent cette finca de 1.200 hectares, appartenant selon eux au ministère de la Défense, pour réclamer une meilleure répartition des terres dans cette région du sud de l'Espagne où se perpétue la tradition des grands propriétaires terriens.

"*Ce que nous avons fait, c'était saisir de la nourriture pour la remettre à des cantines sociales*", explique José Caballero, un responsable du Syndicat andalou des travailleurs (SAT), qui participe au campement.

"*Si cela est un délit, qu'ils nous arrêtent tous, sans problèmes. Nous sommes là*". "*Pour nous, ce qui est inhumain et illégal, c'est que des gens soient obligés de fouiller dans les poubelles pour se nourrir*".

La crise qui sévit en Espagne est particulièrement dévastatrice en Andalousie, où 33,92% de la population est au chômage.

Plus d'un tiers de la population au chômage en Andalousie

"*Le franquisme est de retour*", tempête Juan Manuel Sanchez Gordillo, qui a mis en place à Marinaleda, la commune de 3.000 habitants dont il tient les rênes depuis plus de 30 ans, un système de démocratie participative connu dans toute l'Espagne.

"*Pourquoi n'arrêtent-ils pas les banquiers qui volent des milliards?*", lance-t-il, installé avec ses compagnons à l'ombre d'une cabane en bambous.

Et il promet: "*Si la Garde civile nous jette dehors, nous reviendrons*".

"*Le moment est arrivé de mener des actions qui frisent l'illégalité, parce qu'il y a des gens pour qui tout va mal, et nous ne pouvons par rester les bras croisés*", ajoute José Caballero.

L'affaire des supermarchés a provoqué l'indignation du Parti Populaire, de droite, au pouvoir à Madrid. "*C'est le chemin de la violence, le chemin de l'illégalité*", lance Rafael Salas, député du PP andalou.

Mais pour Izquierda Unida, le parti écolo-communiste qui participe au gouvernement andalou, en coalition avec les socialistes, le contexte de crise peut expliquer ce coup d'éclat d'un de ses élus.

"*Cela a un caractère symbolique et ouvre un grand débat dans l'ensemble de la société*", souligne Diego Valderas, vice-président IU du gouvernement andalou, même s'il affirme "*ne pas partager*" cette action sur la forme.

Dans une Espagne minée par la crise, le droit à la nourriture, comme celui au logement, est devenu le combat de nombreux militants et associations.

Et à plusieurs centaines de kilomètres au nord, en Catalogne, une autre affaire suscite l'émoi: la ville de Girone a annoncé mardi avoir installé des cadenas sur les poubelles des supermarchés pour empêcher toute récupération de nourriture. (AFP 08.08)

ECONOMIE

1- Union européenne.

1.1- Le président de la Banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a estimé mardi qu'une union budgétaire permettrait à la zone euro de s'attaquer à "*beaucoup de ses problèmes*", tout en reconnaissant que le processus pour y parvenir était "*très complexe*".

"*La situation européenne est très difficile. Le problème fondamental est que (les pays de la zone euro, ndlr) disposent d'une banque centrale unique (...) mais que, contrairement aux Etats-Unis, ils n'ont pas une seule et même politique budgétaire*", a déclaré M. Bernanke, lors d'un colloque à Washington.

Selon M. Bernanke, une union budgétaire permettrait "*sans doute à la zone euro de s'attaquer à beaucoup de ses problèmes*", citant notamment les tensions dans le secteur bancaire liées à crise de la dette des Etats.

Le président de la Réserve fédérale a toutefois reconnu que le processus pour y parvenir serait forcément "*complexe*".

"*Arriver (à cette union) est très difficile parce qu'il y a 17 pays différents (dans la zone euro) et que chaque contribuable veut que son propre pays soit traité de manière équitable*", a précisé le président de la Fed.

Le Fonds monétaire international (FMI) a lui aussi récemment appelé l'eurozone à former une union budgétaire. (AFP 07.08)

1.2- La Commission européenne présentera le 11 septembre ses propositions pour mettre sur pied un superviseur bancaire au sein de la zone euro, qui pourrait au mieux voir le jour début 2013, a indiqué une source européenne au fait des discussions. "*Une proposition sera faite le 11 septembre*", a indiqué cette source. "*Il faut en attendant définir la structure qu'aura cette entité*", a-t-elle ajouté.

La création d'une autorité unique de supervision bancaire a été actée lors du dernier sommet européen fin juin. C'est la condition pour que le futur fonds de sauvetage permanent de la zone euro, le MES, puisse prêter directement aux banques sans passer par les États, évitant ainsi d'alourdir leur dette.

La Commission européenne, une majorité d'États et de banquiers centraux souhaitent une union bancaire dont le noyau serait la zone euro, articulée autour de la BCE. Pour sa part, l'EBA constituerait une extension du dispositif pour les dix États membres de l'UE qui n'ont pas adopté l'euro. (lepoint.fr 07.08)

2- Grèce

L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a abaissé mardi la perspective de la note de la dette de la Grèce de "*stable*" à "*négative*" en raison des "*retards*" dans l'application du plan d'économies exigé par les créanciers internationaux du pays.

Le gouvernement grec a annoncé mardi qu'il cherchait encore environ 4 milliards d'euros d'économies pour 2013 et 2014, sur les 11,5 milliards d'euros réclamés par les bailleurs de fonds internationaux sur cette période.

Alors qu'une mission de la troïka est actuellement à Athènes pour évaluer la situation, S&P estime que le gouvernement grec "*aura du mal à faire de nouvelles économies*" et remplir ainsi les conditions posées au déblocage d'une nouvelle tranche d'aide.

"*Une dégradation (de la note de la Grèce) est possible si la Grèce échoue à obtenir un nouveau versement*" de la part de ses créanciers.

Selon un article du Wall Street Journal, le FMI --un des principaux bailleurs de fonds de la Grèce-- fait pression pour que les Etats de la zone euro acceptent de subir des pertes sur les obligations grecques qu'ils détiennent et que, de son côté, Athènes ramène sa dette publique autour de 100% du PIB.

Jusqu'ici, seul le secteur privé (banques, assurances etc.) a accepté de subir d'importantes pertes sur la dette grecque.

La Commission européenne a affirmé mardi qu'elle ne comptait pas modifier l'objectif "*ambitieux*" d'une dette publique grecque à 120% du PIB en 2020.

Interrogée sur un possible retrait du FMI de la Grèce, sa directrice générale Christine Lagarde, a récemment affirmé que le Fonds ne quittait "*jamais*" la table des négociations. (AFP 07.08)

3- Etats-Unis

Le constructeur néerlandais de voitures de luxe Spyker a annoncé lundi avoir déposé une plainte devant la justice américaine par laquelle il réclame trois milliards de dollars (2,42 milliards d'euros) à General Motors au nom de sa filiale Saab, ancienne propriété de GM.

"*Cette plainte cherche à réparer le comportement illicite que GM a adopté afin d'éviter la concurrence de Saab Automobile sur le marché chinois*", indique Saab dans un communiqué.

"*Le comportement de GM avait pour ambition, directe et indirecte, de conduire Saab vers la faillite, qui a résulté des interférences de GM dans une transaction entre Saab Automobile, Spyker et l'investisseur chinois Yougman qui aurait permis à Saab Automobile de se restructurer et de rester solvable.*" (Reuters 06.08)

Je me suis déjà fait la réflexion que désormais la survie de PSA était comptée...

4- Slovénie

L'agence d'évaluation financière Fitch a abaissé mercredi la note à long terme de la Slovénie à "A-", une décision motivée par la détérioration du secteur bancaire du pays, associant cette dégradation d'une perspective négative.

"*L'absence d'un plan de recapitalisation bancaire crédible (...) continue de mettre la notation sous pression*", insiste l'agence. (AFP 08.08)

Haut de page

Le 10 août

CAUSERIE

Avec la causerie d'aujourd'hui, vous en avez pour le week-end !

Bon week-end à tous.

Pour le compte de qui gouvernent-ils ? Les actionnaires décident, le gouvernement applique.

Le gouvernement a annoncé jeudi que le paiement de la facture rétroactive sur les tarifs du gaz serait étalé à partir de décembre sur une période de 18 mois, précisant le dispositif déjà en partie dévoilé par GDF Suez.

La hausse, dûe à l'annulation d'un gel des tarifs du gaz décidé par le précédent gouvernement lors du dernier trimestre 2011, correspond environ à 38 euros pour un foyer se chauffant au gaz, rappellent le ministère de l'Economie et celui de l'Ecologie dans un communiqué commun reçu par l'AFP.

Un peu plus de 9 millions de foyers français sont concernés pour une facture totale de 290 millions d'euros payée à GDF Suez.

Cette hausse rétroactive est la conséquence directe de l'annulation le 10 juillet par le Conseil d'Etat du gel des tarifs décidé par le gouvernement Fillon, qui n'était pas conforme à la formule légale.

Le gouvernement Ayrault ayant décidé pour le troisième trimestre 2012 d'une hausse de 2% du gaz inférieure à la hausse de 7,3% que prévoit la formule légale, une nouvelle facture rétroactive pourrait devoir être payée par les Français si les fournisseurs de gaz attaquent la décision de l'Etat. (AFP 09.08)

Toute est dans l'ordre des choses. A bas le gouvernement des capitalistes et des actionnaires !

Hollande est "***déjà trop à droite***"... son camp naturel.

"*A chaque fois que le PS aura des soucis avec le Front de gauche, il pourra toujours trouver des partenaires à droite*", a confié le

porte-parole UDI, Jean-Christophe Lagarde.

Mais en ralliant le centre, Hollande s'expose davantage à la critique de la gauche radicale et des écolos qui lui reprochent déjà d'être trop à droite sur certains sujets dont l'économie, la fiscalité ou même l'immigration. (lexpress.f 09.08)

Avions-nous tort à propos des dirigeants syndicaux de traduire partenaires par complices ? La preuve que non.

TSCG. Consensus constitutionnel.

On imagine François Hollande pousser un soupir de soulagement à l'annonce de la décision du Conseil Constitutionnel de ne pas réviser la Constitution afin d'intégrer le Pacte de stabilité et de croissance. Le président évite un passage par le Congrès où il lui aurait été difficile d'obtenir une majorité des 3/5 pour ratifier le texte.

Le traité sera donc adopté, comme souhaité, par une simple loi organique votée à l'Assemblée et au Sénat lors d'une session extraordinaire. Mais le gouvernement socialiste risque fort de buter sur un refus à gauche et devra se tourner vers les centristes, membres de l'opposition, pour voir le traité approuvé.

Une révision constitutionnelle aurait nécessité un vote à la majorité des trois cinquièmes du Parlement réuni en Congrès, ce qui aurait impliqué l'appui d'une partie de l'opposition de droite, des députés de gauche ayant annoncé qu'ils ne voteraient pas un texte qui impose selon eux une austérité sans fin.

Mais pour le conseil constitutionnel, ce n'est pas nécessaire, la France étant déjà tenue par les règles de discipline budgétaire adoptées dans le passé.

"*Le TSCG, qui abaisse à 0,5 % cet objectif, se borne sur ce point à reprendre, en les renforçant, les engagements existants*", écrivent les "Sages" dans leur décision.

"*Il ne procède pas à des transferts de compétences en matière de politique économique ou budgétaire*", ajoutent-ils. "*Le Conseil constitutionnel a en conséquence jugé que, pas plus que les engagements antérieurs de discipline budgétaire, l'engagement de respecter ces nouvelles règles de discipline budgétaire ne porte atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale.*"

Par quatre fois, le Conseil avait imposé, après des traités européens, une retouche constitutionnelle (Maastricht 1992, Amsterdam 1997, constitution européenne 2005, Lisbonne 2007). Pour le traité de Nice (2001), et donc désormais celui de Bruxelles (2012), la réécriture n'est pas requise.

Suite à cette décision, François Hollande a demandé au gouvernement de préparer "*rapidement*" un projet de loi pour ratifier le traité budgétaire européen.

"*Un projet de loi est d'ores et déjà en préparation pour autoriser la ratification du traité. Il sera délibéré en conseil des ministres et déposé au Parlement dans les meilleurs délais*", a annoncé le ministre des affaires européennes, Bernard Cazeneuve, qui s'est aussi félicité de la décision des Sages, qui "*valide l'approche retenue par le gouvernement*". "*Cette décision confirme qu'il n'est pas nécessaire d'inscrire la 'règle d'or' dans la Constitution, s'est-il réjoui. Nous allons donc procéder ainsi, au moyen d'une loi organique, contrairement à ce que prévoyait le précédent gouvernement.*"

Cette décision "*ouvre une nouvelle voie pour la France et l'Europe*", a estimé jeudi Martine Aubry, première secrétaire du PS. "*Le Parti socialiste se félicite de cette issue, ouvrant la voie à une ratification par le Parlement des décisions actées lors du dernier sommet européen et qui permettront de remettre l'Europe sur les rails de la croissance et de l'emploi*", écrit Mme Aubry dans un communiqué.

Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche, a déclaré dans un communiqué : "*Nous sommes stupéfaits de cette réponse dès lors que le traité Merkozy implique un abandon de souveraineté du Parlement national sur le budget. Nous n'avons pas battu Nicolas Sarkozy pour en arriver là. Il faut un référendum !*"

Il a jugé "*inimaginable*" de ne pas changer la Constitution française pour adopter le traité européen de stabilité budgétaire, jeudi sur RMC-BFMTV. "*Tout ça est un habillage d'un traité de récession, qui va accroître la récession en Europe s'il est appliqué*", a-t-il estimé.

François Hollande est même lâché par certains socialistes, notamment les hamonistes, membres du courant Un Monde d'Avance. Ces derniers reprochent au traité d'instaurer l'austérité et envisagent de s'abstenir. "*Majoritairement, ils (les hamonistes) sont très critiques sur ce pacte*", indique Guillaume Balas, secrétaire général du mouvement.

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, qui ne votera pas le traité de stabilité budgétaire européen, a affirmé que les socialistes étaient "*nombreux à ne pas vouloir l'approuver*", jeudi sur France Info.

"*Je ne pense pas que je serai la seule*" à ne pas voter ce texte au PS. "*En tout cas on est très nombreux à ne pas vouloir l'approuver*", a-t-elle déclaré. "*Tout cela me parait d'un grand danger, c'est l'austérité à vie*", a-t-elle redit jeudi. "*Nous serons bridés dans notre croissance si nous votons cela*".

Face à cette désolidarisation, le président du groupe PS, Bruno Le Roux à appelé avec insistance la majorité à être "*clairement rassemblée*" autour du président. Sans succès.

Lâché par une partie de son camp, François Hollande est en position de faiblesse. Pour retrouver une certaine contenance, il va devoir se tourner vers un pan de l'opposition : les centristes. Les députés de l'Union des Démocrates et des Indépendants (UDI), menée par Jean-Louis Borloo, sont favorables à l'idée d'adopter le traité par une simple loi organique. "*A chaque fois que le PS aura des soucis avec le Front de gauche, il pourra toujours trouver des partenaires à droite*", confiait d'ailleurs le porte-parole UDI, Jean-Christophe Lagarde. (lemonde.fr, libération.fr, Reuters et AFP 09.08)

Explication.

Le TSCG sera donc intégré à la Constitution sans qu'il soit nécessaire de la réviser, puisque son contenu et les dispositions déjà existantes le permettent et le tour est joué.

La Constitution ne se réduit pas à ses 89 articles, elle intègre certains textes ou articles spécifiques auxquels elle renvoie, (Constitutions antérieures, Déclarations des droits de l'homme, etc.), les différents traités signés par les gouvernements successifs, ainsi que l'ensemble des lois adoptées toujours en vigueur, puisque leur application dépend de l'existence des institutions dont la Constitution est garante.

Coquerel s'époumone, le TSCG "*va accroître la récession en Europe s'il est appliqué*", quel malheur, il va leur falloir sortir du terrain purement institutionnel sur lequel le PG repose, quelle guigne, il va falloir se coltiner la lutte de classe avec la plèbe... On va voir ce que vous avez réellement dans les tripes, si on en juge à leur alter ego en Allemagne et en Grèce incapables de rompre avec le capital, on sera vite fixé, personnellement nous le sommes déjà.

S'agissant des gesticulations des sociaux-impérialistes de gauche, on aura noté qu'ils sont "*très nombreux à ne pas vouloir l'approuver*", le TSCG, ce qui ne veut pas dire qu'ils voteront systématiquement contre, ils peuvent aussi s'abstenir afin de le faire passer avec des voix centristes et de l'UMP, le courage n'étant pas en général la qualité la plus répandue chez les laquais. Que le POI leur accorde un intérêt particulier n'a rien d'étonnant puisque plus de la moitié de ses adhérents viennent du PS (déclaration de Schivardi). Voilà une transition toute trouvée.

Mystification. Manipulation. Propagande. Désinformation.

Ils font campagne pour qu'un gouvernement de gauche puisse appliquer une politique de gauche, ne vous marrez pas c'est très sérieux, sachant que ce soi-disant gouvernement de gauche sera dirigé par le PS ou un de ses satellites, personne n'osera douter de ses réelles intentions envers les travailleurs... Voilà ce qu'ils voudraient que l'on cautionne.

Informations ouvrières n°212 titre en couverture : "*Le traité TSCG obligerait à une rigueur à perpétuité !*", quand je vous disais que c'était pathologique chez eux, un cas de névrose obsessionnelle, est-ce que j'exagérais ? En réalité, j'étais encore au-dessous de la réalité.

En tout état de cause cette question ne peut concerner que les partis en situation de gouverner un jour sous la Ve République.

Question : le TSCG obligerait qui à appliquer une politique conforme à son contenu réactionnaire ? Ceux qui se plieraient au diktat de l'oligarchie financière dont l'UE et le FMI sont les bras armés auprès des gouvernements, les représentants officiels du capital et leurs suppléants. Précisons.

Qui alors, le parti de l'ordre, l'UMP, dans son cas ce ne serait pas une obligation mais un devoir, un honneur même !

Qui d'autres ? Le PS et ses satellites bourgeois (MRC, PRG, EELV), obligé dans leur cas serait un grand mot sachant que leurs principes évoluent en fonction des besoins manifestés par leurs maîtres à penser dont ils partagent le destin (et le festin !), ils sont prêts à se plier à tous leurs caprices ou toutes leurs exigences ou lubies et même à en rajouter si nécessaire.

Qui d'autres ? Les satellites de gauche du PS, le Front de gauche, ceux qui font partie de ce panier de crabes et qui ont déjà baissé leurs culottes devant l'UE et l'euro, ils pourraient trouver cela plus confortable qu'un Front populaire.

Le POI voudrait-il faire partie des candidats par hasard ?

Continuons, c'est un délice, heureusement qu'ils sont là pour nous distraire un peu.

L'autre titre méritera bien une métaphore : "*Unité pour “faire sauter le verrou” du traité TSCG !*"

Et voilà : verrouillé, cadenassé, c'est plié, c'est foutu, il n'a plus qu'à aller se pendre au premier arbre venu !

On plaisante, en apparence, en réalité on est très sérieux, relisez les deux titres et demandez-vous tout ce qu'ils peuvent recouvrir ou signifier et vous arriverez peut-être à la même conclusion que moi, les gouvernements en place devraient disposer d'une marge de manoeuvre pour satisfaire certaines revendications, du coup la paix sociale serait assurée et le régime pourrait demeurer en place éternellement, ce "*verrou*" est une entrave au bon fonctionnement du régime et des institutions qu'on ne se destine surtout pas à faire sauter, ce n'est pas l'orientation politique ou le contenu de la campagne du POI pour le rejet du TSCG.

Le gouvernement est antisocial, antidémocratique et réactionnaire, impérialiste, avec ou sans "*verrou*", d'ailleurs il est déjà posé depuis longtemps, mais apparemment il y en a encore qui ne l'ont pas remarqué. Qu'est-ce que cela signifie ? On voudrait intervenir sur le budget du gouvernement, sur la gestion de l'Etat sans le renverser au préalable, comment appelle-t-on cela ? Et dans les syndicats, ils ont dû acheter l'usine qui les fabriquait, qui s'en soucie franchement, certainement pas le POI. Chez les syndicats, le verrou il donne sur le coffre, c'est l'Etat et les classes dominantes qui l'ont posé, une clé en or, mais attention, l'or cela peut fondre et se transformer en boulets de canon pour démolir l'édifice du régime.

Après le "*piège*", le "*verrou*", la prochaine fois cela sera la strangulation, puis la tombe ou le poudrier, c'est plus aristocratique que le cendrier.

Ce qu'il y a d'avantageux avec le coup du "*verrou*", c'est que lorsque le gouvernement sera attaqué sur sa politique antisociale, il pourra répondre : ce n'est pas moi, c'est le verrou, et quand on lui rétorquera que c'est lui qui l'a posé, il répondra que ce n'est pas lui qui l'a fabriqué, même qu'il n'a pas écrit une seule ligne de ce foutu traité, il pourra ajouter qu'il l'a fait parce qu'il y était obligé par les marchés pour défendre les intérêts des "*Français*", bref, il n'y sera pour rien, mieux, on devrait même l'en féliciter car les choses pourraient être pire encore. Et comme le niveau de conscience des travailleurs qui ont voté Hollande ou PS ne va pas au-delà, ils se contenteront de cette argumentation et la boucle sera bouclée, pardon, verrouillée.

En page 3 (Informations ouvrières n°212) ils ont cru bon de reproduire la réponse que Barbara Romagnan, députée PS du Doubs, a adressée au comité unitaire de Besançon pour le non à la ratification du TSCG. Gluckstein en cite un long passage dans son éditorial et Jean-Charles Marquiset également dans un article, fiers apparemment de s'être ralliée une députée du PS, sans se soucier le moins du monde de l'orientation politique sur laquelle se trouve Barbara Romagna qui s'inscrit en contradiction avec le reste de sa déclaration. Quelle est au juste son orientation politique?

1- "*Ce traité nous lie les mains. Il rend caducs nos engagements.*" Elle fait référence au programme électoral de Hollande que chaque élu du PS ou de leur soi-disant majorité doit soutenir. Vous y avez vu des "*engagements*" en faveur des travailleurs ? Nous, non, il s'agissait plutôt de poursuivre la politique réactionnaire de Sarkozy.

2- "*François Hollande, par une position forte et déterminée, est parvenu (…) (à) impulser enfin des initiatives en faveur de la croissance*", chacun sait depuis que c'est une vue de l'esprit, une pure invention, apparemment elle s'en contente.

3- "*C’est d’ores et déjà des avancées considérables que nous saluons.*". Parle-t-elle du "*coup de pouce*" misérable au smic (0,6%), de l'application du plan Varin chez PSA que le gouvernement soutient, de la hausse rétroactive de la facture du gaz, etc. ?

4- "*Tout le monde ici s’accorde sur la nécessité de résorber le déficit public*", la dette des banquiers que les travailleurs doivent payer coûte que coûte, ajoutons, sachant que l'oligarchie financière a fait en sorte que l'Etat ne puisse jamais en voir le bout. Tout est dit ici.

5- "*Si nous acceptions le rythme imposé par l’Europe, cela risque de nous amener à des politiques d’austérité, non seulement injustes, mais également dangereuses économiquement. Nous ne récusons pas la pertinence de l’échelle européenne, mais nous disons que les organes chargés aujourd’hui de mettre en oeuvre et de contrôler les politiques européennes sont illégitimes pour le faire*", elle est en désaccord avec l'UE pas sur le fond mais sur la forme, le "*rythme*" des contre-réformes structurelles que le gouvernement devra mettre en oeuvre pour réduire la dette, à condition qu'elles ne lui soient pas dictées par des organes "*illégitimes*", elles revendiquent donc ouvertement leur application, disons-le, le droit d'y mettre la main à la pâte.

6- "*Le problème n’est pas le dessaisissement du pouvoir national au profit du pouvoir européen, mais le dessaisissement d’un pouvoir démocratique, fruit du choix populaire, du résultat des élections, au profit d’un pouvoir qui n’a pas cette légitimité*”, il suffirait donc que l'UE se donne un verni démocratique ou plus démocratique pour qu'elle ne trouve rien à redire à sa politique

tournée contre les peuples.

L'unité à ce prix-là, dans ces conditions-là, a quelle valeur, cela vaut quoi ? Que dale en vérité, c'est pire que pas d'unité du tout, c'est en fait s'associer à des réactionnaires qui sont sur une ligne politique que nous combattons. Est-ce que nous exagérons en affirmant que les dirigeants du POI font feu de tout bois, pratiquent un double langage, trompent les militants et les travailleurs, qu'ils ont rompu avec le marxisme ou le socialisme ? Ils viennent une nouvelle fois d'en faire une démonstration éclatante.

Ce n'est pas tout.

C'est dans tous les domaines qu'ils agissent de la sorte, jusqu'à récrire l'histoire pour justifier leur ligne politique ou tout simplement l'existence de leur parti.

Ils ont consacré la page IV de leur journal à une étape de la construction du parti bolchevik en Russie sous la direction de Lénine : *Lénine et les bolcheviks russes commencent à publier la "Pravda"*.

Cet article va être rédigé de telle sorte que les lecteurs seront portés à croire que le parti bolchevik se serait construit essentiellement autour de leur journal, alors qu'en réalité, c'est à partir de principes définis par Lénine et d'un programme que le parti bolchevik sera construit, ce qui n'est nullement mentionné dans cet article.

Et pour cause, les dirigeants du courant communiste internationaliste qui contrôlent le POI ont renié ou ont abandonné ces principes et le programme de la révolution socialiste pour s'en remettre aux miroirs aux alouettes du réformisme, d'où l'adhésion possible de milliers de membres du PS qui y trouvent leur compte (provisoirement).

L'auteur de cet article conclut ainsi : "*L'année 1912 sera décisive : le Parti bolchevique s'est alors construit comme un parti organisé autour des groupements qui diffusent son journal quotidien, la Pravda*", non, dit de cette manière-là. Que le Parti bolchevik ait regroupé des travailleurs et des militants autour de son journal, qu'il en ait recruté un certain nombre par la suite, que le journal serve à armer les travailleurs pour les luttes qu'ils ont à mener c'est une autre, maintenant, répétons-le, il s'est construit uniquement sur la base de principes et d'une discipline rigoureuse définis par Lénine, une ligne politique et une stratégie précises et non sur la (seule) base d'une participation à la diffusion d'un journal ou sur la seule base d'une participation à une bataille, ce qui est vrai pour le POI, ne l'était pas pour le Parti bolchevik.

Donc toute analogie ou ressemblance entre le Parti bolchevik et le POI et son journal serait grotesque. Soyons sérieux, croyez-vous que Lénine aurait décidé de rompre avec les "*liquidateurs*", les mencheviks, pour s'encanailler avec des membres d'un parti ou d'ex-membres d'un parti qui étaient opposés à la révolution prolétarienne (Schivardi, Jeanneney, etc.), donc à la prise du pouvoir par la classe ouvrière ?

La démarche du POI se situe aux antipodes de la démarche de Lénine qui s'adressait à l'avant-garde du prolétariat russe, à sa jeunesse révolutionnaire pour recruter et former ses éléments les plus déterminés ou les plus avancés. Il a rompu avec le léninisme ou lui est étranger.

En forme d'épilogue, quelques extraits sur le sujet que nous venons d'aborder brièvement, sous la plume de Lénine et Trotsky. Je mets l'intégralité de ces documents en ligne à la rubrique Défense du marxisme.

1- Lénine. La plate-forme électorale du P.O.S.D.R - Rédigé début mars 1912. Publié en tract en mars 1912. (Œuvres t. 17, pp. 5139-518, Paris-Moscou)

- "*Il fut un temps - pas si lointain - où le cri de guerre de : à bas l'autocratie ! semblait trop avancé pour la Russie. Mais le parti ouvrier social-démocrate de Russie l'a lancé, les ouvriers d'avant-garde l'ont repris et l'ont fait résonner dans tout le pays ; en l'espace de deux ou trois ans, il est passé dans la langue. Au travail donc, camarades ouvriers et citoyens de Russie qui ne voulez pas que notre pays s'embourbe définitivement dans le marasme, la barbarie, la servitude et la misère effroyable dans laquelle sont plongées des dizaines de millions de personnes ! Les social-démocrates de Russie, les ouvriers de Russie parviendront à faire passer dans la langue le cri de : à bas la monarchie tsariste ! Vive la république démocratique de Russie !*

(...) Vive la nouvelle lutte pour l'amélioration de la vie des ouvriers qui ne veulent pas rester esclaves du bagne des fabriques et des usines ! Vive la journée de travail de huit heures ! Quiconque veut la liberté en Russie doit aider de son concours la classe qui a creusé la tombe de la monarchie tsariste en 1905 et y précipitera le plus grand ennemi de tous les peuples de Russie lors de la révolution russe de demain.

Le parti ouvrier social-démocrate de Russie a su lever l'étendard de la révolution jusque dans la troisième Douma noire ; même du sein de cette assemblée, il a su aider à l'organisation et à l'éducation révolutionnaire des ouvriers, à la lutte des paysans contre les propriétaires fonciers. Le parti du prolétariat est le seul parti de la classe d'avant-garde, de la classe qui est capable de conquérir la liberté pour la Russie. Maintenant encore notre parti ne va pas à la Douma pour y jouer « aux réformes », pour « défendre

la constitution », pour « convaincre » les octobristes ou pour en « chasser la réaction », comme prétendent les libéraux pour tromper le peuple, mais pour monter à la tribune et appeler les masses à la lutte, pour enseigner les conceptions socialistes, pour dénoncer chaque tromperie du gouvernement et des libéraux, pour dissiper les préjugés monarchistes des couches arriérées du peuple et les racines de classe des partis bourgeois, en un mot, pour préparer l'armée et des combattants conscients de la nouvelle révolution russe."

L'antithèse du POI jusque dans les moindres détails, le dernier paragraphe est succulent.

2- Le courant de liquidation et le groupe des liquidateurs - (Extrait) Résolution adoptée à la VI° conférence du P.O.S.D.R. (Prague), qui chassait les menchéviks hors du Parti et consacrait l'existence autonome du Parti bolchévik. Source : La Conférence Panrusse du P.O.S.D.R.(brochure, 1912) - Œuvres T. XVII (12.1910-04.1912)

- "*... le P.O.S.D.R. mène depuis près de quatre ans une lutte décisive contre le courant liquidateur qui, à la conférence du Parti, en décembre 1908, fut défini comme une "tentative d'une certaine portion des intellectuels du Parti pour liquider l'organisation existante du P.O.S.D.R. et pour la remplacer par un groupement informe dans le cadre de la légalité coûte que coûte, cette légalité dût-elle s'acheter au prix d'une renonciation manifeste au programme, à la tactique et aux traditions du Parti" ;* "

Quelles "*traditions*" Vladimir, quels enseignements ? Au diable les principes ! Un "*groupement informe*", la formule peut s'appliquer au POI et au NPA ou encore au Front de gauche.

3- Trotsky. Staline. V: Nouvelle montée (1940)

- "*Pour comprendre le dessein pratique qui se cache derrière la duplicité de Staline il faut se rappeler que Guermanov, qui, quelques mois plus tôt, avait proposé la candidature de Koba au Comité central, était étroitement lié à d'autres conciliateurs, influents dans les sommets du parti. Koba juge opportun de montrer à ce groupe sa solidarité avec lui. Mais il se rend trop clairement compte de la puissance de l'influence de Lénine et commence donc par une déclaration de fidélité aux « principes »*."

Ah ces foutus principes ! Quand je vous disais qu'ils étaient déterminants aux yeux de Lénine pour construire le parti et sélectionner ses cadres, je ne l'ai pas inventé.

- "*A la conférence, qui s'ouvrit le 5 janvier 1912 à Prague, assistaient quinze délégués envoyés par deux dizaines de groupes clandestins, la plupart très faibles. Des rapports des délégués sur les divers groupes locaux se dessina un tableau assez clair de la situation du parti : les rares organisations locales se composaient presque exclusivement de bolchéviks, avec un grand pourcentage de provocateurs, qui trahissaient le groupe dès qu'il levait la tête.* "

- "*Les décisions prises à Prague fixèrent pour longtemps la marche du parti. En premier lieu, la conférence jugea nécessaire de « créer des noyaux social-démocrates illégaux entourés d'un réseau aussi étendu que possible de sociétés ouvrières légales de sortes »*." (apparemment il manque la suite. - Ndlr)

Dans les deux derniers paragraphes il n'est nullement question de constituer un "*groupement informe*".

- "*La conférence déclara que la fraction des liquidateurs se trouvait hors du parti et appela tous les social-démocrates, « sans distinction de tendances et de nuances », à mener la lutte contre le liquidationnisme pour le rétablissement du parti illégal. Ayant ainsi rendu complète la rupture avec les menchéviks, la conférence de Prague ouvrit l'ère de l'existence propre du parti bolchéviste, lequel avait désormais son propre Comité central*."

- "*Sous la pression des forces souterraines, les autorités tsaristes avaient perdu leur assurance antérieure. La main du censeur avait faibli. Les possibilités légales s'étaient élargies. Le bolchévisme était apparu dans l'arène publique avec un hebdomadaire d'abord, puis un quotidien. Les possibilités d'influencer les ouvriers avaient grandi d'un seul coup. Le parti continuait à rester clandestin, mais les rédactions de ses journaux étaient en même temps les états-majors légaux de la révolution. (...) Dans les questions les plus épineuses, la Pravda était assez souvent contrainte de se borner à des allusions, et de se faire entendre à demi-mot. Mais les agitateurs et les appels clandestins disaient pour elle ce qu'elle ne pouvait dire ouvertement. Les ouvriers avancés avaient en outre appris à lire entre les lignes. (...) C'est ainsi que se groupa autour de la Pravda la jeune génération révolutionnaire, sous la direction des vétérans qui avaient tenu bon pendant les années de réaction. « La Pravda de 1912, c'est la pierre de base de la victoire du bolchévisme en 1917 », écrivit par la suite Staline, sans manquer de noter sa participation à cette activité.*"

La "*direction des vétérans (...) avaient tenu bon*" pour former "*la jeune génération révolutionnaire*", la nôtre elle est sclérosée ou a capitulé.

- "*Mais pendant presque trois mois, la Pravda s'en tint obstinément à la plate-forme élaborée avec sa participation (de Staline -*

Ndlr). Le mot même de « liquidateur » était banni du vocabulaire du journal. « Une lutte implacable était nécessaire contre le liquidationnisme, écrit Kroupskaïa. Voilà pourquoi Vladimir Ilitch se tourmentait tellement de ce qu'au début la Pravda éliminait régulièrement de ses articles les passages polémiques contre les liquidateurs. Il écrivait à la Pravda des lettres courroucées. » Une partie de celles-ci - une bien petite partie, semble-t-il - a pu voir la lumière du jour. « Parfois, quoique rarement, se plaint-elle plus loin, même les articles, d'Ilitch disparaissaient sans laisser de traces. Parfois ses articles étaient mis de côté et ne paraissaient pas tout de suite. Ilitch s'irritait alors, écrivait à la Pravda des lettres courroucées, mais cela n'y faisait pas grand'chose. » La lutte avec la rédaction de la Pravda était la continuation directe de celle avec la rédaction de la Zviezda. « Il est impossible, nuisible, pernicieux, ridicule de cacher nos désaccords aux ouvriers », écrit Lénine le 11 juillet 1912. Quelques jours plus tard, il exige du secrétaire de la rédaction, Molotov, l'actuel président du Conseil des commissaires du peuple, qu'il explique pourquoi le journal « élimine obstinément, systématiquement, de mes articles et de ceux d'autres collaborateurs, toute mention des liquidateurs ». "

Une lutte à mort était engagée contre les conciliateurs dont Staline se faisait dorénavant le porte-parole... pour le lendemain se renier. Rien à voir avec les formules de jésuite du genre : il ne doit pas y avoir de préalable à l'unité qui laisse la porte ouverte à l'opportunisme...

4- Trotsky - Biographie de Lénine - Œuvres – 1930

- "*Le 2ème congrès du parti Social-démocrate de Russie (Bruxelles, Londres) en juillet 1903, accepta le programme élaboré par Plékhanov et Lénine mais se termina par la scission historique du parti entre Bolcheviks et Mencheviks. A partir de ce moment, Lénine commença à appliquer ses propres conceptions comme chef du groupe Bolchevik qui devint plus tard le parti Bolchevik.*

La scission entre les deux fractions se produisit sur la question de la tactique et, finalement, sur le programme du parti. Les Mencheviks tendaient à concilier la politique du prolétariat russe avec celle de la bourgeoisie libérale. Lénine voyait dans la paysannerie la plus sûre alliée du prolétariat. Des accords occasionnels et des relations très proche avec les mencheviks ne purent enrayer les divergences constantes des deux lignes : révolutionnaire et opportuniste, prolétarienne et bourgeoise. La lutte contre les mencheviks fut le point de départ de la politique qui conduisit à la rupture avec la 2ème Internationale (1914), à la révolution d'octobre (1917), et au changement de nom du Parti Social-Démocrate en celui de Parti Communiste (1918)."

On aurait pu se contenter de cet extrait.

- "*Au début de 1912, Lénine convoqua à Prague une conférence secrète des organisations bolcheviques. Les liquidateurs furent exclus du parti. La rupture avec les mencheviks était complète. Un nouveau Comité central fut élu. De l'étranger, Lénine faisait paraître a Saint-Pétersbourg le journal légal Pravda, qui, constamment en conflit avec la censure, exerçait une influence prépondérante sur l'avant-garde de la classe ouvrière.* "

Maintenant on s'en tape de "*l'avant-garde de la classe ouvrière*", excusez-moi, cela me rend nerveux, quant aux "*liquidateurs*", ils ne sont pas seulement les bienvenus, ils sont dorénavant aux commandes.

ACTUALITE EN TITRES

Une mystification qui aura tourné court.

- Le livre de Trierweiler sur Hollande fait un flop - Le Nouvel Observateur

Elle en a vendus (ou donné !) moins de 2.000 à ce jour

- A Tulle, Hollande ne fait plus recette - LeParisien.fr

J'ai pris le temps de lire ces deux articles, comme quoi j'ai des défauts mais je suis appliqué.

Hier il n'y avait que deux touristes inscrits pour suivre avec la guide de l'office de tourisme de Tulle, Marie Bouchetle, le circuit intitulé « *Sur les pas du président* », entre nous, on se demandera où a bien pu passer sa "*majorité*" !

C'est une escroquerie politique, un nouveau tour de passe-passe que les uns et les autres n'hésitent pas à reprendre à leur compte, alors qu'il n'a été élu que pour chasser Sarkozy et rien d'autres.

A croire que nos dirigeants sont des adeptes du jeu *Jacques a dit*, remplacez Jacques par le législateur ou ses porte-parole et

vous comprendrez qu'ils n'analysent pas la situation en fonction des rapports entre les classes et qu'ils ne définissent pas leur ligne politique et les tâches que le prolétariat devraient accomplir en conséquence, non, c'est le jeu institutionnel et la manière dont les principaux intéressés le présentent qui les guident, d'où ils tirent leur inspiration.

Et comme ils ne doutent de rien, ils affirmeront que ce serait leur faire un vilain procès d'intention que d'en déduire qu'ils seraient subordonnés aux institutions ou à la remorque du PS, du régime.

Un aveu. Incurable !

- Moins mentir rend-il moins malade? - Slate.fr

On avait compris qu'à Slate.fr ils traînaient derrière eux un lourd passif à caractère pathologique, c'est à croire que décidément on vit dans un monde de dingues, Freud expliquait qu'on l'était vraiment quand on en avait conscience, c'est bien leur cas ici.

Qu'est-ce qu'on peut lire comme grosses conneries quotidiennement, quel boulot ingrat, mais pas à tomber malade !

Notez bien qu'ils ont titré "*moins mentir*" et non pas ne pas mentir du tout, c'est un truc qui les dépasse, inimaginable, au-dessus de leurs forces, il faut donc en déduire qu'ils sont toujours plus ou moins malades. Parmi les contributeurs de Slate.fr on trouve notamment Attali et Copé, on peut donc valider ce diagnostic.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Le gouvernement iranien a organisé jeudi à Téhéran une conférence internationale destinée officiellement à trouver une issue négociée au conflit syrien.

Cette réunion a rassemblé les représentants de 28 pays qui partagent l'approche iranienne de ce dossier - aucun n'a apporté son soutien aux insurgés et aucun n'a demandé le départ du président syrien Bachar al Assad.

A l'issue de la réunion, le ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, a appelé l'opposition syrienne "*à négocier et à coopérer avec le gouvernement syrien pour accélérer les réformes*".

"*Ce serait une erreur de penser qu'en continuant les pressions et les actions imprudentes, le gouvernement syrien finira par s'effondrer*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse retransmise à la télévision, sans citer les Occidentaux, la Turquie ou les puissances du Golfe, qui soutiennent la rébellion. "*Par une telle ingérence, ils aggravent la crise.*"

Selon la télévision, les pays représentés à la réunion ont mis au point un communiqué commun appelant à un cessez-le-feu de trois mois afin de laisser place au dialogue.

Aucun texte n'a été fourni mais la réunion aurait, selon la télévision, "*approuvé l'idée de l'Iran d'appeler toutes les parties à cesser la violence pendant trois mois*" à partir de la fin du mois de ramadan, dans dix jours environ.

A l'ouverture de la réunion, Ali Akbar Salehi, avait rejeté toute intervention militaire étrangère en Syrie et réclamé des discussions "*sérieuses et approfondies*" entre le gouvernement de Damas et l'opposition.

"*Le dialogue entre Syriens est le seul moyen de résoudre la crise*", a-t-il dit.

Cette semaine, Salehi avait affirmé que la chute brutale du président Assad serait catastrophique et signifierait "*l'éclatement*" de la Syrie.

Le chef de la diplomatie iranienne a précisé que parmi les Etats participant à la conférence de Téhéran figuraient la Russie, la Chine, l'Irak, le Pakistan, la Jordanie et l'Inde.

"*La République islamique d'Iran croit fermement que la crise syrienne ne pourra être réglée que par des discussions sérieuses*

et approfondies entre le gouvernement et les groupes d'opposition qui jouissent d'un soutien populaire en Syrie", a-t-il dit.

L'Iran, a-t-il ajouté, "*rejette toute intervention militaire ainsi que toute ingérence extérieure en Syrie et soutient les efforts de l'Onu pour résoudre la crise*".

Dans une tribune publiée mercredi par le Washington Post, le chef de la diplomatie iranienne met en garde contre un renversement brutal de Bachar al Assad.

"*La société syrienne est une belle mosaïque d'ethnies, de religions et de cultures. Elle volera en éclats si le président Bachar al Assad tombe brutalement*", écrit Ali Akbar Salehi.

La conférence de Téhéran suscite le plus grand scepticisme dans les milieux diplomatiques occidentaux. "*Le soutien de la République islamique au régime d'Assad semble bien peu compatible avec la recherche d'un compromis*", a dit un diplomate occidental en poste à Téhéran. (Reuters 09.08)

2- Tunisie

2.1- La polémique enfle en Tunisie depuis l'introduction du mot "complémentarité" dans le projet de Constitution pour définir les rapports entre les femmes et les hommes dans la société.

Ainsi, un article adopté, le 1er août, par une commission de l'Assemblée nationale constituante (ANC), stipule que "l'Etat assure la protection des droits de la femme, de ses acquis, sous le principe de complémentarité avec l'homme au sein de la famille et en tant qu'associée de l'homme dans le développement de la patrie".

Si le texte n'a pas encore été voté en séance plénière, les femmes sont sur leurs gardes. Les organisations, dont la section tunisienne d'Amnesty international, dénoncent un article qui vise "*à la suppression du principe de l'égalité des sexes et exprime le rejet total des droits humains de la femme et porte un coup à leur dignité et leur citoyenneté*".

La victoire aux élections d'octobre 2011 du parti islamiste, Ennahda, qui domine la coalition gouvernementale, fait craindre à certains acteurs de la société civile une islamisation rampante de la société et notamment la suppression des acquis de la femme, garantie par le code du statut personnel de 1956, qui autorise notamment les femmes à divorcer et interdit la polygamie.

La députée du parti de gauche Ettakatol, Selma Mabrouk, a immédiatement lancé une pétition dans laquelle elle appelle à "*protéger les droits de citoyenneté de la femme en Tunisie*". Elle explique que le texte en l'état définit la femme "*en fonction de l'homme*" et que "*la notion de complémentarité est non réciproque, dans le sens où il n'est pas inscrit que l'homme lui-même est complémentaire avec la femme*".

Mercredi 8 août, plusieurs personnes ont manifesté devant le bâtiment de l'ANC pour la suppression de la version de cet article.

Face au tollé suscité, les députés misent sur l'ambigüité du terme. Interrogée par l'agence de presse tunisienne TAP, la vice-présidente de l'ANC, Mehrezia Labidi-Maïza, élue du parti Ennahda, explique que "*plusieurs rumeurs ou lectures erronées qui circulent font naître chez les femmes et la société civile, un sentiment de perte de droits*" et assure que "*les droits de la femme sont préservés et ne pourront pas être touchés*", et d'ajouter que la "*constitution qui sera rédigée comportera également un article qui consacrera le principe de l'égalité des sexes.* " Une garantie qui ne rassure pas la société. (nouvelobs.com 09.08)

2.2- La police tunisienne a dispersé avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc des chômeurs qui manifestaient jeudi à Sidi Bouzid, berceau du soulèvement qui a chassé l'ancien président Zine Ben Ali et a été à l'origine du "*printemps arabe*".

"*Où sont les droits de Sidi Bouzid, où sont les droits des martyrs ?*", scandaient les manifestants à l'adresse du nouveau gouvernement, coalition dirigée par le mouvement islamiste Ennahda et deux partis laïcs.

Selon des médecins de l'hôpital de cette petite ville du centre du pays, six personnes ont été blessées durant la manifestation, qui a mobilisé des centaines de jeunes Tunisiens demandant du travail, plus d'investissements dans leur région et le renvoi du gouverneur.

Les policiers sont intervenus quand les manifestants ont cherché à marcher vers les bureaux du gouverneur, Attia Athmouni, a dit un militant syndicaliste. (Reuters 09.08)

SOCIAL

1- France

Depuis le 1er février, les vingt salariés du restaurant asiatique Golden Wok, au Kremlin-Bicêtre, sont sans nouvelles du gérant, envolé, et… de leurs salaires, impayés.

Assisté de son avocat, Gérard Hong a recueilli une foule de documents administratifs qu'il compte bien présenter le 17 septembre, lors d'une audience au conseil des prud'hommes de Créteil. Un dossier fourni pour une histoire complexe qui trouve ses origines le 1er février. Ce jour-là, les vingt salariés du restaurant Golden Wok, établi au Kremlin-Bicêtre depuis une vingtaine d'années, trouvent porte close.

Grilles fermées, pas de lettre de licenciement, un patron envolé. « *Ils y sont retournés pendant cinq jours, raconte leur avocat. Sur mes conseils, ils ont fini par envoyer une lettre recommandée au gérant de l'établissement, prenant acte de la rupture de leur contrat de travail.* »

Les salariés apprennent bientôt que le gérant du restaurant se trouve sous le coup d'une expulsion lancée par le propriétaire de ce vaste local de l'avenue de Fontainebleau. Autre procédure entamée, celle d'une liquidation judiciaire de l'activité — pour cessation de paiement — qui intervient en mars. Le début d'un long feuilleton juridique que les ex-salariés peinent à démêler : « *Le mandataire judiciaire et la société qui possède le fonds se renvoient la balle pour savoir qui doit indemniser les salariés* », explique leur avocat, qui réclame une condamnation solidaire des deux parties aux prud'hommes.

En attendant, ils se retrouvent sans rien. « *Pôle emploi ne verse pas d'indemnités car il n'y a pas de lettre de licenciement. Le revenu de solidarité active (RSA) lui était pour l'instant refusé au regard de ses trois derniers bulletins de salaire, des démarches sont en cours pour obtenir une aide au logement… énumère Marie, la fille de Gérard Hong qui a même écrit au médiateur national. On ne sait plus vraiment vers qui se tourner.* » Avec sa femme, Gérard occupe un logement dans le XIIIe arrondissement de Paris : 900 € de loyer, avec pour seul revenu les quelque 1000 € de salaire de son épouse. « *On fait jouer la solidarité familiale. Mais ma sœur et moi n'avons plus d'économies à leur prêter* », avoue Marie.

Après l'audience du 17 septembre, l'avocat espère une réponse pour juin 2013. En attendant cette date — et les possibles dommages et intérêts qui seront versés —, les demandes d'aides financières pourraient aboutir. « *Mon père pensait travailler là jusqu'à la retraite. Il n'a jamais été au chômage et se retrouve, à 57 ans, sans un centime.* » (leparisien.fr 09.08)

2- Chili

Trois autobus des transports publics chiliens ont été incendiés mercredi à Santiago lors d'une manifestation d'étudiants, suivie d'affrontements de plusieurs heures avec les forces de l'ordre, selon la police.

La manifestation, qui réclamait la réforme du système éducatif chilien, n'était pas autorisée, selon le ministère des transports qui a accusé des étudiants cagoulés d'avoir intercepté les bus et fait descendre chauffeurs et passagers avant d'incendier les véhicules.

Un fort contingent des forces de l'ordre a tenté de disperser les quelque 1.000 manifestants massés dans le centre de la capitale chilienne avec des lances à eau et des gaz lacrymogènes.

"*La patience des étudiants est à bout (...) Nous avons fait beaucoup d'efforts pour entamer un dialogue avec le gouvernement et le parlement*" a déclaré à la télévision, le président de la Fédération des étudiants universitaires du Chili, Gabriel Boric.

"*Le gouvernement n'a pas répondu aux demandes des étudiants. Le ministre (de l'Éducation Haral) Beyer a systématiquement dédaigné le mouvement étudiant et n'a écouté aucune de nos propositions*", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le porte-parole du gouvernement Andrés Chadwick a estimé que "*les dirigeants étudiants qui convoquent ces manifestations illégales et non autorisées savent parfaitement qu'elles ouvrent la porte au vandalisme et à la délinquance*"

Les étudiants chiliens ont organisé depuis mai 2011 plus de 40 manifestations, certaines parmi les plus massives depuis le retour de la démocratie en 1990. Plusieurs de ces manifestations ont été émaillées de violences entre jeunes casseurs et forces de police antiémeutes.

Le mouvement a influencé une hausse de 10% du budget éducation 2012, et obtenu un début de réforme sur la gestion des collèges et lycées publics, des avancées jugées insuffisantes par la principale organisation étudiante, la FECH. (AFP 09.08)

ECONOMIE

Denrées alimentaires

Les prix alimentaires mondiaux ont grimpé de 6% en juillet par rapport à juin, après trois mois consécutifs de baisse, du fait notamment d'une flambée des prix des céréales et du sucre, a annoncé jeudi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Depuis plusieurs semaines, les prix des matières premières agricoles, notamment céréales et oléagineux, ont connu des flambées en Europe comme à la Bourse de Chicago, sous la pression d'aléas climatiques simultanés chez plusieurs grands producteurs.

Aux Etats-Unis, les perspectives de récoltes de maïs se sont largement détériorées en raison de la sécheresse et des fortes chaleurs qui sont intervenues à des moments critiques de développement de la céréale, souligne la FAO. Ainsi, les prix ont grimpé de 23% en juillet, peut-on lire dans le communiqué.

Les cours du blé se sont également renchéris de 19%, sur fond de perspectives de production moins bonnes que prévues en Russie, alors que la demande de blé destinée à l'élevage devrait être soutenue en raison de réserves limitées en maïs.

Toutefois, les prix du riz, une denrée essentielle à la sécurité alimentaire humaine, sont restés quasiment inchangés au mois de juillet note la FAO.

Pour autant, des pluies de mousson insuffisantes en juillet en Inde devraient conduire à réviser à la baisse les prévisions de production mondiale de riz pour 2012, a cependant indiqué la FAO en début de semaine.

De leur côté, les prix du sucre se sont renchéris en juillet en raison d'aléas climatiques au Brésil, le principal exportateur mondial, ainsi qu'en Inde et en Australie, souligne la FAO jeudi.

Par contraste, les prix de la viande connaissent un troisième mois consécutif de baisse. La faiblesse du marché touche les quatre principaux types de viande, en particulier la viande de porc, dont les cours ont chuté de 3,6%, indique la FAO. Le recul est de l'ordre de 1% pour les viandes bovines, ovines et pour la volaille.

Depuis le début de l'année, les prix des produits laitiers affichent une baisse de 16%, notamment le beurre (-27%), rappelle la FAO. (AFP 09.08)

La baisse de la consommation de viande s'explique sans doute par son prix très élevée.

En Inde, je ne mange plus de mouton depuis des années, à près de 400 roupies (environ 6,5 euros) le kilo dont la moitié constituée d'os et de gras, c'est un luxe ! Le prix du boeuf en quelques années est passé de 50 à 160 roupies le kilo, j'en mange de moins en moins souvent, celui du poulet est passé de 50 à 130 roupies, c'est la seule viande que je mange encore régulièrement. Le porc est peu consommé, il atteint le prix du mouton, je n'en mange jamais.

Quant au poisson, il est devenu inabordable exceptés les petits poissons bourrés d'arrêtes, du coup je n'en mange plus non plus, pareil pour les crevettes dont les prix ont plus que triplé en deux ou trois ans. Reste les oeufs, les prix ont également triplé, j'en consomme davantage puisqu'il n'y a plus que cela d'abordable. Mon chien suit le même régime alimentaire que moi, au lieu du boeuf, il a des carcasses de poulets ou des abats ou des oeufs un jour sur trois.

J'ai les moyens d'acheter de la viande ou du poisson (500 roupies le kilo de thon !), mais je n'ai pas envie de vivre comme un nanti, alors que sur le long terme je n'en ai pas les moyens, ni l'envie surtout.

Haut de page

Le 11 août

CAUSERIE

J'ai corrigé une erreur dans des liens dans le dossier sur la Sryrie. J'ai ajouté une vingtaine d'articles dans différentes rubriques. Précision. Le portail Liesi, est animé par des traders qui ont leurs entrées dans le monde de la finance, on y glane parfois des infos intéressantes ou des analyses pertinentes. Ne leur demandez pas d'être des révolutionnaires !

Paul Craig Roberts a été éditeur du The Wall Street Journal et secrétaire-assistant du Secrétaire du Trésor des Etats-Unis.

- "Le gouvernement qui vous ment sur les armes de destruction massive de l'Irak, sur les connexions de l'Irak avec al-Qaida, sur les talibans de l'Afghanistan, sur Oussama Ben Laden, sur la Libye et Kadhafi, sur les bombes nucléaires iraniennes, sur la Syrie, sur le Pakistan, sur le Yémen et la Somalie, sur Bradley Manning, sur Julian Assange et Wikileaks, et d'ailleurs surtout ce qui existe, vous ment aussi à l'égard de l'emploi, du chômage, de la reprise économique, de l'augmentation du PIB, du 11-S, sur la « *menace terroriste* », sur tout. Essayez de trouver quelque chose que le gouvernement a dit pendant les six derniers mandats présidentiels qui ne soit pas un mensonge.

En dehors de quelques détails insignifiants, « *votre* » gouvernement vous mentait d'une manière permanente sur tout ce qui était important.

L'ennemi le plus mortel du monde, est Washington. Si Washington s'impose, le monde sera mort ou réduit à l'esclavage par Washington, y compris tous les sujets des Etats-Unis, qu'ils soient démocrates ou républicains.

Ne permettez pas que l'on dise un jour, quel que soit votre pays, que votre ennemi n'a pas été identifié." (mondialisation.ca)

Au regard des fonctions que l'auteur de ces lignes a assumées et qui n'appartient pas au milieu ouvrier, on sera porté à le croire. Honte à ceux qui au cours des dernières années et encore aujourd'hui caractérisaient le régime américain de démocratie.

Indépendance des syndicats. Il n'y a rien à négocier avec la représentante de l'Etat des capitalistes.

Dès le 4 septembre, Marylise Lebranchu réunira les syndicats de fonctionnaires pour leur présenter l'agenda des discussions et négociations à venir. (lexpress.fr 10.08)

Les syndicats doivent s'adresser aux travailleurs de la fonction publique et préparer (dans l'unité) la mobilisation contre l'Etat sur la base de leurs besoins ou revendications. Tout autre méthode est à bannir car elle s'apparentera à la collaboration de classes.

La Constitution et les institutions sont illégitimes. Donc le TSCG aussi !

Le Conseil constitutionnel est une institution qui dispose de pouvoirs discrétionnaires, arbitraires, antidémocratiques, il ne peut se prévaloir d'aucune légitimité. Ses membres sont les garants du respect de la Constitution, autrement dit les chiens de garde de l'ordre établi qu'il nous faut abattre.

Dissolution du Conseil constitutionnel !

Comment appelle-t-on une Constitution compatible avec un traité instituant l'austérité à vie pour le compte de l'oligarchie financière?

A bas les privilèges, abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République !

Un extrait de la Constitution de la Ve République.

ARTICLE 56. Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable à ces nominations. Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée concernée.

En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil constitutionnel les anciens Présidents de la République.

Le président est nommé par le Président de la République. Il a voix prépondérante en cas de partage.

ARTICLE 61. Les lois organiques, avant leur promulgation, les propositions de loi mentionnées à l'article 11 avant qu'elles ne soient soumises au référendum, et les règlements des assemblées parlementaires, avant leur mise en application, doivent être soumis au Conseil constitutionnel qui se prononce sur leur conformité à la Constitution.

Aux mêmes fins, les lois peuvent être déférées au Conseil constitutionnel, avant leur promulgation, par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs.

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. Toutefois, à la demande du Gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.

ARTICLE 62. (...) Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.

Tous ses membres nommés l'ont été par l'UMP, et ceux de droit sont issus de l'UMP ou de l'ex-UDF

Valéry GISCARD D'ESTAING, membre de droit
Jacques CHIRAC, membre de droit
Nicolas SARKOZY, membre de droit
Pierre STEINMETZ, nommé par le Président de la République en février 2004
Jacqueline de GUILLENCHMIDT, nommée par le Président du Sénat en février 2004
Renaud DENOIX de SAINT MARC, nommé par le Président du Sénat en février 2007
Guy CANIVET, nommé par le Président de l'Assemblée nationale en février 2007
Jean-Louis DEBRÉ, nommé par le Président de la République en février 2007
Michel CHARASSE, nommé par le Président de la République en février 2010
Hubert HAENEL, nommé par le Président du Sénat en février 2010
Jacques BARROT, nommé par le Président de l'Assemblée nationale en février 2010
Claire BAZY MALAURIE, nommée par le Président de l'Assemblée nationale en août 2010

Si vous avez lu la causerie d'hier, vous aurez constaté qu'en 1912 en Russie, donc avant le déclenchement de la première guerre mondiale du XXe siècle, alors que la situation n'était pas encore révolutionnaire, que le mouvement ouvrier russe se remettait à peine d'une longue période de reflux ou de stagnation, le parti bolchevik n'hésitait pas à lier les revendications des masses au "*cri*" à bas la monarchie tsariste ! Vive la république démocratique de Russie ! (Lénine).

Question : pourquoi un siècle plus tard personne n'ose lancer un "*cri* similaire : A bas le régime capitaliste ! Vive la république sociale démocratique de France ! Comment peut-on justifier un tel silence alors que la société est en pleine décomposition, les masses sont matraquées depuis des années, les riches sont toujours plus riches, les valeurs de la république et la démocratie piétinée ?

A bas l'UE, la BCE, le FMI, c'est bien de le dire, ajouter : A bas la Constitution et les institutions de la Ve République des nantis, Vive la république sociale, c'est mieux.

Lisez ou relisez la première citation et dites-nous où vous retouvez aujourd'hui la méthode employée par Lénine pour éduquer les masses et construire le parti, nulle part, absolument nulle part. De quoi nos dirigeants ont-ils si peur ? Peut-être ne savent-ils pas s'y prendre ? N'ont-ils plus la foi (Marx) ? On cherche à comprendre quel est leur problème. On a d'autres questions à leur poser.

- Vont-ils continuer encore longtemps à épargner le gouvernement, la Constitution, les institutions ?

- Vont-ils continuer encore longtemps à défendre l'Etat (bourgeois) contre les agressions des marchés, de l'UE et du FMI notamment ?

- Vont-ils continuer longtemps à entretenir l'illusion qu'il serait possible de combattre pour des réformes dans le cadre du régime en place, sachant qu'elles sont incompatibles avec son existence et sans le préciser évidemment ?

- Vont-ils continuer encore longtemps à soutenir des dirigeants syndicaux qui accompagnent systématiquement la liquidation de tous nos droits ou acquis ?

- Vont-ils continuer encore longtemps à entretenir l'illusion qu'il suffirait de rompre avec l'UE pour que toutes nos revendications puissent être satisfaites, sans s'attaquer aux fondements du capitalisme et sans liquider l'Etat capitaliste ?

- Vont-ils continuer encore longtemps à entretenir l'illusion qu'il suffirait de rompre avec l'euro et la BCE pour que les rapports entre classe dominante et classe dominée soient inversés ?

- Vont-ils continuer encore longtemps à entretenir l'illusion qu'une telle politique pourrait permettre de faire un pas sur la voie du socialisme ?

- Vont-ils continuer encore longtemps à refuser de faire la propagande en faveur des idées du socialisme ?

La changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. TSCG. (suite)

En famille. Ennemis, tout de suite les grands mots. Complices, partenaires, serait plus conforme à la réalité.

Le salut viendra peut-être de ses ennemis. François Hollande devra compter sur le soutien de l'UMP pour faire ratifier le traité européen à l'Assemblée nationale et au Sénat. La droite sera très certainement ravie d'offrir son appui à François Hollande, histoire de le fâcher avec la gauche de la gauche et de rappeler qu'il n'a pas renégocié le traité rédigé du temps de Nicolas Sarkozy.

Beaucoup d'hamonistes continuent d'hésiter. Ne pas mettre dans l'embarras leur leader-ministre pourrait peser en faveur d'une abstention ou même d'un soutien.

Les écologistes aussi sont désorganisés. Les députés européens Daniel Cohn-Bendit, Yannick Jadot et José Bové militent ardemment pour la ratification du traité.

Un peu plus à gauche, la position est ferme. Le Front de gauche, par la voix de son leader Jean-Luc Mélenchon, a clairement fait savoir que seul un référendum sur le traité serait accepté. Même combat pour les communistes ; autant dire que la gauche radicale votera contre. (lexpress.fr et AFP 10.08)

Le Conseil constitutionnel a justifié sa décision en expliquant que finalement les clauses contenus dans le TSCG figuraient déjà dans le traité de Maastricht déjà adopté (1992), et que les modifications apportées à celui-ci, dont l'abaissement de 3 à 0,5% la limite tolérée des déficits publics du PIB, ne constituaient pas des éléments nécessitant une modification de la Constitution. On pourrait en déduire que l'austérité date (au moins) officiellement de cette date-là, 1992, soit 20 ans déjà.

Question : Dès lors pourquoi les partis ouvriers et les syndicats ont-ils continué d'avoir des relations avec l'Etat comme si de rien n'était, au lieu de rompre avec les institutions de la Ve République ? Où est passée l'indépendance du mouvement ouvrier ? Elle a été constamment bradée, tout comme nos acquis ou droits avec leurs complicités.

Combattre Maastricht ou le TSCG, combattre leurs conséquences nuisibles ou dramatiques pour les travailleurs sans remettre en cause ses rapports avec l'Etat et les dirigeants corrompus des syndicats, c'est comme lutter avec une main attachée dans le dos, au mieux cela confine à l'impuissance, au pire, c'est une trahison des intérêts des travailleurs.

En s'adressant à Hollande et aux députés dont le parti (PS) est lié au capital et au régime, que font-ils d'autre que de s'en remettre à notre bourreau ?

Au lieu de faire le lien entre la situation sociale dans laquelle se trouvent les travailleurs, les difficultés qu'ils rencontrent dans la vie quotidienne avec la politique d'austérité menée par le gouvernement (et les précédents) qui profite aux nantis, dont le TSCG n'est que le prolongement constitutionnel, pour les aider à comprendre le fonctionnement du capitalisme et des institutions pour qu'ils s'en détachent et les combattent dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'une République sociale et démocratique ou socialiste, ils légitiment les institutions en demandant aux travailleurs de s'adresser aux députés ou sénateurs qui tirent leur légitimité de la Constitution antidémocratique de la Ve République, tout comme le traité de Maastricht et le TSCG qu'ils sont censés combattre.

Après une "***renégociation*** impossible, un référendum pour un bon traité : c'est non !

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a de nouveau demandé "*solennellement*" au président François Hollande "*de consulter les Français par référendum*" sur le traité européen, après le feu vert du Conseil Constitutionnel à l'adoption du texte sans révision constitutionnelle.

La décision du Conseil "*ne change rien au problème de fond démocratique posé par cette ratification. Je demande une nouvelle fois solennellement à François Hollande de consulter les Français par référendum sur cette question fondamentale pour l'avenir du pays*", écrit-il vendredi dans un communiqué.

D'une part, argumente-t-il, parce que "*la renégociation du pacte à laquelle il s'était engagé n'a pas été obtenue*".

D'autre part, parce que "*ce pacte prévoit un objectif de réduction de dépenses publiques plus drastique encore que Maastricht et la RGPP (révision générale des politiques publique, ndlr) réunis*".

Pierre Laurent "*appelle toutes les forces disponibles à gauche, dans le monde syndical et associatif à se rassembler et à agir en commun pour refuser la ratification parlementaire envisagé par le gouvernement pour la fin septembre*". (AFP 10.08)

Il faudrait savoir : soit ce traité est scélérat et une fois pour toute il ne doit pas être ratifié, on combat pour son rejet, soit on s'en

remet à un référendum pour en décider, tout en sachant que les travailleurs n'en comprendront pas forcément les tenants et les aboutissants ou l'interpréteront en fonction de leur propre situation, ce qui pourrait fausser leur jugement, d'autant plus qu'un certain nombre d'entre eux pourraient être influencés négativement par le matraquage de la propagande officielle relayée par les médias.

Combattre pour le rejet du TSCG et pour un référendum est contradictoire et relève du double langage. Pourquoi ?

Dans la mesure où l'on combat pour son rejet, on ne laisse place à aucun doute, aucune alternative possible, on a décidé une fois pour toute après lecture et réflexion que ses aspects négatifs l'emportaient sur ses éventuels ou hypothétiques avantages, alors que dans le cas d'un référendum on admet qu'il pourrait tout de même être adopté au nom de je ne sais quel intérêt général supposé ou virtuel qu'une majorité ignorante ou mal informée y aurait trouvé.

Demander un référendum, c'est aussi admettre implicitement que des technocrates de l'UE ou du FMI liés à l'oligarchie financière pourraient être amenés par on ne sait quel miracle à rédiger autre chose qu'un traité qui serait contraire aux intérêts des travailleurs. Dans le cas d'un référendum annoncé les choses se présentent autrement, on a le choix entre y participer ou le boycotter en fonction d'un certain nombre de critères qui auront fait l'objet au préalable d'une analyse sérieuse...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France.

Les recettes générées par les radars déployés sur les routes et autoroutes de France devraient dépasser cette année le montant record de 639 millions d'euros enregistré en 2011, rapporte vendredi le quotidien *Les Echos*.

Citant l'Agence nationale du traitement automatisé des infractions, le journal indique qu'elles ont atteint 324 millions d'euros au premier semestre.

"*En tenant compte de la corrélation du trafic selon les saisons, l'année 2012 pourrait rapporter entre 675 et 700 millions d'euros*", a déclaré l'agence.

Selon un expert cité par Les Echos, les avis de contravention et excès de vitesse ont augmenté de 20% depuis le début de l'année.

L'augmentation du nombre de radars installés, notamment les 679 qui l'ont été depuis 2009 pour contrôler le respect des feux rouges, est un autre facteur qui a contribué à la hausse de ces recettes. (Reuters 10.08)

2- Roumanie

La Roumanie a connu un nouveau scandale vendredi avec la mise en cause par la justice d'un ex-ministre impliqué dans l'organisation du référendum sur la destitution du président Traian Basescu et des révélations sur des tentatives présumées de manipulation des listes électorales.

Un référendum organisé le 29 juillet devait mettre un terme à la crise, mais la Cour constitutionnelle a reporté au 31 août sa décision sur la validité du scrutin, citant "*des informations contradictoires des institutions de l'Etat sur les listes électorales*" utilisées.

Après avoir certifié à plusieurs reprises, avant et après le vote, la validité et le caractère actualisé des listes, le ministère de l'Intérieur et de l'Administration avait soudainement transmis une note à la Cour indiquant ne pas pouvoir garantir leur exactitude.

Vendredi, le parquet général a demandé au parlement d'autoriser des poursuites contre l'ex-ministre de l'Administration, Victor-Paul Dobre, membre de l'USL, pour "*avoir incité un de ses subordonnés*" à rédiger cette note avant de l'envoyer à la Cour, un "*abus de pouvoir (...) ayant causé une perturbation*" dans le fonctionnement des institutions.

D'autant que la presse a publié des documents présentés comme étant des transcriptions de conversations interceptées par les procureurs entre M. Dobre et l'ex-ministre de l'Intérieur Ioan Rus qui évoquent des pressions de l'USL sur les deux hommes pour que les listes soient "*nettoyées*" de 1,6 million d'électeurs afin de faciliter la validation du référendum.

"*Moi, je ne signe pas un seul homme en plus ou en moins, je n'ai pas envie de passer mes vieux jours en prison*", dit M. Rus,

selon ces transcriptions citées par l'agence de presse Mediafax.

Selon les résultats fournis par le Bureau électoral, même si plus de 87% des votants ont dit "*oui*" à la destitution de M. Basescu, la participation électorale (46,24%) n'a pas atteint les 50% requis pour que le scrutin soit validé.

L'USL a contesté après le vote la validité des listes électorales.

M. Rus avait démissionné lundi en déclarant ne pas vouloir que "*son ministère prenne part à des illégalités*".

Il avait ultérieurement précisé ne pas pouvoir faire ce qu'attendait de lui le président par intérim, "*raccourcir les listes*" après le vote, ni les allonger comme l'aurait aimé le président Basescu suspendu de ses fonctions.

Les analystes relèvent que la Cour a clairement indiqué avoir demandé "*les listes actualisées ayant servi de base au référendum*" et non pas une actualisation à posteriori. (AFP 10.08)

3- Israël

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, Ehud Barak, voudraient attaquer les sites nucléaires iraniens avant l'élection présidentielle américaine du 6 novembre mais rencontrent des résistances au sein du gouvernement et de l'armée, écrit vendredi le quotidien israélien Yedioth Ahronoth.

"*Si cela dépendait uniquement de Benjamin Netanyahu et d'Ehud Barak, une attaque israélienne contre les installations nucléaires en Iran aurait lieu durant l'automne, avant l'élection de novembre aux Etats-Unis*", affirme le journal.

Selon Yedioth Ahronot, les deux hommes n'ont cependant toujours pas réussi à convaincre la majorité des membres du cabinet de sécurité nationale.

"*Le respect qui entourait dans le passé les Premiers ministres et les ministres de la Défense et leur permettait d'obtenir une majorité sur leurs décisions militaires n'existe plus*", commente le journal. "*Soit parce que les gens ont changé, soit parce que la réalité n'est plus la même.*"

Sans citer ses sources, Yedioth Ahronoth ajoute que plusieurs conseillers gouvernementaux en Israël et aux Etats-Unis sont hostiles à une telle attaque contre l'Iran car elle nuirait aux chances de Barack Obama d'être réélu face à son rival républicain Mitt Romney et entraînerait des risques d'escalade.

Le journal libéral Haaretz cite pour sa part un responsable gouvernemental qui estime que l'Etat hébreu ne s'est jamais trouvé dans une situation aussi dangereuse depuis 1967 et la guerre des Six-Jours.

Selon Yedioth Ahronot, les deux hommes n'ont cependant toujours pas réussi à convaincre la majorité des membres du cabinet de sécurité nationale.

"*Le respect qui entourait dans le passé les Premiers ministres et les ministres de la Défense et leur permettait d'obtenir une majorité sur leurs décisions militaires n'existe plus*", commente le journal. "*Soit parce que les gens ont changé, soit parce que la réalité n'est plus la même.*"

Sans citer ses sources, Yedioth Ahronoth ajoute que plusieurs conseillers gouvernementaux en Israël et aux Etats-Unis sont hostiles à une telle attaque contre l'Iran car elle nuirait aux chances de Barack Obama d'être réélu face à son rival républicain Mitt Romney et entraînerait des risques d'escalade.

Le journal libéral Haaretz cite pour sa part un responsable gouvernemental qui estime que l'Etat hébreu ne s'est jamais trouvé dans une situation aussi dangereuse depuis 1967 et la guerre des Six-Jours.

Selon un sondage publié vendredi par le quotidien à grand tirage Maariv, 41% des Israéliens pensent que les seules pressions diplomatiques ne pourront pas faire renoncer les Iraniens à se doter de l'arme nucléaire, comme ils en sont soupçonnés. Vingt-deux pour cent des personnes interrogées jugent au contraire que la diplomatie peut l'emporter.

Pour 39% des Israéliens, ce serait plutôt aux Etats-Unis et aux autres puissances mondiales de se charger de régler la question, mais 35% se disent prêts à soutenir une action unilatérale de l'Etat juif.

Au début du mois, recevant le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, les dirigeants israéliens ont souligné que le

temps pressait si l'on voulait trouver une solution pacifique à la crise et n'ont pas caché leur agacement devant l'inefficacité des sanctions internationales contre la République islamique.

Pour rassurer ses alliés israéliens, le chef du Pentagone a haussé le ton, soulignant que Washington ne permettrait jamais que le régime de Téhéran se dote de l'arme nucléaire.

"*S'ils décident de poursuivre sur cette voie (...), nous avons des options que nous sommes prêts à mettre en oeuvre pour nous assurer qu'ils n'auront jamais cette arme*", a-t-il dit.

Benjamin Netanyahu n'a pas paru totalement rassuré par ces déclarations. "*Aussi énergiques que soient nos propos, ils n'ont pas convaincu l'Iran que nous sommes vraiment sérieux*", a-t-il estimé.

Israël, qui n'a jamais confirmé posséder lui-même un arsenal nucléaire, comme il en est largement soupçonné, juge que le moment n'est plus éloigné où les installations iraniennes, notamment les sites d'enrichissement d'uranium, seront suffisamment enterrées et protégées pour être à l'abri d'une frappe de Tsahal.

Ehud Barak, lors d'une conférence de presse avec son homologue américain, a dit son scepticisme quant aux chances de voir les sanctions faire plier Téhéran.

En visite fin juillet en Israël, Mitt Romney a affirmé que "*tout devait être fait*" pour empêcher l'Iran de développer l'arme nucléaire. (Reuters 10.08)

4- Japon

Le Japon a convoqué vendredi l'ambassadeur sud-coréen à Tokyo et rappelé le sien à Séoul après l'annonce de l'arrivée le même jour du président sud-coréen Lee Myung-Bak sur des îles revendiquées par le Japon.

A l'annonce de la visite, le chef de la diplomatie japonaise Koichiro Gemba a affirmé que ce déplacement aurait "*un grand impact sur les relations*" bilatérales, ajoutant que Tokyo comptait y répondre "*fermement*".

Selon l'agence de presse japonaise Jiji, le président Lee est arrivé vendredi sur ces îles volcaniques situées en mer du Japon, appelées Dokdo par Séoul et Takeshima par Tokyo.

C'est la première visite d'un chef d'Etat sud-coréen sur ces îles que les deux pays se disputent depuis des décennies.

Le voyage de Lee Myung-Bak intervient par ailleurs à quelques jours de l'anniversaire de la capitulation du Japon, le 15 août 1945, qui avait mis fin à 35 ans d'occupation japonaise en Corée.

En mai dernier, la Corée du Sud avait suspendu la signature d'accords de coopération militaire avec le Japon, les premiers du genre. Un responsable militaire avait expliqué cette suspension par "*le sentiment du public*".

Le ministre sud-coréen de la Défense, Kim Kwan-Jin, devait se rendre à Tokyo en mai pour signer ces accords qui auraient été les premiers dans le domaine militaire depuis la fin de l'occupation japonaise en Corée du Sud, en 1945.

Malgré une étroite coopération économique, les relations entre les deux pays restent minées par l'héritage de l'ère coloniale.

Deux ministres japonais ont par ailleurs déclaré vendredi qu'ils se rendraient la semaine prochaine au très controversé sanctuaire de Yasukuni, à Tokyo, ce qui risque de tendre les relations tant avec Pékin que Séoul. (AFP 10.08)

SOCIAL

1- France

1.1- Près de 400 employés de l'usine Freescale de Toulouse, un site emblématique des maux de l'industrie française, recevront dans les prochains jours leur lettre officielle de licenciement, a indiqué vendredi l'entreprise.

Un projet de reprise, qui prévoyait de conserver certains salariés pour développer des semi-conducteurs au nitrure de gallium, a été abandonné en juillet après avoir été examiné par les services d'Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif.

"*Les lettres de licenciement doivent être envoyées aujourd'hui*", indique-t-on à la direction.

Environ cent employés supplémentaires seront licencié après avoir travaillé au démantèlement de l'usine, dont l'activité a été officiellement arrêtée le 9 août.

L'équipe de recherche et développement, qui emploie 500 personnes, continuera toutefois son activité.

Robert Castagnac, commissaire au Redressement productif en Midi-Pyrénées, a promis le 17 juillet dernier que les salariés seraient tous reclassés de manière "*pérenne*" selon les engagements de l'entreprise américaine. (Reuters 10.08)

1.2- Au moins cinq offres de reprise ont été déposées vendredi pour différents sites du pôle frais du groupe volailler Doux, placé en liquidation judiciaire le 1er août et qui emploie au total 1.700 personnes, a-t-on appris de source proche du dossier.

Les repreneurs potentiels des sites du pôle frais ont jusqu'à minuit ce vendredi pour formuler leurs offres et le tribunal de commerce de Quimper devrait les examiner lors d'une audience prévue dans la semaine du 3 septembre.

"*Telles qu'elles existent pour l'instant, ces offres laissent beaucoup de gens sur le carreau, c'est inadmissible*", a déclaré Nathalie Le Bec, déléguée Force Ouvrière sur le site de Sérent qui espère "*des améliorations*" dans les prochains jours. (Reuters 10.08)

2- Allemagne

RWE a décidé de supprimer 2.400 postes de plus d'ici la fin 2014, a-t-on appris vendredi d'une source proche de la situation, le numéro deux allemand des services aux collectivités se préparant à la fin du nucléaire en Allemagne.

Ces réductions d'effectifs viennent s'ajouter à 8.000 suppressions annoncées fin 2011. (Reuters 10.08)

3- Corée du Sud

Renault entend tailler sévèrement dans les effectifs de sa filiale sud-coréenne, dont les ventes chutent face à la concurrence de Hyundai-Kia et que le constructeur automobile français peine à redresser malgré un plan d'économies lancé cette année.

Renault Samsung Motors, détenu à 80,1% par Renault et qui employait 5.667 personnes fin 2011, a annoncé vendredi en Corée un plan de départs volontaires susceptible, selon sa maison mère, de toucher jusqu'à quatre salariés sur cinq de l'entreprise.

Les départs se feront *"sur la base du volontariat, avec une prime pouvant aller jusqu'à deux ans de salaire en fonction de l'ancienneté*", a-t-elle précisé.

La Corée du Sud, qui était encore le troisième débouché pour le groupe (marques Renault, Dacia, Renault Samsung Motors) a rétrogradé à la septième place l'an dernier.

Même si Renault Samsung Motors exporte aussi des véhicules, ses ventes ont baissé l'an dernier de 27% à 118.135 unités. Au premier semestre, elles se sont encore effondrées de 41%. (AFP 10.08)

4- Grande-Bretagne

La politique d'injection massive de billets menée par la Banque d'Angleterre est en train de torpiller les réserves des gros fonds gérant les retraites des Britanniques. Les déficits des caisses de retraite ont doublé en une seule année. D'aucuns parlent, avec raison, de "*spirale de la mort*".

"*Le trou des finances des retraites, privées et publiques, en Angleterre est tout à fait considérable, puisqu'il manque 300 milliards d'euros pour honorer les engagements actuels de ces fonds. Pour les décennies à venir, ce sont entre 750 et 1050 milliards d'euros qui manquent*".

En Angleterre, le système de retraite exige une participation peu importante des employeurs et employés au système d'Etat. Il revient aux salariés d'assurer eux-mêmes "*leurs compléments de retraite, en investissant une partie de leur paye dans n'importe quel placement, immobilier, obligations ou actions, seuls ou via des fonds de pension. Le système a bien fonctionné dans les années 1990 avec la hausse de la Bourse*". Puis la chute est survenue… La prise de risque est devenue plus importante, les faillites également. L'Etat a même ponctionné les fonds de pension de 5 milliards de livres (6,5 milliards d'euros) tous les ans.

Aujourd'hui, la politique menée par les banquiers centraux britanniques consistant à pousser les rendements le plus proche de zéro rend quasiment impossible la tâche d'assurer des rendements corrects des gros fonds de retraite. Les entreprises cherchent désormais avant tout à trouver de l'argent pour combler les déficits de retraite et de fait, les budgets consacrés à l'emploi comme à l'investissement sont littéralement sabrés. C'est en effet une spirale inquiétante puisque les banques constatent, dans le même temps, que les déficits des fonds de retraite ont peu de chance d'être comblé à la lumière des perspectives économiques très moroses de l'économie britannique.

Si les Britanniques perdent leurs capital de retraites complémentaires, cela reviendrait à se contenter d'une retraite d'état : 440 euros/mois pour une personne seule et 610 pour un couple. (liesi 08.08)

ECONOMIE

1- Grande-Bretagne

Le mythique club de football anglais Manchester United devient avec son entrée en Bourse vendredi à New York l'équipe de sport la plus chère au monde.

En introduisant en Bourse 16,7 millions de titres, avec une option de surallocation de 2,5 millions supplémentaires, le club, coté sous l'acronyme "ManU", a levé 233 millions de dollars.

Cette opération le valorise à quelque 2,3 milliards de dollars, ce qui en fait "*le club de sport le plus cher du monde*", note le cabinet spécialiste des introductions boursières Renaissance Capital.

Le club a dégagé un bénéfice de 12,6 millions de livres (19,7 millions de dollars) en 2011 pour un chiffre d'affaires de 331 millions de livres (518,5 millions de dollars). (AFP 10.08)

2- Etats-Unis

Le gouvernement américain a mis fin à une enquête très médiatisée de plus d'un an pour savoir si la banque Goldman Sachs et plusieurs de ses employés, dont le Français Fabrice Tourre, avaient trompé des investisseurs en leur vendant des produits financiers avant la crise.

"*Nous sommes heureux que ce problème soit derrière nous*", a réagi un porte-parole de Goldman Sachs joint vendredi par l'AFP.

"*Après un examen attentif des informations fournies*" par un rapport parlementaire sur l'affaire, paru en avril 2011, et "*après plus d'un an d'enquête fouillée, le ministère de la Justice (DoJ) (...) et plusieurs autres agences gouvernementales dont le FBI ont déterminé qu'il (...) n'y a pas de base viable pour engager des poursuites pénales contre Goldman Sachs ou l'un de ses employés*", explique le communiqué.

En avril 2010 la Commission américaine des opérations de Bourse (SEC) avait engagé des poursuites civiles contre Goldman Sachs en l'accusant d'avoir trompé des investisseurs en leur vendant des produits financiers adossés à des prêts immobiliers à risque au moment où le marché immobilier se retournait, tout en pariant sur la chute de ces produits.

Des courriels de dirigeants de Goldman Sachs avaient notamment été révélés et qualifiaient les produits en cause de "*contrats de m....*".

Un courtier personnellement mis en cause, Fabrice Tourre, ironisait sur les "*les pauvres petits emprunteurs peu solvables*" qui ne "*vont pas faire de vieux os*".

Cette affaire avait donné lieu à une audition très médiatisée des dirigeants de Goldman Sachs et de Fabrice Tourre devant une commission sénatoriale dirigée par le démocrate Carl Levin et le républicain Tom Coburn.

Goldman Sachs avait accepté de payer la somme record de 550 millions de dollars en juillet 2010 pour mettre fin aux poursuites de la SEC.

Quelque mois plus tard, le rapport de la commission Levin-Coburn sur la crise financière avait été très accusateur pour les banques et en particulier Goldman Sachs.

Le DoJ avait également ouvert une enquête pénale, mais l'administration a donc finalement classé l'affaire sans suite.

Le sénateur Carl Levin a réagi vertement vendredi: "*Que la décision du DoJ soit le résultat de lois ou d'autorités d'application des lois faibles, les actions de Goldman Sachs (liées aux dérivés de crédits immobiliers) étaient trompeuses et immorales*" et "*ont contribué à la crise financière qui nous a presque plongé dans une deuxième Grande Dépression*".

Récemment, Goldman s'est aussi retrouvée montrée du doigt par un juge aux Etats-Unis dénonçant des conflits d'intérêt "*dérangeants*" dans le cadre du rachat d'une société de transport énergétique américaine, El Paso, par sa concurrente américaine Kinder Morgan l'an dernier.

Jeudi, Goldman Sachs avait par ailleurs indiqué que la SEC avait abandonné une autre enquête liée à des produits adossés à des titres immobiliers, mais la banque fait toujours l'objet de multiples poursuites et enquêtes liées à ses ventes de dérivés de crédits immobiliers avant la crise. (AFP 09.08)

3- Japon

Le projet du gouvernement japonais de doubler la TVA en trois ans a été adopté vendredi au Parlement après la promesse du Premier ministre, Yoshihiko Noda, d'organiser rapidement des élections qui pourraient mettre fin à son mandat.

Le vote de ce projet de loi à la Chambre des conseillers (la chambre haute de la Diète), pourtant contrôlée par l'opposition, est le fruit d'un rare compromis alors que le Japon est en proie à la paralysie politique depuis des années.

Le vote de la loi, qui relève la TVA de 5% à 10% d'ici 2015, a été perçu comme un test de la capacité du Japon à s'attaquer à sa dette publique colossale. (Reuters 10.08)

4- Inde

4.1- Le 11 Juin 2012, The Times of India titrait : les agences gouvernementales indiennes pourraient mener des cyber-attacks.

L'Inde prend des mesures pour protéger ses cyberinfrastructures et désigne les agences gouvernementales en charge de mener des cyber-attacks offensives contre d'autres pays si nécessaire.

Le 19 juillet 2012, The Economic Times, une publication du Times of India, publiait un article sous le titre: "*McAfee déclare que les réseaux électriques sont la cible prioritaire pour une attaque*"

Tom Moore, vice président de McAfee a tenu ce discours: " *Si un état voyou, un terroriste ou un mécontent voulait affaiblir une grande ville ou même un pays entier, comment pourrait-il avoir un impact généralisé, immédiat et durable ? Tout simplement par la suppression des installations qui produisent et distribuent l'énergie électrique dont tout le reste dépend… L'arme de choix aujourd'hui, n'est pas une rampe de missile mais plutôt un petit programme malin et malfaisant ("malware"), adroitement conçu pour détruire, déconnecter ou prendre le contrôle des systèmes complexes qui font marcher les réseaux.*"

DIX JOURS APRES CETTE DECLARATION, L'INDE EST ATTAQUEE

McAfee est un fabricant d'anti-virus. Le 21 avril 2010 à 14H utc, des millions d'ordinateurs sous windows ont perdu leurs accès internet et se sont mis à rebooter en boucle. Des hôpitaux ont du annuler des opérations, des chaines de supermarchés ont du fermer leurs magasins … Pompier-pyromane ? McAfee a corrigé ses programmes qui étaient la cause de ces dérèglements informatiques.

Le 30 juillet 2012, Le Telegraph publiait un article de leur correspondant Rahul Bedi. Il cite un homme d'affaires indien, Virender Kapoor: "*C'est impossible pour l'Inde de devenir une grande puissance mondiale avec de telles pannes, c'est comme si quelqu'un avait lancé une vaste cyber-attack sur les réseaux électriques.*"

Le 2 août 2012, The Economic Times, (du Times of India), publiait un article prudent sous le titre:

"*Les Hackers peuvent paralyser les réseaux électriques de l'Inde*"

New Dehli : Il est possible pour un adversaire ou un groupe de hackers de paralyser les réseaux électriques de l'Inde par le biais d'une cyber-attak…. Depuis la première panne géante de lundi, il y a eu des discussions au sein des établissements de sécurité évaluant la possibilité d'agents extérieurs menant une cyber-attack sophistiquée pour paralyser les réseaux. Les officiels en charge de l'audit ont admis que "*c'était théoriquement possible*".

Des officiels ont souligné les précédentes attaques contre les réseaux électriques américains, les centrales nucléaires iraniennes et autres faits similaires dans le monde pour mettre en garde que l'Inde devrait préparer une cellule de gestion de crise plus solide incluant une direction proactive de cyber attack.

Lors d'une interview à une télévision indienne, Mr Saxena de BSES, compagnie électrique indienne, était très affirmatif sur la qualité des réseaux actuels, conçus pour éviter les surcharges. Un tel accident ne peut arriver. "*Nous avons l'un des réseaux électriques les plus robustes du monde. Il ne serait pas sage de révéler ce qui s'est passé ce jour-là.*"

Dans un discours au sénat au sujet d'une loi sur la cyber-sécurité, le Sénateur américain Reid a cité le désastre indien:

"*Les transports ont été bloqués. Les réseaux financiers, qui sont aujourd'hui conséquents, se sont effondrés et sont en plein chaos. Il y a 600 millions de personnes sans électricité. Comme nous l'avons dit à de très nombreuses reprises, le plus grand danger pour la sécurité de notre pays aujourd'hui est cyber. Si nous ne créons pas une loi à ce sujet, la question n'est pas de savoir si notre pays va être dévasté par une cyber-attack, mais quand ?*"

Tiens, mais pourquoi ce sénateur parle-t-il d'une cyber-attack ?

Parce que c'est assez évident que c'en est une. (liesi 06.08)

4.2- Les médias, qui comme toujours racontent n'importe quoi, prenant leurs lecteurs pour de parfaits imbéciles, vous diront que cela vient du fait d'une mauvaise mousson. Un manque de pluie, qui a obligé les paysans à pomper dans les nappes phréatiques, déclenchant une surconsommation d'électricité, qui a déséquilibré le réseau électrique indien. Après, ce sont les dominos qui tombent et mettent le pays dans le noir.

L'Inde est le 6ieme producteur d'électricité de la planète, mais sa croissance démographique et économique est telle, qu'elle a du mal à répondre à la demande. L'Inde connait un déficit énergétique de 8 à 12%. C'est probablement l'un de ses talons d'Achille. Dans la nuit de dimanche à lundi, du 29 au 30 juillet, une panne d'électricité géante bloquait une grande partie du pays. 48 heures plus tard, une nouvelle panne créait à nouveau le chaos…. Pur hasard ?

GAZ, GOLD & GUERRE

Il y a quelques semaines, l'Inde défiait les Etats-Unis en concluant un accord avec l'Iran: Gaz contre Gold. Passant outre l'interdiction donnée par l'Empire de commercer avec l'Iran, l'Inde a contourné l'interdit par un troc, gaz iranien contre or indien. Ce faisant, l'Inde mettait en pratique la politique monétaire que préconisent la Chine et les rebelles à l'hégémonie du Dollar.

Ce black-out a été provoqué.

Il y 1000 manières de faire la guerre sans réveiller la masse moutonnière. Le plus simple est d'utiliser l'arsenal existant. Israël et les Etats-Unis ont développé une série de virus informatiques pour attaquer les centrales iraniennes.

Une arme informatique, mise en place par George Bush et utilisée par Barack Obama. Ce n'est pas le scénario d'un nouveau James Bond, mais les informations bien réelles que révèlent nos confrères du *New York Times*. Selon les experts du programme "*Stuxnet*" qui ont développé le virus, cette attaque aurait permis de retarder de cinq ans la mise en place du programme nucléaire iranien. Moshé Yaalon, ministre israélien des affaires stratégiques a reconnu les faits : "*il est justifié, pour quiconque considère la menace iranienne comme une menace significative, de prendre différentes mesures, y compris celle-là, pour la stopper.*" D'autres virus informatiques ont été découverts depuis "*Stuxnet*". Il y a eu "*Flame*" et plus récemment "*Duqu*", des virus dérivés de Stuxnet et donc provenant des mêmes sources.

La Guerre avec l'Iran n'a strictement rien à voir avec une quelconque menace nucléaire iranienne, faut-il encore le rappeler ? L'Iran est un état "*terroriste*" parce qu'il a dénoncé les accords américains de 73, imposant que les hydrocarbures soient facturés en Dollar. L'Iran a déclaré il y a plus de 6 ans, qu'il facturerait son gaz en Yen, en Euro, en Yuan ou en Roupie en fonction de la monnaie de ses acheteurs. Ce faisant, l'Iran a créé une lézarde dans la digue, créée pour protéger la monnaie fiduciaire américaine. Cette lézarde est depuis devenue une déchirure et c'est l'ensemble du système monétaire occidental qui s'effondre aujourd'hui sous nos yeux.

Les Maîtres du Monde d'hier n'ont pas l'intention de se laisser déposer de leur trônes sans combattre. Utilisant l'arsenal de virus informatiques à leur disposition, il leur a été facile de faire chuter la production d'électricité de l'Inde, créant instantanément un chaos total pour 700 millions d'indiens.

Réponse du berger à la bergère ?

Ce que vous ne savez peut être pas, c'est que l'Inde est l'un des pays les plus pointus en génie logiciel. Ce secteur représente plus de deux millions d'emplois directs et 4 à 6 millions d'emplois indirects. Bengalore, appelé Sillicon-City, est la Mecque de l'informatique indienne, qui a réalisé 76 Milliards de $ en 2010 et vise 225 B$ en 2020. Les Banques américaines ont beaucoup fait appel aux sociétés indiennes pour développer leurs programmes informatiques de trading électronique. Même si ce marché a fortement souffert depuis la crise des subprimes, les firmes de Wall Street sont très largement équipées de logiciels "*made in india*".

Deux jours après une cyber-attack contre les centrales nucléaires indiennes, l'un des plus gros intervenants du trading électronique de Wall-Street, Knight Capital Corp, voit son programme informatique prendre la main et semer le chaos dans les cotations de 140 actions sur le NYSE. Je parie votre hot-dog contre mon curry d'agneau, que Knight a fait développer ses programmes à l'étranger. La plupart des programmeurs se gardent une "*porte de derrière*", une entrée secrète pour aller faire des corrections de programme. Microsoft a offert une porte aux services américains, qui en usent et en abusent. Que les indiens en fassent autant, me semble de bonne guerre. Puisse t'il mettre par terre JPM de la même façon… mais peut être, l'ont ils déjà fait … ?

La première estimation évaluait les pertes brutes subies par Knight dans la journée à 440 M$, alors que leur marge du deuxième trimestre avait culminé à 30M$. Knight a du fermer ses ordinateurs cette semaine, perdant tous ses clients. Knight est en faillite. Le "*détraqueur*" a été détraqué.

A qui le tour ?

Dans cette étude réalisée par le Center for Strategy & Technology de la US-AF, rédigée en 1996 et déclassifiée depuis, où les futurologues étudiaient le rôle à venir de l'Air Force dans les années 2025, vous trouverez page 55, que "*Wall Street a été détruite en 2012 par un HERF, qui a détruit toutes les données informatiques … La tourmente économique aux Etats-Unis dura des semaines, nécessaires à la reconstruction des données*".

Si vous allez voir page 54, de ce même document, vous verrez que ce même scénario envisageait: "*en 2009, une pandémie de grippe frappa la Chine, puis se répandit rapidement partout dans le Monde… Personne ne put jamais déterminer, si le virus était du à une mutation naturelle ou à un travail de laboratoire*."

Nous sommes donc en pleine guerre, n'en déplaise aux nostalgiques des canonnades et des charges à la baïonnette, et cette guerre monétaire, bancaire, économique et informatique, est tout aussi ruineuse que les précédentes.

Donc, chers lecteurs, nous ne saurions trop vous recommander de ne pas laisser votre capital en bourse, dans les mois qui viennent. (liesi 04.08)

Haut de page

Le 12 août

CAUSERIE

Comme d'autres j'ai été informé de la lettre que le Réseau Voltaire a adressé hier à F. Hollande dont voici le contenu :

- "*M. Le président de la République française,*

Nous savons que vous êtes en contact permanent avec les milices qui ont enlevé Yara al Saleh-Abbas, journaliste de la télévision syrienne, ainsi que son équipe.

Elle va être assassinée comme d'autres journalistes syriens l'ont éré récemment.

Nous vous demandons d'exiger sa libération et celle de ses collègues au risque que vous soyez tenu responsable de ce crime."

Ce que je retiens de positif dans cette initiative, c'est qu'elle pointe la responsabilité de Hollande, ajoutons Fabius.

Suivait la liste des principaux collaborateurs de Hollande auxquels cette lettre peut être adressée :

Pierre-Rene.Lemas@elysee.fr (secrétaire général)
Aquilino.Morelle@elysee.fr (conseiller politique)
Emmanuel.Macron@elysee.fr (secrétaire général adjoint)

Nicolas.Revel@elysee.fr (secrétaire général adjoint)
Sylvie.Hubac@elysee.fr (directrice de cabinet)
Alain.Zabulon@elysee.fr (directeur adjoint de cabinet)
Pierre.Besnard@elysee.fr (chef de cabinet)
Paul.Jean-Ortiz@elysee.fr (conseiller diplomatique)
Emmanuel.Bonne@elysee.fr (conseiller Moyen-Orient)
Benoit.Puga@elysee.fr (chef d'état-major particulier)
Eric.Lavault@elysee.fr (aide de camp)
Yann.Latil@elysee.fr (aide de camp)

Complément.

A la page 9 du n°212 d'*Informations ouvrières* on trouve deux articles sur la Syrie signés François Lazar, dont nous estimons le contenu relativement correct, sauf que lorsqu'on se penche sur le titre de celui daté du 6 août on s'aperçoit qu'il s'aligne sur la propagande officielle états-unienne, qui lorsqu'elle n'accuse pas les autorités syriennes d'être à l'origine de la situation, fait un amalgame entre les mercenaires barbares qui se livrent à des massacres de civils et le régime qui y répond par la répression, ce titre s'en fait l'écho : *Répression et atrocités s'intensifient des deux côtés*.

C'est l'argument qu'exploite l'impérialisme américain en rendant le régime responsable de la situation pour justifier son soutien à ces bandes de mercenaires étrangers et son intervention militaire contre la Syrie, Hollande est sur la même longueur d'onde évidemment.

S'agit-il d'une maladresse malheureuse ou d'un choix délibéré de soutenir implicitement l'impérialisme américain ?

Quand Hollande revendique la totalité des agressions militaires contre les peuples de ses prédécesseurs à l'Elysée.

Lors d'un hommage en Isère au 88e soldat français mort en Afghanistan.

"*Ce sous-officier de 45 ans rejoint la longue et glorieuse cohorte de nos hommes tombés au champ d'honneur*", a dit M. Hollande.

De l'ex-Yougoslavie à la Côte d'Ivoire, le major a combattu "*au nom des valeurs et des principes*" de la France, a déclaré le chef de l'Etat.

François Hollande a réaffirmé que la mission des forces françaises était achevée en Afghanistan. "*Nous avions un but, un seul: permettre aux Afghans de prendre souverainement en charge leur propre destinée. Cette mission est aujourd'hui accomplie*". (AFP 11.08)

La vie quotidienne des Afghans est un enfer : "*mission accomplie*" !

A bas Hollande et son gouvernement impérialiste !

Cela vous avait-il échappé ?

Retour en 2009 et Hillary Clinton qui avoue que ce sont les États-Unis qui ont crée Al-Qaïda pour combattre les Russes.

- Hillary Clinton: Nous avons crée nos ennemis

TSCG. La "***menace sur la démocratie***", c'est aussi le PS !

Le député PS Razzy Hammadi a annoncé qu'il ne voterait pas le traité européen de Bruxelles qui vient de recevoir un feu vert du Conseil constitutionnel, jugeant que ce texte fait "*peser une menace sur la démocratie*".

Dans un communiqué reçu samedi, l'élu de Seine-Saint-Denis - benjamin des députés de gauche - écrit que "*l'austérité bat son plein en Europe*", des politiques à ses yeux "*injustes*" et "*inefficaces*".

"*Le traité budgétaire européen gravera cette politique dans le marbre, quel que soit le choix des citoyens. La règle de limitation des déficits à 0,5% nous expose au risque de voir un budget voté de manière démocratique censuré par le Conseil constitutionnel ou la Cour de Justice de l'UE*", analyse l'ancien numéro un du MJS.

"*La question du traité budgétaire, et de la menace que celui-ci fait peser sur la démocratie, se posera dès la rentrée*", observe-t-il. "*Je ne ferais pas honneur à mes convictions et mes promesses de campagne si je soutenais*" ce texte.

"*Cette position ne sera efficace que si nous proposons une direction alternative à l'Europe*", direction "*proposée par François Hollande lorsqu'il parle d' +intégration solidaire+, c'est-à-dire que tout transfert de souveraineté doit s'accompagner de plus de solidarité entre les Etats de la zone euro, et non de régression démocratique*", conclut le député Hammadi. (AFP 11.08)

Question : pourrait-il exister une politique d'austérité qui ne serait pas "*injuste*" ? C'est justement ce que prétendent Hollande et Ayrault ou encore madame Parisot. Si l'on comprend bien, si elle n'était pas "*inefficace*, il faudrait donc la soutenir ou s'en accommoder. Cela tombe bien, c'est ce qu'a toujours fait le PS dans le passé !

Dit et non-dit dans cette déclaration.

1- "*l'austérité bat son plein en Europe*", elle a été initiée par des partis (PSOE, PASOK, etc.) de l'Internationale jaune dont fait partie le PS et à aucun moment il ne s'est engagée concrètement à la combattre au côté des partis ouvriers préférant la compagnie du parti de l'ordre ;

2- "*le traité budgétaire européen gravera cette politique dans le marbre*" pour ceux qui se prosterneront devant, ce qu'il faut bien comprendre et ce que tend à camoufler toutes ces déclarations, c'est uniquement le produit de leur soumission à l'UE et à la Constitution de la Ve République garante de l'application des traités, leur incapacité ou plutôt leur refus de les remettre en cause qui donne à ce traité son aspect trompeur incontournable ;

Rien ni personne n'interdit de rejeter ce traité (et les précédents) ou de refuser d'appliquer une politique d'austérité, sauf que voilà, pour se faire il faudrait s'attaquer au pouvoir de la finance et des capitalistes et ils s'y refusent parce qu'ils sont liés au régime en place qui assure leur subsistance ;

3- "*un budget voté de manière démocratique*" qui occulte son contenu antidémocratique et antisocial qui ne le dérange pas ;

4- "*une direction alternative à l'Europe*", impossible puisque c'est l'oligarchie financière qui détient le pouvoir, pour cela il faudrait commencer par rompre avec elle, or le PS en sera toujours incapable ; n'est-ce pas ce qu'un certain L. Blum avait démontré il y a de cela 76 ans en arrière ou un certain F. Mitterrand il y a 31 ans ;

5- "*tout transfert de souveraineté doit s'accompagner de plus de solidarité entre les Etats de la zone euro*", c'est également ce que revendique Draghi, Monti, Merkel, Rajoy, Cameron, Hollande, etc... à travers leur projet d'union européenne bancaire notamment.

On voit ici que tous ces arguments se neutralisent et qu'ils laissent les mains libres aux partisans de ce traité infâme. Razzy Hammadi veut se donner bonne conscience, mais en étant incapable de se situer sur un autre terrain que celui des capitalistes, ces déclarations et gesticulations confinent finalement à l'impuissance, à laisser passer ce traité.

Réponse à Pierre Laurent (PCF)

L'antithèse de la remise en cause des Etats ou de leur souveraineté en Europe, c'est les Etats-Unis socialistes d'Europe débarrassés de l'UE et tous ses traités, de l'euro, de la Bourse, des institutions nationales dans chaque pays au service du capital, rompant avec l'ONU, l'Otan et toutes les institutions du capital à l'échelle mondiale.

Voilà une ligne politique claire, précise et cohérente, conforme au combat politique classe contre classe sur laquelle les anticapitalistes et les révolutionnaires pourraient se rassembler. N'attendez pas ou n'espérez pas que Laurent s'y rallie.

L'AFP, une officine réactionnaire.

Chez Chrysler, une course à la rationalisation depuis la crise - AFP

Extrait de cet article : "Les salaires, moitié moins élevés qu'avant la crise pour les nouveaux ouvriers, font partie des sacrifices consentis."

Pas vraiment, il s'agissait de sacrifices forcés et non "*consentis*", les ouvriers n'avaient pas le choix, il fallait bien travailler pour survivre, ce n'est pas du tout la même chose. Cela va de soi direz-vous ou c'est sous-entendu, à une nuance près cependant. Car en employant le qualificatif consenti, on fait passer à la trape la véritable dictature qu'impose le patronat aux ouvriers aux Etats-Unis.

Il est dit plus loin dans cet article que Fiat, qui a racheté Chrysler, s'est inspiré de Toyota pour réorganiser les rapports à l'intérieur

de ces usines afin de dégager un maximum de profit, et que cela s'est notamment traduit par des slogans figurant sur les murs à l'intéreur de l'usine à la gloire de l'entreprise, le capitalisme roi, quoi, pendant que les ouvriers sont surexploités.

J'ai travaillé pendant cinq ans dans une multinationale japonaise, chez Konica (ex-U-Bix). La direction japonaise voulait introduire des "*cercles de qualité*" sur le modèle de ce qui existe dans toutes les entreprises au Japon, une sorte de comités où salariés et cadres ou membres de la direction se retrouvent pour discuter des moyens à mettre en oeuvre pour augmenter la productivité pour être bref. Aussi longtemps que je suis resté dans l'entreprise ils n'ont pu créer ces "*cercles de qualité*" parce que j'y étais farouchement opposé, à l'époque j'étais délégué syndical FO, délégué du personnel et élu du comité d'entreprise. En guise de réponse, je leur ai collé une grève illimitée dont j'ai déjà parlé dans des causeries précédentes.

A ce propos je voudrais ajouter un mot.

Après cette grève, mon avenir professionnel chez Konica était compromis, c'est le genre de truc que les Japonais ne pardonnent pas, ils savaient aussi que je n'échangerais jamais mes convictions contre une promotion, entre nous, ils avaient raison de le penser, cette grève avait eu lieu en 1982 et j'ai démissionné en 1985.

Ma vie en fut bouleversée car je n'ai jamais retrouvé un poste et un statut équivalent, en restant chez Konica (comme technicien) j'étais presque assuré de pouvoir atteindre tranquillement la retraite tout en ayant un salaire très confortable. A la place j'ai hérité d'une situation instable passant de petits revendeurs en petits revendeurs, qui allait se répercuter sur mon couple et finalement précipiter sa chute, puis envisager de quitter la France une fois grillé dans ce secteur d'activité et sans diplôme à l'époque, engrangeant les périodes de travail et de chômage me rendant la vie quasi impossible.

Voilà, comment j'ai pour ainsi dire sacrifié le restant de mes jours pour une grève qui aura duré trois jour et demi pour quelque 3,5 ou 4% d'augmentation de salaire supplémentaire pour tous, que nous avons obtenus en plus de l'augmentation prévue, soit 8 ou 8,5% au total d'augmentation générale, les jours de grève et les tickets restaurants payés, cela va de soi.

Cela en valait-il la peine ? Je ne me pose pas cette question, je la laisse à ceux qui s'empressent de négocier avec le patronat au lieu de mobiliser les travailleurs et de le combattre pour conserver de bons rapports avec lui ou éventuellement leurs emplois.

Vous comprendrez mieux pourquoi je ne peux tolérer aucun compromis avec l'ennemi de classe et pourquoi je tire à boulets rouges sur ceux qui en ont fait leur marque de fabrique, je vous laisse en faire la liste, ce serait trop long ici et je n'ai pas le temps.

J'ai sacrifié le meilleur de mon existence pour respecter mon mandat syndical et mon engagement politique pour le socialisme, je n'ai donc aucune leçon à recevoir sur ce plan-là. Si vous vous demandiez encore d'où je tiens ma légitimité en tant qu'animateur d'un courant politique, vous avez la réponse.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est engagée à "*accélérer*" la fin du régime de Bachar al-Assad, à la veille d'une "*réunion d'urgence*" en Arabie saoudite des ministres arabes des Affaires étrangères sur la Syrie.

Les Etats-Unis et la Turquie envisagent d'imposer une zone d'exclusion aérienne pour aider les forces rebelles en Syrie

Face à l'intention affichée de Damas d'en finir avec ceux qu'il considère comme des "*terroristes*", Mme Clinton s'est engagée à "*accélérer la fin de l'effusion de sang et du régime Assad"*, lors d'une conférence de presse à Istanbul avec son homologue turc Ahmet Davutoglu.

"*Nous continuons à accroître la pression de l'extérieur. Nous avons annoncé hier à Washington des sanctions destinées à (...) casser les liens entre l'Iran, le (mouvement chiite libanais) Hezbollah et la Syrie qui prolongent la vie du régime Assad*", a-t-elle ajouté.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a prôné de son côté une comparution du président Assad devant la Cour pénale internationale de La Haye (CPI), dans un entretien au journal Bild am Sonntag. (AFP 11.08)

A bas toute ingérence extérieure en Syrie, c'est au peuple syrien uniquement de décider de son destin !

2- Etats-Unis

Mitt Romney, candidat du Parti républicain à l'élection présidentielle du 6 novembre aux Etats-Unis, a annoncé samedi avoir choisi comme colistier et candidat à la vice-présidence le représentant du Wisconsin Paul Ryan, réputé pour son conservatisme fiscal.

Paul Ryan, dont la famille est implantée dans le Wisconsin depuis cinq générations, est une star montante au sein du Tea Party, mouvement conservateur opposé aux impôts et favorable à la décentralisation du pouvoir, qui a aidé les Républicains à prendre la tête de la chambre des Représentants en 2010.

A 42 ans, le président de l'influente commission du Budget à la Chambre basse du Congrès a effectué sept mandats de représentant depuis sa première élection en 1998.

En janvier 2010, il a fait parler de lui en proposant un projet controversé pour réformer le code fiscal et éliminer le déficit fédéral.

Il s'agissait de réduire les impôts et de minimiser les dépenses fédérales tout en remaniant drastiquement Medicare, le programme de sécurité sociale pour les Américains les plus âgés mis en place par le gouvernement.

Mitt Romney a soutenu ce projet durant les primaires et, en jouant la carte Ryan, a fait de ce document la pièce maîtresse de sa course à la Maison blanche, augmentant ainsi les chances de voir la campagne se focaliser sur les questions de dépenses, de déficit et de sécurité sociale, plutôt que sur la création d'emplois. (Reuters 11.08)

ECONOMIE

La Bourse ou la vie

L'erreur de programmation qui a valu au courtier américain Knight Capital de perdre 440 millions d'euros soulève à nouveau la question de l'omniprésence sur les marchés de machines accusées par leurs détracteurs d'augmenter les risques et de léser les investisseurs.

Le 1er août, pour pouvoir interagir sur une nouvelle plateforme d'échange lancée par l'opérateur boursier NYSE Euronext, le courtier Knight Capital a déployé un nouveau logiciel qui s'est mis à passer, en rafale, des ordres erratiques.

Il a fallu environ 45 minutes pour l'arrêter, le temps pour Knight de perdre 440 millions de dollars.

L'omniprésence des ordinateurs sur les marchés financiers n'est pas nouvelle. La plupart des Bourses sont entièrement électroniques depuis plus de 20 ans et les quelques parquets qui survivent (Wall Street principalement) traitent un volume très marginal.

Mais depuis l'entrée en vigueur, en 2007, de réformes américaines et européennes destinées à favoriser la concurrence, la fragmentation des marchés boursiers a correspondu à l'émergence du trading haute fréquence (HFT).

Chaque jour, des millions d'ordres sont impulsés par des algorithmes prédéfinis, qui cherchent à tirer partie d'infimes écarts de prix entre plateformes boursières ou à anticiper le plus tôt possible des mouvements de marché.

Les acteurs, comme Knight Capital, qui pratiquent le trading haute fréquence, font valoir qu'il permet aux investisseurs d'obtenir le meilleur prix grâce à ces algorithmes et leur assure une meilleure liquidité, c'est-à-dire la capacité d'acheter ou de vendre à tout moment.

Pour Costis Maglaras, directeur de recherche à la Graduate School of Business de l'université de Columbia, "*les marchés sont beaucoup plus efficaces aujourd'hui qu'il y a 20 ans*".

A l'époque, fait-il valoir, "*il fallait passer par de nombreux intermédiaires et les coûts de transaction étaient élevés*".

Quant aux risques, M. Maglaras estime que, malgré l'exemple de Knight, la probabilité d'erreur est moindre qu'avant l'avènement de l'électronique.

Il souligne également qu'il existe maintenant, au sein des firmes utilisant ces algorithmes et au niveau des plateformes d'échange,

des coupe-circuits capables d'empêcher un dérapage à grande échelle. "*Parfois, cela prend quelques millièmes de seconde, parfois quelques minutes*", comme pour Knight.

Pour autant, plusieurs publications universitaires récentes sont venues relativiser les avantages que procure le trading haute fréquence aux investisseurs.

Selon Pierre-Cyrille Hautcoeur, professeur à l'Ecole d'économie de Paris, l'amélioration des prix ne bénéficie qu'à une poignée d'intervenants, mais pas aux petits investisseurs. (AFP 11.08)

Ils en sont arrivés à traquer les "*millièmes de seconde*" pour s'enrichir encore plus. Dommage qu'il nous faille un peu plus de temps pour en finir avec le vieux monde...

Haut de page

Le 13 août

CAUSERIE

J'ai adressé un courriel à l'Elysée pour exiger la libération des journalistes syriens enlevés par les mercenaires à la solde des puissances occidentales qui oeuvrent à la dislocation de la Syrie conformément à leur plan destructeur de Nouvel ordre mondial...

Je l'ai envoyé tel qu'il apparaît à l'écran parce qu'il pointe la responsabilité de Hollande et son gouvernement impérialiste, contrairement à nos dirigeants foireux qui se demandent encore si ce gouvernement c'est du lard ou du cochon, comme si le moindre doute était permis.

Nous ne pratiquons pas le double langage, et contrairement à D. Gluckstein (éditorial IO n°200 et 211), nous n'avons pas à nous défendre de faire un "*procès d'intention*" à Hollande ou son gouvernement en le caractérisant pour ce qu'il est. Nous n'avons pas à épargner, ménager ou flatter le régime, de la même manière que nous nous faisons un devoir d'assumer nos prises de position et nos responsabilités jusqu'au bout.

Cet état d'esprit minable n'aurait-il pas un rapport avec l'incapacité de construire le parti au cours des 70 dernières années. ? Ne serait-il pas révélateur d'intentions inavouables ou impossibles à justifier devant les militants, cela valait pour P. Lambert, le premier concerné.

Autre réflexion.

Chacun a bien compris ou devrait avoir compris que nous sommes face à une situation politique et sociale inextricable parce qu'en grande partie démunis pour l'affronter, le parti, pôle de regroupement de la classe n'existant pas.

Quand dans la vie on se fixe un objectif à notre portée et qu'on ne parvient pas à l'atteindre, il arrive un moment où l'on va se poser un certain nombre de questions, on va dire stop, faisons un bilan ou un inventaire du travail effectué les dernières années, essayons de comprendre ce qui n'a pas marché et pourquoi pour repartir sur de nouvelles bases une fois corrigées nos erreurs ou modifiée notre trajectoire pour se remettre sur le chemin qui nous permettra d'aller de l'avant.

Ne parlons pas du PCF qui est un parti contre-révolutionnaire, s'agissant du POI (ex-PT, ex-PCI, ex-OCI, etc.), du NPA (ex-LCR) et de LO, ces trois partis s'étaient donnés pour objectif de construire un parti révolutionnaire qui guiderait les masses au cours de la révolution prolétarienne vers la prise du pouvoir... Or ce parti n'existe pas, leurs dirigeants ont échoué à le construire, malgré tout ils sont demeurés aux commandes de leur parti respectif comme si de rien n'était, comme si finalement ils n'en portaient pas la responsabilité, pour mille fois moins que cela un responsable de cellule ou section, de rayon, de secteur ou de fédération était remplacé par un autre ou viré.

Ces dirigeants étant finalement inamovibles quoi qu'il arrive, élus à vie pour ainsi dire, on évitera ici de se livrer à une analogie avec d'autres partis dont c'est également le mode de fonctionnement pour ne pas être accusé de procéder à un amalgame douteux, alors qu'en réalité cette analogie serait pertinente ou appropriée, leur parti s'identifie totalement à leur incurie politique au point d'en avoir épousé les contours et le contenu ou l'orientation politique. Il y règne une sorte d'omerta ou loi du silence malsaine au sein de ces partis, où pourtant des militants affirment ou se plaignent (anonymement par crainte de représailles violentes) avoir avalé de nombreuses couleuvres au cours des décennies précédentes, sans qu'aucun dirigeant ne parvienne à se distinguer du lot et à constituer une alternative à la direction en place ou un pôle de regroupement de militants restés fidèles à la révolution socialiste.

Tous ont repris à leur compte l'orientation impulsée par P. Lambert dès le lendemain de la Seconde guerre mondiale qui prévaut encore aujourd'hui, qui consistait essentiellement à militer dans les syndicats, à s'adresser aux syndicalistes qui étaient réputés être l'avant-garde de la classe ouvrière, le creuset à partir duquel il serait possible de construire le parti, oubliant ou feignant d'oublier plutôt l'avertissement de Trotsky qui avait défini par avance ces nouveaux militants comme l'aile droite du parti, au point que ces partis se sont droitisés au fil du temps, ce qui ne sautait pas aux yeux tant qu'il y avait encore des miettes à grappiller aux capitalistes, le fameux "*grain à moudre*" de Bergeron, des victoires partielles ou temporaires arrachées suffisaient à le camoufler et confortaient les dirigeants à leur place, tandis qu'on s'éloignait un peu plus chaque jour de notre objectif au lieu de s'en rapprocher, ce que les uns et les autres feindront d'ignorer, minimisant au passage leur adaptation progressive aux appareils et aux institutions dont dorénavant leur existence dépend en grande partie. Ajoutons que pendant ce temps-là, le niveau de conscience des travailleurs stagnait ou régressait sans que personne ne s'en aperçoive ou n'y trouve quelque chose à redire pour finalement aboutir à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Si j'étais chirurgien et que plus de 90% de mes patients étaient morts avant d'avoir atteint un âge avancé, je me poserais des questions sur mes capacités de praticien, nos dirigeants non, ils sont satisfaits d'eux-mêmes, ils n'ont à se justifier de rien, les cadres de ces partis non plus, pour eux tout ce qui s'est produit devait forcément arriver et si nous en sommes là, cela doit être parce que toutes les routes mènent à Rome et nulle part ailleurs, tout est normal en somme, on a envie d'ajouter en guise de provocation, dans le meilleur des mondes puisque finalement il ne fallait pas espérer mieux, on devrait même en être satisfait et les remercier au passage.

Ils se sont toujours déterminés par rapport aux appareils et aux institutions, depuis la mort de Trotsky, à aucun moment ils n'ont été capables de développer une politique indépendante exclusivement placée sur le terrain de classe du prolétariat et du socialisme, préférant manoeuvrer pour s'attirer les bonnes grâces des appareils, staliniens pour les uns, farouches anticommunistes pour les autres, dorénavant ils fricotent avec des républicains, des démocrates, des élus de tous bords y compris de l'UMP, du Parti radical, des altermondialistes manipulés par les tenants de la théorie du Nouvel ordre mondial ou d'intellectuels véreux ou idéalistes.

A aucun moment, malgré cet épouvantable échec, ils ne remettront en cause la conception de la lutte de classe qu'ils avaient adoptée, et quand ils modifieront leurs stratégies, ce sera pour mieux s'adapter à la nouvelle situation ou se renier, sur le plan théorique puisque sur le plan pratique c'était déjà fait depuis longtemps, ils finiront le (sale) boulot quoi, leur parti n'ayant plus rien à voir avec les sections de l'Opposition de gauche de l'éphémère IVe Internationale, avec les enseignements de la révolution russe, donc le léninisme et le parti bolchevik. Ils vous diront que depuis l'implosion de l'URSS nous sommes entrés dans une nouvelle période, répondez-leur que ce constat valait déjà avant, que cet argument ne vaut rien.

Nous avons vécu des situations très diverses de 1945 à 2012, des situations marquées par des flux et des reflux du mouvement ouvrier, par des périodes intenses de luttes de classes, révolutionnaires ou franchement réactionnaires, par des crises économiques, sociales et politiques sans que rien n'y fasse, et tous les gains (en militants) enregistrés un jour se sont volatilisés aussi soudainement. Alors de deux choses l'une : soit nous avons des dirigeants incompétents et qui ont conscience de l'être ou corrompus ou les deux à la fois, soit Marx et Engels se sont fourvoyés lamentablement et le socialisme n'était qu'une magnifique utopie et l'humanité est vouée à sa perte prochainement, c'est l'un ou c'est l'autre.

Bien entendu, nous posons ces questions pour alimenter la réflexion des militants exclusivement sur le terrain de la lutte des classes, il ne s'agit pas pour nous de juger ici tel ou tel dirigeant, ce qui ne nous interdit pas de les caractériser sur le plan politique. Nous essayons de comprendre, sans plus. C'est le droit légitime de chaque militant ou travailleur.

Nous avons bien conscience de la difficulté pour les militants d'aborder sereinement ces questions dans la mesure où ils sont eux-mêmes gangrenés par les idées qu'on leur a mis en tête ou qu'ils ont copiées chez leurs dirigeants, c'est comme autrefois chercher à convaincre un homme que la terre était ronde et tournait autour du soleil, alors qu'il était convaincu à la suite des théologiens qu'elle était plate et au centre du système solaire ou de l'univers, au risque d'être excommunié, vous d'être marginalisé, poussé à la démission ou viré, j'ai parfaitement conscience de cette difficulté.

Cela n'engage que moi, j'estime qu'aucun parti ou aucune formation politique existant aujourd'hui ne peut constituer sérieusement la base du parti que nous devons impérativement construire le plus rapidement possible. Il ne faut pas désespérer pour autant, nous sommes à l'aube d'une nouvelle étape de la lutte des classes à l'échelle mondiale, de profonds bouleversements sont à venir, la réaction va amplifier son offensive contre les travailleurs en Europe notamment, bien des travailleurs et des jeunes surtout ne sont pas prêts à accepter d'être réduits en esclavage par l'oligarchie financière qui contrôle le monde, la situation sociale et politique va devenir explosive aux quatre coins du monde sur tous les continents, les peuples aspirent à vivre mieux, tandis que les nantis entendent leur pourrir la vie comme jamais depuis plus d'un demi-siècle, cette contradiction porte en elle la guerre et la révolution, c'est dans cette perspective qu'il faut se disposer, la lutte à mort entre la barbarie et le socialisme.

Essayons d'aborder sereinement cette situation, ce n'est pas facile, rien n'a jamais été facile, attendons-nous à connaître des moments extrêmement difficiles et douloureux, c'est inévitable, les sacrifices sont incontournables, à nous de faire en sorte qu'ils ne soient pas été vécus en pure perte et qu'à l'issue de ce combat notre classe sorte victorieuse, que l'humanité avance enfin en paix vers le socialisme et la liberté.

Une dernière métaphore. Nos dirigeants sont comme des médecins au chevet d'une personne souffrant d'une gangrène à un pied menaçant de l'emporter, qui s'acharnent à vouloir le soigner au lieu de l'amputer pour lui sauver la vie, ils prolongent inutilement ses souffrances et ils précipitent sa fin.

Terminons en insistant : il y a urgent dorénavant. Ensuite, à chacun ses responsabilités. La violence de mon discours n'a pas pour objet de liquider les dirigeants, ils méritent autant de respect que chaque militant, mais de les faire réagir, s'ils en sont encore capables, en désespoir de cause puisque malheureusement nous en sommes rendus là, on ose l'espérer, certains diront que c'est se faire des illusions, je leur répondrai qu'on n'a pas vraiment le choix, à moins qu'ils aient autres choses à proposer, on attend leur copie.

Bonne semaine à tous.

Les vétérans US des guerres au Moyen-Orient manifestent et rendent leurs médailles

http://www.dailymotion.com/video/xr6886_les-veterans-us-des-guerres-au-moyen-orient-manifestent-et-rendent-leurs-medailles_news

Tandis que les militaires les plus gradés au sein de l'Otan œuvrent pour les intérêts mercantiles des factions oligarchiques à la tête du cartel bancaire, il est intéressant de voir l'attitude d'anciens militaires américains, des "vétérans", qui refusent de garder les médailles reçues au nom de la guerre au terrorisme.

Ils sont de plus en plus nombreux à comprendre qu'ils ont risqué leur vie pour la conquête du pétrole en Irak ou ailleurs, pour les intérêts de quelques factions richissimes d'hommes d'affaires, et que les sujets de LIBERTÉ ou de DÉMOCRATIE n'étaient qu'une vaste fumisterie. (liesi 11.08)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

L'Italie n'a pas besoin de l'aide des fonds européens de secours, "*la seule chose qui serait utile c'est un peu de tranquillité sur les marchés*", a déclaré dimanche le ministre italien de l'Economie Vittorio Grilli dans un entretien au quotidien Repubblica.

En outre, le gouvernement poursuivra la réduction des dépenses publiques, baptisée "*spending review*", sans se contenter de sabrer dans les ministères dont les effectifs chiffrés à 170.000 salariés ne représentent "*que 5% des 3,3 millions de personnes travaillant pour des organismes publics*".

"*Il faut réorganiser en profondeur la fonction publique*", a estimé le ministre, en souhaitant un désengagement total de l'Etat de la myriade de sociétés locales d'électricité, de collecte des déchets ou traitement des eaux usées, afin de favoriser la concurrence et une baisse des tarifs.

L'Etat doit en revanche conserver ses participations dans certains secteurs stratégiques, a estimé M. Grilli en disant vouloir créer un "*Pôle des grands réseaux*" avec Snam, Terna et Fintecna. L'Etat maintiendra aussi une "*golden share*" d'au moins 30% dans des firmes clés comme Eni (pétrole, gaz), Enel (électricité) et Finmeccanica (défense, aéronautique) qui "grâce à la présence en leur sein d'une composante publique et privée sont plus solides". (AFP 12.08)

2- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a ordonné dimanche la mise à la retraite du maréchal Hussein Tantaoui, tout-puissant ministre de la Défense qui a conduit la transition après la chute, en février 2011, du président Hosni Moubarak.

Selon le porte-parole de la présidence, le chef de l'Etat a également mis à la retraite d'office le général Sami Ena, chef d'état-major des armées.

Les deux officiers sont nommés conseillers auprès du chef de l'Etat, qui est issu des Frères musulmans. Ces mesures prennent effet immédiatement.

Le président Mohamed Morsi a également abrogé un décret constitutionnel pris par l'armée peu avant son élection qui visait à rogner ses prérogatives.

"*Les décisions que j'ai prises aujourd'hui ne visaient pas certaines personnes et n'avaient pas non plus pour but de gêner les institutions, et ce n'était pas non plus mon but de restreindre les libertés*", a déclaré Morsi lors d'un discours prononcé à l'occasion du mois sacré du ramadan.

"*Je n'ai pas voulu envoyer des messages négatifs à propos de qui que ce soit, mais mon objectif était de servir cette nation et son peuple*", a-t-il ajouté en rendant hommage au travail des forces armées.

Le général Mohamed al Assar, promu dimanche vice-ministre de la Défense, a expliqué que la décision du chef de l'Etat de mettre le maréchal Hussein Tantaoui à la retraite avait été prise après des consultations avec l'intéressé et le Conseil suprême des forces armées (CSFA) qu'il présidait.

Le maréchal Hussein Tantaoui est remplacé aux postes de ministre de la Défense et de président du CSFA par le général Abdellatif Sisi.

Le général Sidki Sohbi succède quant à lui au général Sami Enan à la tête de l'état-major. Ce dernier, âgé de 64 ans, a longtemps été considéré comme très proche des Etats-Unis, qui financent en grande partie l'armée égyptienne.

Le président Mohamed Morsi a également nommé un magistrat, Mahmoud Mekky, au poste de vice-président de la République. Ce juge a pour frère le nouveau ministre de la Justice, Ahmed Mekky. (Reuters 12.08)

ECONOMIE

Italie

La compagnie sicilienne Windjet, au bord de la faillite et dont les négociations pour un rachat par Alitalia ont échoué, a stoppé ses opérations dimanche à minuit, ses vols étant pris en charge moyennant un supplément par d'autres compagnies, au grand dam des passagers.

Windjet aurait rencontré des problèmes d'approvisionnement en carburant et aurait déjà dû restituer des avions en leasing à une société en Irlande, ce qui aurait précipité l'interruption des vols.

Selon l'Enac, d'ici à octobre, 300.000 voyageurs avaient réservé des vols sur Windjet.

Windjet a interrompu ses vols après la rupture par Alitalia de négociations qui duraient depuis des mois pour le rachat de la low cost en difficultés. (AFP 12.08)

Haut de page

Le 14 août

CAUSERIE

Chaque jour j'actualise le site uniquement à partir des infos délivrées par les agences de presse et quelques médias. C'est exceptionnel que j'aille voir ce qui se dit ailleurs sur Internet pour traiter l'actualité quotidienne. Et étant en Inde, je ne lis aucun journal, je n'écoute aucune radio et je ne regarde aucune télévision. Et quand je mets en ligne des articles de sources diverses, c'est toujours une fois que j'ai terminé le boulot du jour.

Quand j'utilise comme support de réflexion ce que j'ai été glané sur d'autres portails, c'est généralement le soir ou quand je n'avais rien d'autres de plus importants à faire. Neuf fois sur dix, je n'apprends rien ou je perds mon temps à aller sur ces portails. J'essaie de rationaliser au maximum mon travail et le temps dont je dispose. Voilà, vous savez tout.

Les agences de presse relais du discours officielle ou porte-parole de ceux qui détiennent le pouvoir.

AFP- "La reprise d'une économie tirée par la consommation intérieure est entravée par l'austérité budgétaire imposée au pays surendetté par ses bailleurs de fonds (UE, BCE et FMI) et par le retard pris dans les réformes structurelles."

En déplorant "*le retard pris dans les réformes structurelles*", l'AFP signifie que les salaires des travailleurs des secteurs privé et public, le niveau des retraites, l'ensemble de nos droits sociaux et l'existence des services publiques sont la source de la crise, de l'endettement des Etats, du chômage, de la pauvreté, de la guerre, de tous les maux de la société...

Les agences de presse sont des officines qui relaient au quotidien la propagande officielle auprès des différents médias, journaux, radios et télévisions. Elles remplissent un rôle similaire aux agences de notation dans le domaine de l'information et sur le plan politique. Stratégiquement, elles répondent aux besoins exprimés par l'oligarchie financière.

Un autre exemple.

Reuters- L'ambition chinoise menace l'unité de l'Asie du Sud-Est.

De quoi s'agit-il en réalité ? Du rapprochement entre la Chine et le Cambodge, ainsi que le Laos et la Birmanie, présenté par les Philippines comme une menace pour l'indépendance de ces pays et qui ne plaît pas aux Américains. Il se trouve que les Philippines (et le Vietnam) sont un allié des Etats-Unis avec lesquels ils ont signé un traité de coopération militaire.

Voici comment Reuters présente la situation.

- Le mois dernier, un sommet des ministres des Affaires étrangères de l'Asean s'est conclu sans communiqué commun pour la première fois en 45 ans, un résultat attribué par les Philippines au blocage de Pékin, qui aurait, selon Manille, poussé le Cambodge à refuser toute mention des disputes en mer de Chine méridionale.

Les Etats-Unis, attirés par la croissance économique dans la région, se sont rapprochés, suivant leur stratégie dite du "pivot", de plusieurs pays de l'Asean, notamment le Vietnam et les Philippines, en signant des traités de coopération militaire qui les ont renforcés dans leurs disputes territoriales face à la Chine.

Donc la réalité est toute autre que celle figurant dans le titre de cet article, ce sont les Américains qui par le biais de gouvernements qu'ils ont corrompu, essaient de monter les différents pays de la région contre la Chine pour assurer son développement économique en Asie du Sud-Est et contrecarrer les ambitions chinoises.

Semer le désordre et en accuser ses ennemis pour en tirer les marrons du feu, au Moyen-ou Proche-Orient ou en Asie du Sud-Est ou encore en Europe, la stratégie américaine pour conserver sa place hégémonique dans le monde.

A bas le gouvernement des nantis et du chômage !

L'homme de 51 ans, dont le Revenu de solidarité active (RSA) était suspendu depuis le mois de mai, qui s'était immolé mercredi dernier dans les locaux de la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Mantes-la-Jolie (Yvelines), est décédé ce week-end, a-t-on appris lundi auprès du ministère des Affaires sociales.

Marie-Arlette Carlotti, la ministre déléguée chargée de la lutte contre l'exclusion, a estimé après ce décès qu'il était "*indispensable d'accompagner les allocataires de manière continue*".

"*Ce drame nous rappelle qu'il est important d'éviter toute rupture dans le suivi des personnes et qu'il est indispensable d'accompagner chacun de manière continue*", a-t-elle déclaré dans un communiqué. (Reuters 13.08)

Gardez vos sentiments hypocrites pour vous !

Ce que ce monsieur avait besoin comme des millions d'autres dans son cas, c'était un travail et un salaire qui lui permettre de vivre décemment, mais cela c'est au-dessus des moyens du PS, devant ce drame on a envie de dire à madame Carlotti : vous et votre gouvernement dégagez ! Place au gouvernement des travailleurs par eux-mêmes et pour eux-mêmes ! Dans lequel évidemment le PS n'aura pas sa place.

Quand on dit que le PS gère les affaires courantes pour le compte des capitalistes, on peut préciser, et les pompes funèbres, on ne fait que dresser un constat. Sans appel et sans recours possible : A bas le PS !

Le travail ne paie pas !

Le gouvernement prévoit de dépenser entre 4 et 6 millions d'euros pour les primes des athlètes (Jeux Olympiques et Paralympiques compris).

Pour récompenser nos médaillés olympiques, l'Etat a prévu de leur verser une prime. Ainsi, un champion olympique se verra verser 50.000 euros, le vice-champion 20.000 euros et le médaillé de bronze 13.000 euros.

François Hollande a promis que les sportifs pourront étaler ces revenus exceptionnels sur plusieurs années. Un moyen de leur éviter de se retrouver dans une tranche d'imposition trop élevée, car après tout, ils sont la fierté de leur pays.

Côté athlètes, Yannick Agnel, grâce à ses deux médailles d'or et sa médaille d'argent touchera 120.000 euros. Camille Muffat qui cumule trois médailles, or, argent et bronze va toucher 83.000 euros. (lexpress.fr 13.08)

Un véritable gouvernement socialiste ne leur verserait pas un centime ! Le socialisme, c'est le combat contre les inégalités et les injustices, alors il ne va subventionner une entreprise qui les flatte et les entretiens en étant bâtie autour des contre-valeurs de la compétition et de la concurrence.

Le sport devrait être une question privée comme la religion : l'Etat n'a pas à financer ce genre d'activités qui n'apporte rien à la collectivité. Je serais même contre l'existence d'un ministère consacré tout ou en partie au sport.

Nager ou courrir plus vite que les autres, rien de plus inutile et débile en vérité. A l'image de leur société décadente.

ACTUALITE EN TITRES

Les atlantismes sont aussi débiles, quoique...

- L'Occident va-t-il manquer d'immigrés pour payer les retraites de ses personnes âgées ? - Atlantico.fr

Il suffirait de donner un travail et un salaire décent à chaque chômeur et l'affaire serait réglée, non ?

Non, alors pourquoi ? Pourquoi tiennent-ils tant à recourir à des travailleurs immigrés au lieu d'employer la main d'oeuvre sur place qui est au chômage ? Parce que ces travailleurs immigrés accepteraient des conditions de travail et de vie que les travailleurs vivant en France n'acceptent pas.

On doit donc en déduire que c'est un moyen pour le patronat d'accroître la pression sur les travailleurs vivant en France pour qu'ils finissent par accepter de travailler pour n'importe quel salaire et vivre dans n'importe quelles conditions. Vous avez une autre explication plausible ? Sans parler des conséquences détestables produites par cette concurrence au sein de la classe ouvrière ou des masses exploitées.

C'est un moyen comme un autre de dresser les travailleurs les uns contre les autres et de faire baisser le coût du travail, question qui apparemment à échapper à nos internationalistes de salon qui s'étonnent de la montée de l'extrême droite, alors que de concert avec le gouvernement et le patronat ils la favorisent.

A force de charger une mule, elle finit par s'écrouler sous le poids insupportable de son fardeau, et personne ne viendra à son secours pour la soulager ou pire encore.

A force de tout confondre, on finit par combattre contre son propre camp.

Je suis pour l'ouverture des frontières, pour leur disparition, à condition que cela soit réalisé par un gouvernement ouvrier révolutionnaire une fois la révolution permanente ayant fait son oeuvre et le capitalisme éradiqué à l'échelle de l'Europe au minimum. Dans le cas contraire, cela se retourne forcément contre les travailleurs, ce dont nous sommes témoins tous les jours. Je suis contre Schengen, pour le rétablissement du contrôle des frontières tel qu'il existait auparavant.

Il est criminel d'encourager l'immigration illégale comme le font les ouvrièristes ou les tiers-mondistes qui apparemment ont perdu la faculté d'analyser sereinement et librement la situation et de faire la part des choses.

Affairistes contre aristocrates.

- Pour Fillon, Hollande "*doit abandonner ses postures bourgeoises*" - L'Express.fr

Hollande est là pour gérer tranquillement les affaires courantes du régime jusqu'à la fin de son mandat et pas davantage. Il agit sur ordre tout en devant sauver les apparences, expérience périlleuse s'il en est. En échange de quoi, lui et sa horde de tartufes professionnels, de pique-assiette et de bras coupés bénéficient d'avantages que leur octroie généreusement la classe dominante pour service rendu, c'est la moindre des choses entre gens du même monde, n'oublions pas qu'il y a des aristocrates, des banquiers et des grands bourgeois dans leur parti respectif.

Qu'à l'UMP ils aient du mal à le supporter, c'est normal, ils sont mauvais joueurs, habituellement ils ne trouvent rien à redire à faire tourner les plats du moment qu'ils sont servis les premiers, qu'ils ne se plaignent pas, au second tour il reste encore des morceaux de premier choix, où cela se gâte par exemple, c'est quand il ne reste plus que les rogatons ou les miettes, qu'ils demandent à Mélenchon et Laurent ce qu'ils en pensent.

Fillon est hypocrite en attaquant Hollande sur la Syrie, car il est parfaitement informé de la situation et lui aussi il est aux ordres de Washington. L'un comme l'autre sont incapables d'avoir une politique indépendante de l'impérialisme américain, voilà ce qu'il faut conserver à l'esprit.

Pour le moment, vous avez pu observer la bienveillance que manifeste l'oligarchie financère américaien et les agences de notation envers le gouvernement français, croyez-vous sérieusement que ce serait sans contrepartie ? Fabius est en train de faire la tournée de tous les pays du Proche et du Moyen-Orient, certainement pas pour admirer le paysage, sans doute pour peaufiner son soutien à l'agression américaine contre la Syrie une fois assuré de l'engagement à leurs côtés des principaux gouvernements de la région.

La différence entre Hollande et Fillon, c'est que le premier est aux commandes et il doit impérativement tenir compte de la stratégie américaine avant d'agir, alors que Fillon ne peut que gesticuler ou manoeuvrer en coulisses.

Ajoutons que par sa position Hollande a des comptes à rendre à la population, ce qui n'est pas le cas de Fillon qui a les mains et la langue plus libres pour faire feu de tout bois. Ils passent leur temps à s'accuser mutuellement des mêmes erreurs ou tares ce qui contribue à les décrédibiliser un peu plus chaque jour aux yeux des travailleurs, soyons patient en attendant la suite qui ne tardera pas à venir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Tewfik Okacha, le propriétaire de la télévision Al-Faraïn (Les Pharaons), très hostile aux Frères musulmans dont est issu Mohammed Morsi et au président lui-même, est accusé d'avoir «*incité au meurtre*» du chef de l'Etat, a précisé le porte-parole du Parquet, Adel Saïd.

Islam Afifi, le rédacteur en chef d'Al-Dostour, se voit pour sa part reprocher d'avoir publié «*des informations et rumeurs mensongères*» ayant porté atteinte au chef de l'Etat et pouvant «*nuire à l'intérêt général et déstabiliser*» l'Egypte.

Les deux hommes, visés par plusieurs plaintes, devront comparaître devant le tribunal pénal du Caire, selon Adel Saïd. Dimanche, le Parquet avait annoncé les avoir placés sur la liste des personnes interdites de voyager.

Al-Faraïn a été frappée il y a quelques jours d'une suspension d'un mois et pourrait être définitivement fermée après que son patron, qui présente une émission, a été accusé d'avoir «*incité au meurtre du président Morsi et au renversement du pouvoir*».

Samedi, la justice avait en outre demandé de saisir les exemplaires du quotidien Al-Dostour, visé par des plaintes pour «*offense au président*» Morsi.

Ces incidents font craindre un tour de vis généralisé dans le milieu des médias, où beaucoup dénoncent ce qu'ils qualifient de volonté de contrôle de la presse de la part des Frères musulmans. (liberation.fr 13.08)

SOCIAL

1- France

La CGT de PSA Rennes-La Janais a affirmé lundi dans un communiqué son opposition à un éventuel transfert de la fabrication de la Peugeot 508 vers l'Allemagne, évoqué samedi par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

"*L'arrêt de la 508 à Rennes serait un nouveau coup porté aux salariés de ce site, déjà impactés par un plan social prévoyant 1.400 licenciements économiques*" sur 5.600, souligne la CGT.

"*Rennes doit conserver la fabrication de la 508 et la direction doit dès à présent assurer une activité industrielle après la C5*", insiste-t-on également.

"*Après le gel du projet X8 qui devait remplacer la C5 à Rennes La Janais, les annonces de la presse allemande font l'effet d'une douche froide, en confirmant que la direction de PSA ne veut pas non plus produire en France une partie des moyens et gros modèles (segments C et D) et qu'elle préfère pouvoir y associer l'image de marque +made in Germany+*", poursuit la CGT.

Selon le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) paru samedi, GM souhaite transférer la production de deux modèles de PSA, la DS5 et la 508, à l'usine Opel de Rüsselsheim, près de Francfort, à partir de 2015-2016.

La Citroën DS5 est actuellement produite à Sochaux, la Peugeot 508 étant produite près de Rennes. (AFP 13.08)

Cela confirme ce que j'ai écrit récemment : dorénavant c'est GM, les Américains qui dirigent PSA avec les conséquences qui commencent à tomber.

2- Etats-Unis

Motorola Mobility va supprimer 4.000 emplois, soit 20% de ses effectifs, et fermer près d'un tiers de ses bureaux dans le monde, a fait savoir lundi sa maison mère Google.

Ces suppressions de postes auront lieu pour un tiers aux Etats-Unis, mais Google n'a pas précisé quels seraient les sites affectés.

Ces annonces ont fait grimper l'action Google à Wall Street, et Morgan Stanley a relevé sa recommandation sur le titre à "*surpondérer*". (Reuters 13.08)

ECONOMIE

1- France

Le déficit des paiements courants de la France s'est creusé en en juin pour s'inscrire à 4,9 milliards d'euros après 4,0 milliards, un chiffre révisé, en mai, selon les chiffres publiés lundi par la Banque de France.

Toutes les grandes composantes de l'indicateur se sont dégradées en juin : le déficit des échanges de biens a atteint 6,3 milliards, l'excédent des services a diminué à 1,5 milliard et l'excédent des revenus à 2,8 milliards. Les transferts courants sont restées stables à -3,0 milliards.

Le compte financier a été négatif de 7,7 milliards alors qu'il avait été positif 5,6 milliards d'euros en juin.

Les investissements directs français à l'étranger ont bondi à 11,6 milliards après 6,0 milliards tandis que les investissements directs des non-résidents en France ont progressé à 6,1 milliards contre 4,5 milliards.

Les investissements de portefeuille se traduisent par des entrées de capitaux de 61,9 milliards d'euros après des sorties de 19,8 milliards en mai.

Les non résidents ont acquis pour 15,8 milliards d'euros de titres français après 10,7 milliards d'euros. (Reuters 13.08)

2- Grèce

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce s'est contracté de 6,2% au deuxième trimestre 2012 sur un an, après une contraction de 6,5% au premier trimestre, selon les premières estimations rendues publiques lundi par l'autorité des statistiques grecques. (AFP 13.08)

Haut de page

Le 15 août

CAUSERIE

Je viens d'avoir deux expériences intéressantes avec des Indiens de classes différentes.

La première, un soir dans la rue en me baladant avec mon chien j'ai eu une conversation avec un couple d'Indiens appartenant à la petite-bourgeoisie. Je leur dis qu'une de mes connaissances est allé dans une nouvelle clinique dentaire flambante neuve à Pondichéry et qu'il a payé très très cher le traitement de quelques dents. J'ajoutais que c'était honteux car 90% de la population n'a pas les moyens d'accéder à ce genre de traitement. La femme me répondis que les pauvres pouvaient aller à l'hôpital général de Pondichéry. Je lui répliquais qu'ils n'auraient pas accès aux mêmes technologies et qu'ils risquaient fort une infection, cet hôpital est dénommé "*le mouroir*" par les Indiens.

La discussion en est restée là, après lui avoir dit que cette différence de traitement en fonction des revenus était injuste et injustifiable. On a là l'état d'esprit misérable des nantis qui estiment normal leurs privilèges. Avant de les quitter, je leur ai quand même dit que j'estimais normal que la totalité de la population bénéficie des mêmes droits sociaux.

La deuxième, ce matin un de mes beaux-frères débarquent avec un de ses copains et sa fille d'une douzaine d'années, elle est en 5e au collège, que j'ai connu il y a 20 ans. Ils venaient de France pour demeurer en Inde. Il ne maîtrisait pas le français, mais nous avons pu discuter un peu, sa fille faisant la traduction.

Je lui demande pourquoi il a décidé de quitter la France. Il me répond que la situation avait changé. Je lui demande ce qui avait changé, il me répond avec un grand sourire le pouce levé : "*Sarkozy il était super*". Je ne m'attendais pas à cette réplique mais elle ne me surprend pas, la plupart des Indiens que je connais et qui vivent en France votent FN ou UMP, ils sont très sensibles à leurs discours racistes principalement envers les maghrébins et les Africains avec lesquels ils doivent se considérer en concurrence pour trouver un travail ou se loger. Je lui ai répondu en lui traçant un rapide bilan du quinquennat de La Talonnette, et pour finir je lui ai dit que si Sarkozy était aussi super que cela, en attendant il n'a pas été capable de résoudre ses problèmes puisqu'il est revenu en Inde où il estime pouvoir mieux vivre.

En regardant sa tête, j'ai vu qu'il faisait un effort pour relier les arguments (les siens en fait) que je venais d'exposer simplement et qui contredisaient son affirmation. Bref, j'ai vu que j'avais ébranlé ses certitudes qui reposaient à la fois sur son ignorance et la tromperie du discours de l'UMP. On en est resté là.

Ensuite j'ai demandé à sa fille si elle était heureuse de venir vivre en Inde, parce que tous les jeunes que je connais et qui ont vécu en France ne veulent surtout pas aller vivre en Inde ou y retourner vivre. Elle a commencé à me répondre qu'effectivement elle aurait préféré rester en France quand son père lui a coupé la parole, pour me dire qu'ils avaient pris la décision ensemble, sa fille se taisant et baissant la tête. Je n'ai pas insisté car il commençait à s'énerver sur elle.

En fait ils étaient venus me voir parce qu'il savait que j'avais travaillé au lycée français, il voulait que je l'aide à obtenir une bourse. Il m'a appris que l'inscription annuelle se montait à 97.000 roupies (1.500 euros environ), une somme considérable, sachant qu'il a trois enfants à scolariser. Je lui ai conseilé de rencontrer le délégué des Français de l'étranger et le député fraîchement élu, précisant qu'il obtiendrait leurs adresses au consulat, ce qui l'a satisfait, je ne pouvais rien faire de plus pour lui.

Avant de partir, je lui ai glissé que je croyais avoir deviné pourquoi il avait trouvé Sarkozy "*super*", parce qu'il s'était engagé à rendre gratuit la scolarité dans les établissements français établis à l'étranger. Je lui ai dit que c'était un grossier mensonge, car la plupart de ces établissement scolaires fonctionnent selon le droit du pays dans lequel ils sont implantés, ce qui est le cas du lycée français si je ne me trompe pas et que par conséquence si Sarkozy avait été réélu il se serait retrouvé dans la même situation qu'aujourd'hui.

Aujourd'hui je bosse, alors que c'est un jour férié, on commémore l'indépendance de l'Inde le 15 août 1947. Il y a quelques années encore on voyait des drapeaux indiens partout, sur les vélos, les rickshaws, les tableaux de bord des voitures ou des camions, à l'entrée des magasins et des échoppes, aux fenêtres des maisons, etc. En allant chercher du pain à Pondichéry, j'ai eu du mal à en apercevoir un, par contre j'ai aperçu des milliers d'Indiens pauvres ou riches le téléphone portable collé à l'oreille.

Quelques sujets de réflexion rapidement.

1- Syrie. Les deux articles sur la Syrie publiés en deux jours par des médias aux ordres, L'Express et Le Point, *L'Arabie saoudite doit être décrite comme une dictature*" et *Syrie: une chimère made in USA* montrent que l'entreprise de propagande américano-franco-britannique à laquelle participe l'Arabie Saoudite, Israël et le Qatar pour faire main basse sur ce pays est fissurée... avant de craquer définitivement.

Comme d'autres dans le monde, depuis dix sept mois je m'y emploie en publiant un maximum d'articles d'origines diverses sur la situation réelle en Syrie. J'ai arrêté de compter à 200 articles il y a quelques semaines.

2- Lybie. Rien ne se passe comme prévu pour l'impérialisme américain. Vous aurez remarqué la discrétion des médias et des différents partis après les élections qui ont eu lieu en Libye et dont on ne connaît toujours pas les résultats exacts. Tout ce qu'on sait, c'est que les islamistes ont été laminés, leur parti n'atteignant pas 20%, s'ils figurent dans la minorité ou opposition, compte tenu de la myriade de partis qui ont obtenu des élus à l'Assemblée constituante, on ne sait toujours pas qui détient la majorité, quelle est sa tendance politique, quels partis la dominent et s'il y figure d'autres partis islamiques.

Apparemment, les puissances occidentales qui ont eu la peau de Kadhafi ne sont pas parvenues à rééditer l'exploit de porter au pouvoir les Frères musulmans ou leur équivalent comme en Tunisie et en Egypte. Et en Syrie, c'est un fiasco complet. Voire les contradictions à l'oeuvre en Tunisie et en Egypte...

3- France. Quand dans certains quartiers, certaines banlieues, 40 à 50% des jeunes sont sans diplôme et au chômage parfois depuis des années, quand ils voient à la télévision des publicités pour des produits qu'ils ne pourront jamais se payer, qu'ils apprennent par les médias que les riches sont de plus en plus riches, que les patrons, les actionnaires, les banquiers se livrent à des activités illégales qui leur rapportent des millions d'euros en toute impunité, etc. il ne faut pas s'étonner qu'à un moment donné ils craquent et s'en prennent à tout ce qui représente l'Etat ou la société qui les rejette dans la pauvreté ou la précarité et dans lesquels ils n'ont rien à attendre.

C'est la misère sociale qui est à l'origine de la violence individuelle ou aveugle parfois de certains jeunes poussés au désespoir, c'est donc l'Etat et ses représentants qui doivent seuls en porter la responsabilité. En guise de réponse aux besoins sociaux urgents et légitimes de la jeunesse, comme son prédéceseur, le gouvernement des nantis n'a qu'une seule réponse : augmenter les effectifs de la police et quadriller certains quartiers de grandes villes.

De la même manière, on comprend que des jeunes plus ou moins politisés en Grèce et ailleurs, anarchistes ou non, s'attaquent violemment aux banques ou aux symboles de l'Etat synonyme d'exploitation et d'oppression, de répression, d'injustices et d'inégalités croissantes et insupportables.

Dans les deux cas, nous sommes à leur côté et non celui de l'Etat ou du gouvernement qui sont responsables de leur situation sociale quasi désespérée, sans issue.

4- Inconsistance, hypocrisie, opportunisme. Certains critiquent les Ong et autres associations à caractère sociale ou humanitaire, tandis que d'autres les encensent et en tirent profit, le POI est dans le premier cas, le NPA et le PCF dans le second, LO je n'en sais rien.

Ceux qui les vilipendent leur reproche d'être financer par l'Etat, des institutions du capital ou des multinationales, ils leur reprochent également d'accompagner la destruction des services publics. Je partage ces critiques que je trouve justifiées, par contre là où je ne comprends pas, c'est que les syndicats qu'ils soutiennent procèdent exactement de la même manière sans que cela leur pose de problèmes.

Contrairement à eux, nous demeurons fidèle à nos principes, au principe de l'indépendance du parti et des syndicats de l'Etat, nous nous prononçons contre tout financement des syndicats et des partis par l'Etat, y compris pour financer des actions internationales car nous concevons l'indépendance du mouvement ouvrier et du prolétariat vis-à-vis du capital à l'échelle mondiale puisque c'est à ce niveau que nous le combattons (également) et que nous devons le vaincre.

5- Initiative du POI. Je suis favorable à l'initiative du POI de réunir les responsables ou dirigeants de tous les partis, courants ou tendances se prononçant pour le rejet du TSCG et du MES en vue d'une action commune ou d'une manifestation nationale dans l'unité à Paris, du moment qu'elle n'aura pas pour objet de subordonner ce combat aux institutions de la Ve République, donc d'en appeler aux députés ou sénateurs, ce qui n'est pas précisé et ne le sera que lors de la tenue de cette réunion qu'ils ont fixée le 21 août prochain.

La président de la République, l'Assemblée nationale et le Sénat sont les institutions de la Ve République qui sont appelées à ratifier le TSCG sous le contrôle du Conseil constitutionnel qui en fait partie aussi. Sachant que le président de la République et que l'immense majorité des députés et des sénateurs sont favorables à ce traité, s'adresser à ces réactionnaires pour qu'ils le

rejettent relèverait du fantasme ou de l'illusion.

Cela signifie-t-il pour autant qu'il serait pour ainsi dire adopté et qu'il serait impossible d'obtenir son rejet ? C'est fort à craindre pour ne pas dire que l'affaire est entendue, bouclée quoi. Faire croire le contraire aux travailleurs et militants serait assimilable à une grossière mystification. Il faut leur dire la vérité en face.

La question n'est donc pas de savoir si ce traité sera adopté ou non puisque nous n'avons pas les moyens de nous y opposer pour qu'il soit finalement rejeté, aussi la question qu'on doit se poser est de savoir qu'est-ce qu'on peut tirer de cette bataille, de quelle manière, sur quelle orientation politique on doit la mener pour que les travailleurs et militants en tirent un enseignement et que leur conscience politique progresse, ce qui sera utile pour la suite de notre combat commun.

De deux choses l'une, soit on accorde aux institutions de la Ve République la légitimité de décider à notre place notre sort futur en adoptant ce traité inique puisque c'est le cas le plus vraisemblable, soit on lui dénie cette légitimité sachant que le contenu de ce traité est contraire aux besoins et aspirations des travailleurs qui constituent l'immense majorité de la population.

Qui détient la légitimité dans ce pays, les travailleurs qui produisent les richesses ou ceux qui sont censés représenter leurs intérêts alors que ce traité les foule aux pieds au profit des capitalistes et des banquiers ?

Donc l'adoption ou le rejet du TSCG (et du MES) pose directement la question de la légitimité des institutions en place.

J'estime que c'est sur la base de cette analyse qu'il faut définir une orientation politique tournée contre les institutions, le régime. Cela me semble d'autant plus évident que la quasi-totalité des questions auxquelles sont confrontés quotidiennement les travailleurs renvoient à l'existence de ces institutions qui légitiment la politique antisociale et réactionnaire du gouvernement et la survie du capitalisme.

Lier le combat contre le TSCG à la nécessité d'abolir les institutions de la Ve République, au renversement du régime en place pour instituer une République sociale et démocratique sur la base des besoins et aspirations légitimes des masses exploitées, voilà l'orientation politique sur laquelle je mène ce combat et j'appelle les militants combattant pour le socialisme à l'adopter.

Il est évident que la plupart des participants à cette réunion seront sur une autre ligne politique, ce n'est pas une raison pour l'abandonner ou ne pas la défendre, auquel cas nous imiterions honteusement les renégats ou opportunistes que nous dénonçons et combattons.

Je soutiens cette initiative qui a le mérite d'exister sur la base de l'orientation politique qui vient d'être exposée.

J'ai oublié de préciser que pour que le TSCG soit rejeté, il faudrait que des millions de travailleurs descendent dans la rue et se ruent à l'assaut de l'Assemblée nationale ou du Palais de l'Elysée, je ne pense pas qu'ils y soient préparés et que ce sera le cas. Quant à réunir une majorité de députés contre le TSCG, cela relève de l'imagination pure, de la mégalomanie.

Autre précision, l'avantage de l'orientation politique que je propose, c'est qu'elle se situe exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, en toute indépendance du capital et ses institutions politiques antidémocratiques et corrompues, elle permet de recruter des travailleurs et des militants sur une base politique saine, correcte, fidèle au marxisme ou au socialisme, elle répond donc également à la nécessité de construire le parti. Sinon, à quoi bon mener ce combat (comme les autres d'ailleurs), non ?

Et puis répondre favorablement à une initiative du POI ne nous lie pas les mains à ce parti et son orientation politique.

En Grande-Bretagne, pays qui n'a pas adopté l'euro, où le TSCG ne sera pas adopté, les différents gouvernements qui se sont succédés n'ont pas attendu un traité pour massacrer les services publics et appliquer une brutale politique d'austérité. Aujourd'hui en France notamment, la question de ce traité est posée, saisissons-nous de cette opportunité pour dresser les travailleurs contre les institutions, c'est leur montrer la voie, leur fixer l'objectif qu'ils auront à abattre, la tâche qu'ils doivent se donner d'accomplir pour avancer vers leur émancipation du capital.

Demain ou dans les jours qui viennent, je ferai une autre proposition politique aux partis, tendances ou courants qui prétendent ou entendent combattre pour le socialisme. Il faut absolument trouver un moyen de débloquer la situation inextricable dans laquelle nous sommes, est-ce possible, je n'en sais rien, il faut tout tenter, il faut oser. J'en ai ébauché un brouillon que j'ai envoyé à un camarade pour voir ce qu'il en pense.

ACTUALITE EN TITRES

Entre Frères.

- Morsi décore les généraux égyptiens qu'il a limogés - Reuters

- Quatorze islamistes condamnés à mort en Egypte - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

La Cour constitutionnelle allemande ne voit aucune raison de repousser sa décision attendue le 12 septembre sur la légalité du futur Mécanisme européen de sécurité (MES) et du pacte européen de discipline budgétaire.

Des universitaires allemands regroupés au sein d'un groupe appelé Europolis ont tenté lundi d'obtenir un report de cette décision en faisant valoir que la Cour de Karlsruhe ne doit pas se prononcer tant que la Cour de justice de l'Union européenne n'a pas statué sur une procédure similaire intentée par un parlementaire irlandais.

"*Repousser la date du verdict ne semble pas pour l'heure indiqué*", a dit une porte-parole de la Cour.

Europolis souhaitait en outre que la Cour de Karlsruhe consulte une juridiction supérieure, comme ce fut le cas en Irlande lorsque la Haute Cour a été sollicitée.

La juridiction allemande a dit le mois dernier qu'elle annoncerait sa décision sur la constitutionnalité du MES le 12 septembre. Cet avis sera suivi de très près partout en Europe puisque le MES ne pourra pas être mise en place sans l'aval de l'Allemagne.

Ni le MES ni le pacte de discipline budgétaire ne pourront être ratifiés sans le feu vert de la Cour constitutionnelle.

Des juristes anticipent une réponse positive, mais ils s'attendent également à ce que des limites soient posées.

Le Parlement allemand s'est déjà exprimé en faveur de l'adoption des deux textes soumis à la Cour de Karlsruhe.

Les opposants à sa mise en oeuvre, des universitaires mais également des parlementaires du propre camp de la chancelière Angela Merkel, estiment que les deux textes violent les dispositions juridiques allemandes en privant les parlementaires de leur responsabilité concernant le budget.

Sollicité, un responsable de la Cour de justice européenne a refusé de commenter ces informations, et n'était pas en mesure de dire quand la Cour rendrait sa décision sur l'opportunité de traiter ou pas la saisine du parlementaire irlandais via une procédure accélérée. (Reuters 14.08)

2- Tunisie

Environ deux mille opposants au gouvernement dominé par les islamistes ont défilé mardi à Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, à l'occasion d'une grève générale dans cette ville du centre de la Tunisie, où la contestation semble gagner du terrain. La grève était très suivie.

"*La grève générale a été suivie à plus de 90 %*", s'est félicité Ali Kahouli, porte-parole du Front du 17 Décembre, un des organisateurs. Une manifestation unitaire - regroupant l'opposition, les syndicats et représentants du patronat et de la société civile - a rassemblé jusqu'à 2 000 personnes qui ont défilé vers le palais de justice, avant de se disperser dans le calme en début d'après-midi. "*Le peuple veut la chute du régime*", ont scandé les manifestants qui réclamaient la libération d'une quarantaine de personnes arrêtées dans la région depuis la fin juillet lors de protestations contre les difficultés sociales et des coupures d'eau et électricité.

"*Nous demandons la libération immédiate de tous les détenus (...) et d'ouvrir le dossier du développement régional et de l'emploi*", a-t-il dit. De son côté, le porte-parole du gouvernement et ministre des Droits de l'homme, Samir Dilou, a jugé la grève injustifiée malgré des revendications sociales légitimes. "*Je ne pense pas que l'appel à la grève générale soit justifié (...) je pense qu'il ne*

faut pas que des considérations politiques, des partis politiques entrent en jeu", a-t-il dit à l'antenne de la radio Mosaïque FM. "*On comprend les mouvements de protestation dans certaines régions compte tenu des conditions de vie difficiles*", a-t-il néanmoins ajouté.

Le gouvernement est confronté à une vague de contestation croissante sur plusieurs fronts, l'opposition et la société civile dénonçant une dérive autoritaire et une tentative d'organiser une islamisation rampante de la société. Par ailleurs, les tensions sociales sont grandissantes en raison de la pauvreté, du chômage et de coupures d'eau et d'électricité en plein ramadan. Tunis a connu lundi soir la plus grande mobilisation de détracteurs du régime depuis des mois, des milliers de personnes ayant manifesté pour la protection des droits de la femme, menacés, selon l'opposition, par les islamistes. Enfin, douze manifestants arrêtés vendredi lors d'une manifestation réprimée près de Sfax (260 km au sud de Tunis) ont bénéficié de non-lieux lundi et mardi. Quatre syndicalistes, détenus dans cette même région, ont d'autre part été libérés après près d'un mois de détention provisoire. (lepoint.fr 14.08)

3- Bahreïn

Onze personnes ont été arrêtées lors de manifestations marquées par des violences dans la nuit de lundi à mardi dans plusieurs villages de Bahreïn, a annoncé le chef de la sécurité publique, tandis que des témoins ont fait état de tirs à la chevrotine par la police.

Selon des témoins, de nombreux chiites ont manifesté à l'appel du "*Collectif des jeunes du 14 février*", un groupe contestataire, à l'occasion de l'"indépendance de Bahreïn", sur le thème "*la fête de la liberté*".

La Grande-Bretagne a mis fin le 14 août 1971 à sa présence à Bahreïn mais cette date n'est pas célébrée officiellement. (AFP 14.08)

SOCIAL

1- Monde

58% se connectent tous les jours. Facebook comptait fin juin 955 millions de visiteurs actifs, en hausse de 29% sur un an, dont 552 millions qui se connectent tous les jours, selon des chiffres publiés par le cabinet Nielsen.

Les utilisateurs sont toujours plus mobiles : 543 millions d'entre eux se connectent au moins une fois par mois depuis un téléphone portable, un bond de 67% par rapport à 2011.

La France compte 26 millions d'utilisateurs du réseau social, dont 63% se connectent chaque jour. La moitié (13 millions) utilisent un terminal mobile pour se connecter. (LExpansion.com 14.08)

2- Afrique du Sud

La police était déployée en force mardi dans une mine de platine en Afrique du Sud, où des heurts ont fait dix morts depuis dimanche, mettant en lumière les violentes tensions entre syndicats qui s'opposent sur les revendications et les méthodes de lutte.

Les forces de l'ordre --lourdement armées-- et des hélicoptères de la police ont été déployés en force sur le site de la mine de Marikana, près de Rustenburg (nord-ouest), gérée par le troisième producteur mondial de platine Lonmin.

La chaîne d'information eNews a également rapporté qu'un camion militaire était entré mardi matin sur le carreau de la mine.

Depuis dimanche, les violences ont fait dix morts.

Le corps d'un homme fraîchement battu à mort a été découvert mardi dans une township proche de la mine, a rapporté la radio 702.

Lors d'un affrontement lundi entre mineurs et policiers qui tentaient de rétablir l'ordre, trois hommes ont été abattus par balles -- selon la police qui a invoqué la légitime défense-- et deux gardiens de la paix lynchés.

Durant le week-end, deux gardes de sécurité ont péri lorsqu'une bombe incendiaire a été jetée sur leur voiture et deux mineurs ont été tués: le premier abattu alors qu'il se rendait au travail et le second déchiqueté à coups de machette dans son dortoir.

"*La production a été gravement perturbée depuis le vendredi 10 août à la suite d'une grève illégale des foreurs et de l'augmentation des cas de violence et d'intimidation*", a déploré le groupe dans un communiqué.

"*La production est arrêtée. La situation est très tendue (...) Si les gens ne se sentent pas en sécurité, ils n'iront pas au travail*", a ajouté à l'AFP Tanya Chakanza, responsable des relations investisseurs du groupe.

Les mines sud-africaines ont déjà connu à plusieurs reprises des affrontements meurtriers dans le passé, généralement lorsque des travailleurs appartenant à certains syndicats ont refusé de suivre les appels à la grève lancés par d'autres, ou ont refusé de mettre fin à des mouvements.

Deux travailleurs avaient été tués en février dans une mine appartenant à Impala Platinum, également à proximité de Rustenburg, pendant une longue grève qui a obligé la mine à fermer ses portes pendant plusieurs semaines.

Mais les affrontements à Marikana, opposant la puissante Union nationale des mineurs (NUM) et le petit syndicat AMCU, qui regroupe des employés des mines et du BTP, sont parmi les plus violents de ces dernières années.

L'AMCU est le fruit d'une dissidence de la NUM et a recruté en promettant de négocier d'énormes augmentations salariales, visiblement irréalistes. Sa campagne de recrutement a été décrite par de nombreux mineurs et responsables syndicaux comme frôlant souvent l'intimidation.

Selon les observateurs, ces querelles violentes reflètent les luttes de pouvoir qui minent le Congrès national africain (ANC), le parti dominant en Afrique du Sud.

"*Il y a un conflit naissant entre les syndicats sud-africains, il y a des luttes de pouvoir entre les dirigeants des syndicats. Les divisions à la tête de l'ANC sont maintenant reflétées par les divisions au sein des syndicats*", constate Daniel Silke, un analyste indépendant.

Il s'agit d'une "*bataille entre un extrémisme plus populiste et un syndicat philosophiquement plus centriste*", estime-t-il.

Le secteur minier est le plus grand employeur privé en Afrique du Sud, qui possède l'une des populations actives les plus syndiquées dans le monde. (AFP 14.08)

ECONOMIE

1- Espagne

La dette nette des banques espagnoles envers la Banque centrale européenne (BCE) a encore franchi un seuil historique en juillet, atteignant 375,5 milliards d'euros, selon les données de la banque d'Espagne publiées mardi. (AFP 14.08)

2- Etats-Unis

Le vaste plan de sauvetage du secteur automobile engagé aux Etats-Unis en 2009 coûtera 3,3 milliards de dollars de plus que prévu et devrait atteindre un montant total d'environ 25 milliards, a indiqué le Trésor américain dans un rapport consulté lundi par l'AFP.

En 2009, l'administration Obama était venue en aide à deux des "Big Three" de Detroit, les constructeurs automobiles General Motors (GM) et Chrysler, écrasés de dettes et plombés notamment par les retraites de leurs ex-employés.

Au total, 81 milliards de dollars de fonds publics avaient été débloqués sous la forme de prêts ou de subventions, en échange de sévères plans de restructuration chez Chrysler et GM, qui avaient été contraints de déposer le bilan au printemps 2009 et de passer partiellement sous le giron de l'Etat américain, le Canada et la province de l'Ontario ayant aussi participé au plan de sauvetage.

Le Trésor américain a, depuis, récupéré une partie de ces fonds, en cash ou en actions, mais s'attend désormais à perdre dans l'opération un montant net de 25 milliards de dollars, selon le rapport de suivi du programme "Tarp" d'aide au secteur financier envoyé vendredi au Congrès. (AFP 14.08)

Haut de page

Le 16 août

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de rédiger le document annoncé hier, on verra cela demain.

Quand arrive la soirée, je me demande souvent qu'est-ce que je vais faire ce soir, en fait je n'ai que l'embarras du choix ou me détendre en écoutant de la musique. Je ne peux pas en écouter et réfléchir en même temps, par contre je peux réfléchir à plusieurs choses à la fois, cela fait partie des mystères ou des caprices de notre cerveau.

On pourrait s'essayer à une analyse de la situation mondiale en tenant compte de ses derniers développements, à grands traits, sans rappels historiques, sans citations, sans formules apprises par coeur, sans répéter ce que d'autres ont dit ailleurs, sans chercher à théoriser ou faire de grands discours bourrés d'implicites ou de sous-entendus qui échappent à la plupart des lecteurs, non quelque chose de simple, d'accessible à tous. On va essayer de faire court et précis.

L'air de rien, c'est un exercice périlleux, sans filet, c'est votre crédibilité qui est en jeu, rien de moins. D'où le reflex de reprendre une analyse déjà formulée par d'autres et de se planquer derrière, c'est plus confortable mais cela n'apporte rien, or aujourd'hui, comme toujours d'ailleurs, on a besoin impérativement d'aller de l'avant pour ne pas être broyé par le rouleau compresseur de la machine infernale en marche pour imposer un Nouvel ordre mondial qui est voué à l'échec, sauf s'ils parviennent à mater le prolétariat, notre devoir est de tout faire pour qu'ils n'y parviennent pas.

On pourrait commencer par la toile de fond. Quelques pays dont la superficie est énorme, la population dense et nombreuse, le sous-sol riche et le marché intérieur et l'industrie développés. Les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Brésil, et accessoirement l'Inde et l'Afrique du Sud qui font encore office de prétendants au rôle de grandes puissances. Ces pays se disputent le marché mondial. Je n'ai pas inclus l'Union européenne dans les grandes puissances parce que c'est une mosaïque d'Etats qui n'ont pas les mêmes intérêts historiques du fait de leur passé, davantage sur le plan politique qu'économique, car à terme sur le plan économique ils auront les mêmes intérêts historiques, ils auront suivi le même développement à un rythme différent et à une époque différente pour en arriver au même point où la finance prend le pas sur tout le reste ou instaure sa dictature.

L'UE est un outil de coercition des peuples, pour les asservir au capital. Pour prendre le contrôle de l'économie des Etats, ils les détruisent en les couvrant de dettes, l'austérité fait le reste.

Ces puissances luttent pour la suprématie mondiale, pour garantir leur développement futur, pour s'approvisionner en matières premières de toute sorte (on met le singulier dans le sens de n'importe lequel) : énergie, mine, alimentation.

Ils ne tiennent pas plus que cela à l'UE, c'est un outil, un moyen de parvenir à une fin qui pourra partir à la poubelle de l'histoire dès lors qu'ils l'auront atteint. Ce n'est pas une fin en soi, cela peut disparaître, tout dépend de quelle manière, par qui et pour qui, il vaudrait mieux que ce soit nous qui liquidions l'UE, ce serait une telle défaite qu'ils ne s'en remettraient jamais, il ne nous resterait plus qu'à les achever.

Pour forcer la main ou pousser les différents Etats européens à adopter des traités qui les lieraient pour le meilleur et le pire, avec un avantage certain pour le pire, l'Allemagne sert d'aiguillon, de parangon, parée de toutes les vertus avec en héritage 15 ans d'austérité derrière elle, un vrai boulet pour la classe ouvrière allemande. Les Américains se servent des Allemands pour asservir l'Europe, cela ne vous rappelle-t-il rien ? Casser les Etats de l'UE mais pas casser l'Allemagne soit dit en passant. Ils ont été jusqu'à calquer la BCE sur la Bundesbank, la Banque centrale allemande.

Les Américains ont intérêt à éliminer des concurrents potentiels dans certains secteurs d'activité qui existent dans les différents pays de l'UE, ils veulent dominer le marché mondial, rester seuls en lice ou faire partie d'une petite équipe restreinte d'Etats qu'ils chapoteraient. Ils instrumentalisent l'UE en lui donnant pour tâche de détruire les Etats, les faire disparaître et les faire réapparaître sous la forme fédérative de contrées sauvages peuplées de barbares où règne la loi de la jungle dictée par l'oligarchie financière.

Ils ont également décidé de liquider les Etats qui revendiqueraient leur indépendance vis-à-vis de l'ordre mondial et qui rejettent la perspective d'un Nouvel ordre mondial qui serait un cauchemar. Quant à ceux qui manifesteraient des velléités sur le plan économique ou qui auraient des états d'âme, ils les broient comme ils ont fait en Libye, en Egypte et en Tunisie, Moubarak et Ben Ali avaient été un peu trop loin dans la corruption sans résultats satisfaisants, ils les ont lâchés, ils ont exfiltré Ben Ali et envoyez crever Moubarak en prison. Pour finir ceux qui auraient trop d'affinités avec un ou plusieurs de leurs concurrents, les Russes ou les Chinois par exemple, ils tentent de les renverser comme ils sont en train de le faire en Syrie ou ils les disloquent comme ils ont fait avec la Yougoslavie.

Bref, les Américains sont en guerre contre la terre entière, sauf Israël. En visant l'Etat, ils visent le droit commun, ce qui a forgé une nation, un peuple, leur passé. L'Etat n'est pas indispensable et s'ils veulent les liquider au profit d'un organisme bureaucratique mondial qui fonctionnerait comme une dictature implacable et barbare, c'est aussi parce que le développement du capitalisme touche à sa fin et que la société pourrait être gérée sur la base de nos besoins ou aspirations en nous passant de l'Etat, l'humanité peut basculer dans un sens ou dans l'autre, ainsi chacun doit bien mesurer la responsabilité qui est la sienne.

Parfois on entend dire que les travailleurs ne seraient pas capables de gérer la société, mais au quotidien qui fait fonctionner la boutique sinon ceux qui bossent avec leurs bras ou leurs têtes et non les rentiers ou les affameurs. L'impossibilité d'éliminer les inégalités d'un coup ou au cours d'une courte période, ainsi que l'incapacité de tous les citoyens d'acquérir le même niveau de conscience politique, nous oblige à remplacer l'Etat actuel par un autre Etat fondé sur le social et plus le profit, qui nous servira aussi bien pour gérer la société que pour continuer le combat contre le capitalisme à l'échelle mondiale jusqu'à son éradication de la surface de notre planète, qu'il maltraite comme tout ce qu'il touche.

Parole d'internaute.

- "*Les Entreprises veulent rémunérer leurs actionnaires toujours plus et les syndicat veulent améliorer la rémunération des travailleurs toujours plus ... Les deux objectifs ne sont pas compatibles dans une économie capitaliste mondialisée. Ils sont mêmes antinomiques ... Donc, ou on invente un nouveau système ou on reste dans la confrontation et l'impasse. Les patrons ne veulent plus payer de charges sociales et les employés ne veulent pas revenir au XIX ème !*"

Voilà qui résume assez bien la situation et l'alternative devant laquelle les travailleurs sont placés : le système économique capitaliste est ou est devenu incompatible avec les besoins sociaux des travailleurs, par conséquent la confrontation entre les deux classes en présence est inévitable à un moment donné parce que les travailleurs n'accepte pas ou n'accepteront pas de revenir au XIXe siècle, et pour sortir de l'impasse actuel qui profite à la minorité d'exploiteurs illégitimes, ils doivent se préparer à cet affrontement afin de le remporter ou de prendre le pouvoir politique, condition indispensable pour passer à un "*nouveau système*" ou plutôt réorganiser la production et la société à partir des besoins et aspiration des masses, le socialisme.

Si on nous demandait sur quelle base vous comptez construire un parti de combattants conscients, nous répondrions celle-ci.

C'est simple et facile d'expliquer cela aux travailleurs sans se lancer dans de grands discours ou employer une terminologie à laquelle ils ne comprennent pas grand chose ou qui leur inspire la méfiance. S'adresser aux masses dans des termes saisissables par le plus grand nombre sans rien renier de nos principes et objectifs ne relève donc pas de l'impossible. Quant à "*l'élite*" intellectuelle, aux militants aguerris, ils peuvent s'y retrouver d'autant plus facilement, ce qui permet d'oeuvrer à la nécessaire clarification théorique et à l'unité de nos forces.

Interview (extraits) commenté de J-C.Mailly.

J'ai lu attentivement l'interview que Mailly (FO) a donné au journal *Le Monde*, je vous livre les quelques réflexions qu'il m'a inspirées.

Toutes les questions qui lui ont été posées se situaient exclusivement, strictement sur le terrain du capitalisme ou dans le cadre du régime devant lequel Mailly se tient au garde-à-vous ou se prosterne, ce qui le gênera pas et n'étonnera aucun militant, puisqu'il est corrompu par l'idéologie bourgeoise jusqu'à la moelle. Extraits.

A la question : Que vous inspire la stagnation de l'économie française depuis trois trimestres ?, il commence par répondre : "*nous sommes dans une situation de pré-récession...*", nous signifie qu'il parle en tant que représentant de "*l'économie française*", du capitalisme, des banquiers. On pourrait s'arrêter là, puisque tout est dit ici. Mais poursuivons, cela a une valeur pédagogique.

A la question : Vous n'êtes pas convaincu par le pacte budgétaire européen ?, il a répondu qu'il allait s'"*adresser aux députés pour leur demander de ne pas le ratifier*", tout comme le POI, pure coïncidence sans doute, sachant que cela ne sert strictement à rien puisque Hollande le fera adopté si nécessaire avec les voix des centristes et de l'UMP.

A la question : Vous portez ce message depuis longtemps. N'est-ce pas un constat d'échec pour le syndicalisme européen ?, il a répondu que "*la Confédération européenne des syndicats (CES) a par ailleurs pris pour la première fois une position d'opposition par rapport au traité européen.*" Ah bon! Vérifions-le immédiatement. Dans son communiqué du 29 juin publié à la suite du Sommet européen qui venait de s'achever, la CES "*considère comme positif que des mesures immédiates puissent être prises pour faire baisser les taux d'intérêt des pays sous pression des marchés*" coïncidant avec l'annonce faite par Hollande qu'il s'engageait à faire ratifier par le Parlement le TSCG le plus rapidement possible. Ensuite la CES déplorait "*les mesures envisagées sont loin d'assurer une stabilisation de la monnaie, la relance de l'économie et la baisse du chômage*", la stabilité de la monnaie et la relance de l'économie étant des revendications patronales pour engranger davantage de profits, merci pour eux, la baisse du chômage n'étant là que pour faire bonne mesure et le faire oublier.

Mieux encore, la CES se réjouit de la mise en oeuvre du MES : "*Certes, des mesures d'urgence ont été prises pour soulager directement la pression exercée sur les dettes de l'Espagne et de l'Italie puisque le Mécanisme européen de stabilité (MES) devra soutenir les banques pour alléger la dette des États*", non, pour ne pas accroître celle-ci auquel cas l'UE serait rendu directement responsable de la dette des Etats, ce qui ne doit apparaître nulle part.

Mais la préoccupation principale de cette agence du capital est ailleurs, conformément au rôle qu'elle remplie depuis sa création en 1973, demeure de maintenir les travailleurs enchaînés au capitalisme et particulièrement à l'UE dans laquelle il faut qu'ils

placent leur confiance, car il est bien connu que l'UE a été conçus pour le bonheur des peuples " *la CES doute que ces mesures soient à la hauteur des défis auxquels l'UE doit répondre pour regagner la confiance des travailleurs et des citoyens*".

Je crois me souvenir avoir lu une citation de la CES qui m'avait semblé tronquée dans Informations ouvrières il y a quelques semaines, je ne m'étais pas trompé : "*Rien ne nous permet, hélas, d'espérer que les plans d'austérité vont être stoppés. Ces plans, pourtant, ont été socialement désastreux et économiquement inefficaces. Des propositions pour une union bancaire, budgétaire et économique sont sur la table. La CES les étudiera en détail et demande, d'ores et déjà, à être consultée sur les développements qui affectent l'avenir des travailleurs et des citoyens* ".

Evidemment si on s'arrête à la deuxième phrase, on va de dire :qu'est-ce qu'elle est bien la CES. Et si on poursuivit la lecture, on arrivera à la conclusion inverse, l'union bancaire est la manière qu'ils ont trouvé pour avancer sur le plan politique vers une institution de type fédéral dans laquelle les Etats tels qu'ils existent aujourd'hui auraient été liquidés, pour forcer la main des différents gouvernements qui rechignent à avancer dans cette voie. La CES demande à être associé à la mise en oeuvre de ce mécanisme destructeur de tous nos droits et libertés et Mailly s'en flatte !

Depuis le 9 juin, la CES a pondu d'autres articles ou communiqué, celui du 6 août n'est pas mal non plus. Vous y retrouvez presque à la virgule près certaines déclarations entendues (syndicats, PCF, PG, PS) après l'annonce du plan Varin chez PSA qui finalement coïncide avec celui de sa direction :

"*Répondant à la consultation de l'Union européenne sur l'avenir de la politique industrielle, la Confédération européenne des syndicats (CES) a renouvelé son appel en faveur d'une action de l'UE en matière de restructurations et d'anticipation du changement ainsi que d'un agenda industriel favorisant les industries nouvelles, les produits et les services durables afin de garantir les emplois de demain*", PSA "*restructure*" sa production pour tenir compte de la réalité du marché, c'est un bon élève de la CES (ou plutôt l'inverse), pas par "*anticipation*" malheureusement, cela aurait été mieux qu'il ferme l'usine d'Aulnay quelques années plus tôt (EELV), etc.

L'objectif de sortir de la crise est étranger à la classe ouvrière et ses intérêts, il figure parmi la panoplie des arguments des contre-révolutionnaires, des opportunistes ou des réformistes qui s'accommodent de la survie du capitalisme, car en dehors d'une issue favorable aux exploités qui ne pourrait intervenir qu'au terme d'une révolution, la sortie ou la fin de crise signifierait que les capitalistes ont trouvé le moyen de la faire payer aux travailleurs, donc que leurs conditions de travail, de rémunération et d'existence se seraient détériorées de façon dramatique. Une fois les choses remises à leurs places, chacun aura compris qu'il s'agit d'une revendication réactionnaire.

- "*La CES répète une nouvelle fois que l'austérité ne fonctionne pas et ne fonctionnera pas davantage demain : cette politique va à l'encontre du but recherché et a échoué. L'opinion selon laquelle un assainissement budgétaire rapide rétablira la confiance et poussera les taux d'épargne à la baisse se révèle une fois encore être un mythe… Au lieu d'une concurrence pour l'emploi entre États membres, l'Europe a besoin d'investir pour sortir de la crise : des investissements structurels plutôt que des réformes structurelles », rappelle la CES.*".

Pour camoufler sa véritable nature contre-révolutionnaire, la CES se livre dans son discours à un constat que nous aurions pu établir en lui associant un élément étranger à la classe ouvrière, ici il s'agit des "investissements structurels", pour finalement mieux la subordonner au capital, c'est la même méthode qu'utilise en permanence les dirigeants syndicaux, le PCF, le PG, etc., le "but recherché" n'apparaissant pas forcément clairement consiste à faire en sorte que l'UE relayée par les différents gouvernement puisse appliquer sa politique. Un exemple.

A l'issue de son Comité exécutif des 5 et 6 juin dernier à Bruxelles, la CES a proposé "*un contrat social en faveur d'une Europe de la solidarité et de la coopération pour contrer l'Europe de la concurrence et de la déréglementation*". Diable, un syndicat révolutionnaire ! En lisant la suite on a l'impression de lire une déclaration... de Hollande sur la croissance : " *Notre message commence à passer : l'austérité a échoué. Il faut se concentrer sur la croissance* ", croissance synonyme de plus de flexibilité et de productivité, de précarité pour les travailleurs, plus de profits pour les patrons. Pour finir par un appel à l'union nationale derrière l'UE au niveau de l'Europe : "*Nous devons être, tous ensemble, à la hauteur de ce défi*", comme si l'ouvrier de chez PSA pouvait avoir les mêmes intérêt que monsieur Peugeot !

Revenons à cet interview de Mailly.

Dès qu'il s'agit des fonctionnaires, il devient prolixe, c'est sa boutique.

Question : Etes-vous prêt à accepter la stabilisation des effectifs dans la fonction publique contre une modération salariale ?

Réponse : Non. Si, pour 2012, les jeux sont faits, avec un gel des rémunérations, nous attendons de voir pour 2013. Il y a une demande de pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Nous ne sommes que le 16 août, mais pour lui 2012 est déjà terminée, et pas question d'envisager un rattrapage en 2013, nos camarades fonctionnaires sont prévenus.

C'est marrant, depuis que Hollande a été élu, on les entend tous en choeur répéter : attendons de voir ce que le gouvernement va décider, on a envie de dire à cette vermine que le travailleur qui est au chômage et n'a rien à donner à bouffer à ses gosses n'a pas le temps d'attendre que vous daignez de votre hauteur vous pencher sur sa situation.

A une question sur le smic, il a répondu "*c'est insuffisant*", mais c'est misérable oui! Dites-donc, combien vous payez-vous monsieur Mailly ? Ne doutant de rien, plus loin il a interpellé le gouverneur de la banque de France qui "*ne doit pas se rendre compte de ce que c'est que de vivre au smic*", comme quoi ils appartiennent bien au même monde !

Question : Le principe des accords compétitivité-emploi, auquel vous êtes opposé, devrait être inclus dans la négociation en septembre. Qu'allez-vous faire ?

Réponse : Tout dépend de ce qui prime dans le document d'orientation que prépare le gouvernement. A l'issue de la conférence sociale, le premier ministre avait dit que la négociation compétitivité-emploi était terminée. La feuille de route publiée juste après était plus ambiguë et nous est restée en travers de la gorge.

Mailly qui a l'air plus sympathique que Chérèque ou Thibault au premier abord est en réalité aussi détestable, car il a osé ajouter plus loin : "*Le salaire est la contrepartie de la vente de la force de travail ; je refuse qu'il fluctue en fonction de la situation de l'entreprise*", alors que chez PSA à Sevelnord, FO (notamment) a signé cet accord compétitivité-emploi infâme, cela ne s'invente pas. (28 juillet - www.luttedeclasse.org/service/texte_fo_280712.pdf), tout le reste est du baratin de bureaucrate syndical. Et comme rien ne l'arrête, à la question suivante il a remis cela : "*j'en ai assez des donneurs de leçons, qui disent que, pour sortir de la crise, il faut plus de flexibilité*, dans ce cas-là on ne signe ce genre d'accord pourri !

Là il ne s'agit pas d'attendre ce que le gouvernement va décider, c'est juste "*ambiguë*", donc impossible de se prononcer, cela revient au même. Pendant ce temps-là le gouvernement peut tranquillement affûter sa politique anti-ouvrière qu'il présentera en septembre, et les uns et les autres feront semblant de tomber des nus : ah ben alors, si nous nous attendions à cela, prenant une fois de plus les travailleurs pour des abrutis !

Je n'ai pas fait exprès de vous garder le meilleur pour la fin, sa réponse à la dernière question va vous faire marrer, vous avez le droit de vous lâcher car quel supplice de l'entendre, dire que cela existe !

Question :L'automne risque d'être fort peu propice à un mouvement d'ampleur...

Réponse : Il est difficile de dire ce qui va se passer dans les prochaines semaines. Nous sommes dans une phase où nous attendons que les choses soient éclaircies. Nous allons aussi réaffirmer nos positions.

Impayable ! Il attend ses ordres de ses maîtres !

ACTUALITE EN TITRES

Un titre d'***Informations ouvrières*** ? Non, de l'AFP.

- Syrie: l'ONU dénonce des crimes des deux côtés - AFP

Voire la causerie du 10 août.

Quand les intétêts du Figaro et des trusts pharmaceutiques coïncident...

- Le jaune d'œuf aussi nocif que le tabac pour les artères - lefigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Egypte

Le nouveau numéro deux de l'armée égyptienne estime que les troupes américaines devraient se retirer du Moyen-Orient, et que toute démocratisation de la région doit venir de l'intérieur et avoir une légitimité religieuse, révèle une thèse qu'il a écrite en 2005.

Disponible sur le site du département américain de la Défense et mis au jour par un blogueur, Issandr el Amrani, ce texte écrit par le nouveau chef d'état-major des armées, Sidki Sobhi, offre une plongée rare dans les pensées d'un haut-commandant de l'armée égyptienne, traditionnellement très repliée sur elle-même.

"*Je recommande que le retrait permanent des forces militaires américaines du Moyen-Orient et du Golfe soit un objectif de la stratégie des Etats-Unis dans la région*", a écrit Sobhi alors qu'il suivait un master d'études stratégiques à l'école militaire américaine.

Dans la conclusion de sa thèse de 10.600 mots, il ajoute que "*les Etats-Unis devraient poursuivre leurs objectifs stratégiques dans la région par des moyens socio-économiques et par l'application impartiale des règles internationales*", une référence à ce qu'il nomme auparavant la relation "*partiale*" entre les Etats-Unis et Israël.

Bien que la présence de troupes américaines au Moyen-Orient soit fortement contestée dans la région, il est tout à fait inhabituel de voir cette opinion être exprimée aussi clairement par un personnage important de l'armée d'Egypte, solide alliée de Etats-Unis.

Âgé de 56 ans, Sidki Sobhi a été nommé dimanche chef d'état-major des armées par le président Mohamed Morsi qui, six mois après son entrée en fonction, a décidé à la surprise générale de renvoyer les deux principaux commandants de la toute-puissante armée égyptienne, dont le maréchal Hussein Tantaoui, ministre de la Défense de Moubarak pendant vingt ans.

Il y avait un "*manque profond de compréhension et de communication*" entre les responsables de la politique étrangère au sein de l'administration américaine et les gouvernements de la région, écrit Sobhi en 2005. Depuis, Barack Obama a tenté de changer la politique de Washington dans la région, notamment par le biais du discours du Caire en 2009.

Sidki Sobhi explique cette incompréhension par le fait que les décideurs américains travaillaient dans un système démocratique purement laïc, alors que "*la religion musulmane est profondément liée, à plusieurs niveaux, au fonctionnement de la plupart des gouvernements arabes et de leurs sociétés respectives*".

Selon lui, le processus de démocratisation "*doit avoir et prévoir une légitimité politique, sociale, culturelle et religieuse. Autrement dit, ce processus de démocratisation doit être d'origine purement intérieure.*"

Il invite donc Washington à adopter un "*nouveau plan Marshall*" pour restaurer son influence dans la région. (Reuters 15.08)

Essayons de décrypter cet embrouillamini.

Pourquoi cette "*thèse*" ressort-elle soudainement aujourd'hui ? De quelle poubelle sort-elle, qui l'en a sorti ?

Elle provient du site du département américain de la Défense d'où l'a sortie un certain Issandr al-Amrani présenté comme un "*analyste indépendant*", cela commence à flairer l'embrouille et la manipulation made in CIA. Rappelez-vous qu'au fil du temps on apprit que la plupart des blogueurs tunisiens, égyptiens, libyens ou syriens présentés comme les piliers de la résistance à la tyrannie du régime en place étaient en réalité des agents de la CIA ou étaient manipulés par l'un ou l'autre service de renseignement occidental, on pourrait ajouter russes et espagnols...

En instrumentalisant les Frères musulman et en les portant au pouvoir au détriment de formations laïques, Washington a répondu favorablement à l'essentiel des critiques formulées par Sidki Sobhi dans sa "*thèse*" en Egypte, comme en Tunisie ou en Libye notamment, avec des fortunes diverses dont les Américains ne sont pas forcément responsables, car imposer un pouvoir rétrograde ou moyenâgeux ne va pas toujours de soi au XXIe siècle.

Donc, le président Mohamed Morsi avec lequel l'impérialisme américain doit composer, devrait en tenir compte au lieu se montrer ingrat à son égard et manifester des velléités à la fois de coup d'Etat envers l'armée dont il a besoin du soutien pour gouverner autant que l'impérialisme américain qui la finance, et d'indépendance vis-à-vis de ce dernier. On peut donc traduire également cette sortie comme un avertissement délivré par les Américains à l'adresse de Morsi : la soupe est bonne, alors ne crachez pas dedans.

Ils rappellent au passage au chef d'état-major des armées Sobhi ainsi qu'à Morsi que leur destin est lié depuis le renversement de Moubarak, ce qu'ils ne nient pas, ils abondent même dans le sens des Amércains dont l'influence sur la région serait une bonne chose, ils réclament juste une rallonge, un peu plus de beurre dans la soupe en échange des services considérables qu'ils

leur rendent : assurer la stabilité du régime nécessaire à celle de la région de par l'importance économique et politique qu'occupe l'Egypte, respecter le traité de paix passé avec l'Etat sioniste d'Israël au risque de se couper du soutien des antisionistes majoritaires dans le pays, refuser de céder aux revendications sociales du prolétariat au risque de se le mettre à dos si ce n'est pas déjà fait, s'assurer de la soumission du peuple égyptien au pire obscurantisme qui soit au risque de voir des couches entières de la société échappées à son influence, et pour finir, soutenir les entreprises guerrières américaines de déstabilisation des régimes que Washington a désigné comme cible à abattre, dont la Syrie, l'Iran...

Pour qu'un gouvernement soit lesté d'une telle définition de fonction ou d'un tel état de service, il faut en déduire qu'il doit être incontournable pour l'impérialisme américain et qu'ils sont prêts à le soigner, à mettre la main à la poche pour que les intérêts bien compris des uns et des autres soient préservés.

2- Tunisie

Des militants islamistes radicaux ont empêché, mardi soir, la tenue d'un spectacle d'un célèbre comique dans le nord de la Tunisie, ont indiqué mercredi l'intéressé et le ministère de la Culture. Le ministère explique dans un communiqué que "*l'attaque par des personnes associées à la mouvance salafiste de la maison de la culture Bayrem Ettounsi dans la ville de Menzel Bourguiba*" a empêché la tenue du spectacle de Lofti Abdelli titré "*100 % halal*". "*Ce genre d'agissements constituent une atteinte à la liberté d'expression et une menace dangereuse pour le droit à la culture*", poursuit la même source, précisant que "*ses services compétents se sont pourvus en justice*".

Le comique a pour sa part indiqué à la radio Mosaïque FM que l'imam de la ville avait appelé à empêcher le spectacle, accusant M. Abdelli d'offenses à l'islam. "*Des barbus se sont présentés à mon spectacle (...), ils ont posé leurs tapis de prière dans la salle de spectacle le matin et ont dit qu'ils allaient prier toute la journée ici*", a-t-il raconté. "*Les forces de l'ordre étaient là et nous ont dit qu'elles n'avaient reçu aucun ordre pour intervenir*", a poursuivi Lofti Abdelli. (lepoint.fr 15.08)

3- Israël

Israël prépare sa population à un éventuel conflit contre l'Iran. La guerre pourrait durer 30 jours et avoir lieu sur plusieurs fronts simultanés. "*Il n'y a aucune raison d'être hystérique. Jamais auparavant, le front intérieur n'a été aussi bien préparé*", a déclaré le ministre israélien sortant de la Défense passive, Matan Vilnaï.

"*Je peux l'assurer avec la plus grande autorité: aujourd'hui, chacun sait exactement ce qu'il doit faire*", a-t-il poursuivi en référence à la répartition des tâches entre les diverses autorités en charge de la "*défense de l'arrière*", c'est-à-dire des secteurs de concentration de population civile hors des zones de combat en période de guerre.

Selon Matan Vilnaï, "*Israël s'est préparé au scénario d'une guerre de 30 jours sur plusieurs fronts*" qui pourraient faire quelque 500 morts "*voire davantage, ou moins*". Il a précisé qu'il y avait pour l'heure des kits antichimiques et bactériologiques disponibles pour plus de la moitié de la population israélienne.

L'ex-patron du Shin Beth, le service de sécurité intérieure, Avi Dichter, a été nommé mardi ministre chargé de la Défense passive, a annoncé mardi le Premier ministre Benjamin Netanyahu. Sa nomination doit être entérinée jeudi par le Parlement.

Matan Vilnaï devra pour sa part assurer les fonctions d'ambassadeur d'Israël en Chine. L'Iran avait indiqué mardi ne pas croire à une attaque "*stupide*" israélienne contre ses installations nucléaires alors que cette éventualité fait les gros titres de la presse israélienne. Téhéran dément que son programme nucléaire civil ait aussi des visées militaires. (lexpress.fr 15.08)

4- Gabon

L'opposition gabonaise a accusé les "*violences policières*" d'avoir fait trois morts lors de la dispersion à Libreville mercredi de la manifestation interdite de l'Union nationale (UN) dissoute par les autorités, qui ont opposé un démenti formel, parlant de "*déclaration politico-politicienne*".

L'UN du principal opposant André Mba Obame avait appelé à une manifestation à 15h00 (14h00 GMT) dans le centre de Libreville pour réclamer une "*conférence nationale souveraine*" mais ce rassemblement n'a pas été autorisé par les autorités.

Des affrontements entre opposants, forces de l'ordre et groupuscules ont alors éclaté, avant l'heure prévue de la manifestation, et se sont prolongés jusqu'en début de soirée. Au même moment, entre 2.000 et 3.000 manifestants, qui s'étaient réunis au siège de l'UN se sont dirigés vers le quartier populaire et très pauvre Cocotiers. Ils scandaient des slogans "*AMO (Andre Mba Obame), le vrai président*" ainsi que "*Ali Ben, dégage*".

Ils ont été été violemment dispersés par les policiers. Armés de gourdins, des jeunes ont jeté des cailloux et des bouteilles vides en direction des policiers qui ont fait usage de matraques et de gaz lacrymogène, procédant parfois à des tirs tendus.

Lors des assauts, les jeunes se réfugiaient régulièrement dans le dédale des ruelles et des passages étroits du quartier.

Les manifestants ont dressé des barricades, brûlé des poubelles et au moins une voiture. Ils ont également partiellement détruit au moins une dizaine d'autres véhicules et saccagé une station essence, selon le décompte de l'AFP.

Selon la Procureur, les manifestants ont commis "*des actes de vandalisme. Les forces de l'ordre ont essayé de les dissuader avec notamment des gaz lacrymogène. Ils ont aussi encerclé le commissariat de Nkembo, la direction de la sûreté urbaine caillassant les policiers et les véhicules*". (AFP 15.08)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Un face-à-face tendu entre autorités et mineurs grévistes s'est poursuivi mercredi toute la journée à la mine de Marikana (nord-ouest de l'Afrique du Sud), après l'éruption de violences intersyndicales qui ont fait dix morts depuis dimanche.

La mine de platine, exploitée par la société Lonmin près de la ville de Rustenburg, était toujours à l'arrêt. Près de 3.000 hommes étaient rassemblés sur une colline près du site, la plupart armés de bâtons, de barres de fer ou de machettes.

Pendant sept heures, la police et les représentants de Lonmin ont négocié avec les grévistes, qui réclament d'importantes augmentations de salaire, sans résultats.

"*Nous n'irons nulle part, personne ne redescendra sous terre tant qu'on n'aura pas répondu à nos demandes. Nous voulons de l'argent*", a déclaré aux journalistes Alfred Makhaya, l'un des grévistes, ulcéré que les "*négociateurs*" s'adressent aux mineurs par haut-parleurs depuis des voitures de police sans montrer leur visage.

Au coucher du soleil, la plupart des mineurs ont quitté la colline, mais certains sont restés occuper les lieux, scandant des slogans et ignorant les ordres de dispersions lancés par la police.

La majorité de ces grévistes vivent dans des taudis accolés à la mine, sans eau courante. Ils touchent environ 4.000 rands par mois (400 euros).

"*Nous sommes exploités, ni le gouvernement ni les syndicats ne sont venus à notre aide*", dit l'un d'eux, Thuso Masakeng, "*les sociétés minières font de l'argent grâce à notre travail et on ne nous payent presque rien. Nous ne pouvons pas nous offrir une vie décente. Nous vivons comme des animaux à cause des salaires de misère*".

Les incidents ont commencé vendredi lorsque des centaines de mineurs de fond ont lancé une grève sauvage. Certains, encouragés par le petit syndicat AMCU, réclamaient 12.500 rands par mois (1.250 euros), soit plus qu'un triplement de leur salaire actuel.

Des affrontements ont alors éclaté entre partisans de la puissante Union nationale des mineurs (NUM) et ceux de l'AMCU, une organisation née d'une dissidence de la NUM.

Dix personnes ont été tuées, certaines à coup de machettes.

L'AMCU a recruté en promettant de négocier d'énormes augmentations salariales, visiblement irréalistes. Sa campagne de recrutement a été décrite par de nombreux mineurs et responsables syndicaux comme frôlant souvent l'intimidation.

Le NUM, pour sa part, est l'un des piliers de la confédération syndicale Cosatu, associée au pouvoir au sein du gouvernement mené par le Congrès national africain (ANC).

Les deux syndicats affirment être les victimes de ces actes de violence. (AFP 15.08)

2- Etats-Unis

Prenons par exemple le taux U-6. A la différence du taux « officiel », qui ne considèrent comme sans emploi que ceux qui recherchent encore un emploi et bénéficient d'allocations chômage, le taux U-6 prend en compte ceux qui aimeraient travailler à

temps plein, mais ne trouvent qu'un emploi à temps partiel, et ceux qui ont abandonné les recherches, c'est-à-dire les chômeurs de longue durée n'ayant plus droit aux alloca-tions. Si le taux officiel fait état de 12,7 millions de sans emploi (8,2%), le taux U-6 met ce chiffre à 22,8 millions, soit 14,5% de la population active.

Et même le taux U-6 sous-estime les sans emploi, dans la mesure où il ne tient pas compte des jeunes en fin d'études qui n'ont jamais travaillé, ni ceux qui continuent leurs études faute de trouver un emploi. Selon Leo Hindry de la New America Founda-tion – auparavant un ardent défenseur d'Obama – le nombre de chômeurs s'élève en réalité à 28,1 millions, ou 17,3 %.

On constate que seulement 58,6% des adultes américains gagnent un salaire. Les Etats-Unis comptent aujourd'hui cinq millions d'emplois de moins qu'en 2008, l'année de l'élection d'Obama, dont 590 000 de moins dans la production industrielle et 1 049 000 dans le bâtiment ! Les nouveaux chiffres de juin 2012 font aussi ressortir un déclin de plus de la production industrielle et une toute petite amélioration dans le bâtiment.

Les jeunes sont particulièrement frappés. Le taux de chômage des jeunes adultes dans les zones urbaines varie de 35 à 50 %. Pour ce qui est des Afro-Américains, le taux de chômage est passé officiellement de 13,6% à 14,4% en juin.

Et pourtant, un Obama en campagne se félicite des « *pas dans la bonne direction* » ? Et affirme toujours que les problèmes sont la faute à George W. Bush ? Ceci explique, en partie, pourquoi tant d'élus démocrates abandonnent Obama. Mais cela ne résoudra rien en soi, puisque Mitt Romney est soutenu par beaucoup des mêmes intérêts de Wall Street ayant mis Obama à la Maison Blanche. (Source : EIR) (Liesi 14.08)

ECONOMIE

1- Banques.

1.1- Les grosses banques sont-elles les pièces maîtresses du cartel bancaire pour détruire les Etats ?

S'interrogeant sur l'avenir de la Fed, le politicien américain Ron Paul écrit :

« *Le système de Réserve Fédérale est basé sur une collusion entre le gouvernement et d'importantes entreprises visant à leur permettre de faire des profits illégitimes aux dépens des contribuables. Les plans de sauvetage accordés par la Fed aux grosses banques tout au long de la crise financière ont permis de soutenir des sociétés mal gérées qui auraient autrement fait faillite, en leur offrant des avantages dont aucune entreprise aux Etats-Unis ne devrait pouvoir bénéficier. Les plus récentes informations que nous ayons pu lire au sujet de JP Morgan en sont la preuve. JP Morgan, s'étant vue accordé un plan de sauvetage de 25 milliards de dollar, a récemment déclaré avoir enregistré 2 milliards de dollars de pertes. Si une entreprise se présente comme étant un 'puits monétaire sans fond', elle ne devrait pas recevoir 25 milliards de dollars gratuitement de la part de la Fed* ».

Pourquoi faire payer aux pays faibles de l'Europe, ainsi qu'à ses citoyens, des taux d'intérêt usuriers alors que les grosses firmes bancaires qui manipulent ces mêmes produits financiers peuvent tout se permettre et obtenir de l'argent sans fin ?

Cela prouve t-il l'existence d'un complot contre les Etats nations ?

« Il y a deux manières de conquérir et asservir une nation. L'une est par l'épée. L'autre par la dette ». John Adams, 1735-182 (Liesi 12.08)

1.2- Scandale du Libor.

Les Etats de New York et du Connecticut ont assigné sept banques à comparaître, dont JPMorgan Chase et Barclays, dans le cadre de leurs enquêtes sur les manipulations du Libor, nouvelle étape d'une vaste affaire mobilisant les autorités de nombreux de pays.

Une source proche du dossier a indiqué à l'AFP que les américaines JPMorgan et Citi, les britanniques Barclays HSBC et RBS, la suisse UBS et l'allemande Deutsche Bank ont été assignées à comparaître par les ministres de la Justice des deux Etats.

A ce stade, les autorités ont demandé à recevoir des documents mais pas à auditionner des dirigeants des banques concernées. Le Connecticut et New York sont les deux seuls Etats américains à enquêter sur le sujet pour l'instant, en plus des investigations de l'Etat et des régulateurs fédéraux et internationaux.

Bank of America, qui contribue aussi à la fixation du Libor et n'avait jusque-là pas communiqué sur l'affaire, a pour sa part reconnu dans son dernier rapport trimestriel à la SEC le 2 août qu'elle avait reçu des demandes de documents de la part des autorités américaines et européennes.

Les trois banques américaines disent faire l'objet d'enquêtes du département américain de la Justice (DoJ), de la CFTC, de la SEC, et d'autres juridictions telles que l'Union européenne, le régulateur des marchés britannique FSA, l'agence japonaise des services financiers (JFSA) et le bureau canadien de la concurrence.

Elles font également l'objet de poursuites de clients s'estimant lésés par les manipulations en cause du Libor. Toutes ces poursuites ont été confiées "*au tribunal de Manhattan (Southern District of New York) devant la juge Naomi Buchwald (dossier 1:11-md-2262)*", ont précisé les deux banques dans leurs récents rapports trimestriels remis à la SEC (documents "10Q").

UBS avait reconnu fin juillet avoir trouvé des éléments prouvant son implication dans le scandale de manipulation de taux interbancaires, sans pour autant avoir joué un rôle central, et précisé qu'elle coopérait avec les autorités sur ce dossier.

Le Wall Street Journal affirmait la semaine dernière que les procureurs américains s'étaient engagés à épargner plusieurs ex-employés de la banque suisse en échange de leur coopération dans l'enquête.

Deutsche Bank a pour sa part reconnu fin juillet que quelques-uns de ses employés "*n'ont pas respecté les règles*" et avaient contribué aux manipulations du Libor en agissant "*de leur propre chef*", selon les premiers éléments d'une enquête interne.

Royal Bank of Scotland (RBS), détenue à 82% par l'Etat britannique, a quant à elle reconnu le mois dernier qu'elle faisait partie des établissements impliqués dans les manipulations de taux interbancaires, et s'attendait à devoir payer des amendes. (AFP 15.08)

3- UE

Tout rachat de dette souveraine par la Banque centrale européenne (BCE) devra s'accompagner, de la part des pays concernés, d'engagements clairs en matière de réformes structurelles et budgétaires, a dit mercredi à Reuters le ministre allemand de l'Economie.

Philipp Rösler, qui dirige le parti libéral démocrate FDP, membre de la coalition de la chancelière Angela Merkel, a estimé que l'euro ne saurait faire les frais d'un manque d'efforts de certains pays dans le redressement de leur économie.

"*(Le président de la BCE, Mario) Draghi a lui-même souligné que les achats d'obligations ne pourront jamais se substituer aux réformes structurelles et à la discipline budgétaire. Nous le prenons au mot*", a dit Philipp Rösler lors d'une interview.

Mario Draghi a signalé au début du mois que la BCE pourrait acheter de la dette souveraine pour faire baisser les coûts d'emprunt de l'Espagne et de l'Italie, mais qu'il faudrait au préalable que les pays concernés en fassent la demande et acceptent de souscrire à des conditions strictes, une supervision européenne notamment.

"*Nous avons tous convenus, dans le pacte budgétaire, de l'importance de la discipline budgétaire et des réformes*", a souligné Philipp Rösler.

"*Nous avons besoin d'une Europe forte avec une monnaie forte, mais cette monnaie ne doit pas connaître l'échec en raison d'un manque de réformes de certains Etats membres*", a ajouté le ministre, qui a récemment estimé qu'une sortie de la Grèce de la zone euro n'était plus taboue.

Interrogé sur la santé de l'économie allemande, Philipp Rösler a cependant balayé toute crainte de récession.

"*Nous avons une économie robuste. Mais d'un autre côté, nous constatons que l'incertitude au sein de la zone euro a un impact sur nos entreprises*", a-t-il dit, précisant que la prévision de croissance du gouvernement restait de 0,7% pour cette année et de 1,6% pour 2013. (Reuters 15.08)

4- Brésil

Le gouvernement brésilien a annoncé mercredi l'octroi de concessions, en grande partie au secteur privé, pour encourager des investissements évalués à 66 milliards de dollars dans la modernisation ou construction de routes et voies ferrées au cours des 25 prochaines années.

Ce plan prévoit l'octroi de concessions supplémentaires pour 2.300 km de routes et autoroutes à construire ou à moderniser à

des entreprises privées, qui assurent la gestion de 5.200 km aujourd'hui, a expliqué le ministre des Transports, Paulo Sergio Passos, en présence de la présidente Dilma Rousseff et de grands entrepreneurs du pays. Ces entreprises instaureront ensuite des péages, a-t-il précisé.

Les investissements estimés par le gouvernement pour le réseau routier seront de 21 milliards de dollars.

Pour les voies ferrées, les concessions seront effectuées sur le modèle d'un partenariat public-privé, pour éviter les monopoles, et atteindront quelque 45 milliards de dollars.

"*Nous préparons un grand réseau ferré national*" avec 10.000 nouveaux kilomètres de rails qui s'ajouteront aux quelque 30.000 actuels, a précisé le ministre.

"*Nous entamons aujourd'hui une nouvelle étape de notre modèle de développement*", a déclaré la présidente Dilma Rousseff.

"*Mon gouvernement reconnaît les partenariats avec le secteur privé comme essentiels pour la croissance (...) Nous ne défaisons pas le patrimoine public, nous nouons des partenariats pour augmenter les infrastructures du pays (...) pour rattraper des décennies de retard*", a-t-elle assuré.

La Confédération nationale de l'industrie (CNI) a applaudi cette initiative.

"*Beaucoup de ces travaux étaient prévus mais à très long terme. La nouveauté est que l'on a élargi les concessions et remis ces travaux à l'initiative privée. C'est un changement important*", a déclaré à l'AFP le président de la CNI, Robson Braga. (AFP 15.08)

Comme ils sont contents les patrons, ils en bavent d'avance...

Haut de page

Le 17 août

CAUSERIE

Voilà, depuis hier cela fait exactement 16 ans que je suis installé en Inde, j'y avais vécu deux ans auparavant entre 1990 et 1992. Et depuis 10 ans je n'ai pas remis les pieds en France. Par téléphone, j'ai fêté les 54 ans de mon épouse Magueswary actuellement en France.

Hier aussi c'était férié ici, le 15 c'était l'Independance Day of India, le 16 du Territoire de Pondichéry rétrocédé par la France après plus d'un siècle d'occupation... Du coup, ce matin je me sens un peu plus indépendant !

Je vous souhaite la même chose et bon week-end.

Trois réflexions très brèves.

1- On de demande parfois, souvent même, à quelle catégorie appartiennent certaines personnes ou groupes qui agissent dans le monde :

- sont-elles manipulés et agissent-elles sous l'autorité de commanditaires ?

- ont-elles conscience d'être manipulées ? Si oui, à quel moment, comment, à quelle occasion ?

- après avoir pris conscience d'avoir été manipulés et rompus avec leurs donneurs d'ordres, continuent-elles d'agir pour leur propre compte ou pour un tiers ?

- continuent-elles d'être manipulés en sous-main pour le compte des mêmes commanditaires sans qu'elles le soupçonnent ou pour leurs ennemis ou concurrents ?

Je me suis posé ces questions à propos de Julian Assange sans avoir trouvé de réponse satisfaisante. Seuls deux faits ont retenu mon attention, le risque qu'il soit extradé vers les Etats-Unis et l'annonce de la publication d'informations sur les

grandes banques américaines qui ne s'est pas concrétisée.

Le faire sortir incognito de l'ambassade d'Equateur et lui faire quitter clandestinement la Grande-Bretagne est un jeu d'enfants. Passons.

2- On se demande si le POI aura mis apparemment six mois pour réaliser qu'il n'existait pas une majorité de députés et de sénateurs pour rejeter le TSCG, ce qui ne l'empêche pas avec d'autres de continuer de faire croire aux militants et aux travailleurs que tout serait possible, c'est leur formule favorite, qu'il pourrait être rejeté... si un miracle se produisait ! C'est pas mal comme base théorique...

3- Le chômage massif qui frappent quelque 20 millions de travailleurs en Europe, chiffre officiel que l'on peut sans doute multiplier par 1,5 ou 2, la menace de licenciements qui concernent encore des millions de travailleurs, la précarité de l'emploi qui s'est généralisée au point de ne plus pouvoir envisager l'avenir sans angoisse, les salaires et les retraites de misère avec lesquels des millions et milions de travailleurs doivent survivre, l'impossibilité de se soigner ou d'avoir accès aux traitements les plus efficaces pour des millions de travailleurs et leurs familles, l'impossibilité de se loger décemment pour des millions familles ouvrières, etc. la dégradation de nos conditions de travail, de rémunération et d'existence en général a atteint un tel degré, une telle amplitude, qu'il est impossible de les évoquer autrement que dans la perspective d'un changement radical de société, qui doit se traduire par l'abolition du capitalisme et des institutions politiques qui servent autant à justifier sa légitimité qu'à assurer sa pérennité.

Nous avons pris acte qu'un *coup de pouce*" au smic supérieur à 0,6% était incompatible avec la survie du capitalisme, que la moindre revendication sociale mettait en péril la société telle qu'elle existe, dès lors on a le choix entre accepter ce constat ou diagnostic, s'y plier, y adhérer, s'en faire le défenseur, soit on le rejette et on en tire la conclusion qu'il faut faire table rase de cette société, du capitalisme et des institutions de la Ve République.

C'est la situation telle qu'elle est qui nous incite à poser cette question sous cet angle, dans tous les pays de l'UE. L'ennemi est dans notre propre pays, c'est donc contre les instititutions que le prolétariat et sa jeunesse doivent se préparer à passer à l'assaut pour les renverser et prendre le pouvoir.

Syrie. A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

"*La position de la France est claire: nous considérons que Bachar el-Assad est le bourreau de son peuple, qu'il doit partir et que le plus tôt sera le mieux*", a déclaré le ministre des Affaires étrangères à la presse lors d'une visite au camp de réfugiés de Zaatari, qui accueille quelque 6 000 Syriens dans le nord de la Jordanie.

"*Nous souhaitons vivement que rapidement puisse être mis en place un gouvernement de transition qui sera reconnu par les principaux pays du monde et qu'il permettra d'accélérer la chute de Bachar el-Assad, qui est devenue une nécessité évidente*", a-t-il poursuivi. (lexpress.fr 16.08)

Ce sera cadeau ! Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques (suite)

Le gouvernement va renoncer à une partie du coup de rabot qu'il envisageait sur les allègements de charges sur les bas salaires, entraînant un manque à gagner de 2,3 milliards d'euros pour l'Etat, affirment Les Echos à paraître vendredi.

Le gouvernement "*renonce, notamment à ramener de 1,6 à 1,5 Smic le point de sortie de ces +allègements Fillon+*", affirme le quotidien économique, afin de "*protéger l'emploi*".

L'ensemble du coup de rabot initialement envisagé sur les allègements de charges était censé permettre à l'Etat de dégager un montant total de 3,3 milliards d'euros d'économies, rappelle-t-il.

Selon Les Echos, le gouvernement conserverait en revanche l'intention d'élargir l'assiette "*des revenus pris en compte dans le calcul de ces allégements, en y intégrant notamment la participation et l'intéressement, ce qui va alourdir le coût du travail d'au moins 1 milliard d'euros*".

Lors de la conférence sociale début juillet, le ministre du Travail Michel Sapin avait annoncé qu'un comité d'experts serait réuni "*avec une échéance au premier trimestre 2013*" sur la question de "*l'évaluation des aides publiques aux entreprises*", dont les allègements de charges sur les bas salaires. (AFP 16.08)

Et dans un interview au journal *Le Monde* Mailly de s'interroger sur les intentions du gouvernement, d'attendre de voir ce qu'il va proposer, etc. lire la causerie d'hier ou l'article que j'y ai consacré.

Ce qu'il y a de pratique depuis qu'ils ont adopté la formule de "*l'agenda*", de "*la feuille de route*", c'est qu'ils y sont tous suspendus : avant parce qu'ils n'en connaissent pas le contenu, pendant en attendant la suite, après en attendant le prochain, autrement dit ils sont de plus en plus ou complètement subordonnés à l'Etat qui les financent grassement.

Il faut donc établir une distinction entre la subordination politique des appareils des syndicats au régime et l'existence des syndicats en tant qu'organisation indépendante des institutions de la Ve République, au lieu de se livrer à un amalgame comme le fait le POI qui ne sert qu'à masquer ou justifier son adaptation aux appareils des syndicats depuis la fin des années 40, hier quoi !

ACTUALITE EN TITRES

En famille, on s'échange des amabilités.

- Quand Hollande qualifiait Sarkozy de «*salopard*» - 20minutes.fr

Ah ben s'il l'a dit, on a le droit de se lâcher, profitons-en : tous des salopards à l'UMP comme au PS !

Dans le *Grand Robert* ils signalent que salopard est moins injurieux que salaud, "*personne méprisable, moralement répugnante*", les deux leur vont très bien !

Chez Sarkozy cela se voit, il le revendique ! Chez Hollande, c'est plus sournois, donc quelque part pire ou plus dangereux.
On détestera le premier pour ce qu'il représente, le second pour ce qu'il est, les deux se confondant chez lui.

Sarkozy vous tirerait une balle de face, Hollande dans le dos, ne vous marrez pas, dans nos rangs il y en a qui préfèrent, à croire qu'à trop fréquenter certains milieux on finit par leur ressembler.

Quand le visage (face en anglais) du naïf ressemble à celle d'un bouc et son pied à celui d'un pigeon.

- Le cours de Manchester United tombe sous son prix d'entrée en Bourse - AFP

- L'action Facebook a perdu près de la moitié de sa valeur en trois mois - LePoint.fr

L'ouvriérisme sans orientation politique est criminel, réactionnaire.

- Florence Aubenas : '*Les rebelles syriens n'ont aucun doute : ils vont gagner*' - LeMonde.fr

Commentaire d'un internaute.

- "*" Je n'ai vu aucun djihadiste en Syrie " (citation d'Aubenas -Ndlr)) ... Ce n'est pas l'expérience qu'ont eu le journaliste hollandais Jeroen Oerlemans et son collègue.. Même nous nous les voyons de France sur Youtube avec de multiples vidéos... Un poste-frontière " libéré" avec la Turquie est tenu par des salafistes... C'est donc ici la vision d'un journaliste bien "embarqué " avec l'ASL.*"

Vous avez raison. on a envie de dire à cette journaleuse : changez de métier ou fermez-là !

Question du Monde : L'influence de djihadistes "salafistes" étrangers fait l'objet d'une controverse intense entre le pouvoir régulier et les rebelles. Avez-vous des éléments sur cette question ?

Florence Aubenas : Oui, c'est l'argument principal du régime contre les rebelles. Dans la région du Nord où j'ai passé un mois, je n'en ai pas rencontré. Il serait impossible pour des combattants étrangers d'y passer inaperçus : la rébellion recrute par famille, par village. Tout le monde se connaît, loge au même endroit.

J'ai longuement interrogé des commandants sur l'existence de camps d'entraînement ou de soldats venus d'ailleurs. Eux non plus n'en connaissaient pas. Autre élément : la manière dont les rebelles se battent montrent la pauvreté de leur moyens, en armes et même en nourriture. Il n'y a même pas une kalachnikov par personne. Je pense que si Al-Qaida les épaulait, ils auraient moins de difficultés face à l'armée de Bachar Al-Assad. Cela dit, il faut rester modeste : la situation peut être différente dans d'autres parties du pays. Fin.

Elle a posé la question à des "*commandants*" de l'ASL qui allaient forcément lui dire la vérité et qui évidemment allaient lui répondre : oui des milliers de djihadistes de tous les pays viennent nous rejoindre ; on a reçu des armes du Qatar et de l'Arabie Saoudite qui venaient de France, de Grande-Bretagne, d'Israël, d'Italie, d'Allemagne, des Etats-Unis... Quelle naïveté, à son âge, avec son expérience, c'est franchement pitoyable ! Accepter de participer à cette monstrueuse manipulation, quelle honte ! On se retient de ne pas l'insulter.

Entre nous, le journal *Le Monde* ne s'y est pas trompé en l'envoyant en Syrie, ils ont tiré le bon numéro, ce n'est pas le cas de tout le monde, à moins que...

Pas de bol décidément, *Informations ouvrières* lui avait consacré un trois quart de page dans son numéro 90 page 15, ils avaient fait la promotion de son livre *Le Quai de Ouistreham*, ainsi que dans le n° 115 à la page 15 également, à la rubrique *Rentrée littéraire : notre sélection* pour le même bouquin.

Comme dirait l'autre : Il y en a qui ont du flair... et d'autres pour se foutre dans la merde, excusez-moi, mais que dire d'autres ? C'est révélateur d'un certain état d'esprit et plus encore, non ? Que valent vraiment des dirigeants qui ont un tel pif ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Trois personnes seront jugées vendredi en comparution immédiate après une première série d'interpellations à Amiens suite aux violences qui ont fait 17 blessés dans les rangs des forces de l'ordre, a annoncé jeudi le procureur adjoint de la ville.

Trois des cinq personnes interpellées seront jugées vendredi après-midi en comparution immédiate.

Le plus âgé, qui a 27 ans, était déjà sous contrôle judiciaire, notamment pour violences et sera jugé pour provocation à la rébellion. Il risque 7 ans de prison.

Deux jeunes qui ont reconnu avoir incendié des poubelles seront aussi jugés en comparution immédiate mais les deux autres, des mineurs, comparaîtront devant le tribunal des enfants pour avoir respectivement volé un cyclomoteur et fumé du cannabis dans un hall d'immeuble. (Reuters 16.08)

Justice arbitraire d'un régime illégitime. Condamnés pour l'exemple, c'est la jeunesse (toute entière) réduite au désespoir et en révolte contre la misère sociale qu'ils jugent.

2- Tunisie

Un ancien conseiller du président tunisien Moncef Marzouki a déclaré jeudi s'être vu ordonner de comparaître devant un tribunal militaire après avoir critiqué l'armée, ce qui pourrait raviver les inquiétudes liées au respect des libertés dans ce pays qui fut le berceau du "printemps arabe", il y a environ un an et demi.

Le ministère tunisien de l'Intérieur a confirmé qu'Ayoub Massoudi serait jugé par l'armée et que les autorités lui avaient interdit de quitter le pays, mais n'a pas voulu détailler les charges retenues à son encontre.

Ayoub Massoudi, qui a démissionné en juin de son poste de conseiller en communication auprès du président Moncef Marzouki, a expliqué à Reuters que des gardes de l'aéroport l'avaient empêché jeudi de prendre un vol à Paris, où il devait rendre visite à des membres de sa famille.

"*Ils m'ont dit que j'étais interdit de voyage et que je devais me présenter devant un tribunal militaire, sans me donner d'autre détail*", a-t-il dit.

"*Il ne fait aucun doute que c'est pour des raisons politiques, puisque j'ai critiqué les commandants de l'armée et les responsables de la sécurité.*"

Ayoub Massoudi avait publiquement accusé le chef des armées, Rachid Ammar, d'avoir joué un rôle clé dans la décision controversée d'extrader en Libye un ancien Premier ministre de Mouammar Kadhafi, Al Baghadi Ali al Mahmoudi. (Reuters 16.08)

3- Syrie

3.1- Les Etats-Unis et leurs alliés discutent d'un scénario catastrophe qui pourrait aboutir à l'envoi de dizaines de milliers de militaires en Syrie afin d'y sécuriser les sites d'armes chimiques et biologiques après la chute du régime de Bachar al Assad, a-t-on appris jeudi auprès de responsables américains et diplomatiques.

Ces discussions secrètes partent du postulat que les forces de sécurité du président Bachar al Assad se désagrégeraient et que ces sites se retrouveraient vulnérables aux pillages et qu'ils ne pourraient pas non plus être sécurisés ou détruits par de simples bombardements aériens, en raison des risques pour la santé et l'environnement.

S'exprimant sous le sceau de l'anonymat, un responsable américain a indiqué que les Etats-Unis n'avaient pour le moment pas prévu d'intervention armée en Syrie. "*C'est, en réalité, un scénario catastrophe*", a-t-il dit, ajoutant que les soldats américains joueraient sans doute un rôle dans une mission de ce genre.

Deux sources diplomatiques, toujours sous couvert d'anonymat, ont indiqué que si les pires craintes des responsables s'avéraient fondées, entre 50.000 et 60.000 soldats seraient nécessaires pour la seule sécurisation des sites d'armes chimiques et biologiques, sans compter les troupes en soutien, et que ce chiffre ne suffirait pas pour une mission de maintien de la paix.

Aucun détail sur cette mission éventuelle, notamment son organisation et les pays y prenant part, n'est pour l'instant connu. Mais plusieurs alliés européens des Etats-Unis ont déjà fait savoir à Washington qu'ils n'y participeraient sans doute pas, disent les sources. (Reuters 16.08)

3.2- Le président israélien, Shimon Peres, s'est opposé jeudi à toute offensive unilatérale de l'Etat hébreu contre l'Iran, arguant qu'il croyait à la promesse de son homologue américain, Barack Obama, d'empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire.

"*Il est clair que nous ne pouvons pas le faire seuls. Nous pouvons retarder (le programme nucléaire iranien) mais il est clair qu'il faut travailler avec l'Amérique. Il y a des questions de coordination et de timing, mais aussi important que soit le danger, cette fois au moins nous ne sommes pas seuls*", a-t-il déclaré sur la deuxième chaîne de télévision israélienne.

Le ministre israélien de la Défense avait auparavant expliqué que le gouvernement réfléchissait toujours à la réponse à apporter à la poursuite du programme nucléaire iranien, sans exclure une intervention armée.

"*Il y a un forum de neuf (ministres), il y a un cabinet (de sécurité) et une décision sera prise le moment venu par le gouvernement israélien*", a-t-il dit à la tribune de la Knesset, répondant à l'opposition qui accuse le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, de vouloir déclencher une guerre contre l'Iran.

"*Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de divergences. Cette question est compliquée, mais elle est débattue*", a-t-il ajouté.

Evoquant les rumeurs de recours à la force, le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a estimé mercredi qu'aucune décision n'avait encore été prise en Israël. Il a en outre jugé important qu'une intervention militaire ne soit envisagée qu'en "*dernier recours*". (Reuters 16.08)

SOCIAL

1- France

1.1- Air France.

Le projet d'accord sur l'organisation du travail et les rémunérations des pilotes d'Air France, qui doit permettre un gain de productivité de l'ordre de 20%, sera validé, le SNPL (majoritaire) ayant décidé de le signer, après consultation de ses adhérents.

Après un avis favorable de son organe de direction, le SNPL avait soumis à ses adhérents le nouvel accord d'entreprise. Les pilotes ont approuvé l'accord par referendum, à hauteur de 67% (avec un taux de participation de 83%), indique jeudi le SNPL dans un communiqué.

Pour être validé, un accord d'entreprise doit être signé par un ou des syndicats représentant au moins 30% des voix aux

élections professionnelles.

L'avis du SNPL (70%) suffit donc pour valider l'accord.

La direction d'Air France s'est félicitée de ce vote, dont le "*résultat sans ambiguïté témoigne de l'esprit de responsabilité des pilotes de la compagnie et de leurs représentants*", selon le PDG Alexandre de Juniac, cité dans un communiqué séparé, diffusé jeudi dans la soirée.

"*Avec l'accord signé par les syndicats représentant les personnels au sol, cette validation constitue une base très solide pour remettre Air France sur la voie du développement*", a-t-il ajouté.

Le président du SNPL Air France, Jean-Louis Barber, s'est félicité jeudi du fort taux de participation, signe selon lui du "*degré de conscience des pilotes de la situation économique*" de la compagnie tricolore.

"*Les pilotes acceptent de travailler plus pour des salaires équivalents ou légèrement supérieurs*", résume-t-il, mais en contrepartie, "*ils obtiennent l'engagement de la direction qu'il n'y aura pas de licenciement et que le périmètre de la compagnie sera conservé*".

Les mesures des pilotes sont toutefois "*corrélées à ce qui sera mis en oeuvre sur l'ensemble du périmètre de l'entreprise (avec les autres catégories de personnel et dans le volet industriel)*", souligne M. Barber.

"*Les pilotes ne doivent pas être les seuls à faire des efforts, la direction doit prendre ses responsabilités et les autres catégories de personnel aussi*", insiste-t-il.

Air France-KLM est engagé dans ce plan, qui doit permettre de réaliser en trois ans 2 milliards d'euros d'économies, en partie grâce à une efficacité économique supplémentaire de 20%.

Les pilotes étaient les derniers à s'exprimer sur leur nouveau accord d'entreprise. Le projet d'accord des hôtesses et stewards a été rejeté, seul un des syndicats représentatifs s'étant exprimé en faveur du texte, et celui régissant l'activité des personnels au sol a été validé par trois syndicats.

La compagnie a souligné jeudi qu'elle respectait ainsi "*le cadre convenu pour définir un nouveau cadre conventionnel*" nécessaire à son redressement. (AFP 16.08)

1.2- La Réunion

La rentrée scolaire en primaire et maternelle n'a pas eu lieu jeudi dans 22 des 24 communes de la Réunion, du fait d'un mouvement de protestation des maires qui dénoncent une insuffisance du nombre des contrats aidés octroyés par le gouvernement.

Certains maires ont toutefois annoncé que la réouverture des classes interviendrait au plus tard lundi.

Hormis celles de Saint-Denis et de Petite Ile (communes dirigées par le PS), l'ensemble des écoles primaires et maternelles des 22 autres communes de l'île sont restées fermées jeudi, jour prévu de la rentrée scolaire, privant de classes plus de 100.000 élèves sur les 121.000 du 1er degré (44.600 en maternelle, 76.500 en primaire).

L'Académie compte au total 240.000 élèves de la maternelle à l'université. Collèges et lycées ont, eux, fonctionné normalement jeudi.

Le report de la rentrée est dû à la grogne des maires qui protestent contre une baisse du quota de contrats aidés octroyés par l'Etat, par rapport au premier semestre.

Selon l'Association des maires de la Réunion (AMDR), il manque encore 700 contrats aux communes sur les 2.000 qu'elle réclamait la semaine dernière, pour assurer l'accueil et la sécurité des élèves dans des conditions normales.

Lundi, le gouvernement a débloqué 933 contrats supplémentaires s'ajoutant aux 300 alloués par le conseil général.

Le ministre de l'Education nationale, Vincent Peillon, et le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, ont jugé, mardi dans un communiqué, que l'effort du gouvernement était "*significatif*", rappelant que la Réunion avait bénéficié d'un quota supplémentaire de 3.450 contrats au second semestre (21.970 sur l'année).

Le président (PCR) de l'AMDR, Roland Robert, a de son côté estimé qu'"*on devrait pouvoir arriver à un accord avec le gouvernement*". Il a annoncé une réunion des maires dans l'après-midi pour décider de la suite du mouvement, souhaitant une

position unanime sur une date de la rentrée.

Trois maires socialistes (Saint-Joseph, Saint-Benoît et Plaine des Palmistes) ont quoi qu'il en soit annoncé la rentrée dans leurs communes "*au plus tard lundi*", accusant l'ancien gouvernement d'avoir laissé une "*bombe à retardement dans le placard*" en ayant consommé deux tiers des contrats aidés dès le 1er semestre.

La FCPE, après avoir apporté son soutien aux maires, a "*exigé une rentrée sans délai pour les enfants*" tout en demandant la "*transparence sur les moyens alloués aux établissements scolaires*", dans un communiqué diffusé mercredi. (AFP 16.08)

2- Afrique du Sud

Plusieurs mineurs grévistes ont été tués jeudi lors d'un violent affrontement avec la police à la mine de platine de Lonmin à Marikana en Afrique du Sud, où des violences liées à un conflit social avaient déjà fait 10 morts depuis dimanche.

La fusillade a été brève mais intense. La police a apparemment riposté à des tirs venus des rangs des grévistes. Des images montrent des policiers faire feu en direction des manifestants, dont plusieurs se sont effondrés dans un nuage de poussière.

Jeudi matin, plusieurs centaines d'hommes armés de gourdins, de barres de fer et de machettes s'étaient de nouveau regroupés à l'extérieur de la mine, exploitée par Lonmin. Les grévistes réclamaient d'importantes augmentations de salaire.

Dans la journée, la direction de la mine leur a intimé l'ordre de reprendre le travail vendredi, menaçant de licencier les récalcitrants.

Face au refus des mineurs de se disperser, la police a tiré des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Il n'était pas clair immédiatement si et dans quelles circonstances les forces de l'ordre ont utilisé des balles réelles.

Les télévisions ont montré ensuite des policiers en gilets pare-balle, visiblement tendus, pointant les canons de leurs fusils sur des hommes allongés au sol, certains peut-être déjà morts.

Les mineurs vivent dans des taudis accolés à la mine, sans eau courante. (AFP 16.08)

Nous soutenons les mineurs en grève qui se battent pour d'importantes augmentations de salaires au regard de leur situation misérable. Leurs revendications sont légitimes.

En France, il y a des centaines de milliers de travailleurs, davantage peut-être, qui survivent avec le RSA, avec moins de 500 euros par mois, et aucun syndicat, aucun parti n'avance la revendication d'une allocation chômage au moins égale au smic ou 1.500 euros net par mois, idem pour des millions de retraités pour qu'ils puissent vivre décemment, soit 2 à 3 fois le RSA, comme en Afrique du Sud.

Les représentants du capital ont déclaré que dorénavant le système économique en vigueur en crise ne pouvait plus supporter plus longtemps l'existence de nos droits sociaux et qu'il faudrait les amputer ou les liquider les uns après les autres. Qu'à cela ne tienne, plus personne n'ose poser des revendications sociales en contradiction avec ce diktat devant lequel ils se couchent tous, preuve si nécessaire qu'ils se sont tous plus ou moins accommodés du capitalisme, qu'ils ont capitulé.

Est-ce que vous saisissez l'importance d'avoir en grand nombre dans un parti des ouvriers et des employés appartenant aux couches les plus défavorisées, dont les salaires ou les retraites, les conditions de travail et de vie sont misérables, eux ils soutiendraient les revendications les plus audacieuses, ce qui sera le cas d'aucun parti aujourd'hui, ne cherchez pas ou plus pourquoi, la majorité de leurs adhérents et sans doute aucun de leurs dirigeants n'appartiennent à ces couches du prolétariat.

Haut de page

Le 18 août

CAUSERIE

Demain si j'en trouve le temps, nous rendrons hommage à Trotsky assassiné le 20 août 1940 sur ordre de Staline. Sur le thème de la révolution permanente. J'ai travaillé sur un article hier soir sur la base d'une citation de Marx, le "*père*" de la théorie de la révolution permanente (en 1850). Je vous préviens, la révolution permanente n'a rien d'une balade tranquille de bureaucrate, c'est un rouleau compresseur à broyer les opportunistes...

Tous les ans j'y pense, mais toujours trop tard. Là pour une fois je suis à l'heure, il faut dire que l'avant-garde que l'on pourrait appeler plutôt trop tard à la soupe me donne de plus en plus la colique, je les supporte de moins en moins, et dire qu'il faut faire avec pour parodier Trotsky dans un entretien avec Fred Zeller, quelle torture !

J'ai cliqué sur les titres de cinq ou six articles relatant les évènements dramatiques survenus en Afrique du Sud ces derniers jours, je cherchais une réaction, un communiqué du gouvernement français, en vain. Quant à la Maison blanche, elle s'est dite "*attristée par les pertes humaines*", rien à foutre comme à Paris.

Syrie. Le Monde et Florence Aubenas pris en flagrant délit de mensonges.

Suite de la causerie d'hier sur le même sujet.

La propagande mensongère du journal Le Monde et de la journaliste Florence Aubenas auront fait long feu, à peine 48 heures après son inteview à vomir, un "*djihadiste*" témoigne à l'AFP de son engagement en Syrie contre le régime en place, alors qu'elle avait affirmé qu'il n'y en avait pas.

Pour rappel un bref extrait de son interview d'avant-hier.

Question du Monde. L'influence de djihadistes "salafistes" étrangers fait l'objet d'une controverse intense entre le pouvoir régulier et les rebelles. Avez-vous des éléments sur cette question ?

Florence Aubenas. Oui, c'est l'argument principal du régime contre les rebelles. Dans la région du Nord où j'ai passé un mois, je n'en ai pas rencontré. Il serait impossible pour des combattants étrangers d'y passer inaperçus : la rébellion recrute par famille, par village. Tout le monde se connaît, loge au même endroit.

J'ai longuement interrogé des commandants sur l'existence de camps d'entraînement ou de soldats venus d'ailleurs. Eux non plus n'en connaissaient pas...

Vous avez bien lu, pas de djihadistes en Syrie, impossible qu'ils pénètrent dans le pays, retenez cette affirmation.

AFP le 17 août 2012 - Abou Zeid, jihadiste "***free-lance***" au service de la rébellion à Alep.

Un combattant rebelle revient du front à Alep, dans le nord de la Syrie, monte le son de la télévision, allume une cigarette, sans oublier de vérifier sa coiffure dans un vieux miroir brisé. Abou Zeid est Tunisien, tireur d'élite et jihadiste "*free-lance*".

Le conflit syrien a attiré des dizaines d'étrangers comme lui avec des motivations diverses et des interprétations parfois très personnelles du jihad (guerre sainte).

Abou Zeid, qui dit avoir déjà combattu l'année dernière pour aider les rebelles libyens à mettre fin au régime de Mouammar Kadhafi, se décrit comme un jihadiste "*freelance*", sans aucune affiliation.

"*Bachar al-Assad et ses gens sont chiites, et il est de mon devoir d'aider à restaurer le véritable islam, l'islam sunnite*", explique-t-il, en référence au président syrien, qui appartient à la communauté alaouite, une branche dissidente du chiisme.

"*Je quitte mon pays quand il le faut, pour faire le jihad, et ensuite je rentre. C'est ma décision personnelle, je n'ai pas besoin de drapeau pour mon combat, j'apporte juste mon expertise à quiconque en a besoin*", explique-t-il, en buvant un jus d'orange avant le coucher du soleil.

L'Armée syrienne libre (ASL), composée de déserteurs et d'opposants civils ayant pris les armes, est une alliance de brigades aux liens plutôt lâches, opérant théoriquement sous le commandement d'officiers réfugiés en Turquie, qui ont condamné l'émergence des groupes jihadistes.

Mais sur le terrain, beaucoup de combattants de l'ASL font valoir qu'ils ont besoin d'aide, d'où qu'elle vienne.

Ces groupes disposent de "*combattants expérimentés qui sont comme des troupes d'élites de commandos de la révolution*", explique Abou Haidar, un coordinateur syrien de l'ASL dans le quartier de Seif al-Dawla à Alep.

"*Le reste du monde ne nous aide pas, eux oui*", insiste ce combattant en allumant cigarette sur cigarette. "*Ils n'appartiennent pas tous à Al-Qaïda, beaucoup sont seulement des volontaires qui veulent que la Syrie soit libérée*".

(...)

Peu après, un jeune combattant légèrement blessé à une main se présente. Personne le connaît. Il vient d'Azerbaïdjan, parle turc et pas arabe, et a été séparé de son unité pendant des combats.

"*J'ai vu des images de la guerre à la télévision, et j'ai décidé de venir ici pour aider les Syriens à combattre Bachar. C'est la première fois que je fais ça*", explique-t-il.

Un peu plus tard, un combattant turc arrive à son tour pour une légère blessure. Les deux hommes passeront la nuit à discuter et repartiront ensemble le lendemain matin.

Parfois, les raisons qui ont conduit certains en Syrie sont encore plus obscures. Ainsi, personne ne comprend pourquoi Abou Mohamed, un Néerlandais d'origine irakienne, a laissé sa femme et ses deux enfants aux Pays-Bas il y a quelques semaines pour venir se battre à Alep. Fin.

Vous aurez compris que cet article a été écrit par un journaliste de l'AFP qui se trouvait sur place à Alep.

Voyez-vous ce qui est intéressant ici, ce n'est pas le contenu en soi de cet article, on le connaissait déjà, c'est qu'il a été rédigé par un journaliste pro occidental, anti-Assad, on ne peut donc pas le soupçonner de raconter des histoires pour nier les faits qu'il rapporte, madame Aubenas, on n'ose même pas écrire ce qu'on pense de vous tellement vous nous dégoûtez, on a ici confirmation de ce qu'on a pu lire dans d'autres articles du Réseau Voltaire ou d'autres sources.

A moins qu'Aubenas soit complètement abrutie et qu'ils l'aient choisi pour cela, allez savoir ?

C'est quand même étrange, aucun journaliste parmi ses connaissances ne l'aurait mise en garde contre une possible manipulation? Je n'arrive pas à y croire. On a lu récemment des articles très critiques de l'Express, du Point, sur le rôle des Américains en Syrie, il y a donc des journalistes parfaitement au courant de la véritable situation sur place et l'enjeu de cette guerre.

Est-ce possible à ce point-là d'être dénué de tout esprit critique, quand on fait ce métier ?

Pensée unique. Nouvel ordre mondial. Propagande des puissances occidentales. La réaction sur toute la ligne.

Deux exemples.

Le premier concerne la Syrie et l'Iran et le second la Russie et Barheïn, mais aussi la France. Voyons ce que les uns et les autres on dit et comment les médias en ont rendu compte, le tout brièvement commenté.

Précisons avant de commencer que nous ne soutenons pas en tant que tel le régime syrien, nous défendons l'intégrité et la souveraineté de la Syrie contre les prédateurs occidentaux qui veulent faire main basse dessus ; nous ne soutenons pas le régime théocratique et réactionnaire iranien, nous défendons sa souveraineté et tant qu'Etat indépendant face aux menaces de guerre perpétrées par les Etats-Unis et Israël ; nous ne soutenons pas Poutine ou Nicolas II le retour, qui en remettant au goût du jour le délit de blasphème porte atteinte à la liberté d'expression et encourage l'obscurantisme, nous dénonçons une grossière instrumentalisation d'un groupe de jeunes musiciennes orchestrée par les agences de renseignement occidentales pour affaiblir la Russie engagée avec la Chine au côté de la Syrie et de l'Iran.

1- Syrie et l'Iran.

Il est parfaitement normal que Fabius au nom du gouvernement Hollande-Ayrault, de Washington et Bruxelles prononce un discours guerrier contre le régime syrien. Il est tout à fait anormal que le président iranien fasse de même face à la menace de guerre distillée jour après jour par l'Etat sioniste d'Israël et Washington.

Les puissances occidentales n'acceptent pas qu'un gazoduc russe traverse l'Iran et la Syrie et que la Syrie (ainsi que le Liban) puisse disposer librement des gigantesques réserves de gaz récemment découvertes dans ses eaux territoriales, ils estiment que ces richesses naturelles doivent leur revenir au lieu de participer au développement futur de leurs concurrents russes et chnois. De quel droit ? Aucun, d'où leur ambition de s'en emparer et d'installer à Damas un régime fantoche par la force des canons.

Titres.

- "*Le régime syrien doit être abattu*", dit Fabius en Turquie - AFP

- Iran: des propos d'Ahmadinejad sur Israël provoquent un tollé international - L'Express.fr

Fabius - Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a estimé jeudi en visitant un camp de réfugiés syriens que "*le régime syrien devait être abattu et rapidement*".

" (...) *je suis conscient de la force de ce que je suis en train de dire : M. Bachar al-Assad ne mériterait pas d'être sur la Terre*", a-t-il déclaré aux journalistes. "*Plus vite ce régime va changer, mieux ce sera*", a souligné M. Fabius. (AFP 17.08)

Ahmadinejad - "*Le régime sioniste est une tumeur cancéreuse (...). Les pays de la région vont en finir prochainement avec la présence des usurpateurs sionistes sur la terre de Palestine*", a déclaré M. Ahmadinejad.

"*Ils (Occidentaux, ndlr) disent qu'ils veulent un nouveau Proche-Orient, nous voulons aussi un nouveau Proche-Orient mais dans le nôtre il n'y a aura plus de traces des sionistes*", a dit encore M. Ahmadinejad. "*Les sionistes partiront et la domination américaine sur le monde prendra fin*", a-t-il ajouté. (AFP 17.08)

2- Russie et Bahreïn, et France

En Russie, un simple fait divers ou une simple provocation à l'endroit de Poutine qui aurait pu rester inaperçu, a été monté en épingle par l'opposition financée par Washington puis relayé par les médias occidentaux, le tout orchestré dans l'intention de déstabiliser la Russie qui soutient la Syrie et l'Iran, de l'isoler sur la scène internationale, de le diaboliser en le caricaturant. Ce groupe punk a manifestement été instrumentalisé, incapable de saisir ce qui se tramait, il se sert maintenant de la publicité inespéré que lui servent sur un plateau tout ce que compte d'intellectuels et d'artistes réactionnaires les pays occidentaux pour faire parler davantage de lui.

L'objectif est d'affaiblir le pouvoir en place en Russie pour qu'il cesse de jouer un rôle majeur au Proche et au Moyen-Orient, afin que l'impérialisme américain et ses alliés aient les mains libres pour agir à leur guise et mettre en place leur Nouvel ordre mondial.

A Bahreïn, qui abrite l'armada de la Ve Flotte américaine, un régime monarchique archaïque régi par la charia et dirigé par une dynastie sunnite, réprime et persécute la majorité chiite qui réclame une réforme constitutionnelle pour participer à la gestion du pays , lui interdit de bénéficier des libertés d'expression fondamentale pour mener son combat politique pacifiquement.

En France, à la suite d'émeutes survenues dans un quartier ouvrier d'une ville du nord du pays, à Amiens, auxquelles ont participé plus de 200 jeunes, la justice a décidé arbitrairement de condamner pour l'exemple deux de ces jeunes à des peines de prison avec sursis, en retenant contre eux des faits insignifiants ou inexistants à défaut de charges solides pour les inculper.

Titres.

- Le verdict du procès des "*Pussy Riot*" indigne l'Union européenne - Reuters

- Bahreïn. 3 ans de prison pour un défenseur des droits de l'Homme - nouvelobs.com

Russie - La chef de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, a estimé que le verdict rendu vendredi par un tribunal de Moscou était "*disproportionné*" et devait être annulé.

Alistair Burt, sous-secrétaire d'Etat britannique, qui dépend du ministère des Affaires étrangères, a indiqué dans un communiqué que le verdict du procès des "*Pussy Riot*" remettait "*en cause l'engagement de la Russie à protéger les droits et libertés fondamentaux.*"

La chancelière allemande Angela Merkel a jugé pour sa part que le verdict était "*excessivement sévère*" et "*non compatible avec les valeurs européennes d'Etat de droit et de démocratie auxquelles la Russie, en tant que membre du Conseil de l'Europe, s'était engagée.*"

En France, "*A travers cette sentence, c'est la liberté de création et la liberté d'expression qui se trouvent remises en cause*", écrit dans un communiqué la ministre des Droits des Femmes et porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem. (Reuters 17.08)

Bahreïn - A Bruxelles, la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, s'est déclarée jeudi "*préoccupée*" par la peine, espérant qu'elle "sera revue en appel (...)". (nouvelobs.com 17.08)

Un tribunal de Bahreïn a condamné jeudi 16 août le défenseur des droits de l'Homme Nabil Rajab à trois ans de prison ferme pour participation à des manifestations non autorisées, suscitant le "*trouble*" des pays occidentaux qui ont rappelé leur attachement

à la liberté d'expression.

De confession chiite, "*Nabil Rajab a été condamné à trois ans de prison pour participation à trois manifestations non autorisées*", a annoncé son avocat, Mohamed al-Jishi, sur son compte Twitter.

Les Etats-Unis "*profondément troublés*" par la peine prononcée...

A Bruxelles, la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, s'est déclarée jeudi "*préoccupée*" par la peine...

La France a affirmé qu'elle encourageait "*le dialogue permettant d'apaiser durablement les tensions au Bahreïn*".

Du côté des ONG, la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) a dénoncé la nouvelle condamnation et réclamé la "*libération inconditionnelle*" de Nabil Rajab.

Amnesty International avait appelé mercredi dernier les autorités bahreïnies à libérer Nabil Rajab, qu'elle a qualifié de "*prisonnier d'opinion*".

"*Comme beaucoup d'autres à Bahreïn, Nabil Rajab est un prisonnier d'opinion, incarcéré uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression*", avait affirmé l'organisation de défense des droits de l'Homme. "*Il devrait être libéré immédiatement et toutes les autres accusations ou condamnations prononcées contre lui devraient être retirées ou annulées*", avait ajouté Amnesty. (nouvelobs.com 17.08)

France- Deux hommes jugés vendredi par le tribunal correctionnel d'Amiens dans le cadre des violences urbaines du début de semaine dans les quartiers nord de la ville, ont été condamnés à respectivement 10 et 8 mois de prison avec sursis...

Le plus âgé, un chômeur sous tutelle qui bénéficie de l'allocation handicapé, a reconnu à l'audience de façon maladroite avoir mis le feu à une poubelle lors de la nuit des émeutes, sous le coup de la "*colère*" après une déception sentimentale.

Le plus jeune, élevé dans un institut médico-pédagogique, a indiqué avoir simplement fait le guet pour son ami les deux nuits, sans avoir participé aux incendies. (AFP 17.08)

Parole d'internaute.

- "*Chaque fois qu'il s'est agi d'une monarchie qui ne respecte ni les droits de l'homme, ni le droit tout court, toutes les bonnes volontés et avant-gardistes occidentaux se caltent comme par miracle, on ne les entend plus parler et pour cause, l'odeur alléchée du pétrole et la peur bleue des Saoud qui risquent de tousser.*

Le deux poids, deux mesures est flagrant, les médias se sont alignés sur les politiques et motus et bouche cousue, et tout le monde trouve normal de coller 3 ans de prison à un manifestant au Bahreïn et 45 jours de prison à un soldat israélien pour la mort de 2 femmes palestiniennes."

ACTUALITE EN TITRES

Leur société. Des rats.

- La canicule va-t-elle profiter à l'économie ? - L'Expansion.com

- Le prix du platine bondit, les violences en Afrique du Sud inquiètent - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Deux hommes jugés vendredi par le tribunal correctionnel d'Amiens dans le cadre des violences urbaines du début de semaine dans les quartiers nord de la ville, ont été condamnés à respectivement 10 et 8 mois de prison avec sursis, tandis que le procès d'un troisième a été reporté.

Le procureur adjoint, Eric Boussuge, avait requis des peines de 12 mois de prison, dont 6 ferme, et leur placement sous mandat de dépôt, tout en reconnaissant que leur profil était "*loin des casseurs de banlieues*".

Le plus âgé, un chômeur sous tutelle qui bénéficie de l'allocation handicapé, a reconnu à l'audience de façon maladroite avoir mis le feu à une poubelle lors de la nuit des émeutes, sous le coup de la "*colère*" après une déception sentimentale.

Le plus jeune, élevé dans un institut médico-pédagogique, a indiqué avoir simplement fait le guet pour son ami les deux nuits, sans avoir participé aux incendies. Il s'est mis à sangloter lors des réquisitions du procureur.

Le troisième prévenu, interpellé le même soir et poursuivi pour avoir appelé les jeunes du quartier à la violence dimanche soir, a vu l'examen de son cas reporté au 12 septembre.

Le jeune homme de 27 ans, qui nie les faits, a été placé sous mandat de dépôt dans l'attente de son procès. "*Il y a des mots qui peuvent avoir des conséquences plus graves que des actes*", a estimé le procureur. (AFP 17.08)

Il s'agit bien d'une justice d'exception, de classe, anti-jeune.

2- Russie

Les trois jeunes femmes du groupe de punk rock russe Pussy Riot ont été condamnées vendredi à deux ans de camp chacune pour "*hooliganisme*" et "*incitation à la haine religieuse*", une peine qui a immédiatement été vivement critiquée à l'étranger.

Ce jugement sévère semble confirmer que le président russe Vladimir Poutine n'entend faire de concession ni à l'opposition ni aux Occidentaux inquiets de la reprise en mains du pays.

Nadejda Tolokonnikova, 22 ans, Ekaterina Samoutsevitch, 30 ans, et Maria Alekhina, 24 ans, ont été condamnées pour avoir chanté en février une "*prière punk*" dans la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou, demandant à la Sainte Vierge de "*chasser Poutine*" du pouvoir.

Les jeunes femmes ont "*violé l'ordre public*" et "*offensé les sentiments des croyants*", sans exprimer de repentir, a déclaré la juge Marina Syrova, qui a mis l'accent sur le caractère "*sacrilège*" de l'intervention des Pussy Riot et sur leur "*haine de la religion*".

Suscitant l'étonnement, le Patriarcat russe a publié un communiqué dans la soirée pour prôner la clémence envers les jeunes femmes.

"*Nous demandons aux autorités de faire preuve de clémence envers les condamnées dans l'espoir qu'elles renonceront à toute répétition de ce genre de sacrilège*", a indiqué un communiqué du Haut conseil de l'Eglise orthodoxe russe.

L'attitude intransigeante adoptée jusqu'alors par la hiérarchie orthodoxe dans l'affaire a écorné l'image de l'Eglise dans la société et troublé une partie des fidèles, y compris des prêtres, pour qui pardonner aux jeunes femmes aurait été plus conforme aux valeurs chrétiennes.

Nikolaï Polozov, l'un des avocats des Pussy Riot, a confirmé que les trois femmes feraient appel. (AFP 17.08)

SOCIAL

Espagne

La politique d'austérité passe mal en Espagne. Des centaines de fonctionnaires ont de nouveau manifesté vendredi dans le centre de Madrid, dans les sifflets et les klaxons, pour dénoncer la politique d'austérité du gouvernement de droite, avant une "*grande marche*" convoquée à Madrid le 15 septembre. Sous les drapeaux rouges et blancs de l'UGT et de CCOO, les deux grands syndicats espagnols, les manifestants se sont rassemblés devant le ministère du Budget, comme ils le font tous les vendredis depuis le début du mois d'août. Des rassemblements semblables ont été organisés dans plusieurs villes d'Espagne, selon les syndicats.

Ces mobilisations "*culmineront le 15 septembre avec une grande marche organisée à Madrid*", pour exiger du gouvernement qu'il soumette à un référendum les coupes budgétaires, explique un manifestant de 51 ans prénommé Ignacio, employé à la mairie de Madrid. Près de lui, une pancarte affirme: "*Ils veulent ruiner le pays. Il faut empêcher cela. Nous sommes de plus en plus nombreux*".

Les fonctionnaires notamment sont visés et vont perdre cette année leur prime de Noël, équivalente à une baisse de salaire de 7%, après avoir fait les frais de précédentes économies décidées par l'ancien gouvernement socialiste.

"*D'abord ils nous ont baissé notre salaire de 5%, puis ils ont augmenté les impôts, à présent ils nous suppriment la prime de Noël*", s'indigne Marisa, une manifestante de 58 ans. "*Ils profitent de la crise pour en finir avec l'état de bien-être*", ajoute cette fonctionnaire qui participe tous les vendredis aux rassemblements, pour "*maintenir la mobilisation*" jusqu'au rendez-vous de septembre. Autour d'elle, des dizaines de personnes lèvent les bras au ciel en criant "*Les mains en l'air, c'est un hold-up*", le slogan devenu le cri de ralliement des manifestants depuis le mois de juillet. (lexpress.fr 17.08)

ECONOMIE

1- UE

Les dirigeants européens doivent se préparer à la possibilité d'un éclatement de la zone euro, comme le fait déjà la Finlande, affirme le ministre des Affaires étrangères finlandais Erkki Tuomioja, dans un entretien publié vendredi dans la presse britannique. "*Nous devons nous préparer ouvertement à la possibilité d'un éclatement de la zone euro*", déclare Erkki Tuomioja, selon des propos rapportés par le quotidien conservateur The Daily Telegraph.

"*C'est quelque chose que personne ne préconise en Finlande, pas même le parti des Vrais Finlandais (droite nationaliste), sans parler du gouvernement. Mais nous devons nous tenir prêts*", ajoute le ministre social-démocrate. Selon lui, les dirigeants finlandais ont ainsi préparé des "*plans pratiques pour faire face à toute éventualité*". "*Il y a un consensus sur le fait qu'un éclatement de la zone euro coûterait plus cher à court ou moyen terme que de continuer à gérer la crise. Mais un éclatement ne signifierait pas la fin de l'Union européenne, cela pourrait au contraire permettre à l'UE de mieux fonctionner*", poursuit Erkki Tuomioja. (lepoint.fr 17.08)

2- Espagne

Les chiffres publiés par la Banque d'Espagne ont de quoi inquiéter. Le montant des créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, continue de grimper. Il a atteint en juin à 164,361 milliards d'euros, soit 9,42% du total des créances, contre 8,96% en mai (donnée révisée, ndlr) et 8,72% en avril. (LExpansion.com 17.08)

Haut de page

Le 19 août

CAUSERIE

Il y a d'importantes perturbations du courant électrique ici, au point de passer outre mon régulateur de courant et l'onduleur et de planter mon ordinateur, heureusement que je fais des sauvegardes chaque minute, en fait j'ai les doigts en permanence sur CTRL + S ! On va finir par devenir parano ! Qui a dit que je manquerais de patience ?

Je mettrai en ligne demain l'hommage à Trotsky, je dois encore le corriger, et j'ai un autre texte à revoir. J'ai pris rendez-vous chez le dentiste en début d'après-midi lundi, à 30 kilomètres de chez moi aller et retour, j'espère que l'actualité ne sera pas trop chargée et que je ne serai pas encore débordé.

Bon dimanche à tous.

Parole d'internaute.

1- Sur la Russie.

1.1- "*Tous les sondages, pro et non gouvernementaux le donnaient largement gagnant avant les élections. D'autre part, tous les spécialistes étaient d'accord pour dire que malgré la contestation , il n'y avait aucun homme politique capable de le battre. Ce que les occidentaux ne pardonnent pas à Poutine, c'est d'avoir une politique étrangère opposée à la leur, la Syrie, l'Iran, l'OTAN, le reste c'est du pipo.* "

1.2- "*Ce que la justice aux ordres de l'oligarchie russe a réussi à faire, c'est de rendre sympathique un acte a priori répréhensible d'une intervention agressive dans un lieu de culte. Par son excessive sévérité, face à ce qui en en occident aurait valu à ses auteures une nuit dans le poste, le régime autoritaire de Poutine se démasque encore plus.* "

1.3- "*Que de jeunes chanteuses punk frondeuses puissent être condamnées avec tant de sévérité témoigne non de la force mais de la faiblesse de ce gouvernement et accrédite ainsi le soupçon de fraudes aux élections. Poutine aurait-il peur ?*"

Tout ce que disent ces différents internautes est correct, mais ce qu'ils n'évoquent pas ou ne s'imaginent pas, c'est l'omniprésence d'agents (russes) de l'impérialisme américain ou d'éléments manipulés par lui à la tête d'organisations ou associations se faisant passer pour des opposants au régime et qui ne cessent de le harceler pour le déstabiliser pour le compte des Américains, soit par des provocations sur la voie publique ou dans des lieux publics, soit en utilisant les "réseaux sociaux" sur Internet ou par l'intermédiaire de médias complaisants à la solde des puissances occidentales.

A plus faible intensité, les puissances occidentales liées à Washington mènent à l'intérieur de la Russie la même politique qu'en Syrie et dans de nombreux pays, par exemple au Venezuela, en Bolivie, à Cuba ou en Chine, dans tous les pays qui n'acceptent pas d'être leurs vassaux ou qui défendent des intérêts autres que les leurs.

Ils manipulent généralement à leur insue des couches de la petite-bourgeoisie et éventuellement du prolétariat hostiles au régime en place dont la conscience politique coïncide avec leurs propres intérêts immédiats, pour leurs propres comptes. Et lorsque le pot aux roses est découvert ou qu'ils n'en ont plus besoin, ils les lâchent et d'autres prennent le relais et ainsi de suite.

Ils appellent cela une guerre de basse intensité qui en réalité est permanente. Elle a pour fonction de pousser le régime dans ses retranchements, de le forcer à réagir violemment, éventuellement à commettre des erreurs, pour ensuite prendre à témoin la "*communauté internationale*", les brigands qui siègent à l'ONU, et dénoncer ses atteintes à la démocratie tout en continuant de le pilonner, alors que s'ils étaient placés dans la même situation, ils réagiraient de la même manière ou plus violemment encore.

2- Sur Julian Assange.

- "*Assange n'a pas encore été jugé, mais la Grande-Bretagne et les États-Unis savent déjà qu'il est coupable. Ils s'entendent pour respecter ses droits en le traitant publiquement de criminel. Bravo pour l'exemple !*"

Ce qu'on n'imagine pas toujours, c'est l'effet dévastateur que ce genre d'exemples peut produire sur des esprits faibles ou des jeunes. Haïr leur société, c'est une chose, à condition de développer une conscience politique, sinon on sera facilement manipulable et on se trompera de cible et de camp.

Afrique du Sud. Témoignage.

Par dessus tout, c'est l'incapacité du gouvernement à gérer ce genre de crise, et surtout à améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière, 18 ans après la chute de l'apartheid, qui est largement dénoncée.

"*Je ne crois pas qu'ils se rendent compte à quel point notre société est devenue instable*", dit à l'AFP l'analyste Adam Habib, de l'Université de Johannesburg, "*cent ans après le début des mines en Afrique du Sud, les gens vivent toujours dans les mêmes conditions qu'au début du 20e siècle*". (AFP 18.08)

Et attendez, ce témoin évoque les conditions de vie épouvantables des mineurs sud-africains du début du 20e siècle, qui étaient pire encore que celles qu'ont dû supporter les mineurs britanniques ou français à la même époque qui étaient déjà horribles.

Je me demande si les travailleurs ou militants peuvent s'imaginer réellement ce que cela signifie, quand on voit à quel point ils s'illusionnent sur le niveau de développement intellectuel ou de conscience politique du prolétariat en dehors des pays capitalistes dominants, ce qui apparemment n'est saisissable à sa juste valeur que de l'extérieur ou en vivant dans un de ces pays-là pendant de longues années, ce qui est mon cas. Ce n'est pas une garantie évidemment, je connais des Français qui vivent en Inde depuis des décennies et qui ne comprennent toujours pas les rapports qui existent entre les classes dans ce pays notamment.

Un régime "***sanguinaire et barbares***" (Fabius) qui vient au secours... de son ennemi, cela la fout mal...

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a qualifié d'"*énorme bêtise*" la décision prise par Air France de

dérouter sur Damas un avion faisant le trajet Paris-Beyrouth, selon des propos rapportés samedi par le quotidien *Le Parisien* sur son site internet.

"*Imaginez un instant que les autorités syriennes aient fouillé l'avion et vérifié les identités. C'était une énorme bêtise*", a souligné le ministre, qui a jugé la décision d'Air France "*incompréhensible et dangereuse*". (AFP 18.08)

Pas bol, pour celui qui ne cesse de diaboliser le régime syrien, Assad n'en avait rien à foutre de votre avion et des passagers qu'il transportait, pire, il est venu à leur secours... Intolérable pour Fabius qui estime qu'Assad aurait dû donner l'ordre de bombarder cet avion et de balancer les cadavres des passagers à la mer. Après tout, qui sait, peut-être que lui Fabius il l'aurait fait, après tout les sociaux impérialistes ont fait pire dans l'histoire, non ?

Un camarade exaspéré m'a adressé un courriel hier dans lequel il m'a écrit que "*les socialos étaient des salauds*" et que c'était eux qu'il fallait "*dégommer*". Bravo pour la rime !

Fabius en procureur général et dictateur a osé déclarer que "*le régime syrien devait être abattu et rapidement*" (AFP 17.08), il ne nous en voudra pas de penser la même chose de son régime antidémocratique ou plutôt des institutions de la Ve République.

Bahreïn. Le régime tyrannique que soutient le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius.

Un adolescent de 16 ans a été tué lors d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants vendredi soir à Bahreïn, théâtre de manifestations régulières depuis le soulèvement populaire chiite de l'an dernier contre la famille régnante sunnite Al Khalifa.

Selon le gouvernement, le jeune homme, Hussam al Haddad, se trouvait parmi des manifestants qui ont lancé des cocktails Molotov sur la police et est mort après avoir été transporté à l'hôpital.

Le principal mouvement d'opposition, le Wefaq, a dénoncé dans un communiqué "*la violente attaque*" dont a été victime le jeune homme. Les forces de l'ordre ont de leur côté affirmé avoir agi en état de légitime défense.

Selon l'opposition, plus de 45 personnes ont été tuées dans des manifestations depuis juin 2011 et la levée de la loi martiale imposée trois mois plus tôt pour réprimer les manifestations pro-démocratie organisées dans le sillage du "printemps arabe." (Reuters 18.08)

Tiens, on n'a pas lu de communiqué du Palais condamnant ce meurtre... Hollande est en vacances, ah ben tout s'explique alors !

Je ne me prononce pas sur les faits, il peut s'agir d'une provocation, vraisemblablement même, je remarque seulement que lorsqu'une provocation est orchestrée par les "*amis*" de la France, les Etats-Unis, Israël, la Grande-Bretagne ou un de leurs alliés le gouvernement français reste silencieux, et quand une provocation est fomentée par une des puissances ennemis de ses intérêts géopolitiques il en fait tout un plat.

La météorite Merlin l'enchanteur est de retour.

L'ex-candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon qualifie de "*creux*" et de "*presque rien*" les cent premiers jours de François Hollande, prévenant qu'on ne confondrait pas "*normal*" et "*social-libéral*", dans une interview au *Journal du dimanche*.

Selon lui, "*Hollande a désamorcé le contenu insurrectionnel du vote de la présidentielle. Il l'a dilué dans les sables des plages du Var. Comme si l'élection s'était résumée à une question de personnes: un normal à la place d'un agité et tout serait dit. Eh bien, non. Et on ne parviendra pas à nous faire confondre normal et social-libéral !*", lance l'ex-candidat du Front de gauche.

"*Hollande est un social-libéral comme ceux qui ont déjà conduit aux désastres grec, espagnol et portugais*", affirme-t-il. (AFP 18.08)

Social-libéral, c'est presque un compliment puisque le PS le revendique : contre-révolutionnaire ou social-impérialiste, c'est mieux et plus précis.

A quoi sert l'argument selon lequel les voix qui s'étaient portées sur Hollande avaient exprimé un rejet de la politique de Sarkozy, sinon à faire croire que Hollande aurait proposé une autre politique et que ces électeurs s'y seraient retrouvés et la soutiendraient, ce que Mélenchon appelle "*le contenu insurrectionnel du vote de la présidentielle*". Merci au passage à monsieur Mélenchon d'en rajouter une grosse louche qui nous aide à faire tomber les masques. Alors qu'en réalité le programme de Hollande était aussi antisocial et réactionnaire.

Cet argument sert en réalité à soutenir l'idée grotesque et farfelue qu'il y avait et qu'il y a encore quelque chose à attendre de Hollande et son gouvernement, ce qui ne vous aura pas échappé et coïncide avec le contenu des articles et déclarations des uns

et des autres, syndicats et partis ouvriers, expliquant à qui voulaient bien les entendre qu'il fallait attendre, attendre, encore attendre pour savoir au juste quelle politique le gouvernement allait appliquer, dans quelle direction il allait gouverner, car voyez-vous ces gens-là ont des doutes en la matière, ils doivent bien être les seuls. Pendant ce temps-là il applique tranquillement son programme et les capitalistes peuvent continuer à vaquer tout aussi tranquillement à leurs affaires...

Après cela ils s'étonneront que les masses ne les suivent pas, elles ont raison, ils ne méritent pas leur confiance.

Les assassins ne sont pas toujours ceux qu'on croit.

Der Spiegel a titré un article «*Comment Paris tue l'industrie française*». Que disent-ils ? Ce que le Medef ne cesse de répéter, mais plus ouvertement parce que pas concerné.

Slate.fr note que le nombre d'emplois dans l'industrie automobile a chuté en trente ans en France mais il n'y avait rien d'inévitable, citant le magazine allemand : «*En Allemagne en revanche, Volkswagen, Daimler et BMW emploient désormais plus de monde qu'ils ne le faisaient il y a 30 ans*».

Alors où est le lézard, qu'est-ce qui est responsable de la désindustrialisation de la France, devinez ? Les responsables écrit Slate.fr sont à chercher du côté des syndicats qui ont obtenu avec le soutien du gouvernement, de «*coupables augmentations de salaire*». Entre 2000 et 2010, le coût du travail dans l'industrie automobile française a augmenté de 8%, contre 1,6% en Allemagne.

Il poursuit : Les auteurs trouvent «*ironique que les victimes de cette politique — maintien à tout prix de la production en France et augmentation des salaires— sont ceux dont la cause est défendu par les champions de ces politiques, les gouvernements et les syndicats. Que faire? Peugeot a besoin de capital pour construire et s'étendre en Chine, en Inde et au Brésil. Si le constructeur doit conserver Aulnay, elle continuera à y perdre de l'argent, celui-là même nécessaire à sa survie qui passe par l'investissement dans les marchés émergents.*»

Le cas Peugeot, conclut le Spiegel, montre bien qu'il est plus que temps de «*changer de politique industrielle française.*» Mais il n'y en a aucune en vue, note le magazine, qui cite Arnaud Montebourg: «*Nous nous battrons juqu'à la mort pour notre tissu industriel*».

Et la mort pourrait être en sortie de virage conclut le Spiegel. (source : Slate.fr 18.08)

En s'associant avec GM, elle est programmée. Le coupable de la désindustrialisation en France : le niveau des salaires, le coût du travail trop élevé, le manque de flexibilité et de productivité, de compétitivité qui en découle.

L'Allemagne a fait main basse sur l'économie des pays de l'ex-URSS ou ses satellites de l'Est qui sous-traitent son industrie à un coût dérisoire grâce à sa main d'oeuvre qualifiée et bon marché, ce qui lui permet d'être compétitive sur le marché mondial et d'évincer au passage ses concurrents français notamment, tout en empochant des profits importants. Voilà la situation réelle.

Ils peuvent se targuer que "*Volkswagen, Daimler et BMW emploient désormais plus de monde qu'ils ne le faisaient il y a 30 ans*", l'aristocratie ouvrière, ils en ont les moyens en sous-traitant une grande partie de leur production en Roumanie, Pologne, etc. Et puis c'est normal après avoir évincé ou absorbé une partie de leurs concurrents (Skoda, Seat, etc.).

La question qui est posée ici ne se situe pas sur notre terrain de classe ou on ne peut pas la poser de cette manière-là, sauf à aboutir au "*produisons français*" des staliniens et autres sociaux-patriotes, nationalistes ou souverainistes réationnaires qui représentent les intérêts des capitalistes français.

La question est que le niveau décent des salaires et le plein emploi sont devenus incompatibles avec la survie du régime capitaliste, il doit donc céder la place à une société dont la production sera basée sur les besoins de la population et non la recherche du profit à tout prix.

La division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale se traduit notamment par la mise en concurrence les travailleurs du monde entier, dont les conditions de travail et les rémunérations sont calées sur les plus mauvaises et les plus basses existant sur le marché, de manière à ce que les capitalistes empochent toujours plus de profits. On conçoit très bien que l'existence de syndicats ouvriers les contrarie, autant que leur porte-parole, Der Spiegel.

ACTUALITE EN TITRES

Russie. Instrumentalisation de petites chattes en folie (pussy).

Par les médias.

- La condamnation des Pussy Riot '*digne de l'Inquisition*' - LeMonde.fr

- Une peine de prison "*démesurée*" pour les Pussy Riot - Le Nouvel Observateur

- Pussy Riot : «*Ce procès, c'est dégueulasse*» - Liberation.fr

- La Russie sous le feu des critiques après la condamnation des Pussy riot - 20minutes.fr

- Le procès des Pussy Riot, symbole de la reprise en main poutinienne - Slate.fr

- Le verdict contre les Pussy Riot sévèrement jugé par les Occidentaux - AFP

- Le verdict du procès des "Pussy Riot" indigne l'Union européenne - Reuters

Par les puissances occidentales

- Pussy Riot : Washington condamne des "*peines disproportionnées*" - LePoint.fr

- Pussy Riot : Catherine Ashton juge la sentence "*disproportionnée*" - LePoint.fr

- Pussy Riot : la France dénonce un verdict «*disproportionné*» - Liberation.fr

C'est le mot qui convient «*disproportionné*».

Amiens. Condamnés à respectivement 10 et 8 mois de prison avec sursis un jeune chômeur handicapé pour avoir mis le feu à une poubelle et un autre pour avoir simplement fait le guet, n'était-ce pas «*disproportionné*» ? (source : AFP 17.08)

Afrique du Sud. Un silence complice.

Aucun média, aucun Etat occidental ne condamne le massacre de dizaines de mineurs sud-africains. Bordel, ils ne savaient pas que dorénavant c'est indécent, pire, criminel, illégal de revendiquer des hausses de salaire de nos jours.

- Afrique du Sud. Le temps des questions après le drame de Marikana - Le Nouvel Observateur avec AFP

- Afrique du Sud : après la fusillade de Marikana, c'est le temps des questions - L'Express.fr

- Afrique du Sud : Enquête sur la mort des 34 mineurs - 20minutes.fr

- Afrique du Sud : des affrontements entre des mineurs grévistes et la police font 36 morts - LePoint.fr

Avez-vous constaté la différence de traitement avec la Russie ?

Un peu de courage ou d'audace camarades, changez vos habitudes, boycottez ces journaux et magazines pourris, ils sont disponibles gratuitement dans les bibliothèques municipales ou informez-vous directement et gratuitement sur le Net, désertez leurs portails qui désinforment et colportent la propagande nauséabonde du régime.

Moi, je suis obligé de me les farcir quotidiennement pour vous informer, je me sacrifie pour vous, alors consacrez votre précieux temps libre à autres choses, à vos enfants ou votre conjoint par exemple, à élever votre niveau de conscience politique, à acquérir les outils qui vous permettront de forger librement vos propres convictions. Idem avec leurs chaînes de télévision ou leurs radios de merde. Regardez, je m'en passe très bien et je ne suis pas plus con qu'un autre, non ?

C'est aussi un moyen de briser cette terrible fatalité dans laquelle ils veulent nous enfermer et qui fait des travailleurs des zombis, des acteurs inconscients de leurs propres pertes. On dispose de peu de libertés dans leur société, alors utilisons à bon escient celles qui nous restent encore.

Si la vie est un combat permanent (Freud), un combat cela se prépare, s'organise... Faites la même chose de votre vie, avec la

même détermination décidez de prendre les choses en mains, chaque geste quotidien doit être réfléchi, instantanément vous aurez l'impression que votre champ d'action s'est accru et que vous y avez gagné en liberté, que votre destin vous appartient, un léger souffle de bonheur ou de satisfaction vous envahira, spontanément vous vous sentirez mieux, ce sera comme si vous aviez fait un pas vers votre idéal, comme si vous l'aviez touché des bouts des doigts, vous en sortirez transformé, plus fort et plus heureux pour affronter la suite.

Camarades, nous sommes le nombre, une force invincible une fois en marche et orientée dans la bonne direction, nous terrasserons et vaincrons notre ennemi, il vous faut absolument en être convaincus, car cela dépend de vous aussi.

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Grèce

La Grèce va devoir économiser jusqu'à 14 milliards d'euros au cours des deux prochaines années, contre 11,5 milliards prévus jusqu'à présent, affirme l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* samedi.

Cette révision à la hausse des mesures d'économies nécessaires est le résultat des derniers repérages de la troïka de ses bailleurs de fonds (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne), selon le magazine.

L'UE et le FMI font dépendre de cet audit le déblocage, ou non, de la prochaine tranche de prêts attendus par Athènes, d'un montant de 31,5 milliards d'euros.

Or, selon le Spiegel, des revers dans les privatisations prévues et des recettes fiscales moins élevées qu'attendu en raison de la mauvaise situation économique ont rendu les mesures d'économie nécessaires encore plus grandes.

La troïka souligne en outre dans un rapport intermédiaire que le gouvernement grec n'a pas été en mesure jusqu'ici d'indiquer comment il allait économiser 11,5 milliards d'euros. (AFP 18.08)

Haut de page

Le 20 août

CAUSERIE

Solidarité. J'ai appris que nous étions logés à la même enseigne, 40°C à l'ombre, c'est dur ! Bienvenue au club ! C'est mon épouse Magueswary qui est mal, en Inde elle a la clim la nuit et éventuellement une partie de la journée, mais pas à Aubagne. Elle m'a dit qu'elle ne sortait plus, depuis la pose de ces deux valves cardiaques elle ne supporte plus du tout la chaleur. Et puis elle n'a pas envie qu'on la ramasse dans la rue et de se retrouver une fois de plus aux urgences. Cela me préoccupe.

Ici à Pondichéry, après qu'il a plu deux jours de suite la nuit, la température est brutalement remontée, on démarre la journée aux alentours de 30°C.

Imaginez bosser toute l'année avec une température entre 35 et 40°C ou plus, pas dans un bureau ou une salle de classe climatisée, non, sur un chantier, sur une route, dans une petite usine mal ventilée, un hôpital, au volant d'un camion, dans un champ, dur, insupportable, effroyable à raison de 8 heures par jour 6 jours sur 7 pendant 12 mois, n'est-ce pas ?

Et en plus on va vous demandez du rendement, d'être compétitif avec le reste de la planète souvent pour un salaire qui vous permet tout juste de survivre. A devenir fou, nerveux, violent de devoir supporter un tel traitement, une telle injustice, non ? Tenez, j'en ai une bonne ou plutôt deux qui devraient vous réconcilier avec leur société pourrie. Restez assis, à l'ombre de préférence.

1- Aux Etats-Unis

Le New York Times va accueillir son nouveau PDG, Mark Thompson, avec un paquet salarial totalisant un peu plus de 8 millions de dollars d'ici fin 2013, selon un avis boursier communiqué vendredi.

M. Thompson "*recevra un salaire de base annuel de 1 million de dollars*", indique le quotidien américain dans cet avis transmis au gendarme boursier américain, la SEC. S'y ajouteront un bonus fixé pour 2013 à "*100% de son salaire de base*", une prime d'arrivée de 3 millions de dollars (versée en partie en stock-options) et une prime de long terme dont la valeur pour l'an prochain est également estimée à 3 millions.

Le New York Times couvrira aussi ses frais de déménagement depuis l'Angleterre et d'installation aux Etats-Unis, ainsi que des frais juridiques, pour un maximum de 125.000 dollars.

Le New York Times avait annoncé mardi la nomination de Mark Thompson, âgé de 55 ans et à la tête de la BBC depuis mai 2004. Il doit rejoindre la rédaction du quotidien en novembre. (AFP 17.08)

Cela fait le même effet qu'une insolation, on a la tête qui tourne au point de ne pas savoir exactement combien cette vermine va empocher de millions de dollars pour veiller à ce que ce torchon garde la ligne éditoriale dictée par ses maîtres de la Fed ou Wall Street.

Et pendant ce temps-là, les représentants du capital de Washington à Paris nous expliquent qu'il est impossible d'augmenter le salaire minimum pour éviter que l'économie ne s'écroule, pour préserver l'emploi, etc. et leurs laquais syndicaux de leur emboîter le pas.

2- En Allemagne

La propriétaire du groupe de médias allemand Axel Springer, Friede Springer, a offert au patron du groupe Mathias Döpfner un généreux paquet d'actions d'une valeur dépassant 70 millions d'euros, selon un communiqué paru vendredi.

Mme Springer, veuve du fondateur d'un groupe d'édition contrôlant notamment le journal le plus lu d'Allemagne, Bild, a fait don à M. Döpfner de 1,98 million d'actions de la société, selon ce communiqué boursier.

Au cours de Bourse de vendredi, la valeur en atteignait 74 millions d'euros. Ce cadeau s'apparente à une marque de confiance pour M. Döpfner, qui a pris les rênes de la société en 2002 et l'a orientée, jusqu'ici avec un certain succès, vers l'internet.

Friede Springer, embauchée comme garde d'enfant par la famille Springer, a été la cinquième et dernière épouse de l'éditeur Axel Springer. A sa mort en 1985, elle a hérité du contrôle du groupe d'édition, dont elle détient un peu plus de la moitié du capital.

Mme Springer est une personnalité de premier plan en Allemagne. Mercredi dernier, une fête d'anniversaire donnée pour ses 70 ans avait vu affluer les célébrités. La chancelière allemande Angela Merkel avait fait le déplacement. L'ancien chancelier Helmut Kohl s'était fendu d'un message élogieux, tout comme le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. (AFP 17.08)

70 ans, 70 millions d'euros, ça colle pile-poil, quel bonheur ! Cela fait cher le torchon dites-donc ! Vous n'aviez tout de même pas cru que 15 ans d'austérité en Allemagne allait les appauvrir, non mais.

Après ces deux exemples, ne dites surtout pas que les inégalités et les injustices qui sont les fondements du capitalisme seraient responsables de la situation sociale actuelle...

Hommage à Léon Trotsky (20 août 1940) et aux victimes de la théorie du socialisme dans un seul pays (stalinisme, castrisme, maoïsme).

La révolution permanente est l'antithèse de la théorie du socialisme dans un seul pays. C'est pour y être resté fidèle jusqu'au bout que Staline fit assassiner Léon Trotsky. On imagine dès lors que cette théorie de la révolution permanente présentait un danger mortel pour tous ceux qui étaient attachés au maintien de l'ordre capitaliste existant dans le monde ou à leurs propres privilèges de caste bureaucratique parasitaire.

Où commence-t-elle ou finit-elle ?

Concerne-t-elle comme son nom pourrait le faire croire qu'une période ou une situation définie comme révolutionnaire dans un pays déterminé ou s'applique-t-elle à l'humanité entière ?

Qu'est-ce qui a un caractère permanent dans la lutte de classe au-delà de la révolution ?

Donnons la parole à son génial théoricien, Karl Marx :

- "*Tandis que les petits-bourgeois démocrates veulent terminer la révolution au plus vite après avoir obtenu, au mieux, la réalisation des revendications [qui rendent supportable la société existante], il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les principaux pays du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives.*" (K. Marx, Adresse du Conseil central à la Ligue, mars 1850.)

Marx faisait référence aux révolutions qui ont balayé l'Europe à partir de 1848.

La révolution permanente commence en revendiquant une augmentation de salaire et se termine par l'émancipation du salariat, l'abolition du capitalisme à l'échelle mondiale, ce qui nécessite au préalable que les prolétaires se soient emparés du pouvoir politique.

C'est un processus dialectique qui commence sur le plan économique ou social et qui se poursuit sur le plan politique jusqu'à ce que l'exploitation de l'homme par l'homme, les classes et l'Etat, le règne de la nécessité qui a pris la forme de la servitude humaine aient disparu de la surface de la terre.

Facile à comprendre, logique, non ?

Maintenant, nos syndicats et nos partis s'arrêtent en cours de chemin, ils ne visent (plus) que des revendications immédiates destinées à "*rendent supportable la société existante*" à certaines couches d'exploités seulement abandonnant les plus défavorisés à leur triste sort, soit à l'échelle de l'humanité des milliards de travailleurs et leurs familles, rien de moins soit dit en passant.

On dit souvent qu'ils sont gangrenés ou pourris par le réformisme, le trade-unionisme, etc. qui sont des formes d'adaptation, d'accommodation au capitalisme, sans faire le rapprochement avec la théorie du socialisme dans un seul pays qui finalement vise ou aboutit au même résultat, à savoir que les besoins sociaux et les aspirations à la liberté des masses demeurent finalement insatisfaites.

La similitude ne s'arrête pas là, avec le réformisme, le prolétariat ne parviendra jamais à détenir le pouvoir politique, inutile puisque le développement du capitalisme revient à réaliser le socialisme, et avec le socialisme dans un seul pays non plus, puisque c'est une caste de bureaucrates corrompus qui prend sa place, accapare les richesses produites et détient le pouvoir, lui interdisant même d'exister politiquement sous une forme organisée pour lutter pour ses droits sociaux ou politiques.

Ainsi, par des moyens différents réformisme et stalinisme poursuivent les mêmes objectifs étrangers au combat de la classe ouvrière pour son émancipation du capital. Ils partagent finalement la même idéologie que les capitalistes.

La révolution est permanente pas seulement à l'intérieur du pays où elle a éclaté mais à l'échelle mondiale, c'est uniquement à cette échelle que son plein développement peut se réaliser, car c'est au niveau mondial qu'il faut éradiquer le capitalisme comme mode de production et d'exploitation. Pour l'avoir refusé, l'URSS a disparu et la Chine et Cuba connaîtront le même destin pour la même raison, parce qu'il ne peut pas exister dans un pays ou dans le monde deux modes de production antagonistes, l'un reposant sur la propriété privée des moyens de production et l'autre sur l'appropriation des moyens de production et d'échange par la classe des producteurs qui constitue l'immense majorité de la population, l'un reposant sur la recherche du profit qu'une poignée d'exploiteurs s'accaparent, l'autre sur les immenses besoins de la population pour les satisfaire. C'est aussi sur cette contradiction que le socialisme repose, et qu'il est le seul capable de résoudre en supprimant l'injustice qui est à la base du système capitaliste.

La révolution permanente, c'est aussi la remise en cause des rapports entre les classes sur le plan politique, qui part de la remise en cause de la forme de domination de classe adoptée à un moment donné par la classe dominante pour exercer son pouvoir sur la classe dominée ou telle qu'elle existe aujourd'hui, jusqu'à la remise en cause de l'Etat et ses fondements ou plutôt qui l'inclut, pour aboutir à une inversion des rapports entre les classes au profit de la classe dominée qui est devenue la classe dominante et exerce dorénavant son pouvoir, sa dictature (du prolétariat) sur la classe minoritaire des exploiteurs.

Maintenant le développement des forces productives à l'échelle mondiale a atteint un tel niveau qu'il serait possible de satisfaire les besoins de l'humanité entière, c'est uniquement l'existence du mode de production capitaliste qui l'interdit, l'essentiel des richesses produites étant accaparées par une minorité de parasites et rentiers. Cette contradiction est d'autant plus insoutenable de nos jours, que la démographie mondiale a explosé au cours de la seconde moitié du XXe siècle, désormais ce sont sept milliards d'êtres humains qui exigent que leurs besoins ou aspirations soient immédiatement satisfaits. La crise actuelle du capitalisme est le produit de cette contradiction parvenue à un degré d'exacerbation inconnu dans le passé sur une telle échelle, puisqu'elle frappe simultanément tous les pays et tous les continents à la fois. Et c'est justement à ce moment-là que les capitalistes décident de liquider les avantages sociaux que les exploités avaient conquis au cours de la lutte de classe au XXe siècle dans les pays dominants, parce qu'ils seraient incompatibles avec leur appétit insatiable de profit, avec la survie de

leur système économique.

C'est ainsi qu'on en est arrivé à la situation où les revendications les plus élémentaires des travailleurs viennent se heurter violemment à l'existence même du capitalisme, les conduisant à remettre en cause ses fondements afin de les satisfaire ou alors accepter une régression sociale sans fin qui leur rendra la vie infernale, les réduira en esclavage.

Sur le plan politique, on peut observer la même polarisation ou radicalisation entre les classes dans la mesure où les institutions ne permettent plus à la classe ouvrière d'y être représentée, les partis (et leurs satellites anciens ou nouveaux) censés représenter ses intérêts et participant aux institutions étant passés avec armes et bagages depuis belle lurette dans le camp de l'ennemi, eux-mêmes réduits à une poignée insignifiante d'élus, les travailleurs leur ayant tourné le dos ou ne se reconnaissant plus dans aucun parti ouvrier institutionnel, ainsi que dans ceux aspirant à prendre leur relève.

On en est arrivé là aussi à la situation où la masse des exploités n'a plus de représentation politique indépendante de l'Etat au sein des institutions, elle a été pour ainsi dire rejetée, exclue de la vie politique du pays, ce sont des élus totalement subordonnés au capitalisme, porte-parole des intérêts de ce dernier qui décident de leur destin à leur place. Du coup, ne pouvant pas se reconnaître dans des institutions dans lesquelles elles n'ont pas leur place, il ne leur reste plus qu'à engager le combat pour les abattre et fonder leurs propres institutions, leur propre Etat sur la base de leurs besoins sociaux. C'est directement dans cette perspective politique qu'elles doivent mener leur combat contre l'Etat.

Résumons et soyons plus précis, ne pouvant plus concevoir le combat pour l'amélioration de leur condition ou la défense de leurs acquis sociaux autrement qu'en remettant en cause les fondements du capitalisme d'une part, et ne pouvant plus concevoir le combat politique autrement qu'en remettant en cause les institutions politiques du capital d'autre part, ces combats doivent être impérativement liés, le premier devant être subordonné au second puisqu'il constitue la clé de la situation, le capitalisme ne pouvant exister un jour de plus sans le pouvoir politique qui légitime et justifie juridiquement son existence, les rapports existant entre les classes à son profit.

- "*La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente.*" (Qu'est ce que la révolution permanente ? Trotsky - 1929)

On pourrait ajouter que la concurrence féroce que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale ne laisse guère de marge de manoeuvre aux différents capitalistes, au point de rendre immédiates et indispensables, urgentes des "*incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois*" pour que la nouvelle classe dominante, le prolétariat, puisse asseoir ou conforter son pouvoir en satisfaisant les besoins sociaux élémentaires ou les plus urgents des travailleurs, le sort de la révolution et du jeune Etat ouvrier en dépendrait largement, car sans le soutien de l'immense masse des exploités, le camp de la réaction pourrait à tout moment s'appuyer sur la réaction mondiale pour le renverser.

La révolution permanente ne prendra fin que lorsque la classe des capitalistes aura été (définitivement) vaincue à l'échelle mondiale.

- "*La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'Etat national. D'où les guerres impérialistes d'une part, et l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme: elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète.*" (Qu'est ce que la révolution permanente ? Trotsky - 1929)

Volontairement je vous ai épargné les formules habituelles et je me suis refusé à multiplier les citations qui auraient abouti à un hommage plat, indigeste et sans personnalité, ce qui selon moi manque le plus à nos dirigeants, j'ai pensé, que Trotsky qui a sacrifié sa vie et celle de ses proches pour notre cause, méritait mieux.

ACTUALITE EN TITRES

La dictature mondiale en marche.

- Attaques de drones dans le nord du Pakistan, 13 morts - Reuters

Ces attaques sont survenues alors que le Pakistan fêtait l'Aïd al Fitr, qui marque la fin du mois sacré du ramadan. (Reuters 19.08)
On se fout du ramadan, mais choisir ce moment-là précisément pour bombarder le Pakistan c'est ignoble au possible.

Les Etats-Unis se permettent de bombarder un pays souverain et indépendant sans que personne ne trouve à y redire parmi les différentes puissances occidentales. Je ne le relate pas systématiquement, mais ce genre d'attaques se produisent chaque semaine, c'est infernal !

Parmi les premières décisions politiques internationales que prendrait un gouvernement ouvrier socialiste révolutionnaire, il romprait les relations avec les Etats-Unis et Israël ainsi que tous les pays qui les soutiennent, avec l'ONU et toutes ses agences évidemment. Il déclarerait caduc tous les traités signés antérieurement avec ces pays ou leurs institutions internationales. Leurs personnels diplomatiques seraient expulsés sous 24h et leurs ambassades ou consulats fermés et déclarés illégaux jusqu'à nouvel ordre.

Leurs médias seraient déclarés illégaux dès lors qu'ils soutiendraient la ligne politique contre-révolutionnaire de leurs gouvernements et priés de quitter le pays dans les mêmes conditions. Quant aux nombreux dictateurs ayant obtenu l'asile politique en France, ils seraient immédiatement arrêtés et expulsés vers le pays de leur choix, à moins qu'ils préfèrent qu'on les parachute sur une île déserte au beau milieu du Pacifique. Et ce ne serait qu'un début.

Quand une puissance se permet de dicter sa loi à des Etats plus faibles sans se soucier du droit international qu'ils ont adopté en commun, agissant sans foi ni loi autre que la ruse et la force pour s'imposer au détriment des intérêts de votre peuple, il est de notre devoir de rompre immédiatement avec lui sans quoi il nous broiera.

L'Etat mafieux américain dirigé par les gangsters de l'oligarchie financière est engagé dans une lutte à mort contre les peuples de la terre entière, il s'agit donc d'en prendre conscience le plus rapidement possible et d'adapter notre politique en fonction de la situation dans laquelle nous nous trouvons pour préserver nos intérêts, c'est une question de vie ou de mort au cours d'une révolution, et adopter l'attitude angélique du petit-bourgeois individualiste, humaniste et ignare serait une faiblesse criminelle, fatale.

Imaginez un instant ce que doivent penser, quel doit être l'état d'esprit des citoyens qui vivent dans un pays bombardé sans cesse par une puissance étrangère, la vie doit être un cauchemar au quotidien pour eux, après on s'étonnera qu'ils massacrent (aveuglément) le premier occidental qui leur tombe sous la main, ils auront vraiment tout fait pour cela.

Et les millions de réfugiés pakistanais qui ont tout perdu après les dernières inondations qui ont ravagé une partie du pays, tout le monde s'en fout également, de la graine de terroriste !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Le Conseil de sécurité refuse de condamner un attentat contre ses casques bleus.

Sergey Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a indiqué sur Twitter « *ne pas comprendre la position* » des membres occidentaux du Conseil de sécurité qui ont refusé de condamner l'attentat perpétré, le 15 août 2012, à l'arrière de l'hôtel Rose de Damas où résident les observateurs de l'ONU.

C'est la première fois dans l'histoire de l'Organisation que le Conseil de sécurité refuse de condamner une action terroriste visant ses propres observateurs. (Réseau Voltaire 17.08)

2- Equateur

Le président Rafael Correa, furieux de la menace de Londres de donner l'assaut à l'ambassade équatorienne où s'est réfugié Julian Assange, a accusé samedi la Grande-Bretagne de constituer une menace pour toute l'Amérique latine.

Faisant état de relents colonialistes dans l'attitude britannique, le gouvernement de Quito a accordé officiellement l'asile au cofondateur australien de WikiLeaks recherché en Suède pour des accusations de viol et d'agression sexuelle.

"*Ils (les Britanniques) sont à côté de la plaque. A qui croient-ils avoir affaire ?*", s'est interrogé le chef de l'Etat équatorien lors de son allocution hebdomadaire.

"*Ne comprennent-ils pas que nous sommes un gouvernement digne et souverain, qui ne s'agenouillera pas devant qui que ce*

soit ? Belle mentalité, n'est-ce pas ? Ils ne comprennent pas que l'Amérique latine est libre et souveraine et que nous ne supporterons pas une quelconque immixtion ou colonialisme, y compris dans ce pays, certes petit, mais avec un coeur gros comme ça".

Alors que, depuis le 16 août, les relations diplomatiques entre les autorités britanniques et l'Equateur sont pour le moins tendues, le pays a reçu un puissant soutien de ses amis de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), à l'issue d'un sommet d'urgence convoqué samedi soir à Guayaquil (nord-ouest de l'Equateur).

Les ministres des affaires étrangères du bloc ALBA, qui comprend notamment le Venezuela, Cuba et le Nicaragua, ont averti le gouvernement britannique que l'entrée de la police dans l'ambassade équatorienne à Londres pour y arrêter Julian Assange aurait "*de graves conséquences dans le monde entier*".

"*Nous refusons les menaces intimidatrices proférées par les porte-parole du gouvernement du Royaume-Uni parce qu'elles violent les principes de souveraineté et l'intégrité territoriale des nations*", selon leur déclaration commune.

"*Les menaces proférées par le gouvernement du Royaume-Uni, qui supposent la possibilité d'une entrée indue dans le siège diplomatique de l'Equateur à Londres pour arrêter Julian Assange, constituent des actes d'intimidation attentatoires à l'intégrité territoriale de la République de l'Equateur*", ont réagi les ministres de l'ALBA dans un communiqué.

Le président équatorien Rafael Correa avait également dénoncé samedi les "*menaces grossières*" de la Grande-Bretagne. "*Jamais, au moins tant que je serai président, l'Equateur n'acceptera des menaces comme celle que la Grande-Bretagne a proférée cette semaine de manière totalement grossière, manquant d'égards et inacceptable*", avait déclaré M. Correa à Loja (420 km au sud de Quito), à l'occasion d'un compte rendu hebdomadaire de travail.

Les Equatoriens "*ont déformé nos propos*", a déclaré à l'AFP un responsable britannique. Mais pour Quito, qui affirme avoir reçu un document écrit évoquant la possibilité d'une intrusion, la menace persiste puisque, selon le chef de la diplomatie équatorienne Ricardo Patino, "*il n'y a pas eu un autre document désavouant le premier document, ou des excuses pour la menace proférée*".

Après la réunion de l'ALBA, l'Equateur a convoqué les ministres des affaires étrangères de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) dimanche à Guayaquil (Equateur) pour faire un point sur la situation, tandis que l'organisation des Etats américains (OEA) a annoncé qu'elle convoquerait une réunion le 24 août à Washington de ses ministres des affaires étrangères.

Les Etats-Unis, qui ont dit rejeter la notion "*d'asile diplomatique*" invoquée par l'Equateur, et le Canada, ont voté contre cette réunion. Quito a annoncé aussi envisager de saisir la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye pour contraindre la Grande-Bretagne à délivrer un sauf-conduit à M. Assange. (Reuters et Le Monde 19.08)

SOCIAL

Afrique du Sud

Trois jours après le massacre de la mine de Marikana, l'exploitant Lonmin a menacé dimanche de licencier les grévistes qui ne reprendraient pas le travail lundi matin, mais la majorité des mineurs ont rejeté cet ultimatum et entendaient poursuivre le mouvement.

Par ailleurs, le président sud-africain Jacob Zuma a annoncé une semaine de deuil national à partir de lundi, en mémoire des 44 victimes de la mine de platine.

Dix personnes dont deux policiers ont été tuées entre les 10 et 12 août dans des affrontements intersyndicaux, et 34 mineurs ont été abattus et 78 blessés par la police jeudi.

Dimanche matin, Lonmin a sommé les ouvriers de reprendre le travail lundi.

"*L'ultimatum final a été repoussé au lundi 20 à la suite des événements de jeudi*", a indiqué la société britannique, "*l'ultimatum final donne aux employés une dernière chance de reprendre le travail ou de s'exposer à un possible licenciement*".

Les mineurs interrogés par l'AFP dimanche ont réagi avec colère.

"*Je ne retourne pas au boulot. Où est l'argent?*", demande David Sikonyela, 52 ans, mineur du Lesotho, en prenant connaissance

de l'ultimatum.

"*Est-ce qu'ils vont virer aussi ceux qui sont à l'hôpital et à la morgue?*", s'emporte son collègue Thapelo Modima, 46 ans. "*De toute façon, c'est mieux d'être mis à la porte parce qu'ici, on souffre. Nos vies ne vont pas changer. Lonmin se fiche de notre bien-être, jusqu'à maintenant ils ont refusé de nous parler, ils ont envoyé la police pour nous tuer*".

"*Des gens sont morts. On est en colère. Si on reprenait le travail, ce serait comme s'ils étaient morts pour rien*", ajoute Fezile Magxaba, un contremaître de Marikana, en faisant sa lessive à un robinet collectif.

La vedette des journaux du dimanche était le jeune tribun populiste Julius Malema, soudain sorti de l'anonymat politique dans lequel il était tombé après avoir été exclu en avril de l'ANC, le parti au pouvoir, pour ses provocations répétées.

Samedi, l'ancien leader de la ligue de jeunesse de l'ANC s'est rendu auprès des mineurs et s'est adressé à eux, refusant toute forme de protection policière. Il a accusé le président Zuma d'être responsable du massacre et l'a appelé à démissionner.

"*Zuma ne s'intéresse pas aux mineurs. Il est venu ici hier soir (vendredi) et il a rencontré des blancs. Il ne sait même pas si les mineurs sont sains et saufs ou pas*", a-t-il lancé aux grévistes.

Malema, qui n'a plus aucune structure politique autour de lui, a très longtemps incarné l'aile radicale de l'ANC. Insatisfait de voir le chômage, la misère et les inégalités s'aggraver 18 ans après la chute de l'apartheid, il appelait notamment à la nationalisation des mines et à l'expulsion sans compensation des grands propriétaires terriens blancs. (AFP 19.08)

Haut de page

Le 21 août

CAUSERIE

En visitant hier le portail national du POI je me suis fait cette réflexion : incroyable, quel foutoir innommable, c'est à vous donner le tournis ou la migraine !

Cela m'a fait penser à certains magasins qui ont entassé tellement de produits dans leurs rayons et allées jusque dans les moindres recoins pour attirer le client, qu'il vous faut une heure pour trouver ce dont vous avez besoin, et comme cela a le don de vous énerver, vous ressortez en courant sans rien acheter, ce que j'ai fait en quittant ce portail sans lire ou copier le moindre article.

De mon côté, avec mes faibles moyens, je vous propose un portail aéré, clair, facile d'accès, ordonné, au design agréable, qui a une personnalité, bref, qui ne ressemble à aucun autre tant par son contenu que par sa présentation. S'il vous convient comme il est, ne louez pas les qualités de son auteur, dites-vous plutôt que cela doit avoir un rapport avec ses réelles intentions qu'il n'a jamais caché. Car si je possédais une qualité particulière, je ne pourrais pas vous la transmettre, en revanche je pourrais vous faire partager mes idées ou mes convictions.

J'ai rectifié après les avoir comptés, il y a plus de 360 articles en ligne dans le site sur la situation en Syrie, 360, de quoi largement comprendre ce qui se passe réellement.

J'ai rajouté aujourd'hui deux articles sur la Syrie qui datent de juin et juillet qui méritent d'être lus, plus particulièrement celui de juin, la source de ces articles, le portail Altantico.fr nettement classé à droite, fait qu'on ne pourra pas accuser leurs auteurs de collusion avec le régime d'Assad. Leurs contenus sont accablants pour la coalition coloniale américano-franco-britannique qui arment la horde de barbares fanatiques et sanguinaires qui terrorisent la population pour qu'elle rejoigne l'opposition au régime.

Le saviez-vous ?

Libye. Moustapha Abdeljalil avoue avoir menti avec des images de film de la fausse chute de Tripoli tournée au Qatar et retransmise à travers le monde. (traduction en français à l'écran)

http://www.dailymotion.com/video/xkpj15_la-chute-de-tripoli-m-abdeljalil-avoue-le-mensonge-tourne-au-qatar-et-retrasmis-a-travers-le-monde_news

On a là la confirmation de ce que T. Meyssan du Réseau Voltaire avait annoncé dans un article.

Cessez d'armer des hordes de mercenaires sanguinaires et barbares monsieur Hollande !

Lors d'un entretien de 45 minutes à l'Elysée, François Hollande a assuré au nouveau représentant spécial des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, du soutien de la France et l'a invité "*à tout mettre en oeuvre afin d'obtenir d'abord la cessation des violences*", peut-on lire dans un communiqué de la présidence.

Pour le chef de l'Etat, "*il ne peut y avoir de solution politique sans le départ de Bachar al Assad*". Une position qui diffère de celle tenue jusqu'ici par Ladhkar Brahimi, qui a déclaré ce week-end qu'il était trop tôt pour dire si Assad devait se retirer.

La France plaide pour "*la préparation de la transition politique, en lien avec l'opposition syrienne, dans l'intérêt de tous les Syriens et avec pour objectif la fondation d'une Syrie libre et démocratique, respectueuse des droits de l'Homme et des minorités*". (Reuters 20.08)

La position de Hollande consiste à demander la "*cessation des violences*" en direction de Bachar al Assad dont il serait à l'initiative, alors qu'en réalité ce sont des bandes de tueurs à gage étrangers recrutés par le Qatar qui en sont avant tout les auteurs, tout en leur permettant de continuer d'harceler le régime qui ne peut que répliquer violemment pour conserver le conctrôle de la situation.

Des armes de "***destruction massive***" aux armes chimiques, il n'y a qu'un pas qu'Obama hésite à franchir.

"*Jusqu'ici, je n'ai pas donné l'ordre d'intervenir militairement*" en Syrie, a déclaré le président américain Barack Obama lors d'une conférence de presse. Mais "*si nous commencions à voir des quantités d'armes chimiques déplacées ou utilisées, cela changerait mon calcul et mon équation*", a-t-il ajouté. (AFP 20.08)

Quelle est la nature d'un régime qui s'octroie le droit de menancer d'attaquer et de bombarder un Etat souverain qui ne lui a jamais déclaré la guerre ? Une dictature.

Le bouffon du monarque.

Interrogé par France Inter sur les violences d'Amiens où plusieurs équipements publics ont été détruits par le feu, M. Mélenchon s'est insurgé: "*Non, ce n'est pas la jeunesse qui est en cause ! C'est quelques personnes. Et je vais dire à ceux qui foutent le feu à un gymnase ou une bibliothèque : ce sont des crétins*".

"*Nous les rejetons, ils n'ont rien à voir avec la contestation de la société capitaliste. C'est le contraire ! Ils en sont les larbins, les fourriers, les bouffons*", ils "*nous jettent la honte à tous*", a martelé M. Mélenchon. (AFP 20.08)

Honte à ce charlatan qui pendant plus de 30 ans n'a jamais occupé d'autre fonction que celle de larbin du régime au sein du PS, de l'UE et de l'ONU pour vivre confortablement.

Non, ce ne sont pas "*quelques personnes*" qui sont en cause, mais la société que vous avez participé à forger au cours des décennies précédentes, que vous soutenez et qui a produit le chômage de masse, qui a généralisé la précarité et la pauvreté de couches entières du prolétariat auxquelles ces jeunes appartiennent sans espoir de connaître un avenir meilleur dans le futur.

Monsieur l'illusionniste, refuser de rompre avec l'Union européenne et l'euro, s'en remettre à l'ONU, refuser de rompre avec le PS, refuser de se placer dans l'opposition à ce gouvernement impérialiste qui menace l'intégrité d'un Etat souverain, la Syrie, etc. ce n'est pas contester la société capitaliste, c'est s'y adapter honteusement.

De renégat, vous êtes devenu en réalité comme vos alliés au sein du Front de gauche, un fieffé réactionnaire. Les staliniens ont pour coutume d'accuser les travailleurs d'être responsables de leur propre malheur, que vous les imitiez ici n'a rien d'étonnant. Et que votre déclaration ait été accueillie avec enthousiasme sur Internet par des partisans ou des adhérents de l'UMP ou du FN en dit plus que de longs discours sur vos réelles intentions.

Ces jeunes poussés au désespoir, tout comme d'autres jeunes provenant d'autre milieux attirés par la mouvance anarchiste qui commettent des actes illégaux et parfois violents, ne peuvent être désignés à la vindicte publique comme vous le faites sous prétexte qu'ils s'en sont pris à des symboles de la société dans laquelle ils ne se reconnaissent pas.

La question est plutôt de savoir pourquoi ils ne se reconnaissent pas dans cette société pourrie que vous avez servie pendant tant d'années. On conçoit parfaitement que vous soyez incapable de vous poser cette question pour la raison qui vient d'être énoncée, car cela reviendrait à remettre en cause votre engagement politique de larbin du régime qu'apparemment vous vous destinez de poursuivre avec le talent que vos semblables vous reconnaissent.

Nous ne partagerons pas votre honte qui n'appartient qu'à votre milieu et ses représentants monsieur Mélenchon. De notre côté, nous n'avons rien à nous reprocher, contrairement à vous, nous avons les mains propres et l'esprit tranquille. Et si nous ne nous livrons pas à des amalgames honteux comme vous venez de le faire entre ceux qui sont responsables de la situation sociale actuelle et ceux qui en sont les victimes innocentes, c'est parce que nous nous plaçons en toute circonstance aux côtés des opprimés. D'autres vous auraient tout simplement traité d'individu sordide et ignoble, à vous de démontrer le contraire si vous en êtes capable.

Mystification. L'idiot utile du régime a encore frappé.

Ou comment faire croire que Hollande et son gouvernement pourrait faire une autre politique répondant aux besoins des travailleurs, alimenter cette illusion qui sera usée avant 2017, voilà à quoi sert Mélenchon.

- Jean-Luc Mélenchon a réclamé lundi le soutien de l'aile gauche du PS pour "*booster la gauche*" et faire avancer les idées négligées, selon lui, par la majorité.

Il est comme Pierre Laurent, il "*rêve*" (libération.fr 15.08), mais attention, pas d'une société idéale qui n'existera jamais, vous êtes prévenus !

- David Assouline, le porte-parole du PS, a estimé à quelques jours de l'université d'été du PS, à La Rochelle, qu'il s'agissait d'une vaine polémique destinée à meubler le vide laissé par la droite depuis la défaite de Nicolas Sarkozy.

De là à laisser penser que le philistin Mélenchon joue le jeu de la "*droite*" il n'y a qu'un pas...

La tortue ou le serpent de mer.

- Il (David Assouline) a le "*sentiment du devoir accompli*" et "*l'ambition intacte de changement*". Les socialistes "*salueront la mobilisation exceptionnelle de François Hollande et du gouvernement pour agir vite, mais sans précipitation*", a-t-il dit.

Autoproclamation, autojustification, autosatisfaction, prétentieux, arrogants, hautains, orgueilleux, ils sont bien puants de la tête aux pieds, Fabius a dit que le président syrien ne méritait pas d'exister, eux non plus, sauf que lui, aussi détestable soit-il, ne prétend pas se faire passer pour ce qu'il n'est pas.

Et pendant ce temps-là, il y en a qui se placent et qui flattent le monarque pour faire partie de sa cour.

- Jean-Christophe Cambadélis a qualifié pour sa part de "*sans-faute*" les cent premiers jours de François Hollande, jugeant que Jean-Luc Mélenchon était "*impatient*". "*Mais, nous, nous voulons conduire patiemment le changement pour qu'il dure*", a-t-il dit sur RFI.

Traduisez : faisons en sorte de faire croire que le changement est en marche pour rester au pouvoir le plus lontemps possible, et au diable la caissière ou le manutententionnaire qui s'impatientent parce qu'ils ne parviennent pas à boucler la fin de mois avec leur salaire de misère.

La serpillière et le charbonnier.

- Le président du Parti de gauche a néanmoins continué lundi à donner de la voix, en appelant notamment à Benoît Hamon, ministre délégué chargé de l'Économie sociale et solidaire. "*Nous avons un terrain commun, la gauche du Parti socialiste et nous, le Front de gauche. Nous avons des mots d'ordre, une vision du monde en commun*", a-t-il dit sur France Inter, en citant également Julien Dray, Henri Emmanuelli et Marie-Noëlle Lienemann, autres figures de la gauche du PS.

Vous avez dès lors le droit de mettre le PG dans le même sac que le PS.

On définissait le PG comme un appendice du PS, s'il le dit lui-même, c'est mieux ! Vous pouvez avoir autant de visions du monde que vous voulez, il n'y en aura qu'une qui correspondra à la réalité du point de vue des intérêts collectifs des exploités. A moins qu'on nous explique qu'il est impossible de se représenter la réalité et de l'interpréter comme elle est, ce qui revient à nier son existence, mais sans prouver qu'elle ne pourrait pas exister, et dès lors être interprétée, puis saisie sur un plan historique.

On peut toujours nier la légitimité de la grève entamée par des mineurs sud-africains pour obtenir une augmentation de salaire, que leurs salaires sont misérables, mais on ne pourra pas nier que le gouvernement a envoyé la mitraille pour qu'ils cessent leur grève et qu'il est coupable d'avoir lâchement assassiné des mineurs.

Entre "***amis***", en famille.

- "*Mes amis, vous devez peser de tout votre poids pour obtenir les lois dont nous avons besoin*", a-t-il ajouté. "*Assez de paroles, des actes. Nous avons besoin que vous veniez nous aider dans notre bataille pour booster la gauche. C'est nous la locomotive, bon sang ! Venez mettre un peu de charbon pour qu'elle avance !*" Jean-Luc Mélenchon, qui avait dénoncé dans un entretien au Journal du dimanche le "*creux*" des cent premiers jours de François Hollande, l'a qualifié lundi de "*brave homme*".

Sortez la boîte à cirage ! Un homme de paille, un pauvre type quoi, c'est flatteur !

Il feint d'ignorer, à moins que ce soit un fieffé "*crétin*", ce qui est parfaitement possible - généralement ces gens-là ne font rien d'autre que s'écouter parler, que la direction du PS et le PS tous courants confondus ont adopté le marché, l'économie capitaliste, qu'ils n'ont plus rien à voir avec le socialisme qui coïncide avec les intérêts des masses exploitées, donc ils sont au pouvoir pour gérer la société pour le compte des capitalistes et rien d'autres, capitalistes qui d'ailleurs ne s'y sont pas trompés, hier encore la France a emprunté sur les marchés à un taux négatif et les agences de notation se sont fait particulèrement discrètes depuis le 6 mai, ensemble ils soutiennent le gouvernement, ce qui ne vous aura pas échappé. Monsieur Mélenchon voudrait nous faire prendre des vessies pour des lanternes en affirmant qu'il pourrait en être autrement, c'est du domaine de la mystification pour tromper les travailleurs.

Allons plus loin.

Il est arrivé dans le passé qu'un gouvernement de Front populaire dirigé par le PS ou par un parti de l'Internationale jaune se propose de mettre en oeuvre un programme social favorable aux travailleurs, sans aller jusqu'à la rupture avec le capitalisme, ils en sont définitivement incapables, ce qui chaque fois déclencha une réaction violente de la part de la réaction qui s'y opposa.

Pris de panique le gouvernement recula précipitamment et décréta une "*pause*" dans les réformes, ce qui lui valut de se couper des masses. Ensuite, le gouvernement une fois affaibli, la réaction redoubla ses coups pour l'acculer, car ce qu'elle visait c'était sa chute, elle ne pouvait se contenter d'un consensus ou de demi-mesures. Au-delà, il lui fallait mater le prolétariat, lui infliger une défaite pour lui imposer son propre programme.

Le gouvernement de Front populaire ne pouvant pas se résoudre à prendre de telles mesures répressives contre les masses qui l'avaient porté au pouvoir sous peine de se couper définitivement avec elles, il ne lui restait plus qu'à passer le témoin à la réaction, à l'appeler au pouvoir sans même qu'il le réclame, les dirigeants du PS ou de la SFIO (ainsi que ses alliés staliniens) ou son clone en Espagne, au Chili, etc. expliquant à qui voulaient bien les entendre qu'ils avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour servir les intérêts des travailleurs, en vain, alors qu'en réalité non seulement ils n'avaient jamais été jusqu'à rompre avec le capitalisme, ils avaient refusé de mobiliser l'ensemble de la classe pour soutenir ces mesure sociales, pour finalement reporter sur la classe ouvrière la responsabilité de leur échec et la boucle est bouclée. Je ne sais plus qui a dit que les peuples avaient les gouvernements qu'ils méritaient, on pourrait attribuer cette formule au PS et ses satellites.

Tartufe vend la mèche des agités du bocal.

- Dans Le Figaro paru lundi, le ministre du Travail, Michel Sapin, minimise ces désaccords. "*La gauche ne s'agite pas plus qu'il n'est logique, attendu et habituel*", dit-il. (source : lepoint.fr 20.08)

Elle est pareille à elle-même, on n'en a jamais douté, c'est la raison pour laquelle nous ne lui avons pas donné notre voix !

Au fait monsieur Mélenchon qui revenez de chez le colonel Chavez, comment se porte le "*socialisme du XXIe siècle*" ?

Question : quand Chavez se réjouit de la hausse du cour du pétrole dont le Venezuela est l'un des plus importants producteurs au monde, quand il refuse d'augmenter la production pour empêcher que le prix du pétrole chute, ils ne se soucient pas vraiment du sort des peuples qui à travers le monde doivent payer l'essence à un tarif prohibitif, en Inde par exemple, pays qui comme chacun sait importe tout son pétrole et qui est classé parmi les pays riches, Chavez s'engraisse sur notre dos sans que cela lui pose vraiment un cas de conscience, non ?

Vous me direz que cela ne changerait rien puisque ce sont les multinationales américaines, britanniques et françaises qui fixent les prix, et les gouvernements qui prélévent des taxes ensuite. Certes, mais si le baril était à 15 ou 20 dollars au lieu de tourner autour de 100 dollars, nous disposerions d'un argument imbattable à la fois contre les multinationales et les gouvernements pour exiger la baisse du prix de l'essence à la pompe.

Mais bon, il faut bien financer le "*socialisme du XXIe siècle*"...

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

Un tiers des employés de la mine de platine ont repris le travail lundi après des affrontements meurtriers avec la police jeudi.

La direction de Lonmin a repoussé à mardi son ultimatum exigeant la reprise du travail des grévistes à la mine de platine de Marikana (nord), où 34 mineurs ont été tués jeudi par la police. Lonmin, qui précise que l'activité de la mine a repris ce lundi, indique dans un communiqué : "*Après des consultations avec plusieurs représentants syndicaux aujourd'hui (lundi), l'entreprise peut annoncer que les mineurs en grève illégale qui n'ont pas repris le travail ce matin ne seront pas licenciés, et qu'il leur a été accordé un jour de plus, à la lumière des circonstances actuelles.*"

"*Lonmin peut confirmer que le travail à Marikana a repris aujourd'hui, avec un nombre significatif d'employés*", poursuit le communiqué, qui affirme que "*presque un tiers des 28 000 employés ont pris leur poste à la vacation du matin lundi 20 août*". Dans un précédent communiqué, Lonmin avait avancé le chiffre de 27 % des employés présents à leur poste.

L'entreprise rappelle cependant que son ultimatum n'est pas levé, menaçant les récalcitrants de "*mesures disciplinaires*". L'expression "*menace de licenciement*", employée dans les précédents communiqués, a cependant disparu. Lonmin note que la grande majorité des employés n'étaient pas en grève (les grévistes étaient environ 3 000), mais qu'ils n'ont pas pu travailler en raison des violences, qui ont fait au total 44 morts, 10 dans des affrontements intersyndicaux entre le 10 et le 12 août, et 34 dans la fusillade de jeudi. (lepoint.fr 20.08)

En guise d'hommage aux mineurs sud-africains, à tous les mineurs du monde entier. Rapidement, hélas !

Pratiquement tout ce que la société consomme, toutes les marchandises produites, y compris la plupart des produits alimentaires, à l'exception du bois qui pousse à l'état naturel, tout ce qu'on utilise quotidiennement dans tous les pays du monde toutes classes confondus, toutes générations confondues, n'existerait pas sans le travail des mineurs.

Nous leur devons absolument tout, à leur force de travail qu'ils vendent pour un salaire de misère. Ils ont le métier le plus pénible au monde et ils sont traités pire que des chiens. On y reviendra une autre fois.

Les ouvriers sont les martyrs innocents du capitalisme, ceux des mines, ceux qui travaillent sur les chantiers, ceux qui travaillent dans des petites unités de production en usine, ceux qui travaillent dans de grandes usines sont des privilégiés à côté, ils forment souvent l'aristocratie ouvrière que le capitalisme a corrompu, ce sont les autres catégories d'ouvriers moins bien lotis qui en font les frais, ils n'y pensent pas ou ne le savent pas, ils n'en sont pas responsables, ce sont les capitalistes qui se livrent à ce calcul sordide pour accroître leur profit et conserver leur pouvoir.

Je vous ai dégotté un passage excellent de Marx qui traite de cette question sous un autre angle, celui du parti, ce sera pour demain. Vive la classe ouvrière internationale et vive le socialisme !

Haut de page

Le 22 août

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'aborder le texte de Marx dont je vous ai parlé hier. De plus, on a encore de grosses coupures de courant, dont une bonne partie de la nuit dernière et depuis le début de la matinée, il est 14h et je suis crevé, j'ai commencé à bosser à 7h. J'ai utilisé le générateur pour bosser ce matin. J'envisage d'acquérir deux panneaux solaires en plus de la batterie et du générateur. En fait d'amélioration, c'est de pire en pire ! Là je fonctionne sur la batterie qui s'est un peu rechargé, je mets le boulot sur le serveur et je ferme l'ordinateur.

Bonne journée à tous.

L'adresse de l'interview par T. Meyssan de la journaliste Yara Saleh de la télévision privée Al-Akhbariya libérée : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=owiOHSIn0W8. Un article dans la rubrique Syrie y est consacré.

Il y a 30, 50 ans, en France personne ne brûlait des écoles monsieur Mélenchon.

A cette époque-là, il n'y avait pas de chômage, on allait à l'école, éventuellement à l'université, et quand on en sortait avec ou sans diplôme, du jour au lendemain on trouvait un travail.

On était embauché, pour peu qu'on soit persévérant, stable ou patient, au fil des ans mais assez rapidement on pouvait prétendre voir notre salaire augmenter substantiellement, on pouvait grimper dans la hiérarchie ou obtenir une poste meilleur et mieux rémunéré.

Finalement, en quelques années on pouvait avoir un salaire décent qui nous permettait d'entrevoir notre avenir avec un certain optimisme, de quitter le foyer familial, se mettre en ménage et fonder une famille...

Aujourd'hui qu'en est-il ? Tout cela a quasiment disparu, même la plupart des jeunes bardés de diplôme doivent passer par la case précarité, stage, CDD, intérim, le tout ponctué de périodes de chômage plus ou moins longue rendant l'avenir incertain, improbable, pour ne pas dire qu'ils n'osent même pas y penser.

Qu'en est-il des jeunes qui sortent du circuit scolaire sans diplôme, sans formation ? Ils sont voués aux petits boulots payés une misère, au chômage de longue durée, il leur impossible d'imaginer imiter leurs parents qui eux-mêmes souvent sont dans une situation précaire ou au chômage, ne réussissant pas à joindre les deux bouts chaque fin de mois.

On a une question à vous poser monsieur Mélenchon : qu'a fait pour ces jeunes le gouvernement Hollande-Ayrault, qu'a-t-il prévu pour le sortir de cette situation dramatique ? Rien monsieur Mélenchon, absolument rien et vous le savez pertinemment. Permettez-nous de vous dire qu'en vous reconnaissant dans ce gouvernement, vous partagez sa responsabilité dans la situation faites à ces jeunes sans avenir dans cette société abominable.

Nous tenions à mettre les choses au point, après que vous ayez traité avec un mépris inexcusables ces jeunes qui font partie de notre classe, ce qui prouve à quel point vous êtes coupé ou étranger à la classe ouvrière.

Mise au point.

Le courant que j'anime mène un combat politique largement inspiré par la méthode de Lénine qui a fait ses preuves à une autre époque. Cela ne prouve rien, en effet, de nos jours rien ne prouve rien...

On pourrait me reprocher d'être trop vindicatif, de polémiquer pour un oui ou un non, d'être trop violent dans mon discours, or je ne fais que défendre les idées et la cause pour lesquelles je me bats face à un ennemi ou des adversaires qui pratiquent le double langage, sournois, belliqueux même si cela vous a échappé, qui sont hypocrites, manipulent et falsifient la réalité, récrivent l'histoire passée, colportent des contrevérités ou de grotesques mensonges, qui font feu de tout bois et ne reculent devant aucun artifice pour mystifier les masses (et les militants) quasi quotidiennement ou justifier leur comportement, leur ligne politique...

Je ne leur concède rien, je ne leur accorde pas le bénéfice du doute sachant les moyens dont ils disposent, je ne leur passe absolument rien, sauf parfois par faiblesse ou alors par manque de temps...

On pourrait se dire qu'une telle droiture morale et intellectuelle devrait être saluée par bien des acteurs mêlés à la lutte des classes, de préférence dans nos rangs, et que son auteur doit s'attirer la sympathie des esprits les plus critiques ou les plus ouverts, les plus éclairés, et bien se serait se tromper totalement car la réalité se situe aux antipodes de ce qui vient d'être décrit brièvement.

J'ai essayé de renter en contact avec des gens qui me paraissaient aborder la situation sous un angle intéressant ou partageaient notre cause, en vain, j'ai été en contact avec un certain nombre de militants et de responsables de formations politiques ou de syndicats avec lesquels j'ai eu un moment donné une correspondance par courriel, puis du jour au lendemain sans explication plus rien, j'ai été jusqu'à essayer d'établir des relations avec des gens qui ne partageaient pas l'objectif de notre combat politique mais avec lesquels ponctuellement un rapprochement me semblait possible pour mener une action commune, en vain. Il y a aussi des formations politiques ou des syndicats dont j'ai mis des articles en ligne dans la Tribune libre du site après qu'ils me les aient envoyés, jusqu'au jour où ils ont cessé de m'en envoyer, apparemment ne supportant pas la critique que j'ai pu en faire dans mes causeries.

Qu'est-ce que j'en ai conclu ? Je n'ai pas couru après eux pour entretenir des relations qui auraient consisté à me plier à leurs caprices, à condition que je cesse de critiquer leurs idées ou mieux que j'y adhère, ce qui aurait dû me conduire à abandonner mes propres convictions pour adopter les leurs ou me réduire au silence en présence d'analyses ou de positions que je ne partageais pas, que j'estimais être franchement opportunistes ou pire encore. Dans certains cas, j'ai fait preuve d'une certaine réserve ou retenue en n'exprimant pas ouvertement mes désaccords sans que cela ne change quoi que ce soit à leur comportement à mon égard. Arrogance, désinvolture, mépris, voilà ce qui les anime.

Du coup, cela m'a convaincu que je ne devais surtout rien changer aux rapports que j'entendais avoir avec eux sous peine de me renier, ce qui était évidemment impensable. En gros, ils ne peuvent entrevoir comme relations que des relations de dominant à dominé, reproduisant à l'intérieur de leurs formations politiques ou leurs syndicats comme avec les éléments qui y étaient extérieurs, ce qui était mon cas, les rapports qui existent entre les classes, ce qui vous vous doutez bien était totalement insupportable pour un militant qui les combat jusque dans les moindres recoins où ils vont se nicher dans la société.

Evidemment, je me suis posé beaucoup de questions, je me suis remis en cause chaque fois que cela s'est produit au cours des sept dernières années, pour finalement, en examinant dans quelle situation Lénine s'était retrouvé entre 1903 et 1912 ou la veille de la révolution d'Octobre et de quelle manière il l'avait abordée, décider de ne rien changer à mon comportement.

Lénine était un polémiste implacable, féroce, à côté je passerais presque pour un romantique, c'est pour dire, il a passé une bonne partie de son temps à littéralement matraquer ses adversaires, à les broyer, *Que faire ?* en est (notamment) un brillant témoignage, comme Marx et Engels il ne se contentait pas du terrain politique, ils se moquait de l'aspect grotesque des personnages qu'ils décrivaient jusque dans leurs gestes de la vie quotidienne, leur caractère ou leur personnalité qui allaient de pair avec leur comportement politique mesquin ou dilettante.

Bien que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks furent parmi ses principales victimes, on peut ajouter accessoirement les anarchistes, il n'en demeure pas moins que les meilleurs d'entre eux joignirent leurs forces au parti bolchevik au moment décisif, quand il fut agi de prendre le pouvoir, sans que Lénine ait changé quoi que ce soit à son comportement envers leurs formations politiques et leurs dirigeants. Lénine était tout ce qu'on voudra, sauf un conciliateur.

Lénine figurait parmi les dirigeants d'un parti, le POSDR, il pouvait compter sur les militants de base et les cadres du parti bolchevik qui étaient en contact permanent avec la classe ouvrière pour faire passer ses idées, obtenir le soutien nécessaire pour se maintenir à la direction du parti, souvent contre les autres dirigeants de son parti.

Moi, je suis isolé à l'autre bout du monde et sans parti, sans militants ou cadres pour me soutenir à part quelques militants, la comparaison s'arrête donc là, et sans jamais prétendre un instant rivaliser avec Lénine évidemment. Comme je l'ai dit précédemment, j'ai essayé de rompre avec mon isolement, sans succès, je ne suis même pas parvenu à trouver un seul cadre ou dirigeant qui accepte de prêter attention aux multitudes de sujets que j'ai pu aborder depuis 2005 et d'échanger des réflexions avec moi, alors que j'ai toujours été disponible pour me livrer à cet exercice, vous en êtes témoins, je ne raconte pas d'histoires.

Il m'est arrivé de me dire que peut-être que je divaguais, que je n'arrivais pas à accrocher la situation parce que je n'avais pas milité pendant 20 ans, bref, j'avais loupé un épisode déterminant et je ne parvenais plus à comprendre dans quel monde nous vivions et les rapports entre les classes. Mais cela ne pouvait pas constituer une réfutation des ravages que l'opportunisme avait produit dans les rangs de l'avant-garde au point de la rendre méconnaissable, les mensonges grossiers, les manipulations à répétition, les falsifications, les tours de passe-passe, etc. que j'ai dénoncés au fil du temps, je ne les ai pas inventés. Contrairement à Pierre Laurent, je ne "*rêve*" pas éveillé pour finalement m'endormir sur mes lauriers et abandonner mon idéal.

Lénine était présenté par ses adversaires comme un cinglé, un dictateur, pourquoi, parce qu'il allait au bout de ses analyses, il ne lâchait rien, ils admiraient ses capacités incontestables mais ils le détestaient. Ils les ridiculisaient, les foudroyaient, comme par exemple lors de son retour en Russie en avril 17, n'hésitant pas à les caractériser de traîtres, de capitulards, de corrompus par la bourgeoisie. Imaginez-vous sortir cela en réunion ou congrès devant vos dirigeants, vous êtes virés sur le champ ! Rien que pour cette raison s'il fallait en chercher, ils ne peuvent pas se réclamer du léninisme ou prétendre être les héritiers de la révolution d'Octobre, les continuateurs du marxisme, etc.

Lorsqu'il fit son discours devant les dirigeants bolcheviks, ils l'interrompirent, ils le traitèrent de fou, de dément. Oulianov était tombé sur la tête, le malheureux avait perdu le sens des réalités après tant d'années passées en dehors de la Russie, il ne s'en trouva pas un pour le soutenir, pas un vous entendez bien, je crois que c'était le 4 ou le 5 avril, et à la fin du même mois ils s'étaient tous ralliés à ses fameuses thèses, y compris le trio Zinoviev, Kamenev et Staline, en réalité remettre le parti bolchevik en ordre de bataille pour préparer l'assaut final contre le régime.

Incroyable, inimaginable, et pourtant c'est bien ainsi que les choses se passèrent. Pour le millième qu'avait balancé Lénine aux dirigeants bolcheviks, aujourd'hui un militant vous insulte et vous tourne le dos s'il ne vous tape pas dessus ! C'est délirant, mais c'est la réalité, j'allais écrire la triste réalité et je me suis repris, la médiocre réalité ferait mieux l'affaire, car il faut être médiocre pour avoir une telle attitude, je ne parle même pas des lâches, ils se reconnaîtront.

En sachant cela et en comparant ce qui vient d'être décrit avec le comportement de mes détracteurs à mon égard, je suis amené à penser que ce sont eux qui ont un problème à régler et non moi. Ils ne tolèrent pas la moindre critique et vous traite de sectaire ou de dogmatique, de gauchiste ou de fou furieux, cela me laisse totalement indifférent et ne changera rien à mon comportement dicté par la même méthode que Lénine, confrontons nos idées et nos arguments jusqu'à temps que l'un des deux cède ou soit au tapis, dans ce domaine il ne peut y avoir de demi-mesure, tergiverser, tourner autour du pot, se défiler et le coup suivant sera encore plus violent, c'est la règle, on l'accepte ou on la refuse, et si on l'accepte on doit aller jusqu'au bout, sinon c'est perdre

son temps.

Quand vous vous trouvez face des militants qui répètent le même refrain depuis des décennies et des décennies, selon moi les mêmes erreurs ou pire encore, mais c'est une autre histoire, pour finalement parvenir au résultat misérable que l'on sait et qu'on a tous devant les yeux, et qu'ils refusent obstinément d'envisager qu'ils ont pu se tromper ou dévier de la bonne trajectoire, vous vous dites que vous avez raison de vous obstiner à défendre des idées qu'ils ne partagent pas et que viendra un jour où elles triompheront ou seront majoritaires.

Un exemple, un exemple hurle l'auditoire, d'accord bien qu'il soit déjà très tard au moment où j'écris ces lignes, il en existe des centaines ou des milliers, on n'a que l'embarras du choix en vérité.

Qui peut croire de nos jours que le Parti socialiste serait encore un parti ouvrier, quel avantage pourrions-nous tirer d'une telle caractérisation qui se traduit en pratique par des rapports particuliers envers ce parti qui participe aux institutions, mieux au maintien de l'ordre établi ? Hollande déclarerait demain solennellement au 20h sur France2 le PS est un parti capitaliste, qu'il y en aurait encore pour affirmer, non, non, c'est un parti ouvrier, cela dépasse l'entendement.

Lénine n'a pas commis un miracle en ralliant la direction du parti bolchevik qui était farouchement hostile à ses thèses d'avril, à la prise du pouvoir en fait, comme je l'ai rappelé il a tenu des propos d'une violence extrême, que s'est-il passé alors ? Il a simplement fait appel au meilleur, à l'intelligence de ses dirigeants, c'est tout, oui c'est tout, la vie ou le développement de la révolution fit le reste, a fini par les convaincre qu'il avait raison, pour être plus précis, c'est la conjonction de son analyse et de la perspective qu'il avait tracée qui coïncidait avec l'évolution de la situation (révolutionnaire) qui rendait la victoire possible, qui finirent par les convaincre que l'heure avait sonné de passer à l'assaut du régime.

Quelqu'un un jour m'a rétorqué : cela vous servirait à quoi d'avoir raison contre tous, à rien, c'est absurde, vous voyez bien que c'est absurde, cela ne mène à rien... Illitch Oulianov rigolerait aux éclats s'il entendait ce genre de baliverne pour avoir démontré le contraire une multitude de fois, y compris aux moments décisifs.

Je vais vous avouer que je ne sais pas pourquoi j'ai écrit tout cela car tout le monde s'en fout, pour la même raison que Lénine sans doute, en étant dans une situation pire que la sienne toutefois. Je me dis que cela servira à d'autres militants, cadres ou dirigeants mieux placés que moi, je ne doute pas qu'un jour un dirigeant sortira du lot et s'imposera comme le fit Lénine, ne cherchez pas parmi les nôtres, ils sont usés jusqu'à la corde ou leur arc est brisé.

Il est 0h45 et j'arrête là.

Je ne suis qu'un simple militant et je n'entends pas péter plus haut que mon cul ou me faire passer pour autre chose que ce que je suis. Disons qu'à force de faire fonctionner son cerveau 24H24, il arrive qu'il en sorte quelque chose de valable, c'est un truc dont je suis convaincu. Trotsky avait raison de dire que la meilleure école c'était celle de la vie en parlant de Lénine.

Mystification. La seule méthode gouvernement que connaît le PS. La preuve, si nécessaire.

Acte I. Contrats d'avenir: Michel Sapin lance le CDI à durée déterminée.

En évoquant ce matin au micro d'Europe 1, les 150.000 contrats d'avenir censés être créés à la rentrée, le ministre du Travail Michel Sapin a expliqué que ces contrats proposeront aux jeunes «*un vrai boulot en contrat à durée indéterminée pendant une durée suffisante, entre un an et trois ans, […] pour leur permettre d'être reconnu dans la société*».

Un mariage de contrats pour plus de flexibilité

En effet, ces contrats d'avenir, qui devraient s'adresser à 400.000 jeunes de moins de 25 ans, «*dureront trois ans, décomposés en années renouvelables pour permettre aux jeunes de sortir du dispositif s'ils trouvent un emploi ailleurs*», a expliqué le ministère du Travail au quotidien *Le Monde*.

«*Concrètement, ces contrats seraient une sous-catégorie des actuels Contrats unique d'insertion (CUI). Pour compenser le manque de qualification de ces jeunes, une aide à la formation devrait être apportée aux employeurs, éventuellement par le biais d'un 'chèque formation'*», détaille-t-il au quotidien. (20minutes.fr 21.08)

Ne dites plus CDD, dites CDI à durée déterminée ! Ne dites pas rigueur ou austérité, dites "*efforts justes*".

Que faut-il attendre du PS s'interrogent certains, comme s'ils ne le savaient pas, comme si ce n'était pas écrit d'avance, comme si tous les jours il ne faisait pas la preuve qu'il continuait la politique de Sarkozy, la seule différence c'est qu'ils favorisent à la marge d'autres couches de privilégiés que celles adulées par l'UMP au détriment d'autres délaissées, c'est ce qu'ils appellent

le changement.

Donc il s'agit de contrats de travail précaires qui seront rémunérés au lance-pierres, assortis évidemment d'exonération de cotisations sociales pour les patrons, et en plus "éventuellement" en prime ils recevront un chèque formation.

Acte II. En "***profondeur***", avec la vaseline en prime non remboursée par la Sécurité sociale.

Selon M. Sapin, les critiques émises par Jean-Luc Mélenchon sur les premiers mois de la présidence Hollande "*sont à l'image du personnage: une gouaille qui peut être perçue comme sympathique et en même temps une ivresse des mots qui le place hors de la réalité*".

"Mélenchon est victime du syndrome Sarkozy. Voilà quelqu'un qui devrait oublier l'ancien président et s'inspirer des manières de faire de François Hollande. Les Français ne sont pas à la recherche d'un affrontement de plus", ajoute-t-il.

Michel Sapin oppose "*les discours fracassants*" au "*climat climat d'apaisement qu'apportent le président et le gouvernement*".

"*Notre discours ne doit être ni fracassant, ni lénifiant*", dit-il en définissant la méthode du gouvernement: "*marier la gestion de l'urgence et l'action en profondeur*".

"*Le gouvernement, sous l'autorité du président, apporte des réponses à des situations insupportables: les emplois d'avenir et les contrats de génération pour lutter contre les effets immédiats du chômage, la revalorisation de la prime de rentrée scolaire, le coup de pouce au smic pour répondre au problème de pouvoir d'achat. Parallèlement, des réflexions sur les réformes structurelles sont lancées: avenir des retraites, démocratie sociale, services publics, Europe, etc.* " (AFP 21.08)

Emplois précaires, prime à la casse de l'Education nationale, augmentation misérable du smic, contre-réformes, corporatisme, TSCG et MSE, la panoplie complète du parfait réactionnaire.

Quelle coïncidence, les syndicats et les partis ouvriers ne sont pas non plus "*à la recherche d'un affrontement de plus*" !

Quand Sapin dit que Mélenchon devrait "*s'inspirer des manières de faire de François Hollande*" pour ajouter aussitôt "*les Français ne sont pas à la recherche d'un affrontement de plus*", il faut traduire une affrontement avec ceux qui détiennent réellement le pouvoir, ce que Mélenchon reproche hypocritement à Hollande, car il sait pertinemment que le gouvernement ne s'attaquera jamais au pouvoir des capitalistes.

Mélenchon, c'est finalement l'agitateur d'idées creuses, il a cela en commun avec le PS.

Acte III. Circulez, il n'y a rien à voir !

- La sortie estivale de Jean-Luc Mélenchon, opportunément lancée en pleine rentrée des socialistes, n'a que modérément ému ces derniers. Elle ne les a surtout pas franchement étonnés. "*Ce n'est pas inattendu, résume Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris et ancien "mécano" de la gauche plurielle. Jean-Luc Mélenchon cherche à retrouver sa place.*"

Une place, ce n'est pas rien, cela se monnaie !

- Aux yeux de ses anciens camarades, il ne s'agit là que d'une opération de bonne guerre visant à récupérer les "*parts de marché*" conquises par M. Mélenchon à la présidentielle... et perdues pendant les législatives.

Ils parlent de la lutte des classes comme des patrons, simple déformation professionnelle !

- Aucune surprise, donc, du côté de la Rue de Solférino. Voilà pourquoi nul, ou presque, n'a cherché à répondre. "*C'est tellement téléphoné que ça n'a pas beaucoup d'impact, poursuit un hiérarque socialiste. Qu'est-ce que ça peut faire à Hollande que Mélenchon dise qu'il n'a pas été assez radical ?*"

Rien à cirer de l'illusionniste, ils ont la majorité absolue à l'Assemblée nationale et l'UMP ainsi que les centristes ratifieront le TSCG, ils soutiennent Hollande et son gouvernement.

- La consigne est donc claire au PS : pas question de répliquer.

- C'est bien la question de la vitesse que pose au gouvernement le quatrième homme de la présidentielle. Celle-là même qui va, en cette rentrée, se poser à l'exécutif. " *Il veut introduire la querelle du temps plutôt que la querelle du fond*", diagnostique un

dirigeant du PS. Une dimension que la gauche du parti ne souhaite pas lui abandonner.

Tiens donc, finalement il n'y aurait pas de "*querelle du fond*" entre eux, il a lâché le morceau le "*crétin*", non, il n'a fait que dire la vérité, pour une fois ! Cela dit, cela ne signifie pas qu'ils ne seraient pas confrontés à des contradictions, sur la forme ou le "*temps*", le rythme, pas sur le fond qu'ils ont en commun, l'économie de marché, le capitalisme.

- "*Il a fait illusion quelque temps en essayant d'apparaître comme celui qui voulait la victoire, explique Razzy Hammadi. Mais le pari de Jean-Luc Mélenchon, depuis toujours, c'est l'échec de la gauche au pouvoir. C'est le fondement même de sa stratégie et de l'idéologie qui structure son parcours depuis son départ du Parti socialiste*", estime le député de Seine-Saint-Denis, pour qui "*sa seule offre est une forme de parole syndicale vis-à-vis du gouvernement*".

Razzy Hammadi, c'est le député du PS qui fait savoir haut et fort qu'il ne votera pas le TSCG, à ce propos, j'ai une précision intéressante à vous apporter.

Hier, dans une interview au journal Le Monde, il a précisé ses intentions et ses véritables motivations.

Question : Voterez-vous contre le traité budgétaire européen lorsqu'il sera présenté à l'Assemblée ?

Razzy Hammadi : Ce dont je suis sûr, c'est que je ne le voterai pas. Je peux voter contre ou m'abstenir. Je reste attaché à l'espoir que des évolutions sont encore possibles, si le pacte budgétaire devait intégrer une mutualisation des dettes ou une capacité d'emprunt pour la BCE [Banque centrale européenne].

Plus loin répondant à une autre question : Il n'y a qu'une seule solution pour sortir à court terme l'Europe du tourbillon spéculatif : permettre à la BCE d'agir directement. C'est l'esprit inverse de celui du traité. J'aime trop l'Europe pour pouvoir accepter un tel texte. Il ne fait qu'ajouter de l'austérité à l'austérité et fait appel aux recettes violentes et antidémocratiques des pactes précédents.

Il y a encore des choses que l'on peut obtenir : il faut aller plus loin sur le pacte de croissance et l'emploi. Comme l'a dit François Hollande, nous avons entamé une première étape mais ce n'est pas un solde de tout compte. On peut aussi avancer sur d'autres fronts, comme sur un tarif extérieur commun, sur un agenda pour une directive sur les services publics.

Question : N'est-ce pas un affront fait au gouvernement et à M. Hollande ?

Razzy Hammadi : Il y aura un nombre de voix suffisant au Parlement. Entre François Hollande et quelqu'un qui refuse le traité, il y a une différence de méthode plutôt qu'une différence de fond. Je suis proeuropéen sur une ligne de refus de ce traité, mais c'est une opposition constructive et solidaire vis-à-vis de François Hollande. Nous organiserons des réunions publiques sur la question du traité, avec d'autres partis. Mais nous ne participerons pas à une campagne qui viserait à instrumentaliser cette question contre le gouvernement comme le fait maladroitement Jean-Luc Mélenchon, qui disait du gouvernement Jospin, quelques mois après la ratification du traité d'Amsterdam, qu'il "*était le plus à gauche du monde*". (lemonde.fr 21.08)

Merci de ce rappel qui confirme que Mélenchon passe son temps à dire n'importe quoi, c'est quelque part un pauvre type, inconsistant.

Excellent cet interview, tout y est.

En résumé Razzy Hammadi rejette le TSCG sur une orientation réactionnaire, pro UE, sur le fond, ils sont tous d'accord, il le dit lui-même. Pas de bol pour ceux qui ne cessent de cavaler derrière ce soi-disant courant de gauche du PS, le POI notamment. Il est même plus réactionnaire que la moyenne en réclamant "*un agenda pour une directive sur les services publics*" synonyme de leur démantèlement final.

Ce qui est surprenant, c'est que les militants ne comprennent apparemment que la seule chose qui permet de distinguer le PS de l'UMP c'est uniquement une question de méthode tandis qu'ils partagent le même fond, ils ne comprennent pas que la méthode s'apparente aux illusions, à ce qu'il y a de superficiel, pour faire justement oublier qu'ils ont en commun le fond.

Ils tombent dans le piège qui consiste à favoriser la méthode sur le fonds, puisqu'ils refusent de classer le PS parmi les partis bourgeois ou capitalistes. A moins qu'ils veuillent jouer sur la méthode en espérant pouvoir changer le fonds, comme si c'était possible s'agissant du PS. Qu'est-ce qui les distingue à l'arrivée du PS ? Rien.

Reprenons où nous nous étions arrêtés.

- Un cadre de ce courant résume : "*Jean-Luc Mélenchon ne propose pas un autre modèle, il est dans un débat sur la position du curseur ; plus vite, plus fort, plus haut. Nous sommes nombreux à le penser aussi. Mais nous, nous souhaitons la réussite*

du président."

A l'injonction de rapidité, les socialistes entendent répondre par la nécessité de durer. (lemonde.fr 21.08)

Comment pourrait-il proposer un autre "*modèle*", son allié du PCF Pierre Laurent a déclaré qu'il n'en existait pas ou pas d'idéal, ce qui revient au même.

Ce qui est bien avec eux, c'est que chaque fois qu'ils ouvrent la bouche, c'est pour se démasquer un peu plus ou se contredire, que peuvent-ils faire d'autres franchement ? Cela dit, cela des lustres que cela dure, avec le soutien des partis qui refusent obstinément de déclarer la guerre au PS, qui lui épargnent le genre de critiques ou d'analyses que vous pouvez lire ici.

Comment penser autrement en faisant croire qu'un autrement est possible, tout en faisant en sorte que rien ne change, voilà à quoi se résume le PS.

La baudruche se vide de ses ouailles. L'utopie de droite.

Franck Pupunat, cofondateur du Parti de Gauche, a annoncé mardi qu'il se mettait "*en congé*" de la formation coprésidée par Jean-Luc Mélenchon, invoquant notamment le besoin d'une "*relation sereine avec la gauche au pouvoir*".

Animateur du petit mouvement transpartis Utopia (1,25% au congrès du PS à Reims mais aussi plus de 4% au congrès des Verts à Clermont-Ferrand en 2011), M. Pupunat avait annoncé le 22 novembre 2009 qu'il quittait le PS et rejoignait le nouveau parti lancé une semaine plus tard.

"*Cofondateur du Parti de Gauche, j'ai décidé de me mettre en congé du Parti de Gauche*", déclare M. Pupunat dans un communiqué. Il se dit "*heureux d'avoir contribué à la naissance de cette nouvelle force politique*" et rend hommage à M. Mélenchon qui a "*su +réveiller+ les consciences de millions de Français*".

Néanmoins, il s'interroge sur "*le bilan stratégique de la séquence politique qui s'achève, la mise en oeuvre d'une relation sereine et exigeante avec la gauche au pouvoir, la nécessaire construction démocratique d'une organisation politique et de son orientation*" et "*la réflexion indispensable sur le rôle et la place hypertrophiée des partis politiques dans notre démocratie*".

"*A titre personnel, j'ai donc décidé de prendre plusieurs mois de réflexion avant de me réinvestir dans un parti politique*", ajoute M. Pupunat.

Il dit rester "*porte-parole du Mouvement Utopia*" et postule à "*un nouveau mandat*" comme animateur de cette organisation. Centrée sur les liens entre société civile et politique, Utopia qui revendique "*un millier d'adhérents et 5.000 sympathisants*", réunit ses universités d'été en septembre à Sète. (AFP 21.08)

Il n'est pas le premier à déserter le PG pour n'avoir tiré aucun profit personnel de l'aventure du Front de gauche. Si au moins on participait au gouvernement... Il est déçu le petit-bourgeois qui tourne le dos aux partis politiques, pas assez bien pour lui, se réfugier dans une utopie, c'est mieux. Aucun intérêt.

Un référendum... pour un bon traité.

L'ex-candidate EELV à la présidentielle Eva Joly préconise un référendum sur le traité budgétaire européen, estimant que "*le petit ajout sur la croissance que François Hollande prétend avoir obtenu n'est pas à la mesure des enjeux*", dans une interview à Libération à paraître mercredi.

Alors qu'on lui demande si elle réclame "*un référendum sur le traité européen*", elle répond "*Oui. On ne peut pas escamoter le débat public sur un tel enjeu*".

"*Le traité qu'on nous propose de voter est le traité +Merkozy+. Le petit ajout sur la croissance que François Hollande prétend avoir obtenu n'est pas à la mesure des enjeux. Je suis fédéraliste, mais en limitant le déficit structurel à 0.5% du PIB, on crée les conditions de notre propre récession*", affirme-t-elle.

"*J'aimerais que le nouveau président se souvienne de son discours du Bourget (pendant la campagne, ndlr) et qu'il prenne des mesures efficaces pour lutter contre les désordres financiers et les abus des multinationales. On ne peut pas imposer l'austérité si on ne s'attaque pas aussi à la finance*", juge Mme Joly.

Elle reconnaît toutefois qu'"*il faut un peu de temps*". François Hollande "*doit maintenant tenir ses promesses. Le peuple de gauche attend avec impatience des mesures symboliques qui ne coûtent rien, comme le récépissé lors des contrôles d'identité et*

le mandat unique", selon elle. (AFP 21.08)

Elle veut un référendum pour "*débattre*" comme si le contenu du TSCG n'était pas clair, et en ajoutant qu'elle est "*fédéraliste*", cela signifie qu'elle veut que l'UE concocte un bon traité qui permettra à la construction de l'UE d'aller de l'avant au lieu de la freiner, la stopper (en perspective), sans jamais rompre avec l'UE, elle veut juste son bien... qui rime avec le contraire pour tous les travailleurs de l'UE.

Vous aurez remarqué qu'elle n'est pas contre l'austérité, dès lors qu'elle est assortie de conditions évidemment irréalisables sous un gouvernement PS-PRG-EELV ou du domaine du fantasme. Quelque part elle l'avoue en réclamant des "*mesures symboliques qui ne coûtent rien*", car celles qui en coûteraient aux nantis, il vaut mieux que les évoquer rapidement en passant et les oublier aussitôt. Merci madame Joly, nous ne sommes pas dupe, y compris de votre petit manège.

ACTUALITE EN TITRES

A prendre et à laisser.

- Bartolone affirme que le gouvernement est "*déterminé*" à "*tenir ses engagements*" - AFP

Lesquels, il n'en a pas pris ! Pardon, ce n'était pas à nous qu'il s'adressait.

Les grosses chaRrettes à venir.

- Sharp souhaiterait supprimer 8.000 emplois - Reuters

- Des milliers d'emplois menacés chez Siemens - L'Expansion.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France. Sur les pas de Sarkozy.

Une délégation du Conseil national syrien (CNS, principale coalition de l'opposition), conduite par son président Abdel Basset Sayda, a été reçue à l'Elysée mardi par le président François Hollande, a constaté un journaliste de l'AFP. Les cinq membres de la délégation, arrivés peu après 17h au palais de l'Elysée, ont été précédés par le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius qui devait également participer à cette entrevue.

Le chef de l'Etat a accueilli les membres de la délégation du CNS sur le perron, donnant l'accolade à chacun d'entre eux. (liberation.fr 21.08)

SOCIAL

Afrique du Sud

La tension est retombée mardi à la mine de sud-africaine de Marikana (nord), théâtre d'un conflit social sanglant, car l'exploitant Lonmin, sous la pression du pouvoir, a renoncé à sanctionner les grévistes absents pendant une semaine de deuil et a ouvert de premiers contacts avec les syndicats.

L'évêque anglican de Pretoria Jo Seoka a convaincu les deux parties de discuter pour la première fois depuis le massacre de 34 mineurs en grève sauvage par la police, le 16 août à la mine de platine, a indiqué l'ONG écologiste Bench Marks.

Selon John Capel, qui dirige cette fondation, l'évêque a réussi à convaincre des dirigeants de Lonmin et huit syndicalistes à se

voir pendant trois heures mardi soir.

Dans la matinée, l'intervention de la présidence sud-africaine avait poussé Lonmin, basée à Londres, à renoncer à un ultimatum: elle avait sommé les 3.000 foreurs en grève sauvage depuis le 10 août de reprendre le travail, sous peine d'être licenciés.

Les grévistes, qui réclament le triplement de leurs salaires, sont encouragés par le petit syndicat AMCU, dissident du puissant syndicat des mineurs, le NUM.

Mardi en début de soirée, la direction a annoncé qu'elle ne prendrait "*aucune mesure disciplinaire contre les employés illégalement absents qui ne reviennent pas au travail cette semaine*", pour respecter la période de deuil national.

Cinq jours après la fusillade, 33% des salariés avaient repris le travail mardi, et la direction priait les autres, notamment les 25.000 non grévistes de revenir.

A l'extérieur du site, comme chaque jour, des centaines d'hommes s'étaient rassemblés pour répéter leur refus de reprendre le travail faute de voir leurs revendications salariales satisfaites.

"*Notre position n'a pas changé, nous ne bougeons pas, nous refusons d'être intimidés par Lonmin*", a lancé Litha Mpula, qui se décrit comme un survivant de la fusillade.

Le drame met aussi en cause l'attitude du pouvoir, muet depuis des mois face aux tensions sociales secouant l'industrie du platine en crise.

Le jeune tribun populiste Julius Malema s'est d'ailleurs engouffré dans la brèche, se montrant pour la deuxième fois aux côtés des mineurs pour déposer plainte au commissariat proche de la mine et vitupérer contre le président Jacob Zuma dont il a dénoncé "*le faible leadership*".

Ex-leader de la ligue de jeunesse de l'ANC, Malema a été exclu du parti au pouvoir en avril.

Le principal parti d'opposition, Alliance Démocratique, a réclamé au parlement la démission de la ministre de la Police, des secrétaires généraux des syndicats NUM et AMCU et du PDG de Lonmin.

"*La police a fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher une telle situation*", a s'est défendue la ministre de la Police, Nathi Mthethwa.

Sa collègue Susan Shabangu, ministre des Mines, a appelé les sociétés minières à "*redoubler d'efforts*" pour améliorer la condition de leurs employés et partager la richesse.

Enfin l'ex-archevêque Desmond Tutu a condamné le "*massacre*", mais exprimé sa sympathie pour la majorité des policiers faisant face à des manifestants menaçants.

"*Lorsque nous avons tourné la page de l'apartheid, nous avons dit que plus jamais notre police et nos soldats ne massacreraient les gens*", a commenté Tutu dans une tribune publiée mardi soir dans le quotidien The Star.

"*Notre police semble impuissante à endiguer la vague de criminalité violente*". Et, "*nous avons créé une petite poignée de méga-riches qui profitent du transfert de pouvoir économique aux Noirs mais ont échoué de façon spectaculaire à réduire les différences de niveaux de vie entre les Sud-Africains riches et les pauvres*", a-t-il accusé.

Dans le même temps, le droit de manifester, chèrement acquis sous l'apartheid, donne lieu à des dérives violentes, a ajouté le prélat. (AFP 21.08)

Mais non, ce sont des "*bouffons*", des "*crétins*", ce sont eux avec leurs revendications démentielles et leurs machettes qui par leurs provocations sont responsables de ces 44 morts, n'est-ce pas monsieur Mélenchon ? Oui, mais là il combattait le capitalisme, ne confondez pas tout. Certes, certes. Cependant, exigez le triplement des salaires et se pointer devant la mine armés de machettes, ce n'est pas sérieux, cela ne se fait pas enfin quoi, il faut respecter la légalité, il y a d'autres moyens de faire entendre sa voix.

C'est bien cela qu'il pense l'histrion Mélenchon, non, il n'est pas le seul dans ce cas-là, certains le disent à demi-mot ou ouvertement ou n'en pensent pas moins. Ce qui m'étonne, c'est que ces mineurs n'aient pas rappliqué ensuite armés de fusils, ils n'en ont pas tout simplement. Ils en auront un jour...

ECONOMIE

1- Banque et Bourse

Le scandale de l'Euribor – Complicités entre banquiers et gouvernements sur l'art de ruiner les citoyens.

Le cadavre de l'Euribor trouve toute sa place à côté de celui du Libor. L'Euribor est l'acronyme du European Interbank Offered Rate, établi lors de la création de l'euro en 1999, qui détermine sur une base quotidienne le coût des dépôts interbancaires à court terme dans l'Eurozone. Si 43 banques de la zone euro constituent le cœur de la commission d'Euribor, d'autres banques étrangères à la zone, comme Barclays ou JP Morgan, en font partie aussi.

Barclays a déjà avoué aux autorités américaines avoir égale-ment faussé ses déclarations concernant l'Euribor. Et les autres ? Est-il pensable que l'Euribor soit resté « propre », alors que tout le monde savait que son concurrent, le Libor, était truqué ? A noter que l'Euribor est appliqué à un volume de 220 000 milliards d'euros de contrats dérivés.

La manipulation du taux interbancaire a des conséquences non seulement pour les millions de personnes ayant contracté un prêt hypothécaire et obligées de payer des intérêts plus élevés, mais aussi pour des centaines de municipalités en Eu-rope ayant acheté des swaps sur taux d'intérêt, notamment en France, en Italie et en Allemagne. En Italie, plus de 400 administrations municipales et régionales ont une exposition de 66 milliards, et le gouvernement italien détient quelque 100 milliards de swaps sur taux d'intérêt. En France, le ministère de l'Economie estimait, en novembre 2008, que sur les 135 milliards d'euros de dettes des collec-tivités territoriales françaises, 15 à 20% d'entre elles étaient constituées de produits structurés, dont les taux fluctuaient selon des formules complexes en fonction de certaines devises comme le Franc suisse, mais aussi du Libor et de l'Euribor.

Le plus grand vendeur de tels swaps en Europe n'est autre que la banque franco-belge Dexia, qui a été renflouée à hau-teur de 162 milliards d'euros par les contribuables. Par ailleurs, Dexia est intiment liée à Barclays, qui a fait fonction d'agent pour la vente des actifs de la franco-belge. (Source: EIR) (Liesi. 21.08)

Et pendant ce temps-là pour faire diversion ou se donner bonne conscience...

- Le gendarme boursier américain, la SEC, a annoncé lundi avoir versé pour la première fois une récompense à un informateur l'ayant renseigné sur d'importantes fraudes boursières, d'un montant de 50.000 dollars.

Il s'agit "*du premier paiement dans le cadre d'un programme de la SEC pour récompenser les gens qui fournissent des preuves de fraude boursière*", a-t-elle précisé dans son communiqué. (AFP 21.08)

2- Corée du Sud

Samsung n'est pas seulement le numéro un mondial de la téléphonie. Le coréen est aussi le premier fabricant de puces mémoires en termes de revenus, et il veut se développer dans les processeurs, où les marges sont plus élevées. Dans un effort pour augmenter la production de puces pour smartphones, tablettes et autres appareils électroniques, le groupe a annoncé qu'il allait investir 3,2 milliards d'euros (4 milliards de dollars) dans son site d'Austin au Texas.

Ce site produit le coeur des processeurs équipant les produits Apple (Apple Ax). (LExpansion.com 21.08)

3- Etats-Unis

Le Mississippi devient une source d'inquiétude pour l'économie américaine.

Tandis que les Etats-Unis sont confrontés à leur pire sécheresse depuis une cinquantaine d'années, d'aucuns s'inquiètent d'un éventuel assèchement du fleuve Mississippi. Pourtant l'année dernière, les pluies étaient très abondantes ! Mais depuis quelques semaines, ce fleuve est devenu plus étroit par le manque de pluies et si le phénomène se poursuivait, on assure que cela pourrait s'achever par une fermeture provisoire du trafic fluvial. Or 60% des céréales du pays transitent par le fleuve ; 22% pour le pétrole et le gaz naturel, 20% pour le charbon. Pour les Etats-Unis, les conséquences économiques d'un arrêt du transport fluvial sur le Mississippi viennent d'être chiffrées à 300 millions de dollars par jour.

Jusqu'ici, les media ont mis l'accent sur les conséquences de la sécheresse pour les agriculteurs, les éleveurs et les consommateurs du fait d'un renchérissement des prix. Mais, comme le rapportent quelques journalistes américains, le Mississippi est absolument essentiel à la réussite économique du pays. Dans certaines régions, la hauteur du fleuve Mississippi a diminué de

20 pieds sous son niveau normal. C'est déjà considéré comme un niveau alarmant. Si la pluviométrie est identique sous les 12 prochains mois à ce que l'on vient de voir, le Mississippi sera la cause de gros problèmes supplémentaires.

Le 14 août, la chaîne CNN a diffusé un reportage sur ce sujet. Pour le moment, de nombreuses barges transportant des céréales, des minerais, du charbon, etc., ont été contraintes de limiter leurs charges. Certaines péniches ne circulent plus du tout sur le fleuve en certaines parties où le niveau est très bas. Un transport par le train ou par camion se répercuterait immédiatement sur le prix final et alourdirait la facture alimentaire pour le consommateur.

Dans certaines parties du pays comme le Centre, d'innombrables cours d'eau sont dans une situation désastreuse à cause de la sécheresse persistante. La dernière fois que le Mississippi s'est trouvé dans une situation similaire, c'était en 1988. A l'époque, une très grande partie du trafic fluvial fut arrêté. Le coût chiffré pour l'industrie maritime s'est soldé par une perte de quasiment 1 milliard de dollars. Cette fois, on juge le scénario plus grave. Certaines entreprises vivant du trafic fluvial accusent des pertes de 500 000 dollars depuis mai dernier. On chiffre le coût d'un pied de hauteur du fleuve à 200 tonnes de marchandises, et le prix moyen de transport par voie fluvial est de 11 $ la tonne… bien moins cher que le train ou par camion.

D'aucuns ne sont guère optimistes car d'une manière générale, pour le Mississippi, l'automne et l'hiver sont généralement plus sec que l'été. Mais comme il n'y a plus de saison… (LIesi 20.08)

Haut de page

Le 23 août

CAUSERIE

C'est reparti pour la journée, après la coupure de courant du matin, de 6 à 9h, ils ont remis le courant 15mn puis plus rien, il est 16h.

Hier je m'étais fait piéger et j'avais dû me rabattre sur le générateur une fois la batterie de secours quasiment à plat pour continuer de bosser. Ce matin je me suis avancé au maximum puis j'ai tout transféré sur une clé USB afin de pouvoir continuer le boulot sur le portable. Un brun optimiste, je l'avais rangé soigneusement dans son sac avant-hier ! La nuit dernière fut aussi épouvantable que la précédente, je n'ai pas pu aller me coucher avant 0h30 une fois le courant rétabli, et j'ai dû me relever trois fois pour ouvrir puis refermer les fenêtres, mettre en route et éteindre le ventilateur, bref, je suis cassé ! Mais de bonne humeur, en fait je suis généralement optimiste même si je ne le laisse pas toujours paraître. Par contre ce qui a le don de me foutre en rogne, c'est quand je lis dans des articles écrits à 10.000 kilomètres d'ici que l'Inde se développe, progresse, que la pauvreté recule et que pour un peu on baignerait dans la joie de vivre, la réalité est toute autre.

D'ailleurs c'est bien simple, dans ce pays et j'imagine que c'est valable dans les pays similaires, chaque progrès ou présenté comme tel se traduit systématiquement par une détérioration de votre qualité de vie, alors quand vous entendez dire que le pays a engrangé une suite de progrès, il faut en déduire que la qualité de vie de la population s'est détériorée dans des proportions affolantes, tous les rapports suivent évidemment.

La direction de la compagnie minière sud-africaine Lonmin, où viennent d'être massacrés par la police 44 mineurs, a affirmé hier que le salaire des mineurs n'étaient pas de 400 euros par mois, mais 1.100 euros en comptant les primes, les minueurs réclamaient un salaire de 1.250 euros. Alors comment se fait-il, s'ils étaient si généreusement rémunérés pour leur travail de forçat, qu'ils vivent toujours dans des baraquements insalubres sans eau courante, etc. ? A lire à ce propos dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°204), à la dernière page, le témoignage de Lybon Mabasa, président du Socialist Party of Azania.

Imaginez la situation suivante. Vous rencontrez de graves difficultés et vous ne parvenez pas à vous en sortir. Vous pensez faire appel à un personne qui se présente comme votre ami, ce sera une bonne occasion de tester votre amitié. Cette personne informée de vos problèmes refuse de vous aider sous des prétextes fallacieux, mieux elle vous plante un couteau dans le dos. Vous en pensez quoi ?

Dégoûté, vous trouvez cela franchement dégueulasse, puis vous décidez de rompre vos relations avec elle si ce n'est pas déjà fait de ce fait. Et bien c'est la décision salutaire qu'aurait dû prendre l'avant-garde du mouvement ouvrier avec le PS depuis belle lurette, disons au moins depuis la chute du Front populaire à la fin des années 30.

Je reporte à nouveau la causerie sur le parti à partir d'une citation de Marx. Il y a plusieurs articles de presse que je n'ai pas pu traiter, car j'ai oublié de les copier sur la clé USB et je ne peux plus rallumer l'ordinateur de bureau, idem pour le IO n°204, ce sera pour demain, vous aurez le droit en prime à une photo de Hollande avec son allié, l'émir du Qatar (lire plus loin). On a les relations (détestables) qu'on peut !

Dissolution politique.

Jusqu'à preuve du contraire la "*souveraineté de l'Etat et du peuple*" se confond avec la domination de classe des capitalistes sur le plan économique et politique, puisque aucun parti institutionnel ne représente plus les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière au parlement et aucun parti ouvrier se réclamant du socialisme n'est en mesure de faire entendre sa voix à l'Assemblée nationale ni même d'y avoir un seul élu, ce qui d'ailleurs ne servirait strictement à rien sinon à démontrer son attachement aux institutions au lieu de combattre pour les renverser.

On ne peut pas aborder la question de la souveraineté de l'Etat sans aborder sa nature sociale, sans se poser la question de savoir pour quelle classe il a été conçu, quelle classe détient le pouvoir. Et quand on aborde la question de la souveraineté du peuple, il faut préciser dans quel contexte on la pose et à quelle classe elle profite, quelle classe en a conscience, peu importe qu'elle soit minoritaire ou majoritaire dans la société ou au sein des rapports sociaux de production. Si on ne prend pas cette précaution on pourra se méprendre ou faire une terrible confusion, en défendant la souveraineté de l'Etat et du peuple, en réalité on soutiendra la classe dominante ou le régime en place. Telle fut l'orientation politique qui caractérisa la bataille pour le non au référendum du 29 mai 2005.

On ne s'étonnera pas ensuite qu'elle ait eu une valeur éducative quasiment nulle pour le prolétariat, dans ces conditions il ne pouvait pas en être autrement. Que sept ans plus tard, les auteurs de cette orientation politique remettent le couvert sans succès cette fois n'a rien d'étonnant, puisque les masses n'ont tiré aucun enseignement de l'expérience précédente. Certains rejetteront cette analyse, alors allons plus loin. Mieux encore, deux ans plus tard en prime, Sarkozy fut élu président de la République. Et la première chose qu'il fit, fut d'annuler le résultat du référendum de 2005 sans que les masses ne se soulèvent contre ce déni de démocratie.

Dans son dernier éditorial, D. Gluckstein s'est livré à une démonstration chaotique, dans laquelle il s'est employé à opposer le pouvoir illégitime du président de la BCE Mario Draghi aux parlementaires qui représenteraient la souveraineté de l'Etat et du peuple, entendez par là qui seraient légitimes pour représenter les intérêts de la classe ouvrière. En réalité, ces parlementaires inféodés à la classe des capitalistes ultra minoritaire dans la société, détiennent le pouvoir politique et ne peuvent revendiquer leur légitimité que des institutions antidémocratiques et bonapartistes de la Ve République.

On pourrait ajouter que leur légitimité repose uniquement sur l'ignorance des masses à la fois du fonctionnement de la société capitaliste et des intentions réelles de ces élus. Dans ces conditions, leur attribuer une légitimité relève d'un tour de passe-passe qui revient à en dénaturer l'esprit ou à procéder à un amalgame ou encore à placer sur un pied d'égalité une légitimité frauduleuse reposant sur l'absence de conscience de classe de la majorité de la population, et une légitimité fondée sur une prise de conscience des intérêts de classe de la majorité.

Du point de vue des intérêts collectifs des exploités, désolé monsieur Gluckstein, les institutions de la Ve République ne sont pas plus légitimes que la BCE ou l'UE ou le FMI, les opposer pour finalement privilégier les unes aux autres sous prétextes qu'elles seraient légitimes, revient à jeter les travailleurs dans les bras des institutions de la Ve République. Sur le plan du développement historique, les classes, l'Etat, les institutions sont apparus à un moment précis du développement des forces productive à l'échelle mondiale, de la même manière qu'ils sont appelés à disparaître céder la place à un autre Etat et d'autres organes de pouvoir afin de libérer ces forces productives, de nouvelles classes ne pouvant pas apparaître puisque le prolétariat n'en a pas engendré depuis qu'il a vu le jour il y a plus de trois siècles ou deux siècles si l'on prend comme référence le moment où la bourgeoisie accéda au pouvoir.

Si les institutions de la Ve République avaient une quelconque légitimité, alors il faudrait en tirer la conclusion qu'elles l'auraient également pour libérer les forces productives du mode de production capitaliste qui les étouffe, autrement dit le capitalisme aurait en charge de réaliser le socialisme.

Autant dire qu'il ne parviendra pas à nous entraîner sur ce terrain-là.

Dès lors, se servir du rejet du TSCG en orientant notre combat contre les institutions de la Ve République dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe prend toute sa signification, il s'inscrit dans la perspective de la lutte pour le pouvoir qui est à l'ordre du jour de la lutte de classe à très courte échéance maintenant, c'est déjà le cas en Grèce, au Portugal et en Espagne.

L'heure n'est pas en Espagne à légitimer les institutions héritées du franquisme pour se protéger de je ne sais quelle horrible catastrophe au détriment des institutions européenne, les Espagnol l'ont payé assez cher en 1936, l'heure est au contraire au combat pour les liquider, pour forger les organes politiques indépendants de classe qui constitueront les piliers d'un nouvel Etat, une République sociale et démocratique. Cette ligne politique et ces tâches concernent l'ensemble du prolétariat européen, à des degrés divers, la situation en Grèce ne pouvant pas être comparée avec ce qui existe en Allemagne par exemple.

Gluckstein ne croit même pas ce qu'il écrit ou alors il ne sait plus très bien où il en est, à mon avis les deux à fois en commençant par la seconde version. Sa démonstration finit en eau de boudin.

Une "*mobilisation de masse*" serait possible pour empêcher la ratification du TSCG écrit-il, personnellement nous pensons le contraire, ensuite il avance que cela ne suffirait peut-être pas, en effet, on ne voit pas par quel miracle il serait possible de contraindre les députés et sénateurs centristes et de l'UMP de ne pas mêler leurs voix à celle du PS ou de voter contre, mais, car quand bien même il n'y croirait pas il veut quand même avoir raison, il affirme que cette bataille servira les luttes à venir, se moquant éperdument de la manière dont elle est conduite ou sur quelle orientation politique rejoignant ainsi LO et le NPA qui n'ont que la lutte à la bouche, mais refusent obstinément et systématiquement de lier leur combat contre les institutions de la Ve République, ce qu'on a rappelé plus haut à propos de 2005 s'appliquant également en 2012, puisque leur ligne politique est identique, elle produira les mêmes résultats quand bien même la situation aurait évolué, à moins de vouloir nous faire croire par dessus le marché que les masses pourraient adopter spontanément une orientation politique correcte et s'attaquer aux institutions, apparemment cela n'en a pas pris le chemin en Grèce alors que le prolétariat est confronté à une situation sociale autrement plus délicate ou insupportable qu'en France.

En désespoir de cause, il lui reste plus qu'à s'en remettre à la divine providence qui fait parfois bien les choses, c'est pitoyable d'en arriver-là : "*Il faudra bien qu'en France, comme dans toute l'Europe, un peu plus tôt ou un peu plus tard, soit bloquée la machine à détruire que constituent, pour tous les peuples, les institutions de l'Union européenne et le TSCG*", et comme pendant ce temps-là les institutions nationales dans chaque pays auront la vie belle, ne sont-elles pas légitimes, vous pourrez toujours attendre la chute de l'Union européenne, une vie n'y suffira pas !

En guise d'épilogue, leur réunion du 21 août n'aura servi à rien, sinon "*proposé d'écrire une lettre aux parlementaires*, précisons à leur place, centristes et de l'UMP. Si j'étais militant du POI, je dirais que c'est à pleurer. Pour la suite attendons de lire la déclaration qu'ils doivent rendre publique aujourd'hui.

Un sans-papier célèbre.

Lettre de Marx sur son expulsion de Bruxelles.

Monsieur le rédacteur,

En ce moment, le gouvernement belge se range tout à fait du côté de la politique de la Sainte-Alliance (1). Sa fureur réactionnaire tombe sur les démocrates allemands avec une brutalité inouïe (2). Si nous n'avions pas le coeur trop navré des persécutions dont nous avons été spécialement l'objet, nous ririons franchement du ridicule que se donne le ministère Rogier, en accusant quelques Allemands de vouloir imposer la république aux Belges, malgré les Belges ; mais c'est que, dans le cas spécial auquel nous faisons allusion, l'odieux l'emporte sur le ridicule.

D'abord, Monsieur, il est bon de savoir que presque tous les journaux de Bruxelles sont rédigés par des Français, qui se sont, pour la plupart, sauvés de France pour échapper aux peines infamantes dont ils étaient menacés dans leur patrie : ces Français ont donc le plus grand intérêt à défendre dans ce moment l'indépendance belge, qu'ils avaient tous trahie en 1833. Le roi, le ministère et leurs partisans se sont servis de ces feuilles pour accréditer l'opinion qu'une révolution belge dans le sens républicain ne serait qu'une contrefaçon d'une france-quillonnerie, et que toute l'agitation démocratique qui se fait dans ce moment sentir en Belgique avait été provoquée uniquement par des Allemands surexcités.

Les Allemands ne nient nullement qu'ils se sont franchement associés aux démocrates belges, et ils l'ont fait sans exaltation aucune. Aux yeux du procureur du roi, c'était exciter les ouvriers contre les bourgeois, c'était rendre suspect aux Belges un roi allemand qu'ils aiment tant, c'était ouvrir les portes de la Belgique à une invasion française. Après avoir reçu, le 3 mars, à cinq heures du soir, l'ordre de quitter le royaume belge dans le délai de vingt-quatre heures, j'étais occupé encore, dans la nuit du même jour, de faire mes préparatifs de voyage, lorsqu'un commissaire de police, accompagné de dix gardes municipaux, pénétra dans mon domicile, fouilla toute la maison, et finit par m'arrêter, sous prétexte que je n'avais pas de papiers (3).

Note de Roger Dangeville.

1- Cf. La Réforme, 8 mars 1848. L'article de Marx est rédigé en français. Engels, de son côté, publia un article sur le même thème dans le journal chartiste The Northern Star, le 25 mars 1848, où il décrit longuement les circonstances de l'expulsion de Karl et Jenny Marx, ainsi que les buts politiques de l'Association démocratique au cours de la crise de février 1848.

2- La police prolonge, à sa manière, la polémique engagée par le Débat social — journal prétendument opposé au gouvernement royal belge — qui s'était efforcé de séparer les communistes allemands de l'Association démocratique de Bruxelles qu'ils animaient, voire de les opposer aux éléments belges.

3- Marx poursuit en déclarant que ses papiers étaient tout à fait en règle, etc.

C'est marrant, personne parmi les défenseurs des sans-papiers n'a repris à son compte ce témoignage. Karl Marx porte-parole des sans-papiers, on ne pourra guère trouver mieux, non ? A moins que Marx ne soit pas leur tasse de thé...

Quand Hollande se reconnaît dans le chef d'Al-Qaïda et des djihadistes. Le changement dans la continuité, c'est maintenant où faites tomber les masques. (Suite)

François Hollande et l'émir du Qatar, cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, ont constaté mercredi leur "*convergence de vues*" sur la Syrie et "*décidé de coordonner leurs efforts*" pour une "*transition politique*" à Damas, a indiqué l'Elysée à l'issue de leur rencontre.

"*Le président de la République et l'émir du Qatar ont constaté la convergence de leurs vues et ont décidé de coordonner leurs efforts afin qu'une transition politique ait lieu en Syrie de manière ordonnée et dans les plus brefs délais*", a déclaré la présidence française dans un communiqué.

Le président français, selon l'Elysée, "*a souligné qu'il ne peut y avoir de solution politique sans le départ de Bachar al-Assad" et rappelé "l'engagement de (la France) en faveur d'une Syrie libre, démocratique, respectueuse des droits de l'Homme et de chacune de ses communautés*".

Au cours de cet entretien, François Hollande a également "*exprimé sa volonté de renforcer le partenariat solide, confiant et ambitieux que la France et le Qatar ont établi de longue date*", a poursuivi la présidence. (AFP22.08)

Quelle pourriture ! Ces gens-là sont capables de vendre leur mère, leurs gosses pour parvenir à leur fin, des cancrelats répugnants.

Le charlatanisme théorisé par son adepte le plus célèbre.

Selon Daniel Cohn-Bendit, l'ADN d'Europe Ecologie, son bébé, est de soutenir la construction européenne et même si ce texte n'est pas parfait, il permet d'avancer vers une solidarité européenne entre Etats sur la question de la dette. Comme l'Allemagne fait des gestes, la France doit en faire aussi, dit-il : "*On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre*" (nouvelobs.fr 22.08).

Les recettes du parti de l'ordre : toujours plus antisociales !

Dans une interview au "Point", François Fillon prône la fin des 35 heures et l'augmentation du temps de travail des fonctionnaires. Extraits.

- "*Il faut maintenant poser la question sans tabou. Je propose de donner la possibilité de négocier le temps de travail entreprise par entreprise dans la limite de la législation européenne.*"

- "*L'augmentation du temps de travail dans les fonctions publiques a été un élément-clé du plan de redressement en Allemagne. Cela doit évidemment s'accompagner d'un geste sur les salaires.*"

- "*La zone euro doit se doter d'un vrai gouvernement économique, capable de définir une politique budgétaire et de la faire respecter. Ce gouvernement serait contrôlé dans un premier temps par une délégation du Parlement européen et des parlements nationaux*." (lepoint.fr 22.08)

Très forte la police, elle peut voir sous une cagoule... mais pas sous un voile !

Alors qu'elles étaient assises sur un scooter, les deux victimes ont été frappées à coups de couteau, devant le 2 rue du 11 novembre (à Clichy-la-Garenne - 92), par deux agresseurs portant une cagoule.

"*Immédiatement, une quinzaine de policiers se sont rendus sur place et un appel général a été lancé sur toute l'agglomération parisienne pour donner le signalement des deux agresseurs présumés, a expliqué Franck Carabin, porte-parole de la direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP)*". (LeParisien.fr 22.08)

Au fait, qu'en est-il du signalement du tueur de Montauban et Toulouse donné par un témoin qu'il avait bousculé et qui avait pu observer quand la visière de son casque était relevée qu'il portait une cicatrice ou un tatouage sur sa joue gauche ? M. Merah ne portait pas de tatouage ou de cicatrice sur la joue gauche. Peu importe pour la police, cela ne compte pas, le témoin a triché, en donnant un coup de coude involontaire dans la visière du casque que portait l'assassin il a commis une faute, du coup sa déposition ne figurera pas dans le dossier, motif : trop précis et contradictoire avec la thèse officielle.

J'ai oublié de préciser que l'un des agresseurs est parti tranquillement à pied. Bien entendu, il va conserver sur lui les vêtements qu'il portait à ce moment-là pour qu'on le reconnaisse plus facilement, cela va de soi !

Ah la crise ! Pourquoi nos salaires sont-ils trop élevés, nos droits sociaux doivent-ils être liquidés ? Réponse.

Le distributeur américain d'électronique en difficultés Best Buy a promis environ 30 millions de dollars au Français Hubert Joly pour le convaincre de venir prendre sa direction, selon un avis boursier.

D'après un document publié sur le site internet du gendarme boursier américain, la Commission des opérations de Bourse (SEC), M. Joly touchera un salaire de base initial de 1,175 million de dollars, ainsi que des bonus qui atteindront au moins 8,75 millions pour le prochain exercice fiscal.

Best Buy a prévu des compensations supplémentaires pour tenir compte du fait qu'il doit quitter son employeur actuel, le groupe hôtelier Carlson. Elles seront versées en cash et en titres, pour un montant total évalué à 20 millions de dollars.

Une clause du contrat garantit en outre au Français une indemnité de 6,75 millions de dollars au cas où sa demande d'autorisation de travail aux Etats-Unis serait rejetée après avoir quitté son employeur précédent. (AFP 22.08)

Chassez le naturel, il revient au galop.

Les températures ont commencé à augmenter naturellement dans l'Antarctique il y a 600 ans, selon une étude britannique publiée mercredi par la revue Nature.

"*Au moment où le récent et inhabituel réchauffement a débuté, la calotte glaciaire de la péninsule antarctique se dirigeait déjà vers les reculs spectaculaires observés depuis les années 1990*", écrivent les chercheurs du British Antarctic Survey (BAS). (Reuters 22.08)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Afrique du Sud

Un verdict digne de l'apartheid.

Un tribunal sud-africain a condamné mercredi à la prison à perpétuité un ouvrier agricole noir pour le meurtre d'Eugene Terreblanche, chef de file d'un mouvement suprémaciste blanc favorable à l'apartheid.

Chris Mahlangu a été reconnu coupable du meurtre à coups de hache en avril 2010 d'Eugene Terreblanche, dans sa ferme de Ventersdorp, à environ 125 km à l'ouest de Johannesburg, en raison d'un différend que le juge John Horn a qualifié d'ordre salarial et non politique.

Figure éminente des partisans de l'apartheid dans les dernières années du régime ségrégationniste, à la tête du Mouvement de résistance afrikaner (AWB), et âgé de 71 ans lors de son meurtre, Eugene Terreblanche vivait dans un relatif anonymat depuis sa sortie de prison en 2004, après une condamnation pour avoir battu un Noir quasiment à mort. (Reuters 22.08)

2- Inde

Le premier ministre indien, Manmohan Singh, est sous le feu des critiques après la révélation vendredi d'un nouveau scandale de corruption, qui a fait perdre à l'Etat indien près de 27 milliards d'euros dans le secteur minier. L'opposition exige désormais sa démission, et a menacé mercredi 22 août de bloquer les travaux de la session parlementaire jusqu'à ce que le premier ministre renonce à son poste.

Dans un rapport dévoilé vendredi, l'auditeur général aux comptes a accusé l'Etat d'avoir perdu depuis 2004 des milliards de dollars en attribuant des gisements miniers à des groupes privés au lieu de les vendre aux enchères. Plutôt que d'en tirer le maximum de revenus, le gouvernement aurait en effet préféré soutenir le développement de l'industrie en maintenant à un bas niveau les prix du charbon, minerai qui contribue à la moitié de la production d'énergie du pays.

Or le premier ministre, qui a vu son image de "*Monsieur Propre*" déjà écornée par plusieurs retentissants scandales de corruption au sein de son gouvernement, était ministre du charbon de 2004 à 2009. C'était donc sous son autorité qu'étaient octroyées les concessions pour les mines.

Les industriels redoutent que toutes les concessions minières soient annulées, comme ce fut le cas à la suite du scandale des licences de téléphonie. (lemonde.fr 22.08)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

L'Afrique du Sud se prépare à rendre hommage jeudi aux 44 morts de la mine de Marikana (nord) mais la question des salaires n'est pas résolue et la grève a fait tâche d'huile.

Plusieurs centaines de foreurs ont débrayé mercredi pour réclamer des augmentations dans une autre mine de platine voisine appartenant à l'exploitant sud-africain Royal Bafokeng Platinum qui emploie 7.000 salariés près de Rustenburg, où la situation restait cependant calme.

Une autre mine de platine est aussi sous la pression de ses salariés à Thembelani, exploitée par le géant anglo-sud-africain Anglo American Platinum (Amplats) sommé de répondre d'ici vendredi à tout un cahier de doléances.

La situation à Marikana, où aura lieu l'une des cérémonies d'hommage aux victimes jeudi, était calme. Plusieurs foreurs y sont toujours en grève, expliquant vouloir la libération des 259 mineurs arrêtés le 16 août et les hausses de salaires réclamées.

"Il y a un très grand risque que ça devienne contagieux", estime Justin Froneman, analyste chez SBG Securities platinum. "*Que cela ait été orchestré reste à déterminer, mais il est certain que le fait que cela s'étende à ce que nous considérions comme une main-d'oeuvre stable est un peu inquiétant*", dit-il.(AFP 22.08)

2- Chine

La différence de richesse parmi les populations rurales a atteint un niveau "*dangereux*" en Chine, faisant craindre de possibles déstabilisations sociales, met en garde une étude rapportée mercredi par la presse d'Etat chinoise.

Un habitant des campagnes gagnera en gros deux fois plus en cherchant du travail dans une zone urbaine qu'en cultivant une parcelle agricole dans son village, a indiqué l'agence Chine nouvelle en citant le rapport.

Les migrants -- dont le nombre dépasse les 220 millions en Chine -- restent officiellement comptabilisés parmi les ruraux.

En 2011 le nombre d'habitants des villes a dépassé celui des campagnes en Chine. Le pays enregistre une envolée de l'urbanisation et un exode rural massif favorisé notamment par l'attrait que représentent les villes auprès d'une main-d'oeuvre à faible coût.

Le fossé entre les riches et les pauvres est une bombe à explosion sociale que le régime communiste a promis de désamorcer dans son plan quinquennal 2011-2015. Les dirigeants promettent régulièrement un partage plus équitable des richesses, des engagements démentis par les statistiques.

De fait, la question est extrêmement sensible dans un pays qui compte de plus en plus de ces nouveaux riches qui ont su profiter de l'insolente croissance des années 2000. (AFP 22.08)

3- Japon

Un niveau record de radioactivité a été détecté sur des lottes pêchées au large des côtes japonaises, à hauteur de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima Daiichi, a indiqué mardi 21 août l'opérateur Tepco. Les poissons, prélevés le 1er août à 20 kilomètres de la centrale nucléaire, ont révélé un niveau de 25 800 becquerels de césium par kilogramme, soit un niveau 258 fois plus élevé que la limite fixée par le gouvernement dans l'alimentation.

Les résultats de ces analyses sont rendus publics une semaine après que des chercheurs japonais ont annoncé que leurs travaux démontraient que des papillons des alentours de la centrale de Fukushima subissaient des mutations liées à la radioactivité.

A ce jour, personne n'est officiellement mort en raison des radiations à la suite de l'accident de Fukushima, mais les habitants de la région et les travailleurs qui interviennent sur la centrale endommagée redoutent toujours des effets à long terme. (lemonde.fr 22.08)

ECONOMIE

1- Russie

La Russie est devenue mercredi officiellement le 156e membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) après 18 ans de complexes négociations, avec pour espoir de moderniser son économie, même si certains mettent en garde sur le prix social élevé de cette adhésion.

"*La Russie est devenue un membre à part entière de l'OMC. C'est un moyen parfait de stimuler le développement de l'économie et la concurrence*", a écrit sur Twitter l'ex-ministre russe des Finances Alexeï Koudrine, une figure respectée dans les milieux internationaux.

En moyenne, la Russie va appliquer une taxe douanière de 7,8% sur les produits et a pris des engagements spécifiques dans 11 secteurs de service.

Les risques sont "*la baisse des taxes d'importation, la limitation des formes de soutien de l'Etat à certains secteurs et par conséquent la hausse de la compétitivité des produits étrangers*", a cependant reconnu le principal négociateur chargé du dossier de l'entrée de la Russie à l'OMC, Maxime Medvedkov.

Les risques sont "*la baisse des taxes d'importation, la limitation des formes de soutien de l'Etat à certains secteurs et par conséquent la hausse de la compétitivité des produits étrangers*", a-t-il cependant reconnu.

Les détracteurs du projet ont à plusieurs reprises averti que la baisse des droits de douane permettraient aux étrangers d'inonder le marché de produits bon marché, signant l'arrêt de mort de nombreuses industries héritées de l'époque soviétique. (AFP 22.08)

2- Brésil

Un tribunal de Porto Alegre a condamné le géant américain Monsanto à payer une amende de 250 000 dollars pour une publicité mensongère sur le soja transgénique. Monsanto '*a fait de la publicité abusive et mensongère en faisant l'éloge d'un produit (soja transgénique) dont la vente était interdite au Brésil et n'a pas dit que ses prétendus bénéfices étaient remis en question par la communauté scientifique*', a argué le juge de deuxième instance, Jorge Antonio Maurique, dans sa sentence diffusée mercredi 22 août.

Monsanto avait diffusé en 2004 une publicité qui prônait l'utilisation de graines de soja génétiquement modifiées alors qu'elles étaient interdites au Brésil, ajoutant qu'elles étaient bénéfiques pour l'environnement, a rappelé le juge.

Monsanto fait l'objet depuis quatre ans d'un autre procès au Brésil en raison du soja transgénique. En 1998, les premières semences OGM de soja sont entrées en contrebande dans le pays, via l'Argentine, et leur utilisation a été interdite jusqu'à la dernière décennie.

On estime aujourd'hui que 85 % des plantations de soja au Brésil, second exportateur mondial, contiennent des graines génétiquement modifiées. (lemonde.fr 22.08)

3- Australie

La Banque centrale d'Australie (RBA) est soupçonnée d'avoir couvert une affaire de corruption impliquant deux sociétés de fabrication de billets de banque, en partie contrôlées par l'institut d'émission, ont révélé mercredi les médias australiens.

Huit cadres des sociétés Securency International et Note Printing Australia (NPA) sont soupçonnés depuis 2009 d'avoir versé des pots-de-vin en échange de contrats en Indonésie, en Malaisie et au Vietnam.

Les enquêteurs les suspectent d'avoir utilisé, entre 1999 et 2005, des agents commerciaux internationaux pour soudoyer des fonctionnaires étrangers dans l'objectif de décrocher des contrats d'impression de billets de banque.

Personne, à la RBA, n'a été mis en cause. La banque centrale a toujours soutenu n'avoir été informée de l'affaire qu'au moment de sa mise au jour dans la presse en 2009.

Mais selon le Sydney Morning Herald, un rapport d'enquête interne a été remis dès 2007 au vice-gouverneur Ric Battellino, ce qui contredit la déposition du gouverneur de l'époque, Glenn Stevens, devant une commission parlementaire fédérale en 2011.

La RBA a confirmé mercredi l'existence de ce document, établi selon elle à la demande de Ric Battellino, mais non transmis à la police fédérale (AFP).

"*Ce document est une pièce matérielle versée à l'instruction en cours. La Banque centrale ne peut en révéler le contenu*", a-t-elle indiqué.

Securency, en partie détenue par la RBA, fabrique des billets de banque réputés pour leur solidité et difficiles à contrefaire, vendus à plus de 30 pays dans le monde.

NPA est une filiale à 100% de la RBA dont elle imprime des billets de banque australiens. (AFP 22.08)

Si nous avions un parti ouvrier digne de ce nom, chaque semaine on publierait ce genre d'infos dans notre journal, afin que les travailleurs et surtout les jeunes comprennent que l'on vit dans une société aux mains des voyous, des gangsters de la finance, de manière à les détourner définitivement du capitalisme et ses institutions.

Le scandale du Libor est un argument choc, encore faut-il le développer ou être capable de l'utiliser. On regorge d'arguments du même genre à vous donner envie de vomir leur société. Cela fait forcément réfléchir...

Haut de page

Le 24 août

CAUSERIE

Avec un peu d'avance sur demain. Ils viennent de remettre le courant, il est 21h10. La coupure a duré 15 heures ! A demain.

Le lendemain matin. On n'a pas eu d'électricité une bonne partie de la nuit. Cela tourne au cauchemar et met les nerfs à rude épreuve, je me suis réveillé en sursaut à 5h30, m'apercevant qu'il n'y avait pas de courant, j'ai bondi du lit pour éteindre le ventilateur qui fonctionnait sur la batterie car j'en avais besoin pour bosser ce matin. Puis j'ai somnolé pendant deux heures, j'ai déjeûné et sur les coups de 8h je me suis mis au boulot en me disant qu'il restait théoriquement une heure avant qu'ils remettent le courant, en espérant que la batterie était encore suffisamment chargée.

Mon téléphone fonctionne sur le secteur et sa batterie est foutue, donc pas de courant, plus de téléphone et il m'est déjà arrivé qu'il ne fonctionne plus après, et que je sois obligé de cavaler à Pondichéry pour le faire initialiser à nouveau. Et puis je n'ai pas pu remplir les réservoires d'eau, le moteur ne fonctionne pas avec mon générateur, encore un truc important à penser. Il manque encore une des trois phases, j'ai donc basculé l'installation électrique de la maison sur l'une des deux phases encore disponibles, non mais c'est à devenir fou ! Est-ce que ce genre de situation arrive fréquemment demanderez-vous ? Régulièrement, plusieurs fois par mois... ou par semaine ! Et le gouvernement de Delhi qui est accusé à nouveau de corruption sur des contrats relatifs au charbon dont dépend une grande partie de l'électricité produite en Inde.

Vous ne croiserez pas un Indien qui ne vous dise pas que le gouvernement est pourri jusqu'à l'os et les partis d'opposition tout autant. Inutile de se demander après mais qui gouverne ce pays, qui a mis ce gouvernement en place, pour qui il gouverne, à part les Tata, Ambani, Birla, Bajaj et Cie. les riches, personne.

Je connais le parcours d'un député du parti du Congrès sur Pondichéry, c'est stupéfiant, il s'appelle Vetilingam. Je l'ai connu il y a quelques années quand il travaillait pour le promotteur à qui j'avais prêté un peu d'argent. Il était un de ses hommes de confiance chargé de négocier les pots de vin avec les autorités locales lors de l'achat de terrains qu'il revendait ensuite par parcelles. S'il parle anglais, il n'a aucun diplôme et n'a suivi aucun cursus universitaire ou formation particulière, je le considère aussi inculte que le reste des Indiens, seule une infime minorité, l'*élite*" se distingue du reste de la population par ses connaissances, moins d'1% si on prend comme critère de référence le niveau de connaissance d'un jeune parvenu jusqu'en terminal en France pour vous donner un ordre d'idée, et encore je dois être généreux.

Vetilingam est un roublard ambitieux et son patron un pauvre type devenu riche par hasard, à qui il a subtilisé des dizaines de millions de roupies pour avoir les moyens d'acheter sa candidature qui vaut au bas mot entre 50 et 100 millions de roupies. Ici vous ne devenez pas candidat, député après des années de militantisme au sein d'un parti, il suffit de faire allégeance à un parti, de se montrer déterminé à défendre ses intérêts, de baiser les pieds de ses dirigeants, la coutume n'a pas disparu en Inde, d'être pourri d'ambition, un requin, et avoir une certaine éloquence et prestance en public tout en manifestant une certaine discrétion, une prédisposition pour les sophismes propres à endormir ou galavaniser les foules selon les circonstances, ajouter à cela beaucoup d'argent à mettre sur le tapis et le tour est joué.

Pour devenir ministre, ajouté quelques années d'études (si possible à l'étranger) et être adoubé par des membres de la classe dominante qui tirent les ficelles du parti et auxquels vous jurez fidélité et de vous sacrifier pour elle si nécessaire, voilà en gros qui dirige l'Inde, un pays de plus d'1,2 milliard d'habitants. Leurs qualités : le servilité, la courtisanerie, la sournoiserie, la lâcheté, le mensonge et l'hypocrisie, la flatterie ou mieux, la flagornerie, le sophisme ou l'art d'embobiné son auditoire, la discrétion, la patience, la fainéantise, etc. Bref, un tableau peu ragoûtant, c'est un euphémisme !

Monsieur Vetilingam, au nom de notre "*amitié*", nous avait proposé de racheter notre maison située au bord de mer le tiers du prix qu'on a réussi à la vendre en se faisant anarquer en plus.

Autre chose, très vite comme d'habitude.

J'ai corrigé les fautes de frappe ou d'orthographe de la causerie d'hier.

Je n'ai pas de temps à consacrer à une longue citation de Marx comme annoncé les jours derniers, pour tout vous dire je l'ai paumée dans le bordel qui règne dans mon disque dur, ce n'est pas très sérieux je l'avoue ! Je vous en ai dégottée une autre plus courte d'Engels, par hasard en parcourant *Le parti de classe*.

Aux ***théologiens*** de la démocratie, de la liberté politique, de l'égalité politique.

Engels écrivait en 1843 : « *La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement.* » (Cf. « Progrès de la réforme sociale sur le continent », 4-11-1843, trad. fr. : Écrits militaires.)

Laudateur, personne qui fait l'éloge de quelque chose ou quelqu'un, qui en loue les mérites ou les avantages.

On aura compris qu'on ne peut pas se réclamer du socialisme, du communisme ou du trotskysme en ayant pour seul mot d'ordre l'établissement de la démocratie ou le retour à la démocratie, une pure mystification.

Les bourreaux. Le gouvernement français avoue qu'il est aux ordres de la troïka, qu'il en est le complice et l'exécuteur de ses basses oeuvres.

La chancelière allemande et le président français se sont retrouvés autour d'un dîner pour harmoniser leurs positions avant de recevoir chacun de leur côté en fin de semaine le Premier ministre grec Antonis Samaras, qui souhaite que les partenaires européens d'Athènes fassent preuve de patience.

"*Nous voulons, je veux que la Grèce soit dans la zone euro, c'est une volonté que nous avons exprimée depuis le début de la crise*", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une courte déclaration à son arrivée à la chancellerie.

"*Il appartient aux Grecs de faire les efforts indispensables pour que nous puissions atteindre cet objectif*", a-t-il ajouté.

Angela Merkel lui a fait écho. "*Nous sommes très attachés à ce que chacun respecte ses engagements*", a-t-elle dit.

Il faut "*encourager nos amis grecs à poursuivre sur la voie des réformes et je sais combien ces efforts sont difficiles pour la Grèce*", a-t-elle indiqué, sans réitérer spécifiquement son souhait, exprimé avant l'été, du maintien de l'euro en Grèce.

"*Ce qu'on est en train de faire, c'est nous préparer pour une décision en octobre*", explique une source diplomatique française. "*Dire que nous (la France et l'Allemagne) sommes flexibles est un peu théorique parce que tout dépend des conclusions de la troïka. La France veut une solution mais est-ce que c'est ajouter deux ans ou d'autres réformes, il est trop tôt pour le dire*".

"*Nous sommes favorables à aller plus loin, plus vite sur la supervision bancaire avec la Banque centrale européenne*", a dit François Hollande, évoquant la volonté franco-allemande de "*donner une substance à cette feuille de route*". (Reuters 23.08)

Ne vous marrez pas, Hollande pour "*réussir*" son mandat doit en faire autant si ce n'est plus que Sarkozy, pour témoigner à ses véritables commanditaires qu'il a mérité la place qu'il occupe au sommet de l'Etat ainsi que la confiance qu'ils lui accordent. Ne pouvant pas pencher à gauche, il penchera à droite, comme Mitterrand et Jospin avant lui.

La sortie de ce diplomate est excellente, elle constitue un aveu, qu'a-t-il dit ?

Nous ne disposons d'aucune marge de manoeuvre, nous sommes suspendus aux conclusions de la troïka que nous appliquerons à la lettre en tant que représentant du capital, nous somme à ses ordres, nous sommes les exécuteurs de ses basses oeuvres contre les prolétariats et les peuples en Europe.

Au fait, ce sont bien ceux qui ont appelé à voter Hollande, qui l'appellent maintenant à rejet le TSCG...

Les mains sales.

«*Jean-Luc, on a besoin de toi*», a lancé Benoît Hamon sur France Inter. «*L'intérêt général commande aujourd'hui*», a poursuivi Benoît Hamon, qui prône «*l'unité de la gauche face à la crise et face à la remise en cause du contrat républicain et du modèle social*».

Dans une interview au Parisien, le ministre insiste par ailleurs sur le fait que toute la gauche «*doit avoir les mains dans le cambouis*». «*Parier aujourd'hui sur l'échec de François Hollande, c'est se tirer une balle dans le pied. Je suis favorable à ce que le débat vive à gauche mais la situation est trop grave pour qu'on se divise artificiellement*», poursuit-il. (20minutes.fr 23.08)

Dans le "*pied*" seulement, alors c'est raté !

C'est ce qu'ils osent encore appeler la gauche qui est "*artificielle*", son unique fonction c'est de diviser la petite-bourgeoisie et les couches moyennes qui pourraient sinon pencher vers le prolétariat, pour le compte du régime qui lui est bien réel.

Traduisons ce sophisme qui met en évidence les réelles intentions de monsieur Hamon : l'intérêt général réclame de prendre en compte la crise qui est le produit de la survie du capitalisme, donc les besoins correspondant des capitalistes qui permettra de sauver le "*contrat républicain*" et notre "*modèle social*" puisque temporairement cette fonction politique nous a été déléguée par le capital.

Et ces gens-là auraient quelque chose à voir avec notre classe ?

Injustice arbitraire. Provocation policière et sélection "***naturelle***".

Deux mineurs interpellés pour des violences envers des policiers quelques heures avant le début des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre dans le quartier d'Amiens-nord ont été mis en examen et placés sous contrôle judiciaire jeudi 23 août, a-t-on appris de source judiciaire.

Âgés de 15 ans et demi et 16 ans et demi, ils sont soupçonnés d'avoir frappé des policiers en civil devant la préfecture d'Amiens le 13 août lors d'une marche organisée en protestation des incidents qui s'étaient produits la veille lors d'une cérémonie de deuil.

Ils ont été mis en examen pour violences volontaires en réunion sur personne dépositaire de l'autorité publique et placés sous contrôle judiciaire. Ils ont interdiction de rencontrer certaines personnes et de sortir après une certaine heure, en plus d'un pointage régulier au commissariat.

La présence de ces deux mineurs lors des heurts dans la nuit de lundi à mardi, qui avaient fait 17 blessés parmi les forces de l'ordre et des millions d'euros de dégâts, n'a pu être établie. (nouvelobs.com 23.08)

Pourquoi ne pas les avoir arrêtés sur le champ ? Pourquoi avoir attendu 10 jours ? Pourquoi s'attaquer à des mineurs ?

Vous travaillez et malgré tout vous ne parvenez pas à boucler les fins de mois, normal, sachez pourquoi.

Avis aux amateurs de golf, de nature et de grande bleue. Les 18-trous, le club-house et le restaurant du golf de Sperone (Corse du Sud) viennent d'être mis en vente par Georges Dewez, un homme d'affaires et éleveur de chevaux français, actionnaire majoritaire de ce haut lieu de la jet-set. Le propriétaire espère 20 millions d'euros pour ces 80 hectares de paradis situés au sein d'un domaine résidentiel plus vaste, aux villas de grand luxe de pierres rustiques et poutres de bois, qui elles ne sont pas à vendre.

Ce golf réputé au parcours vallonné faisant face à la Sardaigne a été ouvert en 1991. Il accueille chaque année 20.000 amateurs du monde entier. L'histoire de Sperone fut elle aussi vallonnée, bien des voix s'étant élevées pour dénoncer ce «*symbole de la spéculation immobilière*» sur l'île de Beauté. Le père de Georges Dewez avait racheté le domaine de Sperone dans les années 1960 pour 1 franc le mètre carré, avant de l'aménager, au grand dam des défenseurs de l'environnement et des nationalistes corses. Devenu dans les années 1980 un repaire pour milliardaires et «*people*» en quête de quiétude, le lieu fit l'objet, en 1996, d'une tentative de racket. (lefigaro.fr 23.08)

La vie dorée du rentier se consomme sans modération, la vie de labeur du prolétaire, de souffrances et de larmes aussi, c'est un puit sans fond, sa tombe.

ACTUALITE EN TITRES

Des chiens !

- Duflot sur sa place de ministre: "*j'ai une muselière qui permet un peu de l'ouvrir*" - AFP

L'ouvrir pour ne rien dire ou s'excusez ensuite de l'avoir ouvert, vaut mieux encore la fermer !

Sans-abri : la priorité.

- Haïti: lancement de la reconstruction du palais présidentiel détruit en 2010 - AFP

Chouette, en voilà une bonne nouvelle, cela va faire du boulot aux miséreux qui vivent encore sous des tantes ou qui s'entassent dans des bidonvilles de fortune sans espoir d'en sortir un jour ! Vive le président !

Paroles de réacs.

- Syrie: Un rapport d'Amnesty International dénonce les violences subies par les civils à Alep - 20minutes.fr

- Bernard Kouchner : "*La France doit fournir des armes aux rebelles syriens*" - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Suède

La filiale de téléphones portables de Sony, Sony Mobile Communications, a annoncé jeudi la suppression de 1000 emplois en Suède d'ici à mars 2014, dans le cadre du déplacement du siège social de l'entreprise de Lund (Suède) à Tokyo. "*Sony Mobile prévoit de réduire sa main d'oeuvre d'environ 15% (soit environ 1000 personnes, y compris des consultants) d'ici à la fin mars 2014, afin d'améliorer son efficacité opérationnelle, réduire ses coûts et connaître une croissance rentable*", a expliqué dans un communiqué le groupe, ex-Sony Ericsson. (lexpress.fr 23.08)

Quand les chefs d'Etat en Europe, le FMI ou Obama parlent de croissance, ils entendent évidemment une "*croissance rentable*"... pour les capitalistes. Les défenseurs du TSCG sont-ils au courant ? Pardi !

2- Etats-Unis

L'écart entre les Américains riches et pauvres ne cesse de croître. Selon une étude publiée mercredi par le Centre de Recherche Pew, basé à Washington, la classe moyenne s'est réduite en taille et en richesse lors des quarante dernières années. En 2011, ce groupe comprenait 51% de tous les adultes contre 61% en 1971. En dix ans, son revenu médian annuel a baissé de 5% et son patrimoine a chuté de 28%

Le patrimoine des plus riches est le seul à avoir progressé, de 1%, passant à environ 458.000 euros alors que celui des plus défavorisés a plongé de 45%, passant à 8.000 euros.

La «*part du gâteau national*» ne s'est accrue que pour le groupe des plus forts revenus, passant de 29% il y a 40 ans à 46% aujourd'hui. La classe moyenne s'en partage désormais 45% (contre 62% il y a 40 ans). Pour les plus défavorisés, elle est passée de 10% à 9%.

Parmi les groupes qui s'en sortent le mieux avec des revenus en augmentation, on trouve les plus âgés, les blancs, les personnes mariées et les femmes. Parmi ceux qui s'en sortent moins bien se trouvent les hommes, les Noirs, les Hispaniques et les plus jeunes. (leparisien.fr et AFP 23.08)

Les sacrifiés sont toujours les mêmes, les plus fragiles.

ECONOMIE

1- Gaz et pétrole

Les investissements pétroliers et gaziers vont franchir cette année la barre symbolique des 1.000 milliards de dollars (800 milliards d'euros), poussés par un regain d'activité dans l'exploration-production, d'après une étude du cabinet GlobalData.

Selon le dernier décompte semestriel du cabinet, publié jeudi, les investissements dans le secteur des hydrocarbures devraient grimper de 13,4% cette année, pour atteindre le montant colossal de 1.039 milliards de dollars (environ 833 milliards d'euros).

Le principal moteur de cet emballement, d'après GlobalData, est l'intensification des activités dans l'amont pétrolier et gazier (c'est-à-dire la recherche et l'extraction des hydrocarbures), essentiellement en mer, que ce soit au large du Brésil, dans le Golfe du Mexique ou dans l'Arctique.

Ce bond est conforté par la multiplication des découvertes de gisements de pétrole et de gaz (au nombre de 242 l'an dernier), les prix durablement élevés du pétrole et des avancées technologiques donnant accès aux gisements sous-marins très profonds, qui ont rendu leur exploitation techniquement et financièrement possible.

Par zone géographique, un peu plus du quart de cette manne (254 milliards de dollars) sera dépensé en Amérique du Nord, en raison du développement du gaz et du pétrole de schiste, et des sables bitumineux canadiens. L'Asie-Pacifique sera presque au même niveau et le Moyen-Orient et l'Afrique suivront avec près de 230 milliards.

Enfin, les investissements des compagnies pétrolières nationales devraient dépasser ceux de leurs concurrentes privées.

Parmi les premières, la compagnie brésilienne Petrobras fera la course en tête, et dans la deuxième catégorie, c'est l'américaine ExxonMobil qui dépensera le plus. Le cabinet souligne qu'à elles deux, ces entreprises prévoient d'investir plus de 400 milliards de dollars d'ici 2016. (AFP 23.08)

En 1945, les pays dévastés par la guerre recoururent à des nationalisations de pans entiers de l'économie, face aux énormes investissements nécessaires, ils firent appel à l'Etat, les entreprises privées ne disposant pas de capitaux suffisant.

En 2012, par le biais de la déréglementation des marchés, l'indépendance des banques centrales et la soumission des Etats à l'oligarchie financière, les multinationales disposent de richesses suffisantes pour gérer tous les secteurs de l'économie sans recourir aux Etats qui sont devenus un frein ou un obstacle à leur enrchissement, d'où leur engagement à les supprimer et à prendre leur place pour gérer la société et le monde, selon un plan que l'on appelle le Nouvel ordre mondial, la dictature mondiale par l'oligarchie financière, le prolétariat étant réduit à l'état d'esclave.

2- Japon

La communauté scientifique s'attendrait au pire. Le Nouvel Observateur est revenu mercredi sur ce qui pourrait causer le plus grand accident nucléaire de l'histoire, bien au delà de celui de Tchernobyl. En cause, la piscine du réacteur numéro 4 de la centrale.

Ce cube de béton de 11 mètres de profondeurs est rempli d'eau et de combustibles nucléaires (264 tonnes). Il n'est aujourd'hui protégé que par une bâche de plastique, l'exposant à des risques incommensurables. L'hebdomadaire explique ainsi que si elle venait à s'écrouler ou à se vider, les 264 tonnes de déchets dégageraient 10 fois plus de radioactivité que l'accident de Tchernobyl. Pour certains, cela causerait "*la fin du Japon moderne*" et une calamité pour tout l'hémisphère nord. (lexpress.fr 23.08)

La survie du capitalisme : monstrueux !

Soyons lucide. Ils sont parvenus à corrompre le mouvement ouvrier et le prolétariat japonais, au point qu'en présence d'une telle catastrophe ils n'ont même pas été capables de se mobiliser contre le gouvernement qui avait privatisé le secteur de l'énergie.

3- Etats-Unis

Le déficit commercial entre les Etats-Unis et la Chine, alimenté par les mesures de Pékin destinées à déprécier la valeur du yuan, a provoqué la délocalisation ou la suppression de plus de 2,7 millions d'emplois américains, indique une étude publiée jeudi par l'Economic Policy Institute.

L'institut, spécialisé dans le sujets liés à la problématique de l'emploi, estime que 77% de ces emplois, 2,1 millions, ont été perdus dans le secteur manufacturier.

Le déficit commercial sino-américain a atteint 295 milliards de dollars en 2011. (Reuters 23.08)

Haut de page

Le 25 août

CAUSERIE

J'ai actualisé le site en étant obligé des dizaines de fois de m'interrompre et de me lever pour débrancher et rebrancher la prise de l'onduleur de l'ordinateur connectée à une prise de courant reliée au convertisseur de courant qui sert de filtre ou de sécurité supplémentaire, le convertisseur de courant n'arrêtant de sauter et de produire des bruits suspects, et à peine quelques minutes plus tard le courant étant coupé, je devais débrancher la prise du secteur pour la rebrancher sur le convertisseur de courant et la batterie de secours et ainsi de suite.

Bon, restons calme. Vous excuserez les éventuelles fautes ou erreurs que je n'ai pas détectées. Et évidemment, je n'ai pas trouvé le temps de prendre une douche et de déjeuner à midi, il est 16h ici.

Rien de telle que l'adversité pour me stimuler ! Quand on a bossé dans le privé, on a dû endurer tellement d'humiliations qu'on a la rage, et quand par dessus le marché on a vécu 18 ans en Inde, on est ivre de vengeance contre le vieux monde, on doit se faire violence quotidiennement pour ne pas exploser, vous l'avez remarqué aussi, bien vu ! Vous me pardonnerez mes excès, quant à mes provocations, elles sont la réponse à celles que je dois subir...

Hier soir après avoir rédigé une partie de la causerie du jour, je me suis détendu sur les coups d'une heure du matin en me passant un concert d'Iron Maiden et de Metallica. La pêche, toujours jeune... et révolutionnaire quoi ! Yes, on vaincra camarades, on vaincra !

Bon week-end à tous et gardez le moral.

A propos de la question de l'unité.

Cette question en apparence simple à aborder semble poser des difficulté à de nombreux militants, peut-être parce qu'elle ne se pose pas exactement dans les mêmes termes selon le contexte dans lequel elle se pose ou les thèmes qu'elle peut concerner sur le plan national ou international.

De notre côté, nous la traitons dans la perspective de la construction d'un parti révolutionnaire, qui est inséparable du combat pour élever le niveau de conscience politique des masses et leur organisation en ayant pour objectif la prise de pouvoir.

C'est si vous voulez à la fois notre grille de lecture de cette question et selon nous, le meilleur moyen de l'aborder conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs, au socialisme dont nous nous réclamons. Autrement dit, à notre niveau sur la base du principe qui vient d'être rappelé, qu'est-ce qui détermine qu'une bataille doit être menée et sur quelle orientation politique, c'est là notre unique préoccupation.

Nous considérons que la question essentielle n'est pas de savoir avec qui on est prêt à s'associer le temps d'une bataille sur un thème précis, pour quoi ou dans quel but étant acquis, là en l'occurrence le rejet du TSCG, à condition que chaque formation ou participant à un front commun conserve sa liberté de parole et d'action, cette condition étant non négociable.

En 2005, j'avais indiqué que rien n'interdisait en principe de s'associer avec des formations politiques avec lesquelles nous sommes en désaccord ou qui sont étrangères au mouvement ouvrier, à partir du moment qu'on mène la bataille contre le TCE sur une orientation politique correcte, qui ne laisse place à aucune illusion dans le régime en place, donc en la situant dans la perspective de la liquidation des institutions de la Ve République.

Prenons un exemple.

Je ne reproche pas au POI de mener des batailles avec des gens classés à droite, Marx et Lénine l'avaient fait avant eux, je leur reproche leur propre ligne politique, dans la mesure où ils se sentent obligés de la droitiser pour réaliser un front commun, ce qui de notre point de vue - qui coïncide avec la priorité de construire le parti et la défense du socialisme, quelle que soit l'issue de cette bataille d'empêcher les militants et les travailleurs qui y auront participé d'en tirer le moindre enseignement politique,

autrement dit à l'arrivée de l'avoir menée pour rien.

Sur la question du TSCG (et du MES), nous sommes évidemment pour son rejet, par contre nous sommes opposés à l'orientation politique dans laquelle le PO situe cette bataille puisqu'elle consiste à entretenir des illusions dans les députés, le PS, les institutions de la Ve République.

J'ai indiqué aux militants que nous pouvions nous associer à cette bataille au côté du POI et d'autres formations politiques, mais sur notre propre orientation politique tournée contre les institutions de la Ve République. Leur pétition reprenant leur orientation politique opportuniste en direction des députés, nous avons décidé de ne pas la signer.

Ainsi de notre côté sur cette question les choses sont parfaitement claires, nous ne pratiquons pas le double langage et nous en faisons la démonstration.

S'agissant de la question syrienne.

Force est de constater qu'aucun parti ouvrier n'a pris une initiative pour rassembler le mouvement ouvrier, les travailleurs et les opposants à l'engagement militaire du gouvernement français au côté de l'impérialisme américain et britannique notamment contre la souveraineté de la Syrie.

Le Comité Valmy propose de signer un appel adressé au Français, ce sont ses termes, destiné à faire cesser cette guerre orchestrée, financée, armée par les principales puissances occidentales dont les monarchies dégénérées du Golfe sont les courroies de transmission.

Cet appel s'adresse principalement aux autorités françaises, dont la responsabilité dans cette guerre coloniale qui ne veut pas dire son nom est établie. C'est pour nous l'essentiel, la mise en lumière du caractère réactionnaire du PS et son gouvernement, conformément au principe qui guide notre action et qui a été rappelé précédemment.

Si nous ne partageons pas certaines formulations figurant dans cet appel, elles appartiennent à leurs auteurs et c'est leur droit, nous les considérons comme secondaires à partir du moment où nous conservons notre propre liberté de parole et d'action.

Cela étant énoncé, nous pouvons signer cet appel, d'une part parce que nous partageons son objectif, l'arrêt immédiat des opérations militaires des puissances occidentales dont la France contre la Syrie, d'autre part parce que cela ne nous interdit pas de mener cette bataille sur la base de notre propre orientation politique, qui consiste à mettre en évidence la véritable nature sociale du PS qui dirige les institutions, afin que les travailleurs comprennent ou parviennent à la conclusion qu'il n'y a rien à en attendre et que l'issue politique à la crise du capitalisme nécessite le renversement des institutions de la Ve République autant que la rupture avec le PS et ses satellites contre-révolutionnaires.

N'était-ce pas contradictoire de refuser de signer la pétition du POI pour le rejet du TSCG adressée à Hollande et aux députés, et de signer cet appel qui s'adresse aux autorités françaises, donc à Hollande et son gouvernement ?

La différence entre les deux essentielle à nos yeux au-delà de ce qui a été évoqué plus haut, réside dans le fait que la ratification du TSCG est pour ainsi dire acquise, puisque dans l'hypothèse où une poignée, quelques dizaines de députés du PS, du Front de gauche et de EELV s'abstenaient ou votaient contre, l'immense majorité des députés centristes et de l'UMP voteront en choeur avec ceux du PS acquis au TSCG. Dès lors on ne voit par quel miracle le TSCG ne serait pas adopté dans les semaines à venir.

De plus, si l'on pouvait se saisir du TSCG pour mener une bataille contre les institutions et les partis qui les soutiennent dans le but d'éduquer les masses et construire le parti, il ne faut pas se raconter d'histoires comme le fait le POI, ce traité ne changerait rien ou peu de choses dans la mesure où une politique d'austérité est déjà en place dans le pays depuis des années, ce que le POI passe souvent sous silence, maintenant que le TSCG serve à l'amplifier, on ne le nie pas, le gouvernement en place ou un autre continuerait d'appliquer la même politique avec ou sans TSCG, à notre connaissance le rejet du TCE en 2005 n'a rien changé à la politique antisociale conduite par Chirac jusqu'en 2007. Du 29 mai 2005 au 4 février 2008, date à laquelle les parlementaires ont ratifié le traité de Lisbonne, les députés ont continué d'adopter les directives de la Commission européenne comme si de rien n'était.

On pourrait nous objecter que l'objet de ces traités européens avait une autre dimension ou portée en relation avec la construction de l'UE et la liquidation des Etats qui la composent, et que pour cette raison il fallait tout faire pour empêcher qu'ils ne soient ratifiés. Sur quelle analyse se fonde cette argumentation ? Sur le fait qu'à terme les Etats souverains en Europe disparaîtraient au profit d'un organisme supranational, l'Union européenne.

Question : est-ce sérieusement envisageable que tous les Etats disparaissent ? Les conditions existeront-elles un jour pour parvenir à cet objectif ? Qui est à l'initiative de la construction européenne ? Quelles étaient et quelle sont encore les intentions de

leurs auteurs ? Les Américains est la réponse à l'avant-dernière question. Dans le but de construire un puissant Etat européen qui lui ferait ensuite concurrence sur le marché mondial ou plutôt pour liquider des concurrents potentiels de ses multinationales afin de conserver son hégémonie, l'UE n'étant pas une fin en soi mais uniquement un moyen pour parvenir à ses fins ?

Le POI considère que pour l'impérialisme américain et les gouvernements européens qui lui sont subordonnés l'UE est une fin en soi, leur ultime objectif. Après bien des hésitations et maintes réflexions, j'en suis arrivé à la conclusion que cela ne pouvait être le cas, pas davantage d'ailleurs que dans les autres continents où les Etats ont commencé à mettre en place des institutions similaires, aucun n'envisage de se fondre dans ces institutions et de disparaître. Paradoxalement, il existe dans le monde davantage d'Etats en 2012 qu'il y a 20 ou 50 ans, donc analyser la situation mondiale et en déduire que l'heure de la disparition des Etats aurait sonné est une pure vue de l'esprit ou dénote un aveuglement dogmatique, une incompréhension profonde de l'évolution du capitalisme mondiale.

L'objectif de l'UE est principalement de soumettre le prolétariat européen au capital en réduisant le coût de sa force de travail de manière à ce que les capitalistes en tirent un profit maximum, tout en réduisant ses droits démocratiques et politiques pour lui interdire toute issue politique en dehors ou au-delà du capitalisme. Si leur objectif était vraiment de construire un Etat européen, une fois adopté l'euro ou simultanément, ils se seraient dotés d'une fiscalité commune pour avancer rapidement vers cet objectif au lieu de laisser régner l'anarchie dans l'UE, quitte à l'accompagner de mesures spécifiques à chaque pays pour en atténuer les effets pervers sur leurs économie ou dévastateurs sur le plan social. On a pu observer depuis quelques années que certains pays de l'UE avaient modifié unilatéralement leurs taux de TVA, ce qui montre bien qu'une modification ou une harmonisation des taux de TVA en Europe était possible entre les différents Etats, s'ils ne l'ont pas fait c'est parce que cela ne correspondait pas à leur objectif voilà tout.

Par contre, la question de l'intervention militaire directe de l'impérialisme français en Syrie n'est pas encore tranchée et elle peut avoir une portée gigantesque à l'échelle mondiale selon la position adoptée par Hollande. C'est à ce titre que nous soutenons l'appel du Comité Valmy.

Cet appel précise qu'il ne s'agit pas de soutenir le régime en place, mais d'interdire à des puissances étrangères de décider à la place du peuple syrien son avenir, de la même manière que la condamnation de l'agression militaire contre l'Irak n'avait pas pour fonction de soutenir Saddam Hussein.

Qu'on ne se méprenne pas, il ne s'agit de s'associer à un front anti-impérialiste au côté de formations politiques ou de personnalités qui le reste du temps sont opposés au socialisme ou le combattent au côté de leur propre bourgeoisie.

Face à l'impuissance, à la neutralité ou la démission des partis ouvriers ou pire encore (NPA), ne sachant pas à l'avance dans quelle direction va évoluer la situation en Syrie et dans la région au risque d'embraser le monde, il nous semble opportun aujourd'hui de prendre position et de soutenir une initiative qui respecte le droit légitime du peuple syrien à décider lui-même son présent et son avenir, qui rejette tout engagement militaire du gouvernement français en notre nom.

A ceux qui nous accusent d'être sectaire ou dogmatique, nous répondons que la question de l'unité se pose dans le temps en fonction d'un certain nombre de facteurs et de leurs rapports, et non en fonction d'un principe immuable ou gravé dans le marbre.

A propos de l'appel adopté par le POI, le M'PEP, la Gauche communiste du PCF et PRCF

L'appel qui a été adopté à l'issue de la rencontre initiée par le POI pour le rejet du TSCG ne contient aucun élément nouveau.

J'ai une proposition à leur soumettre, qui leur permettrait de se racheter de la campagne de 2005 axée uniquement contre le TCE. Si vous vous souvenez bien, vous pouvez le vérifier à l'aide des articles disponibles dans le site, le PT comme les autres partis avaient refusé de reconnaître dans la victoire du non une défaite de Chirac, alors président de la République, qui avait appelé à voter pour le TCE. Le PT avait également refusé obstinément d'orienter leur bataille contre les institutions de la Ve République, comme en 2012 pour le rejet du TSCG.

Vous pouvez appeler à une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale, mieux, contre l'Assemblée nationale, qui comme en 2005 est composé à plus de 90% de partisans du TSCG, donc lier le rejet de ce traité au rejet des institutions antidémocratiques de la Ve République. Rappelons qu'en 2005, 92% des députés s'étaient exprimés en faveur du TCE, signifiant après coup et la victoire du non, qu'ils étaient illégitimes pour représenter la voix des exploitées qui constituaient l'immense majorité de la société.

Ils ont l'occasion de le mettre en évidence devant les travailleurs non pas après mais avant que ce traité soit ratifié, saisiront-ils cette occasion qui correspond à l'une des tâches de l'avant-garde d'éduquer les masses sur le plan politique ? Rien n'est moins sûr, peu importe, notre devoir était de le souligner devant les militants.

Un autre aspect de cette bataille occulté.

Comment se fait-il que le POI ne se soit pas adressé aux syndicats, alors que Mailly pour FO a affirmé que si un référendum avait lieu sur le TSCG, il appellerait à voter non ? Pour ne pas mettre dans l'embarras Mailly qui n'est pas seul à décider à FO ?

Selon le POI et d'autres, si le TSCG était adopté, nous ne pourrions plus revendiquer quoi que ce soit pour ainsi dire, c'est bien dans ces termes qu'ils l'ont présenté, je ne caricature pas leur argumentation, n'est-ce pas ? Revendiquer des avancées sociales, en terme de salaire, d'emplois ou de conditions de travail, rassurez-moi, c'est bien (encore) la mission ou le mandat des syndicats, non ? Ils sont donc directement concernés par le TSCG. Alors répétons notre question, pourquoi le POI ne s'est-il pas adressé à l'ensemble des syndicats ? Nous attendons sa réponse.

Au fait, je ne sais pas si Mailly est en vacances ou s'il n'a pas du tout apprécié l'article que je lui ai consacré le 17 juillet, je ne reçois plus son éditorial hebdomadaire. Vous me direz que cela ne nous manque pas, certes, mais on se doit de se tenir informé et rien ne m'empêche d'aller le pêcher sur le site de FO, entre nous, j'ai mieux à faire en ce moment.

A croire que j'étais en forme ce soir, il est 21h, en buvant un coup avant de mettre à table, oui, j'ai repris cette mauvaise habitude de me servir un cocktail et de faire un point politique en fin de journée, muni d'un stylo et d'un cahier, je note les idées qui me passe par la tête et c'est très souvent très productif, comme quoi un peu d'alcool ne présente pas que des inconvénients, pour le cerveau, peut-être pas pour le porte-monnaie ! Donc, il m'est venu une idée à laquelle je n'avais pas encore pensé ou que j'avais laissé tomber puis oublier de traiter.

Je me suis dit que finalement l'existence de l'URSS et ses satellites en avait arrangé plus d'un pendant près d'un demi-siècle, notamment parmi ceux qui prétendaient combattre le stalinisme, mais qui finalement s'en accommodèrent autant que du capitalisme, en ce qui concerne celui-ci on ne s'en rendit compte que bien plus tard, tandis que la collusion avec le stalinisme n'a pas été encore réellement abordé ou n'a toujours pas été identifiée en tant que telle, c'est pour dire le boulot qu'il nous reste à faire avant que le mouvement ouvrier reprenne le chemin du socialisme.

Jusqu'à la chute du régime stalinien en Pologne en 1981, le PCF et la CGT menaient une politique contradictoire dictée au cas par cas par la politique étrangère du Kremlin ou les besoins du régime capitaliste en France, entraînant derrière eux le gros des troupes du mouvement ouvrier en France ainsi que son avant-garde, OCI, LCR et LO.

A cette époque-là, les capitalistes se montraient plus généreux qu'aujourd'hui envers les travailleurs, les inégalités existaient mais n'avaient pas atteint le degrés qu'on connaît en 2012, il n'était pas rare que les revendications soient satisfaites en totalité ou en grande partie, l'inflation était importante, mais les augmentations de salaire suivaient pour la plupart des travailleurs, pas pour tous comme d'habitude évidemment, ce qui n'infirme pas ce qui vient d'être rappelé.

Livrer une bataille était souvent payant, du coup tout le monde semblait y trouver son compte, les travailleurs, les syndicats, les partis ouvriers et le régime de la Ve République. Cela se traduisait par une hausse de la syndicalisation ou son maintien à un niveau respectable, le PCF enregistrait de bons scores électoraux et les trois partis cités plus haut voyaient le nombre de leurs militants sans cesse augmenter, bref tout semblait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes, jusqu'en 1981 seulement.

Avec la chute annoncée de l'URSS et l'offensive généralisée déclenchée par l'impérialisme américain sous Nixon, tout ce scénario allait être chamboulé. Mitterrand allait mettre en place une politique de rigueur qui consistera en premier lieu à désindexer la hausse des salaires sur celle des prix, ce qui reviendra à bloquer les salaires, pire, à diminuer le niveau de vie des travailleurs par le biais de l'augmentation continue des cotisations sociales, puis la création de la CSG en 1991 sous Rocard, des nationalisations des premières heures, il allait passer aux privatisations massives que Jospin amplifiera quelques années plus tard sous Chirac, et le chômage de masse allait s'installer durablement jusqu'à nos jours.

Bref, pour le PCF comme pour la CGT ou les autres syndicats, petit à petit, il n'allait y avoir plus rien à gratter aux capitalistes. Le PCF n'ayant plus à s'aligner sur le Kremlin et étant incapable de développer une orientation politique indépendante, sa véritable nature contre-révolutionnaire allait apparaître de plus en plus au grand jour au fur et à mesure qu'il allait prendre en charge la crise du régime jusqu'à épouser les contours et le programme d'un parti réformiste une fois la dictature du prolétariat balancée par dessus bord, comme pour montrer ses bonnes intentions ou sa fidélité indéfectible au régime. La CGT allait suivre le même cheminement en se rapprochant de la CFDT réputée pour accompagner le capitalisme et non le combattre.

Cela aura pour conséquence une hémorragie des effectifs des syndicats et une chute sans fin du PCF de quelque 20% à moins de 2% à l'élection présidentielle.

L'OCI, la LCR et LO connaîtront la même mésaventure, sans pour autant que les dirigeants de ces partis ne l'attribuent (en partie) à leurs analyses et stratégies qui s'étaient avérées erronées ou foireuses sur toute la ligne, pire, ils afficheront leur dépendance aux appareils des syndicats et du PS et du PCF, aux institutions, au grand dam de nombreux militants qui en profiteront pour démissionner ou cesser le combat. A aucun moment ils ne seront capables de corriger leurs erreurs, pour finalement se renier ou se réfugier dans le pire opportunisme qui soit qui se traduira par la liquidation de l'OCI-PCI en 1985 (en réalité dès 1981) au profit du MPTT, puis le PT, et enfin le POI, la LCR se dissolvant dans le NPA, deux partis censés attirés des éléments extérieurs à

la classe ouvrière, l'OCI et la LCR n'étant jamais parvenus à devenir des partis ouvriers composés en majorité d'ouvriers, afin de mieux coller à la nouvelle période ouverte par la disparition de l'URSS.

Aussi longtemps qu'il y avait du "*grain à moudre*" (Bergeron), que le capital était prêt à consentir des réformes, personne ou presque dans ces partis n'auraient osé remettre en question les analyses et les stratégies de leurs dirigeants, les batailles auxquelles ils participaient permettaient de recruter de nouveaux militants, et malgré les défections le solde s'avérait positif, certes, ce n'était pas mirobolant, mais plein de promesses pour la suite pour peu qu'on ne se pose pas trop de question et qu'on ne gratte pas au-delà du verni trompeur des déclarations grandiloquentes. C'était l'arbre qui cachait la forêt. Tout le monde s'accommodait des relations que les appareils avaient forgé avec ceux des syndicats, après tout n'en profitions-nous pas nous-mêmes, idem avec le PS ou le PCF selon les partis.

On pourrait dire que le pot aux roses a été découvert à partir du moment où l'URSS a implosé et le capital a lancé son offensive contre le mouvement ouvrier international. Pendant près d'un demi-siècle, on a vécu dans la même illusion qui avait emporté la social-démocratie un siècle plus tôt, corrompue par l'idée que le développement du capitalisme serait continu et réaliserait progressivement le socialisme... jusqu'à un certain 3 août 1914 qui remit les pendules à l'heure.

Les sociaux-démocrates ne se sont pas réveillés un beau matin en se disant, tient, on va changer du tout au tout, on va se renier, on va s'aligner sur notre bourgeoisie et voter les crédits de guerre, non, ils étaient déjà sur le plan idéologique corrompus par le capitalisme et opposés au socialisme. C'est le développement du capitalisme et de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui l'accompagnait qui masqua la véritable nature de la SFIO et ses dirigeants.

A chaque étape du développement du capitalisme ou quand il engrange des profits considérables, pour maintenir la paix sociale ou la stabilité du régime, il corrompt les chefs du mouvement ouvrier et constitue une solide aristocratie ouvrière qui serviront à combattre les éléments les plus avancés du prolétariat, à le diviser. Une autre méthode consiste à les associer aux institutions et à la gestion de la société en les présentant comme des avancées démocratiques, alors qu'elles ont un contenu corporatiste. Quand ils la rejettent parce que ses conclusions sautent aux yeux, c'est pour mieux l'adopter au fil du temps, morceau par morceau, année après année, pour en arriver à la banalisation de la collaboration de classe. Ils ont rejeté l'intégration des syndicats au Sénat pour mieux les intégrer au Conseil économique et social ou dans une multitude de comités ou institutions informelles auxquelles participent le patronat et le gouvernement, les Comités d'entreprise fonctionne comme des relais des conseils d'administration, etc. On pourrait ajouter leur présence au sein des conseils d'administration des entreprises nationalisées et grassement rémunérée, dans les organismes sociaux qu'ils gèrent finalement comme une entreprise capitaliste au détriment des intérêts des travailleurs.

Cet édifice qui s'apparente à une vaste escroquerie ou une entreprise de démolition programmée de tous nos droits sociaux a bénéficié du soutien de tous les partis sans exception qui l'ont couverte.

Maintenant on semble découvrir l'étendue des dégâts face à une situation qui semble tout aussi inextricable puisqu'on est impuissance à y faire face, tout du moins tant qu'on s'escrime à vouloir obtenir des résultats immédiats sur le plan social, alors que c'est quasiment impossible au regard de la décomposition du mouvement ouvrier, de l'absence d'une direction pour le remettre sur les rails et le guider dans la bonne direction, son avant-garde profondément divisée demeurant incapable de corriger ses erreurs du passé qu'elle reproduit sans cesse, quand elle ne sombre pas dans l'aventurisme, sclérosée, elle est vouée à connaître une régression sans fin, à végéter, le NPA et LO en font la démonstration.

En quoi les politiques du POI, du NPA ou de LO ou les formations qui les ont précédés sous un autre nom depuis 67 ans ont-elles permis de construire le parti ? En rien, il n'existe pas un seul parti comptant dans ses rangs une majorité d'ouvriers.

En quoi ont-elles permis de préserver l'indépendance des syndicats en admettant qu'ils aient été un jour indépendant de l'Etat ou du capital ? En rien, ils n'ont que le dialogue social à la bouche et ils bradent nos acquis à tour de bras au plus offrant.

En quoi ont-elles permis d'améliorer le niveau de compréhension de la société des travailleurs ? En rien, sinon cela se saurait et chacun pourrait le constat, or ce n'est pas le cas.

En quoi ont-elles permis de mobiliser la classe pour préserver ses acquis ou droits ? En rien, ils foutent tous le camp.

On peut nier ce constat, on peut toujours s'arranger avec la réalité, continuer dans la même voie serait suicidaire.

(Il est très tard une fois de plus, on essuie un gros orage, tropical, donc je ne suis pas prêt de me coucher, on continue quelques lignes encore.)

Il ne s'agit pas ici de faire le procès de personnes ou de dirigeants, mais d'essayer de comprendre ce qui n'a pas marché pour que cela marche dans l'avenir.

Le 3 août 1914, on l'a revécu un nombre de fois incalculable depuis 1945, la prochaine fois coïncidera avec la ratification du TSCG et du MES. On a l'impression de ne pas avoir progressé, non ? Pourquoi ?

La charia des démocrates.

Au fait, depuis le 6 mai, en dehors de Merkel, quels chefs d'Etat Hollande a-t-il reçu ? L'émir du Qatar et le monarque de Bahreïn, des démocrates quoi, comme lui sans doute, non, vous en doutez ?

Vous avez le droit de vous exprimer, mais "***pas tout de suite!***", après la ratification du TSCG.

François Rebsamen, président du groupe PS au Sénat, a jugé vendredi "*très malvenues*" les critiques au sein de Parti socialiste contre la politique de François Hollande, notamment sur l'Europe.

Comme on lui demandait sur France Info, si on avait le droit de critiquer le gouvernement au PS, le sénateur-maire de Dijon a répondu : "*pas tout de suite!*".

Les critiques au sein de ce parti, notamment sur le traité budgétaire européen que la France va ratifier, "*sont très malvenues*", a dit M. Rebsamen, un proche du chef de l'Etat.

"*Moi, je le dis assez simplement: ceux qui ont été élus avec le programme de François Hollande, grâce à l'élection de François Hollande, devraient être être un peu plus respectueux des engagements de François Hollande*", a-t-il ajouté. (AFP 24.08)

Quelque part il a raison, ils ont été élus sur la base d'un programme réactionnaire qu'ils ont approuvé ,et quand il s'agit de passer à l'exercice pratique, ils renâclent les ingrats.

Eventuellement... et pour cause.

Lienemann (PS) interviewé par *Le Figaro* hier. J'ai visionné cette vidéo, voilà ce que j'en ai retenu, c'est très instrcutif.

Nous devons "*faire vivre notre unité*", nous avons besoin d'une "*dynamique unitaire*", parce qu'il faut penser à "*l'échéance des élections municipales*", aussi je propose de constituer un "*comité de liaison*" avec EELV et le FdG pour "*voir sur quoi on peut avancer ensemble*" et "*éventuellement voir ce qui nous divise* ".

D'après vous, pourquoi cela n'a-t-il pas vraiment d'importance ce qui les divise ? Parce qu'ils sont d'accord sur le fond, l'essentiel : assurez la survie du régime.

Des fonds publics belge et français... pour le Qatar !

La banque franco-belge en cours de démantèlement Dexia a annoncé vendredi que sa filiale luxembourgeoise BIL, qu'elle s'est engagée à vendre à un investisseur qatari, allait devoir être recapitalisée avant de pouvoir être cédée. (AFP 24.08)

Rappel (d'un internaute).

- La dissolution totale du Liban en cinq provinces doit servir de précédent au monde arabe tout entier . La dissolution de la Syrie et de l'Irak plus tard ethniquement ou religieusement en secteurs uniques comme au Liban, est la cible primaire de l'état d'Israël. Le morcellement plus tard de l'Egypte, de la Lybie, du Soudan sont inévitables.

Signé : Oded Yinon, *Une strategie pour Israël*, 1982

ACTUALITE EN TITRES

Dictature des maîtres du monde et racket des peuples.

- Dexia: la filiale luxembourgeoise BIL va devoir être recapitalisée avant d'être cédée - AFP

- Le sauvetage d'AIG a rapporté près de 18 milliards de dollars à la Fed - L'Expansion.com

- Egypte: le prêt du FMI est crucial, mais des réformes aussi sont nécessaires - AFP

- Dette: les taux d'emprunt des pays fragiles poursuivent leur hausse - AFP

- Ce que les créanciers exigent de la Grèce - L'Expansion.com

- Inde: les investissements directs étrangers s'effondrent de 78% en juin - AFP

- L'Onu veut des réponses de Téhéran sur le nucléaire - Reuters

- Les républicains américains veulent s'attaquer à Medicare - LeFigaro.fr

Vous avez remarqué, tout y passe sur tous les continents, c'est cela le Nouvel ordre mondial en marche...

S'ils le disent eux-mêmes.

- Gaëtan Gorce: "*Au PS, les motions ne servent qu'à préserver les clans*" - L'Express.fr

Gaëtan Gorce est sénateur PS de la Nièvre. On vous adore monsieur Gorce pour votre franchise, une fois n'est pas coutume.

Deux procureurs et un cauchemar.

- Rebsamen: les critiques au PS contre Hollande "*très malvenues*" - AFP

- Désir "*regrette*" que Mélenchon reprenne des "*arguments de la droite*" - AFP

- Estrosi convaincu que Sarkozy fédèrera à nouveau la droite et le centre - AFP

Grand bêta, c'est fait exprès !

- PSA Peugeot Citroën: les salariés rentrent de vacances sans ordre de bataille précis - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Organisation des Etats américains

L'Organisation des Etats américains a manifesté vendredi à Washington sa "*solidarité et son soutien*" à l'égard de l'Equateur, en prise avec la Grande-Bretagne au sujet de l'asile accordé à Julien Assange, réfugié à l'ambassade de Quito à Londres.

Tout en appelant les deux pays à "*poursuivre le dialogue*", l'OEA a demandé "*le rejet de toute tentative pouvant mettre en péril l'inviolabilité des missions diplomatiques*" et "*dans ce contexte a manifesté sa solidarité et son soutien*" à l'Equateur, détaille la résolution, adoptée par consensus malgré les réserves manifestes du Canada et des Etats-Unis. (AFP 24.08)

2- Etats-Unis. Une démocratie ?

Il était étudiant au moment des faits. Joel Tenenbaum a écopé de 675 000 dollars d'amende pour avoir téléchargé illégalement et diffusé 31 chansons. Il avait une grande partie de l'industrie du disque en face de lui. (lexpansion.com 24.08)

Et pendant ce temps-là les gangsters de Wall Street et de la City, les banquiers de la Fed responsables de l'escroquerie du siècle que constitue la manipulation du Libor sont libres et même pas mis en examen.

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Acte. 1- La situation plus ou moins conforme à la réalité.

Les mineurs réclament toujours une substantielle augmentation de salaire, et certains d'entre eux disaient jeudi qu'ils restaient prêts à en découdre.

La ministre du Travail Mildred Oliphant s'est entretenue avec les grandes fédérations syndicales "*pour stabiliser la situation et trouver une solution amiable au conflit social*", selon un communiqué gouvernemental.

A Marikana, plus des trois-quarts des salariés n'ont pas pointé, un chiffre toutefois peu significatif puisque le groupe britannique Lonmin a accepté de renvoyer à lundi le jour de la reprise effective du travail.

Dans deux mines voisines, où l'on extrait aussi du platine près de Rustenburg, à 100 km à l'ouest de Johannesburg, la situation était contrastée, alors qu'une sorte de trêve semble régner en raison du deuil national décrété jusqu'à samedi.

Sur le site de Rasimone du groupe sud-africain Royal Bafokeng Platinum, où plusieurs centaines de mineurs avaient débrayé mercredi, "*les choses se sont normalisées et les employés sont redescendus sous terre*" selon la direction.

En revanche, une centaine de salariés du groupe anglo-sud-africain Anglo American Platinum ont refusé d'embaucher à Thembelani. La direction a entrepris de discuter et lancé à ses salariés "*un appel au calme et à s'abstenir de toute violence*".

Acte 2 - L'intox ou la propagande officielle.

Les revendications des grévistes ne sont pas pilotées par le syndicat majoritaire, le NUM, qui compte 300.000 membres affiliés au puissant appareil syndical du Cosatu allié de l'ANC, mais par une petite organisation, l'AMCU, qui a incité quelque 3.000 foreurs à débrayer début août.

Vendredi, les dirigeants du Cosatu ont dénoncé "*une manipulation politique planifiée pour affaiblir le Cosatu*". Ils ont pointé un doigt accusateur sur Julius Malema, le jeune politicien populiste récemment exclu de l'ANC.

Accusé d'avoir partie liée avec l'AMCU, mais sans structure politique, ce dernier a opéré un retour en force médiatique en s'affichant aux côtés des grévistes.

Jeudi, Malema a pris la parole à la fin de la principale cérémonie d'hommage aux victimes de Marikana, pour en faire un meeting politique à son profit, invectiver le gouvernement et appeler les grévistes à être le fer de lance d'une "*révolution minière*".

Un véritable hold-up politique qui s'est déroulé sous l'oeil médusé de plusieurs ministres du gouvernement Zuma, et qui ne laisse pas de troubler les commentateurs sud-africains. (AFP 24.08)

2- Grèce

Plusieurs milliers d'immigrés ont défilé dans les rues d'Athènes vendredi pour protester contre la récente vague d'attaques racistes dont ils sont victimes alors que le pays est confronté à une crise économique sans précédent.

Quelque 5.000 manifestants ont manifesté devant le parlement en brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "*Non à l'islamophobie*" et "*Néo nazis dehors!*" dans l'une des plus importantes marches contre le racisme organisée dans la capitale grecque ces dernières années.

Cette manifestation survient au lendemain de l'arrestation de plusieurs centaines d'immigrés et leur placement en détention dans un camp militaire de la ville de Corinthe dans le Péloponnèse.

Cette décision a provoqué la colère des autorités locales et des habitants qui se sont rassemblés devant le camp pour dénoncer leur placement en détention.

"*Nous ferons tout notre possible pour empêcher un tel désastre*", a déclaré le maire de Corinthe, Alexandros Pnevamtilos à Skaï TV. "*Nous ne voulons pas que ce camp qui est au coeur de la ville (...) devienne un centre de détention.*" (Reuters 24.08)

3- Espagne

Le gouvernement espagnol a prolongé vendredi une aide mensuelle de 400 euros pour les chômeurs en fin de droits et annoncé que sa nouvelle réforme bancaire, pour respecter les conditions de l'aide financière européenne accordée en juin, serait adoptée le 31 août.

L'aide aux chômeurs, qui expirait le 15 août, sera prolongée de six mois, dans ce pays au taux de chômage record parmi les pays industrialisés (24,63%).

L'objectif est "*que les personnes sans ressources ne se retrouvent pas sans soutien de l'Etat*", a expliqué la porte-parole du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria, lors de la conférence de presse après le Conseil des ministres.

Tandis que l'aide passera de 400 à 450 euros pour les chômeurs "*ayant, au moins, deux membres de la famille à leur charge, en plus de leur conjoint ou partenaire*", selon le ministère de l'Emploi, les conditions de son attribution seront aussi plus strictes.

Ainsi, les chômeurs en fin de droit ayant ou moins un parent ou un grand-parent gagnant plus de 481 euros par mois n'y auront plus droit.

L'allocation de 400 euros est le seul moyen de subsistance pour de nombreuses familles en Espagne, où 1.737.600 foyers ont tous leurs membres sans emploi. (AFP 24.08)

ECONOMIE

1- Egypte. Le diktat du FMI.

L'aide de près de 5 milliards de dollars demandée par l'Egypte au FMI apporterait un ballon d'oxygène précieux au pays, mais le président islamiste Mohamed Morsi devra aussi réaliser des réformes difficiles pour redresser une économie en crise, estiment des experts.

Le soutien international "*plus que nécessaire*" pour l'Egypte "*pourrait faiblir si les autorités se montrent incapables de répondre aux défis économiques*", prévient l'agence de notation Standard and Poor's (SP) dans une synthèse.

Certains commentateurs doutent que le nouveau pouvoir utilise ce prêt pour améliorer durablement les conditions économiques de la population.

"*Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses courantes (salaires, importations de produits alimentaires...) pour permettre aux Frères musulmans d'aborder les prochaines élections en position confortable, avec une situation économique apaisée*", écrit Ibrahim Eissa, un éditorialiste en vue, dans le journal al-Tahrir.

Au final, "*c'est le peuple égyptien qui va casquer*" pour rembourser l'emprunt, s'indigne-t-il.

Pour Ahmad Galal, du Forum de recherche économique du Caire, l'Egypte aurait besoin de 10 milliards de dollars pour commencer à enrayer la crise, et devra donc "mobiliser d'autres ressources" en plus des 4,8 milliards qu'elle demande au FMI.

Mais l'effort passe aussi par de profondes réformes internes qui s'étaleront sur des années.

"*Sur le court terme, il faut relancer l'activité et créer des emplois. A moyen terme, il faudra réformer le système éducatif, moderniser les infrastructures, s'attaquer au secteur informel*", entre autres, souligne-t-il.

Pour l'économiste Angus Blair, du Signet Institute, basé au Caire, la question des subventions aux produits de base --qui engloutissent 20% du budget de l'Etat pour les seuls carburants-- figure en tête des réformes indispensables mais potentiellement impopulaires.

"*Il faut résoudre la question des subventions pour faire en sorte qu'elle soient mieux ciblées*", affirme-t-il. (AFP 24.08)

2- Vietnam

Le scandale qui frappe la banque vietnamienne ACB a encore pris de l'ampleur avec l'arrestation d'un deuxième cadre de l'institution, tandis que les deux Bourses vietnamiennes voyaient s'envoler près de 4 milliards de dollars de capitalisation boursière, selon la presse d'Etat.

L'arrestation de Ly Xuan Hai pour "*malversations délibérées provoquant de graves conséquences*" est intervenue juste

après l'annonce par l'Asia Commercial Bank que son directeur général avait démissionné de ses fonctions, a indiqué le site du journal Thanh Nien.

La police a perquisitionné le domicile de Ho Chi Minh-Ville (ex-Saïgon, sud) du banquier, ainsi que son bureau.

Un nouveau rebondissement qui met à mal les tentatives du pouvoir, notamment de la Banque centrale, de protéger la banque elle même de conséquences dramatiques qui pourrait secouer l'ensemble du pays.

L'action de l'ACB, l'une des plus importantes banques du Vietnam dans laquelle le groupe britannique Standard Chartered détient des parts, a chuté de plus de 20% depuis le début de la semaine et l'arrestation de son fondateur, le truculent Nguyen Duc Kien, 48 ans.

Les épargnants en ont retiré déjà plus de 380 millions de dollars. Mais aucun signe de panique n'était perceptible vendredi devant les agences de la banque à Hanoï, selon les journalistes de l'AFP.

Quant à la valeur de capitalisation des Bourses de Hanoï et Ho Chi Minh-Ville, elle avait chuté jeudi soir de 3,85 milliards de dollars, selon le journal Tuoi Tre. (AFP 24.08)

Haut de page

Le 26 août

CAUSERIE

J'ai rectifié l'adresse des 4 ou 5 premiers articles figurant dans la rubrique *Politique*, il ne figure pas dans *dossier/* mais *dossier2/*. Dorénavant la plupart des articles sont classés dans *dossier2/*. Avec mes excuses.

J'ai trouvé par hasard en cliquant sur un lien dans un article, un portail récent apparemment qui devrait vous intéresser.

L'observatoire du terrorisme d'état. (http://observatoire-terrorisme.com).

Voici comment ses auteurs le présentent :

- Le terrorisme d'état étant un phénomène beaucoup plus ancien et répandu que la plupart des gens se l'imaginent, nous espérons ainsi ajouter un levier puissant et inédit pour faire évoluer les mentalités sur ce problème aussi crucial que méconnu. Nous passerons au crible dans ce site des exemples mettant en cause de nombreux états, et remontant parfois à des époques très anciennes. Nous nous intéresserons tantôt à des attentats terroristes, tantôt à des opérations de manipulation qui répondent aux mêmes objectifs, par exemple les assassinats ciblés et les campagnes de propagande.

J'ai relevé la liste des articles qui y figurent (en ligne dans le site à la rubrique *Politique - Mensonges d'Etat* :

- Les incidents du Tonkin du 2 et 4 août 1964, déclencheurs de la guerre du Vietnam
- L'attentat de la discothèque la Belle en avril 1986, premier casus belli contre la Libye de Kadhafi: partie 3
- l'attentat de La Belle en 1986: 1er casus belli contre la Libye Kadhafi. Partie 2
- L'attentat de La Belle en avril 1986, 1er casus belli contre la Libye de Kadhafi. Partie 1
- L'assassinat du président algérien Mohamed Boudiaf le 29 juin 1992

L'un des auteurs de ce portail collabore au Réseau Voltaire.

Oraison funèbre.

Le premier rassemblement de l'Association des amis de Nicolas Sarkozy a donné lieu samedi à Nice à une grand-messe à la gloire de l'ancien président, aux accents parfois d'oraison funèbre, avec en toile de fond le duel à couteaux tirés Fillon-Copé pour la présidence de l'UMP. (AFP 25.08)

Avec un peu de chance, aucun des deux n'en ressortira vivant, c'est tout ce qu'on leur souhaite, sincèrement !

Merkhollande. Dépouiller, piller, saigner la Grèce, demandez le programme.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a écarté de nouveau l'hypothèse d'un délai réclamé par la Grèce pour redresser ses comptes publics, dans un entretien à paraître dimanche dans le journal "*Tagesspiegel am Sonntag*".

"*Plus de temps, cela veut dire en général plus d'argent*", affirme le ministre, alors que le chef du gouvernement grec, Antonis Samaras, a demandé, vendredi à Berlin, "*du temps pour respirer*" et redresser les comptes de son pays.

"*Et cela signifie très rapidement un nouveau programme*" d'aides, a poursuivi M. Schäuble, estimant que ce ne serait "*pas le bon chemin pour résoudre le problème fondamental de la zone euro*".

Même si la chancelière allemande Angela Merkel a joué la carte de l'apaisement vendredi en assurant M. Samaras de son soutien et en défendant la place de la Grèce dans l'Union monétaire, M. Schäuble, proche de la chancelière, rappelle la ligne de fermeté tenue jusqu'ici par le gouvernement fédéral.

Vendredi, M. Schäuble avait d'ailleurs tenu quasiment les mêmes propos à la radio allemande.

M. Samaras était samedi en visite à Paris pour une rencontre avec le président français François Hollande, qui lui a tenu le même discours que Berlin en refusant de s'engager immédiatement sur le sursis réclamé par Athènes.

Sur la même ligne que Berlin, François Hollande a maintenu samedi la pression sur la Grèce et refusé de s'engager immédiatement sur le sursis réclamé par Athènes pour assainir ses finances publiques, mais le président français s'est voulu attentif aussi aux souffrances du peuple grec.

La Grèce "*doit faire la démonstration, encore, de la crédibilité de son programme et de la volonté de ses dirigeants d'aller jusqu'au bout*" a-t-il enchaîné.

L'avertissement est clair mais il a été assorti d'un mot de compassion à l'adresse de l'opinion publique grecque qui a déjà consenti des efforts "*douloureux*": si des efforts financiers et des "*réformes structurelles*" sont encore nécessaires de la part d'Athènes, il faut faire "*en sorte que ce soit supportable pour la population*".

Aux yeux de François Hollande, le temps est compté et l'Europe devra agir vite une fois reçu le rapport de la troïka - Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international - attendu mi-septembre.

Les créanciers d'Athènes devront ensuite décider s'ils débloquent la nouvelle tranche d'aide prévue en octobre et s'ils accordent davantage de temps à la Grèce pour ses réformes.

Des questions appelées à être débattues lors de la réunion de l'Eurogroupe le 8 octobre à Luxembourg, avant le sommet européen des 18 et 19 octobre à Bruxelles. (Reuters et AFP 25.08)

(Leur crainte - Ndlr)

Paris entend éviter à tout prix une nouvelle crise politique et sociale qui porterait vraisemblablement le coup de grâce à l'économie grecque et aurait des conséquences délétères pour la zone euro.

Une préoccupation partagée au premier chef par Antonis Samaras. Elu en juin, celui-ci a fait samedi de la préservation de "la cohésion sociale" dans son pays un "*objectif*" tout aussi prioritaire que le retour à la croissance.

Désormais, le calendrier européen est clair. Comme la chancelière allemande qui avait reçu M. Samaras la veille à Berlin, le président Hollande a répété que les partenaires européens de la Grèce attendraient le rapport de la troïka des créanciers (FMI, BCE et UE) qui doit être publié fin septembre avant que l'Europe ne fasse "*ce qu'elle doit*" faire pour aider davantage Athènes. "*Cela fait deux ans et demi que la question est posée. Il n'y a plus de temps à perdre. Il y a des engagements à réaffirmer de part et d'autre, des décisions à prendre et le plus tôt sera le mieux*" a-t-il insisté, "*c'est-à-dire après le rapport de la troïka au Conseil européen*" des 18 et 19 octobre, a précisé le président français. (AFP 25.08)

Si Hollande propose et la troïka dispose, il n'en demeure pas moins que c'est Hollande qui en dernier ressort décide d'appliquer ou non les conclusions du rapport de la troïka, c'est lui qui détient le pouvoir politique, c'est donc contre lui et son gouvernement, ainsi que son parlement godillot qu'il faut axer notre combat et non contre la troïka qui s'en lave les mains.

Non, c'est clair et logique pourtant, vous n'êtes pas convaincu malgré tout. Quand les commanditaires du régime de Vichy - qu'il faut distinguer des collabos, ont-ils été identifiés, inquiétés, poursuivis, condamnés, excécutés ? Jamais.

Propagande officiele. Intox et amalgame.

François Hollande a établi un parallèle entre la Libération de Paris, dont il présidait samedi les commémorations du 68ème anniversaire, et celle du "*peuple syrien, opprimé par un régime qui n'est plus animé que par la peur de disparaître*".

Le régime syrien "*disparaîtra parce que, et c'est la leçon que nous pouvons livrer au monde: quand la liberté est en marche, rien ni personne ne peut l'arrêter*", a-t-il enchaîné, assurant que "*la France a pris et prendra les initiatives nécessaires en faveur de la révolution syrienne sur le plan politique, diplomatique et humanitaire pour aider au soulèvement.*"

Le "*combat pour la liberté de la France en 1944 a servi de référence à tant de peuples du monde*", a relevé le chef de l'Etat, "*et encore aujourd'hui, c'est vers Paris que des résistants, des opprimés, des rebelles se tournent quand ils se lèvent pour renverser un tyran*". (AFP 25.08)

Pour Hollande et le PS, le djihad, la charia et le terrorisme aveugle, la pire barbarie, c'est "*la liberté (qui) est en marche*", même que ces associés, l'émir du Qatar et les monarques dégénérés de Bahreïn et d'Arabie Saoudite n'en doutent pas un seul instant, ne sont-ils pas eux-mêmes de fervents partisans de la démocratie et des droits des peuples à décider eux-mêmes leur destin.

Monsieur Hollande est un réactionnaire et pas autre chose. Je laisse le soin à ceux qui ont du temps à perdre d'épiloguer sur la mal nommée "*Libération*".

A une autre époque la SFIO a frayé la voie au fascisme en prétendant combattre pour la liberté... et le socialisme s'il vous plaît;

Jusqu'à présent le PS (et ses satellites, appendices ou clones), n'a fait qu'apporter de l'eau au moulin de l'extrême droite, peut mieux faire, comme son passé hideux le démontre.

Relevons qu'il a osé affirmer : "*Au lendemain de la guerre, l'effort fut d'autant plus librement consenti qu'il fut justement partagé*"... pour reconstituer le capitalisme français et reconstruire son Etat, que Hollande le revendique est normal, puisqu'il est son représentant.

On aurait pu ajouter : au point que les riches sont devenus encore plus riches et que les pauvres le sont restés.

Vous en redemandez, alors encore quelques extraits du discours qu'il a prononcé hier sur le parvis de l'Hôtel de Ville.

- "*La leçon de la Libération, c'est enfin la nécessité de poursuivre la construction européenne*", a enchaîné François Hollande, instrumentalisant l'aspiration des peuples à vivre en paix, ils n'ont jamais voulu autre chose d'ailleurs, c'est le capital et ses représentants dont fait partie Hollande qui sèment la guerre et la désolation derrière eux, comme par exemple aujourd'hui en Syrie.

- "*Face aux doutes, bâtissons une intégration solidaire, qui doit donner de la force au projet européen avec la préservation de la solidarité entre les pays qui la composent, y compris, et même surtout quand ils sont dans la difficulté*", a-t-il encore exhorté dans une allusion au débat sur l'avenir et la cohésion de la zone euro.

Au passage vous aurez admiré le cynisme du personnage.

Solidarité entre pays a-t-il dit, alors que la Grèce, l'Italie et l'Espagne sont la proie des marchés qui leur appliquent des taux d'intérêt usuraires, tandis que la France et l'Allemagne empruntent à des taux négatifs... Surtout ne soupçonnez pas l'oligarchie financière française et allemande soutenue par leurs Etats respectifs d'en porter la responsabilité avec leurs homologues américains.

Finissons sur un sophisme (raisonnement faux malgré une apparence de vérité et généralement fait avec mauvaise foi. - Le Grand Robert)

- "*Ils (les Parisiens -Ndlr) ont démontré que la souveraineté d'un peuple ne peut être confisquée sans que ce peuple ne livre bataille jusqu'au bout*", a dit Bertrand Delanoë, que la SFIO et le PC sacrifieront, piétineront en remettant le pouvoir à de Gaulle, le représentant des capitalistes, de la minorité de la population qui pour Delanoë doit s'identifier avec la "souveraineté d'un peuple" ou l'intérêt général.

La souveraineté du peuple est une mystification, tous ceux qui s'en réclament sont des illusionnistes, des charlatans ou des traitres.

L'histrion du régime porté par les médias aux ordres. Les grandes manoeuvres. Pschitt !

"*Ne pas voter le traité ne nous enlèvera rien par rapport au reste de l'Europe, sauf qu'on n'aura pas à appliquer la règle de l'austérité en France*", affirme Jean-Luc Mélenchon, dirigeant du Front de gauche (FG).

"*Le FG est contre, les écologistes, une partie du PS sont contre. Il reste ceux qui sont pour et qui vont voter avec la droite*", s'agace l'ancien candidat à la présidentielles.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et également porte-parole du FG, estime "*impensable de commencer le trimestre en signant le traité budgétaire*".

"*Je suis favorable à ce que le Front de gauche soit l'animateur du rassemblement le plus large possible sur cette question*", propose Pierre Laurent, rejoint sur ce point par Jean-Luc Mélenchon.

Même si le traité est voté, le FG "*plante progressivement des banderilles pour dire +on va dans le mur+ (...) et ça créera les conditions pour une mobilisation sociale*", explique Pierre-François Gros, chef de file de la Gauche anticapitaliste.

"*La mobilisation*" est le mot d'ordre pour Martine Billard coprésidente du Parti de Gauche. "*Nous allons faire très vite monter la pression sur la bataille du traité*", assure-t-elle.

"*Il faut une mobilisation populaire qui se développe*", confirme Pierre Laurent qui souhaite "*multiplier les réunions d'information, distribuer le texte du traité, tenir des meetings*". (AFP 25.08)

Mélenchon dit "*on n'aura pas à appliquer la règle de l'austérité en France*", alors qu'elle s'applique déjà depuis des années. C'est là qu'on s'aperçoit ou qu'on a la confirmation qu'il est étranger à la classe ouvrière, que lui et les siens vivent dans un autre monde que le nôtre.

Est-il au moins au courant qu'il y a dans ce pays des millions de travailleurs et retraités pauvres, des millions de travailleurs et jeunes au chômage, des millions de travailleurs et leurs familles qui ne partiront pas en vacances encore cette année, des millions qui sont mal logés, plus de cent mille qui vivent dans la rue, que les prisons sont surpeuplés, etc.

Pourquoi n'ont-ils pas répondu favorablement à l'initiative du POI, M'PEP, etc. ? On pourrait poser cette question au NPA et à LO, à une multitude de formations politiques.

Ils veulent se faire passer pour des opposants au TSCG, mais comme ils refusent de remettre en cause l'existence de l'UE et de la BCE qu'ils veulent réformer, ils refusent d'envisager toute action commune sérieuse qui pourrait porter atteinte à l'intégrité de l'UE... qui les finance rappelons-le au passage.

Nous soutenons l'initiative du POI sans signer sa pétition, sur la base de l'orientation politique que j'ai développé hier et les semaines précédentes.

Mélenchon et Laurent savent pertiennement que dans leur parti respectif il y a des militants qui se sont associés à l'initiative du POI pour une manifestation centrale et unitaire à Paris pour le rejet du TSCG. Ils y sont opposés parce qu'ils soutiennent Hollande et son gouvernement, le régime lié à l'UE.

Mobiliser la classe et la dresser contre le régime, si ce n'est pas tout à fait l'orientation du POI, c'est ainsi que l'interpèteront les travailleurs et les militants qui y participeront, c'est cela qui nous intéresse dans cette démarche, montrer à l'ensemble des travailleurs et des militants du pays que tous les partis et tous les militants ne se ressemblent pas, qu'il existe une opposition au régime en place et à l'UE qui propose une autre politique, même si pour notre part nous sommes plus nuancés sur leur volonté ou leur capacité d'engager le combat contre les institutions de la Ve République.

Les forçats des temps modernes

51%. C'est la part des salariés français qui continuent à travailler deux heures par jour en moyenne pendant leurs vacances. (Liberation.fr 25.08)

Quels salariés au juste ? Ils n'ont pas fourni de précisions.

Jusqu'où va se nicher la propriété privée et la quête du profit. Le combat contre les inégalités et les injustices continue...

Titre : A Bonn, les prostituées doivent payer pour faire le trottoir - Slate.fr

Normal enfin, le trottoir est la propriété de l'Etat, l'utiliser à des fins mercantiles relèvent du droit qui s'applique à la propriété privée, par conséquent, dans le cas présent son usage doit être soumis aux mêmes lois que toute entreprise et sujette à l'impôt.

En système capitaliste , la mise en oeuvre de la force de travail crée de la plus-value dont une petite partie seulement revient au producteur, la grande majorité étant extorquée par les capitalistes et l'Etat.

Vous ne trouverez évidemment pas cette argumentation dans l'article de Slate.fr, par contre vous apprendrez que cette mesure a été prise par "*souci d'égalité*" par la municipalité de Bonn. C'est fou où va se nicher la bonne conscience de ceux qui exploitent la misère humaine qu'a créé leur propre société.

Quand l'anticommunisme primaire rend aveugle.

Sur Slate.com, Matthew Yglesias rappelle que Marx expliquait que le capitalisme conduirait inéluctablement à des crises de surproduction. Et de conclure :

«*Il serait toutefois assez ironique s'il s'avérait que Marx avait raison et que le succès de la Chine en tant que puissance industrielle l'amenait à une révolution socialiste.*»

Quelle confusion, leur anticommunisme primaire les aveugle apparemment ! Il y a quelque chose qui ne colle pas ici. Sur la crise de surproduction, Marx avait raison, on en fait l'expérience quotidiennement, c'est l'un des éléments clés de la crise actuelle du capitalisme...

Ce n'est pas le développement industriel actuel de la Chine qui va la conduire à une révolution socialiste, ce serait plutôt l'inverse, le développement industriel de la Chine se déroulant sur le terrain de la propriété privée des moyens de production, il consacre ou conduit à la remise en cause des acquis de la révolution chinoise ou de la propriété collective des moyens de production que le régime stalinien maoïste s'emploie à liquider méthodiquement pan par pan au fil des ans.

Ce passage en anglais :

"*It would, however, be quite ironic if Marx turned out to be right and China's success in becoming a manufacturing powerhouse led to a socialist revolution.*"

Ma traduction, qui a mon avis correspond à ce qu'a voulu dire l'auteur.

"*Il serait toutefois assez ironique que Marx ait eu raison et que la Chine doive son succès comme puissance industrielle à une révolution socialiste*", ce qui est faux évidemment... mais vrai sur le plan politique.

Led, prétérit et passé composé du verbe to lead.

Le régime corrompu qui vit depuis plus de six décennies de sa main mise sur les moyens de production au détriment des travailleurs chinois, vit plutôt du cadavre de la révolution qu'il n'a jamais voulu mener jusqu'au bout, il survit dorénavant en bradant les entreprises publiques les plus rentables aux capitalistes chinois et étrangers qui lui sont reconnaissants de maintenir une dicature, un régime de parti unique interdisant à la classe ouvrière et à la paysannerie de se doter de syndicats et de partis indépendant de l'Etat pour défendre leurs droits et renouer avec la révolution socialiste qui cette fois ne leur serait pas confisquée...

ACTUALITE EN TITRES

Hollande aux ordres.

- Schäuble écarte de nouveau l'hypothèse d'un délai pour la Grèce - AFP

- Plus de temps à perdre pour la Grèce, dit François Hollande - Reuters

Ah ben non, ce n'est franchement pas le moment !

- Crise: le Portugal pourrait demander plus de souplesse budgétaire à l'UE - AFP

Blablabla.

- L'aile gauche du PS veut "*du débat, pas de la discipline*" - L'Express.fr

Et de la discipline dans le débat, ça vous ira ?

Faut voir. C'est tout vu :

- Najat Vallaud-Belkacem: «*Tous les parlementaires socialistes doivent voter le traité budgétaire européen*» - 20minutes.fr

La démocratie est sauvée !

- Apple triomphe sur Samsung devant la justice américaine - Reuters

---

INFOS EN BREF

SPORT ET SOCIÉTÉ

"***Lance Armstrong a été prévenu avant tous les contrôles***"

Interview du journal Le Monde. Michel Rieu, conseiller scientifique de l'Agence française de lutte contre le dopage, décrit le système mis en place par Lance Armstrong.

Quel regard portez-vous sur l'épilogue de l'affaire Lance Armstrong ?

Je ne suis pas très surpris. Depuis longtemps, Pierre Bordry, ancien président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) et moi, étions en contact étroit avec l'Usada, l'agence américaine antidopage. Je rends hommage à son courage. Peu d'agences nationales auraient eu la même démarche. Officiellement, Lance Armstrong n'a jamais été contrôlé positif. Mais les témoignages recueillis l'ont mis en cause. D'autant que Lance Armstrong n'était guère un personnage plébiscité par l'ensemble des coureurs.

Comment Lance Armstrong a-t-il trompé la vigilance des préleveurs ?

Les préleveurs ont éprouvé des difficultés à effectuer des contrôles inopinés sans que Lance Armstrong puisse bénéficier d'un délai de vingt minutes. Il a été prévenu avant tous les contrôles. Je repense à un prélèvement inopiné alors qu'il s'entraînait dans le sud de la France lors de son retour sur le Tour en 2009. Son entourage avait accumulé prétextes et palabres pour obtenir ce fameux délai. En vingt minutes, beaucoup de manipulations sont possibles. Il effectuait des perfusions de sérum physiologique pour diluer son sang. Il remplaçait sa propre urine par une urine artificielle. Il s'administrait l'EPO par petites doses. La substance était indécelable. Sans les renseignements de la gendarmerie ou de la douane, il était impossible de combattre cette méthode.

Sa victoire en 1999 est pourtant apparue comme celle du sursaut après le Tour marqué, l'année précédente, par les cas de dopage...

Lance Armstrong a accumulé ses premières victoires sur le Tour à une période où le laboratoire de Chatenay-Malabry était autonome. Le ministère des sports gérait les contrôles en collaboration avec l'Union cycliste internationale (UCI). Il a fallu beaucoup de temps, en 2000, pour que la méthode officielle de détection de l'EPO soit validée par l'Agence mondiale antidopage (AMA). A l'époque, il y avait peu de contrôles inopinés, on savait que le maillot jaune ou le vainqueur de l'étape serait contrôlé. Tout était programmé. Depuis, les méthodes autour du dosage de l'EPO se sont affinées. Sur le Tour 1999, Lance Armstrong a été contrôlé positif aux corticoïdes mais l'affaire a été étouffée.

De quels appuis bénéficiait-il dans cette logique de tricherie ?

Ces appuis débordaient sur l'UCI et sur le Comité international olympique. Aussi, Lance Armstrong s'était entouré de scientifiques physiologistes, dont certains se sont défaussés par la suite. Ce personnage inspirait beaucoup de crainte. A l'UCI et parmi l'organisation du Tour, Amaury Sport Organisation (ASO), deux camps s'opposaient. Certains avaient peur qu'un scandale entraîne une remise en cause du passé. Ils ont préféré passer outre et ne voulaient pas abîmer l'image du sport. D'autres souhaitaient crever l'abcès et se débarrasser de l'influence d'Armstrong. Ces derniers avaient raison. Cet épilogue entache dix années du Tour.

Etait-il vraiment impossible de contourner ces barrages ?

C'était fort Chabrol. On ne savait qu'à la dernière minute dans quel hôtel il s'était installé. D'où ces nombreux barrages. Ce fut un vrai parcours du combattant car il était prévenu sur ses lieux de résidence. Il avait des moyens considérables pour se protéger et mettre en place une logistique. La rumeur voulait qu'il eût fait acheminer du sang depuis les Etats-Unis dans son jet privé.

L'AFLD a-t-elle eu des doutes concernant le cas Armstrong ?

L'AFLD n'est arrivée que tardivement sur le Tour, en 2007. En 2008, nous avions bénéficié d'une autonomie totale. L'UCI s'était alors retirée et nous avions détecté huit cas positifs à l'EPO. En 2009, nous avons contribué à diffuser un rapport, révélé par Le Monde, attestant que l'équipe d'Armstrong bénéficiait d'un traitement de faveur des inspecteurs de l'UCI. Nous étions en rupture avec l'UCI. Notre rôle était marginal mais nous étions au courant des difficultés éprouvées par les contrôleurs avec le coureur américain. En octobre 2009, Armstrong est convié à un déjeuner à l'Elysée. Derrière cette visite, on sait qu'il souhaitait obtenir le départ du président de l'AFLD, Pierre Bordry. Lequel a démissionné un an plus tard. En mars 2010, Armstrong a offert un vélo au chef de l'Etat. Quelques mois plus tard, le président de la République a profité d'une étape du Tour pour ériger Lance Armstrong en modèle pour la jeunesse. Ce fut abusif.

Quels enseignements les agences antidopage doivent-elles en tirer ?

Cet épilogue est très important pour la lutte contre le dopage. Cela démontre qu'aucun personnage, même puissant et protégé, n'est à l'abri. Il faut être extrêmement vigilant et conserver les échantillons huit ans, comme l'autorise le code mondial antidopage. Sur le Tour de France, les contrôleurs doivent avoir une réelle indépendance. Le cas Armstrong est l'exemple de tout ce qu'il ne faut pas faire. Il n'est pas un cas isolé. Son auréole a été consolidée au fil des années. Lance Armstrong est le produit d'un système, celui du pognon, de la gagne à tout prix, du retour sur investissement. (Le Monde 25.08)

Le système qui pourrit tous les rapports, on en a encore ici la preuve, et qu'il nous faut balayer au plus vite.

Vous aurez noté que sur ce coup-là que Sarkozy avait encore fait preuve de perspicacité !

Haut de page

Le 27 août

CAUSERIE

J'ai corrigé quelques fautes de frappe avant de mettre sous forme d'articles une partie de la causerie d'hier. J'évite de lire les réactions des internautes à la suite des articles de presse car à force de voir les mots écrits n'importe comment on finirait par les imiter. Autrefois j'étais nul en orthographe, depuis j'ai fait semble-t-il de réels progrès, avec la fatique et à force par exemple de voir écrit un mot une fois avec un C, un S ou un T, on finit par buter sur plein de mots qu'habituellement on écrit correctement, c'est mon angoisse. On tape au clavier sans se relire forcément, on essaie de gagner du temps, au détriment de la rigueur, on veut en faire le plus possible, c'est une erreur.

Et puis, je ne sais pas si cela vous arrive, il arrive souvent que l'écran affiche deux ou trois fois la même ligne ou qu'il saute des mots ou des lignes, bref n'importe quoi, je vous vois venir, sans avoir picolé ou fumé, d'autres fois c'est le curseur à l'écran qui va se planter n'importe où sans avoir touché à la souris, elle vagabonde quoi ! du coup vous continuer à taper n'importe où, il faut donc toujours être très viligeant, c'est fatiguant au bout de quelques heures. Je corrige l'orthographe des passages intitulés Parole d'internaute car c'est l'horreur.

L'automne s'annonce chaud, très chaud, brûlant, ne nous décourageons pas. Vive le prolétariat mondial révolutionnaire ! J'ai relevé plus d'une fois le moral de camarades au bord du désespoir, camarades, vaincre ou périr (les armes à la main), on vaincra, le socialisme triomphera du capitalisme rendu à l'état d'un système mafieux. (à lire absolument dans cette pageles articles de Liesi)

Bonne semaine à tous.

Fastoche !

Victoria Grant, canadienne de 12 ans, nous explique l'escroquerie bancaire de l'argent-dette : cliquez ici

Cette vidéo est en anglais avec sous-titrage en français, je l'ai trouvé à l'intérieur d'un article de Mondialisation.ca.

Combat contre le TSCG.

Pourquoi j'ai écrit *combat contre le TSCG* et non *pour le rejet du TSCG*, parce que nous estimons que colporter des illusions est contraire à nos principes et notre engagement politique.

Le TSCG fait désormais l'objet de l'attention de tous les partis politiques et de prises de position contradictoires dans certaines formations politiques, ce qui était incontournable, que Hollande et Ayrault le veuillent ou non. Cette question alimente les contradictions au sein du PS, EELV, du FdGet du PCF, y compris à l'intérieur du camp de la réaction, chez les "*souverainistes*" qui représentent les couches du capitalisme français dont les intérêts sont malmenés par l'UE. Finalement la mobilisation contre le TSCG alimente la crise du régime.

Mélenchon a eu plus de six mois pour engager le combat contre le TSCG, pour finalement prendre le train en marche alors que l'agenda conduisant à sa ratification est sur le point d'arriver à son terme. Il faut rappeler qu'il a refusé de répondre aux quatre invitations que lui avait adressés le POI. D'où vient sa soudaine décision d'appeler à une manifestation à Paris ? Ne serait-elle pas motivée par la prise de position du POI, M'PEP, PRCF et la Gauche communiste du PRCF, ainsi que les nombreux militants du PG et du PCF qui ont décidé de s'y associer ? Opération récupération ? Pour qui roule-t-il à part pour lui-même ?

Il faut préciser, au moment où j'écris ces lignes, que le Front de gauche ne s'est pas rallié à l'appel du POI, il a avancé une proposition concurrente à celle du POI, c'est à se demander si Mélenchon et Laurent ont lancé cet appel pour faire obstacle à celui du POI ou au TSCG, pour diviser les militants et travailleurs au moment où il semble qu'une dynamique unitaire ait été enclenchée pour que cette manifestation ait bien lieu, le souhaite-il vraiment ?

De leur côté le NPA et LO s'enfoncent dans leur isolement sectaire, à notre connaissance, je le précise car les choses bougent très vite en ce moment sans qu'on en soit forcément informé au moment où on écrit.

Que vaut l'appel de Mélenchon ? Pourquoi un référendum ? Pour redonner un vernis démocratique au régime qui ne l'est pas, alimenter cette illusion ou la faire renaître dans la tête des millions de travailleurs qui ont refusé de voter le 17 juin dernier ?

Autres questions. Dans l'hypothèse invraisemblable aujourd'hui où Hollande déciderait de soumettre le TSCG à un référendum, de quelle manière serait-il présenté aux électeurs : pour ou contre un traité européen qui prendrait la forme d'un plébiscite sur l'Union européenne, ou plutôt comme un plébiscite pour ou contre l'action engagée par Hollande et son gouvernement depuis le 6 mai 2012 ?

Dans le premier cas, le non serait sûr de l'emporter, peut-être pas dans le second si Hollande le présentait à la manière que de Gaulle en 1969, si vous votez non, vous refusez de m'accorder la confiance pour continuer de gouverner et je m'en vais avec en toile de fond le cauchemar du retour de Sarkozy, une sorte de chantage pour pousser les électeurs à voter oui, à moins que les électeurs soient déjà vaccinés par quatre mois de gouvernement Ayrault et lui refuse la confiance, dans ce cas-là il prendrait le risque de déclencher une crise politique ouverte le conduisant à décider la dissolution de l'Assemblée nationale, ce dont évidemment personne au PS et chez ses satellites ne souhaite ni même n'envisage un seul instant.

L'autre inconvénient du référendum, c'est que quel qu'en soit le résultat il ne pourrait que légitimer les institutions en place. Comment cela ? Parce que ce sont elles qui en dernier ressort décident du traitement qu'elles doivent lui réserver, soit elles peuvent décider de passer outre en recourant au vote des parlementaires comme l'a fait Sarkozy en février 2008, parlementaires dont la majorité est acquise au TSCG, soit en attendant des jours plus favorables en appliquant le contenu de ce traité sans l'avoir ratifié, ce que Sarkozy a fait entre mai 2005 et février 2008.

En résumé, un référendum plébiscite les institutions ou ne les remet pas en cause quel qu'en soit le résultat. Vous aurez noté que ceux qui sont favorables à un référendum sont les mêmes qui refusent de rompre avec l'UE et la BCE, qui veulent les réformer, leur attribuer de nouvelles missions, etc. le Front de gauche, Attac, la Fondation Copernic, certains à EELV et d'autres formations politiques. On retrouve donc la ligne de clivage politique entre ceux qui combattent pour la liquidation de l'UE et ceux qui finalement s'en accommodent.

On terminera cette première partie en posant une dernière question. Au regard de ce qui vient d'être dit, la proposition d'une manifestation à Paris pour exiger un référendum n'aurait-elle pas pour objet de ramener vers l'UE ceux qui s'en sont éloignés ou ont rompu avec elle, bref, de soutenir l'UE en divisant le camp de ceux qui sont contre le TSCG pour qu'il puisse être ratifié finalement sans faire trop de vagues et conforter le gouvernement, rappelez-vous que Mélenchon et Laurent ont martelé qu'ils n'étaient pas dans l'opposition au gouvernement, ce qui permettrait de le confirmer sur le plan pratique cette fois ?

Poursuivons sous un autre angle.

L'objectif de cette bataille ne peut pas être que le gouvernement rompt avec la politique d'austérité ni que le TSCG ne soit pas ratifié puisqu'il existe une majorité PS-UMP-centristes pour l'adopter. On pourrait pousser le fantasme plus loin et imaginer un référendum sur la politique d'austérité. Grotesque, ridicule, tout ce que vous voudrez en effet, chassez le réel par la porte, il revient par la fenêtre au galop, il en serait de même ici, comme chaque fois en s'y prenant autrement, à un autre rythme, en prenant son temps, en découpant en petites tranches chaque contre-réforme ils parviennent à les imposer.

Pourquoi lie-t-on le combat contre le TSCG au combat contre la politique du gouvernement qui s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy ? Parce que l'application du TSCG coïncide avec le programme de gouvernement de Hollande. Nous partons du fond social contenu dans le TSCG et le programme de Hollande qui s'inscrit en contradiction avec les besoins et aspirations des travailleurs sans rompre avec leur expression politique, en axant notre combat contre les institutions de la Ve République et l'Union européenne, pour un véritable gouvernement ouvrier, une République sociale et démocratique débarrassée du capitalisme et ses institutions politiques, pas seulement en France, mais dans tous les pays de l'UE sous la forme des Etats-Unis socialistes d'Europe.

C'est la ligne politique sur laquelle j'appelle les militants à combattre contre le TSCG, qui ne laisse place à aucune illusion dans le gouvernement, les institutions de la Ve République ou l'UE.

72% pour un référendum, plus de 95% des députés prêts à adopter le TSCG

Près des trois quarts des Français (72 %) déclarent souhaiter l'organisation d'un référendum sur le traité européen instituant la 'règle d'or' d'équilibre budgétaire, selon un sondage de l'institut CSA pour le journal l'Humanité à paraître lundi 27 août. 23 % répondent non, 5 % ne se prononcent pas.

C'est parmi les sympathisants du parti socialiste que la proportion de personnes favorables à ce mode de ratification est la plus faible (66 %) et parmi ceux du Front de Gauche (parti communiste + Parti de gauche notamment) qu'elle est la plus forte (80 %). Le sympathisants de droite sont 75 % à dire oui. (lemonde.fr 26.08)

Mélenchon prend le train en marche et appel à une manifestation nationale à Paris pour un référendum sur le TSCG

Jean-Luc Mélenchon, adversaire du traité budgétaire européen, a appelé à une manifestation nationale à Paris pour réclamer un référendum sur sa ratification, dimanche en clôturant les Estivales citoyennes du Front de gauche à Saint-Martin-d'Hères (Isère).

«*Nous, Front de gauche nous adressons, non pas à ceux qui sont d'accord avec nous (...) mais à tous ceux qui veulent, personnes, organisations, associations, syndicats*», un appel «*à une manifestation nationale à Paris venant de tout le pays*», a déclaré le dirigeant du FG, évoquant la nécessité d'«*une sorte de comité national pour le référendum*».

Il s'agit de «*montrer la force qui dit "non"*», a-t-il aussi déclaré, sans préciser la date qu'il souhaitait pour cette mobilisation.

Jean-Luc Mélenchon s'est également adressé aux personnalités qui se sont déclarées contre le traité. «*Eva (Joly, EELV), viens, marche en tête de la manifestation et s'il y a un problème je veux bien être à la queue*», a-t-il lancé.

M. Mélenchon a ensuite sollicité le chef de file des sénateurs EELV, Jean-Vincent Placé, et la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann, qui «*représentent le peuple*». «*Si vous vous laissez gommer, vous vous laisserez passer la muselière !*», a-t-il ajouté en référence à un terme récemment employé avec ironie par Cécile Duflot pour évoquer la solidarité gouvernementale.

Le responsable du Front de gauche s'en est également pris à Jean-Marc Ayrault qui déclare dans le JDD, à propos de l'ajout d'un volet croissance au traité, que «*le vote des Français (pour François Hollande, ndlr) a fait bouger les lignes*».

«*Quelles lignes, quelles pages, quels mots, quelles virgules, la couleur du papier*», s'est interrogé Jean-Luc Mélenchon, avant de répondre: «*Rien!*». (liberation.fr 26.08)

Parole d'internaute

1- "*Je suis entièrement en accord avec Mélenchon et pourtant j'ai voté Hollande par défaut car j'avais peur que Sarkozy soit réélu si Hollande n'arrivait pas au deuxième tour, je le regrette vraiment il fallait mieux s'abstenir on dit souvent qu'il "faut tuer le mal par le mal", on ne m'y reprendra plus. Hollande fait du Sarkozy en light, vous verrez c'est du trompe l'oeil on en voit déjà une maquette avec ses collaborateurs Valls, Moscovicci et Cie des strausskhaniens merci.*"

2- "*Je suis de votre avis, j'ai voté Mélenchon au 1er tour, et au 2ème tour Hollande pour faire partir N. Sarkozy, c'est fait, par contre je savais qu'avec Hollande je n'avait rien à attendre. Mélenchon est un homme très bien, c'est pour cela que la presse se*

déchaîne contre lui tous les jours !!!! idem avec ses anciens camarades du PS..."

C'est marrant, vous ne trouvez pas que nos dirigeants prêtent aux travailleurs des illusions qu'ils n'ont pas en réalité, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils pourraient se hisser spontanément (en dehors de la dialectique d'un processus révolutionnaire) au niveau du programme du socialisme.

Il faut se souvenir de ce qui disait je ne sais plus quel marxiste, en substance, que les dirigeants sont moins révolutionnaires que les militants et que les militants sont souvent moins révolutionnaires que les masses ou en retard sur elles, cela vaut quand l'état d'esprit des masses a amorcé un tournant...

EELV écartelé

Pascal Durand, numéro un d'EELV, a répliqué dimanche à l'appel à la solidarité lancé par Jean-Marc Ayrault sur le traité européen en indiquant que son parti en débattrait "*en toute liberté*" et en invoquant le nécessaire "*respect des partenaires*".

Dans un communiqué, le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts juge "*regrettable*" la "*difficulté à poser sereinement en France les termes d'un débat démocratique transparent sur la construction européenne*".

"*Un débat sur le +paquet européen+ se déroulera en conséquence en toute liberté et en toute responsabilité au sein du mouvement EELV*", poursuit M. Durand. Puis "*le Conseil fédéral des 22 et 23 septembre 2012 se prononcera dans un esprit résolument fédéraliste sur ce qui lui semblera être la meilleure solution pour contribuer à l'avancée vers une Europe plus fédérale, plus solidaire et plus écologiste*".

Pour EELV, "*être solidaire au sein de la majorité, c'est savoir, dans le respect de ses partenaires et de ses engagements, y porter le dialogue, l'échange et la contradiction*". (AFP 26.08)

EELV n'est pas pour la rupture avec l'UE, ils souhaitent plutôt que l'entreprise de démolition de l'UE soit menée à son terme en réclamant une "*Europe plus fédérale*, à l'instar de Merkel.

PSA. Le gouvernement affiche son soutien inconditionnel aux actionnaires.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a appelé dimanche, sur BFM TV, les syndicats de PSA Peugeot Citroën à la "*responsabilité économique*" pour ne pas "*affaiblir*" le constructeur.

Les syndicats doivent avoir en tête de *trouver des solutions*" pour "*construire l'avenir*", a déclaré M. Montebourg.

"*Affaiblir Peugeot, ne pas l'aider si elle en a besoin, c'est risquer la descente aux enfers pour ceux qui restent*", a-t-il déclaré, ajoutant que "*+faire la guerre+ ne (lui) paraît pas le bon terme*".

"*J'appelle à la responsabilité des actionnaires. J'appelle à la responsabilité des syndicats*", a-t-il répété. (AFP 26.08)

Inutile de commenter, c'est très clair.

ACTUALITE EN TITRES

A quoi servent les titres des médias direz-vous ? Une réponse :

- "*Martelage et amalgames en jouant sur les titres : efficace pour le lecteur paresseux.* (Déconstruction d'un discours journalistique par François Belliot - Réseau Voltaire - 25.08)

L'humanité et la planète sont condamnées.

- Montebourg : "*Le nucléaire est une filière d'avenir*" - LePoint.fr

Sortez vos mouchoirs.

- Carburants : une marge déjà faible pour les distributeurs - LePoint.fr

- L'industrie pétrolière prête à faire un effort sur le prix des carburants - Liberation.fr

Garde-à-vous.

- Ayrault à EELV : "*On est solidaire quand on est membre du gouvernement*" - LePoint.fr

- Consigne de l'Elysée : surtout, ne pas fâcher Martine! - LeParisien.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne

A la chaîne publique ARD, interrogée sur la confiance qu'elle accordait au Premier ministre grec Antonis Samaras, qu'elle a reçu vendredi à Berlin, la chancelière Angela Merkel a estimé dimanche que "*chaque jour (comptait) maintenant*" pour que la Grèce renforce véritablement "ses efforts" et respecte ses engagements, lors d'une interview télévisée.

Au sujet des institutions de l'UE, sans confirmer des informations de presse faisant état de son désir d'un sommet européen pour préparer un nouveau traité, Mme Merkel a déclaré: "je ne demande pas de sommet, je demande juste depuis un certain temps que nous ne restions pas à l'arrêt" dans le processus de construction de l'Union européenne.

"*Il s'agit de savoir maintenant quelles vont être les prochaines étapes*", a-t-elle dit. "*Nous avons encore besoin de plus d'obligations communes*", "*de plus de cohérence*" afin de notamment diminuer les différences de compétitivité au sein de l'UE, a-t-elle jugé. "*Cela va être notre mission des prochains mois*".

Enfin, alors que la Cour constitutionnelle allemande, qui étudie la constitutionnalité du Fonds de secours européen (MES) et du pacte budgétaire, doit rendre sa décision le 12 septembre, Mme Merkel a martelé que ces outils constituaient à ses yeux "*une avancée absolument nécessaire*". (AFP 26.08)

Haut de page

Le 28 août

CAUSERIE

Je me suis connecté au portail national de LO, aucun article sur le TSCG dans leur page d'accueil. Par acquis de conscience j'ai tapé TSCG et j'ai cliqué sur *Rechercher*. Résultat : rien. Je n'ai pas insisté, apparemment ils n'en ont jamais entendu parler ! Ce sont des bordiguistes dégénérés qui s'ignorent... C'est ce qui me distingue de LO. La question du parti n'est pas un dogme, on y reviendra prochainement.

Port-Leucate : le NPA fait sa rentrée... sur la plage - 27 août 2012

- "*Pour la porte-parole du NPA Christine Poupin qui a appelé à «l'organisation de la riposte»: «Une autre Europe est nécessaire et ça passe par le rejet de ce traité». Elle n'a pas répondu, cependant, à l'appel lancé quelques heures auparavant par le Front de gauche d'organiser une grande journée d'action le 30 septembre prochain contre le TSCG.*"

Cette info n'a été relayée nulle part depuis, apparemment, j'ai lu que Mélenchon n'avait proposé aucune date.

Ratification du pacte budgétaire européen fin août, une précipitation qui en dit long ! - vendredi 10 août 2012

- "*Nous proposons à tous et notamment aux forces du NON de gauche qui s'étaient mobilisées en 2005 contre le TCE, de se rencontrer vite pour préparer une grande initiative publique durant le vote pour dire NON au TSCG !*"

Ils sont formidables au NPA, des partis leur proposent de se rencontrer, ils les ignorent avec mépris, des partis, d'un côté le POI associé à quelques formations politiques, de l'autre le Front de gauche, leur proposent une manifestation nationale à Paris et dans les deux cas le NPA refuse de s'y associer. La meilleure, c'est qu'ils osent appeler les différentes formations politiques à se rencontrer et à "*préparer une grande initiative publique*", c'est à se demander s'ils ont vraiment toute leur tête. Je me suis connecté aussi sur les portails de deux courants ou fractions du NPA pour voir s'ils avaient abordé la question : rien.

Voilà deux partis décidément bien étranges, plus sectaires, sclérosés ou décomposés tu meurs comme disent les jeunes.

Deux brèves citations de Marx, la seconde pourrait s'apparenter à un aphorisme.

Le Débat était l'hebdomadaire belge de tendance radicale et démocratique bourgeoise en 1848.

- "*Le Débat entend-il par communisme le fait de souligner les oppositions de classe et la lutte de classe ? Alors ce n'est pas le communisme qui est communiste, mais l'économie politique et la société bourgeoises. Nous savons que Robert Peel a prophétisé que l'antagonisme des classes de la société moderne devait éclater en une terrible crise. Nous savons que Guizot lui-même, dans son histoire de la civilisation, n'a rien fait d'autre que d'exposer des formes déterminées de la lutte de classes. Mais, bien sûr, Peel et Guizot sont des utopistes, et réalistes sont ceux qui considèrent les manifestations de la réalité sociale comme une atteinte portée à l'intelligence bienveillante de la vie.*"

Notons pour commencer, si la traduction est correcte, que Marx écrivit classe au singulier, l'opposition d'une classe contre une autre attribuée à chacune des classes s'additionne, chaque classe est en opposition à une autre et l'addition de ces oppositions nécessite l'emploi du pluriel pour opposition et le singulier pour classe. Lutte de classe au singulier, chaque classe menant sa lutte de classe contre l'autre classe.

Une autre fois Marx s'attaquera à ceux qui agiteront la lutte de classe comme un fétiche en pointant que ce n'était pas propre à la classe ouvrière, et que cela ne prouvait rien de s'en réclamer, puisque les bourgeois s'en réclamaient aussi ; le milliardaire américain Waren Buffet n'a-t-il pas pavoisé récemment en affirmant sur un ton provocateur et satisfait qu'ils avaient remporté la guerre de classe, faisant référence directement à la lutte de classe. On actualise le marxisme au passage, à notre niveau.

Si la lutte de classe doit signifier sur le plan théorique qu'on reconnaît l'existence de rapports entre les classes, n'importe quel individu de n'importe quelle classe peut parvenir à cette compréhension qui en réalité s'impose à tout individu quotidiennement, y compris les économistes bourgeois que Marx citait fréquemment, parce que jusqu'à un certain stade ils avaient analysé comment fonctionnait le capitalisme, c'était un travail de moins à faire pour Marx qui manquait toujours cruellement de temps, et de santé fragile.

La lutte de classe est avant tout un fait établi qui repose sur des rapports matériels et sociaux et non une vision de l'esprit ou une théorie sortie de la tête de penseurs géniaux, Marx et Engels en l'occurrence. Elle est l'un des deux moteurs du développement de la civilisation humaine (avec les forces productives), c'est en tant que tel que Marx et Engels l'ont théorisée...

Quant à la "*terrible crise*", on l'attend d'un jour à l'autre.

Quand on lit : "*Barclays à elle seule a obtenu 868 milliards de dollars de prêts, au loyer de 0 %*" (Liesi du 23 août 2012), on se dit qu'ils ont les moyens de la retarder et de faire en sorte que lorsqu'elle pètera, ce sera une déflagration planétaire, ils ne pourront plus rien contrôler et leur monde pourri s'écroulera et les emportera.

- 868 à 5% d'intérêt - l'an = 43,4 milliards de dollars.

- 43,4 /12 - par mois = 3,625 milliards de dollars.

- 3,625/30 - par jour = 0,120 milliards de dollars, soit 120 millions de dollars.

C'est cadeau, pour financer des guerres par exemple.

La deuxième citation de Marx.

- "*À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux.*".

Avis à LO et au NPA. On actualise encore le marxisme et cela n'a rien d'une utopie, c'est une source inépuisable d'inspiration et d'enseignements. Et de plaisir ou de bonheur.

Il a écrit nos yeux, les siens et ceux de son compagnon Engels, nos *citoyens du monde* (Marx) inséparables.

Séparer "*les formes politiques de leur fondement social*" aboutit notamment à se fondre dans le social jusqu'au point de s'adapter au capitalisme et de s'y perdre une fois abandonnées les "*formes politiques*". Un autre cas. On se fond dans les formes politiques, ce qui aboutit à collaborer aux institutions, à s'y faire une place, faire partie des meubles quoi, passer de l'une à l'autre ou cumuler, c'est plus chic et cela rapporte davantage !

Le combat pour des réformes sociales, s'il n'est pas orienté dans l'objectif politique d'en finir avec les institutions, se placera sous la tutelle de ces institutions qui ont pour fonction de délimiter les droits sociaux des travailleurs compatibles avec les besoins des capitaliste. Autrement dit, une telle soumission reviendra à cesser de combattre pour une transformation révolutionnaire de la société, à s'accommoder plus ou moins consciemment des fadaises qu'on nous sert quotidiennement sur la terrible fatalité qui s'est abattue un jour (quand ?) sur le monde et dont personne ne sait d'où elle sort ni véritablement de quoi elle est faite, aussi insaisissable qu'un ectoplasme ou un mirage, impuissant à la combattre efficacement, il ne nous reste plus qu'à la subir à la manière d'un châtiment divin aux origines mystérieuse en tentant si possible d'en réduire les conséquences néfastes et dramatiques sans vraiment y parvenir. Les institutions sont imparfaites et perfectibles, mais à défaut de mieux il faut faire avec, idem avec l'ONU, etc. De là à décréter qu'elles seraient éternelles, il n'y a qu'un pas. Onfray le charlatan, n'a-t-il osé affirmer que le capitalisme existait de toute éternité, alors pourquoi pas sa forme politique, les institutions.

Cela peut aussi aboutir au sectarisme, y compris quand on évolue toujours dans le même milieu, quand on est entouré des mêmes personnes, quand on refait le monde à huis clos ou entre quatre murs, on se croit immunisé, mais la routine vous ronge littéralement, votre champ de réflexion diminue, on flatte votre individualisme, parfois votre médiocrité, vous devenez réfractaire à toute critique, vous pouvez aussi vous isoler et vous enfermer devant un écran, vous quittez le monde sensible sans quitter le monde réel, l'illusion est parfaite au point de la confondre avec la réalité, ce que vous ne comprenez pas forcément ou qui vous échappe, vous devenez faible et vous vous renfermez sur vous-même, il ne reste plus qu'à vous glisser une idée dans la tête pour que vous en deveniez fanatique, à petites doses ou jusqu'à l'overdose selon le contexte et votre personnalité, disons vos penchants naturels ou ceux que vous avez cultivés dans le passé.

On aura compris le danger du sectarisme.

Si on considère le TSCG, ce traité pose la question du "*fondement social*", puisque théoriquement, sur le papier, dans la pratique ensuite, il implique la liquidation de nos droits ou acquis sociaux, une régression sociale sans fin, théoriquement car il y a loin de la coupe aux lèvres avec ou sans traité d'ailleurs, et pour preuve quand on observe ce qui se passe en Italie, au Portugal, en Espagne et en Grèce où il est appliqué avant la lettre, le prolétariat s'impatiente, se mobilise, commence à s'organiser. En France, le gouvernement retarde le moment où il devra passer à l'acte, plus pour très longtemps...

C'est pour cette raison que jusqu'à présent je ne m'étais pas focalisé sur le TSCG, bien que j'aie mis en ligne pas mal d'articles sur ce sujet, maintenant c'est différent, on entre dans le vif du sujet, on regorge de faits pour démontrer à chaque travailleur abordé que le TSCG a été rédigé par et pour des escros, des gangsters en vérité, dont la Fed ou le cartel des banquiers qui la compose est le quartier général.

Ayrault dans le rôle du pistard.

Jean-Marc Ayrault au journal de 20 heures de France 2 : "*Il n'y a pas à changer de braquet, il y a à continuer avec détermination, avec volontarisme ce qui a été commencé*", a-t-il dit. (Reuters 27.08)

Alors qu'au même moment les chiffres de la forte hausse du chômage venaient de tomber...

Pédaler dans le vide, ils connaissent au PS. Ils gèrent le quotidien pendant une mandature en poursuivant la politique réactionnaire de leurs prédécesseurs, deux si possible, ils s'enrichissent pendant ce temps-là, se casent ou se réservent une sortie pour la suite et le reste ne les intéresse pas.

Au fait, un vélo destiné aux épreuves sur piste à un plateau unique et ne comporte pas de dérailleur, donc ne peut pas changer de braquet. Comme le PS qui ne connaît qu'une seule logique, celle du capital pour lequel il gouverne.

Syrie. Mimétisme. L'alignement de Hollande sur l'impérialisme américain et l'Etat sioniste est total.

M. Hollande lors d'un discours de politique étrangère prononcé devant l'ensemble des ambassadeurs français réunis à l'Elysée pour leur conférence annuelle. Parmi les "*incertitudes*" qui pèsent sur le monde, "*la plus grave tient à la prolifération*" nucléaire, mais aussi "*aux réactions légitimes préventives qu'elle peut provoquer, menaçant directement la paix*".

Une allusion limpide au programme nucléaire iranien qu'Israël et son allié, les Etats-Unis, soupçonnent de dissimuler

le développement d'une bombe atomique, alors que Téhéran assure qu'il ne poursuit que des objectifs purement civils.

Seule puissance nucléaire - officieuse - de la région, l'Etat hébreu considère que son existence serait menacée si Téhéran disposait de la bombe. Israël a prévenu qu'il attaquerait les installations nucléaires de l'Iran s'il le jugeait nécessaire.

Il serait "*inacceptable*" que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, a martelé M. Hollande. (AFP 27.08)

Il s'aligne sur Jérusalem et Washington qui prétendent qu'il est de leur droit d'engager une guerre préventive contre l'Iran...

TSCG. Un nouveau carcan : «***un progrès considérable***».

Le ministre du Redressement productif a jugé dimanche «*impossible*» de voter contre le traité budgétaire européen car il constitue «un progrès considérable» dans «*le combat pour la croissance*» en Europe. (AFP 27.08)

Commentaire d'un internaute désabusé :

- "*Triste de voir Montebourg s'asseoir sur ses convictions pour ne pas déplaire au "système" (défendu tant par le PS que par l'UMP). Manque de courage ou simple carriérisme ? Je ne sais pas mais c'est tres décevant de la part d'un des rares socialistes réalistes.*"

Poursuivez votre réflexion et demandez-vous ce qu'il y a de socialisme dans le PS. Un conseil, avant cela lisez le Manifeste du parti communiste de Marx et Engels pour avoir une petite idée de ce qu'est véritablement le socialisme, sinon vous vous égarerez ou vous vous méprendrez une nouvelle fois.

Il faut respecter les règles du népotisme.

"*Cela me dérangerait*", a répondu lundi sur RTL Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, comme on lui demandait s'il reconnaissait à des socialistes le droit de voter non à ce texte.

"*Il y a une homothétie totale entre ce qu'a eu l'occasion de dire François Hollande pendant sa campagne électorale et ce qui est présenté aujourd'hui. Il n'y a pas tromperie sur la marchandise*", a argumenté M. Bartolone.

"*Quand je vois que nous allons examiner un texte qui correspond totalement aux engagements pris par François Hollande pendant la campagne, il faut que les députés qui ont fait campagne sur le programme de Hollande et qui ont été élus grâce à son élection à la présidentielle puissent quand même le reconnaître*", a-t-il poursuivi.

Donc tous devront voter oui ? "*L'objectif, c'est celui-là*", a répondu M. Bartolone. "*Il va falloir discuter*". (AFP 27.08)

Il a également repris l'argument depuis décrié ce dont il fait abstraction, selon lequel Hollande aurait tenu parole en négociant un Pacte de croissance, qui en réalité était dans les cartons de l'UE ou déjà budgétisé.

Homothétie signifie homologie ou similitude.

Comme Hollande a tout dit et son contraire ou en laissant entrevoir son contraire pendant sa campagne électorale, afin que chacun y trouve ce qu'il y cherchait, on ne peut pas donner tort à Bartolone sur ce coup-là, c'est plutôt les Hammadi, Lienemann et consorts au PS qui ont fait preuve d'hypocrisie en soutenant cette mystification du candidat "*du peuple*", alors qu'il était en réalité celui du capital, le parti de l'ordre officiel n'étant plus en mesure provisoirement de remplir cette fonction à la tête de l'Etat.

Tous au PS savaient pertinemment que Hollande ne renégocierait pas ce traité, car cela aurait signifié qu'il aurait été capable de tenir tête à l'oligarchie financière qui l'avait concocté, or c'était impossible, les banquiers et patrons milliardaires qui l'ont soutenu en avaient pris acte ou ne s'y étaient pas trompés, eux. Hollande marche sur les pas de Mitterrand, en plus light, la vermine Jospin.

Hammadi, Lienemann et consorts sont des ingrats, Bartolone a raison, ils crachent dans la soupe alors qu'ils en connaissaient le contenu, quelque part ils sont encore plus méprisables que Bartolone et la direction du PS car ils n'assument même pas leur hypocrisie.

Qui a envie de s'encanailler avec ce menu fretin, dont l'existence politique consiste uniquement à tromper les masses sur les réelles intentions du PS pour lui permettre de conserver son rôle de rempart des institutions?

ACTUALITE EN TITRES

La terrible fatalité.

Il faudra vous y faire...

- Chômage: Jean-Marc Ayrault estime que "*remonter la pente sera difficile*" - L'Express.fr

Même un tout petit centime, c'est trop, ce n'est pas possible...

- 500 millions d'euros par an : le manque à gagner de l'État en cas de baisse d'un centime des taxes sur l'essence - Atlantico.fr

Et remarquez bien, sans le TSCG...

Le discours officiel est axé sur la construction européenne comme si c'était véritablement leur objectif, alors qu'il n'en est rien, ce n'est qu'un moyen pour nous saignez à blanc et accroître leur profit.

Le machiavélisme en prime

- "*Nous sommes obligés d'avoir recours au nucléaire*" - L'Express.fr

Langue de bois.

- Assouline: "*au PS on travaille, à l'UMP on se chamaille*" - AFP

La preuve

- Couacs en série pour la gauche - LeFigaro.fr

- La sortie de Montebourg sur le nucléaire crée la première polémique de la rentrée politique - 20minutes.fr

Des clones.

- Verts, PS, Medef, putes: tout le monde a son université - L'Express.fr

L'Express voulait sans doute dire : tous des putes, il a le droit de se compter dans le lot !

Tentation. Retenez-moi !

- Chômage: «*La tentation de jouer sur les chiffres peut exister*» - 20minutes.fr

On n'y aurait jamais pensé !

Quand Le Monde concurrence Le Figaro sur son terrain favori...

- Il faut renforcer la mobilité des travailleurs européens - LeMonde.fr

- L'Iran tente d'instrumentaliser les non-alignés - LeMonde.fr

Mais l'impérialisme américain et sioniste, évidemment non, la parole divine !

En cherchant un article j'ai atterri sur le portail de Courrier international, pour finalement me rendre compte qu'ils étaient sur une ligne éditorialiste aussi réactionnaire sur tous les sujets abordés, la partialité des faits relatés relevant de la manipulation.

Une prédiction des médiums de la FAO

- Les prix agricoles vont rester élevés et volatils dans les dix années à venir - AFP

Ventres vides ou affamés innocents de la terre entière vous voilà enfin prévenus !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Quand Hollande copie Sarkozy.

Le président François Hollande a annoncé lundi à Paris qu'il reconnaîtrait un gouvernement provisoire syrien dès sa formation, et précisé que Paris travaillait avec ses alliés à la création de zones tampon en Syrie pour contenir les flots de réfugiés.

Il a d'abord critiqué Moscou et Pékin, soutiens indéfectibles du régime de Bachar al-Assad, accusés "d'affaiblir" les capacités du Conseil de sécurité de l'ONU, bloqué par leur veto depuis le début de la révolte en Syrie en mars 2011.

Rejoignant le président américain Barack Obama, M. Hollande a également averti que l'emploi d'armes chimiques par le régime syrien serait "*une cause légitime d'intervention directe*" de la communauté internationale.

Il a répété que Bachar Al-Assad devait "*partir*" et dénoncé la "*violence inouïe*" du régime de Damas, avant d'énumérer les lignes d'action de la France dans ce dossier. (AFP 27.08)

Hollande : dégage !

1.2- Entre Frères.

Le président égyptien, Mohamed Morsi, qui se prépare à faire ses débuts sur la scène diplomatique, a appelé les pays alliés de la Syrie, tels que la Russie et la Chine, à aider à l'éviction du président syrien Bachar al Assad.

"*Il est désormais temps d'arrêter le bain de sang et pour le peuple syrien de reprendre ses pleins droits et pour ce régime qui assassine son peuple de disparaître de la scène*", a dit Morsi.

"*Il n'y a pas de place pour un dialogue concernant une réforme, la discussion doit porter sur le changement*", a-t-il poursuivi. (Reuters 27.08)

2- Guinée

Les forces de l'ordre ont arrêté lundi une trentaine de personnes en Guinée, dont le fils du principal opposant Cellou Dalein Diallo, empêchant une manifestation prévue pour réclamer des élections législatives libres et transparentes, a appris l'AFP de sources concordantes.

Dès les premières heures de la matinée, des gendarmes et policiers anti-émeutes déployés au point de rencontre, ont empêché tout rassemblement et éloigné des piétons qui tentaient de se rendre surs les lieux (prévus de la manifestation), selon un journaliste de l'AFP.

Plusieurs leaders de l'opposition dont Cellou Dalein Diallo, Lansana Kouyaté, Sidya Touré et Faya Millimono, qui partaient du domicile de M. Kouyaté à Matam (banlieue sud-est) ont été stoppés par des gendarmes quelques dizaines de mètres plus loin.

Aucune indication n'a pu être obtenue de source officielle sur le motif de l'intervention des forces de l'ordre. Selon Sidya Touré, les autorités ont voulu "*étouffer la manifestation*".

"*28 de nos militants ont été déjà arrêtés (lundi) et sont en prison à l'escadron de gendarmerie de Matam*", a déclaré à l'AFP un des opposants.

Des élections devaient initialement se tenir au premier semestre 2011 mais ont été sans cesse reportées pour diverses raisons.

(AFP 27.08)

SOCIAL

1- France

L'explosion en juillet du nombre de demandeurs d'emploi, hausse la plus élevée depuis trois ans, montre que la France "*s'enfonce dans une crise durable*", selon les experts, avec quasiment 3 millions de chômeurs sans aucune activité en métropole.

Avec 41.300 inscrits de plus en un mois à Pôle emploi dans la catégorie A (sans aucune activité), il s'agit d'une poussée inégalée depuis le printemps 2009 et du 15e mois de hausse depuis que le chômage a recommencé à augmenter, en mai 2011.

A ce rythme, la barre symbolique des 3 millions de demandeurs d'emploi en métropole, déjà dépassée si l'on intègre l'Outre-mer (3,232 millions), sera franchie le mois prochain. Il faut remonter à juin 1999 pour retrouver de tels niveaux.

Selon l'Insee 11.700 postes ont été perdus au 2e trimestre dans les secteurs marchands.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité en métropole atteignait fin juillet 2,987 millions de personnes (+1,4% en un mois), 4,453 millions en incluant ceux des catégories B et C exerçant une activité réduite (+58.300 en un mois, +1,3%).

Sur un an, la hausse est de 8,5% pour la catégorie A. Les 22 régions sont touchées, spécialement la Bretagne (+12,2%).

Le nombre de ceux qui sortent des listes à Pôle emploi après avoir repris un poste "*baisse de 6%, à des niveaux pas vus depuis début 2009*", a observé Marion Cochard, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Une tendance "*à mettre en lien avec le nombre d'offres collectées par Pôle emploi qui baisse de 7,8% en un mois*", ajoute-t-elle. Elle montre "*que la France s'enfonce dans une crise durable*".

Ces catégories ont été particulièrement affectées en juillet. Les chômeurs de longue durée tout d'abord: 1,7 million d'inscrits (catégories A, B et C) depuis plus d'un an dont 468.500 depuis plus de trois ans (+1,9% en un mois, 22% en un an pour ceux-là).

Les moins de 25 ans paient un lourd tribu, avec 10.000 jeunes venus grossir les rangs de Pôle emploi toutes catégories confondues (+1,4% en un mois, +6,7% en un an).

Les seniors aussi. En hausse depuis février, leur nombre a augmenté de 1,8% en un mois (+15,3% en un an), soit 932.300 personnes. (AFP 27.08)

2- Allemagne

Le syndicat allemand IG Metall appelle lundi dans la presse à rétablir en Allemagne un dispositif de chômage partiel de crise, qui avait été levé au printemps dernier, pour faire face aux difficultés rencontrées par de nombreuses entreprises.

"*Nous devons être prêts (...). Le chômage partiel est un instrument central dans cette perspective et doit être mis en mode crise. C'est au gouvernement d'agir*", a dit le chef de file d'IG Metall, syndicat couvrant plusieurs secteurs industriels de premier plan dont l'automobile, au quotidien Die Welt.

Le dispositif traditionnel de chômage partiel en Allemagne prévoit que l'Etat prenne en charge pendant six mois au maximum l'indemnisation (entre 60 et 67% du salaire net) des salariés mis à pied provisoirement par leur employeur pour cause de carnets de commandes vides.

Pendant la crise économique de 2009, Berlin avait mis en place un dispositif exceptionnel permettant de prolonger cette indemnisation, jusqu'à deux ans maximum, ce qui avait évité une vague de licenciements.

Ce dispositif exceptionnel a pris fin au printemps dernier, sur fond de croissance économique solide en Allemagne.

Mais depuis quelques semaines les annonces de chômage partiel se multiplient en Allemagne, chez le constructeur Opel par exemple ou encore au sein de la filiale allemande du groupe français Alstom. Die Welt évoque aussi lundi le cas de l'équipementier automobile Bosch Rexroth, qui envisagerait d'y recourir dans une usine en Allemagne. (AFP 27.08)

Ils sont bien ces syndicalistes, au lieu de mobiliser la classe ouvrière sur le mot d'ordre de la préservation d'un salaire complet en cas de chômage partiel ou technique, il revendique d'emblée l'application d'un accord entérinant une baisse des salaires de 33 à 40%, je suis sûr que le patronat en redemande !

Vous aurez compris le message de ces jaunes : surtout ne pas aller à l'affrontement avec le patronat et le gouvernement.

3- Italie

Une centaine de mineurs se sont enfermés dans la nuit de dimanche à lundi avec 350 kg d'explosifs dans une mine de charbon de Sardaigne dans le but de faire pression sur le gouvernement italien et d'empêcher la fermeture du site.

L'annonce a été faite par l'un des 460 ouvriers qui travaillent dans la mine de charbon de Carbosulcis, située à l'ouest de Cagliari, la seule d'Italie.

Le gouvernement italien doit tenir une réunion sur l'avenir du site cette semaine.

"*Nous craignons que la mine ne ferme. Nous avons peur pour nos emplois. Nous sommes prêts à rester ici jusqu'à ce que nous ayons une réponse du gouvernement qui garantisse l'avenir de la mine*", a déclaré au téléphone Sandro Mereu, 54 ans, mineur depuis 28 ans.

Les mineurs estiment que le site peut se diversifier dans le stockage sous-terrain des émissions polluantes, technique de capture du CO2 utilisée pour atténuer les effets du réchauffement climatique.

Carbosulcis, dont les réserves de charbon sont estimées à 600 millions de tonnes selon des chiffres datant de 2006, a du mal à maintenir un niveau de productivité jugé suffisant. Elle a déjà été occupée en 1984, 1993 et 1995, année où les mineurs en colère étaient restés sous terre pendant 100 jours. (Reuters 27.08)

4- Afrique du Sud

Le conflit social s'est poursuivi lundi à la mine sud-africaine de Marikana exploitée par le groupe Lonmin, faisant craindre au troisième producteur mondial de platine un regain de tensions après la fusillade du 16 août qui a coûté la vie à 34 mineurs.

Seuls 13% des 28.000 salariés du site se sont présentés à la mine, a annoncé la compagnie basée à Londres, qui a par ailleurs fait état d'actes d'intimidations de certains mineurs grévistes à l'égard de leurs collègues.

"*Il y a eu des incidents et des intimidations contre des chauffeurs de bus cette nuit et des intimidations contre les travailleurs d'Eastern (ndlr, un des quatre sites de Marikana) ce matin, pour les empêcher de revenir au travail*", indique Lonmin dans un communiqué.

Le syndicat Solidarité a également fait état d'actes d'intimidations. Selon la police, des agressions ont été signalées.

Dans un incident distinct, des employés d'une mine du producteur Eastern Platinium ont été empêchés de se rendre au travail par leurs collègues, selon l'Union nationale des mineurs.

Les violences de Marikana ont révélé l'ampleur de la colère des travailleurs confrontés à des bas salaires dans l'économie la plus prospère du continent africain.

Ces incidents ont également mis en lumière l'incapacité de l'ANC à réduire les inégalités de revenus qui restent parmi les plus importantes au monde alors que plusieurs de ses membres sont accusés d'utiliser leurs relations politiques pour s'enrichir.

Face à l'émotion soulevée par la fusillade, la direction indépendante d'enquêtes de la police a ouvert une enquête sur des accusations d'abus lancées contre la police. Plus d'une centaine de plaintes de mineurs ont été déposées.

Quelque 260 mineurs ont par ailleurs comparu lundi devant un tribunal pour répondre d'accusations de meurtre, de tentative de meurtre ou d'intimidations. (Reuters 27.08)

ECONOMIE

1- Commerce des armes

Le commerce légal annuel d'armes légères a plus que doublé au cours des six dernières années pour atteindre 8,5 milliards de dollars (6,8 millions d'euros), porté par une embellie américaine liée aux achats des particuliers mais aussi aux commandes de l'armée pour les guerres d'Afghanistan et d'Irak, indique une étude publiée lundi.

Le Small Arms Survey 2012, un projet de recherche indépendant, indique que les principaux exportateurs mondiaux avec un commerce atteignant au moins 100 millions de dollars (80 millions d'euros) sont les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Russie, la Belgique, l'Espagne, l'Australie, le Brésil, le Japon et la Corée du Sud.

La transparence de ce commerce d'armes légères, c'est-à-dire son degré de publicité, s'est améliorée de 40% entre 2001 et 2010. Les pays les plus transparents sont la Suisse, la Grande-Bretagne et la Roumanie ; les plus opaques sont l'Iran, la Corée du Nord et les Emirats arabes unis. L'étude se concentre sur les échanges gouvernementaux plutôt que sur le commerce illicite.

"*Nous pensons qu'il y a plus de commerce légal qu'illégal, même si le commerce illégal est susceptible de causer plus de dégâts ou d'être plus problématique*", a déclaré Eric Berman, le directeur du Small Arms Survey, au cours d'une conférence de presse organisée à New York, où doit s'ouvrir lundi la deuxième conférence des Nations unies sur le commerce illicite des armes légères.

"*Nous pouvons clairement voir qu'en additionnant les deux (commerce légal et illégal) l'on obtiendrait plus de 10 milliards de dollars (8 milliards d'euros)*", a-t-il précisé. (Reuters 27.08)

2- Espagne

L'Espagne ne prévoit d'utiliser qu'environ 60 milliards d'euros sur les cent milliards offerts par la zone euro pour renflouer ses banques, a déclaré le ministre de l'Economie Luis de Guindos dans un entretien publié lundi par le International Herald Tribune (IHT).

Quand à l'hypothèse de ce que l'Espagne présente une nouvelle demande d'aide à la zone euro, condition fixée par la Banque centrale européenne (BCE) pour acheter des obligations espagnoles, de concert avec les fonds de secours européens, et faire ainsi baisser ses coûts d'emprunts très élevés, "*c'est quelque chose qui reste complètement ouvert*", précise le ministre.

"*Le gouvernement espagnol admet que l'intervention de la BCE sur le marché secondaire ne doit pas entraîner une diminution de l'effort de réduction du déficit public, et nous devons rassurer la BCE en lui assurant que nous allons respecter notre engagement*", a ajouté Luis de Guindos dans les pages du IHT. (AFP 27.08)

Haut de page

Le 29 août

CAUSERIE

J'avais préparé une importante et longue causerie hier soir, mais je n'ai plus le temps de la relire et de la corriger, il est déjà 15h à Pondichéry et mon frigidaire est vide, je n'ai pas déjeuné ce matin et à midi, je n'ai même pas eu le temps de prendre une douche, je dois donc sortir faire quelques courses avant que la circulation devienne infernale, l'après-midi une partie des Indiens font la sieste.

Je n'ai plus le temps non plus de relire la causerie du jour, je corrigerai les erreurs plus tard. Bonne journée à tous.

Voilà ce qui arrive quand on refuse d'analyser la situation jusqu'au bout.

Extrait de l'éditorial de D. Gluckstein du n°215 d'*Informations ouvrières* : "*Pas un jour ne passe sans que le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, n'appelle les élus et responsables du PS à la plus stricte discipline concernant la ratification du traité TSCG. Crainte que quelques voix ne fassent défaut lors du scrutin ? Sans doute. Mais pas uniquement*."

Rappelons que le PS dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, et que 90% des députés de ce parti ont déjà fait savoir qu'ils ratifieraient le TSCG, de plus les centristes et les députés de l'UMP se sont engagés également à le ratifier. Dès lors cette "crainte" est totalement infondée, du vent. Gluckstein nie ou manipule la réalité, cela a sans doute un rapport avec l'objectif qu'il fixe à la manifestation à Paris qu'il appelle de ses voeux, qui à notre avis relève de la mystification ou constitue une pure vue de l'esprit "*pour faire céder le gouvernement sur le TSCG*".

Plus loin, il rappelle la position du POI :"*à savoir que toute la situation exige que la mobilisation se concentre sur le refus de la ratification*", incapable d'analyser jusqu'au bout la situation qui les conduirait à lier ce combat contre les institutions de la Ve République puisque ce sont elles qui sont appelées à ratifier ou non ce traité, ce qui aurait comme avantage de préciser aux travailleurs et aux militants quels seront l'objectif et la tâche politique qu'ils devront se fixer lors de leur combat à venir pour avancer vers un Etat ouvrier, une République démocratique et sociale, le socialisme.

Le POI, comme tous les autres partis, ne combat pas ou n'entend pas mener ce combat dans cette perspective politique apparemment, il se cantonne une fois de plus à la recherche d'un résultat immédiat conforme à l'idée qu'il se fait de l'état d'esprit des masses au lieu de viser l'élévation de leur niveau de conscience politique, faisant en sorte que ceux qui auront participé à cette bataille n'en tireront finalement aucun profit, aucun enseignement politique, puisque ce combat aura été conçu et vécu comme une pure abstraction détachée de toute perspective politique, les masses pourront continuer de penser qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme, est-ce le but recherché ?

On est en droit de se poser cette question en lisant la dernière phrase de son éditorial confirmant que le POI était incapable de situer son combat dans une perspective politique : "*Et ainsi jeter les bases d'une force politique dressée contre « une rigueur plus forte encore qu'annoncé », qu'il s'agisse de mettre en échec le TSCG ou d'aider à réaliser l'unité contre toutes les mesures d'austérité et contre-réformes qui en découlent*", ce qu'un syndicat pourrait très bien se donner comme ligne d'intervention dans la lutte des classes, sauf que nous sommes là en présence d'un parti politique.

Confirmation en bref.

Dexia. Les pertes subies par Dexia et la probabilité de voir le groupe contraint de renflouer sa filiale luxembourgeoises avant de la céder pourraient le conduire à demander des capitaux supplémentaires aux Etats belge et français. (Reuters 28.08)

Libye. Le ministre de l'Intérieur libyen a déclaré mardi qu'il ne risquerait pas une confrontation armée avec les fondamentalistes musulmans qui sont derrière la série d'attaques à caractère communautaire qui ont frappé la Libye ces derniers jours.

Faouzi Abdel A'al, a défendu la décision des forces de sécurité de ne pas engager une confrontations avec les assaillants, lourdement armés, qui pourraient surpasser la puissance de feu des forces gouvernementales.

"*Si nous traitons cela en recourant à la sécurité, nous serons forcés d'utiliser des armes, et ces groupes ont des quantités énormes d'armes.* " (Reuters 28.08)

Combat contre le TSCG et les institutions.

La manifestation parisienne contre le traité européen, appelée de ses voeux dimanche par Jean-Luc Mélenchon, est programmée pour le 30 septembre, écrit mardi sur son blog le responsable du Front de gauche.

L'ex-candidat à la présidentielle a appelé dimanche à une manifestation nationale à Paris pour réclamer un référendum sur sa ratification, en clôturant les Estivales citoyennes du Front de gauche à Saint-Martin-d'Hères (Isère).

"*Les +bénis oui-oui+ du traité européen le savent ! Seule +la rue+, comme ils disent, peut faire capoter le projet du PS et de la droite unis pour faire passer le traité !*", écrit Jean-Luc Mélenchon dans un long billet posté sur son blog.

Le "*non de gauche*", poursuit-il, "*pèse sur la décision de chaque député et sénateur au moment de son vote comme sur le chef de l'Etat qui a le pouvoir de convoquer le référendum*".

Il "*donne de la force à la motion référendaire que déposeront sans doute nos groupes*", ajoute-t-il.

La réussite de cette marche "*ne concerne pas un parti, une personnalité ni même notre Front de gauche mais tout le mouvement social. Notre but n'est donc pas de faire +notre+ marche mais de nous faire récupérer et de nous dissoudre dans la marche de tous à gauche contre le traité*", souligne encore l'eurodéputé. (AFP 28.08)

Un référendum sur le TSCG ou un référendum pour permettre ou non aux parlementaires de se prononcer.

L'appel de Mélenchon est ambigu : manifester pour exiger un référendum alors que les députés ratifieraient le TSCG ou manifester contre sa ratification ?

On perçoit bien qu'en toile de fond au-delà des tergiversations des uns et des autres, que la question de la légitimité des

institutions appelées à se prononcer sur le TSCG est à l'ordre du jour, aucun n'ose s'aventurer sur ce terrain puisqu'elle porterait aussi sur la légitimité de Hollande et son gouvernement, pourquoi, je vous laisse le deviner...

On vient d'apprendre que le PG et le PCF ont répondu positivement au dernier appel lancé par le POI et ses alliés dans cette bataille, attendons la suite.

Rappelons que nous soutenons l'initiative d'une appel à manifester à Paris contre le TSCG et sa ratification par les institutions illégitimes de la Ve République pour ce qui nous concerne. Ce front unique nous convient, on regrettera cependant que les syndicats n'aient pas été contactés pour y participer.

Nous appelons tous les militants à participer loyalement et résolument à ce combat au côté des camarades (déjà) engagés dans cette bataille, et à ne pas confondre servir les intérêts de notre classe et les désaccords légitimes que l'on peut avoir avec tel ou tel parti.

A bas le TSCG, à bas les institutions antidémocratiques de la Ve République, à bas la dictature de Union européenne ! Vive le socialisme !

En famille.

Le ministère des Affaire étrangères a annoncé, ce mardi, que des missions sur la Chine, l'Algérie et le Japon ont été confiées respectivement à la première secrétaire du PS Martine Aubry, l'ex-Premier ministre Jean-Pierre Raffarin et l'ancien patron de Renault Louis Schweitzer.

Ces trois nominations interviennent dans le cadre de l'initiative de "*diplomatie économique*": Laurent Fabius avait annoncé la semaine dernière que des personnalités de stature internationale seraient désignées, afin d'accompagner la diplomatie française auprès de quelques pays dans l'objectif d'y dynamiser les relations économiques et commerciales. (Lexpress.fr 28.08)

Parisot lâche les intentions réelles du patronat : des salariés pratiquement gratuits.

Laurence Parisot, présidente du Medef, a jugé mardi, que le dispositif des emplois jeunes, présenté en conseil des ministres mercredi, "*n'est pas terrible*".

Mme Parisot a regretté aussi que le dispositif (...) "*ne soit pas plus ouvert au secteur marchand, car cela aurait été utile pour certaines entreprises et bénéfique pour la population concernée*".

Selon la présidente du Medef, le risque existe d'un "*effet d'aubaine pour les collectivités locales et les associations*". "*Je ne suis pas sûre que ce soit le moment d'augmenter la fonction publique territoriale*", a-t-elle dit.

A propos de la négociation sur la sécurisation de l'emploi, qui doit s'ouvrir cet automne, Mme Parisot a renouvelé ses réserves et relevé que "*la négociation ne peut avoir lieu sans le Medef*". "*Or, n'ayant reçu aucune garantie ou assurance sur le sujet, nous réservons notre réponse*", a-t-elle prévenu, en demandant que "*soient discutés les enjeux de sécurité pour les salariés, mais aussi les enjeux de flexibilité pour les entreprises*".

"*C'est grâce à des accords de type compétitivité-emploi que l'industrie automobile allemande a surmonté la crise de 2008 comme aucune autre industrie*", a-t-elle avancé. (AFP 28.08)

70 à 80% des salaires correspondant à ces "*emplois jeunes*" sera pris en charge par l'Etat, Parisot s'estime frustrée que les entreprises privées ne puissent pas en bénéficier plus largement, car elles en profiteront tout de même, c'est prévu, ce qu'elle s'est bien gardée de rappeler.

Crise de l'UE. Buba versus BCE.

Le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi ne se rendra pas à la conférence de Jackson Hole, a annoncé mardi la BCE en évoquant une charge de travail trop lourde dans la perspective de la réunion de politique monétaire du 6 septembre.

Une intervention de Mario Draghi était prévue samedi à "*l'université d'été*" des banquiers centraux dans le Wyoming. La réunion de cette année est particulièrement attendue car les observateurs veulent savoir si la BCE et la Réserve fédérale américaine prendront des mesures musclées afin de relancer la croissance aux Etats-Unis pour la première, apaiser les tensions en zone euro pour la seconde.

Aucun membre du directoire ne s'y rendra, a précisé la BCE.

La Bundesbank allemande a toutefois précisé que son président Jens Weidmann comptait toujours de rendre à Jackson Hole.

Jens Weidmann s'est élevé à plusieurs reprises contre la perspective de voir la BCE se remettre à racheter de la dette sur le marché obligataire secondaire. Cherchant à répondre aux inquiétudes soulevées par le président de la Buba, Jörg Asmussen a déclaré lundi que le programme de rachats d'obligations sur lequel travaille la BCE se ferait dans le cadre de son mandat, écartant toute idée de financement des Etats par celle-ci.

Jörg Asmussen n'a pas dit à quel moment la BCE comptait acheter des obligations, mais il a bien fait savoir que la chose se ferait en dépit de l'opposition de la Bundesbank. (Reuters 28.08)

On a compris que la question qui les divise concerne le financement des Etats par la BCE (directement ou indirectement) ou par les marchés qui les rackettent, les travailleurs en réalité.

Certains doivent craindre qu'à force de trop tirer sur la corde elle finisse par céder, et qu'une formidable explosion sociale incontrôlable se répande comme une traînée de poudre à travers toute l'Europe qui pourrait emporter l'édifice bancal qu'ils ont eu tant de mal à mettre sur pied pour soumettre le prolétariat européen en esclavage.

Comment ils se préparent activement à l'affrontement.

Lu dans *Horizons et débats*, n° 34/35, 27 août 2012, revue basée à Zurich en Suisse et disponible au format pdf dans le portail du Réseau Voltaire.

«*L'Allemagne se prépare: veut-elle se battre contre son propre peuple? Dans le plus grand secret, on crée sur l'un des plus grand terrain d'exercice militaire d'Allemagne, ‹Altmark› en Saxe-Anhalt, sur une surface de 232 km2(!) le plus important Centre d'exercice européen pour l'entraînement à la lutte contre les émeutes (CRS). Au centre de l'intérêt se trouve l'entraînement à la répression de soulèvements populaires. Pour atteindre la plus grande réalité possible, on construit une ville fantôme de plus de 500 bâtiments et couvrant une superficie de 6 km2 pour environ 100 millions d'euros. Ce projet comprendrait des installations industrielles, une connexion à une autoroute fictive et un aéroport avec 1700 mètres de piste d'herbe sont compris dans le projet. La Bundeswehr, qui est le maître d'ouvrage, veut commencer cette année encore, avec la construction de la ville fantôme.*»

(Source: Vertraulicher Schweizer Brief n° 1331 du 10/8/12)

ACTUALITE EN TITRES

Le capitalisme à visage humain.

- Afrique du Sud: malgré Marikana et les incertitudes, la Bourse s'envole - AFP

Explication. Certains courtiers font remarquer que le drame de Marikana a fait baisser le rand sud-africain, ce qui est bon pour les exportateurs. Et notamment les ventes de matières premières, libellées en dollars. (AFP 28.08)

Quand producteurs et trafiquants se déchirent sur leur butin.

- Vif débat en Allemagne sur la BCE, accusée de «*droguer*» la zone euro - 20minutes.fr

Bref, Draghi accusé d'être le chef des dealers !

Ils vivent dans un autre monde. Le non-vote du 17 juin expliqué.

- Hausse du chômage : la droite somme Ayrault d'agir - LeFigaro.fr

- Chômage: attendre les résultats de la nouvelle politique, selon M. Sapin - AFP

Toujours plus réactionnaire. Hollande sur les traces de G. Bush.

- Hollande cherche à se placer en pointe sur la Syrie - LeMonde.fr -

- Comment François Hollande envisage de «*contourner*» l'ONU - Slate.fr

Paranoïa

- Face au risque d'enlèvement, les maternités s'équipent - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

Un tribunal israélien a rejeté mardi une plainte déposée par les parents de la pacifiste américaine Rachel Corrie, tuée en 2003 par un bulldozer militaire israélien à Gaza et qui est devenue une figure emblématique du soutien aux Palestiniens dans le monde.

Rachel Corrie, 23 ans, a été écrasée le 16 mars 2003 sous les chenilles d'un bulldozer de l'armée alors qu'elle s'opposait avec d'autres membres du Mouvement international de solidarité (ISM) et des Palestiniens à la destruction d'une maison palestinienne à Rafah (sud de la bande de Gaza).

"*Je suis parvenu à la conclusion qu'il n'y a pas eu de négligence de la part du conducteur du bulldozer*", a affirmé le juge Oded Gershon, en lisant le verdict devant le tribunal de district de Haïfa (nord d'Israël).

Le juge a également estimé que l'enquête de la police militaire avait été menée correctement et conclu que la mort de Rachel Corrie résultait d'un "*accident*".

"*La défunte s'est mise dans une situation dangereuse, elle se tenait devant un bulldozer géant à un endroit où le conducteur ne pouvait pas la voir. Elle ne s'est pas éloignée comme l'aurait fait une personne raisonnable. Sa mort résulte d'un accident qu'elle a provoqué elle même*", a expliqué le juge.

Cindy Corrie, la mère de la victime, a critiqué le jugement et s'est dite "*profondément attristée et profondément troublée*".

Interrogé, le porte-parole du Premier ministre Benjamin Netanyahu, Mark Regev, s'est félicité de la décision de la cour d'Haïfa qui "*justifie le fait qu'Israël n'était pas responsable*".

En revanche, elle a été condamnée par les Palestiniens.

La dirigeante de l'OLP Hanane Achraoui a dénoncé le verdict qui "*prouve une fois de plus que l'occupation (israélienne) a faussé les systèmes légaux et judiciaires en Israël et que le manque de transparence vis-a-vis des violences a généré une culture de haine et d'impunité*".

A Washington, l'administration américaine a dit "*comprendre la déception*" de la famille Corrie, à qui elle a adressé ses "*condoléances*", tout en prenant acte que "*conformément au droit israélien elle a le droit de faire appel*".

Des témoins, pacifistes étrangers et Palestiniens, ont affirmé que le bulldozer avait délibérément écrasé Rachel Corrie. Ils ont assuré que la manifestation s'était prolongée pendant plus de deux heures et que les militants étaient clairement visibles par le conducteur du bulldozer.

"*Il est inconcevable que le conducteur du bulldozer ne l'ait pas vue*", a déclaré mardi à l'AFP Tom Dale, un témoin, ancien militant de l'ISM, qui se trouvait à 10 mètres de la scène.

L'ISM a fait part de sa "*profonde préoccupation*", estimant le système légal israélien "*ne respecte pas les normes internationales*" et que son verdict "donne le feu vert aux soldats israéliens pour recourir à la force létale contre les défenseurs des droits de l'homme".

L'armée israélienne, aux termes de son enquête, a conclu que Rachel Corrie a été tuée "*alors qu'elle perturbait les opérations menées sur le terrain par des bulldozers*" militaires. Le procureur général militaire a fermé le dossier dès 2003. Aucune mesure disciplinaire n'a été prise.

L'armée a aussi accusé Rachel Corrie et les autres militants de l'ISM d'avoir contribué à cette mort "*par leur comportement illégal et irresponsable*". (AFP 28.08)

SOCIAL

1- France

L'école gratuite est-elle devenue un mythe? Selon l'enquête annuelle de la Confédération syndicale des familles (CSF), le coût de la scolarité a bondi de 6,88% cette année. En cause notamment: l'équipement demandé par les filières professionnelles techniques et industrielles, comme des lunettes de protection ou des couteaux.

Les fournitures classiques ne sont pas en reste: +30% pour la colle, +15% pour le taille-crayon ou +23% pour le ruban adhésif, "*le coût des matières plastiques ayant subi une hausse considérable*", tandis que le poste papeterie recule. En seconde générale, les manuels scolaires augmentent de 3,44%.

D'autant que les dépenses se font toute l'année, pas seulement à la rentrée, ont souligné les responsables de la CSF.

Les frais annexes comme l'assurance, la coopérative pour projets scolaires ou les photos, grimpent de 22%.

Certaines dépenses sont facultatives, mais "*il est souvent difficile pour les familles de les éviter*" de crainte que leur enfant ne soit stigmatisé, souligne la CSF, citant la photo qui peut aller de 5 à 30 euros ou la participation à la coopérative "*souvent présentée avec insistance*".

Pour un élève de maternelle, le coût de la scolarité bondit de 19,11% à 50,60 euros. En CP, il augmente de 1,85% à 124,88 euros, tandis qu'en 6ème, il recule de 2,50% à 348,05 euros, calcule la CSF.

Ce coût s'élève à 580,48 euros (+0,19%) pour un élève de seconde générale, à 947,92 euros (+14,33%) en seconde technologie industrielle ou encore à 831,03 euros (+14,50%) en seconde bac pro industriel. "*Les familles qui subissent le plus le coût de la rentrée sont celles à petits revenus et celles dont les enfants sont en filières professionnelles*", souligne la CSF. Pour une famille monoparentale avec deux enfants, dont le parent travaille 25 heures par semaine, "*cas courant aujourd'hui*", le coût de la rentrée représente 28,6% des ressources de septembre, allocations comprises. (lexpress.fr 28.08)

2- Allemagne

La première compagnie aérienne allemande Lufthansa s'apprête à affronter une grève de grande ampleur de son personnel navigant après l'échec de négociations salariales.

Le syndicat allemand du personnel navigant commercial Ufo a annoncé mardi qu'il allait appeler à des débrayages temporaires chez Lufthansa en Allemagne "*annoncés au dernier moment*" et "*très prochainement*". Il a cependant exclu de faire grève dès mardi.

"*Nous préparons une grève illimitée à moyen terme*" a ajouté le président d'Ufo Nicoley Baublies lors d'une conférence de presse à l'aéroport de Francfort (ouest).

Ufo revendique l'adhésion d'environ deux tiers des quelque 18.000 hôtesses et stewards de la compagnie aérienne allemande.

Le conflit social arrive à un moment particulièrement défavorable, fin août et septembre étant des périodes de pointe pour les compagnies aériennes.

Mais la direction de Lufthansa a choisi la voie du choc frontal préconisé par le président du conseil de surveillance, Jürgen Weber, qui estimait la semaine dernière dans Die Zeit qu'il valait "*mieux aller jusqu'à une grosse confrontation plutôt que d'éjecter l'entreprise hors du marché concurrentiel*".

Pour réduire ses coûts opérationnels, Lufthansa a lancé en début d'année un plan d'économies devant lui permettre d'améliorer son résultat opérationnel de 1,5 milliard d'euros par an d'ici fin 2014 par rapport à fin 2011. Un objectif difficile à concilier avec une politique sociale généreuse.

Ufo avait formulé ses exigences en avril, avec notamment une hausse de 5% des salaires sur 15 mois et rétroactive au 1er janvier de cette année. Les salaires du personnel navigant n'ont pas été augmentés sur les trois dernières années, a fait valoir le syndicat.

Lufthansa a proposé une hausse des rémunérations "*d'environ 3,5%*", a précisé Peter Gerber.

Les positions des deux camps "*s'étaient rapprochées sur quelques points*" ces derniers jours dans la dernière ligne droite des négociations, a affirmé Ufo dans un communiqué.

Mais un accord n'a pas été trouvé parce que Lufthansa a "*catégoriquement refusé de donner des garanties d'emplois dignes de ce nom*" en échange de concessions que le personnel navigant était prêt à faire sur les salaires, selon Ufo.

A l'origine des inquiétudes du personnel navigant, le recours par Lufthansa depuis juin à du personnel de cabine intérimaire à partir de l'aéroport de Berlin, première étape en vue de créer à terme une filiale régionale unifiée plus compétitive, proche du modèle "*low cost*" des Ryanair et autres EasyJet. (AFP 28.08)

ECONOMIE

1- UE

L'Europe doit de toute urgence progresser dans la voie d'une union bancaire, ont déclaré mardi le président du Conseil européen Herman Van Rompuy et le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy.

"*Il est particulièrement urgent de progresser vers une union bancaire qui intègre toutes les banques de la région. La Commission européenne présentera des propositions législatives concrètes en septembre*", a dit Herman Van Rompuy en conférence de presse. (Reuters 28.08)

2- Grèce

Le gouvernement grec a annoncé mardi son intention de créer des zones économiques spéciales pour attirer l'investissement privé et sortir le pays de la crise, alors que la Grèce est entrée dans sa cinquième année de récession.

En s'installant dans ces zones, les investisseurs bénéficieraient d'avantages sur le plan fiscal et administratif.

Les zones économiques spéciales sont utilisées par les pays en développement, et notamment par la Chine, qui veulent donner un coup de fouet à la croissance.

Le gouvernement est déjà en discussion avec la Commission européenne pour obtenir les autorisations nécessaires à la création de ces zones, a déclaré le ministre du Développement économique Costis Hatzidakis lors d'une conférence de presse.

"*Nous pensons que ces zones vont dynamiser l'économie réelle par la création d'un régime spécial pour attirer l'investissement et susciter des exportations*", a-t-il ajouté.

Le ministre n'a pas caché que le projet suscitait certaines objections en dehors de la Grèce en raison de "*l'avantage compétitif*" qu'il donnerait au pays.

Toutefois, les entreprises qui s'installeront dans ces zones ne seront pas autorisées à sous-payer leurs salariés, a précisé Costis Hatzidakis. "Le droit actuel du travail sera totalement respecté", a-t-il affirmé.

La Grèce a déjà fortement baissé son salaire minimum pour encourager les créations d'emplois. Le taux de chômage reste toutefois très élevé. (Reuters 28.08)

3- Japon

La fabricant japonais d'électronique Sharp a dévoilé les détails de son plan de restructuration qui aura pour but de supprimer 5000 emplois dans le monde. Le Japon est le plus touché avec 3900 emplois en moins. (AFP 28.08)

Haut de page

Le 30 août

CAUSERIE

Décidément, gros orage, pluie diluvienne et rafales de vent, coupure de courant à répétition toute la nuit, bref, j'ai encore dormi à peine quelques heures et je suis claqué à force. J'ai dû fermer l'ordinateur hier soir et tout débrancher par mesure de sécurité, donc je n'ai pas bossé l'article que je vous ai annoncé hier, j'y ai réfléchi et j'ai pris quelques pages de notes, je suis trop fatigué pour y réfléchir ce matin et je dois encore aller faire des courses, ce sera donc pour plus tard. Avantage, il fait frais ce matin, frais cela veut dire ici autour de 25°C.

J'ai constaté que le taux de fréquentation du site était en hausse, cela est peut-être dû la "rentrée", avec 154 visites le 27 on a explosé notre record qui était à 132.

J'ai adressé un courriel de protestation à l'AFP hier après-midi pour leur dire qu'on en avait marre de leur propagande sur la Syrie et qu'ils se faisaient les complices de la destruction de ce pays.

Hier j'ai écrit que nous soutenions l'initiative du POI et d'autres formations politiques engagés dans la bataille contre le TSCG et sa ratification, et que le front unique qu'ils avaient constitué nous convenait parce qu'il ne s'adressait pas au PS (MRC et PRG), je ne sais pas si vous l'avez remarqué. J'ai constaté également qu'ils ne s'étaient pas adressés à LO, ce qui tombe bien, puisque hier j'avais signalé que LO ignorait jusqu'à l'existence de ce traité.

La CGT va lancer une pétition en faveur du non au TSCG a dit Thibault hier, FO par la voix de Mailly avait fait savoir il y a quelques semaines qu'en cas de référendum il appellerait à voter non, comme quoi les syndicats ont toute leur place dans ce combat, j'en profite donc pour renouveler ma proposition de s'adresser également aux syndicats dans la perspective d'une manifestion nationale à Paris devant réunir dans l'unité l'ensemble du mouvement ouvrier, syndicats et partis, qui en principe luttent pour le même objectif : l'émancipation du salariat ou l'abolition du capitalisme.

Pourquoi écrire contre le TSCG et sa ratification ? Contre le TSCG signifie contre son contenu et sa portée, ses conséquences sociales, contre sa ratification signifie qu'on refuse de reconnaître la légitimité des institutions qui ne peuvent être que favorables à ce traité infâme. Je ne prétends pas que le POI ou d'autres partis en font la même lecture puisque nous ne combattons pas exactement sur le même axe politique. Il s'agit donc là de ma traduction, je tenais à le préciser.

La moindre faille dans une formulation est source de désaccord entre militants, il faut donc être très clair, sachant que certains en profitent pour refuser de s'associer à toute intitiative, n'ayant pas réellement d'arguments sérieux pour s'y opposer.

Beaucoup de militants sont susceptibles à l'excès, tout le monde est un peu sur les nerfs face à une situation quasi inextricable, c'est bien compréhensible. Du calme, encore un peu de patience, cela va se décanter assez rapidement maintenant. Pour notre part nous sommes dans les starting-blocks, nous sommes prêts au combat, à l'affrontement avec le régime, nous n'avons pas à rectifier notre ligne qui est parfaitement claire. Maintenant je ne peux pas intervenir sur tous les sujets d'actualité.

A ce propos, je n'ai rien écrit sur Poutine, il a pété un plomb en faisant condamner trois jeunes filles d'un groupe punk à deux ou trois ans de prison pour avoir entonné quelques vers blasphématoires dans une église et incendiaires à son encontre, c'est le vieux réflexe du kagébiste qui a repris le dessus et que l'on condamne évidemment. Je ne l'ai pas écrit ailleurs et plus tôt pour ne pas mêler ma voix à celles des hypocrites qui mènent une guerre coloniale contre la Syrie.

Vous voyez, je n'ai pas de parti ou d'appareil à défendre, je ne suis soumis à aucune contrainte et malgré tout je dois tenir compte de certains facteurs avant de m'exprimer. Prendre position publiquement est un exercice périlleux qui nécessite d'y réfléchir à deux fois avant de se lancer, ce qui n'évitera pas la polémique, mais cela fait partie de la vie.

La médiocratie récompensée.

Selon le *Canard Enchaîné* de ce mercredi 29 août, la banque américaine d'investissement Morgan Stanley souhaiterait se payer les services de l'ancien président de la République le temps d'une conférence de 45 minutes.

La somme proposée à l'ancien président pour cette prestation serait de 250.000 euros, assure l'hebdomadaire. Soit un peu plus de 5550 euros la minute, et 92 euros la seconde!

La reconversion d'anciens chefs d'Etat en conférenciers est chose courante, notamment dans les pays anglo-saxons.

D'après l'agence américaine Associated Press, l'ancien président démocrate américain Bill Clinton aurait perçu en 2008 5,7 millions de dollars en temps qu'intervenant de conférences.

Comme le rappelait récemment *Le Point*, l'ancien chef de l'Etat avait d'ailleurs déclaré à ce sujet: "*Quand j'vois les milliards que gagne Clinton, moi, je m'en mets plein les poches! Je fais ça pendant cinq ans, et ensuite, je pars faire du fric comme Clinton, 150 000 euros la conférence.*" (L'Expansion.com 29.08)

Il cause trop, ils vont le lâcher si ce n'est pas déjà fait...

TSCG. Les grandes manoeuvres au PS.

Le ministre des Affaires européennes, Bernard Cazeneuve, est à la manœuvre. Il multiplie les rencontres et discussions avec ses camarades socialistes. « *J'en ai vus à La Rochelle. J'en avais vus avant, j'en verrai après* », explique Bernard Cazeneuve à publicsenat.fr.

« *Je suis là pour donner des explications, donner des éléments précis sur le contenu du texte, Pourquoi il est important de voter pour réussir la suite* » fait valoir Bernard Cazeneuve.

Il ajoute, magnanime : « *Je comprends ces interrogations, je souhaite le débat, je l'assume, mais il faut que cela débouche par le haut. Le Président s'est engagé ». Et d'en appeler à l'esprit de « cohérence et de responsabilité* » des parlementaires de la majorité.

La nomination du ministre, qui avait voté non lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005, avait pu surprendre certain en raison de ce passé de noniste. Aujourd'hui, il prend peut-être tout son sens : « *Bernard Cazeneuve est adroit. Il nous explique en quoi ce traité est mauvais, nous dit qu'il partage les questions qu'on se pose mais pas la conclusion*», raconte la député PS Barbara Romagnan, qui « *personnellement votera contre* ».

Le président du groupe socialiste du Sénat, François Rebsamen, va s'efforcer dans les semaines à venir de convaincre ses camarades qui pourraient hésiter. « *Il n'y aucune pression pour l'instant, à part celle qu'on entend dans les discours. Ou disons qu'on est en phase amicale de pression* », explique Marie-Noëlle Lienemann. « *L'argument de François Rebsamen est de dire que ceux qui ont été élu, l'ont été grâce à François Hollande. Ils ne peuvent donc pas voter contre le traité. Mais les sénateurs ont été élu avant* », fait remarquer l'ancienne ministre de Lionel Jospin, qui votera contre. Les sénateurs, qui n'ont pas encore fait leur rentrée parlementaire, auront bientôt une réunion de groupe consacrée au sujet. Bernard Cazeneuve viendra, histoire de continuer son travail de pédagogie et de persuasion auprès des sénateurs.

A l'Assemblée nationale aussi les députés débattront de la question en réunion de groupe, début septembre. D'ici l'examen du texte, dans plus d'un mois, il reste du temps pour discuter. Et entre le vote contre et l'abstention, les choses peuvent encore bouger. «*Il y a au moins une vingtaine de députés qui veulent voter contre. Et beaucoup d'autres sont réservés. Si cela permet de rassembler plus de députés, cela pourrait avoir du sens de juste s'abstenir* », entrevoit Barbara Romagnan. Si le ministre assure de son côté que le seul objectif est d'obtenir l'adhésion des parlementaires, l'abstention plutôt qu'un vote contre serait un moindre mal. Il n'aurait pas la même charge symbolique est simplifierait l'adoption du texte. (publicsenat.fr 29.08)

Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre de Lionel Jospin, une référence (sic !), s'excuse de l'ingratitude de la vingtaine de députés du PS qui refusent de ratifier le TSCG, vous allez voir que la plupart d'entre eux ou tous vont finir par s'abstenir.

En famille. Ayrault comme chez lui au Medef.

Tout le "***plaisir***" est pour moi !

Jean-Marc Ayrault s'est dit "*étonné de l'étonnement*" qu'a suscité le fait qu'il prononce le discours d'ouverture de l'université d'été du Medef, mercredi à Jouy-en-Josas (Yvelines), une première pour un Premier ministre.

"*Je m'étonne de l'étonnement que suscite ma présence parmi vous*", a expliqué M. Ayrault, qui a dit son "*plaisir*" d'accepter l'invitation de l'organisation patronale. "*Je crois aux vertus du dialogue entre le gouvernement et les partenaires sociaux*", a-t-il noté, ajoutant que "les entreprises sont en première ligne dans l'effort de redressement de notre pays".

"*C'est dans un esprit d'ouverture et de confiance que je viens devant vous, attentif aux difficultés que vous rencontrez et à vos propositions*", a assuré M. Ayrault, qui a aussi voulu adresser aux chefs d'entreprises un "*message de confiance*". (AFP 29.08)

Ils sont faits pour s'entendre... mais cela ne suffira jamais.

Jean-Marc Ayrault a promis mercredi aux chefs d'entreprise de restaurer la compétitivité de l'économie française, sans donner de précisions sur ce thème qui concentre pourtant une bonne partie des critiques de la politique économique du gouvernement.

En ouvrant l'université d'été du Medef, le Premier ministre a seulement répété que la réforme du financement de la protection sociale se ferait l'an prochain "*sans tabou*".

Il a aussi encouragé les partenaires sociaux à accélérer la négociation sur la sécurisation de l'emploi, dont un élément fait débat: l'éventuelle possibilité d'établir des accords dits de compétitivité-emploi pour adapter les horaires et les salaires à la charge de travail dans l'entreprise.

"*Il est urgent de travailler sur la compétitivité-coûts en repensant le financement de notre protection sociale*", a déclaré la présidente du Medef, Laurence Parisot.

"*Il est urgent d'améliorer la compétitivité hors-coûts, en introduisant de la souplesse et de la lisibilité pour l'entreprise et de la sécurité pour les salariés.*"

Jean-Marc Ayrault lui a répondu que la "*responsabilité*" de la France était "*de redevenir durablement compétitifs*".

"*Pour le gouvernement, il ne s'agit pas d'ajouter de nouveaux freins à la conduite des entreprises*", a-t-il ajouté.

Dans son discours, le chef du gouvernement a confirmé que la réforme du financement de la protection sociale était le levier quasi unique sur lequel travaillait le gouvernement pour baisser les coûts des entreprises.

Pour étoffer ses mesures sur la compétitivité-coûts, le gouvernement attend les propositions du rapport que lui remettra Louis Gallois début octobre. "*Je suis sûr qu'elles seront pour certains d'entre elles audacieuses*", a dit Jean-Marc Ayrault.

La remise de ce rapport sera suivie, dans la deuxième quinzaine d'octobre, d'un séminaire intergouvernemental pour analyser ces propositions "*et prendre des décisions*", a dit le Premier ministre.

"*Nous avons apprécié la visite et le discours du Premier ministre, il a repris nos thèmes importants: la compétitivité et l'Europe*", a dit Laurence Parisot à des journalistes.

"*Mais nous ne pouvons pas nous contenter de ce discours*", a-t-elle ajouté. "Il faut absolument que dans les semaines qui viennent, il y ait pour la France un budget pro-entreprises, qui n'augmente pas les charges, qui permette de financer les entreprises et qui commence à amorcer une baisse des prélèvements obligatoires qui pèsent sur les entreprises".

Des chefs d'entreprise interrogés par Reuters ont fait part de leur satisfaction. Et de leur impatience. (Reuters 29.08)

Vers "***un nouveau modèle de négociation sociale***", c'est ce que réclame le patronat.

Jean-Marc Ayrault a appelé mercredi, en ouverture de l'université d'été du Medef, le patronat et les syndicats à "*accélérer le rythme*" de la négociation sur la sécurisation de l'emploi, dans un contexte de hausse du chômage.

"*J'appelle toutes les organisations à accélérer le rythme de négociation*" sur ce thème, a lancé le Premier ministre sur le campus HEC à Jouy-en-Josas.

Cette négociation fait partie des nombreux chantiers ouverts en juillet lors de la Conférence sociale.

"*J'y attache une importance toute particulière*", a souligné M. Ayrault. "*D'une part, parce qu'elle traite des sujets majeurs de la vie des entreprises: l'anticipation nécessaire des évolutions de l'activité, de l'emploi et des compétences, (...) ou encore la lutte contre la précarité excessive du marché du travail, qui touche particulièrement les jeunes et les femmes*", a expliqué M. Ayrault.

"*D'autre part, parce que la réussite de cette négociation témoignerait de l'éclosion d'un nouveau modèle de négociation sociale*", veut croire M. Ayrault, vantant une nouvelle fois les vertus de la concertation.

"*Je souhaite donc qu'elle (cette négociation) rassemble tous les partenaires sociaux*", a-t-il conclu.

Le ministre du Travail Michel Sapin a annoncé mercredi qu'il transmettrait aux partenaires sociaux dans 15 jours son document d'orientation qui lancera officiellement cette négociation. Il n'a pas précisé de date de fin des discussions. (AFP 29.08)

Réaction de "***l'aile gauche***" du PS : il faut "***responsabiliser***" les grands patrons et le système financier.

En inaugurant ce mercredi après-midi l'université d'été du Medef, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault semble vouloir faire les

yeux doux au patronat. Après sa venue tant symbolique qu'attendue -une première pour un chef de gouvernement socialiste depuis la création du rendez-vous estival- une dizaine d'autres ministres se succèderont pendant les trois jours.

Le climat semble s'être réchauffé au cours de l'été. A Matignon, la patronne des patrons aurait même droit à plus d'égards que sous le précédent gouvernement. "*Sachez que, sous Sarkozy, le chemin de Matignon, je ne l'empruntais jamais*", aurait-elle confié à Jean-Marc Ayrault, qui l'aurait reçue plusieurs fois depuis le 12 juillet selon *Le Canard enchaîné*.

A l'aile gauche du PS, les commentaires se font nettement plus conciliants (que Mélenchon - Ndlr). Au nom du "*dialogue*", d'abord. "*Il faut peut-être arrêter de sur-interpréter les gestes du gouvernement, estime le député socialiste Jérôme Guedj. Si Jean-Marc Ayrault avait opposé une fin de non-recevoir au Medef, on lui aurait reproché*". "*Je ne suis pas pour un gouvernement forteresse. Le Premier ministre doit parler à tous les corps intermédiaires et je souhaite des signaux comparables envers les syndicats*", poursuit-il.

Même exigence modérée chez Guillaume Balas, secrétaire général du courant "*Un Monde d'avance*": "*Ca ne me choque pas à partir du moment où l'on ne crée pas de relations privilégiées avec le patronat, et que le même geste est fait pour les autres forces sociales, ce qui ne me semble pas inutile pour un gouvernement de gauche.*"

Guillaume Balas s'attendait lui à ce que Jean-Marc Ayrault évoque devant les chefs d'entreprise "*la responsabilité majeure du patronat sur la question de l'emploi*": "*Il faut à la fois livrer un discours de confiance envers les PME et PMI, et appeler les grands patrons à leurs responsabilités, tout comme le système financier, qui a l'obligation absolue de se mettre au service de l'économie réelle.*"

Plutôt raté. (lexpress.fr 29.08)

Thibault : Ce serait "***surprenant***" que Ayrault soutienne le Medef. Sans doute parce qu'il soutiendrait les travailleurs !

Alors que l'université d'été du Medef est ouverte mercredi par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault - une première-, M. Thibault n'a "pas interprété" ce geste comme un soutien au Medef. "*Ce serait d'ailleurs surprenant dans la mesure où le Medef n'avait pas caché qu'il ne souhaitait pas une alternance politique*", relève-t-il.

"*Il y a une forme d'alarme de notre point de vue sur la situation économique et sociale*", a affirmé M. Thibault dans un entretien à l'AFP au lendemain d'une réunion des Fédérations et des Unions départementales.

"*Depuis la conférence sociale*" de juillet "*il y a une forte détérioration de la situation*", a estimé le numéro un de la CGT. "*On a eu beaucoup de témoignages alarmants sur les perspectives d'emploi dans plusieurs départements, faisant état de projets de restructurations, de suppressions d'emplois ou un ralentissement d'activité*".

"*La liste d'entreprises réduisant leur potentiel de production est considérable*", a relevé M. Thibault, ce qui "*confirme notre regret qu'à la conférence sociale il n'y a ait pas eu d'autres annonces du gouvernement pour faire face à l'urgence en matière d'emploi*".

"*Il faut que le gouvernement prenne la mesure de l'urgence et des attentes*", a-t-il prévenu.

"*Le mécontentement était fort et a provoqué un changement de président de la République. Il est normal qu'il y ait une impatience importante, vu la dégradation de la situation*", a-t-il jugé.

"*Le gouvernement va s'apercevoir qu'il ne pourra pas être d'accord avec tout le monde (...) Il ne peut pas, à la fois, être d'accord avec un Medef qui prône plus de flexibilité, un abaissement du coût du travail, et avec la majorité des salariés qui, elle, a contribué au changement de majorité politique*", a dit M. Thibault qui a voté pour François Hollande.

"*Il est hors de question pour nous de considérer que les salariés devraient accepter une plus grande flexibilité*", a-t-il prévenu.

"*Compte tenu de l'urgence de la situation*", a expliqué M. Thibault, la CGT a décidé des initiatives. Elle appelle a une mobilisation le 9 octobre pour "*la défense de l'industrie et de l'emploi*". Des manifestations auront lieu dans des grandes ville (Paris, Lyon, Bordeaux, etc.) Il s'agira de la première mobilisation nationale de la CGT contre le gouvernement socialiste.

Par ailleurs, la CGT va lancer "*une campagne de mobilisation pour une non-ratification par la France du traité budgétaire européen, quelle que soit la procédure utilisée*", a dit M. Thibault.

La CGT va faire signer une pétition pour "*permettre aux salariés de s'exprimer pour une non-ratification de ce traité*", a précisé M. Thibault. Si ce traité était appliqué, "*on soumettrait tout résultat de négociation sociale à une espèce de droit de veto européen,*

ce qui serait pour nous inacceptable". (AFP 29.08)

Mais Monsieur Thibault, pour mobiliser les travailleurs, se mettre en grève, occuper une entreprise, on n'a pas besoin de se soumettre à un traité européen, on a besoin de l'autorisation de personne, on a juste besoin de se situer sur le terrain des besoins de notre classe, ce qui montre bien que ce n'est pas vraiment votre cas lors de "*négociations sociales*" avec vos partenaires du gouvernement et du patronat.

ACTUALITE EN TITRES

Cela tombe bien, Parisot aussi !

- Ayrault : «*Je veux mettre l'entreprise au centre de nos politiques économiques*» - Public Sénat

En famille. Qui en douterait ?

- Ayrault assure que sa présence au Medef est «*une évidence*» - LeParisien.fr

Ne vous marrez pas, ce serait un Premier ministre issu d'un parti ouvrier, si, si...

Quel choix ?

- Thibault somme Ayrault de choisir entre salariés et patrons - Reuters

Parce qu'il n'aurait pas déjà fait son choix, parce qu'il pourrait représenter les salariés ? Finalement, pourquoi pas, à la manière d'un Thibault !

Lapsus de Fabius.

- Fabius admet une "*certaine déception*" dans l'opinion et veut plus de "*pédagogie*" - AFP

Il voulait simplement dire plus de démagogie !

Quand les "***conspirateurs***" ne sont pas ceux qu'on croit.

- Mort de Ben Laden : la version de Washington contredite - LeFigaro.fr

- Ben Laden: un livre contredit la version officielle de la mort du chef d'Al-Qaïda - L'Express.fr

- Dans un livre, un Navy Seal contredit la version officielle de la mort de Ben Laden - LeMonde.fr

- Mort de Ben Laden : la version officielle mise en doute - Le Nouvel Observateur

Encore un économiste véreux

- Paul Krugman: "*Les données économiques américaines incitent à l'optimisme*" - L'Expansion.com

Piège à cons.

- Vers des tarifs "*progressifs*" pour l'eau, le gaz, l'électricité - Reuters

Hollande et son gouvernement ont promis de ne pas augmenter les impôts des classes moyennes, ils vont les racketter autrement, pour le compte de multinationales notez bien.

Je suis intervenu sur ce sujet il y a près de deux mois, demain je serai fixé sur le montant de ma facture d'électricité pour les deux mois qui viennent de s'écouler.

Ici, en Inde, le tarif est progressif, plus on consomme plus l'addition devient colossale. Il en faut peu en réalité, il suffit de faire fonctionner chaque nuit un climatiseur (1,5T) pour se retrouver avec une facture équivalent à un tiers du revenu minimum local, disons que cela équivaut chez vous en France à 500 euros par mois, j'imagine qu'un travailleur payé au smic se contentera d'un ventilateur et crèvera de chaud ou dormira très mal, c'est déjà le cas de mon épouse à Aubagne.

Donc même en admettant que sur le marché de l'occasion un travailleur se procure un climatiseur, il n'aura pas les moyens de l'utiliser et de l'entretenir, sa condition restera inchangée, il ne doit pas espérer mieux dans leur société, voici comment cela se traduit en réalité. Quant à ceux qui sont mieux lotis, qui acceptent souvent bien des sacrifices pour accéder à un niveau de vie supérieur.

Je ne pense pas qu'on doive tirer à boulets rouges sur les classes ou couches moyennes, les ingénieurs, cadres ou cadres supérieurs, etc. ils sont bien à plaindre en réalité, en échange d'un salaire confortable, ils doivent consacrer leur vie à l'entreprise qui les emploie et qui se montre de plus en plus exigeante envers eux. C'est ce discours qu'il faut avoir avec elles au lieu de les dénigrer stupidement.

J'ai été cadre pendant une brève période, une vraie vie de chien en vérité. J'ai aussi assisté de nombreux cadres lors d'entretiens préalables avant licenciements quand j'étais élu du personnel chez Konica, ils étaient amers d'avoir sacrifié des années de leur vie à cette entreprise pour se voir mis à la porte du jour au lendemain sur la base de décisions arbitraires.

Quant aux riches, ils s'en foutent et ne s'en apercevront même pas, ils se rattraperont sur la bête, nous quoi.

Mission impossible.

- Ann Romney tente "*d'humaniser*" son époux - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Sommet du Mouvement des non-alignés (MNA)

L'Iran, qui accueille cette semaine le sommet du Mouvement des non-alignés (MNA), va former une "troïka" avec plusieurs de ces pays pour étudier des solutions à la crise syrienne, a annoncé mercredi le ministre iranien des Affaires étrangères.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a déclaré mercredi à son arrivée à Téhéran que l'Iran avait un rôle important à jouer dans les questions régionales, en particulier pour ce qui est de la Syrie.

"*Au moment où de nombreuses autres organisations internationales sont impliquées dans la question syrienne, il ne faut pas que le Mouvement des non-alignés se tienne en retrait*", a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi mercredi lors d'une conférence de presse.

"*Il a été recommandé que la troïka des NAM participe, en coopération avec d'autres organisations internationales, notamment les Nations unies*", a-t-il ajouté.

Cette "*troïka*" comprendrait l'Egypte, l'Iran et le Venezuela en tant qu'ancien, actuel et futur titulaires de la présidence tournante des NAM, ainsi que le Liban et l'Irak, a indiqué un ancien député iranien Alaeddin Boroujerdi, qui s'est rendu en Syrie cette semaine, dans des commentaires à l'agence de presse Fars.

Une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, dont le nouveau président égyptien Mohamed Morsi, sont attendus à Téhéran.

Le président égyptien, qui sera le premier chef de l'Etat égyptien à se rendre en Iran depuis la révolution islamique de 1979, doit lui aussi présenter son propre plan pour la Syrie.

La semaine dernière, il avait évoqué l'idée d'un groupe de contact comprenant l'Egypte, l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie pour résoudre la crise.

Mais il a aussi appelé au départ de Bachar al Assad, idée à laquelle Téhéran est opposée.

Le président égyptien a réaffirmé cette idée hors d'un entretien téléphonique avec François Hollande.

"*Les deux chefs d'Etat ont constaté qu'aucune solution politique n'était désormais possible sans le départ de Bachar al Assad*", lit-on dans un communiqué publié par la présidence de la République française.

L'Iran va aussi va demander à ses hôtes un soutien à son projet de cessez-le-feu en Syrie, a annoncé le vice-ministre iranien des Affaires étrangères.

"*La proposition soumise par l'Iran à la réunion des membres du Mouvement des Non-Alignés pour résoudre la question syrienne est de préconiser un cessez-le-feu et la mise en application de discussions de réconciliation nationale*", a déclaré Hossein Amir Abdullahian, cité par l'agence officielle de presse Irna.

Cette idée de cessez-le-feu, qui durerait trois mois, a été présentée aux ministres des Affaires étrangères présents à Téhéran pour préparer le sommet de jeudi et vendredi, a-t-il précisé.

Mais le Mouvement des non-alignés ne présente pas de front uni sur la question syrienne, comme l'a montré le vote début août à l'Assemblée générale des Nations unies d'un texte condamnant le recours à la violence par le gouvernement syrien.

Quelque 70 des 120 pays non-alignés ont voté en faveur du texte, huit seulement ont voté comme la Syrie, l'Iran, la Chine et la Russie. (Reuters 29.08)

Normal, ils sont inféodés à l'ONU dirigée par l'impérialisme américain.

SOCIAL

1- France

"*La direction de Carrefour vient d'annoncer aux élus des neuf comités d'entreprises concernés que 500 à 600 postes administratifs vont être supprimés, sur les 7.000 que compte le groupe*", a déclaré à l'AFP Bruno Moutry, délégué syndical CFDT du groupe.

"*La réduction des effectifs se fera uniquement par un plan de départs volontaires*", a dit le syndicaliste selon lequel les comités d'entreprise des sites touchés seront "*plus informés dans les semaines qui viennent*".

Le PDG du numéro deux mondial de la distribution, en difficulté en France, avait donné quelques pistes lors de sa première prise de parole devant les actionnaires en juin, évoquant une réduction des frais généraux et des coûts liés aux structures centrales, et des arbitrages à l'international.

Le groupe de distribution qui compte 412.000 collaborateurs dans le monde, dont 115.000 en France, a vu son bénéfice net chuter de 14,3% en 2011. (AFP 29.08)

Au même moment, la vengeance est un plat qui se consomme chaud de préférence.

Carrefour devra verser 316.500 euros d'amende pour avoir payé en-dessous du Smic 211 salariés de l'hypermarché de Quimper selon un jugement de la cour d'appel de Rennes, a-t-on appris mercredi auprès du greffe.

Carrefour devra également s'acquitter de dommages et intérêts à l'égard des 23 salariés qui se sont portés partie civile et de la CFDT.

Le syndicat faisait valoir que le temps de pause ne devait pas être inclus dans le calcul de la rémunération mensuelle. En otant le forfait pause, les salariés étaient rémunérés en-dessous du salaire minimum.

Une vingtaine de salariés de l'hypermarché attendent par ailleurs la décision du tribunal des Prud'hommes après le jugement prononcé mardi.

Ils exigent le versement de cinq années d'arriérés de salaire.

La Cour de cassation avait confirmé en mars la condamnation de Carrefour pour non-respect du Smic dans un établissement

de l'Allier. (AFP 29.08)

2- Grèce

Le gouvernement grec a recensé des mesures d'austérité représentant un montant global de 11,7 milliards d'euros, qui vont être soumises à l'approbation des dirigeants de la coalition gouvernementale, a annoncé mardi le ministre des Finances.

La majeure partie des 11,7 milliards d'euros de coupes identifiées dans les dépenses budgétaires devrait relever du ministère du Travail car elle concernera les retraites et la santé.

Des représentants du ministère des Finances avaient déclaré la semaine dernière qu'Athènes devrait trouver deux milliards d'euros supplémentaires d'économies sur les deux prochaines années pour compenser l'impact de certaines autres mesures sur les recettes fiscales. (Reuters 29.08)

3- Afrique du Sud

Des négociations cruciales se sont ouvertes mercredi pour tenter de résoudre le plus violent conflit social depuis des années en Afrique du Sud qui a fait 44 morts à la mine de Marikana.

Alors que la grève dure depuis presque trois semaines, une cinquantaine de personnes participent à la réunion à huis-clos.

"*La réunion est tendue, mais chacun reconnaît qu'il est nécessaire de trouver une solution. Cela pourrait prendre du temps*", a indiqué une source proche du ministère du Travail, qui pilote la négociation.

Une autre source a laissé entendre que les pourparlers dureraient jusqu'à vendredi.

"*Je suis très optimiste car c'est la première fois que toutes les parties se réunissent*", avait déclaré à l'AFP l'un des médiateurs, l'évêque Joseph Seoka avant d'entrer en réunion.

Il avait cependant observé à la radio que "*la violence pourrait ressurgir si rien n'était fait*".

Le groupe britannique Lonmin, troisième producteur mondial de platine, n'a cependant pas l'intention de parler des salaires, élément déclencheur le 10 août de la grève des foreurs à Marikana, ces hommes qui effectuent le travail le plus pénible sous terre pour extraire le métal précieux.

"*On ne peut pas discuter des salaires si les gens font l'objet d'intimidations. Il faut un retour à la normale avant toute discussion*", a déclaré à l'AFP une porte-parole, Sue Vey. "*Aujourd'hui c'est le jour de l'accord de paix*", a-t-elle ajouté, utilisant un terme en usage dans la diplomatie, pour traduire l'extrême gravité des événements.

Tandis que la direction pose la reprise du travail comme préalable à toute négociation salariale, les grévistes refusent de leur côté de plier, ce qui reviendrait à leurs yeux à trahir leurs collègues morts ou arrêtés il y a deux semaines.

"*On a confiance, nos leaders vont convaincre la direction d'en venir à une décision raisonnable. Jusqu'à maintenant, ils n'ont manifesté aucune sympathie à l'égard de nos besoins*", a déclaré à l'AFP un salarié, Benzi Tau. (AFP 29.08)

Haut de page

Le 31 août

CAUSERIE

Causerie rédigée hier soir avant qu'une explosion retentisse à quelques dizaines de mètres de chez moi et que le courant soit coupé pour la nuit. La fois suivante, car il tenteront de remettre le courant à trois reprises en vain, j'observerai une boule de feu à la hauteur du poteau éléctrique situé devant la maison située derrière la mienne, un cable avait cédé.

Un courriel reçu, ce camarade évoque ma causerie d'hier dans laquelle j'indiquais que le nombre de visiteurs du site avait encore augmenté :

- "*Non tu es de plus en plus bon ! et je n'arrive pas à croire que tu es seul ... c'est mon côté esprit critique qui ne trouve que ça à redire. Fraternellement*"

C'est gentil de ta part. Et si nous disposions d'un parti, je peux te garantir qu'on aurait infiniment plus de visites, à nous ensuite de les transformer en militants.

Je suis bien seul à faire ce boulot de dingue quotidiennement devant mon ordinateur, l'avantage, parce que je ne suis pas sclérosé, sectaire ou borné, c'est que j'ai la situation dans la tête, si je me plante, c'est de ma faute parce quelque chose m'a échappé, souvent à cause de la fatigue et non par distraction, je ne mélange pas le boulot et les rares moments de détente que je m'accorde.

Cet après-midi j'ai pensé à un moyen d'augmenter l'audience du site, je ne suis pas sûr que cela marcherait, mais je crois que les moteurs de recherche sur Internet fonctionnent ainsi pour mettre en première page les articles qui correspondent à des mots clés, il suffit d'enregistrer les articles que je mets en ligne en leur donnant les mêmes adresses que leurs titres, par exemple si un article s'intitule *Les retraités sont de plus en plus pauvres*, au lieu de lui donner comme adresse www.luttedeclasse.org/dossier2/france_social_300812.pdf j'écris www.luttedeclasse.org/dossiers2/Les_retraités_sont_de_plus_en_plus_pauvres.pdf, il y a une chance que les internautes qui taperont "retraités" sur Google auront accès à mon article dans les dix premières pages sur Google ou Yahoo, etc.

J'ai remarqué ce truc-là depuis plusieurs années sans en tenir compte, car je ne serais pas en mesure de répondre à des dizaines ou des centaines de courriels adressés par des internautes. Je me contente de faire un certain travail en direction des militants selon une ligne que je me suis fixé et je m'y tiens pour le moment. On ne peut pas tout faire malheureusement. Et puis cela nécessiterait que je change les adresses de milliers d'articles, un boulot énorme, je n'ai franchement pas de temps à y consacrer.

Je peux te garantir que si nous avions un parti, nous aurions un journal papier évidemment, nous aurions également une petite équipe de militants qui travailleraient exclusivement sur notre portail national, et il y a fort à parier qu'il serait fréquenté quotidiennement par des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs, ce serait le portail de lutte de classe le plus complet, le plus populaire dans le bon sens du terme, et le plus accessible pour les militants, les travailleurs lambda et les intellectuels qui veulent approfondir l'étude ou leur réflexion sur des questions théoriques.

L'objectif serait de faire en sorte que ces travailleurs ne sentent plus le besoin d'appuyer sur le bouton de leur téléviseur pour s'informer (le journal de 20h), comme je le fais moi-même depuis des mois et je m'en porte très bien.

Je ne sais pas si je suis de "*plus en plus bon*", parfois j'ai l'impression d'avoir été franchement mauvais, parce que je cavale tout le temps, c'est une vie de dingue, mon entourage ne suit pas, c'est la raison pour laquelle je ne me sens jamais aussi bien pour bosser que lorsque je suis seul avec mon brave compagnon, mon chien Yvan.

J'ai une importante contribution sur le feu, pas celle dont je t'ai parlé l'autre jour dans un courriel (le 14 août), celle-là je la laisse de côté pour le moment, le moment serait mal choisi pour la publier, il s'agit de la proposition que j'avais à faire aux différents partis, tendances, courants, etc., actuellement ils ont commencé à former un front unique sur le TSCG, n'interférons pas avec cette initiative que je soutiens.

Cela va me prendre plus de temps que prévu pour l'achever, ce n'est pas quelque chose d'extraordinaire, disons que je suis parvenu à reconstituer à grands traits le puzzle coïncidant avec l'évolution économique et politique mondiale depuis 40 ans pour ne pas remonter plus loin. La boucle est bouclée, chaque pièce a trouvé sa place, c'est pour moi une source de satisfaction parce que j'en suis l'unique auteur, dans le sens où je n'ai pas été piocher des idées ici ou là pour trouver la solution aux questions que je me suis posé, j'en appelle à aucun principe, je n'emploie aucune formule, je me réfère à aucune citation, je n'ai pas ouvert un seul livre ou article pour chercher mon inspiration, tout m'est venu de ma connaissance des événements, tout repose exclusivement sur des faits et leurs rapports.

Entre nous, c'est dingue le nombre de conneries qu'on peut lire à longueur de temps, d'intellectuels évidemment, sur la dette par exemple, entre ceux qui réclament un moratoire, ceux qui estiment qu'une partie seulement est illégitime, ceux qui cherchent des remèdes magiques du côté de la BCE qu'ils voudraient réformer, on se demande quand on a les faits à l'esprit, comment les choses se sont produites pour en arriver à la situation actuelle, s'ils le font exprès, s'ils les ignorent, les occultent volontairement ou s'ils ne savent pas quoi en faire ou encore s'ils les oublient par négligence, y compris des gens qui se sont spécialisés sur cette question, à moins qu'ils n'osent s'en prendre directement à l'oligarchie financière, qu'ils en aient la trouille, c'est possible aussi, ils veulent ménager la chèvre et le choux, ménager le capitalisme, alors qu'on est en présence d'un système hors-la-loi, purement mafieux, qui sort des règles ou des lois de fonctionnement du capitalisme, dès lors on ne peut plus aborder cette question comme on l'aurait fait autrefois, on doit tenir compte de cette modification apportée au fonctionnement du capitalisme en l'abordant dans un état d'esprit totalement différent, sinon on n'y comprend rien ou on s'y perd.

Et c'est inutile d'appeler Marx ou Lénine au secours, à leur époque les pratiques actuelles des banques centrales n'existaient pas ou pas à ce degré là, on est bien obligé de se débrouiller pour comprendre comment fonctionne l'économie réelle et

l'économie virtuelle et quelle est l'incidence de la seconde sur la première, comment elles sont finalement imbriquées et reliées à des mesures politiques selon un plan bien déterminé écrit de longue date. La lutte des classes y joue un rôle important évidemment, ils s'emploient à l'instrumentaliser à leur profit, ils profitent que la plupart des différents acteurs en présence n'en ont pas conscience ou feignent de l'ignorer. Il aura fallu attendre 2011 ou que la Grèce soit mise en faillite pour qu'on se penche sur leurs magouilles du début des années 70 qui ont conduit à l'endettement colossal des Etats, on croit rêver ! Certains rétorqueront qu'ils le savaient, c'est pire encore, car cela ne transparaît pas dans leurs analyses de la situation actuelle, encore moins sur le plan pratique.

Quand une banque centrale réunit des banquiers (eux-mêmes s'agissant de la Fed !) et leur dit : voilà messieurs, on vous remet quelques milliers de milliards de dollars gratuitement ou presque, faites-en bon usage, ce que vous voulez, vous nous les rendrez quand vous pourrez, etc. on sort du fonctionnement classique du capitalisme, on introduit un puissant parasite dans le système économique qui va en perturber le fonctionnement dans un sens déterminé, dans un ou des buts bien précis à moyen et long terme, sans pour autant que les fondements du capitalisme ne changent d'un iota, c'est cela le plus difficile à comprendre.

On se retrouve en présence de sommes gigantesques qui inondent les marchés, l'économie mondiale toute entière, alors que les Etats, les entreprises, les particuliers croulent sous les dettes, c'est à y perdre la tête, et c'est ce qui se passe en réalité, personne ou presque y comprend quelque chose. Du coup, chacun y va de sa théorie, on finit par baigner en plein fantasme. C'est un des moyens recherchés aussi pour parvenir à leur fin, ce qu'ils appellent les réseaux sociaux se chargent de finir la sale besogne sur le plan individuel qu'ils flattent. Ce sont eux qui les ont créés et tout le monde marche dans le panneau, saute à deux pieds joints dedans serait plus juste, dans la plus parfaite inconscience qui soit, c'est hallucinant. Ils claquent des doigts et ça marche, quand on y réfléchit un peu c'est assez effrayant. Il y en a même qui ont été jusqu'à les élever au rang d'outil révolutionnaire pour changer la société, ils sont complètement paumés sans se l'avouer bien entendu.

En réalité, notre ennemi avance sur tous les fronts à la fois, économique, social, politique et idéologique, et on ne peut le comprendre qu'en analysant le développement de la situation à l'échelle mondiale sur tous ces plans à la fois, tout en tenant compte de ce formidable virus qu'il a introduit dans l'économie et qui se répercute sur tous les autres plans. Ce n'est pas ce virus qui va tuer le capitalisme, mais la lutte de classe qu'ils ne peuvent pas faire disparaître.

Je vais peut-être aborder ce sujet à la manière qu'on le présenterait lors d'une réunion ou un meeting, sans entrer dans les détails, c'est plus souple qu'un long discours au carré qui a le don de m'endormir, donc j'imagine que je ne suis pas le seul dans ce cas-là. Je n'ai déjà pas la patience de lire entièrement la plupart des articles ou tracts qu'on m'envoie, ce ne sera pas pour les imiter.

Et puis je ne vais pas jouer à l'intellectuel puisque je n'en suis pas un, on se contentera du discours d'un ouvrier à des ouvriers, sur le ton d'une discussion à bâtons rompus, les faits étant aussi importants que la tendance qui s'en dégage, suffiront aux lecteurs à comprendre de quoi il s'agit, sans avoir besoin de les traduire sous une forme théorique, l'essentiel ici n'étant pas de convaincre mais de comprendre comment les choses se sont passées, ensuite chacun essaiera de les insérer dans sa propre interprétation du monde et modifiera celle-ci s'il estime que c'est nécessaire.

Nous vivons dans une société en bout de course, en perdition, l'humanité a franchi le stade permettant de résoudre l'essentiel des énigmes qui se sont présentés à elle depuis la nuit des temps, de répondre aux besoins de l'ensemble de la population, elle est en mesure de se dépasser ou de disparaître. On a repoussé les frontières de l'impossible pour finalement butter sur une question qu'on n'ose même plus se poser, à savoir s'il est possible de changer la société et le monde, réaliser le socialisme et le communiste, on s'interdit même de l'évoquer dans les programmes des partis, de l'écrire dans un journal, ce qui constitue une terrible régression par rapport à seconde moitié du XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle. Ils s'autocensurent pour ne pas passer pour des utopistes ou des farfelus, c'est très grave.

Au lieu d'affronter la critique et de défendre leurs idées, le socialisme, ils abdiquent en rase campagne. Je pense à quelque chose, mais il ne faut surtout pas que cela se voit ou se sache. Partant de là, comment peuvent-ils prétendre avoir une conception correcte de la lutte de classe, puisqu'ils ont mis de côté ou abandonné ce qui devrait guider leur action ? En réalité, ils l'empruntent à des gens qui ne partagent pas notre objectif, affirmer que ce serait le meilleur moyen de ne jamais s'en rapprocher et l'atteindre est dès lors un euphémisme, un fait établi qu'on a sous les yeux quotidiennement. Comment peut-on calquer notre comportement sur des gens qui ne partagent pas nos convictions tout en prétendant n'en avoir pas changé, c'est un tour de passe-passe qui relève de la manipulation ou de l'escroquerie politique. Un exemple.

Dans le n°215 d'*Informations ouvrières* à la page 11, il y une page consacrée à l'histoire du mouvement ouvrier. Dans un article signé Jean-Marc Schiappa consacré à la Première Internationale, son objectif : convaincre le lecteur que la ligne de son courant politique est conforme au marxisme ou que l'Entente internationale des travailleurs et des peuples est conforme à l'esprit de la Première Internationale.

Le POI étant gangrené par tous les courants du mouvement ouvrier en décomposition qu'il a intégrés en prétendant les ranimer de leurs cendres, la social-démocratie étant devenue réformiste bourgeois, le stalinisme ayant épousé également les traits des "*économistes*", l'anarchisme s'étant fourvoyé dans l'anarcho-syndicalisme et la libre pensée, le trotskysme étant réduit à la défense de l'Etat capitaliste contre l'épouvantail de l'UE et empêtré dans la franc-maçonnerie, avec un tel bagage accompagné,

pas facile de convaincre qui que ce soit sans devoir recourir à quelques manipulations.

L'auteur nous présente succintement la Première internationale comme s'il s'agissait d'une "*coalition hétéroclite*", alors que Marx ou Engels écrira qu'en réalité elle avait adopté le programme de la Ligue des communistes constituée par Marx et Engels quelques années auparavant. Si je ne me trompe pas cela figure dans leur correspondance ou celle avec d'autres sociaux-démocrates, à moins que ce soit dans le recueil de texte *Parti de classe*. Pourquoi évacuer cette précision ?

Plus loin, il réhabilite Bakounine que Marx et Engels avaient viré. Pourquoi occulter cette précision ? Il va jusqu'à évoquer l'opposition théorique entre marxisme et anarchisme comme si cela avait été à l'origine de l'éclatement de la Première Internationale, d'ailleurs, elle n'a pas éclaté ou disparu suite à cet antagonisme, c'est Marx et Engels qui ont décidé qu'elle avait fait son temps, ce qui n'est pas du tout la même chose. Marx et Engels n'ont pas viré Bakounine et sa clique parce qu'ils étaient en désaccord sur la question de l'Etat et du parti, mais parce que Bakounine avait employé des moyens malhonnêtes pour tenter de mettre la main sur l'Internationale, ce qui n'est pas là non plus du tout la même chose. Les écrits de Marx et Engels sur cette question précise figurent en ligne dans le site, vous pouvez le vérifier vous-même.

Pour finir, il rappelle que sur proposition de Lénine, il fut inscrit sur un obélisque à Moscou les noms d'une "*vingtaine de révolutionnaires à honorer*" écrit-il, dont le premier sur la liste était celui de Bakounine. Dans son *Lénine* (ed. Balland) J-J. Marie précisera à la page 260 que cette démonstration avait davantage un aspect "*symbolique*" dans l'esprit de Lénine. Il y avait 19 noms exactement, je l'ai vérifié ce matin dans ce livre bien que n'y figure que 16 noms (Marx, Engels, Bakounine, Lassalle, Bebel, Campanella, Thomas More, Fourier, Jaurès, Lavrov, Liebknecht, le curé Meslier, Mikhailovski et Winstanley, le niveleur anglais de 1649, etc.- *Lénine* de J-J Marie, page 261), et si celui de Bakounine figurait en premier, c'était uniquement ou semble-t-il parce qu'il était le premier par ordre alphabétique et non pas parce que Lénine aurait fait preuve d'une mansuétude particulière envers Bakounine, à moins encore que la situation dramatique de la Russie et les dangers qu'encourait la révolution à ce moment-là l'ait conduit à flatter l'orgueil des anarchistes, en fait cet argument est minable puisqu'il serait étonnant que Lénine ait décidé dans quel ordre ces noms devaient être gravés sur cet obélisque, après avoir pris soin de rayer le sien.

Il termine en écrivant que Lénine aurait accordé à un vieux militant bakouninien des subsides pour collecter les archives de Bakounine, en voilà une affaire ! Pourquoi Lénine aurait-il dû le refuser à un militant qui servait la révolution, pour se le mettre à dos ? Les dirigeants du courant auquel appartient Schiappa vont jusqu'à se refuser de citer un ouvrage d'un ex-dirigeant de leur parti qu'ils ont viré ou conduit à démissionner, on imagine alors qu'à la place de Lénine ce vieux militant anrachiste aurait été se faire voir.Tout cela pour que Schiappa s'approprie la tolérance et la modestie qui animait Lénine, citant Gérard Bloch, on « *ne confond pas marxisme et manichéisme* » (manichéisme : absence de nuance ou penser en terme de bien ou de mal), alors que son courant politique à la réputation légendaire de piétiner ces valeurs, peut-être moins depuis qu'ils confondent marxisme et éclectisme dans lequel le manichéisme passera davantage inapercu.

Une fois déformé l'esprit qui animait la Première Internationale et avoir prêté à Lénine des intentions qui n'étaient pas les siennes, il peut tranquillement proclamer que "*c'était bien là, en effet, l'esprit de l'Association internationale des travailleurs*", traduisez celle de Schiappa et de l'Entente Internationale et la boucle est bouclée, et si vous ne vous en êtes jamais aperçu que vous étiez en présence des clones de Marx et Engels, vous avez loupé quelque chose, c'est sans doute parce que vous possédez un état d'esprit manichéen, ne leur demandez pas de changer quelque chose, c'est à vous que cet "*honneur*" revient. On ne se refait pas.

Charles Pasqua, Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Mohamed V, DST, la Main Rouge dans le SAC du petit jaune.

Une nouvelle génération de la famille Ricard va prendre les commandes du groupe de vins et spiritueux Pernod Ricard avec la désignation comme futur PDG à l'horizon 2015 d'Alexandre Ricard, neveu de Patrick, l'emblématique patron décédé brutalement le 17 août. (AFP)

- La face cachée de Pernod-Ricard (10 pages) - 29 juin 1999. (Réseau Voltaire)

UMP favorable à un référendum sur le TSCG. Non, ce n'est pas un canular.

Au Figaro Magazine qui lui demande s'il faut un référendum populaire sur la question, le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé répond simplement: "*Pourquoi pas?*". Il ajoute que "*cette ratification s'inscrit dans la droite ligne de ce qu'a fait Nicolas Sarkozy*", dont il revendique l'héritage en pleine campagne pour la présidence l'UMP. (lexpress.fr 30.08)

No comment !

Parole d'internaute

- "*La messe est dite : adieu la "révolution fiscale" promise par Hollande ! La tranche à 75% sera vidée de sa substance, les riches choyés (pour ne pas qu'ils fuient leur pays, auquel ils préfèrent leur argent, même s'ils en ont à ne plus savoir qu'en*

faire...). Pour parachever le tout, il ne manquait plus qu'un Haut Conseil chargé de fliquer le budget pour l'asservir encore mieux à la Commission Européenne, c'est-à-dire aux marchés, dont ce gouvernement veut être l'élève le plus docile. Le changement!"

Le changement dans la continuité, c'est maintenant où faites tomber les masques. (suite)

Les dernières prises de position ou déclarations de différents ministres sur la Syrie, le nucléaire, la fiscalité, le coût du travail, les relations avec le patronat et les syndicats : réactionnaires. Tour d'horizon.

Syrie.

Avant la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres du Conseil de sécurité, qui doit aborder les moyens de résoudre la crise humanitaire en Syrie, la France et la Grande-Bretagne ont prévenu jeudi le président syrien Bachar al Assad qu'une opération militaire destinée à mettre en place une zone de sécurité pour les civils était envisagée, malgré la paralysie du Conseil de sécurité des Nations unies.

Mais l'absence des ministres chinois et russe des Affaires étrangères à cette réunion vient rappeler l'impasse dans laquelle se trouve le Conseil de sécurité sur le dossier syrien.

Moins de la moitié des pays membres du Conseil ont envoyé leurs ministres assister à la réunion. Parmi les cinq membres permanents, seuls la France et le Royaume-Uni ont envoyé leur ministre. (Reuters 30.08)

Les partis ouvriers ont-ils programmé une manifestation en soutien à la Syrie, Etat indépendant et souverain ?

Nucléaire.

La France a durablement besoin du nucléaire pour satisfaire ses besoins énergétiques, maintenir la compétitivité de ses entreprises et soutenir ses exportations, a dit jeudi la ministre de l'Ecologie et de l'Energie, Delphine Batho, interrogée lors de l'université d'été du Medef

Maintenir la filière est important "*pour des raisons de sécurité d'approvisionnement en électricité, pour des raisons évidemment aussi de coûts et de compétitivité de l'accès à l'énergie*" et pour la politique industrielle à l'export, a-t-elle ajouté. (Reuters 30.08)

Maastricht quand tu me tiens.

Le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, a défendu jeudi devant des chefs d'entreprise la stratégie de redressement des comptes publics du gouvernement.

Quant aux futures hausses d'impôts, remettre les comptes en ordre "*va demander aux uns et aux autres des choses qu'ils n'apprécieront peut-être pas*". Mais ce redressement profitera aux entreprises, à travers leur taux d'emprunt, a-t-il ajouté.

"*L'année prochaine, l'Etat fera 10 milliards d'euros d'économie sur sa dépense, ça n'a pas été souvent fait*", a souligné Jérôme Cahuzac, et les mesures déjà annoncées sur la sécurité sociale doivent générer 2,5 milliards d'euros d'économies. (Reuters 30.08)

Fiscalité.

La politique fiscale du gouvernement ne fera pas fuir les cadres supérieurs et ne sera pas défavorable aux entreprises, déclare Pierre Moscovici, le ministre de l'économie et des finances, dans un entretien au journal *Les Echos*. Il ne veut pas d'une fiscalité défavorable aux entreprises même si celles-ci doivent contribuer à l'effort de redressement des comptes publics.

Pierre Moscovici réaffirme, à la suite du chef du gouvernement, que le gouvernement ne diffèrera pas son objectif de retour des déficits publics à 3 % du produit intérieur brut en 2013.

"*Un desserrement des engagements pris auprès de l'Union européenne serait perçu comme un manquement à la discipline commune, coûteux en termes de taux d'intérêt. Pour le gouvernement, le sérieux budgétaire n'est pas une fin en soi, c'est une nécessité pour dégager des marges de manœuvre*", dit-il.

Evoquant le traité budgétaire européen, le ministre déclare qu'il sera soumis au vote du parlement accompagné d'un projet de loi organique sur le pilotage des finances publiques qui prévoit la création d'un Haut conseil des finances publiques, adossé à la Cour des comptes, "*pour crédibiliser le dispositif auprès de nos partenaires.*" Selon le site Mediapart [abonnement] qui cite

une première mouture de ce projet de loi organique, il reviendrait à ce haut conseil "*d'agréer les prévisions économiques*" sur lesquelles se fondent les lois de finances et des lois de programmation pluriannuelles. Il émettrait en outre des "*avis*" sur la trajectoire de réduction des déficits, avec la possibilité d'"*alerter publiquement le gouvernement et le Parlement sur l'éventuelle nécessité de déclencher un mécanisme de correction*" en cas de dérapage. (lemonde.fr 29.08)

Moscovici adopte le langage des patrons.

"*Pour ce gouvernement et pour moi en particulier le mot compétitivité n'est pas un gros mot*", a déclaré M. Moscovici, dépêché comme une dizaine de ses collègues du gouvernement à l'Université d'été du Medef pour rassurer les patrons sur les intentions du gouvernement.

"*Je veillerai à ce que dans le projet de loi de finances pour 2013 (qui doit être présenté fin septembre) il y ait des mesures qui vont dans le sens de l'investissement, de l'innovation et de la recherche*"

"*Le coût du travail n'est pas une question qui résume toutes les autres mais ce n'est pas non plus une question taboue*", a-t-il ajouté.

"*Le financement de la protection sociale ne peut et ne doit pas reposer uniquement sur le facteur travail*", a poursuivi M. Moscovici, applaudi par les patrons, rappelant que le gouvernement voulait réformer ce financement d'ici le début de l'année prochaine. (AFP 30.08)

Sapin, l'obligé du Medef.

Le ministre du Travail Michel Sapin a minimisé jeudi la mise en garde de la CGT au gouvernement et invité syndicats et patronat à un "*dialogue social à la française*" pour lutter contre le chômage.

"*Messieurs les entrepreneurs, prenez le risque du dialogue social et donc du compromis*", a lancé M. Sapin lors d'une table ronde à l'université d'été du Medef de Jouy-en-Josas (Yvelines).

Le ministre a plaidé pour "*un dialogue social à la française*", une "*méthode à inventer*", qui tiendrait compte des "*caractéristiques*" propres à la France, sans se référer sans cesse aux prouesses allemandes.

M. Sapin, également ministre du Dialogue social, a jugé "*naturelle*" sa participation à la réunion du Medef. "*Si je ne dialogue pas avec les représentants des entreprises et des employeurs, alors il manque la moitié du dialogue*". (AFP 30.08)

Le gouvernement n'aurait-il pas déjà "***choisi***" de soutenir le patronat ?

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a estimé jeudi que le gouvernement devait "*annoncer clairement*" où "*il se situe*", "*choisir*" entre "*les satisfactions du patronat*" et "*les attentes des salariés*".

"*Il va falloir que le gouvernement annonce clairement les choses, où il se situe (...); il faut choisir à un moment donné: est-ce qu'il s'oriente vers les satisfactions du patronat, qui en demande toujours plus, ou, effectivement, il s'oriente sur les attentes des salariés ?*", a dit sur Europe 1 M. Mailly.

Sinon, a-t-il prévenu, "*tout est possible. Si les conflits doivent monter ils monteront. On aura assez prévenu, on aura dit les choses. Maintenant chacun ses responsabilités*".

Lors d'une visite aux journées d'été du Medef mercredi, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a, selon lui, "*fait des ouvertures*", distribué des "*bonbons*" et "*le patronat maintenant veut tout le paquet*".

Le leader de FO a ajouté être "*d'accord avec ce que dit Bernard Thibault*", le leader de la CGT, qui a appelé la veille l'exécutif à "*trancher*" entre demandes du Medef et des salariés, alors que le gouvernement doit lancer, dans quinze jours, une grande négociation sur "*la sécurisation de l'emploi*". (AFP 30.08)

N'a-t-il pas déjà "*tranché*" en soutenant la direction de PSA, en n'empêchant aucune fermeture d'usines ou suppressions d'emplois ? N'a-t-il pas déjà "*tranché*" en n'accordant qu'une revalorisation misérable du smic pour ne pas handicaper la compétitivité des entreprises ? Etc. etc. etc.

ACTUALITE EN TITRES

Le gouvernement ne fait pas que des malheureux.

- ISF : Parisot se dit "*contente*" des déclarations de Moscovici - Le Nouvel Observateur

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1-France

La direction du groupe Lohr, fabricant de systèmes de transport, a annoncé aux syndicats son intention de supprimer de 150 à 200 emplois, a-t-on appris jeudi de source syndicale.

"*Cela nous a été dit en comité d'entreprise mercredi, la procédure va être lancée dans quelques jours, un comité d'entreprise extraordinaire doit être convoqué*", a dit à l'AFP Yves Mattern, délégué CFDT au sein du groupe installé près de Strasbourg.

La direction a évoqué "*la suppression de 150 à 200 emplois*" sur les plus de 600 que compte Lohr Industrie, principale composante du groupe, a-t-il ajouté.

L'entreprise a déjà été amputée de 200 emplois dans le cadre de la cession de sa division de tramways sur pneus Translohr à Alstom en juin, qui avait permis d'éviter son placement en redressement judiciaire. Et quelque 250 emplois avaient été supprimés en 2009 et 2010. (AFP 30.08)

2- Afrique du Sud

Les négociations se poursuivaient jeudi pour tenter de trouver une issue au sanglant conflit social de la mine sud-africaine de Marikana (nord), tandis que les grévistes arrêtés après la fusillade policière du 16 août ont été inculpés pour meurtre.

Nouveauté de la journée, le noyau dur des 3.000 foreurs qui se sont mis en grève le 10 août pour réclamer un triplement de leurs salaires a accepté de se faire représenter par les syndicats.

Seuls 6,6% des 28.000 employés de la mine se sont rendus au travail jeudi, selon l'entreprise.

A quelques dizaines de kilomètres de là, un tribunal de la banlieue de Pretoria a formellement inculpé du meurtre de leurs 34 camarades abattus par la police les 270 mineurs arrêtés le jour de la fusillade du 16 août, en vertu d'une bizarrerie du code pénal sud-africain.

"*La cour a inculpé aujourd'hui (jeudi) tous les mineurs de meurtre, conformément à la loi*", a indiqué le porte-parole du parquet, Frank Lesenyego.

Cette clause légale prévoit que soient inculpées de meurtre toutes les personnes arrêtées sur le site d'une fusillade impliquant la police, que les victimes soient policiers ou non.

Le juge Esau Bodigelo qui les a entendus jeudi a fixé la prochaine audience au jeudi 6 septembre, le temps de vérifier leurs adresses --une gageure car la plupart d'entre eux vivent dans des bidonvilles-- et a ordonné leur maintien en détention.

"*Je comprendrais si le cas avait à voir avec le meurtre de deux policiers (tués dans les jours précédents, ndlr), mais les inculper pour la fusillade de la police sur leurs camarades est étrange*", a réagi Vincent Nmehille, juriste à l'Université de Witwatersrand, s'étonnant de la façon dont le juge Bodigelo a interprété la loi.

Le jeune tribun populiste Julius Malema, expulsé en avril de l'ANC, le parti au pouvoir, a assisté à l'audience de jeudi.

"*C'est de la folie*", a dit l'ancien président de la Ligue de jeunesse de l'ANC à des journalistes en entendant prononcer l'inculpation.

"*Les policiers qui ont tué ces mineurs ne sont pas en prison, pas un seul d'entre eux*", a-t-il lancé.

Malema avait fait parler de lui le 23 août en attaquant le gouvernement et appelant les grévistes à la révolution, lors d'une cérémonie en hommage aux victimes de Marikana.

Plus tôt jeudi, il a encore menacé: "*nous allons mener une révolution minière dans ce pays. Nous allons rendre ces mines ingouvernables jusqu'à ce que les boers (les Blancs, qui ont gardé l'essentiel du pouvoir économique, ndlr) viennent à la table*" des négociations pour augmenter les salaires, a-t-il dit aux ex-employés d'une mine fermée aux environs de Johannesburg.

Le photojournaliste Greg Marinovich, qui a passé quinze jours à Marikana, a parallèlement affirmé jeudi sur le site d'information Daily Maverick que la plupart des grévistes tués par les forces de l'ordre l'ont été de sang-froid.

Après la fusillade en direct à la télévision, qui aurait fait une dizaine de victimes, "*des policiers très armés ont pourchassé et tué les mineurs de sang-froid*", écrit le photographe sud-africain.

"*Une minorité a été tuée lors de l'événement filmé où la police dit qu'elle a agi en état d'autodéfense. Le reste a été un meurtre à grande échelle*", certains mineurs ayant été abattus à bout portant, affirme-t-il.

Selon le quotidien The Star, qui citait lundi une source anonyme proche de l'enquête, "*les rapports d'autopsie indiquent que la plupart des gens fuyaient la police quand ils ont été tués*". "*Un grand nombre d'entre eux ont été abattus dans le dos et les balles sont sorties par leurs poitrines*", a ajouté la source, notant que quelques-uns ont été touchés de face.

La seule version officielle à ce jour affirme que les policiers ont ouvert le feu pour protéger leur vie lorsque la foule des mineurs, armés de lances, de machettes et de quelques armes à feu, les a chargés. (AFP 30.08)

Les syndicats et les partis ouvriers ont-ils organisé une manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud en soutien aux mineurs pour exiger leur libération immédiate et l'abandon de toute poursuite ? Ont-il demandé à être reçu par l'ambassadeur d'Afrique du Sud pour lui exprimer l'indignation et la colère des travailleurs français ? Je n'en sais rien, je pose des questions.

ECONOMIE

Prix alimentaire

La Banque mondiale s'est inquiétée à son tour jeudi de la flambée des prix alimentaires, qui battent de nouveaux records en raison de la sécheresse aux Etats-Unis.

Plus de trois ans après les émeutes de la faim de 2007-2008, la Banque mondiale (BM) s'inquiète tout particulièrement du niveau "*sans précédent*" atteint dès juillet par les cours mondiaux du maïs et du soja, deux produits de base de l'alimentation dans de nombreux pays en développement.

Entre juin et juillet, les prix du maïs et des graines de soja ont respectivement bondi de 25% et 17% alors que les prix alimentaires dans leur ensemble augmentaient de 10%, selon les données de la BM.

La tendance s'est poursuivie fin août où ces deux céréales ont atteint de nouveaux sommets. En outre, jeudi à la Bourse de Chicago, le contrat de référence sur le boisseau de blé a clôturé à 9,03 dollars, contre environ 6,5 dollars fin 2011. Sur cette même période, le contrat de référence sur le soja a quasiment doublé pour s'établir à 17,6 dollars.

Selon la BM, la hausse a été particulièrement marquée dans certains pays d'Afrique. Au Mozambique, le prix du maïs a flambé de 113% entre juin et juillet, tandis que le sorgho - parfois utilisé comme céréale alternative au maïs - a vu son coût bondir de 220% au Soudan du Sud et de 180% au Soudan.

"*L'Afrique et le Moyen-Orient sont particulièrement vulnérables*", a résumé M. Kim. (AFP 30.08)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf (Acrobat Reader) les causeries et infos en bref d'août (190 pages accessibles par date) ainsi que les articles de presse (44 pages pour 28 articles accessibles à artir d'un index).

On a bien bossé quand même, et je ne crois pas qu'on pourra se reposer les mois qui viennent. On va parodier ces crétins de journalistes aux ordres : après le "*printemps*" arabe, voici le temps venu de l'"*automne*" européen, prélude au crépuscule des Dieux de Wagner, du vieux monde.

C'est marrant, les Indiens ont le coup d'oeil. Les touristes facilement repérables parce qu'ils sont blancs ne cessent d'être harcelés, en dehors de quelques mendiants irréductibles, alors que je suis aussi blanc qu'un touriste qui débarque en Inde, c'est rarement mon cas, et pourtant en passant tout mon temps dans le bureau à actualiser le site, je suis aussi pâle que le premier jour ou presque, je bronze un peu en moto quand je vais faire des courses, le reste du temps je fuis le soleil car je crève de chaud et je ne supporte pas la chaleur.

C'est vrai que je suis tellement habitué à cotoyer les Indiens (et ma famille) qui sont noirs, que lorsque je vois un Blanc je lui trouve un air maladif, je dois être devenu Indien quelque part, en fait je ne m'aperçois même plus qu'on est différent, sans doute parce que chez moi cette différence n'a jamais existé.

C'est peut-être aussi pour cette raison que j'ai fustigé les misérables tiers-mondistes qui défendent aveuglément les sans-papiers. Au fait, aucun de mes deux beaux-frères n'a réussi à avoir un visa pour la France ou un pays de la zone Schengen, et bien cela va sans doute surprendre ces camarades, ils ne sont pas morts, ils travaillent et leurs petites familles se portent aussi bien que possible. Vous savez pourquoi ils ont échoué ? Parce qu'ils n'appartiennent pas à la classe moyenne ou n'ont pas de fric, je parle en euros, en roupies ils arrivent parfaitement à s'en sortir, tout comme moi d'ailleurs. Vous voulez que je rentre en France et que je vous joue la scène du malheureux immigré qui n'a que la chemise qu'il porte sur son dos, alors que je vis confortablement en Inde ? En euros, j'aurais à peine de quoi survivre en me privant sur presque tout, en roupies, disons que sans faire de folie, je peux dépenser sans compter, si j'ai envie de quelque chose je peux me le payer sans me ruiner ou toucher à mon capital. Certains verront là mon côté provocateur, pourquoi pas, contre une forme de crétinisme aigu.

D'après vous, pourquoi je m'évertue à vous dire tout ce je pense et tout ce que je fais ou presque, sinon pour que vous ne pensiez pas que je vous manipule, ce serait si facile, l'être humain étant si faible et si perfectible, si généreux aussi... Mais voilà, j'ai décidé d'être honnête jusqu'au bout, j'ai parfaitement conscience que c'est tellement rare que cela en devient suspect pour ne pas dire impossible, voilà ce qui arrive à force de ne plus penser librement ou autrement que par procuration, que cela plaise ou non,

je m'en tape complètement, de la même manière que je n'ai rien à vous vendre ou que je ne tire aucun profit personnel du travail politique je que je fais, étant donné qu'Internet est un support anonyme, j'estime qu'il est normal que vous sachiez à qui vous avez à faire, pas pour vous mettre en confiance et pouvoir mieux vous tromper par derrière, mais uniquement pour que vous vous déterminiez librement sur les questions que nous abordons dans le site, je vous facilite la tâche et rien de plus, à ma connaissance je ne vous ai jamais demandé de partager mes idées ou mes convictions, qui du reste ne m'appartiennent pas vraiment. Parfois on reproche à des gens de trop parler et de ne pas en dire assez, moi, je vous dis tout, c'est peut-être un défaut, dans ma situation je peux me le permettre, c'est sans conséquence pour vous comme pour moi.

En ce moment presque tous les soirs on essuie un gros orage, il tombe des trombes d'eau puis le calme revient, et le lendemain matin on a un temps radieux qui vous met forcément de bonne humeur, pour un peu on aurait envie de se laisser aller ou de prendre du bon temps, impossible avec tout ce boulot.

En repensant aux statistiques du site, étant donné qu'environ une vingtaine de militants seulement téléchargent les pages d'Informations ouvrières qui présentent un intérêt pour les militants, il faut peut-être en déduire qu'une grande partie des autres militants qui se connectent sur le site sont des militants du POI. Il se peut aussi qu'une partie de ceux qui téléchargent ces pages soient aussi des militants du POI qui souhaitent avoir ces pages dans leurs ordinateurs.

Ce serait facile de savoir qui se connectent précisément sur le site, pour cela il faudrait avoir un peu d'argent et y consacrer du temps, il suffirait d'avoir un serveur dédié qui hébergerait le site, ainsi toutes les connections vers le site atterriraient directement dans ce serveur, il n'y aurait plus qu'à prendre connaissance des adresses électroniques des internautes.

Si nous avions un parti, comme je le disais hier, on pourrait en faire des choses que les autres partis n'ont jamais exploré ou testé. A croire qu'aucun parti n'a vraiment envie de se développer et qu'ils doivent être heureux comme ils sont.

La télé devait tuer le cinéma, l'ordinateur devait tuer le livre, le disque, Internet devait tuer les partis, c'est l'objectif de ce qu'ils appellent les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.), rien de tout cela ne s'est produit ou ne se produira, ils sont complémentaires en réalité. L'ordinateur n'a pas tuer la machine à écrire, le clavier et l'imprimante ont pris la relève, c'est du domaine du progrès technologique, de la même manière qu'ici le camion a remplacé le char à boeufs !

Il y a un truc qu'ils n'ont pas encore sorti, qui existe mais qui n'est pas encore du domaine du grand public, le téléphone portable muni d'une webcam qui permettra de voir son interlocuteur en temps réel, webcam qui servira aussi de caméra et pourra vous transporter dans l'univers de votre correspondant. Le jour où ils vont commercialiser ce truc-là, ils vont en vendre quelques milliards d'exemplaires en un rien de temps et se faire une fortune en dizaines ou centaines de milliards de dollars.

Sont-ils prêts pour le sortir ou doivent-ils encore régler quelques détails ? Si je ne dis pas de bêtises, jusqu'à présent on peut prendre des photos ou filmer de courtes scènes et les mémoriser pour ensuite les envoyer par Internet à un correspondant, là il s'agirait d'effectuer les deux opérations simultanément, en temps réel, du coup il serait impossible ou plus difficile aux médias ou aux services de renseignement de manipuler les images, c'est peut-être pour cette raison qu'ils ne le sortent pas ! Quand on vous pésente des photos ou un film après coup, entre temps on peut imaginer que des gens malintentionnés peuvent les avoir trafiqués, c'est d'ailleurs ce qui se passe sur la Syrie par exemple, alors qu'en appelant un correspondant et en lui montrant simultanément ce qui se passe autour de vous à l'aide de cette webcam, toute manipulation est rendue impossible, c'est comme si vous étiez sur place à ses côtés.

Décidément, la vérité est révolutionnaire, et au diable le manichéisme et ses adeptes déclarés ou non (lire la causerie d'hier ou l'article correspondant au format pdf) !

Hollande. Séance d'hypnotisme.

Après le discours de F. Hollande à la 66e foire de Châlons-en-Champagne (Marne), pour Libération "*tout l'enjeu était de trouver les mots qui calment les inquiétudes du présent et redonnent foi en l'avenir. Ou comment tenter de se poser en pompier autant qu'en architecte, exercice d'autant plus ardu que les marges de manœuvre budgétaires sont jugées inexistantes*."

La fatalité en guise de "*vérité*". Autrement dit , à l'impossible nul n'est tenu.

- «*Mon devoir, c'est de dire la vérité aux Français, a-t- il revendiqué. Nous sommes devant une crise d'une gravité exceptionnelle, une crise longue*.»

- «*Les Français sont impatients -il faut donc préciser le calendrier des réformes- et inquiets, ce qui nécessite qu'on concrétise le changement*», analyse le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll.

Une génération sacrifiée, le chômage de masse des jeunes, l'objet d'un pari.

- «*Mon pari, a-t-il expliqué, c'est que si la confiance revient dans la jeunesse, c'est la confiance dans le pays qui de nouveau sera confortée*.» Un pari donc.

Tenir, tenir bon pendant cinq ans, son unique objectif. Comment ? Pardi, grâce au "*dialogue social*".

- Choisissant de justifier son rythme, jugé trop pépère par de nombreux Français au regard de leurs difficultés quotidiennes, François Hollande a assumé le temps long qui caractérise son début de quinquennat: «*L'action que je conduis s'inscrit dans la durée du mandat qui m'a été confié: non pas sur trois mois, pas davantage sur douze mois mais sur cinq ans.*» Et le Président d'assurer que les décisions seront prises «*dans un calendrier ordonné, en respectant les rythmes du Parlement et le dialogue social*».

Quand le courage et la justice consistent à accorder le même traitement aux riches et aux pauvres, aux voleurs et à ses victimes.

- Appelant chacun à «*prendre sa part du destin de la nation*», le chef de l'Etat a reconnu que le «redressement» visé allait demander de sérieux efforts. Sur l'épineux dossier du financement de la protection sociale, Hollande a donné le sentiment de pencher pour une hausse de la CSG, quand le gouvernement précédent avait opté pour une TVA sociale, abrogée depuis: «*Des choix courageux seront faits en 2013, a-t-il assuré. Ils seront durables, justes et stables*.»

Comment justifier une politique dictée par l'oligarchie financière en le niant, histoire de ne pas être accusé d'en être le complice... tout en l'appliquant.

- Et s'il n'a pas explicitement réaffirmé l'engagement de la France à respecter un déficit de 3% du PIB l'an prochain, Hollande a fait du «*sérieux budgétaire*» la condition «*pour ne pas être dans la main des marchés financiers*». La rigueur, c'est pour bientôt. (source : libération.fr 31.08)

Tu parles, il sait pertinemment qu'un régime mafieux a été mis en place, qui a consisté à distribuer des milliers de milliards de dollars ou euros aux banquiers qui leur permettent désormais de tenir les Etats dans le creux de leurs mains ainsi que le destin de chaque pays, et je suis poli, dans le langage populaire on aurait dit qu'ils les tenaient par les couilles, et quand on sert cela peut faire très mal !

Quand on lit une déclaration d'où qu'elle vienne, il faut avoir cela à l'esprit avant de l'interpréter.

Affairisme. Qui gouverne pour qui ? La réponse : les banquiers. Les affaires sont les affaires.

Aux ministères de l'Economie et des Finances, ils n'existent aucun "*grand professionnel*" ou cadre supérieur capable de comprendre le fonctionnement du secteur financier, mais chez les banquiers, si.

- Bercy a confié un mandat à l'établissement dirigée par le "*banquier de gauche*" Matthieu Pigasse, pour conseiller le gouvernement lors de la création de la future Banque publique d'investissement, promise par le candidat François Hollande.

Dans un communiqué, le ministre de l'Economie a expliqué vendredi soir que l'Etat faisait appel à un conseil technique "*sur toutes les opérations d'envergure nécessitant une expertise juridique, comptable, prudentielle et financière pointue et faisant appel à des valorisations d'actifs.* "

Il a précisé que Bercy avait lancé un appel d'offres et que quatre banques avaient présenté un dossier lors des auditions organisées le 7 août. Sur cette base, la banque Lazare frères a été retenue, précise-t-il.

Le maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë, estime qu'il "*faut faire attention*" aux risques de conflit d'intérêts, même s'il pense que le dirigeant de Lazare, Matthieu Pigasse, est un "*grand professionnel*".

Le banquier Matthieu Pigasse est propriétaire des Inrocks et du journal Le Monde notamment. (Ndlr)

Arnaud Montebourg "*n'a absolument pas été impliqué dans ce choix, puisque c'est le ministère de l'Economie et des Finances qui pilote le financement de la future banque publique*", a répété Pierre Moscovici vendredi sur Europe 1.

Mais Arnaud Montebourg a enfoncé le clou. "*Je pense que c'est une très mauvaise idée*", a-t-il dit à l'issue de son intervention devant l'université du Medef.

"*D'autant que la Banque publique d'investissement, je trouve qu'elle ne peut pas être réalisée par des banquiers, parce que faire une banque qui ressemblerait à d'autres banques, c'est vraiment pas ce que l'on cherche à faire*", a-t-il affirmé.

"*Je n'ai pas été informé de ce choix, je le regrette. Je ne suis pas très pour, pourquoi? Parce que, pour faire une banque, il ne faut surtout pas demander à des banquiers*", a-t-il ajouté.

"*Ce n'est pas moi qui l'ai prise (la décision-NDLR). Par ailleurs, je ne la connaissais pas et je l'ai découverte. Vous comprenez que je ne suis pas très content*", a encore dit Arnaud Montebourg de la décision de Pierre Moscovici.

"*Soyons vigilants et exigeants. L'exigence, elle est pour tout le monde, j'espère que nous veillerons à ne pas commettre ces fautes que commettait monsieur Sarkozy*", mis en garde Bertrand Delanoë sur RTL. Sébastien Huyghe juge "*pour le moins étrange*" que le ministre du Redressement productif, "*ait été tenu à l'écart du processus de mise en place de la Banque publique d'investissement*".

"*Soit il y a un problème de compétences et de coordination entre les divers ministres, soit on ne nous dit pas toute la vérité*", écrit-il dans un communiqué. (Reuters 31.08)

Ils ont tenu à l'écart de ce choix le petit notable de province Montebourg qui ne joue pas dans la cour des grands bourgeois où il y a un maximum de fric à se faire. Montebourg ne le savait-il pas ?

On ne dira pas qu'il a été instrumentalisé par les aristocrates du PS, on dira de préférence qu'il est là où il est parce qu'il a accepté d'être instrumentalisé. Au-delà de l'esprit de clan, il y a la famille monsieur Montebourg, la famille. Publiquement dans le rôle du cocu, c'est certes désagréable, mais pas fatal ! La comédie continue quoi.

ACTUALITE EN TITRES

Succession héréditaire

- Succession au PS: Aubry annoncera "*la semaine prochaine*" son candidat - AFP

Sur les traces de G. Bush.

- En matière d'armes de destruction massive, et si le vrai danger était syrien? - L'Express.fr

- Syrie : Fabius promet une réponse "*immédiate et fulgurante*" en cas d'emploi d'armes chimiques - LePoint.fr

Dictature américaine.

- Pas de poursuites contre la CIA sur la mort de détenus dans ses prisons - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bahreïn

Des dizaines de milliers de personnes scandant des slogans hostiles au gouvernement et brandissant des photos de militants emprisonnés ont pris part vendredi à Bahreïn à la première manifestation autorisée de l'opposition depuis juin.

Aucun affrontement n'a émaillé cette marche de trois kilomètres organisée sur une autoroute à l'ouest de la capitale, Manama. Les manifestants arboraient des drapeaux bahreïnis et des portraits de militants des droits de l'homme et d'un des chefs de file de l'opposition, Nabil Radjab, appelant à sa libération.

Ce petit archipel du Golfe, qui est dirigé par une dynastie sunnite et abrite la Ve Flotte américaine du Golfe, est en crise depuis qu'une révolte menée par la majorité chiite du royaume réclamant plus de démocratie a éclaté il y a un an.

Cette manifestation organisée par plusieurs groupes d'opposition dont le plus important, Al Wefak, est la première depuis que le ministère de l'Intérieur a interdit en juin les marches menées par Al Wefak sous prétexte qu'elles se terminaient par des violences.

Depuis cette interdiction, les affrontements se sont poursuivis dans les villages chiites. Le 22 août, des manifestants ont lancé des bombes artisanales et des pierres sur la police au cours de l'enterrement d'un manifestant adolescent tué par la police la semaine précédente.

Les partis d'opposition réclament que le Parlement élu puisse établir les lois et former les gouvernements. De nombreux chiites se plaignent d'être politiquement et économiquement marginalisés, ce que dément le gouvernement. (Reuters 31.08)

SOCIAL

1- UE

Le taux de chômage dans la zone euro s'est établi à 11,3% de la population active en juillet, et touche désormais 18 millions de personnes, un record qui pourrait être battu dans les mois à venir, selon les analystes.

Comparé à juillet 2011, le nombre de chômeurs s'est accru de 2,05 millions.

Peter Vanden Houte, d'ING souligne en particulier la progression du chômage des jeunes, passé sur la même période de 20,7% à 22,6%.

L'Espagne a un taux de chômage de 25,1%, devant la Grèce (23,1% selon les derniers chiffres disponibles, datant de mai).

Parmi les Etats membres de la zone euro, l'Autriche enregistre le taux de chômage le plus faible, à 4,5%, suivie par les Pays-Bas (5,3%), l'Allemagne et le Luxembourg (5,5% chacun).

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage est resté stable par rapport à juin, à 10,4% de la population active, là encore un niveau record.

Dans la zone euro, "*les statistiques sur les embauches laissent augurer une nouvelle baisse de l'emploi, et le taux de chômage devrait encore augmenter*", prévoit Ben May.

Une situation aggravée par l'accélération de l'inflation, passée de 2,4% en juillet à 2,6% en août. Chômage plus inflation devraient donc contribuer à freiner les dépenses de consommation des ménages dans les prochains mois, alimentant la récession dans laquelle s'enfonce la zone euro. (AFP 31.08)

2- France

2.1- PSA Peugeot Citroën.

PSA Peugeot Citroën a levé l'hypothèque qui pesait sur le site Sevelnord de Valenciennes-Hordain, en lui confiant vendredi la production de son futur utilitaire léger, dans laquelle le constructeur automobile en crise va investir 750 millions d'euros.

La nouvelle, saluée par les élus locaux et par le ministre du Redressement Productif Arnaud Montebourg, a été accueillie avec un soulagement teinté de prudence par les syndicats, un mois après la signature par trois d'entre eux d'un accord dit «*de compétitivité*» présenté comme clé pour l'activité de l'usine.

La décision de poursuivre l'exploitation de l'usine était en bonne voie, depuis que les trois conditions posées par PSA avaient trouvé une réponse positive le mois dernier.

Le 26 juillet les salariés avaient de leur côté accepté de nombreuses concessions pour améliorer la rentabilité de l'usine.

Négocié avant l'annonce par PSA Peugeot Citroën de son projet de supprimer 8.000 postes au sein du groupe et de fermer Aulnay, cet accord avait reçu la signature des syndicats CFE-CGC, FO et SPI-GSEA mais pas de la CGT qui dénonçait un «*chantage*».

Il porte notamment sur une gestion plus flexible du temps de travail et des RTT des salariés, en contrepartie d'un engagement de la direction à ne procéder à aucun licenciement économique pendant sa durée de validité (trois ans, reconductible pour deux ans supplémentaires).

Le président du directoire de PSA, Philippe Varin, a tenu vendredi à «*remercier les partenaires sociaux de Sevelnord pour la qualité du dialogue établi à un moment crucial pour l'avenir du site*».

Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement Productif, s'est lui félicité dans un communiqué de cette décision «*qui permet d'assurer l'avenir du site de Valenciennes-Hordain*» et a salué «*les efforts financiers consentis par les salariés du site*».

Cette annonce «*démontre que le savoir-faire des sites industriels français peut attirer de nouveaux investissements et de nouveaux constructeurs. Elle démontre aussi que le dialogue social est un outil efficace pour renforcer la compétitivité des sites industriels et sécuriser durablement les emplois quand il est mené suffisamment en amont*», a-t-il commenté. (20minutes.fr et AFP 31.08)

Il est fair-play monsieur Varin. Le 16 juillet Mailly déclarait à propos de PSA : "*Il faut qu'on fasse bouger le dossier c'est évident*", dans quel sens, devinez, ou non vous avez la réponse, "*il y a des moyens de pressions qui existent*" sur qui, devinez, ou non vous avez la réponse, notamment pour "*exiger plus d'engagements en matière de revitalisation*", c'est fait, FO a signé cet accord scélérat "*pour renforcer la compétitivité*", accroître l'exploitation des travailleurs de PSA. (causerie du 17)

Et le 30 août, il a osé demander au gouvernement s'il s'orientait "*vers les satisfactions du patronat, qui en demande toujours plus, ou, effectivement, il s'oriente sur les attentes des salariés*"(causerie du 31) pour lesquels il est normal de consentir de nouveaux sacrifices, la famille Peugeot et les actionnaires l'exigeaient, on ne posera pas cette question incongrue à Mailly.

2.2- Normalisation ou généralisation du chômage partiel à tout le secteur automobile en Europe.

PSA Peugeot Citroën va réduire la cadence de son usine de Sochaux en septembre et en octobre pour ajuster la production à la baisse de la demande, a-t-on appris vendredi auprès d'une représentante syndicale du principal site d'assemblage du constructeur automobile.

En tout, neuf jours de chômage, équivalant à près de deux semaines d'activité, sont désormais programmés ces deux prochains mois pour les deux lignes de production du site, a précisé à Reuters par email Anne-Laure Turk, représentante de la CFE-CGC.

Les salariés de Sochaux ne sont pas les seuls à se voir signifier des journées de chômage quelques jours seulement après avoir repris le travail. Plusieurs autres usines automobiles françaises ont pris des décisions similaires face à une demande en berne sur les marchés français et européen.

"*Si les stocks de véhicules gonflent parce que vous ne vendez pas assez, à un moment ou un autre vous n'avez pas d'autre choix que d'interrompre la production*", commente Erich Hauser, analyste chez Credit Suisse.

A Rennes (Ille-et-Vilaine), où PSA produit la Peugeot 508 et la Citroën C5, la direction a supprimé l'équipe de nuit et instauré un système de chômage tournant à la rentrée. A Maubeuge et à Douai (Nord), Renault a réduit la cadence sur le Kangoo et s'apprête à le faire aussi sur le Scenic.

A l'échelle européenne, Fiat a annoncé mercredi qu'il cesserait la production de son usine de Pomigliano, où est assemblée la Panda, une semaine en septembre et une autre en octobre.

Opel, filiale de General Motors, fermera quant à elle 20 jours durant d'ici la fin de l'année sa principale usine située à Russelsheim, en Allemagne, où est produite l'Insigna.

"*Nous avons décidé de ne produire que ce que les clients commandent et que ce que le marché peut absorber*", a déclaré à Reuters Yves Pasquier-Desvignes, président de GM France.

Ford suspendra lui aussi la production de sa Fiesta à Cologne, en Allemagne, pendant trois jours en septembre, et ajoutera "*plusieurs jours supplémentaires*" de chômage à l'usine belge de Genk, où la cadence est déjà tombée à quatre jours de travail par semaine.

Face à eux, l'allemand Volkswagen tire son épingle du jeu et a maintenu tout l'été des rythmes de production élevés pour répondre à l'engouement suscité par la Golf et le petit 4X4 Tiguan. Le groupe est même allé jusqu'à annuler pour 5.000 salariés de son usine de Wolsburg la fermeture estivale traditionnelle. (Reuters 31.08)

Les syndicats CFDT et FO en tête ont mis le doigt dans l'engrenage du chômage partiel, la suite était écrite d'avance. Après on nous traitera de gauchiste pour avoir refusé de plier devant les exigences du patronat sous prétexte qu'elles étaient assorties de mesures sociales à la marge.

Nous persistons et signons à refuser tout accord avec le patronat ou le gouvernement qui n'interviendrait pas à la suite de la mobilisation des travailleurs ou pour mettre fin à une grève, à condition que ce soit les travailleurs concernés qui le décident et personne d'autres. Nous rejetons catégoriquement cette conception étrangère à la lutte de classe du prolétariat, qui consiste à négocier avec notre ennemi avant toute mobilisation de la classe. A bas le dialogue social, à bas la collaboration de classes !

La lutte de classe ne peut se concevoir que classe contre classe, sur une base de classe et rien d'autres, toute autre position constitue une trahison.

2.3- Suppression de milliers d'emplois dans l'immobilier.

"*Le nombre de transactions de logements anciens dans les agences devrait baisser de 20% sur l'ensemble de 2012, comme au premier semestre, par rapport à 2011 et entraîner la suppression de 5.000 emplois*", indique à l'AFP Jean-François Buet, secrétaire général de la Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim).

Déjà 350 cessations d'activités d'agences ont eu lieu au cours du premier semestre, soit une augmentation de 15% par rapport aux six premiers mois de 2011, indique la Fnaim.

Il existe environ 35.000 agences en France qui emploient au total 200.000 personnes sans compter les 50.000 agents commerciaux qui ne sont pas des salariés et sont payés principalement à la commission.

"*Les agents commerciaux servent de variable d'ajustement et sont totalement invisibles dans les statistiques de pertes d'emploi*", indique Henry Buzy-Cazaux, président de l'Institut du management des services immobiliers (Imsi). (AFP 31.08)

3- Afrique du Sud

3.1- Le sanglant conflit de la mine sud-africaine de Marikana (nord) tournait à la bataille juridique vendredi après l'étonnante inculpation pour meurtre de près de 300 grévistes, consécutif au massacre de 34 de leurs camarades par la police le 16 août.

Le ministre sud-africain de la Justice Jeff Radebe a demandé des explications après cette décision, qui rappelle les bonnes vieilles méthodes de l'apartheid.

"*Il ne fait aucun doute que la décision du Parquet a induit un sentiment de choc, de panique et de confusion dans la société sud-africaine*", a déclaré M. Radebe dans un communiqué.

Le magistrat Esau Bodigelo n'a pas indiqué sur quel texte il s'est basé jeudi pour inculper de meurtre ces hommes qui faisaient partie des grévistes, armés de lances et de machettes, sur lesquels la police a tiré.

De nombreux juristes estiment que le juge a utilisé une loi anti-émeutes de 1956 du temps de l'apartheeid, qui est toujours en vigueur.

Le texte prévoit que soit inculpée pour meurtre toute personne arrêtée sur le site d'une fusillade impliquant la police, que les victimes soient des policiers ou non.

"*Je comprendrais si le cas avait à voir avec le meurtre de deux policiers (tués dans les jours précédents, ndlr), mais les inculper pour la fusillade de la police sur leurs camarades est étrange*", a édclaré Vincent Nmehille, juriste à l'Université de Witwatersrand.

Aucun policier n'a encore été inquiété, une commission d'enquête spéciale ayant été installée pour faire la lumière sur cette affaire.

Le Parquet a confirmé que l'inculpation pour meurtre était une procédure normale pour les personnes arrêtées lors d'un affrontement mortel avec la police.

Les avocats des 270 inculpés ont appelé le président Jacob Zuma à "*prendre toutes les mesures nécessaires pour faire libérer (leurs) clients d'ici 13H00 (11H00 GMT) dimanche 2 septembre*".

La prochaine audience a été fixée au 6 septembre.

Les négociations entre les syndicats et Lonmin, le groupe qui exploite la mine de platine de Marikana, ont par ailleurs été ajournées jusqu'à lundi.

"*Nous ne pouvons pas dire que nous sommes satisfaits des progrès à ce jour. L'employeur n'a pas fait d'offre sur les salaires. Tout ce qu'ils veulent, c'est que les travailleurs retournent simplement au travail*", a déclaré Zolani Bodlani, l'un des représentants des grévistes, alors que seuls 5,7% des 28.000 employés se sont rendus à la mine vendredi matin.

Le petit syndicat radical AMCU, qui a soutenu la grève sauvage de Marikana, a d'ores et déjà annoncé qu'il claquait la porte.

"*Nous n'avons pas confiance dans les négociations, elles sont juste une distraction pour que Lonmin puisse apparaître comme faisant quelque chose*", a commenté son dirigeant Joseph Mathunjwa. (AFP 31.08)

3.2- Quelque douze mille employés d'une mine d'or sud-africaine se sont mis en grève en raison d'affrontements syndicaux, a annoncé, vendredi 31 août, leur employeur, le groupe Gold Fields.

'*Les employés de la section est de la mine d'or KDC, dans le West Rand [banlieue ouest de Johannesburg], en Afrique du Sud, ont entrepris une grève sauvage mercredi soir au moment de la prise de service de l'équipe de nuit*', a indiqué la compagnie dans un communiqué. '*Sur la base de rapports informels des salariés, la grève semble principalement liée à des désaccords au sein des organisations syndicales, bien que nous ne puissions pas le confirmer*', a précisé le directeur pour l'Afrique du Sud, Peter Turner, cité dans le communiqué.

La compagnie a obtenu une interdiction de la grève en justice, a précisé Gold Fields. Le groupe, coté à Johannesburg et à New York, produit 3,5 millions d'onces d'or par an, selon son site Internet. La société exploite huit mines en Australie, au Ghana, au Pérou et en Afrique du Sud. (lemonde.fr 31.08)

ECONOMIE

Espagne

Le volume des capitaux retirés d'Espagne pour être placés à l'étranger continue sa forte progression, et a atteint près de 220 milliards d'euros au premier semestre, un nouveau record. Ce chiffre, publié vendredi par la Banque d'Espagne, marque un record depuis le début de la série statistique, lancée en 1990, et signifie que les grands investisseurs espagnols et étrangers ont préféré se tourner vers l'étranger pour placer leurs fonds.

Sur le seul premier semestre, la fuite des capitaux des investisseurs est ainsi déjà trois fois plus forte que sur l'ensemble de l'année 2011, où 68,3 milliards d'euros étaient sortis du pays.

Au total, 219,8 milliards d'euros ont été retirés depuis début janvier, alors que le pays avait enregistré, sur la même période en 2011, un solde positif de 22,5 milliards de sa balance financière, qui n'inclut pas les placements de la Banque d'Espagne. Il s'agit notamment de fonds que possèdent les investisseurs étrangers en Espagne sous forme de prêts et dépôts ainsi que de portefeuilles d'actions et de titres de dette du pays. Au mois de juin, la sortie des capitaux vers l'étranger a atteint 56,6 milliards contre au solde positif de 7,9 milliards enregistré il y a un an.

Cette hémorragie a laissé des traces : la Bourse de Madrid a perdu 15% de sa capitalisation depuis le début de l'année et le volume de dette publique détenue par des investisseurs étrangers n'atteignait plus que 36,1% en juin, contre 56,3% il y a un an. (lexpress.fr 31.08)

Ils ont procédé de la même manière pour conduire la Grèce à la banqueroute et lui imposer le diktat de la troïka...

Haut de page

Le 2 septembre

CAUSERIE

Je n'ai pas compris le sens du titre d'un courriel qu'un camarade m'a envoyé hier, "*des crapules*", au-dessus du lien renvoyant vers un article de l'Humanité, s'il pouvait préciser sa pensée j'y verrais plus clair, bien à toi cher camarade et porte-toi bien.

Bon dimanche à tous.

Un article de T. Meyssant (Réseau Voltaire) du 11 novembre 2010 sur *Les circonstances politiques de la mort de Yasser Arafat*, 8 pages : cliquez ici

Du craque aux couacs...

"*Le président est furieux.*" Si l'on en croit ce familier de l'Elysée, François Hollande n'a pas du tout apprécié la sortie d'Arnaud Montebourg. (leparisien.fr 01.09)

Le saviez-vous ?

Selon les données du recensement publiées par le Service national des statistiques de Grèce (ESYE), la population du pays a diminué d'un million d'habitants, soit près de 10% en un an ! Le recensement national effectué en mai 2011 révélait que la population grecque était passée de près de 11 millions d'habitants à 9 903 268. Le Greek Reporter écrit que la raison est la crise économique, qui a contraint nombre de Grecs, en particulier les jeunes, à fuir le pays pour chercher de quoi vivre ailleurs. (Liesi 30.08)

Quand la banque se fait blanchisserie.

1- Jack Blum, qui a passé quatorze ans au Sous-comité anti-trust du Sénat et au Comité des Affaires étrangères du Sénat à mener des enquêtes sur le blanchiment de l'argent de la drogue, a publié une tribune dans Politico le 1er août, dans laquelle il dit qu'après lecture du rapport du Sénat sur le cas de blanchiment d'argent impliquant la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation, la plus grande banque britannique et européenne, il est « *convaincu que HSBC devrait être poursuivie au pénal, ainsi que les membres de son comité directeur et de son conseil d'administration. Le rapport et les auditions qui ont suivi ont montré que la banque avait violé en connaissance de cause de nombreuses lois relevant du pénal* ».

Blum rappelle le cas de la Banque de crédit et commerce internationale, qui avait fait l'objet d'enquête et jugée coupable de crimes à la fin des années 1980, qui avait ensuite « *été fermée et dont la direction avait été poursuivie. HSBC mérite le même traitement*».

Blum ironise sur le fait que le département de la Justice américaine négocie une amende d'un milliard de dollars avec HSBC, tout en l'autorisant à poursuivre ses activités, ce qui revient à payer un « *ticket de parking* », étant donné la taille et les profits de HSBC. « *Le Congrès a mis une clause dans les lois contre le blanchiment d'argent, qui requiert que le gouverne-ment révoque la licence bancaire des firmes qui violent la loi* », écrit Blum. (Source : EIR) (Liesi 26.08)

2- Ce que l'on appelle désormais le scandale du Libor et l'affaire du blanchiment d'argent par HSBC ne sont en réalité qu'une seule et même opération, une entreprise criminelle organisée par le syndicat des méga-banques transatlantiques basé à Londres et par les banques centrales qu'il contrôle, y compris la Réserve fédérale américaine, la Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne.

Une part importante de l'estimation timide de 800 milliards de dollars par an de cash flow d'argent du crime organisé issus du trafic de drogue, a été injectée dans le système bancaire après la paralysie, en 2007-2008, du marché interbancaire centré sur la City (avec son taux Libor), et combinée à l'injection massive d'argent par les banques centrales, en grande partie menée par Timothy Geithner, dirigeant de la Réserve fédérale de New York de 2004 à 2009. Cela inclut des swaps massifs sur les monnaies établis à cette époque, qui ont toujours cours aujourd'hui. Durant son mandat à la Fed de New York, Geithner s'est assis sur les renseignements financiers collectés par les banques membres de la Fed, qui lui étaient communiqués et qui indiquaient des transactions massives en liquide chez nombre d'entre elles, associées au trafic mexicain de cocaïne. (Source : EIR) (Liesi 27.08)

3- Comme l'ancien responsable de la lutte anti-drogue aux Nations Unies Antonio Maria Costa l'a dit à l'EIR dans une interview le 27 avril 2012, « *entre 2008 et 2011, le besoin des banques en liquidités et les surplus du crime organisé ont créé une opportunité extraordinaire pour un mariage de convenance, permettant au crime organisé de pénétrer le secteur bancaire* ».

Cela implique une complicité criminelle, en connaissance de cause, et ce aux plus hauts niveaux. L'ancien membre de la brigade des stupéfiants de la police londonienne Martin Woods, à l'origine de l'alerte sur le blanchiment d'argent par Wachovia lorsqu'il y était employé, avait dit en avril 2011 à The Observer : « *Les plus grands paradis fiscaux du monde ne sont pas les îles Caïman, ni l'île de Man, ni Jersey. Le blanchiment à grande échelle se fait à la City de Londres et à Wall Street* ». (Source : EIR)

Et ce sont les pantins politiques américains, issus de ces milieux (comme T. Geithner), qui donnent des consignes à nos politiciens, via la Fondation franco-américaine (par exemple) ou autres pour nous serrer le carcan des mesures d'austérité pour encaisser les juteux intérêts des dettes.

Et quand un politicien a bien travaillé pour Wall Street ou la City en conduisant son pays au carnage, il est récompensé.

Liesi a eu l'occasion de d'évoquer les rémunérations de Tony Blair. Dernière information :

Selon Le Canard, Morgan Stanley propose à Sarkozy 45 minutes de conférence pour 250 000 €… 92 € la seconde… (Liesi 01.09)

J'ai lu que la fortune de Blair était estimée à 25 millions de dollars. A ce tarif-là, ce n'est plus à un laquais du capital qu'on a à faire, mais bien à un de ses porte-parole, d'un parti ouvrier, pas vraiment !

C'est en ayant ces données en tête qu'il faut analyser les mesures économiques prises par les différents gouvernement, l'UE, etc. Elles valent mieux que de longs discours pour comprendre le fonctionnement du capitalisme de nos jours.

ACTUALITE EN TITRES

Faute professionnelle.

- Marseille : un policier qui dénonçait la corruption révoqué - lepoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Pourquoi je rejoins le groupe Communiste au Conseil Régional Nord-Pas de Calais, par Marie-Claude Marchand
Conseillère Régionale PS

Comme beaucoup d'élus de gauche, verts et socialistes, je suis pour une renégociation du traité européen Merkel-Sarkozy, comme s'y était engagé le candidat François Hollande, reflétant ainsi la volonté des valenciennois qui avaient affirmés en grande majorité leur opposition à cette règlementation européenne en 2005.

Elue du Valenciennois, territoire particulièrement touché par des menaces lourdes de suppressions d'emploi, l'application stricte de ce traité, dans sa rédaction actuelle, amplifierait la concurrence entre tous les salariés d'Europe, comme c'est déjà le cas dans le secteur de l'automobile.

Sur le plan budgétaire national et régional, ce traité serait un carcan financier induisant une politique d'austérité généralisée imposée par Bruxelles.

Les choix budgétaires et économiques engageant la Nation doivent demeurer une décision issue du dialogue démocratique.
Il appartient aux élus de Gauche d'engager ce dialogue.

Aujourd'hui, je ne trouve plus dans le Parti Socialiste cette volonté de permettre à nos concitoyens de débattre et de donner leur avis par référendum sur des sujets aussi cruciaux pour notre démocratie et pour construire notre Europe.

C'est pourquoi, forte de mes convictions et toujours fidèle aux valeurs de gauche, j'ai décidé de rejoindre le groupe Communiste, Parti de Gauche Unitaire au Conseil Régional sous l'étiquette Divers Gauche. (humanite.fr 29.08)

L'idée de "*renégociation*" est au premier degré du domaine de la fabulation, et au-delà de la légitimité qu'elle accorde à l'UE de rédiger un traité qui pourrait être favorable aux travailleurs, du domaine de l'illusion ou de la mystification quand on est incapable de concevoir la rupture avec l'UE et l'euro.

Qu'est-ce qui peut sortir du "*dialogue démocratique* entre des partis inféodés à l'UE : une politique permettant d'avancer vers le socialisme ou une plus grande subordination au capital ?

Pourrait-il y avoir un jour sous la Ve République, dans le cadre ou non de l'UE, des "*choix budgétaires et économiques*" qui pourraient être conformes aux intérêts des travailleurs ? Poser la question, c'est y répondre. Passer du PS au Front de gauche, c'est passer d'une mystification à une autre.

2- Etats-Unis

2.1- M. Romney promet donc beaucoup. Elu, il réduira de 500 milliards de dollars chaque année les dépenses publiques tout en abaissant les impôts de tous et en "*annulant les coupes irresponsables de l'ère Obama dans la défense nationale*". Grâce à quoi l'emploi repartira, et la puissance de l'Amérique, phare du monde, avec lui. Comment ? Le candidat de la "*restauration*" de la grandeur flétrie de l'Amérique est, depuis le début de sa campagne, peu loquace sur le sujet.

A la lecture du programme officiel du Parti républicain, adopté par la convention de Tampa, "*Croire en l'Amérique*", on décèle ce qui en constitue l'ossature. "*Lorsque la lourde main de l'Etat remplace la main invisible du marché, la victime inévitable est la liberté économique*", avait déclaré M. Romney en mars à Chicago. Ce programme se résume à voir l'Etat s'effacer partout où cela est possible derrière cette main miraculeuse.

M. Romney promet "*dès le premier jour*" de signer l'abolition du plan Obama de couverture santé, de réduire massivement et tous azimuts les subventions publiques - aux services sociaux, aux chaînes d'information publiques, au planning familial, à l'aide extérieure, à la protection de l'environnement, on en passe... Il entend aussi abolir la quasi-totalité des régulations de la finance adoptées sous son prédécesseur.

L'homme qui, il y a dix ans, s'était fait élire gouverneur du Massachusetts sur un programme de conservatisme modéré et "*ouvert*" s'affiche aujourd'hui ultralibéral en économie à en faire frémir les mannes de Ronald Reagan, qui n'en était pas à honnir les transports publics comme l'incarnation du "*socialisme*".

Néoconservateur outrancier en politique étrangère, M. Romney est réactionnaire sur le plan sociétal - sur l'immigration, la contraception, l'écologie, le port d'armes, etc. - à un point que même le "*born again christian*" George W. Bush n'avait osé assumer. M. Romney ne fait que refléter l'évolution d'une partie importante de la société américaine qui s'inquiète des évolutions du monde et rêve, effectivement, de "*restauration*". Le reste du monde, lui, ne peut qu'espérer que, le 6 novembre au soir, cette Amérique-là ne se retrouve pas au pouvoir. (lemonde.fr 01.09)

2.2- Selon le classement établit par le site OpenSecrets.org, la campagne de Barack Obama est ainsi financée par les universités et l'industrie technologique avec Microsoft et Google en deuxième et troisième position derrière l'Université de Californie et en quatrième et cinquième place le cabinet d'avocat DLA Piper et l'Université de Harvard.

Pour Mitt Romney la liste de ses sponsors s'apparente elle plutôt à un annuaire de Wall Street: Goldman Sachs, JP Morgan Chase, Morgan Stanley, Bank of America et Credit Suisse Group.

Au total, Obama a récolté la somme faramineuse de 348,4 millions de dollars et Mitt Romney est loin derrière avec 193,4 millions de dollars.

Il y a dans ses sources de financement un changement de taille pour Obama entre 2008 et 2012. Il y a quatre ans, Wall Street soutenait massivement le candidat démocrate et Goldman Sachs, JP Morgan Chase et Citigroup faisaient alors partie des principaux contributeurs à sa campagne. La crise financière est passée par là et la volonté par la Maison Blanche de mieux contrôler les banquiers n'a pas rendu Barack Obama populaire à Wall Street. (slate.fr 01.09)

On se demandera comment il est possible de caractériser les Etats-Unis comme une démocratie alors que les deux principaux candidats à la présidentielle sont les marionnettes désignées de l'oligarchie financière, la couche la plus réactionnaire du capitalisme.

A Mitt Romney le cartel des banquiers de la Fed, à Obama les marchés financiers. Ils poursuivent évidemment le même objectif d'instaurer un Nouvel ordre mondial ; Romney brutalement en recourant à la force et en violant toutes les lois internationales, Obama par la propagande et l'intoxication en utilisant les moyens (armes) technologiques de communication dont les Etats-Unis ont le quasi-monopole, alliant informatique et Internet (Google, Yahoo, Internet Explorer, Firefox, Facebook, etc.).

3- Syrie

Pour le Dr. Guenter Meyer, un expert du Moyen Orient à l'université de Mainz, il est aujourd'hui "*évident*" que les rebelles "*étaient responsables du massacre de Houla*", d'il y a quelques semaines. Assad l'avait décrit comme un exemple de "*marketing de massacre, ce qui signifie que les rebelles tuent délibérément autant de gens que possible afin d'inciter l'opinion publique à l'échelle mondiale à encourager une invasion en Syrie depuis l'étranger et de faire tomber Bachar al-Assad*".

Au début, explique Meyer, le gouvernement avait effectivement tué des protestataires pacifiques, mais la situation a complètement changé depuis lors. Les gouvernements occidentaux, les Etats du Golfe, la Turquie et une bonne partie de l'opposition ne cherchent pas la paix, mais le renversement d'Assad. Pour cela, une intervention militaire étrangère est nécessaire.

Par ailleurs, la guerre de l'information dont est victime l'opinion internationale au sujet de la Syrie a été exposée par Aisling Byrne, la coordinatrice des projets au Conflicts Forum de Bey-routh. Dans l'Asia Times du 12 juillet, elle écrivait que le conflit est intentionnellement présenté comme "*une simple lutte pour les droits de l'homme et la démocratie*" afin de couvrir des motifs géostratégiques.

Non seulement les insurgés reçoivent des armes et un entraî-nement au combat de la part des pays occidentaux, de l'Arabie saoudite et du Qatar, note-t-elle, mais aussi de l'entraînement et de l'équipement en matière de guerre psychologique, qui sert alors de base aux "*nouvelles du front*" fournies par l'Observatoire syrien des droits de l'homme qui siège… à Londres.

A cet égard, il a été désormais confirmé qu'un autre prétendu massacre près de Homs était en réalité une bataille rangée en-tre insurgés armés et des forces du gouvernement, au cours de laquelle une centaine de combattants ont été tués. L'Observatoire syrien affirmait d'abord que l'Armée syrienne avait massacré 250 civils innocents et non armés.

Pour les victimes de cette guerre de l'information en Europe et aux Etats-Unis, qui refusent de croire que tant de compte-rendus dans les médias et en provenance des autorités se résument à de la désinformation, il est utile de se rappeler les "*arguments*" invoqués pour lancer la guerre en Irak et plus récemment en Libye (armes de destruction massive, violations des droits humains, terrorisme international, etc.), et qui se sont avérés des mensonges.

Autre signe funeste : des responsables américains prétendent maintenant que Damas a commencé à sortir une partie de son arsenal d'armes chimiques des entrepôts, en laissant entendre que le régime veut les déployer contre la population.

En outre, la Croix rouge vient de déclarer que le conflit est désormais une "*guerre civile*", ce qui veut dire que le droit humanitaire international s'applique dans tout le pays, et sera invoqué pour justifier des poursuites pour crimes de guerre. (Source : EIR) (Liesi 25.08)

SOCIAL

France

L'allocation adulte handicapé (AAH), perçue par près d'un million de bénéficiaires (915.000 personnes en 2010), est passée samedi à 776,59 euros par mois, une revalorisation de 2,19%.

Cette allocation est accordée aux personnes souffrant d'un "*taux d'incapacité*" supérieur à 80%. Entre 50 et 80%, la personne doit être victime "*d'une restriction substantielle d'accès à l'emploi*" du fait de son handicap. (AFP 01.09)

ECONOMIE

1- France

L'Etat a décidé samedi de voler au secours du Crédit immobilier de France en accordant sa garantie à l'établissement de crédit aux particuliers qui était coupé de ses financements sur le marché, et dont la situation faisait craindre une nouvelle déconfiture bancaire en France après celle de Dexia.

Le montant de cette garantie n'est pas connu. Le CIF est à la tête d'une cinquantaine de succursales. Il dispose de 300 agences, dispose de 2,4 milliards de fonds propres et gère 33 milliards d'euros de crédits. L'établissement est spécialiste des prêts immobiliers aux particuliers et est lié au mouvement HLM.

"*Pour permettre au groupe CIF de respecter l'ensemble de ses engagements, l'Etat a décidé de répondre favorablement à sa demande de lui octroyer une garantie. Cette garantie sera mise en place sous réserve de l'autorisation de la Commission Européenne et du Parlement, qui sera saisi dans le cadre de la plus prochaine loi de finances*", indique le communiqué de Bercy.

Le CIF tentait depuis plusieurs mois de s'adosser à une banque pour sortir de l'étau dans lequel l'avait placé la décision de l'agence de notation Moody's de baisser de trois crans la note du CIF, le coupant de son accès au financement puisque le groupe ne gère pas de dépôts et se finance sur les marchés.

"*Ce modèle très spécifique, fragilisé par la crise, est remis en cause par les nouvelles normes prudentielles Bâle III*", selon Bercy.

L'établissement doit notamment faire face à des échéances de 1,75 milliard d'euros en octobre.

"*Conscients de ces fragilités, les pouvoirs publics ont encouragé les dirigeants du groupe CIF à rechercher un adossement depuis plusieurs années. Les dirigeants du CIF ont mis en place en juin 2012 un processus ouvert, afin de trouver un repreneur*", rappelle Bercy.

Mais "*cette tentative n'a toutefois pas abouti*", indique le ministère. La Banque postale a notamment examiné le dossier.

"*L'Etat a pris acte de la nomination de Bernard Sevez en qualité de nouveau PDG et de Patrick Amat en qualité de directeur général délégué ainsi que du départ de l'ancien dirigeant du CIF (Claude Sadoun, ndlr), en faisant valoir ses droits à la retraite*", ajoute le communiqué.

Bercy souligne que "*l'Etat s'attend à ce que l'ancien dirigeant du CIF renonce à toute indemnité*".

M. Sadoun, par ailleurs vice-président du mouvement HLM, était depuis de longs mois l'objet de nombreuses critiques pour sa gestion de la crise et pour la façon autocrate, muré dans le silence, dont il dirigeait l'établissement.

L'agence Moody's avait mis mardi les pouvoirs publics au pied du mur, en abaissant de trois crans la note de la Caisse centrale du CIF

La note de la structure de refinancement du CIF tombait ainsi de "A1" à "Baa1" pour ce qui est de la dette long terme. Moody's se disait persuadé que l'Etat soutiendrait le CIF. Dans le cas contraire, sa note aurait pu chuter de neuf crans supplémentaires, avait averti l'agence.

Le CIF est la propriété de 56 Sacicap (sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété). Depuis 1991 les Sacicap peuvent détenir des filiales autorisées à intervenir dans le secteur privé. (AFP 01.09)

L'agence Moody's a-t-elle signifié par là à Hollande que la récréation était terminée et qu'il était temps de passer aux choses sérieuses et de s'attaquer aux "*réformes structurelles*" ? On sera fixé dans les jours ou semaines à venir.

2- Irak

Les exportations pétrolières de l'Irak ont connu le mois dernier un pic jamais atteint depuis plus de trois décennies, ont annoncé samedi les autorités irakiennes.

Le pays a exporté en août environ 2,565 millions de barils par jour (mbj), qui lui ont rapporté 8,442 milliards de dollars, a expliqué Falah al-Amiri, patron de l'organisme public de commercialisation du pétrole.

"*Les chiffres des exportations sont les plus élevés que nous ayons enregistrés en plus de 30 ans*", a de son côté souligné Assem Jihad, porte-parole du ministère du Pétrole.

En juillet, Bagdad avait exporté 2,515 mbj. Sa production s'élève à l'heure actuelle à 3,2 mbj.

L'Irak dispose de réserves pétrolières prouvées de 143,1 milliards de barils de pétrole et 3.200 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit parmi les réserves les plus élevées du monde pour ces deux matières. La vaste majorité des revenus du pays provient de l'exportation de cette manne pétrolière. (AFP 01.09)

Commentaire d'un internaute.

- "*C'est bien d'exporter autant de pétrole avec un chiffre reccord mais il serait plus intéressant de savoir à qui profite ce reccord, au peuple Irakien ou aux banques U.S?*"

Haut de page

Le 3 septembre

CAUSERIE

Aux nouveaux venus sur ce site. Je précise qu'il a été initialement réalisé en direction des militants du mouvement ouvrier, et qu'il sera pour cette raison plus difficilement accessible aux travailleurs qui ne sont pas engagés dans un syndicats ou un parti ouvrier ou prétendu tel. Si maintenant vous avez des questions à poser sur le site ou son animateur, je suis à votre disposition pour y répondre. Bonne semaine à tous.

A propos du site.

3600 visites en août une fois déduites mes propres connections (pour vérifier que la page d'accueil s'affiche correctement), pour un mois creux pour cause de vacances d'été c'est pas mal, une augmentation de 20%. 9664 pages vues, 3885 documents téléchargés, là vous vous êtes déchaînés ou vous aviez eu une furieuse envie de lire, bravo !

Ce n'est pas fini, notre record était de 132 connections (en une journée), le 31 août il y en a eu 177 et 191 le 1er septembre, stop, après je ne pourrai pas suivre, et cela malgré la peine que je me donne pour dissuader certains de se connecter au site ! Il se peut qu'on retombe à 100 connections en moyenne par jour, ce n'est pas un problème, je ne me suis fixé aucun objectif.

Ici, on ne triche pas, on ne manoeuvre pas, on n'a pas l'esprit tordu des manichéens qui veulent se faire passer pour des marxismes (voir la causerie du 31 août), on n'a pas de comptes à régler avec sa (mauvaise) conscience, on n'a rien à cacher, rien à vendre, on ne roule pour aucune institution, aucun parti, notre détermination et nos principes sont inébranlables, seul le combat pour l'émancipation de l'humanité du règne de la servitude humaine qui coïncide avec l'existence du capitalisme nous guide. La meilleure, c'est que cela va paraître tellement extraordinaine à certains qu'ils ne vont pas le croire, vous savez le *tous pourris*, cela fait des ravages l'air de rien, on se bat aussi contre cela.

Comme je l'ai déjà répété à plusieurs reprises, ça passe ou ça casse ce n'est pas mon problème, je me suis donné une ligne de conduite et je m'y tiens. J'ai appris que la Libre Pensée, lire le POI ou le Parti radical, au choix selon votre sensibilité, s'était adressée par lettre à Hollande pour lui demander d'avoir l'extrême obligeance de bien vouloir abroger les lois Debré sur l'enseignement, autant lui demander d'abolir le capitalisme pendant qu'ils y sont, ils n'en loupent pas une décidément, l'histoire d'amour continue... C'est leur président après tout...

On se détend un peu, c'est dimanche. Souvent en ouvrant Yahoo j'ai un message de Fesse bouc *faites-vous des amis*, à ce prix-là je préfère rester vierge d'où vous imaginez, sans majuscule pour ne pas m'attirer les foudres des curés de la Libre Pensée. A propos d'église et de procureur, j'ai lu dans un article de Mondialisation.ca que j'ai mis en ligne hier, que Poutine avait sanctionné l'instrumentalisation par les Américains des Pussy Riots plus que ces jeunes femmes qui ne savent pas dans quelle histoire elles sont embringuées et qu'il fera libéré aussi rapidement que possible.

Continuons notre analyse commencée ces derniers jours.

En réalité, URSS ou Russie, rien n'est changé au niveau des rapports avec l'impérialisme américain, idem avec l'ouverture de la Chine au capitalisme, mieux, la Russie et la Chine sont plus puissantes pour affronter les Etats-Unis. Rien à voir donc avec la fable qu'on nous avait racontée. On n'est pas au bout de nos surprises. Les faits traduisent ou correspondent à la réalité pratique selon un processus dialectique ou historique et se joue de la théorie, même en tordant la réalité pour la faire rentrer dans un schéma préétabli. Les antagonismes entre grandes puissances demeurent et ne trouveront une issue que dans la guerre ou la révolution. Pourquoi ? Parce qu'aucun pays ne peut se soustraire à la lutte de classe. Eh oui, c'est le vieux capitalisme qui fait sa loi... et son pendant prolétarien !

Cependant, bien que la régression sociale et la barbarie gagnent du terrain tous les jours à travers le monde, on ne parvient pas à en venir à bout. C'est désolant, c'est à ne rien y comprendre, l'homme serait-il fait pour faire son propre malheur, serait-ce là son destin final ?

Si on croit les fariboles des maîtres du monde sur la fatalité qui nous accable, on va sombrer dans le désespoir ou la violence individuelle et aveugle, on va finir par détester la terre entière et soi-même pour n'oublier personne.

Si maintenant on met bout à bout les différentes mesures qu'ils ont été amenés à prendre au fil des ans et des décennies depuis la fin de la Seconde guerre mondiale sur le plan économique, politique et idéologique, on s'aperçoit que cela correspondait à un plan bien déterminé qui avait pour objet, non pas de dépasser les contradictions inhérentes aux fondements du capitalisme puisque c'est impossible, mais de faire en sorte que la tendance qui en émane leur soit favorable. C'est l'évidence même direz-vous, vous ne nous apprenez rien, c'est un truisme, hep là pas si vite !

S'ils en arrivent, au-delà du pouvoir qu'ils possèdent déjà de faire et défaire les gouvernements, de faire chuter une monnaie, de conduire à la faillite un empire industriel, de mener des guerres où bon leur semble (où presque, voir la Syrie), à recourir à des méthodes mafieuses pour imposer leur Nouvel ordre mondial, c'est parce qu'ils rencontrent un problème qu'ils ne peuvent

pas résoudre autrement et qui demeure du domaine de l'économie réel ou du capitalisme classique, un problème qui a un rapport avec la lutte de classe à laquelle ils tentent de tordre le cou par n'importe quel moyen, l'Union européenne par exemple et sa banque centrale, sa monnaie.

Nous de notre côté, on s'évertue à présenter ou expliquer la situation aux travailleurs que sur le plan du capitalisme classique avec ses contradictions, tandis que notre ennemi se situe sur un autre plan en ayant dégainé l'artillerie lourde pour parvenir à ses fins, on continue de faire comme si de rien n'était et à traiter la lutte de classe sur un pied d'égalité avec les capitalistes ou à la loyale serait plus précis, à la manière du XIX et XXe siècle, alors qu'eux ils font feu de tout bois, délits d'initiés à répétition, fraude fiscale à grande échelle et parfaitement légale (sic!), scandale du Libor et Eurobor, le plus grand hold-up de tous les temps qu'il est impossible de chiffrer actuellement, distribution gratuite de milliers de milliards de dollars aux banquiers (par eux-mêmes !) pour étrangler Etats, entreprises et particuliers, bref, asservir à leur dictature la terre entière, rien de moins...

Ces méthodes n'ont plus rien à voir avec la spoliation de la plus-value issue de la force de travail mise en oeuvre dans le procès de la production, le taux de profit et tous les facteurs économiques qui entrent en jeu dans les rapports entre classe dominante et classe dominée sont battus en brèche, ils continuent d'exister, mais pour les atteindre ils jouent à un autre niveau encore plus inaccessible pour les travailleurs. Lundi matin, à la suite d'un article de l'AFP sur le dernier scandale à la fraude fiscale aux Etats-Unis, un internaute crédule confirme ce que je viens d'affirmer : "*des voyous à la tète de la plus grande puissance mondiale demain peut être?*", il ignore qu'elles y sont depuis un siècle qu'existe la Fed (1913 ou 1888 selon les interprétations) et que le pouvoir de ces gangsters n'a cessé de s'étendre depuis, comme les tentacules d'une pieuvre, nom donné aussi à la mafia.

Si maintenant on prend les capitalistes ou leurs représentants au mot, on est très mal, on ne peut pas s'en sortir, on n'a aucun moyen d'expliquer aux travailleurs ce qui est réellement en train de se passer. Ah la fichue crise, et cette dette qui nous est tombée du ciel, et cette perte de compétitivité dont on ignore l'origine, et toute cette violence derrière laquelle on n'est pas foutu de mettre un nom, etc. !

Si on explique aux travailleurs que la situation est le produit de la crise du capitalisme et qu'on s'en tient à cette unique version, étant subordonnés au capitalisme, ils peuvent en arriver à se dire qu'ils n'ont plus qu'à prendre leur mal en patience ou à subir ce destin qui les frappe brutalement, à se faire une raison à défaut d'y comprendre grand chose, c'est d'ailleurs ce qui se passe quand ils ne se révoltent pas contre leur condition, encore faut-il qu'ils trouvent la voie pour se mobiliser ou se soulever.

Si on ajoute à notre argumentation qu'on est en présence d'un processus mafieux, d'une machination ou un complot, un mot tabou, hors la loi, de véritables gangsters agissant en toute impunité pour les réduire en esclavage ou leur pourrir de plus en plus la vie, là ils risquent de mal le prendre et de se fâcher tout rouge, car les travailleurs sont légalistes, respectueux de la loi plus encore que les capitalistes, ils savent ce qu'il leur en coûte de l'enfreindre, paradoxalement c'est leur faiblesse qui va les pousser à l'action.

Dans le jargon ouvrier, on a l'habitude de dire qu'on est prêt à en entendre des vertes et des pas mûres, mais qu'il ne faut pas nous prendre pour des cons, auquel cas on peut devenir très méchant et tout peut dès lors arriver. On doit dépasser le stade qui consiste à attiser la haine de l'ouvrier envers le capitalisme, pour la diriger (aussi) vers le système mafieux qui préfigure à quoi va ressembler demain le monde. Attention, cela peut le rendre dingue, il ne va pas vous croire au début et c'est normal, c'est tellement gros que cela paraît forcément incroyable.

La suite demain ou plus tard.

L'art de fuir ou contourner la réalité.

"*Je ne veux pas être le Premier ministre d'un tournant de l'austérité parce que la politique que nous aurions engagée au début du quinquennat aurait été un échec*", a souligné M. Ayrault, invité de l'émission "*Tous politiques*" de France-Inter/AFP/Le Monde.

La politique menée "*est très claire depuis le début. C'était l'engagement de François Hollande pendant la campagne électorale. C'est-à-dire qu'il faut à la fois maîtriser les comptes publics, ne pas laisser filer la dette et les déficits (...). Personne ne nous l'impose de l'extérieur. On ne peut pas vivre avec comme premier budget de la nation le remboursement des intérêts de la dette*", a-t-il poursuivi.

"*C'est pour cela que les objectifs de 3% pour le budget 2013 seront tenus. L'équilibre des comptes à la fin du quinquennat sera respecté et, en même temps, les priorités de l'action gouvernementale (éducation, justice, sécurité, santé) seront respectées*", a encore souligné le Premier ministre. (AFP 02.09)

Il a raison de le rappeler aux sourds et aveugles qui depuis le 6 mai n'ont pas cessé d'affirmer qu'ils ne savaient pas sur quel pied danser avec le gouvernement, qu'il aurait été impossible de connaître ses véritables intentions, dans quelle direction allait s'orienter sa politique, etc. Ayrault a raison de claironner que la politique qu'il a menée "*est très claire depuis le début*".

Il a commis un faux cependant, en réalité il ne pouvait pas faire autrement, ce n'est pas son rôle de dévoiler le pot aux roses, quand il a dit à propos de la crise, de l'austérité, "*personne ne nous l'impose de l'extérieur*", hormis, l'oligarchie financière, soit les banquiers, les marchés, la Fed et leurs courroies de transmission l'UE et le FMI notamment. Chut !

Vous aurez noté qu'il a évoqué les "*priorités de l'action gouvernementale (éducation, justice, sécurité, santé) (qui) seront respectées*", ce qui sera respecté en fait, c'est la manière dont le gouvernement conçoit ces priorités et non le droit à l'éducation, à la santé, etc. pour tous, cet engagement est au-dessus de ses forces ou il lui est étranger.

Cette tournure ou présentation présente un aspect pratique, elle permet de berner les crédules ou les ignorants, ceux qui se font encore des illusions dans les intentions de ce gouvernement ou plutôt qui, malgré la réalité, veulent croire encore qu'il pourrait apporter des réponses satisfaisantes à leurs besoins, autant dire qu'ils se leurrent.

A l'opposé, quand il a évoqué les 3% de Maastricht il a été ferme ne laissant place à aucun doute ou aucune autre interprétation. Mais ce message ne s'adressait pas au même auditoire, il était destiné à ses amis banquiers et des marchés.

A bas le contrat de travail à durée indéterminée, vive le travailleur taillable et corvéable à merci !

«*Aujourd'hui, le contrat de travail n'est plus un contrat stable, n'a plus aucun sens, c'est complètement détourné: les CDD, les missions d'intérim, les ruptures conventionnelles utilisées de manière extrêmement libérale. Tout cela fait qu'il y a une insécurité dans l'emploi*», a affirmé le ministre du Travail.

«*Il faut revoir cela pour donner plus de sécurité dans l'emploi. Il y a du temps partiel totalement imposé aux gens. Tout ceci doit être abordé par les partenaires sociaux. Cela doit être limité au strict minimum nécessaire*», a-t-il ajouté.

Mais, pour Michel Sapin, «*de l'autre côté*», les entreprises doivent aussi «*pouvoir s'adapter*» aux nouvelles donnes économiques. «*Il faut permettre une adaptation en terme d'organisation du travail, en terme de localisation de l'emploi, aussi en terme de quantité d'emplois*», a estimé le ministre, choisissant, à l'instar du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, de parler d'«*adaptation*» plutôt que de «*flexibilité*».

«*Je ne sais pas ce que c'est que la flexibilité, je sais ce que cela veut dire dans la bouche de certains, cela veut dire qu'il faut que les salariés courbent l'échine*», a-t-il lancé. «*Eh bien non, c'est la possibilité pour chacun de sécuriser l'emploi du salarié, comme l'emploi dans l'entreprise*», a-t-il dit. (20minutes.fr 02.09)

A l'allemande quoi, alors qu'on constate aujourd'hui que des grandes entreprises annoncent des milliers de licenciements ou suppressions d'emplois, et ce n'est qu'un début.

C'est ce que les dirigeants syndicaux corrompus s'apprêtent à négocier avec le Medef puisqu'ils en ont accepté le principe.

Sapin parle comme un patron, il se met à sa place et comprend ses besoins, normal pour un représentant d'un parti du capital. Ils ont beaucoup de mal à se faire passer pour autre chose, et s'ils pensent que c'est en se livrant à des contorsions sémantiques qu'ils y parviendront, employer «*adaptation*» au lieu de «*flexibilité*» ou "*efforts justes*" au lieu d'austérité, ils se mettent le doigt dans l'oeil, les quelque 20 millions de travailleurs qui n'ont pas été voté le 17 juin pour un candidat du PS l'ont parfaitement compris.

Il y a un autre aspect dans cette histoire de "*sécurisation de l'emploi*" dont personne ne parle, c'est qu'elle concerne seulement ou en priorité les grandes entreprises, l'aristocratie ouvrière qu'ils entendent protéger autant que faire se peut, puisqu'elle fait partie du fond de commerce de leurs "*partenaires sociaux*", les syndicats ou plutôt les dirigeants syndicaux avec lesquels ils négocient la liquidation des droits de l'ensemble des travailleurs et dont ils ne peuvent pas se passer pour gouverner pour le compte du capital.

Mieux encore, ils se destinent à protéger l'emploi de certaines couches de travailleurs qui ne représentent qu'une minorité, tandis que la majorité sera purement et simplement vouée au chômage, plus fort encore, si, si c'est possible, allons au bout de notre analyse, les mesures de chômage partiel sont prises en charge par l'Etat, ce qui signifie que c'est l'ensemble des travailleurs qui vont le financer, y compris ceux qui seront jetés dehors parce qu'ils travaillaient dans l'une des 3 millions de petites ou moyennes entreprises.

Vous pensez que les dirigeants syndicaux y trouveront quelque chose à redire, vous plaisantez ou quoi ? Quel parti ouvrier soulève ce lièvre ? Aucun, et pour cause ils partagent le même fond de commerce que les syndicats. On comprend mieux ensuite pourquoi ils s'emploient à épargner le gouvernement ou ils évitent de s'y attaquer directement.

Quand on a un kyste à la place du cerveau, la pédagogie se fait volontiers démagogie.

La majorité doit serrer les rangs pour expliquer la politique du gouvernement français en oubliant les querelles d'ego, a

déclaré dimanche Bernard Cazeneuve.

"*Il y a une crise qui s'enkyste, des inquiétudes qui montent, une impatience qui se manifeste. Nous ne pouvons pas faire comme si ça n'existait pas. Il nous faut par conséquent faire davantage de pédagogie, remettre en perspective ce que nous faisons et (...) faire en sorte qu'au gouvernement, nous ne perdions pas une minute pour que le changement aille à son terme*", a dit Bernard Cazeneuve sur Europe 1 et i>TÉLÉ.

"*Ce que nous sommes individuellement est moins important que ce pour quoi nous avons été élus. La politique ne peut pas être un exercice narcissisant dans la crise. La parole doit être utile, doit être maîtrisée, tout ce que nous disons doit concourir à expliquer ce que nous faisons et tout le reste est dérisoire.*"

Bernard Cazeneuve a incité notamment la majorité à faire preuve de discipline pour voter le traité budgétaire européen qui sera soumis au Parlement début octobre.

Bernard Cazeneuve s'est refusé à envisager le fait que des membres de la majorité puissent voter contre ce traité.

"*Je ne peux pas imaginer que nous soyons dans ce cas de figure*", a-t-il dit.

"*La majorité doit être totalement rassemblée derrière le président*", a-t-il ajouté. (Reuters 02.09)

Mais elle l'est, les centristes et l'UMP s'apprêtent à voter en choeur avec vous le TSCG !

Vous aurez remarqué comment est ordonnancé son discours, il n'a pas lié par hasard, crise, inquiétudes et impatience que le gouvernement entend prendre en charge et réduire pour ceux qui y croient encore, c'était son objectif. Pour faire admettre que les syndicats prennent en compte les besoins du patronat, il ne faut pas qu'ils lui attribuent l'origine de cette crise sinon tout "*dialogue social*" serait impossible, pour se faire le gouvernement est prêt et c'est ce qu'il démontre depuis le premier jour, à prendre sur lui cette crise, quitte ensuite à la faire partager à l'ensemble de la population et le tour est joué, plus personne n'aura la mauvaise idée de s'attaquer au capitalisme et au gouvernement qui plein de bonne volonté fait ce qu'il peut.

Et quand il affirme qu'il faut que "*le changement aille à son terme*", il faut entendre qu'il aurait déjà commencé, assurément pour les salariés de PSA par exemple ou les millions de chômeurs qui sont voués à y rester, etc.

Quand on affirme que le PS c'est l'escroquerie politique permanente, franchement, est-ce qu'on abuse ou est-on encore en dessous de la réalité ? Je pencherai pour la seconde hypothèse. Ne peuvent être bernés par leur discours que ceux qui le veulent bien au sein du mouvement ouvrier.

Le PCF face à sa base militante.

Avec un Parti communiste qui termine ses universités d'été dans une "*ambiance combative*", la gauche de la gauche annonce une rentrée "*dans la rue*", à commencer par la manifestation nationale contre le traité budgétaire européen le 30 septembre.

"*Il y a une mobilisation très forte des militants*", prévient dimanche Pierre Laurent, qui terminait des universités d'été du PCF aux Karellis (Savoie) dans une "*ambiance combative*".

"*Le PCF a pour perspective une manifestation nationale co-organisée par le Front de gauche mais aussi avec d'autres forces politiques*", souligne Pierre Laurent.

M. Mélenchon a ensuite sollicité le chef de file des sénateurs EELV, Jean-Vincent Placé, et la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann, qui "*représentent le peuple*".

Le prochain rendez-vous du PCF sera la Fête de l'Humanité du 14 au 16 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). «*Ce sera un grand moment de débat à gauche*», promet Pierre Laurent, qui rappelle qu'«*au-delà du Front de gauche*», le Parti socialiste et Europe Ecologie-Les Verts sont également invités.

Dimanche dans un entretien à l'AFP, Olivier Besancenot du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) s'est félicité de cette mobilisation. "*Sur l'Europe, les choses s'enquillent plutôt pas mal*", s'est-il réjoui soulignant que le Front de gauche a pris contact avec le NPA.

L'ex-candidat à la présidentielle (2002 et 2007) envisage une même mobilisation pour une "*marche des salariés licenciés*".

"*Ce serait légitime et cohérent que l'on retrouve Poutou (NPA), Mélenchon (FG) et Arthaud (LO) dans la marche puisque, à peu*

de choses près, on les a entendu défendre des choses à peu près similaires sur la question des licenciements", fait valoir Olivier Besancenot.

"*Le débat sur l'emploi va démarrer tout de suite*", a déclaré dimanche à l'AFP Pierre Laurent soulignant "*il y a une exigence forte*".

"*L'idée, c'est d'être présent partout où il y a des fronts de rupture et partout où il y a des mesures d'urgence à imposer, c'est d'établir un rapport de force parce que rien ne nous sera donné sous Hollande...rien*", assure Besancenot pour qui "*il faut passer à l'offensive*".

«*L'actualité fait qu'on recommence à avoir besoin de nous. Vers qui on se tourne, quand il s'agit de ne pas être hésitant pour aller au combat quand cette gauche-là est au pouvoir et pas simplement sur des postures, sur des mots? On est dans l'action*», assure Olivier Besancenot. (20minutes.fr et AFP 02.09)

A croire que c'est votre inaction qui a conduit le mouvement ouvrier à la situation actuelle ou que votre conception de l'action n'a pas permis de construire un parti révolutionnaire, ni d'élever le niveau de conscience politique des masses.

Avec le PCF, la grille de lecture est simple, ils ont toujours un pied dans le mauvais camp, Pierre Laurent se félicite que "*le débat sur l'emploi va démarrer tout de suite*" qui consacrera de nouveaux cadeaux au patronat.

Sur le plan tactique, ils gesticulent ou braillent de façon à ce qu'on leur prête des intentions bellicistes ou radicales envers le patronat et le gouvernement, alors que parallèlement ils vont s'employer à faire en sorte que la mobilisation des travailleurs soient la moins importantes possibles pour ensuite leur coller sur le dos la situation ; si la situation est ainsi, c'est de la faute des travailleurs qui ne sont pas mobilisés et la boucle est bouclée, eux ils sont blancs comme neige, irréprochables. Quant à l'absence de perspective politique, vaut mieux parler d'autres choses...

Le NPA qui jusqu'à présent a ignoré les quatre appels du POI, daigne enfin répondre à celui du Front de gauche avec lequel il doit se sentir plus proche... Ces gens-là sont tellement honnêtes qu'il ne leur viendra pas à l'esprit de préciser quel parti est à l'origine de cette bataille. Je rappelle que je ne roule pas pour le POI (ou un autre parti) que j'ai encore brocardé violemment récemment, je suis à cheval sur les principes et l'honnêteté en fait partie.

Bref, prenons acte de ces bonnes intentions et attendons de voir la suite. Nous, nous soutenons l'appel à manifester à Paris contre le TSCG et sa ratification, donc contre les institutions de la Ve République auxquelles nous refusons toute légitimité pour décider de notre sort et les générations futures.

Un discours patronal. L'Allemagne et 15 années d'austérité, le modèle de Chérèque.

François Chérèque appelle les partenaires sociaux à signer "*au plus vite*" une réforme sociale pour sauver les entreprises et l'emploi et le gouvernement à aller plus loin dans la lutte contre le chômage.

Dans le Journal du dimanche, le secrétaire général de la CFDT estime que le gouvernement doit "*accélérer les réformes*" et "*les partenaires sociaux aussi*".

(cela tombe bien, c'est exactement le discours que viennent de tenir Hollande, Ayrault, Sapin et Parisot. -Ndlr)

"*Nous devons lancer la négociation sur le marché du travail au plus vite, pour la conclure au plus tôt. Nous n'avons pas besoin d'un an pour négocier sur les accords de sauvegarde de l'emploi, qui permettent les mutations économiques et la protection de l'emploi*", dit-il.

(Un coup de force à la Schröder et on n'en parle plus !

Il reprend mot à mot le langage du patronat "*négociation sur le marché du travail*", la notion de "marché" fait davantage penser à du bétail qu'à des travailleurs, c'est le côté mercantile de Chérèque, "accords de sauvegarde de l'emploi" sur fond de baisse des salaires, l'emploi et le salaire à la carte dont le patronat rêve depuis toujours, Chérèque le revendique, "mutations économiques", c'est en leur nom que le patronat jette à la rue des centaines de milliers de travailleurs, le discours de Varin (PSA) ou de EELV notamment, "protection de l'emploi" qui se soldent par officiellement 3 millions de chômeurs, près du double en additionnant toutes les catégories d'emplois, les jeunes qui ne sont pas inscrits à Pôle emploi, les travailleurs rayés de Pôle emploi ou qui ont cessé de s'inscrire parce qu'ils n'ont plus aucun droit. - Ndlr)

"*J'attends de lire son document d'orientation mais je lui dis dès à présent : 'vous ne pouvez pas à la fois nous remercier d'avoir signé un accord sur l'emploi à Air France et considérer que la négociation sur ce sujet peut patienter'. Il y a urgence à réformer*", dit-il.

Il avoue qu'ils ont signé un chèque en blanc au patronat ! Chez PSA aussi, partout où la CFDT intervient en réalité, en bon syndicat jaune qu'il est. Ce qu'il suggère ici, c'est de généraliser ce type "*d'accord*" pourri favorable au patronat. - Ndlr)

Interrogé sur la mise en place des contrats avenir par le gouvernement (150.000 d'ici fin 2013), le dirigeant de la CFDT craint que "*cela ne s'avère insuffisant*".

C'est avéré, c'est un fait, il n'y a donc rien à "*craindre*". Cela démontre simplement que Chérèque s'en fout, on le savait déjà. - Ndlr)

"*Il faut aller plus loin, renforcer les formations pour les chômeurs, et réactiver les mesures de chômage partiel qui évitent aux salariés d'être exclus de l'entreprise*", explique-t-il.

(Cela tombe bien, le patronat et l'UMP ont fait leur cheval de bataille la lutte contre ces privilégiés qui se la coulent douce au chômage en percevant des allocations misérables sans chercher un emploi ou à se former. Ils ont sugéré de soumettre l'octroie des allocations chômage à condition que les travailleurs concernés s'inscrivent à une formation, dans le cas contraire, ils se verraient radiés. Quant au chômage partiel généralisé, c'est une demande pressante du patronat. Chérèque est bien un représentant des intérêts du capital. - Ndlr)

"*Les Allemands le font très bien, ils ont aussi des accords de sauvegarde de l'emploi, ils s'inscrivent dans une vision à plus long terme de l'économie*", ajoute-t-il. (Reuters 02.09)

(Chaque semaine désormais on apprend que de grandes entreprises en Allemagne vont procéder à des milliers de licenciements ou suppressions de poste... après avoir profité grassement pendant des années du type d'accords que Chérèque préconise. - Ndlr)

Le lumpenprolétariat français. Avec la bénédiction du ministre des Affaires étrangères et des services de renseignement français.

Des officiels des organisations anti-terroristes françaises se sont confiés à *Time Magazine* : ils craignent que la Syrie, en pleine guerre civile, ne devienne un aimant pour les extrêmistes français souhaitant rejoindre la guerre du djihad.

Plusieurs sources officielles ne pouvant être citées ont précisé:

«*un nombre signifiant de jeunes Français se sont rendus en Turquie pour ensuite aller combattre en Syrie. Dans un cas, un groupe d'une demi-douzaine de jeunes hommes avaient d'abord nourri leur appétit pour l'Islam radical sur Internet. Ils étaient ensuite parvenus dans des camps de réfugiés syriens le long de la frontière turque, pour obtenir des informations et prendre contact avec les forces rebelles. Puis ils avaient enfin voyagé à l'intérieur de la Syrie, pour rejoindre l'un des nombreux groupes formés par les djihadistes étrangers, selon l'un des hommes français du groupe, qui s'est rétracté, est rentré chez lui [en France] et a été interrogé par les autorités qui avaient pris connaissance du voyage*». (slate.fr 02.09)

Souvenez-vous du témoignage de Florence Aubenas dans *Le Monde*, en substance : "*il n'y a pas de djihadistes en Syrie, pas de combattants étrangers, je n'en ai pas rencontrés*", encore une journaliste instrumentalisée, le pire ce sont ceux qui le savent et lui accordent une tribune, Informations ouvrières par exemple, voir dans une précédente causerie.

Demain, quand les masses se seront soulevées, ce lumpenprolétariat combattra en France au côté de la réaction. On comprend pourquoi ils ne veulent pas résoudre les problèmes de certaines banlieues ouvrières...

ACTUALITE EN TITRES

La comédie continue

- Eurozone: la crise peut être réglée dans un à deux ans, assure le patron du FESF - AFP

- Lisbonne aura du mal à atteindre son objectif de déficit 2012, selon un groupe d'experts - AFP

- La réunion des banquiers centraux finit dans le doute - Reuters

Douter à un certain niveau est une tare. Parmi les réactions démagogiques des banquiers j'ai relevé celle-ci :

- "*Qu'est-ce qui retient l'économie ?*", s'est demandé Donald Kohn, ancien vice-président de la Fed, résumant le sentiment

général. "*Comment se fait-il que nous menions depuis si longtemps des politiques monétaires si souples, (et) que nous obtenions si peu de croissance ?*"

En voilà un incroyable mystère ! Pardi, c'est parce que la retraite des Espagnols est trop élevée, la Sécu des Français trop généreuse, le contrat de travail des Italiens trop rigide, les Grecs des fraudeurs...

Il y en a un qui a presque lâché le morceau :

- Lawrence Lindsey, conseiller de George W. Bush lors de sa présidence, a demandé aux banquiers centraux de faire preuve de "*modestie*" et se rappeler les limites de leurs pouvoirs et de l'autorité qu'ils exercent.

C'est pour dire à quel point ils en usent et en abusent sans modération.

La palme est revenue à :

Une intervention d'Edward Lazear, autre ex-conseiller du président républicain, a tenté de définir si la hausse du chômage américain était conjoncturelle.

Ou incurable, calculée, non, c'est trop sordide, vaut mieux feindre l'ignorance.

- Rajoy présente un plan pour introduire des euro-obligations dans l'UE - AFP

Ah ben alors, voilà qui est audacieux, attendez la suite : d'ici 2017-18 a-t-il précisé. Merkel est rassurée, ouf !

Juré, craché, si "***tout se passe bien***" toutefois !

- Crédit immobilier de France: l'Etat garantit 4,7 milliards d'euros - AFP

Pour l'Association française des usagers des banques (Afub), qui dresse le parallèle avec Dexia, la garantie publique est un "*pari très risqué*" et elle craint que Bercy ne soit "conduit à mettre la main à la poche du contribuable".

"*Les gens remboursent leurs prêts immobiliers et si tout se passe bien, à la fin l'actif et le passif s'équilibrent, sachant qu'avec 2,4 milliards de fonds propres, l'établissement dispose d'une marge de manoeuvre suffisante s'il devait y avoir des pertes*", selon Bercy.

Et si cela se passe mal comme aux Etats-Unis ou en Espagne ? Devinez qui va casquer ?

Dit maman, elle a mal à la tête la journaliste ? Si tu veux.

- Égypte : pour la première fois, une journaliste voilée présente le journal télévisé - LePoint.fr

Mais non ma fille, en France en haut lieu on appelle cela la "*démocratie en marche*".

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afrique du Sud

L'archevêque noir sud-africain et prix Nobel de la paix Desmond Tutu estime dimanche dans l'Observer britannique que les anciens dirigeants américain et britannique George Bush et Tony Blair devraient être jugés à la Haye pour la guerre en Irak, basée selon lui sur "*un mensonge*".

"*Une vieille antienne*", lui a rétorqué M. Blair immédiatement dans un communiqué.

Mgr Tutu expliquait dans une tribune les raisons pour lesquelles il a renoncé, cette semaine, à participer à Johannesburg à

une conférence à laquelle assistait aussi l'ancien Premier ministre britannique.

L'archevêque reproche à MM. Bush et Blair d'avoir menti en prenant pour prétexte à l'invasion de l'Irak la possible présence dans le pays d'armes de destruction massive, alors qu'ils voulaient uniquement "*se débarrasser de Saddam Hussein*", son ancien président.

Mgr Tutu estime que MM. Blair et Bush ont ainsi "*déstabilisé et polarisé le monde à un degré jamais atteint par aucun autre conflit dans l'histoire*", "*avec le spectre de la Syrie et de l'Iran devant nous*".

Il cite des chiffres selon lesquels leur décision a abouti à ce que, rien qu'en Irak, "*6,5 personnes meurent quotidiennement dans des attaques-suicides et des explosions de véhicule*". "*Plus de 110.000 irakiens sont morts dans ce conflit depuis 2003, des millions ont été déplacés*", et fin 2011, "*près de 4.500 soldats américains avaient été tués et plus de 32.000 blessés*", ajoute-t-il.

"*Rien que pour ces faits, dans un monde cohérent, les responsables de ces souffrances et de ces pertes de vies humaines devraient suivre le même chemin que certains de leurs pairs africains et asiatiques qui ont eu à répondre de leurs actes (devant la cour internationale de Justice de) la Haye*", soutient-il.

"*Les bons dirigeants, conclut Mgr Tutu, sont les gardiens de la morale*", et "*la question n'est pas de savoir si Saddam Hussein était gentil ou méchant, ou combien de personnes de son peuple il a massacré. La question est que M. Bush et M. Blair n'auraient jamais dû s'abaisser à ce niveau d'immoralité*". (AFP 02.09)

Ils ne l'ont pas encore assassiné ? En réalité, je crois avoir lu que ce serait plutôt un million d'Irakiens qui auraient été liquidés depuis 2003.

SOCIAL

1- Allemagne

Le personnel de bord de Lufthansa a appelé à un nouvel arrêt de travail mardi après une première journée de grève, vendredi, qui avait paralysé l'aéroport de Francfort.

Le mouvement prévu mardi devrait durer plus longtemps que le précédent, qui avait duré huit heures, et toucher d'autres aéroports que celui de Francfort, a annoncé le syndicat UFO dimanche sur son site internet.

Un porte-parole de la compagnie a, de son côté, fait savoir qu'elle n'envisageait pas pour le moment d'augmenter son offre de hausse des salaires de 3,5% en échange d'un temps de travail accru. (ReutersReuters 02.09)

2- Afrique du Sud

Les procureurs sud-africains ont provisoirement suspendu dimanche l'inculpation des 270 grévistes de la mine de Marikana pour le meurtre de 34 de leurs collègues tués par des policiers, et dont la mise en cause en vertu d'une loi issue de l'apartheid a créé un choc dans le pays.

"*Les accusations définitives ne seront prononcées qu'une fois terminées toutes les investigations. Les inculpations de meurtre contre les 270 suspects actuels seront formellement retirées à titre provisoire devant la cour*", a annoncé Nomgcobo Jiba, directeur des poursuites judiciaires, lors d'une conférence de presse télévisée. (Reuters 02.09)

Haut de page

Le 4 septembre

CAUSERIE

Dans la hâte avant-hier j'ai écris *hatiser* au lieu d'*attiser*, j'ai corrigé. J'ai aussi corrigé des fautes dans la causerie du 1er septembre. Le tout en ligne aujourd'hui sous forme d'articles au format pdf.

Réponse à un courriel d'un camarade du PCRF.

Tu voulais dire que le FdG était une crapule parce qu'ils ont imposé unilatéralement le 30 septembre, un dimanche, c'est normal de la part de Mélenchon !

Il a pris en otage le POI, le PCRF, etc. en leur imposant cette date après avoir pris le train en marche, ce type-là est mégalomane, soudainement il se prend pour un grand dirigeant du mouvement ouvrier après l'avoir ignoré pendant plus de 30 ans, en fait il va le parasiter pour mieux le dévoyer, en tout cas c'est bien parti. Flanqué de P. Laurent, ils font la paire, c'est à se demander lequel déteint sur l'autre.

Sur ce coup, le POI a été correcte et je soutiens son initiative, idem pour le PCRF.

Quant au NPA, tu as pu observer qu'il s'était illustré en tentant de briser la fragile unité réalisée sur la ligne de la manif contre le TSCG en proposant une "*marche des salariés licenciés*", et comme Besancenot rivalise avec Mélenchon l'illusionniste, il a avancé "*l'idée (...) d'être présent partout*", alors qu'ils sont pratiquement nulle part après être retourné au niveau de la LCR en nombre d'adhérents.

C'est malsain tous ces gens qui racontent des histoires ou qui se prennent pour ce qu'ils ne sont pas, cela donne une image épouvantable du mouvement ouvrier, comme s'il en avait vraiment besoin.

Que les militants qui ne savent pas trop quoi penser de leurs politiques ou de leurs partis les jugent sur leurs comportements, à travers desquels on peut deviner aisément que leurs intentions ne correspondent pas vraiment avec ce dont les militants et travailleurs sont en droit d'attendre de dirigeants. C'est affligeant.

Finalement les principes, le programme, la morale ou le comportement de dirigeants et d'un parti, tout se tient. Si un jour je devais me comporter comme eux, j'en aurais tellement honte ensuite que je cesserais de militer définitivement, car j'aurais la certitude de desservir la cause pour laquelle je combattais. Ce serait peut-être une erreur, mais me connaissant suffisamment bien je n'en démordrais pas, il n'y a rien de pire que de tromper sciemment les autres, militants ou pas, dans la vie en général.

On aspire à une société meilleure débarrassée de la pourriture du capitalisme, ce n'est certainement pas pour en épouser les tares et la morale. Est-ce que tu crois que ce genre de discussion existe dans les partis ouvriers ? A mon avis non, elle effraierait les dirigeants qui ont trop de choses à se reprocher, hélas!

Quand on aspire à un niveau de conscience supérieur, on aspire à une conduite irréprochable dans la vie et pas seulement dans le parti ou lorsqu'on milite, sinon à quoi bon, ce serait pour se faire plaisir, alors pour le coup on se leurrerait, car en fait de niveau supérieur on ne décollerait pas de la médiocrité ambiante de leur société.

Bien entendu c'est un idéal, personne n'est parfait ni aucun parti, mon propos n'est pas celui-ci, mais plus il est haut placé, plus on aura tendance à s'en rapprocher ou tout du moins, s'il inspire nos actes quotidiens on écartera toute tentation de s'en écarter en se conduisant n'importe comment. On ne peut progresser dans la vie que porté par un idéal qui doit demeurer sans tâche, dans le cas contraire on s'illusionne sur nous-même ainsi que le monde qui nous entoure.

Que pourraient nous reprocher ces gens dont le comportement est aussi aléatoire ou imprévisible que la direction dans laquelle le vent va souffler ? D'être fidèle à notre idéal justement, de le cultiver pour qu'il se réalise un jour, car nous ne sommes pas des farfelus ou des aventuristes, nous sommes réaliste, pragmatique et pourquoi pas marxiste, à notre niveau, restons modeste.

La suprême insulte qu'on pourrait adresser à Mélenchon, Laurent et leurs semblables, c'est que pour rien au monde on voudrait leur ressembler.

Chacun raisonne ou agit selon à peu près le même schéma : chacun croit se connaître lui-même, chacun se croit autoriser par conséquent à agir d'une manière ou d'une autre en fonction des connaissances qu'il a acquis et des expériences qu'il a vécues, sa perception ou son interprétation de la société, etc.

La différence entre les hommes, c'est qu'il y en a certains qui reviennent constamment dessus pour corriger ou affiner cette appréciation, tandis que d'autres estimeront cet exercice inutile et trop périlleux. Les gens médiocres se satisfont de l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes et des idées auxquelles ils ont adhéré un jour, les autres seront éternellement insatisfaits, disons aussi longtemps que leur vie ne coïncidera pas avec la réalisation de leur idéal.

Parole d'internaute

1- "*En France: Trois jeunes ont été condamnés, mercredi 20 juin, à Strasbourg à des peines de 12 à 18 mois de prison ferme pour avoir profané en 2010 deux cimetières musulmans et un juif. Bon ça choque personne? Et les églises on a le droit? Et si*

je vandalise un radar automatique j'irai en prison? Ben oui c'est la loi. En Russie c'est pareil, ils ont des lois."

2- "*Ce qui me choque le plus c'est le soutien inconditionnel quasi unanime des libéraux libertaires français à ces militants "no-limit". Je trouve révoltant de les défendre au nom d'une vague notion de justice tout en passant à la trappe le caractère vraiment immoral de leurs actions. Se fourrer un poulet dans le vagin en public dans un supermarché ou tourner un porno avec des femmes enceintes dans un musée sont des choses que l'on ne peut pas percevoir uniquement comme autant de provocations révolutionnaires envers un état trop strict... Il faut les considérer également, sur un plan moral, comme des atteintes à la décence des gens ordinaires.*"

Même en Arabie Saoudite, au Qatar, à Bahreïn, en Israël, en Libye, aux Etats-Unis...

D'après le ministère Affaires étrangères, l'ambassadeur français pour les Droits de l'homme a décidé de rencontrer les trois artistes cette semaine, il devrait rencontrer les familles des trois membres des « Pussy Riot » ainsi que les avocats de ces dernières.

« François Zimeray se rend à Moscou du 3 au 5 septembre. (...) Il a demandé à visiter en prison les trois jeunes filles membres des "Pussy Riot" placées en détention depuis six mois », a annoncé ce lundi Philippe Lalliot, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a par ailleurs ajouté que l'ambassadeur profitera de ce séjour à Moscou pour rencontrer un représentant du ministère russe des Affaires étrangères et lui « *rappel[er] que la France soutient partout dans le monde les principes de la liberté d'expression et d'opinion* ». (elle.fr 03.09)

Et quand le gouvernement français soutient des régimes despotiques dégénérés où règne la charia ou qui ont légalisé la torture et les assassinats ciblés d'opposants, c'est au nom du respect des "*principes de la liberté d'expression et d'opinion* ", à croire qu'on n'a pas vraiment les mêmes qu'eux ou que l'un des deux ment et manipule les masses.

Quand la direction du PS revendique le caractère bonapartiste de la Ve République.

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée Bruno Le Roux a déclaré lundi 3 septembre qu'il n'y aurait aucune liberté de vote pour ses troupes à l'Assemblée sur le traité de stabilité budgétaire européen, qui braque certains parlementaires proches de Benoît Hamon.

"*Non*", a répondu le député de Seine Saint-Denis sur RFI à la question de savoir si les députés auraient "la liberté de vote".

"VIl y aura une position du groupe, qui aura été prise après débat. Et ensuite, en tous cas pour les socialistes, nous nous en tiendrons à cette position du groupe. C'est quelque chose de normal", a ajouté le successeur de Jean-Marc Ayrault à la tête du groupe PS à l'Assemblée.

"*Quand un texte arrive à l'Assemblée nationale, c'est un texte de soutien à la politique du gouvernement et du président de la République*", selon le parlementaire. (Le Nouvel Observateur avec AFP 03.09)

Tout est dit dans le dernier paragraphe.

Question : dès lors ne faut-il pas axer notre combat politique contre les institutions de la Ve République ?

Thibault et Mailly s'en prennent à Chérèque qui a le tort de trop parler.

Pour la CGT.

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a critiqué lundi sur RTL son homologue de la CFDT François Chérèque pour avoir prôné une baisse du coût du travail, comme "*le Medef*", a-t-il souligné.

Interrogé sur les propos de M. Chérèque, M. Thibault a rétorqué: "*c'est ce que dit aussi le Medef et nous avons une différence de diagnostic*".

Dans un entretien au Journal du Dimanche, François Chérèque a préconisé de "*baisser le coût du travail*" -- "*facteur de perte de compétitivité*" -- "*en transférant une partie des charges sur la CSG, sans toucher le pouvoir d'achat*".

Bernard Thibault a "*récusé le fait que la crise économique, la crise sociale, le niveau du chômage s'expliquent principalement par des salariés qui en France coûteraient trop cher ou bénéficieraient d'une législation sociale, en matière de temps de travail*

par exemple, trop rigide, selon les employeurs".

"*Le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi*", avertit-il, assurant que la CGT ne refuse pas "*le débat sur la compétitivité*" mais n'allait "*pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments*".

Il rejette la flexibilité "*qui se fait dans tous les pays européens*" -- "*le chômage n'a jamais été aussi important*" -- et met en cause "*le sous-investissement dans les entreprises*" ainsi que le "*sous-engagement dans la formation professionnelle*".

Evoquant une "*situation dramatique*" alors que le seuil des 3 millions de demandeurs d'emploi sans activité a été franchi, Bernard Thibault a relevé qu'"*il n'y a pas que la situation des sans emploi qui est naturellement une des urgences*".

Il y a également "*entre 5 et 6 millions de nos compatriotes qui sont en situation de sous-emploi*", a-t-il dit. (AFP 03.09)

Thibault, comme Mailly ou Chérèque, parce que sur cette question ils tiennent exactement le même discours, récusent que le coût du travail serait trop cher en France, alors que c'est la réalité dans une économie mondiale où les travailleurs du monde entier sont en concurrence les uns avec les autres. Qu'est-ce que cela signifie au juste ?

Ils nient la réalité, dès lors tous leurs arguments confinent à l'impuissance, sont incohérents et ne peuvent pas être pris au sérieux par les travailleurs. Mieux encore, ils favorisent leur division, les laissent perplexe, c'est leur objectif, afin d'une part qu'ils estiment qu'il n'y aurait aucune issue à la crise du capitalisme, et que d'autre part, ils ne trouvent pas la force ou la voie pour se mobiliser massivement contre le régime.

Ils tiennent un discours social-patriotique, la solution à la crise du capitalisme serait franco-française dans le cadre du régime existant qu'ils ne combattent pas, pour cette raison aussi, le gouvernement doit venir en aide aux industriels et patrons en contrepartie de mesures sur l'emploi, ce que tous les gouvernements n'ont cessé de faire depuis des décennies avec le succès que le résultat que l'on sait, entre 5 et 7 millions de chômeurs en échange des quelque 200 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales en 20 ans, alors qu'il faudrait tenir un langage internationaliste en avançant la nécessité d'en finir avec le capitalisme à l'échelle mondial, et à commencer en France par exproprier banquiers et capitalistes des 2.000 grandes entreprises sans indemnité ni rachat évidemment.

Pour la CGT-FO.

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a lancé lundi une charge contre son homologue de la CFDT, François Chérèque, dont l'analyse "*s'inscrit dans le social libéralisme*" et il s'est dit en "*divergence de fond*" avec lui sur la question du "*coût du travail*".

La CFDT "*sur le plan de l'analyse économique, s'inscrit depuis très longtemps dans ce qu'on appelle le social-libéralisme*" et "*ne veut jouer qu'à la marge sur les politiques économiques*", a affirmé M. Mailly sur BFM Business. "*C'est une divergence de fond*", a-t-il dit.

"*Le problème numéro un de la compétitivité n'est pas un problème du coût du travail*" et "*je ne vais pas dire, en tant que leader syndical, qu'il faut abaisser le coût du travail*", a-t-il dit, alors que François Chérèque avait évoqué ce coût comme facteur de perte de compétitivité.

"*Sur l'analyse de la compétitivité nous avons une opposition d'analyse*" avec la CFDT, a insisté le leader de FO et donc "*nous allons nous trouver sur des oppositions dans les solutions*". "*Cela ne va pas simplifier la négociation*" qui doit s'ouvrir sur la sécurisation de l'emploi, selon lui.

Pour M. Mailly, la CFDT "*veut être l'interlocuteur privilégié*" du gouvernement et cherche ce statut "*de manière permanente*". "*Moi, au titre de FO, je ne cherche pas à être l'interlocuteur privilégié*", a-t-il dit.

Selon lui, dans la lettre de cadrage du gouvernement pour les négociations attendue le 10 septembre, "*il n'y aura pas le terme de flexibilité, mais peut-être d'adapabilité*".

"*Je suis pragmatique, j'attends le document*", a affirmé M. Mailly qui a réitéré: "*si cette négociation a lieu, on sait d'ores et déjà qu'elle sera très difficile*". (AFP 03.09)

Et cela continue, depuis le 6 mai ils sont tous en train d'attendre de voir quelle va être l'orientation politique du gouvernement... Pour rappel, ils avaient tenu le coup ainsi de mai 1981 à décembre 1995.

Ils vont "*négocier* sur le terrain du patronat, ils s'en défendent bien sûr. Nous ne sommes pas dupes, par ces sorties Thibault et

Mailly répondent d'avance aux accusations de collusion avec le Medef qui fuseront à l'issue de leur prochain sommet avec le patronat et le gouvernement.

La méthode est éculée, usée jusqu'à la corde : comment nous avons dénoncé publiquement le jeu de Chérèque et vous nous accusez d'en faire de même, franchement, si tel était le cas on se serait abstenu de vous mettre sur la voie en attaquant Chérèque, et le tour est joué.

Allons plus loin.

Mailly accuse Chérèque de produire une analyse qui "*s'inscrit dans le social libéralisme*", c'est juste, on ne dira pas le contraire. Mais Mailly, que fait-il de son côté, Thibault est sur la même ligne, il veut nous faire croire que des réformes sociales ou des mesures sociales progressistes pourraient être adoptées par le gouvernement, ignorant que la situation sociale en France est le produit de l'offensive lancée par l'oligarchie financière à l'échelle mondiale contre le prolétariat depuis le début des années 90, il nie le caractère mondial de la crise du capitalisme, ils nient le développement de la division internationale du travail dans pratiquement tous les secteurs de l'économie depuis cette époque qui contribue en permanence à tirer vers le bas le coût du travail, ils occultent que le gouvernement serait à la solde de l'oligarchie financière via l'UE, il nie que Hollande et son gouvernement seraient les représentants du capital et qu'ils gouvernent la société pour satisfaire les besoins exprimés par les capitalistes qui sont les maîtres du monde.

Finalement Mailly veut nous faire croire que le réformisme serait encore d'actualité, alors que tous les facteurs s'inscrivent en faux contre cette analyse. Il occulte le fait que le gouvernement est sous la coupe des banquiers et des marchés, que les économies des Etats de l'UE dont la France sont désormais placées sous leur contrôle, que le capitalisme français ne peut prétendre à conserver sa place sur le marché mondial qu'en emboîtant le pas des pays qui ont abaissé leur coût du travail et accru la flexibilité du travail, il se place sur le plan idéologique du capitalisme qui a eu cours jusqu'au début des années 70 et auquel correspond le réformisme, ennemi de l'émancipation du capital et du socialisme. Chérèque est à Copé ou Sarkozy, ce que Mailly est à Fillon ou à Chirac pour résumer.

Mailly vit dans un monde (imaginaire) qui n'existe plus et qu'il s'emploie à vouloir faire renaître de ses cendres, résultat : l'impasse, la paralysie, l'adaptation au capitalisme puisqu'il ne peut pas concevoir son dépassement. Pour Mailly, la prise de contrôle de l'économie mondiale par l'oligarchie financière est une fable.

Nous, nous partons de la réalité, nous ne cherchons ni à la nier ni à la contourner, nous estimons que c'est le meilleur moyen pour aider les travailleurs à en prendre conscience pour qu'ils s'organisent pour l'affronter. Notre démarche s'inscrit dans la perspective d'un affrontement général entre les classes, Mailly qui en a horreur cherche à concilier l'inconciliable pour l'éviter, ce qui le conduit à s'adapter au régime, à négocier ce qui n'est pas négociable, à s'asseoir à la même table que nos bourreaux dont il légitime par avance les mesures antisociales par sa seule présence. Cela vaut pour tous les dirigeants syndicaux.

ACTUALITE EN TITRES

Monsieur Hollande, vous l'avez votre majorité.

- Copé votera le traité européen et sera "*intransigeant*" sur la baisse des déficits - AFP

Entre nous, il y a quelques semaines dans une causerie, j'affirmais que la majorité dont se revendiquaient Hollande et le PS n'existait pas, hormis en bénéficiant du soutien ou de la neutralité bienveillante de l'UMP, qu'elle était une pure escroquerie après que 20 millions de travailleurs aient refusé de voter le 17 juin.

J'ajoutais que c'était un élément et un argument supplémentaire pour montrer aux travailleurs le caractère antidémocratique des Institutions de la Ve République. Depuis absolument personne, aucun parti ne l'a repris à son compte. Pourquoi ? Devinez.

Dommage !

- Ségolène Royal : «*Je ne vais pas entrer au couvent !*» - Liberation.fr

"*J'éprouvais le besoin d'un retour sur soi, d'une remise en place de la hiérarchie des priorités*", a-t-elle dit lundi au Figaro qui publie ses "*confidences*". (Reuters 03.09) Sa priorité n'a pas changé, c'est elle ! Ce qui est pratique avec les égocentriques, c'est qu'ils ne se rendent même pas compte de ce qu'ils disent et les trahit. Et puis elle transpire la suffisance, l'arrogeance, le mépris.

Du coup on n'en est pas encore débarrassé.

- Le gouvernement envisage d'ailleurs de lui trouver une "*fonction*", a déclaré lundi Najat Vallaud-Belkacem sur Canal +.

"*Elle a eu une année difficile*", a dit la porte-parole du gouvernement. "*Son utilité est d'ores et déjà avérée et on saura sans doute lui trouver une fonction, une responsabilité qui permette aux Français de continuer à bénéficier de son expérience et de son volontarisme*". (Reuters 03.09)

On va le faire à la Arthaud : travailleurs, travailleuses, n'avez-vous pas eu une "*année difficile*", vous les producteurs des richesses ou qui participez au fonctionnement de la société par votre travail, n'avez-vous pas une "*utilité (...) d'ores et déjà avérée*", ne faites-vous pas bénéficier les "*Français*" de votre "*expérience*", ne méritez-vous pas alors un meilleur traitement que celui que vous réserve ce gouvernement au service des banquiers et des capitalistes, des patrons ?

Erreur sur la personne.

- Une rentrée scolaire avec moins de profs, un "*défi*" pour le gouvernement - AFP

Un "*défi*" pour les profs, sans aucun doute. A moins qu'ils ne s'accommodent du gouvernement, après tout, ils se sont accommodés du régime depuis plus d'un siècle.

Avez-vou lu le *Manifeste de l'Association internationale des travailleurs* plus connu sous le nom d'*Adresse inaugurale* rédigé par K. Marx et adopté le 28 septembre 1864 ? Si non, dommage, je vous le conseille, vous reconnaîtrez facilement le ton que j'emploie ici. On analysera certains passages de ce Manifeste demain ou dans quelques jours.

Vous oubliez la méthode Coué

- Vincent Peillon : la rentrée "*devrait bien se passer*" - LePoint.fr

La monarchie héréditaire a encore frappé.

- Anne Hidalgo brigue sans surprise la succession de Delanoë à Paris en 2014 - AFP

Foi de démocrates, bien entendu !

La décomposition du régime concerne tous les rapports dans la société.

- Enseignement de la morale : '*Une nostalgie de l'école de la IIIe République*' - LeMonde.fr

Comment voulez-vous que la jeunesse respecte un minimum de règles morales universelles au moment où le monde est régenté par une bande de gangsters sans foi ni loi qui en terme de morale ne connaît que le dollar et la poudre à canon avec la barbarie orchestrée et instrumentalisée qui les accompagnent ?

L'immoralité est à mettre au compte de votre société monsieur Peillon, elle ne disparaîtra qu'avec elle et tous ces représentants zélés qui la servent servilement.

Fabius, la voix de l'Amérique.

- Fabius "*à l'unisson*" avec la politique d'Obama - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

La Bulgarie a abandonné son projet d'adoption de l'euro en raison de la détérioration des conditions économiques et des incertitudes entourant les perspectives de l'Union européenne (UE), annonce Simeon Djankov, ministre des Finances du pays, au Wall Street Journal.

Le pays le plus pauvre de l'UE est le dernier en date à tempérer son enthousiasme concernant une éventuelle intégration à l'Union économique et monétaire (UEM), pourtant un objectif stratégique des gouvernements qui se sont succédé à Sofia.

La Bulgarie est l'un des Etats les moins endettés de l'Union européenne et le pays s'efforce de s'en tenir à une stricte discipline budgétaire pour ne pas fragiliser le lev, la devise nationale corrélée à l'euro. (Reuters 03.09)

La Pologne vient également de repousser son adhésion à la zone euro.

2- Etats-Unis

2.1- Provocation et démonstration de force contre l'Iran

À l'orée d'une semaine cruciale pour sa campagne de réélection présidentielle, lors de laquelle il devra notamment défendre son bilan de politique étrangère, Barack Obama a décidé d'accroître sensiblement la pression sur l'Iran, en ordonnant de grandes manœuvres navales dans le golfe Persique et l'installation d'un radar antimissile performant au Qatar. Le président américain espère ainsi faire d'une pierre deux coups: forcer la main à l'Iran pour l'obliger à renouer des négociations au point mort sur l'avenir de son programme nucléaire, et convaincre Israël qu'il existe d'autres biais que les frappes militaires pour neutraliser la menace iranienne.

Complément de rudes sanctions économiques en place depuis six ans, la station radar de détection antimissile prévue au Qatar viendra s'ajouter à celles déjà en place en Israël et en Turquie. Elle permettra à Washington d'assurer une veille efficace des activités balistiques du régime chiite. Les manœuvres navales prévues dans le Golfe du 16 au 27 septembre, réunissant les États-Unis et vingt-cinq autres États, rassembleront une plus large concentration de dragueurs de mine. Sans toutefois chercher à dépasser le détroit d'Ormuz, afin d'éviter toute confrontation directe avec la marine iranienne.

Dans un rapport édifiant rendu public la semaine dernière, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a révélé que l'Iran avait doublé sa capacité d'enrichissement sur le site souterrain et quasi inexpugnable de Fordow, bien que le carburant produit fût loin d'atteindre une qualité militaire, qui nécessite un enrichissement supérieur à 90 %.

Visiblement insatisfait de l'implication américaine, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a fustigé dimanche à mots couverts la pusillanimité de Washington, réticent à envisager des représailles militaires. «*La communauté internationale n'a pas défini une ligne rouge que l'Iran ne doive franchir, a déclaré Nétanyahou, et l'Iran ne voit pas la résolution de la communauté internationale à stopper son programme nucléaire.*»

Ce courroux découle des propos étonnants de franchise du chef d'état-major américain, le général Martin Dempsey, qui estimait jeudi qu'une attaque surprise israélienne contre les infrastructures iraniennes «*etarderait mais ne détruirait probablement pas le programme nucléaire de l'Iran, et pourrait par contre entamer la pression internationale diplomatique sur Téhéran*», avant d'ajouter qu'il ne serait «pas complice» d'une telle opération. (lefigaro.fr 03.09)

2.2- L'Empire contre-attaque.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a appelé la Chine et l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) à régler leurs différends territoriaux en mer de Chine méridionale "*sans coercition*", lundi à la veille d'une visite à Pékin.

"*Nous estimons que les pays de la région devraient travailler de concert à la résolution de différends sans coercition, sans intimidation, sans menaces et bien entendu sans l'usage de la force*", a déclaré la chef de la diplomatie américaine lors d'une conférence conjointe avec son homologue indonésien Marty Natalegawa à Jakarta.

Les Etats-Unis ont un "*intérêt national*" dans la paix et la stabilité en mer de Chine méridionale, a-t-elle une nouvelle fois souligné, à la veille d'un déplacement à Pékin dans le cadre d'une tournée de dix jours en Asie-Pacifique.

Mme Clinton a exhorté la Chine et les dix pays de l'Asean à réaliser des "*progrès significatifs*" vers le "*code de conduite*" en mer de Chine méridionale que l'association régionale tente depuis plusieurs années de faire accepter à Pékin. La Chine s'est cependant toujours opposée à ce code, marquant sa préférence pour une résolution bilatérale des différends.

La Chine, le Vietnam, les Philippines mais également Brunei, la Malaisie et Taïwan, s'opposent pour le contrôle d'archipels supposés riches en hydrocarbures et traversés par des voies maritimes internationales en mer de Chine méridionale.

Les prétentions territoriales chinoises divisent profondément l'Asean, à un point tel que, pour la première fois en 45 ans d'existence, l'association n'avait pas réussi lors d'un sommet en juillet au Cambodge à s'entendre sur un communiqué commun.

Jakarta, où l'Asean a ses bureaux, joue le rôle de médiateur dans le dossier et la visite de Mme Clinton a pour but d'encourager l'Asean à adopter un front commun face à Pékin. (AFP 03.09)

Les fauteurs de guerres appellent à la paix, les dictateurs donnent des leçons de démocratie...

3- Israël

Le journaliste israélien Uri Blau, du quotidien Haaretz, a été condamné lundi à quatre mois de travaux d'intérêt général pour détention illégale de documents confidentiels par un tribunal de Tel-Aviv.

«*C'est un jour triste. Dès le départ, le procureur n'aurait pas dû déposer d'acte d'accusation*», a déclaré Uri Blau après le verdict, selon les médias israéliens. Le journaliste s'était vu confier des milliers de documents confidentiels volés à l'armée israélienne par une soldate, Anat Kamm.

En se fondant sur ces documents, il avait publié le 4 décembre 2008 un article indiquant que l'armée avait mené des assassinats ciblés contre des militants palestiniens, en violation de jugements de la Cour suprême. Anat Kamm avait profité durant son service militaire obligatoire entre 2005 et 2007 de ses fonctions de secrétaire du général Yaïr Naveh, à l'époque commandant de la région militaire centre - qui comprend la Cisjordanie - pour s'emparer de quelque 2 000 documents classés «*secrets*» ou «*top secrets*».

Elle a été condamnée le 30 octobre 2011 à six ans de prison, dont quatre ans et demi ferme, et est actuellement incarcérée. (Liberation.fr et AFP 03.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Paupérisation

Plus d'un tiers des Français (37%) affirment avoir déjà connu, à un moment de leur vie, une situation de pauvreté, soit deux points de plus que l'an dernier, selon le dernier baromètre Ipsos-Secours populaire.

Si 44% disent n'avoir jamais été dans une telle situation, 19% déclarent avoir été «sur le point de connaître» une situation de pauvreté, sans y être pour autant tombé.

Inquiets pour l'avenir, une large majorité (85%) d'entre eux estiment que les risques que leurs enfants connaissent un jour une situation de pauvreté sont plus élevés que pour eux-mêmes (dont 55% estiment qu'ils sont beaucoup plus élevés). A l'inverse, seulement 11% jugent que ces risques sont moins élevés.

Pour 91% des Français, éprouver régulièrement d'importantes difficultés pour se procurer une alimentation saine et équilibrée constitue une situation de pauvreté.

Mais ne pas pouvoir envoyer ses enfants en vacances au moins une fois par an ou ne pas pouvoir accéder à des biens ou des activités culturelles et de loisirs pour soi et sa famille constituent aussi des situations de pauvreté pour respectivement 73% et 74% des Français.

Par ailleurs, dans un autre sondage réalisé par internet du 4 au 12 juillet, auprès de 500 enfants de 8 à 14 ans, 58% affirment avoir peur d'être pauvre un jour. (20minutes.fr 03.09)

1.2- Rentrée scolaire : des regrets indécents, des sous et rien d'autres.

La rentrée 2012, préparée par la droite et amendée par la gauche, se fait avec 13 000 suppressions de postes, dont 4 700 dans le primaire. La FNEC-FP FO a regretté "*le maintien*" de "*la plupart des réformes*" du précédent ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, citant le socle de connaissance et le livret de compétences, la mastérisation (recrutement des profs à bac+5), une réforme du lycée "*encore aggravée*" ou encore le dispositif d'éducation prioritaire Éclair.

Les mesures du nouveau gouvernement "*ne sont pas suffisantes pour amorcer un véritable changement*", selon le syndicat, qui

craint par exemple que, selon les académies, des contractuels ne bénéficient pas des trois heures de décharge accordées aux nouveaux enseignants pour se former une journée par semaine. FO craint aussi de "*voir progresser l'emploi non statutaire*".

Le syndicat demande "*une revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice*", qui sert de base au salaire des fonctionnaires, gelé depuis 2010, et l'"*ouverture de négociations pour le rattrapage*". "*C'est indigne de dire qu'il serait digne d'augmenter les enseignants et de bloquer la valeur du point d'indice*", a fait valoir M. Raguin, secrétaire général de la FNEC-FP FO. (lepoint.fr et AFP 03.09)

Je rappelle que j'ai été prof pendant une brève période et que ma fille est institutrice. On a idéalisé le niveau de conscience politique des enseignants, c'est l'une des plus grossière et tragique erreur du mouvement ouvrier, y compris ou surtout son avant-garde. Donnez-leur donc des "*brioches*" et vous serez tranquille, ils ne penseront pas à faire la révolution ou à changer la société !

2- Afrique du Sud

La police a tiré lundi des grenades lacrymogènes et fait usage de balles en caoutchouc pour disperser des mineurs en grève dans une mine d'or des environs de Johannesburg.

Dans un communiqué, le propriétaire de la mine de Modder East, Gold One International Ltd, a indiqué qu'une soixantaine de mineurs ont observé une grève "*sauvage*", empêchant la moitié du personnel du site d'aller au travail.

"*Devant le refus des grévistes de se disperser, la police a dû faire usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour les disperser*", a précisé l'employeur.

De son côté, le porte-parole de la police, Pinky Tsinyane, a déclaré que quatre personnes ont été blessées et quatre autres arrêtées.

Lundi, les premiers des 270 mineurs de Marikana placés en détention préventive à la suite de la tuerie du 16 août ont recouvré la liberté.

Ils avaient été, dans un premier temps, inculpés du meurtre de leurs collègues en vertu d'une loi remontant l'époque de l'apartheid. Mais face aux protestations, le parquet a depuis fait machine arrière et levé ces inculpations. (Reuters 03.09)

3- Liban

"*On a des montagnes de déchets et des minibus qui crachent du dioxyde de carbone, le gouvernement aurait mieux fait de régler ces problèmes avant d'interdir la cigarette!*" s'insurge Saad Fleifel, résumant le mécontentement quasi général face à l'entrée en vigueur d'une loi anti-tabac au Liban.

Dans un pays considéré comme le "*paradis des fumeurs*", cette loi était entrée vigueur il y a un an - mais pas toujours respectée - dans les aéroports, les hôpitaux, les écoles et les transports en commun. A partir de lundi, elle concerne les cafés, les restaurants et autres établissements touristiques.

Sur la terrasse d'un café-resto à Hamra, secteur commerçant de l'ouest de Beyrouth, Saad Fleifel et Firas Ghali, se délectent en fumant le narguilé et pestent contre l'Etat.

Comme la majorité des personnes interrogées par l'AFP, ils l'accusent d'avoir privé les fumeurs d'une sorte de "*défoulement*" dans un pays miné par des années de guerre, d'instabilité et de problèmes économiques.

"*Interdire la cigarette, c'est un concept européen, mais fumer le narguilé, c'est un mode de vie libanais et oriental et on veut nous priver de ça!*" s'exclame Saad, 39 ans, propriétaire d'une entreprise de transport.

"*Les plages pleines d'ordure et le gaz toxique des centrales électriques, ce n'est pas de la pollution ça?*" proteste-t-il.

"*Les bars à narguilé, ce sont les seules choses qui marchent au Liban*", renchérit Firas, un commerçant de 30 ans, qui doute de l'application de la loi.

"*Le gouvernement ne s'est jamais préoccupé du citoyen et on n'est même pas couvert par une assurance-maladie comme en Europe, vous voulez me faire croire qu'il s'inquiète pour notre santé maintenant*"? raille Ahmad, un acteur de 26 ans en grillant une cigarette. "*C'est juste pour empocher de l'argent*".

La grogne se fait entendre aussi dans les villes touristiques de Tyr (sud) ou Baalbeck (est).

A Tripoli, la grande ville du nord théâtre d'affrontements confessionnels sporadiques, on n'y va pas de main morte.

"*S'ils vont appliquer la loi par la force, je vais couper les routes et brûler des pneus*", lance avec défi Khaled el-Abed, propriétaire d'un café à Bab el-Tebbaneh.

"*Il est bizarre ce Liban*", commente un autre Tripolitain. "*Il y est interdit de fumer, mais il est permis de kidnapper des gens*", en référence à des enlèvements récents revendiqués par des hommes identifiés mais qui n'ont pas été arrêtés. (AFP 03.09)

J'ai mis cette info en ligne pour montrer que dans tous les pays, ceux qui gouvernement s'emploient à restreindre les libertés et à pourrir au quotidien la vie des simples citoyens jusqu'à ne leur laisser aucun répit pour se détendre ou se changer les idées, à croire qu'ils veulent les pousser à bout.

ECONOMIE

UE

L'agence de notation Moody's a ramené lundi de "stable" à "négative" la perspective de la note qu'elle accorde à l'Union européenne, disant s'aligner sur les baisses de perspectives d'importants pays membres comme l'Allemagne et la France. (AFP 03.09)

Haut de page

Le 5 septembre

CAUSERIE

Quel regard le NPA porte-t-il sur la situation ?

Titre d'un article : *Aux racines de la crise européenne* - jeudi 30 août 2012

- "*L'Europe est devenue le maillon faible du capitalisme mondial. La crise économique et financière a débouché sur une crise des dettes publiques, aggravée par la nécessité pour les États capitalistes de renflouer des banques dont les bilans débordent de créances « pourries ».*"

L'oligarchie financière, au sommet de laquelle se trouve la Fed et la City, lance une brutale offensive contre le prolétariat européen qu'ils ont mis minutieusement au point étape par étape au cours des décennies précédentes, ils lui donnent le nom de *"crise*" pour lui prêter un caractère inéluctable dont elle serait elle-même la victime, il n'en fallait pas plus pour que tous les crétins de la place s'en emparent et s'engouffrent dans cette version de la situation qui n'a un rapport qu'indirectement avec le fonctionnement du capitalisme.

L'Europe n'est pas "*devenue le maillon faible du capitalisme mondial*", elle a été étranglée par les banquiers et les marchés qui lui ont imposé leur dictature avec la complicité de tous les gouvernements en place, ainsi que les partis institutionnels en situation d'accéder au pouvoir.

La crise économique et financière n'a pas "*débouché sur une crise des dettes publiques*", ils se sont servis du capital qu'ils avaient accumulé pendant des décennies pour proposer (sic!) leurs services aux Etats ou plutôt leur imposer moyennant des taux d'intérêt qu'ils avaient fixés eux-mêmes, et une fois les Etats ayant accepté de réduire leurs recettes ils se sont retrouvés dans l'obligation de recourir aux marchés pour faire face à leurs dépenses, ainsi la dette des Etats atteignit des sommets au point que le service de l'Etat devint leur premier poste budgétaire.

La crise économique était bien réelle, elle correspondait à l'accumulation du capital ne trouvant pas de placements suffisamment rentables pour engranger de nouveaux profits, elle seule est le produit du fonctionnement des lois du capitalisme. Quant à la dette des Etats, elle n'en est pas la conséquence, elle a été fabriquée de toutes pièces selon un plan arrêté par le cartel des banques, qui un siècle auparavant s'était emparé de l'économie et de l'Etat américain.

Et pour financer cette mainmise de l'oligarchie financière sur les Etats, par étapes il leur a fallu disposer de sommes colossales qu'ils n'avaient pas ou pas de disponible sous la main, qui leur furent distribuées généreusement par G. Bush à partir du 11 septembre 2001, le jackpot étant atteint à partir de la faillite de Lehman Brothers qu'ils précipitèrent en 2008, la Fed décrétant que pour une durée illimitée le guichet resterait ouvert et les heureux élus pourraient se servir à leur guise à hauteur de milliers de milliards de dollars une fois mise en branle la planche à billets.

C'est avec cet argent fictif qu'ils ont fabriqué pour l'occasion, qu'ils ont gangrené l'économie européenne et mis à genoux les Etats, cela n'a donc rien à voir ici avec une crise classique du capitalisme, même si parallèlement ou souterrainement elle faisait son oeuvre, ce serait plutôt une entreprise de type mafieuse qui est passée à l'action.

Ce que le NPA ne comprend pas comme pratiquement tous les partis et la plupart des économistes, c'est que la situation actuelle découle de l'interaction entre l'économie réelle et l'économie fictive sans que les deux se chevauchent parfaitement, ils n'arrivent pas à discerner ce qui est du domaine de l'une et l'autre économie ni les rapports qu'ils entretiennent. Du coup ils confondent tout et ne comprennent plus rien ou pas grand chose.

Ils ne veulent pas admettre qu'à un moment donné des règles étrangères aux lois de fonctionnement du capitalisme aient été introduites, non pas pour en changer la nature ou déboucher sur un nouveau système économique puisque les rapports entre les classes sont demeurés les mêmes, les fondements du capitalisme n'ont pas été modifiés depuis plus de deux siècles qu'ils existent, mais pour s'attaquer à la part de la plus-value qui revenait au prolétariat européen sous forme de rémunération ou droits sociaux afin d'enrayer ou freiner la baisse du taux de profit à l'échelle mondiale qui était à la fois le produit du développement du capitalisme mondial et de la lutte de classe, pour finalement consacrer leur hégémonie sur tous les peuples et la planète.

Quand on est en proie à un virus, on va le traiter et en faire disparaître les symptômes, les conséquences, mais on ne se posera pas la question de savoir pourquoi il s'est développé chez nous et pas chez notre compagne ou compagnon, il faut pourtant admettre qu'on présentait un terrain favorable à son développement, la fatigue, la prise de médicaments, l'alcool, une nourriture déséquilibrée. Une fois rétabli, on ne s'attaquera pas à l'origine de cette infection, on se contentera d'observer qu'on a retrouvé la santé, un équilibre qui masque une autre réalité plus profonde qui prend ses racines dans nos habitudes (alimentaires notamment) ou notre mode de vie. En réalité, on aura traité un effet en croyant avoir vaincu sa cause, alors qu'on sera passé à côté, c'est exactement ce que fait ici le NPA. Comment discerner ce qui tient du virus et ce qui appartient au terrain quand on ignore celui-ci ? Sans vouloir être désobligeant pour le plaisir de l'être, j'en déduis donc qu'au NPA ils n'ont rien appris ou pas grand chose de la vie.

Continuons la lecture de cet article.

- "*À son tour, cette crise de la dette a provoqué une crise de la zone euro, désormais menacée dans son existence même.*"

Cela aussi on leur a soufflé et ils ont sauté à pieds joints dedans. A les entendre on aurait l'impression d'être placé devant un processus spontané et totalement imprévisible, alors qu'il a été savamment orchestré dans un objectif bien précis. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils le maîtriseraient entièrement, loin de là, au regard des contradictions du capitalisme. Pour mieux comprendre comment fonctionne l'économie, il faut faire un va et vient incessant entre l'économie réelle et fictive ou les avoir toutes les deux à l'esprit en permanence.

Si l'on reprend les faits depuis le début des années 70, la fin de la convertibilité du dollar en or, la fusion des banques de dépôt et d'investissement, l'indépendance de la Banque de France, l'obligation pour l'Etat d'emprunter aux marchés à ses conditions, la création de la BCE détentrice du pouvoir de battre la monnaie à la place des Etats, puis dans la foulée le passage l'euro, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que l'étranglement des Etats par la dette et leur soumission à l'oligarchie financière ont été programmés pour permettre aux plus puissants des capitalistes de le rester tout en soumettant le prolétariat européen à une régression sociale sans fin.

Comme beaucoup d'autres, le NPA s'imagine que l'euro et l'Union européenne seraient des fins en soi, alors qu'ils ne sont que des moyens pour parvenir à une fin inavouée, car inavouable, nous réduire littéralement en esclavage.

On va poursuivre cette lecture en sautant certains paragraphes qui ne présentent aucun intérêt pour nous ici, la suite montre à quel point le NPA prend les problèmes à l'envers.

- "*Pour dix-sept pays la monnaie est européenne, mais leur intégration économique est absente et il n'y a nulle harmonisation fiscale ni sociale – celle-ci étant même formellement interdite par les traités de l'Union européenne*."

Pourquoi est-elle "*interdite par les traités de l'Union européenne*", si ce n'est pas parce que cela ne correspond pas à l'objectif de ceux qui tirent les ficelles. S'ils estimaient à un moment donné que l'harmonisation fiscale et sociale ferait leur affaire, ils passeraient à la vitesse supérieure pour atteindre cet objectif. La question est de savoir qu'est-ce que cela leur apporterait de plus, est-ce que cela servirait l'objectif qu'ils se sont fixés ?

- "*L'Europe est une réalité historique et culturelle, et dans une certaine mesure (malgré les obstacles que place le capitalisme) économique. Son unification est une nécessité pour le progrès de tous les peuples, de toutes les sociétés qui la composent. Les conceptions libérales, présentes dès l'origine mais qualitativement aggravées par l'Acte unique (1986) puis le traité de Maastricht (1992), ont cependant démontré leur incapacité à la faire avancer dans cette voie.*"

Le NPA en arrive à produire un truisme, une banalité affligeante, la fraternité entre tous les peuples en Europe serait "*une nécessité pour le progrès de tous les peuples*", il faut avoir réfléchi pendant de longues années pour sortir un truc pareil !

D'un truisme à la confusion la plus totale il n'y a qu'un pas que le NPA franchit. A propos de l'Espagne :

- "*... le secteur de la construction, qui a fait l'objet d'une spéculation effrénée alimentant une croissance largement artificielle, avant de s'effondrer lorsque la bulle immobilière mondiale a explosé, d'abord aux États-Unis.*"

Quelle "*bulle immobilière mondiale*" ? Où a-t-elle explosé à part aux Etats-Unis et maintenant en Espagne dans une moindre proportion ?

- "*Grèce, le système a utilisé à fond les possibilités d'endettement facilitées par l'Union européenne, et qui profitaient avant tout à ses grandes banques (principalement allemandes et françaises) ; jusqu'à ce que le déclenchement de la crise mondiale mette à nu des déséquilibres que les marchés financiers ont alors considérés comme insoutenables.*"

Etonnant, on avait cru comprendre que les comptes de la Grèce avaient été truqués par des hommes de main de Goldman Sachs et leur présentation maquillée pour justement obtenir de nouveaux prêts, qui une fois additionnés à son endettement réel et rendu public allait s'avérer explosif au point de considérer l'Etat grec au bord de la banqueroute.

Encore une fois, ils prennent pour argent comptant la version qu'on leur a servie sur un plateau.

En réalité, les marché financiers n'avaient pas besoin de considérer comme insoutenable le taux d'endettement de l'Etat grec, il l'était purement et simplement, ils avaient conduit la Grèce à un point de non retour qui nécessitait soit de liquider le capitalisme, soit de réduire drastiquement le niveau de vie de la population grecque.

Le NPA n'analyse pas la situation, il se contente de la commenter, cela pourrait être le mot de la fin, mais continuons encore un peu cette lecture.

Ils poursuivent en comparant les Etats-Unis et les pays de l'Union européenne, mais comme ils n'ont pas en tête le cartel des banques qui dirigent les Etats-Unis depuis le début du XXe siècle, ils nagent en pleine confusion une fois de plus, passons ce passage sans intérêt. La suite est plus gratinée, excellente même.

- "*La Grèce supporte ainsi le poids d'une monnaie totalement surévaluée, tout en étant prise dans le carcan de traités européens qui lui interdisent toute politique autonome par laquelle elle pourrait tenter de se redresser.*"

Au NPA, ils ne combattent pas pour le socialisme, ils se battent pour redresser le capitalisme dans chaque pays afin que les travailleurs vivent mieux leur condition d'exploités, vous en avez la preuve sous les yeux, ils vont le confirmer plus loin.

Attention, c'est reparti pour un tour avec la crise :

- "*Jusqu'à présent, les gouvernements européens n'ont trouvé aucune solution cohérente viable pour remédier à cette crise.*"

Parce qu'ils en chercheraient une, on leur a dit, ils le croient au NPA !

- "*La vieille idée des États-Unis d'Europe apparaît chaque jour davantage comme une nécessité, mais il est tout aussi clair que la réaliser impliquera de mettre à bas l'échafaudage institutionnel et réglementaire de l'UE et de l'euro. Ce que seuls pourront accomplir des gouvernements au service des travailleurs, commençant à rompre avec la loi du profit.*"

Vous aurez noté qu'il ne s'agit pas pour le NPA des Etats-Unis socialistes d'Europe, passons, ils vont le plaquer à la fin. Il ne manquerait pas quelque chose dans leur énumération ? Les institutions politiques que dans chaque pays le prolétariat doit impérativement abattre pour prendre le pouvoir, pour ensuite "*rompre avec la loi du profit*", autrement dit, sans cette condition on en revient à ce qui a été souligné plus haut, à savoir qu'au NPA, ils ne combattent pas pour le socialisme, ils se battent pour redresser le capitalisme dans chaque pays afin que les travailleurs vivent mieux leur condition d'exploités.

Vous en doutez encore ? Non, je ne vais pas me fâcher, cet article m'a mis de bonne humeur, il précise la vraie nature du NPA. J'en

ai un autre sous le coude qui n'est pas à piquer des vers non plus, vous allez apprécier j'en suis sûr, il commence sous les chapeaux de roue, un vrai délice :

Titre d'un autre article : *Pas de sortie de crise dans le cadre national, pour un plan d'urgence européen*... - lundi 30 juillet 2012

- "*À l'inverse des politiques austéritaires menées en Europe, il est nécessaire d'augmenter les salaires pour vivre correctement et financer la protection sociale.*"

Voilà leur seul et unique objectif, il le confirme ici. Nous notre objectif, c'est de se débarrasser des classes et des Etats, de l'exploitation de l'homme par l'homme, du règne de la nécessité pour enfin atteindre le règne de la liberté.

Vous allez penser, comme il y va, il a perdu la tête le malheureux, vous allez trop loin, vous croyez, eux au NPA ils vont nulle part, vous avez envie de faire partie du voyage ou vous préférez piétiner sur place indéfiniment, vous avez le choix, je ne vous impose rien.

Nous, nous considérons que l'objectif fixé par le NPA consiste à faire en sorte que certaines couches de travailleurs puissent vivre relativement confortablement et puissent supporter l'existence du capitalisme au détriment des autres qui auront une existence misérable, en France ou ailleurs dans le monde puisque les économies sont imbriquées. Désolé, ce n'est pas notre objectif.

Par ailleurs, nous savons que c'est la violente et profonde dégradation des conditions objectifs que rencontrent les travailleurs qui seule les poussa à passer à l'action et à terme à réaliser leur révolution. Donc nous ne cherchons pas à l'éviter, nous préparons les travailleurs à affronter cette situation dans les meilleures conditions possibles pour sortir victorieux de ce combat. La démarche du NPA s'inscrit dans la perspective de la préservation du régime capitaliste, la nôtre dans celle de sa liquidation. Vous comprendrez pourquoi nous avons si peu de points communs avec le NPA.

- "*Un «pacte budgétaire» combiné à une union bancaire dans le cadre d'une union politique fédérale dont le seul ciment serait financier, la dette, les «eurobonds», le Fonds européen de stabilisation financière (FESF) auquel succède mi-juillet le Mécanisme européen de stabilité (MES), le tout supervisé par la BCE, tels sont les grands axes du plan de l'Allemagne face à la crise.*"

Ils y tiennent au scénario concocté par l'oligarchie financière. On a le droit de penser que le NPA est instrumentalisé par le régime, ce qui vous remettra en mémoire de quelle manière les médias aux ordres de l'Elysée avaient propulsé le NPA sur le devant de la scène avant qu'il ne retourne dans l'ombre.

En réalité, l'Allemagne est le seul pays qui tire profit actuellement de la situation depuis Maastricht ou le passage à l'euro, apparemment ils l'ignorent au NPA, pas tout à fait, mais ils n'en tiennent pas compte.

Je vous épargne la suite qui est du même tonneau que l'article précédent, allons voir plus loin.

- "*La seule voie capitaliste pour éviter l'implosion de l'Europe est que les puissances dominantes soient capables d'imposer une unité par la contrainte économique et financière. Cette voie est celle de la dictature des marchés...*"

Les Etats-Unis sont à l'origine de l'Union européenne, pour eux, l'Union européenne, ils n'y tiennent pas davantage qu'un Kleenex, la dictature des marchés n'est pas une voie ou un moyen, c'est la fin, l'objectif final qu'ils se sont fixés.

- "*Les causes profondes de la crise de l'euro ne sont pas des problèmes de technique budgétaire ou financière. Elles sont sociales et politiques, déterminées par les rapports entre les classes.*"

Ils confondent la crise du capitalisme qui est le produit des contradictions inhérentes à ses fondements dans lesquelles intervient la lutte des classes, avec la "*crise de l'euro*" qui est le produit d'une entreprise criminelle pilotée par un cartel de banquiers relayé par les banques centrales. Le côté ouvriériste du NPA le trahit ici.

Ils nous expliquent ensuite que la construction européenne serait minée par les contradictions dues au développement inégal et à l'histoire de chaque pays de l'UE, sans blague, parce que voyez-vous de Schuman à Barroso personne n'y avait pensé avant le NPA, aucun des dirigeants européens ou des chefs d'Etats en 60 ans ne s'en serait aperçu, on se demande alors quel objectif ils poursuivaient en réalité.

En guise de socialisme, les voilà retournés à Owen.

- "*... l'issue de la crise de leur Europe passe par la mobilisation du monde du travail sur le terrain politique pour défendre ses droits, défense indissociable de la lutte pour une autre Europe qui ne soit pas celle de la concurrence et du profit mais celle de*

la solidarité et de la coopération."

Cela ne veut strictement rien dire "*la solidarité et de la coopération*", entre Etats capitalistes, cela vaut bien l'union libre des Etats libres des anarcho-syndicalistes du POI.

Il leur arrive parfois de produire une analyse presque correcte sur un segment de la situation mondiale, presque et sur un segment seulement, pour en déduire immanquablement des conclusions erronées parce qu'il leur manque un gros morceau du puzzle. - "*À l'origine de la dette, la volonté des États de se porter garants de la rentabilité financière de l'économie, de consolider le système financier miné par les spéculations qui visent à pallier la difficulté de réaliser les profits.*"

On peut admettre cette version édulcorée. Et patatras :

- "*L'issue combine la lutte contre les conséquences de l'exacerbation de l'exploitation avec celle contre la suraccumulation du capital et les spéculations financières.*

Il n'y a pas de réponse à la crise qui ne commence par le changement du rapport de forces en imposant une autre répartition des richesses. L'augmentation des salaires pour vivre dignement et financer la protection sociale et les régimes de retraite..." la liste continue sur encore six lignes, et toutes ces revendications pourraient être satisfaites ou ce programme mit en oeuvre sans liquider les institutions de la Ve République et le capitalisme, à croire qu'ils n'y tiennent pas ou n'y croient pas, et comme cela s'avèrera impossible à réaliser, autant dire qu'avec le NPA dans un siècle on en sera toujours au même point ! Le pire, c'est qu'ils ne s'en rendent même pas compte.

Ils militent soi-disant pour l'annulation de la dette de l'Etat, mais pas sans conditions, une fois seulement qu'"*un audit populaire*" se sera prononcé "*en vue de son annulation*", dans le cas contraire, il faudra casquer ! Le tout sous un vocable qui se veut radical pour en imposer aux naïfs ou ignorants, il faudra "*prendre le mal à la racine pour en finir avec la soumission des États aux intérêts de l'aristocratie financière*", non mais alors, comment, mystère !

Et comme toujours dans ces articles à rallonge, on y trouve tout et son contraire histoire de noyer le poisson, sauf qu'on a appris à nager!

Ils se prononcent pour l'expropriation des banques et des compagnies d'assurances sans indemnisation, pour immédiatement soutenir qu'il faudrait conserver l'euro, pas comme monnaie de change pour les transactions internationales une fois qu'on aura pris le pouvoir, hypothèse que j'avais envisagée et qui restait à valider ou à infirmer, non, pour sortir de la crise au niveau européen :

- "*La sortie de l'euro est souvent présentée, y compris à gauche, comme une des conditions pour sortir de la crise. C'est une erreur car si les luttes gardent pour cadre premier l'arène nationale, la zone euro et l'UE sont l'espace politique réel dans lequel doit s'inscrire la lutte du mouvement ouvrier*", confirmant ainsi que "*les luttes*" dans le cadre national doivent concerner les revendications alimentaires et que les revendications politiques doivent être traitées au niveau européen, autrement dit le combat politique contre les institutions dans chaque pays passe à la trappe.

Mieux encore, ils veulent conserver la BCE dont il faudrait "*revoir complètement la politique monétaire ainsi que le statut et la pratique*", alors pourquoi ne pas la liquider et créer une nouvelle banque européenne sur les bases du socialisme. Ils ne peuvent pas l'envisager car rappelez-vous qu'ils ne militent pas dans la perspective du socialisme, ce qu'ils confirment plus loin :

- " *Ce service public bancaire sera le réseau nourricier d'une Europe bâtie sur la solidarité et la coopération, l'instrument d'une planification démocratique.*"

Et comme ils ont bien appris leur leçon, le baroud d'honneur habituel pour nous faire oublier tout ce qui précède et qui de toute évidence ne nous permettra jamais d'avancer vers le socialisme.

- "*La mise en œuvre de cette politique nécessite la conquête du pouvoir par les travailleurs et les classes populaires, un gouvernement démocratique des travailleurs regroupant partis et organisations syndicales qui refusent l'austérité s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation des travailleurs. Un tel bouleversement ne pourra rester enfermé dans le cadre des frontières nationales, il s'étendra à toute l'Europe pour mettre en œuvre un processus constituant en vue de la construction d'une Fédération des États socialistes d'Europe.*"

Tu parles d'un "*bouleversement*", un gouvernement "*regroupant partis et organisations syndicales qui refusent l'austérité*" mais demeurent subordonnés au capitalisme, par exemple, le PCF, le PG, le NPA, Mailly, Thibault et consorts, des socialistes quoi !

Cet article programme fait plusieurs pages à l'écran, pas une seule fois ils n'ont cité les institutions de la Ve République, la Constitution, pas une seule fois ils auront prononcé le mot révolution ou révolutionnaire.

Parole d'internaute

- "*Aux Etats-Unis, en Espagne, en Irlande, les banques avaient spéculé sur la hausse infinie de l'immobilier. Elles ont perdu. Quand la pyramide s'écroule, quelqu'un doit payer. Faire travailler les peuples pour rembourser les banques, tel est le sens de la rigueur décrétée par les gouvernements.*"

Inexact, les banques n'ont pas spéculé "*sur la hausse infinie de l'immobilier*", parce qu'elles savaient pertinemment qu'à un moment donné cette bulle éclaterait, elles ont créé les conditions qui leur permettraient de spéculer aussi longtemps que possible tout en sachant que les gouvernements viendraient à leur secours pour nationaliser leurs pertes.

Il est également erroné de penser que parce qu'elles ont enregistré des pertes énormes, celles-ci annuleraient les profits qu'elles ont empochés, il ne viendra à l'idée de personne de demander aux actionnaires qui ont perçu des millions d'euros durant toute cette période de rembourser cette somme. Les profits, ils les conservent, et leurs dettes, c'est effectivement aux travailleurs que les gouvernements entendent les faire payer.

Ce que la plupart des gens n'arrivent pas à comprendre, c'est que l'effondrement du capitalisme, la crise, la banqueroute d'une banque sont parfaitement prévisibles puisqu'inévitables à terme. Donc les différents acteurs qui entrent en jeu se positionnent y compris dans cette perspective, malheur à ceux qui ne l'ignorent ou ne l'ont pas en permanence en tête, c'est évidemment le cas des petits porteurs qui sont les dindons de cette mauvaise farce.

Croire que les représentants du capital, les gros actionnaires ou les dirigeants des grandes entreprises ne comprendraient rien au fonctionnement du capitalisme est une grave erreur. Et pourquoi fait-on généralement cette erreur ? Devinez, parce qu'on ignore soi-même comment fonctionne le capitalisme, du coup on prête volontiers aux capitalistes notre propre ignorance, c'est une sorte d'identification à l'envers inconsciente.

Vous avez remarqué que j'ai progressé en économie au cours des 7 dernières années, au début ce n'était pas très brillant (un euphémisme pour ne pas dire médiocre !), puis on s'y est mis sérieusement. Qu'on progresse ensemble, ce sera mieux, c'est mon seul objectif. On a encore du boulot, c'est sans fin en réalité.

Hollande dans le rôle du contorsionniste.

Hollande, hier, en Italie : "*Nous avons la même préoccupation, celle de la croissance dans la stabilité*" (AFP 04.09),

La croissance des profits des capitalismes ne doit pas être contrariée, perturbée, déstabilisée, comme la paix sociale quoi !

Hollande en famille.

François Hollande a reçu la semaine dernière à l'Élysée l'écrivain-philosophe Bernard-Henri Lévy, qui avait lancé au cours de l'été un appel à une action militaire aérienne en Syrie, a indiqué l'entourage du président, confirmant une information du Parisien. "*Nous confirmons une rencontre entre Bernard-Henri Lévy et le président de la République au sujet de la Syrie*", a-t-on déclaré de même source. S'inspirant du précédent libyen en 2011, quand il s'était fait l'avocat d'une intervention militaire auprès de l'ancien président Nicolas Sarkozy, BHL avait appelé à la mi-août à une action similaire en Syrie, dans une tribune intitulée "*Des avions pour Alep*", publiée par le quotidien Le Monde.

Selon le site internet du Parisien, la rencontre entre François Hollande et le philosophe s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius. "*L'entretien entre François Hollande, Laurent Fabius et Bernard-Henri Lévy a duré environ une heure*", poursuit le quotidien, citant "*une source au Quai d'Orsay*". (lepoint.fr 04.09)

TSCG. Ils en sont au chantage.

Le député PS de Seine-et-Marne, ex-conseiller de Jean-Marc Ayrault, Olivier Faure accroît un peu plus la pression sur les opposants au traité européen, membres de son propre parti.

Pour le nouvel élu socialiste, ne pas adopter le traité budgétaire européen, négocié par Nicolas Sarkozy et adopté par François Hollande, reviendrait à ouvrir une "*crise politique majeure*" a-t-il déclaré au Talk Orange-Le Figaro. (lexpress.fr 04.09)

Ben voyons, l'UMP qui ne s'est pas encore remis de sa cinglante défaite vous l'évitera. Gageons que vous ne serez pas ingrat avec lui.

Contre le TSCG... pour sauver l'Union européenne.

La grogne des députés PS continue. Pascal Cherki a annoncé ce mardi qu'il voterait contre le traité de stabilité européen, au lendemain de la déclaration de Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, indiquant que les députés PS n'auront aucune liberté de vote sur le traité.

"*Nous formons une majorité politique, pas un club de supporters marchant à coups d'oukases et de rappels à l'ordre disciplinaires*", écrit sur son blog Pascal Cherki, député de Paris, proche de Benoît Hamon et membre de l'aile gauche du PS.

Selon le député membre de la commission des Finances, le traité, par l'austérité qu'il programme, fait courir "*un risque majeur*" à l'Europe "*en précipitant les pays vers une récession dont nous aurions le plus grand mal à sortir et qui ne ferait que renforcer les partis d'extrême droite qui plaident pour un repli nationaliste des peuples*".

En outre, ajoute-t-il, le traité "*contraint fortement les possibilités d'agir des Etats sans pour autant renforcer ceux de l'Europe*", dont le budget n'est pas augmenté. (L'Express.fr 04.09)

Encore un qui a tout compris : renforcer les Etats ne peut se concevoir qu'au détriment de l'UE, et le renforcement de l'UE ne peut se faire qu'au détriment des Etats, les choses simples s'expriment simplement. Simplet (Pascal Cherki) a-t-il compris ou faut-il lui faire un joli dessin ?

Vous savez d'où viennent les couacs au PS ? C'est parce qu'il y a plein de Pascal Cherki au PS ou parmi leurs élus, pas qui sont opposés au TSCG, mais qui ne comprenne rien ou pas grand chose à la situation.

PS. Le parti unique mérite une candidature unique.

Le mode de désignation du futur premier secrétaire du PS suscite des remous au sein du parti, certains n'hésitant pas à le qualifier d'"*obscur*" voire de "*nord-coréen*", alors que la numéro un sortante Martine Aubry avait fait de la rénovation un de ses credo favoris.

L'universitaire Rémi Lefebvre s'étonne pour sa part que Martine Aubry, en dépit d'un bilan résolument réformateur du parti, "*termine son mandat avec une note qui ne va pas dans le sens de la rénovation*".

"*On ne va pas changer les règles (de désignation du successeur) au dernier moment. On a l'impression qu'Harlem Désir sent que les choses tournent en sa défaveur et qu'il se tourne vers les militants*", ajoute-t-il.

Le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, a fait valoir pour sa part sur RMC sur "*l'unité est porteuse de candidature unique*". (AFP 04.09)

Rémi Lefebvre, encore un intellectuel à la tête trop pleine...

Vous savez, la tête, c'est comme l'estomac, on va vous expliquer comment cela fonctionne puisque vour l'ignorez apparemment.

Pour favoriser la digestion, le bol alimentaire ou la quantité de nourriture que vous absorbez lors d'un repas ne doit pas excéder un certain volume, afin que le suc gastrique procède à la décompostion des aliments ingurgités dans de bonnes conditions, c'est-à-dire, que la durée de fermentation ne doit pas exéder le temps nécessaire à la décompostion des aliments (conformément à leur composition chimique), car au-delà ils entrent en putréfaction.

Pour se faire, il faut que le suc gastrique soit bien mélangé aux aliments, il faut donc laisser un petit espace vide dans l'estomac pour que les aliments puissent se déplacer et se mélanger correctement au suc gastrique, sinon, devinez, bonjour les odeurs ! Eh oui, qui dit putréfaction, dit gaz! Mais aussi constipation, mal de tête, nausée, insomnie, irruption cutanée, je ne plaisante pas. Il arrive aussi que ce soit la qualité ou la quantité du suc gastrique qui pose problème, mais c'est autre chose.

Avec la tête un peu moins pleine, on va aérer les neurones monsieur Rémi Lefebvre, on va faire respirer nos connaissances, le matériel qu'on a emmagasiné dans le cerveau, du coup ils seront plus disponibles ou mieux disposés pour réfléchir. Vous me direz que c'est aussi efficace que ne penser à rien, assurément, à condition d'avoir penser à tout ou presque avant, ce qui ne semble pas être le cas de M. Lefebvre.

Il arrivait à Marx de se balader et de ne penser à rien, selon lui, pour se reposer l'esprit avant de se remettre au boulot, dans son cas cela se concevait aisément ; vous ne voudriez tout de même pas que l'on compare l'auteur du *Capital* avec l'auteur de divagations sur le PS, un peu de sérieux.

ACTUALITE EN TITRES

Hollande en maton.

- Hollande et Monti se veulent les "*gardiens*" des décisions européennes - AFP

En famille.

- Syrie : François Hollande a reçu Bernard-Henri Lévy - LePoint.fr

Ne vous marrez pas, le dandy sioniste et milliardaire Bernard-Henri Lévy clame sur tous les toits qu'il est de gauche, sans guillemets s'il vous plaît. Il est donc chez lui au Palais.

En attendant le retour du rutabaga et du topinambour.

- Les Français achètent de plus en plus de pommes de terre - LeFigaro.fr

Rutabaga et topinambour, tubercules de la famille du navet qui sert à l'alimentation du bétail et éventuellement à l'alimentation humaine pendant la guerre. Mais nous sommes en guerre !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

«*Les républicains mentent, et ils s'en fichent si les autres pensent qu'ils mentent... Joseph Goebbels, c'est le grand mensonge et on le répète à l'envi*», a confié, lundi, le chef du Parti démocrate de Californie John Burton, de manière un peu décousue, à la radio KCBS et au journal San Francisco Chronicle. Et John Burton de réitérer aussitôt ses accusations en visant nommément le colistier de Mitt Romney. «*Cet abruti de Paul Ryan a fait un mensonge effronté sur la fermeture de l'usine General Motors de Janesville dans le Wisconsin et il s'en fiche. C'était Goebbels, le grand mensonge*.» «*Les républicains ont dit qu'ils n'accordaient aucune importance aux faits. Pour eux, mentir n'est pas un terme péjoratif, c'est plutôt un compliment*», conclut le président du Parti démocrate en Californie.

Au cœur de son mécontentement, les arguments anti-Obama des républicains qui déforment la réalité. Dans le cas de l'usine de Janesville, Paul Ryan dans son discours à la convention républicaine de Tampa, la semaine dernière, a sous-entendu que Barack Obama s'était engagé à maintenir ouverte l'usine mais n'en avait rien fait. Le site de Janesville a fermé en 2009. Sauf que, comme l'ont pointé de nombreux journalistes, General Motors avait pris la décision de fermer Janesville à l'été 2008 bien avant l'élection à la Maison-Blanche du démocrate.

Le porte-parole du président américain a déclaré que ces propos ne reflétaient «évidemment pas l'opinion de l'équipe de campagne» démocrate. Le mea culpa de John Burton, dont certains se demandent s'il ne va pas être poussé par son parti à la démission, a été également prompt.

Il n'est pas le premier démocrate du Sunshine State à oser les rapprochements entre les républicains et Goebbels. En 2010, l'actuel gouverneur de Californie Jerry Brown avait fait, en rencontrant en plein jogging un journaliste, la même analogie contre son adversaire républicaine, Meg Whitman. (lefigaro.fr 04.09)

Il y a des analogies qui ne trompent pas, non ?

2- Bahreïn

Une cour d'appel de Bahreïn a confirmé mardi de lourdes peines pour 13 opposants ayant joué un rôle de premier plan dans le soulèvement de 2011, un verdict renforçant la détermination de l'opposition à durcir la contestation.

Le tribunal a confirmé la prison à perpétuité pour sept opposants, tous chiites, reconnus coupables de "*conspiration pour renverser le gouvernement*", et pour certains "*d'espionnage*".

Parmi eux figure le militant des droits de l'Homme Abdel Hadi al-Khawaja, qui possède également la nationalité danoise et qui a mené jusqu'en mai une grève de la faim de 110 jours.

Le tribunal a également confirmé les peines allant de cinq à quinze ans de prison pour cinq autres opposants.

Les 13 militants, détenus depuis un an et demi, n'ont pas comparu devant la cour, selon des avocats de la Défense. Les forces de sécurité étaient déployées en force autour du tribunal pour empêcher toute manifestation.

Les 13 hommes ont le droit de faire appel auprès de la Cour suprême.

Sur son compte Twitter, le chef du puissant parti d'opposition chiite Al-Wefaq, cheikh Ali Salmane, a affirmé que la décision du tribunal "*ne fera que renforcer la détermination du peuple à poursuivre son soulèvement jusqu'au bout*".

"*Tant que nos frères seront détenus, la crise se poursuivra*", a-t-il ajouté, appelant à la libération inconditionnelle des chefs de l'opposition.

Les partis d'opposition dont le Wefaq ont également publié un communiqué commun dénonçant "la dictature" à Bahreïn où l'impasse politique semble totale, la dynastie sunnite refusant toute concession sur le fond.

Amnesty International, dont un observateur a assisté au procès, a déploré une décision "*scandaleuse*", appelant les autorités à "libérer immédiatement et sans condition" les treize opposants.

"*La décision de la cour porte un nouveau coup à la justice et montre une fois de plus que les autorités bahreïnies ne sont pas engagées sur la voie de la réforme, mais plutôt dans une logique vindicative*", a affirmé Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe de l'organisation pour le Proche-Orient et l'Afrique du nord.

Les treize militants, ainsi que huit autres opposants dont sept jugés par contumace, avaient été condamnés en juin 2011 par le tribunal d'exception pour complot contre le régime.

Le verdict de la cour d'appel intervient alors que la condamnation le 16 août d'un autre militant des droits de l'Homme, Nabil Rajab, à trois ans de prison ferme a déjà suscité des critiques des organisations de défense des droits de l'Homme et de pays occidentaux à l'égard du pouvoir bahreïni.

M. Rajab, qui dirige le "*Bahrain Centre for Human Rights*", était jugé pour sa participation à des manifestations non autorisées. (AFP 04.09)

Mais où donc est passé H. Clinton et l'ambassadeur français pour les Droits de l'homme qui est parti à Moscou pour rappeler au ministère russe des Affaires étrangères « *que la France soutient partout dans le monde les principes de la liberté d'expression et d'opinion* » (voir l'info d'hier). De préférence en Syrie, en Chine, à Cuba, en Russie, en Bolivie, au Venezuela, etc. dans tous les pays ne faisant pas partie du club des grandes puissances occidentales ou de leurs alliés, on comprend, on comprend...

3- Chine

La direction du Parti communiste chinois se retrouve plongée dans un scandale, très embarrassant juste avant un important Congrès, lié à la mort en mars dans un accident de Ferrari du fils d'un haut responsable.

Après des mois de spéculations sur internet quant à l'identité exacte de la victime, tant bien que mal étouffées par la censure, tout s'est accéléré le week-end dernier, avec l'annonce de la mutation surprise de Ling Jihua, un proche du président Hu Jintao.

M. Ling était chef de la Direction générale du Comité central du Parti. Il a été nommé à la fonction beaucoup moins stratégique de chef du Département du Front uni du Travail, un service chargé des relations avec les minorités ethniques.

L'agence d'Etat Chine nouvelle a rapporté succinctement sa nouvelle affectation, qui a tout d'une mise à l'écart, sans en donner la raison.

Mais le South China Morning Post, quotidien réputé de Hong Kong, a affirmé lundi, en citant des sources anonymes, que Ling Jihua devait son changement de poste au fait qu'il était le père de l'inconnu mort au volant de la Ferrari.

Le 18 mars à l'aube, le quatrième périphérique de Pékin avait été le théâtre d'un terrible accident impliquant une Ferrari noire,

qui s'était écrasée à grande vitesse contre un mur en béton.

Du luxueux bolide quasiment désintégré sous le choc avaient été extraits le corps sans vie d'un homme âgé d'environ 20 ans, ainsi que deux jeunes femmes grièvement blessées. L'une était nue, l'autre à demi dévêtue. Le jeune homme n'était également qu'à moitié habillé.

Des photos de la carcasse en partie calcinée de la Ferrari ont commencé à circuler sur l'internet, accompagnées de rumeurs persistantes selon lesquelles la principale victime de la collision était le fils d'un haut dirigeant du régime.

Même si les autorités communistes n'ont jamais admis que le jeune homme était bien Ling Gu, fils de Ling Jihua, l'affaire a été jugée suffisamment sensible pour générer une vaste censure, allant jusqu'à bloquer sur les moteurs de recherche l'expression "*Ferrari noire*".

Elle tombe particulièrement mal à quelques semaines du XVIIIe congrès du Parti, une grand-messe qui verra en octobre l'arrivée décennale d'une nouvelle génération de dirigeants.

En cette période sensible, le plus grand parti communiste du monde (80 millions de membres) entend projeter des images de désintéressement et de service de l'intérêt général.

Or l'accident de la Ferrari vient au contraire conforter des centaines de millions de Chinois dans leur conviction que la nomenklatura du régime bénéficie d'une vie dorée et de nombreux privilèges, dans un climat d'impunité.

L'affaire est considérée comme très embarrassante pour le clan des "*libéraux*" et "*réformateurs*" issus de la Ligue de la Jeunesse du président Hu Jintao, qui a toujours vanté une lutte sans relâche contre la corruption.

Elle éclate quelques jours seulement après la condamnation à la peine de mort avec sursis de Gu Kailai, épouse du dirigeant déchu Bo Xilai, reconnue coupable de l'assassinat d'un Britannique dans la mégapole de Chongqing (sud-ouest), alors dirigée par son mari.

Ce scandale d'une ampleur inédite depuis des décennies mêle crime, argent, pouvoir et corruption. Ainsi qu'une... Ferrari: le Wall Street Journal avait en effet affirmé en novembre dernier que Bo Guagua, fils du couple Bo, s'était présenté dans une Ferrari rouge à l'ambassade des Etats-Unis à Pékin, pour emmener dîner dehors la fille de l'ambassadeur de l'époque, Jon Huntsman.

Accusé d'être un "*fils à papa*", fêtard et coupé de la réalité, le jeune Guagua avait assuré n'avoir jamais conduit de Ferrari. Il s'agissait d'une Porsche, selon d'autres sources. (AFP 04.09)

Nous sommes sincèrement désolé pour les camarades maoïstes qui se connectent sur le site... Si je peux me permettre un conseil, à leur place je reverrais de fond en comble ma copie.

SOCIAL

1- France

1.1- Grève chez Corsair International

Quatre syndicats de la compagnie française Corsair International (filiale de TUI France) ont déposé aujourd'hui un préavis de grève du 7 au 9 septembre afin d'éviter des licenciements secs et d'obtenir de meilleures conditions de travail, a-t-on appris de sources concordantes.

Les syndicats CFTC, Freebird, SNPNC-FO et Sud aérien, représentant des personnels navigants commerciaux (PNC) et des personnels au sol, appellent les quelque 1.460 salariés de la compagnie à faire grève de vendredi 00H01 à dimanche 23H59. Ce préavis survient dans la dernière droite d'un plan de 380 départs volontaires, lancé au printemps 2010 et qui s'étalait sur deux ans. A quelques semaines de la fin prévue du plan, les syndicats craignent des licenciements secs faute de candidats au départ suffisants, explique Anne-Véronique Rosello, de la CFTC. (AFP 04.09)

1.2- Game France en redressement judiciaire

Le distributeur de jeux vidéo Game France (958 salariés) a annoncé aujourd'hui avoir demandé son placement en

redressement judiciaire pour une période d'observation de six mois, afin d'essayer de rétablir sa situation financière à travers un changement de positionnement stratégique. (AFP 04.09)

1.3- Les fonctionnaires voués à l'austérité

Le gouvernement prévoit de quasiment stabiliser la masse salariale de l'Etat entre 2013 et 2015, avec une progression limitée à 1% sur trois ans, soit "*environ un milliard d'euros sur trois ans*" selon *Les Echos*, ce qui représente une nette économie compte tenu de l'inflation, a-t-on appris mardi de source gouvernementale.

La programmation budgétaire doit définir les orientations des finances publiques sur plusieurs années. "*Il s'agit d'une stabilisation, voire d'une vraie économie car l'inflation progressera plus vite que la masse salariale*", a-t-on insisté de même source. La masse salariale de l'Etat représente 81 milliards d'euros en 2012.

Pour tenir son objectif de progression de 1% seulement sur trois ans, le gouvernement va donc presque automatiquement devoir faire preuve d'une grande modération salariale. (AFP 04.09)

1.4- Carrières et rémunérations des fonctionnaires.

Le gouvernement a appelé mardi les syndicats de fonctionnaires au réalisme en annonçant l'ouverture en octobre de négociations sur les carrières et les rémunérations.

La ministre de la Fonction publique Marylise Lebranchu, qui leur présentait un agenda global de négociations pour les mois qui viennent, a reconnu qu'il était difficile de parler de "*marge de manoeuvre*" pour l'Etat employeur dans la situation actuelle, en s'abstenant toutefois de faire la moindre annonce.

Les syndicats ont exprimé leur déception de ne pas avoir obtenu de réponse sur leurs principales revendications, à savoir le pouvoir d'achat après deux années de gel du point d'indice de leur grille de rémunération et la fin de la journée de carence (non paiement du premier jour d'arrêt maladie) imposées par le précédent gouvernement de droite.

Les réductions de postes prévues pour compenser les 65.000 embauches promises sur le quinquennat dans l'Education nationale et les services de sécurité - police, gendarmerie, justice - sont un autre sujet d'inquiétude des syndicats.

"*Il y a certes un calendrier et un agenda social, mais sur les attentes réelles des fonctionnaires, il n'y a rien*", a déploré Christian Grolier, secrétaire général de Force ouvrière-fonction publique.

"*On est plus que déçus (...), le changement ce n'est pas pour maintenant*", a-t-il dit, en ajoutant que son syndicat n'attendrait pas l'ouverture prévue en octobre des négociations sur les rémunérations pour envisager des actions si le projet de budget 2013 ne prévoit rien pour les fonctionnaires.

"*Les syndicats ont raison d'être impatients*", a répondu Marylise Lebranchu. La ministre a indiqué qu'elle présiderait elle-même les premières réunions de la concertation prévue sur les carrières et les rémunérations, en assurant que celle-ci serait menée "*sans aucune tentation d'évitement ou d'échappatoire*".

"*Aucun sujet n'est tabou, mais il faudra être réaliste*", a-t-elle souligné, en déclarant qu'il lui faudrait travailler dans un cadre budgétaire "*contraint*".

"*Si nous n'étions pas en crise d'une gravité exceptionnelle, on parlerait de marges de manoeuvre, cela ne veut pas dire qu'on ne peut rien faire*", a-t-elle ajouté devant la presse.

Elle a évoqué des questions comme les bas salaires, la formation professionnelle et les conditions de travail, pour estimer que "*les avancées ne sont pas seulement liées à des augmentations du point d'indice*".

S'agissant de la journée de carence, qui fait économiser 120 millions d'euros par an à l'Etat, elle a indiqué que le gouvernement n'avait pas arrêté sa position.

Le calendrier dévoilé mardi prévoit aussi une concertation en octobre sur le bilan de la RGPP (Révision générale des politiques publiques), qui avait amené le précédent gouvernement à ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Christian Grolier a estimé que les suppressions d'emploi dans les ministères non prioritaires relevaient d'une "*RGPP bis*." (Reuters 04.09)

Je suis farouchement contre la tenue de telles "*négociations*" assimilables à une capitulation en rase campagne. On négocie à la fin d'une bataille quand les travailleurs concernés le décident, pas avant qu'elle ait lieu... pour éviter qu'elle ait lieu pour être plus précis.

Les travailleurs n'ont jamais donné mandat aux bureaucrates syndicaux de collaborer ouvertement avec le gouvernement capitaliste ou le patronat. Ceux qui n'ont à la bouche que les mots "*mandat*" ou "*indépendance*" les foulent aux pieds en permanence depuis des lustres en réalité.

Que l'on comprenne la situation créée par un accord à minima ou pire encore conclu entre les syndicats, l'Etat ou le patronat.

Il y a des travailleurs et des syndiqués qui vont s'en satisfaire, d'autres non. Il s'agit donc d'un élément de division des travailleurs. Ensuite, à ceux qui voudront revendiquer au-delà de cet accord, les représentants de l'Etat ou le patron leur répondront : écoutez, vos représentants ont signé, maintenant débrouillez-vous avec eux, vous estimez que vos revendications sont légitimes, nous nous vous répondons que vos dirigeants syndicaux en ont décidé autrement, eux au moins ils ont pris conscience de la situation financière de l'entreprise, de l'endettement de l'Etat, etc. par conséquent on est en droit de considérer qu'elles sont illégales et si vous entamez seuls une action, vous commettriez une faute lourde susceptible d'être sanctionnée par un licenciement, donc soyez raisonnable...

Et la paix sociale est préservée.

1.5- PSA

Le travail a commencé à reprendre mardi à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où, selon le syndicat CGT, les personnels du site condamné pourraient décider la semaine prochaine d'une action collective.

"*On s'oriente vers l'organisation d'une AG pour l'ensemble du personnel le 11, elle décidera entre autres de l'organisation d'une action très rapide à l'extérieur de l'usine*", a déclaré Jean-Pierre Mercier, représentant CGT à PSA Aulnay.

"*La reprise se fait normalement, dans le calme, sans incident particulier*", a indiqué une porte-parole de la direction du site.

Jean-Pierre Mercier a déclaré de son côté que des salariés s'étaient réunis dans la matinée aux ateliers ferrage et peinture, puis à l'assemblage à la mi-journée. Les appels aux AG sur le site devaient se poursuivre mardi après-midi pour les équipes du soir, et mercredi. (Reuters 04.09)

2- Espagne

Le chômage en Espagne est reparti à la hausse en août, atteignant 4,63 millions de demandeurs d'emploi, mettant fin à quatre mois consécutifs de baisse, alors que ce pays affiche le taux de chômage le plus élevé du monde industrialisé, a annoncé mardi le ministère du Travail.

Selon l'Institut national de la statistique, qui utilise une méthode de calcul différente, le nombre de sans-emploi a encore progressé au deuxième trimestre malgré la saison touristique, pour atteindre 24,63% et plus de 53% chez les jeunes.

"*Même s'il est vrai que la hausse du chômage est une mauvaise nouvelle, il faut souligner que c'est la hausse la plus faible enregistrée en août, un mois traditionnellement mauvais pour l'emploi, depuis 2006, malgré le contexte actuel de récession économique*", a commenté Engracia Hidalgo, secrétaire d'Etat à l'Emploi, citée dans le communiqué. (AFP 04.09)

3- Grande-Bretagne

"*Un million de salariés de plus sont sous-employés actuellement par rapport à la période précédant la récession début 2008*", soit un bond de 42% en quatre ans à 3,3 millions, indique la confédération syndicale TUC dans une étude basée sur des statistiques officielles publiée mardi .

Plus d'un salarié sur dix est "*sous-employé*" au Royaume-Uni, une proportion qui monte à environ un sur huit pour les femmes et environ un sur cinq pour les emplois peu qualifiés et les jeunes, selon cette étude.

"*Un million de gens ont perdu leur emploi depuis le début de la récession en 2008 mais ce chiffre dramatique ne raconte que la moitié de l'histoire*" car "*un million d'autres personnes sont désormais bloquées dans des emplois qui ne leur donnent pas assez d'heures pour disposer d'un revenu leur permettant de s'en sortir*", s'inquiète Brendan Barber, le secrétaire général de la TUC.

Réagissant à cet appel du syndicat, le ministre de l'Emploi Chris Grayling a estimé qu'"*avoir un emploi quel qu'il soit est mieux que de ne pas en avoir du tout*". (AFP 04.09)

4- Allemagne

4.1- La grève à Lufthansa s'amplifie.

La grève des stewards et hôtesses de Lufthansa s'est intensifiée mardi, s'étendant à l'aéroport de Berlin-Tegel et de Munich, outre Francfort déjà touché la semaine dernière, et le syndicat UFO menace maintenant la compagnie d'une grève nationale de 24 heures vendredi.

"*Nous sommes très sérieux, (...) vendredi il y aura une grève de 24 heures dans tous les aéroports allemands*" si la première compagnie aérienne allemande n'accepte pas une médiation sur les revendications syndicales de ses salariés, a averti le président d'UFO Nicoley Baublies.

UFO a indiqué que si la direction de Lufthansa est prête à accepter une médiation sans condition préalable, l'arrêt total du travail de vendredi serait abandonné. UFO a également écarté toute action pour les journées de mercredi et jeudi.

Mardi, le syndicat a montré sa détermination en provoquant l'annulation de 217 des 370 vols prévus à l'aéroport de Francfort, le principal noeud aérien de Lufthansa, où la grève a duré huit heures. Il s'agissait essentiellement de courts et moyen-courriers, 16 long-courriers ont toutefois dû être annulés aussi.

Depuis avril, le syndicat exige une hausse des salaires de 5% sur 15 mois et rétroactive à partir du 1er janvier, pour rattraper trois ans de stagnation.

UFO s'oppose également au recours à du personnel de cabine intérimaire dans des appareils de la Lufthansa.

La compagnie a elle proposé une hausse des rémunérations de 3,5%, renoncé aux licenciements économiques, aux contrats à durée déterminée et au recours aux intérimaires, selon un porte-parole de Lufthansa interrogé mardi matin par la chaîne de télévision allemande ntv. La direction demande en échange "*une contribution à une augmentation de la compétitivité*", comme travailler deux heures de plus par mois. (AFP 04.09)

4.2- Merck KGaA va supprimer un emploi sur dix

Le groupe allemand de chimie-pharmacie Merck KGaA a annoncé mardi qu'il allait supprimer un emploi sur dix en Allemagne d'ici à la fin de 2015 dans l'objectif d'assurer sa compétitivité à long terme.

Il prévoit 1.100 suppressions de postes sur 10.900 dans le pays.

Merck KGaA, qui emploie plus de 40.000 personnes dans 67 pays, avait présenté en février un plan d'économie censé toucher toutes ses activités et toutes les régions où il est implanté.

Il a déjà commencé à restructurer sa division pharmaceutique Merck Serono, annonçant fin avril la fermeture du siège de la division à Genève avec 500 licenciements à la clé. (AFP 04.09)

5- Afrique du Sud

Des mineurs grévistes qui avaient été arrêtés le 16 août lors de la fusillade de Marikana (nord) ont été maltraités par la police sud-africaine quand ils étaient en détention, ont raconté certains d'entre eux à la presse sud-africaine.

Dans le même temps, la situation reste bloquée à Marikana.

Rendant compte des négociations entre employeurs et syndicats, qui ont été suspendues lundi soir, l'un des meneurs du mouvement Zolisa Bodwani a répété que les grévistes voulaient le triplement des salaires avant toute chose

La justice sud-africaine a relâché lundi 162 des 270 mineurs grévistes qui avaient été arrêtés le 16 août à Marikana, après la suspension de leur inculpation pour le meurtre de leurs 34 camarades qui avaient été abattus par la police.

Les 108 autres devraient être remis en liberté jeudi, à condition que leur adresse puisse être vérifiée et qu'ils n'aient pas été impliqués dans des violences antérieures à la fusillade du 16 août.

"*Nous avons voulu utiliser nos téléphones à l'intérieur (du centre de détention), mais les policiers, ils nous ont juste fait sortir et nous ont battus. Ils nous ont donné des coups de poing, des coups de pied*", a raconté Wildon Febane au site d'informations Daily Maverick.

Un autre mineur, qui n'a pas donné son nom, a expliqué qu'il avait été contraint de rester debout contre le mur, les mains au-dessus de la tête, alors que des policiers le frappaient dans les côtes avec les poings et un bâton.

Les policiers n'ont pour l'instant pas été inquiétés après la fusillade de Marikana, bien que des témoins et des journalistes ayant enquêté sur place les eussent accusés d'avoir pourchassé et abattu de sang froid une bonne partie des victimes.

Une commission d'enquête a été mise en place par le président Jacob Zuma pour faire toute la lumière sur les événements de Marikana, mais ses conclusions ne sont pas attendues avant janvier. (AFP 04.09)

6- Corée du Sud

Les syndicats et la direction du constructeur automobile sud-coréen Hyundai Motor ont conclu un accord sur les salaires et les conditions de travail, mettant un terme au conflit le plus coûteux du secteur automobile du pays, a indiqué le groupe aujourd'hui.

Les 44.000 ouvriers syndiqués du groupe automobile ont repris le travail mardi, après une série de grèves partielles.

Un accord provisoire, présenté la semaine dernière, a été entériné par 52,9% des employés du constructeur lors d'un vote lundi. L'accord, qui entrera en vigueur en mars prochain, prévoit la fin du travail de nuit et des services de 10 heures consécutives, et l'instauration d'une cadence en "*deux-huit*".

Les syndicats ont également obtenu une augmentation générale des salaires de 98.000 wons (68,8 euros) par mois, une prime à la performance équivalant à cinq mois de salaire et une prime en numéraire de 9,6 millions de wons (6.745 euros) par salarié.

En échange, les syndicats se sont engagés à améliorer la productivité pour maintenir la production à son niveau actuel. La direction va aussi investir 300 milliards de wons (210 millions d'euros) pour moderniser les lignes de production. (AFP 04.09)

Haut de page

Le 6 septembre

CAUSERIE

Un courriel reçu d'un camarade.

- "*J'ai rencontre aujourd'hui H, nous avons discuté de toi, tous les deux nous n'en revenons pas de ta capacité de travail, (analyse et surtout longueur et nombre de textes) la causerie de ce jour en témoigne encore. Merde dis nous ton secret.*"

Tu as compris, quand j'étais technicien (Canon) en France pourquoi mon dernier patron m'a viré à contrecoeur au bout du septième avertissement, par lettre recommandée avec accusé de réception s'il vous plaît ? Il n'avait évidemment rien à me reprocher sur le plan professionnel, il faisait même l'éloge de mon travail, mais il ne pouvait pas comprendre que je ne pouvais pas fournir un travail de qualité qui prenait beaucoups plus de temps que le travail bâclé de mes collègues.

Quand j'intervenais sur un copieur, le client était tranquille pendant plusieurs mois, je faisais maximum quatre dépannages par jour. Tandis que mes collègues en faisaient entre six et dix par jour, en fait ils repassaient plusieurs fois par mois chez les mêmes clients car leur copieur était retombé en panne. Alors que chaque technicien avait un parc de 50 copieurs, j'en avais trois fois plus.

Donc je coûtais trois fois moins cher à mon patron. Evidemment je ne travaillais pas une minute au-delà de la durée légale de travail, mieux, il arrivait souvent que je ne travaille que 5 ou 6 heures par jour, parfois moins, je gardais ce temps libre pour moi, je fermais ma gueule. Je faisais gagner de l'argent à mon patron, de l'autre côté je bossais moins que les autres, normal.

Tu me croiras si tu veux, j'ai expliqué tout cela à un, deux, trois, quatre patrons, aucun n'a voulu entendre mes arguments, pour eux seul comptait le nombre d'interventions quotidiennes. Ils ne pouvaient pas saquer que je leur tienne tête et que j'avais une

idée précise sur l'organisation du travail.

Dorénavant j'emploie ma capacité de travail à actualiser le site quotidiennement, je la dédie à notre cause, c'est toujours cela que les patrons n'auront pas, en règle général, j'en ai eu plus d'une quarantaine pour en parler, ils sont trop cons, on a le droit d'ajouter pourris. Bon, il va falloir que je ralentisse parce que les yeux ne suivent pas.

Hypocrisie cynique.

La proposition de loi visant à instaurer des tarifs progressifs du gaz et de l'électricité en France repose sur un objectif de baisse de la consommation des ménages, a déclaré François Brottes, président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.

"*Puisque les tarifs sont dans une logique d'augmentation, pour diminuer la facture des ménages, il faut fixer un objectif de diminution de consommation sans forcément perdre en confort*", a déclaré à Reuters François Brottes, qui a coordonné les travaux du groupe socialiste. (Reuters 05.09)

En Inde le tarif de l'électricité est progressif. Il y a deux mois c'était l'été avec entre 40 et 50°C la journée, environ 30 ou 35°C dans la maison à 10h du soir, j'ai payé 3.300 roupies d'électricité, hier je n'ai payé que 1.100 roupies, normal je n'ai pas utilisé le climatiseur et j'ai crevé de chaud !

En France, ce sera l'inverse pour ceux qui se chauffent à l'électricité, ils réduiront la température l'hiver et crèveront de froid ! Il n'y a que pour les nantis que cela ne changera rien.

Non sans cynisme François Brottes le dit lui-même, leur objectif c'est de faire baisser la consommation, mais quand tu crèves de froid, tu allumes quand même ton radiateur et si tu crèves de chaud l'été et que tu a un climatiseur, tu le mets en marche, c'est une autre forme de racket, pire, si votre facture est trop élevée, c'est de votre faute à vouloir avoir plus ou moins chaud selon la saison.

Il reste une solution pour faire baisser sa facture, si le compteur est situé à l'intérieur de votre habitation, vous installez un court-circuit, un fil entre les deux fils situés à l'entrée et le compteur cesse de tourner ou tourne au ralenti, et vous le retirez quelques jours avant le relevé du compteur ou le jour même. Pour le compteur du gaz je n'ai pas de recette, ici on ne connaît que le gaz en bouteille. J'avais lu un jour qu'avec un gros aimant, on pouvait influer sur le compteur à eau ?

Au fait, EDF est en partie privatisée, cette entreprise exporte de l'électricité vers des pays et des clients solvables. Le problème ne serait-il pas qu'EDF ne pourrait pas à terme satisfaire à la fois cette clientèle et les besoins croissant de la population en France, à qui faute de paupérisation grandissante il faudrait accorder des tarifs spéciaux ?

L'imposture de l'autogestion en régime capitaliste

Titre : Benoît Hamon : '*Un nouveau modèle de coopérative pour faciliter la reprise d'entreprise*' - LeMonde.fr

Il n'a pas de bol, j'avais justement un truc sous le coude depuis plusieurs jours qui fera l'affaire.

Extrait du *Manifeste de l'Association internationale des travailleurs* plus connu sous le nom d'*Adresse inaugurale* adopté le 28 septembre 1864. Rédigé par K. Marx.

- "En Angleterre, la graine du système coopératif a été semée par Robert Owen. Les expériences tentées par les travailleurs sur le continent sont en fait une application pratique de théories qui n'ont pas été inventées en 1848, mais alors seulement proclamées hautement.

En même temps, l'expérience de la période de 1848 à 1864 a démontré sans aucun doute possible ce que les plus clairvoyants des chefs de la classe ouvrière ont déjà exprimé dans les années 1851 et 1852 à propos du mouvement coopératif en Angleterre, à savoir : pour excellent qu'il soit en principe, et utile qu'il soit dans la pratique, le travail coopératif, s'il reste circonscrit dans un secteur étroit, lié à des tentatives, à des efforts isolés et épars des travailleurs, ne sera jamais capable d'arrêter la progression géométrique des monopoles, ni de libérer les masses, ni même d'alléger de manière sensible le poids de la misère.

C'est sans doute parce qu'ils l'ont compris que les lords beaux parleurs, les bourgeois philanthropes et moralisateurs, voire certains économistes, coquettent à présent avec ce système de travail coopératif qu'ils avaient dans le temps cherché vainement à tuer dans l'oeuf, en le raillant comme une utopie de rêveurs ou comme un sacrilège de socialistes.

Pour pouvoir affranchir les masses laborieuses, le système coopératif doit être développé à l'échelle nationale, ce qui implique qu'il dispose de moyens nationaux. Mais, jusque-là, les propriétaires de la terre et du capital useront sans cesse de leurs

privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Loin de favoriser l'émancipation des travailleurs, ils s'évertueront à semer sur sa voie tous les obstacles possibles et imaginables.

Lord Palmerston exprima le fond de leur pensée, quand il interpella les partisans du projet de loi sur les droits des fermiers irlandais à la dernière session du Parlement en s'écriant : « La Chambre des communes est une chambre de propriétaires fonciers ! »

Dans ces conditions, le grand devoir de la classe ouvrière, c'est de conquérir le pouvoir politique. Il semble que les ouvriers en prennent conscience. En effet on assiste à une reprise du mouvement aussi bien en Allemagne qu'en France et en Italie, où l'on tente pareillement de restaurer le parti ouvrier. Un élément de son succès, c'est le nombre. Toutefois, le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par une claire conscience. L'expérience du passé a amplement démontré que si l'on dédaigne de nouer ce lien fraternel entre les travailleurs des différents pays afin de les entraîner à faire front ensemble dans leurs luttes pour l'émancipation la sanction en sera l'échec commun de ses assauts désordonnés. C'est cette conviction qui a poussé les travailleurs de différents pays à fonder l'Association internationale, lors de l'assemblée publique tenue le 28 septembre 1864 à St Martin's Hall." Fin.

Je ne sais pas quand on restaurera le parti ouvrier en France qui se fixera comme "*grand devoir*" à la classe ouvrière de "*conquérir le pouvoir politique*"... On reviendra prochainement sur ce *Manifeste*, qui manifestement n'a rien à voir ou si peu avec l'Entente internationale des travailleurs et des peuples pilotée par le POI, contrairement à ce qu'osent affirmer ses dirigeants.

Le double langage du POI.

Ils sont décidément indécrottables au POI, ils ont remis cela en couverture d'*Informations ouvrières* (n°216) "*Députés du PS, Verts, PG, PCF ne votez pas avec l'UMP la ratification du traité européen TSCG*", ils tiennent absolument à faire passer le PS et les Verts pour ce qu'ils ne sont pas, des partis ouvriers ou appartenant au mouvement ouvrier, on pourrait ajouter le PG par la même occasion puisque son principal dirigeant a été ministre du gouvernement des privatiseurs Chirac-Jospin.

Dans son éditorial, D. Gluckstein en remet une couche, comme en 2005 lorsqu'ils expliquaient que voter non au référendum sur le TCE stopperait l'offensive du capital via l'UE, ils étaient catégoriques si vous vous souvenez, vous pouvez le vérifier en consultant les articles de cette époque qui figurent dans le site.

Tu parles, cela n'a jamais rien stoppé du tout, mieux, leur offensive a redoublé d'intensité par la suite, en 2012 il évoque la possibilité de "*bloquer la mécanique destructrice de l'austérité dictée par Bruxelles !*" sans qu'il nous livre la formule magique qui permettrait d'aboutir à ce résultat spectaculaire, tout simplement parce qu'il n'en existe pas, la classe n'est pas en ordre de bataille pour empêcher la ratification du TSCG parce qu'elle n'a pas été capable de renouveler sa direction.

C'est sur un air plutôt désemparé, désabusé ou conscient de son impuissance à s'y opposer qu'il a rédigé son éditorial. D'ailleurs, c'est aux adhérents du POI que leur stratégie a dû laisser perplexe qu'il s'adresse. Il écrit en s'adressant à eux : " *Nous irons le plus loin possible contre la ratification, nous ferons tout pour l'empêcher. Certes, il se peut qu'au bout du compte, le traité finisse par être ratifié*", pardi! en fait vous n'irez nulle part, parce que vous n'avez pas les moyens de vous y opposer, il brasse du vent, c'est toujours faire quelque chose, si après tout les adhérents du POI s'en contentent, on ne peut rien pour eux. Ce n'est pas "*il se peut*", c'est une certitude.

Il peut faire des ronds de jambes pour faire croire que leur campagne contre le TSCG aurait servi à quelque chose, en ne mettant pas en relief que les institutions sont illégitimes pour le ratifier, ils n'auront pas aidé les travailleurs à comprendre le fonctionnement des institutions pour s'en détacher, une perte de temps et d'énergie pour rien. Et vous savez pourquoi ils ne peuvent pas mener le combat contre les institutions ? Parce que le PS en est partie prenante et qu'ils le considèrent comme un parti ouvrier et non un parti capitaliste. Ils ne veulent pas se couper du PS, ils lorgnent en permanence vers leurs élus à défaut de pouvoir recruter des ouvriers.

Oui au combat en direction des militants du mouvement ouvrier pour qu'ils participent unis à cette bataille, non au front unique en direction du PS et ses satellites (EELV, PRG et MRC) qui gouvernent le pays pour le compte des capitalistes.

La semaine dernière, c'était Jean-Marc Schiappa qui citait Gérard Bloch, pour nous rappeler qu'il ne fallait pas confondre le marxisme et le manichéisme avec lequel lui et son courant politique n'ont évidemment rien à voir, faire la liste des preuves qui démontrent le contraire mériterait un ouvrage complet, passons. Je vous renvoie au chapitre *Témoignage de militants exclus ou démissionnaires du PT* de la page consacrée au PT et au POI dans ce site pour en avoir un petit aperçu.

Cette semaine c'est au tour de son collègue du POI-CCI Marc Gauquelin de se servir de Rosa Luxemburg pour se refaire une virginité politique. Passons sur le fait qu'il cite Trotsky sans fournir sa source exacte, ce qui ne permettra pas au lecteur de lire éventuellement ce qui précédait ou suivait cette citation, c'est une fâcheuse habitude chez eux.

Dans cette page (IV) figure le discours prononcé à Brême par Rosa Luxembourg, le 1er mars 1912, d'après un compte rendu

de presse. De ce discours ils ont sorti dans un encart le passage suivant qui m'a fait bondir : "*Des erreurs sont inévitables, mais le principal, c'est qu'elles soient reconnues à temps. Réparer les erreurs des dirigeants, c'est ce à quoi la masse des camarades du parti est appelée*".

J'ai failli m'étouffer en lisant ce passage, car il n'a absolument rien à voir avec la pratique du courant politique de Marc Gauguelin qui n'a cessé de pratiquer l'exclusions des dirigeants, cadres ou militants qui osaient remettre en cause la ligne politique de feu Pierre Lambert, puis Daniel Gluckstein, là aussi les témoignages sont accablants. Si nécessaire, je pourrais évoquer mes souvenirs de militants dans ce courant politique à la fin des années 70.

Par contre, la pratique ou le principe que décrivait Rosa Luxemburg était familier à la social-démocratie allemande et russe notamment. Quand Lénine se retrouvait en minorité ou seul contre tous les dirigeants du comité central du Parti bolchevik, c'était les militants de base en contact avec les ouvriers qui corrigeaient la ligne politique erronée de la majorité en adoptant celle de la minorité ou de Lénine, mais le Parti bolchevik était démocratique, ce que le courant de Marc Gauquelin n'a jamais été.

A deux reprises en une semaine d'intervalle, on trouve ainsi deux interventions sur le même registre, à croire qu'ils ne seraient pas aussi à l'aise avec leur conscience qu'ils veulent le laisser paraître ou qu'ils seraient en proie à un méchant doute, on peine à le croire franchement, on le voudrait bien mais il faudrait qu'ils nous en fournissent la preuve sur le plan politique, or sur ce plan-là ils sont restés figés sur la même antienne qu'ils récitent depuis des décennies et des décennies, reproduisant avec constance les mêmes erreurs depuis longtemps théorisées et qui chez eux ont depuis valeur de vérités révélées puisqu'il est impossible de les confondre (de confronter nos idées).

Quand on réhabilite par la petite lucarne Bakounine par des moyens frauduleux, que Marx et Engels avaient éjecté de la Première Internationale par la grande porte, on ne peut pas ensuite prétendre qu'on accepterait de bon coeur d'examiner ses propres erreurs, encore moins de les corriger. Il faut la modestie d'un Marx, Engels ou Lénine pour se livrer de bonne grâce à cet exercice, une qualité qui à ma connaissance n'ont jamais eu les dirigeants de l'OCI, du PCI, et du CCI du PT ou du POI. Parfois on traîne son passé comme un véritable boulet.

Quand des dirigeants identifient leur parti à la ligne politique qu'ils lui ont donné, on conçoit facilement qu'ils leur aient impossible d'envisager d'en changer sans que leur fonction au sein du parti soit remise en cause ou leur place dans le parti. Ils deviennent inamovibles au même titre que leur stratégie... et leurs erreurs qu'ils s'emploient à perpétuer. Le culte de la personnalité qu'ils alimentent fait notamment partie des travers qui en découlent. Et s'il leur arrive de changer de stratégie, immédiatement c'est pour retomber dans le même travers.

Quand des dirigeants identifient leur parti à la ligne politique qu'ils lui ont donnée, la remettre en cause, c'est remettre en cause les dirigeants qui s'identifient avec elles, ils se liguent contre vous et vous êtes virés ou contraint de démissionner. Le dirigeant qui s'identifie à une ligne politique, si vous la remettez en cause il se sentira attaqué personnellement, il en fera une question d'amour propre, bien mal placée soit dit en passant, alors qu'en principe nous ne sommes pas propriétaire de telle ou telle idée, de la même manière que nous ne servons pas une cause individuelle mais collective, en dehors de notre propre expérience rien ne nous appartient, ni le parti, ni son journal, ni ses militants. Nous servons une cause, ce n'est pas une cause qui nous sert. On lui est dévouée et on ne réclame rien ou n'attend rien en échange à titre personnel.

Je ne supporte pas qu'on veuille se faire passer pour autre chose que ce que l'on est. Si on ne supporte pas ce qu'on est, on modifie son comportement en conséquence, ce n'est pas compliqué. Dans mon cas, je ne suis qu'un simple militant, j'ai expliqué à plusieurs reprises que je n'aspirais pas à autres choses et que je n'avais pas les qualités requises pour prétendre un jour devenir dirigeant, donc on ne pourra m'accuser ni de me prendre pour ce que je ne suis pas, ni d'envier des dirigeants qui présentent selon moi de graves lacunes.

C'est désolant de constater que des dirigeants d'une grande valeur mais possédant de graves lacunes soient finalement incapables de progresser. Mille fois hélas !

Confirmation. Contrats de génération : un cadeau qui concernera toutes les entreprises.

Les contrats de génération destinés à favoriser l'embauche de jeunes et le maintien dans l'emploi de seniors concerneront "*toutes les entreprises*", a affirmé le ministre du Travail, Michel Sapin, dans une interview publiée mercredi par Le Parisien. (lepoint.fr 05.09)

Hollande ou l'ombre de Sarkozy. La réforme du marché du travail et de la flexibilité souhaitées ardemment par le patronat reprises par le gouvernement.

De l'Elysée au ministère du Travail, tous les responsables reconnaissent que cette question devra être, sinon résolue, du moins posée dans les prochaines semaines. Pas de manière aussi brutale que Nicolas Sarkozy avait pu le faire en 2007, en défendant le contrat unique (à la place du CDI et du CDD), ou, début 2012, en plaidant pour que soient négociés, dans les entreprises, des accords garantissant l'emploi contre des baisses de salaire ou une hausse de la durée de travail.

Désormais, les ministres ne cachent plus que le coût du travail est aussi un problème pour les entreprises hexagonales dans la compétition mondiale. "*Les coûts de nos produits sont trop élevés, notamment par rapport à ceux de nos concurrents allemands*", confie un des locataires de Bercy.

Le simple fait qu'un gouvernement de gauche mette le sujet à l'agenda social est, en soi, un événement. Rue de Grenelle, Michel Sapin n'en fait pas mystère : ce thème figurera dans le document d'orientation qu'il transmettra le 10 septembre aux syndicats et au patronat pour les guider dans leur prochaine négociation sur l'emploi. Et de préciser : "*La négociation porte sur la sécurisation des emplois pour les salariés, mais aussi pour les entreprises*". (lexpress.fr 05.09)

Cela tombe bien dans son éditorial daté de mercredi Jean-Claude Mailly le revendique: "*Quand une entreprise a réellement des difficultés, nos syndicats peuvent négocier –et nous les soutenons– des accords prévoyant, par exemple, une modération des salaires contre un maintien de l'emploi*".

Bref, il capitule en rase campagne ou plutôt le bureaucrate syndical est fidèle à l'idéologie dont il est le représentant au sein du mouvement ouvrier pour le détourner du socialisme.

TSCG. Les grandes manoeuvres au PS et ses satellites.

Au PS. Opération mains propres et bonne conscience.

Interview Le Figaro de Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris, elle explique pourquoi elle va voter contre le traité européen.

Question : Le président du groupe PS à l'Assemblée, Bruno Le Roux, a décrété qu'il n'y aurait pas de liberté de vote.

Réponse : Il y a jamais eu de liberté de vote au PS sur des débats comme celui-là. Ça n'a jamais empêché les socialistes de ne pas voter comme un seul homme! Nous sommes un parti démocratique, dans un pays qui a une tradition de débat politique. L'appel à la discipline ne règle pas les désaccords politiques ou de conscience. François Hollande sait bien que la question européenne a toujours fait débat à gauche. Il y a encore des désaccords, il ne faut pas faire comme s'il y en avait pas. Imaginez le spectacle d'une Assemblée qui voterait unanimement - à l'exception du FN et du Front de gauche - pour un traité qui est rejeté par nos concitoyens, ce serait une claque à la démocratie! Je rappelle que les électeurs de gauche ont voté massivement non à la Constitution européenne en 2005. Ils n'auraient plus confiance dans un PS qui ne serait pas capable de porter leurs convictions. (lefigaro.fr 05.09)

Excellent, elle vient d'expliquer que si une vingtaine ou une trentaine de députés du PS votaient contre ou s'abstenaient sur le TSCG se serait pour éviter que "*nos concitoyens*" se rendent compte que la démocratie est un leurre dans ce pays, conclusion à laquelle il ne faut surtout pas qu'ils parviennent, cela sonnerait le glas du régime, du PS, donc des Lieneman et Cie.

Il faut absolument que les classes et couches moyennes conservent l'illusion que le PS serait "*capable de porter leurs convictions*", ce dont ce sont employés à faire ceux qui ont appelé à voter PS rappelons au passage.

Poursuivons avec un autre article qui lui est consacré.

Sur France Info, la sénatrice de Paris a lancé : "*Mais quelle urgence avons-nous à ratifier ce traité ?*" Elle dit à François Hollande qu'"*au lieu d'aller dans le mur avec sa majorité*", il faut "*reporter cette ratification*". "*Tous les jours qui passent montrent que les préconisations qui étaient celles d'Angela Merkel, celles de la droite allemande, vont nous amener dans l'impasse.*"

L'ex-ministre ne veut cependant pas se joindre à la manifestation organisée le 30 septembre. "*Je ne crois pas qu'il faille tendre les deux pôles de la gauche, une qui gère et une qui proteste*." "*À tirer trop cela, on s'affaiblit*", selon elle.

A propos du processus de désignation du prochain premier secrétaire du PS.

"*On a une vieille tradition de tribus gauloises, s'ils s'imaginent que c'est avec un coup de sifflet que tout le monde va rentrer dans le rang, c'est pas vrai*" "*Nous avons besoin de faire vivre une démocratie active, de vrais débats, ne pas faire des psychodrames de tout désaccord*", a insisté Marie-Noëlle Lienemann. (lepoint.fr 05.09)

Excellent, merci pour ces précisions madame Lieneman, on préfère qu'elles viennent de gens comme vous, le PS, tous courants confondus, c'est elle qui le dit, n'a qu'un seul mandat : gérer la société des capitalistes, pour leur compte évidemment. Quant à mener une action qui pourrait affaiblir Hollande et son gouvernement de tartufes, n'y comptez pas, mais ce ne sont pas des "*godillots*" à part cela, en parole non, en acte oui, comme avec le socialisme dont ces imposteurs osent encore se revendiquer.

A la fin, elle précise ce qu'ils ont vraiment dans le ventre, leur véritable intention, quand elle dit qu'il ne faut pas faire de

"*psychodrames de tout désaccord*", comme si finalement les questions sur lesquelles portent leurs désaccords n'ont pas vraiment d'importance... pour eux, ils se foutent bien des conséquences pour les travailleurs de la politique que leur parti appliquera au gouvernement et qu'ils soutiendront à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Plus ils parlent, plus ils se dévoilent, plus ils s'enfoncent et leur véritable nature réactionnaire s'étale au grand jour.

Autre aspect et non des moindres de sa déclaration.

En affirmant "*nous avons besoin de faire vivre une démocratie active, de vrais débats*", elle nourrit l'illusion que les institutions seraient démocratiques car pouvant s'accommoder d'un parti (majoritaire en sièges) qui serait démocratique, ce qui est évidemment impossible, alors que nous combattons pour aider les travailleurs à comprendre qu'elles sont antidémocratiques et pourquoi elles sont ainsi. Dès lors, parce qu'il nous faut aller au bout de notre analyse, force est de constater que nous ne combattons pas dans le même camp, ce qui confirme au passage la nature réactionnaire, bourgeoise ou capitaliste du PS.

Une de ces vermines a tenu à faire un rappel hier.

Razzy Hammadi a fait remarquer que "*depuis 1971 il n'y avait pas eu unanimité du PS sur un vote européen*". (lexpress.fr 05.09)

Notez bien, sans que cela ne change quoi que ce soit, ni dans le pays, ni au PS ! A sa manière, il confirme les dispositions de Lieneman, à savoir qu'il ne faut pas faire de "*psychodrames de tout désaccord*", ils ne rentrent pas dans le rang après le premier coup de sifflet, mais le second est inutile !

Au MRC.

Jean-Luc Laurent, président du MRC (Mouvement républicain et citoyen, fondé par Jean-Pierre Chevènement) et député apparenté au groupe socialiste, a affirmé sans surprise à quelques journalistes que les parlementaires MRC voteront contre ce traité. "*C'est acquis*", a-t-il dit. (lexpress.fr 05.09)

Ce sont des souverainistes.

Au PRG.

Le chef de file des députés radicaux de gauche, Roger-Gérard Schwartzenberg, a préconisé pour sa part "*que la France assortisse la ratification du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance d'une 'déclaration interprétative'*". Par cette déclaration, la France devrait souligner que le traité budgétaire européen l'autorise à s'affranchir temporairement de ses contraintes budgétaire et à "*s'écarter temporairement de leur trajectoire d'ajustement en cas de grave récession économique*". (lexpress.fr 05.09)

Le traité à la carte, tartufe quoi !

NPA. La tentation du gauchisme.

Beçancenot interviewé par le Nouvel Observateur.

- "*... Une chose est sûre, les manifestations ne suffisent plus. Mais elles peuvent se conjuguer à des grèves et des occupations... Il est temps d'assumer un degré de détermination supplémentaire. Si demain, Arthaud, Poutou et Mélenchon, ainsi que des animateurs de la gauche sociale, appelaient à occuper les places autour du Sénat ou de l'Assemblée, contre le pacte budgétaire européen, ou sous les fenêtres du ministère de Montebourg contre les licenciements, cela deviendrait compliqué pour un gouvernement de gauche de nous déloger.*" (nouvelobs.com 05.09)

Il se gênerait ! Quelles "*manifestations*", vous avez refusé obstinément de répondre aux différents appels du POI ?

Le NPA est un parti faible numériquement, marginalisé, peu implanté dans la classe ouvrière, il n'est donc pas en mesure d'entraîner seul la classe au combat contre le régime, tout comme le POI ou le LO.

Un front unique avec ces partis pourrait constituer un levier capable de créer une dynamique forçant le Front de gauche à s'y associer, le NPA y est opposé. Le NPA préfère demeurer dans son isolement ou se placer directement sous la coupe du Front de gauche dont la totalité des composantes sont liées au régime en place.

Contrairement au POI qui organise dans des comités des milliers de travailleurs et militants à travers tout le pays contre la ratification du TSCG, le NPA en est incapable ou s'y refuse, il préfère les opérations coups-de-poing sans lendemain qui sont

relayées généreusement par les médias qui l'instrumentalise, les dirigeants du NPA le savent et cela ne les gêne pas apparemment. Il brasse du vent pour donner l'impression d'agir voilà tout.

ACTUALITE EN TITRES

Devinette

- Pourquoi le chômage risque de grimper jusqu'en 2017 - 20minutes.fr

L'état d'esprit du vil et zélé serviteur anime Hollande et son gouvernement

- Traité budgétaire: le copié-collé de Hollande - L'Express.fr

- Coût du travail: la gauche se convertit - L'Expansion.com

- Zone euro: Paris attache une "*très grande importance*" aux travaux de Rompuy - AFP

Dictature. Une abstraction au service du pouvoir absolu.

- Peillon confirme que la morale sera une matière à part entière - Liberation.fr

Je n'ai pas trouvé le temps, mais il va falloir absolument écrire quelque chose sur ce sujet, c'est trop grave pour qu'on leur laisse le terrain libre.

Le besoin crée le larron.

- Dupont-Aignan : "*Il y aura besoin de dialogue*" avec le FN - LePoint.fr

Tuer la poule pour avoir l'œuf.

- Le président de Doux accueilli par des jets d'oeufs - Reuters

Parole d'escroc, de pilleur, d'affameur, de gangster.

- La Grèce prête à fermer les yeux sur l'argent caché en Suisse - LePoint.fr

Complétons : Et la troïka, Hollande, Merkel, etc. Idem en Espagne...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Canada

Pauline Marois, fraîchement élue Première ministre du Québec après la courte victoire de son Parti Québecois (PQ) séparatiste aux législatives hier, compte bien tenir sa promesse d'annuler la hausse des frais de scolarité. C'est ce qu'a déclaré aujourd'hui à l'AFP la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), par le biais de sa présidente Martine Desjardins. Le syndicat étudiant s'est vu assurer de l'annulation de la hausse par des collaborateurs de Mme Maurais, par téléphone aujourd'hui. (LeParisien.fr 05.09)

SOCIAL

1- France

1.1- 168 suppression d'emplois chez Lohr

Le groupe de matériel de transport Lohr, basé à Duppigheim (Bas-Rhin), a annoncé mercredi lors d'un comité d'entreprise son intention de supprimer 168 emplois sur 630 dans sa filiale Lohr Industrie qui fabrique des remorques porte-voitures, a-t-on appris de source syndicale.

Lohr, qui emploie au total 740 personnes, produit également du matériel militaire et des wagons porte-camions, deux activités qui ne sont pas concernées par les réductions d'effectifs. (Reuters 05.09)

1.2- Revlon. Fermeture d'usines.

Le groupe américain de cosmétiques Revlon va fermer deux usines, dont une en France, dans le cadre d'un plan devant lui permettre de réduire ses coûts de 10 millions de dollars par an et se traduisant par 250 suppressions d'emplois dont plus de 90 dans l'Hexagone, a-t-il annoncé mercredi. (AFP 05.09)

2- Grèce

La troïka pose de nouvelles conditions au sauvetage de la Grèce. Selon une lettre de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (FMI), dont le Guardian publie des extraits, la troïka insiste sur la nécessité d'une réforme du marché du travail.

Elle réclame notamment au pays de rallonger la semaine de travail à six jours. La lettre reproduite en partie par le Guardian indique:

«*Mesure: augmenter la flexibilité des horaires de travail: augmenter le nombre maximum de jours de travail à six jours par semaine pour tous les secteurs.*»

La troïka demande aussi à ce que l'inspection du travail grecque soit réformée et placée sous supervision européenne. (Slate.fr 05.09)

Ici en Inde, en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises (à vérifier que cela s'applique à la totalité des grandes entreprises, je n'en suis pas sûr du tout.), on travaille comme des esclaves: 6j/7, 12 mois/12, sans aucun droit ou avantages sociaux, ni même un contrat de travail ou des feuilles de paie, pas de retraite, pas de Sécu, pas de Pôle emploi, aucune allocation d'aucuen sorte, le désert social absolu en dehors de la journée de 8h, en tant que classe les travailleurs n'existent pas.

Voilà le modèle de la troïka, pas seulement pour dépasser leur crise, mais pour l'avenir de l'humanité tel que l'oligarchie financière l'a planifié.

Qu'est-ce que cela signifie travailler 6j/7 toute l'année ? Que vous ne faites plus que cela, travailler, travailler, travailler encore et toujours. Vous consacrez votre vie au travail et vous n'avez plus le temps pour rien d'autres, vous êtes une machine à produire des richesses qu'une minorité de parasites consomment. Cela signifie l'abrutissement totale par le travail.

3- Afrique du Sud

Plus de 3.000 mineurs en grève ont défilé mercredi à proximité de la mine de Marikana. Les grévistes brandissaient des pancartes réclamant un doublement de leur salaire de base.

La grève, entrée dans sa quatrième semaine, se poursuit à la mine de Marikana, propriété de Lonmin, une société cotée à Londres. Mercredi matin, moins de cinq pour cent du personnel s'est présenté au travail. (Reuters 05.09)

4- Brésil

Avec un million de consommateurs, le Brésil est le premier marché mondial de crack, un dérivé bon marché de la cocaïne aux effets dévastateurs, selon une étude réalisée par l'Université fédérale de Sao Paulo (Unifesp), rendue publique mercredi.

Selon l'étude, le géant sud-américain est devenu le deuxième consommateur mondial de cocaïne et dérivés derrière les Etats-Unis et représente aujourd'hui 20% du marché mondial.

Au total, plus de six millions des près de 194 millions de Brésiliens ont déjà consommé de la poudre blanche ou des dérivés au cours de leur vie, dont près de deux millions ont déjà fumé du crack.

Au cours des 12 derniers mois, 2,6 millions d'adultes et 244.000 adolescents brésiliens ont consommé de la cocaïne ou un quelconque dérivé.

Selon l'enquête, un Brésilien sur 100 a fumé du crack l'an dernier.

D'après M. Laranjeira, l'amélioration des conditions sociales et le bas prix de la cocaïne (et dérivés) - au moins cinq fois moins chère qu'à l'étranger -, explique sa progression au Brésil.

Le gouvernement brésilien a lancé en décembre un plan de 2,2 milliards de dollars contre ce qu'il appelle "*l'épidémie de crack*" qui inclut un traitement médical pour les toxicomanes et la répression du trafic dans les zones frontalières.

L'étude montre également un changement du rôle du Brésil dans le trafic international. Avant, le géant sud-américain était utilisé comme route de passage pour la cocaïne qui transitait vers les Etats-Unis et l'Europe, tandis qu'aujourd'hui la drogue reste dans le pays.

Jusqu'à 60% de la cocaïne produite en Bolivie a le Brésil - sixième économie de la planète - comme destination.

L'étude signale que dans les pays développés, contrairement au Brésil, on a enregistré une baisse de la consommation de cocaïne et des dérivés et une hausse des drogues synthétiques. (AFP 05.09)

Un conseil : ne touchez pas à cette merde !

5- Bangladesh

Le patron du géant suédois de l'habillement Hennes & Mauritz (H&M), Karl-Johan Persson, a appelé le gouvernement du Bangladesh à relever le salaire minimum dans les ateliers du pays où des petites mains fabriquent ses collections pour une poignée de dollars mensuels.

A l'occasion d'une visite dans la capitale Dacca, Karl-Johan Persson s'est rendu dans une usine où le salaire de départ plafonne à 37 dollars (29,5 euros), un niveau de rémunération habituel - et légal depuis 2010- pour les trois millions d'ouvriers bangladais du textile.

Les exportations de textile, qui ont rapporté 19 milliards de dollars à l'économie du pays l'an dernier, comptent pour 80% de ses exportations totales et les manufactures de l'habillement emploient 40% des salariés de l'industrie du pays.

H&M a acheté pour 1,5 milliard de dollars d'articles manufacturés au Bangladesh en 2011, ce qui en fait le premier acheteur européen, selon une association d'exportateurs locaux.

Les ouvriers du textile bangladais travaillent 10 à 16 heures par jour, six jours par semaine pour les deuxièmes salaires les plus bas au monde, des conditions d'autant plus difficiles que les prix ne cessent d'augmenter, provoquant des grèves et des manifestations violentes.

En juin, plus de 300 usines produisant pour H&M, Gap ou Wal-Mart avaient fermé leurs portes en raison de grèves. Des heurts entre des ouvriers et les forces de l'ordre avaient fait quelque 100 blessés et endommagé des dizaines d'usines.

En 2010 les usines textiles du Bangladesh avaient été frappées par des mois de protestations qui ont forcé le gouvernement et les propriétaires d'usine à augmenter les salaires de 80% jusqu'à un minimum de 37 dollars par mois. (AFP 05.09)

ECONOMIE

1- Monde

La France a reculé de trois crans, pour se retrouver en 21e position, au classement du Forum économique mondial des pays les plus compétitifs.

Pour la quatrième année consécutive, la Suisse reste en tête de ce classement diffusé mercredi, devançant dans l'ordre Singapour et la Finlande.

Le "*top 10*" est complété par la Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, Hong-Kong et le Japon.

Les pays en crise du sud de l'Europe sont relégués à la 36e place pour l'Espagne, la 42e pour l'Italie, la 49e pour le Portugal et la 96e pour la Grèce. (Reuters 05.09)

Un paradis fiscal en tête de ce classement, vaut mieux en rire qu'en pleurer ! Quant au "*top 10*" qui peut présenter des anomalies à première vue, le portail Atlantico nous fournit la grille de lecture pour comprendre comment il a été établi :

- Le classement du Forum économique mondial de Davos, censé évaluer la capacité de chaque pays à "*réaliser une croissance économique durable à moyen et long terme*", s'intéresse aux 144 pays les plus importants économiquement de la planète. Il ne faut pas le confondre avec les performances de l'année, ce qui explique notamment que la Chine ne se trouve pas dans le Top 10 mais à la 29e place. (Atlantico.fr 05.09)

2- Irlande

Le Fonds monétaire international a approuvé mercredi le déblocage d'un prêt de 920 millions d'euros à l'Irlande, dans le cadre du plan d'aide de 23,5 milliards d'euros que le Fonds a accordé au pays en décembre 2010 pour lui éviter la faillite, a indiqué le FMI dans un communiqué du FMI.

"*La reprise économique est timide et le taux de chômage est à un niveau inacceptable*", a mis en garde le numéro deux du Fonds, David Lipton, cité dans le communiqué, ajoutant qu'une réduction budgétaire "*profonde*" était encore nécessaire.

En juin, 14,9% de la population active irlandaise était encore sans emploi.

L'Irlande espère par ailleurs toujours obtenir un assouplissement de son plan de sauvetage, et notamment l'allongement de la durée moyenne de remboursement des prêts accordés par l'UE.

M. Lipton a par ailleurs estimé que des "*efforts réguliers*" devraient encore être consentis pour permettre aux banques de "renouer avec les bénéfices" et de soutenir l'activité. (AFP 15.09)

Tout cela pour quoi ? Ce charognard l'a dit ouvertement : permettre aux banques de "*renouer avec les bénéfices*".

Haut de page

Le 7 septembre

CAUSERIE

En suivant un lien dans un article, j'ai découvert un portail en français sur la situation en Grèce : *L'actualité indépendante et alternative de la Grèce, en français, depuis Athènes*, par Okeanos - http://www.okeanews.fr

Parole d'internaute

1- "*Ni plus ni moins qu'un coup d'état monétaire de Draghi, avec en toile de fond le cartel bancaire et Goldman Sachs. On sait maintenant qui dirige l'Europe : c'est Draghi.*"

2- "*Ah ben c'est très simple: les obligations restent cantonnées à la BCE. Ca sert juste à transférer les pertes des détenteurs privés d'obligation vers la BCE et in fine vers le contribuable quand il faudra (un jour lointain) déboucler tout ça. Quel scandale…*"

Un Etat émet une obligation, contracte un emprunt auprès des marchés si vous voulez, il ne peut pas le rembourser, la BCE va régler la note aux marchés à sa place au taux d'intérêt fixé par les mêmes marchés, ensuite, aux pourvoyeurs de fond de la BCE, les Etats, de faire payer la note à leur population et le tour est joué, les marché n'ont pas perdu un centime, mieux ils ont même gagné de l'argent, les travailleurs réglant leur dette.

3- "*Notre démocratie est une dictature entre deux élections*"

Pendant aussi... Donc quand on qualifie nos régimes de démocraties, c'est par défaut ou fainéantise, à défaut de trouver un terme plus approprié pour les distinguer des régimes tyranniques. Dictature démocratique pourrait faire l'affaire.

BCE. Note d'un blog

Décryptage, pour éviter de lire des bêtises : Des investisseurs privés ont acheté de la dette espagnole à long terme. Ils risquent de ne pas être remboursés. "*Drame*".

Pas grave, la BCE va leur racheter leur dette, et au prix fort (dont la valeur est en train de revenir près du pair, au vu de cette garantie, c'est la conséquence de la baisse des taux observée).

Conséquence 1 : les marchés financiers ne vont rien perdre. Conséquence 2 : Le BCE, donc le contribuable, va porter le risque de défaut désormais, pour les beaux yeux des marchés.

Notez que cette politique a été suivie avec la Grèce en 2010 et avec l'Espagne et l'Italie en 2011. Avec pour effet de faire baisser les taux de ces pays quelques semaines, et de leur faire gagner quelques centaines de millions d'euros d'intérêts. Mais la conséquence annexe est que la BCE a désormais 250 Md€ d'obligations pourries, et que si la Grèce fait de nouveau défaut, par exemple, la BCE n'aura plus de capitaux, et les Etats devront la recapitaliser comme prévu dans les traités.

Au final, on prend le risque de couler la BCE et les Etats pour quelques intérêts privés, bel exemple de ploutocratie. (les-crises.fr)

Aphorismes.

1- "*La folie, c'est se comporter de la même manière et s'attendre à un résultat différent.*" (Albert Einstein)

On vit donc dans un monde de fous !

2- "*Deux choses sont illimitées : l'Univers et la bêtise humaine. Mais, en ce qui concerne l'Univers, je n'en ai pas encore acquis la certitude absolue.*" (Albert Einstein)

Reste à se battre contre "*la bêtise humaine*", et c'est vrai qu'il y a du boulot, surtout chez ceux qui se croit épargner !

3- "*Pour détruire le régime bourgeois, il suffit de corrompre sa monnaie*." (Lénine)

Ils s'y emploient en injectant des milliers de milliards d'euros ou de dollars fictifs dans l'économie, reste à bien comprendre de quelle manière cela contribue à amplifier les contradictions du capitalisme. (à suivre)

L'imposteur fait son numéro de rentrée... médiatique.

Jean-Luc Mélenchon a choisi la circonscription d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) pour lancer jeudi sa "*campagne de terrain*" contre le traité budgétaire européen.

"*Je démarre ma campagne de terrain contre le traité budgétaire européen*", annonce celui qui souhaite "*utiliser l'énergie qu'a dégagée la campagne des législatives*".

Sur le marché de Libercourt (Pas-de-Calais), première étape de la journée, l'accueil est cordial mais les préoccupations bien éloignées du traité européen.

"*Les promesses on en a marre, on est dans la merde... y'a pas de travail. Soit on est trop jeune, soit ont est trop vieux*", lance une mère de famille. Tracts à la main, entouré de journalistes, Jean-Luc Mélenchon écoute. "*Faut pas attendre que ça s'arrange tout seul*", répond-il à celle qui l'interpelle.

(Alors qu'il aura attendu la dernière minute pour s'investir dans cette campagne. Quel cancrelat ! -Ndlr)

"*J'ai compris, ça (le traité) passe à 100 kilomètres au-dessus de la tête de tout le monde*", admet un peu plus tard Jean-Luc Mélenchon devant la presse. "*Mais mon travail consiste à montrer aux gens que les difficultés quotidiennes qu'ils vivent sont liées à l'Europe*", persiste-t-il.

(Les détourner des institutions de la Ve République, du capital... -Ndlr)

Accueilli au siège du PCF d'Hénin, Jean-Luc Mélenchon rappelle aux militants que "*notre tâche de militants révolutionnaires est d'expliquer. Les gens, une fois qu'ils ont compris, ils avancent*". (AFP 06.09)

(Le renégat flanqué de staliniens des révolutionnaires, on aura tout entendu, mais où ai-je la tête, ce sont des révolutionnaires de salon, "*par les urnes*", une fois balancé par dessus bord la dictature du prolétariat, autrement dit la classe ouvrière élevé au rang de classe dominante, ce qui signifie qu'ils ne combattent pas pour que le prolétariat prenne le pouvoir, ce n'est pas leur objectif. -Ndlr)

Une seule réponse : plus de flics, le quadrillage, la répression.

Jean-Marc Ayrault a annoncé un «*renfort de 205 policiers et gendarmes à Marseille*» et la création d'une nouvelle Zone de sécurité prioritaire pour les quartiers du sud de la cité phocéenne. Matignon a également assuré que «*la justice se mobilise aussi avec de nouvelles directives pénales*», le Premier ministre citant entre autres «*le renforcement des moyens de l'administration pénitentiaire*». (AFP 06.09)

Ils héritent d'une situation dont ils étaient les complices quand ils n'étaient pas au pouvoir, maintenant qu'ils y sont, c'est à eux d'appliquer les mêmes méthodes que leurs prédécesseurs. Dans le cas contraire, il faudrait qu'ils s'attaquent à la racine des problèmes, le capital responsable du chômage, de la précarité, de la pauvreté, etc. or ils en sont incapables, pourquoi, parce qu'ils sont totalement inféodés au régime, CQFD.

Hollande l'anglo-saxon.

A Londres jeudi pour soutenir l'équipe de France paralympique, François Hollande y a retrouvé David Cameron, les deux hommes affichant une entente plus que cordiale.

Les deux dirigeants ont salué de concert le nouvel arsenal élaboré le jour même par la BCE pour soutenir la zone euro.

"*Je respecte l'indépendance de l'institution mais je considère qu'elle a agi en conformité au mandat qui lui est confié*" en veillant à la "*stabilité des prix*" et à la "*croissance en Europe*", a déclaré le président français.

La BCE est "*plus proche que jamais*" de ce que souhaitait le gouvernement britannique "*depuis deux ans*", à savoir qu'elle se tienne "*fermement derrière l'euro*" et soutienne "*puissamment ses (propres) déclarations par du financement et un plan clair*", a renchéri David Cameron.

L'entretien bilatéral a également porté sur la Syrie, une semaine après une réunion du Conseil de sécurité au niveau ministériel convoquée par sa présidence française et consacrée à l'aide humanitaire.

"*David Cameron et moi-même sommes en plein accord: nous devons hâter, accélérer la transition politique*" et "*aider l'opposition à se fédérer dans un gouvernement*", a lancé le président français. (AFP 06.09)

Nous devons faire la même chose en France, en Grande-Bretagne, etc. Hollande, Cameron, Merkel, Rajoy, Monti, etc. : Dégagés !

Traduisons : La "*stabilité des prix*" = baisse du niveau de vie (Insee) ; la "*croissance en Europe* = hausse du chômage.

Un business lucratif, pas vraiment une vocation à caractère humaniste.

Les médecins généralistes libéraux peuvent avoir le sourire. Ils ont vu leurs bénéfices, après impôts et charges, augmenter de 6,7% en 2011, rapporte le journal Le Généraliste ce jeudi. Ces chiffres sont issus des statistiques de l'UNASA (Union nationale des associations agréées) récoltées auprès de 18.134 praticiens généralistes.

L'année dernière a été «*bonne*» à plus d'un titre pour la profession. L'épidémie de grippe a par exemple poussé 2,2 millions de patients dans leurs cabinets, deux fois plus qu'en 2010. Bref, les généralistes ont profité «*d'une conjoncture plutôt favorable*». Mais la hausse de l'activité n'explique qu'une mineure partie de la flambée des revenus.

Les généralistes ont en effet surtout profité de la hausse d'un euro du tarif de base de la consultation remboursé par la Sécu, qui est passée à 23 euros au 1er janvier 2011. «*Un euro de plus, c'est 250 millions d'euros en année pleine pour la sécu et 5000 euros de plus dans le compte de résultat du praticien*», calcule Le Généraliste. Les syndicats de médecins, engagés actuellement dans de difficiles négociations sur les dépassements d'honoraires, réclament une nouvelle hausse des tarifs remboursés par la sécu.

Le revenu d'un généraliste s'est élevé en moyenne à 78.869 euros, contre 117.000 euros pour un cardiologue libéral par exemple. (lefigaro.fr 06.09)

Abjectes les toubibs, en plus l'immense majorité des généralistes et des spécialistes sont des praticiens médiocres.

La collaboration de classes tout azimut.

La ministre de la Santé Marisol Touraine lance vendredi une concertation visant à aboutir à un "*pacte de confiance*" avec l'hôpital, accueillie favorablement par les syndicats qui, cependant, se veulent vigilants. (AFP 06.09)

Rétropédalage du "***capitaine de pédalo***".

La taxe à 75% promise par François Hollande sur les hauts revenus ne s'appliquerait qu'à partir de deux millions d'euros pour les couples, selon des informations du Figaro et des Echos, l'Elysée ayant toutefois précisé jeudi "*qu'aucune décision (n'était) prise*".

"*En outre, la taxe à 75% ne s'appliquerait qu'aux revenus du travail*" et pas à ceux du capital, ajoute le quotidien.

Fin juillet, le ministre du Budget Jérôme Cahuzac avait déjà annoncé vouloir différencier entre les salaires dépassant un million d'euros par an et les revenus plus aléatoires des "*artistes, écrivains, cinéastes ou chefs d'entreprise voulant par exemple vendre leur entreprise*", et qui pourraient échapper à cet impôt.

"*La prise de risque ne doit pas être dissuadée*", avait-il affirmé, "*il ne faut pas encadrer la création, il ne faut pas encadrer l'activité économique*".

De leur côté, Les Echos précisent que pour éviter une censure du Conseil constitutionnel, "*la taxe à 75% s'entendra comme la somme de la taxe exceptionnelle, de la CSG (7,5%) et de la CRDS (0,5%)*". "*En d'autres termes, la nouvelle taxe sur les très hauts revenus ne serait +que+ de 67%*", ajoute le journal économique.

Le mesure pourrait ne durer que deux ans et toucher un millier de ménages. (AFP 06.09)

Vieux monde. Il n'y a de limite à la pourriture.

«*Il n'y a pas de monopole sur devenir un milliardaire. Si vous êtes jaloux de ceux qui ont plus d'argent, ne restez pas assis là à vous plaindre. Faites quelque chose pour gagner plus d'argent; passez moins de temps à boire ou à fumer et fréquenter des amis, et plus de temps à travailler.*»

L'Australienne Gina Rinehart, qui a hérité de l'empire minier Hancock Prospecting et qui est la femme la plus riche du monde. Propos figurant dans un éditorial pour un magazine spécialisé sur l'industrie minière le 30 août dernier.

Mercredi 5 septembre, c'est au salaire trop élevé des mineurs australiens qu'elle s'est attaqué, affirmant que ceux-ci devenaient trop cher pour les entreprises minières et qu'elle pourrait employer des mineurs pour moins de deux dollars (environ 1,6 euro) par jour en Afrique. (source : Slate.fr 06.09)

Enrichissez-vous en percevant moins de deux dollars par jour...

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi pas 20 ?

- Impôt à 75% pour les couples à partir de 2 millions d'euros: rien n'est décidé selon l'Elysée - AFP

- Le patron de LVMH met en garde le gouvernement sur la taxation à 75% - LeMonde.fr

- La taxe à 75% va frapper moins fort - L'Expansion.com

Bonjour GM, Wall street !

- Le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën dit au revoir au CAC 40 - AFP

Ça pue !

- Guéant "*observe*" que Sarkozy "*a l'air de revenir en odeur de sainteté*" - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Laurent Wauquiez, soutien de François Fillon, a accusé jeudi Jean-François Copé, rival numéro un de l'ancien Premier ministre pour la présidence de l'UMP, d'avoir "*franchi la ligne jaune*" dans ses attaques contre son adversaire.

"*L'UMP a besoin d'être commandée, pas d'être présidée mondainement*", a-t-il notamment lancé.

"*Que Jean-François Copé dise 'je suis le candidat des militants', c'est un slogan, pourquoi pas. Mais qu'il se sente obligé d'ajouter 'François Fillon, lui, est le candidat des barons', c'est ridicule*", a ajouté le député. (Reuters 06.09)

Et malheureusement le ridicule ne tue pas !

2- Grèce

Un dernier sondage (Pulse pour le quotidien ToPontiki) concernant les intentions de vote montre également un résultat inquiétant : si la Nouvelle Démocratie (25%) et le Syriza (24%) sont stables, l'Aube Dorée, avec 10.5%, fait un bond spectaculaire tandis que le PASOK, avec 8.5%, poursuit sa chute historique, malgré son nouveau logo. Le parti néonazi fraîchement entré au parlement poursuit son ascension, malgré toutes les agressions, procès et le passé violent de ses membres.

La Grèce, une nouvelle république de Weimar ? (okeanews.fr 06.09)

3- Etats-Unis

Human Rights Watch (HRW) dit avoir des preuves de deux nouveaux cas d'utilisation par les Etats-Unis du "*waterboarding*", une technique d'interrogatoire simulant la noyade, sur des Libyens détenus par les forces américaines en Afghanistan.

Dans un rapport publié jeudi, l'organisation de défense des droits de l'homme dit avoir obtenu de nouvelles preuves de la façon dont les Etats-Unis et certains de leurs alliés, notamment le Royaume-Uni, ont arrêté des opposants en exil à l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi et les ont renvoyés en Libye.

HRW dit se fonder sur des interviews de victimes, ainsi que sur l'étude d'archives rendues publiques après le soulèvement en Libye l'an dernier. Elles comprennent notamment de la correspondance entre de hauts responsables libyens et la CIA ou les agences de renseignement britanniques MI5 et MI6.

Ces documents montrent comment, entre le renoncement par le colonel Kadhafi aux armes de destruction massive fin 2003 et la révolution libyenne de 2011, le dirigeant libyen et les services de renseignements étrangers ont travaillé discrètement ensemble pour combattre l'islamisme.

"*Non seulement les Etats-Unis ont livré à Kadhafi ses ennemis sur un plateau, mais il semble que la CIA ait d'abord torturé nombre d'entre eux*", dit Laura Pitter, spécialiste de la politique antiterroriste à HRW et auteur du rapport.

"*L'ampleur des actions de l'administration Bush semble beaucoup plus grande qu'on ne le pensait et souligne l'importance de l'ouverture d'une enquête de grande ampleur sur ce qui s'est passé*", ajoute-t-elle dans un communiqué.

Les récits des deux Libyens contredisent les affirmations de l'ancien président George W. Bush, de l'ex-directeur de la CIA Michael Hayden et d'autres responsables américains selon lesquelles la simulation de noyade n'a été utilisée que sur trois personnes soupçonnées d'appartenir à Al Qaïda mais qui n'étaient pas libyennes : Abou Zoubaïdah, Khalid Cheikh Mohammed et

Abd al Rahim al Nachiri.

Dans son rapport, HRW présente en détails le cas d'un autre Libyen connu sous le nom d'Ibn al Cheikh al Libi, qui dirigeait un camp d'entraînement en Afghanistan.

Les informations données par Libi pendant ses interrogatoires sur d'éventuels contacts entre l'Irak et Al Qaïda ont aidé le gouvernement Bush à obtenir le soutien de l'opinion publique pour la guerre contre l'Irak en 2003.

Le secrétaire d'Etat de l'époque, Colin Powell, avait souligné ces allégations dans un discours devant le Conseil de sécurité des Nations unies resté célèbre, en février 2003.

Toutefois, Libi s'était ensuite rétracté sur l'Irak et Al Qaïda. Selon Human Rights Watch, sa famille affirme que, tout en gérant un camp d'entraînement, il était contre la stratégie et l'action d'Al Qaïda et ne cherchait qu'à renverser Kadhafi.

Il a pourtant été arrêté au Pakistan, remis aux autorités américaines, envoyé un temps en Egypte, remis à nouveau aux forces américaines et ensuite renvoyé en Libye.

Human Rights Watch dit avoir organisé en 2009 une brève rencontre avec Libi dans sa prison libyenne. Mais il aurait refusé de parler aux représentants de HRW. Deux semaines plus tard, dit HRW, la Libye annonçait qu'il s'était suicidé.

Human Rights Watch a demandé à Barack Obama l'ouverture d'une enquête sur les pratiques américaines en matière d'interrogation et de détention. Le ministre de la Justice, Eric Holder, a annoncé la fin de l'enquête la semaine dernière sur ces questions, sans annoncer d'inculpations au pénal. (Reuters 06.09)

4- Russie

Vladimir Poutine a souligné jeudi dans un entretien télévisé qu'il ne fallait pas compter sur un changement de position de la Russie dans le dossier syrien.

Le président russe a également accusé à demi-mot les Occidentaux de s'appuyer sur des groupes islamistes comparables à Al Qaïda pour tenter de se débarrasser de Bachar al Assad.

"*Pourquoi la Russie devrait-elle réévaluer sa position ?*", s'est interrogé Vladimir Poutine dans l'un de ses plus longs entretiens accordés depuis son élection à un troisième mandat à la tête de la Russie en mars dernier.

"*Nos partenaires dans le processus de négociation devraient peut-être plutôt revoir leur position*", a-t-il ajouté.

Sans mentionner un seul nom de pays, le maître du Kremlin a laissé entendre que les Etats-Unis cherchaient des activistes pour renverser Bachar al Assad mais qu'ils le regretteraient pas la suite.

"*Aujourd'hui, on utilise des combattants d'Al Qaïda ou des gens d'autres organisations qui partagent ses visées extrémistes pour atteindre leurs objectifs en Syrie. Il s'agit d'une politique très risquée et inconséquente*", a déclaré Poutine.

Les Etats-Unis, a-t-il poursuivi, pourraient aussi bien "*ouvrir les portes de Guantanamo et laisser tous les détenus aller combattre en Syrie. C'est la même chose*". (Reuters 06.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Baisse du niveau de vie

Après avoir quasiment stagné en 2009 à cause de la crise, le niveau de vie des Français a baissé en 2010, seuls les plus aisés étant épargnés, selon une étude de l'Insee révélant aussi que la pauvreté progresse, en particulier chez les plus jeunes.

"*Il faut remonter à 2004 pour enregistrer un tel recul*", note l'Insee.

Par ailleurs, "*la plupart des indicateurs d'inégalités sont à la hausse*", relève l'Insee.

Entre 1996 et 2010, le niveau de vie moyen des 10% de personnes les plus aisées a augmenté de 2,1% par an en moyenne, contre 1,4% pour le niveau de vie moyen de l'ensemble de la population.

Le taux de pauvreté atteint 14,1%, en hausse de 0,6 point, note l'Insee, précisant qu'il "*poursuit la hausse de 2009 (+0,5 point) et atteint son plus haut niveau depuis 1997*".

En 2010, 8,6 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire (964 euros par mois), la moitié d'entre elles vivant avec moins de 781 euros par mois.

En fait, cette hausse de la pauvreté touche plus particulièrement les jeunes de moins de 18 ans: après +0,4 point en 2009, leur taux de pauvreté progresse de 1,9 point atteignant 19,6%.

"*Les enfants contribuent ainsi pour près des deux tiers (63%) à l'augmentation du nombre de personnes pauvres*", explique l'Insee. (AFP 06.09)

1.2- Thibault se donne bonne conscience.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, prévient jeudi le gouvernement qu'on "*n'est pas dans une société de bisounours*" et qu'"*on ne fera pas avaler*" à la CGT "*n'importe quelle déréglementation*" dans le cadre des prochaines négociations.

"", déclare le numéro un de la CGT dans une interview à L'Humanité Dimanche de cette semaine.

"*Nous ne sommes pas dans une société de bisounours où chacun va faire preuve de bonne volonté! Nous allons participer aux négociations avec le patronat, mais nous entendons son discours: plus de flexibilité, transférer le financement de la protection sociale sur les citoyens*" et "*en exonérer les entreprises*", ajoute M. Thibault.

"*Le gouvernement ne va donc pas pouvoir faire comme si tout le monde était d'accord sur les objectifs. On ne nous fera pas avaler n'importe quelle déréglementation*", prévient-il.

Selon lui, "*ou le gouvernement reste inerte en l'absence d'accord, ou il reprend des accords d'inspiration patronale, ou grâce à sa légitimité politique il impose des modifications législatives qui reprennent l'esprit pour lequel une majorité des électeurs s'est prononcée lors des élections*".

M. Thibault déplore aussi les divergences avec la CFDT: "*Manifestement la CFDT est sur une autre démarche syndicale que la nôtre. Ce n'est pas une première, c'est regrettable.*"

Il relève que "*dans les entreprises où les salariés sont confrontés à des plans de restructuration ou à des formes de chantage du patronat, dans la plupart des cas, les responsables syndicaux réagissent dans l'unité*".

"*Il serait bon qu'on ait le même réflexe au plan national, ce n'est pas le cas*", regrette-t-il.

Selon lui, "*la présidente du Medef (Laurence Parisot) elle-même revendique un duo, qui semble bien fonctionner, dit-elle, avec la CFDT pour la recherche d'un compromis dans les futures négociations*".

"*Je ne sais pas ce que cela recouvre, mais lorsque j'entends le Medef revendiquer plus de flexibilité sur le marché du travail au nom de l'emploi, je me dis que c'est un marché de dupes*". "*Il ne faudra pas compter sur la CGT pour un accord sur ce terrain*", assure-t-il. (AFP 06.09)

Mais comme il ne faudra pas compter non plus sur lui pour mobiliser la classe contre le gouvernement et le patronat, cela revient à un effet d'annonce pour ne pas se couper de la base de son syndicat, nous ne sommes pas dupe.

1.3- Rififi chez RFI.

Les syndicats de RFI ont obtenu la tête d'Alain de Pouzilhac, le président de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF), mais ils n'ont pas obtenu le rattachement de RFI à Radio France. Et c'est avec dépit et écoeurement qu'un "*collectif*" de salariés signe aujourd'hui une lettre ouverte au président Hollande très violente. Le candidat François Hollande avait apposé sa signature en bas d'une pétition contre la fusion RFI-France 24, entre-temps conduite à son terme par Alain de Pouzilhac sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy.

Pour les auteurs de cette lettre ouverte, il s'agit d'un "*abandon*" de la seule radio internationale de service public, d'un reniement de la parole donnée.

Le chef de l'État a jugé qu'il était trop tard et trop coûteux de revenir en arrière en défaisant ce que Nicolas Sarkozy avait péniblement construit en cinq ans. François Hollande a fondé sa décision sur le rapport Cluzel, un haut fonctionnaire proche d'Alain Juppé qui avait autrefois dirigé RFI, puis Radio France. (lepoint.fr 06.09)

Voici la lettre ouverte à François Hollande : "Vous, président de la République"

Vous, président de la République, avez abandonné la seule radio internationale de service public de la France, dont vous prétendiez défendre l'existence et les missions. Il est vrai que vous n'étiez alors que candidat à la magistrature suprême.

Vous, président de la République, avez, en effet, validé en juillet 2012 une structure assassine, l'Audiovisuel extérieur de la France (Aef), pensée et voulue par votre prédécesseur, Nicolas Sarkozy, pour mettre à son service et au service d'intérêts amis un outil public d'information radiophonique, qu'il s'agissait de réduire en instrument de communication.

Vous l'avez fait, vous, président de la République, après avoir commandé à la va-vite, en juin 2012, en pleine campagne électorale pour les législatives, à Jean-Paul Cluzel, homme de droite carriériste, un soi-disant rapport d'évaluation sur la fusion RFI-France24. Vous en avez épousé les conclusions mortifères et les abjects calculs syndicaux.

Vous, président de la République, avez insulté l'intelligence des personnels de RFI en voulant faire croire que la démission du P-DG de l'AEF, Alain de Pouzilhac, le 12 juillet 2012, suffisait à honorer votre signature, en janvier 2012, au bas d'une pétition dénonçant cette fusion et son absurdité.

Vous, président de la République, avalisez ainsi deux plans sociaux qui ont privé RFI de plus de 300 salarié-e-s et prenez la responsabilité de la disparition, à terme, de cette radio sans équivalent en France.

Vous, président de la République, n'avez ni pris la mesure économique et financière, ni voulu apprécier la dimension politique de ce choix dévastateur contre lequel les salarié-e-s de RFI se battent depuis plus de quatre ans.

Vous, président de la République, avez bien vite douché les espoirs qu'avait fait naître la fin du sarkozysme. Nous avons cru que seraient réhabilitées la valeur de notre travail, la considération pour nos personnes et pour nos métiers, la notion de service public. Nous avons aussi, naïvement, cru que serait respectée la parole donnée.

Vous, président de la République, n'aurez pas mis longtemps à nous montrer que vous êtes plus soucieux de ménager vos intérêts politiciens et ceux de vos amis ou obligés, tels le banquier Matthieu Pigasse ou David Kessler, votre "conseiller" médias, que d'incarner les principes que vous avez affichés, certes sans trop de risque, quand vous étiez dans l'opposition puis en campagne électorale.

Vous, président de la République, allez sans doute et très opportunément affirmer que vous laissez là votre gouvernement gouverner. Votre Premier ministre et votre ministre de la Culture s'étaient pourtant, comme vous, engagés par signatures, à sauver RFI du naufrage programmé par la machine sarkozyste de l'AEF.

Voilà qui fait de vous, président de la République, un professionnel de la petite politique très tristement "normal".

Un collectif de salariés de RFI écoeurés

2- Grèce

2.1- Les Grecs réduits en esclavage.

Dans les grandes lignes, voilà à quoi correspond cette lettre adressée au ministre des Finances grec par le troïka : «*Accroître la flexibilité des horaires; accroître le nombre de jours de travail maximum à six jours par semaine pour tous les secteurs; instaurer onze heures minimum de repos par jour; déconnecter le nombre d'heures de travail du nombre d'heures d'ouverture des établissements ; supprimer les restrictions de temps entre les permanences du matin et celles de l'après-midi, autoriser les congés de quinze jours à être pris n'importe quand dans l'année pour les emplois saisonniers.*» (20minutes.fr 06.09)

Il manque un détail, imposer 6 jours de travail sur sept sans augmentation de salaire, je l'ai lu dans un autre article.

2.2- Policier, gardes-côtes et pompiers mainfestent.

Environ 4.000 policiers, gardes-côtes et pompiers grecs ont manifesté jeudi à Athènes contre l'austérité en simulant notamment des suicides par pendaison.

"*La troïka nous suce le sang*", ont-ils scandé. Le gouvernement grec prévoit ainsi de réduire les salaires des policiers.

Un peu plus tôt dans la journée, des policiers ont bloqué l'entrée du QG de la police anti-émeutes à Athènes pour empêcher des cars d'acheminer des renforts vers Thessalonique, dans le nord du pays, où devraient se dérouler d'importantes manifestations au cours du week-end.

Des heurts ont éclaté lorsque la police anti-émeutes a tenté d'évacuer l'entrée du bâtiment, où des dizaines de policiers syndiqués, la plupart en uniforme, brandissaient des panneaux et scandaient des slogans contre l'austérité.

Pour certains policiers, la situation est complexe. "*Ils nous font nous battre contre nos propres frères*", a déclaré un membre des forces anti-émeutes sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 06.09)

2.3- Mobilisations et infos.

La foire internationale de Salonique, une des plus importantes de Grèce, ouvre ses portes ce samedi dans un climat de tension. Entre les nouvelles annonces de coupes dans les salaires et les retraites et les rumeurs de nouvelles demandes de la troïka, dont le retour de la semaine de travail à 6 jours, les annonces de grèves et de manifestation se multiplient.

Une manifestation anti-fasciste est également prévue demain, veille de la foire, à 18h30, devant la statue de Venizelos ainsi que 3 jours d'actions contre la poursuite du projet de la mine d'or de Halkidiki.

Des grévistes ont bloqué pendant quelques heures ce matin le convoi des bus de la MAT (police anti-émeute) qui partait en renfort à Salonique, avec quelques tensions entre les deux groupes de forces de police.

Cette nuit, des retraités ont campé devant le bâtiment de l'EOPPY (assurance santé) à Salonique pour protester contre la réduction des salaires et les coupes dans la santé.

A Salonique, la foire se prépare et une très forte présence policière est déjà visible, à l'avant veille de l'ouverture. Aujourd'hui, des policiers cadraient le centre ville et une forte présence policière était déjà observable hier soir, selon des contacts sur place : « *10 policiers à chaque coin de rue* ».

En marge de ces manifestations, le Barreau d'Athènes et la chambre technique de Grèce font appel à la Cour Européenne des droits de l'homme pour dénoncer le premier mordordanum.

Tout porte à croire que ce weekend à Salonique sera crucial dans la poursuite de la lutte sociale qui ne fait que (re)commencer après les vacances d'été. Car les nouvelles mesures signeraient la poursuite d'une politique sans avenir économique. Un rapport de la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE) a montré que les salaires ont retrouvé leurs niveaux de 1978 et le chômage celui de 1958 en Grèce. Des chiffres qui montrent à quel point la politique européenne actuelle en Grèce est contre-productive. (okeanews.fr 06.09)

2.4- Chômage record.

Le taux de chômage en Grèce a battu un nouveau record en juin, à 24,4% de la population active.

Au total, la Grèce comptait 1.216.410 chômeurs en juin, en hausse de 4,3% sur un mois et de 41,8% sur un an, selon les données de l'Autorité, incluant désormais une correction des évaluations saisonnières.

Plus de la moitié (55%) des jeunes non scolarisés de 15 à 24 ans, et près du tiers (32,1%) des 25-34 ans étaient à la recherche d'un emploi.

Le taux de chômage a été multiplié par deux depuis 2010 dans le pays qui connaît actuellement sa cinquième année de récession.

L'Institut du travail, centre de recherches des deux grandes centrales syndicales grecques, a pour sa part estimé jeudi que le taux de chômage passera de 24% en 2012 à 26-29% en 2013, alors même que les revenus moyens des salariés auront baissé de 30% fin 2012 par rapport à 2009. (AFP 06.09)

3- Allemagne

Un arrêt de travail de 24 heures des hôtesses et stewards de Lufthansa dans tous les aéroports allemands pour vendredi, dans le cadre d'un conflit sur des revendications salariales, a démarré à jeudi 22H00 GMT, a indiqué à l'AFP la première compagnie aérienne allemande.

Lufthansa a annulé 1.200 vols vendredi, soit les deux tiers de son trafic.

Le mouvement de grève entamé la semaine dernière s'est progressivement durci.

Il a démarré vendredi avec un premier débrayage de huit heures à l'aéroport de Francfort. De nouveaux arrêts de travail ont eu lieu mardi à Francfort, ainsi qu'à Berlin-Tegel et Munich, causant l'annulation de centaines de vols.

"*Nous regrettons beaucoup d'en être arrivés à cette escalade mais les négociations sont arrivées à un point où il n'y a plus d'alternative à la grève*", a martelé le syndicat Ufo dans un communiqué mercredi soir. (AFP 06.09)

4- Afrique du Sud

4.1- Libération de tous les mineurs emprisonnés.

La justice sud-africaine a remis en liberté, jeudi 6 septembre, tous les mineurs qui avaient été arrêtés le 16 août lors de la fusillade de Marikana et qui étaient encore en détention, soit cent quatre, selon le parquet. '*Il n'y a plus personne en détention, tous ont été relâchés sauf cinq qui sont encore à l'hôpital et devront se présenter au juge pour bénéficier des mêmes conditions*', a indiqué Frank Lesenyego, porte-parole du parquet régional.

'*Les poursuites contre vous pour meurtre et tentative de meurtre ont été retirées*', a déclaré aux mineurs le juge Esau Bodigelo, prévenant que l'affaire était renvoyée au 12 février, date à laquelle les mineurs devront comparaître pour les autres chefs de poursuite, violence publique et rassemblement interdit. (lemonde.fr 06.09)

4.2- La grève se poursuit à Marikana

Les grévistes de la mine de Marikana (nord) refusaient jeudi de signer un accord conclu dans la nuit entre syndicats majoritaires et direction, visant à mettre un terme à un conflit social meurtrier qui a plongé l'Afrique du Sud en état de choc.

Trois semaines jour pour jour après le massacre de 34 mineurs en grève sauvage par la police, le conflit salarial à l'origine du mouvement n'était toujours pas résolu jeudi.

"*Nous ne pouvons pas accepter de signer ça. Si on signe ce truc, les ouvriers doivent reprendre le travail. Mais ils ne vont pas reprendre le travail*", a déclaré à l'AFP le représentant des grévistes non-syndiqués, Zolisa Bodlani.

Quelques heures plus tôt, l'exploitant du site de platine Lonmin, les syndicats majoritaires et le ministère du Travail avaient signé un accord prévoyant, d'une part, la reprise du travail à une date non déterminée et, d'autre part, l'ouverture de négociations salariales sur la base des revendications des grévistes.

Pour les grévistes, le point d'achoppement reste le même: ils exigent de voir leur salaire porter à 12.500 rands (1.250 euros) avant de reprendre le travail. Ils affirment gagner actuellement 4.000 rands, mais Lonmin conteste ce chiffre, qui ne tient pas compte, selon l'entreprise, de certaines primes et allocations fixes.

"*J'attends le compte-rendu des gens qui ont participé à la réunion*", a dit à l'AFP Malizo, un mineur de 29 ans qui vit dans un bidonville. "*S'ils arrivent avec ce qu'il faut, si Lonmin envoie l'argent, on retourne au travail. Sinon on reste à la maison*".

L'accord de jeudi a été signé par trois syndicats, mais la petite formation AMCU, qui avait encouragé la grève sauvage début août, a refusé de s'y associer, tout comme les représentants des non-syndiqués.

En début de semaine, l'archevêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, a fait sensation en déclarant: "*Marikana ressemblait à un cauchemar, mais c'est ce que notre démocratie de 2012 est devenue*".

Puis il a de nouveau fustigé les inégalités qui, selon lui, sont à la racine de la violence sociale en Afrique du Sud: "*Il est difficile de croire que des gens empochent autant d'argent, ont autant de privilèges, tandis que la masse souffre dans des bidonvilles (...) c'est légal, mais est-ce moral?*".

Sur le même thème, mais beaucoup plus politique, le jeune tribun populiste Julius Malema a tiré profit du drame de Marikana pour surgir de l'anonymat politique dans lequel il était plongé, depuis son expulsion de l'ANC (parti au pouvoir) en avril.

Haranguant les foules de mineurs, y compris le jour de la cérémonie d'hommage aux victimes de Marikana, il a promis une "*révolution des mines*", et a sommé le président Jacob Zuma de démissionner, l'accusant d'être à la botte des puissants groupes miniers.

Cette agitation a fini par inquiéter les milieux d'affaires, qui craignent à terme que les investisseurs étrangers ne désertent l'Afrique du Sud. Julius Malema, lui, s'est défendu de menacer l'investissement. "*Ce que nous menaçons, a-t-il dit, ce sont les profits réalisés par des actionnaires cupides*".

Cette crise a jeté à la face de l'Afrique du Sud la condition misérable de nombre de ses mineurs, dix-huit ans après la fin du régime raciste de l'apartheid, alors même que les richesses du sous-sol (or, diamant, charbon, platine) restent la principale source de la prospérité du pays. (AFP 06.09)

Desmond Tutu descend de son nuage céleste, ce n'est pas ce que notre démocratie "*est devenue*", mais ce qu'elle a toujours été ; à un moment donné la quantité se tranforme en qualité, à force de trop tirer sur la corde de la surexploitation elle finit par rompre. Tutu n'est pas un dialecticien. On a envie d'en rire, mais on a apprécié sa sortie, il ne lui reste plus qu'à proclamer que le capital c'est le diable en personne !

ECONOMIE

UE

Malgré le probable refus de Jens Weidmann (président de la Bundesbank) d'apporter un vote favorable aux décisions prises, la BCE choisit aujourd'hui d'intervenir directement sur le marché de la dette.

Le programme dévoilé sous le nom de OMT (Outright Monetary Transactions) consiste à intervenir de façon illimitée sur le marché obligataire. Les pays concernés seront ceux ayant recours aux programmes EFSF/ESM (European Financial Stability Facility et European Stability Mechanism), ou ayant d'ores et déjà fait l'objet d'un plan de sauvetage. Les obligations concernées auront une maturité comprise entre 1 et 3 ans, et ces rachats seront « *stérilisés* » (la liquidité crée par le rachat sera « *stérilisée* » du marché par la Banque centrale européenne afin de ne pas créer de monnaie supplémentaire). Les pays ne respectant pas les termes leur étant imposés seront exclus. Il est à noter que le FMI sera associé à ces programmes.

En clair, il s'agit ici de pouvoir offrir un soutien monétaire aux pays ayant demandé un plan de sauvetage. Ce soutien sera apporté dès lors que le pays en question respectera à la lettre les plans de rigueur de la « Troika ». L'Espagne et L'Italie font ici figure de favoris. Le marché ayant d'ores et déjà racheté les dettes de ces deux Etats de façon massive depuis quelques jours, en anticipant l'annonce, la marge de manœuvre de la BCE n'est plus que minime. (L'Espagne est aujourd'hui parvenue à emprunter à un taux de 2.946 % sur une période de 3 ans, contre 4.5791 % en juin).

Ainsi, l'annonce de Mario Draghi offre une bouffée d'oxygène aux marchés européens. Il permet en effet d'offrir une mesure de soutien aux pays les plus en difficultés, mais sous de strictes conditions. Cependant, la mise en pratique elle-même n'aura que peu d'influence, étant donné la capacité d'anticipation du marché. L'évènement le plus important n'est pas la réalisation technique de l'opération, mais bien la décision de la BCE d'aller plus loin dans son action. La plus grande souplesse affichée par la BCE est l'évènement de la journée.

Malheureusement, Mario Draghi a également annoncé au début de son intervention la révision à la baisse des prévisions de croissance de la zone Euro, et révisé à la hausse les anticipations d'inflation. La BCE s'attend désormais à un recul de 0,4% du Produit intérieur brut (PIB) en 2012, contre une baisse de 0,1% lors de sa précédente estimation en juin. Pour 2013, elle prévoit une croissance de 0,5%, contre 1% en juin. La situation se détériore dans l'ensemble de la zone, et les prévisions d'une croissance comprise entre - 0.4% et + 1.4% pour l'année 2013 ne permettent pas d'entrevoir une fin de crise.

La BCE vient aujourd'hui au secours des Etats les plus en difficulté mais n'offre aucune perspective de croissance par son action dans la zone euro. Son intervention de la journée n'est qu'une mesure de défense contre l'éclatement de la zone, et non un plan d'action pour une sortie de crise. Le mandat de stabilité des prix, dogme de la BCE ne permettant pas d'agir plus avant.

Ce jeudi matin, l'OCDE avait également laisser entendre que le ralentissement économique se confirmait dans l'Hexagone. L'économie française entre formellement en récession avec deux trimestres successifs dans le rouge: baisse du PIB de 0,2% entre avril et juin et de 0,3% de juillet à septembre. Une prévision bien plus pessimiste que celle du gouvernement...

(Atlantico.fr 06.09)

Les marchés financiers ont plébiscité jeudi la décision tant attendue de la Banque centrale européenne (BCE) d'intervenir sans limite sur le marché de la dette des Etats de la zone euro

Haut de page

Le 8 septembre

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site entièrement, je me suis rendormi ce matin, il faut dire qu'on n'a pas eu de courant de toute la nuit, bref.

J'ai terminé par l'annonce du gouvernement du saccage de nos conditions de travail. J'y reviendrai demain, en attendant j'ai pris quelques notes que je vous soumets.

Dans le document que le gouvernement a remis aux syndicats (et au patronat) , il est écrit qu'en "préambule, il les invite à inventer une "*voie*" entre la "*déréglementation et sur-réglementation*" qui permette de "*concilier*" la "*protection et l'accompagnement des salariés*", "*les marges d'adaptation des entreprises (...)* " et "*un haut niveau de dialogue social*" dans l'entreprise." (lire l'article en entier dans cette page)

La voie entre la "*déréglementation et sur-réglementation*", revient à dire qu'il faut alléger la réglementation du travail, comme le réclame le Medef, la partie qui est (encore) favorable aux travailleurs doit disparaître les marchés l'exigent, tailler à la hache dans le Code du travail et les Conventions collectives Bruxelles le réclame.

Pour "*concilier*" l'inconciliable, la "*protection et l'accompagnement des salariés*"... vers la case chômage. La protection, c'est le volet inutile pour berner les crédules, vous êtes protégé quand vous n'avez rien à craindre ; le pendant du volet utile pour le patronat, qui à sa volonté décidera de réduire votre temps de travail et votre salaire ou l'inverse, vous faire travailler comme des forçats... ou vous virer !

Quant à concilier "*les marges d'adaptation des entreprises (...)* " et "*un haut niveau de dialogue social*" , cela signifie collaborer à toute mesure que le patronat pourrait envisager de prendre au détriment des intérêts des travailleurs, au profit de l'entreprise.

On aura compris au premier coup d'oeil que ce document répond exclusivement aux attentes du patronat, des marchés, de Bruxelles, du FMI... Le gouvernement réactionnaire Hollande-Ayrault-Sapin vient d'inventer le travailleur Kleenex.

Camarades, fallait-il s'attendre à autres choses de la part de ce gouvernement ? Réponse : évidemment non.

Alors que dire de tous ces crétins ou illusionnistes qui ont appelé à voter Hollande ou PS et qui n'ont pas cessé de répéter qu'ils ne savaient pas quelle allait être l'orientation poilitique du gouvernement : réactionnaire, antisocial, anti-ouvrier, j'allais oublier la Syrie : impérialiste ou colonial.

Quant aux dirigeants syndicaux pourris, vous lirez plus loin qu'ils ont accueilli ce document en étant fidèles aux intérêts qu'ils représentent, ceux du patronat. Là non plus, il ne fallait pas s'attendre à autres choses de leur part.

TSCG. Il arrive ce qui devait arriver.

Mélenchon et le Front de gauche se sont appropriés la proposition du POI d'une manifestation à Paris pour en fixer la date unilatéralement le 30 septembre, tout en dévoyant le thème de cette manifestation qui a l'origine était tourné contre la ratification du TSCG au profit d'un référendum.

Le comportement déloyale de Mélenchon et du Front de gauche s'apparente à un coup de force pour venir en aide à Hollande et détourner les militants et travailleurs des institutions de la Ve République, car même si le POI ne développait pas cette argumentation, il va de soi qu'à travers la remise en cause de la ratification du TSCG, c'était les institutions qui étaient visées, en tout cas c'est l'interprétation qu'on pouvait en faire et qui correspond à la réalité pour peu qu'on considère illégitimes et antidémocratiques les institutions de la Ve République.

Donc en réponse à une proposition qui leur avait été adressée, ils se sont comportés comme de vulgaires voyous.

Fallait-il s'y attendre ?

Mélenchon et Laurent ont mené une campagne présidentielle et législative en camouflant leurs véritables intentions bien que leur programme ait été truffé de contradictions pour les confondre. Ils ont profité de la situation créée par le rejet qu'inspirait Sarkozy aux masses exploités et à la totalité des militants du mouvement ouvrier pour se présenter comme une alternative à Hollande dont le programme était en réalité une copie de celui de Sarkozy, sans jamais manifester la moindre intention de rompre avec l'Union européenne dont l'offensive s'accentue contre le prolétariat et Hollande est le relais en France.

Dès lors, il ne fallait pas s'attendre à ce qu'au-delà de vitupérations et gesticulations, ils se posent en obstacle à la politique qu'allait mettre en oeuvre Hollande et son gouvernement réactionnaire, et dont le TSCG allait constituer la pierre angulaire et le contenu auquel il allait se soumettre, ce que Mélenchon et Laurent ont clamé haut et fort à plusieurs reprises en refusant de se considérer dans l'opposition à Hollande et son gouvernement.

A cette occasion, chacun aura pu mesurer à quoi conduisait une stratégie de front unique en direction des dirigeants de ces partis, le PG et le PCF. Les dirigeants du POI en tireront-ils les leçons qui s'imposent ? Pas sûr, pas sûr du tout puisque dans le dernier numéro de leur hebdomadaire ils ont remis cela en s'adressant aux députés de ces partis, pire encore, à ceux du PS.

Si depuis des mois vous vous battez pour empêcher la ratification du TSCG, vous avez dépensé votre temps et votre énergie pour rien, pire, vous avez colporté l'illusion que ce serait possible.

Si au contraire, vous avez combattu sur la ligne politique que nous avons définie, à savoir que cette ratification s'apparentait à un coup de force dans la mesure où les institutions sont illégitimes, vous avez contribué à aider votre classe à comprendre le caractère antidémocratique des institutions et à les détourner des partis qui y participent et s'apprêtent à ratifier le TSCG.

En 2005, 92% des députés étaient favorables au TCE qui a été rejeté par la majorité de la population qui a participé au référendum le 29 mai 2005.

En 2012, c'est encore environ 90% des députés qui sont favorables au TSCG, alors que si la population pouvait s'exprimer par référendum elle le rejetterait à une très large majorité.

Entre 2005 et 2012, la majorité en sièges à l'Assemblée nationale a été inversée au profit du PS qui possède désormais la majorité absolue. Et que constatons-nous ? Que cela n'a absolument rien changé, les institutions sont cadenassées par deux partis, l'UMP et le PS chacun flanqué de satellites qui les épaulent au besoin, ils existent donc une collusion parfaite entre ces deux partis sur les intérêts qu'ils représentent et défendent au sein des institutions, ceux des capitalistes.

Il n'existe à l'Assemblée nationale aujourd'hui (comme hier) aucun député ouvrier ayant comme mandat la rupture avec l'Union européenne et l'euro, l'ONU, l'OTAN, aucun député ouvrier combattant pour en finir avec le capitalisme et défendant les idées du socialisme, seule alternative possible au capitalisme.

Dès lors peut-on considérer l'Assemblée nationale comme légitime, comme l'expression de la démocratie, des besoins de la majorité ? Nous estimons que la preuve du contraire est largement faite pour lui interdire de décider de notre sort et celui des générations futures et qui plus est de se prononcer sur le TSCG.

Rappelons que nous ne menons pas ce combat dans l'espoir grotesque ou infantile d'empêcher la ratification du TSCG par la majorité illégitime PS-UMP de l'Assemblée nationale. Nous menons ce combat contre le TSCG, donc contre son contenu et sa portée, et contre sa ratification considérant les institutions de la Ve République illégitimes afin d'aider les travailleurs à comprendre le fonctionnement des institutions et à rompre avec elles ainsi que les partis qui y participent dans la perspective d'un véritable gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'une République sociale et démocratique, socialiste.

Ce combat devrait être subordonné à la construction du parti ,et non afin d'obtenir un résultat immédiat qui est ici mégalomane, du domaine du fantasme ou délirant.

Pendant ce qu'ils ont appelé les "*Trente glorieuses*", les dirigeants des organisations trotskistes ont servi de flanc gauche au réformisme et au stalinisme en se satisfaisant de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, qui étaient le produit de leur lutte de classe dans des conditions particulièrement favorables, suite aux rapports entre les classes établis à la fin de la Seconde guerre mondiale.

Ils n'ont eu de cesse de brader le programme de la révolution socialiste pour ne pas se couper des masses, en réalité des appareils du PS ou du PCF selon les organisations, ainsi que les appareils des syndicats, pour finalement s'avérer totalement incapables de s'enraciner profondément dans toutes les couches exploitées et construire le parti révolutionnaire.

De reculades en reniements, ils en sont arrivés à soutenir plus ou moins ouvertement le PS et le PCF, à appeler à voter pour leurs candidats à chaque élection, à établir des liens organiques avec les appareils pourris des syndicats, pour finalement saborder leur propre organisation qui avait l'inconvénient de présenter des relents de marxisme ou de léninisme devenus un obstacle pour accueillir des adhérents du PS, du PCF, des syndicalistes, des anarcho-syndicalistes et d'autres éléments petits-bourgeois foncièrement anticommunistes et opposés à la révolution prolétarienne, car ne parvenant pas à recruter des ouvriers, pour assurer leur survie politique il leur fallait chercher ailleurs des adhérents sans être trop regardant sur leurs véritables intentions ou convictions politiques, LO de son côté passant de la sclérose à l'état de fossile.

La dégénérescence de la social-démocratie entamée dès la fin du XIXe siècle en Allemagne, fut pour ainsi dire camouflée en France par la constitution tardive de la SFIO, en 1905, elle éclata au grand jour le 3 août 1914 lorsqu'elle vota les crédits de guerre et renonça à appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale, à la grève générale contre la guerre...

Cette dégénérescence fut la contrepartie politique des illusions que les masses allaient développer sur le plan social à l'occasion de l'élévation de leur niveau de vie, leurs dirigeants abandonnant petit à petit le combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme pour finalement s'y adapter et en devenir des représentants au sein du mouvement ouvrier. Il leur fallait abonder dans le sens des illusions des masses pour remporter des succès électoraux et se faire une place au sein des institutions, avoir leur part du gâteau.

Au lieu de tirer les enseignements de cette période, les organisations trotskistes sans véritable direction ou dirigeant après l'assassinat de Trotsky par Staline s'employèrent à les ignorer pour reproduire à leur niveau les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs de la social-démocratie. Eux aussi, ils profitèrent que la situation était propice à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs de 1945 au début des années 80 pour camoufler leurs véritables intentions ou leur incurie politique, l'OCI appelant à voter Mitterrand dès le 1er tour de la présidentielle en 1981, la LCR appelant à voter Chirac en 2002, laissons de côté le cadavre de LO.

A l'arrivée, en 2005 alors que le TCE posait la question des institutions, personne ne la posera. En 2012, alors que le TSCG pose la question des institutions, personne ne veut la poser, LO ignore qu'elles existent ! A force de se renier on en arrive forcément à un moment donné à ne même plus être en mesure de poser les questions et les tâches que la situation requièrent.

De la même manière qu'ils se sont gargarisés de toute avancée sociale -qui seraient remises en cause un jour ou l'autre, c'était écrit d'avance, personne ne pouvait l'ignorer notez bien, vous avez pu constater qu'ils poussent des cris d'orfraie quand le moment est arrivé pour les capitalistes de s'y attaquer brutalement. Tous entendent oeuvrer à la fin de la crise du capitalisme et en même temps épargner à la classe ouvrière de terribles souffrances, sauf que voilà c'est incompatible.

Seule la classe ouvrière est en mesure de mettre un terme à cette crise en prenant le pouvoir, encore faut-il qu'elle en ait conscience et qu'elle soit organisée dans cette perspective, ce qui n'est pas le cas. Pour en prendre conscience, il faut qu'elle cesse de croire qu'elle doit son niveau de vie au capitalisme, donc qu'elle cesse d'y être subordonnée, or existe-t-il un autre moyen de la détourner du capitalisme que de subir de violents coups qui menacent jusqu'à son existence et de chercher la voie (l'organisation) pour abréger ce cauchemar ?

Ces dirigeants voudraient que les masses se soulèvent et en même temps ils veulent leur éviter de vivre les conditions qui seules peuvent les conduire à se soulever contre le régime, alors nous nous posons légitimement la question de savoir ce que ces dirigeants veulent vraiment. Ils sont incapables de dire la vérité en face aux travailleurs, aussi dure soit-elle, du coup comment voulez-vous qu'ils y comprennent quelque chose, s'en emparent, réagissent, etc. ?

Je n'ai plus le temps de continuer cette analyse aujourd'hui et c'est bien dommage. J'ajoute quelques réflexions à creuser ou relier entres elles. Depuis plus d'un demi-siècle, on savait que le capitalisme serait réintroduit en Chine... Dès les années 70, dans le textile, l'électroménager ou les biens d'équipement, l'automobile, la diversification de la division internationale du travail annonçait ce que nous vivons aujourd'hui, cela commença par le Japon et la Corée du Sud, par l'Asie, les quatre Dragons et les cinq Tigres comme ils les appellent... La chute de l'URSS était programmée depuis la prise du pouvoir des stalinien, inévitable, sauf à se leurrer... Les partisans du "*grain à moudre*", des réformes, ils ont tous vécu à crédit sur le dos des masses exploitées du monde entier, en Afrique et en Asie principalement, au nom de l'internationalisme prolétarien peut-être, pour être inconscient ou cynique ça l'est !

Le vrai visage de Facebook. Apologie de l'individualisme. Vous êtes sous le coup du premier amendement de la constitution américaine.

« *Femmes je vous haine!* » Voici la profession de foi d'un groupe Facebook. Pour éviter de lui faire une publicité qu'il ne mérite guère, appelons le GMH, pour Groupe Misogyne Haineux.

Le groupe a été créé en mai 2012. Depuis de nombreuses semaines, il suscite un certain dégoût, que ce soit chez les féministes ou plus généralement chez tous ceux que les appels à la violence émeuvent. Sa page a donc, comme il se doit, été signalée

aux modérateurs Facebook à de très nombreuses reprises. Celles et ceux qui ont fait circuler sur les réseaux sociaux un appel au signalement de cette page pensent alors qu'elle va sauter rapidement.

Mais au bout d'un moment, il est permis de douter que ces signalements aux administrateurs de Facebook soient traités par qui que ce soit. Les semaines passent, et la page est toujours là.

L'incitation à la haine va pourtant à l'encontre de la loi et des conditions d'utilisation du site. Mais en y regardant de plus près, les groupes haineux pullulent sur facebook, antimusulmans, antihomos, antisémites, le marché de la haine raciale/sexuelle se porte bien. Je parviens à contacter quelqu'un qui répond au nom de Facebook France et lui signale cette situation. « *(...) L'enjeu pour Facebook c'est de préserver la liberté d'expression en protégeant les utilisateurs de propos haineux.* »

Pourtant quand il s'agit de censurer une photo taxée de nudité, que ce soit l'Origine du monde de Courbet ou une exposition du Centre Pompidou, la faucheuse est plus rapide.

Doit-on comprendre que les propos qui sont encore en ligne (cf le florilège ci-dessus) ont été considérés comme acceptables? « *Nous voulons que Facebook reste une lieu de partage où les utilisateurs discutent librement entre eux et expriment leurs points de vue, tout en respectant les droits et les sentiments des autres. Je suis d'accord que cette page est de très mauvais goût, mais d'après les modérateurs elle correspond aux règles de Facebook.* »

C'est là où il faut comprendre que la censure de Facebook, Apple ou autres mastodontes globalisés de l'économie numérique est d'inspiration américaine. « Facebook fait énormément d'efforts pour la sécurité de ses utilisateurs, et c'est très difficile parce que Facebook est présent dans de nombreux pays. Mais les législations locales sont respectées. » La loi française sur l'incitation à la haine est pourtant claire : est puni par la loi le fait de provoquer « *à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation ou identité sexuelle ou de leur handicap* ».

Dans les faits, la censure à l'oeuvre est ciblée : la nudité est un mal absolu qui doit être combattu sans exception, même si certaines photos parviennent à passer entre les mailles du filet « *parce que ce sont des oeuvres d'art* ». Par contre, la liberté d'expression et d'incitation à la haine est à présent mondialement préservée par le premier amendement de la constitution américaine. La violence aurait-elle plus d'avenir sur le réseau que les tétons? (lexpress.fr 07.09)

Laisser libre cours à la haine individuelle ou en groupe tout azimut est une manière de l'encourager pour empêcher que les exploités se rassemblent sur leur terrain de lutte de classe, une fois qu'ils en sont réduits à se haïr copieusement.

La haine aveugle contenue à l'intérieur de chaque individu comme produit de son ignorance peut être vaincue pour peu qu'on l'oriente (politiquement) dans la bonne direction... Tandis que la haine aveugle qui se déverse à l'extérieur de chaque individu dans la société va finir de la pourrir, et conduire les individus à s'opposer les uns aux autres, pendant que ceux qui l'instrumentalisent en coulisse en tirent profit. Il n'y a pas d'inversion ou de confusion de ma part, Facebook permet à la haine de s'exprimer librement dans la société.

Voilà pourquoi ils ont créé les "*réseaux sociaux*" et non pour favoriser la liberté d'expression. Avis aux défenseurs aveugles de la liberté de penser qui font le jeu de notre ennemi.

Numéro de contorsionniste de Hollande

"*J'ai pris des engagements et ils seront tenus*", a assuré le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Evian (Haute-Savoie) vendredi soir.

Lors d'une audience solennelle de la Cour des comptes en début de journée, il avait réitéré "*l'engagement pris par la France de ramener le déficit public à 3% (du produit intérieur brut) à la fin de l'année 2013*", contre 4,5% du PIB cette année.

"*Ce sera l'effort budgétaire le plus important depuis 30 ans*", avait-il souligné.

Le gouvernement doit boucler d'ici fin septembre son projet de loi de Finances et M. Hollande a reconnu que "*le ralentissement économique*" rendait "*encore plus ardu*", mais "*encore plus nécessaire*", cet objectif représentant "*un peu plus de 33 milliards d'euros*" en économies ou impôts nouveaux.

Du coup, les fuites se multiplient: le gouvernement semble sur le point de repousser, ou de vider de leur substance, bon nombre d'engagements électoraux.

Le plus symbolique est celui d'une contribution exceptionnelle de 75% sur la part des revenus dépassant un million d'euros par an, qui, de l'aveu même d'un membre du gouvernement, se révèle un "*casse-tête*" à mettre en oeuvre.

Le ministre délégué au Budget Jérôme Cahuzac a déjà annoncé que la ponction ne durerait que "*le temps du désendettement*" et épargnerait "*artistes, écrivains, cinéastes*".

Or, selon Les Echos et Le Figaro, la facture pourrait être allégée pour les plus fortunés: la taxation s'appliquerait aux seuls salaires, excluant les revenus du capital. En outre, les couples ne seraient imposés qu'à partir de deux millions d'euros, alors que le candidat Hollande avait assuré que la super-taxe frapperait à partir d'un million "*par foyer fiscal*".

Les Echos ajoutent que CSG et CRDS seraient intégrées au taux d'imposition global de 75%, ce qui abaisserait la contribution en tant que telle à 67%.

Ainsi aménagée cette taxe "*ne contribuera pas à réduire les inégalités de revenus*" et serait "*avant tout symbolique*", a relevé le principal syndicat des agents des impôts, Solidaires.

Face au début de procès en reniement des engagements électoraux, le président Hollande a rétorqué vendredi soir que cette contribution sera mise en oeuvre "*à partir de 1 million d'euros*" de revenus.

"*Il va y avoir des appels à la solidarité, il est normal que ce soient les hauts revenus qui contribuent davantage*", a-t-il justifié. Mais il s'est gardé de préciser si le seuil du million s'appliquerait par foyer fiscal ou par personne.

Selon le ministre des Finances, "*les modalités techniques*" de la future taxe "*sont en cours d'élaboration*". Mais, a assuré Pierre Moscovici à l'AFP, "*cet engagement du président de la République sera strictement respecté*". "*Toute autre interprétation est sans fondement*", a-t-il ajouté.

D'autres points d'interrogation demeurent. La déductibilité des intérêts d'emprunt des entreprises, censée être supprimée, pourrait n'être que rabotée. Et la réforme de l'impôt sur les sociétés, pour en moduler le taux en fonction de la taille de l'entreprise, pourrait, de sources gouvernementales, être repoussée à un "*paquet compétitivité*" au premier trimestre 2013.

Il a aussi exclu toute "*augmentation générale et indifférenciée des impôts sur les ménages*". Or, de source gouvernementale, l'exécutif devrait maintenir en 2013 le gel du barème de l'impôt sur le revenu décidé par l'ancienne majorité et qui s'apparente justement à une hausse généralisée. (AFP 07.09)

Le chef de l'Etat a également déclaré que "*tout doit être fait dans ce moment difficile pour l'économie française, européenne voire mondiale, pour l'emploi.*".

Cet engagement aura aussi "*une traduction à travers les mesures sur la compétitivité qui seront prises après concertation avec les partenaires sociaux pour que le financement de la protection sociale ne repose pas sur le seul travail*", a ajouté François Hollande. (Reuters 07.09)

Voilà le terrain sur lequel les dirigeants syndicaux corrompus acceptent de "*négocier*" avec le patronat et le gouvernement des capitalites, brader encore et encore nos droits et nos acquis sociaux, accompagner la régression sociale sans fin à laquelle conduit inexorablement la survie du capitalisme.

Ces "***économistes de gauche***" qui soutiennent Hollande sur le fond mais pas sur le rythme.

Plusieurs soutiens de François Hollande lors de la campagne prennent leur distance avec la politique économique du gouvernement.

Pendant la campagne, Thomas Piketty avait signé, avec une cinquantaine d'autres économistes, une tribune de soutien à François Hollande.

La prise de distance est surtout stratégique.

L'inquiétude des économistes de gauche porte également sur les objectifs de déficits définis par le gouvernement. Atteindre coute que coute les 3% du PIB en 2013 alors que la croissance est en berne? Compliqué, voire dangereux, estiment certains spécialistes.

Difficile pour autant de parler de réelle crise de confiance entre le nouvel exécutif et ces économistes de gauche, bien conscients de la mauvaise conjoncture qui pèse sur les choix du gouvernement. «*Le projet peut toujours être ajusté, mais la situation économique est compliquée et la période de grâce est terminée,* rappelle Romain Perez, professeur à Sciences Po, signataire de la tribune pro-Hollande. *Mais globalement, on est plus satisfaits qu'il y a un an. Dans l'esprit des socialistes, il y a la volonté d'être en rupture avec le précédent gouvernement. Et pour le moment, ils sont en phase avec les engagements pris lors de la campagne. La cohérence politique est respectée*». Sur le fond, il rappelle que le projet de fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG n'est «*pas abandonné*» et que la réduction du déficit est «*inévitable*» pour ne pas «*créer d'inquiétude supplémentaire sur les*

marchés». (lefigaro.fr 07.09)

Ce qui guide leur pensée, leur maître à penser, ce n'est pas une société idéale débarrassée des inégalités et des injustices, non, c'est ne pas «*créer d'inquiétude supplémentaire sur les marchés*», tout est dit ici.

Vous avez compris qu'ils étaient totalement subordonnés au capitalisme, pour eux il est indépassable. Ils ne sont pas les derniers servis par le régime, ceci explique en grande partie cela.

ACTUALITE EN TITRES

A quand le coup de grâce ?

- Taxe à 75%: Michel Sapin évoque une mesure aménagée, mais pas dénaturée - 20minutes.fr

- Rabotage dans les avancements militaires : Le Drian lâche du lest - LePoint.fr

- Logement : gros couac sur la liste des terrains destinés aux HLM - LeParisien.fr

- Construction de logements sociaux : Cécile Duflot va revoir sa copie - LePoint.fr

La sénélité au secours de chattes en folie.

- Russie: Lech Walesa veut la libération des Pussy Riot - L'Express.fr

J'ignorais qu'en anglais pussy désignait le sexe féminin, à ne pas confondre avec le droit des femmes travailleuses. En fait ces trois femmes sont complètement dégénérées (lire leurs "*exploits*" dans des causeries précédentes, par exemple s'introduire un poulet dans le vagin!).

Le vrai visage du maoïsme.

- Les maoïstes népalais saluent leur retrait de la liste noire de Washington - AFP

La Chine est un bon élève du capitalisme mondial, elle vient d'adhérer à l'OMC...

Diablerie.

- Il y a plus de criminalité quand les gens croient au paradis - Slate.fr -

C'est peut-être pour cette raison que l'histoire du capitalisme est synonyme de guerres incessantes depuis plus de deux siècles.
A l'époque de la féodalité et de l'esclavage aussi, à croire que l'exploitation de l'homme par l'homme est un crime contre l'humanité.

La barbarie triomphe, à quand le retour des jeux du cirque ?

- Corrida : un retour '*triomphal*' sur les télévisions espagnoles - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Le parti Europe Ecologie-Les Verts (EELV) déterminera sa position sur le Traité budgétaire européen lors du conseil fédéral des 22 et 23 septembre, a déclaré vendredi le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts, Pascal Durand.

La coprésidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili, a assuré vendredi, à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, que les parlementaires d'EELV n'avaient pas encore "*pris de décision*" sur le vote à venir du traité budgétaire européen. (AFP 07.09)

SOCIAL

1- France

Le constructeur automobile américain Ford s'engage à maintenir au moins 1.000 emplois dans son usine de Blanquefort en Gironde, a annoncé son vice-président industriel pour l'Europe Jeff Wood, à l'issue d'un comité de pilotage (Copil) à la préfecture.

"*C'est un discours plutôt positif puisqu'ils affirment qu'ils maintiennent les engagements pris il y a un an et demi sur les 1.000 emplois*", a réagi Philippe Poutou, représentant CGT chez Ford à Blanquefort.

"*Maintenant il faut qu'on se donne clairement des échéances*", a pour sa part souligné le président PS de la communauté urbaine de Bordeaux, Vincent Feltesse.

"*Je souhaite que les conventions avec les collectivités*", sur une aide globale de 25 millions d'euros, "puissent être amenées à leur fins" lors de ce nouveau Copil "*que j'ai proposé sur le site afin de voir la concrétisation de ces projets et les perspectives industrielles*", a également indiqué le préfet de la Gironde, Michel Delpuech.

"*Les aides publiques sont subordonnées aux engagements qu'à pris Ford et nous serons très vigilants*", a souligné le préfet qui dit également attendre "un calendrier sur l'affaire du logo". "*C'est plus qu'un symbole, ce sera la volonté d'une ambition industrielle*", a-t-il dit. (AFP 07.09)

A ce prix-là, l'idiot de service est heureux, il va conserver son emploi... Quant à savoir où et à qui "*les collectivités*" ponctionneront ces 25 millions d'euros, il s'en fout, tenez, je suis prêt à parier qu'il ne s'est même pas posé la question, cela n'aurait rien d'étonnant puisque pendant 40 ans, ni P. Lambert, ni A. Kriivine, ni A. Laguiller ne se la sont posés. Finalement, ils sont comme les capitalistes qui ne raisonnent qu'à court terme, non ?

2- Portugal

Le Premier ministre portugais a annoncé vendredi un renforcement de la rigueur l'année prochaine alors que le Portugal, sous assistance financière, ne parvient pas à respecter ses engagements de réduction du déficit public.

M. Passos Coelho a annoncé en particulier une augmentation des cotisations à la Sécurité Sociale de la part des salariés des secteurs privé et public. En échange, il a prévu une baisse des cotisations patronales afin de favoriser l'emploi alors que le chômage dépasse déjà les 15% de la population active.

"*Le gouvernement a décidé d'augmenter les contributions à la Sécurité sociale du secteur privé à 18% ce qui nous permettra en contrepartie de réduire les cotisations patronales fixées également à 18%*", a dit le Premier ministre dans une déclaration à la Nation d'une vingtaine de minutes.

"*Nous sommes perçus comme un pays fiable et qui mérite d'être soutenu*", a d'ailleurs souligné M. Passos Coelho.

En échange du plan d'aide le Portugal s'est engagé à appliquer un programme de réformes et de rigueur qui a déjà donné lieu à des réductions de salaires des fonctionnaires et à des hausses d'impôts.

De nouvelles mesures d'austérité pour l'année prochaine étaient toutefois inévitables après que le Tribunal Constitutionnel eut rejeté en juillet dernier la suppression en 2013 des 13è et 14è mois de salaires des fonctionnaires, une mesure dont le gouvernement attendait un gain d'environ 2 milliards d'euros.

Dans le même temps, le chômage devrait l'année prochaine atteindre, selon des prévisions officielles, le taux record de 16%. (AFP 07.09)

ECONOMIE

1- UE

1.1- La BCE s'attribue les mêmes pouvoirs que la Fed.

La Banque centrale européenne (BCE) se verra confier un pouvoir de supervision sur l'ensemble des banques de la zone euro à partir du 1er janvier 2014, selon un projet de la Commission européenne publié vendredi par le journal italien Il Sole 24 Ore.

"*La BCE devrait pouvoir exercer les tâches de supervision sur toutes les banques*", écrivent les auteurs du projet, dont une copie a été publiée sur internet.

"*La sécurité et la solidité des grandes banques est essentielle pour garantir la stabilité du système financier. Cependant, les expériences récentes montrent que des banques plus petites peuvent aussi menacer la stabilité financière*", argumentent-ils. (Reuters 07.09)

1.2- Faites chauffer la planche à billet !

En Allemagne. Et comme partout en Europe, le gros des acteurs des milieux financiers et bancaires ont salué la mise en place de ce " *pare-feu illimité* ", c'est-à-dire l'annonce de l'achat par la BCE de dettes publiques des pays européens en difficulté et ce, sous conditions, mais sans limitation de volume.

Mais bien évidemment, les partisans des positions de Jens Weidmann, président de la Bundesbank et seul membre du conseil de la BCE à avoir voté contre la décision de Draghi, se sont insurgés contre la décision : " *L'achat d'obligations est la mauvaise voie, car il sape la motivation des pays fortement endettés de faire des économies et d'assainir leur budget. La BCE ne doit pas jouer le rôle d'un ersatz de gouvernement* ", a ainsi déclaré le président des Caisses d'épargne Georg Fahrenschon, probablement l'un des seuls banquiers déçus du pays. De son côté, un groupe de députés du parti libéral a publié un texte contre cette voie qui mène vers " une union européenne de l'inflation et l'emploi de la planche à billet pour le financement des Etats ".

Egalement opposé à cette " *politique de la planche à billet* ", le secrétaire général de la branche bavaroise du parti conservateur (CSU) Alexander Dobrindt en a appelé au bon sens de M. Draghi pour " qu'il n'ouvre pas les écluses de programmes d'achats massifs ". Enfin, entre autres réactions, le député CSU Peter Gauweiler, l'un des plaignants qui espèrent que le Tribunal fédéral constitutionnel allemand bloquera bientôt la ratification du pacte budgétaire par l'Allemagne, estime que la BCE a fait une sortie de route juridique : " *Les décisions du conseil de la BCE sont en pleine contradiction avec les traités de Maastricht et de Lisbonne qui interdisent explicitement le financement des Etats* ".

Globalement, chez les adversaires de la politique annoncée de la BCE, la critique tourne autour du même axe. M. Draghi veut faire marcher la planche à billet pour adoucir la situation budgétaire des pays les plus mal en point. De facto, il va créer un droit des pays en difficulté à recevoir une aide illimitée de l'Union européenne. Ce faisant, le banquier central italien rend la politique monétaire européenne dépendante de la politique budgétaire des Etats. Ce qui ouvre la voie à la création d'un gouffre financier sans fin et à l'inflation, un phénomène que les Allemands craignent plus que tout. (lexpress.fr 07.09)

2- Grèce

2.1- Le Produit intérieur brut (PIB) grec a chuté de 6,3% au deuxième trimestre 2012 sur un an, après un recul de 6,5% au premier trimestre, selon les données révisées annoncées vendredi par l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

Alors que le pays traverse sa cinquième année de récession, le gouvernement grec table désormais sur une récession pire que prévu, autour de 7% pour 2012 contre un objectif de départ de -4,5%, après une chute de 6,9% en 2011.

La dépense totale de consommation a elle reculé de 7,2% au deuxième trimestre sur un an, soit 8% pour la consommation des ménages et -3,7% pour les dépenses publiques, tandis que les investissements bruts de capitaux ont chuté de 19,4%.

Le plongeon de la production nationale a été amorti par le recul du déficit commercial, réduit de 39,9%, en raison de la chute des importations, a ajouté l'ASE.

Au deuxième trimestre 2012, les exportations ont ainsi reculé de 4,1% sur un an, à 10,311 milliards d'euros tandis que les importations chutaient de 12,3%, à 12 milliards d'euros. (AFP 07.09)

2.2- Le ministère du travail grec a côté annoncé la suppression d'une cotisation sociale patronale pour satisfaire aux exigences des créanciers du pays, UE, BCE et FMI, dont des représentants sont arrivés à Athènes pour une visite d'inspection.

"*Il s'agit de la première mise en œuvre des mesures de réduction du coût non salarial du travail convenues en mars*" entre la Grèce et ses bailleurs de fonds, a précisé à l'AFP une source au ministère. L'économie ainsi réalisée par les entreprises est de quelque 260 millions d'euros par an, a-t-elle ajouté.

Représentant 1,1 % des cotisations de retraite et d'assurance-maladie, cette contribution patronale servait au financement des organismes de logement social et de culture populaire, dont la fermeture a été décidée cet hiver dans le cadre de la cure d'austérité dictée au pays par ses bailleurs de fonds. (lemonde.fr 07.09)

3- Chine

La Chine a donné cette semaine son feu vert à 60 projets de grands travaux, tentant de redonner de l'énergie à une économie qui subit son ralentissement le plus marqué en trois ans.

Les analystes évaluent à plus de 1.000 milliards de yuans (157 milliards de dollars), soit 2,1% du PIB chinois, le total des projets endossés par la puissante Commission nationale de réforme et de développement. (Reuters 07.09)

Haut de page

Le 9 septembre

CAUSERIE

Avant de mettre sous forme d'articles au format pdf certaines causeries du 6 au 9 août, j'ai corrigé une dizaine de fautes, je n'avais pas trouvé le temps avant, et j'ai dû en laisser ! Je n'ai pas une minute pour souffler en ce moment, c'est un peu difficile de suivre le rythme de l'actualité et de faire tout ce que j'ai à faire chez moi en étant tout seul.

J'ai une organisation quasi-militaire, je m'impose une discipline de fer pour arriver à tout faire, en cavalant bien sûr, sans sacrifier la balade quotidienne de mon chien, il en ferait une dépression le pauvre ! C'est plutôt lui qui me balade, mais bon, ce n'est pas compromettant, et puis cela fait du bien à nos vieilles articulations.

Ici il pleut par intermittence depuis plusieurs jours, du coup pas besoin d'arroser le jardin, je gagne 20 minutes par jour, pas vraiment pour dormir puisqu'ils coupent le courant dès qu'il tombe une goutte, et quand il ne pleut plus il faut qu'ils réparent, donc recoupures, etc.!

Bonne fin de week-end à tous et bon courage pour lundi matin.

Un courriel reçu d'un vieux militant.

"*TSCG. Il arrive ce qui devait arriver.*

Aucune explication ne manque (selon mon propre jugement)

Jugement qui découle avec l'expérience que j'ai de ces individus ... de ma seule intuition de ce que va être leurs comportements face à diverses situations... même si on est malgré tout souvent surpris de leur culot, ce n'est pas compliqué à prévoir ni à dire et dénoncer en quelques mots...mais l'expliquer, le développer comme tu fais c'est vraiment super!!!"

Merci camarade, on essaie de rendre les choses le plus claire possible pour que les militants s'y retrouvent. Tâche presque insurmontable au regard du peu de connections au site, alors qu'il est connu de milliers et milliers de militants. Comme disait je ne sais plus, attendons que le prolétariat subisse une lourde défaite pour que les militants remettent les pendules à l'heure et que le mouvement ouvrier retrouve la voie du socialisme...

C'est sans compter que tous les partis ont un fonctionnement opaque, je ne parle pas sur le plan de leur trésorerie, mais de leurs liens ou rapports avec tel ou tel syndicat, parti, ou telle ou telle institution, les militants en ignorent tout.

Ce sont des aventuriers, de dangereux apprentis sorciers parce qu'ils sont en grande partie responsable de la situation actuelle, pas seulement en France mais dans le monde.

Tu comprendras que je ne puisse pas écrire ici tout ce que je pense ou les conclusions auxquelles je suis parvenu sur ces partis

et leurs dirigeants, j'en ai déjà trop dit dans certains articles, sans me faire procureur, en reliant entre eux un certain nombre de faits vérifiables ou parfaitement connus. Laissons cela, il y en a plus que marre.

Ce que j'en dis, c'est uniquement pour conseiller aux militants d'être très prudents et de n'accorder leur confiance dans un parti ou des dirigeants qu'après avoir mûrement réfléchi. D'ailleurs cela ne suffit pas, il faut collecter des informations contradictoires pour se faire une idée sur eux aussi, c'est uniquement quand les deux correspondent qu'on peut estimer avoir une réponse satisfaisante à notre question, après en avoir éliminé un certains nombre qui ne nous convenaient pas, on a le droit d'être exigeant, y compris envers soi-même.

Tu apprécies ma contribution parce qu'elle fait réfléchir et propose une autre autre voie, une autre conception de la lutte de classe, entre nous, j'aurais préféré qu'un parti s'y colle, mais apparemment leurs journaux ne sont pas fait pour aider les travailleurs à comprendre le fonctionnement de la société, ils servent principalement à entretenir leurs misérables boutiques.

Mission impossible. Comment ne pas se fourvoyer en évitant de poser la question de la illégitimité des institutions ?

En fait ce que veut l'oligarchie financière, c'est vivre la vie de château sous la monarchie en imposant leur dictature à la terre entière via un Nouvel ordre mondial, disposer d'une telle puissance et richesse que le monde est son sujet, il lui est totalement soumis, l'esclavage que nous réserve le TSCG en le suivant à la lettre, le même résultat pourrait être envisagé ou atteint sans le TSCG.

Jacques Nikonoff a titré sa chronique du 4 septembre :*S'il faut un référendum, c'est sur l'euro et l'Union européenne, pas sur le TSCG*.

Suivons le cheminement de sa pensée pour voir où cela le conduit, c'est instructif à plus d'un titre.

L'ensemble de se démonstration va consister à faire pression sur les parlementaires, autrement dit légitimer les institutions de la Ve République.

- "*Cependant, la revendication d'un référendum sur le TSCG est inappropriée. Elle n'est pas adaptée à la situation et fait même office de diversion par rapport aux causes profondes de la crise. C'est un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne et au maintien dans la zone euro qui devrait être organisé si l'on voulait être vraiment démocrate, car là se trouvent les racines des difficultés. Dans l'immédiat, c'est une pression maximale qui doit être exercée sur les parlementaires pour qu'ils votent « non », début octobre, à la loi de ratification du TSCG qui leur sera proposée.*"

En Grande-Bretagne, Cameron n'est pas concerné par le TSCG et pourtant il a mis en oeuvre une politique identique soit dit en passant.

Il estime que le TSCG est ou aboutit à "*un non sens économique*", parce qu'il faudrait s'attendre à autre chose de la part du gouvernement Hollande-Ayrault ?

Il se fait le défenseur de l'Etat bourgeois et des capitalistes auxquels il prodigue ses conseils :

- "*...les États ont besoin d'un certain endettement. Il permet de lever des fonds pour ajuster la trésorerie, et pour les investissements d'avenir. Imaginons que l'on oblige les entreprises privées à avoir un déficit zéro. Elles ne pourraient tout simplement plus investir !*" Quel drame, on en a la larme à l'oeil !

Un de ses objectifs est clairement affiché ici : redorer le blason de l'Etat des capitalistes qui serait le garant de notre "*bien-être*", ne vous marrez pas, c'est écrit en toute lettres :

- "*Il faut absolument relégitimer la nécessité, pour l'État, d'emprunter (mais pas aux marchés financiers) pour financer les dépenses d'avenir afin d'assurer le bien-vivre des générations futures.*"

Pour y parvenir, vous et moi sommes évidemment disposés à consentir de nouveaux sacrifices :

- "*Les citoyens sont disposés à faire des efforts et à accepter des contraintes. Mais à une condition : qu'ils soient justes et efficaces. Or ce n'est absolument pas le cas avec le Pacte budgétaire.*", il tient là le même discours que Hollande ("*efforts justes*"), Ayrault ou Parisot.

Quand il est question de la Constitution... pour immédiatement après l'enterrer :

- "*Pour le Conseil constitutionnel une loi organique est largement suffisante. Une loi organique a pour objet de compléter*

la Constitution afin de préciser l'organisation des pouvoirs publics. Dans la hiérarchie des normes juridiques, elle est placée en dessous de la Constitution mais au-dessus des lois ordinaires. Le contrôle de la conformité de la loi organique à la Constitution par le Conseil constitutionnel est obligatoire."

En réalité, la Constitution d'un pays se compose d'un texte juridique qui entérine les rapports entre les classes, de lois, de décrets et d'ordonnances, sans oublier les traités internationaux signés. Donc d'une manière ou du autre, comme tous les autres traités, le TSCG vient s'intégrer à l'arsenal juridique déjà existant renforçant le caractère de classe de l'Etat.

Mais un malheur n'arrivant jamais seul, la Banque de France et la politique monétaire se voient gratifier d'une mission sociale, pour ne pas dire prolétarienne :

- "*La reprise en main de la Banque de France et de la politique monétaire ne serait plus à l'ordre du jour ?*" A croire qu'un jour elles furent à notre service. Nikonoff a la fâcheuse tendance à prêter aux institutions, y compris financières, des intentions qu'elles n'ont jamais eu en réalité pour avoir toujours été au service de la classe dominante, non ?

Il en arrive à enfoncer des portes ouvertes parce qu'il ne peut pas aller au bout de son analyse :

- "*Enfin, cette exigence d'un référendum sur le TSCG exonère de fait les parlementaires de leurs responsabilités, particulièrement les parlementaires socialistes. La majorité des députés PS a été élue sur la base de la renégociation du traité, c'était l'engagement de François Hollande, qui vaut pour tous les députés.*"

Certes, un référendum aurait surtout comme vertu d'éviter de poser la question de la légitimité de l'Assemblée nationale et donc des institutions. Sinon, pourquoi tout le monde s'est-il engouffré comme un seul homme dans le référendum de 2005 sans que jamais cette question ne soit posée ?

- "*Imaginons un instant que l'évènement (une catastrophe - Ndlr) se produise, qu'un référendum se tienne, et qu'il donne la majorité au « non ». Que se passe-t-il ? Rien ! Le cadre juridique de l'Union européenne reste identique : celui des traités de Lisbonne, d'Amsterdam, de Nice, de Maastricht… Bref, les politiques de l'Union européenne restent inchangées, l'euro est toujours là à nous étrangler. C'est pour parvenir à un résultat aussi nul qu'on nous demande de nous mobiliser pour un référendum sur le TSCG ?*"

Ce n'est pas une conclusion, c'est un constat. Il en irait de même en rompant avec l'UE et l'euro, avec tous les traités que vous voulez si vous ne remettez pas en cause l'existence des institutions de la Ve République, cela ne changerait absolument rien aux rapports entre les classes dominés par la classe des capitalistes. J'ai comme dans l'idée que c'est pour cette raison qu'ils évitent de poser la question des institutions, pour ne pas remettre en cause les rapports sociaux de production, le capitalisme.

Il voudrait nous renvoyer dans les sales pattes des parlementaires du PS :

- "*Reconnaissons alors que le plus urgent, pendant les quelques jours qui restent, est d'organiser le harcèlement des parlementaires. Il faut les contraindre à s'exprimer publiquement pour justifier leur vote. Et leur faire comprendre que s'ils acceptent de renoncer à leur souveraineté budgétaire, nous ne voterons pas pour eux aux prochaines élections. Telle est l'urgence du moment.* "

On aura compris qu'à l'instar de tous les autres partis, il est incapable de développer une politique indépendante du PS qui caractérise son incapacité à rompre avec les institutions de la Ve République.

Il le confirme en rappelant les initiatives que son mouvement a prises.

- "*Un appel des citoyens aux parlementaires pour que ces derniers votent « non » au TSCG.*"

- "*Une lettre ouverte adressée individuellement à chaque parlementaire par des collectifs locaux*."

- "*Une manifestation nationale fin septembre qui ciblerait le palais Bourbon. Ceux qui voudront défiler pour un référendum pourraient l'exprimer dans la manifestation ; ceux qui voudront faire pression sur les parlementaires pourraient également le faire savoir. Le mot d'ordre le plus unificateur de la manifestation serait alors : « Contre la ratification du TSCG ».*"

Nous lui préférons le mot d'ordre suivant qui a l'avantage d'intégrer le TSCG, le combat contre la dictature du capital et la question du pouvoir ou de l'Etat qui est à l'ordre du jour dans tous les pays de l'UE a des degrés divers, objectifs et tâches que doit se fixer la classe ouvrière :

A bas les institutions de la Ve République qui consacrent la dictature du capital avec le TSCG !

Le saviez-vous ?

La récolte de maïs devrait chuter pour atteindre les niveaux de 1995. En juillet, les prix du maïs et du blé ont bondi d'environ 25% chacun, les prix du soja de 17%. Les répercussions sur les denrées alimentaires seront un élément supplémentaire amputant le pouvoir d'achat des citoyens.

Or les Américains ont pour habitude de consacrer 10% de leur revenu au budget alimentaire. Selon les dernières enquêtes de Gallup, par rapport à 1969 et en ajustant de l'inflation, la famille américaine typique dépense un tiers de moins pour se nourrir ! (liesi 06.09)

Syrie. Témoignages d'Alep.

"*Ici, beaucoup ont exprimé leur sympathie pour les manifestations pacifiques contre le régime, mais 90% sont totalement hostiles à la violence et au langage des armes*", assure le patron du café Tché-Tché.

De fait, même du côté de certains activistes, c'est la désillusion. Khaled, avocat et militant de la première heure, pense à quitter le pays. Khaled, avocat et militant de la première heure, pense à quitter le pays. "*Tous ces sacrifices pour avoir des islamistes, des gens d'al-Qaïda, c'est insupportable. Si je tombe entre les mains de l'armée syrienne, je serai certainement torturé. Mais en vie avec les autres, c'est la mort assurée*", dit ce libéral.

"*Je ne suis pas avec le régime mais je soutiens à 100% l'armée car je veux le rétablissement de l'ordre pour pouvoir travailler. En plus, plein de rebelles sont des islamistes étrangers. Que font-ils dans notre ville? Je suis sur que 90% des vrais Alépins, riches ou pauvres, partagent mon avis*", a dit Elias qui dirige une entreprise familiale de chauffage. (AFP 07.09) (l'article figure en entier à la rubrique *Syrie*.)

Le NPA a mis en ligne plusieurs articles provenant d'une soi-disant organisation "*marxiste* (sic !) syrienne, qui évidemment prétend qu'il y aurait une véritable révolution contre le régime, dont l'auteur est basé... à Londres, comme le CNS mis sur pied par la coalition des puissances occidentales qui ont formé, financé et armé une armés de mercenaires sanguinaires pour déstabiliser le régime et si possible le renverser au profit d'un régime fantoche.

Un sondage grotesque piloté par le Medef

Voilà un intéressant sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest Dimanche. (source : AFP 08.09)

On y apprend que 64% des personnes interrogées se déclarent "*prêtes à faire des efforts*". Quels efforts et qui sont-elles?

On aura compris qu'il s'agit d'une manipulation de plus de l'Ifop (Parisot du Medef en est actionnaire) en lisant l'interprétation qu'elle donne de ce sondage dans un communiqué, préparer psychologiquement les travailleurs à subir de nouveaux sacrifices : il "*démontre qu'une large majorité est disposée (de manière plus ou moins résignée) à accepter une augmentation des prélèvements obligatoires et/ou une réduction des prestations offertes par les services publics*".

C'est sans surprise que 77% des cadres supérieurs et professions libérales et 71% des professions intermédiaires y soient favorables, tandis que la proportion tombe à 63 % chez les employés et à 48 % chez les ouvriers, selon l'Ifop.

J'ai gardé le meilleur pour la fin.

On nous dit que l'étude note que la propension à faire un effort des les sympathisants du Front de Gauche est passée de 72% en juillet à 54 % début septembre, ce qui est normal puisqu'une grande partie des sympathisants du Front de gauche ont pris la poudre d'escampette depuis, s'apercevant qu'ils avaient été bernés par le charlatan Mélenchon.

Du coup il ne reste plus au PG et dans le panier de crabes du FdG qu'une majorité de petits-bourgeois ou d'adhérents appartenant à l'aristocratie ouvrière, aux couches moyennes ou supérieures qui peuvent se payer le luxe de supporter de nouveaux sacrifices, ce qui ne sera pas le cas de l'ouvrier tourneur travaillant dans une petite entreprise, de la caissière payée avec un lance-pierres ou du maçon travaillant sur un chantier dont on ignore jusqu'à l'existence...

Ce qui est intéressant aussi de relever, c'est qu'au PS le pourcentage des sympathisants prêts à supporter de nouveaux coups atteint 76%, il était précédemment de 84%, ce qui confirme qu'on est bien en présence d'un parti de nantis, un parti bourgeois qui attire les intellectuels et les couches de la petite-bourgeoisie qui entendent préserver leurs privilèges et qui en échange sont prêts à supporter quelques modestes sacrifices ; quand on craint de tout perdre, on cède ce qui nous paraît superflu et dans leur cas du superflu il y en a à revendre à la pelle, ce sont elles qui par leur pouvoir d'achat font marcher la machine capitaliste, assurent la stabilité du régime, pas seulement sur les plans social et politique, mais aussi sur le plan économique.

Le Point analyse le comportement de Hollande depuis le 6 mai.

On feint la fermeté, on rembourse ainsi sa clientèle, on fait illusion et puis l'on se range à la réalité. Mais aussi habile qu'il soit, Hollande l'est moins que Mitterrand. Il n'a pas parfaitement géré sa manœuvre, il a manqué de doigté, de mesure, il est allé trop vite et trop lentement à la fois, trop loin et pas assez.

Et puis le contexte d'aujourd'hui n'est pas celui d'il y a 30 ans. La crise est là, nationale et européenne, et la situation de la France infiniment plus critique. Il semble toutefois probable que le président de la République et son gouvernement soient prêts à se soumettre dans les semaines qui viennent au principe de réalité qu'ils ont allègrement négligé depuis qu'ils sont au pouvoir. (source : Liesi 08.09)

Lisez la suite, Hollande est en train de se rattraper, comme prévu, et ce n'est qu'un début.

Hollande en chantre de la réaction.

François Hollande a confié vendredi à la Cour des comptes le rôle de gardienne de l'orthodoxie budgétaire, une réforme qui témoigne de sa volonté de respecter ses engagements européens, même s'ils seront lourds de conséquences dès 2013.

Le président français, qui a fait de l'assainissement des comptes d'ici 2017 une priorité de son quinquennat, a annoncé la création d'un Haut conseil aux finances publiques sur lequel la Cour des comptes aura la haute main, complément de la "*règle d'or*" européenne interdisant les déficits qui doit être adoptée en octobre par le Parlement.

"*Cette nouvelle institution sera, pour la République, une garantie de crédibilité et de transparence*", a promis le chef de l'Etat, qui a par ailleurs réaffirmé sa volonté de ramener les déficits publics à 3% du produit intérieur brut en 2013, malgré la vive détérioration de l'économie.

"*Le ralentissement économique actuel rend encore plus ardu la réalisation de cet objectif mais encore plus nécessaire la réussite de cet exercice*", a-t-il dit lors d'une cérémonie à la Cour des comptes, corps auquel il fut rattaché.

Au coeur de la stratégie budgétaire du président, le Haut conseil des finances publiques sera notamment chargé de vérifier les hypothèses de croissance sur lesquelles les budgets sont construits.

"*Trop de gouvernements se sont souvent par le passé laissé guider par des prévisions exagérément optimistes et le plus souvent démenties*", a dit François Hollande, dont le gouvernement doit justement se résoudre à baisser ses prévisions de croissance pour 2013.

François Hollande a confirmé qu'il faudrait trouver une trentaine de milliards d'euros pour le boucler, dont 10 milliards de coupes dans les dépenses publiques, hors charge de la dette et des retraites.

"*C'est une instance qui n'a aucune légitimité*", a déclaré à Reuters un secrétaire national du Parti de Gauche. (Reuters 07.09)

Grattez un peu et vous vous apercevrez que c'est l'ensemble des institutions de la Ve République qui sont illégitimes, ne représentent-elles pas les intérêts de la minorité contre ceux de la majorité ?

Notez bien que Hollande et le PS sont fidèles à eux-mêmes, qui cela surprendra en dehors de ceux qui ont appelé à voter pour eux ou qui ont voté pour eux par pure mesquinerie ?

La grande braderie antisociale est ouverte. Mailly y tient : "***On y sera***".

Le leader de Force ouvrière Jean-Claude Mailly a qualifié aujourd'hui d'"*usine à gaz*" la prochaine négociation sur la sécurisation de l'emploi tout en confirmant que FO y participera. "*On y sera*", a indiqué à l'AFP M. Mailly après avoir reçu le document d'orientation dont il a pointé "*le côté usine à gaz*" au vu "*de l'ensemble des thèmes traités*".

Le texte, souligne M. Mailly, "*évite les mots qui fâchent mais cela ne veut pas dire pour autant que les problèmes ne se poseront pas. Cette négociation va être particulièrement difficile, dure*", a-t-il souligné. Le délai fixé par le gouvernement - aboutir d'ici mars 2013 - est "*un souhait qu'émet le gouvernement mais la négociation, ce n'est pas lui qui la mène. Elle va être dure, alors on verra*", estime-t-il.

Sur la voie ouverte aux possibilités d'adaptation laissées aux entreprises, comme dans les accords de sauvegarde ou de compétitivité, Force ouvrière "*restera vigilante à ce que si dix salariés refusent, ce soit obligatoirement un plan social*", a-t-il

ajouté. (AFP 07.09)

Quand ils ne collaborent pas à la baisse des salaires pour satisfaire les actionnaires, c'est pour accompagner les plans de licenciements, il le dit lui-même.

Question : Pendant combien de temps encore va-t-il bénéficier du soutien des cadres et dirigeants du POI ? Bon, cela fait 65 ans que cela dure, depuis on est en droit de parler de liens organiques, de rapports fusionnels, on se demande encore ce qui distingue les appareils de FO et du POI.

La grande braderie antisociale est ouverte. Thibault : y voit des points "***positifs***", des "***points d'appui pour les salariés***".

La CGT participera à la négociation sur la sécurisation de l'emploi et voit des points "*positifs*" dans le document du gouvernement, mais restera "*attentive*" car le texte "*ne ferme pas la porte aux revendications patronales*", a indiqué à l'AFP Agnès Le Bot, secrétaire confédérale.

La CGT voit des "*points positifs*" dans le document qui sont *des revendications avancées par la CGT*" et des "*points d'appui pour les salariés*". Elle cite notamment "*la volonté de lutter contre la précarité du marché du travail*", une "*modulation des taux de cotisations*" en fonction de la précarité des contrats, la "*volonté de progresser dans l'anticipation de l'emploi et de l'activité*" et le rôle accru des "*instances représentatives du personnel*".

"*Mais force est de constater que le document ne ferme pas la porte à un certain nombre de revendications patronales, qui visent à assouplir le marché du travail et la législation du travail*", estime la dirigeante cégétiste. "*Le document relève, par certains aspects, d'une philosophie, telle qu'elle a été défendue dans le cadre des accords de compétitivité-emploi*", selon Mme Le Bot. Elle rappelle la réaction du Medef vendredi qui veut "*avancer en matière de flexibilisation et déréglementation du travail*". (AFP 07.09)

Le Medef a applaudi à la lecture de ce document, il faut donc en conclure que ses revendications y figurent en bonne place. N'était-ce pas suffisant pour refuser de participer à cette mascarade qui va aboutir à brader nos droits et acquis une fois de plus ?

La grande braderie antisociale est ouverte. Les jaunes sont naturellement au rendez-vous, c'est "***une bonne base pour négocier***".

La Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) a jugé aujourd'hui que le document de cadrage du gouvernement, qui donne le coup d'envoi de la délicate négociation sur la réforme du marché du travail, constitue "*une bonne base pour négocier*".

"*La CFTC ne présage pas de la capacité des partenaires sociaux à réaliser l'équilibre entre efficacité économique et progrès social*", mais "*elle s'y emploiera*", écrit l'organisation syndicale dans un communiqué. "*D'ores et déjà, elle rejette le renvoi dos à dos des mesures présentées comme ouvrant des marges d'adaptation des entreprises et celles destinées à renforcer la sécurisation des emplois et plus globalement des parcours professionnels. Les unes et les autres peuvent, doivent aller de pair*", estime-t-elle. (AFP 07.09)

La grande braderie antisociale est ouverte. L'UNSA n'y participe pas mais souhaite qu'elle aboutisse à un "***véritable compromis***"... en faveur du patronat évidemment.

L'organisation syndicale UNSA a souhaité que la négociation sur la sécurisation de l'emploi, lancée vendredi par le gouvernement, "*aboutisse*" à un "*véritable compromis*". "*L'UNSA se réjouit de retrouver dans (le document d'orientation) l'essentiel des sujets sociaux qui, dans la crise profonde que nous traversons, doivent impérativement trouver réponse dans l'intérêt des salariés et du pays*", a indiqué le syndicat dans un communiqué.

Selon lui en effet, "*affronter les réalités de la situation économique et sociale est une obligation*". "*En mettant en place un vrai cadre de dialogue social, le gouvernement choisit la bonne méthode. L'implication véritable des acteurs sociaux est en effet une condition de l'efficacité*."

L'UNSA, qui ne sera pas autour de la table, a appelé les partenaires sociaux à "*bâtir un véritable compromis*" en souhaitant que, "*dans l'intérêt des salariés, la négociation aboutisse*". (AFP 07.09)

Vous ne vous êtes jamais demandé quand "*l'intérêt des salariés*" avait-il été pris en compte chez le travailleur jeté à la rue, qui ne parvient pas à boucler ses fins de mois, qui ne peut plus se soigner, qui ne peut pas payer des études à ses gosses, qui vit dans un taudis, qui ne part jamais en vacances, etc.

Il manque la CFDT dans ce tour d'horizon, on en a eu un aperçu hier dans l'article mis en ligne. On compte désormais trois

syndicats jaunes, la CFDT, la CFTC et l'UNSA, on peut ajouter la CGC.

La CGT et la CGT-FO ont quant à eux un pied de chaque côté de la barricade car ne pouvant pas renier totalement leurs origines (contrairement au PS), histoire d'empêcher le mouvement ouvrier de basculer entièrement du mauvais côté, celui du socialisme ou de la rupture avec le capital.

Les syndicats sont financés par l'Etat, ils sont tous corrompus, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils crachent dans la soupe, un peu de sérieux tout de même. Etant donné qu'ils participent tous à cette mauvaise farce, est-il exagé de parler de complot contre la classe ouvrière ? On aurait du mal à imaginer dirigeants syndicaux plus pourris, chut c'est un tabou !

Question : On n'a pas créé de nouveaux syndicats pour des raisons fallacieuses ou frauduleuses pour finalement en arriver à cette situation. Jusqu'où l'incurie légendaire de nos dirigeants politiques nous entraînera-t-elle ? Répétons-le, ce sont les Lambert, Krivine et Laguiller qui sont responsables de cette situation. Cela ne plaira pas aux militants du POI, du NPA, de LO, on s'en tape complètement, qu'ils s'en prennent à leurs dirigeants !

ACTUALITE EN TITRES

La question la plus stupide de la semaine.

- Pourquoi les riches sont-ils devenus (vraiment beaucoup) plus riches ? - Atlantico.fr

Tiens, encore un paradis fiscal au coeur de l'UE.

- La Belgique, cet eldorado pour les exilés fiscaux français - Atlantico.fr

Fermez-la pour de bon !

- Fessenheim "*fermée le plus tôt possible*" mais "*dans le dialogue social*" - AFP

Qui détient le pouvoir ?

- Les courtiers de Wall Street ne jurent plus que par les banques centrales - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Les représentants des partis de centre-droit, dont l'ancien ministre Jean-Louis Borloo, ont réaffirmé samedi à Vannes leur volonté de créer un parti commun, le président des Radicaux assurant que cette nouvelle formation verrait le jour dans les prochaines semaines.

Les annonces officielles viendront plus tard mais l'affaire semble entendue: plusieurs formations centristes -sans le MoDem de François Bayrou- devraient prochainement se regrouper dans un grand parti sous la présidence du Radical Jean-Louis Borloo.

"*C'est une affaire réglée. Le parti sera lancé dans les semaines qui viennent*", a assuré Jean-Louis Borloo, président du Parti radical.

A ses côtés se trouvaient le député Jean-Christophe Lagarde, président de Force européenne démocrate (FED), et le sénateur Joël Guerriau, représentant le Nouveau centre d'Hervé Morin.

La création du nouveau parti centriste doit s'inscrire dans le prolongement des groupes centristes autonomes de l'Assemblée (29 députés) et du Sénat (30 sénateurs).

"*La nouvelle formation sera un parti de plein exercice ayant des pouvoirs en matière programmatique, d'investiture aux élections et de discipline interne. Il aura son propre financement et les rôles seront clairement répartis entre les différents partenaires*", a précisé Jean-Louis Borloo.

"*Ce parti sera transparent et démocratique, une personne une voix*", a assuré l'ancien ministre. Il sera "*indépendant*" mais "*clair dans ses alliances*" avec la droite, a-t-il ajouté. "*L'UMP a le choix dans ses alliances entre nous et le FN mais elle ne gagnera pas seule*", a-t-il prévenu.

Interrogé sur les chances de réussite de ce nouvel ensemble, M. Borloo a estimé que l'échec de François Bayrou à la présidentielle et aux législatives, après avoir tendu la main à la gauche, avait démontré à tous que "*l'expérience d'un centre indépendant, sans alliance, était beau, romanesque, mais conduisait à une impasse politique*".

Pour Jean-Christophe Lagarde, le nouveau parti devra être loyal dans ses alliances (avec l'UMP) mais aussi assumer la compétition avec son partenaire de droite.

"*Nous nous sommes séparés parce que nous avons cessé de penser ensemble un projet de société*", a souligne le député de Seine-Saint-Denis en référence à l'éclatement des partis centristes, avant d'appeller ses amis "*à inventer un nouveau modèle économique pour la France et l'Europe*".

"*Il ne suffit pas de se regrouper. Il faut que nous soyons les meilleurs sur les différents sujets si l'on veut asseoir notre crédibilité pour gouverner*", a abondé Jean-Louis Borloo. (AFP 08.09)

Les "*meilleurs*", cela signifie être les plus réactionnaires de la droite sans en avoir l'air, entendez sur fond d'humanisme de salon, libres penseurs et franc-maçons, les plus réactionnaires à l'instar de l'UDF de Giscard autrefois qui fut le chantre de l'Union européenne.

Ce qui est intéressant dans ces déclarations, c'est qu'elles confirment que le centrisme ne peut être qu'un appendice du parti de l'ordre, l'UMP.

2- Syrie

Convaincus de mener une "*guerre sainte*", des islamistes étrangers, notamment français, sont venus gonfler les rangs des insurgés anti-Assad en Syrie, a déclaré samedi à Reuters le chirurgien français Jacques Bérès, rentré la veille d'Alep, dans le nord de la Syrie.

Dans une interview à Reuters, il a précisé que, contrairement à ce qu'il avait vu lors de ses précédentes missions cette année à Homs et à Idlib, la majorité - environ 60% - des blessés qu'il a soignés à Alep étaient des combattants et non des civils et au moins la moitié d'entre eux n'étaient pas des Syriens.

"*Il y a une assez forte proportion de fondamentalistes et de djihadistes (...) Ce qui les intéresse, c'est surtout l'après-Assad, l'établissement d'un régime islamiste et de la charia, en vue de l'Emirat mondial*", a-t-il poursuivi.

Parmi ces islamistes étrangers figuraient "*quelques djihadistes français*", a ajouté le docteur Bérès. (Reuters 08.09)

Et la journaliste aux ordres Florence Aubenas qui affirmait récemment dans Le Monde qu'il n'y avait pas de djihadistes étrangers en Syrie... Pas de bol, la vérité est révolutionnaire et Aubenas et Le Monde sont dans le mauvais camp !

3- Egypte

L'offensive lancée début août par l'armée égyptienne contre des militants islamistes dans la péninsule du Sinaï se fait en coordination avec Israël, a déclaré samedi un porte-parole de l'armée égyptienne.

Depuis le début de cette opération le 7 août, 32 "*éléments criminels*" ont été tués et 38 suspects, parmi lesquels plusieurs étrangers, arrêtés, a précisé lors d'une conférence de presse au Caire le colonel Ahmed Mohamed Ali.

"*Il y a une coordination avec la partie israélienne à propos de la présence des forces armées égyptiennes dans le Sinaï. Ils (les Israéliens) sont au courant.*"

"*Le déploiement des forces armées sur tout le territoire du Sinaï n'est pas une violation du traité de paix entre l'Egypte et Israël*", a ajouté le porte-parole.

"*Cette opération se poursuivra jusqu'à ce que ses objectifs, qui ne sont pas uniquement militaires, soient atteints*", a dit le colonel.

Une trentaine de tunnels de contrebande reliant l'Egypte à la bande de Gaza ont également été détruits. Des armes, notamment des lance-roquettes et des fusils automatiques, ont été saisis. (Reuters 08.09)

Contrairement à ce qu'on peut lire dans des articles publiés par Mondialisation.ca ou le Réseau Voltaire, sachant que l'Etat sioniste est associé aux Etats-Unis dans l'instrumentalisation de leurs créations, Al-Qaïda et les Frères musulman, le gouvernement égyptien pourrait jouer le même rôle que la Turquie contre la Syrie en s'attaquant aux Palestiniens pour donner un gage à Washington de sa fidélité au traité de paix passé entre l'Egypte et Israël.

Reste à savoir qui du président égyptien ou de l'armée a pris cette initiative, qui détient vraiment le pouvoir, il semblerait que ce soit toujours l'armée. Elle se sert des Frères musulman contre les Palestiniens pour les affaiblir ou plutôt elle ne peut pas faire autrement, Moubarak n'étant plus là.

SOCIAL

1- France

Le patron de l'empire du luxe LVMH, Bernard Arnault, a démenti samedi son exil fiscal en Belgique mais sa démarche de naturalisation dans ce pays a fait l'effet d'une bombe en plein débat sur la taxe à 75% des très hauts revenus promise par le président François Hollande.

Quatrième fortune mondiale et première d'Europe selon le magazine Forbes, le milliardaire a affirmé avoir "*sollicité la double nationalité franco-belge*" à seule fin de développer ses investissements dans le pays.

"*Contrairement aux informations publiées ce jour, M. Bernard Arnault précise qu'il est et reste résident fiscal français*", ont assuré ses services après la révélation par le quotidien La Libre Belgique d'une demande de naturalisation déposée à Bruxelles.

M. Arnault a déposé sa demande la semaine dernière, selon Georges Dallemagne, président de la commission des naturalisations de la Chambre des représentants, une des deux chambres du Parlement belge.

"*Le dossier sera traité comme tous les autres. Il y en a 47.000 sur notre table*", a déclaré M. Dallemagne à La Libre Belgique. Il a rappelé que les postulants doivent notamment "*prouver trois ans de résidence en Belgique*" ou "*des attaches véritables avec*" le royaume.

Le patron de LVMH réside à Paris mais il dispose aussi d'un domicile à Bruxelles. Ses services ont souligné ses "*nombreux liens avec la Belgique*" aux plans personnel et professionnel.

Une source proche du dossier jointe par l'AFP a évoqué sans plus de détails un "*projet*" d'investissement "*sensible*", "*qui serait facilité par le fait que Bernard Arnault ait la nationalité*". Egalement interrogé, un fin connaisseur du groupe a, sous couvert d'anonymat, avancé la piste d'un "*lien avec Albert Frère*", milliardaire belge ami de M. Arnault.

Reçu mercredi à Matignon, Bernard Arnault avait réitéré au Premier ministre Jean-Marc Ayrault son opposition au projet de taxation des plus hauts revenus.

La fiscalité est plus avantageuse en Belgique qu'en France pour les grandes fortunes, notamment en raison d'une faible taxation du capital et de l'absence d'impôt sur la fortune (ISF), mais des spécialistes interrogés par La Libre Belgique ont rappelé que c'est la résidence qui prime et non la nationalité.

Certains ont évoqué l'hypothèse que M. Arnault souhaite devenir Belge pour s'affranchir de la nationalité française et s'installer ensuite à Monaco.

Proche de l'ancien président Nicolas Sarkozy et libéral revendiqué, M. Arnault possède une fortune estimée par Forbes à 41 milliards de dollars. Après la victoire de la gauche en 1981, il s'était exilé aux Etats-Unis pendant trois ans. (AFP 08.09)

Il a raison, d'ailleurs on s'étonnera qu'il y a un seul nanti qui se déclare encore fiscalement en France, il faut être fou ou trop riche ! De la même manière, je me demande pourquoi il existe encore une seule usine en France, alors que cela coûte dix fois moins cher de produire ailleurs, en Asie par exemple.

Que ferait un gouvernement ouvrier socialiste ? On lui prendrait tout, ensuite il serait libre d'aller vivre où bon lui semblerait. A moins qu'on ait des charges contre lui et qu'on décide de le juger et de l'embastiller pour le restant de ses jours, à ses frais évidemment, ce qui sous-entendrait qu'il devrait travailler en prison pour payer sa nourriture, son électricité et le salaire de son gardien, le nouvel Etat n'ayant pas les moyens d'entretenir gratuitement un nanti déchu.

2- Grèce

Plus de 12.000 manifestants sont descendus dans la rue samedi soir à Salonique (nord) pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur réclamées à la Grèce par l'UE et le FMI, honorant le traditionnel rendez-vous de la rentrée sociale.

A l'issue de la manifestation, des affrontements ont opposé un bloc d'environ un millier d'autonomes aux forces de l'ordre près de l'université, en plein centre-ville, a constaté un correspondant de l'AFP.

L'année dernière avait vu un record de 25.000 contestataires dans la rue pour la même occasion, l'ouverture de la Foire internationale de la ville.

Les manifestants se sont répartis entre quatre défilés: celui des grands syndicats GSEE pour le privé et Adedy pour la fonction publique, le cortège du principal parti d'opposition, Syriza (gauche radicale), celui du Pame, le front syndical communiste, et celui des autonomes et de l'extrême gauche.

Ils dénonçaient l'intensification de la rigueur après plus de deux ans d'austérité, qui ont fait chuter le niveau de vie de 35% de l'aveu même du gouvernement, exploser le chômage, à près d'un quart de la population active, et aggravé la récession qui en est à sa cinquième année.

"*Non à l'abolition d'acquis centenaires*", "*le peuple grec n'en peut plus*", proclamaient des banderoles dans le cortège syndical, escorté de nombreuses ambulances attestant de la tension montante parmi le personnel médical contre les baisses de salaires et les coupes budgétaires.

"*Très bientôt, l'immense majorité du peuple grec va réagir*", a averti le chef du parti Syriza, Alexis Tsipras, en hausse dans les sondages face au gouvernement de coalition réunissant droite, socialistes et gauche modérée.

Il a accusé le Premier ministre conservateur, Antonis Samaras, qui lui avait reproché dans la matinée de pousser la Grèce vers la sortie de l'euro, d'être celui "*qui conduit le pays à la catastrophe*".

Les syndicats du secteur privé espèrent notamment faire barrage aux pressions de la troïka représentant les créanciers UE-BCE-FMI de la Grèce, qui réclament davantage de dérégulation du marché du travail, tandis que l'Adedy condamne les nouvelles coupes "*barbares*" dans les salaires et les emplois de la fonction publique.

M. Samaras a reconnu qu'il devra batailler dur pour faire passer cette cure d'austérité "douloureuse et injuste", contre laquelle les grèves doivent se multiplier cette semaine. Des manifestations sont aussi attendues quand elle sera soumise au parlement, en principe courant octobre.

Un impressionnant dispositif de quelque 3.500 policiers a été déployé à Salonique pour parer aux débordements, fréquents en marge des manifestations en Grèce.

Plusieurs centaines de policiers, de pompiers et de garde-côtes en uniforme avaient déjà manifesté à la mi-journée dans la ville contre les coupes salariales les visant. "*Quand la colère déferlera sur le parlement, nous serons avec le peuple*", annonçait une de leurs banderoles.

Plusieurs milliers de militants communistes ont aussi défilé dans la matinée à Athènes contre les coupes dans les pensions et les prestations de santé. (AFP 08.09)

C'est extraordinaire, voilà que ce sont des policiers qui à leur manière pose directement la question du pouvoir, de l'illégitimité du parlement grec, des institutions.

Et en France, en Espagne, au Portugal, en Italie, etc. n'était-ce pas la même question qui est posée, qui concentre les contradictions de la situation actuelle, la voie et le moyen pour les résoudre : se soulever pour abattre les institutions, l'Etat capitaliste pour refonder la société sur la base des besoins et aspirations légitimes des travailleurs qui constituent la majorité de la population.

3- Etats-Unis

Depuis que la Social Security Administration a publié un avis comme quoi elle procédait à l'achat de 174 000 munitions à tête creuse, les articles foisonnent sur les intentions réelles de l'administration fédérale américaine. Nous publierons un document en fin de mois (en deux parties), tout particulièrement centré sur ce qu'il y a derrière la vitrine présentée par Barack Obama et ses séides.

Mais revenons au sujet du moment. En quoi l'achat de munitions tueuses se justifie-t-il pour un organisme dont les prestations sont avant tout d'ordre social ? Quel rapport avec les handicapés, les malades, les enfants, etc. ? D'aucuns avancent que l'administration américaine se prépare à une guerre civile. Cela semble logique sans que l'on doive nécessairement parler de '*conspiration*'.

Dans le monde du politiquement correct, il faut tout gober et si vous posez des questions légitimes, vous êtes immédiatement étiquetés de '*complotistes*'.

Du fait des questions soulevée, l'organisme social a publié quelques explications sur son site web. Les balles ne sont pas destinées à liquider des personnages âgées qui s'aperçoivent ne plus rien avoir comme aides sociales (et dont les retraites ont fondu comme neige au soleil dans le grand casino boursier), mais aux agents de la sécurité sociale chargés d'enquêter sur les fraudeurs ! Et combien y a-t-il d'agenst ? Moins de 300… soit moins de 600 munitions par agent… de quoi faire des cartons le week-end dans les arrières cours… Oui, c'est sur les champs de tirs que la plupart de ces balles seront 'consommées'…

A cause de la crise de nombreux organismes vont devoir s'adapter au monde dangereux généré par les magouilles de Goldman Sachs et Cie.

Cela dit, il y a quelques semaines, la National Oceanic and Atmospheric Administration a aussi fait des emplettes de munitions tueuses pour une quantité donnée de 46 000. Il y aurait eu des erreurs d'écriture… (liesi 07.09)

4- Japon

Des scientifiques incriminent la piscine du réacteur 4 (sur le toit) car un nouvel accident peut se produire n'importe quand. Ils jugent que « *cette piscine est un désastre planétaire en puissance. Un cube en béton de onze mètres de profondeur, rempli d'eau et bourré de combustibles nucléaires usagés : 264 tonnes de barres très radioactives ! Depuis un an et demi, ce bassin dit de "désactivation" repose à trente mètres du sol sur le bâtiment ébranlé du réacteur numéro 4 de la centrale de Fukushima. Il n'est plus protégé ni par un toit solide ni par des murs, mais par une simple bâche de plastique blanche* ».

Pourquoi s'inquiéter aujourd'hui ?

Parce que nous entrons dans la période des typhons et qu'un super typhon (voire un éventuel tremblement de terre – et cela secoue beaucoup depuis quelques semaines) pourrait vider la piscine avec des conséquences inimaginables. Un scénario d'apocalypse qui obsède la plupart des chercheurs. « La mise à l'air libre de ces 264 tonnes de combustibles nucléaires pourrait dégager dans l'atmosphère dix fois plus de radioactivité que l'accident de Tchernobyl, si ce n'est davantage.

Le professeur Koichi Kitazawa qui présidait la prestigieuse Agence japonaise pour les Sciences et la Technologie (JST) est de ceux qui expriment leur vive inquiétude. Cette année, il a dirigé une grande commission d'enquête sur l'accident nucléaire de mars 2011. "*Après avoir écouté des centaines de témoins, ma conviction est faite, raconte cet universitaire respecté. A la centrale de Fukushima, le pire est peut-être à venir. A cause de la piscine du réacteur 4, un nouvel accident peut se produire n'importe quand, qui menacerait la survie même de mon pays.*"

Idem pour Robert Alvarez, un haut responsable du département de l'Energie sous Bill Clinton. "*Si un tremblement de terre ou tout autre événement venait à affecter cette piscine, il pourrait en résulter un incendie radiologique catastrophique, avec près de dix fois la quantité de césium 137 qui s'est propagée à la suite de l'accident de Tchernobyl.*" Pour information, « *les explosions à la centrale de Fukushima n'ont libéré qu'un sixième de ce césium émis à Tchernobyl. Autrement dit, la chute de cette piscine, qui selon l'expression du physicien français Jean-Louis Basdevant, semble être maintenue en hauteur par les seules "forces de l'esprit", pourrait être soixante fois plus grave que la catastrophe de mars 2011* ».

Un professeur à l'Institut de Recherche nucléaire universitaire de Kyoto, Hiraoki Koide, propose, lui, une comparaison plus effrayante encore, surtout pour les Japonais. "*Si le bassin du réacteur numéro 4 devait s'effondrer, assure-t-il, les émissions de matière radioactive seraient énormes : une estimation prudente donne une radioactivité équivalente à 5 000 fois la bombe nucléaire de Hiroshima.*" (Source)

A part cela, continuons à vivre dans la plus grande insouciance… dans l'attente du vrai changement. (liesi 08.09)

ECONOMIE

1- Etats-Unis

En 1980, la HSBC rachetait la Marine Midland Bank basée à Buffalo, la principale banque américaine pour la négociation de monnaies avec le Panama, dont la monnaie était le dollar. Cette prise de contrôle a été l'une des pierres angulaires de la structure financière criminelle ayant servi à la phase de décollage du boom de la cocaïne.

En 1999, la HSBC a racheté la Republic National Bank of New York, propriété du financier monégasque Edmond Safra. La banque de Safra bénéficiait d'une relation exclusive avec la Réserve fédérale de New York pour les tran-sactions en liquide, et était connue pour transporter des billets de 100 dollars fraîchement imprimés de la Réserve fédérale de New York jusqu'en Russie dans les années 1990, en collusion criminelle avec les oligarques russes et leur mafia. Lorsque la banque de Safra a essuyé de lourdes pertes après la banque-route de la Russie en 1998, HSBC est intervenue pour repren-dre l'affaire. Au cours des négociations, Safra a été tué dans sa demeure à Monaco. (Source : EIR)

Voilà qui illustre parfaitement notre grille de lecture depuis… 1994. Derrière les événements en trompe-l'œil, il y a une autre réalité des choses. Même en période de Guerre (très) froide entre les deux blocs, il y a toujours quelques personnalités qui font la navette entre Washington et Moscou ou… Saint-Pétersbourg. (liesi 01.09)

2- Qatar

Le Qatar veut devenir le premier actionnaire de Royal Dutch Shell en portant sa participation à 7% du capital, afin de renforcer ses liens avec la compagnie pétrolière tout en poursuivant sa politique d'investissement en Occident, selon la Middle East Economic Review (MEES).

Le magazine explique que la Qatar Investment Authority (QIA), le fonds souverain de l'émirat, cherche actuellement à augmenter sa participation, inférieure à 3%.

QIA, l'un des fonds souverains du Moyen-Orient les plus actifs ces dernières années, est également actionnaire, entre autres, du groupe pétrolier français Total et des compagnies d'électricité portugais Energias de Portugal et espagnole Iberdrola. Il a aussi acquis une participation de 12,3% dans le groupe minier Xstrata qui lui a permis d'empêcher jusqu'à présent le projet de rapprochement de ce dernier avec le géant du négoce Glencore. (lefigaro.fr et Reuters 07.09)

Haut de page

Le 10 septembre

CAUSERIE

Avertissement.

L'article qui suit ne doit surtout pas vous décourager. Il faut apprendre à rebondir face à l'adversité. Il faut redoubler de patience et ne pas baisser la garde ou les bras quand on tient une position à contrecourant de l'ensemble du mouvement ouvrier bourgeois.

Nos adversaires sont nombreux et se présentent en rangs serrés pour venir au secours du régime. Ce n'est pas nouveau, ils sont fidèles à l'idéologie qu'ils soutiennent et colportent depuis toujours, qu'ils montent au créneau pour protéger les institutions ne devrait pas vous étonner.

Lorsque l'affrontement violent entre les classes se produira, ils seront broyés à la fois par le régime et par les masses qui leur passeront dessus sans s'arrêter.

Il ne faut pas craindre d'être minoritaire. Souvenez-vous que les conditions objectives l'emportent finalement sur les conditions subjectives, autrement dit que la dégradation des conditions matérielles d'existence du prolétariat le poussera à passer à l'action et que l'obstacle des appareils sera balayé par la même occasion, à condition toutefois qu'il existe un parti révolutionnaire pour lui ouvrir la voie...

La recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines ne verra pas le jour sans une terrible défaite de la classe ouvrière, il

en fut toujours ainsi dans le passé. L'Association Internationale des travailleurs vit le jour suite à la défaite de la révolution de 1848, l'Internationale Communiste fut la réponse à la guerre de 14-18, la IVe Internationale à celle de l'annonce de la Seconde guerre mondiale, quant à la IIe Internationale née entre deux guerres, celle de 1870 et celle de 1914, lorsque le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, pour avoir été incapable de prendre appui sur les enseignements que Marx et Engels tirèrent de la Première Internationale, elle sera condamnée dès sa fondation.

La Commune de Paris et sa défaite ont permis de mettre à l'épreuve les différentes théories qui existaient à l'époque pour consacrer la suprématie incontestable du marxisme. Cela n'a pas empêché que se développe au sein du mouvement ouvrier un puissant courant réformiste liquidateur qui s'est nourri du développement du capitalisme à l'échelle mondiale, c'est ce dernier qui imprima sa marque de fabrique à la IIe Internationale dont sont issus les partis dit socialistes aujourd'hui, tandis que le courant communiste ou marxiste continuait de se développer, et dont le point culminant sera atteint en 1917 lors de la prise du pouvoir par un véritable parti communiste, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky.

Le manque d'expérience et la faiblesse théorique des différents partis communistes en Europe notamment ne permettront pas de prolonger l'expérience de la révolution russe qui sera balayée par la réaction stalinienne avant d'atteindre l'intégralité de l'Internationale Communiste. La disparition soudaine de Trotsky à l'aube de la Seconde guerre mondiale ne permettra pas de réarmer et de former des dirigeants capables d'assurer la relève, la IVe Internationale sera dès lors condamnée à demeurer à l'état embryonnaire, puis à rapidement dégénérer pour finalement disparaître dans l'indifférence quasi générale, quel travailleur sait seulement qu'elle a existée un jour ? Les militants qui s'en réclament encore refusent ce diagnostic en généralisant leur cas au-delà de la poignée de militants qu'ils sont.

Sans dirigeants de la trempe de Lénine ou Trotsky, sans dirigeants possédant une parfaite maîtrise du marxisme, le mouvement ouvrier demeure la proie des staliniens ou néo staliniens et des sociaux-démocrates devenus sociaux-libéraux, tandis que des dirigeants se réclamant du trotskisme tentent tant bien que mal d'assurer l'héritage du marxisme, sans avoir jamais admis qu'ils avaient pu se fourvoyer eux-mêmes ou leurs prédécesseurs depuis décédés, alors que cela n'aurait pas été un crime, je pense évidemment aux dirigeants du courant communiste internationaliste du POI.

Beaucoup de choses ont été dites et faites qui n'auraient jamais dû exister au cours des 70 dernières années.

Le principal danger qui menace un parti qui manque d'assurance en lui ou dont les dirigeants présentent de graves lacunes, c'est que ses dirigeants s'enfoncent en refusant de reconnaître leurs faiblesses et leurs erreurs et finissent par les théoriser pour les justifier ou en recourant à des méthodes déloyales, rendant ainsi à jamais impossible tout retour en arrière ou toute rectification de leur interprétation de la situation mondiale, des rapports entre les classes, etc. C'est dommage car l'erreur est humain et se corrige, et pour peu qu'on ose le reconnaître et qu'on s'adresse à l'esprit de discernement des militants, il y a tout lieu de penser qu'ils sont aptes à le comprendre et à l'admettre à leur tour. Cela requiert d'autres qualités que la connaissance de la lutte de classe, notamment sur le plan psychologique, d'autant plus aujourd'hui qu'autrefois du fait que les militants ont plus de temps libre pour penser.

De plus, avec le développement des moyens modernes de communication mis à notre disposition, chacun a tendance à refaire le monde sans tenir compte des lois qui le régissent, chacun a l'impression (trompeuse) d'être libre de penser ce qu'il veut, c'est un leurre en réalité, de telle sorte qu'il s'oppose à toute interprétation qui ne correspond pas exactement à la sienne, la pensée individuelle prenant le pas sur la pensée collective rendant difficile ou impossible toute action collective ou l'appartenance à un parti, pour parvenir à un accord sur une question cela nécessite un effort démesuré sans rapport avec son importance. Du coup, pour y parvenir on est prêt à lâcher du lest, à faire des concessions jusqu'à dénaturer notre propre engagement politique, qui finalement n'a plus aucune consistance, alors que le mouvement ouvrier a besoin exactement du contraire, d'une attitude intransigeante sur les principes et les objectifs de son combat.

La lutte de classe violente ou radicale qui s'annonce, servira à remettre le mouvement ouvrier sur la bonne voie, celle du socialisme, il faut juste encore un tout petit peu de patience.

TSCG. Quand la gangrène s'emmêle, le régime peut dormir sur ses deux oreilles.

Tous ce que comptent comme philistins, tartufes, charlatans, illusionnistes, ignares et parasites le mouvement ouvrier, les intellectuels et la petite-bourgeoisie s'est réveillés et donnés rendez-vous pour voler au secours de Hollande et de l'Union européenne, en se retrouvant en famille dans un collectif ou trônent staliniens, néo staliniens, crypto-staliniens, gauchistes, sociaux-libéraux qui s'ignorent, ayant tous en commun d'être inféodés aux institutions de la Ve République et au capital. Vous en trouverez la liste à la fin de cet article.

Ils ont sorti une déclaration non datée et un appel daté du 6 septembre. Je n'ai pas perdu mon temps à chercher qui était à l'origine de ce collectif, j'ai relevé qu'en postant leurs document ils les signaient "*Collectif pour un audit citoyen*", parce que voyez-vous la question de la dette de l'Etat, que les capitalistes nous ont refilée pendant qu'eux ont conservé les profits et perçus des centaines de milliards d'euros, cela se discuterait, cela se négocierait, nous pensons le contraire.

Il n'y a rien à discuter ou à négocier, sauf à chercher à savoir à quel niveau il fallait placer la barre au-dessus de laquelle l'exploitation capitaliste serait insupportable, car en dessous on devrait s'en accommoder, ce qui revient à se placer dans la perspective de la pérennité du capitalisme, alors que nous combattons pour le faire disparaître de la surface de la planète. Chacun place la barre en fonction de sa propre condition et de sa conception de la société, y compris les capitalistes qui sont la classe dominante, donc l'étalon qui fera office de jugement dernier sera le profit.

Les travailleurs n'ont pas de dettes à régler aux capitalistes puisque ce sont eux qui collectivement produisent les richesses, tandis que les gangsters de la finance et les rentiers les rançonnent comme de vulgaires voleurs.

En Grèce, il serait possible de mener campagne pour que les 300 ou 400 milliards d'euros détournés par les privilégiés dans des paradis fiscaux soient confisqués, ce qui permettrait de rétablir immédiatement les droits sociaux qui ont été soustraits aux travailleurs au cours des 3 ou 4 dernières années. Il faut un gouvernement révolutionnaire pour prendre une telle mesure.

Revenons à notre objet.

Dans le premier paragraphe ils dramatisent, dans le second ils vous livrent à la fosse aux lions, aux institutions, ce sont les nouveaux jeux du cirque.

Ce sont des charlatans ou ils sont instrumentalisés par le régime, quand on lit dans leur lettre aux députés : "*Si la construction européenne devait se poursuivre contre les intérêts et la volonté des peuples, elle n'y survivra pas, pas plus que la démocratie*", quel malheur ! signifiant par là qu'ils souhaitent la survive de l'UE, alors qu'on veut la mettre à bas, l'abattre, tout comme leur démocratie à laquelle on devrait accoler dictature, on ne peut pas souscrire à une telle perspective, c'est entretenir des illusions dans l'Union européenne, conception des Américains, dans les institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

Ils poursuivent dans le même registre en s'adressant aux députés du PS, il faut sauver l'UE : "*C'est pourquoi nous vous demandons de voter contre le Pacte budgétaire. Votre vote, et le rejet du Traité par la France, permettront de rouvrir le débat pour réorienter l'Europe*", autrement dit la réformer, donc cette lettre et ce geste ont pour fonction de venir au secours de l'UE, comme si sa raison d'être et ses fondations n'étaient pas de servir les intérêts de l'oligarchie financière.

D'ailleurs il faut faire avec ce qui existe, vous constaterez que c'est une constance chez eux, pas question de faire table rase du passé, ils le confirmaient dans le deuxième paragraphe de leur appel : "*L'intervention des citoyens dans le débat démocratique doit convaincre les parlementaires*", ceux du PS en particulier ils ajoutaient, alors que le TSCG sera adopté grâce aux voix de l'UMP et des centristes, entre se fâcher avec Hollande et le gouvernement et voter contre pour faire plaisir à des gens qu'on ne connaît même pas et dont on se moque éperdument, et voter pour en espérant un service en retour et la considération du chef, ils ne vont pas hésiter longtemps ou pas du tout.

Pourquoi devrait-on convaincre des élus qui pensent le contraire de nous ou qui se placent sur le terrain du capitalisme, c'est grotesque, c'est comme demander à Arnault d'abandonner sa fortune ! C'est entretenir des illusions dans le PS, c'est rouler pour lui, et comme il roule pour le régime, c'est soutenir le régime en place, nous sommes donc en présence d'une entreprise à caractère réactionnaire.

Ils veulent que l'UE renégocie ce traité, qu'elle leur concocte un bon traité, conforme aux intérêts des travailleurs, parce que lui non plus il ne reposerait pas sur une base pourrie, vous voyez qu'ils veulent absolument tout conserver, ce sont des conservateurs.

En ce qui nous concerne, nous estimons que l'UE est illégitime pour rédiger et encore moins pour nous imposer un traité, et que piétinant les principes élémentaires de la démocratie, viole le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et par conséquent doit être déclarée illégale et nuisible à la société. L'Union européenne est la négation des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Nous ne demanderons pas à des élus qui ont adopté le programme de F. Hollande dans lequel figuraient le respect des règles de Maastricht et la ratification du TSCG de voter contre leurs convictions ou de se renier, nous les laissons là où ils sont pour mieux les combattre ainsi que leur politique.

J'ai fait une distinction parce qu'on combat également leur tendance à mentir effrontément, leur hypocrisie, leur suffisance, leurs traits de caractère minables, sournoiserie, perfidie, mesquinerie, frustration qui se transforme en autoritarisme, fausse modestie à vomir... Comme ils disent dans l'autre monde, ils n'ont même pas la classe, ils n'en sont que l'ombre et s'effacent quand le soleil est au zénith, quand cette classe reprendra les commandes qu'elle n'a jamais vraiment lâchées d'ailleurs. Le PS est le suppléant du parti de l'ordre au pouvoir pour continuer la même politique anti-ouvrière et il ne peut pas remplir une autre fonction.

Les parlementaires du PS sont les commis politiques de la classe qui détient le pouvoir économique, avec la particularité de se réclamer d'un socialisme tellement édulcoré, qu'il ne fait plus office que de service après-vente auprès d'une certaine clientèle de privilégiés, intellectuels, artistes, médias, bourgeois, banquiers, etc. Autour s'agglutinent tous un tas d'organisations ou

associations que les staliniens et les sociaux-libéraux ont créé eux-mêmes et qui servent à rassembler et instrumentaliser les éléments les plus impatients des classes et couches moyennes qui ne supportent pas de voir leur niveau de vie diminuer, elles servent de rabatteurs pour le compte du régime en orientant leurs aspirations dans la perspective d'un capitalisme à visage humain, alors que chaque jour qui passe, la pire des barbarie s'abat au quatre coin du monde sur des centaines de millions de travailleurs innocents et leurs familles.

C'est ainsi que, sans que le TSCG ne soit ratifié, Hollande serait en mesure d'appliquer une politique sociale exemplaire, il en aurait la volonté, si, si :

"*Il va priver la puissance publique de moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique*", formule qui s'apparente à celle employée par le Medef, la CFDT ou le gouvernement dans le cadre du dialogue antisocial qui vient de s'ouvrir pour rendre taillable et corvéable à merci les travailleurs, puisque nulle part il n'est question de remettre en cause les rapports sociaux de production existant.

Donc, ils veulent venir en aide à Hollande pour qu'il puisse appliquer une bonne politique sociale, pour qu'il montre qu'il est un vrai socialiste, comme si c'était dans ses intentions, quelle crasse ignorance !

Ils se leurrent sur ce qu'est le PS, sa fonction, ou ils feignent plutôt de l'ignorer, mieux peut-être, ils ignorent que l'exercice du pouvoir est lui-même institutionnalisé et que presque chacun de ses gestes ou rendez-vous sont dictés à Hollande, ses bains de foule et chacune de ses apparitions médiatiques faisant partie du même scénario.

Si vous n'êtes pas encore convaincu que nous sommes en présence d'une opération consistant à soutenir l'UE au lieu de la combattre, le dernier extrait devrait finir de vous convaincre.

Attention, un effroyable malheur nous guette, c'est horrible, imaginez un instant que la zone euro éclate :

"*Or le Pacte budgétaire va au contraire renforcer les contradictions internes à la zone euro et pourrait mener à son éclatement*", mais on en rêve chaque nuit, ce n'est pas un cauchemar, mais une délivrance annonciatrice des plus grands combats de classe de tous les temps, voilà ce qui les effraie, ce qu'ils veulent éviter à tout prix, car ces parasites tirent profit de la situation actuelle et comptent bien continuer.

A ce propos, la semaine dernière l'illusionniste Mélenchon en balade à Hénin a constaté lui-même, lors d'une diffusion sur le marché de cette ville, que les travailleurs se foutaient pas mal du TSCG, à croire que lorsque l'on descend au niveau des couches inférieures exploitées on ne rencontre que des abstentionnistes du 17 juin qui n'ont rien à perdre, ce qui n'est pas le cas des signataires de cet appel ou de cette déclaration qui sont tous financés par l'Etat dont certains par l'UE.

Pour conclure, on aura compris qu'ils réclament un bon traité à l'UE, un traité "*renégocié*" par les technocrates de Bruxelles, Barroso, Draghi, Merkel, etc., nous ne pouvons pas cautionner une telle opération qui a pour fonction de canaliser le rejet qu'inspire ce traité auprès de certaines couches de travailleurs, pour finalement que son adoption se passe dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire, sans que soit remis en cause la légitimité de l'UE et des institutions de la Ve République.

Ils volent au secours de Hollande, qui, s'il se sentait acculé, pourrait déclarer en empruntant un air malheureux, qu'il n'a pas pu renégocier ce traité et qu'il s'en excuse humblement, parce qu'il n'était pas seul à prendre la décision, patati patata et le tour est joué.

Pour cette raison, nous ne signerons ni leur appel ni leur déclaration qui finalement va servir à faire passer le TSCG.

Vous noterez qu'en dehors du PRCF, du POI et de LO, qui ne figurent pas parmi les signataires de ces documents, la quasi-totalité des partis et organisations du mouvement ouvrier se retrouve dans ce collectif dont le PS tire les ficelles et le PCF joue les petites mains.

Appel à mobilisation contre le Pacte budgétaire !

Posté le 6 septembre 2012 par Collectif pour un audit citoyen.

La ratification du Pacte budgétaire par la France début octobre serait un évènement grave. Elle imposerait durablement une politique d'austérité. Nous, organisations associatives, syndicales et politiques, avons décidé de mener ensemble une vaste campagne d'éducation populaire et de mobilisation citoyenne, avec en particulier une grande manifestation unitaire le 30 septembre à Paris.

L'intervention des citoyens dans le débat démocratique doit convaincre les parlementaires, particulièrement celles et ceux qui ont

été élus sur la promesse d'une renégociation de ce Pacte budgétaire, de refuser sa ratification et de permettre ainsi la réouverture du débat en Europe. L'appel en permanence à la signature de toutes les organisations qui souhaitent contribuer à ces objectifs.

Premiers signataires de l'appel :Aitec-IPAM, AC !, ANECR, Attac, CADTM, Cedetim-IPAM, CDDSP, CNDF, Les Économistes Atterrés, Fondation Copernic, Front de Gauche (Fase, C&A, Gauche anticapitaliste, Gauche unitaire, PCF, PCOF, Parti de Gauche, République & Socialisme), Marches Européennes, NPA, Résistance Sociale, Solidaires, Sud BPCE.

Leur lettre aux députés.

Monsieur, Madame le (la) Député-e

François Hollande, candidat, s'est engagé devant les Français à renégocier le nouveau Traité pour la stabilité, la coopération et la gouvernance, dit aussi Pacte budgétaire, signé en mars dernier par Nicolas Sarkozy. Aujourd'hui le gouvernement présente pour ratification au Parlement ce même Traité, rigoureusement inchangé.

Le Pacte budgétaire interdit les déficits publics et donne aux instances européennes des pouvoirs de sanction inédits contre les pays en difficulté. Dans l'espoir de rassurer les créanciers et les spéculateurs, il impose aux États une austérité perpétuelle sans apporter aucun remède aux causes réelles de la crise: la concurrence effrénée au sein de la zone euro et la domination des marchés financiers. Ce Pacte va aggraver le chômage et bloquer toute amorce de transition écologique. Les très maigres mesures « pour la croissance » adoptées par le Conseil européen fin juin n'y changeront rien.

Si la construction européenne devait se poursuivre contre les intérêts et la volonté des peuples, elle n'y survivra pas, pas plus que la démocratie. C'est pourquoi nous vous demandons de voter contre le Pacte budgétaire. Votre vote, et le rejet du Traité par la France, permettront de rouvrir le débat pour réorienter l'Europe.

En vous remerciant de votre réponse, que nous publierons, croyez, Monsieur, Madame le (la) Député-e, à nos sentiments républicains.

Le Collectif pour l'audit citoyen de la dette publique

Leur déclaration *Non à l'austérité permanente. Refusons le Pacte budgétaire, ouvrons le débat en Europe !* figure dans leur blog www.audit-citoyen.org

Membres : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fakir, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marche Mondiale des Femmes France, Marches Européennes, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires

Soutiens : Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, Démocratie et Socialisme, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance, PCOF

Signataires à ce jour du texte de référence (membres du collectif) :

Membres du collectif : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fakir, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marches Européennes, Marche Mondiale des Femmes France, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires.

En soutien : Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, Démocratie et socialisme, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, PCOF, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance

Observateurs : Acrimed, Alternatives Economiques, Droit au logement (DAL), Désobéissants

Le prolétaire n'a pas de patrie, Mélenchon si, cherchez l'erreur.

Jean-Luc Mélenchon, invité dimanche soir du «Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI», s'est indigné que «*les riches, les importants, les puissants n'ont d'autre patrie que l'argent. Ils n'aiment pas leur patrie*». (lefigaro.fr 09.09)

Nous non plus ! Aucune d'ailleurs puisqu'elles répondent tous à la même norme : celle du capital que Mélenchon affectionne en secret quand il consulte ses relevés bancaires.

C'est un populiste dénué de principes qui amuse la galerie. Pétri de suffisance, il ne voit même pas qu'il est instrumentalisé par les médias ou si... pour son propre compte, sinon il disparaîtrait.

Au fait, cela tombe bien, Hollande a appelé au "*patriotisme*" de tous dimanche soir. (lefigaro.fr 09.09) Message entendu.

Chérèque : "***moi je ne suis pas de ceux qui se sont plaints***"... de Sarkozy.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque a invité dimanche le gouvernement à "*accélérer les réformes*" face à la crise, mais s'est refusé à critiquer l'action du chef de l'Etat qui va tenter de reconquérir l'opinion à la télévision dans la soirée.

M. Chérèque a été interrogé pour savoir s'il regrettait le volontarisme du président Nicolas Sarkozy.

Il a répondu: "*moi je ne suis pas de ceux qui se sont plaints (...) de l'activisme sans résultat et qui aujourd'hui commencent à dire: écoutez, regardez, on ne le voit plus (le président de la République)*".

Se disant "*assez à l'aise*" face au gouvernement de gauche, le responsable syndical a souligné que la CFDT voulait "*prendre ses responsabilités*".

"*Donc, je dis au gouvernement: accélérez les réformes, mais nous devrons faire que les négociations aillent vite, parce que les salariés nous attendent, aussi les syndicats*", a-t-il ajouté.

Interrogé pour savoir si le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, avait fait ses preuves, il a répondu: "*pas encore. Mais, moi je ne juge pas les gens sur quatre mois*". (Reuters 09.09)

Et PSA par exemple ? Passons la jaunisse.

ACTUALITE EN TITRES

Hollande ment comme il respire

- Vers une hausse des taxes sur la bière en France ? - Reuters

Mais Hollande prétend ne pas taxer indifféremment tous les "*Français*". Qui boit de la bière sinon les jeunes et les prolos ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Sommet de l'Apec

Les pays de la région Asie-Pacifique, Chine, Etats-Unis et Japon en tête, se sont engagés dimanche à soutenir la croissance économique et ont rejeté les mesures de limitations des exportations agricoles.

Réunis ce week-end en sommet à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe, les 21 pays membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (Apec) ont fait part de leur inquiétude face à l'état de l'économie mondiale, les tensions sur les marchés alimentaires et les signes croissants de protectionnisme.

Face à cette conjoncture négative, les pays de l'Apec, qui représentent 40% de la population mondiale, mais 54% de la

production économique et 44% du commerce, s'engagent à favoriser collectivement la croissance économique, à la stabilisation financière et au rétablissement de la confiance.

Les 21 pays membres de l'Apec s'accordent aussi à considérer que le protectionnisme ne peut constituer une réponse à la crise.

En dépit des effets de la sécheresse sur les récoltes céréalières aux Etats-Unis et en Russie, l'Apec exclut ainsi toute mesure limitant les exportations agricoles et insisté au contraire sur la nécessité de maintenir l'ouverture des marchés. (Reuters 09.09)

SOCIAL

1- France

Quelque 21% des Français se retrouvent en découvert bancaire à la fin de chaque mois, 48% reconnaissant passer dans le rouge au moins une fois par an, selon un sondage publié lundi et réalisé par l'institut CSA pour l'agence Hopscotch et le spécialiste du crédit à la consommation Cofidis.

Dans la catégorie des personnes âgées de 35 à 49 ans, la proportion de sondés affichant un découvert à la fin de chaque mois monte à 30%. (lefogaro.fr 10.09)

2- Grèce

Plusieurs milliers de Grecs ont défilé samedi dans les rues de Thessalonique, la deuxième ville du pays, pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité réclamées par les créanciers internationaux.

A l'exception de quelques drapeaux de l'Union européenne brûlés et de jets de pêches, la manifestation, qui a rassemblé 15.000 syndicalistes et militants de gauche, s'est déroulée sans incident. (Reuters 09.09)

Haut de page

Le 11 septembre

CAUSERIE

Ceux que ma personnalité indispose peuvent passer directement aux infos en bref plus loin.

Un courriel reçu d'un camarade à propos de la causerie du 10 août :

"*Vraiment c'est très très bon, j'espère que de nombreux prolos vont sur le site car c'est chaque jour une leçon magistral claire et facile à comprendre.*".

Je n'en sais rien. Pour abattre un tel boulot quotidiennement, je n'ai pas le temps de consulter des auteurs ou des manuels d'histoire, et comme je ne suis pas un intellectuel et que j'ai une mauvaise mémoire, cela m'oblige à faire simple, certains y trouveront leur compte d'autres non.

Je m'inspire de la méthode des marxistes, je le revendique, c'est délibéré de ma part, c'est un choix. A la fin des années 30 Trotsky expliquait aux dirigeants américains que le journal de leur parti devrait être écrit par des ouvriers pour les ouvriers, qu'il ne fallait pas leur expliquer comment il devait boire leur whisky mais que c'était à eux d'expliquer comment ils le buvaient, je me souviens de cet exemple qui résume la méthode dont je m'inspire.

Marx et Engels organisaient des réunions d'ouvriers, donc au XIXe siècle, auxquels ils expliquaient le fonctonnement du capitalisme, et ils étaient toujours plus nombreux à y participer. Au XIXe siècle, c'est à peine croyable, est-ce que tu imagines le niveau de connaissances générales, d'instruction ou de culture des ouvriers à cette époque, si on n'avait pas les preuves que ces réunions ont bien eu lieu on ne le croirait pas, alors qu'aujourd'hui on n'est pas foutu de faire l'équivalent, il y a donc un problème quelque part qu'on le veuille ou non.

Je veux bien admettre qu'on vit à une époque de réaction sur toute la ligne et que les choses ne soient pas faciles, mais au XIXe siècle les ouvriers avaient un mode de vie tellement épouvantable et un niveau de connaissances tellement bas qu'ils

partaient avec un handicap pire que les travailleurs en 2012, à moins qu'ils aient atteint un niveau de vie trop élevé de nos jours, c'est vrai pour certaines couches de travailleurs, mais pas pour d'autres qui peuvent saisir notre discours et vouloir en savoir plus, sauf qu'on refuse de s'adresser à ces couches-là de travailleurs.

Ah faire des réunions ou des meetings de propagande, là on sait faire, on ne sait faire que cela d'ailleurs ! Et cela sert à quoi ? Rien la plupart du temps. Je vais même t'avouer un truc que je n'ai encore jamais dit dans le site, c'est que lorsque je militais à l'OCI et que je participais à des meetings, je m'emmerdais la plupart du temps et ce n'était pas faute d'être motivé, j'étais un activiste forcené.

J'ai une toute autre conception du militantiste et des rapports avec les travailleurs que ce que proposent tous les partis. Je ne cherche pas à me distinguer, ce serait stupide, je ne vois pas où cela pourrait me mener à part me ridiculiser.

Un soir, il y a quelques semaines, je réfléchissais à la meilleure formule pour présenter mes derniéres réflexions sur le capitalisme mondial et ses deux volets, l'économie réelle (ou classique basée sur les fondements du capitalisme et la lutte de classe) et l'économie virtuelle ou de la planche à billets qu'on pourrait aussi appeler la fuite en avant hypothéquant notre avenir et le sien par la même occcasion, à haute voix j'en suis arrivé à m'imaginer les présenter face à un auditoire de militants et travailleurs dans une réunion publique ou un meeting (le terrain me manque), réfléchissant à mon sujet en même temps, j'en suis arrivé à interpeller la salle, à donner la parole aux militants ou travailleurs qui le souhaitaient auxquels je répondais ensuite et ainsi de suite tout en continuant mon exposé, en l'enrichissant des réflexions de ces intervenants de telle sorte qu'on avançait ensemble.

Pour en revenir à ton courriel, c'est l'unique but du site. Je n'écris pas pour me faire plaisir, de la même manière que je ne me vois pas intervenir dans un meeting rigide derrière un pupitre et tenir un monologue, bien que cela puisse se concevoir dans certaines circonstances, je prête plus d'intérêt aux réflexions que mon discours peut déclencher chez mes interlocteurs et les échanges qu'on peut avoir ensemble, qu'à m'écouter parler qui n'en présente aucun, chez moi cela va très loin puisque c'est même une corvée de me relire. Pourquoi ? Parce que très souvent pour ne pas dire presque toujours, entre temps il m'est venu d'autres idées ou des choses auxquelles je n'avais pas pensé, et du coup si je devais récrire un passage je le formulerais d'une autre manière, bref, je suis rarement satisfait de mon travail.

Je travaille sans filet, j'ai décidé d'aborder un sujet, j'ai deux ou trois idées dans la tête au départ, je suis face à une page blanche à l'écran et c'est parti pour quelques lignes ou quelques pages. Je n'ai pas d'objectif précis en tête au départ, je ne sais pas où ma réflexion va me mener, je n'ai aucun a priori et aucune limite en dehors des connaissances que j'ai acquises et qui sont disponibles ou non au moment où j'écris, je suis incapable de calculer un coup, de me livrer à une manoeuvre, parfois cela donne quelque chose d'un peu rustique ou rugeux, d'autres fois quelque chose de plus élaborée ou mieux finie, c'est comme cela vient en fonction de mes dispositions du moment, c'est le côté arbitraire de cet exercice que je ne contrôle pas, je n'essaie jamais de tricher avec moi-même, je connais mes faiblesses et mes limites et je fais avec. Quand on m'attente un procès d'intention, je rigole.

C'est vrai qu'en procédant de la sorte j'épargne rarement la susceptibilité (possible) des lecteurs qui doivent supporter mon style ou mon humeur, j'en ai conscience et j'en conviens, cela te montre que j'y ai réfléchi aussi. Au fil du temps j'ai intégré ce facteur, et au moment d'écrire j'en tiens compte ou non, car il ne faut pas non plus que ce soit une concession qui reviendrait à déformer ma pensée, on s'adresse à l'intelligence des militants et c'est ainsi que je considère nos rapports, et non pour produire un effet ou répondre à leurs attentes, auquel cas il vaudrait mieux cesser d'écrire car nos relations seraient faussées.

Je pense qu'il faut faire simple, être sincère, être soi-même avec toujours sa part d'inconscience, on est tous faits pareils sur ce plan-là à ma connaissance, la suite ne nous appartient pas et c'est très bien ainsi, chacun se forge ses propres convictions.

Si j'étais moins isolé, sans doute que je ne me livrerais pas de cette manière, cela aussi j'en ai conscience. Ce n'est pas facile de vivre comme je le fais, plus d'un auraient perdu contact avec la réalité et seraient déjà devenus fous.

On ne peut pas militer sans tenir compte de la nature humaine, de l'aspect psychologique de l'être humain ou du travailleurs si tu préfères, je raisonne en terme générique. Et quand on s'adresse à des travailleurs, on ne peut pas tenir compte de l'humeur ou de l'état d'âme de chacun, il faut donc trouver une formule qui réponde à un état psychologique dans lequel nous avons tous été placés un jour ou l'autre de façon à ce que chacun puisse s'y retrouver ou à défaut on peut l'imaginer.

C'est le résultat auquel on parvient quand dans un discours on introduit la personne à laquelle on s'adresse ou un auditoire fictif dans lequel le lecteur va se reconnaître. On ne cherchera pas à le flatter, c'est un truc qui m'est totalement étranger, on fera seulement en sorte qu'il existe, de façon à ce que son attention soi au maximum si l'on veut qu'il retire quelque chose de notre discours ou qu'il y réfléchisse.

Je n'aime pas beaucoup la formule selon laquelle on devrait convaincre quelqu'un de quelque chose. Et si la personne qu'on a rencontrée avait l'intention de nous berner ou qu'elle était plus ignorante qu'elle paraissait, on est convaincu de quoi à l'arrivée ? Je préfèrerais toujours que la personne se soit convaincue elle-même de quelque chose, que cela vienne d'elle et non de nous ou d'une tierce personne. C'est à chacun de travailler sans cesse pour combattre ou réduire sa propre ignorance, personne ne peut le faire à notre place. C'est le travail de toute une vie.

Pourquoi cette causerie très personnelle aujourd'hui ? C'était mon cadeau d'anniversaire, le mien (57 ans).

"***L'agenda du redressement***" en 2014 de Hollande, c'est l'"***Agenda 2010***" de Schröder.

François Hollande parie sur une accélération du dialogue social pour cautionner une politique de réduction du coût du travail et d'assouplissement du marché de l'emploi qu'il paraît mieux à même de faire passer que Nicolas Sarkozy.

Pour Jacques Capdevielle, chercheur associé au centre de recherches en sciences politiques Cevipof, ce "*social-démocrate bon teint*" est "*mieux placé pour faire passer certaines choses*" que son prédécesseur de droite.

Il emboîterait ainsi le pas à un autre social-démocrate, l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, qui a lancé en 2003 en Allemagne un programme de réforme du système social et du marché du travail baptisé "*Agenda 2010*", que Nicolas Sarkozy n'avait de cesse de citer en modèle ces dernières années.

François Hollande s'est pour sa part donné deux ans - "*L'agenda du redressement, c'est 2014*", a-t-il dit.

Mais le contexte est très différent, ne serait-ce qu'en raison de la culture allemande du compromis social, qui fait défaut à la France. Les analystes interrogés par Reuters ne comptent d'ailleurs pas sur un accord entre les partenaires sociaux sur des sujets aussi sensibles.

Les apparences seraient cependant sauves, d'autant que François Hollande bénéficie du soutien remarqué de la CFDT.

"*On peut augmenter les possibilités de formation des chômeurs mais est-ce que c'est la solution quand il y a déjà beaucoup de chômeurs qualifiés ?*" souligne l'économiste Henri Sterdyniak.

"*Il y a des choses qui ont été mises en place dans des pays comme le Danemark, où il y avait très peu de chômeurs. Mais quand on a un chômage à 10%, comment fait-on ?*" ajoute-t-il.

Des solutions à l'allemande peuvent marcher en France mais à condition que les Français acceptent, comme les Allemands, de "*souffrir pendant cinq ans*", souligne Henri Sterdyniak.

"*Le grand arbitrage c'est effectivement : est-ce qu'on baisse le coût du travail en acceptant des baisses de pouvoir d'achat des salariés ou des retraités*", dit-il.

Il partage avec Jacques Capdevielle l'idée que François Hollande est mieux placé que Nicolas Sarkozy pour faire passer la pilule. "*Mais le risque est qu'il soit accusé de faire la politique de la droite*", ce qui ne manquerait pas d'être perçu comme une trahison, ajoute-t-il.

Gerhard Schröder a certes relancé avec son agenda 2010 l'économie allemande mais il a perdu les élections et dû céder le pouvoir à la chrétienne-démocrate Angela Merkel. (Reuters 10.09)

Si on voulait bien analyser la lutte de classe du passé tranquillement et honnêtement ou sans a priori, on s'apercevrait que le PS et le PCF (ou leurs semblables dans le monde) sont prêts à soutenir le régime capitaliste jusqu'à entraîner la propre autoliquidation de leurs partis et de leurs dirigeants, ce qui de notre point de vue semble inconcevable.

Mais si on a à l'esprit que ces partis n'existent que par leur soumission au régime en place (qui les financent en plus), on comprend mieux, tout s'explique. Le problème, c'est qu'on ne veut pas le reconnaître, du coup on leur prête une nature ou des intentions qui ne correspondent pas à la réalité. Ensuite, on est incapable de définir une tactique et une stratégie correcte.

Contrairement à ce que m'avait écrit un jour un camarade d'un groupe de militants, la question de nos rapports au PS ne se réduit à une question de tactique électorale, c'est une question déterminante d'où découle notre stratégie, et qui selon la question qu'on y apporte, nous place au côté du régime ou contre le régime au côté des travailleurs.

C'est en grande partie l'incapacité de l'avant-garde à clarifier sa position vis-à-vis du PS et du PCF au lendemain de la Seconde guerre mondiale, qui est responsable de son éparpillement et de son incapacité à proposer aux travailleurs une alternative politique sérieuse et cohérente à ces partis. Jusqu'à preuve du contraire, cette question qui a entraîné la dislocation de la IVe Internationale n'est toujours pas réglée.

Parole, parole, parole...

Quelques réactions après la prestation de Hollande, dimanche soir.

- Le pays s'engage dans une "*politique d'austérité*" conduisant "*nécessairement à l'enlisement*", a estimé Jean-Luc Mélenchon sur Europe1.

Lui il s'en plaint, nous nous disons tant mieux ! Il va devoir monter au créneau et se démasquer un peu plus...

- "*C'est à un agenda de l'enlisement social-libéral et non à celui du redressement industriel auquel nous avons eu le droit*", a estimé aussi Martine Billard, co-présidente du Parti de gauche.

Ah le redressement du capitalisme, ils en rêvent au Parti de gauche, nous nous souhaitons qu'il s'effondre !

- "*Tout cela ne peut que mener la gauche à une terrible impasse*", a renchéri Christian Picquet, porte-parole de Gauche unitaire (FG).

C'est terrible, sortez vos mouchoirs ! Tant mieux, ainsi la véritable nature de votre "*gauche*" sera mise en lumière...

Picquet dit ici qu'il est solidaire du PS que nous qualifions de parti capitaliste, c'est ainsi que ses dirigeants le définissent eux-mêmes en se réclamant de l'"*économie de marché*, dont acte.

On a compris que le Front de gauche est le dernier rempart qu'il leur reste pour défendre le régime contre la révolution socialiste. (source : AFP 09.09)

Cela vous a-il échappé ?

Un aveu.

"*On ne peut pas mettre des policiers et des gendarmes partout (...) sinon nous affaiblissons le dispositif*", avait déclaré Manuel Valls auprès de l'AFP. (AFP 10.09)

Quel dommage ! La réponse aux chômages massifs des jeunes et à l'absence de toute perspective : des flics partout ! C'est leur version du socialisme, après cela c'est un jeu d'enfant de démontrer que le PS est totalement étranger au socialisme, non ?

Reniement.

Contrairement à un engagement de campagne du candidat Hollande, le gel du barème de l'impôt sur le revenu qui a rapporté 1,7 milliard d'euros aux caisses de l'Etat en 2012, se poursuivra, sauf pour les deux premières tranches. Concrètement, à revenu égal, tous les particuliers déclarant plus de 11.896 euros de revenus verront augmenter leur impôt sur le revenu au niveau de l'inflation. (20minutes.fr 10.09)

Il ne peut pas taper sur les plus pauvres, certaines banlieues ouvrières sont déjà des états de non-droit au bord de la guerre civile, et taxer les plus riches les ferait fuir le pays, il ne lui reste donc que les classes ou couches moyennes à frapper.

Mais si Hollande aime les riches.

La facture pour les classes moyennes "*se chiffre en milliards, à des montants beaucoup plus importants que la tranche supplémentaire (de l'IR) ou que les 75%*" qui visent les plus riches, relève l'économiste Thomas Piketty, proche du PS. Ce gel "*est la façon la plus hypocrite et la moins juste d'augmenter les impôts*", critique-t-il.

Des spécialistes ont relevé que beaucoup de très riches y échappent car ils gagnent plus d'argent en dividendes et intérêts (non soumis aux 75%) qu'en salaires.

Selon M. Piketty, de grandes fortunes continueront de ne payer "*ni ISF, ni taxe à 75%*". (AFP 10.09)

Encore heureux, sans blague ! On aura compris que cet économiste représente les intérêts des classes moyennes.

Un syndicaliste... capitaliste

Chérèque dans une interview au Monde datée de mardi, regrette que "*le drame social dans lequel la crise est en train d'enfoncer l'Europe laisse de moins en moins d'espace à une modernisation du capitalisme*". (AFP 10.09)

C'est la ligne ou la position adoptée par tous les participants au "*Collectif pour un audit citoyen*" qui soutiennent le capitalisme.

Au nom de la réactiion anticommuniste.

Un ancien dirigeant communiste, Bela Biszku, a été arrêté à Budapest pour son rôle joué dans la répression de l'insurrection hongroise contre l'Union soviétique en octobre 1956, a annoncé lundi l'Office du procureur.

"*Bela Biszku a été arrêté pour crimes de guerre, en relation avec deux fusillades qui ont causé la mort de plusieurs personnes lors des événements à la suite de l'insurrection de 1956*", a indiqué le Procureur principal de Budapest, Tibor Ibolya, devant des journalistes.

La première fusillade a eu lieu le 5 décembre 1956 à la gare de l'Ouest à Budapest et a fait cinq morts. La deuxième à Salgotarjon, une ville dans le nord du pays près de la frontière slovaque, a eu lieu trois jours plus tard, le 8 décembre, et a fait 46 morts. (AFP 10.09)

Il s'agit d'une action de type anticommunisme primaire, car elle n'est pas menée au nom du combat contre la spoliation du pouvoir politique et des richesses produites par les travailleurs hongrois par la bureaucratie stalinienne dans le cadre de la propriété collective des moyens de production, mais en mémoire de ceux qui en Hongrie luttaient pour le rétablissement du capitalisme.

La division du travail selon le jaune Chérèque.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, réclame "*un droit de regard*" des représentants des salariés sur la stratégie des entreprises et prévient que "*si le Medef veut la flexisécurité, il doit accepter d'avancer sur ce sujet*".

"*Ce que la CFDT réclame ce n'est pas le pouvoir de codécision, mais c'est un droit de regard sur la stratégie des entreprises*", affirme le numéro un de la CFDT, dans une interview au Monde, daté de mardi.

"*Si le Medef veut la flexisécurité, il doit accepter d'avancer sur ce sujet*", prévient-il. Ces thèmes devront être abordés lors des prochaines négociations entre patronat et syndicats sur la "*sécurisation de l'emploi*", que le gouvernement souhaite voir aboutir avant la fin de l'année.

Selon le dirigeant de la CFDT, "*il faut donner aux institutions représentatives du personnel, en fait aux comités d'entreprise, un pouvoir qui ne soit pas uniquement défensif, mais aussi de négociation, d'expertise et de débat, sur les orientations économiques, le développement, la politique sociale et environnementale, et enfin le partage de la valeur ajoutée*".

Selon lui, une telle avancée sera "*plus efficace qu'une présence salariée au Conseil d'administration à l'allemande, sauf à ce qu'il s'agisse de 50% des sièges et d'une codétermination à l'allemande*". Mais "*je crains que la France ne soit pas mûre pour cela*", dit-il. (AFP 10.09)

Associer davantage les travailleurs à la stratégie des entreprises par le biais du Comité d'entreprise, revient à les subordonner davantage au capitalisme, dans la mesure où ne disposant pas du pouvoir, ils seront amenés à accompagner les mesures prises par les dirigeants et actionnaires en matière de rémunération, emploi et conditions de travail, ils seront les artisans de leur propre malheur.

Cela a commencé aux alentours du début des années 50, un coup d'accélérateur a été donné après mai 68, puis en 1982, puis au cours des années 2000, et ils en rajoutent une couche, crise oblige, il faut serrer les boulons pour que leur mécano ne s'écroule pas sous la pression de la lutte de classe qu'ils cherchent à brider, neutraliser par tous les moyens.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à chaque fois que les dirigeants syndicaux et leurs relais dans les partis parlent de nouveaux droits accordés aux travailleurs, cela correspond à une amplification de la collaboration de classes, ils servent en fait à resserrer un peu plus le noeud coulant de la corde passer autour du cou des travailleurs.

En conclusion, Chérèque est favorable à la flexisécurité revendiquée par le patronat, à condition que les travailleurs y soient davantages associés, afin que les syndicats ne soient pas accusés d'être les seuls à faire le sale boulot. Ce sera sans nous !

ACTUALITE EN TITRES

Le "***redressement***" industriel... par le vide.

- Doux frais: près d'un millier d'emplois perdus, malgré la reprise de 5 sites - AFP

Leur monde ou à quoi mène la survie du capitalisme.

- Kenya: au moins 38 tués dans de nouveaux heurts tribaux dans le sud-est - AFP

- L'armée turque a tué plus de 50 militants kurdes en une semaine - Reuters

- Une voiture piégée tue 14 personnes au Pakistan - Reuters

- Mali : les islamistes amputent quatre braqueurs présumés - LePoint.fr

- Affrontements meurtriers entre l'armée et les rebelles au Soudan - Reuters

- Afghanistan: 16 morts dans un attentat suicide lors d'une manifestation - AFP

- Irak: Une série d'attentats fait 88 morts, la France visée - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chine

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a prévenu lundi que Pékin ne "*cédera jamais un centimètre carré*" dans le différend qui l'oppose au Japon sur un groupe d'îles en mer de Chine orientale, après que Tokyo eut annoncé son intention de racheter ces territoires.

"*Les îles Diaoyu sont partie intégrante du territoire chinois. Sur les questions concernant la souveraineté et les territoires, le gouvernement et le peuple chinois ne cèderont jamais un centimètre carré*", a déclaré le Premier ministre, cité par l'agence de presse officielle Xinhua.

Tokyo avait annoncé dans la matinée sa décision d'acheter "*aussi vite que possible*" trois des îles de ce petit archipel que les Japonais ont baptisé, eux, Senkaku. Et ceci grâce un accord avec les propriétaires privés de ces territoires inhabités, une famille japonaise. (AFP 10.09)

2- Inde

L'arrestation pour sédition d'un dessinateur de presse, pour ses croquis moquant la corruption présumée au sein du gouvernement, suscitait lundi une condamnation unanime des médias et des activistes anti-corruption.

Aseem Trivedi, un dessinateur free-lance, a été arrêté sur des accusations de sédition, après avoir publié des dessins sur la corruption au sein du gouvernement, dont l'un dépeint le Parlement nt comme un gigantesque pot de chambre.

Markandey Katju, président du conseil de la presse en Inde et ancien juge à la Cour suprême, a défendu Trivedi.

"*Je suis d'avis que le dessinateur n'a rien fait d'illégal*", a-t-il déclaré dans un communiqué. "*Dans une démocratie, beaucoup de choses sont dites, certaines vraies et d'autres fausses*". (AFP 10.09)

Mon beau-frère Karnan, à qui j'ai acheté une voiture pour qu'il ait du boulot et fasse taxi, a eu un accident la semaine dernière au Kérala, cela s'est déroulé alors que la nuit était déjà tombée. Une moto avec trois jeunes montés dessus a percuté sa voiture, il y en a pour 40.000 roupies de réparation que mon beau-frère va régler en revendant ses cadeaux de mariages, des bijoux en or essentiellement.

Les trois jeunes ont réussi à prendre la fuite. J'ai demandé à Karnan s'il avait relevé le numéro d'immatriculation et porté plainte à la police. Il m'a répondu non car s'adresser à la police est une source d'emmerdement insupportable du fait qu'elle est corrompue. Du coup, impossible de se tourner vers la compagnie d'assurance qu'il engraisse pour rien finalement. Voilà ce qu'est la plus grande "*démocratie* du monde.

Evidemment il est dans l'incapacité de me verser quelque chose ce mois-ci pour le troisième mois consécutif, je vais m'assoire sur les 300.000 roupies que je lui ai avancées en achetant cette bagnole. Ce qui est le plus rageant, ce n'est pas que l'Inde soit un pays pourri jusqu'à l'os, mais qu'on soit totalement impuissant face à certaines situations, c'est un coup à entretenir une haine aveugle et à vous rendre violent.

3- Syrie

Le général Manaf Tlass, plus haut gradé syrien ayant fait défection, a affirmé lundi à une chaîne française avoir été exfiltré de Syrie par les services secrets français.

"*Des services français m'ont aidé à sortir de Syrie et je les en remercie*", a déclaré le général dissident dans un entretien à la chaîne d'informations en continu BFM TV.

Général dans la Garde républicaine, une unité d'élite chargée de la protection du régime, cet homme d'une cinquantaine d'années originaire de Rastane dans la province de Homs (centre) avait été écarté il y a plus d'un an de ses responsabilités, car jugé peu fiable, selon une source proche du pouvoir syrien.

Il avait fait défection en juillet et avait appelé à la "*transition*" dans son pays, en accusant le pouvoir d'être responsable de la crise et en exprimant sa "*colère*" vis-à-vis de l'armée.

Il a depuis indiqué qu'il préparait une feuille de route pour une sortie de crise impliquant d'"*honnêtes*" gens au sein du régime mais sans Bachar al-Assad.

Interrogé sur la présence d'islamistes syriens et étrangers en Syrie, le général a minimisé leur importance. "*Il y a bien évidemment 20% d'islamistes, mais ils ne sont qu'une minorité. Le peuple syrien n'a jamais été un peuple extrémiste*". (AFP 10.09)

Que ferait un gouvernement ouvrier pour défendre la révolution face à ces barbares islamistes : on les liquiderait tout simplement. Avec toutefois le regret de ne pas pouvoir ramener à la vie leurs innocentes victimes, aucun châtiment ne sera jamais à la hauteur des horribles crimes qu'ils ont commis.

SOCIAL

1- UE

Le chômage des jeunes de 15 à 24 ans a augmenté de 50% dans l'Union européenne depuis le début de la crise, rappelle lundi la Commission européenne à l'occasion de la publication d'un rapport sur la jeunesse, qui insiste sur les efforts à faire pour leur intégration.

Le chômage des jeunes est passé en moyenne de 15% en février 2008 à 22,5% en juillet 2012, selon l'institut européen de statistiques Eurostat. Le taux de chômage des jeunes atteint même 53,8% en Grèce et 52,9% en Espagne. (AFP 10.09)

2- France

Une salariée de l'usine PSA à Valenciennes (Nord), accusée d'avoir volé pour un peu plus de trois euros de matériel, a été licenciée début septembre, a-t-on appris lundi auprès d'un représentant de la CGT, confirmant une information de France Bleu Nord.

Avant les congés d'été, fin juillet, cette salariée, qui avait un an et demi d'ancienneté dans le groupe, aurait gardé dans son sac deux raclettes pour nettoyer le sol, "*d'un montant de 3,07 euros*", selon Cédric Brun, représentant de la CGT.

"*Elle changeait de poste et elle a voulu garder son matériel, car avec les restrictions de budget il est difficile d'avoir du matériel, d'où la présence de ces deux raclettes dans son sac. Un salarié l'a dénoncée*", a-t-il déclaré.

"*Sa mise à pied conservatoire lui a été notifiée sur le champ (...) et au début de la semaine la direction nous a informés qu'elle avait été licenciée*", a affirmé M. Brun.

La salariée licenciée envisage de saisir le conseil des prud'hommes, a ajouté le syndicaliste. (AFP 10.09)

3- Italie

Des affrontements ont opposé lundi les forces de l'ordre à des centaines de salariés qui protestaient devant le ministère de l'Industrie à Rome contre la fermeture de l'usine du géant américain de l'aluminium Alcoa à Portovesme, en Sardaigne.

Des responsables gouvernementaux, des représentants des syndicats et de la direction d'Alcoa s'étaient réunis lundi au ministère de l'Industrie pour tenter de trouver un moyen d'éviter la fermeture de l'usine.

Dans un communiqué à l'issue de la réunion, le ministère a annoncé que le groupe américain avait accepté de ralentir le rythme de la fermeture du complexe et que des discussions allaient avoir lieu avec les sociétés qui se sont montrées intéressées par une éventuelle reprise.

L'usine de Portovesme emploie 500 salariés, auxquels s'ajoutent un millier d'emplois induits. (Reuters 10.09)

4- Etats-Unis

Eastman Kodak, l'ex-numéro un mondial de la pellicule photo qui a déposé son bilan au début de l'année, a annoncé lundi son intention de supprimer 1.000 emplois supplémentaires d'ici la fin de l'année.

Les effectifs de Kodak sont tombés à environ 17.100 personnes fin 2011 contre 145.000 pendant les années 1980.

L'entreprise, qui a supprimé environ 2.700 postes depuis le début de cette année, prévoit que les nouvelles réductions d'effectifs lui permettront d'économiser quelque 330 millions de dollars. (Reuters 10.09)

5- Afrique du Sud

Les mineurs sud-africains en grève sur le site d'extraction de platine de Marikana.

Les mineurs de Lonmin, un des principaux acteurs du marché mondial de platine, avaient jusqu'à lundi pour reprendre le travail à Marikana, à 100 km au nord-ouest de Johannesburg.

Mais lundi matin, 4.000 grévistes équipés de bâtons, de lances ou de machettes ont continué d'occuper le terrain, à une cinquantaine de mètres à peine d'unités des forces de police anti-émeute lourdement armées et appuyées par des véhicules blindés.

"*Les blancs tremblent, la police tremble*", ont scandé les manifestants lundi matin.

D'après la direction de Lonmin, seuls 6,3% des effectifs ont repris le travail lundi. Vendredi, ils étaient 2%.

Un nouveau front dans le mouvement social minier s'est ouvert lundi dans une mine d'or exploitée par la compagnie Gold Fields. Quinze mille mineurs ont entamé une grève sauvage à KDC Ouest, une des sections d'un site aurifère exploité par le groupe à l'ouest de Johannesburg, a annoncé lundi le quatrième producteur mondial d'or.

La semaine dernière, la direction de Gold Fields avait trouvé un accord pour mettre fin à une précédente grève sauvage impliquant 12.000 employés d'une autre section du site KDC, qui s'étend entre 60 et 80 km à l'ouest de Johannesburg.

Gold Fields, groupe coté à Johannesburg et New York, produit 3,5 millions onces d'or par an, selon son site internet. La société exploite huit mines en Australie, au Ghana, au Pérou et en Afrique du Sud.

L'ampleur des disparités sociales en Afrique du Sud explique en partie le mouvement de colère dans le secteur minier, où nombre de salariés reprochent à leur syndicat majoritaire, le NUM, d'être trop lié à l'ANC. (Reuters et LePoint.fr 10.09)

6- Palestine

Des milliers de jeunes Palestiniens protestant contre la hausse du coût de la vie en Cisjordanie ont violemment manifesté lundi à Hébron, où ils ont attaqué à coups de pierres un poste de police et des bâtiments publics, ont rapporté des témoins.

Des heurts ont également été signalés à Bethléem et des manifestants ont dressé des barrages de pneus incendiés sur les

routes conduisant à Ramallah, la capitale administrative des territoires palestiniens.

Le gouverneur de Hébron, Kamel Hmeid, a déclaré à la radio palestinienne que ces incidents étaient dus à "une minorité" de voyous.

Des protestataires ont également bloqué les principaux accès à plusieurs autres villes du territoire, ce qui fait craindre aux autorités palestiniennes et en Israël une extension des manifestations contre la vie chère dans un contexte économique de plus en plus difficile.

Les employés des transports publics de Cisjordanie se sont parallèlement mis en grève pour protester contre l'augmentation du prix du carburant, empêchant de nombreux habitants de se rendre à leur travail.

Des chauffeurs de taxi ont bloqué la rue menant aux bureaux du Premier ministre palestinien, Salam Fayyad, à Ramallah, où plusieurs dizaines de jeunes gens ont réclamé son départ.

Le mouvement de protestation en Cisjordanie a débuté la semaine dernière, déclenché par l'augmentation de 5% du prix du carburant, consécutive à une hausse des charges de la part de fournisseurs en Israël.

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a salué ces manifestations, les comparant à celles du printemps arabe de 2011 et imputant les difficultés palestiniennes aux restrictions et contrôles sur l'économie imposés par l'Etat juif.

La protestation s'est cependant pour l'heure focalisée contre le gouvernement palestinien plutôt que contre Israël.

Une nouvelle décision pourrait provoquer de nouveaux troubles, celle du ministre palestinien des Finances, Nabil Kassis, de reporter une partie du paiement des fonctionnaires, faute de liquidités suffisantes. (Reuters 10.09)

Haut de page

Le 12 septembre

CAUSERIE

Je ne suis pas très bien aujourd'hui, aussi je ne me suis pas cassé la tête en rédigeant cette causerie. A quoi bon d'ailleurs ! J'ai même laissé tomber certains sujets d'actualité, on verra cela demain, peut-être ou pas...

Est-il minuit dans le siècle?

Ce qui est le plus insupportable, ce n'est pas particulièrement la politique antisociale et réactionnaire du gouvernement, il ne fait que poursuivre celle de son prédécesseur, ce n'est pas le soutien que lui apportent les dirigeants syndicaux, on y est habitué et on n'attendait rien d'autre de leur part, c'est qu'aucun parti ouvrier ne parvienne à en conclure qu'il faut rompre les relations avec eux, on y est habitué aussi, à ceci près qu'on n'arrivera jamais à se faire une raison à cette situation qui augure mal l'avenir du mouvement ouvrier, si on devait en rester à ce constat quelque part dramatique.

Ceux qui n'ont que le front unique à la bouche depuis des lustres sont comblés, il est réalisé sur l'objectif de la manifestation du 30 septembre sur une base frelatée, qui le relève ou s'en soucie vraiment ? Cette manifestation va se transformer en démonstration contre la politique d'austérité du gouvernement, pendant que la question du TSCG et des institutions passera au second plan ou mieux à la trappe.

C'est l'objectif du "*collectif*" qui en est à l'origine, qui réclame de Hollande qu'il renégocie le TSCG et à l'UE de leur concoter un traité conforme aux intérêts des travailleurs. Autrement dit, ce sera à la fois une manifestation contre le TSCG et en soutien à l'UE, contre et en soutien au gouvernement pour qu'il mette en oeuvre une politique sociale, ce qui est logique puisque tous les participants à ce collectif sont inféodés à la fois à l'UE, au capitalisme et aux institutions de la Ve République avec lesquels ils ne veulent surtout pas rompre.

Leur déclaration et appel sont explicites et précise leurs objectifs : faire en sorte de sauver l'UE, l'euro, le capitalisme et venir en aide au gouvernement Hollande-Ayrault. Il n'y a qu'un facteur qui pourrait modifier la donne, l'émergence des masses qui profiteraient de cette manifestation pour faire entendre leur refus de nouveaux sacrifices et exiger que leurs revendications sociales soient satisfaites immédiatement.

A cette étape, trouveront-elles la force pour se mobiliser ? Tout dépendra de quelle manière on leur présente cette manifestation. Si c'est contre le TSCG, dont apparemement elles n'ont que faire, elles ne se mobiliseront pas, par contre, si c'est contre la

politique qu'elles subissent depuis des années et qui est inchangée depuis le 6 mai 2012, il se peut qu'elles soient plus motivées et nombreuses à y participer.

Notons que le M'PEP remporte la palme de l'opportunisme sur cette question alors que la concurrence fait rage sur ce plan-là, dans la mesure où il est signataire ou partie prenante de ce "*collectif pour un audit citoyen*" qui réclame un "*bon*" traité à l'UE, donc qui lui reconnaît la légitimité pour rédiger un traité, tout en se raliant à l'appel du POI qui est contre la ratification du TSCG, mieux encore, le M'PEP martelant qu'il est pour la rupture avec l'UE et l'euro, bref, en guise "*d'éducation populaire*" on aura du mal à imaginer pire.

Quand on observe attentivement la composition de ce "*collectif*", on s'aperçoit qu'il est composé de sous-traitants du PS et du PCF ou encore de sous-traitants de leurs sous-traitants, par exemple Attac, sous-traitant du PCF, le M'PEP sous-traitant d'Attac lui-même sous-traitant du PCF, ou la Fondation Copernic sous-traitant du PS, etc.

Apparemment, le front unique entre le POI, le M'PEP et quelques autres formations a fait long feu, si j'en crois le communiqué du BN du POI du 8 septembre. Le POI ne se distingue pas vraiment de ce "*collectif*" dans la mesure où il s'adresse à Hollande et aux députés du PS, ne vous marrez pas, pour qu'ils respectent la démocratie, alors que leur élection a constitué un déni de la démocratie et que depuis il la foule aux pieds, les travailleurs doivent être les seuls à s'en apercevoir, pas les militants ou les dirigeants qui s'adressent au PS et ses dirigeants ou élus.

Avions-nous eu raison de dénoncer depuis des années le front unique en direction du PS et du PCF qui tient lieu de stratégie politique au PT puis au POI ? On a la réponse sous le nez, mais il est certain que la plupart vont continuer de le nier, car ils sont incapables de définir une politique indépendante de ces partis liés au capital et aux institutions, à l'Etat.

Comme prévu, le rapport d'experts commandé par le gouvernement confirme le bien-fondé des décisions rendues publiques en juillet par la direction de PSA, il juge que "*la nécessité, dans son principe, d'un plan de réorganisation des activités industrielles et de réduction des effectifs n'est malheureusement pas contestable*" (AFP 11.09). Et le rapport des experts nommés par le Comité d'entreprise aboutira à la même conclusion.

PSA a abandonné le marché iranien de plus de 250 000 véhicules sur injonction de son partenaire américain GM, les actionnaires se sont mis dans la poche au bas mot 6 milliards d'euros entre 1999 et 2011, davantage au cours des décennies précédentes, peut importe, le patron de droit divin ne doit souffrir aucune exception, surtout au moment où il est question de le rétablir dans ses prérogatives par l'intermédiaire de la négociation entamée entre le gouvernement et le patronat d'un côté, et les syndicats de l'autre sur la "*réforme du marché du travail*".

A ce propos, si les patrons parviennent à leur fin, il ne restera plus du contrat de travail qui lie le travailleur au patron, que le coût horaire de la vente de la force de travail du salarié, tout le reste aura été liquidé ou sera suspendu au bon vouloir du patron rétabli dans son rôle de négrier ou d'esclavagiste des temps modernes.

Puisque aucun syndicat et aucun parti n'entend se situer strictement ou exclusivement sur le terrain des besoins du prolétariat, on n'accusera pas les travailleurs de se placer sur le terrain des capitalistes et d'être tentés de sauver leur peau individuellement ou de ne penser qu'à leurs propres intérêts.

Mardi Ayrault a dit qu'il fallait "*trouver un compromis*" avec le patronat qui est aux commandes, la culture du compromis ayant remplacé le terrain de classe chez tous les partis, il faut donc s'attendre au pire dans les mois ou les années à venir, le pire dans le sens où les travailleurs vont devoir supporter de nouveaux sacrifices sans en tirer le moindre enseignement et donc sans l'espoir de pouvoir changer la société un jour.

S'il y a loin de la coupe aux lèvres, il faut toutefois admettre que parvenu à un certain niveau de renoncement ou d'abaissement, la possibilité de se redresser ou d'inverser cette tendance s'amenuise ou disparaît, reste à savoir si l'avant-garde du mouvement ouvrier sera capable ou non de rompre avec cette politique du compromis et de capitulation qui nous a menés là où nous en sommes, de renouer avec le socialisme, jusqu'à présent elle a démontré le contraire.

Tous en appel à Hollande et aux députés du PS, on est donc en droit de se demander si nous ne sommes pas en présence du crépuscule de la lutte de classe et de la civilisation humaine.

L'ONU, parole de dealer.

Les Nations unies ont publié mardi 11 septembre une étude sur les finances des talibans, évalue à environ 100 millions de dollars en 2011-2012 les revenus tirés de l'opium par les insurgés, soit une faible proportion de la valeur de la récolte annuelle (de 3,6 à 4 milliards de dollars) du pays. (lemonde.f 11.09)

Où sont passés alors ces milliards de dollars ? Dans les paradis fiscaux, les banques...

Etrange, Obama n'a pas encore ordonné de bombarder la Lybie ?

Un fonctionnaire américain du consulat américain à Benghazi a été tué et un autre blessé, dans l'attaque mardi soir du consulat par des hommes armés qui protestaient contre un film offensant l'islam, selon eux, a indiqué le vice-ministre de l'intérieur libyen, Wanis al-Charef.

Des manifestants armés ont tiré des roquettes RPG ont été tirées sur le consulat depuis une ferme toute proche. Peu après, un témoin a indiqué à l'AFP que des manifestants avaient mis le feu au consulat. (lemonde.fr 11.09)

Ce sont leurs créatures infâmes, leurs protégés...

Qui sont les conspirateurs ?

"*Nous avons favorisé un certain nombre d'opérations de défections, nos services sont actifs*", a déclaré M. Fabius lors d'une audition devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. (AFP 11.09)

Quand le patronat recycle les jaunes.

Présenté mardi à la direction, le rapport de la commission mise en place par le PDG Jean-Paul Bailly, et présidée par M. Kaspar, suggère de "*desserrer les contraintes sur les effectifs*".

Jean Kaspar, chargé d'un rapport sur les conditions de travail à La Poste (240.000 personnes) à la suite de deux suicides, a préconisé mardi entre 4.500 et 5.000 recrutements pour améliorer le climat social dans le groupe.

"*J'ai fait un calcul qui n'engage que moi*", a déclaré Jean Kaspar devant la presse, après avoir remis son rapport. "*Il faudrait 2.000 emplois pour le dialogue social et 2.700 à 3.000 pour la formation, donc le chiffre varie autour de 4.500 à 5.000*" au total, a estimé l'ancien responsable de la CFDT.

Selon M. Kaspar, "*il y a la réalité d'un mal-être, même s'il n'est que partiel dans l'entreprise. Il y a la réalité des suicides, il faut répondre à tout cela*". (AFP 11.09)

Il minimise ce "*mal-être*", en réalité il s'en fout autant que Chérèque quand il avait été nommé par Mitterrand super préfet de la sidérurgie pour accompagner sa restructuration-liquidation.

Tous les cadres ou dirigeants de la CFDT sont recyclés par le patronat. Normal ils font déjà partie de la maison ! Qu'est-ce que cela signifie des "*emplois pour le dialogue social*", pour qu'au lieu d'estimer leurs conditions de travail de plus en plus insupportables des syndicalistes fassent comprendre aux salariés de La Poste qu'ils doivent se faire une raison ?

ACTUALITE EN TITRES

Eux aussi, c'est leur gouvernement !

- Lionnel Luca : "*Les emplois d'avenir sont une bonne chose*" (Droite populaire de l'UMP) - Le Nouvel Observateur

- "*Pourquoi je voterai le texte sur les emplois aidés*" (Alain Fouché, sénateur UMP de la Vienne) - L'Express.fr

- Raffarin votera les emplois d'avenir, "*une marche vers l'emploi*" AFP

Inévitable !

- PSA: la restructuration inévitable, l'Etat promet de limiter la casse - AFP

- Ayrault annonce 30 milliards d'euros pour la banque publique d'investissement - LePoint.fr

- Nouvel écueil pour la SNCM qui pourrait avoir à rembourser des aides de l'Etat - AFP

- Dexia demande une extension des garanties publiques, Bruxelles prêt à dire oui - AFP

La marchandisation sans limite.

- Les compagnies d'assurance s'emparent du marché de l'angoisse scolaire - LeMonde.fr

- Un riz OGM américain expérimenté sur des enfants chinois - L'Express.fr -

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

"*In - Inde - Independencia*", hurlaient un million et demi de manifestants en défilant mardi à Barcelone, à l'occasion du Jour de la Catalogne et à l'appel des indépendantistes qui accusent l'Etat central d'entraîner cette grande région endettée dans la spirale de la crise.

"*Le peuple catalan a répondu d'une façon magnifique" à l'appel, a affirmé Carme Forcadell, présidente de l'Assemblée nationale catalane (ANC), une association organisatrice de la manifestation, au début du défilé parti du centre-ville de Barcelone (nord-est) jusqu'aux abords du Parlement de la région.*

Le gouvernement régional a affirmé que les manifestants, dont certains arboraient des banderoles "Non au Quatrième Reich", "Non à l'Europe", ou "Indépendance maintenant !", étaient 600.000. Les estimations de la police donnaient jusqu'à un million et demi de personnes.

Fait exceptionnel, les organisateurs ont réussi, malgré des dissensions, à rassembler quasiment toutes les autres organisations indépendantistes ou souverainistes sur un parcours unique.

"*Que veut cette foule? Un nouvel Etat d'Europe. Que veulent ces gens? Une Catalogne indépendante*", hurlaient en catalan les manifestants venus en famille et entre amis.

Le gouvernement nationaliste (CiU) de Catalogne avait lui-même appelé à une participation massive, décidé à faire pression sur Madrid pour revoir le pacte budgétaire qui définit combien l'Etat, qui collecte l'impôt, reverse à la région.

"*S'il n'y a pas d'accord sur le terrain économique, vous savez que la voie de la Catalogne vers la liberté est ouverte*", a menacé le président de la région, Artur Mas, mardi.

D'autant que selon un sondage réalisé en juillet et publié dans le journal La Vanguardia, 51,1% des Catalans voteraient "*oui*" aujourd'hui à l'indépendance en cas de référendum, contre 36% en mars 2001.

Selon la Catalogne, l'Etat, qui collecte l'impôt, ne reverse pas assez à la région qui représente, avec environ 200 milliards d'euros, un cinquième du produit intérieur brut annuel du pays.

Artur Mas veut redéfinir le reversement avec l'Etat central, qui s'y oppose, et ira le 20 septembre à Madrid pour en discuter avec le chef du gouvernement Mariano Rajoy.

"*En ce moment, nous n'avons pas besoin de pagaille, ni de dispute, ni de polémique*", a mis en garde ce dernier, pour qui la seule voie à suivre est celle de la réduction du déficit et de la dette.

A elle seule, la Catalogne a dérapé à 3,9% du PIB en 2011, contribuant au déficit global de l'Espagne de 8,9% contre 6% promis. Elle est désormais la région la plus endettée du pays, croulant sous une ardoise de 42 milliards d'euros (21% de son PIB).

fin août, la Catalogne a dû se résoudre à demander une aide de 5,023 milliards à l'Etat central pour honorer ses échéances de remboursement. (AFP 11.09)

2- Egypte

Des milliers d'Egyptiens, en majorité des salafistes, ont manifesté mardi devant l'ambassade américaine au Caire pour dénoncer le film, selon eux "*anti-islam*", de coptes vivant aux Etats-Unis, certains arrachant le drapeau pour le remplacer par un étendard islamique.

Devant quelque 3.000 manifestants rassemblés pour protester contre un film produit par des chrétiens égyptiens (coptes) qui, selon eux, insulte le prophète Mahomet, une dizaine d'hommes ont escaladé le mur d'enceinte de l'ambassade et l'un d'eux a arraché le drapeau américain.

Le drapeau a ensuite été déchiré et remplacé par un immense étendard noir sur lequel était écrite la profession de foi musulmane: "*Il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète*".

La police, qui n'a pas fait usage de la force, est parvenue à convaincre la poignée d'hommes de sortir de l'enceinte de l'ambassade, selon un photographe de l'AFP.

Le drapeau noir a ensuite été accroché sur le mur d'enceinte, au pied duquel la police anti-émeutes était déployée. Des centaines de manifestants, en grande majorité des fondamentalistes salafistes, étaient toujours présents dans la soirée, selon une journaliste de l'AFP.

Sur le mur, un graffiti s'en prenait aux "*Chiens de l'étranger*", en référence aux coptes de l'étranger, tandis qu'un autre mettait en garde contre les attaques contre Mahomet: "*tout sauf le Prophète*".

La Ligue arabe a condamné le film, estimant qu'il contenait des "*insultes contre le prophète Mahomet*", selon l'agence officielle égyptienne Mena.

Dimanche, le grand mufti d'Egypte Ali Gomaa avait dénoncé "*les actions de coptes extrémistes ayant produit un film offensant le prophète*", affirmant qu'il blessait "*des millions de musulmans à travers le monde*", soulignant que l'islam interdit la représentation du prophète.

"*L'attaque du caractère sacré de la religion ne relève pas de la liberté*" d'expression, avait-il ajouté.

Visiblement pour tenter d'apaiser les esprits, l'ambassade américaine au Caire a condamné dans un communiqué "*les efforts continus déployés par les individus malavisés pour blesser les sentiments religieux des musulmans*". (AFP 11.09)

SOCIAL

1- France

1.1- GDF Suez a transmis à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) une demande de majoration de 7% des tarifs du gaz pour le 1er octobre, écrit mardi Lefigaro.fr.

"*Au titre de l'évolution de ses coûts d'approvisionnement, l'entreprise réclame une majoration de 1% des prix réglementés du gaz, qui concernent près de 11 millions de foyers*", précise le site internet du quotidien. (Reuters 11.09)

1.2- L'emploi salarié dans les secteurs marchands a perdu 22.400 postes au 2e trimestre 2012 (-0,1% sur trois mois), pour une grande part dans l'intérim, selon les chiffres définitifs publiés mardi par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Hors intérim, 3.500 postes ont été détruits dans ces secteurs sur le trimestre. Aucun secteur n'est épargné, ajoute l'Insee.

Sur un an, les secteurs principalement marchands ont essuyé une perte de 39.500 postes (-0,2%), intérim compris, portant à 16,116 millions le nombre d'emplois dans le secteur marchand.

L'embellie enregistrée au premier trimestre (+22.800, +0,1%, selon des chiffres révisés à la hausse mardi) a été balayée par une reprise de la dégradation de l'emploi intérimaire.

L'intérim voit ainsi disparaître 18.900 postes au 2e trimestre après un premier trimestre stable. Sur un an, il accuse une baisse de 54.800 postes.

Tous les secteurs sont déficitaires au 2e trimestre.

L'industrie essuie une perte de 7.700 postes, du même ordre qu'au trimestre précédent (-6.200) tandis que la construction et le tertiaire basculent eux dans le rouge avec respectivement 6.800 et 7.900 emplois détruits (+3.100 et +25.900 au 1er trimestre).

Les destructions enregistrées au 2e trimestre sont à des niveaux proches de celles des deux derniers trimestres de 2011 (-26.000 et -13.800) lorsque l'économie française a renoué avec les pertes après sept trimestres de reprise.

Au plus fort de la crise de 2008-2009, les secteurs marchands avaient perdu jusqu'à 165.000 postes en trois mois (1er trimestre 2009). (AFP 11.09)

Les effectifs dans l'intérim ont chuté de 3,5% en juillet par rapport à juin et accusent un repli de 10,4% sur un an, selon des données publiées mardi par Pôle emploi.

Fin juillet, le nombre d'intérimaires s'élevait à 587.100 personnes, soit 21.500 de moins en un mois et 67.900 en un an.

Leur nombre baisse en un mois dans les trois grands secteurs: -2,1% pour l'industrie, -4,3% pour la construction et -4,9% pour le tertiaire.

Comme les trois mois précédents, toutes les catégories socioprofessionnelles voient leurs effectifs baisser sur un an et les ouvriers non qualifiés plus fortement que les autres catégories (-13,8%). (AFP 11.09)

1.3- L'intersyndicale d'ArcelorMittal, à Florange, (Moselle) a repris mardi après-midi l'occupation des bureaux de la direction, au lendemain d'un déplacement au siège parisien du groupe où elle estime ne pas avoir reçu de réponse satisfaisante quant à l'avenir de l'usine.

La CFDT, la CGT et FO craignent l'annonce prochaine d'un plan social sur ce site de 2.750 salariés où les deux hauts-fourneaux sont à l'arrêt depuis un an et où l'activité packaging tourne au ralenti depuis plusieurs mois.

La direction, qui a toujours indiqué que ces activités repartiraient quand la conjoncture le permettrait, a annoncé le 1er juin que la situation resterait inchangée jusqu'à la fin de l'année.

«*Nous voulons savoir où la direction a l'intention d'emmener les salariés. On veut une réponse sur notre avenir* », a dit à Reuters Frédéric Weber, un des responsables de la CFDT de Florange. L'occupation des bureaux de la direction, qui avait marqué le début de la mobilisation syndicale, en février dernier, se poursuivra jusqu'à l'obtention d'une réponse jugée satisfaisante, a-t-il précisé. (Reuters 11.09)

2- Allemagne

Deutsche Bank supprimera davantage d'emplois, réduira les primes et vendra des actifs pour répondre à de nouvelles normes de fonds propres plus exigeantes, ont annoncé mardi ses co-présidents du directoire, entendant mettre un terme à une culture du risque privilégiant les gains à court terme.

Anshu Jain et Jürgen Fitschen ont déclaré aux actionnaires mardi qu'ils ne leur demanderaient pas de mettre la main à la poche.

Anshu Jain, qui a pris les rênes de la banque avec Jürgen Fitschen le 1er juin, a dit que la banque opèrerait des suppressions de postes au-delà des 1.900 déjà annoncées, y compris dans les opérations sur dérivés.

"*Les perspectives économiques et réglementaires sont éprouvantes à moyen terme, c'est pourquoi nous devons améliorer sensiblement nos performances et notre efficacité opérationnelles*", ont dit les deux hommes dans un communiqué commun détaillant leur stratégie.

Pour Anshu Jain, il est vital d'économiser pour améliorer les marges bénéficiaires.

Il a expliqué que les économies proviendraient désormais notamment du rapprochement entre gestion d'actifs et de fortune et de la coopération avec la banque d'investissement, un modèle qui évoque celui choisi par UBS et Credit Suisse.

Deutsche Bank veut ramener les coûts à moins de 65% des revenus, contre 83% du deuxième trimestre. Elle veut également dégager un rendement des fonds propres après impôt d'au moins 12% en 2015. Elle visait auparavant 25% avant impôt mais n'a pu faire mieux que 6,8% au deuxième trimestre. (Reuters 11.09)

3- Pays-Bas

Philips a annoncé mardi un renforcement de son plan de restructuration, avec un nouvel objectif de réduction des coûts de 1,1 milliard d'euros qui entraînera la suppression de quelque 2.200 postes supplémentaires dans le monde.

En octobre 2011, le groupe avait déjà annoncé 4.500 suppressions d'emplois.

Philips a confirmé qu'il était en mesure d'atteindre son objectif de croissance des ventes de 4% à 6% en 2013, avec une marge d'exploitation (Ebita) de 10% à 12% et un retour sur fonds propres investis de 12% à 14%. (lexpress.fr 11.09)

4- Afrique du Sud

Un dissident du Congrès national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud, a encouragé mardi les mineurs du pays à mener une grève nationale, alors que les mouvements sauvages qui ont frappé le secteur du platine s'étendent désormais à une société d'extraction d'or.

"*Il faut une grève nationale dans toutes les mines*", a déclaré Julius Malema, ancien responsable de l'organisation de jeunesse de l'ANC, devant des grévistes de Gold Fields rassemblés dans un stade de Carletonville, à l'est de Johannesburg.

Les grévistes de Gold Fields demandent le limogeage des dirigeants du NUM dans leur secteur, une revendication que Julius Malema a étendue mardi au secrétaire général du syndicat, Frans Baleni.

Le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu), la fédération à laquelle appartient le NUM, a condamné les propos de Julius Malema.

Dans les secteur du platine, quelque 10.000 grévistes de Marikana ont marché hier du lieu initial du mouvement au puits de Karee, distant de cinq kilomètres, et ont menacé de tuer les 'briseurs de grèves' éventuels. Les rares employés qui ont tenté mardi de reprendre le travail sur le site en ont été dissuadés par Lonmin.

Un groupe de mineurs armés de machettes, de bâtons, d'arcs et de lances a marché dans l'après-midi vers l'hôpital de la mine.

Loyiso Mtsheketshe, l'un de leurs meneurs, a dit à l'agence Sapa qu'ils voulaient demander à l'hôpital d'arrêter de livrer les mineurs blessés à la police.

Selon la compagnie Lonmin, qui exploite la mine de platine de Marikana, seulement 3% des 28.000 employés se sont présentés à leurs postes, en raison des intimidations des non-grévistes contre ceux qui veulent travailler. (Reuters et AFP 11.09)

ECONOMIQUE

1- Grèce

L'agence grecque des privatisations, la HRADF, a donné mardi le coup d'envoi de la vente de plusieurs actifs de l'Etat, mettant fin à cinq mois d'inactivité pour causes de dissensions politiques.

La HRADF a publié une liste de quatre candidats présélectionnés pour développer l'ancien aéroport d'Athènes-Hellenikon, un projet estimé à plusieurs milliards d'euros. Parmi les investisseurs candidats figurent Qatari Diar Real Estate et le britannique London and Regional Properties.

Il a parallèlement lancé un appel d'offres pour la cession d'une partie du capital de la compagnie publique de gaz DEPA.

Les privatisations et concessions d'actifs de l'Etat constituent l'une des principales conditions prévues par le plan d'aide international dont bénéficie la Grèce mais Athènes a accumulé un énorme retard en la matière : alors que le programme est censé rapporter 19 milliards d'euros d'ici la fin 2015, son produit ne dépasse 1,6 milliard pour l'instant.

Cette dernière prévoit également pour le début de l'année prochaine l'attribution de deux projets immobiliers de moindre ampleur, sur les îles de Corfou et Rhodes, a-t-il ajouté, expliquant qu'Hellenikon était un projet plus complexe, qui nécessiterait plusieurs mois.

Le gouvernement grec a déclaré espérer pouvoir annoncer une privatisation importante cet automne mais le calendrier détaillé par la HRADF laisse entendre qu'il aura du mal à tenir son objectif.

Une source gouvernementale avait déclaré il y a quelques jours à Reuters qu'Athènes pourrait essayer de boucler rapidement une vente importante, par exemple celle de la participation résiduelle de l'Etat dans OPAP, l'une des plus grandes entreprises européennes de jeux de hasard.

Avant de conclure des privatisations, la Grèce doit modifier ou abolir 70 dispositions réglementaires et législatives qui limitent l'entrée d'investisseurs étrangers au capital d'entreprises issues du secteur public.

Il a déjà aboli la loi qui obligeait l'Etat à conserver une participation minimale dans une série d'entreprises, notamment les principaux acteurs nationaux du marché de l'énergie comme la compagnie d'électricité DEH ou le groupe de raffinage pétrolier Hellenic Petroleum. (Reuters 11.09)

2- Etats-Unis

Le déficit commercial des Etats-Unis a atteint en juillet un nouveau record avec la Chine et s'est, plus inhabituellement, considérablement creusé avec l'Union européenne où les produits et services américains semblent avoir été pénalisés par la crise.

Globalement, le déficit commercial s'est stabilisé en juillet à 42,0 milliards de dollars.

Les exportations américaines de nourriture et de boissons ont atteint un record (12,9 milliards), largement compensé par une hausse des importations automobiles, qui se sont elles aussi établies à un niveau sans précédent (26 milliards).

Globalement, les exportations américaines ont baissé de 1% en juillet par rapport à juin, à 183,3 milliards, à peu près au même rythme que les importations qui ont reculé de 0,8%, à 225,3 milliards.

Mais c'est géographiquement que les chiffres de juillet apportent le plus d'enseignements.

Comme c'est régulièrement le cas, le déficit avec la Chine a atteint un nouveau record, à 29,3 milliards de dollars, marquant un accroissement de près de 7% par rapport à juin, selon des données non-corrigées des variations saisonnières.

Plus inhabituellement, il s'est brutalement dégradé avec l'Union européenne, suggérant que la crise économique sur le Vieux Continent et le renchérissement du dollar par rapport à l'euro ont commencé à produire leurs effets.

En un mois, le déficit avec l'UE a bondi de 42%, à 11,9 milliards d'euros, soit son plus haut niveau depuis octobre 2007. Dans le détail, il a plus que doublé avec la France (+57%) et progressé de plus de 20% avec l'Allemagne.

"*Il y a eu une chute des exportations dans pratiquement tous les pays du continent*", souligne l'économiste indépendant Joel Naroff, rappelant que l'Union européenne accueille près de 18% des exportations américaines.

"*Avec les problèmes économiques (en Europe, ndlr), l'activité sera restreinte pendant longtemps*", a-t-il ajouté.

Selon les données du ministère, cette aggravation tient surtout à la difficulté croissante pour les entreprises à écouler leurs produits et services en Europe.

En un mois, les exportations américaines ont ainsi reculé de près de 12% et de près de 4% sur un an. (AFP 11.09)

3- Chine

Pékin ouvre une enquête à la suite d'une plainte de Greenpeace. L'ONG accuse des chercheurs américains et chinois d'avoir fait tester du riz génétiquement modifié par des enfants chinois. Les autorités chinoises ont lancé une enquête pour vérifier si plus de 20 enfants ont été nourris avec du riz transgénique, servant ainsi de cobayes à des expériences menées par des chercheurs chinois et américains, a rapporté mardi l'agence officielle Xinhua.

Dans un communiqué publié en août, l'organisation a affirmé que du riz modifié génétiquement afin de réduire les carences en vitamine A aurait nourri 24 enfants de 6 à 8 ans en 2008 aux cours d'expériences conduites dans la province du Hunan.

Selon Greenpeace, les chercheurs américains impliqués sont affiliés à un centre de recherche sur la nutrition basé à l'université

de Tufts à Boston. "*Il est incroyablement perturbant de penser qu'un organisme de recherche américain a utilisé des enfants chinois comme cobayes pour de la nourriture génétiquement modifiée*", a déploré l'organisation.

Le Centre chinois pour le contrôle et la prévention des maladies a nié avoir donné son autorisation ou participé aux tests, selon l'agence Xinhua. La parution d'un article sur ces recherches dans une publication américaine spécialisée le American Journal of Clinical Nutrition, n'a pas non plus été soumise à l'approbation du ministère chinois de la Santé, a-t-elle ajouté. (L'Express.fr 11.09)

Haut de page

Le 13 septembre

CAUSERIE

Je suis exténué et j'ai un problème aux yeux à force de passer trop de temps devant l'écran, aussi je pourrais ralentir ou stopper mon activité pendant quelques jours ou semaines, j'y réfléchis.

De plus je ne supporte toujours pas davantage le genre de relations anonymes que l'on a par le biais d'Internet que je trouve misérables et qui sont étrangers à mes principes ou mon éducation, qui sont à l'image du mouvement ouvrier pourri par les idées de la classe dominante comme on vient une nouvelle fois d'en avoir la preuve avec cette manifestation programmée le 30 septembre.

Je sais que l'hypocrisie et la couardise ont valeur de vertus de nos jours, je ne m'y ferai jamais et dans ces conditions je ne vois pas à quoi peut servir le site que j'anime, en dehors des quelques camarades qui m'envoient un courriel épisodiquement. Et puis je n'ai plus grand chose à ajouter aux causeries que j'ai entamées en août 2008 sauf à me répéter. Mon isolement ne me permet pas d'aller plus loin, puisque vous avez décidé qu'il devait en être ainsi, dont acte.

Sur ce, je n'ai pas l'intention de brasser du vent éternellement et de sacrifier ma santé par la même occasion. Je vous laisse à votre conception des relations à sens unique qui en dit plus que de longs dscours, ce n'est pas la mienne. Je vous souhaite bonne continuité. De mon côté, j'ai juste à me laisser vivre si je le souhaite, quelle contrainte !

Un rendez-vous à ne pas manquer.

Arte revendique un record de visionnage du documentaire dévoilant les coulisses peu reluisantes de Goldman Sachs, le documentaire de Jérôme Fritel et Marc Roche diffusé à l'antenne le 4 septembre dernier. Grâce au service de Catch-up TV, ce sont 563 000 connexions qui ont été enregistrées dans les sept jours de mise à disposition gratuite. "*Un chiffre historique*" pour la télévision de rattrapage d'Arte.

Un chiffre considérable au regard des 717 000 téléspectateurs qui avaient vu le documentaire lors de son passage à l'antenne le 4 septembre. Arte avait également créé un dossier web le 29 août sur le "*supermarché de la finance*" qui a reçu 140 000 visites, selon la chaîne.

Dans Goldman Sachs, la banque qui dirige le monde, les auteurs démontrent la duplicité de la banque qui spécule contre ses clients et s'appuient sur des témoignages d'anciens salariés pour mettre en lumière le cynisme qui anime l'esprit de l'entreprise, dont les dirigeants se reconvertissent dans les institutions politiques du monde. On peut revoir ce documentaire sur Arte le 19 septembre à 10 h 25 et le 27 septembre à 2 h 45. (LePoint.fr 12.09)

La chronique du jour.

Les fonctionnaires de la lutte de classe se sont donc unis sur l'objectif de la manifestation du 30 septembre, cela ne vous interpelle-t-il pas ? Personne ne se demande-t-il pourquoi soudainement les voilà bras dessus bras dessous ?

Parallèlement s'ouvre la grande braderie sur le contrat de travail qui devrait aboutir à une précarité généralisée. Dans le premier cas, il s'agit essentiellement d'intellectuels et de membres des couches moyennes qui entendent défendre leurs avantages et leurs boutiques.

Dans le second, il s'agit de l'artistocratie ouvrières, le chômage partiel concernant essentiellement les grandes et moyennes entreprises, et non les 3 millions de petites entreprises qui concentrent l'essentielles des salariés qui sont déjà taillables et corvéables à merci et qui n'intéresse personne.

S'ils se mobilisent, c'est parce que le gouvernement s'apprête à s'attaquer à leur fond de commerce sans lequel ils n'existeraient

pas. Il faut dire qu'ils ont bien vécu depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la plupart de leurs dirigeants, quand ils sont encore en vie ont atteint tranquillement l'âge de la retraite sans avoir jamais travaillé ou si peu, quand ils n'ont pas passé leur temps à gérer la société pour le compte du régime, eux vous diront pour le compte des travailleurs, au compte desquels il doit falloir compter les médecins qui nous rançonnent et les trusts pharmaceutiques qui se sont enrichis sur le dos des malades.

Aucun ne remettant en cause le capitalisme, les institutions, les rapports entre les syndicats et l'Etat, les rapports entre les partis et l'Etat, il est normal qu'ils se retrouvent réunis au chevet du régime et de son représentant, Hollande.

Depuis des années nous dénonçons et nous combattons la gangrène qui s'est emparée du mouvement ouvrier jusqu'à le pourrir complètement affirmions-nous, y compris sa soit-disant avant-garde révolutionnaire ou anticapitaliste, malheureusement les faits ne nous contredisent pas une fois de plus. Ce sont aussi les faits qui contribueront à la clarification politique et théorique indispensable pour que le mouvement ouvrier retrouve la voie du socialisme, au cours de laquelle ses partis et ceux qui gravitent autour seront balayés pour laisser la place à un véritable parti ouvrier révolutionnaire dont on ne voit pas aujourd'hui d'où il pourrait émerger.

Chacun comprendra qu'on ne peut rien attendre de dirigeants qui demandent à Hollande de se comporter en socialiste, on a dépassé là le stade du grotesque, c'est pitoyable, ils étalent au grand jour leurs propres illusions et leur incurie politique, ce ne serait pas sérieux de faire confiance à de tels dirigeants, ce serait suicidaire en réalité et signerait notre mort politique.

Terrible constat, n'est-ce pas ? Qui aurait cru qu'on en arriverait là ? Ceux qui s'y refusent sont eux-mêmes corrompus par le capitalisme, ils ne se sont sans doute jamais retrouvés un jour au cours de leur vie à se demander ce qu'il allait devenir sans un sou en poche et au chômage par exemple, des dettes en plus pourquoi pas. Si cela ne vous fait pas forcément réfléchir sur le coup, vous ne risquez pas de l'oublier par la suite, surtout si le restant de vos jours vous vivez dans une plus ou moindre grande précarité. Passons à autre chose.

Harlem Désir est une marionnette, un pantin entre les mains de Hollande et son courant politique qui tirent les ficelles.

Apparemment, ses origines caraïbes, c'est la seule caution qu'ils ont trouvée ou qu'il leur reste au PS pour se revendiquer (frauduleusement) de gauche face à l'extrême droite ou à l'UMP car sur le plan économique et social plus rien ne les distingue.

Le PS, qui n'a plus rien d'un parti ouvrier depuis des lustres, n'est plus qu'un ramassi de clans où chacun défend ses propres intérêts et les couches de la petite-bourgeoisie liées au capitalisme, du moment qu'ils sont servis ils se foutent bien du reste, tels sont leur principe et leur morale accompagnée d'un soupçon d'humanisme à l'occasion pour qu'on ne les catalogue pas parmi les réactionnaires, ce qu'ils sont en réalité. Non, nous ne leur accorderons pas le bénéfice du doute ou la moindre circonstance atténuante, désolé c'est au-dessus de nos moyens contrairement à ceux qui s'adressent à eux, chacun dans son camp ainsi nos intérêts respectifs seront bien gardés.

Jean-François Copé a souhaité à Harlem Désir des "*voeux républicains de succès*" (Reuters 12.09), c'est touchant n'est-ce pas, la famille c'est la famille que voulez-vous !

Harlem Désir sera flanqué de Guillaume Bachelay, diplômé en philosophie politique, qui a pour mentor l'impérialiste Laurent Fabius , selon le député de l'Ardèche Pascal Terrasse, il "*a une vision idéologique*", on n'en doute pas un instant. Pendant la campagne, Guillaume Bachelay, comme son mentor, est passé activement avec armes et bagages dans l'équipe de l'actuel président. (20minutes.fr 12.09) Encore un qui respire la modestie, il le porte sur lui, ailleurs on lui trouverait vraiment une sale gueule. Bref, tirons la chasse ! Ce n'est pas très lutte de classe, le PS nous répugne au dernier degré, c'est physiologique mais c'est surtout idéologique !

PS. Et dire qu'il y en a pour leur demander de respecter la démocratie. Boufonnerie.

La première secrétaire du Parti socialiste et le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, qui présentent une motion commune, proposeront Harlem Désir, secondé par Guillaume Bachelay, proche de Martine Aubry, au vote des militants (175.000 adhérents) en octobre.

"*A quoi cela sert de voter si tout est déjà prévu à l'avance, si l'équipe de direction est déjà choisie?*", a déploré sur LCI le député PS Gaëtan Gorce, qui présente une motion contre celle de la direction.

"*Je m'imagine dans la peau d'un militant socialiste qui écoute ce matin les chaînes de radio et de télévision et à qui on dit "le prochain secrétaire s'appelle Harlem Désir. Il se dit 'à quoi je sers?'*", a déploré le secrétaire général adjoint de l'UMP, Marc-Philippe Daubresse. (Nous, nous connaissons des militants qui ont appris par les médias que leur parti allait disparaître sans que cela ne les choque plus que cela, il s'agissait du PT. - Ndlr) (Reuters 12.09)

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans tous ces partis, c'est que tu votes ou non cela ne sert strictement à rien à l'arrivée, leurs propriétaires décident pour vous, ils appellent cela la démocratie, sans rire s'il vous plaît. La preuve

Quand elle arrive pour le Conseil national du PS en compagnie de Jean-Marc Ayrault, d'Harlem Désir, son futur successeur, de Guillaume Bachelay, futur numéro 2 et d'Olivier Faure, futur porte-parole, la maire de Lille lance à la presse : « *Il y a rarement eu autant de démocratie au PS. D'habitude, ça se règle à 4 ou 5 dans l'ombre. Là, tout le monde a pu donner son avis* ».

Tout le monde, c'est Martine Aubry, Jean-Marc Ayrault, François Hollande et les quelques poids lourds du parti : Le Foll, Peillon, Moscovici, Valls. Or le sentiment dominant avant le congrès de Toulouse d'octobre est bien le manque de démocratie interne. (publicsénat.fr 12.09)

Le Point rajoute que "*certains dans les couloirs du parti regrettent une propension à la langue de bois et estiment qu'il ne suscite guère l'enthousiasme*", mais il a été choisi justement parce qu'il possédait cette "*qualité*".

Il fait partie de ces gens faibles qui n'ont jamais réussi à assumer pleinement leurs origines et qui ont développé un tel complexe d'infériorité qu'ils sont en extases devant ceux qui exercent un pouvoir au point de les servir aveuglément. Généralement, il suffit de les flatter ou de leur reconnaître des qualités qu'ils n'ont pas pour en faire ce qu'on veut ou les retourner comme des crêpes.

Monsieur Désir n'est pas seul dans ce cas-là, les masses arriérées présentent les mêmes caractéristiques. Jai eu l'occasion de m'en rendre compte en observant le comportement de mon père menuisier en bâtiment...

Ces gens-là sont entrés au PS uniquement pour faire carrière, pour être élus, parce qu'ils ne voulaient pas aller gratter au bureau, à l'usine ou au chantier, ni même dans une salle de classe. Quand est-ce qu'on voudra bien le comprendre au lieu de se figurer qu'on a à faire à des gens qui entendent militer pour défendre une cause ou des idées, ils s'en contrefoutent royalement en vérité. Pour eux, tout au plus les idées ont une valeur marchande, ils les monnaient, elles ne représentent rien d'autres, s'imaginer autre chose c'est se leurrer sur leur compte et tromper militants et travailleurs.

La CFDT chantre des lois Auroux... et du corporatisme.

Le ministre du Travail, Michel Sapin, a souhaité mardi une "*accélération*" de la négociation sur la réforme du marché du travail, tandis que le numéro un de la CFDT, François Chérèque, a demandé au gouvernement et au parlement d'éviter toute "*contrainte*" sur ces négociations.

"*Nous sommes extrêmement favorables à une accélération*" de ces négociations, a affirmé le ministre, lors d'un colloque sur le trentenaire des Lois Auroux qui ont renforcé les droits des salariés, organisé par la CFDT à son siège.

"*Il y a une urgence sociale et économique prégnante avec la crise et le rebondissement de la crise*", a souligné M. Sapin lors d'une table ronde avec François Chérèque.

M. Chérèque reconnaît la nécessité d'"*aller vite*", "*mais il faut avoir une compréhension des enjeux et l'évolution de la négociation pour ne pas l'arrêter*", dit-il.

"*Il serait stupide d'arrêter une négociation en fin d'année qui pourrait aboutir dans le mois qui suit à un accord très positif, sous prétexte qu'il manque un mois*", a estimé M. Chérèque.

La présidente du Medef Laurence Parisot a jugé mardi qu'un accord entre partenaires sociaux ne serait "*pas facile*", mais restait "*possible*". (AFP 11.09)

Les Lois Auroux ont reçu à l'époque le soutien de tous les syndicats et partis, alors qu'elles n'étaient qu'une étape supplémentaire franchie sur la voie du corporatisme.

Fabius. Réactiionnaire pas qu'à moitié.

Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a défendu mercredi la nécessité pour les parlementaires de voter le traité budgétaire européen, au nom de la "*stabilisation de l'Europe*", ainsi que la maîtrise des déficits à 3% du PIB en 2013.

Invité de "Questions d'Info" LCP/France Info/Le Monde/AFP, M. Fabius, qui était l'un des chefs de file du non au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen, a fait valoir que celui qui sera soumis en octobre aux députés et sénateurs était "*un paquet, parce qu'il y a le traité et d'autres choses, qui permet d'aller dans la bonne direction*".

Pourquoi? "*Il y a la question de la Grèce qui n'est pas réglée, la question espagnole, il y a la croissance qui n'est pas suffisamment*

au rendez-vous. On attend le vote du Parlement français. Imaginez que dans ce contexte --ce qui n'arrivera pas-- le Parlement français refuse le paquet budgétaire, ça veut dire que vous avez une déstabilisation de l'ensemble des (économies)", a-t-il répondu.

A propos du budget 2013 qui suscite des interrogations sur son objectif de maîtrise à 3% du PIB des déficits avec une croissance à peine positive, M. Fabius l'a défendu vivement.

Pour lui, pas question de "*faire un arrangement*" sur ces 3%: "*Comme on n'est pas à moitié enceinte, on n'est pas non plus à moitié sérieux*". (AFP 12.09)

Comme on n'est pas à moitié réactionnaire !

Vous avez de la chance, les dirigeants du mouvement ouvrier sont magnanimes envers vous -comme ils le sont envers eux-mêmes, ils vous accordent de ne l'être qu'à moitié, un quart, les trois quarts selon le cas, cela les arrange bien en réalité, comme on s'arrange avec sa conscience, et pas à moitié non plus !

ACTUALITE EN TITRES

Homme de paille et petite main.

- Harlem Désir, un "*gestionnaire*" adepte de la langue de bois à la tête du PS - LePoint.fr

- Bachelay, l'ascension d'un «*Guaino de gauche*» au PS - LeFigaro.fr

Le parti de l'ordre se stalinise.

- Guaino : « *La démocratie à l'UMP* » se situe « *entre Cuba et la Corée du Nord* » - Public Sénat

- Mort d'un ambassadeur américain: "*Frapper la Libye serait se tromper de cible*" - lexpress..fr

Faire preuve de courage peut coûter très cher.

- Un journaliste cambodgien dénonçant le trafic de bois retrouvé mort - AFP

Gloire à lui ! Avec nos fraternelles condoléances...

Encore un petit effort et la vérité éclatera au grand jour.

- George W. Bush a ignoré plusieurs alertes de la CIA avant le 11-Septembre -Slate.fr

Récapitulatif.

1- Bush et sa clique ont créé les monstres Ben Laden et Al-Qaïda, au départ pour servir leur plan de Nouvel ordre mondial,

2- conscient d'être manipulés, ils se sont en partie affranchi du pouvoir de leurs mentors,

3- pour finalement agir pour leur propre compte,

4- tandis que leurs maîtres en tiraient profit,

5- avant de les liquider ou de leur confier des missions en Libye, Tunisie, Egypte, Syrie, etc. 6- le Yémen étant devenu leur terrain (grandeur nature) d'entraînement favori, 7- leurs zones de recrutement s'étendant aux banlieues ouvrières des grandes villes en Europe.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

La Cour constitutionnelle allemande a donné mercredi son aval à la stratégie des Européens pour conjurer la crise de la dette dans la zone euro, offrant une victoire précieuse à la chancelière Angela Merkel.

Le chef du gouvernement italien Mario Monti, comme le ministre délégué français aux Affaires européennes Bernard Cazeneuve, ont qualifié d'"*excellente nouvelle*" la décision de la Cour.

Dans la matinée, les huit juges suprêmes de la deuxième chambre de la Cour de Karlsruhe ont autorisé le président allemand Joachim Gauck à signer les textes de loi sur le futur Mécanisme européen de stabilité (MES) et le Traité budgétaire européen.

A peine la décision connue, le chef de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker a fixé la première réunion du conseil des gouverneurs du MES -composé des 17 ministres des Finances de la zone euro- au 8 octobre à Luxembourg.

Ce fonds devait initialement entrer en vigueur début juillet mais ne pouvait démarrer qu'une fois ratifié par des Etats pesant 90% de son capital. Le feu vert de l'Allemagne était donc indispensable.

Cela "*suggère qu'un pare-feu substantiel est à présent en place pour éviter un défaut de paiement de l'Espagne ou de l'Italie*", a déclaré Jennifer McKeown de Capital Economics.

"*En moins d'une semaine, la zone euro a fini par obtenir le bazooka qu'elle cherchait depuis longtemps : des rachats d'obligations (publiques) par la BCE soumis à des conditions, mais illimités, et le MES*", a résumé Carsten Brzeski d'ING. (AFP 12.09)

Quel suspense !

2- Pays-Bas

Les partis néerlandais favorables aux politiques de rigueur dans la zone euro sont arrivés mercredi largement en tête des élections législatives aux Pays-Bas, le Parti libéral (VVD) du Premier ministre sortant Mark Rutte étant crédité d'un siège d'avance sur le Parti travailliste (PvdA).

Selon un sondage NOS/RTL effectué à la sortie des urnes, les libéraux de Mark Rutte obtiennent 41 des 150 sièges de la chambre des députés contre 40 pour l'opposition travailliste. Chacune de ces deux formations progresse de 10 sièges par rapport à l'assemblée sortante.

Le Parti socialiste, opposé à l'austérité et aux conditions des plans de sauvetage européens des pays en difficulté, devrait en revanche perdre des élus après avoir dominé le début de la campagne. Il en va de même pour le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders, hostile à l'immigration et aux institutions européennes.

Si ce résultat se confirme, Mark Rutte devrait être reconduit à la tête du gouvernement. Des tractations vont désormais commencer pour tenter de former une coalition.

Même s'ils ne s'allient pas dans une coalition de gouvernement, la majorité dont disposent ensemble libéraux et travaillistes signifient que les Pays-Bas devraient rester l'un des plus fermes défenseurs des politiques de rigueur dans la zone euro. (Reuters 12.09)

3- Libye

3.1- Le Congrès national libyen a désigné mercredi le vice-Premier ministre Moustafa Abou Chagour comme nouveau chef du gouvernement, lors d'un vote retransmis à la télévision.

Abou Chagour l'a emporté avec 96 voix contre 94 sur l'ancien Premier ministre Mahmoud Djibril, l'un des chefs de file de la révolution contre Mouammar Kadhafi, lors d'un second tour de vote des 200 membres de l'Assemblée nationale.

Le futur Premier ministre, ingénieur en optique respecté, a fait carrière en tant qu'universitaire aux États-Unis avant de retourner en Libye l'an dernier en tant que conseiller du Conseil national de transition désormais dissous.

Il avait été désigné adjoint au Premier ministre Abdel Rahim al Kib en novembre. (Reuters 12.09)

3.2- L'ambassadeur des Etats-Unis en Libye Chris Stevens et trois autres Américains ont été tués dans une attaque contre le consulat à Benghazi par des hommes armés en colère contre un film anti-islam, suscitant mercredi une onde de choc à Washington et dans le monde.

L'attaque résulte d'un assaut planifié plutôt que de débordements d'une foule en colère, a affirmé à l'AFP un responsable américain.

"*C'est l'hypothèse de travail en ce moment*", a déclaré cette personne sous couvert d'anonymat. Selon cette source, les extrémistes se sont servis de manifestants qui protestaient contre ce film anti-islam comme d'un prétexte pour s'en prendre au consulat américain avec des armes de petit calibre mais aussi des lance-roquettes.

Les autorités libyennes ont présenté leurs excuses aux Etats-Unis et pointé du doigt à la fois les partisans du régime déchu de Mouammar Kadhafi et Al-Qaïda après cette attaque survenue mardi soir, jour du 11e anniversaire des attentats du 11-Septembre aux Etats-Unis commis par le réseau islamiste.

Le président américain Barack Obama a dénoncé une attaque "*choquante*" tout en écartant une rupture des liens avec la Libye, alors que le Pentagone a annoncé le déploiement dans ce pays d'une équipe de Marines spécialisés dans la lutte antiterroriste.

Les Etats-Unis ont aussi ordonné de revoir les mesures de sécurité autour de toutes leurs missions diplomatiques. Un responsable américain a précisé que le personnel du consulat à Benghazi avait été évacué vers l'Allemagne et que la présence diplomatique américaine à Tripoli avait été réduite.

Les protestations contre le film "*Innocence of Muslims*" ont commencé à faire tache d'huile avec des rassemblements devant des représentations américaines à Casablanca, Tunis et Khartoum. Une manifestation est prévue jeudi à Téhéran devant l'ambassade de Suisse qui représente les intérêts américains.

Pour la deuxième soirée consécutive, des islamistes ont manifesté devant l'ambassade des Etats-Unis au Caire, après un appel des autorités à la retenue. Les puissants Frères musulmans ont appelé à un rassemblement vendredi à travers l'Egypte.

Signé par un certain Sam Bacile -- un pseudonyme apparemment --, qui décrit l'islam comme un "*cancer*", le film se veut une description de la vie du prophète Mahomet et évoque les thèmes de l'homosexualité et la pédophilie.

Selon des médias américains, il s'agirait d'un promoteur immobilier israélo-américain, mais son nom était introuvable sur internet avant les événements des derniers jours.

Mardi soir, des hommes armés ont attaqué notamment avec des roquettes le consulat à Benghazi (est), considéré comme un fief des islamistes radicaux, selon des sources de sécurité.

Des bombes artisanales ont été lancées et des affrontements ont opposé forces de sécurité aux hommes armés parmi lesquels des salafistes, ont indiqué des témoins. Le consulat a été incendié après avoir été pillé et vandalisé, selon eux.

Des agents de sécurité libyens ont également été tués, d'après un diplomate libyen à l'ONU.

La mort de l'ambassadeur serait dû à une asphyxie au monoxyde de carbone, a indiqué une source de sécurité.

"*Les Etats-Unis condamnent dans les termes les plus forts cette attaque scandaleuse et choquante*", a dit M. Obama lors d'une intervention solennelle à la Maison Blanche. "*L'attaque ne rompra pas les liens entre les Etats-Unis et la Libye*".

"*Les Nations unies s'opposent à toute forme de calomnie contre une religion mais rien ne justifie les actes de violence qui ont eu lieu à Benghazi*", a déclaré de son côté le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

A Tripoli, le président du Congrès général national, plus haute autorité politique du pays, Mohamed al-Megaryef, a "*présenté (ses) excuses aux Etats-Unis, au peuple américain et au monde entier*" pour cette "*attaque lâche*".

"*Ce qui s'est passé hier, coïncide avec le 11 septembre et a une signification claire*", a-t-il dit, en allusion à Al-Qaïda. (AFP 12.09)

On imagine qu'après un coup pareil en Syrie, le pays croulerait déjà sous les bombes...

4- Turquie

La Turquie "ne livrera pas" le vice-président irakien Tarek al-Hachémi, réfugié en Turquie et condamné à mort dans son pays, a déclaré mardi le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

"Nous garderons M. Hachémi en Turquie tant qu'il souhaitera rester dans notre pays. Et nous ne le livrerons pas" à l'Irak, a-t-il dit devant la presse à l'aéroport d'Ankara, avant de quitter la Turquie pour une visite qui le mènera notamment en Azerbaïdjan et en Bosnie.

M. Hachémi est l'un des principaux dirigeants sunnites d'Irak. Réfugié depuis avril en Turquie, où il vit avec sa famille sous la protection de l'Etat turc, il a été condamné à mort par contumace dimanche par la justice irakienne pour le meurtre d'une avocate et d'un général.

M. Hachémi et des membres de sa garde rapprochée étaient accusés du meurtre de six juges et de plusieurs hauts responsables. (AFP 11.09)

La Turquie est sous la protection américaine et sioniste, elle peut se permettre ce qu'elle veut...

SOCIAL

1- France

1.1- Chômage

L'Unédic a annoncé mercredi qu'elle s'attendait à une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sans activité de 235.000 personnes au total en 2012.

Au cours des sept premiers mois de l'année, 138.800 personnes supplémentaires se sont déjà inscrites en catégorie A, selon le ministère du Travail.

2,577 millions de demandeurs d'emploi ont été indemnisés en juillet dernier, soient environ la moitié des 5 millions d'inscrits à Pôle emploi. (AFP 12.09)

1.2- Mobilisation chez Sanofi

L'ensemble des syndicats de Sanofi appellent à une mobilisation nationale des salariés du laboratoire le 13 septembre afin d'obtenir l'abandon du plan de restructuration de la recherche annoncé par le groupe en juillet dernier.

Cette contre-attaque syndicale intervient à la vieille des réunions des comités centraux d'entreprise, prévus le 25 septembre, et la tenue le 3 octobre d'un comité de groupe extraordinaire au cours desquels Sanofi doit chiffrer son projet, affirme-t-on de source syndicale.

Pour tenter de contrer les projets de la direction, l'intersyndicale de Sanofi (CFDT, CGC, CGT, CFTC, FO) appellent donc à des arrêts de travail, des débrayages ainsi que des assemblées générales, notamment sur les sites de Toulouse et Montpellier.

Ces sites, employant respectivement 600 et 200 chercheurs, seraient principalement touchés par un plan qui devrait aussi affecter les fonctions "*support*" (achats, comptabilité) du laboratoire et son activité vaccins, selon les syndicats.

Au total, estime la CFDT, 1.200 à 2.500 salariés sont menacés par le projet de Sanofi qui emploie quelque 28.000 personnes en France, soit un quart de ses effectifs mondiaux.

A la CGT, le coordinateur Thierry Bodin affirme que "*dans tous les secteurs d'activité de Sanofi, il y a aujourd'hui, pour la première fois, une prise de conscience collective que la stratégie du groupe est nuisible*".

"*Un groupe qui réalise 8,8 milliards d'euros de profit et qui touche de l'Etat chaque année 130 millions de crédit d'impôt recherche doit embaucher au lieu de détruire l'emploi*", écrit l'intersyndicale dans un communiqué commun.

Le gouvernement doit intervenir pour obtenir l'abandon des projets de restructurations, ajoute-t-elle. (Reuters 12.09)

1.3- Suppression de postes à la Banque de France

La Banque de France va engager un plan stratégique pour adapter l'institution à ses missions et modifier son réseau d'ici à 2020, ce qui entraînera entre 1.700 et 2.100 suppressions de postes nettes, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Un dispositif d'accompagnement de la mobilité pour 2013-2015 permettra, sur la base du volontariat, de faciliter les mouvements des agents des unités qui pourraient être allégées ou fermées.

"*Notre objectif est de reclasser tout le monde en interne. Nous en avons les moyens*", a commenté M. Peyret. (AFP 12.09)

2- Grèce

Les 2 organisations syndicales, la GSEE + ADEDY envisagent une grève générale fin septembre ou début octobre (okeanews.fr 12.09)

Une de plus qui ne servira à rien ? Elles n'ont pas empêcher les salaires et les retraites de baisser de 30 à 40% depuis trois ans... Pourquoi ? Lire les causeries des semaines ou mois passés, vous trouverez la réponse.

3- Allemagne

Opel, filiale de l'américain General Motors, pourrait supprimer 1 000 postes administratifs à son siège de Rüsselsheim (ouest), selon le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), un chiffre que le constructeur automobile allemand a réfuté.

«*Nous réfutons cet article. Nous avons dit à plusieurs reprises qu'il y aurait une réduction du personnel mais nous ne consentons pas à entrer dans le domaine des chiffres concrets*», a déclaré un porte-parole d'Opel.

Dans un communiqué envoyé un peu plus tôt, une porte-parole avait confirmé l'existence d'«*un plan clair concernant les coûts, dont les coûts de personnel*», ajoutant que des négociations intensives étaient en cours avec le syndicat IG Metall.

«*Nous avons annoncé à plusieurs reprises que notre structure organisationnelle se devait d'être plus mobile et plus réduite. Mais nous n'avons rien à annoncer actuellement*», a-t-elle encore dit.

Selon la FAZ, qui cite deux membres du conseil de surveillance d'Opel, les suppressions de postes ne devraient pas prendre la forme de licenciements secs mais de retraites anticipées à temps partiel et d'un guichet départ. Le constructeur avait annoncé en juin qu'il excluait tout licenciement sec et fermeture d'usine en Allemagne jusqu'à fin 2016.

Opel, très exposé au marasme du marché automobile en Europe de l'Ouest, a déjà mis plus de 11 000 salariés au chômage partiel en Allemagne depuis le mois dernier, soit la moitié de ses effectifs dans le pays. (libération.fr et AFP 12.09)

Les salariés d'Opel ne sont pas officiellement informés qu'un plan de licenciements les menace, mais IG Metall est en train de le "*négocier*" dans leurs dos avec la direction qui le reconnaît... Vous signez un accord entérinant des périodes de chômage partiel avec diminution de votre salaire ou vous acceptez un gel de votre salaire en échange de quoi vous conservez votre emploi, jusqu'au jour où l'on vous fout dehors.

Voilà ce que ces ordures de bureaucrates syndicaux sont prêts à "*négocier* en France avec le patronat. Et l'accord de tous les partis ouvriers puisque cela ne suffit pas encore pour qu'ils rompent avec eux. Un seul exemple à suivre : celui des mineurs d'Afrique du Sud avec leur syndicat minoritaire, eux au moins ce ne sont pas des lopettes comme nos dirigeants, honte à eux !

4- Afrique du Sud

La révolte ouvrière dans le secteur minier sud-africain a touché mercredi le premier producteur mondial de platine, Anglo American Platinium, dont des puits ont été bloqués par des mineurs en grève, a indiqué la police.

"*Près d'un millier de mineurs ont affronté les services de sécurité des mines la nuit dernière au puits de Siphumelele et la situation s'est étendue aux autres puits de la mine ce (mercredi) matin*", a indiqué le porte-parole de la police locale Thulani Ngubane.

La situation a été tendue toute la journée sur place, des routes ayant été barricadées par des manifestants armés de lances, de machettes et de bâtons.

"*En gros, c'est une émeute, mais la situation est sous contrôle*", a affirmé le porte-parole de la police locale Thulani Ngubane, joint par téléphone dans la matinée.

Des journalistes de l'AFP ont constaté qu'une troupe d'environ 1.500 manifestants se déplaçait de puits en puits pour appeler les mineurs à cesser le travail.

Ils ont tenu à préciser qu'ils étaient bien des mineurs d'Amplats en grève, malgré les dénégations de la direction.

"*Nous sommes en grève pour de l'argent*", a résumé la chef d'équipe Agrippa Phiri.

"*Nous voulons de l'argent. Nous demandons 14.500*" rands (1.350 euros) par mois, a-t-elle dit, précisant n'en gagner que 5.500 nets.

Cette somme est plus importante que les 12.500 rands (1.200 euros) réclamés dans tous les mouvements sociaux en cours.

Les quatre mines d'Anglo American Platinium à Rustenburg, une centaine de kilomètres au nord-ouest de Johannesburg, représentent près de 17% de la production totale de la compagnie, qui produit au total 40% du platine mondial et emploie plus de 19.000 personnes. Le pays possède 80% des réserves connues de ce métal précieux.

Le "*massacre de Marikana*" a électrisé les relations sociales au sein du secteur minier et est devenu un puissant symbole de l'échec du parti au pouvoir, l'historique Congrès national africain (ANC), à tenir sa promesse d'une "*vie meilleure pour tous*" dans l'ère post-apartheid.

La journée a été marquée mercredi à Marikana par une grande manifestation d'environ 5.000 mineurs et villageois des environs --selon la police-- vers la fonderie de la mine.

"*Nous voulons que toutes les opérations s'arrêtent*", a répété à l'agence Sapa leur meneur Loyiso Matsheketshe, qui réclame depuis plusieurs semaines l'arrêt total des opérations --tandis que la direction veut que le travail reprenne calmement avant de commencer à parler salaires.

A une centaine de kilomètres de là, des gardes de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes contre des grévistes de la mine d'or de Gold Fields à Carletonville, à 70 km au sud-ouest de Johannesburg, qui voulaient bloquer un train.

Quelque 15.000 grévistes y ont cessé le travail depuis dimanche soir.

Le feuilleton social a été en outre alimenté mercredi par une prestation du jeune tribun populiste Julius Malema devant une trentaine de militaires mis à pied, à qui il a fait une publicité inattendue.

Exclu de l'ANC --le parti dominant-- en avril pour ses prises de positions outrancières, Malema avait attiré plus de journalistes que de militaires, alors que l'annonce du meeting avait mis le gouvernement en émoi.

Le ministère de la Défense avait menacé les militaires de sanctions disciplinaires s'ils participaient à un tel rassemblement sans autorisation.

"*Le souhait a été exprimé par Malema de rendre le secteur minier +ingouvernable+ et de saper l'économie. Le pays ne peut pas se permettre que la même instabilité gagne l'armée*", avait déclaré la ministre de la Défense Nosiviwe Mapisa-Nqakula.

Malema, qui a renouvelé mercredi son appel à la nationalisation des mines, avait renouvelé mardi devant les grévistes de Gold Fields son appel à faire la "*révolution*", invitant tous les mineurs du pays à débrayer cinq jours par mois jusqu'à ce qu'ils obtiennent tous 12.500 rands par mois. (Reuters 12.09)

5- Pakistan

Au moins 310 personnes ont perdu la vie dans deux incendies qui ont ravagé à quelques heures d'intervalle des usines de textile et de chaussures dans les deux plus grandes villes du Pakistan, signes de la fragilité du secteur industriel local.

Le premier incendie, qui s'est déclaré mardi en début de soirée dans une usine de sandales et de semelles en plastique de Lahore (est), a fait 21 morts selon un dernier bilan fourni mercredi par les autorités locales.

Le second, plus meurtrier, a frappé une usine de textile à Karachi (sud), mégalopole de 17 millions d'habitants et coeur du secteur industriel pakistanais. Les autorités avaient fait état d'une dizaine de morts mardi soir, mais le bilan a vingtuplé mercredi.

"*Le bilan des victimes est maintenant de 289 morts*", a déclaré à l'AFP un haut fonctionnaire de la ville de Karachi, Roshan Shaikh, portant ainsi à au moins 310 le nombre total de victimes dans ces deux incidents.

Les causes exactes de la catastrophe de Karachi n'étaient toutefois pas encore connues mercredi en fin de journée. Mais comme régulièrement au Pakistan dans de pareils cas, l'inadaptation et le manque de sécurité des lieux étaient pointés du doigt.

"*L'usine n'avait pas été construite très solidement. Elle fourmillait de gens. Il y avait peu d'espace pour la ventilation et pas de sortie de secours*", a ajouté M. Salim. "*Malheureusement le propriétaire de l'usine avait condamné toutes les portes sauf celle d'entrée à l'avant de l'édifice*", a-t-il détaillé.

"*Il y avait entre 600 et 700 personnes dans l'usine lorsqu'elle a pris feu... nous estimons que plusieurs personnes ont réussi à s'échapper mais nous craignons que le bilan ne s'alourdisse encore*", a dit à l'AFP Irfan Moton, président de l'Association des industriels de la province du Sindh.

Le ministre de l'Industrie a annoncé l'ouverture d'une enquête pour négligence criminelle visant les propriétaires du site qui ont été placés sur une liste spéciale leur interdisant de quitter le pays. Les autorités ont aussi ordonné aux propriétaires de verser une compensation financière aux familles des victimes. (AFP 12.09)

Quel drame terrible ! En dehors du Pakistan tout le monde s'en fout, au moins cela permet de maintenir le pouvoir d'achat dans des pays comme la France...

Haut de page

Le 14 septembre

CAUSERIE

Si vous avez lu le début de ma causerie d'hier, on est très con parfois, je parle de moi, j'ai changé de lunettes et je me suis rapproché de l'écran, du coup j'ai nettement moins mal aux yeux.

Debout les damnés de la terre...

Je dédie mon travail d'aujourd'hui aux courageux mineurs d'Afrique du Sud qui sont la fierté du mouvement ouvrier international. Je vois dans leur mouvement la preuve que la théorie que je soutiens et que j'ai empruntée à Marx et Engels n'est pas dénuée de fondements...

La lutte de classe à venir va permettre de faire le ménage dans le mouvement ouvrier et c'est une bonne chose, c'est aussi une formidable source de motivation et d'espoir pour la suite de notre combat...

On y reviendra si possible dans les jours qui viennent, les mineurs ont fait la peau à un responsable syndical jaune et ils en ont virés plusieurs à qui ils ont interdit de prendre la parole, avis aux Thibault, Mailly, Chérèque et Cie...

Dans les infos sociales, j'ai placé l'Afrique du Sud avant la France tellement le mouvement ouvrier et surtout son avant-garde en France nous font honte.

De la sclérose, à la fossilisation, à la putréfaction finale. Vous ne le savez peut-être pas, il y a un groupe de militants qui a été jusqu'à pondre un appel en direction du PS notamment pour qu'il organise une manifestation de soutien aux mineurs d'Afrique du Sud, alors que Hollande et son parti impérialiste soutienne Rajoy contre les mineurs espagnols et Monti contre les mineurs en Italie. Passons sur leur soutien aux barbares qui sèment la terreur en Syrie...

On arrête là pour aujourd'hui. Il est déjà très tard ici, je corrigerai les fautes d'hier et aujourd'hui demain. Bon week-end à tous.

Il n'y a pas pire que l'ignorance qui s'ignore.

Dépasser le stade de la profonde ignorance semble au-dessus des forces ou du niveau intellectuel de l'immense majorité de la population, que ce soit dans un pays dominant comme la France ou un pays en voie de développement comme l'Inde où je vis depuis de nombreuses années, c'est un constat et non une interprétation orientée de ma part. (réfléchissez, il n'y a pas ici de contradiction avec ce qui a été écrit plus haut sur l'Afrique du Sud où ce sont les couches les plus exploitées qui se dressent contre le capital et non les couches les mieux pourvues du prolétariat, ne parlons même pas des intellectuels...)

Que cette arriération concerne également les intellectuels est sans doute une des raisons pour lesquelles elle se porte si bien dans le monde à travers toutes les couches ou classes de la population. Censés la combattre, ils s'emploient à la perpétrer.

Quelle que soit la classe ou la couche à laquelle on appartient, on interprète la société et ses rapports à partir de sa propre condition, de ses intérêts matériels ou de son statut social. Ce sont ces facteurs individuels qui n'en font qu'un qui dominent inconsciemment tous les autres. C'est à l'aune de ces facteurs que l'on porte des jugements de valeur sur les idées et les actes extérieurs ou d'autrui qui seront pour cette raison faussés ou erronés.

J'ai été enseignement pendant un peu plus de quatre ans, principalement à l'Alliance française de Pondichéry, ainsi qu'au lycée français, et ma fille est institutrice en France. J'ai pris connaissance des divers agressions dont ont été victimes des enseignants ces derniers jours en France, cela arrive parfois aussi en Inde, par des parents d'élèves qui ne supportent pas que leurs enfants aient une mauvaise note par exemple.

Hormis les cas d'indiscipline ou les comportements agressifs d'élève qui doivent être réglés entre le proviseur et les parents de l'élève, je voudrais aborder la délicate question des rapports de l'enseignant à la religion puisque c'est un sujet d'actualité.

Il faut savoir que les éditeurs de manuels scolaires qui appartiennent à de grands groupes de presse ou de médias vont jusqu'à inclure des passages de textes religieux dans des manuels de français où ils n'ont rien à y faire, qu'il soit fait référence à telle ou telle religion en cours d'histoire peut se concevoir ou est même parfois inévitable, tout dépend ensuite de quelle manière on va les inclure dans le développement socio-économique de la société au fil des siècles ou des millénaires. Que ce qu'ils appellent "*le fait religieux*" soit enseigné à l'école publique et laïque relève d'un coup d'Etat contre la connaissance avec laquelle l'obscurantisme est placé en concurrence.

Camarade, pourquoi ne faites vous pas la lecture commentée de Mein Kampf aux travailleurs, des oeuvres de Staline, de la littérature de Pol Pot, etc. des ouvrages des plus grands criminels de tous les temps (parmi bien d'autres) ? Parce qu'ils vous répugnent et que vous n'en voyez pas l'intérêt, parce qu'il est possible d'amener les travailleurs au socialisme par d'autres voies. Et bien tous les professeurs que j'ai rencontrés lors de ma brève expérience étaient d'un avis contraire s'agissant de textes religieux. Vous vous dites que les auditeurs peuvent prendre goût à ces oeuvres infâmes ou obscurantistes, parce qu'ils ne partageront pas forcément la lecture que vous en faites. Question : si vous ne leur aviez pas soumis ces thèmes de lecture ou ces ouvrages à étudier, dans 99% des cas il ne serait jamais venu à l'idée de les lire à ces élèves ou à ces travailleurs et parfois d'adhérer aux idées nauséabondes et dangereuses qu'ils contiennent. Cela revient à placer dans une situation délicate des enfants ou des adultes qui n'y sont pas préparés, sans qu'on puisse savoir à l'avance de quelle manière ils vont les appréhender ni ce qu'ils vont en conserver par la suite, c'est jouer inconsciemment à l'apprenti sorcier avec des esprits faibles ou fragiles facilement manipulables.

Soumis à la question de l'existence de dieu dans une classe de 6e et de 5e, je l'ai résolue de façon lapidaire mais explicite. En 6e, ils avaient des supports où s'ébattaient des fées, je faisais un remplacement et je n'avais pas eu le temps de préparer mes cours avec d'autres supports, par la suite je les ai virés, immanquablement à un moment donné la question de l'existence des fées a été posée et a débouché sur celle de dieu. Je leur ai demandé sur un ton neutre (c'est très important) s'ils croyaient à l'existence des fées, la plupart ont répondu non, mais certains n'étaient pas convaincus, justement ceux qui étaient portés à croire en l'existence de dieu, ensuite je leur ai demandé s'ils avaient déjà vu une fée en chair et en os, en choeur ils m'ont répondu non, vous devinez la question suivante que je leur ai posée, est-ce que vous avez déjà vu dieu, est-ce que quelqu'un l'a déjà croisé dans la rue? Ils m'ont répondu non, à l'exception de certains qui m'ont dit : "*mais monsieur ce n'est pas pareil que les fées*", très juste, une fée et dieu ce n'est pas la même chose et c'est bien la raison pour laquelle je les ai traités séparément, il n'en demeure pas moins qu'ils ont en commun de n'exister que dans la tête des hommes qui les a créés, dans le cas contraire ils se matérialiseraient et la question de leur existence ou non ne se poserait pas, si elle est posée, ce n'est pas pour infirmer l'existence des fées ou des dieux, mais bien parce qu'on est incapable de prouver leur existence puisque depuis des milliers d'années nous ne disposons d'aucun témoignage...

Si je pose une plaquette de chocolat sur mon bureau, je ne vais pas vous poser la question : est-ce qu'il y a une plaquette de chocolat sur mon bureau, ce serait stupide vous l'avez sous les yeux, si par contre je vous demande s'il y a un paquet de bonbons sur mon bureau, vous allez répondre non, mais certains vont se demander si des fois je n'en aurais pas amenées aussi et si je n'allais pas les sortir de mon cartable d'où ma question, en fait une question qui en appelle une autre et ainsi de suite jusqu'au moment où l'idée que j'aurais un paquet de bonbons planqué dans mon cartable dépasse la fiction pour devenir la réalité, à partir de rien ou plutôt d'un mécanisme intellectuel se déroulant inconsciemment on a réussi à faire naître quelque chose qui n'existe pas, à partir de rien ou une idée.

J'ai procédé à peu près de la même manière avec la classe de 5e, où la question de l'existence de dieu était venue sur la table à partir d'un roman de science-fiction, la frontière entre la réalité et la fiction se prêtant à bien des extrapolations au point de ne plus trop savoir ce qui appartient à l'un ou à l'autre.

Certains élèves, qui étaient croyants malgré eux car c'était des gosses, continuèrent de débattre ensemble de cette question une

fois le cours terminé, avant je m'étais amusé à les écouter et je les avais laissé animer (une partie) le cours sans trop de chahut. Je dois préciser qu'au départ il m'avait demandé si j'étais croyant et je leur avais répondu non, car je ne confondais pas ce qui est matériel et ce qui est du domaine des idées ou de l'esprit et qui à ma connaissance ne s'est jamais matérialisé.

J'avais pris soin de cadrer la discussion dès le départ, afin que toute confusion soit impossible entre le réel et l'irréel. Ce thème est particulièrement délicat, parce que l'on pourrait très bien considérer qu'il y a ou qu'il y a eu ce qui existe matériellement du fait de la nature ou de sa transformation par la main de l'homme, et ce qui aurait pu être issu de l'activité de son cerveau ou attribué à un être extérieur aux pouvoirs extraordinaires, or ni dieu ni le cerveau de l'homme en lui-même n'ont jamais rien produit sur le plan matériel, le cerveau n'est apte qu'à interpréter le monde et produire des idées, au mieux à commander nos gestes, comme celle de l'existence de dieu ou des fées par exemple, mais ces créations n'existent qu'à l'état virtuel, ces créatures n'ont pas davantage d'existence que les petits hommes verts sur la planète Mars ou les sirènes dans l'océan Indien.

Mon argumentation était matérialiste et dialectique évidemment, et à aucun moment je n'ai exprimé le moindre mépris pour les croyances de mes élèves je dois préciser, ces cours se sont très bien déroulés et je ne n'ai eu aucune plainte des parents par la suite. J'allais oublier une chose, j'ai précisé à mes élèves que je croyais en moi et que c'était déjà pas mal en les invitant à faire de même.

C'est une question que les partis ouvriers sont incapables d'aborder sereinement comme la plupart des questions auxquelles nous sommes confrontées en réalité. Il l'aborde sur un plan idéologique en la caricaturant sans être capables de la poser de la manière dont les travailleurs l'introduise dans leur interprétation ou leurs rapports à la société.

Un travailleur croit dans un dieu parce qu'il ne peut pas croire dans l'homme et la société tels qu'ils sont, ils sont trop abominables, à ce stade on aurait plutôt tendance à penser que c'est salutaire et que le contraire serait plus préoccupant ou effrayant encore. Il croit dans un monde meilleur imaginaire parce que les hommes et la société tels qu'ils sont incapables de la réaliser, on pourrait dire que c'est le côté progressiste chez le croyant du fait qu'il part de la réalité et d'une bonne intention même si c'est pour s'en détourner ensuite, et qu'à côté le militant ouvrier qui se dit laïc, mais qui dans les faits s'accommode de cette société capitaliste à laquelle il réclame de réaliser le socialisme fait plutôt figure de réactionnaire à côté. (Je sens que je vais encore me faire des amis, c'est un art chez moi, je le cultive à la manière de Lénine et j'y prends un certain plaisir pour tout vous avouer.)

Un travailleur croit dans un dieu parce que sa vie sur terre est insupportable, c'est sa soupape de sécurité pour ne pas péter les plombs ou sombrer dans un désespoir qui le conduirait au suicide ou au crime. C'est une forme de thérapie contre la dépression et la folie.

La lutte de classe, quand il y participe, lui apporte un certain soulagement et lui procure l'occasion de comprendre que son salut est sur terre et non dans les cieux, mais comme sa condition d'existence ne change pas pour autant, il est normal qu'il se réfugie ensuite dans sa religion quand il y a pris goût ou qu'il a été éduqué dans un milieu de croyants.

On ne croit pas exclusivement par ignorance, mais pour se soulager du fardeau insupportable du quotidien, c'est un acte de résistance quelque part, sans issue sur ce plan-là certes. Ce qui est parfois difficile à saisir ou peut prêter à confusion et à des discussions sans fins, c'est que l'ignorance est à la fois la cause et la conséquence de notre incapacité à comprendre dans quel monde nous vivons, comment la société fonctionne.

Donc quand on aborde la question de la religion, il faut avoir à l'esprit tous ces aspects qui peuvent paraître contradictoires, tout en sachant que ce sera seulement lorsqu'on aura résolu la question des rapports sociaux de production qui sont à l'origine des injustices et des inégalités, ainsi que les souffrances qui accablent quotidiennement l'humanité, que les religions disparaîtront à leur tour, naturellement, de la même manière qu'elles étaient apparues un jour sur terre. (A suivre)

PCF. Pierre Laurent fossoyeur du communisme.

Titre : Pierre Laurent : «*Le communisme n'est pas une société parfaite à atteindre*» - Libération 15 août.

Mes commentaires figurent entre guillemets dans le premier paragraphe.

Question : En tant que communiste, êtes-vous toujours opposé à la propriété privée des moyens de production ?

Réponse : La vision étatiste, centralisée de la propriété collective est dépassée, mais pas l'appropriation sociale des richesses.

Il poursuit : Prélever à la source une partie des richesses pour la consacrer au bien-être social des populations, c'est communiste ! (Non, c'est le capitalisme !) Mais cela n'est pas contradictoire avec l'existence d'entreprises privées ! (Ah ben heureusement, il manquerait plus que cela qu'on touche à la sacro-sainte propriété privée, au pouvoir des capitalistes !) Le communisme aujourd'hui est tout sauf un égalitarisme qui s'imposerait de manière administrative et qui nierait le travail. (parce que voyez-vous un actionnaire, un banquier ou un rentier cela travaille et produit des richesses, c'est marrant on croyait plutôt qu'ils

se les accaparaient et les dilapidaient !) Les individus ont besoin de confronter librement leurs envies de création. ("*l'humain d'abord*", les rapports sociaux sont secondaires, à la trappe. Les mieux lotis peuvent s'en sortir et le reste, la majorité crever, c'est vrai que cela donne fortement envie d'être communiste !) Mais, je n'aspire pas à une société idéale. (Il manquerait plus que cela ! Nous si voyez-vous, une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, des classes, de l'Etat, des frontières, de l'argent de tous ces rapports mercantiles qui nous pourrissent la vie et auxquels vous tenez tant monsieur Laurent, responsables des guerres pensez-y, cela ne vous dérange pas vous les soutenez.)

Ensuite il est comme les curés ou les religieux qui vous promettent le paradis céleste, sur terre il faut se faire une raison, mieux "*rêver*" : "*Je suis animé par le fait de rêver une société, mais ça n'a rien à voir avec définir une société idéale*", c'est au-dessus de ses forces ou moyens, il est limité, sur la photo il avait franchement l'air niais ou débile sans que j'y attache de l'importance, c'était juste un constat, on regarde de quelle manière se tient une personne, l'air qu'elle se donne, ce qui s'en dégage, et puis on écoute ce qu'elle dit, il parle assez bien du développement du communisme dans le mouvement ouvrier international à partir de 1917, mais dès qu'il doit affronter l'épreuve pratique, l'économie, le capitalisme, patatras, il trébuche !

C'est pour cela qu'il rêve, la réalité est trop dure à affronter pour lui, partant de là, effectivement il est impossible de concevoir une société idéale, alors que c'est parfaitement possible, il suffit que chacun se sente bien à la place qu'il a dans la société, que chacun donne le meilleur de lui-même et qu'en retour la société satisfait tous ses besoins, après nul ne peut dire à quoi ressemblera la société et comment elle évoluera, dans quelle direction...

"*La réflexion écologique permet de s'interroger sur le sens de l'activité humaine*", je pensais plutôt que c'était les rapports sociaux qui faisaient que nous nous interrogions sur la société, il est sur un petit nuage avec les anges de saint capitalisme. L'écologisme c'est une manière d'appréhender la matière première, mais ce n'est pas la matière première elle-même, or c'est sur elle qu'il nous agir pour changer le monde, le mode de production.

A propos du nucléaire. "*Si on considère qu'il reste nécessaire, il faut créer des conditions de sécurité suffisantes pour les salariés comme pour la société*", comme si c'était possible, alors que cela est du domaine de l'impossible, il y a des endroits sur terre qui sont irradiés pour des milliers d'années, donc l'irréversible a déjà été commis, c'est un crime contre l'humanité. (source : libération.fr 15.08)

C'était ma manière de leur souhaiter une bonne fête de l'Humanité, j'avais rédigé ce passage rapidement un soir il y a un mois !

Les mineurs

K. Marx : un chapitre inédit du Capital

- "*Chaque grève montre comment les patrons exploitent le fait que les mineurs dépendent d'eux, pour ce qui est de leur logement. Par exemple, en novembre 1863, à Durnham, des mineurs furent chassés de leurs logis, avec femme et enfants, à la saison des pires intempéries, et leurs meubles furent jetés à la rue. La plupart d'entre eux dormit en plein vent; le reste envahit les logis vides afin de les réoccuper, la nuit au moins.*

Là-dessus, les exploiteurs des mines firent barricader, au moyen de planches et de clous, les portes et fenêtres, pour priver les expulsés de ce qu'ils estimaient un luxe et un abri : dormir à même le sol dans des masures vides pendant les nuits glaciales de l'hiver. Les mineurs résolurent de se débrouiller en montant des huttes de bois et des wigwams de terre, mais les propriétaires des champs les firent démolir. Nombreux furent les enfants qui périrent ou dont la santé fut à jamais ruinée, au cours de cette campagne du capital contre le travail. " Cf. Reynold's Newspaper, 29 novembre 1863.

La différence entre les marxistes, Marx, Engels, Lénine et Trotsky, et nos vaillants dirigeants, c'est qu'eux ils baignaient dans la classe ouvrière, ils connaissaient par coeur son mode de vie, ses terribles souffrances, la plèbe en guenille, la conditon des affamés de la terre n'avait pas de secrets pour eux, ils l'avaient épousée, elles coulaient dans leurs veines et toute leur oeuvre en a été imprégnée. Voilà pourquoi on peut s'en revendiquer et en être fier.

Le saviez-vous ?

1- La nouvelle est tombée fin août, trois mois après la signature de ce contrat patrimonial.

Une union civile à trois personnes a été célébrée par un dépositaire de la puissance publique. En l'occurrence, un homme et deux femmes de Rio de Janeiro unis par une notaire de la ville, Claudia do Nascimento Domingues. (lemonde.fr 13.09)

Aimer une seule femme, c'est hypocrite, c'est n'en aimer aucune ! Je plaisante, il faut bien se détendre un peu. Mais il n'en demeure pas moins qu'on ne peut pas exiger d'une seule femme qu'elle possède toutes les qualités qu'un homme est en droit d'attendre d'elle. Vous pouvez en déduire ce que vous voulez, en demeurant correcte envers notre chère moitié sans laquelle nous ne serions rien.

2- Un consultant sur le script du film *Innocence of Muslims* , Steve Klein, est un ancien marine est un chrétien lié à des milieux d'extrême droite. (lefigaro.fr 13.09)

Pas étonnant. Les évangélistes et autres néo conservateurs dégénérés sont les alliés des sionistes qui oeuvrent au Nouvel ordre mondial concocté par le cartel des banques qui dirige la Fed, les Etats-Unis, sans oublier Al-Qaïda et les Frères musulman, tous ce que compte le monde de pourritures qu'ils instrumentalisent quand ils ne se livrent pas eux-mêmes à de grotesques provocations aux quatre coins du monde.

ACTUALITE EN TITRES

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici pire que le FMI !

- Le FMI voit de "*bons arguments*" pour accorder un délai à la Grèce - AFP

- La Grèce doit remplir ses engagements, dit Moscovici à Athènes - Reuters

A bas le patriotisme derrière les capitalistes !

- Batho prône le "*patriotisme écologique*" avant la conférence environnementale - AFP

Les travailleurs s'en foutent et ils ont bien raison, que nos dirigeants en prennent de la graine !

- PS: 74% des Français ne sont pas intéressés par la désignation d'Harlem Désir - 20minutes.fr

Si, si, vous devez vous y intéresser...

Il va encore s'en trouver pour affirmer que les travailleurs sont derrière le PS. Quand bien même ce serait le cas, ce ne serait pas une raison pour les imiter, aux intellectuels et responsables de formations politiques corrompus chez lesquels la fainéantise et la couardise tiennent lieu de programme.

L'ennemi est dans notre propre pays, la preuve.

- Les partis pro-austérité grands vainqueurs aux Pays-Bas - Reuters

Un modèle de société paraît-il... à éviter !

- La moitié des Suédois en surcharge pondérale ou obèse - LeMonde.fr

La foi aveugle est la pire des violences, Le Monde en est le porte-parole

- La violence des fossoyeurs de la foi - LeMonde.fr

Le monde à feu et à sang...

- Pour Mitt Romney, '*le Proche-Orient a besoin d'un leadership américain*' - LeMonde.fr

Pour le pire...

- Vidéo anti-islam : "*Néoconservateurs et islamistes sont alliés objectifs*" - Le Nouvel Observateur

Les "***complotistes***" ne sont pas toujours ceux qu'on croit, la preuve.

- La thèse du complot évoquée après l'attaque de Benghazi - Reuters

C'est tout ?

- Hausse de 10% du bénéfice de Ferrari au 1er semestre - Reuters

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Afrique du Sud

1.1- Les mines sud-africaines de Lonmin et Amplats, deux des plus gros producteurs mondiaux de platine, étaient paralysés jeudi par un conflit social autour des salaires que les mineurs menacent d'étendre à tout le pays.

Dans le bassin minier de Rustenburg (nord), 4.000 à 5.000 mineurs en grève d'un site d'Amplats, propriété du géant anglo-sud-africain Anglo American, se sont rassemblés dans un stade, armés de bâtons traditionnels, chantant à tue-tête et dansant pour dire leur ras-le-bol d'être mal payés.

A quelques kilomètres, plongé dans un silence inhabituel, la mine est restée grille fermée, sous la garde de vigiles. Les mineurs ont affiché leur détermination à obtenir 12.500 rands mensuels (1.200 euros). La plupart gagnent moitié moins.

Avec 76.000 employés en Afrique du Sud, Anglo American est tout un symbole: c'est le premier employeur privé du pays et l'une des plus anciennes compagnies minières locales.

La direction a mis à l'arrêt ses cinq sites du bassin minier de Rustenburg mercredi, officiellement, pour raisons de sécurité et pour protéger les mineurs de "*menaces et intimidations*" de ceux qui veulent les empêcher de travailler.

Comme chez Lonmin à Marikana, ou chez Gold Fields, une mine d'or proche de Johannesburg où 15.000 mineurs sont entrés en grève dimanche dernier, les grévistes d'Amplats ont rejeté leurs délégués habituels issus du puissant syndicat des mines, le NUM.

Dans le stade, ce sont des représentants choisis par les mineurs et un leader d'un micro-parti trotskiste qui ont harangué la foule, dans une ambiance festive. Des unités de police étaient stationnées à distance respectable.

"*Nous allons faire avancer ce problème*", expliquait, déterminé, à l'AFP Siphamandla Makhanya, au nombre de la délégation de mineurs qui a déposé un mémorandum auprès de la direction.

"*Si l'entreprise échoue à le résoudre, nous allons le porter dans toute l'Afrique du Sud. Nous allons mobiliser tous les Sud-Africains, dans les mines ou dans les usines. Ensuite nous irons le porter devant l'Union Buildings*", le siège du gouvernement à Pretoria, a-t-il affirmé.

"*Au minimum, ce qu'on attend c'est 12.500 rands (1.200 euros). Si cela ne marche pas, Anglo American n'a qu'à faire ses bagages et partir aux Etats-Unis. Nous allons demander au gouvernement de diriger l'entreprise*", a-t-il ajouté, en écho aux tenants d'une nationalisation des mines.

A Marikana, d'où est parti le conflit le 10 août, faisant revivre les pires heures de l'apartheid lorsque la police a abattu 34 mineurs le 16 août, les installations du groupe britannique Lonmin, étaient toujours au ralenti, avec un absentéisme dépassant les 90% depuis plusieurs jours.

Les négociations étaient toujours dans l'impasse, malgré la participation d'un groupe de chefs coutumiers aux pourparlers. La donne est compliquée par la volonté des grévistes d'obtenir gain de cause avant de reprendre le travail, une entorse aux règles de négociations salariales que refuse Lonmin.

Jeudi, le corps d'un homme frappé à mort, retrouvé mardi, a été identifié comme celui d'un permanent du NUM, visiblement tué à coup de machette à la tête.

C'est la 45e victime du conflit de Marikana, après des troubles intersyndicaux qui avaient déjà fait 10 morts entre le 10 et le 12 août et les 34 morts de la fusillade.

Un troisième géant minier de cette ceinture de platine, le groupe sud-africain Impala, n'est pas touché par les grèves, mais fait également face à des revendications salariales du même ordre que celles des autres sites.

Chez KDC, un site de Gold Fields, une tentative du NUM de s'adresser à ses troupes a tourné court et ses dirigeants se sont fait huer.

Le syndicat dissident AMCU, qui a encouragé et soutenu les grévistes de Marikana, a appelé jeudi le président sud-africain Jacob Zuma à convoquer une conférence nationale sur les mines.

Relativement effacé depuis le début de la crise, M. Zuma n'a pas répondu. (AFP 13.09)

1.2- Afrique du Sud (Reuters) - Un appel à une grève nationale a été lancé jeudi en Afrique du Sud dans le secteur minier où les manifestations de milliers de grévistes constituent le pire conflit social auquel le Congrès national africain (ANC) fait face depuis son arrivée au pouvoir en 1994.

"*Dimanche, nous entamons une grève générale ici, à Rustenburg*", a déclaré Mametlwe Sebei, qui a émergé comme un des meneurs des grévistes depuis le début du mouvement social.

L'action vise à "*mettre les compagnies minières à genoux*", a ajouté ce militant du Mouvement socialiste démocratique (DSM) qui s'adressait à quelques milliers de travailleurs dans un stade de football situé près de Rustenburg, à 100 km au nord-ouest de Johannesburg.

Le président Jacob Zuma a réagi devant le Parlement en déclarant que les grèves illégales et la politique d'intimidation qui se répandait dans le secteur minier n'aidaient pas les travailleurs et "*appauvrissait le pays*".

Mais le populaire Julius Malema, en rupture de banc avec la ligne majoritaire de l'ANC, a également appelé de son côté à une grève nationale du secteur minier.

L'homme politique, qui incarne un "*tout sauf Zuma*", accuse le président polygame de s'inquiéter d'avantager d'organiser des mariages arrangés plutôt que d'agir pour apaiser la situation.

Différents ministres et meneurs du Syndicat national des mineurs (NUM), principal syndicat et proche du parti au pouvoir, ont déjà écarté Malema, le considérant comme un opportuniste irresponsable. Mais sa popularité va croissante parmi la population pauvre noire, majoritaire en Afrique du Sud. (Reuters 13.09)

2- France

2.1- Les salariés du Crédit immobilier de France se mobilisent.

L'ex-patron du Crédit immobilier de France (CIF) et une large part des salariés ont tenté jeudi de faire entendre leur voix pour sauver cet établissement spécialisé dans les prêts immobiliers aux particuliers, insistant sur son rôle dans l'accession à la propriété des ménages modestes.

Appartenant à la mouvance HLM, le CIF a dû se résoudre fin août à demander la garantie de l'Etat, l'abaissement de sa notation par l'agence Moody's quelques jours avant l'empêchant de se refinancer sur les marchés. Or, il ne dispose pas d'une base de dépôts pour lui permettre de fonctionner malgré tout.

En échange de leur aide, qui devrait s'élever à plus de 20 milliards d'euros, les pouvoirs publics lui ont imposé une gestion "*en extinction*", c'est-à-dire sans possibilité d'accorder de nouveaux prêts.

Dans son premier entretien accordé depuis son éviction à la tête du CIF, Claude Sadoun a affirmé au Figaro que qu'il s'agissait de "*la seule institution reconnue en France pour sa capacité à aider les ménages très modestes à devenir propriétaires, tout en prenant les sûretés nécessaires pour que le risque soit maîtrisé*".

Selon lui, les conditions imposées par les banques, qui rechignent de plus en plus à prêter sur des durées supérieures à vingt ans, ont fait chuter le nombre de ménages modestes devenus propriétaires en 2012, malgré des taux d'intérêt bas.

Le CIF a financé 34.000 projets immobiliers en 2011. La valeur moyenne des prêts consentis était de 149.000 euros sur une durée de plus de 25 ans, pour des ménages fournissant un apport inférieur à 10% du prix d'achat et gagnant en moyenne deux smics. Il compte actuellement 424.000 prêts en cours.

"*Que l'Etat se pose la question de savoir s'il veut ou non promouvoir une vraie politique du logement avec pour composante indispensable l'accession sociale à la propriété. Si la réponse est oui, et je n'en doute pas, que l'Etat fasse du CIF*

un acteur public au service du logement", a plaidé M. Sadoun.

Parmi les pistes qu'il avance figure celle longtemps évoquée d'un adossement, par exemple à un établissement public. La Banque Postale, longtemps pressentie pour un tel projet car ayant à sa disposition une base de dépôts importante, n'avait pas donné suite, jugeant qu'un tel rapprochement n'était pas dans son intérêt.

L'ancien patron du Crédit immobilier de France a également jugé que la liquidation programmée du CIF pourrait rapporter entre 1 milliard et 3,6 milliards d'euros à l'Etat et que les actionnaires, issus du mouvement coopératif, "*ne vont pas se laisser faire*".

Une attitude de combat partagée par de nombreux salariés de l'établissement, qui ont manifesté jeudi. Ils étaient ainsi environ 1.700 à Paris, selon la police, sur quelques 2.500 employés au total.

"*Non au sauvetage braquage*", "*Le marché sauvé, le personnel sacrifié*", "*Bercy beaucoup*", "*François réveille-toi, sauve nos emplois*", "*Devenir propriétaire, ça va être galère*", disaient les banderoles.

"*On veut sauver nos emplois mais aussi l'accession à la propriété pour les foyers modestes*", ont indiqué les manifestants à l'AFP, alors que l'intersyndicale de l'entreprise avait appelé à la première grande manifestation nationale.

Le personnel a demandé à l'Etat de reprendre le dossier soit pour autoriser le CIF à émettre de nouveau du crédit, soit pour l'aider à trouver un repreneur.

Venus de toute la France, les salariés ont manifesté dans les rues de la capitale avant un sit-in devant le siège de l'établissement.

"*On était une société en pleine expansion. Si on ne peut plus produire, on meurt*", a mis en garde Pascale, responsable commerciale.

Avec la disparition du CIF, ce sont 250.000 familles qui ne pourront plus accéder au crédit, ont prévenu des manifestants. (AFP 13.09)

2.2- Mobilisation générale chez Sanofi.

Le mouvement de protestation des salariés de Sanofi a pris de l'ampleur jeudi à Toulouse, avec la première journée entière de grève sur le site et le renfort de près de 200 autres grévistes, arrivés de région parisienne et de Montpellier, a constaté une journaliste de l'AFP.

Environ 80% des 600 salariés de Toulouse étaient en grève jeudi matin, a dit Pascal Delmas, délégué syndical CFDT de Toulouse.

Ils étaient 700 personnes d'après la police, entre 800 et 1.000 de source syndicale, à exprimer dans la rue leurs inquiétudes après l'annonce par le groupe pharmaceutique le 5 juillet, d'une prochaine réorganisation notamment dans la recherche.

Depuis l'annonce de la direction en juillet, les salariés ont multiplié les actions de protestations tous les jeudis.

Cette fois, à l'issue d'un défilé et de prises de paroles de syndicalistes et d'élus locaux de tous bords près de l'établissement, les manifestants ont perturbé le trafic routier notamment sur le périphérique toulousain pendant plus de deux heures en début d'après midi.

Le mouvement a aussi touché de nombreux autres établissements de Sanofi. Environ 200 personnes se sont réunies devant le site de Montpellier, à Strasbourg la moitié des 70 salariés ont débrayé pendant une heure.

A Vitry/Seine-Alfortville (plus de 1.300 salariés), quelques 120 salariés ont débrayé à la mi-journée et manifesté sur les quais de Seine.

A Chilly-Mazarin (Essonne) ils étaient environ 200 à débrayer, 120 à Sisteron (Alpes de Haute-Provence), de même qu'à Aramon (Gard) ou Neuville/Saône (Rhône), selon Thierry Bodin, coordonnateur adjoint CGT.

Selon lui, "*cette grosse mobilisation*" s'explique par le fait que "*tout le monde sait qu'avec la stratégie de Sanofi, tous les sites vont être touchés, tout salarié sait qu'il peut être menacé*".

L'intersyndicale en appelle à l'Etat et souhaite l'organisation de réunions tripartites (direction/organisations syndicales/ pouvoirs publics).

Un seul mot d'ordre, comme chez PSA et ailleurs : grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de suppressions d'emplois ou fermeture de sites...

2.3- Des subventions publiques avant rachat.

Le gouvernement va débloquer 1 million d'euros pour la "*revitalisation industrielle*" de l'abattoir Doux de Graincourt (Pas-de-Calais), placé lundi en liquidation judiciaire, a annoncé le ministère de l'Agriculture jeudi à l'AFP.

L'abattoir de Graincourt, qui employait 254 salariés, est occupé par la moitié d'entre eux depuis mercredi matin; il est le seul des six sites industriels (abattoirs et transformation) du groupe Doux condamné à la fermeture.

"*Le site de Graincourt qui n'était pas éligible au Fonds national de revitalisation des territoires (FNRT) le sera finalement compte tenu de sa taille et de la situation de l'emploi dans le bassin d'Arras*" qui l'abrite, a précisé le ministère.

Ce fonds d'un million d'euros est débloqué sous forme de prêts sans garantie.

"*Il reviendra au préfet de repérer ou de susciter les projets industriels*" pouvant s'implanter à Graincourt.

Les salariés qui occupent le site depuis mercredi demandent à leurs "*élus et au gouvernement de racheter l'usine pour un euro symbolique*" et "*de remettre en état les bâtiments*" a expliqué à l'AFP Fabrice Anot, délégué CGT. (lexpansion.com 13.09)

Je suis opposé à cette subvention que l'ensemble des travailleurs vont devoir payer avec leurs impôts ou la TVA. Il s'agit d'une nationalisation déguisée avant de trouver un repreneur une fois que l'affaire sera redevenue juteuse. Comme en 1981...

2.4- De nouveaux déremboursements de médicaments en perspective.

Près d'un médicament sur deux est inutile, un gaspillage qui coûte 10 à 15 milliards d'euros à la Sécu : un an après un rapport au vitriol sur le Mediator, les médecins Philippe Even et Bernard Debré lancent un nouveau coup de gueule contre l'industrie pharmaceutique.

Publié jeudi, le "*Guide des 4.000 médicaments utiles, inutiles ou dangereux*", écrit par le pneumologue Philippe Even, directeur de l'Institut Necker, et Bernard Debré, urologue et député UMP de Paris, relève que 40% des médicaments "*ont une efficacité faible ou nulle*" et que 25% présentent "*un risque potentiel*" dont 5% "*un risque majeur*".

Pourtant 70% des médicaments "*peu efficaces*" et 28% des médicaments "*sans la moindre efficacité*" continuent à être remboursés, soit un gaspillage annuel de 10 à 15 milliards d'euros chaque année pour la Sécurité sociale, selon le guide de 900 pages qui passe en revue 2.200 spécialités.

Le Pr Even s'en prend notamment aux statines, médicaments contre le cholestérol, "*avalés par 3 à 5 millions de Français*", qui coûtent "*à la France 2 milliards d'euros par an*".

Son guide épingle aussi les pilules de 3e et 4e générations dont la plus grande efficacité n'est pas "*démontrée*" et qui comportent des risques accrus.

Pour l'auteur d'un rapport sévère sur le Mediator publié en 2011, la faute de cette dérive est à chercher dans le "*laxisme, la démagogie, l'incompétence et la corruption*".

"*Je crains que ce soit avant tout (lié, NDLR) à l'incompétence, arrosée par la corruption assurée par l'industrie pharmaceutique pour se procurer les 20% de bénéfices qu'elle s'accorde chaque année*", dit M. Even.

"*Les médecins submergés n'ont pas conscience que certains médicaments ne servent à rien et coûtent cher*", a déclaré pour sa part le Pr Debré sur France Info, avant d'estimer qu'il n'était "*pas là pour faire plaisir aux labos*".

Bernard Debré et Philippe Even s'étaient vu confier par l'ancien président Nicolas Sarkozy une mission à la suite de l'affaire du Mediator et lui avaient remis en mars 2011 un rapport au vitriol sur la réforme du système du médicament.

Le pharmacologue Jean-Paul Giroud, auteur avec le Dr Charles Hagège d'un guide évaluant 10.000 produits - remboursables ou non - jugeait en 2001 que 45% des médicaments étaient inutiles ou insuffisants. La précédente édition datait de 1997.

L'industrie pharmaceutique (LEEM) a dénoncé de son côté "*amalgames et approximations*" dans cet "*énième réquisitoire de Bernard Debré et Philippe Even*".

Interrogé par l'AFP, Bruno Toussaint, directeur de la revue Prescrire, une publication indépendante qui évalue les médicaments, a souligné qu'il y avait encore "*beaucoup trop de médicaments sur le marché, beaucoup trop d'opacité sur les effets indésirables et trop peu d'exigences pour les nouveaux médicaments*".

Il a également estimé qu'une "*grande partie des médicaments*" faisaient "*double, triple ou quadruple emploi par rapport à ce qu'on a déjà*". (AFP 13.09)

Le problème, c'est que leur analyse correspond en grande partie à la réalité, par contre leurs conclusions sont intolérables puisque cela devrait aboutir à dérembourser des médicaments efficaces. Donc on ne soutient pas ses auteurs.

Qu'en pensent les syndicats qui cogèrent la Sécu et collaborent à l'enrichissement des trusts pharmaceutiques et des médecins qui nous rackettent, en échange d'un service le plus souvent médiocre pour ne pas dire pire encore ?

3- Grèce

3.1- La détérioration du chômage en Grèce a continué au deuxième trimestre 2012 avec un taux de 23,6%.

L'aggravation du chômage est due à l'austérité imposée au pays par l'UE et le FMI en échange de prêts internationaux depuis 2010 et la récession qui en résulte et frappe la Grèce pour la cinquième année consécutive.

Le Produit intérieur brut (PIB) doit chuter de près de 7% en 2012, tandis que la reprise n'est prévue qu'en 2015, selon une récente étude marco-économique commanditée par le gouvernemement. (AFP 13.09)

3.2- Les deux centrales syndicales grecques ont appelé à une grève générale le 26 septembre.

La Confédération générale du privé (GSEE) et celle du public Adedy "*appellent à une grève générale de 24 heures*", a indiqué à l'AFP une responsable de la GSEE. L'objectif est de protester contre les nouvelles mesures que la Grèce s'apprête à adopter sous pression de ses créanciers UE et FMI.

"*Il s'agit d'une grève d'avertissement pour marquer notre refus des nouvelles mesures*", a affirmé à l'AFP le secrétaire général de l'Adedy, Ilias Iliopoulos.

Il a souligné que les syndicats prévoyaient par ailleurs une nouvelle action quand les mesures, actuellement négociées entre Athènes et la troïka représentant ses créanciers, seront officiellement présentées ou soumises au vote du Parlement.

"*Notre grand rival est le temps, il faut adopter ces mesures le plus tôt possible*", a souligné jeudi le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou lors d'un entretien à la radio Vima FM, sans préciser la date du vote au Parlement.

Le gouvernement de coalition est en train actuellement de finaliser ces nouvelles économies dans des négociations à Athènes avec les représentants des créanciers, UE, BCE et FMI, qui alimentent l'ire de l'opposition et des syndicats.

Le gouvernement de coalition a déjà reconnu que ce nouveau tour de vis "*serait douloureux*" après plus de deux ans et demi d'austérité stricte imposée au pays, a dit M. Kédikoglou.

Mais "*il s'agit de la seule solution pour sauver le pays*" et "*maintenir le pays dans la zone euro*", a-t-il ajouté.

Il a avoué que "*les décisions que les députés devraient prendre étaient difficiles mais déterminantes et cruciales pour l'avenir de la Grèce.*"

La grève du 26 septembre est la première depuis l'élection en juin du nouveau gouvernement de coalition tripartite, droite-socialistes-gauche modérée, dirigée par le Premier ministre conservateur Antonis Samaras.

Les deux syndicats ont déjà mené depuis janvier trois grèves générales, les dernières de 48 heures en février. (AFP 13.09)

Une énième grève générale de 24 heures sans orientation politique contre les institutions, donc qui ne servira strictement à rien, sauf à laisser le plan de la troïka s'appliquer.

ECONOMIE

Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a annoncé jeudi qu'elle allait augmenter le montant de la perfusion financière sous laquelle elle maintient l'économie américaine afin de soutenir la relance du marché de l'emploi et de l'immobilier.

Son Comité de politique monétaire (FOMC) a décidé qu'elle allait racheter à partir de vendredi de nouveaux titres adossés à des créances immobilières émis par les organisme de refinancement hypothécaires parapublics (Fannie Mae, Freddie Mac) à raison de 40 milliards de dollars par mois.

La Fed ne fixe pas de date de fin à ce nouveau programme qui va créer de nouveau de la monnaie, et indique qu'elle le continuera si "*la perspective du marché du travail ne s'améliore pas nettement*".

Elle est même prête à augmenter ses rachats ou à employer d'"*autres moyens*" (comme jouer sur la composition de son portefeuille de titres, ou préciser davantage ce que serait sa réponse à certaines éventualités), pour parvenir à cette amélioration tant espérée par les quelques 12,5 millions de chômeurs que compte officiellement le pays, mais aussi par des millions d'autres Américains contraints de travailler à temps partiel faute de pouvoir trouver mieux.

La Réserve fédérale promet également de maintenir son taux directeur, quasi nul depuis plus de trois ans et demi, à un niveau "*exceptionnellement bas*" jusque mi-2015 au moins si nécessaire.

Cette annonce était attendue, mais un certain nombre d'analystes doutaient que la Fed décide de se lancer dans une nouvelle phase "*d'assouplissement quantitatif*" en créant de nouveau de la monnaie pour financer ses rachats de titres.

Depuis l'automne 2008, la Fed a injecté ainsi 2.300 milliards de dollars dans le circuit financier.

Cette politique est très critiquée, aux Etats-Unis, par nombre de républicains qui l'accusent de saper le dollar, à l'étranger par des pays émergents qui lui reprochent de susciter des flux de capitaux déstabilisateurs, et au sein même de la Fed par un certain nombre de dirigeants pour qui elle risque d'entraîner une inflation difficilement maîtrisable à terme et de compliquer le retour à une politique monétaire normale. Conscient des limites de ces mesures, M. Bernanke a indiqué qu'elles n'étaient pas la "*panacée*" aux problèmes de l'économie américaine.

Mais comme le Congrès est totalement bloqué par l'incapacité des démocrates et des républicains à s'entendre sur les questions budgétaires et économiques, la Fed est la seule à avoir les moyens d'agir. (AFP 13.09)

C'est la Fed qui détient le pouvoir... En Europe aussi ! En France, avec la bénédiction de Hollande et son gouvernement, sans oublier ceux les soutiennent et ils sont nombreux dans nos rangs...

Haut de page

Le 15 septembre

CAUSERIE

(suite) J'ai mis quelques articles en ligne de sources diverses, quelques causeries des derniers jours sous forme d'articles une fois les fautes corrigées. A demain ou lundi, j'ai un boulot monstre qui m'attend chez moi.

Je continuerai d'actualiser le site dans l'après-midi, ici en Inde, il est 14h37 et je n'ai pas encore pris ma douche ni déjeuné.

Sapin ministre du capital.

Invité de Jean-Jacques Bourdin sur BFM TV/RMC, le ministre du Travail Michel Sapin a affiché sa volonté de "*faciliter le recours au chômage partiel*". Une entreprise doit pouvoir baisser le temps de travail quand son carnet de commande s'effrite, explique-t-il, prenant exemple sur l'Allemagne, où les employeurs n'hésitent pas à baisser les salaires et à placer des employés en chômage partiel. Le ministre ajoute que cette période de carence de travail est "*l'occasion pour l'employé*", qui reste "*dans l'entreprise*" et n'est pas "*jeté au chômage*", de pouvoir suivre une formation. (lefigaro.fr 14.09)

Il faut en conclure que vos créanciers, votre ventre et ceux de vos enfants fonctionnent également à temps partiel, vous allez régler en fin de mois un loyer à votre propriétaire ou une traite à votre banquier partiellement, idem en allant faire vos courses.

C'est se placer sur le terrain du capital contre le travail, la vraie nature du PS, tout est dans l'ordre des choses.

Est-ce qu'il serait préférable que ces travailleurs se retrouvent au chômage ? Question stupide, évidemment, cela les forcerait à réagir et à s'organiser, à moins qu'ils souhaitent finir clochards ce qui serait méconnaître la nature humaine.

Nos dirigeants la connaissent-ils, qu'ont-ils retenu des enseignements de la lutte de classe que les marxistes nous ont légués ? Pas grand chose ou rien. Vous n'êtes pas d'accord, cela vous effraie, vous êtes ignorant ou vous avez la mentalité d'un petit-bourgeois. Oui, c'est le prix à payer pour envisager de changer la société, aller au socialisme une fois que le prolétariat aura fait sa révolution.

Est-ce la direction dans laquelle se situent nos dirigeants ? On est en droit d'en douter fortement, puisqu'ils veulent à tout prix éviter que les conditions objectives ne se détériorent au point que les masses se soulèvent, c'est l'une des conditions sur laquelle repose le socialisme, ils sont corrompus par les idées de la classe dominante, dont le réformisme est l'expression achevée au sein du mouvement ouvrier pour le pourrir et assurer la survie du régime en place. Eh oui, tout se tient, tout finit un jour par s'expliquer et ces dirigeants auront des comptes à nous rendre !

Une préoccupation malsaine.

Ni Martine Aubry ni son successeur désigné Harlem Désir ne seront présents à la Fête de l'Humanité, ce week-end, au grand dam des organisateurs et des partis d'extrême gauche.

Porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles craint qu'en choisissant cette attitude (l'absence d'Aubry et Désir - Ndlr) , le PS «*ne se coupe encore plus d'une base populaire dont elle s'éloigne déjà sérieusement avec ses choix politiques d'austérité*». (lefigaro.fr 14.09)

Le Front de gauche est conservateur, contre-révolutionnaire, c'est sa marque de fabrique, aussi il ne peut pas concevoir que les travailleurs rompent avec ce parti capitaliste, le PS, pour qu'il puisse continuer à assumer son rôle de pilier de l'Etat des privilégiés. Ce sont des cancrelats dans tous les sens du terme, qui vivent au crochet du PS et récoltent les miettes tombées de sa table, et quand ils donnent de la voix, c'est uniquement pour réclamer du rab en échange de quelques services rendus ou de leur neutralité sur telle ou telle question embarrassante.

Heureusement qu'une politique de gauche est possible aujourd'hui. Vous ne vous en êtes pas encore rendu compte ?

Déclaration en marge de l'ouverture de la fête de l'Humanité.

Il n'y a pas de référendum sur le TSCG , et il n'y a qu'un mois pour parvenir à mobiliser les Français. «*C'est une façon de délégitimer ce traité*», explique Coquerel qui veut expliquer aux Français qu'aucune politique de gauche n'est possible en ratifiant ce traité.

«*La mobilisation contre le traité européen, c'est l'un, si ce n'est le grand pari de cette rentrée*», a-t-il affirmé. (20minutes.fr 14.09)

Question : le TSCG n'est pas encore ratifié, faut-il en conclure que le gouvernement ferait autre chose qu'une politique de droite ou favorable aux capitalistes depuis le 6 mai, qu'il ferait une politique de gauche ? Ils prétendent que non au Front de gauche, il faut sans doute en conclure qu'une politique de droite ou de gauche serait finalement la même chose, non ?

Quant au TSCG, les travailleurs s'en foutent royalement, eux ce qu'ils ont en tête ou qui tourne au cauchemar, ce sont leurs difficultés quotidiennes qui s'accumulent, qui prennent des proportions inquiétantes et dont ils ne voient pas le bout, salaire, emploi, logement, santé, école, violence, etc.

Quand des banquiers sont la caution de la démocratie...

Édouard de Rothschild n'envisage pas de vendre ses parts dans le quotidien Libération, dont il est l'actionnaire de référence.

Après la Une choc (« *Casse-toi riche con !* ») du quotidien de la rue Béranger sur Bernard Arnault, le PDG du groupe LVMH, Édouard de Rothschild avait déclaré lundi 10 septembre sur Canal : «*C'est tout à fait dans le style provocant de Libération, et j'ai pensé que c'était une très belle opération marketing*». La Lettre A faisait état cette semaine de rumeurs selon lesquelles Edouard de Rothschild pourrait céder ses parts au banquier Matthieu Pigasse, actionnaire de l'hebdomadaire Les Inrockuptibles et du groupe Le Monde. (lefigaro.fr 14.09)

Très sérieusement, les banquiers Édouard de Rothschild et Matthieu Pigasse sont de gauche, comme leurs torchons. Vous

vous demandez peut-être ce que viennent faire des banquiers sur ce terrain-là, de gauche comme vous et moi seraient de droite il faut préciser ?

Pour occuper un créneau politico-médiatique qui répond aux attentes de la bonne conscience de l'intellectuel et du petit-bourgeois, qui finalement ne comprennent pas grand chose ou si peu au fonctionnement du capitalisme et de la société pour les garder dans le giron du capital. Les lecteurs du Monde et de Libération ont généralement un mode de vie qui se rapproche plus de celui d'un banquier ou d'un bourgeois que d'un ouvrier.

Le problème de l'ouvrier, c'est qu'il ne sait pas, celui de l'intellectuel ou du petit-bourgeois c'est de croire qu'il sait, alors qu'en réalité il n'en sait pas davantage que l'ouvrier, à ceci près que cela ne l'empêche pas de vivre confortablement contrairement à l'ouvrier.

Coup tordu ou manipulation ?

1- Morris Sadek, un activiste copte vivant en Virginie, a affirmé dès mardi soir avoir joué un rôle dans la promotion de ce film, tout en précisant n'être "*intéressé que par la première partie du film*" qui mettrait selon lui en lumière les discriminations dont sont victimes les coptes d'Egypte.

Il a communiqué à Reuters un numéro de téléphone, selon ses dires celui du réalisateur de ce brûlot anti-islam. Ce numéro remonte au domicile de Nakoula Basseley Nakoula, un copte égyptien résidant à Cerritos, une banlieue de Los Angeles, en Californie.

L'actrice Cindy Lee Garcia, qui a joué dans ce film, décrit le producteur, qu'elle appelle Sam Bassil, comme un homme âgé, les cheveux grisonnants, avec un accent. Il s'agirait d'un promoteur immobilier israélo-américain résidant en Californie.

Selon le groupe Southern Poverty Law Center, qui combat les extrémismes, Steven Klein, un assureur de Hemet (Californie) qui se présentait comme consultant et porte-parole de la production du film et qui se présente comme un ancien "*Marine*", est un chrétien lié à des milieux d'extrême droite.

Paul Audley, président de FilmL.A., l'agence qui traite les autorisations de tournage, a indiqué qu'une organisation à but non lucratif, Media for the Christ, avait obtenu un permis de tourner le 8 août 2011 dans un studio de Santa Clarita Valley, au nord de Los Angeles.

Media for the Christ, qui gère un site internet chrétien en langue arabe et est basée à Duarte, en Californie, se décrit comme un groupe chrétien évangéliste, selon des documents fiscaux. Ses responsables n'ont pu être joints et la porte d'entrée de ses bureaux à Duarte était fermée jeudi. (Reuters 14.09)

2- Des ambassades américaines ont de nouveau été la cible de manifestations vendredi dans le monde arabe où plusieurs protestataires dénonçant la diffusion sur internet d'un film insultant le prophète Mahomet ont été tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité à Tunis, Le Caire et Khartoum.

D'autres rassemblements contre la vidéo anti-islam ont été organisés au Yémen, où quatre personnes avaient été tuées la veille selon un nouveau bilan, en Afghanistan, en Malaisie, au Pakistan, au Bangladesh, en Iran et en Irak. (Reuters 14.09)

3- Google n'est pas revenu sur sa décision de laisser le film islamophobe à l'origine de la flambée de violences anti-américaines dans le monde musulman à disposition sur internet, malgré un appel en ce sens de la Maison blanche.

La firme en a interdit l'accès en Inde et en Indonésie pour se conformer aux législations locales, après l'avoir censuré mercredi en Egypte et en Libye, où des représentations diplomatiques américaines ont été attaquées après la diffusion de cette vidéo intitulée '*L'innocence des musulmans*'.

La présidence des Etats-Unis avait invité vendredi la compagnie à procéder à un nouvel examen pour déterminer si le film répondait aux règles en vigueur sur YouTube. Google l'avait jugé conforme deux jours plus tôt. (lemonde.fr 14.09)

Un coup tordu des républicains pour embarrasser Obama ? Sauf que Romney est nul en politique étrangère, donc engager un bras de fer sur ce terrain avec son adversaire pourrait plutôt tourner à son désavantage, mais rien n'est impossible avec les néo conservateurs, on l'a vu avec Bush, Cheney, Rumsfeld, etc.

Forcer les Frères musulman qu'ils ont portés au pouvoir ou des régimes qu'ils visent comme le Soudan ou le Yémen à faire allégeance publiquement à leurs mentors pour les affaiblir ? C'est possible, une façon de leur rappeler leurs responsabilités et qui est le maître.

Autre hypothèse, diaboliser l'islam et les musulmans présentés indistinctement au monde comme des fanatiques, alors que cela

ne concerne qu'une poignée d'arriérés sanguinaires instrumentalisés par l'Arabie Saoudite et le Qatar. Faire en sorte de diviser les peuples face à une religion qu'ils identifient plus ou moins avec les fondamentalistes islamiques ou Al-Qaïda, ou parce que cette propagande a du mal à prendre ou à s'imposer au niveau que les Américains auraient souhaité atteindre pour justifier leur guerre au Proche et Moyen-Orient jusqu'en Asie, l'Afghanistan.

Dernière hypothèse, ils ont été pris de court par une de leurs créatures infâme qui a décidé de passer à l'action pour son propre compte ou celui du lobby qu'il représente, c'est possible également. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Le ministère des banquiers

- Paris veut mettre les bouchées doubles sur la recapitalisation directe des banques - L'Expansion.com

Racket de l'Etat.

- Tous les paquets de cigarettes à plus de 6 euros début octobre - AFP

Le ministre délégué au Budget Jérôme Cahuzac, qui parle de hausse "progressive et modérée", a signé vendredi l'arrêté qu'il avait déjà annoncé et avance que la hausse du prix du paquet moyen sera donc de 6%.

Cette mesure doit faire partie d'un plan anti-tabac qui devrait être dévoilé d'ici la fin du mois. Selon des médias, il inclura aussi une réforme de la fiscalité visant à taxer plus fortement les produits les moins chers, comme le tabac à rouler.

Il est aussi envisagé une taxe de 200 millions d'euros sur les bénéfices des industriels du tabac. (Reuters 14.09)

Qui achète du tabac à rouler ? Les plus pauvres, les jeunes, autrefois c'était le tabac des clochards, le taxer davantage est franchement dégueulasse, réactionnaire. A bas les pauvres et vive les riches !

Ensuite, Hollande et ses ministres diront qu'ils ne taxent que les riches ou les familles aisées...

Aux fondements du capitalisme

- La richesse est-elle forcément rare? - Slate.fr

Aussi sûrement que la pauvreté se généralise, c'est l'injustice et l'inégalité sur lesquelles repose le système économique capitaliste que rien ni personne ne peut justifier, et auxquelles les lois ou contradictions de fonctionnement du capitalisme sont soumises.

Comme dit le dicton populaire, le bonheur des uns, une infime minorité d'exploiteurs, fait le malheur des autres, l'immense majorité des exploités. Il paraîtrait que c'est légitime, de droit divin dit l'église catholique dans son infinie bonté, c'est en tout cas ce que recouvre tout soutien à l'existence ou à la pérennité du capitalisme.

Une vulgaire marchandise, qu'on brade, qu'on consomme et qu'on jette

- Sapin veut faire baisser le prix du CDI - Liberation.fr

Il veut faire de nouveaux cadeaux aux patrons et actionnaires qui ne sont pas encore assez riches. Il propose de dimunuer les cotisations sociales des entreprises en échange de la conclusion de CDI, cotisations sociales qui seront prises à sa charge par l'Etat, donc qui concourra à augmenter ses dettes envers les marchés.

Dettes des capitalistes que les travailleurs seront amenées à régler par les impôts, les taxes ou plus sournoisement par l'augmentation du prix à payer pour accéder à des services (publics) dorénavant privatisés ; l'Etat devant réduire ses dépenses pour rentrer dans les clous de Maastricht ou du TSCG, tandis que celles des travailleurs doivent augmenter, c'est ce qu'ils appellent au PS le "*donnant-donnant*", le "*gagnant-gagnant*", l'"*effort juste*" qui finalement ne profite qu'aux rentiers et autres capitalistes.

Hypothèque sur la civilisation humaine et la planète.

- Etats-Unis: la Fed prend le risque d'ouvrir une nouvelle porte sur l'inconnu - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique du conservateur David Cameron a annoncé vendredi des propositions destinées à assouplir encore plus le marché du travail en réduisant notamment les indemnités de licenciement.

Le gouvernement, qui cherche tous les moyens de redynamiser une économie retombée en récession en début d'année, "*compte réduire le plafond des compensations*" pour les salariés dans le cadre des "*recours pour licenciement injustifié*", a indiqué le ministère des Entreprises dans un communiqué.

Il veut par ailleurs réformer les tribunaux pour rendre "*plus facile*" le rejet par les juges des plaintes "*faibles*" sur le plan juridique.

Les accords entre employeurs et employés afin de mettre fin aux relations de travail de façon "*juste et consensuelle*" devraient être en outre développés, prône-t-il, en annonçant le lancement d'une "*consultation*" sur les moyens de mettre cet objectif en oeuvre.

"*Nous avons examiné l'ensemble des lois sur le travail avec la volonté de faciliter les embauches pour les entreprises tout en protégeant les droits basiques des salariés*", a déclaré le ministre des Entreprises, Vince Cable, cité dans le communiqué.

"*La Grande-Bretagne a déjà un marché du travail très flexible*" mais il est possible de "*faire plus pour aider les petites entreprises*", a-t-il ajouté. (lexpansion.com 14.09)

No comment !

SOCIAL

1- Afrique du Sud

1.1- L'augmentation de salaire proposée par le groupe Lonmin aux mineurs de Marikana (nord), la première depuis le début du conflit entré dans sa cinquième semaine, est largement inférieure aux revendications des grévistes, a-t-on appris de sources concordantes vendredi.

"*Hier (jeudi) on a réussi à ce que l'entreprise mette quelque chose sur la table, ce qui constitue déjà en soit un succès car cela a été un pas difficile à franchir, il y a donc une sorte de satisfaction sur ce point*", a indiqué à l'AFP l'évêque Jo Seoka, l'un des médiateurs de la négociation.

Mais "*ce n'est pas ce qu'ils avaient espéré*", a-t-il ajouté, en référence aux mineurs en grève qui réclament 12.500 rands (1.200 euros) depuis le 10 août.

Un dirigeant régional du NUM, le syndicat majoritaire parmi les mineurs mais qui n'est pas à l'origine de la grève à Marikana, a expliqué à l'AFP que les parties prenantes à la négociation étaient tenus au secret.

Mais il a confirmé qu'un montant de 900 rands (90 euros environ) de hausse a été proposé pour les mineurs au plus bas de l'échelon salarial, ce qui porteraient leur salaire mensuel à 5.500 rands (550 euros environ).

Le groupe britannique Lonmin, dont la mine de Marikana est au coeur d'un des plus violents conflits sociaux de ces dernières années en Afrique du Sud, a présenté son offre jeudi soir, à l'issue d'un nouveau round de négociations. (AFP 14.09)

1.2- Inquiet des conséquences économiques des troubles dans le secteur minier, le gouvernement sud-africain a annoncé vendredi de fermes mesures de maintien de l'ordre dans la région de Rustenburg (nord), où les compagnies ferment les puits de platine les uns après les autres.

"*Ceux qui procéderont à des rassemblements illégaux, porteront des armes dangereuses, se livreront à la provocation ou menaceront de violence dans les zones concernées seront traitées comme il se doit*", a déclaré le ministre de la Justice Jeff Radebe, appelant explicitement les forces de l'ordre à procéder à l'arrestation des contrevenants.

Dans l'après-midi, l'australien Aquarius Platinum, quatrième producteur mondial de platine, a annoncé la suspension jusqu'à dimanche soir de l'activité de sa mine de Kroondal.

Sa décision a été annoncée après qu'un cortège venu des mines voisines eut fait irruption sur un site de la société et sommé la direction de stopper immédiatement l'activité. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et procédé à sept arrestations.

La Bourse a salué la décision d'Aquarius, l'action ayant pris 18,7% à à Londres, tandis qu'Anglo American prenait 9%. Le platine s'est parallèlement hissé à 1.715,12 dollars l'once, au plus haut depuis six mois.

Les deux groupes ont salué le discours de fermeté du gouvernement sud-africain.

Des grévistes ont parallèlement annoncé qu'ils allaient désormais se cacher. "*Nous craignons pour notre vie, nous sommes quelque part dans un endroit secret. Les flics nous cherchent*", a indiqué Gaddaffi Ndoda, l'un des leaders du mouvement chez Amplats, à l'agence Sapa.

Les grévistes de Lonmin ont refusé vendredi une proposition d'augmentation, mise pour la première fois sur la table par leur employeur jeudi soir.

Le groupe britannique a précisé son offre vendredi soir, expliquant dans un document envoyé à Sapa qu'il avait notamment proposé 1.875 rands (175 euros) pour les foreurs, soit près de deux fois plus que la somme évoquée dans la journée par les syndicalistes, mais une augmentation encore bien loin des revendications des grévistes, qui réclament 12.500 rands (1.160 rands) par mois.

Les mineurs se plaignent d'être sous-payés pour un travail éminemment pénible et de vivre dans des conditions de logement misérables, sans eau, ni électricité.

Interrogé par l'AFP sur le risque de contagion à d'autres mines, Frans Baleni, le secrétaire général du Syndicat national des mineurs (NUM, allié du pouvoir), est resté évasif: "*C'est imprévisible, ça (la crise) peut s'étendre, sauf si réellement cette histoire de maintien de l'ordre peut être vraiment efficace.*" (AFP 14.09)

Il est encore en vie celui-là ? Soutien inconditionnel aux mineurs en grève. Il est rappelé qu'ils vivent dans "*des conditions de logement misérables, sans eau, ni électricité*". Vous pourriez travailler et vivre dans ces conditions ? Leurs revendications sont parfaitement légitimes.

2-France

2.1- PSA. Opération diversion, division...

Tanja Sussest, représentante du syndicat SIA, dit ne plus se faire trop d'illusions sur l'avenir du site depuis la remise, mardi, du rapport Sartorius sur la situation de PSA, qui a critiqué le choix de fermer Aulnay plutôt que l'usine espagnole de Madrid sans pour autant préconiser que PSA revienne sur sa décision.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a admis jeudi "*qu'il serait difficile de sauver*" Aulnay, tout en prenant soin d'ajouter qu'à titre personnel, il préférerait que des fermetures hors de France soient privilégiées.

Entre 200 et 250 salariés du site PSA ont participé vendredi à l'opération "*péage gratuit*", selon Jean-Pierre Mercier, représentant de la CGT. La manifestation a été oganisée par les syndicats CGT, SIA, Sud et CFDT sur l'autoroute A1 dans le sens province-Paris à la barrière de Senlis (Nord), à une trentaine de kilomètres de l'usine d'Aulnay. (Reuters 14.09)

Les syndicats de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois seront reçus jeudi prochain par le président François Hollande à l'Elysée, annonce aujourd'hui le SIA, syndicat majoritaire sur le site. (AFP 14.09)

Jean-Pierre Mercier est militant de Lutte ouvrière j'ai cru comprendre, ainsi il reprend les mêmes méthodes que les staliniens de la CGT, ses maîtres à penser, normal quoi.

2.2- Petroplus. Bonapartisme syndical.

L'interyndicale de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime) a exigé aujourd'hui que des membres du gouvernement viennent sur le site avant jeudi après n'avoir reçu qu'une proposition de rencontre à Bercy en réponse à leur demande formulée mardi.

L'intersyndicale CGT-CFDT-CFE/CGC avait demandé mardi la venue sur le site du président de la République, du Premier ministre et du ministre du Redressement productif.

Mais selon les syndicats, seul Arnaud Montebourg a proposé une rencontre à Bercy et le personnel a refusé exigeant "*sa venue dans les plus brefs délais*" à Petit-Couronne.

L'intersyndicale qui assure avoir toujours été "*responsable et constructive*" demande au gouvernement de "*l'être également*" en répondant à la demande des salariés.

"*Si nous n'avons aucune nouvelle pour une venue sur le site des responsables gouvernementaux avant le jeudi 20 septembre nous pourrons considérer que les contacts sont rompus*", ajoute l'intersyndicale en menaçant de mettre en place "*d'autres types d'action*".

Dans ce communiqué, les syndicalistes s'adressent aussi directement à François Hollande. "*Aujourd'hui, face au silence du Président de la République, nous pouvons poser la question qu'il avait posée lui-même lors de sa visite du 5 janvier: "mais que fait le Président de la République pour les Petroplus'*"", écrivent-ils. (AFP 14.09)

2.3- Quand le Crédit agricole déménage...

Le Conseil d'administration de la caisse régionale de Crédit agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres a donné son mandat vendredi pour fermer les sites de Niort et Saintes afin de les fusionner et les transférer avec le personnel, soit plus de 500 personnes, à La Rochelle, a-t-on appris auprès de représentants du personnel.

Quelque 120 salariés à Niort et une centaine à Saintes ont observé une heure de débrayage en début d'après-midi pour marquer leur inquiétude face à ce projet de déménagement.

Devant les salariés réunis sur le parking du site niortais, un représentant de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-SUD, Stéphanie Roy, a souligné qu'"*avec ce déménagement des deux sites vers La Rochelle, les effectifs vont passer de 593 personnes à 502 en 2016, soit une perte de 91 emplois*".

"*Si aujourd'hui on laisse le champ libre pour la Rochelle, n'oublions pas que demain il y aura peut-être un autre déménagement qui se fera à Nice, avec, au passage, combien encore d'emplois en moins*", s'est-elle exclamée. Dans un communiqué, FO a indiqué ne pouvoir "*admettre une telle décision impactant économiquement toute une région et imposant une mobilité géographique à 500 salariés*". (AFP 14.09)

2.4- Nos syndicats sont décidément trop généreux... avec les nantis.

L'assurance maladie a repris aujourd'hui les négociations avec les médecins libéraux sur les dépassements d'honoraires en proposant aux praticiens à honoraires libres un contrat doté d'avantages financiers pour les inciter à limiter leurs dépassements.

La présentation de ce contrat a été plutôt bien accueillie par les représentants des médecins.

En vertu de ce contrat "*pour un meilleur accès aux soins*" qui serait signé sur la base du volontariat, les médecins de secteur 2 (par opposition à ceux du "*secteur 1*" appliquant strictement le tarif Sécu) devraient s'engager à ne pas demander de dépassements aux patients éligibles à l'aide à la complémentaire santé (ACS), c'est-à-dire ceux qui ne peuvent s'offrir une mutuelle.

Ils devaient s'abstenir jusqu'ici uniquement pour les patients, encore plus modestes, bénéficiant de la CMU-C (soins gratuits) ou en cas d'urgence pour tous les patients.

L'absence de dépassements pour les bénéficiaires de la CMU et pour les bénéficiaires potentiels de l'ACS représente un total de près de 9 millions de personnes, selon le directeur de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam) Frédéric van Roekeghem qui mène les négociations. (AFP 14.09)

Faut-il en rire ou en pleurer, de nombreux médecins ou spécialistes, dentistes, etc. refusaient déjà de recevoir des patients qui bénéficiaient de la CMU, dorénavant les patients éligibles à l'ACS seront logés à la même enseigne.

3- Belgique

3.1- Plusieurs milliers de personnes ont manifesté vendredi matin dans l'un des quartiers les plus chics de Bruxelles pour réclamer '*une fiscalité plus juste*' et dénoncer '*les rentiers*', notamment français, qui '*viennent profiter du système belge*'. Entre 8 000 et 10 000 personnes, selon les organisateurs, se sont rassemblées à l'appel de la FGTB (Fédération générale des travailleurs belges), l'un des deux grands syndicats du pays, proche du PS.

Le lieu de cette manifestation sociale était inédit. Au lieu des grands boulevards du centre de la capitale, la FGTB avait choisi Ixelles, un quartier du sud plutôt huppé '*qui abrite malheureusement des rentiers qui éludent l'impôt*', a commenté Anne Demelenne, secrétaire générale du syndicat. Leur revendication est simple : '*Nous demandons que les revenus financiers soient taxés à la même hauteur que les revenus du travail, de l'ordre de 28 %*', a expliqué Mme Demelenne. (lemonde.fr 14.09)

3.2- Ford s'est refusé aujourd'hui à rassurer les syndicats belges quant à l'avenir de son usine de Genk, faisant craindre une prochaine fermeture du site.

Ford emploie plus de 4.000 salariés à Genk pour assembler la Mondeo, ainsi que les monospaces S-Max et Galaxy.

Ford a multiplié par deux en juillet sa prévision de perte en Europe cette année, à un milliard de dollars, et indiqué que des mesures s'imposaient pour "*diminuer notre production afin de s'aligner sur la demande réelle*". (Reuters14.09)

4- Roumanie

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté vendredi pour protester contre le géant russe Metchel qui a annoncé des licenciements massifs dans son usine métallurgique de Campia Turzii en Roumanie, a constaté un photographe de l'AFP.

Plus de 1.600 emplois sur 1.900 vont disparaître cette année et l'usine est menacée de fermeture.

"*Les Russes dehors!*", ont scandé les manifestants, principalement des salariés de cette usine qui fut un des fleurons de l'industrie métallurgique roumaine durant près de 100 ans.

"*Nous voulons travailler, nous ne voulons pas mendier*", ont également crié les manifestants. Si l'usine devait fermer définitivement, cela affecterait la moitié de la population de cette ville du nord-ouest de la Roumanie, selon les syndicats.

La vente à Metchel de l'usine d'Etat de Campia Turzii, spécialisée dans des productions de laminés à haute valeur ajoutée, avait été présentée comme un grand succès en 2003 par le gouvernement du Premier ministre social-démocrate d'alors Adrian Nastase, aujourd'hui en prison pour corruption.

Metchel, détenu par l'homme d'affaires russe Igor Ziouzine (bien Ziouzine, ndlr), avait racheté l'usine où travaillaient plus de 5.000 personnes pour un montant total de 27 millions d'euros: 2,5 millions d'euros pour racheter les actions de l'Etat, le reste consistant en promesses d'investissement et mesures environnementales.

Après une première période de redressement, l'usine a vu ses pertes se creuser. Au premier semestre 2012, elles atteignaient 12 millions d'euros contre 5,5 M EUR sur la même période de 2011.

"*Les dirigeants de Metchel ont depuis longtemps une stratégie visant à se retirer de cette zone*", a dénoncé Ioan Vuscan, préfet de Cluj dont dépend Campia Turzii, citant la fermeture d'ateliers, le démantèlement de l'outil de travail vendu comme ferraille dans des pays hors de l'Union européenne, et le refus de certaines commandes.

"*Dans les discussions avec nous, ils ont invoqué la crise, le prix de l'énergie... mais ce sont eux qui ont mené cette perle de la sidérurgie vers la fermeture*", a-t-il poursuivi, cité par l'agence Mediafax. (AFP 14.09)

ECONOMIE

1- UE

L'inflation en zone euro s'est accélérée en août sur un an, à 2,6% contre 2,4% en juillet, selon Eurostat, qui a publié une seconde estimation de cet indicateur. L'inflation dépasse pour le 21e mois consécutif le seuil de 2% visé à moyen terme par la Banque centrale européenne chargée de la stabilité des prix. Mais c'est aussi la première fois qu'elle repart à la hausse depuis un

an. (AFP 14.09)

2- Espagne

La dette publique de l'Espagne a atteint fin juin un nouveau record historique, à 75,9% du PIB, augmentant tant au niveau de l'administration centrale que des 17 régions autonomes, un niveau préoccupant alors que le pays emprunte à des taux élevés.

La dette espagnole, qui a augmenté de 9,2 points en un an.

Selon les chiffres de la Banque d'Espagne, au premier semestre la situation s'est aggravée pour l'administration centrale et la Sécurité sociale, qui cumulent une dette de 58,3% du PIB, huit points de plus qu'il y a un an.

Les 17 régions autonomes, sources d'inquiétudes pour les marchés en raison de leur fragilité financière, totalisent une dette de 14,2% du PIB.

Le reste de la dette publique espagnole provient des municipalités, qui affichent un niveau légèrement inférieur (3,4% du PIB) à celui de l'an dernier (3,5%).

Le gouvernement prévoit que la dette publique grimpe encore en 2013, pour atteindre 82,3% du PIB, avant de légèrement reculer en 2014 (81,5%) et en 2015 (80,8%), des chiffres qui cette fois encore ne tiennent pas compte du poids que pourrait ajouter l'aide européenne pour les banques. (AFP 14.09)

Inde

L'Inde a ouvert ses frontières aux chaînes de supermarchés étrangères vendredi, après des mois d'hésitation, engageant une des réformes les plus audacieuses du gouvernement de Manmohan Singh pour tenter de revitaliser l'économie chancelante du pays.

Des groupes de distribution mondiaux comme Wal-Mart auront le droit d'ouvrir des magasins, avec un partenaire local, et de vendre directement aux consommateurs, pour la première fois dans l'histoire de l'Inde. Selon ses partisans, cette réforme pourrait transformer ce marché, qui représente 450 milliards de dollars, tout en freinant l'inflation.

Le Premier ministre a également donné son aval à une politique d'ouverture des compagnies aériennes du pays aux investissements étrangers et de cession de participations au capital des grandes entreprises contrôlées par l'Etat. Singh devra faire preuve de détermination et bénéficier du soutien de Sonia Gandhi, dirigeante du Parti du Congrès au pouvoir, s'il veut résister au vent de protestations, tant de ses alliés que des partis d'opposition, contre les réformes, accusées de détruire des emplois et de faire monter les prix.

L'ouverture sur le marché de la grande distribution avait été annoncé l'an dernier mais de violentes protestations avaient obligé le gouvernement à mettre la réforme en suspens. (Reuters 14.09)

Haut de page

Le 17 septembre

CAUSERIE

Hier je ne me suis pas reposé ou je n'ai pas glandé, j'ai bossé chez moi et je me suis un peu reposé les yeux. Aujourd'hui il y a une grève générale à Pondichéry contre la hausse du prix de l'essence notamment. Elle est très suivie, même les petites échoppes sont fermées.

Le prix de mes cigarettes vient encore d'augmenter de 12%, en fait tout augmente à une allure folle. J'ai encore dû débourser 10.000 roupies pour la voiture de mon beau-frère qui n'a plus un sou pour manger et qui sans sa voiture ne peut plus travailler, il a deux gosses aussi. C'est aussi cela la solidarité ouvrière. Je suis peut-être coupé du terrain en France, mais je ne suis pas coupé de notre classe, en France ou en Inde nous sommes logés à la même enseigne sur ce plan-là.

Hier soir ils ont coupé le courant de minuit à une heure du matin, du coup j'ai attendu cette heure-là pour aller me coucher, et à 2h ils ont recoupé jusqu'à 3h, la coupure suivante est intervenue comme tous les jours à 6h, je me suis levé à 7h, faites le calcul, j'ai encore dormi moins de 5 heures car chaque fois j'ai mis un certain temps avant de me rendormir. Bref, je suis crevé en permanence, cela n'aide pas pour réfléchir et bosser.

J'ai rédigé le passage suivant après la rédaction de l'article qui suit écrit hier soir, vous pouvez le lire ou le relire à la suite de cet article.

Il y en a qui vont manifester le 30 septembre contre le TSCG, mais pas contre les institutions, contre la ratification du TSCG sans remettre en cause la légitimité des institutions, pour un référendum sans remettre en cause la ratification de ce traité par les députés, contre l'austérité en se tournant vers la troïka qui en serait responsable, mais pas contre les institutions qui n'y sont évidemment pour rien, d'ailleurs avec la Constitution ils ne sont absolument pour rien à toutes les difficultés ou souffrances qui vous accablent.

Ils vont tous s'adresser à Hollande et aux députés du PS (notamment) histoire de les légitimer, légitimer les institutions de la Ve République. Non, nous ne sommes pas obnubilé par les institutions, nous constatons simplement que chaque fois que l'actualité politique ou les mesures annoncées par les différents gouvernements qui se sont succédés au cours des 3 ou 6 dernières décennies mettaient au premier plan cette question, tous les partis sans exception faisaient mine systématiquement de l'ignorer.

Là en l'occurence, ils ne peuvent pas à la fois s'adresser à Hollande et aux députés du PS qui sont les représentants des institutions de la Ve République, et en même temps avancer le fait qu'elles sont illégitimes après les avoir légitimées. C'est simple à comprendre, non ? Ce sont des faits et non une interprétation partisane que l'on émettrait par esprit de contradiction.

Imaginez que vous soyez face à un voleur qui nie les faits, et qui dans la foulée vous propose de vous rendre ce qu'il vous a volé moyennant une somme d'argent, en procédant de la sorte il vous donnerait raison et prouverait pas là sa culpabilité. C'est la même chose avec Hollande et le PS, personne n'ignorait leurs réelles intentions, disons par expérience, les travailleurs n'étant pas nés de la dernière pluie. Et bien non, il paraîtrait qu'on aurait dû leur laisser le bénéfice du doute. C'est délirant ou pire que cela malheureusement, mais il faut bien regarder la réalité en face si on veut comprendre la situation. Vous devriez y être habitués depuis le temps, non ?

Bonne semaine et bon courage à tous.

TSCG. Tout faire pour épargner les institutions de la Ve République.

Je ne soutiendrai pas l'appel du POI du 8 septembre et je m'en explique.

Ils demandent aux députés du PS et de EELV de voter non à la ratification du TSCG, ce qui pour nous est inacceptable.

Ils écrivent au début de leur appel :

"*Début octobre, le gouvernement Hollande-Ayrault, contrairement aux engagements électoraux, soumet pour ratification au Parlement le traité TSCG (pacte budgétaire)*", voilà qui pose plusieurs problèmes parce que cela ne correspond pas à la réalité.

Il s'agit là d'une interprétation du POI qui consiste à reprendre à la lettre une intention manifestement frauduleuse émise par Hollande lors de se campagne électorales, alors que chacun savait qu'il n'en ferait rien, il faut être d'une mauvaise fois ou d'une malhonnêteté sans fond pour soutenir aujourd'hui le contraire, ce qui ne nous étonne pas vraiment de la part des dirigeants de ce parti, nous verrons plus loin ce que cela recouvre.

Qui, quel travailleur a cru un instant le discours tenu par Hollande lors de sa campagne électorale sur le TSCG ? Personne, pas un, d'autant plus que le TSCG ne les intéressait pas plus hier qu'aujourd'hui, c'est un fait incontestable que Mélenchon a bien été obligé de reconnaître la semaine dernière sur le marché de Hénin. Les faits, camarades, les faits. Hier, c'était au tour d'un journaliste de l'AFP de le confirmer : Dans les allées de la Fête de l'Humanité peu de badauds sont réellement au courant de l'enjeu du traité budgétaire européen. (AFP 16.09)

Qu'en est-il de la légitimité de Hollande ? C'est une autre question, mais on pourrait également se demander depuis quand un Bonaparte serait légitime pour représenter les intérêts des travailleurs dans le cadre des institutions de la Ve République que l'on prétend combattre et abolir, comment cela serait-il possible ?

Rappelons que Hollande a été élu par défaut parce que la majorité des masses exploitées souhaitaient virer Sarkozy, apparemment il n'y a que le POI pour l'ignorer encore. Enfonçons le clou, ne cherchez pas cette argumentation dans la littérature des partis ouvriers vous ne la trouverez nulle part, Hollande a été élu de justesse avec seulement 1,5% (en voix) d'avance sur Sarkozy, après que la majorité des médias aient mené campagne contre Sarkozy, en le pilonnant quotidiennement pendant des mois. Il y a fort à parier que sinon le résultat aurait été inverse où Hollande aurait élu avec une majorité encore plus faible, autant dire qu'il n'aurait eu aucune légitimité dès le premier jour de sa mandature.

Les médias, qui est-ce, qui est derrière ? Les banquiers, l'aristocratie financière, les capitalistes qui ont estimé que Hollande serait mieux placé pour appliquer les contre-réformes qui accompagneront le TSCG, ils ont estimé que Sarkozy était déjà usé au bout d'un mandat ou qu'il lui manquait quelque chose pour mener à bien le "dialogue social" avec les dirigeants syndicaux qui sont censés s'entendre mieux avec Hollande et le PS. Dès lors Hollande était leur candidat et jusqu'à preuve du contraire à ce jour ils ne le regrettent pas. Hollande tient son mandat de ses mentors du CAC 40, certainement pas pour remettre en cause le TSCG qui a été concocté pour eux. A ce propos, une précision. Il est faux d'affirmer que ce serait Merkel et Sarkozy qui l'aurait rédigé, franchement, vous voyez Sarkozy rédiger un traité, un peu de sérieux, ce sont les technocrates (économistes, avocats, juristes, etc.) de Bruxelles et Washington qui l'ont mis au point de tel sorte qu'il soit acceptable pour les deux parties.

Qu'est-ce que cela signifie prendre à la lettre le discours tenu par Hollande avant le 6 mai, autrement dit lui prêter une intention qu'il n'a jamais eu en réalité ? Qu'il aurait pu être un véritable président socialiste ? C'est grotesque. Quoi alors ? Qu'il pourrait le devenir, qui sait ? Comment ? Pardi, sous la pression de la rue il pourrait décider de ne pas faire ratifier le TSCG ! Qui peut colporter ce genre de baliverne ? Des illusionnistes professionnels.

Voyons maintenant ce que signifie s'adresser aux députés du PS (notamment) pour qu'ils ne ratifient pas le TSCG.

Ils devraient refuser de le ratifier parce que Hollande leur aurait menti, il aurait promis de le renégocier et il ne l'a pas fait. On revient en arrière, quel candidat, puis député du PS a cru un instant que Hollande allait prendre le risque de faire capoter une entreprise que l'UE a mis si longtemps à mettre au point et à amener sur le tapis si près du but, qui plus est dès le lendemain de son élection en se mettant à dos la totalité des chefs d'Etat de l'UE, le président de la Commission européenne, de la BCE, du FMI, etc ? Qui a pu croire une chose pareille ? Personne évidemment. C'est comme si Hollande avait promis d'éradiquer le chômage en 1, 2, 3, 4 ou 5 ans absolument personne ne l'aurait cru, surtout au PS. En résumé, la ligne politique du POI repose sur une assertion gratuite et sans lendemain de Hollande, un mensonge, une fausse promesse, une illusion, appelez cela comme vous voudrez, que le POI aurait pris à la lettre ainsi que les députés du PS, en prêtant aux travailleurs et aux militants de l'avoir cru aveuglément, de les avoir imités.

Comprenez bien, ils sont obligés de prêter aux travailleurs et militants cette illusion pour justifier leur appel en direction de Hollande et des députés du PS, le procédé est sournois, crapuleux et scandaleux, à croire qu'ils n'avaient pas d'autres arguments pour justifier leur position qui revient une fois de plus à soutenir les institutions que représentent Hollande et les députés du PS, on arrive là à la réelle signification de cet appel : soutenir le régime tout en prétendant le combattre, notez bien qu'ailleurs le POI se prononce pour l'abolition des institutions de la Ve République, sur le papier, car sur le plan pratique quand la question des institutions et leur légitimité se trouve poser, le POI est au abonné absent, on en a ici la preuve, une fois de plus.

L'angle sous laquelle le POI mène cette campagne est d'autant plus farfelu, ubuesque, que ce sont les députés centristes et de l'UMP qui vont le ratifier le TSCG. A l'UMP, ils ne se sont toujours pas remis de la défaite de leur chef, il faut dire que les médias ne les aident pas non plus, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut. Ils savourent en coulisse que ce soit Hollande qui s'y colle au TSCG, après tout, il faut bien qu'il mérite le poste et les responsabilités qui lui ont été confiés, ils l'ont payé assez cher ! Que voulez-vous les intérêts supérieurs de la finance priment sur les questions de personne ou de parti... ou d'appareils !

Surtout ne pas remettre en cause la légitimité de la Ve République, c'est la seule question sur laquelle la totalité des partis engagés dans cette bataille sont unis.

A l'arrivée, le TSCG va être ratifié contre l'avis de la majorité de la population qui est contre et va souhaiter son abrogation, du coup les institutions qui l'ont ratifié vont être placé en situation d'illégitimité qu'on le veuille ou non, observez dans les mois qui viennent de quelle manière ils vont esquiver cette question, l'enterrer, pas question de lier nos revendications sociales à l'abrogation de ce traité et à l'abolition des institutions, de la Constitution, qui ont permis sa ratification, un acte antidémocratique, un coup de force auquel seule la mobilisation révolutionnaire peut répondre. Qui permet la ratification du TSCG ? Qui ratifient le TSCG ? Dans quel cadre ? Réponse : Les institutions. Ainsi la question de l'Etat et du pouvoir est posée aux travailleurs en France, en Grèce, en Italie, Espagne, Portugal et d'autres pays où l'acuité de cette question s'imposera afin de balayer les régimes en place et d'instaurer les Etats-Unis socialistes d'Europe, le socialisme rétabli dans sa version originelle ou scientifique.

L'ennemi est dans notre propre pays, voilà la conclusion à laquelle les travailleurs de l'UE ne doivent surtout pas parvenir. C'est leur interdire de trouver la voie qui permettrait de résoudre la crise du capitalisme en faveur des masses exploitées, c'est soutenir l'ordre établi.

En complément, on pourrait revenir rapidement sur un argument fallacieux avancé par tous les partis sans exception qui appellent à la manifestation du 30 septembre, car il est révélateur de leurs réelles intentions, ils se démasquent eux-mêmes.

On nous dit qu'un gouvernement de gauche ne pourrait pas faire une politique sociale si le TSCG était ratifié, qu'est-ce que cela signifie ou implique ?

C'est très simple, que ce gouvernement dit de gauche n'abrogerait pas le TSCG. Cela signifie que tous ces partis s'en accommoderaient finalement. Ce qui n'empêche pas le POI de proclamer qu'il faudra combattre pour son abrogation une

fois ratifié, le double langage habituel que le développement de la situation met en lumière.

Cela ne les dérange-t-il pas ? Pas vraiment, pourquoi, parce qu'en découplant le combat contre le TSCG du combat contre les institutions, ils en ont fait une abstraction, ils ont par avance vidé de son contenu politique ce combat en le détournant des institutions, dès lors ils peuvent continuer sur le thème du TSCG puisque cela ne mène à rien ou n'entame pas la légitimité des institutions qu'ils s'emploient à protéger.

Leur conception de la lutte de classe est subordonnée à des objectifs immédiats qu'ils traitent comme des abstractions, peu importe le résultat puisque c'est finalement leur combat qui est réduit à l'état d'abstraction, qui se suffit à lui-même en dehors de tout objectif politique. L'orientation politique ou le contenu politique d'une bataille ne les intéresse pas, ils doivent demeurer dans le cadre du régime au lieu de se projeter au-delà, ce que signifierait remettre en cause la légitimité des institutions de la Ve République. Leur comportement est similaire à celui du PS.

Notre conception de la lutte de classe subordonne tout combat à la question de la construction du parti et à l'objectif de son combat, la prise du pouvoir, afin que les masses prennent conscience des tâches et objectifs qu'elles ont à accomplir pour avancer vers leur émancipation, de gagner ses éléments les plus déterminés à en finir avec le capitalisme.

Deux conceptions de la lutte de classe qui sont antinomiques et incompatibles, parce qu'elles ne poursuivent pas le même objectif.

Titre : Fête de l'Huma : "*Il faut que Hollande mette la barre à gauche*" - Le Nouvel Observateur (16.09). C'est leur seul objectif politique.

Pour info, le PCF compterait 11000 élus et 130000 adhérents. (leparisien.fr 15.09). Précisons que la moitié ou plus sont des retraités ou ont atteint le quatrième âge...

Dernière info (IO n°217 page 8), on a appris que le POI avait adressé une "*lettre ouverte*" M. Manuel Valls, ministre de l'Intérieur pour lui demander de bien vouloir avoir l'obligeance d'"*abroger (la) loi du 16 décembre 2010 sur la réforme territoriale*", ce qu'il ne manquera pas de faire, n'en doutons pas.

Ils ont déjà envoyé une lettre à Hollande, une autre par l'intermédiaire de la Libre Pensée qui est un appendice du POI, une telle allégeance au régime en dit long sur leur indépendance politique...

En famille à la fête de l'Humanité.

"*Unis comme les doigts de la main*": Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon ont insisté samedi sur leur "*unité*" lors de la fête de l'Humanité, assurant que le Front de gauche n'est "*pas dans l'opposition*" au gouvernement.

Pierre Laurent a accueilli un parterre d'invités dont Guillaume Bachelay, futur numéro deux du Parti socialiste et David Assouline, porte-parole du PS.

"*Harlem Désir est là de tout coeur, matériellement il ne pouvait pas être là mais il n'y a pas de problème politique*", assure le porte-parole du PS.

"*Avec Guillaume Bachelay et moi, le haut niveau du PS est représenté*", souligne-t-il. La "*fête de l'Humanité est le lieu où la gauche se retrouve, elle débat*", explique Guillaume Bachelay. (AFP 16.09)

Ils ne loupent pas une occasion pour témoigner leur soutien à l'impérialisme américain.

Valls, dimanche, sur France 2, à propos de la vidéo "*Innocence of muslims*" et les réactions qu'elle a provoquées :

"*A partir de ce film insignifiant, insupportable, caricatural, vulgaire, on en vient à tuer des gens, assassiner l'ambassadeur des Etats-Unis en Libye qui avait fait beaucoup pour la libération de ce pays*", a-t-il dit. (AFP 16.09)

Vivre sous le règne de la terreur et la charia doit être une véritable "*libération*" ! Quelle pourriture le PS !

Au regard des réactions en chaîne qu'a déclenché cette vidéo, cette opération pourrait avoir été orchestrée par Washington et Jérusalem pour conduire les gouvernements des puissances occidentales en proie à des manifestations à durcir leur arsenal répressif et liberticide au nom de la lutte antiterroriste.

Elle peut aussi avoir comme objectif de préparer psychologiquement les populations à une guerre contre l'Iran en présentant

les musulmans comme des fils de satan, afin que les peuples se rassemblent autour de leurs gouvernements qui soutiendraient Israël ; en quelques sorte, les manifestations salafistes serviraient à justifier une attaque contre l'Iran présenté comme un Etat terroriste à abattre une fois l'islam et les musulmans diabolisés.

ACTUALITE EN TITRES

La méthode Sarkozy fait des émules.

- Peillon annonce un observatoire de la violence scolaire - AFP

- Le ministère de l'Intérieur annonce un projet de loi antiterroriste - Le Nouvel Observateur

La nausée.

- Ayrault assure n'être "*pas du tout atteint par les critiques*" - Le Nouvel Observateur

Lui et sa clique de bras cassés, ils vous méprisent, on n'en attendait pas davantage d'eux.

Le roi a dit je veux.

- Ayrault veut des voitures consommant 2 litres aux 100 km - LeParisien.fr

Il est vrai que c'est quelque chose qui se décrète en se levant un bon matin, par contre la nationalisation de PSA, Doux ou Sanofi par exemple, c'est possible monsieur Ayrault, oui, mais cela il ne le veut pas...

Thibault ou l'incurable médiocrité !

- Thibault tacle les écolos sur les gaz de shiste et Fessenheim - L'Expansion.com

Thibault porte-parole du lobbying pétrolier et nucléaire...

Des manifestations "***spontanées***".

- Manifestation anti-américaine à Paris : l'opposition monte au créneau - Le Nouvel Observateur

- Manifestation anti-Poutine à Moscou, un test pour l'opposition - Reuters

L'Etat sioniste joue la carte de la guerre et du chaos.

- Israël: Netanyahu joue Romney contre Obama - AFP

Normal, dans la course à l'élection présidentielle américaine les sionistes supportent le candidat qui affiche les intentions les plus guerrières envers l'Iran, qui se présente comme le plus réactionnaire.

Une formulation ambigue ?

- La troïka ne croit plus la Grèce capable d'atteindre ses objectifs - AFP

Les objectifs de la troïka ou de la Grèce ? Devinez, qui les a fixés et qui les impose à l'autre ? A moins qu'il faille interpréter que la Grèce a fait sienne les objectifs de la troïka et que malgré tout elle peine à les atteindre, parce qu'elle serait de mauvaise foi ou n'en aurait pas encore fait suffisamment et qu'il faille ajouter encore quelques mesures d'austérité supplémentaires.

J'ai lu dans le n°207 d'*Informations ouvrières* à la page 8 que "*la direction du parti Syriza, n'appelait plus à l'abandon du mémorandum*, ainsi le clone du Front de gauche se démasque un peu plus chaque jour, c'est une bonne nouvelle.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

L'opposition russe a réussi à mobiliser des dizaines de milliers de personnes samedi à Moscou contre le pouvoir de Vladimir Poutine, malgré le durcissement du régime, mais la mobilisation s'effrite quatre mois après le retour de l'ex-agent du KGB au Kremlin.

La police a de son côté estimé à 14.000 le nombre de manifestants dans la capitale russe, tandis que le leader du Front de Gauche russe, Sergueï Oudaltsov, affirmait voir 150.000 personnes au meeting.

Alexeï Navalny, le plus charismatique des leaders de l'opposition, avocat libéral aux liens connus avec les milieux nationalistes, qui faisait scander à la foule il y a quelques mois les slogans les plus radicaux, a appelé les opposants à se préparer à une longue lutte et à se rendre aux manifestations comme ils se rendraient "*au travail*".

Autre figure majeure de l'opposition russe, mais d'un autre bord, Sergueï Oudaltsov, leader du Front de Gauche, a appelé les manifestants à prendre "*le contrôle de la rue*".

Des manifestants portaient également des bannières ou pancartes exigeant la libération des Pussy Riot.

La composition disparate de la marche illustrait la difficulté de ce mouvement, rassemblé pour l'essentiel sur le slogan d'une "*Russie sans Poutine*", à dépasser ses divisions.

"*Nous ne les laisserons pas le transformer en goulag*" a dit l'ex-député Guennadi Goudkov.

Des manifestations ont également eu lieu dans d'autres villes du pays, avec une affluence moindre: 2.500 personnes à Saint-Pétersbourg (nord-ouest), quelques dizaines à Vladivostok (Extrême-Orient), entre 350 et 800, selon les sources à Ekaterinbourg (Oural).

L'agence Interfax a fait état d'interpellations de manifestants à Nijni Novgorod (centre), la troisième ville du pays, où une centaine de personnes s'étaient rassemblées sans autorisation. (AFP 16.09)

Vous avez là tous les ingrédients présents en Tunisie, Egypte, Lybie, Syrie, les nationalistes instrumentalisés par Washington et ses alliés remplaçant les salafistes. Ils organisent des manifestations contre les régimes en place où se côtoient extrême droite et extrême gauche interdisant ainsi toute expression indépendante de la classe ouvrière.

Les Américains (et leurs alliés dont la France) se servent de dissidents ou d'opposants qu'ils manipulent ou qu'ils ont fabriqués eux-mêmes, puis encouragés et encadrés pour qu'ils s'attaquent à certains gouvernements tout en se servant de l'opposition légitime à ces régimes par une partie des masses qu'ils instrumentalisent en reprenant à leur compte leurs revendications de manière à présenter leur mouvement comme social et progressiste, alors qu'il a un contenu franchement réactionnaire et des intentions inavouées, servir les intérêts des puissances occidentales.

Il en va ainsi en Russie, en Chine, au Venezuela, à Cuba, en Bolivie ou récemment en Argentine. C'est aussi une façon de noyauter ou récupérer toute forme d'opposition à ces régimes par les masses qui leur servent uniquement de caution démocratique, un de leur objectif est de pourrir l'opposition légitime ouvrière dans ces pays-là, afin d'éviter qu'une véritable opposition socialiste ne voie le jour et rassemble la majorité des exploités. Evidemment, tous les partis similaires au Front de gauche marchent les yeux fermés dans la combine contre-révolutionnaire de l'impérialiste américain.

SOCIAL

1- Afrique du Sud

C'est dans un contexte social tendu que le président sud-africain ouvrira lundi matin le congrès du Cosatu, la grande confédération syndicale du pays, dont la fédération minière, le NUM, n'est jamais apparue aussi contestée par sa base.

Dimanche matin, les forces de l'ordre, qui ont reçu du gouvernement la consigne de mettre un terme aux troubles dans le

bassin minier de Rustenburg, avaient bloqué une nouvelle manifestation de mineurs du secteur du platine dans cette zone vitale pour l'économie nationale.

Barrant la route avec des véhicules blindés, la police a sommé les manifestants de quitter les lieux. Ces derniers ont obtempéré par peur de nouveaux affrontements.

Les mineurs, venus sans armes ni bâtons, voulaient marcher "*pacifiquement*" vers le poste de police pour protester contre les violences de la veille.

Samedi, la police avait opéré une spectaculaire descente nocturne dans les logements de Marikana, y confisquant armes blanches et bâtons. Les forces de l'ordre avaient ensuite dispersé un rassemblement de mineurs, usant de gaz lacrymogènes et tirant des balles en caoutchouc qui ont fait plusieurs blessés.

Au moins 500 policiers sont entrés en action à 02h00 du matin (00h00 GMT), dans la première intervention policière depuis la fusillade du 16 août, qui avait réveillé les fantômes de la répression de l'époque de l'apartheid.

Environ 150 militaires ont été également positionnés en renfort dans la région. (1 200 soldats selon Le Figaro)

La chaîne d'information eNCA a indiqué que les policiers avaient opéré sans ménagement, "*mettant tout sens dessus-dessous*", y compris dans les pièces où étaient hébergées des familles. La police a rempli plusieurs camions de bâtons traditionnels et machettes saisis.

Après la descente de police, des mineurs se sont regroupés dans la matinée non loin du lieu de la fusillade du 16 août. C'est là que la police a fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser.

Ils se sont alors enfuis vers la zone de bidonvilles voisine, érigeant des barricades à l'aide de pneus incendiés et de rochers, et lançant des pierres sur les policiers qui les poursuivaient.

La police a répliqué par des tirs de balles en caoutchouc qui ont fait plusieurs blessés, dont au moins deux femmes, selon l'agence Sapa, six selon un autre témoignage.

"*Les gens ont peur. La police a tiré sur des gens innocents qui ne faisaient que se rassembler pour entendre le compte-rendu (des négociations de la veille, ndlr), nous ne savons plus quoi faire*", "*ni où nous réunir*", a déclaré à l'AFP Molisi Phele, un représentant des grévistes.

Dimanche, tandis que la manifestation se dispersait, un mineur, Lunsstone Bonase, 32 ans, affirmait aux journalistes: "*Le gouvernement est contre le peuple et permet qu'on tue des gens (...) Est-ce qu'on va travailler comme sous l'apartheid? Ils nous forcent à retourner au travail, comme ils le faisaient sous l'apartheid*".

Les références au régime raciste et répressif de l'apartheid, disparu en 1994, se sont multipliées depuis que la police a tué 34 mineurs en grève le 16 août à Marikana, sur le site exploité par le britannique Lonmin. Les grévistes réclamaient un triplement de leurs salaires, à 12.500 rands mensuels (1.160 euros).

Samedi, l'évêque anglican Jo Seoka, médiateur dans les pourparlers entre les mineurs et leur direction, a mis en garde le pouvoir: "*Le gouvernement doit être fou pour croire que ce qui ressemble pour moi à la répression du temps de l'apartheid, puisse réussir*".

"*Le gouvernement ne peut pas tolérer une situation dans laquelle les gens manifestent dans les rues avec des armes dangereuses*", a rétorqué M. Zuma.

Il a assuré que "*le gouvernement comprenait pleinement la détresse des pauvres et de la classe ouvrière du pays*". Il a sommé les compagnies minières d'agir "*immédiatement*" pour se mettre en règle et notamment améliorer les logements.

L'activité devait reprendre lundi chez le géant australien Aquarius, et mardi chez Amplats, filiale du groupe Anglo American selon un communiqué.

Chez Lonmin, les négociations doivent reprendre lundi dans un lieu éloigné du site où depuis le 10 août, 3.000 foreurs refusent de redescendre sous terre. (AFP 16.09)

2- France

2.1- Une centaine de salariés de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, promise à la fermeture, ont de nouveau laissé passer gratuitement pendant une heure les automobilistes au péage autoroutier de Senlis (Oise) dimanche soir, a constaté une journaliste de l'AFP.

Ce péage appartient à la société d'exploitation Sanef, "*dont la famille Peugeot est actionnaire*", selon la CGT, à l'initiative de cette manifestation.

"*C'est l'heure où les gens rentrent de week-end, ils sont aussi salariés et seront peut être confrontés au chômage. Nous voulons les sensibiliser car les licenciements, ça concerne tous les travailleurs*", a expliqué à l'AFP Jean-Pierre Mercier, délégué CGT à PSA Aulnay.

Selon le leader syndical de l'usine d'Aulnay, "*on ne peut compter que sur la force de mobilisation des salariés pour faire reculer les patrons*".

L'opération, qui s'est déroulée dans le calme sans intervention des forces de gendarmerie, a commencé vers 19H15 et s'est terminée vers 20H30. (AFP 16.09)

La police a reçu des ordres de ne pas intervenir, car en haut lieu on comprend que ce type d'action est la manifestation de l'impuissance qui ne peut que faciliter l'application du plan Varin que le gouvernement soutient. Ils préfèrent ce type d'actions bidons que l'occupation et la grève illimitée jusqu'au retrait du plan Varin, on comprend...

2.2- Une manifestation a rassemblé samedi matin à Rennes de 2.500 (préfecture) à 4.000 personnes (syndicats) pour la sauvegarde de l'emploi sur le site de l'usine PSA de Rennes-La Janais, où 1.400 emplois doivent être supprimés, a-t-on appris auprès de la préfecture et des syndicats.

"*C'est un jour très important pour nous, on défend notre avenir, on défend l'avenir de Rennes. Il faut absolument qu'ils nous accordent une voiture*" nouvelle à produire sur le site, "*mais avant 2016, sinon on va tous partir et on veut absolument conserver tous les emplois sur Rennes*", a déclaré à une journaliste de l'AFP Martine, 54 ans, dont 35 années chez PSA.

"*C'est la première fois qu'en intersyndicale on appelle les salariés à se mobiliser, c'est une journée symbolique*", a souligné Nadine Cormier (FO). "*C'est la journée du patrimoine et PSA La Janais, c'est le patrimoine industriel*", a estimé Pierre Contesse (FO). (AFP 15.09)

3- Espagne

Sous le slogan "*Ils veulent ruiner le pays, il faut l'empêcher*", une foule multicolore venue de toute l'Espagne a envahi Madrid samedi pour protester contre la politique de rigueur, au moment où le pays, miné par le chômage, tente d'éviter un sauvetage financier global. Les autorités ont estimé la participation à 65 000 personnes, mais les organisateurs n'ont pas donné de chiffre. Noyés dans les drapeaux rouge et blanc des syndicats, ou sous les petites pancartes portant ce seul mot "*NO*", les manifestants ont déferlé par dizaines de milliers sur les avenues du centre de la capitale, pour se rassembler autour de la grande place Colón.

"*Ils baissent les salaires, ils augmentent les impôts, nous revenons 20 ou 30 ans en arrière*", lance Roberto Saldana, un pompier de 44 ans venu de Huelva, en Andalousie, uniforme bleu et casque rouge sur le crâne. Avec un groupe de collègues, il a voyagé toute la nuit en bus. "*Nous sommes cent pompiers à Huelva, et ceux qui partent en retraite ne sont pas remplacés*", raconte-t-il.

Tous dénoncent la politique de rigueur menée par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy : enseignants, parents et élèves en vert pour défendre l'éducation, cortège blanc de la santé, marche noire pour les fonctionnaires, défilé orange pour les personnes dépendantes et âgées, violet pour les femmes inquiètes pour leur droits, dont l'avortement. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux sont descendus des bus arrivés de toutes les régions du pays, de Catalogne, d'Andalousie, ou du nord de l'Espagne, portant les drapeaux régionaux et les couleurs des deux grands syndicats, UGT et CCOO. À la mi-journée, la foule s'est massée autour de la place Colón pour écouter les leaders syndicaux.

À deux pas de là, le siège du Parti populaire, au pouvoir, s'était transformé en camp retranché, protégé par des dizaines de fourgons de police. "*Nous voulons dire haut et fort au gouvernement que nous ne sommes pas d'accord, que sa politique fait trop de dégâts, que nous ne nous résignons pas*", a déclaré le secrétaire général de CCOO, Ignacio Toxo. Le leader de l'UGT, Candido Méndez, a affirmé que cette journée marquait le début d'un "*long*" combat contre l'austérité.

Le 19 juillet déjà, des centaines de milliers de personnes avaient défilé à Madrid pour crier leur colère contre les coupes budgétaires qui étranglent la population, durement éprouvée par un chômage frappant un quart des actifs. Mais depuis, le chef du gouvernement a annoncé que les efforts se poursuivraient, avec 102 milliards d'euros d'économies d'ici à la fin 2014, provoquant un mécontentement social grandissant. "*Mariano, Mariano, tu ne termines pas l'été*", prédit une petite pancarte, dans le hurlement des sifflets et les roulements de tambour. "*L'avenir, je le vois très noir*", résume Rian de los Rios, une

fonctionnaire madrilène de 55 ans. (Lepoint.fr et AFP 15.09)

4- Portugal

Plus d'une centaine de milliers de personnes ont manifesté samedi à Lisbonne et dans plusieurs villes du Portugal contre les mesures d'austérité du gouvernement de centre-droit qui a récemment mis le feu aux poudres en annonçant un renforcement de la rigueur.

"*Stop au terrorisme social*", "*Ceux qui volent le Portugal doivent être jugés*", "*Bientôt l'Etat volera les morts*", pouvait-on lire sur les nombreuses banderoles et affiches brandies à Lisbonne par les manifestants.

"*Que la troïka aille au diable*" était le principal slogan pour signifier le rejet des mesures de rigueur imposées par les trois bailleurs de fonds du Portugal, l'UE, le FMI et la BCE.

Selon des estimations des organisateurs, plus de 50.000 personnes ont manifesté à Lisbonne et un nombre sensiblement identique à Porto, la grande ville du nord du pays, tandis que plusieurs milliers se sont rassemblés dans une trentaine de villes. Habituellement, la police portugaise se refuse à toute évaluation.

A Lisbonne, des échauffourées ont eu lieu entre manifestants et policiers devant le Parlement sans faire de victimes.

"*Ce gouvernement va tuer le Portugal, et si nous ne faisons rien ce sera pire*", a déclaré Ivan Rodriguez, un trentenaire qui reconnaissait manifester pour la première fois. "*Je lutte pour préserver mon emploi et celui des autres*", ajoutait-il.

Les manifestations, convoquées sur Facebook par des universitaires, artistes, poètes ou musiciens, revendiquaient un caractère apolitique. Elles étaient toutefois soutenues par des partis d'extrême gauche et par le principal syndicat portugais, la CGTP, qui a prévu un grand rassemblement le 29 septembre.

Le mécontentement s'est nettement amplifié après les récentes décisions du gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho de procéder cette année à de nouvelles augmentations d'impôts et de prévoir pour l'année prochaine une hausse de 11% à 18% des cotisations salariales, une mesure qui, selon des experts, équivaut à la perte d'un mois de salaire. De nombreuses banderoles brandies samedi par les manifestants invitaient le président à intervenir pour bloquer cette hausse des cotisations sociales.

Depuis l'obtention du plan de sauvetage, le gouvernement a déjà procédé à des baisses de salaires des fonctionnaires et des augmentations d'impôts avec en particulier des hausses sensibles de la TVA. (AFP et Reuters 15.09)

Haut de page

Le 18 septembre

CAUSERIE

J'ajouterai une dizaine d'articles ce soir ou demain matin, ma connection est trop lente et bloque, j'ai perdu une heure à m'acharner dessus pour rien. On pourra lire notamment que ce sont les Israéliens qui sont à l'origine du film anti-islam diffusé en premier sur un support salafiste en Egypte pour faire pression sur les Américains dans leur quête un peu trop mole à leur goût ces derniers temps d'un Nouvel ordre mondial qui passe par la liquidation de la Syrie et une guerre contre l'Iran... On avait senti d'où pouvait provenir ce coup pourri, si vous avez lu la causerie que j'y ai consacrée.

Un camarade a réagit à la causerie d'hier, à propos de Valls et du PS : "*Ils sont pire que la droite*", c'est une façon de dire les choses qui n'est pas fausse si l'on prend en compte la fonction contre-révolutionnaire du PS dans sa totalité.

C'est un fait qu'en prétendant être de gauche tout en agissant comme la droite ils brouillent les frontières entre la gauche et la droite au profit de cette dernière ; les travailleurs qui ne sont pas engagés dans un parti ou qui ne sont sympathisants d'aucun parti, soit 80 à 90% des masses, auront tendance à penser que la droite et la gauche se valent ou ne valent pas mieux l'un que l'autre, ce qui aura tendance à les détourner de tous les autres partis qui se disent de gauche ou qui sont catalogués à gauche, donc toujours au profit de la droite rassemblée dans le parti de l'ordre ; en agissant comme les partis capitalistes au nom du socialisme, le PS rend un service inestimable à la droite, à la fois en se faisant le fossoyeur du socialisme et en préparant le terrain à son retour au pouvoir une fois démontré qu'il ne pouvait pas faire mieux que la droite ; en se situant sur le terrain du capitalisme au nom du socialisme, le PS ne fait pas seulement que soutenir le capitalisme ou gérer la société pour son compte, il fait en sorte de rendre inaudible ou infâme le socialisme de façon à en détourner les travailleurs, de la sorte il entend leur

interdire toute issue politique à la crise du capitalisme sur le terrain de classe du prolétariat...

Une fois ce constat établi, et il est loin d'être exhaustif, ces faits relevés que personne ne peut nier, il serait peut-être plus juste de classer le PS à droite ou de le placer dans le camp de notre ennemi de classe, c'est d'ailleurs de cette manière que je le traite.

Tous les partis ou formations politiques qui s'adressent à lui à l'occasion de la ratification du TSCG, démontrent qu'ils se refusent à prendre en compte cette réalité, pour lui substituer une interprétation erronée des rapports qu'entretient le PS à l'Etat et au capitalisme, pour finalement refuser de rompre leurs relations avec ce parti du capital. Aussi longtemps que le mouvement ouvrier n'aura pas tiré les enseignements de ces rapports et demeurera lié au PS, il sera incapable de se doter d'une orientation politique conforme aux intérêts historiques du prolétariat et de faire un pas en avant vers son émancipation.

Pour tout parti qui prétend représenter les intérêts collectifs de la classe ouvrière, la rupture avec le PS et ses satellites, avec les appareils pourris des syndicats, demeure un préalable à toute action de classe indépendante des capitalistes pour avancer vers le socialisme.

Le saviez-vous ?

Selon le rapport annuel X Wealth, les détenteurs d'une fortune supérieure à 30 millions de dollars ont perdu 1,8% de leurs avoirs sur un an. Pour ceux possédant entre 200 et 500 millions de dollars, la baisse a été de 11,4%. En revanche, les milliardaires ont eux vu leur fortune gonfler de 14% sur la même période. (Atlantico.fr 17.09)

Leur morale et la nôtre.

Etonnante déclaration du patron du quotidien L'Agefi : « *Tout a été fait pour ne pas paniquer le citoyen européen de base, quitte à oublier de l'informer purement et simplement* ». (Numéro 329, juin 2012) Un an avant, en mai 2011, Jean-Claude Juncker, présidant l'Eurogroupe, confiait : « *Quand ça devient grave, vous devez mentir* ». Difficile de faire mieux en matière de cynisme ! (liesi 15.09)

Il n'y a que les ignares, les lâches ou les vendus au capital pour encore croire la version officielle...

http://www.youtube.com/watch?v=9RC1Mepk_Sw&feature=player_embedded

Lors d'une conférence de 2007, en anglais, le Général Wesley Clark raconte alors comment, après le 11 septembre, il va au Pentagone, discute avec ses amis du GQG qui lui annoncent une nouvelle guerre en Irak. Mais pourquoi ? On ne sait pas. Ce sont les ordre de là-haut. On a une liste de 7 pays que l'on doit attaquer en 5 ans, mais on ne sait pas pourquoi. Ce sont eux qui ont décidé. Irak, Syrie, Libye, Liban, Yémen, Darfour, Iran. Il faut qu'on déstabilise ces anciens clients de la Russie avant la montée en puissance d'un nouveau Super-Power. (Conversation de 2001.)

Le Général Clark fulmine sur le fait qu'un petit groupe d'hommes dirige le pays sans en référer à quiconque, en fonction de leurs intérêts propres. (liesi 10.09)

A noter qu'à ce jour, pas un seul parti ouvrier en France n'a remis en cause la version de G. Bush, le titre s'adressait à leurs dirigeants vous l'aurez deviné.

Et pour cause !

Titre : *La manifestation de Benghazi, un attentat programmé* - Le Point 17.09

- " Si les Américains, après les condamnations de circonstances et l'hommage aux victimes du président et de la secrétaire d'État, observent, pour leur part, un discret silence radio, c'est peut-être parce que cette attaque est bien troublante. Elle montre en effet que, pas plus aujourd'hui qu'au moment du 11 Septembre, la CIA ne parvient à anticiper les actions terroristes." (lepoint.fr 17.09)

Comment Washington aurait dû "*anticiper*" des "*actions terroristes*" qu'il avait mis lui-même soigneusement au point ?

ACTUALITE EN TITRES

Le PS poursuit la politique de Sarkozy, qui en doutaient ?

- Loi antiterroriste de Valls: "*Un hommage à Nicolas Sarkozy*", selon Ciotti (Droite populaire de l'UMP - Ndlr) - L'Express.fr

- Droit de vote des étrangers : Valls en flagrant délit de retournement de veste ? - LePoint.fr

- Pierre Moscovici salue la mémoire d'Édouard Leclerc - LePoint.fr

- Sur Sanofi, Montebourg ménage la chèvre et le chou - Liberation.fr

- Le député socialiste René Dosière veut mettre les collectivités au régime - L'Express.fr

La méthode Sarkozy fait des émules, suite

- Peillon annonce un observatoire de la violence scolaire - AFP

Trop facile !

- Berlusconi : "*L'arrogance de Sarkozy l'emporte sur son intelligence*" - Le Nouvel Observateur

La preuve que le TSCG est illégime.

- Traité de Maastricht: vingt ans après, les Français voteraient à 64% contre - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

La présidente de la région de Madrid, Esperanza Aguirre, l'une des figures les plus importantes du Parti populaire (PP, droite) au pouvoir, cible favorite de la gauche et du mouvement des "*indignés*", a annoncé lundi sa démission surprise, secouant le monde politique en Espagne.

L'annonce d'Esperanza Aguirre, 60 ans, qui a évoqué des raisons personnelles et de santé.

Figure-clé de la vie politique espagnole, Esperanza Aguirre, ancienne ministre de la Culture (1996-1999) et ex-présidente du Sénat, est aussi un élément essentiel du PP au pouvoir, dirigé par le chef du gouvernement Mariano Rajoy.

Connue pour ses positions pro-libérales, anti-avortement, pro-corrida et ses déclarations choc, elle a encore récemment dû présenter des excuses après avoir affirmé qu'il fallait "*tuer les architectes*" à l'origine d'un bâtiment d'une mairie de la banlieue de Madrid qu'elle trouvait hideux. (AFP 18.09)

2- Etats-Unis

Plus de 30 pays conduits par les Etats-Unis ont entamé autour du détroit d'Ormuz le plus gros exercice naval de déminage, dans un clair avertissement à Téhéran qui a renouvelé sa menace de fermer ce passage stratégique.

"*Il s'agit du premier exercice international dans cette région et du plus important jamais mené*" autour du Golfe, a déclaré lundi à l'AFP le lieutenant Greg Raelson, de la Vème Flotte américaine basée à Bahreïn.

Selon lui, "*plus de 30 pays*" participent à l'exercice, qui se déroule depuis dimanche et jusqu'au 27 septembre dans le Golfe, en mer d'Oman et dans le Golfe d'Aden, mais pas dans le détroit d'Ormuz.

Le QG naval américain a tenu à souligner le caractère "*globalement défensif*" de l'exercice, "*destiné à assurer la liberté de navigation dans les eaux internationales du Moyen-Orient et à promouvoir la stabilité régionale*".

Mais il intervient alors que l'Iran a renouvelé dimanche sa menace de cibler le détroit d'Ormuz, par où transite le tiers du trafic pétrolier mondial par voie de mer, en cas d'attaque militaire contre lui.

Les Américains ont deux importantes bases dans le Golfe, au Qatar et à Bahreïn, siège de la Vème Flotte. Des forces américaines disposent également de camps au Koweït et ont une présence dans des bases des Emirats arabes unis.

Le commandant en chef des Gardiens de la révolution, le général Mohammad Ali Jafari, avait affirmé dimanche que l'Iran était prêt à détruire Israël en cas d'attaque israélienne contre ses sites nucléaires, mais également à s'en prendre aux bases américaines dans la région.

"*Les Etats-Unis ont beaucoup de vulnérabilités autour de l'Iran et leurs bases sont à portée de nos missiles*", a-t-il déclaré.

"*Si un conflit impliquant la République islamique éclate dans la région, cela aura naturellement des conséquences sur le détroit d'Ormuz*", avait-il également prévenu.

Selon le scénario retenu pour l'exercice, les navires engagés "*répondront à une attaque simulée sous la forme d'un minage des eaux internationales en dégageant les routes maritimes pour faire respecter la liberté de navigation*".

Les Etats-Unis ont déjà déployé des drones sous-marins capables de détecter et de détruire les mines navales iraniennes afin d'empêcher toute tentative de blocage de ce détroit stratégique, avait indiqué en juillet un gradé de l'US Navy. (AFP 18.09)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

La police sud-africaine a arrêté lundi 42 mineurs en grève sauvage sur le site d'extraction de platine de Rasimone, exploité en commun par Royal Bafokeng Platinum et Anglo American Platinum près de Rustenburg.

En revanche, deux mines gérées par d'autres groupes ont rouvert après avoir dû suspendre leurs opérations en raison de mouvements semblables.

Dans la mine de platine de Marikana, exploitée par Lonmin, des négociations salariales devaient reprendre pour mettre fin à la grève violente qui dure depuis cinq semaines, et au cours de laquelle 45 personnes ont été tuées.

Le groupe britannique a parallèlement confirmé qu'il fermerait pour deux ans l'un des puits de Marikana afin d'économiser 500 millions de dollars, mettant fin au contrat de 1.200 sous-traitants.

La police a utilisé ce week-end des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, et l'armée est aussi intervenue, marquant la volonté du gouvernement mené par le Congrès national africain (ANC) d'employer la manière forte contre la série de mouvements, provoqués par la rivalité entre le Syndicat national des mineurs (NUM), proche de l'ANC, et l'Association des mineurs et des salariés du bâtiment (AMCU), en pointe de la contestation.

La mine de platine de Kroondal, exploitée par Aquarius Platinum, et un site d'extraction de chrome du groupe suisse Xstrata, proche de la ville de Rustenburg, ont rouvert lundi, mais la situation demeure tendue.

"*Alors que nos employés retournaient au travail, il y a eu des cas d'intimidation comme dans l'ensemble de Rustenburg*", a reconnu Christopher Tsatsawane, un porte-parole de Xstrata.

Anglo American Platinum, plus connu sous le nom d'Amplats, touché par une grève de 1.500 mineurs sur son site de Rasimone, a dû appeler la police qui a arrêté 42 personnes.

Amplats avait auparavant annoncé que le travail dans ses mines de Rustenburg reprendrait mardi, ce que l'un des meneurs a qualifié de "*plaisanterie*".

"*Ils peuvent envoyer l'armée, ils peuvent tirer sur des gens, tirer sur des vieillards dans leurs cabanes, utiliser des gaz lacrymogènes contre de jeunes enfants (...) soyons clairs, il y aura des répercussions*", a prévenu Mametlwe Sebei, qui a émergé comme un des meneurs des grévistes depuis le début du mouvement social.

A Marikana, la police a empêché lundi Julius Malema, dissident de l'ANC et désormais opposant inconditionnel au président Jacob Zuma, de s'adresser à un groupe de mineurs et l'a conduit à distance, a rapporté un témoin à Reuters.

L'unité d'élite des "*Hawks*" (Faucons) de la police a ouvert une enquête contre Malema, accusé d'incitation à la violence et intimidations. (Reuters et AFP 17.09)

2- France

Les salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ont reçu un appel à faire grève jeudi pour aller manifester devant l'Elysée, où une délégation doit être reçue par le président François Hollande, a annoncé lundi le délégué CGT de l'usine, Jean Pierre Mercier.

"*Tous les syndicats du site d'Aulnay appellent à la grève et à manifester devant l'Elysée pour soutenir la délégation qui sera reçue*", a-t-il indiqué à l'AFP.

"*A sa demande, l'intersyndicale de PSA Aulnay sera reçue par le président Hollande*", précise un communiqué du SIA (Syndicat indépendant de l'Automobile), majoritaire à Aulnay.

L'Elysée n'avait pas confirmé lundi ce rendez-vous. (AFP 17.09)

3- Grèce

Juges et procureurs en Grèce ont appelé lundi à une grève pour protester contre des coupes prévues dans leurs salaires dans le cadre du nouveau plan d'économies que le pays s'apprête à adopter sous contrainte de ses créanciers. La grève dans les tribunaux civils et pénaux doit durer jusqu'à la fin de la semaine, "*le 22 septembre*", tandis que dans les tribunaux administratifs elle doit se prolonger "*jusqu'au 30 septembre*", selon des communiqués des unions des juges. Durant cette période, juges et magistrats ne vont "*ni présider les séances*", ni "*publier de jugements*", selon leurs communiqués respectifs. Selon l'union des juges administratifs "*les nouvelles coupes sont exagérées et au total la réduction pourrait dépasser 50% sur les salaires nets en deux ans*".

Le mouvement des juges s'inscrit dans le cadre de grèves sectorielles entamées depuis début septembre par différentes catégories de fonctionnaires, juges, universitaires, médecins hospitaliers, pompiers, militaires ou policiers. L'ensemble de ces catégories sont frappées par les nouvelles coupes prévues dans le paquet de mesures de plus de 11,5 milliards d'euros, réclamées par la troïka des créanciers du pays UE, BCE, et FMI, en échange de la poursuite de leur aide financière au pays.

Le 6 septembre, notamment, l'union des magistrats avait manifesté devant le palais de Justice à Athènes. Depuis le début de la crise de la dette en Grèce en 2010, les multiples programmes d'austérité destinés à assainir les finances publiques du pays ont déjà fortement réduit les salaires dans la fonction publique, ainsi que les retraites. Dans le secteur privé, le salaire minimum a été réduit de 22% et des mesures pour davantage de flexibilité du travail sont encouragées en entreprise dans l'optique de soutenir une éventuelle relance économique. (lexpress.fr 17.09)

4- Portugal

Une grève des employés portuaires paralysait lundi la plupart des ports portugais tandis que des arrêts de travail affectaient également les principales raffineries du pays.

"*Les ports sont totalement paralysés aussi bien ceux sur le continent que ceux des Açores et de Madère*", a indiqué un représentant du syndicat des employés portuaires, Oficiaismar.

L'activité était ainsi au point mort dans les ports de Lisbonne, Setubal, Sines et Aveiro.

Les employés des ports protestent en particulier contre des réductions d'effectifs et réclament des améliorations des conditions de travail.

D'autre part, les deux principales raffineries du pays, celles de Sines (à 150 km au sud de Lisbonne) et de Matosinhos (près de Porto, la grande ville du nord du Portugal) étaient pratiquement à l'arrêt en raison d'une grève prévue pour trois jours. "*La participation à la grève est supérieure à 90%*", a indiqué un représentant syndical.

Les employés ont lancé ce mouvement pour protester contre le nouveau code du travail, entré en vigueur début août et destiné à assouplir le marché de l'emploi dans le cadre des réformes entreprises par les Portugal en échange du plan de sauvetage international de 78 milliards d'euros, accordé en mai 2011.

Le mécontentement social s'est nettement amplifié au Portugal après une récente décision du gouvernement de renforcer les mesures d'austerité tant cette année qu'en 2013.

Des centaines de milliers de Portugais ont manifesté samedi à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays pour protester contre ces mesures, une mobilisation exceptionnelle au Portugal depuis la mise en oeuvre du plan de sauvetage. (AFP 17.09)

Notons qu'il aura fallu deux jours à l'AFP pour rétablir la vérité, ils en étaient restés à 100 000 manifestants tout au plus, et voilà qu'ils étaient des centaines de milliers à manifester.

5- Belgique

ArcelorMittal a annoncé lundi renoncer à un plan d'investissement de 138 millions d'euros pour son site de Liège, en Belgique, qui se voit ainsi menacé d'une fermeture définitive.

Le numéro un mondial de l'acier avait annoncé en octobre 2011 la fermeture des deux hauts-fourneaux et de la fonderie sur le site, ce qui devait entraîner 500 pertes d'emplois selon les syndicats. Il avait cependant proposé d'investir dans le maintien d'une activité sidérurgique à Liège, permettant ainsi de préserver 2.000 emplois, mais à condition de négocier un accord sur la fermeture des opérations dites de phase liquide.

ArcelorMittal a fait savoir lundi qu'il n'était pas parvenu à s'entendre avec les organisations syndicales sur les modalités des suppressions d'emplois et qu'il abandonnait en conséquence son plan d'investissement.

Le syndicat libéral CGSLB a de son côté dénoncé des "*pratiques d'un autre siècle*", accusant ArcelorMittal de pratiquer du chantage afin d'imposer ses conditions pour l'arrêt de certaines activités.

ArcelorMittal, qui emploie actuellement 2.800 personnes à Liège, a dit regretter qu'un accord social n'ait pu être conclu en 11 mois. (Reuters 17.09)

6- Etats-Unis

6.1- Rahm Emanuel, le maire de Chicago, a prévenu dimanche qu'il allait demander une injonction à la justice pour contraindre à la reprise du travail les enseignants de la ville. Rahm Emanuel, l'ex-chef de cabinet de Barack Obama à la Maison Blanche et membre du SuperPAC Priorities USA Action, a fait connaître cette décision après que les syndicats eurent annoncé la poursuite du mouvement social au moins jusqu'à mercredi afin de consulter leur base.

Les enseignants des écoles publiques de Chicago, troisième plus grande communauté éducative des Etats-Unis et fief de Barack Obama, se sont mis en grève le 10 septembre, pour la première fois depuis 25 ans, réclamant au départ une hausse de 30 % de leurs salaires pour compenser des journées plus longues. Le maire de Chicago, Rahm Emanuel, avait rallongé de 10 jours l'année scolaire, qui était la plus courte des Etats-Unis. La grève, qui concerne 29 000 enseignants et personnels des écoles publiques de Chicago, affecte quelque 350 000 élèves de maternelle, de primaire et de secondaire de la région.

Les deux parties se sont entendus vendredi sur une base de négociation afin de régler les sujets de contentieux, comme l'évalution des enseignants ou les fermetures d'établissements. Mais plusieurs centaines de délégués syndicaux ont refusé dimanche de voter la fin de la grève. (lemonde.f 17.09)

6.2- Le pourcentage des Américains qui disent être descendu d'un cran de la classe moyenne pour la "*classe inférieure*" a augmenté de 25% au cours des quatre dernières années (sondage du Pew Research Center). Cette classe sociale dite inférieure voit son profil démographique changer. On compte de plus en plus de gens âgés de moins de 30 ans. Si l'on regarde selon le choix politique des citoyens, le nombre de républicains qui se disent appartenir à cette classe est en hausse importante. 23% se considèrent désormais comme classe inférieure, contre 13% en 2008. Parmi les démocrates, 33% se considèrent désormais comme classe inférieure, par rapport à 29% en 2008.

84% de cette classe inférieure disent qu'ils ont été contraint de réduire fortement leurs dépenses en 2011 contre 62% parmi les citoyens s'estimant de la classe moyenne. Le chiffre est de 41% pour ceux qui disent appartenir à la classe aisée.

Seulement la moitié des Américains pense que le travail scolaire peut assurer un bon salaire tant la crise est perçue comme profonde. Où est le rêve américain ? Le contingent de ceux qui pensent que les enfants connaîtront des jours encore plus difficiles ne cesse de progresser.

Environ un tiers de tous les adultes (32%) disent maintenant qu'ils appartiennent à la classe inférieure, par rapport à 25% au début

de 2008. 39% des adultes âgés de 18 à 29 disent qu'ils sont maintenant dans la classe inférieure, une augmentation de 14 points depuis 2008.

Aujourd'hui, environ le double de la proportion des adultes âgés de 65 ans et plus disent qu'ils font partie des échelons les plus bas de l'échelle sociale (39% contre 20% en 2008).

Ben Shalom Bernanke peut toujours imprimer. Cela ne sert qu'à gagner du temps pour un futur problème encore plus grave : celui de l'hyperinflation. (liesi 14.09)

ECONOMIE

1- BCE

Inutile de revenir sur le rôle des agences de notation et surtout des grosses banques de Wall Street (avec Goldman Sachs en tête) dans la débâcle des dettes souveraines des Etats européens. Un constat saute aux yeux : ce qui a commencé en Europe comme une crise financière, s'est petit à petit transformé en une crise existentielle, laissant au président de la BCE Mario Draghi, de plus en plus de pouvoir pour combler le vide laissé par une direction de politiciens absolument incompétents.

Du temps… pour liquider la classe moyenne

Mario Draghi, l'homme de Goldman Sachs, agit en concertation aves les financiers Geithner/Bernanke de Wall Street pour donner du temps au temps… Ces employés officieux du cartel bancaire, laissent au sommet de la pyramide, le temps de préparer le scénario de faillite globale. On l'a très bien compris : ils ne veulent plus de classe moyenne et il leur faut donc gérer la crise… pour siphonner les patrimoines de la classe moyennegrâce au soutien des politiciens chargés de voter les lois de crise au niveau des Etats européens.

La BCE va acheter de la dette souveraine des pays périphériques de la zone euro, comme l'Italie et l'Espagne, pour faire baisser leurs rendements obligataires et réduire leurs coûts d'emprunt. Officiellement, Mario Draghi prétend vouloir sauver l'euro. Là est l'intention officielle. L'intention non avouée est de gagner du temps, d'acheter du temps par la planche à billets pour ruiner les Européens au profit du Grand Œuvre : le Nouvel ordre mondial.

Dans le plan de rachat de dettes souveraines, il y a beaucoup d'imprécisions, assurent plusieurs analystes de banques américaines et européennes. Pourquoi ? D'aucuns pensent que tout cela va finalement miner le crédit de la BCE… Un ancien président de la Banque d'Angleterre confie qu'il pense que "*le défaut est inévitable pour certains pays de la zone euro. La priorité n'est pas de chercher à soutenir l'euro en difficulté, mais de trouver les moyens de caser la zone euro avant la débâcle. Quand Draghi affirme que l'euro est irréversible il dit n'importe quoi. L'un de mes professeurs d'économie disait toujours : rien, absolument rien n'est irréversible en économie*" (Lawson). (liesi 15.09)

2- Agences de notation

Petite histoire des agences de notation

« En 1868, aux Etats-Unis, Henry Poor, profitant du développement des chemins de fer, lance une publication annuelle de statistiques qui fait vite référence. Il sera suivi, vers 1900, par John Moody qui publiera ses propres manuels de notations financières, les "*ratings*", c'est-à-dire, en français "*évaluations*" : c'est l'innovation majeure. A la suite de la crise financière de 1907, il était apparu qu'il devenait nécessaire de classer le plus clairement possible les différentes dettes. Moody sera suivi par Poor en 1916 puis par deux autres agences : Standard statistics en 1922 et Fitch (fondée par John Knowles Fitch, en 1913 à New York) en 1924. Poor et Standard fusionneront en 1941.

Depuis les années 1940, le "*métier*" de notation est resté entre les mains de l'oligopole des trois agences Moody's (Moody's Investors Service), Standard and Poor's (S&P), Fitch. En dépit de diverses tentatives, aucune autre agence n'est parvenue à s'imposer, dans la mesure où elles ont été rachetées, dès leurs premiers succès, par le trio précité : en 2008, ces trois agences représentaient 94 % du chiffre d'affaires mondial de l'activité de notation.

Quant aux 6 % restants, il s'agit de petites agences spécialisées dans des secteurs bien particuliers ou d'agences étrangères, comme Danong en Chine, mais avec lesquelles les trois grandes agences ont multiplié les accords de partenariat. A l'exception de Fitch (propriété de la holding française Fimalac, présidée par Marc Ladreit de Lacharrière), S&P et Moody's sont des sociétés états-uniennes » (Source: Rivarol). (Liesi 15.09)

3- France

Deux cent huit usines ont fermé depuis le 1er janvier et 130 ont ouvert en France, selon une étude réalisée par l'observatoire Trendeo pour Le Monde et publiée dans l'édition de mardi du journal.

Ces 208 fermetures représentent une hausse de 50% par rapport à la même période en 2011, selon le décompte fait par les auteurs de l'étude.

"*Depuis le 1er janvier 2009, nous recensons 1.132 fermetures de sites industriels employant plus de dix salariés*", selon David Cousquer, créateur et gérant de Trendeo, cité par le quotidien. "*Dans le même temps, 786 sites ont été créés, soit un solde net négatif de 346 usines*".

"*Les grands sites comme celui de PSA à Aulnay font la une des journaux, mais la taille moyenne des installations concernées est de 73 emplois*", souligne-t-il.

"*Les fermetures d'usines se poursuivent alors que les créations d'usines ralentissent*", estime Trendeo et les perspectives pour l'emploi sont sombres: "*il est à craindre, compte tenu des efforts budgétaires annoncés pour 2013, que la baisse des emplois publics accompagne celle du privé*", anticipe M. Cousquer. (lexpansion.com 17.09)

4- Etats-Unis

Le président américain Barack Obama va saisir lundi l'OMC contre la Chine, qu'il accuse de subventionner son secteur automobile pour favoriser ses exportations, une décision destinée à contrer les attaques de son rival Mitt Romney dénonçant sa faiblesse supposée envers Pékin.

Cette action intervient au moment où son adversaire républicain dans la course à la présidence de novembre prochain, Mitt Romney, l'accuse de timidité face à Pékin.

"*Je veux m'assurer que si un pays triche comme la Chine triche, nous les rappellerons à l'ordre et nous ne les laisserons pas continuer*", a déclaré la semaine dernière M. Romney, promettant notamment que s'il était élu, que Pékin "*respecte les règles*".

En période électorale, s'en prendre à la Chine est un argument traditionnel de campagne aux Etats-Unis.

Lundi, il plaidera que les mesures de la Chine sont un "*désavantage concurrentiel*" pour l'industrie automobile américaine "*et encouragent la délocalisation d'une partie de la production automobile en Chine*", a dit le responsable.

Il dira les subventions supposées chinoises aux constructeurs automobiles locaux et aux équipementiers violent les règles de l'Organisation mondiale du commerce en la matière.

Washington devrait également arguer que Pékin viole les engagements pris dans le domaine quand il a rejoint l'Organisation en 2001. Pour l'administration Obama, "*les subventions illégales*" de la Chine à son secteur automobile s'élévaient à au moins 1 milliard de dollars entre 2009 et 2011.

Plus de 770.000 personnes travaillent directement dans l'industrie automobile aux Etats-Unis, mais du secteur dépendent des millions d'emplois indirects, d'après les chiffres officiels.

En l'espace de dix ans, les exportations automobiles chinoises aux Etats-Unis ont flambé pour atteindre 69,1 milliards de dollars en 2011 contre seulement 7,4 milliards en 2001, selon Washington.

De leur côté, les constructeurs américains se remettent à peine de la grave crise de 2008-2009 dont certains (General Motors et Chrysler) ne se sont relevés qu'avec l'aide massive de l'Etat.

"*Les faits sont indiscutables. La Chine subventionne son secteur des équipementiers automobiles (et) bloquent nos exportations*", a affirmé l'Alliance pour l'industrie américaine (AMA), un groupe de pression qui estime à 1,6 million le nombre d'emplois menacés aux Etats-Unis par ces pratiques.

L'administration Obama avait lancé début juillet une action contre les droits de douane jugés "*injustes*" appliqués par la Chine aux exportations d'automobiles américaines. (AFP 17.09)

5-Chine

Plusieurs grands groupes japonais ont fermé lundi leurs usines en Chine et conseillé à leurs employés expatriés de ne pas sortir, à la suite de violentes manifestations provoquées par une querelle autour d'un archipel revendiqué par les deux pays.

De nombreuses écoles nippones, notamment à Pékin et Shanghai, ont également fermé leurs portes pour la semaine et la crainte s'est installée au sein de la communauté des expatriés nippons après un week-end de violences antijaponaises dans plusieurs villes de Chine.

Des milliers de nationalistes chinois ont manifesté contre le Japon après l'annonce par Tokyo du rachat à leur propriétaire privé d'un groupe d'îles en mer de Chine orientale que les Chinois appellent Diaoyu et les Japonais Senkaku.

Des violences ont éclaté dans au moins cinq villes. Essentiellement dirigées contre les représentations diplomatiques japonaises, elles ont aussi visé des boutiques, des restaurants et des concessionnaires automobiles de marques nippones, comme Toyota et Honda, qui suspend sa production en Chine pour deux jours à partir de mardi.

Mazda a également annoncé l'arrêt de la production à partir de mardi, pour quatre jours, dans son usine de Nankin, gérée conjointement avec Chongqing Changan Automobile et Ford.

"*Je veux partir*", a confié un cadre de Nissan, qui suspend aussi sa production en Chine pour deux jours à partir de lundi. "*Les manifestations près de chez moi étaient terrifiantes*."

Toyota a, en revanche, précisé que ses usines fonctionnaient normalement et que le groupe n'avait pas demandé à ses employés japonais de quitter la Chine.

Parmi les distributeurs, Fast Retailing a annoncé qu'il fermerait mardi 19 de ses magasins Uniqlo, contre sept lundi. Seven & I a fermé 13 supermarchés et 198 supérettes et Aeon a demandé à ses employés japonais de ne pas se rendre en Chine en voyage d'affaires.

Dans l'électronique, le groupe Panasonic a annoncé qu'une de ses usines avait été victime d'actes de "*sabotage*" de la part d'employés chinois et que le site resterait fermé jusque mardi inclus. Sony a encouragé ses employés à éviter les voyages d'affaires qui ne seraient pas essentiels. Selon la presse japonaise, le groupe Canon interrompra lundi et mardi la production dans trois de ses quatre usines en Chine.

La situation pourrait se tendre un peu plus car le Quotidien du peuple, organe du Parti communiste, rapporte qu'un millier de bateaux de pêche chinois naviguent vers l'archipel.

Tokyo a mis en garde ses ressortissants contre de probables nouvelles manifestations mardi, journée de commémoration en Chine de l'invasion de la Mandchourie par le Japon en 1931.

Le Premier ministre japonais, Yoshihiro Noda, qui a rencontré lundi à Tokyo le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a exhorté les autorités chinoises à garantir la sécurité des ressortissants et des biens japonais.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a assuré que ce serait le cas. Il a toutefois jugé qu'il revenait au Japon de modifier sa position pour apaiser ces tensions.

"*Les conséquences profondément destructrices de l'acquisition illégale des îles Diaoyu ne s'interrompent pas et le Japon en porte la responsabilité*", a déclaré Hong Lei, porte-parole du ministère, demandant à Tokyo d'adopter "*une attitude et une approche correctes*".

Leon Panetta a déclaré que les Etats-Unis respecteraient leurs obligations aux termes du traité de sécurité les liant au Japon. Il a toutefois dit que Washington ne prendrait pas partie dans le contentieux territorial et a invité les deux voisins à la retenue.

Malgré leurs contentieux historiques et territoriaux, la Chine est le premier partenaire commercial du Japon. En 2011, leur commerce bilatéral a augmenté en valeur de 14,3% pour atteindre 345 milliards de dollars (263 milliards d'euros), un record.

Dans son édition internationale, le Quotidien du peuple prévient que le Japon risque d'être confronté à une nouvelle "*décennie perdue*" de stagnation économique, et pourrait même "*devoir se préparer à revenir vingt ans en arrière*" si la Chine recourait à des sanctions économiques.

"*La Chine est toujours extrêmement prudente quand il s'agit de jouer la carte économique*", poursuit le journal dans un éditorial en première page. "*Mais dans les luttes qui touchent à la souveraineté territoriale, si le Japon continue ses provocations, la*

Chine mènera bataille."

La Chine estime que ses frontières maritimes sont définies par son plateau continental alors que le Japon juge que la séparation entre les zones économiques exclusives des deux pays est déterminée par la médiane entre leurs côtes respectives. (Reuters 17.09)

Haut de page

Le 19 septembre

CAUSERIE

Ils sont dépités au M'PEP ils terminent ainsi un article intitulé *Le 21 septembre 1792 naissaît la République, 220 ans après elle agonise* ! daté du 18 septembre 2012 : "*Pauvre France et pauvres Français ! Se réveilleront-ils un jour ? De préférence avant qu'il ne soit trop tard !*". Demandez-vous plutôt pourquoi nous en sommes là, pourquoi la classe ouvrière a été incapable de se doter d'une nouvelle direction au cours des 70 dernières années, même à l'état embryonnaire.

Si au lieu de se morfondre et de se demander *220 ans après, que reste-t-il de la République ?* ils voulaient bien lui donner un contenu social, quelle classe l'a forgée et pour représenter quels intérêts peut-être qu'ils seraient sur la bonne voie pour répondre à la question précédente que j'ai soulevée. Cela vaut pour les autres partis.

Il y a deux manières antagoniques de défendre les valeurs de la République, soit en se tournant nostalgiquement vers un passé révolu et qui n'a pas vraiment été une partie de plaisir pour les ouvriers et paysans qui furent traités de la fin du XVIIIe siècle à la moitié du XXe pire que des chiens de nos jours, soit en se tournant vers le futur en reliant ce combat à la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe qui ne laisserait aucune couche d'exploités ou aucun travailleur sur le bord de la route.

Défendre la République en se tournant vers le passé est le signe de l'impuissance et du refus de rompre avec sa nature capitaliste ou l'ignorer ce qui revient au même.

Ces intellectuels ont un côté sympathique, je m'abstiendrai ici de porter un jugement sur leurs réelles intentions, je constate seulement qu'ils sont incapables d'aller au bout de leur analyse.

Je n'ai pas le temps ici de me lancer dans une démonstration sur la question qu'ils ont soulevée, je me permets de leur soumettre quelques pistes de réflexion qu'apparemment ils n'ont pas explorées ou qu'ils ont laissé de côté, volontairement ou inconsciemment je n'en sais rien, peu importe ici.

Si l'évolution du capitalisme mondial conduit à remettre en cause les valeurs ou principes de la République ainsi que les Etats-nations, cela signifie peut-être que les rapports entre les classes qui en étaient à l'origine ont été profondément modifiés depuis, à l'échelle mondiale, car c'est à ce niveau qu'il faut se poser ces questions.

La concentration du capital et la division internationale du travail intervenue depuis l'avènement des Etats-nations et de la République y sont sans doute pour quelque chose, de même que le passage d'une phase ascendante à une phase décadente du capitalisme.

Le passage du capitalisme au socialisme impliquerait aussi qu'il soit mis fin aux Etats-nations et à la République tels que nous les connaissons aujourd'hui, dans une perspective diamétralement opposée à celle du Nouvel ordre mondial que l'impérialisme américain et sionisme entendent mettre en place.

Si aujourd'hui le capitalisme mondial avance dans cette voie selon les pays à coups de canon ou en broyant les avancées sociales et politiques conquises lors de la lutte de classe des XIXe et XXe siècle, c'est parce que le prolétariat n'a pas été capable de son côté d'avancer vers les Etats-Unis socialistes d'Europe et la liquidation du capitalisme à l'échelle mondiale.

C'est la faillite politique du mouvement ouvrier (international) et particulièrement de son avant-garde révolutionnaire qui est à l'origine de cette situation, son incapacité à accomplir ses tâches historiques ou l'énorme retard qu'il a pris pour en finir avec le capitalisme.

Le caractère monstrueux et cynique du capitalisme qui s'affiche chaque jour dans les différents médias ou publications des partis ouvriers est un terrible et gigantesque défi posé à la civilisation humaine qui doit dorénavant combattre pour sa survie, tandis que des peuples entiers sont broyés, décimés, liquidés pour assurer la survie du capitalisme.

Dès lors, hésiter, tergiverser, tourner autour du pot, repousser encore et encore cette discussion afin de se mettre d'accord sur

les moyens à mettre en oeuvre pour liquider le capitalisme, est tout aussi monstrueux et irresponsable que les conséquences de la survie du capitalisme au regard des milliards de travailleurs qui souffrent le martyr chaque jour qui passe. Chaque jour qui passe sans que cette question ne soit résolue donne une image épouvantable ou détestable du mouvement ouvrier que bien des travailleurs assimilent au capitalisme.

Répétons que nous ne voulons pas jouer au procureur ou porter des jugements sur les personnes, nous disons simplement à nos dirigeants et aux intellectuels, vous détenez entre vos mains l'issue à la crise du capitalisme, prenez vos responsabilités, dans le cas contraire ne vous étonnez pas que nous et les peuples vous assimilent à nos bourreaux.

Autre réflexion.

Il arrive que je reformate des articles du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca qui présentent des défauts, notamment le bout des lignes qui est rogné. J'ai contacté ces deux portails pour leur signaler ces problèmes, c'était la moindre des choses puisqu'ils nous rendent un fier service en nous délivrant des informations qu'on ne trouve nulle part (en français) ailleurs à ma connaissance.

Avec le dernier coup tordu du Mossad, les services de renseignement israélien, je fais référence au "*film*" islamophobe, en utilisant Internet, You Tube et Facebook pour lancer cette opération destinée à faire plier Washington qui rechigne à en finir avec le régime syrien et iranien, ils sont en train de révéler au monde entier pourquoi ces trois supports ont été mis gracieusement (quasi-gratuitement) à la disposition de la population mondiale.

Ils les avaient testés lors du soulèvement révolutionnaire en Tunisie, puis en Egypte, avant de poursuivre sur une autre échelle en Libye, enfin en Syrie, mais là l'opération à tournée court pour ceux qui s'en souviennent.

Dorénavant, on n'accordera plus aucun crédit aux blogeurs sortis de nulle part qui se présenteront comme des révolutionnaires ou des démocrates. On n'accordera plus non plus aucun crédit à leur version des faits repris en boucle par les agences de presse et les médias, sachant qu'il n'y a plus aucune limite à l'art de planifier une manipulation de masse en utilisant ces supports. Chaque fois on attendra d'en savoir plus par la voie de journalistes ou d'intellectuels indépendants bien informés, avant de se prononcer sur des évènements survenus aux quatre coins du monde. Sinon, on prendra le risque d'être manipulé à notre tour.

Vous me direz qu'autrefois, lorsqu'il n'existait aucun des moyens de communication moderne que nous connaissons aujourd'hui, les dirigeants et militants des partis ouvriers devaient s'en remettre à des informations parvenues par le bouche à oreille des jours ou des semaines après que des faits s'étaient produits, qui étaient souvent approximatifs ou déformés ou parfois même erronés, c'était inévitable de même que les erreurs d'appréciation sur la situation qu'ils allaient entraîner sans qu'il y ait pour autant mort d'homme.

Quand on étudie le développement de la lutte de classe au XIXe et de la première moitié du XXe siècle, il faut avoir à l'esprit que certaines mesures prises, erreurs ou contradictions, ont été le fait d'informations défectueuses ou trompeuses, maintenant il est très difficile de les discerner, à moins d'être particulièrement bien documenté auprès de sources fiables.

Il faut admettre qu'on puisse être manipulé malgré nous comme je l'ai signalé dans une précédente causerie. Il faut donc s'accorder le droit à l'erreur, à condition de corriger une fois qu'on est en possession des infos correspondant à la réalité. Personnellement j'ai failli me faire avoir sur la Libye et cela m'est resté en travers de la gorge, j'en ai tiré les enseignements depuis, ce que démontre ma position sur la Syrie.

Dans un article, Thierry Meyssan du Réseau Voltaire est revenu sur la Libye dans des termes que j'ignorais encore hier :

- "*Le 15 février 2011, les salafistes avaient organisé à Benghazi une manifestation commémorative de la tuerie au cours de laquelle une fusillade éclata, marquant le début de l'insurrection de la Cyrénaïque et ouvrant la voie à l'intervention de l'OTAN. La police libyenne arrêta trois membres des forces spéciales italiennes qui avouèrent avoir tiré depuis les toits à la fois sur les manifestants et sur les policiers pour créer la confusion. Retenus prisonniers durant toute la guerre, ils furent libérés lors de la prise de la capitale par l'OTAN et furent exfiltrés vers Malte sur un petit bateau de pêche sur lequel je me trouvais avec eux.*"

Si j'avais eu cette information dans les jours ou les semaines qui suivirent cette provocation, jamais je n'aurais cru qu'on était en présence d'un soulèvement contre Kadhafi, j'ai été trompé par la présentation falsifiée des faits que les médias devaient ignorer eux-mêmes en partie ou en totalité, car on n'imagine pas que les renseignements généraux occidentaux se seraient vantés d'avoir monté cette opération avec en ligne de mire la liquidation de Kadhafi.

Quant à se ranger aveuglément derrière un principe, on sait ce que cela peut donner, par exemple la condamnation de la répression du soulèvement contre-révolutionnaire de Kronstadt par le gouvernement bolchevik, alors qu'il s'agissait de sauver la révolution russe et le fragile Etat ouvrier... Plus proche de nous, en novembre 2005, lors des émeutes des banlieues en appeler (le PT) au respect de l'ordre républicain au côté du gouvernement Chirac-de Villepin...

Si vous voulez en savoir plus sur l'orientation politique du réseau Voltaire et sur ces deux principaux animateurs, vous devez lire leur article *Le lancement de la guerre de terreur des États-Unis : la CIA, le 11-Septembre, l'Afghanistan et l'Asie centrale.*

En mars 2011 j'avais porté une appréciation plutôt sévère sur T. Meyssan, c'était une erreur, depuis j'ai rectifié.

Quand Ayrault lâche le morceau : hausse de la CSG, de la TVA au pluriel s'il vous plaît

Comment alléger le coût du travail ? Le gouvernement ne rechigne plus à se poser la question. Au contraire, il s'apprêterait à briser ses propres tabous sur le sujet. C'est ce que laisse entendre Jean-Marc Ayrault dans Le Point en kiosque jeudi. Le Premier ministre a confié qu'il y aurait non seulement une hausse de la CSG, "*mais pas seulement*". "*Ce sera un mix. Il y aura aussi une part de TVA, de fiscalité écologique...*" !

Après avoir fait campagne contre la TVA sociale, version Sarkozy (1,6 point de TVA supplémentaire contre 13,2 milliards d'allègements de charges pour les entreprises), après l'avoir fait annuler dès le budget rectificatif de 2012, François Hollande pourrait donc réintroduire partiellement la hausse de cet impôt, dans le cadre du chantier de la réforme du financement de la protection sociale !

Voir le gouvernement de François Hollande opter pour une hausse de la CSG, de la TVA et de la fiscalité écologique pour compenser une baisse du coût du travail ne manquerait pas de sel. L'UMP avait ouvertement évoqué l'utilisation de ce bouquet de taxes, lors de l'élaboration de son projet législatif, mis sur pied par Bruno le Maire. Le Medef en a également fait une de ses propositions-phares. (lepoint.fr 18.09)

PS. Il en faut du "*courage*" pour vouer des millions de travailleurs à une vie misèrable

"*On ne bâtit pas une politique en exploitant les frustrations, les inquiétudes, on conduit une politique en ayant du courage*", a répliqué Bernard Cazeneuve dans l'émission "*Preuve par trois*", Public Sénat/AFP.

Pour Bernard Cazeneuve, il ne faut "*pas ajouter de la crise à la crise*" au risque d'entamer la "*crédibilité*" de la France, "*dans l'adversité, face à des gouvernements conservateurs et face aux marchés qui attaquent les Etats en encourageant parfois la spéculation*".

"*Je dis à Pierre Laurent (secrétaire national du PCF, NDLR) qui développe l'idée qu'il pourrait y avoir une renégociation de ce traité (...) que demander ça aujourd'hui, c'est bloquer le fonctionnement de l'Union européenne*", a averti le ministre.

Cela conduirait aussi, selon lui, à "*bloquer les mécanismes de solidarité en faveur des pays qui souffrent, accélérer le paiement de la facture du redressement de l'économie et ajouter une couche de crise politique à la crise financière et monétaire*". (AFP 18.09)

Le courage dont se targue ce casuiste, c'est de tourner le dos aux "*frustrations*" et aux "*inquiétudes*" légitimes qui découlent de ce traité chez les travailleurs qui en ont pris connaissance, le courage c'est aussi se placer délibérément au côté du capital pour lequel ce traité a été rédigé et qui en sera l'unique bénéficiaire. Il témoigne ainsi de quel côté de la barricade se situe le PS.

Il dit ici ouvertement qu'entre les "*frustrations*" et les "*inquiétudes*" des travailleurs d'un côté et "*face aux marchés*" de l'autre, il a choisi son camp.

Et ce n'est pas fini.

- Pour la chancelière allemande Angela Merkel entend obtenir la création en 2013 d'une convention chargée de réviser les traités européens dans le cadre des tractations en cours sous l'égide du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a quant à lui évoqué la semaine dernière la création d'une "*fédération d'Etats-nations*" par la révision des traités.

La porte n'est pas totalement fermée à une éventuelle révision des traités actuels.

"*S'il faut aller au-delà de cela (...), alors la France est prête à faire ce saut*", a expliqué Bernard Cazeneuve en reconnaissant des "différences" avec l'Allemagne.

"*Si pour aller vers davantage de solidarité, il faut davantage d'intégration au-delà des traités actuels, alors il faudra des nouveaux traités.*" (Reuters 18.09)

La croissance était au TSCG, ce que la solidarité est à l'intégration de l'UE, un moyen pour justifier qu'on soutient toutes les décisions prises en amont par la Commission européenne et Berlin.

Front de gauche. Mobilisez-vous pour que le capitalisme renoue avec les jours heureux !

Alors qu'ils ont plus de 6 mois pour s'y préparer.

- Les élus de la gauche radicale se sont interrogés à l'occasion de leur journée parlementaire, mardi 18 septembre, sur la manière de mobiliser contre le traité européen dans les deux prochaines semaines. '*Nous avons du pain sur la planche !*', reconnaît dans son discours d'introduction Nicole Borvo Cohen Seat, présidente du groupe CRC (communiste, républicain et citoyen) au Sénat. Le temps presse, explique l'élue, face aux parlementaires du Front de gauche réunis mardi 18 septembre à Vitry-sur-Seine dans l'amphithéâtre du Musée d'Art contemporain du Val-de-Marne.

Il ne reste plus que quinze jours pour convaincre, insiste-t-elle, quinze jours pour mobiliser et surtout quinze jours pour '*faire de la pédagogie*' à propos du traité budgétaire européen, contre lequel le Front de gauche est en campagne. Le projet de ratification du texte arrive en effet à l'Assemblée nationale le 2 octobre. C'est court, les parlementaires du Front de gauche le savent bien.

Opposer le déficit à la croissance, c'est dénoncer le mauvais capitalisme au profit du bon capitalisme, mode d'emploi fourni par le FdG.

- Elle avoue d'emblée que '*la bataille est loin d'être gagnée pour faire comprendre qu'il faut inverser les priorités entre les déficits et la croissance*'.

Elle est perdue d'avance quelle que soit la ligne politique adoptée par les différents partis, ce qui démontrent qu'elles étaient toutes sans exception erronées, aucun n'en conviendra évidemment puisqu'ils ont tous toujours raison dans leur coin.

Pire, cette bataille aura eu lieu pour rien, puisque son seul objectif n'aura pas été atteint et que le TSCG sera ratifié, alors que si on l'avait menée dans une autre perspective, celle de montrer aux masses que les institutions étaient illégitimes pour ratifier ce traité, les travailleurs auraient pu s'en servir comme levier pour décréter que seules leurs revendications étaient légitimes, ce qui ne sera pas le cas demain.

Pas d'adversaires... parce qu'ils soutiennent le gouvernement et le régime en place.

- Pour autant, la tâche est rude, comme l'explique Eric Bocquet, sénateur du Nord. "*En 2005, la mobilisation pour le oui au traité européen était extraordinaire. Aujourd'hui, nous sommes les seuls à argumenter. Le camp du oui est silencieux, absent du débat. C'est comme un combat de boxe sans adversaire.*"

Et l'UMP, les centristes, le PS, le gouvernement, Hollande qui soutiennent le TSCG, ce ne sont pas des adversaires ? Pas vraiment car ils constituent l'ossature des institutions de la Ve République, les attaquer frontalement et rompre avec eux est impensable.

La preuve dans la bouche de Mélenchon.

- S'il déplore lui aussi l'absence de débat, il reconnaît que l'information manque. "*Je ne suis pas sûr que tous les élus locaux aient bien compris ce que ce mécanisme de soi-disant stabilité va apporter. Il va toucher les communes, les collectivités locales*".

C'est vrai qu'ils sont tellement tarés ces élus qu'ils ne savent même pas lire, alors les travaileurs n'en parlons pas ! Du coup, il sera possible une fois ce traité adopté de prétendre que les députés se sont fait "*piéger*", que ce n'est pas de leur faute, qu'ils ne sont pas ce qu'on croit, non, ils sont très bien en fait et la boucle est bouclée.

Soyons "*indulgent*". Envers qui ?

- "*Il faut faire preuve d'indulgence envers vous-même. La confusion est entretenue et nous empêche de prendre pied dans le débat*". Evelyne Didier, sénatrice de Meurthe-et-Moselle, avoue "*mesurer l'ampleur de la bataille idéologique. On essaie tellement de noyer le poisson, les gens ne s'y retrouvent plus*".

Il faut au moins bac +10 pour comprendre les tenants et les aboutissants du TSCG qui ont fait l'objet d'une multitude d'articles dans la presse et la littérature des partis depuis plus de six mois.

Il est vrai que lorsqu'on est incapable ou plutôt qu'on n'a pas la volonté de se placer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, la "*bataille idéologique*" s'avère difficile, périlleuse même... sans se découvrir. En réalité, ce sont eux qui ne veulent pas la mener.

La manifestation du 30 septembre en soutien à l'Union européenne.

- Les députés et sénateurs veulent aussi travailler "*leur force d'opposition*" pour ne pas passer pour "*des eurosceptiques*", alors qu'ils estiment proposer "*une autre façon de faire l'Europe*", parce que l'UE, ses intitutions et son fonctionnement ne se confondraient pas ou n'auraient pas été créés dans un objectif précis; se refuser à le reconnaître, c'est justement se couper des moyens de mener cette "*bataille idéologique*" contre le capital. (source : lemonde.fr 18.09)

Quand Mélenchon reprend à son compte le principal argument contenu dans le TSCG et qui est avancé par ses partisans pour le justifier.

- "*Nous sommes en droit de penser que cette politique (voulue par le traité budgétaire européen) ne conduit nulle part. L'austérité n'assainira pas les comptes publics*", a-t-il appuyé, car il y tient à l'assainissement des comptes publics contenu dans le TSCG, ce qui revient à faire payer aux travailleurs rubis sur l'ongle la dette des capitalistes. Un processus sans fin qu'apparemment Mélenchon ignore ou feint d'ignorer, car lui il sait lire !

Du côté du PS l'"*optimisme*" est de rigueur, et pour cause, la ratification est acquise.

- Malgré le FG, EELV, et les réticences affichées à l'aile gauche du PS, le gouvernement restait optimiste. "*On n'envisage pas le risque que ça ne passe pas*", expliquait-on mardi dans l'entourage du Premier ministre. Les parlementaires UMP, qui défendaient le texte sous présidence Sarkozy, ne pourront guère critiquer un texte identique, sous présidence Hollande. (source : AFP 18.09)

CFDT : le pire est à venir.

François Chérèque a annoncé mardi qu'il quitterait la tête de la CFDT fin novembre après dix années comme secrétaire général, pour laisser la place à son numéro deux Laurent Berger, qu'il présente comme le candidat "*pressenti*" pour lui succéder.

"*La période me paraît propice à ce passage de relais*", dit-il dans une lettre aux militants du syndicat.

Il invoque aussi dans sa lettre des raisons personnelles : "*Je ne voudrais pas faire l'année de trop, le match de trop comme disent les sportifs, au risque de ternir ces années passionnantes passées ensemble*". (Reuters 18.09)

J'ai lu quelque part mais je ne suis pas arrivé à remettre la main sur cet article, que Laurent Berger venait du syndicalisme chrétien, tout un programme. Et puis cela tombe bien, la doctrine sociale de l'Eglise justifie l'existence des classes et de la pauvreté, elle explique même que c'est un don de dieu pour atteindre le paradis céleste à condition toutefois de la supporter dans la dignité, bref, de s'en accommoder, ce qu'a toujours fait la CFDT.

Charlie Hebdo : le nouvel (?) instrument du Mossad.

L'hebdomadaire Charlie Hebdo publie mercredi des dessins satiriques représentant le prophète Mahomet, après une semaine de tensions et de violences dans le monde contre le film islamophobe "*L'Innocence des musulmans*". (AFP 18.09)

Chez les intellectuels, particulièrement chez ceux qui s'intitulent libertaires, on regorge d'idiots utiles et dangereux pour nos droits politiques. Je n'ai jamais acheté un numéro de ce journal et je m'en garderai bien.

ACTUALITE EN TITRES

Ça baigne pour eux !

- Microsoft augmente son dividende trimestriel de 15% - Reuters

- L'action Apple clôture pour la première fois au-dessus de 700 dollars - AFP

Le secteur automobile en coupe réglé.

- Restructuration en vue pour Ford en Europe - Reuters

- PSA proche de vendre Gefco à Russian Railways - Reuters

- Italie: polémique nationale sur la stratégie de Fiat - AFP

Mensonges, promesses non tenues, défenseur des religions, le programme de la réaction, du PS.

- Pour Hollande "*l'obscurantisme détruit les valeurs de l'islam*" - L'Express.fr

- Jean-Marc Ayrault brise le tabou de la TVA - LePoint.fr

- Contrôle d'identité: Valls entérine l'abandon du récépissé, selon Libération - AFP

- Consultation de sites terroristes : Manuel Valls s'inspire directement de Sarkozy - LeMonde.fr

- Transports - Le gouvernement dément toute remise en cause du service minimum - LePoint.fr

Aux ordres des sionistes.

- Égypte : le «*soutien vigilant*» de Fabius à Morsi - LeFigaro.fr

- Film sur Mahomet: l'Egypte va juger 7 coptes et le pasteur Jones - Reuters

- Bulgarie: ouverture du procès de dignitaires musulmans pour islamisme radical - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Caprice du bourgeois Fabius

Le Canard enchaîné épingle dans son numéro de mercredi le chef de la diplomatie Laurent Fabius pour une exposition organisée dans son ministère de toiles impressionnistes prêtées par le Musée d'Orsay, une opération qui revient à 85.000 euros, selon l'hebdomadaire.

Les toiles sont exposées jusqu'au 31 décembre dans les salons attenant au bureau du ministre des Affaires étrangères, précise le journal, en rappelant que Laurent Fabius est un grand amateur d'art.

Elles auront été accessibles au public uniquement lors des deux journées annuelles du Patrimoine organisées le week-end dernier en France, souligne l'hebdomadaire. (AFP 18.09)

1.1- Effroyable. Quoi, le socialisme ? Non la politique du gouvernement selon Parisot.

Le Medef a appelé mardi le gouvernement à tailler dans les dépenses publiques plus fermement qu'annoncé dans le projet de budget 2013, faisant part de son "*effroi*" face aux risques pour la compétitivité et la réindustrialisation.

"*Nous regardons ce qui est envisagé avec effroi*", a lancé la présidente de la plus grande organisation patronale de France, Laurence Parisot lors de sa conférence de presse mensuelle, ajoutant: "*nous estimons qu'en agissant ainsi, le gouvernement prend le risque de créer un choc de non compétitivité*".

Tout en jugeant "*essentiel pour la crédibilité de la France sur les marchés*" d'atteindre l'objectif affiché par Paris d'un déficit public réduit à 3% du produit intérieur brut fin 2013, Mme Parisot a estimé qu'il y avait "*plusieurs façons d'atteindre un tel objectif*".

Pour elle, il conviendrait de présenter un budget qui "*réduise deux fois plus la dépense publique qu'il n'augmente les impôts: c'est le choix de la plupart des pays confrontés à des difficultés budgétaires*".

"*Nous craignons que les agents économiques que sont à la fois les ménages et les entreprises adoptent des comportements dès la présentation du budget, des comportements qui ne seront pas favorables à la consommation et à l'investissement et donc à la stimulation de la croissance*", a-t-elle déclaré.

Le gouvernement a décidé de procéder en deux temps et envisage ultérieurement une loi de finances rectificative porteuse de mesures en faveur de la compétitivité des entreprises et fondée sur un rapport du commissaire général à l'investissement Louis Gallois attendu en octobre.

Mais, avertit Mme Parisot, "*ce qui se prépare dans la foulée de la mission Gallois peut arriver trop tard*". "*Nous pensons qu'il est encore temps de résoudre ce qui apparaît aujourd'hui comme manquant de cohérence*", a-t-elle enchaîné, alors que le projet de budget doit être présenté dans dix jours.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault avait promis le 11 septembre de présenter d'ici la fin de l'année des propositions donnant lieu à un "vrai choc de compétitivité" après la remise du rapport Gallois.

"*Il est difficile d'imaginer que ce choc de compétitivité puisse réellement se réaliser si auparavant les engagements budgétaires votés créent absolument le contraire, voire engagent le pays vers un ralentissement sévère*", a rétorqué mardi Mme Parisot.

"*Nous sommes d'autant plus préoccupés qu'en réalité la réduction de la dépense publique annoncée de 10 milliards n'en est pas une*" mais est "*une réduction de l'augmentation des dépenses publiques*", a lancé la patronne des patrons.

"*Je ne dis pas que le gouvernement est anti-entreprises*", s'est expliquée Mme Parisot. "*Nous constatons que le gouvernement nous écoute*", a-t-elle concédé, dans une allusion notamment au maintien du dispositif permettant de réduire son impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en cas d'investissement dans une PME ou de la réduction plutôt que l'élimination pour les entreprises de la possibilité de déduire leurs intérêts d'emprunt pour réduire leur impôt.

"*Mais il reste des points qui sont totalement effrayants et c'est l'équilibre général que nous regardons avec effroi*", a-t-elle insisté, ajoutant: "*ce travail sur les dépenses publiques, il est fondamental*". (AFP 18.09)

Quand elle revendique un budget qui "*réduise deux fois plus la dépense publique qu'il n'augmente les impôts: c'est le choix de la plupart des pays confrontés à des difficultés budgétaires*", elle prend exemple sur la Grèce et l'Espagne notamment qui ont fait le bon "*choix*" budgétaire qui se traduit par une régression sociale sans précédent depuis plus d'un demi-siècle.

2- Chine

La chine se réserve le droit d'entreprendre des «*actions supplémentaires*» dans le différend qui l'oppose au Japon en mer de Chine orientale. C'est le ministre chinois de la Défense qui a lancé l'avertissement mardi, exhortant Tokyo à «*revenir sur ses erreurs*» et se disant espérer toujours «*une solution pacifique*» au conflit. Le général Liang Guanglie a fait ces déclarations après une rencontre avec le secrétaire américain à la Défense, Leon P anetta, qui a appelé les deux parties au «*calme et à la retenue*». Les garde-côtes japonais ont affirmé hier que Pékin avait dépêché 11 navires gouvernementaux dans la zone sensible: 10 bâtiments de surveillance de l'Administration océanique d'État (SOA) et un du service de contrôle des pêches. Deux d'entre eux seraient entrés dans ce que les Japonais considèrent comme leurs eaux territoriales.

Par ailleurs, un millier de bateaux de pêche chinois seraient en route pour les îles contestées, appelées Senkaku par les Japonais et Diaoyu par les Chinois. Le patron du Pentagone, qui arrive de Tokyo, devrait normalement rencontrer le vice-président Xi Jinping mercredi. Mardi, la presse chinoise s'insurgeait contre la décision américaine d'étendre son bouclier antimissile en Asie, en installant un nouveau radar d'alerte avancée dans le sud du Japon.

En ce jour anniversaire de «*l'incident de Moukden*», qui en 1931 a servi de prétexte à l'invasion de la Mandchourie par les Japonais, les manifestations ont repris mardi en Chine. Des milliers de personnes hurlant des slogans nationalistes ont défilé devant l'ambassade du Japon à Pékin, avec en tête du cortège des portraits de Mao. Le gouvernement japonais a «*pressé la Chine d'assurer la sécurité*» de ses ressortissants, soulignant que «*les entreprises japonaises jouent un rôle important dans l'économie et l'emploi chinois*». En attendant, un voyage de 175 dirigeants d'entreprise nippons emmenés par le patron de Toyota pourrait être annulé. Une rencontre avec le premier ministre, Wen Jiabao, était au programme. L'équipe chinoise de badminton, elle, s'est retirée de l'Open du -Japon. (lefigaro.fr 18.09)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Les grévistes de la mine de platine de Marikana (nord) sont parvenus mardi à arracher 22% d'augmentation, ce qui devrait mettre fin à près de six semaines d'une grève sanglante qui a fait trembler l'Afrique du Sud.

Les mineurs du site exploité par le groupe britannique Lonmin devraient reprendre le travail jeudi.

"*Les travailleurs sont très contents de cet accord, et nous pensons que ce qui c'est passé ici est une vraie victoire pour les travailleurs, et ils vont reprendre le travail jeudi matin*", a indiqué à la presse l'évêque anglican Jo Seoka, le principal médiateur religieux.

Les détails de l'accord devaient être rendus publics ultérieurement, une fois qu'il aura été signé par toutes les parties prenantes. Il comprend une prime unique de 2.000 rands (190 euros) qui sera versée à ceux qui retourneront bien à la mine jeudi.

"*Les 2.000 rands seront payés en une fois, ce qui leur donnera de l'argent (...) pour leurs besoins, parce qu'ils n'ont pas été payés depuis trois semaines*", a expliqué le prélat.

Les mineurs ont explosé de joie à l'annonce de l'accord. Mais tous ne sont pas ravis: Honesty, 26 ans, affirme qu'il est décidé à retourner au travail jeudi, mais est amer.

"*Je ne me sens pas bien, parce qu'il y a pas assez d'argent et parce que le 16 (août) la police et la direction nous ont tués parce que nous voulions de l'argent. Je ne vais pas faire la fête (...) parce que nous n'avons pas obtenu 12.500*" rands (1.170 euros) nets, la revendication sur laquelle les grévistes restaient arc-boutés depuis des semaines.

Les foreurs, qui avaient débuté le mouvement le 10 août, obtiendront finalement un peu plus de 11.000 rands (1.035 euros) bruts.

Outre Marikana, la mine d'or de KDC West, exploitée par le groupe Gold Fields au sud-ouest de Johannesburg, restait paralysée par une grève mardi.

La plupart des autres mines ont rouvert ces derniers jours, notamment les cinq sites du numéro un mondial du platine Amplats, filiale du géant minier Anglo American, qui avaient été fermés le 12 septembre.

La direction d'Amplats a menacé de licencier le personnel qui ne se rendrait pas au travail mercredi, notant que de "*nombreux*" mineurs n'avaient pas pointé mardi. Sa porte-parole Mpumi Sithole n'était pas en mesure de donner de chiffre. (AFP 18.09)

2- Bolivie

Plusieurs milliers de mineurs indépendants s'en sont pris à leurs homologues employés par l'Etat en attaquant à la dynamite le siège de la Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie (FSTMB), a rapporté le commandant régional de la police de La Paz, le colonel Rosalio Alvarez.

Victor Cachi, leader de la FSTMB, a précisé aux médias locaux que quatre personnes avaient été touchées au moment de la chute du toit du bâtiment de la FSTMB, causé par un dynamitage.

Après ces heurts, la FSTMB a convoqué une réunion d'urgence et ses responsables n'écartaient pas d'éventuelles représailles.

Les mineurs indépendants regroupés au sein de coopératives sont en conflit avec les employés de la mine de Colquiri (250 km au sud de La Paz), qui refusent de partager l'exploitation de cette mine après sa nationalisation par l'Etat.

La semaine dernière, les mineurs des coopératives avaient organisé plusieurs manifestations et barrages routiers dans la capitale pour tenter de faire entendre leurs revendications. (AFP 18.09)

3- Etats-Unis

Les enseignants de Chicago ont voté, mardi 18 septembre, la reprise du travail après plus d'une semaine de grève contre des réformes lancées par le maire de la ville, Rahm Emanuel, un proche du président Barack Obama.

La décision met fin à une confrontation qui dure depuis le 10 septembre entre la municipalité et 29 000 enseignants et personnels des écoles publiques du district scolaire de Chicago, qui ont fermé pendant sept jours. Ces établissements représentent 350 .000 élèves de maternelle, primaire et secondaire.

Quelque 800 délégués syndicaux ont voté pour suspendre le mouvement après plus de deux heures de débat sur le contenu d'un nouveau contrat de trois ans avec la mairie. Un compromis a été conclu offrant à Rahm Emanuel le feu vert pour certaines réformes qu'il réclamait, tout en donnant aux enseignants des garanties sur leur emploi. (LeMonde.fr 18.09)

ECONOMIE

1- Espagne

1.1- La zone euro imposera "*des conditions très dures*" à l'Espagne en échange d'une éventuelle aide financière, a affirmé mardi le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker, sur une chaîne de télévision régionale allemande. (AFP 18.09)

1.2- Le taux de créances douteuses des banques espagnoles a battu en juillet un nouveau record historique en cinquante ans, avec désormais près d'un crédit immobilier sur dix considéré comme risqué, a annoncé mardi la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 9,86% du total des crédits en juillet, avec 169,330 milliards d'euros. C'est le taux le plus élevé depuis le début de la série statistique en 1962. (AFP 18.09)

Haut de page

Le 20 septembre

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps de mettre sous forme d'articles quelques causeries d'aujourd'hui et des derniers jours, ni de corriger les erreurs, ce sera pour demain.

Trois réflexions très brèves

1- A lire pour mieux comprendre la situation mondiale, en prenant un certain recul tout de même, comme d'habitude. Frappe contre la Syrie – cible: la Russie. (Horizons et débats) (10.09.12)

2- Selon le courant syndical *Où va la CGT ?* : "*Pas de meeting (de rentrée -Ndlr) en fait, parce que ça grogne partout dans la confédération. Et pas qu'un peu.*", pour "*éviter les vagues et les porte-à-faux*".

Après la prestation de Thibault sur Europe 1 il y a huit jours, ils notents que :"*On sent bien que tout en portant quelques remarques critiques, le secrétaire de la CGT fait tout pour éviter de mettre le gouvernement en porte-à-faux. Voilà la rentrée syndicale de la CGT.*" (http://ouvalacgt.over-blog.com 12.09)

Si les syndicats ont leurs propres particularités, au moins sur la question qui vient d'être évoquée, ils sont tous d'accord. Nous ne sommes pas surpris, nous l'avions annoncé plusieurs mois avant le 6 mai.

Je remercie au passage le camarade qui m'a adressé cette info.

3- Ne dites pas : "*La seule différence entre la droite classique et la social-démocratie, c'est pour les uns le bâton, pour les autres l'enfumage* " (Où va la CGT ?), car en réalité les deux tiennent le même bâton et frappent sur les mêmes victimes.

Quant à l'enfumage, hormis l'usage que peuvent en faire naturellement l'UMP et le PS, il provient surtout des dirigeants des partis qui sont inféodés au capitalisme et qui s'emploient par des procédés malhonnête et sournois à présenter le PS comme un parti ouvrier, à le ménager (donc le régime), alors qu'en réalité rien ne le distingue du parti de l'ordre ; disons que l'UMP et le PS épargnent certaines couches distinctes de la petite-bourgeoisie qui leur sont acquises, c'est la seule différence notoire qui existe entre eux en réalité.

TSCG. En famille on ne peut rien se refuser.

Jean-Marc Ayrault a appelé mercredi à un "*vote massif*" de sa majorité sur le traité budgétaire européen, présenté mercredi en Conseil des ministres et dénoncé par une partie de la gauche, qui y voit l'institutionnalisation des politiques d'austérité.

Le Conseil des ministres a examiné en fait deux textes: d'une part celui sur la ratification du traité lui-même et d'autre part un projet de loi organique sur les finances publiques.

Le traité reprend la "*règle d'or*" limitant à 0,5% du PIB le déficit public structurel, qui sera appliquée dans une prochaine loi de programmation des finances publiques. Quant au projet de loi organique, il crée un Haut conseil des finances publiques placé auprès de la Cour des comptes qui se prononcera sur les prévisions de croissance du gouvernement et le respect des objectifs fixés.

Ces textes seront ensuite débattus la première quinzaine d'octobre à l'Assemblée.

A l'issue du Conseil des ministres, Jean-Marc Ayrault a appelé de ses voeux un "*vote massif*" au Parlement.

"*Plus le vote sera fort, plus la voix de la France sera forte, plus nous pourrons continuer à travailler à la réorientation de l'Europe*", a justifié le Premier ministre. Un argument repris par le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius lors des journées parlementaires socialistes à Dijon.

Ayrault a affirmé mercredi que ce n'est pas le traité qui "*impose*" l'austérité mais plutôt la nécessité, selon lui, de "*sauvegarder nos propres intérêts*".

D'autre part, le gouvernement répète qu'à défaut d'avoir renégocié le texte du traité, l'élection de François Hollande "*a fait bouger les lignes*" en Europe. (AFP 19.09)

La preuve en est : les Grecs, les Portugais et les Espagnoles sont voués à une régression sociale sans précédent depuis plus d'un demi-siècle.

L'escroquerie politique est la seule manière de gouverner que connaît le PS, la preuve :

Plus tôt sur RTL, Jean-Marc Ayrault avait affirmé que le dispositif présenté est à même de "*sortir de la dictature des marchés financiers*", alors qu'il conduit exactement à l'effet inverse.

Plus tard lors d'un conférence de presse, il a lancé un appel "*à tous les parlementaires*", donc également ceux du centre et de l'UMP : "*L'appel que je lance à tous les parlementaires, c'est de prendre des responsabilités*", a-t-il dit. Copé a déjà fait savoir qu'il serait au rendez-vous, en famille on ne peut décidément rien se refuser. (source : Reuters 19.09)

Au fait, si c'est l'UMP qui a été rejeté le 6 mai et le 17 juin et qui est minoritaire dans le pays qui permet au TSCG d'être adopté, cela signifie que cette ratification sera illégitime, que les institutions qui l'auront ratifié étaient illégitimes, non ? Quel parti va reprendre cet argument à son compte pour mener le combat jusqu'à la chute du régime ? On tient les paris : aucun.

TSCG. La véritable nature réactionnaire du PS mise en lumière.

Les réfractaires au traité européen à l'aile gauche du PS ne désarment pas. Dès l'ouverture des journées parlementaires socialistes, mercredi, à Dijon (Côte-d'Or), le député de l'Essonne Jérôme Guedj a affirmé que le non au traité européen pouvait être «*un non de soutien*» au chef de l'État. Au grand dam de Bruno Le Roux et de François Rebsamen, les présidents des groupes PS de l'Assemblée et du Sénat, qui ont martelé à l'inverse que «*personne ne peut avoir raison contre la majorité*» et qu'il «*n'existe qu'un oui de soutien*».

Tout en rendant hommage au travail de François Hollande, l'élu de l'Essonne a poursuivi: «*Ce traité fait de la rigueur budgétaire l'alpha et l'oméga de la construction européenne. Il va être adopté, mais il est mort. Il va être difficile à appliquer. Ce qui m'intéresse, c'est le traité d'après sur la convergence sociale et l'harmonie fiscale en -Europe.*» Autre proche de Benoît Hamon, le député de Paris Pascal Cherki reste sourd aux rappels à l'ordre de l'Élysée et de Matignon, qu'il qualifie de «*bruit de fond*».«*Je les écoute, je les entends. Cela ne me fera pas changer d'un iota dans ma position*», affirme le maire du XIVe arrondissement.

Plus sensible aux pressions de l'exécutif, Olivier Dussopt (Ardèche) confie: «*J'ai envie de voter contre le traité, mais je m'abstiendrai par solidarité gouvernementale*.» Même Philippe Martin (Gers), le premier vice-président du groupe à l'Assemblée, reconnaît qu'il émettra un «*oui raisonnable*» au traité européen, qui constitue «*un petit progrès*». Sans enthousiasme, donc. Un conseiller de l'Élysée fait confiance à «*l'amicale pression*» du ministre des Affaires européennes, Bernard Cazeneuve, pour faire changer d'avis la petite ving-taine de députés nonistes. «*En musique, les fausses notes sont rarement pardonnées*», a prévenu Bruno Le Roux. (lefigaro.fr 19.09)

Ils sont formidables ses "*opposants*" au TSCG, ce qui intéresse Jérôme Guedj c'est de faire en sorte que la construction européenne aille à son terme en niant qu'elle serait tournée contre les intérêts des travailleurs alors qu'on le constate quotidiennement, quand il déclare "*c'est le traité d'après sur la convergence sociale et l'harmonie fiscale en Europe*", qui entérinera la formidable régression sociale à l'oeuvre dans tous les pays où les travailleurs bénéfiaient encore d'avantages sociaux. Peu importe que l'UE s'aligne systématiquement sur le moins social dans tous les domaines pour l'imposer aux travailleurs de tous les pays. C'est là qu'on s'aperçoit si besoin était qu'ils sont totalement étrangers au milieu ouvrier, mieux qu'ils y sont hostiles, qu'ils le méprisent et le combattent pour le compte du capital.

PS. Parole de suppôt du terrorisme en Syrie et dans le monde.

Le président François Hollande s'est engagé mercredi dans la lutte "*contre toutes les formes de terrorisme*", qui fera l'objet d'un projet de loi tirant notamment les leçons des fusillades de Toulouse et Montauban, au printemps dernier.

"*Le terrorisme, cette haine qui s'en prend à des civils désarmés, cette violence qui s'attaque à des hommes, à des femmes, à des enfants au hasard, est une ignominie. Ce terrorisme se place lui-même en dehors de l'humanité*", a déclaré le chef de l'Etat dans les jardins des Invalides, à Paris. (Reuters 19.09)

Le peuple syrien en sait quelque chose, merci monsieur Hollande pour votre cynisme.

PS. Parole de banquier au service de l'ordre établi.

Jacques Attali dans une interview au Monde du 19 septembre.

Question : Le rapport de la commission que vous présidiez lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy proposait des réformes. Aucune n'a été véritablement appliquée.

Réponse : C'est inexact.(...) Au final, disons qu'un tiers des propositions a été mis en place : rupture à l'amiable du contrat de travail, dérégulation du commerce, réforme de la Haute Autorité de la concurrence, grand emprunt, regroupement des universités... Ensuite, le candidat Nicolas Sarkozy a repris, dans son programme, d'autres idées du rapport, mais sans les mettre en œuvre. Nous proposions notamment des économies budgétaires et des impôts nouveaux qui représentaient 30 milliards d'euros par an pendant trois ans. Ce qui doit être fait cette année. Si nous avions fait cet effort dès le budget 2010, la France aurait disposé d'une crédibilité bien supérieure auprès des marchés et de ses partenaires européens.

Question : Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait ?

Réponse : Sans doute par manque de courage politique. Mais si les politiques ont peur de la révolte des Français, ils auront la révolution. (lemonde.fr 19.09)

Elle est inéluctable monsieur le banquier qui parle pour ne rien dire ou mêle en permanence dans son discours vérité et contrevérité, l'art de l'embrouille, la marque de fabrique du PS où il a effectivement sa place...

Parole d'internaute.

Non Charlie

Je ne suis pas d'accord avec vous et me battrai toute ma vie s'il le faut pour que vous ne puissiez pas, sous couvert de liberté, fouler au pied le sens de toute transcendance. Pour vous c'est la liberté qui transcende... pour eux, c'est la transcendance qui libère !

Non Charlie

Au nom de la liberté d'expression, ce n'est pas votre vie que vous mettez en jeu mais la vie d'autrui... Y avez-vous songé un tant soit peu ? À vos compatriotes au Caire, à Tunis, ou à Tripoli ? Qui n'auront bientôt plus l'occasion de vous lire...

Non Charlie

Votre caricature est une injure pour toute personne qui a deux grammes d'intelligence et un minimum de connaissance de l'état des lieux, des forces en présence et du désir de vengeance auquel vous venez de donner naissance.

Non Charlie

On n'a pas le droit de s'octroyer tous les droits, d'offenser et de défoncer les gens dans ce qu'ils ont de plus sacré : l'objet de leur foi ou de leur désarroi.

Non Charlie

Il n'y a pas que la liberté... il y aussi le secret qui rime avec le plus grand respect que l'on doit à tous ceux avec lesquels nous désirons vivre et mourir en paix.

Non Charlie

Je sais que vous savez ce que tout le monde sait : que toute mauvaise cause entraine les pires effets ... des innocents vont devoir payer votre petite liberté de libre penseur sans un brin de responsabilité.

Non Charlie

On n'a pas le droit de toucher au prophète quand on veut se payer des têtes. Si les islamistes ne vous reviennent pas... il faut aller le leur dire en face, sans violer avec vos sombres desseins, leur religion et leur trace.

Non Charlie

Ne parlez plus de liberté d'expression... mais de valeurs et d'échelle de valeurs.

Et sur cette échelle il est, semble-t-il important de vous rappeler que la liberté de conscience est première. On n'est pas obligé de l'honorer certes, mais on n'a pas le droit de la déshonorer.

Non Charlie

Votre caricature n'est qu'une imposture.

De plus, c'est du marketing qui va coûter la vie à tous ceux qui croient qu'on peut rire de tout et avec tout le monde. C'est une déclaration de guerre... guerre de religion dont aucune libre expression au monde ne peut être fière.

Non Charlie

Si l'offense est l'expression de votre liberté, admettez alors, la violence, comme expression de leur liberté ! Échange de mauvais procédés.

Non, ne dites pas "mais" ! Assumez... (20minutes.fr 19.09)

J'ai reçu un coup de fil du consulat de France inquiet sur mon sort, parce qu'ils croyaient que j'habitais toujours dans un quartier à majorité composé de musulmans, je n'ai pas eu le temps de les informer de mon changement d'adresse depuis un an. On nous a demandé d'éviter de sortir en ville vendredi et de se trouver à proximité d'une mosquée. Merci aux abrutis de Charlie Hebdo... qui a le soutien de la famille Rothschild. (Libération)

Ne vous inquiétez pas pour ma sécurité, j'habite en dehors de la ville dans un lotissement boisé entouré de murs et gardé jour et nuit. Et puis j'ai mon chien, je déconne, il passe son temps à dormir dans la maison au lieu de profiter du jardin qui finalement ne sert à personne. J'ai plus de considération pour cette brave bête que pour les propriétaires de Charli Hebdo dont le sort m'indiffère totalement.

D'une pierre deux coups.

L'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui regroupe 57 Etats, annonce, mercredi 19 septembre, qu'elle va relancer ses efforts visant à inscrire le blasphème parmi les crimes et délits reconnus en droit international.

Pour Ekmeleddin Ihsanoglu, secrétaire général de l'OCI, il est temps que la communauté internationale cesse de '*se cacher derrière le prétexte de la liberté d'expression*'. '*Les abus délibérés, motivés et systématiques de cette liberté*', a-t-il ajouté, sont un danger pour la sécurité et la stabilité mondiales.

Il semble peu probable que l'OCI, qui mène campagne depuis plus de dix ans sur ce sujet, rallie les Occidentaux à leur

cause. D'autant plus que ces pays s'inquiètent de l'effet répressif des lois contre le blasphème en vigueur dans certains pays musulmans comme le Pakistan, où le blasphème est passible de la peine de mort. (lemonde.fr 19.09)

L'attaque perpétrée contre le consulat de Benghazi la semaine dernière, dans laquelle quatre Américains ont trouvé la mort, était une '*attaque terroriste*' qui pourrait être liée à Al-Qaida, a déclaré, mercredi, Matthew Olson, directeur depuis 2011 du Centre national de l'antiterrorisme (National Counterterrorism Center, ou NCTC), au cours d'une audition au Sénat.

L'éventuelle planification de cette attaque fait l'objet d'un débat aux Etats-Unis entre l'administration Obama et les parlementaires républicains, qui affirment qu'elle a les caractéristiques d'une offensive préméditée. (lemonde.fr 19.09)

Ainsi la réaction cléricale islamiste peut s'en donner à coeur joie, c'est un autre aspect de cette affaire qui n'est pas négligeable.

Quand le POI reprend à son compte la version officielle.

Page 12 du n° 218 d'*Informations ouvrières*, Lucien Gauthier a occulté les désaccords existant à Washington et entre la Maison Blanche et Jérusalem à moins de deux mois des élections présidentielles aux Etats-Unis, sur la nécessité de s'engager directement dans la guerre contre le régime syien et d'attaquer l'Iran.

Ainsi, les contradictions de l'impérialisme américain, dont les sionistes tentaient de profiter pour forcer la main aux Américains et leur implication dans la provocation qu'a constitué la sorti de ce film islamophobe pour détourner l'attention de la population mondiale vers une confrontation confessionnelle, passent à la trappe au profit des sionistes qui n'apparaissent nulle part dans son article.

On peut ajouter que le POI s'aligne une fois de plus sur la version officielle concoctée par Washington et reprise par la totalité des puissances occidentales, dont Paris évidemment. Ménager le gouvernement, ménager le PS, ménager l'Etat sionisme, pour qui roule le POI ? Gageons que la totalité des autres partis ouvriers sont sur la même ligne ou pire encore.

Rappelons qu'Israël est allié aux régimes despotiques du Golfe dont Al-Qaida et les mouvements djihadistes sont leurs créations, le tout chapeauté par l'impérialisme américain et britannique notamment. Rappelons aussi que le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius en est partie prenante.

Auto-esclavagisme ou la rançon de la subordination au capital.

A peine 10% des auto-entrepreneurs en activité depuis plus de trois ans dégagent un revenu supérieur au smic, selon une étude de l'Insee publiée jeudi.

Sur les 328.000 personnes qui ont créé une auto-entreprise en 2009, première année pleine de mise en oeuvre de ce statut, 102.000 étaient encore actives économiquement fin 2011.

Mais seulement 79.000 ont pu dégager un revenu positif de façon continue sur la période et, pour neuf sur dix d'entre elles, il demeure inférieur au smic, indique l'institut. (Reuters 19.09)

Cela fait toujours 328.000 chômeurs en plus qui sortent des statistiques.

ACTUALITE EN TITRES

PS. Mensonges, hypocrisie, reniements, etc. la panoplie complète du manipulateur, réactionnaire...

- Le patron des petits patrons soulagé pour les PME - Liberation.fr

- Traité: Ayrault tente de séduire les borlooïstes - LeFigaro.fr

- Ayrault ne s'engage plus à faire baisser le chômage d'ici un an - L'Expansion.com

- Consultation de sites terroristes : Manuel Valls s'inspire directement de Sarkozy - LeMonde.fr

- Caricatures de Mahomet : pour Valls, la liberté d'expression est un '*droit fondamental*' - LeMonde.fr

Quand on sait que certaines formations politiques sont censurées, certains films, documentaires, reportages, certaines photos, vidéos censurés par France Télévision...

On rejoindra Lénine qui estimait que défendre la liberté d'expression en général revenait à soutenir le régime en place qui en use pour étouffer ses opposants, et se donner un vernis démocratique afin de mieux asseoir son pouvoir ou sa dictature sur la classe des exploités.

Garde-à-vous !

- Les «*nonistes*» du PS sommés de voter le traité européen - LeFigaro.fr

- Les parlementaires PS priés d'éviter «*les fausses notes*» sur le traité européen - Public Sénat

Quand la misère intellectuelle devient nauséabonde.

- «*Charlie hebdo*» «*se cache derrière la liberté d'expression afin de faire du fric*» - 20minutes.fr

Le petit-bourgeois ou l'intellectuel qui n'a pas de conscience de classe ou est incapable de trancher entre la classe ouvrière ou celle des capitalistes, s'avère être en dernière analyse un réactionnaire ou fait le jeu de la réaction, on en a ici la preuve si nécessaire.

C'est le cas des écologistes, des féministes, des anti quelque chose d'un jour ou de toujours, etc. tous ceux qui sont fâchés avec la dialectique qui consiste à aller du particulier au général et vice versa pour comprendre les lois générales et les rapports qui sont à l'origine et participent au processus historique du développement et de l'évolution de la société ou du monde, dans quelle direction ils se dirigent pour mieux les combattre afin de les transformer.

Charlie Hebdo a vendu la totalité de ses 75.000 exemplaires dès mercredi. Il va procéder à un nouveau tirage et sera de nouveau en kiosque vendredi.

Une enquête a par ailleurs été ouverte par le parquet sur le piratage dont a été victime le site internet du journal. A Paris, la sécurité a été renforcée autour de l'immeuble abritant sa rédaction. (AFP 19.09)

L'Etat au chevet de ces provocateurs, à nos frais s'il vous plaît !

Un gouvernement socialiste aurait saisi et détruit ce numéro de Charlie Hebdo, et il aurait imputé tous les frais relatif à cette décision à son propriétaire, avant de le traduire en justice. S'agissant d'une récidive, d'emblée cette publication aurait été déclarée illégale, ses locaux fermés et son matériel confisqué, et son propriétaire aurait été interdit d'exercer la même activité pour un autre support médiatique ou dans un autre journal. Tous les frais de justice étant à la charge de ce torche cul infâme, qui en guise d'humour méprise tous ceux qui ne lui ressemblent pas, soit 99,99% de la société.

On peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui avait dit Desproges, je crois.

Le tort de ce torchon, c'est de se croire seul au monde et de pouvoir agir en toute impunité. A l'heure d'Internet et de la mondialisation de l'information, c'est carrément criminel, il faut en avoir conscience. Si l'Etat laisse faire, c'est qu'il y trouve forcément son compte, ce qui ne serait pas le cas d'un Etat ouvrier qui n'aurait pas pour mandat de cultiver ou flatter la bêtise humaine, mais d'élever le niveau de conscience de la population pour qu'elle se prenne en mains et vive en harmonie et en paix...

Le Monde champion de l'instrumentalisation.

- Il faut voter le traité budgétaire européen - LeMonde.fr

- Non à la dictature de l'austérité - LeMonde.fr

Traduisez : Si vous êtes contre l'austérité, voter le TSCG, elle n'est pas belle celle-là ? C'est la ligne défendue par le gouvernement, sans rire.

En attendant, que vais-je faire... Il y a des signes qui ne trompent pas...

- Xavier Bertrand : "*Comment préparer l'alternance si l'on attend tous les jours un signe de Sarkozy ?*" - LePoint.fr

Hélas !

- Pour Ban Ki-moon, il n'y a pas de solution militaire en Syrie - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie, qui a décidé de fermer les bureaux de l'USAID à Moscou, a accusé mercredi les Etats-Unis d'utiliser cette agence d'assistance pour tenter de peser sur la vie politique russe et l'issue des élections.

Dans un communiqué, le ministère russe des Affaires étrangères évoque aussi les activités de l'USAID dans plusieurs régions de Russie, notamment dans le Nord-Caucase, théâtre depuis plusieurs années d'une sanglante insurrection islamiste.

"*Il s'agit de tentatives d'influer sur le processus politique, y compris sur les diverses élections et sur les institutions de la société civile via la distribution de subventions*", dit le communiqué.

Les Russes ont laissé jusqu'au 1er octobre à l'USAID pour mettre fin à toutes ses opérations dans le pays.

Les Etats-Unis démentent que le financement des associations russes de défense des droits de l'homme vise à peser sur la politique intérieure russe.

Cela faisait vingt ans, après l'effondrement de l'Union soviétique, que l'USAID travaillait en Russie, dépensant plus de 2,6 milliards de dollars dans des programmes en faveur de la santé et de l'environnement, pour la modernisation de l'économie et la représentation de la société civile dans la vie politique.

Moscou souligne que la Russie, forte de ses richesses pétrolières, est devenue un pays donateur et n'a plus besoin d'une assistance financière de l'étranger.

Le ministère des Affaires étrangères a même précisé que la Russie était prête à coopérer avec l'USAID dans des programmes d'assistance à des pays tiers.

Quant au financement étranger de groupes russes pro-démocratie, le Kremlin estime que "*la société civile russe a suffisamment mûri et n'a pas besoin de recevoir de directives de l'étranger*".

L'aide de l'USAID aux associations russes représentait environ 50 millions de dollars par an. Parmi les groupes russes qui seront les plus affectés par cette mesure figure Golos, qui surveille le déroulement des élections, et Memorial, une association de surveillance du respect des droits de l'homme.

Transparency International, qui traque les affaires de corruption, pourrait également être concernée.

"*Pour nous, cela va être vraiment un problème*", a déclaré mercredi Lilia Chibanova, directrice de Golos, dont l'organisation recevait 80% de ses financements de l'USAID.

Elle a ajouté ne pas pouvoir dire si Golos serait en mesure de surveiller les élections régionales du 14 octobre et a dénoncé la "*machine répressive du Kremlin contre les ONG depuis le retour de Poutine à la présidence*".

En décembre dernier, au moment des élections législatives remportées par le parti de Vladimir Poutine, ce dernier, alors Premier ministre, avait accusé la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton d'encourager les manifestations de l'opposition. (Reuters 19.09)

En butte à la corruption pour obtenir la régularisation de mon titre de propriété il y a deux ou trois ans, j'avais essayé de contacter Transparency International, c'était pour voir ce qu'ils avaient dans le ventre comme on dit, je n'ai pas été déçu, je n'ai jamais reçu de réponse, sauf un courriel m'invitant à leur faire un don ! Cette organisation est chapeauté par la CIA en réalité et les Russes le savent.

2- Syrie

Le ministre iranien, Ali Akbar Salehi, dont le pays est l'allié régional de Damas, a souligné devant M. Assad "l'appui illimité" de Téhéran "*aux efforts pris par le gouvernement syrien pour ramener la sécurité et la stabilité*". Peu avant, il avait souligné que le règlement de la crise se ferait "*uniquement à l'intérieur de la famille syrienne*".

M. Assad a affirmé de son côté que "*la bataille qui se déroule actuellement ne vise pas seulement la Syrie mais tout l'axe de résistance*" à Israël, selon l'agence officielle Sana.

Aux yeux des Syriens, "*l'axe de résistance*" comprend la Syrie, l'Iran et leurs alliés libanais du Hezbollah et palestiniens du Hamas et du Jihad islamique.

Evoquant la réunion lundi au Caire du "*groupe de contact*" régional sur la Syrie (Iran, Egypte, Turquie et Arabie saoudite), M. Assad a souligné que la "*clé de (la) réussite*" des efforts pour un règlement dépendait "*des intentions sincères pour aider la Syrie, ainsi que du respect de sa souveraineté et du refus des interventions étrangères*".

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a déploré mercredi que gouvernement et opposition en Syrie "*semblent déterminés*" à se battre jusqu'au bout, et a réitéré son appel à l'arrêt des combats et à un "*dialogue politique*".

Il a estimé que le médiateur international Lakhdar Brahimi "*pourrait avoir une stratégie*" à proposer. M. Brahimi doit notamment rencontrer lundi les membres du Conseil de sécurité. (AFP 19.09)

3- Inde

Le retrait annoncé d'un parti clé de la coalition au pouvoir en Inde fait planer l'hypothèse d'élections anticipées au moment où le gouvernement espère imposer des réformes cruciales pour relancer l'économie, estimaient mercredi les commentateurs.

Le parti du Congrès Trinamool (TMC) a annoncé mardi que ses six ministres allaient démissionner vendredi du gouvernement pour protester contre des réformes telles que l'ouverture du commerce de détail aux multinationales étrangères, déjà repoussée l'an dernier face à l'opposition du TMC.

Cette formation régionale a aussi annoncé que ses 19 parlementaires allaient retirer leur soutien au parti du Congrès, qui dirige la coalition gouvernementale et dépend du TMC pour une majorité au parlement.

Selon les analystes et l'opposition, le retrait du TMC signifie que les jours du gouvernement du Premier ministre, Manmohan Singh, sont désormais comptés et que des élections générales pourraient avoir lieu avant la date prévue de 2014.

La presse notait par ailleurs que les perspectives de voir le gouvernement promulguer de nouvelles réformes s'étaient sérieusement amenuisées face au retrait annoncé du TMC, dirigé par la populiste Mamata Banerjee.

«*Engager des réformes audacieuses dans le secteur bancaire, des assurances et des retraites est une tâche difficile. Une autre hausse des prix des carburants semble improbable*», avançait le quotidien The Times of India.

Les réformes annoncées prévoient notamment de permettre aux géants de la distribution tels que Walmart, Tesco ou Carrefour, ainsi qu'aux compagnies aériennes étrangères, d'opérer sur le marché indien. Les mesures prévoient aussi une hausse de 12% du tarif subventionné du gazole.

Un appel à la grève a été lancé pour jeudi par commerçants et transporteurs. (20minutes.fr 19.09)

Effectivement, ce matin la grève (nationale) était très suivie, comme hier à Pondichéry.

Les multinationales de la distribution se foutent le doigt dans l'oeil avec l'Inde. A Pondichéry, il n'y a qu'un supermarché, ils comptent quatre caisses et la plupart du temps il n'y en a que deux ou trois d'ouvertes. C'est l'équivalent d'une grosse supérette de quartier chez vous en France. Et ils comptent engranger 450 milliards de dollars par an, ils rêvent ou méconnaissent l'Inde !

SOCIAL

1- France

La direction a invoqué la surproduction liée à la baisse des commandes. Le syndicat Sud dénonce une « *aberration* », mercredi 12 septembre.

"*Les salariés fabriquent 800 véhicules par jour, or en octobre, nous n'avons que 300 commandes à satisfaire. Donc une fois qu'on aura fabriqué ce qui doit l'être, la direction va nous inviter à rester à la maison*", a indiqué Lionel Lerèche, secrétaire général de Sud, sur le site de Renault-Douai (Nord-Pas-de-Calais).

Selon lui, les salariés, qui ne doivent déjà pas travailler du 26 au 29 septembre pour cause de surcapacités, seront ainsi mis au repos forcé pour minimum 15 jours en octobre.

"*Quatre jours supplémentaires de chômage sont également à l'étude et pourraient venir s'ajouter aux deux semaines non travaillées*", a-t-il précisé.

Du côté de Renault, on justifie ce recours au chômage partiel par par "*le contexte difficile du secteur automobile en Europe*". "*98% de la production du site de Douai est destinée au marché européen, il est donc directement impacté par la crise du secteur*" a souligné une porte-parole de Renault.

"*Plutôt que de baisser la cadence de production de 60 véhicules par heure à 45 comme cela avait été envisagé, ils préfèrent mettre les gens au chômage, c'est une aberration, d'autant plus que certains autres sites du groupe sont eux débordés*", s'insurge Lionel Lerèche.

Mais selon la direction, cette option aurait eu pour conséquence le redéploiement d'un certain nombre de salariés sur d'autres sites du groupe. "*Il fallait que 450 salariés acceptent cette mobilité inter-sites, mis en place sur la base du volontariat, seuls 150 se sont portés volontaires*", a indiqué la porte-parole.

Quant à l'éventualité de rapatrier une partie de la production d'autres sites à Douai, "*cela nécessiterait des investissements de structure trop importants*". (usinenouvelle.com 12.09)

Ne serait-ce pas la mission d'un syndicat de proposer aux salariés de l'usine de se mobiliser pour imposer la baisse des cadences en se mettant en grève en cas de refus de la direction ? Sans réduction de salaire évidemment.

2- Portugal

Les manifestations monstres à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays ont rassemblées des centaines de milliers de personnes, les organisateurs évoquant même le chiffre d'un million. Le principal syndicat, la CGTP, a prévu une nouvelle journée de mobilisation à Lisbonne le 29 septembre prochain.

Ce mouvement, d'une ampleur exceptionnelle depuis le retour de la démocratie au Portugal en 1974, a été précédé de critiques non seulement de l'opposition mais aussi des hommes d'affaires et du patronat qui tous ont demandé une révision des mesures.

"*Pedro Passos Coelho a réussi a faire l'unanimité des Portugais contre le gouvernement*", a commenté dans un éditorial l'influent quotidien économique, Diario Economico. "*Il n'a qu'une solution pour sortir de cette crise : reculer*", a-t-il ajouté.

Au sein même de la coalition au pouvoir de vives tensions sont apparues et le ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, s'est ouvertement déclaré opposé aux nouvelles mesures et demandé qu'elles soient renégociées avec les partenaires sociaux.

Silencieux depuis le début de la grogne, M. Passos Coelho devait rencontrer les partenaires sociaux mercredi dans la journée avant de réunir son parti dans la soirée.

Même le président portugais, Anibal Cavaco Silva, dont le rôle est principalement protocolaire, a témoigné d'une certaine préoccupation en convoquant pour vendredi prochain une réunion du Conseil d'Etat pour, a-t-il expliqué, "*entendre ses conseilleurs*" sur la situation.

Les médias portugais n'ont pas manqué d'élaborer des scénarios catastrophe envisageant même une mise à l'écart de M. Passos Coelho ou des élections anticipées. (AFP 19.09)

3- Afrique du Sud

La police sud-africaine a de nouveau dispersé brutalement un rassemblement de mineurs mercredi dans la région minière de Rustenburg (nord).

Vingt-deux personnes au total ont été arrêtées pour possession d'armes ou pour rassemblement illégal. La veille, la police avait procédé à 42 arrestations.

Les mineurs s'étaient rassemblés près d'un bidonville attenant à la mine, lorsque la police leur a intimé l'ordre de se disperser.

"*La police a prévenu les gens que ce rassemblement était illégal*", a expliqué à l'AFP un porte-parole de la police, Dennis Adriao.

"*Ils ont refusé de se disperser, la police a dû recourir aux gaz lacrymogènes et aux grenades assourdissantes. Des balles en caoutchouc ont également été tirées*", a-t-il poursuivi, affirmant n'avoir aucune information sur d'éventuels blessés.

Pendant ce temps, l'atmosphère semblait plus calme à la mine de platine de Marikana, où l'employeur Lonmin et les représentants des grévistes ont signé mardi soir un accord prévoyant de substantielles augmentations de salaires et une reprise du travail jeudi.

Nombre d'employés avaient déjà repris leur activité dès mercredi, a constaté l'AFP sur place.

Zolisa Bodlani, l'un des meneurs du mouvement qui s'adressait à la foule en langue tswana, a expliqué aux mineurs qu'ils n'avaient pas obtenu les 12.500 rands (1.170 euros) mensuels qu'ils réclamaient, mais que l'accord --qui prévoit entre 11 et 22% d'augmentation plus une prime unique de 190 euros-- leur était toutefois favorable.

Le délégué a également affirmé à la foule que Lonmin avait accepté de prendre en charge l'éducation et la nourriture des enfants des mineurs tués, "*pour qu'ils ne viennent pas remplacer leur pères comme foreurs, mais aillent à l'école jusqu'à l'université*". (AFP 19.09)

Haut de page

Le 21 septembre

CAUSERIE

J'ai encore passé une nuit épouvantable à cause de trois coupures du courant, et après la coupure quotidienne de 6h à 9h du matin, ils ont remis cela sur les coups de 11h, du coup j'ai été obligé d'interrompre mon travail à 12h45 avant que la batterie soit à plat, j'en ai profité pour déjeuner rapidement. Après avoir déballé le portable et m'être remis au boulot sur une clé USB, le courant est revenu 15 minutes plus tard, j'ai tout plié et j'ai remis en route l'ordinateur de bureau pour continuer le boulot. C'est pénible et une source d'erreurs, mais bon, soyons patient, on passe son temps à faire preuve de patience...

J'ai commis quelques erreurs de formatage en oubliant des passages à la ligne dans certaines causeries, le 17 notamment, je viens de m'en apercevoir, je vais vérifier tout cela ce week-end, je n'ai pas relu ou corriger les dernières causeries, pas le temps.

Je n'ai plus le temps aujourd'hui, j'ai rassemblé des éléments et des prises de position en France et à travers le monde sur l'affaire du film islamophobe et des caricatures qui permettent de mieux comprendre le rôle des uns et des autres acteurs dans cette double provocation, on verra cela demain.

En attendant, il ne vous aura pas échappé que la détérioration des relations entre Obama et le Premier ministre israélien au cours des derniers mois et son refus d'intervenir directement militairement en Syrie et contre l'Iran, a été occultée par la quasi-totalité des commentateurs au cours des derniers jours, ou tout simplement leurs relations détestables à moins de deux mois des élections américaines, comme si la sortie de ce film et l'attaque du consulat américain en Libye le 11 septembre n'avaient aucun rapport avec la pression qu'exerce Israël sur Washington. C'est le rôle des sionistes dans la politique guerrière américaine qu'ils passent soigneusement sous silence en s'en faisant les complices.

Bon week-end à tous.

Crevons l'abcès purulent qui consiste à faire passer le PS pour ce qu'il n'est pas.

Interview de L'Express. Pascale Boistard, députée PS de la Somme, avait dit "*non*" au traité constitutionnel en 2005. En 2012, elle va (probablement) dire oui. A Dijon, en marge des journées parlementaires du PS, elle explique pourquoi. Extraits.

Question : Vous défendiez le "non" au traité constitutionnel en 2005. Pourquoi, aujourd'hui, dire "oui" au traité budgétaire européen?

Réponse : On peut parler de valeurs et de principes, la politique, c'est aussi un contexte. Et le contexte actuel est grave: l'avenir de l'euro est en suspens, les nationalismes progressent, il en va de la cohésion européenne. Le texte n'est certainement pas entièrement satisfaisant, mais c'est un bon début.

(Si "*c'est un bon début*", tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ! Sauvez l'UE et l'euro est leur priorité, quant aux intérêts des travailleurs : à la trappe ! - Ndlr)

Question : Laurent Fabius et Bernard Cazeneuve étaient également "*nonistes*", les voilà en charge des Affaires étrangères et des Affaires européennes, plaidant pour le traité...

Réponse : Disons que c'est un hasard bien choisi... Bernard Cazeneuve s'est montré très pédagogue et acharné, avec humour et sérieux, il m'a quasiment convaincue. S'il vous dit qu'il est allé au maximum possible dans la réorientation du texte, c'est que c'est vrai.

(Comme le "*hasard*" fait bien les choses parfois ! On voit ici nettement qu'elle se fout des conséquences de l'adoption de ce traité comme du sort des travailleurs en général d'ailleurs. Hollande, c'est la parole divine ! Quel horreur ce parti! - Ndlr)

Question : Ils n'ont pas convaincu tout le monde. Que répondez-vous à ceux qui annoncent leur refus de voter ce traité? Notamment à ceux qui veulent renégocier encore?

Réponse : Mais on ne revotera pas! Je respecte leur décision comme ils doivent respecter celle des autres. En revanche, j'estime que s'ils disent non au traité, alors ils doivent aussi dire non au budget, puisqu'il applique le sérieux inscrit dans le texte européen. Et là, ils affirment qu'il faut le voter, par solidarité avec le gouvernement...

(Elle a lâché le morceau, les soi-disant opposants à ce traité en votant le budget sont en réalité pour ! Excellent, merci madame pour ces précisions, enfoncez-vous bien un peu plus chaque fois que vous ouvrez la bouche. - Ndlr)

Question : Quelle est la bataille d'après?

Réponse : Je ne vous cache pas que je reste inquiète. Il va falloir trouver un bon équilibre dans les politiques économiques et budgétaires de chaque pays de l'Union européenne, pour retrouver de la croissance et introduire des mesures sociales tout en maîtrisant les dépenses. Et puis les prochaines batailles sont aussi électorales. La majorité allemande restera-t-elle la même en 2013? Le Parlement européen et la Commission européenne resteront-ils aussi libéraux après les élections de 2014? Notre marge de manoeuvre passe par les urnes, c'est important pour continuer à réorienter l'Europe.

(Elle a le droit d'être inquiète, car "*l'équilibre*" en question se fera au détriment des travailleurs et s'avèrera à terme explosif, et à ce moment-là plus personne ne vous écoutera. - Ndlr)

Commentaire d'un internaute

- "*Boistard: "Hollande m'a convaincue sur le traité européen". Il s'agit pour nos élites avec ce traité de ne rien perdre de leurs privilèges tout en se défaussant de toutes responsabilités décisionnelles sur Bruxelles. Autrement dit on conserve les avantages du mandat électoral et on se débarrasse de toutes responsabilités sur les décisions prises au niveau européen, le marchandage est alléchant et nombreux sont ceux prêts à y succomber. Politique et puissance financière avance main dans la main pour ôter au peuple le maximum de recours et d'opposition à la mise en oeuvre de leurs projets néfastes.*

Comment s'expliquer la politique actuelle du gouvernement faite de contradictions et de reniements si ce n'est par un pacte secret entre la gauche et la droite? C'est ce qu'avait déjà découvert Pierre Bérégovoy en d'autres temps et c'est ce qui lui à coûté la vie. Hollande/Sarkozy même combat gauche et droite main dans la main, bientôt un parti unique l'UMPS ce qui correspondrait bien mieux à la réalité que cette fausse opposition qui n'est qu'un simulacre destiné à distraire les esprits."

Au lieu de "*pacte secret*", on dira qu'ils sont de connivence et qu'ils sont du même bord politique, il n'y a que l'étiquette qui les distingue, oui, quelque part il s'agit d'un complot contre les exploités que tous les partis ouvriers s'emploient à occulter ou camoufler parce qu'ils n'ont pas rompu leurs liens avec le PS et les institutions.

NPA. Pour le compte de qui ? Mystère !

Le NPA a renouvelé jeudi, en termes beaucoup plus vifs, ses critiques contre Charlie Hebdo qui a publié la veille de virulentes caricatures de Mahomet, jugeant que l'hebdomadaire "*participe à l'imbécillité réactionnaire du choc des civilisations*".

Dans un communiqué, le Nouveau Parti anticapitaliste écrit qu'avec cette publication "*Charlie Hebdo a atteint son objectif : faire parler de lui, mais, ce faisant, il participe à cette agitation démagogique, politique des tensions et de diversion à laquelle les médias se complaisent à donner la plus grande publicité*". (LePoint.fr 20.09)

Les médias offrent une nouvelle tribune au NPA, normal il fonce tête baissée dans la provocation concoctée par les sionistes, qui consistait justement à dresser des couches de la population et les peuples les uns contre les autres.

Imbécilité serait trop faible pour qualifier les prises de position du NPA ou presque un compliment.

On leur rappellera que la théorie du choc des civilisations remonte (au moins) au début du XXe siècle et qu'elle a été avancée par le cartel des banquiers qui allaient créer la Fed pour exercer leur hégémonie sur le monde, repris eensuite à son compte par les nazis pendant la seconde guerre mondiale pour justifier l'antisémitisme, relancée à partir du 11 septembre 2001 par l'administration américaine qui avait mis au point les attentats survenus à cette date dans cette intention, afin de reprendre la main au Moyen et Proche-Orient afin de garantir son approvisionnement en pétrole et en gaz pour les années futures.

En ce mois de septembre 2012, cette théorie est réactivée par l'impérialisme sionisme pour diaboliser les nations arabes et obtenir le soutien des puissances occidentales, afin de justifier la guerre qu'il appelle de leurs voeux contre l'Iran et qu'elles s'y impliquent à leur côté, une fois le régime syrien abattu, ce qui n'est pas demain la veille puisque Washington a décidé pour le moment de ne pas s'impliquer directement ou davantage dans cette guerre, au grand dam des sionistes qui voient ainsi leur plan de Nouvel ordre mondial freiné, on n'ira pas jusqu'à dire remis en cause, parce qu'ils n'y renonceront jamais tant qu'Israël existera, d'où la nécessité de le liquider au profit d'une République démocratique et laïque palestinienne, excluant toute référence à une religion.

La machine à consommer

L'obsolescence programmée, c'est ce qui explique qu'une cafetière, une imprimante ou un téléphone portable tombe en panne plus vite qu'avant, au bout de quelques années, voire quelques mois.

Depuis la Seconde Guerre mondiale c'est une notion controversée, sans définition officielle, dont certains nient même l'existence. Pour l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), c'est « *l'action des fabricants qui, par stratégie économique ou marketing, font que leurs produits ont une durée de vie limitée* », explique Alain Geldron, son chef du service recyclage. A titre d'exemple, cette durée de vie est de 18 mois en moyenne pour une batterie de téléphone portable. (20minutes.fr 20.09)

ACTUALITE EN TITRES

Fissa les illusions dans le représentant du capital sous couvert de socialisme.

- PSA-Aulnay : Hollande a déçu, les espoirs s'envolent - Liberation.fr

Demandez des comptes à ceux qui ont appelé à voter Hollande.

Le PS tel qu'il est.

- La France prête à apporter un soutien logistique pour intervenir au Mali - Libération.fr

- Hammadi (PS): "*inacceptable*" de dire que Valls est de droite - AFP

Allez, on en rajoute une couche, le PS est le pendant de l'UMP ou l'autre face de la même pièce qui représente le régime en place.

- Peillon: la liberté d'expression, un principe "*intangible*" - AFP

Surtout quand elle sert les intentions de la pire réaction.

Les sionistes reçoivent du renfort.

- Quand Internet torpille la politique d'Obama - LeMonde.fr

- Caricatures de Mahomet: Tiraillée, la presse fait toutefois front derrière «*Charlie Hebdo*» - 20minutes.fr

Encore une "***démocrate***" instrumentalisée par l'impérialisme américain.

- Aung San Suu Kyi reçue avec les honneurs à la Maison blanche - Reuters

- A Washington, Aung San Suu Kyi appelle à la libération des Pussy Riot - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Comment embarrasser le gouvernement et plus spécialement François Hollande? Facile: répétez à qui veut l'entendre que le traité européen de stabilité n'a pas bougé d'un pouce. Laurent Wauquiez en donne une parfait exemple ce jeudi sur RFI. L'ancien ministre chargé des Affaires européennes a assuré: "*Dans ce traité, il n'y a pas une ligne qui a changé. Pas une! Pendant la campagne présidentielle, on a quand même eu un François Hollande qui nous a expliqué: 'Moi président, je renégocierai le traité européen. Moi président, il est hors de question que je signe un traité d'austérité*'".

Et pour enfoncer le clou, faites semblant de compatir avec le désarroi d'une partie de la gauche. "*Cela reste comme une grande duperie*", a ajouté l'élu de Haute-Loire. "*Je comprends très bien -mais ça, c'est le sujet de la gauche et de l'extrême gauche-, que des gens soient justes furieux, parce qu'ils ont été totalement dupés*". "*Ce traité, c'est celui auquel on croit, qui permet de nous sauver de la crise*", "*on le votera*", a également déclaré le soutien de François Fillon pour la présidence de l'UMP. Une affirmation démentie quelques heures plus tard par deux députés... UMP.

Lionnel Luca et Jacques Myard, tous deux membres du collectif de la Droite populaire, ont critiqué vivement jeudi le traité budgétaire européen, y voyant "*un grave abandon de souveraineté*" et un "*déni de démocratie*" et réclamant pour le premier un référendum.

"*Contre ce tour de passe-passe anti-démocratique, les citoyens doivent exiger un référendum par une pétition nationale, pour conserver la souveraineté budgétaire et les droits du Parlement*", ajoute Lionnel Luca. (lexpress.fr 20.09)

Le Pen est sur la même ligne. Tout cela est excellent, une bonne leçon de chose pour les militants.

Quand le PS est au pouvoir, il fait une politique de droite, de son côté le parti de l'ordre réplique en se faisant passer pour un parti de gauche en prenant soi-disant la défense des intérêts des opprimés, puis une fois revenu au pouvoir, c'est à son tour de faire une politique de droite, tandis que le PS la critique en se faisant passer pour un parti de gauche et ainsi de suite. On comprend dès lors qu'ils sont dans le même camp contre la classe ouvrière, ce que réfutent tous les partis dits ouvriers et ceux qui gravitent autour. Ce qui guide l'action du PS, ce n'est pas son origine ouvrière lointaine avec laquelle il a rompu depuis belle lurette, mais bien l'objectif politique qu'il poursuit et partage avec l'UMP : assurer la survie du régime capitaliste et les institutions qui servent à le légitimer.

Cela fait près d'un siècle que cela dure, la meilleure c'est qu'il y en a qui en redemande dans nos rangs, des nantis sans doute. C'est de cette manière qu'ils assurent la stabilité du régime et qu'à tour de rôle ils gèrent la société pour le compte des capitalistes.

Briser cette spirale infernale qui conduit à la barbarie en rompant avec le PS, c'est ce à quoi aucun parti ouvrier n'est prêt aujourd'hui comme hier, hier comme avant-hier, et quand bien même les arguments seraient épuisés pour le justifier, ils vont en créer sur mesure, ce qui nous fait dire qu'il n'y a rien à attendre de tous ces partis ou leurs satellites et qu'il faut en construire un nouveau.

2- Israël

Israël a annoncé son refus de participer à une conférence sur la dénucléarisation du Proche-Orient prévue à Helsinki, a indiqué jeudi le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères.

"*Cette annonce a été faite mercredi à Vienne lors d'une réunion de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) par le directeur de la Commission israélienne pour l'énergie nucléaire, Shaul Horev*", a affirmé à l'AFP Ygal Palmor.

Selon des informations du quotidien Haaretz, M. Horev a justifié sa position en soutenant que "*la situation explosive*" du Proche-Orient n'est pas compatible avec la participation d'Israël à cette conférence prévue fin 2012 ou début 2013 à Helsinki, et soutenue notamment par les Etats-Unis.

La conférence d'Helsinki doit se tenir sur fond de tensions autour du nucléaire iranien, l'Occident et Israël accusant Téhéran de vouloir se doter de l'arme atomique sous couvert de programme civil, ce que l'Iran dément catégoriquement.

Israël est considéré comme la seule puissance nucléaire au Proche-Orient. Il est membre de l'AIEA, mais n'est pas signataire du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). (AFP 20.09)

SOCIAL

1- France

1.1- PSA. La méthode pour faire passer le plan Varin : "***site par site***".

Mi-figue mi-raisin à sa sortie de l'Elysée, l'intersyndicale de PSA Aulnay n'a obtenu jeudi de François Hollande aucun engagement sur le gel des 8.00O suppressions de postes annoncées par le groupe automobile, mais des négociations tripartites (syndicats, Etat, direction).

"*Nous sommes satisfaits d'avoir obtenu la réunion tripartite avec le soutien ferme du président, mais il ne s'est pas engagé sur un gel du plan le temps de ces négociations*", a annoncé Tanja Sussest, déléguée du SIA (syndicat maison majoritaire à Aulnay) devant la presse.

"*Le président a accédé à la demande de réunions locales et nationales et fixé comme priorités la réindustrialisation des sites et la nécessité de trouver une solution d'emploi pour chacun*", a-t-on indiqué à l'Elysée.

Le délégué CGT Jean-Pierre Mercier a précisé que "*les négociations auront lieu site par site*", à l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) que PSA entend fermer d'ici à 2014, supprimant quelque 3.000 emplois, comme à Rennes où 1.400 emplois sont en jeu.

Au même moment, plusieurs centaines de salariés de PSA Aulnay se dirigeaient vers l'Elysée, au cri de "*PSA assassin*" sous des banderoles disant notamment "*Non à la fermeture d'Aulnay*", "*Un milliard dans ses caisses et PSA veut fermer*" ou encore "*Hollande le changement, c'est le néant*". En fin d'après-midi les manifestants ont rebroussé chemin vers la gare Saint-Lazare, pour rejoindre Aulnay.

Mais, selon Jean-Philippe Hardy, délégué FO qui participait à la réunion à l'Elysée, le chef de l'Etat "*a dit qu'il n'avait pas de véritable pouvoir pour agir sur ces suppressions de postes*". (Ah ben s'il l'a dit, c'est cela doit être vrai, il n'y a plus qu'à s'asseoir dessus ! - Ndlr)

"*L'engagement de M. Hollande est un début, mais la bataille s'annonce longue*", a lancé la déléguée du SIA, appelant le président du directoire de PSA, Philippe Varin, "*qui promet un +dialogue social exemplaire+*", à "*tenir ses promesses*". (Il ne fait que cela ! - Ndlr) (AFP 20.09)

Le délégué CGT Jean-Pierre Mercier est également militant de Lutte ouvrière, il aurait été au PCF que cela aurait la même chose, la même méthode pour diviser les travalleurs de PSA et les empêcher de se dresser tous ensemble en même temps dans une grève illimitée pour le retrait du plan Varin, contre la direction et le gouvernement qui en est complice... ainsi que la CGT et LO notamment.

Méfiez-vous des dirigeants ou des délégués syndicaux qui parlent fort et qui gesticulent devant les caméras, ce sont généralement les pires fossoyeurs de la lutte de classe.

1.2- Manifestation des salariés de Sanofi.

Des centaines de salariés de Sanofi ont manifesté jeudi en France et appelé le gouvernement à la rescousse pour s'opposer à un projet de restructuration du groupe pharmaceutique qui menacerait des centaines d'emplois au nom, selon eux, du seul intérêt des actionnaires.

Ils étaient 280 ou 500 selon la CGT ou la police à Montpellier, 300 à Toulouse et entre 100 et 150 à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) selon l'AFP, autant de villes où Sanofi a des sites de recherche, le secteur qui risque de subir le plus durement

la réorganisation annoncée le 5 juillet.

La direction n'a pas encore précisé ses plans. Elle pourrait le faire le 25 septembre au cours de différents Comités centraux d'entreprise (CCE) par branche. Mais selon les syndicats, 1.200 à 2.500 postes pourraient disparaître en France, où Sanofi emploie environ 28.000 personnes sur 49 sites.

La recherche, qui fait travailler tout le site de Toulouse avec ses 650 salariés, et 200 des presque 1.200 employés de Montpellier, pourrait payer un lourd tribut.

Les salariés ont redit jeudi leur indignation devant le danger d'être sacrifiés par un groupe qui fait 8,8 milliards d'euros de profits, et ont appelé à l'aide les pouvoirs publics.

"*On attend beaucoup du gouvernement. Qu'ils ne nous déçoivent pas*", a dit Laurent Millet (syndicat Sud) à Toulouse, où le personnel, très mobilisé, a répondu dans sa très grande majorité selon les syndicats à un appel à la grève d'une journée pour aller pourfendre "*Sanofric*" sur la place du Capitole et chanter et danser "*C'est la salsa du pognon*".

Selon Laurent Besson-Imbert, autre adhérent à Sud, l'Etat dispose de nombreux moyens de pression sur Sanofi, comme la délivrance des autorisations de mise sur le marché des médicaments, ou l'octroi de 130 millions d'euros de crédit d'impôt recherche chaque année.

Les représentants de l'intersyndicale ont indiqué qu'ils seraient reçus vendredi par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg devant lequel ils "*porteront l'exigence d'une intervention gouvernementale*".

Les salariés de Toulouse et Montpellier multiplient les actions et s'emploient à rameuter les élus. Ils ont été reçus jeudi à Montpellier au conseil général, à Toulouse par le maire Pierre Cohen et le président de la région Midi-Pyrénées, Martin Malvy.

Aux deux personnalités socialistes, ils ont remis l'analyse d'un cabinet d'expertise les renforçant selon eux dans leur combat: "*Ce sont les économistes qui le disent, ce ne sont plus seulement les salariés: les motivations de notre direction sont exclusivement financières*", a dit Dominique Junyent, de la CFDT.

Le maire a partagé leur indignation. "*Il y a vraiment tout pour considérer réellement qu'ils (les dirigeants de Sanofi) se comportent comme des patrons voyous*", a-t-il dit. Il a suggéré en guise de leçon qu'une future loi contre les licenciements abusifs porte le nom de Sanofi.

Il demandera samedi à M. Montebourg "*d'être très ferme*" vis-à-vis de Sanofi. Mais il avoué être "*très pessimiste*" sur l'issue du conflit. (AFP 20.09)

C'est étrange, on croirait qu'ils n'ont jamais entendu parler du capitalisme, du patron ou de l'actionnaire de droit divin...

1.3- Grève à L'Equipe.

L'Equipe n'est pas paru, jeudi 20 septembre, à la suite d'une grève visant à protester contre un plan social. Le quotidien sportif, propriété du groupe Amaury, n'était déjà pas paru jeudi dernier pour les mêmes raisons. La direction a en effet annoncé, lundi 10 septembre, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, un plan social prévoyant la suppression de 46 postes sur 490. Parmi ceux-ci, 37 concerneront des journalistes et une dizaine des postes administratifs.

Les syndicats dénoncent "*un plan très brutal*" et demandent son retrait. "*L'an dernier, pour la première fois depuis des lustres, le résultat opérationnel de L'Equipe a été négatif, constate Stéphane Antoine, secrétaire SNJ-CGT du comité d'entreprise. Ce n'est pas normal de faire payer les pots cassés aux salariés, alors que le journal a les reins solides.*"

Au même moment, le groupe Amaury s'apprête à lancer L'Equipe HD sur la TNT, le 12 décembre, après s'être vu attribuer une fréquence par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. L'investissement sera de l'ordre de 30 à 50 millions d'euros, pour le groupe qui y voit un enjeu stratégique majeur. (lemonde.fr 20.09)

1.4- La SNCF délocalise.

L'américain IBM a entrepris de délocaliser en Europe de l'Est des activités de fonctionnement des logiciels de la SNCF, jusqu'ici réalisées en France, mais le patron de la SNCF a relativisé jeudi le nombre de ces délocalisations au regard des emplois générés par l'entreprise publique en France.

Le contrat emporté récemment par IBM était jusqu'à présent assuré par la société française de services informatiques Steria, dont

les salariés étaient détachés dans les locaux de la SNCF et travaillaient aux côtés des cheminots informaticiens.

Le pilotage de l'informatique du service des ressources humaines sera pour sa part transféré dans une filiale espagnole du groupe français Sopra.

Selon Hervé Giudici, secrétaire général de l'Union fédérale des cadres, 260 emplois de sous-traitants vont être supprimés et 45 postes de cheminots non remplacés. Il craint 500 emplois d'ici 2013.

"*On est en train de parler de 150 postes (ndlr, récemment délocalisés) alors que la SNCF, c'est 400.000 emplois en France. Donc, c'est tout à fait marginal*", a déclaré à l'AFP le président de la SNCF Guillaume Pepy.

"*Il y a effectivement 150 postes toujours de sous-traitance informatique qui se trouvent dans d'autres pays d'Europe (République Tchèque, ndlr), quelques-uns en Espagne, quelques uns en Pologne et ces emplois-là sont des emplois de nos sous-traitants*", a dit M. Pepy.

"*Il faut savoir que la SNCF avec tout ce qu'elle achète chaque année c'est plus de 400.000 emplois en France et on a un motif de fierté particulier en 2012 c'est que la SNCF embauche plus de 10.000 jeunes même pendant la période de crise*", fait-il valoir évoquant les embauches au niveau du groupe.

Pour le ministre du Travail Michel Sapin, "*la SNCF ne délocalise absolument rien du tout*". M. Pépy "*a dit tout ce qu'il fallait dire: le nombre d'emplois que, grâce à la SNCF, on offre aux jeunes Français*" et "*on ne va pas aller vérifier à 10 unités près ce qui se passe (...) "derrière" le marché passé avec IBM*", a-t-il déclaré à BFM-TV.

La seule entreprise historique SNCF compte plus de 150.000 cheminots; le groupe SNCF a atteint 246.000 personnes en 2011.

Environ 2.200 cheminots et 2.500 salariés sous-traitants travaillent pour les services informatiques de la SNCF, notamment en matière de réservations, d'affichage en gare et de sécurité de circulation des trains, selon la CGT.

La sous-traitance atteint aujourd'hui 54% de tous les systèmes d'information, selon le syndicat.

Les syndicats ont exprimé leur opposition à cette démarche de filialisation et de délocalisation.

Pour M. Giudici, "*IBM re-rentre par la fenêtre et donne à la SNCF la possibilité d'externaliser avec des conséquences graves pour l'emploi*".

"*La SNCF agit sur le coût du travail en délocalisation, or c'est une entreprise publique dont l'Etat est l'unique propriétaire. La SNCF est toujours dans la feuille de route de Nicolas Sarkozy*", a-t-il déclaré en demandant "*la réinternalisation*" des emplois pour éviter une "*fuite*" des savoir-faire.

"*De manière assumée et délibérée, la SNCF passe un contrat avec IBM pour délocaliser*", affirme pour sa part Sébastien Gillet, représentant de SUD. "*Faire piloter des installations (...) en France par des Polonais et des Tchèques, avec tous les problèmes de communication que cela induit, est une aberration*", selon lui.

Pour la FGTE-CFDT, "*ces procédés confortent un dumping social européen organisé par l'absence d'harmonisation sociale européenne*". "*Plus on filialise, moins on a la main sur les choses*", s'est pour sa part inquiété Roger Dillenseger, secrétaire général adjoint de l'Unsa cheminots. (AFP 20.09)

1.5- Mouvement social chez Apple.

Les adeptes de la marque à la pomme pourraient lui trouver un goût amer vendredi, des salariés des magasins Apple en France ayant été appelés à faire grève pour leurs salaires et les conditions de travail le jour du lancement du nouveau téléphone multimédias iPhone 5.

L'appel à la grève a été lancé par le syndicat SUD qui représente 25% des quelque 1.000 salariés, après l'échec des négociations salariales, a annoncé jeudi un responsable syndical à l'AFP, expliquant que les propositions de la direction étaient "*insuffisantes*".

Le syndicat CFTC, majoritaire au sein du groupe qui compte 13 magasins en France dont deux dans la capitale, n'a toutefois pas choisi la même ligne.

"*Nous restons sur la démonstration symbolique avec le port du bracelet*", a indiqué à l'AFP l'un de ses représentants, en référence à un bracelet vert, avec l'inscription "Believe" ("Croire", en allusion aux promesses de la direction) arboré par certains salariés depuis quelques jours pour manifester leur mécontentement.

Thomas Bordage, un responsable de SUD, a précisé au cours d'une conférence de presse que certains salariés des deux boutiques parisiennes prévoyaient de manifester devant l'Apple Store d'Opéra.

"*Ca ne gênera pas la sortie de l'iPhone 5*", a indiqué le syndicaliste. (Ouf! - Ndlr) "*Ce qu'on veut faire comprendre à la direction, c'est qu'on n'est pas très méchants et qu'on veut juste leur dire: + regardez, on se mobilise un petit peu (...), mais on est quand même pas contents, donc faites bien attention!*".

Les syndicats négociaient notamment sur les conditions de travail dans les magasins, l'attribution de tickets restaurant, le budget du Comité d'entreprise et l'attribution d'un 13e mois. Les négociations ont notamment achoppé sur ce dernier point.

D'après certains analystes, Apple pourrait vendre au niveau mondial jusqu'à 10 millions d'iPhone 5 le premier jour. (AFP 20.09)

2- Espagne

Le nombre de personnes ayant demandé de l'assistance à Caritas en Espagne a triplé entre 2007 et 2011, année où il a dépassé un million, a annoncé jeudi l'organisation caritative en lançant un cri d'alarme sur la progression de la pauvreté dans ce pays.

Le nombre de demandeurs d'aide est ainsi passé de 370.251 personnes en 2007, avant que n'éclate la crise économique, à 1.015.276 en 2011, a souligné l'organisation dans un rapport intitulé "*Les effets permanents de la crise*".

Parmi les causes principales de cette flambée de la pauvreté, Caritas a identifié "*un processus soutenu de destruction d'emplois, qui réduit de manière drastique les possibilités de rentrées financières dans de nombreux foyers ainsi que l'épuisement des aides sociales*".

Le chômage continue à progresser à des niveaux records en Espagne et frappe 24,63% de la population active, alors que le pays, en récession, est engagé dans une politique de rigueur sans précédent. 1.737.600 foyers ont à présent tous leurs membres au chômage.

Dans le cadre de nouvelles mesures de rigueur annoncées en juillet pour assainir les comptes du pays, le gouvernement de droite a réduit de 60% à 50% du salaire, au bout de six mois, les allocations chômage.

L'organisation caritative souligne que les demandes pour des denrées de base ayant le plus augmenté entre 2007 et 2011 concernent "*l'alimentation, suivie par les vêtements et les chaussures, puis le logement*". "*Viennent ensuite d'autres dépenses comme la santé*", ajoute Caritas. (AFP 20.09)

3- Afrique du Sud

La crise minière que traverse l'Afrique du Sud s'est poursuivie jeudi avec des échauffourées près des sites quasiment à l'arrêt d'Amplats, numéro un mondial du platine, à Rustenburg (nord), alors que le travail a repris à Marikana après six semaines d'une grève sanglante.

La police est intervenue dans la matinée au bidonville de Sondela, voisin d'une mine d'Anglo American Platinum (Amplats) touchée par une grève depuis une dizaine de jours, avant que les habitants ne bloquent les routes avec des pierres et des pneus enflammées.

Les policiers "*nous ont tiré dessus avec des balles en caoutchouc, et après ils ont lancé des gaz lacrymogènes, c'est pourquoi nous avons mis des pierres*" sur la route d'accès, a expliqué Mable Makgetla, 30 ans, dont le mari travaille pour un sous-traitant.

Amplats avait rouvert ses cinq sites de Rustenburg mardi après les avoir fermés pendant près d'une semaine, officiellement pour des raisons de sécurité alors que des manifestations menaçaient ses installations et ses employés.

Après avoir longtemps nié que ces derniers aient rejoint le mouvement social qui s'est étendu dans les mines de la région, la direction a reconnu jeudi que moins de 20% de ses employés avaient pointé dans quatre mines, sans donner de précisions sur la cinquième.

"*Personne n'est prêt à retourner (à la mine), absolument personne. Les gens en ont tout simplement assez et ils ne veulent pas être traités comme des esclaves au travail. Les gens en ont assez, les travailleurs en ont vraiment assez et ils savent ce qu'ils veulent*", c'est-à-dire de fortes augmentations, a indiqué Gaddhafi Mdoda, l'un des meneurs des grévistes.

La plupart des employés de Marikana ont repris le travail dans le calme jeudi après un accord salarial. Le groupe Lonmin, qui exploite la mine de platine, a indiqué en fin de matinée que 77% des employés avaient pointé.

Mais la production ne devrait reprendre que dans quelques jours, le temps de faire passer des examens médicaux aux mineurs et de vérifier les installations.

Certains visages étaient fermés. Beaucoup se sont dit satisfaits de leurs augmentations de salaire de 11% à 22%, arrachées mardi au terme de cette grève sauvage commencée le 10 août.

D'autres étaient moins contents, mais sont retournés au travail en désespoir de cause après avoir été privés de paye pendant plus d'un mois. "*Je retourne au travail parce que j'ai vraiment faim*", a reconnu Phumlile Macefane, 24 ans. (AFP 20.09)

ECONOMIE

1- France

L'activité dans le secteur privé français a enregistré en septembre son plus fort repli depuis avril 2009, accélérant sa contraction tant dans l'industrie manufacturière que dans les services, selon l'indice PMI publié jeudi par le cabinet Markit.

"*L'activité chute brutalement dans le secteur privé français*", relève dans un communiqué l'économiste de Markit Jack Kennedy.

"*Plus inquiétant encore, les contractions des nouvelles affaires et de l'emploi s'accélèrent tandis que les perspectives d'activité des prestataires de services se révèlent négatives pour la première fois depuis le début de l'année 2009*", note-t-il.

Selon lui, la faiblesse de ces données laisse présager une contraction du produit intérieur brut (PIB) de la France au troisième trimestre de cette année, après neuf mois consécutifs de stagnation.

Cette violente rechute intervient après un léger mieux enregistré en août.

Selon les résultats de cette enquête auprès des entreprises, jugée par les analystes comme un bon indicateur avancé de la conjucture, "*les fabricants français indiquent une baisse particulièrement forte de la production*".

Les entreprises interrogées signalent une diminution du volume des nouveaux contrats pour le 7e mois consécutif, avec un taux de repli au plus haut depuis plus de trois ans.

Cette tendance est attribuée à la faiblesse de la demande et au climat d'incertitude actuel incitant les clients à la prudence. Les fabricants français signalent également le plus fort repli des nouvelles commandes à l'export depuis 40 mois.

Du coup, le volume du travail en attente enregistre une baisse marquée, entraînant de nouvelles réductions d'effectifs. Le taux de contraction de l'emploi affiche un plus haut de 34 mois, les suppressions de postes s'accélérant tant dans l'industrie manufacturière que dans les services.

Selon les patrons, le taux d'inflation est élevé, à son plus haut niveau depuis avril, en raison du coût du carburant, des matières premières et des salaires.

Markit interroge chaque mois 750 entreprises de l'industrie manufacturière et des services en France. Cette première estimation, dite "*flash*", porte sur 85% de ce panel. (AFP 20.09)

2- Espagne

L'audit indépendant du secteur bancaire espagnol mené ces derniers mois va probablement conclure que les besoins de recapitalisation de celui-ci s'élèvent entre 50 et 60 milliards d'euros, ont déclaré jeudi la deuxième banque du pays et le gouvernement.

Une porte-parole du ministère de l'Economie a déclaré qu'un tel montant serait conforme aux prévisions du ministre, Luis de Guindos, mais elle a ajouté que le montant demandé à la zone euro serait inférieur.

Elle a expliqué que certaines banques pourraient lever une partie des capitaux nécessaires directement sur les marchés, que les détenteurs de capital hybride seraient contraints d'accepter une décote sur leur investissement et qu'une partie des actifs à risques seraient transférés à la structure de défaisance que l'Etat est en train de créer pour y cantonner les actifs immobiliers et les créances douteuses qui plombent les bilans du secteur.

Les actifs à risques du secteur sont pour l'instant estimés à 185 milliards d'euros.

Des sources bancaires ont déclaré par ailleurs que les résultats de l'audit du secteur pourraient déclencher une nouvelle vague de concentration en Espagne, où le nombre de banques est passé de 40 avant la crise à 14 seulement aujourd'hui.

Francisco Gonzalez a dit s'attendre à ce que nombre tombe à une 10 d'ici un an, ajoutant que BBVA était prêt à racheter des établissements de plus petite taille.

"*Dans une première phase, il y a aura 10 entités: deux grandes banques, deux ou trois moyennes et quatre ou cinq petites*", a-t-il précisé. (Reuters 20.09)

3- Etats-Unis

3.1- La banque centrale des Etats-Unis (Fed), n'a absolument aucune idée de ce qu'il convient de faire pour sortir l'économie américaine de l'ornière, a déclaré mercredi un de ses dirigeants, Richard Fisher.

"*La vérité, cependant, est que personne au sein du Comité [de politique monétaire de la Fed (FOMC) ou de la banque centrale] ne sait réellement ce qui entrave l'économie*", a déclaré M. Fisher dans un discours à New York, selon le texte de son allocution distribué à la presse.

"*Personne ne sait ce qui marchera pour remettre l'économie sur la bonne voie*", a ajouté M. Fisher, président de l'antenne de la Fed à Dallas, au Texas (sud des Etats-Unis).

Prenant acte du ralentissement qui frappe la croissance économique américaine depuis le début de l'année, le FOMC a lancé la Fed dans de nouveaux rachats de titres adossés à des créances immobilières à raison de 40 milliards de dollars par mois, et annoncé qu'elle continuerait de la sorte tant que "*la perspective du marché du travail ne [s'améliorerait] pas nettement*".

Faisant valoir que des milliers de milliards de dollars prodigués abondamment par la Réserve fédérale dorment dans les coffres des banques, des entreprises, ou de fonds monétaires, M. Fisher estime que continuer à inonder le marché de liquidités ne mènera à rien.

Néanmoins, "*je prie pour que*" cela marche, a-t-il dit, exhortant une nouvelle fois le Congrès américain à agir pour compléter l'action de la Fed au lieu de faire selon lui "*tout pour décourager le création d'emplois*" en refusant de régler la question de la dette publique américaine, et en contribuant ainsi à alimenter un climat d'incertitude défavorable à l'investissement. (AFP 20.09)

3.2- Bank of America entend accélérer le rythme de la restructuration déjà engagée pour devenir plus flexible et réactive et prévoit de supprimer 16.000 emplois d'ici la fin de l'année, selon un document interne cité jeudi par le quotidien financier Wall Street Journal.

Le "*nouveau*" BofA comptera moins de succursales et aura réduit la voilure dans le crédit hypothécaire, à l'origine de ses déboires récents, selon le document cité par le WSJ. BofA prévoit de fermer 200 succursales cette année, après 178 en 2011.

Le Wall Street Journal fait remarquer que le groupe avait déjà prévu de supprimer 30.000 emplois, mais avec pour échéance la fin de l'année prochaine. Le groupe a donc nettement accéléré le rythme de ses réformes, note-t-il. Bank of America compte arriver à 8 milliards de dollars par an d'économies d'ici 2015. (lexpress.fr 20.09)

Haut de page

Le 22 septembre

CAUSERIE

(Dans la journée j'ai ajouté une causerie sur le film et les caricatures islamophobes.)

Hier j'ai commis une erreur de formatage, l'article sur *l'obsolescence programmée* porte dorénavant le titre : La machine à consommer.

J'ai encore eu une nuit très courte à cause des coupures de courant. Le site est partiellement actualisé, la suite dans la journée, j'ajouterai un ou deux articles sur l'économie. Je dois absolument aller payer ma facture Internet, c'est le dernier jour ! et faire des courses... si je veux manger aujourd'hui...

Sionisme et islamophobie au service du Nouvel ordre mondial. Propagande et manipulation des masses.

Quand on se destine à analyser le discours d'un intervenant, on doit commencer par se demander à qui il s'adresse en particulier :

- A la population en général ;

- A ses partisans ou alliés ;

- A ses adversaires ;

- Enfin, à ses ennemis.

Une fois qu'on a répondu à cette question, on comprend mieux l'objectif de son discours qui n'est pas forcément formulé ou demeure implicite, parfois pour entretenir une certaine confusion ou permettre une double lecture, ce qui relève de la démagogie ou de la manipulation selon les cas. Et quand il figure explicitement, rien ne dit qu'il soit celui recherché effectivement, cela peut être un piège pour induire en erreur ses interlocuteurs ou ses lecteurs.

Commençons par le film islamophobe parti des Etats-Unis.

Rappelons qu'il a été diffusé en Egypte en premier sur un réseau salafiste la veille du 11 septembre, jour où une attaque s'est produite contre le consulat américain à Benghazi, on peut donc estimer que la sortie de ce film et les événements qui ont suivi dans plusieurs pays du Proche-Orient et en Afrique du Nord ne sont pas le produit du hasard.

La personnalité des producteurs et réalisateurs, présentés comme des coptes d'origine égyptienne, en réalité liés à la mouvance chrétienne extrémiste des néo conservateurs américains, laissait à penser que cette opération portait la marque des sionistes étroitement liés à cette mouvance ultra réactionnaire selon un rédacteur du Réseau Voltaire bien informé, précisant qu'ils avaient monté cette provocation en réaction au refus répété depuis des mois d'Obama d'intervenir militairement en Syrie et d'attaquer l'Iran, cette opération serait donc liée au désaccord existant au sommet de la classe dirigeante aux Etats-Unis sur la marche à suivre pour franchir une nouvelle étape sur la voie du Nouvel ordre mondial qui dicte leur politique et dont les sionistes sont les inspirateurs et les principaux bénéficiaires.

Voyons comment se sont positionnés les différents acteurs de ce mauvais scénario.

Google et You Tube, en fait les mêmes actionnaires, ont poursuivi la diffusion d'un extrait de ce film aux Etats-Unis, au nom de la liberté d'expression inscrite dans la Constitution. Par contre, ils l'ont retiré (censuré) dans plusieurs pays à majorité musulmane. Normal, puisque la cible se situait aux Etats-Unis : Obama et les démocrates.

- Un juge californien a rejeté jeudi une requête visant à contraindre le site de partage de vidéos YouTube à retirer le film L'Innocence des musulmans à l'origine de violentes manifestations de colère dans le monde arabo-musulman. (lemonde.fr 20.09)

En laissant se film sur You Tube à l'exception de quatre ou cinq pays, ils permettaient ainsi à la population des puissances occidentales alliés des Etats-Unis et comportant une forte minorité musulmane de visionner ce film et de réagir violemment en causant des troubles à l'ordre public, forçant les gouvernements de ces Etats à prendre des mesures répressives ou liberticides en conséquence en interdisant toute manifestation, mais surtout à exprimer leur soutien à la liberté d'expression dont se réclament les auteurs de ce film ainsi que la justice américaine, ce qui revenait à adopter la position que les commanditaires de ce film recherchait.

Cette provocation a fourni un prétexte aux islamistes radicaux instrumentalisés par Israël, le Qatar et l'Arabie Saoudite, pour tenter de dresser la population musulmane contre les Etats-Unis, contre l'administration démocrate aux commandes plus précisément, réaction violente conforme à ce que les auteurs de ce plan en attendaient.

- Washington a retiré depuis le 15 septembre une bonne partie de ses diplomates du Proche-Orient. Les ambassades des Etats-Unis prennent dans la région l'allure de forteresses assiégées. La vague de protestations provoquée par la diffusion du film L'Innocence des musulmans ne s'éteint pas. Elle donne l'image d'un monde musulman figé dans un antiaméricanisme irréductible.

Le film a servi de prétexte aux plus radicaux des islamistes. Ils l'ont exploité pour mobiliser contre les Etats-Unis et mettre en porte-

à-faux la famille politique qui s'installe au pouvoir dans le monde arabe, les Frères musulmans - lesquels ne demandent qu'à développer les meilleures relations avec l'Amérique.

Il reste que le film a été le détonateur d'événements, hélas ! prévisibles, dont le résultat est tragique : ils portent un coup sévère à la politique d'Obama ; ils se soldent par la mort de plusieurs personnes. A qui la faute ?

La réaction américaine a été à double détente. La secrétaire d'Etat affirme que les Etats-Unis n'ont rien à voir avec une "*vidéo répugnante*", destinée à "*dénigrer une grande religion*". Hillary Clinton ajoute que rien, cependant, ne peut justifier les violences qui ont été commises. Les vrais coupables, les assassins, sont les manifestants qui ont attaqué les représentations américaines et ceux qui les manipulent - non les auteurs du film. Surtout, ne pas se tromper sur la causalité.

Après les événements de Benghazi et du Caire, le gouvernement américain aurait suggéré à YouTube de retirer le film. Au nom du 1er amendement, YouTube a refusé – sauf en Egypte, en Libye, en Afghanistan et au Pakistan.

Professeur de libertés publiques à Harvard, Michael Ignatieff dénonce le chantage à la violence : "*S'il advient que plus aucun auteur n'ose insulter l'islam après l'affaire Rushdie ou après les attaques contre des caricaturistes danois, alors, nous y perdrons tous.*" C'est ce que sous-entendait Mme Clinton. (lemonde.fr 20.09)

Un élément jamais évoqué par ceux qui se réclament du 1er amendement de la Constitution américaine, le Patriot Act qui a mis sous surveillance la société américaine depuis le 11 septembre 2001.

A ce propos l'hypocrisie de Mme Clinton et ses semblables saute aux yeux, quand on a à l'esprit qu'il suffit de prononcer des paroles cataloguées par la CIA comme faisant partie du registre des terroristes à la terrasse d'un café par exemple en présence d'un de ces agents pour être immédiatement interpellé, on se dit que le respect de la liberté d'expression est à géométrie variable et susceptible d'être bafouée arbitrairement aux Etats-Unis.

Quand Mme Clinton dit que "*les vrais coupables, les assassins, sont les manifestants qui ont attaqué les représentations américaines et ceux qui les manipulent - non les auteurs du film. Surtout, ne pas se tromper sur la causalité*", elle en dit trop et pas assez à la fois, c'est le but recherché, car elle sait évidemment qui sont les manipulateurs, mais elle ne peut pas les nommer sans risquer pour sa vie.

Pour s'en sortir honorablement et enterrer l'affaire, elle n'a rien trouvé de mieux qu'annoncer la création d'une commission bidon qui serait nommée par elle ! Que pouvait-elle faire d'autres ? Dénoncer les républicains et le lobbying sioniste qui sévit aux Etats-Unis, qui contrôle la Fed ? En formulerait-elle seulement l'idée imprudemment en comité restreint qu'elle serait liquidée sur le champ avant de parler.

- Hillary Clinton a annoncé jeudi la création d'une commission d'enquête sur l'attaque du consulat américain à Benghazi, qui a coûté la vie à l'ambassadeur des Etats-Unis en Libye et à trois autres Américains.

Cette commission, composée de quatre personnalités choisies par la secrétaire d'Etat elle-même et par une autre personne désignée par la communauté du renseignement, sera présidée par l'ancien ambassadeur Thomas Pickering.

Près de deux ans après le début du "*printemps arabe*", certains parlementaires américains se sont interrogés sur le bien-fondé de maintenir une aide aux pays concernés par ces violences contre les intérêts des Etats-Unis.

"*Il y a à l'évidence de véritables défis à relever dans ces nouvelles démocraties, dans ces sociétés fragiles*", a dit Hillary Clinton.

"*Nous sommes inquiets, en tout premier lieu, pour nos propres ressortissants et pour nos installations mais nous sommes aussi inquiets au sujet de la sécurité intérieure dans ces pays, car, au bout du compte, ce sont les hommes, les femmes et les enfants de ces sociétés qui se trouvent en danger dans leur quotidien si des initiatives ne sont pas prises pour tenter de rétablir la sécurité*", a-t-elle ajouté. (Reuters 20.09)

On atteint là le comble du cynisme sachant que les Etats-Unis sont en guerre perpétuelle contre tel ou tel peuple qui ne les ont jamais agressés depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Les pays arabes font cause commune avec les Etats-Unis et Israël contre leurs propres peuples et ceux de la région, un dernier élément le confirme. Leurs dirigeants savent que du jour au lendemain il peut leur arriver le même sort qu'à S. Hussein et Kadhafi, par exemple à l'issue des élections américaine de novembre prochain.

- Les Etats-Unis sont favorables à un Moyen-Orient sans armes de destruction massive mais "*utiliser les réunions de l'AIEA pour désigner Israël à la critique ne nous rapprochera pas de cet objectif*", a dit le diplomate américain Robert Wood.

Les pays arabes ont présenté jeudi comme un "*geste de bonne volonté*" leur décision de ne pas soumettre à l'assemblée annuelle de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) une résolution pointant du doigt Israël en raison de son arsenal nucléaire présumé. (Reuters 21.09)

Passons aux caricatures de Charli Hebdo.

Il ne s'agit pas d'une simple provocation de plus, mais d'une double provocation conduisant à dresser musulmans et non musulmans les uns contre les autres.

Elles sont parues dans la foulée de ce qui vient d'être évoqué. Leur auteur prétend agir au nom de la défense de la liberté d'expression, pour en fait se livrer à une vulgaire provocation, qui va d'un côté alimenter l'islamophobie ou la haine des musulmans, de l'autre provoquer une réaction violente de la part des islamistes radicaux qui n'en demandaient pas tant pour sortir du bois, qui sait, par ce biais se faire une légitimité qu'ils n'auraient jamais pu trouver autrement en s'affichant comme les champions de la défense de l'islam.

Personne n'a dû leur souffler de faire paraître ces caricatures grotesques, qui vont alimenter utilement la propagande sioniste islamophobe, qui est passée à l'échelon supérieur les jours précédents. Charli Hebdo = BHL d'une certaine manière, en plus rustre, plus grossier, méprisant, pire, humiliant envers les musulmans, pendant que les Etats-Unis diabolise le régime syrien et iranien, ils se complètent en tout cas. Est-ce inconsciemment qu'ils servent la cause de l'impérialisme américain et sioniste qui mène une croisade sur l'ancien territoire de l'empire ottoman à des fins économiques ? Il y a ainsi des gens qui n'ont pas besoin qu'on les instrumentalise pour être manipulés ou se faire les complices de crapules, de vermines.

- Concernant la photo publiée par le quotidien algérien Ennahar de Bernard-Henri Lévy en train de lire un exemplaire du journal satirique Charlie Hebdo qui avait fait scandale dans le passé, "Charia Hebdo", avec pour titre: "*Le sioniste Lévy derrière la campagne visant à porter atteinte au prophète*", le journal précise que son origine n'est autre que le site de BHL. (AFP 21.09)

Facebook a censuré une page du magazine Le Point qui contenait une caricature. Normal, le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius est aux petits soins pour le Qatar, le Bahreïn, l'Arabie Saoudite et Israël, pas question de laisser perturber la politique internationale du gouvernement qui s'apprête à intervenir au Mali.

- Le réseau social Facebook a décidé, mercredi 19 septembre, de suspendre la page de l'hebdomadaire "*le Point*" après la mise en ligne sur cette page de l'une des caricatures de Mahomet publiées par "Charlie Hebdo".

Intitulé "*Pourquoi 'Charlie Hebdo' joue avec le feu ?*", ce message, publiée vers 18h, reprenait la caricature qui singe "*Le mépris*", dans laquelle le prophète interpelle langoureusement : "*Et mes fesses, tu les aimes, mes fesses ?*"

Moins d'une heure plus part, la publication est supprimée par Facebook, rapporte "*le Point*", et l'administrateur de la page reçoit un message d'avertissement : le contenu publié est "*en infraction avec les règlements*" du réseau social. La page est ainsi bloquée pour 72 heures.

Contacté, Facebook parle d'"*une erreur*", arguant que "*tout a été restauré dès que nous avons été avertis*".

La page Facebook du "*Point*" est de nouveau accessible, toutefois sans la publication polémique. Jérôme Béglé se dit "*content que la page soit revenue en ligne*", et "*ne veut pas en faire toute une histoire....*" (nouvelobs.com 20.09)

Bien entendu, les chefs des différentes religions en ont profité pour prôner la tolérance avec laquelle l'ignorance fait bon ménage, et apparaître ainsi comme des saints hommes.

- Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite, basée au Caire, a condamné ces caricatures "*portant atteinte à l'islam et à son prophète*". L'Osservatore Romano, le journal du Vatican, a qualifié cette publication d'"*initiative discutable*", qui "*jette de l'huile sur le feu*", "*alors que l'on cherche péniblement à faire baisser la tension qui traverse le monde islamique en raison du film*" anti-islam.

L'évêque catholique d'Evry, Mgr Michel Dubost, et le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), Mohammed Moussaoui, ont lancé un appel commun "*à la fraternité et au respect de l'égale dignité*". Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Richard Prasquier, a également "*désapprouvé*" les caricatures.

L'exécutif français semblait tenter de calmer le jeu, prônant la défense de la liberté d'expression et rappelant qu'il était toujours possible d'en référer à la justice. (AFP 19.09)

La totalité de la presse et des médias (à ma connaissance), le gouvernement, les partis de droite comme de gauche, de la gauche de la gauche, de l'extrême gauche supportent Charlie Hebdo, ce qui n'a rien d'étonnant, un bel exercice d'union nationale en

défense de la religion et non de la liberté d'expression comme on voudrait nous le faire croire. Le Pen en profite pour appeler à l'interdiction du voile et de la kippa dans les lieux publics et dans la rue et la boucle est bouclée.

Ce journal se voulait libertaire, ce qui se traduit par faire ce que je veux quand je veux sans tenir compte du contexte environnant, de rien ni personne, on comprend pourquoi Marx et Engels avait viré Bakounine l'anarchiste de la Première internationale, pour avoir eu exactement le même comportement. (Lire Marx-Engels dans le texte à ce propos dans le site à la page *Défense du marxisme*.)

Les Etats-Unis et Israël peuvent être satisfait (provisoirement) du résultat de ces provocations, qui ont vu les pays arabes s'aligner derrière eux comme un seul lors de l'assemblée annuelle de l'Agence internationale de l'Energie atomique. C'était peut-être là le fond de cette affaire puisque cette réunion était inscrite de longue date dans leur agenda, plus que faire pression sur Obama. A suivre.

(J'ai un peu bâclé la fin de cet article, car j'ai dû bosser sans ventitaleur sous une chaleur écrasante, on n'a toujours pas de courant et je ne peux pas rester plus longtemps dans le bureau.)

Un devoir de mémoire pour le mouvement ouvrier international.

Le chef de l'Etat a rappelé le rôle de la France dans la déportation des juifs, comme il l'avait fait le 22 juillet lors da la cérémonie commémorant le soixantième anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv. (Reuters 21.09)

Nous, nous rappelerons le rôle de la social-démocratie et du stalinisme dans le déclenchement de la Première et de la Seconde guerre mondiale, leur soutien au colonialisme, aux différentes guerres (selon les cas) qui ont eu lieu dans le monde depuis 1945 jusqu'à ce jour, y compris contre la Syrie. En cela, ils n'ont rien à envier au parti de l'ordre, l'UMP.

ACTUALITE EN TITRES

Envers les dictateurs, pas d'hier mais d'aujourd'hui...

- A Drancy, Hollande appelle au devoir de mémoire et fait l'éloge de la tolérance - AFP

Parole de menteurs.

- Matignon dit ne pas envisager de hausse globale de la TVA «*à ce stade*» - Liberation.fr

La barbarie légitimée

- La corrida autorisée à rester dans les arènes françaises - AFP

Le Conseil constitutionnel banalise la barbarie, normal.

A défaut de guerre mondiale, la guerre sociale à froid.

- GM prépare "*une réduction importante*" de ses effectifs en Europe - L'Expansion.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le Premier ministre portugais s'est déclaré vendredi prêt à discuter avec les partenaires sociaux des dernières mesures d'austérité qui ont provoqué une vague de contestation populaire et conduit le président à convoquer une réunion du Conseil d'Etat.

Le Premier ministre a rappelé qu'il avait déjà rencontré récemment les partenaires sociaux et devait entendre leurs propositions au cours d'une nouvelle réunion, lundi prochain.

"*Nous n'accepterons aucune modification des barèmes des cotisations sociales, qui entraînerait une baisse de salaires même d'un centime*", a déclaré après une rencontre avec le Premier ministre, Armenio Carlos, le secrétaire général de la CGTP, le principal syndicat portugais. La CGTP a prévu un grand rassemblement à Lisbonne le 29 septembre.

Les nouvelles mesures de rigueur ont provoqué une vague de critiques et la colère des Portugais dont plusieurs centaines de milliers ont défilé samedi dernier à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays.

Les déclarations du Premier ministre ont précédé une réunion du Conseil d'Etat, un organe consultatif, convoqué par le président Anibal Cavaco Silva, inquiet lui aussi de l'ampleur de la contestation.

La réunion devait être suivie soit d'une déclaration du président, soit d'un communiqué, a indiqué la présidence.

Alors que le Conseil était réuni, des milliers de personnes se sont rassemblées devant la présidence pour protester contre le renforcement de la rigueur.

"*Voleurs, voleurs...*", "*le peuple est fatigué d'être volé et humilié*", ont scandé les manifestants qui répondaient à l'appel sur les réseaux sociaux d'un mouvement apolitique, déjà à l'origine des manifestations de samedi dernier.

Plus de 15.000 personnes avaient annoncé sur Facebook leur intention de manifester à Lisbonne pour démontrer leur "*extraordinaire volonté de changement*" tandis que des rassemblements ont eu lieu dans une quinzaine de villes.

Les nouvelles mesures d'austérité ont également provoqué une vive tension au sein de la coalition au pouvoir, entre le Parti social démocrate (PSD) de M. Passos Coelho et le parti conservateur (CDS-PP) du ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, partisan d'une révision des mesures.

Le président Cavaco Silva, a toutefois estimé que le risque d'une crise politique "*était derrière nous*" après que les deux partis eurent, la veille au soir, réaffirmé qu'ils comptaient préserver la coalition. (AFP 21.09)

2- Afrique du Sud

La justice sud-africaine a lancé un mandat d'arrêt contre Julius Malema, ancien dirigeant du mouvement de jeunesse du Congrès national africain (ANC) et opposant déclaré au président Jacob Zuma, pour fraude, blanchiment d'argent et corruption.

Confirmant une information révélée par l'hebdomadaire City Press, une avocate de Malema a déclaré à l'agence Reuters vendredi que les autorités sud-africaines avaient prévenu son client qu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt.

Julius Malema fait toutefois l'objet d'une enquête de police pour corruption présumée portant sur des contrats publics dans sa province natale du Limpopo.

L'ancien président de la Ligue des jeunes de l'ANC, qui milite pour la nationalisation des mines et l'expropriation des fermiers blancs, a été suspendu pour cinq ans des rangs du parti en novembre dernier.

Mais lui qui se disait alors "*politiquement fini*" a repris pied dans la vie politique sud-africaine à l'occasion de la sanglante grève des mineurs. Il entend couper la route de Jacob Zuma lors de l'élection interne à la tête de l'ANC, en décembre.

La contestation dans le secteur minier s'est étendue vendredi au producteur d'or Anglogold Ashanti, sur le site de Kopanang, qui compte 5.000 employés, théâtre d'une grève sauvage.

Gold Fields, quatrième producteur mondial d'or, a en revanche annoncé que le travail reprendrait d'ici la fin du week-end sur la section Ouest de son site KDC, où quinze mille mineurs avaient lancé une autre grève sauvage, il y a onze jours. (Reuters 21.09)

3- Libye

Des centaines de manifestants ont délogé vendredi soir le groupe salafiste d'Ansar al-Charia de la caserne qu'il occupait au centre de Benghazi, dans l'est de la Libye, et ont mis le feu à l'installation militaire, a constaté un journaliste de l'AFP.

Sous la pression des manifestants, les membres du groupe qui avait été montré du doigt dans l'attaque du consulat américain, ont

tiré en l'air avant de quitter la caserne qui a été envahie par des centaines d'habitants de Benghazi qui protestaient contre les "*milices hors la loi*".

Aux cris de "*le sang des martyrs n'a pas été versé en vain*", les manifestants sont entrés dans la caserne qui a été saccagée, pillée et incendiée, selon un correspondant de l'AFP.

"*Cette brigade était un grand problème pour nous et pour tout le monde. C'était un foyer de extrémiste*", s'est félicité un des manifestants, Taoufik Mohamed 32 ans.

Auparavant, des dizaines de milliers de Libyens avaient manifesté à Benghazi contre les milices armées, dix jours après l'attaque du consulat américain du 11 septembre 2012 qui avait coûté la vie à l'ambassadeur des Etats-Unis Chris Stevens et trois autres Américains.

"*La mort de l'ambassadeur était l'étincelle qui a mis le feu*", a estimé Adallah, un jeune manifestant.

Avant de se diriger vers la caserne d'Ansar al-Charia (les partisans de la loi islamique) les manifestants avaient déjà délogé une autre milice qui avait élu domicile dans un bâtiment de la sécurité libyenne dans le centre de la ville.

Selon des témoins, Ansar al-Charia a évacué aussi l'hôpital al-Jala qu'elle contrôlait, sous la pression des manifestants. La police militaire a pu prendre possession par la suite du bâtiment.

Au moins quatre autres installations publiques ont été désertées par des milices à l'arrivée des manifestants.

Selon un journaliste de l'AFP, des centaines d'habitants se sont dirigés vers une autre caserne située dans la région d'al-Hawari à une quinzaine de km du centre de Benghazi, occupée par la "*brigade de Raf allah Sahati*", un autre groupe salafiste jihadiste.

Vers 00H00 locale (22H00 GMT) des membres de ce groupe tiaient en l'air pour tenter de disperser les manifestants, dont certains sont armés. (AFP 21.09)

SOCIAL

1- France

Dans un échange de près de deux heures, Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a de nouveau affirmé que le projet du laboratoire était "*inacceptable*" sans pour autant prendre d'engagement concret mais en assurant que sa porte restait ouverte aux syndicats, ont-ils ajouté.

"*Le ministre a soutenu être à nos côtés pour demander le retrait pur et simple de ce plan social dans la mesure ou Sanofi dégage des milliards de bénéfice mais aussi parce qu'il a des obligations vis-à-vis de l'Etat et des citoyens*", a déclaré Pascal Vially, le coordonnateur CFDT.

A la CGT, son homologue Thierry Bodin, a souligné que le ministre "*a réaffirmé que le plan de la direction était inacceptable et qu'il comptait travailler avec les organisations syndicales pour faire en sorte que la direction revienne sur son objectif*".

Selon ce syndicaliste, Arnaud Montebourg a déclaré que si Sanofi mettait en oeuvre son plan, "*ce serait la porte ouverte pour tous les autres*".

Prié de dire s'ils craignent, comme le cas de PSA, que le gouvernement tempère au final son opposition à la restructuration, l'intersyndicale répond qu'elle saura rappeler au ministre les propos qu'il leur a tenus et, qu'en tout état de cause, c'est la mobilisation des salariés qui poussera le gouvernement à intervenir.

L'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC) a remis au ministre le rapport d'un expert mandaté par le CCE de la recherche du groupe dans le cadre d'une procédure de droit d'alerte.

Ce rapport, remis par les syndicalistes à des journalistes se conclut ainsi : "*compte tenu de la situation économique et financière du groupe et de ses perspectives, il est parfaitement possible de sauvegarder l'intégralité du potentiel scientifique de Sanofi, en particulier sur sa base française*". (Reuters 21.09)

La grève pour dénoncer un plan de restructuration de la Banque de France, qui prévoit entre 1.700 et 2.100 suppressions de postes, a été "extrêmement" bien suivie, selon les syndicats, notamment en région où la direction reconnaît un taux de grévistes de près de 50%.

"*Dans le réseau de succursales (de province), directement visé par les annonces faites devant le comité central d'entreprise (qui s'est réuni vendredi, ndlr), des dizaines d'unités sont fermées et le taux de grévistes dépasse 80%*", selon un communiqué de l'intersyndicale SNABF, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, CFDT, Unsa et Syndicam qui appelait les 13.000 agents de la Banque de France à la mobilisation.

"*La grève est extrêmement bien suivie*", assure à l'AFP Denis Durand, secrétaire général de la CGT, mais pour lui, "*la grande surprise*" du mouvement, est que "*la grève est aussi massivement suivie au siège*" (à Paris), ce qui est "*vraiment inhabituel*".

Interrogée par l'AFP, la direction de l'institution a estimé le taux de grévistes total à 29%, précisant que le taux était de 11,2% dans les services centraux (à Paris), de 8,2% sur les sites industriels (où se fabrique la monnaie) et de 49,3% sur le réseau en province.

En Rhône-Alpes, l'opération "*banque morte*" est un "*grand succès*" selon le premier syndicat de la Banque, le SNABF: la quasi-totalité des agences normalement ouvertes au public a été fermée (Lyon, Annecy, Chambéry, Cluses, Grenoble, Valence, Privas, Saint-Etienne, Roanne, Bourg-en-Bresse...).

En Midi-Pyrénées, la CGT fait état de 75% de grévistes parmi les 9 établissements de la Banque de France (Toulouse et les préfectures des sept autres départements de la région, plus une antenne à Castres).

En Bretagne, "*la plupart des unités sont fermées*" et "*on serait sur l'ensemble à 90% de grévistes*", selon Patrick Hubert, délégué CGT qui précise qu'environ 320 salariés travaillent pour la banque dans la région.

A Nantes, une trentaine de salariés ont manifesté devant les grilles de la Banque de France, demandant "*le retrait pur et simple du projet de réforme actuel*". Ils dénonçaient "*un service public qui va disparaître, notamment vis-à-vis des personnes surendettées*".

A Strasbourg, sur la porte de la succursale de la ville, une affichette indiquait la fermeture "*en raison d'un mouvement social*".

Pour l'intersyndicale, "*cette puissante mobilisation traduit la colère du personnel devant les menaces contenues dans les projets annoncés qui se traduiraient par 2.000 suppressions d'emplois dans le réseau, sans compter 500 suppressions de postes dans les services centraux et dans les centres industriels*".

Le mouvement a reçu de nombreux soutiens comme celui de la FSU, deuxième syndicat de la Fonction publique d'Etat qui estime que le plan "*met gravement en cause le missions de la Banque de France*".

La Banque de France gère notamment tous les dossiers de surendettement. (AFP 21.09)

2- Espagne

"*La Commission est en contacts étroits avec les autorités espagnoles et collabore avec elles pour mettre sur pied cet important programme de réformes structurelles*", a affirmé vendredi Simon O'Connor, le porte-parole de la Commission en charge des Affaires économiques lors d'un point de presse.

L'objectif est "*d'aider dans nos moyens l'Espagne avec ce programme de réformes*", a-t-il poursuivi. Ce train de réformes sera présenté le 27 septembre, a récemment annoncé le ministre espagnol des Finances, Luis de Guindos. (L'Expansion.com 21.09)

L'Espagne envisage de geler les retraites et d'accélérer la procédure repoussant l'âge du départ en retraite dans le but de réaliser de nouvelles économies et de se conformer aux conditions qui lui seront sans doute imposées si elle fait appel à une aide internationale, selon des sources bien informées.

Ces mesures lui permettraient d'économiser au moins quatre milliards d'euros par an et de respecter les recommandations publiées dans un document de la Commission européenne publié en mai et qui, selon des sources de la zone euro, sert de base aux négociations en vue d'un éventuel plan de sauvetage.

Le report de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans devait être étalé sur 15 ans mais rétrécir le calendrier est chose acquise, alors que l'abandon du plan d'alignement des retraites sur l'inflation est encore à l'étude, selon les sources.

Ces initiatives sur les retraites, qui pourraient être annoncées dès la semaine prochaine avec la présentation du budget 2013, seraient un signal fort pour les investisseurs de la volonté de l'Espagne d'engager des réformes structurelles reportées jusqu'ici

en raison de leur impopularité.

Le président du gouvernement Mariano Rajoy, qui a dû revenir sur sa promesse de campagne électorale de ne pas alourdir la fiscalité, a aussi régulièrement affirmé qu'il ne toucherait pas aux retraites mais la marge de manoeuvre qui lui reste pour réduire les dépenses de l'Etat est sérieusement limitée.

Il a d'ailleurs tempéré ses propos la semaine dernière, déclarant que ce serait "*la dernière chose*" qu'il ferait.

Mardi, la vice-présidente du gouvernement Soraya Saenz de Santamaria a déclaré de son côté que le gouvernement n'envisageait pas de diminuer les retraites "*pour le moment*".

Des sources bien informées estiment que les commentaires de Mariano Rajoy signalent bien un changement de positon.

"*Il a juste dit qu'il ne réduirait pas les retraites. Mais avez-vous entendu autre chose? Nous savons bien tous les deux qu'il y a plusieurs manières de (les) baisser. L'une d'entre elle est tout simplement de les laisser inchangées face à l'inflation,*" a souligné l'une des sources.

De nombreux économistes estiment également qu'un gel des retraites est inévitable.

Le budget 2012 prévoit un ajustement des retraites de 1% pour prendre en compte l'inflation - soit un milliard d'euros - mais l'inflation se rapproche de 3%, ce qui veut dire que quatre milliards supplémentaires devraient être versés aux retraités en janvier, qui seraient inscrits sur le budget 2012.

L'abandon de la promesse d'ajustement des retraites sur l'inflation permettrait ainsi de réaliser une économie d'environ cinq milliards d'euros sur le budget de l'Etat.

Pour les années à venir, sur la base d'une inflation de 2%, ce qui est la référence utilisée par la Banque centrale européenne pour fixer ses taux directeurs, un ajustement des retraites sur l'inflation coûterait quatre milliards d'euros.

"*Il n'y a rien à faire. Il faut couper le lien avec l'inflation et geler les retraites l'an prochain*", selon Jose Carlos Diez, économiste chez Intermoney à Madrid.

"*Et pour moi, ce ne serait qu'un début. (...) Les retraites, les allocations chômage et les coûts d'emprunt sont en train de phagocyter tous les efforts faits du côté des dépenses; c'est pourquoi il faut agir sur ces terrains-là*", ajoute-t-il.

La suppression de l'ajustement sur l'inflation et l'accélération de la réforme repoussant l'âge de la retraite sont des exigences de longue date de la Commission, qui seraient une des principales conditions de mise en oeuvre du programme de rachats de dette espagnole, selon des sources de la zone euro.

Les pays ayant reçu une aide, comme la Grèce, l'Irlande et le Portugal, ont tous dû réduire drastiquement leurs retraites. (Reuters 21.09)

ECONOMIE

Brésil

Le Brésil a menacé vendredi d'adopter de nouvelles mesures contre les mouvements de capitaux étrangers à visées spéculatives, un tir de semonce dans une "*guerre des devises*" dont il rend responsable le recours massif à la planche à billets par les grandes banques centrales.

Le ministre des Finances, Guido Mantega, a déclaré que son pays ne laisserait pas sa monnaie s'apprécier exagérément et qu'il était prêt à prendre des mesures pour l'empêcher, y compris "*celles que nous avons prises par le passé*".

"*Si nécessaire (...), nous avons (la possibilité) de taxer les capitaux à court terme*", a-t-il précisé à des journalistes en marge d'une conférence à Londres.

Le Brésil a mis en oeuvre depuis 2009 un certain nombre de mesures visant à freiner l'afflux de capitaux en dollars sur ses marchés, qui a pour effet une appréciation rapide du real, mais il a récemment adouci ce dispositif.

Guido Mantega est un adversaire déclaré des politiques d'achats massifs d'actifs sur les marchés mises en oeuvre par les banques centrales des principaux pays industrialisés pour soutenir l'activité économique. A ses yeux, ces politiques équivalent à une dévaluation de fait des monnaies des pays concernés pour renforcer leur compétitivité internationale.

Une partie des capitaux injectés ces dernières années dans le cadre de ces politiques dites d'"*assouplissement quantitatif*" (QE) ont été réinvesties dans les pays émergents où les taux d'intérêt et les rendements sont plus élevés.

Pour Guido Mantega, la décision de la Réserve fédérale américaine ce mois-ci de lancer un troisième "*QE*" et l'annonce similaire de la Banque du Japon il y a quelques jours risque de raviver la "*guerre des devises*" mondiale en obligeant d'autres pays à prendre des mesures pour protéger leur économie.

"*(Les Etats-Unis et le Japon) vont attiser la guerre des devises en poussant tous les pays à mener eux aussi cette guerre*", a-t-il dit. "*Il est naturel que d'autres pays se défendent.*"

La banque centrale brésilienne intervient déjà régulièrement et massivement sur les marchés pour tenter de maintenir le real autour du seuil de deux pour un dollar. Elle a parallèlement abaissé son principal taux directeur à 7,5% fin août.

Guido Mantega a assuré vendredi que ce processus se poursuivrait.

"*La banque centrale achètera davantage de réserves, nous disposons déjà d'un très haut niveau de réserves et nous en achèterons davantage si l'offre de dollars dans l'économie brésilienne est forte*", a-t-il dit, en concluant: "*Nous ne laisserons pas notre économie devenir non-compétitive*."

L'économie brésilienne, la sixième du monde selon le Fonds monétaire international, a vu sa croissance chuter depuis 18 mois après une expansion de 7,5% en 2011. Les économistes prévoient une hausse du PIB limitée à 1,5% cette année, tandis que le gouvernement table sur 2%. (Reuters 21.09)

Le QE, c'est la planche à billets, les centaines ou milliers de milliards de dollars, euro ou yen que les banques centrales créent et mettent à disposition des banquiers et institutions financières.

Haut de page

Le 23 septembre

CAUSERIE

Je remercie le camarade qui m'a envoyé un bref message hier.

Ce qui les "***dépasse" et les "rassemble***" : la même idéologie réactionnaire, les mêmes intérêts économiques.

Entendu lors du deuxième grand dîner de la Grande Loge de France (GLDF), organisé le 22 septembre au siège de l'obédience.

- Le gaulliste d'extrême-gauche Régis Debray : " *Être fraternel, c'est faire famille avec ceux qui ne sont pas de la famille… car la fratrie c'est souvent la frérocité*" . Ou : " *On est frères en quelque chose qui nous dépasse… car c'est ce qui nous dépasse qui nous rassemble.*" (Lexpress.fr 22.09)

L'intérêt général, autrement dit les intérêts de la classe dominante... Etre franc-maçon et sioniste, juif de préférence, c'est une chose, mais il y a aussi des sionistes qui ne sont pas juifs et qui font partie de la même "*famille*", les néo conservateurs et leur équivalent en France, mais aussi des représentants de certaines couches de la population qui partagent leur idéologie.

Dans sa jeunesse Régis Debray était maoïste ou guévariste et gauchiste si je ne me trompe pas. Que L'Express le qualifie de "*gaulliste d'extrême-gauche*" m'a fait sourire, on connaissait le "*gaullisme social ou de gauche*" aussi bien présent au parti de l'ordre qu'on PS ou ses satellites (MRC), la gauche de la gauche (Front de gauche) qui tourne autour sans pouvoir s'en détacher, l'extrême gauche (NPA et LO) qui en fait autant quand elle ne fait pas dans le sectarisme, les autres sont ailleurs et partout à la fois, c'est pratique quand à l'omniprésence vient s'adjoindre l'omniscience !

Avouons modestement que toutes ces qualités nous font défaut, eux se déterminent les uns par rapport aux autres sachant qu'il suffit qu'un seul soit lié à l'Etat pour qu'ils y soient tous, nous, notre opposition de gauche se rapporte à l'Etat des capitalistes, c'est vis-à-vis de lui que nous sommes indépendants, du coup nous le sommes de tous ces partis, facile à comprendre, non ? Le

même raisonnement vaut pour les syndicats, qui, financés par l'Etat, y sont tous liés ou subordonnés, leur indépendance n'est qu'une illusion pour tromper les naïfs ou les ignorants.

Qui sont Hollande et ses principaux ministres, quels sont leurs points communs ?

Infos trouvées en naviguant d'un lien à un autre sur Internet.

François Hollande - Président de la République : Franc-Maçon du Grand Orient de France, il prône l'intégration de la « *laïcité* » dans la Constitution. Millionnaire, il déclare une fortune d'1,17 Million d'euros, omettant la Société Civile La Sapinière, qu'il gère avec Ségolène Royal, dont le capital s'élève à plus de 900 000 €. Membre du club Le Siècle. Sioniste, il participe à plusieurs reprises aux diners du CRIF, qui salue sa victoire. Il est également membre de la fondation atlantiste French-American Foundation. En 2005, il fit campagne pour le « *Oui* » au référendum visant à ratifier le Traité Constitutionnel Européen. Lors du vote de 2008 concernant la réforme constitutionnelle permettant la ratification du traité de Lisbonne, il s'est abstenu. Lors du vote concernant le Mécanisme Européen de Stabilité, il s'est également abstenu. Il est élu Président de la République avec moins de 40% des suffrages exprimés. Il est mis en cause par la plainte d'Emmanuel Verdin, qui l'accuse d'avoir couvert les agissements pédophiles qui auraient été perpétrés par Jack Lang.

Jean-Marc Ayrault – Premier Ministre : Notable du PS depuis près de 4 décennies. Lors du vote pour la réforme constitutionnelle de 2008, pour la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Lors du vote parlementaire sur le Mécanisme Européen de Stabilité (qui brade une nouvelle fois un pan de la souveraineté Française aux instances européistes), il s'abstient comme la plupart des parlementaires socialistes dont il dirige le groupe, permettant ainsi l'adoption du MES à la majorité absolue. Est mandaté durant la campagne par François Hollande pour traiter la question du vote juif et récupérer les voix, et surtout le soutien, de la communauté. En 1997, il est condamné à 6 mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende pour une affaire de favoritisme dans l'attribution d'un marché public, et a depuis 2007 obtenu une « *réhabilitation* » « exposant quiconque évoquant ces faits à des poursuites ». En 2008, maire de Nantes, il fait voter une subvention de 400 000€ destinée à la rénovation et à l'agrandissement du local servant aux « *réunions* » de 7 loges maçonniques (face aux critiques de l'opposition, il dû finalement abandonner le projet). Il est membre du Cercle Léon Blum, ouvertement sioniste.

Laurent Fabius - Ministre des Affaires Etrangères : Issu d'une famille juive. Opère le « *tournant de la rigueur* » au début des années 80 en tant que 1er Ministre de Mitterrand, entrainant la rupture des communistes avec le PS. Il est mis en cause à cette époque dans l'affaire tragique du Rainbow Warrior, bateau de Greenpeace dynamité par des agents de la DGSE. Également mis en cause dans la sinistre affaire du sang contaminé, au cours de laquelle des poches de transfusion sanguine ont été contaminées par le virus du sida, faute de mesures préventives. Il est ministre sous Jospin lors du passage à l'euro et de la création d'Areva. Lors du Congrès de Versailles de 2008 concernant la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne, il ne prend pas part au vote. Lors du vote concernant le Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient comme les autres parlementaires socialistes, permettant l'adoption du MES à la majorité absolue. Au début de l'année 2012, il se rend en Israël où il rencontre le Président Shimon Peres et le Ministre de la Défense Ehud Barak. Il participe au diners organisés par le club Le Siècle. Il participe aux réunions du Groupe Bilderberg. Il prend part aux diners du CRIF. Il participe à des réunions maçonniques, son appartenance à la Franc-Maçonnerie n'est pas officielle mais évidente.

Manuel Valls – Ministre de l'Intérieur : Né à Barcelone en 1962. N'a acquis la nationalité française que par naturalisation en 1982. Ami avec Alain Bauer – qui est le parrain de l'un de ses fils – Grand Maitre du Grand Orient de France de 2000 à 2003. Le 4 Février 2008, il vote pour la réforme de la Constitution permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Se définit comme « *blairiste* » et « *clintonien* ». Favorable à l'instauration de la TVA Sociale ; favorable à l'allongement de la durée de cotisation pour le droit à une retraite à taux plein ; favorable à l'alignement des régimes spéciaux de retraites avec le régime général. En 2010, il se déclare favorable au contrôle par la Commission Européenne des budgets nationaux. Participe aux réunions du Groupe Bilderberg. Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Il se prétend « *lié de manière éternelle à Israël* », et s'est opposé à la demande palestinienne d'adhésion à l'ONU. Intervenant au CRIF, notamment lors du « *congrès des amis d'Israël en France* » de 2012. Membre du club Le Siècle.

Pierre Moscovici - Ministre de l'Economie : Issu d'une famille juive. Soutien historique de Dominique Strauss-Kahn. Lors du vote pour la réforme constitutionnelle de 2008, pour la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Directeur de campagne de François Hollande durant la campagne de 2012, il est Vice-Président du Cercle de l'Industrie (Lobby patronal européen, en lien avec le MEDEF), dont Strauss-Kahn fut également Vice-Président et initiateur avec Raymond H.Lévy (PDG de Renault), et Maurice Lévy (président du directoire de Publicis, participant aux réunions du Groupe Bilderberg). Les principales entreprises représentées au sein de ce lobby sont celles du CAC40. Participe à la rencontre entre Manuel Valls, François Hollande et Richard Prasquier, président du CRIF, lors d'une entrevue où Hollande s'engagea à « *combattre fermement l'antisémitisme et l'antisionisme* ». Membre du Cercle Léon Blum, ouvertement sioniste. Il faudrait rajouter qu'il fait partie de l'ECFR (la branche européenne du CFR bien connu.

Michel Sapin – Ministre du Travail : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Durant la campagne de François Hollande, il est chargé du programme présidentielle de François Hollande. A propos du Traité de Maastricht, qui préfigure le Traité de Lisbonne, il déclare : « *Maastricht apporte aux dernières années de ce siècle une touche d'humanisme et de Lumière qui contraste singulièrement avec les épreuves cruelles du passé* ». Lors du Congrès de Versailles en 2008, il vote pour la

réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne.Lors du vote qui permit la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient comme la plupart des parlementaires socialistes, permettant l'adoption du MES à la majorité absolue. Il participe aux diners du CRIF, en particulier en 2003 où il est présent aux « *12 heures pour l'amitié France-Israël* » avec François Hollande, Dominique Strauss-Kahn, Nicolas Sarkozy, Pierre Lellouche et Benyamin Netanyahou (1er ministre de l'entité sioniste). Il participe aux réunions du Groupe Bilderberg, notamment en 1992 aux côtés de Jacques Toubon, Ernest-Antoine Seillière, Philippe Villin, André Levy-Lang ou encore Bernard Arnault.

Vincent Peillon – Ministre de l'Education Nationale : Issu d'une famille juive par sa mère (lui-même nomme ses quatre enfants Salomé, Maya, Elie et Izaak), son père fut banquier (directeur général de la Banque Commerciale d'Europe du Nord). Marié à la journaliste Nathalie Bensahel. Militant trotskyste à ses débuts. Soutien de Dominique Strauss-Kahn en 2011, il se rallie ensuite à François Hollande. Sioniste, il est Franc-Maçon membre du Grand Orient de France. Il prône une « *république spirituelle* », considérant « *la Franc-Maçonnerie et la laïcité* » comme « *religions de la république* ». Il soutient la ratification du Traité de Lisbonne par la France, et milite pour le fédéralisme européen, et « *une harmonisation politique, économique et fiscale au sein de l'Europe* ». Au Parlement Européen, il défend les intérêts sionistes et collabore activement au projet de déstabilisation de la Syrie.

Jean-Yves Le Drian – Ministre de la Défense : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Européiste, il se prononce en 2005 pour la ratification du Traité Constitutionnel Européen. En 2008, il avait menacé de quitter le PS si ses « *camarades* » ne ratifiaient pas le Traité de Lisbonne. Milite pour une « *harmonisation européenne des politiques de défense* », donc pour la perte de la souveraineté militaire de la France. Sioniste, il est proche du CRIF. Le piratage de la base de donnée du site du CRIF mentionna Le Drian parmi la liste des utilisateurs abonnés.

Stéphane Le Foll – Ministre de l'Agriculture : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Sioniste, déclare à propos du diner du CRIF « *On n'avait pas de raison de dire non, c'est le genre de dîner où tout le monde va. (…) Le CRIF, on y est allé quasiment tout le temps, c'est comme ça, il y a des choses qui s'installent* ». Il participe également au groupe de liaison CRIF-PS mis en place en 2006, aux cotés notamment de Richard Prasquier (président du CRIF), François Hollande, Razzye Hammadi, Malek Boutih. Il se prononce en faveur de la ratification par la France du Traité de Lisbonne. Il est l'un des rares parlementaires socialistes à avoir oser se prononcer pour le Mécanisme Européen de Stabilité. En février 2012, il déjeuna avec l'ambassadeur des Etats-Unis, accompagnés notamment de Michel Sapin.

Arnaud Montebourg – Ministre du Redressement Productif : Franc-Maçon, membre de la French-American Foundation (fondation atlantiste). Il ne prend pas part au vote lors du Congrès de Versailles de 2008 qui modifia la Constitution pour permettre la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote pour la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, à l'instar de la plupart des parlementaires socialistes, il s'abstient. Lié au CRIF, en particulier par sa compagne Audrey Pulvar qui en est l'auxiliaire zélée.

Marisol Touraine - Ministre de la Santé : Fille du sociologue Alain Touraine, aux accointances maçonniques de notoriété publique. Elle est membre du club Le Siècle. Européiste, elle vote en 2008 pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote pour la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, elle s'abstient comme la majorité des parlementaires socialistes, permettant ainsi son adoption à la majorité absolue.

Aurélie Filippetti - Ministre de la Culture : Participe aux diners du CRIF. Lors du Congrès de Versailles de 2008, elle vote pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote permettant l'adoption du Mécanisme Européen de Stabilité, elle s'abstient. Elle milite contre l'antisionisme et se revendique ouvertement sioniste. Interrogée par Robert Ménard sur le voyage de Dieudonné en Iran, elle explique « *qu'il existe des personnes plus légitimes que d'autres pour parler des droits de l'homme […] et que Dieudonné ne s'est pas beaucoup illustré dans le respect des droits de l'homme* ».

Nicole Bricq– Ministre de l'Energie et du Développement Durable : En 1991, elle soutient la Guerre du Golfe. En 2008, en tant que sénatrice PS, elle vote pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Elle s'est déclarée favorable à l'instauration du Mécanisme Européen de Stabilité, et s'est abstenue comme les autres parlementaires socialistes. Elle fit partie des signataires de la lettre ouverte envoyée à Nicolas Sarkozy, alors Président de la République, lui demandant de ne pas reconnaître l'État Palestinien à l'ONU. Elle est membre du très sioniste Cercle Léon Blum, comme Pierre Moscovici, Aurélie Filippetti, Julien Dray...

Jérôme Cahuzac - Ministre du Budget : Probable appartenance au Grand Orient de France. Frère d'Antoine Cahuzac, qui fut président du directoire de HSBC Private Bank France (avant d'être nommé en Janvier à la tête d'une importante filiale d'EDF). Lors du vote de la réforme constitutionnelle de 2008 permettant la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Lors du vote à propos du Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient. Afin de « *préserver la confiance des investisseurs* », il se prononce pour une rigueur budgétaire, précisant que cet« *objectif interdit la création de postes dans la fonction publique durant le prochain quinquennat* ». Il fait de la« *confiance des marchés* » sa priorité.

A propos du club Le Siècle, la fondation atlantiste French-American Foundation, le Groupe Bilderberg, à la page International du site (Dossier international par pays) figurent des articles sur ces organisations ainsi que des dizaines d'autres (think tanks) aux Etats-Unis notamment.

Quant au Cercle Léon Blum dont les membres se revendiquent ouvertement sionistes, voici la liste de son *comité d'honneur*

ASSOULINE David, (Sénateur, Adjoint au maire de Paris)
AYRAULT Jean-Marc, (Président du Groupe PS à l'Assemblée Nationale)
BARTOLONE Claude, (Député, ancien ministre, président du conseil général de Seine-Saint-Denis)
BENASSAYAG Maurice, (Conseiller d'Etat)
BLISKO Serge, (Député du XIIIe arrondissement de Paris)
BOURGUIGNON Pierre, (Député - Maire de Sotteville-lès-Rouen)
BOUTIH Malek, (Ancien Président SOS Racisme)
CAZENEUVE Bernard, (Maire de Cherbourg)
CHARASSE Michel, (Sénateur, ancien ministre)
COHEN-SOLAL Lyne, (Adjointe au maire de Paris)
COLLOMB Gérard, (Sénateur - Maire de Lyon)
DELANOE Bertrand, (Maire de Paris)
DRAY Julien, (Député)
ESTIER Claude, (Sénateur)
FILIPETTI Aurélie, (députée de Moselle)
FITERMAN Charles, (Ancien ministre)
FREDERICK Bernard, (Journaliste à l'Humanité)
GEISMAR Alain, (Universitaire)
HUCHON Jean-Paul, (Président du Conseil Régional d'Ile de France)
JAZOULI Adil, (Sociologue)
KLUGMANN Patrick, (Adjoint au Maire de Paris)
KOMITES Pénélope, (Adjointe au maire de Paris)
KOUCHNER Bernard, (Ministre)
MALVY Martin, (Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées)
MAUROY Pierre, (Sénateur, ancien premier ministre)
MOATI Serge, (Réalisateur)
MOSCOVICI Pierre, (Ancien ministre, député du Doubs)
PARIS Henri, (Général 2ème DB)
PEILLON Vincent, (député européen)
POIGNANT Bernard, (Député européen, président de la délégation socialiste française au Parlement européen)
SCHWARTZENBERG Roger-Gérard, (ancien ministre)
SINCLAIR Anne, (Journaliste)
STRAUSS-KAHN Dominique, (ancien ministre, directeur général du FMI),
VAILLANT Daniel, (Député - Maire du 18ème Arrondissement de Paris, ancien ministre)
VAUZELLE Michel, (Président du Conseil Régional de PACA)

Avertissement. Camarades, nous sommes sur un terrain glissant, alors attention aux dérapages !

Ne confondez pas l'antisionisme, le combat contre l'Etat d'Isrël, et l'antisémitisme qui consiste à diaboliser les juifs, ce qui n'est évidemment pas notre propos. Que les sionistes soient juifs de préférence est un constat. Certains seraient tentés de leur trouver les mêmes défauts, puis de généraliser, alors que ces défauts sont partagés par la majeure partie de la population qui n'est pas juive d'origine ou de religion. Enfin, rappelons que Marx et Trotsky étaient juifs par leurs parents sans avoir épousé le judaïsme, ce qui ne les a pas empêchés de mener le combat pour le socialisme, et si leur principal défaut était d'être juif, on voudrait bien l'être !

Autre chose.

Au-delà de ce que nous savons sur le PS, vous vous demandiez peut-être pourquoi Hollande et son gouvernement avaient été si prompts à soutenir le plan Varin chez PSA, en consultant la liste des memebres du Cercle de l'Industrie, vous n'en aurez plus. Je mets en ligne cette liste.

Devinez qui en était les fondateurs ? Dominique Strauss-Kahn et Raymond H. Lévy. Et qui en est le président ? Philippe Varin, Président du Directoire de PSA Peugeot Citroën. Ce n'est pas tout . Qui en sont les vice-présidents ? Alain Lamassoure et Pierre Moscovici, Raymond H. Lévy en est le Président d'Honneur.

Vous avez compris que le PS est lié au CAC40 comme les doigts de la main.

Alors, est-il exagéré de parler d'un complot entre la classe des capitalistes, le parti de l'ordre officiel, l'UMP, et le parti de l'ordre officieux, le PS ? Voilà pour qui on vous a demandé de voter le 6 ami et le 17 juin, voilà le parti avec lequel depuis plus de 60 ans on vous instrumentalise pour réaliser un front unique.

Hier après-midi je me suis souvenu des propos de Lénine et Trotsky qui n'avaient pas hésité à reconnaître qu'ils avaient commis une multitude d'erreurs, ce qui était inévitable, quand ils étaient tous les deux vivants, en confrontant leurs idées ou réflexions l'un pouvait corriger l'autre, mais une fois Lénine disparu, il n'y avait plus personne du même niveau de conscience politique pour critiquer et éventuellement corriger les prises de position ou les analyses de Trotsky, du coup, ce qu'il nous a légué après 1924 n'a fait l'objet d'aucune étude sérieuse, puisque ceux qui se réclamèrent du trotskisme étaient et sont toujours de farouches dogmatiques pour lesquels la parole de Trotsky était quasi divine.

On se souvient que le principal défaut de Trotsky était sa fâcheuse tendance à vouloir concilier dans tous les domaines ce qui pour Lénine était inconciliable, ce qu'il reconnaîtra modestement en donnant raison à Lénine. Qui nous dit maintenant que ce penchant ne s'est pas manifesté inconsciemment à nouveau par la suite et que les militants le prenant à la lettre n'ont pas cessé de le reproduire sans tenir compte de l'évolution de la situation mondiale et des modifications intervenues dans les rapports entre les classes ?

C'est un sujet tabou qui nous vaut l'excommunication des rangs des trotskistes, ce dont on se fout éperdument du reste, nous, nous essayons de comprendre pourquoi en 70 ans on n'a pas été foutus de contruire le parti et l'Internationale.

Eux demain, ils vont pondre des articles dithyrambiques après le recul du gouvernement portugais, dans le genre : c'est la voie à suivre pour faire reculer le gouvernement, voyez que c'est possible, patati patata, car c'est là leur seul objectif et non le renversement du régime.

Des victoires comme celle-là, le prolétariat en a remportées des dizaines, des centaines au cours de la seconde moitié du XXe siècle, pour quel résultat à l'arrivée, quelle situation, sans se demander sur quelle orientation politique cette victoire a été obtenue, puisqu'ils n'ont pas d'objectif politique au-delà des revendications alimentaires qui permettent aux masses exploitées de mieux supporter le capitalisme, pourquoi, pardi, parce qu'ils ne combattent pas dans la perspective de son renversement, ils ne conçoivent pas chaque lutte comme un moment du combat pour en finir avec le régime mais comme une fin en soi, ce sont de vulgaires réformistes bourgeois, quel rapport cela a-t-il avec le trotskisme direz-vous, posez-leur la question, pour nous aucun.

ACTUALITE EN TITRES

Alors dégage !

- Hollande : "*Je demande à être jugé sur les résultats*" - Le Nouvel Observateur

La blanchisseuse a changé de locataire le 6 mai.

- Affaire du Carlton : les poursuites contre DSK bientôt abandonnées ? - Le Nouvel Observateur

Tiens, chez les Le Pen aussi.

- Marine Le Pen a un problème avec le voile, pas la kippa - L'Express.fr

La "*famille*" sioniste s'est agrandie...

Acte de présence.

- Fiat s'engage à sauvegarder le présence industrielle du groupe en Italie - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Le Conseil fédéral d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) s'est prononcé samedi contre la ratification du traité budgétaire européen, qui sera examinée début octobre au Parlement, recommandant aux parlementaires écologistes de voter en conséquence.

Le texte "*mandate le Bureau exécutif (d'EELV) pour engager des discussions avec le gouvernement et les autres formations politiques de la majorité pour déterminer avec elles un nouvel agenda européen de la France, dans le respect des propositions écologistes, visant à poursuivre et amplifier la réorientation de l'Union européenne*".

Il souhaite que l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 3% du PIB en 2013, fixé par le gouvernement, "*soit différé*" dans la préparation du budget pour l'année prochaine.

Eva Joly a indiqué qu'elle ne participerait pas à la manifestation du 30 septembre à Paris organisée par le Front de gauche contre l'austérité et le traité européen, soucieuse, comme plusieurs autres, de montrer que son non au traité n'a rien de commun avec celui des "*souverainistes*" ou du Front de gauche.

"*Si on vote contre le traité, la logique voudrait qu'on vote contre la loi organique et contre le budget et qu'on sorte du gouvernement. C'est ça la cohérence*", a remarqué la sénatrice Laïla Aïchi, en appelant à ratifier le traité pour que la France "*pèse plus dans l'Europe*". (AFP 22.09)

Vous aurez compris qu'ils sont contre... tout en étant pour ! C'est la marque de fabrique de ce parti bourgeois. La même que le PS repeint en vert !

2- Portugal

Le gouvernement portugais a accepté dans la nuit de vendredi à samedi de négocier des solutions de rechange à une hausse des cotisations sociales à l'origine de mouvements de contestation attisés par le renforcement du plan d'austérité élaboré avec l'Union européenne et le FMI, l'an passé.

Alors que des milliers de manifestants s'étaient réunis dans le quartier de Belém, devant le palais présidentiel, le gouvernement a annoncé au terme d'une réunion de huit heures que des négociations se dérouleront entre le gouvernement, les syndicats et les organisations patronales.

"*Le gouvernement a informé le conseil (d'Etat, organe consultatif) qu'il était prêt à étudier, dans le cadre d'une négociation sociale, d'autres solutions au changement du taux de cotisations sociales*", indique un communiqué publié après la réunion.

Le texte précise que "*les difficultés qui pouvaient affecter la solidité de la coalition au pouvoir ont été surmontées*", confirmant que les deux formations dirigeantes restent unies pour parvenir à atteindre les objectifs du plan de sauvetage financier.

"*La mesure emblématique de la baisse des cotisations patronales, compensée par la contribution accrue des travailleurs, est mort-née. Paix à son âme*", a commenté samedi le quotidien Diario de Noticias dans un éditorial.

L'ampleur de la contestation a surpris la classe politique et pris de court les syndicats. De crainte de perdre la main, la principale centrale, la CGTP, a annoncé un grand rassemblement à Lisbonne le 29 septembre. (Reuters 22.09)

3- Iran

La guerre d'Israël contre l'Iran "*finira par arriver*", a déclaré samedi le général Mohammad Ali Jafari, commandant en chef des Gardiens de la révolution (Pasdaran), affirmant que son pays était prêt à cette confrontation et détruirait l'Etat hébreu.

"*La guerre finira par arriver mais il n'est pas certain quand et où elle aura lieu*", a dit le chef de l'armée d'élite du régime islamique, cité par les agences Isna et Fars.

C'est la première fois qu'un haut responsable iranien reconnaît la possibilité d'un conflit armé avec l'Etat hébreu, son ennemi juré, un scénario jugé jusqu'ici improbable par les dirigeants qui qualifiaient les déclarations israéliennes sur des frappes de bluff.

Le général Jafari, cité par l'agence Fars, a ajouté que l'Iran "*déployait tous ses efforts pour renforcer ses capacités (militaires) afin de pouvoir se défendre en cas d'agression*".

"*Nous sommes devenus plus sérieux face aux menaces de notre ennemi contre notre pays*", a-t-il ajouté.

L'Iran a mené plusieurs exercices de simulation de guerre cette année.

Mercredi, Israël a mené un exercice militaire surprise sur le plateau du Golan, à la frontière avec la Syrie, considéré comme un allié

de l'Iran. Des manoeuvres militaires conjointes israélo-américaines sont prévues le mois prochain dans la région.

Les Etats-Unis supervisent quant à eux depuis dimanche le plus gros exercice naval de déminage autour du détroit d'Ormuz, auquel participent plus de trente pays.

Israël a menacé à plusieurs reprises de frapper les sites nucléaires iraniens si les sanctions et les efforts diplomatiques ne parvenaient pas à convaincre Téhéran de cesser ses activités nucléaires sensibles.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu multiplie les déclarations en ce sens, malgré les mises en garde de pays amis, comme les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la France qui privilégient à ce stade des sanctions économiques internationales en vue d'un règlement diplomatique.

Vendredi, l'Iran a mis en garde l'Etat hébreu et son allié américain contre toute attaque, assurant que sa réponse serait "*immédiate*". (AFP 22.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Grève chez Ikea

Le magasin d'ameublement Ikea Roissy/Paris nord 2 à Gonesse (Val-d'Oise) est resté fermé samedi en raison d'un mouvement de grève qui pourrait se poursuivre dimanche, a appris l'AFP auprès d'un syndicat.

L'appel a été lancé vendredi par FO (majoritaire) et la CGT, rejoints par la CFDT.

En raison de cette grève, le magasin est resté portes closes toute la journée de samedi.

Les syndicats dénoncent un "*sous-effectif devenu chronique*", des changements d'organisation qui ont mis fin aux jours de repos fixes et fortement réduit le temps de travail à salaire majoré (nuit, dimanche), ce qui ampute les rémunérations, alors qu'un salaire moyen oscille entre 1.200 et 1.400 euros.

Pour les syndicats, aucune des trois dernières négociations annuelles obligatoires (NAO) sur les salaires n'a permis de trouver un accord entre syndicats et direction. Cette dernière fait de son côté valoir que les salaires ont été augmentés de 2,3% en avril et de 1,5% en moyenne en septembre.

Les syndicalistes déplorent aussi "*un climat délétère*" dans ce magasin qui compte 480 employés. (AFP 22.09)

1.2- Les motards rackettés par l'UE

Des milliers de motards ont manifesté samedi à Paris et dans plus d'une vingtaine d'autres villes, Strasbourg notamment, pour protester contre le projet de futur contrôle technique européen, a-t-on appris auprès de la Fédération française des motards en colère (FFMC).

Cette "*journée d'action européenne*" concernait également la Belgique, la Finlande, l'Irlande et d'autres pays d'Europe.

Plus de 4.500 motards ont manifesté à Bruxelles à proximité du siège de la Commission européenne, et de 1.900 à 6.000 (selon la police et les organisateurs) devant le siège du Parlement européen à Strasbourg.

A Paris, quelques milliers de manifestants se sont répartis sur plusieurs cortèges pour distribuer des tracts aux automobilistes en différents endroits de la capitale, notamment à des portes du périphérique, a précisé à l'AFP Eric Thiollier, délégué général de la FFMC.

Selon la préfecture de police, la manifestation parisienne a rassemblé "*près de mille participants*".

Des rassemblements de protestation se sont aussi formés devant des centres de contrôle technique "*Dekra*", grosse enseigne accusée par les motards en colère d'avoir inspiré ce projet imaginé par "*les technocrates de la Commission européenne*".

Les manifestants considèrent qu'il s'agit d'"*une nouvelle contrainte que rien ne justifie*" et qui n'améliore en rien la sécurité. Pour eux, c'est une concession accordée aux industriels pour accroître leur profit.

Ce futur contrôle technique (CT) européen "*consiste à augmenter la fréquence des visites techniques obligatoires des véhicules, à renforcer la sévérité des contrôles et à y soumettre les deux-roues motorisés dans les 11 pays de l'Union où il n'y a pas de CT pour les motos*", avait rappelé la fédération à la veille des manifestations.

La principale proposition de la Commission européenne est de rendre obligatoire une inspection des motos et des scooters à deux ou trois roues, ce qui n'est pas le cas actuellement dans de nombreux pays européens (Belgique, Bulgarie, Chypre, Finlande, France, Grèce, Irlande, Malte, Pays-Bas, Portugal et Roumanie). Tous les autres imposent des contrôles techniques pour les motos et les scooters.

"*Nous avons bon espoir d'être entendus par les députés européens, qui ont à coeur d'être un rempart démocratique face à une Europe technocratique*", a ajouté Eric Thiollier. (AFP 22.09)

2- Grèce

La municipalité de Acharnes, au nord d'Athènes, a décidé de suspendre toutes ses activités par manque d'argent.

Le conseil municipal s'est réuni ce jeudi soir et a voté pour cesser de fournir autre chose que des services de base en raison de son incapacité à payer les salaires des employés et les dépenses courantes.

«*La municipalité d'Acharnes restera fermée indéfiniment, jusqu'à ce que le problème financier puisse être résolu* », a déclaré l'autorité locale dans un communiqué.

La municipalité fonctionnera avec le personnel minimum, les poubelles ne seront collectées que devant les écoles.

Le maire, Sotiris Douros, doit rencontrer les responsables ministère de l'Intérieur, ce vendredi, pour discuter des problèmes de la municipalité.

Il veut que le gouvernement réduise de 11,5% à 5,5% le taux d'intérêt sur un prêt à la municipalité. Douros soutient que les remboursements mensuels de 500.000 euros est trop élevé. (okeanews.fr 21.09)

ECONOMIE

1- Fed

La décision prise par Bernanke d'ouvrir encore un peu plus les vannes de la création monétaire, traduit, selon certains analystes, une certaine panique. Il y a bien sûr plusieurs lectures à cette décision, chacune étant juste et complémentaire.

On peut y voir à la fois la démonstration que les banquiers centraux sont très inquiets de la situation macro-économique et qu'ils utilisent leurs dernières cartouches avec un QE quasiment sans limite ni plafond. On peut aussi y voir un soutien en faveur de B. Obama dans le contexte actuel de la présidentielle américaine. La manne des dollars devrait logiquement soutenir l'évolution du SP500 et donc permettre aux démocrates de présenter une vitrine éblouissante aux électeurs.

En tout cas, tout cela confirme l'évidence d'un profond déclin de l'économie mondiale. Il suffit de se pencher sur les paquets de licenciements des grandes firmes américaines pour la rentrée…

La Chine ralentit de façon spectaculaire et des pays comme l'Australie le ressentent au niveau de leurs exportations. Même le marché de l'immobilier australien donne des signes d'inquiétude aux investisseurs.

Les banquiers centraux font tourner la planche à billets mais que fera l'économie réelle ? Qu'en sera-t-il sur le plan du chômage ? Malheureusement, la création de mauvaise monnaie destinée à la spéculation ne changera pas grand-chose.
En attendant, on va inviter les gogos à épargner, comme en France, en augmentant le plafond de certains produits (livrets). Le filet va s'ouvrir largement pour les mesures imposées au gouvernement Ayrault par les Marchés… dans quelques mois. (liesi 16.09)

2- Italie

Après l'interdiction de retirer à la banque plus de 1.000 euros en liquide, l'Italie s'apprêterait à franchir une nouvelle étape sur le chemin du contrôle absolu des transactions effectuées par les individus.

En effet, une loi a été déposée devant le parlement visant à interdire toute transaction en liquide d'un montant de plus de 50 euros. Au-delà, seul l'usage de la carte bancaire électronique serait accepté. Le gouvernement a annoncé qu'il souhaiterait que cette mesure soit appliquée dès 2013.

Prévue au prétexte de la lutte contre le blanchiment d'argent, le travail au noir et l'économie parallèle, cette nouvelle mesure coercitive représenterait également un moyen supplémentaire de contrôle de la population, désormais encore plus étroitement « *traçable* » dans toutes ses activités quotidiennes. Pour certains observateurs, elle représente également une étape vers la suppression pure et simple de l'argent liquide au profit des transactions uniquement électroniques.

Alors que l'oligarchie financière jongle avec les milliards dans la plus parfaite opacité et la plus totale impunité, le « *vulgum pecus* » voit ainsi Big Brother resserrer son emprise et les banques, qui ont pourtant démontré depuis le début de la crise leur irresponsabilité voire leur malhonnêteté, obtenir encore un peu plus de pouvoir. (liesi 19.09)

3- Etats-Unis

Joseph Stiglitz souligne qu'une personne sur six est en situation de sous-emploi, et que huit millions de familles ont perdu leur maison. Il note qu'en 2007, les 0,1% des ménages qui gagnaient le plus gagnaient 220 fois plus que les 90% du bas, qu'1% des ménages détenaient un tiers de la richesse du pays et que de 2002 à 2007, 65% des gains totaux de revenus du pays sont allés à ce même 1% (93% en 2010 !).

Depuis 30 ans, « ceux qui sont dans les derniers 90% ont vu leur revenu progresser de 15% quand ceux qui font partie des 1% du haut ont connu une augmentation de 150% et ceux du 0,1% de plus de 300% ». Le top 1% reçoit 57% des revenus du capital et depuis 30 ans a cumulé près de 90% de la hausse des revenus du capital (quand les 95% du bas n'en ont eu que 3%).

Il dénonce l'illusion de la croissance des années passées en expliquant que 80% des ménages dépensaient 110% de leurs revenus (en empruntant le reste) et qu'aujourd'hui, ils doivent dépenser moins de 100% pour réduire leur endettement, tout en souffrant du chômage, d'une baisse des pensions de retraites qui étaient capitalisées et alors que certains ont perdu leur maison.

Pire, le pays souffre d'un système de santé aussi cher qu'inefficace (le pays est classé 40ème par la Banque Mondiale, moins bon que Cuba, la Biélorussie ou la Malaisie pour la mortalité infantile par exemple).

Il souligne que le niveau d'inégalités du pays approche celui de l'Iran, de la Jamaïque ou de l'Ouganda.

Il souligne encore l'effondrement du taux d'imposition marginal sur le revenu (70% sous Carter, 28% sous Reagan et 35% aujourd'hui). Il note l'injustice du taux d'imposition des revenus du capital (à 15%), qui aboutit à ce que les 400 ménages qui gagnent le plus paient 16,6% de taux d'impôt contre 20,4% en moyenne en 2007. Il trouve paradoxal que « *dans un pays plus inégal que la moyenne, le gouvernement fasse pourtant moins pour corriger ces inégalités par les impôts ou les dépenses publiques* ». (liesi 18.09)

4- Dubaï

La banque britannique Royal Bank of Scotland, l'allemande Commerzbank et la sud-africaine Standard Bank ont annoncé leur intention de poursuivre en justice l'émirat de Dubaï pour dettes impayées. Les trois banques expliquent dans un communiqué commun qu'elles n'ont « *pas d'autre alternative que de poursuivre en justice* » Dubaï Group, une division de Dubaï Holding, le bras d'investissement de l'émir Mohammed ben Rachid Al Maktoum.

Dubaï négocie avec un groupe de créanciers bancaires depuis plus de deux ans pour restructurer une dette de quelque 10 milliards de dollars, que l'émirat n'était plus en mesure de rembourser ni d'en payer les intérêts. « *Nous voulons toutefois dire clairement que notre préférence est toujours de conclure un accord à l'amiable sans recourir à des moyens juridiques, et nous restons ainsi ouverts à cette éventualité si une résolution commerciale acceptable était en vue* », précisent les trois banques.

Jusqu'à présent les banques avaient évité d'aller devant les tribunaux contre l'émirat pour recouvrir leurs créances. Dans d'autres affaires similaires, les créanciers avaient ainsi accepté de rééchelonner des milliards de dollars de dettes.

Célèbre pour ses projets immobiliers faramineux, l'émirat du Golfe s'était retrouvé en grande difficulté fin 2009 dans le sillage de la crise financière mondiale et avait demandé un moratoire sur sa dette. (Liesi 19.09)

Haut de page

Le 24 septembre

CAUSERIE

On est dimanche soir, on essaie de se détendre un peu, pas facile avec les bruits de bottes aux quatre coins de la planète, on en a tous besoin, il faut que les neurones se reposent et que le cerveau respire un peu, reprenne son souffle avant la prochaine bataille ou poursuivre celles en cours. Quand j'en aurai fini je me passerai quelques extraits de concert de Metallica, Iron Maiden, etc. avant d'aller me coucher...

Connaissez-vous un guitariste du nom de Michael Angelo Batio ou encore Stevie Ray Vaughan ? Le premier joue avec deux guitares à la fois, parfois trois ou quatre, en fait il s'agit d'une guitare à bras multiples, oui, c'est cela comme Shiva ! Le second peut vous jouer en entier un morceau d'Hendrix avec la guitare dans le dos. Les deux sont des virtuoses, des guitaristes d'exception, chaque fois que je les écoute, j'ai la chair de poule et je suis transporté dans un autre monde, idéal, comme celui pour lequel nous combattons. Il faut bien parfois sortir de leur vieux monde pourri, car on suffoque à la longue, non ?

Imaginez que ma fille a oublié de me fêter mon anniversaire le 11 septembre, elle n'est pas la seule, peu importe. Si je lui dis que ce n'est pas grave, elle va penser que je me fous qu'elle pense ou non à moi, et si je le prends mal elle va me traiter de vieux con, la ligne médiane c'est encore de penser qu'elle avait la tête ailleurs, c'était d'ailleurs le cas puisque deux jours seulement avant elle a été informée qu'elle avait un poste dans une maternelle à Toulouse, du coup elle s'est retrouvée avec un boulot monstrueux et elle avait autre chose à penser que son vieux papa, je l'adore. Ce n'est pas le bordel à part cela à l'Education nationale !

Continuons en faisant un peu de politique, l'air de rien, tranquillement. Il y a des formations politiques qui se plaignent qu'on les ignore ou les ostracise, et quand on leur fait de la pub, soit en parlant d'eux dans des termes positifs, soit en mettant un lien vers un de leurs textes, ils vous font la gueule parce que par ailleurs vous avez osé les critiquer et les caractériser, les critiquer passe encore, les caractériser là cela ne passe plus du tout, ils ont la mentalité de petits dictateurs qui s'ignorent en réalité. On a envie de dire : mais pour qui se prennent-ils ? Ils sont assez insignifiants et se conduisent de la sorte, imaginez un instant qu'ils aient le pouvoir et vous voilà condamner au bagne au minimum, c'est du niveau de l'inquisition. Je ne les nommerai pas, ils sont trop nombreux !

Moi, ma référence, c'est Lénine. C'est ringard et désuet, je sais, obsolète cela m'étonnerait. Il a dû supporter la même chose dans son propre parti et les faits lui ont donné raison, c'est un peu lâche de ma part, je suis toujours du côté du plus fort, je plaisante. Aujourd'hui, quand un dirigeant ou un responsable d'un parti ouvre la bouche ou tape un mot sur un clavier, il y réfléchit à deux fois, bon, plutôt dix, moi, je m'en passe et cela vaut mieux. Attention les médias et la cohorte des chiens de garde du régime veillent ! On s'en contrefout éperdument, on dit ce qu'on pense vraiment, ensuite chacun pense ce qu'il veut en connaissance de cause. On table sur l'intelligence des militants et des travailleurs à faire la part des choses.

Dans un document j'ai relevé cette citation de Lénine qui tombe à pic alors que le POI et le M'PEP célébrent la République du 21 septembre 1792, oui, ils se sont encore trompés de révolution : "*Il n'est pas de procédé plus commun, pour tromper les masses populaires françaises, les ouvriers français, que de transposer dans notre temps le jargon de l'époque de la grande Révolution française de 1792.*" (Lénine, La guerre et la révolution, mai 1917, Œuvres t. 24, p. 411) Ils n'ont pas de bol décidément ! Et leurs dirigeants sont trop vieux pour changer, comment avouer la faillite de toute une vie politique ?

Ces camarades ont également cité Trotsky, à mon avis sans avoir eu la bonne réaction : "Nous ne pouvons pas nous en tenir aux revendications quotidiennes du prolétariat. Nous devons donner aux travailleurs les plus arriérés le mot d'ordre concret qui répond à leurs besoins et mène dialectiquement à la conquête du pouvoir par la violence. " (Trotsky, Discussion sur le Parti ouvrier, 21 mars 1938, Œuvres t. 17, p. 54)

Trotsky s'adressait à des dirigeants américains en 1938 qui devaient intervenir dans le prolétariat américain particulièrement arriéré, alors qu'en France et les pays semblables de nos jours il y a des pans entiers du prolétariat qui le sont beaucoup moins ou qui sont prêts à en découdre avec les capitalistes, ce qu'on appelle l'avant-garde des exploités auxquels on est incapable de s'adresser, bien qu'ils seraient à même de saisir un discours révolutionnaire. Cela confirme qu'on n'a pas avancé d'un millimètre depuis 1938 et qu'on n'a pas assimilé les leçons du marxisme.

C'est là tout le problème des citations et ce qu'on en fait. Et la raison pour laquelle j'évite d'y recourir.

Ici, on pense avec sa tête, son expérience, on ne demande la permission à personne et on ne copie personne. Les militants devraient trouver cela génial, eh bien non ! Pas de flic, pas de procureur, personne pour vous juger, chacun se prend en charge et assume comme il peut, la vie n'est facile pour personne et personne n'est parfait. On mène un combat, donc forcément il y a des rapports plus durs que d'autres, parce que sur certaines questions il ne peut y avoir plusieurs interprétations valables, auquel cas cela se traduirait par un écart (ou l'abandon) de notre objectif. Etre ferme et souple à la fois sur et dans l'application de nos principes pour avancer vers notre objectif, si possible en ordre de bataille, ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui.

Je continue lundi matin. Il n'y a pas de courant donc je ferai court. On peut comprendre que des gens deviennent complètement paranos dans leur société en décomposition, deux éléments (au moins) peuvent conduire à renforcer cette tendance.

Le premier, l'hyper inflation monétaire qui en principe se traduira un jour ou l'autre dans la vie quotidienne par la ruine de tous ceux qui ont épargné un peu d'argent ou qui ont souscrit une assurance vie ou encore qui ont économisé pour leur retraite. J'en fais partie puisque je vis uniquement sur le petit capital que j'ai placé dans une banque d'Etat indienne, à côté je ne possède rien, je suis locataire.

Le second, c'est qu'en cas de guerre mondiale les entreprises pharmaceutiques ne produiront plus les médicaments qui sont indispensables quotidiennement à la survie de millions et millions de patients, diabétiques, cancéreux, porteur du VIH, cardiaques, etc. cette guerre fera des millions de morts civils innocents, c'est le cas de mon épouse.

Je ne caricature pas la situation, c'est être lucide et regarder la réalité en face aussi cruelle soit-elle, c'est notre exercice favori.

Demain ou dans les jours qui viennent on refera un point sur la situation en France et dans le monde. J'arrête là à cause de la coupure de courant. Dès que possible dans la journée j'ajouterai une dizaine d'articles de sources diverses.

Bonne semaine à tous.

Confirmation. A quoi sert la liberté d'expression aux Etats-Unis ? Réponse.

Une campagne d'affichage débute lundi 24 septembre 2012 dans le métro de New-York. On peut lire sur les affiches :

« *Dans toute guerre entre l'homme civilisé et le sauvage, soutenez l'homme civilisé. Soutenez Israël. Battez le djihad.* »

Cette opération est promue par American Freedom Defense Initiative (AFDI), une association pro-israélienne qui tente par divers moyens de susciter la phobie de l'islam. (Réseau Voltaire 21.09)

Ne vous fatiguez pas à vous demander si un affichage dans le métro new-yorkais affirmant qu'il faut traduire devant un tribunal populaire Bush pour crime contre l'humanité serait possible, vous n'auriez pas de quoi vous le payer et on ne vous le permettrait pas.

Hollande et son gouvernement n'ont pas de majorité.

Dans un entretien à Mediapart diffusé dimanche, le Premier ministre s'adresse "*notamment à une partie de la gauche*", opposée au traité.

"*Qu'ils disent tout haut ce qu'ils pensent tout bas!*", demande Jean-Marc Ayrault. "*Pour l'instant, ils n'osent le dire car ils savent que l'opinion ne les suivrait pas. La conséquence logique de leur démarche c'est la sortie de l'euro!*"

"*J'appelle à la responsabilité*", ajoute Jean-Marc Ayrault.

"*Je voudrais que tout le monde dise la vérité sur les conséquences d'un refus du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), c'est-à-dire une crise politique en Europe. Et je ne prendrai jamais la responsabilité devant le peuple français de jouer avec l'avenir de l'euro. Ce serait d'une gravité exceptionnelle*."

Si des députés de la majorité votent non, "*c'est grave*", a dit Claude Bartolone dimanche sur Radio J, au lendemain de la décision du Conseil fédéral d'Europe Ecologie-Les Verts de se prononcer contre le traité.

"*Je veux lancer un appel à la gauche*", "*je lance un appel à la raison*", "*ce n'est pas ce traité seul qu'on vote, c'est un ensemble*" avec "*le paquet de croissance*" et le "*principe d'une taxe sur les transactions financières*" qui peut voir le jour "*d'ici la fin de l'année*", a déclaré Pierre Moscovici, invité de 12/13 politique sur France 3. Il a fait valoir que tout cela, ce n'était "*pas rien*".

À ceux qui au PS sont tentés de voter contre le traité budgétaire européen, le ministre a fait valoir que "*quand on soutient, on vote oui*". (Reuters et LePoint.fr 23.09)

Que craignent-ils, qu'au lendemain de la ratification du TSCG il apparaisse clairement que Hollande et son gouvernement ne disposent pas de majorité pour gouverner et qu'ils sont obligés de réaliser un front unique avec l'UMP et les centristes ? Mais nous nous en réjouissons. L'illégitimité des institutions de la Ve République n'en serait que plus évidente, il ne faudrait pas qu'un parti ou qu'un mouvement s'en saisisse et en fasse son axe de bataille politique... Rassurez-vous, pour le moment ce n'est pas le cas.

Un ministre ouvertement sioniste qui piétine la laicïté au passage.

Déjà très en forme dans les sondages, Manuel Valls a reçu dimanche matin un accueil triomphal de la part de la communauté juive à l'occasion de la cérémonie des vœux de la nouvelle année.

Le Président du Consistoire Joël Mergui, le Grand rabbin de France Gilles Bernheim et le Grand rabbin de Paris Michel Gugenheim ont reçu le ministre de l'intérieur et des cultes Manuel Valls avec beaucoup de chaleur salle Jérusalem à la Grande synagogue de la Victoire dans le 9è arrondissement de Paris. Le président du Consistoire a tenu à remercier Manuel Valls pour l'attention qu'il porte à la communauté juive de France, mais aussi pour la fermeté dont il a tout de suite fait preuve lors de l'affaire Merah. Le Grand rabbin de France a ajouté : « *depuis l'élection présidentielle, c'est un sans faute* » au sujet de l'action du ministre.

Manuel Valls a alors débuté son discours en souhaitant un « amical, chaleureux, laïque et républicain chana tova ». Très applaudi lorsqu'il a répété par deux fois : « *Oui les juifs de France peuvent porter avec fierté leur kippa* », il répondait directement aux propos de Marine le Pen rapportés dans Le Monde de vendredi 21 septembre qui appelait à interdire le port du voile et de la kippa dans la rue. « *Notre modèle républicain reste un modèle de vivre ensemble. La laïcité est un cadre, chaque religion a ses rites et ses traditions. La liberté de croyance c'est la liberté de porter la kippa, de manger cacher, de faire une circoncision* » a-t-il expliqué. Manuel Valls a redit ce qu'il avait déjà confié au JDD, à savoir que Marine le Pen était une « *incendiaire du débat public* » sur cette question.

Alors "*oui, les juifs de France, comme le fait aujourd'hui le ministre de l'Intérieur, peuvent porter avec fierté leur kippa!*", a-t-il martelé.

« *La France a besoin des juifs de France* » a-t-il là aussi répété deux fois, sous les applaudissements de la salle. Enfin, il a conclu sur l'attachement de la France à la sécurité d'Israël, se situant dans la lignée de Blum, Pierre Mendès-France, Lionel Jospin et François Mitterrand, « *toujours aux côtés de l'Etat hébreu.* »

Manuel Valls s'était rendu la veille à Troyes pour la messe de béatification du Père Louis Brisson, et sera jeudi prochain à l'inauguration de la Mosquée de Strasbourg… Le ministre de l'intérieur a décidé d'être hyper présent sur le terrain des cultes. On ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec un précédent ministre de l'intérieur. (http://blogs.lexpress.fr 23.09)

Il y a des militants qui le savent mais ne le diront pas, pourquoi, devinez, et il y a des militants qui l'ignorent, quand des imposteurs (se faire passer pour socialistes) se retrouvent au pouvoir, pour masquer leur escroquerie bien connue dans le milieu de la classe dominante et imposer leur autorité, mériter qu'on les respecte dans leur famille politique (droite et gauche confondues ici), ils doivent en faire plus que les réactionnaires du parti de l'ordre qui les ont précédés à la tête de l'Etat, oui, vulgairement ils doivent être encore plus pourris tout en prétendant l'être moins cela va de soi, le tout relayé généreusement en boucle par les médias et le tour est joué... ou presque, car à trop prendre les travailleurs pour des abrutis, ils vont finir par être aussi isolés que le précédent gouvernement, bon, ils auront encore le Front de gauche pour protéger les institutions, jusqu'à quand ?

On a sans doute le gouvernement le plus sioniste de la Ve République, totalement à la botte de Washington et Bruxelles, réactionnaire quoi, c'est ce qu'on dirait de n'importe quel parti dans cette situation-là, nous sommes bien d'accord, alors cela s'applique également au PS, il n'y a aucune raison de le ménager.

Répétons notre mise en garde d'hier.

On ne traite pas du sionisme comme une abstraction déconnectée de la lutte des classes, il représente (notamment) les intérêts du cartel des banques américaines au sein de la Fed auquel est liée l'oligarchie financière israélienne en guerre contre tous les peuples.

La plupart des juifs sont des croyants sincères, les sionistes se servent du judaïsme pour imposer leur domination sur le monde, y compris sur les juifs de condition modeste qu'ils manipulent parfois ou qui leur servent de chair à canon selon les circonstances, leur cynisme ou cruauté est sans borne, donc ne pas confondre et pas d'amalgame entre les deux.

Un "***manchot***" capitaine de "***pédalo***".

«*Un jour, on fait ci, le lendemain on fait ça, le surlendemain n'importe quoi. J'étais mieux préparé à gouverner que cette bande de manchots*», lance le coprésident du Parti de gauche, invité ce dimanche d'Anne-Sophie Lapix sur Canal+. (LeParisien.fr 23.09)

Le pauvre manchot (oiseau palmipède) ne pouvant pas voler, on ne dira pas ça ne plane pas haut, mais ça nage en eaux boueuses, Mélenchon sachant très bien qu'il ne gouvernera jamais rien en dehors de sa carrière d'enfumeur professionnel.

ACTUALITE EN TITRES

Plus dure sera la chute

- Sondages : Hollande en chute libre - LeFigaro.fr

- Déficit: Bartolone estime que Bruxelles devrait assouplir l'objectif des 3% - AFP

- Collomb plaide pour une accélération des réformes - LeFigaro.fr

Un juste retour des choses.

- Titre : *Le site d'information Rue89 récompensé aux États-Unis* - LePoint.fr

Extrait de la causerie du 31 juillet :

- Rue89 et le Nouvel Observateur sont à la pointe du sionisme en France. A court d'argument pour soutenir la propagande de guerre contre la Syrie, ils ont été jusqu'à sortir dans un article contre le président du Réseau Voltaire qu'il était homosexuel, qui ajouté ou amalgamé à ses autres "*tares*" devait aboutir à le considérer comme un pestiféré.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

1- Le mythe Romney

Mitt Romney promet de "remettre l'Amérique au travail", mais dans l'Illinois, les salariés d'une usine automobile implorent le candidat républicain à la Maison Blanche d'empêcher Bain Capital, le fonds d'investissement qu'il a fondé, de délocaliser en Chine.

Rachetée par Bain Capital en janvier 2011, l'usine de la petite ville de Freeport, dans le nord des Etats-Unis, est en train de fermer et Tom Gaulrapp, 33 ans d'expérience, se sent humilié d'avoir à former des ingénieurs chinois appelés à le remplacer.

Comment le républicain peut-il promettre de créer 12 millions d'emplois quand il n'a qu'à passer un appel au fonds qu'il a quitté à la fin des années 1990 pour en sauver 170, s'interroge-t-il.

Le maire de cette ville en crise de 26.000 habitants, George Gaulrapp (pas de lien avec Tom), est amer lui aussi. "*On ne peut pas continuer à délocaliser des emplois et maintenir l'existence de la classe moyenne*", se désole-t-il.

Bain Capital a racheté Sensata pour 140 millions de dollars. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires de 130 millions, dont les trois quarts en Asie, justifient les dirigeants de Sensata.

"*Il est préférable d'être proche du consommateur du point de vue du transport et de la coordination*", assure son porte-parole Jacob Sayer, qui reconnaît que la fermeture de l'usine de Freeport est un "*événement malheureux*" pour ses ouvriers qui ont eu près de deux ans pour s'y préparer.

Ils se sont mis à organiser pétitions et manifestations lors de différentes étapes de la campagne républicaine. Ils ont également installé un campement de tentes en face de l'usine pour attirer l'attention sur leur sort. On y est accueilli par une banderole souhaitant "*Bienvenue à Bainport, un avant-goût de l'économie selon Romney*".

Républicain encarté, Mark Schrek y a même amené ses enfants. Pour lui, "*ce n'est pas un problème pour les démocrates ou les républicains, c'est un problème pour l'Amérique*".

A 36 ans, c'est la seconde fois que son emploi est délocalisé en Chine. A chaque fois, l'activité était rentable, mais pas

suffisamment aux yeux de ses patrons, selon lui.

Tout en veillant à côté du feu de camp, il se montre pessimiste: "*C'est difficile de saisir combien la situation est sombre par ici. Je cherche un boulot depuis janvier et je n'en trouve aucun*". (AFP 23.09)

2- Poker menteur.

L'attaque du consulat américain de Benghazi, au cours de laquelle l'ambassadeur en Libye a été tué, n'est pas liée aux manifestations provoquées par un film anti-islam, a affirmé dimanche le chef de la commission du renseignement à la Chambre des représentants.

La Maison Blanche a finalement affirmé jeudi qu'il s'agissait d'une "*attaque terroriste*" mais Washington enquête sur le caractère opportuniste ou non de l'attaque.

Pour Mike Rogers (républicain), l'administration Obama est également à blâmer dans cette affaire car elle "*a donné de la crédibilité à cette vidéo que personne en Amérique et très peu de personnes au Moyen-Orient n'avaient vue*" en faisant passer des messages publicitaires au Pakistan pour condamner ce film. (AFP 23.09)

Rectifions, l'ambassadeur américain en poste à Benghazi n'a pas été tué, il est mort asphyxié par la fumée qui avait envahi la pièce dans laquelle il s'était réfugié suite à cette attaque, rien ne dit que les assaillants voulaient le liquider, c'est une extrapolation grauite mais orienté de l'AFP qui roule pour l'impérialisme américain.

La sortie de ce film et cette attaque se sont téléscopés pour finalement aboutir à occulter la responsabilité d'Israël qui en tire profit sur le plan international, voir les infos en bref d'hier, c'est l'essentiel.

Obama sait pertinemment qui est derrière ce film qui apparemment n'était pas destiné à être diffusé aux Etats-Unis, s'il s'en est saisi pour le brandir comme une menace, c'est contre ses commanditaires pour faire baisser la pression qu'ils font peser sur lui, pour qu'il infléchisse sa position par rapport à Israël....

Haut de page

Le 25 septembre

CAUSERIE

Vous êtes de plus en plus nombreux à vous connecter au site, on y reviendra le 1er octobre lorsque j'aurai les statistiques complètes de septembre. La semaine dernière on est passé de 100 à plus de 130 visites par jour en moyenne. Vous avez fait le choix de l'indépendance de classe face à l'Etat et à notre ennemi, bravo !

La lutte de classe n'a rien d'une balade tranquille, c'est ainsi, il faut se battre jusque dans nos propres rangs, c'est même un devoir. On combat des idées ou une idéologie pas des militants, ne confondons pas. On est embarqué dans la même galère camarades, sauf qu'il y en a parmi nous qui savent mieux nager que d'autres qui veulent nous précipiter par le fond, ce dont à quoi nous nous refusons, c'est légitime.

Mélenchons a regretté hier ou avant-hier que le "*capitaine de pédalo*" n'accélère pas... la mise en oeuvre des contre-réformes qu'il a dans ses tiroirs. De la part de Mélenchon c'est réactionnaire, parce qu'il refusera de les combattre au bout du compte, comme il a refusé l'unité que le POI lui avait proposée contre les licenciements ou le TSCG... De notre part, cela prend une connotation diamétralement opposée, allez-y monsieur Hollande, frappez, frappez toujours plus fort, allez-y, oui sur toutes les couches exploitées, vous allez finir par dresser l'ensemble des travailleurs contre le régime, faites en sorte qu'ils cherchent et trouvent la voie pour renverser l'ordre établi, on est prêt à mener ce combat, reste à y préparer les travailleurs et les militants. Mélenchon est pire que le "*capitaine de pédalo*" car il lui dit d'accélérer sans lui donner le cap dans lequel il doit s'orienter. Chez nous la question est réglée : le socialisme, les Etats-Unis socialistes d'Europe...

Je suis désolé de ne pas pouvoir en faire plus aujourd'hui car nous n'avons pas de courant, on est reparti pour des coupures de 10h par jour ou plus, c'est infernal et épuisant ! J'hésite à débourser 10.000 roupies dans une batterie supplémentaire. Heureusement que j'ai la santé et que je tiens le coup. Grâce à mon moral d'acier, je plaisante, mais cela doit être vrai quelque part, beaucoup de problèmes de santé proviennent de désordres psychosomatiques. Marx disait avoir la "*foi*", c'est d'actualité (sic!), la foi dans les travailleurs et le socialisme, c'est la seule qui vaut le coup d'être vécue à fond. Vous voulez donner un sens à votre vie, étudiez le socialisme et combattez sous le drapeau de la révolution socialiste.

Juste un mot, observez ce qui se passe dans le monde sur les plans économique et politique, vous vous apercevrez qu'on retrouve les mêmes ingrédients qu'au début du XXe siècle, les mêmes antagonismes entre les différents Etats, en plus exacerbées du fait de la montée en puissance d'Etats comme la Chine, la Russie, le Brésil, l'Inde, l'Argentine, le Mexique, avec des mêmes bruits de bottes aux quatre coins du monde, la même menace, parfois feutrés ou retenus comme entre l'Allemagne et ses voisins, la France notamment, si la guerre de 14-18 avait donné le signal d'un repartage du monde en fonction des nouveaux rapports économiques entre les Etats, les plus puissants réclamant la part qu'ils estimaient leur revenir, celle de 39-45 ne fut pas tellement différentes, elle déboucha sur la décolonisation qui aujourd'hui est remise en cause en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient sur fond de guerre pour s'emparer du pétrole, du gaz et d'autres matières premières essentielles à leur développement futur, ce qui fut le prétexte aux deux premières guerres mondiales pourrait l'être pour une troisième dont on entend déjà raisonné les canons de la mort du côté de Kaboul, Badgad, Tripoli, Damas... J'ai établi une petite liste au brouillon : Chine-Japon, Israël-Iran, Chine-Etats-Unis, Argentine-Grande-Bretagne, Allemagne-France, Etats-Unis-Venezuela, UE-Russie, Soudan du Nord-Soudan du Sud, Corée du Nord-Corée du Sud, Pakistan-Inde, Etats-Unis-Irak, Etats-Unis-Afghanistan, Israël-Liban, Mali- puissances occidentales, Syrie-puissance occidentale, à compléter... Dans tous les conflits locaux on retrouve en toile de fond l'antagonisme Etats-Unis alliés aux puissances occidentales européennes, plus le Japon et l'Australie, l'Inde aussi, contre la Chine et la Russie ou les Brics.

Cet argument est à développer et à soumettre aux travailleurs qui croient naïvement, comme les générations qui les ont précédés avant les deux précédentes guerres mondiales que ce fut la der des der ou que la guerre n'arrivera jamais jusqu'à leur porte, que le capitalisme serait synonyme de progrès social continue à défaut par ignorance de ne pas penser en terme de lutte de classe.

Dites-leur qu'on les a menés en bateau (ou en pédalo !) et que si ils ne réagissent pas avant qu'il ne soit trop tard, leur réveil sera terrible, effroyable, dites-leur la vérité en face, c'est maintenant qu'il faut s'organiser pour être prêt le jour venu à renverser le régime en place afin de s'épargner cette guerre ou tout du moins pouvoir y faire face pour qu'elle débouche sur une révolution socialiste, ensuite seulement ils pourront entrevoir leur avenir sous des jours meilleurs, sinon le pire cauchemar de leur vie les attend. En ouvrant en grand les vannes de l'hyper inflation monétaire, la BCE vient de transférer sur recommandation des Etats-Unis, des Etats-Unis à l'Europe le fléau qui a mis le feu aux poudres dans les années 30 en Allemagne, ils sont en train de reproduire le même scénario avec la montée de l'extrême droite et la mise en place de régimes profondément antidémocratiques, celui de Hollande en fait partie, d'ici peu on s'en apercevra, Hollande vient de partir à Washington chercher sa "*feuille de route*. (A suivre)

Par défaut.

Dans son analyse du sondage paru dans le JDD, le directeur général adjoint de l'Ifop, Frédéric Dabi, parle de "*désenchantement*" vis-à-vis de François Hollande, mais pas de sentiment de "*trahison*" des Français. "*C'est un aspect positif de cette vague. Il y a encore un crédit pour Hollande*", dit-il. (Reuters 24.09)

Parler de "*crédit*" peut se concevoir pour les plus favorisés qui ont voté PS le 17 juin...

Apparemment en France, la petite-bourgeoisie, les couches moyennes et supérieures, l'aristocratie ouvrière, parviennent encore à maintenir leur niveau de vie, ce sont elles qui ont été votées pour les candidats du PS le 17 juin, ce sont elles qui ont donné cette majorité à Hollande qui n'en est pas une, puisqu'elle représente moins de 25% de l'électorat. Elles espéraient être épargnées par Hollande et son gouvernement, c'est la raison pour laquelle elles les ont soutenus. Et si elles se mobilisent demain, ce sera uniquement pour conserver leurs avantages et non pour changer la société afin que l'ensemble de la classe puisse profiter des mêmes conditions. Mais sans perspective politique au-delà du régime en place, le prolétariat divisé par les syndicats et les partis qui leur sont subordonnés parce qu'ils refusent de les dresser contre le régime et de s'attaquer au capitalisme et aux institutions, il arrivera un moment où elles seront broyées comme en Grèce, au Portugal, en Espagne ou en Italie.

Toutes illusions se paient cruellement un jour ou l'autre. Au lieu de rassembler travailleurs des secteurs public et du privé pour mener le combat de front contre le gouvernement et le patronat, chacun entend défendre ses intérêts corporatistes, à ce petit jeu-là, tous seront perdant. On aura l'occasion d'en reparler d'ici peu, souvenez-vous en.

Hollande pourra dire : merci L'Humanité "***d'abord***" !

Près d'un Français sur deux désapprouvent le choix d'une ratification parlementaire du traité budgétaire européen au détriment de la voie référendaire, selon un sondage CSA pour L'Humanité à paraître mardi.

Les Français étaient fin août très nettement favorables à un référendum sur le traité budgétaire européen (72%).

Dans l'hypothèse de la tenue d'un référendum sur le traité, une majorité de Français l'approuveraient (52% contre 32%, 16% ne se prononçant pas). (Reuters 24.09)

Heureusement que le TSCG va être ratifié, ajoutons, par les institutions illégitimes de la Ve République. En réalité, ce sondage

tombe à pic pour soutenir Hollande et son gouvernement.

Le FN, la Droite populaire de l'UMP, les gaullistes souverainistes, le Front de gauche ainsi que 25 organisations qui sont plus ou moins des appendices du PS ou du PCF réclament un référendum pour un "*bon* traité, en elle-même cette démarche suffit à légitimer le pouvoir en place en France et l'UE.

Nous, nous ne demandons rien au gouvernement et à l'UE, nous nous adressons aux travailleurs en leur proposant la perspective d'un gouvernement ouvrier qui rompe avec les institutions de la Ve République et l'UE, condition préalable à la satisfaction de leurs revendications sociales...

ACTUALITE EN TITRES

Dictature, fanatisme, barbarie...

- Apple déçoit le marché en vendant "*seulement*" 5 millions d'iPhone 5 - AFP

Que craignent-ils ?

- Lagarde donne du poids au "*problème de financement*" de la Grèce - AFP

- Espagne: le FMI conseille de "*ralentir*" l'assainissement budgétaire, selon Lagarde - AFP

- Sous l'austérité, l'Europe du sud face au risque de chaos social - 20minutes.fr

Comment, une faille dans la première agence de renseignement du monde ?

- Facebook dément toute faille dans la sécurité des données - Reuters

Va-t-en-guerre. Suicide.

- Hillary Clinton exhorte le monde à se dresser contre les "*extrémistes*" - AFP

Contre les Etats-Unis et Israël alors...

- Laurent Fabius a bon espoir d'un accord pour intervenir au Mali - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-France

1.1- Austérité sous couvert de vases communicants

Alors le projet de loi de finances 2013, qui sera présenté vendredi en Conseil des ministres, prévoit 10 milliards d'euros d'économie, le ministère de l'économie veut donner l'exemple sur la rigueur. "*Tout le monde fait un effort*", a déclaré dimanche le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici. Sur la période 2013-2015, le budget de Bercy sera diminuée "*de 4,3%*", a-t-il expliqué. "*On va rendre 2.500 emplois*", a-t-il ajouté. "*C'est difficile*" mais "*c'est indispensable*", a insisté le ministre.

Il a cité un tableau publié cette semaine dans le quotidien Les Echos, selon lequel le ministère de l'Agriculture subira sur cette période le plus fort repli de crédits (-10,2% en 2015 par rapport à 2012), suivi du ministère de l'Egalité des territoires et du Logement et celui de la Culture (-5,5% chacun). Les vainqueurs sont, à l'horizon 2015, l'Outre-mer (+12,9%), les Affaires sociales et la Santé (+7,9%), la Justice (+4,9%), l'Enseignement supérieur et la Recherche (+3%) et l'Education nationale (+2,5%).

Sur la seule année 2013, ce tableau prévoit une hausse des crédits pour l'Outre-mer (+5%), les Affaires sociales et la Santé (+3,8%), la Justice (+3%), le Travail, l'Emploi et la Formation professionnelle (+3%), l'Enseignement supérieur et la Recherche (+2,1%) et l'Education nationale (+0,6%).

Tous les autres budgets seront en baisse l'an prochain, y compris celui de l'Intérieur (-1%), pourtant une priorité du gouvernement. Le ministère de Manuel Valls verra toutefois ses crédits progresser de 1,1% d'ici 2015. (L'Expansion.com avec AFP 24.09)

1.2- Les gangsters qataris qui arment les mercenaires sanguinaires intervenant en Syrie au secours des salafistes qui pourrissent les banlieues ouvrières.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a approuvé la semaine dernière la création d'un fonds à capitaux qataris pour les zones françaises paupérisées d'au moins 100 millions d'euros, croit savoir Libération ce lundi.

Selon Libération, l'Etat français prendra une participation dans ce fonds mais le Qatar y restera majoritaire. Cette structure ne sera plus destinée qu'aux seules banlieues mais aussi aux zones rurales paupérisées. (20minutes.fr 24.09)

Commentaire d'un internaute.

- Pourquoi le Quatar n'a pas financé le métro du Caire plutôt que d'investir dans nos banlieues....ça aurait évité à Fabius de faire un chèque de 300 millions d'euros a l'Égypte !

2- Chine

Trois navires chinois ont brièvement pénétré lundi dans des eaux que Tokyo considère comme relevant de sa souveraineté dans le secteur des îles Senkaku-Diaoyu, en mer de Chine orientale.

L'agence de presse officielle Chine nouvelle a confirmé que deux bâtiments civils de surveillance avaient effectué une patrouille de "*défense des droits*" sur un territoire relevant du droit de la République populaire de Chine. La présence d'un troisième bateau chinois a également été détectée.

"*Ces derniers jours, le Japon a constamment provoqué des incidents à propos du problème des îles Diaoyu, violant la souveraineté territoriale de la Chine d'une manière grave*", écrit l'agence, qui ajoute que cette patrouille avait pour but d'exercer "l'autorité administrative" de la Chine sur ces îles.

Le ministère japonais des Affaires étrangères a aussitôt émis une protestation officielle auprès de l'ambassadeur de Chine à Tokyo. Selon les gardes-côtes japonais, les trois bateaux avaient quitté le secteur dans l'après-midi.

Le Japon et la Chine s'opposent sur le contrôle de ces îles dont les deux pays revendiquent la propriété.

Le vice-ministre japonais des Affaires étrangères, Chikao Kawai, est attendu lundi à Pékin.

La situation pourrait toutefois prendre un tour nouveau, un groupe de pêcheurs de Taiwan ayant appareillé à destination des îles contestées. Taiwan considère également que les îles Senkaku-Diaoyu lui appartiennent.

La flottille, escortée par des bâtiments de la marine taïwanaise, devrait arriver sur zone dans la journée. (Reuters 24.09)

SOCIAL

1- Chine

Le géant chinois Taiwan Foxconn Technology Group a fermé ce lundi son usine de Taiyuan, dans la province du Shanxi, dans le nord de la Chine, après une bagarre impliquant 2.000 ouvriers dans un dortoir la nuit dernière, rapporte Reuters. Quarante personnes ont été blessées.

Cette usine, qui emploie environ 79.000 travailleurs, fabrique des composants électroniques automobiles, des composants électroniques grand public et des moulures de précision. Un employé a déclaré à Reuters que l'usine fabrique également des pièces et l'assemblage de l'iPhone 5 d'Apple.

Dans un communiqué, Foxconn a déclaré qu'un conflit opposant des ouvriers était à l'origine de cette bagarre et qu'une enquête était en cours. L'agence Chine nouvelle rapporte que près de 5.000 policiers ont été dépêchés sur les lieux pour rétablir le calme.

Le géant chinois Foxconn emploie environ un million de travailleurs dans le pays. En Chine, l'entreprise est accusée de mauvaises conditions de travail et de mauvais traitements. (20minutes.fr 24.09)

2- Grèce

2.1- Grève dans les médias.

Des centaines de journalistes, employés de presse et techniciens ont protesté dans le centre d'Athènes contre "les conditions moyennâgeuses" rencontrées dans le secteur. "*Non à la suppression de la dignité humaine*", "*les hommes au-dessus des bénéfices des éditeurs*", proclamaient les banderoles.

Les médias ont subi un coup important depuis 2010, début de la crise de la dette. Quotidiens et chaînes de télévision ont fermé et les licenciements sont monnaie courante pour ceux qui n'acceptent pas de contrats individuels avec réduction salariale à la clé. "*On nous a demandé de signer des contrats avec une réduction de 25% de notre salaire ce qui annule la convention collective*", déplore ainsi Fotini Karagoussi, technicienne travaillant à la radio privée Alpha depuis 13 ans. "*Le personnel d'Alpha s'élève actuellement à 30 personnes contre 130 il y a cinq ans*", dit-elle.

Pour Dimitri Trimis, président de l'Union des rédacteurs (Esiea), les médias subissent "*une nouvelle attaque contre les droits des journalistes, ce qui menace la démocratie*". (lexpress.fr 24.09)

2.2- L'extrême droite chien de garde du régime et de la religion.

Si ce n'était pas si effrayant, cela serait en fait hilarant. La police grecque a arrêté l'administrateur d'une page Facebook vendredi dernier : il est accusé de « *blasphème malveillant* » et « *insulte à la religion* ».

Commençons par le début : il y a quelques années, l'extrême droite (et pas uniquement apparement) a découvert en Grèce un moine, Elder Paisios , qui était supposé être une personne très spirituelle, prophète même et (après sa mort) un faiseur de miracles.

Les sceptiques ont rejeté ces allégations et ont même commencé à rendre en satire la fixation des gens envers Elder Paisios. L'une des plus récentes satire qui a eu un grand succès a été Elder Pastitsios.

Une explication rapide pour ceux qui ne parlent pas le grec : le Pastisio est un plat, semblable à la moussaka mais avec des pâtes, qui sonne comme le nom du moine.

Il y a quelques jours, le 17 Septembre, un député de la l'Aube Dorée a mentionné la page Facebook de Leder Pastitsios au Parlement et a demandé l'intervention de la brigade spécialisée en cyber criminalité de la police grecque, qui a eu lieu selon le communiqué de presse, le 21 Septembre. L'administrateur de 27 ans a été arrêté.

Notons que l'Eglise orthodoxe grecque n'a pas encore fait de commentaire sur la question.

Ces événements soulèvent de sérieuses questions au sujet de la liberté d'expression en Grèce, ses limites et l'influence de l'Aube Dorée sur l'État. (okeanews.fr 24.09)

ECONOMIE

FMI

La patronne du FMI, Christine Lagarde, a pointé lundi le "*problème de financement*" qui persisterait en Grèce en dépit de l'aide internationale et pourrait augurer d'un nouveau plan de soutien à Athènes sur fond de ralentissement de l'économie mondiale.

Alors que le gouvernement grec et ses bailleurs de fonds de la troïka cherchent 11,5 milliards d'économies, condition au versement d'une nouvelle tranche d'aide, la directrice générale du Fonds monétaire international a prévenu: "Nous n'avons pas seulement besoin" de cela.

"*Etant donné l'immense retard du processus de privatisation (...) et la collecte limitée des recettes fiscales, il y a un problème*

de financement de l'Etat grec", a souligné Mme Lagarde, lors d'une allocution dans un centre de réflexion de Washington.

Qui paierait l'addition en cas de nouveau plan ? Le FMI a officiellement toujours botté en touche mais des sources internes assurent que le soutien financier à Athènes a atteint ses limites.

"*Tout fonds additionnel viendra exclusivement de l'Europe. Le FMI a épuisé toutes ses possibilités*" de prêts, a récemment indiqué le représentant grec au Fonds, Thanos Catsambas.

Plus généralement, la patronne du FMI, qui doit rencontrer mercredi la chancelière allemande Angela Merkel, a délivré son vade mecum pour pays européens en crise : ils doivent, si possible, "*ralentir*" le rythme de la réduction des déficits et s'attacher davantage aux "*mesures*" qu'aux "*objectifs*" chiffrés.

"*Quand c'est nécessaire et possible, (il faut) réduire le rythme de l'ajustement budgétaire. C'est certainement une position que nous avons soutenue dans le cas du Portugal et de l'Espagne*", a déclaré Mme Lagarde lors d'un discours à Washington. (AFP 24.09)

Il semblerait que les dernières mobilisations en Espagne et surtout au Portugal aient quelque peu refroidi leur ardeur à s'attaquer de front aux acquis fondamentaux de la classe ouvrière, attention, ils n'ont pas capitulé pour autant, c'est reculé avant la prochaine tentative.

Haut de page

Le 26 septembre

CAUSERIE

Je suis dans la même situation qu'hier, pas de courant. Ce matin je suis allé commander un panneau solaire pour recharger la batterie pendant que je travaillerai la journée, il sera installé demain dans la matinée. Ensuite, j'irai acheter une seconde batterie pour avoir du courant la nuit et faire fonctionner un ventilateur pour enfin pouvoir passer une nuit entière. Hier soir ils ont coupé de 22h à 23h, ils ont remis cela à minuit jusqu'à 1h du matin, puis une troisième fois de 3h à 4h et enfin de 6h à 9h, puis de 10h30 à midi.

Dans ces conditions c'est impossible de se reposer vraiment, on fint par être complètement crevé, je marche au café et à la clope, ce n'est pas l'idéal. Je me mets à la place des travailleurs indiens qui n'ont pas les moyens de se payer un convertisseur de courant, des batteries et des panneaux solaires, et qui doivent bosser le lendemain matin, les moustiques en prime, car dans ce cas-là ils dorment dehors, dans les maisons on étouffe littéralement. Vous comprenez pourquoi parfois je suis sur les nerfs, si vous me connaissiez, vous verriez que je ne suis pas du genre excité. Les Indiens ne sont pas plus violents que d'autres peuples, ce sont nos conditions de vie infernales qui font qu'on est sur les nerfs et qu'au premier accrochage cela dégénère.

Vous excuserez les éventuels erreurs dans le site, tenez-moi informé SVP, merci d'avance pour les autres lecteurs.

Un lien pour voir les images de la manifestation hier devant le Parlement espagnol à Madrid : http://actualutte.com/25s-le-direct/ ou le lien suivant au format pdf (Acrobat Reader) où figure le déroulement de cette manifestation et de nombreuses images : Cliquez ici -23 pages

Le régime "***durable***".

Titre : Manuel Valls, garant de la gauche durable - LeMonde.fr

Parole d'un internaute.

- "*Les socialistes recommençent les mêmes erreurs qu'ils ont fait en 2002 et avant, c'est à dire faire une politique contraire à ce qu'ils avaient annonçé avant les élections, une politique de droite sous le vernis du socialisme. C'est précisément ça qui a dérouté et déçu les gens auparavant. Ils réitèrent les mêmes erreurs, ils n'ont rien compris, c'est à se demander si ils sont si intelligents que ça, diplomés et titrés qu'ils sont.*"

Votre constat est juste en partie, car ils ne commettent aucune erreur, leur parcours est un sans-faute au contraire, votre conclusion est approximative ou erronée : vous n'avez pa compris dans quel camp se situait le PS, celui des capitalistes contre les travailleurs.

Effectivement le socialisme n'est qu'un "*vernis*" trompeur, pour ceux qui avaient envie ou besoin d'être trompés plutôt, le PS

est étranger au socialisme depuis près d'un siècle quand même, car parmi les électeurs qui ont refusé de voter le 17 juin pour un candidat du PS (ou d'un autre parti) des millions et millions de travailleurs savent pertinemment à quoi s'en tenir avec ce parti de l'ordre, officieux.

Vous voyez à quoi cela mène de faire croire que le PS serait encore un parti ouvrier, à ce qu'un siècle plus tard il y en ait encore pour le croire, vous me direz qu'il se trouverait toujours des arriérés (politiquement) pour le croire, certes, mais ce n'est pas une raison pour leur donner raison ou les encourager dans leurs illusions.

Le vers était dans le fruit.

Titre : EELV dit "*non*" au traité européen, mais reste "*ouvert*" à la règle d'or - L'Express.fr

On va se marrer avec EELV, ils sont capables de voter non au TSCG et oui à la "*règle d'or*" qui revient à appliquer le TSCG ! Je ne sais pas si EELV a attrapé la "*mélenchonite*" (le député socialiste de Paris Christophe Caresche), ce serait moins pire que la cohn-benditite diarrhéique aiguë devant les gangsters de la finance dont fait preuve le PS.

En famille. Un "***deal***" vaut mieux que deux tu l'auras.

C'est une première : François Hollande a signé mardi 18 septembre le décret de nomination du très sarkozyste Philippe Parini, nouveau trésorier-payeur général (TPG) de Paris, contre l'avis de Pierre Moscovici et Jérôme Cahuzac, respectivement ministre des Finances et ministre du Budget. La proximité de Philippe Parini avec l'ancien président est connue : il fut trésorier-payeur général des Hauts-de-Seine et chargé en 2008 par Nicolas Sarkozy d'effectuer la délicate fusion entre la direction générale des Impôts et celle de la Comptabilité publique.

Philippe Parini, qui fut écarté de Bercy par le gouvernement Jospin, sauve cette fois sa tête. Au prix d'étranges manoeuvres.

La semaine dernière, François Hollande en a décidé autrement, sans même attendre une réunion de la commission administrative paritaire de Bercy, généralement consultée pour avis. Pour quelle raison ? Mystère. Intervention d'émissaires de Sarkozy auprès de Hollande ? Deal politique en relation avec les futures élections municipales ? Les initiés se perdent en conjectures. Une chose est sûre pour le moment : l'association des trésoriers-payeurs généraux, plus que troublée par cette pratique d'un genre nouveau, envisage de déposer un recours. (nouvelobs.com 25.09)

Il a effectué" *la délicate fusion entre la direction générale des Impôts et celle de la Comptabilité publique*", il méritait bien une récompense, il pourrait être chargé d'organiser la liquidation des 2.500 postes programmée dans ce ministère.

TSCG et "***règle d'or***"

Assemblée nationale

L'Assemblée nationale, qui débattra la semaine prochaine du traité budgétaire européen, votera le mardi 9 octobre sur ce texte et le mercredi 10 octobre sur la règle d'or budgétaire, a décidé mardi la Conférence des présidents de groupes et de commissions de l'Assemblée. Les députés procéderont sur ces textes à des "*votes solennels*", et non à main levée.

Comme prévu, la discussion sur le traité sera précédée le mardi 2 octobre d'une déclaration du Premier ministre Jean-Marc Ayrault "*sur les nouvelles perspectives européennes*". Cette intervention sera suivie d'un débat, mais le Premier ministre n'a pas encore décidé si elle serait suivie ou non d'un vote qui, en tout état de cause, n'engagera pas la responsabilité du gouvernement, aux termes de l'article 50-1 de la Constitution.

Deux jours de discussion, puis le vote.

Interviendra ensuite les 2 et 3 octobre, et éventuellement le 4, la discussion sur la ratification du "*Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire*", avec donc un vote le 9 octobre.

Le lundi suivant, 8 octobre, débutera l'examen sur "*le projet de loi organique relative aux finances publiques*", qui crée la structure chargée de contrôler le respect de la règle d'or, soit de la limitation du déficit public structurel à 0,5% du PIB. Le vote sur ce texte interviendra donc le mercredi 10 octobre. (L'Express.fr 25.09)

PS

Le bureau national du Parti socialiste, réuni mardi soir, a adopté à l'"*unanimité*" des présents (28 personnes) un texte qui appelle à la ratification, entre autres, du traité budgétaire européen, a annoncé Harlem Désir devant la presse à l'issue de la réunion.

"*Les groupes socialistes*" à l'Assemblée et au Sénat "*vont maintenant débattre de leur attitude (...) la semaine prochaine. Sur une décision aussi importante, il est demandé à l'ensemble des parlementaires socialistes d'être soudés, d'être cohérents, d'être rassemblés derrière le président de la République et en cohérence avec la position qui vient d'être adoptée*", a-t-il ajouté le futur premier secrétaire du PS. (AFP 25.09)

EELV

Les deux chefs de clan d'EELV à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili et François de Rugy, se sont dits "*ouverts*" à l'instauration d'une règle budgétaire via le vote de la loi organique... tout en restant opposés au traité budgétaire européen. Explications. Les députés écologistes voteront en majorité contre le traité budgétaire européen, mais restent "*ouverts*" à un vote de la loi organique instaurant une règle d'or budgétaire. Non, mais peut-être oui, donc.

Interrogée sur un vote en faveur de la loi organique, Barbara Pompili a répondu: "*On est ouverts, on peut avancer ensemble (avec les socialistes, ndlr) sur cette loi organique et avec les amendements et le débat aboutir à quelque chose de constructif*".

Pour le président du groupe EELV à l'Assemblée nationale, François de Rugy, la position des écolos reste cohérente et n'est pas incompatible avec celle de la majorité. "*C'est une loi faite par le gouvernement, discutée au Parlement avec des amendements qui peuvent être faits, donc nous participerons à ce processus et nous aurons un vote à la fin*", a t-il déclaré. L'élu de Loire-Atlantique a fait valoir que cette loi "*a une direction, la réduction des déficits et un meilleur suivi des finances publiques. Et ça nous, les écologistes, y avons toujours été favorables*". (L'Express.fr 25.09)

UMP

La droite tient sa revanche : François Hollande devra s'appuyer sur l'opposition, contre une partie de sa majorité, afin d'obtenir la ratification du traité budgétaire européen, le "*traité Sarkozy*" pour une UMP prompte à dénoncer les "*reniements*" et "*revirements*" du président socialiste.

"*Nous, à l'UMP, nous voterons le traité sans états d'âme*", répète son secrétaire général Jean-François Copé. Sans états d'âme et avec un rictus de contentement, les élus ne s'en cachent pas.

L'occasion est trop belle pour la droite, qui n'espérait pas prendre l'avantage aussi tôt dans sa délicate cure d'opposition, brouillée par l'affrontement pour la présidence de l'UMP.

"*Ce traité, c'est celui auquel on croit, qui permet de nous sauver de la crise*", souligne François Fillon, aujourd'hui député de Paris.

"*Ce texte n'a pas changé d'une virgule*", commentait mardi Jean-Christophe Lagarde, président du groupe centriste de l'Union des démocrates et indépendants (UDI).

"*Ceux qui avant l'élection (présidentielle) disaient qu'il n'était pas bon demandent aujourd'hui de l'adopter. Il y a ceux qui sont restés en cohérence, les Verts et le Front de gauche et une partie du PS, puis ceux qui ne sont pas cohérents*", a dit le député de Seine-Saint-Denis. "*Que M. Hollande se soit renié ne nous empêchera pas de le voter*".

Hostile à un texte imposant une stricte discipline budgétaire à tous les pays membres de l'Union européenne, François Hollande avait réclamé sa renégociation durant la campagne présidentielle. Après son élection, il a finalement obtenu l'adjonction d'un "*pacte de croissance*".

"*Je comprends que les supporters de M. Hollande s'y perdent un petit peu*", a ironisé l'ancien Premier ministre Alain Juppé.

Christian Jacob, chef de file des députés UMP, opposait mardi la "*logique*" de la droite aux "*incohérences*" de l'exécutif socialiste dont il juge l'autorité remise en cause par le "non" des Verts au TSCG.

"*Ce traité nous convenait sous Nicolas Sarkozy, le même traité avec François Hollande nous convient*", a-t-il expliqué lors de son point de presse hebdomadaire.

Les écologistes, les élus du Front de gauche, les souverainistes du Mouvement républicain et citoyen (MRC), les deux députés du Front national ont annoncé qu'ils voteraient contre le texte, tandis qu'une partie de l'aile gauche du Parti socialiste s'interroge.

Une alliance objective avec l'UMP s'impose donc à François Hollande, épreuve de plus dans la zone de turbulences qu'il traverse. L'équation n'est toutefois pas nouvelle, un tel front commun fut notamment nécessaire à la ratification du traité de Maastricht en 1992.

Thierry Mandon, vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée, a assuré mardi que "*plus de 95%*" des députés PS se prononceraient en faveur du traité.

"*Je suis sûr, mesdames et messieurs les députés de la droite, que toute la gauche saura prendra ses responsabilités*", a lancé le Premier ministre Jean-Marc Ayrault mardi à l'Assemblée.

L'unisson opportun de la droite souffrira aussi quelques discordances. Selon Christian Jacob, une dizaine de députés UMP voteront contre le traité. Lionnel Luca et Jacques Myard, tous deux membres de la Droite populaire, dénoncent dans le traité "*un grave abandon de souveraineté*".

"*Cette dépossession des droits du Parlement n'a qu'un exemple dans l'histoire républicaine (...), celui du vote des pleins pouvoirs donnés au Maréchal Pétain le 10 juillet 1940*", estime le premier. "*La purge budgétaire imposée par ce traité va aggraver de manière inéluctable la récession économique*", ajoute le second. (Reuters 25.09)

Assemblée générale de l'ONU

Hollande. La surenchère du Bonaparte en campagne.

Le président français François Hollande a appelé solennellement mardi à une action "*urgente*" de la communauté internationale pour tenter de dénouer les crises au Sahel et en Syrie, lors de sa première intervention à la tribune des Nations Unies.

"*Nous avons le devoir d'agir, d'agir ensemble et d'agir vite, car il y a urgence*" sur ces deux sujets, a-t-il lancé, appelant ses pairs à soutenir une résolution du Conseil de sécurité "*pour permettre au Mali de retrouver son intégrité territoriale*" tandis que l'ONU doit aussi, selon lui, "*protéger les zones libérées*" par la rébellion en Syrie.

"*La première des urgences s'appelle la Syrie*", a insisté le président français, en critiquant l"impuissance de la communauté internationale. "*Combien de temps faudra-t-il encore attendre pour que l'ONU réagisse ? Combien de morts faudra-t-il attendre, comment admettre plus longtemps la paralysie de l'ONU ?*", a-t-il lancé.

La France s'engage à "*reconnaître le gouvernement provisoire, représentatif de la nouvelle Syrie libre, lorsqu'il sera formé*", a répété le chef de l'Etat, avant de demander aux Nations Unies d'accorder "*dès maintenant au peuple syrien tout le soutien qu'il nous demande*" en protégeant "*les zones libérées*" et "*en assurant une aide humanitaire pour les réfugiés*".

Le président français s'est cependant abstenu de préciser les contours pratiques d'une telle initiative.

"*J'ai une certitude : le régime syrien ne retrouvera jamais sa place dans le concert des nations, il n'a pas d'avenir parmi nous*", a dit le chef de l'Etat dans une allocution quelque peu éclipsée par le discours fleuve de Barack Obama.

Si la diplomatie française espère obtenir des avancées à New York pour permettre rapidement une intervention au Mali, Paris n'a guère d'espoir d'isoler le régime syrien qui bénéficie toujours du soutien de la Chine et de la Russie, deux membres permanents du Conseil de sécurité.

Le président français a fait part de sa frustration face à l'impuissance de la communauté internationale à résoudre le conflit.

"*L'Onu est incapable d'empêcher la guerre, les exactions ou les atteintes aux droits des peuples*", a déploré François Hollande, dont la politique étrangère est largement critiquée par l'opposition en France.

"*Si nous voulons rendre le monde plus sûr, il nous appartient de prendre nos responsabilités*", a-t-il ajouté.

Il a également fustigé l'ingérence "*inacceptable de l'Iran en Syrie*", lors d'une conférence de presse dans la foulée.

"*Nous avons tous les éléments de preuve que l'Iran intervient par des moyens humains et matériels en Syrie et c'est inacceptable*", a déclaré M. Hollande sans plus de précisions. (AFP 25.09)

Pas les Etats-Unis, Israël, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Tunisie, la Libye, etc. Dans le site il y a des dizaines d'articles qui le prouvent.

Il faut bien qu'il mérite son qualificatif de réactionnaire, qu'il fait bien partie du club, vous en aviez douté, c'était une grave illusion.

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius ! Pas touche à la Syrie, au Mali, au Liban et à l'Iran !

Obama. Le cynisme en prime.

Le président américain Barack Obama a affirmé pour sa part que le régime Assad devait "*prendre fin*", appelant à des sanctions en cas de poursuite de la répression. "*L'avenir ne doit pas appartenir à un dictateur qui massacre son peuple*", a-t-il lancé à la tribune de l'Assemblée générale, en présence de dizaines de chefs d'Etat.

Les Etats-Unis feront "*ce qu'ils doivent faire*" pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire, a déclaré mardi Barack Obama à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le président américain a en outre exhorté son auditoire à dresser un front uni contre les récentes violences anti-américaines dans le monde musulman et à promouvoir la tolérance malgré la colère suscitée par le film islamophobe "*L'innocence des musulmans*".

Le président américain a jugé que la voie diplomatique n'était pas épuisée pour tenter d'apaiser les tensions liées au programme nucléaire iranien. Il a toutefois averti que "*le temps n'est pas illimité*".

Face aux pressions d'Israël en faveur d'un durcissement de sa position, Barack Obama a certes répété sa détermination à ne pas laisser l'Iran se doter d'un arsenal nucléaire que les Etats-Unis tenteraient ensuite d'endiguer. Il a toutefois refusé d'imposer à l'Iran une "*ligne rouge*" à ne pas franchir sous peine d'action militaire, ainsi que le réclame le chef du gouvernement israélien, Benjamin Netanyahu.

"*Un Iran doté de l'arme nucléaire n'est pas une menace qui pourrait être endiguée. Il menacerait Israël d'une élimination, il menacerait la sécurité des pays du Golfe et la stabilité de l'économie mondiale*", a dit le président américain avant d'indiquer : "*Les Etats-Unis feront ce qu'ils doivent faire pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire.*"

Benjamin Netanyahu laisse planer la menace d'un bombardement des installations nucléaires iraniennes, un projet que Barack Obama récuse à l'heure actuelle. De même, le chef du gouvernement israélien demande au président américain d'imposer un ultimatum à l'Iran, ce qu'il refuse.

Signe de ces tensions, Barack Obama a décidé de ne pas rencontrer Benjamin Netanyahu lorsque ce dernier viendra à New York cette semaine.

En allusion apparente à la crise autour du nucléaire iranien, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'Onu, a pour sa part déclaré mardi que "*toute attaque (d'un pays contre un autre) serait dévastatrice*".

Lundi, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré qu'Israël n'avait "*aucune racine*" au Moyen-Orient et qu'il serait "*éliminé*". Ces propos ont été jugés "*écoeurants*" par la Maison blanche.

Sans citer le président iranien, Barack Obama a déclaré mardi que la communauté internationale devait "*laisser de côté*" ceux qui nient l'extermination des juifs par les nazis ou prônent l'élimination d'Israël. (Reuters 25.09)

Jusqu'à présent les puissance occidentales justifiaient la possession de l'arme atomique en disant que c'était une arme de dissuasion qui empêcherait les guerres dans le futur, et voilà qu'elle serait une menace...

Qatar. La voix de la charia.

Le Qatar a appelé mardi devant l'Assemblée générale de l'ONU à une intervention militaire de pays arabes en Syrie.

Constatant que "*tous les moyens avaient été employés (...) en vain*", l'émir du Qatar, Cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, a préconisé que "les pays arabes eux-mêmes interviennent conformément à leurs devoirs national, humanitaire, politique et militaire et fassent ce qu'il faut pour mettre fin au bain de sang en Syrie".

Le Qatar, qui soutient l'opposition syrienne au président Bachar al-Assad, a fait référence à un "*précédent*", l'intervention décidée par la Ligue arabe au Liban en 1976 pour tenter de mettre un terme à la guerre civile libanaise. Une force arabe de dissuasion de 30.000 hommes --composée majoritairement de troupes syriennes-- avait été envoyée au Liban en octobre 1976. (AFP 25.09)

ACTUALITE EN TITRES

La voix de son maître.

- Syrie: le Qatar appelle devant l'ONU à une intervention militaire arabe - AFP -

- Devant l'ONU, Hollande exhorte à une action "*urgente*" en Syrie et au Sahel - AFP

Rien de plus normal.

- Sanofi: Montebourg a-t-il raison d'être satisfait? - L'Expansion.com

- PSA: pas d'annulation du plan social pour vice de forme -L'Expansion.com

Lire de droite

- Un rapport préfigure ce que serait une RGPP de gauche - LeMonde.fr

C'est un échec relatif mais il faut continuer. Telle est la conclusion du rapport rendu mardi à Jean-Marc Ayrault sur la Révision générale des politiques publiques (RGPP) engagée sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy. (LeMonde.fr 25.09)

Pas vraiment en fait.

- Duflot n'est pas plus incohérente que Hollande ! - LePoint.fr

Qui a dit le contraire ? Ceux qui ont appelé à voter Hollande et pour les candidats du PS le 17 juin, il faut bien qu'ils se justifient après coup.

Le sionisme commande, ses laquais s'exécutent.

- Delanoë écourte le conseil de Paris pour cause de Yom Kippour - LeParisien.fr

Quel bande de rats !

Racket de l'Etat. Plus d'excès de vitesse en prévision.

- La vitesse bientôt à 70 km/h sur le périphérique parisien - LeFigaro.fr

En voilà une excellente idée. L'ennemie est dans notre propre pays

- A Madrid, des manifestants veulent occuper le Parlement - LeMonde.fr

A Athènes les manifestants se rassemblent devant le Parlement, à Madrid les manifestants encerclent le Parlement, en France on va se balader à Bruxelles, cherchez l'erreur.

C'est la ligne politique que nous défendons : ce sont les institutions illégitimes dans chaque pays qui justifient (juridiquement) l'existence du capitalisme et la politique antisociale (les traités signés dans le cadre de l'UE) mise en oeuvre par les différents gouvernements qu'il faut renverser, pour pouvoir appliquer une politique conforme aux intérêts des travailleurs, ce qui nécessite de s'attaquer aux fondements du capitalisme, d'avancer sur la voie du socialisme, seule théorie révolutionnaire définissant ces tâches et objectifs que le prolétariat doit se fixer et atteindre.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Parlement européen

Un mois après leur condamnation à deux ans de camp pour «*hooliganisme motivé par la haine religieuse*», les trois jeunes Russes membres des Pussy Riot ont rejoint la liste des nominés pour le Prix Sakharov.

La liste des nommés pour la prestigieuse récompense a été publiée ce mardi par le Parlement européen, rapporte le Figaro. Le «*Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit*» récompense chaque année un ou plusieurs militants des droits de l'Homme.

Un prix et 50.000 euros.

Figurent sur la liste le vice-président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) Ales Bialiatski, emprisonné en Biélorussie, le réalisateur iranien Jafar Panaho et sa compatriote Nasrin Sotoudeh, une avocate ayant défendu les prisonniers politiques de Mahmoud Ahmadinejad. Ont aussi été nominés Joseph Francis, président du Patri national chrétien pakistanais, et trois Rwandais: Victoire Ingabire Umuhoza, Déogratias Mushayidi et Bernard Ntaganda, des opposants politiques à Paul Kagamé. (20minutes.fr 25.09)

Le Parlement européen ou la voix de la contre-révolution. Ils recrutent, encouragent, financent des "*militants des droits de l'Homme*" qui sans conscience de classe sont instrumentalisés et se font la voix de la réaction internationale.

2- Espagne

2.1- Des violents affrontements ont opposé manifestants et policiers mardi à Madrid lors d'un rassemblement contre les mesures d'austérité que doit annoncer jeudi le gouvernement de Mariano Rajoy dans le cadre du budget 2013.

Des milliers de personnes se sont rassemblées sur la place Neptune dans le centre de Madrid pour former une chaîne humaine autour du Parlement, dont l'accès était bloqué par plus de 1.500 policiers.

Les policiers ont utilisé leurs matraques et des balles en caoutchouc, dans un premier temps contre ceux qui voulaient faire tomber des barrières et ensuite pour disperser la foule.

Selon un bilan fourni par la police, 22 personnes ont été interpellées et au moins 32 autres ont été blessées dont quatre policiers.

Alors que les députés quittaient le parlement peu après 22h00, dans des voitures officielles ou à pied, quelques centaines de personnes continuaient de manifester devant le bâtiment. La plupart s'est dispersée peu de temps après.

Les participants à la manifestation, organisée via internet par différents groupes d'activistes, semblaient plus jeunes que dans les récents rassemblements qui ont eu lieu, à l'appel des syndicats institutionnels.

Les manifestants accusent l'Etat d'avoir réduit les aides sociales au profit d'un renflouement du secteur bancaire. «*Mon salaire annuel a chuté de 8.000 euros et s'il continue à baisser je ne pourrai pas joindre les deux bouts*», explique Luis Rodriguez, un pompier de 36 ans qui participaient à la manifestation. Il dit envisager de quitter l'Espagne. «*J'ai dû renoncer à mon appartement*», raconte Ondina, 30 ans, diplômée des Beaux-Arts est sans emploi. Elle fait état d'une allocation-chômage de 260 euros par mois.

Selon des sources proches du gouvernement, Madrid étudie le gel des pensions de retraite ajustées sur l'inflation, qui représentent un quart des dépenses publiques.(20minutes.fr 25.09)

Commentaire d'un internaute

- "*C'est tout de même bizarre ce silence des médias français. Il faut attendre 2h30 du matin pour en entendre parler alors que les incidents ont debuté vers 19h et que le peuple espagnol a manifesté dans toutes les grandes villes dès le début de l'apres-midi. Aucune news aux journaux télévisés non plus.*"

Cela s'appelle un black out. Normal. Cher monsieur, nous vivons une époque de réaction sur toute la ligne, il faudrait peut-être vous réveiller un jour...

2.2- Plusieurs milliers d'indignés espagnols manifestaient mardi soir autour du Congrès des députés à Madrid, transformé en camp retranché derrière un dispositif policier ultra-renforcé, pour dénoncer une démocratie "*séquestrée*", assujettie "*aux marchés financiers*".

"*Mains en l'air, c'est un hold-up*", criait la foule massée face aux policiers casqués et aux barrières bleues dressées dans les rues menant au Congrès, reprenant le cri de ralliement des manifestations qui se répètent contre la politique d'austérité du gouvernement conservateur.

"*Non aux privilèges des politiciens*", "*Démocratie économique*", proclamaient des pancartes.

"*Nous voulons une dissolution de l'assemblée, un référendum et une assemblée constituante pour que les gens puissent avoir leur mot à dire*".

"*Ils ont demandé un sauvetage sans convoquer de referendum et là ils vont demander un second sauvetage sans consulter le peuple, qui va en subir toutes les conséquences*", lance Romulo Banares, un artiste de 40 ans.

Plusieurs organisations et mouvements d'indignés avaient convoqué cette manifestation via les réseaux sociaux.

"*Ils nous ont volé notre démocratie. Nous avons perdu la liberté, notre Etat providence avec les coupes dans la santé et l'éducation. J'ai deux filles et cette année j'ai dû payer beaucoup plus pour leurs études*", explique Soledad Nunez, une commerçante de 53 ans venue de Castille-et-Leon, dans le nord de l'Espagne. (AFP 25.09)

La "*providence*", c'est comme les mirages, cela ne dure que le temps d'une illusion. L'ignorance se paie toujours un jour ou l'autre.

Encore un petit effort et ils passeront de la dissolution au renversement des institutions héritées du franquisme.

3- Russie

La Douma, la chambre basse du Parlement russe, a voté mardi une résolution qui appelle à condamner à des peines allant jusqu'à trois ans de prison toute personne qui offenserait les sentiments religieux.

Cette déclaration n'est pas contraignante mais elle donne une idée du contenu d'un projet de loi que Iaroslav Nilov, chef de la commission parlementaire pour les organisations sociales et religieuses, veut faire adopter dès cette semaine.

La résolution affirme que les meurtres de chefs spirituels, le vandalisme contre des propriétés de l'Eglise, et "*les actes blasphématoires de hooliganisme*" menacent la Russie et doivent être combattus.

Pour ses détracteurs, ce texte ne respecte pas le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat. (Reuters 25.09)

4- Chine

La situation en mer de Chine orientale s'est encore compliquée mardi avec l'irruption dans ces eaux revendiquées par le Chine et le Japon de bateaux de pêche de Taiwan, île considérée comme une province renégate par Pékin et qui revendique aussi les îles Senkaku-Diaoyu du petit archipel.

Les gardes-côtes japonais ont fait usage de canons à eau pour contraindre ces 40 bateaux de pêche, accompagnés de 12 bâtiments des gardes-côtes taiwanais, à rebrousser chemin.

"*Le Japon doit renoncer aux illusions, entamer une réflexion et prendre des mesures concrètes pour réparer ses erreurs et revenir au consensus et aux accords conclus par les dirigeants de nos deux pays*", a dit le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Zhang Zhijun, à son homologue nippon, Chikao Kawai.

Signe des tensions, la Chine a reporté une cérémonie marquant le 40e anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Le président de Toyota, Fujio Cho, celui du patronat japonais, Hiromasa Yonekura, et d'autres représentants de groupes d'amitié Chine-Japon assisteront tout de même à un événement jeudi à Pékin, a dit un responsable de l'Association économique sino-japonaise.

Le risque de confrontation militaire est ténu mais les observateurs craignent que le moindre incident ne dégénère dans ce contexte tendu. "*Si du sang était versé, les gens perdraient la raison*", a déclaré à Reuters Koichi Kato, député japonais d'opposition présidant le groupe d'amitié Japon-Chine et qui se rendra lui-même à Pékin. (Reuters 25.09)

SOCIAL

1- France

1.1- 900 suppressions de postes chez Sanofi, Moutebourg satisfait.

Sanofi a annoncé mardi qu'il visait la réduction d'environ 900 postes en France à l'horizon 2015, notamment dans la recherche et sur la base du volontariat, dans le cadre de la revue de l'évolution de ses activités dans le pays.

"*Aucune délocalisation de site et aucune modification du nombre de sites industriels en France n'est prévue*", a souligné le groupe pharmaceutique dans un communiqué.

La vocation du site de recherche de Toulouse, qui emploie près de 600 chercheurs, "*reste à préciser*", a cependant ajouté Sanofi, qui a dit avoir identifié, pendant l'été, "*des acteurs susceptibles d'y poursuivre des activités scientifiques ou technologiques*".

Un groupe de travail réunissant des représentants de Sanofi, du gouvernement et des acteurs publics locaux va être constitué rapidement avec pour mission de concrétiser, au cours des prochains mois, des solutions pour le site de Toulouse, a précisé le groupe.

Sanofi entend réaliser les réductions de postes annoncées via des aménagements de fin de carrière, ainsi que des propositions de mobilité et de repositionnement en France.

Pour riposter aux annonces de Sanofi, l'intersyndicale du groupe a immédiatement fait savoir qu'elle organiserait une journée de mobilisation le 3 octobre, dont les modalités restent à définir.

Elle compte par ailleurs reprendre contact, dès cet après-midi, avec Arnaud Montebourg.

"*Le groupe confirme bien trois restructurations, dans la recherche, ses vaccins et ses services supports*", a dit Thierry Bodin, le coordonnateur CGT du laboratoire.

"*Il confirme sa volonté de se désengager de Toulouse et d'arrêter les activités de recherche sur Montpellier. Nous ne savons pas sur quoi ce chiffre de 900, qui est un minima, repose.*"

Pascal Vially, coordonnateur de la CFDT, observe lui aussi que "*la seule nouveauté est l'annonce du chiffre de 900 qui ne tient pas compte des effectifs de Toulouse*".

Au total, poursuit-il, "*1.500 postes risquent d'être supprimés, ce qui reste dans la fourchette basse de ce que l'on craignait mais c'est toujours trop*". (Reuters 25.09)

1.2- Grève chez Brittany Ferries.

Les négociations entre syndicats et direction de la Brittany Ferries pour tenter de mettre fin à un conflit social qui immobilise à quai depuis vendredi les navires de la compagnie maritime ont été interrompues mardi soir et devaient reprendre mercredi, a-t-on appris de source syndicale.

"*La direction veut toujours un accord global avant la reprise des bateaux, mais nous on ne va pas signer n'importe quoi*", a indiqué Cyril Toulan, élu CFDT au comité d'entreprise, indiquant que les négociations achoppaient notamment sur l'annualisation du temps de travail. "*Ils veulent que les gens travaillent 15 jours de plus*" par an, a-t-il précisé.

Délégués CFDT et CGT du personnel navigant et direction négociaient depuis 09H00 au siège de l'entreprise afin de parvenir à la signature d'un accord-cadre devant servir de fil conducteur pour des négociations à venir en termes d'emplois, de salaires et de temps de travail.

"*Pour l'instant les navigants sont remontés et pour eux il n'est pas question de lâcher quoi que ce soit*", avait indiqué plus tôt M. Toulan.

Les marins ne veulent pas renoncer à certaines primes. Ils refusent que ceux percevant des bas salaires se voient retirer des primes d'un montant plus élevé que ceux recevant des rémunérations plus importantes.

Ils souhaitent aussi que la direction adopte une clause de "*retour à meilleure fortune*", à savoir que les efforts consentis en termes de salaires soient limités dans le temps jusqu'à ce que les finances de la compagnie aillent mieux.

"*C'est le petit qui donne et les gros salaires ne donnent pas, il n'y a pas d'équité*", regrette Thierry Caboche, 49 ans, second de cuisine à bord du Pont Aven, bloqué le long d'un quai à Brest depuis vendredi.

"*Tout le monde est prêt à donner, parce que tout le monde a envie de garder son emploi, mais pas dans les conditions qu'on nous propose*", ajoute le cuisinier, embauché en 1990 et à qui l'on veut retirer, selon lui, une prime de 150 euros par mois sur un salaire de 1.900 euros nets. (AFP 25.09)

Quand on " *est prêt à donner*", on est cuit, c'est le début de la fin ou faim !

3- Afrique du Sud

3.1- Amplats, la filiale platine du géant Anglo American, a entamé mardi pour la première fois des négociations avec les grévistes sud-africains de ses cinq mines du bassin de Rustenburg (nord) sous l'égide de médiateurs indépendants.

"*Nous avons commencé par discuter de notre mémorandum qui porte sur les salaires. Nous attendons d'Anglo American qu'il vienne mettre quelque chose sur la table et s'ils n'en sont pas capables, la grève va continuer*", a indiqué à l'AFP un représentant des salariés, Gaddhafi Mdoda.

"*Formellement ce sera le début de la grève*", a-t-il précisé, le mouvement ayant été déclaré illégal par la justice sud-africaine, saisie par Amplats.

Prenant exemple sur les salariés du groupe britannique Lonmin sur le site voisin de Marikana, où une grève illégale a coûté la vie à 46 personnes, les mineurs d'Amplats ont débrayé il y a deux semaines pour réclamer de fortes augmentations de salaire.

Amplats a d'abord réagi en suspendant ses opérations pendant une semaine pour des raisons de sécurité puis en exigeant la reprise du travail. Le groupe a menacé de licencier les employés qui ne seraient pas allés pointer mercredi 19 au soir, avant de repousser son ultimatum au jeudi 20, puis au lundi 24.

Deux mines d'or sud-africaines demeuraient paralysées mardi, dont le site du groupe sud-africain AngloGold Ashanti employant environ 5.000 personnes près d'Orkney, à 170 km au sud-est de Johannesburg, à l'arrêt depuis le 20 septembre.

"*La situation n'a pas changé. Nous n'avons pas eu de contacts formels avec les grévistes à ce stade*", a déclaré à l'AFP un porte-parole, Alan Fine.

Même impasse à la mine d'or KDC West du groupe sud-africain Gold Fields, quatrième producteur d'or mondial: "*Le travail n'a pas repris*", a indiqué à l'AFP son vice-président Willie Jacobsz.

Le site de KDC West, qui emploie 15.000 personnes à Carletonville (sud-ouest de Johannesburg), est à l'arrêt depuis le 9 septembre, les mineurs ayant cessé le travail pour exiger des augmentations de salaires.

Les mineurs contestent également la puissante fédération minière du NUM qui a négocié les salaires dans la branche avec le patronat, un accord en principe non modifiable avant juin 2013.

Tout au plus le NUM a-t-il obtenu de pouvoir en renégocier les termes plus tôt que prévu en début d'année prochaine, a indiqué à l'AFP Kenneth Buda, un coordinateur national du NUM.

"*Aucune négociation n'a lieu car le problème est que nous avons signé un accord pour deux ans avec la Chambre des mines en vigueur jusqu'à l'an prochain. Mais nous venons de nous mettre d'accord sur le principe de démarrer les négociations en tout début d'année prochaine*", a-t-il dit. (AFP 25.09)

3.2- L'Afrique du Sud retenait son souffle mardi à la veille de la comparution en justice du jeune tribun Julius Malema, ennemi numéro un du président Jacob Zuma, dans sa ville de Polokwane (nord) qui a été placée en état d'alerte, les autorités attendant des milliers de manifestants.

"En accord avec le Parquet, M. Malema comparaîtra devant le tribunal régional de Polokwane mercredi", a annoncé son avocate Nicqui Galaktiou. L'audience est prévue à 08H30 (06H30 GMT).

L'ex-chef de file des jeunes de l'ANC, exclu du parti au pouvoir en avril pour indiscipline, est accusé de blanchiment d'argent, corruption et fraude, selon les chefs d'accusation lus mardi par le tribunal, qui a également entendu quatre hommes d'affaires.

L'intéressé --à qui le fisc réclame en outre 16 millions de rands (1,5 million d'euros)-- ne cesse de clamer son innocence, et crie au complot.

Son passage devant le tribunal vient juste au moment où les autorités ont repris la main dans la sanglante crise sociale qui secoue les mines du pays depuis début août, en instaurant une sorte d'état d'urgence dans la région de Rustenburg (nord).

Or Malema avait appelé les mineurs à la révolution, jurant de rendre le secteur "*ingouvernable*".

Il est devenu un opposant acharné du président Jacob Zuma, son ancien mentor, dont il veut empêcher la reconduction à la tête de l'ANC lors de son prochain congrès, à Mangaung (Bloemfontein, centre) fin décembre.

La Ligue de jeunesse de l'ANC, que présidait "*Juju*" et qui lui est restée fidèle, dit ne pas organiser directement de manifestation à Polokwane, mais "*des camarades vont venir de tout le pays pour apporter leur soutien à Julius Malema*", selon son dirigeant Thabo Kupa.

Les "*Amis de la Ligue de jeunesse*", sa nouvelle organisation, ont affrété des bus.

La police a renforcé son dispositif à Polokwane, prévenant qu'"*aucun désordre ne sera toléré et (que) ceux qui ne respectent pas la loi seront immédiatement arrêtés*".

"*Nous nous sommes déjà déployés, nous avons fermé certaines rues autour du tribunal*", a précisé mardi soir le brigadier Hangwani Mulaudzi à l'AFP. "*Nous nous attendons à ce que beaucoup, beaucoup de gens viennent*." (AFP 25.09)

ECONOMIE

1- FMI

Rachat d'obligations, taux d'intérêt quasi-nul : les remèdes anti-crise des banques centrales aux Etats-Unis ou en Europe pourraient produire des "*effets indésirables*" à l'heure où la réforme du secteur financier reste en friche, selon un rapport du FMI publié mardi.

Des deux côtés de l'Atlantique, la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne ont considérablement assoupli leur politique monétaire, notamment en maintenant durablement leur principal taux d'intérêt à un niveau proche de zéro.

Couplée à de vastes programmes de rachat de titres de dette, cette action "*a été et reste utile pendant la crise*", souligne le Fonds monétaire international dans son rapport sur la stabilité financière mondiale.

En raison de taux proches de zéro, "*les profits que les banques tirent d'activités traditionnelles (principalement les prêts, ndlr) devraient rester faibles pour une longue période*", souligne le Fonds.

En réaction, les banques pourraient se tourner vers le type d'activités "*plus rémunératrices*" et plus risquées qui les avaient plombé il y a cinq ans quand elles avaient massivement parié sur des crédits immobiliers à risque ("subprime") aux Etats-Unis.

Un flot croissant de liquidités pourrait par ailleurs se déverser vers "*le système bancaire parallèle*" ("shadow banking") qui englobe des activités des acteurs "*parabancaires*" (assurances, fonds d'investissement...), lesquelles sont menées hors du contrôle des régulateurs et inquiètent le FMI.

"*Des fonds de pension ou des compagnies d'assurance (...) pourraient ressentir l'envie de se tourner vers des activités plus risquées pour payer leurs assurés ou les pensions des retraités*", a commenté Laura Kodres, co-auteur du rapport, lors d'une conférence de presse à Washington.

Le rapport s'attarde sur la réforme internationale en cours du secteur bancaire, baptisée Bale III, qui obligera notamment les établissements financiers à augmenter leur niveau de capitaux propres et qui rencontre de nombreuses résistances.

Cette réforme, censée entrer en vigueur en janvier 2013, pourrait conduire les banques à réaliser "*des économies d'échelle*" pour absorber les coûts de la nouvelle régulation, aboutissant à une concentration "encore plus forte" du secteur, note le FMI.

"*Il y a un risque que certains établissements mondiaux deviennent incontournables, renforçant le problème des banques*" que les gouvernements ne peuvent se permettre de laisser faire faillite sans risquer de déstabiliser tout le système, alerte le rapport.

Certaines banques mettent par ailleurs au point de "*nouveaux produits financiers*" qui permettent de contourner les nouvelles régulations, s'inquiète le rapport.

"*Les vulnérabilités demeurent et l'application des réformes est inégale*", souligne le FMI. (AFP 25.09)

Ah ben alors, qui l'aurait cru ! Ils disent eux-mêmes que l'oligarchie financière se comporte comme des voyous, on aurait tort de ne pas le dire puisque c'est la stricte vérité.

2- BCE

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a appelé mardi les gouvernements de la zone euro à mettre en oeuvre des réformes structurelles pour compléter les mesures de soutien prises par les autorités monétaires face à la crise de la dette dans la zone euro.

"*L'action de la BCE ne peut être qu'un pont vers l'avenir. Le projet doit être complété par des mesures décisives des gouvernements, à la fois individuellement et collectivement, a affirmé Mario Draghi*" (Reuters 25.09)

C'est la réponse à notre mot d'ordre : il faut faire table rase du passé. Au fait qui ose le reprendre aujourd'hui ?

3- MES

L'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande ont publié mardi un communiqué commun semblant revenir sur l'essentiel de ce qui avait été convenu lors du sommet européen de juin en matière de recapitalisation directe des banques en difficulté.

Dans ce communiqué, rendu public à l'issue d'une réunion de leurs ministres des Finances à Helsinki, ces trois pays établissent les conditions en vertu desquelles ils seraient disposés à autoriser le futur Mécanisme européen de stabilité (MES) à recapitaliser le secteur bancaire.

Le texte établit une nette distinction entre les problèmes que le secteur bancaire pourrait rencontrer à l'avenir et ceux du moment, déclarant en substance qu'il est de la responsabilité des pays concernés de traiter la question des banques très endettées d'Espagne, d'Irlande et de Grèce.

Une position qui ne plaira ni à l'Espagne ni à l'Irlande en particulier, ces deux pays estimant que le sommet de juin consacrait le principe de dissocier le lien douloureux entre dette publique et situation du secteur bancaire.

"*Le MES peut assumer directement la responsabilité des problèmes survenant dans le cadre de la nouvelle supervision mais les difficultés héritées du passé doivent être de la responsabilité des autorités nationales*", lit-on dans leur communiqué.

"*Du point de vue irlandais, (ce communiqué) laisse la situation dans une incertitude extrême*", a réagi John Fitzgerald, de l'Economic and Social Research Institute, un centre de réflexion de Dublin.

"*Suivant comme on l'interprète, il peut ou pas permettre à l'Etat irlandais de vendre au MES ses parts dans les banques irlandaises survivantes*".

Pour un haut fonctionnaire de Bruxelles, ce communiqué est un retour en arrière intégral, qui risque de saper à la base les efforts pour endiguer une crise de la dette qui sévit dans la zone euro depuis deux ans et demi et contribue largement au marasme économique mondial

"*Quelques pays veulent faire marche arrière mais je ne crois pas qu'ils pourront réunir les forces nécessaires*", a dit ce haut fonctionnaire, faisant référence à la Finlande et aux Pays-Bas.

"*Ces 'difficultés héritées du passé' c'est nouveau dans le débat et ça témoigne surtout d'une tendance à vouloir se dissocier des décisions prises*".

Un haut fonctionnaire d'un des trois ministères des Finances auteurs du document s'est employé à en minimiser l'importance, déclarant qu'il se contentait de clarifier ce qui a été convenu en juin.

Selon lui, dès que le MES sera apte à recapitaliser les banques directement, ce qui ne pourra se faire qu'une fois établi l'an prochain, sous la houlette de la BCE, un nouvel organe de supervision européen, il s'agira de déterminer quelles banques de la zone euro sont viables et quelles banques ne le sont pas.

Seules les premières pourraient prétendre à une recapitalisation par le MES. Les autres devraient tenter leur chance dans le secteur privé ou être liquidées par l'Etat. (Reuters 25.09)

Quand même, on avait eu le pif en avançant il y a quelques semaines que leur union bancaire européenne avait pour objectif de liquider les banques les plus faibles pour aboutir à une nouvelle concentration du capital entre quelques mains. Les banques qui auront sauvé leur peau dans l'UE seront plus facilement sous la coupe de l'oligarchie financière mondiale qui trône à la Fed.

4- Grèce

La BCE refuse une restructuration de la dette grecque qu'elle détient, a déclaré Jörg Asmussen, membre du directoire de la Banque centrale européenne dans un entretien au quotidien allemand Die Welt à paraître mercredi.

"*Une restructuration aux dépens de la BCE n'est pas envisageable*", a dit M. Asmussen, au journal. "*L'éventuel besoin de financement supplémentaire de la Grèce peut seulement être mené par les membres de la zone euro*", a-t-il ajouté.

"*La BCE ne pourrait pas participer à une telle restructuration car ce serait un financement monétaire d'un Etat, ce qui est interdit*" par les statuts de la Banque Centrale, a-t-il continué.

La BCE n'a jamais donné le montant de la dette qu'elle détient. Selon le document mentionné mardi par le ministre grec: "*des obligations grecques d'une valeur d'environ 28 milliards d'euros et détenues par l'Eurosystème arriveront à maturité entre 2013 et 2016*". L'Eurosystème désigne la BCE et les 17 banques centrales de la zone euro. (AFP 25.09)

Haut de page

Le 27 septembre

CAUSERIE

Il manquerait des profs en France, avec mon petit diplôme universitaire en principe je peux enseigner le français dans un établissement public, mais j'ai calculé que si je me remettais au boulot en France demain, pour partir à la retraite je devrais attendre d'avoir 77 ans, cela fait un peu tard à mon goût, dommage.

En fait, le site est davantage un portail d'information, puisque très peu d'articles mis en ligne font l'objet d'un commentaire ou d'une analyse, par manque de temps et de moyens.

Comme quoi les partis ouvriers n'ont plus le renversement du régime en place comme objectif ou le socialisme, Lucien Gauthier pour le POI a retenu de la gigantesque mobilisation des masses portugaises que : "*C'est le mouvement d'un peuple, c'est le mouvement qui monte d'en bas, c'est le mouvement de ceux qui veulent vivre*" (Informations ouvrières n°219 page 2), vivre mieux sous les auspices du régime capitaliste et ses institutions politiques, voilà en guise d'objectif politique ce qu'en réalité vous propose le POI, le reste étant du baratin, non merci sans façon !

Et D. Gluckstein de faire une découverte : "*Chaque jour un peu plus, la politique du gouvernement Hollande dévoile son véritable visage*", non, pas possible, qui l'aurait cru franchement, il est vrai que le PS a une existence si courte qu'il fallait bien lui donner une chance de faire ses preuves avant de se prononcer sur ses réelles intentions, il est vrai aussi que Hollande et son gouvernement sont des inconnus...

Ceci dit, je suis favorable à la participation des militants aux comités mis en place par le POI et des militants d'autres formations politiques qui rassemblent aussi des travailleurs non organisés.

C'est le genre d'initiative qu'il aurait fallu prendre il y a plus de 60 ans.

Leur défaut est de rassembler essentiellement des militants et non des travailleurs non organisés, ainsi que l'axe politique trade-unioniste ou réformiste sur lequel ils se situent, ils fonctionnent comme des lobbyings faisant pression sur le gouvernement ou le patronat pour obtenir des miettes et ainsi mieux supporter le capitalisme, au lieu de servir en premier lieu à aider les travailleurs à élever leur niveau de compréhension de la société pour les amener au socialisme.

De la même manière que le parti devrait se doter d'une structure et d'un programme de formation continue à destination des militants, afin de ne pas avoir un parti passoire. La même chose devrait être envisagée en direction des travailleurs associés à ces comités, en partant de leurs expériences de la vie quotidienne, en abordant les questions de société, afin qu'ils acquièrent à

leur rythme la méthode du matérialisme dialectique qui permet de penser librement et d'avancer dans la compréhension du monde.

Il est démontré que ce n'est pas en cavalant derrière chaque revendication ou uniquement par la lutte, que les travailleurs renoueront avec l'idée qu'il est possible de changer la société ou avec l'idéal du socialisme.

On voit bien en Grèce, au Portugal et en Espagne quel drame est en train de se jouer, les travailleurs étant incapables de penser au-delà du capitalisme et des institutions en place. Ils n'y ont pas été du tout préparés, au contraire le mouvement ouvrier n'a eu de cesse de les endormir, alors le réveil est brutal, sans direction ou orientation il est voué à l'échec, d'où la nécessité d'armer théoriquement les travailleurs, de saper les bases du régime en amont tout au long des années qui précèdent le prochain affrontement entre les classes.

Hier aux infos sur TV5Monde Asie, j'ai entendu un manifestant espagnol déclaré : "*je suis venu pour m'asseoir tranquillement devant le Parlement pas pour l'attaquer, je ne remets pas en cause le Parlement*". C'est bien là qu'est le problème, alors même que l'existence de ce Parlement pose problème, il se limite à fustiger les parlementaires qui devraient changer de politique, tandis que c'est impossible en conservant ce Parlement, réflexion à laquelle il ne peut s'élever car il faudrait envisager qu'il soit illégitime, or il n'est pas du tout préparé à cette idée.

Lénine évoquera souvent le travail de sape en profondeur réalisé par les bolcheviks entre 1905 et 1917, qui ne se contentaient pas de défendre des revendications alimentaires, mais harcelaient en permanence le régime et les institutions jugés illégitimes du point de vue des intérêts des travailleurs, la nécessité de liquider, de renverser le régime en place, de prendre le pouvoir revenait sans cesse dans leur propagande, de telle sorte que le moment venu, au moment de passer à l'assaut du régime les travailleurs estiment légitimes leur action ou de se fixer cet objectif politique.

Les travailleurs ne doivent pas se placer sur leur propre terrain de classe uniquement pour défendre leurs droits sociaux, ils doivent également acquérir ce réflexe, cet état d'esprit ou ce niveau de conscience également sur le plan politique pour avancer vers leur émancipation du capital. C'est à cela que devrait servir ces comités, notamment.

Répétons-le encore une fois, les travailleurs ont participé à des milliers de batailles au cours de la seconde moitié du XXe siècle sans que leur niveau de compréhension de la société progresse, il est donc prouvé que cela ne suffit pas de participer à la lutte de classe. Si on avait bien voulu se pencher sur cette question et lui apporter une réponse adéquate, qui était également valable pour la première moitié du XXe siècle, on n'en serait peut-être pas là où nous en sommes.

Savez-vous par quel mot commençait le *Manifeste de l'Association internationale des travailleurs* plus connu sous le nom d'*Adresse inaugurale* adopté le 28 septembre 1864 et rédigé par K. Marx, à qui il s'adressait ? Réponse : "*Ouvriers !*".

Je fustige les ouvriéristes qui flattent l'ignorance des travailleurs et les confortent ainsi dans leur bêtise, donc cette référence est d'une toute autre nature. Marx et Engels organisaient des ouvriers, menuisiers, maçons, peintres, etc., ils s'adressaient à eux, normal puisque ce sont eux qui doivent prendre la direction de la transformation révolutionnaire de la société, tandis que nos dirigeants s'adressent aux dirigeants des partis, à des élus, des démocrates, des républicains, des intellectuels, etc. cherchez l'erreur.

Le 30 septembre, ils vont encore s'adresser aux députés du PS, normal dans ces conditions que les travailleurs leur tournent le dos, non ? Est-ce qu'ils le comprendront un jour ?

Se détourner de la classe ouvrière, c'est tourner le dos au socialisme.

Hier je me suis fait une réflexion en repensant au combat mené pour le socialisme depuis la moitié du XIXe siècle jusqu'à nos jour. Marx compris très vite que cela n'allait pas être facile, à son époque il partait de zéro pratiquement, il dut affronter plusieurs scissions au sein des différentes sections de la Ligue des communistes. Plus tard, Engels dut batailler contre le courant liquidateur impulsé par Dühring et Bernstein au sein de la social-démocratie allemande, comme quoi la victoire du marxisme était précaire. Ensuite ce fut à Lénine de recourir à la scission de la branche pourrie du parti ouvrier social-démocrate russe, les mencheviks. Enfin, il revint à Trotsky de sauver les meubles du marxisme contre la gangrène stalinienne.

Il précisa que dorénavant le prolétariat devra acquérir un niveau de conscience beaucoup plus élevé que le prolétariat russe pour s'emparer du pouvoir, apparemment ce constat tomba dans les oubliettes puisque personne ne s'en est vraiment soucié par la suite. Peut-on croire que spontanément les masses pourront balayer les institutions qui incarnent des siècles d'exploitation et d'oppression ? Il y en a pour le croire, force est de constater que l'inertie de l'histoire est plus puissance que les meilleures intentions du monde demeurées à l'état d'incantations stériles.

Une dernière réflexion.

Ne croyez pas ceux qui vous disent ou écrivent que la BCE serait un organisme indépendant des Etats (IO n°219 page 14), c'est un faux grossier pour justifier leur politique axée contre l'UE au lieu d'être axée contre les institutions de la Ve République. Vérifions-le.

- Mario Draghi a été nommé par le Conseil européen président de la BCE.

- Le Conseil européen désigne le sommet des chefs d'État ou chefs de gouvernement des vingt-sept États membres de l'Union européenne, sous la tutelle d'un président chargé de faciliter l'apparition d'un compromis.

- Le directoire comprend le président, le vice-président et quatre autres membres, tous choisis parmi des personnes ayant une autorité et une expérience professionnelle reconnues en matière monétaire ou bancaire. Ils sont nommés d'un commun accord par les chefs d'État ou de gouvernement des États de la zone euro, sur recommandation du Conseil de l'Union européenne et après consultation du Parlement européen et du Conseil des gouverneurs de la BCE (ou du Conseil de l'Institut monétaire européen (IME) pour les premières nominations).

- Depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, le gouverneur de la Banque de France est nommé par décret du président de la République

- Le conseil des Gouverneurs se compose du directoire et des gouverneurs des banques centrales nationales de la zone euro.

- Le conseil général se compose du président et du vice-président de la BCE, des gouverneurs des BCN de la zone euro et des gouverneurs des BCN du reste de l'UE, c'est-à-dire des États membres n'ayant pas (encore) adopté l'euro, faisant l'objet d'une dérogation. (source : http://fr.wikipedia.org)

Vous pouvez retourner la question dans tous les sens, la BCE comme toutes les institutions de l'UE n'existe que par la volonté de l'Etat et de ses représentants successifs, mieux encore, les membres de ces différentes institutions à l'exception du Parlement européen sont tous nommés par les chefs d'Etat.

Donc tous les coups que l'on prend de l'une ou l'autre institution européenne sont à mettre au compte du chef de l'Etat, donc Hollande et sa "*majorité*" PS-UMP-UDI.

Vous pouvez prendre le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC, l'ONU, etc. la participation de la France à ces institutions du capital ne serait pas possible sans l'aval du chef de l'Etat dans le cadre de la Constitution de la Ve République qui intègre les traités signés précédemment... qu'il s'agit précisément de protéger vous l'aurez compris.

Sans la participation et le soutien du chef de l'Etat en exercice à ces institutions, il leur serait impossible d'entreprendre la moindre action contre les travailleurs, les travailleurs et les militants doivent en prendre conscience au plus vite. Non, ce n'est pas par la grâce de Dieu que l'UE et ses institutions existent.

Vous avez un accident sur la route avec un autre véhicule, vous allez vous attaquer à coups de lattes à la bagnole, au constructeur, aux ingénieurs qui l'ont conçue, aux ouvriers qui l'ont réalisée ou tout simplement à vous ou à l'autre conducteur qui a commis une imprudence ? C'est aussi basique que cela. Toute confusion est pitoyable, effrayant même.

Quand vous êtes victime d'une mauvaise digestion après un repas chargé, vous vous en prenez aux aliments qui pourtant étaient sains, à la personne qui a préparé ce repas ou vous ne vous en prenez qu'à vous-même de vous être goinfré ? (j'allais écrire au-delà du raisonnable, mais ce ne serait pas approprié, se goinfrer est antinomique avec le fait de penser, cela demeure un acte inconscient.)

Vous êtes subordonné au capitalisme au point de vous encombrer l'existence d'un tas de choses finalement inutiles, vous vous en prenez au capitalisme de vous avoir dévoyé, à vos parents de vous avoir mal éduqué ou à vous-même de ne pas être capable de faire la part des choses et de résister à l'appel de cette société de consommation à outrance ?

Si vous estimez finalement que vous n'y êtes pour rien - l'ouvriérisme s'applique de préférence à soi-même, dites-vous bien que la barbarie a encore de beaux jours devant elle. Quand on pratique le matérialisme dialectique, en principe on ne confond pas la cause, la manière et l'effet ou l'origine, les moyens et les conséquences... Entre nous, c'est préférable dans la vie de tous les jours.

Le plus loin possible de l'Assemblée nationale illégitime.

J'ai appris que la manifestation du 30 septembre partira de place de la Nation pour se terminer place d'Italie en passant par le boulevard Diderot.

En Grèce, au Portugal et en Espagne les travailleurs manifestent devant le Parlement ou le siège du gouvernement, en France pour cause de soutien au régime ou sous couvert de défense de la République, on manifeste le plus loin possible des institutions, cherchez l'erreur.

Ces gens-là sont insignifiants, mesquins, misérables.

Ségolène Royal, qui avait convoqué la presse pour faire valoir sa participation à la réunion du présidium de l'Internationale socialiste, fait son apparition... au moment précis où la délégation française, le président de la République et ses ministres, Laurent Fabius et Yamina Benguigui en tête, arrivent au rez-de-chaussée du North Lawn Building de l'ONU.

Intense moment de trouble dans le staff élyséen, qui n'a visiblement pas été informé et s'arrête net, à quelques mètres de là. Sous un panneau lumineux "*exit*", François Hollande tourne le dos aux objectifs, pendant que son équipe s'interroge. Cruel dilemme : pour se rendre au sommet sur le Sahel, le chef de l'Etat doit passer derrière Mme Royal. Et donc inévitablement la saluer, sous l'œil gourmand des caméras...

Pur hasard ou nouveau coup de l'ancienne candidate à la présidentielle ?

Mais de "*rencontre*" ou de "*bonjour*", il n'y aura point. La scène est surréaliste, qui voit le chef de l'Etat et son équipe rebrousser chemin afin de faire le tour du bâtiment. (lemonde.fr 26.09)

Hollande a peur d'une caméra, des médias, du qu'en-dire-t-on, alors imaginez ce qui doit en être des gangsters de l'oligarchie financier avec son armée de l'ombre qui ne recule devant aucun crime... Mitterrand en avait pissé de trouille dans sa culotte, avait avoué son épouse Danielle Mitterrand.

Que se cache-t-il derrière les bruits de bottes ?

Les violents soubresauts en Chine et au Japon, tous plus obscurs les uns que les autres, mort de l'ambassadeur japonais, disparition temporaire du futur président chinois, "*suicide*" du ministre des finances, menaces publiques contre les obligations japonaises ou de blocage des terres rares … sont intimement liés à la Guerre Monétaire. L'ASEAN s'apprêterait à lancer en novembre une forme d'espace monétaire commun… Certaines rumeurs parlent même de monnaie partiellement garantie par les métaux précieux. Personnellement, je doute que ceci puisse avoir lieu à une date aussi proche, mais soyez sûr d'une chose, c'est que l'heure d'une telle Réforme monétaire approche à grands pas et devient de plus en plus tangible. Seul le timing est toujours âprement discuté. Ce qui entraine un certain niveau de violence, qui pourrait, hélas, changer d'intensité comme on le sait avec le rassemblement de forces navales dans le Golfe Persique. (liesi 26.09)

Le cartel des banques de la Fed a eu la peau de Lincoln, de Kennedy, de Kadhafi, il aura plus de mal à avoir celle de l'ensemble des dirigeants de l'ASEAN. Il leur reste la possibilité de déclencher une guerre qui serait mondiale pour empêcher que l'hégémonie américaine ne soit remise en cause. A suivre.

Le "***choc pétrolier***" des années 70 a été lui aussi fabriqués de toutes pièces.

En 1973, la menace d'embargo pétrolier des pays de l'OPEP, pure fiction dont le scénario avait été écrit par un groupe d'oligarques de la Haute Finance Internationale et du Cartel des Pétroles (le Club Bilderberg) et dont la mise en œuvre avait été dirigée par Kissinger, avait amené ce qu'on a appelé "*le choc pétrolier*". Dans les livres d'histoire version officielle, les arabes de l'OPEP imposaient aux pays consommateurs une très forte hausse du prix du baril, mettant brutalement fin aux trente glorieuses. Dans la réalité, un accord avait été mis en place pour sauver le Dollar, banques de la City et de WS et les 7 Sœurs, les compagnies pétrolières dominantes. La hausse des prix du baril allait créer un flux de pétrodollars, qui devait transiter par les banques de la City et devaient s'investir en bons du Trésor américain. Ainsi, la domination monétaire US pouvait se perpétuer, quelque soit la qualité de la gestion économique et financière des gouvernements successifs à la Maison Blanche.

Lorsque l'Iran et l'Irak annoncèrent qu'ils allaient rompre ce statu quo et allaient vendre leur pétrole ou leur gaz dans la devise de leurs clients, en Euro pour les Européens, en Yen pour les Japonais ou en RMB pour les Chinois, ces pays sont devenus des Etats terroristes pour Washington, Londres et bien sûr leurs sbires de Tel Aviv. On connait la suite.

La Chine, puissance montante et l'un des principaux créanciers des Etats-Unis, a œuvré dans le même sens en mettant progressivement en place des échanges bilatéraux avec ses principaux fournisseurs ou clients, en excluant l'usage du dollar. Russie, Japon, Brésil, Chili, Inde, Corée, Australie, Afrique du Sud et Iran ont signé de tels accords, qui affaiblissent considérablement la monnaie américaine et donnent une stature internationale au RMB. Depuis plusieurs mois, les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite auraient également rejoint cette coalition visant à renverser la domination monétaire unipolaire américaine. En mars dernier, les Etats-Unis avaient interdit tout commerce avec l'Iran, menaçant de sanctions économiques et financières toutes les banques facilitant des transactions avec Téhéran. On se souvient que l'Inde avait tourné le problème en annonçant un troc Or contre Gaz. Le black-out de l'Inde pourrait avoir été une sanction sévère pour n'avoir pas suivi le diktat américain.

Au milieu de ce jeu monétaro-géopolitique, on trouve BP, le géant britannique du pétrole. British Petroleum, a l'instar d'ENRON ou de JPM, est un des plus gros acteurs sur le marché des dérivés. Le désastre écologique de Deepwater Horizon, qui a été

longtemps couvert par les différents ministères du gouvernement américain, est depuis le 5 septembre l'objet de poursuites par le Ministère de la Justice US, qui l'accusent de négligences coupables. BP espérait ne pas avoir à aller devant un tribunal pour minimiser amendes et frais de réparation et surtout, ne pas risquer une dégradation de sa note par les agences de notation. Certains analystes comme Jim Willie considèrent que cette attaque par le Ministère de la Justice US est à rapprocher de l'attaque contre les Banques anglaises au sujet des manipulations du LIBOR. Est-ce une simple escarmouche ou une attaque frontale du géant britannique, qui pourrait se prolonger sur le marché des dérivés ?

Les raisons de cette attaque

La Grande Bretagne était net exportatrice de pétrole jusqu'en 2001, mais la production de Mer du Nord ayant fortement baissé, le Royaume Uni est aujourd'hui obligé d'importer, ce qui pèse lourd sur l'économie britannique en stagflation. Actuellement, BP achète des produits raffinés à Mangalore Refinery & Petrochimical Ltd, une compagnie indienne, qui reçoit l'essentiel de son pétrole brut d'Iran, pour le revendre à BP avec une prime. Les capacités de raffinage de BP ne sont certes pas saturées, mais la compagnie britannique ne peut pas acheter directement le pétrole iranien sans être en contravention avec l'interdit de Washington. Elle contourne donc le problème par ce tour de passe-passe pour constituer ses réserves hivernales. Le jeu de l'Alliance est donc rompu par le premier partenaire des Etats-Unis. Les alliés se retrouvent divisés sur la conduite à tenir vis-à-vis de l'Iran pour des raisons basiques mais impérieuses d'approvisionnement. La Grande Bretagne va t'elle devoir assouplir sa politique agressive au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) pour pouvoir répondre à ses besoins énergétiques ?

La Fed peut-elle et voudra-t'elle atteindre BP par le biais des produits dérivés pour sanctionner cette violation de la règle ?

La Grande Bretagne est par ailleurs aujourd'hui dépendante de la Russie pour le gaz, qu'elle achète à des cours fixés par Gazprom, qui ne tiennent pas compte des manipulations observées sur les marchés américains. Le tandem Poutine-Medvedev semble avoir pris la main sur l'échiquier. Ils ont aujourd'hui des moyens de pression, qu'ils n'avaient pas il y a dix ans. La roue tourne.

Dans le Grand Jeu, que va devenir le pion Israël, créé ex nihilo par les Cartels anglo-américains pour diviser la région et mieux la dominer?

Obama vient de claquer publiquement la porte aux Israéliens qui réclamaient une coopération militaire pour détruire le nucléaire iranien. Netanyahu est, on le sait, un allié dangereux difficilement contrôlable, dont les services secrets ou les services spéciaux pratiquent aujourd'hui à grande échelle les méthodes terroristes à la manière du Groupe Stern. Cette politique sioniste est couverte par un réseau médiatique surpuissant, qui maîtrise la Guerre de l'Information, comme on l'a vu pour le 11 septembre, notamment, mais aussi pour le Printemps Arabe, la Libye, la Syrie, le film récent, etc …

Quel va être le prochain mouvement de ce dangereux électron libre ? (liesi 25.09)

La BCE et les gouvernements de l'UE, des instruments pour instaurer un Nouvel ordre mondial.

Plusieurs analystes affirment que cet été, en s'arrogeant des prérogatives en termes d'achat de titres, la BCE s'est enfin transformée en une véritable banque centrale. Il est vrai que dans le monde de la financiarisation à outrance dans lequel on vit, cet instrument d'intervention de la BCE est déjà largement pratiqué par d'autres banques centrales comme la Federal Reserve, la Banque d'Angleterre ou la Banque centrale japonaise.

Doit-on conclure que les grands manitous de la finance ne veulent pas, pour le moment, d'un éclatement de la zone euro ? D'ailleurs, le geste de la BCE est applaudi par M. Le Marché puisque les taux des dettes périphériques de la zone euro se sont détendus. Les grands décideurs cherchent à consolider l'auréole de l'ex employé de Goldman Sachs, Mario Draghi, afin que les Européens lui accordent encore plus de confiance pour la suite des opérations.

Faut-il en conclure qu'il n'y a plus de risque systémique ? A première vue, oui, mais les marionnettistes ont plus d'un tour dans leur sac pour opérer des revirements de situation extraordinaires. Et ils vont user de ces tours pour obtenir ce qu'ils veulent : un Nouvel Ordre Mondial, qui passe par l'anéantissement de la souveraineté nationale. Les gouvernements européens ont donc un rôle crucial à jouer contre les intérêts de leurs populations et, bien sûr, de leurs électeurs. Les crises sont toujours générées pour des objectifs précis. Elles traduisent une volonté criminelle de la part de ceux qui se cachent derrière les événements pour en tirer de savants profits, pas toujours d'ordre financier. D'ailleurs, les plus grands criminels de la cabale financière supranationale sont plus dans une recherche mystique que derrière la recherche d'un gain à plusieurs chiffres alignés les uns derrière les autres. C'est pourquoi les sociétés secrètes sont toujours entourées d'un certain secret, car le bien que l'on fait pour les autres, on le fait toujours à la lumière. (liesi 24.09)

ACTUALITE EN TITRES

Le changement dans la continuité, c'est maintenant, la preuve.

- Sondages de l'Elysée: quand Hollande change d'avis - L'Express.fr

- Quand les députés font travailler leur famille - LeFigaro.fr

- Bernard Tapie considéré «*insolvable*» mais toujours millionnaire - LeParisien.fr

Non, c'est l'UMP soutenu par le PS.

- Michel Sapin : «*Les 3 millions de chômeurs, c'est Nicolas Sarkozy*» - Public Sénat

Normal dans un pays qui donne des leçons de "***démocratie***" à la terre entière.

- Un Américain ayant toujours clamé son innocence exécuté au Texas - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Bernard Tapie, qui a touché 308 millions d'euros de dédommagement de la part de l'État suite à l'arbitrage rendu en sa faveur dans l'affaire du Crédit Lyonnais, serait toujours considéré comme «*insolvable*» en France, selon Le Canard Enchaîné dans son édition du mercredi 26 septembre.

Plus de trois ans après le versement de ces fonds par le Trésor, l'homme d'affaire serait toujours considéré en liquidation personnelle, c'est-à-dire en faillite. Comment cette situation très singulière est-elle possible ? En fait, selon le Canard Enchaîné, plusieurs dettes anciennes continueraient de bloquer la procédure, empêchant Bernard Tapie de ne plus être considéré comme insolvable. L'hebdomadaire cite notamment une dette de 3,8 millions d'euros auprès de l'Urssaf des Bouches-du-Rhône, résultant de l'époque où l'homme d'affaires s'était porté caution lors de la faillite de l'Olympique de Marseille. Bernard Tapie conteste cette dette, et l'affaire traîne donc en justice.

Dans ces conditions, Bernard Tapie semble être le contribuable en situation d'insolvabilité le plus riche de France. Ses récentes dépenses, effectuées par des sociétés logées dans des paradis fiscaux, ont défrayé la chronique: yacht de luxe à 40 millions (qu'il loue 570 000 euros la semaine), jet privé à 24 millions et villa de rêve à Saint-Tropez pour 47 millions. Une dernière acquisition qu'il a démenti mardi d'un magnifique «*je vous emmerde*» sur Europe 1.

Même si sa situation évoluait, Bernard Tapie aurait très peu de risques de payer de lourds impôts en France car l'homme d'affaire aurait domicilié l'essentiel de son patrimoine et la plupart de ses entreprises en Belgique. (LeParisien.fr 26.09)

2- Allemagne

Berlin a fait le dernier pas vers la ratification du traité instituant le nouveau fonds de sauvetage de la zone euro en confirmant les conditions posées par la Cour constitutionnelle allemande.

Sur la même ligne que l'avis de la cour de Karlsruhe, la déclaration émanant du cabinet de la chancelière Angela Merkel précise que le Parlement disposera d'un droit de veto concernant une éventuelle augmentation de la contribution allemande au Mécanisme européen de stabilité (MES), fonds de sauvetage doté de 700 milliards d'euros.

Berlin en est le plus gros contributeur, à hauteur de 190 milliards d'euros.

"*La déclaration correspond aux lignes directrices édictées par la Cour constitutionnelle*", a déclaré à la presse le porte-parole de la chancelière, Steffen Seibert.

L'Allemagne est ainsi le dernier des 17 pays de la zone euro à compléter la ratification du Mécanisme européen de stabilité

(MES). (Reuters 26.09)

3- Grèce

3.1- Après avoir informé le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la Marine et de la mer Egée a indique qu'un navire de la garde côtière turque qui faisait des manoeuvres risquées a violé les eaux territoriales grecques avec comme conséquence un choc avec le navire grec qui effectuait une mission dans la cadre de l'opération POSEIDON 2012.

L'ambassade de Grèce à Ankara a demandé des éclaircissements et souligne que de tels actes ne contribuent pas à la gestion efficace de l'immigration illégale.

L'épisode a commencé lorsqu'un navire turc de la garde côtière a demandé au navire de la patrouille FRONTEX, près de Farmakonissi, dans les eaux territoriales grecques de… s'éloigner. L'équipage de l'Agence Frontex s'est retiré du site de l'incident en informant simultanément la garde côtière grecque.

Le commandant du navire turc a exigé du navire grec de quitter la zone marine, en disant: « ici c'est la Turquie ». Le commandant grec a rétorqué « ici c'est la Grèce et vous devez quitter immédiatement la zone ».

Le resultat fut une collision frontale des 2 navires. L'incident a atteint son paroxysme lorsque les 2 équipages ont désécurisé leur armement pour finalement conserver leur calme. (okeanews.fr 27.09)

3.2- Panos Kammenos, le président du parti des « *Grecs Indépendants* » est férocement contre les politiques d'austérité appliquées sans succès en Grèce. Il y a quelques mois, il a accusé le frère de Georges Papandréou, Andréas, de s'être enrichi à la faveur de la crise en jouant avec les CDS depuis son entreprise d'investissement basée en Suisse.

Hier, Panos Kammenos a lancé un appel sur sa page Facebook pour demander le support des utilisateur dans le cadre de cette affaire. Dans ce message, il semble accuser Andrikos Papandréou de lui avoir proposé 1 million d'€ pour se taire.

L'impression écran du message sur sa page Facebook :

Message de P. Kammenos sur son mur Facebook

Ce jeudi 27 septembre, je vous demande votre présence et votre soutien au tribunal de l'ancienne Académie à 9h devant le bâtiment 4 où Andrikos Papandréou me propose 1 million d'€ contre mon silence pour le vol des 26 milliards d'€ dans le cadre des CDS de la banque postale.

C'est la bête qui fait des profit sur le dos de nos familles.

Si il ne vient pas comme la dernière fois, nous ferons le procès devant sa maison….

Nous sommes nombreux

Nous sommes indépendants

Nous sommes grecs

P. Kammenos semble donc accuser Andrikos Papandréou de vouloir acheter son silence. Réelle info ou second degré ? Dur à dire tant P. Kammenos n'en est pas à sa première rumeur. Néanmoins, cette affaire de CDS est sérieuse car en juillet dernier, le procureur Grigoris PEPONIS a appelé à un complément d'enquête sur l'implication éventuelle d'Andrikos Papandreou dans les opérations de credit default swaps (CDS) sur la dette grecque par la Postbank hellénique, à un moment où Papandréou était premier ministre du pays.

Après le scandale des 10 milliards qui auraient été détournés par 3 cadres de la Nouvelle Démocratie et la liste des 32 politiciens (ND, PASOK, KKE, Grecs Indépendants et LAOS) pour lesquels la SDOE, la brigade financière grecque, a des suspicions de corruption, cette affaire est donc à suivre avec attention.

A noter : Andrikos Papandréou s'appelle en réalité Andréas Papandréou, mais il est plus souvent appelé Andrikos pour éviter toute confusion avec son père Andréas, fondateur du PASOK. (okeanews.fr 25.09)

4- Egypte

Le nouveau président égyptien Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, a déclaré mercredi que son pays était hostile à toute intervention militaire étrangère en Syrie, tout en prônant un règlement négocié du conflit.

Les déclarations du chef de l'Etat égyptien tranchent avec la position adoptée par l'émir du Qatar, le cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, qui a appelé mardi les pays arabes à passer outre le Conseil de sécurité de l'Onu et à intervenir directement pour faire cesser le bain de sang en Syrie. (Reuters 26.09)

SOCIAL

1- France

Le nombre de chômeurs a dépassé trois millions en août en France, a confirmé mercredi le ministre socialiste du Travail, qui en a imputé la responsabilité au gouvernement de droite précédent.

Michel Sapin, qui anticipait de quelques heures l'annonce officielle d'une hausse du chômage pour le 16e mois de suite, a estimé que c'était une raison du changement de président, de majorité et de gouvernement en France, en mai et juin derniers.

Il a laissé entendre que le gouvernement précédent et les chefs d'entreprise avaient "*caché, dissimulé ou repoussé de mois en mois*", pour des raisons électorales, des plans sociaux qui, aujourd'hui, sont en train d'exploser.

"*Donc, je dirais que ce n'est pas quelque chose qui est dû à notre politique*", a ajouté le ministre du Travail. "*C'est malheureusement ce qui est dû à la politique précédente.*"

(Mais comme il est appelé à faire la même politique... -Ndlr)

Le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a estimé que l'objectif d'une inversion de la courbe du chômage d'ici fin 2013 serait "*difficilement*" atteignable dans un contexte de croissance nulle ou "*molle*".

"*C'est un pari risqué*", a-t-il dit sur Europe 1. "*Quand on a une croissance proche de zéro, le chômage augmente, il y a un effet quasi mécanique puisque l'activité n'est pas là.*"

(Mailly s'en fout visiblement, pour lui c'est un "*pari*" ! - Ndlr)

Son homologue de la CFDT, François Chérèque, a cependant jugé sur RMC et BFM-TV que le phénomène n'était pas "*inéluctable*", bien que la France connaisse le chômage de masse depuis 30 ans.

"*Je crains qu'on ne s'habitue trop à cette situation*", a-t-il poursuivi. "*Il est temps d'aller sur le fond (...) Nous avons un tissu productif qui n'est pas assez efficace et compétitif (...) La France n'est pas adaptée à la mondialisation.*" (Reuters 26.09)

(Le jaune fidèle à lui-même ! Lui aussi, il s'en tape complètement, qui parmi les chômeurs peut s'y "*habituer*" ? - Ndlr)

2- Grèce

2.1- Avions cloués au sol et trains à l'arrêt, magasins rideaux tirés et service minimum dans les hôpitaux, la Grèce a tourné au ralenti mercredi lors de la première journée de grève nationale contre l'austérité depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de coalition en juin.

A Athènes, près de 70.000 personnes ont marché en direction de la place Syntagma, devant le Parlement dont les accès étaient barrés par la police, en scandant "*Ne plions pas devant la troïka*" des bailleurs de fonds et "*UE, FMI, dehors !*"

A Salonique, deuxième ville du pays, dans le nord, la participation étaient évaluée à près de 18.000 personnes.

A l'issue du rassemblement place Syntagma, les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes sur des dizaines de jeunes manifestants cagoulés qui leur jetaient des pierres, des bouteilles et des cocktails Molotov, tandis que des hélicoptères survolaient le quartier.

Des arrêts de bus ont été saccagés et des conteneurs à ordures incendiés. Il y a eu 120 interpellations.

Les policiers ont empêché un retraité de se rendre devant les bureaux du Premier ministre avec une pancarte portant les photos de plusieurs chefs du gouvernement présentés comme "*les pires traîtres de l'histoire grecque*".

L'appel à la grève a été lancé par les deux principaux syndicats du pays, Adedy pour la fonction publique et Gsee pour le secteur privé, qui représentent deux des quatre millions d'actifs.

A Athènes, le défilé le plus fourni était celui du front syndical communiste Pame, uni derrière les slogans "*Insoumission*" et "*Pas de nouveaux sacrifices pour la ploutocratie*". L'autre cortège était mené par les deux centrales syndicales GSEE et Adedy, organisatrices de cette journée d'action destinée à "*repousser les nouvelles mesures dures, injustes et inefficaces*".

Il s'agit du premier test important pour le gouvernement du Premier ministre Antonis Samaras, qui a bénéficié du calme de la rue au cours de la traditionnelle trêve estivale.

"*On ne peut plus supporter ça. Nous sommes exsangues, ce n'est plus possible de nourrir nos enfants*", déclare Dina Kokou, enseignante de 54 ans et mère de quatre enfants qui doit vivre avec 1.000 euros par mois. "*Les hausses d'impôts et la baisse des salaires sont en train de nous tuer*."

"*Hier, les Espagnols sont descendus dans la rue, aujourd'hui c'est nous, demain ce sera les Italiens et plus tard tous les peuples d'Europe*", a lancé à la foule Yiorgos Harisis, un responsable de l'Adedy.

"*Avec cette grève, nous envoyons un message fort au gouvernement et à la troïka. Leurs mesures ne passeront pas, même si elles sont votées au Parlement, parce que les jours de ce gouvernement sont comptés*", a-t-il ajouté.

Les navires sont restés à quai dans les ports du pays, les magasins ont baissé leurs rideaux et les musées et monuments ont été fermés pour la journée. Les contrôleurs aériens ont également cessé le travail pendant trois heures tandis que les hôpitaux n'ont assuré que les services d'urgence.

Un sondage réalisé la semaine passée par l'institut MRB révèle que 90% des Grecs estiment que ces coupes budgétaires sont injustes et qu'elles pèsent avant tout sur les pauvres.

Le gouvernement d'Antonis Samaras, confronté au risque de faillite et à une éventuelle sortie de la zone euro, n'a guère d'autre choix que d'imposer des mesures impopulaires.

La Grèce connaît sa cinquième année consécutive de récession et les observateurs estiment que la patience de la population est en train de s'épuiser et pourrait faire exploser la fragile coalition gouvernementale. (Reuters 26.09)

2.2- Les propriétaires de voitures qui n'ont pas assuré leurs véhicules, tel que requis par la loi, peuvent s'attendre à recevoir une notification du Secrétariat Général des Systèmes d'Information leur demandant de produire un contrat d'assurance ou de payer 250 euros et voir leur voiture assurée. Une vérification a révélé que près de 2 millions de propriétaires de véhicules n'ont pas d'assurance.

S'ils ne respectent pas l'avis de l'agence du ministère des finances, leurs données seront ensuite transmises à la police pour appliquer les sanctions prévues par la loi, des peines de prison allant de 2 à 12 ans.

Les données du ministère des Transports et des assureurs semblent montrer que sur 7 millions de véhicules sur les routes du pays, pas plus de 5 millions sont assurés.

Bien qu'un certain nombre de véhicules n'ont pas besoin d'assurance, tels que les voitures d'Etat et diplomatique, les véhicules de la police, etc , leur nombre exact n'est pas connu. (okeanews.fr 26.09)

3- Afrique du Sud

Julius Malema s'est livré mercredi à la police dans sa ville de Polokwane (nord) en prélude à sa comparution devant un tribunal local en lien avec des marchés publics suspects, a constaté l'AFP.

Malema doit être inculpé pour blanchiment d'argent, corruption et fraude, selon un brouillon de l'acte d'accusation.

Des accusations niées par l'intéressé dont l'entourage et les partisans dénoncent une manoeuvre politique destinée à faire taire celui qui depuis un an se livre à des attaques incessantes contre le président Jacob Zuma et les ratés de l'Afrique du Sud

post-apartheid.

Des centaines de sympathisants s'étaient massés près du commissariat de police de Polokwane pour assister à l'arrivée de Malema.

Ancien président de l'aile jeunesse de l'ANC au pouvoir et ancien soutien de M. Zuma, Julius Malema, 31 ans, a été exclu en avril pour indiscipline après avoir multiplié les dénonciations virulentes de la pauvreté dans laquelle vit la majorité des Sud-Africains 18 ans après la fin du régime raciste en 1994.

Son passage devant le tribunal survient juste au moment où Malema est revenu sur le devant de la scène à l'occasion des grèves qui secouent le secteur clé des mines et qui ont dégénéré en une éruption de violences.

Il a appelé les mineurs à la révolution et juré de rendre "ingouvernable" un secteur dont il demande la nationalisation. (AFP 26.09)

ECONOMIE

France

Les PDG des deux constructeurs automobiles français ont tiré la sonnette d'alarme face à la dégradation du marché européen et français et appelé les pouvoirs publics à lancer de toute urgence le chantier du coût du travail dans l'Hexagone.

A la veille de l'ouverture à la presse du Mondial de l'automobile, Carlos Ghosn, PDG de Renault, et Philippe Varin, président du directoire de PSA Peugeot Citroën, ont tous deux dressé un constat alarmant devant l'évolution des ventes de voitures sur le continent depuis l'été.

Carlos Ghosn souligne que le problème de Renault était moins lié aux surcapacités qu'à la compétitivité de ses usines françaises. "*Aujourd'hui, le principal sujet de Renault, notre urgence même, c'est notre compétitivité en France*", dit-il.

"*Renault ne peut pas traiter tout seul le problème de la compétitivité de la France*", estime Carlos Ghosn, disant maintenant attendre du gouvernement "*des choix et un plan d'action*".

"*Nous avons un problème de coût du travail et nous avons besoin de flexibiliser le travail, notamment dans l'industrie*", a-t-il poursuivi. En interne, Carlos Ghosn entend engager d'ici la fin de l'année une concertation avec les syndicats sur ce sujet.

PSA a déjà négocié en juillet un accord de compétitivité - flexibilité accrue et gel des salaires - en échange de l'attribution d'un nouveau modèle et du maintien des emplois sur son site de Sevelnord (Nord).

"*Il est extrêmement important d'alléger les charges sur les emplois industriels*", a souligné lui aussi Philippe Varin. "*Si nous arrivions à baisser nos coûts salariaux de 5 à 10%, ce serait très substantiel pour le groupe*."

Le groupe sochalien, tout comme Renault, ont actuellement recours au chômage partiel pour ralentir la cadence de leurs usines et ajuster la production à une demande en berne. Philippe Varin a une nouvelle fois prôné la possibilité d'utiliser ce dispositif sur des périodes plus longues, sur le modèle allemand du "*kurzarbeit*". (Reuters 26.09)

Carlos Ghosn, PDG de Renault (et Nissan), près de 10 millions d'euros de salaire annuel, et Philippe Varin, président du directoire de PSA Peugeot Citroën, plus de 3 millions d'euros de salaire annuel, ils demandent aux syndicats de négocier des baisses de salaires des salariés et cette pourriture accepte, cherchez l'erreur.

Haut de page

Le 28 septembre

CAUSERIE

Rectificatifs.

J'avais oublié l'article *L'auteur d'une étude choc sur un OGM se dit "attaqué par des lobbies" (25.09)*, j'avais aussi omis de mettre en italique certains passages dans plusieurs articles.

J'ai rectifié la phrase suivante dans la causerie d'hier, il fallait lire : "*De la même manière que le parti devrait se doter d'une structure et d'un programme de formation continue à destination des militants, afin de ne pas avoir un parti passoire*", j'avais oublié de mettre à la forme négative la dernière proposition !

Un courriel reçu d'un camarade et vieux militants.

- "*C'est peu dire que tu est bon, sur tous les sujets qui demandent une réelle connaissance technique : commerce, géopolitique, économie, et beaucoup d'autres sujets que je ne peux moi analyser qu'avec ma conscience de classe et mon intuition de prolo qui se réfère je ne dirais pas au marxisme (que je ne suis pas capable de maîtriser complètement) mais seulement au Manifeste communiste, je mesure au bout de ma vie le manque de connaissances, et quelque part cela me fout le cafard.*

En son temps je te disais que tu serais plus utile à la classe ouvrière en France dans un parti, sinon a sa tête, finalement je ne suis pas sûr, le site établi de l'Inde te permet de réfléchir et de travailler pour ceux qui comme moi en ont un grand besoin. Fraternellement et merci."

Ton courrier me touche beaucoup. Moi aussi je suis un ouvrier et je le resterai jusqu'à la fin de mes jours. Si je te disais que je regrette de ne pas avoir une capacité intellectuelle plus grande, tu vas me répondre qu'on est d'accord, et si j'ajoutais de ne pas être un intellectuel, là tu ne me comprendrais plus, ce que je veux dire par là c'est que les intellectuels sont écoutés, respectés, alors que la parole des ouvriers ne vaut pas grand chose, la société est ainsi faite et les partis reproduisent ce genre de rapports. J'en connais qui se moquent de mes causeries, ils me l'ont écrit, ce qui me laisse indifférent.

Entre nous, il y a bien des choses que je ne comprends pas, mais cela ne me pose pas de problèmes. Raison de plus pour rester modeste.

L'avantage de ma situation en Inde, c'est que je peux consacrer la quasi-totalité de mon temps au site ou notre cause, ce qui ne serait pas le cas en France. Mercredi soir et dans la nuit il a plu et il y avait du vent, du coup j'ai pu dormir les fenêtres ouvertes sans même utiliser le ventilateur, du coup j'ai bien dormi, à peine cinq heures alors que j'ai des années de sommeil à rattraper, mais cela m'a suffit, je me suis levé à 5h20 en pleine forme avec le lever du jour et sur les coups de 6h j'étais au boulot, par chance ils n'ont pas coupé le courant. Voilà ce qui explique pourquoi j'ai bien bossé hier.

C'est vrai qu'en France je perdrais beaucoup de temps dans des discussions à n'en plus finir qui ne serviraient à rien la plupart du temps, chacun étant convaincu d'avoir raison, comme si les idées qu'il défendait lui appartenaient, on s'identifie avec ses idées, c'est une erreur, au niveau d'un parti c'est dramatique quand les dirigeants ne sont pas à la hauteur, et dans la vie en général cela l'est tout autant, je parle en connaissance de cause pour avoir commis cette erreur autrefois, ce qui m'a coûté de perdre la femme que j'aimais éperdument, ce n'est pas rien car elle est irremplaçable et me manque toujours. Engels avait raison, c'est une perte de temps de discuter avec des militants qui à défaut d'être capables de réfléchir par eux-mêmes, répètes comme des perroquets la soupe que leur servent leurs dirigeants, alors qu'il y a des millions de travailleurs inorganisés qui ne demandent qu'à comprendre ce qui se passe.

Je te rassure, tu n'as pas à avoir le cafard parce que tu manques de connaissances comme tu dis, ce serait formidable si les travailleurs et même les militants avaient ton niveau de conscience politique, je te le dis sincèrement, c'est cela le plus important au bout du compte, les connaissances, il y en a qui en regorgent et ne savent pas quoi en faire ou qui ne trouvent pas à les employer à bon escient.

J'ai connu un militant à l'OCI qui était capable de réciter des pages entières d'ouvrages qu'ils avaient lues, et quand une femme s'adressait à lui le malheureux se mettait à rougir tellement il était mal dans sa peau et avait des problèmes à régler avec lui-même, en comparaison j'oublie dans la seconde qui suit ce que j'ai lu, en fait je n'en garde que la substance que je traduis sous une forme pratique, par contre je me sens parfaitement bien dans ma vieille peau, cela n'a pas toujours été le cas, j'ai fait des progrès sur ce plan-là aussi. Avec mon ex-épouse qui militait avec moi à l'OCI, on avait fait le constat un jour que la plupart des militants de cette organisation avaient de graves problèmes personnels, pour eux militer c'était une sorte de psychothérapie de groupe, donc critiquer leur parti ou leurs dirigeants c'était comme attenter à leur vie sur le plan psychologique, processus se déroulant inconsciemment évidemment.

On est comme on est, à condition de travailler sans cesse à s'améliorer sur tous les plans, quant au reste, on n'en est pas comptable, on ne peut pas se débarrasser totalement des tares que leur société pourrie nous a léguées. Quelque part j'ai quand même une vie de privilégié, je suis un rentier, cela me fait marrer chaque fois que j'y pense, un rentier qui se démerde pour avoir juste de quoi survivre. Je pourrais être porté à tout relativiser, c'est ce que font les intellectuels en général, sauf que voilà, contrairement au PS je n'ai jamais rompu avec mon origine ouvrière, du coup je suis resté très sensible aux difficultés quotidiennes que rencontrent les couches inférieures de la classe ouvrière, je baigne dedans en permanence en Inde, celles qui n'intéressent personne, cela tombe bien puisque c'était les couches auxquelles s'adressaient autrefois les marxistes, s'en écarter, c'est abandonner le socialisme, il suffit d'observer ce qui se passe dans tous les partis pour en avoir la confirmation, je n'invente rien hélas !

Le problème dans la vie ou le militantisme pour s'en sortir c'est d'être capable de faire la part des choses, c'est difficile, il faut acquérir les bons outils pour y parvenir, le marxisme évidemment, c'est quelque chose qui se travaille sans cesse. On a vu des marxistes remarquables comme Kautsky ou Plekanov sombrer complètement, cela donne à réfléchir. Quand je dis réfléchir, c'est y réfléchir aussi souvent et aussi longtemps que nécessaire jusqu'à trouver une réponse satisfaisante. Cher camarade, c'est une qualité formidable de reconnaître honnêtement ses faiblesses comme tu le fais, ce qui signifie que tu as forcément progressé dans la vie, tu peux donc dormir tranquille si je peux me permettre ce jugement.

On arrête là et on va faire un peu de politique pour rester en forme.

A propos des institutions européennes qui seraient indépendantes, poursuivons la causerie d'hier.

Il m'est venu un complément à l'esprit, comme quoi je ne me contente pas de penser une fois à un sujet et puis basta, c'est à prendre ou à laisser, non je gratte, je creuse, je veux aller le plus loin possible dans chaque analyse, ce qui ne garantit pas du résultat il faut le préciser.

Ce sont les Etats qui alimentent en commissaires, en gouverneurs, en technocrates, etc. les institutions européennes, et en fonds aussi. Donc si vous ne coupez pas à la source l'approvisionnement de ces institutions, il n'y a aucune raison qu'elles disparaissent un jour. C'est évident, c'est facile à comprendre, non ? Qui peut démontrer le contraire ?

Une dernière info qui le confirme : La première réunion du conseil des gouverneurs du MES --composé des 17 ministres des Finances de la zone euro-- aura lieu le 8 octobre à Luxembourg, en marge d'une réunion de l'Eurogroupe. (AFP 27.09)

Contrairement à beaucoup d'autres, je ne balance pas une idée puis je m'y accroche désespérément, non, à partir des faits qui nous sont soumis je vérifie si ce que j'ai écrit précédemment était confirmé ou invalidé et si nécessaire j'affine mon point de vue ou je le corrige. C'est ce que j'ai fait à propos de la Libye.

Vous voulez vous attaquer au MES, alors attaquez-vous au ministre des Finances.

Il existe deux conceptions de la lutte de classe. L'une qui ne s'attaque qu'aux conséquences de la survie du capitalisme, c'est celle adoptée par la totalité du mouvement ouvrier qui consiste à faire en sorte que les travailleurs supportent l'existence du capitalisme, donc y soient totalement subordonnés, enchaînés et sans d'autres perspectives politiques, l'autre qui fait le lien avec ses fondements et les institutions qui le légitiment et s'attaque aux trois à la fois, seule manière pour parvenir à comprendre les rapports qui existent entre nos besoins insatisfaits, le capitalisme et ses institutions politiques.

Tous les partis et tous les syndicats sans exception s'adressent à Hollande, au gouvernement, aux députés, ainsi ils les légitiment et ferment la porte à toute issue politique au-delà des institutions de la Ve République et du capitalisme. Ils font ainsi exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire pour que la classe y gagne en indépendance, ainsi que leurs organisations et partis.

Quand vous faites dépendre votre destin des institutions (le chef de l'Etat, ses ministres, les députés), comment allez-vous vous y prendre pour expliquer ensuite aux travailleurs qu'elles sont illégitimes et qu'il faudra les renverser, votre discours sera incohérent, il vous sera impossible d'inspirer confiance aux travailleurs. Comment vous y prendrez-vous ensuite pour les convaincre de se mobiliser ou seulement de s'intéresser à des questions qui les concernent une fois que vous les avez dépossédé de leur responsabilité en vous en remettant à des élus ?

Ensuite ces partis ou formations politiques peuvent émettre des réserves ou se perdre en conjectures, cela n'y change rien, ils soutiennent le régime, et vous savez pourquoi, parce qu'il pourrait devenir pire demain, ils veulent éviter aux travailleurs de connaître le drame que vivent les Grecs, les Portugais et les Espagnols, alors que chacun sait qu'ils n'y échapperont pas, heureusement, sinon vous pourriez dire adieu au socialisme, malheureusement, parce qu'il n'existe à ce jour aucun parti révolutionnaire pour avancer dans cette voie, ils ont tous capitulé honteusement.

Ce sont les intellectuels qui portent la responsabilité de la situation actuelle, ceux qui sont organisés dans des partis et les autres, ils sont atteints d'une régression intellectuelle aiguë, alors ne jugez pas durement les ouvriers qui peinent à réfléchir dans des conditions autrement plus difficiles.

Les intellectuels sont des fainéants et des nantis qui se laissent vivre et dissertent à longueur de temps sur la société qu'ils ne se sont même pas donnés la peine d'étudier sérieusement. C'est plus confortable d'adopter les idées de la classe dominante, de se dire que le capitalisme est l'horizon indépassable et de tirer un trait sur le socialisme. Les intellectuels qui militent conceptualisent les rapports qui existent dans la société, ils sont incapables de saisir de quelle manière les masses les vivent au quotidien, sauf rares exceptions qui confirment la règle.

Le propre de l'intellectuel, c'est d'avoir réponse à tout, même à ce qu'il ignore totalement, et si dans un accès de modestie il lui

vient l'idée de vous demandez votre avis sur un sujet, ce ne sera pas pour en tenir compte mais pour la comparer à l'idée communément admise derrière laquelle il se rangera généralement, car il a avant tout un esprit comptable, et s'il partage votre point de vue, ce sera parce qu'il a le sentiment que cela vient de lui ! Pour un ouvrier qui aborde les choses simplement, un intellectuel sera passablement insupportable.

Les intellectuels n'ont pas été foutus d'interpréter correctement le développement historique du capitalisme, ils n'y ont rien compris, et ce sont eux qui sont en charge de l'éducation des masses laborieuses à travers l'école, l'université, les médias, les partis politiques et les institutions, l'Etat. Il faudra attendre une terrible défaite ou une catastrophe pour qu'ils se secouent les méninges...

L'homme est ainsi fait qu'habituellement il ne peut pas accéder à la compréhension du monde ou autres choses autrement qu'en étant confronté à une épreuve pénible ou pire encore. S'il lui reste une marge de manoeuvre pour s'en sortir à temps, tant mieux, sinon tant pis, et le pire, c'est que dans ce cas-là comme il n'aura pas été en état de réfléchir posément, il n'en tirera aucun profit pour le futur et ainsi de suite.

On conçoit dès lors qu'il soit difficile de faire progresser le niveau de compréhension de la société des travailleurs, une des conditions pour changer la société.

On partage le constat que le capitalisme a su trouver les ressources nécessaires pour surmonter chaque crise depuis un demi-siècle. Par contre, ce que l'on ne peut pas admettre, c'est que la gigantesque crise qui pointerait forcément à l'horizon avec le développement de la Chine et de la Russie une fois rétablie le capitalisme dans ces pays-là et la féroce concurrence qu'ils se livreraient avec les Etats-Unis et les puissances occidentales européennes, n'ait pas été prévue ou intégrée dans la perspective ou la stratégie de la révolution socialiste internationale, au point de se retrouver totalement désarmés le moment venu pour l'affronter, ce qui est le cas aujourd'hui. Parce que l'effondrement du capitalisme et le risque de guerre mondiale avaient été écartés pour un temps, on a perdu de vue qu'ils se réaliseraient un jour ou l'autre, on a "*oublié*" d'y préparer les masses qui tombent soudain des nus.

Dans ce contexte, la première réaction (inconsciente) a été d'essayer de sauver ce qui pouvait l'être encore, sans réaliser que sans situer notre combat dans une autre perspective au-delà du régime en place, finalement on serait broyé.

La réaction suivante a consisté à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, généralement on qualifie un tel processus de réactionnaire je le rappelle en passant, à revenir au capitalisme du début de la seconde moitié du XXe siècle ainsi que les institutions qui allaient avec, d'où les odes en direction de la République, de la démocratie, du Conseil national de la résistance, de la IVe République, se réfugiant dans un passé révolu au lieu de prendre appui sur les contradictions actuelles du capitalisme dans une perspective révolutionnaire.

Quelque part les travailleurs sentent bien que les choses ne seront plus jamais comme avant, que "*l'âge d'or*" des Trente glorieuses qui a profité à certains appartient au passé. Par contre, ils sont incapables de se projeter dans le futur puisque, soit on les enferme dans le présent, soit on leur demande de se tourner vers le passé, ce qui dans les deux cas ne présentent aucun avenir pour eux.

Renouer avec le socialisme, c'est se projeter dans le futur, c'est la seule voie pour que l'horizon apparaisse sous un jour nouveau ou se dégage. Mais renouer avec le socialisme, c'est renouer avec les enseignements qui sont issus du niveau le plus élevé jamais atteint par l'expérience du mouvement ouvrier international, la révolution russe, le léninisme qui en est la quintessence, en l'adaptant à notre époque, en tenant compte des transformations de la société et du monde, sans en renier les principes.

Les capitalistes ne sont pas des philanthropes.

Jean-Marc Ayrault a estimé que la stratégie du groupe n'était pas claire. "*Quelle est la stratégie de Mittal ? C'est de faire disparaître la fabrication d'acier en Europe pour développer ses activités en Asie ?*" a-t-il demandé lors de l'émission "Des paroles et des actes" sur France 2. (Reuters 27.09)

Les entreprises vont s'installer là où le marché est appelé à se développer, où elles réalisent déjà ou réaliseront dans un futur proche le maximum de profit, normal, non ? Comment, on ne vous avait pas averti ?

Le capitalisme vous condamne à vivre de plus en plus en plus mal, à vivre un véritable cauchemar ou pire encore, telle est la réalité, soit vous l'accepter, soit vous vous organisez et vous essayer de comprendre ce qui est en train de se produire pour changer les bases de la société, telle est l'alternative qu'il faut soumettre aux travailleurs.

On va encore nous rétorquer que les travailleurs ne sont pas prêts à entendre un tel discours, il est vrai qu'en employant un langage qu'ils ne peuvent pas comprendre, on arrive forcément à cette conclusion. Je prétends le contraire, à chaque situation, aussi complexe soit-elle, il est possible de procéder par analogie ou métaphore pour leur rendre accessible, c'est une question de volonté mais pas seulement, il faut avoir confiance dans la capacité des travailleurs à comprendre la société dès lors qu'on

leur explique simplement.

ACTUALITE EN TITRES

Effets d'annonce et reniement à venir.

- Face aux plans sociaux, Ayrault promet un Etat fort, qui "*jamais*" ne renonce - AFP

- Montebourg: "*c'est un bras de fer qui s'engage avec Mittal*" - L'Expansion.com

Il avait tenu le même discours à propos de PSA...

- "Des paroles et des actes" : Jean-Marc Ayrault laisse la porte ouverte à la CSG sociale - LePoint.fr

Une majorité pour le TSCG pas sur le cumul des mandats, sans blague !

- Bel (PS): "*pas de majorité sur l'interdiction du cumul des mandats au Sénat*" -

En famille

- Islam - Copé : "*Je suis très heureux de voir que Manuel Valls reprend mes propositions*" - LePoint.fr AFP

Parole de nantis.

- ArcelorMittal : «*Il est urgent d'attendre*» dit Force Ouvrière - Liberation.fr

Dictature du capital. Juge et partie.

- Goldman Sachs paie 12 millions de dollars pour clore des poursuites de la SEC - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

"*Le président allemand Joachim Gauck a signé aujourd'hui le décret qui ratifie le traité du 2 février 2012 instituant un Mécanisme de stabilité européen*", a écrit le présidence allemande dans un communiqué.

"*Je salue l'entrée en vigueur du traité du MES*", après la signature des décrets de ratification en Allemagne, a réagi Jean-Claude Juncker, le chef de file des ministres des Finances de la zone euro dans un communiqué à part.

"*L'Estonie va ratifier le traité dans les jours qui viennent, mettant un point final au processus de ratification par les 17 Etats de la zone euro*", a-t-il indiqué, soulignant le rôle central du MES dans la réponse à la crise.

La première réunion du conseil des gouverneurs du MES --composé des 17 ministres des Finances de la zone euro-- aura lieu le 8 octobre à Luxembourg, en marge d'une réunion de l'Eurogroupe. (AFP 27.09)

2- Espagne

Le gouvernement espagnol a approuvé jeudi un budget 2013 marqué par l'austérité, dans un climat d'intense protestation sociale et de regain de tension des marchés, impatients de voir la quatrième économie de la zone euro solliciter son sauvetage financier.

Pour rassurer, le plan de 43 réformes également approuvé jeudi inclut donc "*la mise en marche d'une autorité budgétaire indépendante qui sera chargée d'anticiper les dérapages qu'il pourrait y avoir dans le budget*", a annoncé la porte-parole.

Ce train de réformes, négocié avec Bruxelles, inclut la poursuite de la réforme du travail, un allègement de l'appareil administratif et des mesures destinées à libéraliser des secteurs comme l'énergie ou les télécommunications.

Sans surprise, la Commission européenne a salué ce plan, le commissaire en charge des Affaires économiques Olli Rehn estimant qu'il "*comporte des mesures concrètes, ambitieuses et bien ciblées*".

Il s'agit en effet d'un exercice crucial pour Madrid: "*de la crédibilité (de ce budget auprès des investisseurs) dépendra le déclenchement de la demande d'aide*", prévient la maison de courtage Link Securities.

A ce contexte tendu s'ajoute une véritable crise politique et sociale à l'intérieur du pays, secoué par des manifestations, parfois violentes, contre l'austérité, pendant que la Catalogne, agitée par une poussée indépendantiste, a annoncé des élections anticipées pour novembre.

Malgré tout, le gouvernement garde le cap sur la rigueur et son plan annoncé jeudi est perçu par les analystes comme l'avant-dernière étape avant de demander le sauvetage.

Signe de la grave situation dans laquelle se trouve le pays, avec un taux de chômage de près de 25%, les deux tiers (63,6%) du budget sont consacrés aux dépenses sociales.

En 2013, les seuls postes qui augmentent sont les pensions de retraite, qui devraient monter de 1%, les bourses dans l'éducation et les intérêts de la dette publique, ces derniers bondissant de 34% à 38,6 milliards d'euros sous la pression des marchés.

Le reste du projet est marqué par une succession de coupes: les dépenses des ministères sont réduites de 8,9% en moyenne pour économiser 3,9 milliards, les salaires des fonctionnaires sont gelés pour la troisième année consécutive et la rigueur appliquée aux régions, où sont gérés les budgets de la santé et de l'éducation, doit rapporter 7 milliards.

Côté recettes, la plus grande partie découlera de la hausse de la TVA et d'autres impôts, avec 15 milliards attendus. (AFP 27.09)

3- Israël

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a estimé jeudi que la seule manière d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire était de fixer une "*ligne rouge claire*" à ne pas franchir à Téhéran pour l'inciter à mettre un terme à son programme controversé d'enrichissement d'uranium.

"*Il n'y a qu'une seule manière d'empêcher pacifiquement l'Iran de se doter de bombes atomiques, c'est de fixer une ligne rouge claire au programme d'armes nucléaires iranien*", a-t-il déclaré devant l'Assemblée générale de l'Onu.

"*Les lignes rouges ne mènent pas à la guerre. Les lignes rouges empêchent la guerre*", a-t-il ajouté.

Alors que le dossier du nucléaire iranien a fait naître des désaccords sur la marche à suivre entre Israël et les Etats-Unis, le chef du gouvernement israélien a une nouvelle fois minimisé les divergences avec son allié américain.

"*Israël est en discussions avec les Etats-Unis sur cette question et je suis confiant sur le fait que nous arriverons à définir la marche à suivre ensemble*", a-t-il déclaré.

Barack Obama et Benjamin Netanyahu souhaitent tous les deux empêcher l'Iran de se doter de l'armée nucléaire, a indiqué la Maison blanche peu après le discours du Premier ministre israélien.

"*Comme le Premier ministre l'a dit, les Etats-Unis et Israël partagent le même objectif, celui d'empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire*", a déclaré le porte-parole de la Maison blanche, Tommy Vietor. "*Le président l'a clairement dit à la communauté internationale lors de son discours à l'Assemblée générale de l'Onu cette semaine. Nous allons poursuivre notre proche coopération pour atteindre cet objectif.*"

Israël a brandi la menace d'une attaque préventive contre les installations nucléaires de la République islamique, qui affirme pour sa part ne poursuivre que des buts civils. Selon Netanyahu, d'ici l'été prochain, l'Iran sera sur le point d'avoir suffisamment d'uranium enrichi pour fabriquer une bombe nucléaire. (Reuters 27.09)

4- Japon

Le Japon ne fera aucun compromis sur les îles Senkaku-Diaoyu, au coeur d'un contentieux avec la Chine, l'histoire et le droit prouvant que l'archipel dépend de la souveraineté japonaise, a déclaré le Premier ministre Yoshihiko Noda, mercredi.

"*Elles sont parties intégrantes de notre territoire au regard de l'histoire et du droit international. Il n'y a pas de problème territorial en soi. Par conséquent, il ne peut y avoir aucun compromis qui représenterait un recul par rapport à cette position*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse organisée en marge de l'Assemblée générale de l'Onu.

Selon l'agence Chine nouvelle, la délégation chinoise avait déclaré dans la journée que l'archipel faisait partie de son "*territoire sacré*". (Reuters 27.09)

SOCIAL

1- France

Loire-Atlantique (Reuters) - Près de 500 salariés ont débrayé jeudi matin pendant une heure aux chantiers navals STX de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), inquiets du "silence du gouvernement" depuis leur entrevue avec Arnaud Montebourg le 11 juin dernier à Paris.

Ils ont demandé un nouveau rendez-vous au ministre du Redressement productif, mais cette fois "à Saint-Nazaire, sous l'autorité du Premier ministre et avec la participation du ministre de l'Economie et des Finances", précisent la CGT, la CFDT et Force ouvrière, à l'origine du mouvement.

Ce dernier survient alors que la direction de l'entreprise, qui emploie 2.100 personnes, a annoncé fin août 19.625 jours de chômage partiel en septembre et octobre, dans un contexte de multiplication des plans sociaux dans toute la France.

Aucune nouvelle commande n'a été enregistrée depuis l'annulation en avril de celle passée en décembre par Viking Ocean Cruises, en raison semble-t-il de la complexité du montage financier de l'opération.

"*On s'inquiète de l'absence totale de communication du gouvernement et de notre actionnaire majoritaire*", explique Nathalie Durand-Prinborgne, secrétaire de la section Force ouvrière de STX France, qui réclame la nationalisation de l'entreprise, dont l'Etat français est actionnaire minoritaire.

"*A l'époque, il n'y avait quasiment pas de chômage total*", rappelle Nathalie Durand-Prinborgne. "*Là, c'est beaucoup plus violent : la quasi-totalité des secteurs sont plus ou moins touchés par le chômage partiel. Le vendredi, par exemple, on n'est pas loin de l'opération Entreprise morte.*"

"*En 2010, on avait aussi obtenu la construction d'un paquebot et de navires militaires, grâce à l'activité du gouvernement de l'époque*", ajoute-t-elle. "*On en attend au moins autant du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, qui nous avait soutenus comme maire de Nantes.*"

Les ex-chantiers de l'Atlantique doivent livrer en mars 2013 un paquebot à l'armateur italo-suisse MSC, initialement commandé par une compagnie d'Etat du régime libyen, puis en mai un petit paquebot à l'armateur allemand Hapag Lloyd.

Il ne leur restera alors plus que deux navires militaires à construire, d'ici à 2014 et 2015, pour la Marine russe. (Reuters 27.09)

2- Afrique du Sud

Dans le pays, les mouvements sociaux se sont poursuivis jeudi. Une grève des routiers a été émaillée de violences, faisant six blessés en 48 heures et 45 personnes ont été interpellées.

Dans le secteur minier, le plus affecté depuis août par les arrêts de travail sauvages, le numéro un mondial du platine Amplats a annoncé l'ouverture de procédures disciplinaires contre ses mineurs en grève sauvage, pouvant aller jusqu'au licenciement.

L'entreprise a précisé que moins de 20% de ses 26.000 employés avaient rejoint leur poste de travail jeudi.

Les revendications salariales dans le secteur minier, qui ont touché ou touchent d'autres géants du platine ou de l'or, ont

été exacerbées par les événements de la mine de platine de Marikana en août et septembre.

A sa façon, la ministre des mines Susan Shabangu a illustré l'impuissance du gouvernement jeudi, en déclarant publiquement, plus d'un mois après les événements dramatiques de Marikana: "*Il y a des grèves partout dans le monde, les nôtres posent problème à cause de leur caractère violent. Je n'ai pas la solution mais nous devons tous nous interroger sur ce qui ne marche pas et ce que nous devons corriger*".

Quant aux raisons qui poussent les mineurs à débrayer sans préavis, sans présenter de revendications dans les formes, et à rejeter le puissant syndicat des mines, le NUM, elle a affirmé que c'était du jamais vu: "*Nous étudions le phénomène, et pour l'instant, c'est difficile de dire pourquoi nous avons ça (...)*". (AFP 27.09)

ECONOMIE

France

La dette publique de la France va atteindre le niveau record de 91,3% du produit intérieur brut (PIB) en 2013, soit un peu plus encore que les 90,6% attendus jusqu'ici, affirment jeudi Les Echos à la veille de la présentation du projet de budget du gouvernement.

En revanche, grâce à des taux d'intérêt très bas, la charge de la dette restera relativement "*contenue*", selon le site internet du quotidien économique le projet de loi de finances estime qu'elle s'élèvera à 46,9 milliards d'euros en 2013.

De son côté, le taux de prélèvements obligatoires bondirait lui l'an prochain à 46,3% du PIB, globalement en ligne avec le projet électoral du président François Hollande, tout comme les dépenses publiques, stables à 56,3% du PIB. (AFP 27.09)

Haut de page

Le 29 septembre

CAUSERIE

On a eu un gros orage avec de fortes pluies en milieu d'après-midi hier, depuis plus de courant, il est 12h15 du matin. On devait m'installer un panneau solaire avant-hier, puis hier, rien, j'ai donc annulé ma commande et j'ai acheté une seconde batterie qu'on doit me livrer dans l'après-midi. Ma batterie est complètement déchargée et je n'ai presque plus de kérosène pour alimenter le générateur, je vais finir par me retrouver totalement sans courant, donc le site sera actualisé au minimum aujourd'hui et peut-être demain.

J'écrivais encore récemment que tout rapport avec des Indiens était une source d'emmerdement à n'en plus finir, même pour gonfler les pneus de la moto c'est un problème, il faut discuter avec l'employé qui veut les surgonfler de 50%, du coup je roule à moitié à plat ! Pour la même raison je repousse depuis un mois mon prochain passage au bureau d'immigration pour obtenir un visa de 15 ans.

Au fait, bonne balade dimanche à Paris, Hollande et le gouvernement en tremblent déjà !

Défense du marxisme

Paul Lafargue - *Les trusts américains. Leur action économique, sociale et politique* - avril 1903

- Les leaders de la démocratie américaine réclament des marchés avec des discours de " *sang et de tonnerre.* " – " *Nous avons besoin des marchés du monde et nous avons besoin de la terre entière, parce que nous avons plus d'intelligence et plus d'esprit d'entreprise que qui que ce soit,* dit Poultney Bigelow, dans une conférence sur la lutte future pour les marchés de l'Est. *Nous avons exterminé les Indiens Peaux-rouges et ce faisant nous sommes devenus un exemple remarquable de la survivance du mieux adapté : cette idée depuis la guerre Hispano-Américaine nous l'avons inculquée aux nations de l'Europe. Nous avons besoin des marchés de la terre, parce que toutes les guerres de notre histoire ont été des luttes pour des marchés. En 1776 et en 1812, nous avons clamé pour ce que nous appelions le libre-échange et quand nous l'avons obtenu nous avons dressé le mur de la protection. L'exposition de St-Louis commémore une lutte pour des marchés. Quand on étudie la guerre de 1861, on s'aperçoit qu'elle était une lutte pour le marché national. Nous avions besoin de forcer les gens du Sud à payer des 20, 30 et 40 % pour mettre en train les industries du Nord. Aujourd'hui nous approchons d'une lutte pour de nouveaux marchés.* " (2).

(2) Deuxième discours d'une série de Conférences sur nos nouveaux problèmes dans le monde de la politique, délivrées par Poultney Bigelow à la Ligue pour l'Education politique. 1903.

Rien n'a changé depuis un siècle, à ceci près qu'à la lutte pour de nouveaux marchés est venue s'ajouter celle à travers le monde pour s'approprier les matières premières indispensables à leur développement futur, c'est ce que nous mettions en lumière dans une causerie ces derniers jours. Cet ouvrage de Lafargue est en ligne dans le site à la page *Défense du marxisme*.

Paroles de vendus

PCF. Après la présentation du budget 2013 en conseil des ministres hier matin

Le secrétaire national du PCF et sénateur Pierre Laurent y voit une « *erreur de diagnostique* ». " *Le cap principal est mis sur le désendettement, alors qu'il devrait être un budget de soutien à la relance*". (AFP 28.09)

Faire repartir la machine capitaliste, ils y tiennent, normal ils en vivent, pas nous !

PdG. "*A partir d'aujourd'hui, les Français ont la confirmation que le budget est fait sur le modèle d'austérité*" , a déclaré le coprésident du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon lors d'une conférence de presse.

"*Nous avons la certitude que c'est un contre sens économique d'organiser, comme sont en train de le faire tous les dirigeants européens, une politique d'austérité*", a-t-il ajouté.

"*Si c'est un budget de combat, je vois mal ce qui est combattu*", a-t-il estimé, devant la presse.

M. Mélenchon ne s'est toutefois pas prononcé à ce stade sur une consigne à donner aux groupes parlementaires: ces derniers "*évalueront ce que la discussion budgétaire (à l'Assemblée et au Sénat, ndlr) aura donnée*", a-t-il dit.

"*Voter +contre+, c'est quand on n'arrive à parler de rien. Voter +pour+ c'est dans le cas où le chef du gouvernement comprend que la règle des 3% nous mène nulle part. L'abstention est un refus de soutenir et une suspension du jugement quand à la condamnation*", a-t-il affirmé. (AFP 28.09)

Il voit " *mal ce qui est combattu*", nous nous le voyons très bien, nos droits et nos acquis. Si le gouvernement ne combat pas le capitalisme, qui combat-il sinon son pendant, les travailleurs, non ?

CFDT. A propos du budget 2013. Selon Véronique Descacq, secrétaire nationale de la CFDT : « *Pour la CFDT, ça va dans le bon sens* » (Public Sénat 28.09)

Parole de jaune, normal.

Remerciement. Avec la caution des syndicats. Les bienfaits de la privatisation.

La hausse de 2% des tarifs du gaz pour les ménages en France est insuffisante et aurait dû atteindre 6,1% pour couvrir les coûts de GDF Suez, estime la Commission de régulation de l'énergie (CRE) dans un avis publié vendredi au Journal officiel.

GDF Suez, dont l'Etat détient 36% du capital, s'appuie sur la loi pour formuler ses demandes de hausses des tarifs réglementés pour les ménages, qui concernent quelque 9 millions de foyers.

Le groupe a déjà obtenu cet été l'annulation d'un gel des tarifs décidé par le précédent gouvernement et, en conséquence, une hausse rétroactive.

Les tarifs réglementés sont aujourd'hui calculés en fonction d'une formule qui prend en compte les coûts d'approvisionnement, de transport, de stockage, de commercialisation et de distribution du groupe.

En vertu d'un accord conclu fin 2009 entre GDF Suez et l'Etat, ils sont susceptibles d'être révisés tous les trois mois en fonction de l'évolution des coûts d'approvisionnement et sous contrôle de la CRE.

"*La hausse de 2% des tarifs réglementés de vente prévue par le projet d'arrêté n'est pas suffisante pour couvrir les coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement de GDF Suez estimés au 1er octobre 2012*", écrit la CRE. (Reuters 28.09)

Dans cette page à lire l'article : *La précarité énergétique s'aggrave en France. (27.09)*.

La composition de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) figure dans le site à l'adresse suivante : http://www.luttedeclasse.org/textes.htm. Il leur suffit de déclarer qu'un des éléments entrant dans le coût du prix du gaz a augmenté pour augmenter indéfiniment leur tarif, voilà ce que la présence des syndicats dans la CRE légitime. L'indépendance des syndicats existe, la preuve, ils soutiennent les actionnaires de GDF Suez !

Décryptage.

Beaucoup de gens ne lisent ou ne retiennent que les titres des infos qui leur sont proposés par les médias, on avait évoqué cette question dans une causerie récemment.

Titre : Un des auteurs de "L'innocence des musulmans" arrêté - Reuters

Réaction du lecteur lambda : vous voyez bien que ni les démocrates ni les républicains n'étaient dans le coup, encore moins Israël, vous racontez n'importe quoi, vous êtes sous l'emprise de la théorie du complot...

Mais qu'en est-il en réalité ? Ils ont arrêté l'un des producteurs du film islamophobe "L'innocence des musulmans", Nakoula Basseley Nakoula, mais pour un tout autre motif : il a été placé jeudi en détention provisoire par une juge de Los Angeles parce qu'il n'avait pas respecté une des clauses de sa remise en liberté conditionnelle en 2011 qui lui interdisait d'utiliser Internet et un pseudonyme, et non pour avoir participé à la production de ce film puisque la liberté d'expression est protégée par l'amendement numéro un de la Constitution américaine.

La liberté d'expression telle que la conçoivent les maîtres du monde est bien utile, c'est elle par exemple qui a permis à G. Bush de prétendre que l'Irak posséderait des armes de destruction massive, même si c'est une pure fiction.

POLITIQUE

1- France

Le général français Jean-Paul Paloméros est devenu vendredi l'un des principaux responsables de l'Otan, avec la lourde charge d'adapter l'Alliance atlantique aux nouvelles menaces stratégiques malgré les restrictions budgétaires.

A 59 ans, l'ancien chef d'état-major de l'armée de l'air devient le militaire français le plus haut gradé au sein de l'Otan. Il succède à son compatriote Stéphane Abrial, dont la nomination en 2009 avait marqué le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'Alliance atlantique, dont le général de Gaulle avait claqué la porte en 1966.

Présent à Norfolk, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a rendu un hommage appuyé au "*bilan exceptionnel*" du général Abrial.

Ce dernier a eu la haute main depuis trois ans pour mettre en oeuvre l'une des priorités fixées par M. Rasmussen, le concept de "*défense intelligente*" ("smart defence").

Cette initiative a été lancée sur la base d'un constat alarmant. En raison de la baisse des budgets militaires, "*il est de plus en plus difficile dans tous les pays de l'Alliance d'acquérir, voire de maintenir les capacités*" militaires, selon le général Abrial.

Cette tendance risque de creuser encore davantage le fossé entre les pays européens, les plus touchés par les réductions, et les Etats-Unis, qui représentent déjà à eux seuls 75% des dépenses militaires de l'Otan.

L'intervention menée en Libye en 2011 a révélé aux Européens certaines lacunes de leurs armées, en particulier le manque d'avions ravitailleurs et les déficiences dans les moyens de reconnaissance.

"*Il y a matière à être inquiet*", a récemment déclaré le général Abrial. Tous les Etats membres "*ont exprimé leur souhait de maintenir à au moins 2% de leur PIB leur dépenses de défense. Or rares sont ceux qui y arrivent*".

Les Européens doivent parallèlement s'adapter à la nouvelle posture stratégique des Etats-Unis, qui ont fait de l'Asie-Pacifique leur priorité et vont donc réduire leurs forces en Europe.

La "*défense intelligente*" se veut "*une réponse efficace à ces défis*" car elle promeut les projets de coopération ciblés, a

déclaré vendredi M. Rasmussen. Une liste de 150 projets a été établie et 24 d'entre eux "*sont déjà en cours*".

A la tête de l'Allied Command for Transformation (ACT), qui emploie un millier de personnes dont la moitié à Norfolk, le général Paloméros sera chargé d'inscrire dans la durée ce "*changement d'état d'esprit*" alors que nombre de pays sont toujours réticents à partager leur souveraineté et continuent à donner priorité aux intérêts de leur industrie de défense.

Son autre charge sera de tracer un avenir à l'Otan lorsque prendra fin son opération en Afghanistan, qui la mobilise depuis plus de dix ans. Cette intervention est de loin la plus longue, complexe, coûteuse et meurtrière que l'Alliance ait menée depuis sa création en 1949.

"*Il va falloir se préparer à affronter de nouvelles sortes de menaces stratégiques après l'Afghanistan*", a expliqué le général Paloméros.

Pour s'y préparer, l'Otan a lancé l'initiative "*Connected Forces*", qui vise à renforcer les manoeuvres communes entre armées alliées une fois qu'elles ne combattront plus ensemble sur le théâtre afghan. (AFP 28.09)

Après l'Afghanistan, le Mali, l'Iran ? C'est sous Hollande que la France va participer au plus haut niveau de l'Otan à l'oeuvre "*civilisatrice*" engagée à travers le monde par l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux au lendemain du 11 septembre 2001. Cela doit être un exercice d'internationalisme prolétarien, si, si, je rassure ceux qui ont appelé à voter pour lui...

2- Grèce

Twitter s'enflammait hier depuis l'insulte proféré par Evangelos Meimarakis, soupçonné d'avoir participé au détournement de 10 milliards de fonds publics, à un de ses collègues dans les couloirs du parlement. Son collègue a parlé de l'affaire aux médias, ce qui lui a valut les foudres du président du parlement.

Selon des journalites présents sur place, le président du parlement aurait dit :

« *J'ai entendu ce matin que tu es allé voir Chatzinikolaou[RealNews] pour le sucer. Suce moi, c'est mieux !* »

Les lecteurs d'OkeaNews connaissent déjà bien le théâtre politique grec. Il semble qu'il ne s'arrange pas et qu'il s'éloigne de plus en plus de Platon, Socrate et Aristote… (okeanews.fr 28.09)

3- Etats-Unis

Barack Obama et Benjamin Netanyahu ont exprimé vendredi leur détermination commune à ne pas laisser l'Iran se doter de l'arme nucléaire, signe que les deux hommes cherchent à apaiser les récentes tensions entre eux sur ce dossier. Le président américain et le chef du gouvernement israélien se sont entretenus par téléphone, a annoncé la Maison blanche.

'*Les deux dirigeants ont souligné qu'ils étaient pleinement d'accord sur leur objectif partagé d'empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire*', écrit la Maison blanche dans un communiqué. Rien n'indique en revanche que les deux hommes se soient rapprochés sur la définition d'une '*ligne rouge*' imposée à l'Iran, que réclame Benjamin Netanyahu. Des deux côtés, on juge cependant que la période est à l'apaisement après un mois de septembre marqué par de vives tensions.

A l'approche de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, le chef du gouvernement israélien a publiquement pressé Barack Obama ces dernières semaines de fixer un ultimatum à la République islamique, ce que le président américain refuse. Il a en outre déclaré mi-septembre que les Etats-Unis n'avaient pas le 'droit moral' d'empêcher Israël d'agir contre l'Iran. Cette tactique a été perçue au sein de l'administration Obama comme une ingérence intolérable dans la campagne électorale.

Benjamin Netanyahu a laissé entendre jeudi qu'Israël n'attaquerait pas l'Iran avant le scrutin présidentiel du 6 novembre aux Etats-Unis. Ce geste a été interprété comme le signe de la volonté israélienne de calmer le jeu avec Washington.

Benjamin Netanyahu a aussi eu un échange téléphonique avec Mitt Romney, l'adversaire républicain du président démocrate lors du scrutin du 6 novembre. Mitt Romney accuse Barack Obama d'être trop dur à l'égard d'Israël, proche allié des Etats-Unis, mais trop faible vis-à-vis de l'Iran.

S'adressant aux journalistes à bord de son avion de campagne, le candidat républicain a rapporté qu'il s'était entendu avec Benjamin Netanyahu sur le fait que l'Iran ne devait pas posséder l'arme nucléaire. Il n'a toutefois pas donné son accord à d'éventuelles "*lignes rouges*" imposées à l'Iran. "*Je ne crois pas au bout du compte que nous aurons à entreprendre une action militaire*", a dit Mitt Romney. "*J'espère assurément que nous n'aurons pas à le faire. Je ne peux pas exclure cette option.*" (lemonde.fr 28.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Hollande président de la "***compétitivité***".

François Hollande s'est engagé vendredi à soutenir la "*compétitivité*" du secteur automobile en réponse aux appels lancés par les patrons des deux grands constructeurs français, lors de sa visite au Mondial automobile de Paris.

"*Ma présence au salon, c'est une promotion, un encouragement pour tous les constructeurs français qui innovent, cherchent, inventent des nouveaux styles, des nouveaux moteurs, et l'Etat continuera à les appuyer*", a assuré le président de la République.

Notant que "*les constructeurs demandent aussi des mesures pour la compétitivité*", il a fait valoir que celle-ci ne dépend pas "*pas simplement (du) coût du travail*". La compétitivité, c'est aussi "*tout ce qui peut soutenir l'innovation et également le dialogue social dans les entreprises et c'est ce que le gouvernement a engagé*", a estimé M. Hollande.

Le président du directoire de PSA, Philippe Varin a plaidé pour une baisse du coût du travail, estimant qu'une baisse des coûts salariaux de 5 à 10% serait "*très substantielle*" pour son groupe.

Il attend à présent "*avec intérêt les conclusions du rapport*" sur la compétitivité confié à Louis Gallois, ancien patron du groupe européen d'aéronautique et de défense EADS, attendues début octobre.

Il a aussi vanté le système allemand du "*Kurzarbeit*" (chômage partiel) pour surmonter la crise. "*On a un bon système en France mais si on compare au système allemand, (...) quand un secteur est déclaré en crise en Allemagne, le +Kurzarbeit+ permet de tenir plus longtemps*", a-t-il estimé.

Le numéro 2 de Renault, Carlos Tavares a mis en avant l'urgence de s'attaquer à la compétitivité dans les usines françaises et a lancé une réflexion à ce sujet avec les organisations syndicales. (AFP 28.09)

1.2- La répartition des salariés au smic dans les différents secteurs d'activité.

La proportion de bénéficiaires de cette revalorisation progresse dans les entreprises de 10 salariés ou plus et reste stable dans les très petites entreprises. C'est néanmoins dans ces petites entreprises (moins de 10 salariés) que la proportion de salariés concernée est la plus élevée : 24 %, contre 5 % dans les celles de plus de 500. La part des bénéficiaires de cette revalorisation du smic est par ailleurs plus grande parmi les salariés à temps partiel (26 %, contre 8 % des salariés à temps complet). Depuis le coup de pouce du 1er juillet dernier, le smic s'élève à 9,40 euros brut l'heure, soit 1 425,67 euros brut mensuels pour 35 heures hebdomadaires.

Sont notamment exclus les secteurs de l'agriculture et de l'administration. La Dares a donc confirmé que le nombre de personnes touchant le Smic "*augmente dans une majorité de branches et de secteurs en 2011*".

Les secteurs les plus touchés seraient ceux du commerce et des services alors que l'industrie semble épargnée. Ainsi, dans les branches de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, 35% des salariés touchent le Smic, un chiffre qui s'élève à 60% pour les personnes en temps partiel. Dans l'habillement, le cuir et le textile, ils sont 25% de concernés. Au contraire, les branches des banques, des établissements financiers, des assurances, de la métallurgie et de la sidérurgie abritent quelques 5% de smicards.

La proportion de bénéficiaires de cette revalorisation progresse dans les entreprises de 10 salariés ou plus et reste stable dans les très petites entreprises. C'est néanmoins dans ces petites entreprises (moins de 10 salariés) que la proportion de salariés concernée est la plus élevée : 24 %, contre 5 % dans les celles de plus de 500. La part des bénéficiaires de cette revalorisation du smic est par ailleurs plus grande parmi les salariés à temps partiel (26 %, contre 8 % des salariés à temps complet). Depuis le coup de pouce du 1er juillet dernier, le smic s'élève à 9,40 euros brut l'heure, soit 1 425,67 euros brut mensuels pour 35 heures hebdomadaires. (atlantico.fr et lepoint.fr 28.09)

1.3- Au tour des retraités...

Les retraités seront mis à contribution dans le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui sera présenté lundi. La ministre déléguée aux Personnes âgées, Michèle Delaunay, a confirmé ce vendredi qu'un prélèvement annuel de 0,15% s'imposerait à partir de 2013 aux pensions des retraités soumis à l'impôt sur le revenu.

Le gouvernement étend ainsi la contribution solidarité autonomie (CSA) aux retraités. Instaurée en 2004 par le gouvernement Raffarin pour financer la dépendance, elle est versée par les entreprises, qui s'acquittent d'un montant de 0,3% de leur masse salariale. Les salariés, en «*échange*», travaillent un jour de plus dans l'année - c'est la fameuse journée de solidarité. Ce mécanisme a rapporté 2,33 milliards aux pouvoirs publics l'an dernier.

En 2013, les recettes issues de ce nouveau prélèvement sur les retraités contribueront au redressement des comptes de la Sécurité sociale. Elles devraient ensuite être affectées au financement de la dépendance, dont la réforme est promise par la ministre déléguée pour 2014.

En appliquant cette contribution de solidarité autonomie aux seuls retraités soumis à l'impôt sur le revenu, le gouvernement ne touche, selon le ministère des Affaires sociales, que la moitié de ces 15 millions de personnes. (lefigaro.fr 28.09)

1.4- Chômage partiel chez PSA.

L'usine PSA Peugeot Citroën de Mulhouse (Haut-Rhin) mettra à l'arrêt ses deux lignes de production pendant la première semaine de novembre et prévoit une deuxième semaine de chômage partiel à la fin du même mois pour la seule ligne d'assemblage des véhicules Citroën, a annoncé vendredi la CGT.

L'annonce a été faite lors d'un comité d'entreprise.

L'équipe de nuit affectée à la production des Citroën C4 et DS4 sera arrêtée à compter du 17 novembre, ce qui concernera 380 salariés et entraînera des fins de contrats pour 170 intérimaires, a ajouté le syndicat.

L'usine emploie environ 9.000 personnes. (Reuters 28.09)

2- Italie

Environ 30.000 personnes ont défilé pacifiquement vendredi dans Rome à l'appel de deux des principaux syndicats italiens pour protester contre les coupes budgétaires mises en oeuvre par le gouvernement de Mario Monti.

Cette manifestation, à laquelle participaient surtout des salariés du secteur public, conclut une semaine marquée par des affrontements à Madrid et à Athènes en marge de rassemblements similaires contre l'austérité.

"*Cessez de frapper les plus faibles, nous avons déjà assez donné*" : le mot d'ordre visait le nouveau coup de rabot sur les dépenses publiques décidé en août par le gouvernement de Mario Monti alors que les salaires dans la fonction publique sont déjà gelés depuis plus de deux ans.

Depuis août, la colère contre l'austérité et les suppressions d'emploi monte et avec elle les conflits sociaux.

Professeurs d'université, fonctionnaires, personnels des secteurs de la santé et éboueurs ont cessé le travail pour soutenir le défilé. Les personnels du Colisée et du Forum ont eux aussi quitté leurs postes, ce qui a entraîné la fermeture de ces deux sites, très prisés des touristes.

Mario Monti a pour la première fois clairement déclaré jeudi qu'il serait prêt à rester à la tête du gouvernement après les élections législatives prévues au printemps 2013 si le scrutin ne débouchait pas sur une majorité claire. (Reuters 29.09)

C'est comme s'ils avaient déjà supprimés les élections et le Parlement...

3- Grèce

Les personnes handicapées manifestaient hier à côté du parlement grec, place Syntagma. Ils protestaient contre les coupes dans les aides au handicap que le gouvernement veut mettre en place dans le cadre du nouveau plan d'économie de 11.5 milliards d'euros

Il était environ midi quand les personnes handicapées sont arrivées place Syntagma. Environ 700 personnes étaient présentes pour l'occasion. La police avait placé 2 bus de CRS pour bloquer l'accès à la rue Leoforos Vasilissis Sofias.

Grâce à la pression des manifestants, une délégation a été autorisée à rentrer dans le parlement pour rencontrer les autorités et expliquer leur demande. Rien de concret n'est d'ailleurs vraiment sorti de cette entrevue, la requête a été « *prise en compte* ».

Pendant que la délégation s'entretenait dans le parlement, les manifestants sont restés sur les lieux de la manifestation et ont tenté

de forcer le barrage de la police anti-émeute. Les CRS ont commencé par répliquer de manière violente et habituelle.

Suite à cet épisode (qui m'a permis de réviser « *Le petit cours de grec accéléré sur l'insurrection sociale* »), les CRS se sont repris et ont décidé de reculer vers l'autre entrée du parlement, à l'angle des rues Akadomia et Leoforos Vasilissis Sofias. (okeanews.fr 28.09)

ECONOMIE

Portugal

Le déficit budgétaire du Portugal s'est établi à 6,8% du PIB au premier semestre 2012, encore loin de l'objectif de 5% fixé pour l'ensemble de l'année, ce qui oblige le gouvernement à adopter de nouvelles mesures de rigueur alors que la grogne sociale augmente.

En dépit d'une "*nette réduction des dépenses courantes*", l'effort de redressement budgétaire a été pénalisé par une "évolution négative des recettes courantes", a expliqué l'Ine dans un communiqué.

Le gouvernement de centre-droit prépare actuellement le budget de l'Etat pour 2013, qui comprendra un nouveau train de mesures de rigueur afin d'obtenir 4,9 milliards d'euros d'économies supplémentaires.

Le Premier ministre Pedro Passos a d'ores et déjà indiqué qu'il étudiait de nouvelles hausses d'impôts, en particulier sur le revenu des salariés du secteur privé, ce qui risque d'attiser encore le mécontentement croissant contre sa politique de rigueur.

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté contre l'austérité le 15 septembre dernier à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays, lors du plus grand rassemblement populaire depuis que le Portugal a obtenu une aide extérieure de 78 milliards d'euros.

Une nouvelle manifestation est prévue samedi après-midi dans la capitale portugaise à l'appel de la principale confédération syndicale, la CGTP, avec le soutien des mouvements de citoyens qui avaient organisé celles de la mi-septembre. (AFP 28.09)

Haut de page

Le 30 septembre

CAUSERIE

Les articles de presse et les causeries de septembre seront mis en ligne demain au format pdf (Acrobat Reader). Je mettrai aussi quelques causeries des derniers jours sous forme d'articles au même format, après avoir corrigé les fautes d'orthographe ou de frappe.

Un scénario bien réglé.

Vous ouvrez les frontières sans que les questions sociales n'aient été réglées au préalable dans le pays ou au niveau de l'UE (notamment), sur fond de chômage de masse et de précarité, on jugera au passage criminelle l'attitude des ouvriéristes ou tiers-mondistes qui ignorent cet aspect de la situation, ensuite vous avez un afflux d'immigrés de toutes sortes qui sont incapables de subvenir à leurs besoins, cela entraîne évidemment des problèmes de toutes natures, généralement inextricables et qui vont contribuer à pourrir un peu plus la situation autant qu'à détourner les travailleurs des responsables de leurs difficultés, des frictions entre les différentes couches de la population se produisent, finalement ce processus va servir utilement le régime puisqu'il va alimenter le racisme, dresser les travailleurs les uns contre les autres au moment où chaque capitaliste entend faire valoir ses droits sur ses voisins ce qui se traduit par la montée en puissance du nationalisme et de l'extrême droite sur fond de bruits de bottes aux quatre coins du monde qui pourraient préfigurer le déclenchement d'une guerre mondiale, c'est comme si sur le plan psychologique on assistait au prélude à une répétition générale.

- Europe Ecologie-Les Verts et le Parti de gauche ont protesté samedi contre l'intervention d'habitants d'un quartier de Marseille pour chasser des familles roms installées à proximité, les premiers exigeant l'ouverture d'une enquête, les seconds fustigeant "de la violence raciste". (AFP 29.09)

Nous, nous accusons Europe Ecologie-Les Verts, le Parti de gauche et tous les partis qui ont soutenu la construction européenne

qui a inclu le traité Schengen, d'être responsables de cette situation. Car finalement, l'air de rien, ces soi-disant opposants à l'Union européenne, ces internationalistes de salon se revendiquent de Schengen.

Fidèles à cet engagement, ils ne leur restent plus qu'à jouer au procureur de la classe ouvrière en opposant différentes couches d'exploitées qu'ils ont eux-mêmes contribué à se dresser les unes contre les autres, et pour camoufler la nature aventureuse et criminelle de leur engagement il ne leur reste plus qu'à prendre partie la larme à l'oeil pour la plus faible ou déshéritée, tandis que l'autre n'a plus qu'à se réfugier auprès de l'extrême droite pour être entendue et la boucle est bouclée.

Voilà comment ce cauchemar qui se nomme la gauche ou la gauche de la gauche ou encore la gauche radicale, participe à l'autoliquidation de la classe ouvrière, fait le lit du fascisme, après lui avoir interdit toute issue politique conforme à ses intérêts.

Vous pouvez prendre la quasi-totalité des revendications ou mots d'ordre de ces partis et vous vous rendrez compte que chaque fois c'est la même orientation, le même mécanisme infernal qui est mis en oeuvre ensuite.

Quand ils revendiquent contre l'austérité, c'est pour mieux soutenir le capitalisme qui devrait redémarrer, on sait à quelles conditions ou quel prix pour les travailleurs , eux se passeront bien de s'arrêter sur ce "*détail*", et puis après tout il n'est pas possible de faire autrement, donc estimez-vous heureux de votre sort bien que vos conditions d'existence ne cesse de se dégrader, au nom de quoi, pardi, parce que cela pourrait être pire encore, regardez en Grèce !

Ils veulent sauver les entreprises qui exploitent les travailleurs, pourquoi cela serait-il un problème, on ne peut pas se passer du capitalisme et cela ne se discute pas à défaut de défendre une alternative au capitalisme, ce qui nécessiterait de rompre avec lui et ses instiutions, ce dont ils sont totalement incapables, ceci explique cela.

Quand ils sont contre l'UE, c'est pour la "*réformer*", quand ils sont contre la BCE, c'est pour "*réorienter*" sa mission, quand ils sont contre l'euro, c'est pour que par le biais de la dévaluation de la monnaie les capitalistes en France regagnent des places sur le marché mondial afin que l'Etat puisse financer des réformes sociales, quand ils sont contre le TSCG, c'est pour que l'UE leur concocte un "*bon*" traité favorable aux travailleurs, on pourrait continuer longtemps ainsi, finalement quand ils sont contre l'oligarchie financière qui mène cette danse macabre, c'est pour appeler à voter pour un bonaparte ou un monarque républicain qui s'apprête à gouverner sous ses auspices en sauvegardant ses intérêts.

Diviser, dévoyer le mouvement ouvrier, le mener systématiquement dans une impasse, lui interdire toute issue politique indépendant, le livrer en pâture à ses bourreaux, s'apitoyer ensuite bruyamment devant les médias qui en sont les complices sur les conséquences qui en découlent, voilà le fond commun, la principale fonction de tous ces partis dont Mélenchon, Laurent, Poutou sont les principaux porte-parole.

Quant au POI qui se démarque de ces partis, dont la place est déjà dans la poubelle de l'histoire de la lutte des classes, il a dû ravaler son front unique qu'il agite comme un fétiche depuis plus de 60 ans, pour en arriver à quoi, à un constat amer prévu d'avance que D. Gluckstein a inscrit à la suite de son éditorial "*Combien serons-nous ? (le 30 septembre dans la rue- Ndlr) Difficile de le dire par avance : l'appel tardif des principaux organisateurs, la manière hésitante avec laquelle ils ont préparé cette manifestation—même après y avoir appelé — aura nécessairement pour effet d'en limiter la portée.*", il n'a pas encore compris que depuis les années 30, lorsque le front unique n'est pas imposé par la base, il n'a aucune chance de se réaliser ou alors sur des bases tellement pourries qu'il sera totalement dénaturé avant même de voir le jour ou de se manifester au grand jour, il sera pour ainsi dire liquidé de l'intérieur.

C'est une méthode bien rodée des staliniens et leurs semblables de monter soudain en première ligne pour prendre la tête d'un mouvement de contestation qui s'est développé sans leur participation, afin de le dévoyer, d'en limiter la portée, de le pourrir finalement, pour le compte du régime évidemment, tout effet comporte une cause ou une origine.

Donc appeler les staliniens à prendre la direction d'un front unique, vous pouvez imaginer d'avance la suite, c'est imparable depuis les années 30, hier quoi, apparemment Gluckstein et sa cour n'ont toujours pas tiré les enseignements de cette période.

Lénine avançait le front unique en direction des partis communistes qui devraient en prendre la direction ou à condition que ce soit les partis communistes qui en dictent le contenu, autrement dit, que tous les autres partis reprennent à leur compte les mots d'ordres des partis communistes, afin que la bataille (de front unique) soit menée dans une orientation politique correcte contre les régimes en place. Lénine s'adressait à des partis communistes qui étaient en mesure de revendiquer ou de prendre la direction du mouvement ouvrier, qui combattaient dans cette perspective politique, ce qui ne peut pas être le cas du POI avec ses quelques milliers d'adhérents ou militants. Lénine proposait d'adopter le front unique à des partis communistes, pas à des partis stalinisés ou étrangers au communisme, je ne suis pas sûr que Trotsky est saisi ou retenu cette nuance capitale lorsqu'il rédigea le Programme de transition... Pour approfondir cette question, vous pouvez lire les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, en ligne dans le site évidemment.

La tactique du front unique appliquée au mouvement ouvrier avait été conçu pour démasquer les social-traitres qui se réclamaient du socialisme ou parlaient au nom de la classe ouvrière, il n'avait pas été conçu comme une stratégie dans la perspective de

faire aboutir une revendication, encore moins pour prendre le pouvoir, c'est par déformation que les Lambert et Gluckstein et bien d'autres en ont fait un objectif en soi, une stratégie à défaut d'être capable de s'adresser à la classe ouvrière, ensuite ils en ont fait leur unique orientation politique qui nous a conduit à la situation actuelle, en redorant chaque fois au passage le blason du PS et du PCF qu'ils se sont évertués à protéger contre leur décomposition inexorable, jusqu'à ce qu'elle les atteigne eux-mêmes, par la suite, ils n'ont eu de cesse d'y recourir et de le justifier en adaptant leur orientation politique au rythme de l'évolution de la situation économique et sociale, sans jamais parvenir à construire le parti révolutionnaire qui nous fait tant défaut aujourd'hui, ce dont apparemment ces dirigeants se moquent éperdument puisqu'ils persistent dans la même voie.

Les travailleurs sachant de leur côté à quoi s'en tenir envers le PS et le PCF, pour justifier le recours au front unique dans leur direction, les dirigeants du POI (du PT et de l'OCI avant lui) ont dû renier ou brader leurs principes les uns après les autres par des moyens déloyaux et malhonnêtes allant même jusqu'à réhabiliter Bakounine et les anarchistes ou encore Jaurès contre Marx et Lénine, au nom de la défense du marxisme ou du trotskysme, ce qu'on comprend parfaitement, puisque dorénavant leur parti est composé en grande partie d'anarcho-syndicalistes et de transfuges du PS et du PCF qui n'ont jamais adhéré à la révolution socialiste internationale.

Refuser le front unique en direction des dirigeants du PS et du PCF ainsi que leurs satellites, ne signifie pas pour autant qu'on nierait l'existence de ces partis ou qu'on ne s'adresserait pas à leurs militants, cela relève d'une autre conception de la lutte de classe conforme au léninisme et adaptée à notre époque.

En règle générale comment les choses se présentent ?

Les masses commencent à bouger sur une question sociale, la base des différents partis aussi ou s'en fait le relais au sein de leurs instances, si cela prend des proportions importantes au risque de perdre le contrôle de la situation ou d'en laisser la direction à un autre parti ou regroupement politique, leurs dirigeants décident d'en prendre la direction pour si possible stopper nette cette mobilisation, la faire refluer, toujours en la détournant de son objet, comment, en adoptant un discours radical à l'encontre du régime qu'ils s'emploient par ailleurs à préserver. Une fois la mobilisation retombée et la défaite consommée qui va avec , ils accusent les travailleurs de ne pas s'être mobilisés massivement pour faire aboutir cette revendication, alors qu'ils ont été les fossoyeurs de leur mobilisation.

On connaît l'affaire par coeur, à quelques variantes près, c'est toujours le même scénario qui se reproduit depuis les années 30. On nous demande de marcher dans cette combine pourrie qui a bien des égards est responsable de l'état misérable du mouvement ouvrier en France et de l'impasse politique actuelle, qu'on nous autorise à refuser catégoriquement d'y participer.

En guise d'épilogue un petit mot personnel.

Dans la vie pour avancer, on a le choix entre passer un certain nombre de compromis ou s'y refuser sur nos principes, nos valeurs, les idées dans lesquelles on croit ou qu'on défend, etc. Par exemple, pour réaliser un projet on peut avoir besoin de l'aide de certaines personnes que l'on estime par ailleurs infréquentables, cela nous coûte de s'adresser à elles, mais sans leur aide on ne voit pas comment on pourrait s'y prendre, on est donc face à un dilemme, abandonner notre projet ou le mettre en oeuvre en empruntant des moyens que l'on condamne. Et bien dans ce cas de figure, je choisis d'abandonner mon projet ou je vais tenter de le réaliser d'une autre manière, disons plus saine, sinon je ferai une croix dessus et je passerai à autre chose voilà tout, ce n'est pas mortel après tout, non ? J'ai toujours mené ma vie de cette manière-là.

Cela m'a coûté très cher, certes, mais je l'assume, à côté de cela je peux encore me regarder dans un miroir sans me détester. On ne peut pas dire aux autres de ne pas faire quelque chose pour le faire soi-même, il faut être cohérent avec soi-même et les idées qu'on défend. Notre vie pratique devrait être en accord avec les idées ou la théorie que l'on prétend représenter. Il m'est arrivé de me retrouver face à un patron qui me posait une question et je savais que mon sort dépendrait de la réponse que je lui fournirais, là on aborde un cas extrême, et bien la plupart du temps, disons neuf fois sur dix je lui ai dit ce que je pensais vraiment au risque de me faire virer, et généralement par la suite j'ai bien été viré. Je ne l'ai jamais regretté, ils voulaient me casser, m'obliger à me renier, à m'humilier moi-même, je leur ai démontré que mes idées étaient supérieures aux leurs. Voilà qui explique en grande partie pourquoi j'ai atterri dans ce trou en Inde.

On va arrêter là aujourd'hui, il pleut et ils ont coupé le courant. Depuis hier midi j'ai une seconde batterie de secours qui me donne une autonomie supplémentaire de quatre heures environ. Ensuite, il faut que le courant revienne pour les recharger pendant une douzaine d'heures, sinon retour à la case départ !

Un dernier mot.

Je crois l'avoir déjà évoqué, on se demande qu'est-ce qui se passe, pourquoi on ne parvient plus à gagner des batailles, sauf à la marge, pourquoi désormais aucune réforme sociale collective ne peut être mise en oeuvre, pourquoi tout fout le camp inexorablement et on en est qu'au début, mieux, le gros morceau reste à venir, pourquoi ?

On a maintes fois répondu à cette question, une autre vaut peut-être mieux d'être posée : quelle ligne politique, quelle

stratégie adoptée face à cette situation, qu'est-ce que cela signifie ou implique ? On ne va qu'effleurer le sujet ici.

Que le réformisme est mort et enterré, pas ses partisans qui n'ont jamais été aussi nombreux paradoxalement puisque les trotskystes institutionnels s'y sont ralliés notez bien. Le programme minimum des revendications sociales transitoires dites aussi démocratiques bourgeoises est impossible à mettre en oeuvre sans s'attaquer d'emblée aux fondements du capitalisme, ce qui nous fait dire qu'il coïncide avec la mise en oeuvre du programme de la révolution socialiste. Quelle horreur, n'est-ce pas !

Mais les travailleurs en sont très éloignés dirons certains sceptiques. Bravo, voilà une observation qui a demandé des années d'études ! En effet, et c'est ce qui explique que la situation semble inextricable ou qu'on est dans une impasse politique, cela dit, en ce qui nous concerne on ne s'arrêtera pas à ce genre de considération qui nous sert de point d'appui pour développer notre programme révolutionnaire et contruire le parti, tout du moins, c'est ce que devrait faire un parti véritablement communiste, on peut toujours intervenir dans la lutte de classe sur cette ligne politique.

Le problème c'est que les travailleurs n'ont pas été préparés à affonter cette situation, à devoir s'attaquer frontalement à l'Etat, puisque c'est de lui dont il s'agit en premier lieu. A quel moment au cours des 64 années de l'existence de la Ve République avons-nous boycotté les institutions ? Jamais, pas une seule fois, sous différents prétextes et cela rejoint la question abordée plus haut, on a fait en sorte de les légitimer en participant à chaque élection ou en appelant à voter pour les candidats de tel ou tel parti. Face à la dictature du capital au cours de cette longue période, avons-nous préparé les travailleurs à exproprier les capitalistes ? Même réponse. On les a laissé dans l'illusion que leur sort s'améliorerait pour ainsi dire mécaniquement au fil du temps jusqu'à temps que le socialisme soit réalisé, je ne plaisante pas du tout, à quel moment leur a-t-on expliqué, pas à la marge ou dans des programmes les jours de fête mais dans la propagande quotidienne ? Même réponse. Les fonctionnaires ont-ils ne serait-ce qu'une petite idée de ce qu'est l'Etat, leur employeur ? Même réponse, aucune évidemment. A quel moment leur a-t-on décrit simplement le fonctionnement du capitalisme ? Jamais ou si peu ou si mal qu'ils n'y ont rien compris ou qu'ils n'en ont rien retenu, ce qui est normal, il ne faut pas les blâmer. On aurait pu se contenter d'une seule question qui les résume toutes : à quel moment leur a-t-on vraiment dit la vérité en face et ce qui les attendrait un jour ou l'autre ? Jamais ou en passant rapidement à autre chose de plus rassurant, il ne fallait surtout pas les effrayer, en fait se sont les colporteurs de ces illusions qui mouillaient leurs culottes à l'idée d'un effondrement du capitalisme qui signerait également leur mort politique.

On a voulu construire un parti d'ignorants ou de bénis oui-oui au lieu de forger un parti de combattants conscients, ou un parti dans lequel le niveau de conscience politique des militants devrait coïncider avec l'application d'une ligne politique définie par ses dirigeants, sans qu'ils puissent s'élever au niveau de la compréhension générale du monde et de son évolution à venir auquel cas ils auraient pu douter de la ligne politique impulser par leurs dirigeants ou comprendre qu'ils se fourvoyaient ou pire encore.

Il y a quelques jours je me suis attaqué aux intellectuels sans pour autant les mépriser puisqu'ils sont à l'origine des partis ouvriers, donc on a besoin d'eux. Par contre, s'agissant de nos intellectuels, ceux qui ont épousé la cause de la classe ouvrière, eux sont responsables d'avoir été incapables de mener leurs analyses jusqu'au bout, d'avoir opté pour la solution de facilité qui consistait à se ranger derrière le Programme de transition dont ils ont fait une lecture discutable, à ce propos, il faudrait qu'ils conviennent une fois pour toute que, soit ils en ont donné une interprétation erronée, soit Trotsky s'était trompé quelque part, ou les deux à la fois, il n'y aurait pas mort d'homme à le reconnaître. (A suivre)

Un dernier mot encore.

Dire à bas le TSCG ou à bas l'austérité ne mène à rien, sinon à de nouvelles illusions quand on ne les relie pas au combat contre les institutions, je viens d'expliquer pourquoi (brièvement) dans le passage précédent. En Espagne des manifestants scandaient hier "*démission*" à l'adresse du gouvernement, idem au Portugal, en Grèce ils sont déjà passés par cette étape, pour quel résultat ? Une majorité et un gouvernement en remplace un autre et ainsi de suite sans qu'on n'ait avancé d'un millimètre. Il faudrait donc changer de registre, non ?

Le mot d'ordre *A bas l'Etat des capitalistes* concentre à lui seul toutes les contradictions de la situation, les uns voulant sa peau pour instaurer une dictature mondiale, les capitalistes, les autres devant le liquider pour instaurer leur propre Etat afin de pouvoir satisfaire leurs besoins, les travailleurs. Il préfigure l'affrontement direct entre les classes qui se profile à l'horizon dans les semaines ou mois à venir. N'est-ce pas le meilleur moyen de préparer et d'armer théoriquement et politiquement travailleurs et militants en vue de cette lutte à mort déjà engagée ? On y reviendra.

ACTUALITE EN TITRES

Qui sème le vent récolte...

- Austérité : les banquiers centraux ont choisi la répression, ils auront la révolution ! - Atlantico.fr

C'est marrant que ce ne soit pas un parti ouvrier qui le dise, vous avez remarqué aussi ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Le gouvernement espagnol a transmis samedi au Parlement un projet de budget austère pour 2013.

Selon le texte diffusé par le ministère, de nombreuses coupes budgétaires seront appliquées: les prestations chômage baisseront notamment de 6,3%.

Les budgets des ministères seront réduits en moyenne de 8,9%, celui de l'Industrie chutant de 21,3%, celui de l'Agricuture de 25,4% et celui de l'Education, de la Culture et des Sports de 17,2%.

La maison royale sera elle aussi mise à contribution, avec une diminution de son budget de 4%.

Mais le texte révèle aussi que les besoins de financement de l'Espagne repartiront à la hausse, après avoir baissé ces dernières années: le gouvernement table sur des besoins bruts de financement de 207,173 milliards d'euros en 2012 (48,020 milliards nets, sans tenir compte de l'amortissement des précédentes émissions).

Pour 2011, les besoins bruts avaient été fixés à 86 milliards (36 milliards nets).

La dette publique continuera elle de grimper: alors qu'elle avait fini 2011 à un niveau relativement bas en Union européenne (68,5% du PIB), elle atteindra 85,3% du PIB fin 2012 puis 90,5% en 2013, des chiffres bien supérieurs aux prévisions précédentes, en raison notamment du prêt de la zone euro aux banques espagnoles. (AFP 29.09)

2- La réaction mobilisée.

2.1- Pologne.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Varsovie pour dénoncer la politique du gouvernement centriste de Donald Tusk, à l'appel d'organisations syndicales, religieuses et de partis d'opposition de droite.

La police polonaise ne communique pas les chiffres de manifestants. Selon les médias polonais, leur nombre pourrait avoisiner 40.000, alors que les organisateurs avaient annoncé 100.000 participants.

Brandissant des drapeaux nationaux blancs et rouges, des drapeaux de Solidarité, et des pancartes avec des slogans contre le gouvernement Tusk, les manifestants protestaient contre "*l'absence de dialogue social*" et le relèvement à 67 ans de l'âge de la retraite.

Les manifestants réclamaient également "*le respect des droits civiques et la pluralité des médias*", protestant contre le refus des autorités audiovisuelles polonaises d'accorder à la chaîne de télévision ultracatholique Trwam une place sur le bouquet numérique de la télévision nationale.

Après la messe, les manifestants ont parcouru environ trois kilomètres vers le quartier historique de la capitale en entonnant des chants religieux et patriotiques.

Sur la place devant le Château royal, le président de PiS Jaroslaw Kaczynski a fortement soutenu Radio Maryja et la télévision Trwam du père rédemptoriste Tadeusz Rydzyk.

"*Nous avons aujourd'hui besoin d'un renouveau, surtout d'un renouveau moral*", a-t-il lancé à la foule qui l'a ovationné.

"*Les Polonais sont aujourd'hui exploités par ceux qui manipulent les gens, par ceux qui ne respectent aucune loi. La démocratie devient une fiction*", a-t-il affirmé.

"*Nous ne voulons pas de fiction, nous voulons la démocratie. Nous réclamons le droit à la liberté, c'est pour cela que nous voulons la télévision Trwam*", a-t-il dit. (AFP 29.09)

2.2- Géorgie

Des dizaines de milliers de personnes ont participé samedi à Tbilissi à l'une des plus grandes manifestations de l'opposition en Géorgie, au terme de la campagne pour des élections législatives cruciales lundi

La principale coalition d'opposition dirigée par le milliardaire Bidzina Ivanichvili a rassemblé des dizaines de milliers de personnes sur la place de la Liberté au coeur de la capitale, selon des journalistes de l'AFP, les autorités ne publiant aucune estimation.

"*J'espère qu'Ivanichvili va mettre fin à l'injustice en Géorgie*", a déclaré à l'AFP une manifestante, Nino Taktakichvili.

"*Il nous a donné de l'espoir pour le changement*", a renchéri Nona Garnochvili, une chômeuse participant au rassemblement.

Au même moment, des milliers de sympathisants pro-Saakachvili ont participé à un rassemblement à Batoumi, ville située au bord de la mer Noire.

Le chef de l'Etat a également prononcé des discours lors de rassemblements dans deux autres villes, Poti et Ozougeti. Une autre manifestation en faveur du pouvoir avait lieu également à Koutaïssi, la deuxième ville du pays.

Le parti au pouvoir et l'opposition ont jeté leurs dernières forces pour ce scrutin au cours duquel le Mouvement national unifié de M. Saakachvili -- qui détient 119 des 150 sièges de l'assemblée sortante -- pourrait être mis en difficulté, une semaine après la révélation d'un scandale de torture de détenus. (AFP 29.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Hausse du tabac. Racket de l'Etat

Tabac à rouler ou cigarettes manufacturées, tous les produits du tabac vont augmenter d'au moins 6,5% ce lundi, et plus aucun paquet ne sera vendu à moins de 6,10 euros, ce qui représente la hausse la plus importante depuis 2003/2004.

Dès lundi, tous les paquets de cigarettes seront vendus 40 centimes plus cher. Les paquets premier prix (Gauloises Blondes) seront à 6,10 euros. La marque la plus vendue (Marlboro, près de 25% de parts de marché) sera vendue 6,60 euros. Pour le haut de gamme, il faudra débourser plus de 7 euros. Le paquet de tabac à rouler de 30 grammes augmente lui de 60 centimes, avec un prix plancher à 6,45 euros.

Si une hausse des prix avait été prévue par l'ancien gouvernement puis confirmée par le nouveau, l'augmentation arrondie à 40 centimes pour les cigarettes et à 60 centimes pour le tabac à rouler, va au-delà des 6% annoncés.

Ces augmentations pourraient rapporter un milliard d'euros supplémentaire à l'Etat, à volume de vente constant. En 2011, le tabac, taxé à 80%, a rapporté 13,8 milliards d'euros aux finances publiques. Cependant, depuis le 1er janvier, les ventes de tabac en volume ont reculé de 3,2% (-3,7% à jours de vente comparables), selon le blog Lemondedutabac, proche de la filière du tabac.

Cette augmentation est la plus importante depuis 2003/2004, au moment où, au nom de la politique de santé publique, avaient été décidées plusieurs hausses successives, qui s'étaient traduites par un renchérissement du paquet d'environ 40%. (L'Expansion.com avec AFP 29.09)

1.2- Le chômage à 25%, c'est pour bientôt.

Près de trois salariés sur quatre (74%) estiment faible le risque de se retrouver au chômage dans les mois à venir, un chiffre en hausse, selon un sondage Ifop pour le Journal du dimanche à paraître dimanche. Quelque 43% jugent même ce risque "*très faible*".

Lors des dernières enquêtes, les salariés semblaient plus inquiets: en février 2012, les personnes interrogées n'étaient que 68% à estimer ce risque faible. En janvier 1998, elles étaient 62%, et en janvier 1993, 58%.

Au contraire, 26% jugeaient grande cette menace.

C'est moins qu'en février dernier (32%), en janvier 1998 (33%) et en janvier 1993 (38%). (AFP 29.09)

1.3- Grève chez Ikéa.

Les salariés d'Ikea Roissy/Paris Nord 2 à Gonesse (Val-d'Oise), en conflit avec la direction sur l'organisation du travail, étaient à nouveau en grève samedi, ce qui a entraîné la fermeture du magasin, déjà paralysé le week-end dernier, a constaté l'AFP.

"*On va poursuivre le mouvement, mais on ne sait pas quand*", a précisé François Mrissa, délégué CGT, soulignant qu'une quatrième journée de grève ce dimanche, un jour où le salaire horaire est majoré, risquait d'être trop lourd à supporter financièrement pour les grévistes. Les employés doivent être consultés dimanche matin.

L'enseigne était déjà restée portes closes le week-end dernier en raison d'une grève. Elle avait rouvert partiellement dimanche 23 septembre dans l'après-midi.

Selon l'intersyndicale FO-CGT, un samedi, journée de forte influence avec jusqu'à 20.00 visiteurs, rapporte en cette période un chiffre d'affaires de 500.000 euros au magasin.

La direction s'est engagée mardi à ne pas toucher aux heures majorées qu'avait l'habitude de faire chaque salarié jusqu'en février 2013, selon l'intersyndicale, garantissant ainsi le maintien d'une partie du salaire qui pouvait atteindre 300 euros par mois.

Estimant que cette promesse ne suffisait pas, les salariés ont repris la grève samedi. Dans l'après-midi, la direction a également consenti à ne plus faire travailler les salariés six jours consécutifs, ce qui leur faisait parfois cumuler plus de 50 heures sur six jours, selon FO et la CGT.

Mais les discussion achoppent sur la principale revendication des salariés, qui demandent à la direction de renoncer à supprimer le principe d'un jour de repos fixe par semaine.

"*Je suis divorcé et j'ai une garde alternée pour mes enfants, comment faire si on n'a pas de jour de repos fixe ? Rien que pour la cantine scolaire, il faut prévenir six semaines à l'avance, or on a nos plannings que de deux semaines en deux semaines*", a déploré un salarié, qui souhaite rester anonyme, auprès de l'AFP.

"*On ne fait pas grève en demandant de nouveaux avantages, mais pour garder des acquis*", a pointé M. Redouani, selon lequel ces changements d'organisation du travail, introduits il y a quelques semaines à Paris Nord 2, n'ont pour l'instant été mis en oeuvre dans aucun autre magasin Ikea en France. (AFP 29.09)

2- Portugal

Des dizaines de milliers de Portugais se sont rassemblés samedi à Lisbonne à l'appel des syndicats pour crier leur refus de la politique de rigueur menée par le gouvernement de centre-droit, qui s'apprête à l'accentuer afin de tenir ses engagements internationaux.

Vers 17H00 locales (16H00 GMT), les manifestants avaient rempli la Place du Commerce, située au coeur de la capitale et qui, selon les estimations de la presse, peut contenir entre 70.000 et 175.000 personnes.

Cette manifestation "*contre le vol des salaires et des pensions de retraite*" était organisée par la CGTP, la principale confédération syndicale portugaise mais comptait sur le soutien des mouvements d'indignés et d'un groupe de citoyens qui, via les réseaux sociaux, avait mobilisé deux semaines auparavant plusieurs centaines de milliers de personnes dans une trentaine de villes.

Dans l'Espagne voisine aussi, l'exaspération sociale devient plus perceptible alors que le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy compte poursuivre sur le chemin de l'austérité.

Aux cris de "*démission*", des milliers de manifestants ont répondu à l'appel de la mouvance des indignés et se sont une nouvelle fois rassemblés samedi en fin de journée autour du Congrès des députés à Madrid, pour dénoncer les coupes budgétaires face aux cordons de la police anti-émeutes déployée en masse.

Haranguant la foule réunie à Lisbonne, le secrétaire général de la CGTP, Arménio Carlos, a appelé à "*l'unité de toutes les victimes de cette politique*" et annoncé la tenue le 3 octobre d'une réunion de la centrale syndicale qui "*discutera de la convocation d'une grande grève générale*".

Sur la place aux abords du fleuve Tage, les manifestants ont scandé "*A bas l'austérité !*" en brandissant pancartes et drapeaux

des syndicats des administrations locales, des enseignants et même des forces de l'ordre, avant de se disperser dans le calme.

"*Notre avenir est hypothéqué par les mesures de la troïka (UE-BCE-FMI, qui représente les créanciers du pays, ndlr). Le peuple portugais en a marre*", s'est indigné Francisco Lopes, un fonctionnaire de 56 ans venu avec son fils, Rui, qui participait à sa première manifestation.

"*Nous sommes dans une spirale sans fin et je ne vois pas comment ma génération pourra avoir du travail, un logement, une famille*", s'est inquiété le jeune homme de 27 ans.

Maria José Oliveira et son mari, deux ouvriers du textile au chômage, étaient venus en autocar de Braga (nord-ouest) pour clamer leur "*indignation*". Le couple de quinquagénaires ne descendait plus dans la rue depuis la révolution qui a renversé la dictature d'Antonio Salazar, le 25 avril 1974.

"*Tout va mal! Nos dirigeants doivent changer de mentalité et nous trouver du travail, leurs mesures sont injustes*", a-t-elle dit à l'AFP. (AFP 29.09)

3- Espagne

À Madrid, une manifestation convoquée sur les réseaux sociaux a rassemblé samedi soir des dizaines de milliers de personnes sur la Plaza de Neptuno, à quelques pas du Parlement. L'accès au Congrès des Députés était protégé par plusieurs files de policiers, qui avaient déployé des grilles face aux manifestants.

Les participants, sympathisants pour la plupart du mouvement des indignés, entendaient d'abord protester contre la répression violente d'une manifestation organisée au même endroit mardi dernier. Mais la présentation jeudi dernier du très austère budget 2013 leur a donné de nouveaux arguments. «*Je vais à toutes les manifestations, expliquait Rafa, un trentenaire qui travaille dans l'audiovisuel. Manifester, c'est tout ce qu'il nous reste. Mais le gouvernement est incapable de nous écouter. Au Portugal pourtant, j'ai vu qu'ils avaient renoncé à certaines mesures* ».

"*NON*", "*démission*", "*démocratie*" proclamaient de petites pancartes pendant que la foule hurlait "*ils ne nous représentent pas*", face aux cordons de la police anti-émeutes déployée en masse autour du Parlement, et affluait sur les grandes avenues du centre de la capitale espagnole. (AFP et lefigaro.fr 29.09)

4- Tunisie

4.1- Indignation, colère et dégoût se lisaient sur tous les visages à Tunis lors d'un rassemblement de protestation vendredi soir contre le sort d'une Tunisienne violée par des policiers et menacée de poursuites par la justice.

Sous un tableau de femme nue à l'entrée d'un petit théâtre privé, militants, artistes, étudiants ou femmes au foyer se bousculaient pour dénoncer le viol qui a fait scandale en Tunisie.

La jeune femme violée début septembre par deux agents de police alors qu'elle se trouvait avec son ami, a porté plainte avant de se voir convoquer par un juge pour "*atteinte à la pudeur*", un délit passible de six mois de prison.

Selon le ministère de l'Intérieur, le couple a été appréhendé le 3 septembre dans une "*position immorale*". Deux agents avaient alors violé la femme pendant qu'un troisième retenait le fiancé menotté. Les trois policiers ont été incarcérés.

"*Je suis indigné par le cours que prend cette affaire et d'autant plus choqué de voir que les violeurs sont deux agents des forces de l'ordre censés protéger les citoyens. Le pire c'est que la victime se retrouve sur le banc des accusés*", renchérit Jamel Bouslama, un médecin défenseur des droits de l'Homme.

Selon lui, "*le gouvernement est gêné par l'immense courage de la jeune femme qui a osé porté plainte*". Et de saluer "*la vitalité de la société civile post-révolution qui lutte contre la violence qu'elle soit le fait de la police ou des salafistes*".

"*Je viens partager un sentiment de profonde indignation et dénoncer les tentatives de justifier un acte infâme*", lâche Lobna Jridi, députée de gauche à l'Assemblée nationale constituante, exprimant sa "*stupeur de voir comparaître une femme victime de viol et torture sous prétexte d'atteinte à la pudeur*".

Silence brisé sur la violence faite aux femmes.

"*Un verrou a sauté, le silence a été brisé autour de la violence faite aux femmes, mais aussi aux hommes*", ajoute-t-elle, soulignant la responsabilité des élus à édicter des lois conformes à l'esprit de la révolution.

"*Je suis ahurie, de quelle pudeur parle-t-on pour justifier la sauvagerie de flics malades? Jamais plus je ne m'arrêterai à un contrôle policier*", lance une une étudiante anonyme venue "*saluer le courage*" de la femme violée.

Emna Mnif du mouvement Kolna Tounes évoque "*une logique qui se confirme de jour en jour: à chaque fois que quelqu'un ose lever la tête ou contester il se transforme en accusé!*", déplore-t-elle.

"*On a vraiment peur, c'est peut-être la partie visible de l'iceberg, parler de viol est difficile*", lance l'actrice Martine Gafsi.

"*Nous devons lutter pour les libertés individuelles parce qu'il y a une dictature islamiste qui est en train de s'instaurer*", met-elle en garde, dénonçant le harcèlement des femmes pour leur tenue vestimentaire ou leur mode de vie.

Le ministère de la Justice a justifié les poursuites à l'encontre de la femme violée et, au sein du gouvernement dominé par le parti islamiste Ennahda, seule la ministre de la Femme, Sihem Badi (gauche), a condamné le viol.

"*Être fidèle à la révolution, c'est apporter protection et assistance à la victime*", a-t-elle indiqué, louant le courage de la victime pour avoir dénoncé ses agresseurs.

Pour Raja Ben Slama, universitaire féministe, "*il faut séparer le juridique du moral, sinon c'est le fascisme qui s'installe*". (AFP 29.09)

4.2- Des centaines de Tunisiens ont manifesté samedi à Tunis pour réclamer du travail et appelé à la chute du gouvernement dirigé par les islamistes du parti Ennahda, a constaté une journaliste de l'AFP.

A l'appel de l'Union des diplômés chômeurs (UDC), les manifestants se sont rassemblés devant le siège de la centrale syndicale (l'Union générale des travailleurs tunisiens, UGTT) avant de défiler sur l'avenue Habib Bourguiba, artère principale de la capitale hautement surveillée par la police.

La marche soigneusement encadrée par un dispositif policier comprenant des unités anti-émeutes se déroulait sans incident, les manifestants étaient tenus à distance de l'ambassade de France protégée par des barbelés et des véhicules militaires depuis la publication de caricatures de Mahomet en France.

"*Travail, liberté, dignité!*", "*Où sont tes promesses, gouvernement menteur*", "*Ni peur, ni terreur, la rue appartient au peuple*", "*Le peuple veut la chute du gouvernement*", scandaient les manifestants.

"*Y en marre d'attendre des promesses sans lendemain*", a déclaré à l'AFP Majid Rihaï, un diplômé de l'université, âgé de 28 ans.

D'autres jeunes enveloppés dans des drapeaux, rouge et blanc, de la Tunisie ont dénoncé la nonchalance du gouvernement. "*Ce gouvernement ne prend pas nos problèmes au sérieux et ne parle du chômage que pour nous instrumentaliser*", a renchéri Amira Sassi, 25 ans.

Dans un communiqué, l'UDC a réclamé la publication des listes de candidats admis dans des concours d'embauche dans la fonction publique et de confier le recrutement à une instance autonome pour "*garantir la transparence et mettre fin au népotisme*".

Le gouvernement a lancé un programme d'emploi pour 25.000 personnes dans la fonction publique, en plus de milliers d'autres dans le secteur privé.

Le taux de chômage est tombé à 17,6% en septembre 2012 contre 18,9% durant l'année 2011 (14% en 2010), les diplômés formant le tiers de quelque 750.000 demandeurs d'emploi dans le pays.

Ce taux de chômage national cache d'importantes disparités régionales allant de 50% dans des régions déshéritées enclavées à moins de 6% sur la côte centre-est nantie. (AFP 29.09)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre

CAUSERIE

La causerie et les infos en bref de septembre sont en ligne au format pdf (Acrobat Reader), 243 pages, on a bien bossé ! J'ai mis certaines causeries des derniers jours sous forme d'articles, j'ai corrigé quelques fautes, mais pas dans cette page, pas le temps.

Comment sont-ils subordonnés au PS qui incarne le régime ? Et quelques déclarations à propos de la manifestion d'hier

1- Ils ont commencé par appeler à voter Hollande, certes avec des réserves, mais en se passant bien de caractériser Hollande et le PS comme des représentants des capitalistes.

2- Une fois élu, pendant trois mois ils n'ont eu de cesse de répéter qu'il fallait attendre de voir quelle politique il allait appliquer. Pendant cette période ils ont ainsi sciemment alimenté les illusions des travailleurs qui en avaient encore dans Hollande et le PS. On parle aussi d'instrumentalisation des masses ignorantes.

3- Les plans de licenciements ou de fermetures d'usines tombant, ils s'en sont remis à Hollande et son gouvernement pour s'y opposer, ce qu'ils refuseront évidemment au nom de la défense de la sacro-sainte propriété privée des moyens de production, se rangeant au côté du patronat et des actionnaires.

4- Et aujourd'hui, ils appellaient à se mobiliser pour "*faire pression*" sur le gouvernement pour qu'il change de politique, sur les députés du PS pour qu'ils rejettent un traité conforme à l'idéologie qu'ils incarnent.

Chaque fois ils ont fait en sorte de démobiliser les trvaailleurs en les invitant à s'en remettre à un sauveur suprême, ils ont fait en sorte que les travailleurs ne prennent pas eux-mêmes leur destin en mains, pour finalement constater qu'ils ne se sont pas mobilisés en masse le 30 septembre, au regard de la faible participation, entre 40 et 80 000 participants à une manifestion nationale appelée par près de 60 partis, organisations ou associations selon les différents médias.

Ils se sont employés à épargner autant le gouvernement que les institutions, dénonçant la troïka, pour finalement manifester à plusieurs kilomètres de l'Assemblée nationale !

Hier dans notre causerie, nous affirmions que le programme minimum ou transitoire des revendications sociales était impossible à mettre en oeuvre sans s'attaquer immédiatement aux fondements du capitalisme, ce qui revenait à dire que dorénavant il coïncidait avec l'application du programme de la révolution socialiste. Nous verrons au fil des mois qui viennent que les faits vont

le confirmer jour après jour. Ce fut déjà le cas hier à travers les différentes prises de parole.

PG.

Avant le début de la manifestation, Mélenchon en fixe l'objectif.

-"*On pense qu'on aura une très belle manifestation. C'est elle qui donnera le +la+ au gouvernement de la nature de rentrée parlementaire*", a déclaré vendredi Jean-Luc Mélenchon.

Pure effet d'annonce sans lendemain. Ce n'est pas une manifestation d'à peine quelques dizaines de milliers de participants qui va ébranler la majorité PS-UMP-UDI à l'Assemblée nationale.

Vous aurez remarqué que lorsque Mélenchon fait référence aux institutions de la Ve République, c'est pour leur livrer en pâture les travailleurs qui manifestent au lieu de les dresser contre.

Second effet d'annonce sans lendemain.

- "*Cette manifestation signifie l'entrée en mouvement du peuple français au côté des autres peuples qui protestent contre l'austérité*", a lancé Jean-Luc Mélenchon.

L'objectif est clair : vivre mieux en régime capitaliste mais surtout pas le remettre en cause.

- Il a réfuté qu'il s'agisse d'un rassemblement d'opposition au gouvernement. "*C'est une manifestation d'opposition aux politiques d'austérité*", a-t-il insisté.

Le PS est un des rouages des institutions indispensables à la stabilité du régime, et Mélenchon revendique d'en être un appendice (du PS) et d'en faire partie également (des institutions). En fait, dans l'esprit de cet illusionniste, il s'agissait d'une manifestation de soutien à Hollande.

Mélenchon conseillé spécial de Hollande.

- "*Ce qui se passe là va le (Hollande - Ndlr) faire réfléchir parce que je crois qu'il ne croyait pas que cette capacité existait dans le pays d'une manifestation à caractère social et politique. Vous avez des associations, des syndicats et des partis politiques qui sont représentés ici*", a-t-il dit.

"*Pour lui, le traité, c'était une formalité, c'était réglé. Et maintenant, il va prendre conscience du fait que non, qu'en France comme dans le reste de l'Europe, il y a une opposition structurée à ce traité et aux politiques d'austérité*", a ajouté Jean-Luc Mélenchon.

«*Nous sommes là pour qu'ils (Hollande et ses ministres - Ndlr) comprennent ce qui se passe parce qu'ils ne voient pas plus loin que leur horizon comptable...*».

Hollande en tremble et les institutions aussi !

- L'opération consiste à blanchir Hollande et le PS, s'ils font une politique antisociale, ce n'est pas parce qu'ils seraient des représentants du capital, non, ce serait parce qu'ils n'auraient rien compris à la situation, il suffirait donc de leur expliquer pour qu'ils adoptent une politique conforme aux intérêts des travailleurs. C'est ce qui s'appelle être subordonné au PS, donc au capital.

En réalité en Europe, tous les mouvements qui ont eu lieu jusqu'à présent ont un caractère bourgeois, ils sont tous opposés à une rupture avec l'UE et l'euro, et avec le capitalisme cela va s'en dire, quant aux institutions politiques dans chaque pays, leurs organisateurs se sont employés à les faire passer à la trappe pour camoufler leur trahison ou leur soumission à ces institutions.

Le POI a exactement la même démarche quand il organise des délégations aux différents ministères ou adresse des lettres à Hollande, Ayrault et leurs ministres. C'est leur manière de les légitimer au lieu de les combattre.

- Éric Coquerel est catégorique: «*Le Parti socialiste va nous entendre, il sera obligé de nous écouter.*»

Le roquet donne de la voix, ils vont faire mieux que vous écouter puisque vous donnez la main, ils vont continuer la même politique réactionnaire.

PCF.

Nouvelle déclaration sans lendemain.

- "*C'est un point de départ, ça commence aujourd'hui et ça va continuer dans les semaines a venir*", a dit Pierre Laurent, décrivant un mouvement destiné à "*donner du courage à la gauche pour mener la guerre à la finance*".

Parce que le problème de "*la gauche*", entendez le PS et ses satellites dans sa bouche, ce serait qu'elle manquerait de "*courage*" ou plutôt qu'elle serait totalement inféodée au capital ?

Le PCF, un allié objectif du PS.

- Le Figaro a noté que le secrétaire national du PCF tente pourtant de ne pas accabler le gouvernement socialiste en lui-même, mais seulement le choix posé de l'austérité. «*Notre pression est salutaire pour toute la gauche et pour le débat parlementaire*», soutient-il alors que le chef du gouvernement prononce mardi à l'Assemblée son discours sur l'Europe.

Parce qu'il faudrait attendre quelque chose du "*débat parlementaire*", comme les travailleurs de PSA, Sanofi, etc. devaient attendre quelque chose du gouvernement...

Le double langage du PCF.

- À la tête du groupe communiste à l'Assemblée, ceint de son écharpe tricolore, le député du Puy-de-Dôme André Chassaigne confirme qu'il n'a pas l'intention de faire d'obstruction parlementaire sur la loi organique qui inscrira le traité européen dans la loi française. «*Pas question de faire de la sémantique et de déposer des amendements puisque nous rejetons en bloc le traité.*»

Refuser d'adopter le TSCG pour adopter la loi organique qui revient à appliquer à la lettre le TSCG, voilà le tour de passe-passe grotesque que les staliniens ont trouvé.

NPA. - Besancenot au Nouveau parti anticapitaliste: "*Il faut assumer un statut d'opposant politique à la gauche du gouvernement*."

"*Il était temps que la rue se réinvite un peu et se fasse entendre contre la politique du gouvernement*", a ajouté le leader trotskiste, voyant dans la manifestation la "*première étape*" d'une "*unité durable*" des opposants de gauche.

Cette "*unité durable*" sur une orientation pourrie est l'équivalent de l'intersyndicale derrière la CFDT, elle a pour seul objectif de cadenasser le mouvement ouvrier pendant que le gouvernement applique sa politique anti-ouvrière. Il nous a épargné le refrain selon lequel il faut "*construire un rapport de force*" face au gouvernement et au patronat, le front unique des appareils contre-révolutionnaires fera l'affaire apparemment.

CGT.

"*On a voté pour le changement, pas pour la continuité*", a dit un responsable CGT de l'usine Fralib de Gémenos (Bouches-du-Rhône), en évoquant la victoire de François Hollande à la présidentielle.

Pas de bol, on vous a trompé, le changement avec Hollande et le PS vous pouvez l'attendre toute votre vie, vous devriez vous demander pourquoi, cesser d'imaginer que le PS serait un parti favorable aux travailleurs, cessez de croire que les dirigeants de la CGT le seraient aussi ainsi que ceux du PCF. Si vous commenciez par réfléchir par vous-même au lieu de vous en remettre à ce que disent les uns et les autres d'eux-mêmes, vous verriez que la situation vous apparaîtrait plus clairement soudain. Vous n'êtes pas obligé de suivre mon conseil, d'ailleurs cela ne vient pas de moi, mais du vieux camarade Marx.

Solidaires.

"*C'est un pari très réussi, au-delà de nos espérances*", a commenté la porte-parole de Solidaires, Annick Coupé.

Ces gens-là sont toujours satisfaits d'eux-mêmes, sinon c'est pour feindre une fausse modestie. Nous, nous considérons cette manifestation comme un échec, et quelque part on devrait s'en réjouir puisqu'elle avait aussi pour objet de demander à l'Union européenne de bien avoir l'obligeance dans son extrême générosité de rédiger un "*bon traité*". Allégeance aux institutionsde la Ve République, Hollande et les députés auxquels les manifestants s'adressaient, allégeance à l'Union européenne pour une "*Europe solidaire* ", car elle ne serait pas déjà "*solidaire*" des banquiers.

- Ils ont reçu samedi le soutien, dans un communiqué commun, de plusieurs figures de la gauche radicale européenne, comme

le Grec Alexis Tsipras, José-Luis Centella, président du Parti communiste espagnol, ou le co-président du parti allemand Die Linke, Bernd Riexinger.

Le premier a abandonné le rejet du mémorandum de la troïka et refuse de rompre avec l'UE, le second est un stalinien, et le dernier gère déjà une partie de l'Allemagne au coté SPD qu'on devrait appeler Hartz IV.

Fondation Copernic et Attac.

Ils veulent sauver le pays, cela tombe bien à l'UMP et au Medef aussi !

- "*Le traité va considérablement aggraver la situation au sein de l'Union européenne et en France*", a dit à Reuters l'un des manifestants, Pierre Khalfa, co-président de la Fondation Copernic et membre du bureau d'Attac France Conseil scientifique.

"*Les politiques d'austérité en Europe entraînent la récession. Nous devons engager aujourd'hui un long processus contre ces politiques qui conduisent notre pays dans le mur*", a-t-il ajouté.

A défaut de vouloir combattre ce traité dans la perspective du renversement du régime, ils se sont saisis de ce traité dans une toute autre perspective sauver le pays, une variant de l'intérêt général avec lequel se confondent les intérêts des capitalistes.

L'ennemi est dans notre pays, et quand on refuse de l'admettre et de s'y attaquer, on en vient infailliblement à tenir un discours social-patriotique, au nom bien sûr des travailleurs auxquels il s'agirait d'éviter les pires malheurs qui soient, alors qu'en procédant de la sorte ils s'en font les complices. (source: AFP, lefigaro.fr 30.09)

Debout la République.

Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) a accusé dimanche Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, de "tromper" les ouvriers d'ArcelorMittal en suivant une "*politique de pure folie*".

"*Qui est en train de tromper les ouvriers de Mittal? Arnaud Montebourg, lui qui avait dit comme moi, pendant les primaires socialistes, que si on ne mettait pas en Europe un protectionnisme intelligent en place on verrait partir toutes nos usines*", a-t-il déclaré sur France 3.

Le député non inscrit de l'Essonne a jugé que les socialistes menaient la même politique que l'UMP et Nicolas Sarkozy en la matière.

"*Aujourd'hui, il est impuissant parce qu'il suit la politique de Hollande, de Nicolas Sarkozy, de l'Union européenne, qui est une politique de pure folie*", a-t-il lancé.

Pour Dupont-Aignan, "*M. Hollande comme M. Sarkozy, le PS comme l'UMP ne voulant pas remettre en cause ce libre-échange déloyal, on va voir fermer les unes après les autres les usines*". (AFP 30.09)

Il représente les intérêts des capitalistes qui se sentent floués par l'UE. Lui aussi il rêve de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, et à ce titre il avait fait savoir récemment qu'il était prêt à discuter avec M. Le Pen, encore un progressiste, quoi ! Cela dit, ce qu'il dit tout haut de Hollande et du PS, c'est justement ce que les dirigeants du mouvement ouvrier ne veulent pas entendre, c'est à ce titre que cette déclaration est intéressante.

UMP.

L'ex-ministre UMP Bruno Le Maire a jugé sur Radio J cette manifestation "logique, compréhensible". Le FG "a été dupé de bout en bout", selon lui, "*François Hollande leur avait répété, +je modifierai le traité, j'irai voir Merkel+, et résultat: zéro modification!*" a-t-il dit.

L'ex Premier ministre, François Fillon (UMP), a estimé sur TF1 qu'elle "*illustre bien la désillusion qui est en train de s'emparer d'une grande partie du pays et notamment de la gauche*" ajoutant que cela le "*préoccupe car cette désillusion risque d'aggraver les tensions dans un pays qui connaît déjà des graves difficultés économiques*".

Non monsieur Le Maire, le FG n'a pas été "*dupé de bout en bout*", ça c'est la version officielle que servent également en boucle les médias, celle que répètent leurs dirigeants pour tromper leurs militants et les travailleurs, ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir à propos de Hollande et du PS, ils en sont les complices depuis le départ. On ne parlera pas ici de complot contre la classe ouvrière et le socialisme mais cela revient exactement au même.

Quant à Fillon, il préfèrerait que les dirigeants qui ont organisé la manifestation du 30 septembre emboîtent le pas à leurs homologues allemands qui avaient adopté Hartz IV sans faire d'histoires, qu'ils s'engagent plus avant à soutenir le gouvernement et le patronat, sauf qu'en France on a une autre expérience de la lutte de classe qu'en Allemagne, notre référence, c'est la révolution (jusqu'au bout) et non la soumission au capital.

PS.

- Ceux qui appellent à manifester "*commettent une erreur de fond*", a jugé, pour sa part, le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac, sur Europe 1. Ratifier le traité européen reprenant la "*règle d'or*" budgétaire "*est nécessaire pour renforcer la parole de la France affaiblie*" lors du précédent quinquennat, a-t-il estimé.

Il signifie par là une fois de plus que le PS est totalement subordonné aux marchés financiers, leur maître, tirons la chasse ! Interrogé sur l'augmentation du prix du tabac, il a annoncé qu'une nouvelle augmentation était déjà à l'étude dans les mois qui viennent.

Nous complèterons peut-être demain avec d'autres déclarations de dirigeants politiques ou syndicaux.

Au fait, on n'aurait pas oublié quelqu'un ? Ah mais si, la soi-disant gauche du PS et EELV auxquels certains ont offert grâcieusement une tribune au cours des semaines précédentes : inexistants hier ! Durs, durs les faits, n'est-ce pas messieurs les opportunistes ?

ACTUALITE EN TITRES

Rien ne vaut la vérité.

- Florange, Petroplus, Sanofi: Semaine de vérité pour le gouvernement - 20minutes.fr

- Montebourg exclut toute nationalisation de site de Florange - Le Nouvel Observateur

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Renault n'exclut pas la fermeture d'usines en raison de la morosité du marché automobile en Europe, déclare Carlos Tavares, son directeur général délégué aux opérations, dans un entretien au journal allemand Automobilwoche.

"*Nous verrons. Nous discutons actuellement avec les syndicats et nous leur expliquons nos difficultés de compétitivité*", affirme-t-il.

"*Nous avons un problème de compétitivité en Europe de l'Ouest et en France*".

L'alliance de Renault avec Nissan permet au constructeur français de disposer de données précises sur les niveaux de productivité des usines Nissan de Sunderland, au Royaume-Uni, et de Barcelone en Espagne, remarque-t-il.

"*Ces usines sont vraiment top*", ajoute-t-il, en notant que des discussions sont en cours pour que Nissan libère éventuellement des capacités de production pour Renault.

"*C'est une possibilité*", dit-il. (Reuters 30.09)

Haut de page

Le 2 octobre

CAUSERIE

Un mot très rapide à propos du site.

3.950 visites au total en septembre, 130 en moyenne par jour, 5.437 documents téléchargés. Les articles de presse sont en ligne au format pdf, 40 articles pour 53 pages. Le nombre de visites est retombé à 100 les deux derniers jours. Si on ne parvenait pas à décoller, je pourrais arrêter le site, l'abonnement au serveur expire en décembre. A suivre.

Aujourd'hui ici c'était férié, ils commémorent la naissance de Gandhi... qui voulait nous ramener à l'Age de pierre. En attendant, j'ai appris hier qu'il y avait 3 miilions de chômeurs dans l'Etat du Tamil Nadu dus aux coupures de courant à répétition, qui ont entraîné la fermeture de milliers d'entreprises. A suivre.

Bon courage et bonne semaine à tous.

On nous a trompés.

Les passages ou articles suivants sont d'autant plus intéressants qu'ils sont extraits du portail Liesi de traders que l'on ne soupçonnera pas d'être favorables au socialisme, puisqu'ils vont jusqu'à dénoncer les "*marxistes de Bruxelles*". En principe, ces gens-là sont de furieux individualistes et de farouches défenseurs du capitalisme. Cependant leurs rélexions ou analyses vont au-delà de ce qu'on peut lire ou entendre dans la bouche ou sous la plume de nos dirigeants, ce qui nous interpelle évidemment.

J'étais à Chennai, la capitale du Tamil Nadu, quand survinrent les événements du 11 septembre 2001, j'étais en train de passer mon examen universitaire (CAPEFLE). Il y avait une télévision dans les locaux de l'Alliance française et c'est en entendant de grands cris que je me suis précipité pour voir ce qui se passait. Là je suis resté scotché un bon moment devant l'écran pour essayer de comprendre ce qui venait de se produire. Je me suis tout de suite dit : c'est le début de la troisième guerre mondiale. Heureusement, je venais de terminer la dernière épreuve et je suis reparti immédiatement en moto pour Pondichéry.

Dans ma tête tout se bousculait, je voulais y voir clair et c'est là que je me suis rendu compte que j'avais arrêté de militer depuis 20 ans, au début de 1981. Je me suis dit alors qu'il fallait m'y remettre au plus vite. Je me suis abonné à Informations ouvrières, le journal de mon ancien parti. Je romprai de nouveau avec ce parti ou ce qu'il était devenu en mai 2005. Entre temps, pendant quatre ans j'ai reçu ce journal chaque semaine et je l'ai lu attentivement. Pas une seule fois je n'ai lu dans ce journal une autre version du 11 septembre que celle officielle de Bush ou tout du moins un article la mettant en doute.

A cette époque je n'avais pas Internet. Quand je l'ai eu après avoir racheté un ordinateur, j'ignirais tout du Net, je l'utilisais uniquement pour mon courrier électronique. Le temps passa, il passe si vite, ce n'est que récemment, depuis que j'ai démarré les causeries en août 2008 que j'ai commencé à surfer pour trouver des articles de presse, et ce n'est que dernièrement, il y a quelques mois seulement que j'ai enfin une connection certes lente mais qui me permet de visualiser des vidéos et éventuellement d'en télécharger. Entre temps j'avais découvert le portail du Réseau Voltaire qui remettait en cause la version officielle du 11/9. J'ai lu quelques articles sur ce sujet qui m'ont convaincu assez facilement de la gigantesque manipulation à l'échelle mondiale orchestrée à cette occasion par en fait les maîtres du monde qui siègent à la Fed, Bush n'en était que le porte-parole. Et ce n'est qu'hier en me connectant au portail Liesi que j'ai découvert la vidéo de Aaron Russo datant de 2007, un proche de Nick Rockefeller, révélant les confidences terribles que ce dernier lui avait faites onze mois avant le 11 septembre 2001, en gros il lui expliqua qu'ils (le cartel des banquiers de la Fed) étaient en train de préparer un événement extraordinaire qui allait bouleverser les Etats-Unis et le Monde, qui servirait de prétexte à attaquer l'Afghanistan et l'Irak. Pour la suite, si vous ne l'avez jamais visionnée, voici l'adresse de cette interview d'Aaron Russo, décédé depuis d'un cancer de la vessie : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=slV_48nGPmI

Hier, quand j'ai terminé d'écouter Aaron Russo, je vous avouerai que j'étais littéralement vidé, écoeuré, sur le cul, puis pris d'une rage presque incontrôlable, je me suis dit : mais pourquoi tous ces salopards ne nous ont rien dit, pourquoi nous ont-ils encore caché la vérité, trompé ? Et nous comme des abrutis complets imperturbablement on a poursuivi notre combat sur le même registre comme si rien de rien n'était, comme si ce complot à l'échelle mondiale n'existait pas, parce que tous les chefs d'Etat de la planète, la totalité des dirigeants des partis de droite comme de gauche, l'ensemble des médias connaissaient la vérité sur le 11/9.

Hier soir ma rage n'était pas retombée, en visualisant directement cette vidéo sur le côté droit de l'écran est venu s'afficher des dizaines de liens renvoyant à des vidéos diverses dont certaines sur le déroulement du 11/9, j'ai visualisé les plus courtes car ma connection était trop lente, j'ai ainsi découvert de nouveaux témoignages accablants qui ne laissent aucun doute possible sur l'origine du 11/9. J'ai fermé l'ordinateur, j'étais furieux, je me suis fait la même réflexion que le matin, mais bordel pourquoi nos dirigeants ont-ils marché dans leur combine criminelle qui n'a pu fonctionner que grâce à la profonde ignorance des masses, ils ont donc emboîté le pas des médias et de la Maison Blanche, ils ont donc intérêt à maintenir les masses dans l'ignorance alors qu'ils prétendent la combattre, c'est un fait établi dès lors, et à côté de cela ils osent parler en notre nom, au nom du socialisme...

Je vous avouerai qu'au moment où j'écris ces ligne je manque encore de recul après cette nouvelle découverte, je ne sais pas ni de quoi ni comment vous êtes fait, mais s'il y a une chose qui m'est insupportable au-delà de tout, c'est de m'être trompé pour avoir été délibérément trompés, c'est quelque chose d'inexcusable, que rien ne peut justifier.

Quand j'avais milité à l'OCI, j'avais déjà été manipulé, j'ignorais tout notamment des relations de ses dirigeants avec ceux du PS ou des syndicats, je ne m'en suis rendu compte que 21 ans plus tard, il n'est jamais trop tard, et quand j'ai vu Gluckstein à l'oeuvre, il n'avait pas la longue expérience de manoeuvrier de Lambert derrière lui, cette fois avec plus de 20 ans de recul, j'ai immédiatement compris que ce parti était devenu comme les autres pour ne pas en dire davantage ici, la suite figure dans mes articles et causeries entre mai 2005 et à partir d'août 2008, dire cela dans ma bouche, c'est la pire des caractérisations, je le prendrais pour une insulte et j'en serais terriblement blessé, une condamnation sans appel possible.

Si j'ai un compte à régler (en dehors du capitalime), c'est celui-là - sans toutefois faire une fixation là-dessus, j'en parle sur le coup, ensuite on passera à autre chose, et ce que j'ai découvert hier ne fait que ranimer la flamme de la haine que je porte aux manipulateurs professionnels, ainsi qu'aux ignares du NPA et de LO habités par une crasse ignorance, une niaiserie intellectuelle épouvantable, et dire que cela trône à la direction de partis, pour un peu on pourrait penser que les miracles existent vraiment !

La plupart des gens se voilent la face parce qu'ils ne veulent pas regarder la vérité en face, du coup ils sont incapables de progresser ou ils ont une vie médiocre tout au long de leur existence. Moi, je préfère la prendre en pleine figure, cela fait mal, très mal parfois, c'est déstabilisant, il arrive que nos convictions en soient ébranlées, que l'on ne sache plus quoi trop penser, on est pris de vertige, on a soudain l'impression d'être projeté dans le vide sans rien trouvé à quoi se raccrocher, puis on se calme, on se reprend, on tente de retrouver un minimum de sérénité pour penser tranquillement à la suite, une fois cette épreuve affrontée, quels enseignements en tirer pour aller de l'avant.

Voilà à peu près mon état d'esprit cette après-midi. Je me demande comment je vais intégrer cette nouvelle donnée dans ma stratégie politique, cela ne devrait pas poser de difficultés puisque j'avais déjà commencé à le faire lorsque j'avais découvert le Réseau Voltaire.

Quelque part j'ai un bol terrible ou acquis une certaine expérience de la vie, je le dis très modestement, car il n'y a vraiment pas de quoi être fier de se retrouver isolé dans un trou en Inde, depuis quelque temps déjà j'ai avancé l'idée que si la situation était telle que nous la connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire inextricable ou sans issue politique (pratique), cela provenait sans doute du fait qu'on avait été incapable d'élever le niveau de compréhension de la société des travailleurs, parce qu'on s'était borné à reproduire une conception de la lutte de classe qui était en partie obsolète ou inadaptée à notre époque ou aux transformations du monde depuis plus d'un demi-siècle, ce qui nous ramène à notre sujet, l'ignorance des masses dont a profité Bush et sa clique de gangsters pour monter le coup du 11/9 qui servit par la suite à justifier la lutte sans fin contre le terrorisme, les attaques contre l'Afghanistan, l'Irak, la Lybie, la Syrie et demain l'Iran.

On a délaissé ce terrain de la lutte de classe pour le céder à notre ennemi qui en profite, ce qui devait d'autant plus passer inaperçu que c'est du domaine du non-dit, du non-fait auquel on ne pense pas puisqu'il n'en question nulle part. C'est le même procédé que celui employé par Bush mais à l'envers. Il est remarquable de constater que parmi ceux qui contestent la version officielle du 11/9, tous sont subordonnés au capitalisme, à l'ONU, du coup ils ne sont pas en mesure de proposer aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme, tandis que parmi ceux qui prétendent combattre pour la rupture avec le capitaliste, il ne s'en trouve pas un (dirigeant de parti ayant pignon sur rue) pour contester la version officielle du 11/9, ce qui revient à favoriser les plans de ceux qui avaient conçu le 11/9 dans la perspective d'un Nouvel ordre mondial, autrement dit, ils nous envoient au combat avec un boulet au pied ou une main attaché dans le dos pour mieux nous faire massacrer à l'arrivée !

On va arrêter là pour aujourd'hui. En conclusion, il faut intégrer cette donnée dans notre analyse politique de la situation mondiale, tout comme nous avons intégré l'économie virtuelle ou la planche à billets dans notre analyse de l'économie (classique). Vous comprendrez que je ne sois pas en mesure de commenter l'actualité d'hier comme je l'aurais souhaité, si j'analysais les déclarations des uns et des autres au regard des éléments qui ont été mentionnés plus haut, je les trouverais tellement mesquines, minables ou insignifiantes, que je pourrais manquer d'impartialité ou avoir envie de leur faire la peau, c'est une image. Repensez aux causeries des semaines précédentes, sur Facebookpar exemple, vous comprendrez que tout se recoupe, je vous laisse y réfléchir.

On dit parfois que c'est celui qui le dit qui l'est, menteur par exemple, cela vaut à propos de la théorie du complot et bien autres choses encore.

Une dernière chose en guise de recommandation.

Sur le Net il y a plein de portails ou blogs plus délirants ou loufoques les uns que les autres, il y a pas mal de cinclés sur terre, alors attention à ne pas tomber dans le piège inverse qui consiste à voir des complots partout, si vous n'avez pas une structure mentale équilibrée, vous seul le savez, un conseil en cas de doute, évitez de vous pencher sur cette question ou avec modération.

Le danger : l'autodétermination des peuples.

Extrait du discours de David Rockefeller prononcé en 1991 :

"*Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, Time magazine, et autres grandes publications dont les directeurs ont participé à nos réunions et ont respecté leurs promesses de discrétion depuis bientôt 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été exposés à la lumière de l'actualité durant ces années. Mais le monde est maintenant plus complexe et préparé à marcher vers un gouvernement mondial qui ne connaîtra plus jamais la guerre, mais seulement la paix et la prospérité pour l'humanité toute entière. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers internationaux est certainement préférable à l'autodétermination pratiquée dans les siècles passés.*" (liesi 30.09)

A la question Qui dirige ou qui doit diriger le monde ? vous avez la réponse : "*une élite intellectuelle et de banquiers internationaux*".

Le mot juste.

"*La gouvernance internationale a tendance à être effective seulement quand elle est anti-démocratique*", écrivait le journaliste du Financial Times Gideon Rachman avant de participer à la conférence 2012 du Bilderberg. (liesi 26.09)

Le saviez-vous ?

Al Djazaira a été conçu à l'origine par les frères David et Jean Frydman, des franco-israéliens. Jean Frydman, fut l'un des co-fondateurs et l'un des premiers dirigeants d'Europe 1, avant de passer à Télé Monte-Carlo et de diriger Régie N°1. On disait de lui qu'il était "*le jardinier secret du paysage audiovisuel français*". La carrière d'Anne Sinclair lui doit beaucoup, puisqu'il était l'ami intime de son grand-père, Paul Rosenberg. Jean Friedman sera le conseil d'Itzhak Rabin, de Ehoud Barak puis de Shimon Peres.

Après l'assassinat de Yizhak Rabin, les deux frères montent une chaine de télévision qui a pour but, d'après David, de rapprocher israéliens et arabes. Sur cette chaine, tout pourra être dit. L'Emir du Qatar accorde un prêt, que les frères Frydman doivent rembourser sur 5 ans, grâce à la publicité. Mais à force de taper sur tout le monde, les journalistes réussissent à générer un boycott de tous les annonceurs arabes. Au bout de 5 ans, faute de remboursement du prêt initial, l'Emir se retrouve propriétaire de la chaine. Or cet émir du Qatar avait été mis sur le trône par Londres et Washington, qui venaient de renverser son père, trop proche de l'Iran. La liberté d'expression de la chaine va en faire le média de référence du Moyen Orient, d'autant plus crédible qu'elle avait attaqué Bush, et perdu 3 journalistes vedettes de ce fait. Après la mort de David Frydman, l'émir réorganise la chaine en 2005, en confiant le réaménagement à un homme de communication, proche de Washington et d'Israël, Mahmoud Jibril. Celui-ci va placer un de ses hommes, Wadah Khanfar, journaliste de "*Voice of America*" aux commandes de la chaine.

Poussé par Londres et Washington auprès de Khadafi après le rétablissement des relations diplomatiques de la Libye, Mahmoud Jibril sera de 2007 à 2010, Ministre du Plan et de facto, le N°2 du régime. Il va être l'homme de la privatisation des entreprises publiques libyennes. Traduisez la vente à des banques privées occidentales de la richesse nationale libyenne à laquelle va venir se rajouter un Hold-up parfaitement mené des Banksters internationaux grâce à leur pion Mahmoud Jibril:

(Source originale le WS journal) Après que les USA et l'Union européenne aient révoqué l'embargo en 2004, des dizaines de banques et sociétés financières étasuniennes et européennes affluèrent en Libye. Parmi lesquelles Goldman Sachs, une des plus grandes banques d'investissement du monde, dont le siège principal est à New York. Dans la première moitié de l'année 2008, l'Autorité libyenne d'investissement lui confia 1 milliard et 300 millions de fonds souverains (capitaux de l'État investis à l'étranger). La banque Goldman Sachs les investit dans un panier de valeurs et en actions de six sociétés : l'étasunienne Citigroup Inc., la banque italienne Unicredit et l'espagnole Santander, la compagnie allemande d'assurances Allianz, la compagnie énergétique française Électricité de France et l'italienne Eni.

Un an après, Goldman Sachs communiqua à l'Autorité libyenne qu'à cause de la crise financière, le fonds libyen avait perdu 98 % de sa valeur, les 1 milliard et 300 millions se réduisant à 25 millions de dollars. Les responsables de l'Autorité libyenne, furieux, convoquèrent à Tripoli le responsable de Goldman Sachs pour l'Afrique du Nord. La rencontre fut turbulente, si bien que Goldman Sachs évacua précipitamment ses employés de Tripoli, craignant qu'ils ne fussent arrêtés. Comme la Libye menaçait d'intenter un procès qui aurait compromis la réputation de la banque aux yeux d'autres investisseurs institutionnels, Goldman Sachs lui offrit en dédommagement des actions privilégiées de la banque elle-même. Mais les Libyens étant à juste titre soupçonneux, l'accord ne fut pas signé. Restait ainsi ouverte la possibilité, redoutée par Goldman Sachs, que l'Autorité libyenne n'entreprit un procès international.

Des cas analogues de « *mauvaise administration de l'argent libyen* » sont rapportés par une enquête publiée par le New York Times . Par exemple, la société Permal —unité de Legg Mason, une des principales sociétés de gestion d'investissements, dont le siège est à Baltimore— a administré 300 millions de dollars de fonds souverains libyens, qui ont perdu 40 % de leur valeur

entre janvier 2009 et septembre 2010. En compensation, Permal a perçu 27 millions de dollars pour ses prestations. Même chose pour d'autres banques et sociétés financières, comme la hollandaise Palladyne, la française BNP Paribas, la britannique HSBCet le Crédit Suisse.

L'Autorité libyenne menaçait d'entreprendre contre elles des actions judiciaires internationales, qui auraient endommagé l'image de ces « *prestigieux* » organismes financiers. Le tout s'est résolu de façon heureuse quand, en février dernier, États-Unis et Union européenne ont « *gelé* » les fonds souverains libyens. Leur « *surveillance* » a été confiée à ces mêmes banques et sociétés financières qui les avaient si bien gérés. Et du vol on est passé à la rapine à main armée quand la guerre a commencé, en mars. À l'abri des chasseurs-bombardiers de l'OTAN, HSBC et d'autres banques d'investissement ont débarqué à Benghazi pour créer une nouvelle « *Central Bank of Libya* », qui leur permettra de gérer les fonds souverains libyens « *gelés* » et les nouveaux qu'ils tireront de l'exportation des hydrocarbures. Cette fois, sans aucun doute, en obtenant de forts rendements.

En octobre 2010, l'Alliance Londres-Washington-Tel Aviv (+ Sarkozy) programme le bouleversement de la région MENA par ce que les médias aux ordres appelleront le "*Printemps arabe*". Dés le 21 octobre 2010, Lindsey Williams révélait la date du premier événement en Tunisie et celle du début de la guerre en Libye, dates données par ses contacts dans le Cartel des Pétroles.

Quand les événements commencent, Al Djazaira nouvelle mouture, qui est alors la chaine avec la plus grosse audience en langue arabe, révèle la véritable nature de sa nouvelle politique éditoriale. Elle va devenir le boutefeu et le chantre d'émeutes populaires spontanément programmées, organisées et mises en scènes. En même temps, la chaîne a un prédicateur vedette, prêcheur à l'américaine, cheikh yusuf al-Qaradawi, qui tresse des couronnes aux Frères Musulmans et à eux seuls. Avec le succès que l'on connait. Les manipulateurs sont en action et appliquent à la lettre le programme conçu par les Cartels de la City et de WS, et mis en œuvre par Israël et les agences de l'ombre …

Mahmoud Jibril sera Premier Ministre par intérim du gouvernement de transition et son "*Alliance des Forces Nationales*" va gagner les premières élections de l'après Khadafi en juillet 2012.

Al Djazaira va ensuite participer activement à la guerre en Syrie, enregistrant des pseudos scènes de bataille dans des décors créés au Qatar pour démoraliser les partisans de Bachar Al Assad. Ces fausses scènes de bataille vont envahir les écrans des chaines occidentales, qui vont diffuser une propagande médiatique à haute dose pour que les masses adhèrent aux interventions des armées de l'OTAN.

Début septembre 2012, Al Djazaira va monter en épingle un film produit, nous disent les médias, par un copte égyptien, Nakoula Bassseley. Tiens ? Ailleurs, il est écrit que le film aurait été financé par une souscription sioniste, mais que cet homme sort de nulle part. L'actrice porte plainte, disant que la plupart des scènes ont été tournées sur un écran vert pour faire des incrustations… et que les dialogues originels auraient été réenregistrés. Le tout pue le coup fourré de A à Z.

Des manifestations de colère des musulmans vont fleurir dans de nombreux pays à la suite de ce film ridiculisant Mahomet. Une équipe d'Al Quaida en Libye va attaquer des bâtiments annoncés comme consulaires, mais dont la géo-localisation semble controversée et assassiner un diplomate américain.

Ces salopards d'hommes de main d'Al Quaida, à l'origine recrutés par la CIA et formés par le Mossad et l'ISI, au service des neo-cons, sionistes et va-t'en-guerre, font désormais circuler des images de l'ambassadeur américain trainé en ville par la foule.

NE VOUS LAISSEZ PAS MANIPULER

Ce film, ou du moins la version qui est sortie sur internet, a été créé pour enfanter des émeutes anti-américaines. Le meurtre du diplomate n'est pas l'acte d'une foule mais d'un commando commandité pour créer un incident diplomatique grave. Les images qui sortent aujourd'hui sur ce diplomate américain torturé, cherchent à dresser les foules occidentales contre ces sauvages d'arabes et de musulmans. Elles n'ont d'autre but que de justifier le déclenchement de la guerre contre l'Iran.

Simultanément, une campagne d'affichage dans le métro New Yorkais, première ville juive au monde, enfonce le clou et appelle à soutenir Israël, l'homme civilisé contre les "*sauvages*".

Parfaite synchronicité, qui signe le crime…

Dans le livre de Peter Dale Scott et cette étude en 3 volets sur "*la CIA, le 11 septembre, l'Afghanistan et l'Asie Centrale*", je relève ce passage, qui me semble terriblement d'actualité:

" un rapport de 1963, rédigé par la Direction des planifications et des politiques du Comité des chefs d'États-majors interarmées (JCS), fit savoir à ses généraux que « *la fabrication d'une série de provocations destinées à justifier une intervention militaire était réalisable et pouvait être accomplie à l'aide des ressources disponibles.* » Les incidents du golfe du Tonkin, le 11-Septembre et même l'assassinat de Kennedy peuvent être vus comme des événements qui furent en réalité « *fabriqués* », selon le

modèle exposé en 1962 dans le Projet Northwoods (l'ensemble de propositions émises par le JCS pour justifier une invasion de Cuba en organisant des attaques sous faux pavillon)."

Je vous laisse mettre bout à bout tous ces éléments de la scène du crime. Les instigateurs et les manipulateurs de l'ombre sont les mêmes que ceux du "*onze septembre*", leurs plans ont été dénoncés dans "la Mission anglo-saxonne et bien avant par Carr dans "*Des Pions sur l'Echiquier*". Leur but est de générer la Troisième Guerre Mondiale. Les flottes dans le Golfe Persique sont prêtes pour engager la bataille. Celle-ci permettrait de détourner le regard des masses, alors que le système monétaire et bancaire est au bord de l'implosion. Tout est dit. (liesi 27.09)

Ingratitude au sommet. Mélenchon en quête de reconnaissance.

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, a accusé lundi le Premier ministre Jean-Marc Ayrault d'être "*un problème*".

Sur France Inter, l'eurodéputé a déclaré, à propos du chef du gouvernement : "*Depuis le début, c'est le mépris, il ne parle à personne*". (AFP 01.10)

Manipulation des masses.

Près de deux Français sur trois (64%) voteraient en faveur du traité budgétaire européen s'il était soumis à référendum, contre 36% qui le rejetteraient, selon un sondage BVA publié lundi par Le Parisien/Aujourd'hui en France.

Même approbation concernant la règle d'or prévue dans le traité et interdisant aux Etats de la zone euro d'avoir un déficit public supérieur à 0,5% du PIB : 72% y sont favorables et 25% s'y opposent, 3% étant sans opinion.

Dernier enseignement de cette enquête : une courte majorité (52%) n'est pas d'accord avec l'idée que "*l'instauration de cette règle d'or ne serait pas démocratique, car elle limiterait les marges de manoeuvre des gouvernements démocratiquement élus*", 46% l'approuvant et 2% n'ayant pas d'avis sur le sujet. (AFP 01.10)

En appelez au gouvernement des capitalistes, c'est s'en faire les complices. Le reste, du blablabla.

Pour Bernard Thibault la nationalisation est devenue un gros mot, tabou. Ses maîtres à penser apprécieront.

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a préconisé lundi une "*maîtrise publique*" de l'ensemble des activités sidérurgiques à Florange (Moselle) face au projet d'ArcelorMittal de fermer les hauts-fourneaux.

"*Le mot nationalisation n'est peut être pas satisfaisant*", a déclaré le leader cégétiste sur France Info. Mais, a-t-il poursuivi "*je préférerais que de l'argent public qui aujourd'hui est distribué a des grands groupes multinationaux privés soit réorienté au bénéfice d'activités maîtrisées collectivement et publiquement. Après la mécanique on peut en discuter*", a-t-il ajouté.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a indiqué que l'Etat serait prêt à les racheter pour un euro symbolique avant de les revendre à un repreneur, une nationalisation n'étant "*pas à l'ordre du jour*". (AFP 01.10)

Quand on ne veut s'attaquer aux fondements du capitalisme, tout discours ne sert qu'à tromper les travailleurs, même le plus radical en apparence.

Représentant syndical FO au sein de l'usine Arcelor-Mittal de Florange, Walter Broccolis réagit à l'annonce officielle de la fermeture des hauts-fourneaux.

Question : Comment jugez-vous l'action du gouvernement dans cette affaire ?

Réponse : Nous lui demandons de prendre ses responsabilités. La situation actuelle est certes due à Mittal, mais l'Etat ne doit pas se laisser faire. Les 150 millions d'euros promis par Montebourg, il n'en n'est plus question. Alors quoi, il nous a raconté des bêtises ? Réfléchissez Monsieur Montebourg, nationalisez, le plus vite possible !

Question : Cette hypothèse a cependant été rejetée dimanche par le ministre du Redressement productif, qui a jugé qu'"*à chaque fois qu'on a nationalisé, l'Etat n'a pas été un très bon gestionnaire*"...

Réponse : Mais c'est la seule façon de sauver notre usine ! Après, nous sommes capables de la faire tourner sans Mittal. On produit 180.000 tonnes d'acier par mois, on a nos clients, nos brevets de fabrication, nos outils et nos compétences. On continuera à produire de la tôle pour les voitures. (nouvelobs.com 01.10)

ACTUALITE EN TITRES

Non, il n'y a pas d'erreur.

- Un géant de l'acier est né avec Nippon Steel & Sumitomo Metal Corporation - AFP

- ArcelorMittal ferme Florange et donne 60 jours au gouvernement pour trouver un repreneur - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

Le ministre syrien des Affaires étrangères a accusé lundi la France et d'autres pays de soutenir le "*terrorisme*" en fournissant armes et argent aux rebelles tentant de renverser le gouvernement du président Bachar al Assad.

S'exprimant à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, Walid al Moualem a aussi cité les Etats-Unis, le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie parmi les pays qui "*provoquent et soutiennent clairement le terrorisme en Syrie, à l'aide d'argent, d'armes et de combattants étrangers*".

"*Au nom de concepts comme la 'responsabilité de protéger', on appelle à la guerre et la sédition et les troubles sociaux se répandent, minant la structure des sociétés au niveau national*", a-t-il dit.

Walid al Moualem faisait référence à une notion, particulièrement défendue par les diplomates occidentaux, qui considère que la souveraineté d'un gouvernement peut être remise en cause par son incapacité à protéger ses civils, et qui a notamment servi d'argument pour intervenir en Libye en 2011.

Le ministre a dénoncé comme une "*ingérence flagrante*" dans les affaires intérieures de la Syrie les appels en faveur d'un départ de Bachar al Assad du pouvoir.

"*Ce qui est pire que tout, c'est de voir des membres permanents du Conseil de sécurité, qui ont auparavant lancé des guerres au nom de la lutte contre le terrorisme et qui soutiennent désormais le terrorisme dans mon pays*", a-t-il déclaré. (Reuters 01.10)

ECONOMIE

Grèce

Le projet de budget de la Grèce pour 2013 prévoit d'importantes coupes budgétaires pour dégager un premier excédent primaire en une décennie, mais l'activité économique du pays devrait connaître une sixième année consécutive de récession.

Le budget 2013 prévoit de nouvelles baisses des traitements dans la fonction publique, des retraites et des aides sociales.

"*Le projet de budget prévoit 7,8 milliards d'euros de coupes budgétaires en 2013*", a dit l'une d'elles.

Les principaux syndicats grecs ont immédiatement réagi en annonçant des mouvements de grève dans les jours à venir pour protester contre ces nouvelles mesures d'austérité. (Reuters 01.10)

Haut de page

Le 3 octobre

CAUSERIE

Mon travail a encore été entravé ce matin, le courant était tellement pourri que d'un coup mon onduleur s'est éteint avant que j'ai réalisé une sauvegarde, du coup j'ai dû recommencer une bonne partie du boulot. J'ai continué en me déconnectant du réseau en travaillant avec les batteries. Bon, cela plus le reste, c'est à devenir dingue ou disons être sur les nerfs, c'est usant, mais ils ne nous auront pas comme cela !

Je vous propose une tranche de vie teintée de politique que vous pouvez passer si cela ne vous intéresse pas. Je l'ai rédigée hier soir.

On nous dit que c'est par l'expérience de la lutte de classe que les travailleurs peuvent prendre conscience de la société, etc. c'est vrai dans certaines circonstances, mais force est de constater que cela ne fut pas le cas au cours de 70 dernières années. On nous dit également qu'élever le niveau de compréhension des travaileurs du fonctionnement de la société serait secondaire, accessoire, qu'il leur viendrait pour ainsi dire spontanément au cours d'un processus révolutionnaire et que d'ici là s'y attarder serait perdre son temps, autrement dit, un travailleur complètement arriéré pourrait d'un jour à l'autre franchir tous les échelons de la connaissance à la vitesse de la lumière, on évitera soigneusement de se demander si le retard pris par la révolution socialiste n'aurait pas un rapport avec son incapacité à réduire son arriération, on continue de penser la lutte des classes dans les mêmes termes qu'il y a deux siècles, avec le succès que l'on sait !

C'est contre cette conception étriquée de la lutte de classe que je m'insurge, dire ici qu'elle ne tient pas compte des recommandations de Trotsky serait vain, puisque plus personne n'en tient compte.

Je vous ai déjà raconté que j'étais issu d'une des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, mon père était menuisier en bâtiment et jusqu'au début des années 70 il travaillait aux pièces, il n'était pas mensualisé, quand il était en bonne santé et qu'il bossait, on avait de quoi payer le loyer et manger, sinon c'était mes grands-parents maternels qui fournissaient l'appoint, et cela dura jusqu'à ce qu'il soit déclaré inapte à son emploi peu de temps avant l'âge légal de la retraite et fasse taxi, car il fallait bien continuer à vivre ou survivre

Ma mère, tout ce que je sais d'elle, parce que mes parents détestaient parler d'eux-mêmes devant leurs enfants ou devant des gens, c'est qu'elle a été blanchisseuse dans sa jeunesse, ensuite ou avant je n'en sais rien, elle a travaillé dans un cirque, elle était trapéziste, un jour son partenaire est tombé et s'est tué, tout le monde lui a dit qu'elle n'y était pour rien mais rien n'y fit, elle quita le cirque définitivement. Un de ses frères travaillera aussi dans des cirques, il présentait un numéro avec des perruches qu'on pouvait voir le mercredi à la Piste aux étoiles du temps de l'ORTF, un autre était danseur et voyageait avec sa troupe. Ses parents étaient camelots sur les marchés à travers la France, comme ses arrières-grands-parents, mon arrière-grand-père finira dans la misère à chanter sous les fenêtres du quartier de la République à Paris, ils habitaient rue Rambuteau, je l'ai connu, le reste du temps il était marchand des quatre-saisons, avec sa charrette il vendait des fruits et légumes.

Du côté de mon père, mon grand-père travaillait en usine, je n'en sais pas davantage, devenu vieux il fut interné en hôpital psychiatrique et y mourut avant que je vienne au monde. Ma grand-mère fut repasseuse dans une blanchisserie industrielle avant de faire différents boulots, elle fut gérante d'un café restaurant à Rueil, à deux cent mètres de l'endroit où je passerai mon adolescence bien plus tard. Tous mes oncles et tantes travaillèrent en usine ou sur les chantiers.

Mon père était arriéré politiquement, pas seulement, il était incapable d'écrire sans faire des fautes à chaque mot, et quand il devait faire une division il ne fallait pas qu'elle comporte une virgule. Il voulait fait ébéniste et c'est la guerre qui l'en a empêché. Mes parents s'étaient mariés à l'église, mais ils étaient athées en réalité. Nous étions très pauvres évidemment.

Elevés à la dure, ils étaient faits pour en baver toute leur vie, ignorants et soumis. Je ne sais pas s'ils avaient développé un complexe d'infériorité, cependant je me souviens très bien qu'ils éprouvaient de l'admiration pour les gens de pouvoir, la fierté de mon père était de les servir, c'est peu dire. Vous imaginez d'ici les discussions que j'ai pu avoir avec lui et qui ont mal tourné à chaque fois.

De Gaulle trônait dans la pièce principale qui leur servait de chambre également, une photo prise rue de Rivoli au moment de la Libération ou lors d'une de ses démonstrations de rue que le général affectionnait. Mon père discutait avec personne, il vivait dans le monde qu'on lui avait concoté, point barre. Si vous vous avisiez de le critiquer, il s'emportait ou vous traitait d'ignorant, sans blague. Ils travaillaient à des appartements dans Paris proche de l'Etoile, qui allaient être vendus des millions de francs à l'époque, et touchait un salaire misérable sans que cela le questionne, il trouvait cela normal, comme tout d'ailleurs.

Quand il fit taxi à la fin de sa vie, il eut la même attitude, un patron d'une grande entreprise pouvait l'appeler à 2h du matin un dimanche pour partir en Suisse sur le champ qu'il y courrait, d'accord c'était bien payé et peut-être pas entièrement déclaré, mais quand même, c'était une constance chez lui. Si je devais dans ma vie rencontrer un jour quelqu'un de buté ou borné, ce fut

bien mon père. Il était discipliné et il en faisait son orgueil, donc tout nous opposera arrivé à mon adolescence.

Plus tard, chaque fois que j'essayais de placer mes idées, il me sortait le PC ou le PS comme exemples épouvantables, jeune et mal armé pour lui répondre, à mes risques et périls de sortir une grosse connerie, je la fermais, j'ai essayé de lui dire que je n'avais aucun rapport avec ces partis, c'était pire encore, j'étais une merde, je n'avais aucune légitimité. Pour lui les seules personnes légitimes étaient celles qui avaient le pouvoir ou le fric ou les deux à la fois, il les idéalisait littéralement. Ce n'étaient pas des modèles à copier, mais ses maîtres.

Pourquoi je vous ai raconté cela, je vais vous le dire, pour justifier ma causerie d'hier, bien que je pourrais m'en passer, la question n'est pas là, mais d'écrire la suite.

Les travailleurs doivent savoir la vérité, il faut la mettre à leur portée, ils sont loin d'être tous comme était mon père, on ne pourra pas changer la société en s'appuyant sur un peuple ignorant, c'est impossible, c'était possible autrefois, ce ne l'est plus maintenant. Jadis, il suffisait d'un déclic pour que tout s'écroule et s'enflamme, aujourd'hui c'est plus long à venir, ils ont sorti les grands moyens pour retarder ou entraver les capacités des masses à acquérir la connaissance du monde dans lequel elles vivent, ils visent plus loin en se projetant dans un Nouvel ordre mondial à la tête duquel ils seraient. Ils ont décuplé les moyens de communication pour abrutir les masses.

La tâche est difficile, comme toute les tâches grandioses qui ont accompagné l'évolution de la civilisation humaine. Le monde aurait fait des intellectuels lâches, cupides et cruels, et il ne serait pas possible de développer les qualités inverses. Il faut créer le déclic dans la tête des travailleurs, il faut combattre la propagande ennemi sur tous les fronts. Il profite de l'ignorance des masses pour mieux les tromper et les asservir, c'est donc notre devoir de militant de les aider à en sortir par tous les moyens à notre disposition. On ne combat pas l'ignorance des masses avec de longs discours, ni en se mettant à leur niveau, encore moins en les flattant, mais en leur proposant notre interprétation du monde et ce qui s'y passe dans un langage qui leur soit commun ou accessible. La métaphore nous est plus utile que la théorie pour nous adresser à elles.

Chez l'homme il y a l'être sensible et il y l'intellect, l'être qui pense, qui réfléchit, qui prend des décisions, donc qui doit être capable de prendre son destin en mains au lieu d'en laisser le soin à d'autres. Dans notre discours, ce n'est pas notre interprétation l'élément moteur, mais les faits sur lesquels on s'appuie pour développer notre analyse. Les faits doivent parler d'eux-mêmes s'ils sont exposés correctement et simplement. Sur ce plan-là il n'y a pas de recette miracle, c'est à chacun de développer sa propre technique en fonction de son expérience et de ses connaissances, de la personnalité de chacun, on construit ainsi un parti de travailleurs qui se respectent mutuellement.

Le travailleur doit pour ainsi dire comprendre de quoi il s'agit sans qu'on ait besoin d'intervenir ou alors distinctement, quand on aborde l'aspect pratique de la connaissance, car savoir pour savoir ne sert à rien, il faut le transposer sur le plan pratique et organisationnel. On ne le pousse pas à s'organiser, on lui présente comme la suite ou la conséquence logique, pratique des connaissances qu'il a acquises. Passer à l'action ne vient pas à la suite d'une catastrophe vécue, mais d'une réflexion consciente sur sa condition, autant que sa condition elle-même puisque en approfondissant sa réflexion il en est arrivé à se trouver malheureux dans cette société, à cause de cette société, en épousant le sort de toutes les victimes innocentes du capitalisme à travers le monde, qui constitue une injustice ignoble, à vomir ; après tout s'il en arrive là, c'est comme un déclic salutaire qui lui serait arrivé par une autre voie.

Le travailleur ne s'apitoiera pas sur son triste sort s'il a compris que ceux qui détiennent le pouvoir se foutent bien de lui et profitent de sa naïveté, lui pourrissent la vie selon un scénario bien réglé pour le réduire en servitude jusqu'à son dernier souffle, car même lorsqu'il sera très vieux - s'il fait des vieux os, il souffrira, peut-être plus encore de l'indifférence de la société à son égard, société qu'il n'a eu de cesse de servir par son travail. C'est aussi pour lui éviter cette fin tragique et détestable qu'on veut changer le monde. Le petit enfant est rapidement séparé de sa maman qui doit aller travailler, et le vieux crève dans son coin dans l'indifférence générale quand ce n'est pas carrément un soulagement pour ses proches, qui a envie de vivre dans une société pareille, de la perpétuer, de la reproduire ? Le socialisme n'a pas d'âge et il concerne toutes les générations !

Je n'écrirais pas ses lignes si je méprisais les travailleurs comme certains ont osé me l'écrire ou que je les estimais incapables de progresser. De la même manière qu'en mettant en ligne l'interview de Aaron Russo, personne n'osera penser un instant qu'en dénonçant par ailleurs les crimes des sionistes, des banquiers sionistes, plus banquiers qu'autres choses d'ailleurs, j'aurais pu être antisémite, j'ai été profondément ému en regardant cette vidéo, je l'ai téléchargée dans mon disque dur pour l'avoir toujours sous la main, jetant à la figure de Nick Rockefeller que contrairement à lui il était venu sur terre pour faire le bien des autres, il a fait preuve d'un courage admirable, exemplaire, en nous livrant cette confidence, comme je l'ai écrit récemment, on pourrait regretter de ne pas être juif, d'origine ou de parentée juive.

Pour revenir à notre sujet, beaucoup de travailleurs éprouvent une sorte de dévotion, le mot est peut-être trop fort, il était valable pour mon père, de respect irréfléchi envers le pouvoir, le régime et leurs représentants. Il nous revient de leur présenter sous un autre jour, de telle sorte qu'ils les perçoivent d'un oeil critique pour finalement les rejeter. Pourquoi faudrait-il leur cacher la vérité sur le 11/9, sur Al-Qaïda, la manière dont sont orchestrées les guerres, la crise du capitalisme, la dette des Etats, l'exploitation, etc ?

Ce qu'on doit faire avec les travailleurs, c'est ce que fait un prof en classe, participer à l'éveil intellectuel de ses élèves, aiguiser leur curiosité, faire en sorte qu'ils prennent eux-mêmes en mains leur propre apprentissage de la vie dans une société qui ne leur fera aucun cadeau ou empoisonnés. Un gosse ne boit pas vos paroles, c'est lui qui apprend et progresse, de la même manière les travailleurs n'ont pas à boire nos discours, ils doivent arriver à comprendre les choses par eux-mêmes, on les aide mais c'est tout à ce stade, ensuite on leur propose une voie, c'est à eux de voir si elle les intéresse ou non, ils ont acquis un minimum de sens critique pour s'orienter eux-mêmes. Si on veut qu'ils rejoignent notre combat, c'est à nous de les convaincre, d'être cohérent, loyal et honnête, d'inspirer confiance sans jamais la réclamer, c'est aux dirigeants d'un parti de la mériter. (A suivre)

L'ennemi est dans notre propre pays. Ceux qui l'ignorent sont des aventuriers.

Comment voulez-vous faire confiance à un parti (POI) qui a pour perpective politique "*l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*", sans régler au préalable ni la question des institutions nationales qui légitiment dans chaque pays l'existence du capitalisme, ni s'attaquer aux fondements du capitalisme : c'est une imposture !

Bruit et gesticulation. Cela ne leur coûte rien.

Treize députés socialistes et "*chevènementistes*" ont voté contre le traité budgétaire européen mardi lors de la réunion du groupe PS à l'Assemblée nationale, quelques heures avant l'ouverture du débat parlementaire sur ce texte par le Premier ministre. Selon une source socialiste, dix élus PS et les trois députés du Mouvement républicain et citoyen (MRC) de l'ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense Jean-Pierre Chevènement ont voté contre. Tous les autres membres du groupe ont voté pour, à l'exception de deux abstentions.

Environ 200 députés PS étaient présents au moment de ce vote. (LePoint.fr 02.10)

De 25, ils ne sont plus que 10 à voter contre, combien seront-ils le jour du vote définitif à l'Assemblée nationale. Et c'est pour cela qu'il aurait fallu se battre ? C'était vraiment se foutre ouvertement des militants.

Et quand ils votent contre, c'est parce qu'ils estiment que ce traité est contraire aux intérêts de l'Union européenne dont ils sont de farouches partisans. A bas le PS et l'UE !

La méthode Goebbels

Jean-Marc Ayrault a exhorté mardi les élus de gauche à considérer le traité budgétaire européen comme une "*étape essentielle*" pour réorienter l'Europe vers la croissance et éloigner le spectre d'un effondrement de la zone euro.

Le Premier ministre s'est adressé aux récalcitrants de son camp devant l'Assemblée nationale en expliquant que ce texte, loin de condamner l'Europe à l'austérité, lui ouvrait au contraire de "*nouvelles frontières*".

Approuver ce traité, "*cela exige du courage, mais vous en avez, cela exige de l'audace, mais vous en avez*", a-t-il dit en conclusion. "*Ne passons pas à côté de cette chance historique*".

Malgré quelques votes rebelles chez les écologistes et à la gauche du Parti socialiste, l'exécutif espère faire adopter le texte à l'Assemblée avec les seules voix de gauche lors du vote solennel prévu mardi prochain.

Les centristes et l'opposition de droite voteront en effet massivement la ratification d'un texte hérité du quinquennat de l'ancien président UMP Nicolas Sarkozy.

Il n'a pas manqué de dramatiser l'enjeu d'un vote négatif qui ébranlerait une zone euro déjà en crise.

"*La conséquence d'un vote négatif de notre pays, ce serait, vous le savez bien, une crise politique et l'effondrement de l'union monétaire*", a dit le Premier ministre.

"*Nous devons inventer les Airbus de demain, éliminer les freins à l'innovation, relever le défi de la compétitivité. L'Europe doit se doter d'une grande politique industrielle, qui ne peut se réduire aux règles de la concurrence*", a-t-il dit.

Au delà de la lutte contre la spéculation, qui passe notamment par la séparation des activités des banques, Jean-Marc Ayrault a appelé à résorber la "*dette sociale*" à l'égard des peuples européens. (Reuters 02.10)

Soutenir les fermetures d'usines et les plans de suppressions d'emplois, c'est ce qu'il appelle résorber la "*dette sociale*"... A bas le gouvernement Hollande-Ayrault-Sapin des capitalistes !

Lors de chaque traité sous les différents gouvernements, ils ont utilisé les mêmes arguments, résultat : 20 millions de chômeurs en Europe, plus de 50% des jeunes au chômage en Grèce et en Espagne...

Vous avez raison, nous sommes sous la dictature de l'oligarchie financière dont vous êtes le représentant.

Le ministre du Travail Michel Sapin a estimé mardi que l'implication du gouvernement dans le dossier des hauts fourneaux de Florange (Moselle) avait porté ses fruits, même si "*personne ne croit au miracle*".

"*Je ne dis pas que cela permet de faire un miracle. D'ailleurs, personne là-bas ne croit au miracle*", a concédé le ministre du Travail.

M. Sapin s'en est pris notamment à "*ceux (...) qui se sont déplacés là-bas en disant (aux salariés) +il n'y a qu'à nationaliser, l'Etat n'a qu'à faire lui-même de l'acier+: comme si c'était à l'Etat de faire de l'acier, c'est fini ces périodes-là, on n'est pas en Union Soviétique!*". (AFP 02.10)

Le "*miracle*" aurait été qu'au moins un syndicat appelle à l'occupation et à l'expropriation de Mittal sans indemnité, mais vous savez ce qu'il en est des miracles, cela demande un certain délai pour qu'ils se réalisent... Vous aurez admiré le cynisme sans fond au passage. Nationaliser les dettes des banquiers, l'Etat a acquis une certaine expérience dans ce domaine...

Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire socialisera les moyens de production, expropriera par la force si nécessaire les capitalistes sans leur verser un centime, telle est la voie à suivre, il n'existe pas d'autres alternatives ou capituler, ce que font tous les syndicats et partis, à commencer par le Front de gauche.

Quand le lumprenprolétariat de la bourgeoisie récompense un de ses zélésserviteurs.

Les propositions de conférence affluent sur le bureau de Nicolas Sarkozy. L'ancien président de la République en a reçu 70 depuis son départ de l'Elysée, en mai dernier.

Montant de la rémunération pour chacune d'entre elles: autour de 115 000 euros. (lexpress.fr 02.10)

C'est la médiocrité élevée au rang d'idéal et qui sert désormais de modèle aux gouvernants du vieux monde.

ACTUALITE EN TITRES

TSCG. En famille.

- Jean-Marc Ayrault: le traité budgétaire européen "*n'impose aucune contrainte*" - L'Express.fr

Il parle pour lui et les siens, la classe qu'il représente, celle des capitalistes pour lequel ce traité a été concocté.

- Borloo votera "*avec enthousiasme*" le traité budgétaire - AFP

- Giscard d'Estaing: "*exactement le même*" traité que celui négocié par Sarkozy - AFP

Les charcutiers du mouvement ouvrier.

- Chérèque et Thibault : copains comme cochons - LePoint.fr

Pauvre bête, s'en trouvera-t-il à la Ligue de défense des animaux pour dénoncer cet amalgame honteux ?

Le cochon est un animal noble, génétiquement il est très proche de l'homme, je n'ose pas dire de la femme puisqu'au féminin il prend une toute autre connotation... La hyène à l'odeur nauséabonde se repaîtant la nuit ou discrètement du mouvement ouvrier en décomposition aurait été plus appropriée.

Le parti de l'ordre concurrencé sur son terrain de prédilection.

- Drame de Grenoble : quand Hollande fait du Sarkozy - Public Sénat

- Energique, talentueux ... l'opposition approuve le style Valls - Le Nouvel Observateur

N'en jetez plus, la poubelle déborde !

Ça tombe bien, on comptait vous la supprimer !

- Les jeunes ne croient pas beaucoup à la retraite dit un sondage - Reuters

Tir aux pigeons.

- Entrepreneurs '*pigeons*' : des craintes, beaucoup d'approximations - LeMonde.fr

Ils profitent de la naïveté des travailleurs qui se sont lancés dans cette aventure, souvent pour tenter d'échapper au chômage.

Le candidat de la Fed s'est payé le pouvoir.

- Le Rêve géorgien, un parti construit à coups de millions de dollars - lemonde.fr

Le milliardaire Bidzina Ivanichvili. aurait consacré entre 250 millions et 300 millions de dollars à cette campagne.

les conseillers, les experts en sondages et les cabinets de lobbying, recrutés outre-Atlantique et à Bruxelles, auront compté. Ils ont composé une war room au service d'une communication privée sans équivalent dans l'histoire postsoviétique, à l'échelle d'un petit pays de 4,5 millions d'habitants.

Parmi eux, Lincoln Mitchell, Professeur à l'université de Columbia, c'est un spécialiste des transitions démocratiques dans l'ex-URSS, très critique vis-à-vis de la politique américaine dans la région. "*On a vécu dans une illusion, selon laquelle Saakachvili est un démocrate progressiste*", affirme ce "conseiller officieux" de M. Ivanichvili, s'amusant du nombre de sénateurs ou d'anciens sénateurs américains qu'il croise à son hôtel.

Lincoln Mitchell estimait lundi soir que les Etats-Unis "*jouent un rôle clé dans l'issue du vote. Le nier serait naïf.*" George Gegetchkori, le "*special assistant*" de M. Ivanichvili, tient même à "*chaudement remercier*" la communauté internationale, pour sa surveillance scrupuleuse du scrutin.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

"*Non au traité budgétaire européen !*", c'est ce que clame 120 économistes dans une tribune publiée dans l'édition du quotidien Le Monde à paraître mercredi. Les 120 experts accusent ainsi le président François Hollande de commettre une " *erreur tragique* " en poursuivant la " *politique d'austérité* " de ses prédécesseurs. Parmi ces économistes, on retrouve les chercheurs au CNRS Frédéric Lordon et André Orléan, le professeur Paul Jorion de la Vrije Universiteit de Bruxelles, ou encore Jacques Généreux, professeur à Sciences Po et membre du Parti de gauche. Selon eux, le traité européen " *grave dans le marbre des mesures d'austérité automatiques* ". Ils ajoutent par ailleurs que " *l'austérité est à la fois injuste, inefficace et antidémocratique* " et que la règle d'or est porteuse " *d'une logique récessive qui aggravera mécaniquement les déséquilibres actuels* ".

Souvent défenseurs des valeurs de la gauche, ces universitaires critiquent les président François Hollande qui n'a pas réussi à renégocier le traité comme il l'avait promis pendant la campagne électorale. Ils écrivent ainsi que le président socialiste " *n'y a en fait apporté aucun changement* " et que " l'ajout d'un pseudo-pacte de croissance aux montants réels dérisoires " ne change pas grand chose. Les économistes demandent donc " une expansion coordonnée de l'activité, de l'emploi et des services publics " au sein de l'Europe. (atlantico.fr 02.10)

En s'en remettant à Bruxelles, que font-ils ? Ils légitiment l'Union européenne qui à défaut d'être remis en cause n'a plus qu'à continuer tranquillement son oeuvre de destruction. Vous croyez que cela leur viendrait à l'esprit ? Il en faudra plus...

2- Grèce

Des responsables grecs ont retrouvé un CD sur lequel figure une mystérieuse liste de 2 000 Grecs détenteurs de comptes bancaires en Suisse. Il a fallu l'implication des services secrets et de deux anciens ministres des Finances pour le découvrir, deux ans après que le gouvernement l'eut, semble-t-il, obtenue en 2010 auprès de la ministre des Finances française de l'époque, Christine Lagarde. Mais les responsables grecs ont longtemps soutenu que de telles informations, obtenues illégalement, ne pouvaient pas être utilisées pour poursuivre les fraudeurs.

Il y a deux semaines à peine, le ministre adjoint aux Finances, George Mavraganis, avait encore jugé qu'un tel usage pouvait être assimilé à de «*l'espionnage industriel*». Confrontée à une colère croissante suite aux plans d'austérité, Athènes vient de changer de disque. (Liberation.fr 02.10)

SOCIAL

1- France

1.1- ArcelorMittal dicte sa loi.

Les syndicats de l'usine ArcelorMittal de Florange, où 629 emplois sont condamnés par la décision d'arrêter définitivement les hauts-fourneaux, ont exprimé mardi leur refus de discuter d'un plan social tant que l'espoir de trouver un repreneur n'était pas abandonné.

Le groupe sidérurgique avait annoncé la veille à Paris qu'elle accordait un délai de deux mois aux pouvoirs publics pour trouver un industriel intéressé par les deux hauts fourneaux, l'aciérie et la cokerie.

Lors d'une réunion du comité d'entreprise qui s'est tenue mardi matin à Metz, la direction du site a proposé une réunion le 16 octobre prochain pour définir un accord de méthode préalable à la négociation d'un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

"*Nous refusons d'y participer*", a dit à Reuters Yves Fabbri, secrétaire de la CGT de l'usine de Florange.

Le syndicat a adressé un courrier au ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, pour lui demander d'inviter la direction à respecter le délai des deux mois avant toute négociation.

"*Il est inconcevable qu'on commence maintenant*", a confirmé Walter Broccoli, secrétaire de FO qui se fait cependant peu d'illusions .

"*On sait pertinemment qu'il n'y aura pas de repreneur*", dit-il.

La direction aurait par ailleurs conditionné l'avenir de l'activité packaging (l'acier pour le boîtage), qui tourne au ralenti depuis plusieurs mois, à la possibilité de réaliser des gains de productivité.

La crainte des syndicats est que ne subsiste que la transformation de l'acier pour l'automobile, soit "*8 à 900 emplois*" sur les 2.750 CDI actuels du site de Florange.

Une quarantaine de sidérurgistes manifestaient mardi devant les locaux du Groupement des entreprises sidérurgiques et métallurgiques (Gesim), protégés par autant de CRS, où la direction d'ArcelorMittal avait choisi d'organiser la réunion, a constaté Reuters.

Tous les accès au site de Florange restaient bloqués par des militants syndicaux, pour la deuxième journée consécutive, avec un mot d'ordre inchangé, le redémarrage des hauts-fourneaux. (Reuters 02.10)

1.2- Grève à France Télévisions.

La direction de France Télévisions a dressé le compte des grévistes : ils seraient 15,9 % à avoir suivi le mot d'ordre syndical (soit près de 1 000 salariés qui protestent contre les sacrifices financiers auxquels France Télévisions est confrontée). À la suite des annonces du gouvernement, le budget 2013 est amputé de 86 millions d'euros sans compter 67 millions d'euros de manque à gagner publicitaire.

Selon la direction, la grève à la rédaction nationale de France 3 n'a pas excédé les 10 % des effectifs.

Chez Radio France, la CGT avait emboîté le pas aux syndicats de France Télévisions. Sur le groupe Radio France, la direction relève un taux de participation d'environ 5 %. (LePoint.fr 02.10)

1.2- Les salariés de Sanofi manifestent à Paris.

Les salariés de Sanofi se sont donné rendez-vous mercredi pour manifester dans les rues de Paris, alors qu'un comité de groupe France, prévu le même jour à Gentilly (Val-de-Marne), pourrait préciser les grandes lignes de la réorganisation de l'entreprise pharmaceutique.

Dans un document de travail confidentiel dont l'AFP a eu connaissance mardi, la direction envisage un projet "*exclusivement fondé sur le volontariat*", et qui "*pourrait conduire en 2015 à la réduction de 914 postes en France*".

Le comité de groupe est une instance de discussion, "*de palabre*", souligne un syndicaliste. Le groupe pharmaceutique pourrait y préciser les contours de son projet.

D'après l'intersyndicale, un millier de salariés venus de toute la France manifesteront mercredi après-midi à Paris, quelques heures après l'ouverture du comité de groupe.

Le cortège partira de la rue La Boétie (VIIIe), où se trouve le siège du groupe, en direction de l'Assemblée nationale (VIIe).

Les salariés de Sanofi resteront mobilisés "*tant que la direction n'aura pas dit qu'elle retire son plan*", a assuré Dominique Junyent (CFDT), basée à Toulouse, site qui emploie 640 personnes.

Un nouveau rendez-vous est d'ores et déjà fixé au 11 octobre, date des prochains CCE pour au moins quatre sociétés du groupe, dont la branche recherche.

En outre, le 12 octobre, une réunion devrait rassembler l'intersyndicale, le gouvernement, la direction et des élus.

En 2011, le groupe Sanofi a réalisé plus de 33 milliards d'euros de chiffre d'affaires et un résultat net des activités poursuivies de près de 9 milliards. L'an dernier, le résultat net part du groupe de Sanofi était de 5,7 milliards. (AFP 02.10)

2- Espagne

Le pays a enregistré en septembre 79.645 chômeurs (+1,72%) de plus qu'en août, tandis que sur un an la hausse est plus prononcée, avec 478.535 demandeurs d'emploi supplémentaires (+11,32%), pour arriver à 4.705.279 chômeurs.

Selon l'Institut national de la statistique, qui utilise une méthode de calcul différente, le taux de chômage atteignait fin juin 24,63% (plus de 53% chez les jeunes), un record dans le monde industrialisé.

La situation est dramatique pour beaucoup d'Espagnols: selon une étude publiée lundi par le syndicat UGT, près d'un million de personnes cherchent un emploi depuis plus de deux ans, soit 20,8% de plus qu'il y a un an. (20minutes.fr 02.10)

3- Afrique du Sud

Le syndicat national des mines d'Afrique du Sud (NUM), débordé par sa base dans la récente vague de grèves sauvages qui perturbe la production d'or et de platine du pays, a tenté de reprendre la main mardi en proposant au patronat des négociations immédiates, alors que le conflit a fait encore cinq morts ce week-end.

Impuissant à canaliser le mécontentement des mineurs dont il négocie pourtant la rémunération depuis des années, le NUM a annoncé qu'une équipe de négociateurs se rendrait mercredi à la Chambre des mines pour discuter du sort des mineurs d'or et de charbon, soit environ 120.000 salariés.

Les mines de platine, où les négociations ont lieu par entreprise et non par branche, et où le mouvement a débuté en août, ne sont pas concernées.

Le NUM qui a lui-même négocié l'an dernier un accord salarial pour deux ans avec la Chambre des mines n'a visiblement d'autres choix que de dénoncer aujourd'hui à son tour des niveaux de salaires et des conditions de travail qualifiées de "*pathétiques*".

"*Bien que le NUM n'approuve pas les grèves sauvages et ne les encourage pas, précisément parce qu'elles exposent les travailleurs à des mesures de rétorsion de l'employeur (...) le NUM et le Cosatu soutiennent totalement la revendication légitime des mineurs d'être mieux payés et de voir leurs conditions de travail améliorées*", a déclaré lors d'une conférence de presse Zwelinzima Vavi, secrétaire général du Cosatu, la confédération nationale des syndicats.

"*Nous appelons la Chambre des mines à démarrer des négociations sans attendre avec le NUM et d'autres syndicats de l'industrie minière pour trouver une solution durable à l'impasse actuelle*", a-t-il ajouté.

Le NUM a aussi lancé un appel aux entreprises à ne pas licencier massivement les grévistes, menaces qui selon lui ne font qu'ajouter de l'huile sur le feu. Un appel qui vise essentiellement Amplats, filiale du géant du platine anglo-sud-africain Anglo American qui a convoqué ses salariés en conseil de discipline mardi.

Selon le secrétaire général du NUM, cinq morts sont à déplorer depuis dimanche autour de Rustenburg, l'épicentre du mouvement social, pas dans les installations minières mais dans les baraquements de mineurs alentour.

Ces violences ont eu lieu "*à la suite de l'annonce par Amplats de son intention de rompre les contrats de travail*", a affirmé M. Baleni. "*Notre crainte est que plus il y aura de licenciements, plus la violence augmentera*", a-t-il ajouté.

Depuis vendredi soir, plusieurs attaques au cocktail molotov ont eu lieu contre des permanents syndicaux, sous-entendu du NUM, ou contre des bâtiments d'Amplats, a-t-il dit.

Quatre voitures ont aussi été incendiées, selon la police qui suppose que les grévistes d'Amplats sont derrière ces actes de vandalisme.

Depuis lundi, une commission d'enquête indépendante nommée par le gouvernement est sur place pour élucider ce massacre qui a rappelé à l'Afrique du Sud les pires heures de l'apartheid.

Un mineur a déclaré mardi au juge Ian Farlam, président la commission, ce que de nombreux autres mineurs avaient déjà affirmé à l'AFP, à savoir que des permanents du NUM avaient ouvert le feu et tué deux mineurs aux tout premiers jours du conflit à Lonmin, illustrant les relations tendues entre le syndicat majoritaire, les grévistes et le syndicat radical Amcu.

Mardi matin, les principales mines sud-africaines du géant Anglo American étaient toujours à l'arrêt, de même que les installations aurifères de Gold Fields et AngloGold Ashanti.

Les revendications salariales vont de 12.500 à 18.000 rands mensuels (1.100 à 1.665 euros). (AFP 02.10)

Haut de page

Le 4 octobre

CAUSERIE

Info de dernières minutes. La Turquie est quasiment entrée en guerre contre la Syrie.

L'armée turque a bombardé ce jeudi matin des positions de l'armée syrienne à la frontière entre les deux pays, en représailles à des tirs d'obus syriens qui ont tué 5 civils turcs mercredi dans un village frontalier, a indiqué à l'AFP une source de sécurité.

«*Des tirs d'artillerie ont repris à 3h GMT (5h heure de Paris) ce matin (jeudi)*», a précisé cette source sous couvert d'anonymat. Les tirs turcs s'étaient poursuivis tout au long de mercredi soir vers le territoire syrien. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), plusieurs soldats syriens ont été tués dans ces bombardements. «*Plusieurs soldats syriens*» ont été tués dans la nuit de mercredi à ce jeudi par des bombardements de l'armée turque visant une position de l'armée dans la région de Rasm al-Ghazal, près de la ville de Tall al-Abyad, a indiqué cette ONG. (20minutes.fr 03.10)

Lire plus loin les événements survenus hier.

A propos du site.

J'ai décidé de donner une nouvelle tournure au site. Je vais inclure les meilleures vidéos en français qui existent sur Internet (You Tube) sur les évènements qui ont marqué le XXe siècle et le début du XXIe en rapport avec le cartel des banques qui composent la Fed, sans tomber dans le piège du complotisme ou du conspirationnisme. On comprendra mieux ainsi comment fonctionne le capitalisme et le monde.

Je ne m'arrêterai pas sur la personnalité des auteurs de ces vidéos qui est accessoire et ne m'intéresse pas, mais uniquement sur

les faits et la manière dont ils sont rapportés, sur leur aspect pédagogique. Sur le Net il existe une multitude de charlatans ou cinglés qui sévissent, ils sont facilement détectables. Le but, c'est de faire gagner du temps aux militants en sélectionnant les meilleures vidéos, les plus sérieuses ou cohérentes, pour qu'ils les téléchargent et se les repassent entre militants. Pourquoi aucun parti n'y a-t-il pas pensé jusqu'à présent ? Vous le savez, non ?

Question : comment voulez-vous combattre l'austérité si vous ne savez même pas quelle en est l'origine, qui tirent les ficelles ? La question se pose évidemment pour la crise du capitalisme qui est le produit des contradictions du capitalisme mais pas seulement, elle a été en partie programmée ou pour être plus précis, la manière dont elle se présente a été savamment orchestrée, ce que la quasi-totalité des travailleurs ignorent, idem pour la plupart des militants qui en ignorent tout ou presque, dans ma bouche ce n'est pas un reproche mais uniquement un constat, certains me l'ont écrit dernièrement.

Reste que ma connection Internet est d'une lenteur épouvantable et qu'il faut des heures pour télécharger une vidéo de quelques dizaines de Ko.

Qu'est-ce qui distingue la BCE de la Fed ?

Commentaire inclus à la suite de l'article du portail Atlantico.fr mis en ligne aujourd'hui dans la rubrique Economie :

- Ce qu'il y a de pourri dans la finance et le capitalisme, c'est que depuis bientôt un siècle un cartel de banques privées possède le privilège exorbitant de fabriquer la monnaie pour la prêter avec intérêts à l'Etat : la Fed.

On a du mal à imaginer que le monde fonctionne ainsi, que des banquiers possèdent la planche à fabriquer les dollars et qu'ils sont les véritables maîtres des Etats-Unis et des puissances occidentales. C'est inimaginable de détenir un tel pouvoir et pourtant c'est la stricte réalité.

J'ajouterai que la BCE flanquée du FESF et prochainement du MES fonctionne de la même manière à une différence près : la Fed fabrique la monnaie et la prête à l'Etat américain, au marché financier dont les banques qui la composent font aussi partie, elle n'a de compte à rendre à personne puisqu'elle a acheté le Congrès et le Sénat américain et c'est elle qui élit le Président des Etats-Unis d'Amérique, il s'agit donc d'une institution totalement indépendante, alors que la BCE fabrique la monnaie et la prête aux banquiers européens, rachète des obligations d'Etat pour le compte du marché financier international qui avaient acquis ces obligations, tandis que le FESF ou le MES prête aux Etats européens par l'intermédiaire du marché financier international ou d'autres Etats extérieurs à l'UE, de telle sorte que la BCE (et le MES demain) n'est pas indépendante, puisque finalement elle sert d'intermédiaire entre les Etats de l'UE et les marchés financiers, les banquiers.

Autrement dit, si j'ai été assez clair et que vous avez suivi, la BCE est soumise à la Fed. Dès lors on comprend que tous les discours sur une hypothétique réforme de la BCE est le fait d'ignorants ou d'escrocs. Seule la rupture avec la BCE et l'UE est envisageable.

Quand à "*l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*", ce n'est rien d'autre que la traduction démagogique et trompeuse de l'union libre des capitalistes et des Etats capitalistes de toute l'Europe, car quel peuple pourrait prétendre être libre en demeurant sous le joug du capitalisme, dans le cadre d'Etats capitalistes ?

A moins que le capitalisme réalise progressivement le socialisme, théorie à laquelle le mouvement ouvrier a fini par adhérer dès le milieu de la première moitié du XXe siècle en abandonnant le socialisme scientifique de Marx et Engels. Il a été démontré à maintes reprises par les faits qu'elle avait fait faillite, cependant c'est à cette théorie que le mouvement ouvrier se raccroche encore aujourd'hui. De deux choses l'une, soit il parvient à rompre avec elle et à retrouver le chemin du socialisme révolutionnaire, soit il sera broyé et le prolétariat avec.

L'art d'enfumer les masses. Le PS champion toutes catégories.

Pour caractériser l'offensive que le gouvernement s'apprête à lancer contre les masses exploitées, le journaliste de l'AFP a relevé que le gouvernement préférait parler de "*stratégie*" plutôt que de "*choc*", histoire de camoufler ses réelles intentions ainsi que leurs conséquences pour les travailleurs... Peine perdue, ils peuvent tout au plus espérer gagner un peu de temps avant qu'ils descendent dans la rue, en masse et par millions, rien n'est moins sûr, mais c'est possible, c'est la perspective politique dans laquelle nous inscrivons notre action.

Jean-Marc Ayrault : "*Le mot 'choc' ne me paraît pas être un mot valable*".

On reviendra demain sur cette question, je n'ai plus le temps.

Comment le POI colporte des illusions chez les militants et les travailleurs ?

Le POI reproduit sans les commenter les propos d'une enseignante présente à la manifestation du 30 septembre : "*Le gouvernement Hollande est incapable de tirer les leçons des politiques menées par les socialistes en Grèce, au Portugal et en Espagne, et persiste à plier devant les exigences de l'Union européenne*", parce qu'il aurait dû en tirer des leçons, parce qu'il aurait pu en avoir l'intention, c'est là qu'on s'aperçoit de quelle manière ils colportent des illusions dans la tête des militants, l'air de rien, en passant, ce n'est pas un hasard ou un accident, c'est délibéré. D'autres exemples du même type figure dans le n° 220 d'*Informations ouvrières*, ils en regorgent, pour vous exercer, vous pouvez les chercher et les répertorier à la façon du jeu des 7 erreurs, chiffre indicatif uniquement.

Dans la foulée, pas étonnant que Gluckstein tire comme "*signification*" de cette manifestation : "*il faut bloquer la machine à détruire de l'Union européenne*", il avait tenu exactement le même discours en 2005, parce que cela serait compatible avec le maintien en place du gouvernement Hollande-Ayrault et des institutions inféodées à l'UE, autant dire qu'il n'y croit pas lui-même mais embourbé dans ses contradictions il est incapable d'aller au bout de l'analyse qui pose directement la question de l'Etat, du gouvernement ouvrier comme seul capable de rompre avec l'UE.

Rappelons pour la énième fois que l'argument selon lequel ce serait le TSCG qui permettrait l'austérité est bidon ou inconsistant, en Grande-Bretagne sévit l'austérité sans que ce pays n'ai ratifié le TSCG, sans qu'il fasse partie de la zone euro ou ait adopté cette monnaie.

Dans son éditorial Gluckstein dit encore à propos de Mittal : "*l'Etat doit prendre le contrôle de l'usine et garantir l'emploi*", ben voyons, pourquoi ne deviendrait-il pas socialiste pendant qu'il y est, on pensait que c'était un Etat ouvrier qui seul devrait prendre cette mesure, sauf que le POI ne combat pas pour un Etat ouvrier ou le socialisme, il colporte des illusions dans l'Etat des capitalistes dont Hollande est le représentant, à moins qu'il fasse de Hollande un véritable socialiste, ce qui revient au même, peut-être serait-il un socialiste qui s'ignore et qu'en lui donnant un petit coup de main le miracle pourrait se réaliser, ce qui expliquerait pourquoi Gluckstein le soutien, ce qui évidemment aura échappé à la plupart des militants de son parti.

Il faut, il faudrait arrêter ceci, interdire cela, on a l'impression que ces gens-là vivent dans un autre monde, c'est hallucinant, en le lisant semaine après semaine on a du mal à en croire ses yeux, alors que le seul obstacle ce sont les institutions qui légitiment le capitalisme, donc ses besoins auxquels répond la politique du gouvernement puisqu'il est à son service. Ils se figurent qu'on serait encore dans les années 50-60, ils n'ont pas encore digéré les changements intervenus au niveau du capitalisme mondial.

Toutes les crises du capitalisme se traduisent par un nouvelle concentration de la production et des capitaux entre quelques mains, pendant que les capitalistes les plus faibles sont liquidés ou absorbés, et cela à l'échelle mondiale. La crise actuelle ne déroge pas à cette règle, ce qui est différent aujourd'hui, c'est que cela se passe sans effondrement généralisé et sans guerre mondiale, pour le moment, mais le processus est le même.

Alors pourquoi les choses se passent-elles de la sorte ? Parce qu'ils ont acheté le mouvement ouvrier international, ils savent qu'il est complètement gangrené et qu'il ne s'est jamais remis du stalinisme, qu'il existe aucune force capable d'en prendre la direction et de leur opposer une résistance capable de les ébranler ou entraîner leur chute. Tout ce qu'on a compris, ils l'ont compris aussi, parfois même avant nous ou mieux que nous parce qu'ils sont aux commandes et manoeuvrent dans l'ombre tout en tirant les ficelles, nous, nous sommes là à cavaler derrière pour essayer de comprendre ce qui se passe véritablement, et quand bien même on serait une poignée à l'avoir saisi, ils savent qu'on a la quasi-totalité du mouvement ouvrier contre nous, ils peuvent donc continuer à avancer leurs pions sans prendre trop de risque, le seul risque c'est que la situation dégénère pour déboucher sur une explosion sociale, et là encore ils savent qu'ils ont de fidèles lieutenants sur la place pour en prendre le contrôle afin que tout rentre dans l'ordre et que la vie continue comme avant. Le seul véritable danger pour l'oligarchie financière qui contrôle le monde, ce sont les marxistes, les véritables communistes qu'ils ne pourront jamais corrompre, mais ils sont si faibles et si divisés qu'ils ont encore de beaux jours devant eux. Tout cela ils le savent et en discutent entre eux loin des regards indiscrets, pas de quoi les affoler en réalité, il faut être lucide, autant qu'eux sinon davantage.

Ils doivent bien se marrer en lisant la presse ouvrière, ils ont de la chance, moi cela finit par m'emmerder au dernier degré pour être honnête avec vous, c'est tellement petit, misérable, je me demande comment on peut suivre de tels dirigeants, en fait non, je ne pose même plus cette question en pensant à mon père qui était complètement arriéré et borné au dernier degré, plus rien ne m'étonne dans ce domaine.

Penser, réfléchir, comprendre ne sert à rien finalement, sauf à se croire plus intelligent, si on n'a pas acquis la méthode qui permet de faire la part des choses, c'est elle seule qui permet de s'orienter dans la bonne direction et de ne pas se fourvoyer, de ne pas s'écarter de notre objectif en mesurant précisément les rapports (dialectiques) qui existent entre les différents facteurs qui composent la situation.

C'est sûr que lorsque l'on confond la cause et ses effets ou qu'on met la charrue avant les boeufs, on ne risque pas d'aller bien loin, on ne risque pas non plus de se casser un pied, on peut se le faire broyer. Et quand la presque quasi-totalité des militants des partis en est là, on ne s'étonnera pas que les masses ne suivent pas, ne parlons pas des syndicats c'est cent fois pire, et si pour compléter le tableau on ajoute qu'on trouve souvent les mêmes militants dans les syndicats et les partis, on ne s'étonne plus du niveau de conscience politique des travailleurs.

On aurait envie de conclure sur une note optimiste, en affirmant par exemple que rien n'est irréversible et qu'un jour ou l'autre le mouvement ouvrier retrouvera le chemin du combat révolutionnaire contre le capital, oui on voudrait y croire, on n'a pas le choix, mais quand on voit que la même comédie dure depuis plus d'un demi-siècle, on ne peut s'empêcher de penser que plus le temps passe et plus cela va s'avérer difficile ou compliqué, c'est d'ailleurs ce que nous vivons déjà aujourd'hui, où notre ennemi a considérablement renforcé son arsenal juridique, policier, médiatique, de propagande tout azimut, sans parler des moyens financiers dont ils disposent. Pendant qu'il garde les yeux rivés sur son objectif, avance ses pions, fonce dans le tas et liquide nos droits les uns après les autres, nous de notre côté, on n'ose même plus évoquer notre objectif, c'est devenu un tabou, c'est dramatique d'en être arrivé là, on pinaille sur des détails, on réclame des miettes, on tourne autour du pot, on piétine, qui n'avance pas recul, et à force on se retrouve acculé dans une impasse, si l'on continue dans cette voie, on donnera raison au milliardaire américain Warren Buffet qui estimait qu'ils avaient gagné la guerre de classe.

Le socialisme n'est pas une donnée historique gravé dans le marbre, pour qu'elle se réalise il faut que certaines conditions soient réunies, c'est une possibilité qui peut ou non se réaliser, si on continue à faire en sorte que cela soit impossible, la barbarie l'emportera.

Quelle crédibilité devrait-on accorder à des apprentis sorciers corrompus par l'idéologie capitaliste et dont les intérêts se confondent avec ceux de Monsanto ?

La contre-attaque s'intensifie contre les travaux du professeur Gilles-Eric Séralini sur la toxicité du maïs OGM NK603. Alors que 40 chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), du CNRS et de l'Inserm critiquent son étude alarmante dans les pages de l'hebdomadaire *Marianne*, François Houllier, le président de l'Inra, dénonce pour sa part dans une tribune envoyée à l'AFP «*le poison du doute et de la peur*». «*Quelques jours auront suffi à la communauté scientifique française et internationale […] pour révéler les ambiguïtés de ces travaux*», relève-t-il en déplorant «*une opération médiatique*» qui aura «*distillé la peur chez les consommateurs*» et «*le doute vis-à-vis de la recherche publique qui ne remplirait pas sa fonction*».

Les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement ont demandé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) et au Haut Conseil des biotechnologies (HCB) d'évaluer l'étude du Pr Séralini. (Liberation.fr 03.10)

L'industrie nucléaire et les OGM sont des monstruosités couvertes par une grande partie du mouvement ouvrier, notamment le POI, pour lequel toute recherche scientifique doit déboucher sur une application pratique qui serait par nature progressiste sans se poser davantage de questions, sans chercher à comprendre quelle en est la finalité réelle et non ce qu'en disent les intéressés eux-mêmes.

Le nucléaire serait propre et fiable et fournisseur d'emplois, et les OGM viendrait en aide à ceux qui souffrent de la faim dans le monde, quelles intentions généreuses !

Dans le premier cas, alors qu'ils ont déserté le combat contre le chômage de masse et la liquidation du capitalisme, ils sont prêts à empêcher la fermeture de centrales nucléaires soit-disant pour sauver des emplois, et dans le second, alors qu'ils sont incapables de défendre les intérêts des travailleurs les plus pauvres dans leur propre pays et qu'ils ne représentent que les couches supérieures des exploités ou l'aristocratie ouvrière qui leur sert de fond de commerce, ils prétendent défendre les miséreux qui sont victimes de la survie du capitalisme en Afrique et en Asie principalement et qui peinent à pouvoir se nourrir.

Ils ont intérêt à faire vivre le mythe du bourreau de l'Internationale Communiste.

L'auteur d'une nouvelle monographie de Staline qui vient de paraître en Russie a présenté mercredi le dictateur soviétique comme "*un homme de grande valeur*" injustement critiqué, tout en félicitant l'actuel président Vladimir Poutine d'"*avancer dans le même sens*". "*Staline a été un homme politique de grande valeur et il est l'objet d'un tas de mensonges. Les dizaines de millions de victimes (de Staline) dont parlent les historiens libéraux n'ont jamais existé*", a affirmé Nikolaï Starikov au quotidien populaire Komsomolskaïa Pravda à l'occasion de la sortie de son ouvrage intitulé *Staline. Souvenons-nous ensemble*.

La Russie d'aujourd'hui "*a besoin*" d'un nouveau Staline "*pour reconstruire l'industrie, mener avec intelligence notre diplomatie et neutraliser les ennemis de l'État qui travaillent pour les services secrets étrangers*", estime l'auteur de cette hagiographie. Plusieurs manuels d'histoire de la Russie destinés aux universités continuent de donner une appréciation positive de Staline. La nostalgie d'un pays mené d'une main de fer reste présente en Russie, où la remise en cause du passé soviétique entamée à la chute du régime soviétique en 1991 a été rapidement abandonnée. (lepoint.fr 03.10)

Assurer coûte que coûte la survie de l'anti-communiste Staline, Koba pour les intimes, pour combattre la révolution socialiste internationale, voilà qui ne devrait pas déplaire au PCF, dont différents courants pondent régulièrement des articles pour minimiser ses crimes ou sa responsabilité.

J'en ai encore lu un il y a deux semaines, vous pouvez le vérifez vous-mêmes sur leurs différents portails ou blogs. Vous allez vous marrer, ce sont eux qui m'envoient régulièrement des courriels pour me tenir informé de la parution de leurs derniers articles,

que je prends la peine de lire pour ne pas vous raconter de blagues et voir où ils en sont.

Je n'ai malheureusement pas le temps d'aborder à fond cette question ici, cependant il y a une chose que je ne peux pas laisser passer, c'est qu'il existe dans ce parti des courants qui se réclament ouvertement du stalinisme, tandis que la plupart des autres refusent de rompre avec le stalinisme, et il y en a au moins un qui a réhabilité Trotsky ou le trotskysme, ce qui aboutit à un amalgame grotesque et infâme, caricaturale, où l'on trouve dans le même parti à la fois l'assassin et sa victime, Trotsky et son bourreau Staline. Et selon le POI, je crois qu'au NPA et à LO ils sont au moins d'accord là-dessus, ce parti devrait continuer d'exister, mais quelle déchéance ! Jean Markun

---

ACTUALITE EN TITRES

Soupline, c'est écologiste !

- Règle d'or: pour les députés écologistes, la loi "*assouplit*" le Traité UE - AFP

En général l'exercice du pouvoir (ou la notoriété) rend encore plus pourri, pour un début, ce n'est pas mal.

TSCG. L'imposture suprême.

- Cazeneuve assure que le traité européen a été renegocié - Le Nouvel Observateur

En famille. Message entendu.

- Parisot alerte sur "*l'angoisse des patrons*" et le "*racisme*" anti-entreprise - AFP

- Coût du travail : François Hollande et Nicolas Sarkozy, même combat ? - Atlantico.fr

- Ayrault vote Sarkozy - LePoint.fr

Il l'a déjà gagné à ce rythme-là !

- Nicolas Sarkozy reviendrait pour la présidentielle de 2017 - 20minutes.fr

Réfléchissons un instant, le gouvernement s'apprête à lancer son offensive baptisé combat pour la compétitivité qu'il compte étalé ou mené tout au long du quinquennat de Hollande. A l'issue de son mandat les masses auront été tellement matraquées qu'elles en oublieront les frasques et les coups qu'elles ont reçus de La Talonnette pendant cinq ans pour l'élire. L'autre partie de l'explication consiste à affirmer qu'une partie plus importante des masses se réfugiera dans l'abstention et, soit Hollande sera balayé dès le premier tour, soit il sera battu au second, car cette fois ceux qui lui avaient consenti le bénéfice du doute n'iront pas voter au second tour laissant ainsi passer Sarkonapoléon.

Ils ont une mentalité de misérables larbins.

- Quand Arnaud Montebourg joue les VRP de Renault - Le Nouvel Observateur

- Vers une baisse des cotisations patronales de 40 milliards d'euros? - L'Expansion.com

Qui gouverne ? Ceux qui détiennent le pouvoir...

- Marisol Touraine : Servier devra "*assumer ses responsabilités*" - LePoint.fr

- Mediator : 80% des dossiers d'indemnisation rejetés - Liberation.fr

... et ceux qui gouvernement ne sont que leurs représentants ou laquais voués à couvrir les crimes de leurs mentors.

Que peut-il faire d'autres ?

- Le gouvernement portugais garde le cap de la rigueur malgré la grogne sociale - AFP

Pas de bol encore une fois pour les opportunistes qui avaient célébré cette "*victoire*" un peu trop vite.

Ils devraient connaître la réponse, ils sont bien placés.

- Fraude chez JP Morgan, révélations sur Madoff, manipulation sur les taux interbancaires... Qu'y a-t-il de pourri au royaume de la finance ? - Atlantico.fr

- Les banques européennes ont renforcé leurs capitaux de plus de 200 milliards d'euros - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- UMP

Six "*mouvements*" de l'UMP pourront finalement soumettre une motion aux suffrages des militants, le 18 novembre.

Le congrès de l'UMP doit concrétiser l'existence de ces courants, disposition prévue par les statuts fondateurs de l'UMP en 2002 mais jamais appliquée. Condition requise pour concourir: le parrainage d'au moins 10 parlementaires.

Chaque motion ayant franchi la barre des 10% de votants bénéficiera de moyens financiers proportionnels à son score et de postes dans l'exécutif de l'UMP.

Les adhérents qui participeront au scrutin pourront choisir de ne soutenir aucun mouvement en cochant, sur le même bulletin de vote que les motions, une case "*Je ne me reconnais dans aucune des motions en particulier*".

Les six mouvements en lice sont "*France moderne et humaniste*" (Humanistes, libéraux et centristes de l'UMP), la Droite populaire (aile droite du parti), les Gaullistes, la Droite forte, qui se revendique "*sarkozyste*", la Droite sociale de l'ex-ministre Laurent Wauquiez et la "*Boîte à idées*", de jeunes militants UMP. (AFP 03.10)

C'est beau quand même la démocratie !

1.2- Les héros sont déjà fatigués

L'érosion de la cote de confiance de François Hollande et Jean-Marc Ayrault se confirme dans le dernier baromètre politique TNS Sofres Sopra-Group, qui crédite les deux hommes de seulement 41% de bonnes opinions.

Le président français perd neuf points et son Premier ministre baisse de 10 points par rapport à la même enquête réalisée au mois de septembre, selon ce sondage à paraître vendredi dans le Figaro Magazine. (Reuters 03.10)

2- Syrie

La Turquie a bombardé mercredi des cibles en Syrie en riposte à des tirs d'obus venus du territoire syrien qui ont causé la mort de cinq civils dans une localité frontalière turque, un incident dont l'ONU et les alliés d'Ankara ont rendu Damas responsable.

Cette brusque escalade de la tension entre les deux voisins a débuté mercredi après-midi, lorsque plusieurs obus ont frappé le petit village turc d'Akçakale, situé juste en face du poste frontière syrien Tall al-Abyad, récent théâtre de combats entre les troupes fidèles au président syrien Bachar al-Assad et les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL).

Selon le dernier bilan communiqué par le gouverneur de la province, Celalettin Guvenc, ce bombardement a détruit une maison du village et tué cinq personnes, dont une mère et ses trois enfants. Dix autres personnes ont été blessés, dont deux très grièvement, a-t-il ajouté.

Quelques heures plus tard, à l'issue d'une réunion avec ses plus proches conseillers, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé que l'armée turque avait bombardé en représailles plusieurs "*cibles*", qu'il n'a pas identifiées, situées en territoire syrien.

"*Cette attaque a fait l'objet d'une riposte immédiate de nos forces armées (...) qui ont bombardé le long de la frontière des cibles identifiées par radar*", a déclaré M. Erdogan dans un communiqué.

Même si l'origine des tirs qui ont frappé la localité d'Akçakale n'a pas été formellement déterminée, le chef du gouvernement turc a accusé le régime de Damas d'en être le seul responsable.

"*La Turquie ne laisserait jamais impunies de telles provocations du régime syrien, qui menacent notre sécurité nationale, dans le respect du droit international et de ses règles d'intervention*", a indiqué M. Erdogan.

Le secrétaire général de l'ONU a lui aussi incriminé Damas. Selon son porte-parole Martin Nesirky, Ban Ki-moon a demandé "*au gouvernement syrien de respecter totalement l'intégrité territoriale de ses voisins ainsi que de mettre fin à la violence contre le peuple syrien*".

M. Ban, qui s'est entretenu au téléphone en soirée avec le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu, a également appelé "*toutes les parties à faire baisser la tension*".

Comme son homologue de l'ONU, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, qui a lui aussi eu une conversation avec M. Davutoglu, a exprimé sa "*ferme condamnation*" à la suite des tirs venus du territoire syrien.

Dans la foulée, le Conseil de l'Atlantique Nord, qui rassemble les ambassadeurs des 28 pays membres de l'Otan, s'est réuni en urgence mercredi soir à Bruxelles à la demande de la Turquie.

Au terme de sa réunion, l'Alliance atlantique a sommé la Syrie de "*mettre un terme à ses violations flagrantes du droit international*" et exigé "*la cessation immédiate de tels actes agressifs envers un Allié*".

Les principaux alliés de la Turquie ont eux aussi exprimé leur condamnation après le bombardement du village turc.

A commencer par les Etats-Unis qui, par la voix de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, se sont déclarés "*indignés que les Syriens aient tiré de l'autre côté de la frontière*". De son côté, le porte-parole du Pentagone, George Little, a vu dans ces tirs venus de Syrie un "*exemple du comportement dévoyé*" du régime du président Bachar al-Assad.

Depuis la mi-septembre, la localité turque d'Akçakale a été à plusieurs reprises victime des combats qui ont opposé, juste de l'autre côté de la frontière, les troupes fidèles au régime syrien aux rebelles.

Le petit poste-frontière de Tall al-Abyad est finalement tombé aux mains de l'ASL mi-septembre, mais des combats sporadiques s'y sont poursuivis depuis. Plusieurs civils turcs ont été blessés par des balles perdues et un obus tiré côté syrien y avait déjà endommagé un bâtiment la semaine dernière. (AFP 03.10)

Vous aurez noté au passage que la Turquie n'a pas attendu les explications de la Syrie pour la bombarder, ce qui ne choque évidemment pas ses alliés.

Il s'agit sans doute d'une énième manipulation de l'Otan pour justifier une attaque contre la Syrie. Car rien de plus facile pour les mercenaires qu'ils ont lourdement armés de tirer des roquettes ou des obus en direction de la Turquie voisine, puisqu'ils occupent des localités proches de la frontière entre les deux pays.

3- Chypre

Les autorités chypriotes grecques n'accepteront pas en l'état les termes du plan d'aide international, a déclaré le président Demetris Christofias dans un entretien diffusé mercredi par la chaîne de télévision grecque NET.

Mais, a-t-il pris soin d'ajouter, Nicosie envisage de proposer un plan d'économies supplémentaire.

Le chef de l'Etat a assuré qu'il ne signerait jamais un accord prévoyant la privatisation d'entreprises publiques bénéficiaires ou la suppression de l'indexation des salaires sur l'inflation.

"*Nous ne leur disons pas simplement 'non'. Nous leur soumettrons des contre-propositions. Ils sont préparés, nous en sommes à la toute dernière étape et nous leur fournirons autant d'économies qu'ils (la troïka) le veulent*", souligne-t-il.

Un projet de programme d'ajustement économique préparé par la Commission européenne, la Banque centrale et le FMI, a été soumis aux autorités chypriotes fin juillet. Ce projet appelait notamment à la fin de l'indexation de la hausse des salaires sur l'inflation et au lancement de privatisations.

La fin de l'indexation de la hausse des salaires sur l'inflation et du versement des primes de fin d'année dans le vaste secteur public sera probablement mal accueillie par une fonction publique fortement syndiquée, en particulier avant l'élection présidentielle de février 2013.

Elu en 2008, Christofias a d'ores et déjà annoncé qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat. Le chef de l'Etat, qui appartient à l'AKEL, le parti communiste chypriote, a déclaré récemment que Chypre pourrait envisager de sortir de la zone euro au cas où les conditions de renflouement seraient jugées trop dures.

"*Vous ne pouvez pas dire à quelqu'un qu'il ne recevra pas de 13ème mois. Cela veut dire automatiquement que vous paralysez le marché*", a déclaré Christofias. (Reuters 03.10)

4- Portugal

Le gouvernement portugais a annoncé mercredi une hausse généralisée des impôts en 2013 pour remplacer des mesures d'austérité qu'il a du abandonner face à un mécontentement populaire que le principal syndicat entend attiser avec un appel à une prochaine grève générale.

Le gouvernement a ainsi prévu d'augmenter les impôts sur le revenu en appliquant une taxe extraordinaire de 4% et de réduire de huit à cinq les tranches d'imposition, a expliqué le ministre des Finances Vitor Gaspar au cours d'une conférence de presse.

Le taux moyen d'imposition passera ainsi de 9,8% en 2012 à 13,2% en 2013, ce qui devrait permettre un gain d'environ deux milliards d'euros et une réduction du déficit public à 4,5% du PIB l'année prochaine.

"*L'ajustement se révèle plus difficile que prévu*", a souligné le ministre, tout en appelant ses compatriotes à la "*la cohésion nationale*".

Les nouvelles mesures prévoient également une imposition supplémentaire des revenus du capital et du patrimoine et une taxation des opérations financières dont les modalités doivent encore être précisées. Elles seront inscrites dans le budget 2013, qui sera présenté au parlement le 15 octobre.

Le principal syndicat portugais, la CGTP a rapidement réagi en lançant un appel à une grève générale le 14 novembre. Les nouvelles mesures sont "*une provocation*" et "*viennent confirmer le bien fondé de la décision prise par le Conseil national*" de la CGTP, a déclaré son secrétaire général Arménio Carlos.

Avant même d'être annoncées aux Portugais, les nouvelles mesures ont été transmises à la Commission européenne qui les a approuvées, a récemment révélé le président de la Commission, le Portugais José Manuel Barroso. (AFP 03.10)

5- Italie

Le responsable de l'agence chargée de la collecte des impôts locaux en Italie a été arrêté mercredi en compagnie de quatre de ses collaborateurs soupçonnés d'avoir empoché environ 100 millions d'euros destinés aux collectivités locales et qu'ils ont dépensés en yachts et avions privés notamment.

L'organisme, appelé Tributi Italia (Impôts italiens), est chargé de collecter les impôts locaux au nom de quelque 400 municipalités.

Selon la brigade financière de Gênes, le directeur de Tributi Italia, Giuseppe Saggese, avait mis au point un système permettant de siphonner les fonds publics à partir des comptes bancaires de l'institution.

L'argent prélevé servait à acheter ou louer des avions privés, des yachts, des voitures de luxe, des vacances de rêve et à organiser des réceptions extravagantes et des concerts.

Giuseppe Saqggese aurait personnellement empoché au moins 20 millions d'euros, dit la brigade financière dans un communiqué.

Ces révélations surviennent alors que les contribuables italiens sont durement mis à contribution par le gouvernement de Mario Monti, qui a décidé de fortes hausses d'impôt pour lutter contre l'endettement massif de la Péninsule. (Reuters 03.10)

6- Kirghizistan

La police kirghize a tiré des grenades lacrymogènes pour repousser des manifestants qui voulaient prendre d'assaut le siège du gouvernement, mercredi, dans le centre de la capitale, Bichkek.

Un groupe de près de 200 personnes s'était détaché d'un rassemblement de l'opposition d'environ 2.000 manifestants, place Ala Too, escaladant la clôture du bâtiment abritant le gouvernement et le Parlement. Les manifestants demandaient la nationalisation de la compagnie minière canadienne Centerra Gold qui exploite la mine d'or de Koumtor.

"*Il faut occuper les bureaux des ministres et des membres du Parlement et dormir ici (...) pour créer un nouvel Etat qui sera vraiment au service du peuple*", a déclaré à la presse Kamchibek Tachiev, chef du parti nationaliste Ata Jourt à l'assemblée.

Des échauffourées ont éclaté et de jeunes partisans de Tachiev ont lancé des pierres sur les policiers.

"*J'assumerai toute la responsabilité, suivez-moi!*", a dit Tachiev par haut-parleur. "*Les bureaucrates du gouvernement ont promis qu'ils reprendraient Koumtor et que ce serait pour le bien du peuple (...) Koumtor appartient à notre nation. Il faut changer tout le système et remplacer ce gouvernement.*"

Les forces de sécurité sont parvenues à repousser les manifestants dans les rues voisines du siège du gouvernement et du Parlement, gardé par des centaines de policiers.

Le Premier ministre kirghize, Jantoro Satibaldiev, s'était rendu à Koumtor lundi et avait affirmé que la compagnie ne serait pas nationalisée.

Sa promesse de défendre les investissements étrangers, considérés comme vitaux pour la fragile économie kirghize, a irrité les nationalistes. Ces derniers n'ont pu rassembler suffisamment de voix au Parlement en juin pour faire adopter une loi prévoyant la nationalisation de la mine de Koumtor.

Le gouvernement du Kirghizistan a été pris pour cible à plusieurs reprises depuis son indépendance de l'Union soviétique en 1991. Des manifestations sanglantes, en mars 2005 et en avril 2010, ont renversé deux présidents, qui ont dû fuir à l'étranger. La manifestation de mercredi, et l'appel au renversement du gouvernement, est la plus violente à Bichkek depuis la révolte d'avril 2010.

Koumtor - la plus grande mine d'or exploitée en Asie centrale par une entreprise occidentale - représente 12% du PIB kirghize et plus de la moitié de l'ensemble des exportations du pays en 2011.

Les précédentes tentatives des autorités kirghizes pour attirer de grands projets d'investissement dans le pays se sont heurtées aux manifestations de nationalistes en colère contre ce qu'ils disent être une vente du Kirghizistan aux étrangers. (Reuters 03.10)

SOCIAL

1- France

Environ 1.200 salariés de Sanofi ont défilé mercredi dans les rues de Paris, d'après les syndicats, avec le soutien d'élus, pour protester contre un projet de réorganisation de leur entreprise qui menace plus de 900 emplois d'ici à 2015.

Rassemblés devant le siège du groupe rue de la Boétie (VIII), les salariés, venus de toute la France, ont défilé dans l'après-midi jusqu'à l'Assemblée nationale (VIIe).

Environ 300 salariés toulousains et 150 montpellierains avaient fait le déplacement.

Dans la matinée, les représentants syndicaux avaient claqué la porte d'un comité de groupe France, à Gentilly (Val-de-Marne), après avoir "demandé le retrait pur et simple du plan", a expliqué Pascal Delmas (CFDT).

Leurs interlocuteurs indiquant "*ne pas avoir le mandat pour retirer le plan*", les syndicats ont quitté la salle, a raconté le syndicaliste.

De son côté, la direction de Sanofi a fait savoir qu'elle ne pouvait "*que constater le refus des organisations syndicales de dialoguer dans les différentes instances*".

Par ailleurs, dans un communiqué, Christian Lajoux, président de Sanofi France, indique que le projet est "*une réponse indispensable pour assurer la pérennité des activités en France*" et assure qu'"il n'y aura pas de licenciements secs".

Environ 1.200 salariés de Sanofi ont défilé mercredi dans les rues de Paris, d'après les syndicats, avec le soutien d'élus, pour protester contre un projet de réorganisation de leur entreprise qui menace plus de 900 emplois d'ici à 2015.

Rassemblés devant le siège du groupe rue de la Boétie (VIII), les salariés, venus de toute la France, ont défilé dans l'après-midi jusqu'à l'Assemblée nationale (VIIe).

Environ 300 salariés toulousains et 150 montpellierains avaient fait le déplacement.

Dans la matinée, les représentants syndicaux avaient claqué la porte d'un comité de groupe France, à Gentilly (Val-de-Marne), après avoir "*demandé le retrait pur et simple du plan*", a expliqué Pascal Delmas (CFDT).

Leurs interlocuteurs indiquant "*ne pas avoir le mandat pour retirer le plan*", les syndicats ont quitté la salle, a raconté le syndicaliste.

De son côté, la direction de Sanofi a fait savoir qu'elle ne pouvait "*que constater le refus des organisations syndicales de dialoguer dans les différentes instances*".

Par ailleurs, dans un communiqué, Christian Lajoux, président de Sanofi France, indique que le projet est "*une réponse indispensable pour assurer la pérennité des activités en France*" et assure qu'"*il n'y aura pas de licenciements secs*". (AFP 03.10)

2- Allemagne

L'Allemagne se porte mieux que la plupart des pays européens, le chômage, y compris chez les jeunes, est très bas (6,8 % de la population active), les caisses d'assurance-maladie sont excédentaires et le budget 2013 n'est pas loin de l'équilibre. De quoi faire des envieux. Mais si l'Allemagne va bien, ce n'est pas le cas de tous les Allemands.

Dix ans après les réformes menées par le chancelier Gerhard Schröder, le pays est redevenu ultra-compétitif. Mais à quel prix ? Le débat divise, notamment la gauche qui, pourtant, a porté ses réformes sur les fonts baptismaux. En 2010, 20 % des Allemands travaillant dans une entreprise de plus de dix salariés percevaient un bas salaire, soit, en brut, moins de 10,36 euros de l'heure. Un pourcentage en hausse ces dernières années. Dans certains secteurs – chauffeurs de taxi, salons de coiffure, nettoyage industriel et restauration –, ces bas salaires concernent plus de 75 % des salariés. Un quart des Allemands – souvent les mêmes – occupent un emploi dit atypique, c'est-à-dire qui n'est pas un contrat à durée indéterminée à plein temps.

D'où le débat sur le salaire minimum. Quelque 6,8 millions de personnes gagneraient moins de 8,50 euros de l'heure, seuil qui, selon les syndicats et le SPD, devrait constituer le salaire minimum dans le pays alors que le gouvernement refuse de légiférer sur le sujet et mise sur la bonne volonté des partenaires sociaux. Ces "*salariés pauvres*" ne sont d'ailleurs pas les seuls pauvres du pays. L'Allemagne compte six millions de personnes touchant une allocation (Hartz IV) équivalente au RSA. Si le gouvernement peut se féliciter à juste titre de la diminution du nombre de chômeurs de longue durée de 40 % entre 2007 et 2011, il n'en reste pas moins que 1,13 million d'adultes capables de travailler perçoivent ce revenu minimum depuis sa création en 2005.

A l'autre bout de l'échelle, les Allemands les plus riches se portent bien. Selon les statistiques officielles, les 10 % des Allemands les plus riches qui possédaient 45 % de la richesse privée du pays en 1995 en possédaient 53 % en 2008, alors que les 50 % du bas de l'échelle se partagent 1 % (contre 4 % en 1995). Entre les deux, les Allemands qui se situent entre le 6e et le 9e décile détiennent 46 % de ce patrimoine, contre 51 % au milieu des années 1990. C'est ce contexte qui explique les manifestations organisées le 29 septembre.

Samedi 29 septembre, environ 40 000 personnes ont manifesté dans tout le pays pour réclamer une augmentation des impôts payés par les plus riches.

Regroupées sous le sigle UmFAIRteilen – un jeu de mots qui signifie redistribuer de manière équitable –, les organisateurs des manifestations du 29 septembre ont été fortement influencés par une étude d'un institut réputé, le DIW. Selon celle-ci, en Europe et notamment en Allemagne, les fortunes privées et même les fortunes des 10 % les plus riches sont supérieures aux dettes des Länder. D'où l'idée de prendre davantage aux riches pour rembourser les dettes publiques. L'idée peut paraître primaire, elle a fait mouche.

Ces inégalités de revenus sont d'autant plus choquantes que l'ascenseur social semble en panne. Selon l'OCDE, le système éducatif allemand s'améliore, mais seuls 20 % des jeunes Allemands ont un diplôme plus élevé que leurs parents. Un chiffre presque inférieur de moitié à celui des grands pays industrialisés. Même si, selon l'institut IW-Köln, la crainte des Allemands de devenir pauvres est injustifiée – seuls 2 % des 20 millions de foyers situés dans la classe moyenne perdent chaque année une partie importante de leurs revenus –, la perspective de "devenir Hartz IV" est présente dans bien des esprits. (lemonde.fr 03.10)

Complément d'internautes.

1- "*L'Allemagne compte aujourd'hui 4,8 millions de personnes en mini-jobs et 265 000 personnes travaillant pour 1 euro de l'heure, dans des emplois équivalents aux contrats emploi-solidarité. (Le Monde.fr 09.02.2012)*"

2- "*Indice de disparité des revenus (10% les plus riches / 10% les moins riches, le plus élevé, le plus d'inégalités) : France 8,3, Allemagne 6,9 (source OCDE). Conclusion : France 20% plus inégalitaire que l'Allemagne.*"

3- Grèce

En Grèce, les suicides, depuis la crise, se comptent par milliers. Mais celui qui vient d'avoir lieu ne passera pas inaperçu. Non seulement le désespéré était un célèbre collectionneur d'art d'Athènes, héritier d'une richissime famille d'armateurs. Mais surtout, il a décidé avant de se donner la mort avec un 22 long rifle, de détruire à l'aide d'une broyeuse des centaines de billets de banque pour une somme avoisinant les 500 000 euros ! Lorsque les secours ont pénétré dans son appartement, à côté d'une mare de sang, des milliers de morceaux de billets jonchaient en effet le sol. Il s'agissait de coupures de 500, 100, 50 et 20 euros, mais aussi de dollars américains et livres sterling.

D'après le quotidien grec *Protothema*, qui a révélé l'information, l'homme de 55 ans se serait donné la mort mi-septembre, mais le suicide n'aurait été découvert que cette semaine, après que des voisins inquiets de ne plus voir le collectionneur ont alerté la police.

La nouvelle du décès de ce quinquagénaire qui vivait dans le luxe et fréquentait les lieux branchés de la capitale grecque, suscite l'incompréhension parmi les proches de la victime. Personne ne pensait en effet le riche héritier capable de mettre fin à ses jours, même si ce dernier aurait évoqué à plusieurs reprises vouloir «tout quitter».

Le quinquagénaire faisait apparemment l'objet d'un contrôle fiscal. Mais il semblait de toute façon à l'abri de tout problème financier. Toujours selon le journal *Protothema*, il possédait une très grande propriété à Athènes et une autre sur l'île des Sporades. Il percevait par ailleurs des milliers d'euros de loyer tous les mois. Mais visiblement, ce dernier n'avait pour l'argent et la luxuriance plus que du dégoût.

Depuis la crise, la Grèce enregistre la plus forte augmentation du nombre de suicides de son histoire, rapportait le mois dernier le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, cité par *Courrier International*. En effet, d'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur l'année 2008, près de 300 Grecs s'étaient donnés la mort, ce qui représentait à l'époque le taux de suicide le plus faible d'Europe. Depuis le début de la crise, ce chiffre a plus que triplé. Plus de 2000 Grecs se seraient suicidés depuis 2010, d'après l'ONG Klimaka, dont le numéro d'urgence dédié aux suicides reçoit plus de 30 appels par jour. Et toutes les catégories sociales seraient touchées, même si la majorité des victimes sont des hommes de plus de 45 ans, que la crise a plongés dans le désespoir. (leparisien.fr 03.10)

4- Afrique du Sud

4.1- La commission d'enquête sur le massacre de mineurs en grève à Marikana (nord) en août a reporté mercredi une audition cruciale des experts de la police scientifique, alors que des grèves parfois violentes continuent de paralyser des secteurs-clés de l'économie sud-africaine.

Le mouvement continue dans plusieurs géants du secteur, dont la production est interrompue. Cinq personnes ont été tuées dans des violences liées à ces grèves en début de semaine.

Mercredi, la situation était tendue aux abords de la mine d'or KDC West exploitée près de Johannesburg par le groupe sud-africain Gold Fields. La direction avait exigé des grévistes qu'ils évacuent leurs foyers d'hébergement. Près de 2.000 hommes, portant pour certains des haches, ont passé la journée rassemblés sur une colline, face aux forces de l'ordre.

Par ailleurs, le patronat des mines sud-africaines a annoncé en soirée qu'il était prêt à revoir les salaires des mineurs d'or et de charbon.

"*Nous allons travailler dur pour voir ce qu'on peut mettre sur la table. Nous nous revoyons mardi et nous l'espérons avec des propositions pour traiter ces problèmes*", a indiqué à l'AFP Elize Strydom, négociatrice de la Chambre des mines, à l'issue d'une journée de négociations avec le syndicat national des mines NUM.

Depuis deux semaines, les transporteurs routiers sont également en grève, et les premières pénuries de carburant commencent à se faire sentir dans les grands centres urbains, notamment dans la région de Johannesburg-Pretoria, poumon économique du pays.

Plusieurs véhicules ont été caillassés ou incendiés depuis le début de la grève, et les violences ont fait au moins une dizaine de blessés. (AFP 03.10)

4.2- Le mouvement de grèves "*sauvages*" des mineurs sud-africains de ces derniers mois a gagné mercredi les mines de fer, dont le pays est le premier producteur du continent, marquant une escalade du climat social devenu un casse-tête pour le gouvernement du président Joacob Zuma.

L'arrêt de travail touche désormais la compagnie Kumba Iron Ore, filiale du géant minier Anglo American.

On estimé à 75.000, soit 15% du personnel total du secteur des mines, le nombre de mineurs qui sont déjà en grève dans le pays, qui connaît dans le même temps un débrayage national des routiers affectant les livraisons de carburant.

La direction de Kumba, qui fait partie des plus gros producteurs mondiaux de minerai de fer, a affirmé que la grève "*sauvage*" ne concernait que 300 membres du personnel de la mine géante de Sishen, dans la province du Cap septentrional, et se limitait à une partie d'un gisement à ciel ouvert. (Reuters 03.10)

3- Inde

Des dizaines de milliers d'Indiens parmi les plus pauvres du pays, dont des membres de tribus et des "*intouchables*", ont entamé mercredi une marche de 350 km vers New Delhi pour faire valoir leurs droits et dénoncer leur mise à l'écart du développement économique.

Cette "*marche pour la justice*" a débuté à Gwalior (centre) et elle devrait s'achever à New Delhi dans 26 jours, a indiqué l'organisation à l'origine de cette initiative, Ekta Parishad, qui milite pour le droit à une justice sociale pour les Indiens sans-terre.

"*Quelque 35.000 personnes étaient à Gwalior et lorsque la marche atteindra New Delhi, nous espérons que le nombre (des marcheurs) aura atteint 100.000*", a déclaré à l'AFP le porte-parole de cette organisation, Aneesh Thillenkery.

Deux mille organisations indiennes se sont jointes à cette initiative, calquée sur le modèle de la "*marche du sel*" entamée par le Mahatma Gandhi en 1930 pour obtenir l'indépendance de l'Inde.

"*Nous demandons que les terres agricoles soit utilisées exclusivement pour l'agriculture et nous voulons une politique de réformes agraires, qui n'existe pas actuellement*", a expliqué M. Thillenkery.

"*Lorsque les pauvres veulent des terres, le gouvernement central dit que c'est un problème qui relève du gouvernement local. Or, il (le gouvernement central) acquiert des terres pour un usage industriel ou pour mettre en place des zones économiques spéciales*", a-t-il dénoncé.

De nombreuses franges de la population de 1,2 milliard d'habitants, dont 73% vivent grâce à l'agriculture, se plaignent d'être mises à l'écart du développement de la troisième puissance économique d'Asie ou d'être sacrifiées sur l'autel du libéralisme.

Une solide classe moyenne a émergé en Inde grâce à une politique de libéralisation économique mise en oeuvre dès 1991, mais des millions d'Indiens continuent de vivre sous le seuil de pauvreté.

Plusieurs projets industriels d'envergure ont été repoussés ou abandonnés ces dernières années pour cause de différends avec les populations locales concernant l'acquisition de terres, devenue au fil du temps un casse-tête pour le gouvernement de centre-gauche.

En août 2010, un projet d'exploitation minière du géant britannique Vedanta dans des forêts considérées comme sacrées par une tribu locale avait ainsi été rejeté par le ministère de l'Environnement, au motif qu'il risquait de mettre en péril la survie des autochtones.

Mais un projet de loi est actuellement en préparation pour faciliter l'acquisition foncière à des fins industrielles, un texte jugé nécessaire en vue de créer des emplois et stimuler une économie en perte de vitesse. (AFP 03.10)

ECONOMIE

Espagne

Deux sociétés espagnoles d'investissement détenant une participation combinée de 31% dans le groupe français Gecina ont confirmé mercredi leur dépôt de bilan avec un passif de 1,6 milliard d'euros, ravivant les craintes des investisseurs sur l'avenir de la foncière.

Alteco et MAG Import, contrôlées respectivement par Joaquin Rivero et Victoria Soler, ont expliqué dans un communiqué commun que cette procédure, d'un montant quasiment record en Espagne, faisait suite à un désaccord avec un syndicat bancaire dont l'un des membres a refusé de refinancer un prêt.

Dans un communiqué publié mercredi soir, Gecina a indiqué de son côté avoir pris connaissance de l'annonce des demandes de dépôt de bilan de ses deux actionnaires publiée dans la presse espagnole. (Reuters 03.10)

Haut de page

Le 5 octobre

CAUSERIE

On a tous notre lot d'emmerdements. Hier soir mon épouse Magueswary me téléphone de France pour me dire qu'il n'y plus de places d'avion pour Chennai avant le 17 janvier, mieux qu'il faudra passer par Bruxelles ou Londres ou Paris, puis Frankfort, Mumbai et Delhi avant d'atterrir enfin à Chennai, bref un voyage épouvantable, éprouvant en perspective, entre 25 et 35h au lieu de 12 avec une escale allant jusqu'à 19h ! et un tarif en hausse. Pourquoi ? On n'en sait rien, je vais me renseigner dans les jours qui viennent. Voilà qui va nous compliquer un peu plus la vie ou nous la pourrir puisqu'elle va peut-être être obligée de rester en France cet hiver sans chauffage.

Le pire reste à venir, on le sait et on commence à prendre les devants. Elle a déjà fait un stock de six mois d'anticoagulant pour son coeur, sans ce médicament pour réguler sa pression saguine elle est morte ! Je lui ai dit de continuer à en stocker, on partagera le stock entre la France et l'Inde, car on ne sait pas quand ni où elle risque de se retrouver bloquée un jour en cas de guerre, je ne suis pas devenu paranoïaque, j'ai les pieds bien sur terre au contraire.

J'ai mis en ligne 20 nouveaux articles dans différentes rubriques. Je n'ai pas pu finir l'actualisation du site, j'ai travaillé pendant plus de 6 heures sur les deux batteries. Je n'ai plus le temps de me relire non plus, il est presque 15h et je n'ai ni pris ma douche ni déjeûner, et je dois faire des courses...

Rectifications.

1- Le régime syrien a reconnu sa responsabilité dans des tirs de roquettes qui ont atterri sur la Turquie. On aura observé que le régime turque n'en a pas tenu compte continuant à bombarder la Syrie dans la matinée d'hier.

2- J'avais cru comprendre que c'était les auto-entrepreneurs ou salariés au chômage qui s'étaient lancés dans cette aventure, qui s'en étaient pris au gouvernement qui les prenait pour des "pigeons". En réalité, ce sont les patrons de start-up qui étaient montés au créneau.

La lutte des classes ne se réduit à la partie émergée des contradictions du capitalisme.

Une idée qui va peut-être sembler naïve à certains militants, mais qui à mon avis mérite d'être creusée.

L'énorme pouvoir tentaculaire acquis de nos jours sur les Etats-Unis et l'Europe par le cartel des banques (6 au total) qui contrôle la Fed, a remisé au second plan ou contrarié les contradictions inhérentes au système économique capitaliste, au point d'être davantage à l'origine de la situation économique, sociale et politique que nous connaissons aujourd'hui, leur objectif étant de concentrer le pouvoir entre leurs mains, donc d'en déposséder totalement les citoyens aux Etats-Unis et en Europe, d'où la nessité pour eux de détruire toute trace de démocratie, cet objectif coïncidant avec l'établissement de ce qu'ils ont appelé eux-mêmes un Nouvel ordre mondial, en réalité une dictature à l'échelle de tous ces pays ou continents.

Spontanément on se dira que cette entreprise criminelle sera forcément confrontée aux rapports entre les classes qui sont déterminés par les contradictions sur lesquelles repose le capitalisme, à la lutte de classe du prolétariat, et qu'elle n'a aucune change d'aboutir. Certes, on pourrait se rassurer à moindre frais et envisager les choses sous cet angle, mais en rester là serait faire preuve d'ignorance et sous-estimer la détermination infaillible des auteurs de cette entreprise, pour lesquels progresser dans la réalisation de leur projet suffit à les satisfaire, provisoirement bien sûr, puisque leur soif de pouvoir est insatiable.

Et effectivement ils avancent dans la réalisation de leur plan imaginé dès le début du XXe siècle avec la création de la Fed en 1913, on pouvait notamment l'observer depuis la fin de la Seconde guerre mondiale qui a consacré la suprémation mondiale de l'impérialisme américain, qui pris la forme par étape en Europe du plan Marshall jusqu'à la construction de l'Union européenne, qui a pour objectif le même qu'aux Etats-Unis, déposséder les Etats de tout pouvoir une fois le pouvoir politique tomber entre leurs mains, acheté en fait, un cartel étendu aux grandes banques internationales qui sont également à la tête des principales multinationales qui dominent le marché mondial.

Dans ce scénario qui a eu pour laboratoire les Etats-Unis, la lutte de classe est pour ainsi dire neutralisée, réduite à une peau de chagrin, même s'ils n'ont pas réussi à la faire disparaître totalement, à la tête des principaux médias, c'est sans difficulté qu'ils sont parvenus à tromper et corrompre les travailleurs américains qui croient que le gouvernement serait maître de sa politique, dans une vidéo américaine que j'ai visionnée, l'un des intervenants soulignait que les Américains croyaient encore que c'était le gouvernement qui émettait la monnaie, alors qu'il a été dépossé de cette prérogative définissant le pouvoir d'un Etat il y aura un siècle l'an prochain, ceci pour dire que les Américains vivent dans une profonde ignorance de ce qui se passe dans "*leur*" pays.

Pourquoi souligner cet aspect de la situation ? Parce qu'il montre que lutte de classe ou pas, les travailleurs demeurent toujours aussi ignorants, ils le seraient même devenus davantage qu'autrefois à cause du développement des moyens de communication et de propagande modernes qui permet de façonner plus facilement les cerveaux des esclaves de demain, c'est un des intervenants dans cette vidéo qui l'a précisé.

L'argent coulant à flot (ils le fabriquent souvenons-nous !) pour corrompre les dirigeants du mouvement ouvrier, partis et syndicats inclus, pour accompagner la convertion des plus récalcitrants au capitalisme, mais aussi pour favoriser certaines couches du prolétariat au détriment des autres, de préférence celles où il était le mieux organisé, car ces partis et ces syndicats pour demeurer utiles aux capitalistes, il faut qu'ils disposent d'un fond de commerce sur lequel s'appuyer et qui permettent de légitimer leur existence, afin d'empêcher si possible que de nouveaux partis ou syndicats puissent émerger, les syndicats et partis sont aussi associés aux institutions, bref, au bout du compte ils sont parvenus à pourrir le mouvement ouvrier au point qu'il n'envisage plus l'avenir autrement que sous les auspices bienfaiteurs du capitalisme, c'est comme s'ils étaient parvenus à le neutraliser, à neutraliser l'opposition entre les classes, la lutte des classes, sans pour autant qu'elle disparaisse, puisque s'ils peuvent agir sur les rapports entre les classes afin de subordonner la classe ouvrière au capitalisme, en revanche ils sont impuissants à faire disparaître les conséquences de leur politique antisociale contre lesquelles les travailleurs résistent et se dressent quand ils en trouvent la force.

Si c'est comme une impureté dans le plan de ces banquiers, l'élément vulnérable de leur projet, force est de constater qu'ils s'en sont bien tirés jusqu'à présent, puisque en France aucun syndicat ni parti n'a pu émerger pour revendiquer la direction du mouvement ouvrier et l'Internationale ouvrière est inexistante. Donc, quoi qu'est pu se produire dans le monde au cours de la seconde moitié du XXe siècle et la première décennie du XXIe, le mouvement ouvrier a été incapable de rompre avec le capital, le réformisme, pire, il a accentué sa décomposition au point qu'il n'existe même plus une avant-garde ouvrière organisée (un parti) digne de ce mot, combattant sous le drapeau de la révolution socialiste internationale.

La seule chose qui peut nous sauver, c'est la folie de ces banquiers qui sont en train de créer les conditions objectives nécessaires à une révolution sociale et politique. Pourquoi prennent-ils ce risque ? Sont-ils trop sûrs d'eux ?

Je n'ai pas suffisamment réfléchi à cette question pour y répondre de façon satisfaisante, disons qu'ils ne peuvent pas contrôler le monde entier, ils se bornent donc à soumettre principalement les pays les plus développés ou riches d'Europe, bien entendu ils contrôlent plus ou moins ici ou là quelques Etats en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine, il semblerait qu'ils n'aient pas intégré ou pas totalement intégré la Russie et la Chine dans leur plan, ainsi que leurs voisins qui demeuent sous leur influence, d'où leurs ingérences incessantes dans ces Etats, on vient de le voir avec l'élection présidentielle qui vient d'avoir lieu en Georgie où un milliardaire est devenu président, c'est parce qu'ils sont en concurrence avec ces puissances qu'ils sont prêts à prendre un tel risque. Il suffirait qu'un de leurs semblables, un milliardaire parvienne au pouvoir en Russie et en Chine, pour que la dictature mondiale qu'ils appellent de leurs voeux soit instaurée et que l'humanité soit réduite en esclavage. Ils en sont encore très loin heureusement.

On pourrait dire qu'ils prennent un tel risque parce qu'ils voient fondre leur profit, que le taux de profit aurait baissé ou encore qu'ils ne trouvent pas de placements juteux où investir les capitaux qu'ils ont accumulés au cours des dernières décennies, mais cette version ne tient pas ou ne tient plus, puisqu'ils peuvent créer autant d'argent qu'ils veulent en tant quepropriétaires de la machines à fabriquer les dollars, c'est là aussi qu'on s'aperçoit que les contradictions du capitalisme ne dictent plus la marche en avant de la lutte de classe mondiale, qu'elles ne sont plus les seules en cause et qu'il est impératif d'adapter notre conception de la lutte de classe en conséquence, sinon nous serons réduits à brasser du vent, à l'impuissance en réalité.

Je ne sais pas si j'ai été suffisamment clair, j'ai écrit cela directement à l'écran et sans brouillon comme d'habitude. Faites-moi part de vos observations, cela alimentera ma réflexion et nous permettra d'affiner notre analyse.

Hollanderies à l'ONU

Le président du Réseau Voltaire, Thierry Meyssan, analyse le discours de François Hollande à la tribune des Nations Unies. Je n'ai pas visionné entièrement cette vidéo, le début est intéressant. Meyssan pointe que Hollande après avoir rappelé certaines valeurs unviverselles contenues dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789, il s'est abstenu de faire référence au droit à la propriété qui y figure, ce qui revient finalement à ne l'accorder qu'aux riches précise Meyssan. Au passage, on comprend qu'il y en ait qui ignorent volontairement ou diabolisent ce réseau de journalistes indépendants, le plus étonnant, particulièrement dans nos rangs. • François Hollande à l'ONU, l'explication de texte

Ils feront le sale boulot jusqu'au bout, qui en doutaient un seul instant ? Des ignares, des charlatans ou des escrocs.

Les députés PS sont appelés à respecter la "*règle impérative*" de la "*discipline de vote*" à quelques jours du vote dans l'hémicycle sur le traité budgétaire européen, dans une lettre envoyée mercredi par Bruno Le Roux, révélée par Le Lab d'Europe 1 et dont l'AFP a eu une copie.

Si, en interne, le groupe socialiste a "*voté très majoritairement en faveur de la ratification du TSCG (13 voix contre, 2 abstentions) ainsi que du projet de loi organique (1 voix contre, 3 abstentions)*", "*ces votes devront être confirmés lors des deux votes solennels qui auront lieu la semaine prochaine*", mardi et mercredi, souligne le président des députés PS dans ce courrier.

Convaincu que "*c'est maintenant la cohérence et la cohésion de la majorité qui seront observées dans un vote où la gauche doit être majoritaire*", Bruno Le Roux tient à rappeler dans son courrier que "*l'article 17 de notre règlement prévoit que l'unité de vote est la règle*".

"*Il s'agit d'un rappel des règles et des enjeux. Une fois que le vote aura eu lieu, nous ferons le compte et nous verrons*", a-t-on précisé au groupe socialiste.

De toute façon d'hypothétiques sanctions pour les députés frondeurs "*ne relèveraient pas du groupe mais du parti*", a-t-on ajouté de même source. (AFP 04.10)

Voter contre le TSCG et voter pour la loi organique, c'est comme dire : ne m'amputez pas, coupez-moi la jambe !

Voilà les élus vendus au capitalisme auxquels tous les partis sans exception se sont adressés le 30 septembre, le POI en rajoutant une couche en multipliant ces dernièrs jours les lettres et les demandes de rendez-vous aux différents ministres. Voilà ce qu'est devenu le mouvement ouvrier et sa soit-disant avant-garde qui n'a de cesse de faire ainsi allégeance au régime en place. Je vous laisse les caractériser comme il se doit.

Feu le dirigeant de l'OCI, PT, POI Pierre Lambert et sa cour n'ont eu de cesse pendant des décennies d'affirmer que la Ve République était un régime bonapartiste et qu'elle avait été fondée pour le parti de l'ordre qui se comportait en godillot au Parlement et qu'aucun autre parti pourrait prétendre le remplacer ou occuper la même fonction, en apparence c'était logique et correcte puisqu'en principe il n'existe qu'un seul parti de l'ordre, le MNR, devenu UDR, puis RPR, et enfin UMP de De Gaulle à Sarkozy.

On nous a raconté aussi que l'arrivée au pouvoir de Giscard (UDF) qui n'était pas issu de ce parti, était le signe qu'il existait une crise des institutions, en réalité, l'UDF n'était qu'un des courants du parti de l'ordre, le plus droitier puisqu'il était un farouche partisan de l'UE.

Quand en 1981 Mitterrand et son gouvernement, donc le PS, se sont fondus dans les institutions de la Ve République, qu'est-ce que cela signifiait sinon qu'à défaut de posséder le titre de parti de l'ordre le PS en possédait toutes les qualités, on aurait dû en tirer la conclusion qu'il faisait partie du camp de nos ennemis, de la réaction. Qu'on fait à la place les Lambert et sa clique, ils ont décrété qu'il était toujours un parti ouvrier, bourgeois ajoutaient-ils, alors qu'en réalité il avait démontré une fois de plus qu'il figurait dans le camp du capital.

Mardi ou mercredi prochain lors du vote du TSCG et de la loi organique, vous assisterez à un nouveau 3 août, un de plus à mettre à l'actif du PS, en référence au 3 août 1914 lorsque la SFIO passa avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade.

L'arrivée du PS au pouvoir en 1981 devait aboutir à l'éclatement de la Ve République, or rien de tel ne se passa. Pourquoi, parce que ces dirigeants avaient refusé de constater que le PS était foncièrement devenu étranger à la classe ouvrière et ennemi du socialisme, ils étaient sclérosés depuis si longtemps qu'ils se refusèrent d'admettre que le PS était devenu un parti similaire au parti de l'ordre et qu'il pouvait le remplacer si nécessaire au pouvoir, ce qui était l'aboutissement du processus dialectique entamé avant le 3 août 1914, dont pourtant on avait pu suivre le développement pendant plus de 60 ans, le PS avait déjà acquis une certaine expérience dans ce domaine, en 1936 ou sous la IVe République, rien n'y fit, les "héritiers" de Trotsky occultèrent ces faits, les nièrent dans la pratique. C'est pathétique.

Ce qui caractérise le mieux ces dirigeants, c'est justement leur absence d'indépendance par rapport au PS, c'est une constante

chez eux, leur marque de fabrique, leur identité - d'où le dernier nom qu'ils ont donné à leur parti, et de ce fait par rapport au régime et aux institutions qu'ils s'emploient à épargner. Qui oserait remettre en cause l'indépendance d'un parti dont l'indépendance figure dans sa dénomination, le Parti ouvrier indépendant, sans se faire rabrouer, se voir traiter de calomniateur et se voir accuser de prétendre qu'il ferait le jeu de l'ennemi ? Quelque part choisir ce nom, c'était davantage une opération de marketing consistant à tuer toute critique dans l'oeuf, afin que les militants qui rejoignent ce parti ne se posent pas ces questions.

Ils sont toujours en guerre.

Les industriels veulent un "*choc de compétitivité*" intervenant d'un seul coup, alors que l'exécutif prévoit d'étaler la baisse du coût du travail dans le temps, a déclaré jeudi le président du Groupe des fédérations industrielles, Pierre Gattaz.

Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a dit mercredi préférer le terme de "*trajectoire*" plutôt que celui de "choc".

"*Le mot 'choc' ne me paraît pas être un mot valable*", a-t-il dit après une réunion interministérielle sur ce dossier autour de Jean-Marc Ayrault. "*Ce qu'il faut définir c'est autre chose. L'économie française n'a pas besoin de choc, elle a besoin d'accompagnement, elle a besoin de redressement.*"

"*Le Premier ministre, dans la réunion, a parlé d'une trajectoire de compétitivité. C'est cette trajectoire de compétitivité, sur la durée du mandat, que nous allons définir*", a ajouté Pierre Moscovici.

Cette précision intervenait après des informations du quotidien Le Monde selon lesquelles un transfert d'environ 40 milliards d'euros de cotisations sociales était envisagé, à raison de 8 à 10 milliards par an.

"*On a l'impression qu'on est autour de 40 milliards - pourquoi pas - mais étalés sur 3 à 5 ans, ça, ça nous gêne, c'est un choc de compétitivité qu'on veut. Maintenant*", a dit Pierre Gattaz lors d'un point de presse.

Le GFI, qui dit représenter 80% de l'industrie française, souhaite un ajustement de 50 milliards d'euros, passant par un relèvement non seulement de la Contribution sociale généralisée (CSG) mais aussi de la TVA, afin d'épargner les produits de première nécessité et de toucher les produits importés.

"*Il y a urgence ! La France a rendez-vous avec son histoire*", a dit Pierre Gattaz, aussi bien sur la compétitivité que sur la "*flexi-sécurité*" sur laquelle les partenaires sociaux ont commencé à négocier jeudi.

"*Si on arrive à régler dans les trois-quatre prochains mois ces deux sujets, le pays sortira grandi, plus compétitif et dans une situation permettant d'aller à la guerre économique mondiale dans des meilleures conditions.*" (Reuters 04.10)

L'autodétermination du peuple malien piétinée par Hollande.

La France va proposer "*dans les prochains jours*" au Conseil de sécurité une résolution visant à préparer le terrain pour un feu vert ultérieur de l'ONU à une intervention militaire au Mali, a annoncé jeudi l'ambassadeur français à l'ONU Gérard Araud.

Ce texte, a-t-il dit, combinera "*une réponse politique et militaire*" à la crise malienne en appelant "*à l'ouverture d'un dialogue*" entre Bamako et les islamistes qui contrôlent le Nord et en prévoyant l'entraînement sur place de l'armée malienne. (AFP 04.10)

Que recouvre l'Opérations monétaires sur titres de la BCE ?

La Banque centrale européenne se tient prête à lancer son programme d'Opérations monétaires sur titres (OMT) une fois que les conditions auront été réunies et cette seule perspective contribue déjà à atténuer les tensions sur les marchés, a estimé jeudi son président Mario Draghi lors de sa conférence de presse mensuelle.

Il a également salué les "*progrès importants*" effectués par l'Espagne pour remettre de l'ordre dans ses finances publiques, tout en soulignant que Madrid ne devait pas relâcher l'effort. (Reuters 04.10)

JF Kennedy voulait rétablir les obligations d'Etat au détriment de la Fed qui avait seule le pouvoir de les émettre, ils l'ont assassiné. La BCE est en train d'acquérir ou de se doter du même pouvoir que la Fed au détriment des Etats déposséder de tout pouvoir sur leur politique monétaire, c'est la suite logique de la création de la BCE puis du passage à l'euro.

Comprenant mieux de jour en jour comment fonctionne l'économie mondiale, je suis obligé de rectifier l'appréciation que je portais sur l'UE.

Comme beaucoup d'autres qui essaient de comprendre, je m'étais demandé s'ils voulaient réellement construire l'UE, je penchais pour une réponse négative, je pensais qu'ils la bazarderaient une fois qu'ils seraient parvenus à leur fin, liquider les Etats-nations qui composent l'UE, maintenant je pense plutôt qu'ils ont intégré l'UE dans leur plan final.

Ce qui m'a fait changer d'idée, c'est un élément qui m'avait échappé, à savoir que le cartel des banquiers de la Fed ont intégré les grandes banques européennes dans leur plan, c'était le seul moyen pour se rendre maître de l'Europe après avoir acquis les Etats-Unis.

ACTUALITE EN TITRES

Un gouvernement "***pro-patrons***" et impérialiste.

- Le gouvernement est-il anti ou pro-patrons? - L'Expansion.com

- Le gouvernement recule sur la fiscalité des créateurs d'entreprises - AFP

- L'industrie du médicament "*fragilisée*" veut du soutien pour produire en France - AFP

- Taxation des plus-values : Moscovici va revoir sa copie - LePoint.fr

- Mali: Paris déposera une résolution pour préparer un mandat de l'ONU - AFP

Manipulation à l'échelle mondiale.

- Facebook revendique un milliard d'utilisateurs - Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

Cinq mille personnes ont défilé jeudi soir à Istanbul "*contre la guerre*", après la riposte de l'armée turque aux tirs syriens de la veille sur le territoire turc.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a affirmé de son côté qu'il ne voulait pas se lancer dans une guerre et que le Parlement avait autorisé des opérations transfrontalières uniquement dans un but de "*dissuasion*".

Le slogan "*Savasa hayir*" ("Non à la guerre") a été le plus répété jeudi sur les comptes Twitter à travers le pays.

La manifestation d'Istanbul s'est vite transformée en rassemblement contre le parti au pouvoir, l'AKP.

"*L'AKP veut la guerre, le peuple veut la paix*", scandaient les manifestants en passant devant les cordons de police. "*Non à la guerre, la paix maintenant !*"

Auparavant, la police avait tiré des grenades lacrymogènes pour repousser un petit groupe de manifestants anti-guerre qui se dirigeait vers le Parlement à Ankara en scandant "*Nous ne voulons pas la guerre*" et "*les Syriens sont nos frères*".

Selon un sondage réalisé sur internet par le journal Hurriyet, 60% des Turcs sont hostiles au déploiement de forces militaires hors du territoire turc, de crainte que le pays ne soit entraîné dans un conflit extérieur.

"*Ce n'est pas notre guerre, nous n'avons pas à mener la guerre des autres*", a déclaré un manifestant à Istanbul.

Recep Tayyip Erdogan a affirmé lors d'une conférence de presse dans la soirée qu'il n'était "nullement intéressé par l'idée d'entrer en guerre". Mais, a-t-il ajouté, "*la République turque est un Etat capable de défendre ses citoyens et ses frontières. Personne ne devrait chercher à tester notre détermination à ce sujet*". (Reuters 04.10)

Après plusieurs heures de débats à huis clos, l'Assemblée nationale turque, où le parti du Premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan dispose d'une confortable majorité, a officiellement autorisé le gouvernement à réaliser des opérations militaires en Syrie au nom de la "*sécurité nationale*".

M. Erdogan s'est cependant efforcé de rassurer ceux qui ont vu dans cette autorisation le risque d'une dangereuse escalade militaire en affirmant que la Turquie n'avait pas pour objectif de déclarer la guerre à la Syrie.

"*Tout ce que nous voulons dans cette région, c'est la paix et la sécurité. C'est ça notre intention. Nous n'avons pas l'intention de déclencher une guerre avec la Syrie*", a-t-il déclaré à Ankara au cours d'une conférence de presse commune avec le premier vice-président iranien Mohammad-Reza Rahimi.

L'ambassadeur syrien à l'ONU Bachar Jaafari d'affirmer pour sa part que la Syrie "*ne cherche pas l'escalade avec aucun de ses voisins, y compris la Turquie*". (AFP 04.10)

2- Jordanie

Le roi Abdallah II de Jordanie a dissous jeudi le Parlement et convoqué des élections anticipées, à la veille d'une importante manifestation de l'opposition qui réclame des réformes politiques de fond.

La date des prochaines élections n'a pas été précisée, mais le roi avait dans le passé exprimé le souhait qu'elles aient lieu d'ici fin 2012.

L'annonce intervient à la veille d'une manifestation à Amman à l'appel des Frères musulmans, la principale force de l'opposition, qui réclame depuis des mois une "*loi électorale équitable, une lutte sérieuse contre la corruption et de réformes constitutionnelles*".

Plus de 50.000 personnes sont attendues à ce rassemblement, selon les organisateurs.

En réponse aux nombreuses manifestations de l'opposition et appels à des réformes, Abdallah II avait annoncé il y a plusieurs mois son intention de convoquer des élections législatives.

Mais les Frères musulmans avaient annoncé qu'ils les boycotteraient, comme ils l'avaient fait en 2010 pour protester contre l'absence de réformes de fond.

Dans une interview à l'AFP le 12 septembre, Abdallah II a jugé que le boycott du prochain scrutin par les islamistes était une "*énorme erreur de calcul*", et estimé que le scrutin était une étape "*fondamentale dans le processus des réformes et la marche vers la transition*".

"*Je dis donc aux Frères musulmans, vous avez le choix: soit rester dans la rue soit aider à construire la nouvelle Jordanie démocratique*", avait-il ajouté.

De son côté, la commission électorale a repoussé jusqu'au 15 octobre le délai pour s'inscrire sur les listes électorales dans la perspective des législatives anticipées. Plus de 1,85 million de personnes se sont déjà inscrites sur les listes. La Jordanie compte 6,8 millions d'habitants, dont près de trois millions d'électeurs potentiels. (AFP 04.10)

SOCIAL

1- France

1- PSA

Environ 150 salariés de PSA ont bloqué brièvement jeudi la circulation devant l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) pour protester contre sa fermeture prévue en 2014, a constaté un journaliste l'AFP.

Selon le délégué CGT Jean-Pierre Mercier, "*les salariés ont décidé jeudi matin en assemblée générale de bloquer le boulevard André Citroën afin de protester contre les licenciements annoncés. Ils laissaient cependant passer un filet de voitures*", a-t-il précisé.

Selon la direction, "*il y a des mouvements brefs tous les jours dans les ateliers de production, qui permettent aux organisations syndicales de prendre la parole*".

De son côté, Mohamed Khenniche, représentant de Sud à PSA Aulnay, a expliqué que "*le but de cette action est de ne pas disparaître de l'actualité sociale, rappeler qu'on est toujours là et que l'on va poursuivre la lutte*", a-t-il insisté. (L'Expansion.com 04.10)

C'est quoi LO ? Réponse : Jean-Pierre Mercier est militant à Lutte ouvrière, il serait au PCF qu'on ne verrait pas la différence. Quant à ce représentant de Sud il vaut guère mieux. Voilà l'état réel du mouvement ouvrier.

1.2- Sanofi

Les Sanofi de Toulouse ont maintenu la pression en se rassemblant à nouveau à plusieurs centaines devant leur entreprise jeudi, 24 heures après avoir occupé avec leurs collègues de toute la France le devant de la scène sociale à Paris, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ils étaient environ 300, sur les 640 employés du site, à scander "*On ne lâchera rien*", sous une pancarte détournant un billet de 500 euros barré de l'inscription "*Sanofric*", à l'effigie du PDG du groupe pharmaceutique Christopher Viehbacher.

Sous des ballons exigeant "*Viehbacher, dégage*", les Sanofi avaient l'esprit désormais tourné vers les rendez-vous de la semaine prochaine.

Le 11 octobre se réunissent les comités centraux d'entreprise (CCE) des différentes branches du groupe, au cours desquels doit s'engager la concertation sur la restructuration voulue par la direction. Le lendemain doit se tenir à Bercy une réunion sur le sort du site de Toulouse avec le ministère du Redressement productif, la direction de Sanofi, les représentants des salariés et des élus.

A la différence des CCE du 25 septembre boycottés par les représentants du personnel, ces derniers ont l'intention d'honorer les rendez-vous des 11 et 12 octobre, ont indiqué les responsables syndicaux à Toulouse.

Mais ces derniers continuent à réclamer le retrait pur et simple du plan de restructuration, qui pourrait se traduire d'ici à 2015 par la suppression de 914 postes en France selon la direction. Ce chiffre est sous-évalué selon les syndicats. Ces derniers exigent que le site toulousain soit maintenu et que son cas ne fasse pas l'objet d'un traitement à part, mais qu'il s'inscrive dans une approche globale. (AFP 04.10)

2- Afrique du Sud

Le patronat des mines sud-africaines a accepté mercredi le principe d'une révision des salaires des mineurs d'or et de charbon, alors que ce secteur clé l'économie nationale tourne au ralenti depuis août en raison de grèves sauvages émaillées de violences.

"*Nous allons travailler dur pour voir ce qu'on peut mettre sur la table. Nous nous revoyons mardi (prochain) et, nous l'espérons, avec des propositions pour traiter ces problèmes*", a indiqué à l'AFP Elize Strydom, négociatrice pour le secteur de l'or à la Chambre des mines, à l'issue d'une journée de négociations avec le syndicat national des mines NUM.

"*Nous avons 50.000 mineurs en grève sauvage dans le secteur de l'or*", une situation qui exige "*de trouver une solution le plus vite possible*", a-t-elle ajouté.

Les salaires actuels dans les mines d'or et de charbon ont été fixés dans un accord signé l'an dernier par le NUM et la Chambre des mines.

Les mines de platine, où les négociations ont lieu entreprise par entreprise, et où des milliers de mineurs sont également en grève sauvage, ne sont pas concernées.

Cette annonce survient alors que les conflits sociaux paralysent toujours les sites de plusieurs géants du secteur

Presque partout, les grévistes ont refusé l'encadrement des syndicats majoritaires et lancé des grèves sauvages, qui ont parfois donné lieu à des violences. Mercredi, la situation était notamment tendue aux abords de la mine d'or KDC West exploitée près de Johannesburg par le groupe sud-africain Gold Fields.

La direction avait exigé des grévistes qu'ils évacuent leurs foyers d'hébergement. Près de 2.000 hommes, portant pour certains des haches, ont passé la journée rassemblés sur une colline, face aux forces de l'ordre. (AFP 04.10)

3- Grèce

Quelque centaines d'employés d'un chantier naval dénonçant des impayés de salaire ont envahi la cour du ministère de la Défense grec à Athènes jeudi, tandis que des personnels hospitaliers et des agriculteurs en Crète protestaient aussi contre les mesures d'austérité prévues dans le pays.

Au ministère de la Défense, les forces anti-émeutes ont interpellé de nombreux ouvriers du chantier naval Hellenic Shipyards à Skaramangas dans la banlieue industrielle du Pirée, qui avaient fracturé les barrières d'entrée aux cris de "cvoleurs, voleurs

" pour protester contre des impayés de plusieurs mois.

La police a matraqué des manifestants et tiré des gaz irritants pour les repousser, a indiqué un source policière. Devant le refus des protestataires de quitter les lieux, la police a procédé à leur interpellation en groupe.

Le chef d'Etat-major était auparavant descendu de son bureau pour tenter d'entamer le dialogue, mais avait été accueilli par des huées, montrées par les télévisions.

Le ministre, Panos Panayotopoulos, retenu par une cérémonie officielle, avait pour sa part fait savoir qu'il était prêt à rencontrer une délégation, à condition que les manifestants quittent les lieux.

Les manifestants, dont l'action a aussi brièvement interrompu le trafic routier sur un axe très fréquenté, protestent contre des impayés de plusieurs mois, alors que le chantier Hellenic Shipyards est menacé de faillite.

L'unité, employant plus d'un millier de personnes, avait été vendue en 2010 par son précédent propriétaire, le conglomérat industriel allemand ThyssenKrupp, au groupe Abu Dhabi mar, mais tourne au ralenti depuis des mois, dépendant de contrats de modernisation de l'armée grecque suspendus ou retardés par l'actuelle crise financière frappant le pays.

Les médecins et infirmiers des hôpitaux ont également manifesté jeudi devant le ministère de la Santé à Athènes contre de nouvelles coupes salariales et réductions des dépenses de la santé publique, comprises dans le nouveau train d'économies que la Grèce négocie actuellement avec la troïka de ses créanciers, UE, BCE et FMI. Le système de santé publique, comme le reste du pays, est lourdement endetté en Grèce.

L'adoption prévue du nouveau tour de vis destiné à assainir les finances publiques a fait remonter la tension sociale, tandis que l'UE et le FMI en font dépendre le maintien du pays sous perfusion financière.

Outre Athènes, Héraklion, chef-lieu de l'île de Crète (sud), a aussi été le théâtre d'affrontements jeudi après-midi entre forces anti-émeutes et des centaines d'agriculteurs en colère, qui ont tenté d'entrer sur la piste de l'aéroport de la ville.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui protestaient contre la baisse de remboursements de TVA et la hausse des cotisations sociales, prévues dans les nouvelles mesures d'austérité. (AFP 04.10)

ECONOMIE

Grèce

À propos de ne plus avoir de problèmes d'argent, selon une étude présentée hier au premier ministre grec, la Grèce disposerait dans ses eaux d'une réserve de gaz naturel susceptible de dégager 464 milliards d'euros sur 25 ans. (atlantico.fr 04.10)

Haut de page

Le 6 octobre

CAUSERIE

Depuis trois jours nous avons de l'électricité moins de 10h par jour, au point qu'il n'est même plus possible de recharger les deux batteries de secours.

Je me suis couché à minuit, puis ils ont coupé trois fois le courant, chaque fois je me suis levé pour mettre en route un ventilateur, à 5h ce matin ils ont coupé à nouveau, je n'ai pas voulu utiliser le ventilateur pour garder les batteries en vue du travail que j'aurais à faire dans la matinée et l'après-midi, au bout d'un quart d'heure, je transpirais tellement que je me suis levé, j'étais crevé évidemment, j'ai téléchargé les articles de presse dans l'ordinateur puis je les ai transférés dans une clé USB, ensuite j'ai éteint l'ordinateur et allumé le portable pour travailler sur sa batterie, il est 13h30 et ils viennent de remettre le courant, je n'ai pas utilisé le ventilateur de toute la matinée, j'ai une serviette posée sur les épaules pour m'éponger car je suis trempé de sueur, voilà dans quelles conditions je bosse, c'est un vrai combat ! Cela rend agressif.

La centrale nucléaire qui devait démarrer au mois de juillet n'a pas encore commencé à produire le premier kilowatt, on dépend d'un gigantesque parc de plusieurs milliers d'éoliennes m'a-t-on dit, mais quand il n'y a pas de vent, plus d'électricité ! Il produirait l'équivalent des quatre réacteurs de la centrale nucléaire, 4.000 MWatts, la semaine dernière la production est tombée à 2.000 MWatts, puis 1.000, puis 300, donc plus de courant dans tout le sud du Tamil Nadu.

Je suis contre le nucléaire, mais comme ils n'ont rien prévu d'autre, il faut bien faire avec en attendant. Il paraît que des écologistes de merde américains, britanniques et français sont venus remonter la population contre la mise en service de cette centrale, à la place du gouvernement j'expulserais manu militari cette racaille réactionnaire. Je vous ai déjà dit que 3 millions de travailleurs avaient été mis au chômage à cause du manque d'éléctricité qui a entraîné la fermeture de milliers d'entreprises au Tamil Nadu, c'est le deuxième Etat le plus industrialisé de l'Inde.

Un Indien qui était au Kerala la semaine dernière m'a dit qu'il faisait une chaleur à crever et que sans courant la population suffoquait littéralement, ces abrutis d'écologistes s'en foutent aussi. Et ici la température est brutalement remontée, il fait environ 35° C à l'ombre sans un brin d'air. A ces connards on devrait leur faire vivre ce que vit la population au quotidien, ils s'en foutent, ils sont de passage. Vous comprenez pourquoi je ne peux pas encadrer les tiers-mondistes qui viennent nous donner des conseils, qu'ils dégagent et qu'ils s'attaquent aux problèmes que rencontrent les travailleurs dans leur pays respectif, mais là ils répondent aux abonnés absents. On a déjà un gouvernement totalement corrompu et en plus on a cette vermine qui en rajoute une couche, trop c'est trop.

D'ici deux mois je vais investir dans plusieurs panneaux solaires pour recharger les batteries en cas de coupures de courant la journée, car cette centrale nucléaire ne suffira pas à couvrir tous les besoins du sud de l'Inde, elle alimentera une partie du Tamil Nadu et du Kerala, deux Etats qui comptent au total plus de 100 millions d'habitants.

Quotidiennement on doit déjà faire face à plein de problèmes, là c'est la goutte qui fait déborder le vase, les Indiens sont devenus très nerveux, donc je le suis forcément aussi. Je partage leur vie au quotidien, je ne suis pas un touriste ou un nanti qui est venu se planquer sous les cocotiers, je bosse comme un dingue.

J'avais rédigé une longue causerie hier soir, je la mettrai en ligne demain. J'arrête ici, je vais repasser sur l'autre ordinateur. Je n'ai pas eu le temps de commenter l'article figurant dans cette page sur la "*négociation*" sur la réforme de la compétitivité, ce sera pour demain. Les derniers jours j'ai laissé plein de fautes, ce n'est plus possible, j'ai honte, excusez-moi, je les ai corrigées uniquement dans la version mis en ligne au format pdf. Je charge le boulot dans le serveur et je vais aller me reposer un peu, je ne tiens plus debout et mes yeux peinent à lire à l'écran.

Bon week-end à tous.

Hollande le sous-fifre de l'UE, le président de l'oligarchie financière.

Le président français François Hollande a jugé, vendredi à Malte, "*très important de faire converger les positions sur l'union bancaire*" lors du prochain conseil européen prévu à Bruxelles les 18 et 19 octobre. M. Hollande a exprimé le souhait que l'UE "*montre sa disponibilité à régler les questions de l'Union bancaire*".

"*C'est très important de faire converger les positions sur l'Union bancaire, nous avons besoin d'une union bancaire, d'une solidarité et donc d'un calendrier pour que l'union bancaire puisse avancer d'ici la fin de l'année*", a-t-il insisté. (AFP 05.10)

Qu'est-ce que l'union bancaire européenne ?

L'union des banquiers européens avec ceux de la Fed, le Nouvel ordre mondial dont si peu n'osent parler. Le nouveau pouvoir dictatorial qui doit s'imposer à tous les peuples une fois déposséder de tout pouvoir politique, l'objectif de tous les gouvernements de l'UE et de l'UE elle-même. Pour le comprendre, lisez les causeries des derniers jours où je l'ai évoqué plus

en détails.

Le Qatar soutiendrait les salafistes, en voilà une découverte !

Le rôle du Qatar en Libye laisse les experts militaires français perplexes. Le devenir de la Libye inquiète au plus haut point les experts militaires français. "*Une jonction, souligne l'un d'eux, s'opère entre les salafistes de la région de Benghazi (est) et ceux de Tripolitaine, venus pour la plupart de Misrata*".

A la clef, l'esquisse d'une "*union sacrée*" susceptible de supplanter le courant nationaliste modéré. "*Et tout ça, soupire un officier supérieur, avec le concours actif et délibéré du Qatar. On comprend de plus en plus mal la bienveillance dont bénéficie cet émirat à Paris.*" (lexpress.fr 05.10)

L'emblème de notre combat : patron-voyou, ce qui englobe l'Etat.

"*Le patronat est revenu avec les mêmes revendications patronales qu'en 2007, c'est-à-dire qu'il y a un petit côté vintage, comme si la crise n'avait pas démarré*", a déclaré Jean-Claude Mailly sur France Info.

"*On ne sort pas d'une crise de ce type avec de vieux rossignols comme solutions*", a-t-il ajouté.

Au lendemain de la première journée d'une négociation qui s'annonce compliquée, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a dit pour sa part assumer totalement ses déclarations faisant état d'un "*racisme anti-entreprises*".

"*C'est quelque chose que ressentent aujourd'hui tous les entrepreneurs français, quels qu'ils soient*", a-t-elle dit sur RMC et BFM-TV. "*Il y a sans cesse une stigmatisation, une dénonciation. Il y a quelque chose qui est très choquant, c'est que désormais, on a presque consacré l'expression patron-voyou*". (Reuters 05.10)

Vintage est employé pour parler de vieilleries qu'on a conservées intactes.

Seulement "*presque*", pour le moment, c'est déjà un progrès, attendez que cela soit tout à fait et vous allez courir vite, très vite ! Les travailleurs se vengeront madame Parisot, à côté Robespierre et la "*terreur*" feront figure de contes pour enfants.

Décryptage. L'art et la manière de tromper les travailleurs syndiqués ou non. Thibault le mode d'emploi.

Bernard Thibault a appelé vendredi les salariés français à "*crier*" à leur tour, après le recul du gouvernement, face à la fronde des petits patrons, sur l'alourdissement de la fiscalité sur les cessions d'entreprises prévu dans le projet de budget.

"*Nous n'avons pas été associés avec la même intensité, manifestement, que les organisations patronales à l'élaboration du projet de budget*", a déclaré le secrétaire général de la CGT en marge du centenaire de l'union départementale de son syndicat en Loire-Atlantique.

"*Le Medef, qui ne loupe pas une occasion pour faire pression sur le gouvernement depuis juillet, aurait tort de se priver : à chaque coup de colère, on donne le sentiment qu'il faille revoir une disposition, atténuer une intention*", a-t-il ajouté devant la presse.

"*Je remarque que ce sont ceux qui poussent le plus ou qui crient le plus qui sont le plus reçus (...) Bon, dans ce cas, on va crier à notre tour*", a-t-il dit. La CGT appelle à une journée de mobilisation pour la défense de l'emploi mardi prochain.

Interrogé sur France Info, le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a estimé de même que "*le gouvernement recule bien facilement*". "*Une pétition sur internet et il recule. On va voir si socialement c'est la même chose, quand il y aura des problèmes*", a-t-il ajouté.

Confronté à une vague de colère des entrepreneurs qui se sont mobilisés sur internet et dans les médias, les ministres de l'Economie, du Budget et des PME ont annoncé jeudi la création d'un régime spécial pour la taxation des cessions de parts d'entreprises dont le projet de budget 2013 prévoyait une forte hausse.

Bernard Thibault a réitéré d'autre part l'opposition de la CGT à toute baisse des charges patronales pour améliorer la compétitivité de l'industrie française.

"*J'attends qu'on nous fasse la démonstration de l'impact que pourrait avoir la baisse de cinq ou six points de cotisations patronales sur le prix des produits fabriqués*", a-t-il dit.

"*On va nous convaincre que c'est en économisant dix à quinze euros par voiture que la voiture française va être plus facilement vendable qu'auparavant (...) si les constructeurs automobiles ont du mal à vendre des voitures, c'est parce qu'il y a plus de 18 millions de chômeurs en Europe*", a-t-il ajouté. (Reuters 05.10)

Vous avez pensé quoi de cette sortie de Thibault ?

Je vous la fais réunion syndicale à chaud dans l'atelier.

Quel dirigeant syndical quand même, ah si tous étaient comme lui ! Bravo Thibault, c'est bien parlé ! Il en a mis plein la tête au gouvernement et au Medef, ça c'est un vrai syndicaliste de lutte de classe ! Ah il en a des couilles le Thibault quand il veut, cela fait plaisir à voir ! Et dire qu'il y en a qui le critique, ce sont des cons ! C'est dommage qu'il ne reste pas à la direction de notre syndicat, c'est un mec comme lui qu'il nous faut, pas un molasson. On va le regretter Nanar, je vous le dis comme je le pense bordel ! C'est un type bien, un exemple pour tous les syndicalistes. Tu nous fais honneur Bernard, on te regrettera tu sais...

En fait, qu'est-ce qu'il a dit ? Exactement ce qui se passe lors de chaque sommet, conférence, réunion entre les syndicats, le gouvernement et le patronat, le Medef avance ses pions ou se livre carrément à un chantage, les parasites syndicaux donnent de la voix et gesticulent, et le gouvernement se solidarise avec les représentants du patronat, et pour une miette lâchée aux bureaucrates syndicaux, il offre une grosse part du gâteau au patronat.

Le mécanisme est bien rodé et la plupart des syndiqués n'y voient que du feu à l'arrivée.

Sans faire d'amalgame, c'est la même méthode qu'utile Le Pen : le père et la fille dressent un constat qui est souvent juste, ce qui a le pouvoir d'emballer les naïfs, tandis que leurs conclusions (pratiques) vont à l'encontre des intérêts de ceux qui les soutiennent.

Thibault, Chérèque et Mailly donnent de la voix pour se faire passer pour des opposants au régime... qu'ils soutiennent par ailleurs, puisqu'ils se refusent à tout mettre en oeuvre pour mobiliser la classe dans l'unité dans la perspective de l'émancipation du capital, ce que les commentateurs se passeront bien de préciser.

Donc ce qui restera de leurs interventions, c'est qu'ils sont contre le gouvernement et le patronat, donc de bons dirigeants syndicaux, trompant ainsi les travailleurs syndiqués ou non et la boucle est bouclée, la vie peut continuer comme avant pour ceux qui détiennent le pouvoir, la stabilié du régime, la paix sociale est préservée, c'est l'essentiel.

C'est une comédie qu'ils jouent, on peut aussi appeler cela un complot contre la classe ouvrière dans la mesure où la totalité des acteurs en présence y participent de plein gré, consciemment.

Question : quel parti ouvrier explique-t-il cela aussi simplement aux travailleurs et militants ? Réponse : aucun. Cela signifie-t-il qu'ils sont de mèche avec eux ? Devinez, poser la question c'est y répondre malheureusement.

ACTUALITE EN TITRES

Quand le quatrième pouvoir soutient Hollande

- 55 % des Français ne regrettent pas Sarkozy à l'Élysée - LePoint.fr

En voilà un nègre bien payé !

- A l'Elysée, Guaino était mieux payé que Sarko - Le Nouvel Observateur

Nègre dans le sens où c'est lui qui rédigeait une partie de ses discours. Jeu de mot ou clin d'oeil aux mineurs d'Afrique du Sud en grève pour des augmentations de salaire.

Question à cent balles.

- La gravité de la crise va-t-elle obliger François Hollande à prendre le virage indispensable sans attendre deux ans comme Mitterrand en 1983 ? - Atlantico.fr

Obliger, c'est un grand mot puisque c'est indispensable !

C'est tout s'exclame le marché ?

- Samsung a doublé ses profits au 3e trimestre - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Sommet du Dialogue 5+5

Les dirigeants des pays du Sud de la Méditerranée se sont attachés à rassurer leurs homologues sur l'état de la démocratie dans leurs pays et appeler de leurs voeux une plus ample coopération, à l'occasion du sommet du Dialogue 5+5 vendredi à Malte.

"*Pour la première fois de notre histoire, nous partageons les valeurs de la démocratie*", s'est réjoui le président tunisien Moncef Marzouki, au cours de la cérémonie d'ouverture de ce sommet 5+5 (Espagne, France, Italie, Malte, Portugal + Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie), le premier depuis le "Printemps arabe" de 2011 qui a entraîné la chute des dirigeants tunisien et libyen.

Les changements en cours sur la rive Sud de la Méditerranée "*ne constituent pas une menace pour l'Europe*", a déclaré M. Marzouki, en appelant par exemple à "*ne pas avoir peur des groupes salafistes*". "*Le peuple n'accepterait jamais des systèmes islamiques non démocratiques. Nous voulons la démocratie islamique, pas l'autocratie*", a-t-il insisté.

"*Nous sommes complémentaires*", a dit le président mauritanien, plaidant en faveur d'"un dialogue entre civilisations", sans "*toucher aux questions religieuses ni léser la dignité des peuples*" et en respectant "*les spécificités*".

Pour sa part, le président français François Hollande a évoqué "*deux défis*". D'abord "*accompagner la transition démocratique et le respect des droits des peuples*", en faisant "en sorte que la dignité des personnes soit partout respectée". Puis le "*défi économique*", avec le "*développement de la rive Sud de la Méditerranée*" et "*la croissance qui doit être stimulée au nord de la Méditerranée*", les deux allant "*de pair*". (AFP 05.10)

En Syrie non plus personne ne craint les salafistes ! La Libye, un Etat "*démocratique*" assurément, la charia c'est démocratique, vous ne le saviez pas, regardez donc de quelle manière ils traitent les femmes au Qatar ou en Arabie Saoudite.

Cela ne les gêne pas les Hollande, Monti, Rajoy, pas le moins du monde, les affaires sont les affaires...

Selon le président tunisien Moncef Marzouki "*nous partageons les valeurs de la démocratie*", la preuve :

1- Les autorités marocaines ont annoncé vendredi qu'elles retiraient son accréditation à un journaliste du bureau de l'Agence France-Presse à Rabat, accusé d'avoir mis en doute la neutralité du palais royal lors d'élections législatives partielles la veille à Tanger.

Dans un communiqué diffusé par les médias officiels, le gouvernement accuse Omar Brouksy d'avoir écrit "*une dépêche antiprofessionnelle*" et diffusé des allégations "*infondées et irresponsables*" qui "*mêlent l'institution monarchique à cette compétition électorale*".

Un responsable du gouvernement marocain a précisé que l'AFP avait diffusé une dépêche affirmant que le scrutin à Tanger opposait le Parti de la Justice et du Développement (PJD), qui dirige le gouvernement, à des "*candidats proches du palais royal*".

"*Nous considérons qu'il s'agit d'une grave faute professionnelle (...) que d'impliquer faussement la monarchie dans une compétition électorale le jour même du vote*", a-t-il dit.

"*L'AFP a ensuite modifié ce passage pour dire que ces candidats étaient en fait membres du Parti Authenticité et Modernité (PAM), fondé en 2008 par Fouad Ali El Himma, un proche du roi*".

"*Avant que cette modification ne soit apportée, le gouvernement avait déjà pris la décision de sanctionner l'AFP*", a précisé ce responsable gouvernemental.

Omar Brouksy, de nationalité marocaine, avait été pris à partie par des policiers le mois dernier alors qu'il couvrait à Rabat une manifestation en faveur de la démocratie. (Reuters 05.10)

2- Le «bateau pour l'avortement» du collectif hollandais Women on the Waves (Les Femmes sur les vagues), visant à protester contre les pays dans lesquels l'avortement est illégal, a été empêché d'accoster au Maroc, mercredi 3 octobre.

Le ministre de la Santé marocain a expliqué à l'AFP, citée par la chaîne américaine ABC News, que cet abortion boat ne serait pas autorisé à accoster dans le sport de Smir, sa prochaine étape. Pour expliquer cette interdiction, il a publié un communiqué, repris par le quotidien marocain Le Matin, dans lequel il appelle «*les autorités concernées à faire le nécessaire pour veiller à l'application de la loi, suite aux informations faisant état du départ d'un bateau étranger transportant des médecins à destination des eaux territoriales marocaines en vue d'effectuer des opérations d'avortement de femmes marocaines.*» (slate.fr 05.10)

On peut contester cette initiative, ce qui ne retire rien à la signification de la réaction des autorités marocaines interdisant l'avortement.

2- France

Le président François Hollande a demandé vendredi que les élections régionales et cantonales prévues en France en 2014 soient reportées à l'année suivante, le même jour.

"*Pour le respect de nos concitoyens et des assemblées concernées, il est préférable de reporter à 2015 l'organisation des deux consultations régionales et départementales*", a déclaré le chef de l'Etat lors d'un discours à la Sorbonne à l'occasion des Etats généraux de la démocratie territoriale.

Le chef de l'Etat a précisé que ces deux scrutins seraient organisés le même jour.

Des élections municipales, sénatoriales et européennes sont d'ores et déjà prévues en 2014.

"*On ne pouvait pas, la même année, avoir des élections sur des modes de scrutin différents, et quatre campagnes électorales qui se succèdent, c'était illisible*", a-t-on expliqué dans l'entourage du chef de l'Etat. (Reuters 05.10)

Il est vrai que demeurer au pouvoir après avoir subi quatre raclés consécutives la même année, cela s'annonçait compliqué, voire impossible... Cela n'empêchera pas une crise politique d'avoir lieu. A moins que cela ne cache autre chose dans le cadre du troisième volets de la décentralisation ?

3- Grèce

Mega TV a annoncé que Leonidas Tzanis, un ancien vice-ministre de l'Intérieur du Pasok, s'est suicidé à son domicile de Volos. Tzanis a été retrouvé pendu par sa femme, a indiqué le journaliste.

L'ancien député du PASOK faisait partie de la liste des 36 politiciens suspectés d'enrichissement illicite par l'Unité de la criminalité financière et économique (SDOE) pour des irrégularités financières et l'acquisition de richesse suspecte. Selon la liste, la brigade financière avait lancé une enquête sur ses comptes le 31 mai 2012. (okeanews.fr 05.06)

Si tous les dirigeants de l'Internationale socialiste jaune avait le même courage, quel bon débarras ce serait !

4- Hongrie

Le gouvernement hongrois a annoncé vendredi une série de nouvelles mesures d'austérité afin de maintenir le déficit public sous la barre des 3% du Produit intérieur brut (PIB) et reconnu pour la première fois que le pays serait en récession cette année.

"*Le gouvernement a décidé de (prendre) des mesures nécessaires pour maintenir le niveau du déficit public sous la barre des 3% du PIB en 2012, 2013 et 2014*", a annoncé vendredi György Matolcsy, le ministre de l'Economie devant des journalistes.

Ce vendredi était la date butoir pour présenter à Bruxelles les mesures prises par le gouvernement afin de contenir le déficit sous la limite des 3%. La Hongrie fait l'objet d'une procédure de déficit excessif au sein de l'Union européenne (UE), et ce depuis son adhésion en 2004.

Pour 2012, le pays va geler certaines dépenses ministérielles et récolter 466 millions d'euros. Pour 2013, il vise des économies de 397 milliards de forints (1,39 milliard d'euros) grâce à son nouveau programme d'économies, qui devrait aussi avoir des effets positifs en 2014.

L'objectif est d'atteindre un ratio de déficit de 2,7% du PIB en 2013, contre 2,2% espérés auparavant. Pour l'année en cours, le gouvernement mise aussi sur un ratio de 2,7% (contre 2,5% escomptés). En 2011, il avait représenté 2,94% du PIB.

Parmi les grandes mesures de ce nouveau programme figurent une réduction de 15 à 5% du co-financement de Budapest à des projets de l'UE dans le pays, la suppression du paiement simultané des retraites et des salaires pour certains fonctionnaires, le report de la hausse des salaires des enseignants, et le non remplacement de départs à la retraite dans la fonction publique, sauf dans le secteur de la santé.

La Commission européenne va prendre en compte ces mesures et s'exprimera le 7 novembre, a indiqué son porte-parole Olivier Bailly à Bruxelles. Il s'agira de vérifier en particulier si la Hongrie a "entrepris une action efficace pour corriger son déficit", a-t-il ajouté.

M. Matolcsy a aussi annoncé l'abandon du projet controversé de taxer les transactions financières de la Banque centrale nationale (MNB). Les nouvelles mesures d'austérité sont aussi en partie liées au fait que cette mesure n'était "*pas tolérée par l'UE, qui avait menacé (la Hongrie) de procédure d'infraction si nous l'avions appliquée*", a-t-il affirmé.

Bruxelles salue cette décision, a souligné Olivier Bailly, et espère "*qu'elle sera traduite sans délai en une proposition de modification de la loi*", puis "*qu'elle sera adoptée dans les prochains jours*".

Les annonces ont été globalement bien accueillies par le marché des devises.

"*Le programme est correct (...) il n'y a pas de grandes erreurs*", a réagi Janos Samu, analyste hongrois chez la banque Concorde, soulignant que les chiffres quant à la croissance et le déficit étaient "crédibles".

"*De plus, les demandes de l'UE et du FMI sont aussi prises en considération, comme la suppression de l'imposition du MNB*", a-t-il ajouté. Un point positif alors que le gouvernement négocie avec ces institutions internationales pour un prêt de 15 milliards d'euros, qui doit l'aider à se refinancer sur les marchés obligataires à des taux plus supportables. (AFP 05.10)

Effectivement, le gouvernement hongrois n'a pas commis d'erreur en s'attaquant aux retraités et aux fonctionnaires...

5- Jordanie

Des milliers de personnes manifestaient vendredi à Amman à l'appel de l'opposition islamiste pour réclamer des réformes de fond, malgré l'annonce par le roi Abdallah II de la dissolution du Parlement et la convocation d'élections anticipées, selon des correspondants de l'AFP.

Au moins 2.000 policiers ont été déployés dans le centre de la capitale en prévision de cette manifestation qui a commencé après la grande prière hebdomadaire musulmane de la mi-journée, et à laquelle les Frères musulmans avaient dit attendre quelque 50.000 participants.

Les manifestants se sont rassemblés devant la mosquée Al-Husseini avec une grande banderole détaillant leurs exigences: "*une loi électorale démocratique, des changements dans la Constitution, des gouvernements élus, un pouvoir judiciaire indépendant, une Cour constitutionnelle, une lutte efficace contre la corruption et une non ingérence de la Sécurité dans la vie politique*".

"*Cela fait 20 mois que nous manifestons et vous n'avez toujours pas compris nos demandes*" ou "*Arrêtez de nous voler*", pouvait-on lire sur d'autres banderoles.

"*Nous voulons une révision de la Constitution avant que le peuple ne se révolte! Nous voulons une réforme du régime*"! ont scandé les manifestants.

Dans un communiqué, la police jordanienne a annoncé avoir empêché un groupe de jeunes d'attaquer les manifestants, après l'arrestation de huit personnes et la saisie d'armes à feu dans des bus se dirigeant vers le centre d'Amman.

Une manifestation rivale, en soutien au roi Abdallah II, initialement prévue au même endroit et à la même heure, a été reportée sine die, "*pour empêcher d'éventuels troubles*", avaient indiqué jeudi ses organisateurs.

Les islamistes accusent le système électoral en vigueur de privilégier les régions rurales, considérées comme loyales au gouvernement, dont les partisans dominent le Parlement. Ils demandent en particulier un système parlementaire dans lequel le Premier ministre serait élu et non plus nommé par le roi. (AFP 05.10)

SOCIAL

France

En 2011, près d'un salarié sur six occupait un emploi à bas salaire, soit inférieur à 1055 euros nets mensuels, selon une étude du ministère du Travail (Dares) publiée vendredi: sur 22,3 millions de salariés du privé et du public, 3,6 millions, soit 16,1%, occupaient un emploi à bas salaire, c'est-à-dire un emploi dont le salaire mensuel net est inférieur ou égal aux deux tiers du salaire net mensuel médian.

Le salaire mensuel net médian était en 2011 de 1583 euros. Le seuil des bas salaires s'élevait à 1055 euros nets mensuels, soit très proche du Smic mensuel net sur la base de 35 heures hebdomadaires, établi à 1074 euros.

Les femmes représentent 75% des salariés à bas salaires, et plus des trois quarts de ces salariés sont à temps partiel. En outre, près de la moitié sont en contrat à durée limitée et travaillent chez des particuliers.

La diminution de la proportion de bas salaires, quasi continue de 1995 à 2007, s'est interrompue en 2008, relève la Dares, faisant le lien avec la forte dégradation du marché du travail. (lexpress.fr 05.10)

ECONOMIE

1- France

La moitié des créanciers de la France, pour la dette levée en 2012, sont en Asie et au Moyen-Orient, contre à peine un tiers pour la zone euro, indique Philippe Mills, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT) dans un entretien publié vendredi par le site Next Finance. "*Cette année, la moitié des acheteurs nets de la dette française vient d'Asie et du Moyen-Orient contre 33% en 2011 et 20% en 2010*", selon le patron de l'AFT, chargée de placer la dette française sur les marchés.

Seuls 30% des acheteurs nets viennent de la zone euro, dont beaucoup de Français, en particulier des assureurs, ajoute M. Mills, qui note que les banques commerciales dans le monde ont fortement réduit leur part dans la dette française en raison de la crise (10% en 2012). (lexpress.fr 05.10)

2- Belgique

Dexia a annoncé vendredi la cession de sa filiale Banque Internationale à Luxembourg à Precision Capital, une holding appartenant à la famille Al Thani du Qatar et au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans un communiqué, Dexia précise que le prix de la transaction s'élève à 730 millions d'euros et que "*la cession se traduit par une perte totale de 199 millions d'euros pour le groupe Dexia*".

La banque dit encore que cette cession réduira son bilan de 12 milliards d'euros. (Reuters 05.10)

Si j'ai bonne mémoire les Etats français et belge ont renfloué à coups de milliards d'euros Dexia pour la céder ensuite à un paradis fiscale, le Luxembourg, et au despote de Doha.

3- Grèce

Deux des premières banques grecques, National Bank et Eurobank, seraient en discussions en vue d'une fusion qui créerait un nouveau champion national du secteur, selon des sources bancaires proches du dossier. Chacune des deux banques devait réunir son conseil d'administration dans la journée, vendredi 5 octobre.

Une autre piste serait envisagée, celle d'une fusion à trois entre National Bank, Eurobank et l'établissement public Hellenic Postbank, dont les autorités jugent la survie compromise.

Le secteur bancaire grec est en plein chantier de restructuration, sous le coup de la crise financière que traverse le pays, et dans l'attente de sa recapitalisation grâce aux fonds de l'Union européenne et du Fonds monétaire international, qui doivent accorder 50 milliards d'euros, dont la moitié ont déjà été versés, pour l'opération. (lemonde.fr 05.10)

Nous disions il y a quelques jours que l'opération qu'ils appellent volontiers "*la crise*" avait pour objectif une nouvelle concentration de la production et des capitaux, on en a la preuve ici. Et en accordant 50 milliards d'euros à cette banque, ils mettent ainsi la totalité de l'économie grecque sous la coupe des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux, ils auront atteint leur objectif, une nouvelle étape vers le Nouvel ordre mondial qu'ils ont planifié.

Vous voyez que cela sert de l'avoir à l'esprit (le Nouvel ordre mondial) pour comprendre.

Haut de page

Le 7 octobre

CAUSERIE

Actualisation partielle du site.

(3h plus tard, les infos en bref sont disponibles. Je viens de finir de télécharger une vidéo de 500 MO il aura fallu 6 heures !)

Comment s'articule l'offensive antisociale lancé contre le prolétariat par le gouvernement conformément aux besoins exprimés par les banquiers internationaux liés au cartel des banquiers sionistes de la Fed sur fond de crise économique réelle et programmée, et l'instrumentalisation de l'ignorance des masses sur fond de précarité sociale, de la crainte inconsciente pour son intégrité physique liée au développement de la violence aveugle dans la société et aux bruits du canon qui résonne à nos portes ?

Le gouvernement a adopté comme son prédécesseur la stratégie de la peur pour susciter le soutien du peuple dans le but de paralyser sa mobilisation sociale et politique contre l'Etat, les institutions, dont notamment le gouvernement, pour faire passer son programme de régression sociale généralisé.

Chacun aura pu constater que le PS remplit temporairement la même fonction que le parti de l'ordre au pouvoir pendant la brève période de transition qui précèdera le retour au pouvoir de l'UMP. S'il n'en possédait pas les qualités ou les attributs cela serait totalement impossible. Les faits suffisent ainsi à déterminer sa véritable nature de parti bourgeois ou capitaliste. Le PS appartient au camp de notre ennemi de classe. Dès lors, refuser de prendre en compte ces faits pour le caractériser comme un parti ouvrier ou un parti ouvrier bourgeois, ne peut être que le fait d'ignorants ou constitue une trahison de la classe ouvrière. Elle sera avérée pour tout parti s'adressant aux dirigeants ou aux élus de ce parti ou prônant un front unique en sa direction puisqu'il s'agirait de s'allier avec le supplétif du parti de l'ordre.

Laissons provisoirement de côté le passé en laissant une dernière occasion aux dirigeants se réclamant du trotskysme (POI-CCI, NPA, LO) de démontrer qu'ils ont la capacité de corriger leurs erreurs ou de rompre avec la politique qu'ils ont suivie depuis la fin de la Seconde guerre mondiale pour ceux qui sont encore en vie ou celle qu'ils ont impulsée lors des dernières décennies pour les plus jeunes d'entre eux. Ce message peut s'adresser également à des dirigeants d'autres formations politiques qui entendraient rompre avec le PS, les appareils corrompus des syndicats, les institutions de la Ve République, le capitalisme, pour se ranger résolument sous le drapeau de la révolution socialiste internationale et adopter son programme.

Ménager la chèvre et le choux en tentant de tirer profit de relations avec les appareils du PS et du PCF ainsi qu'avec ceux des syndicats qu'ils contrôlent, ignorer ou refuser de prendre en compte le développement mafieux du capitalisme à l'échelle mondiale qui se joue des lois régissant son fonctionnement depuis son avènement, a conduit à élaborer des stratégies politiques erronées ou inadaptées au combat pour le socialisme et à aider les masses exploitées à comprendre le fonctionnement de la société, ce qui a abouti à leur incapacité à se doter d'une nouvelle direction pour mener leur combat jusqu'au bout. Voilà le constat que l'on peut dresser aujourd'hui. Là aussi, laissons de côté temporairement la responsabilité des uns et des autres, en dehors bien sur des dirigeants du PS et du PCF.

Je tiens cependant à préciser que si j'avais dû m'en tenir aux discours et à la littérature du POI (de l'OCI et du PT précédemment), du NPA (de la LCR précédemment) ou de LO, jamais je n'aurais pu comprendre comment fonctionne la société et le monde, jamais je n'aurais pu acquérir un niveau de lucidité suffisant pour écrire ces lignes, lucidité qui est très loin de me satisfaire puisque tous les jours je découvre encore l'ampleur de mon ignorance et à quel point on nous a caché la vérité sur des aspects essentiels du développement du capitalisme et de la lutte des classes depuis le début du XXe siècle.

On pourrait se dire que les dirigeants de ces partis n'avaient pas accès à ces connaissances avant l'avènement d'Internet il y a un peu plus de deux décennies, et que pour cette raison il faudrait leur épargner une partie de nos critiques, mais ce serait occulter le fait que dès la fin du XIXe siècle ou le début du XXe ils figuraient déjà dans des ouvrages sur un support en papier ou dans la presse, autre découverte que j'ai faite pas plus tard qu'hier soir sur Internet. J'ai réussi ce matin à télécharger d'importantes vidéos qui le démontrent avec preuve à l'appui, notamment des déclarations, discours ou faits relatés dans la presse au début du XXe

siècle et les décennies suivantes.

A partir de ces faits, on peut affirmer qu'aucun dirigeant du mouvement ouvrier essentiellement composé d'intellectuels ne pouvait prétendre les ignorer ou n'en avoir pas pris connaissance. Qu'ils n'aient pas été capables de les utiliser à bon escient ou dans leur stratégie politique, c'est l'évidence même ou alors il faudrait en conclure que le socialisme n'était qu'une magnifique utopie, à vous de choisir quelle version est correcte, l'humanité et la civilisation humaine sont voués à leur perte et à disparaître ou alors ils auront la capacité de briser leurs chaînes, dont celle de l'ignorance, pour enfin atteindre le règne de la liberté.

Je ne peux pas consacrer tout mon temps à la question que nous venons d'aborder et c'est bien dommage, puisque je suis seul à animer ce site et je ne bénéficie d'aucun soutien, donc passons à l'actualité politique. J'actualiserai les infos en bref plus tard dans la journée, il n'y a pas de courant. Hier ils ont remis le courant à 20h, ils l'avaient coupé à 5h du matin et la journée on a eu du courant pendant deux heures environ. Je m'excuse encore pour les nombreuses fautes que je n'ai pas corrigées les derniers jours, j'ai même écrit plusieurs mots en anglais par exemple *connection* pour *connexion* ou j'ai oublié ou confondu des lettres, parce que je ne voyais plus bien clair à cause de la fatigue.

Hollande et son gouvernement alimente et instrumentalise l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie pour monter les travailleurs les uns contre les autres.

Hollande digne successeur de Sarkozy, en plus pitoyable ou abjecte encore.

- Opération antiterroriste : François Hollande salue l'action de la police - LePoint.fr

Lobbying sioniste.

- Hollande reçoit dimanche les représentants de la communauté juive - AFP

François Hollande recevra dimanche les présidents du Consistoire central israélite de France et du Crif, Joël Mergui et Richard Prasquier, au lendemain du démantèlement d'un groupe islamiste notamment soupçonné d'une attaque antisémite en septembre... (AFP 06.10)

Hollande et son gouvernement sont dors et déjà responsables de la montée de l'antisémitisme. Quand vous aurez terminé cette lecture, vous constaterez qu'il n'y a que les juifs qui sont des gens bien, qui méritent de vivre en quelque sorte, les chrétiens aussi mais ce n'est pas le sujet.

- Une synagogue d'Argenteuil (Val-d'Oise) cible de tirs à blanc - AFP

Une synagogue d'Argenteuil (Val-d'Oise) a été la cible de tirs à blanc samedi soir, a-t-on appris de source policière et auprès d'un responsable de la communauté juive du département.

Selon les premiers éléments de l'enquête, basée sur les déclarations de témoins, les tirs provenaient d'une voiture qui a ralenti à l'approche de la synagogue, vers 19H15, avant d'accélérer et de prendre la fuite.

"*Une personne qui se trouvait dans l'établissement a entendu une détonation, et a vu des éclairs*", a raconté la source policière, confirmant une information d'Europe 1. (AFP 06.10)

Qui peut croire à cette histoire à dormir debout ? Il est question de témoins au pluriel, puis il s'agit d'"*une personne*, qui bien entendu se tenait à une fenêtre à ce moment précis, non mieux, la porte de la synagogue était ouverte et en une fraction de seconde cette personne qui était aux abois a percu "*des éclairs*", normal elle était postée là en attendant que cette voiture passe ou elle possédait le don de prescience propre au "*peuple élu*", mais bizarrement elle n'a pas relevé le numéro d'immatriculation du véhicule.

Au fait, cette personnne ignorait qu'il s'agissait de tirs à blanc, malgré tout elle est restée là tranquillement à attendre de recevoir une balle !

Racisme.

- Manuel Valls évoque des "*réseaux terroristes dans nos quartiers*" - AFP

Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a souligné sur TF1 la "*difficulté*" d'agir face à des "*réseaux terroristes*" qui sont "*dans nos quartiers*", après le démantèlement samedi d'une cellule islamiste radicale. (AFP 06.10)

Donc quand vous croiserez un Arabe ou un Noir dans la rue, faites bien attention à vous, à votre sac à main, changez de trottoir de préférence, c'est peut-être un terroriste. Ne laissez plus jouer vos enfants dans la rue ou à l'extérieur, interdisez-leur de sortir le soir avec des copains. Bouclez-vous chez vous, faites poser une porte blindée, on ne sait jamais ! Achetez-vous une arme pour vous protéger, qui sait, elle pourrait vous être utile un jour... Ne gardez pas de l'argent ou des objets de valeur chez vous, mettez-les dans un coffre à la banque ou enterrez-les dans votre jardin, discrètement bien sûr. Et si vous habitez dans un quartier où pullulent Noirs et Arabes, pensez à déménager, ce serait encore la décision la plus sage.

L'UMP qui affiche dorénavant ouvertement sa proximité idélogique avec le FN en rajoute une couche.

- Ramadan et pain au chocolat : polémique autour de propos de Copé - AFP

Xénophobie.

- Immigration: 83% des Français favorables au démantèlement des camps illégaux de Roms - AFP

Une large majorité de Français se dit favorable au démantèlement par les forces de l'ordre des camps illégaux de Roms, tout en jugeant cette mesure inefficace, selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France à paraître. (AFP 06.10)

Ce qui serait efficace ce serait bien de les enfermer dans un camp, mais cela coûterait cher et l'Etat n'a plus d'argent. Le mieux ce serait encore de s'en débarrasser définitivement, mais comment, là le gouvernement laisse à chacun le soin d'en décider.
Si demain un type devenu complètement dingue les mitraillait, c'est le gouvernement qui en assumerait la responsabilité, c'est lui le coupable.

Distraire ou abrutir le peuple.

- Aubry et Ayrault lancent "*Fantastic*", un remède culturel à la crise - AFP

La maire de Lille Martine Aubry et le Premier ministre Jean-Marc Ayrault ont lancé samedi les festivités de "*Fantastic*", trois mois de manifestations culturelles dans la métropole nordiste, en soulignant le rôle joué par la culture en temps de crise. (AFP 06.10)

A part cela ils ne prennent pas les travailleurs pour des abrutis. Camarades, relevons ce défi, sinon, vous connaissez la suite...

Est-ce le seul moyen que les dirigeants du PS ont trouvé pour souder leurs troupes autour d'Hollande et le gouvernement quelques jours avant le passage du TSCG et de la loi organique devant l'Assemblée nationale et le Sénat ? On peut aussi se poser cette question.

ACTUALITE EN TITRES

Il suffisait de demander pour être servi.

- Plus-values de cession: les ajustements coûteront plusieurs centaines de millions - L'Expansion.com

Et qui va casquer, où le gouvernement va-t-il trouver cette somme, devinez ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Plusieurs centaines de mineurs sud-africains du site de Rustenburg (nord) d'Amplats, numéro un mondial du platine, ont affiché leur rejet du licenciement de 12.000 personnes pour grève sauvage, menaçant de recourir à la violence.

"*C'est le début de la guerre*", a lancé l'un des responsables syndicaux des mineurs, Gaddhafi Mdoda, sous les acclamations.

Regroupés dans un stade de Rustenburg, les mineurs ont été encouragés par leurs leaders à rejeter le licenciement prononcé par Anglo American Platinum (Amplats) et continuer les protestations jusqu'à l'obtention d'une augmentation salariale.

"*La direction de la mine essaye juste de nous frustrer. Nous ne reculerons pas*", a poursuivi un autre responsable, George Tyobeka.

"*Si Anglo Americain n'est pas prêt à négocier, ils doivent faire leurs bagages et partir*", a déclaré M. Mdoda à l'AFP.

Les mineurs de différents puits d'extraction s'étaient rendus au stade sous escorte policière, scandant des slogans, tandis qu'un hélicoptère survolait la zone.

Les mineurs ont également observé un moment de silence à la mémoire d'un de leurs collègues, tué jeudi dans des affrontements avec la police, près d'une colline où se déroulaient quotidiennement des manifestations.

Amplats, filiale d'Anglo American qui emploie 28.000 personnes à Rustenburg et y produit près d'un quart du platine mondial, a mis vendredi à exécution sa menace de licencier tous les mineurs en grève sauvage, depuis le 12 septembre, qui refuseraient de comparaître devant un conseil de discipline.

Plusieurs d'entre eux, totalement déterminés à obtenir les substantielles augmentations de salaire qu'ils réclament depuis le début de la grève le 12 septembre, menaçaient de recourir à la violence pour forcer l'exploitant de la mine à les réembaucher.

"*S'ils ne veulent pas nous parler, beaucoup de choses vont brûler à partir d'aujourd'hui*", a lancé à l'AFP Hendrick Mpondo, 27 ans. "*S'ils disent qu'ils nous licencient, nous allons nous battre contre eux. Il y a déjà des gars qui projettent de brûler la fonderie*".

Vendredi soir, trois véhicules ont été incendiés juste à côté du puits de Thembelani, l'un des site d'Amplats.

Par ailleurs, un dirigeant local du syndicat national des mines (NUM) a été abattu chez lui vendredi soir dans la ville de Marikana, à quelques kilomètres de là.

Depuis le début des conflits sociaux dans les mines, les grévistes expriment une vive défiance envers le NUM, accusé d'être trop proche du pouvoir et du patronat, et de ne pas défendre les intérêts des travailleurs.

La plupart des grèves sont d'ailleurs des grèves spontanées -- et illégales --, même si une formation dissidente du NUM, l'AMCU, semble y avoir joué un rôle important.

"*Le NUM est choqué par ce nouvel assassinat de l'un de ses dirigeants à Marikana*", a déploré le syndicat majoritaire dans un communiqué: "*Ceci se produit après la mort d'un autre syndiqué du NUM le week-end dernier, et après une attaque contre un autre de nos dirigeants locaux qui a pu s'échapper, mais dont la femme a été tuée*". (AFP 06.10)

C'est le sort qui attend les dirigeants syndicaux ou des partis parlant au nom de la classe ouvrière et qui soutiennent le capitalisme, rien de plus normal.

2- Tunisie

Des affrontements entre les forces de l'ordre tunisiennes et des manifestants protestant contre la réouverture d'une décharge publique sur l'île de Djerba ont fait 49 blessés parmi les policiers samedi, a indiqué à l'AFP Khaled Tarrouche, porte-parole du ministère de l'Intérieur.

"Un grand nombre de manifestants au centre de Guellala ont attaqué un poste de police avec des pierres et des cocktails molotov. Il y a 49 blessés parmi les policiers, des fractures et d'autres blessures à cause des pierres et des cocktails molotov", a-t-il dit.

Il a ajouté que seuls deux manifestants avaient été blessés, "*cela montre de quel côté la violence venait, du côté des manifestants pas de la police*". Selon la même source, six véhicules de police ont été incendiés et les forces de l'ordre n'ont procédé à aucune interpellation.

"*Des renforts ont été envoyés*", a ajouté le porte-parole, sans en préciser le nombre, assurant qu'en début de soirée "*le calme était revenu*" dans les rues de cette de ville de 13.000 habitants située au sud de l'île de Djerba, haut lieu du tourisme tunisien.

La manifestation a été déclenchée, selon M. Tarrouche, par la décision des autorités locales de réouvrir jusqu'en 2013 une décharge publique. (AFP 06.10)

3- Chine

3.1- Des milliers de salariés se sont mis vendredi en grève dans une usine du groupe taïwanais Foxconn, en Chine, qui fabrique des composants pour l'iPhone 5 d'Apple, a indiqué samedi une organisation de défense des droits sociaux.

L'arrêt de travail à l'usine de Zhengzhou (dans le centre de la Chine) est intervenu vendredi après que la direction eut augmenté les niveaux de qualité des produits et demandé aux salariés de travailler un jour férié, a indiqué l'organisation China Labour Watch dont le siège se trouve à New York. "*Cette grève résulte du fait que les ouvriers subissent trop de pression*", a déclaré le directeur de China Labour Watch, Li Qiang, dans un communiqué.

"*Selon les salariés, de nombreuses lignes de production de l'iPhone ont été paralysées toute la journée dans plusieurs bâtiments de l'usine*", indique le communiqué. De 3000 à 4000 employés ont participé à la grève, selon la même source qui ne précise pas combien de personnes au total sont employées dans l'usine.

Foxconn --le numéro un mondial des composants pour ordinateurs-- assemble notamment des produits pour Apple, Sony et Nokia et emploie un million de personnes en Chine, dont la moitié à Shenzhen, dans le sud du pays. (L'Expansion.com avec AFP 06.10)

3.2- Le géant taïwanais de l'électronique Foxconn Technology Group, sous-traitant d'Apple, a affirmé samedi que son usine chinoise de Zhengzhou n'était frappée par aucune grève, contrairement à ce qu'a auparavant rapporté l'ONG China Labor Watch. (Reuters 06.10)

Qui dit vrai, entre les Chinois qui ont intérêt à passer sous silence ce qui se passe dans leur pays, et l'organisation China Labour Watch dont le siège se trouve à New York qui est financée par l'Etat américain donc instrumentalisée par Washington ?

4- Inde

La Cour suprême a donné cette semaine six mois aux écoles indiennes pour se doter de toilettes et d'eau potable, estimant que cela fait partie intégrante du droit des enfants à l'éducation.

Les juges ont estimé que les enfants devaient "*étudier dans un environnement propre et hygiénique*", que ce soit dans le secteur public ou privé.

Les gouvernements des Etats de la fédération indienne se doivent de fournir "*des toilettes pour les garçons et les filles, de l'eau potable, des salles de classe en nombre suffisant*", et "*de nommer du personnel enseignant et non enseignant etc...*", le tout "*dans les six mois*", a exigé la Cour, en statuant sur une pétition à cet effet datant de 2004 que lui avait soumise une organisation caritative.

Une école indienne sur dix ne dispose pas d'un accès convenable à l'eau potable tandis que 40% sont privées de toilettes, selon des données diffusées en avril par une ONG, le Forum pour le droit à l'instruction (Right to Education Forum).

Bien que l'Inde a lancé en 2010 un vaste programme de scolarisation, qui impose en principe aux Etats de scolariser gratuitement tous les jeunes âgés de 6 à 14 ans, le travail des enfants reste chose commune dans le second pays le plus peuplé de la planète avec 1,2 milliard d'habitants.

Le système éducatif indien souffre de nombreux maux, notamment de bâtiments en mauvais état et d'un certain absentéisme des enseignants, faisant craindre que des dizaines de millions de jeunes se retrouvent sans éducation suffisante pour trouver le moindre travail.

Le déplorable état sanitaire ne se limite pas au système scolaire, 47% des 330 millions de foyers indiens n'étant pas non plus équipés de W.C., alors que 63% ont en revanche accès au téléphone, portable pour l'essentiel. (AFP 06.10)

L'installation de toilettes nécessite de disposer d'un espace libre suffisant pour construire une fosse septique, ce qui n'est pas le cas de nombreuses habitations, notamment dans les espaces urbains où s'entasse maintenant près de la moitié de la population indienne.

En dehors des nantis, la plupart des Indiens qui vivent en ville ont acquis ou se sont vu donner par le gouvernement une parcelle de terre sur laquelle ils ont constuit une maison qui couvre la totalité de la surface sans laisser le moindre mètre carré libre, pas même un morceau de jardin, donc je ne vois pas où ils pourraient trouver l'espace pour construire une fosse septique, à moins de casser le sol de leur maison pour l'enfouir en dessous, ce qui poserait le problème de son aération, des odeurs et de sa vidange.

Avec le développement récent du parc automobile en Inde, les autorités viennent seulement de se rendre compte que rien n'avait

été prévu à ce niveau-là non plus, les maisons ou immeubles d'habitation ne comprennent pas de garages ou de parkings, idem pour les rues de la quasi-totalité des villes du pays, du coup c'est un bordel monstre.

Pour revenir à la question de la fosse septique, pour en construire une et l'ensemble de l'installation, cela coûterait environ l'équivalent de deux mois de salaire (minimum) à chaque foyer, une somme énorme alors qu'ils sont endettés et ont juste de quoi survivre. Evidemment il n'existe pas de toilettes publiques ou ils sont rares en ville, du coup quand un petit ou un grand besoin se fait pressant, les Indiens se soulagent où ils peuvent.

Finalement, rien n'a été prévu par les autorités pour accompagner le développement économique du pays depuis le début des années 90 rendant un peu plus cauchemardesque la vie quotidienne des Indiens dont la mentalité et le comportement sont restés figés dans le passé, par exemple, si une personne qui vous rend visite a besoin d'aller aux toilettes elle ne vous demandera pas de bénéficier de vos toilettes elle préfèrera se retenir et se soulager dans la rue ou au bord de la route plus tard.

Quand on vous parle de progrès ou de développement à propos de l'Inde, on oublie généralement de préciser à quel prix ou dans quelles conditions pour la population. Le progrès serait synonyme de bien-être, pas si sûr ou alors quand on le traite sous la forme d'une abstraction, d'un point de vue occidental, et si j'en juge par la vie que mènent mes beaux-frères en comparaison de ce qu'ils vivaient il y a 20 ans ou leur qualité de vie, j'aurais tendance à penser qu'ils étaient plus heureux avant.

Il s'est agi d'un progrès à marche forcée, qui en réalité a assujetti la population à la société de consommation pour que les riches le deviennent encore plus, sans se soucier d'adapter l'éducation ou le comportement des Indiens à ces nouveaux besoins ou de traiter les conséquences concomitantes à ce développement. On pourrait parler de progrès anarchique ou réaliser dans des conditions anarchiques, de telle sorte que les Indiens ont accès à des biens de consommation ou au marché, ce qui n'était pas le cas auparavant, avant le début des années 90, en échange ils y ont perdu en liberté et bien-être... et ils sont endettés !

ECONOMIE

Avant-propos

Ces articles du portail Liesi animé par des traders ou des gens liés à la finance, montrent qu'ils ont intégré les éléments dont je vous ai parlé dans ma causerie plus haut. Eux, ils sont parfaitement informés du jeu sordide auquel se livre le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux.

On ne partagera pas leurs conclusions évidemment, d'ailleurs j'ai cru comprendre qu'ils n'étaient pas capables d'en tirer sur le plan politique ou elles seraient forcément très éloignées des nôtres ou diamètralement opposées aux nôtres, ce sont de farouches anticommunistes, tout comme les économistes bourgeois auxquels Marx se référaient pour réaliser ses travaux.

1- BCE

Plus que jamais, l'Europe apparaît comme un défi pour l'Etat de droit. Aveu édifiant de M. Lemoine, directeur des études économiques et de la stratégie Marchés de HSBC France : « *La question de la perte de souveraineté reste entièrement ouverte après deux années de crise de la zone euro. A chaque fois que la crise atteint un paroxysme, un effort a été fait par les Etats membres pour montrer leur détermination à doter la zone euro d'une politique budgétaire coordonnée. Mais dès que la crise a été moins vive, des palabres ont été engagées pour essayer de s'affranchir de ces décisions qui se seraient traduites par une perte de souveraineté* »[1] (L'Agefi). La conclusion est donc que la crise de la zone euro est loin d'être terminée ! Les hommes de la Finance anonyme et vagabonde vont donc poursuivre leur programme de désintégration de la souveraineté nationale.

Le 20 juillet 2012, Mario Draghi, directeur de la banque centrale européenne, a exprimé avec clarté ce même plan pour notre époque : « *Tout mouvement vers une union financière, budgétaire et politique est à mon sens inévitable et conduira à la création de nouvelles entités supranationales* ». Le président de la BCE enfonce le clou : « *Dans certains pays, le transfert de souveraineté (…) que cela implique est un enjeu majeur* ». Mais « avec la mondialisation, c'est précisément en partageant la souveraineté que les pays peuvent mieux la conserver ». (sic !)

Commentaire de l'ancien ministre de l'Economie italienne, Giulio Tremonti : il a qualifié Mario Draghi de « tueur » du système de séparation bancaire en Italie. Le 29 août 2012, Tremonti notait que « *Draghi est le père d'une législation bancaire en Italie qui a, de facto, rétabli un dangereux mélange entre les banques ordinaires et les banques d'affaires, une situation qui avait déjà provoqué la crise de 1929* ».

Rappelons si besoin était que Mario Draghi a été imposé par l'un des fossoyeurs de la France : Nicolas Sarkozy, l'Ami des Américains. En poussant M. Draghi à la direction de la BCE, Nicolas Sarkozy avantageait sérieusement Goldman Sachs et les petits amis qui, secrètement, ont déjà scellé le sort de la France.

Dans une chronique estivale du Handelsblatt, le chroniqueur Norbert Häring rappelle ce coup de pouce du président Sarkozy, lequel avait assuré que les banques françaises surexposées seraient celles qui bénéficieraient le plus de la politique d'assouplissement quantitatif de la BCE. Et pour montrer enfin combien les élections présidentielles françaises étaient bien « arrangées », Häring affirme que c'est « Hollande qui, avec le Premier ministre italien Mario Monti, s'est tout de suite rangé du côté de Draghi et a déclaré presque mot pour mot qu'il ferait ''tout ce qu'il faut''pour sauver l'euro ». [...]

[1] Rappelons ce qu'écrivait David Rockefeller en 1991 : « *La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers internationaux est certainement préférable à l'autodétermination pratiquée dans les siècles passés* ». Curieusement, depuis cette époque et le célèbre discours du président Bush Sr sur la nécessité d'un Nouvel Ordre Mondial, prononcé à l'occasion de l'attaque contre l'Irak, l'histoire suit une logique aveuglante. Le plus triste est certainement de constater qu'une minorité seulement s'en aperçoit. (liesi 02.10)

2- Nathanael Rothschild et la société Glencore

Le regretté Christopher Story (assassiné en juillet 2010) de worldreports.org avait dans cet article « the octopus has been severely wounded » (qui a été effacé par BigBrother des archives de google) mis en lumière une tentative de corruption active du chef du shaddow-cabinet, George Osborne, sollicitant des fonds à Derispaka sur le yacht de Nathanael. L'affaire avait fait grand bruit outre-Manche, il en reste quelques traces sur le net, comme ici dans le Telegraph. Nathanael Rothschild a donc longtemps œuvré dans une semi-pénombre à tisser les fils d'un empire dans les matières premières, jouant de ses relations politiques et bancaires avec plus ou moins de discrétion, comme le montre cette introduction. A partir de 2010, son hyperactivité dans ce méga-monopoly va devenir plus apparente. Il va multiplier des structures d'investissement et les introductions en bourse pour lever des fonds et/ou réaliser ses profits. Rusal

En 2010, Nathanael Rothschild faisait la promotion de RUSAL, dont 16,5% des parts étaient introduites en bourse. Il annonçait y avoir investi 100 Millions de $. »Je connais le groupe de l'intérieur. Ce n'est pas la société la moins chère du secteur, mais c'est une très belle affaire, bien meilleure que ses concurrents Alcoa ou Chalco. En témoigne le très grand intérêt exprimé par des centaines d'investisseurs pour son introduction en bourse. L'offre a été sur-souscrite 1,4 fois … Rusal peut compter sur la formidable force de vente de Glencore, le numéro un mondial du négoce en matières premières, actionnaire à hauteur de 8,65% de son capital. »

L'introduction en bourse de RUSAL à la bourse de Hong Kong a été repoussée plusieurs fois par les autorités. Elle n'a été autorisée que parce que quelques grands noms de la finance ont annoncé vouloir prendre des participations, avec au premier chef Nathanael Rothschild, le magnat des médias sino-malais Robert Kuok (ça aide pour faire la promotion du titre), le fonds spéculatif new-yorkais Paulson & Co et une banque publique russe (VEB). Malgré le soutien de quelques magnats, les autorités de Hong Kong n'ont pas permis que le titre soit vendu aux particuliers. Il était réservé aux professionnels avec un achat minimum de 1 million de HK$. L'introduction a permis de lever 2,24 Milliards de $… pas assez pour désendetter totalement le groupe. En mars 2012, Rusal annonçait une chute du bénéfice de 92%. Depuis, les actions ont chuté de plus de la moitié de leur cours d'introduction. Une technique qui ressemble beaucoup à celles pratiquées sur le marché de Toronto et qui est longuement décrite dans l'autobiographie d'un ancien golden-boy, « le loup de Wall Street », qui sort bientôt en film. On introduit un titre au plus haut en faisant monter la cote, tout en jouant la baisse sur les options, permettant de très grosses plus-values. D'ailleurs, à 20 ans ce loup de Wall Street avait fait ses premières armes à « *La Compagnie Financière* » d'Edmond de Rothschild.

On retrouve Nathanael Rothschild dans un fonds d'investissement, VALLAR Plc, qu'il créé à Jersey en juillet 2010 pour investir dans le marché du charbon, qui va lui permettre de lever 1 milliard de $ par une introduction en bourse à Londres. Ce fonds va changer de nom en 2011 pour s'appeler BUMI (cité ci-dessous).

En juin 2011, il créé un nouveau fonds d'investissement en partenariat avec TONY HAYWARD (l'ex-président de BP). Ce fonds s'appelle VALLARES et doit s'investir dans le gaz et le pétrole. Introduit à la bourse de Londres (LSE:VLRS), il leur permet de lever 2,2 Milliards de dollars.

Glencore

Marc Rich, de son vrai nom Marc David Reich, qui, enfant, avait fui l'Allemagne nazie, va se lancer dans le négoce de Matières Premières en 1970, avec un de ces amis, Pincus Green. Leur truc était de commercer avec des pays ayant des problèmes politiques, comme l'Afrique du Sud, par exemple, mais aussi d'inviter les barons du pétrole dans une villa de la Côte d'Azur préalablement remplie de jeunes et aimables pensionnaires de Madame Claude (source Bloomberg). Dans un interview de Daniel Ammann, Rich reconnaitra que l'on trouve dans son livre « *The King of Oil* », qu'il travaillait avec le MOSSAD. Sa société Marc Rich Trading & Co fondée en 1974 va vite devenir un des leaders mondiaux dans son domaine.

Poursuivi pour évasion fiscale par l'administration américaine en 1983 et par le FBI pour avoir fait du négoce avec l'Iran pendant la crise des otages entre 79 et 81, il s'enfuit en Suisse où il vit toujours. A l'époque, l'embargo lui permettait d'acheter le pétrole

moitié-prix en Iran pour le revendre le double aux Etats-Unis. Sa société change de nom pour Glencore.

Rich va essayer de prendre le contrôle du marché du Zinc en 1993-1994. Son échec va mener la société au bord de la faillite, forçant Marc Rich a céder la majorité de sa société à Willy Strothotte et l'actuel président Yvan Glassenberg. D'où venaient les fonds de ces financiers ?… car Glassenberg a commencé comme négociant en charbon sans un sou vaillant ?

Bill Clinton graciera Marc Rich dans les dernières heures de son mandat, à la demande de plusieurs personnes influentes, dont le premier ministre israélien Ehud Barak.

William Strothotte, un charmant stratégiste d'origine allemande et à l'excellente réputation sur le marché des matières premières a été nommé président pour essayer de redonner une meilleure image à la compagnie, dont le sulfureux fondateur poursuivi par toutes les polices, ternissait le succès. Strothotte prenant sa retraire, il est remplacé en 2002 par le requin aux dents longues, Yvan Glasenberg.

Yvan Glasenberg siège au conseil d'administration de RUSAL, leader mondial de l'aluminium où Nathanael Rothschild a été actif. Normal puisque Glencore détient désormais 8,65% du groupe. Glasenberg est également au conseil de Minara Resources dont l'ancien président est aujourd'hui co-fondateur de la Compagnie minière BUMI avec Nathanael Rothschild.

Il est normal que Glencore, devenu le leader mondial du commerce de minerais, soit proche des actionnaires de référence d'un groupe leader comme Rio Tinto, mais les liens avec Nathanael Rothschild sont aujourd'hui plus concrets et plus officiels.

En janvier 2010, Nathanael avait souscrit pour 40 millions de $ d'obligations convertibles (en actions) de Glencore. Un excellent investissement puisque GLENCORE a été introduite en bourse à Londres et à Hong Kong en mai 2011 avec succès, permettant de lever 10 Milliards de $ et valorisant l'entreprise à 60 Milliards de $.

Les méthodes de la compagnie n'ont pas changé. Elle faisait des affaires avec Saddam Hussein pendant l'embargo de l'Irak et elle est sûrement la première à Téhéran dont le pétrole est interdit d'exportation. A un certain niveau, on est totalement au-dessus des lois. Pot-pourri

Considérée par Greenpeace comme la société la plus impénétrable qui soit, Glencore est sur leur liste des sociétés à surveiller.

La société Glencore est poursuivie sous de nombreux chefs d'accusation dans de nombreux pays, notamment pour son mépris total pour les réglementations sur l'environnement. Fin 2010, GLENCORE nomme TONY HAYWARD, ancien président de BP, déchu pour sa mauvaise gestion du désastre écologique de Deepwater Horizon, responsable de son « *comité pour l'environnement, la santé et la sécurité*» . Quelle ironie !

Glencore achète ainsi le carnet d'adresses de Hayward s'il en était besoin ou plutôt renvoie l'ascenseur, après quelques mauvais coups faits ensemble, qu'il s'agisse de jeunes filles en fleurs ou de transactions pétrolières passées, présentes et à venir.

Yvan Glasenberg est devenu le plus riche des israélo-sud-africains (il a la double nationalité), devant Johann Ruppert (l'associé de Lord Rothschild et de Bill Winter cf mon Histoire de l'Argent) et Nicky Oppenheimer (le roi du diamant dont l'aventure familiale a été financée par les Rothschild).

Finalement dans ce petit monde, tout le monde connait tout le monde. On est en famille, c'est cool. Bizarre ! vous avez dit Hasard ? comme c'est Khazar ?

Justement Glencore ces jours-ci investit au pays des Khazars, le Khazachstan. Le 27 septembre dernier, la société de négoce suisse a renforcé sa participation dans le producteur de zinc, KAZZINC passant de 50,7 à 69,6% et envisage de prendre 93%. Glencore s'intéresse aux 300.000 tonnes de zinc, 130.000 tonnes de plomb et 240.000 tonnes de cuivre extraites par Kazzinc chaque année, mais aussi à ses ressources en or. Sa mine Vasilkovskoye est la première mine d'or du Kazakhstan avec 1,5 million d'onces. Kazzinc produit 45 Millions d'onces d'Argent.

Glasenberg, marchant dans les traces de Marc Rich, s'intéresse aux pays en plein bouleversement politique. L'explosion de l'URSS en 1991 va créer un climat particulièrement favorable aux affairistes. Toutes les entreprises publiques de l'ancienne Union Soviétique sont privatisées au profit d'oligarques qui cherchent souvent des profits rapides, parce qu'incapables de gérer durablement une affaire. Le Kazakhstan ne va pas échapper à la règle. Bulat Utemuratov va être probablement le plus brillant de ces oligarques. Dés 1982, à 35 ans, il travaille dans le commerce international, ce qui ouvre l'esprit manifestement. En 90, il rejoint l'équipe au pouvoir à différents postes dont Ministre des Relations économiques étrangères. Il va même à partir de 1992, être en charge de la commercialisation à l'étranger des matières premières Kazakhs, ce qui va assurer le début de sa fortune. En 1995, il fonde la Almaty Merchant Bank en association avec MeesPierson Merchant Bank, la banque de la famille royale hollandaise. Des postes clés et honorifiques de la banque vont être offerts aux proches du Président kazakh, Nazarbayev, dont Utemuratov est le plus proche conseiller. Simultanément, Utemuratov rencontre Marc Rich avec qui il commence de longues

et fructueuses affaires. Le kazakh est appelé le « cardinal gris », tant son influence est incontournable. Il est totalement au-dessus des lois et se moque des frontières. Sa banque a la réputation d'être une grande lessiveuse pour blanchir les fonds des occidentaux et par le biais de société diverses, il fait main basse sur une partie de l'appareil de production du pays.

En 1997, l'ex société de Marc Rich, Glencore, va prendre une participation majoritaire d'une des sociétés KAZZINC, qu'il détenait par le biais d'une société écran Verny. Alors que Glencore apparait aujourd'hui en pleine lumière du fait de son introduction en bourse, des hommes politiques dans l'opposition au Khazakhstan dénoncent le fait que Utemuratov est l'homme de paille du Président khazakh lui même et que ces richesses ont été volées au pays.

La S.E.C. de Londres est dans ses petits souliers parce que l'affaire n'est pas une première. Le 9 février 2007, les troupes boliviennes investirent les mines et fonderies de Glencore en décrétant la nationalisation. Evo Morales vint lui même signer les documents devant une foule de supporters en liesse. Glencore avait acheté ces installations deux ans auparavant au président précédent, qui s'était outrancièrement enrichi sur les matières premières du pays.

Glencore est bien sûr également très présent au Nigeria, où le pétrole a souvent un arrière-goût de sang. « *Qui se ressemblent, s'assemblent* » dit le dicton. Voilà donc un aperçu de cette équipe de voyous sans foi ni loi, avant d'entrer enfin dans le vif du sujet, qui me préoccupe. (liesi 05.10)

3- De Jakob Fugger à Rio Tinto

En 1519, Charles d'Espagne va être sacré Empereur Romain Germanique, sous le nom de Charles Quint. Si François 1er n'a pas été élu à sa place, c'est que le banquier de la Maison d'Espagne avait acheté les 7 Princes Electeurs, leur offrant un billet à ordre conditionnel, qu'ils ne pouvaient encaisser que si Charles d'Espagne était élu. Ce banquier était Jakob Fugger II, fils du fondateur. Ayant réussi son coup politique, il aura les protections nécessaires pour acheter et développer la plupart des mines de cuivre et d'argent européennes de son époque, créant un véritable conglomérat. A ce moment, ces deux métaux étaient monétaires. Le Ministre des Finances du Saint Empire attaquera Jakob le Riche en l'accusant d'avoir établi une position monopolistique. Cet homme est réputé pour avoir été l'homme le plus riche de son siècle.

Salades chinoises

La dynastie bancaire Rothschild, qui après 1815 a dominé la finance européenne est, elle aussi, extrêmement bien placée dans les mines. Rio Tinto est la troisième compagnie minière dans le Monde avec des intérêts dans le Cuivre, le Fer, l'uranium, le charbon et les diamants. Cette compagnie a son siège à Londres et c'est une des pépites de la constellation Rothschild. Son premier concurrent, BHP Biliton, le N°1 mondial, est anglo-néerlandais, en partie fondée par ROYAL DUTCH SHELL, où la famille Rothschild a historiquement de sérieux intérêts. BHP Biliton a longtemps cherché à absorber Rio Tinto par une OPA, mais les Rothschild ont défendu leur bijou de famille bec et ongles en faisant miroiter une part du gâteau aux Chinois de Chinalco, avant de leur claquer la porte au nez une fois la bataille boursière terminée. Une tromperie qui n'a pas été appréciée à Beijing, qui après cela, avait fait arrêter les négociateurs de minerais de Rio Tinto pour espionnage, pour leur apprendre la correction en affaires.

Salades Russes

Le truc des banquiers, c'est de prêter de l'argent en demandant des actions en garantie. Les actions sont estimées à 35% de leurs valeurs (comme « chez ma tante », le crédit municipal) mais vous ne vous en formalisez pas, il ne s'agit que de garanties et vous empruntez, persuadé que grâce à cet emprunt, vous allez renforcer votre société. A la suite de quoi, un retournement de marché savamment orchestré, permet de mettre l'emprunteur en position difficile et le banquier peut alors naturellement exercer sa garantie et saisir vos actions.

L'Ogre Staline avait eu une fille de sa troisième femme Rosa Kaganovitch, sœur de son bras droit en charge de l'industrie russe, Lazarre Kaganovitch. Rosa aura une fille qui deviendra la femme de Boris Eltsine.

Tatyana Diyachenko, née en 1960, est la fille du Président russe Boris Eltsine. Elle fut nommée conseiller personnel du Président en 1996, qui lui attribue la paternité de la dissolution du Parlement et la distance prise avec le Parti Communiste. Elle était réputée être la clé de voute du conseil restreint de Poutine, connu sous le nom de « la Famille », sans que les autres conseillers, comme Alexandre Valoshin ou Valentin Yumashev, n'aient de relations familiales avec le Président. A une époque où toutes les entreprises d'état sont vendues à l'encan à des hommes de paille, derrière lesquels se cachent des intérêts occidentaux, Tatyana est intime avec tous ces oligarques russes, fraichement parvenus. On lui attribue d'avoir amené Poutine dans l'administration présidentielle. Ce dernier renvoya l'ascenseur lorsque Tatyana et les proches conseillers de Eltsine firent l'objet d'accusation de corruption avec les oligarques, en obtenant la démission du procureur général Skouratov. Néanmoins, lorsque Poutine, à la réputation d'incorruptible, devint Président fin 1999, il fit démissionner Tatyana de ses différentes fonctions dans l'année qui suivit. Tatyana épousa son alter ego Valentin Yumashev, co-conseiller et directeur opérationnel de Boris Eltsine.

Oleg Deripaska va épouser Polina, la fille de Valentin Yumashev, en 2001. De son propre aveu, alors qu'il était l'étudiant le plus fauché du monde, se demandant chaque jour comment il allait pouvoir trouver de l'argent pour manger le soir, il va profiter

de l'effondrement de l'URSS pour faire fortune. Il y a une grande part d'ombre sur la façon dont il a trouvé les premiers fonds pour investir et plus encore, comment il a réussi à se débarrasser de la mafia. Il est très lié à un autre personnage russe sorti de nulle part, trafiquant de matériel volé, Roman Abramovich, qui sera accusé d'avoir volé un train complet de carburant… et estampera le FMI de 3,4 Milliards d'Euros. Abramowitch va faire fortune grâce à « *la famille* » (Tatyana, Yumashev et Berezovsky), qui l'aide à obtenir des prêts contre des actions et/ou des actions contre des prêts (et réciproquement). Dans l'époque troublée de l'explosion de l'URSS, la vie des banquiers, hommes d'affaires, directeurs d'usine ou hauts fonctionnaires ne valaient pas grand chose. Meurtres, extorsions de fonds, rackets, c'était le quotidien, avec plus de 100 meurtres, rien que dans la guerre de l'Aluminium.

Abramovitch va survivre à cette guerre des gangs ou/et devenir »capo di tutti capi » de cette mafia de ferrailleurs.

Deripaska semble avoir été plus intelligent dans la construction de sa fortune, aidé et conseillé par qui ? Non ? Si ! Nathanael Rothschild. Ce dernier est le principal conseiller du fond « *Basic Element* », le holding de tête de RUSAL. Nathanael est aussi Président de «*N Plus* » un fond sur l'énergie appartenant à Deripaska. Grâce à l'aide de N.R., Deripaska a ainsi créé un gigantesque conglomérat de l'aluminium, RUSAL, devenu N° 1 mondial. Les parts d'Abramowitch vont être rachetées pour se débarrasser de cet encombrant partenaire, qui depuis s'est offert le F.C. de Chelsea.

Le piège se referme.

Deripaska valait 28 Milliards de $ avant le krach de 2008. Mais comme nous le savons par Lindsey Williams, qui l'avait annoncé à l'avance, les Cartels ont fait chuter les matières premières au deuxième semestre 2008 pour essayer de mettre au pas la Russie et les producteurs de pétrole quant au NWO. Ceci a provoqué un krach généralisé, faisant plonger certaines sociétés minières de 80% pour Rio Tinto voire 93% pour Coeur d'Alene (CDE).

Deripaska, quant à lui devait rembourser un emprunt de 4,5 Milliards de $ avant fin octobre 2008 pour garder le contrôle de son conglomérat, mais les actions mises en garantie avaient perdu 75% de leur valeur. Son empire tout azimut s'est bâti à coup d'emprunts faramineux gagés sur des actifs. Et, en fin de compte, un endettement vertigineux, estimé à 25 milliards de $, soit l'équivalent de son chiffre d'affaires (26,8 M$ en 2007). « *On a peut être beaucoup acheté, mais les banques internationales nous ont suivis et la croissance du marché le justifiait!* », disait Konstantin Panine, son conseiller en communication.

BNP Paribas comptait parmi les plus gros créanciers de Deripaska depuis 2003. Michel Pébereau avait hésité à financer l'oligarque à cause des pages obscures de ses débuts, qui effrayaient ses collaborateurs. Après avoir un temps jubilé d'avoir osé prêter à cet oligarque, les banquiers vitupéraient de se retrouver avec des actifs industriels invendables.

Deripaska n'est pas seul dans la nasse. Tous les oligarques russes sont dans une situation similaire, ils doivent refinancer 140 Milliards de $ avant la fin 2009.

Le malheur des uns fait le bonheur des autres. Certains financiers ont ainsi pu racheter à bon compte un empire industriel.

Le deuxième secret des Rothschild n'est il pas : « *Vendre quand tout le monde achète, acheter quand tout le monde vend.*» (liesi 04.10)

4- Tony Hayward. « Pré-science »

Un projet cinématographique était dans les cartons. En 2001, le budget financier a été bouclé. En 2007, Nicolas Cage signe son contrat pour en jouer le rôle principal. Le Film va sortir sur les écrans américains le 20 mars 2009…

Le scénario : En 1960, les étudiants d'une université doivent mettre des dessins dans une capsule qui sera scellée. L'une des étudiantes, qui semble entendre des voix qui lui dictent des nombres, remplit une feuille couverte de séries de chiffres. Cinquante ans plus tard, un groupe d'étudiants ouvre cette capsule. L'un des étudiants apporte à son père, professeur de maths (N. Cage) cette feuille codée. Il découvre que ces chiffres désignent les catastrophes des 50 dernières années avec la date exacte, le nombre de morts, etc. Il trouve alors que la date du jour est dans la liste et lorsqu'il allume la télévision, les images du Journal Télévisé montrent l'explosion d'une plate-forme pétrolière dans le Golfe du Mexique.

Ce film, c'est « KNOWING » que vous avez probablement vu et qui est sorti un an avant la véritable catastrophe.

Tony Hayward, lui aussi, savait-il à l'avance ce qui allait se passer sur cette plate-forme du Golfe du Mexique ?

En tant que Président de British Petroleum, Hayward était rémunéré 4 Millions de £ par an, soit 5 Millions d'Euros.

Le 17 Mars 2010, Hayward a vendu un tiers de ses actions de BP, soit 223.288 actions à 58$, soit près de 13 Millions de

$. Exactement un mois après, le 20 avril 2010, la plate-forme Off-Shore DEEPWATER-HORIZON explosait, créant une catastrophe écologique majeure.

Le 27 juin 2010, l'action BP faisait un plus bas historique à 27$ avant de remonter à 49$ en quelques mois.

Un joli coup de bourse pour quelques initiés au plus proche du pouvoir des cartels.

HALIBURTON était un contractant de BP et travaillait sur cette plate-forme.

HALIBURTON, dont le Président était Dick Cheney le vice-président de George w Bush.

HALIBURTON, qui était le sous-traitant en charge du cimentage de la base du puits de Deepwater et qui avait une de ses équipes sur place 19H avant l'heure H.

HALIBURTON, poursuivi par BP pour avoir détruit les documents concernant le bouchage du puits et les études ultérieures à ce sujet (Source)

Les loups se battent entre eux et peu importe les dégâts pour les masses. Nathanael Rothschild

Fils de Lord Rothschild, Nat est brillant, quoique un peu voyant dans ses affaires. Nat a oublié que « le secret de la réussite des Rothschild, c'est le secret ».

La crise de 2008 lui a fait perdre beaucoup sur le fonds Atticus qu'il a du fermer et en février dernier, il a du fermer Attara Capital après de lourdes pertes. Cela n'empêche pas ce rejeton de la célèbre famille d'avoir mis la main sur RUSAL, le N°1 mondial de l'aluminium. Mais c'est une autre histoire.

Vallares est un nouveau véhicule d'investissement créé conjointement par l'ancien Président de BP, Tony Hayward, et par Nathanael Rothschild. Vallares a été introduit en bourse en 2011 pour lever des capitaux. Ceux-ci ont servi à prendre une participation dans Genel Energy, une compagnie pétrolière turque, qui cherche à se développer dans la région semi-autonome du Kurdistan Iraquien. Le Kurdistan ! La guerre en Syrie a pour but de faire exploser ce pays en régions autonomes, plus facilement contrôlables. Le Kurdistan syrien est actuellement tenu par des milices kurdes, qui ont libéré leur région de la tutelle de Bachar Al Assad, et laisse transiter par leur territoire les troupes de rebelles armées par la Turquie.

Syrie: A qui profite le crime ? (liesi 03.10)

Haut de page

Le 8 octobre

CAUSERIE

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, j'incluerai les trois ou quatres infos en bref de dimande dans celles de demain. J'ai visionné la vidéo sur les *Maitres de la monnaie* jusqu'à 2h40 du matin en prenant des notes et je me suis levé à 6h.

Ce matin je relis *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* de Lénine en procédant de la même manière.

La Fed a été créée treize ans auparavant, tandis que la première banque centrale dite faussement d'Etat et en réalité privée avait été créée en 1694 en Grande-Bretagne, depuis la création de le Fed (1903) et l'ouvrage de Lénine (1916) un siècle s'est écoulé. Cette vidéo (1996, durée 3h30) retrace les différentes étapes qui ont abouti à l'avènement de la BRI (banque des règlements internationaux), du FMI et de la Banque Mondiale, puis à la BCE et à l'euro.

Elle fait le lien entre les principaux évènements politiques intervenus durant toute cette période en relation avec l'enrichissement et la concentration du pouvoir économique par le cartel des banquiers internationaux, anglais et américains en fait, où il est démontré leur implication direct dans le déclenchement de la Première guerre mondiale, la dépression de 1929 aux Etats-Unis, la montée de Hitler qu'ils ont financé, la Seconde guerre mondiale et finalement toutes les autres guerres qui ont suivi jusqu'en 1996. Nous y reviendrons plus tard en détail.

Si dès le début du XXe siècle, en réalité depuis le début du XIXe siècle, un cartel de banquiers internationaux avait déjà acquis un pouvoir extraordinaire, un siècle plus tard ils sont aux commandes de l'économie mondiale et exercent un pouvoir politique sur

les Etats des puissances occidentales qu'ils contrôlent plus ou moins, leur objectif étant de les assujettir totalement à leur domination, fonction dévolue à l'Union européenne notamment.

Le défaut ou la faiblesse de cette vidéo, c'est qu'elle ne traite que de l'aspect spéculatif de l'économie capitaliste, ses auteurs ont laissé de côté les rapports sociaux de production et par conséquent la lutte des classes. Pour y remédier, j'ai pensé qu'on pourrait reprendre en entier l'ouvrage de Lénine en reproduisant quelques pages à un rythme que je n'ai pas encore déterminé ou qui dépendra du temps que je pourrai y consacrer, à moins que je les reproduise sans les commenter, les militants s'aidant des éléments fournis dans cette vidéo.

L'animateur de cette vidéo explique d'ailleurs à la fin qu'il serait inutile de s'en prendre aux personnes, à ces six banquiers ou familles de banquiers du cartel de la Fed, mais comme il n'est pas marxiste, il conclut que c'est au système monétaire qu'il faut s'attaquer, en ajoutant qu'il ne voit pas comment ce serait possible au regard du pouvoir extraordinaire acquis par ces banquiers, par exemple qui font ou renversent les présidents et les gouvernements aux Etats-Unis et en Europe ou ailleurs, possèdent les médias, etc. son impuissance provenant du fait qu'il n'aborde pas ces rapports sur le terrain de la lutte des classes, nous complèterons donc sa conclusion en affirmant que c'est au prolétariat mondial d'en venir à bout en s'attaquant aux rapports sociaux capitalistes de production, la toile de fond sur laquelle la spéculation est venue se greffer sans pouvoir s'en affranchir.

Ils peuvent devenir très riches et se retrouver ruinés du jour au lendemain, d'où leur combat incessant pour devenir toujours plus riches et puissants. Le pouvoir et l'argent sont liés, complémentaires, indissociables, l'un est la garantie de l'autre, si l'un fait défaut, l'autre sera en péril ou disparaîtra aussi, d'où leur quête incessante pour acquérir plus de pouvoir, dominer le monde, les Etats qu'ils souhaitent faire disparaître au profit d'un gouvernement mondial qu'ils dirigeraient et qu'ils ont intitulé Nouvel ordre mondial.

L'animateur de cette vidéo terminait en déclarant également que la plupart des Américains ignoraient absolument tout du fonctionnement de la société, par exemple ils pensent que c'est le gouvernement qui bat la monnaie, alors qu'en réalité c'est le cartel des banquiers de la Fed qui en détient le monopole depuis un siècle, comme la BCE dans la zone euro depuis plus d'une décennie, bref, il affirme que tant que les Américains demeureront ignorants aucun changement ne sera possible.

J'inclinerais à dire plutôt, que tant que les travailleurs demeureront sous la coupe de la propagande des médias et des partis qui défendent le régime en place, tant qu'ils n'auront pas commencé à s'en affranchir, ils ne pourront pas trouver la force ou la voie de leur émancipation du capital, ce qui doit coïncider avec l'élévation de leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société et du monde, c'est la tâche et la responsabilité des militants de les y aider, en plus de participer à la lutte de classe et à l'organisation des masses, à la construction du parti.

Un jour, un collègue de mon père, qui était aussi conseiller municipal d'une petite commune dans les Pyrénées, lui proposa de s'établir dans le sud de la France parce que c'était un bon menuisier et un homme honnête et courageux, lui garantissant d'avoir toujours du boulot et de quoi faire vivre sa famille et lui procurant une habitation. Mon père qui avait un niveau d'instruction limité et qui ne comprenait rien au fonctionnement de la société refusa par crainte de l'avenir...

Plus tard son fils qui avait un niveau d'instruction plus élevé que le sien et qui avait commencé à comprendre comment fonctionnait la société fut placé devant l'opportunité de partir à l'autre bout du monde, c'était plus risqué que l'entreprise qui avait été proposée à son père puisqu'il ne savait pas de quoi il allait vivre par la suite, en Inde, et en cas d'échec il n'avait rien pour se retourner, il y réfléchit un moment, puis il franchit le pas, partant avec quatre malles et 250.000 francs en poche.

De cette expérience, j'ai tiré la conclusions que sans les connaissances que j'avais acquises, j'aurais été paralysé de trouille à l'idée de partir à l'aventure, ce sont elles qui m'ont permis de réfléchir et de prendre cette décision sereinement, sinon cela aurait été impossible, car absolument rien ne me prédisposait à quitter la France, ni même la région parisienne, j'étais plutôt timide et sans ambition particulière.

Mes connaissances ont favorisé ma réflexion au moment où j'en avais vraiment le plus besoin dans la vie sur le plan pratique. Les masses en auront besoin également pour passer à l'action et se libérer du carcan du capitalisme, c'est la conviction que j'ai acquise sans me référer aux marxistes qui l'avait également relevé, ce dont on n'a pas tenu compte ou en s'y prenant très mal apparemment.

J'arrête là, il est 11h10 et je dois aller au bureau d'immigration et faire quelques courses.

Bon courage et bonne semaine à tous.

Haut de page

Le 9 octobre

CAUSERIE

J'ai encore écrit n'importe comment hier, je suis épuisé. (j'ai corrigé !)

N'hésirez pas à réagir à cette causerie qui a nécessité plus de 20 heures de travail. Je n'ai pas eu le temps d'insérer quelques articles, ce sera pour demain. Entre nous, j'estime que c'est une des plus importantes causeries que j'ai écrite depuis quelque temps.

Prochainement on traitera une autre question : Chaque crise s'est traduite par une nouvelle concentration de la production (et du capital) et une amplification de l'exploitation, mais la particularité à partir de celle du début des années 70, c'est de se situer dorénavant en Asie et non plus en Europe, aux Etats-Unis et au Japon comme ce fut le cas après la Seconde guerre mondiale...

Qui a dit ?

- "*La main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. L'argent n'a pas de patrie ; les financiers sont dépourvus de patriotisme et de décence : leur seul but est le gain.*"

Réponse : Napoléon Bonaparte.

Nous non plus nous n'avons pas de patrie mais nous l'affirmons dans un objectif diamétralement opposé : nous émanciper du capital et du règne de la nécessité qu'incarne au plus haut degré l'argent.

Cependant l'empereur a commis une erreur qui lui a été fatale à Waterloo, à savoir que l'argent n'est pas le but de l'oligarchie financière, mais le moyen de conquérir le pouvoir, son but ultime. Pourquoi ? Je n'en sais rien, pure folie humaine sans doute.

Alors que le gouvernement britannique n'avait plus d'argent pour continuer la guerre contre la France, ce sont les Rothschild qui lui en fourniront sous la forme d'un prêt. Une fois la bataille terminée, l'émissaire que Rothschild avait eu le géni d'envoyer sur place se hâta de traverser la Manche pour le rejoindre à la City à Londres, afin d'être le premier informer de l'issue de cette bataille, Rothschild sur lequel tous les traders avaient les yeux rivés pour tenter de détecter sur son visage qui l'avait emporté prit un air triste à mourir, les traders en déduisirent que les Anglais avaient été vaincus et s'empressèrent de vendre leurs titres, pendant qu'en coulisse ses courtiers les rachetaient une bouchée de pain, c'est ainsi que Rothschild devint l'homme le plus riche d'Angleterre et du monde.

On voit ici comment le banquier Rothschild influença le cours politique de l'histoire, quant à cet épisode, il n'était qu'une étape vers la conquête du pouvoir. Depuis cette époque l'Empire britannique ne cessa de recourir au service de Rothschild et de Rockefeller à qui il mit le pied à l'étrier. En échange de quoi, les Anglais lui cédèrent la Palestine afin d'y établir son gouvernement, son Etat, à partir duquel il devrait soumettre le monde entier.

L'argent n'est que le moyen pour obtenir le pouvoir, le pouvoir absolu digne d'une monarchie est l'objectif ultime du cartel des banquiers internationaux de la Fed une fois le peuple réduit à l'état de serf selon Nike Rockefeller lui-même. L'euro et la BCE figurent parmi les instruments mis au point pour soumettre les Etats et les peuples européens et en faire leurs sujets.

Donc en toile de fond de la guerre que mène l'aristocratie financière depuis le XVIIe siècle à nos jours, figure la question du pouvoir, question que dorénavant plus aucun parti du mouvement ouvrier n'aborde, y compris sa soi-disant avant-garde, comme si cette question avait été définitivement tranchée en faveur de l'oligarchie financière, bref il a capitulé.

Avant que la Fed ne soit créée le 23 décembre 1913, il exista depuis le début du XIXe siècle plusieurs moutures de banques centrales aux Etats-Unis. Chaque fois l'objectif de l'oligarchie financière fut de se rendre maître de la monnaie et surtout de la production de la monnaie contre rien en échange, chaque Président des Etats-Unis en place, parfois au péril de sa vie, s'y opposa ou finit par céder, mais refusa de renouveler son bail, quand ce n'était pas la Chambre des représentants qui y était hostile. Les six banquiers qui allaient former la Fed mirent 77 ans pour parvenir à leur fin en achetant les médias de l'époque, les élus, et en plaçant leurs hommes de confiance au sein du gouvernement Wilson, au Trésor notamment.

Depuis 1913, ce sont eux qui élisent le Président des Etats-Unis et qui contrôlent le gouvernement, dont sa politique internationale. Ce sont eux qui sont responsables de toutes les guerres dans lesquelles les Etats-Unis ont été engagés et la plupart des autres qu'ils ont fomentées tout en finançant les belligérants des deux camps de façon à s'enrichir des deux côtés à la fois.

De nos jours, ils ont réussi à placer Draghi à la tête de la BCE dans le but de soumettre tous les Etats de l'UE à leur volonté, autrement dit à les plonger dans une terrible récession afin de mieux les démanteler ou leur retirer leur souveraineté

politique, tout pouvoir en somme, là encore l'euro et la BCE ne sont que des instruments pour parvenir à cet objectif : s'accaparer le pouvoir politique. L'oligarchie financière exècre la démocratie qui constitue un obstacle à leur plan.

Il n'est donc pas incorrecte de concevoir le combat pour la démocratie, mais à condition de la lier à la question du pouvoir, au renversement du régime en place et à la liquidation des fondements du capitalisme, dès lors qu'on lui donne un contenu politique de classe, sinon cela revient à faire le jeu de notre ennemi.

Ce cartel des banquiers les plus puissants de la terre n'ont pas confiance dans le déroulement de la lutte des classes sur la base des rapports sociaux de production, ils craignent que leur classe finisse par perdre cette guerre. Ils estiment que les gouvernements des Etats ne sont pas fiables ou n'ont pas forcément les qualités requises pour la mener à bien, alors qu'un gouvernement mondial composé d'une poignée de banquiers internationaux flanquée de l'élite intellectuelle formée à ce dessein et concentrant tous les pouvoirs, serait inaccessible et inattaquable, invulnérable pour l'éternité, une fois l'humanité réduite en esclavage.

Axer le combat politique contre l'émergence d'une banque centrale aux Etats-Unis au XIXe siècle et au début du XXe siècle aurait été une erreur, puisqu'il fut démontré par la suite que rien ne pouvait empêcher la création de la Fed, à partir du moment où le pouvoir de nuisance des banquiers n'avait pas été totalement annihilé, autrement dit, tant que les banques privées existeraient, donc le système capitaliste dont elles sont indissociables et qu'elles dominent ou contrôlent.

De la même manière, axer le combat politique contre la BCE (le FMI et la Commission européenne) est une grave erreur politique, car s'ils ne parvenaient pas à leur fin par ce moyen-là, ils trouveraient toujours une parade pour y parvenir plus tard. A la limite ils pourraient conduire du jour au lendemain tous les Etats de l'UE endettés jusqu'au cou à la banqueroute en fermant les robinets du crédit -puisque dorénavant les Etats dépendent totalement du marché pour se financer et payer leurs dettes, donc de ces banquiers, comme en 1929 aux Etats-Unis ou en Allemagne au début des années 30, et ensuite alimenter la xénophobie par la presse qu'ils contrôlent conditionnant ainsi psychologiquement les masses dans la perspective d'une troisième guerre mondiale, une fois parvenus à ce stade et sans que cela débouche forcément sur une guerre, ils proposeraient leur service aux différents Etats moyennant quoi ils se délesteraient de leur pouvoir au profit d'une banque et d'institutions européennes ou mondiales que ces banquiers contrôleraient totalement.

Soit cela passe en temps de paix, soit cela passera en ayant recours à une guerre, soit dit en passant qu'ils ont déjà entamée en 2001 avec l'Afghanistan et qu'ils poursuivent en Syrie en 2012.

Il faut se souvenir que lorsqu'ils ont créé la Fed, ses statuts étaient identiques au projet de la banque centrale qui avait été rejeté précédemment, ils ont juste changé le nom, entre temps ils avaient créé les conditions politiques pour réussir leur coup cette fois-ci, et cela marcha à merveille puisqu'un siècle s'est écoulé depuis, le gouvernement fédéral croule sous une dette de plus de 16.000 milliards de dollars et quand il doit approvisionner en papier les toilettes du Congrès, il doit emprunter à ces banquiers et leur verser des intérêts ! Ils détiennent donc le pouvoir aux Etats-Unis, ce n'est qu'une nouvelle étape vers l'établissement du Nouvel ordre mondial qu'ils appellent de leurs voeux.

Ces gens-là possèdent une détermination à toutes épreuves et sont capables d'un cynisme sans nom pour réaliser leur plan, le négliger ou le perdre de vue et l'on ne comprend plus rien à ce qui se passe dans le monde.

De la même manière, l'animateur de la vidéo *Les Maitres de la monnaie* terminait en disant qu'il fallait changer le système monétaire mais que cela s'avérait impossible dorénavant au regard du pouvoir acquis par les banquiers de la Fed, son analyse n'allait pas plus loin parce qu'il ne se situait pas sur le terrain de la lutte de classe, à sa manière, en restant sur le terrain du capitalisme il avait raison, comme il est impossible en France (et en Europe) de s'attaquer ou de rompre avec la BCE sans s'attaquer aux institutions de la Ve République, le pilier de l'Etat, la condition politique qui a permis l'existence de la BCE, car si aucun président et aucun gouvernement en France, si l'Assemblée nationale n'avait pas adopté le traité de Maastricht, la BCE n'existerait tout simplement pas, voilà la vérité que les dirigeants des partis ouvriers ne veulent pas voir ou prendre en considération et qu'ils camouflent aux militants et aux travailleurs les conduisant dans une impasse politique criminelle.

On pourrait continuer encore longtemps dans le même registre.

De la même manière, l'animateur de cette vidéo estimait que le retour à la parité avec l'or ne résoudrait pas le problème et il avait raison. Dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* Lénine fustigera ceux qui s'en prenaient au monopole en voulant rétablir la concurrence parce que c'était justement la concurrence qui avait conduit au monopole. Eh oui, c'est élémentaire, fallait-il encore y penser ! Je l'ai mis en ligne, chacun peut le vérifier par lui-même ou le relire attentivement, je n'invente rien. D'ailleurs depuis le premier mot que j'ai écrit, je n'ai fait pour ainsi dire que relater des faits en analysant leurs rapports, je n'ai formulé aucune théorie nouvelle ou point de vue personnel.

Fustiger aujourd'hui la concurrence déloyale de certains Etats ou capitalistes en Europe qui conduit à la désindustrialisation et au chômage de masse dans les pays capitalistes les plus industrialisés relève du social-patriotisme ou de l'esprit étroit du petit-bourgeois réactionnaire, c'est exactement du même tonneau que l'exemple figurant ci-dessus, on renvoie leurs partisans

à l'ouvrage de Lénine qu'ils n'ont jamais lu ou étudié sérieusement.

Parce qu'ils sont incapables de s'attaquer à leur propre bourgeoisie dans leur propre pays, parce qu'ils n'ont pas compris le cours de l'évolution du capitalisme mondiale des dernières décennies, les voilà réduits à entonner une théorie réactionnaire, qui, si les capitalistes les écoutaient nous conduirait en Inde à revenir au vélo ou au char à boeuf que j'ai connu sur les routes il y a 20 ans, non merci !

Vous êtes en forme ? Assurément, alors continuons.

Puisque les militants ont peu de temps libre pour lire (et m'envoyer un courriel, sic!), bien qu'ils en aient le reste du temps pour réfléchir mais apparemment c'est un exercice auquel peu sont familiarisés ou ils ont autre chose de toujours plus important à penser, en guise d'épilogue et sans commentaire j'ajoute quelques passage de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*.

J'ai terminé par là hier soir ou plutôt ce matin sur les coups de 1h, je ne distinguais même plus les lignes à l'écran tellement j'étais épuisé, j'attendais que le courant revienne pour aller enfin me coucher. En passant je vous remercie de votre soutien, l'ostracisme dont je fais l'objet ne vous portera pas chance, je dirais même que vous en subissez déjà les conséquences, décidément nous ne partageons pas les mêmes principes ou les mêmes valeurs.

Au fait, j'allais oublier de signaler que ce qui vient d'être relaté dans cette causerie ne fait que confirmer l'orientation politique que je défends contre les opportunistes.

Les extraits de l'ouvrage de Lénine figurent en italique.

1- A bas la concurrence "*libre et non faussée*", vive la "*vrai*" concurrence entre les capitalistes et les Etats capitalistes dits "*libres*" par le POI et la volonté du Saint-Esprit de la Libre Pensée, c'est la ligne de la totalité du mouvement ouvrier en 2012.

- "*... la critique petite-bourgeoise réactionnaire de l'impérialisme capitaliste rêve d'un retour en arrière, vers la concurrence "libre", "pacifique", "honnête".* "

2- La formation des monopoles n'est pas née dans le cerveau d'un banquier, le monopole se forme à un certain stade du développement du capitalisme et cette évolution est irréversible. Le monopole correspond à la socialisation des moyens de production au profit de l'oligarchie financière (et de l'aristocratie ouvrière au passage), au lieu de se réaliser au profit des travailleurs, c'est ce qui distingue l'impérialisme du socialisme sur le plan économique et social...

- " *Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son Capital, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une "loi de la nature". La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'oeuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. Les économistes accumulent des montagnes de livres pour en décrire les diverses manifestations, tout en continuant à déclarer en choeur que "le marxisme est réfuté". Mais les faits sont têtus, comme dit le proverbe anglais, et, qu'on le veuille ou non, on doit en tenir compte.*

Les faits montrent que les différences existant entre les pays capitalistes, par exemple, en matière de protectionnisme ou de libre échange, ne déterminent que des variations insignifiantes dans la forme des monopoles ou dans la date de leur apparition, tandis que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme. "

3- L'impasse politique à laquelle conduit infailliblement la politique du POI.

- L"*union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*" (POI) n'est rien d'autre qu'"*une critique - évidemment petite-bourgeoise - de l'oligarchie financière.*" parce que "*L'ancien capitalisme a fait son temps. Le nouveau constitue une transition. La recherche de "principes fermes et d'un but concret" en vue de "concilier" le monopole et la libre concurrence est, de toute évidence, une tentative vouée à l'échec*"

4- Avis à ceux qui estiment qu'il serait possible de réformer les bases de l'impérialisme.

- " *Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.*

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle. "

5- L"*union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*" est un mot d'ordre réactionnaire qui revient à dire : les règles de la libre concurrence entre les capitalistes et les Etats capitalistes sont faussées par l'Union européenne, le FMI, l'OMC, rompons avec l'UE afin de rétablir une véritable concurrence entre eux qui bien entendu aboutirait au même résultat que l'impérialisme, puisque les capitalistes et les Etats les plus puissants imposeraient leurs lois aux plus faibles et se conduiraient comme des monopoles. Du coup le mot d'ordre du rétablissement de la démocratie apparaît encore plus erroné et grotesque, puisque le monopole est incompatible avec la démocratie ou conduit à sa disparition.

" *... Agahd, A. Lansburgh et L. Eschwege et, parmi les Français, Victor Bérard, auteur d'un livre superficiel : L'Angleterre et l'impérialisme, paru en 1900. Sans prétendre le moins du monde faire oeuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie, condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad, qui mène à des conflits et à la guerre, et formulent des "voeux innocents" de paix, etc.* "

6- S'opposer au monopole en prônant la concurrence entre les capitalistes et les Etats capitalistes est un "*non-sens*" issu d'un "*esprit réactionnaire et réformisme bourgeois*".

- "*Kautsky a rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un "idéal réactionnaire", la "démocratie pacifique", le "simple poids des facteurs économiques", car cet idéal rétrograde objectivement du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste, il est une duperie réformiste.*

Le commerce avec l'Egypte (ou avec toute autre colonie ou semi-colonie) "se fût accru" davantage sans occupation militaire, sans impérialisme, sans capital financier. Qu'est-ce à dire ? Que le capitalisme se développerait plus rapidement si la libre concurrence n'était limitée ni par les monopoles en général, ni par les "relations" ou le joug (c'est-à-dire encore le monopole) du capital financier, ni par la possession monopoliste des colonies par certains pays ?

Les raisonnements de Kautsky ne sauraient avoir un autre sens : or, ce "sens" est un non-sens. Admettons que, en effet, la libre concurrence, sans monopoles d'aucune sorte, puisse développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, et plus est forte la concentration de la production et du capital, laquelle engendre le monopole. Et les monopoles sont déjà nés, - issus, précisément de la libre concurrence ! Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.

Tournez et retournez les raisonnements de Kautsky, vous n'y trouverez rien d'autre qu'esprit réactionnaire et réformisme bourgeois."

Cette critique des opportunistes ne peut être comprise, que si on a à l'esprit qu'ils refusent obstinément de s'attaquer aux institutions de la Ve République ou aux institutions politiques nationales dans chaque pays, ainsi qu'aux fondements du capitalisme, le capitalisme demeurant en place dans la perspective d'une"*union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*".

Nous reviendrons plus tard sur les questions abordées ici.

On pourrait terminer aujourd'hui en jetant un autre pavé dans la marre putride des opportunistes, cette fois à propos des forces productives qui auraient cessé de croître depuis le début du XXe siècle selon Trotsky et ses "*héritiers*". Or le développement du capitalisme au cours du XXe siècle a prouvé exactement le contraire, notamment au cours des 70 dernières années.

Que disait Trotsky dans le *Programme de transition* que ces "*trotskystes*" agitent comme un fétiche :

- " *Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle.*"

Cela est totalement faux évidemment, voici de quelle manière Lénine abordait cette question en 1916, soit 22 ans avant que ne soit rédigé le *Programme de transition*, toujours dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* : - "*Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un "Etat-rentier", d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la "tonte des coupons". Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une tantôt l'autre de ces tendances.*

Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre). "

La décomposition ou la "*putréfaction*" du capitalisme n'est pas incompatible avec son développement à un niveau supérieur, en réalité gigantesque depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. On peut donc en déduire que Trotsky a commis là une erreur, mais on peut estimer aussi que s'il avait vécu les années ou les premières décennies d'après-guerre il aurait rectifié le tir, ce que ne firent jamais ceux qui se réclament du *Programme de transition*, du coup ils furent incapables de combattre efficacement l'impérialisme (capitalisme et stalinisme) et de construire un nouveau parti communiste. Que reste-t-il de la politique impulsée par Pierre Lambert et son dauphin autoproclamé ? Rien, pas une pierre debout ! On y reviendra plus tard.

L'essentiel, c'est d'aller de l'avant. Laissons là ceux qui ont les yeux toujours rivés vers le passé, notre objectifs'inscrit dans le futur, dont malheureusement on ne cesse de s'éloigner au lieu de s'en rapprocher. J'espère vous avoir encouragés ici à ne pas désespérer.

La propagande de la peur.

La France compte jusqu'à plusieurs centaines d'islamistes radicaux capables de passer à l'action comme le groupe démantelé samedi et doit agir contre une menace prise très au sérieux, a déclaré lundi le ministre de l'Intérieur Manuel Valls.

"*Nous savons aussi qu'il y a plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines d'individus capables de s'organiser comme le groupe qui vient d'être démantelé*", a-t-il dit. (Reuters 08.10)

Est-il sûr qu'ils ne seraient pas des milliers par hasard, car dans chaque musulman sommeille un terroriste qui s'ignore... Ce dont on est certain en revanche, c'est que l'on trouve un réactionnaire dans chaque dirigeant ou responsable du PS. Qui en doutaient ?

Histoire de "***roquets***".

"*Le président de la République et le gouvernement travaillent pour les Français, les leaders de l'UMP aboient mais n'ont rien à proposer, le débat démocratique a besoin d'une opposition digne, pas d'une opposition de roquets*", a déclaré M. Désir à l'AFP.

(Entre chiens vous êtes faits pour vous entendre, il a raison monsieur Désir. - Ndr)

"*Les leaders de l'UMP dérapent et insultent, la droite n'a toujours pas accepté sa défaite qui est le choix des Français*", a estimé M. Désir.

(Normal, le PS poursuit la politique de l'UMP, donc l'UMP estime qu'elle aurait été mieux placée pour l'appliquer, ce qui relève de l'hypocrisie puisque les médias appartenant à l'oligarchie financière avait voté... Hollande ! - Ndlr)

Selon lui, "*la droite des privilèges et du pacte avec l'argent n'accepte pas la politique de la justice sociale et des efforts partagés pour réparer les dégâts du sarkozysme et sortir de la crise*". (AFP 08.10)

(C'est d'ailleurs pour cette raison que le PS va ratifié le TSCG et la "*règle d'or*" qui inscrit l'austérité dans la Constitution ! - Ndlr)

TSCG. Une misérable comédie de gens misérables.

L'heure doit donc être grave pour que le Premier ministre prenne le relais de son ministre délégué aux Affaires européennes Bernard Cazeneuve, du suppléant à l'Assemblée nationale de Laurent Fabius Guillaume Bachelay et du patron des députés PS Bruno Le Roux, dans le rôle d'avocat du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), qui sera voté mardi à 16 h 30 à l'Assemblée nationale.

Ils sont 22 députés du PS, représentants de la gauche de la gauche, embarqués derrière Benoît Hamon avant que celui-ci ne devienne ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire, à donner des sueurs froides au gouvernement. Si tous votaient contre le traité, en plus de l'opposition stricte du Front de gauche et des réticences d'Europe Écologie-Les Verts, la majorité serait fragile. Le traité serait adopté de justesse, et la droite ne manquerait pas de souligner que ses voix - à une petite quinzaine près - n'ont pas manqué pour valider un texte conçu par Nicolas Sarkozy.

Bruno Le Roux s'occupait des questions de forme. "*Il est brutal et cash*", affirme-t-on dans les rangs de la gauche de la gauche. "*Il nous a bien fait comprendre que si on votait contre le traité, on aurait du mal à peser dans la vie du parti.*" Puisque le PS prépare son congrès, qui se tiendra à Toulouse à la fin du mois, l'enjeu politique est grand : le nombre de places est déjà réservé entre les différents courants dans les futures instances du parti, mais les postes-clés ne sont pas encore distribués...

Il faut croire que la menace est opérante. Parmi les 22, dont Razzy Hammadi, Jérôme Guedj, Nathalie Chabanne, Olivier Dussopt, Pascal Cherki, Barbara Romagnan, Jean-Philippe Maré, Stéphane Travert, Linda Gourjade, Christophe Léonard, etc., on nous affirme "*qu'il n'y en a pas vingt qui voteront contre*". Selon nos informations, une petite dizaine d'entre eux pourraient transformer leur "*contre*" en abstention. Et deux d'entre eux ont décidé de voter "*oui*" au traité.

Mais très difficile, lundi, de faire un point clair sur la situation. Entre ceux qui refusent de s'exprimer, ceux qui s'agacent - "*Il n'y a rien à dire !*" - et ceux qui supplient - "*Si je parle, il faut me protéger, sinon vous allez me retrouver pendu à un arbre devant le Palais-Bourbon !*"

Et un autre de s'en prendre au gouvernement, qui n'a pas su leur parler : "*Il suffisait dès le début que l'on se mette autour d'une table, qu'il nous demande de ne pas être plus de 15 à voter contre, toute la gauche confondue, et on aurait très bien su faire ça ! Au lieu de ça, ils ont créé un drame !*"

D'ores et déjà, la bande de la gauche de la gauche a fait savoir qu'elle voterait en faveur de la loi organique relative au pilotage des finances publiques... qui permet l'application en France du TSCG ! Un député admet : "*C'est peut-être incohérent, mais on fait comme on peut ! Le budget, c'est un vote d'appartenance à la majorité.*" Et puisqu'ils appartiennent à la majorité... (lepoint.fr 08.10)

Ils ne vous donnent pas envie de vomir au nom du socialisme ? Allez donc vous pendre où vous voudrez, bon débarras, cela nous évitera de le faire à votre place !

La "***règle d'or***". Tour de passe-passe ou supercherie.

Le projet de loi organique sur les modalités d'applications de la "*règle d'or*" pour ramener les finances publiques à l'équilibre sous surveillance d'un Haut Conseil, est une "*boîte à outils*" préservant la souveraineté nationale, a affirmé lundi le ministre de l'Economie Pierre Moscovici.

"*Le projet de loi organique ne remet pas en cause la souveraineté nationale et préserve le rôle du Parlement. Il donne des outils plus performants pour mettre en oeuvre l'engagement du retour à l'équilibre des finances publiques*", a déclaré M. Moscovici devant les députés, avant de partir à Luxembourg pour une réunion de l'Eurogroupe.

Le projet de loi organique institue notamment un pilotage "*structurel*" des finances publiques, avec des objectifs corrigés des aléas de la conjoncture.

Il instaure aussi un gendarme des finances publiques, sous la forme d'un Haut Conseil des finances publiques chargé de vérifier la fiabilité des prévisions macro-économiques et de se prononcer sur le respect de la trajectoire des finances publiques à moyen terme.

Le président de ce Haut conseil, adossé à la Cour des comptes, sera le président de la Cour des comptes, Didier Migaud (PS). Selon des amendements devant être acceptés lundi, le directeur général de l'Insee, et un membre nommé par le président du Conseil économique social et environnemental (Cese) vont s'ajouter aux huit membres initialement prévus.

Le texte organise également un mécanisme de correction en cas de creusement des écarts entre la trajectoire des finances publiques visée et la trajectoire effective. "*Le caractère automatique du mécanisme de correction réside uniquement dans son déclenchement. Mais seul le législateur financier -cette Assemblée et le Sénat- pourra sur proposition du gouvernement définir les voies et les moyens d'effectuer cette correction*", a assuré Pierre Moscovici.

"*Là où la majorité présidentielle précédente voulait inscrire une +règle d'or+ dans la Constitution, ce qui aurait soumis l'ensemble des lois financières à un contrôle mécanique et rigide de cette règle et aurait réduit de facto le Parlement au rôle de simple +expert-comptable+ de la République*", le gouvernement "*a souhaité au contraire soumettre à la représentation nationale un dispositif qui n'énonce pas de +règle d'or+ mais qui préserve les prérogatives et vivifie les débats du Parlement*", a-t-il dit.

Il espère que "*ce texte utile, de bon sens (...) pourra faire l'objet d'une approbation très large de cette assemblée*".

Mais pour François Asensi (Front de gauche), le texte est "*un chien de garde de l'austérité*" qui "*rendra impossible de mettre en oeuvre une véritable politique de gauche*". Le FG a défendu, en vain, deux motions de procédures contre le projet.

"*Cela va dans le sens de l'intérêt national*", a lancé Gilles Carrez (UMP), président de la commission des Finances, expliquant que l'ancienne majorité avait "*élaboré ces règles de bonne gouvernance*", et que "*les contraintes du traité s'imposeront*".

Barbara Pompili, co-présidente du groupe écologiste -qui votera contre le traité budgétaire européen mais n'a pas arrêté sa

position sur la loi organique-, a estimé que "*le texte de la loi permet de dégager des marges de manoeuvres pour relancer la machine économique*".

"*Depuis 15 ans, nous nous sommes battus sur la règle d'or. Et bien on va voter la règle d'or!*", a lancé Charles de Courson (Union des démocrates et indépendants). "*Ce qui fait le malheur des peuples, ce n'est pas la règle d'or c'est ceux qui l'ont oubliée, qui ont surendetté leur peuple et qui les amènent un jour à un régime dictatorial!*", a-t-il dit. (AFP 08.10)

Tandis qu'avec le projet de l'UMP, la "*règle d'or*" devait être inscrite directement dans la Constitution, avec celui du PS elle y figurera aussi, disons indirectement en tant que loi organique.

Rappelons que l'ensemble des lois organiques, décrets, ordonnances ou traités sont considérés comme faisant partie de la Constitution dès lors qu'ils ont été adoptés. On en veut pour preuve que toutes les lois votées sous la IVe République ont été reconduites après l'adoption de la Ve République, à l'exception bien entendu de celles contraires à l'esprit de la Ve République et contenues dans la nouvelle Constitution.

On nous a expliqué que le Conseil constitutionnel avait pris une décision politique en estimant que l'adoption de la "*règle d'or*" sous la forme d'une loi organique ne nécessitait pas la modification de la Constitution. Alors en quoi consiste véritablement la différence entre ces deux projets, celui de l'UMP et du PS ?

En l'inscrivant directement dans la Constitution, les gouvernements qui se succèderaient par la suite n'auraient plus qu'à s'y tenir sans impliquer les députés et sénateurs, alors qu'avec le projet du PS, les parlementaires seront amenés à mettre la main à la pâte pour l'appliquer.

On pourrait se poser une question : et si un jour il existait une majorité parlementaire opposée à son application, est-ce que ce n'est pas prendre le risque de la remettre en cause ? Non, répond implicitement le PS. Mais pourquoi peuvent-il arborer une telle assurance ? Devinez, d'une part parce qu'ils savent que leur parti est totalement inféodé au capital, qu'il est lui-même un parti de l'ordre, d'autre part parce qu'ils savent qu'il n'y aura jamais une majorité parlementaire composée des autres partis que l'UMP et le PS, les dernières élections législatives ne l'ont-elles pas suffisamment prouvées ? Et puis lorsque le PS disposera d'une faible majorité, en cas de besoin l'UMP fera l'appoint et le tour sera joué. Donc le risque est zéro.

Le Front de gauche qui soutient l'ordre établi tient parfaitement son rôle ici.

L'UMP et l'UDI (centristes) vont voter cette loi organique qui leur convient très bien puisqu'elle préserve les intérêts des capitalistes. Les dirigeants du PS s'appuient sur la nature capitaliste de leur parti, il n'y a que le mouvement ouvrier pour l'ignorer.

Le PS complice du patronat... de toujours, normal.

C'est une étude qui aurait pu faire grand bruit… si elle avait été remise quelques semaines plus tôt. Un document rendu en juin 2011 à l'agence de développement Seine-Saint-Denis Avenir — créée par le conseil général —, soulignait déjà les risques pesant sur l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay et proposait des pistes d'action. (leparisien.fr 08.10)

Le cabinet du président PS du conseil général, Stéphane Troussel, a affirmé n'avoir "*jamais eu cette note entre les mains*", un mensonge de plus.

Marché de dupes. Donnant-donnant de la main droite vers la main gauche... du capitaliste !

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a proposé lundi aux entreprises une "diminution des cotisations sociales" en contrepartie de "*l'investissement productif*", en marge d'une visite à l'usine de la Française de Mécanique à Douvrin (Pas-de-Calais).

"*Je propose un donnant-donnant: diminution des cotisations sociales qui pèsent sur le processus productif, sur les entreprises, contre de l'investissement productif. Ca veut dire qu'une partie de la nation va payer une partie de l'investissement productif pour qu'il y ait une sorte de relance par l'investissement productif*", a détaillé le ministre. (AFP 08.10)

C'est l'Etat ou plutôt les contribuables, les travailleurs, qui paieront aux organismes sociaux l'équivalent de cette diminution des cotisations sociales conduisant à une réduction du coût du travail, appauvrissant un peu plus les travailleurs pour que les actionnaires s'enrichissent davantage.

Comment le gouvernement promeut le terrorisme et la charia. Mode d'emploi.

1- La pétro-monarchie saoudienne qui arment les mercenaires engagés dans le combat contre le

peuple syrien à l'honneur. Une "***première***" en Europe.

Des unités de forces spéciales saoudiennes, engagées pour la première fois en Europe, ont participé lundi à un exercice avec leurs homologues françaises sur la base aérienne de Solenzara dans le cadre de manoeuvres conjointes et interarmées en Corse.

Cet exercice, en présence des plus hauts dirigeants militaires des deux pays, a consisté pour des commandos français et saoudiens à prendre le contrôle de l'aérodrome.

Leur mission est, selon le ministère de la Défense, "*d'obtenir rapidement un effet déterminant sur l'issue d'une crise ou d'un conflit*".

Son homologue saoudien, le général Hussein Abdallah Al Qobeil, s'est félicité des "*relations excellentes entre les deux armées*". "*Nous avons acheté beaucoup de matériel militaire français*", a-t-il ajouté exprimant le souhait "*de développer les échanges et la coopération dans tous les domaines*".

Il a rappelé que les forces des deux pays avaient combattu ensemble lors de l'invasion du Koweit par l'Irak, en 1990, et que les forces spéciales saoudiennes avaient encore été engagées notamment lors des combats à la frontière avec le Yémen en 2010. (Il a oublié Bahreïn contre les manifestants au régime ! - Ndlr)

C'est la première fois que ces unités sont projetées en Europe, a souligné le général Al Qobeil. (AFP 08.10)

Oui, le gouvernement impérialiste français figure bien aux avant-postes de la réaction en Europe et dans le monde. Qui en doutaient ? Peut-être ceux qui ont appelé à voter Hollande et PS...

2- L'argent n'a pas d'odeur pour le grand bourgeois Fabius. Bienvenue à tous les riches despotes alliés des Etats-Unis.

Le chef de la diplomatie française a souhaité dimanche "*bienvenue à tous les investisseurs*" en évoquant les investissements qataris en France, soulignant que ces derniers n'avaient "*aucune pesée sur la politique étrangère*" de Paris, lors de l'émission "Tous politiques" France Inter/AFP/Le Monde.

"*Ca ne veut pas dire du tout qu'il puisse y avoir une pesée sur notre politique étrangère*", a-t-il ajouté.

"*Nous avons de très bons contacts avec les autorités du Qatar que nous voyons régulièrement et nous sommes parfaitement au clair. Le Qatar a fait le choix d'un partenariat profond avec la France, la France en est heureuse*", a-t-il déclaré.

Interrogé sur les raisons des investissements qataris en France, il a estimé que ce pays était "*sensible au fait que la France est un pays qui pèse, une des cinq principales puissances du monde, et qu'en même temps nous ne sommes pas alignés*".

"*Nous avons des choix clairs, des principes, mais nous n'obéissons pas à tel camp ou à tel autre. En politique étrangère, la France est entendue et elle est attendue. Je crois qu'un pays comme le Qatar et d'autres sont sensibles à cela*", a-t-il estimé. (AFP 07.10)

Comment, vous ne saviez pas que la France appartenait au groupe des pays dits non-alignés ?

3- Le Qatar et l'Arabie Saoudite recrutent et financent déjà Al-Qaïda et les mouvements terroristes dans le monde, alors pourquoi pas en France ?

Dans un entretien publié lundi par la *Dépêche du Midi*, l'ancien chef de la DST (Direction de la surveillance du territoire) Yves Bonnet a mis en cause lundi l'argent de la drogue mais aussi celui de l'Arabie saoudite et du Qatar dans le financement de réseaux islamistes radicaux.

"*On n'ose pas parler de l'Arabie Saoudite et du Qatar, mais il faudrait peut-être aussi que ces braves gens cessent d'alimenter de leurs fonds un certain nombre d'actions préoccupantes*", déclare-t-il.

"*Il va falloir un jour ouvrir le dossier du Qatar car là il y a un vrai problème. Et je me fiche des résultats du Paris-Saint-Germain*", a-t-il déclaré.

Les projets d'investissements du Qatar en France suscitent des interrogations dans la classe politique. Après avoir investi au Paris-Saint-Germain, dans l'achat de droits de diffusion TV, puis sur le marché de l'art, le Qatar pourrait dédier un fonds d'investissement de 50 à 100 millions d'euros aux banlieues françaises.

"*Côté renseignement, ce type de réseau est beaucoup plus difficile à identifier car là on a affaire à des gens qui sont des convertis (...) ils sont beaucoup plus difficiles à cerner*", commente M. Bonnet.

Selon lui, il faut "*s'intéresser à ces milieux de jeunes délinquants qui sont à la marge (...) Si la police veut être efficace, elle va devoir travailler en profondeur ces milieux, liés principalement à la drogue. Cela passera essentiellement par l'infiltration*". (AFP 08.10)

ACTUALITE EN TITRES

Il est bien placé pour faire référence au nazisme !

- Opération antiterroriste : le président du Crif compare l'islam radical et le nazisme - LePoint.fr

Comme on peut comparer le sionisme au nazisme, en pire, si l'on se réfère au nombre de victimes innocentes à travers le monde depuis un siècle ou davantage causés par les guerres fomentées par le cartel de banquiers sionistes de la Fed, que le Crif soutient, ainsi que l'UMP et le PS.

Yeshayahou Leibowitz, né à Riga en 1903 et mort en 1994 était un chimiste, philosophe et écrivain israélien, considéré comme l'un des intellectuels les plus marquants de la société israélienne, et l'une de ses personnalités les plus controversées pour ses avis tranchés sur la morale, l'éthique, la politique, et la religion. Le chef d'orchestre et compositeur René Leibowitz était son cousin.

Dans une vidéo intitulé *Un juif extraordinaire*, il citait un verset de Jérémie à l'adresse des autorités israéliennes, après qu''elles aient emprisonné une jeune palestinienne et avoir refusé de lui retirer les menottes qu'elles lui avaient passées avant son accouchement en prison : "*je vous couvrirai d'une honte éternelle, d'un opprobe éternel qu'on l'on n'oubliera pas*".

Aurait-il quelque chose à se reprocher ?

- Fabius s'empare de Twitter pour appeler à l'abolition universelle de la peine de mort - 20minutes.fr

Pas beson de loi pour aller massacrer la population en Afrique, en Algérie, au Vietnam, en Afghanistan, au Koweit, en Libye, et maintenant en Syrie...

Pourquoi se gêner ?

- Taxation des plus-values: Le Medef réclame le retrait pur et simple de la réforme - 20minutes.fr

- Sanofi pourrait ravir à Total sa place de première capitalisation boursière - AFP

L'oligarchie financière s'immisce dans toutes les entreprises.

- JCDecaux en net repli, plombé par Goldman Sachs - Reuters

L'action JCDecaux évolue en forte baisse lundi à la Bourse de Paris, plombée par une note négative de Goldman Sachs qui a revu sa recommandation sur la valeur d'acheter à vendre. (Reuters 08.10)

Il ne manquerait plus que cela !

- Sapin réfute toute ingérence dans les affaires des entreprises - AFP

La palme du ridicule. Populisme effréné.

- Mélenchon tacle les "*déplacements spectacle*" de Hollande - Reuters

Pauvre type !

Monopole. Concentration de la production = augmentation des prix.

- La nouvelle donne après le Yalta du transport aérien - lepoint.fr

Plus de places disponibles jusqu'à la mi-janvier 2013 pour Chennai dans le sud de l'Inde à moins de 926 euros, soit un tarif

en augmentation de 50%.

Mon épouse en tombant en larmes devant le directeur d'une agence de voyage de Marseille où elle prend régulièrement ses billets d'avion, lui a trouvé une place à 731 euros sur Jet Airways le 6 novembre prochain, une compagnie aérienne privée indienne, avec une durée du voyage inférieure de moitié à celle des billets à 926 euros et plus sur des compagnies occentidentales ou du Golfe (Quatar Airways, British Airways, Lufthansa, Air India, etc.).

Si vous projetez de voyager en avion, réservez votre place au moins 4 ou 6 mois à l'avance, sinon vous savez ce qui vous attend.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Huit mille manifestants ont défilé lundi à Athènes en scandant des slogans anti-austérité et en brandissant des banderoles contre la visite de la chancelière allemande Angela Merkel, attendue mardi dans la capitale grecque.

Organisée à l'appel de syndicats de plus en plus exaspérés par les coupes dans les salaires et les avantages sociaux opérées depuis trois ans en Grèce, cette manifestation était prévue avant l'annonce de la visite de Merkel.

La principale banderole était un drapeau allemand déployé devant le parlement et sur lequel on pouvait lire :"*Angela tu n'es pas la bienvenue!*"

La police avait précisé dans un communiqué que "*tout rassemblement public serait interdit mardi entre 09H00 et 22H00 dans des quartiers du centre-ville*" dans une zone incluant l'ambassade d'Allemagne, le Parlement et les palais gouvernementaux "*et sur les artères qui relient le centre à l'aéroport d'Athènes*".

Les autorités grecques ont prévu de renforcer la sécurité mardi dans les rues d'Athènes. La police a interdit les rassemblements dans la plupart des quartiers du centre-ville et a annoncé qu'elle allait déployer 6.000 agents, des unités antiterroristes et poster des tireurs d'élite sur les toits. (AFP et Reuters 08.10)

2- Grande-Bretagne

Le ministre britannique des finances, George Osborne,a annoncé lundi 8 octobre que le gouvernement allait procéder à de nouvelles coupes drastiques de 10 milliards de livres dans les dépenses sociales.

'*La majeure partie des économies doit venir de la réduction des dépenses publiques et non de l'augmentation des impôts*', a plaidé le ministre, lors de la conférence du Parti conservateur à Birmingham.

'*Nous devons trouver 10 milliards de livres [12,4 milliards d'euros] d'économies dans les dépenses sociales d'ici la première année complète de la prochaine législature*', a-t-il annoncé. Les prochaines élections sont programmées pour mai 2015.

Ces coupes, qui toucheront notamment les allocations familiales ou les aides aux logements des jeunes chômeurs, s'ajoutent aux coupes de 18 milliards de livres déjà prévues d'ici 2015 par le gouvernement de coalition conservateurs-libéraux démocrates de David Cameron.

Tout en assurant que les Britanniques les plus riches continueraient à supporter la plus lourde part du fardeau, M. Osborne a balayé l'idée d'une taxe sur le patrimoine ou d'une taxe sur les biens immobiliers de luxe prônées par les libéraux démocrates. (lemonde.fr 08.10)

Et point d'euro, de TSCG ou de "*règle d'or*" en Grande-Bretagne, vous l'avez remarqué aussi, bravo !

Alors que vaut la campagne engagée contre la ratification du TSCG, contre l'euro, la BCE, l'UE déconnectée du combat contre les institutions ? Réponse : absolument rien, que dal, c'est du vent ! (comme quoi l'orthographe est un exercice périlleux, il existe pas moins de trois façons d'écrire cette locution : que dalle, dale ou dal.)

2- Venezuela

Au pouvoir depuis 1999, M. Chavez s'est imposé dimanche avec 55,14% des suffrages face à son jeune concurrent, Henrique Capriles Radonski (44,24%), soit une différence d'environ 1,6 million de voix, le résultat le plus serré jamais obtenu par l'opposition en 14 ans, d'après des résultats portant sur 97,65% des bulletins.

La forte participation, supérieure à 80%, permet en outre aux deux hommes de revendiquer un soutien massif à leurs projets antagonistes.

Cette nouvelle victoire d'Hugo Chavez, 58 ans, confirme qu'il continue de disposer d'un large soutien populaire, notamment chez les plus défavorisés, premiers destinataires des nombreux programmes sociaux qu'il a instaurés.

"*La participation a été massive. Les secteurs les plus pauvres, ceux qui soutiennent le président, se sont déplacés en masse*", confirme à l'AFP l'économiste et politologue Farith Fraija, proche du pouvoir.

Ce franc succès ne doit cependant pas masquer la percée sans précédent de l'opposition, de droite comme de gauche, parvenue à mobiliser presque la moitié du pays derrière un nom et un projet de libre entreprise de centre gauche, radicalement distinct du "*socialisme démocratique du XXIe siècle*" du président. Le président "*ne peut oublier qu'il a face à lui et contre lui la moitié du pays. Le Venezuela est malheureusement coupé en deux. Un pays dans cette situation ne peut pas prospérer*", estimait lundi matin dans son éditorial le journal d'opposition Tal Cual.

Lundi, le président réélu a annoncé avoir eu une conversation téléphonique avec son concurrent malheureux.

"*Croyez-moi: j'ai eu une agréable conversation téléphonique avec Henrique Capriles! J'invite à l'Unité Nationale, en respectant nos différences!*", a écrit M. Chavez sur son compte Twitter. (AFP 08.10)

SOCIAL

1- Espagne

Quelques milliers de manifestants ont défilé dimanche à Madrid, à l'appel des syndicats espagnols qui organisaient une nouvelle journée contre la politique de rigueur menée par le gouvernement de droite, au moment où le pays cherche à éviter un sauvetage de son économie.

Dans le cortège aussi, des jeunes avec une pancarte "*J'ai un emploi poubelle*": ils sont parmi les premières victimes de la crise, avec un chômage à plus de 53% chez les moins de 25 ans.

"*La situation des jeunes en Espagne est terrible, pour une seule raison: ici il n'y a aucun avenir pour nous, nous sommes obligés d'émigrer, de quitter l'Espagne pour trouver du travail*", explique Alex Martin, 27 ans, reponsable de la jeunesse du syndicat UGT.

Les grands syndicats espagnols, UGT et CCOO, avaient appelé ce dimanche à des manifestations dans 57 villes, comme ils le font régulièrement depuis l'hiver dernier, mobilisant à des degrés divers selon les dates.

Ils envisagent à présent une journée de grève générale pour le 14 novembre, qui pourrait coïncider avec une action semblable au Portugal. (AFP 07.10)

2- Grèce

Dix-huit salariés de la compagnie d'électricité grecque PPC ont été inculpés lundi d'atteinte à l'ordre public au lendemain d'une manifestation contre l'austérité dispersée par la police deux jours avant la visite de la chancelière allemande Angela Merkel à Athènes.

Les prévenus, qui sont passibles de plusieurs mois de prison, ont été remis en liberté dans l'attente de leur procès.

Parmi eux figure Nikos Fotopoulos, chef de file du syndicat Genop, qui a promis 48 heures de grève à l'occasion de la présentation au Parlement de nouvelles mesures de rigueur.

La police est intervenue dimanche soir pour déloger les manifestants qui occupaient un local de PPC pour dénoncer un impôt collecté via les factures d'électricité, en vigueur depuis l'an dernier.

"*Vous avez fait de nos vies un enfer et du pays un protectorat*", s'indigne leur syndicat dans un communiqué diffusé dimanche pour annoncer cette occupation.

Le Premier ministre Antonis Samaras, s'est engagé jeudi à faire régner l'ordre. Des dockers, qui n'ont pas été payés, avaient auparavant tenté de pénétrer au siège du ministère de la Défense. (Reuters 08.10)

3- Afrique du Sud

Des représentants des 12 000 employés licenciés par Anglo American Platinum accusent la police d'avoir abattu un des leurs jeudi soir.

Des représentants des 12 000 mineurs licenciés par Anglo American Platinum ont annoncé leur intention de porter plainte contre la police pour meurtre, après la mort d'un de leurs collègues dans des affrontements avec les forces de l'ordre. "*Ce que nous voulons faire demain (lundi), c'est aller déposer plainte contre le SAPS (la police nationale sud-africaine)*", a expliqué George Tyobeka, l'un des représentants. Un homme, que les travailleurs ont identifié comme étant Mtshunquleni Qakamba, âgé de 48 ans, a trouvé la mort jeudi soir quand la police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, afin de disperser un rassemblement sur l'un des sites d'extraction minière d'Anglo American Platinum (Amplats), dans la ville de Rustenburg (nord-ouest).

"*Ils ont tiré sur les gens ... jusqu'à ce qu'ils tuent un de nos collègues*", a raconté George Tyobeka. La plainte déposée contre la police portera des accusations "*non seulement de meurtre, mais également de tentatives de meurtre*". "*Les mineurs ne se battaient pas, ils étaient juste assis sur la colline*", a-t-il expliqué. Un organisme de surveillance indépendant de la police a repris l'enquête en main, car "*l'incident semble être survenu côté policier*", a indiqué la police dans un communiqué. (lepoint.fr 07.10)

ECONOMIE

1- MES

Le Mécanisme européen de stabilité (MES), officiellement lancé lundi à Luxembourg, a fait appel aux établissements Deutsche Bank, RBS et SG CIB pour organiser des réunions avec les investisseurs en Europe début novembre, a rapporté lundi IFR, un service de Thomson Reuters, qui cite des sources bancaires.

La tournée des investisseurs passera par Londres, Francfort et Paris et le fonds de sauvetage de la zone euro envisage une première émission début janvier, ont déclaré ces sources.

Toujours selon ces mêmes sources, le MES a déjà rencontré des investisseurs en Asie.

L'une de ces sources a déclaré que la nouvelle entité devrait bénéficier d'une meilleure note de crédit que le fonds de secours actuel, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et sera par conséquent plus facile à vendre aux investisseurs.

Fitch a accordé lundi la note maximale, AAA, avec perspective stable au MES.

Son prédécesseur est noté Triple A par Moody's et Fitch mais seulement AA+ par Standard & Poor's.

Le MES est une institution intergouvernementale régie par le droit international et à laquelle les dix-sept membres de la zone euro sont associés, alors que le FESF ressort du droit luxembourgeois.

Dans les quinze prochains jours, le MES recevra 32 milliards d'euros de capital libéré, avec une souscription complète de 80 milliards de capital libéré d'ici 2014. Le capital mobilisable par le MES atteindra 620 milliards d'euros et sa pleine capacité de prêt 500 milliards. (Reuters 08.10)

J'ai l'impression que c'est un piège à cons, qui consistera à ruiner les investisseurs qui auront naïvement placé leur argent dans le MES, qui sont en concurrence avec le cartel des banquiers internationaux de la Fed ou qu'il ne contrôle pas, à suivre...

2- Etats-Unis

Cisco Systems a mis fin à un partenariat commercial de longue date avec le fabricant de matériel de télécommunications chinois ZTE à l'issue d'une enquête interne sur des accusations de ventes illégales par ce dernier de matériel Cisco en Iran.

L'enquête a été ouverte à la suite de révélations de Reuters au printemps dernier sur la vente par ZTE d'équipements de Cisco et d'autres entreprises américaines à la première entreprise iranienne de télécoms, en violation de l'embargo international.

Le département du Commerce et le FBI ont ouvert leur propres enquêtes.

Une commission du Congrès a par ailleurs estimé dans un rapport rendu public ce lundi que Huawei Technologies et ZTE, les deux premiers fabricants chinois d'équipements pour réseaux télécoms, ne devraient pas être autorisés à opérer sur le territoire américain, l'influence de Pékin au sein de ces sociétés faisant peser une menace sur la sécurité du pays. (Reuters 08.10)

Haut de page

Le 10 octobre

CAUSERIE

Ici notre situation empire un peu plus chaque jour, depuis plusieurs jours ils coupent le courant quasiment toute la journée de 5 ou 6h du matin à 18h ou 20h, puis ils recoupent plusieurs fois la nuit, du coup on ne dort plus que quelques heures par nuit par tranche de 30 minutes ou 1h.

Mon beaux-frère m'a apporté 30 litres de kérosène pour le générateur, au cas où la situation s'aggraverait encore histoire de recharger les batterie et alimenter le réfrigérateur quelques heures par jour, cela a un coût évidemment.

J'ai bossé presque uniquement sur le portable aujourd'hui histoire d'économiser les batteries de la maison, il fait environ 35°C à l'ombre et je n'utilise pas le ventilateur.

J'ai corrigé l'adresse suivante : • Les trusts américains Leur action économique, sociale et politique. (Lafargue - 1903)

Prise de conscience. Rapports entre politique et psychologie des masses

C'est un exercice que non seulement on doit pratiquer quotidiennement ou entretenir, mais développer, aussi est-il nécessaire de faire le point régulièrement de son état d'avancement, s'y refuser ou en être incapable signifiera qu'on n'est pas en mesure de déterminer ou de distinguer ce qui appartient à notre propre champ d'inconscience et celui des autres, dès lors s'exprimer au nom d'une catégorie, couche ou classe de la société relèvera d'un excès de pouvoir inconscient, arbitraire dans le sens autoritaire ou illégitime en quelque sorte.

L'homme naît ignorant de la nature humaine, de la nature, de la société, du monde et de l'univers, donc faible et vulnérable dans tous les domaines. Le but de son existence s'il doit y en avoir un, consistera à combler cette lacune tout au long de son existence pour se délivrer de cette ignorance, pour s'émanciper du règne de la nécessité. Habité par une ignorance totale à sa naissance, il sera une proie facile pour ceux qui ont développé avant lui un certain niveau de conscience et qui pourront l'exploiter à leur profit.

Voilà la première pensée qui m'est venue à l'esprit en me levant à 5h30 ce matin.

J'ajoute qu'à partir du moment où un travailleur adhère à un parti, paradoxalement il développera la fâcheuse tendance à le perdre de vue, comme si le fait d'avoir pris conscience d'une infime partie du fonctionnement de la société suffisait à combler sa propre ignorance qui concerne avant tout la nature humaine sur le plan psychologique.

Pour l'ignorer, il lui prêtera des facultés qui font défaut chez la plupart des hommes par un procédé d'identification inconscient qu'il répètera à l'infini ou s'emploiera à alimenter quotidiennement, bref, il se leurrera lui-même à la fois sur son propre niveau de conscience et celui des autres.

Conserver à l'esprit que notre niveau de conscience acquis ne représente rien ou presque rien à côté de l'océan d'inconscience dans lequel on baigne quotidiennement, est d'autant plus indispensable qu'on aura tendance à l'oublier, de telle sorte que notre niveau de conscience diminuera au fil du temps si notre vigilance vient à faire défaut, cela se produit le plus souvent au détour d'une expérience hors du commun ou inattendue qui distraira notre attention.

Cette réflexion repose sur un constat, donc des faits, ma propre expérience et celles des personnes que j'ai croisées un jour, et si elle s'applique à l'homme en général, je dirais qu'elle me concerne en premier lieu. J'ai commis tellement d'erreurs dans ma vie que je suis bien placé pour en parler.

L'essentiel ne réside pas dans nos erreurs, encore faut-il être en mesure de les discerner et de les admettre, mais notre capacité d'en tirer des enseignements pour la suite. Or, nous sommes généralement incapables de les discerner, encore moins de les admettre, donc d'en tirer des leçons pour ne pas les reproduire à l'infini, ce qui explique que le niveau de conscience de l'homme n'a pas vraiment progressé, la barbarie qui s'étale tous les jours sous nos yeux est là pour nous le rappeler.

Barbarie ou intentions malfaisantes, perfides, cyniques, dont sera victime une partie de la population et qui pourront d'autant plus facilement être masquées et se réaliser qu'elles reposent sur son ignorance. On en a des témoignages quotidiennement, le dernier en date remonte à hier avec l'adoption du TSCG, notamment.

On pourrait s'épancher à l'infini sur la cupidité, la vanité, la lâcheté et bien d'autres faiblesses ou défauts des hommes et des femmes qui l'ont ratifié, que cela ne nous ferait pas avancer d'un pouce dans la compréhension de la nature humaine, tout au plus cela nous conduirait à haïr la terre entière et soi-même pour notre propre ignorance.

Maintenant qu'il faille analyser cette expérience douloureuse ou malheureuse sur le plan politique est une chose que nous ferons plus loin, cependant il faut aussi la traiter sur le plan psychologique, sinon il nous manquera un aspect de la réalité qui a concouru à sa réalisation et nous serons finalement incapables d'en tirer des enseignements.

Car ce qui ressort de l'expérience de la lutte de classe des décennies ou même des siècles précédents, c'est que se pencher uniquement sur l'aspect politique qui traduit l'antagonisme économique et social entre les classes, ne suffit pas à élever le niveau de conscience des masses laborieuses ou à comprendre comment fonctionne la société qui se compose certes de classes aux intérêts opposés et irréconciliables, mais aussi d'hommes et de femmes réagissant aux expériences dont ils sont les acteurs ou dont ils subissent indirectement les conséquences sur le plan psychologique, donc en très grande partie inconsciemment.

On pourrait résumer ce qui vient d'être dit en affirmant que, toute prise de conscience politique qui demeure sous l'emprise d'une profonde inconscience du fonctionnement psychologique de l'être humain repose sur des sables mouvants et sera amenés à être engloutie ou disparaître un jour ou l'autre ou immédiatement, pour finalement retourner au même niveau d'inconscience que précédemment.

Ce qu je veux dire par là, sur la base de mon expérience ou ce que j'ai pu constater autour de moi ou encore en analysant le cours de l'histoire de l'humanité jusqu'à nos jours, c'est qu'acquérir un niveau de conscience politique du fonctionnement de la société sans acquérir parallèlement ou simultanément un niveau de conscience du fonctionnement de la psychologie humaine ne permettra jamais à l'humanité de se délivrer des chaînes de l'ignorance qui font obstacles à sa propre libération, de passer du règne de la nécessité qui incarne sa propre ignorance et repose sur elle, pour atteindre le règne de la liberté, voilà l'intime conviction que j'ai acquise. A suivre.

TSCG. Quelques réactions. Réaction du NPA et de LO suite à l'adoption du TSCG : aucune. Normal ces "partis" sont en-dessous de tout. Par contre les médias aux ordres des maîtres du monde ne s'y trompent pas. Qu'ont-ils à craindre d'un parti comme le NPA dont les dirigeants semblent avoir été choisis en fonction de leur faculté à être manipulés et d'être suffisamment ignorants pour s'en réjouir. - P. Poutou à Ça vous regarde - LCP le 01/10/2012 - O. Besancenot à PolitiqueS-LCP le 04/10/2012 - O. Besancenot à la Matinale de France Musique le 08/10/2012 - Philippe Poutou au mondial de l'automobile sur BFM le 09/10/2012 - O. Besancenot sur Public Senat / Radio Classique le 09/10/2012

Qui a dit ?

- "*J'ai tué la banque*."

Réponse : Andrew Jackson, Président des Etats-Unis, 1836. Il faudra ensuite 77 ans pour que l'oligarchie financière parvienne à imposer la Fed, en 1913.

- " *Elles sont plus despotiques qu'une monarchie, plus insolentes qu'une autocratie, et encore plus égoïstes qu'une buraucratie.* ".

Réponse : Abraham Lincoln, 1865, avant d'être assassiné pour avoir permis à l'Etat américain de frapper sa propre monnaie.

La presse américaine écrira en décembre 1913 dans la foulée de la fondation de la Fed : "*jusqu'à maintenant les dépressions étaient scientifiquement prévues, désormais elles seront scientifiquement créées*, c'est ce que fit en effet le cartel des banquiers en 1929.

C'est également un régicide qui fut à l'origine de la City de Londres. Quant à la Banque d'Angletterre qui vit le jour en 1694, elle fut la première banque centrale privée ayant le privilège exorbitant de battre la monnaie. Un peu plus d'un siècle plus tard, les Rothschild s'en empareront.

Ce qui est surprenant, à moitié seulement, c'est que la véritable histoire qui défile ainsi sous nos yeux, n'a absolument rien à voir avec ce qui figure dans les manuels scolaires ou même ce qui a pu être enseigné aux militants.

Le PS : le parti de l'ordre de substitution

1- Le PS est un parti d'escrocs.

« *La gauche s'est réunie pour voter ce traité, elle n'aurait pas eu besoin des voix de la droite* », a déclaré le président.

Le traité a été adopté par 477 voix pour, 70 contre et 21 abstentions, tandis que 9 députés n'ont pas pris part au vote.

282 députés de gauche ont voté pour, soit 8 voix de plus que le seuil de la majorité absolue de 274 voix sur les 547 suffrages exprimés, selon le détail du vote publié par les services de l'Assemblée.

264 socialistes ont voté pour, 20 contre et 9 se sont abstenus. (AFP 09.10)

Il y a 577 députés à l'Assemblée nationale. La majorité est de 289 voix.

Avec seulement 282 voix des députés dits faussement de gauche, il manque donc 7 voix pour atteindre la majorité, or elle est quand même atteinte avec 274 voix seulement, alors comment ont-il fait ?

Fastoche, avec 21 abstentions et 9 absents, le nombre de voix exprimé est tombé à 577 puisque les abstentions et les absents ne sont pas pris en compte dans les voix exprimées : 577 - 30 = 547 : 2 = 274 et le tour est joué !

La direction du PS a convaincu 21 députés de leur parti de s'abstenir et 9 de s'absenter pour pour ne pas participer au vote et faire ainsi baisser la barre pour que la majorité soit atteinte avec les seules voix des députés du PS et ses satellites. Allez, ne mégotons pas : je remercie l'ensemble des députés du PS d'avoir confirmé ce que j'ai affirmé hier. Lors du vote en février au Sénat du MES, ils avaient déjà testé une variante de ce qui vient de se produire en s'abstenant afin qu'il soit adopté grâce aux voix de l'UMP. Rien ne distingue le PS de l'UMP en dehors des moyens à mettre en oeuvre pour appliquer la même politique sans que ses partisans s'en aperçoivent ou trouvent à y redire : manoeuvres en tous genres, tours de passe-passe, démagogie et mensonges grotesques notamment.

Il ne leur reste plus qu'à voter tous en choeur la "*règle d'or*" dite loi organique et vous pourrez tous les mettre dans le même sac et le balancer, car il n'y a absolument rien à attendre de ce parti de l'ordre bis.

Il est également légitime d'en déduire qu'un nouveau 3 août (1914) vient d'avoir lieu, confirmant que le PS est bien passé avec armes et bagages dans le camp de la réaction, des ennemis de la classe ouvrière.

Quant à tous ceux qui s'étaient adressés aux députés du PS pour qu'ils rejettent le TSCG, ils en sont pour leurs frais, ils ont ainsi témoigné qu'ils étaient bourrés d'illusions dans ce parti capitaliste, et démontré qu'ils étaient totalement incapables de définir une politique indépendante du PS qui incarne le régime, donc du régime lui-même ou de l'Etat.

D'une certaine manière c'est tout à fait normal, puisqu'ils incarnent le prolétariat, davantage la petite-bourgeoisie, et le mouvement ouvrier, qui sont totalement subordonnés au capitalisme, au lieu d'inscrire leur stratégie politique dans la perspective de la rupture avec le capitalisme et l'Etat, ils ne font que reproduire ou incarner les illusions des masses.

Au lieu d'être l'avant-garde qui représente les couches du prolétariat prêtes à rompre avec le capitalisme et les institutions, ils incarnent non pas les couches les plus arriérées des masses, mais l'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie qui a voté PS le 17 juin en espérant ainsi sauvegarder leurs privilèges par rapport aux couches les plus défavorisées de la classe ouvrière abandonnées à leur triste sort.

Prétendre que le PS disposait d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale en représentant en réalité moins de 25% des électeurs inscrits le 17 juin était déjà une escroquerie politique, là ils n'ont fait que récidiver. La magie de la Constitution de la Ve République a opéré une fois de plus foulant aux pieds les principes élémentaires de la démocratie qui incarne la majorité et non la minorité.

A l'UMP et à l'UDI ils jubilent sans trop la ramener quand même, car finalement ils servent les mêmes maîtres et ils ont en commun le même ennemi, la classe ouvrière.

Aussi longtemps qu'il n'existera pas un parti véritablement indépendant de l'Etat et du capital, le prolétariat et le mouvement ouvrier iront de défaite en défaite et la barbarie gagnera du terrain. C'est une victoire pour le cartel des banquiers internationaux

qui sont derrière le TSCG et la "*règle d'or*", ils peuvent sabrer le champagne !

2- Ayrault et les députés du PS et ses satellites porte-parole des besoins exprimés par l'oligarchie financière.

"*L'essentiel, c'est que la majorité socialiste, radicale de gauche et quelques écologistes ont compris ce qui était en train de se passer*", a-t-il dit, alors que 20 députés socialistes et apparentés ont voté contre.

"*Les efforts qui ont été faits après l'élection du 6 mai ont montré que le vote du peuple français avait du poids, que la parole de la France aujourd'hui comptait davantage*", a-t-il dit.

"*Le 18 et 19 octobre, le président de la République fera des propositions au nom de la France, pour exiger d'abord que les décisions du mois de juin soient mises en oeuvre", a poursuivi le chef du gouvernement citant "l'union bancaire, la supervision des banques, le rôle de la Banque centrale européenne, la taxe sur les transactions financières*".

"*C'est une étape que nous avons franchie, ce traité n'est pas le but, c'est un moyen pour réussir la réorientation durable de l'Europe*", a estimé l'ex-patron du groupe PS à l'Assemblée. "*Après ce vote de l'Assemblée nationale, le Sénat se prononcera, j'ai toute confiance: la France aura donc décidé de consolider son engagement en Europe*". (AFP 09.10)

L'union bancaire, la supervision des banques, le rôle de la Banque centrale européenne ont été mis au point par le cartel des banquiers internationaux de la Fed dans la perspective de se substituer aux Etats de l'UE. afin de réaliser le Nouvel ordre mondial qu'ils ont pour objectif d'établir, une fois la souveraineté des Etats réduite à néant ainsi que les oripeaux de la démocratie. Comment ? En prenant le contrôle des banques européennes qui dépendent déjà d'eux.

Ayrault reprend donc à son compte les revendications des banquiers. Il a raison de préciser que "*ce traité n'est pas le but*", le véritable but est de déposséder les Etats de tout pouvoir politique au profit des Rothschild, Rockefeller, Morgan, Goldman Sachs, etc.

Qu'il ajoute qu'ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour y parvenir donne une idée assez précise de la subordination totale du PS à l'impérialisme américain, il en est l'instrument en France au même titre que l'UMP, donc il doit être combattu de la même manière. Toute collusion ou recherche de conciliation avec ce parti devra être caractérisée comme une trahison de la part d'un parti ouvrier, y compris ou surtout sur le plan institutionnel, au moment des élections.

BCE. Qui décide quoi ? Les chefs d'Etat de la zone euro.

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a appelé les parlementaires européens à poursuivre le processus de nomination du Luxembourgeois Yves Mersch à son directoire.

Mais ce n'est pas la BCE qui décide de proposer telle ou telle personne pour son directoire, a-t-il rappelé, lors de son audition devant la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, retransmise par la télévision du Parlement.

Ce sont les Etats de la zone euro qui proposent un nom, qui doit ensuite recevoir l'aval de leurs partenaires et des parlementaires européens. La BCE est aussi consultée mais n'a pas de pouvoir décisionnaire. (AFP 09.10)

Ah ben alors, cela veut dire qu'il y en a dans nos rangs qui s'emploient à nous raconter des histoires ! Oui mon grand bêta, cela te surprend, pas nous. Et si tu savais...

Parole des porte-parole des spéculateurs sur les denrées alimentaires, les banquiers dits encore les affameurs.

D'après le dernier rapport sur l'insécurité alimentaire dans le monde, publié mardi par l'Onu, la Fao (l'organisation monduiale pour l'agriculture et l'alimentation), le Fonds pour le Développement agricole (Fida) et le Programme alimentaire mondial (Pam), 868 millions de personnes, soit 12,5% de la population mondiale, souffrent de malnutrition.

L'immense majorité de ces gens qui ne mangent pas à leur faim vivent dans des pays en développement (852 millions), où l'Onu estime que 15% de la population est mal nourrie. C'est encore inacceptable mais l'Onu rappelle que depuis 1990, le nombre d'affamés a tout de même diminué de 132 millions. Par ailleurs, l'Onu note que les efforts consentis depuis les années 90 pour lutter contre la famine ont été plus efficaces que ce que l'on pensait jusqu'à présent et que s'ils sont maintenus et intensifiés, l'un des Objectifs du Millénaire, en l'occurrence celui visant à réduire par deux la malnutrition dans les pays en développement d'ici 2015, pourrait être atteint.

Si c'est toujours en Asie qu'on trouve le plus grand nombre d'affamés (563 millions), la sous-alimentation y a toutefois

fortement régressé ces vingt dernières années en raison principalement du fort développement économique de la région. En revanche, le nombre de mal nourris en Afrique a fortement augmenté sur la même période, passant de 175 millions à 239 millions de personnes. Les progrès réalisés avant 2007 tendent à s'annuler depuis, puisque le nombre d'affamés est en hausse de 2% par an depuis lors.

C'est l'un des principaux enseignements de ce rapport. Oui, la crise mondiale de 2007-2008 a bien eu des conséquences sur la faim dans le monde, puisque entre 2007 et 2010, la malnutrition a de nouveau progressé. Si la crise a fait dégringoler les principaux indices boursiers, elle a aussi déclenché une hausse importante des prix des denrées alimentaires. En Afrique subsaharienne mais aussi dans certains pays asiatiques, cette flambée des prix avait déclenché des « *émeutes de la faim* », parfois réprimées dans le sang, comme ce fut le cas au Cameroun. Depuis quelques mois, les prix des céréales sont à nouveau remontés très haut, ce qui fait craindre la résurgence d'une nouvelle crise alimentaire.

« *Nous appelons la communauté internationale à redoubler d'efforts pour aider les plus pauvres à réaliser leur droit fondamental à une nourriture suffisante. Le monde possède les connaissances et les moyens d'éliminer toutes les formes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition* » estime le rapport publié mardi.

Pour lutter contre la faim, ses auteurs préconisent de stimuler la croissance économique, principal levier pour endiguer le fléau, celle-ci n'étant pas suffisante. (leparisien.fr 09.10)

Il faut avoir l'estomac bien accroché pour lire cette saloperie. Nous aussi nous connaissons les "*les moyens d'éliminer toutes les formes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition*" en expropriant les banquiers et les multinationales du secteur de l'alimentation et agro-alimentaire qui spéculent sur les denrées alimentaires et sont responsables de la hausse des prix.

Notre méthode présente l'avantage d'être radicale, de traiter le problème à la source et d'être irréversible. Et il s'agit là de chiffres officiels fournis par les affameurs eux-mêmes.

ACTUALITE EN TITRES

Cherchez l'erreur

- '*L'Afrique peut se nourrir et nourrir le monde*' - LeMonde.fr C'est marrant, on a plutôt l'impression que l'Afrique nourrit le monde et crève du pillage de ses ressources par les multinationales appartenant ou contrôlées par l'oligarchie financière, le banquier à la tête du jounal Le Monde en sait quelque chose.

- Qui a peur du Qatar ? - LeMonde.fr

Certainement pas le PS et le gouvernement ainsi que les précédents qui l'ont armé...

- Il nous faut choisir la bonne compétitivité - LeMonde.fr

Dans la bouche d'un média contrôlé par un banquier, devinez ?

- Moscovici prend ses distances avec la séparation bancaire - L'Expansion.com

Le cartel des banquiers de la Fed y est également opposé, quelle coïncidence !

- Encore trop peu de services ouverts 24 h/24 à Paris - LeFigaro.fr

C'était quand même le bon temps quand les ouvriers bossaient comme des esclaves 12, 14, 16h par jour, sans parler des enfants...

La faute à qui ?

- L'islamisme radical concerne "*plusieurs milliers de personnes*", estime Julien Dray - AFP

C'est justement pour qu'on n'accuse pas le PS d'en être le complice que Dray tient ce discours...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

Un référendum sur les relations entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne constituerait la manière la plus logique de forger un nouveau contrat avec l'UE, a déclaré mardi David Cameron.

Le Premier ministre conservateur a rappelé son attachement au maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne.

Soumis aux pressions de la puissante aile "*eurosceptique*" dans son parti, il juge toutefois le moment propice à une renégociation des termes de cette appartenance puisque les 17 pays de la zone euro sont engagés de leur côté dans une réflexion sur un renforcement de leurs relations pour lutter contre la crise des dettes souveraines.

"*Lorsque nous parviendrons à ce nouveau contrat, cela exigera un consentement, soit par référendum soit lors d'élections législatives*", a déclaré David Cameron à la BBC en marge du congrès du Parti conservateur à Birmingham.

"*Franchement, un référendum constitue la façon la plus raisonnable, la plus nette et la plus propre de faire cela*", a-t-il ajouté, sans fixer de date pour une telle consultation.

Il n'a pas précisé non plus quelle question pourrait être soumise aux Britanniques en cas de référendum. Il a déjà fait savoir qu'il excluait de demander aux électeurs s'ils souhaitaient que leur pays reste ou non dans l'UE.

La question européenne constitue une importante ligne de fracture chez les Tories. Dans les années 1990, elle a coûté leur place aux deux derniers chefs de gouvernement conservateurs, Margaret Thatcher et John Major.

David Cameron s'est engagé à organiser un référendum après 2015 sur tout futur traité européen. Il a également promis que la Grande-Bretagne ne se laisserait pas entraîner dans des solutions coûteuses pour sauver la zone euro.

Le camp "*eurosceptique*" exige en outre que Londres récupère sa souveraineté dans des domaines progressivement abandonnés à Bruxelles. Certains vont jusqu'à réclamer un référendum sur l'appartenance même de la Grande-Bretagne à l'UE de crainte de voir leur parti affaibli par une éventuelle poussée du Parti de l'indépendance (UKI Party) lors des prochaines élections législatives en 2015.

Ils veulent en tout cas une renégociation immédiate sur la nature des relations entre leur pays et l'UE.

"*L'Europe est en train de changer, la zone euro se dirige vers une plus grande intégration (...), elle est nécessaire s'ils veulent sauver la monnaie unique mais je pense que cela fournit à la Grande-Bretagne l'occasion d'obtenir un nouvel et meilleur accord avec l'Europe*", a dit David Cameron.

Le chef du gouvernement britannique s'est dit prêt dimanche à opposer son veto dans les négociations entre les Vingt-Sept sur le budget de l'Union européenne pour la période 2014-2020 si le projet lui paraît trop laxiste.

David Cameron a refusé fin 2011 d'intégrer la Grande-Bretagne dans le pacte budgétaire européen destiné à lutter contre les déficits dans la zone euro. (Reuters 09.10)

La Banque d'Angleterre est une banque centrale privée qui a servi de modèle à la création de la Fed, ce sont en réalité les mêmes banquiers qui les contrôlent.

Partant de là, on comprend immédiatement qui est derrière cette proposition qui a d'ailleurs plus l'allure d'une menace qu'autres choses à l'encontre des chefs d'Etat de la zone euro pour qu'ils se plient aux recommandations de la troïka (BCE, Commission européenne et FMI) en matière budgétaire, qui implique de s'attaquer frontalement à la classe ouvrière.

SOCIAL

1- Espagne

Le quotidien espagnol El Pais, né en 1976 durant la transition démocratique de l'après-franquisme, dévoile mardi 9 octobre un plan social comprenant une réduction d'un tiers de ses effectifs, dans un secteur qui a déjà perdu près de 8 000 emplois depuis 2008.

Le plan prévoit une réduction d'effectifs de 150 personnes sur un total de 466 salariés, selon une source proche du dossier. Les mesures attendues comprennent "*des préretraites, une réduction d'effectifs dans les bureaux du journal*" ainsi que "*dans les rédactions de Madrid et Barcelone, et une baisse des salaires*", avait indiqué vendredi la direction du journal, à l'issue d'une réunion avec les représentants du personnel.

Ce plan social est le dernier d'une longue série frappant les médias en Espagne: El Mundo, l'autre grand journal du pays, a lui aussi annoncé un plan cet été, prévoyant principalement des départs négociés, qui a touché 130 personnes, selon la direction.

Selon la Fédération des associations de journalistes espagnols (FAPE), 7 901 journalistes ont déjà perdu leur emploi dans le pays depuis le début de la crise en 2008, dont 3 039 depuis janvier 2012.

Prisa, le premier groupe de médias espagnol auquel appartient El Pais, avait annoncé en janvier 2011 la suppression de 2 500 emplois en Espagne, au Portugal et en Amérique latine, soit 18 % de ses effectifs.

Le personnel dénonce ce plan social qu'il redoutait depuis des mois. Réuni en assemblée générale, il a voté pour autoriser le comité d'entreprise à convoquer une grève. (Le Monde.fr 09.10)

2- Afrique du Sud

Le groupe sud-africain Gold One a annoncé mardi 9 octobre le licenciement de plus de 1 400 employés, tandis que le petit producteur d'uranium Atlatsa va se séparer de 2 161 mineurs, après une grève sauvage entamée dans les deux cas le 1er octobre.

La direction de Gold One, qui avait d'abord suspendu les grévistes après avoir obtenu de la justice du travail l'interdiction du mouvement, a '*conclu que, dans la plupart des cas, il n'y avait pas suffisamment de facteurs atténuants contre la sanction du licenciement*', a-t-elle précisé dans un communiqué. Les 1 435 mineurs concernés, sur un effectif total de 1 900 personnes à Ezulwini, peuvent faire appel jusqu'à jeudi.

Coté à Johannesburg et Sydney, Gold One est contrôlé par des capitaux chinois (Baiyin Nonferrous Metal Group et China-Africa Development Bank, notamment). Suivant un processus courant dans les conflits sociaux jugés illégaux en Afrique du Sud, le groupe avait déjà licencié en juin plus de la moitié des employés de sa principale mine d'or de Modder East (est de Johannesburg) après une grève sauvage organisée par un syndicat minoritaire. La plupart avaient été réembauchés. Le conflit avait fait deux morts, selon la direction. (LeMonde.fr 09.10)

ECONOMIE

1- FMI

Des risques politiques "*importants*" pèsent sur le nouveau programme de rachat d'obligations publiques de la Banque centrale européenne (BCE) en raison des conditions qui seront exigées des pays bénéficiaires, a estimé le FMI dans un rapport publié mercredi.

Ce programme "*jouit d'une plus grande crédibilité (...) mais il fait face à d'importants risques liés à des facteurs politiques et à sa mise en application*", écrit le Fonds monétaire international dans son rapport sur la stabilité financière dévoilé à Tokyo.

Face à la crise de la dette, la BCE a annoncé début septembre un nouveau programme de rachat illimité d'obligations publiques réservé aux Etats ayant requis l'aide du fonds de secours européen (MES) qui, en contrepartie, exigerait des efforts accrus d'assainissement de leurs finances publiques.

"*Les gouvernements doivent désormais demander le soutien (du fonds de secours, ndlr), accepter les conditions et mettre en oeuvre les réformes*", souligne le FMI à l'heure où les programmes d'austérité soulèvent une résistance croissante en Europe.

L'Espagne, dont les taux d'intérêts sur les emprunts à dix ans flirtent avec les 6%, rechigne encore à demander d'actionner ce nouveau mécanisme d'aide.

Le Fonds prévient par ailleurs que le programme de la BCE ne garantira pas "*catégoriquement*" le retour à une dette viable "*en raison de l'impact incertain*" des conditions imposées aux pays, qui peuvent parfois freiner encore davantage la croissance et aggraver les déficits.

Le FMI assure également que ce programme doit s'accompagner d'une recapitalisation "*crédible*" des banques et d'une union bancaire. (AFP 09.10)

Il s'agit de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils appliquent les contre-réformes décidées par la troïka dont fait partie le FMI, en fait le cartel des banquiers de la Fed. Après avoir conduit les Etats de l'UE à un niveau d'endettement insupportable avec la complicité de leurs différents gouvernements et à la récession, ils leur imposent un remède de cheval, pas pour s'en sortir, mais uniquement pour honorer leurs dettes aux banquiers internationaux.

Ci-dessous vous pourrez lire que la BCE procède de la même manière, le noeud se ressert autour du cou des Etats de l'UE, qui il faut le marteler sont leurs complices quel que soit le parti au pouvoir, de droite ou de gauche comme ils disent.

2- BCE

2.1- Un mensonge qui en cache un autre.

Mario Draghi n'en démord pas. La Banque centrale européenne (BCE) n'imprimera pas de monnaie pour résoudre la crise de la dette en zone euro. "*La BCE ne peut s'engager dans du financement monétaire et ne peut pas remplacer l'action des Etats membres de la zone euro. Il est trop facile de penser que la BCE peut remplacer l'action des gouvernements ou leur manque d'action en imprimant de la monnaie. Cela n'arrivera pas*", a dit M. Draghi lors de son audition devant la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, retransmise par la télévision du Parlement.

Les rachats d'obligations publiques effectués par la BCE depuis 2010 sont entièrement stérilisés, c'est à dire que l'institution prend en dépôt de la part des banques le montant de ces rachats pour éviter de créer de la monnaie. Par ailleurs, son nouveau programme d'achat de titres, baptisé OMT, ne se fera qu'en échange de réformes et d'austérité budgétaire des pays qui veulent en bénéficier.

"*La BCE a déjà fait beaucoup*", a ajouté M. Draghi. "*Nous avons nos propres responsabilités et nous devons agir dans le cadre de notre mandat*". Un mandat qui lui interdit de financer les déficits publics en imprimant de la monnaie, notamment pour éviter de créer de l'inflation alors que l'objectif fixé à la BCE est de la maintenir sous le seuil de 2% à moyen terme. (L'Expansion.com 09.10)

Encore un gigantesque mensonge que les éditorialistes aux ordres ne relèveront pas. D'où sont sortis les 1000 milliards d'euros qu'il a distribués aux banques ? Certainement pas de la poche des Etats ou des banques mais bien de la planche à billets. Oui mais là c'était différent, c'était pour les mettre à la disposition des banquiers et non des Etats, s'il vous plaît ne confondez pas tout: péché à moitié avoué déjà pardonné !

L'oligarchie financière a décidé de saigner les peuples européens à défaut de pouvoir les envoyer à la boucherie... provisoirement.

Et puis, orchestrer un krack boursier comme en 1929 serait possible, ce serait prendre un risque inutile, pourquoi faire puisqu'ils contrôlent déjà l'économie de tous les Etats qu'ils ont réussi à endetter jusqu'au cou, la guerre avait servi à atteindre cet objectif afin de les contraindre d'accepter de se placer sous leur tutel, mais là aussi c'est déjà le cas.

2.2- On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a estimé mardi qu'il faudrait une année pour transformer la BCE en organe de supervision bancaire, rôle que la Commission européenne souhaite lui attribuer au 1er janvier 2013.

"*La BCE n'est pas censée prendre en charge la supervision dans un délai de trois mois. Ce sera une période de transition. Nous prévoyons qu'il faudra un an pour adapter toutes les structures*", a-t-il dit devant la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen.

"*L'important est que le système de régulation entre en vigueur le 1er janvier, après quoi on commencera à travailler officiellement avec les superviseurs nationaux pour le mettre en place. On se donne un an*".

Mario Draghi a redit son attachement à une stricte séparation, au sein de la BCE, entre les activités de supervision et de politique monétaire. (Reuters 09.10)

Précaution inutile, qui ne sert qu'à camoufler que dans les deux cas, c'est le cartel des banquiers internationaux de la Fed et liés à

elle qui sont aux commandes.

3- Suisse

Julius Bär a annoncé mardi la suppression d'environ un millier d'emplois en conséquence de son rachat des activités internationales de gestion de fortune de Merrill Lynch (groupe Bank of America).

Ce pôle de gestion de fortune qui représente actuellement 5.700 postes sera réduit de 15% à 18%, du fait de doublons, a précisé la banque privée suisse avant une présentation aux investisseurs prévue à Londres.

Les suppressions d'emplois concerneront surtout les postes de Bank of America, qui a actuellement un effectif de 2.100 personnes, et auront lieu après la finalisation de l'acquisition prévue au premier trimestre 2013, a indiqué un porte-parole.

Julius Bär a également fait état d'une hausse de ses actifs gérés à 184 milliards de francs suisses (152 milliards d'euros) à fin août, contre 179 milliards à fin juin.

Le groupe, soucieux de se développer dans les marchés émergents, avait annoncé en août l'acquisition des activités de gestion de fortune de Merrill Lynch hors des Etats-Unis et du Japon pour un montant de 1,47 milliard de francs.

Selon Julius Bär, les activités rachetées ont accusé une perte de 30,4 millions de dollars au premier semestre mais auraient dégagé un profit hors coûts de restructuration liés à la fusion. (Reuters 09.10)

4- Equateur

Condamné par une juridiction équatorienne au paiement d'une amende de 18,2 milliards de dollars (14,1 milliards d'euros), le groupe pétrolier Chevron n'est pas parvenu à faire bloquer cette décision par la Cour suprême des Etats-Unis.

Une juridiction inférieure américaine avait déjà rejeté en janvier une demande de Chevron visant à faire annuler l'exécution du jugement équatorien. Mardi, c'est la Cour suprême des Etats-Unis qui a rejeté l'appel formé par le groupe pétrolier.

Les habitants de la région du Lago Agrio, dans le nord-est de l'Equateur, accusent Texaco, racheté depuis par Chevron d'avoir contaminé la région entre 1964 et 1994.

Le sort réservé à Chevron intéresse d'autre compagnies pétrolières qui craignent que la décision constitue un précédent qui pourrait un jour leur être opposé.

La justice équatorienne a condamné Chevron au paiement d'une amende de 18,2 milliards de dollars mais le groupe pétrolier a tenté de la faire annuler, clamant notamment qu'elle était inapplicable au regard de la législation de l'Etat de New York et que le jugement relevait de la fraude en raison de la corruption qui caractérise, selon lui, les magistrats de certains pays étrangers.

Dans un communiqué, Chevron a dit regretter la décision de la Cour suprême américaine et "*qu'il poursuivrait ses efforts pour se défendre contre les juristes représentant les plaignants qui cherchent à faire exécuter une décision relevant de la fraude*." (Reuters 09.10)

Haut de page

Le 11 octobre

CAUSERIE

Je n'ai reçu aucun courriel suite aux dernières causeries qui pourtant devaient porter à réflexion ou questionnement parce que je ne prétends pas avoir la science infuse ou avoir répondu à toutes les questions que j'avais soulevées, serait-il *minuit dans le siècle* chez les dirigeants ou cadres du mouvement ouvrier, on est porté à le penser. A quoi cela sert-il de continuer ?

Il est dit que le cartel des banquiers internationaux dirigé par ceux de la FED n'a pas d'autre choix que s'allier avec l'élite intellectuelle pour avancer dans la réalisation de leur plan dénommé Nouvel ordre mondial, qui à terme se traduirait par la mise en place d'un gouvernement mondial qu'ils contrôleraient.

Faut-il inclure tous les dirigeants du mouvement ouvrier dans cette "*élite intellectuelle*", ceux qui contrôlent les partis ouvriers, c'est

la question qu'on est en droit de se poser aujourd'hui, hier ou avant-hier cela aurait été préférable. C'est la question que je me pose et que je vous invite à vous poser au regard des faits et uniquement des faits, faits qui incluent leurs déclarations et à travers lesquelles on peut percevoir plus ou moins nettement leurs véritables intentions, à quel niveau ils sont corrompus par les idées de la classe dominante ou trop faibles pour les combattre efficacement.

Quand on a acquis une idée assez précise de ce qui s'est réellement produit au cours des derniers siècles et plus précisément au XXe, qui n'a rien à voir avec ce qu'on a pu apprendre sur les bancs de l'école ni même à l'université, peu ou de manière très incomplète ou approxiamtive avec ce qu'on a pu nous enseigner dans les différents partis ouvriers, on est en droit de s'inquiéter du sort des générations futures et de la civisation humaine ; si je ne mentionne pas notre époque, c'est parce que j'ai déjà 57 ans et j'aurais tendance à considérer le sort des générations actuelles comme déjà scellée ou perdue au regard de la situation inextricable dans laquelle nous sommes et la gangrène réformiste bourgeoise qui a rongé le mouvement ouvrier jusqu'à atteindre les sommets de son avant-garde.

Cependant, nous avons un devoir de transmettre les connaissances que nous avons acquises pour les générations à venir, les militants les plus jeunes parmi lesquels émergeront les nouveaux dirigeants du mouvement ouvrier et qui auront pour tâche de le reconstruire sur des bases saines. Il faut être lucide et ne pas se raconter des histoires.

Ma démarche peut être mal comprise, peut-être suis-je maladroit, je veux bien l'admettre ou qu'on la considère comme telle, je n'ai aucune ambition personnelle et je ne me prends pas pour ce que je ne suis pas, j'ai ma propre personnalité et mon propre caractère qui plaisent ou non, peu importe, je considère que les multiples témoignages de militants que j'ai reçus au cours de ces dernières années démontrent que mon travail est utile à notre cause, constatant qu'unanimement ce n'est pas l'avis de vos dirigeants ou cadres qui n'ont jamais daigné prendre contact avec moi, j'en déduis qu'ils ne valent pas grand chose, si tel n'était pas le cas, qu'ils le démontrent.

Quand on a des rapports avec quelqu'un, il faut que les deux parties fassent un minimum d'effort pour se comprendre, sinon c'est impossible, ce qui ne veut pas dire tomber d'accord, au pire reconnaître qu'on ne l'est pas et savoir au moins pourquoi, l'indifférence, le mépris, l'ostracisme, la censure, sont l'apanage d'esprits médiocres ou tourmentés, soit qu'ils soient incapables de défendre leurs propres idées ou plutôt ils estiment que vous n'êtes pas en mesure de les comprendre, soit qu'ils estiment que vous n'en valez pas la peine, que vous êtes insignifiant.

Ce comportement m'est totalement étranger, dans le cas contraire j'aurais fermé le site il y 7 ans au moins. Mon ex-épouse, à qui j'ai pensé le 8 octobre, le jour de son anniversaire, m'engueulait souvent à l'époque, me reprochant de systématiquement tenté de dialoguer avec ce qu'elle appelait les "*cons*", des gens que vous croisez au hasard de la vie et qui vous manquent de respect ou témoignent d'une éducation misérable, cela arrive tous les jours. Je n'ai pas changé 24 ans plus tard, à ceci près qu'en Inde le problème se pose différemment, nous avons une histoire différente et nous n'avons pratiquement rien en commun, donc je garde mes distances avec les gens ou je ne réponds pas, ce qui ne veut pas dire que je ne serais pas attentif à leur comportement.

Certains camarades doivent se demander pourquoi je me pose toutes ces questions, je les entends me dire : tu fais comme eux, tu les zappes, tu perds ton temps et puis c'est mauvais pour le moral... Mais camarades, ce n'est pas de moi dont il s'agit, moi, je n'existe même pas pour moi-même, pour avoir atterri dans ce trou en Inde je ne mérite pas davantage, ce que j'ai derrière la tête en prenant l'attitude qu'ils ont envers moi, c'est qu'il y a beaucoup de gens dans le monde qui sont parvenus à un niveau de compréhension du fonctionnement de la société et du monde à peine croyable, des intellectuels évidemment, économistes, historiens, professeur, scientifiques, anciens élus, militaires, journalistes, etc., il leur manque juste une chose, à parvenir à la compréhension que le développement historique du capitalisme conduit à son dépassement, à la socialisation de la production à l'échelle mondiale, soit au profit d'une poignée de richissimes banquiers internationaux qui concentrent aussi entre leurs mains le pouvoir politique pendant que l'humanité est plongée dans la pauvreté, l'esclavage et la barbarie, soit au profit de l'humanité toute entière une fois liquidées l'exploitation et l'oppression à la surface de la terre, la monnaie, les banques, les classes, les Etats, les frontières et les guerres.

Ces intellectuels que j'estime sincères, militent contre l'impériialisme et souhaitent que l'humanité vive en paix, que le bien-être soit accessible à tous et que chacun puisse s'épanouir librement, on partage donc le même objectif, à ceci près qu'ils ne savent pas comment s'y prendre pour l'atteindre, d'ailleurs ils le disent eux-mêmes et s'avouent impuissants à lutter contre le cartel des banquiers qui revendiquent le pouvoir absolue.

Est-ce bien clair ? Ces dirigeants sont incapables d'avoir un échange avec moi, à la limite on s'en fout, mais ils sont surtout incapables d'en avoir un avec ces intellectuels qui sont des anti-impérialistes, pas tout à fait des anti-capitalistes mais pas loin. Du coup ces intellectuels demeurent isolés sur le plan politique. Ceux qui ont réalisé la vidéo *Les Maitres de la monnaie - Rothschild/Rockefeller* mériteraient notre attention, et on devrait tout faire pour les gagner à notre combat. Leurs noms figurent dans cette vidéos, mais j'gnore totalement qui ils sont.

Pire encore, nos dirigeants font comme s'ils ignoraient l'existence de ces intellectuels, ne comptez pas sur eux pour vous faire connaître leurs travaux. C'est cela que j'estime totalement inadmissible, une faute grave. Pourquoi agissent-ils ainsi ? Cela aurait-il quelque chose à voir avec la politique qu'ils ont mis en oeuvre après-guerre jusqu'à nos jours ?

Il y a certes peut-être quelques passages contestables ou incorrectes dans cette vidéo notamment, mais 99% sont parfaitement exploitables. Si c'est le 1% qui sert à justifier leur comportement envers ces intellectuels (en général), cela en dit long sur ce qu'ils sont véritablement, des petits dictateurs excommuniant ou excluant ceux qui osent émettre des doutes sur leur probité ou leurs véritables intentions politiques, que d'ailleurs ils peuvent ignorer eux-mêmes ou inconsciemment ; quand Kautsky devint un renégat, pour lui il continuait de représenter et de défendre le marxisme. Les dirigeants du POI préfèrent courtiser les dirigeants sionistes du PS et les franc-maçons, les mêmes en somme, que faut-il en déduire ?

J'ai passé trop de temps à rédiger cetta causerie, par conséquent les infos en bref du jour figureront dans celles de demain.

La marche en avant inexorable du Nouvel ordre mondial. La monnaie, le moyen ou l'arme pour s'emparer du pouvoir politique à l'échelle internationale.

(Cet article a été réalisé en grande partie à partir de la vidéo *Les Maitres de la monnaie - Rothschild/Rockefeller*.)

Des années 20 à 1939.

1- Stimuler l'économie par le crédit,

2- L'argent coule à flot, la population, les entreprises, les banques, le gouvernement s'endettent,

3- Une fois toute la société ou presque endettés jusqu'au cou, ils ferment progressivement ou brutalement le robinet,

4- Le cartel des banques de la FED vend discrètement et préventivement une partie suffisamment importante de ses actions pour amorcer la baisse de la bourse,

5- La bourse s'affole et s'effondre (1929), les banques refusent de verser des liquidités ou ferment, les entreprises font faillite ou réduisent fortement leurs activités, les salaires des travailleurs baissent ou ne sont plus versés, ils sont licenciés en masse, leurs biens mis en hypothèque sont saisis, le gouvernement est pris à la gorge,

6- Le cartel des banques de la FED exulte et se pose en sauveur suprême puisqu'il dispose du monopole de la création monétaire,

7- Il dispose désormais de suffisamment de pouvoir pour préparer la guerre suivante en finançant les deux camps à crédit pour doubler la mise de ses profits,

8- Il s'enrichit considérablement pendant la guerre puisqu'il contrôle l'économie des pays les plus industrialisés qui y ont participé.

De 1945 à nos jours.

9- A l'issue de la guerre, les Etats sont ruinés et ils ont multiplié leur niveau d'endettement en centaines ou milliers de pourcent, ils sont dans l'incapacité de refaire démarrer par eux-mêmes l'économie de leur pays respectif,

10- Le cartel des banques de la FED assure le service après-vente en leur proposant ses services, mais pas à n'importe quelles conditions,

11- Il impose aux Etats du monde entier des institutions supranationales économiques et politiques, sur le plan économique : la création de la Banque des règlements internationaux (BRI), du Fond monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) ; et sur le plan politique l'Organisation des Nations Unis (ONU.

12 - Son objectif à terme est de constituer un gouvernement mondial, un Nouvel ordre mondial dont ces banquiers internationaux flanqués de l'élite intellectuelle internationale corrompue seraient les maîtres,

13- A cette fin, il leur faut conquérir le pouvoir politique à l'échelle mondiale, en prenant dans un premier temps le contrôle de l'économie mondiale.

14- Le cartel des banquiers de la FED impose le dollar dans les transactions internationales, qu'ils peuvent fabriquer à volonté, puisque se sont eux qui possèdent la planche à billets ou le monopole de la création monétaire,

15- Ils décident que le dollar sera convertible en or pour accaparer l'or du monde entier (1945), l'or étant la dernière valeur refuge en économie depuis des siècles,

16- Au fil du temps, ils vont donc disposer du plus grand stock d'or qu'une banque ou un Etat n'a jamais possédé dans le passé, donc d'une richesse et d'un pouvoir gigantesque qu'ils vont pouvoir utiliser à des fins politiques. Entre temps ils ont créé ce qui allait devenir l'Union européenne (1950), une machine de guerre supranationale et antidémocratique destinée à spolier les Etats et les peuples d'Europe de leur pouvoir poilitique,

17- Un beau jour (1971), ils décident que le dollar ne sera plus convertible en or, réduisant ainsi la valeur des réserves en dollars des différentes banques centrales dans le monde au prix du papier et de l'encre qui ont été nécessaires pour les fabriquer, tandis qu'ils conservaient leur formidable trésor constitué d'or pur,

18- Par l'entremise des hommes à leur solde placés au sein des différents Etats en Europe, ils obtiennent que ces Etats cessent d'emprunter à leurs banques centrales à un taux d'intérêt à zéro au profit du marché financier qui leur impose des taux d'intérêt élevés, marché financier contrôlé par ce cartel de banquiers de la FED.

19- Les Etats qui étaient parvenus en quelques décennies à réduire leurs dettes proche de zéro dans la foulée du redémarrage économique sur fond de reconstruction de l'après-guerre (gain de productivité), voient à nouveau leur niveau d'endettement augmenter considérablement lors des décennies suivantes,

20- Afin d'accélérer brutalement ce processus d'endettement des Etats, une fois les banques centrales des puissances occidentales dépossédées d'une partie essentielle de leur mission (1973), prêter de l'argent à l'Etat, vont se voir déposséder de leur ultime pouvoir, celui de fabriquer la monnaie au profit de la BCE qui dorénavant fabriquera l'euro (2000), monnaie destinée à devenir commune à tous les Etats de l'Union européenne.

21- Au cours des 12 années qui suivront, les Etats s'endetteront dans des proportions aussi gigantesques que lors de la Seconde guerre mondiale, pour finalement se retrouver la proie des mêmes créanciers.

22- Pour leur interdire de continuer de s'endetter encore plus et prendre le contrôle de leurs économie, les banquiers de la FED et leurs associés internationaux vont s'employer à faire monter les taux d'intérêt sur les marchés financiers de telle sorte qu'ils soient contraints de faire à eux (2008).

23- Littéralement étranglés, les Etats ne peuvent plus espérer leur salut que d'un prêt contracté auprès des institutions financières qui ont été créées à cet effet notamment par le cartel de banquiers, le FESF et le FMI, en échange de quoi ils vont exiger qu'ils adoptent une brutale politique d'austérité contre le prolétariat et la classe moyenne (2011).

24- Pour s'assurer que les représentants de ces Etats ne flancheront pas sous la pression de la lutte de classe du prolétariat et de la classe moyenne, ils vont les lier par un traité, le TSCG (2012), qui leur interdit tout nouvel endettement, ce qui devrait se traduire par un appauvrissement continue de la population au cours des prochaines années.

Haut de page

Le 12 octobre

CAUSERIE

Sur les dernières 29h, ils ont coupé le courant pendant 20h. La situation est grave (au Tamil Nadu, 60 millions d'habitants). A suivre, je suis d'une humeur massacrante. Mes batteries sont à plat, j'ai utilisé le générateur pour actualiser le site. Au passage, merci pour vos courriels de soutien, la cour est pleine n'en jetez plus ! On passe à l'offensive tout de suite.

On a abordé des sujets ou des questions précises ces derniers jours qui étaient plus ou moins connues des militants, pas toujours selon les témoignages que j'ai reçus, qui avaient pu être oubliées avec le temps ou qui n'avaient jamais été traitées dans une perspective correcte. Nous allons continuer.

Hier je n'ai abordé que le volet économique dans l'article *La marche en avant inexorable du Nouvel ordre mondial. La monnaie, le moyen ou l'arme pour s'emparer du pouvoir politique à l'échelle internationale.*, il faudrait le compléter avec son volet politique. On le fera plus tard. Cependant on pourrait aborder ici au moins deux aspects faciles à circonscrire, l'implosion de l'URSS en 1991 et très brièvement aussi la signification du plan Marshall, à quoi correspondait sa mise en oeuvre en France notamment. On ne vous a pas tout dit dans les deux cas.

Tout le monde a à l'esprit que l'URSS s'était lancée dans une course effrénée à l'armement avec les Etats-Unis, il y en a qui l'ont justifié en prétendant que l'URSS ne pouvait pas faire autrement ou moins pour conserver sa puissance militaire face un ennemi qui menaçait en permanence de lui déclarer la guerre, etc.

Ce qu'on ne nous a pas dit, c'est que l'URSS asphyxiée par la gestion parasitaire de la bureaucratie stalinienne n'avait pas les moyens de financer cette course aux armements (et à l'exploration spatiale), ce sont donc les Américains par l'intermédiaire des banquiers de la FED qui s'y employèrent, pendant que le peuple faisait quotidiennement la queue devant les magasins d'Etat pour se procurer les biens de première nécessité quand les étalages n'étaient pas vides, l'Etat étant réduit à l'état de faillite chronique.

Cet endettement de l'Etat pris une telle proportion qu'il arriva un moment où la situation ne pouvait plus durée, le fruit était mûr pour être cueilli ou il n'y avait plus qu'à se baisser pour le ramasser, l'URSS avait fait son temps et était enfin prête à disparaître pratiquement au grand soulagement du peuple russe qui ne savait évidemment pas ce qui l'attendrait par la suite. Ainsi, c'est à la fois la gestion parasitaire de la caste stalinienne et l'endettement de l'Etat qui a eu raison de l'URSS, endettement auquel a concouru largement l'impérialisme américain.

Les staliniens rétorquerons que Staline n'a fait qu'imiter Lénine. Pas vraiment.

Si le gouvernement bolchevik eut recours à l'argent des capitalistes au moment de la NEP, ce fut pour financer le développement économique dans un pays ruiné par la guerre et la guerre civile et le sabotage des capitalistes russes, pour sauver la révolution russe, tandis que Staline pilla les ressources du pays pour financer la contre-révolution dans le monde et accroitre démesurément le poids de la bureaucratie et de l'armée, le tout sur fond de corruption généralisée, portant ainsi un coup fatale à terme aux acquis de la révolution socialiste.

Lénine utilisa l'argent des banquiers internationaux pour financer la révolution, tands que Staline (et ses successeurs) s'en serviront contre la révolution mondiale, donc tout amalgame présenterait les caractéristiques d'une falsification consciente des faits une fois qu'ils sont établis.

Cela dit l'URSS était condamnée au rétablissement du capitalisme en l'absence de la poursuite de la révolution (permanente) socialiste dans le monde...

Passons au second sujet, le plan Marshall.

En réalité, il servit à quoi ? On nous a dit qu'il avait servi à reconstruire l'Etat français et à remettre sur pied le capitalisme dans ce pays. C'est exact, mais ce n'est pas tout. Qu'est-ce que cela signifiait au juste ? Il a surtout servi d'une part, à mettre en oeuvre le programme du Conseil national de la résistance (CNR) sur la base de l'union nationale et du désarmement des masses, et à organiser et financer la scission de la CGT pour donner naissance à un syndicat farouchement anticommuniste et totalement subordonné à l'impérialisme d'autre part.

Que FO et ceux qui se réclament du CNR le passent soigneusement sous silence se comprend aisément ; comme ce n'est pas non plus une pure coïncidence si les souverainistes issus du parti gaulliste (Debout la République notamment) se réclament 77 ans plus tard du programme ou de la tradition du CNR au même titre que les staliniens qui depuis ont revêtu depuis différents masques (M'PEP notamment).

Je n'ai fait que survoler rapidement ces deux questions. Il y en a bien d'autres questions du même tonneau qui ont été passées sous silence par nos braves dirigeants, par exemple la nature du syndicat polonais Solidarnosc et surtout son financement.

Nous avons eu des partis ouvriers et des organisations durant 70 ans qui ont fonctionné de manière opaque, non seulement au niveau de leur financement, mais des informations que leurs dirigeants possédaient et qu'ils ont sciemment cachées à leurs militants. Nous les mettons au défi de répondre à toutes les questions précises que l'on pourrait leur poser et de les rendre publiques ou d'apporter la preuve que les réponses que nous fournissons sont erronées ou fausses.

La suite.

Je n'ai pas le temps de commenter en détail chaque info, je renvoie les lecteurs aux causeries et infos en bref des mois ou années précédentes. C'est que j'ai autre chose à faire, moi aussi je dois avancer.

Relier la partie émergée et immergée de l'histoire, celle qui est connue et celle qui nous a été soigneusement cachée, en les reliant à la lutte des classes qui en est le ciment ou en assure la cohésion, pour comprendre et agir.

Vous vous en foutez peut-être, moi je trouve cela passionnant.

Qui a dit ?

« *Derrière le gouvernement visible siège un gouvernement invisible qui ne doit pas fidélité au peuple et ne se reconnaît*

aucune responsabilité. Anéantir ce gouvernement invisible, détruire le lien impie qui relie les affaires corrompues avec la politique, elle-même corrompue, tel est le devoir de l'homme d'Etat ».

Réponse : Le président Théodore Roosevelt (26ème président) disait dans son programme électoral de 1912. Il évoquait évidemment le cartel des banquiers de la FED.

Question : Qui complotent et qui doivent être prix au sérieux ? Ceux qui dénoncent les "*complotistes*" ou "*conspirationnistes*", c'est-à-dire les banquiers de la FED eux-mêmes, les médias et les partis institutionnels de droite comme de gauche qui sont à leur service ou ceux qui se donnent beaucoup de mal, parfois au péril de leur vie, pour révéler la vérité à la population ?

C'est un honneur pour nous d'appartenir à la seconde catégorie, et honte à ceux dans nos rangs qui ont choisi délébérément l'autre camp, celui du mensonge pour maintenir les travailleurs dans l'ignorance, malheureusement en dresser la liste ici serait trop long.

Quand c'est un puissant ou un homme d'Etat qui le dit, cela mérite le respect, dans tous les autres cas cela ne mérite même pas qu'on y réfléchisse. Il y a pire que l'ignorance en politique, la manipulation des consciences, et il faut bien avouer que sur ce plan-là, dans nos rangs on est particulièrement gâtés.

Le saviez-vous ?

Intéressant extrait de l'ouvrage *Wall Street and The Rise of Hitler* (1976), écrit par le Dr Anthony C. Sutton :

« *…l'apport fourni à l'Allemagne, avant 1940, par le capitalisme américain en vue de préparer la guerre ne peut être qualifié que de phénoménal. Il fut, sans aucun doute, décisif pour la préparation militaire de l'Allemagne. Des preuves permettent de comprendre que le secteur influent de l'économie américaine était, certes, lucide sur la nature du nazisme, prêt à l'aider et à le soutenir financièrement par intérêt personnel, pleinement conscient que cela finirait par une guerre où seraient impliqués l'Europe et les Etats-Unis. [...]*

En connaissant les faits, il est impossible de plaider l'ignorance. Les preuves très soigneusement établies qui attestent que les milieux bancaires et industriels américains étaient largement impliqués dans la montée du Troisième Reich sont maintenant accessibles au public. On peut les trouver dans les comptes rendus et les rapports sur les auditions du gouvernement publiés entre 1928 et 1946 par les différentes commissions du Sénat et du Congrès ». (liesi 09.10)

Un témoignage de plus qui vous rendront le capitalisme et les banquiers encore un peu plus sympathiques.

Un commentaire avisé.

Commentaire de Mathilde Lemoine, directrice des études économiques chez HSBC France :

« *L'activité industrielle (française) devrait se replier plus fortement qu'anticipé au troisième trimestre* ». « *La dépréciation de l'euro ne sera pas suffisante pour compenser la faiblesse de la demande mondiale ni l'impact très négatif de la persistance de la crise européenne sur les perspectives d'investissement. L'activité des prochains mois dépend de la capacité des Européens à enfin accepter l'existence d'autorités bancaire et budgétaire supranationales.* » (liesi 08.10)

Traduction : les Etats européens doivent accepter de déléguer leur pouvoir aux banquiers moyennant l'accélération de la mise en oeuvre d'une brutale politique d'austérité, ensuite les maîtres du monde relâcheront un peu de mou (taux de crédit ou crédit tout court) histoire de relancer modérément la consommation et faire baisser légèrement le chômage... Ils ont une expérience de près d'un siècle dans ce domaine.

TSCG

Réaction du NPA et de LO suite à l'adoption du TSCG : aucune. Normal ces "partis" sont en-dessous de tout.

Par contre les médias aux ordres des maîtres du monde ne s'y trompent pas.

Qu'ont-ils à craindre d'un parti comme le NPA dont les dirigeants semblent avoir été choisis en fonction de leur faculté à être manipulés et d'être suffisamment ignorants pour s'en réjouir.

- P. Poutou à Ça vous regarde - LCP le 01/10/2012
- O. Besancenot à PolitiqueS-LCP le 04/10/2012
- O. Besancenot à la Matinale de France Musique le 08/10/2012

- Philippe Poutou au mondial de l'automobile sur BFM le 09/10/2012
- O. Besancenot sur Public Senat / Radio Classique le 09/10/2012

Le POI manipule la réalité, il s'aligne sur Hollande

Il n'a fourni aucune analyse ou explication sur la manière dont Hollande a pu revendiquer une majorité dite de gauche après la ratification du TSCG par l'Assemblée nationale. Le POI soutien le régime comme il peut, discrètement disons.

- "*282 députés des partis de gauche ont voté pour, 8 de plus que la majorité absolue*." (Sur son portail national le mercredi 10 octobre 2012 - La majorité des députés vote le Traité européen !)

Donc la majorité aurait été de 274 voix, or l'Assemblée nationale compte 577 députés, ce qui fait que la majorité est de 289 voix. Pour qu'elle diminue mécaniquement, il faut recourir à un tour de passe-passe qui consiste à faire en sorte que suffisamment de députés s'abstiennent ou ne pas participent au vote, puisque ne sont pris en compte que les voix dites exprimées pour ou contre. Pour abaisser la majorité à 274 voix, il a suffit que 21 députés du PS et ses satellites ainsi que de l'UMP et ses satellites, et que 9 ne participent pas au vote.

Ainsi, l'UMP et le PS et leurs satellites respectifs n'ont pas seulement réalisé un consensur sur le le TSCG mais sur la manière de le faire adopter, pour que finalement les uns et les autres puissent clamer haut et fort que les principes de la démocratie ont été respectés...

Vous pouvez lire et relire le n°212 d'*Informations ouvrières*, vous n'y trouverez pas cette analyse qui constitue un démenti de l'affirmation de Hollande comme quoi les voix des partis dits de gauche auraient suffit pour obtenir la majorité sur le TSCG.

Vous avez le droit d'en déduire que la déclaration du POI s'aligne sur celle de Hollande puisque c'est la réalité. Attendez, ce n'est pas fini.

Et le POI de déclarer "*Voilà le résultat de la soumission du gouvernement et de sa majorité à l'Union européenne !*", non ou pas seulement, au capital, à l'oligarchie financière qui entend se soumettre tous les Etats de l'UE afin de les déposséder du pouvoir politique au profit d'une dictature mondiale dont elle serait les maîtres absolus.

Là encore le POI tient à épargner le gouvernement, le PS en ne précisant pas que c'est envers le capital qu'il est totalement soumis et qu'il vient d'en apporter une nouvelle fois la preuve.

Pourquoi mégoter sur ce point direz-vous peut-être ?

Se contenter de dire que le PS est soumis à l'UE lors d'un vote sur une question précise d'une telle importance sert en réalité à camoufler autant sa véritable nature que ses réelles intentions. Cela laisse supposer qu'il ne serait pas forcément totalement soumis à l'UE et que dans certaines circonstances il pourrait s'y opposer, ce qui évidemment serait trompeur, cela s'est d'ailleurs déjà produit à propos de certaines directives pour ensuite faire marche arrière en emballant sa reculade dans un discours démagogique. De plus, cela interdit ou empêche les travailleurs et les militants d'acquérir la conviction ou la claire compréhension que c'est en réalité un parti du capital, réactionnaire, de brouiller l'idée qu'ils peuvent se faire de ce parti, d'entretenir l'illusion qu'il serait un parti ouvrier ou qu'il pourrait le redevenir en admettant qu'il le fut un jour, ce que nous contestons.

Vous aurez remarqué que jamais les dirigeants du POI, du PT ou de l'OCI avant lui ne se sont vraiment attardés sur la nature profondément réactionnaire du PS, ils ont toujours entretenu le doute sur sa possible évolution future, idem avec le PCF.

Ils n'ont toujours rien compris ou ils sont complèment corrompus ou les deux à la fois. Et les voilà à réclamer l'abolition du TSCG dont les masses se contrefoutent royalement ! Pourquoi ne pas demander l'abolition de lois adoptées sous le Second empire et toujours en vigueur !

Ce sont les institutions de la Ve République que le POI prétend combattre qui viennent d'adopter le TSCG et la "*règle d'or*". Question : A quel moment le POI l'aurait-il mis en lumière pour que les travailleurs et les militants en comprennent la nature réactionnaire ? Aucun.

Incurie politique ou soutien délibéré au régime en place ?

En conclusion, la barbarie a de beaux jours devant elle avec de tels partis, mille fois hélas ! Hier nous disions qu'à la Fed ils pouvaient sabrer le champagne, ils peuvent même reprendre une coupe, en toute tranquillité !

Bon, on ne va pas perdre son temps avec ces gens-là.

Au Palais de la "***trinité maudite***"

François Hollande et la rock star irlandaise Bono ont évoqué mercredi à l'Elysée la "*trinité maudite*" qui meurtrit le Sahel, une région contrôlée par des milices islamistes où des ressortissants français sont retenus en otages.

"*Nous avons parlé de ce mélange étrange, cette trinité maudite de trois extrêmes: l'extrême pauvreté, le climat extrême et les idéologies extrêmes, ce mélange est assassin*", a déclaré à la presse le chanteur du groupe U2.

Bono et le milliardaire américain Bill Gates se sont entretenus environ 45 minutes avec le président en présence du ministre délégué au Développement Pascal Canfin.

Connu pour ses engagements humanitaires, le chanteur a salué l'effort de la France en faveur des pays pauvres alors que le pays doit faire face à une situation économique difficile.

"*Il est difficile de tenir ses promesses (d'aide) quand les gens sont au chômage*", a dit Bono, se décrivant sans complaisance comme une "*riche rock star gâtée pourrie*". (Reuters 10.10)

C'est peu dire à côté de ses deux acolytes qui peuvent en dire autant ou plus !

Hollande l'impérialiste.

La première visite de François Hollande en Afrique lui offrira l'occasion de tenter de consolider son fragile succès diplomatique sur l'épineux dossier du Mali, même si plusieurs mois pourraient s'écouler avant une intervention militaire.

En réclamant fin septembre aux Nations unies une résolution rapide du Conseil de sécurité afin de permettre une intervention militaire africaine, le chef de l'Etat a voulu montrer que la France était en pointe sur la question malienne.

Si sur la Syrie, problème complexe avec un risque réel de déflagration régionale, la France et ses alliés ont à peine dépassé le stade des déclarations d'intention, on avance un peu plus sur le Mali, où des islamistes radicaux se sont emparés des deux tiers du pays.

"*Le Mali est un problème plus crucial que la Syrie pour Paris parce que la France y a des intérêts directs et parce que la menace terroriste y est extrêmement sérieuse*", confie une source diplomatique française.

"*Pour le chef de l'Etat, il s'agit du dossier numéro un au plan international après la crise de la zone euro*", ajoute cette source.

Dans la foulée de l'intervention de François Hollande à l'Onu, la France a présenté un projet de résolution visant à inciter les autorités maliennes, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et l'Union africaine à soumettre dans les 30 jours un projet d'opération précis permettant l'envoi d'une force africaine dans le nord du pays.

"*Toutes les conditions sont réunies pour qu'une résolution soit votée dans un délai raisonnable, c'est-à-dire bref*", a dit mardi le président français lors d'un point de presse commun avec le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon.

Il ne s'agirait cependant que d'une étape puisqu'il faudra ensuite saisir une deuxième fois le Conseil de sécurité, cette fois d'une autorisation de déploiement, en ayant pris soin d'en préciser le concept et les objectifs, dit-on au Quai d'Orsay.

La France ne dévoilera qu'alors la forme que prendra l'indispensable appui logistique qu'elle se dit prête apporter à l'intervention africaine, ajoute-t-on de même source.

"*Le scénario le plus optimiste avant une intervention militaire, c'est cinq mois minimum*", estime un familier du dossier.

Paris, qui a démenti la présence sur le terrain de membres de ses forces spéciales, a écarté toute opération terrestre impliquant ses troupes. (Reuters 11.10)

Une idée saugrenue. Une question de "***principe***".

La ministre de la Culture Aurélie Filippetti, opposée à l'intégration des oeuvres d'art dans l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF), a annoncé jeudi que Matignon et l'Elysée étaient "*sur la même ligne*" qu'elle.

La commission des Finances de l'Assemblée pensait pourtant avoir fait une concession en ne proposant d'inclure que les oeuvres d'art d'une valeur de plus de 50.000 euros dans le calcul de l'ISF. Soit 10 fois plus que la proposition initiale du rapporteur général du Budget, le socialiste Christian Eckert , qui était partisan d'un seuil de 5000 euros.

Las. Dès mardi, Aurélie Filippetti avait fait savoir, via son cabinet, qu'elle était "*contre*" cette disposition. "*Ce n'est pas une question de seuil à partir duquel les oeuvres d'art seraient imposées. C'est une question de principe. Cela va déstabiliser le marché de l'art, qui est un élément important pour l'économie*", a expliqué le cabinet.

De fait, les milieux culturels français se sont mis rapidement en ordre de bataille. Jack Lang (PS), ex-ministre de la Culture, a sonné la charge contre ce qui serait selon lui " une faute contre la culture ".

Dans un communiqué, il écrit avoir en 1981 convaincu François Mitterrand d'exonérer les oeuvres d'art de l'impôt sur la fortune car il redoutait "*une déstabilisation du marché de l'art, la fuite des collectionneurs, au moment ou notre ambition était de transformer la France en un grand pays d'art et de création*". "*Trente ans après la décision de 1981, l'art contemporain connaît aujourd'hui en France une effervescence à travers tout le territoire national. Les institutions publiques, notamment les Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) travaillent main dans la main avec les amateurs d'art*", poursuit M. Lang.

Jean-Pierre Osenat, président du Syndicat national des maisons de ventes volontaires (Symev), a également protesté contre une taxation qui causerait "*un préjudice énorme*" au marché français de l'art et à ses emplois. "*Bien souvent les gens ignorent la valeur de ce qu'ils possèdent*", relève le commissaire-priseur. "*En outre, les prix varient considérablement en fonction des modes*", relève-t-il.

Ce que Jennifer Flay, directrice de la Fiac (Foire internationale de l'art contemporain), traduit en affirmant que la mesure risque de "*tuer dans l'oeuf le renouveau de Paris comme place du marché de l'art*".

Cette nouvelle tentative de soumettre les oeuvres d'art à l'ISF semble donc vouée à l'échec. En 1998, la gauche avait déjà voulu mettre fin à cette exonération, mais le gouvernement Jospin a contraint sa majorité à y renoncer. Rebelote en 2011: le député UMP Marc le Fur avait déposé un amendement en ce sens au collectif budgétaire de juin. Comme aujourd'hui, les collectionneurs, galeristes et acteurs du monde de l'art s'en étaient émus. Le ministre du Budget François Baroin avait alors fait pression sur sa majorité pour que l'amendement soit rejeté. (L'Expansion.com 11.10)

Fabius et DSK (notamment) peuvent souffler !

PS. Le meilleur moyen de représenter le capital.

Ce jeudi, les militants socialistes se prononcent sur cinq motions ou lignes d'orientation politique en prévision du congrès de Toulouse de leur parti, lors d'un vote qui consacrera sans surprise le texte de "*rassemblement*" d'Harlem Désir, ultra-favori pour diriger le parti.

Le vote débute dans les sections à 17 heures et s'achèvera à 22 heures. Les premiers résultats seront connus dans la nuit de jeudi à vendredi, selon le PS. Le Parti socialiste compte quelque 173 000 adhérents, dont 72 000 environ sont à jour. Un militant doit régler sa cotisation pour pouvoir voter, souligne-t-on rue de Solférino.

Les seuls enjeux de ce scrutin sont donc le taux de participation ainsi que le score obtenu par le texte de Harlem Désir. Au PS, on souligne qu'aux derniers congrès où cinq textes avaient été déposés, le score de 70% n'a jamais été atteint par la motion majoritaire, résultat de la dispersion automatique des votes.

La motion de l'aile gauche du PS "*Maintenant la gauche, le social au coeur*" devrait arriver en deuxième position. Les trois autres motions sont "*Question de principes*", menée par Juliette Méadel, "*Oser. Plus loin, plus vite*", avec Stéphane Hessel pour premier signataire, et "*Toulouse, mon congrès*", de Constance Blanchard. (lexpress.fr avec AFP 11.10)

Complétons :

- "*Maintenant la gauche, le social au coeur*"... du portefeuille ou la main gauche sur le coeur et la main droite sur le portefeuille.

- "*Oser. Plus loin, plus vite*"... plus démagogique, plus réactionnaire, quoi ! Hessel est un ignare, rien à voir avec les intellectuels dont j'ai parlés hier..

Sarkozy. Qui assure le service après-vente ? Devinez.

La toute première intervention officielle de Nicolas Sarkozy est organisée par BTG Pactual, une banque d'investissement brésilienne. La conférence, privée et sur invitation, se tient du 9 au 11 octobre au Waldorf Astoria, un luxueux hôtel de Manhattan, à New York. (lexpress.fr 12.10)

Les banquiers ne sont pas ingrats avec leurs zélés serviteurs... Il a plus de bol que moi avec mes lecteurs anonymes, cherchez l'erreur.

ACTUALITE EN TITRES

Alors il faut "***chasser***" Hollande !

- Hollande sur les cellules islamistes: "*nous les pourchasserons et les éliminerons*" - AFP

Ne les soutient-il pas partout dans le monde, notamment en Syrie ?

Ah ben si vous le dites !

- Vote au PS : "*une mascarade!*" - Le Nouvel Observateur

Le contraire aurait été un crime !

- Filippetti : Hollande et Ayrault sont contre l'intégration des oeuvres d'art dans l'ISF - LePoint.fr

- Quand Jérôme Cahuzac défendait l'intégration des oeuvres d'art dans l'ISF - LeMonde.fr

Oui, c'était 18 mois avant qu'il ne soit nommé ministre, normal.

Tiens donc ?

- Le rapport des experts des syndicats de PSA confirme la gravité de la situation - L'Expansion.com

Il fallait y penser.

- Angela Merkel veut baisser les impôts pour soutenir la demande - Reuters

Dans quel but ?

- L'Espagne acculée après l'abaissement de sa note de crédit par S&P - Reuters

Réponse :

- Le FMI appelle les Etats à profiter de "*l'élan*" créé par les banques centrales - AFP

Pourquoi au juste ?

- Il faut donner plus de temps à l'Espagne et la Grèce dit Lagarde - Reuters

Réponse :

- La Grèce doit en faire plus, selon le numéro deux du FMI - Reuters

On se disait aussi...

Encore heureux !

- Pas de poursuites judiciaires pour le chauffard ivre - 20minutes.fr

Flashé à 234 km/h par des gendarmes près d'Aigues-Mortes (Gard) en novembre 2011, n'aura aucune poursuite judiciaire à cause d'un vice de procédure, rapporte ce jeudi le site Parisien.fr. (20minutes.fr 11.10)

C'est vrai qu'à cette vitesse il devait rouler dans une voiture "*populaire*", encore un pauvre quoi !

A 69... on préfère ne pas y penser.

- Un 68e miracle à Lourdes officiellement reconnu - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1- Loi organique à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi organique par 490 voix pour, 34 contre et 18 abstentions.

Le nombre de votes hostiles est deux fois moins important que lors du scrutin de mardi sur la ratification du traité (70) car les députés écologistes et des socialistes qui avaient voté contre le traité ont voté pour le projet de loi, tandis que le Front de gauche a maintenu son opposition. La grande majorité des députés UMP et et la quasi-totalité des centristes ont voté pour.

Restera pour clore définitivement cette séquence européenne un dernier vote par le Sénat fin octobre de la loi organique qui en fixe les modalités d'application. (AFP 10.10)

Je n'ai pas eu le temps de lire attentivement cette loi organique. J'ai lu dans la presse qu'elle précisait les modalités d'application du TSCG. Donc voter pour ou s'abstenir signiifait autoriser ou favoriser l'application du TSCG, voter contre c'était s'opposer à son application.

Maintenant ceux qui ont voté contre ou qui se sont abstenus sur le TSCG et qui ont voté pour cette loi, sont les champions toutes catégories du double langage. Ils sont encore plus pourris que ceux qui ont voté pour dans les deux cas, car ils sont incapables de s'assumer. Ce sont les élus du PS sur lesquels d'autres partis lorgnent sans cesse, on n'ose même pas les citer tellement on a honte pour eux.

1.2- TSCG au Sénat.

La France a ratifié jeudi le traité budgétaire européen, après un ultime vote du Sénat, succédant à celui de l'Assemblée nationale intervenu mardi. 306 sénateurs ont voté pour, et 32 contre.

La gauche n'étant pas majoritaire au Sénat sans les communistes qui ont voté contre, le gouvernement a eu besoin des voix de droite pour faire passer le texte. D'autant que les écologistes ont partagé leurs voix en 2 votes pour, 5 abstentions et 5 contre, dont leur chef de file, Jean-Vincent Placé. Trois sénateurs PS, Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Pierre Godefroy et Daniel Percheron, ont également voté contre. Au sein du groupe radical, Jean-Pierre Chevènement et Pierre-Yves Collombat ont voté contre, tandis que Robert Hue s'est abstenu. (AFP 11.10)

Hollande et son gouvernement ne disposent donc pas d'une majorité. C'est marrant aucun parti ouvrier ne va s'attarder sur ce point pour s'en servir comme point d'appui du combat contre les institutions. Normal, leur objectif n'est pas de les renverser, excusez-moi je rectifie, n'a jamais réellement été leur objectif.

2- Italie

2.1- Le gouvernement italien renonce à une partie des mesures de rigueur qui étaient prévues. Il a adopté dans la nuit de mardi à mercredi un projet de loi prévoyant une hausse de un point de TVA, contre 2 prévus initialement, et une baisse de l'impôt sur les revenus pour les ménages les moins aisés, a-t-il indiqué mercredi. (lexpress.f 10.10)

Vive la lutte, vive la lutte, vive la lutte s'écrie la confrérie réunies des opportunistes... A bas le gouvernement Monti illégitime ! A bas les institutions au service de l'oligarchie financière qui nous saigne !

2.2- Mario Monti n'est qu'un pantin du cartel bancaire.

Le 7 août dernier, le Wall Street Journal publiait sur son site des extraits d'un entretien accordé par Mario Monti, le Président du conseil italien imposé/désigné en novembre 2011 avec la pression de la Haute finance internationale et ses relais marionnettistes : les politiciens gouvernementaux occidentaux. Mario Monti, le maillon fort des sociétés secrètes mondialistes pour l'Italie, a dévoilé le fond de sa pensée et l'objectif de son travail.

Il a tout d'abord exprimé que si les taux italiens n'étaient pas très élevés, c'était avant tout grâce à ses bonnes relations au sein des clubs financiers mondialistes. En effet, selon lui, si Silvio Berlusconi (l'ancien chef du gouvernement italien) était encore au pouvoir le « *spread* » – l'écart entre les taux des bons du trésor à dix ans – entre l'Italie et l'Allemagne « *serait à environ 1 200 points* ».

Deux jours avant, cette fois à un journaliste du Der Spiegel, Mario Monti a dit : « *Si les gouvernements devaient se laisser complètement brider par les décisions de leur parlement sans préserver leur espace de négociation, l'Europe risquerait davantage d'éclater que de renforcer son intégration* ». Une manière d'annoncer la couleur. Sus à la souveraineté nationale !

Mario Monti n'a donc pas été élu par les Italiens, il a été imposé par le cartel des banquiers internationaux. Maintenant, il avoue que le programme européen n'a pas à prendre en considération les valeurs démocratiques qui doivent disparaître avec la notion de souveraineté nationale pour accoucher d'une « *Europe forte*» .

Il y eut plusieurs réactions, dont celle du président du Bundestag, Norbert Lammert : « *Mieux vaut décevoir les marchés que la démocratie* ».

Même si les proches de Mario Monti ont essayé de corriger le tir en affirmant que le maillon fort des sociétés secrètes pour l'Italie est « *convaincu que la légitimation parlementaire est fondamentale dans le processus d'intégration européen* », on sait très bien qu'il n'en pense pas un mot.

Comme nous l'avions annoncé dans le cadre de LIESI, le futur départ de Mario Monti au printemps 2013 sera un signe sans doute comparable au départ d'un certain Alan Greenspan, préférant quitter la scène juste avant que ses patrons du cartel dominant la banque centrale américaine ne décident du déclenchement de cette bonne crise majeure avec les subprimes. (liesi 06.10)

SOCIAL

1- France

1.1- Sanofi : expropriation !

Les syndicats CGT et FO de l'ensemble du groupe Sanofi se sont dit en "*colère*", mercredi 10 octobre, après les déclarations du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, estimant qu'il n'y avait "*absolument rien de changé*" par rapport aux projets initiaux de la direction du laboratoire.

"*On est tous en colère, toutes organisations syndicales confondues, d'avoir entendu ce message du ministre. On a l'impression que c'est encore une opération de communication de la part de la direction et que le gouvernement s'est bêtement fait avoir une nouvelle fois*", a dit Thierry Bodin, coordonnateur groupe CGT.

Pour lui, "*rien n'est changé, 914 suppressions de postes, c'est déjà le chiffre qu'annonçait la direction*". "*On ne voit pas quelles sont les avancées*", a-t-il insisté. "*Le plan de départ volontaire, c'est déjà ce qu'annonçait la direction, mais on sait très bien ce qui va se passer au moment des transferts de postes si les gens refusent... que vont-ils devenir ?*", a-t-il ajouté. "*Pas rassurée*"

Même réaction du coordonnateur groupe FO Philippe Guerin-Petremen, qui se dit "*particulièrement en colère de la façon de faire d'Arnaud Montebourg*". "*Il n'y a absolument rien de modifié par rapport aux projets initiaux de la direction de Sanofi que ce soit pour Toulouse ou pour le reste du groupe*", a-t-il assuré.

Les syndicats estiment toujours que le projet de la direction du laboratoire va bien au-delà des 914 postes et réclament "*le retrait du plan*". "*Pour nous, c'est environ 2 à 3.000 personnes qui sont impactées par la suppression de leur poste ou le transfert hors de*

la zone géographique où elles travaillent", a assuré Thierry Bodin.

Par ailleurs, la secrétaire CFDT du comité d'entreprise de Sanofi à Toulouse, Dominique Junyent, s'est dite "*perplexe*" et "*pas rassurée*" par l'annonce faite par Arnaud Montebourg concernant le site de la Ville rose. "*Dire qu'on garde un site pour ne fâcher personne, mais sans prévoir aucune activité à l'intérieur, c'est problématique*", a-t-elle souligné. (nouvelobs.com 10.10)

1.2- Sanofi. (suite)

L'intersyndicale de Sanofi estime que le projet de restructuration du groupe pharmaceutique, présenté jeudi en CCE, menace entre 1.600 et 2.400 postes au regard des 914 avancés à ce jour par la direction de l'entreprise.

Ce dernier chiffre ne tient compte ni des 706 salariés, à qui le groupe propose "*une mobilité lourde*", ni des risques qui pèsent sur les 408 chercheurs du site de Toulouse dont le sort n'est pas tranché. Enfin, selon l'intersyndicale, Sanofi n'a apporté aucune garantie concernant les 355 créations de postes que mentionne son plan à l'horizon 2015.

"*Au total, selon les calculs de l'intersyndicale, l'impact du projet sera au minimum de 1.620 postes et pourrait toucher près de 2.400 postes*", a déclaré à Reuters Pascal Vially de la CFDT. (Reuters 11.10)

2- Surcouf en liquidation.

L'enseigne high-tech Surcouf a été placée en liquidation par le tribunal de commerce de Lille, une décision qui, bien qu'attendue, a causé l'écoeurement des salariés et l'émotion visible de son président Hugues Mulliez.

Comme annoncé la veille par des représentants du CCE, aucun candidat ne s'est présenté pour la reprise de l'enseigne en redressement judiciaire depuis fin février, dont le tribunal, lors de son délibéré, a prononcé la poursuite d'activité jusqu'au 30 novembre.

"*C'est 20 ans qui sont partis en fumée*", a regretté Olivier Chagnoux, représentant CFE-CGC et membre du CCE.

De son côté, les larmes aux yeux, Hugues Mulliez, dans une courte déclaration devant les journalistes, s'est principalement adressé aux salariés, qu'il n'a pas croisés en sortant.

"*J'ai une pensée pour tous les salariés qui ont tout donné, eux et leur famille, et qui ont eu de l'espoir jusqu'au bout. Je les remercie pour leur implication, pour le travail que nous avons fait ensemble*", a-t-il déclaré.

"*J'ai mis tout mon coeur, mes tripes et toutes mes ressources. C'est très difficile aujourd'hui d'en arriver là*", a-t-il ajouté, préférant ne pas répondre aux attaques des représentants de salariés.

"*Tout a été fait à l'envers. Il a commencé à faire un siège... Fallait faire un audit, savoir où ça va pas*", l'a vertement critiqué Olivier Chagnoux. "*On lui a dit, on lui a écrit (...) Le PDG de Surcouf c'est un sourd qui ne veut pas entendre*".

"*C'est un gâchis total. On perd une grande enseigne informatique*", a estimé Yann, logisticien chez Surcouf.

Le groupe Surcouf était à vendre depuis le mois de juin, après l'échec d'un projet de cession de trois de ses magasins.

Hugues Mulliez, qui gère également les magasins Youg's et dont la famille a créé le groupe Auchan, avait racheté l'entreprise au groupe PPR (Pinault Printemps Redoute) en 2009.

Le groupe avait été placé en redressement judiciaire le 29 février, à la suite de la rupture du crédit-fournisseur dont il bénéficiait. En 2010, il avait affiché une perte nette de 20 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 160 millions d'euros, conduisant à la mise en oeuvre d'un plan social et à la fermeture de deux de ses magasins.

Dans son jugement public, le tribunal a indiqué avoir tenu compte de l'importance du passif et de l'échec des solutions mises en oeuvre pour tenter de redresser l'entreprise qui emploie encore 379 personnes. (AFP 10.10)

2- Dockers en grève à Papeete

L'activité portuaire était bloquée mercredi à Papeete, à Tahiti, en Polynésie française, par une grève de certaines catégories du personnel du port, entamée la veille et qui menace d'entraver l'activité économique de la collectivité d'outre-mer du sud du Pacifique.

Un second préavis de grève, concernant d'autres catégories de salariés du port, a été déposé et prendra effet demain jeudi, si aucune négociation n'aboutit d'ici là. (Reuters 11.10)

3- E.ON France, suppression d'emplois

Comme PSA, ArceloMittal ou Sanofi, le charbonnier E.ON France est pris dans la tourmante des plan sociaux. La réunion de Comité central d'entreprise, consacrée au plan de suppression de 215 postes, s'est déroulée jeudi dans une atmosphère "*tendue*", ont déclaré la direction et les syndicats après que ces derniers aient levé la séance en signe de protestation. 200 salariés mobilisés

Par ailleurs, 200 salariés et une vingtaine d'élus de la région de Saint-Avold se sont rassemblés devant l'immeuble où se tenait la réunion. "*La direction n'a pas voulu répondre à nos questions et le climat était assez tendu. Nous avons alors décidé de lever la séance en signe de protestation*", a déclaré Jean-Pierre Damm, responsable FO et porte-parole de l'intersyndicale CGT, FO et CFE-CGC.

Il a indiqué qu'un expert avait été désigné pour "*étudier les mesures sociales*". Les représentants du personnel ont également demandé la nomination d'un "*médiateur national*" parce qu'il "*n'y a plus de dialogue social*". "*C'est unilatéral, ils nous ont dit que si nous n'acceptions pas le plan de départs volontaires, c'était le licenciement. Il n'y a pas de dialogue possible, les instances représentatives du personnel ne servent à rien*", a ajouté le syndicaliste. La direction de la filiale française du groupe allemand a confirmé la désignation d'un expert, mais pour elle, les syndicats "*n'ont pas levé la séance*", qui "*s'est clôturée à la fin de l'ordre du jour*".

La direction d'E.ON France prévoit de fermer cinq tranches sur les sept que comptent ses quatre centrales à charbon héritées de la Société nationale d'électricité thermique. Elles sont situées à Saint-Avold (Moselle), Hornaing (Nord), Lucy (Saône-et-Loire) et Gardanne (Bouches-du-Rhône). La fermeture d'Hornaing est prévue en mars 2013, celle de Lucy en mars 2014 et la fermeture des deux tranches de la centrale de Saint-Avold en 2015. Une des tranches de Gardanne sera convertie à la biomasse.

Cette restructuration d'E.ON France, qui compte 885 salariés, entraînera la suppression de 215 postes sur l'ensemble des sites, via un plan de départs volontaires. A Hornaing, 86 emplois sont concernés, 67 à Lucy, 42 à Saint-Avold et 20 à Gardanne.

"*Dès demain, nous allons organiser des assemblées générales pour embrayer sur un arrêt des centrales*", a assuré M. Damm qui prévient que "*les actions contre ce plan vont monter en puissance*". Un comité européen est prévu en Allemagne le 16 octobre et les syndicats français ont prévu d'y demander à la direction allemande de changer de management à Paris. Une deuxième réunion de CCE est prévue pour le 5 novembre, selon la direction. (L'Expansion.com avec AFP 11.10)

Une logique implacable sur laquelle on ne reviendra pas pour l'avoir démontré dans des causeries précédente.

2- Grèce

2.1- Le taux de chômage a passé la barre fatidique des 25% en juillet en Grèce, a annoncé l'Autorité des statistiques grecques, jeudi, le jour de l'annonce par l'un des principaux employeurs du pays, Coca Cola Hellenic, qu'il déménageait son siège en Suisse.

Alors que le pays traverse sa cinquième année de récession, plus d'un quart de la population active en Grèce était au chômage au mois de juillet, le taux s'élevant à 25,1%, contre 17,8% un an plus tôt et 24,8% en juin (chiffre révisé), a annoncé jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

En chiffres absolus, 1,261 million de personnes étaient inscrits au chômage contre 3,7 millions qui ont du travail, dans un pays dont la population totale s'élève à quelque 10 millions.

Depuis le début de la crise de la dette en 2010, le taux de chômage en Grèce a plus que doublé.

Les catégories les plus touchées sont les jeunes non scolarisés de 15 à 24 ans, 54,2%..

Dans ce contexte, l'annonce concomitante du déplacement du siège en Suisse d'un des gros employeurs du pays, le groupe Coca Cola Hellenic, qui représente le deuxième embouteilleur de la boisson américaine du monde et rayonne sur 28 pays, de la Russie au Nigéria en passant par l'Allemagne et l'Italie, accentue la noirceur du tableau.

Le groupe multinational, l'un des plus gros de Grèce, qui vise dans la foulée à être côté à Londres dans l'indice FTSE-100, représente à lui tout seul 22% de la valorisation totale de la bourse d'Athènes.

Il a assuré que le déménagement de son siège en Suisse n'avait "*aucune implication*" sur le plan fiscal. Mais il a admis qu'en 2010

et 2011, les deux années de crise de la dette, le groupe n'avait rapatrié en Grèce aucun dividende de ses implantations étrangères, en citant "*le manque de clarté sur la politique fiscale*", dans un pays qui était alors sommé par ses créanciers étrangers de remonter les impôts pour essayer de combler ses déficits publics.

"*La nouvelle (du départ) porte un coup à l'économie grecque déjà handicapée*" écrit le quotidien Kathimerini sur son site internet jeudi.

Le groupe a assuré dans son communiqué qu'il "*maintiendra la production et la distribution de ses produits en Grèce*" mais la presse grecque y a tout de suite vu une tentative de délocalisation.

Coca-Cola HBC Grèce embouteille et commercialise les boissons du géant américain des sodas dans 28 pays en Europe et en Afrique. Il commercialise 95% de sa production hors de Grèce, et emploie 41.000 personnes. (AFP 11.10)

2.2- Les deux centrales syndicales grecques ont appelé à une grève générale de 24 heures le 18 octobre, pendant le sommet européen, la deuxième en moins d'un mois, contre le nouveau train de rigueur réclamé par les créanciers UE et FMI, a indiqué mercredi une source syndicale.

La Confédération générale du privé (GSSE) et celle du public Adedy ont lancé ce mot d'ordre à l'issue d'une réunion commune, pour poursuivre leur mobilisation entamée avec une journée d'action le 26 septembre. L'objectif est de protester contre les nouvelles mesures dont l'UE et le FMI réclament l'adoption pour reprendre leur perfusion financière en faveur du pays.

La GSEE et l'Adedy appellent en outre "*à des rassemblements*" à Athènes et dans d'autres villes pour "*dénoncer la rigueur*" et "*faire entendre la voix des peuples et non des créanciers*", a indiqué à l'AFP une responsable du bureau de presse de la GSEE. (AFP 10.10)

3- Allemagne

Siemens a confirmé jeudi qu'il devra supprimer des emplois et réduire ses coûts de production pour faire face à la concurrence, après une année 2012 qui s'annonce plus mauvaise que prévu pour le groupe.

"*En tant que leader, nous voulons faire mieux que nos concurrents. Nous ne voulons pas nous contenter d'évoluer dans le ventre mou du secteur*", a déclaré dans un communiqué Peter Löscher, le président du directoire du conglomérat industriel allemand.

Peter Löscher a fait cette déclaration à l'issue d'une réunion en interne rassemblant quelque 600 cadres du groupe à Berlin, au cours de laquelle il a exposé les grandes lignes d'un plan d'économies rendu nécessaire par la baisse des profits du groupe, directement liée au ralentissement économique.

Les analystes avaient anticipé cette cure d'austérité et prévoient la suppression de plusieurs milliers d'emplois ainsi qu'entre deux et quatre milliards d'euros de mesures d'économies.

L'an dernier, Peter Löscher, arrivé à la tête du groupe en 2007, avait dit viser un chiffre d'affaires de 100 milliards d'euros dans quelques années, contre environ 76 milliards en 2010.

Les derniers résultats trimestriels, présentés fin juillet, ont en fait été marqués par une chute des marges et surtout par une baisse plus marquée qu'attendu des commandes de Siemens, première capitalisation boursière d'Allemagne, qui est l'un des principaux employeurs du pays.

"*Il est devenu clair que l'écart de marges entre Siemens et ses concurrents s'est de nouveau creusé*", estime Michael Hagmann, analyste de HSBC.

Siemens pourrait aussi réduire sa présence dans certains des 190 pays où il est implanté, pour se concentrer sur les implantations les plus rentables.

Le plan détaillé ne sera rendu public que lors de la présentation des résultats du groupe, le 8 novembre.

Ceux-ci devraient montrer une nouvelle baisse de la marge brute à 27,6%, ce qui serait son plus bas niveau depuis deux ans, et un ralentissement de la croissance du chiffre d'affaires à 4%.

Fin juin, Siemens employait 410.000 personnes, dont 129.000 en Allemagne.

Le groupe est encore numéro un mondial sur certains de ses principaux segments d'activités, comme les logiciels

d'automatisation industrielle, ou les technologies d'imagerie médicale IRM. "*Mais les concurrents de Siemens ont été bien plus actifs en matière d'objectifs affichés de réduction des coûts*", notent les analystes de Credit Suisse.

Le français Schneider Electric et le suisse ABB ont déjà mis en application d'importantes réductions des coûts et Philips Electronics a annoncé le mois dernier 2.200 suppressions de postes en plus des 4.500 prévues en octobre dernier.

Parallèlement, le groupe devrait continuer d'investir dans des domaines en croissance comme les turbines à gaz, y compris en se lançant dans des acquisitions. Des sources ont ainsi récemment déclaré que Siemens était favori pour le rachat d'AnsaldoEnergia, filiale de l'italien Finmeccanica. (Reuters 11.10)

4- Afrique du Sud

Pour mettre fin aux grèves, le patronat des mines a mis sur la table des hausses de salaire pour les employés des mines d'or, sous forme de promotions et d'allocations qui doivent être soumises aux mineurs, mercredi 10 octobre, par leur syndicat majoritaire, le NUM, a-t-on appris de sources patronale et syndicale. Ces négociations dans le secteur de l'or font partie des efforts pour régler la crise des mines sud-africaines, partiellement paralysées depuis le mois d'août par des grèves sauvages, qui ont fait des dizaines de morts.

La chambre des mines a annoncé très tard mardi soir à l'issue d'une journée de négociations qu'elle avait "*revu les conditions pour les salaires de base et les autres catégories*", sans pour autant modifier la convention salariale en vigueur. La chambre des mines "*reconnaît des anomalies qui méritent d'être traitées et a fait des propositions en ce sens*", ajoute le communiqué.

La chambre des mines, qui centralise la négociation salariale dans les mines d'or, a aussi proposé "*une allocation pour les foreurs*", ainsi qu'une catégorie pour toute une série d'employés "*incluant une amélioration de la rémunération*". Elle a aussi proposé "des ajustements de salaires pour les autres employés pour préserver l'échelle salariale actuelle".

De facto, "*ils ont accepté des augmentations de salaire*", a confirmé un porte-parole du NUM, Lesiba Seshoka mercredi, sans vouloir donner de chiffres tant que la base n'a pas été consultée. "*Il n'y a pas d'accord, c'est encore une proposition*", a toutefois ajouté M. Seshoka, en précisant que le NUM allait consulter la base, notamment à Carletonville, au sud de Johannesbourg, où une mine d'or du groupe sud-africain Gold Fields est paralysée par une grève sauvage depuis le 9 septembre. (lemonde.fr 10.10)

5- Argentine

Des milliers de syndicalistes ont manifesté mercredi sur la Place de Mai face au siège de la présidence argentine, le troisième mouvement de protestation contre la présidente Cristina Kirchner en moins d'un mois.

"*La seule voie, c'est la mobilisation et la grève !*", a lancé le dirigeant de la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) dissidente, Pablo Micheli, s'exprimant aux côtés de parlementaires de l'opposition.

Les syndicats dissidents réclament une baisse de l'impôt sur le revenu, qui touche près d'un million d'employés et une augmentation des allocations familiales.

La CTA, dont une partie est dirigée par Pablo Micheli, et la CGT du leader des camionneurs Hugo Moyano, ancien allié de Mme Kirchner, sont aujourd'hui dans l'opposition. Mais il y a aussi une CTA et une CGT pro-gouvernement.

"*Moyano m'a dit ce matin qu'avant la fin de l'année nous aurons fait une grève nationale*", a prévenu Pablo Micheli.

Cette manifestation est la troisième contre le gouvernement en moins d'un mois.

Le 13 septembre, les classes moyennes ont surpris en manifestant massivement dans les grandes villes du pays contre un éventuel troisième mandat de Mme Kirchner, élue en 2007 puis réélue en 2011.

La gendarmerie et les garde-côtes, de leur côté, manifestent depuis neuf jours afin d'obtenir une hausse salariale. (AFP 10.10)

ECONOMIE

1- Banque

JP Morgan Chase a perdu jusqu'à 10 milliards de dollars (7,8 milliards d'euros) à la suite du rachat de Bear Stearns, transaction qu'il avait effectuée à la demande du gouvernement fédéral américain en pleine crise financière, a déclaré Jamie Dimon, directeur général de la banque.

"*Je dirais que nous avons perdu entre cinq et 10 milliards de dollars en raison de divers éléments liés à Bear Stearns. Et oui, je dis que c'est injuste*", a-t-il dit.

Jamie Dimon a précisé que ces pertes ont été le fait, entre autres, de litiges et de dépréciations.

La semaine dernière, JPMorgan a été l'objet d'une nouvelle plainte au civil déposée par le procureur général de New York, qui veut que la banque rende des comptes dans un dossier où Bear Stearns est soupçonné d'avoir floué des investisseurs ayant acheté des actifs adossés à des crédits immobiliers.

"*Est-ce que, sachant ce que je sais aujourd'hui, j'aurais accepté le rachat de Bear Stearns ? Difficile à dire*", a ajouté Jamie Dimon. (Reuters 10.10)

2- Assurance

Le coût économique des catastrophes naturelles à plus que triplé au cours des trente dernières années pour atteindre 3.500 milliards de dollars, ont évalué mercredi la Banque mondiale et le gouvernement du Japon qui ont appelé les Etats à agir. (AFP 10.10)

3- Banques et multinationales

Ivan Glasenberg après l'introdution réussie de Glencore en bourse, pèse 9,6 Milliards de $, le poids des 20% qu'il détient dans la société. Cette introduction préparée par CITIGROUP, Crédit Suisse et Morgan Stanley et réalisée en mai 2011, détient le record de la plus grosse IPO de la bourse de Londres. La souscription a été fermée un jour plus tôt que prévu tant la demande était forte. Parmi les grands investisseurs ayant souscrit à cette augmentation de capital, on retrouve Crédit Suisse, UBS, Black Rock et Abu Dhabi IPIC, qui ont investi ensemble 3,1 B$, soit 31% de l'augmentation de capital.

Du fait de cette cotation, la très secrète Glencore a été obligée de publier des données pour les investisseurs et quelques langues se sont déliées. En cherchant un tant soit peu, on découvre de nouvelles vérités sur Glencore et ses méthodes en Afrique ou en Amérique du Sud, longtemps financées par la B.E.I. donc avec nos impôts. En mai 2011, la Banque Européenne d'Investissement a formellement décidé de ne plus accorder de prêt à Glencore et ses filiales, à la suite des accusations de fraudes fiscales et de graves dégradations environnementales pesant sur sa filiale Mopani Copper Mines en Zambie.

Glencore a été également condamné en juin 2012, dans le procès à Bruxelles de Karel Brus, un ancien membre de la commission européenne de l'agriculture condamné pour avoir transmis des informations confidentielles concernant la PAC, permettant ainsi à ses corrupteurs de remporter des marchés céréaliers. Là aussi, Glencore avait offert outre des subsides, des « *hôtesses* » aussi généreuses qu'accueillantes à Karel Brus, suivant la technique originelle de Marc Rich.

XSTRATA

Fondée en 1926 pour gérer des projets électriques en Amérique du Sud, la société va vendre son cœur de métier pour se tourner vers les mines, quand Marc Rich prend la majorité en 1990 à travers sa société, qui va devenir Glencore. En moins de deux décennies, par une série de fusions-acquisitions, la société va devenir le troisième ou quatrième groupe minier mondial dans le cuivre, le charbon, le chrome ferreux, le vanadium et le zinc. Wikipedia rajoute : « elle produit à petite échelle de l'or, du plomb et de l'argent », mais cette information est tronquée, comme nous le verrons plus bas. Strata opère dans neuf pays: Australie, Argentine, Colombie, Allemagne, Pérou, Afrique du Sud, Espagne, Canada et Royaume Uni.

En 2003 Xstrata achète Britannia Refined Metals et Mount Isa Mines. Cette raffinerie, la plus grande productrice de plomb d'Europe, est située à 40km de Londres dans l'estuaire de la Tamise, une situation optimale pour desservir tant le marché domestique britannique que le marché européen. Elle raffine le minerai de plomb brut de Mount Isa Mines depuis 1931. En 2005, les performances de MIM ont été améliorées permettant de donner 231.000 tonnes de zinc, 160.000 tonnes de plomb affiné et 11.36 Moz d'argent (353 t).

Le site de Britania Refined Metals (BRM) donne une amélioration de ces résultats qui sont passés en 2011 à 180.000 t de plomb et 400 tonnes d'Argent.

A première vue, la production d'argent ne représente que le 450 ième de la production de plomb, c'est donc en apparence infime. Si on fait les comptes, cela change tout.

Le plomb oscille autour de 2000 $ la tonne. 180.000 tonnes de pb valent donc 360 M$ alors que 400 tonnes d'argent représentent aujourd'hui 400 M$.

MIM est donc la troisième mine d'argent au Monde avec 36 Moz derrière Cannington (38,6 Moz Australie) du groupe BHP Biliton et Fresnillo de Penoles (38,6 Moz Mexique). MIM n'apparaissait nulle part dans les masses d'informations consultées pour écrire mon livre Histoire de l'argent.

70% de l'argent produit chaque année par les mines provient de mines de plomb, de zinc et de cuivre.

En épluchant les comptes de Rio Tinto, le quatrième producteur de cuivre de la planète avec 698.000 tonnes de minerai brut, qui donnent 321.000 t de cuivre raffiné, « *le reste donne par affinage des produits secondaires Or, Argent, Molybdène et acide sulfurique, dont Rio Tinto est aussi un des premiers producteurs, et qui amènent des revenus substantiels à la compagnie*» . « *Les ventes du cuivre ont généré 8% des revenus de la compagnie en 2008, et les revenus du cuivre et de ses produits secondaires sont comptabilisés pour 16% des revenus.* »

On retrouve donc chez Rio Tinto comme chez MIM un produit secondaire, qui dégage autant de revenus que le produit de base.

GLENCORE-XSTRATA

Ces deux sociétés font la une des magazines économiques et financiers ces dernières semaines, car Glencore, qui est déjà majoritaire, veut absorber Xstrata dans sa totalité. L'opération traine parce qu'elle froisse quelques intérêts particuliers.

« *Le nouveau groupe Glenmore-XStrata contrôlera 60% du marché du Zinc et 50% du marché du cuivre* ». C'est ce que disaient plusieurs articles fin septembre, alors que les négociations pour une fusion de ces deux entités semblaient sur le point d'aboutir. Ces articles ne parlaient pas du zinc, ni des mines d'or et bien sûr, à aucun moment du silver.

L'Omerta sur l'argent est totale dans les médias. Pourtant, si le groupe Glencore-Xstrata contrôle 60% du zinc et 50% du cuivre, sans même évoquer le plomb, ils contrôlent probablement 55% des 70% de la production minière d'argent, donc près de 36%.

UNE POSITION ECRASANTE

Seule la Chine a une position plus importante sur le marché du silver. (liesi 08.10)

4- Industrie du luxe

La bonne santé affichée par les marques de luxe, comme celle des constructeurs de bateaux de luxe, sont des signes illustrant l'impérieux désir des fortunés de notre monde d'investir ailleurs que dans les systèmes établis des dernières décennies. Comme les gens fortunés sont de plus en plus riches, ils préfèrent investir dans le luxe que garder du papier.

L'année 2012 n'a peut-être pas fini de nous surprendre dans ce domaine : les entreprises du luxe ont peut-être encore de beaux jours devant elles. Pour certaines d'entre elles, comme Richemont, le numéro deux du secteur (IWC, Cartier…), on attend une hausse de 20 % à 40 % du bénéfice semestriel !

Les responsables des grandes maisons de luxe ont une seule crainte : le ralentissement économique de la Chine. L'impact serait alors extrêmement douloureux et brutal pour plusieurs entreprises du luxe. (liesi 06.10)

5- Espagne

L'agence d'évaluation financière américaine Standard and Poor's a annoncé mercredi avoir abaissé la note de solvabilité de l'Espagne, reléguant ainsi le pays à la limite inférieure des emprunteurs fiables.

S&P a abaissé de "BBB+" à "BBB-" la note qu'elle attribue à la dette publique espagnole à long terme.

L'Espagne reste ainsi dans la catégorie des pays en mesure de faire face à leurs obligations de manière adéquate, mais la note qui lui est attribuée est la plus faible dans la catégorie des investissements jugés fiables.

"*La hausse du chômage et les restrictions budgétaires sont susceptibles d'intensifier le mécontentement social et de contribuer aux fictions existantes entre le gouvernement fédéral espagnol et ceux des régions*", ajoute le texte.

L'agence, qui a des "*doutes sur l'engagement de certains gouvernements de la zone euro à mutualiser les coûts de la*

recapitalisation des banques espagnoles" y voit un "*facteur déstabilisant pour la perspective de la note de crédit du pays*". (AFP 10.10)

6- Inde

Depuis mi-septembre, le gouvernement de centre-gauche du Premier ministre, Manmohan Singh, a ouvert des pans entiers de l'économie aux investisseurs étrangers en libéralisant les secteurs de la grande distribution, de l'assurance, de l'épargne-retraite, de l'aérien et de l'audiovisuel.

Mais toutes ces mesures de dérégulation, que les médias ont comparées à l'époque où l'Inde s'ouvrait à l'étranger dans les années 90 sous la houlette du même Manmohan Singh, alors ministre des Finances, pourraient ne pas provoquer d'électrochocs immédiats sur une économie en perte de vitesse.

Concernant la réforme du commerce de détail, par exemple, qui permettra aux multinationales étrangères d'ouvrir des hypermarchés, elle ne s'appliquera en fait qu'à neuf Etats sur les 29 que compte l'Inde.

Le gouvernement a en effet décidé d'autoriser l'implantation de grandes surfaces dans les villes peuplées d'au moins un million d'habitants.

Les géants de la grande distribution ne semblent pas non plus se précipiter: pour l'heure, seul l'américain Walmart a annoncé son intention d'ouvrir sa première grande enseigne d'ici les prochains 18 mois.

Les deux autres poids lourds du secteur, le français Carrefour et le britannique Tesco, qui avaient pourtant fait part de leur vif intérêt, sont aujourd'hui en proie à des tourments financiers qui pourraient remiser l'Inde au second plan de leurs priorités stratégiques.

Dans l'aérien, le gouvernement a autorisé les compagnies étrangères à entrer au capital des transporteurs locaux mais là aussi, la situation est peu propice aux afflux massifs d'investissements.

Le secteur, qui a connu un boom au cours des dix dernières années, ploie aujourd'hui sous les dettes et la hausse des prix du pétrole. Illustrant ces difficultés, la compagnie Kingfisher Airlines n'a pas payé ses employés depuis sept mois et lutte pour continuer à voler.

Dans ces conditions, qui voudrait venir la renflouer ?

Le cabinet-conseil Centre for Asia Pacific Aviation juge peu probable "*qu'une compagnie étrangère investisse dans Kingfisher en l'état actuel des choses, avec une dette massive (près de 2 milliards d'euros), des employés démoralisés et une flotte clouée au sol*".

Quant à la réforme permettant aux assureurs étrangers d'augmenter leurs investissements dans les groupes locaux et d'entrer dans le secteur de l'épargne-retraite, le projet de loi doit encore être ratifié au parlement.

Et cela risque de ne pas être une mince affaire au vu des crispations politiques et des menaces de vote de confiance lors de la prochaine session au parlement en novembre.

Un ancien parti-clé de la coalition gouvernementale a accusé le pouvoir de vouloir brader le pays aux étrangers et de prôner des réformes "*antipauvres*".

Selon le Fonds monétaire international (FMI), "*les perspectives pour l'Inde sont inhabituellement incertaines*". L'organisme estime que la troisième puissance économique d'Asie devrait connaître cette année une croissance de 4,9%, signant là sa plus faible prévision depuis dix ans.

Les analystes jugent aussi que la libéralisation de l'économie ne règle pas les "*problèmes structurels*" de l'Inde, citant pêle-mêle les difficultés pour acquérir des terrains, l'insuffisance des infrastructures énergétiques et routières, la corruption endémique et la lourdeur bureaucratique.

"*On est passé d'une image d'un gouvernement endormi à un gouvernement en pleine action mais il n'a pas réglé les vrais difficultés, comme le fait de réduire drastiquement les subventions, ce qui est le plus risqué politiquement*", considère Ajay Bodke, responsable de la stratégie pour le groupe d'investissement Prabhudas Lilladher. (AFP 10.10)

Je reproduis ici le brouillon que j'ai écrit hier soir qui était initialement prévu pour la causerie du jour : Le gouvernement vient de libéraliser certains secteurs de l'économie soi-disant pour faire repartir l'économie après que les investisseurs étrangers eurent retiré leur argent ou réduit leurs investissements en Inde. En fait, il a plié à leur chantage.

Si vous avez lu ce que j'ai écrit avant-hier vous comprendrez que c'est le même mécanisme qu'ils utilisent absolument dans tous les pays et sur tous les continents pour étrangler les Etats : ils commencent par apporter de l'argent frais, l'Etat et toute la société s'endettent, puis ils ferment le robinet et posent leurs conditions pour le rouvrir, le gouvernement accepte d'entreprendre des contre-réformes sous peine de se retrouver dans une situation sociale pire encore (dans l'immédiat) ou d'être renvoyé lors des prochaines élections.

En Inde, ils ont créé un bordel tellement monstrueux en développant la classe moyenne mais sans avoir développé auparavant les infrastructures du pays, que du coup on se retrouve étrangler et sans électricité face à la demande qui a explosée.

Souvenez-vous qu'avant la Grèce, bien des pays en Afrique, en Amérique latine et en Asie leur ont servi de laboratoire... pour les soumettre à leur dictature.

Haut de page

Le 13 octobre

CAUSERIE

J'ai ajouté (hier soir) un passage *TSCG* dans la causerie du 12 consacré au POI, NPA et LO, je l'avais oublié.

Le site ne sera que partiellement actualisé aujourd'hui, je suis trop fatigué. Depuis une semaine je ne dors que trois heures par nuit à cause des coupures de courant. Je me suis borné à actualiser les articles de presse.

Depuis hier, on a du courant que 5 ou 6 heures par jour. Le champ d'éoliennes qui produit 4.000 Mégawatts est à l'arrêt parce qu'il n'y a pas de vent. La centrale nucléaire n'a pas encore démarré à cause des manifestations des écologistes. La principale centrale hydro-électrique du sud de l'Inde est pratiquement à l'arrêt parce qu'il n'a pas suffisamment plu et son réservoir est presque à sec. Et cerise sur le gâteau, hier ils ont fait tourner à plein régime les centrales au charbon et l'une d'entre elles a explosé, ils sont en train de la réparer.

Selon la presse indienne de ce matin, cette situation devrait durée jusqu'au mois de janvier 2013. Pourvu qu'elle se trompe comme il lui arrive très souvent.

Je vous remercie pour tout vos témoignages de soutien, vous aurez l'occasion d'y repenser quand vous serez dans une merde noire. Je vous souhaite d'être aussi blindé que moi pour le supporter, en silence de préférence, un peu de dignité quand même.

Bon week-end à tous. Je vais me coucher.

Haut de page

Le 14 octobre

CAUSERIE

J'ai mis de nouveaux articles en ligne. On a eu du courant de minuit à 8h ce matin sans interruption, à peine croyable, depuis ils ont recoupé. J'ai téléchargé quelques vidéos ce matin. Demain on décryptera en profondeur un article de presse sur le FMI.
En attendant la fin d'un téléchargement, je vais écrire encore quelques lignes avant d'aller faire mes courses. Je me suis levé à 6h30, j'ai arrosé le jardin, rempli les deux réservoirs, balayé et passé la serpillière rapidement, j'ai dormi un peu plus que les derniers jours, je suis en forme et plus calme, hier soir j'ai raccroché au nez de mon épouse après qu'elle m'eut répété que je ne comprenais rien à rien, bref que j'étais un abruti, ce n'est pas la première fois que cela arrive, mes parents totalement arriérés me tenaient le même discours.

Autres sujet intéressant à aborder plus tard : comment Internet a en fait détruit les partis politiques ou plutôt, comment il contribue à faire en sorte que chacun trouve une échappatoire pour s'exprimer librement (sic!) sans passer par un parti politique, une fois la pression retombée, on se sent mieux quand on s'est exprimé, tout cela est trompeur, c'est un soulagement, on ne ressentira pas forcément le besoin de s'organiser ou de se mobiliser par la suite. réseaux sociaux" étaient à l'origine des soulèvements qui se sont produits en 2011, finalement c'était du bluff, ben oui mon grand bêta avec ton bac + 7, tu t'es fait manipuler en beauté. Mon grand ballot, tu sais comment cela s'appellait, hormis la Tunisie jusqu'à un certain point seulemement, des soulèvements contrôlés, préventifs, pour les diriger dans une direction bien précise.

Quant aux partis ouvriers, pendant 20 ans environ ils ont boudé le Net, leurs dirigeants sclérosés, des vieillards à moitié séniles ou des gamins plutôt privilégiés, se sont arc-boutés sur leur conception de la lutte de classe en partis obsolète, délaissant ce terrain au profit des médias et des intellectuels corrompus par le régime. Et quand tu jettes un oeil à leurs portails, tu en as la preuve sous les yeux.

Nous ici, on s'emploie à mettre à la disposition des travailleurs et des militants des informations et des documents d'origines très diverses qu'ils ne trouveront sur aucun portail d'aucun parti ouvrier. Chacun peut le vérifier. Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir, ils ont tout simplement oublié le premier postulat qu'ils ont remplacé par la parole du chef de droit divin. Eux ils sont capables de réfléchir, pas toi, t'as compris ? Non, alors on va t'expliquer comment ça marche ou la différence qui existe entre nous. Et je ne te parle même pas des analyses qui figurent dans notre portail depuis des années ou les centaines de questions que nous avons abordées librement, sans a priori aucun.

Nous, c'est le genre de truc qui nous horripile au plus haut point, notre objectif c'est que chaque travailleur ou militant apprenne par lui-même à penser librement, à forger ses propres convictions, on ne veut surtout pas qu'il nous fasse confiance ou nous copie comme un zombi, il y perdrait son esprit critique ou serait incapable d'en acquérir un.

Eux, leur pédagogie consiste à interpréter la réalité en fonction de la politique qu'ils appliquent, pour la justifier si tu veux, elle a pour uniquement fonction que tu y adhères et non que tu progresses par toi-même, cela ne les intéresse pas, c'est d'ailleurs en grande partie pour cette raison que finalement ils n'ont jamais pu construire le parti ou quoi que ce soit, et que tu es toujours aussi ignorant. On te fait croire le contraire et toi tu les crois évidemment, cela flatte ton ego, au moins tu n'as pas l'impression de militer pour des prunes.

Mais demain quand les gangsters de la Fed remettrons les compteurs à zéro et que tout aura foutu le camp et que tu te demanderas comment on en a pu en arrivé là ou encore qu'est-ce qu'il faut faire maintenant, et que tu ne pourras pas répondre à ces questions, tu t'apercevras, trop tard hélas, qu'un jour tu es passé à côté de l'occasion de saisir ce qui se passait réellement.

On ne t'en veux pas, ce serait ridicule, on t'invite simplement à y réfléchir attentivement, sérieusement, si tu veux, c'est juste un conseil d'ami rien de plus. Tu avoueras, si tu es honnête avec toi-même, qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un bac +7 pour comprendre cela, c'est à la portée de chacun. Je te rassure, je suis passé par là moi aussi, c'est la raison pour laquelle je t'en parle, je paratge avec toi mon expérience, une fois corrigées mes erreurs. J'arrête là le téléchargement est terminé, c'était sur la crise de 1929, tu vois je continue d'apprendre encore et encore, car je me sens encore très ignorant et je considère que c'est une tare contre laquelle il faut lutter toute sa vie.

Bon dimanche.

Ce qui suit a été publié hier soir sauf certaines passages qui datent de ce matin, c'est précisé à cet endroit-là.

La causerie écrite vendredi soir.

Un camarade m'a écrit : "*Jean-Claude, tu fais un travail de plus en plus énorme malgré les problèmes d'alimentation électrique, ce qui fait que les mecs qui regardent le site ne se rendent pas compte de la galère dans laquelle tu te trouves*".

C'est possible, de nos jours tout le monde prend les autres pour des menteurs. Je t'écris cela, il est 20h32 et bien entendu il n'y a pas de courant. Je pense que la situation est en train de devenir très grave sur le plan social ici, car les boîtes sont à l'arrêt, comment tu veux bosser sans courant, surtout dans l'industrie. De plus le prix du kérosène a tellement augmenté qu'utiliser un générateur pendant dix heures par jour coûte une fortune, 50 roupies le litre, les gros générateurs doivent bien consommer entre 15 et 25 litres par heure, le mien est ridicule à côté 1650 watts en sortie et consomme déjà 3 à 4 litres par heure. Et puis il faut débourser au minimum 400.000 roupies à l'achat, les petites entreprises ne peuvent pas se le payer.

Je t'assure et je me répète que tout le monde est sur les nerfs ici. Le pire, c'est que les Indiens n'ont aucun sens civique, surtout les nantis, en fait la quasi-totalité de la population. Dès que la nuit tombe ou que le courant revient ils allument toutes les lumières, c'est dingue, sans parler des climatiseurs qu'ils font tourner y compris en pleine journée alors que je m'en passe très bien. Il faut le voir pour le croire. Chaque maison dispose à l'extérieur d'au moins une ampoule située à hauteur de chaque côté, deux ou trois sur la façade principale, et il est normal d'allumer la lumière dans la pièce principale et la cuisine, même si on n'y est pas, la télévision doit aussi être allumer sinon on pourrait croire que vous êtes pauvre, c'est la connerie à l'état pur. Avec l'eau c'est la même chose, quand ils ouvrent un robinet, ils ne font pas couler un filet d'eau, non, ils l'ouvrent à fond ! Pour la même raison.

Une femme ne peut pas se suffire de quelques saris, non, elle doit en posséder une quarantaine au minimum. Tu ne manges pas en fonction de ta faim, non, tu dois remplir ton assiette de riz à deux reprises au moins, ce qu'ils mangent en un repas me fait au minimum trois repas. Quand mes beaux-frères mangent chez nous avec leurs épouses, je peux le constater chaque fois depuis plus de 20 ans. Et quand ils voient ce que je mange, et j'ai un bon appétit, ils disent que c'est normal parce qu'on n'est pas pareils ! C'est complètement fou. Cela leur coûte un fric monstre, peu importe, ils estiment que c'est normal, tout est normal en somme. Ils se refusent à réfléchir et à changer ces habitudes débiles. J'ai deux beaux-frères qui avaient tellement grossi après

leur mariage qu'ils ont dû se résoudre à manger moins, ils étaient devenus handicapés à force de s'empiffrer pour faire plaisir à leurs abrutis d'épouses qui sont évidemment devenus énormes, difformes. Moi aussi j'ai 15 kilos en trop, en fait je mange de moins en moins et je saute souvent un repas, le problème c'est que je ne fais pas suffisamment d'exercice, je suis cloué devant l'écran 10 à 12 heures par jour ou plus, de plus je ne dors pas suffisamment. Les trois derniers jours j'ai fait un repas par jour le soir, par manque de temps ! Demain matin je dois absolument aller faire des courses, je n'ai plus rien à bouffer, y compris pour mon chien. Je vais perdre deux heures.

Nos dirigeants vont s'empiffrer dans des brasseries parisiennes ou se tapent des menus gastronomiques sur le dos de leurs militants pendant ce temps-là, je parle des permanents, c'est un militant qui me l'avait fait remarquer, il en avait été choqué, on s'en fout, si au moins ils faisaient du bon boulot on pourrait comprendre qu'ils aient besoin d'une petite contrepartie, on n'a pas l'esprit borné et on comprend ce genre de choses , mais ce n'est pas vraiment le cas, c'est plutôt l'inverse.

Pour revenir à l'Inde. J'ai l'impression de vivre dans un asile d'aliénés de plus d'un milliards d'habitants, et tu sais à quel point je les respecte et les aide chaque fois que c'est possible, je peux t'assurer que tu ne peux pas faire autrement que de te poser un tas de questions et de réviser pas mal d'idées reçues sur la nature humaine, c'est une excellente expérience pour avancer, c'est mon obsession.

Ils vivent dans un état d'inconscience pratiquement absolu, ce qui m'a fait dire qu'on ne vivait pas dans le même monde ou à la même époque, mentalement ils ont des siècles de retard, c'est la raison pour laquelle je ne m'y intéresse pas sur le plan politique, les choses sérieuses se déroulent dans les pays occidentaux où la lutte des classes est la plus développée, c'est là que se joue l'avenir de l'humanité.

Pour mon épouse d'origine indienne, dorénavant vivre en Inde ou avoir des rapports avec des Indiens, y compris sa famille, c'est un véritable cauchemar et je la comprends, elle n'est pas armée comme moi pour vivre à la fois deux modes de vie qui n'ont pratiquement rien en commun. Elle pique des crises de nerf jusqu'à en devenir folle. Quand je lui ai expliqué au téléphone la situation ici avec les coupures quotidiennes d'électricité, elle s'est ravisée et ne voulait plus venir, c'est uniquement parce qu'elle n'a pas de chauffage chez elle en France qu'elle va passer une partie de l'hiver en Inde, entre deux maux, elle n'a pas le choix, espérons que la température va retomber rapidement ici.

Pour ce que tu m'as dit à propos des camarades qui se connectent sur le site. Effectivement, ils ne peuvent pas s'imaginer le boulot que cela représente et dans quelles conditions je dois bosser, c'est normal quelque part. Ce qui me contrarie, c'est plutôt leur silence. J'ignore qui ils sont. Mais bon, laissons cela de côté.

Quand j'ai appris que le prix Nobel de la paix avait été décerné à l'Union européenne, j'ai éclaté de rire évidemment. J'ai essayé de placer un commentaire à la suite de l'article de l'agence Reuters, à cinq reprises ils l'ont censuré, à deux reprises il a tenu 10 secondes sur le Net avant de disparaître, je ne dois pas savoir m'y prendre.

A ce propos, la fréquentation du site est remontée entre 130 et 153 visites par jour. Un militant a dû placer l'adresse du site quelque part, je n'en sais rien, cela me fait dire que si on s'y mettait tous à la suite de dizaines d'articles de presse on arriverait peut-être à multiplier par 10, 100 ou plus le nombre de visites quotidiennes et pourquoi pas envisager quelque chose par la suite, c'est un truc auquel je n'ai jamais pensé, si les militants voulaient tenter le coup pourquoi pas, le site est aussi ou surtout le leur. Quand ils écrivent un message, ils peuvent rajouter l'adresse du site, mais à mon avis il ne faut pas écrire l'indicatif www, il faut seulement écrire luttedeclasse.org, la censure veille sur le Net, ils filtrent les sites comme le mien qui est leur pire ennemi, ils n'ont pas tort sur ce point.

Tu vas peut-être penser que je perds mon temps en écrivant tout cela, en fait je me repose l'esprit ! Je palie mon manque de mémoire et mes lacunes en faisant marcher la machine 24h/24, je n'ai pas le choix. L'avantage de vieillir, c'est qu'on n'a plus à penser à soi, notre vie est derrière nous, je sais que tous les vieux ne pensent pas ainsi, mais c'est mon cas.

D'ici quelques jours je publierai la transcription d'un important passage de la vidéo sur la monnaie et les gangsters de la FED, en début de semaine un soir j'ai passé 2h30 à recopier sur un cahier l'histoire du plus gigantesque casse ou hold-up de tous les temps, le transfert des 20 000 tonnes d'or entreposés dans Fort Knox et extorqués aux Américains dans les coffres de Rothschild, Rockefeller et Cie, une histoire véridique et inconnue de la plupart de nos contemporains et des Américains en premier lieu. Cela va me demander des heures de boulot mais cela vaut franchement la peine.

A cette occasion on se questionnera sur la naïveté des gens qui se sont fait dépouiller si facilement, cela aussi c'est complètement dingue. Imagine qu'on te dise: c'est la loi, dépose ton or dans notre coffre c'est pour sauver le pays de la faillite, on te le rendra plus tard et toi tu t'exécutes bêtement, et quelques décennies plus tard quand tu demandes à récupérer ton or, on te répond que c'est impossible parce que le coffre est vide et personne n'est foutue de te dire où il est passé, cela dépasse l'entendement franchement, j'ai raconté cette histoire à mon épouse en l'enjoignant de pas s'en prendre aux Indiens pour leur bêtise, car les Américains qui avaient eu le droit à une instruction et qui étaient censés avoir un niveau intellectuel plus élevé étaient en réalité encore plus demeurés.

Quand on a cette histoire véridique à l'esprit répétons-le, on se dit qu'il nous faut une nouvelle fois revoir notre copie pour vérifier qu'on ne se serait pas trompé quelque part, c'est me semble-t-il la moindre des choses à faire, sinon on prend le risque d'induire en erreur les autres, ce qui est inadmissible quand on en a pris conscience. Là encore, je le dis en passant, vous ne pourrez pas dire que je ne respecte pas les militants.

Cela nous fait repenser à Goebbels et les énormes mensonges des nazis évidemment qui sont passés comme une lettre à la poste, effrayant n'est-ce pas ? Si on prend cela au premier degré, on se demandera pourquoi on milite pour changer le monde, car à ce tarif-là on n'y parviendra jamais.

L'animateur de cette vidéo qui n'a pas l'air d'un crétin ou d'un manipulateur a affirmé que 90% des Américains ignoraient encore tout de cette histoire plus de 70 ans plus tard, pas étonnant que G. Bush, D. Chenney et Cie aient pu orchestrer tranquillement le 11 septembre, les Américains étaient prêts à tout gober, et l'autre pourriture de Hollande n'a rien trouvé de mieux à faire lors de son dernier passage à New-York que d'aller déposer une gerbe aux pieds du Word Trade Center (WTC). Ignore-t-il lui aussi la vérité sur le 11/9, qui peut le croire, sérieusement ?

Les uns nous présentent une version des choses qui correspond à ce que la population doit croire, tandis que la vérité est soigneusement tenue secrète ou cachée, seuls quelques initiés en ont eu connaissance, pendant que les autres se lancent tête baisser dans la lutte des classes en ignorant ou en refusant de tenir compte de la face cachée des choses ou du véritable déroulement de l'histoire, du coup la population, les travailleurs demeurent toujours dans l'ignorance la plus totale. C'est ainsi que ce genre d'histoire peut se répéter à l'infini de génération en génération, à intervalle d'une cinquantaine d'années environ, pendant que les maîtres du monde deviennent de plus en plus puissants et envisagent la réalisation de leur plan sordide avec sérénité.

Maintenant, il est un fait certain que comprendre pour comprendre ne nous mènera à rien de plus, on doit parvenir à tout prix à mettre tout cela en musique sur le plan pratique.

Dans le bouddhisme il y a plusieurs écoles, sans entrer dans les détails que je n'ai plus forcément à l'esprit pour être honnête, il y en a une qui se donne pour objectif d'atteindre le bonheur au cours de cette vie - les bouddhistes croient dans la réincarnation, et il y en a une autre qui se propose de rester à la porte du bonheur et de ne la franchir que lorsque tous les hommes auront acquis un niveau de conscience suffisant pour la franchir ensemble, quand j'avais cessé de militer et que j'ai étudié les nombreuses écoles que comptent la philosophie bouddhique, c'est la seconde qui avait retenu mon attention ou que j'avais estimé la plus proche de mes convictions. Cet enseignement n'était pas contradictoire avec mes idées politiques puisque l'objectif était le même que le marxisme que j'avais laissé de côté pour un temps mais que j'avais toujours à l'esprit, l'émancipation de l'humanité de toute forme de servitude ou d'oppression pour atteindre le règne de la liberté. Dans le bouddhisme cela signifiait lutter contre sa propre ignorance pour aider les autres à s'en libérer à leur tour. Maintenant que j'y repense, c'est peut-être cela qui m'a permis de ne pas lâcher le fil définitivement du marxisme pour le ressaisir aussi facilement 20 ans plus tard. Ainsi cette forme de bouddhisme et le marxisme partagent le même idéal humaniste, le plus élevé qu'on puisse concevoir.

Mes détracteurs y verront peut-être la source de ma "déviation" théorique du marxisme, que bien mal leur fasse de la partager au lieu de défendre leur médiocre chapelle qui nous a conduit dans l'impasse dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Contrairement à eux, je n'ai jamais renié aucun de mes principes et je n'ai pas besoin de recourir à des procédés malhonnêtes et sournois pour justifier la ligne politique que je défends.

Imaginez de nos jours pouvoir changer le monde dont la population est passée d'un à sept milliards d'habitants en à peine un siècle, tandis qu'elle demeurerait affecté par une profonde ignorance du fonctionnement de la société, est un leurre ou une contrevérité, cela demeurerait impossible si tel devait être le cas.

On a la preuve quotidiennement si on veut bien se donner la peine d'observer attentivement ce qui se déroule sous nos yeux, de quelle manière les nantis et leurs représentants parviennent à duper les masses avec une aisance déconcertante. Pour commencer à s'attaquer efficacement à cette question dont dépendent en partie la suite et le dénouement de la lutte des classes, il faut tout d'abord admettre qu'il s'agit pour nous d'un problème à résoudre, si on s'y refuse, tout ce qu'on entreprendra sur le plan politique échouera infailliblement. J'ai dit pour nous, car dans le camp de notre ennemi ils s'en occupent quotidiennement. Ils ont parfaitement compris que le meilleur moyen de manipuler les masses, c'est encore de les maintenir dans l'ignorance. De notre côté, nous le savons aussi, mais nous refusons obstinément d'en tenir compte sous prétexte que seule l'expérience de la lutte et l'organisation permettrait de vaincre notre ennemi, ce qui était sans doute valable il y a un siècle, mais ne l'est plus de nos jours.

Si vous regardez bien, cela correspond à la conception de la lutte de classe qui a été adoptée par les dirigeants trotskistes après-guerre qui idéalisaient les travailleurs organisés dans les syndicats ou les autres partis, se détournant de toutes les questions qui n'étaient pas purement politiques, comme si il suffisait d'avoir adhéré à un syndicat ou un parti pour avoir atteint un niveau de connaissance ou de conscience susceptible de battre en brèche leur ignorance, encore aurait-il fallu que cette connaissance reflète la réalité pour s'ancrer profondément dans leur conscience et qu'ils puissent la transmettre à leur tour et ainsi de suite, or tel n'était pas le cas loin s'en faut, à moins d'un miracle qui ne s'est jamais produit naturellement. Laissons cet aspect de côté provisoirement, je suis en possession de témoignages de vieux militants qui peuvent le prouver si nécessaire.

Prenons un exemple pratique tiré de l'actualité.

Les travailleurs et la plupart des militants ignorent absolument tout de ce qui se trame dans le combat que mènent Hollande et son gouvernement, le PS et l'UMP, les appareils corrompus des syndicats, les médias (presse, radio, télévision, Internet), en leur imposant une brutale politique d'austérité ou de régression sociale qui sera sans fin.

Ils ignorent qui tirent véritablement les ficelles, à qui profite le crime. On leur a bien dit que c'était les banquiers ou l'oligarchie financière, mais ils ignorent comment et à quelle fin, qu'ils n'en sont pas à leur premier coup d'essai et quel est leur véritable objectif, à quel plan cela correspond qui a été patiemment, minutieusement pensé et savamment orchestré étape par étape depuis fort longtemps, un siècle, davantage même, et que depuis leurs auteurs n'ont jamais réellement lâché le morceau, qu'ils sont animés par une détermination cynique et inébranlable, bref qu'ils mènent une lutte à mort à l'issue duquel seul l'un des deux protagonistes restera en vie ou détiendra tout le pouvoir.

Ils n'ont pas la moindre idée que ce qu'ils subissent aujourd'hui et ce qu'ils vont subir demain qui sera bien pire encore, est le produit d'un calcul politique, qui est certes déterminé par les contradictions du capitalisme pour en quelque sorte les neutraliser en leur ôtant tout pouvoir politique, c'est-à-dire tout moyen de s'opposer à ceux qui les exploitent et les oppriment, les réduisant ainsi à un état pire que l'esclave puisque autrefois son maître s'employait à lui fournir ce dont il avait besoin pour le maintenir en bon état ou en vie, ce qui ne sera même pas leur cas. C'est déjà le cas de centaines de millions de travailleurs à travers le monde livrés à eux-mêmes, qui triment comme des esclaves pratiquement sans aucun droit politique, sans aucun recours, sans aucun moyen pour combattre le sort abominable qui leur est réservé quotidiennement, de la naissance à leur mort, sans compter qu'ils pourraient être un jour tout bonnement sacrifiés comme c'est le cas de masses entières de travailleurs avec leurs familles au Soudan, en Somali, au Nigeria et dans bien d'autres pays.

Cette terrible misère sociale qui s'étend à la surface de la terre, cette injustice innommable, tout comme les guerres aux XIXe, XXe siècle et de nos jours, les famines, la hausse des prix des denrées alimentaires, les génocides, etc. sont le produit à la fois de l'évolution du capitalisme parvenu à un certain stade de son développement devenu incompatible avec les satisfactions des besoins de l'humanité, avec la survie d'une partie grandissante de l'humanité condamnée à crever littéralement, et ceux d'une poignée de richissimes banquiers ou hommes d'affaires qui pour conserver ou étendre davantage leur pouvoir les ont planifiés, provoqués volontairement, ils ont même été jusqu'à imaginer des pandémies pour vendre ensuite des vaccins, leur cynisme est sans limite, pourquoi, uniquement pour détenir le pouvoir absolu sur l'humanité qui en serait totalement dépourvue ou sans défense.

On leur dit qu'il y avait une crise économique et que c'étaient les banquiers ou le capitalisme qui en étaient responsables, mais c'est insuffisant. Ils ignorent que les mesures qui sont prises par les différents gouvernements qui se plient au diktat de la troïka correspondent à un plan arrêté, non pas pour mettre fin à cette crise de telle sorte qu'ils vivent mieux par la suite, au contraire pour qu'ils vivent encore et toujours plus mal, et ce tableau serait incomplet si on omettait de préciser, en leur enlevant tout pouvoir politique de s'y opposer dans l'avenir, de façon à pouvoir leur imposer indéfiniment des conditions de vie et de travail toujours plus insupportables une fois réduits à l'état d'esclaves ou pire encore comme on l'a déjà dit, sous les ordres d'un gouvernement mondial contrôlé par un cartel de banquiers internationaux flanqué d'une élite intellectuelle qui vivraient comme des monarques absolus sur leurs sujets.

Bien entendu, il ne s'agirait pas de répéter indéfiniment le même refrain aux travailleurs, ce qui vient d'être dit figurerait dans une brochure et serait agrémenté d'exemples ou de faits précis, on n'aurait que l'embarras du choix.

Cela pourrait être résumé en quelques lignes et accompagnerait des exemples pris dans l'actualité ou on se servirait de faits qui se sont produits aux XIX et XXe siècle et que l'on porterait à leur connaissance en les reliant à l'actualité. Pratiquement chaque semaine ou plusieurs fois par semaine il se produit dans le monde des faits que l'on peut étayer de cette manière-là pour que les travailleurs en comprennent la signification profonde, complète en somme, au lieu de survoler les faits comme on le fait habituellement et qui ne sert pas à grand chose en réalité.

Si vous avez lu attentivement les causeries des derniers jours, vous avez pu vous rendre compte que je m'étais appliqué à prouver que cet exercice était facilement réalisable, et j'ai laissé passer de nombreux faits qui auraient pu être analysés de la sorte.

Par exemple, Lagarde (FMI) dit que l'Espagne doit encore faire un effort, etc. Rajoy répond en annonçant un nouveau train de mesures réactionnaires. On comprend parfaitement qui va en être les victimes et les bénéficiaires, mais on ne fait là qu'effleurer la réalité qui va bien plus loin. A ce stade on pourrait encore croire que le FMI et les banquiers font cela pour le bien des Espagnoles, qu'il n'est pas possible de faire autrement pour X raisons, qu'il s'agirait de mauvaises décisions et que de bonnes décisions existeraient, n'y ont-ils pas pensé, ne veulent-ils pas y penser, là on se rapproche de la vérité, cependant il ressort de tout cela, qu'on ne comprend pas bien ce qui se passe réellement. Tout le monde détient un morceau de la vérité mais personne ne la détient entièrement, tout le monde a raison et tort en même temps, il est toujours possible d'opposer les arguments des uns et des autres pour finalement en être toujours au même point, et en effet, car en réalité ces mesures figurent dans un plan d'ensemble à l'échelle mondiale que tout le monde ignore, c'est là que réside le secret de la puissance des maîtres du monde, ils sont les seuls à savoir au juste ce qui est en train de se passer, normal ils en sont les auteurs.

Je ne sais pas si j'ai été clair, il est maintenant 0h59, ils viennent juste de remettre le courant et je vais aller me coucher.

Supplément de dimanche matin

Maladresse sémantique, mais pas seulement.

NPA

- Portail national : Combattre les lois liberticides de gauche comme de droite!

- Tendance Claire : Austérité de gauche...

D'autres emploient les mêmes expressions ou des variantes.

Mettez-vous un instant dans la tête d'un travailleur qui lit ou qui entend cela. Que va-t-il penser sachant qu'il s'imagine que ceux que l'on catalogue à gauche représentent la gauche, tout en méconnaissant les autres partis qui méritent d'être classés à gauche sans pour autant êtres correctes de notre point de vue ?

Que la droite et la gauche c'est la même chose, bref que tous les partis sans faire de distinction sont pourris.

Quand les travailleurs n'identifient pas tous les partis ouvriers à la gauche, où l'on site par erreur le PS, c'est qu'ils les ignorent, disons à 99%, ils considèrent le POI, le NPA, LO et les groupes qui gravitent plus ou moins autour comme des gauchistes ou des farfelus sympathiques mais qui ne méritent pas qu'on s'y attarde.

Il n'y a pas de politique d'austérité de droite ou de gauche, il existe une politique d'austérité qui correspond aux besoins des nantis qui eux ne sont ni de droite ni de gauche mais des priviliégiés tout court.

Tous les privilégiés appartiennent à la même classe et tous ceux qui appliquent une politique d'austérité figurent dans le même camp, celui de nos ennemis, ainsi les choses sont plus claires car conforment à la réalité que les uns et les autres s'emploient systématiquement à déformer, à croire qu'ils ne tiennent pas vraiment à ce que les travailleurs s'y retrouvent, en tout cas si telle était leur intention force est de constater qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Ils sont incapables de nommer un chat un chat, c'est terrible.

C'est une supercherie que de prétendre que le PS serait de gauche, c'est en réalité un parti qui présente exactement les mêmes caractéristiques que l'UMP qui comporte en son sein des gaullistes dit sociaux ou de gauche, qui se disent humanitaires, libres penseurs.

Le point commun (notamment) à l'UMP et au PS qui permet de les placer définitivement dans le même camp, c'est qu'ils se réclament tous les deux de l'économie de marché, du système économique capitaliste, partant de là ils figurent dans le camp de notre ennemi.

Rappelons que les dirigeants du PS l'ont claironné eux-mêmes en 1983 et qu'il ne s'agit pas là d'une interprétation de notre part.

Un parti se réclamant du capitalisme combattra donc l'ennemi du capitalisme, le socialisme, la classe qu'il incarne, la classe ouvrière, les travailleurs. C'est donc un parti du capital, tout le reste est du baratin pour faire illusion et tromper sciemment les masses et les militants.

Voilà ce dont se rendent complices consciemment ou non ceux qui tiennent absolument à placer le PS dans le camp de la gauche, qui ne devrait être réservé qu'aux partis ouvriers, ce qui évidemment ne présume en rien les véritables intentions de ces partis, s'ils combattent réellement pour le socialisme ou s'ils soutiennent en fait le régime, c'est une autre question.

Autre chose.

Le silence aussi un signe de faillite politique.

NPA et LO, le 14 octobre 2012, après l'adoption du TSCG et la "*règle d'or*" ils n'ont publié aucun article, c'est à se demander s'ils existent vraiment, quoi, vous pouvez ajoutez qui...

C'est quoi au juste le Front de gauche en Europe ? Une imposture (de plus).

Lundi, le président de la Coalition pour une alternative de gauche (Syriza), Aleksis Tsipras, a pris part aux manifestations au Syntagma Square et a proposé un terme aux coupures. Au même moment, il a défendu l'UE – l'instrument principal de l'élite financière pour imposer ces coupures. Dans un article du Guardian lundi, il a appelé à renforcer les institutions européennes et à créer une union politique pour l'UE.

Tsipras a été appuyé par le président du (Parti de gauche) allemand, Bernd Riexinger, qui a aussi pris part à la manifestation à Athènes. Le Parti de gauche a non seulement permis l'adoption du sauvetage des banques en Allemagne, mais a aussi imposé des coupes sociales dans les états de Berlin, Brandenburg et en Rhénanie du nord-Westphalia. Il n'est donc pas surprenant que la revendication principale de Riexinger était que Merkel rencontre Tsipras pour des pourparlers. (source : wsws.org, sur Mondialisation.ca 12.10)

La suite publié la veille au soir

UE. Imposture suprême ou provocation guerrière ?

Secouée par une grave crise économique et sociale, l'Union européenne a reçu vendredi un coup de pouce au moral en se voyant attribuer le prix Nobel de la paix 2012 pour son rôle dans l'unification du Vieux Continent.

"*L'Union et ses pionniers ont contribué pendant plus de six décennies à promouvoir la paix et la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe*", a indiqué le comité Nobel norvégien.

(Alors que dans un dernier sondage plus de 70% des Grecs rejettent les mesures d'austérité drastiques que veut lui imposer la troïka, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble a tenu à rappeler sa définition de la démocratie : "*En démocratie, c'est la majorité qui décide. Une minorité peut protester mais ce sont les dirigeants politiques qui prennent les décisions.*" la majorité étant la troïka et le gouvernement allemand, la minorité ces 70% de Grecs. Il faisait référence aux 15.000 manifestants qui ont accueilli Merkel à Athènes au cri de : dehors! - Ndlr))

Le nom du lauréat a été officiellement annoncé à 09h00 GMT (11h00 en France) par les cinq membres norvégiens du jury, présidé par Thorbjorn Jagland, par ailleurs secrétaire général du Conseil de l'Europe.

(Un jury composé de cinq parlementaires norvégiens qui n'ont absolument aucune légitimité pour décider à la place des peuples du monde entier qui mériterait une telle récompense. - Ndlr)

Il faut également rappelé ce que les différents commentateurs agités et boyeurs oublis de signaler, que Nobel fut un marchand d'arme, on devrait dire plutôt un trafiquant d'arme au côté de... Rothschild. Il s'illustra de sinistre mémoire en mettant au point une nouvelle forme de nitroglycérine : la dynamite, une arme de guerre à la fin du XIXe siècle

L'UE a joué un rôle clé dans la transformation de l'Europe "*d'un continent de guerres en un continent de paix*", a déclaré ce dernier.

(A coup de dynamite ! Comme chacun sait la paix succède toujours à la guerre. - Ndlr)

"*C'est un message adressé à l'Europe pour qu'elle fasse tout ce qui est en son pouvoir pour préserver ce qu'elle a réalisé et pour aller de l'avant", a-t-il ajouté en soulignant que cette distinction avait pour objet de rappeler tout ce qui serait perdu "si on permettait l'effondrement de l'Union*".

(Chantage, c'est en réalité une oeuvre destructrice qui a contribué en Europe à jeter des centaines de milliers de travailleurs des mines, de la sidérurgie, de la métallurgie, du textile, etc. au chômage plongeant leurs familles dans le désespoir, soutenant toutes les guerres concoctées par l'impérialisme américain depuis sa création. - Ndlr)

Le choix du comité Nobel peut surprendre en raison des difficultés économiques actuelles de l'UE, secouée par la crise des dettes dans la zone euro. Le continent est plongé dans une cure d'austérité drastique qui se traduit par de vives tensions sociales et des regains de nationalisme.

(Entre provocation et mépris à l'encontre des peuples de l'UE auquel elle inflige des souffrances sans nombre, c'est peut-être ainsi que l'on pourrait qualifier cette opération de propagande... de guerre contre les travailleurs de l'UE. - Ndlr)

"*L'UE connait actuellement de graves difficultés économiques et des troubles sociaux considérables. Le comité Nobel norvégien souhaite mettre l'accent sur ce qu'il considère comme le plus grand résultat obtenu par l'UE : le combat victorieux pour la paix, la réconciliation et pour la démocratie et les droits de l'homme*", déclarent les cinq membres du comité.

(Alors que l'impérialisme américain qui est le véritable inspirateur de l'UE n'a cessé de comploter contre les peuples qui la constitue jusqu'à armer Hitler pour préparer la seconde guerre mondiale. - Ndlr)

La Norvège, où siège le comité du prix Nobel de la paix, a refusé à deux reprises d'intégrer l'Union européenne, en 1972 et 1994. Le pays, classé au premier rang de l'indice de développement humain établi par l'Onu, a prospéré en dehors de l'UE grâce notamment à ses richesses en hydrocarbures.

(Ils savent parfaitement que ce serait un suicide que d'adhérer à l'UE, ils tiennent à préserver leurs richesses comme un autre pays de l'UE, un paradis fiscal, la Suisse. - Ndlr)

Les cinq membres du Comité Nobel sont désignés par le Parlement norvégien, où les différents partis représentés sont divisés sur l'hypothèse d'une adhésion à l'UE.

Thorbjorn Jagland est lui-même un partisan d'une telle adhésion. "*Dans l'entre-deux guerres, le Comité Nobel norvégien a plusieurs fois distingué des personnes ayant travaillé à la réconciliation entre l'Allemagne et la France. Depuis 1945, cette réconciliation est devenue une réalité*", dit le comité.

"*Sur une période de 70 ans, l'Allemagne et la France ont été trois fois en guerre. Aujourd'hui, la guerre entre l'Allemagne et la France est impensable.*"

(La der des der, on connaît la musique, il semblerait plutôt qu'ils préparent la suivante en coulisse, l'autre côté de l'Atlantique et de la Manche. - Ndlr)

Le président du Parlement européen, l'Allemand Martin Schulz, s'est dit "*profondément ému et touché*" par cette distinction, qui constitue à ses yeux la reconnaissance des efforts de réconciliation entrepris par les Européens après la Seconde Guerre mondiale.

"*La réconciliation est l'essence même de l'UE. Cela peut être une source d'inspiration. L'UE est un projet unique qui a remplacé la guerre par la paix, la haine par la solidarité*", a écrit Martin Schulz sur Twitter. (Reuters 12.10)

(Traduisez "*la guerre par la paix*" entre les classes et la solidarité avec les nantis, pour leur bien-être car pour ce qui concerne les travailleurs de l'UE, il faudra encore attendre... - Ndlr)

Réactions à l'annonce du prix Nobel de la paix décerné à l'UE

La paix franco-allemande sur le dos des peuples des autres continents où les guerres n'ont jamais cessé. La paix pour les gangsters de la finance, la guerre dans les ménages ravagés par le chômage, la précarité, la pauvreté.

- L'Élysée a estimé vendredi que l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne était "*un immense honneur*" qui "*nous engage tous à poursuivre vers une Europe plus unie, plus juste, plus forte et porteuse de paix*". Il a mis en exergue "*le chemin qui a été fait*" depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, évoquant "*une Europe unie, vivant en paix et avec des institutions solides*".

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, a estimé que la remise du prix Nobel de la paix à l'UE était un "*message à la fois moral et politique*".

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est demandé vendredi si l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne était "*de l'humour noir*", jugeant que "*l'UE n'est pas une force de paix internationale*" et a été "*actrice de conflits internationaux majeurs*". Et de demander : "*Qu'a-t-elle fait pour aider Chypre, face à l'occupation illégale du nord de l'île par la Turquie ? Frontex et les murs de l'Europe forteresse respecteraient les droits de l'homme ?*" Pour le secrétaire national du PCF, "*la concurrence, l'austérité et les confiscations de souveraineté - illustrées aujourd'hui par le traité budgétaire - conduisent à de nouvelles divisions des peuples, à leur appauvrissement et au désespoir. Nous savons - c'est l'histoire de l'Europe - que cela peut mener au pire*". "*Il n'y a pas lieu de redorer le blason d'une construction européenne dont l'échec est cuisant*", conclut-il.

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, a décerné vendredi le prix de "*l'humour noir*" au Comité Nobel de la paix qui a couronné l'Union européenne. "*On comprend qu'elle n'ait pas reçu le prix Nobel d'économie tant sa politique aggrave la crise et le chômage*", ironise dans un communiqué l'ex-candidat du Front de gauche à l'Élysée. "*Certes, l'Union européenne a garanti la paix aux marchés financiers, aux spéculateurs et aux profits bancaires*", ajoute-t-il. "*Mais ne mène-t-elle pas une guerre contre les peuples qui la composent et leurs droits sociaux ? (...) Dans ces conditions, autant lui accorder aussi le prix Nobel de littérature pour la qualité littéraire de ses traités. Le Comité Nobel mérite, quant à lui, le prix Nobel de l'humour noir*",

conclut l'eurodéputé.

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la Convention européenne, a salué vendredi le prix Nobel de la paix accordé à l'UE : "*Il est juste que l'effort extraordinaire accompli par les Européens et leurs dirigeants pour établir une paix définitive sur leur continent, historiquement ravagé par les guerres, soit reconnu et honoré*", écrit l'ancien chef de l'État français dans un communiqué.

- François Bayrou, président du MoDem, a salué le prix Nobel de la paix accordé à l'Union européenne, dans laquelle il voit "*l'entreprise historique la plus pacifique de tous les temps". "En cela, le comité Nobel ne pouvait pas choisir plus justement*", a dit l'ancien ministre centriste.

- Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, a vu vendredi dans l'attribution du prix Nobel de la paix à l'UE "*un très grand honneur pour tous les Européens*" et a rendu un hommage aux artisans français de l'Union, particulièrement à Nicolas Sarkozy. Ce prix, écrit le député-maire de Meaux dans un communiqué, "*vient récompenser des décennies de travail en faveur de la paix et des droits de l'homme sur notre continent et dans le monde*."

- Jean-Louis Borloo, président de l'Union des démocrates et indépendants, a salué vendredi en l'Union européenne, lauréate du prix Nobel de la paix 2012, "*une belle aventure politique*" et "*une formidable invention*". "*C'est beau, l'Europe !*" s'exclame l'ancien ministre centriste dans un communiqué. "*Le reste du monde nous rappelle que l'Europe est le plus grand projet politique de paix, de liberté et de démocratie. Nous devons être fiers de ce que ce modèle unique au monde a accompli en si peu de temps.*"

- Marine Le Pen, la présidente du Front national, a estimé vendredi que l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne, "*trois ans après Barack Obama, l'homme de toutes les guerres, montre la faillite totale du comité Nobel (...) L'Union européenne est aujourd'hui le premier facteur de désunion et de montée des tensions entre les nations européennes, en organisant une concurrence féroce entre les peuples, en méprisant toute forme d'expression démocratique et en sacrifiant partout la prospérité sur le dogme de l'euro*", écrit la responsable FN dans un communiqué. "*Les Grecs le savent déjà : l'Union européenne n'a pas encore de canons, mais ses divisions sont les puissances d'argent et les banques qui asservissent les peuples*", poursuit Marine Le Pen. En récompensant "la guerre économique et sociale tous azimuts entre les peuples, qui ne peut conduire qu'à la guerre tout court", le comité Nobel s'est "discrédité à jamais", conclut-elle. (lepoint.fr 12.10)

Il y a quelque chose de choquant dans ces déclarations, J-L Mélenchon comme toujours est incapable de mener une analyse jusqu'au bout ou de terminer une phrase contrairement à Le Pen. Quant à P. Laurent il laisse planer un affreux doute sur les véritables intentions de l'UE. Une nouvelle fois il laisse le champ libre à Le Pen sans doute pour mieux la combattre ensuite...

Le PS. Comment entretenir l'illusion.

Harlem Désir a appelé vendredi au rassemblement et à l'unité du PS en ces temps "*de crise sans précédent*", assurant se satisfaire pleinement du score obtenu par sa motion lors du vote militant de jeudi soir, sous la barre des 70% selon des résultats quasi définitifs. (Ce sont des gens qui sont toujours satisfaits d'eux-mêmes qui puent la suffisance à en vomir. - Ndlr)

Dans ce vote destiné à départager cinq textes, sa motion d'orientation politique soutenue par tout le gouvernement, Jean-Marc Ayrault en tête, et par la numéro un sortante Martine Aubry, a recueilli 68,42% des voix, selon des résultats portant sur 97% des bulletins dépouillés communiqués en début d'après-midi. Les résultats définitifs devaient être connus en début de soirée.

Ce votes s'est déroulé entre 17h et 22h et seulement 73.000 adhérents à jour de leurs cotisations devaient y participer sur 170.000 selon leurs chiffres, soit moins de 50%. Ce parti est le champion toutes catégories de l'imposture qui consiste à transformer systématiquement une minorité en majorité, l'avez-vous remarqué ? - Ndlr)

La motion de l'aile gauche a obtenu 13,27%, selon les mêmes résultats, ouvrant la voie à un duel entre Harlem Désir et son premier signataire Emmanuel Maurel pour le second vote des militants le 18 octobre, qui devra désigner le nouveau premier secrétaire.

(Gauche qui partage la reconnaissance du marché ou de l'économie capitaliste avec sa droite, autrement dit qui est aussi à gauche que Fillon par rapport à Copé à l'UMP ! - Ndlr)

La surprise est venue du score obtenu par le texte représenté par Stéphane Hessel (motion 4), auteur du best-seller "*Indignez-vous*": 11,79% des suffrages.

Harlem Désir s'est félicité devant la presse de son score: "*une majorité des deux tiers, a-t-il dit, cela donne une stabilité à la gouvernance du parti, la possibilité d'avoir un choix exprimé par les militants très clair sur l'orientation et le soutien à la politique qui est conduite*".

(Il confirme ce que j'ai rapporté plus haut, deux-tiers de moins de 42% fait une majorité ! - Ndlr)

Harlem Désir s'est employé aussitôt à mettre en exergue les points de convergence entre les différentes lignes d'orientation politique.

(Sur ce point on ne le contredira pas. - Ndlr)

"*Ce souci de la justice sociale et en même temps de la loyauté et du soutien au gouvernement, je suis sûr qu'il est partagé par toutes les motions*", a-t-il dit.

(C'est pas souci de "*justice sociale* que le gouvernement soutien la direction de PSA, Sanofi, etc. cela n'a échappé à personne. - Ndlr)

"*J'ai vocation maintenant, a-t-il insisté, à rassembler l'ensemble des socialistes*".

(Rectifions : Les farouches ennemis du socialisme et du prolétariat. - Ndlr)

Comme on lui demandait s'il avait eu des contacts avec les autres premiers signataires, il a répondu: "*oui avec plusieurs, nous sommes en train d'échanger sur la façon de réussir notre congrès et de préparer cet indispensable rassemblement*". (AFP 12.10)

Le PS, un parti de grands bourgeois "***sentimentaux***".

Jérome Cahuzac, le ministre socialiste qui veut taxer les retraités et plumer les « *pigeons* », se serait bien passé du cambriolage de son appartement personnel : on lui a dérobé quelques objets qui n'avaient, jure-t-il, qu'une « *valeur sentimentale* ». L'estimation pour les assurances fait état de montres Rolex, Breitling, Jaeger-LeCoultre, Chaumet ou Boucheron pour un montant de 100 000 euros – ce qui pousse très haut l'attachement « *sentimental* » du ministre pour ses montres suisses (source : Le Parisien). L'industrie horlogère respire : cela fait au moins deux collectionneurs de belles montres à Bercy, puisque Pierre Moscovici, le ministre de l'Economie, est lui aussi un grand amateur de belles montres suisses... (Atlantico.fr 12.10)

A croire que nos dirigeants sont des "*sentimentaux*" quand ils font encore une distinction entre l'UMP et le PS...

Commentaire d'internautes pour finir de dégoûter ceux qui ont voté Hollande et PS

1- "Et les lunettes d'Audrey PULVAR coutent 12 000 euros ! Oui douze mille euros ? C'est ce qu'a révélé le site du Point. Des lunettes sur mesure, modèle unique, en écaille de tortue. Sa réponse : "*je fais ce que je veux de mon argent*". "

2- "Et DSK, Julien Dray, Fabius leur préfèrent les tableaux ils avaient decidé de les soustraire à l'impôt désormais les socialistes préfèrent imposer les retraites, les fumeurs, les buveurs de bière pendant que la ministre d'opérette Benguigui voyage en jet privé à nos frais."

3- "La question est .....

Combien de français connaîtront ce détail, car au fond c'en est un ? 1 sur 100 ? 1 sur 1000 ? Tous les français ont été abreuvés jusqu'à plus soif de la Rolex de Sarkozy, pourtant un détail là aussi. Mais selon l'éclairage, ou pas, que décident de donner les médias à un détail, alors il devient une arme de destruction massive.

Il faut juguler les médias et les remettre à leur place, informer, commenter si nécessaire en respectant la thèse et l'antithèse, mais non pas manipuler une population de plus en plus manipulable."

Commentaire : Il faudrait pour cela commencer par "*juguler*" les banquiers à qui ils appartiennent ou qui les contrôlent.

ACTUALITE EN TITRES

La mimolette reçoit du renfort. Il s'en serait bien passer...

- Schwarzenegger soutient la rigueur de Hollande et agace les communistes - L'Expansion.com

La France "*va dans le même sens que les Etats-Unis*", assure l'ex-gouverneur de Californie.

Fonds du mensonge intentionnel

- Le FMI tente de dissiper le flou entourant les débats sur l'austérité AFP

Lire : Le FMI s'emploie à entretenir le flou entourant les débats sur l'austérité

Que craignent-ils ?

- L'Allemagne d'accord avec le FMI pour ajuster le rythme de la rigueur? L'Expansion.com

- Wolfgang Schäuble se dit prêt à discuter le rythme de réduction des dettes LePoint.fr

Face au scandale, ils montent au front

- Un prix Nobel de la paix amplement mérité LeMonde.fr -

- Prix Nobel: "Le Comité a voulu donner un coup de pouce à l'Europe en cette période difficile" - L'Express.fr

Modeste victoire de deux ex-ministres du PS.

- La fin de la castration des cochons, c'est pour demain en France - LePoint.fr

Ci-dessous, les titres mis en ligne la veille au soir.

Propagande et ignorance.

- Les ménages américains retrouvent leur confiance d'avant crise - L'Expansion.com

Traduction : c'est reparti pour un endettement démesuré !

L'honneur perdu

- Nobel de la paix : les Européens honorés - LePoint.fr

Leur moral à coup de canons et de chômeurs

- Prix Nobel à l'UE: "*un message moral et politique*" selon Jacques Delors - AFP

Ils creusent notre tombe.

- L'austérité est la seule voie pour l'Europe, estime le ministre allemand des Finances - L'Expansion.com

- L'Allemagne défend l'austérité à tout prix face au reste du monde - L'Expansion.com

Correction : sauf de la FED !

- Nobel de la paix à l'UE: Merkel vante l'euro - L'Expansion.com

Traduction : le mark !

La guerre qui valait bien le prix de la paix.

- Ce que l'Europe va faire avec son Nobel de la Paix - L'Express.fr

Réponse : prendre le pouvoir une fois qu'elle aura vidé nos poches et remplii celles des banquiers. Avant cela : la guerre !

Le quatrième pouvoir rend hommage à l'Union européenne.

- Le Nobel pourrait redonner sens au projet européen - Reuters

- Prix Nobel de la paix : un encouragement à l'Europe Mével, - LeFigaro.fr

- Un Nobel pour l'Europe? Bravo! - L'Express.fr

- '*Ce n'est pas l'Europe qui a fait la paix, mais la paix qui a fait l'Europe*' - LeMonde.fr

- Nobel : "*L'Union doit réclamer un siège au Conseil de sécurité*" - Le Nouvel Observateur

Le chantre de l'obscurantisme

- Moscovici : '*L'Europe sera aimée des peuples si elle offre des perspectives de croissance*' - LeMonde.fr

Couac !

- Prix Nobel : surprise à Bruxelles - LeMonde.fr

- Quand le Nobel de la paix sème la zizanie institutionnelle en Europe - LePoint.fr

En dehors des représentants du capital et leurs larbins intellectuels qui ont le droit de citer dans les médias, allez disons entre 80 à 90% des réactions tournent en dérision prise par une poignée de députés norvégiens... hostile à l'entrée de leur pays dans l'UE !

Circonvolution.

- Hollande à Dakar : « *Le temps de la Françafrique est révolu* » - Public Sénat

Miroir

- La France réfléchit à "*réparer*" les conséquences de l'esclavage - LePoint.fr

Alors qu'elle abolisse le captalisme et le chômage !

Hollande. Parole d'un pilleur et d'un affameur.

- '*L'Afrique doit reconstituer ses réserves pour amortir un retour de la crise*' - LeMonde.fr

Sauve qui peut !

- Valls n'est pas le sauveur de la gauche - Slate.fr

Correction : il l'est de la droite, en fait droite et gauche couche dans les mêmes draps.

Les ennemis de l'intérieur.

- Islamisme: Valls dénonce les «*ennemis en notre sein*» - LeFigaro.fr

Personne ne dénonce les «*ennemis en notre sein*» : le Parti socialiste et ses satellites ?

En parole.

- Une politique de gauche existe bel et bien ! - L'Express.fr

Collusion et corruption.

- Philippe Courroye, visiteur du soir de Sarkozy - Liberation.fr

Il s'est rendu au moins huit fois à l'Elysée entre septembre 2008 et mars 2011 en passant parfois par le parc, entrée la plus discrète.

- "*Si Nicolas Sarkozy a influencé l'enquête, des poursuites sont possibles*" - Le Nouvel Observateur

Parmi les éléments publiés figure le détail des agendas de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy, mettant en évidence au moins huit rencontres entre lui et M. Courroye de 2008 à 2010, pouvant coïncider avec des moments importants de l'affaire Bettencourt. (lemonde.fr 12.10)

Ils signent leur perte

- Arte cartonne avec "*Ainsi soient-ils*" ! - LePoint.fr

- Les salariés croient à la reprise de Petroplus - Reuters

La CIA a frappé

- Anonymous s'en prend à WikiLeaks - L'Expansion.com

Une intention inavouable.

- Comprendre un monde qui change - LeMonde.fr

Traduction : pérenniser l'ignorance des masses

Ils sont proche du but : réuniir les conditions d'une nouvelle guerre mondiale ?

- Lagarde juge la dette des pays riches proche des niveaux de "*temps de guerre*" - LePoint.fr

Effet d'optique

- '*Une Amérique plus diverse devient moins prompte à imposer son modèle*' - LeMonde.fr

Traduction : la vérité est davantage dilluée, impossible à saisir. Moins prompte à se défaire de l'ignorance qui fait le malheur du peuple américain.

Quelle peine pour un bâtard ?

- Condamné à trois mois de prison avec sursis pour le kidnapping d'un Yorkshire - L'Express.fr

S'il avait kidnappé mon chien, au poids ou au volume, il était bon pour la perpétuité !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Onu

Le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté vendredi une résolution appelant les organisations régionales africaines et les Nations unies à présenter dans les 45 jours un plan d'intervention visant à reconquérir le nord du Mali, sous contrôle de Touareg et d'islamistes, dont certains liés à Al Qaïda.

La France avait présenté fin septembre, dans la foulée de l'intervention de François Hollande à l'Onu, un projet de résolution visant à inciter les autorités maliennes, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et l'Union africaine à soumettre dans les 30 jours un projet d'opération précis permettant l'envoi d'une force africaine dans le nord du pays. (Reuters 12.10)

2- Grèce

Après cinq années de récession et trois années de rigueur réclamées par les bailleurs de fonds du pays -l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international-, 72% des Grecs se disent opposés aux plans de sauvetage, contre 68% en septembre, montre ce sondage pour la chaîne de télévision Skai et le quotidien Kathimerini.

Le gouvernement négocie actuellement de nouvelles mesures d'austérité, comme des baisses de salaires et retraites et de fortes réductions des dépenses sociales, pour obtenir le versement de la prochaine tranche de son deuxième plan de sauvetage de 130 milliards d'euros.

Sur 1.017 personnes interrogées par l'institut Public Issue entre les 4 et 8 octobre, quatre sur cinq estiment que le pays va dans la mauvaise direction, contre 74% le mois dernier. Seuls 13% des sondés pensent le contraire.

"*Le climat politique se détériore*", a commenté le directeur de Public Issue, Yannis Mavris, sur la chaîne Skai. "*Ce sont des niveaux très (négatifs) que nous n'avions plus observés depuis longtemps.*"

Seules 21% des personnes interrogées jugent que le gouvernement actuel -une coalition des conservateurs et du centre gauche- parviendra au bout de son mandat de quatre ans.

Soixante-dix pour cent s'attendent à des élections anticipées et 44% estiment que dans ce cas de figure, l'alliance de gauche Syriza, hostile aux conditions exigées par les bailleurs de fonds, l'emporterait. (Reuters 12.10)

3- Egypte

Des incidents ont éclaté vendredi au Caire lors d'une manifestation de protestation contre l'acquittement de plusieurs responsables de l'ancien régime égyptien qui étaient poursuivis pour avoir ordonné une charge de dromadaires contre les révolutionnaires de la place Tahrir.

Les échauffourées ont opposé partisans et adversaires du président islamiste Mohamed Morsi qui manifestaient ensemble contre l'issue du procès et se sont affrontés à coups de pierres et de bouteilles.

Mercredi, un tribunal du Caire a acquitté par manque de preuves quelque 24 anciens hauts fonctionnaires du régime Moubarak qui étaient accusés d'avoir ordonné l'attaque à dos de dromadaires des manifestants de Tahrir le 2 février 2011, neuf jours avant la chute de Moubarak.

Le procès de cet épisode parmi les plus violents de la "révolution du Nil" était suivi de très près par ceux qui en Egypte réclament justice pour les centaines de morts des journées révolutionnaires de janvier-février 2011.

A la suite de l'acquittement, ils ont estimé que le procureur général Abdel Maguid Mahmoud avait mal préparé le dossier d'accusation.

Agissant sans doute par souci d'apaisement, le président Morsi a annoncé tard jeudi soir la nomination d'Abdel Maguid Mahmoud au poste d'ambassadeur auprès du Vatican, ce qui revient à le démettre de facto de ses fonctions de procureur général (le droit égyptien interdisait au président de le révoquer).

Mais le magistrat a dénoncé cette décision -également critiquée par l'association des juges au nom de l'indépendance de la justice- et annoncé à des médias égyptiens qu'il resterait en Egypte. (Reuters 12.10)

SOCIAL

France

Carrefour a détaillé vendredi aux organisations syndicales un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) concernant 533 postes administratifs en France, dont une grande majorité de cadres.

Fin août, le premier employeur privé de France avait affiché sa volonté de supprimer entre 500 et 600 postes sur les 7 000 postes administratifs des nombreux sièges du groupe, via un plan de départs volontaires. «*Ils nous ont annoncé 533 suppressions de postes, dont la grande majorité, c'est-à-dire 450, sont des postes de cadres*» a affirmé Bruno Moutry (CFDT), à l'issue d'un comité de groupe extraordinaire. 287 postes seraient supprimés au siège des hypermarchés Carrefour, situé à Evry-Courcouronnes, près de Paris. Les autres sites touchés sont principalement ceux de Boulogne-Billancourt et de Massy-Palaiseau,

en banlieue parisienne.

La CFDT dénonce un plan social qui «*cible des postes précis, réduisant l'impact du volontariat et stigmatisant les salariés qui occupent ces emplois*». La CGT y voit pour sa part «*un plan social a minima*». Carrefour compte 412 000 collaborateurs dans le monde, dont 115 000 en France. (Liberation.fr 12.10)

ECONOMIE

1- Banques

1.1- Santander a renoncé à acheter 316 agences britanniques appartenant à Royal Bank of Scotland, alors que les deux banques s'étaient mises d'accord en août 2010 sur une cession pour 1,65 milliard de livres (2,04 milliards d'euros).

Santander expliqué sa décision par l'impossibilité de finaliser l'accord d'ici la fin de l'année.

RBS a de son côté dit vouloir remettre en vente ce réseau d'agences, conformément aux exigences posées par la Commission européenne lorsque la banque britannique avait reçu une aide publique destinée à lui éviter de sombrer.

La finalisation de l'accord, qui devait intervenir au plus tard en décembre 2011, a plusieurs fois été repoussée pour des raisons techniques.

Santander comptait sur ces agences pour affermir sa position en Grande-Bretagne avant d'introduire en Bourse sa filiale britannique. La banque espagnole visait en outre les portefeuilles des près de 240.000 petites et moyennes entreprises comprises dans l'accord. (Reuters 12.10)

Epurer le réseau des banques en faisant disparaître les plus faibles, mettre à genoux l'Espagne aura servi à empêcher Santander de se renforcer en Grande-Bretagne, le berceau de la FED faut-il rappeler.

1.2- La banque JPMorgan Chase a annoncé vendredi un bénéfice "*record*" de 5,7 milliards de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 34% sur un an et meilleur qu'attendu grâce à une hausse du chiffre d'affaires et une baisse des provisions pour pertes.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 6% sur un an à 25,1 milliards de dollars, mieux que les 24,5 milliards de dollars prévus par les analystes en moyenne. La banque d'investissement a vu ses recettes progresser de 37% sur un an à 1,4 milliard de dollars, celles de transactions en propre ont bondi de 49% et celles de prêts immobiliers de 72%. A l'inverse, le courtage d'actions a vu son chiffre d'affaires chuter de 25% sur un an.

Les provisions pour pertes liées aux prêts ont reculé de 26% à 1,8 milliard de dollars. La première banque américaine en termes d'actifs a réalisé "*une solide performance à travers toutes (ses) activités au troisième trimestre*", s'est félicité le PDG Jamie Dimon, cité dans le communiqué. Il a souligné notamment de bons résultats liés au courtage obligataire, à la hausse des dépôts, des prêts aux entreprises et des prêts immobiliers. "*Nous estimons que le marché immobilier a repris*", a fait valoir M. Dimon qui s'est dit "*fier de la dynamique que nous observons à travers nos activités*".

La division d'investissement en propre (CIO), à l'origine de paris risqués sur les dérivés de crédit ayant coûté 6 milliards de dollars à la banque américaine, a fini de déboucler les positions qui lui restaient sur ces paris, qui avaient pour l'essentiel été transférées à la division de banque d'investissement en juillet.

Au troisième trimestre, ces transactions ont encore coûté 449 millions de dollars à la division CIO en raison d'un resserrement des écarts de taux d'intérêts. La division de banque d'investissement a de son côté essuyé "*une perte modeste*" liée à ce portefeuille de dérivés au cours du trimestre sous revue, précise le communiqué. La banque a fortement remanié les rangs de sa direction depuis l'annonce de ces pertes en mai, qui a terni sa réputation jusqu'alors impeccable.

La presse américaine rapporte que le directeur financier Doug Braustein va lui aussi démissionner, de même qu'une série d'autres dirigeants. Les porte-parole de la banque ne confirment pas. Les rémunérations du groupe ont augmenté de 9% sur un an à 7,5 milliards de dollars. Le New York Times affirme de son côté que les autorités américaines utilisent des conversations téléphoniques enregistrées pour monter un dossier pénal sur ces pertes, cherchant à savoir si elles ont été sciemment dissimulées par des ex-employés des bureaux londoniens de la division CIO. (lexpress.fr 12.10)

2- France

PSA Peugeot Citroën et General Motors réfléchissent à une fusion de leurs activités européennes dans le cadre d'un renforcement de l'alliance annoncée en février, a-t-on appris vendredi de sources au fait du dossier.

Les deux partenaires envisagent plusieurs scénarios, dont une coentreprise regroupant la division automobile de PSA et Opel, la filiale européenne de GM, ont indiqué à Reuters deux sources sous couvert d'anonymat, confirmant ainsi une information du site Latribune.fr.

"*La phase II des discussions a commencé peu de temps après l'annonce initiale de l'alliance et a couvert plusieurs hypothèses, comme la vente d'Opel à PSA, le rachat de l'activité automobile de PSA ou le regroupement des deux dans une nouvelle entité*", a déclaré une des sources.

Depuis l'annonce en février d'une alliance stratégique entre PSA et GM, la question d'un partage de production entre les deux groupes en Europe fait l'objet de rumeurs récurrentes. Une fusion entre PSA et Opel permettrait d'importantes économies d'échelle, mais constituerait aussi un sujet explosif sur le terrain politique et social.

"*General Motors a évidemment à y gagner, mais pour PSA, c'est une autre histoire*", commente Xavier Lelasseux, représentant CFDT chez PSA. "*Opel reste le maillon faible de GM, et en termes d'emploi, il y aurait vraiment lieu de s'inquiéter.*"

Latribune.fr écrit que le projet de regroupement des activités de PSA et d'Opel fait encore l'objet de discussions et qu'il suscite des réticences au sein de la famille Peugeot, principal actionnaire de PSA.

La question de savoir qui des deux groupes piloterait cette entité n'a pas non plus été tranchée, ajoute le site, précisant que le projet n'a pas encore été soumis au conseil de surveillance du constructeur automobile français, mais qu'une décision pourrait intervenir d'ici la fin de l'année.

Latribune.fr indique également que la valeur des actifs de PSA étant supérieure à celle d'Opel, "*General Motors pourrait mettre de l'argent en plus*". (Reuters 13.10)

Et d'après vous qui prendrait les commandes sinon celui qui met de l'argent sur la table ?

3- Etats-Unis

Le déficit budgétaire américain a dépassé les 1.000 milliards de dollars au cours de l'exercice fiscal 2012, pour la quatrième année consécutive, a annoncé vendredi le département du Trésor.

Au cours de l'année écoulée au 30 septembre, le déficit budgétaire des Etats-Unis s'est élevé à 1.089 milliards de dollars (840 milliards d'euros), moins que les 1.297 milliards de l'exercice précédent, grâce à une hausse des recettes en provenance des entreprises et à une diminution des dépenses, a précisé le Trésor.

En septembre, les comptes publics américains sont toutefois ressortis dans le vert, avec un excédent de 75 milliards de dollars, alors que les analystes anticipaient un excédent limité à 42 milliards.

Au total, l'administration Obama a dépensé 3.538 milliards de dollars sur son exercice 2012, 1,7% de moins que l'année dernière, et elle a engrangé 2.449 milliards de recettes, 6,4% de plus que lors de l'exercice précédent. (Reuters 12.10)

Haut de page

Le 15 octobre

CAUSERIE

Comme quoi on passe parfois à côté des choses les plus simples. Hier je me réjouissais d'avoir eu de l'électricité la nuit précédente et une grande partie de la journée, normal on était dimanche et un grand nombre d'entreprises étaient fermées. Donc soyons modeste comme je le répète souvent.

C'est aussi la preuve qu'ils fournissent du courant aux grandes entreprises la semaine, tandis que la population en est privée. Cela confirme également qu'ils ont développé l'industrie au cours des deux dernières décennies en "*oubliant*" de construire de nouveaux centres de production d''électricité, la corruption au niveau de l'Etat leur a bouffé le cerveau ! Ils n'ont pas forcément oublié, mais comme seul l'Etat pouvait construire des centrales nucléaires ou au charbon qui ne leur auraient rien rapporté personnellement ou trop peu, dans leur poche j'entends, ils ont favorisé d'autres projets plus lucratifs... pour eux.

C'est l'évidence même les connaissant.

J'ai ajouté les références de quelques vidéos sur le vieux monde que j'ai sélectionnés en fonction de l'intérêt qu'elles présentent pour les militants afin de mieux comprendre comment fonctionne la société et lemonde, à visionner absolument évidemment, plusieurs fois si possible et en prenant le temps de réfléchir aussi, sinon cela ne servira à rien ou presque.

J'ai encore bossé comme un forcené. Ils ont voulu nous briser le moral en récompensant l'UE, rien de tel pour nous le remonter à bloc ! Je me nourris de l'adversité, des défis qu'on nous lance, la mièvrerie ou la flatterie produisent l'effet inverse. C'est pareil, vous refusez de me contacter pour des raisons que j'ignore, pas de problème, je vais continuer avec encore plus d'acharnement pour faire chier mes détracteurs ou adversaires. Quand ils vont lire ce que j'ai rédigé hier soir et ce matin, ils vont être fou de rage pour ne pas l'avoir publié à ma place plus tôt, car je ne pense pas avoir commis d'erreur. C'est en fait une analyse de la situation mondiale ou plutôt la synthèse des idées que j'ai développées précédemment enrichies de quelques éléments.

Demain ou plus tard si j'ai le temps, je complèterai l'actualisation du site, je dois aussi mettre à jour les pages d'accueil des différentes rubriques, mettre de l'ordre dans mon disque dur, etc. Je n'ai téléchargé que quatre articles de presse ce matin. Outre l'article sur le FMI qu'on décrytera demain, on abordera Facebook pour essayer de comprendre qu'est-ce qu'ils sont en train de tramer derrière, c'est apparemment phénoménal et à l'échelle mondiale.

Eléments pour une analyse de la situation mondiale

Nous savons que le cartel des banquiers internationaux de la Fed ont facilité la montée de Hitler au pouvoir. Comment ? En participant à la reconstruction de l'Allemagne à coup de dizaines de milliards de dollars sans qu'ils n'osent rendre public le chiffre exact tellement cela représentait une somme astronomique à l'époque, en percevant des intérêts très élevés, particuliers, entreprises et Etat se retrouvaient ainsi fortement endettés, puis ils ont progressivement fermé le robinet plongeant l'Allemagne dans une profonde crise économique, sociale et politique sur laquelle surfa son sauveur suprême : Adolf Hitler.

Au passage, c'est le même mécanisme qu'ils utiliseront aux Etats-Unis eux-mêmes pour leur propre compte sur le plan politique, donc pas besoin d'un Hitler dans leur pays, pour assurer le redémarrage économique aux Etats-Unis il leur suffira de faire marcher la planche à billets qui servira à financer l'économie de guerre, rien de plus facile puisque c'était eux qui la détenait, contrairement à Hitler qui dépendait d'eux, ils continueront d'alimenter en matières premières (acier, aluminium, etc.) les usines d'armement du IIIe Reich bien après le déclenchement de la guerre... Ils n'allaient quand même pas s'autodétruire (les Etats-Unis) et passer à côté de si gigantesques profits à leur portée, un peu de sérieux quand même.

Hitler savait que ces banquiers avaient développé un plan consistant à se rendre maîtres du monde sous la dénomination du Nouvel ordre mondial. Il connaissait le mécanisme qui vient d'être décrit.

Jusqu'à quel point s'en est-il inspiré? A-t-il pensé qu'ils pourraient les manipuler ou les doubler ? Je n'en sais rien, toujours est-il que leur objectif politique était identique et que les moyens pour y parvenir présentaient une similitude : une guerre mondiale.

Est-ce que cette seconde guerre mondiale depuis la création de la Fed devait leur servir de test grandeur nature pour observer jusqu'à quel point il leur serait possible de soumettre un jour à une dictature de fer une population immense, qui préfigurerait ce qu'il reproduirait à l'échelle du monde ? C'est possible ou on peut se poser la question sachant que leur cynisme est sans limite.

Cependant, 70 ans plus tard, bien des obstacles demeurent sur leur chemin avant d'y parvenir.

Il leur faudrait soumettre à leur plan la Russie et la Chine qui sont les deux principales puissances avec lesquelles ils sont en concurrence. Tant que ce ne sera pas le cas, ces deux pays continueront de se présenter comme des puissances concurrentes susceptibles de constituer une sorte de monopoles en regroupant autour d'eux d'autres puissances régionales, c'est particulièrement vrai pour la Chine.

Au niveau mondial, on se trouve dorénavant en présence de trois monopoles, le premier regroupant les Etats-Unis, l'UE, l'Australie et le Japon, le second la Chine avec les pays d'Asie du Sud-est plus quelques pays gravitant autour ou alliés, le troisième étant la Russie qui paraît plus faible et isolé en dehors du Venezuela, Cuba et quelques pays d'Amérique latine où le pouvoir peut basculer du côté des Etats-Unis.

Le développement historique du capitalisme a produit la libre concurrence entre capitalistes jusqu'à la fin du XIXe siècle pour ensuite donner naissance au monopole sous l'emprise grandissante du capitalisme financier sur l'ensemble de l'économie, pour finalement déboucher sur une concurrence entre des monopoles à l'échelle mondiale qui épousent les contours des différents continents qu'ils se partagent, l'Afrique étant dépecée et placées sous l'influence ou la tutelle de ces trois principaux monopoles, d'où l'état de sous-développement endémique dans laquelle elle est restée pour la majeure partie de la population, mais par pour les multinationales de ces monopoles qui exploitent et pillent ses richesses, quelque part l'Afrique préfigure ce que leur Nouvel ordre mondial imposerait à la population mondiale sur le plan social et politique, précisons,

le destin qu'ils réservent aux centaines de millions de travailleurs et leurs familles à travers le monde et pas seulement en Afrique, qu'ils considèrent inutiles à leur plan ou des parasites qui ne méritent pas de vivre et qui doivent être exterminés, disons par voie naturelle, la faim, ou qui seront conduits à s'entretuer pour tenter de survivre, si vous avez bien observé, c'est déjà ce qui est en train de se produire au Moyen et Proche-Orient.

Les régimes en place en Russie et en Chine constituent actuellement des obstacles pour franchir une nouvelle étape vers la réalisation de ce gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière internationale. Il faudrait dans ces pays des régimes similaires à celui qui existe aux Etats-Unis ou en Europe avec l'Union européenne.

En Europe, leur projet avance (TSCG et MES), mais les résistances sont grandes et l'avenir demeure incertain du fait que les peuples refusent de subir la formidable régression sociale qu'ils veulent leur imposer et se mobilisent comme ils peuvent avec ce qui reste encore du mouvement ouvrier. On y reviendra plus loin.

En Georgie, ex-république de l'URSS, les Américains viennent de faire élire un milliardaire gagné à leur cause contre la Russie. Pour une raison géographique, la Georgie devrait être appelée à rejoindre l'UE, l'agence européenne des Américains. Tous les pays de la région sont dirigés par des affairistes proeuropéens, l'affaire est entendue. Reste la Turquie, qui en témoignant sa soumission totale à Israël, le bras armée de l'impérialisme au Proche-Orient, et aux Etats-Unis dans la guerre qu'ils ont engagée contre la Syrie, leur fournit ainsi un gage de fidélité qui devrait se conclure à terme par son intégration dans l'UE, sauf si sur le plan géostratégique ils avaient davantage intérêt à ce qu'elle reste en dehors de l'UE pour une durée indéterminée.

On ne voit pas comment les Américains pourraient venir à bout des régimes en Russie et en Chine, maintenant qu'ils ont rejoint l'économie capitaliste mondial, l'un disposant d'importantes richesses naturelles, le gaz et le pétrole entre autres, l'autre la plus importante main d'oeuvre du monde, sans parler de son gigantesque marché intérieur.

Je n'ai pas cité l'Inde où j'habite avec son 1,2 milliards d'habitants, car c'est encore un pays semi féodal. Les éléments fournis précédemment sur l'Afrique pourraient s'appliquer à l'Inde, il faudra en préciser les termes exacts plus tard, c'est relativement secondaire. Les travailleurs indiens sont déjà soumis à un régime de servitude extrême, étant donné que la législation du travail est quasi inexistante en dehors de la fonction publique et des grandes entreprises qui ne doivent rassembler que 10% à peine de la main d'oeuvre du pays, ce chiffre est fourni à titre indicatif seulement, pour dire qu'il demeure insignifiant. Et sur le plan politique, comme en Afrique aussi, tous les partis sont complètement corrompus, ce sont carrément des organisations de type mafieuses, criminelles, et de fait les masses exploitées se retrouvent sans parti politique pour les représenter véritablement et défendre leurs droits. Quant aux syndicats, ils n'existent que dans la fonction publique où ils ont acquis une certaine importance, mais ils sont tous totalement subordonnés au capitalisme et au régime.

En Asie encore, la Corée du Sud avec ses gigantesques trusts englobant usines, ports, aéroports, etc. autour desquels se sont construites des villes entières (Samsung, Hundai, notamment), elles préfigurent en quelque sorte ce que pourrait être ce Nouvel ordre mondial où les travailleurs seront totalement dépendant de leurs employeurs pour tous leurs actes de la vie quotidienne de leur naissance à leur mort, le carnet de travail du régime de Vichy en plus perfectionné en quelque sorte.

Quant à l'Amérique latine, quand elle ne dépend pas du marché mondial, elle dépend du dollar, malgré les efforts qu'elle peut faire (Mercosur) pour tenter de desserrer cet étau qui la ravale au second plan par rapport aux grandes puissances ou aux trois principaux monopoles économiques. Le FMI contrôlé par les Américains vient une nouvelle fois de repousser à une date indéterminée une place plus importante au Brésil et aux autres pays dits émergents en constitue la preuve si nécessaire.

Dans ce contexte, face d'une part aux difficultés que les banquier internationaux de la Fed rencontrent en Europe pour soumettre les peuples à leur talon de fer, et d'autre part dans l'incapacité de renverser les régimes en place en Russie et en Chine, ils pourraient effectivement décider de recourir pour la troisième fois au grand moyen, à une guerre mondiale. Encore faudrait-il qu'ils soient certains que l'oligarchie financière en Russie et en Chine parviennent au pouvoir à cette occasion, donc qu'elles soient en position de s'imposer ou d'être incontournable comme le firent les Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale en créant l'ONU, la BRI, le FMI et la BM, en prenant la direction de l'Asean pour ce qui est de la Chine et ses voisin et parviennent au pouvoir en Russie, ce qui a manifestement échoué après l'implosion de l'URSS en 1991.

On pourrait émettre d'autres hypothèses dans cette perspective ou apporter des éléments supplémentaires qui confirmerait l'hypothèse précédente.

Les Américains ont entrepris de s'attaquer à la Syrie (après la Libye) pour mettre la main sur ses réserves de gaz ou barrer la route à la Russie (et à l'Iran), dans le but d'affaiblir Poutine et de porter un coup à l'économie russe, histoire d'alimenter le mécontentement de la population contre le régime, mais c'est peut-être un mauvais calcul, car la Russie possède d'autres atouts pour se développer. Pour cette dernière raison, la thèse de la guerre serait plausible.

L'objet de cette guerre ne serait pas forcément, contrairement aux précédentes, d'établir un nouveau rapport de forces entre puissances capitalistes ou de parvenir à un nouveau partage du monde, mais d'arriver à établir un régime basé sur le modèle américain ou de l'Union européenne en Russie et en Chine englobant leurs voisins, qui dans chaque entité serait dirigé

ou contrôlé par leur oligarchie financière respective, l'ensemble étant représenté au sein d'un gouvernement mondial. Ainsi la concurrence entre ces monopoles qui se dressait comme un obstacle à leur plan serait vaincu, ainsi que les peuples dénués désormais de tout pouvoir politique.

Quand on a à l'esprit la quête du pouvoir (politique) absolu qui constitue leur but ultime, ainsi que le contrôle des moyens économiques pour se faire, on comprend mieux les différents mécanismes qu'ils mettent en oeuvre pour y parvenir étape par étape. Revenons à l'Europe.

L'aristocratie financière vise en réalité deux et non pas un objectif, économique et politique, l'un et l'autre se conditionnent mutuellement et se complètent :

Leur objectif économique est d'engranger le maximum de profit en maintenant le coût du travail le plus bas possible, ce qui inclut que tous les besoins sociaux de la population soient privatisés, que pour satisfaire un besoin élémentaire il faille dorénavant payer, que les Etats soient réduits à un simple appareil judiciaire, policier, militaire, répressif, tandis que la population n'aurait plus aucun droit politique, pour ce qui est de leur objectif politique.

S'ils peuvent y parvenir sans recourir à une guerre tant mieux estiment-ils, c'est l'objet des traités européens et de la construction européenne, en incluant syndicats et partis ouvriers largement ou entièrement corrompus, sinon ils n'hésiteront pas à déclencher une guerre comme ils l'ont déjà fait à deux reprises depuis 1913.

Maintenant ils peuvent aussi avoir imaginé un autre scénario, en réalité une variante du précédent.

Il consisterait à poursuivre leur offensive en Europe pour faire baisser le coût du travail et accaparer le pouvoir politique, pour ensuite malgré tout recourir à une guerre, histoire de rendre inutile la prochaine et de finir leur sale boulot si je puis dire ou pour rendre irréversible leur domination politique sur le monde, escomptant que le mouvement ouvrier ne serait plus en mesure de reconstituer ses forces après que la totalité ou presque de leurs dirigeants aient fait faillite ou démontrer qu'ils étaient leurs complices, au cas échéant en liquidant physiquement ceux qui résisteraient.

En cas d'échec, il ne leur resterait plus qu'à préparer les conditions pour rendre possible la suite, souvenons-nous qu'ils sont animés par une détermination inflexible et d'une cruauté innommable qui remonte à des siècles en arrière, ne reculant devant aucun crime pour parvenir à leur fin, la création de la City de Londres à la fin du XVIIe siècle a été le produit d'un régicide dont ils portent la responsabilité, alors le peuple pensez donc !

La guerre présente des avantages et des inconvénients et des périls pour ceux qui revendiquent le titre de maître du monde et qui la fomentent.

On a pu observer qu'à l'issue de chaque guerre, les masses exploitées réclamaient une compensation en échange des souffrances qu'elles avaient endurées ou pour service rendu à leur "*patrie*" ou encore pour leur engagement au côté de leurs capitalistes, qu'il en soit sorti vainqueur (France) ou vaincu (Italie). Le prolétariat soutirera à sa bourgeoisie des acquis sociaux qui perdureront pendant de longues décennies au grand dam des capitalistes qui n'auront de cesse d'essayer de leur reprendre, d'où la lutte de classe incessante qui s'en suivra pour les conserver ou les accroître encore.

On va répéter ce qu'on a dit tout au début en allant un peu plus loin.

Dès lors qu'ils ont arrêté leur décision d'opter pour une nouvelle guerre, ce dont on ignore encore mais on se doit de ne pas écarter cette hypothèse qui n'a rien de farfelue, tout un mécanisme va se mettre en place qui aura l'avantage au passage de réduire à néant ou presque tous les acquis sociaux qu'ils ont dû concéder à la classe ouvrière dans la période d'après-guerre. On pourrait résumer cela de la sorte : si cela ne passait pas avec le TSCG on emploierait un autre moyen plus radical. Passons sur la période qui va de la reconstruction du pays, infrastructures, moyens de production, habitations, pour nous rendre à celle qui précède l'ouverture d'une nouvelle crise économique.

Par l'endettement des Etats et la raréfaction du crédit ou son renchérissement ou la réduction de l'argent en circulation ou les trois à la fois, le tout progressivement pour amplifier l'effet à un moment donné, ils vont forcer les Etats à augmenter les taxes et les impôts, à privatiser encore des entreprises et des services publics, le chômage de masse va se développer ce qui conduira mécaniquement à la baisse des salaires, si ce n'était pas le cas, autoritairement le gouvernement et le patronat abaisseraient le coût du travail en s'appuyant sur les syndicats jaunes ou corrompus, autant de mesures ou situation qui revient en réalité à reprendre aux travailleurs les acquis dont il a été question précédemment.

Au niveau des lois de fonctionnement du capitalisme la guerre se justifie, car elle permet avant, pendant et après d'engranger des profits fabuleux ou de nouveaux profits. Quand ils ont reconstruit un bâtiment détruit pendant la guerre, ils ont dû recourir au crédit, donc les banquiers se sont enrichis au passage, mais ensuite ce bâtiment ne leur rapportera plus rien, en le détruisant à nouveau pour en reconstruire un autre ensuite et ainsi de suite, chaque fois les banquiers percevront un profit, ils doivent

se lamenter d'avoir attendu si longtemps, 67 ans c'est long !

Avant la guerre ils ruinent les épargnants ou la population qui s'est endettée en saisissant leurs biens ou en leur rachetant une bouchée de pain, pendant ils font tourner les usines d'armement à plein régime, le capital circule et se reproduit à la vitesse que met un obus pour atteindre sa cible, on ne peut pas imaginer un rendement plus élevé, et après lors de la reconstruction, puisque les banquiers détiennent la planche à billets et un gigantesque trésor de guerre qu'ils ont amassé pour financer la reconstruction, les Etats sont ruinés et viennent les implorer à genoux, ils leur prêtent de l'argent, dans les trois cas, la guerre, c'est le jackpot pour les banquiers !

La guerre est bien la continuité de la politique sous une autre forme, puisque au-delà de s'enrichir encore plus, ils poursuivent un but politique.

Sur la plan politique aussi, chaque fois c'est le même scénario qui se reproduit en Europe notamment.

Les banquiers orchestrent la crise du capitalisme qui est bien réelle par ailleurs, les masses se mobilisent, elles portent au pouvoir des partis qu'elles croient à leur service ou représenter leurs intérêts, comme ce n'est pas vraiment le cas, une fois le gouvernement acculé parce que la crise s'amplifie il fait appel au parti de l'ordre ou s'arrange pour qu'il revienne au pouvoir, celui-ci commence par réprimer, pourchasser, museler, interdire le mouvement ouvrier, ensuite ils s'attaquent aux masses sans défense, il leur désigne un bouc émissaire responsable de la crise, à l'intérieur comme à l'extérieur, le juif ou le musulman, l'usurier ou le Noir, l'Arabe, le Rom, l'Asiatique, ou l'Allemand par exemple, toutes les conditions sont enfin remplies pour tirer le premier coup de canon, la boucherie et la grande destruction peuvent commencer... à nouveau.

Pourquoi est-ce possible demandera-t-on ? Parce que les masses sont demeurées aussi ignorantes que le premier jour, incapable de tirer les enseignements des guerres de 1870, 1914,1939, plus toutes les autres guerres qui ont eu lieur dans le monde jusqu'à nos jours, parce que le capitalisme financier ait parvenu à corrompre les chefs du mouvement ouvrier, à corrompre les intellectuels...

Si le chômage devait encore s'amplifier en Europe pour finalement représenter un danger politique pour les régimes en place, en fonction de l'avancement de leur plan en Russie et en Chine, la combinaison des deux situations pourrait les décider à préparer la guerre, ce n'est encore qu'une hypothèse.

C'est malheureux à dire, et cela paraîtra peut-être paradoxal, mais plus les masses seront portées à résister et à se mobiliser pour défendre leurs acquis sociaux, et plus cette hypothèse semblera crédible ou sera sur le point de se réaliser en l'absence de partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière.

Les attentats du 11 septembre 2001 qu'ils ont minutieusement orchestré, leur ont permis une nouvelle fois de tester grandeur nature le degré d'ignorance des masses mondiales, et de mesurer à la fois le niveau de soumission des intellectuels et des médias à leur idéologie, ainsi que par la suite l'efficacité de leur propagande en direction de la population qu'il se destine de soumettre à leur Nouvel ordre mondial.

Il faut être lucide en toute occasion, n'est-ce pas ? Alors soyons-le ici aussi en constatant qu'ils ont acquis une maîtrise pratiquement absolue dans l'art de tromper les masses pour atteindre leur objectif ou les entraîner là où ils avaient décidé de les entraîner.

Notre devoir consiste donc à participer à la lutte de classe quotidienne des travailleurs, à construire le parti révolutionnaire sur les bases du marxisme et du léninisme en les adaptant à notre époque, mais aussi à tout faire pour élever leur niveau de compréhension du monde dans lequel nous vivons, sinon, les pires défaites de notre histoire nous attendent.

Bien des intellectuels à travers le monde s'interrogent sur le capitalisme et ce qui est en train de se passer dans le monde, tous ou presque concluent leurs analyses en avouant ne rien y comprendre ou en reformulant les recettes qui nous ont justement conduits où nous en sommes, quand ils ne s'emploient pas à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, ce qui est évidemment impossible et qui plus est réactionnaire.

En désespoir de cause, ils en appellent à l'ONU qui en réalité se compose essentiellement ou dans son immense majorité des représentants politiques désignés par l'impérialisme américain pour représenter les intérêts de l'oligarchie financière et non ceux des peuples, donc qui préfigure le gouvernement mondial que les banquiers internationaux emmenés par ceux de la Fed envisage de mettre en place, en quelque sorte l'ONU assume l'intérim pendant la période transitoire qui précède l'établissement de cette dictature mondiale, ce qu'ils n'ont pas compris ou refusent obstinément d'admettre.

Quand ils n'en appellent pas au respect de la Charte des Nations Unis qui a été conçue uniquement comme paravent pour camoufler cette entreprise criminelle, et sur laquelle se sont justement appuyés les Etats-Unis pour acquérir le pouvoir qu'ils détiennent aujourd'hui. Ils ont eu près de 70 ans pour le comprendre et ils continuent de fermer les yeux sur ce qui est une évidence qui crèvent les yeux. C'est extraordinaire qu'ils passent encore à côté, alors qu'ils disposent de tous les éléments

pour parvenir à la même conclusion que nous, le plus fort étant qu'on leur emprunte ces éléments qui figurent dans leurs propres analyses !

Ce n'est pas le seul paradoxe ou la seule contradiction de leur démarche. Ils sont parvenus à comprendre comment fonctionne le système financier, mais ils n'ont encore rien compris au fonctionnement du capitalisme que Marx et Engels avait décrit, tout le problème réside ici.

D'où par conséquent leur refus ou leur incapacité à intégrer la lutte des classes dans leurs analyses qui sont forcément faussées et leurs conclusions erronées quand ils en formulent, car c'est le prolétariat, l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels qui possèdent la solution à la crise du capitalisme ou qui seuls sont à même de mettre en échec l'entreprise criminelle des banquiers internationaux.

En conclusion, comme ce fut le cas autrefois au moment de la constitution du mouvement ouvrier ou de la construction des partis ouvriers pour affronter le capital au XIXe siècle, c'est l'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière au sein d'un parti révolutionnaire basé sur le marxisme et les enseignements de la lutte des classes au XIXe et XXe siècle qui pourra vaincre, pas seulement les banquiers internationaux puisque d'autres prendraient la relève ou ils parviendraient à se refaire, mais le système économique capitalisme incarnant le dernier (ultime) mode de production issu du développement historique des forces productives à l'échelle de l'humanité basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les intellectuels peuvent retourner le problème dans tous les sens, il n'existe pas et il n'existera jamais d'autre alternative au capitalisme que le socialisme, avec lequel l'URSS, la Chine, Cuba ou d'autres pays n'avaient finalement qu'un rapport étroit gangrené à la base, leurs dirigeants étant corrompus par le capitalisme mondial qu'incarnaient les banquiers internationaux, reproduisant finalement les mêmes rapports de classes à leur seul profit ou de soumission de leur peuple ou au détriment de celui-ci que dans les pays capitalistes en accaparant tout le pouvoir ou en leur imposant une dictature de fer, ce qui évidemment n'avait rien à voir avec le socialisme, qui consiste entre autres à interdire à la fois à quiconque de détenir les moyens de production qui permettent de produire les richesses ainsi que le pouvoir politique, afin de se les accaparer au détriment de la population, la production des richesses étant uniquement basée sur les besoins de la population mondiale afin de les satisfaire, tandis que c'est le peuple travailleur qui doit détenir le pouvoir politique, et non une minorité de rentiers ou de parasites cyniques et criminels.

Le socialisme demeure la seule alternative possible au capitalisme qu'on le veuille ou non, afin de permettre à l'humanité toute entière de vivre en paix, à chacun de pouvoir s'épanouir librement et d'accéder au bien-être, de faire en sorte que chacun participe à la société en fonction de ses capacités, tandis que la société se charge de satisfaire ses besoins.

Ce processus parviendra à son terme lorsque les classes sociales, les Etats, les frontières auront disparu, en fait tout ce qui divise ou constitue une source de friction ou d'opposition entre les citoyens ou les peuples aujourd'hui, et finalement de l'argent. L'humanité enfin délivrée du règne de la nécessité pourra entrer dans celui de la liberté et écrire consciemment sa propre histoire.

L'air de rien, une fois corrigé ou remanié car j'ai écrit cela rapidement à main levée, ce que vous venez de lire pourrait figurer en préambule du programme de notre parti, non ? Diffusez-le aussi largement que possible autour de vous, auprès des militants ouvriers notamment.

Epilogue réalisé à partir de l'actualité politique du week-end.

Russie.

- Elections en Russie : le parti pro-Poutine annonce sa victoire, l'opposition parle de fraudes - LeMonde.fr

Le parti Russie Unie aurait remporté les cinq postes de gouverneurs régionaux, ainsi que de nombreux scrutins municipaux. L'opposition et une ONG parlent de fraudes... (LeMonde.fr 13.10)

- L'opposition russe mise en échec aux élections locales - LeFigaro.fr

Opposition et ONG dénoncent de nombreuses fraudes lors du premier scrutin depuis le retour de Poutine au Kremlin. (LeFigaro.fr 13.10)

ONG financée par les oligarques russes à défaut de l'être par les Américains...

J'ai parcouru rapidement cet article, c'est la seule question qui intéresse ces journalistes, s'attaquer systématique au régime en place depuis que Poutine a mis au pas les oligarques, étrange coïncidence, non ? il n'y figurait même pas les résultats de ce scrutin, pas un chiffre, démontrant ainsi leurs véritables intentions anti-russes. A qui profite le crime, devinez ?

Syrie.

Réalité. La mauvaise nouvelle ...

- L'armée syrienne reprend du terrain à Alep - Libération.fr (avec l'AFP)

«*L'armée a expulsé les groupes de la mosquée des Omeyyades*», a affirmé le responsable militaire à un correspondant de l'AFP sur place.

Fiction ou propagande. La bonne nouvelle...

- Bachar al Assad accusé d'utiliser des bombes à sous-munitions - Reuters (agence de presse américaine)

Les forces gouvernementales syriennes ont largué des bombes à sous-munitions de fabrication russe sur des zones civiles au cours de la semaine écoulée, a affirmé dimanche l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW).

Human Rights Watch, une organisation financée généreusement par l'impérialisme américain, comme la Ligue des droits de l'homme en France financée par les banquiers du PS notamment, alors rien d'étonnant...

Haut de page

Le 16 octobre

CAUSERIE

Avec quelques heures d'avance sur demain.

J'ai mis en ligne les causeries des derniers jours au format pdf une fois les nombreuses fautes corrigées, je n'avais rien relu car j'étais trop crevé. Les pages d'accueil des rubriques du site sont actualisées, sauf celles des partis avec mes propres articles, c'est secondaire. J'ai classé les vidéos dans la page Internationale.

Il semble que le vent soit revenu et que les éoliennes produisent à nouveau du courant car ils ont très peu coupé jusqu'à présent, il est 16h15 ici, 3h30 en moins chez vous en France. On abordera aussi cette question de l'énergie que les écologistes prennent à l'envers ou de travers tout comme ceux qui soutiennent l'énergie nucléaire d'ailleurs...

Merde, j'ai parlé trop vite, ils viennent encore de couper ! Le temps de vérifier un truc et hop c'est revenu, c'est à devenir fou ! Ne vous marrez pas, on en oublie d'éteindre des lampes (basses consommation chez moi), ce n'est pas grave, mais imaginez un peu que ce soit un four électrique ou une cafetière, on fout le feu ou elle explose ! Précisions, je n'ai pas de four électrique et je m'en passe très bien merci, quant à ma cafetière elle a 20 ans. Bon j'arrête de bosser jusqu'à 20h.

Bonne semaine et à demain.

Et le lendemain matin à la mi-journée.

Il est 12h30 ici en Inde, 9h00 chez vous en France. Je vais prendre une douche, faire une course et déjeûner rapidement, puis on se retrouve pour la suite ou demain matin si je ne m'endors pas après manger !

Saint patron : enrichissez-vous "***beaucoup***" de préférence ! Une agent du Nouvel ordre mondial prôné par les banquiers (sionistes) de la Fed au sein du gouvernement s'exprime ouvertement.

La ministre déléguée aux PME, Fleur Pellerin, a dit dimanche, dans un entretien au Parisien, ne pas croire à la lutte des classes dans les petites et moyennes entreprises, estimant par ailleurs que dans plusieurs cas "*il est normal que des gens puissent s'enrichir beaucoup*".

"*Tous les patrons de PME que je rencontre sont en osmose avec leurs salariés*", observe Fleur Pellerin.

"*Il est normal que des gens puissent s'enrichir beaucoup s'ils ont pris le risque de créer une entreprise, s'ils ont eu une super bonne idée, s'ils ont su la faire fructifier et s'ils ont créé des emplois*", a indiqué la ministre.

"*En France, il y a toujours eu un petit problème avec l'argent, qui est peut-être lié à la culture judéo-chrétienne. Il y a sans doute aussi un problème avec la réussite*", a ajouté Fleur Pellerin. (AFP 14.10)

Elle a "*oublié*" : et si ces valeureux patrons ont exploité leurs salariés, bon, cela ne lui est pas venu à l'esprit, normal, elle mérite sa place dans ce gouvernement capitaliste.

Elle ne doit avoir que des notions très approximatives de ce c'est le capital ou elle n'y a rien compris, car il s'agit ici d'une question fort simple à aborder : Un patron d'une petite ou moyenne entreprise peut avoir eu une excellente idée pour s'enrichir, comment ? Apparemment cela ne l'intéresse pas ou elle est incapable de répondre à cette question. Pas seulement en exploitant ses salariés, mais en commercialisant la marchandise qui est le produit de cette idée (et de leur travail), en extorquant à ses acquéreurs la part de plus-value qui leur a été versée par leurs patrons sous forme de salaire à un niveau déterminé, suffisamment élevé pour s'enrichir, soit sur une masse restreinte de consommateurs si son prix est élevé, soit sur une masse plus importante si son prix est plus bas, mais suffisamment élevé pour que sur la masse de produits vendus il s'enrichisse dans des proportions importantes, qu'évidemment rien ne peut justifier, sinon sa cupidité et l'appât du gain qui est la raison d'être de tous les capitalistes sans exception petit ou grand. .

Capito ?

Franco folie quatarsique

Le Qatar se voit intégré directement comme membre associé, sans passer par le statut d'observateur comme c'est généralement la règle. Cette entrée du Qatar a fait grincer des dents, puisque cette petite monarchie du Golfe n'est pas francophone. Il est également reproché au Qatar de chercher à développer davantage son influence en Afrique de l'Ouest musulmane, notamment en finançant des écoles religieuses.

Le pays a pu compter sur le lobbying de certains membres — Djibouti et Guinée en tête – pour faciliter son entrée dans l'OIF. Le Qatar défend sa candidature en expliquant qu'il accueille de nombreux expatriés francophones et qu'il avait financé une radio publique de langue française dans le royaume. (lecourrierdelatlas.com et AFP 13.10)

Il faut y ajouter le règne de la charia, ainsi que le recrutement et l'armement des barbares sanguinaires qui interviennent en Syrie pour le compte des puissances occidentales pour renverser le régime...

Rappelons que l'émir du Qatar signa en 1916 un traité de protectorat avec la Grande-Bretagne, en échange de quoi il lui fut concédé l'exclusivité sur les concessions pétrolières. (source : vivreauqatar.com)

Ainsi, il sera donné au régime du Qatar, allié des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, de surveiller de plus près les pays de l'ex-empire colonial français. Plus il sera implanté dans de nombreuses institutions internationales, et plus il lui sera facile de nouer des rapports avec des chefs d'Etat sur des sujets de plus en plus vastes ou touchant à la vie quotidienne des populations de leur pays respectif.

Qatar acte de foi.

Il en aurait qu'il irait le crier sur les toits !

- Le Qatar n'a pas d'arrière-pensée politique quand il investit en France - L'Expansion.com avec AFP

Le Premier ministre du Qatar, cheikh Hamad ben Jassem Al-Thani, a affirmé lundi lors d'une conférence de presse à Doha, que son pays n'avait aucune arrière-pensée politique en réalisant des investissements en France.

Des relations "*fructueuses*" : pour qui ?

L'ambassadeur du Qatar à Paris, Mohamed Jaham Al-Kuwari, a estimé qu'il serait "*dommage*" que des "*calculs partisans*" sapent les perspectives d'échanges entre la France et le Qatar, dans une tribune mercredi au quotidien *Le Monde*. "*Il serait dommage que des calculs partisans privent ces nations d'une telle occasion d'échanges dont les perspectives s'annoncent aussi fructueuses dans l'avenir pour les deux pays*", a écrit l'ambassadeur revenant sur la polémique déclenchée en France par les projets d'investissements de son pays. (L'Expansion.com 15.10)

Le Qatar remplit une fonction complémentaire dans les pays du Golf à celle d'Israël au Moyen-Orient depuis le 11 septembre 2001, l'Arabie Saoudite qui remplissait ce rôle précédemment et ayant servi de base à la préparation de cette opération et à la création d'Al-Qaïda étant plus ou moins grillée ou trop exposée à la critique.

Comparativement le Qatar est un confetti plus facilement controlable et manipulable, plus vulnérable aussi et dont ils pourront se débarrasser avec d'autant plus d'aisance sans risque politique pour la région.

ACTUALITE EN TITRES

Un message de paix de l'UE.

- L'Union européenne accentue la pression sur l'Iran - Reuters

Sauve qui peut et le mérite.

- "*L'Europe sauve les banques mais refuserait d'aider les pauvres ?*" - Le Nouvel Observateur

Comment pourrait-on croire une énormité pareille avec l'expérience qu'ils possèdent dans ce domaine : un siècle ?

- Les créanciers de la Grèce ont sous-estimé l'impact de la récession - L'Expansion.com

Les mentors du jury des prix Nobel révélés au grand jour et récompensés.

- Le prix Nobel d'économie décerné à deux spécialistes américains des marchés - LePoint.fr

Le prix Nobel d'économie 2012 a été attribué lundi aux Américains Alvin Roth et Lloyd Shapley, deux spécialistes de la théorie des jeux, pour leurs recherches sur les allocations de ressources et les correspondances entre agents économiques. (LePoint.fr 15.10)

Les banquiers divisés ont fait leur choix. Ce sera Obama.

- Romney discrédité par un ancien conseiller de son père et un ex-membre de l'administration Reagan - LeMonde.fr

Pour M. Stockman, "*Mitt Romney n'était pas un entrepreneur. Il était un maître de la spéculation financière qui achetait, vendait et retournait et vidait des entreprises*". David Stockman a un solide pedigree républicain, ce qui rend ses critiques d'autant plus dures. En 1985, il démissionna de l'administration républicaine car il estimait que celle-ci ne réduisait pas assez le déficit et dépensait trop d'argent. (LeMonde.fr 15.10)

J'ai lu dans un article sans avoir eu le temps de le vérifier, que Bush avait fait mieux dans ce domaine que Reagan, mais moins bien qu'Obama qui ne se serait pas attaqué au déficit fédéral, mais qui en revanche aurait diminué davantage les impôts que payaient les riches par rapport à son prédécesseur, ceci expliquerait peut-être cela.

Entre grands de ce monde, on se rend service, normal, non ?

- Sept grands maires PS opposés à la taxation des oeuvres d'art - LePoint.fr

Identification. Il pourrait se compter dans le lot.

- Pour Cambadélis, Ayrault est victime "*d'un délit de sale gueule*" - L'Express.fr

Les mutants.

- Marisol Touraine se prononce pour la procréation médicalement assistée pour les lesbiennes - 20minutes.fr

Indignez-vous !

- PS: la motion de Stéphane Hessel "*téléguidée*" contre l'aile gauche? - L'Express.fr

En famille.

- Quand Dati vole au secours de Valérie Trierweiler - LePoint.fr

Contradictions et décomposition du régime

- Blanchiment: Noël Mamère et Eva Joly demandent la démission de Florence Lamblin - L'Express.fr

- Blanchiment : la droite parisienne veut la tête de Florence Lamblin - LePoint.fr

- L'élue EELV mise en examen ne démissionnera pas - Reuters

- Dépénalisation du cannabis: Ayrault et Hollande recadrent Vincent Peillon - 20minutes.fr

- Cannabis : Peillon a "*posé une vraie question de société*", selon Jack Lang - LePoint.fr

Moi, j'ai arrêté d'en fumer le soir il y a un trois semaines environ, au bout de 32 ans, sans problème ou le remplacer par quoi que ce soit, ce n'est pas la première fois d'ailleurs. Un unique stick qui représentait l'équivalent d'une demi-clope, un jeune fumerait cela qu'il en rallumerait un autre au bout de 10 minutes. Mon fournisseur depuis 16 ans, un conducteur de rickshaw, m'a dit que la police était "*partout*" complètement affolé. Cela me servait à la fois de stimulant intellectuel et de somnifére, du coup j'ai beaucoup plus de mal à m'endormir malgré l'état de fatique extrême dans lequel je suis. Par contre au niveau des neurores, ça fonctionne à toute allure même en m'en passant, c'est que j'ai dû faire des progrès intellectuels sans m'en rendre compte !

Le problème n'est pas la toxicité du produit en soi ou la dépendance ou les effets secondaires, il n'y en a pas, c'est juste une question de mesure que la plupart des jeunes ne maîtrisent pas.

J'ai analysé le truc à fond en 32 ans, comme beaucoup de choses, donc je suis bien placé pour en parler, mieux que ceux qui picolent et n'y connaissent absolument rien, je ne citerai pas de noms. Eh oui, dans nos rangs il y a plus de procureurs ou de justiciers que de véritables pédagogues, je parle des cadres et des dirigeants, pas des militants.

Fainéant, profiteur, salopard va !

- Les pires excuses pour sécher le travail - L'Express.fr

Une arme non léthal (ou létal)... qui tue quand même !

- Non-lieu rendu dans l'affaire du décès d'un homme neutralisé par un Taser - AFP

Amalgame

- Drogue, incivilités : le journal de bord de cinq habitants de Saint-Ouen - LeParisien.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Belgique

La Nouvelle Alliance flamande, qui prône la division de la Belgique, a réussi une percée aux élections municipales de dimanche en Belgique, le leader de la N-VA, Bart De Wever, paraissant bien parti pour devenir bourgmestre (maire) d'Anvers.

Ces premières tendances, si elles se confirment, risqueraient d'ébranler le fragile équilibre sur lequel repose la Belgique depuis la fin, en décembre 2011, de la plus longue crise politique de son histoire.

La N-VA est arrivée en tête dans de nombreuses circonscriptions de la Flandre, y compris à Anvers, la grande cité portuaire et deuxième ville du royaume, où cette formation séparatiste est créditée de 36% des voix après dépouillement de 80% des bulletins de vote.

La municipalité d'Anvers est un bastion socialiste depuis 1945, à l'exception d'un intermède de six semaines en 1976.

"*Nous sommes le nouveau parti du peuple de Flandre*", s'est écrié le chef de la N-VA, 41 ans, devant des partisans enthousiastes.

Le bourgmestre sortant, le socialiste Patrick Janssens, a reconnu sa défaite et déclaré qu'il appartenait désormais à Bart De Wever de former une coalition.

L'alliance du maire sortant composée de socialistes et de démocrates-chrétiens flamands, deux formations membres du gouvernement fédéral, a réuni moins de 30% des voix.

La victoire de Bart De Wever, si elle ne débouchera pas sur l'éclatement du pays, a néanmoins toutes les chances d'avoir des répercussions à l'échelon national. (Reuters 15.10)

2- Portugal

Le gouvernement portugais a annoncé lundi d'importantes hausses d'impôts et des mesures d'économies drastiques lors de la présentation du projet de budget 2013, année qui devrait être marquée une nouvelle fois par la récession.

Alors qu'environ 2.000 manifestants s'étaient rassemblés devant le Parlement pour protester contre cette politique d'austérité et demander la démission du gouvernement, Vitor Gaspar a souligné que les hausses d'impôts constituaient la seule façon d'atteindre l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 4,5% du PIB, prévu dans le cadre du plan de renflouement.

Ces hausses d'impôts représenteront jusqu'à trois mois de salaires pour de nombreux salariés de la classe moyenne portugaise.

Lisbonne maintient par ailleurs sa prévision de contraction économique de 1% pour 2013 après une contraction attendue de 3% cette année. Les économistes estiment toutefois cette estimation optimiste au regard de l'impact qu'aura la politique d'austérité sur la consommation des ménages.

Certains économistes estiment que ces mesures, qui impliquent une baisse des retraites ou encore une taxe sur les transactions financières, pourraient entraîner le Portugal dans une spirale récessive, à l'instar de la Grèce.

Les recettes générées par ces nouveaux impôts s'élèveront à 4,3 milliards d'euros en 2013, a précisé Vitor Gaspar, et représenteront 80% de l'effort budgétaire qui sera demandé sur l'année. (Reuters 15.10)

3- Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne souhaite faire modifier le projet d'union bancaire dans la zone euro, notamment pour modérer l'influence de la Banque centrale européenne (BCE), ont déclaré des responsables de l'Union européenne (UE), au risque de mettre en péril la mise en place rapide de cet organe de régulation censé contribuer à résoudre la crise de la dette.

La Commission européenne a proposé que la BCE soit responsable de la supervision bancaire, ce qui serait une étape supplémentaire vers une union bancaire et contribuerait à renforcer l'intégration économique au sein de la zone euro.

Soucieuse de protéger les intérêts de la City, la Grande-Bretagne envisage de proposer un système qui donneraient la possibilité aux Etats extérieurs à l'union bancaire d'empêcher toute alliance de pays de l'union bancaire pour élaborer une réglementation à l'échelle européenne, ont déclaré des responsables de l'UE, qui n'ont pas souhaité être nommés.

"*L'inquiétude, c'est que la Banque d'Angleterre (BoE) puisse se trouver mise en minorité par la BCE sur certains aspects de l'élaboration d'une réglementation*", a dit l'une de ces sources. La Grande-Bretagne ne rejoindra pas une union bancaire et la BoE deviendra en 2013 le régulateur britannique.

"*Ils redoutent que la zone euro devienne capable de faire passer de nombreuses décisions de son propre chef. Ils veulent un système de freins et de contrepoids.*"

Londres soutient le projet d'union bancaire dans la mesure où une telle structure aura le mérite de placer les dix-sept pays utilisant l'euro devant leurs responsabilités pour s'occuper de leurs banques et de mieux coordonner l'aide aux pays en difficulté.

Mais le ministre britannique des Finances George Osborne craint que la BCE profite de son autorité pour imposer une régulation à l'échelle européenne favorisant les pays de la zone euro au détriment de Londres.

"*Il semble improbable que la BCE piétine les avis de la BoE mais c'est ce qui inquiète le Trésor britannique*", a déclaré l'un des responsables européens. "*Ils veulent des garanties pour être sûrs que cela n'arrive pas*".

La Grande-Bretagne et les autres pays membres de l'Union européenne doivent donner leur feu vert à une union bancaire pour que le projet puisse avancer.

Londres souhaite notamment une modification du système de vote qui intervient lorsque les régulateurs de toute l'Europe doivent s'accorder sur une législation. La Grande-Bretagne aimerait un double vote - les pays de l'union bancaire d'un côté, et les pays hors zone euro de l'autre - avant toute décision finale sur une régulation européenne.

Certains estiment cependant que cela reviendrait à donner un droit de veto à la Grande-Bretagne. (Reuters 15.10)

Ah ben voilà, ils lâchent le morceau à la dernière ligne. Banque d'Angletterre, la première banque centrale (privée -1694) que contrôleront les Rothschild ainsi que la City de Londres, et qui est à l'origine de la création de la Fed (1913), tout s'explique. Qui décide la politique que doit suivre la BCE ? Trop facile, on vient de vous donner la réponse !

4- Grèce

4.1- Hier soir, vendredi 12 octobre 2012, environ 200 fondamentalistes et néonazis se sont rassemblés devant le théâtre pour la première de la pièce Corpus Christi. La police était au rendez-vous et aurait arrêté une cinquantaine de personnes. La première s'est déroulée « *normalement* ».

La plupart des sources de cet article sont issus de contacts et journalistes indépendants et/ou journalistes citoyens.

Cet article du Guardian parle des différents évènements : http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/oct/12/greece-fascists-beating-people-police?newsfeed=true

Petit morceau choisi :

- When four protesters were arrested, the Golden Dawn MP Christos Pappas boarded the police bus in which they were held, and released one of the prisoners. From the video depicting the incident, we can see that no officer tried to stop him.

(Traduction de Tardieu (avec Google) : Lorsque quatre manifestants ont été arrêtés, la Golden Dawn MP Christos Pappas est monté à bord du bus de la police dans laquelle ils étaient et ils ont libéré l'un des prisonniers. Sur la vidéo montrant l'incident, nous pouvons voir qu'aucun policier a tenté de l'arrêter. J'ajoute que Golden Dawn MP Christos Pappas est apparemment un parti d'extrême droite)

Et la fin de l'article :

- It is once again time for the Greek people to ask themselves, is the Golden Dawn a legitimate political party? And, as Paul Mason asked a few days ago on Newsnight: is this even a democracy any more?

(Traduction de Tardieu (avec Google) : Il est de nouveau temps pour le peuple grec de se poser la question de savoir si la Golden Dawn est un parti politique légitime? Et, comme Paul Mason a demandé il y a quelques jours sur Newsnight: est-ce encore une démocratie ?)

Un internaute a ajouté un commentaire :

- "Ilias Panagiotaros : député de « *l'aube dorée* »(extrême droite) (7% aux élections de juin dernier) a adressé hier soir aux comédiens et l'équipe du spectacle « corpus Christi » à Athènes, dont la première a été finalement annulée.

- « *Sales pédés, vous allez y passer, vous comprenez? C'est fini pour les pédés. Allez, les enculés.. Connards d'acteurs. Regarde-moi espèce de pute ton heure viendra. Oui, oui filme-moi, mais ton heure viendra. L'heure vient et la police protège vos petits culs. De toute façon on sais que les Pakistanais vous baisent. Espèce de tantouzes déchirées. Trous du cul d'Albanais baisés* ». (okeanews.fr 14.10)

4.2- Nouveau scandale en Grèce concernant les propos de Venizelos. Il parlait aux institutions du Parlement et au comité de transparence le 11 Octobre concernant la liste des 2000 évadés fiscaux fournie par C. Lagarde.

Dans un témoignage de cinq heures, le chef du PASOK a dit qu'il avait reçu la liste sur un support numérique du responsable de

la brigade de lutte économique et financière (SDOE), Yianns Diotis, en Août 2011.

Diotis avait également imprimé une partie des données, a continué Venizelos, qui insiste sur le fait qu'il n'a jamais ouvert le fichier numérique.

Il regarda les pages imprimées et eu la «*»désagréable impression que trois noms étaient d'origine grecque juive*» (Ta Nea , 12 Oct 2012).

(Ses mots exacts seront dévoilés lorsque la vidéo de son témoignage sera mise en ligne sur le site internet du Parlement, en début de semaine).

Evangelos Venizelos, chef du Pasok, tente de justifier son incapacité à utiliser les informations de la liste de Lagarde au journal de Mega TV, le 3 octobre 2012

En tant que citoyen de Thessalonique, il devrait le savoir. La ville, autrefois connue comme la « *Mère d'Israël*», a perdu 94% de sa population juive pendant l'Holocauste nazi. Pendant des siècles, les Juifs formaient le plus grand groupe religieux dans la ville.

Un citoyen grec juif a écrit sa colère concernant la phrase de Venizelos.

«*Depuis le début de la crise, je me demandais qui serait le premier imbécile à nous donner le blâme, à nous les Juifs,* » a demandé à Jean-José Cohen, dans une lettre ouverte au chef du Pasok .

« *En tant que citoyen grec et électeur, je vous demanderai de ne pas transférer vos problèmes personnels politiques sur nous. Pour moi, ce que vous essayez de faire est clair. Distraire le public de vos propres problèmes politiques en jetant le blâme sur nous, les Juifs.*»

« *Non, M. Venizelos. La crise n'est pas notre faute. La plupart des gens (basé sur la dernière élection) estime que la responsabilité de la crise incombe à votre parti qui nous a apporté les dettes d'Andreas Papandreou et au chaos du « petit » George Papandreou.*»

Il a conclu en disant que Venizelos devrait démissionner suite à la polémique de la liste Lagarde et ne pas essayer de « *»faire des juifs les boucs émissaires* »».

Il semble que Venizelos n'a effectivement que deux choix possibles : démissionner maintenant ou … démissionner bientôt. (okeanews.fr 14.10)

5- Lituanie

L'opposition lituanienne de centre gauche a largement battu les conservateurs au pouvoir lors des élections législatives qui se sont tenues dimanche dans la république balte.

Les électeurs de l'ancienne république soviétique de trois millions d'habitants ont sanctionné quatre années d'austérité imposées par le Premier ministre Andrius Kubilius après la crise financière de 2008.

Après dépouillement dans les trois quarts des circonscriptions, le parti du Travail obtient 21% des voix et le parti social-démocrate, son probable futur partenaire de coalition, recueille 19% des suffrages.

L'Union patriotique du Premier ministre n'a que 13%.

Soixante-dix des 141 sièges du parlement étaient attribués dimanche au scrutin de liste proportionnel, l'autre moitié étant désignée au scrutin majoritaire à deux tours.

Un deuxième tour sera organisé dans les circonscriptions en ballottage, qui ne devrait pas sensiblement modifier la donne.

La Lituanie a été montrée en exemple par les marchés financiers pour sa politique d'austérité mise en place après la crise de 2008, mais des salaires et un niveau de vie en baisse, ainsi qu'une chute de 15% de la production en 2009, constituent le revers de la médaille.

Si le pays a retrouvé le chemin de la croissance (+5,8% en 2011), il reste l'un des plus pauvres de l'UE, des milliers de travailleurs ont émigré et le taux de chômage atteint 13%. (Reuters 15.10)

6- Libye

Ali Zeidan, un ex-opposant au régime de Mouammar Kadhafi, a été élu dimanche soir Premier ministre par l'Assemblée nationale libyenne et a un délai de deux semaines pour former son gouvernement, a indiqué le président de l'Assemblée.

Bénéficiant de l'appui des libéraux, M. Zeidan, 62 ans, l'a emporté avec 93 voix contre 85 pour l'actuel ministre de la Gouvernance locale, Mohamed al-Hrari, appuyé par les islamistes, selon les résultats annoncés par le président de l'assemblée, Mohamed al-Megaryef, à la télévision libyenne.

179 membres du Congrès général national (CGN) étaient présents sur 200.

"*Ali Zeidan est le Premier ministre et il lui est demandé de former son gouvernement dans un délai de deux semaines à partir de la date de son élection*", a déclaré M. Megaryef.

L'opération de vote a été diffusée en direct par la télévision libyenne.

Selon le règlement intérieur de l'Assemblée, le gouvernement, qui doit être proposé par le nouveau Premier ministre dans les deux semaines, doit obtenir la confiance du CGN.

Si son cabinet est accepté, M. Zeidan prendra officiellement ses fonctions et remplacera le Premier ministre sortant Abdelrahim al-Kib en poste depuis novembre 2011.

En présentant son programme dimanche devant l'assemblée, M. Zeidan, a précisé que la construction d'une armée et d'une police sera "*la priorité de ses priorités*".

Il prévoit ainsi "*une campagne intensive de formation et de recrutement dans les rangs de la police et de l'armée*" en vue d'intégrer de nouveaux éléments et de remplacer les officiers ayant travaillé sous le régime de Mouammar Kadhafi.

Parmi ses priorités, il a cité aussi l'activation de la justice transitionnelle et la réconciliation nationale, au moment où le pays risque de plonger dans la guerre civile, avec la tension qui monte de plus en plus entre tribus rivales, notamment entre Bani Walid, un des derniers bastions de Kadhafi, et la ville voisine de Misrata.

Ex-opposant radical au dictateur défunt Mouammar Kadhafi, Ali Zeidan a reçu le soutien de l'Alliance des forces nationales (AFN, libérale).

Ce diplomate de carrière a passé plus de 30 ans en exil après avoir fait défection en 1980 alors qu'il était en poste à l'ambassade libyenne en Inde, tout comme le président du CGN, Mohamed al-Megaryef, qui était ambassadeur de la Libye à New Delhi.

Il avait rejoint le Front national du salut libyen, une formation qui regroupait les opposants de l'ancien régime en exil, avant de la quitter et de se consacrer depuis Genève à la défense des droits de l'Homme en Libye.

M. al-Hrari, un universitaire de 56 ans, a bénéficié pour sa part des votes des islamistes du Parti de la justice et de la construction (PJC) issu des Frères musulmans ainsi que des indépendants appartenant ou influencés par différents courants islamistes.

L'AFN de Mahmoud Jibril, une coalition de petits partis libéraux menée par des architectes de la révolte de 2011 contre le colonel Kadhafi, détient 39 sièges sur les 80 réservés à des partis politiques.

Le PJC est la deuxième formation politique du Congrès avec 17 sièges.

Les 120 sièges restants sont détenus par des candidats indépendants aux allégeances et convictions diverses.

Le vote est intervenu une semaine après l'éviction du Premier ministre élu Moustapha Abou Chagour par l'Assemblée nationale, qui a rejeté à deux reprises la composition du gouvernement qu'il avait proposée. Selon M. Abou Chagour, son renvoi, le 7 octobre, a été motivé par son refus d'accepter les exigences de l'AFN et du PJC pour former son cabinet.

M. Abou Chagour, un technocrate de 61 ans, avait été élu Premier ministre par le CGN le 12 septembre avec seulement deux voix d'avance sur le chef de l'alliance des libéraux, Mahmoud Jibril. (AFP 14.10)

SOCIAL

France

14,3%. C'est le pourcentage d'augmentation du nombre de flashs depuis le début de l'année par rapport à l'année dernière. A en croire les chiffres que révèle aujourd'hui "*Le Figaro*", les automobilistes ont retrouvé le chemin de l'accélérateur... à tort et à travers. En effet, entre janvier et août, les radars automatisés ont envoyé 13,81 millions de messages d'infraction, contre 12,09 millions sur la même période l'année dernière. Pic de cette frénésie : plus de 100 000 messages ont été envoyés sur la seule journée du 21 juillet, une première au-delà de ce seuil à six chiffres depuis le lancement des radars automatisés, courant 2003.

Comment expliquer cette tendance de fond ? La décision de Claude Guéant, ministre de l'Intérieur en 2011, de retirer les panneaux signalant les appareils flashants pour les remplacer par des radars pédagogiques, est une piste à explorer. En effet, alors que de nombreux panneaux sont toujours en place, une comparaison est d'autant plus facile à réaliser entre les radars avec panneaux et ceux sans. Or, les automobilistes se feraient plus flasher par des radars "*pédagogiques*" que par les autres à hauteur de 15%...

Autre facteur : la hausse du nombre de radars, tout simplement. Plus il y a de radars, plus la hausse du nombre d'infractions est de fait "*mécanique*", pour reprendre le mot du porte-parole du Ministère de l'Intérieur Pierre-Henri Brandet. Il y avait au 15 septembre 3 883 radars, dont 2 152 fixes, et à la fin du programme d'installation (fin 2013), on en comptera 4 250. En tout cas, comme déjà senti en août, les radars devraient rapporter des recettes record - entre 675 et 700 millions d'euros. (Atlantico.fr lu dans lefigaro.fr 15.10)

ECONOMIE

Inde

Alcatel-Lucent va supprimer 1.000 en Inde, soit 9% de ses effectifs dans le pays, dans le cadre du programme de restructuration annoncé cet été par l'équipementier télécoms, rapporte lundi l'Economic Times, citant deux responsables de l'entreprise. (Reuters 15.10)

Haut de page

Le 17 octobre

CAUSERIE

Demain j'expliquerai pourquoi nous ne pouvons pas soutenir ou participer à l'initiative du POI, M'PEP, etc. J'ai déjà rédigé au brouillon la trame de cet article, et manque de temps je ne voudrais le bâcler comme cela m'arrive parfois.

Juste un mot sur l'Inde.

Ce matin je suis allé faire quelques courses. Dans une quincaillerie de Pondichéry et j'ai discuté avec ce qui me semblait être le patron, pourquoi, pardi, parce que c'est lui qui tenait la caisse ! Je suis arrivé crevé dans sa boutique, ils ont défoncé la chaussée de quasiment la totalité des rues de la ville pour refaire totalement le réseau d'approvisionnement d'eau, c'est complètement dingue, car évidemment ils ont laissé des gravats partout, de la terre, des cailloux et du sable, avec le vent et la circulation, c'est devenu irrespirable, la circulation est rendue infernale, tout le monde stationne où il peut, bref, c'est un bordel monstre.

J'en cause deux mots à ce monsieur d'une cinquantaine d'année qui m'exprime sa colère contre le gouvernement. Avant j'en rajoute une louche en lui parlant des coupures de courant... Là il explose littéralement, il me dit toujours en anglais : "*tous les politiciens sont des ordures finis, corrompus jusqu'à l'os, il faut les foutre dehors, il faudrait qu'il y ait un régime militaire (military power) pendant au moins cinq ans histoire de remettre de l'ordre dans le pays, on n'en peut plus*". Ces derniers mots ne sont pas tombés dans l'oreille d'un sourd, je me suis qu'il faudrait en causer à mes petits camarades qui doivent avoir bien des illusions sur l'état d'esprit des masses ailleurs dans le monde, ce qui est normal puiqu'on a rien fait pour leur ouvrir les yeux ou qu'ils y comprennent quelque chose, n'est-ce pas ?

La population en Inde, mais j'imagine de bien d'autres pays en Asie et en Afrique, considère l'armée comme la protectrice des

citoyens car elle est la garante de la souveraineté nationale, de l'indépendance de leur pays, elle considère les militaires comme des gens honnêtes ou au-dessus de tout soupçon tant qu'ils n'en ont pas fait l'expérience au pouvoir évidemment, auxquels on pourrait confier le pouvoir et pourquoi pas son portefeuille, parce que les gens n'ont pas de conscience de classe ou ils n'ont pas idée de ce que cela signifie. Je lui ai répondu que ce serait quand même mieux si c'était l'ensemble des travailleurs qui prenaient le pouvoir et décidaient du sort du pays, autement dit si nous nous en chargions nous-même au lieu une nouvelle fois de le confier à quelqu'un d'autre, à l'armée. Il a acquiescé en me disant que c'était sans doute la meilleure solution...

On en reparlera demain.

Qui a dit ?

- "*L'individu est handicapé en se retrouvant face à face avec une conspiration si monstrueuse, qu'il ne peut croire qu'elle existe*".

Réponse : J. Edgar Hoover, directeur du FBI de 1924 à 1972 (1895-1972)

Compte tenu de la personnalité de l'auteur de cette affirmation, faisant référence au plan du cartel des banquiers (sionistes) de la Fed et la fonction qu'il occupa au sein de sein de l'administration américaine pendant près d'un demi-siècle, personne n'osera mettre en doute sa parole.

Sur la question de l'énergie vue du Tamil Nadu en Inde.

Confronté quotidiennement à cette question au Tamil Nadu dans le sud de l'Inde où je vis, j'ai été amené à y réfléchir ces derniers jours particulièrement lorsque nous nous retrouvés privés d'électricité pendant 16 à 20 heures par jour.

Je vous ai déjà raconté que c'était la conjonction de plusieurs facteurs qui en était à l'origine, rappelons-le rapidement en prenant les choses dans l'ordre.

1- A partir de 1991 le gouvernement indien a décidé de libéraliser l'économie en faisant largement appel aux capitaux étrangers. Cela s'est traduit par un développement industriel à marche forcée ainsi que le développement d'une classe moyenne pour ainsi dire inexistante jusqu'à cette date. Il s'en est suivi une augmentation exponentielle de la consommation d'électricité.

Mais le gouvernement au lieu de construire de nouvelles centrales électriques pour faire face à le demande qui allait être croissante au cours des années suivantes, s'empressa de privatiser des pans entiers de l'économie qui permettait aux politiciens corrompus d'empocher des commissions occultes énormes, dans le secteur de la téléphonie et de l'électricité notamment.

Il fut au début des années 2000 une proie facile et la victime de prédateurs mieux introduits que lui sur le secteur financier en encaissant les conséquences de la faillite d'Enron à qui avait été confiée la modernisation du réseau électrique en Inde. Notons au passage que parmi les professionnels de la finance qui avaient manipulé les comptes ou les perspectives de croissance d'Enron figuraient entre autres Citigroup, JP Morgan, Merrill Lynch, Deutsche Bank, la CIBC, et la Banque Barclays, les banquiers de la Fed en somme alliés à leur alter ego allemand comme par hasard. (source : Wikipedia)

2- A partir du début des 2000, sans que les infrastructures suivent, l'industrialisation de l'Inde se poursuivit, les industriels achetant directement l'électricité dont ils avaient besoin pour alimenter leurs usines, tandis que pour la population les coupures de courant allait devenir de plus en plus fréquente.

3- Il entreprit de construire une nouvelle centrale nucléaire à la pointe de l'Inde, au Tamil Nadu, dont le premier réacteur aurait dû être mis en service au mois de juillet 2012, puis les trois autres au cours des mois suivants.

A ce jour, nous sommes le 16 octobre, cette centrale n'a toujours pas produit le moindre kilowatt, son démarrage ayant été reporté de mois en mois en raison de la mobilisation de la population après le tsunami de Fukushima, des politiciens véreux et des écologistes occidentaux s'employant à monter la population locale contre sa mise en service, exploitant son ignorance, la mystifiant littéralement en brandissant la menace d'une maladie pernicieuse ou diabolique qui pourrait l'infecter et dont l'issue serait fatale, manipulant ce peuple en proie à toutes sortes de superstitions millénaires.

4- Entre le début des années 2000 et 2012, je ne sais pas quelle année au juste, pour palier en partie à la carence d'électricité qui prenait une tournure préoccupante, le gouvernement de Delhi entreprit de construire dans le sud du Tamil Nadu un immense champ de milliers d'éoliennes étalés sur une superficie gigantesque, dont la capacité serait équivalente à celle de la centrale nucléaire dont il a été question plus haut, 4.000 Mégawatts.

Il faut préciser deux choses avant de continuer.

Le Tamil Nadu est le deuxième Etat le plus industrialisé de l'Inde. Ensuite, c'est le gouvernement central de Delhi qui est responsable du financement des grands travaux dans le pays ou des infrastructures (port, aéroport, route, centrales électriques, etc.) et non les différents Etats qui disposent par ailleurs d'une certaine autonomie...

Ce qui s'est passé la semaine dernière, c'est que le vent a progressivement cessé de souffler au point que les éoliennes ne produisaient plus que 300 Mégawatts.

5- Pratiquement simultanément, au cours des derniers mois, la production d'électricité de l'immense centrale hydroélectrique située au Karnataka et qui distribue une partie de l'électricité produite au Tamil Nadu, diminua drastiquement, son réservoir ayant atteint son niveau le plus bas du fait des faibles pluies enregistrées lors de la mousson précédente et des mois qui ont suivi.

6- Pour compléter le tableau, pour palier cette carence généralisée d'électricité au Tamil Nadu qui a déjà entraîné la fermeture de milliers de petites entreprises et conduit au chômage quelque trois millions de travailleurs, ils ont fait fonctionner à plein régime les centrales au charbon et l'une d'entre elle explosa.

7- C'est la conjonction de ces facteurs qui a conduit à cette situation. Depuis samedi soir la situation s'est nettement améliorée sans que je sache pourquoi, sans doute le vent s'est-il à souffler à nouveau ! Jusqu'à présent nous maudissions le vent après avoir vécu plusieurs cyclone dévastateur, le dernier en date c'est produit fin décembre 2011 et nous fûmes privés d'électricité pendant 19 jours, d'autres Indiens eurent plus de chance que nous et furent à nouveau alimentés en électricité au bout de quelques jours, tandis que des millions ont dû attendre près d'un mois avant que la situation redevienne normal.

En guise de conclusion.

Je ne m'adresserai pas aux écologistes qui sont de dangereux apprentis sorciers totalement ignorants du sujet que nous traitons là.

Personnellement je suis contre l'utilisation de l'énergie nucléaire civile (et militaire évidemment) à grande échelle, je suis pour la fermeture des centrales nucléaires existantes et contre la construction de nouvelles centrales. Cependant, il faut bien admettre qu'il n'est pas possible de fermer les centrales nucléaires existantes du jour au lendemain, ce qui se traduirait par un marasme économique et social dont la population serait la principale victime. parce que nous vivons sous un régime capitalisme mais pas seulement.

Sous un régime socialiste nous planifierions le développement d'autres sources (alternatives) de production d'électricité, photovoltaïque, éolienne, hydrogène, etc. afin de pouvoir stopper définitivement la production d'électricité d'origine nucléaire, on pourrait même recourir à des énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole) sachant qu'il est possible de les utiliser de nos jours sans polluer l'atmosphère.

En régime capitaliste, c'est évidemment inenvisageable, puisque c'est uniquement le profit qui guide les décisions des pouvoirs publics qui cèdent à la pression du lobbying nucléaire. Si la centrale nucléaire avait été mise en service comme il était prévu initialement, nous n'aurions pas été privés de courant ou dans des proportions moindre, et trois millions de travailleurs qui font vivre au total une quinzaine de millions de personnes n'auraient pas perdu leur emploi. C'est d'autant plus ridicule qu'elle finira par ouvrir un jour ou l'autre.

En régime socialiste, l'Etat ouvrier contrôlant la monnaie et disposant du monopole bancaire, il serait possible de développer l'énergie photovoltaïque afin de la rendre accessible à chaque foyer, le coût de production des panneaux solaires serait fortement réduit, il serait assurer par une entreprise d'Etat, leur prix de vente également, et le financement aussi bien de leur fabrication que de leur commercialisation serait assuré par le crédit sans intérêt étalé sur une durée de 15 ou 20 ans correspondant à la durée de vie moyenne d'un panneau solaire, et rien ne dit que des progrès techniques ou que de nouvelles technologies ne permettraient pas d'en augmenter l'efficacité et la durée de vie, ce qui est freiné en régime capitaliste pour des questions de rendement financier, obstacle n'existant plus sous un régime socialiste.

La position défendue par les écologistes est criminelle, réactionnaire, car si elle devait être appliquée à grande échelle immédiatement, elle se traduirait par des coupures de courant incessante, la fermeture de milliers d'entreprises et la perte de millions d'emplois, tandis que seuls les nantis disposant de moyens pour passer à l'énergie solaire continueraient d'avoir de l'électricité en permanence et une vie confortable, le reste de population vivant un réel cauchemar. On aura compris à cette occasion les intérêts de quelle classe représentent les écologistes. (EELV).

Quant à la position défendue notamment par le POI et d'autres partis ouvriers, elle s'aligne sur le lobbying du nucléaire sous prétexte que la fermeture de centrales nucléaires conduiraient les salariés affectés à leur fonctionnement ou maintenance au chômage, c'est une position purement ouvriériste qui consiste uniquement à défendre leur fond de commerce commun aux syndicats.

En fait, le mouvement ouvrier est partagé entre la position défendue par les écologistes bourgeois et celle ouvriériste défendu

par certains partis ouvriers, les uns optant pour le capitalisme "*vert*", les autres pour le capitalisme tout court ou aveugle. Du coup les auteurs de ces deux positions ne sont pas crédibles et se neutralisent en quelque sorte pour laisser le champ libre au régime de faire comme il l'entend, gageons qu'il saura en profiter.

J'ai omis deux éléments qui me viennent à l'esprit après coup et que je rajoute ici.

Les coupures de courant sont un énorme problème pour les agriculteurs puisque l'eau est pompée en profondeur avec des moteurs électrique.

Le second élément, les batteries pour stocker l'électricité produite par les éoliennes ou les panneaux solaires. Là encore, le capitalisme freine la mise au point de nouvelle technologie et les batteries sont fabriquées de telles sorte qu'elles n'aient une durée de vie que de 5 ans.

Facebook, Twitter et les réseau sociaux des agences mondiales du renseignement à la solde du Nouvel ordre mondial.

1- Une ébauche d'analyse.

L'objectif non avoué de Facebook et Internet en général (Twitter, Yahoo, Google, You tube, etc.) est de parvenir à terme à exercer à l'échelle mondiale un contrôle plus ou moins complet individuel et collectif des esprits à défaut d'y parvenir dans l'absolu, afin que le gouvernement mondial dans la perspective où il se situe ne puisse être remis en cause en aucune manière.

C'est un outil de propagande qui a été conçu par ceux qui envisagent de devenir les maîtres absolus du monde.

Sur le plan individuel, cela fonctionnerait selon le principe de l'autosuggestion, les utilisateurs de Facebook se persuadant eux-mêmes que le monde dans lequel ils vivent est le meilleur qu'ils pouvaient espérer et qu'ils doivent s'en contenter.

Sur le plan collectif, il répondrait à des préoccupations d'ordre général prenant en compte les spécificités de chaque continent inclus dans un plan global, dont ils ignoreraient la finalité ou qui se tiendrait derrière.

Pour parvenir à leur fin, il leur faut absolument maintenir l'immense majorité de l'humanité dans l'ignorance la plus totale de ce qui se trame dans son dos. Pour ce faire, il faut détourner la population des sources où elle pourrait prendre connaissance de leur plan criminel car certains l'ont déjà percé, il s'agirait de marginaliser ou maintenir à l'écart ces derniers autant que possible par différents moyens, par exemple en introduisant des éléments qui permettraient de semer en permanence un doute dans l'esprit des utilisateurs de Facebook (You Tube, etc) de telle façon qu'ils n'acquièrent aucune conviction tangible qui permettrait de les mettre sur la bonne voie pour percer leurs véritables intentions.

Cela aurait l'avantage au fil du temps d'ébranler ou de miner leur confiance en eux et d'annihiler leur volonté, de la neutraliser, les maintenir à l'état passif de manière à ce qu'ils subissent leur Nouvel ordre mondial sans en comprendre ni la nature ni le fonctionnement ni l'objectif final ni à qui il profite vraiment, sans être capable de mettre le moindre nom dessus.

Jusqu'à présent vous avez entré des éléments disparates sur votre page Facebook. Maintenant, ils vous demandent de les présenter sous la forme d'un "*journal*" en vous vantant les avantages que vous pourriez en tirer, comme s'ils étaient réellement à votre service ou étaient animés des meilleures intentions du monde à votre égard, ce qui n'est pas du tout le cas évidemment, ils ont une autre idée derrière la tête que nous avons ébauchée plus haut et qu'ils ne vont pas vous révéler.

Ils savent comment fonctionne la psychologie de l'être humain sur le plan individuel et collectif pour manipuler la population contre son gré. Prenons un exemple simple, simplet même pour démontrer comment elle fonctionne.

Qui va acheter ou consulter un ouvrage sur les ovnis ? Les personnes qui croient à leur existence ou qui sont portées à y croire et voudraient en savoir davantage à leur propos. Ceux qui estiment le contraire s'en détourneront systématiquement sans même y jeter un oeil.

Voilà pourquoi ils laissent publier sur Internet des articles qui dénoncent leur projet criminel ou des vidéos dans lesquelles on vous explique comment ils conspirent ou ont fomenté les attentats du 11 septembre 2001 par exemple, ils savent pertinemment que l'immense majorité de la population n'ira jamais lire ces articles ou ne visionnera pas ces vidéos.

Cela présente un autre avantage qui n'est pas négligeable : il permet de légitimer leur démarche auprès d'un public profondément ignorant. S'ils permettent la diffusion de ces documents sur leur support numérique, cela démontre qu'ils sont des démocrates animés de bonnes intentions envers la population contrairement à ce que certains affirment, cela permet donc de renforcer leur crédibilité aux yeux du public, de mettre les gens en confiance pour mieux pouvoir les manipuler par la suite,

leur vigilance diminuera et ils seront à point pour les entraîner dans une certaine direction à leurs dépens le moment venu.

C'est une façon d'appâter sa proie sans qu'elle s'en aperçoive.

Ils ont déjà produit des vidéos sur le 9/11 dont le titre et la présentation ressemble à s'y méprendre à celles qui dénoncent et démontrent que c'est l'administration américaine qui était à l'origine de ces attentats, en fait le cartel des banquiers (sionistes) de la Fed. Donc ceux qui seraient tentés d'en savoir plus sur le 11/9 et qui visionnent ces vidéos sans y prêter garde pourront se faire manipuler ou se dire que cela confirmait que ce qu'ils avaient entendu dire par ailleurs que cette histoire n'était pas sérieuse ou le fait de gens farfelus, de "*complotistes*", en bon français on dit comploteurs.

De plus, la confusion est d'autant plus grande, qu'on ignore la plupart du temps qui sont réellement les auteurs de ces vidéos, le savoir ne nous servirait à rien d'ailleurs, puisque dans presque tous les cas de figure ce sont pour nous d'illustres inconnus, dans les deux cas, ce qui conduira celui qui les aura visionnées à rester sur sa faim.

Nous complèterons plus tard cette analyse. En attendant ajoutons quelques éléments de réflexion.

2- Pour tout savoir sur vous, par vous-même de préférence.

Voici le message que j'ai trouvé dans ma boîte aux lettres comme des millions de personnes. Je rappelle que je ne suis pas parvenu à annuler mon inscription à Facebook.

- "*Vous disposez désormais du « journal » Facebook, un nouveau type de profil.*"

Et en cliquant sur un lien pour obtenir des détails, voici ce que j'ai lu :

"*Le journal est une collection de toutes vos photos, publications et expériences qui vous représentent. Accédez à Facebook pour choisir votre photo de couverture, ajouter des photos et des événements importants de votre vie, ainsi que d'autres contenus que vous aimez*."

En somme, mieux qu'une fiche de police, un dossier complet sur vous, génial non ! Ainsi en un clic ils sauront tout sur vous, il fallait y penser. Ils peuvent ainsi ficher la terre entière. Et ça marche, c'est cela le pire parce qu'on vit dans un monde d'ignorants. S'ils avaient besoin d'un instrument pour mesurer le degré d'ignorance de la population, ils ne pouvaient pas espérer mieux.

3- La CNIL n'a pas pu faire autrement que se poser des questions.

Les autorités européennes chargées de la protection des données personnelles demandent à Google de modifier sa nouvelle politique en matière de vie privée, estimant qu'elle soulève un certain nombre d'interrogations au regard du droit, selon une lettre obtenue par Reuters.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) française doit présenter mardi les conclusions d'une enquête de plusieurs mois menée pour le compte des autres CNIL européennes sur les nouvelles règles adoptées début mars par le géant américain de la recherche sur internet.

Google a simplifié sa politique de confidentialité et de protection de la vie privée en fusionnant une soixantaine de règles différentes en une seule qui s'applique désormais à la plupart de ses services, dont le site de partage de vidéos YouTube, la messagerie Gmail ou le réseau social Google+.

Le groupe a également mis en commun les données qu'il collecte sur ses utilisateurs à travers ses différents services dans le but, par exemple, d'améliorer ses résultats de recherche mais aussi de proposer des publicités mieux ciblées.

"*Combiner des données avec une telle ampleur pose des risques élevés pour la vie privée des utilisateurs. Par conséquent, Google devrait modifier ses pratiques en matière de collecte des données à travers ses différents services (...)*", peut-on lire dans la lettre datée du 15 septembre et signée par une majorité des CNIL européennes.

Elles jugent également insuffisantes les informations fournies par la société à ses utilisateurs, notamment concernant le type de données collectées et l'usage qui en est fait.

Elles soulignent en outre que Google n'a pas défini de durée pour la conservation des données de ses clients. (Reuters 15.10)

Ce qui se passe, c'est que toutes les entreprises du Net se refilent les informations en leur possession comme dans un réseau

Intranet dans une entreprise, si vous voulez comme lorsque plusieurs ordinateurs sont connectés entre eux et partagent les mêmes données.

4- Sur les réseaux sociaux toutes les manipulations possibles et imaginables sont possibles

- Antisémitisme sur Twitter : les associations pointent la responsabilité du réseau - LePoint.fr

Qui vous dit que ce ne sont pas les sionistes eux-mêmes qui postent ces messages pour que la population soit favorable à Israël ? Vous n'en savez rien et moi non plus, mais c'est parfaitement possible, quand on a à l'esprit qu'ils sont à l'origine de la Shoa, je parle des Rockefeller, Rothschild et Cie... Au fait, Rothschild était juif d'origine si l'on veut, mais de religion chrétienne, catholique ou protestant, j'ai oublié de le noter.

Beaucoup de gens ignorent que pour eux ils existent plusieurs catégories de juifs, utiles, inutiles, parasites, etc. Je n'ai pas encore étudié cette question, j'ai seulement entendu dire que dans la Tora il était fait mention de trois catégories distinctes de juifs. Avant d'aborder cette question j'aurai besoin d'un peu de temps, de visionner quelques vidéos, ce que j'ai commencé à faire dimanche dernier après-midi, entendre un rabbin dire qu'Israël est une monstruosité qui n'aurait jamais dû exister en citant la Tora, c'est très intéressant.

Pour terminer en revenant à notre sujet. Cela n'a rien à voir avec un projet ou une démarche humaniste.

Ces réseaux sociaux comme ils les appellent, qui encouragent l'individualisme, le nombrilisme, le narcissisme, les tendances extraverties autant que le voyeurisme, tendent plutôt à isoler les individus plutôt que les rapprocher et ne remplaceront jamais de véritables rapports humains basés au départ sur l'impression qui se dégage du ou des premiers contacts sensoriels ou qui les accompagnent.

Leur objectif serait semble-t-il, non pas de favoriser le rapprochement des individus afin qu'ils vivent en harmonie au niveau de l'humanité, mais davantage qu'ils ignorent ceux qui ne le ressemblent pas, qu'ils se regroupent ou se reconnaissent uniquement dans des gens qui leur ressemblent, pour finalement opposer ces différents groupes entre eux tout en les manipulant.

J'avais préparé cet article hier dans la journée, j'ajoute quelques éléments de dernières minutes.

5- L'impuissance des autorités européennes face à l'emprise des agences de communication de l'impérialisme américain empiétant sur les libertés individuelles.

Après sept mois d'enquête, la CNIL (regroupant les autorités compétentes des 27 pays membres de l'Union Européenne) a publié ce mardi ses conclusions sur la nouvelle politique de confidentialité de Google. La CNIL lui demande aujourd'hui d'en modifier les termes, afin de respecter la législation européenne.

Si Google venait à ne pas prendre en compte les recommandations de la CNIL, la commission entrera alors dans la "*phase contentieuse*", affirme Isabelle Falque Pierrotin. Mais de quels moyens dispose-t-elle ? Les conclusions de la CNIL ont bien reçu un soutien unanime au niveau européen

Mais paradoxalement, l'action européenne s'arrête là. Dans le cadre d'éventuelles poursuites en justice, il faudra en effet déterminer les autorités ainsi que la loi compétentes, pour envisager des actions Etat par Etat. Dans des affaires de ce genre, les commisions misent davantage sur l'impact médiatique d'une condamnation que sur le montant des amendes. Car elles ne sont généralement pas vraiment dissuasives. En 2010, la CNIL avait condamné Google à une amende de 100 000 euros pour son service Google Street View. (lexpress.fr 16.10)

Dérisoire !

6- Quand les réseaux sociaux servent de support à un pouvoir invisible qui se substitue à la justice.

Le groupe de pirates informatiques a dévoilé mardi le nom et l'adresse de l'homme qui a poussé au suicide une adolescente canadienne, dont le décès a suscité une vague d'indignation sur les réseaux sociaux et dans le pays.

Les pirates d'Anonymous ne voulaient pas attendre que la justice canadienne fasse son travail pour venger à leur manière le suicide d'Amanda Todd. Quelques jours après la mort de cette lycéenne de 15 ans qui se disait victime de harcèlement sur le web, le groupe de pirates informatiques a révélé l'identité de son tourmenteur.

L'initiative de Anonymous inquiète les autorités, qui craignent pour la sécurité du suspect. «*Le système n'est pas censé condamner quelqu'un sans poursuites officielles. Il n'est pas censé être juge, jury et bourreau sur la place publique, a rappelé sur*

la chaîne CBC Eric Gottardi, un avocat canadien. Nous avons un système judiciaire. Il doit fonctionner et il fonctionne.». (lefigaro.fr 16.10)

Pour mémoire, pour le président du Réseau Voltaire, T. Meyssan, ce serait la CIA qui se cacherait derrière Anonymous.

Dans ce cas de figure, ce sont de prétendus justiciers agissant anonymement qui utilisent les réseaux sociaux pour se substituer à la police et à la justice d'un pays pour les forcer à agir dans une direction précise, en jetant en pâture à la vindicte publique le nom d'un présumé coupable piétinant ainsi la présomption d'innocence qui lui aurait été accordée par la justice, alors que cet homme entendu par la police aurait clamé son innocence et connaître le véritable coupable.

Le journaliste du Figaro précisait plus loin dans cet article : "*Selon les hacktivistes, cet homme de 32 ans aurait publié des vidéos d'Amanda sur des sites pédophiles. Selon la chaîne de télévision CTV, l'intéressé a reconnu avoir connu Amanda, mais a dit avoir été son ami et avoir indiqué à la police le véritable coupable.*" (lefigaro.fr 16.10)

Pourquoi passent-ils systématiquement à côté d'un autre facteur inhérent au capitalisme : la surproduction et l'anarchie dans la production ?

La compétitivité ne se résume pas au coût du travail - Slate.fr (15.10)

Si c'était le cas, les pays du sud de l'Europe auraient moins de problème qu'aujourd'hui.

Dans une note publiée en 2008 au sujet de la compétitivité dans les pays d'Europe du Sud (Espagne, France, Grèce, Italie et Portugal), un groupe d'économistes du FMI avait d'ailleurs analysé un certain nombre d'autres facteurs, comme par exemple le degré de diversification des exportations des pays concernés ou encore leur spécialisation plus ou moins forte dans les produits à forte valeur ajoutée. Et sur ces différents points l'Europe du Sud arrivait souvent loin derrière ses voisins du nord. (Slate.fr 15.10)

Réponse à la question figurant dans le titre que j'ai donné à ce sujet : Parce que pointer la surproduction, c'est mettre en cause les fondements du capitalisme qui y conduit inexorablement puisque la production n'est pas organisée uniquement en fonction des besoins de la population mais des profits que les capitalistes comptent en tirer se foutant au passage de l'anarchie qui y règne à l'échelle mondiale, et qui reproduit chaque fois le même processus, ajoutons à une plus grande échelle puisque la production est encore plus concentrée et rationalisée que précédemment.

C'est facile à comprendre, non ? Vous avez le banquier Attali (PS) et Copé (UMP) , le clone de Sarkozy, qui interviennent sur le portail Slate.fr, ils ne vont quand même pas vous mâcher le boulot, non ? Donc je m'y colle, pour moi, c'est un devoir envers les militants et les travailleurs. Question à cent balles : Quelle est l'origine de la crise, du TSCG ? L'avez-vous lu dans l'appel du POI, M'PEP, etc ? Non. Ou dans les différents appels à la manif du 30 septembre ? Non. Pourquoi ? La transition au sujet suivant est parfaite...

Un complément à l'article du 15 octobre ***Eléments pour une analyse de la situation mondiale***.

Avant-propos.

Vous aurez remarqué que ne figure aucune citation (des marxistes) dans les articles que j'ai publiés au cours des dernières semaines notamment, je n'ai consulté absolument aucun document pour les rédiger, faute de temps certes, mais intentionnellement surtout, je ne me réfère qu'aux faits en essayant d'utiliser au mieux la dialectique matérialiste, sans prétendre évidemment épuiser les sujets que j'ai traité succinctement ni même forcément inclure dans mon exposé tous les facteurs qui composent la réalité dont certains n'apparaissent qu'implicitement ou en filigrane. Analyse et synthèse se mêlent étroitement dans ces articles du fait de leur taille restreinte, il était difficile de procéder autrement en un minimum de lignes et de temps, en espérant que la cohérence de l'ensemble n'en soit pas altérée.

J'ai également évité de recourir à des références historiques, dates, etc. qui chaque fois auraient nécessité des explications complémentaires, préférant privilégier les mécanismes ou les rapports à l'oeuvre pour cerner au plus près comment fonctionne le capitalisme et leur société. J'ai essayé de rassembler la substance des connaissances que j'ai accumulées au lieu de faire un étalage didactique de celles-ci ou de me livrer à une démonstration à caractère historique n'étant pas historien, ce qui plus est ne nous auraient avancé à rien au regard de l'objectif que je m'étais fixé, je laisse le soin aux intellectuels de formation de réaliser cette tâche puisqu'ils le feront mieux que moi. Inutile de vous exposer la source de mon inspiration, vous la devinez dès les premières lignes.

Si j'ai commis des erreurs quelque part ou si mon exposé comportait de graves lacunes, vous en serez tous témoins et je ne pourrais pas le nier, ainsi nos rapports sont parfaitement clairs. Vous pouvez évidemment me communiquer vos critiques ou réflexions, qui seront les bienvenues si elles sont étayées par des faits et non des insultes ou des marques de mépris.

La surproduction

Chaque sortie de crise du système capitaliste à la fois réelle et manipulée par les banquiers internationaux de la Fed qui détiennent la planche à billets et un gigantesque trésor accumulé en dollar et en or, se traduit par une nouvelle concentration de la production et du capital financier. Cette nouvelle concentration des moyens de production va rapidement se traduire après guerre par une nouvelle surproduction. Pour en amortir les effets et écouler les marchandises ainsi produites en nombre toujours croissant, il va leur falloir à nouveau alimenter l'économie mondiale ce qui aura pour conséquence de développer l'inflation qui se répercutera sur les salaires des travailleurs, ceux-ci se mobilisant pour réclamer leur part en période d'expansion économique (en grande partie artificielle), ils pourront ainsi les acquérir ou contracter un crédit pour se faire, sans toutefois que la surproduction soit totalement jugulée. Ils vont à nouveau engranger d'énormes profits, tandis que le cycle du capital sera mené à son terme, car pour qu'il soit achevé ou que le capitaliste retrouve le capital qu'il a investi au départ additionné de la nouvelle plus-value produite au cours du cycle de production, il faut que la marchandise qu'il a produite trouve acquéreur sur le marché.

Les investissements devenant de plus en plus risqués, coûteux et colossaux, leur profit fluctuant en fonction de l'évolution du marché et de la lutte des classes (nationales et internationales), il va leur falloir développer de nouveaux marchés dans des pays où il existait déjà des capitalistes et avec lesquels ils vont s'associer en investissant des sommes énormes de capitaux, afin de conserver leur rang ou leur hégémonie à l'échelle mondiale.

Les marchandises qui seront produites dans ces pays ne pourront pas trouver preneurs immédiatement sur le marché local encore sous-développé, au départ elles seront destinées au marché des pays dits développés ou le niveau de vie et les salaires sont incomparablement plus élevés. De cette manière le processus de surproduction qu'ils avaient contribué à réduire en Occident s'amplifiera à nouveau, jusqu'au jour où ils programmeront la fermeture d'unités de production aux Etats-Unis et en Europe (textile, électroménager, biens d'équipement divers, automobile, etc.), qui sont moins rentables ou dégagent moins de profit, le coût de production et de main d'oeuvre étant moins cher en Asie notamment, continent qui dispose d'une main d'oeuvre en nombre quasi illimitée, disciplinées et bien formées (Corée du Sud, Chine, etc.).

Ayant trouvé le filon pour produire à bon marché et engranger ainsi des profits colossaux, une fois le marché local suffisamment développé dans ces pays-là, ils décideront d'augmenter encore la taille des unités de production avec pour objectif d'inonder le marché mondial en reproduisant cette fois à grande échelle dans tous les secteurs industriels ce qu'ils avaient expérimenté dans des secteurs limités de l'économie marchande, développant la division du travail à l'échelle mondiale à un niveau jamais atteint dans le passé, on pourrait résumer cette transition en disant qu'ils sont ainsi parvenus à généraliser à l'économie toute entière ou presque une forme de production bon marché qui leur rapporte un maximum de profit en mettant en concurrence les travailleurs du monde entier.

Cependant, ils n'ont toujours pas résolu le problème de la surproduction qui grève leur profit, les nouveaux marchés se développant trop lentement, les coûts de production (matières premières, énergie -pétrole) augmentant dont les salaires, tandis que la démographie explosera et les besoins à satisfaire de la population mondiale afficheront la même tendance, s'attaquer au niveau de vie et aux revenus des travailleurs qui servent à alimenter la machine capitaliste en consommant les marchandises produites sera envisageable jusqu'à un certain point au-delà duquel il risquera de se produire une rupture sociale qui pourrait contrarier ou déstabiliser politiquement la marche en avant du capitalisme mondial dirigé en sous-main par l'oligarchie financière qui s'est fixé à terme un objectif social et politique inavouable applicable à l'échelle mondiale...

De plus, pris à leur propre piège, après avoir imposé à tous les pays leur conception du libre échange (OMC) sur le marché international que les uns et les autres ont fini par accepter, ils vont se retrouver en présence de puissants concurrents qui se moqueront des contradictions du capitalisme et des effets à terme que pourra provoquer leur exacerbation tant sur le plan économique que social ou politique dans les pays les plus riches ou ailleurs dans le monde, provoquant une gigantesque crise économique mondiale qui frappera à peu d'exceptions près tous le pays sur tous les continents.

Alors qu'on assistera à une rationalisation et à une concentration (fusion-acquisition) de la production dans les pays dits développés, c'est l'anarchie de la production qui se développera en Asie et en Amérique latine, les principaux pays de ces continents ou sous-continents ne voyant pas pourquoi ils devraient freiner leur développement du fait que les pays capitalistes occidentaux seraient en proie à une crise économique sans précédent qui aura été orchestrée pas à pas par les banquiers internationaux réunis autour de ceux de la Fed, crise économique qui par les effets qu'elle produira sur la population ressemblera à ce qu'ils ont connu eux-mêmes tout au long du XXe siècle puisqu'elle conduira à l'appauvrir, l'air de dire : tous pour un, chacun son tour !

Ce n'est pas parce que ce serait le transfert d'une gigantesque masse de capitaux en direction de l'Asie de la part de l'oligarchie financière occidentale, principalement américaine et allemande, qui contrôlait les plus puissantes multinationales, qui serait à l'origine de son développement (à l'Asie) depuis environ trois décennies, qu'elle devrait maintenant se sacrifier pour permettre aux différentes puissances occidentales de maintenir leur rang au niveau de l'économie mondiale, qu'elles règlent entre elles leurs problèmes de compétitivité en affrontant leur prolétariat au lieu de nous accuser maintenant de causer leur perte affirment-elles, d'autant plus que leur marché est ouvert aux produits occidentaux, à eux de se débrouiller pour y commercer et assurer leur propre développement.

Les puissances occidentales s'y attèlent partout en Europe avec une décennie de retard sur l'Allemagne (Agenda 2010 ou Hartz IV), la question est à l'ordre du jour en France où les syndicats vendus au capital vont "*négocier*" avec le patronat la baisse du coût du travail avec la bénédiction du gouvernement Hollande-Ayrault. Serait-ce suffisant ou cela n'est-il pas un moyen de contourner un problème qui reste entier ? Car en réduisant le niveau de vie de la population en Europe, ils vont réduire sa capacité à consommer les marchandises toujours produites en plus grande quantité alimentant ou accélérant le phénomène de surproduction propre au capitalisme. Ils peuvent fermer des usines en Europe devenues inutiles, mais quel sort réservent-ils à la surproduction imputée au reste du monde ?

Les pays dits émergents ont libéralisé le crédit après avoir permis aux capitaux étrangers de se déverser en masse dans leur économie, ce qui a contribué à leur développement industriel ainsi qu'à la hausse des salaires tout en maintenant l'inflation à un haut niveau qui finalement la ronge lentement mais sûrement, empruntant ainsi le même parcours que les économies occidentales, l'ensemble de la société étant endetté, tandis que des centaines de millions de travailleurs et leurs familles sont laissés pour contre, principalement les paysans et les travailleurs éloignés des grandes villes ou des zones industrielles qui composent encore la majorité de la population, expansion économique en grande partie artificielle, la situation étant différente d'un pays à l'autre cependant.

La rançon du succès est amer pour les deux pays les plus peuplés du monde.

La Chine croule sous quelque trois milliards d'obligations au trois quart constituées de bons du Trésor américain en dollars qui ne lui sert à rien ou presque, si elle en réclamait le paiement ou les mettait en vente sur le marché, le dollar s'effondrerait et le marché mondial avec. Quant à l'Inde, qui n'a pas bénéficié de la même aubaine si l'on peut dire, un cadeau empoisonné en réalité, elle s'est endettée démesurément au point de voir sa croissance économique divisée par deux. Ce qui s'est passé en Inde et peut-être dans une moindre mesure jusqu'à présent en Chine, c'est que la population est si endettée qu'il est dorénavant inutile de produire davantage puisqu'elle ne peut plus s'endetter davantage ou consommer plus, du coup l'économie stagne ou régresse.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets à travers le monde depuis plus d'un siècle, ainsi va la marche à l'abîme du capitalisme qui entraîne derrière lui l'ensemble de l'humanité. Il est donc urgent de le stopper dans sa course folle avant qu'il recourt au grand moyen, à une guerre, hypothèse que l'on ne peut pas écarter. Réduire partout le coût du travail, appauvrir des couches entières de la population, en quoi cela pourrait-il contribuer à une nouvelle expansion économique et à endiguer la surproduction et les 20 millions de chômeurs que compte déjà l'Europe, entre 150 et 200 millions dans le monde, en réalité beaucoup plus, dont la capacité à consommer à été réduite ou anéantie pendant que les travailleurs encore solvables sont endettés pour de longues années encore ?

Comment peuvent-il relever ce défi tout en continuant de s'enrichir indéfiniment dans des proportions phénoménales ? C'est cette contradiction poussée à l'extrême qui a été dans le passé à l'origine de toutes les guerres dans la mesure où les privilégiés ne veulent rien céder de leur pouvoir et comptent encore l'accroître. Si c'est cet objectif qui les guide uniquement, il faut se rappeler qu'il correspond à la définition même du capitalisme, à sa raison d'être qui se confond avec ses fondements.

Maintenant avec la domination incontestée du capitalisme financier sur le capitalisme industriel, nous assistons à un phénomène nouveau qui modifie la manière dont la crise se développe.

Si la surproduction industrielle demeure, elle a cessé de s'amplifier, elle a pris une telle dimension pour arriver à la situation où l'oligarchie financière s'est en partie détournée de la production industrielle pour se consacrer à la spéculation pure plus rentable sur les monnaies, les obligations d'Etat, les matières premières en mettant au point des instruments financiers tellement sophistiqués qu'ils n'en contrôlent plus toujours les conséquences sur l'économie marchande, mais leur permet d'engranger des profits colossaux. La production industrielle elle-même n'est plus qu'un objet livrée à la spéculation.

Détenant entre ses mains la création monétaire (Fed, BCE, BdA, BdJ), déterminant le cours de l'or et des matières premières, elle est de devenue le maître du monde, il ne lui reste plus qu'à rendre irréversible ce pouvoir acquis en le devenant également sur le plan politique pour parfaire son oeuvre en instaurant un gouvernement mondial et ainsi la boucle sera bouclée.

Arrêtons-nous là un instant. N'avez-vous rien noté de suspect dans l'avant-dernier paragraphe? J'ai commis une grosse erreur que je n'ai pas corrigée volontairement pour qu'on puisse l'aborder ensemble.

La surproduction n'a pas cessé de s'amplifier, c'est faux, une part importante de la production industrielle a basculé d'un continent à un autre tout en demeurant aussi anarchique que dans le passé, davantage même depuis que tous les pays ont adhéré à l'OMC ce phénomène s'est encore amplifié. En Inde où j'habite, mais cela doit être la même chose chez vous en France, régulièrement je découvre de nouvelles marques de voitures, de biens d'équipement ou autres que je n'avais encore jamais vu auparavant au point de demander au vendeur quel est leur pays d'origine, la Chine neuf fois sur dix, tandis que les autres marques existent toujours. Pourquoi ? Parce que l'impérialisme américain et les puissances occidentales en Europe ne contrôlent pas la totalité du marché mondial ou de la production mondiale, je vais peut-être commettre une véritable erreur ici je n'en sais rien, j'aurais plutôt tendance à dire qu'il leur échappe de plus en plus au contraire, d'où la tentation de les inonder de capitaux pour semer le chaos dans leur économie, le Brésil et même le FMI viennent d'intervenir en signalant que cela pourrait conduire à une "surchauffe"

de leur économie qui pourrait à terme porter préjudice à leur développement dont les économies occidentales ont impérativement besoin pour écouler leurs propres marchandises.

Donc une nouvelle fois le problème de la surproduction demeure intact.

Qu'est-ce que cela signifie pour les puissances occidentales ? Qu'elles ne peuvent s'y attaquer que dans leur propre pays respectif, qu'elles n'ont pas d'autres alternatives tout en étant à la merci d'autres capitalistes plus compétitifs en matière de productivité ou coût de production, salaires, etc. Prenons un exemple concret.

Renault peut produire en Chine à un coût de production beaucoup plus bas qu'en France et vendre une partie de sa production en Chine à un prix plus bas tout en maintenant une marge et un profit important; le marché chinois de l'automobile est en pleine expansion et est en passe de devenir le premier du monde, c'est déjà le cas pour GM. S'il décidait de produire davantage en Chine et d'exporter ces voitures en France, il devrait fermer toutes ses usines en France forcément moins compétitives. Pour maintenir sa production en France, il lui faut donc baisser énormément ses coûts de production, les salaires notamment, mais rien ne dit que cela fera le compte, même en bénéficiant de subventions de la part du gouvernement, d'exonérations de cotisations sociales, etc. Quoi qu'il fasse ses concurrents lui emboîteront le pas et tout sera à refaire.

Dans tous les cas de figure, Renault devra fermer des unités de production, car il lui sera impossible d'écouler la totalité de sa production en France ou en Europe face d'une part à des concurrents qui proposent des voitures semblables à un prix plus bas, et au rétrécissement du marché dû à la récession et au chômage de masse qui est installé pour durer d'autre part. Renault et tous constructeurs automobiles en France sont placés face à une situation de surproduction qu'ils sont incapables d'affronter d'une autre manière et qui va aller en s'amplifiant. Ils ne peuvent pas escompter davantage puisqu'ils produisent eux-mêmes à l'étranger à un prix plus bas ou le segment du marché qui pourrait les intéresser est déjà pris par la concurrence. La solution qui marchait encore hier ne fonctionne plus aujourd'hui. Je ne vois ni comment ni pour quelle raison Renault continuerait de produire en France, en dehors peut-être de raisons politiques.

Qu'ont fait Ford ou Toyota pour réussir à s'implanter en Inde ? Ils ont construit des usines et produit sur place depuis déjà plus de 10 ans. Renault, Fiat ou PSA en ont été incapables ou s'y sont refusés, résultat : on en croise une par hasard pour cinquante Toyota et une dizaine de Ford. Dans le lotissement de nantis où j'habite, les propriétaires roulent (par ordre décroissant) en Toyota, Tata, Maruti-Suzuki, Ford, Hundai, Honda, Chevrolet, Mercedes, je n'ai pas vu une seule marque européenne et un concessionnaire VW s'est installé récemment à Pondichéry qui est une petite ville pour l'Inde.

En conclusion.

L'impérialisme américain et les banquiers de la Fed qui ont pour objectif d'instaurer un gouvernement mondial ne sont pas au bout de leur peine. Leur projet est contrecarré par de nouvelles puissances qui refusent de se plier à leur diktat et qui de ce fait menacent même de le réduire à néant, aussi bien en Amérique latine qu'en Asie sur lesquelles ils ne peuvent pas exercer un contrôle de leur économie et n'ont aucune emprise politique, sans oublier la Russie, et empêcher que la surproduction qui se perpétue ainsi à l'échelle mondiale ait raison des économies européennes que les Américains ont conduites à la banqueroute en les endettant. Même s'ils n'avaient pas contribué à endetter dangereusement leurs Etats, rien n'aurait pu empêché les économies européennes d'être incapables de rivaliser avec leurs concurrents asiatiques ou sud-américaines plus compétitives ou meilleures marchés dès lors qu'ils se développaient.

Une puissance mondiale comme les Etats-Unis peut étendre sa domination sur le marché mondial, mais finalement elle ne pourra pas en prendre le contrôle totalement, à moins de s'assurer la complicité des Etats les plus puissants qui constituent une sorte de monopoles une fois l'oligarchie de ces pays parvenue au pouvoir comme c'est le cas aux Etats-Unis. Les obstacles pour y parvenir sont beaucoup trop nombreux pour y parvenir à brève échéance, il faut donc écarter ce scénario ou le mettre provisoirement de côté, alors que bon nombre de pays en Europe sont au bord de l'effondrement.

Se résoudront-ils à l'admettre ? Que vont-ils entreprendre en attendant pour renforcer leur hégémonie mise à mal ou contestée ? Vont-ils jeter leur dévolu sur l'Europe dont le PIB par habitant demeure le plus élevé au monde après les Etats-Unis ? De quelle manière, "*pacifique*" en empruntant la voie législative ou en l'entraînant dans une guerre pour finir de la soumettre à sa dictature ? Ce sera l'enjeu de la lutte de classe des mois et des années à venir, de son issue dépendra largement ses décisions.

Finalement, ce sont les lois de fonctionnement du système capitaliste qui sont le produit des contradictions inhérentes à ses fondements, et dont la surproduction et la concurrence à laquelle se livrent les différentes puissances capitalistes sont des aspects déterminants qui constituent encore des obstacles s'opposant à l'établissement du Nouvel ordre social que le cartel des banquiers de la Fed et internationaux projetaient d'instaurer.

Pour contourner cet obstacle ou le réduire, il leur faudrait parvenir à concentrer entre leurs mains la totalité du pouvoir politique à l'échelle mondiale, alors seulement les lois internes qui régissent le capitalisme se trouveraient neutralisées ou annihilées et leur pouvoir absolu établi, sans que plus rien ni personne ne puisse s'y opposer, puisque les bases économiques sur lesquelles on pouvait espérer bâtir une autre société auraient disparu.

Rappelons à cet effet que le socialisme n'est pas une vue de l'esprit ou une idée reposant sur du vent, mais repose sur les rapports sociaux de production capitalistes qui déterminent la lutte des classes, le passage au socialisme étant rendu possible par le degré auquel est parvenu le développement des forces productives, alors si un jour ces rapports étaient amenés à disparaître, la théorie qui s'appuyait à la fois sur leur existence et leur évolution possible serait rendue caduque ou inutile et l'on pourrait proclamer que ce n'était qu'une merveilleuse utopie, la lutte des classes ayant vécu et la barbarie l'ayant emporté. Nous en sommes encore loin et rien n'est perdu heureusement.

Les banquiers de la Fed et leurs alliés n'exercent leur pouvoir que sur une partie de l'humanité, les Etats-Unis et l'Europe principalement plus quelques pays ici ou là sur d'autres continents au niveau de la dette de leurs Etats. Ce n'est pas parce qu'ils contrôlent la monnaie, le marché des matières premières dont l'or qu'ils maîtrisent l'essentiel des rapports économiques dans le monde, d'autres critères et rapports (sociaux) interférent, parfois de manière imprévisible (climat) ou sans qu'ils puissent agir dessus (démographie), bien des domaines leur échappent. A nous de bien le comprendre pour déterminer la stratégie la plus efficace pour les combattre et les vaincre.

Il se peut que j'ajoute un complément dans les jours qui viennent.

On n'a pas épuisé le sujet loin de là, on n'a fait ici que tracer un tableau à grands traits d'un aspect déterminant du capitalisme, une de ses contradictions incontournable.

En réalité la surproduction ne concerne pas uniquement l'industrie, mais aussi les services, d'une certaine manière la masse colossale de monnaie qu'ils ont fabriquée depuis 2008, la population mondiale qui est passée de 1 à 7 milliards en à peine un siècle, et dont la répartition inégale dans le monde ou sur les différents continents entraîne des bouleversements économiques et politique ou rebat les cartes du fragile équilibre de l'économie mondiale se traduisant à nouveau par des tensions politiques aux quatre coins du Monde.

Propagande contre Cuba relayée par un portail français à la solde de l'impérialisme américain.

Fidel Castro tissant des liens avec ses pires ennemis, des nazis de la Waffen SS? C'est ce qu'affirment des archives des services secrets allemands (le BND) qui viennent d'être déclassifiées, rapporte *The Telegraph*.

(Pour accréditer cette thèse, *The Telegraph* a recours à des faits bien réels pour mieux salir la réputation de Fidel Castro. - Ndlr)

La menace d'une invasion américaine plane alors sur Cuba et Fidel Castro est prêt à tout pour empêcher une défaite de ses troupes, explique le *Telegraph* citant les déclarations d'un analyste du BND pour *Die Welt*:

«*De toute évidence, l'armée révolutionnaire cubaine n'avait pas peur d'être en contact personnel avec le nazisme, tant que cela servait ses propres objectifs*.»

Selon le *Telegraph*, Cuba aurait alors invité quatre officiers nazis, leur faisant une offre difficilement refusable pour des criminels de guerre recherchés dans le monde entier:

«*Castro a personnellement approuvé un plan visant à engager d'anciens officiers nazis pour former l'armée révolutionnaire cubaine, leur offrant des salaires quatre fois supérieurs au salaire moyen de l'époque en Allemagne et une chance de débuter une nouvelle vie à La Havane*.»

Par ailleurs, le régime aurait acheté plus de 4.000 fusils automatiques de fabrication belge à deux trafiquants d'armes allemands, «*dont l'un d'eux était connu pour avoir fondé un parti politique de droite ultra-nationaliste et négationniste,*» rapporte *The Huffington Post UK*.

Mais pourquoi donc les communistes cubains iraient chercher l'aide d'anciens nazis, leurs ennemis idéologiques? Apparemment pour s'émanciper du grand frère russe, explique *The Telegraph*:

«*La conclusion tirée par les services secrets allemands était que le régime cubain voulait se libérer de sa totale dépendance du soutien logistique et matériel soviétique*.» (Slate.fr 16.10)

A mon avis, Castro devait tout ignorer du passé de ces anciens militaires Allemands. Et puis, entre 1939 et 1945, tout soldat allemand volontaire ou recruté de force devait servir le IIIe Reich et était de ce fait assimilé à un nazi. Le reste tient sans doute de la fabulation car Cuba à la portée des Américains ne pouvait pas espérer conserver son indépendance sans recourir au soutien de Moscou.

Cela ne change rien à l'appréciation que nous portons sur Castro et son régime.

ACTUALITE EN TITRES

Quel soulagement !

- L'art échappera à l'ISF, la redevance télé ne sera pas étendue - Reuters

Vous êtes décidément trop bon monseigneur !

- Monseigneur di Falco : Faites-leur au moins l'aumône d'un regard - LePoint.fr

Conseillant aux députés quand ils croisent un malheureux de lui adresser au moins un regard, et ce n'est pas une plaisanterie de ma part. Et s'ils sont aveugles ou mal-voyants ? Et bien... ils s'en passeront, c'est un don de Dieu qu'ils s'estiment heureux qu'il ne les ait pas oublié dans son extrême bonté, non mais enfin en voilà une question !

C'est l'évidence même.

- Politique étrangère : les États-Unis ont-ils perdu le leadership ? - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE

Le commissaire européen à la Santé et à la Politique des consommateurs, le Maltais John Dalli, a démissionné mardi avec effet immédiat après avoir été mis en cause dans une affaire de trafic d'influence présumé liée à la législation contre le tabac, a annoncé la Commission européenne.

Selon l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), un homme d'affaires maltais a tenté de monnayer auprès d'une compagnie suédoise les contacts dont il se prévalait avec John Dalli.

"*Le rapport de l'OLAF n'a pas mis au jour de preuve concluante d'une participation directe de M. Dalli mais a considéré qu'il était au courant de ces événements*", précise la commission dans un communiqué.

"*(...) M. Dalli a décidé de démissionner afin d'être en mesure de défendre sa réputation et celle de la commission. M. Dalli rejette catégoriquement ces conclusions*", ajoute la Commission.

Le communiqué bruxellois souligne qu'il appartient aux autorités judiciaires maltaises de donner suite ou non à cette affaire.

L'enquête de l'OLAF a été ouverte à la suite d'une plainte déposée en mai dernier par un fabricant suédois de tabac, Swedish Match, qui dit avoir été approchée par un homme d'affaire maltais.

Cet homme, dont le nom n'apparaît pas dans la procédure, proposait d'intervenir dans l'élaboration de propositions de la Commission, notamment sur la politique à l'égard du "*snus*", de la poudre de tabac autorisée en Suède mais interdite dans le reste de l'UE.

La Commission a annoncé l'an dernier qu'elle réexaminerait cette interdiction du "*snus*" dans le cadre d'une refonte plus large des directives et règles en vigueur concernant le tabac.

Dans un courriel à destination de ses équipes, que Reuters a pu consulter, le président de la Commission, José Manuel Barroso, annonce que les fonctions qu'assumait Dalli au sein de la Commission seront exercées à titre temporaire par le Slovaque Maros Sefcovic, commissaire aux Relations interinstitutionnelles et à l'Administration, dans l'attente de la nomination

d'un nouveau commissaire maltais. (Reuters 16.10)

Dommage car il aurait bien mérité un prix Nobel...

2- Allemagne

La chancelière allemande Angela Merkel a pressé mardi l'opposition de ne pas bloquer les mesures de réductions d'impôts qu'elle juge nécessaires pour relancer la demande allemande et ainsi soutenir la croissance.

Devant un parterre d'hommes d'affaires, la chancelière a demandé l'ajustement du barème d'imposition à l'inflation pour éviter que les contribuables ne se retrouvent automatiquement dans des tranches d'imposition toujours plus élevées. Selon elle, ce système fiscal détourne du circuit de l'économie allemande plus de 20 milliards d'euros par an.

Depuis 1958, les tranches d'imposition allemandes sur le revenu ne sont pas ajustées à l'inflation, ce qui a permis à Berlin de collecter environ 22 milliards d'euros de recettes supplémentaires par an depuis 2010 et 76 milliards d'euros entre 2005 et 2010.

Un an avant les élections fédérales, Angela Merkel, qui devrait briguer un troisième mandat, a également demandé une baisse des cotisations pour les caisses de retraites, afin de relancer le pouvoir d'achat.

"*Actuellement, rien ne peut davantage stimuler la croissance allemande que d'augmenter la demande intérieure*", a-t-elle déclaré.

Les entreprises sont aussi invitées par la chancelière à procéder cette année à de plus importantes hausse de salaires pour leurs employés.

La croissance allemande a connu un net ralentissement depuis le début de l'année et le gouvernement devrait abaisser mercredi ses prévisions pour l'année prochaine à 1%, contre 1,6% attendu précédemment. (Reuters 16.10)

3- Grèce

3.1- Le chef de file de la Gauche démocratique, petite formation membre de la coalition au pouvoir à Athènes, a annoncé mardi qu'il n'accepterait pas les exigences des créanciers internationaux de la Grèce pour libéraliser encore plus le marché du travail.

"*La troïka exige une récession et un chômage galopant*", a déclaré Fotis Kouvelis à l'issue d'une rencontre politique.

Il a ajouté que la Grèce avait besoin de plus de temps pour imposer le nouveau train de mesures d'austérité réclamé par la "*troïka*" (Commission européenne, la Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) en échange de financements censés permettre au pays d'éviter un défaut. (Reuters 16.10)

3.2- La Grèce prépare une nouvelle série de cessions d'actifs publics, dont le premier raffineur et les deux plus grands ports du pays, dans le cadre d'un programme de privatisations imposé par le plan d'aide international reçu du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne.

Les opérations en cours de préparation constitueront une deuxième vague de privatisations après les six cessions censées être finalisées au début de l'année prochaine

"*Nous avons des actifs très significatifs qui seront mis en vente au cours des prochains mois*", a déclaré mardi Yannis Emiris, directeur général de l'agence de privatisations HRADF, lors d'une conférence de presse.

Athènes prévoit ainsi d'organiser des enchères pour des participations dans le raffineur Hellenic Petroleum, les ports du Pirée et de Thessalonique, dans la deuxième compagnie d'eau du pays Thessaloniki Water et dans Larco, l'un des premiers producteurs mondiaux de nickel.

La Grèce est également en quête d'investisseurs pour l'aéroport d'Athènes, le plus important du pays, l'autoroute Egnatia ainsi que pour d'autres aéroports et marinas de tailles plus modestes.

D'après les termes du plan d'aide international, Athènes doit lever 19 milliards d'euros d'ici fin 2015 via des cessions d'actifs et un total de 50 milliards d'ici la fin 2020. (Reuters 16.10)

Et au fait les quelque 300 milliards d'euros que les nantis ont détourné du fisque et planqué dans des paradis fiscaux dont la Suisse, il n'en est pas question ?

4- Israël

La Knesset, le Parlement israélien, a voté sa dissolution, lundi 15 octobre, et validé la date du 22 janvier 2013 proposée par le conseil des ministres pour la tenue d'élections législatives anticipées. Les prochaines élections législatives auraient normalement dû se tenir en octobre 2013 mais le premier ministre Benyamin Nétanyahou, favori des sondages, a décidé d'avancer cette échéance.

Il a invoqué des mésententes sur le projet de budget 2013 pour expliquer la tenue de ce scrutin anticipé. Elu en 2009, le chef du Likoud est actuellement à la tête d'une coalition de cinq formations qui disposent de 66 sièges à la Knesset. Un sondage publié jeudi dans le journal Maariv crédite le Likoud de 29 des 120 sièges du prochain Parlement, deux de plus qu'actuellement. Les travaillistes auraient 17 sièges, de même que le nouveau parti centriste fondé par l'ancien présentateur de télévision Yaïr Lapid. (lemonde.fr 16.10)

SOCIAL

France

Le tribunal de commerce de Rouen s'est prononcé mardi pour la liquidation de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime), un site qui emploie 476 salariés.

Les juges ont toutefois décidé la poursuite de l'activité jusqu'au 15 décembre avec possibilité de dépôt de nouvelles offres jusqu'au 5 novembre, a déclaré Jean-Marie Valentin, l'avocat de l'intersyndicale de Petit-Couronne.

La raffinerie avait été placée en redressement judiciaire le 24 janvier dernier.

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, assure dans un communiqué que le gouvernement "*poursuivra ses efforts visant à faire aboutir une solution de reprise*" et "*à apporter des solutions d'avenir aux salariés de ce site*".

Le porte-parole de l'intersyndicale, Yvon Scornet, s'est dit "*écoeuré*".

"*Aujourd'hui, c'est 2.000 familles (salariés et entreprises extérieures-NDLR) qui vont perdre leur travail*", a-t-il déclaré.

"*Ça fait un an qu'on se bat pour un repreneur. Le repreneur, on en avait un. Pourquoi on ne nous a pas laissé tenter notre chance ? Le risque, c'était quoi, qu'on ferme demain ? On ferme aujourd'hui*", a-t-il poursuivi.

Le tribunal s'était donné le 1er octobre un délai supplémentaire pour étudier les deux offres de reprise du site déposées par les sociétés Alanfandi Petroleum Group (APG) et Net Oil. Aucune d'entre elles n'a été retenue.

L'avocat de l'intersyndicale, Jean-Marie Valentin, espère une intervention des pouvoirs publics et compte aussi sur l'Union française des industries pétrolières (UFIP), "*curieusement absente*".

"*C'est au gouvernement de reprendre la main*", a estimé également Jean-Luc Brouté, secrétaire général CGT de la raffinerie, qui accuse Shell de les avoir "*jetés à la rue*".

La raffinerie de Petit-Couronne a redémarré sa production à la mi-juin, après la signature d'un contrat temporaire d'une durée maximale de six mois avec le groupe Shell, son ancien propriétaire.

Le Parti communiste a dénoncé une décision "*inacceptable*" pour une entreprise "*viable*" et "*rentable*".

"*Le bilan est lourd pour l'industrie française, après Sodimedical, Florange, Technicolor et toutes les PME-TPE qui déposent le bilan en effet domino*", poursuit le PCF dans un communiqué. "*L'Etat doit intervenir, y compris en reprenant la main sur l'outil industriel*".

Emmanuel Maurel, candidat au poste de premier secrétaire du Parti socialiste face à Harlem Désir, appelle à "*un volontarisme public sans faille*".

"*Il faut envisager la nationalisation immédiate, fût-elle transitoire, afin de sauvegarder l'emploi et l'outil, engager sa modernisation et structurer la filière*", dit-il dans un communiqué. (Reuters 16.10)

ECONOMIE

Banques

1- Citigroup

Le directeur général de Citigroup Vikram Pandit a brusquement démissionné mardi après des mois de tensions au sein du conseil d'administration, une décision qui a pris de nombreux collaborateurs de la troisième banque américaine par surprise.

Le président du conseil Michael O'Neill a annoncé dans un communiqué la nomination de Michael Corbat, auparavant directeur de la division Europe, Moyen-Orient et Afrique, pour succéder à Vikram Pandit à la direction générale et au conseil.

Quelques minutes seulement après cette annonce, le nom de Vikram Pandit avait disparu du site internet du groupe.

Le directeur général adjoint John Havens, un proche de longue date de Vikram Pandit, a lui aussi démissionné.

Ce changement inattendu et spectaculaire, qui intervient 24 heures après la publication de résultats trimestriels supérieurs aux attentes, est le point culminant de plusieurs mois de conflits au sein du conseil - notamment avec son président Michael O'Neil - notamment sur des questions d'ordre stratégique.

La cause exacte du départ de Vikram Pandit n'est pas connue.

(Toujours aussi perspicaces les journalistes de Reuters, ils se sont mis à trois pour écrire cet article, David Henry et Matthew Goldstein et Carrick Mollenkamp. Ils ne savent pas pourquoi le directeur général de Citigroup a "*soudainement*" démissionné, alors qu'ils ont eux-mêmes fourni la réponse ! La réponse immédiatement. - Ndlr)

Pour certains observateurs, le fait que Vikram Pandit et John Havens aient démissionné simultanément renforce l'hypothèse d'un désaccord avec le conseil d'administration.

Les relations du conseil avec Vikram Pandit étaient déjà tendues depuis le rejet par l'assemblée générale en avril du plan de rémunération du directeur général, qui prévoyait qu'il touche plus de 15 millions de dollars au titre de 2011.

(A ce stade, dans ce milieu-là cela voulait déjà dire qu'ils étaient grillés, qu'ils allaient être virés, ce qui a ce niveau aurait été du plus mauvais effet, conduits à démissionner serait la formule la plus appropriée pour éviter de faire des vagues, les investisseurs n'aiment pas cela. - Ndlr)

Le changement d'homme à la tête de la banque intervient après une série de revers importants ces derniers mois. En mars, la Réserve fédérale avait opposé son veto à un projet de relèvement du dividende, Citigroup n'ayant pas réussi les tests de résistance réalisés par les autorités de tutelle.

Vikram Pandit avait laissé entendre aux investisseurs et aux analystes que la hausse du dividende serait validée.

Le mois dernier, il avait conclu la vente des parts du groupe dans une coentreprise de courtage avec Morgan Stanley à un prix réduit, ce qui a contraint Citigroup à inscrire dans ses comptes une charge de dépréciation de 4,7 milliards de dollars (3,6 milliards d'euros). (Reuters 16.10)

(Les dirigeants de la Fed avaient décidé d'avoir leurs peaux. C'est fait ! Quel mystère ! - Ndlr)

2- Goldman Sachs Group

Le groupe américain Goldman Sachs Group a réalisé sur le trimestre juillet-septembre un bénéfice de 1,51 milliard de dollars (1,15 milliard d'euros).

Son produit net bancaire (PNB) a progressé de 133% sur un an à 8,35 milliards de dollars contre 3,59 milliards au troisième trimestre l'an dernier.

La majeure partie de la croissance du PNB est à mettre au crédit de la division d'investissement et de prêt, qui regroupe les investissements en actions et en obligations détenus par la banque.

La valeur de ces investissements a augmenté après l'annonce par la Réserve fédérale américaine d'un nouveau programme d'achats d'actifs sur les marchés financiers, mais les volumes de transactions et l'activité sont restés limités.

La division d'investissement et de prêt a contribué au PNB à hauteur de 1,8 milliard de dollars au troisième trimestre, alors qu'elle avait eu un impact négatif de près de 2,5 milliards l'an dernier sur la période correspondante. (Reuters 16.10)

Haut de page

Le 18 octobre

CAUSERIE

Nous n'avons pas eu d'électricité de 18h hier à 14h, du coup j'ai peu dormi et je n'ai pas pu travailler normalement, je suis à nouveau obligé d'actualiser partiellement le site.

Que dois-je faire consacrer mon temps à l'actualité quotidienne ou écrire des articles de fond comme celui que vous allez lire qui nécessite des heures de travail ? Il est impossible de faire les deux à la fois. Votre avis.

Le mouvement ouvrier a déserté le combat idéologique, notamment celui contre le sionisme, fer de lance de la dictature du capital.

Richard Prasquier, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) s'est exprimé dans l'édition du journal *Le Monde* du 17 octobre 2012, qui lui a grâcieusement ouvert ses colonnes, normal.

Voici notre réponse qui ne paraîtra nulle part ailleurs que dans notre portail, et quand vous en aurez terminé la lecture, vous aurez compris pourquoi.

- "*Etre indulgent envers l'islamisme radical, c'est être indulgent envers le nazisme*. "

Notre réponse : Etre indulgent envers le sionisme, c'est être indulgent envers le nazisme.

- "*Mais il ne s'agit pas ici des crimes commis : ceux des nazis sont indépassés dans l'histoire de l'humanité. Il s'agit de doctrine, de ces mots en "isme" qui ont organisé le comportement des groupes humains, souvent pour le malheur de l'humanité commune. Il s'agit d'idéologie*."

Notre réponse : les preuves matérielles accablantes du financement de la montée de Hitler au pouvoir par les banquiers sionistes Rothschild et Rockefeller de la Fed aux Etats-Unis, les désignent comme les principaux coupables de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah perpétrée par le régime nazi, dont répétons-le ils ont facilité l'accession au pouvoir à des fins bassement mercantiles, s'enrichir pendant la guerre en finançant les deux camps en présence, et à des fins politiques pour étendre leur pouvoir sur l'Europe notamment, et le monde ensuite.

Effectivement il s'agit bien d'une doctrine en "*isme*", qui a pour nom le sionisme, qui a armé le bras des plus grands criminels de l'histoire et qui les a inspirés par leur doctrine de domination mondiale sur tous les autres peuples, comme si un peuple possédait des qualités à tous les autres. On verra plus que finalement les sionistes n'en croient pas un mot.

- "*Qu'il soit bien entendu que parler d'islamisme radical, ce n'est pas parler de l'islam.*"

Notre réponse : Qu'il soit bien entendu que parler de sionisme , ce n'est pas parler du judaïsme, de la même manière que nous ne confondons pas sioniste et juif. Comme on le verra plus loin, le judaïsme n'est qu'un prétexte derrière lequel se cache une entreprise criminelle.

- "*Mais "islamisme radical" réfère à une conception du monde où il est nécessaire de poursuivre l'œuvre divine en annihilant les ennemis.* "

Notre réponse : De la même manière que le sionisme "*réfère à une conception du monde où il est nécessaire de poursuivre l'œuvre divine en annihilant les ennemis.* " en contradiction avec la Tora...

Le sionisme n'a pas pour objectif le bonheur des juifs, il part d'une interprétation tronquée ou sélective d'un texte à caractère

religieux commun à tous les juifs pour en déformer la substance, afin de justifier son entreprise criminelle qui consiste à terme à instaurer un gouvernement mondial, une dictature implacable, qui serait contrôlé par les plus riches banquiers du monde dont les banquiers de la Fed d'origine juive, précisions dès lors accessoire, une fois tous les peuples déposséder de leurs droits politiques et réduits pour ainsi dire en esclave, seule une poignée "*d'élus*" désignés par eux étant épargnés par cette dictature et vivant dans l'opulence.

- "*Les islamologues discutent du terme approprié, et certains préfèrent celui de salafisme djihadiste. N'étant pas spécialiste, j'ai préféré la formule "islamisme radical".* "

Notre réponse : Force est de constater que l'Etat sioniste d'Israël, son armée et ses services de renseignement, Tsahal et le Mossad, n'ont aucun scrupule à combattre au côté de "*salafismes djihadistes*" en Syrie contre le régime en place, islamistes radicaux recrutés, formés, financés et armés par les puissances occidentales (par le biais du Qatar et l'Arabie Saoudite notamment) qui sont à l'origine de la création de l'Etat israélien après avoir chassé les Palestiniens de leur terre en 1947, et qui oeuvrent au renversement du régime afin de mettre en place un gouvernement à leur solde et accaparer les richesses (gaz) de la Syrie convoitées par tous les impérialistes, cette guerre comme toutes les autres n'étant motivée que par des intérêts économiques inavouables en passe de devenir un secret de polichinelles.

- "*Entre le nazisme et l'islamisme radical, deux points communs sont évidents, l'un est la place d'ennemi prioritaire attribuée au juif, l'autre est sa déshumanisation.*"

Notre réponse : Monsieur Prasquier qui n'est pas sans connaître en détail l'histoire du nazisme et du déroulement de la Seconde Guerre mondiale fait preuve ici d'une amnésie pour le moins étonnante ou d'une malhonnêteté incroyable, mais somme toute tout à fait compréhensible en occultant le fait que dans l'entourage de Hitler figuraient des juifs, ce dont Hitler ne pouvait ignorer, la preuve en étant qu'il leur a permis d'échapper à la Shoah et de quitter l'Europe pour se réfugier aux Etats-Unis.

Je ne me suis pas encore suffisamment documenté sur cette question pour aller plus loin, j'ai juste pris connaissance de quelques éléments que j'ignorais et que je rapporte ici. D'après ce que j'ai compris, les banquiers sionistes de la Fed qui ont armé Hitler, ont continué de lui fournir des matières premières pour faire tourner ses usines d'armement alors qu'il avait commencé à envahir l'Europe, avant que la Seconde Guerre mondiale soit officiellement déclenchée, sachant que les juifs vivant en Europe était déjà la cible intérieur du régime nazi. Je tiens ces éléments d'une vidéo américaine dont j'ai mis l'adresse en ligne, ainsi qu'un documentaire sur l'histoire des mines et de la sidérurgie au Canada et aux Etats-Unis diffusé un soir, il y a environ 6 ou 8 mois, sur TVMonde Asie.

Quand j'aurai le temps prochainement, je rassemblerai d'autres preuves de l'implication des banquiers sionistes de la Fed, qui évidemment contrôlaient déjà à l'époque la production du pétrole, de l'acier, etc. en Amérique du Nord, ainsi évidemment que la flotte commerciale qui devait acheminer ces matières premières en Europe à destination de l'Allemagne, et si j'ai bonne mémoire, je crois que la Grande-Bretagne qui disposait des plus importantes compagnies maritimes du monde y a largement participer, ce qui semble logique.

- "*Pour les nazis, les juifs étaient des cafards, des rats, des poux ou de grosses bactéries. Pour les islamistes radicaux, les juifs et les chrétiens sont des bâtards de singes, de porcs, d'ânes ou de chiens.* "

Notre réponse : L'outrance langagière de monsieur Prasquier ne sert qu'à détourner la population ignorante de la réalité rappelée plus haut ou plutôt de l'empêcher de prendre connaissance de la vérité.

Pour le sioniste Rockefeller qui s'est livré à son "*ami*" Aaron Russo atterré par les révélations qu'ils venaient de lui faire sur les préparatifs des attentats du 11 septembre 2001 onze mois avant qu'ils ne se produisent, et qui devait servir à déclencher une guerre sans fin soi-disant contre le terrorisme (et l'Afghanistan, l'Irak, etc.) dont finalement Rockefeller et ses amis étaient à l'origine ou les promoteurs, Rockefeller voyant que son "*ami*" ne partageait pas vraiment sa conception criminelle du monde et refusait de s'y rallier lui répondit, je retranscris exactement les propos qui figurent dans la vidéo (YouTube) mise en ligne dans le site :

- Rockefeller : "*Pourquoi te soucis-tu de ces gens ? Prend soin de ta propre vie ! Fais du mieux que tu peux pour toi et pour ta famille ! En quoi la vie des autres devrait te toucher ?Ce sont juste des serfs, c'est juste le peuple*"

- Russo : "*Je lui ai demandé : Quel est le but dans tout ça ? Tu as tout l'argent dont tu as besoin. Tu as tout le pouvoir que tu veux. Que veux-tu de plus ? Quel est l'objectif ? Et il m'a répondu que l'objectif était que tout le monde ait une puce (sous-cutanée ou électronique implantée dans le corps. - Ndlr) pour contrôler toute la société et que les banquiers, et les gens de l'élite contrôlent le monde.*"

Rappelons que monsieur Aaron Russo était américain et juif ou d'origine juive lui-même, et qu'il est décédé d'un cancer six mois après avoir révélé dans une interview ce que Nicholas Rockefeller lui avait livré 11 mois avant le 11/9, à moins que son décès n'ait été quelque peu précipité...

Pour revenir à notre sujet, dont finalement nous ne nous sommes pas vraiment écarté, les intentions des sionistes dont monsieur Prasquier fait partie, ne concernent pas que les juifs et les chrétiens mais aussi les juifs, toute "*la société*", la population mondiale en dehors des "*banquiers et les gens de l'élite*" dont Nicholas Rockefeller estimait que son "*ami*" Aaron Russo faisait partie commettant là une très grave erreur, car évidemment au sein de l'élite ou des intellectuels juifs un grand nombre ne partagent pas les intentions criminelles des sionistes.

Poursuivons

- "*Est-ce qu'une idéologie qui se prévaut de l'appui de la divinité (...) qu'une idéologie fondée sur le surhomme (...) Qu'importe. Le remords ne fait pas partie du bagage moral des tueurs endoctrinés du nazisme ou de l'islamisme radical.*"

Notre réponse : Le cynisme des planificateurs du Nouvel ordre mondial auquel ils aspirent et qu'involontairement Nicholas Rockefeller a rendu public, n'a semble-t-il d'équivalent que le nazisme et l'islamisme radical instrumentalisé ou créé de toutes pièces par Washington, Londres et Jérusalem.

- "*Qu'il y ait des liens historiques entre les deux doctrines, c'est probable*."

Notre réponse : Tout comme il semble (un euphémisme !) y en avoir un entre les intentions ou celles des sionistes et des nazis.

Le passage suivant est particulièrement intéressant, car pour un peu monsieur Prasquier nous aurait lâché le morceau :

- "*Qu'il y ait des liens historiques entre les deux doctrines, c'est probable. Les historiens mettent l'accent sur les connexions et les complicités qui, au-delà même de la figure du mufti de Jérusalem, ont relié les nazis et les mouvements politiques islamiques de l'époque, religieux ou non, lesquels se sont développés dans un contexte d'animosité contre la colonisation occidentale. Par ailleurs, Israël a fourni à la radicalisation un aiguillon pour englober des haines diverses. Le nazisme avait englouti sous son idéologie des rancœurs disparates.*"

Notre réponse : Hitler et les nazis connaissaient le plan de Nouvel ordre mondial des sionistes, Hitler s'en étant largement inspiré et ayant semble-t-il tenté de les doubler ou de l'établir à son profit, à moins qu'ils lui aient laissé croire qu'ils pourraient s'entendre et partager le gâteau à l'arrivée, si tel fut le cas et cette hypothèse n'est pas à écarter, c'était mal connaître la détermination des banquiers de la Fed de ne partager le pouvoir (absolu) avec personne, hormis l'élite intellectuelle cupide et corrompue qui devait servir leur plan.

Pour mener à bien ce projet et se rendre maître de l'Europe ou des territoires de la Manche à la Sibérie dans un premier temps, Il fallait aux nazis se rendre maître du Moyen et Proche Orient pour assurer son approvisionnement en pétrole, or c'était justement là que les sionistes avaient jeté leur dévolu pour installer leur gouvernement mondial, à Jérusalem pour être plus précis, ce que le banquier du PS Attali confirmera à sa manière après coup, il ne s'en cache même plus si vous avez visionné la vidéo en ligne dans le site ou en mémoire ses propos. Donc pour Hitler l'alliance avec les représentants de la communauté musulman était indispensable, d'où son invitation au mufti de Jérusalem, tiens donc Jérusalem justement, quelle coïncidence !

Maintenant, que monsieur Prasquier dénonce les liens qui auraient existés entre les nazis et les mouvements de libération nationale opposé à la "*colonisation occidentale*" n'étonnera personne puisque les sionistes y étaient opposés, à la libération des peuples du joug de l'impérialisme ; je n'ai pas étudié suffisamment la question pour m'avancer davantage, disons que s'il leur était arrivé dans le passé de s'y opposer, cela aurait été uniquement parce que cette "*colonisation occidentale*" contrariait leur plan de domination du monde ou parce qu'il ne la contrôlait pas. Habitant en Inde, j'ai évidemment à l'esprit avec quel acharnement ou quelle férocité, mitraillant des masses sans armes, l'Empire britannique s'opposera à son indépendance et organisera sa partition...

Monsieur Prasquier a des trous de mémoire et semble ignorer d'où provient l'antisémitisme ou ce qui n'a cessé de l'alimenter depuis 1917 (pour ne pas remonter plus loin, j'ai visionné une vidéo ou un rabbin disait qu'il y avait plus d'affaires Dreyfus en Israël qu'ailleurs dans le monde !). On va donc lui rafraîchir la mémoire en reproduisant *La déclaration de Balffour*, qui en novembre 1917 fut adressée par Arthur James Balfour, alors ministre britannique des Affaires Etrangères, à Lord L. W. Rothschild.

Précisons que Rothschild était avec son associé Rockefeller, le principal actionnaire de la Banque d'Angleterre (1694), la banque centrale britannique, privée, qui servit de modèle à la Fed (1913), dès cette époque (en réalité depuis le début du XIXe siècle quand il devint l'homme le plus riche d'Angleterre et du monde.) il détenait le monopole avec les autres banquiers de la Banque d'Angleterre de la création monétaire ou de la planche à billets (la livre), tandis qu'il était également le principal créancier de la Couronne britannique. C'est donc Rothschild qui a financé "*l'effort de guerre*" du gouvernement britannique au cours de la Première Guerre mondiale, avant de financer la Seconde...

Les éléments fournis ci-dessous sont une retranscription de ce qui figure dans la vidéo que vous pouvez trouver sur YouTube à l'adresse suivante : les_rothschild_le_sionisme_l_empire_britanique_la_de_claration_de_Balfour.mp4, je vais la mettre en ligne

dans le site.

Rappelons le contexte.

A l'aube de la Première Guerre mondiale, la Palestine fait partie de l'empire ottoman. Les troupe britanniques s'engagent dans une campagne contre les Turcs en 1917. Cette campagne se termine par la capitulation de l'empire ottoman fin octobre 1917.

La maîtrise des zones pétrolifères et donnant un accès privilégié aux Indes, était essentiel aux yeux des britanniques. Voici quelques raisons qui ont justifiées la décision de Balfour :

- Protéger les routes commerciales de l'Empire britannique.
- Sauvegarder le canal de Suez.
- Créer un prétexte pour préempter la Palestine face à la France.
- Remercier Chaim Weizmann pour la synthèse de l'acétone (l'inventeur du TNT, un proche de Rothschild qui fréquenta aussi un autre chimiste célèbre, Alfred Nobel qui mit au point la dynamite, à croire que les sionistes ont toujours été animés de bonnes intentions envers la population du monde entier, en effet monsieur Prasquier... - Ndlr)

La lettre d'Arthur James Balfour à L. W. Rothschild.

"*Cher Lord Rothschild,*

J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste."

L'hypocrisie du gouvernement britannique n'ayant d'égal que la perfidie d'un banquier, Rothschild en l'occurrence, l'un et l'autre le savant pertinemment, ce seront les Britanniques eux-mêmes qui 30 ans plus tard se chargeront de piétiner les droits des Palestiniens en les chassant de leurs terres au profit des sionistes.

Ajoutons que lors de la guerre contre la Libye, tout comme contre Syrie aujourd'hui, l'Etat sioniste d'Israël s'est engagé au côté des "*colonisateurs occidentaux*" contre l'autodétermination des peuples libyens et syriens. Il semblerait que ce soit une fâcheuse et incessante manie chez les sionistes.

- "*Les limites entre les divers aspects de l'islamisme sont floues.*"

Notre réponse : En ce qui nous concerne, la limite entre l'anti-sionisme que nous revendiquons, et l'antisémitisme que nous condamnons, est parfaitement claire.

Notons au passage que le mouvement ouvrier en France (et ailleurs) a déserté ce combat, en réalité il a totalement déserté le combat idéologique après s'être converti au capitalisme dominé par les banquiers sionistes de la Fed entre autres. Faut-il y voir également une soumission au sionisme ? Certains le suggèrent. L'ignorance dans laquelle ils s'emploient à maintenir militants et travailleurs pourrait porter à le penser, au conditionnel je précise.

Cela aurait-il un rapport avec le fait que des dirigeants des partis ouvriers sont franc-maçons et le revendiquent ouvertement ? N'avez-vous pas remarqué, que les principaux ministres ainsi que Hollande sont à la fois des défenseurs du sionisme et franc-maçons, étrange coïncidence, non ? Et que au moins un des symboles du sionisme est identique ou présente une étrange similitude selon l'angle sous lequel il se présente avec celui de la franc-maçonnerie, la pyramide et le triangle ? Pourquoi Trotsky s'était-il montré aussi féroce envers les franc-maçons en affirmant qu'il présentait un danger mortel pour le mouvement ouvrier et qu'il faudrait les "*brûler*", c'est son expression, au-delà des éléments qu'il nous a livrés ?

Trotsky, né Bronstein et d'origine juive et pour le moins proche de Lénine, avait dû discuter avec ce dernier des éléments qu'il avait découverts en faisant des recherches sur le fonctionnement de la finance et de la banque en Europe, rappelons qu'il vivait en exil à Londres en 1903 à deux pas du coffre fort des Rothschild et Rockefeller, qui lui servirent plus tard (1916) à rédiger *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, à ce moment-là il vivait encore en Europe, ignoraient-ils tout du sionisme et de sa connexion avec la franc-maçonnerie, ou en s'attaquant d'un côté à l'impérialisme et de l'autre à la franc-maçonnerie n'était-

ce pas un moyen de régler son compte au sionisme sans le nommer, à ma connaissance ? On est en droit de se poser ces questions.

Ce sont des questions qu'on abordera une autre fois quand j'aurai eu le temps de me documenter et de les étudier.

Pour induire une nouvelle fois en erreur les personnes qui lirait sa prose nauséabonde qui relève de la manipulation, de la falsification de l'histoire, du négationnisme, procédé que les sionistes partagent avec des intellectuels d'extrême droite, une coïncidence de plus à près d'un siècle d'intervalle qui finit par ne plus en est vraiment une à force, monsieur Prasquier se demande en feignant une fausse naïveté ou une ignorance feinte destinée justement à berner les ignorants, quel lien il existerait entre les Frères musulmans et les salafistes qui sont tous deux manipulés et financés et éventuellement armés par les impérialismes britannique et américain qui sont les alliés de toujours du sionisme et d'Israël, qu'ils ont porté au pouvoir en Tunisie, en Egypte, en Libye, et demain peut-être en Syrie, où pour le moment ils se contentent de terroriser et massacrer aveuglément la population.

Nous arrêterons là pour aujourd'hui, car je n'ai pas terminé l'actualisation du site. Vous venez d'avoir confirmation que les sionistes ne reculaient devant absolument aucun procédé pour défendre leurs intérêts, qui ne se confondent pas avec les intérêts des juifs en général, mais uniquement avec ceux des banquiers juifs et internationaux (le banquier Pigasse actionnaire du Monde) qui poursuivent le même objectif qu'eux ainsi qu'une élite d'intellectuels dont le journal Le Monde.

Je reporte à demain ma critique de la ligne opportuniste défendu par le POI et le M'PEP.

Comment faut-il caractériser la ligne politique du POI ?

En attendant vous pouvez vous poser quelques questions.

- Qui se réclament du TSCG?

- Qui a ratiifé le TSCG ?

- Qui demain (ou déjà aujourd'hui) va appliquer le TSCG (ou la politique correspondante) ?

- Qui est le bras armé de la troïka en France ou son ou ses représentants ?

Réponse : Hollande, le gouvernement, les députés PS-UMP-UDI, les institutions de la Ve République, les représentants de l'Etat des capitalistes.

Questions : N'avez-vous pas remarqué qu'ils ne figurent nulle part dans leur appel qu'ils font signer ? Gluckstein a écrit dans son éditorial d'hier : « *Contre la dictature de la troïka et du TSCG, pour l'unité et la résistance.* ». C'est tout ? Oui, c'est tout, contentez-vous en ! Hollande peut s'en contenter effectivement et l'on comprend pourquoi immédiatement.

Qui protègent-ils ou épargnent-ils ainsi ? Fastoche, vous venez de lire la réponse qui reste cependant à compléter. A qui profite cette politique ? Qui en est à l'origine d'après vous, en amont des technocrates de Bruxelles ou de Washington, devinez, je viens de leur consacrer un long article ? Ah ben non, c'est trop fastoche ! Pas tant que cela.

Et il faudrait soutenir une telle politique ? Une mauvaise blague assurément.

ACTUALITE EN TITRES

Un peu usé comme discours, non ?

- Hollande : «*Nous sommes tout près*» de la sortie de crise en zone euro - Liberation.fr

La République qu'il nous faudrait défendre.

- Hollande reconnaît au nom de la République la répression sanglante du 17 octobre 1961 - AFP

- 17 octobre 1961 : Jacob (UMP) juge "*intolérable de mettre en cause la police républicaine*" - LePoint.fr

Avec Hollande, le sionisme peut s'exprimer librement en France, en voici la preuve !

Bonne nouvelle pour les parasites de la maison de retraite des institutions de la Ve République

- Sénat : la fin de la suspension des allocations pour absentéisme adoptée en commission - Public Sénat

On connaît la musique.

- Dray prône la nationalisation pour les entreprises en difficulté - Public Sénat -

Avec l'argent public afin ensuite de les revendre une fois renflouées...

La marée brune prête à sévir de nouveau.

- Face à la marée noire du nouvel antisémitisme - LePoint.fr

Le sionisme frère jugeau du nazisme monsieur Prasquier.

- Israël a calculé le nombre de calories nécessaires aux Gazaouis - LeMonde.fr

Comment ils alimentent la théorie du complot, le terrorisme d'Etat.

- New York: Le FBI déjoue un attentat grâce à une opération d'infiltration 20minutes.fr - 20minutes.fr

Sanofi, la nouvelle proie des Américains après PSA.

- Des «*boissons bien-être*» par Coca et Sanofi - Liberation.fr

Traduire : Empoisonnement !

C'est General Motors qui va être content.

- Le gouvernement ira au secours de la banque de PSA - Reuters

Et c'est reparti pour une nouvelle bulle immobilière !

- Bond de 15% des mises en chantier US en septembre - Reuters

Etats-Unis: le redressement du logement pourrait ressembler à une vraie reprise - AFP

Le redressement du marché du logement aux Etats-Unis commence à ressembler à une véritable reprise après l'annonce mercredi d'un bond des mises en chantier et des permis de construire à leur plus haut niveau depuis la crise de 2008 et même un peu avant.

Et les ventes de logements neufs et anciens affichent des taux de progression annuelle de 27,7% et 9,3%, selon les derniers chiffres disponibles (août).

"*La stabilisation des prix du logement, le niveau historiquement bas des taux d'intérêt immobiliers et des facteurs démographiques comme l'augmentation du nombre des créations de ménages, devraient continuer de soutenir le secteur*", estime Martin Schwerdtfeger, économiste de TD Financial.

La récession de 2007-2009 a entraîné une chute des mariages et des mises en ménage aux Etat-Unis qui n'a été enrayée qu'en 2011. (AFP 17.10)

Pendant que des milliers ou beaucoup plus de familles continuent d'être jetées à la rue parce qu'elles ne peuvent pas honorer leurs crédits hypothécaires. Ils voudraient nous faire qu'en si peu de temps la population américaine aurait réussi à se désendetter.

En réalité, les riches qui croulent sous le capital qu'ils ont amassé sont en train d'acquérir toutes les habitations mises en vente à

bas prix pour les revendre plus tard. En Inde, dès qu'un terrain est découpé en parcelles et qu'elles sont mises en vente, en un rien de temps elles sont vendues et demeurent telles quelles pendant des années, voir plus d'une décennie.

On m'avait proposé d'en acheter il y a 20 ans et j'ai refusé, car m'enrichir n'a jamais été le but de ma vie. Pour vous donner un ordre d'idée, un acre (4.000 m² environ) qui valait 250.000 roupies dans les faubourgs de Pondichéry il y a 16 ans, vaut actuellement entre 5 et 10 millions de roupies. Evidemment le pauvre type qui peinait à survivre ne pouvait pas immobiliser 250.000 roupies pendant des années, d'ailleurs il ne les avait pas, tandis qu'un nanti cela ne changeait rien à son niveau de vie, il pouvait patienter des années pour s'enrichir davantage plus tard, c'est ainsi que les privilégiés le restent et les pauvres demeurent pauvres.

Pas seulement, mais ils brûlent, la vérité n'est plus très loin.

Prémices d'un naufrage : et si la dette globale était à l'origine de la crise économique ? - Atlantico.fr

Fin de la crise, mode d'emploi. Du boulot pour les carrossiers.

- Radars aux feux rouges : jusqu'à dix fois plus d'accidents - LeParisien.fr

Qu'elle rejoigne le combat du prolétariat pour son émancipation du capital !

- '*La classe moyenne espagnole est en voie de disparition*' - LeMonde.fr

A peine croyable !

- Non le prix Nobel de la Paix à l'Union européenne n'est pas une farce! - L'Express.fr

Non, cela existe encore !

- La censure pointée du doigt à l'audience des accusés du 11-Septembre - AFP

Vous ne voudriez tout de même pas que les accusés s'expriment librement de telle sorte que le monde entier comprenne qu'ils ont été manipulés et par qui ?

Haut de page

Le 19 octobre

CAUSERIE

Etant donné la masse d'informations que j'ai dû traiter aujourd'hui, je reporte à demain ma réponse à l'appel du POI, elle est pratiquement prête et très longue car j'argumente la ligne politique que je défends, de plus, entre temps j'ai reçu le dernier numéro d'*Informations ouvrières* et je vais inclure la critique de plusieurs articles, dont celui de Patrick Hébert (POI-CCI) qui fournit de précisieuses indications sur la profonde décomposition des dirigeants de ce parti.

Ensuite je consacrerai le week-end à visualiser et télécharger de nouvelles vidéos pour en apprendre un peu plus sur certains sujets que nous n'avons fait qu'effleurer ces derniers jours : le monde de la finance et leurs différentes organisations plus ou moins secrètes, les réseaux sociaux, le sionisme, la franc-maçonnerie, et différents faits marquants du XXe siècle ainsi que des questions économiques. Cela prend énormément de temps car on ne tombe pas du premier coup sur des vidéos valables et ma connection est très lente.

Ici il pleut depuis 24h, et quand il pleut, c'est sérieux, ce sont des pluies tropicales, c'est la mousson, et bien entendu on a du courant par intermittence. A force de ne pas pouvoir dormir normalement, je suis devenu insomniaque, dès que je me réveille, même après trois ou quatre heures de sommeil je ne peux plus me rendormir et je me lève. Je dois résoudre ce problème, je vais acheter une troisième batterie pour pouvoir utiliser un ventilateur la nuit, la climatisation est devenue inutile car avec la mousson la température a diminué d'environ 10°C, donc on peut dormir les fenêtres ouvertes, les miennes sont doublées avec des moustiquaires métalliques.

Bon week-end à tous.

UE. Pitrerie grotesque, méprisable.

Qui pour recevoir le Nobel de la paix décerné à l'Union européenne. Depuis le 12 octobre, on s'interroge, révélant ainsi l'une des faiblesses congénitales de l'Union : elle ne parle pas d'une seule voix.

Mercredi, le président du Parlement européen Martin Shulz annonçait donc que trois têtes emblématiques de l'Union allaient à Oslo recevoir le prix : lui-même, ainsi que les présidents de la Commission européenne José Manuel Barroso et du Conseil européen Herman Van Rompuy.

Pour marquer l'ouverture du sommet européen, Herman Van Rompuy a décidé d'élargir quelque peu la délégation. Il a invité jeudi les 27 dirigeants européens à se rendre à Oslo. "*Pour marquer cette occasion festive, j'espère que tous les chefs d'État et de gouvernement européens pourront participer aux célébrations à Oslo en décembre*", a-t-il indiqué sur son compte Twitter. (lepoint.fr 18.10)

Ils vont pouvoir faire la fête, picoler et se goinffrer sur le dos des peuples grecque, espagnol, italien et portugais qu'ils ont plumés et qui n'en peuvent plus. Chacun son tour, les autres viendront par la suite, pas tous en même temps et pas de jaloux s'il vous plaît, un peu de décence enfin, on comprend, ils pourraient être victimes d'une indigestion !

PS. Une «***victoire collective***». On n'en doute pas.

Harlem Désir, le candidat soutenu par Martine Aubry a été élu avec un peu plus de 70% des voix des militants socialistes.

"*Je veux rendre hommage à Emmanuel Maurel et saluer sa belle campagne, Emmanuel qui est à l'image de la génération d'avenir de notre parti*", a ajouté Harlem Désir.

«*Je les appellerai lui et ses amis à prendre toute leur place au sein de la future direction*», a-t-il poursuivi, en qualifiant son élection de «*victoire collective : ce soir, c'est la victoire de l'unité des socialistes!*».

Harlem Désir arrive largement en tête dans le vote des militants socialistes, recueillant 71,9% des suffrages contre 28,1% au représentant de l'aile gauche du parti, Emmanuel Maurel, avait annoncé peu avant à la presse un responsable du PS.

Ces résultats portent sur 70% du corps électoral et 65% des sections. La participation était un peu avant 23H00 de 46,5%, a-t-on précisé de même source. (AFP 18.10)

70% de 46,5% cela donne 32,55%, c'est pas mal pour une "*majorité*... Ne perdons pas notre temps avec ce parti de l'ordre bis, laissons cela à ceux qui n'ont rien d'autre à foutre, leurs larbins.

Les nantis se rebiffent, ils n'en ont jamais assez. C'est leur nature.

Le créateur Karl Lagerfeld étrille le président français François Hollande, le traitant d'"*imbécile*" et critiquant sa politique "*désastreuse*" envers "*les riches*", dans une interview accordée à l'édition espagnole du magazine Marie Claire, à paraître vendredi. "*Cet imbécile, il sera aussi désastreux que Zapatero*", l'ancien chef du gouvernement espagnol, lui aussi socialiste, déclare le sulfureux créateur dans le magazine, dont il a dirigé cette édition spéciale, pour son 25e anniversaire.

"*Hollande déteste les riches. C'est désastreux. Il veut les punir, et évidemment, ils s'en vont et personne n'investit*", lance-t-il, dans des extraits publiés sur le site du journal *El Mundo* et confirmés par le magazine. "*Les étrangers ne veulent plus investir en France et, ainsi, les choses ne fonctionnent plus*", ajoute-t-il avant de charger contre la compétitivité française.

"*En dehors de la mode, des bijoux, des parfums et du vin, la France n'est pas compétitive. Le reste des produits ne se vendent pas. Qui achète des voitures françaises ? Pas moi*", assène-t-il. (LePoint.fr 18.10)

C'est bien à ce dandy efféminé que DSK avait accordé une remise d'impôt de quelques dizaines de millions de francs quand ils étaient ministre des Finances, n'est-ce pas ? Dans ce milieu-là ils ne supportent que les gens de leur monde ou qui ont le même niveau social qu'eux, c'est vrai qu'à côté de DSK qui nage dans le fric, Hollande passe pour un parvenu, un minable qu'ils ont envie d'écraser entre leurs doigts.

Balladur et Sarkozy bientôt mis en examen et écroués ?

L'étau se resserre autour d'Edouard Balladur dans l'enquête sur le volet financier de l'affaire Karachi. Pour la première fois, l'ancien premier ministre est cité par un témoin comme destinataire de rétrocomissions versées en marge d'un contrat de vente de trois sous-marins au Pakistan, conclu en 1994. Les juges Renaud van Ruymbeke et Roger Le Loire cherchent à savoir si

Edouard Balladur a profité de ces versements d'argent pour financer sa campagne présidentielle, en 1995. Une hypothèse que l'ex-hôte de Matignon a toujours fermement niée.

Mais un témoignage vient semer le trouble sur ces dénégations. Selon *Paris Match* , Hélène de Yougoslavie a clairement identifié Edouard Balladur comme bénéficiaire du système, lors d'une audition devant les enquêteurs de la division nationale d'investigations financières et fiscales. Elle base ses allégations sur des propos que lui aurait tenus Thierry Gaubert, son ex-mari, lui-même mis en examen dans le dossier Karachi.

Selon elle, ce proche de Nicolas Sarkozy avait ouvert, en mai 1995, un compte et un coffre-fort à la banque Safdie de Genève. «*Thierry avait gardé de l'argent en Suisse sur ce compte et ce coffre pour Nicolas Bazire (directeur de cabinet d'Edouard Balladur, ndlr) et aussi pour Edouard Balladur. C'est ce que Thierry m'avait dit à l'époque, qu'il allait chercher en Suisse de l'argent de Bazire et de Balladur*», a-t-elle déclaré aux enquêteurs, selon le procès-verbal de l'audition. Pour Hélène de Yougoslavie, «*Nicolas Bazire et Edouard Balladur ne voulaient pas savoir les modalités pratiques mais simplement récupérer l'argent*». «*Une partie de l'argent était prévue pour Edouard Balladur. C'est Bazire qui récupérait l'argent de Balladur et était chargé de le lui remettre*», a-t-elle ajouté.

Il y a un an, Hélène de Yougoslavie avait déjà accusé Thierry Gaubert et l'homme d'affaire franco-libanais Ziad Takieddine de se rendre en Suisse pour y récupérer des sacs d'argent liquide qu'ils remettaient à Nicolas Bazire. Ces révélations, complétées par celle de l'ex-épouse de Ziad Takkieddine, avaient conduit à la mise en examen des trois hommes. Mais Edouard Balladur n'a jamais été directement inquiété. Interrogé par l'AFP, l'entourage de l'ex-premier ministre a indiqué ne pas vouloir faire «*de commentaire sur des allégations ridicules*». (lefigaro.fr 18.10)

On ne touche pas au quatrième pouvoir.

L'Assemblée nationale a rejeté jeudi un amendement UMP au projet de budget qui proposait une baisse de 10% de l'avantage fiscal dont bénéficient les journalistes, qui peuvent déduire 7.650 euros de leur revenu imposable.

"*Il s'agit moins d'une aide à une catégorie professionnelle qu'à une aide à un secteur professionnel qui s'appelle la presse écrite*", "*en situation très délicate à l'heure actuelle*" et "*indispensable à la démocratie*", a expliqué le ministre du Budget Jérôme Cahuzac. (nouvelobs.com 18.10)

Valait mieux... pour tenter de tenir juqu'en 2017 !

Il est passé par ci, il repassera par là...

Selon une information de l'hebdomadaire *Le Canard enchainé*, Nicolas Sarkozy se serait discrètement rendu au Qatar avant de se rendre à sa conférence à New York.

C'est a priori pour rencontrer son ami l'émir et son premier ministre que l'ex-président de la République est descendu au palace Four Seasons le 8 octobre, avant de prendre le temps d'un petit jogging sur la corniche. Un luxueux hôtel dont le Premier ministre est justement le propriétaire.

Cette discrète escale est peut-être une façon de garder de bons contacts avec des acteurs internationaux influents et de passer derrière l'actuel président de la République. François Hollande avait en effet reçu l'émir à l'Elysée en août et le Premier minsitre en juin, au restaurant du musée d'Art islamique de Doha, tenu par Alain Ducasse. L'émirat était alors soucieux de se rapprocher du PS, après avoir longtemps entretenu de fortes relations avec Nicolas Sarkozy. (leparisien.fr 18.10)

Il a dû faire ce voyage pour lever les doutes dans la tête de ces dégénérés sur son éventuel retour au premier plan de la scène politique ou pourquoi pas leur faire croire qu'il n'était pas fini, et qu'il pourrait se représenter en 2017 pour mieux les servir à nouveau.

Non, il n'a pas eu besoin de les rassurer sur les véritables intentions du gouvernement, Fabius s'y était déjà collé avant le 6 mai et depuis Hollande a confirmé "*l'amitié* entre la France et le Qatar. L'amitié, cela s'entretient, on comprend.

Energie. L'arnaque.

À propos de ne plus avoir de problèmes d'énergie, selon le Government Accounting Office (équivalent de la Cour des comptes américaine), le sous-sol du site de Green River Formation (à cheval sur l'Utah, le Wyoming et le Colorado) renfermerait à lui seul 3 000 milliards de barils de pétrole de schiste. Si la moitié de ce pétrole était récupérable, cela équivaudrait à l'ensemble des réserves connues à l'échelle mondiale. (Atlantico 17.10)

Vaut mieux pour l'impérialisme américain épuiser les réserves de pétrole partout où cela est possible dans le monde et conserver les leurs, ainsi tout le monde leur mangera dans la main et plus personne ne sera tenté de contester leur hégémonie sur le monde.

En attendant le prix du baril de pétrole se situe aux alentours de 100 et les compagnies américaines peuvent s'enrichir tranquillement. Que voulez-vous le monde ne s'est pas fait en un jour, alors pour en prendre le contrôle (absolu), ils peuvent concevoir qu'un certain délai s'impose.

Pauvreté. Satisfecit

À propos de la journée mondiale du refus de la misère, avec 14,1% de la population au-dessous du seuil de pauvreté (964 €/mois), la France est un des pays d'Europe qui compte le moins de pauvres (moyenne européenne: 16,4%). (Atlantico 17.10)

De quoi vous plaignez-vous franchement ?

Guerre et manipulation psychologique de masse. Google ou la dictature du Nouvel ordre mondiale en marche. (suite)

1- Quand Google menace un Etat.

Aurélie Filippetti, la ministre de la Culture et de la Communication, a déclaré jeudi que ce n'était "*pas avec des menaces qu'on trait [ait] avec un gouvernement*", en réaction à un courrier de Google à l'exécutif menaçant de ne plus référencer les médias français. "*Je suis un peu surprise par le ton de cette correspondance, qui s'apparente à une menace. Ce n'est pas avec des menaces qu'on traite avec un gouvernement démocratiquement élu*", a déclaré la ministre, alors que le géant américain de l'Internet conteste un projet de taxation des moteurs de recherche. (LePoint.fr 18.10)

Elle doit ignorer où elle a mis les pieds et à qui elle a à faire. Bientôt elle sera débarquée ou n'entendra plus parler d'elle. On prend les paris ?

2- Facebook et Twitter : une entreprise mondiale à caractère criminelle.

C'est un nouveau hoax qui en a déçu plus d'un aux Etats-Unis. Un internaute s'est fait passer pour un tétraplégique pendant plusieurs années, inventant entièrement un personnage qui a délenché la sympathie et l'émotion de nombreux internautes, rapporte Beta Beat.

David Rose était un blogueur californien de 24 ans censé être tétraplégique. Il tenait «*un blog, un compte Facebook et Twitter sur lesquels il postait des messages inspirants et ironiques sur sa vie et son combat contre la maladie*», explique Beta Beat. Il pouvait communiquer grâce à l'ordinateur spécial Tobii qui suit les mouvements des yeux grâce à une technologie infrarouge.

Il commence à se faire connaître sur Internet jusqu'à ce que le site *The Chive* lui consacre un article relatant son histoire et propose une sélection de ses meilleurs tweets. Sa popularité explose, des chaînes de télévision s'emparent de l'information. L'histoire de David Rose provoque l'émotion dans tout le pays.

Arrivé au fait de sa popularité, David Rose décède d'une pneumonie. Sa sœur publie sa lettre d'adieu sur Twitter, rapporte *Daily News*. Alors que la nouvelle de sa mort bouleverse de nombreux internautes et même plusieurs célébrités qui retweettent la lettre, d'autres commencent à douter de la véracité de l'histoire de David Rose.

The Huffington Post rapporte qu'une blogueuse a d'abord découvert que la photo que David Rose utilisait n'était pas du tout la sienne, mais celle de Hunter Dunn, un tétraplégique qui apparaît sur le site des ordinateurs Tobii. D'autre part, l'un des rédacteurs du site *The Chive* avait pris un billet pour Los Angeles afin d'assister aux funérailles de David Rose, mais sa supposée sœur, Nichole Rose, a refusé de le rencontrer. Après enquête, *The Chive* n'a trouvé aucun certificat de décès au nom de David Rose à Los Angeles, explique *The Huffington Post*.

Alors que ces révélations sèment le doute chez les internautes, un blogueur utilisant le pseudo Nichole Rose confesse être derrière le hoax et tente d'expliquer ses motivations, relate *Daily News*:

«*David était juste un personnage, une partie de mon psyché. (...) Je n'avais pas l'intention de devenir célèbre avec cette ruse. (...) Il n'y avait aucune tentative de rencontrer quelqu'un en personne, c'était juste un jeu de rôle.*» (slate.fr 17.10)

Facebook et Twitter sont assimilables à une entreprise mondiale à caractère pernicieuse et criminelle, ayant pour objectif de déstabiliser les esprits les plus faibles pour mieux les manipuler.

Que risquent-elles ? Rien, puisque ce sont les personnes qui s'y connectent qui s'abusent eux-mêmes ou se laissent abuser malgré eux par des paranoïaques ou des schizophrènes qui essaiment sur leurs supports en diffusant de fausses informations, ou encore des manipulateurs professionnels agissant dans l'ombre (agences de renseignement des différents pays) qui propagent des messages haineux à caractère racine, antisémite ou xénophobe.

Le but de cette opération ou leur véritable intention est de conduire les personnes qui se connectent à leur support à finir par douter de tout et de tout le monde, afin de renforcer leur tendance à l'individualisme, ce que les personnes seront incapables de suspecter imaginant au contraire que ces supports ont été créés justement pour leur permettre d'entrer en relation avec des gens qu'ils ne connaissaient pas ou parfois de rompre avec leur isolement ou leur solitude, pour leur bien en somme.

Quand vous avez été abusé à ce niveau-là, vous aurez tendance à n'avoir plus confiance en personne, pas même en vous. Pourquoi est-il si difficile de refaire sa vie après une séparation ou un divorce ou un décès ? Pourquoi est-il si difficile (ou même impossible la plupart du temps) d'adhérer à un autre parti quand vous avez été abusé une fois ?

Vous remarquerez que les sectes se présentent innocemment de la même manière. L'homme est faible et ignorant par nature à sa naissance, leur but est de faire en sorte qu'il le reste tout au long de son existence. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Les coupables viennent de loin !

- Najat Vallaud-Belkacem lance un programme "*anti-sexisme*" en maternelle - L'Express.fr

Quelle abrutie ! Au moins on sait pourquoi Hollande et Ayrault l'ont choisie pour faire partie de leur gouvernement.

Bon pour service rendu au régime.

- Les journalistes conservent leur avantage fiscal intact - Le Nouvel Observateur

Manipulation. Quand Le Figaro prend ses désirs pour la réalité.

- Les Français pensent que les riches ne sont pas assez aimés - LeFigaro.fr

Qu'ils ne sont pas encore assez riches en somme !

La faute à qui ? Qu'on les mette au smic !

- Santé : échec des négociations sur les dépassements d'honoraires - Liberation.fr

- 20% de Français renoncent aux soins médicaux - Le Nouvel Observateur

Merkel ou le bras armé du Nouvel ordre mondial en Europe.

- Merkel veut que l'UE puisse rejeter le budget d'un pays membre - LePoint.fr

Ce n'aurait pas été juste de dire Merkel ou le bras armé du Nouvel ordre mondial en Europe après Cameron, puisque la Fed ou la Banque d'Angleterre partage le même coffre-fort.

C'est depuis les années 20-30 que l'Allemagne est devenue l'alliée indéfectible des Etats-Unis... Qui le sait ou en a la moindre idée ? Personne ou presque. Les faits qui le prouvent sont tellement nombreux que cela en est navrant. Du coup qui comprend ce qui se passe réellement ? Même réponse. Question : Pourquoi ?

A quoi cela sert-il une guerre ? Réponse.

- Grèce, Portugal, Espagne, la dévastation... La crise est-elle en train d'effacer 25 ans de bienfaits européens ? - Atlantico.fr

Rappel.

- Guerre des brevets: Apple de nouveau débouté contre Samsung - L'Expansion.com

A Londres après Washington, normal, c'est la même boutique, pardon les mêmes banquiers, non mais enfin, c'est qui les maîtres du monde ! Pour combien de temps encore ?

Quel aveu !

- Antiterrorisme: la provocation aux attentats, une pratique légale aux Etats-Unis, impensable en France - L'Express.fr

En France, l'Etat fait mieux encore quelque part.

Ils manipulent des islamistes radicaux ou des gauchistes tout en sachant qu'ils ne peuvent pas exercer un contrôle total sur leurs agissements et prévoir à l'avance à quel moment ils passeront éventuellement à l'action, ils appelleront cela une bavure le cas échéant, et puis il y a le secret défense, ce qui fait de l'Etat un complice de leurs crimes à venir. Si M. Merah était véritablement l'auteur des tueries de Montauban et Toulouse, on pourrait résumer ainsi le rôle et la responsabilité de la DCRI, de Sarkozy, de l'Etat.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Hold-up sur le Livret A.

Le gouvernement a signé mercredi l'acte de naissance de la Banque publique d'investissement (BPI) promise par François Hollande et a confié à Nicolas Dufourcq, numéro deux de Capgemini, le soin d'en faire le fer de lance des PME françaises.

L'ambition du président est de reproduire en France grâce aux financements de la BPI, le succès du "*Mittelstand*", ce vivier d'entreprises de taille intermédiaire qui assurent à l'Allemagne une balance commerciale largement excédentaire.

Prenant comme référence la banque publique allemande KfW, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a annoncé que la BPI aurait une capacité globale de financement de 40 milliards d'euros.

"*Les missions de la banque, ce sera bien sûr de faire des prêts mais c'est aussi d'accompagner tout au long de leur vie et de leur développement chacune des entreprises, de les aider à l'export, de les soutenir à l'innovation et de favoriser partout la transition énergétique*", a déclaré Jean-Marc Ayrault.

La banque aura une puissance de frappe de plus de 40 milliards d'euros au total et pourra se refinancer sur les marchés.

"*Cela donne une capacité de 20 milliards d'euros en prêts, 12 milliards d'euros de capacité en garanties, 10 milliards d'euros de capacité d'investissement en fonds propres sur le quinquennat*", a détaillé Pierre Moscovici.

La banque bénéficiera des liquidités que les Français auront eu la possibilité de transférer grâce au doublement du plafond du Livret de développement durable et l'augmentation de celui du Livret A. (Reuters 17.10)

Oui vous avez bien lu, il s'agit d'un hold-up sur l'argent que les travailleurs ont placé sur le Livret A sur vos économies qui seront gracieusement mises à disposition des patrons qui paieront leurs salariés avec un lance-pierres et continueront de s'enrichir et ainsi de suite...

Les fonds déposés sur le Livret A ne devaient-il servir au financement de la construction de logements sociaux ? Ah les priorités du gouvernement "*socialiste*" sont ailleurs ! Quelle surprise, n'est-ce pas monsieur Patrick Hébert (POI-CCI)?

1.2- Comment faire baisser le coût du travail l'air de rien ? Mode d'emploi.

Le gouvernement français a annoncé jeudi le déblocage de 40.000 contrats aidés supplémentaires dans le secteur non

marchand, après les 80.000 annoncés en juin, dans le cadre des mesures visant à répondre à la hausse continue du chômage.

"*Au total ce seront 440.000 contrats aidés non marchands qui seront mobilisés en 2012, et environ 500.000 en incluant les contrats aidés dans le secteur marchand*", écrit le ministère du Travail dans un communiqué.

"*Ces nouveaux contrats permettront de répondre aux besoins exprimés sur les territoires, corrigeant les moyens insuffisants prévus par le gouvernement précédent qui avait concentré les moyens sur la première moitié de l'année*", poursuit le communiqué. (Reuters 18.10)

Donc si l'on compte bien, cela fait quelque 994.000 emplois exonérés en partie ou en totalité de cotisations sociales que l'Etat règlera à la place de patrons d'entreprises ou d'associations qui en réalité s'assimilent ou fonctionnent comme des entreprises, on pourrait soustraire les emplois destinés aux collectivités territoriales, et que les travailleurs paieront à leur place par l'impôt et les taxes.

C'est un autre moyen de faire baisser le coût du travail dont on n'entend pas vraiment parler dans nos rangs, normal puisque bon nombre de ces associations sont liées au PS ou au PCF ou encore au NPA. C'est aussi un moyen par lequel l'Etat achète la paix sociale.

2- Equateur

Nouveau revers pour la compagnie pétrolière Chevron dans ses déboires judiciaires en Equateur. Un tribunal de ce petit pays d'Amérique du Sud a ordonné, mardi 16 octobre, le gel des actifs du géant pétrolier américain dans le pays, en raison de son refus de payer une amende de 19 milliards de dollars (14,5 milliards d'euros) pour dégâts à l'environnement. La valeur des avoirs ainsi confisqués atteindrait 200 millions de dollars (152 millions d'euros).

La cour de la province amazonienne de Sucumbios a souligné, dans son jugement, que cette décision concernait l'ensemble des actifs de la compagnie dans le pays, y compris à travers ses filiales. "*L'exécution de cette décision s'impose sur la totalité du patrimoine de Chevron jusqu'à l'accomplissement total de son obligation*", a indiqué le juge Wilfrid Erazo, en référence à l'amende que la société refuse de payer.

Cette décision intervient une semaine après que la Cour suprême des Etats-Unis, saisie par Chevron, a refusé de bloquer l'amende infligée par la justice équatorienne en 2011. "*Pour les villageois de l'Amazonie, c'est un premier pas énorme vers le paiement de la totalité des 19 milliards de dollars*", s'est réjoui Pablo Fajardo, principal avocat des commautés villageoises qui poursuivent la compagnie.

Quelque 30 000 indigènes et petits agriculteurs accusent Texaco, acquise en 2001 par Chevron, d'avoir pollué de vastes zones de la forêt amazonienne alors qu'elle y exploitait du pétrole, de 1964 à 1990. Selon les plaignants, des dégâts environnementaux très graves ont été causés par le déversement dans des fosses à ciel ouvert de déchets pétroliers qui ont ensuite contaminé sols et rivières, et empoisonné la population.

L'amende décidée par le tribunal de Lago Agrio est la plus forte dans toute l'histoire du droit de l'environnement, dépassant celle initialement infligée à ExxonMobil pour la marée noire de l'Alaska en 1989, de 4,5 milliards de dollars.

Chevron estime pour sa part que les preuves présentées par les plaignants sont "*sans fondement scientifique*", que Texaco a nettoyé toutes les fosses et que le jugement est fondé sur une "*application rétroactive et illégale de la législation*".

Chevron peut toujours espérer échapper à son amende record. La Cour suprême de l'Equateur doit encore se prononcer sur la condamnation. Et la compagnie a demandé l'arbitrage d'un comité international, en vertu d'un accord commercial entre l'Equateur et les Etats-Unis. Ce comité doit commencer à examiner le contentieux au mois de novembre.

L'ensemble du secteur pétrolier guette attentivement l'issue de cette bataille judiciaire, qui pourrait influencer l'évolution d'autres affaires de pollutions liées à leurs activités. Poursuivie par une association du Nigéria, la compagnie Shell est ainsi jugée depuis le jeudi 11 octobre à La Haye, aux Pays-Bas, pour des fuites de pétrole dans le delta du Niger. lemonde.fr 17.10)

3- Etats-Unis

La censure exercée par la justice militaire de Guantanamo, visant à garder "top secret" tous les faits et gestes des accusés du 11-Septembre, a été sévèrement critiquée par la défense, au deuxième jour d'une audience boycottée par le cerveau des attaques.

La défense a littéralement "*supplié*" le juge militaire de l'aider à comprendre "*quelle information est en réalité classée secret défense*" dans le passé des cinq hommes accusés des attentats les plus meurtriers de l'histoire américaine.

Comme "*toutes les déclarations des accusés sont présumées contenir des informations top secret", parle-t-on aussi de "ce qu'ils vont avoir à manger à midi*"?, a demandé l'avocat James Connell.

Quatorze médias et une organisation de défense des libertés (Aclu) ont plaidé en faveur de la transparence des débats, dénonçant "*l'antichambre de la censure*" qui prive le grand public d'informations précieuses sur "*le procès pour terrorisme le plus important de notre temps*".

Ces échanges ont eu lieu en l'absence de trois des cinq accusés, qui ont choisi de ne pas assister à l'audience, après y avoir été autorisés la veille par le juge militaire.

Cette audience, la première depuis la mise en accusation des cinq hommes en mai, est destinée à préparer leur procès, qui ne s'ouvrira pas avant un an sur la base navale américaine, située à Cuba à des milliers de kilomètres de Manhattan où le président Barack Obama voulait initialement les juger.

Mardi, comme tous les jours d'audience, les familles des victimes du 11-Septembre et les journalistes assistaient aux échanges derrière une paroi vitrée, où les mots leur parviennent avec 40 secondes de différé. Ce délai permet à un censeur d'appuyer sur un interrupteur et de brouiller toutes les déclarations jugées sensibles pour la sécurité nationale.

"*Les tribunaux américains n'ont pas d'antichambre de la censure qui sépare le public de la salle du tribunal*", a protesté Hina Shamsi, l'avocate de l'Aclu.

"*Le public a le droit de savoir ce qui est fait ici en son nom*", a lancé pour sa part l'avocat des médias, David Schulz. Le priver "même temporairement" des informations dites classifiées "*viole la Constitution*", a-t-il dit.

Le juge James Pohl a rétorqué que "*ce délai de 40 secondes était simplement un instrument pour des déclarations inattendues*", "*je ne vois qu'une abondance de précaution si quelque chose sort sans prévenir*".

Au coeur du débat, les mauvais traitements assimilés à de la torture que les accusés ont endurés lors de leur détention dans des prisons secrètes avant leur transfert à Guantanamo en 2006.

"*Comme les accusés ont été détenus et interrogés selon le programme de la CIA, ils ont été exposés à des sources, des méthodes et des activités classifiées (...) et sont en position de révéler ces informations publiquement*", argue le gouvernement américain, dans son recours, qui réclame de maintenir le caractère secret de l'audience au nom de la sécurité nationale.

L'avocat Kevin Bogucki a évoqué un "*immense parapluie*" qui vise à dissimuler "*tous les souvenirs et le passé*" des accusés. (AFP 17.10)

Sachant qu'ils ont été manipulés par la CIA qui a orchestré ces attentats, exactement de la même manière qu'avant-hier devant le siège de la Fed, ils ne peuvent pas permettre aux accusés de s'exprimer librement, car par recoupement la vérité pourrait jaillir au grand jour, ce qui produirait un scandale si gigantesque que les Etats-Unis seraient ravalés au statut d'Etat terroriste et son hégémonie sur le monde ainsi que le plan du cartel des banquiers de la Fed définitivement compromis.

Ce serait les rapports politiques établis à l'échelle mondiale qui en seraient bouleversés, ce qui n'est même pas envisageable pour leurs ennemis déjà en proie à des tensions sociales grandissantes dans leur propre pays respectif.

SOCIAL

1- France

1.1- Alcatel-Lucent va supprimer plus de 1.400 emplois en France.

L'équipementier télécoms Alcatel-Lucent a annoncé jeudi qu'il prévoyait de supprimer plus de 1.400 emplois en France dans le cadre de son vaste plan de restructuration qui se traduira par 5.490 réductions de postes au total dans le monde.

Au total, a annoncé Alcatel-Lucent lors d'un comité de groupe européen, 3.300 postes seront supprimés en Europe et dans la zone Moyen-Orient-Afrique, dont 1.430 en France. Cela représente respectivement 60% et 26% des réductions prévues.

La France, où le groupe emploie environ 9.000 personnes, paie ainsi un lourd tribut avec une coupe de 15% dans ses effectifs.

"*On est sous le choc*", a déclaré à Reuters Isabelle Guillemot, membre de la CFDT d'Alcatel-Lucent, précisant que le chiffre des réductions d'effectifs en France était dans le haut de la fourchette des estimations du syndicat.

"*Le nombre de suppressions d'emplois est énorme. Une catastrophe humaine et industrielle*", souligne dans un communiqué la même organisation, qui appelle le gouvernement à "*prendre clairement en charge ce dossier*".

Le gouvernement a réagi aux suppression de postes d'Alcatel-Lucent en annonçant "*un plan d'action pour l'ensemble de la filière des équipementiers de télécoms passant notamment par une relance des investissements des opérateurs dans les réseaux à très haut débit*".

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, et Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée de l'Economie numérique, ont également fait savoir qu'il seraient "*extrêmement vigilants à ce que le projet (...) préserve les fonctions les plus stratégiques du groupe en France (et) à ce qu'un dialogue exemplaire soit mis en place avec les organisations syndicales*".

Alcatel-Lucent emploie au total 76.000 personnes dans 130 pays.

Le détail des sites touchés n'a pas été communiqué par l'entreprise, qui organisait un comité de groupe spécifique à la France dans l'après-midi.

Les syndicats CFDT, CFE-CGC et CGT ont cependant annoncé en fin de journée que le direction prévoyait la fermeture du siège de la filiale française à Vélizy (Yvelines), plus gros site du groupe dans le pays avec 2.400 salariés.

Une porte-parole a toutefois précisé que les salariés de Vélizy seraient redéployés sur le site de Villarceaux (Essonne) pour en faire le deuxième centre de recherche et développement du groupe au monde.

Des comités d'entreprise sont programmés vendredi dans les filiales du groupe en France, ont également fait savoir les syndicats. Ils prévoient d'organiser des assemblées générales le même jour et la CFDT a lancé un appel à des manifestations.

"*Ce sont des décisions difficiles mais elles sont nécessaires pour la santé et la rentabilité durable du groupe à long terme", a déclaré un porte-parole d'Alcatel. Le groupe a en outre souligné que la France restait un "élément névralgique*".

Les fabricants d'équipements télécoms traversent une période difficile face à la dégradation de la conjoncture, qui pèse sur les revenus de leurs clients opérateurs alors que la guerre des prix continue de faire rage dans le secteur.

Les équipementiers européens doivent en outre faire face à la concurrence des asiatiques Huawei et ZTE, particulièrement agressifs en matière de prix.

L'annonce d'un nouveau plan de restructuration de la société franco-américaine a sonné comme une nouvelle désillusion pour le groupe issu de la fusion entre Alcatel et Lucent en 2006.

Trop petit par rapport à ses principaux concurrents, le groupe, qui souffre également d'une importante consommation de trésorerie, a échoué pour l'heure à atteindre son objectif de redevenir une entreprise "normale", c'est-à-dire en croissance, profitable et qui génère du cash. (Reuters 18.10)

A lui seul le contenu de cet article confirme l'analyse de l'évolution du capitalisme mondial (et ses conséquences sur le plan social) que j'ai exposée ces derniers jours dans le site.

1.2- Le groupe d'immobilier et de loisirs Pierre et Vacances supprime 195 emplois.

Le groupe d'immobilier et de loisirs Pierre et Vacances a annoncé jeudi un plan social concernant 195 personnes en France et en Europe, après une chute de 5,1 % de ses ventes annuelles et de 10,7 % pour le seul dernier trimestre, en raison d'un contexte jugé "*difficile*". "*Compte tenu de la persistance des difficultés économiques en France et en Europe, le groupe a décidé d'accélérer et d'intensifier par de nouvelles mesures le plan de transformation initié fin 2010, afin d'obtenir des économies significatives dès l'exercice 2012/2013*", explique le groupe, qui emploie près de 7 500 salariés.

Interrogé, Pierre et Vacances a souligné que, dans le cadre de ce premier plan social de son histoire, "*deux modalités seront privilégiées : un plan de départs volontaires aidés et des aides au reclassement externe, afin de minimiser les impacts sociaux*". Le groupe n'a pas non plus communiqué la répartition par pays des suppressions de postes. Outre la France, il est présent en Belgique, en Allemagne, en Espagne, aux Pays-Bas.

Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 450 millions d'euros au quatrième trimestre, soit une chute de 10,7 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, à données comparables. Pour son exercice annuel décalé, clos au 30 septembre, Pierre et Vacances a enregistré un recul de ses ventes de 5,1 % à 1,42 milliard d'euros, un chiffre qui s'explique surtout par une baisse de 16,4 % du chiffre d'affaires du pôle immobilier, alors que le pôle tourisme n'affiche qu'un repli de 1,3 % des ventes.

Dans ce contexte, Pierre et Vacances a expliqué que ses résultats 2012, qui seront présentés le 6 décembre, seront moins bons qu'espérés. (lepoint.fr 18.10)

2- Grèce

2.1- Avocats, médecins, pharmaciens, dentistes, notaires et journalistes étaient appelés à la grève en Grèce mercredi, à la veille d'une journée nationale d'action des syndicats contre le nouveau train de rigueur et de réformes que la Grèce se prépare à adopter.

Les professionnels concernés en grève mercredi étaient appelés à divers rassemblements à Athènes, devant converger en début d'après-midi devant le ministère des Finances par leurs syndicats, qui protestent notamment contre un durcissement des régimes fiscaux et d'assurances sociales de leurs corps.

De nombreuses pharmacies fonctionnaient aussi normalement dans le centre, tandis que côté hôpitaux publics, la grève de 48h00 pour protester contre une rigueur menaçant selon les syndicats de "détruire la société grecque" ne pertubait pas de manière significative le fonctionnement des services, selon le ministère de la Santé.

En revanche, la grève des journalistes, dont le syndicat impose le suivi sous peine de sanctions, était largement suivie, privant le pays de bulletins télés, radios et de sites internet mis à jour.

Frappés par des baisses de salaires et des licenciements en rafale dans un secteur sinistré par la crise, les journalistes réclament des mesures de sauvegarde de l'emploi et de leur protection sociale.

Ils ont choisi de débrayer mercredi pour pouvoir couvrir la grève générale, la deuxième en moins d'un mois, à laquelle les centrales syndicales ont appelé pour jeudi, en protestation contre le nouveau tour de vis, concrétisé par des économies budgétaires de 13,5 milliards d'euros.

La date du 18 octobre pour lancer un appel à la grève générale a été retenue par les syndicats pour coïncider avec le sommet européen, où le gouvernement grec de coalition entend afficher sa détermination à mettre en oeuvre les recettes de redressement dictées par l'UE et le FMI pour obtenir la reprise de la perfusion financière qu'ils ont accordée au pays pour le sauver de la faillite, mais est gelée depuis juin.

Cette grève générale, assortie de manifestations à la mi-journée dans les grandes villes doit notamment perturber les transports, clouant au port tous les ferries desservant les îles et interrompant en mi-journée le trafic aérien du fait d'un arrêt de travail des contrôleurs du ciel.

Après deux mois de laborieuses tractations, compliquées par les divergences entre UE et FMI sur les moyens d'extraire la Grèce de son endettement abyssal, Athènes et la troïka de ses créanciers (UE, BCE, FMI) sont arrivés à un accord sur l'essentiel de ce plan, selon le ministère des Finances.

Des divergences subsistent toutefois sur la dérégulation du marché du travail, au vu du refus des alliés socialiste et de gauche de M. Samaras de céder aux demandes de la troika sur des mesures facilitant les licenciements et gelant le salaire minimum à son niveau, raboté à l'hiver dernier, de 580 euros mensuels. (AFP 17.10)

2.2- Un homme de 65 ans est mort aujourd’hui pendant la manifestation. Xenofondas Lougaris, ingénieur, était sans emploi depuis 6 ans.

L’année dernière, presque jour pour jour, un membre de PAME de 53 ans était mort pendant la manifestation dans des conditions similaires.

Plusieurs cortèges avaient commencé dans la matinée, avec Syntagma en point de mire pour tous les syndicats et manifestants. Mais tous n’ont pas pu rejoindre la place. La police a utilisé la même stratégie que durant le mois de février : faire en sorte de casser les très grands cortèges en plus petits groupes pour éviter toute concentration de la foule.

L’épisode habituel des cocktails molotov et des répliques à coup de gaz lacrymogène a bien eu lieu, mais plus tôt que d’habitude (avant 14h). La manifestation a été étouffée par la police anti-émeute dans les heures qui ont suivi les

premiers affrontements.

Des manifestations ont aussi eu lieu en province et dans certaines iles, notamment en Crète.

Bilan actuel : Environ 100 000 manifestants (Athènes + Thessalonique), plus de 50 arrestations, 3 blessés, 1 mort.

Comme à chaque manifestation en Grèce, OkeaNews suit les évènements. Ce « *storify* » propose la liste des tweets importants de la journée. Aujourd'hui, un homme de 66 ans est mort d'un arrêt cardiaque pendant la manifestation. Comme il y a un an, presque jour pour jour. (okeanews.fr 18.10)

3- Espagne

Brandissant des pancartes réclamant "*une école publique de tous, pour tous*", des milliers d'étudiants et de lycéens ont manifesté mercredi à Madrid, comme dans une dizaine de villes d'Espagne, contre les coupes budgétaires qui frappent l'éducation. "*L'argent du banquier pour le lycée ouvrier*", criaient jeunes et adolescents, pour beaucoup vêtus du tee-shirt vert devenu l'emblème de ces manifestations et qui répondaient à l'appel à défiler lancé par le Syndicat des étudiants.

Environ 3 000 jeunes ont aussi manifesté à Barcelone (nord-est), selon la police, et plusieurs milliers à Valence (est), ces cortèges ponctuant une grève d'étudiants et lycéens de trois jours qui s'achèvera jeudi avec une manifestation où viendront les rejoindre des enseignants et parents.

Dans le vacarme du défilé madrilène, les lycéens se plaignaient de la réduction du nombre d'enseignants. En plus des amphithéâtres bondés, les étudiants se plaignent, eux, de la hausse du coût des inscriptions à l'université. "*Les frais ont énormément augmenté : l'année dernière, l'inscription coûtait 700 euros et cette année 1 300*", affirme Laura Ruiz, étudiante en journalisme de 21 ans.

Engagé dans une cure de rigueur sans précédent, le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy veut économiser 150 milliards d'euros entre 2012 et 2014. Prix de cet effort, les dépenses dans l'éducation ont été réduites de plus de 1 milliard d'euros en 2012 par rapport à l'année précédente, et on comptait déjà près de 3 000 professeurs en moins pendant l'année scolaire 2011-2012, sur un total de 494 000, selon le ministère de l'Éducation. (lepoint.fr 17.10)

4- Suède

L'opérateur télécomsuédois TeliaSonera va supprimer 2000 emplois, soit 7% de ses effectifs, a-t-il annoncé après avoir fait état d'une baisse de 1,2% de son bénéfice net au troisième trimestre, soit moins bien qu'attendu.

De juillet à septembre, le résultat net est ressorti à 4,8 milliards de couronnes (555,85 millions d'euros) contre 4,86 milliards un an auparavant, alors que les analystes consultés par DowJones Newswires tablaient au contraire sur une légère hausse de 1,6%.

TeliaSonera, qui a confirmé ses objectifs annuels, entend réaliser des économies, alors que son service mobilité est affecté par "*une baisse des revenus sur plusieurs marchés*". Le PDG de TeliaSonera Lars Nyberg a ainsi annoncé des coûts de restructuration de 2 milliards de couronnes dans les deux années à venir. "*Cela comportera aussi des réductions de personnel et notre estimation initiale est que cela affectera approximativement 2000 employés, soit 7% des effectifs du groupe*", déclare-t-il dans le communiqué.

Lars Nyberg explique que les coûts de TeliaSonera augmentent aujourd'hui à un taux plus élevé que ses revenus et "*il faut inverser cette tendance*", avance-t-il. "*Nous avons passé les derniers mois à analyser nos opérations en profondeur*", poursuit-il, souhaitant un changement fondamental dans l'entreprise qui doit "*simplifier sa façon de travailler*". (L'Expansion.com avec AFP 17.10)

5- Tunisie

Les médias tunisiens observent une grève nationale ce mercredi, après trois mois de tensions croissantes avec le gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda. Celui-ci est accusé de s'en prendre à la liberté de la presse et de chercher à contrôler les médias, selon le Syndicat National des Journalistes Tunisiens, (SNJT).

Un communiqué publié dans le Temps -quotidien national tunisien- dénonce cette politique: "*Nul ne peut nier que le Gouvernement provisoire n'a pas lésiné sur les moyens pour mettre la main sur les médias et museler la presse*", le journal précise toutefois que ces déclarations n'engagent que leurs auteurs.

Une journaliste en grêve de la faim hospitalisée

Dans le même temps, Lamia Cherif, une journaliste du groupe de presse Dar Essabah a été hospitalisée, après une grève de la faim menée avec cinq autre collègues depuis le 12 octobre. Les employés sont en conflit ouvert avec leur directeur général, Lotfi Touati, nommé en août par les autorités tunisiennes, et soupçonné d'être sous influence. (lexpress.fr 17.10)

6- Afrique du Sud

Le président Jacob Zuma a exhorté mercredi les mineurs à mettre fin aux grèves sauvages à l'origine d'une crise sociale sanglante et ruineuse pour l'économie sud-africaine et qui met aussi à l'épreuve sa propre autorité.

A deux mois d'un congrès de l'ANC --le parti au pouvoir-- où il espère être réélu facilement, M. Zuma n'a pas envie d'apparaître comme le président d'un pays en plein chaos économique avec une devise nationale au plus bas depuis trois ans et des agences financières guettant le moindre signe pour dégrader encore davantage la note de l'Afrique du Sud.

"*Nous appelons les travailleurs participant à des grèves sauvages à retourner au travail dès que possible afin que la production dans l'industrie minière revienne à la normale*", a déclaré le président Zuma, à l'issue d'une réunion avec les partenaires sociaux dont il a lu la déclaration finale commune.

"*Le droit de grève et de manifester, protégé par la Constitution, doit être exercé pacifiquement. Nous ne transigerons pas là-dessus*", a-t-il ajouté sans annoncer de véritable décision.

"*Nous assurons les travailleurs que nous sommes conscients des frustrations et des difficultés apparues de plus en plus clairement au fil des manifestations*", a-t-il ajouté.

"*Ces doléances légitimes méritent qu'on s'en occupe*", a-t-il dit, promettant un plan pour répondre aux besoins en logement des mineurs.

Il a aussi évoqué ces "*disparités de salaires qui crée du ressentiment et entame la cohésion sociale entre Sud-Africains*".

"Ils n'auraient jamais dû utiliser la force contre les mineurs, ça a braqué les travailleurs. Le gouvernement a été incroyablement désinvolte et insensible à propos de ce secteur fondamental pour des millions de Sud-Africains", juge de son côté Moeletsi Mbeki, commentateur politique et frère de l'ancien président Thabo Mbeki, évincé par M. Zuma en 2007. (AFP 17.10)

7- Chine

Le géant taïwanais de l'électronique Foxconn Technology Group, sous-traitant d'Apple, a reconnu mercredi avoir fait travailler dans une usine chinoise de jeunes adolescents, âgés pour certains de seulement 14 ans, dans le cadre d'un programme de stages pour étudiants.

Le groupe était depuis un certain temps dans le collimateur d'activistes chinois qui l'accusaient d'utiliser des stagiaires comme main d'oeuvre à bas coût pour des emplois à bas salaires et peu attractifs.

Foxconn, nom commercial de Hon Hai Precision Industry, a dit avoir découvert que certains stagiaires d'une usine située dans la province de Shandong avaient effectivement moins de 16 ans, âge légal pour travailler en Chine.

"*Selon notre enquête, ces stagiaires, âgés de 14 à 16 ans, ont travaillé sur ce site pendant environ trois semaines*", a fait savoir le groupe dans un communiqué.

"*Cela ne représente pas uniquement une violation de la loi chinoise, mais aussi de la politique de Foxconn. Des mesures ont été immédiatement prises pour renvoyer les stagiaires vers leurs lieux d'études*", explique le groupe, précisant qu'il s'agit d'un cas isolé. Des excuses ont été présentées aux jeunes concernés, dont le nombre n'a pas été dévoilé.

Foxconn est le plus important sous-traitant du groupe américain Apple et travaille également pour Dell, Sony et Hewlett-Packard. (Reuters 17.10)

Une réponse (dénonciation) de son concurrent Samsung à ses procès perdus contre Apple aux Etats-Unis et hier en Grande-Bretagne ? En Chine, vérifie-t-il l'âge de leurs salariés ?

ECONOMIE

1- Energie.

SunPower, filiale solaire du géant pétrolier français Total basée aux Etats-Unis, a annoncé mardi un plan de restructuration prévoyant la suppression de 900 postes essentiellement aux Philippines, rattrapée à son tour par la crise du secteur photovoltaïque.

Elle comptait plus de 5.000 employés au premier janvier. Dans le cadre de cette réorganisation, la filiale va interrompre temporairement six des douze lignes d'une usine de production de cellules photovoltaïques située aux Philippines, et réduire de 20% sa production de panneaux solaires dans ce pays, "*afin de réduire fortement ses stocks et ses dépenses opérationnelles et d'améliorer son efficacité*", a indiqué SunPower dans un communiqué. Industrie qui souffre de surcapacités

"*De plus, la société va réduire ses effectifs d'environ 900 employés, des réductions qui interviendront essentiellement aux Philippines*", a ajouté SunPower. "*Les conditions au sein du secteur restent difficiles et (...) nous devons prendre des décisions prudentes pour rester compétitifs au sein d'une industrie qui souffre de fortes surcapacités*", a justifié le PDG de SunPower Tom Werner, cité dans le communiqué.

SunPower va ainsi payer à son tour un tribut à la crise de surcapacité qui secoue le secteur photovoltaïque et a déjà entraîné la chute de plusieurs fabricants de panneaux solaires en Europe et aux Etats-Unis. Malgré ce contexte défavorable, la filiale de Total a tout de même inauguré au printemps une usine de fabrication et d'assemblage de panneaux photovoltaïques à Porcelette (Moselle), qui doit à terme produire 150.000 panneaux par an et employer 80 salariés. (L'Expansion.com avec AFP 17.10)

Tiens donc, une " *crise de surcapacité* ", de surproduction. Comme quoi, si vous avez lu mes derniers articles. Et le TSCG, il vient d'où au fait ? C'est marrant, j'ai comme l'impression que nos dirigeants ne sont pas vraiment pressés de faire le lien entre les deux, non ? Pourquoi ?

2- FMI

L'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), Olivier Blanchard, a jugé "*fondamental*" que l'Espagne et l'Italie bénéficient d'un plan disposant d'une "*garantie de financement*", dans un entretien mercredi au Corriere de la Sera. "*A court terme, il serait fondamental qu'il y ait un plan pour les deux grands pays périphériques (de la zone euro), qui comporte non seulement un processus d'ajustement interne continu, mais aussi la garantie d'un financement, à condition que ces pays mettent vraiment en oeuvre leurs plans*", a-t-il déclaré.

"*Nous en sommes proches mais nous ne sommes pas encore exactement arrivés à ce point*", a-t-il ajouté en allusion au programme de rachat des obligations souveraines de pays en difficulté, baptisé OMT, annoncé début septembre par la Banque centrale européenne (BCE), mais auquel aucun pays de la zone euro n'a encore fait appel. (L'Expansion.com avec AFP 17.10)

3- Banques et multinationales

3.1- Nathaniel Rothschild jette les gants.

JAKARTA – Le fils du baron de Rothschild, Nathaniel, a démissionné du géant du charbon Bumi, société qu'il avait fondée dans l'espoir de créer une plateforme internationale réunissant notamment les principales houillères indonésiennes, a-t-on appris mardi de sources concordantes.

La démission de M. Rothschild fait suite à une longue bataille avec l'autre homme fort de Bumi, l'Indonésien Aburizal Bakrie, un des hommes d'affaires les plus riches d'Indonésie et candidat à la future élection présidentielle en 2014. Les deux hommes sont à couteaux tirés depuis de longs mois : en novembre 2011, M. Rothschild avait rendu publique une lettre dans laquelle il réclamait un grand ménage dans les comptes de Bumi Resources, première société houillère indonésienne fondée par les frères Bakrie et dans laquelle Bumi plc détient 29%.

La missive avait été peu appréciée par M. Bakrie et M. Rothschild avait été démissionné de son poste de président du conseil d'administration de Bumi plc en mars dernier. Mais le puissant financier est revenu à l'assaut, faisant diligenter une enquête en septembre sur de possibles irrégularités financières au sein de Bumi Resources. Aburizal Bakrie avait répondu en demandant auprès du conseil d'administration de Bumi plc le divorce pur et simple entre la société londonienne et ses actifs indonésiens, ce qui consisterait notamment à annuler la participation que Bumi plc détient dans Bumi Ressources.

C'est contre ce projet que M. Rothschild entend dorénavant se lever en abandonnant son poste d'administrateur. Accepter la proposition Bakrie avant la conclusion de l'enquête sur les comptes de Bumi Resources serait une honte, estime l'héritier de

la famille Rothschild dans sa lettre de démission remise au président de Bumi plc, Sami Tan. « *Je suis déterminé à me battre pour les investisseurs et je peux le faire de manière plus efficace en dehors (du conseil d'administration)* », ajoute-t-il dans la lettre, citée par l'agence Dow Jones. Le groupe Bakrie a répondu avec la même dureté à la missive de M. Rothschild. Il aurait dû démissionner plus tôt… « *S'il l'avait fait il y a plus de douze mois, l'action aurait grimpé et non baissé comme aujourd'hui* », a estimé Christopher Fong, vice-président du groupe Bakrie, dans un courriel à l'AFP. Le titre Bumi Plc a chuté de plus de 70% en un an environ. « *M. Rothschild représente une menace pour l'ensemble des actionnaires*» , a ajouté M. Fong.

L'AFP se trompe. L'action a chuté de 1250 à 150 plus bas du 24 septembre, avant de rebondir à 250. Elle a perdu 80% de sa valeur en 18 mois. Nous pourrions changer le titre de l'AFP « *Nathaniel Rothschild jette les gants* » pour BUMI jette le gland. (liesi 16.10)

« *S'il ne peuvent [les gouvernements] aborder le problème d'une manière crédible, je pense que dans l'espace de peut-être deux à trois semaines nous aurons un effondrement des dettes souveraines qui aura comme effet l'effondrement du système bancaire européen. Nous ne parlons pas simplement ici d'une relativement petite banque belge, nous parlons des plus grosses banques du monde, les plus grosses banques d'Allemagne, les plus grosses banques de France, et cela touchera le Royaume-Uni, cela s'étendre partout car le système financier mondial est tellement interconnecté. Toutes ces banques sont les contreparties de toutes les banques importantes en Amérique, et en Grande-Bretagne, et au Japon et dans le monde entier. Ce serait une crise qui serait selon moi plus sérieuse qu'en 2008?.* »

Ainsi s'exprime un des conseiller au FMI, le docteur Robert Shapiro le 5 octobre 2012, confirmé dans ses propos par Lord Mynersi qui pense que l'on approche d'une « *véritable tempête* ». (liesi 11.10)

3.2- Rothschild change la donne (5)

C'est ce que certains grands sages de la famille ont du dire au jeune Nath, dont les entreprises ont parfois été très hasardeuses ou sont encore mal ficelées. La Bourse de Londres et surtout les investisseurs ayant suivi le jeune loup se posaient fin 2011 des questions au sujet de deux de ses fonds d'investissement qu'il essayait de faire coter en bourse.

Nath a acheté 29% des actions de PT BUMI, le leader indonésien de la production de charbon à la famille Bakrie, qui en était la propriétaire. Cette famille avait acquis ces mines de Rio Tinto, BP et BHP Biliton en 2001 et 2003. 2001 correspond au renversement du « *Nouvel Ordre* » du dictateur Suharto, qui dirigeait l'Indonésie depuis l'abandon des Hollandais de leur Empire colonial en 1949. 2004 correspond à l'élection du premier président démocratiquement élu après cette dictature et la phase de transition qui a suivi. L'Indonésie venait de vivre 50 ans sous le joug de la CIA et de ses manœuvres souterraines mortelles, qui avaient permis aux sociétés américaines et à leurs alliées de mettre la main sur les immenses richesses naturelles du pays. La présence de Kissinger apparait partout à partir de 65 et plus encore en 75, avec l'invasion du Timor Oriental. Mines de cuivre et mines d'or, pétrole et gaz et bois exotiques valaient bien quelques centaines de milliers de morts. Pas vu pas pris, les masses occidentales ont fermé les yeux. Freeport-McMoran Copper and Gold Co où Kissinger est comme chez lui, a bien profité de ce régime dictatorial néo-colonialiste à l'américaine, Rio Tinto aussi, qui avait des contrats d'exploitation des mines de Freeport. L'une de ses mines, Grasberg, est la plus grande mine d'or et la troisième mine de cuivre au Monde, exploitée par … Rio Tinto. Un véritable génocide a été mené notamment en Papouasie sous la houlette de ces multinationales avec évidemment un silence total des médias aux ordres.

Le renversement du dictateur a amené une privatisation des entreprises d'état, mais surtout une prolifération de mini-entreprises sauvages de bois exotiques et de mines illégales, violemment contrôlées précédemment et qui ont été plus ou moins tolérées ultérieurement. C'est probablement ce désordre et le pillage systématique de leurs stocks, qui a amené Rio Tinto et BHP Biliton à céder leurs mines à des potentats locaux. 2004 est une date clé pour l'Indonésie, dont les réserves pétrolières seraient en fort déclin, tant et si bien que l'Indonésie devient alors nette importatrice de pétrole. A cette date, elle subira par ailleurs un tsunami séculaire et spectaculaire.

L'Indonésie et ses 17.000 iles a toujours été un pion important en géopolitique, car plusieurs détroits contrôlent depuis toujours le commerce international entre l'Asie et l'Occident. Ce qui était vrai du temps de l'Empire portugais, l'était tout autant du temps de l'Empire hollandais, britannique puis américain. La Chine, puissance montante du XXIe siècle, a commencé à sécuriser ses routes d'approvisionnement maritime les plus directes, mais sans s'intéresser encore à l'Indonésie, pourtant son fournisseur principal de charbon. C'est là où Nathaniel apparait en cherchant à contrôler différentes mines pour que son fond d'investissement devienne le plus gros fournisseur en charbon de la Chine.

Après avoir introduit Vallares puis BUMI au marché gris de Londres avec succès, pour se mettre en conformité avec les réglementations du LSE, Nath a demandé aux Bakrie de procéder à un « *nettoyage radical dans la gestion financière de leur société* ». Au lieu de demander cela discrètement lors d'un conseil d'administration, il a eu la maladresse de le faire à travers une lettre publiée par le *Financial Times*. En effet, ce n'est qu'après avoir investi 200 millions de $ que Nathaniel Rothschild apprend que les Bakrie avaient 437 millions $ de dettes auprès de Crédit Suisse et qu'ils avaient nanti leurs titres pour garantir ces prêts. Cela fait désordre.

La famille Bakrie n'a pas apprécié la verdeur de l'injonction de N.R. au point de ne pas lui signaler la vente de 48% de leur participation dans PT Bumi à un industriel indonésien, Samin Tan. La transaction a relégué le descendant de la famille Rothschild au rang de troisième actionnaire de la société minière. Ce qui explique sans doute la très forte baisse du titre.

Certains investisseurs ont suivi NR quand son action BUMI (ex Valares) a été introduite sur le « marché gris » en bourse. BUMI qui détient 29,2% de PT BUMI resources, qui elle-même détient 87% de BUMI RESSOURCES MINERALS. BUMI est monté à plus de 1200p. Le titre se négocie aujourd'hui à 150p.

Mais d'un autre côté, souvenez-vous de la technique du « *Loup de Wall Street* ».

On achète des valeurs qu'on met au capital d'un véhicule d'investissement. Celui-ci est introduit en bourse en vantant les perspectives de ce fonds, ce qui permet d'obtenir des liquidités et on joue simultanément le titre à la vente par le biais d'options, ce qui génère d'importantes plus-values. Je ne peux affirmer que NR utilise cette technique, mais le parcours de ses différentes sociétés le laisse à penser.

De même, GENEL ENERGY est passé de 1000 à 600, lorsque le marché a su que Karamehmet, le principal actionnaire turc et créateur de la société initiale était condamné en 2010 à 11 ans de réclusion pour une faillite frauduleuse de banque. Genel est remontée depuis à 750. Est-ce un effet de l'avancée de la guerre en Syrie ou le fait que Karamehmet a su trouver un « *arrangement* » avec ses juges ?

On retrouve Karamehmet, l'homme le plus riche de Turquie, associé dans quelques affaires à Mikhail Fridman, le 7ieme homme le plus riche de Russie. Ce qui nous ramène aux premiers chapitres de cette Histoire. Vous allez voir que c'est un vrai spectacle de derviches tourneurs, qui, comme on le sait, réussissent à tourner sans fin sans perdre l'équilibre grâce à un pivot fixé au sol, qu'ils coincent entre deux orteils. Ce petit pivot porte un nom, qui ne vous surprendra pas.

3.3- KHODORKOVSKI IOUKOS

Au moment de la débâcle soviétique et de la privatisation de l'appareil de production de l'état, chaque camarade ouvrier ou fonctionnaire va recevoir un bout de papier, qui fait de lui un actionnaire de l'entreprise pour laquelle il travaille. Pour le soviétique de base, ce titre de propriété ne veut rien dire. Pour certains plus malins que la moyenne, cette ignorance leur permet d'acheter pour quelques roubles dévaluées des parts significatives de très grosses sociétés d'état. Certains vont profiter de leur proximité du pouvoir, pour obtenir des prêts contre leurs premiers titres pour en acheter plus encore… d'autres vont constituer des fortunes en étant de simples hommes de paille pour le compte de banques ou d'investisseurs occidentaux.

Khodorkovski n'est pas un intime de « *la Famille* » de Eltsine. Scientifique et chercheur, il va se reconvertir en vendant des voitures, qu'il achète moins cher que leur coût de fabrication et revend avec de gros profits, jusqu'à ce que l'usine dépose le bilan. Ses profits lui permettent de créer une banque, Menatep, à qui le Parti Communiste confiera ses fonds. La Menatep va être impliquée dans le KREMLINGATE, cette affaire de détournement de 4,8 Milliards de $ du FMI, dans laquelle la Fed de NEW York est également citée. L'état russe a désespérément besoin de liquidités au milieu des années 1990 et va emprunter aux banques des nouveaux oligarques, en garantissant ces emprunts contre les richesses naturelles du pays et des actions des plus grosses entreprises. L'état ne pouvant rembourser ses emprunts, une vente aux enchères truquées va permettre aux oligarques d'acheter pour rien le fleuron de l'industrie russe. Khodorkovski va ainsi s'offrir Ioukos. Il va se débrouiller pour dégager les petits porteurs avec des méthodes très obscures et devenir milliardaire.

Poutine, qui a été témoin de cette grande braderie des biens de l'état et de la corruption de son prédécesseur, va d'abord cohabiter avant de chercher à remettre la main sur la richesse du pays. Plusieurs oligarques vont devoir fuir la Russie où ils sont accusés entre autres de corruption, fraude fiscale, etc. Khodirkovski va se retrouver en prison. Mais pour éviter une saisie totale de ses biens, l'oligarque avait sanctuarisé sa participation et celles de ses associés dans un trust offshore à Gibraltar, Menatep Group Limited. Ce trust met à l'abri de toute expropriation, puisqu'en cas d'empêchement ou d'incarcération, les avoirs passent du propriétaire aux trustees, qui gèrent la fortune pour le compte des bénéficiaires.

Qui contrôle IOUKOS depuis l'incarcération et le procès de Khodorkovski ? Lord Jakob Rothschild, père de Nath. (The Washington Times) Il a fait la connaissance de Khodorkovski lorsque celui-ci a acheté Ioukos, au début des années 90. Les deux hommes ont monté ensemble plusieurs opérations culturelles et de bienfaisance. Lord Rothschild siège ainsi au conseil d'administration de Russie Ouverte, une fondation très active dans le domaine éducatif et social, fondée en 2001 par le magnat du pétrole. (Source : Libération). On retrouve Khodorkovski et ses filiales dans le premier scandale CLEARSTREAM, et comme par hasard, cette société est absorbée par Deutsche Börse, qui appartient à qui ? aux Rothschild père, fils, cités ci-dessus. On retrouve Kodorkhovsky actif avec Georges Soros, qui a eu un rôle très actif pour démanteler l'URSS.

Cette semaine, la Banque Rothschild (Londres) fait la une de Financial News pour avoir décrocher de très gros contrats de rapprochement et de privatisation d'entreprises en Russie. Quelle surprise de retrouver quelques oligarques russes de la belle époque Eltsine parmi les clients privilégiés de Rothschild ! et notamment Mikhail Fridman qui lui aussi a réussi dans le gaz et le pétrole en Russie au moment de l'éclatement de l'URSS, qui fait partie du C.F.R. depuis 2005, et milite activement dans

le rapprochement de la communauté juive russe et européenne. L'éternel combat des Rothschild, qui ont introduit Lénine en Russie pour faire exploser l'Empire Russe Orthodoxe.

Je me suis écarté de mon sujet initial et je vous prie de m'en excuser. Quand on commence à chercher autour de ces hommes d'affaires, on tombe sur tellement d'énormités qu'il est difficile de ne pas digresser et plus difficile encore de les passer sous silence. Ils ont des mains partout et les affaires de B.P. et de Rio Tinto montrent un mépris total pour la vie humaine, la société, le droit, les états, les peuples et le respect de la Terre. Ce sont des monstres absolus, bien pire que tous les épouvantails de l'Histoire qu'ils agitent devant nous comme Hitler ou Staline. Ce sinistre constat ternit tout l'aura de ceux qui semblent n'être que des brillants financiers. (liesi 11.10)

3.4- Rothschild donne le change (6)

BANCOR BANCO !

Ceux qui se rappellent mes papiers antérieurs (fin 2008 et 2009) ou qui on lu avec attention le chapitre concernant la future Réforme Monétaire dans mon e-book, se souviendront que le 23 mars 2009, Dr Zhou Xiaochuan, le gouverneur de la PBOC a publié un essai appelant à « Reformer le système Monétaire international ». Après avoir énuméré les systèmes monétaires antérieurs (Silver Standard, Gold Standard, Gold Exchange Standard, ..), il invoque la nécessité de réformer le système actuel pour créer une monnaie de réserve internationale avec une valeur stable, afin de sauver la stabilité financière et économique mondiale. Le but est de créer un monnaie international de réserve, déconnectée des monnaies nationales basée sur le crédit (ou sur la dette). Si une super monnaie de réserve a été proposée depuis longtemps, aucun progrès notable a été réalisé dans ce sens. Dans les années 40, Keynes avait déjà proposé d'introduire une monnaie internationale appelée le « *BANCOR* », basée sur la valeur de 30 matières premières représentatives. Malheureusement, la proposition n'a pas été retenue. … etc. Lire la suite en anglais

Ce document est un véritable manifeste en faveur d'un système proche du BANCOR. Si ce document est consultable sur le site de la B.I.S. de Bâle, c'est qu'il a un poids certain.

Si cette réforme était progressivement mise en place, les premiers bénéficiaires seraient les grands groupes internationaux qui contrôlent les mines de cuivre, d'or, d'argent, et qui ont une position dominante dans le pétrole… suivez mon regard en relisant les chapitres précédents.

Les Pères Fondateurs de la monnaie fiduciaire, qui ont usé et abusé de leur position dominante dans les banques centrales pour déconnecter le prix de l'argent métal de la réalité pendant deux siècles, pourraient se retrouver à la meilleure place si une telle option était retenue dans le système monétaire à venir. On sait que Glencore stocke des quantités très importantes d'aluminium dans ses entrepôts aux Pays-Bas en attendant une hausse des prix, ce que fait également Goldman Sachs aux Etats Unis, et JPM en fait autant sur le cuivre. Si Glencore ou ses fournisseurs ont suivi les conseils d'Eric Sprott en thésaurisant du métal blanc, une hausse parabolique de l'argent au moment de sa remonétisation multiplierait leur fortune par un chiffre que je n'ose mettre sur le papier.

Cependant, il est à noter que la Chine a mis dans l'un des sous-titres de cette lettre d'intention, que cette option devrait amener un résultat win-win pour tous.

Quels bénéfices pourraient tirer la Zambie, la Bolivie, l'Indonésie ou même le Canada de leurs richesses minérales, si les compagnies minières continuent à les exploiter avec des contrats léonins, ne laissant quasiment aucun revenu au pays ? Il me semble que ce qui se passe en Amérique du Sud pourrait devenir la norme. Chavez après avoir nationalisé le pétrole puis le gaz, en a fait autant avec les mines d'or en 2011 pour imposer des royalties de 13% sur l'or. Après avoir fait fuir les grandes compagnies minières, Chavez a pris des accords avec CITIC, la grande entreprise chinoise qui notamment commercialisait l'argent de la Chine au travers de Bear Stearns.

En septembre 2012, la Bolivie a passé ses royalties sur l'or à 7%, 6% pour l'argent et 5% pour le zinc, le plomb et l'étain. La loi qui devrait passer en Bolivie est une forme de nationalisation. L'état serait majoritaire dans chacune des mines sur le territoire national, les entreprises étrangères seraient considérées comme des prestataires de services. Le Pérou, le Guatemala, l'Argentine sont en train de reprendre en main leurs ressources minérales, chacune à leur manière et à leur rythme. La Bolivie en septembre 2012 a passé ses royalties sur l'or à 7%, 6% pour l'argent et 5% pour le zinc, le plomb et l'étain. La loi qui devrait passer en Bolivie est une forme de nationalisation. L'état serait majoritaire dans chacune des mines sur le territoire national, les entreprises étrangères seraient considérées comme des prestataires de services. A l'heure actuelle, les mines d'or et d'argent payent des royalties de 4%, les mines de métal de base 3% et celles qui ne s'occupent que de minerais industriels ne paient que 1% au gouvernement guatémaltèque. Ces royalties ont été jusqu'à aujourd'hui extrêmement minorées, comme l'étaient celles calculées par l'Anglo-Persian Oil pour l'Iran avant l'arrivée des Américains.

J'ai même eu des échos sur une nationalisation à venir des ressources minières en or canadiennes. Une telle nationalisation impliquerait une indemnisation des actionnaires, et pourrait être une très bonne affaire, si les réserves sont

réévaluées à un juste prix, ce qui pourrait être le cas semble t'il.

Globalement, la donne pourrait changer dans les mois et années qui viennent et éroder sérieusement les marges bénéficiaires des compagnies minières, d'autant qu'on pourrait exiger d'elles qu'elles soient de plus en plus écologiquement responsables.

Cette nationalisation des ressources, qui pourrait être suivie d'une nationalisation de l'or monétaire (ETF, pièces et lingots) par chaque état-nation juste avant la mise en place de la Réforme Monétaire, devrait déclencher la phase que j'appelle la « *Silvermania* », la mère de toutes les bulles amenant l'once d'argent à des sommets absurdes, dont j'espère vous saurez profiter. L'argent est un métal industriel et ne pourra pas être confisqué. (liesi 14.10)

3.5- Un indice de la Réforme Monétaire à venir ?

VOL DE NOUVEAUX BILLETS AMERICAINS

Un Hold-Up a eu lieu jeudi. Les voleurs ont fait main basse sur une « *grande quantité* » de ces nouveaux billets de $100, d'après le FBI. Le hold-up a eu lieu entre l'aéroport de Philadelphie et l'un des locaux de la Reserve Fédérale dans le New Jersey, où ils devaient être entreposés. Ces billets sont totalement nouveaux et ne devaient pas être mis en circulation avant 2013. Ils portent le chiffre 100 de couleur or et une case orange avec la liberty bell, a ajouté l'inspecteur. (source CNN)

Une autre source se raille des voleurs, qui ont fait main basse sur des billets, qui ne sont pas encore en circulation et qui ne ressemblent à aucun billet existant.

Bernanke et Geithner ont posé ici devant un billet de 100 dollars, qui a fait couler beaucoup d'encre sur les blogs. La partie gauche du billet ressemble à celle des billets précédents, mais sur la partie droite, la plume, le texte manuscrit, la « *liberty Bell* » et le nombre 100 sont imprimés en Or. Pour Bix Weir et Andy Hoffman, ce billet annoncerait le retour au « Gold Standard ». Le texte manuscrit est un extrait de la constitution des « *pères fondateurs* ».

L'information importante, c'est que ce billet doit être mis en circulation en 2013.

Pour ceux qui continuent à véhiculer le mythe d'un bail de 99 ans de la Fed, vous constaterez que ce billet est émis par la Federal Reserve. (liesi 14.10)

3.6- Quand on parle du loup

Hier, je reparlais du parcours de Mikhaïl Fridman

« *Cette semaine, la Banque Rothschild (Londres) fait la une du Financial News pour avoir décroché de très gros contrats de rapprochement et de privatisation d'entreprises en Russie. Quelle surprise de retrouver quelques oligarques russes de la belle époque Eltsine parmi les clients privilégiés de Rothschild ! et notamment Mikhail Fridman qui lui aussi a réussi dans le gaz et le pétrole en Russie au moment de l'éclatement de l'URSS, qui fait partie du C.F.R. depuis 2005, et milite activement dans le rapprochement de la communauté juive russe et européenne. L'éternel combat des Rothschild, qui ont introduit Lénine en Russie pour faire exploser l'Empire Russe Orthodoxe….* » (Cette dernière affirmation est une pure fabulation de gens portés vers l'anticommunisme et l'extrême droite. Rappelons qu'il s'agit de traders. - Note de Tardieu.)

«*L'année prochaine à Jérusalem* » c'est la prière d'espérance des sionistes. En faisant une petite recherche sur cette phrase, cela nous amène à un sermon historique prononcé le jour de Pâque, le 20 avril 1886, qui fait l'objet d'une page-écran sur le site du judaïsme. La note de la rédaction en bas de page est très claire: « *Lorsque le grand rabbin Schuhl prononce son sermon en 1886, l'idée de sionisme est donc encore étrangère aux communautés juives d'Europe occidentale.* » Le pré-sionisme est issu d'un manifeste publié à Berlin en 1882 par un médecin d'Odessa, Leon Pikster, qui prône que les juifs créent leur propre état hors d'Europe, sans même évoquer « *la Terre Sainte* » ou Jérusalem. En 1903, le gouvernement britannique de Chamberlain va proposer aux organisateurs du mouvement sioniste de créer un « *foyer national juif* » en Ouganda. Une commission va même y être envoyée pour étudier la faisabilité. Ce n'est qu'en 1905 que l'Ouganda sera abandonné au profit de la Palestine. Sans retracer toute l'histoire du sionisme, rappelons seulement que la Banque Rothschild a posé les premières pierres de l'état d'Israël en rachetant des terres et des sociétés en Palestine au moment de la dislocation de l'Empire Ottoman au lendemain de 1914-1918.

Aujourd'hui, un de mes lecteurs et amis m'envoie cet article de *Ria Novosti*:

Le gouvernement israélien et la fondation de bienfaisance Genesis créée par l'homme d'affaires russe Mikhaïl Fridman ont institué mardi un « *prix Nobel juif* » d'un montant d'un million de dollars, a annoncé un communiqué de l'exécutif israélien. Dénommée Genesis, la nouvelle récompense sera remise chaque année par le premier ministre israélien la veille de la fête de Pessah (Pâque juive). «*Ce prix est destiné à souligner la contribution des Juifs au développement de l'humanité et à réveiller la fierté chez les jeunes Juifs dans le monde entier. Cela renforcera la conscience qu'ils ont de leur identité juive et consolidera*

leurs liens avec Israël », a déclaré le premier ministre Benjamin Netanyahou cité par le communiqué. Le prix a été institué en vertu d'un accord signé par M. Netanyahou, M. Fridman et le directeur de l'Agence juive (Sohnout), l'ex-ministre israélien chargé des Relations avec la diaspora Nathan Chtcharanski. Le prix récompensera « *des personnes bénéficiant d'une reconnaissance internationale pour leurs réalisations éminentes dans différents domaines* ». «*Le lauréat sera élu parmi les candidats proposés par des experts indépendants, chaque candidat étant conscient de son lien avec le peuple juif et l'Etat d'Israël, et servant d'exemple à la jeune génération* », lit-on dans le communiqué.

Il va y avoir l'embarras du choix, mais je propose notre cher président Nicolas Sarkozy, qui a fait tout ce qu'il a pu pour le salut et la grandeur d'Israël.

Après le « *Francophonissime* » de Pierre Tchernia, voilà donc le Grand Prix du « *Sionissisme* » de Mikhaïl Fridman. (liesi 12.10)

4- Espagne

L'Espagne a fixé une limite de 90 milliards d'euros à la taille des actifs regroupés au sein de sa "*bad bank*", la structure appelée à accueillir les actifs à risque des principales banques du pays, mise sur pied pour obtenir les fonds mis de côté par l'Union européenne pour le secteur bancaire espagnol.

Madrid est sur le point de recevoir les premières tranches d'une ligne de crédit de 100 milliards d'euros mise en place par les partenaires européens du pays en juin pour soutenir les banques espagnoles.

Les établissements bancaires transféreront les biens immobiliers saisis ou encore des prêts irrécouvrables consentis à des promoteurs à la "*bad bank*", qui devrait être appelée Sareb, ce qui devrait leur permettre de libérer des fonds pour consentir davantage de crédits aux particuliers et aux entreprises.

La taille définitive de la Sareb, qui devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année et fonctionner pendant 15 ans.

Le pays doit fixer le prix auquel les actifs seront transférés vers la "*bad bank*" dans les sept jours qui suivent le 19 novembre, date à laquelle la loi établissant la structure de défaisance sera votée, ont encore dit les sources.

Ce prix sera la clef du succès de la Sareb. Il devra être suffisamment bas pour intéresser les investisseurs privés mais en même temps suffisamment élevé pour recapitaliser les banques en difficulté.

Selon les sources du ministère de l'Economie, la "*bad bank*" ne devrait commencer qu'à engranger des bénéfices au cours des cinq dernières années de son existence.

Les autorités espagnoles ont déjà contraint les banques à passer quelque 137 milliards d'euros de dépréciations sur des créances immobiliers douteuses, les établissements se retrouvant à 40% de la valeur faciale des actifs en question.

Des sources bancaires estiment qu'il faudrait encore enlever entre 5% à 10% supplémentaires de cette valeur avant que les actifs ne puissent être transférés à la "*bad bank*".

L'Etat ne veut pas détenir plus de 50% de la Sareb et voit les investisseurs privés en posséder au moins 55%.

Les établissements espagnols cotés en bonne santé - Santander, BBVA et CaixaBank - seront vraisemblablement les principaux investisseurs dans la "*bad bank*", qui n'aura sans doute pas d'actionnaires étrangers. (Reuters 17.10)

5- Russie

Surnommé «*Dark Vador*» par les médias russes, Igor Setchine, le patron du groupe pétrolier d'Etat Rosneft, a offert hier plus de 25 milliards de dollars (19 milliards d'euros) au britannique BP pour sa part de 50 % dans TNK-BP.

En mettant la main sur le troisième producteur russe de pétrole, Rosneft, qui est déjà le premier pétrolier russe, se propulserait au premier rang mondial, devant l'américain Exxon Mobil. L'opération doit considérablement renforcer l'emprise du Kremlin sur la manne des hydrocarbures.

Setchine, ancien vice-Premier ministre de Vladimir Poutine, dont il est un des plus proches confidents, a supervisé pendant des années le secteur énergétique avant d'être nommé à la tête de Rosneft lorsque Poutine a été réélu président en mars. BP devrait être payé en partie en cash et en partie en actions Rosneft.

Le groupe souhaitait depuis des mois se désengager de TNK-BP en raison d'un conflit avec les quatre milliardaires russes qui détiennent l'autre moitié du capital. Eux aussi sont priés de vendre leurs parts à Rosneft. (liberation.fr 18.10)

69- Etats-Unis

Morgan Stanley a annoncé jeudi une perte nette au troisième trimestre mais son bénéfice ajusté a progressé plus fortement que prévu grâce à l'amélioration des revenus de son activité de trading sur le marché obligataire qui plombait depuis longtemps les comptes de la banque d'affaires.

Le bénéfice des opérations poursuivies a été de 561 millions de dollars (429 millions d'euros), soit 28 cents par action, contre 64 millions, soit deux cents par action, un an auparavant.

La hausse du bénéfice ajusté est surtout liée à l'amélioration des activités sur valeurs mobilières pour les institutionnels, qui incluent le trading et la banque d'investissement.

Les performances de l'activité de gestion de fortune dans le monde se sont également améliorées, hors coûts exceptionnel d'intégration et d'achat d'une part supplémentaire dans une société commune de courtage avec Citigroup.

La marge bénéficiaire avant impôts est passée de 11% à 14%. La direction de la banque a fixé un objectif autour de 15% de marge pour son activité de gestion de fortune l'an prochain.

Morgan Stanley a cependant accusé une perte nette d'un milliard de dollars, soit 55 cents par action, en raison de charges liées au changement de valorisation de sa propre dette, après avoir gagné 2,2 milliards, ou 1,14 dollar par action, il y a un an.

La banque a dû passer une charge de 2,3 milliards de dollars pour ajustement de la valeur de sa dette.

Cette opération est liée à une nouvelle règle comptable, connue sous l'appellation d'"ajustement de la valorisation des dettes" (debt valuation adjustements, ou DVA). (Reuters 18.10)

Explication : Une banque est pas nature endettée, puisqu'elle crée et prête de l'argent qu'elle ne possède pas ou sans équivalent, à partir de rien, ensuite par un jeu comptable en l'augmentant cela lui permettra de payer moins d'impôt sur les bénéfices qu'elle a engrangés.

C'est un peu compliqué à expliquer et à comprendre, surtout il ne faut pas comparer le fonctionnement d'une banque avec le budget d'un ménage.

7- Japon

Le Premier ministre japonais prévoit de mettre en oeuvre un nouveau programme de soutien à l'économie de 1.000 milliards de yens (9,6 milliards d'euros) pour relancer la croissance, rapportent mercredi des médias locaux, mais les économistes doutent de l'impact à long terme de ce plan, jugé insuffisant.

Grâce à ce programme, qui n'impliquera pas de nouvelle émission obligataire, Yoshihiko Noda espère soutenir la troisième économie mondiale dont la croissance a stagné au cours des derniers mois, soulevant la crainte d'une récession.

Le gouvernement trouvera les fonds nécessaires dans les réserves du budget existant ainsi que dans le budget alloué à la reconstruction mis en place après le séisme qui a durement frappé le Japon en 2011, a précisé le journal Yomiuri, sans citer ses sources.

Après avoir revu à la baisse sa perspective pour l'économie nippone pour le troisième mois consécutif, Tokyo allouera en priorité ces fonds au secteur des énergies renouvelables, à la santé et à l'agriculture, selon la presse. L'agence de presse Kyodo ajoute qu'ils pourraient également servir à aider les entreprises à faire face à la forte appréciation du yen.

"*C'est mieux que rien, mais, au final, (...) l'impact sera faible*", commente Masayuki Kichikawa, économiste en chef chez Bank of America Merrill Lynch. (Reuters 17.10)

Haut de page

Le 20 octobre

CAUSERIE

Bienvenue au club !

- 50 000 foyers privés d'électricité à cause de vents violents dans le Sud-Ouest - LeMonde.fr

- Paris : 89 000 personnes affectées par une coupure de courant - LePoint.fr

Autant vous dire qu'au moment même où j'écris ces lignes il n'y a pas de courant ici, mais on en a eu toute la nuit malgré la pluie incessante depuis 24h.

Rectification.

J'ai retiré l'adresse d'une vidéo dont je n'avais pas pris le temps de lire la totalité du sous-titrage (traduction) et dont le son était particulièrement mauvais, en anglais que je me maîtrise pas suffisant pour suivre, elle mettait en scène un député d'un parti italien avec lequel nous ne pouvons pas avoir de relations même indirectement ou faire référence à eux, d'extrême droite ou assimilées, nous ne sommes pas comme certains intellectuels ou gens du spectacle que cela ne dérange pas.

Nous, contrairement à eux, nous n'avons pas besoin d'eux pour défendre nos idées dont ils sont également la négation, et nous avons une conscience de classe pour combattre notre ennemi quel que soit le masque qu'il revêt. Contrairement à mes adversaires ou détracteurs, quand je commets une erreur, je le reconnais et je la corrige publiquement.

Passons à autre chose.

J'ai laissé de côté jusqu'à demain mon article sur le POI, tellement c'est sans importance. J'ai visionné et téléchargé des vidéos sur le sionisme, l'histoire de la Palestine, la franc-maçonnerie, etc. jusqu'à 3h15 ce matin (et j'ai continué ce matin depuis 10h).

J'ai découvert des choses que j'ignorais totalement, hallucinant, j'en suis abasourdi, j'ai besoin de vérifier tout cela et de réfléchit à tête reposé, j'ignorais que l'antisémitisme était une création des sionistes et que Theodor Herzl son "*père fondateur*" comme ils l'appellent, celui d'Israël également, évidemment, avait décrit dans un ouvrage la Shoah, tout comme les sionistes étaient en relation avev Hitler tout au long de la Seconde Guerre mondiale, si cela n'était pas confirmé par des rabbins eux-mêmes je ne le croirais pas.

Pourquoi nos dirigeants s'emploient-ils à nous cacher la vérité ? A qui profitent leur silence ? J'ai mis l'adresse de certaines vidéos que j'ai visionnées plusieurs car je n'en croyais pas mes yeux et mes oreilles.

Le documentaire sur la franc-maçonnerie dont j'ai mis l'adresse en ligne, permet en partie de répondre aux questions précédentes, j'aborderai ce sujet plus tard. Ce domentaire a été produit par Jacques Kisner, autrement dit Charles Berg, ex-dirigeant de l'OCI exclu à la fin des années 70 pour malversation, quand je militais dans cette organisation.

Il apparaît que les objectifs que la franc-maçonnerie s'était fixée au cours des XVIIIIe et XIXe siècle avaient été atteints dès 1905 une fois la République (sociale et laïque) solidement établie, et qu'elle aurait dû cesser de jouer un rôle majeur au sein de l'Etat, mais que les francs-maçons en aient décidé autrement, on nous dit que c'était dû au fait qu'ils avaient pris goût au pouvoir, je considère que cette explication est incomplète et ne me satisfait pas.

Je voudrais vérifier qu'elle n'aurait pas un lien avec un autre évènement. C'est justement vers la fin du XVIIIe siècle que le fondateur de la dynastie Rothschild allait envoyer ses fils en Grande-Bretagne et en France notamment, et qu'ils allaient faire fortune jusqu'à devenir les banquiers les plus riches du monde, particulièrement en Grande-Bretagne où la franc-maçonnerie sera très puissante.

C'est aussi à cette époque ou un peu plus tard que les Rothschild dans leur mégalomanie démente mettront au point un plan destiné à se rendre maître du monde pour les siècles à venir. Je ne l'ai pas vérifié, mais il semblerait qu'Herzl n'ait fait que théoriser ou définir de quelle manière sur le plan pratique il serait possible de mettre en oeuvre ou d'accélérer la mise en oeuvre l'idéologie sioniste précédemment imaginée par les Rothschild, et qui comprenait l'extermination du peuple juif dont Hitler s'est inspiré, Herzl étant athée et Rothschild chrétien, cette dernière précision n'étant assurément pas une simple coïncidence.

On reviendra sur tous ces sujets dans les prochains jours.

Je rajouterai des articles dans le site dans la journée. Bon dimanche à tous.

Conclusion et ambiance du Conseil européen de Bruxelles. En Merkhollande.

La chancelière allemande, Angela Merkel, tient "*beaucoup*" à sa relation avec "*le président français*".

"*Je tiens beaucoup à cette relation parce que la chancelière et le président français vont toujours bien coopérer*", a assuré Angela Merkel.

"*Nous sommes tous des gens différents, c'était visible quand vous m'avez vue, moi, avec l'ancien président français, et c'est aussi visible quand vous me voyez avec l'actuel président français*", a-t-elle admis.

"*Et malgré tout, nous trouvons une voie pour coopérer*", a-t-elle souligné. A ce sommet, "*comme vous l'avez vu, nous avons même trouvé une solution au problème concret (sur la supervision bancaire). Et ça compte*", a-t-elle jugé.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, M. Hollande s'était lui aussi félicité d'un "parfait accord avec nos amis allemands", préparé lors d'une rencontre bilatérale avec la chancelière avant le début du sommet.

"*J'ai trouvé, dès que j'ai rencontré Mme Merkel, qu'elle était dans une disposition d'esprit très précise, comme elle l'est toujours, c'est-à-dire d'avoir des étapes, de ne pas les brûler*" et "*nous nous sommes trouvés facilement*", a-t-il assuré.

Dans la nuit, c'est un compromis franco-allemand qui a permis de dégager un accord sur la supervision bancaire, étape clé dans la stratégie européenne de sortie de crise.

Les Européens se sont engagés à s'entendre sur le cadre légal de ce mécanisme en 2013 comme le souhaitait la France, mais à la mettre en oeuvre de manière progressive, selon les voeux de l'Allemagne. (AFP 19.10)

La chancelière Angela Merkel a immédiatement fait savoir que, si le Mécanisme européen de stabilité (MES) pourra recapitaliser les banques quand l'union bancaire sera effective, il n'était pas question qu'il prenne en charge le legs du passé.

L'Espagne, qui a obtenu lors du Conseil européen de juin dernier la promesse d'une recapitalisation de son secteur bancaire pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros, risque d'être la première à pâtir de cette position allemande.

"*Il n'y aura aucune recapitalisation directe rétroactive*", a dit Angela Merkel. "*Si la recapitalisation est possible, elle ne le sera que pour l'avenir, donc je pense que quand le superviseur bancaire sera opérationnel, nous n'aurons plus de problèmes avec les banques espagnoles, du moins je l'espère*."

Paris est une fois de plus en contradiction avec Berlin.

Du côté français, on estime que le dispositif de recapitalisation directe des banques par le MES, dont le préalable était l'union bancaire, pourra être activé dès 2013.

Si l'Espagne demandait une aide européenne pour ses banques, "*il n'y a pas de raison de lui imposer de conditions qui ajouteraient encore de l'austérité à l'austérité alors qu'elle fait tous les efforts nécessaires*", a dit François Hollande.

La déclaration du Conseil ne fait qu'une allusion furtive aux propositions de la Commission, qui prévoient que toutes les banques de la zone euro seront concernées au 1er juillet 2014. Mais l'on assure du côté français que ce sera bien le cas.

"*Un point très important a été acté, c'est que toutes les banques sont appréhendées, sans distinction*", a déclaré vendredi François Hollande à la presse, à l'issue du conseil.

Dans la nuit, une source gouvernementale française avait précisé que "*la totalité du mécanisme de supervision bancaire, c'est-à-dire une supervision effective des 6.000 banques, (serait) une réalité au 1er janvier 2014*" et qu'Angela Merkel s'était "*engagée clairement sur ce point*". (Effectivement Hollande est bien un "imbécile" ou le pigeon rêvé, car l'objectif à terme sera de liquider les banques les plus faibles au profit des vautours plus grosses ou de mieux les "*contrôler*" ou "*superviser*", ce qui revient au même, ce que confirme la suite de cet article. - Ndlr)

Cela étant, la BCE ne supervisera pas au quotidien la totalité des 6.000 banques et délèguera aux superviseurs nationaux la surveillance au jour le jour de la majorité d'entre elles tout en se réservant la possibilité de reprendre la main.

"*La BCE sera en mesure d'assurer, de manière différenciée, une surveillance directe*", souligne le texte du Conseil. (Reuters 19.10)

France. Premières mesures (recettes) adoptées lors de l'examen de la première partie du projet de budget pour 2013.

Les députés français, qui poursuivent vendredi l'examen de la première partie du projet de budget pour 2013, ont désormais adopté les principales mesures de premier projet de loi de finances (PLF) du quinquennat de François Hollande.

L'Assemblée a adopté vendredi les amendements surnommés "*pigeons*", du nom du groupe d'entrepreneurs qui ont contesté la hausse de la taxation des plus-values des cessions. Ces amendements allègent le dispositif initial, qui devait faire rentrer un milliard d'euros dans les caisses de l'Etat mais seulement 200 millions après ajustement.

La contribution exceptionnelle de solidarité de 75% sur la fraction des revenus d'activité professionnelle supérieure à un million d'euros, qui concernera environ 1.500 personnes, s'appliquera au titre des revenus de 2012 et de 2013 et devrait rapporter environ 210 millions par an.

D'autres mesures phares, comme la création d'une tranche à 45% de l'impôt sur le revenu, le maintien du gel du barème de l'impôt sur le revenu instauré par le gouvernement précédent mais avec un mécanisme d'une décote sur les deux première tranches afin d'épargner les contribuables les plus modestes, avaient auparavant été adoptées.

Le barème de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui abroge les assouplissements votés par la précédente majorité et relève ainsi les taux d'imposition des plus gros patrimoines, est également modifié.

La réduction de 2.336 euros à 2.000 euros du plafond de l'avantage fiscal au titre du quotient familial et la modification du barème des frais kilométriques qui prend désormais en compte la puissance du véhicule et l'abaissement du plafond de l'avantage procuré par la déduction forfaitaire de 10% des frais professionnels ont été votés.

Contre l'avis du gouvernement, un amendement du groupe écologiste a été adopté qui interdit à une même personne de faire plusieurs dons de 7.500 euros à des partis politiques différents.

En revanche, le gouvernement a obtenu le rejet de l'amendement du rapporteur général de la commission des Finances, Christian Eckert (PS), qui visait à assujettir les oeuvres d'art d'une valeur de plus de 50.000 euros à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

L'amendement socialiste qui visait à étendre aux résidences secondaires la redevance audiovisuelle a aussi été rejeté en commission.

L'examen de la première partie de la loi de finances pour 2013 devrait se poursuivre samedi et reprendre, si nécessaire, lundi, l'Assemblée devant se prononcer mardi par un vote solennel sur l'ensemble de la partie recette.

Après le vote de cette première partie du PLF, les députés examineront le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2013. Ils engageront ensuite l'examen de la seconde partie du projet de loi de finances, celle des dépenses. (Reuters 19.10)

Parole d'aristocrate en quête de ministère futur. Sans blague ! Mais pourquoi peut-il se permettre un tel aveu ?

"*Les campagnes électorales amènent les candidats à dire des choses qu'ils ne pensent pas pour gagner l'élection*", a déclaré Dominique de Villepin sur BFM TV et RMC Info, à propos de Copé qui avait évoqué un "*racisme anti-Blanc*" et le ramadan en des termes controversés. (Reuters 19.10)

"*Ce que je peux dire, c'est que Copé a des qualités exceptionnelles*", a-t-il dit.

- UMP : Villepin soutient Copé, '*une perle rare*' - LeMonde.fr

- Villepin : "*Copé a été un de mes meilleurs ministres*" - LePoint.fr

Villepin ancien Premier ministre ne peut pas soutenir Fillon ancien Premier ministre, et puis ce serait une occasion pour Copé président de lui retourner le service qu'il lui avait rendu en le nommant dans son gouvernement, on comprend qu'il ait de nobles intentions...

La corbeille (le Bourse) n'est plus faite que pour plumer les pigeons!

- La chute de l'action Google était-elle justifiée? - L'Expansion.com

On reviendra plus tard sur l'évolution du rôle de la Bourse pour permettre au cartel de banquiers de la Fed et leurs alliés d'accroître leur emprise sur l'économie mondiale et les Etats, en gros, notamment, elle remplit la même fonction que la participation dans les entreprises qui enchaîne un peu plus les travailleurs au capitalisme, mais à un niveau supérieur, les sommes en jeu étant considérablement plus importante en Bourse, et la Bourse permettant d'influer directement non pas sur le fonctionnement d'une entreprise mais la totalité des grandes entreprises et multinationales...

A qui profite le crime ? Quand Reuters manipule l'information.

- Un chef du renseignement libanais tué dans un attentat Oliver Holmes et Mariam Karouny - Reuters

- Saad Hariri accuse Bachar al Assad après l'attentat de Beyrouth - Reuters

- Le général Wissam Al-Hassan, un proche de Saad Hariri, tué dans l'attentat - LeMonde.fr

- Attentat à Beyrouth : Hollande appelle à protéger le Liban des tentatives de "*déstabilisation*" - LePoint.fr

Flagrant délit.

Voici ce qui figurait dans l'article de Reuters téléchargé le 20 octobre à 1h14 (heure locale en Inde, eh oui je bossais encore!) :

- "*Les partisans de Hariri ont accusé la Syrie et le Hezbollah chiite d'être les commanditaires de cet attentat, ce que les deux démentent.* "

Voici ce qui figurait dans l'article de Reuters téléchargé le 20 octobre à 11h19, soit 10h plus tard :

- "*Les partisans de Hariri ont accusé la Syrie et le Hezbollah chiite d'être les commanditaires de l'attentat de février 2005.*"

Le démenti apporté par le Hezbollah a disparu, plus loin ils n'ont pas osé supprimer le passage suivant ce qui permet de comprendre immédiatement qui est l'auteur de cet attentat (le Mossad ou la CIA) et qui il visait le Hezbollah allié de Damas et Téhéran :

- A Damas, le ministre de l'Information, Omrane al Zoabie, a déclaré que le régime syrien condamnait "*cette explosion terroriste et toutes ces explosions où qu'elles se produisent. Rien ne les justifie.*" (Reuters)

Mais c'est qu'on devient "*bon*" comme me disait un camarade (P) récemment, et on s'emploie à s'améliorer jour après jour. Je vais vous avouer un truc, passer du temps là-dessus est plus important que de consacrer du temps au POI, NPA et LO.

Informatique. Indiscrétion

- Apple supprime définitivement Java de ses navigateurs - Reuters

Java est un langage informatique qui permet aux programmeurs d'écrire du code capable d'être lu par la quasi-totalité des ordinateurs. Il est largement utilisé sur internet car il permet aux sites d'être accessibles depuis de nombreux navigateurs, sur Mac comme sur les PC équipés du système Windows de Microsoft.

Java a suscité des craintes en termes de sécurité qui ont conduit certains experts à recommander aux internautes de ne l'utiliser qu'en cas de nécessité.

Fin août, des experts européens ont identifié des failles de Java exploitées par des pirates pour lancer des attaques informatiques. Oracle a ensuite mis plusieurs jours à publier une mise à jour de Java afin de corriger ces défauts.

Adam Gowdiak, chercheur de la société de sécurité polonaise Security Solutions, a déclaré vendredi avoir décelé depuis deux nouvelles failles de Java qui rendent les ordinateurs vulnérables aux attaques. Il estime que la suppression de Java des navigateurs des Mac permet donc de réduire ces risques. (Reuters 19.10)

ACTUALITE EN TITRES

Offensive de la réaction

- Le couac de Jean-Pierre jouyet sur «les canards boiteux» - Liberation.fr

- Alimentaire : les industriels en plein ulcère - Liberation.fr

- Rejet par les députés de la taxation des oeuvres d'art - Reuters

Les députés français ont rejeté vendredi l'amendement visant à assujettir les oeuvres d'art d'une valeur de plus 50.000 euros à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). (Reuters 19.10)

- La France est-elle trop généreuse avec ses chômeurs? - L'Expansion.com

- L'étude sur la nocivité d'un maïs OGM réfutée par six Académies - Reuters

- Google achève sa semaine mouvementée par un bras de fer avec la France - AFP -

- La Pussy Riot libérée saisit la Cour européenne de Strasbourg - 20minutes.fr

- Intervention au Mali : "*Nous ne devons plus perdre la moindre seconde*" - LePoint.fr

Ceci explique cela, notamment.

- Le rapport Gallois prônerait un '*choc*' de compétitivité de 30 milliards d'euros - LeMonde.fr

- 27,5 milliards d'euros : ce qu'aurait pu rapporter la taxe sur les oeuvres d'art d'une valeur supérieure à 50 000 euros - Atlantico.fr

- Plus-values de cession: ce que les Pigeons ont obtenu - L'Expansion.com

Encré à gauche sans se tacher les doigts quand même.

- Maurel (PS) : «*Les militants veulent un parti ancré à gauche*» - LeFigaro.fr

En famille, une histoire d'amour entre le Medef et le PS.

Parisot prend la défense de Hollande... on sait pourquoi.

- Parisot tance Karl Lagerfeld, «*un provocateur qui peut être grossier*» - 20minutes.fr

Avant-hier il l'avait traité d'imbécile. Elle se décarcasse pour que le consensus Medef-PS se passe pour le mieux, et voilà qu'il y en a un qui vient jouer les trouble-fête, un peu de tenue Karl, enfin !

« ***Apprenez que tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute*** ». (La Fontaine).

- Parisot trouve Montebourg "*très sexy*" en marinière - L'Expansion.com

Social-libéralisme et social-patriotisme font bon ménage.

- Montebourg veut des rayons "*made in France*" dans les supermarchés - L'Expansion.com

Quelle question !

- Mohamed Merah: Pourquoi les services secrets ont-ils arrêté de le surveiller quand il a commencé à préparer ses actions?
- 20minutes.fr

Pourtant vous en connaissez une, non ?

- Stanley Fischer : '*Je ne sais pas quelle pourrait être l'alternative à l'austérité*' dans la zone euro - LeMonde.fr

Qu'est-ce qui conduit à l'austérité ? Mais aussi dans quel objectif ? Révisez vos classiques, 1929, 1933, 1939... Expansion-profit-récession-dépression-profit-guerre-profit-expansion-profit et ainsi de suite, non ?

Naïveté. Même sans être volées, c'est plus discret !

- Les berlines de luxe volées servaient au trafic de drogue - LeParisien.fr

Comment ils ont eu la peau de Berlusconi trop laxiste à leur goût.

- Italie. Rubygate : Berlusconi nie en bloc - Le Nouvel Observateur

Laquelle ?

- La queue a-t-elle encore un avenir ? - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Espagne

Les deux principaux syndicats espagnols ont lancé, vendredi, un appel à une grève générale le 14 novembre pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement de Mariano Rajoy.

Il s'agit de la seconde grève générale organisée depuis l'arrivée du conservateur Mariano Rajoy au pouvoir en décembre après la victoire de sa formation, le Parti populaire, aux élections législatives du 20 novembre dernier.

Elle coïncidera avec un mouvement de même nature prévu le même jour au Portugal voisin. "*Le 14 novembre prochain, nous aurons la première grève générale ibérique de l'histoire*", a dit Fernando Lezcano, porte-parole des Commissions ouvrières, principale centrale syndicale espagnole.

C'est également la première fois dans l'histoire de l'Espagne que deux grèves générales seront organisées la même année. Cette initiative intervient alors que le mécontentement social face aux mesures d'austérité et face à la persistance du chômage ne cesse de croître dans le pays. (Reuters 19.10)

2- Grande-Bretagne

Plusieurs dizaines de milliers de personnes devraient défiler samedi dans les rues de Londres pour dénoncer les mesures d'austérité voulues par le gouvernement de David Cameron.

Le Trade Union Congress (TUC), confédération qui regroupe les organisations syndicales britanniques, prévoit la venue de manifestants de tout le pays pour ce défilé baptisé "*un avenir qui marche*" dans le centre de la capitale. Des manifestations similaires sont prévues à Glasgow et à Belfast.

"*Il devient de plus en plus évident que l'austérité est en train d'échouer*", a estimé Brendan Barber, secrétaire général du TUC. "*Plus de deux millions et demi de personnes sont sans emploi et trois millions d'autres ne travaillent pas assez pour boucler leur fin de mois, et depuis trois ans les salaires ne cessent de baisser chaque mois*", a-t-il expliqué.

En mars 2011, près de 250.000 personnes avaient participé à une manifestation organisée par le TUC à Londres, le plus grand rassemblement depuis les défilés contre l'intervention militaire en Irak en 2003. (Reuters 19.10)

3- Afrique du Sud

Les mineurs du producteur d'or Gold Fields ont mis fin à leur grève vendredi en Afrique du Sud où le président Jacob Zuma a

promis d'accélérer les investissements pour répondre aux doléances qui alimentent le pire conflit social du pays depuis l'apartheid.

En revanche, la grève en cours depuis un mois à l'Anglo American Platinum, plus gros producteur mondial de platine, ne montre aucun signe d'apaisement et les employés de la mine d'or de Kusasalethu, exploitée par Harmony's Gold, n'ont pas davantage repris le travail.

Le gouvernement appelle les mineurs à reprendre le travail et les entreprises ont été encouragées à lancer à des centaines de grévistes illégaux des ultimatums les menaçant de licenciements, une tactique de négociation brutale qui semble porter ses fruits.

Gold Fields, 4e producteur mondial d'or, rapporte qu'environ 11.000 mineurs, menacés de renvoi à moins qu'ils ne reprennent le travail d'ici jeudi, étaient revenus travailler après un arrêt d'un mois dans son exploitation de KDC West, située à Carletonville, à 40 km à l'ouest de Johannesburg.

Le producteur a licencié 1.500 travailleurs qui ne sont pas venus travailler à KDC West et a prévenu 8.500 travailleurs en grève sauvage à KDC East qu'ils avaient jusqu'au début de la semaine pour se manifester ou perdre leur emploi.

Environ 15.000 travailleurs ont été licenciés ces deux dernières semaines, bien que les analystes estiment que la plupart devraient être réembauchés en raison du coût très élevé et du temps nécessaires pour leur trouver des remplaçants.

Environ 35.000 mineurs, soit 7% de la main-d'oeuvre totale de la branche sont en grève et menacés de licenciement, même si à peu près le même nombre a repris le travail. (Reuters 19.10)

4- Etats-Unis

Le fabricant de puces électroniques Advanced Micro Devices (AMD) a annoncé vendredi qu'il supprimerait près de 15% de ses effectifs (12.000 salariés), pour faire face à un ralentissement de la demande mondiale, et a fait état de prévisions décevantes pour le 4e trimestre, ce qui fait chuter le titre de plus de 14% à Wall Street. (Reuters 19.10)

Haut de page

Le 22 octobre

CAUSERIE

En lisant ma production des deux derniers jours, vous aurez confirmation ou compris que j'ai bien les deux pieds sur terre ou toute ma tête, car c'est indispensable pour aborder les sujets traités ici. Ni mégalomane ni paranoïaque, ni enclin à verser dans la "*théorie du complot*", ce sont habituellement les arguments avancés par ceux qui ont quelque chose à cacher ou qui fuit la vérité parce qu'elle leur est insupportable, ils n'ont aucune emprise sur moi, j'essaie tout simplement d'être le plus lucide possible, un crime paraît-il, soit.

Je continue de télécharger des vidéos et de lire des articles sur Internet sur les différents sujets que nous avons abordés les derniers jours, au fur et à mesure j'affine mon analyse ou je rectifie si nécessaire, on aborde des questions contreversées ou un terrain glissant ou beaucoup de gens se sont méticuleusement appliqués à nous dresser des bâtons dans les roues pour nous empêcher d'accéder à la vérité, il faut donc être d'une extrême prudence avant de se prononcer de façon définitive, seuls les faits établis et vérifiables compteront.

Surtout il faut tenir compte de qui écrit, la personnalité de cette personne, qu'est-ce qui pour elle présente le plus d'intérêt dans la vie, ses goûts, ses fréquentations, et de la faiblesse humaine qui pour un oui ou un non peut écrire du jour au lendemain le contraire ou se contredire sans se justifier, ce qui pour nous est inqualifiable, inacceptable évidemment, c'est très délicat à démêler le vrai du faux, mais nous persistons dans notre effort pour y parvenir, et puis il faut éviter les amalgames et les généralisations, il ne faut rien laissé au hasard. Si on a commis une erreur, on rectifiera. Avançons lentement et prudemment.

Rédigé samedi soir.

J'ai retranscrit en substance un passage du documentaire figurant dans le site (adresse YouTube dans la rubrique Vidéo) consacré à la franc-maçonnerie.

- Les francs-maçons deviennent ceux qui profitent du système politique qu'ils ont établi aux alentours de 1905 pour continuer de le dominer indépendamment du jeu normal des institutions, une fois leur projet intellectuel, spirituel ou moral réalisé, la République solidement établi, l'Eglise ayant perdu l'essentiel de ses prérogatives ou pouvoirs.

Après la Première Guerre mondiale l'anti-maçonnisme et l'anti-sémitisme vont se conjuguer et créer un concept redoutable facile à comprendre pour l'opinion publique : le complot judéo maçonnique.

Il ressort de cet extrait et de ce documentaire dans sa totalité, que la franc-maçonnerie ne puisse pas être assimilée au sionisme, puisqu'elle en fut elle-même la victime, et qu'elle remplirait plutôt une fonction progressiste au sein de la société, toutefois en utilisant le conditionnel pour au moins trois raisons qu'il nous faudra éclaircir par la suite.

La première, parce que ce documentaire ne rend compte que de la franc-maçonnerie en France, la seconde, parce qu'il ne rend compte que de certains aspects disons publics de la franc-maçonnerie, et enfin, parce qu'il y manque ses rapports avec le monde de la finance qui est déterminant dans la marche du monde depuis plus d'un siècle, jusqu'à prétendre imposer un Nouvel Ordre mondial à tous les peuples une fois rendus à l'état de serfs (N. Rockefeller).

Donc, au regard des maigres données dont je dispose à ce jour, je serais porté à dire que je suis dans l'impossibilité de trancher cette question. Cependant, si vous avez visionné ce documentaire, vous aurez constaté qu'il y manque un autre élément déterminant.

Après qu'il eut été rappelé à juste titre que la réaction avait pratiqué un amalgame entre franc-maçonnerie et judaïsme, il n'apparaît nulle part la véritable origine de l'antisémitisme lié justement à la finance, plus précisément aux Rothschild déjà très puissants en France, il y est bien question de la vengeance des catholiques exercée par Pétain et le régime de Vichy ainsi qu'Hitler ou le régime nazi aussi bien à l'encontre des juifs que des francs-maçons, sans que l'on sache ni d'où elle venait véritablement, qui en était le ou les véritables inspirateurs ou théoriciens sur le plan idéologique, ni son véritable objectif politique, sachant par ailleurs qu'Herzl, Hitler, Rothschild et les siens partageaient la même idéologie et poursuivaient le même objectif.

Cette lacune est pour le moins surprenante, car ni le producteur, ni les réalisateurs et ni les personnalités intervenant dans ce documentaire n'étaient censés ignorer que ce facteur fut en grande partie à la fois à l'origine de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, plus particulièrement de la chasse aux sorcières organisée contre les francs-maçons et les juifs pour les exterminer.

Y aurait-il au sein de la franc-maçonnerie la même répartition cynique des rôles qui existe au sein de la communauté d'origine juive, entre d'une part les membres d'une élite restreinte appelée à vivre et à assumer le pouvoir désigné par les Rothschild, Rockefeller et Cie., et d'autre part le plus grand nombre qui serait au mieux appelé à survivre ou pire à disparaître ? C'est notamment à cette question précise qu'il nous faudra répondre pour la trancher définitivement ou de manière satisfaisante.

Pendant qu'on y est, on pourrait poursuivre en posant la même question à d'autres acteurs : les partis ouvriers. Comment se fait-il qu'ils se soient employés à cacher systématiquement la vérité à leurs militants sur autant de questions déterminantes pour comprendre dans quel monde nous vivons ? Cette partie figure plus loin.

Comment j'ai fait confiance à un parti et des dirigeants qui m'ont sciemment caché la vérité, induit en erreur, laissé dans l'ignorance de 1977 à 2012.

En 1978 j'ai participé à un GER (groupe ou groupement d'études révolutionnaires, j'ai oublié le terme exact, peu importe), un stage de formation si vous voulez, pendant plusieurs mois avant d'être "*coopté*" à l'OCI (Organisation communiste internationaliste), ancêtre du courant communiste internationaliste (CCI) du PT, puis du POI qui de fait dirige et contrôle ce parti, pendant lesquels furent abordés notamment l'histoire de la lutte des classes au cours des siècles précédents et plus particulièrement la période couvrant le XXe siècle, donc la crise économique des années 20-30 et les deux guerres mondiales, etc.

Jamais les questions que nous avons abordées plus haut n'ont été traitées, pas un mot sur la nature de l'antisémitisme et l'origine du sionisme, pas un mot sur le rôle des banquiers Rothschild et Rockefeller ne fut évoqué, ni la collusion entre eux et le régime nazi et de Vichy, ni la déclaration de Balfour, ni Bilderberg, ni la Commission Trilatérale, ni le Nouvel Ordre mondial, et si je ne dis pas de bêtise ni l'Union européenne qui existait pourtant depuis 21 ans, ni un tas d'autres questions importantes, qui, si on ne les aborde pas et on n'y apporte pas de réponses claires ou satisfaisantes, ne permettront pas de comprendre comment fonctionne réellement la société.

J'ai peut-être une mauvaise mémoire, mais il se trouve que lors de mon départ en Inde en 1996, parmi la caisse de livres que j'avais emportée figurait le manuel de GER que j'avais utilisé 18 ans auparavant, environ 150 pages, la couverture était bleu marine, je l'ai consulté à de nombreuses reprises quand je me suis remis au militantisme après le 11 septembre 2001, car j'avais hâte de retrouver un bon niveau politique, mais par manque de chance il a disparu dans les flots lors du tsunami de décembre 2006 ainsi que les neuf dixième de ma bibliothèque, donc je ne pourrais pas évoquer en détail quel en était le contenu exact. Des anciens camarades de l'OCI auront peut-être à coeur de confirmer mes assertions, ce dont je leur serais reconnaissant.

Il y a des choses d'une extrême importance que l'on n'oublie pas dans la vie, je pense que vous serez d'accord avec moi, et celle-ci en fait partie. Apprendre par hasard que le sionisme est à l'origine de l'antisémitisme à 57 ans, c'est terrible camarades,

terriblement humiliant. J'ignorais également totalement que ceux qui avaient financé "*les alliés*", le "*camp de la paix et de la démocratie*", les "*vainqueurs*" de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, les banquiers Rothschild, Rockefeller, etc. avaient également financé le camp adverse, Hitler, Mussolini, Franco, etc. Si les profs d'histoire sont finalement des cancres, mes formateurs de l'OCI ne valaient guère mieux en somme, dont Christian Eyschen.

Là je me dis stop, trop c'est trop ! Te rends-tu compte à quel point tu as pu être ignorant jusqu'à présent, et tu t'es permis de t'exprimer sur un tas de sujets, en fait j'ai commis des erreurs involontairement, c'est grave. J'ai été berné par les Lambert, Gluckstein et leur cour d'intellectuels de merde au-delà de tout ce que j'ai pu imaginer jusqu'à ce jour.

Qu'on se comprenne bien, la tâche d'un militant, d'un cadre ou dirigeant, d'un parti combattant pour la révolution socialiste internationale, c'est d'organiser les travailleurs en intervenant dans la lutte des classes, donc de construire le parti, ensuite de tout faire pour élever le niveau de compréhension de la société des travailleurs et évidemment des militants de son propre parti, c'est la moindre des choses. Et bien force est de constater qu'ils ont fait exactement l'inverse en nous maintenant dans l'ignorance la plus profonde pour mieux nous manipuler, je le savais depuis un moment déjà, mais pas à ce point-là.

S'ils emploient les mêmes méthodes que notre ennemi, profiter de l'ignorance des militants et les y maintenir indéfiniment, quelles sont leurs véritables intentions ? On est en droit de se poser cette question parfaitement légitime, non ? Ils peuvent toujours hurler à la calomnie, on s'en contrefout totalement, les faits sont établis et c'est pour nous l'essentiel. Viendraient-ils nous dire que nous n'étions pas prêts à entendre la vérité et capables de faire la part des choses qu'ils s'enfonceraient un peu plus, c'est justement l'argument qu'emploient ceux qui tiennent à cacher la vérité aux travailleurs, l'argument favori des staliniens notamment, les travailleurs sont tellement cons, c'est bien connu.

Nous, nous partons du postulat inverse, en estimant qu'à partir du moment où l'on est capable de présenter les choses simplement et de manière cohérente, la plupart des travailleurs et des militants sont en mesure de réfléchir et de comprendre de quoi on leur parle et de progresser.

A ceux qui ont découvert le site récemment, je conseille de lire mes premières causeries qui remontent à août 2008, où j'ai beaucoup parlé de mon parcours personnel, d'où je viens, je pourrais l'évoquer encore ici brièvement.

Parvenu à l'âge de 19 ans j'étais un ignare fini, un abruti, un arriéré comme l'on dit, totalement arriéré, comme mes parents. Il m'a fallu acheter un dictionnaire pour pouvoir lire les livres un peu sérieux que je commençais à aborder en suivant les conseils de copains qui eux avaient eu la chance d'aller à l'école publique, puis au lycée et pour certains à l'université, la philosophie. Je venais de découvrir en fréquentant les grands frères de mes copains que j'étais totalement incapable de comprendre de quoi ils parlaient, donc je restais à l'écart en espérant qu'ils ne me demandent pas mon avis tellement j'avais honte de mon ignorance, j'ai vécu cette expérience comme l'humiliation suprême de ma vie, encore jusqu'à présent d'ailleurs, rien ne l'a égalé à ce jour, pas même ce que m'on fait subir des dizaines de patrons par la suite.

C'est à cette occasion que je me suis fixé pour objectif de lutter toute ma vie contre mon ignorance, contre l'ignorance en général, sous toutes ses formes. J'ai considéré que c'était une tare, à l'époque pire que d'être pauvre puisque j'étais issu d'un milieu ouvrier pauvre, mon père était menuisier en bâtiment. En y repensant, cela doit être à partir de ce jour-là que j'ai estimé qu'au lieu de penser à mon avenir comme certains pensent à leur carrière professionnelle, je m'en suis détourné pour ne plus penser qu'à vaincre cette terrible ignorance, un fléau, une gangrène, une maladie honteuse dont il était possible de venir à bout puisque mes copains l'avaient vaincue, tel était mon état d'esprit.

J'avais 19 ans, j'en ai 57 et depuis cette obsession ne m'a jamais quitté un instant. Alors imaginez un instant ma réaction (violente) après ce que j'ai découvert ces derniers jours ? Un cauchemar ! J'ai eu l'impression de revivre ce que j'avais vécu 38 ans auparavant. Vous savez que j'ai peu dormi depuis deux semaines à cause des coupures d'électricité et que j'étais complètement crevé, déjà avant d'ailleurs, j'ai atteint la limite de l'épuisement, par chance j'ai réussi à mieux dormir deux jours de suite, du coup hier j'ai bossé jusqu'à 3 heures du matin et la veille jusqu'à 2 heures, je voulais tout voir, tout entendre, tout de suite, sans délais, je ne voulais pas rester une minute, une nuit de plus sans savoir la vérité, cette vérité que l'on dit révolutionnaire et que des manipulateurs professionnels m'avaient caché si longtemps. Surtout, je voulais la partager avec mes camarades, tous ceux qui se connectent sur le site et qui l'ignorent sans doute aussi, peut-être, je n'en sais rien, sûrement pour certains.

Connaître la vérité n'a d'intérêt que lorsqu'on la partage avec le plus grand nombre pour qu'elle finisse par triompher un jour, sinon à quoi bon, pour se dire plus intelligent que les autres, c'est grotesque comme comportement, indigne. Oui, c'est cela, ces dirigeants ne sont pas dignes que des militants leur accordent la moindre confiance, et qu'ils n'osent pas feindre d'ignorer la vérité, ils ont évoqué à de rares reprises le Nouvel Ordre mondial sans jamais s'aventurer à en décrire le fonctionnement ou la structure, on en a la preuve, impossible de le nier, donc ils savaient parfaitement de quoi ils retournaient, mais ils sont trop corrompus pour l'avouer. Il est 0h15, j'arrête là, je tombe de fatigue. Quelque part je suis écoeuré au dernier degré, dégoûté, et d'un autre côté, je suis heureux d'être moins ignorant que la veille.

Je rajoute quelques mots en me relisant et en corrigeant lundi après-midi.

Je ne l'ai pas précisé, mais il va de soi que lorsque je militais à l'OCI de 1978 à 198, puis lorsque j'ai repris contact avec le PT en 2001 en m'abonnant à *Informations ouvrières* et en me rendant à leur siège à Paris en 2002, j'avais une confiance totale en eux, jamais je n'avais soupçonné ce que j'allais découvrir plus tard ni l'existence de Bilderberg, la Commission Trilatérale, etc.

Brouillon d'un courriel destiné à des organisations anti-sionistes ou opposées au Nouvel ordre mondial que je n'ai pas envoyé.

Qu'est-ce qui est à la racine, à l'origine du sionisme, de l'idéologie imaginée par N. Rothschild au début du XIXe siècle ou même avant, de cette idéologie théorisée par Theodor Herzl au début du XXe siècle et dont ce sont inspirés Hitler et les nazis pour exterminer les juifs par millions ?

Réfléchissez. La finance, le capitalisme financier qui allait finir par dominer le capitalisme suivant un processus dialectique et qui reproduirait les mêmes atrocités si on ne l'éradiquait pas définitivement, c'est-à-dire qu'il faut liquider le système économique capitaliste qui a engendré le capitalisme financier, etc. et non une partie ou un pan de ce système économique.

Et à ce système économique basé sur l'appropriation des moyens de produire les richesses, il n'existe pas d'autre alternative possible que l'appropriation des moyens de produire les richesses par la collectivité toute entière, disons les travailleurs manuels et intellectuels une fois qu'ils auraient constitué leur propre Etat social sur les cendres de l'Etat capitaliste, de la finance, sioniste. Il n'existe aucune autre alternative ni de moyen terme possible sauf à vouloir revivre à nouveau... ce que nous voulons justement nous débarrasser.

Le courriel que j'ai adressé dimanche après-midi aux auteurs du portail 911nwo.info qui ont dénoncé la supercherie des attentats du 11 septembre 2001 ou qui prétendent combattre contre le Nouvel ordre mondial. Je vais en adresser une copie à Thierry Meyssan, président du Réseau Voltaire.

Courriel adressé hier au portail 911nwo que j'ai légèrement corrigé ou complété.

Il y a des intellectuels sans doute honnêtes au départ, qui vont parvenir à comprendre que le Nouvel ordre mondial constitue une réelle menace pour l'humanité, puis effrayés par leur découverte ou tout simplement parce qu'ils sont déconnectés de la lutte des classes en laquelle ils ne croient pas non plus, ils vont progressivement ou brutalement faire marche arrière, affaiblis par l'absence de perspective politique pour mettre à bas ce plan criminel, ils vont basculer ou se faire récupérer par des organisations à la solde de l'oligarchie financière et de l'élite intellectuelle qui l'a conçu ou œuvre à sa réalisation. En voici une preuve.

On peut lire dans le portail 911nwo :

- Dans le document audio ci-joint (http://www.dailymotion.com/video/xelyhi), Pierre Hillard informe qu'il va limiter les conférences de presse et les interviews concernant le Nouvel Ordre Mondial, car pour lui c'est humainement cuit en ce qui concerne le NWO : il n'y a plus grand chose à dire, on assiste maintenant à la mise en place du Nouvel Ordre mondial. (http://911nwo.info 13.10.2010)

Puis, les auteurs de 911nwo ont rectifié en faisant savoir que Pierre Hillard n'avait pas décidé de déserter le combat contre le Nouvel ordre mondial, puisqu'il participerait à une conférence à Toulon en décembre 2010 sur ce thème...

Pourquoi pas. Puis en me connectant sur Wikipédia, j'apprends qu'" Il est depuis octobre 2012 éditorialiste sur le site Internet Boulevard Voltaire, lancé par Robert Ménard ", qui justement appartient à cette flopée d'intellectuels réactionnaires abonnés au Nouvel ordre mondial ou présenté comme tel par Thierry Meyssan, le président du Réseau Voltaire. Question : êtes-vous vraiment certain que Pierre Hillard n'aurait pas changé de camp depuis ou retourné sa veste ?

Si je puis me permettre, votre naïveté est sidérante, combattre les pires criminels de l'humanité par la "non-violence" (déclaration figurant dans la présentation de leur portail), on nage là en plein délire, à moins que...

Vous faites partie de ces intellectuels farouchement anti-marxistes, antisocialistes ou anticommunistes pour n'y avoir rien compris ou par ignorance, or l'interprétation du développement historique du capitalisme qui a conduit à ce qu'une minorité concentre les richesses et le pouvoir politique entre leurs mains est un processus dialectique qui découle des fondements économiques et sociaux du capitalisme et que Marx et Engels s'étaient employés à décrire. Ils n'ont rien inventé de ce point de vue-là, ils n'ont fait que découvrir les lois internes qui régissaient ce processus et devaient conduire infailliblement, soit à l'établissement d'un Nouvel ordre mondial incarné par une poignée de banquiers et d'intellectuels, soit à un monde débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression propre à un système économique reposant sur la division de la société en classes (et en Etats) aux intérêts antagoniques et irréconciliables ne profitant qu'à une infime minorité de privilégiés au détriment de l'immense masse de la population réduite en esclavage ou dépourvue de tout droit social et politique.

Ce Nouvel ordre mondial, s'ils parvenaient à l'instaurer coïnciderait avec l'extinction non pas des classes, mais de la lutte des classes, qui seule a permis à la civilisation humaine de progresser vers son émancipation du règne de la nécessité au cours

des derniers millénaires. C'est elle qui est le moteur principal du progrès social (je rajoute après coup, que j'ai laissé volontairement de côté les forces productives pour ne pas alourdir inutilement ma démonstration.) . Le nier ou ne pas en tenir compte, refuser les conclusions qui découlent des enseignements de la lutte des classes du passé que Marx et Engels n'ont fait que théoriser si l'on veut, conduit infailliblement à une impasse politique, à l'impuissance, et finalement à rendre possible l'établissement de ce Nouvel ordre mondial que nous combattons, à la victoire finale, définitive de la barbarie qui coïnciderait en réalité avec l'extinction ou la disparition de la civilisation humaine.

Vous me faites penser aux anti-sionistes qui ont identifié quelle était l'origine idéologique de l'antisémitisme, mais qui refusent de remonter à son origine sur le plan de la lutte des classes, et dont pour cette raison le discours est incohérent ou inaudible et s'encanaille avec l'extrême droite, origine qui prend sa source dans l'inégalité qui existe entre les classes entre ceux qui vivent de leur travail en produisant des richesses, et ceux qui vivent soit en exploitant directement le travail d'autrui, soit en tirant profit des richesses qu'ils n'ont pas produit eux-mêmes, faire de l'argent à partir de l'argent des autres, le propre par excellence du banquier. Or c'est justement un banquier, N. Rothschild, qui est l'idéologue qui a imaginé se rendre maître un jour du monde ou ce Nouvel ordre mondial, T. Herzl n'ayant fait que le théoriser d'une certaine manière...

Bref, c'est cette inégalité sociale, qui est le fondement du capitalisme, qui a produit le sionisme, qui a conduit à toutes les atrocités que nous avons vécues depuis plus d'un siècle ainsi que l'oligarchie financière qui domine le monde. Donc, vous pouvez mener tous les combats que vous voulez, ils sont perdus d'avance si vous n'avez pas pour objectif l'éradication du capitalisme de la surface de la planète qui a été théorisé par les fondateurs du socialisme scientifique. S'en remettre à l'ONU, précurseur ou temple de ce Nouvel ordre mondial ou militer pour un capitalisme plus humain est du domaine de l'illusion ou de l'ignorance.

J-C Tardieu (milarepa13@yahoo.fr – www.luttedeclasse.org)

PS. J'ajoute ce passage qui confirme ce que vous venez de lire.

(http://www.bvoltaire.fr/pierrehillard/victoire-de-loligarchie,1592)

Victoire de l'oligarchie (article signé Pierre Hilllard – 11 octobre 2012)

« *A la lecture de ces quelques articles, on ne peut que constater qui est le maître.*

Nous sommes convaincus que les ardents défenseurs de la souveraineté nationale vont occuper tous les plateaux de télé et saisir tous les micros pour dénoncer l'instauration de cette dictature financière nous rangeant à l'état d'esclaves taillables et corvéables à merci. »

Vous avez bien lu , c'est foutu, déposez les armes, cessez le combat, tel est le message très clair de ce représentant du Nouvel Ordre mondial, Meyssan ne s'était pas trompé. Fin.

Réflexion générale avant de poursuivre

Vous remarquerez chers camarades que je ne passe pas mes dimanches sous les cocotiers, j'aurais eu du mal aujourd'hui il pleuvait !

J'ai visionné ou plutôt j'ai noté les adresses d'une quinzaine de vidéos que j'ai découverte et qui m'intéresse particulièrement, sur les sujets que nous avons abordés les derniers jours. Ma connexion étant trop lente et le téléchargement se bloquant au bout d'un moment il me faudra plusieurs semaines avant de les visionner toutes, mais j'y arriverai, vous savez à quel point je suis déterminé.

Avant cela on pourrait faire un point pour déblayer le terrain si je puis dire. Il n'a jamais été aussi facile de se faire manipuler, à côté des professionnels qui opèrent sur Internet, nos dirigeants qui nous ont maintenu dans une profonde ignorance ou nous ont sciemment caché une partie essentielle de la vérité sont des apprentis. Nous allons essayer de procéder par ordre et de récapituler tout ce que nous avons appris ces derniers jours, et si nécessaire nous corrigerons par la suite les erreurs qui auraient pu se glisser ici ou là ou préciser certains points particuliers qui présentent un intérêt pour la compréhension du monde tel qu'il est véritablement.

A propos d'anti-sionistes et d'intellectuels opposés au Nouvel ordre mondial

Nous sommes en présence d'intellectuels, de personnalités, d'organisations, de partis qui prétendent combattre le sionisme ou le Nouvel ordre mondial synonyme de la dictature de l'oligarchie financière et de l'élite intellectuelle qui couvre ses plans criminels, comme dernière étape du développement du capital au stade de l'impérialisme, d'un processus dialectique et historique qui a débuté aux alentours de la fin du XVIIe siècle, bien avant que le capitalisme triomphe du système féodal sur le plan économique et de la monarchie sur le plan politique, appelé aussi l'Ancien régime.

Parmi les anti-sionistes, il y en a qui sont organisés en parti, leur objectif est de faire en sorte que les couches de la bourgeoisie liées au judaïsme dans sa version originelle, prétendent-ils, parviennent au pouvoir. Ils sont alliés à des musulmans qui de leur côté revendiquent le même objectif à partir d'une lecture du Coran, ainsi qu'à des courants catholiques qui seraient animés des mêmes bonnes intentions. L'ensemble concoure à instaurer une société se reconnaissant dans un dieu unique qui n'aurait pas de nom ou tous à la fois de telle sorte qu'aucun ne s'opposerait aux autres si j'ai bien compris leur démarche.

En tout état de cause, ils se situent sur un terrain idéologique faisant la part belle à la religion tout en était totalement étranger à la lutte des classes qu'ils ignorent dans leurs déclarations ou discours. Du coup, ils en arrivent à s'encanailler avec des éléments ou des partis d'extrême droite dont l'idéologique présente un caractère de classe bien précis qui consiste à combattre le socialisme qui incarne le bien-être de l'humanité et la paix sans distinction de peuple ou de race, de telle sorte qu'ils se retrouvent à s'allier avec ceux qui prônent une idéologie raciste et antisémite similaire à celle des auteurs de la Shoah ou de l'extermination par millions de juifs par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Bien entendu, ne se situant pas sur le terrain de la lutte des classes, tout du moins en apparence, ils ne remontent pas à l'origine du sionisme dont les racines sont issus des fondements mêmes du capitalisme, plus précisément du capitalisme financier qu'incarneront les Rothschild dès la fin du XVIIe siècle.

Parmi les opposants au Nouvel ordre mondial, on trouve différentes catégories d'intellectuels, dont certains sont organisés et d'autres demeurent plus ou moins isolés.

Ils vont présenter exactement le même défaut que les anti-sionistes que nous venons de décrire, à savoir qu'ils sont incapables jusqu'à présent de se situer sur le terrain de la lutte des classes ou pour être plus précis, d'intégrer dans leurs analyses les enseignements du capitalisme résultant des travaux de Marx et Engels, ainsi que la lutte des classes au cours de la seconde moitié du XIXe siècle au moment de la phase progressiste ou révolutionnaire du capitalisme et de sa phase déclinante ou réactionnaire au ours du XXe siècle.

Précisons et nous y reviendrons plus loin, à leur décharge, qu'ils ont été d'autant plus enclins à adopter ce comportement ou cet état d'esprit, que le mouvement ouvrier s'est avéré totalement sclérosé ou décomposé notamment au cours de la seconde moitié du XXe siècle, quand il n'a pas littéralement capitulé devant les tenants du Nouvel ordre mondial.

Parmi ces intellectuels, il y a ceux qui ne comprenant pas le rôle de l'ONU s'en remettent à cette institution qui fait justement figure de gouvernement mondial ou aspire à le devenir au détriment des intérêts de tous les peuples de la planète, ou qui s'en remettent à sa Charte qui remplit précisément la fonction de Constitution de ce Nouvel ordre mondial.

Charte à laquelle les différentes puissances impérialistes feront appel au cours des décennies écoulées sans forcément en respecter les termes, indiquant bien par là qu'elle n'avait été conçue que pour avoir un rôle coercitif envers les Etats que les maîtres du monde avaient décidé de soumettre à leur dictature, tandis que leurs alliés (Israël notamment) pourraient la piétiner ou piétiner allègrement et de manière continue pendant 60 ans les résolutions adoptées par cette institution, sans que personne finalement ne trouve rien à y redire, de telle sorte que s'en réclamer ne fait que manifester l'impuissance de ceux qui s'en réclament ou réclament son application stricte de la part de tous les Etats qui l'ont ratifiée. Cela a été et demeurera un voeu pieux et sans lendemain. Parmi ces intellectuels figure le Réseau Voltaire notamment.

D'autres intellectuels qui dénoncent les crimes et les dangers, qui revendiquent leur opposition à l'établissement de ce Nouvel ordre mondial, sont parvenus à en comprendre le fonctionnement, les tenants et les aboutissants, mais là encore, incapables de se situer sur le terrain de la lutte des classes d'un point de vue marxiste, ils avouent eux-mêmes leur impuissance à le combattre et ne proposent aucune alternative au capitalisme. Parmi eux figurent les auteurs de la vidéo sur la monnaie et l'emprise des familles Rothschild et Rockefeller sur les Etats-Unis et l'économie mondiale.

D'autres intellectuels sont parvenus à faire le lien entre les attentats du 11 septembre 2001 et le cartel des banquiers internationaux de le Fed, tout en refusant de se situer sur le terrain de la lutte des classes ou niant son existence, du coup ils n'ont rien trouvé de mieux que de vouloir lutter contre les mégalomanes criminels à la détermination sans faille et au cynisme sans limite qui caractérise notre ennemi en leur opposant une lutte non-violente, pacifique, à croire qu'ils seraient prêts à leur servir de cobayes !

Maintenant, il existe des intellectuels d'une autre nature, qui peuvent avoir été à un moment donné en contact avec ceux que je viens de nommer, et qui plus tard peuvent avoir changé de camp ou dont les convictions ont évolué dans une direction opposée sans le crier sur tous les toits, mais où c'est le plus pernicieux et dangereux, tout en continuant à se présenter sous leur ancienne étiquette de manière à infiltrer des partis, organisations, associations, réseaux, pour le compte de notre ennemi en jouant si l'on veut le rôle d'indicateur, d'agent de renseignement sur ce qui s'y passe.

Ils se présentent comme précédemment comme des ennemis du Nouvel ordre mondial, pour rendre plus crédible leur discours afin qu'on ne se doute pas de leur réelle intention, pour tromper leur auditoire, ils vont même jusqu'à le radicaliser ou s'épandre avec force détails, c'est ainsi que Pierre Helliard présenté comme " *l'un des plus grands spécialistes indépendants du Nouvel Ordre Mondial*" va citer dans son article contre le MES, Goldmann Sachs et Mario Draghi, et les comparer à la mafia "*Al Capone*

à côté, c'est de la petite bière", pour finalement conclure son article en affirmant que c'est foutu, que tout combat est inutile et qu'il est devenu impossible de les vaincre, il ne va pas aller jusqu'à le dire ouvertement mais c'est inclus implicitement dans son discours, ses maîtres n'en demandaient pas plus, sinon il serait immédiatement démasqué et ne leur servirait plus à rien. Là nous sommes en présence d'une manipulation sciemment orchestrée. Mais nos intellectuels qui manquent singulièrement de discernement, dès qu'ils doivent se prononcer sur une situation ou des rapports relevant de la lutte des classes ou des facteurs qu'ils ne maîtrisent pas, l'économie peut en être un pour beaucoup d'entre eux, ils se font piégés ou peuvent être l'objet d'une manipulation à leur insu.

Du côté du mouvement ouvrier, c'est pire encore ou misérable, on se demandera de l'ignorance, de l'incurie politique ou de la corruption ce qui l'emporte.

Laissons de côté le PS que je situe dans le camp de notre ennemi, finalement mais sans être en mesure de le prouver ou sans posséder suffisamment d'éléments vérifiables et incontestables pour le prouver par ses liens avec le sionisme et la franc-maçonnerie ne peut pas être assimilé à un parti ouvrier et oeuvre tout en oeuvrant à l'avènement de ce Nouvel ordre mondial.

Le Front de gauche, le PCF et le PG principalement, dont une partie des dirigeants sont également des francs-maçons, s'en remettent régulièrement à l'ONU, donc au temple du Nouvel ordre mondial.

Lutte ouvrière vit dans un autre monde que le nôtre, sur une autre planète, ils ignorent apparemment tout de ce qui se trame dans notre dos, ce sont des ignares finis dont laissons-les là où ils sont.

Le NPA présente à peu de choses près les mêmes caractéristiques que LO, dès que les tenants du Nouvel ordre mondial monte une opération qu'on pourrait également assimiler à une provocation, ils sautent à deux pieds dedans, on peut encore l'observer avec la Syrie.

Reste le POI à qui il est arrivé de citer le Nouvel ordre mondial sans jamais décrire son fonctionnement ou nommer ses institutions ou organisations plus ou moins secrètes, Bilderberg, la Commission Trilatérales, etc. ni évidemment l'origine de l'antisémitisme et du sionisme, contribuant ainsi à maintenir leurs militants et les travailleurs avec lesquels ils étaient en contact dans la plus profonde ignorance, comme si on pouvait combattre pour le socialisme avec une armée d'ignorants !

De ce point de vue-là, les dirigeants du POI (OCI,PCI, PT inclus), du NPA (LCR inclus) et de LO portent une énorme responsabilité dans l'impossibilité dans laquelle se sont trouvés des intellectuels honnêtes et sincères se dressant contre l'impérialisme de se reconnaître dans le socialisme ou de rejoindre notre combat, par ignorance, dogmatisme ou sectarisme ou pire encore qui sait, les laissant ainsi à la merci de théories foireuses ou fragilisés par leur isolement jusqu'à devenir une proie facile pour toutes sortes de charlatans ou de manipulateurs aux aguets.

Pierre Helliard considère que dorénavant le projet de Nouvel ordre mondial est trop avancé pour être vaincu, trente ans plus tôt Pierre Lambert (OCI - POI) faisait pour ainsi dire le même constat en déclarant à Pierre Broué que son fils devait bien être encore le seul à croire encore en la révolution socialiste, mettant en pratique cette affirmation en liquidant le PCI (Parti communiste internationaliste), les dirigeants de la LCR qui ont toujours un retard à l'allumage attendront encore quelques années avant de liquider la LCR, entre temps le PCF s'était débarrassé de la dictature du prolétariat, indiquant par là que seule dorénavant la dictature du capital aurait le droit de citer, ainsi le cours de l'histoire de la lutte des classes était définitivement fixé ou entendu, pour ainsi dire clos, il ne resterait plus qu'à mendier aux capitalistes de quoi survivre quotidiennement et le combat pour le socialisme était rendu au rang d'utopie.

Alors il ne faut pas s'étonner si la marche en avant de la barbarie qu'incarne leur Nouvel ordre mondial avance à pas de géant, même s'ils n'ont pas encore gagné la partie.

Les militants, les cadres et dirigeants de ces partis ainsi que d'autres issus d'autres formations combattant pour le socialisme et qui sont restés fidèles au socialisme, doivent se rassembler d'urgence pour constituer un nouveau parti et une Internationale avec des formations partageant les mêmes convictions et le même objectif à travers le monde, sur la base des enseignements du marxisme et du léninisme, mais aussi en intégrant toutes les données ou connaissances dont nous disposons sur ce Nouvel ordre mondial que notre ennemi projette d'établir à l'échelle mondiale, car on ne peut pas se permettre de les ignorer et d'ignorer ou de se passer du concours des intellectuels les plus brillants de notre époque qui tentent de s'y opposer sans avoir trouvé le moyen pour le vaincre.

Quelle que soient les circonstances ou les difficultés auxquelles nous faisons face, notre devoir demeure d'organiser les masses les plus conscientes ou déterminées ou construire un parti capable le moment donné de guider l'ensemble des travailleurs pour renverser l'ordre établi afin de changer la société, et élever par tous les moyens possibles à notre disposition le niveau de conscience politique de l'ensemble des exploités. Soit on s'engage résolument dans cette voie, soit l'humanité est condamnée à disparaître, au choix.

Comment la décomposition des dirigeants "trotskystes" du POI se confirme et s'amplifie.

L'interview du syndicaliste (sic!) Patrick Hébert par *Informations ouvrières*, ou quand un dirigeant du POI (CCI) interview un dirigeant du POI (CCI), ne vous marrez pas c'est très sérieux.

A croire que Hollande était leur candidat, parole de bureaucrate syndical (une charge héréditaire de permanent qu'ils se transmettent de père en fils depuis un demi-siècle!) :

- "*Cette ratification est contraire à l'engagement pris par l'actuel président lorsqu'il était candidat*", quelle affaire ! Il n'y a que les crétins ou les ignorants pour y avoir cru. Dites donc monsieur à quelle catégorie appartenez-vous ?

La politique d'austérité mise en oeuvre par Hollande découlera de l'application du TSCG et non de la crise du capitalisme qui s'est mystérieusement évaporée :

- "*En tout cas, nous ne resterons pas les bras ballants face aux conséquences de la politique d'austérité qui en découle*", parole de bras cassé, les bras nous en tombent littéralement !

Ils sont incapables de s'adresser à la classe ouvrière, à se demander qui ils représentent et quels intérêts :

- "*Nous essayons de rassembler, au-delà des appartenances syndicales et politiques qui relèvent de choix individuels*", à qui d'autres alors ?

Dès lors ils s'adressent à des "*militants*" qui seraient extérieurs au mouvement ouvrier ou à la classe ouvrière sans l'être tout à fait, non mais c'est très tordu... mais qui seraient tout de même fidèles à ses intérêts, on en rirait presque :

- "*tous les militants honnêtes qui entendent rester fidèles aux intérêts de la classe ouvrière, aux intérêts de la population, de la démocratie, et qui entendent bien ne pas subir cette dictature*", encore une chance, il est vrai que vous n'avez pas dû avoir trop de difficultés à demeurer "*fidèle*" à vous-même, quel aveu, quel terrible aveu qui vaut également pour Lambert, Gluckstein et sa cour !

Et dans quelle perspective se situe leur conférence du 1er décembre, je vous le donne en mille : la création d'un "*comité national de la résistance*", ils pourront intégrer des gaullistes, le M'PEP les affectionne, ils parodient le Conseil national de la résistance, quelle honte !

Et sur quelle position :

- "*non à la dictature de la troïka, non au TSCG*", position ou mot d'ordre commun aux souverainistes et à l'extrême droite notamment, à des intégristes anti-sionistes, etc. Vive le front unique !

Qui n'est que la traduction de l'allégeance ou plutôt la capitulation devant le régime et le gouvernement qu'ils s'emploient à épargner, le POI emploie le même discours que la CFDT et FO :

- "*Le gouvernement me fait penser à la chanson d'Annie Cordy : « Je voudrais bien, mais je peux point ! » Le gouvernement s'est mis dans une nasse. Il est confronté à un tas de dossiers.*

En Loire-Atlantique, il y a le cas des chantiers navals STX. Le Premier ministre est issu de ce département, il est donc intéressé à double titre.

Je ne le soupçonne pas de vouloir fermer les chantiers. Il cherche des solutions, de nouvelles commandes de bateaux, etc."

Le pauvre, on devrait le plaindre par dessus le marché, on croirait des courtisans flattant leur souverain ou lui prêtant des bonnes intentions, difficile de tomber plus bas.

Le gouvernement est de bonne foi, si, si, parole de contre-révolutionnaire :

- "*Le gouvernement ne peut pas demander à une entreprise française de passer commande auprès des chantiers navals. Le gouvernement cherche donc à ruser, à trouver un bol d'air dans la nasse où il s'est placé.*"

Le gouvernement est surtout très fort pour ruser avec les travailleurs pour mieux les berner, non, cela il ne le dira point. On a envie de lui répondre à propos du gouvernement : qu'il s'asphyxie et en crève, lui il se verrait bien lui porter secours, c'est inclus implicitement dans son discours si vous avez lu attentivement.

Le bureaucrate pourri qui a tout du bourgeois qui ne subit pas la dictature du capital et qui n'en ressent évidemment pas les conséquences pratiques, matérielles, physiques dans sa chair, voilà une déclaration digne de figurer dans le Figaro :

- "*On est dans le faux-semblant. En même temps, c'est inquiétant, car c'est illustratif de la nature de cette dictature. Elle ne prend pas la forme de violence physique, mais de violence morale, de discipline forcée des consciences.* "

Le chômage n'est pas une violence physique, quand tu n'as rien à bouffer, ce n'est pas non plus une violence physique, quand tu n'as pas de fric pour te soigner, ce n'est pas non plus une violence physique, dans quel monde au juste il vit ce "*syndicaliste*" ?

La dernière phrase confirme que le POI est totalement inféodé au PS, au régime et au capital :

- "*Ces ministres pleins de bonne volonté, si j'ose dire, restent dans un cadre qui les réduit à contourner, à maquiller pour ne pas se faire taper sur les doigts par les « commissaires » de Bruxelles et les « hommes en noir » de la troïka.*"

Pauvre ou plutôt sale type car il nous dégoûte Patrick Hébert présenté par *Informations ouvrières* comme un syndicaliste de base, alors qu'il a hérité de la charge héréditaire de permanent de la fédération FO de Loire-Atlantique à la suite de son père, alors qu'il est l'un des dirigeants du courant communiste internationaliste du POI, ces gens-là et l'honnêteté cela fait deux décidément.

"*Ces ministres pleins de bonne volonté, si j'ose dire*", ben voyons, des gens bien qui s'ignorent quoi. Et ils osent se dire les "*héritiers*" de Trotsky, honte à eux !

Cette interview confirme tout ce que j'ai écrit sur les dirigeants de ce courant politique depuis 2005, je persiste et signe, à vrai dire, il semblerait que j'aie même été en dessous de la vérité, ils sont encore bien pire, des escrocs dignes des staliniens et qui se font passer pour des trotskystes.

"*Résistance à la dictature*", titre Gluckstein (éditorial - IO n°222) : militants et cadres du POI qui voulez rester fidèles à vos conviction, au socialisme, prenez vos jambes à votre cou et quittez ce parti en courant s'il vous reste un peu de dignité, fondez un nouveau parti avec des responsables et des militants d'autres formations issues de l'OCI.

Sortez vos mouchoirs : "*Le gouvernement n'est pas au bout de ses peines*" titrent-ils en page 4.

Toujours en page 4, le malheureux gouvernement capitaliste aurait hérité de "*La patate chaude du "choc de compétitivité"*" avec lequel il n'aurait évidemment rien à voir, à croire que le PS combattait le capitalisme avant de parvenir au pouvoir les 6 mai et 17 juin dernier.

Ils ont en commun avec notre ennemi d'où ils tirent leur inspiration et leur méthode pour tromper militants et travailleurs de ne reculer devant rien, de pratiquer un double langage en permanence.

Voilà qu'après ce que nous venons de relever, qu'ils osent ironiser sur les illusions que l'*Humanité* place dans le gouvernement, alors qu'eux le soutienne directement en s'employant à l'épargner ou ignorer qu'il agit en tant que représentant du capital et de la troïka, jugez plutôt le cynisme : "*Chacun est libre de placer ses espoirs où bon lui semble*", il devait parler pour lui, car en la matière il est vrai qu'ils sont bien placés pour le savoir après avoir soutenu les appareils pourris des organisations et des partis PS-PCF pendant un demi-siècle pour les plus âgés d'entre eux.

Yan Legoff qui signe cet article, termine par un constat que chaque militant pourrait faire de son côté, et qui dans le cas présent devrait suffire à démontrer que le POI serait différent des partis du Front de gauche... que finalement il imite si vous avez suivi attentivement de quelle manière le POI avance sa politique, par exemple, les militants doivent encore l'avoir en mémoire, comment finalement ses mots d'ordre rejoignaient ceux des organisateurs de la manifestation du 30 septembre à Paris, où tous se sont livrés à un exercice consistant à faire allégeance aux institutions de la Ve République en suppliant les députés du PS de ne pas ratifier le TSCG.

- "*Quelle autre politique pourrait suivre ce gouvernement alors qu'il revendique haut et fort sa volonté d'appliquer à la lettre le traité TSCG (ce qui sera pour lui loin d'être simple, d'ailleurs) et sa soumission à l'Europe de Maastricht ?*"

Vous allez l'aider, non ? Vous aurez remarqué au passage que le gouvernement n'applique pas une politique mais "*suit*" une politique, histoire de dire qu'il n'en est pas vraiment responsable, qu'il ne serait pas responsable de ses actes, car il est hors de question pour le POI de s'attaquer au gouvernement, d'où la nécessité pour eux de désigner aux travailleurs et militants un bouc émissaire, la troïka, Washington, etc.

C'est une imposture, nous vivons à l'époque où tous les acteurs de la scène politique se livrent à la même comédie.

Ce n'est pas fini. Acte II scène III !

Après avoir liquidé le PCI (1985) qui regroupait théoriquement des militants trotskystes sur la base du programme de la révolution sociale au profit du PT, afin de rassembler dans le même parti des militants refusant de combattre sous le drapeau de la révolution socialiste et provenant essentiellement du PS et du PCF, donc sans avoir rompu avec l'idéologie réformiste ou stalinienne de ces partis et qu'ils avaient défendue jusqu'au début des années 80 quand le capitalisme pouvait encore supporter la mise en oeuvre de réformes sociales ou des mesures contribuant à l'amélioration des conditions de travail et d'existence des travailleurs, on pourrait ajouter le courant anarcho-syndicaliste opposé au marxisme et au combat pour un Etat ouvrier, au socialisme en somme et à la construction du parti indispensable pour porter la classe ouvrière au pouvoir, comme cela n'avait pas donné les résultats escomptés et que le parti qu'ils prétendaient vouloir construire était une passoire ou stagnait numériquement, avait même régressé en vérité sur tous les plans, ils ont décidé de le saborder dans le dos de leurs militants pour fonder le POI en 2008 qui serait encore plus ouvert à tous les vents en intégrant des élus provenant de différents partis y compris bourgeois comme les Verts, dont certains n'ont pas hésité à déclarer publiquement qu'ils étaient opposés à toute révolution, etc. bref, en vain.

Face à cet échec cuisant qui traduit l'incurie devenue légendaire de leurs dirigeants, en réalité ceux du courant communiste internationaliste, à moins qu'il s'agisse de tout autre chose que nous n'aborderons pas ici, les voilà qui envisage d'ouvrir leur prochain congrès à "*150 à 200 militants ouvriers de différentes tendances*", précisant que " *Telle était la question posée au comité fédéral national le 13 octobre 2012*", maintenant vous avez le droit de vous lâcher et d'en rire, car leur parti censé se composer d'un courant socialiste, d'un courant communiste, d'un courant anarcho-syndicaliste et pour finir d'un courant trotskyste dénommé communiste internationaliste, on se demande bien quels courants politiques peuvent-il encore exister dans le mouvement ouvrier qui n'est pas déjà représenté dans leur parti, soi-disant représenté pour être plus précis, sans oublier des syndicalistes qui ne se reconnaissent dans aucun courant de ce parti parce qu'apparemment ils seraient apolitiques, ce qui nous a fait dire ailleurs qu'on était en droit de se demander si le POI était vraiment un parti politique.

Comment peut-on imaginer un seul instant qu'un parti puisse être en ordre de bataille ou que l'ensemble de ses militants se reconnaissent dans la politique impulsée par sa direction, quand celle-ci est écartelée entre des courants qui finalement ne partagent ni les mêmes moyens pour combattre le capitalisme et le régime en place ou porter la classe ouvrière au pouvoir ni les mêmes objectifs politiques ?

La liquidation du PCI au profit du PT puis du POI aurait dû suffire à ses militants à comprendre que les réelles intentions de leurs dirigeants, le tandem Lambert-Gluckstein, n'avaient rien à voir avec celles qu'ils affichaient, en vain, ils étaient déjà totalement sclérosés, fossilisés, en dehors d'une poignée qui démissionnèrent ou furent exclus pour finalement reproduire de leur côté à quelques variantes près les mêmes erreurs que les dirigeants de l'OCI.

En réalité, en lisant les morceaux choisis des interventions de militant lors de la dernière réunion de leur conseil fédéral national du 13 octobre, il ressort qu'il s'agit d'une nouvelle imposture du même type que lors du passage du PCI au PT ou au POI consistant à vanter le fonctionnement "*démocratique*" de leur parti en invitant à y participer des militants du PG, de syndicalistes avec lesquels ils sont en contacts et qui n'y verront que du feu, ne parvenant pas à les convaincre de rejoindre leur parti à partir de leur interprétation du développement historique du capitalisme sur la base du marxisme qu'ils ont abandonné ou tout simplement en développant leur programme, c'est à se demander à quoi il sert.

Les militants qui suivent le portail et le courant que j'anime depuis parfois des années auront à coeur je l'espère de comparer nos principes, notre conception du parti, notre ligne politique, notre stratégie, notre programme (disséminé dans mes causeries ou articles hélas !) et notre méthode avec ceux du POI qui viennent d'être exposés partiellement, et de déterminer librement lesquels sont cohérentes et sérieuses, lesquels s'inspirent ou sont conformes aux enseignements du marxisme et du léninisme, lesquels leur semble tendre (en permanence) vers l'objectif que nous nous sommes fixés.

Comme vous avez pu le constater et je ne m'en suis jamais caché j'ai émis à plusieurs reprises des doutes sur l'appréciation que je portais sur le POI, dorénavant et depuis déjà un bon moment ces doutes ont totalement disparu, jamais ce parti ne permettra à la classe ouvrière de parvenir au pouvoir. J'ai acquis cette conviction, non pas en me basant sur des hypothèses ou une vieille rancoeur que j'aurais contre ses dirigeants, mais en analysant les déclarations de ses dirigeants, la politique qu'ils ont mise en oeuvre et de quelle manière il la justifiait, loyalement ou au moyens d'artifices ou en recourant à des méthodes que je qualifierai de détestables.

Mille fois hélas, et ce n'est pas une posture de ma part, car très franchement et je peux vous dire que rien que d'y penser cela me rend malade, il y a là quelque chose d'effrayant que je perçois très nettement, j'ai parfaitement conscience de la signification et de la portée politique de la décomposition totale de ce parti, qui n'est pas nouvelle me diront certains camarades et je suis d'accord avec eux sur ce point, j'aurais préféré de loin aboutir à une conclusion diamétralement opposée.

J'allais dire que secrètement on espère toujours se tromper ou que quelque chose va se passer qui les fera réagir et renouer avec le léninisme, et voilà qu'ils démontrent une nouvelle fois qu'ils en sont devenus totalement incapables, qu'on est en présence d'un processus irréversible que d'autres avant moi avaient discernés, depuis des années déjà j'ai été plus loin qu'eux dans l'analyse de ce courant politique (CCI) pourri de l'intérieur, irrécupérable, quel immense gâchis ! Je n'ose pas vous avouer les

conclusions politiques que j'en tire, elles m'effraient moi-même, je suis désolé, je vous assure que c'est mieux ainsi.

Notre seul espoir repose sur la jeunesse, les nouvelles générations de militants qui vont faire l'expérience de l'affrontement direct avec la bourgeoisie, enregistrées de cinglantes et violentes défaites, on ne voit pas trop comment il pourrait en être autrement. Même s'il se trouvait des cadres ou des responsables du mouvement ouvrier qui finiraient par partager nos analyses, isolés ou sans parti je ne vois pas comment ils pourraient agir et modifier le cours des choses au cours de la lutte des classes des années à venir. Bien entendu, il existe des centaines de militants qui ont des convictions proches des miennes ou avec lesquels je partage un certain nombre d'idées, mais malheureusement il existe des divergences majeures, de fond, qui nous empêchent de nous rassembler.

Je n'ai pas la carrure d'un dirigeant je le répète, j'ai la conviction profonde d'avoir compris un certain nombre de choses que la plupart n'ont pas encore saisies, d'être parvenu à comprendre comment la société fonctionne en conduisant jusqu'au bout mes analyses, en fait c'est une réflexion permanente qui conduit à des ajustements ou des modifications parfois ou assez souvent puisque la situation évolue aussi on est bien obligé d'en tenir compte.

J'ai produit un gigantesque effort pour tenter de me réapproprier le marxisme, sa méthode, vous en êtes tous témoins, je ne vous ai jamais rien caché, ni mes lacunes ni mes faiblesses ni mes erreurs, vous avez pu suivre mon évolution et les progrès que j'ai réalisés au cours des dernières années, et je peux vous affirmer que je ne suis pas au bout de mes peines loin de là, car il y a encore beaucoup de questions que je n'ai pas eu le temps d'aborder et d'étudier.

J'espère vous avoir fait partager ma soif insatiable de parvenir à un niveau de conscience toujours plus élevé, c'est à mon avis le seul moyen d'être vraiment digne de l'idéal que l'on s'est donné et que l'on prétend incarner. Quand il m'arrive de ne pas avoir un comportement tout à fait adéquat avec quelqu'un parce que je suis fatigué, peu importe la raison, je me dis que j'ai vraiment encore des efforts à faire pour être digne de mon idéal. C'est lui, notre combat politique qui donne un sens à notre vie, notre combat contre l'ignorance en somme qui ne se réduit pas au champ politique d'ailleurs. Je suis un fervent passionné de cette cause qui se confond avec le socialisme et le communisme, la liberté.

On passe une partie de son temps à se justifier auprès des autres pour un oui ou un non, c'est ingrat et épuisant à la fois mais nécessaire, on n'a pas vraiment le choix. Si je me contentais de balancer des idées, on me dirait pour qui il se prend celui-là, et quand je me casse la tête à les justifier on essuie encore des reproches, c'est inévitable et il faut l'accepter, ce que je ne suis pas toujours disposer à faire, je le reconnais. J'espère toutefois que ma contribution n'aura pas été inutile. Il est 1h 05 du matin, je vais me coucher si je ne veux pas être de mauvaise humeur demain matin, merde, j'ai encore parler trop vite, ils viennent de couper le courant, à croire qu'ils veulent ma peau, je plaisante ! A mon avis il y en a pour une heure.

Qui a dit ?

- "*Celui là qui est prêt a perdre sa liberté au nom d'une prétendue sécurité, ne mérite ni l'une ni l'autre*"

Réponse : Benjamin Franklin.

Manipulation et propagande. Le régime jordanien et la CIA à l'oeuvre.

- La Jordanie annonce avoir déjoué un complot islamiste - Reuters

La Jordanie a déjoué un important complot islamiste d'Al Qaïda visant à déstabiliser le pays par des attentats contre des galeries marchandes et des diplomates occidentaux à Amman, rapporte dimanche la télévision publique jordanienne qui cite les services de sécurité.

Onze suspects ont été arrêtés, ajoute la télévision qui précise que les attentats, en préparation depuis juin, devaient être commis avec des armes et des explosifs provenant de Syrie.

"*Leurs projets visaient à obtenir des explosifs et des mortiers en provenance de Syrie*", a-t-on confirmé à Reuters de source proche des services de sécurité. "*Leur but était de causer le plus de morts possible*", a-t-on ajouté. (Reuters 21.10)

Michelin. Les bonnes consciences à pas cher, ouviéristes et tiers-mondistes français à l'oeuvre en Inde.

Ce qui peut choquer une fois de plus des arriérés ou des social-patriotes tels le Parti de gauche ou la CGT, ne parlons pas de la réaction catholique (CCFD-Terre solidaire) mêlée évidemment à cette affaire et avec laquelle le PG et le CGT partagent les mêmes nobles intentions, les premiers par pure ignorance, les seconds par pur intérêt clérical, ce qui peut choquer c'est qu'un pays sous-développé et fortement peuplé (1,2 milliard d'habitants), dont plus la moitié de la population, j'ai lu récemment 75% mais je pense que ce chiffre est exagéré, vit encore de l'agriculture, doit pour remédier à ce problème au XXIe siècle empiéter sur des terres agricoles ou forestières.

Maintenant les conditions dans lesquelles cela se réalise et de quelle manière les agriculteurs ou la population locale est indemnisé est une autre question. Elle est du ressort du gouvernement qui loue ces terres à des entreprises dans le cadre de l'établissement de complexes industriels, et des représentants des populations locales ou des agriculteurs, sachant que le gouvernement tentera toujours de verser des indemnités les plus basses possibles, en fait au prix du marché connu de tous, oui cela existe aussi, je le précise pour les ignares que j'ai cités plus haut, et les agriculteurs de vendre leurs terres le plus cher possible. Je connais bien le sujet. Je vais vous expliquer rapidement ce qui se passe en réalité.

Une acre équivaut à 4.000 mètres carrés environ, un hectare (10.000 mètres carrés) représente donc environ 2,5 acres. Aujourd'hui, je possède une acre située en rase campagne qui vaut 50.000 roupies. Une acre située à proximité de la ville ou aux abords d'entreprises en vaut 300.000. Si demain j'apprends qu'une usine ou une entreprise va s'installer proche de chez moi, si je dois vendre mon terrain, je tenterais de le vendre beaucoup plus cher qu'il ne vaut aujourd'hui puisque sa valeur va considérablement s'accroître du fait de l'installation de cette entreprise. En attendant encore quelques années, il va encore grimper pour atteindre 300, 400, 500.000 roupies, donc si le gouvernement exige que je lui cède pour installer un complexe industriel dessus, je vais refuser de lui vendre seulement 50.000 roupies, le prix qu'il vaut actuellement, je vais vouloir en tirer beaucoup plus, même s'il me proposait le double je refuserais estimant qu'il serait très loin du compte, j'en exigerais au moins le prix qui existe actuellement aux abords d'une zone industriel soit 6 fois plus. Or, c'est en grande partie parce que ces terres sont encore bon marché que le gouvernement veut les acquérir.

Sans vouloir prendre la défense du gouvernement du Tamil Nadu, je peux vous affirmer que dans cette histoire les agriculteurs ne sont "*dépouillés*" ou "*spoliés*" de leurs terres comme j'ai pu le lire ici ou là, d'ailleurs si tel avait été le cas, jamais les travaux n'auraient pu débuter sur ces terres, là dans le cas présent, Michelin va être l'une des dernières entreprises à démarrer sur ce site où des entreprises sont installées depuis 2007, la taille des arbres qu'on peut voir sur les photos en témoigne si nécessaire, une sorte de palmier n'atteint pas 4 ou 6 mètres de haut en un ou deux ans.

Ce qui se passe, c'est que les agriculteurs ont bien été indemnisés par le gouvernement, ce sont des potentats locaux et des politiciens véreux, souvent les mêmes d'ailleurs qui poussent à la roue en manipulant la population locale en lui promettant de construire une nouvelle route, de remédier au manque d'eau ou je ne sais quoi encore, pour finalement soutirer des sommes importantes au gouvernement et s'enrichir davantage sur le dos de la population puisqu'ils sont tous corrompus jusqu'à l'os. Voilà ce qui se passe réellement.

Je rappelle qu'en 1990 j'avais acheté un peu plus d'un hectare de rizière en rase campagne à 25 kilomètres de Pondichéry, au Tamil Nadu, nous avons fait deux récoltes, eh oui j'ai aussi été agriculteur pendant deux ans ! parce que je n'avais pas les moyens d'acquérir un morceau de terrain à proximité de la ville, à cette époque je voulais implanter une cocoteraie afin d'en tirer un revenu jusqu'à la fin de ma vie sachant que je n'aurais pas de retraite dans le futur et que je ne disposais que de peu d'argent pour assurer mon avenir et peu de temps aussi pour trouver une solution à ce problème. Je vous passe la suite, j'ai construit une maison sur ce terrain et j'ai tout revendu à moitié prix, parce qu'aucun indien ne voulait vivre en rase campagne ; mes beaux-frères ayant dilapidé mon argent dans la construction de cette maison, en principe sinon il me serait resté suffisamment d'argent pour tenir le coup avant que les cocotiers commencent à produire les premiers fruits et m'assurer un revenu.

Avant de prendre connaissance de l'actualité et de document en rapport avec cette affaire, voyons qui est le CCFD-Terre solidaire, ainsi qu'un extrait d'un article que le Parti de gauche lui avait consacré.

CCFD-Terre solidaire. (http://ccfd-terresolidaire.org/)

Constitué en association selon la loi de 1901, reconnu d'utilité publique en 1984, le CCFD-Terre Solidaire a reçu en 1993 le label Grande Cause Nationale. Il a le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies et est, aujourd'hui, la première Ong française de développement. Il est composé de 29 mouvements et services d'Église (MSE).

Le CCFD-Terre solidaire s'appuie sur son réseau de 11 000 bénévoles répartis dans 99 comités diocésains et 1500 équipes locales.

Le CCFD-Terre solidaire a reçu pour mandat de la Conférence des évêques de France de mobiliser la solidarité des chrétiens, notamment lors de la période de Carême.

Parti de gauche.

- Solidarité avec les villageois de Thervoy Kandigai en lutte contre Michelin - Jeudi 12 Janvier 2012

- "*En Inde, toute une région du Tamul Nadu, État du sud, est en lutte contre Michelin qui entend y bâtir une usine de pneus.*", c'est largement exagéré, imaginez ce qu'est une "*région*" ici, au bas mot 10 millions d'habitants, donc si tel était vraiment le cas, le gouvernement aurait renoncé à donner son autorisation à Michelin d'implanter une usine.

- "*Les paysans, des Intouchables, ne sont pas dupes*", certainement, c'est vous qui l'êtes !

- "*Au lieu des richesses promises ils n'ont pour l'instant vu que la spoliation de leurs principales sources de subsistance*.", une extrapolation ou un pur fantasme comme je l'ai précisé plus haut.

- "Cette affaire montre l'autre pendant des délocalisations. Les peuples du monde entier sont victimes du capitalisme globalisé", alors que cette usine aura en réalité pour vocation de couvrir le marché indien de l'automobile en pleine expansion, Michelin est associé avec une compagnie indienne, MRF, depuis de longues années, un de mes élèves à l'Alliance française était un de ses cadres (en 2000).

Ajoutons, "*capitalisme globalisé*" que le Parti de Gauche soutient en s'en remettant à l'ONU pour résoudre les conflits ou guerres dans le monde, dont les concepteurs de cette institutions, le cartel des banquiers de la Fed, sont justement à l'origine, et dont sont évidemment victimes tous les peuples, les mêmes qui associés aux dirigeants des plus importantes multinationales dont Michelin, s'emploient à spolier tous les peuples des richesses qu'ils ont produits, ce qui fait du Parti de Gauche leur complice.

AFP - L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) va auditionner à Paris en novembre le groupe Michelin et cinq associations qui l'accusent de violer les droits d'une communauté d'Intouchables en Inde avec l'implantation d'une usine dans le sud-est du pays.

La plainte qui avait été déposée en juillet par ces cinq associations - les ONG Sherpa et CCFD-Terre solidaire, la CGT et deux associations locales indiennes - a été jugée recevable par le Point de contact national (PCN) de l'OCDE en France, ont-elles annoncé dans un communiqué.

La construction de cette usine de pneus, la plus grande de Michelin en Inde, près du village de Thervoy dans l'Etat du Tamil Nadu, a démarré en 2010. Selon la CGT, elle devrait produire son premier pneu "*d'ici quelques semaines*".

L'implantation de cette usine "*a contribué à la destruction de 450 hectares de forêt et l'accaparement de ressources en eau, privant les populations riveraines de leur principal moyen de subsistance*", selon Bernard Pinaud, délégué général du CCFD-Terre Solidaire.

Les cinq plaignants ainsi que Michelin seront auditionnés à Paris en novembre, ajoute le communiqué. Selon le journal *Le Monde*, l'audition a été fixée au 22. (AFP 21.10)

1- About the Construction of the Michelin Plant in India - (http://michelin-plant-in-india.com)

Michelin n'a détruit et ne va détruire aucune forêt ni aucun pâturage. Michelin n'a confisqué et ne va confisquer aucune terre et Michelin n'a aucune volonté de nuire à aucune population pas plus en Inde que dans d'autres régions où l'entreprise est installée.

L'Etat du Tamil Nadu a pris la décision de transformer un terrain de 480 hectares dont il a toujours été le propriétaire et situé non loin du village de Thervoy en parc industriel en 2007 – trois ans avant le démarrage des travaux de construction de l'usine de Michelin. Suite à un jugement rendu par la Haute cour de Madras qui avait été saisie par les opposants au projet, l'Etat du Tamil Nadu a procédé à l'indemnisation des villageois concernés. Michelin n'a jamais été propriétaire de la parcelle qui lui a été attribuée par les autorités de l'Etat, et loue à présent un terrain représentant environ un quart de la surface du parc industriel de Thervoy.

2- Des images de ce complexe industriel - (State Industries Promotion Corporation of Tamil Nadu) - http://www.sipcot.com/Industrial_complex_thervoykandigai.htm

3- Le portail (en anglais) de Anbulla kaadu (My beloved forest): Madhumita Dutta qui dénonce la déforestation et les conséquences pour la population locale de l'implantation de ce complexe industriel, ainsi que son combat pour s'y opposé depuis 2007. - http://kafila.org/2011/02/18/anbulla-kaadu-my-beloved-forest-madhumita-dutta/

4- Ce portail (en anglais) du gouvernement du Tamil Nadu est dédié aux "*New Industrial Parks*", aux nouveaux complexes industriels en cours de réalisation. (http://investingintamilnadu.com/tamilnadu/infrastructure/new_industrial_park.php)

Au nord-est du Tamil Nadu.

- Thervoy Kandigai Industrial Complex. The Government issued orders alienating 1127 acres...
- Mappedu Industrial Complex. 125 acres...
- Foot Wear and Leather Products SEZ at Irungattukottai
- SIPCOT is developing a Footwear and Leather Products Special Economic Zone over an extent of 153.65 acres at Irungattukkottai Industrial Park.

Au sud du Tamil Nadu.

- Madurai – Tuticorin Industrial Corridor. In order to give impetus to the industrial growth of southern districts and to create a new Industrial Park in Madurai District, SIPCOT has identified 1478 acres of land in Thirumangalam Taluk of Madurai District. Further action to acquire the land is in progress.
- Tuticorin Industrial Park. Further, to create one more Industrial Park in Thoothukudi District, SIPCOT has identified about 1533 acres of land in Ottapidaram Village in Ottapidaram Taluk, Thoothukudi District.

Au nord-ouest du Tamil Nadu

- Coimbatore – Salem Industrial Corridor. For the development of this region and also pursuant to the Government announcement, SIPCOT has proposed to expand its existing Industrial Complex at Perundurai in Erode District in an extent of 1257 acres. The Corporation is also taking action to identify few more sites in this region for setting up of new Industrial Complexes.

- Coimbatore TIDEL Park. TIDEL Park Coimbatore Limited has been incorporated with ELCOT, TIDCO, TIDEL and STPI as promoters to construct an IT Park with built up area of 1.7 million sq. ft. at the IT-SEZ, Coimbatore, at an estimated cost of Rs.370 Crores.

Dans le district de la capitale du Tamil Nadu (ex-Madras).

- Chennai – Ranipet – Hosur Industrial Corridor. For the development of Chennai – Ranipet region, SIPCOT has already taken up expansion of its existing Industrial Complexes at Oragadam, Irungattukottai and Cheyyar. While Oragadam and Irungattukottai Industrial Complexes in Sriperumpudur Taluk are expanded in an extent of about 1200 acres each, the Cheyyar Industrial Complex in Cheyyar Taluk, Thiruvannamalai District, is being expanded in an extent of 2300 acres. Apart from the above, acquisition of 2583 acres of land in Sriperumpudur Taluk has recently commenced. Further, SIPCOT has proposed to promote a few more Industrial Complexes in this region including Ranipet Expansion IV (1082 acres) in Wallajah Taluk.

For the development of Ranipet – Hosur region, SIPCOT has proposed to expand its existing Industrial Complex at Hosur in Krishnagiri District with two more expansions, viz., Expansion III and IV over an extent of 2306 acres in total covering Addagurukki, Nallaganakothapalli, Doripalli and Marudandapalli villages in Hosur Taluk and action has been taken to acquire the lands.

Perambalur SEZ Project. The SPV company has completed the land procurement of around 2880 acres through private negotiations. Ministry of Commerce and Industries, Government of India, has given formal approval for this SEZ.

- IT-ITES SEZ at Taramani. he proposal is to develop a state-of-the-art IT - ITES SEZ with about 4.00 million sq.ft. built up space on 26.64 acres of land at Taramani in Chennai in Mylapore-Triplicane Taluk...

- T-ITES SEZ with Integrated International Convention centre at Taramani. The proposal is to develop a state-of-the-art IT - ITES SEZ with an Integrated International Convention Centre in 25.27 acres of land in Kanagam village of Mambalam...

Voilà un dossier sérieux qui fait de nos ouvriéristes ou tiers-mondistes de bien fâcheux réactionnaires.

Encore une fois, et c'est parfois inévitable, si on n'y prête pas garde on peut facilement se faire manipuler. Dans le cas du PG ou de ses alliés du Front de gauche, c'est pratiquement leur profession, mais dans d'autres cas où l'on ne réfléchit pas suffisamment. Tenez vous avez un exemple tout frais sous les yeux.

Cette femme qui a perdu son bébé dans le Lot, c'est malheureux évidemment, que 835 maternités aient fermé lors des dix dernières années est inadmissible.

J'ai lu que la maternité la plus proche se situait à 30 ou 35 minutes de son domicile, c'est relativement peu comme délai, tout le monde en fait une histoire comme si elle avait dû mettre des heures pour rendre à la maternité la plus proche, c'est du délire, si elle a attendu la dernière minute pour se rendre à la maternité, à la limite la plus proche aurait été située à 15 minutes de chez elle que le résultat aurait été le même, c'est plutôt un accident ou la faute à pas de chance voilà tout. Je suis père de famille et l'aîné de trois enfants, donc je ne parle aussi en connaissance de cause.

ACTUALITE EN TITRES

Eh non, le miracle ne s'est pas produit !

- Inondations: plusieurs centaines de pèlerins évacués de Lourdes - L'Express.fr

Encore un piège !

- Compétitivité: "*Hollande pris à son propre piège*", selon Copé L'Express.fr

Jean-François Copé affirme que les propositions du rapport Gallois sur la compétitivité française, qui proposerait 30 milliards d'euros de baisse de charges, "donnent raison à l'UMP". (L'Express.fr 20.10)

De l'UDR au RPR à l'UMP et de l'UDF à l'UDI...

- Lévy : «Une partie de la droite est orpheline de l'UDF» LeFigaro.fr

- Jean-Louis Borloo veut faire de l'UDI le premier parti de France Reuters

- Giscard apporte son soutien à l'UDI de Borloo L'Express.fr

- Borloo présente son ambition pour l'UDI en présence de Simone Veil L'Express.fr

- L'ancienne ministre UMP Chantal Jouanno rejoint l'UDI de Borloo 20minutes.fr

La méthode. Corporatisme, collaborationnisme contre lutte des classes.

- Ségolène Royal reprend son credo de la "*démocratie citoyenne et participative*" pour mieux associer les Français aux grandes réformes. (lepoint.fr 20.10)

Syrie. Fabius ou la busherie.

- Attentat à Damas le jour de la rencontre entre Assad et Brahimi - Reuters

- Attentat au Liban : Laurent Fabius pointe du doigt la "*probable*" implication de la Syrie L'Express.fr

Parce Assad serait assez débile pour orchestrer cet attentat le jour même de sa rencontre avec l'émissaire de l'ONU !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

Des dizaines de milliers de manifestants - 150.000, selon les organisateurs - ont défilé samedi dans le centre de Londres pour dénoncer les mesures d'austérité que le Premier ministre conservateur David Cameron veut imposer pour réduire les dépenses publiques au moment où la Grande-Bretagne glisse dans la récession.

Sous un gris ciel d'automne, dans un bruyant concert de sifflets et de cornes de brume, le cortège est passé devant le Parlement de Westminster, précédé d'une grande banderole proclamant: "*l'austérité, ça ne marche pas*", avant de gagner Hyde Park.

"*Si tous les travailleurs font grève une seule journée, on verra bien qui fait tourner ce pays*", a déclaré dans la foule Nick Chaffey, 48 ans, membre du petit Parti socialiste de Grande-Bretagne. "*J'ai des amis qui sont dans une situation désespérée, qui ont peur de perdre leur travail et leur maison.*"

Cette manifestation s'est déroulée au lendemain de la démission du ministre Andrew Mitchell, accusé d'avoir traité de "*prolo*" un policier en faction à Downing Street, la résidence du Premier ministre.

L'affaire Andrew Mitchell, le "*Chief Whip*" chargé de faire respecter la discipline du Parti conservateur par ses élus au Parlement, fait samedi la "*une*" des journaux britanniques qui ne ménagent pas leurs critiques envers un gouvernement accusé d'afficher

une culture de classe.

Autre affaire qui laisserait à penser que les "*Tories*" au pouvoir se croient au-dessus des lois, le ministre des Finances George Osborne a été surpris alors qu'il voyageait en première classe dans un train avec un billet de seconde.

"*Pour qui se prennent-ils ?*", s'interroge le Daily Mail. Pour le *Financial Times*, les affaires Mitchell et Osborne sont venues couronner "*une triste semaine*" pour le parti de David Cameron.

Infirmières, ambulanciers, bibliothécaires et agents d'entretien figuraient parmi les dizaines de milliers de personnes qui ont marché jusqu'à Hyde Park.

Des manifestations ont également eu lieu à Belfast, en Irlande du Nord, et à Glasgow, en Ecosse.

Les dirigeants syndicaux comptent sur le succès de ces rassemblements pour faire pression sur Cameron et dénoncer la faillite, selon eux, de la politique économique de son gouvernement.

"*L'austérité, ça ne marche pas. Ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qu'on assomme*", a dénoncé dans son discours Brendan Barber, secrétaire général du Trades Union Congress (TUC), confédération qui réunit 54 syndicats.

"*Les ministres nous disent que si on accepte de souffrir, la reprise sera au rendez-vous. Au lieu de cela, nous nous enfonçons dans la récession*", a-t-il ajouté.

Ed Miliband, dirigeant du Parti travailliste, a également pris la parole, tirant à boulets rouges sur David Cameron, "*un Premier ministre faible et qui ne sait rien de rien*".

"*Andrew Mitchell a peut-être démissionné mais il y a vraiment une culture de classe dans ce gouvernement qui baisse les impôts pour les millionnaires et les augmente pour les familles ordinaires*", a-t-il dit.

Le gouvernement de coalition qui réunit conservateurs et libéraux a répondu à certaines demandes du Parti travailliste et des syndicats en faveur de la croissance en favorisant notamment les prêts aux entreprises.

Mais David Cameron a annoncé que les Britanniques devaient s'attendre à de nouvelles "*décisions douloureuses*".

Les économistes anticipent de mauvaises prévisions de croissance en décembre qui pourraient contraindre le cabinet de coalition à prolonger les réductions de dépenses publiques bien au-delà des élections de 2015. (Reuters 21.10)

2- Espagne

La droite du chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy garde la majorité absolue dans la région de Galice tandis que les indépendantistes confirment leur percée attendue au Pays basque.

Au Pays basque, les nationalistes conservateurs du PNV conservent leur première place au Parlement régional. Le vote se déroulait un an après l'annonce historique par le groupe armé basque ETA qu'il mettait fin définitivement à la violence, en octobre 2011.

Le fait marquant de ce scrutin restera la percée de la nouvelle coalition indépendantiste Euskal Herria Bildu (EH Bildu). C'est sous la banderole EH Bildu que la mouvance de Batasuna, parti interdit en 2003 en Espagne car considéré comme le bras politique de l'ETA, confirme son retour amorcé aux municipales de 2011. Ses candidats se présentaient, sans étiquette, aux côtés des partis Aralar, Eusko Alkartasuna (EA) et Alternatiba, qui n'ont eux jamais été interdits. "*Il est temps de commencer à penser en tant que peuple, que pays. Il est temps d'arrêter les ordres venant de Madrid*", a lancé Laura Mintegi, candidate à la présidence de la région de la nouvelle coalition indépendantiste.

Le PNV quant à lui, même sans majorité absolue, devrait grâce à des alliances reprendre les rênes d'un pouvoir qu'il avait, en 2009, cédé pour la première fois en plus de trente ans aux socialistes. Reste la grande inconnue : avec qui le PNV s'alliera-t-il pour gouverner ?

Dans un climat social alourdi par le chômage et par une cure d'austérité historique, Mariano Rajoy pourrait devoir se résigner, dans les jours ou semaines prochaines, à demander un sauvetage financier pour l'économie du pays, la quatrième de la zone euro. Et dans un mois, le 25 novembre, il affrontera un nouveau scrutin régional, cette fois en Catalogne, puissante région du nord-est du pays en proie elle aussi à une fronde nationaliste, nourrie par la crise économique. (Le Monde.fr avec AFP et Reuters 21.10)

On ne connaît pas le taux de participation à ces scrutins. Très souvent quand il est passé sous silence c'est qu'il contredirait ou rendrait caduc l'analyse de ces journalistes aux ordres.

Une précision sur le risque s'éclatement de l'Espagne, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie et pourquoi pas la France, ils devraient réactiver le mouvement séparatiste breton.

Il semblerait qu'il ne figure pas dans la stratégie de la Commission Trilatérale ou les maîtres du monde qui sont à l'origine de l'Union européenne, leur intention est de liquider les Etats-nations, ce que des mouvements indépendantistes manipulés peuvent favorisés, d'où le soutien qu'ils leur apportent, mais sans qu'ils puissent déboucher sur de nouveaux Etats qui seraient véritablement indépendants ou qui échapperaient à leur contrôle, cela serait contraire à leur projet ou en freinerait la réalisation.

Pour autant ou pour cette raison notamment, on ne soutiendra pas ces mouvements séparatistes ou autonomistes.

3- Koweït

La police a tiré des gaz lacrymogènes, des balles de caoutchouc et des grenades assourdissantes, dimanche 21 octobre, pour disperser des dizaines de milliers de manifestants à Koweït City qui protestaient contre une réforme du code électoral jugée trop favorable aux candidats du pouvoir. La manifestation a rassemblé entre 30 000 et 100 000 personnes, selon les différentes sources. La police n'a pas fait d'estimation.

Le cortège s'était rassemblé en trois points de la capitale et devait converger vers le palais Seif, qui abrite les bureaux de l'émir, du prince héritier et du premier ministre. La police anti-émeute, armée jusqu'au dents, avait prévenu qu'elle n'autoriserait aucun '*sit-in, rassemblement, marche, regroupement ou campement*' dans '*aucun lieu autre que la place en face du Parlement*'. Les heurts ont rapidement éclaté lorsque les forces de police ont encerclé plusieurs groupes, avant de tenter de les disperser par la force.

'*La façon dont les manifestants ont été traités est sans précédent au Koweït*', a déclaré lé député Abdallah Al-Barghash, présent dans le cortège. La Société koweïtienne pour les droits de l'homme compte au moins une centaine de personnes hospitalisées. Le ministère de l'intérieur affirme que 11 policiers ont été blessés par des pierres lancées par des manifestants. Au moins 15 personnes, dont deux anciens députés et un journaliste, ont également été interpellées. Quatre activistes de l'opposition interpellés lundi après des heurts avec la police sont toujours incarcérés.

La police a tiré des gaz lacrymogènes, des balles de caoutchouc et des grenades assourdissantes, dimanche 21 octobre, pour disperser des dizaines de milliers de manifestants à Koweït City qui protestaient contre une réforme du code électoral jugée trop favorable aux candidats du pouvoir. La manifestation a rassemblé entre 30 000 et 100 000 personnes, selon les différentes sources. La police n'a pas fait d'estimation.

Le cortège s'était rassemblé en trois points de la capitale et devait converger vers le palais Seif, qui abrite les bureaux de l'émir, du prince héritier et du premier ministre. La police anti-émeute, armée jusqu'au dents, avait prévenu qu'elle n'autoriserait aucun '*sit-in, rassemblement, marche, regroupement ou campement*' dans '*aucun lieu autre que la place en face du Parlement*'. Les heurts ont rapidement éclaté lorsque les forces de police ont encerclé plusieurs groupes, avant de tenter de les disperser par la force.

La manifestation monstre était une réponse organisée par l'opposition à la décision de l'émir, cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Sabah, d'amender la loi électorale avant les élections législatives anticipées prévues le 1er décembre. Pour l'opposition, qui a décidé de boycotter le scrutin, c'était la mesure de trop. (lemonde.fr 21.10)

4- Cisjordanie

Les bons résultats obtenus par des candidats dissidents et la faible participation aux élections municipales de samedi en Cisjordanie fragilisent le Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas.

Ce scrutin, le premier dans un territoire palestinien depuis six ans, était boycotté par les islamistes du Hamas, qui contrôlent depuis juin 2007 la bande de Gaza et accusent le Fatah de persécuter leurs partisans en Cisjordanie.

L'absence des islamistes semblait ouvrir un boulevard au Fatah mais les résultats rendus publics dimanche montrent que des candidats de formations dissidentes ont remporté des sièges dans plusieurs grandes villes.

Autre déboire pour le Fatah, à peine la moitié des électeurs de Cisjordanie se sont rendus dans les bureaux de vote. Il y a sept ans, le taux de participation aux municipales avait atteint 80%.

Déjà mis en cause pour sa politique d'austérité, Mahmoud Abbas se voit ainsi encore fragilisé, alors qu'il entend de nouveau plaider

le mois prochain au Nations unies pour une reconnaissance internationale d'un Etat palestinien. (Reuters 21.10)

5- Islande

Les Islandais se sont prononcés lors d'un référendum d'initiative populaire pour une nouvelle constitution prenant en compte les leçons de la débâcle bancaire de 2008, notamment par un contrôle accru des ressources naturelles du pays.

L'effondrement du système bancaire islandais a entraîné une forte demande de changement dans la population, révoltée par la connivence entre la classe politique de l'époque et les milieux d'affaires.

Le référendum organisé samedi n'est pas contraignant pour le gouvernement, mais ses promoteurs espèrent que le monde politique ne pourra ignorer l'issue du scrutin.

Selon les premiers résultats publiés dimanche et portant sur deux-tiers des voix, 49% des quelque 235.000 électeurs ont participé au vote.

Six questions étaient posées, dont l'une avait trait au bien-fondé d'une nouvelle constitution rédigée sur la base d'un texte mis au point par un panel de 25 citoyens spécialement nommés pour cette tâche.

Soixante six pour cent des électeurs ont répondu "*oui*" à cette question. Toute modification de la constitution relève du parlement. (Reuters 21.10)

Donc seulement 32% des Islandais ont approuvé cette nouvelle constitution.

SOCIAL

France. Saint François, exhaussez leur voeu !

L'intersyndicale de Petroplus, la raffinerie dont la liquidation a été prononcée mardi par la justice, a été reçue à l'Elysée et a pu exposer ses revendications au président François Hollande, a-t-on appris samedi 20 octobre auprès des syndicats.

En déplacement au sommet européen à Bruxelles vendredi, le chef de l'Etat a finalement pu assister à la rencontre en début de soirée à Paris avec les représentants syndicaux du site de Petroplus.

Le secrétariat général adjoint de l'Elysée Emmanuel Macron, le conseiller social Michel Yahiel, ainsi que des représentants du ministère du Redressement productif étaient également présents.

"*On a parlé des repreneurs potentiels, NetOil (dont le siège est à Dubaï, ndlr) et Alafandi Petroleum Group (APG) (basé à Hong Kong) sont revenus dans la course et il y a d'autres repreneurs potentiels*", a indiqué Nicolas Vincent, délégué CGT.

L'intersyndicale a par ailleurs plaidé auprès de François Hollande pour la cession de la raffinerie à un repreneur, ou sa nationalisation, ainsi que pour l'intervention éventuelle de la future Banque publique d'investissement (BPI) ou du Fonds stratégique d'investissement (FSI).

"*On a besoin d'1% des 42 milliards de la BPI pour moderniser l'outil qui produira 8% des besoins de raffinage en France*", fait valoir Nicolas Vincent.

Selon cette source, une réunion sur la raffinerie doit avoir lieu à Matignon début novembre, avant le 5.

La justice a prononcé mardi la liquidation de la raffinerie Petroplus, qui emploie 470 personnes à Petit-Couronne (Seine-Maritime), près de Rouen.

Après avoir écarté deux offres de reprise, les juges du tribunal de commerce de Rouen ont permis à d'autres éventuels repreneurs de se "*faire connaître avant le 5 novembre*". (Le Nouvel Observateur avec AFP 20.10)

Haut de page

Le 23 octobre

CAUSERIE

On essuie de grosses rafales de vent, c'est bien pour faire tourner les éoliennes, on a du courant, mais il ne faudrait pas que cela se transforme en cyclone, c'est la saison. Il tombe des trombes d'eau depuis quelques jours, normal c'est la mousson, la rivière Kaveri qui alimente la principale centrale hydroélectique va pouvoir fonctionner à plein régime. Voilà de quoi nous mettre de bonne humeur !

Ici on se contente de peu, on n'a pas le choix. Quelqu'un de l'extérieur qui verrait les Indiens se marrer malgré la vie terrible qu'ils ont, pourrait facilement en déduire qu'ils sont débiles et irrécupérables, non, on prend son plaisir où on peut. Des petites choses nous suffisent, sinon on deviendrait fou ou on irait se pendre au premier arbre venu, ce que font malheureusement beaucoup d'Indiens ; avant ils se jettaient volontiers dans un puit, mais il n'en existe pratiquement plus, sauf à la campagne, sinon ils se pendent à un ventilateur, c'est commun en ville ou alors ils ingurgitent un produit chimique liquide, les journaux en tamoul y réservent deux pages par jour, et les suicides sont tellement nombreux qu'il consacre à chacun à peine quelques lignes.

C'est le genre de trucs qu'on ignore totalement chez vous, ici autour de nous on connaît tous quelqu'un, que dis-je, plusieurs personnes dans notre entourage qui a mis fin violemment à ses jours. On n'a pas la guerre avec des armes qui fait grand bruit, on a la guerre économique, discrète, qui dessime tranquillement la population, cela se voit d'autant moins qu'on est plus d'un milliard, alors quelques dizaines de milliers de suicices par jour, c'est la routine, cela passe inaperçu, et je ne vous parle même pas des gens qui parlent ouvertement de se foutre en l'air tellement ils en ont marre de la vie épouvantable qu'ils mènent, mes beaux-frères en font partie. C'est la barbarie au quotidien que je vis ici. Je ne vais pas vous casser le moral, vous avez déjà suffisamment de motifs pour cela chez vous.

Je n'ai reçu aucune réponse à mes courriels à une organisation et un parti, normal, ils aiment la vérité, mais la leur seulement, tronquée, viciée, la nôtre s'adresse et prend en compte les intérêts de l'humanité toute entière, en dehors des pourritures de banquiers et l'élite intellectuelle qui sert leur dessein funeste et criminel. On aura besoin de tous les militants et de toutes les bonnes volontés pour les vaincre. On reviendra dans les prochains jours sur tout cela, surtout si vous ne l'avez jamais fait de votre côté, visionnez la sélection de vidéos que j'ai mises en ligne (adresse seulement), un conseil d'ami si je puis me permettre. Vaincre l'ignorance, la nôtre pour commencer, c'est un devoir pour chaque militant. On ne va pas se laisser abattre pour si peu. Vive la lutte de classe et la révolution socialiste internationale !

Bonne continuation à vous tous.

L'article du portail Atlantico.fr (économie) est nul ou presque, c'est ce qui le rend particulièrement intéressant. En y réfléchissant durant ma courte pause à midi pour casser la graine, j'ai eu le temps de poser les grandes lignes d'un article sur l'or et le dollar ou la monnaie que je peaufinerai ce soir.

Il semble, vaut mieux être prudent, qu'ils nous préparent quelque chose de monstrueux à l'échelle mondiale avec l'or et le dollar, le crash de 1929 à l'échelon de la planétaire entière. Ils en ont acquis les moyens : les banquiers de la Fed (et accessoirement leurs associés internationaux) disposent du plus grand stock d'or du monde, des mines d'or et d'argent (notamment), de la planche à billets (dollar, euro, livre), et sur le plan politique avec la Commission Trilatérale réunissant le NAFTA (alliance des pays d'Amérique du Nord), l'UE et l'ALEAN (et APEC, région Asie Pacifique), ils sont déjà pour ainsi dire les maîtres du monde... La suite demain.

Lobbying. Dégénérescence et liquidation programmée d'une grande partie de la population mondiale.

- OGM : Séralini plaide pour une interdiction du maïs NK603 avant une nouvelle étude - LePoint.fr

- OGM : l'Anses, qui réfute l'étude du Pr Séralini, souhaite des études à long terme sur l'association avec les pesticides - L'Express.fr

- Maïs OGM : le Haut Conseil des biotechnologies réfute les conclusions de l'étude - LePoint.fr

Je suis absolument contre l'utilisation des OGM dans l'alimentation.

Ces manipulations génétiques n'auraient jamais dû exister. Elles sont sorties du cerveau de l'élite intellectuelle désignée par le cartel des banquiers internationaux pour soumettre l'agriculture de tous les pays aux multinationales que ces derniers contrôlent, Monsanto en tête.

Pire encore, les OGM n'ont pas été conçus par les pires criminels qu'a connu l'humanité à ce jour pour son bien-être, il n'y a que les ignorants ou les naïfs pour le croire, mais pour affaiblir les défenses immunitaires de la population et l'empoisonner à son insu,

afin d'éliminer les peuples qu'ils estiment à terme nécessaire de faire disparaître.

Les OGM s'inscrivent dans un plan d'ensemble (une guerre qui ne dit pas son nom) qui consiste à faire en sorte qu'une infime minorité détienne le pouvoir absolu, pas seulement sur la population, mais aussi sur la flore et la faune, sur les richesses du sous-sol de la terre, sur la planète entière. Il serait peut-être temps d'en prendre conscience.

Pour revenir à cette affaire.

Le professeur Séralini a fait preuve d'une grande sagesse ou de lucidité en plaidant pour une interdiction du maïs NK603 produit par Monsanto avant une nouvelle étude, démarche que conteste l'Anses en prônant au contraire l'autorisation de la mise sur le marché de ce maïs transgénique sans même attendre les résultats d'une étude à long terme sur l'association de cette OMM avec les pesticides. A suivre

Manipulation psychologique des masses. Facebook : No limit !

- Facebook expliqué aux parents - Le Point.fr

- Pour répondre aux angoisses d'adultes dépassés par l'usage du Net, l'opérateur téléphonique Orange a mis en place un "cours des parents" pour apprendre le b.a.-ba des réseaux sociaux.

Intention louable ou généreuse de l'opérateur serait-on porté naïvement à penser. Oui, mais plus loin on nousdit que "*évidemment, Orange n'a pas la solution miracle*", pas de bol ! Pire.

- Reste que si les parents seront désormais à même de mieux sécuriser le compte, les enfants concernés pourront toujours (dé) cocher toutes les cases qu'ils souhaitent. "*Quoi ? bondissent les parents à l'unisson. Il n'y a pas de possibilité d'installer un logiciel de contrôle parental spécifiquement sur Facebook ?*" La réponse est non. Sur Facebook comme ailleurs, il va falloir faire confiance à votre enfant. (Le Point.f 22.10)

ACTUALITE EN TITRES

Encore une chance, non mais !

- Le rapport Gallois n'est pas enterré, affirme Pierre Moscovici - L'Expansion.com

En famille ils ne se sentent plus...

- «*Les barons du PS ont une attitude arrogante*» - LeFigaro.fr

Sages mais pas fous... ou l'inverse.

Les Sages pourraient censurer la loi sur le logement social - LeFigaro.fr

Tiens donc, des banquiers !

- Brésil: Nicolas Sarkozy a rencontré la présidente Dilma Rousseff avant une nouvelle conférence - L'Express.fr

En visite dans le pays pour donner une conférence avec des banquiers à Sao Paulo, l'ancien chef de l'Etat français a fait un détour par la présidence brésilienne pour s'y entretenir, à huis clos pendant une heure, avec Dilma Rousseff. (L'Express.fr 22.10)

Ingratitude. Tant que cela ?

- Chantal Jouanno à l'UDI: Fillon "*déçu et choqué*" - L'Express.fr

- Chantal Jouanno : '*Je reste une sarkozyste 2007 convaincue*' - LeMonde.fr

Une insulte au genre humain, quoi.

Trop riches ! Trop pauvres !

- Alimentation: Pourquoi les Français gaspillent-ils tant - 20minutes.fr

- Debré (UMP) pessimiste à propos de l'accord sur les dépassements d'honoraires - LePoint.fr

Le député UMP de Paris Bernard Debré a déclaré qu'il y a trop d'hôpitaux en France et plaide pour des dépassements avec tact et mesure. (LePoint.fr 22.10)

Le cynisme n'a pas de limite chez ces gens-là...

Syrie.

Changement de ton : c'est cuit pour l'Otan !

- La Turquie pire que la Chine pour les journalistes, dit une ONG - Reuters

- L'Onu prépare différents plans de maintien de la paix en Syrie - Reuters

... et la pourriture sioniste désespère et passe à l'offensive.

- Syrie: Kouchner et Glucksmann pour une intervention militaire - L'Express.fr

Les véritables gangsters ne sont pas ceux qu'on croit.

A qui obéissent-ils ? Comment font-ils pour passer d'un pays à un autre ? Qui les a armés, les financent ?

- Mali: des centaines de djihadistes étrangers affluent dans le nord - L'Express.fr

Parole de gangsters.

- Au Sahel, la guerre contre l'islamo-gangstérisme - LeMonde.fr

Confirmation. Rue89 porte-parole de la pire réaction en France.

- La France doit lâcher le premier ministre libanais Najib Mikati - Rue89

Cadeau empoisonné. Bizarre ?

- L'émir du Qatar débarque à Gaza chargé de cadeaux - Libération.fr

Cette visite, favorisant le Hamas plutôt que le Fatah, est qualifiée de «*bizarre*» par Israël. (Libération.fr 22.10)

Le plus "*bizarre*", c'est plutôt le commentaire du journal du banquier Rothschild, allié de l'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, et à la tête du mouvement sioniste international. Pour rappel, 80% d'Israël appartiendrait au Rothschild.

Comme quoi...

- Les médias brésiliens se passent très bien de Google News - L'Expansion.com -

Internet, pourquoi d'une application militaire (Pentagone) , est-ce devenue subitement une application civile accessible à tous ? Réponse.

- L'opposition à Poutine tente de s'organiser sur internet - Reuters

- Les adversaires de Vladimir Poutine ont décidé de s'organiser sur internet et ont élu 45 représentants dont la tâche sera de rendre plus efficaces. (Reuters 22.10)

Afrique du Sud. Aveu embarrassant. Assassinat.

- La police reconnaît la possibilité de bavures dans la fusillade de Marikana - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Hausse de la redevance audiovisuelle.

Après un très bref débat, les députés ont voté, ce lundi, l'augmentation de quatre euros de la redevance audiovisuelle. Elle passera ainsi de 125 à 129 euros, comme prévu initialement par le projet de budget 2013. Cela n'impactera pas les résidences secondaires, comme l'avait exclu le Premier ministre.

- L'extension de la redevance aux résidences secondaires avait été supprimée par la droite en 2005. (L'Expansion.com 22.10)

1.2- Un article d'un trader (liesi)

Avertissement.

J'ai écarté le dernier paragraphe de cet article un peu trop anticommuniste à mon goût où l'auteur se livrait à des amalgames insupportables.

Ce sont des traders, ceci explique cela, mais leurs analyses méritent le détours car ils fréquentent des gens que l'on ne peut pas approcher et ils en savent souvent plus que nous ou ce que l'on trouve ailleurs.

Ces voyous qui gouvernent pour des citoyens apatrides**...** le temps que finisse la nuit.

Aujourd'hui, il semble évident, à entendre le rouge devenu vert Cohn Bendit, vociférer toujours en faveur de la Révolution mondiale, que les souverainistes seront de plus en plus détestés par la technocratie bruxelloise au même titre que les complotistes (ceux qui préfèrent la lecture officieuse de l'Histoire -Balzac- à la version officielle des dirigeants voyous qui rend impossible la corrélation entre les événements futurs et ceux du passé).

Il suffit simplement d'un peu de temps, quelques attaques menées par la finance internationale, tant sur les marchés financiers que sur les taux des dettes souveraines, et les souverainistes seront les gens mal pensants… ceux qui empêchent des solutions assurant le calme après la tempête. Nous en sommes au début.

Les moulins à propagande de la pensée unique savent transformer les évidences en doute par force de répétition de messages (faux) répétés inlassablement. Et force est de reconnaître que le rouge vert Cohn Bendit est très apprécié sur les plateaux de télévision. Pourquoi donc aucun de nos grands journalistes du grand écran ne s'est-il jamais intéressé à son parcours, plutôt très croustillant ? Pourquoi est-il L'intouchable ?

Ces rouges intouchables qui roulent pour le cartel de la haute finance…

Les crises successives doivent abattre les dernières forteresses des Etats nations, comme les crises successives survenues aux Etats-Unis tout à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle ont fini par faire avaler la pilule de la création d'une Banque centrale de droit privé. Depuis, le citoyen américain est l'esclave des coteries de Wall Street. L'Europe n'est pas en reste.

Les officines secrètes, les brasseurs d'affaires, les banquiers sans foi ni loi mais guidés par le souci d'amasser et de '*gagner plus*' (pas surprenant que l'on en trouve de très nombreux comme généreux donateurs du Premier cercle de l'UMP), veulent accréditer l'idée qu'une Europe forte (pour s'opposer à d'autres blocs continentaux) doit être le résultat de lourds sacrifices. Et comme le citoyen n'est pas capable de comprendre cette 'nécessité', il doit subir,… faire confiance dans le changement à la sauce hollandaise et… payer… surtout payer.

Aujourd'hui l'Etat doit perdre sa souveraineté ; demain, le propriétaire sera taxé sur sa propriété. C'est ainsi que la société glisse

vers le rouge, couleur de la cravate d'un certain politicien plutôt haineux du peuple, sauf quand il en a besoin pour faire du score.

Les maçons de la Babel européenne inventent des mots comme «*TSCG* », « *FESF* » ou « *MES* », un peu compliqués. Aussi dit-on qu'ils traduisent la « *solidarité européenne* ». Il faut plus d'Europe et les peuples ne le comprennent pas. Donc il faut agir sans lui, le museler, et lui faire admettre que l'unique solution est la gouvernance globale. Là est la nouvelle définition de la démocratie. Espérons que les gogos de l'interprétation républicaine de la Révolution de 1789 comprendront, avant d'être complètement plumés par ceux qui promettent le changement et qui ne visent qu'à abaisser la France en échange de strapontins dans de nouvelles entités supranationales.

En attendant, ceux qui nous gouvernent aujourd'hui « *au nom du peuple* » nous imposent, par ce traité européen récemment signé, la création d'un régime non-démocratique au nom de la sauvegarde d'un système qui nous appauvrit, sans que la population ne puisse réagir autrement que par la violence (puisque les solutions « *démocratiques* » comme le référendum, les grèves et les manifestations n'ont plus de poids). Et ce n'est que « *justifié* » par cette violence délibérément organisée, qu'un pouvoir autoritaire pourra ensuite se mettre légitimement en place et la répression se légaliser…

Cela est bien évidemment à éviter.

De toutes les façons, il est important de garder l'espoir : leur plan va échouer. Laissons du temps au temps pour nous préparer à la nuit qui tombe afin de tenir jusqu'à l'aurore. Mais nous en sommes encore loin… (liesi 19.10)

2- Etats-Unis

Présidentielles américaines : qui mentira le mieux ?

Barack Obama et ses porte-parole à la Convention démocrate ne cessent de répéter que « les perspectives sont bonnes mais que nous avons besoin d'un peu plus de temps ».

N'est-ce pas la même attitude défensive choisie en France par François Hollande ?

En fait les statistiques macro-économiques interprétées comme encourageantes par quelques économistes américains (surtout démocrates) ne donnent aucun signe positif du côté du chômage. De nombreux américains ne figurent plus les listes de demandeurs d'emplois et, en réalité, il n'y a pas d'amélioration. La triste réalité est que les Américains sont plus nombreux que jamais (46 millions) à dépendre de l'aide publi-que pour acheter de la nourriture. Selon la dernière étude du département de l'Agriculture, un Américain sur six ne mangeait pas à sa faim en 2011 et neuf millions d'enfants vivaient dans l'« insécurité alimentaire».

Dans un tel contexte, les stratèges de B. Obama lui ont conseillé de reprendre toujours le même argument économique : ce que propose le candidat républicain M. Romney serait encore pire. (liesi 20.10)

3- Grèce

Le Premier ministre grec, Antonis Samaras, a exclu du groupe parlementaire de son parti un député qui a menacé de voter contre le dernier train de mesures d'austérité exigé par les créanciers internationaux du pays, annonce le gouvernement grec.

Le député exclu, Nikos Stavrogiannis, a déclaré dans une interview à la presse ce week-end qu'il voterait contre les mesures, qui comprennent notamment une nouvelle baisse des salaires et des pensions de retraite.

Nikos Stravogiannis, qui sera classé député indépendant après son exclusion du groupe Nouvelle Démocratie, estime ces mesures "*injustes et inefficaces*" et ne pas pouvoir les voter "*en conscience*". Le porte-parole du gouvernement, Simos Kedikoglou, a confirmé lundi son exclusion. "*L'intérêt national*" doit primer, a-t-il dit à la télévision grecque.

Nikos Stravogiannis est le premier député Nouvelle Démocratie à être exclu pour avoir menacé de voter contre l'austérité.

La coalition gouvernementale tripartite a enregistré une seconde défection, lundi, le député Yannis Mihelogiannakis de la Gauche démocrate ayant annoncé son intention de rejoindre les indépendants en raison de ses réserves sur le plan d'austérité.

"*Les nouvelles mesures vont être la pierre tombale de la société grecque*", a-t-il affirmé pour expliquer sa dissidence. (Reuters 22.10)

4- Tunisie

Environ 5.000 militants de l'opposition laïque ont défilé lundi sur l'avenue Bourguiba dans le centre de Tunis pour protester contre la violence politique et religieuse en accusant les islamistes au pouvoir de menacer la transition démocratique.

Cette manifestation intervient quatre jours après la mort d'un représentant du parti d'opposition Nida Tounès (L'Appel de la Tunisie) lors d'échauffourées avec des islamistes proches du parti Ennahda (au pouvoir) à Tataouine, dans le sud du pays.

Le chef de file de Nida Tounès, l'ex-Premier ministre Beji Caïd Essebsi, a qualifié vendredi la mort de Lotfi Naguedh de premier assassinat politique en Tunisie depuis la révolution qui a conduit à la chute du président Zine ben Ali en janvier 2011.

"*Non à la dictature émergente, non à la dictature religieuse*", "*Le pouvoir appartient au peuple*", pouvait-on lire lundi sur les banderoles brandies par les manifestants qui appelaient à la chute du pouvoir en place, à la veille du premier anniversaire des élections remportées par Ennahda.

"*La violence se répand et le gouvernement ne bouge pas. (...) C'est une menace grave contre la transition démocratique en Tunisie*", a déclaré Ahmed Ibrahim, chef du parti laïque Al Massar. (Reuters 22.10)

5- Koweït

L'opposition s'est déclarée lundi déterminée à poursuivre son mouvement de contestation, malgré la violente répression la veille de la plus grande manifestation dans l'histoire du Koweït, sans remettre en cause le règne de la dynastie des Al Sabah.

"*Malgré les mesures répressives du gouvernement, nous assurons que nous poursuivrons notre campagne de protestation (...) et nous annoncerons de nouvelles activités bientôt*", a promis un communiqué publié à l'issue d'une réunion des groupes de l'opposition.

L'opposition a affirmé dans son communiqué que la lutte pour les réformes était "*une longue bataille*" mais a assuré que les protestations populaires n'étaient "*pas dirigées contre les Al Sabah*", la dynastie au pouvoir depuis plus de 250 ans.

"*Les revendications du peuple koweïtien ne se limitent pas à l'abolition du décret (sur l'amendement de la loi électorale...) mais incluent des réformes politiques qui transformeraient le Koweït en démocratie parlementaire*", a ajouté le communiqué.

"*Malheureusement, nous nous dirigeons vers l'inconnu. Je m'attends à de nouvelles protestations, à davantage de manifestations et de confrontations*", a estimé Ayed al-Manna, un professeur koweïtien de sciences politiques. "Le régime peut déclarer la loi martiale, ce qui conduirait à une confrontation ouverte entre le régime et le peuple".

"*Nous sommes entrés dans une nouvelle phase, où les jeunes jouent un rôle central dans l'opposition*", selon Dahem al-Qahtani, un expert indépendant.

"*En l'absence d'une solution pacifique, nous pourrions aller vers un scénario similaire à celui de Bahreïn*", a-t-il déclaré à l'AFP, en référence au petit royaume secoué par des manifestations sporadiques mais persistantes contre la famille régnante.

"*A ce stade, il est très difficile, voire impossible pour le mouvement populaire de faire marche arrière. La solution réside dans de véritables réformes démocratiques*", a-t-il souligné.

En 1962, le Koweït a été le premier pays arabe du Golfe à se doter d'une Constitution et opter pour une démocratie parlementaire, jugée souvent incomplète car l'émir et sa dynastie jouissent de larges pouvoirs. Des crises politiques à répétition ont conduit à la dissolution du Parlement à neuf reprises, dont six depuis la mi-2006.

L'opposition, qui rassemble des islamistes, des nationalistes et des libéraux, réclame des réformes démocratiques de fond pour réduire l'emprise des Al-Sabah sur les rouages de l'Etat, avec en particulier un gouvernement élu et une meilleure lutte contre la corruption. (Reuters 22.10)

SOCIAL

1- Grèce

La forêt de Skouries, dans le nord de la péninsule grecque de Halkidiki s’est transformée en champ de bataille dimanche soir alors que des villageois et des manifestants proches du Syriza se sont affrontés avec la police anti-émeute. Environ 2000 manifestants ont défilé pacifiquement vers le site de la société Eldorado contre l’impact environnemental grave de ses activités

d'exploitation minière. Des escadrons de la police anti-émeute avait déjà bloqué l'entrée et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser la foule.

Il y a eu plusieurs cas de brutalité policière scandaleux qui n'ont pas été -comme souvent- repris par les médias traditionnels. De manière opposée, les messages sur twitter furent encore une fois d'une viralité importante.

Des policiers auraient cassé les fenêtre des voitures en bas de la jonction de la route, avec les passagers restés à l'intérieur, ont tabassé des manifestants âgés, contraint une femme de 55 ans à s'agenouiller, la blessant à la jambe et ont cassé l'objectif de la caméra du journaliste @nikospilos.

Iliopoulos, membre du mouvement de jeunesse Syriza aurait dit: « *Ils (les policiers) nous ont poursuivi jusqu'en bas de la route pendant 7km et les gens ont été pris de panique. Ils ont lancé des gaz lacrymogènes à l'intérieur des voitures.* »

18 personnes ont été arrêtées et ont été conduites au poste de police de Polygyro (capitale de Halkidiki), où 150 autres personnes se sont rassemblées pour exprimer leur solidarité. Suite aux négociations, des détenus ont finalement été autorisés à voir 4 avocats.

Le député du Syriza Katerina Igglezi s'est vue refuser l'accès au bâtiment et aurait été agressée par un policier en civil sur place. Les détentions se sont toutes transformées en arrestations, sauf pour un conducteur de pick-up qui a été inculpé de tentative d'homicide alors qu'il était transféré à l'hôpital pour des problèmes cardiaques après que la police aient lancé une grenade lacrymogène dans son véhicule qu'il était en train de conduire (!).

Parmi les personnes présentes à la manifestation, il y avait manifestants anti-mine de Kilkis et de Thrace, dont les régions sont également menacées par un désastre environnemental dû aux plans miniers. Étaient également présents des militants écologistes de Thessalonique, deux députés du Syriza, un Eurodéputé Eco-Green et un représentant du parti des Grecs indépendants.

Le service de communication du Syriza a condamné « *les forces répressives de la police* » . En poursuivant que « *la police, au lieu de protéger les intérêts du peuple, est utilisée comme une armée de mercenaires pour servir les intérêts des colonialistes modernes* ».

De son côté, le service de communication du ministre de l'ordre public, Dendias, a indiqué que « *L'annonce du Syriza est un monument d'insolence et de tentative de perversion des faits. Les soi-disant manifestants pacifiques ont attaqué la police sans provocation à Halkidiki avec des cocktails Molotov, des pierres, des bouts de bois.* » Dendias accuse les manifestants d'avoir provoqué le feu de forêt, comme durant les dernières manifestations contre la mine d'or.

Enfin, Dendias précise qu'«*il est temps de réaliser que les députés du Syriza comme les membres de l'Aube Dorée devraient se conformer(…), comme tous les citoyens grecs, aux même exigences de la Constitution et des lois de la République hellénique* » .

Une manière de faire croire que les écologistes qui souhaitent protéger la forêt seraient assez stupides pour provoquer un incendie. Une manière de faire croire que la police fait un travail admirable pour la protection de la population et de la constitution grecque.

Et enfin une manière de faire croire que les activités du Syriza seraient comparables aux violences des membres de l'Aube Dorée.

On atteint donc des sommets. (okeanews.fr 21.10)

2- Suède

Electrolux a annoncé lundi son intention de réduire ses coûts en Europe en raison de conditions de marché difficiles, qui l'ont aussi conduit à réduire sa prévision de marché pour l'Amérique du Nord.

Le groupe suédois d'électroménager (numéro deux mondial du secteur derrière l'américain Whirlpool), qui a fait état d'une hausse, conforme aux attentes, de 33% de son bénéfice d'exploitation du troisième trimestre, a précisé qu'il allait entamer des pourparlers avec les représentants syndicaux de l'usine de Revin (Ardennes) afin de mettre un terme à la production de machines à laver.

Il promet de rechercher "*des solutions extérieures*" pour réindustrialiser le site, qui emploie un peu plus de 400 personnes.

"*La situation du marché en Europe est susceptible d'empirer avant de s'améliorer et nous en minimisons les effets en lançant de nouveaux produits et en supprimant des coûts*", a déclaré Keith McLoughlin, directeur général du groupe.

Le coût total de ces mesures sera d'environ un milliard de couronnes suédois (117 millions d'euros), charge qui sera passée dans

les comptes du quatrième trimestre. Le chiffre d'affaires s'est établi à 27,2 milliards de couronnes .

S'agissant de l'évolution du marché européen, Electrolux a confirmé tabler sur une demande au mieux stable et au pire en recul de 2%. En revanche, en Amérique du Nord, le groupe voit désormais le marché de l'électroménager reculer de 1% alors qu'il anticipait auparavant une hausse pouvant aller jusqu'à 2%. (Reuters 22.10)

Vous avez compris le message : réjouissez-vous salariés d'Electrolux, on prend les devants, car sinon le coût social serait pire encore... pour vous bien sûr!

ECONOMIE

1- Banque. (France)

Le milieu bancaire français se porte bien… la preuve… La filiale de courtage du Crédit Agricole, Cheuvreux, envisage de supprimer 80% de son effectif en France, soit 290 postes sur 358, dans le cadre de son union avec son concurrent Kepler, a indiqué vendredi une source proche du dossier.

Cette source confirmait une information publiée par le journal en ligne l'Agefi. « *A l'échelle du groupe (France et Europe), les suppressions de postes se montent à 500 sur un effectif de 700 personnes* », affirme l'Agefi, précisant que l'information a été divulguée jeudi lors d'un comité d'entreprise de Cheuvreux.

Contactée par l'AFP, Crédit Agricole CIB, la banque de financement et d'investissement de Crédit Agricole, s'est refusé à tout commentaire. Crédit Agricole CIB et Kepler avaient indiqué en juillet être entrés en négociation exclusive en vue du rapprochement des deux entités. Leur fusion doit donner naissance au premier courtier actions en Europe continentale, Kepler Cheuvreux. A la suite de cette opération, Crédit Agricole prendrait une participation d'une quinzaine de pourcent dans le nouveau groupe, avait indiqué à l'AFP la banque lors de l'annonce des discussions.

En sus du Crédit Agricole, la banque italienne UniCredit est également partie prenante à la transaction car elle a développé un partenariat avec Kepler et pourrait prendre une participation dans le nouvel ensemble Kepler Cheuvreux. La banque française a engagé un large processus de cession de ses filiales de courtage. Des nouvelles qui se généralisent…

Julius Baer va supprimer entre 15 et 18% de ses effectifs dans le but d'accroître sa rentabilité. La mesure s'inscrit dans le cadre de l'intégration des activités de gestion de fortune de Merrill Lynch hors des Etats-Unis et du Japon rachetées à Bank of America.

Les coupes devraient donc concerner entre 850 et 1030 des quelque 5700 emplois que le groupe bancaire privé zurichois compte, selon un communiqué publié mardi à l'occasion d'une journée des investisseurs à Londres. Julius Baer n'a pas donné le détail de l'impact des mesures sur les plus de 50 sites qu'il exploite. Conclusion

Les marchés ont-ils toutes les raisons de grimper ? (liesi 18.10)

2- UE

Le déficit budgétaire consolidé des 17 pays membres de la zone euro a fortement diminué en 2011, à 4,1% du produit intérieur brut (PIB) contre 6,2% en 2010 mais, parallèlement, le montant de la dette publique a augmenté pour atteindre 87,3% du PIB en 2011 contre 85,4% en 2010, selon les chiffres publiés lundi par le bureau des statistiques de l'Union européenne (Eurostat).

L'Allemagne, première puissance économique de la zone euro, a fortement réduit son déficit budgétaire, tombé à 0,8% du PIB en 2011 contre 4,1% en 2010. Le niveau de sa dette est revenu a 80,5% du PIB en 2011 contre 82,5% l'année précédente.

L'Irlande a considérablement diminué son endettement budgétaire passant de 30,9% en 2010, ratio qui s'expliquait par des dépenses exceptionnelles dans le cadre du sauvetage de son système bancaire, à 13,4% en 2011. Sa dette publique a toutefois fortement augmenté, passant de 92,2% du PIB en 2010 à 106,4% en 2011.

Pays le plus endetté d'Europe avec un taux d'endettement de 170,6%, la Grèce a réduit son déficit budgétaire qui a atteint en 2011 9,4% contre 10,7% en 2010 et 15,6% en 2009.

L'Espagne a peu réduit son déficit budgétaire, qui est passé de 9,7% en 2010 à 9,4% en 2011. Cette faible réduction

est principalement due à la recapitalisation par l'Etat de trois banques régionales, selon Eurostat.

Le niveau de la dette espagnole est resté modéré à 69,3% du PIB en 2011 contre 61,5% en 2010.

Le déficit budgétaire italien a diminué, passant de 4,5% du PIB en 2010 à 3,9% en 2011 mais la dette publique a légèrement augmenté pour atteindre 120,7% du PIB en 2011 contre 119,2% l'année précédente. Le Portugal a divisé par deux le niveau de son déficit budgétaire, qui est passé de 9,8% du PIB en 2010 à 4,4% en 2011, mais, sa dette publique a fortement augmenté pour atteindre 108,1% du PIB en 2011 contre 93,5% en 2010. (Reuters 22.10)

La réduction du déficit budgétaire correspond à la fois aux coupes dans les budgets sociaux de l'Etat et à l'augmentation des taxes et impôts perçus et payés par les travailleurs en très grande partie, quant à l'augmentation de la dette publique, elle correspond aux cadeaux accordés aux banquiers et aux capitalistes (exonérations de cotisations sociales, aides (sic!) à la recherche, etc.

3- Energie

Siemens va vendre ses activités liées à l'énergie solaire, comme le prévoit son plan d'économies "*Turbine 2013*", et a déjà engagé des discussions avec des acheteurs potentiels.

"*En raison des changements sur les marchés de l'énergie solaire, d'un ralentissement de la croissance et d'une forte concurrence sur les prix, les objectifs de la compagnie dans ce domaine n'ont pas été atteints*" a déclaré lundi le groupe allemand.

Siemens souhaite se focaliser sur d'autres énergies renouvelables, comme l'hydro-électrique et l'éolien.

La branche de Siemens consacrée à l'énergie solaire emploie 680 personnes et a généré moins de 300 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2011.

Siemens donnera plus de détails concernant les économies envisagées et le nombre de licenciements prévu par son programme de réduction des coûts "*Turbine 2013*", lors de la publication de ses résultats annuels, programmée le 8 novembre. (Reuters 22.10)

Il y a de nombreux pays en Afrique et en Asie principalement qui bénéficient d'un ensoleillement permanent tout au long de l'année, pour lesquels l'énergie solaire présenterait une alternative viable à l'énergie fossile qu'ils importent (l'Inde) en grande partie. Mais cette solution n'est pas exploitée ou faiblement, beaucoup trop chère ou inaccessible.

Quant à retenir les éoliennes, leur production est très aléatoire puisqu'elle dépend du vent qui souffle ou non ; pas de vent pas d'électricité, je viens d'en faire l'expérience pendant une douzaine de jours. Pour la petite histoire, on a de nouveau du courant 24h/24 ou presque depuis trois jours, et effectivement le vent s'est remis à souffler. Et les régions où le vent souffle en quasi permanence toute l'année sont généralement situées loin des terres habitées ou isolées.

L'annonce de Siemens, en dehors de virer 680 salariés, n'a pas d'autre signification sérieuse, car du jour au lendemain ils peuvent décider de revenir à l'énergie solaire. Mon propriétaire qui connaît bien le sujet et qui utilise en grande partie cette source d'énergie m'a dit que les sociétés commercialisant des panneaux solaires en Inde proposent des produits estampillés made in France, Allemagne ou China, alors qu'en réalité la plupart sont fabriqués en Inde, et les panneaux solaires estampillés made in India sont les plus chers, cherchez l'erreur !

4- Grèce

La montagne de dettes de la Grèce est encore plus importante que prévu. Le déficit et la dette publics de la Grèce pour l'année 2011 se sont nettement aggravés, respectivement à 9,4% et 170,6% du PIB, selon des données provisoires rendues publiques lundi par l'Autorité des statistiques grecques (Elstat).

En chiffres absolus, le déficit s'établit à 19,686 milliards d'euros et la dette à 355,658 milliards, sans grande différence par rapport aux estimations d'avril.

En 2009, juste avant le déclenchement de la crise, le pays accusait un déficit public de 15,6% du PIB, à 36,125 milliards d'euros et une dette de 129,7% du PIB, à 299,682. (L'Expansion.com 22.10)

Haut de page

Le 24 octobre

CAUSERIE

Depuis hier je rencontre à nouveau des problèmes avec mon ordinateur, comme chaque année à la même saison à cause de mousson et de l'humidité. Un des ventilateurs ne fonctionne plus, je l'ai immédiatement remplacé et j'ai ouvert un côté de l'ordinateur pour qu'il chauffe moins. Cela dit il s'est bloqué plusieurs fois hier soir et ce matin. Du coup je sauvegarde tout sur une clé USB par précaution, un homme averti en vaut deux !

J'ai découvert encore par hasard l'existence d'un journaliste, sérieux ou pas, je n'en sais rien, Pierre Jovanovic, il a publié récemment (date ?) Blythe Masters (éd. Le jardin des livres), un livre qui raconte comment cette banquière chez JP Morgan spécialisée dans les produits dérivés a acheté des stocks monstrueux de matières premières, y compris alimentaires, pour simuler une crise ou leur raréfaction, en réduire le volume disponible sur les marché pour en faire grimper artificiellement les prix et les revendre ensuite au prix fort pour toucher le jackpot, ce qui été à l'origine d'émeutes de la faim dans une quarantaine de pays principalement en Afrique en 2008.

Il paraît que ce livre se lit facilement et qu'il est extraordinaire, car son auteur démonte pièce par pièce comment s'est effectuée cette opération spéculative sur les marchés mondiaux. Apparemment monsieur Jovanovic est informé sur les institutions du Nouvel ordre social et bon nombre de mensonges ou de fables véhiculés depuis des siècles ou davantage encore, mais il semblerait aussi qu'il lui arrive de fantasmer, j'emploie le conditionnel n'en sachant pas davantage sur lui et ses ouvrages.

Il se trouve qu'on ne peut pas produire une multitude de livres et avoir d'autres activités à côté en si peu de temps, et y consacrer le temps qui est nécessaire pour réfléchir à toutes les questions sur les sujets qu'il aborde, rassembler une documentation et l'étudier sérieusement. Or ce qui nous intéresse avant tout ce ne sont pas des ouvrages superficiels ou approximatifs, mais des données ou connaissances exactes auxquelles on puisse faire référence par la suite ou utiliser pour notre propre réflexion qui ne consistent pas à procéder par abstraction pour ensuite se contredire sur un plan général, car pour comprendre ce qui se passe dans les domaines qui nous intéresse on a besoin de pouvoir porter un regard valable sur l'ensemble de la société ou du monde, car c'est à cette échelle que nous combattons.

J'ai consacré quatre heures à télécharger des articles et quelques vidéos sur l'économie et l'entourloupe des banquiers sur l'or et l'argent. Je vais prendre le temps de lire et écouter tout cela avant de rédiger mon article sur la monnaie et l'or ; j'en ai rédigé les grandes lignes hier soir, mais il se pourrait bien que je devrais y apporter d'importantes corrections, j'y ai passé plus de deux heures déjà. On procèdera par chapitre peut-être ou sous forme d'épisodes.

Quelques articles ne seront traités que demain par manque de temps.

Recyclage des déchets.

- Pendant ce temps-là, Papandréou enseigne la crise à Harvard - LePoint.fr

Vous savez pourquoi ils recyclent ainsi Blair, Clinton, Sarkozy, etc. ? Parce qu'ils racontent à un parterre de petits banquiers, hommes d'affaires, chefs d'entreprises, ne correspond pas tout à fait à la réalité, mais uniquement à ce que veulent leur faire croire ceux qui tirent les ficelles ou ce qu'ils ont décidé de porter à leur connaissance, mais pas davantage, ils les abusent un peu ou beaucoup, je n'y suis pas pour le juger précisément, et se servent de ces laquais pour faire cette sale besogne. Comme on dit, ils n'appartiennent pas au premier cercle, sauf les Présidents américains, dont certains ont justement disparu brutalement...

Vous ne croyez tout de même pas qu'ils vont leur raconter comment fonctionne véritablement l'économie mondiale afin de découvrir les magouilles des banquiers de la Fed, Sarkozy franchement ce ne serait pas sérieux, ils ne le savent pas eux-mêmes ou en partie seulement, et s'ils commettaient l'imprudence d'en parler en public, ils seraient grillés... ou liquidés !

Nous non plus!

- CGT: Thierry Lepaon n'aime pas les francs-maçons. - lexpress.fr

D'où vient cette rumeur ? D'une déduction un peu trop facile. Comme Lepaon préside le Groupe CGT au Conseil économique, social et environnemental (Cése), et comme le Cése est réputé être un repère de frangins (les présidents du Cése le seraient presque tous)... on en a déduit que Lepaon en était proche.

Cette proximité supposée de Lepaon apparaissait pourtant paradoxale. Ce n'est pas à la CGT que la sensibilité maçonnique s'épanouit le mieux, loin s'en faut... mais plutôt à l'Unsa et surtout à FO. De surcroît, Le Paon a sa carte au PCF, où là-aussi la maçonnerie n'a pas bonne presse : elle y est perçue comme un cercle de collaboration de classes.

Lepaon a entendu la rumeur et a donc jugé utile de démentir. "*Je ne suis pas franc-maçon, je ne l'ai jamais été et je ne le*

serai jamais", affirme-t-il catégorique. Le propos apparaît un tantinet maladroit.

Le plus surprenant, c'est que Lapaon en rajoute. "*Arrivé à la présidence du groupe CGT au Cese, j'ai lu une dizaine de livres sur la franc-maçonnerie pour comprendre comment ça marchait*" parce que "*quand on préside un groupe dans une instance comme celle-ci, il faut savoir comment les réseaux fonctionnent*", raconte-t-il.

C'est clair, le nouveau patron de la CGT ne va faire se faire que des amis dans les loges ! (lexpress.fr 23.10)

L'offensive du capital. Mode d'emploi.

1- L'offensive patronale sur tous les fronts s'intensifie.

Dans le cadre des "*rumeurs*" qui circulent sur le contenu du rapport Gallois qui doit être remis au gouvernement le 5 novembre prochain, le think tank patronal l'Institut de l'entreprise rappelle que la baisse des charges est la seule solution permettant, selon lui, de relancer l'économie française à court terme, d'autant que le gouvernement a renoncé à baisser les impôts des entreprises. L'Institut se prononce clairement sur un transfert massif de charges sociales vers les ménages - 20 milliards d'euros en une seule fois - et considère qu'il ne faut pas utiliser la CSG : " *la TVA devra être le levier privilégié* " insiste cette nouvelle contribution, alors que le précédent rapport, en janvier, laissait les deux options ouvertes.

Au-delà des mesures de court terme, l'Institut de l'entreprise propose la mise en place d'un " *Agenda 2020* " avec un calendrier précis de réformes structurelles : " *Il faut absolument que les entreprises puissent travailler dans un cadre clair et prévisible* ", expliquent les auteurs. Quatre grandes mesures sont avancées : une plus grande décentralisation de la négociation sur l'emploi, la durée du travail et les salaires, au niveau de chaque entreprise, car " *l'Etat ne peut pas tout régir* " ; une ouverture des secteurs et professions non soumis à la concurrence, y compris dans la sphère publique (comme le réclamait la Commission Attali) ; la levée des tabous qui pèsent sur l'énergie, et là, l'Institut de l'entreprise vient clairement au secours de Louis Gallois en demandant, comme lui, une réouverture du débat sur les gaz de schiste ; enfin, une révision des politiques d'innovation, car, selon les auteurs, la R&D ne souffre pas en France d'un manque de moyens mais bien d'un problème de diffusion des innovations qui se heurtent à de fortes réticences.

Ainsi, l'automatisation des services ou encore la robotisation de l'industrie sont très en retard dans notre pays comparé à ce qu'ont accompli nos voisins allemands et britanniques. " *L'Etat cherche à maintenir des secteurs obsolètes au lieu d'encourager de nouvelles activités* ", regrettent les auteurs. (lexpansion.lexpress.fr 23.10)

2- Son relais gouvernemental. Un aveu en prime.

Le ministre de l'Économie Pierre Moscovici s'est déclaré mardi favorable à un "*allégement des charges*" des entreprises pour améliorer la compétitivité de l'économie française, mais "*pas favorable*" à une augmentation de la CSG pour compenser cette baisse. Sur l'amélioration de la compétitivité, "*ma position c'est qu'il faudra qu'il y ait une partie d'allégements des charges avec des proportions à déterminer et des financements en face à trouver*", a déclaré le ministre interrogé sur RTL.

Il a précisé qu'il souhaitait des allégements du coût du travail et attendait les propositions que doit faire l'ancien patron d'EADS Louis Gallois dans un rapport attendu le 5 novembre. "*Nous trouverons des recettes si cette décision est prise*", a-t-il ajouté.

Pour autant, il s'est dit hostile à une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG), une des pistes les plus souvent évoquées pour financer une éventuelle baisse des cotisations sociales. "*Je n'y suis pas favorable", a indiqué le ministre. "Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un choc fiscal brutal*", a-t-il poursuivi, d'autant que le gouvernement a déjà demandé un "*effort considérable*" aux entreprises et aux ménages français. (lepoint.fr 23.10)

Ils réduisent les cotisations sociales versées par les employeurs, cotisations sociales qui est en réalité une partie (différée) du salaire des employés, ce qui revient donc à une réduction du coût du travail pour les patrons ou plutôt les actionnaires.

Mieux ou pire encore, puisque c'est l'Etat qui prendra en grande partie ou en totalité à sa charge et compensera cette réduction de cotisations sociale, ce sont les travailleurs qui paient taxes et impôts qui paieront à la place des actionnaires, et comme cette somme payée par (tous) les travailleurs corrrespondra à une partie de leur salaire, ce sera comme leur reprendre une partie de ce que leurs patrons leur ont versée au titre de la plus-value qu'ils ont produite, autrement dit, cela correspondra également à une baisse généralisée du coût du travail.

Ensuite sous différentes formes ils leur allouent des "*aides*" à la recherche ou au développement qu'ils n'auront pas à débourser, somme qu'ils pourront consacrer à leur développement sans qu'elle ne soit prise sur la plus-value produite au cours du cycle de production (d'exploitation) précédent, ce qui revient à leur permettre de la distribuer aux actionnaires, à augmenter la part du profit qui leur revient. Quant à sa traduction pour les travailleurs, cela revient à appliquer là aussi le processus décrit au paragraphe précédent.

Eh oui, tout cadeau qu'ils font aux patrons-actionnaires sous une forme ou une autre correspond à une baisse du coût du travail même si cela ne se traduit pas directement sur la feuille de paie du travailleur, et constitue un moyen de pression permanent tendant à le faire baisser, puisque ce sont uniquement les travailleurs qui produisent le profit ou les richesses, le capital n'étant que de la force de travail extorquée aux travailleurs et accumulée par les capitalistes, ces derniers ne produisant pas de richesses dont n'en possèdent pas, ils n'en possèdent qu'en recourant au vol légal de la force de travail des exploités. Est-ce clair ?

Tout centime d'euro que l'Etat prend aux travailleurs sous forme de taxes ou d'impôts ne peut provenir que de leur salaire, salaire qui correspond à une certaine quantité et valeur de leur force de travail qu'ils ont vendue à un capitaliste (ou l'Etat qui sert à faire marché l'économie capitaliste, ce qui revient au même, l'Etat employeur capitaliste.), si l'Etat emploie cet argent pour satisfaire des besoins sociaux, cette partie du salaire des travailleurs conservera son caractère sociale comme partie de leurs salaires, si maintenant l'Etat emploie cette somme pour la verser à des capitalistes, cela revient au même que si leurs patrons avaient diminué leurs salaires, cette partie de leur salaire ne conserve plus qu'un caractère social que pour le capitaliste.

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius soutient les terroristes en Syrie.

La Syrie a accusé mardi la France d'entraver les efforts visant à l'arrêt des violences en soutenant les "*terroristes*" dans le pays, en référence aux rebelles engagés dans des combats contre les troupes du régime. "*La Syrie en appelle à la communauté internationale, et en particulier au Conseil de sécurité de l'ONU pour traiter de manière sérieuse la question du rôle de la France qui empêche l'arrêt des violences et du terrorisme en Syrie*", a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères repris par l'agence officielle Sana.

D'après le ministère, Paris encourage "*les terroristes à poursuivre leurs massacres contre les civils innocents*". "*Le gouvernement français, précédent et actuel, continue de défier le droit international de manière flagrante à travers le soutien qu'il a apporté aux groupes terroristes armés en Syrie*", poursuit le communiqué. (lepoint.fr 23.10)

Ils ne pourront pas dire par la suite : mais on ne le savait pas. Vérité et hypocrisie. Dans quel but ?

Le Qatar est aussi l'ami des islamistes. Pour le régime de Doha, les Frères musulmans et les salafistes, parfois liés à Al-Qaida, propagent une interprétation de l'islam parfaitement compatible avec le wahhabisme de l'émirat. Au nom de cette solidarité, le Qatar et sa chaîne satellitaire globale Al Jazeera ont activement soutenu les révoltes de Tunis, puis du Caire et de Tripoli. Mais ignoré ou combattu les revendications démocratiques dans les monarchies amies de Bahreïn et du Koweït dont la contagion, dans le Golfe, pouvait être menaçante.

Au Proche-Orient, il préfère à l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas le "*gouvernement*" islamiste du Hamas au pouvoir à Gaza, où l'émir a été reçu ce mardi en grande pompe. Premier chef d'Etat reçu à Gaza depuis la prise de pouvoir par le Hamas, il apportait un cadeau de poids : 400 millions de dollars destinés à la reconstruction et au développement.

Dans le nord du Mali, ce sont des groupes armés bénéficiant de l'aide qatarie qui imposent la férule de la charia. Avec l'Arabie saoudite, le Qatar est aujourd'hui l'un des principaux soutiens de l'opposition syrienne. Mais cette aide - notamment en armes - inquiète désormais Washington. Alertée par des rapports récents de ses services secrets, la Maison-Blanche déplore que la majeure partie des armes livrées par le Qatar parvienne aux opposants islamistes les plus radicaux.

"*Précisément ceux qui ne devraient pas les recevoir*", estime une source officielle américaine citée par le "*New York Times*". Question : le gouvernement français, qui entend combattre l'islamisme radical sur son territoire, peut-il avoir pour partenaire privilégié, doté d'un statut fiscal avantageux, une monarchie absolue au modernisme tapageur, mais trompeur, qui soutient partout les Frères musulmans et les salafistes armés ? (nouvelobs.com 23.10)

De deux choses l'une ou les deux à la fois serait le plus vraisemblable, ce que sait parfaitement Washington (et Jérusalem) ou plutôt avec son aval : soit l'émir du Qatar est venu (accompagné d'une importante délégation a-t-il été précisé) directement recruter des djihadistes, soit il est venu apporter un gros chèque au Hamas pour le faire patienter en échange de compromis provisoires avec Israël, à moins que ce ne soit l'inverse en fonction de la politique américaine et israélienne puisque le Qatar est leur allié, on ne peut pas imaginer un seul instant qu'il aurait pris le risque de contrarier ses mentors en ayant encore à l'esprit le sort qu'ils ont réservé à S. Hussein, Moubarak, Ben Ali et Kadhafi.

Il n'y a que des crétins de journalistes pour croire qu'il aurait pu agir ainsi de son propre chef, à moins qu'ils feignent mais cela m'étonnerait. A mon avis, ils sont tellement habitués à se laisser manipulés, qu'ils n'ont même plus besoin qu'on leur indique la marche à suivre pour s'y conformer. Ils mêlent ainsi vérités et contrevérités dans le même article, ce qui pour nous saute aux yeux, mais eux sont devenus complètement aveugles et ne voient rien.

Vous ne pensez pas qu'un parti ouvrier digne de ce nom ne devrait pas chaque semaine dans son journal, expliquer dans son journal à ses militants et aux travailleurs qui le lisent, de quelle manière la manipulation des masses par les médias fonctonne ? Si nous avions notre parti, nous y consacrions une ou deux pages à chaque numéro.

En aparté, comme nous consacrions une ou deux pages à chaque numéro aux institutions du Nouvel ordre mondial (Bilderberg, etc.), une ou deux pages à chaque numéro aux enseignements du marxisme, une ou deux pages à chaque numéro aux affaires juridico-policières concernant les institutions de la Ve République, les partis politiques, les patrons pour en montrer la pourriture, les 6 ou 8 pages restantes étant consacrées à l'actualité et à la lutte des classes du moment.

Cela aurait assurément une autre gueule que ce qu'on trouve aujourd'hui sur le marché et j'emploie volontairement cette expression, qui finalement ne présente aucun intérêt ou très peu pour les militants et les travailleurs qui entre temps se sont déjà informés ailleurs.

Ces journaux sont conçus pour fidéliser leurs lecteurs à une ligne éditoriale uniquement, tout comme les journaux de la presse nationale bourgeoise, pour faire du fric si vous voulez, les informer éventuellement, mais surtout pas les aider à réfléchir ou les faire progresser, à l'opposer chez moi, c'est une obsession et mon unique objectif, que chaque lecteur ou militant parvienne à se doter ou à renforcer son esprit critique pour qu'il puisse librement forger ses propres convictions, qui d'ailleurs ne seront pas forcément les mêmes que les miennes.

Si nous avions un parti, nous agirions de même, dans le même objectif, car nous construirions un parti de militants conscients qui devraient continuer de progresser pour comprendre le monde en perpétuelle évolution ou transformation, c'est parce que les dirigeants de nos partis n'ont jamais voulu agir de la sorte ou qu'ils en ont été incapables, qu'ils ont derrière eux des troupes (peu nombreuses) de bénis oui-oui lobotomisés, j'entends les cadres et les vieux militants qui les suivent aveuglément, et que paradoxalement ils existent encore, à l'état fossile, mais ils existe quand même.

Un motif de fierté pour Obama.

Lors du dernier débat présidentiel américain consacré à la politique étrangère Barack Obama lance à Mitt Romney :

- «*Gardez à l'esprit que nos dépenses militaires ont augmenté chaque année de mon mandat. Nous dépensons plus sur notre armée que les 10 pays suivants combinés, la Chine, la Russie, la France, le Royaume-Uni etc.*» (Slate.fr 23.10)

Barack Obama et Mitt Romney sont les deux bras du même corps qui a pour nom l'oligarchie financière, le cartel des banquiers de la Fed plus précisément.

ACTUALITE EN TITRES

Certains style de prostitution sont mieux appréciés que d'autres.

- Montebourg vend mieux la marinière que Miss France - LeFigaro.fr

Non c'est Lucifer !

- Jean-Marc Ayrault: être Premier ministre, "*ce n'est pas l'enfer*" - AFP

Les institutions de la Ve République devraient être orphelines et disparaître alors !

- Abus de pouvoir : une SPA retire son chien à une jeune marginale - Rue89

Les parenthèses qui s'imposent.

- Comment votre travail a ruiné (ou sauvé) votre santé - 20minutes.fr

Ceci explique cela.

- La France libérée de ses carcans et tabous serait une puissance économique irrésistible - Atlantico.fr

- Le mal-être au travail gagne du terrain chez les salariés - LeFigaro.fr

Une paille !

- Dénoncer ses voisins, c'est possible ! - LePoint.fr

Les rustres, ils ne méritent même pas de vivre !

- Les femmes les plus pauvres sont les plus exposées à la violence conjugale - L'Express.fr

Sans blagues, ils ont les mêmes mentors de la Fed.

- Barack Obama et Mitt Romney très proches sur l'Iran et Israël - Reuters

Dans cet ordre là c'est préférable.

- Rhône: un homme tue sa femme et se suicide - L'Express.fr

Bravo, autant employer les grands moyens, pour l'Etat aussi !

- Saint-Denis: un distributeur de billets braqué à la pelleteuse - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

L'étau se resserre autour d'Edouard Balladur. Son ex-trésorier, René Galy-Dejean, a contredit devant les juges chargés de l'affaire Karachi l'ancien candidat à la présidentielle de 1995, en affirmant que l'argent liquide versé sur le compte de campagne ne provenait pas des meetings.

Convoqué une nouvelle fois par les juges le 17 octobre pour expliquer le versement, en une seule fois, de 10 millions de francs en liquide le 26 avril 1995, trois jours après le premier tour de la présidentielle, René Galy-Dejean a réaffirmé n'avoir déposé que 3,2 millions de francs à la banque.

La somme provenait de la cellule meeting d'Edouard Balladur, dirigée par Brice Hortefeux, a précisé l'ancien trésorier, selon l'extrait du PV d'audition publié par Le Monde.

"*Je ne me suis pas interrogé*" sur la provenance de cette somme "*parce que depuis le début de la campagne, les sommes qui nous arrivaient étaient censées provenir des meetings. Bien entendu, je n'en croyais rien et restais persuadé (...) qu'il s'agissait de fonds secrets*", a ajouté René Galy-Dejean. "*A ce moment, j'ignore bien entendu que 7 millions seront déposés à mon insu le lendemain au Crédit du Nord*".

"*Pourquoi les fonds secrets seraient passés par la cellule meeting?*" a interrogé le juge Renaud van Ruymbeke. "*Parce que c'était le seul moyen de rendre crédible la collecte dans les réunions publiques*", a répondu Galy-Dejean.

"*Je ne me suis pas interrogé*" sur la provenance de cette somme "*parce que depuis le début de la campagne, les sommes qui nous arrivaient étaient censées provenir des meetings. Bien entendu, je n'en croyais rien et restais persuadé (...) qu'il s'agissait de fonds secrets*", a ajouté René Galy-Dejean. "*A ce moment, j'ignore bien entendu que 7 millions seront déposés à mon insu le lendemain au Crédit du Nord*".

"*Pourquoi les fonds secrets seraient passés par la cellule meeting?*" a interrogé le juge Renaud van Ruymbeke. "*Parce que c'était le seul moyen de rendre crédible la collecte dans les réunions publiques*", a répondu Galy-Dejean.

Edouard Balladur a toujours justifié les importants dépôts d'espèces par les dons des militants et la vente de gadgets ou de tee-shirts lors des meetings. "*Vous savez que c'est faux?*", a demandé le juge. "*Je vous l'ai déjà dit et vous le redis, c'était faux*", a insisté René Galy-Dejean. (lexpress.fr 23.10)

2- Grèce

Deux partis de gauche membres de la coalition au pouvoir en Grèce ont campé mardi sur une position intransigeante à l'égard des réformes du droit du travail exigées par les créanciers du pays, bloquant un accord politique sur un ensemble crucial de mesures d'austérité.

Les socialistes du Pasok et du petit parti de la Gauche démocratique qui forment, avec Nouvelle Démocratie, la fragile coalition gouvernementale dirigée par Antonis Samaras, ont insisté à plusieurs reprises sur leur refus de soutenir des projets controversés émanant de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) pour réduire les salaires, les indemnités de licenciement et abandonner les revalorisations automatiques des salaires.

Les dirigeants des deux partis n'ont pas changé de position à l'issue de la dernière étape des discussions avec Antonis Samaras mardi, anéantissant les espoirs qui avaient grandi ces derniers jours au sujet de l'imminence d'un accord entre les trois partis concernant le plan d'austérité.

"*Je n'accepterai ni ne voterai pour les réformes du marché du travail que réclame la 'troïka', et les députés de la Gauche démocratique feront de même*", a déclaré le chef de cette formation, Fotis Kouvelis, à l'issue de la rencontre des dirigeants de partis.

"*Telle sera ma position, constante et inchangée, jusqu'à la fin (...). Les droits des travailleurs ont déjà été amputés et ces demandes de la 'troïka' ne sont qu'un projet pour éliminer ceux qu'il leur reste.*"

Evangelos Venizelos, chef de file du Pasok, a également réitéré son opposition aux réformes et pressé le Premier ministre de dire aux partenaires européens que la société grecque ne pouvait supporter un nouveau train d'économies douloureuses.

"*Nous ne devons pas ouvrir de nouveaux fronts tels que les réformes du droit du travail qui ne contribuent en rien à nos objectifs fiscaux*", a indiqué Evangelos Venizelos, ajoutant que le pays avait déjà appliqué une série de réduction des coûts salariaux plus tôt cette année.

"*C'est injustifié et provocateur d'ouvrir à nouveau ces discussions maintenant*", a-t-il ajouté.

Antonis Samaras a cependant insisté sur le fait que le gouvernement n'avait d'autre choix que de promouvoir les mesures d'austérité pour obtenir de nouveaux financements et éviter la faillite.

Dans une déclaration télévisée, le Premier ministre a appelé ses alliés et le pays à soutenir les mesures d'austérité contestées avant qu'il ne soit trop tard.

"*Je ne veux même pas penser à ce qui arriverait si en ce moment je ne m'accrochais pas au volant. Je ne regarde que vers l'avenir, demandant la plus grande unité possible*", a déclaré Antonis Samaras.

"*Nous sauverons la Grèce, ceux d'entre nous qui l'osent*", a-t-il ajouté. (Reuters 23.10)

Cela pourrait être la goutte qui ferait déborder le vase, car les Grecs sont excédés, la situation quasi révolutionnaire.

Tandis qu'une partie de la petite bourgeoisie et une grande partie de la classe ouvrière ne sont toujours pas organisées ou ne soutiennent aucun parti se réclamant des travailleurs ou encore ne participent pas encore à la mobilisation contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement, et que d'autre part une très faible partie de la première soutient encore le Pasok, une partie penchant pour Syriza et d'autres formations réformistes bourgeoise, une fraction de la classe ouvrière s'orientant vers le KKE et surtout les syndicats, toute nouvelle mesure d'austérité pourrait entraîner la radicalisation et la mise en mouvement des couches de la petite-bourgesoisie pour le moment dans l'expectative ou demeurant encore passives, tandis que le gros des bataillons de la classe ouvrière se tourneraient vers les partis ou organisations exigeant la rupture avec l'UE et l'euro, interdisant de la sorte toute application du programme de la troïka et tout retour en arrière, le pays se retrouvant totalement paralysé, l'économie étant livrée au chaos brutalement, toute cotation à la Bourse étant suspendu après son effondrement, le gouvernement ne réglant plus les salaires et les retraites des fonctionnaires, les patrons pratiquant le lock-out, ce qu'évidemment l'UE n'acceptera jamais, préférant soutenir ouvertement ou en coulisse un coup d'Etat militaire pour imposer par la force si nécessaire sa politique antisociale dictée par l'oligarchie financière et rétablir l'ordre. Le scénario classique, quoi.

SOCIAL

1- Finlande

Le groupe finlandais Stora Enso a annoncé mardi vouloir fermer ou céder trois de ses usines en Europe, dont une en France, pour adapter ses capacités à la baisse de la demande de papier, sa spécialité.

Il a parallèlement fait état d'une baisse moins marquée qu'attendu de son bénéfice au troisième trimestre. Ces annonces permettaient à son action de gagner 6% en début d'après-midi à la Bourse d'Helsinki.

Parmi les sites touchés par les nouvelles restructurations figure l'usine de Corbehem, dans le Pas-de-Calais, qui produit du papier magazine et emploie environ 350 personnes. Sa capacité de production est de 330.000 tonnes par an.

Stora Enso, qui produit du papier, de la pâte à papier et du carton d'emballage, prévoit aussi de fermer une ligne de production en Suède et une usine en Finlande.

Au troisième trimestre, Stora Enso a dégagé un bénéfice d'exploitation de 175 millions d'euros, en baisse de 22%. Les analystes financiers interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne un résultat de 150 millions.

Pour le quatrième trimestre, le groupe prévoit un bénéfice courant stable ou en léger repli par rapport au précédent. (Reuters 23.10)

L'action de Stora Enso a gagné 6% en début d'après-midi à la Bourse d'Helsinki, c'est le principal...

2- Afrique du Sud

Le groupe sud-africain Gold Fields a annoncé mardi le licenciement de 8 500 grévistes à la mine d'or de KDC East, son dernier site encore en grève au sud-ouest de Johannesburg, parce qu'ils ont ignoré son ultimatum. Celui-ci exigeait des grévistes un retour au travail à 16 heures. '*Aucune des 8 500 personnes qui étaient en grève n'est revenue [...] et nous avons donc envoyé des lettres de licenciement à tous*', a indiqué Sven Lusche, porte-parole du groupe, ajoutant que les mineurs avaient vingt-quatre heures pour faire appel. La '*grève sauvage*' a commencé le 14 octobre, sur ce site qui compte 12 500 employés.

La semaine dernière, le producteur d'or a licencié, avec le même mode opératoire, 1 500 travailleurs qui ne sont pas venus travailler à KDC West. Quelque 11 000 mineurs ont, eux, repris le travail vendredi. Une grande partie de l'industrie des mines de platine et d'or est paralysée par des mouvements sociaux depuis le mois d'août. (LeMonde.fr 23.10)

3- Etats-Unis

DuPont a annoncé mardi des résultats trimestriels en baisse et inférieurs aux attentes, conséquence du recul de la demande pour plusieurs de ses principaux produits, ce qui le conduit à lancer un plan de restructuration incluant 1.500 suppressions d'emplois à travers le monde.

En réponse à la baisse de ses ventes, le groupe chimique prévoit de se séparer de 1.500 salariés - environ 2% de ses effectifs, actuellement de 70.000 personnes - au cours des 12 à 18 prochains mois. La restructuration est censée lui permettre d'économiser à terme quelque 450 millions de dollars.

La moitié environ des suppressions d'emplois est liée à la détérioration de la conjoncture, et DuPont a inscrit dans ses comptes une charge de 242 millions de dollars pour les financer.

Les autres suppressions de postes sont la conséquence de la cession, en août, de l'activité de peinture automobile à la société d'investissement Carlyle Group pour 4,9 milliards de dollars. Carlyle n'ayant pas repris l'ensemble du personnel concerné, DuPont a décidé de s'en séparer, moyennant là encore une charge - de 152 millions de dollars - dans ses comptes du troisième trimestre. (Reuters 23.10)

Un cas d'école qui illustre la rapacité, le cynisme des actionnaires, de l'oligarchie financière, en lisant les détails fournis plus loin :

- Hors éléments exceptionnels, le bénéfice par action ressort à 32 cents, alors que le consensus établi par Thomson Reuters I/B/E/S était de 46 cents.

Pour l'ensemble de 2012, DuPont prévoit un BPA de l'ordre de 3,25 à 3,30 dollars, alors que la prévision moyenne des analystes était de 3,93 dollars.

Autrement dit, les actionnaires de DuPont au lieu de percevoir (en 2012) par action 3,93 dollars ne vont en empocher que 3,25 à 3,30 dollars, voilà de quoi justifier 1.500 licenciements.

Haut de page

Le 25 octobre

CAUSERIE

Vous pourrez constater en lisant la causerie du jour que l'on ne fuit devant aucune question et qu'on assume nos responsabilité.

Avec le témoignage de cette femme, qui a accouché sur un parking et dont le bébé est mort, paru mardi dans le Nouvel Observateur, je comprends mieux ce qui s'est passé.

Cela étant, outre les hypocrites de service, médias et gouvernement qui feignent d'ignorer l'état sanitaire du pays (835 maternités ont été fermées ces dernières années) et ont politisé cette affaire selon cette femme qui n'a pas du tout apprécié, le POI a cru bon d'en faire la première page du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, alors que les faits étaient limites pour exploiter politiquement ce qu'elle a vécu, voici ce qu'elle a déclaré :

- Vingt minutes après être partie de Figeac dans la voiture conduite par son compagnon, elle a perdu les eaux. "*Puis tout s'est enchaîné. Quand la petite est née, elle vivait. Elle bougeait contre moi. Mais au bout de quelques minutes, c'était fini*". (Nouvel Obs.fr 24.10). Il s'agissait d'un bébé prématuré de 7 mois pesant à peine 700 gr pour 31 cm. 20minutes c'est très court pour atteindre une maternité, se garer, se rendre à la réception, être pris en charge, conduire le bébé en salle de réanimation et éventuellement le sauver.

Heureuse coïncidence !

Informations ouvrières (page 2) écrit : "*La maternité de Figeac, qui n'était distante que de vingt minutes de son domicile, avait été fermée en 2009* "

Puis s'excusant presque de participer à cette cacophonie indécente, peut-être s'en sont-ils aperçus sans que cela les gêne vraiment finalement, ils écrivent plus loin :

"*Une chose est sûre : si cette maternité n'avait pas été fermée, cette jeune femme n'aurait pas été contrainte d'accoucher seule, au bord de la route, quelle que soit l'issue incertaine d'un accouchement prématuré à sept mois.*"

Le plus incertain pour ce bébé appelé à devenir un jour un adulte s'il avait survécu, c'est surtout la suite, quelque part osons une parole humaniste, en disant que par bonheur il ne saura jamais ce à quoi il a peut-être échappé, sans le savoir, voilà ce que ce dramatique concours de circonstances lui a peut-être évité de vivre, le POI étant de son côté favorable aux OGM, au nucléaire, à la procréation in vitro, sans doute à la vivisection, etc. :

- "42% des enfants nés entre 24 et 28 semaines de grossesse et 31% de ceux nés entre 29 et 32 semaines nécessitent une prise en charge médicale ou paramédicale spécifique à 5 ans

Au total, presque 40% de ces anciens grands prématurés présentent une déficience motrice, sensorielle ou cognitive. Les taux de déficience sévère, modérée et légère s'élevant respectivement à 5%, 9% et 25%.

9% de ces anciens grands prématurés présentent une paralysie cérébrale (Infirmité motrice cérébrale se traduisant par des troubles moteurs). Un tiers de ces enfants ne marchent pas ou marchent seulement avec une aide.

32% ont obtenu un score de capacités cognitives (équivalent au Q.I) inférieur à 85 et 12% un score inférieur à 70, contre 12% et 3% respectivement dans le groupe de référence ; environ 5% des grands prématurés contre seulement 2% du groupe de référence n'ont pas achevé le test. Les difficultés cognitives des grands prématurés, qui risquent de les exposer à des troubles des apprentissages lors de leur scolarisation, ont pu de ce fait être sous-estimées."

http://www.perinat-france.org/guide/inserm-institut-national-de-la-sante-et-de-la-recherche-medicale-16-183.php

Honteux, scandaleux !

Essayons d'y voir un peu plus clair.

Sur le plan économique, il y a ceux qui estiment que le système financier va s'effondrer et qu'il faudrait le refondre en mettant au

pas les principaux acteurs des marchés financiers, d'autres pensent qu'il faudrait revenir à l'étalon or, d'autres encore imaginent recourir à une nouvelle monnaie, mais aucun n'imaginerait qu'il soit possible de changer de système économique.

Dans le premier cas, en laissant le pouvoir aux banquiers aucun changement ne serait possible ou ils disposeraient toujours des moyens de recourir à d'autres procédés pour parvenir à leurs fins, ce qui finalement nous conduirait à la même situation qu'aujourd'hui. Dans le second, sachant que ce sont les mêmes banquiers qui détiennent parmi les plus importants stocks d'or, c'est s'illusionner, et quand à la dernière solution proposée elle a déjà cours sous l'égide du FMI (Droits de tirages spéciaux, DTS), ajoutons que sans retirer le monopole de la création monétaire des mains des banquiers et sans faire main basse sur leur stock d'or, c'est toujours s'illusionner.

Dans les trois cas, soit la même oligarchie financière continuerait de concentrer et d'exercer le pouvoir économique, soit elle serait associée plus étroitement à d'autres acteurs financiers pour parvenir au même résultat pour la population.

Si leurs analyses sont intéressantes parce qu'elles décrivent des tendances de l'industrie financière, pour le moment prenons comme telles et non comme des prévisions devant forcément se réaliser, tous les quatre matins ils nous annoncent que les marchés financiers et tout le système économique va s'écrouler et ce depuis déjà 4 ans.

Je ne sais pas si j'aurais les moyens d'aller plus loin, dès que j'ai un peu de temps je le consacre presque exclusivement à cette question.

Sur le plan politique, il y a les souverainistes qui défendent l'existence des Etats-nations tels qu'ils existent et prônent la sortie de l'UE, sans vouloir changer la nature (capitaliste) de ces Etats, ce qui ne peut que conduire à un affrontement violent entre eux du fait de la crise du capitalisme.

Et il y a ceux qui prônent le rupture avec l'UE qui serait destructrice des Etats, ce qui n'est pas faux, à condition d'expliquer d'une manière simple et plausible comment les concepteurs de l'UE comptaient s'y prendre, non pas pour détruire ou liquider les Etats, ce qui pourrait laisser penser à une action violente ou rapide ou tout d'un coup les Etats disparaîtraient, mais pour les fondre ou les dissoudre dans un ensemble composé de régions détenant le pouvoir au détriment des Etats.

Si effectivement le résultat final est le même, il apparaîtra d'autant plus clairement en le présentant ainsi, l'UE ne disposant pas de pouvoir à l'arrivée, elle ne doit avoir du pouvoir que le temps qui s'écoule pendant que les Etats se dissolvent lentement au profit de régions, dans la mise en oeuvre de ce scénario elle joue le rôle de chef d'orchestre conduisant à un retour à un régime de type féodal.

De la même manière, au lieu de dire que la Sécurité sociale est morte parce que le gouvernement a pris telle ou telle mesure, idem pour l'école, etc. il serait préférable pour être crédible auprès des travailleurs, de dire que ces mesures concourent à leur destruction ou cette destruction est en cours.

Transcription du passage de la vidéo ***Les maîtres de la monnaie***, consacrée au crash de 1929 aux Etats-Unis.

La dépression ou le crash de 1929 aux Etats-Unis orchestré par le cartel de banquiers de la FED.

Dans les années 20, l'augmentation continue du crédit bancaire permettait l'expansion du marché. Peronne ne se préoccupait des affaires économiques. Mais il y avait un côté obscur à cette prospérité. Les entreprises faisaient des affaires et croissaient grâce au crédit.

A la Bourse des échanges, la spéculation augmentait. Alors que tout paraissait fonctionner, on avait plutôt à faire à un château de sable.

Quand tout fut programmé en avril 1929, Paul Warburg (un des six banquiers de la Fed - Ndlr)), envoya un mémo secret à destination de ses amis les prévenant de l'effondrement économique et la dépression nationale étaient inéluctables. En août 1929, la FED commença à retirer l'argent.

Ce n'est pas une coïncidence si les biographies de tous les géants de Wall Street de l'époque, John D. Rockefeller, P.P. Morgan, Bernard Baruch, etc. font état de leurs retraits des marchés peu avant le crash, convertissant leurs avoirs en liquide ou en or.

Le 24 octobre 1929, les grands banquiers de New York exigèrent de se faire rembourser dans les 24 heures. En conséquences, les courtiers et les actionnaires durent vendre en catastrophe afin de couvrir leurs dettes, se fichant désormais du prix des actions qu'ils vendaient. Cela conduisit à une chute de la bourse et au désormais célèbre "*mardi noir*".

Selon Kenneth Galbraith, auteur du "*rand crash de 1929*", au plus fort de la chute boursière, Bernard Baruch était avec

Winston Churchill dans la galerie des visiteurs de Wall Street, afin de contempler la panique et l'impressionnant remue ménage en cours à l'étage inférieur.

Le membre du Congrès Louis Mc Fadden, président de la Commission bancaire et monétaire de 1920 à 1931, savait qui était à blâmer. Il accusa la FED et les banquiers internationaux d'avoir orchestré cette crise : "*Ce n'était pas accidentel. C'était un évènement soigneusement préparé. Les banquiers internationaux cherchaient à rendre la situation désespérée, dans le but qu'ils puissent paraître être les seuls à pouvoir nous diriger*".

Mais Louis Mc Fadden alla plus loin : il les accusa ouvertement d'avoir délibérément provoqué le crash, afin de voler l'or des Etats-Unis. En février 1931, en pleine dépression, il dira ceci : "*Je pense qu'il puisse difficilement être contesté, que des hommes d'Etat et des financiers européens étaient prêts à tout pour retrouver les stocks d'or que l'Europe avait perdus au profit des Etats-Unis, après la Première guerre mondiale*".

Curtis Dall, un courtier de Lehman Brothers, était au rez-de-chaussée de la bourse de Wall Street le jour du crash. Dans son livre paru en 1970 : "*Mon beau-père exploité*", il explique que le crash fut fomenté en planifiant la contraction monétaire à la bourse de New York : "En réalité ce fut un "*tondage*" du public, calculé par les puissances mondialistes monétaires, et déclenché par la raréfaction planifiée de monnaie sur les marchés financiers de New York".

En quelques semaines, 3 milliards de dollars semblaient s'être évaporés. En un an, 40 milliards de dollars furent perdus. Mais avaient-ils vraiment disparus, ou avaient-ils simplement changé de main ? Et que fit la Réserve Fédérale (FED) ? Au lieu de chercher à soutenir l'économie en faisant baisser rapidement les taux d'intérets afin de stimuler l'économie, la FED continua à contracter l'émission monétaire, aggravant ainsi la dépression. entre 1929 et 1933, la FED réduisit encore son émission monétaire de 33%.

Alors que de nombreux Etasuniens ignorent encore que la FED fut aussi responsable de la dépression, ce fait est cependant parfaitement connu des grands économistes.

Milton Friedman (théoricien du néo libéralisme (Reagan, Tatcher, Eltsine), inspirateur du néo conservatisme, conseillé de dictateur (Pinochet, Vidéla) - Ndlr), économiste et lauréat du prix Nobel d'économie en 1996 avec l'université de Standfort, dira la même chose lors d'un entretien radiophonique national en janvier 1996 : "*La Réserve Fédérale a définitivement causé la Grande Dépression en contractant d'un tiers l'émission monétaire en circulation entre 1929 et 1933*."

Mais l'argent perdu par de nombreux Etasuniens durant la Grande Dépression, n'a pas tout simplement disparu. Il a juste été redistribué entre quelques-uns ayant vendu juste avant le crash, et avant le crash et ayant acheté de l'or, ce dernier étant toujours une valeur refuge lorsque surgit une dépression.

A propos de notre position sur la Libye et la Syrie.

Mon commentaire censuré après un article du Nouvel Observateur du 24 octobre, j'ai essayé de le placer à plusieurs reprises, puis en morceau, en vain. :

- Syrie : lutter contre Assad ou contre BHL ? Par Laurent Joffrin, Directeur du Nouvel Observateur.

Les extraits de sa production putride figure entre guillemets, je vous fais grâce du reste de la prose nauséabonde de ce néo conservateur, dénonçant Assad le "*dictateur sanglant*", nous ne daignons pas le droit d'en juger à cette pourriture qui a soutenu toutes les guerres impérialistes, saluant à six reprises en six paragrapahes la "*sage non-intervention des démocraties*" ou des "*occidentaux*", ou "*occidentale*" , c'est de l'acharnement à ce niveau-là, les choses ne se passant pas comme ils le souhaitaient apparemment qu'ils en perdraient leur sang-froid.

Qui soutient et arme le Qatar et l'Arabie Saoudite qui recrutent des mercenaires sanguinaires djihadistes pour renverser le régime ? Hier Sarkozy-BHL, aujourd'hui Hollande-Fabius, tous étant sur la même longueur d'onde:

- "*le dictateur sanglant est toujours en place, mais ce sont maintenant les islamistes, financés et armés de l'étranger, qui tiennent le haut du pavé dans la résistance syrienne*".

Qui est responsable de la situation actuelle ? Les mêmes, notamment :

- "*le niveau de violence ne cesse de monter en Syrie*".

La faute à qui ? Les mêmes :

- "*pacifique à l'origine, le conflit s'est depuis plusieurs mois changé en guerre civile.*".

Affirmation sans preuve et démenti par les faits eux-mêmes, Assad aurait été assez stupide pour réaliser un attentat au Liban le jour où il devait rencontrer l'émissaire de l'ONU :

- "*dans sa volonté de survie, le régime Assad exporte peu à peu le conflit dans la région*".

Les Américains, le modèle de ce repère de néo conservateurs (ce torchon), surtout pas :

- "*les seuls pays à s'intéresser à l'affaire sont la Russie*". Vous aurez compris qu'on est en présence d'une opération de désinformation

Vous aurez compris qu'on est en présence d'une opération de désinformation, de propagande au profit des tenants de l'instauration d'un Nouvel ordre mondial...

Nous soutenons la Syrie inconditionnellement, et je me demande même si on ne devrait pas soutenir Assad et j'explique pourquoi.

Tout d'abord, à l'heure actuelle il est le seul en mesure d'incarner l'unité et la souveraineté de la Syrie face à l'envahisseur. La preuve en est c'est qu'il a toujours le soutien de l'immense majorité du peuple syrien.

Ensuite, on pourrait se dire : mais que vont penser les travailleurs en France (ou ailleurs) ? Question qui en appelle une autre : Que savent-ils exactement sur cette guerre, ses tenants et ses aboutissants, qui tirent les ficelles ? Rien, sinon ce que leur servent les médias qui soutiennent cette entreprise criminelle fomentée par l'oligarchie américaine et internationale et qui ont pris partie pour les ennemis du peuple syrien et de l'Etat syrien.

Après, face à ce danger mortel qui menace la totalité des syriens et pas seulement une classe particulière, en dehors des couches de la bourgeoisie compromis avec l'impérialisme américain qui ne représente qu'une infime minorité de la population, le mouvement ouvrier syrien n'a pas d'autre alternative pour sauver sa peau que d'opposer avec Assad un front commun à l'envahisseur, il faut qu'il sache qu'en cas de victoire des puissances occidentales, il serait le premier à être bâillonné, décapité, liquidé physiquement, donc il n'a pas d'autres alternatives.

Finalement, les masses occidentales ignorant ce qui se joue au Moyen et Proche-Orient tout comme du passé du régime d'Assad ou son père (de triste mémoire), comme de tout le reste d'ailleurs, il faut l'avoir à l'esprit, ne condamnera pas une position qui consiste à soutenir la résistance de tout un peuple contre sa liquidation.

De la même manière, j'en suis arrivé à la conclusion que nous avons commis une grave erreur en ne soutenant pas Kadhafi, et si cela posait un problème aux militants qui adoptaient cette position face à des militants qui les accuseraient de soutenir un régime tyrannique, il serait toujours possible de leur opposer que leurs propres partis a fait preuve de moins de scrupule ou pas du tout pour soutenir des dictateurs dans le passé, en temps de paix quand il était alors de les combattre.

Nous avons commis cette grave erreur, parce que nous n'avons pas été au bout de notre analyse sur cette question précise, je devrais plutôt dire que nous n'avons pas osé, que face à la pression des militants dont on soupçonnait fortement qu'ils auraient condamné cette position, nous avons adopté un compromis sur la Libye, une position intermédiaire en refusant de soutenir ou condamner l'intervention militaire occidentale sans soutenir ou condamner le régime de Kadhafi, en fait notre position a consisté à prendre en compte l'ignorance des militants (véhiculés par tous les partis retranchés derrière un "principe", il faut quand même le rappeler), à refuser de l'affronter estimant qu'adopter une position plus tranchée aurait conduit à une incompréhension totale entre nous ou à une rupture, ce que j'assume entièrement aujourd'hui face au développement de la situation en Syrie en proie à une destruction systématique, comme en Irak.

Pour revenir sur la Libye, d'un côté nous savions parfaitement quelles étaient les intentions à l'origine de l'intervention de l'impérialisme occidentale, d'un autre côté nous savions que le régime était contesté de l'intérieur, sans en connaître les termes précis ou à quel niveau exactement, ce qui nous a en partie induit en erreur, nous avons estimé que la conjonction de ces deux éléments pourraient peut-être permettre au peuple libyen de s'émanciper du régime de Kadhafi et à la lutte de classe étouffée dans ce pays de se développer.

Or, bien que cette question ne soit pas encore tout à fait tranchée dans un sens ou un autre, ne sachant pas à quel degré la réaction occidentale était impliquée dans le pourrissement de la situation sur place, de telle sorte que le peuple libyen se verrait interdire toute indépendance politique, nous avons favorisé une analyse de la situation conforme à notre conception de la lutte des classes ou aux rapports entre les classes, au détriment d'une version l'excluant, l'intervention armée d'islamistes radicaux ou de djihadistes fanatiques étrangers à la Libye sans foi ni loi n'ayant rien à voir avec la lutte des classes, or, c'est cette version qui s'est imposée, tout du moins jusqu'à présent, peut-être même au grand dam de très nombreux libyens qui ne comprennent que la guerre continue dans leur pays une fois le régime de Kadhafi tombé.

Je pense qu'on se devait de fournir ces précisions aux militants. Nous assumons les différentes positions que nous avons été amenées à prendre sur la Libye ou plus précisément de quelle manière elle a évoluée, sans jamais nous ranger au côté des bourreaux du peuple libyen évidemment.

Nous n'avons pas commis cette erreur par ignorance ou si peu, mais plutôt par manque d'audace, pas par manque de courage car je pense que tous les militants reconnaîtront qu'il en fallait pour soutenir la position que nous avions adoptée, ce qui encore une fois n'a pas été et n'est pas le cas de nos dirigeants et donc ne peuvent pas nous servir d'exemples, surtout pas !

Nos dirigeants ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités, une grande partie de nos problèmes viennent de là, ils ont failli à tous leurs devoirs. Et je vais encore vous le prouvez, et n'attendez pas de leur part qu'ils reconnaissent la moindre erreur publiquement, ils en sont totalement incapables, tellement ils ont une haute opinion d'eux-mêmes, ils doivent bien être les seuls... C'est ce qui nous distingue et nous en sommes fier.

Si on ne consacre pas un temps considérable à chercher des données ou des informations ici ou là sur le Net, on demeure ignorant non seulement de la situation réelle dans un pays, mais on se retrouve incapable de produire la moindre analyse sans prendre un grand risque, car on ignore précisément la véritable nature des différents acteurs en présence, la différence entre un islamiste radicale, un djihadiste, un salafiste, à quoi ou à qui ils se rattachent, si c'est la religion qui les guide ou plutôt la politique ou un mélange des deux ou aucun des deux, c'est le cas des salafistes selon Thierry Meyssan qui vit en Syrie, vous le saviez, bien sûr que non, salafiste par ci, salafiste par là, une salade d'ignorants aurait dit Engels.

Nos dirigeants ne veulent pas mettre l'accent sur le fait que tout ce qui se passe au Moyen et Proche-Orient depuis maintenant 11 ans est directement en rapport depuis le début de la guerre contre l'Irak ou même l'Afghanistan, avec l'intention du cartel des banquiers de la Fed et leurs associés internationaux d'instaurer un Nouvel ordre mondial, et que toutes ces guerres et destructions sont planifiées de longue date selon un schéma bien arrêté. On pourrait en dire de même de ce qui se passe en Europe avec l'UE ou ailleurs dans le monde, selon une stratégie bien précise qui est réajustée au fil du temps. Ils l'évoquent en passant une fois ou deux par ans, en passant sciemment sous silence en quoi consiste ce plan criminel, jamais je n'en ai lu une description précise dans leurs journaux destinés aux travailleurs comme s'ils ne devaient pas savoir. Des militants que j'ai questionnés ces derniers jours me l'ont confirmé.

Ce qui est très préoccupant, c'est qu'on aboutit au même constat quand on observe les analyses qui nous sont proposés par des intellectuels critiques du système économique et ses derniers développements.

Ce qui m'étonne le plus, c'est que je sois en mesure de détecter les erreurs ou les lacunes grossières de P. Jovanovic, M. Colon, P. Hillard, A. Fekete, N. Kein, etc. , du coup je suis inquiet, je me dis qu'il y en a sans doute que je laisse passer, ce qui m'oblige à prendre le temps de réfléchir encore et encore à certaines questions qui me semblaient claires avant de publier quoi que ce soit.

On n'arrive pas toujours à discerner dans leurs propos ce qui concerne le court, du moyen ou du long terme, s'il s'agit d'une tendance ou d'un fait qui se produira un jour, on peut donc être induit en erreur ou plutôt s'induire soi-même en erreur parce qu'on ne maîtrise pas les outils pour faire preuve d'un discernement à toute épreuve ou presque.

Moi aussi il m'arrive de me dire en les lisant qu'ils exagèrent ou qu'ils fabulent, puis quand Magueswary (mon épouse) me raconte qu'à la BNP à Aubagne ils ont refusé de lui donner 1.000 euros en espèces, alors qu'il y en avait le double sur son compte et qu'elle a dû y retourner une autre fois à 10 jours d'intervalle, en plus en étant questionnée sur l'usage qu'elle allait en faire, là je suis bien obligé de convenir que ceux que j'ai cités plus haut ne nous racontent pas que des blagues quand ils parlent d'un effondrement éminent du système financier.

Est-ce que vos dirigeants vous y préparent et y préparent les travailleurs ? Bien sûr que non et le contraire aurait été fort surprenant. On ne peut manipuler que des ignorants. C'est la première règle que tous ceux qui exercent le moindre pouvoir connaissent sur le bout des doigts et conservent en permanence à l'esprit, gare à ceux qui en sont les proies ou les victimes.

Un dernier point en rapport avec notre sujet. N'étant pas correctement informés par nos dirigeants, nous sommes placés devant un dilemme :

- soit on prend des données et des bribes d'analyses sans se soucier de leurs origines, de la personnalité de leurs auteurs ou de leurs relations, dans la mesure où c'est le seul moyen d'y accéder et de les partager avec les militants ;

- soit on décide de se passer de ces données et de ces bribes d'analyses parce qu'on estimerait leurs auteurs ou leurs relations infréquentables, ce qui nous conduirait à nous interdire de les porter à la connaissance des militants et ainsi les maintenir volontairement dans l'ignorance.

J'avoue avoir eu une attitude hésitante face à cette question, là encore parce que je savais qu'en mettant en ligne des articles provenant du Réseau Voltaire des militants m'avaient brusquement tourné le dos, en y repensant par la suite j'en ai déduit

que c'était le comportement d'ignorants ou de militants gangrenés par le dogmatisme, ce qui provenant d'ex-militants de la LCR aujourd'hui au NPA n'avait finalement rien d'étonnant, d'autres provenant de l'OCI ou du PT ont eu le même comportement ce qui évidemment ne m'a pas surpris, je les remercie au passage, car c'est grâce à eux que je suis parvenu à trancher cette question, dans le sens inverse cela va de soi

Car notre devoir de militant et qui plus est du mien qui anime ce portail dédié à la révolution socialiste internationale, est de tout faire pour combattre l'ignorance des militants et des travailleurs dans laquelle les tiennent leurs dirigeants ou les médias aux ordres, donc j'adopterai dorénavant la seconde attitude qui consiste à mettre en ligne articles et vidéos sans que leur origine pose problème, notre portail et la tendance que j'anime ne faisant pas la promotion des partis ou organisations auxquels leurs auteurs seraient affiliés ou proches, encore moins de leur idéologie que nous combattons.

Bien entendu dans ce domaine comme dans toute chose, il y a des limites à ne pas franchir où il faut faire preuve de discernement.

S'agissant des articles, j'avais déjà tranché cette question depuis un bon moment. En ce qui concerne la rubrique vidéo que j'ai introduite tout récemment dans le site, j'ai hésité au début, et puis j'en suis arrivé à la conclusion que je devais agir de la même manière ; sachant qu'il s'agit d'une sélection et non d'un catalogue exhaustif, on se passera de vidéos réalisées par des gens connus pour développer des idées propres à l'extrême droite ou s'en réclamant ouvertement. Maintenant je ne connais pas forcément les auteurs des vidéos dont je mets les adresse en ligne, s'ils s'en trouvaient parmi elles qui aient été réalisées par des membres d'un tel parti, je vous demanderais de bien vouloir m'en informer rapidement pour que je les retire du site.

En famille. Ils sont décidément inséparables.

Denis Baupin (EELV) a annoncé mercredi matin la création du "*Club des parlementaires pour le vélo* " qui réunirait quelques 77 députés "*de tous bords*". (lemonde.fr 24.10)

On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Selon le Canard enchaîné, la conseillère UMP du XVIIIe arrondissement de Paris, Roxane Decorte, a écopé de quatre mois de prison avec sursis et 6000 euros d'amende pour abus de confiance. Elle avait détourné les fonds d'une association dont elle était présidente "*bénévole*". (L'Express.fr 24.10)

ACTUALITE EN TITRES

Quand le cul leur bouffe le cerveau

- Mariage homosexuel : un baiser déjà culte - LePoint.fr

Ils sont bien placés pour en parler.

- Montebourg traité d'«*abruti mental*» par le président de Mitsubishi France - Slate.fr

- Placé sur Montebourg : «*Si le ridicule tuait, il y aurait un remaniement gouvernemental*» - Public Sénat

Sa spécialité.

- La CE veut sanctionner les décharges sauvages italiennes - Reuters

La main des Golden boys de Chicago (Milton Friedman)

- Jusqu'à 7 Mds€ d'aides pour PSA - LeParisien.fr

- PSA botte en touche sur la préservation des emplois - Liberation.fr

- L'Etat garant siégera au conseil de surveillance de PSA - Reuters

- L'Etat s'impose chez PSA, le titre plonge - L'Expansion.com

- Le titre PSA tombe à un plus bas de près de 27 ans en Bourse - Reuters

Le conditionnel est en trop.

- Syrie : les rebelles utiliseraient des lance-missiles américains - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- Le chômage explose.

En septembre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 46.900 (+1,6%) en France métropolitaine pour s'établir à 3.057.900, son niveau le plus élevé depuis plus de 13 ans.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,1%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,5% en septembre, soit 20.900 personnes de plus, pour atteindre 4.515.500 (+8,3% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C était de 4.797.200 fin septembre.

Les plus âgés et les plus jeunes ont été les plus touchés.

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans a ainsi progressé de 2,3% en catégorie A (+17,5% sur un an) et de 1,4% en A, B, C (+15,4% sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans a quant à lui augmenté de 2,2% en catégorie A (+10,6% sur un an) et de 0,8% en A, B, C (+8,9% sur un an).

Le nombre des chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) a progressé de 1,3% en catégories A, B et C (+10,1% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an était stable (+7,1% sur un an).

Les entrées à Pôle emploi pour fins de contrat à durée déterminée ont augmenté de 1,3% sur un mois, les fins de mission d'intérim de 2,8% et les "autres licenciements" de 2,7%. Les entrées pour licenciements économiques ont baissé de 7,6%.

Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi a baissé de 4,4% en France métropolitaine (-17,0% sur un an), le nombre d'offres d'emplois d'une durée de plus de six mois baissant de façon nettement plus marquée que les offres plus courtes. (Reuters 24.10)

1.2- Electrolux : fermeture de l'usine de Revin

La direction d'Electrolux a confirmé mercredi soir lors d'un CCE à son siège de Senlis (Oise) son intention d'arrêter la production des lave-linge à Revin (Ardennes) d'ici 2014 devant des salariés dépités par la fermeture probable de leur usine. "*Il n'y a pas d'autre alternative à l'arrêt de la production des machines à laver, mais la direction affirme vouloir chercher des solutions de reprises externes tout en acceptant de parler également de solutions internes*", a expliqué aux salariés venus manifester sur le site, Lysian Fagis, porte-parole de l'intersyndicale à l'issue de 7 heures de réunion du comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire.

"*On est dégoûté, ils ferment alors que nous sommes rentables, on se sent méprisés*", a réagi Sandrine Ounissi, 42 ans qui travaille depuis 20 ans à l'usine de Revin.

"*S'ils veulent faire du stock sur notre dos, il va falloir qu'ils paient car on ne va pas travailler pendant deux ans au même rythme en se sachant condamnés*", a-t-elle continué. Selon les syndicats, une réunion des salariés est prévue jeudi en début d'après-midi à Revin pour déterminer les suites du mouvement de grève.

L'usine de Revin avait été touchée en 2010 par la délocalisation de la production de Faure, la marque d'entrée de gamme des lave-linge d'Electrolux, vers le site d'Olawa en Pologne. Elle conservait alors les marques Electrolux et AEG qui sont désormais destinées à migrer aussi vers la Pologne. (lepoint.fr 24.10)

3- Automobile

Ford a annoncé mercredi la fermeture d'ici fin 2014 de son usine belge de Genk dans le cadre d'une restructuration visant à redresser ses activités automobiles européennes lourdement déficitaires.

Le site, qui emploie 4.300 personnes, verra l'assemblage des Mondeo, Galaxy et S-Max transféré à l'usine Ford de Valence, en Espagne, à la fin du cycle de production en cours.

La nouvelle, relayée par les syndicats à la sortie d'une réunion avec la direction, a suscité la colère et l'amertume de centaines d'ouvriers massés devant l'usine.

"*La direction a décidé de fermer l'assemblage de voitures et les activités de presse à Genk à la fin du cycle de production actuel en 2014*", leur a déclaré Luc Prenen, représentant du syndicat ACV. "*Cela entraînera la fermeture du site de production de Genk et la perte des 4.300 emplois*."

Selon le syndicaliste, les dirigeants de Ford Europe n'ont pas assisté à la réunion, laissant la direction de l'usine lire une simple déclaration.

"*Le projet de restructuration de nos activités de production en Europe est un volet fondamental de notre plan pour renforcer l'activité de Ford en Europe et renouer avec une croissance profitable*", y déclare Stephen Odell, le PDG de Ford Europe, en promettant des mesures d'accompagnement pour les salariés de Genk.

Selon le communiqué, "*le plan vise à remédier aux surcapacités découlant d'une baisse de plus de 20% de la demande de véhicules en Europe occidentale depuis 2007*".

Les responsables de Ford Europe, dont Stephen Odell, avaient des entrevues mercredi avec le gouvernement de la région flamande, où est située l'usine de Genk, et avec le Premier ministre Elio di Rupo et la ministre de l'Emploi Monica De Coninck.

La direction de Ford rencontrera également, jeudi, les syndicats britanniques, les médias locaux rapportant que le groupe envisage aussi de fermer son usine de Southampton, dans le sud de l'Angleterre.

Ce site, où est assemblé le monospace Transit, emploie environ 500 personnes.

L'annonce de la fermeture a provoqué des échauffourées devant l'usine, vite contenues par les syndicats. "*Elles visaient la direction mais ils sont vite partis. Il y avait beaucoup de colère et de frustration*", a expliqué Luc Prenen par la suite.

Le constructeur américain, dont les usines européennes tournent en moyenne à 52% de leurs capacités maximales, présentera lundi prochain ses résultats du troisième trimestre.

De son côté Opel, filiale de General Motors, négocie avec les syndicats la fermeture de son usine de Bochum, en Allemagne, après avoir décidé en mai de transférer la production de la nouvelle Astra en Grande-Bretagne.

L'usine Ford de Genk a ouvert en 1964. Selon les syndicats, elle a tourné à un rythme de quatre jours par semaine pendant une bonne partie de 2012 et il ne reste cette année que 15 jours de production au programme, dont aucun en décembre.

Dans une récente note de recherche, l'analyste d'UBS Colin Langan, basé à New York, estimait à 1,1 milliard de dollars le coût de la fermeture du site de Genk, pour des économies attendues de 730 millions par an.

En Belgique, la fermeture de Genk fait suite à celle de l'usine de General Motors à Anvers en 2010. Il ne restera à l'avenir que deux sites d'assemblage de voitures en Belgique, ceux de Volvo à Gand et d'Audi (groupe Volkswagen) à Bruxelles.

L'usine Ford de Valence emploie 3.485 personnes et assemble actuellement des Grand C-Max et des Compact. Le constructeur américain a également à Valence une usine de moteurs, avec un effectif de 470 personnes.

Dans son communiqué, Ford dit envisager de transférer la production des C-Max et Grand C-Max de Valence à Sarrelouis, en Allemagne, pour faire place aux nouveaux modèles. (Reuters 24.10)

Les syndicats dans le rôle de police patronale.

- "*des échauffourées devant l'usine, vite contenues par les syndicats*"

- "*Opel, filiale de General Motors, négocie avec les syndicats la fermeture de son usine de Bochum*"

Il faut réserver le même sort qu'en Afrique du Sud à ces dirigeants syndicaux pourris, tout de suite, et prendre d'assaut les usines, les occuper, élire des comités de grève et appeler les travailleurs dans chaque pays à se soulever et les imiter pour abattre l'oligarchie financière et chasser du pouvoir leurs représentants, se donner les moyens politiques pour en finir une fois pour toute avec le capital et prendre le pouvoir, c'est la seule voie, le socialisme.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la grève illimitée avec occupation de tout le secteur automobile en Europe pour pas un licenciement, pas une suppression de poste, pas un centime de moins sur la feuille de paie en cas de chômage partiel, répartition de la production sur toutes les usines, donc baisse de la réduction de la journée de tarvail sans diminution de salaire.

4- Etats-Unis

Dow Chemical, le numéro un américain de la chimie, a annoncé mardi soir son intention de réduire ses effectifs de 5% et de fermer 20 sites de production dans le cadre d'un plan de restructuration destiné à contrer le ralentissement de l'économie mondiale.

Comme plusieurs autres grands noms du secteur, Dow Chemical est confronté au ralentissement de la demande sur la plupart des marché. Son compatriote DuPont a ainsi revu mardi à la baisse ses prévisions de résultats et annoncé 1.500 suppressions de postes.

"*La réalité est que nous opérons dans un climat de croissance faible à court terme et, même si ces mesures sont difficiles, elles illustrent notre détermination à gérer nos activités avec rigueur*", a déclaré Andrew Liveris, le PDG de Dow Chemical, cité dans un communiqué.

Il espère économiser 500 millions de dollars (385 millions d'euros) par an grâce à ces mesures, qui se traduiront par 2.400 suppressions d'emplois dans le monde.

Parmi les sites voués à la fermeture figurent une usine de en Belgique, une autre aux Pays-Bas et plusieurs lignes de production aux Etats-Unis et au Japon.

Le troisième trimestre se solde par une chute de 39% du bénéfice à 497 millions de dollars, soit 42 cents par action, conséquence de la baisse de la demande et des prix de vente.

Au troisième trimestre de l'an dernier, le groupe avait dégagé un bénéfice de 815 millions de dollars (69 cents/action).

Le chiffre d'affaires trimestriel a reculé de 10% par rapport à 2011, à 13,6 milliards de dollars (-7% en données ajustées). En Europe, la baisse des ventes - amplifiée par les effets de change - a atteint 10% en données ajustées.

Les analystes financiers prévoyaient en moyenne un bénéfice par action de 37 cents hors exceptionnels pour un chiffre d'affaires de 14,22 milliards de dollars, selon le consensus Thomson Reuters I/B/E/S. (Reuters 24.10)

Afrique du Sud (Reuters) - Le groupe minier AngloGold Ashanti a licencié mercredi 12.000 mineurs sud-africains en grève sauvage et ayant refusé de reprendre le travail après des semaines de manifestations.

Les grévistes, qui ont cessé le travail il y a un mois à l'appui de revendications salariales, avaient jusqu'à mercredi midi pour retourner à leur poste ou perdre leur emploi.

"*La date limite est désormais dépassée, ce qui signifie que les licenciements vont désormais être prononcés*", a déclaré à Reuters le porte-parole du groupe Alan Fine.

Les manifestants se sont rassemblés sur un site d'AngloGold, premier producteur d'or du pays et numéro trois mondial, près de Carletonville, pour faire savoir qu'ils ne cèderaient pas aux pressions du groupe.

La multiplication des grèves ces derniers temps empoisonne les relations sociales en Afrique du Sud. Quelque 100.000 travailleurs, pour la plupart des mineurs, se sont mis en grève depuis août.

Chez AngloGold, près de 24.000 mineurs ont cessé le travail sans préavis. Une grève sauvage chez le concurrent Gold Fields a pris fin vendredi après, là aussi, un ultimatum de la direction.

Les grèves se sont étendues à l'industrie aurifère après être parties des mines de platine. (Reuters 24.10)

ECONOMIE

BCE

Le nouveau programme de rachats de titres de la Banque centrale européenne (BCE) ne compromettra pas son indépendance et n'alimentera pas l'inflation, a déclaré mercredi le président de la BCE Mario Draghi aux parlementaires allemands.

"Les OMT (Opérations monétaires sur titres) ne conduiront pas à un financement déguisé des gouvernements (...). Les OMT ne compromettront pas l'indépendance de la BCE", a dit Mario Draghi devant le Bundestag.

"Les OMT ne feront pas peser de risques excessifs sur les contribuables de la zone euro", a-t-il ajouté. "Les OMT ne créeront pas de l'inflation". (Précaution inutile, parole d'escroc en vérité ! Un euphémisme pour dire que les risques s'avèreront effectivement "excessifs" sur les contribuables, ce qu'ils ne s'apercevront que bien plus tard, quand il sera trop tard. Saviez-vous qu'ils avaient déjà décidé de placer Draghi à la tête de la BCE trois ou quatre ans avant la fin du mandat de J-C. Trichet ? Je l'ai appris hier soir en visionnant une vidéo de P. Jovanovic. - Ndlr)

Au contraire, l'objectif de ce programme est "d'envoyer un signal clair aux investisseurs pour leur dire que leurs craintes sur la zone euro ne sont pas fondées". (Jusqu'au jour où ils leur annonceront que ces bouts de papier ne valent plus rien ! Les Chinois vont être les dindons de cette mauvaise farce... à plumer ! - Ndlr)

La BCE, qui a annoncé son plan d'OMT en septembre, n'a pour l'instant lancé aucune opération d'achat. (Reuters 23.10)

Haut de page

Le 26 octobre

CAUSERIE

A propos du site

J'ai décidé de modifier le contenu du site à partir d'aujourd'hui.

Dorénavant je consacrerai moins de temps à cette activité pour me réserver le temps nécessaire pour perfectionner mes connaissances et élever mon niveau de compréhension du monde, combler mes importantes lacunes dont j'ai pris conscience dernièrement, soit par la lecture et le visionnage de vidéos dont j'étudierai attentivement le contenu, afin d'intégrer les enseignements que j'en aurai tirés dans ma propre interprétation du monde en utilisant la méthode du marxisme ou la dialectique matérialiste et historique.

A force de passer trop de temps devant l'écran, ma santé s'est détériorée, j'ai notamment grossi et ma respiration est difficile, les deux vont ensemble, demeurer assis toute la journée de 7h du matin à minuit ou plus sept jour sur sept, fumer comme un pompier et boire beaucoup de café pour compenser la fatigue ne peut durer qu'un temps, de plus je suis devenu insomniaque, sans parler des coupures de courant qui n'ont évidemment rien arrangé. Ma vue a baissé et j'ai un problème aux deux yeux en permanence, donc la cote d'alerte est atteinte.

J'ai travaillé comme un forcené pendant des années, c'est désormais terminé, je vais aussi consacrer davantage de temps à ma propre vie. Cet entraînement intellectuel et la masse colossale de travail que j'ai abattus au cours des sept dernières années me permettent maintenant d'être disponible pour aborder n'importe quelle question très rapidement, alors que précédemment j'aurais dû y consacrer beaucoup de temps. Celles que j'ai étudiées uniquement.

Bref, ce qui est fait n'est plus à faire, il faut passer à autre chose ou plutôt au niveau supérieur, se donner les moyens de comprendre une situation, un fait en un clin d'oeil, c'est mon objectif, j'y parviens dans les domaines que j'ai eu l'occasion d'étudier, mais ce n'est pas le cas dans d'autres que j'ai laissés de côté faute de temps, de plus, je dois réviser et corriger une

partie de mes connaissances, j'ai un tas de choses à vérifier, cela va forcément prendre du temps, j'ai découvert qu'on m'avait enseigné un tas de choses qui en réalité étaient tronquées ou carrément erronées, d'autres que j'avais prises pour argent comptant depuis ma scolarité qui remonte loin maintenant, et qui en réalité étaient fausses, il me faut absolument rectifier tout cela.

Pour penser, réfléchir, se poser les bonnes questions, c'est impossible quand on est toujours en train de cavaler et qu'on est toujours fatigué ou au bord de l'épuisement, j'ai décidé de me donner les moyens de réunir les conditions qui me permettront de pousser ma réflexion le plus loin possible, il faut que là haut la machine soit en parfait état de marche pour mener cette tâche à bien, là haut c'est le cerveau, ne levez pas la tête, au-dessus il n'y a rien d'autre !

Je ne suis pas un caractériel et j'ai plutôt tendance à prendre les choses du bon côté, j'aime bien plaisanter ou faire preuve d'humour ou faire des blagues, je ne suis pas quelqu'un de triste et qui passe son temps à se lamenter sur son sort, or j'aurais pu donner cette impression totalement fausse à mon sujet, encore une fois à cause de la fatigue, on devient tendu, on s'emporte plus facilement, alors que ce n'est pas ma nature, je suis plutôt optimiste et j'apprécie la vie en général. Mais c'est vrai qu'en observant la misère qui nous entoure, on a tendance à ne pas trop le montrer, on trouve cela plutôt indécent, c'est peut-être une erreur d'appréciation car on y est pour rien ou on n'a rien à se reprocher quand on combat le vieux monde pourri 24h/24, qu'on respecte les autres et partage leurs souffrances. Vivre en Inde n'est pas facile, vous vous en rendrez bientôt compte quand vous vivrez le même sort que les Grecs, vous n'y échapperez pas ou vous aurez le droit à bien pire encore, vous ne voulez pas m'écrire ou vous me méprisez, soit c'est vous que cela regarde, moi je vous écris ce que je pense et je ne suis pas le seul à le penser.

Pour avoir l'esprit disponible, il faut aussi se changer les idées parfois, je vais aussi y consacrer du temps. Quand Marx était épuisé et sortait faire une balade, il ne pensait à rien, il faisait le vide en profitant librement du temps qui passe, on en a besoin parfois, je l'ai négligé, ce ne sera plus le cas dorénavant. Lui il a eu la chance d'arriver à quelque chose, moi je ne suis arrivé à rien jusqu'à maintenant, je suis frustré, je plaisante, je ne suis pas Marx, certains se feront un plaisir de me le faire remarquer, je ne leur ferais pas l'affront de leur dire ce que je pense d'eux ou à quel niveau je les situe, ce n'est pas très brillant en vérité, passons.

Hier soir j'ai visionné la vidéo sur la dépression de 1929 (Arté), ils avaient donné la parole à des économistes, un prix Nobel d'économie, des historiens, etc. tous d'imminents intellectuels, vous parlez, tous médiocres, ils n'ont rien compris, dans mon langage quand je me parle à moi-même, des abrutis, des ignares, quel constat cet étalage de nullités ! Je me suis repassé plusieurs passages parce que je n'en croyais pas mes oreilles. Eh bien tout ou presque est du même tonneau, c'est à peine croyable, cela inclut nos braves ou plutôt lâches dirigeants ! Dans d'autres vidéos sur l'économie, des intellectuels citent Milton Friedman qui est l'idéologue, le théoricien, le théologien, l'apôtre, le pape de l'ultralibéralisme, du néo conservatisme, de la pire réaction qui soit, sans rire et je suis très sérieux, ce qu'ils dénoncent, ce sont les conséquences de la mise en oeuvre de sa théorie, c'est complètement dingue, ils ne s'en sont même pas aperçus ! Cela veut dire que même l'élite intellectuelle critique envers le capitalisme et ses dérives ultra libérales se leurre. Dans nos rangs, au mieux nos dirigeants ont une interprétation du monde qui remonte à un siècle en arrière, tout ce qui s'est passé entre temps depuis jusqu'à nos jours, ils l'ignorent, ils effectuent un saut de 1789 à la fin du XXe siècle, extraordinaire !

Du coup, pour avoir constaté tout cela, j'en suis arrivé à me dire que j'étais parvenu à comprendre des choses que ces grosses têtes bardées de diplômes n'avaient pas comprises ou à côté desquelles ils étaient passés, j'en ai conclu que je devais continuer sur ma lancée et que peut-être bien que j'avais encore quelque chose à apporter à mes petits camarades, petits à valeur amicale ou sentimentale.

Qu'est-ce qui va changer dans le site ?

Il n'y figurera plus les infos en bref ainsi que l'actualité en titres qui me prenaient beaucoup trop de temps. On va se concentrer sur des articles dont nous analyserons le contenu et la manière dont ils ont été conçus. Je continuerai d'actualiser la rubrique Article de presse ainsi que celles où figurent des articles de sources diverses, la Tribune libre.

Dans la causerie figureront un ou plusieurs articles plus ou moins longs ou élaborés en rapport avec l'actualité ou des questions particulières qui me seront venues à l'esprit au cours de lectures ou en visionnant des vidéos.

Intervenant sur Internet étant donné que je vis à 10.000 km de la France et que je ne peux pas participer directement à la lutte de classe, je vais voir comment je pourrais participer à d'autres portails ou intervenir dedans.

J'ai oublié de vous dire qu'en travaillant à un rythme normal, c'est-à-dire en passant au maximum 4 à 5 heures par jours devant l'écran sans cavaler ou stresser, pour actualiser le site comme je le faisais jusqu'à présent, je passais entre 12 et 14 heures par jours 7j/7 devant l'écran, il faudrait que 3 ou 4 militants s'y collent, je le répète en bossant à un rythme normal, pas à mon rythme je suis hyper actif et je bosse comme un dingue. Un pour les actualités en titre, deux pour les infos en bref et un ou deux pour les causeries et actualiser les autres rubriques, formater les articles, etc. Personne n'a voulu m'aider, dont acte. On ne reparlera plus tard, bientôt...

Au lieu d'aller promener mon chien une fois la nuit tombée, on va sortir plus tôt, cela fait déjà un heureux !

A travers un exemple tiré de l'actualité, voyons précisément comment fonctionne réellement l'Union européenne.

Avant d'aborder cet article je rappelle ma position qui consiste à dire qu'axer sa politique ou son combat politique contre l'UE et la troïka est une grave erreur politique ou le témoignage du refus de combattre les institutions (de la Ve République en France) donc des partis qui se relaient au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle et le gouvernement qu'il soit étiqueté de droite ou de "*gauche*", c'est le produit de la volonté délibérée des dirigeants du mouvement ouvrier de les épargner, parce que l'UE tient sa légitimité et son existence uniquement des chefs d'Etat, qui eux-mêmes tiennent la leur des institutions nationales qui existent dans chaque pays de l'UE, c'est donc contre ces institutions nationales qu'il faut axer notre combat politique, donc évidemment en France contre Hollande et son gouvernement qui en font partie ainsi que le PS, l'UMP et l'UDI principalement.

Pour résumer notre position qui en fait correspond à l'analyse que chacun peut faire des rapports entre les différents acteurs et institutions, sans la signature et le pouvoir que lui octroient les chefs d'Etat des différents pays, l'UE ne disposerait d'aucun pouvoir, elle n'existerait tout simplement pas.

On peut ajouter que sans la ratification des différents traités par les partis institutionnels composant la majorité des députés à l'Assemblée nationale aujourd'hui ou hier, ceux-ci n'auraient jamais été appliqués ou seraient restés lettres mortes, confirmant si nécessaire que notre combat politique devait se concentrer contre ces partis (UMP, UDI et PS) et les institutions, le Parlement dans chaque pays.

Telles auraient dû être l'analyse et les tâches dévouées au prolétariat et à son avant-garde révolutionnaire figurant dans le programme d'action de l'Internationale ouvrière qui malheureusement n'existe pas.

Quand le Parlement européen exprime un désaccord avec la Commission européenne ou le Conseil européen, c'est pour manifester au jour son impuissance et sa subordination aux institutions qui dirigent et contrôlent l'Union européenne.

A quoi sert-il alors ? De vernis démocratique à cette entreprise de démolition des Etats-nations entreprise dans le monde entier, à commencer par l'Europe, le cartel des banquiers de la Fed et leurs idéologues ou théoriciens ultra conservateurs ont mis au point cette stratégie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour à terme avec leurs partenaires européens exercer un contrôle totale de la population une fois celle-ci dépouillée de tout pouvoir politique. L'UE a pour fonction de réaliser ce plan au niveau de l'Europe.

Ainsi, comme nous allons le voir immédiatement, le Parlement européen est la négation des Parlements nationaux. Comment cela se présente-t-il ? Tandis que le Parlement européen n'a en réalité aucun pouvoir, les Parlements nationaux disposent encore de pouvoirs dans chaque pays, c'est pour les concepteurs du Nouvel ordre mondiale cette "*anomalie*" qu'il s'agit de corriger en transférant les pouvoirs des Parlements nationaux au Parlement européen qui parce qu'il ne possède aucun pouvoir revient à le transférer à la Commission européenne (CE) et au Conseil de l'Europe, donc à l'arrivée à retirer aux différents peuples le pouvoir d'agir sur leur destin présent et futur. C'est la négation de la démocratie au profit d'une dictature de l'oligarchie financière dont les commissaires européens et les chefs d'Etats, les ministres des différents gouvernements sont les représentants.

Bien entendu, la population dans son immense majorité l'ignore totalement, elle est manipulée et pour ainsi dire réduite à l'impuissance pour lutter contre un mécanisme dont elle ne comprend ni les tenants et les aboutissants, d'où la nécessité de l'entraîner à combattre à la racine ce processus pour l'enrayer et le réduire à l'impuissance, le liquider, ce que nous avons expliqué plus haut.

L'article en question.

- Le Parlement européen a rejeté jeudi la nomination du Luxembourgeois Yves Mersch au directoire de la Banque centrale européenne (BCE), pour protester contre l'absence totale de femmes au sein de cette instance.

Il est précisé que quel que soit le résultat d'un vote au Parlement européen, il comptera pour du beurre, car en dernière instance ce sont les chefs d'Etat réunis au sein du Conseil qui détiennent le pouvoir.

- Cet avis, adopté à une courte majorité à Strasbourg, n'est que consultatif. Mais il devrait embarrasser les gouvernements de l'UE qui désignent au bout du compte les membres de la BCE.

- M. Mersch, 63 ans, avait été choisi par les ministres européens des Finances pour succéder à l'Espagnol Jose Manuel Gonzales-Paramo.

Histoire d'enfoncer le clou, là les choses sont dites très clairement, cela ne correspond pas à

une interprétation d'un journaliste de l'AFP qui pourrait avoir commis une erreur ou avoir perdu la tête, non, il n'a fait que retranscrire la stricte réalité ou répartition non pas des pouvoirs mais des rôles au sein de l'Union européenne entre ses différentes institutions. Vous pourrez ainsi mesure le degré d'opportuniste des partis qui mette en avant le combat contre l'UE, nous estimons qu'ils sont totalement corrompus tellement la réalité saute aux yeux, absolument personne ne peut le nier.

- Les représentants des 27 gouvernements de l'UE ont désormais le choix de prendre en compte le vote du Parlement ou de passer outre et de confirmer M. Mersch.

Le Parlement européen réclame, quémande, mendie auprès de la CE ou du Conseil, il n'a aucun pouvoir.

- Le Parlement européen réclame depuis des mois au Conseil (qui représente les gouvernements) non pas un nom mais une liste de noms comprenant des femmes.

Le Parlement européen veut quelque chose, ce qui n'a pas plus de portée que formuler un voeu pieu.

- "*Le Parlement européen est clair: nous voulons la diversité. Un directoire de la BCE uniquement composé d'hommes en 2012 et jusqu'en 2018 n'est pas acceptable*", a expliqué l'eurodéputée libérale française Sylvie Goulard.

Sur le plan légal, législatif, juridique, c'est le Conseil donc les chefs d'Etat qui détiennent le pouvoir, le Parlement européen n'en a aucun. Les parlementaires européens sont voués à vociférer ou gesticuler et rien d'autres.

- "*Juridiquement parlant, le Conseil peut certes confirmer Yves Mersch, mais ce serait une énorme erreur politique et un mauvais signal*", a-t-elle ajouté.

La BCE est le pendant ou l'appendice européen de la FED qui a placé à sa tête tous les présidents qui se sont succédés à sa direction depuis 1997. Si vous en doutiez, sachez que J-C.Trichet avait participé à une réunion du groupe Bildergerg, je ne sais plus en quelle année, et qu'ils avaient désigné M. Draghi pour le remplacer trois ou quatre ans avant la fin du mandat de Trichet. Sachant cela, vous mesurez mieux à quel point on est en présence d'une cynique comédie destinée à faire diversion ou amuser la galerie,, pendant que les décisions importante sont prises ailleurs qu'à Strasbourg, Bruxelles ou Frankfort, de l'autre côté de l'Atlantique en réalité.

- *"Il nous faut davantage que des négociations boiteuses et des promesses insatisfaisantes si nous voulons obtenir la parité au sein de la BCE. Il s'agit d'une question qui touche de nombreuses institutions publiques, et pas seulement la BCE*", a affirmé pour sa part la présidente de la commission des Affaires économiques du Parlement, la Britannique Sharon Bowles. (AFP 25.10)

Haut de page

Le 27 octobre

CAUSERIE

Dans la foulée du crash de Wall Street aux Etats-Unis en 1929, le taux de chômage monta à 25% (officiellement, plus en réalité), des millions de travailleurs américains furent expulsés de leurs habitations, et les ouvriers qui avaient encore un travail consacraient jusqu'à 70% de leurs revenus pour uniquement se nourrir.

Ce furent les classes moyennes qui furent visées principalement et ruinées en 1929. Elles représentaient les couches de travailleurs qui percevaient des revenus supérieurs à la classe ouvrière et qui eurent accès plus facilement au crédit et s'endettèrent jusqu'au cou, vivant au-dessus de leurs moyens, elles se mirent à emprunter pour spéculer frénétiquement en bourse, c'était devenu le sport national aux Etats-Unis, et lorsque le cartel des banquiers sifflèrent la fin de la partie tous leurs biens furent saisis et ils rejoignirent les rangs des millions de miséreux...

Ils sont en train de reproduire exactement la même situation sans que les bourses ne se soient effondrées jusqu'à présent, à mon avis parce que la capitalisation boursière n'a pas atteint le niveau démentiel de 1929, bien que la capitalisation en bourse de la plupart des entreprises ne corresponde pas à leur valeur réelle, elle est certes surévaluée mais sans rapport avec ce qui exista en 1929. Si maintenant on tenait compte de leur endettement souvent colossal, il faudrait corriger cette appréciation, on s'apercevrait qu'elles ne valent plus rien.

Pour que leur système fonctionne et que leurs magouilles demeurent hors de portée de la population, les banques ne font pas figurer dans leur bilan les sommes astronomiques sur lesquelles elles se sont engagées sur les marchés spéculatifs, notamment les marchés dérivés et les CDS (Credit default swap) qui se montent à des centaines de milliers de milliards de dollars. Cela représente des sommes tellement gigantesques que sans être économiste on comprendra tout de suite qu'en cas de panique et d'effondrement lorsque tous les investisseurs voudront récupérer leur argent, ce sera évidemment impossible, la totalité des banques du monde ne disposant pas d'une telle somme, l'effondrement final est ainsi inévitable et se produira un jour ou l'autre. Ils le retardent en injectant des centaines, des milliers de milliards de dollars ou d'euros dans les marchés financiers, augmentant encore le niveau colossal de la dette des banques et des banques centrales, des entreprises, de toute la société. Cet argent sert justement à couvrir les risques des banquiers engagés dans une spéculation effrénée, jusqu'au jour où ceux qui détiennent la planche à billets décideront que le moment est venu que toute cette construction bâtie sur du vent explose pour passer à l'étape suivante selon un plan bien arrêté. C'est quelque chose qu'on a du mal à imaginer ou à comprendre.

Sur cette question très précise, il n'y a pas un seul dirigeant du mouvement ouvrier depuis un demi-siècle qui ait tenu des propos cohérents qui correspondent véritablement à la réalité. Quant aux intellectuels dont j'ai écouté les prestations retranscrites dans des vidéos, je leur ai trouvé un surnom qui est préférable à les traiter d'ignares, intellectuels aux idées courtes, trop courtes pour relier les tenants et les aboutissants de la crise du capitalisme, ce qui se manifeste par leur incapacité à comprendre que cette crise remonte aux fondements du capitalisme, à l'inégalité entre les classes et à l'existence des classes elles-mêmes, cela saute aux yeux quand on observe que des milliards peinent à survivre, tandis qu'une poignée croule sous des fortunes colossales.

Reprenons.

Car ces banquiers ne décident pas cela sur un coin de table entre le fromage et le dessert, de même que cela n'arrive pas par hasard à ce moment précis ou encore, ce n'est pas l'économie réelle qui est effectivement en crise ou dont la crise a atteint son apogée qui va être le déclencheur de cet effondrement en cascade, cette distinction est indispensable pour comprendre ce qui se passe réellement, et surtout la suite, car ce n'est que le début d'un processus devant se traduire par d'importantes modifications des rapports entre les classes étalées sur des années, comme étape ou servant la réalisation d'objectifs politiques qu'ignorent la population.

Leur objectif en précipitant l'effondrement de tout le système économique à un moment donné, c'est d'en assurer le contrôle ou la maîtrise, le bon déroulement pour emprunter une formule cynique qu'ils ne désavoueraient pas, ils ont tout calculé, avant, pendant et après, cela peut paraître incroyable et pourtant cela est prouvé. Ceux qui le démentent s'appuient sur des détails finalement insignifiants, ces banquiers taillent dans la masse, ils ne font pas dans le détail. Quand ils évaluent un risque, c'est qu'ils ont conscience qu'il existe, si maintenant les choses ne se passaient exactement pas comme ils les avaient prévues, ils mettraient en oeuvre le plan qui correspondrait à cette situation et qu'ils avaient évidemment imaginée aussi, et tout rentrerait finalement dans l'ordre, seul le rythme ou le délai de la réalisation de leur projet aurait été contrarié ou modifié, mais en aucun cas sa direction ou son objectif final. Ils ont tout fait pour empêcher Allende de parvenir au pouvoir, ils n'ont pas pu y arriver, soit, ils l'ont liquidé et ils sont tout de même parvenus à leurs fins, et il en va toujours ainsi. Idem en Argentine. Il aurait pu débarquer Castro depuis 50 ans, rien n'était plus facile, mais il leur était trop utile pour pratiquer un amalgame entre stalinisme (dans sa version castriste) et communisme, diaboliser le communisme et le marxisme pour en détourner les masses laborieuses.

Puisque nos intellectuels sont incapables de comprendre la crise du capitalisme, essayons de l'expliquer brièvement en quelques lignes.

Ce sont les inégalités entre les classes qui constituent les fondements du capitalisme qui sont à l'origine de chaque crise du capitalisme, qu'elle soit économique ou financière. De ces fondements découlent ses lois internes de fonctionnement, dont l'anarchie dans la production, la concurrence à laquelle se livrent les capitalistes, ces deux facteurs aboutissant à la surproduction et à l'accumulation du capital à un niveau toujours plus élevé, d'où découlent ensuite l'endettement général de la société et la spéculation, puis de nos jours, depuis quelques décennies déjà, des produits financiers très sophistiqués totalement déconnectés ou en contradiction avec l'économie réelle, en réalité servant à retarder l'explosion des contradictions de l'économie réelle déjà parvenues à leur terme depuis longtemps et continuer de s'enrichir malgré tout, c'est ce qui explique que finalement la crise atteint infailliblement l'économie réelle et se traduit par un chômage de masse et l'appauvrissement général des travailleurs.

En résumé, les riches sont trop riches mais veulent le devenir encore plus, les pauvres sont trop pauvres pour qu'on puisse leur soustraire davantage de richesses ou trop peu, reste la classe ou les couches moyennes à dépouiller des richesses qu'elles ont acquises ou accumulées pour les plonger dans la pauvreté, une fois atteint cet objectif, il sera à nouveau possible d'en tirer un maximum de profit, sans forcément qu'elles se refassent comme ce fut le cas chaque fois dans le passé, pour bien faire les maintenir dans cet état serait préférable et éviterait que dans l'avenir elles en viennent à s'allier avec le prolétariat dans la perspective de remettre en cause le système économique, la dernière étape de ce processus que je viens de décrire correspond précisément au plan imaginé par l'oligarchie financière et qui porte le nom de Nouvel ordre mondial. C'est exactement ce à quoi nous assistons en Grèce, en Espagne, en Italie, tous les pays de l'UE étant promis à connaître le même sort, la terre entière ensuite.

Et savez-vous pourquoi ces intellectuels, mais aussi nos dirigeants, sont incapable de saisir ou d'expliquer simplement aux travailleurs en quoi consiste la crise du capitalisme ?

Parce qu'ils sont incapables de concevoir qu'on pourrait se passer du capitalisme et passer au socialisme, puis au communisme. Les premiers parce que ce sont de farouches anticommunistes ou des réactionnaires finis, par ignorance ou pour des raisons idéologiques, les seconds parce qu'ils se sont détournés du marxisme et du léninisme, cela inclut tous les partis ouvriers sans exception.

Ce qui est frappant, c'est l'ignorance de ces intellectuels aux idées courtes qui font étalage de leur soi-disant savoir qui comporte de graves lacunes. Certains ou même la plupart sont de bonne foi, mais ils sont incapables jusqu'à présent de se défaire totalement de l'idéologie qui leur a été inculquée, à laquelle ils ont adhéré ou dans laquelle ils se complaisent finalement. Pire encore, ils fricotent ouvertement avec l'extrême droite. Si on met leurs vidéos en ligne, c'est uniquement lorsqu'ils n'abordent que des questions économiques et à condition que n'y figure pas une référence à une personnalité ou un dirigeant d'extrême droite ou souverainiste. Comment faire autrement puisqu'ils sont les seuls (en vidéo) à aborder sous un regard critique la crise du capitalisme ou le Nouvel ordre mondial.

D'un autre côté, nos dirigeants fricotent avec des dirigeants de l'UMP, du Parti radical ou les bureaucrates anticommunistes et corrompus des syndicats, quand ils ne réhabilitent pas ou ne font pas référence à des monarchistes, des féodaux ou des curés, sans y être obligé notez bien, c'est comme si on faisait référence à Le Pen pour dénoncer l'emprise de la finance sur la société, alors qu'il existe d'autres sources auxquelles on peut se référer si nécessaire, vous avez bien saisi la distinction, n'est-ce pas ?

Plus grave encore, le sectarisme ou le dogmatisme de nos dirigeants, leur interprétation étriquée, étroite, bornée du monde, le culte du secret qui entoure leurs activités, leurs propres relations, ou le fonctionnement opaque de leurs partis, la fâcheuse tendance à nier tout ce qui ne sort pas de leur bouche, leur mégalomanie autant que leur paranoïa, le tout a contribué à attirer des intellectuels qui finalement leur ressemblaient ou ne représentaient finalement aucun intérêt, pour finalement laisser le champ libre à des intellectuels proche de la droite ou de l'extrême droite ou qui s'en sont rapprochés n'ayant aucune chance de trouver un écho ailleurs à leurs théories, certes très imparfaites ou contestables à bien des égards, eux seuls s'exprimant sur un support qui allait s'avérer incontournables au fil du temps, Internet, YouTube notamment, au point d'apparaître comme les seuls véritables opposant au capitalisme ultra libéral, au Nouvel ordre mondial, alors qu'en réalité on a à faire à des aventuriers, des réactionnaires. Imaginez un instant des travailleurs se connectant sur YouTube et cherchant à s'informer sur ces questions, sur qui vont-ils tomber obligatoirement ? Soit des défenseurs du Nouvel ordre mondial, soit ces intellectuels ou pire, Soral, Le Pen et Cie. Mais c'est un désastre camarades.

On nous a toujours dit qu'on ne pouvait combattre efficacement un ennemi qu'à partir du moment où on pouvait discerner clairement qui il était et quelles étaient ses réelles intentions, le démasquer. Tout le monde s'emploie à le cacher aux travailleurs et militants, ce qui en découle ne devrait plus vous surprendre dorénavant.

J'ai découvert tout cela très récemment parce qu'ici en Inde où j'habitais, à une dizaine de kilomètres de la première ville (Pondichéry, ma connexion Internet était trop lente pour pouvoir visionner la moindre vidéo, encore moins en charger une, j'ai déménagé depuis un an et c'est en essayant ces derniers mois seulement de visionner une vidéo que je me suis aperçu que c'était dorénavant possible, pas à tous les moments de la journée ou tous les jours hélas, mais en m'acharnant j'y suis arrivé pour certaines d'entre elles, c'est là que je me suis rendu compte de l'étendue de ce désastre.

Sans avoir pris le temps de le vérifier, je crois être le seul à intervenir sur le Net et à tenir informer les militants sur toutes ces questions, à tenir ce discours, à développer ces arguments. Aucun parti, aucun groupe de militants, aucune organisation ou association ne fait ce travail à la fois pour aider les militants à comprendre la situation, ce qui se trame dans notre dos, à dénoncer ces manipulations, l'incurie intellectuelle de ces économistes, historiens, journalistes, etc.

Dois-je continuer ou arrêter, fermer le site ou le laisser s'éteindre de lui-même, non, pas comme les classes et les Etats, ou pas vraiment dans le sens où l'entendait Marx et Engels ? Dans la vie il faut savoir ce que l'on veut, si vous n'êtes pas capables de me répondre, c'est que vous êtes déjà mort politiquement, j'aurai compris et le site ne sera plus actualisé à partir de lundi.

A vous de voir, vous êtes en moyenne 150 à vous connecter quotidiennement, j'attends une centaine de courriels au minimum.

Qu'est-ce que je vais faire ensuite ? Cela ne vous regardera plus désormais.

1929-1939, nous y sommes, la preuve.

Espagne.

- Le chômage en Espagne au seuil historique de 25%, pas d'éclaircie en vue - AFP

Plus d'un quart de la population active en Espagne est désormais au chômage, un record historique qui assombrit encore les perspectives d'une sortie de la récession et alimente un malaise social grandissant.

Le nombre de foyers dont tous les membres actifs sont au chômage continue lui à progresser, à 1.737.900, soit un foyer espagnol sur dix. (AFP 26.10)

Grande-Bretagne.

- EDF Energy augmente ses tarifs de 10,8% pour l'hiver - Reuters

Selon la fédération de défense des consommateurs uSwitch, les hausses annoncées par les fournisseurs d'énergie devraient se traduire pour les ménages britanniques par une dépense supplémentaire globale de 753 millions de livres (602 millions d'euros) et précipiter 314.000 foyers de plus dans la précarité énergétique, une situation dans laquelle un ménage dépense plus de 10% de ses revenus en dépenses basiques (eau, électricité, chauffage...).

Au total, cette catégorie comptera cet hiver sept millions de foyers, ajoute uSwitch. (Reuters 26.10)

Grèce.

Un officier de police déclare que les gouvernements successifs en Grèce ont permis au parti ultra-nationaliste de l'Aube Dorée d'infiltrer la police du pays.

Les victimes de certaines attaques brutales par des voyous d'extrême droite à Athènes avertissent que les immigrés sont les premières victimes d'une longue liste de cibles des néo-fascistes. (okeanews.fr 26.10)

Le leader de l'Aube Dorée, Nikos Michaloliakos a attaqué dimanche l'institution parlementaire et s'en est pris au ministre de l'ordre public Nikos Dendias, qui avait déclaré que « les troupes d'assaut ne seront pas tolérées ».

Le chef du parti néonazi a déclaré devant des centaines de partisans en uniforme, lors de l'« hommage » aux 300 spartiates (qui avaient resisté face aux perses), aux Thermopyles, ce week-end :

« *Dendias est sorti avec un sourire béat en disant que nous (le gouvernement) devons écraser les troupes d'assaut. Nous sommes ici, laissons-les venir et nous écraser … Vous êtes les troupes d'assaut de l'Aube Dorée* »

Michaloliakos a déclaré: « il y a des traîtres partout », tout en intensifiant ses attaques contre le parlement :

« *Nous nous sentons mal à l'aise là-dedans. S'ils le veulent, nous allons le quitter à tout moment, nous allons descendre dans la rue… et nous verrons qui sont les troupes d'assaut* »

Il a poursuivi en disant :

« *nous attendons le moment d'être assez fort pour réclamer la juste cause des Grecs … à un moment donné, la lutte sera menée.* » (okeanews.fr 27.10)

Question : ces informations figurent-elles dans les portails des partis, organisations, groupes, etc?

Haut de page

Le 28 octobre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf les causeries du 26 au 28 octobre, j'ai corrigé une vingtaine de fautes, c'est pas mal !

Ce qui caractérise l'homme en général parmi ses innombrables faiblesses, ce n'est pas seulement sa profonde ignorance, mais aussi son inconsistance, son incohérence, son diletanttisme, sa lâcheté, son manque d'audace, bref, en établir la liste serait trop long, ajoutons sa propension à décrire les défauts des autres qui sont en réalité les siens...

On abordera un autre jour la question qu'il ne faut surtout pas se poser de cette manière là : faut-il changer l'homme pour changer la société ou faut-il changer la société pour changer l'homme ? C'est en réalité une combinaison des deux qui selon moi constitue la bonne réponse, alors que les uns et les autres s'emploient systématiquement à poser l'une en ignorant l'autre. Cela explique peut-être pourquoi finalement nous ne progressons pas, nous pour le mouvement ouvrier international.

Au fait, pour ceux qui s'interrogeraient sur Theodor Herzl et ce que vous avez pu entendre ou lire dans certaines vidéos et qui vous semble incroyables ou le fait d'antisémites, vous pouvez en vérifier l'exactitude en vous procurant son livre "*L'Etat juif*" et son "Journal", j'ai vérifié sur Internet, ils sont en vente libre et disponibles. Donc les auteurs de ces vidéos n'auraient pas pris le risque insensé de se livrer à une grossière et ridicule manipulation sachant que chacun pouvait se procurer ses ouvrages infâmes.

Debout les damnés de la terre... (l'Internationale). Get up, stand up, stand up for your rights. (Bob Marley) Mais c'est que j'ai des références ! Plus sérieusement. Un élément de notre programme, socialiste et révolutionnaire bien sûr !

Réactionnaires :"***à l'unanimité***" ! Vive la République sociale !

Le Parlement européen et tous les partis qui le composent sont des instruments du Nouvel ordre mondial que l'oligarchie internationale veut imposer à tous les peuples pour les réduire en esclavage. La preuve.

- Le cinéaste iranien Jafar Panahi et sa compatriote l'avocate Nasrin Sotoudeh, condamnés à de lourdes peines dans leur pays, ont été désignés vendredi lauréats du Prix Sakharov du Parlement européen, une distinction qui survient alors que l'Union européenne vient de renforcer ses sanctions contre Téhéran.

L'attribution de ce prix a été décidée à l'unanimité des groupes politiques du Parlement.

Vous avez bien lu, "*à l'unanimité des groupes politiques du Parlement*", ce qui incluent tous les partis dits de gauche de l'Union européenne, PC, Die Linke, Parti de gauche, etc.

Quels sont au monde les plus grands défenseurs et combattants pour la démocratie ? Réponse : Bush, Obama, Cameron, Sarkozy, Hollande, Merkel, Monti, Rajoy, etc.

Dans l'interview d'Aaron Russo, qui n'était pas marxiste loin de là, mais c'est une autre question, dont l'adresse (vidéo) figure dans le site, il déclarait en substance : quand Bush dit que la démocratie égale liberté, il faut entendre démocratie égale dictature, tyrannie, suppression ou confiscation des libertés, le gouvernement des institutions par les institutions pour les institutions, la Fed ou l'oligarchie financière, moi je dis il faut rétablir la République, le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple...

Je sais quelle va être votre réaction immédiate : M. Russo a commis une grossière erreur en confondant démocratie et République, en attribuant la définition ou le contenu de la démocratie à la République. C'est exact si l'on s'en tient strictement à la définition académique à laquelle se réfèrent les représentants du capital et les opportunistes, et qu'on fait abstraction de l'évolution des institutions qui constituent l'Etat dit républicain.

Ce qu'a voulu dire M. Russo, qui était un bourgeois disons progressiste ou démocrate, typiquement républicain, c'est qu'en réalité aux Etats-Unis la démocratie et la République furent condamnées à disparaître en 1913 lorsque fut créée la Fed et que depuis l'une et l'autre sont bien mortes ; la République a été remplacée par des institutions entièrement contrôlées par une oligarchie cynique et toute puissance concentrant le pouvoir économique et politique, et un pouvoir tyrannique fut instauré en guise de démocratie.

Par définition dans une République le gouvernement qui dispose du pouvoir exécutif tire sa légitimité du peuple qui l'a élu, à l'opposé d'une monarchie, d'une dictature ou d'un régime tyrannique, pour faire bref et en laissant provisoirement de côté son contenu de classe.

Par définition, la démocratie désigne la souveraineté qui doit appartenir à l'ensemble des citoyens, au peuple ou l'organisation politique dans laquelle les citoyens exercent cette souveraineté.

Ces deux définitions ou ces deux concepts sont au demeurant très imparfaits, dans la mesure où ils ne tiennent pas compte du fait que l'ignorance du peuple ne permet pas qu'elles s'exercent réellement pour le bien du peuple dans sa totalité, mais au profit seulement d'une frange ou de couches de la population ou d'une classe spécifique.

M. Russo rappelait que le terme démocratie ne figurait nulle part dans la Constitution américaine ainsi que dans les principaux textes législatifs fondateurs de la République américaine, et que donc s'en réclamer revenait à revendiquer un type de gouvernance étranger à la République, jusqu'à faire la confusion entre le fonctionnement des institutions américaine avec la démocratie, d'où son rejet de la démocratie...

Si la distinction est bien établie et facile à saisir entre une République généralement parlementaire, une monarchie de droit divin et une dictature parvenue au pouvoir par un coup d'Etat ou se maintenant au pourvoir en recourant à l'armée, il n'en est pas de même de la démocratie.

En effet, la démocratie est un concept aléatoire, virtuel ou volatil par excellence du fait qu'il peut être bafoué de mille manières ou repose sur une imposture. Concept qui se résume ainsi : chaque citoyen disposerait d'un droit égal. Or pour que ce droit puisse s'exercer réellement à égalité de droit entre tous les citoyens de la cité, faudrait-il encore que chacun dispose des mêmes moyens pour l'exercer, que chaque citoyen possède le même degré de connaissance ou le même niveau intellectuel, qu'il dispose de conditions ou de moyens matériels semblables pour les acquérir afin de pouvoir trancher dans un sens ou un autre les questions qui lui sont soumises par le législateur, or tel n'est pas le cas, et n'a jamais été les cas.

Il existe d'autres définitions ou significations de la démocratie, dont celle que nous retenons volontiers en occultant totalement celle qui vient d'être exposée et à laquelle se référait sans doute M. Russo, qui consiste à dire que le pouvoir doit être exercé par la majorité de la population pour la majorité de la population (donc les travailleurs) ou l'ensemble des citoyens. C'est celle qui figure dans le manuel de formation du parfait militant, l'induisant ainsi en erreur il faut le préciser au passage.

La démocratie est donc un concept élastique que chacun peut interpréter à sa manière en lui donnant différents contenus qui peuvent être diamétralement opposés en fonction des intentions qui nous animent, de l'objectif que nous nous sommes fixés en l'incluant dans notre discours, l'auditoire à qui nous nous adressons, bref l'usage que nous avons décidé d'en faire et sa finalité ne seront pas forcément portés à la connaissance de nos interlocuteurs qui devront se contenter d'une interprétation superficielle ou stéréotypée de son contenu.

Tout le monde se réclame de la démocratie des dirigeants du POI aux plus grands tyrans de la planète, du coup ce discours ne peut que prêter à confusion au lieu d'éclairer les travailleurs. Question : A qui profite la confusion politique, sinon à ceux qui détiennent le pouvoir et entendent le conserver, nous sommes bien d'accord, n'est-ce pas ?

La République ne présente par cet inconvénient majeur dès lors qu'on précise son contenu de classe et que nous combattons pour une République sociale, ainsi nous demeurons fidèle au socialisme.

La question se pose ensuite de savoir si on peut mener un combat contre la tyrannie pour la défense de la République avec des bourgeois du type de M. Russo ? J'aurais tendance à répondre positivement, à condition d'avoir précisé le contenu social que de notre côté nous comptions y mettre, c'est-à-dire, sans mettre au fond d'un tiroir le programme de la révolution socialisme comme l'a fait le POI. Le cas du POI est différent, pire encore.

Si M. Russo n'était pas décédé j'aurais pu lui proposer de nous associer à son combat pour la République, qui sur le plan pratique avait pour contenu et objectif (notamment) la fermeture de la Réserve Fédérale, la Fed, pendant qu'à côté j'aurais continué le combat avec d'autres militants ouvriers pour construire un nouveau parti communiste.

Ce n'est pas ce qu'on fait les Lambert-Gluckstein et leur cour, ils ont liquidé le parti (PCI) que je veux justement construire pour lui substituer un parti dans lequel pourraient être intégrés des ennemis du socialisme, M. Russo l'était visiblement par ignorance, au POI ce sont des petits-bourgeois qui condamnent le recours à la révolution pour prendre le pouvoir qui constituent dorénavant le gros des troupes de ce parti. A l'opposé, jamais je n'aurais proposé à M. Russo de rejoindre notre parti, il aurait fallu qu'ils reviennent sur ses déclarations anticommunistes et qu'il adhère au programme de la révolution socialiste internationale pour nous rejoindre.

Le POI met en oeuvre une politique compatible avec l'idéologie contre-révolutionnaire d'un M. Russo, Schivardi, Jeanneney et des milliers d'autres dans leur parti, tandis que moi j'aurais mis en oeuvre une politique conforme au programme de la révolution socialiste dans laquelle M. Russo (Schivardi, Jeanneney, etc.) n'aurait pas pu se reconnaître évidemment, mais tout en menant un combat commun sur la question particulière de la République aux Etats-Unis, dans la mesure où la question de la liquidation de la Fed telle qu'il l'avait posée (en y apportant des améliorations) constituait un formidable levier pour envisager dans la foulée l'évolution de cette révolution vers une révolution socialiste.

Au front unique dans le parti qui ne peut être possible que dans un parti complètement décomposé et subordonné au capital, ce qui me fait dire que les dirigeants ont capitulé, j'oppose le front unique hors du parti, sur des questions précises, bien circonscrites, ce qui nous permet d'avoir une ligne politique et une stratégie qui ne soient pas subordonnées à des éléments étrangers à la classe ouvrière et au socialisme, contrairement au POI.

En conclusion.

Le combat pour la démocratie ou le rétablissement de la démocratie est profondément opportunisme, réactionnaire, dans la mesure où il est vide de sens, où chacun peut y placer le contenu qu'il veut.

Par contre le combat pour une République sociale aux Etats-Unis, mais aussi en Europe a un contenu révolutionnaire, il prend tout son sens constatant que les institutions républicaines ont été détruites au profit d'institutions inféodées à l'oligarchie financière, au sein desquelles s'excercent le pouvoir absolu des banquiers des différentes banques centrales qui sont en réalité des banques privées. Une autre fois on pourrait traiter cette question précise pays par pays, par exemple, en Espagne où les institutions du franquisme se sont élevées sur les cendres de la République, le combat pour une République sociale est d'une actualité brûlante, un mot d'ordre qui concentre toutes les contradictions de la situation sociale et politique et propose aux travailleurs une issue politique pour résoudre favorablement la crise du capitalisme.

Il va de soi qu'au regard de la profonde décomposition du capitalisme aux Etats-Unis et dans l'Union européenne et des problèmes sociaux qu'elle engendre, l'établissement ou le rétablissement d'une République (bourgeoise) ainsi que la prérogative reconquise des différents Etats de battre à nouveau la monnaie dont ils ont été spoliés par les banquiers depuis des décennies (UE), parfois depuis un siècle (Etats-Unis) ou davantage encore (Grande-Bretagne), ne suffira pas pour pouvoir satisfaire les immenses besoins des masses laborieuses, d'autant plus que les capitalistes conserveront leur pouvoir de nuisance et le pouvoir de s'y opposer (lock-out, sabotage, évasion des capitaux, propagande mensongère, armement de milices fascistes, etc).

L'établissement de cette République ne pourra être qu'une étape vers une République sociale réalisant l'expropriation des banquiers et des patrons ou actionnaires des grandes entreprises, sans que cette étape soit forcément un passage obligé dans chaque pays, le rythme et la profondeur de la révolution prolétarienne différant d'un pays à l'autre en fonction d'un certain nombre de critères sociaux et politiques, détermineront à quel moment le passage de la République bourgeoise à une République sociale se réalisera, conformément au processus dialectique de la révolution permanente, reproduisant à sa manière et dans des conditions différentes à un siècle d'intervalle, les révolutions de février et octobre 1917 en Russie.

Ainsi, cette perspective que nous avons tracée ici pour ainsi dire spontanément, renoue avec les enseignements du marxisme et du léninisme, de la révolution socialiste internationale initiée en 1917. Elle présente l'avantage d'être valable pour tous les pays dont les institutions politiques sont inféodées à une banque centrale privée, et elle peut servir de base à la construction de partis révolutionnaires et d'une nouvelle Internationale ouvrière.

Nous développerons et affinerons cette perspective politique plus tard.

Reprenons cet article où nous l'avions laissé.

- Le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, doté de 50.000 euros, récompense chaque année un défenseur des droits de l'Homme et de la démocratie.

De la part d'une institution qui a soutenu toutes les guerres impérialistes dans le monde, qui bafoue en permanence la démocratie, ce prix de la honte vient s'ajouter au prix Nobel de la paix décerné à l'UE par les représentants des banquiers internationaux. Tout est dans l'ordre des choses.

Hypocrisie.

- "*Cette récompense constitue un message de solidarité et d'encouragement pour tous ceux qui s'engagent en Iran pour la défense des libertés*", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères (allemand).

Liberté totalement bafouée en Europe, puisque les gouvernements des différents pays de l'UE interdisent à leur peuple de se prononcer sur le TSCG ou le MES.

Présentation de plusieurs vidéos (adresse en ligne dans le site) ou livres sur l'économie.

1 - Préface du livre d'Eustace Mullins ***Les secrets de la réserve fédérale*** (vidéo en deux parties) :

La plupart des gens, aux États-Unis, en Europe et dans le reste du monde, pensent que les dollars en circulation sont créés par le gouvernement américain. Que le nom de « *Réserve Fédérale* », mentionné sur chaque billet, désigne une administration gouvernementale. Or, il n'en est rien : la « *Réserve Fédérale* » est une institution privée, possédée par des banques commerciales. Ce livre, traduit pour la première fois en français, a représenté quarante années de travail pour son auteur. C'est probablement un des ouvrages les plus importants du XX° siècle. C'est le seul livre brûlé en autodafé, par décision de justice, en Europe après 1945. C'est une enquête minutieuse, servie par l'honnêteté et la compétence. C'est, aussi et surtout, une révélation sur la manière dont fonctionne réellement le monde, depuis un siècle.

Dans ce livre vous apprendrez, entre autres choses, que : Le système de la Réserve Fédérale n'est pas fédéral. En outre, il ne possède pas les moindres réserves. C'est un syndicat d'émission monétaire, dont les membres se sont octroyés le privilège exorbitant de fabriquer l'argent que vous gagnez durement. Sans ce système, il est très probable que les deux

guerres mondiales n'auraient pu être ni déclenchées, ni financées. Et surtout, vous apprendrez, que, pour citer Henri Ford, un grand capitaine d'industrie et un vrai américain : « *L'unique objectif de ces financiers est le contrôle du monde par la création de dettes inextinguibles.* » Des mots qui, à l'heure actuelle, prennent une actualité brûlante...

Commentaire.

Mais pourquoi ? Cette explication est insuffisante. Ne serait-ce pas parce que le système capitaliste était arrivé au bout du rouleau, pour qu'il survive au prix de devenir une monstruosité ?

2 -L'effondrement du dollar et de l'euro de James Turk et John Rubino

Le dollar et l'euro ont de plus de plus de difficultés. L'euro a même failli exploser le 12 juillet 2011. La vraie dette des États-Unis est de 210.000 milliards de dollars. Celle de l'Europe n'est guère mieux.

Depuis sa création en 1917, le dollar a perdu 98% de sa valeur. Autrement dit, il ne reste que quelques mois, au mieux quelques années avant l'effondrement final.

Publié bien avant la première crise de 2008, cet ouvrage a effectivement sauvé tous ceux qui l'ont lu et qui ont suivi à la lettre les conseils qui y sont exposés. Et plus que jamais, il est d'actualité avec la destruction constante de l'euro.

Les États-Unis sont devenus la nation la plus endettée du monde. Pour financer ses montagnes de dettes, la Réserve Fédérale inonde le reste de la planète avec des dollars imprimés par des planches à billets devenues hystériques: il a été imprimé plus de dollars au cours de ces 4 dernières années que depuis toute son existence... L'Europe, elle, endette tous ses habitants sans vergogne pour sauver des banques et même des pays entiers de la faillite comme la Grèce. En conséquence, la valeur du dollar, comme de l'euro, continuera à baisser, diluée par des centaines de milliards de billets "*Monopoly*", et cela jusqu'à ce qu'il perde intégralement sa qualité de référence mondiale.

En même temps, la valeur des métaux précieux ira en augmentant et l'or réclamera sa couronne de monnaie de référence mondiale et historique, et cela au coeur même de la crise financière. James Turk, célèbre fondateur de la société GoldMoney.com, et John Rubino, éditeur du site DollarCollapse.com, donnent des exemples précis de stratégies de sortie de la monnaie papier au profit de l'or et d'autres métaux précieux pour sauver son patrimoine.

Le sujet majeur de ce livre est le dollar parce que les Etats-Unis, en tant que pays le plus dépensier au monde, est clairement en tête dans la course des destructions de devises. Cependant, le vrai coupable n'est ni le gouvernement, ni les citoyens, mais bien le concept même de la monnaie papier, la monnaie fiduciaire. Le fait de déconnecter la devise d'une nation des formes réelles de monnaie comme l'or, et de donner une planche à billets illimitée aux politiciens et aux banquiers, a été testé par le temps: c'est une garantie de la montée de la dette, de l'inflation et éventuellement de l'effondrement de la monnaie elle-même, détruisant au passage les économies de toute une génération. (Eventuellement, non, sûrement, cela ne fait que retarder le moment de son effondrement. - Ndlr)

Vu sous cet angle, l'expérience de l'Europe avec son union monétaire est condamnée d'avance aussi sûrement que l'est le dollar. En créant un marché commun de pays disparates qui utilisent tous la même devise (mais sans aucune limite sur le montant du crédit que la Banque Centrale Européenne peut amener) l'Europe est entrée dans une décennie de troubles. D'ailleurs, les membres les plus faibles comme la Grèce et le Portugal s'effondrent déjà sous le poids des standards monétaires nord-européens, et nécessitent des sauvetages bancaires pour leur survie.

Au moment où j'écris ces lignes, la maladie se propage aussi aux économies dites "*too big to fail*" (trop grandes pour faire faillite) comme l'Espagne et l'Italie. Cela aura comme résultat inévitable soit une création massive de monnaie et de dettes nouvelles à l'échelle continentale (et qui va produire une crise de style américain) soit un éclatement de la zone euro : les pays avec les économies les plus faibles retourneront à leurs anciennes monnaies, et avec une dévaluation spectaculaire à la clé. Quel que soit le cas, les différentes banques centrales de l'eurozone seront obligées de créer de vastes quantités de crédit afin de retarder au maximum l'approche du moment fatal. La conséquence en sera que les bons du trésor européens seront des investissements horribles, presque aussi mauvais que les obligations du Trésor américain, et aussi une détériorations du niveau de vie des gens. C'est le sort inévitable de tout pays qui choisit la monnaie papier.

L'un des points forts du concept de l'euro était l'influence puissante exercée par la politique de la Bundesbank, qui, en raison de son expérience formatrice de l'hyperinflation des années 1920, serait un gardien fiable de la stabilité de la monnaie européenne. Mais ces dernières années, la BCE n'a pas réussi à gérer l'euro aussi prudemment que la Bundesbank l'avait fait avec son mark. Ses achats de dettes souveraines, pour éviter un défaut de paiement de la Grèce, montre clairement que la BCE est désormais sous le contrôle des politiciens, et qu'elle n'est pas gérée de manière indépendante. Les deux graphiques suivants illustrent ce point. (au passage, ils ignorent que c'est la Fed qui a été responsable de l'hyperinflation en Allemagne au lendemain du crash de Wall Street 1929, quand les banquiers américains fermèrent le robinet du crédit et exigèrent d'être remboursés sur le champ conduisant l'économie allemande à la banqueroute et dans les bras d'Hitler. Ils ignorent également que la Bundesbank a

joué un rôle majeur dans la faillite de Lehman Brothers en 2008. De plus ce ne sont pas les politiciens qui tirent les ficelles comme ils disent, mais l'oligarchie financière internationale, en Grèce, les grandes banques européennes. Décidément, ils ont les idées courtes ces brillants intellectuels ! - Ndlr)

Le premier montre la façon remarquable dont le mark a préservé le pouvoir d'achat (mesuré en pétrole brut) des Allemands. De 1950 jusqu'à 2000, date de l'arrivée de l'euro, la performance du mark reflète fidèlement celle de l'or, ce qui revient à dire que le mark achetait la même quantité de pétrole en l'an 2000 qu'en 1950.

Le second graphique couvre la décennie la plus récente et montre clairement que l'euro est victime d'inflation. Depuis 2009, en terme de préservation du pouvoir d'achat, il a à peine été meilleur que les deux autres principales devises.

Une autre façon de mesurer la stabilité d'une monnaie consiste à tout calculer en or, la monnaie choisie par l'Humanité depuis le début de son histoire. Si une monnaie conserve sa valeur par rapport à l'or, alors elle peut légitimement être appelée "*Solide*". Dans le cas contraire, elle appartient alors à la catégorie beaucoup plus vaste des devises détruites par leurs gouvernements. Alors dans quel groupe se trouve l'euro? Selon ce dernier graphique, on voit clairement que c'est l'une des monnaies papier dont la valeur se dilue, et aussi que ce processus s'accélère. La trajectoire de l'or par rapport à l'euro est devenue parabolique, ce qui est une autre façon de dire que la valeur de l'euro baisse à un rythme accéléré.

Hélas, ce n'est que le début tout comme le sauvetage généreux de la Grèce n'est qu'un début; bientôt d'autres pays insolvables vont demander également leur sauvetage. La pression sur la BCE pour financer ces opérations de sauvetage deviendra alors écrasante, comme c'est toujours le cas pour les banques centrales fonctionnant avec des monnaies papier, et politiquement orientées.

Des montagnes de dettes seront émises et/ou garanties, de la monnaie sera créée pour financer le processus, et l'euro va suivre la livre sterling et le dollar sur la pente glissante de l'oubli.

Commentaire.

Ils recherchent tous la recette miracle pour sauver le capitalisme... et leurs propres économies ou patrimoines, quelque part ils sont pathétiques. Vous savez pourquoi ils tournent tous en rond ? Devinez, c'est simple ? Pourquoi ont-ils déconnecté la monnaie papier de l'or ?

Parce que la crise du capitalisme avait atteint son apogée, et que s'ils n'avaient pas procédé ainsi, c'était le crash immédiat de l'économie mondiale. Ce fut un moyen pour le retarder, pas seulement, pour aussi mieux imposer leur hégémonie sur le reste du monde pendant ce temps-là et mettre au point un moyen de réduire l'humanité en esclavage, d'instaurer un Nouvel ordre mondial qui serait déconnecté des lois de fonctionnement du capitalisme.

Ces intellectuels tous autant qu'ils sont, il n'y a pas un qui vous le dira, normal, ils sont incapables d'imaginer la société au-delà du capitalisme, pour eux le socialisme, c'est le diable !

3 -Le retour au standard or par le Pr Antal Fekete

"*Les économistes actuels sont des charlatans, des bonimenteurs qui, tout en se délectant de leur propre gloire, sont totalement incapables de prévoir un effondrement financier, même quand ils le regardent fixement dans les yeux, comme l'a montré leur misérable performance de 2007. Pire encore, ils sont même totalement incapables d'admettre leurs propres erreurs. Ils sont une malédiction jetée sur le corps politique et des verrues sur le corps académique. Ils conduisent le monde vers un désastre monétaire et économique sans précédent à la minute où je vous parle*".

Le professeur Antal Fekete est un théoricien de l'or depuis quarante ans et forme les spécialistes du métal jaune des banques centrales. Dans ce livre, il explique les raisons pour lesquelles le système financier mondial se dirige vers l'explosion, comme un train lancé à toute vitesse et auquel on a enlevé les freins, alors que la presse tente de vous faire croire par tous les moyens que tout va bien.

Pour le Pr Fekete, le système reposant sur la monnaie-papier (euro, dollar) est arrivé à son terme, exactement comme les billets de banque de John Law ont disparu en fumée sous Louis XV. Et il explique aussi pourquoi Nicolas Sarkozy avait vendu l'or de la France de toute urgence alors que le cours était au plus bas.

Avec ce livre, vous allez également découvrir que l'économie est quelque chose de très simple, mais que les pseudo-économistes l'ont volontairement rendue compliquée, afin de cacher les mécanismes de la monumentale escroquerie du dollar.

Commentaire.

Je n'ai pas lu ce livre et je ne suis pas encore parvenu à télécharger une de ses conférences traduites en français, ma connexion se bloque depuis deux jours.

Cela dit, ce qui est stupéfiant, c'est que ce monsieur est "*professeur*" et "*un théoricien de l'or depuis quarante ans*" nous dit-on, or sa théorie est en partie foireuse, car il a tout simplement oublié de se poser la question ou s'il se l'est posée cela a été pour l'ignorer aussitôt : qui détient la plus grande réserve d'or du monde. Réponse: la Fed, les gangsters de banquiers qui ont mené le monde là où il en est et qui ont inondé le monde de dollars et d'euros ! Pierre Jovanovic commet la même erreur, donc ces vidéos ou ces livres nous apprennent beaucoup de choses, mais sur le plan théorique il ne faut surtout pas les suivre, ils sont nuls !

Le retour à l'étalon or sous la direction des banquiers des banques centrales qui détiennent les plus gros stocks d'or du monde, au profit de la population, c'est une mauvaise blague sans doute, n'est-ce pas ?

Non vont nous répondre sans sourciller les souverainistes et autres sociaux-patriotes adeptes de la rupture avec la BCE, on va redonner sa souveraineté à la Banque de France... Sur quelle base ? L'or de la Banque de France ? Quel or de la Banque de France ? Sarkozy en a venu une partie, une autre partie a été transférée dans les coffres de la BCE, quant au reste il est hypothéqué, il sert de garantie à l'immense dette de l'Etat, envisagez-vous de ne pas payer la dette de la France aux autres Etats créanciers, aux marchés financiers, aux banquiers de la Fed, de la Banque d'Angleterre, etc. ? Bien sûr que non, vous ne prendriez pas l'initiative de déclencher une guerre, n'est-ce pas ?

Il n'y a qu'un soulèvement révolutionnaire se répandant comme une traînée de poudre à travers l'Europe puis le reste du monde qui pourrait nous en préserver, mais cela ne fait pas partie de leur programme...

ACTUALITE EN TITRES

Le coup du lapin leur sera fatal.

- Martine Aubry électrise le congrès, appelle les socialistes à "*garder la nuque raide*" - AFP

Voilà ce qui pourrait constituer la trame de leur hymne : garde-à-vous, "*garder la nuque raide*", garde-à-vous, "*garder la nuque raide*", tralala...

Posture et imposture politique .

- Duflot n'exclut pas la réquisition de logements vacants - Le Nouvel Observateur

- Hamon monte au créneau pour défendre le droit de vote des étrangers - Le Nouvel Observateur

- "*Un peu plus*" d'expulsions d'étrangers en 2012 qu'en 2011, selon l'Intérieur - AFP

Ils accorderont le doit de vote aux étrangers quand ils les auront tous foutus dehors, des malins les sociaux-libéraux-impérialistes !

Imposture économique et sociale

- La Bourse de Paris sera tournée vers les US et vigilante sur les sociétés - AFP

Pour rappel, la Bourse de Paris a fusionné avec le Nyse, (New York stock exchange), elle a été vendue à l'oligarchie américaine... Oui, la France, l'économie du pays, le CAC 40, la nation toute entière, bordel il faut réagir s'écrient en choeur souverainistes, néo staliniens et sociaux-patriotes...

- Ebranlée par de mauvais résultats, Wall Street surveille l'emploi américain - AFP

En réalité, Wall Street se fout totalement de l'emploi aux Etats-Unis ou ailleurs dans le monde, s'ils ne s'en foutaient pas, croyez-vous que le crash de 1929 aurait eu lieu, et celui de Lehman Brothers en 2008 ? Leur principal ennemi : le peuple américain, la classe moyenne américaine...

L'Etat voyou et recèleur

- Grâce aux biens issus de la délinquance, l'Etat empoche 812 millions d'euros - L'Express.fr

Le combat contre l'ignorance est un combat de tous les instants.

- Jusqu'à 40% des Américains pourraient voter avant le 6 novembre - Reuters

- Obama et Romney prêts à un éventuel litige électoral - Reuters

Résistance à la barbarie.

- Manifestation anti-austérité à Madrid, aux cris de "*démission*" - AFP

- Grande manifestation à Rome pour protester contre l'austérité - Reuters Afrique du Sud: des balles en caoutchouc pour disperser des mineurs grévistes - AFP

- Manifestation contre une usine pétrochimique en Chine - Reuters

- Des milliers d'Israéliens à Tel-Aviv pour l'anniversaire du meurtre de Rabin - AFP

Le pastis l'est davantage au regard du résultat.

- Pour Cabrel, le cannabis ne "*paraît pas beaucoup plus nocif que le pastis*" - AFP

Haut de page

Le 29 octobre

CAUSERIE

Je ne m'attarde pas sur les derniers développements de la situation politique en France, j'en ai fourni la grille de lecture au cours des semaines et mois passés.

Dans la rubrique Economie j'ai mis en ligne la lettre que les patrons du CAC40 ont envoyé à Hollande, y figure à la suite la liste des 98 grandes entreprises... à exproprier sans indemnités ni rachat au programme de la révolution socialiste, autrement dit, d'aucun parti en France. Cherchez l'erreur. En réalité, il n'y a pas de parti anticapitaliste ou révolutionnaire dans ce pays.

Demain on verra à quoi correspond l'instauration d'un Nouvel ordre mondial prôné par les banquiers centraux et leurs représentants politiques. Des gens ont dit beaucoup de choses à ce sujet, mais en passant à côté de l'essentiel ou sans les relier entre elles, normal, ce ne sont pas des dialecticiens.

La population et les militants dans la presque quasi-totalité vivent dans l'ignorance totale de ce qui se passe depuis un siècle. Ils ont interprété le déroulement de l'histoire selon les critères ou les règles que ceux qui tenaient à les maintenir dans l'ignorance leur ont fournis. J'en faisais encore partie tout récemment à ma grande stupéfaction. Vous comprenez pourquoi je répète sans cesse qu'on se doit d'être modeste quand cela ne fait partie de notre comportement habituel.

La stratégie du "***choc***" tous azimuts.

Choc des "*civilisations*" (G. Bush), choc de "*compétitivité*" (Parisot, patrons du CAC40), "*chocs*" dans toute la chaîne d'approvisionnement du complexe militaro-industriel...

Paupérisation de la classe moyenne et de la classe ouvrière, détournement des richesses produites au profit des multinationales, du complexe militaro-industriel, des banquiers, réduction d'impôt pour les plus riches, chantage à la fermeture d'usines, voilà les ingrédients que le régime tyrannique de l'oligarchie financière fait subir à la population américaine par le biais du gouvernement. à sa solde.

Pour qu'on ne l'accuse pas d'être responsable du gigantesque endettement de l'Etat fédéral et des maux dont souffre la population américaine, elle accuse ce dernier d'avoir laissé filer la dette, alors qu'en réalité c'est l'oligarchie financière qui en est l'unique responsable et le tour est joué, la manoeuvre consistant à détourner l'attention des Américains des vrais responsables de cette dette colossale, le cartel des banquiers de la Fed principalement, pour mieux assujettir le gouvernement et les institutions

à leur volonté, en réalité se substituer à eux.

Et évidemment, le journaliste de l'AFP leur emboîte le pas en prétendant que la réduction des dépenses de l'Etat serait une priorité absolue, entendez pas là les budgets sociaux, car celles destinées à la finance, aux banques et à la défense notamment ne devraient pas connaître de coupes, c'est écrit en toutes lettres.

La complaisance du journaliste à l'égard de ces prédateurs fournit une idée assez précise du degré de corruption idéologique de cette agence de presse qui n'a d'indépendante que le nom. Pour que le lecteur se persuade du bien fondé des besoins exprimés par les capitalismes américains, l'AFP s'en fait le relais en employant un ton volontairement dramatique, voire alarmiste, ainsi le tableau est complet, la manipulation ou le conditionnement psychologique des masses peut opérer.

L'alliance des gangsters de la finance avec les médias est indispensable pour maintenir la population dans l'ignorance et la maintenir en esclavage.

Tout ce qui vient d'être dit ici tient dans les quelques lignes de cet article. Vous avez donc à votre disposition les clés pour le décrypter et comprendre comment fonctionne la dictature américaine et de quelle manière il la présente à la population pour qu'elle la perçoive comme une fatalité, pire une nécessité.

Ces clés sont utilisées dans un grand nombre de cas, qu'ils traitent d'économie ou de politique. Si vous les maîtrisez, vous pouvez interpréter correctement une bonne partie des articles qui paraissent dans la presse ou les médias.

- Les multinationales américaines fustigent le blocage politique sur la dette - AFP

A l'approche du scrutin présidentiel, les grands patrons américains s'alarment du blocage politique sur la réduction de la dette qui entraînera des coupes automatiques dans les dépenses publiques si aucun accord n'est trouvé d'ici la fin de l'année.

Lloyd Blankfein, le PDG de la banque d'affaires Goldman Sachs, avertissait récemment sur la chaîne CNBC que le "*mur budgétaire*" était un problème "*très sérieux*" qui risquait de "*faire dérailler*" la reprise.

Faute d'un accord entre parlementaires républicains et démocrates sur la manière de réduire la dette abyssale du gouvernement américain, un certain nombre de mesures de relance et de réductions d'impôt prendront fin au 1er janvier et des baisses automatiques des dépenses publiques entreront en vigueur. Cela devrait entraîner une contraction de 3 à 5% du PIB américain, selon les estimations.

Les entreprises américaines, en pleine période de publication de leurs résultats trimestriels, dressent un tableau sombre des mois à venir: nombre d'entre elles abaissent leurs prévisions pour les trois derniers mois de l'année.

Certaines craignent que la morosité se prolonge au-delà et licencient ou ferment des usines, comme le fabricant de puces AMD, les chimistes Dow Chemical et DuPont, le fabricant de couches et mouchoirs en papier Kimberly-Clark, ou encore le constructeur automobile Ford.

Si la crise économique en Europe et le ralentissement en Chine y sont pour beaucoup, le blocage budgétaire aux Etats-Unis constitue un véritable point noir, mettent en garde nombre de banquiers et grands patrons de l'industrie.

Pour Jeffrey Immelt, patron du conglomérat General Electric, il s'agit de la "*plus grande variable*" qui pèse sur l'année 2013.

Selon son confrère Dave Cote, PDG du fabricant d'automatismes et d'équipements industriels Honeywell, il y a "*le potentiel pour une bonne reprise économique*" aux Etats-Unis et dans le monde "*si le gouvernement fait son travail et résout le problème du mur budgétaire*". Dans le cas contraire, il prédit un "*désastre potentiel*".

La menace du "*mur budgétaire*" pèse sur le secteur bancaire en paralysant notamment de nombreux projets de fusions et acquisitions. Le secteur de la défense est lui aussi particulièrement menacé.

Les coupes budgétaires automatiques, qui atteindraient 1.000 milliards de dollars sur 10 ans, concernent pour moitié le Pentagone, par ailleurs déjà engagé dans des économies de 487 milliards de dollars sur cette période.

C'est une incertitude "*sans précédent*" pour le secteur de la défense, qui risque de créer des "*chocs*" dans toute la chaîne d'approvisionnement, s'inquiétait déjà en juillet le PDG de Lockheed Martin, Bob Stevens.

Mais pour Art Hogan, stratège boursier de Lazard Capital Markets, aucun secteur n'est à l'abri.

"*Il est difficile pour une entreprise de savoir de quoi l'an prochain sera fait si on ne sait pas ce que la réduction de la dette va signifier en terme de taux d'imposition et de dépenses gouvernementales*", constate-t-il.

Par conséquent, beaucoup gèlent les embauches et investissements, que ce soit dans la finance, l'industrie ou la grande consommation, poursuit Joel Naroff, économiste indépendant. "*Il n'y a pas de raison d'embaucher si on se dirige vers une récession*".

Un accord est peu probable avant l'élection présidentielle du 6 novembre. Le Congrès, partiellement renouvelé le même jour, se réunira de nouveau à partir de la mi-novembre et aura six semaines pour trouver une solution. (AFP 25.10)

Ils n'en auront jamais assez. La preuve.

Apple déçoit les attentes malgré un bénéfice net annuel en hausse de 60% - AFP

Apple a déçu le marché jeudi avec des résultats annuels et des prévisions pour le trimestre en cours nettement inférieurs aux attentes, malgré un bond de 60% de son bénéfice net annuel à 41,7 milliards de dollars. (AFP 25.10)

Sectarisme et crime de lèse-majesté.

- Ayrault, "*un homme sectaire, qui insulte la moitié des Français*" pour François Fillon - L'Express.fr

«*Les trois premiers mois de François Hollande ont été gâchés par ce sectarisme, a-t-il affirmé. Quel est le pays au monde où le président de la République aurait pu prononcer une phrase aussi bête que "j'aime pas les riches"?». L'ex-premier ministre a aussi cité «la désignation des chefs d'entreprise qui sont les boucs émissaires de la crise» comme preuve que le chef de l'État a «des réflexes de premier secrétaire du Parti socialiste*». (L'Express.fr 28.10)

Fillon a raison, ce ne sont pas les riches ou les chefs d'entreprise en tant que tels les responsables de la crise, c'est le capitalisme lui-même et l'oligarchie financière qui le contrôle, ce qu'évidemment Hollande ni aucun dirigeant du PS ne peut avouer.

Tous les outils financiers que les banquiers ont créés pour s'affranchir des contradictions du capitalisme parvenues à leur paroxysme n'ont servi qu'à leur permettre de continuer à s'enrichir toujours plus tout en repoussant le moment où l'ensemble du système capitalisme d'effondrerait. Ils sont parvenus à la limite de ce processus basé sur une spéculation effrénée et reposant sur un endettement colossal de l'ensemble du monde en apparence déconnecté de l'économie réel, qui menace dorénavant leur système d'exploser à tout moment.

Ce qu'on ne parvient pas à comprendre et à admettre, et ce en quoi tous nos dirigeants ont fait faillite précisons en passant, c'est qu'ils n'ont le choix qu'entre deux solutions :

- soit recourir à une guerre mondiale pour ensuite tout reconstruire et s'enrichir à nouveau davantage, c'est risqué, les guerres pouvant débouchées sur des révolutions, et puis cela ne résoudrait pas définitivement leur problème, à terme ou au bout d'une période plus ou moins longue, ils se retrouveraient dans la même situation, les contradictions du capitalisme n'ayant pas disparu, ils profiteraient de cette occasion pour asservir davantage les Etats aux institutions internationales qu'ils ont mises en place et qu'ils contrôlent déjà en grande partie, dans le but à terme de les substituer aux Etats une fois complètement vidés de leur substance, pouvoirs ou prérogatives ;

- soit en s'assurant la collaboration des partis dits ouvriers et des dirigeants syndicaux corrompus, ils parviennent à plonger la petite-bourgeoisie ou les classes ou couches moyennes dans un état de pauvreté ou d'indigence permanent comparable à celle que vit déjà des couches entières de la classe ouvrière, ce qui implique la destruction de tous leurs droits sociaux, ils parviennent à réduire à néant et à réprimer toute forme de résistance à leur politique ultra réactionnaire une fois liquidés ou cadenassés les droits politiques des masses exploitées livrées à une dictature, un gouvernement mondial, en substituant aux Etats et aux rapports politiques entre les classes qui pouvaient encore s'y exprimés même de façon déformée et laissant entrevoir à chaque citoyen qu'il pouvait agir ou décider de son propre destin, même si ce n'était qu'une illusion mortelle, la preuve en est donnée ici, un pouvoir absolu, implacable, tyrannique, tout puissant de type néo-féodal ou monarchique, l'instauration d'un Nouvel ordre mondial dirigé par l'oligarchie financière internationale et l'élite intellectuelle totalement subordonnée à cette perspective, dont ils seraient les seuls bénéficiaires, tandis que la population mondiale serait réduite en esclave, ainsi, ils seraient parvenus à surmonter ou à s'affranchir définitivement de l'obstacle constitué par les fondements du capitalisme d'où découlaient ses lois de fonctionnement et ses contradictions.

Dans les deux cas, ils visent le même objectif, c'est le même plan qu'ils mettent en oeuvre, il n'y a que la tactique ou les moyens, le rythme et les délais pour le mener à terme qui changent. L'ignorer ou ne pas en prendre conscience pour livrer notre combat politique, ne pas en informer jour après jour travailleurs et militants, conduit infailliblement à la réalisation de ce plan criminel.

Les dirigeants du PS savent tout cela par coeur, ils en sont les complices. Demain quand ils seront violemment attaqués par le patronat et les représentants du capital on nous demandera de les soutenir, nous nous y refuserons.

Depuis plus d'un demi-siècle, nos "*trotskistes*" (et bien d'autres petits-bourgeois révolutionnaires, maoïstes, guévaristes, gauchistes, anarchistes, etc.) de salles de classe ou de salon, intellectuels de leur état, n'ont cessé d'apporter leur soutien au PS et au PCF, pas ouvertement, de façon voilée ou indirecte, et encore, il fallait être aveugle ou ne pas vouloir le voir pour ne pas en faire le constat, l'hypocrisie et la malhonnêteté intellectuelle des uns et des autres, leur ignorance et les méthodes arbitraires auxquelles ils ont eu recours pour la camoufler, pour justifier leur opportunisme, autant que la défense d'intérêts particuliers ou de misérables appareils n'ayant rien à voir avec les intérêts collectifs de notre classe et le combat pour le socialisme, le tout a conduit à la situation actuelle du mouvement ouvrier en France et à l'échelle internationale. Vous ne vous êtes jamais demandés pourquoi tous ces partis n'avaient aucune crédibilité parmi les travailleurs, pourquoi ils ne sont jamais parvenus à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, pourquoi aucun parmi les intellectuels les plus brillants du pays ne les ont rejoints.

Donc s'ils nous demandaient demain, et ils vont nous le demander, c'est imparable, de soutenir le PS ou le gouvernement face à la menace de la droite et de l'extrême droite, nous mènerions notre combat politique sans répondre à cet appel, on a envie de dire : on a donné pendant un demi-siècle, voyez le résultat, non merci, vous voulez nous mener à l'abattoir désarmés, si nous devons y aller et y laisser notre peau, ce qui ne nous effraie pas, ce sera en militants libres et conscients, communistes, armés de la méthode du marxisme que nous considérons incarner que nous périrons ou vaincrons.

Si demain en revanche vous développiez une politique véritablement en rupture avec le capitalisme, ses institutions, ses représentants, dont le PS et ses satellites et les dirigeants syndicaux vendus, et que vous disiez enfin la vérité aux travailleurs et aux militants sur le monde dans lequel nous vivons, de quelle manière il a été interprété de manière erronée pendant plus d'un demi-siècle, bref, que vous en tireriez les enseignements pratiques, alors seulement ces conditions réunies nous pourrions envisager de rejoindre votre parti, ce qui ne doit pas évidemment nous interdire de mener des combats ensemble, nous ne sommes ni dogmatiques ni sectaires.

- Mélenchon blâme le "*sectarisme*" du PS qui n'a pas invité le PG à son congrès - AFP

Ils ont osé inviter le PCF mais pas le PG, quel drame ! Mélenchon ne s'en remet pas ! Dans la tempête qui s'annonce et les affrontements violents qui en découleront, qui peut faire confiance à un dirigeant davantage préoccupé par son image médiatique qu'autres choses ?

Une insulte de leur part.

- Au PS, le «*chers camarades*» est une valeur en hausse - Liberation.fr

Allemagne. La machine à broyer ou à appauvrir les couches supérieures de la classe ouvrière est en route.

BMW pourrait enregistrer une chute de 30% de ses ventes sans pour autant subir de pertes ou procéder à des licenciements, grâce à un plan anti-crise adopté par la direction et les employés, rapporte dimanche Der Spiegel.

Cet accord, signé le mois dernier, autorise le constructeur automobile à modifier les horaires de travail de ses employés en fonction du rythme de production, ou encore à leur imposer des congés lors des période de ralentissement de la demande, explique le magazine allemand.

"*L'accord que nous avons mis sur pied avec les salariés implique un grand nombre de mesures de flexibilité*", a déclaré à Reuters un porte-parole de BMW. "*Le but de ce plan est de préserver l'emploi*". (Reuters 28.10)

Taxe sur le capital : 0,02 pour mille. Où ? Dans une paradis fiscal. Mystérieux, inconnu, retiré aux confins du monde habité ? Non, au coeur de l'Europe, en Suisse, c'est plus pratique.

Les Grecs fortunés ne se contentent plus de dissimuler leurs économies en Suisse. Ils y délocalisent aussi leurs entreprises, du moins fictivement. Coca-Cola Hellenic, la plus grosse capitalisation boursière du pays, annonce qu'elle installe son siège social dans le canton de Zoug en 2013. Ce ne serait qu'un début. Nikolaos Aggelidakis, président de la chambre de commerce Suisse-Grèce, assure que pour échapper à la hausse des impôts dans leur pays, de nombreux chefs d'entreprise grecs lui téléphonent pour s'informer sur les avantages d'un déménagement de leur siège dans la Confédération.

Notamment les patrons de Perseus Specialty Food Products, l'un des plus gros producteurs grecs de l'alimentation pour poissons. "*En fait, pour obtenir un siège social à Zoug, il suffit de fixer une simple plaque sur la boîte au lettres d'un avocat du canton. Ce n'est même pas nécessaire d'embaucher une secrétaire*", sourit Josef Lang, ancien dirigeant de la Ligue marxiste révolutionnaire, aujourd'hui responsable des Verts alternatifs.

La spécialité de Zoug, c'est moins son lac, son marché aux taureaux et son alcool de cerises que ses privilèges fiscaux aux sociétés holdings. Leur capital n'y est taxé qu'à 0,02 pour mille. "*Quant à l'impôt sur les bénéfices, les sociétés ne le payent que sur le chiffre d'affaires réalisé en Suisse. Comme elles gagnent essentiellement leur argent à l'étranger, elles ne payent rien, ou presque, à Zoug*", constate Josef Lang.

Glencore, le numéro un mondial des matières premières, entré en Bourse l'année dernière, qui emploie plus de 50 000 salariés dans le monde, est ainsi domicilié à Baar, une bourgade à côté de Zoug. Apparemment, les managers ne se réunissent pas très souvent au siège social : Baar ne compte qu'un modeste hôtel deux étoiles, donnant sur la gare... Même la Fraternité Saint Pie X, fondée par monseigneur Marcel Lefebvre, n'est pas restée insensible à ce paradis fiscal. Elle a établi sa "maison généralice" à Menzingen, un autre village du canton de Zoug. Les offrandes peuvent être déposées à la Zuger Kantinalbank (la banque cantonale de Zoug). (lepoint.fr 28.10)

UE. Dictature en marche. La BCE et le ministre des Finances allemand ou la voix de l'oligarchie financière. Ils ne sont jamais à court d'imagination.

- Draghi soutient le '*super-commissaire*' proposé par Berlin - Reuters

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE) a apporté dimanche son soutien à la proposition du ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble de créer un poste de "*commissaire aux Affaires monétaires*" pour la zone euro, doté de larges prérogatives.

Wolfgang Schäuble s'est prononcé au milieu du mois pour que ce commissaire ait le pouvoir de rejeter les budgets nationaux qui ne sont pas conformes aux critères de l'union monétaire.

Le modèle pour ce nouveau poste serait le commissaire européen à la Concurrence, qui est "*craint dans le monde entier*", selon le ministre.

"*Je soutiens ouvertement cette proposition*", a déclaré Mario Draghi dans un entretien à paraître lundi dans l'hebdomadaire Der Spiegel. "*J'en suis certain : si l'on veut asseoir à nouveau la confiance en la zone euro, il faut que les Etats abandonnent une part de leur souveraineté*" à l'Europe.

Les propos de Mario Draghi donnent plus de poids à la proposition de Wolfgang Schäuble, prudemment soutenue par la chancelière Angela Merkel, mais elle ne pourrait être mise en place que si la Grande-Bretagne, a priori peu enthousiaste, accepte une modification des traités européens.

Un traité séparé, concernant exclusivement la zone euro, pourrait également être une solution. (Reuters 28.10)

Inutile de commenter, le discours de Draghi et de Schäuble est on ne peut plus clair.

Question : Pourquoi, mais comment peuvent-ils afficher leurs véritables intentions, avancer à visage découvert ? Vous avez lu la réponse plus haut.

Merkel ou comment soumettre l'ensemble des Etats européens au Nouvel ordre mondial du cartel des banquiers internationaux.

- Merkel appelle à une meilleure régulation des marchés financiers - lepoint.fr

La chancelière allemande, Angela Merkel, a appelé à une meilleure régulation des marchés financiers, dans son podcast hebdomadaire diffusé le samedi, trois jours avant de rencontrer à Berlin les dirigeants de l'OCDE, de la BM, du FMI, de l'OMC et de l'OIT. "*Nous ne sommes pas encore arrivés, à mon avis, où nous devrions être. Nous avions prévu de réguler chaque place financière, chaque acteur financier et chaque produit de marché financier. Des progrès sensibles ont été faits. Mais les règles n'ont pas encore été mises en oeuvre partout*", a-t-elle dit. Elle a notamment cité le manque de progrès concernant la finance de l'ombre et exprimé l'espoir de voir une telle régulation décidée lors du prochain G20, réunion du groupe des 20 pays développés et émergents.

(En réalité, elle vise les portions du marché financier sur lesquelles ils n'exercent pas encore un contrôle total, pour à terme faire disparaître les acteurs financiers les plus faibles au profit des plus puissants, comme dans l'industrie ou les autres secteurs économiques, ils visent une plus grande concentration du capital pour avoir un pouvoir absolu sur l'économie. Et comment comptent-ils s'y prendre. La réponse figure ci-dessous. - Ndlr)

La chancelière, qui reçoit mardi le gotha de l'économie mondiale à Berlin, s'est dite convaincue de la nécessité de renforcer le rôle

des organisations internationales face à la mondialisation croissante.

(Et quel est leur objectif à terme ? On a dit détruire les classes ou couches moyennes, réduire la population en esclavage, elle le confirme non sans cynisme naturellement. - Ndlr)

Lors de cet échange, Angela Merkel compte souligner les progrès réalisés dans la zone euro et l'Union européenne. "*Les réformes structurelles, même si elles sont douloureuses, commencent à avoir de l'effet dans certains pays*", a-t-elle déclaré, citant le cas de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce.

Ce type de réunions de la chancelière avec les dirigeants de l'OCDE, de la BM, du FMI, de l'OMC et de l'OIT ont lieu régulièrement, la dernière remontant à il y a tout juste un an. Le président français François Hollande doit tenir la veille à Paris une réunion du même type. (lepoint.fr 29.10)

Haut de page

Le 30 octobre

CAUSERIE

Je n'actualiserai plus tous les jours le site de la sorte, aujourd'hui j'avais plus de temps.

J'ai préparé un très long article sur le sionisme et l'antisémitisme que je combats férocement, contre Israël également, évidemment. Cela nous servira de déclaration solennelle ou de position sur cette question précise.

Le prochain article sera consacré au premier chapitre du *Programme de transitions* intitulé *Les prémisses objectives de la révolution socialiste* rédigé par Trotsky et publié en 1938, que nous mettrons en perspective à partir de la définition que Lénine avait donné de l'impérialisme en 1916 dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, en incluant les développements qu'a connu le capitalisme mondial de 1945 à nos jours, le tout à grands traits par manque de temps, mais en allant au fond des choses et sans rien laisser au hasard, tout du moins je l'espère.

L'essentiel pour ce qui me concerne, ce n'est pas de rédiger un ouvrage monumental ou un document bourré de citations auxquelles finalement on peut faire dire ce que l'on veut, ou faire oeuvre d'historicien puisque je ne le suis pas, question qui sera évidemment abordée, mais de se poser les bonnes questions pour comprendre les rapports qui existent entre les principaux facteurs (de quelle manière ils ont évolué), qui ont façonné le cours de l'histoire et de la lutte des classes au cours de la deuxième moitié du XXe siècle, afin d'en dégager des enseignements théorique et pratiques permettant d'aller de l'avant, alors que chacun peut observer que le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde sont empétrés dans des contradictions en apparence inextricable, je veux croire encore qu'il est possible de les surmonter ou les résoudre.

Le temps presse semble-t-il, alors s'atteler sans délai à ce travail est indispensable. Il se peut que je mette quelques jours ou plus avant de publier cet article et que j'en publie d'autres entre temps, tout dépendra aussi de l'actualité sociale et politique ou des aléas de la vie puisqu'ici je suis confronté à des difficultés matérielles imprévisbles, la barbarie, c'est la précarité dans absolument tous les domaines. Ce soir je mettrai en ligne une vingtaines d'articles de sources divers, maintenant je n'ai plus le temps de les formater.

Nous aussi on croule sous des trombes d'eau. Je n'ai plus de pain, plus d'allumettes, plus de cigarettes, il va bien falloir que je sorte faire des courses... Je n'ai pas le temps de me relire et de corriger les fautes, on verra cela ce soir, je profite d'une accalmie pour sortir mon chien, sinon il va déprimer, je ne plaisante pas.

Une question grotesque du M'PEP

Gaullistes réveillez-vous : « *Un nouveau Conseil national de la Résistance est-il possible et nécessaire ?* ». (voir dans leur portail national) Il y en a qui se trompent de révolutions et il y en a qui se trompent de guerres, on nage en pleine confusion, quoi.

Réponse (rapide) : Le programme du CNR a été mis en oeuvre après la fin de la guerre de 39-45. Qui l'a financé ? Le plan Marshall. Mais encore ? Le gouvernement américain. Non, le cartel des banquiers de la Fed qui ont financé le régime nazi pendant la guerre et qui détenait le monopole de la création monétaire aux Etats-Unis depuis 1913, date de la création de la Fed.

A vous de convaincre les petits et moyens patrons, certains grands aussi, mais ils sont de plus en plus rares à demeurer indépendants de la dictature de l'oligarchie financière, qui seront laminés par la mise en tutelle de l'intégralité de l'économie mondiale par les tenants du Nouvel ordre mondial, que le socialisme est préférable, leur seul espoir de ne pas tout perdre ou

d'espérer un avenir meilleur... Encore faudrait-il que les dirigeants du M'PEP renouent avec le socialisme révolutionnaire, jusqu'à présent ils n'en ont pas fourni la preuve.

Le populisme tous azimuts ne s'arrête pas là. Ils ont pris position contre l'extension de l'aéroport de Nantes, emboîtant le pas aux écologistes et autres gauchistes... Et bien moi je suis pour, j'estime préférable que cet aéroport, comme tous les autres en général, soit construit à une certaine distance d'une grande ville ne causant pas des désagréments à des centaines de milliers de personnes. Maintenant on pourrait aussi envisager de supprimer les avions pour ne causer de tort à personne, mais je ne suis pas sûr que parmi la population concernée tout le monde apprécierait ou serait prêt à se passer de ce moyen de transport, ou à voyager tout simplement.

Voyez-vous, il semblerait qu'on ne soit plus au Moyen-Age, et c'est étrange car c'est justement là que veulent nous renvoyer les tenants du Nouvel ordre mondial, réfléchissez-y la prochaine fois.

Vous aurez compris que pour se réapproprier le socialisme, il va falloir qu'ils fassent un sacré effort ou revoient entièrement leur copie.

Ces militants: des " ***gros beaufs***". Où cela ? Mais à l'UMP voyons !

- UMP: Copé multiplie les propositions choc pour tenter de l'emporter - AFP

Bernard Debré a regretté la "*course à l'échalotte*" de Jean-François Copé qui "*se radicalise*". "*Ca donne une mauvaise image de l'UMP et présente le militant comme un gros beauf*", ajoute un filloniste qui se réjouit toutefois que son attitude "*pousse des personnalités à sortir de leur neutralité*". (AFP 29.10)

Hier, nous dénoncions hier par hasard la stratégie du "*choc*" tous azimuts. Stratégie de la tension, consistant à créer un climat d'angoisse ou de peur permanente parmi la population, dont l'origine serait connue ou palpable mais indomptable ou insaisissable, de telle sorte qu'elle s'en remette à un sauveur suprême pour la protéger de cette menace insidieuse, d'un ennemi invisible et nuisable à son bien-être ou son existence, au comportement imprévisible, prêt à frapper à tout moment...

Qu'ils s'étripent entre eux, mais il ne faut se faire aucune illusion sur leurs réelles intentions.

Il n'y a pas un courant de droite ou de gauche au sein de l'UMP, pas plus qu'au PS, Mélenchon l'illusionniste vient juste de s'en apercevoir, c'était dans une déclaration avant-hier dans le cadre du Congrès du PS.

Il existe des sensibilités différentes dans l'UMP en fonction des couches de la bourgeoisie dont les uns et les autres se sentent les plus proches ou se réclament, on pourrait dire la même chose du PS. Et s'il fallait en avoir confirmation pour ce qui concerne l'UMP, rien de tel qu'un témoigne d'un de ses dirigeants : l'AFP rapporte que M. Fillon a revendiqué d'être "*plus à droite qu'on ne le pense*", ce dont nous n'avons jamais douté en ce qui nous concerne.

C'est comme la fable selon laquelle le centre serait moins à droite que la droite, alors que le centre est le plus farouche partisan de l'Union européenne, pont avancé du Nouvel ordre mondial en Europe, de la pire réaction dans le monde.

Tenez, pendant qu'on y est, vous savez pourquoi et comment l'UDF (Giscard) est parvenu au pouvoir en 1974 ? C'est peut de temps après que j'ai commencé à militer à l'OCI et je me souviens parfaitement qu'on ne nous a jamais dit ou expliqué ce que vous allez lire maintenant. Mes ex-camarades de l'OCI pourront le confirmer ou l'infirmer si je me trompais.

On nous a parlé de la crise des institutions, du bonapartisme, du capitalisme, mais on ne nous a pas dit que Giscard et l'UDF étaient parvenus au pouvoir porté par les Américains qui avaient conçu l'Union européenne dont l'UDF était une farouche partisane, alors que l'UDR, ancêtre du RPR, puis du courant qui en est issu au sein de l'UMP aujourd'hui, le parti gaulliste fidèle au principe de l'indépendance de la France s'opposait à la construction de l'Union européenne ou faisait tout pour la freiner. Evidemment, Giscard bénéficia du soutien de la majorité des médias pro-atlantistes ou déjà conquis à l'époque au néo conservatisme, au Nouvel ordre mondial, à cette dictature qu'incarne l'Union européenne.

Pour faire bref, dans la perspective de la reconquête du pouvoir par le parti historiquement lié à la Ve République, et afin de s'assurer que les principes du régime bonapartiste qui en constituaient les principaux piliers ne seraient pas remis en cause, entre nous, il s'agissait d'une inquiétude sans fondement ou d'une précaution tout à fait inutile puisque ni Giscard ni Mitterrand n'y apporteront la moindre modification, ils liquideront l'UDR au profit du RPR qui se voulait plus ouvert, et une fois la majorité des dirigeants du RPR acquis définitivement à l'Union européenne, ils bazarderont le RPR au profit de l'UMP, vous connaissez la suite avec l'élection de Sarkozy à la direction de l'UMP, puis élu président de la République, la réintégration de la France dans le commandement de l'Otan, la subordination totale à l'impérialisme américain, etc.

Rien que les titres en disent long sur les bonnes dispositions de Hollande envers les patrons et actionnaires.

- François Hollande rassure les "*maîtres du monde*" - Lemonde.fr

- Compétitivité : Hollande répond à l'appel des grands patrons - publicsenat.fr

En réalié ils partagent le diagnostic établi par l'OCDE, le FMI, l'OMC et la Banque mondiale qu'il avait gracieusement conviés à l'Elysée pour formuler les exigences des multinationales dont les principaux actionnaires sont un cartel de banquiers internationaux.

Voyons cela en quelques extraits, interrogé lors de la conférence de presse donnée à l'OCDE.

- « *Il y a des mesures à prendre dans tous les domaines de la compétitivité, y compris sur le coût du travail. Car tous les indicateurs montrent que nous ne sommes pas dans la meilleure des positions* ».

Cela devrait se traduire par le basculement d'une partie des cotisations sociales dénommées faussement patronales sur la TVA et la CSG qui augmenteraient, modérément nous dit-on. Un cadeau de 30 milliards d'euros minimum étalé sur 5 ans.

- « *Le pacte de compétitivité que le gouvernement prépare doit répondre à trois principes* », dont par la négociation « *permettre l'adaptation face aux mouvements de la conjoncture* », « *préparer les salariés aux mutations parfois inévitables* ».

Il emploie le terme "*pacte*" moins violent que "*choc*" pour en fait parvenir au même résultat, dans des délais un peu plus long, la référence à la négociation avec les dirigeants syndicaux corrompus le confirme, histoire de préciser que les syndicats et les partis dits ouvriers y seront associés, chacun à leur manière en fonction de leur répartition des rôles au sein du mouvement ouvrier, c'est moi qui le précise, comme d'habitude quoi.

Bref, rien que nous savions déjà.

Plus intéressant, voyons comment s'articule leur discours pour mieux berner militants et travailleurs.

- Le directeur général de l'OMC, le français Pascal Lamy, a fait de son côté un « *lien entre croissance, compétitivité et emploi* ». « *C'est le problème majeur de la France et d'un certain point de vue de l'Europe en ce moment », a dit l'ancien membre du Parti socialiste. « Dans les cinq ans qui viennent, le moyen de créer des emplois en Europe, c'est d'aller chercher la croissance là où elle est, c'est-à-dire dans les pays émergents* », a-t-il plaidé. « Cela veut dire que l'attitude à l'égard de l'économie internationale doit être offensive et pas défensive », « *c'est vrai d'une manière générale* » mais « *particulièrement* » dans le cas de la France, a mis en garde Pascal Lamy. publicsenat.fr 29.10

Ils mettent en avant le triptyque suivant : croissance, compétitivité et emploi. On aurait envie de dire : cherchez l'erreur ou l'intrus : l'emploi. Pourquoi ?

Croissance et compétitivité sont strictement du domaine économique réservée aux patrons, tandis que l'emploi est une question sociale qui concerne davantage les travailleurs. Les lier entre eux constitue dès lors la pierre angulaire sur laquelle va reposer la politique de collaboration de classes qu'ils vont pouvoir élaborer et mettre en oeuvre grâce aux dirigeants syndicaux corrompus qui acceptent de dialoguer ou négocier sur cette base, avec le gouvernement et le patronat.

En pratiquant un amalgame d'intérêts entre croissance, compétitivité et emploi, ils vont pouvoir tenir un discours consistant à dire que l'ensemble des intérêts des différents acteurs économiques seraient pris en compte, et qu'ils agissent ainsi dans le cadre de la préservation de l'intérêt général et la boucle est bouclée.

Ainsi, les masses ignorantes ou qui n'ont pas acquis un niveau de conscient suffisant pour décrypter correctement leur discours, se figureront qu'elles n'ont pas été oubliées, ce qui est exact, mais pas vraiment dans le sens où elles l'entendent, leurs intérêts étant systématiquement spoliés ou bafoués, l'essentiel consistant à leur donner l'apparence du contraire. Quant à la suite, de quelle manière elles en subiront les conséquence dans leur vie quotidienne, gouvernement, patrons et dirigeants syndicaux s'en foutent éperdument, ce n'est pas leur problème.

Pour produire de la croissance, autrement dit produire davantage, augmenter le PIB, mais aussi pouvoir vendre les marchandises produites, être plus compétitif sur le marché mondial, il faut s'aligner sur les pays où la main d'oeuvre est bon marché, donc il faut diminuer les salaires, où les travailleurs ne disposent d'aucun ou peu d'avantages sociaux qui sont une partie différée de leur salaire, donc il faut liquider les avantages sociaux qui demeurent encore en France, s'attaquer à la Sécurité sociale, aux retraites, les privatiser, etc, où les travailleurs font face à une législation du travail qui leur est très défavorable, voire quasi inexistante, donc il faut flexibiliser davantage la législation du travail en faveur des patrons, s'attaquer au Code du travail, aux conventions collectives, au contrat de travail, permettre aux patrons d'embaucher à leurs condtions définies entreprise par entreprise, de licencier des travailleurs quand bon leur semble, rapidement, de préférence sans que les travailleurs ne puissent contester les motifs de leur licenciement.

Voilà le programme que les patrons du CAC40, l'OCDE, le FMI, l'OMC et la Banque mondiale ont remis à Hollande et lui intime l'ordre d'appliquer dans les meilleurs délais.

Hollande et le PS n'ayant nullement l'intention de s'attaquer au capital et à la dictature de l'oligarchie financière, de remettre en cause la BCE et l'Union européenne, on répondra un peu vulgairement : qu'ils se démerdent !

Nous de notre côté notre devoir est de dire la vérité aux travailleurs, ce que nous venons de faire ici en décryptant le discours de Hollande et ses mentors, et de les mobiliser pour exprimer de manière organiser le refus de subir cette politique antisociale dans la perspective d'une République sociale.

En guise de seconde partie, voyons ce qu'il a dit des gangsters de la finance et de la crise du capitalisme.

- " *Si nous laissons les marchés seuls, a-t-il affirmé, il y a à craindre que la résolution de la crise dure encore longtemps* ", en réalité aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été abattu, puisque cette crise a pour origine les fondements mêmes du capitalisme, les forces productives qui ne peuvent plus être contenus dans le cadre du mode de production capitaliste et qui sont vouées à être détruites d'une manières ou d'une autre, le chômage de masse n'y suffisant pas manifestement, quant à l'appauvrissement continu d'une part toujours plus vaste de la population c'est une autre question qui a davantage un rapport avec la spéculation, les outils financiers développés par les banquiers pour retarder le moment de l'éclatement de l'économie mondiale ou l'instauration d'un Nouvel ordre mondial une fois la population réduite en esclavage...

- (A propos de la zone euro) "*Elle est sur le point de sortir de la crise, de l'incertitude et de l'instabilité*", il doit bien être le seul à le penser, quelle hypocrise en réalité ! Il sait pertinemment quelle en est l'origine qui vient d'être rappelée, de la même manière qu'il connaît parfaitement le plan conçu par le cartel des banquiers internationaux que je viens également de rappeler.

A ce propos, il est évident que si on veut expliquer aux militants et aux travailleurs en quoi consiste réellement la situation, si on occulte les deux aspects ou facteurs que j'ai rappelés, ils n'y comprendront rien et demeureront désarmés pour l'affronter. Observez attentivement de quelle manière les différents partis ou groupes de militants la présentent, et voyez s'ils figurent dans leur littérature.

Terminons en voyant quel bilan les représentants du Nouvel ordre mondial ont tiré de cet entretien. Ils lui ont attribué une note, mais peu mieux faire... évidemment !

- Un diplomate européen a résumé le sentiment des participants à la réunion de La Muette en termes positifs. "*Nous croyions que M. Hollande n'avait pas de politique économique claire, a-t-il déclaré. C'est inexact : il sait très précisément ce qu'il veut faire. Son problème est de trouver la bonne dose de chacun des remèdes et le tempo idéal pour les appliquer. Toutefois, il lui faudra faire des progrès en matière de pédagogie.*"

Plusieurs participants ont noté une grande similitude de comportement entre M. Hollande et Mme Merkel, la chancelière allemande qu'ils doivent rencontrer mardi 30 octobre, à Berlin, sur les mêmes thèmes. "*Tous deux écoutent, prennent des notes et débattent vraiment avec nous des solutions possibles*", note l'un d'eux.

M. Hollande a confirmé qu'il rencontrerait chaque année à Paris les cinq responsables de la régulation mondiale, à laquelle il tient tant. lemonde.fr 29.10

Voilà, les maîtres à penser de Hollande, les représentants de l'oligarchie financière, lui ont soumis "*des solutions possibles*" qu'il appliquera dans le cadre de "*la régulation mondiale*", à son rythme ou "*tempo*", à moins que la réaction se déchaîne et exige qu'il accélère, qui sert à camoufler les véritables intentions des maîtres du monde et que nous avons rappelées plus haut.

La troisième partie sera réservée à un "*déjeûner*" en famille à Matignon le même jour, quelle heureuse coïndidence !

- Outre M. Mestrallet, PDG de GDF Suez, le Premier ministre a reçu pour déjeuner durant environ 1H30 Jean-Pierre Clamadieu, président du comité exécutif de Solvay, Benoît Potier, PDG d'Air Liquide, Philippe Crouzet, président du directoire de Vallourec et Gilles Michel, directeur général du groupe Imerys.

"*Ce déjeuner était prévu de longue date, bien avant le texte de l'Afep*", a souligné un conseiller de Matignon.

(Celle de la réunion de Hollande avec les représentants des institutions internationales du capital sans doute moins... -Ndlr)

Il a de nouveau appelé de ses voeux un " *nouveau modèle français*" précisant que ce n'était pas "*un modèle nostalgique*" en référence à ce que certains appellent "*l'Etats providence*", prévenant aini qu'il ne fallait pas compter sur le rétablissement des acquis sociaux qui avaient été liquidés au cours des dernières décennies.

Je précise que je n'ai pas eu accès à la fin de sa phrase coupée par l'AFP, peu importe, il a dû ajouter des réserves dans le genre : on conservera ce qui fonctionne patati patata, on connaît la musique par coeur destinée à endormir la vigilance des travailleurs et permettre aux dirigeants syndicaux de soutenir le gouvernement en ayant un argument pour se justifier : vous voyez, il a dit qu'il n'allait pas tout nous prendre, c'est une bonne nouvelle, on peut y aller "*négocier*" avec le patronat, la plupart des militants syndicaux n'y verront que du feu ou s'en contenteront, et le tour est joué.

Le MRC n'est pas en reste. Parole patronale.

A propos du débat sur la compétitivité des entreprises françaises, Jean-Pierre Chevènement, qui était était l'invité de Public Sénat et de Radio Classique hier matin, a estimé que c'est une question « *prioritaire* » du gouvernement : « *Nous avons des prix qui ne sont pas rémunérateurs pour nos entreprises (…) ce qui est en jeu, [c'est] la capacité pour l'économie française de croître à nouveau, de regagner des parts de marché à l'exportation, d'être en fait une économie attractive.* ».

Il s'est par conséquent déclaré plutôt favorable à un basculement des charges patronales sur la TVA et la CSG : « *Je considère que c'est à tort qu'on a repoussé la TVA (…) le gouvernement précédent a l'esprit d'escalier, il a beaucoup de bonnes idées mais quand il est trop tard. (…) Un panachage de TVA, de CSG, d'autres impôts (…) peut être un moyen de soulager les entreprises qui doivent payer des cotisations patronales ou sociales.* » publicsenat.fr 29.10

Allez-y, mettez le paquet, cela passera ou cassera, si cela casse on ne vous oubliera pas monsieur Chevènement !

Manipulation de masses. Propagande du Medef contre le système de retraite par répartition.

- Inquiets pour leur retraite, les Français jugent une réforme nécessaire - AFP

Les travailleurs ont pris conscience de la menace qui pèse sur leur retraite.

Les Français, inquiets pour leur niveau de vie à la retraite, jugent qu'une nouvelle réforme est "*nécessaire*" et souhaitent un système qui reste "*collectif et solidaire*", selon un sondage Ipsos pour l'Union mutualiste retraite (UMR) avec Liaisons Sociales .

Que cela ne tiennent disent-ils, on va vous avoir par un autre moyen.

- Interrogés sur leurs conditions de vie à la retraite, les sondés se disent d'abord inquiets pour le montant de leur pension (76%), puis pour leur niveau de vie (71%), leur accès aux soins (58%) et leur capacité à vivre de façon indépendante (57%).

Pas de bol pour les champions de l'individualisme et des privatisations : "*collectif et solidaire*".

- Une majorité de Français (69%) se prononce pour un système qui "*reste collectif et solidaire afin de limiter les inégalités entre les Français et garantir à chacun une retraite minimum*".

Attendez, ils n'ont pas dit leur dernier mot, comme quoi c'est seulement mort qu'on en sera vraiment débarrassé.

- Selon ce sondage, 70% des personnes interrogées jugent "*nécessaire*" une nouvelle réforme des retraites dans les deux ans qui viennent...

A croire que 70% des personnes interrogées vont prendre leur retraite dans les deux ans à venir. Ces furieux réactionnaires sont tellement aveuglés par leur mauvaise intentions qu'ils se découvrent. Cela dit ils n'ont pas lâché le morceau pour autant.

- Par ailleurs, 62% des sondés souhaite qu'"*on réforme en profondeur le système de retraite en France en mettant à plat tous les sujets y compris les plus délicats*" et 30% qu'"*on aménage en partie le système*".

Ils avancent comme des renards. A la question suivant on va savoir en quoi consiste cet "aménagement", facile à deviner.

- Pour 51% des Français, le régime actuel par répartition, qui repose sur la cotisation des actifs pour financer les pensions des personnes à la retraite, "existera toujours mais aura un rôle réduit" car il sera "supplanté" par l'épargne personnelle.

Voilà nous y sommes, l'avenir ce sera "*l'épargne personnelle*", la retraite par capitalisation, privée et selon les ressources de chacun, auprès d'une compagnie d'assurance ou une mutuelle privée, jusqu'au moment où ils auront liquidé totalement le système de retraite par répartition.

Encore un petit effort et on y est presque

- Ce régime aura "*été totalement remplacé par un système d'épargne personnelle*" pour 32% des personnes interrogées.

Près de la moitié des sondés (49%) disent d'ailleurs avoir épargné en vue de leur retraite.

Ils en déploient des efforts d'imagination pour parvenir à ce résultat produit d'une monstrueuse manipulation des conscience. Surtout qu'ils ne sont pas au bout de leur peine, on leur souhaite de crever avant de parvenir à leurs fins.

- Le décret ayant abaissé l'âge de départ à la retraite à 60 ans pour les salariés ayant commencé à travailler tôt est très bien accueilli: 86% pensent que c'est "*une bonne chose*".

Il ne reste plus qu'à abaisser l'âge de départ à la retraite entre 50 et 55 ans pour percevoir une retraite à taux plein ou l'équivalent de 1800 euros par mois, sans conditions particulières. Oui mais cela seul un gouvernement ouvrier le mettra en oeuvre, il faudra donc attendre un peu là aussi.

ACTUALITE EN TITRES

Pour revenir au sujet du "***choc***" évoqué hier.

- Compétitivité: "*n'ajoutons pas les chocs aux chocs*", selon Sapin - AFP

Pourquoi cela sent-il déjà le sapin pour le gouvernement ?

Ceci explique cela

- François Hollande rassure les '*maîtres du monde*' - LeMonde.fr

- Des grands patrons déjeunent à Matignon en plein débat sur la compétitivité - AFP

- Le PS dénonce une droite qui "*prend de plus en plus pour modèle celle des années 30*" - AFP

- Olivier Dartigolles (PCF): «*Le patronat n'a qu'à lever le petit doigt pour être entendu*» - Liberation.fr

Le PS est une imposture, à l'UMP et au PCF ils le savent...

Vous vous demandez d'où ils sortent et ce qu'ils font dans ce gouvernement. Réponse.

Redevance audiovisuelle: Filippetti favorable aux 2 euros de hausse supplémentaires - AFP

Leur justice !

- Prothèses mammaires : Jean-Claude Mas remis en liberté - LeFigaro.fr

Ont-il vraiment soulagé les créanciers grecs ? Si oui, il faut qu'ils se refassent !

- La Grèce sera bien une charge pour les contribuables européens - L'Expansion.com

Un rapport provisiore de la Troïka suggère que les créanciers de la Grèce, y compris les Etats, acceptent d'abandonner une partie de leurs créances, ce qui reviendrait à faire financer le sauvetage de la Grèce par les contribuables de ces pays. L'Expansion.com 29.10

Les charrettes

- PayPal se réorganise et supprime 325 emplois - Reuters

- Groupama va supprimer entre 60 et 90 postes dans sa banque - Reuters

Bravo !

- Le bénéfice trimestriel de Chrysler en hausse de 80% - Reuters

Vive la révolution !

- La '*révolution*' pour soigner les artères - LeMonde.fr

Et moi qui croyait que c'était le vin rouge ! Entre nous, je n'en bois pas ou rarement en Inde : trop cher ! Mon épouse arrivera le 6 novembre avec le ravitaillement, deux bouteilles, c'est la norme légale, pour neuf mois, cela va faire un peu court, peu importe, je boirai un coup à votre santé ! A toi mon cher camarade du PCF et de la CGT qui m'a envoyé un courriel avant-hier, porte-toi bien, et ne t'inquiète pas je sais qu'il y a des militants formidables au PCF et à la CGT

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Sicile: défaite historique du parti de Berlusconi, percée des anti-partis

Le parti de Silvio Berlusconi a subi lundi une défaite historique aux régionales en Sicile, bastion traditionnel de la droite, où s'est aussi illustré le mouvement "*Cinq étoiles*", pourfendeur des partis traditionnels, en faisant une percée spectaculaire.

Selon des résultats officiels partiels basés sur 75% des suffrages dépouillés (1.676.683 suffrages sur 2,2 millions de votes exprimés), le candidat de gauche Rosario Crocetta remporte 30,87% des voix, devançant celui du parti de Berlusconi, Sebastiano Musumeci (25,44%).

"*Cinque stelle*", le mouvement de l'ex-comique Beppe Grillo, bondit quant à lui à 18,01% des suffrages, selon ces résultats publiés par la Région.

"*C'est la première fois qu'un candidat de gauche est élu à la présidence de la région et qu'un candidat anti-mafia l'emporte. Cela me semble vraiment un rendez-vous avec l'Histoire, pas seulement un résultat électoral*", a déclaré aux médias M. Crocetta, à la tête d'une coalition entre le Parti démocrate (PD, principal parti de gauche) et l'Union du Centre (UDC).

M. Crocetta a un profil atypique: homosexuel déclaré et ancien maire de Gela (sud de la Sicile), cet homme de 61 ans est en pointe dans la lutte contre la mafia, ce qui lui vaut une protection policière permanente.

Cette élection régionale partielle, considérée comme un test national avant les élections législatives prévues au printemps 2013, est un camouflet pour le parti de Berlusconi, le Peuple de la Liberté (PDL). Pour le leader national du PD, Pier Luigi Bersani, il s'agit d'un résultat "*historique*".

"*Nous avons vaincu en Sicile, c'est dingue! C'est la première fois de l'après-guerre qu'un véritable changement est possible*", s'est-il réjoui.

Manifestation du désarroi des électeurs, moins de la moitié des électeurs -2,2 millions sur 4,5 millions inscrits- ont voté. Lors des précédentes élections de ce type, en 2008, la participation s'était élevée à 66,68%.

La performance du mouvement anti-parti "*Cinque stelle*" et de son candidat Giancarlo Cancelleri sont dus, en bonne partie, à l'implication personnelle du fondateur du mouvement, Beppe Grillo, trublion national au langage populiste et provocateur contre les partis, l'Union européenne et la politique de rigueur du gouvernement Monti. AFP 29.10

2- Pays-Bas

Vers un gouvernement libéral-travailliste aux Pays-Bas

Le Parti libéral (VVD) du Premier ministre néerlandais Mark Rutte et le Parti travailliste (PvdA) ont convenu lundi de former un gouvernement de coalition favorable à l'austérité.

Chacun des deux partis a fait des concessions sur des éléments cruciaux de leurs programmes respectifs dans l'intérêt de la discipline budgétaire.

Le Parti travailliste a accepté de faire passer l'âge de la retraite de 65 à 67 ans en 2021 tandis que les libéraux ont donné leur accord à la réduction d'un crédit d'impôt immobilier qui est particulièrement populaire auprès des propriétaires plus aisés.

Les deux partis se sont d'ores et déjà accordés sur une réduction supplémentaire des dépenses d'État de 16 milliards d'euros sur les quatre prochaines années, visant pratiquement un retour à l'équilibre en 2017, avait rapporté la presse néerlandaise vendredi.

La détérioration de la conjoncture économique a poussé les dirigeants à envisager de nouvelles coupes.

"*Nous sommes au milieu d'une crise et nous devons prendre des mesures pour en sortir, mais cela ne sera pas simple*", a déclaré Edith Schippers, membre du PvdA.

"*Il s'agit d'un plan (d'austérité) très dur et il sera difficile (à supporter) pour de nombreux Néerlandais*", a-t-elle ajouté. Reuters 29.10

3- Lituanie

La Lituanie risque de plonger dans une impasse politique

La présidente lituanienne a opposé son veto lundi à une alliance de trois partis d'opposition à la suite des élections de dimanche, s'appuyant sur des soupçons de fraudes électorale et fiscale pesant sur l'un d'entre eux pour justifier son choix.

Dalia Grybauskaité a expliqué devant la presse que sa fonction consistait à choisir un Premier ministre et précisé que la présence du parti du Travail de Victor Uspaskich, troisième formation du Parlement, n'était pas souhaitable dans une coalition gouvernementale.

Elle s'est dite prête à nommer Premier ministre Algirdas Butkevicius, chef du Parti social-démocrate et ancien ministre des Finances, s'il ne s'alliait pas au Parti du travail.

L'opposition, qui a bénéficié de l'impopularité du Premier ministre en raison de la politique d'austérité adoptée après la crise économique qui a frappé le pays en 2008, a promis durant la campagne d'alléger le fardeau qui pèse sur les trois millions de Lituaniens tout en restant fiscalement "*responsable*".

Des économistes jugent d'ailleurs que la future coalition n'aura guère de marge de manoeuvre en raison des forts besoins d'emprunt du pays et de son désir d'intégrer la zone euro d'ici quelques années.

La Lituanie doit emprunter 7,6 milliards de litas (2,2 milliards d'euros) sur les marchés en 2013, soit l'équivalent de 6,5% du PIB attendu.

La Lituanie est un des pays les plus pauvres de l'Union européenne, avec un chômage à 13% de la population active. Sa population est tombée sous la barre des trois millions pour la première fois depuis la chute de l'Union soviétique, beaucoup d'habitants préférant s'exiler pour trouver du travail.

Le produit intérieur brut, qui s'est effondré de 15% en 2009, a progressé de 6% l'an dernier et sa croissance devrait être cette année de l'ordre de 3%. Le déficit budgétaire, qui était de 9,4% du PIB en 2009, a été ramené à 5,5% l'an dernier au prix du programme d'austérité mis en oeuvre par la majorité sortante. Reuters 29.10)

4- Algérie

Hillary Clinton presse l'Algérie d'intervenir au Mali

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'est rendue hier en Algérie pour discuter de la situation au Mali et tenter de convaincre le président Bouteflika de s'investir dans une solution militaire. Elle s'est préalablement entretenue avec le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci.

L'Algérie possède 1 400 kilomètres de frontière avec le Mali. Elle a tissé de nombreux liens sur le terrain avec les Touaregs, et

dispose d'un puissant service de renseignement. Elle se dit prête à s'engager si l'opération militaire est africaine.

Après sa visite, Hillary Clinton veut continuer le dialogue avec l'Algérie et les partenaires de la région. «*L'Algérie étant l'Etat le plus puissant du Sahel, elle est devenue un partenaire crucial pour s'occuper d'Al-Qaeda au Maghreb islamique*», explique un responsable du département d'Etat. Mais Alger reste prudent. Selon Mourad Medelci, Hillary Clinton était officiellement en visite pour consolider le «*partenariat économique et sécuritaire entre les deux pays*» et discuter de «*l'actualité régionale et internationale*». Liberation.fr 29.10

S'ils parviennent à entraîner l'Algérie dans cette guerre, ce qui en prend le chemin apparemment, l'Algérie est foutue, ce sera reparti pour un nouveau cycle de violence dans ce pays pire que dans les années 90, et l'Algérie ce n'est pas la Tunisie, puis ils exporteront cette violence aveugle en France tout en s'attaquant au Maroc, ainsi ils auront réussi à déstabiliser toute la région couvrant l'ancien empire ottoman, la Turquie étant déjà acquise à leur plan, mais elle y passera ensuite également.

C'est le monde entier qu'ils ont décidé de balkaniser... Le POI a eu raison de mettre l'accent sur la destruction en cours ou à venir des Etats, à ceci près qu'ils n'ont pas livré les véritables intentions de leurs auteurs, ni précisé comment ils comptaient s'y prendre, occultant totalement des institutions jouant un rôle majeur dans cette perspective, le groupe Bilderberg, le CFR, la Commission Trilatérale notamment, ainsi que le rôle du cartel des banquiers internationaux de la Fed, etc. Et évidemment d'en tenir compte sur le plan politique ou stratégique.

5- Turquie

Manifestation de partisans de la laïcité à Ankara

La police a fait usage lundi à Ankara de grenades lacrymogènes et de canons à eau pour disperser des milliers de partisans de la laïcité protestant contre ce qu'ils appellent la dérive autoritaire du gouvernement AKP de Recep Tayyip Erdogan.

Les manifestants, hommes et femmes, étaient pour certains enveloppés dans des drapeaux turcs rouges et blancs et brandissaient des portraits de Mustafa Kemal Atatürk, père de la Turquie moderne et laïque.

Nombre de défenseurs de la laïcité redoutent que l'AKP, qui puise ses origines dans la mouvance islamiste, ne menace la république laïque fondée par Atatürk.

La manifestation avait été interdite par la municipalité de la capitale, également contrôlée par l'AKP, qui avait invoqué un risque de "*provocation*" sur la foi de "*renseignements*". Reuters 29.10

6- Chili

Chili : l'opposition de centre gauche remporte les municipales

Après dépouillement de 91,29 % des bureaux de vote, la coalition regroupant socialistes, démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates, radicaux ainsi que le Parti communiste dans certaines municipalités, totalisait 43,21 % des suffrages contre 37,57 % à la droite au pouvoir, qui avait remporté les municipales de 2008.

Ce scrutin était le premier depuis une récente modification de la loi électorale qui a abouti à l'inscription sur les listes de plus de cinq millions de nouveaux électeurs, majoritairement des jeunes de moins de 35 ans.

La gauche, qui a gouverné le pays durant les 20 années qui ont suivi la fin de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990), a remporté la mairie de Santiago, Carolina Toha, ex-ministre sous la présidence de Michelle Bachelet, ayant battu le sortant ultra-conservateur Pablo Zalaquet.

Au total, l'opposition a emporté 167 mairies, contre 147 en 2008, et la droite en a perdu 24, restant à la tête de 120 municipalités.

Ces élections constituaient en outre une première évaluation dans les urnes de la présidence de Sebastian Piñera, investi en mars 2010, et premier président de droite depuis le retour à la démocratie et après quatre gouvernements successifs de centre gauche.

Comme ce fut le cas pour les municipales de 2008 (dans lesquelles la droite s'était imposée pour la première fois en 20 ans), le vote de dimanche était considéré comme une répétition des élections générales du 17 novembre 2013. lemonde.fr 29.10

ECONOMIE

1- France

La Moselle tend les bras aux entreprises chinoises: accord signé à Shanghai

Les autorités locales de la Moselle dans l'est de la France ont signé lundi à Shanghai un accord portant sur la création d'une plateforme d'accueil des investissements chinois sur leur territoire, représentant quelque 2.000 entreprises attendues d'ici 2014.

Le projet, baptisé ITEC - pour International Industry Technology Trade Exhibition Center - vise à faire du département une porte d'entrée pour les entreprises issues de la deuxième puissance économique mondiale en Europe.

Il s'agit par ce projet de "*jeter des ponts entre nos deux territoires*", a déclaré à l'AFP Patrick Weiten, président du conseil général de Moselle.

"*C'est un méga-centre de business-to-business*", a précisé Régis Passerieux, président de la Comex, la société chargée de chapeauter cette nouvelle coopération.

Dong Zhiwu, directeur des ventes de Hangxiao, un groupe spécialisé dans les structures métalliques pour le secteur du bâtiment, pense qu'il faut être présent pour s'associer aux géants occidentaux de la construction, notamment français: "*Nous pourrions faire des affaires avec eux. Ils ont des projets, pas seulement en Europe mais aussi ailleurs, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-orient. Nous pourrions vendre nos produits sur d'autres continents par le biais de ces entreprises, espère M. Dong. Nous sommes très intéressés*". AFP 29.10

Vous avez compris la finalité du projet ou à qui il profitera, M. Dong l'a dit clairement : "*nous pourrions vendre nos produits*"...

2- Grande-Bretagne

Barclays devant les tribunaux britanniques dans l'affaire Libor

Barclays sera la première banque à devoir répondre à la justice britannique dans le cadre de l'affaire de manipulation présumée du taux interbancaire Libor.

Guardian Care Homes, gestionnaire de maisons de retraite médicalisées de Wolverhampton, réclame 37 millions de livres (46 millions d'euros) à Barclays pour tromperie présumée liée à des produits de couverture de taux d'intérêt appelés swaps, dont les taux étaient calculés à partir du Libor.

"*Ce procès sera suivi très attentivement par des milliers de petites entreprises affectées, lesquelles pourraient ensuite décider de suivre la même voie*", a déclaré John Walker, président de la Fédération des PME.

Barclays doit déjà verser 453 millions de dollars (362 millions d'euros) aux autorités américaines et britanniques pour mettre fin à l'amiable aux poursuites engagées à son encontre dans cette affaire.

Ce scandale, qui touche plusieurs banques dans le monde entier, fait par ailleurs l'objet d'une enquête préliminaire en France.

Les quatre premières banques britanniques ont accepté en juin de réexaminer les ventes passées de produits de couverture de taux aux PME et d'indemniser les clients après la découverte par la Financial Services Authority (FSA), l'autorité de tutelle du secteur financier britannique, de "*fautes graves*" dans les méthodes de vente.

Le dispositif d'indemnisation élaboré par la FSA, qui permet au banques de désigner un intermédiaire indépendant pour évaluer les dommages, n'est pas apprécié par les entreprises qui le jugent trop lent et peu clair. Ces dernières ont la possibilité de passer outre ce dispositif pour saisir directement les tribunaux. Reuters 29.10

3- Grèce

Les banques grecques partiellement recapitalisées en actions

Les banques grecques devront émettre des actions afin de couvrir à hauteur de plus de la moitié un ratio de fonds propres de 9% établi dans le cadre de leur recapitalisation, un dispositif qui pourrait leur permettre ainsi d'échapper à la nationalisation, selon des sources proches du dossier.

Des obligations convertibles permettront en principe de couvrir le solde des besoins en fonds propres, fonds propres qui ont

été quasiment absorbés par une forte décote sur leurs avoirs en dette souveraine et par une forte augmentation de leurs créances douteuses dans un contexte de récession prolongée.

"*Les banques devront émettre du capital ordinaire pour respecter un ratio de capital dur Tier 1 de 6%. Le secteur privé devra couvrir 10% au moins (de l'émission) pour que le fonds de recapitalisation bancaire (Fonds hellénique de stabilité financière, FHSF) dispose de droits de vote restreints sur les actions*", a dit l'une des sources à Reuters lundi.

Si ce seuil de 10% n'est pas atteint, le fonds se verra doté de droits de vote pleins, ce qui reviendrait à une nationalisation.

Quant aux 3% du ratio restants, il pourra être couvert par des obligations convertibles, notamment des Coco (contingent convertible bonds).

"*Les Coco auront une maturité de cinq ans, après quoi elles seront soit remboursées soit converties en actions ordinaires. Elles paieront un coupon annuel de 7%, avec une bonification de 0,5% pour autant que les banques soient rentables*", a expliqué l'une des sources.

Si le ratio de fonds propres dur Tier 1 tombe à moins de 5,125% dans les cinq ans, la conversion des Coco en actions ordinaires se fera automatiquement.

S'exprimant à l'issue d'une rencontre entre le ministre des Finances Yannis Stournaras et la Fédération bancaire grecque, le ministère a fait savoir que les banques grecques reporteraient une fois de plus leurs résultats semestriels, soit d'un mois à fin novembre.

"*Nous avons discuté du projet de loi sur la recapitalisation; il doit être prêt avant que l'argent de la recapitalisation n'arrive*", a dit un banquier qui a pris part à la réunion. Reuters 29.10

4- Espagne

Forte décote des actifs transférés à la "*bad bank*" espagnole

Les banques espagnoles vont transférer à une structure de défaisance des actifs immobiliers moyennant des décotes comprises entre 32,4% et 79,5% de leur valeur comptable d'origine, a fait savoir la Banque d'Espagne lundi.

Le pourcentage le plus bas s'appliquera à des crédits afférant à des projets immobiliers achevés et le pourcentage le plus haut à des actifs fonciers restés vierges.

Le dispositif, qui doit être opérationnel d'ici la fin novembre, a été mis en place pour absorber jusqu'à 90 milliards d'euros d'actifs immobiliers devenus douteux après l'éclatement d'une bulle spéculative voici cinq ans et grevant lourdement les bilans bancaires. La création de cette structure de cantonnement est l'une des conditions à l'octroi à l'Espagne d'une aide à la recapitalisation bancaire de 100 milliards d'euros, dont le principe a été agréé en juin.

La "*bad bank*" hébergera dans un premier temps des actifs des banques renflouées par l'Etat pour un montant de 45 milliards d'euros - les autres établissements transférant les leurs en 2013 - la structure devant à terme gérer pour 60 milliards d'euros d'actifs, a précisé la Banque d'Espagne.

Les crédits immobiliers seront transférés moyennant une décote de 45,6% en moyenne, cette décote passant à 63,1% pour les actifs saisis, a précisé le vice-gouverneur de la Banque d'Espagne Fernando Restoy, lors d'une conférence de presse.

Il a ajouté que la "*bad bank*" dégagerait un rendement des fonds propres de 14% è 15% suivant un scénario prudent et qu'elle réduirait les besoins de fonds propres des banques espagnoles de cinq à six milliards d'euros.

"*La stratégie de la structure se fonde sur des rendements à moyen terme et nous pensons que ces rendements seront importants*", a encore dit Fernando Restoy.

Un test de résistance indépendant du système financier espagnol a montré en septembre que les établissements bancaires avaient besoin d'un supplément de fonds propres d'une soixantaine de milliards d'euros pour résister à un grave choc financier.

Les décotes sont conformes aux réductions de valeur anticipées dans le scénario du pire de ces "stress tests".

L'Espagne veut garder sa participation dans la bad bank en deçà des 50%, pour éviter tout impact négatif sur les finances

publiques, et compte sur le secteur privé pour aller au moins jusqu'à 55%.

La Banque d'Espagne a dit qu'elle négociait avec des investisseurs locaux et étrangers en vue de les convaincre d'entrer au capital de la structure.

Depuis les sommets atteints en 2007, les prix de l'immobilier ont chuté de 30% en moyenne en Espagne mais des analystes considèrent que le marché n'est pas tombé au plus bas, anticipant encore une dégringolade de 20% à 30%.

Le krach immobilier a laissé les banques espagnoles aux prises avec 184 milliards d'euros de créances douteuses et irrécouvrables. Les PME et d'autres secteurs de l'immobilier commencent à pâtir de cette crise par contrecoup. Reuters 29.10

Haut de page

Le 31 octobre

CAUSERIE

Mardi soir.

J'ai rectifié les liens vers les n°222 et 223 d'*Informations ouvrières*, j'avais commis une erreur en renommant ce fichier.

Le fichier des archives des infos n'était pas disponible par le menu situé en haut de l'écran, pour la bonne raison que j'avais oublié de le télécharger dans le serveur !

J'ai également rectifié deux erreurs, l'accès aux causeries de 2010 et 2011 figurant à la rubrique Causerie, les adresses figurant dans le menu en haut de l'écran étaient correctes.

J'ai en pemanence des problèmes avec ma connection Internet au serveur indien, par exemple cela fait trois fois que j'essaie de télécharger les n°222 et 223 d'IO jusqu'au moment où la connection est coupée ! Pardon, 4 fois, cela vient de recommencer ! Non 5 fois ! Planté, idem pour les causeries, ok je laisse tomber et je modifie les adresses dans la page d'accueil et dans le menu comme cela je n'ai pas besoin de télécharger à nouveau ces fichiers, le fichier en java script du menu est minuscule cela ne devrait pas bloquer. Je fais un essai. Après vérification c'est bon.

J'avais oublié de télécharger les fichiers suivants, l'un d'entre eux avait été télécharger mais suite à message d'erreur de lien je l'ai télécharger à nouveau :

Les « combattants de la liberté » : Fantassins de l'Empire Anglo-saxon
www.luttedeclasse.org/dossier2/syrie_2_190812.pdf

Syrie : Une guerre confessionnelle inspirée et alimentée de l'extérieur
www.luttedeclasse.org/dossier2/syrie_2_170812.pdf

Exécution du journaliste Maya Nasser
www.luttedeclasse.org/dossier2/syrie_1_270912.pdf

L'OTSC pourra déployer des « chapkas bleues » sur mandat de l'ONU
www.luttedeclasse.org/dossier2/otsc_1_290912.pdf

Observatoire des Mensonges d'Etat
www.luttedeclasse.org/dossier2/politique_etat_260812.pdf

Comme dirait l'autre, il y a des jours où je me fais vraiment chier pour actualiser le site, normal que je fasse des erreurs ! Je viens d'y passer près d'une heure, c'est épuisant. Et voilà qu'ils coupent le courant, génial ! Bon, je vais terminer la soirée en mettant les adresses d'une vingtaine de nouveaux articles, je les chargerai dans le serveur demain matin, en fait, c'était le serveur qui abrite le site en France qui était encombré. J'ai encore une heure de boulot, il est 22h10 ici. Il s'est remis à pleuvoir, normal.

Mercredi 31 ocobre 13h10.

On a essuyé une tempête, les arbres ont de nouveau endommagé des lignes électriques, on n'aura sans doute pas de

courant pendant plusieurs jours. Chez moi, le patio est inondé, j'ai tout débranché par mesure de sécurité, avant qu'ils coupent le courant une branche s'était prise dans les cables passant devant chez moi provoquant des éteincelles. J'avais demandé à plusieurs reprises à ce qu'ils coupent cet arbre, car j'avais pressenti le problème, en vain, au téléphone ce matin j'ai engueulé mon propriétaire qui a eu l'air de ne pas être au courant. Mon épouse arrive la semaine prochaine, elle m'a dit qu'un de ses frères à trouver une maison à louer ailleurs, sur le territoire de Pondichéry où les services publics sont compétents et où il n'y a pas de problèmes de coupures de courant, et non plus au Tamil Nadu où c'est constamment la galère, je vais voir cela sérieusement car j'en ai vraiment marre.

Du coup ce matin j'ai lu des passages du volume III du Capital de Marx et Engels, j'ai commencé à prendre des notes, puis tombant de fatigue parce que je suis exténué, je suis allé me reposer pendant une heure. Au chapitre XV Loi de la baisse tendancielle du taux de profit, tout y est pour comprendre et expliquer en quoi consistent les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme et les crises qui en sont le produit.

Il y figure mêmes des hypothèses que Marx et Engels ont envisagées, je n'ai pas eu le temps de vérifier s'ils les avaient développées, qui correspondent exactement à la situation que nous connaissons aujourd'hui, et en fait toutes les crises depuis le crash de 1929, ce qui au passage m'a permis de comprendre, au-delà de ce nous savions déjà, pourquoi Roosevelt avait fait main basse sur l'or des Américains au début des années 30. En ce moment même, les banques centrales sont en train de racheter de l'or sur le marché, personne ne se demande pourquoi...

Le rôle et les conséquences sur l'économie réelle de la spéculation, de l'inflation monétaire, etc. sont également abordés dans ce chapitre. Autant d'analyses qui ne figurent pas dans les vidéos mises en ligne consacrées à l'économie. Or, c'est justement ce qui nous permet de comprendre que l'effondrement du capitalisme est inévitable, et que toutes les mesures qu'ils ont été amenés à prendre n'ont servi qu'à le retarder, notamment.

Du coup je me dis que ces brillants intellectuels, économistes, etc. bourgeois aurait dit Marx, s'ils ont les idées courtes et nous racontent en partie des blagues, c'est soit qu'ils ne sont pas aussi talentueux qu'ils n'y paraissent ou qu'on veut nous le faire croire, soit qu'ils ne veulent pas comprendre que le mode de production capitaliste correspond uniquement à un stade du développement historique des forces productives, qui lorsqu'elles sont parvenues à un certain stade de développement posent la question du passage à un autre mode de production ou sont vouées à se transformer en leur contraire, justifiant ainsi la nécessité d'exproprier les capitalistes et le passage au socialisme, pour faire bref.

Marx et Engels, ainsi que Lénine, envisageaient que les forces productives puissent connaître des phases successives de développement et de destruction lors d'expansion du marché mondial puis de crises ou de profondes dépressions, de guerres, qui contredit la théorie selon laquelle dans l'absolue les forces productives auraient cessé de croître. De la même manière que chaque période d'expansion économique est suivie d'une crise qui débouche sur une plus grande concentration du capital, la destruction des forces productives qui est le pendant nécessaire ou naturel de chaque crise en régime capitalisme, se traduit par un nouveau développement des forces productives préparant ainsi les conditions de la crise suivante, les deux à un niveau jamais atteint dans le passé. Que chaque fois elle se traduise par des conséquences sociales dramatiques pour les masses exploitées, c'est ce que l'on peut oberver de nouveau aujourd'hui. (A suivre)

La suite de l'actualisation plus tard, on vient de m'avertir par téléphone qu'un cyclone devait arriver vers 18h, il est 17h. La vingtaine d'articles mis en ligne n'ont pas été téléchargés dans le serveur, pas le temps. A plus je ferme tout et j'attends, le vent ne cesse de se renforcer !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre

CAUSERIE

Les fichiers correspondant aux causeries et aux articles de presse d'octobre seront disponibles au format pdf demain soir. Service minimum pendant quelques jours.

Après la tempête d'hier ou mini cyclone on va être en état de survie pendant quelques jours. Je ne suis pas encore sorti pour voir l'étendue des dégâts en ville. J'utilise le générateur depuis deux heures et je viens de m'apercevoir que j'avais oublié de rebrancher le réfrigérateur, je me suis traité d'abruti, normal. Je dois faire des courses, des provisions, c'est la période des cyclones, il faut penser à tout, je n'ai presque plus rien à manger, j'ai été négligeant, on sera plus tranquille début janvier, en principe...

En chiffres.

247 milliards d'euros

Les investisseurs ont retiré d'Espagne 247 milliards d'euros de capitaux entre janvier et août 2012 : c'est 600 fois plus que durant la même période en 2011. Atlantico.fr 31.10

3,9%

En 2011, Google a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,2 milliard d'euros en France, a déclaré 128 millions d'euros au fisc... et payé 5 millions d'euros d'impôt sur les sociétés. Atlantico.fr 31.10

5 millions de 128 millions cela donne 3,9%, c'est le taux d'imposion en France de Google société américaine multimilliardaire, et au même moment le Premier ministre décide que la Sécurité sociale ne prendrait plus en charge à 100% les frais médicaux de 15 millions de citoyens souffrant d'hypertension artérielle sévère pour faire des économies.

Vous vous souvenez de ce qu'on a pu lire ici ou là dans la presse ouvrière qu'il fallait attendre pour voir ce que le gouvernement déciderait, le POI notamment qui en rajoute une couche chaque semaine depuis le 17 juin, parce que voyez-vous il aurait pu être animé de bonnes intentions envers les travailleurs. Quel cynisme Ayrault ! Quel pourriture ce gouvernement des nantis ! Honte à ceux qui le soutiennent ou l'épargnent, cela revient au même, ils doivent tous être bien portants ou avoir les moyens de payer pour se soigner.

Vous ne trouvez pas que les choses deviennent plus claires de jour en jour sur les réelles intentions des uns et des autres, sur leurs réelles capacités à comprendre la situation, sur leur volonté d'aider ou non les travailleurs et militants à comprendre dans quel monde nous vivons ?

Dette : 16 394 milliards de dollars. La faillite, mais non ! Ouf, s'écrie le torchon de Rothschild

Les Américains bientôt au plafond. Lundi soir, la dette du pays se montait à 16 199 milliards de dollars et son fameux plafonnement, voté en août 2011 par le Congrès à 16 394 milliards de dollars, devrait être atteint fin décembre, soit après l'échéance électorale. Sans nouveau vote pour le relever, le pays serait alors en défaut de paiement… Un nouveau bras de fer en perspective entre démocrates et républicains, même si le Trésor dispose d'un certain nombre de mesures pour donner plus de temps au Congrès. Liberation.fr 31.10

Quand vous ou un Américain, c'est la même chose, quand vous êtes à découvert de 10 euros ou de 10 dollars la banque vous somme d'y remédier, sinon vous êtes déclaré en faillite et elle ferme votre compte, elle peut aussi vous envoyer un huissier, etc., mais pas les grandes entreprises, les banques, les Etats, c'est marrant cela, non ?

Ils ne connaissent pas la honte : « *de bon cœur* » ils ne méritent pas d'exister !

La haine. Le bras d'honneur de Gérard Longuet sur Public - Sénat

« *Il a fait ce geste à la suite d'une anecdote racontée off avec la journaliste, qui n'avait rien à voir avec le mariage gay ou avec l'émission* », a commenté Public Sénat, qui a retiré l'extrait. Longuet réagissait en fait à la publication d'une dépêche de l'AFP indiquant que l'Algérie demandait une « *reconnaissance franche des crimes perpétrés par le colonialisme français* ».

Une version confirmée par le sénateur UMP : tout en regrettant d'avoir été filmé, Gérard Longuet ne renie pas ce qu'il qualifie de « *geste populaire* », effectué « *de bon cœur* ». « *La France n'a pas à avoir honte de sa présence en Algérie pendant la colonisation, en tout cas, c'est ma conviction, se justifie-t-il, interrogé par L'Express.* » LeParisien.fr 31.10

A l'extrême droite avant de rejoindre l'UDR (ex-UMP), on ne se refait pas, Madelin, Devedjian, etc.

Surréaliste

Pôle emploi : les chômeurs classés en trois catégories à partir de janvier - Le Monde.fr

Quels seront les critères qui détermineront l'orientation des chômeurs dans chacune des catégories ?

Le document de la direction avance une analyse basée sur plusieurs compétences telles que "*la maîtrise des outils informatiques*" ou la "*capacité à se déplacer*". Mais aussi des critères plus flous comme "*la vision objective de sa situation*", le "*rapport à l'urgence*" ou la "capacité à anticiper les gains de ses démarches". Une grande marge de manœuvre devrait être laissée aux conseillers, même s'ils disposeront tous d'un outil de diagnostic automatisé basé sur la situation de chaque demandeur d'emploi. Le Monde.fr 31.10

- Le chômeur qui doit sans être une catégorie particulièrement arriérée, voire tarée de la population, doit avoir "la vision objective de sa situation", parce qu'il n'est pas capable de prendre conscience qu'il est dans une merde noire.

- Le chômeur doit comprendre que sa "*capacité à se déplacer*" dépendra s'il aura un boulot un jour, peu importe ce que cela lui coûtera en fatique et en argent, ce qu'il lui restera pour tenter de survivre et dans quelle condition physique et moral, on s'en fout, les statistiques du chômage doivent s'améliorer...

- Voir dans quelle mesure un chômeur serait dans un "*rapport à l'urgence*" par rapport à d'autres chômeurs, pour lui fournir un boulot, tandis que les autres pourraient toujours attendre. La gestion de la pénurie sans la résorber, un effet d'annonce quoi.

- Le chômeur devrait avoir la "*capacité à anticiper les gains de ses démarches*", comme il a une chance sur dix de trouver un boulot, il a le droit de rester coucher et d'attendre des jours meilleurs, c'est à l'Etat de lui verser une allocations correspondant à un salaire décent, entre 1.700 et 2.000 euros nets par mois.

ACTUALITE EN TITRES

Deux poids et deux mesures. Gouvernement pro sionite.

- La France expulse un imam tunisien accusé d'antisémitisme et de promotion de la violence - AFP

C'est possible qu'il s'agisse d'un de ces cinglés de prédicateurs d'un islam radical et de haine envers tout ceux qui ne lui ressemblent pas... Apparemment, il n'est pas le seul, Netanyahu en fait partie.

Pendant ce temps-là le chef de file des antisémites reçu à l'Elysée.

- Hollande et Netanyahu en accord sur l'Iran et la paix au Proche-Orient - AFP

Je me disais bien qu'il y avait au moins une bonne raison pour justiifier le vote Hollande et PS, à l'adresse de ceux qui ont appelé à voter pour eux en 2012, que dis-je, sans cesse depuis des décennies, 50 ans pour les plus vieux.

- Netanyahou aux juifs de France : "*Venez en Israël !*" - Le Nouvel Observateur avec AFP

Ceux qu'ils n'ont pas réussi à exterminer lors de la Shoah ou leurs descendance, ils leur promettent un avenir radieux dans un pays perpétuellement en guerre contre les sémites et la terre entière en dehors des sionistes... c'est comme s'ils voulaient finir ce sale boulot quoi. A moins qu'ils s'adressent aux sionistes. BHL, Attali, Lévy, Sarkozy, etc. cela ne vous tentent pas de faire partie du voyage ? Dommage !

Tour grotesque d'illusionnistes, au-delà du ridicule.

- France: le gouvernement surprend avec une prévision optimiste de croissance - AFP

C'est 25% des électeurs le 17 juin 2012

- Bel : « *la majorité sénatoriale n'est pas la majorité gouvernementale* » - Public Sénat

- Baylet à propos des communistes du Sénat : « *Ce ne sont pas des comportements politiques normaux* » - Public Sénat

C'est certain, quand le PS et ses satellites votent pour le TSCG et le MES avec l'UMP et l'UDI, c'est un comportement politique "*normal*". C'est ce que nous ne cessons de répéter, en vain...

Faisons table rase du passé...

- La révolution de la grande faucheuse - LePoint.fr

Une nouvelle rassurante et plutôt sordide, cynique d'où elle provient.

- L'industrie du cercueil ne connaît pas la crise - LePoint.fr

- Euthanasie: neuf Français sur 10 favorables - AFP

Soit ils en ont marre à ce point-là, soit les vieux se rendent qu'il arrive un moment où il vaut mieux partir que persister en étant diminués physiquement et intellectuellement au point d'être devenu des légumes. Tenez, je rentrerai peut-être un jour en France rien que pour cela si une loi était votée, je préfèrerais qu'il y ait une révolution avant bien entendu, je sauterais dans le premier avion...

Le message de "***paix*** de l'UE à tous les peuples.

- Le chômage atteint 11,6% dans la zone euro, un record - Liberation.fr

Ils s'empiffrent. Enfin des bonnes nouvelles.

- Total aidé par les cours du brut et le rebond des marges de raffinage - AFP

- Le bénéfice de Visa en hausse de 89% au 4e trimestre - Reuters

Visa a fait état mercredi d'une hausse de 89% de son bénéfice au quatrième trimestre, dépassant les attentes des analystes, tout en annonçant un programme de rachat d'actions pour un montant de 1,5 milliard de dollars. Reuters 31.10

Coucou, le Nouvel ordre social a encore frappé.

- 69 % des Français trouvent qu'il y a trop d'échelons politiques - LePoint.fr

Entendez il faut supprimer les départements. Il y en a qui le disent et combattent contre, mais sans nous dire au juste pourquoi, du coup leur discours est inaudible, pire, il ne sert à rien finalement. Le but de la manoeuvre est simple à comprendre : en visant les départements, qui visent-ils ? Les députés. C'est quoi les députés ? L'Assemblée nationale. C'est quoi l'Assemblée nationale ? Les institutions. C'est quoi les institutions ? L'Etat, car c'est l'Etat qu'ils veulent faire disparaître au profit des seules régions qui seraient gouvernées depuis l'UE une fois leur pouvoir élargi...

Des trois entités ou institutions suivantes, l'UE, l'Etat, les régions, seules deux doivent demeurer en place à terme, et laquelle est sans cesse attaquée par la troïka, la Banque mondiale, l'OCDE, Washington ? Seules l'UE et les régions ont un avenir selon le plan de Nouvel ordre mondial qu'ils ont conçu, les Etats qu'ils ont étranglé par la dette doivent disparaître. Facile à expliquer et comprendre, non ?

Mais aussi longtemps que les Etats existent, c'est contre eux qu'il faut mener le combat, ensuite cela s'avèrera impossible. On peut concevoir de remplacer l'Etat des capitalistes par un Etat ouvrier, mais il sera très difficile, voir impossible d'instaurer un Etat ouvrier à partir de rien. De même que l'on peut concevoir le socialisme sur les bases objectives existantes, si celles-ci disparaissaient au profit d'un Nouvel ordre mondial affranchi des contradictions du capitalisme et de la lutte des classes, le socialisme n'aurait été qu'une magnifique utopie.

- Merkel cherche à rassurer la Turquie sur sa candidature à l'UE - Reuters

Washington aussi y est favorable, cela tombe bien, quelle coïncidence !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Hillary Clinton a souhaité, mercredi, une refonte de l'opposition au président Bachar al Assad en Syrie et appelé à une intégration de ceux "*qui combattent en première ligne*" pour empêcher une récupération du conflit par les extrémistes.

(Et qui on trouve en "*première ligne*" ? Les djihadistes recrutés par le Qatar et l'Arabie Saoudite pour le compte de ... l'impérialisme américain et ses alliés européens ! - Ndlr)

La secrétaire d'Etat américaine, en visite dans les Balkans, a émis le souhait que les discussions des différentes factions de l'opposition la semaine prochaine au Qatar débouchent sur une coalition élargie parlant d'une voix unique.

(Tiens, au Qatar, le quartier général de la charia et de la guerre contre tous les Etats laïcs au Moyen et Proche-Orient. - Ndlr)

Les Occidentaux ne cachent plus leur lassitude à l'égard du Congrès national syrien (CNS), constitué principalement d'expatriés vivant à l'étranger, qui ne parvient pas à établir des liens avec les organisations présentes sur le terrain.

"*Nous avons clairement dit que le CNS ne peut plus être considéré comme la figure de l'opposition*", a commenté Clinton. "*Il peut faire partie d'une opposition élargie, mais cette opposition doit intégrer des personnes qui se trouvent en Syrie*".

(Elle a bien dit "*des personnes*", car l'opposition au régime dans cette guerre se limite bien à "*des personnes*" isolées ou quelques groupes manipulés, la majorité de la population soutient le régime qui incarne l'unité et la souveraineté de la Syrie, la vérité révélée de la bouche de madame Clinton en somme. - Ndr)

"*Nous avons fourni les noms des personnes et des organisations qui selon nous doivent participer à une organisation de gouvernement*", a-t-elle dit. Reuters 31.10

(Des "*organisations*" qui ne représentent qu'une infime minorité de la population, d'où cette débauche de moyens pour structurer une "*opposition*" quasi introuvable ou jugée illégitime par la population. - Ndlr)

2- Koweït

Les forces anti-émeutes ont dispersé par la force mercredi à Koweït des milliers de protestataires en colère qui ont marché en direction de la prison où est détenue l'une des principales figures de l'opposition, selon des militants et le ministère de l'Intérieur.

La manifestation faisait suite à la décision du parquet de maintenir en détention pendant 10 jours Musallam Al-Barrak, arrêté lundi pour ses déclarations jugées critiques à l'égard de l'émir, à un mois d'élections anticipées organisées le 1er décembre sur la base d'une loi électorale contestée par l'opposition.

Les manifestants, dont le nombre a été estimé à 10.000 par les organisateurs, se sont rassemblés devant la résidence de M. Barrak à Andalous, à 20 km au sud-ouest de la capitale, avant de marcher en direction de la principale prison du pays, trois kilomètres plus loin.

Arborant des pancartes avec la mention "*La nation veut la libération de la +conscience de la nation+*", et criant "*Libération pour Barrak*", ils ont été dispersés devant la prison par les forces anti-émeutes qui ont fait usage de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogènes, selon un correspondant de l'AFP sur place.

Selon des témoins, des heurts se poursuivaient en fin de soirée dans des zones résidentielles autour de la prison entre des centaines de manifestants et les forces anti-émeutes. On ignorait dans l'immédiat s'il y avait des victimes.

Des militants ont indiqué que deux autres petits rassemblements en solidarité avec M. Barrak avaient eu lieu dans le sud et le nord de ce petit pays du Golfe où les manifestations se sont multipliées ces derniers mois sur fond de crise politique aiguë.

L'ancien député nationaliste Barrak a été questionné pendant cinq heures mardi au sujet de ses remarques mettant en garde contre une dérive autocratique au Koweït lors d'un rassemblement public le 15 octobre. La Constitution protège l'émir de toute critique.

Le Mouvement civil démocratique, un mouvement de jeunes de l'opposition, a jugé ces élections "illégitimes" lors d'une manifestation symbolique dans la journée. AFP 31.10

SOCIAL

1- France

Renault a confirmé mercredi l'ouverture le 6 novembre prochain d'un cycle de discussions avec les syndicats portant sur l'amélioration de la compétitivité de ses usines françaises.

"*Renault souhaite trouver avec les partenaires sociaux des solutions innovantes permettant de préserver une base industrielle, de recherche et développement et tertiaire en France solide et durable*", a dit le constructeur automobile dans un communiqué.

Confronté comme les autres constructeurs à une chute du marché européen, le groupe souhaite que ses sites français rivalisent en termes de productivité avec ses meilleures usines en Europe.

Des arrêts de production sont prévus en novembre dans plusieurs usines automobiles en France pour faire face à la baisse continue de la demande en Europe. Reuters 31.10

2- Espagne

Espagne: les aéroports vont licencier 1.600 salariés

L'organisme de gestion des aéroports espagnols Aena a annoncé mercredi qu'il avait décidé de procéder à 1.600 licenciements volontaires ce qui pourrait entraîner la réduction de plus d'un dixième de ses effectifs d'ici à la fin de l'année.

L'entreprise publique a indiqué dans un communiqué qu'elle était arrivée à un accord avec les syndicats pour proposer un plan de départ pour 1.600 de ses 15.000 salariés. Les partants ne seraient pas remplacés.

"*Cette mesure est une des différentes actions du plan d'efficacité des aéroports pour garantir l'avenir d'Aena, qui comporte une réduction substantielle des coûts d'exploitation*", a-t-elle déclaré.

Aena, qui gère 47 aéroports en Espagne et 26 à l'extérieur, a précisé que sa dette s'élevait à 14 milliards d'euros. Elle affirme qu'elle financera les licenciements sans aide supplémentaire de l'Etat. AFP 31.10

3- Grèce

Grèce : nouvelle grève les 6 et 7 novembre

La centrale des syndicats grecs du privé GSEE a appelé mercredi à une grève de 48 heures les 6 et 7 novembre pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité, qui devraient être débattues au Parlement, selon un communiqué du syndicat. "*Tous ensemble, on peut empêcher le vote de ces mesures, qui détruisent la société et l'économie*", a indiqué ce texte. "*Il faut annuler les obsessions néolibérales et empêcher les politiques de la troïka (UE-BCE-FMI) et du gouvernement*", poursuit-il.

"*Nous estimons que les nouvelles mesures seront déposées le lundi 5 au Parlement et seront débattues les 6 et 7 novembre avant leur adoption*", a indiqué à l'AFP Stathis Anestis, haut responsable de la GSEE. La centrale du public Adedy devrait aussi participer à cette mobilisation, le conseil d'administration de l'Adedy était en train de se réunir mercredi après-midi pour décider sa participation à ce mouvement, a-t-on appris auprès de ce syndicat. Lepoint.fr 31.10

ECONOMIE

Grèce

La Grèce qui risque une faillite à la mi-novembre a présenté mercredi un projet de budget de très sévère austérité pour 2013 afin de satisfaire ses bailleurs de fonds, mais aucun accord avec eux n'a été conclu sur l'octroi de deux ans supplémentaires pour réaliser son assainissement budgétaire.

La Grèce, qui attend depuis juin le versement d'une tranche de prêt, se trouve donc une nouvelle fois à la merci d'un défaut de paiement à la mi-novembre lors de l'échéance d'un remboursement d'obligation de 5 milliards d'euros alors que la contestation sociale augmente face au nouveau tour de vis de rigueur.

Le projet de budget comporte une série d'économies de 9,4 milliards d'euros, qui a été jaugée en direct par les partenaires et bailleurs de fonds du pays au cours d'une réunion téléphonique des ministres des Finances de la zone euro dans l'après-midi.

Athènes tente de persuader la troïka de ses créanciers qu'elle a progressé suffisamment dans la mise en place des réformes d'assainissement pour que celle-ci débloque la tranche de 31,2 milliards d'euros de prêt dont le pays a besoin pour éviter la faillite.

Dans un climat de grande incertitude, et dans l'attente du rapport de la troïka espéré par les Grecs pour le 12 novembre, aucun verdict définitif n'a été rendu mercredi par les Européens sur l'octroi ou non d'un sursis de deux ans.

Côté économies budgétaires, 7,6 milliards proviennent de coupes dans les retraites, salaires de la fonction publique et aides sociales, les retraités étant les plus gros contributeurs à l'effort (4,68 milliards) tandis qu'un recul de deux ans est envisagé de l'âge de départ en retraite (67 ans au lieu de 65).

Le budget prévoit aussi près de deux milliards de hausse des recettes.

Soit un effort d'économie exactement conforme aux engagements pris par la Grèce, malgré les difficultés de négociation au sein de la coalition gouvernementale entre les conservateurs de la Nouvelle-Démocratie, les socialistes Pasok et la gauche modérée Dimar.

Ce nouvel effort permettra de réduire le déficit budgétaire à 5,2% du PIB au lieu de 6,6% attendu en 2012, mais s'inscrit dans un paysage économique totalement dévasté en Grèce, qui connaîtra l'an prochain sa sixième année consécutive de récession avec un PIB en chute de 4,5%.

Autre sujet d'inquiétude, la dette qui devrait s'envoler l'an prochain à 189,1% du PIB, soit 346,2 milliards d'euros, contre 175,6% attendu en 2012. La dette s'alourdit car le pays reçoit de nouveaux prêts de l'UE et du FMI depuis 2010, tout en peinant à lancer son programme de privatisations censé l'aider à rembourser ses dettes.

Au terme des quatre ans sur lesquels table la Grèce pour assainir ses comptes -s'il obtient le sursis demandé- les estimations de dette sont encore plus inquiétantes, la Grèce voyant son ardoise culminer à 220,4% du PIB en 2016, selon le "cadre de stratégie des finances publiques à moyen terme 2013-2016" introduit parallèlement au parlement mercredi.

Cette explosion semble rendre complètement hors de portée l'objectif de retour d'une dette à 120% du PIB en 2020 fixé l'hiver par ses créanciers, UE et FMI, avant d'ouvrir les cordons de la bourse pour un deuxième prêt au pays.

Et pour l'instant, personne parmi les partenaires du pays ne veut entendre parler officiellement d'une nouvelle restructuration de la dette.

Pour montrer sa bonne volonté à ses créanciers, le parlement grec a adopté mercredi une nouvelle loi de privatisation, permettant à l'Etat de réduire quasiment à néant sa participation dans les sociétés publiques, qui seront cédées totalement ou partiellement. AFP 31.10

Haut de page

Le 2 novembre

CAUSERIE

Dans la rubrique *Vidéo* j'ai estimé qu'il était préférable d'ajouter cet avertissement pour les lecteurs.

Avertissement. Dans cette sélection de vidéos, pratiquement tous les intervenants sont idéologiquement antisocialistes ou anticommunistes par ignorance ou parce qu'ils sont eux-mêmes manipulés et/ou ils sont limités intellectuellement au point de ne pouvoir concevoir qu'un monde sans classe, sans Etat, sans frontière et sans argent serait possible. Seuls les faits matériels vérifiables par ailleurs qui y figurent nous intéressent et sont à prendre en considération. A chacun ensuite de faire librement sa propre analyse.

En dehors des vidéos très brèves, je ne suis pas encore parvenu à télécharger entièrement une seule vidéo de plus d'une heure à cause de ma connection qui est trop lente et qui à un moment donné se bloque.

J'enrage d'ailleurs, car je me rends compte chaque fois que je parviens à lire un nouvel extrait, à quel point j'ai et nous avons été manipulés ou on nous a caché des vérités, qui, si elles étaient parvenues à notre connaissance en temps utile nous auraient permis de porter un autres regard sur certains acteurs de la lutte des classes, de modifier parfois radicalement les intentions qu'on leur avait prêtées par erreur ou qu'on ne parvenait pas à cerner suffisamment pour porter un jugement définitif sur eux.

Nos détracteurs pourraient nous rétorquer qu'on a qu'à s'en prendre qu'à nous-même et qu'on avait qu'à nous informer nous-même. Facile à dire, mais cet argument ne tient pas, car on ne va pas systématiquement vérifier tout ce qu'on nous dit, sinon on ne s'en sort pas, on fait un minimum confiance aux personnes ou militants à moins d'être complètement paranoïaque. Les gens qui s'adressent à nous, c'est généralement leur métier, ils exercent un métier intellectuel ou ils sont permanents dans un parti, un syndicat, une organisation ou ils ont le temps de régider des articles, de se documenter, de lire pendant des heures, etc. ce n'est pas le cas d'un travailleur et qui plus est d'un militant, dont le temps consacré à s'informer, lire et réfléchir sérieusement à des questions précises est très limité.

Ce n'est pas facile de se forger une conviction ou une opinion sur quelqu'un, de savoir à qui on a vraiment affaire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je m'épanche volontiers sur moi-même et livre mes réflexions qu'elles soient abouties, justes, erronées ou non de manière à ce que le lecteur ne se demande pas si je ne tricherais pas ou ne chercherais pas à le berner quelque part.

J'ai la chance de disposer (aujourd'hui mais pas il y a 30 ans hélas !) du temps nécessaire pour vérifier sur Internet les infos sur lesquelles je tombe ici ou là, au hasard souvent, la plupart du temps je me fous de leur auteur que je ne connais pas, je sais qu'il n'est pas marxiste, je parle de ces vidéos, je ne prendrais donc jamais pour argent comptant ce que je lis ou entends, sauf s'il fournit ses sources ou maintes éléments que je pourrais reprendre plus tard et comparer avec d'autres sources.

Depuis que j'ai découvert la véritable histoire du sionisme et de l'antisémitisme, j'ai téléchargé dans mon disque dur une douzaine de fichiers sur cette question et plusieurs vidéos, j'ai consulté plein de portails... Là je viens d'entendre quelque chose d'intéressant que j'ignorais sur l'Unesco, je savais juste que c'était une agence de l'ONU à caractère "*culturel*" pour faire bref, et que le POI y était impliquée, je vais le vérifer avant de vous en parler si c'est confirmé, cela a un rapport avec l'établissement

d'un gouvernement mondial, cela mérite donc que j'y consacre un peu de temps.

Comment peut-on reprocher au NPA ou au Front de gauche de s'adresser à l'ONU, l'embryon du gouvernement mondial voulu par le cartel des banquiers internationaux, quand pire encore soi-même on participe à une de ses agences ? C'est leur faire un procès d'intention partant de là, c'est tenir un discours incohérent, pas crédible.

La haine des sionistes envers les Arabes.

Le Premier ministre israélien a comparé la haine des nazis avec celle de Mohamed Merah, "*la même haine*", "*s'il en avait eu la possibilité, il aurait tué chaque enfant juif, exactement comme les nazis*". Reuters 01.11

Un mois avant la fin du mandat britannique, le 9 avril 1948 , la population arabe du village de Dir Yassin près de Jérusalem est totalement massacrée, par l'Irgoun et le Stern (deux organisations sionistes de droite et d'extrême droite) avant de le transmettre à l'Agana (l'autorité du futur Etat israélien), soit 250 hommes, femmes et enfants... Dir Yassin va servir de symbole et d'exemple pour les sionistes qui le reproduiront à travers toute la Palestine forçant la population à fuir au Liban... (Extrait de la vidéo Palestine, histoire d'une terre 1880 -1950 (1/2), à 44 minutes)

Quand le "***camarade des patrons***" et le "***caniche***" de G. Bush adressent leurs conseils au "camarade" Hollande.

La France aura plus de mal à se refinancer, a mis en garde lundi 29 octobre, à Berlin, l'ancien chancelier Gerhard Schröder, lorsque les agences de notation - on les avait presque oubliées - s'apercevront que les décisions de François Hollande vont pénaliser l'économie française et ses PME.

Après quelques semaines de commisération polie, les responsables à Berlin le disent tout haut : l'homme malade de l'Europe, c'est la France. "*Le plus grand problème réside en Espagne, en Italie, mais aussi, je le dis discrètement, en France. Cela pourrait devenir un problème qui ne serait pas mineur*", a poursuivi Gerhard Schröder, lors d'un colloque sur l'Europe organisé par l'institut sur la gouvernance de Nicolas Berggruen, le 29 octobre. Son vieux rival du New Labour Tony Blair a pudiquement refusé de s'épancher sur la France. "*La question est : pourquoi l'Allemagne est-elle en si forte position ? Parce que son économie est forte*", a glissé, un brin perfide, l'ancien premier ministre britannique, renvoyant aux "*réformes structurelles*".

Depuis des semaines, François Hollande et son conseiller économique Emmanuel Macron tentent de rassurer leurs interlocuteurs : ne vous inquiétez pas, le retour de la retraite à 60 ans touche bien peu de salariés, la taxation à 75 % des revenus supérieurs à un million d'euros est provisoire. Les réformes vont venir. Gerhard Schröder, lui, ne se laisse pas endormir. "*On a donné un mauvais signal*", a tranché le social-démocrate. Avec une joie maligne, il a rappelé les sarcasmes des socialistes français lorsqu'il réformait son pays au début des années 2000.

Faites du Schröder ! Ce fut l'exhortation estivale des visiteurs franco-allemands qui rencontraient le président français. Vous avez cinq ans devant vous et tous les pouvoirs. François Hollande est-il aussi peu courageux que Nicolas Sarkozy, qui renonça à sa "*rupture*", à peine élu en 2007 ? Il a déjà inventé une parade : Schröder n'a engagé ses réformes que lors de son deuxième mandat. C'est vrai parce que la libéralisation du marché du travail fut imposée après la réélection du chancelier, sauvé à l'été 2002 par les crues de l'Oder et son opposition à la guerre en Irak. C'est faux, parce que Gerhard Schröder avait commencé à réformer les retraites, tenait un discours d'économie budgétaire. Surtout, il diffusait une rhétorique pro-entreprise, au point qu'il fut surnommé le "*camarade des patrons*".

Peu importent les pensées privées de François Hollande, passé par HEC. La politique, ce sont des paroles et des actes. Pour l'heure, seules les diatribes antientreprises d'Arnaud Montebourg sont audibles outre-Rhin. Angela Merkel se cabre. Elle dit "*nein*" aux propositions françaises pour une Europe de solidarité. La chancelière ne veut pas de l'assurance chômage européenne proposée par Pierre Moscovici, qui aurait conduit les travailleurs allemands à payer pour les chômeurs espagnols et français. Les stabilisateurs automatiques et le pilotage de la conjoncture, ces concepts sont trop sophistiqués pour l'Allemagne. Elle veut des réformes et des contrôles dans toute l'Union.

L'encre du traité budgétaire à peine sèche, l'Allemagne s'est remise à l'ouvrage. Comme les banquiers centraux, elle juge les contraintes européennes bien peu opérantes. Qui a entendu parler du semestre européen, censé contrôler les politiques économiques des Etats de l'eurozone ? Personne. A Bruxelles, rien ne se passe.

Angela Merkel a forgé une nouvelle proposition ; les Etats doivent signer avec la Commission des contrats ayant force de loi, par lesquels ils s'engageraient à des réformes précises : la formation des jeunes en Espagne, le marché du travail en France, l'énergie solaire en Grèce. Ces mutations seraient facilitées par une petite cagnotte, un mini-budget de la zone euro. L'essentiel n'est pas là : les Allemands veulent qu'un ministre européen des finances ou un supercommissaire puisse imposer la mise en oeuvre effective des réformes. lemonde.fr 01.11

Plantu ambassadeur du Qatar, au service du Nouvel ordre mondial.

Extrait. Lu page 16 du n°224 d'Informations ouvrières.

Le site Mediapart révèle que le 20 décembre 2010, le prix du « cartooning for peace » (« *dessiner pour la paix* ») avait été remis au dessinateur à l'ambassade du Qatar.

D'autres amis bien intentionnés de Monsieur Plantu, Charlie Hebdo en l'occurrence, ont publié un extrait du discours de Monsieur Plantu lors de cette réception : « *Que ce soit au Qatar ou au Moyen-Orient, j'apprends beaucoup sur la liberté d'expression et la liberté de penser.* »

Non, Monsieur Plantu ne s'est pas planté. Monsieur Plantu a la démocratie sélective, comme le journal pour lequel il travaille depuis quarante ans.

Bref, Monsieur Plantu est bien dans l'air du temps, il n'est certainement pas un adepte de la satire. L'ambassadeur du Qatar lui avait remis un chèque de 10 000 euros.

Ça roule pour lui… (IO n°224)

Vous ne saviez pas encore que la charia était compatible, mieux était un modèle du genre en guise de défense de " *liberté d'expression et (de) liberté de penser* ".

ACTUALITE EN TITRES

Les "***oubliés***"...

- Haïti et Cuba, les autres victimes de l'ouragan Sandy - LeParisien.fr

... en revanche

- Plus de 700.000 foyers toujours sans électricité à New York - Reuters

- Les dégâts de Sandy pourraient atteindre 50 milliards de dollars aux États-Unis - LePoint.fr

- A New York, les 3 chantiers de l'après-Sandy - Le Nouvel Observateur

Ici à Pondichéry, la situation est redevenue normale. On a juste essuyé un gros coup de vent et de très fortes pluies. L'électricité est revenue hier soir à 18h.

La République sera sociale ou socialiste ou ne sera plus.

- La République sera laïque ou ne sera plus - LePoint.fr

- Vendée : faut-il être plus républicain que républicain ? - Causeur.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le Parlement portugais a adopté mercredi la proposition de budget pour 2013 du gouvernement de centre-droit, tenu d'accentuer la politique d'austérité menée sous la tutelle de ses créanciers et contre laquelle des milliers de manifestants ont aussitôt protesté.

Les seules voix de la coalition gouvernementale ont suffi à approuver le texte en première lecture même si l'ensemble de

l'opposition, des socialistes à l'extrême gauche, a voté contre.

Répondant à des appels de mouvements apolitiques et du principal syndicat portugais, la CGTP, quelque milliers de manifestants, parmi lesquels de nombreux fonctionnaires, se sont rapidement rassemblés devant le parlement pour protester contre le renforcement de l'austérité prévu par le budget 2013.

"*Réveille toi peuple du Portugal*", "*Basta la troïka*", pouvait on lire sur les banderoles agitées par les protestataires qui ont pris pour cible privilégiée la "*troïka*" (UE-BCE-FMI) représentant les créanciers du Portugal, sous assistance financière.

"*A bas les traîtres!*", "*honte à vous*" ont crié les manifestants lorsque des limousines noires ont quitté le Parlement.

La CGTP, qui souhaite étendre la contestation, a appelé à une grève générale le 14 novembre, des actions similaires étant prévues dans d'autres pays européens, notamment en Espagne.

Afin de ramener le déficit public à 4,5% du PIB en 2013, contre un objectif de 5% cette année, l'exécutif compte appliquer un paquet d'austérité d'un montant de 5,3 milliards d'euros, obtenu à 80% par une hausse généralisée des impôts.

"*Le budget est très exigeant et demande de lourds sacrifices aux Portugais*", a reconnu le Premier ministre Pedro Passos Coelho. Mais "*il sert l'objectif vital de mener à bon port notre programme d'ajustement*", a-t-il assuré lors du débat parlementaire consacré à la loi de finances, dont la version définitive sera votée à la fin novembre.

"*C'est un budget voué à l'échec*", a rétorqué le secrétaire général du Parti socialiste, Antonio José Seguro, dénonçant une "austérité à outrance" et des prévisions économiques trop optimistes.

Ce rejet des socialistes porte un coup dur au consensus qui rassemblait les principales forces politiques autour du plan d'aide international, un atout maintes fois souligné par les bailleurs de fonds du pays.

"*Les risques pesant sur les objectifs du programme se sont nettement accrus*" et "*la résistance politique et sociale à l'ajustement a augmenté*", s'inquiétait le FMI la semaine dernière.

De plus en plus isolé, le gouvernement a subi les critiques de nombreux économistes et éditorialistes, y compris d'importantes personnalités de droite, selon lesquels ce budget est trop axé sur la hausse des impôts et aura des effets dévastateurs sur un plan économique et social.

Le Premier ministre a expliqué que ce déséquilibre du côté des recettes découlait du fait que les réductions des dépenses de l'Etat avaient atteint leur limite. Pour "*éviter au Portugal de demander un second plan d'aide*", M. Passos Coelho a défendu une "*réforme ambitieuse*" des fonctions de l'Etat, censée couper 4 milliards d'euros supplémentaires dans les dépenses d'ici 2014.

"*Seule des mesures d'économie durables éviteront des impôts indésirables*", a abondé son partenaire de coalition et ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, invitant les socialistes à contribuer à cette réforme. AFP31.10

2- Grèce

La justice grecque a acquitté jeudi le journaliste poursuivi pour avoir publié une liste de détenteurs présumés de comptes en Suisse, au terme d'une audience marathon de douze heures, qui s'est transformée en procès de l'évasion fiscale et en défense de la liberté d'expression. Le journaliste Costas Vaxevanis, 46 ans, était accusé de violation des données personnelles et risquait jusqu'à trois ans de prison pour avoir publié une liste de 2.059 noms d'individus, tirée de données provenant selon lui de la banque HSBC en Suisse.

La juge Malia Volika, présidente de la cour, a proclamé "l'innocence" de M. Vaxevanis en rejetant toutes les objections, alors que le procureur avait réclamé sa condamnation.

"*Je vous remercie beaucoup, Madame la juge*", a déclaré le journaliste dans une salve d'applaudissements des personnes présentes à l'audience ouverte depuis 07H30 GMT.

"*J'ai fait ce que tout journaliste aurait dû faire*", a-t-il dit à sa sortie.

"*C'était mon devoir de publier cette liste, même si mon père avait figuré sur cette liste, je l'aurais publiée*", avait-il expliqué devant le tribunal.

"*Vous avez ridiculisé publiquement une série de personnes, vous avez livré ces gens à une société assoiffée de sang*", avait déclaré auparavant le procureur en demandant la condamnation du journaliste.

"*La solution aux problèmes que traverse le pays n'est pas le cannibalisme*", avait-il ajouté.

Arrêté brièvement et relâché dimanche par la police, M. Vaxevanis accuse les autorités d'hypocrisie et affirme que le système judiciaire est soumis à un système politique corrompu.

M. Vaxevanis a affirmé avoir obtenu la liste via une lettre anonyme dont l'expéditeur avait indiqué l'avoir reçue d'un homme politique.

La diligence affichée par la police dimanche lors de l'arrestation du journaliste, dans un pays où la lenteur de la justice est proverbiale, a troublé nombre de commentateurs.

Récemment, le gouvernement grec de coalition dirigé par le conservateur Antonis Samaras, sous le feu des critiques pour les nouvelles mesures d'austérité qu'il s'apprête à prendre à la demande des créanciers du pays, l'UE et le FMI, a accru ses pressions sur la presse.

Le ministre de l'Ordre public, Nikos Dendias, a ainsi publiquement envisagé en début de semaine de poursuivre le quotidien britannique The Guardian pour avoir publié "*sans preuve*", selon lui, des allégations de militants antiracistes affirmant qu'ils avaient été victimes de sévices de la part de policiers grecs.

Et deux animateurs de talk shows ont été renvoyés la semaine dernière par la chaîne de télévision publique pour avoir publiquement critiqué M. Dendias dans cette affaire. AFP 01.11

Ne cherchez pas cette info dans le dernier numéro (224) d'*Informations ouvrières*, elle n'y figure pas. Et pour cause, le POI est en train de glisser un peu plus à droite en se faisant le porte-parole de l'illusion du parlementarisme ou de la révolution par les urnes qui en réalité fraie la voie à la dictature, au fascisme en Grèce, parce que cette "*révolution*" s'inscrit en réalité dans le cadre de l'ordre établi, sans rompre ni avec les institutions nationales, ni avec l'UE, ni avec l'euro, ni évidemment avec le capitalisme, exactement comme le firent le PS (ou les partis de la IIe Internationale dégénérée) et le PCF (ou les partis de l'Internationale communiste stalinisée autrefois) dans les années 30 en France, en Espagne, en Allemagne...

Etant incapable de se situer sur le programme de la révolution socialiste internationale, ils reprennent à leur compte la politique criminelle qui a conduit Pétain, Hitler, Mussolini, Franco au pouvoir et à la Seconde Guerre mondiale.

En page 10, on apprend que Syriza appartiendrait à la "*gauche radicale*", sans notamment remettre en cause la Constitution ni les institutions en place notez bien, ce qui fait des formations politiques qui les remettent en cause des extrémistes, voire pourquoi pas de dangereux terroristes, on défend l'ordre établi comme l'on peut.

On pouvait lire dans le n° 217 page 8 d'*Informations ouvrières* : "*Une camarade arrivant de Grèce, dans le cadre de nos initiatives internationales, nous a appris que la direction du parti Syriza, n'appelait plus à l'abandon du mémorandum*", et quelques semaines plus tard, à la page 10 du n° 224 : Syriza "*pour un gouvernement du peuple qui annule les mémorandums*".

Comprenez, Syriza change sans cesse de position histoire de se faire passer pour un parti de la "*gauche radicale*", mais en réalité campe sur ses positions quant à l'essentiel, ce que le POI occulte complètement dans cet article, le maintien en place des institutions.

Or, avancer l'abandon des mémorandums ne constitue pas un programme d'actions révolutionnaires, même pas le début de la remise en cause de l'ordre établi, cela ne permet pas d'armer théoriquement les militants et politiquement les masses exploitées, de définir les tâches et les objectifs politiques qui découlent de la situation dans la perspective de la prise du pouvoir qui implique le renversement du régime en place, la liquidation de la Constitution et des institutions, donc ouvre la voie à la pire réaction.

Il est donc normal qu'à la page 14 ils donnent la parole à Mélenchon dans leur "*Tribune libre*", qui en réalité n'est ouverte qu'à ceux qui partagent leurs convictions ou ne les critiquent pas, une pleine page sur la même ligne que Syriza en Grèce, Mélenchon qui connaît bien la nature du POI ne s'y trompe pas en l'appelant à intégrer le Front de gauche, ainsi la boucle est bouclée.

Le POI nous est sympathique et nous ne nous en sommes jamais caché, mais il fait fausse route selon nous, et puis cela ne suffit pas en politique malheureusement.

Je n'ai pas trouvé le temps d'écrire sur la situation politique actuelle en France, ce qui est pratiquement inutile sauf à se répéter, je l'ai décrite avant les 6 mai et 17 juin dernier. On peut aussi se souvenir de quelle manière se sont passées les choses dans les années 30 dans ce pays.

Copé menace de faire descendre la réaction dans la rue, M. Le Pen vient de lui répondre qu'elle était prête à s'associer à cette initative... De son côté le patronat a commencé à passer à l'offensive et Schröder vient de confirmer qu'il restait peu de temps avant que les banquiers se déchaînent contre le gouvernement.

De leur côté, les partis ouvriers embourbés dans leurs contradictions sont incapables de tenir un discours cohérents et sérieux capable de mobiliser la classe ouvrière et d'attirer dans son sillage le gros des troupes de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes, qui risquent de se tourner de préférence vers la droite et l'extrême droite. On a décrit tout le cela en détail il y a quelques mois.

Hier soir en visionnant une des vidéos en ligne sur la dépression des années 30 aux Etats-Unis, j'ai retenu la conclusion que les différents intervenants ont tirée du "New Deal" mis en oeuvre par Roosevelt : il a fallu l'entrée en guerre des Etats-Unis pour rétablir le plein emploi qui prévalait avant le crash de 1929, aucune des politiques mise en oeuvres par la suite n'avait réussi à réduire durablement le chômage de masse et faire repartir l'économie. Et qui en a payer le prix ? Les peuples européens. Et qui en a tiré profit ? Les banquiers de la Fed. Ils ajoutaient désabusés, qu'on était en train de revivre exactement la même situation et que ceux qui nous gouvernaient n'avaient tiré aucun leçon de cette expérience, ne comprenant pas que les mêmes causes étaient à l'oeuvre, les contradictions du capitalisme qui conduisent infailliblement à la crise, à son effondrement, à l'appauvrissement de la population et à la guerre, disons accessoirement cette fois-ci, espérons-le !

Il est en train de se produire quelque chose que je ne m'explique pas pour ne pas y avoir encore réfléchi : pourquoi des multinationales américaines sont-elles en train de racheter leurs propres actions à coup de milliards de dollars (IBM, Exxon, Apple, etc.) ? Parce qu'on serait proche d'un effondrement de Wall Steet et elles préfèrent les racheter avant que ces actions ne tombent à un prix dérisoire et atterrissent dans des mains jugées indélicates ou ennemies ? Au même moment les banques centrales sont en train d'acheter massivement de l'or sur les marchés. Au même moment toujours, la fuite des capitaux de plusieurs pays (Grèce, Espagne, Italie, etc) de l'UE vers la Suisse ou d'autres paradis fiscaux continue ou s'amplifie. Le taux de chômage atteint des sommets dans près de la moitié des pays européens. Aux Etats-Unis, la désinformation bat son plein que ce soit sur l'emploi ou les prix de l'immobilier où à quelques heures d'intervalle on peut lire des informations contradictoires.

Ajoutons qu'Israël a bombardé le Soudan la semaine dernière en testant apparemment de nouvelles bombes dans l'indifférence générale, tandis qu'ils agitent le spectre d'un renouveau de l'antisémitisme dans le monde qu'ils ont eux-mêmes contribué à monter en épingle, Hollande n'étant pas en reste. Cela ne vous rappelle-t-il rien ?

En Lybie, les milices de Misrata ont attaqué un ancien bastion de Kadhafi. En utilisant des bombes ou missiles (?) d'un type nouveau aussi efficace que des armes nucléaires mais sans présenter leurs inconvénients, ils ont réussi à décimer les résistants au régime en place sans laisser la moindre trace. Cela signifie que les marchands d'armes ont réussi à créer des bombes leur permettant si nécessaire de détruire à grande échelle la population mondiale, pouvant ainsi éradiquer de la surface de la terre des dizaines ou centaines de d'êtres humains jugés inutiles ou superflus par eux, sans tout détruire autour et en pouvant accéder à ces zones ensuite, donc les occuper ou s'en emparer sans risque.

Cela paraît à peine croyable mais c'est pourtant la stricte réalité, plus efficace que des armes chimiques ou bactériologiques, aussi efficace que des armes nucléaires, la contamination ou pollution en moins, les matériaux utilisés se dissolvant ensuite rapidement dans l'air.

Je n'ai pas le temps de rechercher dans quelle vidéo j'ai vu une sorte de stèle géante qui a été érigée aux Etats-Unis, un mur d'une dizaine de mètres de haut sur laquelle il a été gravée en anglais que la population ne devrait pas dépasser 500 millions d'habitants dans le futur pour permettre aux survivants de disposer des ressources de la terre car au-delà leur bien-être serait menacé, j'ai fait un arrêt sur image et je l'ai lu, je n'invente rien hélas, ce sont ceux qui veulent instaurer ce gouvernement mondial qui l'ont fait construire. En recoupant cette info et bien d'autres avec ce qui est en train de se produire, on comprend mieux dans quel monde nous vivons et pourquoi tel évènement se produit ou telle mesure est prise par tel gouvernement...

Non, je ne suis pas tombé sur la tête ou en train de basculer dans je ne sais quelle théorie foireuse ou de m'écarter de la théorie de la lutte des classes.

SOCIAL

France

Un guichetier de 55 ans s'est pendu mercredi dans un bureau de poste à La Fère (Aisne), après avoir évoqué dans un mail "*le manque de reconnaissance*" dont il aurait été victime, a-t-on appris jeudi auprès de syndicats de La Poste. "*Un postier s'est suicidé hier (mercredi), il s'est pendu dans le bureau*", a indiqué Régis Blanchot, membre SUD-PTT du conseil d'administration de

La Poste, une information confirmée par Bernard Dupin, administrateur CGT de l'entreprise. Dans un courriel intitulé "*Adieu*", "*envoyé quelques minutes avant son suicide à deux cadres de La Poste et à une collègue*", le guichetier aurait évoqué "*un manque de reconnaissance très fort*", selon M. Blanchot.

"*Il a mis en cause la volonté de la direction de lui faire quitter le bureau pour devenir agent volant, et servir de remplaçant dans plusieurs bureaux du département*", précise le représentant de SUD. lepoint.fr 01.11

ECONOMIE

Multinationales pétrolières.

1- Exxon Mobil a publié jeudi un bénéfice trimestriel en baisse de 7% mais meilleur qu'attendu, l'augmentation des marges de raffinage ayant compensé le tassement de la production et la baisse des cours des hydrocarbures.

Le premier groupe pétrolier mondial coté a fait état d'un bénéfice de 9,57 milliards de dollars (7,37 milliards d'euros) au troisième trimestre.

Exxon Mobil a parallèlement annoncé avoir procédé au rachat de 58 millions de ses propres titres au troisième trimestre, pour 5,1 milliards de dollars. Reuters 01.11

2- Royal Dutch Shell, la première compagnie pétrolière européenne, numéro deux mondiale, a fait état jeudi d'un bénéfice net à coût courant (CCS) de 6,1 milliards de dollars (4,7 milliards d'euros). Reuters 01.11

Haut de page

Le 3 novembre

CAUSERIE

Dans la journée j'actualiserai la rubrique *Articles de presse* avec des infos très intéressantes. Je dois arrêter là pour aller faire des courses avant midi, il est 10h40 heure locale en Inde.

La question qui est posée au mouvement ouvrier en Europe est la suivante :

Qui vote et applique les politiques d'austérité ou de régression sociale sans fin dans tous les pays de l'UE ? Qui a ratifié et applique le TSCG et le MES notamment ?

Les chefs de l'Etat en place ou leurs prédécesseurs, les membres des parlements nationaux, les députés des partis de l'ordre capitaliste, qu'ils soient catalogués à droite (UMP, Nouvel Démocratie, Parti Populaire, etc.) ou à gauche (PS, PASOK, PSOE, etc.) sans distinction, puisqu'ils pratiquent exactement la même politique au profit de l'oligarchie financière qui contrôle l'économie et les multinationales, les grandes entreprises cotées en Bourse.

Qu'est-ce que le chef de l'Etats, qu'est-ce que les députés, que représentent-ils ? Les institutions de ces pays. Et qu'est-ce que les institutions de ces pays ? L'Etat (bourgeois ou capitaliste). Et qu'est-ce qui définit l'existence de ces institutions ? La Constitution de ces pays.

Dès lors de deux choses l'une :

- soit le mouvement ouvrier engage résolument le combat pour dans chaque pays abattre l'Etat des capitalistes et abolir la Constitution qui lui sert juridiquement à légitimé l'existence des institutions, dans la perspective de l'instauration d'un Etat ouvrier ou République sociale,

- soit il s'y refuse et il est condamné à l'impasse politique, à l'opportunisme et il sera broyé...

C'est sur cette base-là seulement que peuvent se construire de véritables partis ouvriers révolutionnaires, sections de l'Internationale ouvrière et aucune autre.

Depuis plus d'un demi-siècle, toutes les tentatives de différents partis en France et en Europe qui se sont écartés de cette voie se sont soldées invariablement par des échecs cuisants. Ils n'ont été capables de construire aucun parti ouvrier dans lesquels la majorité des travailleurs se reconnaîtraient et à même plus tard de conduire les masses exploitées à la victoire lors de l'assaut final pour renverser le régime en place, encore moins de construire une nouvelle Internationale ouvrière.

Il paraîtrait que les prochaines échéances de la lutte de classe seraient les élections municipales et européennes de 2014 !

Mélenchon auquel le POI a accordé une pleine page dans le n°224 d'*Informations ouvrières*. Question : Le POI ne serait-il pas tenté de rejoindre le Front de gauche ? Ainsi la boucle du révisionnisme serait bouclée... A suivre.

Parole d'internaute

- Le Crif dénonce une chanson de Zebda - lepoint.fr 02.11

- "*N'en déplaise au Crif, la liberté d'expression n'est pas permise à certains et refusée à d'autres.*

J'estime pour ma part anormal que dès qu'une personne critique Israël, elle soit soupçonnée, voire même carrément accusée, d'être antisémite.

Le rôle du Crif est de représenter les juifs de France et non pas Israël en France."

Commentaire.

En réalité, il n'y a pas plus antisémites que le Crif et les autorités israéliennes, les sionistes à travers le monde et particulièrement aux Etats-Unis qui défendent l'existence de l'Etat d'Israël.

Le peuple juif n'existe pas plus que le peuple chrétien, le peuple musulman, le peuple hindouiste, le peuple bouddhiste, le peuple parsi, le peuple taoïste, le peuple jaïniste, etc. c'est une pure invention des sionistes ashkenazes qui ne sont pas d'origine sémite mais khazar : "*90% des juifs du monde (qu'on appelle des juifs ashkenazi) ne sont en réalité pas juifs, mais simplement une race asiatique (Khazar) qui s'est converti à la religion juive, tandis qu'ils continuaient à parler le yiddish de khazaria, complètement différent de l'hébreux*" (Andrew Carrington Hitchcock).

Sur Wikipédia vous disposez de toutes les données qui le confirme. Et si cela ne vous suffisait pas, cela a été également confirmé sur France 3 par le journaliste et essayiste belge d'origine juive ashkenaze, Michel Colon, Shlomo Sand, israélien, professeur à l'université de Tel Aviv, des rabbins vivant en France, aux Etats-Unis et en Israël, tous férocement antisionistes et opposés à l'existence d'Israël.

Il ne s'agit donc pas d'une invention ou d'une manipulation de gens mal intentionnés, mais de données libres d'accès pour ceux qui veulent se donner la peine de s'informer.

Histoire de vases communicants.

1- Bénéfice en hausse pour Berkshire au 3e trimestre - Reuters

Berkshire Hathaway, le véhicule d'investissement du milliardaire Warren Buffett, a fait état vendredi d'un bénéfice en hausse au titre du troisième trimestre.

Le résultat opérationnel s'est élevé à 3,92 milliards de dollars.

Berkshire a terminé le trimestre avec 47,78 milliards de trésorerie et équivalents, soit 10 milliards de dollars de plus qu'en début d'année. Reuters 02.11

Warren Buffett dispose en trésorerie l'équivalent de la charge annuelle de la dette de la France... envers les marchés financiers.

2- Amancio Ortega a vu sa fortune progresser de plus de 50% entre le 1er janvier et le 5 octobre - leparisien.fr

Ainsi, l'Espagnol Amancio Ortega, patron du groupe Inditex (connu notamment pour sa franchise Zara), a vu sa fortune progresser de plus de 50% entre le 1er janvier et le 5 octobre, l'Ibère encaissant l'équivalent de 51 millions d'euros par jour ! Le patron

et fondateur d'Inditex se hisse ainsi à la troisième place du classement, avec 41,7 milliards d'euros. Il est le plus riche d'Europe. leparisien.fr 01.11

Le peuple espagnol saigné à blanc par le gouvernement aux ordres de la troïka en est dépouillé d'autant ou plus encore quotidiennement.

Ceci expllique cela :

- Espagne: Le lobby des banques pousse à la demande d'aide - 20minutes.fr

Une défaillance qui n'a jamais existé ou comment avouer une fausse vérité pour cacher un vrai mensonge

L'ex-ministre de l'Intérieur Claude Guéant (UMP), interrogé vendredi 2 novembre par Europe 1 sur des défaillances de ses services pendant l'affaire Mohamed Merah, en a reconnu une, non au cours de sa surveillance, mais pendant l'intervention, quand il a pu sortir de chez lui pour aller téléphoner.

"*Je reconnais qu'il y a eu une défaillance pendant l'intervention, c'est lorsque Merah est sorti de son domicile pour aller téléphoner, déjouant - en passant semble-t-il, par des sous-sols de l'immeuble qu'il connaissait bien puisqu'il l'habitait - la surveillance de la police*". AFP 02.11

Réponse à la question contenue dans le titre que j'ai donné à ce passage : si je ne me trompe pas, c'est le seul "*témoignage*" dont ils disposent dans lequel Merah reconnaîtrait être l'auteur de ces crimes.

Au moment des faits, moins d'une heure avant qu'ils donnent l'assaut, il y avait sur place 200 militaires et policiers qui entouraient le bâtiment et le quartier était complètement bouclé, on peut y ajouter les dizaines de journalistes sur place, plus d'autres membres des services de sécurité.

Cette version ne tient pas la route une seconde. Il y avait des policiers postés dans l'escalier où se situait l'appartement de M. Merah, dans le hall de l'immeuble, jusque sur le toit ! Ils nous prennent vraiment pour des abrutis.

A ce titre le livre des deux journalistes de l'Express Jean-Marie Pontaut et Eric Pelletier : « *Affaire Mérah : l'enquête* » qui se veut un témoignage rendant compte des faits réels qui se seraient produits au cours de cette affaire, est ni plus ni moins qu'un faux.

Ce sera cadeau... et cela fait un moment qu'ils l'ont déjà décidé.

Le ministre du Redressement productif envisagerait une baisse des charges sociales patronales de 20 milliards d'euros. Le journal Les Echos s'est procuré une note de mi-octobre, rédigée par Arnaud Montebourg «*en faveur d'un dispositif de relance productive*».

Parmi les mesures phares proposées, un allégement de charges patronales pour les salaires entre 2 281 et 3 465 euros bruts par mois. Cette tranche concerne plus de 3 millions de Français, soit un peu plus d'un salarié sur cinq.

Le ministre à la marinière vise ainsi l'Industrie, qui représente pour un tiers ces salaires, et devance le tant attendu rapport Gallois sur la compétitivité qu'il recevra officiellement lundi. La baisse, d'environ 8%, serait réservée aux entreprises de bonne volonté, celles qui investissent. Ainsi, seuls les «*créateurs de nouveaux produits ou processus*» seraient concernées, contrairement aux «*investissements de construction, d'entretien et de maintenance qui n'ont pour but que le maintien du stock de capital*». Le tout dans un souci de relance de l'emploi. (les entreprises les moins compétivites seront liquidées ou absorbées, c'est le mérite de la crise. - Ndlr)

Bien entendu, ces mesures ne pourraient se faire sans quelques sacrifices. Les 20 milliards ainsi "*sucrés*", véritable manque à gagner pour la Sécurité Sociale, devront bien être compensés. Et les collectivités locales pourraient être les premières à trinquer puisque Arnaud Montebourg envisagerait une baisse de leurs dotations. Par ailleurs, le ministre du Redressement productif oserait l'impensable: toucher à la niche sacrée des retraités! Mais attention, seulement «*les plus fortunés*», précise la note. Le but étant de supprimer progressivement l'abattement fiscal pour frais professionnels dont ils bénéficient.

Autre point important du fameux memorandum, une «plus grande progressivité des allocations familiales» à travers leur fiscalisation. Ainsi qu'un approfondissement des taxes dites environnementales, notamment avec la création d'une taxe carbone aux frontières.

Enfin, certains secteurs, selon le ministre jusqu'alors «*protégés de l'économie*», devront passer à la caisse du fisc. Sont concernés les banques et l'immobilier mais également la restauration. On imagine les revendications de ces derniers, alors qu'il est déjà question d'une TVA augmentée à 12%. leparisien.fr 02.11

En complément.

Le Haut Conseil du financement de la protection sociale a remis mercredi à Jean-Marc Ayrault son "*état des lieux*" des "*caractéristiques et évolutions*" du système français, qui va servir à préparer la réforme annoncée sur la compétitivité.

Présidé par Mireille Elbaum, le Haut Conseil, où siègent des représentants des syndicats, de l'État et des personnalités qualifiées, poursuivra ses travaux après la remise la semaine prochaine du très attendu rapport de Louis Gallois sur la compétitivité et les mesures que présentera dans la foulée Jean-Marc Ayrault pour développer la compétitivité de l'économie française. "*Il s'agit de définir les conditions du retour à l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale, d'en préserver le caractère solidaire et soutenable, de favoriser la compétitivité de l'économie française ainsi que le développement de l'emploi*", rappelle Matignon. lepoint.fr 02.11

Qu'a à voir le financement de la protection sociale de l'ensemble des travailleurs avec la "compétitivité" qui concerne les entreprises ? Devinez ?

Dépouillez les uns au profit des autres. Faire payer les dizaines de milliards de cadeaux que le gouvernement s'apprête à donner aux patrons et aux actionnaires aux travailleurs actifs et retraités. Ajoutons, le tout légitimé par les syndicats qui participent à ce Haut Conseil du pillage de nos acquis sociaux, c'est leur manière d'être "*indépendant*" du capital, cherchez l'erreur, ils sont tous corrompus !

ACTUALITE EN TITRES

La pieuvre.

- Le Qatar dépouille Canal+ de la NBA - LePoint.fr

Vous en doutez...

- "*La France sera-t-elle la nouvelle Grèce ?*" - LePoint.fr

... et ce n'est qu'un début

- Les immatriculations continuent de plonger en France, Renault en tête - AFP

La Bourse d'où, de Paris vous avez dit, en êtes-vous si sûr ?

- La Bourse de Paris termine dans le vert grâce à l'emploi américain - AFP

Pire encore, non, si :

- Aurore Martin remise aux autorités espagnoles: «*Ce que Guéant n'avait pas osé faire, le ministre Valls vient de le commettre*» - 20minutes.fr

- Lienemann, Rebsamen, Vallini... François Hollande accumule les critiques dans son propre camp - L'Express.fr

- '*Il y a désormais une défiance à l'égard d'Ayrault*' - LeMonde.fr

- «*Couac, couac, couac... Changez de mot !*» - LeFigaro.fr

«*Il faut qu'il reste, il est tellement mauvais*», s'amuse l'opposition après une semaine à nouveau très difficile pour le premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Une histoire de bras tendu

- Bras d'honneur de Longuet : '*La droite française bête et méchante*', pour l'Algérie - LeMonde.fr

- Municipales : le bras de fer entre l'UDI et l'UMP - LeFigaro.fr

- Marine Le Pen n'exclut pas de manifester au côté de Jean-François Copé - 20minutes.fr

Comment ils manipulent les faits. Un exemple

- Les Etats-Unis ont créé 171.000 emplois en octobre - L'Expansion.com

- Le chômage aux Etats-Unis remonte en octobre à 7,9% - 20minutes.fr

Il y a de l'eau dans le gaz et dans le pétrole

- Attaque du consulat américain en Libye : le rôle trouble de la CIA - LePoint.fr

- Syrie : le CNS s'en prend à Washington - LePoint.fr

- Un succès des rebelles en Syrie terni par des soupçons de crimes - Reuters

- Manifestation d'islamistes égyptiens favorables à la charia - Reuters

- Tunisie: un imam appelle à la guerre contre le gouvernement - AFP

... et pendant ce temps-là

- François Hollande renoue avec l'Arabie saoudite - LeFigaro.fr

Les oubliés, suite.

- Sandy: un million de personnes menacées par le manque de nourriture en Haïti - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Les mauvaises nouvelles se multiplient pour le gouvernement grec. Alors que la justice a acquitté le journaliste qui a publié une liste d'évadés fiscaux potentiels que les autorités grecques s'étaient refusées à utiliser, la Cour des comptes grecque a jugé "*anticonstitutionelles*" les nouvelles mesures de rigueurs prévues par le projet de budget grec pour 2013. Une décision prise à l'unanimité des 30 juges de la Cour. Cet avis concerne une nouvelle réduction de la retraite des fonctionnaires, la cinquième consécutive dans la période récente, ainsi que la suppression des 13ème et 14ème mois pour certains salariés ou fonctionnaires).

Sous pression de ses créanciers UE et FMI, le gouvernement grec prévoit une réduction proportionnelle de 5 à 15% des pensions de retraites qui dépassent 1.000 euros par mois et un recul de deux ans de l'âge de départ en retraite (67 ans au lieu de 65) à partir du 1er janvier 2013.

Le ministre grec des Finances Yannis Stournaras insiste sur ces nouvelles mesures de rigueur, qui font partie d'un ensemble de mesures en débat au parlement la semaine prochaine en marge du projet de budget pour 2013. "*Je ne suis pas particulièrement inquiet, je crois que ces mesures seront adoptées*", a-t-il indiqué jeudi à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre Antonis Samaras.

Le projet de budget 2013 comporte une série d'économies de 9,4 milliards d'euros au total, dont 7,6 milliards proviennent de coupes dans les retraites, salaires de certaines catégories des fonctionnaires (juges, universitaires, policiers, pompiers, militaires) et aides sociales, les retraités étant les plus gros contributeurs à l'effort (4,68 milliards).

Les syndicats du privé et du public, GSEE et Adedy, ont appelé à une grève de 48 heures les 6 et 7 novembre tandis que des manifestations de policiers et de militaires, concernés par les baisses de salaire, ont eu lieu de nouveau à Athènes jeudi après-midi. lexpress.fr 02.11

1.2- Le journaliste grec jugé pour avoir publié une liste de plus de 2.000 de ses compatriotes détenteurs de comptes bancaires en Suisse et acquitté jeudi, accuse les élites grecques de la politique et des affaires de tenter de museler la presse pour couvrir la corruption qui ronge le pays.

"*Le principal problème de la Grèce est constitué par les gens qui la gouvernent. Il s'agit d'un petit groupe fermé, d'une élite composée de politiques et de personnes liées au monde des affaires*", a déclaré Costas Vaxevanis à Reuters.

Les politiques ont d'abord tenté de cacher la liste, dite liste Lagarde, du nom de l'ancienne ministre française de l'Economie qui l'avait remise aux autorités grecques. Et les médias grecs ont tu l'affaire alors que la presse internationale s'en emparait, a-t-il expliqué.

"*La liste a été publiée, ils m'ont arrêté, m'ont jugé et rien n'a été dit à la télévision grecque (...) Il s'agit d'une question grave pour la liberté de la presse. Les chaînes grecques n'ont rien montré*", a-t-il dit.

Le cas de ce journaliste de 46 ans, père de deux enfants, a fait le tour du monde après son arrestation. Et alors que sa photographie le montrant mal rasé sortant du tribunal s'étalait en une du Financial Times et de l'International Herald Tribune, la couverture de son procès a été reléguée aux dernières pages des journaux grecs, quand ceux-ci l'ont mentionnée.

"*Durant la junte, les gens écoutaient la Deutsche Welle et la BBC en secret (...). Désormais ils regardent les médias étrangers (...) nous en sommes au même point*", explique-t-il faisant référence à la dictature des colonels qui a dirigé le pays entre 1967 et 1974.

Mais malgré une faible couverture médiatique, le sujet a fait vivement réagir sur la Toile et parmi la population de plus en plus en colère contre des dirigeants se montrant incapables de lutter contre la fraude fiscale et d'inciter une élite bien portante à partager le fardeau de quatre années de crise.

"*Nos politiques partent à l'étranger, se moquent de nos bailleurs de fonds et c'est le peuple qui doit payer la facture une fois de plus*", a-t-il confié à Reuters, du siège de "*Hot Doc*", l'hebdomadaire qu'il a fondé il y a six mois avec un budget de 5.000 euros.

Il espère que la décision du tribunal donnera du courage à ses confrères. Il évoque le cas de journalistes l'ayant appelé secrètement pour lui manifester leur soutien plutôt que d'en parler publiquement.

L'ancien présentateur de "*La boîte de Pandore*", une émission de journalisme d'investigation diffusée sur une chaîne publique, dit ne pas avoir été découragé par cet épisode judiciaire et a déjà en tête son prochain objectif qui consiste à analyser les liens entre les différents noms se trouvant sur cette liste.

Pour Anton Anastasakis, directeur des études européennes à l'université d'Oxford, le silence des médias grecs révèle des conflits d'intérêt.

"*Il est très probable, étant donné que cette affaire ne fait pas la une des journaux alors qu'elle très importante (...) (que) la presse fasse l'objet d'intérêts entremêlés avec des intérêts politiques et financiers.*"

Vendredi, la justice a fait savoir qu'un dossier allait être transmis au Parlement pour que celui-ci puisse ouvrir une enquête contre les anciens ministres des Finances Georges Papaconstantinou et Evangélos Vénizélos, qui ont chacun dit avoir possédé une copie de cette fameuse liste. Reuters 02.11

Saluons le courage de ce journaliste que nous avons soutenu. On attendrait de nos dirigeants qu'ils manifestent le même courage, révèlent au grand jour la vérité sur le Nouvel ordre mondial et ses institutions, le sionisme, etc.

2- Etats-Unis

Près de deux mois après l'attaque du consulat américain de Benghazi (Libye), la polémique sur la réaction de l'administration Obama ne faiblit pas et s'oriente vers l'action de la CIA et son échec à sécuriser le poste diplomatique malgré une présence importante sur place.

Pourtant très impliquée en Libye, la CIA, du fait du caractère secret de sa mission, a été épargnée. Jusqu'à ce que plusieurs journaux américains, *Wall Street Journal* en tête, publient vendredi de nouveaux éléments critiquant l'action de l'agence de renseignement et de son directeur David Petraeus.

La grande majorité de la trentaine d'Américains évacués de Benghazi était des agents de la CIA travaillant sous couverture diplomatique, selon le WSJ.

La CIA disposait même d'une "*annexe*" dans la ville, où se trouvait une équipe de sécurité d'une dizaine d'hommes, selon le quotidien, qui affirme que la responsabilité de la sécurité entre département d'Etat et CIA n'était pas clairement délimitée.

"*Les responsables du département d'Etat et du Pentagone n'étaient pas au courant du rôle de la CIA*", selon le WSJ. AFP 02.11

La CIA out of control, hors de contrôle, non ?

3- Russie

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a estimé vendredi que les deux jeunes femmes du groupe Pussy Riot condamnées à deux ans de camp pour une prière anti-Poutine dans une cathédrale ne devraient pas être en prison, selon les agences russes. "Si j'avais été juge, je ne les aurais pas mises en prison. Tout simplement parce que je trouve que ce n'est pas juste qu'elles soient privées de liberté. Elles ont déjà passé assez de temps en prison comme ça, ça suffit", a-t-il déclaré. Lepoint.fr 02.11

Des juges oreilles de Washington ?

SOCIAL

Afrique du Sud

Environ 300 mineurs d'or du groupe sud-africain AngloGold Ashanti refusaient vendredi de remonter à la surface, pour réclamer le paiement d'une prime, contraignant le site de TauTona près de Carletonville (sud-ouest de Johannesburg) à suspendre ses opérations, a indiqué un porte-parole de la société.

"*Il y a environ 300 mineurs de l'équipe de nuit qui font un sit-in sous terre à la mine de TauTona. (...) Ils demandent le paiement d'une prime de 1.500 rands prévue la semaine dernière dans le cadre (du règlement) de la fin de la grève*", a expliqué Alan Fine, porte-parole du numéro trois mondial de l'or, à l'AFP.

La prime en question devait être versée ultérieurement en fonction de critères tels que la sécurité et la présence au travail, a-t-il précisé, notant que "*la direction est en train de discuter avec eux*".

Un sit-in similaire a eu lieu jeudi à la mine voisine de Mponeng, où la production ne pourra reprendre qu'à la fin du week-end, le temps de réparer des dégâts, a poursuivi M. Fine.

Le travail avait repris le 26 octobre dans les mines de TauTona et Mponeng --qui emploient respectivement 4.500 et 5.800 personnes-- après une longue grève qui avait paralysé tous les sites sud-africains d'AngloGold Ashanti.

Aucun mineur n'a finalement été licencié "*car la grève a pris fin*", a relevé Alan Fine. Le groupe avait menacé de congédier 12.000 personnes. AFP 02.11

Haut de page

Le 4 novembre

CAUSERIE

J'actualiserai les pages du site demain.

Je vais laisser de côté provisoirement la question du sionisme car c'est un sac de noeuds incroyables, il n'y en a pas un qui soit capable de réfléchir sans a priori, y compris parmi les juifs qui dénoncent le sionisme.

Hier soir en me connectant au portail Wikipédia, j'ai ouvert 79 liens se rapportant à l'histoire du judaïsme, de la Genèse jusqu'à nos jours pratiquement, du Moyen et Proche-Orient, etc. j'ai ensuite enregistré tous ces documents au format pdf (Acrobat Reader), cela représente des centaines de pages à lire attentivement, je vais m'y atteler à mes moments perdus (sic!).

Une bonne partie des positions défendues par les uns et les autres reposent sur des textes mythologiques ou des faits ou personnages sur lesquels on a aucune preuve de leur existence. Les uns et les autres mentent ou racontent n'importe quoi, c'est le grand délire quoi. Par contre je crois avoir compris pourquoi ils s'étaient acharnés sur les juifs de Pologne, je pensais acquérir des certitudes en attaquant le problème sous cet angle-là, en vain, malgrè tout j'ai un peu avancé.

Ils avaient adopté le yiddish, l'hébreux n'était plus utilisé par les juifs que dans la liturgie depuis deux siècles, en réalité il a été réactivé par les sionistes au milieu du XIXe siècle. Les juifs polonais parlaient le yidhish un mélange d'hébreux largement agrémenté d'allemand, de vieux français et de lituanien et d'autres langues. C'était devenue une langue (parlée et écrite) très développée qu'utilisait également l'élite intellectuel, les artistes et les scientifiques, tout ce que détestait Herzl et les sionistes. De plus, ils étaient fortement impliqués dans le mouvement ouvrier (bund) et étaient parfaitement intégrés dans la société d'où ils avaient emprunté bien des aspects de leur littérature et de leurs gestes quotidiens, le crime suprême qui était la marque de juifs dégénérés qu'il fallait exterminer, d'où l'acharnement à les faire disparaître jusqu'au dernier. Car selon la version du "*peuple élu*" retenue par les promoteurs d'un Etat juif ou Israël, Rothschild et Cie. l'eugénisme devait s'appliquer, pas question que huit ou dix millions de juifs dégénérés, inférieurs, viennent s'installer en Israël, seuls l'élite ou ceux qu'ils auraient choisi eux-mêmes ou qui finalement échapperaient à la Shoah, en sortiraient totalement brisés et facilement manipulables seraient dignes de rejoindre la Terre promise.

Je ne peux pas aller plus loin pour le moment sans prendre le risque de dire de grosses bêtises et j'ai déjà dû en dire, c'était quasiment inévitable et je m'en excuse.

Ce que j'ai compris finalement, c'est que les juifs servent de couverture à l'entreprise criminelle des sionistes, des banquiers de la Fed notamment et l'élite intellectuelle qui leur est dévouée. C'est Attali qui m'a mis sur la voie quand il a affirmé (à plusieurs reprises) qu'il verrait bien Jérusalem comme la capitale du gouvernement mondial. Voyez ce qui s'est passé depuis l'affaire Merah.

Hollande vient de déclarer que la défense des juifs était une cause nationale ou quelque chose comme cela, comme s'ils étaient les seuls à supporter les conséquences dramatiques de la survie du capitalisme, comme si les athées, les chrétiens, les musulmans, etc, ne méritaient pas les mêmes égards ou leur étaient inférieurs, entre nous, au passage il alimente le communautarisme.

En ce qui nous concerne, nous demeurons sur le terrain de la lutte des classes, et seuls les intérêts matériels et moraux de la classe des opprimés et des exploités nous concernent, les rapports entre les classes sont les seuls sur lesquels nous nous basons en dernier ressort pour interpréter la société et définir nos positions, à l'opposé des féministes, écologistes, communautaristes, etc. qui pour refuser ou être incapables de se situer sur ce terrain se retrouvent côte à côte avec des éléments de droite ou d'extrême droite, etc. pour finalement soutenir des thèses réactionnaires, le régime en place, l'UE ou l'ONU, favoriser la mise en oeuvre de leurs politiques tournées contre les peuples et les masses exploitées en prioirité.

En agissant de la sorte, implicitement Hollande s'est livré à un chantage, à un amalgame inqualifiable ou insupportable entre l'antisémitisme, l'antisionisme ou l'opposition à la politique d'Israël envers les Palestiniens, Israël qui dorénavant est dirigé par un Premier ministre qui vient de s'allier avec l'extrême droite pour fonder un nouveau parti.

Je n'ai plus le temps d'aborder un autre aspect de cette question, en y réfléchissant à un autre moment hier soir, j'ai cru voir un rapport entre la fréquence des crises du capitalisme au cours des dernières décennies, crises qui interviennent dans un intervalle de plus en plus réduit, on est passé de 10 à 5 ans, et la manière dont ils avaient réanimé ou alimenté à nouveau l'antisémitisme et l'extrême droite en France depuis le milieu des années 70, il se trouve qu'il y aurait une coïncidence troublante entre les deux au point de ne plus en être vraiment une. Et chaque fois qu'ils projettaient de franchir une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial, là c'était le cas avec la ratification du TSCG et la "*règle d'or*, mais aussi la guerre contre la Libye puis la Syrie.

Chaque fois aussi est annoncée une nouvelle pandémie, comme depuis le début du XXe siècle, on a appris depuis qu'ils étaient parfaitement capables de les fabriquer. Cette fois et depuis le début des années 90, il réactive la menace climatique sur l'environnement qui serait due à l'activité humaine, tout est lié en somme et pratiquement personne n'en a véritablement conscience...

On poursuivra une autre fois sur ce sujet, il nous faut faire des recherches dans tous ces domaines pour étayer davantage notre démonstration, car on ne va pas faire comme ceux qui se contentent de balancer une idée et une position en demandant à notre auditoire d'y adhérer les yeux fermés, cette pratique que nous condamnons nous est totalement étrangère.

Affaire Aurore Martin.

Notre position : soutien inconditionnel à Aurore Martin qui doit être libérée et rentrer en France et continuer d'y vivre librement. Aucun soutien à la cause basque indépendantiste.

Si j'ai bien compris, selon le droit français Aurore Martin n'a violé aucune loi et devrait être libre en France, mais c'est la subordination de la justice française à la Cour européenne de justice, un véritable tribunal d'exception placée au-dessus des Etats qui en a décidé autrement, en faisant valoir que sa condamnation par la justice espagnole avait voix prédondérante pour sa participation en Espagne à des réunions publiques comme membre du parti Batasuna, où ce parti est illégal car considéré comme l'aile politique de l'ETA. (source : AFP 03.11)

En conclusion, le droit des différents pays de l'UE est inférieur aux directives de l'UE que tous les Etats doivent appliquer à la lettre. Ainsi va la marche en avant de la dictature du Nouvel ordre mondial dont la Cour européenne de justice est le bras armé en Europe.

Pour rappelle: "*En juillet 2011, François Hollande en vacances au Pays basque avait demandé la clémence à Claude Guéant concernant Aurore Martin. Que pense-t-il aujourd'hui de son ministre de l'intérieur ?*" (libération.fr et AFP 03.11)

Depuis il a été élu et dispose d'une "*majorité*" à l'Assemblée nationale pour passer sa politique scélérate, anti-ouvrière, antisociale, réactionnaire quoi, pourquoi ne pas appeler les choses par leurs noms.

Cette procédure s'inscrit dans la perspective de la liquidation des Etats-nations au profit de l'Union européenne.

Maintenant sachant que le régionalisme constitue l'autre aspect de la politique mise en oeuvre par l'UE pour détruire les Etats-nations, on pourrait s'étonner que la Cour européenne de justice n'ai pas fait preuve de clémence envers cette militante basque ou en soutenant la cause basque ou pourla création d'une nation basque, processus s'inscrivant en apparence dans celui inititié par l'UE.

L'objectif de l'UE n'est pas forcément de parvenir à l'éclatement de nations pour en créer d'autres à côté, c'est envisageable lorsque les conditions politiques ne permettent pas de procéder autrement, comme par exemple dans le cas de l'ex-Yougoslavie, ou ailleurs dans le monde, au Soudan (Soudan du Sud) ou en Indonésie (Timor oriental) par exemple.

Lorsque les maîtres du monde estiment qu'ils ne peuvent pas prendre le contrôle des pays qu'ils convoitent d'une autre manière, ils s'en remettent au pouvoir en place qu'ils soutiennent ou s'il est trop faible ou encore qu'ils estiment qu'il doit être éliminé, il lui déclare la guerre (Serbie, Irak, Libye, Syrie), ensuite ils en disposent à leur guise en mettant en place des régimes croupions ou à leurs bottes. Dans certains cas ensuite, ils peuvent parvenir au même objectif qu'une partition d'un Etat par le biais du fonctionnement autonome des différentes régions qui le composent, au profit de celles où sont concentrées les matières premières qu'ils convoitaient (Irak, Libye et peut-être demain la Syrie).

En tout état de cause, ils doivent avoir le contrôle du processus conduisant à l'éclatement d'un Etat, sinon ils condamnent et répriment (par le biais du gouvernement central) les mouvements autonomistes ou séparatistes. Leur objectif n'est pas qu'une communauté particulière ou ayant une identité propre en rébellion contre un Etat central puisse s'épanouir librement et que ses membres nagent dans le bonheur. En réalité, leur objectif est le même que celui qu'ils ont poursuivi il y a un peu plus d'un demi-siècle en soutenant la perspective de la création d'un Etat réservé aux juifs qui allait devenir Israël tout en participant à l'extermination de la communauté juive ou de religion juive d'Europe et d'Europe central en particulier, conformément à un plan qui avaient été arrêté de longue date et qu'ils mirent minutieusement en application.

Sur le plan tactique, ils peuvent très bien s'adapter aux difficultés que rencontre la mise en oeuvre de leur plan pour en changer ou la modifier dans certains pays, par exemple si c'est le seul moyen pour étrangler un Etat ou servir d'exemple, un peu comme une expérimentation qu'ils auraient tentée pour voir si cela pouvait fonctionner de la sorte. Rien ne dit qu'ils ne soient pas tentés d'en arriver là en Grande-Bretagne ou en Belgique.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'ils poursuivent en permanence et avec une détermination sans faille et un cynisme illimité le même objectif, contrairement au mouvement ouvrier qui a abandonné le sien, le socialisme. Ils peuvent mettre en avant et soutenir le séparatisme à un moment donné et le combattre férocement un autre jour. Ils peuvent favoriser l'autonomie de l'Ecosse ou de la Flandre, répétons-le par en vue du bien-être futur des populations de ces régions, mais uniquement pour mieux asservir la totalité de la société britannique ou belge à leur Nouvel ordre mondial ou à leur gouvernement mondial.

Faire le jeu des indépendantistes, autonomistes ou séparatistes, c'est marché dans la combine de ceux qui ont pour objectif l'instauration d'un gouvernement mondial, c'est leur rendre un service inespéré, car ils n'en demandaient pas tant, surtout lorsque cela provient d'organisations ou partis du mouvement ouvrier.

Pour ignorer cet objectif politique, pour occulter ou nier l'existence d'institutions internationales (Bilderberg, CFR, Commission Trilatérale, etc.) qui en sont les promoteurs et les ordonnateurs, qui oeuvrent plus ou moins en coulisse, leurs représentants sont exactement les mêmes que l'on voit à la télévision ou dans les journaux ou au sein des institutions

disons officielles, par exemple Draghi, Monti, etc. parce que leur existence est contestée par justement ceux qui sont à leurs ordres ou les représentent dans les médias et les partis institutionnels, consciemment ou non mais c'est une autre histoire, vous savez tous ces gens qui brandissent la théorie du complot dès que quelqu'un ose remettre publiquement en cause la version officielle qui a été donnée d'un fait d'une portée nationale ou internationale ou accusent les autorités d'en être les principaux responsables ou les complices directs, ces groupes, organisations ou partis du mouvement ouvrier omnubilés par la légalité et la parole quasi divine des maîtres du monde en arrivent eux-mêmes à se faire manipuler.

A quand le rétablissement des duchés de Bourgogne, de Bretagne, de Normandie, de Savoie, etc. idem dans tous les pays en Europe, autrement dit l'Ancien régime de type féodal ? Au nom du combat pour le socialisme ? Du Nouvel ordre mondial voulu par le cartel des banquiers internationaux alliés à ceux de la Fed, ainsi que l'élite intellectuelle gagnée à leur idéologie criminelle, eugéniste, le sionisme n'étant qu'une couverture finalement, qu'ils ont sélectionnée pour mener à bien leur plan contre tous les peuples de la planète, assurément, c'est bien de la sorte que Nike Rockefeller le décrivait lui-même en août 2010.

Qui a dit ?

En Décembre 2011, Roger Altman, l'ancien secrétaire d'état aux finances du gouvernement Clinton écrivit un article dans le Financial Times dans lequel il expliquait que les marchés financiers "*agissaient de fait comme un supra-gouvernement mondial*", notant:

"*Ils éliminent des régimes politiques retranchés là où le processus politique normal ne pouvait rien faire. Ils forcent l'austérité, les sauvetages des banques et autres changements de politique majeurs. Leur influence est énorme comparé aux institutions multilatérales comme le FMI. En fait, laissant de côté l'arsenal nucléaire inutilisable, ils sont devenus les forces les plus puissantes sur terre.*"

Altman continuait son explication en disant que lorsque le pouvoir de ce "*supra-gouvernement mondialiste*" est en branle "*l'impact sur la société est immédiat et peut-être douloureux, par une augmentation fréquente du chômage par exemple et l'échec des gouvernements*". Mais bien sûr en tant qu'ancien officiel du ministère des finances, il endossa ce supra-gouvernement mondial, écrivant: "*Les effets à long terme peuvent souvent être transformateurs et positifs*". Puis il conclut : "*Que ce pouvoir soit sain ou pas est à côté de la question. Il est permanent…. Il n'y a pas moyen d'arrêter les marchés financiers de gendarmer le monde.*" (Liesi 01.11)

ACTUALITE EN TITRES

Du terrorisme économique et politique d'Etat.

Sur le plan politique, avec le 11 septembre 2001, ils ont inventé la lutte contre un ennemi invisible ou qui n'existe pas auquel ils ont donné un nom ou plus précisément qu'ils ont fabriqué eux-même : le terrorisme, justifiant les atteintes aux libertés d'expression fondamentales...

Sur le plan économique en Europe, ils ont créé la crise de l'euro, pour justifier des politiques d'austérité toujours plus brutales conduisant le prolétariat à l'indigence et la classe moyenne à la paupérisation.

- Crise de l'euro: il faut tenir "*pendant cinq ans ou plus*", selon Merkel - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel a estimé samedi qu'il fallait tenir "*pendant cinq ans ou plus*" pour surmonter la crise de l'euro, lors d'une réunion de son parti à Sternberg (est). AFP 03.11

La stratégie du "***choc***". Suite (3).

- Compétitivité, flexibilité... La France souffre d'une absence de chocs - L'Express.fr

Un complément

Du 11 Septembre 2001 à la future guerre contre l'Iran : une ligne conductrice ?

En 1984, l'historien chartiste Jean Lombard écrivait : « *Si l'on permet le déclenchement de la Troisième Guerre mondiale, la dévastation sera si considérable que les Internationalistes en arriveront à prétendre que seul un Gouvernement Mondial soutenu par une force de police internationale permettra de résoudre les différents problèmes nationaux et internationaux, rendant*

impossible de nouvelles guerres. Cet argument paraîtra logique à de nombreuses personnes… » (J. Lombard, La face cachée de l'histoire moderne, p. 553)

Ces lignes furent écrites il y a 28 ans…

En rapprochant ces écrits de ce que dévoilait W. Guy Carr en 1954 sur le fait que cette Troisième Guerre mondiale serait créée au Moyen-Orient à la suite de divergences générées consciemment « *entre les Sionistes politiques et les dirigeants du Monde Islamique* »… quelle conclusion doit-on tirer ?

La science et la loi du hasard perpétuel.

Cela dit, il faut laisser du temps au temps.

Depuis plusieurs années, la guerre contre l'Iran est annoncée régulièrement comme imminente. L'on voit bien que les grands manitous doivent inscrire cet événement dans un calendrier où les politiciens n'ont pas LA décision. Cela ce décidera au dessus. C'est ainsi que le Premier ministre Netanyahu peut toujours vociférer sa haine de l'Iran, quotidiennement, il y a une ligne rouge qu'il ne franchira qu'à ses risques et périls: celle du timing.

Dans ses écrits, le chartiste Jean Lombard annonçait que cette guerre au Moyen-Orient serait suivie de guerres civiles en Europe. Il se fondait sur une correspondance entre Albert Pike, le fondateur du palladisme luciférien, et Mazzini, le chef des Carbonari (société secrète maçonnique italienne) du XIX° siècle.

« *Nous allons lâcher, libérer les nihilistes et les athéistes et, nous allons provoquer un formidable cataclysme social final qui, dans toutes ses horreurs, démontrera aux nations, l'effet d'un athéisme absolu, (…)* »

Ne sommes-nous pas en train de vivre cette époque où les éléments nécessaires à un déclenchement de troubles sociaux indispensables pour introduire l'Ordre du Chaos, s'accumulent dangereusement ?

Conclusion.

« *En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'un événement survient, on peut être certain qu'il avait été prévu pour se dérouler ainsi* ».

Franklin Delano Roosevelt, président des EU Liesi 31.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Argentine. L'exemple du Mexique.

L'arrestation cette semaine d'un dirigeant de cartel colombien à 50 km de Buenos Aires vient illustrer, selon plusieurs experts et responsables, que l'Argentine s'est transformée en base arrière pour les trafiquants de drogue sur le continent.

Un état des lieux fermement réfuté par le gouvernement argentin, qui affirme que cette présence accrue est simplement due au fait que les "*narcos*" de déplacent de plus en plus pour étendre les ramifications de leurs réseaux.

"*Toutes les conditions sont réunies pour que les cartels de la drogue s'établissent en Argentine parce qu'il n'y a pas de programmes pour enquêter sur les activités illicites et qu'il y a un haut niveau de corruption politique*", expliquait il y a quelques semaines Edgardo Buscaglia, spécialiste de droit international à l'université américaine de Columbia.

L'installation en Argentine de trafiquants est due à "*une certaine proximité géographique et une certaine facilité pour se déplacer non seulement physiquement mais aussi financièrement*", explique à l'AFP Alejandro Corda, expert en matière de drogues et professeur à l'Université de Buenos Aires.

M. Corda ajoute que le pays "*manque de renseignements pour anticiper non seulement la présence de personnes mais aussi d'organisations*" et ajoute que l'inexpérience sur ce terrain "*est ce qui rend le pays attirant*" pour les activités et le séjour des narcotrafiquants.

A la faveur de cette situation, nombre de trafiquants recherchés en Colombie ou au Mexique auraient choisi d'élire domicile à Buenos Aires et dans sa banlieue pour faire évoluer leur mode d'acheminement de la drogue vers les Etats-Unis et l'Europe.

"*Face aux coups portés par le gouvernement colombien au trafic de drogue, (les trafiquants) modifient leur modus operandi, cherchant de nouveaux pôles d'expédition de drogue. Nous en avons détecté certains en Argentine, au Chili, dans le cône sud*", confirmait récemment le chef de la police colombienne José Roberto Leon.

Le gouvernement argentin dément toute recrudescence de trafiquants résidents sur son territoire, préférant évoquer des criminels de passage pour des motifs stratégiques.

Mais selon nombre d'observateurs et experts, l'inventaire consistant des arrestations et condamnations de trafiquants colombiens et mexicains enregistrées ces dernières années sur le territoire vient fragiliser cette thèse. AFP 03.11

C'est une manière comme une autre pour les Etats-Unis de déstabiliser les Etats de la région après avoir pourri le Mexique.

Les représentants de l'Etat, députés, ministres, polices, juges, etc. sont corrompus aux Etats-Unis et au Mexique donc laisse proliférer le très juteux trafic de drogue qui vient gonfler les comptes des banquiers, permet au même titre que le terrorisme qu'ils ont eux même institué ou encouragé, de renforcer l'arsenal judiciaire et policier, liberticide à l'encontre finalement de la population toute entière, car tout le monde est soupçonné d'être un terroriste ou un trafiquant de drogue potentiel et doit par conséquent être contrôlé, interrogé, fiché, etc.

SOCIAL

Grèce. Multinationale, monopole et eugénisme

Le groupe pharmaceutique allemand Merck ne livre plus son médicament contre le cancer Erbitux aux hôpitaux publics grecs en raison de factures impayées, déclare son directeur financier dans une interview publiée samedi.

'*Cela n'affecte que la Grèce, où nous avons été confrontés à de nombreux problèmes. Cela ne concerne que ce produit*', explique Matthias Zachert dans cet entretien au Börsen-Zeitung. Les Grecs pourront toujours se procurer l'Erbitux dans les pharmacies, a précisé un porte-parole à Reuters.

L'anticancéreux Erbitux est le deuxième médicament sur ordonnance de Merck le plus vendu. Il a représenté un chiffre d'affaires de 855 millions d'euros en 2011. lemonde.fr 03.11

ECONOMIE

1- Or et argent

1-.1- Hier, vendredi 2 novembre, l’or a chuté de 2,23% et l’argent, comme toujours, a amplifié le mouvement, chutant de 3,22%. By Jove ! Quel drame !

J’ai cru comprendre que certains avaient besoin d’être rassurés. Ceux-là ne me semblent pas avoir parfaitement intégré le concept de la lente, inéluctable et perfide monétisation des monnaies fiduciaires. Mieux vaudrait qu’ils ne s’intéressent pas à l’Argent métal, car les mouvements y sont toujours exagérés par rapport à l’or. Si on n’a pas les nerfs solides et une foi de charbonnier, on est mûr pour terminer aux urgences.

Même avec l’or, si tranquille et si rassurant, je sens que beaucoup d’entre vous vont faire des ulcères. Il a suffi que je parle de confiscation de l'or et de la nationalisation des mines, pour crouler sous les courriers. Si vous vous intéressiez un tant soit peu à l’Histoire, vous seriez plus réaliste. Sans remonter à Mathusalem, les Américains ont vu leur or confisqué en 1934 et ils ont eu interdiction d’en posséder jusqu’en 1971. Certains d’entre vous n’étaient pas nés, me direz-vous…

Plus récemment, les Chinois avaient l’interdiction de posséder des métaux précieux jusqu’en 2009. Depuis, la Chine a, au contraire, poussé ses ressortissants à investir dans les métaux précieux de toutes les manières possibles. Les plus grandes banques chinoises proposent à leurs clients de conserver leur trésorerie, soit en Yuan, soit sur un ETF Gold, soit sur un ETF Silver. Ces ETF sont sous la garantie de la Banque Centrale. Ce métal ne pourra jamais être livré aux particuliers, s’ils en faisaient la demande. C’est contractuel. En fait, il contribue aux réserves monétaires de la Chine et aux réserves de la Banque de dépôt.

Chez nous, si les ETF avaient pour la plupart mis dans les contrats qu’il était impossible de prendre livraison de son métal, les ETF ont abusé de leurs positions pour jouer contre les intérêts de leurs clients, en vendant à découvert du métal au lieu d’en acheter.

C'est de l'escroquerie. Certains ETF comme ZKB disaient qu'on pouvait prendre livraison, ce n'est plus vrai aujourd'hui. Quant à Bullion Vault, elle a prêté votre métal aux banksters, vous ne le reverrez probablement jamais. Il en est de même des métaux en compte client dans les plus grandes banques. Ils n'existent plus. A un moment, ces ETF et autres BV se retrouveront en défaut et ceux qui en détiennent des parts seront séchés.

Certains vont trouver que je me répète, mais la proportion de lecteurs qui ont encore du métal ou des pièces, ainsi par procuration, me semble très importante. Liesi 03.11

1.2- Les valeurs hypothécaires titrisées par les Banques américaines reposent sur la valeur théorique de ces biens immobiliers. Une bonne proportion de ces titres est adossée à des biens immobiliers situés sur l'une des zones les plus peuplées des Etats-Unis, la Côte Est. Quelle partie de ces titres a été néantisée par l'Ouragan Sandy?

La Reserve Fédérale s'est engagée en septembre à racheter chaque mois 40 Milliards de $ de ces titres (MBS) pour sauver les banques d'une faillite certaine. A la fin du mois de septembre, il s'est avéré que la Fed avait racheté deux fois plus de MBS qu'annoncé quelques semaines plus tôt. Sandy va sans doute accélérer encore cette tendance. D'ores et déjà, le bilan de la Fed est effrayant. Sur ce graphique daté de début septembre, plus du tiers du bilan est constitué de ces titres hypothécaires sans aucune valeur.

Quant aux bons du trésor (rouge) qui représentent 50% du bilan, ils sont également sans valeur, puisque le Trésor américain n'a pas les moyens de rembourser cette dette, autrement qu'en dévaluant massivement le Dollar, grâce à la complicité de la Fed. L'or n'aura donc aucune difficulté à doubler son prix actuel… avant d'être très probablement nationalisé. Son prix sera alors probablement décuplé pour effacer les dettes.

Votre or ayant été nationalisé, quel sera alors la valeur de l'Argent-métal exprimée en dollars d'aujourd'hui ? Liesi 01.11

1.3- Le 25 octobre dernier, Hugh Hendry, le brillant gérant du fond Eclectica, participait au Congrès des économistes de Buttonwood.

Il se serait montré à la hauteur de sa réputation lors de sa présentation de 15 minutes, aussi percutante que synthétique.

Hugh Hendry joue la hausse de l'or en refusant de jouer les mines d'or, qui pour d'autres analystes vont avoir un effet de levier formidable dans la jambe de hausse à venir. HH considère que plus l'or va monter, plus le risque d'une confiscation des mines sera grand. Il précise que cette possibilité croîtra lorsque l'or dépassera les 3 000$.

Jim Sinclair s'oppose violemment à toute logique de confiscation de l'or, en prenant l'exemple de 1934. Après la confiscation de l'or par Roosevelt, les mines d'or américaines ont continué à fonctionner, générant des bénéfices croissant pour les actionnaires. L'exemple souvent cité est celui de Homestake Mining, qui avait chuté à 65$ le 15 novembre 1929, mais n'avait cessé de se valoriser ensuite, atteignant 373$ en mai 1933, puis 526$ en 1936, soit un cours multiplié par 8. La mine avait une politique de dividende généreuse. Entre 1929 et 1935, Homestake a reversé un total de 18$ de dividendes, remboursant ainsi deux fois le prix de l'action achetée en novembre 1929. Sinclair est un très gros propriétaire de mines d'or en Afrique. Il suit donc sa propre logique.

Il y a différentes manières de nationaliser les mines.

En Amérique du Sud, ces derniers mois, la technique consiste à augmenter les royalties versées à l'Etat. De ce fait, les profits des mines diminuent.

On peut concevoir que les mines soient rémunérées comme des prestataires de services, indépendamment de la valeur du minerai qu'elles doivent extraire.

Dans un univers socialo-communiste, direction, ingénieurs et main-d'œuvre ne sont que des fonctionnaires qui travaillent pour remplir d'or les caisses de l'Etat. Le hic de ce système, c'est que les ingénieurs sont moins motivés et moins regardants sur la sécurité, le directeur traficote sans chercher à optimiser l'outil de production et les ouvriers en font le minimum. Au final, l'outil se détériore et la production baisse.

Il est probable que l'or sera acheté par l'état dans chaque pays producteur pour alimenter la banque centrale.

Dans nos pays européens où les mines d'or ont été épuisées il y a plusieurs siècles, l'Etat aura plus vite fait de saisir les comptes métaux, les parts de Bullion banks ou d'ETF des particuliers, que l'on dédommagera en monnaie de singe. Ces particuliers vont avoir alors un sérieux dilemme. Dans quelle valeur de substitution investir ce soudain flux de trésorerie ? Si vous y réfléchissez aujourd'hui, cela vous évitera d'avoir à réagir dans la panique, quand cet événement arrivera. Liesi 01.11

J'ai posté un commentaire à la suite d'un article paru dans ce portail de traders, réaffirmant l'alternative du socialisme au capitalisme, et leur indiquant qu'ils faisaient partie de ces intellectuels incapables d'envisager une société débarrassée du capitalisme... Le tout sur un ton très mesuré et sans polémique car dans leur cas cela ne servirait à rien, je ne me fais aucune illusion...

Haut de page

Le 5 novembre

CAUSERIE

Je corrigerai les fautes plus tard en mettant les différents articles des causeries des derniers jours au format pdf, maintenant je n'ai plus le temps.

Nouvel ordre mondial. Ses origines, leurs intentions, leurs moyens, leurs objectifs. (1)

Il ne s'agit là que d'une présentation ou d'une première approche de ce vaste sujet.

Récemment on a mis l'accent sur le gouvernement mondial contre tous les peuples que l'oligarchie financière envisageait sérieusement d'instaurer, projet qui est dors et déjà bien avancé à tous les niveaux à l'échelle internationale. Aussi faudrait-il faire le point et essayer de se poser les bonnes questions avant de poursuivre.

Ce qui est important à retenir pour comprendre comment fonctionne leur monde aujourd'hui et quelles sont ses principales tendances, réside dans quelques éléments clés qui servent à la fois à structurer leur plan, et de lignes directrices ou de guides à la réalisation de chaque étape qu'ils ont défini dans l'objectif avoué d'instaurer un Nouvel ordre mondial.

La première chose qu'il faut impérativement avoir en permanence à l'esprit pour comprendre ce qui se passe réellement dans le monde, consiste à reconnaître ou admettre que leurs auteurs et représentants sont animés par une détermination sans faille et d'un cynisme, d'une cruauté illimité. Cela ne souffre de leur part aucune exception.

Tendre une oreille bienveillante à leurs discours démagogiques ou les croire capables de faiblesses humanistes, de compassion ou de bonté envers le genre humain serait commettre une très grave erreur, fatale en dernier ressort. Quant aux traîtres ou éléments douteux qui pourraient exister dans leur rang ou pire qui auraient la mauvaise idée de s'opposer à leur plan, ils sont systématiquement éliminés physiquement, qu'il s'agisse par exemple d'un patron de presse (présent lors des réunions Bilderberg) ou d'un président des Etats-Unis.

La seconde chose qu'il faut avoir à l'esprit, c'est que ce plan a été conçu de longue date, il a germé dans la tête d'un Rothschild dès la fin du XVIIe siècle, avant d'être conforté et matérialisé au début du XIXe siècle, lorsqu'il mit la main sur le Banque d'Angleterre et devint l'homme le plus riche de Grande-Bretagne et du monde, le moment doit nous interpeller, car il correspond à l'époque où la Grande-Bretagne allait devenir le pays le plus industrialisé et le plus puissant du monde. Ajoutons, le principal colonisateur du "*Nouveau monde*" qui allait donner naissance à l'Etat le plus puissant que l'humanité ait connu à ce jour : les Etats-Unis d'Amérique.

La troisième chose qu'on doit avoir à l'esprit, c'est que pour eux, la religion sert de couverture idéologique pour maintenir la population dans la servitude de l'ignorance, et éventuellement pour dresser les croyants aux différentes religions les uns contre les autres ainsi que les incroyants, tandis qu'ils renforcent leur pouvoir et leur contrôle sur la population, l'un n'allant pas sans l'autre. Elle sert en même temps utilement en s'en revendiquant à couvrir tous leurs crimes. C'est tellement incroyable ou hors de portée de la conscience de la majorité de la population qu'il faut y consacrer un chapitre à part.

La quatrième chose à conserver à l'esprit, c'est qu'ils peuvent être d'origine juive, catholique, protestante, musulmane sunnite ou chiite ou autres et pratiquer ou se réclamer de ces religions ou encore se proclamer athées, tout en planifiant des guerres qui conduiront à l'extermination de millions de juifs, chrétiens, musulmans, etc., ainsi vont leurs principes et leur morale. C'est monstrueux, ce qu'on a du mal à imaginer, c'est que ces sont véritablement des monstres !

Leur objectif sur ce plan précis, consiste à démontrer au monde entier que comme les religions sont davantage une source de conflits ou de guerres que de paix entre les peuples, elles devraient à terme céder la place à une autre religion, universelle, qu'ils concocteront à l'adresse de la population le moment venu.

La cinquième chose qu'il faut savoir, c'est que l'eugénisme, la sélection des êtres humains en fonctions de leurs aptitudes physiques

et mentales, fait partie de la panoplie des moyens qu'ils utilisent pour modeler le monde selon les critères qu'ils ont sélectionnés.

Cette théorie conduisant à l'élimination programmée des êtres les plus faibles et jugés inutiles ou nuisibles au reste de l'humanité, figurait dans les écrits de ThéodoreHerzl en visant les juifs qu'ils haïssaient et qui devaient être exterminés massivement par la suite par le régime nazi qui n'ont fait que l'appliquer...

On aura remarqué au passage que cette théorie était compatible avec celle du "peuple juif" décrété "peuple élu" et supérieur à tous les autres, notamment les Arabes, en particulier les Palestiniens musulmans qui devaient être chassés de la Palestine pour céder la place à l'Etat d'Israël. Au passage, les chrétiens, en particulier les catholiques étant logés à la même enseigne.

La sixième chose consiste à ne pas oublier, c'est que le pouvoir économique qu'ils ont acquis n'est pas une fin en soi, mais un moyen au service d'un autre objectif, politique : asservir la population mondiale et détenir sans partage le pouvoir politique à la surface de la terre.

La septième et dernière chose à avoir à l'esprit, peut-être la plus importante car elle est le fil conducteur qui sert à comprendre toutes les autres, c'est que ce plan qui a été conçu pour concentrer tous les pouvoirs entre leurs mains, a été défini en réaction aux contradictions du capitalisme qui poussées à l'extrême se traduisent régulièrement par des crises de plus en plus gigantesques et incontrôlables, qui de la sorte menacent leur pouvoir et leurs biens par le biais de la lutte des classes.

Il s'agissait donc de trouver un moyen définitif de remédier à ce danger en s'affranchissant de la lutte des classes, en dépossédant de tout pouvoir politique les exploités tout en établissant une dictature bureaucratique et policière implacable une fois les rapports entre les classes modifiés de telle sorte que les bases objectives du socialisme soient anéanties pour toujours. Pour y parvenir, cela doit passer par la liquidation de la majeure partie des classes ou couches moyennes condamnées à la paupérisation, tandis que seulement quelques couches indispensables au fonctionnement de leur société et totalement soumises à leur idéologie demeureraient encadrées par l'élite intellectuelle à leur service.

On pourrait ajouter un dernier point.

Ils sont à l'origine des deux guerres qui ont eu lieu au XXe siècle, des crash boursiers, coups d'Etat, etc. qui n'ont fait que renforcer leur pouvoir, davantage encore de nos jours puisqu'ils ont le monopole de la création monétaire et contrôle en grande partie l'économie mondiale, les banques centrales étant des banques privées et non des banques d'Etat, banques privées ou commerciales qui leur appartiennent de fait, le fonctionnement des Etats dépendent ainsi entièrement des marchés financiers, des grandes banques qui leur dictent leur volonté, tout en leur imposant des taux d'intérêt les conduisant à s'endetter sans fin, à la banqueroute.

A l'issue de chaque guerre, détenant l'argent, la planche à billets, ils ont exigé que soient mises en places des institutions internationales sur les plans économique et politique, qui au fil du temps devaient se substituer aux Etats nationaux, à leurs banques centrales, à leurs parlements ou institutions qui ne devaient plus être à terme que des rouages de ces institutions internationales (FMI, Banque mondial, BRI, ONU et toutes ses agences), tandis qu'ils mettaient en place des structures politiques englobant les différents Etats situés sur un même continent, pour à terme en faire de simples exécutant de la politique décidée par leur gouvernement mondial, qui d'une certaine manière existe déjà sans que ce processus ne soit encore achevé. Les structures telles que l'UE, le NAFTA, l'ASEAN ou APEC, tous les traités signés entre les Etats dans le cadre de ces structures continentales poursuivent l'objectif qui vient d'être énoncé.

Ce gouvernement mondial existe déjà sous la forme de structures plus ou moins informelles ou inconnues des neuf dixième de la population. Il se compose des banquiers de la Fed, les plus puissants de la planète, des banquiers des principales banques occidentales, des patrons ou grands actionnaires des multinationales, des médias, de l'élite intellectuelle qu'ils ont gagné à leur idéologie et que l'on retrouve dans des partis politiques. Ils se réunissent à la face du monde dans le G8 ou le G20 qui n'est en réalité qu'une opération de propagande destinée à tromper les peuples. Les véritables décisions ou les plus importantes sont prises dans d'autres structures internationales qu'ils ont créées à cet effet, le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR, etc.

On affinera tout cela au fur et à mesure. Il y a évidemment des tas de questions qui vont jaillir de ce tableau.

La difficulté réside dans le fait qu'il ne faut oublier aucun facteur, y compris ceux qui n'ont pas été évoqué ici, par exemple la démographie mondiale. Si l'on considère ce facteur particulier, on devrait en déduire que la population ne cessant d'augmenter, il est inconcevable d'imaginer qu'un super Etat comme l'UE pourrait remplacer à lui seul les 27 Etats qui le compose aujourd'hui, ils vont être obligés de conserver les Etats tels qu'ils existent aujourd'hui, même s'ils fonctionnaient selon le principe de subsidiarité, c'est-à-dire sans pouvoir réel ou souveraineté comme simple exécutant de la politique de l'UE. ils ne parviendront pas à détruire plusieurs siècles d'histoire liée à chaque pays, leurs particularités historiques, faire disparaître leurs particularités politiques, même si dans la pratique ils parvenaient à les annihiler, la mémoire des différents peuples persisteraient pendant encore des décennies et des décennies, d'autant plus que la lutte de classe n'aurait pas disparu, même si aujourd'hui le mouvement ouvrier est totalement gangrené.

On continuera plus tard, tout cela pour dire qu'il y a encore loin de la coupe aux lèvres et que nous ne sommes pas encore vaincus, la victoire est encore possible, à condition que l'avant-garde ouvrière adopte une autre orientation politique, afin que le prolétariat se dote d'une nouvelle direction révolutionnaire basée sur les enseignements du marxisme et du léninisme, voir mon article d'avant-hier *La question qui est posée au mouvement ouvrier en Europe*.

A bâtons rompus dans un courriel à un camarade ouvrier à la retraite. Extraits.

A propos du nouvel aéroport près de Nantes qui fait polémique.

Ben oui, chaque fois qu'il faut construire une bretelle d'autoroute, faire passer une ligne du TGV ou agrandir un aéroport, il y a des gens qui sont expropriés (et indemnisés), mais on pourrait aussi revenir un siècle ou même deux en arrière, supprimer les voitures, le train et les avions, j'ajouterai les tracteurs et les machines qui ont volé le travail aux malheureux travailleurs dont ils se foutent bien par ailleurs.

A bas le "*productivisme*", à bas le matérialisme, à bas le progrès technique, technologie, scientifique, vive le moyen-âge ! Tu sais comment les opposants au Nouvel ordre mondial le qualifient aux Etats-Unis ? Un régime néo-féodal, un retour trois ou quatre siècles en arrière.

Tous ces contestataires font leur jeu. Je conseillerai au gouvernement d'installer le nouvel aéroport sous leur fenêtre pour voir leurs gueules et celles non pas des vaches, mais de leurs milliers de voisins...

A propos du féminisme.

Tiens à ce propos, Rockefeller s'est vanté d'en avoir été l'un des initiateurs (de l'avoir financé) dans les années 30 aux États-Unis (les suffragettes). Il a expliqué pourquoi : parce qu'il ne trouvait pas normal que dans un couple un seul soit taxé, en faisant travailler les deux il devenait possible de les taxer tous les deux. Il a même ajouté cyniquement que de la sorte les gosses seraient mis à l'école plus tôt et qu'ainsi ils seraient formatée plus tôt aussi pour faire de bons esclaves plus tard, tout en considérant leurs parents comme des étrangers...

C'est tout à fait ce qui s'est passé, et tous ces abrutis qui ont trouvé que c'était un progrès social n'y ont rien compris, on en subit dorénavant tous les jours les conséquences, les gosses n'ayant aucun repère, les parents aucune autorité sur eux, etc. Les responsables sont ces dirigeants du PS, de l'OCI, de la LCR et Cie. Par bien des côtés, ce sont vraiment de sacrés tarés... Mais vois-tu, tout cela était inévitable, c'était écrit quelque part, je refuse cette interprétation, si les travailleurs (l'homme ou la femme qui travaillait dans un couple avec enfants) avaient été mieux payés, les deux n'auraient pas été obligés d'aller bosser et d'abandonner leurs gosses, sauf que le mouvement ouvrier a été incapable de mener ce combat, il était déjà complètement gangrené par l'idéologie dominante. Je ne veux pas refaire l'histoire, je raconte seulement comment les choses se sont passées de cette manière et pourquoi. C'est un crime, je sais, on s'en fout.

A propos de l'eugénisme, de Ford, la multinationale américaine et sa fondation.

Hier je suis allé vérifier un truc (sur Internet). L'eugénisme, la sélection des êtres humaine en fonction de leurs aptitudes physiques et intellectuels, on conserve les meilleurs et on liquide les autres, les plus faibles, tu te doutes bien qui est visé en premier, les ouvriers évidemment, mais pas seulement.

Et bien c'est vrai que Julian Huxley, biologiste et eugéniste fut le premier président de l'Unesco et du WWF, Unesco auquel a participé Christian Eyschen (POI), j'emploie le passé car je crois que ce n'est plus le cas, je ne peux pas le vérifier. Attends ce n'est pas fini.

Parmi les eugénistes ou les fondations ou sociétés eugénistes créées au cours de la première moitié du XXe siècle qui trouvait-on ? Balfour, ex-ministre des Affaires Étrangères britannique qui en 1917 promettait de céder la Palestine aux sionistes dans une lettre adressée à Rothschild, elle est dans le site (vidéo), on trouve aussi Rockefeller, quelle coïncidence, à croire que le "*peuple*" juif était tellement supérieur aux autres... qu'ils ont entrepris de le liquider (Shoah) ainsi que les Palestiniens arabes ou musulmans, mais cela allait de soi, etc. L'eugénisme a inspiré Hitler et les nazis, mais aussi les sionistes qui étaient leurs complices.

J'ai également appris que le portrait de Ford, des usines Ford, trônait dans le bureau de Hitler, Ford était raciste et pro nazi. C'est la fondation Ford qui (notamment) finance chaque année la Forum social mondial auquel participe les altermondialistes dont le NPA. La fondation Ford, de la multinationale Ford, la même que dans les années 20, est une des entreprises privées qui contribue financièrement au fonctionnement de l'Unesco auquel participait le POI. Tu peux le vérifier sur Internet dans le portail de la fondation Ford ou de l'Unesco.

Qu'est-ce que cela signifie alors ? Et bien que tous ces gens-là ont quelque part des intérêts en commun. Et oui, dans le cas contraire leur collaboration serait impossible. Pense à ce que je t'ai écrit au début de ce courriel (j'indiquais que la plupart des gens

de certains portails que j'avais contactés ne m'avaient jamais répondu.) et tu auras compris. Le POI a créé un comité sur la laïcité au sein de l'Assemblée nationale auquel participe des élus du parti de Borloo, le Parti radical qui fait partie de l'UMP, le POI ne s'en cache même pas, je l'ai lu dans *La Raison*. Crois-tu que de véritables communistes ou bolcheviks auraient été acceptés par ces gens-là ? Bien sûr que non. Ils ont fait le ménage depuis pour montrer patte blanche. C'est parce qu'ils ont renié leur idéal et abandonné leur programme, le combat pour le socialiste que c'est possible.

Tu imagines un instant Marx ou Lénine embringué dans de telles histoires ? C'est marrant, à ma connaissance ils ont eu une existence beaucoup moins facile ou agréable que ces bureaucrates vendus, non, dis-moi si je me trompe. Et je n'ai même pas évoqué la franc-maçonnerie. Tu savais que 16 présidents américains au moins en avaient fait partie ? Un pur hasard sans doute. Prends leurs symboles le compas et l'équerre, ils forment un V et un V renversé, ferment les 2 V et tu auras la croix de Judée qui est l'emblème d'Israël, une simple coïncidence encore. Tu sais ce qu'on dit habituellement des coïncidences, à force de se répéter ce n'en est plus vraiment, cela correspond à une volonté ou des actes délibérés.

Une ou deux fois j'ai parlé d'un complot contre la classe ouvrière pour ne pas que les militants me tournent le dos je n'ai pas insisté, mais je le pensais vraiment. Tout ce qui viens d'être dit en constitue des preuves accablantes. Et on ne connaît que le millième de ce qu'ils ont fait, le millième. Cela me fout hors de moi, je me retiens tous les jours de ne pas exploser ou de tout laisser tomber, car je pense franchement que c'est foutu ou qu'on est vraiment très mal barrés, mais je me dis que je n'ai pas le droit de le penser et encore moins de le dire, on ne sait jamais, tu vois, je vais en arriver à croire aux miracles, c'est dingue comme histoire. Je préfèrerais mille fois me tromper, mille fois ou plus encore.

Quant aux intellectuels qui s'épanchent sur le Nouvel ordre mondial, ils ont leur entrée dans les médias, tu sais pourquoi ? Parce que comme à côté ils délirent complètement, cela discrédite complètement leur discours sur le Nouvel ordre mondial, les auditeurs en les écoutant se diront que cela aussi n'existe pas et la boucle est bouclée, ils sont manipulés et font le jeu de notre ennemi qu'ils croient combattre aussi (pas vraiment pour la même cause que nous), alors qu'ils se ridiculisent.

L'un annonce l'effondrement de l'euro pour la semaine suivante et le monde entier dans la foulée, un an, deux ans plus tard, l'euro est toujours là et rien ne s'est effondré, cela veut dire que l'euro est éternel et que l'effondrement du capitalisme était une blague et le tour est joué.

Un autre, Pierre Hillard, est docteur en science politique, bardé de diplômes, une super tête, il fait le procès de la "*dérive*" libérale du capitalisme, il dénonce à tort et à travers le Nouvel ordre mondial, puis il délire sur l'existence de Dieu, du coup tout son discours perd en crédibilité contre le capitalisme, résultat des courses : rien ne justifie la remise en cause du capitalisme et le Nouvel ordre mondial est une pure invention de ce mégalomane. Et ainsi de suite.

Un autre dénonce le sionisme et dit des choses très vraies, mais ensuite il explique que c'est l'islam qui va sauver le monde, du coup tout ce qu'il a dit sur le sionisme devient douteux et le tour est joué.

Mais un mec comme moi qui tiens le même discours sur le système capitaliste, sur le Nouvel ordre mondial dont 99,99% de la population ignore tout, sur le sionisme, etc. il y en a pas sur Internet ou qui passe à la télé, pire aucun parti ne tient ce discours. J'ai oublié plus haut de te dire que le premier président du WWF était aussi membre du groupe Bilderberg, ainsi que la reine des Pays-Bas et celle d'Angleterre, encore une coïncidence ! Oui, cela signifie que toutes les organisations écologiques internationales sont gangrenées par la pire pourriture du monde. Fin

Plus tard j'ai rédigé cet épilogue.

Chers lecteurs et camarades, si j'ai un conseil à vous donner, chaque fois que vous entendez parler d'un association, d'une Ong, etc. renseignez-vous sur le Net, sur Wikipédia on peut obtenir un tas d'informations ou dans des vidéos que malheureusement je ne peux pas télécharger à cause de ma connexion trop lente. Il faut recouper les informations, les comparer attentivement, faire des recherches, c'est fastidieux et ingrat je sais, sinon on court le risque d'être manipulé et de servir des intérêts contraires aux nôtres.

Moi de mon côté je fais ce que je peux, je le répète encore une fois, je ne suis affilié à absolument aucune organisation ou association, aucun parti, je ne suis même pas abonné à un journal, un magazine ou quoi que ce soit, je n'ai pas d'appareil ou de boutique à défendre, rien à vendre, aucun intérêt personnel ou individuel dans cette histoire, je suis totalement indépendant autant qu'il est possible de l'être dans ces conditions.

A la fin de mon courriel à ce camarade j'ajoutais ces quelques lignes.

Je pense que tu auras compris qu'il n'y a pas une personne, à ma connaissance, qui défend nos intérêts ou parle en notre nom et qui ne soit pas par ailleurs corrompue d'une manière ou d'une autre (ne serait-ce que sur le plan idéologique, inconsciemment ou non). Triste, dramatique constat en vérité.

Tu vois, ce monsieur Aaron Russo, c'était un grand bourgeois, il s'est fait racketter de 600 ou 800.000 dollars par le fisc

américain, cela veut dire qu'il possédait des dizaines de millions de dollars ou plus encore, une vraie fortune, son témoignage vaut de l'or, et bien ce type qui est mort depuis (2007), il valait mieux que tous nos dirigeants réunis.

Quand on lui a dit que c'était un homme "*bon*, il a répondu non, qu'il avait tout simplement une "*conscience*" , et que c'était parce qu'il avait une conscience qu'il nous a livré ce que Nike Rockefeller lui avait avoué, au risque de sa vie ; est-il mort de mort naturel suite à son cancer 6 mois plus tard, nul ne le sait et ne le saura jamais. J'aurais préféré que ce soit un dirigeant du mouvement ouvrier qui fasse preuve de ce courage, qui ait cette conscience, à croire qu'ils n'en ont plus. Fin

Qui a fait preuve de courage lors du passage en France du Premier ministre israélien allié dorénavant à l'extrême droite (dans le même parti) en disant la vérité sur le sionisme fer de lance de l'antisémitisme ? Qui ? Gluckstein, Besancenot, Artaud, Laurent, Mélenchon ? Pas un, pas un. Après vous avez le droit de les caractériser comme bon vous semblera, ils en porteront la responsabilité, comme ils portent la responsabilité de la situation sociale et politique actuelle...

As-tu lu le dernier IO ou tout du moins l'as-tu parcouru en diagonal ?

L'article sur la Ve République et le bonapartisme tombe encore à côté de la plaque. Depuis Maastricht, l'Etat n'est plus qu'un relais de l'UE, bien que l'Etat existe toujours attention, mais ce n'est pas ce que qui le caractérise ou ce qui est l'essentiel maintenant, mais à quoi il sert au juste. C'est marrant, cela aurait dû leur sauter aux yeux, eux qui n'ont que l'UE à la bouche, eh ben non, ils sont passés à côté une fois de plus !

L'Etat se situe au-dessus des classes, bien, tout en représentant les intérêts de la classe dominante à ma connaissance, et après, dans les circonstances présentes cela signifie quoi sinon ce que je viens de relever et qu'ils ont justement oublié de mentionner. Tu sais pourquoi ? Parce qu'ils sont figés dans leur définition à la con, l'Etat est d'une certaine manière plus que jamais au-dessus des classes, il est carrément déconnecté des rapports entre les classes en France (c'est la même chose dans tous les pays de l'UE remarque bien) il n'est plus que la caisse d'enregistrement de la politique dictée à Bruxelles et... Berlin, ce qu'on peut observer lorsque le gouvernement s'engage à mettre en œuvre une politique pour aussitôt (pour ne pas dire la veille !) s'apercevoir qu'il n'en a pas les moyens politiques d'où les couacs à répétition.

En me relisant ce matin, j'ajouterais bien que ce qui définit le mieux l'UE, c'est son caractère bonapartiste, son côté bureaucratique, dictatorial, militaro-financier, impérialiste quoi, non ?

Autre chose très vite plus personnelle.

Mon épouse que je n'ai pas vue depuis 5 mois arrivera mercredi sur les coups de 5 heures du matin, j'ai donc du boulot chez moi et des courses à faire, la maison doit être "*paca*" comme on dit en tamoul, impeccable, déjà qu'elle a tendance à se laisser aller, alors si je donne le mauvais exemple, c'est foutu ! Comme avec un gosse, ne vous marrez pas, c'est un peu galère et je vais devoir redoubler de patience...

Bonne semaine à tous, bon courage et gardez le moral, c'est difficile parfois, c'est certain, mais il faut tenir, ne pas se laisser distraire, ne pas verser dans le gauchisme, l'indivualisme en somme, ne pas mépriser les ignorants, nous le sommes tous un peu ou beaucoup ou nous l'avons été on n'a pas le droit de l'oublier, apprenons à la source du marxisme, c'est la meilleure école avec la vie, pour être souple et ferme sur nos principes, leur application, faire preuve de mesure, éviter le laisser aller en toutes choses, c'est le pire comportement qui soit, posons-nous des questions encore et encore, soyons digne des idées que nous défendons, de notre idéal, le socialisme, le communisme, la liberté.

Hollande en famille.

Après son entretien de deux heures avec le roi Abdallah , le président français s'est félicité d'une grande convergence de vue avec le roi sur le dossier syrien et libanais.

"*Avec le roi Abdallah, nous avons mis en garde tous ceux qui aimeraient déstabiliser le pays*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, mettant aussi en exergue les positions très proches des deux pays sur le nucléaire iranien.

"*Je ne suis pas venu signer je ne sais quel contrat*", a ajouté le chef de l'Etat français, pour qui "*c'est une relation personnelle et de confiance qui devait être établie*".

Des observateurs estiment que le partenariat entre les deux pays s'est dégradé sous la présidence de Nicolas Sarkozy au profit d'une "*lune de miel*" avec le Qatar, une vision qui agace des diplomates français.

"*Le Qatar est à l'Arabie saoudite ce que Monaco est à la France*", explique l'un d'eux pour signifier en quoi les relations avec l'émirat ne peuvent se substituer au partenariat avec l'Arabie saoudite, un pays environ 200 fois plus grand et 15 fois plus peuplé.

Membre du G20, l'Arabie saoudite et ses 27 millions d'habitants est le premier fournisseur de pétrole de la France et représente des opportunités supérieures au Qatar en termes de contrats. lemonde.fr 04.11

Exceptionnellement, j'ai regardé les infos en bref sur TV5Monde Asie sur les coups de 23h, après avoir regardé un vieux film de Renay avec Lino Ventura, Un papillon posé sur l'épaule. J'ai observé attentivement de quelle manière Hollande a salué le monarque d'Arabie saoudite, à deux reprises il a courbé la tête de bas en haut en guise de soumission devant son interlocuteur, quelle misérable vermine !

Il est comme son prédécesseur, il n'a décidément aucune dignité. Dans mon entourage ouvrier que j'affectionne particulièrement pour sa sincérité, on dirait volontiers histoire de se lâcher un peu, que c'est une merde ce type-là ! On aurait presque honte pour lui ou à sa place, on laissera cela à ceux qui ont appelé à votre pour lui, nous, on ne peut pas puisqu'on ne se reconnaît pas en lui.

L'islam, comme toutes les religions, est incompatible avec une religion mondiale ou universelle : l'argent.

- L'Arabie Saoudite détruit des vestiges de l'Islam... dans l'indifférence - Slate.fr

Un article du Telegraph explique que l'Arabie Saoudite est en train de détruire dans les deux plus grandes villes saintes de l'Islam, La Mecque et Médine, des vestiges d'une valeur historique inestimable dans l'indifférence la plus totale… notamment du monde musulman.

A Médine, un article de The Independent révèle un plan mégalomaniaque consistant à raser trois mosquées du 7ème siècle.

La grande exposition au British Museum de Londres sur le pèlerinage à La Mecque qui s'est tenue de janvier à avril 2012 ne faisait aucune mention des travaux et des projets immobiliers. Slate.fr 04.11

Normal, l'Arabie Saoudite fait partie du G20, le gouvernement mondial des banquiers internationaux qui ne sont ni juifs, ni musumans, ni chrétiens, ni athées mais seulement banquiers, monarques (absolus) de leur état.

Pour eux, la religion sert de couverture idéologique pour maintenir la population dans la servitude de l'ignorance et éventuellement pour dresser les croyants aux différentes religions les uns contre les autres ainsi que les incroyants, tandis qu'ils renforcent leur pouvoir sur la population.

De ces "***artistes***" (et intellectuels) dégénérés ou psychopathes soutenus par l'Etat, à son image.

- Un "*lancer de chats*" de l'artiste Jan Fabre émeut les Belges - LePoint.fr

Le plasticien flamand Jan Fabre, adepte de la provocation, est au coeur d'une polémique à la suite d'une performance montrant un "*lancer de chats*" devant l'hôtel de ville d'Anvers (au nord de la Belgique), qui lui a valu d'être physiquement agressé. C'est la vidéo d'une performance de l'artiste dans laquelle on voit plusieurs personnes en train de lancer des chats en l'air, dont certains retombent lourdement sur les marches de l'hôtel de ville, qui a suscité la polémique, rapportent vendredi des médias belges.

Internationalement reconnu, l'artiste a fait de la provocation son fonds de commerce. Il a déjà créé une performance montrant un concours de masturbation. Il avait acquis une certaine notoriété en France en 2005, au Festival d'Avignon, avec des pièces évoquant le sang et l'urine. Il a depuis été "*artiste invité*" au Louvre. Il expose actuellement une série d'autoportraits intégrés dans les salles de sculpture classique du musée des Beaux-Arts de Bruxelles. LePoint.fr 04.11

Une des ex-collègues de mon ex-épouse avait l'habitude de dire que G. Bush avait dû être fini à la pisse, apparemment il n'est pas le seul dans ce cas-là....

Et dire que ce genre d'intellectuel minable a ses entrées au Louvre à Paris ou au musée des Beaux-Arts de Bruxelles, cela en dit long sur le degré de décomposition de leur société et les représentants du capitalisme.

ACTUALITE EN TITRES

Le Qatar ou le quartier général de la contre-révolution arabe et de la décolonisation.

- L'opposition syrienne réunie à Doha pour s'élargir et s'unir - Reuters

Un aveu : compétitivité = douleur pour les travailleurs... et douceurs pour les patrons.

- Maillon faible de l'Europe ? La France prise en étau entre les pays du sud qui regagnent leur compétitivité dans la douleur et ceux du nord qui ne l'ont jamais perdue. - Atlantico.fr

Compétitivité = fatalité = consensus droite/gauche

- Pourquoi les solutions au problème de la compétitivité dépassent le clivage droite/gauche - Atlantico.fr

Mais pourquoi, pourquoi enfin ? Mais parce que le capitalisme est indépassable voyons !

Un paradis fiscal en Europe gravé dans le marbre.

- Le secret bancaire dans la Constitution suisse ? - LePoint.fr

Et pendant ce temps-là, les représentants du G20 expliquent au monde entier qu'ils déploient des efforts gigantesques de chaque instant pour "*réformer*", mieux "*contrôler*", "*encadrer*" les marchés financiers, lutter contre la spéculation, contre l'évasion fiscale, patati patata...

Le feu qui couve vent devant... ou plutôt derrière.

- L'Eglise catholique enflamme le débat sur le mariage homosexuel - AFP

Il est vrai que selon la Genèse Eve serait sortie du corps d'Adam, mais on ne nous a pas dit par où...

Créer en permanence de nouveaux besoins pour faies marcher la machine capitaliste...

- Samsung a vendu 30 millions de Galaxy S3, rival de l'iPhone - AFP

Le géant sud-coréen de l'électronique Samsung Electronics a indiqué dimanche avoir vendu plus de 30 millions de son dernier modèle de téléphone multifonctions, le Galaxy S3 (ou Galaxy S III), rival de l'iPhone d'Apple, depuis son lancement fin mai. AFP 04.11

Histoire belge. Une fois n'est pas coutume.

- Belgique: arrêté avec 4 kg de cocaïne à l'aéroport, relaxé faute d'interprète - AFP

A Pondichéry j'ai eu l'occasion de croiser plusieurs Belges, j'ai apprécié leur sens de l'humour et de la dérision particulièrement répandu chez eux. Chez les Indiens aussi quand on les connaît bien. A côté les Français en manquent particulièrement et sont à mourir d'ennui, ils se prennent très au sérieux, et puis ils sont supérieurs aux autres, bref, tout ce qu'on apprécie chez un individu !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le Portugal demande l'aide du FMI pour réduire ses dépenses

Le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement portugais ont engagé des discussions afin d'identifier de nouvelles coupes budgétaires capables de contribuer à résorber le déficit, a déclaré le gouvernement à l'agence de presse Lusa.

Les créanciers internationaux du Portugal, Union européenne et FMI doivent démarrer fin novembre le sixième examen du plan d'aide de 78 milliards d'euros octroyé à Lisbonne.

Le gouvernement a sollicité un soutien technique du FMI avant ce nouvel examen afin de trouver le moyen de réduire ses

dépenses publiques de 4 milliards d'euros.

"*Le gouvernement a pris l'initiative de demander le soutien et les connaissances techniques du FMI et de la Banque mondiale sur ce problème (...)*", a déclaré jeudi le ministère des Finances cité par l'agence de presse Lusa. Reuters 02.11

2- Grèce.

Grèce: l'exécutif ressort la menace de la drachme avant des votes cruciaux.

Le Premier ministre grec Antonis Samaras et son allié socialiste Evangélos Vénizélos ont de nouveau brandi dimanche la menace d'une sortie de l'euro si le parlement ne vote pas la semaine prochaine le train de rigueur réclamé par l'UE et le FMI. AFP 04.11

Haut de page

Le 6 novembre

CAUSERIE

Je dois stopper net l'actualisation du site car j'ai un gros emmerde sur les bras : le vol de mon épouse prévu de cmatin a été annulé au dernier moment sans la prévenir évidemment, je cherche à savoir ce qui s'est passé et la suite du programme.

Au mois d'octobre le site a reçu 4040 visites et vous avez téléchargé 3767 fichiers, c'est le record ! Bravo à vous !

J'ai mis en ligne quelques causeries des derniers jours après correction de quelques fautes, on écrit obnubilé comme obsédé et non omnubilé, et j'en veux pour connection au lieu de connexion. Parfois j'oublie des lettres parce que je ne les vois pas.

Si je prenais le temps de faire ce boulot en faisant preuve de plus de rigueur et posément, en m'accordant des pauses toutes les heures, etc. si je travaillais au même rythme qu'un Suisse par exemple, un rythme normal quoi, il me faudrait trois heures de plus au moins par jour, mais bon on n'a pas encore inventé la journée de 27 heures, même l'UE n'y est pas arrivée, la semaine de travail 68 heures ils savent faire par contre, sur le papier pour le moment... D'accord, mais pas pour un patron, et pas sous un régime capitaliste !

Qui a dit ?

- "*La libre union des nations sous le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des Républiques socialistes contre les États arriérés.*"

Réponse : V.I. Lénine (Editions sociales, 1960, Tome 21 (août 1914-décembre 1915) des Oeuvres, p 351-355.

Ce qui implique au départ des "*Républiques socialistes*", que le prolétariat ait pris le pouvoir, renversé l'ordre établi au profit d'un Etat ouvrier, commencé à s'attaquer aux fondements du capitalisme, qu'il ait exproprié les principaux capitalistes du pays, etc. et non des "*nations libres*" (POI) demeurées sous le carcan du capitalisme, un discours que de Gaulle aurait pu reprendre à son compte, totalement inacceptable pour nous, seuls les Etats-Unis socialistes d'Europe ou une fédération des Républiques sociales d'Europe constitue une alternative à l'UE.

A propos du rapport Gallois

C'est la solution de la "*dernière chance*", il n'en existe pas d'autres, voilà comment le rapport Gallois est présenté aux travailleurs.

Faire baisser le coût du travail, cela signifie faire baisser le niveau de vie des travailleurs, des ouvriers mais aussi des classes moyennes.

Les cotisations sociales dites ouvrières ou patronales sont en réalité du salaire différé dans la mesure où elles servent à financer les organismes sociaux qui profitent aux travailleurs. C'est une partie de la plus-value produite au cours du procès de production par l'intervention de la force de travail sur le capital mis en oeuvre pour faire bref.

Dès lors que dans le rapport entre le capital variable (salaire) et le capital constant, la part qui revient au capital variable diminue,

le taux de profit diminue, donc sous cet angle diminuer le coût du travail ne peut sauver (durablement) le capitalisme ou constituer un moyen de sortir de la crise dans laquelle il est plongé.

Rappelons au passage que la concentration du capital est le pendant de la diminution du taux de profit, dans la mesure où le secteur industriel ou marchand est de moins en moins rentable en terme de profit, le capital accumulé va s'accroître sans être réinjecté ce secteur et se tournera de préférence vers des secteurs économiques plus profitables, les marchés financiers et la spéculation.

L'augmentation de la TVA frappera en premier lieu la classe ouvrière, mais surtout les classes ou couches qui consomment le plus parce qu'elles ont des revenus supérieurs à la moyenne, la petite-bourgeoisie ou les classes moyennes, les couches supérieures du prolétariat.

La question qui est posée à tous les travailleurs et militants est celle-ci : le capitalisme permet-il à chacun de pouvoir satisfaire ses besoins et ses aspirations élémentaires ou reconnus universellement comme légitimes dans des conditions décentes ?

Si la réponse est oui, on pourrait concevoir que ce système économique continue d'exister, si la réponse est non, il doit disparaître. Entre nous, il n'a jamais rempli ces conditions.

Qu'est-ce que recouvre le vocable de la compétitivité ? Avec qui ? Qui est en compétition avec qui ? Contre qui ? Pour le compte de qui ? Au détriment de qui ou quoi ?

Il appartient au discours patronal que le gouvernement a repris à son compte témoignant ainsi si nécessaire de sa véritable nature.

Il s'agit de la compétitivité auquelle sont soumises toutes les entreprises capitalistes dans le monde qui se livrent à un apre combat sur le terrain de la concurrence pour conserver, acquérir ou conquérir des parts de marché sur tous les continents.

Depuis trois décennies la division du travail s'est amplifiée en Europe et à l'échelle mondiale, disparition de l'URSS et ses satellites, réintroduction du capitalisme à marche forcée en Chine, le tout couronné par l'intégration de pratiquement tous les pays à l'OMC, et aboutissant à la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, dans de très larges secteurs de l'économie, donc conduisant irrémédiablement en Europe les entreprises les moins compétitives à licencier massivement, délocaliser leurs unités de production ou carrément disparaître.

Bien entendu, les entreprises ne bénéficient pas des mêmes conditions économiques et sociales ou encore politiques, selon les pays ou les entreprises sont installées certaines sont avantagées par rapports aux autres.

Les entreprises installées dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché, la législation du travail pratiquement inexistante ou particulièrement favorable au capital, les syndicats faibles, corrompus ou interdits, idem pour les partis ouvriers, où l'impôt sur les bénéfices est faible ou insignifiant, etc. les entreprises installées dans ces pays seront forcément les plus compétitives en terme de plus-value ou profit dégagé au cours du procès de production.

Pour rivaliser avec elles, les entreprises situées dans d'autres pays où les conditions sont moins favorables à l'exploitation des travailleurs, doivent pouvoir adopter une politique qui conduit à réduire les écarts qui existent entres elles dans les domaines évoqués au paragraphe précédent si elles veulent survivre.

En Europe, elles ne peuvent même pas prétendre profiter des nouveaux besoins que le marché a créé artificiellement dans le domaine de la communication par exemple ou des énergies renouvelables et liés aux nouvelles technologies, car ils font déjà l'objectif d'une production massive à un coût imbattable en Asie. Elles commencent même à être concurrencée dans des secteurs comme l'aéronautique, le train à grande vitesse ou le nucléaire par la Chine, le Brésil et la Corée du Sud.

Comme je l'écrivais en 2005, d'ici quelques décennies, il ne restera plus rien à la France à vendre au reste du monde en échange de ses importations, sa balance commerciale deviendra de plus en plus déficitaire, elle devra réduire sa consommation pour réduire ses importations, la population devenant de plus en plus pauvre et la masse des pauvres augmentant sans cesse, ce pays sera finalement ravalé au niveau d'un pays du tiers-monde, ce processus est en cours et s'accélère sur fond de crise rampante du capitalisme mondial. On en est pratiquement qu'au début, ce qu'apparemment personne ne semble comprendre ou ne veut admettre.

De deux choses l'une :

- soit le mouvement ouvrier lie résolument son combat pour maintenir au niveau actuel le niveau de vie des travailleurs ou l'améliorer dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et l'opportunité se présentera de franchir des pas significatifs dans cette direction et finalement de vaincre le capitalisme.

Cela implique l'unité des travailleurs des secteurs privée et public, l'unité sur le plan syndical et politique tendant vers le même objectif, ce qui n'a rien d'extraordinaire ou d'impossible, ne remet pas en cause leur indépendance réciproque puisque l'émancipation du salariat figure au programme des syndicats et des partis ouvriers se réclamant du socialisme (cela ne concerne pas le PS et ses satellites qui ne sont pas des partis ouvriers).

Cela implique évidemment la rupture des syndicats et des partis ouvriers avec les institutions, le gouvernement et le patronat, le rejet définitif du "*dialogue social*" sous ses différents masques, la sortie de la CES, de la CSI et de l'OIT notamment liés au capital, à l'UE ou à l'ONU avec lesquels aucune relation n'est possible.

- soit il continuera de s'y refuser obstinément et le tableau que j'ai brossé à grands traits au-dessus se réalisera, renvoyant le combat pour le socialisme et le socialisme lui-même aux calendes grecques. Dans ces conditions, la collaboration de classes s'amplifierait toujours davantage pour finalement coïncider avec le corporatisme qui est l'antithèse de la lutte des classes, les travailleurs étant rendus à l'état de masse taillable et corvéable à merci, d'esclaves dans une société de type néo-féodal, dictatoriale.

Pourquoi Hollande a-t-il abandonné le "***choc***", puis la "***trajectoire***", pour finalement adopter le "***pacte***" de compétitivité ?

- Louis Gallois souhaite promouvoir une démocratie sociale «*à l'allemande*» : apaisée, consensuelle, cogérée par les partenaires sociaux. L'ex-grand patron en appelle à un «*pacte social entre tous les partenaires*». Au diapason de Jean-Marc Ayrault, adepte de la négociation tous azimuts. Son rapport propose ainsi d'introduire des représentants du personnel dans les conseils d'administration des entreprises de plus de 5000 salariés, ou d'autoriser que les comités d'entreprise puissent être présidés par un représentant de ces derniers. libération.fr 05.11

Nous sommes évidemment farouchement opposés à la présence de représentants du personnel dans les conseils d'administration des entreprises, comme c'est d'ailleurs le cas de bureaucrates syndicaux dans les entreprises publiques où ils sont grassement rémunérés pour occuper cette fonction, le cas des permanents syndicaux au sein des organismes sociaux est du même type, que l'on retrouve également à la direction de partis ouvriers soit dit au passage, si vous cherchiez un élément à la base de la corruption des syndicats en voilà un, entre nous, ce n'est pas cela qui manque.

Gallois et le patronat comptent donc sur les syndicats jaunes (CFDT, CFTC, UNSA), les syndicats de cadres (CGC) liés au capital pour entraîner les autres (CGT, FO, SUD) à leur suite.

Ce qui va se passer vraisemblablement, le schéma habituel : ils vont se partager les rôles et le tour sera joué. Ceux qui refuseront de collaborer avec le gouvernement et le patronat feront tout pour diviser les travailleurs et refuseront de les organiser dans la perspective d'une mobilisation générale, de la grève générale qui pourrait devenir insurrectionnelle et porter un coup fatal au régimpe, perspective qu'ils honnissent tous en vérité.

Quel parti va mener le combat politique et organiser les travailleurs dans cette perspective politique, abattre le capitalisme et les institutions qui lui servent de couverture juridique et de légitimité, pour un véritable gouvernement ouvrier, une République sociale ?

Le chroniqueur du Monde et un des fondateurs de Slate.fr, Eric Leboucher, apporte quelques précisions intéressantes.

- La grande difficulté du gouvernement de gauche peut être résumée en termes simples: il doit mener une politique de droite. Du moins une politique que la gauche a toujours considérée comme de droite: la rigueur des comptes publics d'abord et maintenant la «compétitivité».

(mais que la "*gauche*" a toujours soutenu d'une manière ou d'une autre. - Ndlr)

En termes plus économiques, il doit renoncer à son keynésianisme atavique et il doit se convertir à mener une politique de l'offre, favorable aux entreprises. C'est aux yeux de la gauche française un double renoncement.

Le diagnostic porté par l'ancien patron de la Snecma, de la SNCF et d'EADS est direct: la racine du mal, ce sont les marges insuffisantes.

(Entendez salaires et avantages sociaux financés par les cotisations sociales (salaire différé) qui sont trop élevés. - Ndlr)

Surveillée par les marchés financiers, la France n'a pas le choix que d'aller vers l'austérité. Le gouvernement y va. Il n'y va encore qu'insuffisamment puisqu'il maintient un objectif de croissance artificiellement élevé pour s'éviter de franches coupes dans les crédits des ministères, des régions et de la sécu.

(Il agite à juste titre la menace des marchés financiers qui ne vont plus tarder à se manifester bruyamment et violemment, cela ne fait aucun doute.

Le PS va se retrouver d'autre plus en mauvaise posture et acculé qu'il y a des élections municipales (et européennes) en 2014. Plus il attendra pour tailler à la hache dans les budgets sociaux et ceux des régions, plus il va prendre le risque de prendre cette décision à une date rapprochée de ces élections. S'il les perd, du même coup lors des prochaines élections sénatoriales il perdra sa majorité.

Quelque part, paradoxalement cela pourrait l'arranger.

Quand Chirac a dissous l'Assemblée nationale en 1997, il disposait bien d'une majorité au Parlement, mais pas dans le pays pour conduire à bien sa politique de privatisation et d'austérité, avec une majorité dite de gauche, il pouvait nommer un Premier ministre du PS et ainsi réaliser un consensus ou une union nationale au plus haut niveau de l'Etat, ce qui devait lui permettre de gouverner tranquillement, tandis que le gouvernement Jospin-Mélenchon-Voynet ferait le sale boulot à la place du RPR. Ajoutons, pour espérer être réélu lors de la prochaine élection présidentielle et c'est ce qui s'est produit, le PS ayant été sanctionné pour avoir appliqué le programme du RPR et Chirac royalement réélu avec 82% des voix. Vous avouerez que c'était bien joué.

Hollande a déjà fait passer le TSCG et le MES sur la base d'un consensus avec l'UMP, il ne reste plus qu'à trouver le moyen de récidiver sur le "*pacte de compétitivité*" et le tour sera joué. Comment va-t-il s'y prendre ? On le saura dans les semaines à venir. Va-t-il demander un vote de confiance à l'Assemblée nationale sur les propositions qu'il va adopter. L'UMP et l'UDI peuvent estimer qu'il est - Ndlr)

La première heure de vérité arrive maintenant avec le rapport Gallois. Le gouvernement peut craindre qu'une hausse de la CSG pénalise les ménages et brime leur consommation, le seul moteur de la croissance. Cette question est réelle. (slate.fr 05.11)

Quelques réactions.

- UMP : Jean-François Copé, a « *approuvé totalement* » les mesures préconisées par le rapport...

- MoDem : François Bayrou estime que le rapport Gallois sur était « *cohérent* » et méritait « *le soutien* »...

- UDI (Union démocrates et indépendants : pour le député François Sauvadet , « *la remise du rapport tant attendu sur la compétitivité de l'économie française met François Hollande au pied du mur : soit il suit les préconisations de Louis Gallois en baissant drastiquement les dépenses de l'Etat et le coût du travail, (…) soit il les rejette et il condamne notre économie à la récession* ».

- PS : Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, " *ce rapport préconise de nombreuses mesures auxquelles le gouvernement va prêter la plus grande attention.*"

- Medef : Laurence Parisot a estimé qu'il s'agissait d'une « *étape décisive vers un big bang économique salvateur* ». Le communiqué rappelle que la « *plupart des recommandations* » du rapport « *sont issues des réunions de travail entre Louis Gallois et les chefs d'entreprise* ».

"*Il s'agit désormais de savoir quand et comment ses propositions seront mises en oeuvre*", a-t-elle ajouté, estimant que ce "*chantier est vital pour l'économie de notre pays*". "*Le Medef y contribuera dans un esprit constructif*."

- CGPME (confédération générale des petites et moyennes entreprises), le travail de Louis Gallois a été accueilli les bras ouverts.

- L'UPA, organisation patronale des artisans, a appelé dans un communiqué "*le gouvernement à engager dès 2013 la réforme du financement de la protection sociale*" en "*réduisant à la fois cotisations patronales et salariales*" et en "*les compensant notamment par une hausse de la CSG et par une augmentation limitée du taux normal de TVA*".

- CFTC, Joseph Thouvenel, vice-président : « *Quel que soit le choix fait pour booster les investissements, celui-ci ne doit pas tuer toute velléité de croissance et affaiblir encore plus le pouvoir d'achat des salariés* »

- CFE-CGC. Elle s'est dite "*satisfaite*". "*En mettant en oeuvre rapidement l'ensemble des mesures proposées par le rapport Gallois, le gouvernement fera oeuvre utile*"

- UNSA. Elle estime dans un communiqué que le "*transfert d'une partie significative des charges sociales vers la fiscalité ne pourrait se faire au détriment du pouvoir d'achat des salariés*". "*Sans être, par principe, hostile à ce transfert, il faut être vigilant sur ses conséquences et éviter tout choc aux effets incontrôlables*".

- FO : Jean-Claude Mailly « *il n'y pas de problème de coût de travail en France* ». Dans une interview au Parisien, le leader de FO rejette « *la logique d'un transfert massif des cotisations vers les Français* ». (source :publicsénat.fr et Lepoint.fr 05.11)

ACTUALITE EN TITRES

Une précaution inutile

- La gauche appelée à mener une (soi-disant) politique de droite - Slate.fr

La stratégie du "*choc*. Suite. (4)

- Rapport Gallois : «*Un choc de compétitivité*» de 30 milliards «*qui est un choc de confiance*» - Public Sénat

Cette formule contient un avertissisment à peine voilé de l'oligarchie financière à l'adresse de Hollande en évoquant "*un choc de confiance*".

- Rapport Gallois : Copé «*approuve*», «*étape décisive*» pour le Medef, «*rapport de patron pour les patrons*», selon le NPA - Public Sénat

- Le rapport Gallois déjà enterré ? - LePoint.fr

- Le gouvernement ne retiendra pas la proposition Gallois sur les gaz de schiste - Liberation.fr

- Le manque de compétitivité, "*défi majeur*" de l'économie française, selon le FMI - LePoint.fr

- Compétitivité : électrochoc ou méthode douce ? Les experts sont partagés - LeMonde.fr -

Vite, vite !

- GM en retard sur Ford pour se restructurer en Europe - Reuters

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Espagne

Le nombre de chômeurs a augmenté de 2,7% en Espagne en octobre

Le nombre de personnes sans emploi a augmenté de 2,7% en octobre comparé au mois dernier, selon les chiffres du ministère du Travail publiés lundi, ce qui représente 128.242 personnes supplémentaires, portant ainsi le nombre total de chômeurs à 4,8 millions de personnes en Espagne.

Les chiffres mensuels du chômage prennent en compte les Espagnols inscrits comme étant sans emploi, alors que le taux de chômage, qui a atteint le niveau record de 25% au troisième trimestre, est un sondage officiel qui est considéré comme étant un indicateur plus fiable du marché du travail. Reuters 05.11

Haut de page

Le 7 novembre

CAUSERIE

Les articles de presse d'octobre avec un index sont en ligne au format pdf.

J'ai passé une bonne partie de l'après-midi d'hier sur Internet et au téléphone pour résoudre le problème d'avion de mon épouse, elle arrivera dans deux jours, deux jours de vacances en plus pour moi, je déconne, la pauvre femme, elle est épuisée et bien mal en point.

Au début la compagnie aérienne indienne Jet Airways a reporté la faute sur mon épouse, normal, elle aurait quitté l'aéroport trop rapidement. En réalité ce qui s'est passé, c'est qu'ils avaient bien annulé son vol qui était remplacé par un autre quatre heures plus tard, sauf qu'ils avaient tardé à émettre de nouveaux billets lorsque les voyageurs se sont pointés à l'aéroport personne n'était au courant de ce transfert de passager. Plus tard je les ai menacé de mettre cette histoire sur leur page Facebook et Twitter en faisant référence au patron d'une autre compagnie aérienne indienne (Kingfisher) qui est en prison depuis deux semaines... A la fin, ils m'ont donné du "*cher monsieur*" en s'excusant et en me proposant de choisir moi-même la date et qu'ils suivraient mes instructions... C'est dingue, pour avoir gain de cause, il faut s'emporter (ou feindre de s'emporter sans leur dire) et recourir systématiquement à des menaces !

Quelques petites histoires indiennes, pas vraiment pour changer de registre, hélas !

Je me suis fait arnaquer de 1.000 roupies (13 euros), j'ai tapé un scandale d'enfer en pleine rue dans le quartier le plus fréquenté de Pondichéry, vous imaginez l'attroupement, j'ai de la voix, j'ai failli faire partie des choeurs de l'Opéra de Paris, il y a fort longtemps certes, le mec n'a rien trouvé de mieux que de revenir avec un voyou qui m'a menacé de mort, chose qu'il ne fallait surtout pas faire, cela m'excite encore plus, il ignorait sans doute que je parlais un peu tamoul, et les mots que je connais n'étaient pas vraiment à son avantage, du coup il a pris la fuite, j'ai promis de revenir tous les matins, en fait quand j'irai faire des courses, cela me défoule, ces salopards escroquent tout le monde y compris plus pauvres qu'eux, avec moi il est très mal tombé.

L'autre jour, c'est un flic que j'ai failli me faire, j'avais contourné une place pour ne pas attendre en plein soleil et dans la pollution, ce que des centaines d'Indiens font tous les jours quand ils ne grillent pas les feux rouges sous les yeux des flics, en m'apercevant il a foncé sur la chaussée en tendant le bras, j'ai failli lui rouler sur les pieds, j'ai accéléré en faisant un écart pour l'éviter, après j'ai ralenti en lui disant qu'il était dingue et je suis parti sans attendre sa réponse.

Quand mon épouse s'est fait escroquer d'une somme assez conséquente, j'ai porté plainte contre le voleur, le commissaire qui l'avait reçue avant moi la veille m'a demandé de prouver qu'il nous avait bien volés, elle est bonne celle-là, je l'ai regardé en lui disant qu'où j'habitais avant j'avais porté plainte contre la police locale en cheville avec les voyous de mon village, histoire de lui faire comprendre que je considérais qu'il était pareil et je suis parti en lui disant que je règlerai moi-même le problème à ma manière puisqu'ils ne veulent pas faire le boulot, cette affaire est encore en cours, ici on se trimballe un tas d'emmerdes pendant des mois ou des années, c'est un pays vraiment pourri, ce qui vous attend demain en France assurément, comme aux Etats-Unis quoi.

Et moi qui déteste les problèmes, je cherche à les éviter au maximum car je sais ce qui m'attend après. En fait en Inde, et c'est triste d'en arriver à dire cela, d'autant plus que cela ne correspond pas du tout à ma mentalité, on se sent bien quand il ne se passe rien dans notre vie, quand on ne voit personne, quand on n'a pas besoin de sortir.

Je dois retourner chez la dentiste, je crois que la dernère fois elle m'a pris pour un demeuré, j'avais senti que j'avais un trou dans une dent, elle m'a dit que ce n'était rien, deux semaines plus tard j'avais une nouvelle fois une douleur à cette dent-là. Pourquoi agit-elle ainsi ? Pour que ma dent pourrisse et qu'elle me la dévitalise, au lieu de payer 100 ou 200 roupies, cela va me coûter 3.000 roupies, vous avez pigé le truc ? C'est dégueulasse. On vit dans un monde épouvantable.

Je dois faire changer les plaquettes de frein à l'avant de la moto et le pneu arrière qui est complètement lisse, j'attends, les semaines, les mois passent, pourquoi, parce que cela me fait chier de savoir que je vais encore me faire voler, ce n'est pas pour le fric mais pour le principe, parce qu'on est impuissant face à ce genre de choses, c'est général, oui on a le droit de généraliser, c'est même fortement conseillé d'en avoir conscience quand on vit ici.

L'autre jour le jardinier de mon propriétaire vient couper l'herbe à ma demande, je n'avais pas le temps de le faire moi-même à cause du site, j'avais encore apercu deux serpents, donc il y avait urgence pour mon chien. Le soir du premier jour je n'avais pas de monnaie, je lui ai donc payé deux jours de travail. Le lendemain évidemment il n'est pas venu, il est réapparu cinq jours plus tard, à la mi-journée il avait terminé, avant de partir il m'a dit qu'il reviendrait avec la tondeuse pour finir le boulot, je ne l'ai jamais revu.

Mon beau-frère m'apporte du kérosène, je n'ai pas de monnaie, tant pis "uncle", la prochaine fois je t'apporterai 5 litres. Depuis je l'ai revu mais je n'ai pas vu la couleur des 5 litres de kérosène ! Le distributeur de gaz est situé près de chez lui, à une dizaine de kilomètres de chez moi, la journée il stationne sa voiture, plutôt la mienne, bon, passons, à moins de 2 kilomètres de chez moi, je lui demande donc de passer prendre la bouteille vide et je lui remets 500 roupies, la recharge vaut 360 roupies. Il m'a bien amené la bouteille deux jours plus tard, mais j'attends toujours la monnaie, c'est comme si j'avais payé ma bouteille de gaz 50% plus cher.

Il paraît que c'est normal. Cela fait des mois qu'il ne me verse plus une roupie pour la voiture que je lui ai achetée, il devait me rembourser pendant six ans, il a arrêté au bout de trois mois ! Je ne connais pas une seule personne qui ne soit pas ainsi ici, pas une au bout de 18 ans passés en Inde. Vous comprenez pourquoi parfois je suis excédé ou je n'en peux plus.

En Inde, ce qui se passe, c'est que lorsque vous connaissez les gens depuis longtemps, c'est comme si cela leur donnait un droit sur vous, celui de vous escroquer par exemple, c'est le cas avec mon histoire à 1.000 roupies, je connais ce type depuis 16 ans. Alors imaginez ce qu'il en est avec la famille de mon épouse, c'est pire encore, ils ont fini par considérer que mon compte en banque était aussi le leur, du coup j'ai pris mes distances, je ne pouvais pas faire autrement, c'était une question de survie. Ils agissent de même entre eux, dans leur propre famille, même à l'intérieur des couples, du coup tous les rapports sont vraiment pourris, horribles. Pour moi qui est pour idéal le communisme et le bien-être ou le bonheur de l'humanité, cela me rend malade, je peux me rendre compte à quel point on en est éloigné, heureusement qu'on a la lutte de classe pour rattraper le coup, sinon, et bien sinon on détesterait la terre entière ou on pourrait finir par être pourri aussi, on pourrait pour éviter de le devenir décider d'abréger violemment cette souffrance en se disant que la suite ne vaut vraiment pas la peine d'être vécu, mais notre conscience nous l'interdit, ce ne serait pas digne de notre idéal.

En écrivant des idées me viennent spontanément à l'esprit, que je n'ai pas forcément encore explorées ou étudiées. C'est pour moi un moment de détente intellectuelle d'écrire de la sorte. J'étais en train de me dire qu'on passe une partie de notre temps à nous justifier, ce que font aussi les gens fort malhonnêtes ou à l'esprit plutôt tordu pour embobiner leur auditoire, alors que dans mon cas ce serait plutôt pour convaincre que je ne leur ressemble pas, et le comble, c'est que plus on fait d'efforts pour prouver notre honnêteté, plus on passe pour quelqu'un de suspect ou qui aurait quelque chose à cacher, dans mon cas je me demande bien quoi, même pas ma propre ignorance puisque je passe une partie de mon temps à la débusquer là où elle va se nicher, je la traque littéralement.

Mais je crois avoir remarqué un truc qui marche assez bien, c'est d'adopter une attitude inverse, ne jamais se justifier, du coup on vous croit sur parole, si vous paraissez si sûr de vous, c'est que forcément vous savez de quoi vous parlez pour qu'on vous fasse confiance les yeux fermés et le tour est joué. Si en plus vous avez un statut social ou une fonction particulière qui s'y prête, alors là pour un peu vous n'avez pour ainsi dire même plus besoin d'ouvrir la bouche pour que des gens ou des militants manifestent leur accord avec vous. Du coup je comprends que ma démarche n'inspire pas la sympathie, j'ai le traitement que je mérite. Soit, je n'en changerai pas, je dirais même plus, raison de plus pour ne pas en changer, car ce n'est pas pour moi l'essentiel, mais faire avancer nos idées, le reste importe peu même si c'est parfois un peu difficile à vivre.

Quand on vit pour soi, on attend que quelque chose nous revienne des autres, mais quand on vit uniquement pour les autres, on n'attend rien pour soi des autres. Tout au plus, ce qu'on attend des autres, c'est qu'ils pensent aux autres au lieu de ne penser qu'à eux, sans m'inclure dans le lot car à un certain degré de conscience, on n'a plus besoin de cela pour vivre, on trouve notre bonheur ailleurs, dans le bonheur des autres quand il est tourné vers l'extérieur justement. Voilà qu'on philosophe !

La misère intellectuelle et la décadence morale de notre époque ont un aspect effrayant, j'espère sincèrement en être l'antithèse avec mes défauts ou mes faiblesses, j'assume. Il y a un tas de sujets que je n'ai jamais étudiés ou mon ignorance est presque totale, c'est inévitable, ce n'est pas donné à tout le monde d'avoir un savoir encyclopédique. J'ai passé plus de trente ans à lire et étudier un tas de domaines pour en arriver à ce constat qui ne me choque pas.

Par contre ce que je supporte pas, c'est d'avoir acquis des connaissances fausses ou erronées et de n'avoir jamais eu l'idée de me questionner à leur propos. Normal, puisqu'elles paraissaient si vraies et faisaient l'unanimité. Je le sais, mais j'ignorais jusqu'où cela pouvait aller. On est parfois d'une naïveté incroyable. Un constat qu'on peut tempérer en se disant que la vérité est si bien enfouie qu'il est pratiquement impossible de tomber dessus, sauf fortuitement ou par hasard.

On n'est pas porté naturellement à penser qu'on nous cacherait quelque chose, je parle pour moi. L'idée qu'on comploterait quelque chose dans mon dos est quelque chose à laquelle je n'avais jamais vraiment pensé. Maintenant force est de constater que cela existe bel et bien, puisque j'ai réuni suffisamment d'éléments pour le prouver. Dans une vidéo, un intervenant expliquait à juste titre à propos du Nouvel ordre mondial, qu'à la base il n'y avait pas à proprement parler de conspiration, mais que c'était la manière de le mettre en oeuvre en se réunissant secrètement ou en n'informant pas la population de leurs délibérations ou décisions qui constituait une conspiration, car n'en connaissant pas la teneur il devenait difficile ou impossible d'en comprendre la nature et de les combattre par la suite.

Par contre, j'ignore encore jusqu'à quelle profondeur cette machination est ancrée dans la société, quels en sont tous les acteurs, conscients et plus ou moins conscients, parmi ces derniers, qui savent qu'ils sont manipulés sans y trouver à redire parce qu'ils en tirent profit ou par lâcheté. C'est manifestement le cas de la franc-maçonnerie, car lorsqu'on nous dit qu'elle poursuivrait un but humaniste ou qu'elle serait animée par des intentions humanistes, constatant que Hollande et les principaux ministres en font partie tout en se pliant au diktat de la troïka ou de l'oligarchie financière, on est en droit d'en douter, on est bien obligé de se dire que l'image qu'ils veulent donner d'eux-mêmes est truquée, fausse, que les apparences sont trompeuses et qu'ils cachent leurs véritables intentions qui éclatent malgré tout aujourd'hui au grand jour. En m'épandant de la sorte sur moi-même dans cette causerie, je suis également l'exacte antithèse de la franc-maçonnerie qui se veut secrète et mystérieuse, de la même manière que les plus puissants de ce monde du groupe Bilderberg qui se réunissent à huis clos pour décider du sort de l'humanité. Cette idée d'initiés par rapport au reste de la population jugée trop vile ou demeurée pour accéder à

certaines connaissances nous renvoie instantanément des siècles en arrière. Elle a aussi un rapport avec l'eugénisme...

J'ai écrit ces lignes sans savoir pourquoi, comme chaque fois d'ailleurs, je n'avais pas envie de faire quelque chose de particulier ce soir, il est 0h15, ils viennent de couper le courant, je vais quand même aller me coucher car demain, ce matin, il y a du boulot qui m'attend.

Mercredi matin.

N'arrivant pas à m'endormir, j'ai repensé à ma conversation avec Magueswary, elle m'avait rappelé sur les coups de onze heures. Je lui ai raconté une partie de mes déboires, elle s'est exclamée qu'elle détestait le monde entier, car de son côté elle a son lot d'emmerdements, santé, logement, famille, etc.

Je lui ai demandé de comparer le comportement des Indiens et des Français. Elle me dit souvent qu'elle rencontre des gens bien ou désintéressés en France, ce qui n'est pas le cas en Inde. Je lui ai rappelé. Je lui ai demandé de comparer le niveau et le mode de vie entre les deux pays. Elle a admis sans peine que la vie était quand même plus facile ou agréable en France, j'ai évoqué les services publics, les conditions de travail, la justice ou la législation en général, le fait qu'en cas de problème on pouvait toujours trouver quelqu'un pour nous écouter et nous aider à le résoudre ou obtenir réparation en cas de préjudice, disons en règle générale.

Ensuite, je lui ai expliqué que c'était parce que la société était plus développée ou meilleure en France que les rapports entre les gens étaient meilleurs aussi, alors qu'en Inde si ces rapports sont aussi médiocres, c'est parce que les conditions matérielles et économiques de la population sont particuliairement mauvaises. Elle a bien compris.

J'ai alors enchaîné en lui disant qu'il fallait impérativement changer la société pour que les hommes changent eux-mêmes, que sinon cela demeurerait impossible, on en fait l'expérience tous les deux depuis deux décennies en vivant à cheval sur la France et l'Inde, notre témoignage est intéressant pour les gens qui n'ont pas connu pareille expérience. Je lui ai dit de ne pas prêter autant d'importance au comportement des gens puisqu'ils ne changeront pas temps qu'ils vivront dans cette société, et que c'était sur le terrain de la lutte de classe, du combat politique que notre attention devait porter en premier, pour changer la société, sinon elle va finir par détester la terre entière et être encore plus malheureuse.

Elle m'a répondu que cela faisait longtemps que la société était pourrie et que rien n'y faisait, que c'était à désespérer. Je lui ai répondu qu'on ne pouvait pas faire autrement, qu'il n'existait pas d'autre attitude ou alternative possible à adopter, et si comme elle dit les rapports entre les gens sont aussi pourris, c'est parce que justement ils n'en ont pas conscience, notre devoir est aussi de les éveiller à cette conscience, qu'il faut se battre pour changer le monde, le reste suivra.

Il faut donc ajouter comme avantage au combat politique pour le socialisme, outre que cela permet de donner un sens à notre vie, de faire en sorte que la théorie et la pratique se rejoignent ou se concrétisent dans l'organisation, cela permet d'entrevoir tous les rapports dont les rapports humains, sous un autre angle que celui qui consiste à accuser n'importe qui d'être responsable de nos malheurs ou de notre situation, c'est ce que font tous les gouvernements en désignant à la population ignorante des boucs émissaires, les étrangers, les Arabes, les Noirs, les Juifs, les Roms, les Chinois, etc.

Je tiens à préciser que j'ai retranscrit ici en substance la sémantique et la syntaxe très simples que j'ai employées avec Magueswary et que l'on peut, que l'on doit employer avec des travailleurs plutôt arriérés politiquement ou même la plupart des travailleurs dans n'importe quel pays du monde.

L'autre président du "***peuple***" qui n'aime pas les riches.

L'ancien président français Nicolas Sarkozy va participer mi-novembre, avec son épouse Carla Bruni, à une cérémonie de remise de prix récompensant "*les meilleurs investissements en Russie*" organisée par le groupe d'un milliardaire russe, a rapporté mardi le quotidien Izvestia. "*Nicolas Sarkozy a été convié en qualité d'invité d'honneur*", a indiqué Leonid Ignat, un représentant du groupe du milliardaire russe Mikhaïl Fridman Alfa Bank, qui a créé cet évènement il y a près de 10 ans en partenariat avec l'université d'Oxford.

Durant la cérémonie, le 13 novembre à Moscou, il est prévu que l'ancien président français fasse un discours et remette un prix. Selon le quotidien russe, la cérémonie sera privée et "*non ouverte à la presse*".

"*C'est une pratique courante que d'anciens dirigeants se rendent à des événements pour de l'argent*", a observé l'expert Alexeï Moukhine du centre d'information politique, cité par le quotidien. D'autres experts interrogés par Izvestia ont affirmé que le milliardaire Mikhaïl Fridman cherchait de son côté à renforcer ses appuis à l'étranger pour y développer ses affaires. Lepoint.fr 06.11

A propos des mesures adoptées par le gouvernement dans le cadre du "***Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi***

En passant par le crédit d'impôt au lieu d'augmenter massivement la TVA et la CSG pour faire cadeau de 20 milliards d'euros par an aux actionnaires et patrons, le gouvernement prend acte de la difficulté qu'auraient eu autrement les dirigeants syndicaux à faire accepter à leur base les conséquences négatives pour les travailleurs de ces cadeaux, bien que ce seront les travailleurs qui paieront la note, il contourne ainsi un obstacle et les ménage à la fois car il sait qu'ils vont devoir affronter une autre difficulté lors des "*négociations*" avec le patronat sur la flexibilité des conditions de travail et la protection sociale. Ce qui a été annoncé n'est que le hord d'oeuvre, reste le plat de résistance et le dessert à se goinfrer.

En résumé, il donne gain de cause au patronat tout en ménageant ses précieux "*partenaires sociaux*" pour la suite.

Il faut noter que ces 20 milliards d'euros par an viendront s'ajouter aux 20 milliards d'euros par an d'allègements de cotisations sociales décidées par François Fillon, comme il est indiqué plus loin. Donc au total, les patrons et actionnaires vont bénéfier au minimum d'un cadeau de 40 milliards d'euros par an à partir du 1er janvier 2014, soit 160 milliards d'euros d'ici 2017. A ce tarif là, si j'étais un patron, je voterais volontiers Hollande en 2017 !

En contrepartie, il serait prévu entre 300 et 400.000 créations d'emplois d'ici 2017. Si on soustrait les pertes d'emplois inévitables d'un côté, les créations d'emplois disons naturelles ou qui auraient eu lieu sans ces mesures d'un autre côté, ce dispositif ne permettra pas de créer plus de 150 ou 200.000 emplois, en étant optimiste. Hier déjà, un chroniqueur du Monde, que l'on ne soupçonnera pas d'être un farouche ennemi du capital, affirmait qu'une partie de ces 20 milliards d'euros par an pourrait être consacrée aux investissements des entreprises, sans que pour autant elles révisent leur politique généreuse envers leurs actionnaires, seul le gouvernement l'ignore évidemment !

Si vous doutiez encore de la nature des mesures adoptées par le gouvernement, voyons à qui elles conviennent parfaitement.

"*Le gouvernement va dans le bon sens en reprenant nos propositions et celles de Louis Gallois sur la compétitivité hors-coût*", explique Vincent Moulin-Wright, directeur général du Groupe des fédérations industrielles. Même ton positif à l'Institut de l'entreprise sur les intentions du gouvernement. nouvelobs.com 06.11

En quoi consiste le crédit d'impôt ?

L'idée du gouvernement est de proposer une remise sur l'impôt dont s'acquittent les entreprises (impôt sur les sociétés ou impôt sur le revenu pour les entreprises individuelles). Cette remise sera calculée en fonction de la masse salariale (brute) de l'entreprise, mais uniquement sur les salaires allant jusqu'à 2,5 fois le Smic, soit tous les salaires en-dessous 3.500 euros environ. Et pour les entreprises qui ne paient pas d'impôts ? Elles recevront un chèque, explique Matignon. Ce crédit d'impôt s'élèvera environ à 6% de la masse salariale prise en compte. Mais il reste de nombreux paramètres à définir, explique le cabinet de Jean-Marc Ayrault, pour éviter les effets de seuil (qui pénalisent les hausses de salaire), et pour que cette mesure soit complémentaire avec les allègements de charges décidées par François Fillon (qui atteignent presque 20 milliards d'euros cette année).

Concrètement, les entreprises bénéficieront de cet avantage sur les impôts portant sur l'exercice 2013, dont elles s'acquitteront en 2014. Mais Jean-Marc Ayrault insiste : l'effet sera "*immédiat*". Les entreprises pourront inscrire dès 2013 une créance pour l'année suivante, et ainsi prévoir un investissement. De plus, les PME et ETI (entreprises de tailles intermédiaires) qui le demandent (parce qu'elles ont des problèmes de trésorerie) pourront bénéficier d'une avance dès 2013. Le montant de crédit d'impôt versé sera de 10 milliards d'euros la première année et de 5 milliards en plus par an les deux années suivantes, pour atteindre 20 milliards d'euros par an en rythme de croisière. Nouvelobs.com 06.11

Et au printemps prochain, comme chaque année à la même époque, on apprendra que les entreprises du CAC 40 ont engrangé des dizaines de milliards d'euros de bénéfice dont la moitié ou les trois quart partiront dans les poches des riches actionnaires, tandis que la pauvreté et la précarité ne cesseront de s'étendre en France, c'est leur conception du "*donnant-donnant*", tout pour les privilégiés, rien pour leurs sujets. Le jour où nous prendront le pouvoir nous leur rappelerons en appliquant la même règle à la lettre, on leur prendra tout et on ne leur laissera rien, ils n'auront qu'à aller gratter pour survivre.

A propos de la TVA

Le taux à 5,5% pour les produits de première nécessité (produits alimentaires, équipements et services pour handicapés, abonnements gaz et électricité, fourniture de repas dans les cantines scolaires,) passera à 5%, soit un manque à gagner pour Bercy de 800 millions d'euros par an.

En revanche, le taux intermédiaire de 7% atteindra la barre des 10%, générant 3,8 milliards d'euros de recettes par an. Sont visés par ce relèvement: les livres, les tickets de cinéma, les droits d'entrée dans les zoos et les musées, la restauration et la vente de produits alimentaires préparés, les transports de voyageurs, les produits d'origine agricole, les médicaments non remboursables, la rénovation et réparation de logements privés, le transport de personnes, les hébergements en hôtel ou encore la location meublée...

Enfin, la majorité des biens et des prestations de services verra le taux de 19,6% relevé à 20%, moyennant 3,3 milliards d'euros de plus pour l'Etat. 20minutes.fr 06.11

Coté coupes dans les différents budgets de l'Etat

Avec les efforts prévus dans le budget 2013, d'ici 2015, les dépenses auront diminué de 22,5 milliards d'euros par an. 20minutes.fr 06.11

Sans savoir à combien se monteront les recettes supplémentaires attendues ou espérées, on peut dors et déjà affirmer que la dette de l'Etat envers les marchés financiers n'est pas près de s'éteindre, ce qui justifiera de nouvelles coupes année après année jusqu'à l'appauvrissement complète ou la disparition de la classe moyenne, comme aux Etats-Unis, c'est leur modèle économique, pendant qu'une masse de prolétaires de plus en plus nombreuse sera vouée à la misère, à l'indigence, à la charité, comme sous l'Ancien régime, là où ils veulent nous conduire. Ceux qui en ont encore un doute feraient bien de se réveiller avant qu'il ne soit trop tard...

Quelques réactions.

- CFDT. Selon Patrick Pierron, secrétaire national de la CFDT, "*le crédit d'impôt de 20 milliards est une bonne idée car il dissocie la compétitivité du sujet du financement de la protection sociale*". "*Les représentants du personnel s'assureront de la traçabilité de l'utilisation de ce crédit. Cela va dans le bon sens, même si on peut regretter qu'il n'y ait pas plus de conditions imposées aux employeurs en échange de ce crédit d'impôt,* a-t-il déclaré au Monde. *La TVA n'était pas notre solution, nous actons son relèvement, qui reste limité et est en plus associé à une baisse du taux sur les produits de première nécessité.*" (Si "*cela va dans le bon sens* dit le syndicaliste jaune... - Ndlr)

- FO. Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, s'est dit plutôt "*satisfait*" du plan du gouvernement, estimant que la hausse prévue de TVA pour 2014 restait "*dans le domaine du raisonnable*". "*Je suis satisfait de voir qu'on ne rentre dans ce qu'avait préconisé M. Gallois sur l'aspect coût du travail*", c'est-à-dire "*une baisse massive des cotisations et un relèvement fort de la TVA ou de la CSG*", a affirmé le numéro 1 de FO sur RTL. Le plan gouvernemental "*revient à un ballon d'oxygène de la part de l'Etat aux entreprises*" et "*il n'y pas d'impact pour la sécurité sociale*", a estimé M. Mailly. (FO, le syndicat des entrepreneurs, pas des salariés. Quel hypocrite, le rapport à venir du Haut conseil sur le financement de la protection sociale auquel participe FO préconisera une hausse de la CSG et peut-être des cotisations sociales... 160 milliards d'euros de cadeaux aux actionnaires et patrons d'ici 2017, et Mailly est "*satisfait*" ! - Ndlr)

- PdG. Pour le Parti de gauche, "*le gouvernement a choisi son camp*". "*Décidemment, le Medef parle beaucoup à l'oreille du gouvernement et, hélas, est nettement plus écouté que les syndicats*", a regretté Martine Billard, coprésidente du parti au côté de Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier a jugé "*lamentables*" les annonces de Jean-Marc Ayrault, estimant que c'était "*la poursuite de la même politique qui ne fonctionne pas*". (Si seulement elle pouvait fonctionner, quel soulagement ce serait, on pourrait le soutenir encore plus ouvertement ! - Ndlr)

- Concernant le "*dispositif le plus emblématique*", c'est-à-dire 20 milliards d'euros de transfert des cotisations patronales sur la fiscalité qu'il proposait, M. Gallois a souligné qu'il s'agissait d'"*une autre technique qui concerne l'impôt sur les sociétés*", qui est "*au moins aussi favorable, sinon plus, que celle que je proposais*". "*L'impact des 20 milliards d'euros est peut-être plus important dans la mesure Ayrault que dans la mesure que je proposais pour la raison qu'elle est après impôts alors que la mienne était avant [impôts], les bénéfices qu'on réalisait grâce au transfert de charges étaient taxés à 35 %*", a-t-il observé. Le Monde.fr avec AFP et Reuters 06.11

- "*La grande nouvelle, c'est qu'on ne touche pas à la CSG*", observe Alain Trannoy, directeur de recherche à l'EHESS. Une manière, selon lui, de ménager les syndicats dans le cadre de la négociation sur le marché du travail.

Il juge en outre "*astucieux*" le mécanisme de crédits d'impôts choisi par le gouvernement pour aider les entreprises. "*Plus la masse salariale sera importante, plus on aura droit à un crédit d'impot sur l'impôt sur les sociétés*", commente-t-il. AFP 06.11

Encore à propos du rapport Gallois. Double langage. Décryptage, mode d'emploi.

Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de Gauche, a assuré mardi 6 novembre sur France Info que dans le rapport Gallois, "*tout est à jeter, il faut reprendre la copie à zéro*". (AFP 06.11)

Mais, car avec Mélenchon comme avec Laurent (PCF) il y a toujours un mais à côté duquel bon nombre de militants, ceux de leurs partis en particulier passent, il a ajouté : "*De Louis Gallois, qui a été à la tête des plus grands entreprises du pays, les plus innovantes, on on attendait mieux que cette misérable redite de la propagande du Medef*" (id), car voyez-vous il aurait fallu attendre "*mieux*" d'un des serviteurs zélés de l'Etat du CAC40.

Quand on dit qu'ils soutiennent le gouvernement et le régime, on n'invente rien, inutile il suffit d'écouter ou de lire attentivement leurs discours, c'est plus subtile que ce que l'on est tenté de penser au premier abord, plus sournois quelque part, parce qu'ils savent que les militants n'y feront pas attention, ils les trompent sur leurs réelles intentions sans qu'ils s'en aperçoivent. Ces partis comme le régime ne tiennent que grâce à l'ignorance des militants et des travailleurs.

Laurent préfère en rajouter une louche pour camoufler ses véritables intentions, à chacun sa méthode !

Pierre Laurent était l'invité de Preuves par 3, sur Public Sénat, en partenariat avec l'AFP. Interrogé sur la politique du gouvernement, il n'a pas retenu ses critiques. « *Je pense que le cap qui est pris actuellement n'est pas le bon et ne permettra pas de combattre la crise. Donc déçu en ce qui me concerne* », a affirmé le sénateur de Paris.

« *Dès le début, nous savions qu'il allait y avoir un problème sur la politique gouvernementale et que le gouvernement allait butter sur l'ampleur de la crise et sur la faiblesse des moyens qu'il mettait en face* », ajoute Pierre Laurent. Le gouvernement a-t-il sous-estimé la crise ? Réponse : « *Oui, je crois* ». Publicsenat.fr 06.11

Il est "*déçu*", car les travailleurs auraient dû attendre quelque chose de ce gouvernement, pour ensuite s'en défendre, cela fait partie de la manoeuvre, "*dès le début*" il savait à quoi s'en tenir, ce qui ne l'a pas empêché de soutenir Hollande le 6 mai et les candidats du PS le 17 juin, il vous répondra que c'était normal, il fallait "*chasser Sarkozy*", le prétexte ou vote "*utile*", pour finalement dénoncer "*la faiblesse des moyens*" mis en oeuvre par le gouvernement contre les travailleurs puisqu'il ne pouvait pas en être autrement, ne soit pas à la hauteur de " *l'ampleur de la crise*" après avoir dit qu'il savait depuis le début que la politique gouvernementale poserait "*problème*". En conclusion, ce qu'il regrette c'est que le gouvernement ait "*buté*" à adopter des "*moyens*" encore plus violents contre les travailleurs conformément aux voeux du patronat et la boucle est bouclée.

Ils partagent la même préoccupation que le PS, l'UMP, le Medef, etc : comment faire pour que le capitalisme survive à cette crise, par quel moyen y parvenir, peu importe à la limite, on l'a parfaitement compris.

Qui après cela serait encore tenté de rejoindre le Front de gauche ?

ACTUALITE EN TITRES

Hollande à l'écoute des privilégiés...

- L'heure du tournant de la rigueur a sonné pour Hollande - LeFigaro.fr

- Parisot (Medef) estime avoir été entendue sur la compétitivité - AFP

... du coup

- François Hollande enraye sa chute dans les sondages - Reuters

Quelle heureuse coïncidence !

Convictions à vendre aux plus offrants. Devinez lesquels et à qui ?

- Hausse de la TVA : quand le président désavoue le candidat - LeMonde.fr

Ainsi va le vieux monde

- Un électeur filme une machine à voter qui choisit Romney quand il vote Obama - LeMonde.fr

- Russie: Poutine limoge son ministre de la Défense après un scandale de corruption - AFP

- Corruption à Montréal: soupçonné, le maire démissionne - AFP

- Brésil: nouvelle nuit de violence à Sao Paulo, 33 morts par balles depuis jeudi - AFP

- Israël: Netanyahou est «*prêt, s'il le faut*» à déclencher une attaque contre l'Iran - 20minutes.fr

- Israël annonce une relance de la colonisation - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- Se parer des plumes du paon en guise de camouflage

La crise de succession de Bernard Thibault, qui a ébranlé la CGT pendant dix mois, touche à sa fin: le Comité confédéral national, "*Parlement*" de la CGT, a adoubé mardi l'ex-chaudronnier, Thierry Lepaon, 52 ans, pour prendre en mars la tête du premier syndicat français.

Le "*Parlement*" de la CGT, réuni à huis clos au siège de la centrale à Montreuil, a élu à une large majorité - 119 voix pour et deux abstentions, aucune voix contre - M. Lepaon, chef de file de la CGT au Conseil économique, social et environnemental (Cese), a indiqué la CGT à l'AFP.

Ce vote était sans surprise: M. Lepaon avait déjà eu l'aval de la Commission exécutive (direction de la centrale) le 16 octobre. AFP 06.11

1.2- Archos va supprimer 25% de ses effectifs

Le fabricant de tablettes tactiles Archos a lancé mardi un plan social prévoyant la suppression de 25% de ses effectifs pour faire face à de graves difficultés économiques.

"*Le plan vise à adapter les ressources du groupe aux enjeux stratégiques et aux évolutions de son marché*", ajoute la société.

Confronté à une rude concurrence et à une conjoncture morose, le fabricant de produits électroniques grand public a vu ses marges chuter au premier semestre.

Au troisième trimestre, le chiffre d'affaires a également reculé de 10% à 30,9 millions d'euros, grevé par une chute des ventes aux Etats-Unis et en Europe. Reuters 06.11

1.3- Gageons que le ministre du Redressement productif prendra à coeur ce dossier.

Le groupe Parisot, l'un des principaux fabricants français de meubles, a été placé en procédure de sauvegarde, mardi 6 novembre, par le tribunal de commerce de Vesoul (Haute-Saône), a-t-on appris de sources concordantes.

L'entreprise, qui emploie 2 200 personnes, avait déjà connu une période difficile en 2010. Sous l'égide des pouvoirs publics, par le biais du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), la dette avait alors été restructurée et un nouvel actionnaire français, Windhurst Industries, avait pris le contrôle du groupe, la famille fondatrice conservant 49 % du capital. Le fonds souverain français, le FSI, avait appuyé l'opération en entrant au capital de Windhurst Industries.

Cette relance n'a cependant pas suffi à redresser le groupe. Cet été, la baisse du marché du meuble a incité les distributeurs comme But ou Conforama à réduire fortement leurs commandes. Le chiffre d'affaires trimestriel de Parisot s'est ainsi replié de plus de 15 %, pesant fortement sur les résultats. Sur l'ensemble de l'année, il devrait retomber à 215 millions d'euros.

Craignant une dégradation durable, les actionnaires et dirigeants de Parisot ont choisi de se placer provisoirement à l'abri de leurs créanciers. Ils ont obtenu que le groupe, ainsi que deux de ses filiales, chargées respectivement des meubles classiques (armoires, lits, etc.) et des panneaux de particules, soient placées en sauvegarde pour six mois. Le temps de renégocier les conditions de financement. lemonde.fr 06.10

2- Grèce

Des dizaines de milliers de Grecs ont répondu mardi à un appel à la grève générale de 48 heures contre un nouveau plan

d'austérité qui, selon les syndicats, menace d'affaiblir encore les plus pauvres et ruiner ce qui reste de l'économie du pays.

Il s'agit du troisième mot d'ordre similaire lancé en deux mois par les deux principales centrales syndicales du pays contre les coupes dans les dépenses et contre les réformes promues par le gouvernement d'Antonis Samaras.

Mardi, les transports en commun étaient fortement perturbés dans tout le pays et de nombreuses écoles, agences bancaires et administrations sont restées fermées tandis que les hôpitaux ne fonctionnaient qu'avec les équipes d'astreinte.

Le gouvernement Samaras défend l'austérité en expliquant qu'elle permettra d'éviter une faillite du pays mais cet argument peine à convaincre une population dont un quart des actifs sont au chômage et au sein de laquelle pauvreté et suicide augmentent dramatiquement, une situation qui nourrit la rancoeur contre les dirigeants politiques.

"*Qu'ils aillent au diable*", déclare ainsi Anais Metaxopoulou, une retraitée de 65 ans. "*Ils devraient me demander ce que je ressens quand je suis obligée d'aller à l'église pour demander à manger. Je ne ferais pas de mal à une mouche mais ça me ferait plaisir d'en décapiter un.*"

(Anais, il ne faut pas te retenir ou te sentir coupable d'avoir une si noble pensée, votre salut en dépend largement ! - Ndlr)

Le nouveau plan prévoit entre autres une baisse des pensions de retraite qui peut atteindre 25% et la suppression des primes de vacances versées aux fonctionnaires.

Son adoption par les députés est une condition sine qua non au versement de 31,5 milliards d'euros d'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) dont la majeure partie doit servir à recapitaliser les banques du pays.

(Ce sont les députés qui vont voter ces coupes dans les salaires, les retraites, etc. alors il faut se débarrasser de ce parlement, des institutions en place et instaurer une République sociale et démocratique. - Ndlr)

"*Nous faisons grève mardi et mercredi pour adresser un message au gouvernement: ces mesures ne doivent pas passer !*", a dit Nikos Kioutsoukis, secrétaire général du syndicat GSEE du secteur privé, qui a lancé le mot d'ordre avec l'ADEDY, la principale centrale du secteur public.

(Elle est là la trahison de Kioutsouki, alors que la tâche de l'heure est de liquider les institutions du capital, il adresse un "*message au gouvernement*" qu'il légitime au passage. Ndlr)

"*Il est inacceptable que les gens soient obligés de payer pour les capitaux que les banquiers vont recevoir de l'Etat.*"

(Vous ne voulez pas vous attaquer à l'Etat des banquiers et ensuite vous dénoncez l'Etat qui dépouille les travailleurs pour servir les banquiers, en fait, vous brassez du vent et vous permettez du même coup que le gouvernement applique sa politique antisociale. - Ndlr)

Le gouvernement semble pouvoir compter sur une étroite majorité pour faire voter son projet mercredi.

A Athènes, trains, bus et métro étaient à l'arrêt mardi matin. De nombreux vols ont été annulés dans les aéroports, les bateaux restaient à quai dans les ports et les taxis ont déserté les rues.

La présence policière a été renforcée dans le centre d'Athènes avant les manifestations prévues à la mi-journée.

Malgré les multiples plans d'austérité qui se sont succédé depuis le début de la crise, la dette publique grecque continue d'enfler: elle devrait atteindre 189% du produit intérieur brut (PIB) l'année prochaine. Et les objectifs fixés à Athènes par le FMI, la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE) semblent déjà hors d'atteinte.

Mais pour certains Grecs, c'est la cohésion même de la société qui est aujourd'hui menacée.

"Il faut que quelqu'un leur dise qu'il n'y a plus rien à couper !", a déclaré Vassilis Dimosthenous, un ouvrier du bâtiment de 50 ans, au chômage depuis 10 mois. (Vous voyez là à quel point les Grecs sont subordonnés à l'Etat, aux institutions, la faute à qui sinon aux Kioutsouki et Cie.

Je ne sais pas si vous l'avez observé, en Grèce comme en France ou ailleurs, puisque c'est un fait que les travailleurs sont subordonnés à l'Etat, plus particulièrement les fonctionnaires qui en sont le plus proche, c'est leur employeur, tous les partis et syndicats en profitent pour ne pas s'y attaquer, ils couvrent de cette manière leur trahison ou leur propre subordination à l'Etat. Ils

ne combattent pas pour le socialisme ou en finir avec le capitalisme, ils ne combattent plus uniquement que pour mieux vivre en régime capitaliste ou sauver ce qui peut l'être encore, provisoirement, ils ont abandonné la perspective de toute émancipation du capital. - Ndlr)

"*Ils ont rendu nos vies insupportables. Si seulement j'avais dix ans de moins, je quitterai ce pays.*" Reuters 06.11

3- Grande-Bretagne

Le secteur financier londonien va subir 13.000 suppressions de postes en 2013 après une année de ralentissement des affaires, selon les premiers résultats d'une étude publiée mardi par le Centre for Economics and Business Research (CEBR).

Ces réductions de postes porteront le nombre d'employés de la City à son plus bas niveau depuis le début des années 1990.

Les établissements présents dans la première place financière européenne ont déjà licencié plus de 100.000 personnes depuis 2007, qui avait représenté un pic du marché.

Le secteur financier contribue à hauteur d'un peu plus de 10% au produit intérieur brut (PIB) britannique et il est considéré par beaucoup d'analystes comme la locomotive du long cycle de vive croissance économique qui s'est terminé avec la crise de 2008.

Les suppressions de postes à venir concernent les entreprises de petite taille et les banques internationales ayant une partie de leurs effectifs à Londres comme la Deutsche Bank qui a supprimé des postes en 2012, ou la banque suisse UBS, qui devrait réduire de 10.000 ses effectifs dans les années à venir, dont un nombre important à Londres. Reuters 06.11

Il fallait lire: que le secteur financier a été la locomotive du long cycle de la spéculation effrénée qui a conduit à la crise de 2008, au chaos, au cauchemar social pour les travailleurs britanniques...

ECONOMIE

Quatar

Le Qatar, dont les investissements en France font polémique, étudie la possibilité d'injecter 10 milliards d'euros supplémentaires dans de grandes entreprises françaises, a annoncé à l'AFP son ambassadeur en France.

"*Les 10 milliards d'euros seront des fonds du Qatar pour prendre des parts dans des grands groupes français, monter des projets ensemble ou faire des partenariats dans des pays tiers*", a expliqué Mohamed Jaham Al-Kuwari.

"*Ce n'est pas finalisé, c'est une idée qu'on est en train d'étudier*", a-t-il précisé.

Un accord doit par ailleurs être signé d'ici à la fin de l'année sur la création d'un fonds franco-qatari à destination des petites et moyennes entreprises, dont le montant pourrait atteindre 300 millions d'euros.

Le Qatar, qui abrite un bureau des talibans et entretient des liens avec les mouvements islamistes Ennahda de Tunisie et le Hamas palestinien, a pour ligne diplomatique de "*parler avec tout le monde*", a-t-il ajouté.

M. Al-Kuwari a rappelé que son pays investissait dans le monde entier, sans polémique, selon lui. Evoquant une "*exception française*", il a fait valoir que son pays respectait les lois françaises "*en toute transparence*".

"*Le Qatar investit depuis longtemps en France, comme les autres et n'est pas le plus gros investisseurs*", a-t-il poursuivi, en interrogeant: "*c'est quoi le problème ?*" AFP 06.11

Dis-moi qui tu fréquentes, qui tu recrutes et qui tu armes pour semer le chaos et la terreur en Libye, en Syrie, et dans d'autres pays de la région, ainsi le Qatar est le quartier général du terrorisme international d'Etat après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Arabie Saoudite et Israël, il est là "*le problème*" !

Haut de page

Le 8 novembre

CAUSERIE

J'ajouterai une quinzaine d'articles en ligne en fin de journée (ici).

J'ai commencé à m'intéresser de près aux ONG, j'ai téléchargé une trentaine de fichiers, je recherche (Wikipédia) leurs dates de fondation, leurs fondateurs, leurs présidents, qui les financent, en recoupant toute ces informations on peut vérifier les infos figurant dans des articles ou vidéos, en procédant de la sorte on doit pouvoir éliminer à 80 ou 90% ou plus le risque de manipulation, en cas de doute, il faut poursuivre les recherches.

Dorénavant je procèderai de la sorte avec toute organisation ou association qui figurera dans un article de presse ou d'un parti.

Si on sait que les plus importantes sont financées par Washington (ou d'autres Etats) ou dépendent de l'ONU, de multinationales, faut-il encore étayer nos propos en fournissant des preuves matérielles, des faits concrets. Ensuite on procède par déduction si nécessaire pour rendre cohérent et crédible notre discours. Hier des Grecs se sont faits piéger, j'expliquerai comment demain.

Ne pouvant pas visionner normalement des vidéos, j'ai trouvé la parade en me servant de Wikipédia qui fournit énormément de renseignements, ce n'est pas parfait, mais c'est mieux que rien ou que ce que nous servent les médias aux ordres.

J'ai rectifié le titre de l'article suivant d'hier : A propos des mesures adoptées par le gouvernement dans le cadre du "*Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi*, j'avais oublié la croissance, à moins que ce ne soit mon inconscience qui m'ait joué un tour, ironique somme toute !

Un nouveau courriel reçu :

- "*Félicitations pour votre travail. Je vous suis depuis 4 ans. Je pourrai signer vos causeries tellement elles correspondent à mes convictions. Jean-Yves*"

Merci pour vos encouragements, on en a besoin parfois. N'hésitez pas à m'écrire, je ne juge personne... sauf moi !

Mais ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi vous ne me livrez pas vos propres réflexions, vous savez que si je les mettais en ligne ce serait toujours en conservant votre anonymat, à ma connaissance pas un seul militant depuis 7 ans n'a eu à s'en plaindre. Cela m'aiderait à réfléchir parce qu'on n'aborde pas la situation ou la plupart des questions sous le même angle puisque nous avons connu des expériences différentes. C'est cela qui permet d'enrichir notre réflexion, de la pousser plus loin encore.

C'est comme pour se connaître soi-même, il faut observer le comportement des autres, car on n'est pas différents... Imaginez un instant que vous vous bouchiez les yeux et les oreilles, vous apprendriez quoi de la nature, des hommes ou de la société en vous tournant exclusivement vers vous-même ? Rien. Oui, comme je l'ai dit hier, on doit tout ou presque au monde extérieur, on ne peut pas progresser en s'en détournant ou atteindre un certain niveau de conscience. C'est un peu cela le secret de la connaissance...

Conférence - débat avec Alain ROUX, auteur de : Le Singe et le Tigre - Mao, un destin chinois

CERMTRI. Invitation à une Conférence - débat, mercredi 7 novembre 2012 à 16h00, au Centre d'Histoire Sociale : 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul) - Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol

Alain Roux reviendra sur le destin de celui qui fut le principal dirigeant du Parti communiste chinois des années précédant la révolution de 1949 jusqu'à sa mort en 1976.

Alain Roux est l'un des plus éminents spécialistes de l'histoire de la Chine moderne et de l'analyse du régime chinois. Professeur émérite des universités, participant depuis des années à l'équipe de recherche sur la Chine moderne et contemporaine de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : Le Casse-tête chinois (1960 - Editions Sociales) – La Révolution culturelle en Chine (1976 – Payot) – Le Shanghai ouvrier des années 30 (1993 - l'Harmattan) – La Chine au 20ème siècle (2006 – Armand Colin).

En 2009, il publie chez Larousse une biographie de Mao Zedong intitulée Le Singe et le Tigre - Mao, un destin chinois.

Livre imposant, non pas tant par son volume que par le fait que ce sont des années de recherches et de travail qui s'y cristallisent et qu'il utilise d'abondantes sources inédites en français.

S'il s'agit de la biographie la plus complète concernant Mao, c'est aussi plus qu'une biographie. Comme l'écrit l'auteur, il a veillé à « *situer ce destin exceptionnel dans son temps et son espace ;* »

Aussi Le Singe et le Tigre est-il une plongée passionnante dans l'ensemble de révolutions, de guerres et de convulsions qui constituent l'histoire du siècle dans lequel s'inscrit le destin de Mao Zedong.

Nul doute que partant de cet ouvrage et de ses conclusions, Alain Roux sera amené à soulever des questions qui rejoignent et qui éclairent celles posées par la place de la Chine dans le monde actuel, l'avenir du régime en place, la signification des évènements sociaux et politiques qui s'y déroulent alors que s'achève la 18ème Congrès du Parti communiste chinois.

Extrait d'une vidéo sur les paradis fiscaux.

Ramon Baker (77 ans), hommes d'affaires prospère américain, diplomé de la Harvard Business School et du Georgia Institute of Technology.

- Les paradis fiscaux, c'est le talon d'Achille du capitalisme.

Il a été inventé par les Suisses et transcrit dans une loi en 1934, le secret bancaire devient une politique d'Etat. Ensuite les Britannique s'y sont mis fin des années 40, dans les années 60 il existait 5 voire 6 paradis fiscaux dans le monde, aujourd'hui il y en a 72.

On estime qu'ils abritent 11 000 miliards de dollars appartenant à des particuliers, plus l'argent des entreprises soit d'autres milliers de milliards de dollars, c'est une partie colossale des richesses du monde. C'est effrayant car cela a deux terribles conséquences : cela détruit le capitalisme et cela porte un coup fatal au développement économique des pays... (ma connexion Internet a décroché et je n'ai pas entendu la suite, sans doute "en voie de développement"). Fin.

Soit dit en passant monsieur Baker est un farouche défenseur du capitalisme néo libéral à la Milton Friedman, il lui manque apparemment quelques notions sur le fonctionnement réel du capitalisme... On ne tentera pas de le convertir au socialisme !

L'abolition du secret bancaire, de la loi de 1934, devrait être l'une des principales revendications du mouvement ouvrier en Suisse et en Europe, dans le monde avec l'interdiction absolue de posséder un compte bancaire dans un paradis fiscal jugé illégal.

Messages révélateurs des valets zélés au représentant du Nouvel ordre mondial, à son "***excellence***" Obama. Le cynisme en prime.

«*Je vous adresse, au nom de tous les Français et en mon nom personnel, mes plus chaleureuses félicitations*»: c'est par ces mots que François Hollande a félicité ce mercredi Barack Obama pour sa réélection à la Maison blanche. Dans une lettre adressée à «*son Excellence Monsieur Barack Obama, Président des Etats-Unis d'Amérique*», le Président a salué un «*moment important pour les Etats-Unis mais aussi pour le monde*».

Le premier secrétaire du PS Harlem Désir a jugé dans un communiqué que la victoire de Barack Obama était «*une grande victoire pour les forces progressistes qui se battent aux Etats-Unis pour plus de justice fiscale, la protection sociale, les réformes de société comme le droit au mariage pour tous, la coopération internationale et la paix face à la droite ultraréactionnaire qui soutenait le Républicain Mitt Romney*».

Le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a lui «*salué avec grand plaisir*» la réélection de Barack Obama, jugeant sur RTL que c'est «*une excellente nouvelle pour les États-Unis, pour le monde, pour l'Europe et pour les relations franco-américaines*».

Arnaud Montebourg s'est réjoui à sa façon de la victoire d'Obama, en louant son «*volontarisme politique*» qui a été «*un des déterminants*». «*Nous nous en inspirons à chaque instant pour défendre nos emplois, défendre notre industrie*», a expliqué le ministre du Redressement productif sur BFM TV. 20minutes.fr 07.11

Les plus de 40 millions d'Américains privés de tous droits sociaux apprécieront le cynisme de cette pourriture, ainsi que les millions qui ont perdu leur logement ou maison ou encore les 10 à 18% de travailleurs au chômage, le tout au "*nom de la justice sociale* !

Au moins cela a le mérite d'être clair, ils rivalisent de soumission et de flatteries envers celui qui a poursuivi à la lettre la politique ultra réactionnaire de G. Bush, l'assassin des peuples libyen, syrien, palestinien, afghan, irakien, etc. Et américain ne l'oublions pas.

Lui non plus il n'a pas tenu une de ses promesses de campagne, il y a quatre ans, fermer Guantanamo Peu importe, Hollande vient d'augmenter la TVA après avoir promis il y a six mois à peine qu'il n'y toucherait pas s'il était élu, ils sont tous aussi pourris,

voilà la vérité. A bas le PS, à bas le gouvernement des nantis !

A propos de l'idéologie de la "***gauche***" du PS.

Il y en a qui courent après les élus, les cadres ou militants du PS, qui en ont même recruté des milliers, au POI si l'on en croit une déclaration (vidéo) de Schivardi parlant de 3 à 4 000 adhérents issus du PS au POI. Pourquoi pas, mais sur quelle base politique, plus précis encore peut-être sur quelles base idéologique ?

Les courants du PS qui se disent de gauche ou qui sont étiquetés de la sorte, quelle idéologie ont-ils adoptée, celle du capitalisme ou le socialisme ?

Dans une interview, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, cela ne s'invente pas, répond aux questions de Publicsenat.fr.

Interroger sur la hausse de la TVA, après avoir affirmé qu'elle était injuste parce qu'elle "*pèse sur tout le monde*", voyons de plus près quelle est sa véritable préoccupation, sur quoi repose réellement son raisonnement politique : " *Cela peut paralyser une part de la demande sans laquelle les entreprises n'auront pas de débouchés*", donc la politique de son gouvernement devrait être encore plus tournée vers les entreprises, donc le cadeau de 160 milliards d'euros (exonérations de cotisations sociales + ce pacte) accordés aux patrons et actionnaires par le gouvernement de 2014 à 2017 ne sont pas suffisants à ses yeux. Il s'agit d'une somme énorme, environ la moitié du budget de la France.

A qui va-t-elle faire défaut, dans les poches de qui sera-t-elle ponctionnée? Dans celles des travailleurs évidemment, ce qui se traduira forcément par une baisse de la demande pour reprendre leur langage de boutiquier qu'elle évoque au passage sans s'y arrêter pour consacrer les trois quarts de sa réponse aux besoins des patrons. Ce qui est somme toute normal ou logique, puisque le PS ne combattra jamais réellement au côté de la classe ouvrière pour faire aboutir ses revendications salariales, car si elles aboutissaient le coût du travail augmenterait et les entreprises seraient encore moins compétitive sur le marché mondial

Continuons

Elle a poursuivi dans le même registre.

Si elle exprime son désaccord avec les mesures annoncées par le gouvernement dans son Pacte antisocial, c'est avant tout parce qu'elles auront "*un effet négatif, injuste et anti économique sur la croissance*", entendez par là que le gouvernement aurait dû prendre des mesures qui revigorent le capitalisme, qui lui redonne une nouvelle jeunesse, dévoilant ainsi que sa véritable intention n'était pas et n'avait jamais été de combattre pour en finir avec le capitalisme mais de faire en sorte qu'il soit supportable pour les masses exploitées, ce qui suffit à situer le PS de l'autre côté de la barricade, celui du capital.

Ensuite, prisonnière de sa soumission au capitalisme, elle ne peut que s'enfoncer et le confirmer elle-même : "*le taux intermédiaire* (passage de 7 à 10% de la TVA - Ndlr) *concerne beaucoup de secteurs créateurs d'emploi. Certes, il y a des allégements de cotisation*", qu'elle ne remet pas en cause, signifiant par là qu'elle estime normal de faire 80 milliards d'euros de cadeaux aux patrons de 2014 à 2017 qui viendront s'ajouter à la dette de l'Etat (de l'oligarchie financière) réglée par les travailleurs.

Poursuivons.

Leur méthode consiste à lier les intérêts des travailleurs et des patrons dans le cadre du capitalisme décrété indépassable, éternel, ce qui revient à soutenir ou conduit à systématiquement laisser passer toutes les mesures anti-ouvrières ou antisociales.

Cette politique réactionnaire accommodante envers le capitalisme ou d'accompagnement du capitalisme est basée sur le principe que, travailleurs et patrons seraient liés par des intérêts communs, et que par conséquent il est impossible d'adopter des mesures radicales contre les patrons car cela porterait préjudice aux travailleurs, ce qui se conçoit très bien puisque ce sont eux qui détiennent le pouvoir ; pour qu'il en soit autrement, il faudrait commencer par s'attaquer à leur pouvoir, ce dont le PS est totalement incapable, conformément à sa nature de parti bourgeois ou capitaliste et la boucle est bouclée.

Elle le confirme en disant à propos toujours de la hausse de la TVA : " *Elle n'est pas ciblée sur les vrais secteurs qui en ont besoin. Cette mesure coûte trop cher*", mais si elle avait ciblé "*les vrais secteurs qui en ont besoin*", elle n'aurait rien trouver à y redire, autrement dit, elle se vend, elle n'est pas vraiment opposée à une hausse de la TVA qu'elle trouvera par ailleurs "*injuste*", elle consteste uniquement l'emploi qui en est fait.

Tout le reste de son discours est à l'avenant, sur les coupes budgétaires, etc.

Plus loin, elle confirme que sa priorité est le "*redressement économique*", précisons du capitalisme tel que ses représentants

le conçoivent où la manière dont ils s'y prennent pour orchestrer la crise du capitalisme qui est par ailleurs bien réelle, ce qui "*ne peut se faire sans soutien populaire et syndical*", le PS à travers son discours ou sa propagande s'en chargeant de son côté comme chacun l'aura compris.

On n'invente rien, tenez, elle confirme tout ce qui vient d'être dit. Parole, parole, parole...

Question de Public Sénat : Pensez-vous qu'il manquera des voix au Parlement lorsque ces mesures seront examinées ?

Réponse de M-N. Lienemann : Non, on ne va pas traiter chaque désaccord par un vote différent. La solidarité gouvernementale s'imposera à nous. On a dit ce qu'on avait à dire sur le TSCG

Des affairistes, des opposants de salon, de pacotille, des godillots de la Ve République qui les nourrit grassement.

Question de Public Sénat : Globalement, les mesures proposées par Jean-Marc Ayrault vont-elles dans le bon sens ?

Réponse de M-N. Lienemann : Il y a des tas de choses très positives : les mesures hors coût, la politique de soutien des filières, le développement de la Banque publique d'investissement, les mesures bancaires, le Small busines act à la française.. Mais des choses manquent : quelle stratégie européenne pour lutter contre l'euro fort et le dumping fiscal ? Et sur la nature de capitalisme français, qui est de moins en moins un capitalisme national, alors que les Allemands ont gardé un capital plus national, notamment via leurs banques des régions. Chez nous, avec les privatisations, la plupart des fleurons de notre industrie sont partis.

On aurait pu se suffire de ce passage où tout y est dit ou presque. Du soutien à l'Union européenne, à l'euro, au capitalisme français, au social-patriotisme ou au nationalisme.

Question : si demain M-N. Lienemann rompait avec le PS tout en sachant sur quelle ligne idéologique elle est, pourrait-on l'accepter dans les rangs d'un parti ouvrier qui combat pour la rupture avec le capitalisme, avec la Ve République, avec l'UE, pour le socialisme, pour la révolution socialiste internationale ? La réponse est sans appel : NON ! Il faudrait au préalable qu'elle annonce publiquement abandonner l'idéologie de la classe dominante et qu'elle s'engage dorénavant à la combattre.

Bernard Thibault à la manoeuvre.

Au lendemain de la désignation de son successeur Thierry Lepaon, Bernard Thibault a lancé une offensive contre le gouvernement et son pacte de compétitivité.

"*La CGT conteste fortement les volets essentiels du dispositif*" présenté mardi par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault en soutien à la compétitivité, a lancé le secrétaire général du syndicat, lors d'une conférence de presse au côté de son dauphin désigné.

Selon lui, "*au fil des mois, les motifs de déception se multiplient, voire de critiques ou d'incompréhension à l'égard des décisions du gouvernement*". (Pourtant les choses étaient déjà parfaitement claires... avant les 6 mai et 17 juin 2012. - Ndlr)

M. Thibault a rejeté à la fois le diagnostic qui sous-tend le plan du gouvernement- "*une vaste campagne consistant à culpabiliser les salariés sur le coût du travail*" - et sur son financement, via la hausse de la TVA, "*un impôt très inégalitaire*".

"*Je croyais que le gouvernement était contre la hausse de la TVA*", a-t-il dit. (Nous, nous ne croyons rien, c'est là toute la différence avec ce lieutenant du capital. -Ndlr)

Par ailleurs, selon lui, les 20 milliards d'euros de crédit d'impôt prévus par le plan, "*vont bénéficier à toutes les entreprises y compris à celles qui distribuent des dividendes. C'est inacceptable pour nous*".

"*Je comprends que Mme Parisot (la patronne du Medef) a dû boire du champagne hier soir*", a-t-il ironisé.

Ces 20 milliards "*s'ajoutent à 160 mds d'exonérations déjà accordées. Je dis stop*", a lancé M. Thibault, qui espère persuader le gouvernement de "*revenir sur certaines dispositions*" du plan lors d'une rencontre le 22 novembre. (Il dit "*stop* à 160 milliards d'euros, pas à 100, 150, il vaut mieux en rire, quelle racaille ! - Ndlr)

Le leader cégétiste s'en est pris aussi à "*la position expectative du gouvernement*", qui s'en remet trop, selon lui, au "*dialogue social*". "*On ne peut pas s'en remettre uniquement à des négociations*" entre patronat et syndicats, "*le législateur doit prendre la main*".

Dans les négociations en cours sur la sécurisation de l'emploi "*nous n'arriverons pas à nous mettre d'accord avec le patronat sur*

la nature des réformes à mettre en oeuvre pour sortir de la crise", a-t-il notamment estimé.

La CGT entend montrer son insatisfaction lors de la mobilisation organisée le 14 novembre avec d'autres syndicats, dont la CFDT, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats. "*87 manifestations et rassemblements sont prévus*", a dit M. Thibault. AFP 07.11

Il serait préférable que le " *législateur*" prenne la main en amont, cela soulagerait les dirigeants syndicaux qui feront le sale boulot en aval.

Cette journée d'action sans lendemain du 14 novembre a été prise à l'initiative de la CES, qui n'entend pas rompre avec l'UE, mais la "*réorienter*" dans la perspective d'une "*Europe sociale*", camouflant ainsi que l'UE a justement été fondée pour liquider tous les acquis sociaux des travailleurs en Europe sur le modèle américain, ce qui revient finalement à soutenir l'UE.

Maintenant les syndicalistes et les travailleurs qui y participeront pourront lui donner un autre contenu, sans que cela ne change quoi que ce soit. Il faut bien que la base exédée se défoule pour en conserver le contrôle, tel est l'objet du 14 novembre pour les dirigeants syndicaux inféodés à la CES et à l'UE, au capital.

Le gouvernement n'a pas de majorité.

Le gouvernement a buté mercredi soir - à nouveau -, sur l'obstacle, avec le rejet en séance du projet de loi de programmation budgétaire 2012-2017, avant celui probable du projet de budget de la Sécu, en raison de l'opposition des communistes.

Les sénateurs UMP, centristes et communistes ont uni leurs voix pour retoquer ce projet de loi - par 189 voix contre 152-, comme ils l'avaient fait la semaine dernière sur le texte PS relatif aux tarifs de l'énergie.

Les écologistes et les radicaux de gauche du RDSE ont apporté leur soutien au gouvernement. Le chef de file du groupe écologiste Jean-Vincent Placé a semblé cependant gêné. Il a qualifié de "*précipitée*" la trajectoire du désendettement avec des conséquences "*qui pèsent trop lourd pour être supportées sans séquelles*", mais approuvé le choix du gouvernement car "*la confiance ne se divise pas*". lepoint.fr 07.11

Hold-up sur l'épargne de la population.

Extraits. Six personnalités de tous horizons réclament la mobilisation de l'épargne des Français pour soustraire la dette aux soubresauts de la finance.

(Nathalie Kosciusko-Morizet, députée de l'Essonne (UMP). Nicolas Hulot, président de la Fondation pour la nature et l'homme. Frédéric Salat-Baroux, avocat chez Weil, ancien secrétaire général de l'Elysée. Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économiste, auteur de Mourir pour le yuan. René Ricol, ancien commissaire général à l'investissement, chargé de l'emprunt national. Jean-Pierre Chevènement, sénateur, président d'honneur du MRC.)

...il y a dix ans, la dette française était détenue aux deux tiers par les épargnants français ; elle est désormais dans la même proportion entre les mains de non-résidents.

Cette internationalisation a conduit le Trésor à multiplier les produits et à privilégier les émissions à court et à moyen terme. Au cours des deux prochaines années, nous devrons ainsi trouver 400 milliards d'euros pour financer nos déficits, mais aussi et surtout pour faire face aux remboursements. Nous voilà ainsi particulièrement vulnérables à l'égard de la spéculation et des soubresauts des marchés. Or la crise de la zone euro n'est pas finie. Nous sommes toujours à la merci d'une flambée spéculative. Il faut donc profiter de la relative accalmie actuelle, qui permet à notre pays d'emprunter à des taux historiquement bas, pour engager le processus de renationalisation de notre dette.

Renationaliser notre dette, c'est permettre aux particuliers de souscrire directement des OAT, des bons du Trésor et/ou des bons d'épargne. Des titres perpétuels ou de très longue durée (cinquante ans), bien sûr cotés en Bourse afin d'assurer la nécessaire liquidité. Ces titres seraient proposés à travers les réseaux bancaires, à La Banque postale ou même par Internet, ce qui réduirait les coûts d'émission. Leur taux d'intérêt devrait être, peu ou prou, de 2 % hors inflation, soit aujourd'hui un peu plus de 4 %.

(Des "*titres perpétuels (...) bien sûr cotés en Bourse*" qui échapperaient par miracle à la spéculation et aux magouilles de l'oligarchie financière, quel bande de dangereux charlatans ! - Ndlr)

C'est beaucoup plus, dira-t-on, que les taux actuels. Certes, mais l'Etat en récupérerait plus d'un tiers à travers les

prélèvements sociaux et les impôts. Une version défiscalisée de ces bons pourrait être également proposée dès lors que l'épargnant s'engagerait à les détenir plusieurs années. En outre, les intérêts annuels nets perçus seraient réinjectés directement dans l'économie française, et non dans le système financier international.

(Mais "*l'Etat en récupérerait plus d'un tiers*" ah qu'elle est bonne celle-là, non seulement cela ne vous rapporterait finalement pratiquement rien, en plus de prendre le risque que vos titres s'écroulent en Bourse ! Rien ne dit que les nantis qui pourraient en acquérir réinjecteraient les intérêts perçus dans l'éonomie française, ils extrapolent ou racontent n'importe quoi. C'est une parole de banquier !- Ndlr)

Pour tester l'idée, le Trésor pourrait proposer aux épargnants, sans obligation, au cours de l'année 2013, de financer l'équivalent de notre déficit budgétaire (1 832 milliards d'euros) à travers ces bons perpétuels. Renationaliser ainsi notre dette permettrait d'en allonger peu à peu la durée, de contribuer au financement de la transition écologique et de moins dépendre des marchés. Plus on empruntera auprès des Français, moins on le fera auprès des marchés, et moins on dépendra de ces derniers.

(Ils sont bien obligés d'avouer que la dette de la France continuerait de "*dépendre des marchés*". Admirez le cynisme vaudrait mieux dépendre des "*Français* qui sont ignorants de ce qui se trame dans leur dos, plutôt que des marchés qui savent pertinemment ce qu'ils font et contre lesquels ces privilgiés ne se sont jamais dressés. Tondre les naïfs ou les esprits faibles, voilà ce qu'ils préconisent, un hold-up sur les économies des couches qui ont encore les moyens d'épargner, la petite-bourgeoisie, les couches moyennes. - Ndlr)

Renationaliser notre dette apportera le ballon d'oxygène et le temps nécessaires pour poursuivre l'effort de réduction des déficits, pour redresser nos finances publiques, tout en faisant participer notre épargne à cet effort collectif. Lexpansion.com 07.11

(On a compris "collectivement" on doit payer la dette des banquiers et autres capitalistes, et bien ce sera sans nous. - Ndlr)

A propos du "***mariage pour tous***".

Le sénateur UMP Serge Dassault a fait un lien entre l'homosexualité et la "*décadence*" de la Grèce antique au micro de France Culture, en posant aussi la question du "*renouvellement de la population*", une sortie qui a indigné le porte-parole du PS David Assouline et le PCF.

"*On va avoir un pays d'homos. Et bien alors dans dix ans il n'y a plus personne. C'est stupide*", ajoute l'élu de 87 ans, PDG du groupe Dassault et propriétaire du Figaro.

"*Regardez dans l'histoire, la Grèce, c'est une des raisons de sa décadence, à l'époque*", poursuit Serge Dassault. "*Décadence totale, bien sûr. C'est l'arrêt de la famille, c'est l'arrêt du développement des enfants, c'est l'arrêt de l'éducation. C'est un danger énorme pour l'ensemble de la nation, énorme*", ajoute-t-il.

"*Propos honteux de S.Dassault*", a réagi le porte-parole du PS, David Assouline sur son compte Twitter. "*Que dit l'UMP ? Et Messieurs Copé et Fillon? La vulgarité homophobe serait-elle plus tolérable que les autres ?*", demande le responsable socialiste, alors que le projet de loi sur le mariage homosexuel a été présenté mercredi en Conseil des ministres.

"*Le prix de l'homophobe du jour revient donc au sénateur Serge Dassault*", écrit le PCF dans un communiqué.

"*N'en déplaise aux réactionnaires de tous poils qui ne cessent de déverser leur haine à l'image de Serge Dassault, le mariage pour tous se fera ! Et le plus tôt sera le mieux*", déclare le parti communiste. AFP 07.11

Je n'ai pas eu le temps de réfléchir à cette question qui sert à distraire la population des questions plus importantes comme le chômage, la précarité ou la pauvreté.

Il faudrait peut-être établir une distinction entre les comportements sexuels de chaque individu et qui ne concerne qu'eux finalement, et l'implication sociale qui peut en découler.

Je crois qu'un amalgame a été établi entre les deux pour qu'une confusion s'installe entre ces deux facteurs qui correspond assez bien à la décadence actuelle de la société, qui consiste à remplacer ou à situer au même niveau la règle et l'exception dans bien des domaines, attitude qui est motivé par des intérêts politique inavoués dont personne ou presque n'a idée évidemment.

Je n'ai lu aucun article sur cette question, je me demande si les adeptes du mariage des homosexuels ont sérieusement étudié toutes les formes d'homosexualité qui pouvaient exister, quelles en étaient réellement les origines, génétique ou biologique, sociale, psychologique, voire économique, quelle est la part qui revient à chacune d'entres elles et si cela méritait vraiment que le législateur s'emmêle.

Si j'ai bien compris, la finalité du mariage des homosexuels serait essentiellement d'ordre financier. Qui y a-t-il le plus d'intérêt sinon les homosexuels des classes supérieures de la société, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, parmi lesquels les artistes et les intellectuels.

Je n'ai pas de position arrêtée sur cette question, je viens de vous dire ce que j'en pensais en gros.

Un jour j'ai lu par hasard (je précise) dans un article, un sondage sur la sodomie , il y a fort longtemps, 20 ans ou plus, que 37% des femmes interrogées en étaient des adeptes ou s'étaient déjà fait sodomiser, ce qui me fait dire que cela doit être également considérer comme une zone érogène, susceptible de produite une excitation sexuelle.

Si tel est le cas, l'homosexualité chez les hommes n'existe pas à proprement parler, elle ne concernerait que les femmes qui ne disposent pas de sexe extérieur pouvant pénétrer le vagin ou l'anus (d'un homme ou d'une femme), étant entendu que l'homosexualité se rapporte avant tout à des rapports sexuels, à la pénétration d'un organe sexuel dans un autre, ce qui écarte l'onanisme, la masturbation, et les relations sexuelles bucco-génitales, la fellation et le cunnilinctus. Je n'ai traité là cette question que de façon sommaire, uniquement sur le plan sexuel.

Bon, je ne vais pas perdre mon temps avec cette question. Dites-moi ce que vous en pensez et j'y réfléchirai plus tard

---

ACTUALITE EN TITRES

Bénéfice en hausse et suppressions d'emplois

- Bombardier annonce 1.200 suppressions d'emploi et un bénéfice en hausse - AFP

- Le numéro un mondial de l'éolien va supprimer 2000 postes en 2013 - L'Expansion.com

- Ericsson va supprimer 9% des ses effectifs en Suède - Reuters

- ING annonce 2.350 suppressions de postes - Reuters

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir.

- Bénéfice net en hausse de 7,6% sur 9 mois pour Ferrari - Reuters

Il faut sauver les banques...

- BNP Paribas: bénéfice net trimestriel plus que doublé - AFP

Comment la presse de Rothschild vous désinforme.

- Un an de prison contre l'auteur du film anti-islam - Libération.fr

- Etats-Unis: l'auteur du film anti-islam condamné dans une affaire de fraude bancaire - AFP

L'auteur du film anti-islam qui avait déclenché une vague de violences meurtrières dans les pays arabes, a été condamné mercredi à un an de prison pour violation de sa liberté conditionnelle. AFP 07.11

L'UE, une colonie américaine.

- La Bourse de Paris finit en forte baisse après la réélection d'Obama - AFP

- Les marchés européens en baisse face aux futurs défis d'Obama - Reuters

- L'Union européenne félicite Obama et veut affronter avec lui les "*défis*" - AFP

Ils lâchent le morceau...

- France. La suppression de la taxe professionnelle a été payée par les ménages - L'Expansion.com

- E-U. Barack Obama : '*Nous ne sommes pas si divisés...*' - LeMonde.fr

Le gouvernement a passé un "***pacte***" avec l'UE, le FMI, les banquiers...

- La Commission européenne "*salue*" le pacte de compétitivité français - Le Nouvel Observateur -

- L'Allemagne soulagée par les réformes économiques en France - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

Les députés grecs ont adopté dans la nuit de mercredi à jeudi à une courte majorité le nouveau plan de rigueur pluri-annuel réclamé par les bailleurs internationaux de la Grèce, en dépit de la contestation par plus de 70.000 manifestants massés devant le Parlement.

Se pliant aux exigences de l'UE et du FMI pour reprendre la perfusion financière au pays, plus de 150 députés des partis conservateur et socialiste soutenant l'exécutif de coalition ont avalisé ces mesures prévoyant plus de 18 milliards d'économies d'ici 2016

Les 300 députés grecs étaient sous pression de la rue à Athènes. La tension est montée en flèche tant autour du Parlement, quand quelque 300 fauteurs de trouble ont bombardé la police de projectiles et de cocktails molotov, qu'à l'intérieur de la chambre, où un incident de séance a interrompu le débat houleux.

Plus de trois heures après le début du rassemblement, qui a massé selon la police plus de 70.000 manifestants sur la place centrale de Syntagma, des échaufourrées isolées se sont poursuivies dans la soirée entre fauteurs de troubles et forces de l'ordre.

Auparavant, le gros de la foule avait reflué tandis que la police noyait la place sous un nuage de gaz lacrymogène, faisant aussi usage d'un nouveau canon a eau contre les groupes la harcelant.

La police a procédé à une vingtaine d'interpellations, tandis qu'un cameraman a été attaqué par une dizaine d'agresseurs masqués et armés de barres de fer, qui ont brisé son matériel, a indiqué une source policière.

Entretemps, le débat parlementaire connaissait un intermède tragi-comique quand le ministre des Finances, Yannis Stournaras, a annoncé que les coupes prévues des salaires des hauts fonctionnaires concernaient aussi les employés du Parlement, traditionnels favoris du clientélisme local.

Ces derniers ayant menacé de débrayer immédiatement, au risque de compromettre l'adoption de la loi dont UE et FMI font dépendre le maintien du pays sous perfusion, il a retiré la mesure, sous les huées.

Dès l'après-midi, la foule s'était massée autour du bâtiment illuminé, aux accès barrés par un impressionnant déploiement policier, à l'appel des principaux syndicats, de nombreuses unions corporatistes, et de l'opposition de gauche radicale et communiste.

"*A bas la politique de soumission et d'humiliation*", proclamait une des multiples banderoles, une autre appelant à l'"*effacement de la dette, résistance aux mesures de misère*".

La loi pluri-annuelle 2013-2016 d'austérité comportant 400 pages réunies en un seul article, est examinée en procédure d'urgence. Son adoption est presentée par gouvernement et bailleurs internationaux du pays comme déterminante pour le maintien du pays dans la zone euro, après trois ans d'austérité et cinq de récession.

"*Ce projet de loi va plonger le pays dans une récession prolongée et la procédure d'urgence est contre la constitution*", a notamment lancé Alexis Tsipras, chef du principal parti d'opposition, le Syriza de la gauche radicale.

Le plan proroge jusqu'en 2016 la rigueur et la durcit avec des économies budgétaires de plus de 18 milliards d'euros.

Les Grecs devront travailler plus longtemps, jusqu'à 67 ans, avec des retraites, et des prestations sociales et de santé revues à la baisse.

Le plan réduit aussi jusqu'à 27% les salaires des haut-fonctionnaires, ramenés en brut mensuel hors prime à 1.872 euros pour le chef de l'Etat-major de l'armée ou à 1.459 euros pour un professeur d'université. Il prévoit le départ de milliers de fonctionnaires, une dérégulation accrue du marché du travail et des services, et des augmentations de taxes.

L'UE et le FMI ont suspendu à son adoption le versement d'une tranche vitale de 31,2 milliards d'euros des prêts promis au pays, dont les caisses seront vides à la fin du mois.

Le président de l'Eurogroupe a estimé que la Grèce n'avait pas d'autre option que de poursuivre la remise en ordre de ses finances publiques.

"*Nos amis grecs n'ont pas d'autre choix*", a déclaré Jean-Claude Juncker devant l'Association de la presse étrangère à Singapour.

"*Ils doivent le faire. Et mon impression et que les réformes qui sont mises en oeuvre en Grèce sont de mieux en mieux comprises par les citoyens grecs*". AFP et Reuters 07.11

ECONOMIE

BCE

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a déploré mercredi une situation économique faible dans la zone euro, qui devrait encore durer.

"*Les chiffres du chômage sont tragiquement élevés. La situation économique d'ensemble est faible et cela ne devrait pas changer dans un délai proche*", a dit M. Draghi lors d'une conférence bancaire.

Quant à la masse monétaire et aux crédits, leur croissance est contenue, a-t-il ajouté, s'inquiétant de la dernière enquête sur les crédits bancaires réalisée par son institution qui montre que les banques n'ont pas relâché leurs conditions de crédit.

Cette situation devrait rattraper l'Allemagne, a-t-il mis en garde, alors que les économistes qui conseillent le gouvernement allemand sont arrivés au même constat dans leur rapport d'automne publié mercredi.

Dans leur rapport remis à la chancelière allemande Angela Merkel, les cinq "sages" allemands tiennent le même discours.

"*En raison de la crise de la zone euro, l'économie mondiale s'est fortement affaiblie, ce qui a affecté la conjoncture en Allemagne*", écrivent-ils, tablant sur une croissance de seulement 0,8% en Allemagne en 2013 après 0,8% prévus pour 2012.

Quant à la Commission européenne, elle a annoncé mercredi tabler sur une croissance au point mort en zone euro en 2013 (+0,1%) et de 0,8% pour l'Allemagne contre +1,7% attendu jusqu'ici.

Pour M. Draghi, les mesures adoptées par la BCE pour combattre la crise sont donc aussi bonnes pour l'Allemagne, contrairement à ce que semblent penser certains dans le pays.

S'exprimant à la veille de la réunion du conseil des gouverneurs de la BCE, M. Draghi a ainsi notamment défendu son nouveau programme de rachat d'obligations (OMT), comme il l'avait fait devant les députés allemands il y a quinze jours.

Les mesures de la BCE, si elles peuvent "*ramener la confiance à court terme*", ne seront pas suffisantes à long terme. "*Seules des mesures des gouvernements peuvent assurer cette confiance*", a-t-il dit. AFP 07.11

Multinationale

Le premier groupe mondial de produits de beauté, le français L'Oréal, a inauguré mercredi en Indonésie sa plus grand unité de production au monde, dans l'espoir de profiter de la formidable croissance du marché des cosmétiques en Asie.

L'usine, "*la plus grande de L'Oréal dans le monde*", doit produire 200 millions d'unités en 2013, avec une capacité qui pourra être portée à 300 millions puis à 500 millions à plus long terme, a indiqué le vice-président de L'Oréal pour l'Asie-Pacifique, Joechen Zaumseil.

L'unité aura nécessité "*100 millions d'euros*" d'investissement sur une période de six ans, a-t-il précisé dans un discours prononcé lors de l'inauguration de la nouvelle installation dans la zone industrielle de Jababeka, dans la grande banlieue est de la capitale Jakarta.

L'immense usine de 66.000 m2 est appelée à devenir "*le centre de production pour l'Asie du Sud-Est*", a expliqué le responsable, rappelant que L'Oréal avait pour ambition de doubler dans les dix ans à venir le nombre des ses clients dans le monde, actuellement d'un milliard. Sur le milliard supplémentaire de consommateurs, "*750 millions*" se trouveront en Asie, a-t-il souligné.

La nouvelle usine, qui emploiera 800 personnes environ, exportera 70% de sa production en Asie du Sud-Est, le reste étant consacré au marché indonésien, a indiqué le ministre indonésien des Industries, Mohamad S. Hidayat, avant d'ouvrir officiellement l'installation.

L'Indonésie, quatrième pays le plus peuplé de la planète avec 240 millions d'habitants, bénéficie actuellement d'un véritable boom du marché des produits de beauté, avec une progression de 12,9% cette année par rapport à 2011, a souligné M. Hidayat.

Ce dynamisme est largement attribué à l'expansion de la classe moyenne indonésienne, à la faveur d'une croissance du Produit intérieur brut supérieure à 6% l'an en moyenne.

L'Oréal bénéficie ainsi en Indonésie d'une progression moyenne de 30% de ses ventes "depuis quatre ans", soit "*la plus rapide en Asie-Pacifique*", s'est félicité M. Zaumseil.

Le marché des cosmétiques en Indonésie, où L'Oréal produit depuis 1986, représente actuellement 1,5 milliard de dollars, contre 47 mds USD pour l'ensemble de l'Asie, a précisé M. Zaumseil. "*Dans dix ans, l'Indonésie comptera parmi les trois plus importants marchés en Asie-Pacifique*", a-t-il prédit.

"*90 millions de nouveaux consommateurs vont s'ajouter en Indonésie dans les dix à quinze ans*", a précisé M. Zaumseil dans une interview à l'AFP. "*Nous avons pour objectif d'en avoir 60 millions. C'est à peu près l'équivalent de la population de la France*", a-t-il souligné.

L'Indonésie et l'Asie du Sud-Est sont "*les nouvelles frontières de croissance*", estime le groupe dans un communiqué. AFP 07.11

Je ne consomme que des produits *Made in India*, ce sont les moins chers sans être forcément de mauvaises qualités. J'opte pour les shampoings, savons et huiles pour les cheveux à base de produits naturels autant que faire se peut, qui ne sont pas les moins chers mais presque. L'Oréal, Garnier sont des marques en rayon, 30 à 50% plus chères. Je suis un très mauvais consommateurs pour les multinationales, j'économise sur tout et je ne suis surtout pas le comportement des couches moyennes auxquelles j'appartiens.

Haut de page

Le 9 novembre

CAUSERIE

Mon épouse est arrivée à 4h30 du matin, avant j'ai dormi à peine deux heures, il m'a fallu vider ses valises qui empestaient la charcuterie et le fromage, etc. bref, je me suis reposé entre 9h et 9h30, je suis crevé. Pas le temps d'en faire plus, d'autant plus qu'ils recommencent à nous couper le courant 10 à 12h par jour...

Bon week-end à tous.

Ils ont un train ou plutôt quelques décennies de retard.

Editorial (IO n°225) de D. Gluckstein : "*Que la classe capitaliste ne voie pas d'autres moyens de rétablir ses marges de profit et d'assurer scrupuleusement le service de la dette (devenu premier budget de l'Etat), c'est dans l'ordre des choses.*"

Alors qu'en réalité la classe des capitaliste dominée par l'oligarchie financière poursuit un autre objectif, politique et non économique qui n'est que le moyen de l'atteindre car ils détiennent la quasi totalité du pouvoir économique, ce qui leur manque c'est le pouvoir politique, total, absolu : établir un Nouvel ordre mondial dans lequel les maîtres du monde s'affranchiront des contradictations du capitalisme une fois les masses exploitées dépouillées de tout droit politique et réduit en esclavage.

La question pour eux réside dans les moyens d'y parvenir le plus rapidement possible, ce qui nécessite un nivellement par le bas des salaires, donc la liquidation des cotisations sociales versées par les employeurs aux organismes sociaux qui constituent une part de la plus-value qu'ils redistribuent aux travailleurs.

Dans leur esprit, la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs ne doit pas provenir de leurs revenus, elle doit dépendre uniquement d'une autorité politique supérieure qui aurait le pouvoir de décider à leur place en quoi consisteraient leurs besoins et la manière de les satisfaire ou non, en fonction de critères qu'elle aurait elle-même définis dans l'arbitraire le plus total sans que personne ne puisse le contester. Dites-moi, c'est bien ainsi que fonctionne déjà la société américaine ou que l'Union européenne entend procèder, non ?

Certes, afin d'accroître leur marge ou leur profit, mais cette notion est de nos jours complètement dépassée si on prend en compte tous les mécanismes qu'on mis en oeuvre les banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux en Europe depuis plusieurs décennies pour repousser l'échéance de l'effondrement du capitalisme dû aux contradictions du capitalisme, c'est refusé de reconnaître qu'ils sont parvenus en grande partie à s'en affranchir.

Jusqu'à quel point, je n'en sais rien au juste, je constate simplement que l'écart entre l'économie réelle et l'économie fictive, virtuelle ou spéculative, de l'inflation monétaire sans pratiquement de limite n'a cessé de croître sans pour autant que le capitalisme ne s'effondre, alors qu'il est miné par une monstrueuse montagne de dettes, très largement supérieure au PIB et à la capitalisation boursière mondiale.

En d'autres temps, il se serait déjà effondré depuis longtemps, on est donc en droit de se demander pourquoi ce n'est pas le cas aujourd'hui, et par quel moyen ils sont parvenus à l'empêcher, quelles sont leurs véritables intentions, puisque ce sont eux qui détiennent la clé ou la solution du problème puisque le mouvement ouvrier est incapable de renouer avec le socialisme révolutionnaire, ils ont le monopole de la création monétaire et ils disposent des plus grands stocks d'or de la planète ainsi que des mines.

D. Gluckstein en est encore à croire les histoires que nous servent les médias et les institutions destinées à la population. Par exemple que tel richissime banquier ou capitaliste américain, mexicain, indien, chinois ou français possèderait quelques dizaines de milliards de dollars ou d'euros et voudrait tout naturellement s'enrichir toujours plus.

Mais quand on a à l'esprit que ce sont des dizaines de milliers de milliards de dollars ou d'euros qui dorment ou fructifient tranquillement dans les coffres des 72 paradis fiscaux répartis à travers le monde, là on se dit qu'on n'est plus vraiment dans la même échelle de grandeur et que nos milliardaires doivent avoir une autre idée derrière la tête que s'enrichir encore plus, et que les mesures qu'ils imposent finalement aux différents gouvernements qui les appliquent avec zèle, correspondent à un autre objectif, un objectif politique.

La Bourse de Paris, c'est-à-dire, les entreprises du CAC 40, les plus grandes sociétés présentes sur le sol français, dont les principales banques, sont passées sous la coupe du NYSE (New York Stock Exchange), ajoutons que les sociétés cotées à Paris réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires et de leurs profits hors de France, qu'elles disposent d'unités de production ou de filières dans le monde entier où sont fabriqués une grande partie des marchandises qui inondent le marché mondial.

Ajoutons que dorénavant les capitalistes n'ont plus besoin de produire quoi que ce soit en Europe occidentale où le coût de la main d'oeuvre est plus cher qu'en Asie ou en Amérique latine où ils peuvent produire dans des conditions plus favorables et beaucoup plus rentables. C'est même un anachronisme qu'il existe encore des usines en Europe occidentale, je crois que D. Gluckstein n'en a pas vraiment pris la mesure ou ne l'a pas du tout réalisé.

Alors pourquoi les capitalistes continuent-ils pour autant de produire en Europe occidentale où ils perdent de l'argent ou n'en gagnent pas autant que s'ils produisaient les mêmes marchandises ailleurs, sinon pour des raisons politiques et accessoirement sociales, car c'est bien là leur dernière préoccupation. Leur problème réside dans l'histoire politique distincte de chaque pays, leurs institutions, les rapports entre les classes qui ont été établis.

Pourtant le garrot de la dette aurait dû le mettre sur la bonne piste, car en s'attaquant à l'Etat que font les banquiers ? Ils s'attaquent à la forme politique de la domination de classe de la bourgeoisie, à l'instrument qui serre à régir les rapports entre les classes au profit de la classe dominante, au sein des institutions. En s'attaquant à l'Etat, en le vidant de sa substance pour n'en garder que le contenu bureaucratique et policier, c'est à ces rapports qu'ils s'attaquent, à ses composantes, les différentes classes, y compris en grande partie à celle des capitalistes, car selon eux un grand nombre d'entre eux doit encore disparaître.

Leur objectif est de faire disparaître les classes au profit d'une masse d'esclaves qui leur seront totalement soumis, ce qui est logique puisque c'est l'existence des différentes classes et les inégalités qui existent entre elles qui est à l'origine de la lutte des classes avec laquelle ils ont décidé d'en finir une bonne fois pour toute, pour qu'ainsi plus personne ne puisse contester leur pouvoir devenu absolu, ce qui nécessitera au préalable d'être parvenu à réaliser un contrôle total sur la population. On est très loin de calculs d'épicier sur la marge ou sur la dette.

Là où D. Gluckstein aurait raison, c'est qu'en cas de difficultés passagères insurmontables, ce processus cèderait le pas devant l'économie réelle qui reprendrait tous ses droits, autrement dit la lutte des classes, faudrait-il encore que le prolétariat et les couches moyennes ne se contentent pas de résister et de journées d'action sans lendemain et trouvent la voie du combat politique contre l'Etat. Depuis déjà trois ans, on a pu observer en Grèce que la seule résistance ou la mobilisation sans direction et orientation politique correcte n'aboutissait à rien, sauf à laisser passer des mesures antisociales toujours plus violentes contre les travailleurs. Et depuis quelques semaines le spectre d'une nouvelle dictature n'est plus à écarter.

Déjà la manière dont fonctionnent les rapports entre exploiteurs et exploités dans les entreprises ne relève plus d'un rapport de forces entre les classes, mais de directives ou de lois rédigées par des technocrates et dictées par l'oligarchie financière, dont Bruxelles sert de relais. C'est d'ailleurs de plus en plus le cas pour l'ensemble des rapports dans la société. Ce sont eux par exemple qui ont imposé les lubies écologiste et Internet, à toutes les classes. Le chef d'entreprise n'est plus le maître des lieux, il ne détient plus aucun pouvoir, c'est son banquier et le marché qui le détiennent. Il n'est plus qu'un pion entre les mains de la finance.

On nous rétorquera qu'il ne faut pas généraliser. Certes, c'est un processus en cours, qui s'accélère, c'est une tendance, la tendance dominante de notre époque, or en politique pour définir une stratégie, on ne se base pas sur des certitudes ou sur des convictions, encore moins sur des principes, mais sur la tendance qui se dégage de l'analyse de la situation à l'échelle mondiale, dans quelle direction s'oriente le capitalisme.

Entre 2008 et 2012, ceux qui détiennent la planche à billets ont démontré qu'ils étaient capables de s'en servir pour éviter un effondrement de l'économie mondiale à coup de milliers de milliards de dollars ou d'euros, ils auraient très bien pu prendre la décision inverse et nous rejouer le coup de 14-18 et 39-45, pour le moment, apparemment ils ont estimé que ce n'était pas nécessaire, c'est qu'ils jugent que leur plan est sur la bonne voie, mais ils peuvent très bien changé d'avis du jour au lendemain, ces gens-là sont très susceptibles et imprévoyants en la manière, seul le résulat compte à leurs yeux, quant aux moyens pour y parvenir, c'est le cadet de leur soucis ou plutôt leurs conséquences désastreuses pour les peuples.

Communiqué de la Libre Pensée sur la "*morale laïque*" enseignée à l'école.

Il faut "*rendre les moyens nécessaires à l'Enseignement public*", alors que la société fonctionne de telle sorte de nos jours que l'acquisition du savoir se fait en grande partie en dehors des établissements scolaires, disons dès lors que l'on sait lire, écrire et compter. C'est comme si pour acquérir de nouvelles connaissances, ils nous conseillaient de nous inscrire aux cours du soir ou de prendre des cours par correspondance avec une université, on se demande dans quel monde ils vivent.

En réalité, l'Enseignement public pour correspondre à la société telle qu'elle existe aujourd'hui, il devrait être refondu entièrement, de fond en comble. Ils vont nous rétorquer qu'on tient le même discours que ceux qui veulent en finir avec l'Enseignement public, or ce n'est pas du tout notre propos. Pour que l'Enseignement public soit à la hauteur des défis que constitue la concurrence des moyens de communications ou d'informations modernes à la disposition de chacun, ses moyens devraient être multiplier par cent.

C'est évidemment impossible sous un régime en crise ou plutôt en pleine décomposition. Une précision. Crise voudrait dire que ce serait des conditions objectives qui seraient à l'origine de la situation actuelle, ce qui est en partie vrai et faux à la fois comme je l'ai relevé plus haut, alors que décomposition met davantage l'accent sur des conditions subjectives qui correspondent à une volonté déterminée de mener le monde vers là où il penche de plus en plus, son pendant étant l'ignorance des masses qui se caractérise par la faiblesse de son niveau d'organisation.

L'existence des classes (sociales) devant être remise en cause, que reste-t-il alors ? Des individus atomisés, des individualités sans défense, l'individualisme qui prime dans tous les rapports. Dès lors qu'il existe des supports individuels pour acquérir un savoir, la tablette avec ses multiples applications qui remplace l'encombrant ordinateur vient à point nommé, tout apprentissage collectif devient obsolète, l'école, la salle de classe, le professeur deviennent inutiles.

Il y en a qui rêvent de refaire la classe comme au début du XXe siècle, c'est pathétique.

Maintenant, il est vrai que les profs se retrouvent confronter à une terrible difficulté, car dans cette histoire-là ils ne maîtrisent absolument rien, ils sont totalement désarmés, sauf à faire preuve de beaucoup d'imagination pour avoir une autorité sur leurs élèves.

C'est possible d'y arriver dans la mesure où leurs élèves n'ont pas le choix non plus, ils doivent suivre attentivement les cours qui leur sont donnés, sinon ils échoueront à leurs examens, car ils ne sont pas encore suffisamment familiarisés et motivés

pour apprendre par eux-mêmes à l'aide d'un ordinateur chez eux. Les profs doivent être des pédagogues accomplis pour affronter avec succès ce défi.

Dans la vie courante, je ne me sers pratiquement plus d'un stylo ou d'une feuille de papier, j'écris très rarement, je n'utilise plus que l'ordinateur. Si demain je devais retourner en arrière, je crois bien que je commencerais par me demander comment je vais procéder, car j'ai perdu cette habitude. J'ai l'écriture que l'on prêtait aux ânes, une belle écriture comme l'on dit, c'est ce qui m'a permis de trouver du boulot facilement autrefois, notamment, ou de travailler au lycée français de Pondichéry plus récemment. J'allais jusqu'à m'acheter des plumes et une bouteille d'encre car je trouvais que l'écriture avec un stylo à plume était trop uniforme.

Quant à la lecture, l'ordinateur permet de naviguer à l'intérieur d'un ouvrage au grè du besoin beaucoup plus facilement qu'avec un livre, par contre je lis plus vite et plus de pages dans un livre qu'à l'écran, je n'ai jamais réussi à m'y faire, je dois être trop vieux ! Et mes yeux sont si fatigués que lire un livre m'épuise au bout de dix minutes, car je dois changer de lunettes, celles que j'utilise pour lire à l'écran ne sont pas assez puissantes.

Pour revenir à notre sujet. (Il est 0h10, Magueswary va atterrir à Chennai dans 30 minutes, elle sera là d'ici 4h environ. Je dois encore balayer et passer la serpillière.)

J'imagine que pour les gosses, il y a quelque chose d'archaïque dans l'école par rapport à ce qu'ils côtoient tous les jours à l'extérieur. A moins que cela leur paraisse exotique ! Je ne plaisante pas, après tout pourquoi pas, il faut trouver la parade à défaut de moyens qui ne viendront pas du ministère, j'essaie de me mettre à la place des profs qui en bavent.

PS-PCF : les municipales dans le viseur

«*On ne peut pas d'un côté tenir un discours clivant contre l'exécutif quand il met en œuvre le programme et de l'autre vouloir être dans l'unité de la gauche dans les territoires*», explique Luc Carvounas, sénateur maire PS d'Alfortville, qui met «en garde les collègues communistes et ceux du Parti de gauche» : «*Ils ne pourront pas s'offusquer si le premier tour des municipales sert de primaires, y compris dans les villes dirigées par le PC.*» Secrétaire national du PS, Alain Bergounioux manie la menace: «*Le PC doit être mis devant ses responsabilités pour les municipales. À trop entrer dans une opposition systématique, il y aura des conséquences dans l'électorat socialiste et une compétition au premier tour. En d'autres termes, le PC a quelques problèmes devant lui.*»

Officiellement, le PS ne va pas encore aussi loin. Christophe Borgel, en charge des élections, préfère aborder la question en pacificateur, sans minimiser «*les différences et les désaccords*» qui peuvent exister entre PS et PC. «*Mais nous cherchons à convaincre et à rassembler*», explique-t-il. Sans parler de représailles, le secrétaire national souligne qu'«*il n'est pas sûr que l'électorat qui a souhaité le changement comprenne que les communistes en viennent à voter contre le gouvernement avec l'UMP!*». lefigaro.fr 08.11

FMI. L'art et la manière de présenter les choses... à son avantage. Décryptage

Le FMI redoute que l'austérité en cours dans certains pays européens ne devienne "*politiquement et socialement intenable*" à l'heure où la protestation contre les plans d'économies continue en Grèce et au Portugal, selon un rapport publié jeudi.

(Le FMI présente la situation comme s'il y était totalement étranger, alors qu'en réalité il en est à l'origine en tant que porte-parole des banquiers de la Fed et leurs alliés qui harcèlent la Grèce et le Portugal (notamment) depuis des années. - Ndlr)

Il y a "*un risque que l'austérité devienne politiquement et socialement intenable dans les pays de la périphérie*" de la zone euro (Grèce, Portugal, Espagne), a indiqué le Fonds monétaire international dans une synthèse rédigée à l'occasion du récent sommet du G20 au Mexique.

(On voit poindre la crainte que les peuples se soulèvent et que tout leur plan tombe à l'eau, c'est une hypothèse valable, disons jusqu'à un certain point seulement, cela leur compliquerait les choses. - Ndlr)

"*Il faudra encore des années pour mener à bien les réformes budgétaires et structurelles*" dans ces pays, prévient le Fonds.

(Là ils se lamentent, tout en avouant leur objectif sur le plan social qui ne sera pas sans conséquences politiques. - Ndlr)

Pointant un autre risque pesant sur la zone euro, le FMI estime dans ce rapport que certains pays pourraient retarder leur recours aux mécanismes d'aide pour des "*raisons politiques*".

(C'est l'obstacle que j'avais souligné plus haut. - Ndlr)

Début septembre, la Banque centrale européenne (BCE) a mis en place un programme de rachat d'obligations publiques (OMT) pour faire baisser les taux d'emprunts mais aucun pays n'y a jusque là fait appel.

L'Espagne, pressentie pour l'inaugurer, s'y refuse jusqu'à présent, craignant de devoir se plier à de nouvelles mesures d'austérité imposées via le Fonds de secours européen (MES).

Mettant en garde contre ces risques politiques, le FMI affirme qu'une "*nouvelle aggravation des tensions*" dans la zone euro obligerait les gouvernements à accélérer encore leur ajustement budgétaire, avec la possibilité de pertes pour la croissance encore "*plus importantes*".

(Voilà un excellent exemple qui confirme ce que j'ai écrit au début de ma causerie. Si vous prenez tel quel cette mise en garde du FMI, vous avez tout faux et c'est facile de comprendre pourquoi : en réalité, c'est le FMI ou l'oligarchie financière qui est à l'origine d'une "*nouvelle aggravation des tensions*" dans la zone euro, comment, deux exemples tirés de l'actualité d'hier.

Madrid a placé 731 millions d'euros de titres arrivant à échéance en 2032 à un rendement moyen historiquement élevé de 6,328%. (Reuters) A ce prix-là dans les conditions actuelles pour un Etat, c'est le taux de l'usure ! 3,04 milliards, a porté sur un nouvel emprunt à cinq ans réalisé au rendement moyen de 4,68%. (id) C'est encore un taux très élevé.

En fonction de la situation sociale les marchés financiers souffle le chaud et le froid mais ne lâcheront pas le morceau. "*Cela va renforcer le gouvernement dans la conviction qu'il n'a pas besoin de renflouement à ce stade mais avec les besoins de refinancement de 2013 qui s'annoncent, je pense qu'il sera obligé de s'en remettre à la BCE*", a commenté Nick Stamenkovic, responsable de la stratégie taux de Ria Capital Markets. (id) En effet, hier Le Trésor espagnol a placé pour 4,8 milliards d'euros d'obligations à moyen et long terme, en 2013, il faudra ajouter un zéro derrière le quatre... Passons à la Grèce.

Les Européens n'entendent pas relâcher la pression sur la Grèce malgré un nouveau plan d'économies adopté mercredi soir, et salué par la Banque centrale européenne (BCE) qui réunissait jeudi son conseil des gouverneurs à Francfort (ouest).

"*C'est un pas important franchi par le gouvernement grec et les citoyens grecs. Cela représente un réel progrès par rapport à il y a quelques mois*", a déclaré M. Draghi.

Pour autant, la BCE ne peut pas aider la Grèce à sortir de la nasse financière dans laquelle elle se trouve, a-t-il signifié, renvoyant Athènes, qui aimerait bien que l'institution monétaire renonce au remboursement des obligations grecques en sa possession, vers ses partenaires européens.

"*Cela s'apparenterait à du financement monétaire (...) ce que nous ne pouvons pas faire*", a ajouté M. Draghi. (AFP)

Or c'est cette "*nasse financière*" qui étrangle la Grèce et conduit le gouvernement à justifier le recours à de nouveaux "*ajustements budgétaires*", de nouvelles coupes dans tous les ministères. La suite est à l'avenant.

Le gouvernement grec pensait que le vote de son parlement allait lui permettre de toucher enfin la prochaine tranche d'aide promise, d'un montant de 31,2 milliards d'euros, mais gelée depuis juin, afin de pouvoir honorer un remboursement d'emprunt le 16 novembre.

Cependant, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a refroidi ces attentes jeudi, en affirmant qu'il n'attendait pas d'accord entre la Grèce et ses créanciers "*dans les prochaines semaines*".

Le porte-parole de la Commission européenne a lui aussi salué le vote mais a insisté sur le vote dimanche du budget 2013 en Grèce, qui sera selon lui également "*crucial pour permettre à l'Eurogroupe de lundi d'avancer dans les discussions*". (id)

C'est très clair, c'est bien la BCE, l'Eurogroupe, Berlin, Paris, etc. qui soufflent sur la braise et attise l'incendie qu'ils ont eux-mêmes allumé et qui aboutira finalement à une "*nouvelle aggravation des tensions*" dans la zone euro et non l'inverse, car ils l'imputeront à la Grèce. - Ndlr)

Concernant le reste du globe, le Fonds appelle une nouvelle fois les Etats-Unis à s'attaquer à leur "*mur budgétaire*" tout en relevant un "*certain apaisement*" des tensions financières internationales.

(Là bizarrement, le FMI n'impose aucune mesure contraignante aux Etats-Unis, normal. Et puis après tout, tout ne va pas si mal, passant allègrement du coq à l'âne, des quelque 16.500 milliards de dollars de dettes des Etats-Unis à un "*certain apaisement*" sur les marchés financiers, bref, tout va bien. C'est là qu'on est obligé de se poser des questions : comment font-ils, qu'est-ce que cela signifie, la situation est plutôt alarmante, non ? Non, à vrai dire pas tant que cela, mais alors cela signifie que cette comédie peut encore durer longtemps et qu'ils ont une autre idée en tête ? Semble-t-il, il faudrait être naïf pour ne

pas l'envisager et chercher ce que cela recouvre. - Ndlr)

"*La conjoncture économique pourrait être en train de se stabiliser*", écrit le FMI, tout en assurant que de "nouveaux reculs" ne sont pas à exclure.

Le Fonds, qui continue de prévoir une croissance mondiale de 3,6% en 2013, estime toutefois que le risque que ce taux soit finalement inférieur à 2% a quadruplé, passant de 4% en avril à 17% en septembre.

Selon le FMI, une croissance mondiale sous les 2% pourrait impliquer une "*récession des économies avancées*" et un "*ralentissement important*" des puissances émergentes.

"*Les incertitudes sur l'avenir (...) sont encore considérables*", écrit le Fonds. AFP 08.11

(Ce que je n'ai pas précisé plus haut, c'est que bien que leurs magouilles puissent durer encore longtemps, ils sont pris dans un étau : soit il laisse l'économie réelle fonctionner selon ses propres lois et l'économie mondiale va rapidement exploser sous le poids de la dette et de l'inflation monétaire, elle va entrer en récession et le chômage de masse va s'accroître ; soit ils interviennent à doses homéopathiques pour la maintenir en survie à la limite de l'effondrement, pendant qu'ils continueront d'avancer sur le plan politique sur la voie qu'ils se sont tracés.

Ce que j'ai voulu dire, c'est qu'ils peuvent privilégier un scénario plutôt qu'un autre et en changer s'ils l'estiment nécessaire, que rien n'est figé en la matière. Le seul facteur qu'ils ne maîtrisent pas, c'est l'attitude des masses exploitées, d'où justement leur plan qui consiste à terme à les neutraliser totalement.

Nous sommes en présence de gens qui savent parfaitement ce qu'ils font et qui ont conscience des conséquences prévisibles qui en découleront, ils manoeuvrent donc en jouant sur tous les rapports, tout en tentant d'en garder le contrôle pour qu'ils évoluent dans la direction qu'ils ont définie.

Evidemment, rien ne dit que les choses se passeront telles qu'ils le souhaitaient, d'où notre relatif optimiste pour la suite, rien n'est joué, la partie n'est pas perdue même si on part avec un lourd handicap, tout va dépendre de la capacité du prolétariat à élever son niveau de conscience dans les mois ou années à venir et à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire pour vaincre le capital.

Trotsky nous avait averti : cela sera difficile, beaucoup plus difficile qu'autrefois, et à l'époque où il nous adressait cet avertissement les moyens modernes de communication et de propagande au service de la réaction que nous connaissons aujourd'hui n'existaient pas, il est donc impératif, pas seulement de défendre chaque millimètre carré que l'ennemi veut nous reprendre, d'organiser les travailleurs, il faut tout mettre en oeuvre pour élever leur niveau de conscience du fonctionnement de la société, chacun d'entre nous doit absolument y contribuer, car lorsque l'affrontement direct entre les classes se produira, son issue dépendra largement du niveau de conscience acquis par les masses au début de la révolution.

On nous rétorquera qu'en dire trop ne sert à rien, qu'elles ne vont rien y comprendre ou que tout va s'embrouiller dans leur tête, ce ne sera jamais pire qu'aujourd'hui, semble-t-il non ? De l'audace, bordel, qui ne risque rien n'a rien à l'arrivée. Prenez deux gosses qui ont eu une éducation complètement différente. Dans le premier cas, quand il posait une question à ses parents, ils lui répondaient systématiquement que ce n'était pas de son âge, qu'ils ne connaissaient pas la réponse, etc. Dans le second cas, ses parents prenaient le temps de lui répondre ce qui alimentait sa propre réflexion. D'après vous lequel des deux sera le plus évolué plus tard ? A mon avis le second, j'en veux pour preuve que je me suis retrouvé dans le premier cas et qu'à 20 ans j'étais complètement arriéré, abruti au dernier degré, oui, je vais en porter des séquelles jusqu'à la fin de ma vie, cela fait partie de mes limites ou faiblesses, tandis qu'en procédant comme dans le second cas avec ma fille, elle s'est épanouie, elle est devenue institutrice, elle a développé ses facultés intellectuelles, elle possède un esprit critique et quelque part elle pense librement.

Les masses aussi portent de graves séquelles dues à l'abrutissement, au conditionnement que leur servent les médias et cette société quotidiennement, à nous de les aider à les briser en leur proposant une alternative politique au capitalisme sérieuse et cohérente, si nous savons trouver les mots et la syntaxe qui convient à leur situation, poussées par des conditions objectives de plus en plus insupportables à agir ou à chercher une voie pour en finir avec le cycle infernal de la régression sociale sans fin à laquelle les vouent le capitalisme et ses institutions, ses représentants. - Ndlr)

L'exception confirme la règle.

- Une Française première femme à la présidence d'Interpol - AFP

Une Française, Mireille Ballestrazzi, a été élue jeudi à Rome présidente d'Interpol, devenant ainsi la première femme à présider cette organisation internationale de coopération policière, a annoncé l'organisation réunie en sommet depuis lundi dans la capitale italienne.

Depuis 2010, elle est le numéro deux de la PJ française.

Lors d'une visite à Rome, le ministre français de l'Intérieur Manuel Valls avait dressé lundi un portrait élogieux de Mme Ballestrazz : "*Elle fait partie de ces femmes qui font honneur à la police française (...) Elle connaît parfaitement les dossiers de la criminalité organisée, les nouvelles formes de violence et comment s'y attaquer. Elle a noué aussi des relations importantes au niveau national et international*". AFP

Mais bizarrement elle a été impuissante à endiguer la violence à Marseille, notamment. Etrange, non ? Pas tant que cela en réalité...

ACTUALITE EN TITRES

Ca baigne pour eux.

- Malgré la crise, BNP et Société Générale font bonne figure - L'Expansion.com

- Profits en hausse pour Disney avec les parcs à thème et ESPN - Reuters

- Hermès va franchir haut la main les 3 milliards d'euros de ventes en 2012 - AFP

- Malgré des résultats en hausse, Sodexo licencie - L'Expansion.com

On comprend, on comprend...

- Les communistes se considèrent "*membres de la majorité*" - LePoint.fr

- PS-PCF : les municipales dans le viseur - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Le gouvernement n'a pas d'argent... sauf pour les banques !

Belgique et France se sont entendus dans la nuit de mercredi à jeudi pour injecter 5,5 milliards d'euros au capital de Dexia, dont la solvabilité était menacée par sa restructuration à marche forcée. La Belgique apportera 53% de ce montant, soit 2,915 milliards d'euros, la France contribuant pour le solde, soit 47% (2,585 milliards).

Contrairement aux garanties apportées par ces mêmes Etats (avec le Luxembourg), cette recapitalisation implique un décaissement, qui influe donc sur la situation budgétaire de ces pays. "*Je crois que c'était absolument indispensable car le prix à payer, sans ça, d'un sinistre ou d'un défaut aurait été considérable*", a expliqué M. Moscovici. AFP 08.11

1.2- Alliance militaro-industrielle entre la France, la Grande-Bretagne et Israël.

La France et la Grande-Bretagne ont lancé l'expérimentation du drone tactique Watchkeeper, fabriqué par Thales UK, filiale du groupe français du même nom et le groupe israélien Elbit à partir de la plate-forme israélienne Hermes 450, a annoncé jeudi le ministère français de la Défense.

Cette expérimentation avait fait l'objet d'un accord signé en juillet dernier par les ministères de la Défense des deux pays.

Prise en charge par la Délégation française de l'armement (DGA) et son homologue britannique DE&S, elle a été lancée le 22 octobre mais commencera vraiment ce mois-ci avec la formation des premiers opérateurs français, précise un communiqué.

Les campagnes de vol seront réalisées à Istres en 2013.

"*L'évaluation du système britannique Watchkeeper par l'armée de terre française va permettre à nos forces de définir les conditions d'une coopération opérationnelle étroite*", lit-on dans le communiqué du ministère français de la Défense.

Le contrat notifié par la DE&S à Thales UK le 22 octobre couvre, outre la formation des opérateurs, le soutien de l'expérimentation - transport, logistique, maintenance.

Le système Watchkeeper est un système de drones de reconnaissance, d'observation et d'acquisition d'objectifs destiné aux forces terrestres. Cet appareil sans pilote peut voler par tous les temps pendant plus de 16 heures. Reuters 08.11

Entre empires ou colonisateurs, une telle alliance militaire est naturelle, avec l'aval de Washington puisque les banquiers de la Fed et ceux de la Banque d'Angleterre sont les mêmes. Qu'Israël, propriété à 80% des Rothschild et Rockefeller y soit associé via son industrie d'armement confirme que pour les dirigeants du PS le sionisme n'est pas vraiment un problème, le problème, ce sont les Palestiniens.

2- Grèce

Le gouvernement grec est sorti affaibli jeudi après l'adoption au parlement à une courte majorité d'un nouveau train de rigueur réclamé par UE et FMI et fortement contesté dans la rue, les syndicats restant vigileants face, selon eux, aux violations du droit social.

Les économies de 18 milliards d'euros que la Grèce a été contrainte de voter, ont entraîné sept défections de parlementaires opposés aux nouvelles coupes dans les retraites et les salaires, affaiblissant la coalition gouvernementale tri-partite composée de la droite Nouvelle-Démocratie, des socialistes du Pasok et de la Gauche démocratique Dimar.

Un député conservateur et six socialistes récalcitrants ont été immédiatement radiés de leurs groupes parlementaires respectifs.

"*Les mesures sont passées mais les difficultés commencent tant pour les citoyens qui doivent faire face à des bouleversements considérables (dans leur vie quotidienne) que pour le gouvernement*", commentait le quotidien Ta Néa jeudi.

"*Le gouvernement est devant deux enjeux: l'un de s'assurer du versement imminent de la tranche de 31,2 milliards d'euros du prêt UE-FMI et le second de faire redémarrer l'économie. Le gouvernement ne pourrait plus tenir si les créanciers réclament plus d'économies*", souligne Ta Nea (centre-gauche).

"*Le gouvernement de coalition a atteint son principal objectif de faire passer ces mesures, ce qui est évidemment un test réussi qui prouve la cohésion de la coalition*", a renchéri Vassiliki Georgiadou, politologue à l'université de Panteion à Athènes, pour l'AFP

"*Le test politique pour le gouvernement sera le vote dimanche du budget 2013, qui est traditionnellement un vote de confiance au gouvernement*", a-t-elle dit.

Si la cohésion des alliés gouvernementaux semble assurée dans l'immédiat, la contestation dans la rue, qui a rassemblé à Athènes plus de 70.000 manifestants mercredi soir à l'appel des syndicats du privé GSEE et de l'Adedy, ne semble pas s'atténuer.

Tout en reconnaissant "*la fatigue et le désespoir*" des Grecs après trois ans d'austérité et des dizaines de grèves, le président de la GSEE, Yannis Panagopoulos estime que toutes les mobilisations depuis 2010 ont contribué "*à retarder les mesures et à faire connaître dans le monde les violations du droit social*" en Grèce.

"*Outre le recours à la justice grecque et à l'Organisation internationale du Travail (OIT, ILO en anglais), nous allons recourir à la cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) pour violation de la liberté des négociations des conventions collectives et les droits sociaux*", souligne à l'AFP M. Panagopoulos.

En coordination avec la Confédération syndicale inernationale (CSI, ITUC en anglais), M. Panagopoulos s'apprête à "*une mobilisation internationale contre l'anticonstitutionalité d'une série de mesures adoptées depuis 2010 compromettant les droits sociaux*". AFP 08.11

Il va s'adresser à l'Organisation internationale du Travail (ONU), à la cour européenne des droits de l'Homme (UE), pourquoi pas au Pape !

Un complément

Le taux de chômage en Grèce a atteint un nouveau record en août, à 25,4%, marquant ainsi le 39ème mois consécutif de hausse, a annoncé jeudi l'Agence nationale grecque des statistiques (ELSAT).

Le taux de chômage a plus que triplé depuis le début de la crise économique en 2008. Le chômage touche désormais 58% des 15-24 ans, contre 20% en août 2008.

Un nombre record de 1,27 million de Grecs sans emploi a été atteint en août, une hausse de 38% comparée au même mois de l'année précédente.

Selon les prévisions de la Commission européenne, le marché du travail devrait continuer à se dégrader jusqu'en 2013, puis s'améliorer légèrement en 2014. Reuters 08.11

3- Tchéquie

Le Parlement tchèque a approuvé jeudi un plan ambitieux de restitution de biens appartenant aux Eglises, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, qui avaient été confisqués après l'avènement du régime communiste en 1948.

Ce vote, acquis à la Chambre basse par 102 voix sur un total de 200, constitue une victoire pour le Premier ministre, Petr Necas. Le feu vert des députés réduit en effet à néant le veto opposé dans un premier temps par le Sénat.

Le texte prévoit de restituer des terrains et des immeubles appartenant aux Eglises, pour la plupart chrétiennes, et d'accorder une indemnisation financière d'environ sept milliards de dollars sur une période de trente ans.

En vertu de ce plan, les Eglises deviendraient indépendantes de l'Etat et perdraient progressivement leurs subsides publics.

Il a bénéficié du soutien du chef du gouvernement et de ses alliés conservateurs tout en restant très impopulaire dans les rangs de l'opposition de centre gauche et dans l'opinion publique tchèque, majoritairement athée.

Le texte de loi va maintenant être soumis pour approbation au chef de l'Etat, Vaclav Klaus, qui a émis des réserves. Le président peut y opposer son veto après celui des sénateurs mais les 102 voix de députés recueillies jeudi permettront dans ce cas de contourner tout veto présidentiel. Reuters 08.11

4-Argentine

Un juge argentin a ordonné le gel des actifs de la compagnie pétrolière américaine Chevron en Argentine à la demande d'un magistrat équatorien, pays dans lequel l'entreprise a été condamnée à une amende de 19 mds USD pour pollution, a indiqué mercredi un avocat des plaignants.

"*Un juge argentin a ordonné le gel d'actifs de Chevron en Argentine en application d'une demande d'un magistrat équatorien*", a déclaré lors d'une conférence de presse à Buenos Aires Me Enrique Bruchou, avocat représentant les plaignants en Argentine.

L'avocat a précisé qu'"*à cet instant, des auxiliaires de justice notifient plusieurs gels pour un total de 19 milliards de dollars et les gels se mettent en place*".

Chevron ne dispose toutefois que de deux milliards de dollars d'actifs en Argentine, selon Me Enrique Bruchou.

Cette version a été contestée par Chevron qui a affirmé que le groupe "*ne détient pas d'actifs en Argentine. Toutes les opérations en Argentine sont assurées par des filiales*", a déclaré à l'AFP un porte-parole de Chevron, Kent Robertson.

"*Les avocats des plaignants n'ont pas le droit de faire saisir des actifs de nos filiales en Argentine et on ne devrait pas leur permettre de perturber*" le reocours à "*nos importantes ressources énergétiques*" en Argentine, a-t-il fait valoir.

D'après Enrique Bruchou, le juge Adrian Elcuj Miranda a stipulé que le gel concerne 100% des actions de Chevron Argentine, 100% des dividendes et 100% de sa participation dans l'oléoduc del Valle.

En outre, la décision s'appliquera sur 40% des ventes de la compagnie aux raffineries et 40% de tout compte en banque dont dispose l'entreprise en Argentine, a-t-il poursuivi.

SOCIAL

France

Le groupe coopératif Sodiaal a annoncé jeudi le projet de fermeture de trois sites de conditionnement de lait de consommation de Candia d'ici à 2014, qui impliquerait la suppression de 313 postes, selon un communiqué du groupe.

Sont concernés les sites de Lude (Sarthe), de Saint-Yorre (Allier) et de Villefranche-sur-Saône (Rhône), détaille-t-il. Le groupe envisage "*le regroupement de la production de la société Candia sur cinq sites de conditionnement de lait de consommation à l'horizon 2014, au lieu de huit actuellement*" afin "*de renforcer*" l'entreprise dans le secteur du lait de consommation qui "*voit, année après année, sa compétitivité se dégrader face à la concurrence européenne*".

La collecte du lait auprès des 12.400 producteurs de la coopérative restera inchangée, tient-il à préciser. Ce projet de fermeture de sites a été présenté jeudi matin aux syndicats au cours d'un comité central d'entreprise et doit faire maintenant "*l'objet d'une concertation approfondie*", précise-t-il. L'Expansion.com 08.11

Haut de page

Le 11 novembre

CAUSERIE

Je formaterai demain au format pdf quelques causeries des derniers jours après avoir corrigé les fautes. J'actualiserai aussi les pages d'accueil des différentes rubriques. Je dois consacrer un peu de temps à Magueswary.

Entendu dans différentes vidéos sur l'économie.

Ce n'est pas ce qui garantit l'argent qui compte, mais qui contrôle sa quantité, autrement dit qui détient le monopole de la création monétaire.

La république romaine 300 ans avant J-C avait créé et distribué de l'argent bon marché (sana intérêt) constitué de pièces en cuivre et en laiton, c'est ce qui fit sa prospérité. Quand avec J. César elle passa aux pièces d'or, l'argent bon marché fut rapidement retiré de la circultation, la population ne cessa de s'appauvrir et finalement l'empire romain déclina et fut anéanti par les wisigoths.

Ils démontraient faits à l'appui que la véritable cause des dépressions consistait en une manipulation délibérée de la masse monétaire en circulation en la contractant, par les banquiers qui avaient le monopole de la création de la monnaie, ajoutant, dans le but d'obtenir ce qu'ils voulaient politiquement. Ce qui est intéressant ici et que nous avons déjà relevé ailleurs, hier notamment, que nous devons marteler, c'est qu'ils agissaient ainsi pas seulement ou forcément dans le but d'être encore plus riche par la suite, mais dans celui de s'accaparer le pouvoir politique afin en dernière analyse qu'il soit définitivement impossible de contester leur pouvoir économique qui repose essentiellement sur le monopole de la création monétaire à la place des Etats ou des gouvernements.

Plusieurs intervenants dans cette vidéo et dans d'autres, y compris des banquiers, des membres d'institutions internationales ou des chefs d'Etat ou encore des membres du congrès ou sénateurs américains avouent que c'est délibérément que les banquiers ont contracté la masse monétaire pour créer une dépression afin de se rendre mettre de la situation et pouvoir faire valoir leurs revendications politiques, en ajoutant qu'ils auraien pu procéder autrement, sans nous dire au juste comment puisqu'ils ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes.

Les banquiers ont affiché cette ambition bien avant le début du XVIIe siècle, en réalité c'est une constante depuis plus de deux mille ans lorsque les prêteurs de l'époque remplissaient le rôle de banquiers.

Dans cette vidéo réalisée en 2009 aux Etats-Unis, il était mentionné également que 40% de la richesse mondiale a été détruite lors des cinq derniers trimestres, rappelant que lors de la dépression de 1866 à 1886 84% des richesses furent détruites, 33% lors de celle de 1929 à 1933 aux Etats-Unis, et 40% lors de celle de 2007 à 2008.

C'est une manière avec la guerre de détruire un maximum des forces productives qui ne peuvent plus être contenues dans la cadre du mode de production capitaliste Qu'il s'agisse de ce facteur ou de l'objectif politique poursuivi par les banquiers de soumettre le monde à leur contrôle, dans les deux cas les masses en ignorent totalement l'existence. Donc temps qu'on ne s'attaquera pas à leur ignorance, le risque existera que l'un ou l'autre scénario ou les deux se réalisent à nouveau.

Ce qu'on a du mal à saisir et dès lors à prendre en compte sur le plan politique, c'est les rapports et la combinaison entre

les contradictions de l'économie réelle et le pouvoir dont disposent les banquiers qui interfèrent dans l'économie réelle au moyen soit de l'inflation monétaire soit de sa contraction dans un but purement politique, mais également économique puisqu'au bout du compte ce qu'ils visent c'est l'affranchissement de ces contradictions, donc la lutte des classes.

Notre combat politique pour être cohérent devrait se concentrer à la fois contre l'Etat et ses institutions, et contre les banquiers, la banque centrale, la Fed aux Etats-Unis, la BCE dans l'UE.

Contre les institutions politiques nationales dans chaque pays, parce que ce sont elles qui votent la politique d'austérité, toutes les lois anti-ouvrières, antisociales, réactionnaires, qui retranscrivent les directives de l'UE dans le droit national, qui adoptent les traités avec l'UE.

Contre les banquiers parce que l'ensemble de l'économie en dépend de nos jours, l'Etat étranglé par la dette par le biais des intérêts accumulés à leur verser, ce sont également eux qui fixent le niveau des taux d'intérêt des obligation d'Etat, les budgets des différents ministères financés en recourant aux marchés, la Sécurité sociale et les régions qui empruntent aux marchés, les entreprises dont la survie en dépend, la totalité de la population dès lors qu'elle recourt au crédit, on pourrait ajouter que ce sont eux qui font varier les taux de change entre les monnaies, ce sont eux aussi qui fixent le cours de l'or et de la totalité des matières premières, donc qui agissent directement sur les coûts de production, sur le niveau de vie de la population, qui fomentent les famines ou pénuries et financent les guerres...

Dans une autre vidéo sur l'histoire du pétrole.

Il est confirmé que Rockefeller a bien livré du pétrole aux différents belligérants en présence lors des deux guerres mondiales, et cela jusqu'à la fin de ces guerres. C'est en ayant ce fait à l'esprit qu'il faut analyser leur prétention à protéger ou défendre les droits des juifs, leur discours contre l'antisémitisme, etc. alors qu'ils ont collaboré avec les régimes allemands de 1914 et 1918, puis entre 1939 et 1945, révélant ainsi leurs véritables intentions criminelles contre les juifs qu'ils ont sciemment contribué à exterminer.

La mise en avant des juifs et du peuple juif, toute son histoire qui constitue une formidable mystification et manipulation des masses ne servent qu'à camoufler leurs véritables objectifs politiques, l'établissement d'un gouvernement mondial dont la capitale serait Jérusalem selon J. Attali. Tout se tient ou pôur reprendre une formule que j'affectionne : tout est dans l'ordre des choses, à sa place quoi.

On pourrait ajouter que le sort qui est réservé aux travailleurs en Israël par les maîtres du sionisme, l'oligarchie financière aux commandes, les formidables inégalités qui y existent constituent à elles seules un cinglant démenti des prétentions affichées par un Rothschld ou un Rockefeller d'oeuvrer au bonheur du peuple juif, dont finalement ils n'ont pas davantage affaire que Théodore Herzl, l'idéologue du sionisme.

Chaque militant devrait connaître par coeur l'histoire de la colonisation du Moyen et Proche Orient pour son pétrole par la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis et de quelle manière les peuples de la région furent spolier de cette richesse avec l'aide de monarques, émirs ou potentats locaux faibles et corrompus.

Armés de ces connaissances, il est possible de tenir tête au racisme et à l'antisémitisme, mieux que les vociférations ou gesticulations d'un illusionniste destinées en réalité aux médias, Mélenchon par exemple.

Tels qu'ils sont vraiment. Sans le moindre scrupule.

Pour Rocard dans un entretien au jounal Le Monde, "*ceux qui produisent*", ce sont "*les entreprises et leurs patrons*", mais pas les salariés qui passent à la trappe, normal, et au cours des six derniers mois ils se sont "*sentis les boucs émissaires de la nouvelle majorité*", les malheureux, par consquésent "*il faut d'urgence signaler au monde de l'entreprise qu'on sait qu'il est là, qu'on veut qu'il tienne le coup et qu'on va l'y aider*", bref que le gouvernement est à leur service, ce qu'il n'a jamais manqué d'être d'ailleurs, merci on avait compris.

Lorsque Rocard était Premier ministre, l'obligation pour l'Etat d'emprunter aux marchés financiers et de leur verser des intérêts, tout comme la réduction des recettes de l'Etat due à des baisses d'impôts et autres subventions déguisées destinées au patronat ne l'a pas vraiment gêné, pour aujourd'hui se plaindre des maux auxquels il a lui-même contribué "*Les gouvernements d'Europe restent trop monétaristes. Ils pensent que les marchés s'auto-équilibrent et que moins l'Etat s'occupe d'économie, mieux l'on se porte* ", mais qui était au pouvoir quand l'Etat abandonna le monopole de la création monétaire, sa souveraineté en réalité, au profit d'une banque privée attelée aux marchés financiers, l'euro et la BCE, sinon le PS auquel appartient Rocard.

Qui a ainsi accepté que le financement de l'Etat dépende des gangsters de la finance pour simultanément s'attaquer à nos droits sociaux, privatiser les entreprises et services publics, le PS et ses satellites, tous les partis qui ont participé aux différents gouvernements sous Mitterrand ou sous Chirac à l'époque de la cohabitation. Rocard fait partie des philistins qui n'occupent aucune responsabilité et qui peuvent se permettre de dire le contraire de qu'ils ont fait quand ils en avaient ou de ce

qu'ils feraient si demain ils devaient en avoir.

Rocard est un représentant du Nouvel ordre mondial, et c'est facile de le prouver en le confondant avec ses propres contradictions. Plus loin il dit "*il vaut mieux payer ce que l'on peut de ses dettes*" parlant des Etats de l'UE soumis au diktat de la troïka, tandis que les Etats-Unis non seulement ne sont en état de payer ni leurs gigantesques dettes ni même les intérêts qui résultent de leur soumission à la Fed, passant à côté de ce fait bien réel, et pour cause, en réalité la dette que paient les Etats de l'UE est celle des Etats-Unis via les poches des banquiers de la Fed et des marchés financiers.

Quand on est un fidèle serviteur du capitalisme, on se doit de l'être envers l'Etat qui incarne au plus haut degré son évolution au cours des 40 dernières années, sans le citer de préférence, ainsi les lecteurs n'y verront que du feu et n'y comprendront rien, car finalement si on s'en tient strictement au discours de Rocard, on s'aperçoit qu'il est incohérent et incompréhensible. La méthode consiste à critiquer une politique pour bien montrer qu'on s'en démarque, pour en réalité la justifier par d'autres moyens, le non-dit en est un d'autant plus efficace que peu y pensent. C'est tout l'art de changer de masques sans qu'on découvre qu'en dessous rien n'a changé.

On ne peut comprendre le discours de Rocard qu'à partir du moment où on a à l'esprit qu'il n'est pas vraiment concerné par la crise du capitalisme, c'est ainsi qu'il en vient à dire qu'il "*faudra mener et gagner une deuxième bataille de doctrine économique, sur comment vivre avec de la dette sans entrer en récession*"", alors que c'est totalement impossible dès lors que le robinet qui permet d'accéder à la création monétaire sans intérêt reste fermé, pas seulement pour l'Etat, mais aussi pour les entreprises et la population. Cela aboutit ou correspond à une contraction de la masse monétaire en circulation pour alimenter l'économie ou le développement (en régime capitaliste), donc à la récession, puis à la dépression ; à moins que la récession sur une longue période aboutisse aux mêmes effets qu'une dépression, chômage de masse, saisie des biens des personnes ne pouvant plus rembourser leurs crédits, baisse du coût du travail, précarité et pauvreté généralisée et étendue à des couches de plus en plus nombreuses de la petite-bourgeoisie, des couches moyennes dont l'épargne a été réduite à néant... Je ne peux pas commenter la suite de cet entretien disponible uniquement pour les abonnés du *Monde* dont je ne fais pas partie. (source : lemonde.fr 10.11)

Je ne peux m'empêcher de reproduire le commentaire d'un internaute, un rappel.

- "*Grand visionnaire Michel Rocard déclarait en 1993 :* « Maastricht constitue les trois clefs de l'avenir: la monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité ; la politique étrangère commune, ce sera moins d'impuissance et plus de sécurité ; et la citoyenneté, ce sera moins de bureaucratie et plus de démocratie »."

Effectivement, c'est exactement l'inverse qui s'est réalisé, Rocard s'en fout, tout comme Hollande, Ayrault, etc.

En présentant le PS comme un parti ouvrier, un parti de gauche, c'est cela qu'on a couvert en permanence pendant plus de 50 ans, on en a été les complices. Je comprends que cela soit dur à avaler pour certains militants, mais pour avancer il faut impérativement regarder la vérité en face et la dire telle quelle aux travailleurs.

Affaire Merah. Manipulation.

- Le frère aîné de Merah ne croit pas à la thèse de l'indic - Le Nouvel Observateur

C'est vrai que l'on passe du Pakistan en Israël sans problème, selon certains grands voyageurs ou experts en la matière, c'est totalement impensable, sauf autorisation spéciale.

S'il dit qu'il n'y croit, c'est qu'il n'en sait rien, qu'il n'a finalement rien à dire, qu'il avait pris ses distances avec son frère ou l'inverse et qu'il ignorait ce qu'il était réellement devenu, non ?

Du coup, il doit se rabattre vers un élément plus subjectif, à défaut d'élément objectif probant. Ayant à l'esprit qu'on est en présence d'un ignorant, il est facile de le manipuler et de lui faire dire ce qu'on attend de lui.

- Abdelghani Merah: "*Je veux dénoncer la haine dans laquelle on a été élevés*" - L'Express.fr

J'ai cru comprendre qu'une partie de leur famille était juive. Les gens arriérés sont amenés à développer un tas de tares malgré eux, dont le racisme, la xénophobie et la jalousie, bref, la connerie humaine dans toute sa splendeur comme l'on dit communément, qui n'est que le produit de la société.

Moi, j'ai été élevé jusqu'à 20 ans dans la haine du bougnouille, du crouille, du youpin, du jaune, du rouge, du coco, du polack, du yougo, du rital, de l'espinguoin, du portos, du boche, du frisé, du chinetoc, du noirot, du youd, etc. je ne me souviens pas de la suite. Je ne suis devenu, par chance pourrait-on dire, ni raciste, ni antisémite, ni anticommuniste, ni souverainiste.

C'était plus une façon de parler qu'autre chose chez mes parents, mais cela indiquait qu'on leur avait foutu ces mots dans les oreilles avant qu'ils atterrissent dans leurs bouches. C'était si commun et naturel qu'ils les prononçaient en public n'importe où, sauf un mot, je me souviens encore ma grand-père me dire à l'oreille dans la rue, elle était camelot, elle faisait les marchés : "*lui, tu vois c'est un youpin*", mais comme personne ne m'avait dit ce que cela voulait dire, j'ignorais qu'elle désignait un juif et c'est mieux ainsi sans doute. Je me souviens même ma surprise qu'elle se soit penchée vers mon oreille juste pour me souffler ce mot à voix basse, j'ai dû me dire : c'est tout, comme si elle ne m'avait rien dit. Quand on est gosse, on se fout de tout cela. Elle devait craindre qu'on la traite d'antisémite si quelqu'un l'entendait, à croire que tout le monde devait culpabiliser pour la Shoah... sauf Rothschild et Rockefeller.

J'ai oublié de préciser que mes deux soeurs ne sont pas racistes non plus, l'une vivait avec un Algérien je crois, et l'autre avec un Portugais, donc la haine des étrangers en général distillée par nos parents n'a finalement eu aucune emprise sur nous. Mais peut-être que monsieur Abdelghani Merah tient à cacher celle qu'il entretient envers les juifs en la prêtant volontiers à son frère, au cas où il l'avouerait en la faisant reporter sur ses parents, car lui serait irréprochable. Voilà ce qui intéresse la justice et les médias et non la vérité des faits, normal.

Symbole et nostalgie.

Depuis plus de deux cents ans, les Parisiens allaient y chercher leur pain. Epoque bientôt révolue : la plus vieille boulangerie de Paris, située au 51, rue de Richelieu (Ier), entre la Bibliothèque nationale et la Comédie-Française, fermera ses portes le 31 décembre. Patron de cette vénérable maison depuis 1969, Claude Esnault, 66 ans, s'est résolu à baisser définitivement le rideau de fer.

Yeux bleus, cheveux grisonnants, ce Normand qui vend 200 baguettes par jour aurait préféré céder son affaire à un jeune confrère qui aurait continué à pétrir le pain dans les règles de l'art. Mais l'inflation des baux commerciaux au cœur du Ier arrondissement est telle qu'elle est en train d'asphyxier les artisans du quartier. « *Alors que je payais 18000 € de loyer par an, la société qui a racheté l'immeuble en 2010 exige désormais 35000 €* », se désole le gérant, qui emploie quatre personnes. Bon gré mal gré, Claude Esnault a fini par accepter de négocier son droit d'éviction avec le nouveau propriétaire des murs, la société SNC 5 Versailles, dont le comédien Christophe Lambert est actionnaire à 50%. leparisien.fr 10.11

ACTUALITE EN TITRES

Mystification.

- Pourquoi la crise pourrait bien durer 20 ans - Atlantico.fr

Tiens donc, mais pourquoi ?

La justice du CAC40

- La justice rejette la demande du gel du plan social de Sanofi - Reuters

Normal, Sanofi vient de détrôner Total en terme de capitalisation boursière au CAC 40 !

Usure prématurée.

- Bernard Debré : "*Il faut tourner la page Sarkozy*" - LePoint.fr

Quand l'impérialisme américain s'emmêle.

- Les Argentins en ont assez de Cristina Kirchner - LeFigaro.fr

- Argentine. Manifestations monstres contre la présidente Kirchner - Le Nouvel Observateur

- Argentine: Kirchner perd le soutien d'une partie des classes moyennes - AFP

Encore une qui n'a pas inventé le fil à couper le beurre.

- Najat Vallaud-Belkacem est convaincue que la prostitution "*n'est pas une fatalité*" - L'Express.fr

Dommage qu'elle ne puisse pas se citer en exemple pour le démontrer ! On pourrait peut-être lui passer le message que la prostitution idéologique est la pire de toute !

Hécatombe au sommet

- Le futur DG de Lockheed Martin démissionne suite à une liaison - AFP

- Etats-Unis: démission du chef de la CIA, Petraeus, pour une relation extraconjugale - L'Express.fr

- Le Directeur Général de la BBC démissionne après un vrai dérapage - Rue89

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Sous une pluie battante, un peu moins de 15.000 participants selon la police, plus de 15.000 selon les organisateurs, ont parcouru pendant une heure et demie dans l'après-midi le centre de Bayonne, aux cris de «*Exterat*» («*A la maison*»), «*Amnistie maintenant, prisonniers à la maison*», derrière des parents de détenus arborant leurs portraits, a constaté une correspondante de l'AFP.

La marche sans incidents, à l'appel de l'association Herrira (Au pays), était gonflée par un fort contingent (au moins 70 cars) de manifestants venus du Pays Basque espagnol, qui avaient empli dès la matinée les rues du vieux Bayonne, passant tôt la frontière pour éviter d'éventuels filtrages, ont-ils indiqué.

Mais le rassemblement a pris un relief nouveau avec l'émoi suscité au Pays Basque français, et le malaise dans la gauche française, par l'arrestation à Mauléon (Pyrénées-Atlantiques) et la remise aux autorités espagnoles le 1er novembre d'Aurore Martin.

La militante basque de 33 ans était visée par un mandat d'arrêt européen espagnol, validé par la justice française. Des élus de droite et de gauche ont mis en doute le caractère «*fortuit*» de son arrestation, comme l'affirment les autorités françaises, et dénoncé la remise à Madrid de la membre du parti indépendantiste Batasuna, interdit en Espagne, mais légal en France.

Des élus basques de diverses tendances participaient à la manifestation, mais les personnalités de gauche étaient les plus représentées, notamment par la députée PS Colette Capdevielle, le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles, ou l'ex-candidat à la présidentielle Philippe Poutou (NPA).

Laura Mintegi, élue (EH Bildu) de la gauche nationaliste espagnole, puis Emilie Martin, porte-parole d'Herrira et soeur d'Aurore, ont tour a tour rappelé: «*Nous sommes là pour réclamer que les gouvernements français et espagnol s'impliquent dans le processus de paix comme prévu par les accords d'Aiete*» (octobre 2011). Elles ont ensuite réclamé la "*libération immédiate*" d'Aurore Martin. 20minutes.fr 10.11

Apparemment, pas question de remettre en cause le mandat d'arrêt européen qui est à l'origine de l'extradiction d'Aurore Martin, les indépendantistes et les partis (cités plus haut) qui les soutiennent se prosternant devant l'UE.

2-Grèce

Mercredi, au parlement, chacun aurait pu assister a ce qu'on peut appeler un coup d'Etat parlementaire. Rembobinons les évènements et tentons de bien cerner le problème.

En début de journée, les députés du Syriza et des Gres Indépendants proposent une motion contre le nouveau texte du mémorandum. Syriza et les Grecs Indépendants avaient une objection sur la compatibilité du projet avec la Constitution. Selon les rapporteurs des deux partis, les paragraphes concernant les coupes des salaires et des pensions étaient anticonstitutionnels, ainsi que la procédure d'urgence par laquelle le projet a été déposé au Parlement, puisque celle ci ne laisse que 10 heures de discussions, alors que plusieurs membres du Parlement n'avaient reçu le texte que le matin même.

Il faut noter que le parlement était à moitié vide à cet instant précis.

Le Président du Parlement, M. Evangelos Meimarakis, a demandé aux députés présents à ce moment là de se lever pour indiquer s'ils étaient d'accord avec l'objection. Selon son jugement, ceux qui se sont levés étaient moins nombreux et il a donc rejeté l'objection. Les députés de Syriza et des Grecs Indépendants ont fortement insisté disant que l'objection avait été approuvée et ils ont demandé un vote nominatif, ce qui a été accepté par le Président.

Accepté, mais pas de vote nominatif immédiat puisque le président du parlement a arrêté la procédure pour 30 minutes, « *en accord avec le règlement* », comme il l'a mentionné. Sauf que le règlement du parlement ne permet -normalement- que 10 minutes d'interruption.

Au moins 1h15 plus tard, la session a recommencé avec le vote nominatif en point principal. Le parlement à moitié vide s'était entre temps rempli des députés de la majorité. La pause a donc sans doute permis au parlement de rassembler le maximum de force en présence pour pouvoir voter contre la requête de l'opposition.

Le vote nominatif a évidemment confirmé que le mémorandum était jugé compatible avec la Constitution, avec 170 voix pour et 47 contre. Les députés de Syriza avaient décidé de quitter le parlement avant le vote. Sans aucun doute pour avoir un éventuel recours par la suite.

Il est à noter que la Cour Suprême a jugé les coupes sur les salaires des juges comme contraires à la constitution, les salaire des juges étant indexés sur ceux des députés qui eux, n'ont pas bougé. Une autre cour s'est également prononcée contre les coupes additionnelles sur les pensions.

En bref, tout va bien, la Grèce sous troïka continue de piétiner sa constitution et personne ne semble réagir.

En conclusion, petit fait divers d'hier lors des discussions sur le budget 2013. Kyriakos Mitsotakis, député de la Nouvelle Démocratie, frère de Dora Bakoyannis et fils de l'ancien premier ministre Konstantinos Mitsotakis (lui même fils et petit fils de parlementaires, oui on finit par s'y perdre un peu), était présent au parlement et semblait fortement concerné par les discussions puisqu'il a tweeté ceci : (capture d'écran) I just scored 3626 in # MegaJump!!! Beat that ! getsetgames.com/ megajump (9/11/12 19:47) Traduction: je viens d'atteindre le score de 3626, battez-moi !

Il faudrait dire aux hommes et femmes politiques grecs que twitter ne dit pas toujours quand il envoit des tweet quand on joue à des jeux depuis son smartphone. Désespérant. okeanews.fr 10.11

Quand ils auront compris que la Constitution et les institutions n'ont pas été élaborée et fondées pour que la démocratie s'impose en Grèce, ils auront fait un grand pas en avant, apparemment il faudra encore attendre, pas trop quand même, car la dictature les guette...

3- Etats-Unis

3.1- Un détachement de l'US Air Force a pris vendredi ses quartiers en Pologne, où il assurera la première présence militaire américaine permanente, conformément au souhait de Varsovie.

"*Il s'agit d'un moment important et symbolique pour nos relations*", s'est félicité le ministre polonais de la Défense, Tomasz Siemoniak lors de la cérémonie organisée pour l'occasion.

Cette présence permanente ne sera pas du goût de la Russie, déjà en conflit avec Washington au sujet du projet de bouclier antimissiles, qui prévoit l'installation d'un batterie d'intercepteurs en Pologne.

"*Le président Obama est absolument déterminé à établir une base à Redzikowo en 2018*", a souligné l'ambassadeur des Etats-Unis en Pologne, Stephen Mull, qui a pris ses fonctions cette semaine à Varsovie. Reuters 09.11

3.2- Il y a des affaires qui tombent à point.

Selon Slate.com, le directeur de la CIA et ancien commandant des forces américaines en Irak et en Afghanistan David Petraeus, qui a annoncé son départ de son poste vendredi 9 novembre dans l'après-midi, a démissionné à cause d'une affaire extramaritale avec Paula Broadwell, l'auteure d'un récent livre «*hagiographique*» sur lui, All In: The Education of General David Petraeus, accordée au magazine Rolling Stone.

Comme l'explique l'AFP, cette démission «*intervient alors qu'il devait être entendu la semaine prochaine par la commission du renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants consacrée à l'attaque du consulat américain de Benghazi (Libye)*

le 11 septembre» et «*constitue une épine dans le pied d'un président tout juste réélu qui doit déjà remplacer plusieurs membres influents de son cabinet comme la secrétaire d'Etat Hillary Clinton et le chef du Pentagone Leon Panetta, donnés partant*». slate.fr 09.11

4- Argentine

Comment il torpille l'Argentine. Ils n'ont pas digéré la nationalisation partielle du pétrole et la saisie des avoirs de Chevron.

La présidente argentine Cristina Kirchner traverse l'un des moments les plus difficiles depuis son arrivée au pouvoir, une nouvelle manifestation massive dans le pays illustrant la perte du soutien d'une partie des classes moyennes.

"*Oui à la démocratie, non à la réélection*", ont lancé jeudi soir des dizaines de milliers de manifestants dans les rues des principales villes du pays, dont Rosario (centre-est), Cordoba (centre), Mendoza ou Bariloche (ouest), dénonçant aussi l'insécurité ou la corruption.

"*La présidente est en train de perdre le soutien d'une partie de la classe moyenne qui a voté pour elle il y a un an*", a estimé la politologue Graciela Romer, interrogée par l'AFP.

"*Il y avait beaucoup de femmes et de jeunes*", a constaté l'analyste Jorge Giacobbe. "*C'est un mouvement hétérogène, dont la base sociale s'est élargie par rapport au 13 septembre*", a-t-il ajouté, rappelant une première manifestation.

Les manifestants ont rejeté la possibilité d'un troisième mandat de Mme Kirchner qui n'est pas prévu par la Constitution argentine. La présidente a été élue pour la première fois en 2007, puis réélue en octobre 2011.

Le gouvernement a la majorité au Congrès, mais pas les deux tiers de voix nécessaires pour réviser la Constitution. Des législatives de mi-mandat auront lieu en octobre 2013 en Argentine.

L'idée d'une deuxième réélection est lancée, selon certains analystes, dans le but de réaffirmer le pouvoir de la présidente qui, autrement, apparaîtrait comme un "*canard boiteux*".

D'autres estiment qu'il y a un noyau dur dans l'entourage de Mme Kirchner qui s'accroche à sa réélection comme seul moyen de rester au pouvoir, la présidente n'ayant pas de dauphin.

Plus de 80% de la population rejette néanmoins cette initiative, selon l'Institut Management & Fit.

"*Le style présidentiel est rejeté*", dit Graciela Romer en référence aux critiques des manifestants sur "*le mépris*" ou "*l'autoritarisme*" dont ferait preuve Mme Kirchner. Mais sont aussi visées les politiques publiques.

Les manifestants ont aussi accusé la présidente de "*mentir*" sur l'inflation.

Le Fonds monétaire international a prévenu en septembre qu'il sortirait un "*carton rouge*" si l'Argentine ne rectifiait pas sa mesure de l'inflation.

En 2011, l'Argentine a déclaré une inflation à 9,5% mais les instituts privés l'évaluent à 23%, voire 25%.

Ces manifestations interviennent alors que la croissance de l'économie argentine est passée de 9% en 2011 - année de la réélection de Mme Kirchner avec 54% des voix - à 2,2% cette année, selon les prévisions de la Banque mondiale.

En outre, le gouvernement a imposé de sévères contrôles sur le marché des changes, limitant la circulation de devises étrangères pour lutter contre la fuite de capitaux et faire face aux échéances de la dette.

Le pays se retrouve contraint de retenir ses devises car il n'a plus accès aux lignes de crédit internationales, suite à son défaut de paiement historique en 2001 sur plus de 100 milliards de dollars de dette.

Ces mesures compliquent la vie des Argentins qui voient dans le dollar une valeur refuge face à l'inflation.

La popularité de Mme Kirchner est en chute, après avoir été élue haut la main il y a seulement un an. "*Son image positive est de 34% contre 60% la semaine de sa réélection*", précise Jorge Giaccobe.

"*Il y a aussi le ras-le-bol d'un cycle de dix ans*", dit-il. Le mari de Mme Kirchner, Nestor Kirchner, décédé en 2010, était arrivé

au pouvoir en 2003.

"*C'est une sonnerie d'alarme*", relève Graciela Romer.

Mais loin de corriger le tir, la présidente ne devrait rien céder, dit à l'AFP l'analyste Rosendo Fraga, expliquant: "*c'est là une caractéristique essentielle de son action politique*". AFP 09.11

SOCIAL

1- France

1.1- Les 123 salariés de l'usine Pilpa de Carcassonne à la rue !

Les 123 salariés de l'usine Pilpa de Carcassonne, filiale du géant américain de la crème glacée R&R, recevront la semaine prochaines leurs lettres de licenciement et pour certains, des offres de reclassement en Europe, selon la CGT.

La fermeture de Pilpa avait été annoncée le 5 juillet, neuf mois après après son rachat par le groupe R&R, appartenant à un fonds d'investissement américain. Les salariés envisagent de dénoncer en justice le plan social.

"*L'usine est tout à fait viable avec la crème glacée. Ils nous ont achetés pour prendre la marque, nos licences pour les glaces Oasis et Disney, et se débarrasser d'un concurrent*", proteste Rachid Aït Ouakli, élu CGT au comité d'entreprise.

Lors de la dernière réunion du PSE vendredi, la direction de l'entreprise a proposé une vingtaine de reclassements en Pologne, Allemagne, Italie ou Royaume-Uni.

Pour justifier la fermeture du site, la direction met en avant la détérioration des résultats du groupe R&R, due à une concurrence accrue et à une augmentation importante du coût des matières premières, et la nécessité de "*sauvegarder la compétitivité*" du groupe. Le Nouvel Observateur avec AFP 10.11

1.2- Sud Ouest va supprimer 180 postes

La direction du journal Sud Ouest a annoncé vendredi lors d'un comité d'entreprise son intention de supprimer 180 postes équivalents temps plein, a-t-on appris de source syndicale.

A l'annonce de ce projet, les agences départementales de Sud Ouest se sont spontanément mises en grève, suivies par les rédactions bordelaises, a précisé le syndicat Filpac-CGT dans un communiqué. Reuters 09.11

1.3- Grève chez Candia

Les salariés de deux sites de Candia (Sodiaal), dans la Sarthe et dans l'Allier, concernés par des annonces de suppression d'emploi ont réagi, par des débrayages et en bloquant la collecte du lait, au plan de restructuration annoncé la veille par le groupe coopératif.

Parmi les trois sites menacés, celui du Lude dans la Sarthe, qui emploie quelque 190 salariés est à l'arrêt depuis vendredi matin et les salariés ont bloqué la collecte du lait.

Un Comité d'entreprise, en présence du directeur général Maxime Vandoni, a eu lieu vendredi matin sur le site. Une trentaine de salariés ont occupé l'entrée du site en empêchant la collecte du lait.

Les salariés ont installé un mannequin avec un autocollant Candia sur le T-shirt et l'inscription: "*Vandoni tête de mort*". "*Ici cimetière Candia*" pouvait-on lire aussi sur des cartons.

La direction a confirmé aux salariés la fermeture du site à la mi-2014. A l'issue de la rencontre, plusieurs personnes sont ressorties avec les larmes aux yeux, a constaté un correspondant de l'AFP.

Joint par téléphone, Romain Pottier, délégué syndical du Lude, a rejeté les propositions de reclassement faites par la direction du groupe: "*C'est ce qu'ils disent à chaque fois. Ils espèrent trouver un repreneur pour le site: ce ne sont que des paroles*".

Il a aussi fustigé les propositions de mobilité géographique en expliquant que les salariés seront "*peu à accepter d'aller travailler dans le sud de la France*".

Sur le site de Saint-Yorre, dans l'Allier (106 postes), la nouvelle de la fermeture du site en septembre 2013 a été annoncée vendredi matin aux salariés par le directeur adjoint de Candia, Pierre Ensch, qui a fait le déplacement.

"*On avait quelques doutes depuis septembre, mais on ne s'attendait pas à la fermeture. C'est un coup dur*", a déclaré à l'AFP Maxime Sanvoisin, délégué du personnel. Les salariés ont alors décidé de procéder à des débrayages, a-t-il indiqué avant d'ajouter qu'ils seront "*en grève lundi*".

En revanche, à l'usine Marguerite de Villefranche-sur-Saône (Rhône, fermeture prévue en 2013) où l'annonce a également été faite aux 23 salariés vendredi matin par un responsable de Sodiaal, il n'y a "*pas de débrayage pour l'instant*", selon Rik Deraeve, délégué syndical central FO chez Sodiaal.

"*Je peux comprendre la réaction des gens qui débrayent mais on accuse 26 millions d'euros de pertes (...) et il faut restructurer*", a-t-il concédé. "*Nous avons une vision différente de la CFDT qui refuse que l'on ferme les usines*", a-t-il encore dit. AFP 09.11

Il "*faut restructurer*". Au moins Rik Deraeve est sûr de garder son emploi ! A la place de la direction de FO, je lui retirerais immédiatement son mandat.

1.4- Bricorama

Jeudi, quelque 300 employés de Bricorama se sont rassemblés devant le siège parisien de Force ouvrière pour réclamer l'abandon de l'action en justice intentée par la Confédération à l'encontre du groupe. Le syndicat souhaite notamment que Bricorama renonce à ouvrir ses magasins franciliens le dimanche.

"*FO a saisi le tribunal sans concertation préalable avec les employés*", déplore Shahriar, salarié du magasin Bricorama de Boulogne."*Travailler le dimanche me rapporte entre 300 et 400 euros de plus par mois*" ajoute-t-il. "*Je travaille deux dimanche par mois, ce qui représente 200 euros. Je suis étudiante et travailler ce jour-là est le seul moyen pour moi de financer mes études*", se plaint pour sa part Stéphanie, employée à Viry-Chatillon. "*On a toujours été volontaires pour travailler, personne ne nous a forcé la main. On nous prive de notre libre-arbitre*", déplore un employé de Bondy.

De son côté, FO justifie son action par la volonté de faire respecter la loi et se défend d'avoir pris l'entreprise pour bouc émissaire. "*Nous attaquons des enseignes qui font illégalement travailler les salariés le dimanche et qui dépendent d'un autre secteur d'activité*", écrit le syndicat dans un communiqué, faisant reférence à des plaintes déposées contre Décathlon, Sephora et Autobacs.

En marge de cette manifestations, les négociations qui se déroulaient depuis mercredi entre la direction et le syndicat ont tourné jeudi soir en eau de boudin. FO, qui réclamait, outre la fermeture des magasins le dimanche, l'instauration d'un treizième mois n'a pas obtenu gain de cause. La direction s'est vue en retour refuser l'abandon des poursuites.

Le 6 janvier 2012, le tribunal de commerce de Pontoise saisi en référé par la Confédération FO a interdit à Bricorama l'ouverture dominicale de certains de ses 32 magasins franciliens. Dans la foulée, le groupe a interjeté appel de l'ordonnance et poursuivi l'ouverture de ces points de vente. Six mois plus tard, le tribunal de grande instance de Pontoise a condamné l'entreprise à des dommages et intérêts d'environ 20 millions d'euros (30.000 euros par dimanche ouvert et par magasin). Le 14 septembre, le juge d'exécution des peines, reconnaissant que ces astreintes pouvaient mettre en péril les finances du groupe, a reporté sine die leur versement au syndicat. Le 30 octobre, la cour d'appel de Versailles a confirmé le jugement du TC de Pontoise. Le montant exact de l'amende (qui pourrait s'élevé aujourd'hui à 38 millions d'euros) sera fixé le 17 décembre par le juge d'application des peines, alors que le groupe projette de se pourvoir en cassation. 500 emplois menacés?

Bricorama, dont la dette s'élève déjà à près de 140 millions d'euros, a prévenu que le versement des 38 millions d'euros de dommages et intérêts à FO mettrait ses finances en péril. Cela représente en effet plus de deux fois les bénéfices du distibuteur. Le PDG du groupe, Jean-Claude Bourrelier, affirme que la fermeture dominicale entraînerait la disparition immédiate de trois magasins, soit 117 emplois. Quelque 500 postes seraient menacés sur le long terme, soit 20% des effectifs français. L'entreprise a par ailleurs ajouté qu'elle serait dans l'incapacité de verser primes et intéressements à ses salariés pour l'exercice 2012.

La loi Maillé votée en 2009 instaure la création de zones appelées "PUCE" (pour : périmètres urbains d'usage de consommation exceptionnelle, ndlr) sur lesquelles les commerces de détail sont autorisés à ouvrir le dimanche. Il existe aujourd'hui une trentaine de ces zones, généralement situées en périphérie des grandes agglomérations. "En dépit de demandes répétées pour être intégré à ces périmètres, Bricorama s'est systématiquement vu refuser l'attribution des dérogations nécessaires par la préfecture, contrairement à ses concurrents directs Ikéa, Leroy Merlin et Conforama", déplore un directeur de magasin.

Parallèlement à son pourvoi en cassation, Bricorama, qui dénonce "*une situation de concurrence déloyale*", a prévenu qu'il entamerait, après tentatives de négociation, des procédures pour que ses concurrents directs ouverts le dimanche soit contraints de fermer. lexpress.fr 09.11

2- Espagne

2.1- Les banquiers sont des "***assassins***"!

Aux cris de "*banquiers assassins*", des centaines de personnes ont manifesté vendredi à Madrid après le suicide d'une femme au Pays Basque qui devait être expulsée, le deuxième en 15 jours en Espagne, tandis que le gouvernement doit présenter lundi des mesures d'urgence.

Des manifestations étaient aussi organisées à Barakaldo, ville du Pays basque où une femme de 53 ans, ancienne élue socialiste, s'est suicidée, selon la police basque, "*alors que les huissiers allaient l'expulser de son logement*".

"*Coupables! coupables!*", "*honte! honte!*" criaient les manifestants à Madrid, dénonçant les banques, comme Bankia, récemment nationalisée et renflouée par les contribuables, qui continuent d'expulser les petits propriétaires frappés par le chômage et la crise.

Rejoints vendredi soir par une centaine de manifestants, des petits propriétaires ruinés et menacés d'expulsion campent depuis le 22 octobre dans le centre de la capitale espagnole devant Caja Madrid, l'une des caisses d'épargne ayant fusionné pour former la banque Bankia.

"*Escroquerie du crédit*", pouvait-on lire sur une banderole accrochée aux barreaux devant la banque.

"*Bankia trompe, escroque et chasse les gens de leur maison*", pouvait-on lire sur les pancartes, agitée par les manifestants qui ont observé une minute de silence.

Avec 350.000 propriétaires surendettés expulsés depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, ce phénomène est l'une des manifestations les plus criantes de la crise économique en Espagne.

Face à cette situation, le gouvernement a annoncé vendredi qu'il présenterait lundi des propositions à l'opposition socialiste afin de s'accorder sur des mesures d'urgence pour freiner les expulsions et afin de protéger les populations les plus vulnérables.

Un récent rapport écrit par plusieurs magistrats a dénoncé "*des procédures juridiques extrêmement agressives*" d'expulsion à l'encontre d'emprunteurs "*sans défense*". AFP 09.11

2.2- Suppression de 4.500 emplois chez Iberia

La compagnie aérienne espagnole Iberia, regroupée au sein d'IAG avec British Airways, a annoncé la suppression de 4.500 emplois, soit près du quart de ses effectifs, un plan dénoncé comme une "*attaque brutale*" et un "*démantèlement*" par les syndicats qui ont brandi la menace d'une grève.

Cette restructuration prévoit la "réduction de 4.500 emplois" sur un total d'environ 20.000 au sein de la première compagnie espagnole, a annoncé vendredi le groupe IAG, né en janvier 2011 de l'alliance entre British Airways et Iberia.

Il prévoit en outre des baisses de salaires de 25 à 35% selon le syndicat UGT.

Mettant la pression sur les syndicats, le groupe a fixé au 31 janvier la date limite pour parvenir à un accord sur ce plan et a mis en garde, faute d'accord, contre "*des suppressions plus lourdes et une réduction plus radicale de la taille des opérations d'Iberia*".

"*Nous n'allons pas négocier du tout sur ce plan. Nous le rejetons totalement*", a déclaré à l'AFP Manuel Atienza, porte-parole du syndicat UGT, à l'issue d'une réunion avec la direction à Madrid.

"*C'est un plan radical de démantèlement d'Iberia*", a-t-il ajouté, menaçant d'une "*grève de tous les employés*" s'il était maintenu.

Le principal syndicat de pilotes de la compagnie, Sepla, a dénoncé de son côté une "*attaque brutale des Britanniques*" qui veulent la "*mise à mort d'Iberia*" pour financer British Airways. AFP 09.11

3- Portugal

Des milliers de militaires portugais ont manifesté samedi dans les rues de Lisbonne pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur budgétaire prévues pour l'an prochain.

Environ 5.000 manifestants, selon les estimations des médias, ont défilé en silence et en civil derrière des banderoles appelant au respect de la "*dignité de la condition militaire*" et de la "*souveraineté nationale*".

Témoignant d'une grogne sociale grandissante, quelques milliers de policiers avaient eux aussi manifesté mardi dernier à Lisbonne et le principal syndicat portugais, la CGTP, a appelé à une grève générale mercredi prochain.

"*On subi coupe après coupe et il n'y a pas de lumière au fond du tunnel*", a expliqué à l'AFP un militaire de 40 ans qui défilait samedi, et n'a pas souhaité être nommé.

"*Ces mesures d'austérité nous touchent beaucoup et la spécificité de notre statut n'est pas sauvegardée*", a affirmé un officier supérieur de la marine, disant avoir perdu quelque 500 euros depuis 2010 sur un salaire mensuel net aujourd'hui réduit à environ 2.000 euros.

Les militaires s'estiment particulièrement lésés par l'augmentation de l'âge de leur passage à la réserve ou la hausse des cotisations pour leur couverture de santé. AFP 10.11

ECONOMIE

1- UE

Les négociations entre les Etats et le Parlement européen sur le budget de l'UE pour 2013 ont échoué vendredi, et une nouvelle réunion est prévue mardi pour tenter de sortir de cette impasse avant le sommet des 22 et 23 novembre sur le budget 2014-2020.

Le projet soumis par la Commission prévoit 138 milliards d'euros de dépenses, soit une hausse de 9 milliards (+6,8%) par rapport à 2012. Sept contributeurs nets --Royaume-Uni, France, Allemagne, Finlande, Suède, Pays-Bas et Autriche-- refusent toute augmentation de leur quote-part et veulent réduire le projet de 5 milliards pour limiter la hausse des dépenses à 2,8%.

La France a calculé qu'elle devrait sinon augmenter sa contribution de 1,6 milliard d'euros. AFP 09.11

2- Grèce

Les bailleurs de fonds internationaux de la Grèce doivent consentir au plus vite un effacement de dette "*massif*" pour combler le trou de financement du pays, a assuré vendredi 9 novembre Arvind Virmani qui vient de quitter ses fonctions de représentant de l'Inde au FMI.

"*La dette grecque ne peut pas être supportable sans un effacement de dette massif, qu'on désigne poliment sous le terme de restructuration, quelles que soient les réformes que le gouvernement grec appliquera*", a indiqué Arvind Virmani.

"*Au sein de la zone euro, les Etats les plus solides ont refusé de reconnaître cette réalité, même après que le FMI a commencé, peut-être un peu tardivement, à l'admettre*", a ajouté Arvind Virmani, qui a siégé au conseil d'administration du Fonds monétaire international entre 2009 et octobre 2012.

Selon lui, c'est aux pays européens dont les établissements financiers ont quitté en urgence la Grèce et d'autres pays frappés par la crise de la dette d'assurer "*la plus grande part*" de cet effacement.

"*Plus on retarde la décision, plus le coût sera grand pour les créanciers et la population grecque*", note Arvind Virmani dans un courriel.

"*C'est lié au fait que dans la situation actuelle en Grèce, les nouveaux fonds apportés au pays servent surtout à rembourser des prêteurs imprudents (et les pays qui souffriraient d'une contagion)*", déplore-t-il, sans donner plus de précisions.

Arvind Virmani reproche par ailleurs au FMI d'avoir privilégié "*la pensée conventionnelle européenne*" en prônant des plans

d'austérité drastiques en Europe, dont le Fonds lui-même commence à douter.

Selon lui, l'institution a négligé les voix "*non-conformistes*" qui mettaient en garde contre l'impact négatif d'une réduction immédiate des dépenses sur la croissance et la dette.

Arvind Virmani assure par ailleurs que le FMI "*risque de perdre sa légitimité*" s'il n'accorde pas plus poids aux pays émergents. nouvelobs.com 09.11

Si les institutions internationales (FMI, BRI, Banque mondiale et ONU) que le cartel des banquiers de la Fed a imposées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale perdaient leur légitimité, ils feraient en sorte qu'elles la retrouvent par n'importe quel moyen.

Au fait, il faut préciser que la guerre avait été le moyen employé par l'impérialisme américain après son refus de participer à la première mouture (Société des Nations, SDN) qui avait vu le jour après la Première Guerre mondiale, pour avancer vers l'instauration d'un gouvernement mondial dont l'oligarchie financière américaine serait le pilier.

3- Etats-Unis.

Les Etats-Unis perdront leur place de première puissance mondiale, dépassés par la Chine en 2016 puis par l'Inde, selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) publié vendredi.

"*L'équilibre de la puissance économique va fortement basculer au cours des 50 prochaines années*", selon l'organisation regroupant les pays les plus riches de la planète.

"*Les Etats-Unis devraient céder leur place de première économie du monde à la Chine, dès 2016*", précise l'organisation.

Puis le PIB de l'Inde devrait à son tour dépasser celui des Etats-Unis "*sur le long terme*".

"*Du fait de leurs forts taux de croissance, le PIB total de la Chine et de l'Inde dépassera celui des sept plus grandes économies mondiales (le G7) d'ici 2025. Il sera 1,5 fois plus important d'ici 2060, alors qu'en 2010, il ne comptait que pour moins de la moitié du PIB du G7*", relate notamment l'OCDE.

Les économiques vieillissantes, comme le Japon et celles de la zone euro, devraient, quant à elles, progressivement céder du terrain face aux pays dont la population est plus jeune, tels que l'Indonésie et le Brésil.

De manière générale, "*l'écart existant actuellement entre le niveau de vie des marchés émergents et celui des économies avancées devrait se rétrécir en 2060,*" souligne encore l'OCDE. AFP 09.11

Ils ne précisent pas dans quel sens, vaut mieux pas, en observant ce qui se passe en Grèce, on a la réponse.

Ils font des projections sur 50 ans, alors que nous de notre côté on n'a même pas été foutu de prendre en compte l'explosion démographique depuis 1945 qui se déroulait sous nos yeux. La population mondiale est passé de 3 milliards en 1947 à 7 milliards en 2011. On se dit que lorsque nos dirigeants passent à côté d'un détail aussi insignifiant, invisible, impossible à discerner n'est-ce pas, on se dit qu'ils sont forcément passés à côté de l'essentiel, ce qui explique la situation dans laquelle nous nous retrouvons. On peut le nier et estimer que Tardieu délire ou calomnie le mouvement ouvrier, je n'ose pas dire son avant-garde, les faits sont les faits.

4- Inde.

Tout est à vendre.

Diageo a annoncé vendredi l'acquisition d'une participation de 53,4% dans United Spirits, numéro un indien des spiritueux, pour plus de deux milliards de dollars, selon une note. Reuters 09.11

Haut de page

Le 12 novembre

CAUSERIE

Jour après jour ça continue, on continue systématiquement de cacher la vérité aux travailleurs, c'est scandaleux, ignoble, cynique. Cette fois à propos de la Première Guerre mondiale.

Tous nos livres d'histoire méritent de finir à la poubelle. A l'école (publique ou privée) où à l'université nos professeurs se sont appliqués systématiquement à nous enseigner une interprétation de la socété et du monde qui ne correspondait pas à la réalité, mais à la version officielle, celle de la classe dominante. Et après cela, on nous demanderait de défendre quoi, cette oeuvre de désinformation à l'échelle de tout un pays ? Ce sont ceux qui en vivent qui le réclament, qui l'exigent même. On apprend quoi au juste à l'école, sinon à devenir des zombis, des ignorants facilement manipulables. Aujourd'hui si vous voulez savoir la vérité, c'est sur Internet qu'il faut aller et non à l'école, imaginez qu'un gosse vous sorte cela, vous allez lui répondre quoi, qu'il raconte n'importe quoi, qu'il est stupide ? Si tous les gouvernements ont toujours choyé le corps professoral, ce n'est pas un hasard ou parce qu'il le craignait, mais parce qu'il leur était fort utile. On y reviendra.

C'est à qui ?

Le bâtiment qui abrite l'ONU à New York, il est situé où, chez qui ?

Chez John D. Rockefeller, il leur a cédé le terrain, mais en fait il est chez lui, c'est son oeuvre !

Au sein du gouvernement mondial présidé par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux, l'ONU a pour fonction de permettre aux pays membres du conseil de sécurité de mettre la main sur tous les autres pays de la planète ou de faire en sorte que leurs représentants soient leurs auxiliaires chargés de réduire leurs peuples en esclavage.

Vivant en Inde depuis de longues années, je peux témoigner que cela fonctionne assez bien, les masses sont aussi arriérées qu'il y a quelques siècles en arrière, elles travaillent 6j/7, 12 mois/12, sans droit politique confisqué par des partis totalement corrompus, sans aucun avantage social, sans contre-pouvoir, sans défense, sans moyen de résister, que nos yeux pour pleurer, je continue ou j'arrête là ?

Numéro d'illusionnisme en deux temps.

1- Invité du 12/13 Dimanche sur France 3, M. Mélenchon a déclaré "*il y a les contours d'une autre majorité à gauche, avec les socialistes qui ont voté contre le traité européen*", lequel celui de 2005, ils sont au gouvernement, ah non, celui de 2012... qui le soutiennent ! (source : AFP 11.11)

De son côté, Pierre Laurent pour le PCF a rappelé ces derniers jours que son parti faisait partie de la "*majorité gouvernementale*" de l'extérieur (sic !). Quand le PCF ne participe pas directement à un gouvernement dirigé par le PS, il le soutient tout de même, de l'extérieur, ce sont ses dirigeants qui le proclament eux-mêmes, s'ils le disent...

Au PS, la répartition des rôles s'effectue avec une variante, il y a les opposants à la ligne de la direction qui demeurent à l'intérieur de ce parti, c'est le rôle dévolu à son soi-disant courant de gauche, et il y a ceux qui demeurent à l'extérieur de ce parti que représentent le Parti de gauche de Mélenchon.

Mélenchon se tourne vers ses petits camarades du PS et les Verts parce qu'il est incapable de s'adresser à la classe ouvrière.

2- Jean-Luc Mélenchon, a estimé dimanche, au sujet de la guerre de 14, que "*quand on combine une grande crise du capitalisme et l'arrogance d'un gouvernement allemand, ça finit mal*", et que la chancelière Angela Merkel "*ferait bien d'y réfléchir*". AFP 11.11

Le voilà qui donne des conseils à Merkel ! Il se passera bien d'évoquer les tenants et les aboutissants de cette guerre (et la suivante).

Il se passera bien de dire que cette guerre aurait pu être évitée, mais qu'en réalité elle avait été programmée par les Rothschild et Rockefeller qui la financeront, fourniront les matières premières et finalement armeront les deux camps en présence, tirant ainsi de gigantesques profits de cette guerre, pour finalement proposer la création de la Société des Nations, embryon du gouvernement mondial qu'ils voulaient instaurer.

Comme toujours la vérité ne doit pas transpirer, il ne faut pas que les travailleurs et les militants comprennent comment fonctionne au juste le monde. Si on devait retenir la théorie de la conspiration contre tous les peuples, on y associerait tous les partis du mouvement ouvrier sans aucune exception malheureusement.

- 11 novembre: Hollande a rendu hommage "*à tous les morts pour la France*" - L'Express.fr

Parmi eux on y fera figurer la Libre Pensée qui s'est battue pour la réhabilitation des fusillés des deux guerres mondiales sans que jamais la vérité affleure à la surface là non plus.

Que la guerre soit la poursuite de la même politique réactionnaire par d'autres moyens est une formule qui a été reprise par nos valeureux révolutionnaires pour mieux camoufler quels en étaitent les véritables protagonistes et à quelle fin réellement.

Ainsi ni la manière dont elles ont été programmées et minutieusement orchestrées, ni leur finalité ne seront jamais mis en lumière, délibérément, se contentant d'en donner une version correspondant à la crise du capitalisme et les présentant de ce fait comme une fatalité, de la même manière que les différents gouvernements qui enverront leur peuple respectif à la boucherie.

L'assassinat perpétré le 28 juin 1914 contre l'archiduc François-Ferdinand par Gavrilo Princip, membre du groupe anarchiste Jeune Bosnie lié à La Main noire, organisation manipulée par les services secrets serbes liés eux-mêmes aux services secrets britannique et français et russe, pays alors alliés contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, allait être officiellement l'élément déclencheur de la Première Guerre mondiale. Il en fallait bien un pour agrémenter la version officielle.

Quand après coup on observe de quelle manière les faits se sont déroulés à cette époque, on ne peut pas manquer d'être saisi par la similitude qui existe avec les méthodes utilisées par le gouvernement américain et la CIA aujourd'hui pour infiltrer des organisations et leur permettre de commettre leurs crimes, afin ensuite de justifier sa politique liberticide aux Etats-Unis et mener une propangande frénétique à l'échelle internationale (l'ONU en est le relai indispensable) contre un ennemi invisible ou qu'il a créé lui-même (Al Qaïda) ainsi que des guerres... Les deux derniers en date étant une tentative d'attentat contre Obama et le siège de la Fed à New York, ils datent des deux derniers mois.

Voici ce qu'on peut lire dans Wikipédia à propos de la Main noire. Extrait.

- Le degré d'implication de la Main Noire est contesté. Certains estiment que c'est cette organisation qui fut responsable de l'attaque et que les membres de Jeune Bosnie n'étaient que les exécutants. D'autres considèrent que Jeune Bosnie était idéologiquement très éloignée de la Main Noire et était si peu expérimentée que la Main Noire était persuadée que le complot n'aurait jamais réussi. Cependant, la plupart sont d'accord pour dire que la Main Noire a fourni les armes et le cyanure aux assassins.

Saisissante ressemblance avec les méthodes de la CIA, n'est-ce pas ?

Pourquoi cette guerre au départ entre deux pays qui à l'époque entretenait de bonnes relations. Extrait de Wikipédia :

- Les relations entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie en 1914 étaient bonnes, le Premier ministre serbe, Nikola Pasic tenant particulièrement à ce bon voisinage, ce qui lui était reproché par les partisans d'une ligne plus dure panslave hostile à la présence autrichienne dans les Balkans.

L'Autriche-Hongrie accusa la Serbie de l'assassinat et, au cours du Conseil de la Couronne du 7 juillet 1914, posa un ultimatum. L'un des points de cet ultimatum était particulièrement irréalisable, si bien que la Serbie ne put accepter l'ensemble des conditions. Seul, le comte Tisza s'y opposa.

Le lendemain, 8 juillet 1914, il rédigea une lettre qui prévenait ainsi l'Empereur : « Une attaque contre la Serbie amènerait très vraisemblablement l'intervention de la Russie et une guerre mondiale s'ensuivrait ».

Le 25 juillet 1914, soutenu par la Russie, le gouvernement serbe refuse la participation de policiers autrichiens à l'enquête sur le territoire serbe. Les relations diplomatiques entre les deux États sont rompues.

Le 28 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie déclare une guerre « *préventive* » à la Serbie, ce qui, par le jeu des alliances, mènera à la Première Guerre mondiale. L'Europe s'engage alors dans quatre années de guerre. Fin.

Il suffisait donc que l'Autriche-Hongrie pose en toute connaissance de cause un ultimatum inacceptable pour la Serbie pour que la guerre soit déclenchée, on ne peut même pas parler d'une machination ou d'une manipulation, un jeu d'enfant quoi. L'arrogance d'un Etat vis-à-vis d'un autre est de pure forme, le fin mot de l'histoire est ailleurs et ne doit pas être porté à la connaissance de la population qui doit demeurer dans l'ignorance pour marcher dans la combine ou leur plan cynique.

Demain une guerre « *préventive* » contre l'Iran pourrait aboutir à la Troisième Guerre mondiale.

Mélenchon a ajouté : "*C'est la première fois que le capitalisme atteignait une limite et ça s'est terminé par une guerre. Je demande vraiment qu'on y réfléchisse : à chaque fois qu'on a eu des grandes crises du capitalisme en Europe, ça a mal fini. Cette fois, on pourrait essayer d'en sortir par le haut...*". AFP 11.11

Ce que je remets en cause, ce n'est pas que le capitalisme recourt à la guerre pour détruire massivement les forces productives qui ont atteint un degré de développemement tel qu'elles ne peuvent plus être contenues dans le cadre du mode de production capitaliste, mais comment les représentants du capitalisme s'entendent pour créer les conditions d'une guerre et la manière de les présenter, tout en camouflant son objectif plus sur le plan politique que sur le plan économique, car nous apprîmes très tôt qu'il s'agissait de parvenir à un nouveau partage du monde et de ses richesses, par contre l'objectif de parvenir à l'établissement d'un gouvernement mondial est systématiquement absent des discours et des stratégies des partis ouvriers.

En 2004-2005, le TCE a été présenté comme un bonne chose, puis au fil des mois il est apparu que les véritables intentions de ses auteurs correspondaient peut-être à une autre réalité beaucoup moins avouable, en quelque sorte la vérité a commencé à transpirer juqu'à réunir une majorité contre ce texte. Il en serait de même demain du capitalisme si les masses savaient réellement ce qui se trame dans leurs dos.

Ainsi personne ne se penche sur l'état des finances des différents Etats au début de ces guerres, leur niveau d'endettement, envers qui, comment ils ont ensuite financé leur industrie de guerre, quel était leur niveau d'endettement à la fin de ces guerres, de qui dépendraient-ils financièrement pour reconstruire leur pays, qui s'étaient considérablement enrichis pendant ces guerres, dans quelle proportion, en pratiquant quelle politique, autant de questions sur lesquelles il vaut mieux ne pas s'attarder ou qu'il faut occulter carrément, car les réponses qu'on pourrait y apporter en les mettant en relation avec l'origine de ces guerres pourraient permettre à la population de comprendre comment fonctionne le monde.

Se contenter de dire comme le fait Mélenchon que les deux guerres mondiales du XXe siècle ont été le produit de la crise du capitalisme, ne permet d'en comprendre ni le déclenchement, ni le déroulement et encore moins les conséquences politiques auxquelles elles ont donné lieu, la Société des Nations (SDN) en 1919 et le Concil Foreign Relation (CFR) aux Etats-Unis en 1921, puis l'Organisation des Nations Unis (ONU), agrémentée du FMI, de la Banque Mondiale et de la Commission Trilatérale (dont l'Union européenne), l'ensemble de ces institutions oeuvrant à l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par le cartel des banquiers de la Fed ainsi que leurs alliées internationaux. On pourrait ajouter le groupe Bilderberg créé en 1954 et qui est le coeur du gouvernement mondial, qui dirige de fait les institutions internationales.

Chaque fois la crise du capitalisme aurait pu se terminer autrement que par une guerre, de même que le crash de 1929 aux Etats-Unis aurait pu être évité, au contraire, tous ces événements ont été provoqués, programmés, orchestrés par ceux qui détenaient déjà le monopole de la création monétaire, les banquiers de la Fed et leurs alliés.

Les banquiers auraient pu augmenter la masse monétaire en circulation (au lieu de la contracter volontairement) ou financer l'expansion économique sans réclamer des intérêts histoire de repousser à plus tard l'éclatement de ces crises économiques, ce qu'ils savent parfaitement faire et qu'on peut observer depuis 2008 à coup de milliers de milliards de dollars ou d'euros, en réalité s'ils en ont décidé autrement c'était uniquement pour garder le contrôle de la situation et se présenter à la fin comme les sauveurs du monde pour qu'on leur accorde toujours plus de pouvoir politique. Quoi qu'il en soit, ils n'auraient pas pu mettre fin aux contradictions du capitalisme qui peut conduire à une guerre mondiale.

De deux choses l'une, soit ils estiment qu'ils peuvent avancer dans la réalisation de leur plan d'un Nouvel ordre mondial en procédant à des contre-réformes sociales et politiques, qui va de la liquidation de tous nos droits sociaux à la subordination totale des Etats à l'UE, l'ASEAN ou le NAFTA, soit ils estiment que c'est trop compliqué, trop long ou inefficace et ils décident de recourir à une guerre mondiale, pas n'importe quand évidemment, une fois qu'ils auront préparé les conditions qui leur seront le plus favorable possible, afin qu'à son issue ils apparaissent comme les maîtres incontestés du monde, sans rivaux.

Qui demain serait accusé d'avoir fomenté cette guerre, l'UE, impossible elle vient de recevoir le prix Nobel de la paix, le FMI, la Banque mondiale, impossible ils oeuvrent en choeur contre la pauvreté, l'analphabétisme, etc, au bien-être des peuples exploités par les pays les plus riches, l'ONU, impensable, grâce à elle bien des guerres ont été évitées au XXe siècle, qui alors ? L'Allemagne par exemple comme vient de le dire l'idiot utile Mélenchon, si ce sont les Etats qui sont responsables de cette guerre, raison de plus pour leur oter tout pouvoir et la boucle est bouclée.

On comprend mieux maintenant pourquoi les médias aux ordres permettent à Mélenchon et consorts de s'exprimer dans leurs colonnes, son discours n'est pas en contradiction avec la contre-révolution, il sert même ses plans.

Le gouvernement français fer de lance de la réaction internationale.

La France a apporté son "*plein soutien*" à la "*coalition nationale*" des forces de l'opposition syrienne qui a été créée dimanche à Doha, a déclaré le chef de la diplomatie française Laurent Fabius qui a qualifié l'accord conclu entre les différentes composantes d'"*étape majeure*".

"*Cet accord constitue une étape majeure dans le processus indispensable d'unification de l'opposition syrienne. La France lui apporte son plein soutien, afin que cette coalition puisse constituer une alternative crédible au régime de Bachar al-Assad*", a affirmé M. Fabius dans sa déclaration. AFP 11.11

Le 14 novembre, une journée noire pour le mouvement ouvrier français.

- Pour la CGT, cette "*euromobilisation*" est "*le moment de faire entendre la voix des salariés. L'enjeu est d'infléchir les choix du gouvernement de façon à ce qu'il réoriente sa politique en faveur des salariés*", souligne Philippe Lattaud.

- "*Pour la CFDT il ne s'agit pas de faire du 14 novembre une manifestation contre le gouvernement français ou sur la question de la compétitivité en France, ce n'est pas l'enjeu*", a souligné auprès de Marcel Grignard, membre de la direction de la CFDT. L'enjeu pour la centrale cédétiste est de "*revendiquer une politique qui permette une croissance dans l'ensemble de l'Union européenne "et "des réformes qui réduisent les concurrences sociales*".

- Pour Luc Bérille, secrétaire général de l'Unsa, la journée d'action est "*d'abord européenne*" pour réclamer un "*contrat social pour l'Europe, revendication phare de la CES*". L'Expansion.com avec AFP 11.11

Vouloir "*infléchir les choix du gouvernement*" , refuser "*de faire du 14 novembre une manifestation contre le gouvernement français ou sur la question de la compétitivité*, puis "*revendiquer une politique qui permette une croissance dans l'ensemble de l'Union européenne* " ou réclamer un "*contrat social pour l'Europe, revendication phare de la CES*", c'est faire allégeance aux bourreaux du prolétariat et ainsi désarmer politiquement les travailleurs afin que le gouvernement et l'Union européenne puisse appliquer leur politique antisociale et réactionnaire.

De son côté Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, qui habituellement ne participe pas aux défilés unitaires, manifestera à Madrid avec les syndicats espagnols "*pour résister à ces rouleaux compresseurs de l'austérité*". AFP 11.11

Syndicats espagnols qui sont sur la même longueur d'onde que les syndicats français !

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

La réaction passe à l'offensive, au tour des nantis du corps médical.

Une grève illimitée des chirurgiens libéraux dans les cliniques, doublée d'un mouvement d'internes dans les hôpitaux publics: les blouses blanches ont décidé à partir de lundi d'exprimer leur colère face à un gouvernement qui, selon eux, les stigmatise.

L'accord d'encadrement des dépassements d'honoraires médicaux, signé le 25 octobre sous la pression de la ministre de la Santé Marisol Touraine, et jugé trop contraignant par les protestataires, cristallise le mécontentement.

La grève des chirurgiens libéraux, à l'initiative du syndicat Le Bloc, majoritaire chez les spécialistes de bloc opératoire, va concerner 70% des cliniques privées de France, soit environ 700 établissements selon la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP).

"*Et ça augmente d'heure en heure*", assurait-on vendredi.

Les chirurgiens ont prévu de manifester mercredi.

Le Bloc, à la pointe du mouvement, a rejeté l'accord signé par les trois premiers syndicats de médecins libéraux, généralistes et spécialistes (CSMF, SML, MG France).

Selon lui, cet accord "*ne correspond pas aux spécificités*" des activités des chirurgiens, anesthésistes ou obstétriciens. Il réclame un avenant spécifique à ces professions, instaurant un plafond de dépassements plus élevé.

Au total 28 syndicats et organisations professionnelles de médecins participent au mouvement, selon les organisateurs.

Au-delà de la question des dépassements, la colère des médecins libéraux contre le gouvernement s'est répandue sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook, sur le thème "*les médecins ne sont pas des pigeons*".

Pour fédérer le mouvement, une association a été créée, l'Union française de la médecine libre (UFML), présidée par un

généraliste de Haute-Garonne, le Dr Jérôme Marty de Fronton.

"*Le mouvement est immense (...) Cette profession manque de respect mais ça été amplifié par notre ministre qui a oublié que sa fonction est de protéger la profession dont elle a la charge et de ne pas être méprisante vis-à-vis d'elle*", a-t-il dit à l'AFP.

Soucieuse de ne pas se laisser déborder, la CSMF, premier syndicat libéral, a affirmé vendredi soir qu'"*il appartient à tout syndicat responsable de travailler aux solutions plutôt que de développer les réflexes corporatistes qui compromettent notre crédibilité et marginalisent notre profession*", égratignant les "*cartels improvisés sur le net*". AFP 11.11

Quand on fait médecine pour le fric, on n'est pas digne d'exercer ce métier.

Si demain la réaction descendait dans la rue comme elle le fit en février 1934, nous ne descendrions pas dans la rue pour défendre le gouvernement ou les institutions, car cela voudrait dire qu'ils auraient fait en sorte que les masses demeurent suffisamment ignorantes pour qu'il soit possible de s'attaquer physiquement à la classe ouvrière et à son avant-garde révolutionnaire. Nous appellerions le mouvement ouvrier à s'unir pour combattre la réaction que le gouvernement a finalement armé contre les masses exploitées en refusant de les appeler à se mobiliser pour rompre avec le capital et les institutions, dans la perspective de la constitution d'un gourvernement ouvrier et l'établissement d'une République sociale, seule issue à la crise du capitalisme.

2- Grèce

Le Parlement grec a adopté dans la nuit de dimanche à lundi le budget 2013, prévoyant des économies de 9,4 milliards d'euros, réclamées par l'UE et le FMI, selon un comptage de l'AFP.

Plus de 150 députés sur 300 ont voté "*oui*" au projet de budget, dont les parlementaires des trois partis de la coalition gouvernementale, droite-socialistes-gauche démocratique, ce qui pourrait ouvrir la voie à la poursuite des versements des prêts de l'UE et du FMI à la Grèce.

Le leader du Pasok (parti socialiste) Evangélos Vénizélos, dont le parti n'est plus que l'ombre de lui-même pour avoir fait adopter les plans d'austérité successifs depuis 2010, a lui aussi apporté son appui à ce budget d'austérité.

"*Nous soutenons le gouvernement malgré le coût disproportionné pour notre parti*", a déclaré M. Vénizélos devant les députés. "*La Grèce est arrivée au bout de ses forces*", a-t-il dit, appelant à un règlement du problème de la dette à la veille de la réunion à Bruxelles des ministres des Finances de la zone euro.

Le leader de l'opposition Alexis Tsipras, qui dirige le parti de gauche radicale Syriza, a raillé un gouvernement dont la crédibilité "*s'écroulera*" le 16 novembre, quand les bailleurs de fonds internationaux auront laissé tomber la Grèce, selon lui.

Il s'est aussi inquiété de la situation de la dette. "*La dette n'est pas soutenable, seule Mme (Angela) Merkel le croit*", a-t-il lancé, réitérant sa proposition d'"*un effacement de dettes avec clause de croissance*" comme cela avait été fait pour l'Allemagne en 1953 après la deuxième guerre mondiale.

Dimanche soir, à Athènes, quelques milliers de personnes ont manifesté devant le Parlement sur la place Syntagma, théâtre de manifestations massives depuis 2010 contre les plans successifs d'austérité en échange des prêts UE-FMI.

Selon la police, le plus important rassemblement a été celui du Front de lutte des travailleurs (Pame), proche des communistes, avec 10.000 manifestants.

Les syndicats et les partis d'opposition ont à peine rassemblé 5.000 personnes qui ont manifesté dans le calme. AFP 11.11

Haut de page

Le 13 novembre

CAUSERIE

Rien de nouveau sous le soleil, ici le temps est radieux.

La situation sociale et politique, désespérante, non ? Quand on ne nous trompe pas délibérément, on nous cache la vérité, et quand un morceau de la vérité pointe son nez, c'est pour camoufler tout le reste sous un amoncellement de mensonges ou de contrevérités de telle sorte qu'à l'arrivée les masses n'y comprendront rien, à croire que c'est voulu.

Sinon le reste du temps, il s'agit d'entretenir des mystifications ou illusions fumeuses, à la pêle, de préférence pour ne pas froisser le corporatisme ou la bonne conscience de certaines couches de la population (réputées progressistes, sic!) qui de fait ne sont pas les plus à plaindre dans la société, ceci explique cela, hypocrisie et cupidité font bon ménage, comme Moscovici et Parisot par exemple qui pourraient leur servir de modèle.

N'en déplaise à nos contradicteurs, on est en droit de se poser un certain nombre de questions, nous allons continuer.

La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction du mouvement ouvrier, n'ayant pas été capable de la résoudre en 70 ans, il est à craindre que l'humanité en soit incapable. A qui la faute ? Pardi, à tous ceux qui parlent au nom des exploités, des travailleurs, de la classe ouvrière, du socialisme ou qui font encore référence au marxisme. Il ne faut pas chercher ailleurs les responsables. On a déjà tout dit à ce sujet, on se lasse de se répéter.

Le mandat d'arrêt européen. Les bienfaits du 11 septembre 2001 ou l'UE l'appendice de Washington

Le mandat d'arrêt européen a été institué le 13 juin 2002, après avoir été approuvé au niveau politique lors du Conseil européen de Laeken (décembre 2001), peu après les attentats du 11 septembre 2001. Il permet une simplification des procédures d'extradition entre États membres de l'Union européenne, via leur automatisation judiciaire. (source : wikipédia)

Entré en vigueur le 1er janvier 2004, le mandat d'arrêt européen est la première concrétisation du principe de reconnaissance mutuelle des décisions pénales dont le Consei l européen de Tempere des 15 et 16 octobre 2009 a décidé de faire la pierre angulaire de la coopération entre Etats membres de l'Union européenne. Supprimant la phase administrative de la procédure d'extradition, il facilite et accélère les procédures de remise. (http://www.presse.justice.gouv.fr)

Exécution d'un mandat d'arrêt européen par la France (http://www.presse.justice.gouv.fr) :

Dans le cas d'une exécution de mandat d'arrêt européen par le parquet général, la personne appréhendée doit être présentée devant le procureur général territorialement compétent dans les 48 heures suivant son arrestation. Celui-ci, après avoir vérifié l'identité de la personne, doit lui notifier le contenu du mandat d'arrêt européen et l'aviser de son droit à être assistée d'un conseil. Depuis la réforme du 14 avril 2011, si le procureur général requiert le placement de la personne sous contrôle judiciaire, sous assignation à résidence sous surveillance électronique ou sous écrou, il doit alors saisir le premier président de la cour d'appel ou tout magistrat du siège désigné par lui. La décision est adressée par le procureur général au Bureau de l'entraide pénale internationale de la Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG), avec copie du mandat d'arrêt européen.
Le procureur général saisit par ailleurs, dans un délai de cinq jours ouvrables, la chambre de l'instruction. Si la personne consent à sa remise, la Chambre rend son arrêt dans les sept jours sinon elle aura vingt jours pour statuer. Lorsque la personne n'a pas consenti à sa remise, la décision de la chambre de l'instruction est susceptible d'un pourvoi en cassation dans un délai de trois jours.

La remise de la personne visée par un mandat d'arrêt européen doit intervenir dans un délai de 10 jours à compter du moment où la décision de remise est devenue définitive, sauf cas de force majeure (en cas de force majeure, une nouvelle date de remise est fixée en accord avec l'Etat d'émission, et la personne devra être remise au plus tard dans un délai de dix jours à compter de cette nouvelle date) Le procureur général doit alors prendre attache avec le service des transfèrements de la Direction de l'Administration Pénitentiaire qui sera chargé de procéder à la remise.

A noter : la nationalité française de la personne réclamée ne constitue plus un motif de refus. Fin

Arrêtée le 1er novembre 2012 à un contrôle routier à Mauléon (64), Aurore Martin a été extradée le jour même vers l'Espagne.

Apparemment elle a été extradée en violation des dispositions mentionnées ci-dessus, un bon avocat devrait pouvoir le démontrer sans peine. Pourquoi une telle précipitation du parquet alors que le seul fait qui lui est reproché est d'avoir participée à une réunion d'une organisation illégale en Espagne ? Pourquoi apparemment le droit de la défense lui a-t-elle été refusée ?

Messieurs Fabius et Hollande qui ont reçu l'émir terroriste du Qatar qui recrute, entraîne, arme et finance des mercenaires assoiffés de sang djihadistes, adeptes d'Al Qaïda et autres mouvements terroristes internationaux qui terrorisent la population de la Syrie à la Libye en passant par la Tunisie, l'Egypte, etc. ne seraient-ils pas des cas avérés présentant un danger pour la sécurité et la paix des peuples et plus urgents à traiter ?

Rappel.

Notons pour finir que parmi ceux qui aujourd'hui donnent de la voix pour s'élever contre l'extradition arbitraire d'Aurore Martin

figurent Mélenchon et les Verts qui d'une part ont voté pour le traité de Maastricht (1992) intégrant le "*troisième pillier*" de l'UE consacré à la Coopération policière et judiciaire en matière pénale entre les Etats de l'UE, puis actualisée ou renforcée par le traité d'Amsterdam (1997) dans le cadre officiel d'un « espace de liberté, de sécurité et de justice » commun, et qui d'autre part faisaient partie du gouvernement Chirac-Jospin quand le traité d'Amsterdam fut ratifié, puis lorsque le Conseil européen de Laeken (décembre 2001) pris la décision d'instituer ce mandat d'arrêt européen. (source : Wikipédia)

L'Etat guerrier, terroriste et dictatorial américain "***champion des droits de l'homme***" (H. Clinton).

Les Etats-Unis et l'Allemagne ont été élus lundi au Conseil des droits de l'homme de l'ONU au terme d'une élection âprement disputée, des experts dénonçant un scrutin joué d'avance dans les autres régions.

Le Conseil des droits de l'homme compte 47 membres présentés par régions et élus à la majorité des 193 Etats membres de l'Assemblée générale des Nations unies.

Les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Irlande ont tous les trois été élus dans le groupe des pays de l'Ouest.

"*Nous remercions les pays de nous avoir choisis parmi une liste de candidats occidentaux tous autant qualifiés les uns que les autres et tous champions des droits de l'homme*", a déclaré la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton dans un communiqué.

"*Alors qu'il reste beaucoup de travail, notamment pour mettre fin à l'attention partiale et disproportionnée du Conseil sur Israël, nous avons hâte de travailler avec les autres pays membres pour traiter des problèmes des droits de l'homme et pour nous assurer que le Conseil respecte pleinement ses promesses*", a-t-elle ajouté. AFP 12.11

Il y a deux jours, Obama a répété que les Etats-Unis s'opposeraient à la reconnaissance d'un Etat Palestinien à l'ONU...

Racket climatique. Seuls les Européens paieront, normal.

La taxe carbone à laquelle les compagnies aériennes sont assujetties pour les vols à destination et en provenance de l'Union européenne va être suspendue sous condition, a annoncé lundi le Commissaire européen à l'Action pour le climat, Connie Hedegaard.

Bruxelles a fait l'objet d'intenses pressions en faveur de la levée de cette disposition qui risquait de provoquer une guerre commerciale avec les Etats-Unis, la Chine et l'Inde.

Les vols intra-européens resteront soumis à la taxe carbone et les exonérations devront être mises en oeuvre par tous les Etats membres. Connie Hedegaard a dit en avoir informé les 27.

L'exécutif européen refusait de revoir sa législation en l'absence de dispositif alternatif approuvé par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Reuters 12.11

Elle est déjà incluse dans le prix des billets d'avion que paient les voyageurs, tandis que les compagnies aériennes bénéficieront d'exonérations si j'ai bien compris. Pourquoi pour avoir mis en oeuvre ce racket des voyageurs ?

ACTUALITE EN TITRES

La docilité et la duplicité récompensées.

- François Hollande remporte le prix de l'homme politique le plus gentil - L'Express.fr

Pire encore !

- Grève des chirurgiens et des internes: «*On est traités de voleurs et de nantis*» - 20minutes.fr

Soyons lucide. On fera la distinction avec les internes qui ont un salaire autour de 1.500 euros nets, mais qui se rattraperont sur la bête, les patients, dès qu'ils auront obtenu leur diplôme de médecin ou dans leur spécialité...

A quelques dollars le baril de pétrole, c'est possible.

- Transport aérien: Emirates double son bénéfice net au 1er semestre - AFP

Il leur sera plus utile en liberté... au nom de la lutte contre le terrorisme.

- Royaume-Uni : l'islamiste Abou Qatada sera libéré mardi - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

L'équipementier automobile français Faurecia a annoncé lundi qu'il supprimerait quelque 1.500 emplois en Europe de l'Ouest en 2013, après la suppression d'un nombre équivalent de postes en 2012, lors d'une présentation devant des investisseurs à Londres.

"*Les charges de restructuration pour le groupe atteignent 100 millions d'euros en 2012*", a précisé le groupe, qui compte plus de 80.000 employés dans le monde.

"*Avec le plan finalisé aujourd'hui, nous prévoyons plus ou moins le même impact financier pour 2013, avec une conséquence semblable sur les effectifs en Europe de l'Ouest*", a déclaré son PDG Yann Delabrière, lors de son intervention, retransmise sur le site internet du groupe.

Faurecia, interrogé par l'AFP, n'a pas détaillé quels pays européens étaient concernés par ce plan social. L'équipementier n'a pas précisé non plus quelle proportion de postes a déjà été supprimée jusqu'ici, ni s'il s'agit de départs à la retraite non remplacés.

S'il se dégage d'Europe de l'Ouest, Faurecia a expliqué qu'il était en passe de renforcer simultanément sa présence en Europe de l'Est avec l'implantation de 7 nouvelles usines entre 2012 et 2014, en Roumanie, Pologne et en République tchèque.

En 2016, les ventes réalisées en dehors de l'Europe représenteront presque les deux tiers de ses ventes, l'Asie et l'Amérique du nord représentant les principaux moteurs de croissance.

Faurecia explique ainsi viser un développement soutenu en Chine et en Corée du sud. Les ventes en Asie devraient représenter 20% du chiffre d'affaires en 2016, tandis que la profitabilité y restera nettement supérieure à la moyenne du groupe, indique le communiqué.

Par ailleurs, Faurecia indique avoir quadruplé son chiffre d'affaires en Amérique du nord depuis 2009, où il est devenu le 6e plus grand équipementier automobile. La région représente maintenant plus de 25% de ses ventes. AFP 12.11

Inutile de préciser que l'action de Faurecia a immédiatement grimpé à la Bourse de Paris...

2- Espagne

Le ministre espagnol de l'Économie a promis lundi qu'aucune famille en difficulté ne se retrouverait à la rue à cause d'arriérés d'emprunts immobiliers, après l'émoi suscité par le suicide d'une propriétaire incapable de rembourser son prêt.

"*En Espagne, il existe en ce moment près d'un million de logements inoccupés. Dans ces conditions, le gouvernement et le ministère de l'Économie (...) doivent faire en sorte qu'aucune famille de bonne foi ne se retrouve sans logement. C'est notre engagement*", a déclaré Luis de Guindos, à Bruxelles.

Les conservateurs au pouvoir en Espagne et l'opposition socialiste se sont réunis lundi pour réfléchir à une réforme de la législation sur les expropriations.

Le choc est tel après la mort vendredi d'Amaia Egana que certains accusent dirigeants politiques et banquiers d'être de facto complices de "*meurtre*". Ancienne élue socialiste au Pays basque, Amaia Egana a sauté de son appartement situé au quatrième étage d'un immeuble de Barakaldo alors que des huissiers étaient venus l'expulser.

Les responsables des questions économiques au PP et au PSOE, les deux principales formations politiques du pays, devraient examiner l'hypothèse de moratoires dans le remboursement des prêts immobiliers pour les ménages les plus en difficulté.

Ils devraient aussi réfléchir à une réforme de la procédure légale menant à l'expulsion. Aux termes de la loi en Espagne, même les emprunteurs ayant cédé leur logement à leur banque doivent encore rembourser la totalité de leur prêt.

Depuis l'explosion de la bulle immobilière en 2008, près de 400.000 logements ont fait l'objet de saisies à la demande des banques en Espagne, où la récession alimentée par la politique d'austérité a fait grimper le taux de chômage à 25%.

L'attitude des banques paraît d'autant plus insupportable aux yeux de nombreux Espagnols que plusieurs d'entre elles ont été sauvées de la faillite grâce à l'argent du contribuable.

Aux cris de "*Assassins*", des manifestants se sont rassemblés lundi devant le siège du PP à Madrid avant de marcher en direction du Parlement.

La Fédération des banques espagnoles a annoncé lundi que ses membres étaient convenus la semaine dernière avec le gouvernement de suspendre pour une durée de deux ans les procédures d'expulsion pour les personnes les plus fragiles.

Pour les manifestants, cette mesure est insuffisante.

Avec une chute d'environ 30% des prix de l'immobilier, des centaines de milliers de propriétaires ayant souscrit des emprunts à très long terme doivent désormais rembourser des sommes largement supérieures à la valeur de leur logement.

Des supporters du Rayo Vallecano, club d'un faubourg populaire de Madrid, ont déployé une banderole sur laquelle était écrit : "*Ce ne sont pas des suicides. Ce sont des meurtres. Banques et responsables politiques complices. Arrêtez les expulsions*".

"*Arrêtez les expulsions*" est aussi le nom d'un collectif organisant des manifestations devant des immeubles résidentiels pour empêcher les huissiers d'accomplir leur mission.

Sous la pression de cette organisation et d'autres mouvements du même type, le gouvernement a demandé aux banques d'effacer la créance immobilière des foyers dont tous les membres sont au chômage et dont le logement vaut moins de 200.000 euros.

Le malaise s'est même étendu à la police et la justice.

Le principal syndicat de policiers, le SUP, a annoncé dimanche qu'il soutiendrait les agents refusant de participer à des expulsions pour "*problèmes de conscience*".

Dans un rapport écrit en octobre, plusieurs magistrats espagnols ont eux dénoncé "*des procédures juridiques extrêmement agressives*" tandis que des juges sont de plus en plus critiques dans les médias.

Juliane Kokott, avocate générale de la Cour de justice de l'Union européenne, a conclu la semaine dernière dans un avis non contraignant que la législation espagnole en la matière était contraire aux normes européennes de protection des droits des consommateurs. La Cour de justice ne s'est pas prononcée. Reuters et AFP 12.11

3-Scandinavie

SAS a annoncé lundi des suppressions de postes, des baisses de salaires et des cessions d'actifs dans le cadre d'un plan de restructuration présenté comme étant celui de la dernière chance.

En contrepartie de ces mesures, la compagnie aérienne scandinave, détenue à 50% par les Etats danois, norvégien et suédois, a obtenu auprès de ses banques une nouvelle facilité de crédit de quelque 3,5 milliards de couronnes suédoises (408 millions d'euros).

En raison notamment de la concurrence de compagnie aériennes à bas coûts, telles que Ryanair et Norwegian, SAS n'a pas pu dégager de bénéfice annuel depuis 2007.

"*Ceci est vraiment notre dernière cartouche pour faire en sorte que SAS continue d'exister*", a déclaré le directeur général de la compagnie Rickard Gustafson.

SAS veut améliorer ses bénéfices de trois milliards de couronnes via les mesures de réduction de coûts, dont 800 suppressions de postes, et vendre des actifs pour trois milliards.

La facilité de crédit, fournie par sept banques ainsi que par les Etats danois, norvégien et suédois, est conditionnée par la signature d'accords avec les syndicats sur les suppressions de postes et les baisses de salaires et par le feu vert parlementaire là où c'est nécessaire.

"*Je sais que nous demandons beaucoup à nos employés, mais nous ne pouvons faire autrement. J'espère que nos salariés loyaux (...) sont prêts à se battre pour la survie de SAS et de nos emplois*", a ajouté Rickard Gustafson. Il a ajouté que le personnel de cabine verrait son salaire baisser de 12% en moyenne et que les effectifs totaux de SAS, du fait des suppressions de postes et des cessions d'actifs, passeraient de 15.000 à environ 9.000.

Le directeur général de la compagnie a déclaré que les nouveaux accords collectifs avec les syndicats devaient être signés d'ici dimanche. Reuters 12.11

Avez-vous remarqué qu'il n'existait pas pire cynisme à travers le monde que les monarchies (tout court ou constitutionnelles) ? Ah ces braves "*syndicalistes*"... vendus, corporatistes ! Chut !

Haut de page

Le 14 novembre

CAUSERIE

Je n'ai pas encore formaté quelques causeries depuis le 6 novembre parce que je m'en fous. A quoi bon, entre ce qui figure dans mes causeries et ce qui pourrait faire figure d'avant-garde du mouvement ouvrier il existe un gouffre aussi gigantesque que celui qui existe entre l'ignorance des masses et la réalité, au point de se demander par quel miracle il pourrait un jour être comblé, je préfère être lucide ou réaliste que de faire preuve d'un optimisme qui n'a pas lieu d'être.

Le saviez-vous ?

1- Entendu et vu dans une vidéo.

Benjamin Fulford avait demandé lors d'une ineterview à l'ex-ministre des Finances du Japon, Heizo Takenado : " *Pourquoi avez-vous abandonné le contrôle du système financier japonais à un groupe d'oligarques américains et européens ?*"

La réponse très surprenante de Takenado : "*Parce que le Japon fut menacé avec une machine à tremblement de terre.*"

Dans cette vidéo il est dit que les Russes avaient mis au point une telle machine et que les Américains leur avaient rachetée à la fin de la "*guerre froide*". Elle était tellement efficace dès cette époque que les Russes avaient constaté en la testant que non seulement elle pouvait produire un tremblement de terre mais que des répliques imprévisibles s'étaient produites par la suite au point d'être effrayés par la machine infernale qu'ils avaient mises au point, ce qui ne les empêcha pas de la vendre aux Américains, les caisses de l'Etat russe étant vide !

Reposons la question : Le saviez-vous ? Evidemment non. J'ignore si cela a un rapport avec Fukushima ou le tsunami de 2006 en Asie ou d'autres tremblements de terre, notons au passage que là aussi vous n'avez pas pu compter sur les partis du mouvement ouvrier pour vous informer. Ce n'est pas tout, loin de là, vous comme moi , vous ignorez tout ce qu'on peut nous cacher, à croire que délibérément on cherche à nous maintenir dans l'ignorance.

2- HAARP la mélodie de la mort (http://www.youtube.com/watch?v=mko98UrHVqo&feature=related)

- Le projet High Frequency Active Auroral Research Program, abrégé en HAARP, est un programme américain à la fois scientifique et militaire de recherche sur l'ionosphère. Ses activités dépendent de la base aérienne de Kirtland AFB et sont financées conjointement par l'armée de l'air et la marine des États-Unis, ses activités scientifiques étant gérées par l'Université d'Alaska et sa mise en oeuvre par le laboratoire Phillips de l'US Air Force et l'Office of Naval Research.

Dans le livre Les anges ne jouent pas de cette HAARP écrit en 1995 par Nick Begich et Jeane Manning, les auteurs prétendent que la capacité d'HAARP à influencer l'ionosphère serait beaucoup plus importante qu'admise officiellement. Selon eux, ces 180 antennes permettraient un jour de faire des recherches pour pouvoir modifier le climat, interrompre toute forme de communication hertzienne, détruire ou détourner avions et missiles transcontinentaux et finalement, influencer les comportements humains, tout cela via des actions sur l'ionosphère. (Wikipédia)

Connaissiez-vous les chemtrails ? Ce sont les traces laissées dans le ciel lors de l'épandages dans les nuages aux Etats-Unis mais aussi en Europe fait de baryum, oxyde d'aluminium, de strontium, d'hexafluore d'argent, etc. Bien évidemment une partie de ces substances chimiques atteignent le sol sous forme solide et pas seulement dissoute dans l'air que la popultation respire s'empoisonnant au passage, c'est le but, la rendre plus fragile, malade, stérile ou mentalement déficitaire. Cela est assimilable à un programme eugéniste pour supprimer une partie de la population. On a aussi l'explication des milliers d'oiseaux ou de poissons trouvés morts soudainement sans cause apparente à travers le monde, soit à cause de Haarp, soit par les chemtrails.

Et qui sort ces énormités ? Des scientifiques, un ex-agent du FBI, de simples citoyens américains, etc. sans doute des désoeuvrés. On comprend mieux pourquoi les Américains sont tels qu'ils sont, car y compris leur alimentation et leur boisson bénéficie d'un programme d'empoisonnement programmé, dont les OGM font évidemment partie.

La meilleure est que tout cela est connu, a été rendu public depuis de longues annés sans qu'on n'en sache rien ou sans qu'on y fasse référence en évoquant les horreurs, le niveau de monstruosité auquel est parvenu le capitalisme, ce qui le rend encore plus insupportable à nos yeux, ainsi que ceux qui s'en accommodent.

On reviendra plus tard sur cet aspect du capitalisme.

Tous ceux qui soutiennent la commercialisation des OGM, qui prétendent que les Etats-Unis sont une démocratie, qui en appellent à l'ONU sont les complices de l'oligarchie financière qui domine le monde contre tous les peuples, d'infâmes ignares, de dangereux criminels qui agissent sous couvert du socialisme ou osent parler en notre nom.

Vous saviez que Bill Gates était le principal actionnaire de Monsanto et que dans les cantines ou restaurants de Monsanto les OGM étaient proscrits (The Independent 22.12.1999), Bill Gates tout comme Rockefeller ou la reine d'Angleterre est abonné aux produits de l'agriculture biologique ? Maintenant je cerne un peu mieux l'élite qui doit les servir, ceux qui ont accès à ces produits fort coûteux. (A suivre)

C'est pas besef !

Faire Vivre le PCF ! 36eme congrès : Unir les communistes pour un PCF de combat, marxiste, populaire et rassembleur !
407 signatures de 61 départements.

C'est pas besef, avec les militants qui se connectent sur le site on serait peut-être plus nombreux pour construire un véritable parti communiste ! Je plaisante. A croire que la majorité des communistes ne sont pas au PCF, non, ce n'est pas un scoop ! On a le droit de se détendre un peu parfois.

Besef s'écrit également bésef, bezef, bézef, mot arabe maghrébin bezzäf « à foison, beaucoup ». (Le Grand Robert)
Quatre orthographes pour un seul mot, ils font très fort les académiciens. Il est précisé que Courteline l'a écrit beseff et de cinq ! Bref, écrivez-le comme vous voudrez !

Quelle est la bonne version ?

Récapitulons à partir de l'exemple de la Seconde Guerre mondiale qui est un cas d'école.

1- Il y a la version selon laquelle ce serait les affreux Allemands formés ou formatés on dirait de nos jours à l'esprit militaire, bêtes et disciplinés, qui en seraient responsables, plus particulièrement le psychopathe Adolf Hitler, sorte d'Attila des temps modernes. C'est la version des manuels scolaires et ressortie avant-hier par monsieur le professeur Mélenchon, comme quoi il n'a jamais évolué au cours des 30 ou 35 dernières années, il n'est pas le seul dans ce cas-là hélas ! C'est la version la plus communément admise, la plus opaque ou la plus éloignée de la vérité, une véritable falsification de l'histoire adoptée par le corps professoral des écoles et des universités, les médias, tous les partis institutionnels.

2- Ensuite, il y a la version selon laquelle cette guerre serait le produit des contradictions du capitalisme que la Première Guerre mondiale n'avaient pas résolues... Ces contradictions s'exacerberaient jusqu'à ce que le capitalisme s'effondre et que la guerre prenne logiquement le relais. Ce serait un processus qui se déroulerait pour ainsi dire mécaniquement selon des lois déterminées, immuables, sans que l'on sache qui les met en oeuvre ou qui est réellement aux manettes, d'ailleurs on ne se pose même pas la question, pour un peu ce serait un enchaînement d'évènements imprévisibles qui conduirait inéluctablement à un conflit armé, donc sans qu'on puisse l'éviter, la fatalité en somme. Les pantins qui font office de représentants du capital au sein des institutions seraient les véritables ordonnateurs de cette guerre, ils détiendraient ce pouvoir, c'est la version adoptée par le mouvement ouvrier qui ne reflète qu'une partie seulement de la réalité.

3- Pour finir, il y a la version selon laquelle cette guerre aurait été programmée par d'horribles banquiers pour s'enrichir encore plus, mais surtout pour soumettre tous les Etats et tous les peuples à leur pouvoir et instaurer un gouvernement mondial dont

ils seraient les monarques absolus. Elle aurait été le produit de diverses manipulations auxquelles ces banquiers se seraient livrés plus ou moins secrètement au cours des années ou des décennies précédentes selon un plan bien arrêté qui remonterait à la nuit des temps. C'est la version adoptée par les opposants au mondialisme, notamment américains et canadiens, et qui a été reprise par un petit nombre d'intellectuels en occident, qui estiment qu'il faudrait que la population mondiale prenne conscience de cette conspiration pour la neutraliser ou la renverser, mais qui n'y croyant pas vraiment s'avèrent impuissants à s'y opposer. Cette version reflète également une partie de la réalité.

En résumé.

La première version qui est fantaisiste ou grotesque a été adoptée par l'immense majorité de la population qui demeure encore à l'heure actuelle totalement ignorante des tenants et des aboutissants de la Première et de la Seconde guerre mondiale, donc qui serait prête à s'embarquer aveuglément dans la suivante le cas échéant.

La seconde fait penser à différents organes qu'on aurait diposés sur une table et dont on détaillerait le fonctionnement sans que l'on sache ni à quelle espèce ils appartiennent ni une fois réunis s'ils servent à un animal qui rampe, marche, vole ou nage.

La troisième nous renseigne sur la nature de cet animal, à quelle espèce il appartient, sans qu'on sache véritablement comment fonctionnent ses organes parce qu'on en ignorent certains parmi les plus importants, de telle sorte qu'on est impuissant à agir sur leur fonctionnement pour faire périr la bête immonde.

On voit ici que c'est seulement la combinaison des deux dernières versions qui peut nous permettre de maîtriser totalement notre sujet.

La seconde version sous-estime les conditions subjectives ou l'idée sous-jacente qui accompagne la crise du capitalisme, la manière dont manoeuvre les banquiers de la Fed et leurs alliés dans un but politique bien précis, tandis que la troisième sous-estime les conditions objectives qui forcent les banquiers à recourir à certains stratagèmes ou magouilles financières pour les contourner ou les contenir.

Les faiblesses de la seconde version aboutit à reprendre à son compte l'antienne de la crise que le gouvernement et le patronat mettent en avant pour justifier leur politique antisociale, certes sous des angles diamétralement opposés, mais qui croire quand on n'a pas entre les mains tous les éléments pour se prononcer de manière impartiale sur cette question ?

La crise, produit des contradictions du capitalisme ou fabriquée par l'oligarchie financière qui contrôle l'économie ? Les deux à la fois, donc il faut impérativement l'aborder sous les deux angles cités plus haut si l'on veut mener un combat efficace et vaincre notre ennemi, à terme bien entendu.

La question est encore plus complexe, car l'oligarchie financière agit sur la crise à la fois pour retarder ou empêcher l'effondrement du capitalisme, il serait peut-être plus approprié de dire pour en assurer un effondrement contrôlé, comme les deux tours du Word Trade Center par exemple, et pour s'assurer le contrôle politique de tous les Etats de la planète.

L'oligarchie financière agit à la fois sur les bases objectives du capitalisme comme si elle avait l'intention de les préserver, tout en menant un combat pour leur destruction puisqu'elle s'est donnée pour objectif final d'en finir avec la lutte des classes.

A propos de la conférence de presse d'Hollande

Pour Sarkozy, vous pouviez manifester autant que vous le vouliez, cela ne se voyait pas et ne servirait à rien. Hollande a repris le même discours à sa façon en affirmant qu'il n'en avait rien à faire de "*l'état de l'opinion aujourd'hui* ": "*La seule question qui vaille, ce n'est pas l'état de l'opinion aujourd'hui, c'est l'état de la France dans cinq ans* ". AFP 13.11

Le reste de son discours ne mérite pas une ligne de plus, sauf sur les conditions de travail et la Syrie et le Mali.

Conditions de travail

On se passera de toute citation totalement inutile puisqu'ils ne font que se répéter, on sait d'avance que les bureaucrates vendus des syndicats vont se partager les rôles, etc. la preuve en est, je laisse la parole au journaliste du Nouvel Observateur - depuis la conférence sociale au début de l'été, le patronat et les syndicats se sont engagés dans des discussions sur quatre sujets : le contrat de travail, les mécanismes d'anticipation dans l'entreprise, l'adaptation à la conjoncture, et enfin le licenciement. Voilà donc sur quoi ils ont accepté de discuter avec le patronat, traduisons :

1 - le contrat de travail qui devra être suffisamment souple pour faciliter les licenciements ;

2- les mécanismes d'anticipation dans l'entreprise, autrement dit annoncer à l'avance les plans de licenciements ou de suppression d'emplois de telle sorte qu'ils soient perçus comme une fatalité puisque les représentants du personnel y seront associés ;

3- l'adaptation à la conjoncture, un euphémisme qui signifie que les besoins de l'entreprise primeront sur tout autre critère, notamment les besoins des salariés qui se verront virés si la conjoncture l'impose ;

4- et enfin le licenciement, normal puisque les trois points précédents y menaient déjà directement et la boucle est bouclée.

Vous voulez ajouter quoi à cela ? Une seule question est dès lors posée : rompre toute discussion avec le patronat et le gouvernement, et en cas de refus dénoncer ces dirigeants syndicaux comme patronaux ou corporatistes, traitres. Au-delà poser la question de la fondation d'un véritable syndicat ouvrier.

Vous préférez faire avec, cela fait plus de 70 ans que cette mystification dure, qui n'a pas compris que les dirigeants des partis ouvriers ont passé un pacte avec les dirigeants pourris des syndicats : on vous critique, mais on ne vous remet pas en cause, on est actif dans votre syndicat, en échange vous nous accordez des postes de permanents dans les instances ou les organismes triparties et nous somme quitte... Comment croyez-vous que les uns et les autres ont tenu le coup jusqu'à présent ?

Syrie et Mali.

- C'est sur les dossiers internationaux qu'il a réservé sa principale annonce, avec la reconnaissance par Paris de "*la coalition nationale syrienne comme la seule représentante du peuple syrien*".

La question de la livraison d'armes à l'opposition syrienne, à laquelle Paris était jusque-là opposée, "*va être nécessairement reposée*", a aussi dit M. Hollande.

Au Mali, la France n'interviendra "*en aucun cas*" elle-même et se contentera de "*soutenir logistiquement*" les pays africains, a confirmé M. Hollande. AFP 13.11

No comment !

ACTUALITE EN TITRES

Tel qu'il est, tel qu'il a toujours été : votez Hollande !

- Hollande exhorte les Français à "*faire nation*" face à la crise - Reuters

- Hollande nie tout "*virage*" politique, mais assume des choix discutés à gauche - AFP

- Hollande "*a raison*", la "*situation est grave*", estime Laurence Parisot - AFP

- Bayrou: un président "*convaincant*", une politique "*que nous attendions*" - AFP

Non mais c'est bien la même information.

- Grande-Bretagne: la libération de l'islamiste Abou Qatada suscite un tollé - AFP

- Paris reconnaît la coalition de l'opposition syrienne - Reuters

Rien, il faut les exproprier !

- Que peut faire le fisc contre l'optimisation fiscale des multinationales? - L'Expansion.com

C'est l'objectif !

- Crise grecque: "*La population et la démocratie risquent de ne pas résister*" - L'Express.fr

Ils ont inventé le délinquant permanent.

- Cannabis : "*Des traces repérables pendant trois semaines*" - Le Point.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- Entre 200 et 300 membres du personnel de la prison des Baumettes à Marseille manifestaient mardi matin à l'appel des syndicats CGT et Ufap pour demander "*plus d'effectifs*" et dénoncer le "*manque de considération*" dont ils font l'objet, a constaté un photographe de l'AFP.

Quelque 700 personnes travaillent au centre pénitentiaire des Baumettes et "*il nous en manque au moins 70 pour pallier les nouvelles missions et les départs à la retraite*", a estimé M. Gayen. AFP 13.11

1.2- Deux professeurs de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP) ont lancé une pétition pour protester contre le mouvement des chirurgiens libéraux auxquels ils refusent de s'associer, ont-ils annoncé mardi. "*Nous, médecins de toutes spécialités et de tout mode d'exercice attachés à l'égalité d'accès à des soins de qualité sur l'ensemble du territoire, ne participons pas à la grève des soins initiée par certains syndicats*", écrivent les professeurs André Grimaldi et Jean-Paul Vernant dans cette pétition dévoilée par le quotidien Le Parisien/Aujourd'hui en France. Selon eux, cette "*grève corporatiste, au moment où le pays connaît une crise économique et sociale majeure, ne peut pas être comprise par l'opinion publique*". Ils appellent "*les médecins et les internes à ne pas la suivre*".

Le texte avait été signé lundi par 140 médecins selon le Parisien, dont Irène Frachon, la pneumologue qui a dénoncé le scandale du Mediator. Selon les auteurs, les syndicats à l'origine du mouvement de grève "*refusent par principe toute limitation des dépassements d'honoraires. S'il est vrai que certains tarifs notoirement insuffisants de la Sécurité sociale doivent être révisés, rien ne justifie que le montant des dépassements d'honoraires puisse aller du simple au triple voire plus pour la même activité réalisée dans la même ville*", poursuivent-ils.

Des chirurgiens libéraux et des internes ont entamé lundi une grève illimitée, récusant notamment l'accord sur les dépassements d'honoraires. Pour Philippe Cuq, coprésident du syndicat Le Bloc, à l'initiative du mouvement, cette pétition a été lancée par "*des hommes politiques dont les situations à l'hôpital sont très confortables et qui vivent en dehors de la réalité du quotidien de la médecine de terrain*". "*Ils sont contre les dépassements d'honoraires et contre la médecine libérale*", a-t-il déclaré. Le Point.fr avec AFP 13.11

2- Jordanie

La Jordanie a annoncé mardi qu'elle allait augmenter les prix du carburant, notamment jusqu'à 53% pour le gaz domestique, provoquant une manifestation dans la capitale.

"*Le ministère de l'Industrie et du Commerce Hatem Halouani a décidé d'ajuster le prix du carburant, augmentant le coût du gaz domestique de 6,5 dinars à 10 dinars (11 euros) la bonbonne*", soit une augmentation de 53%, a indiqué la télévision.

Environ 200 personnes ont manifesté à Amman contre la hausse des prix, criant "*Nsour dehors*", et arborant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*la révolution des affamés*". AFP 13.11

3- Afrique du Sud

La police sud-africaine a arrêté 37 travailleurs pour violence mardi après avoir fait usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants qui avaient bloqué une route menant à la mine de Kroondal, exploitée par Xstrata.

Il s'agissait d'une deuxième journée de violences consécutive à la mine de Kroondal près de Rustenburg, dans la ceinture de platine, à quelque 120 km au nord-ouest de Johannesburg.

Xstrata a licencié 400 mineurs il y a une semaine pour grève illégale.

Le numéro un mondial du platine, Anglo American Platinum est, de son côté, toujours en négociations pour obtenir le retour au travail de 30.000 travailleurs actuellement en grève illégale dans différentes mines sud-africaines.

Ces derniers ont jusqu'à mercredi pour accepter la dernière offre d'Amplats ou être licenciés, ce qui pourrait entraîner un regain de violence. Reuters 13.11

Haut de page

Le 15 novembre

CAUSERIE

Pourquoi peuvent-ils tenir un tel langage ?

Le Premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho, mercredi dans une allocution télévisée : "*Nous nous conformons à un processus d'ajustement très dur, non pas pour prouver notre obéissance mais parce que c'est de cette manière que nous redresserons le pays*". Plus loin figurent d'autres citations qui ont la même valeur, on a que l'embarras du choix !

Tous les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE tiennent exactement le même langage, y compris les représentants des institutions internationales du capital, les banquiers, parce que les masses sont profondément ignorantes de ce qui se passe réellement. Tout a été fait pour qu'il en soit ainsi et cela va continuer.

Qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'on ne leur a pas vraiment dit la vérité d'une part, et qu'on a été incapable de s'adresser aux travailleurs dans un langage compréhensible par eux d'autre part. On en a la preuve sous les yeux quotidiennement. Messieurs les dirigeants des partis ouvriers, accessoirement leurs cadres et militants, vous pouvez le nier, mais vous ne pouvez pas nous empêcher de dresser ce constat accablant dont vous portez la responsabilité.

A l'élite coupée de la classe ouvrière et qui s'exprime en son nom.

Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 - Friedrich Engels

Paragraphe 8. - Au lieu de « *conscients de classes* » (klassen bewusst), abréviation qui dans nos milieux évidemment est facile à comprendre, je dirais, pour que l'expression puisse être comprise par tous et traduite facilement dans les langues étrangères : «*avec les ouvriers parvenus à la conscience de leur situation de classe*», ou quelque chose dans ce genre.

C'était une préoccupation de chaque instant de Marx et Engels de s'adresser à la classe ouvrière dans un langage qui lui soit accessible, tous leurs ouvrages en sont la preuve, clairs, limpides, détaillés, rédigés simplement, où chaque expression ou passage inusité ou avec lesquels les lecteurs n'étaient pas forcément familiarisés faisait l'objet d'une explication, de précisions, le pourquoi du pourquoi y figurant pour que chacun puisse s'y retrouver et réfléchir librement, apprendre par lui-même, progresser... Rien à voir avec la littérature insipide et quasi névrotique que nous servent les différents partis.

Marx et Engels, mais aussi Lénine, avaient réussi la prouesse de trouver les mots justes et simples à la fois pour se faire comprendre du plus grand nombre dans des domaines que allaient de l'économie à l'anthropogie en passant par la politique ou la biologie ou encore la mécanique, ce qu'aucun de nos intellectuels n'a été capable au cours de la seconde moitié du XXe siècle, sauf à les parodier maladroitement.

Quand adolescent je me suis aperçu que j'étais complètement arriéré, j'ai commencé ma formation intellectuelle par la philosophie, sachant que chaque philosophe s'était employé à créer son propre système et à donner sa propre définition à des mots dont j'ignorais jusque là l'existence, je ne risquait pas d'y comprendre grand chose. Malgré tout, je me suis acharné à essayer de progresser, je voulais à tout prix vaincre ma crasse ignorance, j'avais 19 ans.

C'est quand parvenu au bout de la philosophie comme le dira Marx, environ deux ans et demi plus tard, que je fis la connaissance de l'auteur du *Manifeste du parti communiste* , que soudainement tout me sembla plus clair, tellement évident à comprendre que j'en sautai de joie, je m'en souviens parfaitement, car jusque là je me débattais dans les tournures d'esprit absconses et obcures des philosophes et je finissais franchement par désespérer de trouver enfin les réponses aux questions que je me posais, des réponses que je voulais pratique avant tout, j'ignorais évidemment qu'elles me conduiraient à envisager de changer le monde, ce qui faillit bien me plonger dans une profonde dépression parce que je n'était pas prêt à faire affronter un tel défi...

Autre chose très vite.

Je suis finalement contre la légalisation du cannabis que je consomme depuis plus de 30 ans, plus rarement maintenant. Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas donné à tout le monde de faire la part des choses, surtout pas aux jeunes, qui le consommeraient à toute heure de la journée. Sa consommation est légale aux Pays-Bas depuis de nombreuses décennies. Vous n'avez pas remarqué qu'on n'entend jamais parler de conflits sociaux dans ce pays-là ? A croire que les travailleurs seraient soumis à des conditions de travail et d'existence particulièrement avantageuses. Or ce n'est pas du tout le cas.

Je me souviens, il y a 30 ans, nous étions en vacances près de Vannes en Bretagne, nous faisions du camping, notre fille de deux ou trois ans se fit un petit copain hollandais. Ses parents devaient avoir la trentaine environ, genre "*baba cool*". Nous discutâmes de nos modes de vie respectif en France et en Hollande. Contrairement à ce nous pensions, nous apprîmes que la vie y était particulèrement dure, plus dure qu'en France et qu'ils n'étaient pas vraiment heureux de vivre dans ce pays, où je dirais après coup que tout était cadenassé comme dans les pays scandinaves dont on ne cesse de nous vanter le modèle, consensus droite-gauche-syndicats oblige. Ils le supportaient sans même avoir envie de se révolter, j'en déduis aujourd'hui qu'ils doivent être en partie anesthésiés par les vapeurs de cannabis. Aux Etats-Unis, plusieurs Etats sont en train de le légaliser également...

En faisant le rapprochant avec la théorie eugéniste à laquelle ont adhéré les Rothschild, Rockefeller, Gates (Monsanto et les OGM), Soros, Buffet et Cie que j'ai découverte récemment, je me dis que la légalisation du cannabis et son usage inconsidéré comme toute autre drogue fait partie du même plan pour soumettre la population mondiale en esclavage, briser sa résistance et sa volonté, afin d'établir par un moyen presque invisible ou inoffensif (par rapport à une guerre, la propagation d'un virus, etc.) leur gouvernement mondial.

On reviendra plus tard sur cette question. Le sport, les jeux vidéos, Internet, etc. tout cela participe à des degrés divers au même abrutissement de la population pour la maintenir dans l'ignorance de ce qu'ils trament derrière son dos. Cela marche assez bien apparemment, vous ne l'avez pas encore remarqué, vous vous demandez encore pourquoi, alors lisez (attentivement) la suite de cette causerie et les infos du jours.

La journée d'action d'hier a fait au moins un heureux : François Hollande !

- François Hollande a estimé mardi que les mots d'ordre de ces manifestations n'étaient pas dirigés contre le gouvernement et soutenaient sa demande d'une politique de croissance.

"*Je considère que les manifestations ne vont pas mettre en cause nos politiques mais plutôt les soutenir*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Reuters 14.11

Il a raison, c'est la vérité. La preuve :

- Le slogan du jour dans le cadre de l'Union européenne : "*Non à l'austérité, oui à l'Europe sociale*".

- Chérèque :" *faisons en sorte que cette relance soit européenne*", plus loin "*Vous ne pouvez pas imposer de la rigueur de ce type, c'est trop dangereux pour l'économie*" sur France Inter, Parisot aura apprécié n'en doutons pas.

- Bernard Thibault a estimé que la politique du gouvernement socialiste n'était "*pas suffisamment en rupture*" avec celle de Nicolas Sarkozy, alors qu'en réalité elle s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy, Hollande aura apprécié la nuance.

Ils vont en faire des cauchemars. "*Que dans tous les pays européens, les syndicats se soient mis d'accord pour un même jour, dans un même mouvement, dénoncer les politiques d'austérité en Europe, c'est un acte fort qui doit être entendu par tous les chefs d'Etat européens*", a déclaré Bernard Thibault, au départ de la manifestation. En réalité cela va les conforter dans leur détermination au regard de la faible mobilisation, merci monsieur Thibault, le complément naturel du jaune Chérèque.

- La palme revient au renégat et capitulard Mélenchon :

"*Pour la première fois, un homme de gauche dit à la télévision que l'Etat dépense trop, qu'il faut contracter la demande et surtout on entend une chose que peut-être seuls les spécialistes suivent vraiment, c'est que désormais la gauche se réclame de la politique de l'offre*", a-t-il dit sur France 2.

A vous dégouter d'être de gauche, n'est-ce pas ? Pour qui roulent-ils tous ceux qui prétendent que Hollande et le PS seraient de gauche ? Pour eux, leurs privilèges, leurs prébendes, les couches qu'ils représentent, leur misérable appareil, mais certainement pas pour la classe ouvrière ou le socialisme.

L'illusionniste ne s'est pas arrêté là : "*Pour ceux qui aiment les idées politiques, qui s'intéressent aux mots, qui vont au-delà des apparences, c'est (une) capitulation sans conditions*". Alors qu'elle était déjà inscrite dans le programme du candidat Hollande pour "*ceux qui aiment les idées politiques, qui s'intéressent aux mots*", qui savent lire quoi, elle était inscrite dans

toute l'histoire de la SFIO puis du PS depuis près d'un siècle.

En matière de "*capitulation*" il se pose là après avoir milité activement pendant 30 ans au PS, puis en ayant fondé le PG qui refuse de rompre avec l'UE dont il est un des représentants en tant que député européen, il faut bien vivre, qui s'en remet à l'ONU, au gouvernement mondial de l'oligarchie financière, pour ensuite se rallier aux restes du parti stalinien, pour finalement ces derniers jours en appeler à la "*gauche*" du PS et aux Verts qui ont voté la "*règle d'or*", le budget de la Sécu, le nouveau CPE, etc.

Maintenant qui dit capitulation dit également illusion pour que la comédie continue.

- Pour le leader du Front de gauche, si François Hollande se rapproche de plus en plus de Nicolas Sarkozy, il ne faut pas pour autant perdre tout espoir.

"*Il y a de plus en plus de points communs, mais tout n'est pas dit*", a-t-il estimé. Reuters 14.11

Ils sont tous sur la même longueur d'onde, du PS au POI en passant par le FdG, avant-hier c'était le POI qui était en délégation auprès du ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, il ne se passe pas un mois sans qu'il s'adresse à Hollande, ses ministres, ses députés, ses sénateurs, histoire de faire croire que "tout n'est pas dit".

Vous comprenez ainsi pourquoi ils ne vont pas s'attaquer aux institutions de la Ve République, ils sont sans cesse à son chevet, ils les soutiennent. Yan Legoff pose une question dans le n° 226 d'*Informations ouvrières* : "*Combien de temps encore Hollande pourra-t-il tenir ce discours à la population ?*". Réponse :aussi longtemps qu'aucun parti n'axera son combat contre l'Etat, les institutions qui ont ratifié le TSCG, le MES tous les traités avec l'UE depuis plus de 50 ans, qui ont voté tous les budgets d'austérité ou de régression sociale, qui ont approuvé toutes les guerres dans le monde...

La même question se trouve posée au prolétariat de tous les pays de l'UE notamment, la question que tous les partis et leurs satellites sans exception refuse obstinément de poser. Qu'est-ce qui divise et affaiblit le mouvement ouvrier, les exploités, ce n'est pas le jaune Chérèque et ses complices, c'est l'absence d'un axe politique dans lequel tous pourraient se retrouver, c'est l'absence de toute perspective politique, tous les partis étant subordonnés au capital par le biais des institutions auxquelles ils se refusent de s'attaquer.

Hollande fort de ces allégeances peut avancer tranquillement sur le terrain social-impérialiste en exigeant la chute du régime en Syrie, exactement de la même manière que l'avait fait Sarkozy sur la Libye, d'autant plus que de l'UMP au POI (page 10 IO n° 226, pour qui sait lire) tous ont salué la réélection d'Obama et aucun ne remet en cause la mystification selon laquelle les Etats-Unis seraient une démocratie... et la boucle est bouclée.

Il y en a un autre qui n'a pas un métro de retard, mais désormais plus d'une décennie de retard ou davantage.

Mailly dans son édito du 14 novembre :

- "*Ainsi, alors que les vrais problèmes posés à l'industrie sont ceux dits de la compétitivité hors coût, les débats portent surtout sur les questions de coût!*

Ce qu'on appelle la compétitivité hors coût ce sont les questions liées à l'innovation, à la recherche, à la stratégie industrielle de l'État, aux relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants ou entre la banque et l'industrie. ".

Qui innove aujourd'hui, qui dispose d'une force de frappe de centaines de milliers d'ingénieurs et chercheurs, qui dispose d'énormes crédits pour financer la recherche et les laboratoires faisant appel aux technologies les plus performantes au monde ? La Chine, la Corée du Sud, le Japon et demain l'Inde, le Brésil, le Mexique, sans oublier l'Allemagne, la Russie et les Etats-Unis évidemment, ou encore la Finlande, le Canada ou l'Australie.

On va vous dire un truc monsieur Mailly parce que vous ne semblez pas vraiment saisir la situation. Airbus et Ariane en collaboration avec d'autres pays européens il faut préciser, demeuront les deux (seules) dernières réalisations industrielles et technologiques de la France dans les années et les quelques décennies à venir tout au plus et rien ne viendra remplacer le reste qui aura foutu le camp pour cause d'accélération de la mondialisation dans tous les secteurs de l'économie et qui sera conçu et fabriqué ailleurs, à moindre coût et avec les mêmes exigences de qualité, c'est ainsi et vous n'y pouvez rien.

Il vous restera le camembert à moins que les Asiatiques s'y mettent aussi car ils en raffolent, même quand il coule et pue, j'entends les Chinois, les Japonais et les Indiens, oui même les Indiens, Magueswary peut en témoigner, et sans ajouter de beurre comme le font certains Français quand il est trop fort, pire encore, sans pain, c'est pour dire qu'ils sont accros, vous avez donc du souci à vous faire pour trouver du "*grain à moudre*" pour alimenter votre moulin à vent qui ressemblera de plus au plus au moulin à prières des Tibétains, c'est déjà un peu le cas apparemment.

Voyez les Grecs, ils n'ont plus que leurs yeux pour pleurer, les Espagnols et les Portugais en sont rendus au même point ou presque, cela ne va pas tarder, demain ce sera votre tour ou plutôt celui des travailleurs en France. Nous ici en Inde à force de pleurer on n'en a même plus la force, quand on sourit vous savez c'est comme les contractions ou les douleurs que ressent un bébé quand il vient de sortir du ventre de sa mère, elle prend ses grimaces pour des sourires alors qu'il souffre.

En Europe.

Des centaines de milliers de personnes, selon des estimations de l'AFP, ont défilé dans la capitale espagnole, à l'appel des syndicats ou rassemblés par la mouvance des "*indignés*" face aux barrages de police qui protègent la Chambre basse du Parlement.

Une mobilisation contrastant avec une participation plus timide dans les autres pays : 5.000 manifestants à Athènes, selon la police, quelques milliers en Italie, à Turin, Rome et Milan, ainsi qu'en France, à Paris notamment.

Au Portugal, qui connaissait aussi une grève générale, la police a chargé à coups de matraques devant le Parlement à Lisbonne, où plusieurs milliers de personnes protestaient.

"*Nous avons la solution, les banquiers en prison*", hurlaient les manifestants au milieu d'une forêt de drapeaux rouges des syndicats.

Depuis le matin, l'Espagne, quatrième économie de la zone euro étranglée par un chômage de 25% et une pauvreté grandissante, vivait au ralenti pour la deuxième grève générale depuis l'arrivée au pouvoir, il y a moins d'un an, du gouvernement Rajoy.

Environ 120 manifestations étaient prévues dans le pays, notamment à Barcelone, la deuxième ville du pays, où des dizaines de milliers de personnes ont défilé.

Mystification au profit de l'oligarchie financière.

- L'offensive du patronat pour la flexibilité du travail - lepoint.fr 14.11

Les organisations patronales ont enfin dévoilé le texte qu'elles soumettent à la négociation avec les syndicats. Explosif. (lepoint.fr) En voici quelques extraits, l'intégralité du document figure (aussi) dans la rubrique *Social* (format pdf, 9 pages). On le commentera demain si j'ai le temps.

- Réforme du marché du travail. Projet d'accord proposé par le patronat aux syndicats.

Assouplir le CDI

Selon le texte patronal dévoilé par La Tribune.fr, le patronat propose d'échanger un moindre recours au CDD contre un "*assouplissement substantiel des règles du licenciement économique ou personnel*". Mais il ne propose pas, comme le souhaitent les syndicats, de taxer davantage les contrats courts, pour ne pas échauffer la CGPME. L'accent est clairement mis sur la flexibilité du travail. Pour tenter de compenser, le patronat énumère toute une batterie de dispositifs (aide à l'obtention d'un prêt bancaire, facilitation du recours au contrat de sécurisation professionnelle (CSP) pour les anciens titulaire de CDD et d'intérim, renforcement de leur accès à la formation...) afin de favoriser la sécurité du parcours professionnel.

Mais cela reste relativement limité, d'autant qu'il propose également de "*supprimer les freins à l'embauche en CDI (en particulier pour les PME)*". Concrètement, cela revient à assouplir les règles du CDI. Le patronat veut "*sécuriser le motif de rupture du CDI*". Il souhaite également pouvoir recourir plus à l'accès direct au contrat de travail intermittent (CDI), afin de "*pourvoir des emplois permanents comportant, par nature, une alternance de périodes travaillées et non travaillées*".

Mais il ne s'arrête pas là. Il entend réduire l'insécurité juridique en cas de rupture des contrats. Cela passerait par une baisse de cinq ans à un an du délai de prescription pour l'ouverture d'un contentieux aux prud'hommes. Il veut aussi limiter le montant des sommes décidées par le juge pour licenciement sans motif réel et sérieux. De quoi faire bondir les syndicats.

Le retour des accords compétitivité-emploi

Pour mieux permettre aux entreprises de s'adapter aux aléas de la conjoncture, un élément jugé central dans la réussite allemande actuelle, le texte prévoit par ailleurs d'assouplir le recours au chômage partiel en période de vaches maigres. Côté garanties pour le salarié, est mentionné le caractère temporaire du dispositif.

Les accords compétitivité-emploi que Nicolas Sarkozy avait demandés sont repris sous un autre vocable : il s'agit des accords

"*de maintien dans l'emploi*". Ils visent à ouvrir une négociation globale sur le temps de travail et les salaires afin de maintenir l'emploi en cas de période économique difficile. Aujourd'hui, l'insécurité juridique qui pèse sur ce type d'accord dissuade les entreprises d'y avoir recours, selon le document. Pour y mettre un terme, un salarié qui refuserait de se plier à l'accord serait remercié. Ce licenciement ouvrirait seulement droit "*à des dispositifs d'accompagnement adaptés*", est-il écrit sans autre précision.

Quelles sont les garanties proposées aux salariés ? "*Ces accords ne peuvent être conclus que pour faire face à une difficulté conjoncturelle, à la suite d'une analyse partagée avec les organisations syndicales, si besoin au terme d'une expertise strictement encadrée, notamment en termes de délais et de coûts.*" Dans les entreprises qui ne disposent pas de délégués syndicaux, "*la négociation peut s'engager avec un ou plusieurs élus du personnel*" mandatés par les organisations syndicales représentatives dans la branche. Les PME seraient ainsi elles aussi capable de conclure ce type d'accord.

Simplification des licenciements économiques

Autre geste envers les syndicats, le patronat propose l'examen de "*clause de retour à meilleure fortune*". En clair, les salariés devraient retrouver leur situation antérieure, voire leur salaire réaugmenté en cas d'amélioration de la situation de l'entreprise. Le projet propose aussi de se pencher sur les "*conséquences à tirer en cas de non-respect des accords*". Il reste donc encore très flou sur ce point.

Dernier chantier très polémique, la limitation du licenciement économique aux opérations conduisant à des suppressions d'emploi. Les simples réorganisations donnant lieu à des changements de postes pour le salarié ne seraient plus concernées. Les procédures de licenciement économique ainsi redéfinies seraient simplifiées.

Mystification au profit de l'oligarchie financière.

- La finance internationale change de discours face à la Grèce en crise - Lemonde.fr

- A Athènes pendant la manif, la charge du banquier Dallara contre l'austérité - AFP

Devant un parterre de banquiers grecs, l'Américain Charles Dallara, qui dirige l'Institut de la Finance Internationale (IIF), un organisme basé à Washington qui représente les 400 plus grandes banques du monde, a lancé un pavé dans la mare en estimant qu'il était "*temps de reconnaître que l'austérité seule condamne non seulement la Grèce, mais l'intégralité de l'Europe à la probabilité d'une ère douloureuse*".

On ne peut pas laisser dire une énormité pareille, ce sont eux qui contrôlent l'économie mondiale et ont imposé cette monstrueuse dette aux différents Etats avec les conséquences dramatiques qui s'en suivent pour tous les peuples en Europe. En France, l'ex- RPR puis UMP et le PS qui se sont succédés au pouvoir depuis 1981 (ou plus loin depuis 1973).

"C'est à la zone euro et au Fonds monétaire international (FMI) de trouver le bon dosage" entre baisse des taux d'intérêt et extension des maturités, a-t-il déclaré.

Traduction, : endettement sur une plus longue période encore, à vie, qui interdirait à la majorité de la population de revenir au niveau de vie et de prestations sociales antérieurs. Ce qu'il dit ensuite, c'est que l'objectif qu'ils s'étaient fixés est en grande partie atteinte, persister dans cette voie pourrait compromettre ce que l'oligarchie financière a déjà acquis, ce serait dommage franchement.

Selon lui, "*la dette n'est plus au coeur du problème*" grec. "*C'est sur la croissance que l'accent devrait être mis*", a-t-il poursuivi, en estimant que le pays avait surtout besoin d'un "*assouplissement du rythme*" de "*son adaptation budgétaire pour lui permettre une bouffée d'oxygène et la relance de son économie.*"

Traduction : nous avons imposé la liquidation d'un grand nombre de fonctionnaires, la privatisation de pans entiers de l'économie pour des cacahuètes, nous avons obtenu une baisse des salaires et des retraites de 25%, la liquidations d'un tas d'avantages sociaux, c'est suffisant pour le moment, sur cette base on peut relancer l'économie pour que nos créances soient honorées, exactement comme ils le font chaque fois après une dépression ou une après-guerre qu'ils ont déclenchée eux-mêmes. Hier par exemple des millions de Grecs travaillaient sur la base d'un salaire de 1.500 euro, aujourd'hui on peut les faire à nouveau travailler sur la base de 1.000 euros seulement, la différence constitue la plus-value qu'on va encaisser, contentons-nous en... pour le moment, tel est le discours de ce banquier.

Le peuple de gueux ignorant, ces "*serfs*" comme disait Nick Rockefeller, aujourd'hui réduits au chômage seront heureux de retrouver un emploi à n'importe quel prix et le tour est joué, ils seront plus exploités qu'avant mais ils n'y trouveraont rien à redire, c'est cela et survivre ou crever comme des chiens. C'est ainsi que "*la probabilité d'une ère douloureuse*" leur aura été évitée... Pour un peu il faudrait les remercier.

"*Ce n'est pas le moment*".

"*Je crois qu'un effacement de dette par le secteur officiel, sur le mode de ce que les créanciers privés ont fait, ça mettrait le feu aux poudres en Europe. Ce n'est pas le moment*", a déclaré devant des banquiers grecs le chef de l'organisme, basé à Washington, représentant les principales banques de la planète. Lemonde.fr 14.11

Qu'est-ce qui "*n'est pas le moment*", d'effacer la dette du "*secteur officiel*" ou de mettre " *le feu aux poudres en Europe*" ?

Ce sont les mêmes créanciers privés qui rachètent à bas prix tout ce qui est privatisé en Grèce, ce sont eux aussi qui ont monté toute cette opération de l'endettement de l'Etat avec la complicité des partis corrompus Pasok et de Nouvelle démocratie, donc de leur côté ils sont servis. Quant à effacer les créances des Etats envers la Grèce, cela aboutirait à une nouvelle hausse de leurs propres dettes.

Qu'ils changent de métiers ! A bas la médecine libérale !

Le mouvement de grève des médecins libéraux est soutenu par l'UMP. (AFP 14.11)

Tiens donc ! Cela fait froid dans le dos de devoir s'en remettre à des toubibs animés par la cupidité ou le profit, qui ont choisi cette profession pour uniquement s'enrichir. Les pharmaciens sont dans le même cas. On pourrait ajouter la plupart des chercheurs au service du Nouvel ordre mondial et la presque quasi-totalité des intellectuels qui constituent son élite.

ACTUALITE EN TITRES

Hollande l'avait bien compris

- Fillon : «*Pour gagner, il faut agir à droite, au centre et même sur la gauche*» - LeFigaro.fr

Hollande : Pour gagner, il faut agir à gauche, au centre et même sur la droite.

De la fiabilité des sondages. Comment conditionner les esprits.

- Hollande a convaincu 55% de ceux qui l'ont suivi, selon BVA - Reuters

- Conférence de presse: 39% des sondés convaincus par la prestation de François Hollande - 20minutes.fr

20minutes.fr a dû tirer le "*mauvais* sondage !

Chantage. Aucune concession : expropriation !

- Renault et les syndicats signent un accord sur la compétitivité en Espagne - L'Expansion.com

- Renault conservera ses usines françaises à condition d'obtenir des concessions syndicales - LeMonde.fr

Sionistes. Main dans la main.

- Pour Damas, la France "*autorise l'assassinat de Syriens*" - Le Nouvel Observateur

- Israël: un document propose de "*renverser*" Abbas si un Etat de Palestine est reconnu - L'Express.fr

Sénat. La majorité réactionnaire de Hollande.

- Le Sénat adopte l'amendement "*Nutella*" - AFP

- Sécu: le Sénat vote la taxe de 0,3% pour les retraités - AFP

Une loque.

- Valls fait amende honorable, éloignant la controverse - AFP

- Valls invite à sa table Debré et Copé, mais pas MAM et Guéant - L'Express.fr

- Valls "*regrette*" d'avoir lancé à la droite "*le retour du terrorisme c'est vous*" - AFP

Il a raison, il pouvait difficilement faire autrement : puisque c'est le PS aussi, Hollande vient d'en donner la preuve avec la Syrie !

Charrettes

- Texas Instruments va supprimer 1.700 postes - Reuters

- Panasonic prêt à supprimer 8000 postes supplémentaires - L'Expansion.com

Quand les gangsters prennent la fuite.

- Inquiété par la justice, Fitch quitte l'Italie - Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

En reconnaissant mardi l'opposition syrienne, la France a pris une position "*immorale*", a estimé mercredi le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Mekdad dans un entretien à l'AFP. "*Permettez-moi d'utiliser ce mot, c'est une position immorale, car elle autorise l'assassinat de Syriens. Ils soutiennent les meurtriers, les terroristes et encouragent la destruction de la Syrie*", a-t-il déclaré, réagissant aux déclarations du président français François Hollande.

"*J'annonce que la France reconnaît la coalition nationale syrienne comme la seule représentante du peuple syrien et donc comme le futur gouvernement provisoire de la Syrie démocratique permettant d'en terminer avec le régime de Bachar el-Assad*", a déclaré François Hollande au cours d'une conférence de presse. Par conséquent, la question de la livraison d'armes à l'opposition syrienne, refusée jusqu'à présent par les pays occidentaux, "*va être nécessairement reposée*", a-t-il déclaré. "*Cette question (de livraison d'armes) sera nécessairement reposée, pas simplement à la France, mais à tous les pays qui reconnaîtront ce gouvernement*" provisoire, a poursuivi François Hollande.

Interrogé sur une éventuelle intervention armée internationale, le président Hollande a rappelé que le Conseil de sécurité de l'ONU n'était "*pas dans cette disposition d'esprit*" en raison de l'opposition russe et chinoise. Toutefois, il a estimé que les Nations unies devaient "*faire en sorte de sanctuariser*" les zones libérées en Syrie où se trouvent des déplacés. lepoint.fr 14.11

2- Israël

Le ministère israélien des Affaires étrangères propose de "*renverser*" le président palestinien Mahmoud Abbas en cas de succès de la demande d'élévation du statut de la Palestine à l'ONU à la fin du mois, selon un document d'orientation politique obtenu mercredi par l'AFP.

"*Renverser le régime d'Abou Mazen (Mahmoud Abbas, NDLR) serait la seule option dans ce cas*", affirme ce projet de document qui doit être entériné par le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman avant d'être soumis au gouvernement.

"*Toute autre option (...) signifierait d'agiter un drapeau blanc et de reconnaître l'échec des dirigeants israéliens à relever ce défi*", poursuit le document.

M. Lieberman avait déjà prévenu le 24 octobre, lors d'une rencontre avec la chef de la diplomatie de l'Union européenne Catherine Ashton, que si les Palestiniens "*persistaient dans ce projet, (il) ferait en sorte que l'Autorité palestinienne s'effondre*", selon les médias israéliens.

Le président Abbas a annoncé lundi soir que la demande de rehaussement du statut palestinien serait présentée à l'Assemblée générale de l'ONU le 29 novembre au nom de l'OLP.

Les responsables palestiniens ont affirmé être prêts à affronter les conséquences de la démarche à l'ONU. AFP 14.11

SOCIAL

Grande-Bretagne

Le nombre de demandeurs d'emploi en Grande-Bretagne a enregistré sa hausse la plus forte en plus d'un an en octobre, une fois passé le coup de pouce à l'emploi apporté par les Jeux olympiques.

Le nombre de personnes demandant des allocations-chômage a augmenté de 10.100 le mois dernier, sa plus forte hausse depuis septembre 2011 Selon les normes plus larges du Bureau international du travail (BIT), le nombre de personnes sans emploi à diminué de 49.000 lors des trois mois à fin septembre, à 2,514 millions. Le taux de chômage au sens du BIT est ramené à 7,8%.

La résistance du marché du travail britannique surprend les économistes et la Banque d'Angleterre depuis plusieurs mois, qui se demandent comment une économie si faible peut créer des emplois. Mais les dernières enquêtes auprès des directeurs d'achat incitent à la prudence. Reuters 14.11

ECONOMIE

1- Portugal

La récession qui frappe l'économie portugaise s'est aggravée au troisième trimestre sous l'effet conjugué du ralentissement des exportations et de la baisse de la demande intérieure, plombée par l'austérité budgétaire.

Le produit intérieur brut (PIB) du Portugal s'est contracté de 3,4% sur un an durant la période juillet-septembre, montre la première estimation publiée mercredi par l'institut national des statistiques INE.

L'économie du pays affiche ainsi un septième trimestre consécutif de contraction, sa pire récession depuis les années 1970.

Les économistes s'attendent à ce que la demande intérieure continue de baisser jusqu'à la fin de l'année et en 2013 en raison des hausses d'impôts et de taxes prévues par le budget 2013, les plus importantes depuis des décennies.

"*Nous nous conformons à un processus d'ajustement très dur, non pas pour prouver notre obéissance mais parce que c'est de cette manière que nous redresserons le pays*", a déclaré le Premier ministre, Pedro Passos Coelho, mercredi dans une allocution télévisée.

Son gouvernement prévoit une contraction de 3% du PIB cette année.

"*Nous devons abaisser le niveau de nos dépenses à la mesure de nos possibilités*", a ajouté le Premier ministre.

L'INE a également fait état d'une nouvelle hausse du taux de chômage au troisième trimestre, à 15,8%, un nouveau record, contre 15% trois mois plus tôt et 12,4% un an auparavant.

Chez les jeunes, l'INE a recensé 39% de sans-emploi sur juillet-septembre.

Cette montée du chômage, plus forte que prévu initialement par les bailleurs de fonds internationaux et le gouvernement, affecte les recettes fiscales et se traduit par une hausse des dépenses d'indemnisations.

Le gouvernement prévoit que le taux de chômage atteindra 16,4% l'année prochaine. Reuters 14.11

A l'abaissement du niveau des dépenses de l'Etat correspond en réalité une baisse du niveau de vie de la population, hors nantis. A la diminution du coût du travail correspond la baisse des besoins des travailleurs, donc de la consommation de marchandises et services.

2- Grèce

"*Sur la base des données disponibles non révisées, le PIB a chuté de 7,2% au troisième trimestre 2012 par rapport au même trimestre de 2011*", ce qui marque une accélération de la récession après un recul de 6,3% du PIB au deuxième trimestre, a annoncé mercredi l'Autorité des statistiques grecques publiant ses premières estimations pour cette période.

Le pays, qui accuse une chute cumulée du PIB estimée officiellement à 22% depuis 2008, prévoit dans son budget de rigueur 2013, adopté dimanche par le Parlement, une sixième année consécutive de récession, avec un recul de 4,5% par rapport à 6,5% prévu cette année.

La chute du PIB au troisième trimestre s'est aggravée presque d'un point par rapport à celle du deuxième trimestre 2012, après un recul de 6,7% au premier trimestre, selon les données révisées annoncées par l'Ase.

En 2011, la récession a atteint 7,1% du PIB.

L'économie de la Grèce, fondée surtout sur la consommation interne, a été frappée de plein fouet par la brutale chute du pouvoir d'achat provoquée par la cure d'austérité administrée au pays depuis 2010, après l'éclatement de la crise de la dette.
AFP 14.11

Haut de page

Le 16 novembre

CAUSERIE

Hier j'ai passé plusieurs heures à faire (rapidement) le ménage dans mon disque dur. Demain ou dimanche j'actualiserai les pages d'accueil des différerentes rubriques et je mettrai mes causeries au format pdf.

Enfonçons le clou à nouveau : les masses croient que la crise et ses conséquences sont une fatalité, tout comme le terrorisme et tout ce qu'on leur sert quotidiennement via les médias, etc. Elles s'y font, l'acceptent, se font une raison, se résignent, se révoltent silencieusement, elles trouvent cela injuste, dégueulasse tout ce qu'on voudra mais n'y comprennent rien, elles n'ont pas la force de s'y opposer, quelque part il leur manque le petit quelque chose qui les déciderait à se lever, à s'engager, à se mobiliser, à se battre, ce petit quelque chose, c'est ce dont il est question dans ce portail, notamment, la face cachée de la situation, qui si elles la connaissaient les motiveraient à ne plus se laisser faire, car on se fout bien d'eux, on les conditionne, on leur ment effrontément, on les manipule quotidiennement, délibérément, et ce sont les mêmes qui leur demandent de se sacrifier qui en sont les auteurs ou les complices.

Oui, ceux qui détiennent le pouvoir et leurs représentants vous prennent pour des demeurés, des abrutis finis à qui on peut faire croire et faire faire n'importe quoi, je me dis qu'étant pas fait différemment de la plupart de mes contemporains appartenant à la masse des exploités, s'il y a un truc que je ne supporte pas, qui me fout littéralement en rage, c'est bien celui-là, qu'on piétine ma dignité, qu'on m'humilie de la sorte, qu'on me prenne pour une merde, eh bien vous allez voir de quoi elle est capable...

C'est le genre d'arguments qui peut aboutir à la situation où les masses se disent : dorénavant c'est terminé, on ne les croira plus, la page est tournée, la vérité est ailleurs, etc. ce qui peut les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions. Briser la confiance dans l'Etat et ses représentants est quelque chose d'irréversible quand vous savez pourquoi, quand vous possédez suffisamment d'éléments pour étayer votre décision. C'est une arme redoutable contre le capital autrement plus efficaces que les balivernes que nous servent les différents partis : Obama c'est mieux que Romney, Hollande c'est mieux que Sarkozy, Thibault c'est mieux que Chérèque, le PS c'est mieux que l'UMP, la IVe République c'est mieux que la Ve et j'en passe et des meilleurs.

Rien ne remplacera la lutte de place, les syndicats, le parti, l'Etat ouvrier, le socialisme, la difficulté c'est d'en convaincre les travailleurs, tous les moyens doivent être utilisés pour y parvenir.

Qui a dit ?

1- Terrorisme

- "*Le terrorisme est la meilleure arme politique, puisque rien ne fait réagir davantage les gens que la peur d'une mort soudaine*"

Réponse : Adolf Hitler, l'inspirateur de George Bush, Donald Rumsfeld, Dick Cheney, etc. Et tous ceux qui leur emboîtent le pas sur le même thème.

2- Vérité.

- "*Toute vérité passe par trois stades : En premier lieu on la ridiculise ; en deuxième lieu on s'y oppose violemment ; enfin on l'accepte comme si elle allait de soi.*"

Réponse : Schopenhauer.

Deux vidéos à visionner et à télécharger, le seconde absolument.

1- LA CIA a crée Facebook

http://www.youtube.com/watch?v=GtR_IdiXAIg&feature=related

Transcription de cette vidéo (France5).

- Le 26 mai 2005 Facebook a besoin d'argent pour se développer une firme d'Accel Partner lui apporte 12,700 millions de dollars.

James Brooer siège chez NVA avec Gilman Louie. Gilman Louie ex-PDG d'inQtel, société créée en 1999 par la CIA pour investir dans certaines entreprises.

James Brooer a aussi siégé chez BBN en 2004. Anita Jones rejoint le conseil d'administration de BBN tout comme Gilman Louie.

Anita Jones siégeait précédemment chez inQtel avant cela elle avait été directrice du laboratoire de recherche technologique du département américain de la Défense, elle fut aussi conseillère auprès du secrétaire à la Défense pour Darta dont la mission était de centraliser les informations sur chacun d'entre nous depuis le 26 mai 2005 via la prise de participation d' Accel Partners.

2- Eugénisme. Les plans sinistres de Google et les progrès technologiques en matière de séquençage d'ADN et de profilage de la population.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=VX5C-68_LJc

Savez-vous pourquoi il est criminel de cacher la vérité à la population, aux masses exploitées ?

Parce qu'elle vit dans un confort relatif et ne se révoltera pas tant que ses conditions d'existence ne seront pas devenues insupportables. Mais à ce moment-là, il lui sera sans doute trop tard pour comprendre ce qui se passe réellement et s'y opposer efficacement, cependant cela peut se traduire par des désordres fâcheux, des contretemps inutiles...

Les maîtres du monde l'ont parfaitement assimilé et vont faire en sorte de ne pas en arriver à cette extrémité pour la soumettre ou l'éliminer si possible d'une autre manière qu'en recourant à la force ou par une guerre à l'issue incertaine en profitant de son ignorance.

En manipulant ou conditionnant les masses d'abord par l'intermédiaire des médias, en les maintenant dans un état paranoïaque permanent en brandissant les menaces terroristes, climatiques, économiques, sociales, puis en recourant à des méthodes moins conventionnelles, plus sournoises, pratiquement invisibles ou inconnues de la population, ils peuvent agir sur les plans bio-chimiques et électriques de l'organisme en utilisant des ondes électro-magnétiques par exemple, Haarp ou les téléphones portables, de manière à influencer le comportement des individus, angoisse, dépression, perte de confiance en soi, affaiblissement de la volonté, trouble du sommeil, chizophrénie, etc., mais aussi sur les plans génétiques et hormonaux aux moyens des OGM, d'une alimentation et d'une médecine ou de vaccins frelatées, de virus qu'ils ont créés ou modifiés à cet effet, prise de poids ou l'inverse, maladies inconnues ou pandémies, multiplication des cancers, hausse des cas de diabète, de stérilité, des maladies dégénératives du cerveau, alzheimer, parkinson, etc. le tout aboutissant à une dégénéréscenece de l'espèce humaine, à la liquidation progressive de la population jugée inutile ou en trop.

Ce qu'on ignore totalement, en tout cas pour ma part, c'est que cette théorie eugéniste figure dans des documents officiels américains, j'ai pu en visionner certains à l'écran, ce n'est donc pas une invention, elle est au programme des universités dans ce pays, et plus de la moitié des chercheurs américains y travailleraient en toute connaissance de cause, sans doute dans tous les pays en Europe occidentale. On dispose également de témoignage de scientifiques ayant travaillé sur ce sujet, d'ex-membres de la CIA ou du ministère de la Défense américaine.

Le saviez-vous ? Ils travaillent sur le génome humain pour le transformer afin de parvenir à produire une nouvelle espèce d'être humain qui présenterait les mêmes avantages qu'un être humain, les inconvénients en moins, qui serait totalement sous

leur contrôle, qui serait programmé de telle sorte qu'il serait totalement incapable de développer une volonté libre.

Si après avoir visionné ces deux vidéos et écouté très attentivement leur contenu, vous n'êtes pas convaincu que ce qu'ils préparent et ce qu'ils sont déjà en train de faire subir à la population est plus monstrueux que tout ce qu'on a pu imaginer, c'est que vous êtes d'indécrottables ignorants, vous êtes déjà devenus des mutants, j'ai peut-être l'air de dire cela à la légère, mais en fait je suis très sérieux, on évoque des faits, uniquement des faits et non des affabulations sorties du cerveau malade d'adeptes du complot ou de la conspiration.

En France(et en Europe), les militants ont apparemment le cerveau déjà ankylosé ou ils ont subi une lobotomie par leurs dirigeants, contrairement à nos amis Canadiens qui sont à la pointe du combat contre le capitalisme et le mondialisme (Nouvel ordre mondial).

Ils ont développé des portails à la fois contre le capitalisme, certains auteurs défendent des points de vue qui se situent sur le terrain du marxisme (Denis Bonneau notamment), et le Nouvel ordre mondial, ses institutions non officielles, tout en dénonçant les théories foireuses qui essaiment sur le Net. Ils en existent aussi dans une moindre mesure en Belgique et en Allemagne, en Espagne, mais apparemment pas en France, et quand le Réseau Voltaire tente d'informer la population sur ce qui se trame vraiment, il est ignoré, censuré.

J'ajoute deux articles que j'ai lu hier soir dans un portail canadien, parmi ses auteurs figurents des scientifiques, chercheurs, ingénieurs, technicien dans différents domaines.

Ces deux vidéos et les deux articles suivants sont extraits du portail canadien : http://agentssanssecret.blogspot.in

LES ALIGNEMENTS DES PLANÈTES ONT-ILS UN EFFET SUR NOTRE PLANÈTE?

Et oui! Certainement les alignements planétaires nous influencent directement ! Selon certains, les cataclysmes et humeurs du climat de ces dernières semaines sont apparemment les conséquences d'un alignement planétaire avec Saturne...

En vérité, la question est de savoir si les alignements planétaires peuvent véritablement avoir des effets sur notre planète mais la question est débattue du bout des lèvres par les autorités scientifiques. Et pour cause, c'est la clé majeure de la compréhension des cycles cosmiques... Et si jamais le public venait à s'en rendre compte, le plus grand secret de notre temps serait découvert! Ce secret ultime serait que l'on nous cache l'existence de phénomènes célestes en relation avec ce qui se passe sur Terre... Certains prétenenet encore que ce secret est que notre soleil possède un compagnon sombre qui lui rend périodiquement visite tous les 3240 ans comme l'atteste les données traditionnelles relatives à la doctrine des yugas et les anciens textes comme le Kolbrin ou l'Oréa Linda.

Selon les défenseur de cette théorie, un astre mystérieux serait responsable de séismes importants comme ceux du 11 Mars 2011 au Japon, du 27 Février 2010 au Chili mais également du tsunami du 26 décembre 2004, curieusement tous espacés de 1 an et 12 jours! (une durée correspondant à l'intervalle de temps entre 2 alignements directs.)

Si le public est maintenu dans l'ignorance, ce n'est pas le cas de certains observateurs qui ont remarqué que lorsque notre planète se trouvait dans le même alignement que des corps massifs tels que Jupiter ou Saturne ou le soleil, elle était secouée par divers bouleversements tels que des séismes, des ouragans ou des éruptions volcaniques.

Certains scientifiques en ont déduit que ces phénomènes servent à dissiper une énergie transmise par les astres à travers le vide spatial. Les astres jouraient alors le rôle des condensateurs électroniques déchargeant un flux énergétique une fois un certain seuil atteint... On peut également se les représenter comme des lentilles optiques concentrant une forme de lumière spectrale. Les anciens appelaient cette onde céleste : "Ether', et selon eux elle inonde le cosmos.

Entre autre, c'est la faute à Albert Einstein si cette notion d'énergie cosmique fut mise aux oubliettes au début du XXème siècle, et si nous sommes contraints de payer une énergie polluante à la place de bénéficier d'une énergie gratuite, écologique, que le génie Tesla avait trouvé le moyen d'exploiter.

Enfin...

Ces derniers jours, Saturne se trouvait alignée à la fois avec le soleil et la Terre (en opposition héliocentrique), voici un bref aperçu des perturbations qui ont eu lieu à cette période : Éruption solaire : Le 23 Octobre, une éruption classée X (la plus forte catégorie) explosait à la surface du soleil, 48 heures plus tard, on enregistrait un sursaut de l'indice Kp qui mesure la magnétosphère terrestre.

Séismes :

20 Octobre, Mag 5,3 Californie
24 Octobre, Mag 6,6 Costa Rica
28 Octobre, Mag 7,7 Colombie Britannique (alerte au tsunami)
29 Octobre, les sismographes du monde entier s'affolent.

Ouragan :

La super tempête Sandy ravage les Bahamas, Cuba, Haïti (26/10) et la côte est (30/10) causant des dizaines de morts et des dizaines de milliards de dégâts. Pour les américains, c'est l'ouragan du siècle.

Phénomènes géologiques :

21 Octobre, une fissure de 1,5 km se forme spontanément dans le sud de l'Espagne.
21 Octobre, le parc de Yellowstone est parcouru par un essaim de séismes (remontée de magma).
26 Octobre, le sinkhole de Louisiane s'agrandit, on enregistre des explosions et un tremblement de terre sur le site.

Est ce un hasard si au moment où culminait cet alignement, on enregistrait autant de cataclysmes ? Et ce n'est pas tout... Il y a chaque année 2 types d'alignements, ceux où la Terre se trouve entre l'astre en question et le soleil (alignement direct) et les alignements indirects où le soleil s'interpose entre l'astre et notre planète. Celui de ces derniers jours entre dans la deuxième catégorie, celle qui est moins dangereuse.

Mais, il y a 6 mois, le 11 Avril, lorsque Saturne était directement alignée avec nous, on enregistrait un séisme de magnitude 8,9 fracturant littéralement la croûte terrestre au niveau de l'océan indien et causant une intense panique parmi la population... Heureusement, dans ce cas précis, la forme de la fracture tectonique fit qu'il n'y eu aucune victime à déplorer.

Fin août, ce fut Neptune, autre géante gazeuse mais plus éloignée, qui causa un nombre record de séismes de magnitude égale ou supérieure à 5.

Tout ceci illustre une fois de plus que certains alignements planétaires entraînent d'importantes répercussions climatiques et géologiques sur notre planète.

Si la communauté scientifique pratique une forme de censure sur ce sujet, cela n'empêche pas les autorités d'anticiper de tels évènements et de se préparer en conséquence.

La super tempête Sandy était donc forcément attendue. Après un bref retour en arrière dans le fil des actualités, on sait désormais pourquoi l'armée américaine s'est entraînée à faire face à des situations d'émeutes en milieu urbain justifiant l'emploi d'hélicoptères fin août 2012.

Et on comprend mieux pourquoi ces derniers temps, des organisations telles que la FEMA ou les membres de la francs maçonnerie semblent se préparer à une hécatombe de masse.

On a dit que Sandy a été un des plus puissants ouragans qui ait déferlé sur la côte est des États-Unis, et les dégâts se chiffrent en dizaines de milliards de dollars... Bien heureusement le nombre de victimes a été peu élevé. Le système pourra absorber le choc et d'ici quelques semaines, il ne restera plus de traces de son passage hormis quelques traces dans la mémoire collective.

Cela dit, pour ceux qui croient en la théorie de l'influence des astres sur notre planète, tout danger n'est pas pour autant écarter... Un autre alignement planétaire majeur est inscrit dans la course des astres. À partir du 30 Novembre prochain Jupiter sera sur la même ligne que la Terre et le soleil ! Cette fois, ce sera un alignement direct donc potentiellement plus dangereux que celui qui a causé Sandy et autres bouleversements...

Si cette théorie est valable, il faudra prévoir d'importants risques de séismes et de cataclysmes divers en cette fin du mois de novembre... et ensuite... Il y aura ce prétendu alignement du 21 décembre que nous annoncent prophètes et prêcheurs de mauvaises nouvelles!

LES CHEMTRAILS : LES ÉPANDAGES DE LA MORT

Qu'est-ce qui se trament derrière les épandages récurrents de produits chimiques et bactériologiques par des avions militaires et civils?

Que sont ces systèmes HAARP et consorts, qui émettent de puissantes ondes électromagnétiques dans l'ionosphère, l'atmosphère et le sol?

La liste des produits rencontrés au fil des analyses comprend :

- le ‘‘dibrométhane’’ : interdit depuis 1984, additif du carburant des avions, insecticide cancérigène, pouvant causer des oedèmes pulmonaires ;

- la bactérie ‘‘Pseudomonas aeruginosa’’, qui peut être à l’état naturel dans le sol, mais est fabriquée par une compagnie au doux nom de ‘‘Patho-genesis’’ ; sur les personnes vulnérables, cette bactérie forme un bio-film qui bloque le système immunitaire ;

- la bactérie ‘‘Pseudomonas fluorescens’’, qui se trouve aussi dans le sol ;

- des ‘‘entérobactériacées’’ : Escherichia coli et salmonelles pour les intoxications alimentaires, Klebsiella pour les infections pulmonaires ;

- la bactérie pathogène ‘‘Serratia marcescens’’, responsable de pneumonies, méningites, endocardites ;

- des streptomycines, composants des antibiotiques ;

- des enzymes restrictives, utilisées en laboratoire pour couper et recombiner l’ADN ;

- des cellules de sang humaines : globules rouges, globules blancs pris dans des agrégats ;

- d’autres bacilles, bactéries et moisissures pouvant provoquer des maladies cardiaques, des difficultés respiratoires et des maladies gastro-intestinales aiguës ;

- du BCTP huileux, antibiotique, décontaminant (sans doute testé après l’épandage d’une bactérie bénigne) ;

- des stéarates et sulfates de , toxiques pour les mammifères ;

- différentes formes d’aluminium, neurotoxiques à l’origine de démences dégénératives (Alzheimer) ;

- des fibres de polymères, dont certains sont analogues aux additifs polymères utilisés en charcuterie pour uniformiser la cuisson au four à micro-ondes.

SYNDROMES BIOLOGIQUES

Un certain nombre d’atteintes à la santé ont pu être mises en relation avec l’épandage des traînées chimico-bactériologiques. Elles affectent naturellement de façon privilégiée les personnes dont le système immunitaire est le moins résistant, à savoir les jeunes enfants et les personnes âgées. Citons quelques-unes des affections identifiées : saignement de nez et de poumon, asthme et allergies, aspergillose broncho-pulmonaire allergique, grippe, bronchite, bronchiolite des nouveau-nés, pneumonie, syndrome de détresse pulmonaire, mort subite du nourrisson ou d’athlètes, décès dus au fongus noir (moisi noir ou rouge sur les récoltes vivrières), gastro-entérite, fatigue extrême ou chronique, acouphène, vertige, vision embrouillée, mental au ralenti, désordres immunitaires, etc.

LES ‘‘PROJETS NOIRS’’ DE L’ARMÉE DES SERVICES SECRETS DES ÉTATS-UNIS.

La conspiration du silence officielle qui entoure les épandages aériens ne peut que nourrir le soupçon qu’ils cachent des projets inavouables, dont on trouve sur Internet des descriptions assez angoissantes. Elles ne sont pourtant pas si invraisemblables que cela, si on les juge à l’aune des multiples méthode de chaotisation du monde employées actuellement par ceux qui dirigent secrètement la mise en place du Nouvel Ordre Mondial. Il est conseillé de relire les livres prémonitoires ‘‘Le meilleur des mondes’’ d’Aldous Huxley et ‘‘1984’’ de George Orwell pour se remémorer leur programme, et de consulter aussi des ouvrages plus récents qui décrivent son actualisation.

Il faut savoir que les épandages chimico-bactériologiques peuvent être utilisés de façon autonome, mais qu’ils sont le plus souvent réalisés en conjonction avec l’émission d’ondes électromagnétiques à partir de deux types de sources :

- d’une part les émetteurs américain HAARP en Alaska, en Australie et ailleurs dans le monde, et leurs homologues russe ‘‘Pic-vert’’ au nord de Moscou et en Sibérie, qui envoient vers l’ionosphère diverses ondes de très hautes et/ou très basses fréquences et de très grande puissance (une centrale nucléaire est dédiée à cela en Alaska !),

- d'autre part les tours GWEN (Réseau d'urgence par ondes terrestres, en cas d'explosion nucléaire), de 100 à 170 m de hauteur, espacées de 320 km, qui émettent dans la basse atmosphère et à travers le sol différents type d'onde, dont certaines de haute fréquence qui peuvent être :

- soit continues et porteuses d'une modulation de basse fréquence (modulation en amplitude, ou en fréquence, ou en phase),

- soit discontinues sous forme d'impulsions de durée limitée (on parle d'ondes ''pulsées''), avec une ''fréquence de récurrence'' (nombre d'impulsions par seconde) : les nocives micro-ondes des radars, des téléphones portable et de leurs antennes relais sont de ce type.

Ce sont donc ces trois composantes : traînées chimico-biologiques, émetteurs HAARP et tours GWEN, qui constituent la boîte à outil polyvalente à la disposition des ''projets noirs'' vraiment démoniaques. En tant que spectateurs moyens, nous pouvons détecter les traînées dans le ciel, à condition de lever le nez de temps en temps, mais nous ne sommes pas du tout conscients de l'arrosage électromagnétique associé, qui peut être simultané ou différé.

L'acronyme poético-musical du programme HAARP (High-frequency Active Auroral Resarch Project) ne se réfère à l'étude des aurores boréales que pour présenter une ''couverture'' scientifique plutôt sympathique, qui cache en réalité son intégration dans le plan général de la ''Guerre des Etoiles'', chère à George Bush et à ses tristes acolytes. Ses installations d'antennes émettrices très puissantes ont entre pour fonction, en liaison avec les traînées chimiques, d'envoyer des ondes se réfléchir sur l'ionosphère en la réchauffant ponctuellement, de créer des ondes stationnaires à l'échelle du globe et de modifier ainsi le parcours des grands courants atmosphériques de vapeur d'eau (les ''rivières du ciel'' telles que le Jet Stream), de façon à créer à volonté des zones de sécheresse et des zones d'inondation.

De façon plus générale, les catastrophes climatiques que nous avons subies à travers le monde ces dernières années, jusqu'à la grande sécheresse puis les inondations de 2003 en France, et dernièrement, par exemple, le passage de Sandy, ne reflètent en rien les cycles naturels d'anomalies atmosphériques. Elles sont donc dues à des interventions humaines délibérées et sournoises sur le climat, qui malheureusement jouissent de l'entière complicité de nos gouvernants et d'un manque total de curiosité de la part des médias et des agences officielles de météorologie.

Avez-vous entendu, dans les bulletins météo de votre radio ou de votre chaîne de télévision préférée, la moindre allusion à la responsabilité éventuelle de HAARP dans la survenue des catastrophes climatiques récentes ?

Chemtrails, HAARP... les "projets noirs" (de l'armée US) , manipulation du climat, guerre météorologique ou bactériologique secrète, contrôle total des télécommunications, contrôle des émotions et des pensées, aliénation des masses, réduction de la population mondiale , l'empoisonnement de l'air, de l'eau, de la terre, de la vie... etc...

Les Médias se taisent, les blogs s'en lavent les mains...
Les gens ne posent plus de questions...
La politique est nulle... La démocratie est une duperie!
Les gens ne posent plus de questions
Les gens sont dérouté, ennuyés, fatigués, démobilisés..
Bah! Il y en a qui décident du sort de l'humanité...
Les gens ne posent plus de questions, ils se savent impuissants devant le Pouvoir.

Et les gens qui ont le Pouvoir ne peuvent que se réjouir de voir disparaître des populations entières de pauvres gens inutiles, impuissants, apeurés, obèses, névrosés, fatigués...

Les gens qui ne posent pas de questions et qui ne font rien pour changer les choses ne méritent que de disparaître! Ce sont des parasites!

Les syndicats patronaux à l'oeuvre.

Treize pages d'"*offensive contre le CDI*" qui "*ne parlent que de flexibilisation du travail*", a réagi la négociatrice CGT Agnès Le Bot.

"*Ficelage hâtif et déséquilibré*" pour la CFTC, "*magma incompréhensible*" pour FO, ce texte est "*très précis sur la flexibilité*" mais "*très flou sur la lutte contre la précarité*", a déploré Patrick Pierron (CFDT), ajoutant que son "*seul mérite*" est "*d'ouvrir enfin la négociation*". "*On est très loin d'un équilibre*", jugeait Marie-Françoise Leflon (CFE-CGC). AFP 15.11

Contrairement aux opportunistes qui demandent aux dirigeants syndicaux de rompre avec le patronat, nous affirmons en direction des travailleurs syndiqués ou non, que seuls des jaunes ou des traitres aux intérêts des travailleurs peuvent participer à la liquidation de leurs droits sociaux au côté du patronat. Cela inclut les dirigeants ou cadres du POI, du NPA et de LO qui participent aux instances dirigeantes des syndicats, etc.

Mélenchon. Populisme. Infantilisme ou sénilité confirmée ?

- Mélenchon: les accords de compétitivité chez Renault sont "écoeurants" - AFP

Alors qu'on lui faisait remarquer qu'Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, était "*pour*", M. Mélenchon a répondu: "*Il cherche à entrer au club des gentils garçons après avoir figuré pendant un temps chez les bad boys. Déjà il a eu des cajoleries de Mme Parisot, mais il est a côté de ce qu'on attendait de lui, c'est une déception supplémentaire*".

Déçu? "*Pour ce qui est de voir les gens courir aux râteliers, j'en ai déjà tellement vus*", a-t-il dit. AFP 15.11

Il ne peut parler que de ce qu'il connaît. En tant qu'élu du Parlement européen, il légitime l'existence de l'Union européenne, un Etat supranationale qui est le bras armé de l'oligarchie financière et une des trois composantes de la Commissions Trilatérales qui a pour objectif de nous réduire en esclavage...

Notons que le Parlement européen un "*râtelier*" qui n'est pas trop exigeant et permet de vivre confortablement, n'est-ce pas monsieur l'illusionniste ?

L'info suivant est aussi pour lui. Il s'est adressé ces derniers jours au soi-disant courant de "*gauche*" du PS et aux Verts pour qu'ils le rejoignent, voyons de quoi ils sont capables, à nouveau.

Le Sénat français a rejeté jeudi par 186 voix contre 156 le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2013, les communistes ayant voté contre.

Le groupe PC et apparenté du Sénat avait averti que, comme son homologue de l'Assemblée, il voterait contre ce budget jugé "*insuffisant*". Il a joint ses voix à celles de l'UMP et du groupe UDI (centriste). Seuls le groupe PS, les radicaux de gauche et les écologistes ont voté pour.

Au Sénat, la gauche dispose d'une majorité étroite de quelques voix alors qu'à l'Assemblée le groupe PS et ses alliés radicaux de gauche dispose de la majorité absolue.

Le PLFSS pour 2013 sera toutefois adopté, l'Assemblée nationale ayant constitutionnellement le dernier mot. Reuters 15.11

Il est dit "*seuls le groupe PS (...) et les écologistes ont voté pour*" le saccage continue de la Sécu, vous croyez que cela le dérangerait Mélenchon, il s'en fout, ce qui ne l'empêche pas de dénoncer "*les gens (qui vont) courir aux râteliers*"... dont il fait lui-même la démonstration depuis quand déjà, plus de 30 ans... Ce type-là est un minable, un charlatan, il nous donne la nausée, il méritait bien une pleine page dans *Informations ouvrières* !

Qu'est-ce que cela signifie quand des partis s'adressent aux députés sachant qu'ils tiennent leur légitimité non pas du suffrage universelle, mais de la Constitution de la Ve République ? Réponse : qu'ils soutiennent le régime.

Cela ne coûte absolument rien au PG et au PCF de voter contre la politique réactionnaire du gouvernement au Sénat puisque le PS a la majorité absolue à l'Assemblée nationale, c'est juste pour influencer les ignorants et les naïfs, des militants qui ont un niveau théorique au ras du caniveau.

ACTUALITE EN TITRES

La théorie du "***chic***. Suite (5).

- Stéphane Richard pour un rapport Gallois des télécoms - Liberation.fr

Stéphane Richard a réclamé un «*choc de compétitivité*» dans les télécoms.

Alors que toutes les banques sont référencées dans les paradis fiscaux.

- La France va interdire à ses banques le trading à haute fréquence - AFP

- La réforme bancaire prend du retard, mais pour le marché, la messe est dite - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie a averti jeudi les pays soutenant la coalition d'opposition syrienne contre le président Bachar el-Assad qu'ils commettraient une "*violation grossière*" du droit international s'ils fournissaient des armes aux rebelles, comme l'a envisagé la France. "*Des promesses sont faites par un certain nombre de capitales pour des livraisons d'armes modernes*", a observé le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch, lors d'une conférence de presse.

"*Une aide étrangère à l'opposition, qui mène une lutte armée contre le gouvernement légitime, est une violation grossière des normes fondamentales du droit international*", a-t-il déclaré. "*Dans la déclaration des principes du droit international (...), il est en particulier indiqué que nul État ne doit organiser, aider, financer des actions armées destinées à renverser par la violence le régime d'un autre État*", a-t-il ajouté.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a indiqué jeudi que Paris allait saisir l'Union européenne pour lever l'embargo européen sur les livraisons d'"*armes défensives*" à l'opposition syrienne. Laurent Fabius devait réunir jeudi au ministère des Affaires étrangères ses homologues allemand, polonais, espagnol et italien ainsi que leurs collègues de la Défense. Une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne est par ailleurs prévue en début de semaine prochaine.

Paris et Washington ont reconnu la légitimité de la nouvelle coalition nationale syrienne qui veut faire tomber le régime de Bachar el-Assad. Les États-Unis ont toutefois indiqué considérer cette coalition comme une représentation légitime des aspirations du peuple syrien, mais pas comme "*une sorte de gouvernement syrien en exil*".

De son côté, "*la Russie continue activement à avoir des contacts aussi bien avec le gouvernement de Syrie qu'avec tout le spectre des forces d'opposition ainsi qu'avec les acteurs étrangers et surtout régionaux*", a souligné Loukachevitch. Lepoint.fr et AFP 15.11

2- Palestine

L'aviation israélienne a effectué jeudi soir une série de raids dans la bande de Gaza où 25 sites ont été visés coup sur coup, rapportent des correspondants de Reuters sur place.

Les bombardements ont retenti violemment à travers l'enclave palestinienne, dont le ciel était illuminé par les explosions. Ils ont été aussitôt suivis de tirs de roquettes palestiniennes en direction du sud de l'Etat hébreu.

Dans un communiqué, l'armée israélienne indique avoir pris pour cible quelque 70 sites de lancement de roquettes de moyenne portée.

"*Les sites qui ont été visés avec succès ont été identifiés grâce à des informations précises recueillies au fil des mois*", indique-t-elle.

Selon des habitants, l'assaut israélien a détruit un générateur électrique qui alimente le domicile du Premier ministre du Hamas à Gaza, Ismail Haniyeh. On ignore si ce dernier se trouvait chez lui au moment de l'attaque.

L'aviation israélienne a également bombardé un poste de police dans le centre de Gaza et des tunnels situés à la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte servant à acheminer des matériaux de construction, de la nourriture et des armes aux militants de l'enclave soumise à un blocus israélien.

Ces raids aériens, menés après deux jours d'affrontements entre l'armée israélienne et les mouvements armés palestiniens, marquent une nouvelle escalade dans le conflit.

Quelques heures plus tôt, le Hamas et le Djihad islamique avaient tiré deux missiles en direction de Tel Aviv. La ville n'avait pas été visée depuis la première guerre du Golfe, en 1991. On ne signale pour le moment ni victimes ni dégâts.

Selon une source de la sécurité israélienne, la roquette est tombée dans la mer. Reuters 15.11

SOCIAL

1- France

1.1- Les déhérités.

Les banlieues sont de loin les premières victimes de la crise, avec un chômage et une pauvreté en hausse, selon un rapport à paraître vendredi 16 novembre attestant du net accroissement des inégalités entre les territoires.

Les 751 zones urbaines sensibles (ZUS) cumulaient déjà les handicaps, mais selon l'Onzus, la crise a encore aggravé leur situation. Le taux de pauvreté (part des personnes vivant avec moins de 964 euros par mois) y est ainsi passé de 30,5% en 2006 à 36,1% en 2010. Au cours de la même période, il n'a progressé que de 11,9% à 12,6% en dehors de ces quartiers.

Plus jeunes, moins qualifiés, majoritairement d'origine étrangère, les 4,5 millions d'habitants des ZUS peinent d'abord sur le marché du travail. Depuis 2008, la part des habitants de ZUS ayant un emploi ne cesse de diminuer et moins d'une personne âgée de 15 à 64 ans sur deux (47,6%) y est aujourd'hui salariée.

En parallèle, le taux de chômage est encore passé de 21,9% en 2010 à 22,7% en 2011. Or, rapporte l'Onzus, 'les effets de la crise économique semblent plus prononcés en ZUS car dans le même temps, le taux de chômage dans les autres quartiers des mêmes agglomérations est très stable depuis 2009,autour de 9,5 %'. LeMonde.fr 15.11

1.2- Les salariés se mobilisent chez Conforama.

Les salariés de Conforama se sont mobilisés jeudi, notamment lors d'un rassemblement à Paris, pour protester contre un plan de suppression de 288 postes dans le service après-vente, a constaté une journaliste de l'AFP, la direction indiquant "regretter" ce mouvement. A l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, FO, CGC, quelque 200 salariés se sont rassemblés devant un magasin à proximité des Champs-Elysées, inauguré le jour même.

L'entreprise prévoit de fermer sept centres de service après-vente sur les douze qu'elle possède et de supprimer 288 postes.

Conforama emploie 9.170 personnes en France. L'enseigne a été rachetée l'an dernier au groupe de luxe français PPR par le groupe de distribution sud-africain Steinhoff.

Les syndicats font valoir que le groupe se porte bien, avec un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards d'euros en 2011. AFP 15.11

2- Grèce

Des dizaines de manifestants grecs opposés aux mesures d'austérité s'en sont pris à des responsables politiques allemands participant à une conférence jeudi à Thessalonique, la deuxième ville de Grèce, dans le nord du pays. Le consul allemand a reçu un gobelet de café et des chants nazis ont été diffusés.

Des employés municipaux ont bousculé et lancé du café sur le consul allemand, Wolfgang Hölsche-Obermaier, lors de son arrivée à la conférence, qui rassemblait des maires grecs et allemands, également accompagnés du vice-ministre du Travail allemand, Hans-Joachim Fuchtel.

Hans-Joachim Fuchtel provoqué la colère de certains en Grèce en déclarant, mercredi, que le travail effectué par 3.000 employés municipaux grecs pouvait être accompli par 1.000 employés municipaux allemands. Il a ensuite affirmé avoir été mal compris.

«*Ces gens ne viennent pas nous aider, mais pour annoncer notre peine de mort*», a déclaré Themis Balasopoulos, à la tête du syndicat des employés municipaux grecs, présent lors de la manifestation de jeudi. 20minutes.fr et Sipa 15.11

ECONOMIE

Chine

Le constructeur aéronautique chinois AVIC va investir 10 milliards de yuans (1,25 milliard d'euros) dans le développement d'un moteur "*de pointe*", ont annoncé jeudi les médias officiels chinois lors du salon de Zhuhai (sud).

AVIC (China Aviation Industry Corporation) financera la première phase jusqu'en 2015. D'autres compagnies publiques chinoises s'agrègeront au projet dont le budget total pourrait s'élever à 100 milliard de yuans d'ici 2025, selon le quotidien China Daily et l'agence Chine nouvelle.

AVIC, par ailleurs constructeur du C919 destiné à concurrencer les moyen-courrier d'Airbus et Boeing, produit déjà des moteurs pour petits aéronefs et appareils militaires.

"*La Chine est désormais parfaitement capable de changer la donne avec sa croissance vigoureuse*", a estimé le vice-président d'AVIC Engine Holding Co., Zhang Jian, cité par Chine nouvelle.

Le C919, premier avion de ligne commercial de construction chinoise, sera en revanche équipé d'un moteur conçu par l'américain GE Aviation et le groupe français Safran. AFP 15.11

Hier j'écrivais "*Airbus et Ariane en collaboration avec d'autres pays européens il faut préciser, demeuront les deux (seules) dernières réalisations industrielles et technologiques de la France dans les années et les quelques décennies à venir tout au plus*", j'étais encore optimiste pour ne pas trop effrayer les militants qui peinent à saisir et supporter l'inexorable descente aux enfers de l'économie française programmée, en l'absence d'une révolution bien entendu.

Haut de page

Le 17 novembre

CAUSERIE

Deux vidéos.

Je n'ai pas réussi à les visualiser à cause de ma connexion trop lente.

Money, le film

http://www.youtube.com/watch?v=ykeI1D7jpss&feature=player_embedded

L'esclavage moderne

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=_gXsDYN6zWI

Le saviez-vous ?

- Malgré plusieurs années de plaintes et dénonciations par les scientifiques, du fluor continue d'être ajouté à l'eau potable, y compris dans des eaux en bouteille ! Il faut rappeler que la particularité du fluor est d'abaisser les défenses immunitaires (comme n'importe quel autre poison à petite dose, aspartame, triclosan, monoglutamate de sodium, OGM, métaux lourds des vaccins, etc.), mais surtout d'annihiler la volonté et l'esprit de rébellion (testé d'abord par les nazis, puis dans les goulags russes et les prisons américaines sur les populations carcérales). (http://agentssanssecret.blogspot.in)

On peut ajouter à cette liste : les drogues, les psychotropes, les antidépresseurs, etc.

Ils ont pour complément pour endormir la (vigilance de) population, qui ne se doute pas de ce qui se trame réellement dans son dos, les activités de loisir abrutissantes qui ont été créées justement à cet effet ou encore, les associations ou Ong financées par l'Etat, l'UE, l'ONU, les multinationales donc les banquiers, qui ont pour objet de vous faire perdre le peu de temps libre dont vous disposez, à votre insu en profitant de votre générosité, pour un résultat insignifiant ou à la marge qui sera remis en cause le lendemain ou vous détourner tout simplement de l'essentiel, vous aurez l'impression que vous participez au bien-être de la société ou d'être utile à ses victimes, alors qu'en réalité vous êtes en train d'accompagner sa destruction, sans vous en rendre compte vous serez enrolé dans une organisation dirigée et contrôlée en sous-main par les maîtres du Nouvel ordre mondial qui

ont pour objectif de liquider une grand partie de la population mondiale et de réduire la masse restante en esclavage, dont évidemment vous faites partie, oui, vous collaborerez avec eux, vous en serez les complices inconscients, cela concerne toutes les grandes organisations à vocation humanitaire, environnementale, quand ces organisations ne sont pas des appendices des partis oeuvrant ou facilitant l'établissement de ce gouvernement mondial, le PCF, le NPA (Forum social mondial) notamment, plus évidemment tous les partis de droites, UMP, UDI, PS, EELV, etc., cela concerne toutes les associations à caractère sociales notamment.

Ils ont réussi de la sorte à détourner des millions de travailleurs des partis ouvriers (et des syndicats), donc de la luttte des classes, pendant que la réaction conserve un fort niveau d'organisation politique pour combattre la classe ouvrière, les partis de droite, UMP et PS comptent 300.000 et 175.000 adhérents.

Argumentation

Commentaire que j'ai voulu insérer dans un blog sans succès, la procédure était trop compliquée ou inappropriée au pays où j'habite ?

Si votre seul recours c'est un bulletin de vote, c'est qu'il y a quelque chose de pas très sérieux ou d'incohérent dans votre démarche. Elle n'est pas scientifique.

La population qui travaille peut agir à différents degrés dans la société, or vous les évacuez ou les occultez comme s'ils n'existaient pas, étrange, non ?

Le premier degré c'est dans l'entreprise ou l'administration qui nous emploie, donc sur le plan économique et social.

Individuellement on n'a aucune chance de faire valoir nos droits, c'est pour cette raison que les syndicats ont été créés. Certes, ils sont corrompus, à nous d'adhérer et de militer dans celui qui nous semble l'être le moins, qui a au moins théoriquement comme objectif la fin du capitalisme.

Le second degré se situe au niveau des institutions, donc politique. Institutions qui légitiment (juridiquement) le pouvoir des banquiers, de la classe des capitalistes. Les renverser, et créer un Etat (République social) et une nouvelle société exclusivement sur la base des besoins de la population dans le respect de notre planète, c'est se donner les moyens politique d'anéantir le pouvoir de nuisance des banquiers, donc résoudre à la fois la question sociale et économique à laquelle nous sommes confrontés.

Mais là encore individuellement on ne peut pas lutter, encore moins changer le cours des choses, seul un parti politique, appelez-le comme vous voudrez, rassemblant tous ceux qui travaillent ou sont exploités peut vaincre l'Etat en place.

C'est notre seul espoir que vous l'admettiez ou non.

Je pense que ce bref commentaire rédigé très simplement est valable dans tous les cas de figure pour tous ceux qui veulent résister et lutter contre la réaction mondiale à l'oeuvre.

Comment 30 ans de libéralisme ont détruit nos sociétés

Un article du 8 mai 2012 publié par un portail canadien.

Les impasses du sytème capitaliste.

La crise actuelle est partie des "*subprimes*" mais il s'agit en fait d'une crise systémique qui aurait eu lieu de toute façon car elle est l'aboutissement de 30 ans de déséquilibres profonds créés par le libéralisme, ou plus exactement l'ultralibéralisme, cette idéologie fabriquée sur mesure par les élites économiques pour servir leurs intérêts et satisfaire leur avidité sans limite. (Pourquoi fut-elle fabriquée? Ils ne le disent pas. -Ndlr)

Le libéralisme avait déjà été appliqué dans les années 20, avec notamment une dérèglementation du secteur bancaire. Il en a résulté la crise de 1929 et la grande dépression qui a suivi et dont le monde n'est sorti que "*grâce*" à la guerre.

Suite au désastre qu'il avait engendré, le libéralisme avait été mis au placard, remplacé par le keynésianisme, c'est à dire une intervention régulatrice et stimulatrice des états dans l'économie. (Ils oublient de dire que c'est parce que le keynésianisme fut un échec que la guerre eut lieu. - Ndlr)

Mais dès la fin de la seconde guerre mondiale, un groupe de personnes inspirées et réunies par Friedrich von Hayek (le pape de l'ultra-libéralisme) ont fondé la "*Société du Mont-Pèlerin*", un club de réflexion dont le but était de convertir à nouveau les états au libéralisme. ("*Inspirées*" par qui ? - Ndlr)

36 personnalités étaient présentes lors de la première conférence le 10 avril 1947, dont Hayek bien sûr, Milton Friedman (prix Nobel d'économie et l'un des principaux théoriciens du libéralisme), Karl Popper, Maurice Allais, et Bertrand de Jouvenel (politicologue et économiste libéral, controversé pour son passé pendant l'occupation et son interview complaisante d'Adolf Hitler en 1936, il est aussi le fondateur du think tank de prospective "*Futurible*s"). (La remarque sur Bertrand de Jouvenel est futile puisque les banquiers de la Fed ont financé ou approvisionné le IIIe Reich durant toute la guerre et que tous les participants à cette conférence n'étaient pas sans le savoir ! - Ndlr)

Pour promouvoir l'idéologie libérale et la diffuser dans les cercles dirigeants, les membres de la Société du Mont Pélerin ont fondé une centaine d'autres think tanks et réseaux d'influence, comme la Heritage Foundation, le Cato Institute ou le Manhattan Institute.

Leur stratégie a atteint son but dans les années 80 avec l'arrivée au pouvoir de personnalités politiques entièrement acquises au libéralisme, en particulier Margaret Thatcher et Ronald Reagan.

Dès lors, les états ont progressivement abdiqué de leur pouvoir au bénéfice des multinationales et des banques. Ils ont privatisé et déréglementé massivement l'économie, en faisant disparaitre la quasi totalité des contraintes et des contrôles, laissant se développer les paradis fiscaux afin de faciliter l'évasion fiscale, et permettant aux grandes entreprises et aux plus fortunés d'échapper presque totalement à l'impôt. Les états se sont également désengagés de l'économie, abandonnant toute politique industrielle, cessant de préparer le long-terme, et privatisant tout ce qui pouvait devenir une source de profit pour le secteur privé, détruisant ou abandonnant les services publics.

Parmi les mesures inspirées par le libéralisme, il y eut en particulier la dérégulation du système bancaire aux Etats-Unis où l'administration Clinton avait supprimé le garde-fou mis en place par Roosevelt suite à la crise de 1929 pour interdire aux banques de dépot d'être en même temps des "*banques d'investissement*", c'est à dire de spéculer en bourse avec l'argent des déposants. (Un détail à côté du monopole de la création monétaire laissé aux banquiers de la Fed. - Ndlr)

Mais la mesure clé a été la suppression des barrières douanières et du contrôle des changes. C'est ce qui a rendu possible la "*mondialisation*", c'est à dire la libre circulation des marchandises et des capitaux, permettant aux entreprises de "*délocaliser*" pour exploiter la main d'oeuvre à bas coût dans les pays du tiers-monde, et augmenter ainsi la concurrence sur un marché du travail désormais mondialisé lui aussi. (Ils oublient de citer les institutions internationales ou les protocoles internationaux créés à cet effet. - Ndlr)

Cela a été possible grâce à la complicité des dirigeants de droite et de gauche, du fait de leur liens avec les multinationales et les banques, directement ou à travers les think tanks ou "*clubs de réflexion*" où se retrouvent l'élite des pouvoirs financiers, économiques, politiques et médiatiques.

Les délocalisations massives qui s'en sont suivi ont provoqué la désindustrialisation des pays occidentaux et un appauvrissement sans précédent de la population ordinaire, au point de faire disparaître les classes moyennes par le chômage, la précarité généralisée et la baisse des salaires réels. Dans le même temps, les délocalisations favorisaient l'essor spectaculaire de la Chine et quelques autres "*pays émergents*" où se concentraient les délocalisations, bouleversant au passage les équilibres géopolitiques.

Mais pendant qu'une majorité de la population s'appauvrissait, la minorité bénéficiaire de la mondialisation s'enrichissait, dont une extrême minorité de façon astronomique, ce qui permettait à des statistiques en trompe-l'œil d'afficher une hausse moyenne des revenus de 2% par an.

L'effondrement du pouvoir d'achat des classes moyennes est la véritable cause de la dépression économique actuelle dont la "*crise des subprimes*" n'a été que le déclencheur.

Une hyper inflation masquée

La baisse des salaires réels est aussi le résultat d'une hyper inflation, elle aussi masquée dans des statistiques officielles dont les produits de référence ne sont pas du tout représentatifs des dépenses ordinaires d'un ménage. Cette hyper inflation résulte de la baisse de la valeur intrinsèque de la monnaie, du fait de la monnaie créée en excès par les banques et les marchés financiers. En transformant les variations boursières en profit, les "*investisseurs*" créent de la monnaie sans contrepartie en biens nouveaux dans l'économie réelle. C'est ce qui crée l'inflation, car chaque dollar ou chaque euro correspond à une fraction plus petite des biens disponibles. C'est ainsi que se sont envolés les prix du logement, de l'alimentation et de l'énergie (les 3 biens réels les plus essentiels), une hausse amplifiée par la spéculation immobilière et la spéculation boursière sur les matières premières industrielles et agricoles.

Cette spéculation qui a attisé l'inflation est elle-même le résultat de l'excès d'enrichissement des plus riches. Car ceux qui ont déjà tout placent leurs masses de capitaux en excès sur les marchés financiers et dans l'immobilier, créant des "*oscillations destructrices*" et des bulles spéculatives qui explosent en faisant à chaque fois des dégâts dans l'économie réelle.

Les causes de la crise financière

Conformément aux commandements de l'idéologie libérale, les états avaient laissé se développer sans aucun contrôle le marché des "*produits dérivés*", ces titres financiers complexes qui permettent de démultiplier les variations boursières, à la hausse comme à la baisse, grâce à des "*effets de levier*" cumulés pouvant atteindre 100 (en clair, permettant de jouer 100 millions en bourse avec un capital de seulement 1 million). En seulement 15 ans après leur création au début des anées 1990, les produits dérivés ont pu se développer sans aucun controle, jusqu'à atteindre le montant astronomique de 683.000 milliards de dollars en 2008. A elles toutes seules, les banques Citigroup et Bank of America détiennent chacune 17.500 milliards en produits dérivés, dont une part importante a perdu toute valeur mais reste inscrite dans les bilans à la valeur d'achat, dissimulant ainsi des pertes abyssales. (Ou figurent hors bilan pour afficher de bons résultats, mais truqués. - Ndlr)

Ce sont les effets de levier des produits dérivés qui expliquent comment les banques ont pu perdre des dizaines de milliards au point de se retrouver en faillite.

Parmi ces produits dérivés, il y avait les fameux "*subprimes*", des emprunts immobiliers titrisés qui transféraient des banques vers les acheteurs de titres le risque de non remboursement. De plus, la collusion entre les banques et les agences de notation chargées d'évaluer les risques a conduit à leur sous-estimation délibérée.

La phase finale de la crise financière

Les banques et les assurances ont joué au casino boursier des sommes colossales qu'elles ne possédaient pas, et elles ont perdu.

Dans un premier temps, les pertes ont été transférées aux états, selon le principe du libéralisme qui consiste à privatiser les bénéfices et nationaliser les pertes.

Les états ne disposant pas réellement de l'argent qu'ils avaient prêté aux banques, ils l'ont emprunté... aux banques, celles-ci ayant le pouvoir de créer de la monnaie par le simple fait de prêter de l'argent (voir le film "*L'argent-dette*" de Paul Grignon).

Le renflouement des banques ainsi que la baisse des recettes fiscales (du fait de la crise) ont fait exploser la dette publique des pays occidentaux, alors qu'elle avait été préalablement creusée par la désindustrialisation, la baisse des revenus (causée par la stagnation des salaires, le chômage et la précarité), l'effondrement de la consommation, l'évasion fiscale et les allègements d'impôts pour les riches et les grandes entreprises.

La plupart des pays occidentaux sont maintenant au bord de la faillite, avec des niveaux d'endettement de près de 100% du PIB, voire davantage.

Le transfert des pertes des banques sur des états déjà affaiblis n'était pas tenable très longtemps. C'est pourquoi nous en arrivons aujourd'hui à la phase finale du grand hold-up: le transfert des pertes bancaires vers les citoyens de base.

Les uns après les autres, les gouvernements de droite et de gauche sont en train d'adopter des plans "*d'austérité*" qui vont diminuer les revenus et les prestations sociales (retraites, allocations chômage, systèmes d'assurance maladie) tout en augmentant les impôts et les taxes. On peut aussi prévoir que la crise servira de prétexte à finir de privatiser ce qui peut encore l'être, principalement dans les secteurs encore publics et semi-publics (énergie, poste, santé, éducation, justice, police, forces armées...).

Le libéralisme a sapé la démocratie, ruiné les classes moyennes, abandonné les citoyens au bon vouloir des multinationales, et transformé les ex-pays riches en "*pays en voie de sous-développement*". Au final, le libéralisme aura entièrement détruit nos sociétés par l'anéantissement des états-nations et l'explosion des inégalités, nous faisant revenir aux conditions sociales du Moyen-âge avec une minorité de très riches et la misère pour le plus grand nombre. Fin

Une nouvelle fois, voilà des intellectuels qui négligent les fondements du capitalisme et la lutte des classes, du coup ils sont incapables de conclure leur analyse et de proposer quoi que ce soit pour combattre le capitalisme mondial et le renverser. Seuls les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes permettent de proposer une alternative au capitalisme : le socialisme. S'en écarter ou les nier abouti infailliblement à une impasse.

Il faut s'attaquer à toutes ces théories foireuses. Pourquoi nos dirigeants ne s'y emploient-ils pas ? Pourquoi ne défendent-ils pas le socialisme ?

Illusionnisme. Infantilisme. Charlatanisme.

"*François, tu perds ton temps à les cajoler. Même un social-démocrate, un social-libéralisé jusqu'au trognon comme toi, c'est*

toujours trop pour eux", a lancé le co-président du Parti de gauche devant plusieurs centaines de personnes réunies dans le 11ème arrondissement à Paris.

(Mélenchon se trompe Schröder ou Blair "*social-libéralisé jusqu'au trognon*", c'était pas " *trop pour eux*" mais une aubaine ! Comme quoi il dit n'importe quoi. Hollande n'est tout simplement pas suffisamment "social-libéralisé" ou plutôt il n'ose pas encore le montrer. A l'entendre Hollande aurait le choix de la politique qu'il mène, une manière comme une autre d'entretenir l'illusion que le PS est un parti ouvrier, les uns et les autres passent leur temps à cela depuis près d'un siècle. - Ndlr)

"*Tu perds ton temps à leur courir derrière parce que, en le faisant, tu dégrades le rapport de forces, et donc tu augmentes la pression qu'il y a sur toi*", a-t-il ajouté lors d'un discours de plus d'une heure et demie.

(Chacun a en mémoire les années 30 en France et en Espagne ou encore les années 70 au Chili ou en Argentine qui contredisent Mélenchon. Seul un appel au soulèvement révolutionnaire des masses exploitées pour renverser l'ordre établi peut imposer une politique favorable aux travailleurs, s'y refuser c'est ouvrir la voie à la pire réaction et répression. - Ndlr)

"*Il faut que tu retournes à ton propre discours du Bourget et que tu te rappelles qu'il était question d'affronter la finance*", a-t-il poursuivi sous les applaudissements. AFP 16.11

Il faudrait dire à Mélenchon que les élections sont terminées ! C'est marrant, le 17 juin, une majorité de travailleurs n'y croyaient déjà plus, n'y ont jamais cru en réalité...

Ils en appellent aux bourreaux des Palestiniens, aux représentants du gouvernement mondial.

Le Parti communiste français (PCF) a réclamé vendredi "*des sanctions contre Israël*", appelant à des rassemblements et des "*initiatives de protestation*" en France, notamment samedi à Paris, "*contre cette nouvelle guerre contre le peuple palestinien*".

"*Le PCF appelle à des sanctions françaises et européennes contre Israël jusqu'à ce que cet État accepte de respecter les résolutions de l'ONU*", écrit le PCF dans un communiqué, exprimant "*son émotion et sa totale condamnation devant l'agression israélienne à Gaza*".

En particulier, il convie au "*rassemblement unitaire de solidarité à l'initiative du +Collectif national pour une paix juste entre palestiniens et israéliens+ samedi à 15 heures*" à Paris. Selon le PCF, le lieu de rassemblement, prévu à Bastille, est désormais programmé place de l'Opéra.

Dans un communiqué distinct, Europe Ecologie-Les Verts estime que "*les attaques aériennes israéliennes doivent cesser*". "*La société civile de Gaza a été et demeure la première victime des conflits*", souligne-t-il.

Selon le parti, "*la communauté internationale ne peut plus se contenter d'appeler à la +retenue+ et ou de +déplorer+ les affrontements et attaques. Pour EELV, il faut coûte que coûte éviter une nouvelle opération +plomb durci+ comme en 2008/2009*".

"*Les Nations Unies et l'Union Européenne doivent exiger la fin des bombardements et des assassinats ciblés*", dit-il, de même qu"'*il est crucial de se prononcer favorablement pour que la Palestine soit reconnue comme +Etat non membre+ au sein des Nations Unies le 29 novembre*". AFP 16.11

Propagande. Ils ont de quoi se "***réjouir***"

Subprime: JPMorgan et Credit Suisse paient 400 millions de dollars d'amendes - AFP

"*La SEC a accusé JPMorgan Securities et Credit Suisse Securities d'avoir induit en erreur des investisseurs en leur vendant des dérivés de crédits immobiliers (subprime). Ces firmes ont accepté des accords amiables selon lesquels elles vont payer plus de 400 millions de dollars conjointement*", détaille un communiqué de l'agence gouvernementale publié vendredi.

JPMorgan, première banque américaine en termes d'actifs, va au total s'acquitter de 296,9 millions de dollars pour mettre fin aux poursuites de la SEC et Credit Suisse de 120,1 millions.

L'accord amiable annoncé vendredi témoigne "*de l'effort de la SEC pour poursuivre les auteurs de malversations liées à la crise financière*", a conclu le directeur des poursuites à la SEC, Robert Khuzami.

Credit Suisse s'est réjoui dans un communiqué que l'accord avec la SEC "*mette fin à ces poursuites*". AFP 16.11

296,9 millions de dollars, cela doit représenter l'équivalent du profit réalisé parJPMorgan en... une demi-journée !

ACTUALITE EN TITRES

On s'en doute et on comprend pourquoi.

- "*Intéresser les citoyens à la politique? Ce n'est pas le problème de Jospin*" - L'Express.fr

La "***flexibilité du marché du travail***"... ou le chômage volontaire.

- Veolia prépare "*un plan de départs volontaires*", selon la presse - AFP

- Air France: 300 pilotes devraient quitter l'entreprise d'ici à 2014 - AFP

Avec l'accord du Comité central d'entreprise est-il précisé par l'AFP.

Ordure. Recyclage.

- Nicolas Hulot ambassadeur de France à l'ONU - LePoint.fr

Le pire est à venir, à moins que ce ne soit une aubaine...

- E-U. Les compromis à trouver sur le budget seront douloureux, prévient Barack Obama - L'Expansion.com

- France. Agroalimentaire: menaces de suppressions d'emplois - AFP

- Le secteur bancaire voué à réduire durablement ses effectifs - Reuters

Ils se sont enrichis grâce au fascisme et au stalinisme.

- Ikea reconnaît que des prisonniers de RDA ont travaillé sur ses meubles - AFP

Radicalisation.

- Plainte pour blasphème contre une pièce de théâtre en Grèce - Reuters

- Deux-tiers des Italiens sont contre un gouvernement Monti II - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Jordanie

Des milliers de Jordaniens sont descendus dans la rue vendredi pour protester contre la hausse des prix de l'énergie et, pour certains, réclamer le départ du roi Abdallah II, une revendication inédite dans le royaume.

"*Le peuple veut la réforme du régime. Liberté, à bas Abdallah*", ont scandé à Amman quelque 10.000 manifestants, selon une estimation de l'AFP, parmi lesquels des islamistes, des militants de gauche et des mouvements de jeunesse. Les manifestants étaient 25.000 selon les organisateurs, 3.000 selon la police.

Le palais a annoncé que le roi avait reçu un appel de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton: "*Clinton a salué la feuille de route du roi pour les réformes politiques ainsi que les efforts de réforme économique menés par le gouvernement*".

Le département d'Etat a confirmé cet entretien et estimé que les réformes économiques, certes douloureuses, étaient "*un mal nécessaire*". AFP 16.11

Haut de page

Le 18 novembre

CAUSERIE

Rédigé samedi soir.

Les pages d'accueil des différentes rubriques avec les articles jusqu'au 17 novembre 2012 ont été actualisées. Une page d'accueil *Vidéo* a été créée. Pour tout classer et formater (causeries), cela m'a pris sans me lever une fois : 3h40. Il est 23h37, je vais me servir un verre à votre santé, du sirop d'orange avec de l'eau gazeuse fraîche.

J'avais oublié de télécharger l'article: *Des mauvaises récoltes qui ne remettent pas en question la politique insensée des agrocarburants.* (liesi) (21.10.12)

Maintenant que je suis à jour, je vais regarder quelques vidéos de hard rock pour me changer les idées et me détendre en fumant un stick bien mérité, car Haarp et Cie, c'est à devenir dingue comme dit Magueswary, elle, elle dort déjà depuis trois heures, moi j'ai encore besoin de réfléchir un peu avant, ensuite j'écouterai un peu de musique, oui pour ne plus penser à ce monde pourri. J'ai une dernière pensée pour nos amis Palestiniens qui vont encore passer une sale nuit et des jours sombres, j'enrage !

A croire que je vais encore me coucher à deux plombes du matin, je viens d'avoir une autre idée inspirée de mon expérience, eh oui vaut mieux parler de ce qu'on connaît le mieux, c'est préférable.

Je viens de dire qu'une fois après avoir réfléchi encore un peu, ensuite je me détendrai. Le travailleur lambda procède à l'inverse, il commence par se détendre, ce qui est parfaitement légitime après une journée de boulot, mais de ce fait il ne garde plus de temps ou il oublie de penser à son sort, à la société, etc. Il fait tout à l'envers, inconsciemment. Il est inconscient et ignorant, il cumule les handicaps, et souvent les emmerdes il faut bien le dire. Le soir quand il m'arrive, c'est assez rare, de commencer par me distraire un peu, je ne bosserai pas ensuite, je passerai la soirée à me détendre, éventuellement je penserai un peu, par habitude, mais ce n'est pas le cas de beaucoup de gens, ils disent que cela va gâcher leur soirée.

On peut imaginer qu'il faut battre le fer quand il est chaud, rouge, et que le meilleur moment de penser c'est encore après sa journée de boulot, car souvent après on a des problèmes à régler, des situations à affronter, ne serait-ce que lorsqu'on va ouvrir sa boîte aux lettres et qu'on va récupérer des factures, on pourrait faire le lien entre ces factures et notre journée de boulot, pourquoi on bosse si on ne peut pas satisfaire nos besoins, si on doit sans cesse en baver pour essayer d'avoir une vie à peu près normal toujours émaillée de difficultés qui nous sont imposées par cette société, qu'on n'a pas voulu ainsi ou qu'on déteste quelque part, on pourrait réfléchir à trouver où et ce qui cloche pour la changer.

Dans le site j'ai essayé de développer plusieurs angles sous lesquels on peut amener les travailleurs à briser l'interdit qui frappe leur aspiration à la liberté. Je ne partage pas toutes les idées ou théories qui nous sont proposées de par le monde dans les articles ou vidéos que je mets en ligne, loin de là.

Dimanche matin et après-midi.

J'ai laissé de côté certains articles de presse qui seront traités demain. En Hongrie, le gouvernement cède des écoles à l'Eglise...

Un courriel reçu que je commente à chaud :

- "*Je suis un lecteur assidu de ton site et je suis toujours impressionné par la quantité de travail qui est nécessaire pour l'alimenter ainsi chaque jour.*

Je sais un peu de quoi je parle : j'ai adhéré à la quatrième internationale à y a presque 40 ans, ou du moins à ce que je croyais être la quatre, mais quand on a 16 ans c'est l'intention qui compte, n'est-ce pas. (ce camarade évoque ensuite son expérience comme webmaster pour un portail politique que j'omets de citer ici pour qu'on ne puisse pas l'identifer, à sa demande, lire plus loin.) *Ca me permet d'évaluer, dans une certaine mesure, ce que tu fais.*

Bref, tout cela pour dire que je partage nombre de tes analyses, et elles sont probablement utiles à beaucoup de militants, ici, en France et ailleurs.

Cependant, j'ai observé depuis quelques jours un infléchissement du discours, qui semble arriver en même temps que la mise en ligne des videos... des sujets nouveaux (empoisonnements de la population, alignements de planètes, et même... le 21 décembre 2012...). En ce qui concerne l'alignement des planètes, inutile de faire intervenir telle ou telle sorte d'énergie inconnue : les planètes sont couplées par des forces gravitationnelles, elles sont molles, elles dissipent de l'énergie par effet de marée (marées terrestres aussi), et il est effectivement possibles que des faibles variations dues à des effets d'alignement provoquent des effets violents sur la croute terrestre. Je pense que les scientifiques ont encore beaucoup de boulot dans le domaine de la prévision des tremblements de terre... Inutile de brandir Nicolas Tesla dont les idées les plus innovantes n'ont pas été suivies d'effet. Ce n'est pas un complot, je pense que ça ne marche pas, c'est tout."

(Ces articles ne sont pas de la science-fiction, ils partent de faits et proposent des explications ou théories à partir de coïncidences (alignements de planètes, irruptions solaires, etc.), je les ai relevés uniquement pour l'intérêt qu'ils présentaient sur ce plan-là. J'avoue ne pas connaître Nicolas Tesla. Je ferais remarquer que là n'était pas l'essentiel de cet article où son auteur fait référence à ce personnage en donnant une opinion qui n'engage que lui, que je ne retiendrais pas comme comme nombre de lecteurs qui sont dans le même cas que moi.

L'essentiel était dans l'alignement de planètes qui est un phénomène naturel, et qui peut avoir des effets sur le climat de la terre ou provoquer des séismes, etc. J'ai mis en ligne cet article pour montrer aux lecteurs qu'ils ne devaient pas attribuer systématiquement des phénomènes météorologiques ou climatiques synonymes de catastrophes humaines à Haarp ou à son équivalent russe, à la malveillance du gouvernement américain, qu'ils devaient s'informer et réfléchir avant.

Donc, loin de moi l'idée d'accorder une préférence aux aléas de la nature ou à l'action des hommes lorsque surviennent des phénomènes climatiques extrêmes ou ce qu'on assimile à des désordres géologiques ou physiques à la surface de la terre, ils peuvent être le produit de l'un ou l'autre, sans oublier la troisième version qui existe aussi, à savoir qu'à la suite de l'action de l'homme sur la nature, celle-ci peut à son tour réagir sans que l'on fasse immédiatement le lien entre les deux, pour finalement se tromper dans l'analyse que l'on en fait, à qui on attribue la responsabilité de tel ou tel phénomène, les scientistes l'attribuant systématiquement à la nature, les complotistes à l'action de l'homme.

L'objet du site dans ce domaine et les autres d'ailleurs, c'est justement de ne pas tomber dans le travers qui consiste à tirer des conclusions hâtives dans un sens ou dans un autre et qui seraient erronées. Je ne suis pas un chercheur ou un scientifique, je me borne aux faits, pour comprendre quelque chose, c'est la matière qui alimente notre réflexion et non les théories ou les extrapolations ou affabulations qui foisonnent sur le Web.)

"*Je pense que tu vas un peu vite dans l'adhésion à certaines thèses complotistes (non pas que certaines soient justifiées, je pense que le 11 septembre, est très certainement un "inside job"), mais il faut faire attention à mon avis, il y a aussi des theses de complot destinées à faire de la désinformation (on cache un complot derrière un autre).*"

(Effectivement et j'en ai parfaitement conscience. Je l'ai relevé à plusieurs reprises dans le site. Je n'adhère à aucune thèse complotiste en particulier, je constate simplement que c'est l'attitude des maîtres du monde à nous cacher systématiquement la vérité qui se comportent ainsi, en complotistes.

Vient se greffer là-dessus des esprits parfois brillants, mais qui parce qu'ils sont enfermés dans un raisonnement ou un paradigme, vont s'avérer incapables d'avoir une réflexion au-delà de l'angle sous lequel ils abordent la réalité, jusqu'à la déformer à outrance et là je suis d'accord avec vous, où comme tout idéaliste ils auront tendance à créer leur propre système ou interprétation de la société, du monde ou de l'univers, pour ensuite passer leur temps à le justifier en faisant appel à des arguments artificiels ou purement subjectifs, voir mythologiques ou des faits n'ayant aucun rapport avec la question qu'ils ont soulevée, de telle sorte qu'une partie de leurs analyses s'avèreront correctes, tandis que leurs conclusions seront erronées ou farfelues ou pire, délirantes.

Ce qui est significatif de leur comportement, on peut pratiquement généraliser, c'est qu'ils s'emploient à vouloir démontrer la justesse de leur raisonnement en toutes choses, ils prétendent avoir réponse à tout, alors qu'ils n'en ont pas les moyens évidemment, ils ne s'en rendent pas compte, tandis qu'il suffit de s'appuyer sur un élément étayé par un fait matériel indiscutable pour avoir une réponse définitive sur une question. Par exemple, pourquoi s'acharner sur les avions qui ont percutés les deux tours du WTC, puisque la polémique est possible sur ce point précis, alors qu'on a la preuve qu'aucun avion n'a pu s'écraser sur le Pentagone, cette preuve suffit à démontrer que c'est l'administration américaine qui a orchestré le 11 septembre 2001. J'ai vu des photos des piliers d'une des tours du WTC, on voit nettement qu'ils ont été pour ainsi dire découpés, on devrait dire soufflés par une explosion, ils n'ont pas fondu comme le dit la version officielle, etc. Un autre exemple. Qui a assassiné JFK ? On le sait, on sait parfaitement pourquoi. Il a dénoncé publiquement le danger que représentait le pouvoir d'une poignée de banquiers qui aspirent à contrôler le monde, et sa décision de réintroduire des obligations (bonds en anglais) du gouvernement américain, retirant ainsi de la main des banquiers de la Fed le monopole de la création monétaire. Il a dénoncé leur complot, ils l'ont liquidé, voilà tout. Où est le mystère là-dedans ? Il n'y en a pas. Alors pourquoi s'attarder sur la personnalité du tueur, qui lui-même a été descendu par la CIA, on s'en fout. Seuls les faits nous intéressent.)

"*On peut regarder une page : http://www.jp-petit.org/nouv_f/projet_camelot/projet_camelot.htm*

De l'excellent site de Jean-Pierre Petit, excellent scientifique à la retraite, avec un avis tres pédagogique sur toutes sortes de questions : http://www.jp-petit.org/

Ce site est une formidable mine d'information sur pleins de sujets qui pourraient t'intéresser."

(Contrairement à Jean-Pierre Petit, je ne m'intéresse pas du "*tout (à) ce qui se situe aux frontières de la science*", je ne m'intéresse qu'aux faits réels matériels avérés. Les histoires de reptiliens, sataniques, luciférienes, illuminatis et Cie, c'est à mon avis pures mystifications, mais, car il y a un mais tout de même, qui ont une raison d'être, une fonction précise, on en parlera une autre fois. C'est comme le sionisme qui cache une entreprise criminelle qui n'a rien à voir avec la religion ou les juifs, mais uniquement avec le pouvoir, le contrôle du pouvoir, ce qu'on retrouve dans la franc-maçonnerie. Je n'ai pas encore trouvé le temps de me pencher sérieusement sur ces sujets.)

"*J'ai remarqué aussi que tu avais mis des liens vers le site de Jovanovic. Il a un blog très documenté et très intéressant sur la crise, mais il faut aussi que tu saches qu'il appelle de ses voeux un coup d'état militaire en Espagne pour sortir de cette crise. pas vraiment notre bord..., comme ses amitiés complaisantes avec le FN. Ceci dit, son blog est une vraie source d'informations.*"

(Dans cette vidéo, je ne sais pas si vous avez fait attention, à un moment donné il dit qu'il a voté Sarkozy, donc qu'on ne peut pas le soupçonner d'être un révolutionnaire, tout en appelant plus loin à la révolution, laquelle, pas prolétarienne ou socialiste puisque ce n'est pas sa tasse de thé, donc nationale, c'était facile de le déduire.

Il dit aussi de grosses conneries qui passeront inaperçues de la plupart des internautes, c'est sans importance d'ailleurs, par exemple quand il dit que Poutine et Medvedev auraient sauvé la Banque de Moscou en injectant 10 milliards d'euros, qu'est-ce que c'est franchement 10 milliards d'euros pour un Etat comme la Russie, que dal, une goutte d'eau dans un océan de dettes !

Très sérieusement, Jovanovic croit aux anges. Il explique dans une autre vidéo, qu'un jour, alors qu'il séjournait aux Etats-Unis, il a vu une balle (de revolver) arrivée au ralenti dans sa direction et que c'est pour cette raison qu'il l'a évitée et qu'il serait encore en vie. Il fait partie de ces charlatans qui ont annoncé la chute de l'économie mondiale il y a déjà plusieurs années, c'était sûr, absolument certain... J'espère que vous n'avez pas cru un instant que je pourrais faire partie des crétins qui le croyaient sur parole ; en tant qu'ex-journaliste économique ayant travaillé de longues années aux Etats-Unis, ce sont les infos qu'il peut donner qui m'intéresse, parfois les pistes de réflexion qu'il soumet, les plus intéressantes seront de préférence celles qu'il n'exploite pas justement, tout le reste je le balance.

Je fais la même chose avec Pierre Hillard et la confrérie des mégalomanes réunis. Ici comme très souvent, l'essentiel en dehors des faits est du domaine du non-dit. Pourquoi ? Parce que les intellectuels fonctionnent en circuit fermé, ils ont le cerveau cloisonné à l'image des cursus universitaires, surtout à un haut niveau. Le pire, c'est quand ils doivent réfléchir à une question qui est du domaine de leur compétence, ils seront prisonniers d'une théorie en particulier et sont incapables de réfléchir au-delà.

J'ai constaté qu'il arrivait en réfléchissant à une question pendant des jours ou des semaines, qu'on atteignait une limite, comme si on avait épuisé notre sujet, comme si la source de notre inspiration s'était tarie, plus aucune question nous venait à l'esprit alors qu'on ne l'avait pas épuisé. Il fallait donc passer à autre chose pour y revenir plus tard, et là je me suis aperçu qu'à nouveau de nouvelles questions jaillissaient spontanément à l'esprit, souvent en me fournissant les réponses que je n'avais pas trouvées précédemment en me cassant la tête !)

"*Voila pour la première question que je voulais te soumettre.*

J'en viens au problème principal : tu développes une argumentation pour expliquer qu'un gouvernement mondial est en train de se mettre en place (depuis longtemps...). De mon coté, je dirais plutôt que le monde de 2013 ressemble de plus en plus au monde de 1913, à la veille de la première guerre mondiale. Deux blocs se préparent à s'affronter. On est totalement dans l'époque de l'impérialisme, comme le décrivait Lénine dans le stade suprême... Pour moi, le "gouvernement mondial" est plutôt ressemblant au "superimpérialisme" de Plekhanov lors de la controverse en 1903 (de mémoire) qui a donné lieu à l'ouvrage de Lénine. Pour moi, il n'y a pas de gouvernement mondial parce qu'il n'y a pas de superimperialisme. les impérialismes vont se combattre, pas s'unir. S'ils s'unissent, cela voudra dire que le capital est capable de se dépasser vers un système nouveau. Alors, notre génération et celle qui vient vont beaucoup souffrir... S'ils ne s'unissent pas aussi d'ailleurs, la différence avec 1914, c'est que l'humanité dispose maintenant des moyens techniques de se détruire."

(Il ne s'agissait pas de Plekhanov mais de Kautsky, peu importe. On y reviendra plus loin.

Mais il n'y a pas de gouvernement mondial, comme il n'y a pas d'Union européenne!

Ils oeuvrent pas à pas à l'instauration d'un gouvernement mondial comme ils oeuvrent pas à pas à la construction de l'Union européenne, pourquoi prendraient-ils le risque de déstabiliser dangereusement des Etats et de déclencher des explosions sociales, de fomenter des guerres forcément impopulaires, pourquoi se donneraient-ils tout ce mal pour camoufler leur véritable intention s'ils existaient déjà ?

Effectivement cela fait fort longtemps qu'ils ont pour objectif l'établissement d'un gouvernement mondial, on n'entrera pas ici dans les détails, sans remonter aussi loin qu'il le faudrait, c'était déjà leur obsession bien des siècles en arrière quand la domination des mers par une nation laissait entrevoir la domination (future) sur le reste du monde d'un cartel d'oligarques les plus fortunés, et c'est bien ce qui est en train de se réaliser, à partir de l'Angleterre, qui depuis s'est étendue aux Etats-Unis d'Amérique... L'Angleterre n'est pas le 51e états des Etats-Unis d'Amérique, mais le premier, celui qui lui a servi de modèle avant l'heure. Du XVIIe au milieu du XXe siècle, la première puissance maritime, militaire, agricole, bancaire, puis industrielle, et enfin financière, domine le monde et doit remplir le rôle de modèle pour tous les autres pays, dans tous les domaines.

A la différence du début du XXe siècle, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale l'oligarchie financière a considérablement accru son pouvoir et son contrôle sur le monde en se dotant d'institutions politique et économique qui lui sont totalement dévouées, sur lesquelles les peuples n'ont absolument aucun pouvoir. Ce qui était encore inconcevable à l'époque où Lénine rédigea *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* est en train de se réaliser sous nos yeux.

Certes non sans difficultés ou aléas, mais on ne peut pas nier que ces institutions (ONU, UE, NAFTA, ASEAN, FMI, Banque mondiale, etc.) aux services des banquiers internationaux et des multinationales existent et qu'elles dictent leur politique à tous les Etats, Etats qui s'y plient ou en sont les complices, des agents au fil du temps, comme tous les partis qui participent aux institutions nationales dans chaque pays, tous les partis issus de la IIe et de la IIIe Internationales y sont tous inféodés. Aussi bien au sein de ces institutions que sur le marché mondial, les Etats qui rechignent ou résistent à se plier à leur diktat sont marginalisés et leurs gouvernements tombent les uns après les autres, soit suite à des coups d'Etat, soit parce qu'ils ont été étranglés ou déstabilisés financièrement et socialement.

Comme je l'ai écrit dans une précédente causerie, il ne leur manque plus que l'oligarchie financière soit au pouvoir en Russie et en Chine pour que ce processus soit mené à son terme.

Une fois la Russie acquise ou admise à faire partie du cercle restreint des puissances oligarchiques qui dominent le monde, tous les pays autour (Asie et Europe centrale) tomberont dans son escarcelle (du gouvernement mondial) comme des mouches, idem avec la Chine entraînant derrière elle tous les pays d'Asie du Sud-est, y compris la Corée du Sud ou plutôt la Corée réunifiée.

D'ici là beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts, de quelle manière ils vont s'y prendre pour avancer rapidement dans cette voie, douce ou brutale, en conditionnant la population ou en lui faisant subir de nouvelles guerres, nul ne le sait aujourd'hui. Plus personne ne se fait la guerre pour le pétrole ou le gaz bien que toute les nations en aient absolument besoin pour leur développement futur. La guerre entre Apple et Samsung est peut-être l'une des dernières guerres commerciales d'ampleur mondiale que se livrent différentes multinationales. Cette loi répond aux mêmes lois que précédemment, rien n'a changé sur ce plan-là, tant qu'ils n'ont pas encore constitué leur gouvernement mondial, ils ne connaissent que ce genre de rapport de force, qui déterminera plus tard le niveau de vie de la population dans chaque pays, la part qui leur reviendra des richesses mondiales produites, etc. Ces derniers jours vous n'avez pas remarqué que Rosneft était devenue la première entreprise pétrolière mondiale (Réseau Voltaire) à la barbe d'Exxon, BP ou Shell ? Pas vraiment en fait, Poutine a dû s'entendre avec les Américains en échange il va les laissé agir à leur guise en Syrie par exemple. Depuis sur ce front on dirait que les choses s'accélèrent, alors qu'elles étaient bloquées depuis des mois, plus d'un an en fait, vous ne l'avez pas remarqué ? On pourrait croire le contraire si on s'en tient au discours de Poutine, ce que fait d'ailleurs le Réseau Voltaire à ses risques et périls, je ne sais pas si T. Meyssan le mesure vraiment.

Autre réflexion.

Ceux qui détiennent le pouvoir sont ceux qui ont orchestré et financé les deux guerres mondiales au XXe siècle. Ils ont eu le temps d'en mesurer les dangers, la première s'étant terminée par la prise du pouvoir du parti bolchevik en Russie, la seconde par son extension à l'Europe de l'Est et par la révolution chinoise, ajoutons les concessions qu'ils ont dû faire au prolétariat en Europe occidentale et qui ne faisaient pas vraiment partie de leur programme. Ils mettront ensuite près d'un siècle pour liquider les acquis de la révolution russe et chinoise (encore en cours). On comprendrait qu'ils n'aient pas vraiment envie de revivre cette expérience qui leur a fait perdre un temps précieux.

Comment ne pas y penser quand on observe comment ils s'y sont pris pour créer une récession qui menace de tourner à la dépression en Europe exactement comme dans les années 30, mais cette fois sous couvert de l'Union européenne. Pour les peuples les résultats sont les mêmes, en Grèce plus qu'ailleurs pour le moment, en Espagne la situation sociale empire quotidiennement. Alors que l'économie mondiale aurait dû s'effondrer en 2008 après la faillite de Lehman Brothers, tel ne fut pas le cas. Là encore, ils ont trouvé une parade en injectant dans l'économie des milliers de milliards de dollars à partir de rien, à l'aide de la planche à billets.

Aujourd'hui une nouvelle guerre mondiale pourrait se retourner contre eux, dans la mesure où elle signifierait la faillite de l'ONU et toutes les institutions qu'ils ont créées dans la foulée, la Commission Trilatérale notamment. Tout leur château de carte s'écroulerait d'un seul coup, alors qu'ils ont mis un demi-siècle pour le construire. Comme elle pourrait tourner à leur avantage en désignant une fois de plus les Etats comme responsables de cette guerre, version officielle qui pourrait passer comme une lettre à la poste puisqu'ils contrôlent les médias et que la population est toujours aussi ignorante de la situation.

Lénine écrivait : "*Certes, un monopole, en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial (c'est là, entre autres choses, une des raisons qui fait apparaître l'absurdité de la théorie de l'ultra-impérialisme).*" Mais était-ce toujours valable, l'était-ce encore dans tous les domaines ? Que peut espérer de plus l'oligarchie financière que ce qu'elle possède déjà aujourd'hui, sinon assurer la pérennité de son pouvoir au lieu de le mettre inutilement en danger, de le remettre en jeu ? Cette question n'était pas pertinente quand l'économie mondiale n'était pas développée sur tous les continents, elle l'est peut-être de nos jours, non ? On ne peut plus raisonner avec les mêmes paradigmes qu'au début du XXe siècle.

Lénine écrivait plus loin : "*Si, par point de vue purement économique, on entend une "pure" abstraction, tout ce qu'on peut dire se ramène à la thèse que voici : le développement se fait dans le sens des monopoles et, par conséquent, dans celui d'un monopole universel, d'un trust mondial unique. C'est là un fait incontestable, mais aussi une affirmation absolument vide de contenu, comme celle qui consisterait à dire que "le développement se fait dans le sens" de la production des denrées alimentaires en laboratoire. En ce sens, la "théorie" de l'ultra-impérialisme est une absurdité pareille à ce que pourrait être une "théorie de l'ultra-agriculture*".

Ce qui était "*une affirmation absolument vide de contenu*" il y a un siècle, l'est-elle toujours un siècle plus tard ? Ce qui n'était qu'une tendance à cette époque, n'est-il pas en train de devenir réalité sous nos yeux ?

Pour conclure provisoirement, vous écrivez : "*S'ils s'unissent, cela voudra dire que le capital est capable de se dépasser vers un système nouveau*" c'est ce vers quoi ils tendent effectivement en employant des moyens inavouables et des moyens traditionnels (dette, inflation, récession, dépression, guerre, UE, etc.).

Le terme "*dépasser*" me semble inapproprié, je dirais plutôt qu'ils cherchent à s'affranchir des contradictions du capitalisme sans pouvoir en éliminer les fondements, les inégalités entre les classes qui sont à l'origine de la lutte des classes (pour les raisons exposées plus haut), ils ne peuvent pas supprimer les classes car cela reviendrait à supprimer la leur, et puis il faut bien des esclaves pour les servir, par contre ils vont essayer d'asservir les masses exploitées en utilisant des moyens qui nous échappent encore apparemment et qui peuvent faire sourire ou sembler grotesques quand on en ignore tout, les asservir socialement par des procédés psychologiques, biologiques, chimiques, génétiques, etc. tout en instituant une dictature mondiale, le gouvernement des Etats-Unis ou l'Union européenne en sont les maillons les plus avancés.

Ce qui est sûr, c'est que sur le terrain de la lutte de classe on peut encore les vaincre, c'est la seule voie possible...)

"*Voila donc quelques idées à soumettre à la réflexion.*

nb 1 merci de ne pas citer explicitement mon mail sur ton site.

nb 2 pourquoi ne pas mettre en place un compte paypal ? (je sais, je sais, il a des arguments contre...)

Bien cordialement. Bon courage à toi."

Merci pour votre courriel, les encouragements sont si rares !

PS. Comme seul homme, une seule tête, une seule politique : antisociale et réactionnaire.

La sénatrice Frédérique Espagnac et le sénateur David Assouline ont été nommés samedi porte-parole du Parti socialiste français par le nouveau "*patron*" du PS Harlem Désir, qui a exclu l'aile gauche du parti de la nouvelle équipe.

Le secrétariat national (le gouvernement du parti, ndlr) est totalement paritaire et compte 56 secrétaires nationaux, précise l'organigramme présenté au conseil national du PS.

Le n°2 du PS, le député Guillaume Bachelay, est nommé responsable de la coordination tandis qu'Alain Fontanel devient secrétaire aux fédérations et conseiller politique auprès d'Harlem Désir.

Ce dernier, qui a présenté une équipe "*renouvelée, solidaire, diverse, pleine d'énergie et d'idées*", estime que le PS est désormais "*en ordre de marche*" pour "*porter le message*" de François Hollande.

Mais le député Jérôme Guedj, l'un des porte-paroles de l'aile gauche du PS, a déploré qu'aucun membre de cette sensibilité, qui a rassemblé 28,1% des voix sous la conduite d'Emmanuel Maurel au congrès de Toulouse, ne fasse partie du secrétariat national.

"*Harlem Désir n'a pas créé les conditions pour un rassemblement plein et entier*", déplore-t-il au JDD.fr, soulignant que le nouveau dirigeant s'était pourtant engagé à faire une place à Emmanuel Maurel et à ses amis.

Selon Jérôme Guedj, Harlem Désir voulait que les membres de la direction nationale soient dans le soutien "*absolu*" au gouvernement. "*Nous avons alors déclaré ne pas pouvoir lui garantir cette position*", dit-il.

"*Sans mettre en difficulté le président de la République, on peut avoir le droit de s'étonner, de questionner et, idéalement, de s'amender*", estime-t-il. Reuters 17.11

La "*gauche*" du PS existe "*idéalement*" ! Merci pour cette précision, à l'adresse du POI et de Mélenchon.

ACTUALITE EN TITRES

Cherchez l'erreur.

- Plus de 100.000 manifestants en France contre le mariage des homosexuels - AFP

- Notre-Dame-Des-Landes: Entre 13.500 et 30.000 manifestants contre l'aéroport - 20minutes.fr

- Corse - Deux mille personnes aux obsèques de Jacques Nacer - LePoint.fr

- A Paris des centaines de manifestants dénoncent les raids d'Israël sur Gaza - AFP

Chômage volontaire. (suite)

- Veolia confirme un projet de départs volontaires sur 100 postes de son siège - AFP

UE. Cesera "***un exercice difficile***"

- Budget européen: Rajoy juge la proposition de Van Rompuy "*inacceptable*" - AFP

Comme plusieurs autres pays européens, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a jugé samedi "*inacceptable*" la proposition de réduction de 75 milliards du budget européen, présentée par le président du Conseil européen Herman van Rompuy. AFP 17.11

- Barroso espère un accord sur le budget européen mais ce sera "*difficile*" - AFP

Le président de la Commission européenne José Manuel Durao Barroso, a dit samedi espérer un accord sur le budget européen 2014-2020 lors du sommet européen extraordinaire des 22-23 novembre, admettant toutefois que ce sera "*un exercice difficile*". AFP 17.11

L'armée du Nouvel ordre mondial passe à l'offensive.

- Des hélicoptères de l'Onu tirent sur le M23 en RDC - Reuters

Des hélicoptères de la mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) ont ouvert le feu samedi dans l'est du pays sur des positions prises récemment par les rebelles à l'issue d'intenses combats, rapporte l'Onu. Reuters 17.11

Le paradis fiscal... de la gastronomie mondiale.

- Les stars de la gastronomie mondiale réunies à Monaco - Reuters

Venus de 25 pays et représentant 300 étoiles au Guide Michelin, 240 chefs étoilés célèbrent jusqu'à dimanche les 25 ans de règne d'Alain Ducasse à la tête du célèbre restaurant "*Louis XV*", au coeur de l'Hôtel de Paris à Monaco. Reuters 17.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Au moins un millier de personnes se sont rassemblées samedi place de l'Opéra à Paris pour dénoncer la nouvelle offensive israélienne à Gaza où 40 Palestiniens ont été tués et où, dénonçait une banderole, "*les doudous perdent leurs enfants*", selon une journaliste de l'AFP.

Les manifestants, 5.000 selon les organisateurs, un millier selon la police, répondaient à un appel à des rassemblements à Paris et dans plusieurs villes de province de plusieurs associations soutenues notamment par le Parti communiste français (PCF) et Europe Ecologie Les Verts (EELV).

Parmi les organisations présentes, plusieurs associations juives, dont l'Union juive française pour la paix (UJFP).

Interrogé par l'AFP, le président du collectif France-Palestine, Tawfiq Tahni, a demandé au président Hollande de "*ne pas renvoyer dos à dos l'agresseur (Israël) et l'agressé (Palestiniens)*".

André Rosevègue, de l'Union juive française pour la paix, a dénoncé le "*caractère insupportable de la politique israélienne*", "*criminelle et suicidaire*" et a fustigé "*la façon invraisemblable dont Israël prétend parler au non de tous les Juifs de France*". AFP 17.11

2- Grèce

Plusieurs milliers de Grecs ont manifesté samedi contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par leur gouvernement à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement étudiant de 1973 contre le régime des colonels.

Les commémorations de l'événement sont traditionnellement le rendez-vous des mouvements contestataires. Samedi, les manifestants, parmi lesquels se trouvaient des étudiants, des enseignants et des retraités, ont déposé des gerbes de fleurs devant l'Ecole Polytechnique à la mémoire des dizaines de victimes du 17 novembre 1973.

"*Nous devons lancer un avertissement au gouvernement. La situation ne changera que si nous résistons*", a déclaré un manifestant venu avec sa fille dans les bras.

Sept mille policiers ont été déployés pour l'occasion dans le centre d'Athènes, dont plusieurs artères ont été fermées avant le début du défilé.

L'Aube dorée, mouvement d'extrême droite qui a fait son entrée cette année au parlement, a affirmé dans la semaine qu'aucun étudiant n'avait été tué en 1973 à l'Ecole Polytechnique, ce qui a exacerbé les tensions.

Les manifestants devaient se diriger vers l'ambassade des Etats-Unis, qu'ils accusent d'avoir soutenu les colonels. Le Parti communiste (KKE) a par ailleurs appelé à un rassemblement devant l'ambassade israélienne pour protester contre l'offensive en cours dans la bande de Gaza. Reuters 17.11

3- Irlande

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi en Irlande pour protester contre la mort d'une Indienne dans un hôpital irlandais où des médecins ont refusé d'interrompre sa grossesse alors qu'elle faisait une fausse couche, au motif que l'avortement est interdit par la loi.

Plus de 10.000 personnes ont défilé à Dublin, selon la police.

La jeune femme, enceinte de 17 semaines, s'était présentée le 21 octobre à l'hôpital en raison d'importantes douleurs dans le dos. Après avoir été informée qu'elle était en train de faire une fausse couche, elle a demandé à plusieurs reprises que l'on mette

un terme à sa grossesse, a rapporté son mari au Irish Times. Mais le médecin a refusé et la jeune femme est morte de septisémie. AFP 17.11

Haut de page

Le 19 novembre

CAUSERIE

Pas le temps de causer et pas de courant depuis déjà 6 heures !

Crise dans tous les partis politiques en France.

Les centristes sont incapables de se rassembler, le MoDem refuse de rejoindre l'UDI, l'UMP a pour ainsi dire déjà éclaté avec la création de l'UDI, Fillon et Copé s'écharpe en public. Au MoDem certains prônent le ralliement à l'UDI, d'autres lorgnent vers le PS et se verraient bien entrer au gouvernement.

Au PS, les courants qui incarnent la petite bourgeoisie sont marginalisés au profit de ceux qui regroupent les grands bourgeois des courants sociaux-libéraux. Le PCF se déchire entre ceux qui souhaitent maintenir l'alliance avec le PdG au sein du Front de gauche et ceux qui préfèrent se rapprocher du PS en vue des élections de 2014. Même constat chez EELV. Même constat au FN cette fois en direction de l'UMP. Au PG, c'est la grande désillusion, le retour de bâton des illusions semées par Mélenchon, qui ne savant plus à quels saints se vouer se tournent vers la soi-disant gauche du PS et EELV qui ont voté la "*règle d'or*", les différents budgets ou projets de budget du gouvernement...

PS. Dans l'entourage du premier secrétaire, on évoque une aile gauche rigide, qui n'était pas prête à faire des concessions sur le nombre de postes. Mais d'autres dirigeants dénoncent un « *virage* » du PS. Le parti de la rue de Solférino lorgnerait de plus en plus vers le centre, à la remorque de l'exécutif, qui lui aussi aurait entamé un « *tournant* » avec le pacte de compétitivité. 20minutes.fr 18.11

C'est marrant, on croyait qu'il avait amorcé un « *tournant* » en 1983, en 1936, en 1914, décidément on ne doit rien comprendre...

UMP. Jean-François Copé a revendiqué dimanche peu après 23H30 sa victoire dans la course à la présidence de l'UMP face à son rival, l'ex-Premier ministre François Fillon, qui a pour sa part estimé qu'il avait gagné avec " *224 voix d'avance* ". " *Je ne laisserai pas voler la victoire aux militants* ", a-t-il ajouté.

Le député UMP de la Mayenne, Yannick Favennec, a annoncé dimanche sa démission de la présidence de la fédération de la Mayenne de son parti, la motion de la " *droite forte* " menée par les sarkozystes Guillaume Peletier et Geoffroy Didier l'ayant emporté dans ce département.

Outre la présidence de l'UMP, les adhérents du parti avaient à se prononcer dimanche sur les " *courants* " - une première à droite - en départageant six motions en lice (des " *Humanistes* " à la " *Droite forte* " en passant par la *Droite sociale* ").

" *En Mayenne, la droite forte est arrivée en tête des motions de l'UMP. Je ne me sens pas en phase avec ce choix* ", a écrit M. Favennec sur son compte Twitter. AFP 18.11

Je ne me suis pas intéressé à LO qui végète à l'ombre du PCF, au NPA qui a connu une très forte hémorragie de ses adhérents, tiraillé entre une alliance ou non avec le FdG, quant au POI, la direction de ce parti a dû faire face apparemment à la contestation dans ses rangs suite à la parution d'un entretien de Mélenchon dans le numéro 224 d'Informations ouvrières, une pleine page.

La réponse de jésuite de la direction du POI est un chef d'oeuvre d'hypocrisie, mais sera sans doute pour beaucoup de militants du POI une révélation, quand elle écrit "*Informations ouvrières est à la fois l'organe du POI et une tribune libre de la lutte des classes. A ce titre, il ouvre régulièrement ses colonnes à de nombreux militants ouvriers et syndicalistes qui, sans partager les positions du POI, peuvent trouver à s'exprimer librement dans ce journal.*", ce qui signifie que ce journal n'appartient pas aux militants de ce parti, ce qu'il n'a jamais été d'ailleurs mais c'est une autre question, ou plutôt pour être plus précis, qu'il serait à la fois le journal de ce parti mais pas seulement, sans l'être entièrement. Il y aurait donc dans ce journal, d'un côté " *l'organe du POI* " *et de l'autre "une tribune libre de la lutte des classes* ", ce sont eux qui font cette distinction ou dichotomie qui n'a rien d'anodin quand on lit leur article "*Informations ouvrières et le libre débat*" (IO n°226 page 14)

Pour se justifier, ils sont obligés de rappeler sur quelle base a été fondé le POI par "*des militants et des travailleurs d'origines politiques diverses du mouvement ouvrier et d'élus qui, par leur propre cheminement, sont parvenus à une même conclusion : les travailleurs ne sont plus représentés politiquement.*", comme si c'était une nouveauté datant de 2008 et pouvait constituer la base d'un programme d'un parti ayant pour objectif la prise du pouvoir par la classe ouvrière !

Le POI (depuis l'OCI) se caractérise par la culture des apparences qui tient lieu de réalité à ses dirigeants ou à partir d'un simple constat, en déduire des vérités qui auraient une valeur absolue sans tenir compte des changements intervenus dans les rapports au sein de la société en général, qui plus est à l'intérieur des partis vers lesquels ils lorgent sans cesse. Ce qui leur permet d'écrire que "*Le POI est conscient que plusieurs partis existants se réclament du combat des travailleurs*" qui suffira à en faire des partis ouvriers et des alliés potentiels. C'est un syllogisme déguisé, ils procèdent toujours de la sorte de manière à se justifier.

Ce n'est plus le socialisme ou l'objectif du combat du parti qui détermine sa tactique, mais la situation auquel il doit être subordonné, qui lui dicte ses rapports avec les autres partis. C'est ainsi "*que l'époque actuelle de crise sans précédent du régime capitaliste est marquée par une offensive contre l'existence des partis politiques, dénoncés comme archaïques, au profit de la recherche permanente du « consensus » pour accompagner les contre-réformes*", comme si ce n'était pas la nature même de ces partis qui permettait à ce "*consensus*" d'avoir une emprise sur eux , les épagnant une fois de plus ou déformant la réalité au passage.

Une fois posé le fait que ces " *partis politiques* " et non leur existence étaient menacés, vous aurez remarqué en lisant attentivement, que *dénoncés* figurait au pluriel et donc s'appliquait à ces partis et non à leur existence, qui en réalité n'était en rien menacée par la crise du capitalisme, ils sont bien trop utiles au régime.

Si vous avez suivi, vous remarquerez maintenant que dans la phrase qui figurait à la suite de celle qui a été reproduite, ils vont s'employer à affirmer exactement le contraire : "*Pour notre part, partisans de la lutte de classe, nous pensons que défendre la démocratie politique implique la défense de l'existence de partis et, pour ce qui nous concerne, dans le cadre de la démocratie ouvrière, l'organisation de la libre discussion et de la confrontation des points de vue politiques.*", là ils ne prennent même plus la précaution de préciser des partis ouvriers, à croire qu'ils soutiennent des partis qui ne le sont ou qu'ils recrutent des adhérents de tels partis, le reste est du baratin pour tromper les naïfs, je ne tenterai pas de leur envoyer un article, je rappelle aux lecteurs que depuis 2005 ce parti (ex-PT) refuse même que je m'abonne à leur journal, mon argent est trop sale, celui de l'appareil de FO et de l'Etat l'est beaucoup moins apparemment.

La Tribune libre d'*Informations ouvrières* n'existe pas en réalité, l'appareil du POI, en fonction de ses propres besoins, publie les articles qu'il veut bien publier et qui servent ses intérêts. En aucun cas ces articles ne doivent constituer une confrontation d'idées surtout critiques envers celles de la direction du POI. Plus de 90% des articles publiés dans cette soi-disant Tribune libre sous différentes étiquettes sont en réalité rédigés par des adhérents de leur propre parti, sans que cela soit précisé généralement.

Il est de bon ton de se dire démocrate, de se réclamer de la démocratie pour en réalité camoufler ses réelles intentions ou tout dire et tout faire et son contraire. Par exemple quand le POI affirme qu'il "*se refuse en effet à faire de ses positions une condition ou un préalable à la discussion et à l'action commune avec d'autres forces politiques sur des points précis.*", c'est vrai quand cela l'arrange, faux dans tous les autres cas. Mais l'essentiel est ailleurs, dans le non-dit ici, au nom de ce principe ses dirigeants issus de l'OCI-PCI ont bazardé le socialisme révolutionnaire au profit d'un socialisme s'accommodant du capitalisme auquel sont liés une grande partie, la majorité de leurs adhérents provenant du PS et d'autres partis ou des syndicalistes ou encore les anarcho-syndicalistes.

Pour notre part, nous ne rejetons pas la discussion avec des partis ouvriers, nous ne rejetons pas l'unité ponctuelle avec ces partis, mais et mais seulement à partir du moment où le parti a conservé ses principes, son programme, son drapeau, ceux de la révolution socialiste internationale, ce qui n'est pas le cas du POI.

Quand le parti bolchevik de Lénine s'est allié ponctuellement avec les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires ou même avec le parti Cadet contre le tsar, à aucun moment il a estimé nécessaire de changer le nom, les principes, le programme ou le drapeau de son parti. La réalité, c'est que le tournant stratégique entrepris par les dirigeants du PCI au début des années 80 (amorcé dès 1940) consistant à se tourner vers les dirigeants, cadres et élus du PS, du PCF et des Verts et qui a donné lieu à la création du PT, puis du POI, est un échec sur toute la ligne.

Pour que l'on comprenne bien notre démarche et ce qui nous distingue du POI quelques précisions très rapidement.

Nous ne sommes pas contre la République en soi, nous ne sommes pas contre l'Etat en tant que tel comme le sont les anarchistes, nous concevons que l'on puisse mener le combat pour la défense des valeurs ou principes de la République avec d'autres partis, à condition de notre côté de le faire dans la perspective d'une République sociale ou socialiste, de la même manière que l'on peut concevoir la défense de l'existence d'un Etat souverain ou indépendant de l'UE, de l'ONU, mais à condition de mener ce combat dans la perspective d'un Etat ouvrier, les autres partis praticipant à ce combat étant libre de le mener dans une autre perspective, or ce n'est pas la stratégie qu'ont adopté les Lambert, Gluckstein et compagnie.

A de nombreuses reprises depuis 2005 j'ai appelé les militants à participer aux différents combats initiés par le PT ou le POI parce que j'avais estimé qu'ils étaient justes ou qu'ils correspondaient aux tâches du moment que la classe ouvrière devait accomplir, mais sur une base politique claire, pas question pour nous de mettre dans notre poche nos propres mots d'ordre, notre programme et notre drapeau. Voilà notamment ce qui nous distingue de ce parti.

Procéder autrement, comme ils l'ont fait, en terme d'objectif ou de réalisation, cela a abouti à quoi, à rien, les masses sont toujours aussi ignorantes, aussi peu organisées et le parti n'existe pas, voilà le résultat. Comme ils ont toujours raison et veulent toujours avoir le mot de la fin, ils nous rétorqueront que c'était inévitable, qu'ils n'y sont pour rien...

ACTUALITE EN TITRES

En famille.

- Assouline (PS) "*je ne peux pas me réjouir*" de la situation à l'UMP - AFP

Le porte-parole du PS, David Assouline, a déclaré dimanche soir qu'il ne pouvait "*pas se réjouir*" de la situation à l'UMP dont les deux candidats à la présidence, Jean-François Copé et François Fillon, ont chacun revendiqué la victoire. 20minutes.fr 18.11

Eh bien nous, nous nous en réjouissons, que ces charognards d'étripent entre eux !

Chantage.

- Difficiles négociations salariales de la dernière chance à la compagnie SAS AFP

La compagnie aérienne scandinave SAS menait dimanche de difficiles négociations salariales avec les représentants du personnel, en vue de faire accepter une baisse des salaires censée constituer la dernière chance du groupe.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine

Vingt-neuf Palestiniens, en majorité des femmes et des enfants, ont été tués dimanche, journée la plus meurtrière de l'offensive israélienne déclenchée contre Gaza il y a cinq jours.

Dimanche, 11 Palestiniens, dont quatre femmes et cinq enfants, et neuf membres d'une même famille, ont été tués dans l'après-midi dans une frappe aérienne qui a détruit un immeuble de trois étages du quartier de Nasser (nord) dans la ville de Gaza.

Une femme de 60 ans a été tuée dans sa maison à Rafah, qui a aussi été bombardée.

"*Israël, qu'ont fait les enfants et les nouveaux-nés?*" s'est indigné un parent, Khalil al-Dallou, fondant en larmes en apprenant la mort de son cousin Mohammad, 35 ans.

Dans la matinée, six Palestiniens, dont quatre enfants, avaient été tués, dont un frère et une soeur de 3 et 1 an dans le nord, ainsi qu'un enfant de 18 mois, dans le centre. Après le siège du gouvernement du Hamas, complètement détruit samedi, l'aviation israélienne a visé deux centres de presse à Gaza, blessant au moins huit journalistes palestiniens. AFP

SOCIAL

1- Espagne

Contre les privatisations et les coupes budgétaires, une "*marée blanche*" de dizaines de milliers de médecins, infirmières et personnels des hôpitaux a envahi dimanche les rues de Madrid, aux cris de "*santé publique*", "*la santé est un droit, nous allons lutter*".

Dans le cadre de sa réforme sanitaire, le gouvernement entend économiser sept milliards d'euros par an, un effort qui se répercute sur les finances des régions, en charges des lourds budgets de l'éducation et de la santé.

"*Nous sommes là pour deux raisons, parce que les coupes budgétaires portent préjudice aux services médicaux pour les citoyens et parce que les conditions de travail du personnel empirent*", résume Jaime Rodriguez, un jeune médecin de 33 ans, spécialiste en gériatrie, de l'hôpital de Leganes en banlieue de Madrid.

Déjà, la population est lourdement mise à contribution: les retraités, qui jusque là bénéficiaient d'un système de santé totalement gratuit, doivent désormais régler 10% de leurs factures de pharmacie, tandis que la note s'est alourdie aussi pour les actifs.

Et pour les médecins et infirmières, la politique d'économies se fait déjà sentir dans les hôpitaux madrilènes, parfois cruellement: Jaime Rodriguez donne l'exemple "*d'un patient de 90 ans qui a dû passer cinq jours aux urgences parce qu'il n'y avait aucun lit de libre*" dans un service.

"*Les coupes sont visibles dans l'approvisionnement en pharmacie. Certains malades doivent réclamer pour obtenir leur traitement*", témoigne aussi Daniel Domingo, gastro-entérologue de 34 ans à l'hôpital de Parla, en banlieue, qui est venu manifester en blouse blanche.

Médecins et infirmières craignent que les privatisations à venir, ajoutées aux coupes budgétaires, ne soient synonymes de licenciements massifs, tout comme d'un appauvrissement de la qualité des soins.

"*Dans le public, il y a une infirmière pour 4 à 6 malades, dans le privé il y en a une pour 8 à 10 malades*", explique Daniel Domingo.

"*En plus des coupes salariales, de la suppression de la prime de Noël (qui frappe cette année tous les fonctionnaires espagnols), nous avons de moins en mois de moyens. Déjà, ils ont fermé des lits*", raconte Yolanda Abebes, 48 ans, infirmière depuis 25 à Gregorio Marañon, l'un des grands hôpitaux madrilènes.

"*J'ai été infirmière dans un hôpital privé*", témoigne-t-elle, "*je sais qu'il y a moins de matériel, mois de personnel*".

"*Les infirmières mettent beaucoup plus de temps à arriver quand un malade les appelle, parce qu'elles sont moins nombreuses*", ajoute Montserrat Ribera, 47 ans et 24 ans d'ancienneté.

Infirmières de nuit, Yolanda et Montserrat participent à tour de rôle, avec leurs collègues, à l'occupation des locaux de Gregorio Marañon. "*Je ne sais pas pour combien de temps*", confie Yolanda. "*En principe, c'est pour une durée indéterminée*". AFP 18.11

2- Grèce

Semaine du 11 au 16 novembre. Extraits. okeanews.fr)

Les grèves et les actions syndicales se multiplient :

Les grèves et les actions syndicales se répandent dans le secteur privé ainsi que pour les travailleurs du secteur public en Grèce, principalement à cause des salaires impayés, mais à cause des conditions de travail. Le samedi, la communauté de Radiobubble a rapporté des cas de grèves dans MEVGAL, une entreprise laitière importante en Grèce, ainsi que dans les magasins de vente au détail Fokas à Thessalonique. En outre des grèves parmi les salariés du secteur privé ont été signalées par la communauté cette semaine incluant la station Radio Flash, le service client de Vodafone et les travailleurs des chantiers navals de Skaramanga.

Poursuite des grèves dans la fonction publique

Les fonctionnaires du syndicat ADEDY ont poursuivi leur grève le mardi 13 Novembre et ont organisé une manifestation devant le ministère de la réforme administrative concernant les plans de licenciements issus du vote du troisième mémorandum.

La mobilisation des fonctionnaires et divers types d'action ont été menées par les travailleurs municipaux et s'est ensuite propagée à travers le pays à d'autres secteurs de l'Etat. La communauté Radiobubble a observé toutes les actions de la semaine : d'occupation et de grève dans les universités d'Athènes, de Thessalonique et de la mer Egée, dans les bâtiments municipaux à Athènes, Xanthi, Patras, Macédoine de l'Ouest, et Heraklion, ainsi que dans le palais de justice de Pyrgos (Péloponnèse) et dans

les préfectures de Macédoine et de l'Epire.

La solidarité se développe encore :

Comme l'aiguillon de la crise se fait sentir par une partie de la population de plus en plus importante de la société grecque, divers mouvements de solidarité se développent pour combler les lacunes. Le samedi, le mouvement a été Atenistas collectait des vêtements pour les sans-abri à Athènes et les associations de médecins ont annoncé qu'elles allaient fournir des services gratuits tous les mercredis pour ceux qui n'ont pas d'assurance sociale ainsi que des vaccinations gratuites pour tous les enfants. D'autres actions de solidarité ont été signalés par la communauté Radiobubble cette semaine comme les leçons privées gratuites pour les écoliers et les adultes proposées par les élèves de l'École polytechnique d'Athènes, le groupe anarchiste Nosotros et la plate-forme web # tutorpool.

Un nouveau sondage accablant pour le gouvernement et les institutions

Le même jour (11 novembre), un sondage d'opinion réalisé par Kapa pour le journal To Vima a été publié. Le sondage confirme la tendance récente selon laquelle, si des élections avaient lieu aujourd'hui, SYRIZA recueillerait le plus grand nombre de voix, suivi par la Nouvelle Démocratie, tandis que le parti néo-nazi l'Aube Dorée serait la troisième force politique au Parlement.

Le sondage a cependant confirmé les données accablantes pour le gouvernement et l'opposition, avec plus des deux tiers des personnes sondées qui ont exprimé une opinion négative sur la performance du gouvernement, tandis que plus de la moitié déclarent ne pas faire confiance à SYRIZA pour gouverner le pays si le gouvernement actuel devait échouer.

Aussi accablantes sont les réponses concernant les institutions de l'État et du système politique dans son ensemble. Les personnes sondées ont indiqué que leurs deux sentiments principaux concernant la politique sont la colère et la déception. En outre, sur une liste de 16 institutions clés pour le fonctionnement de la vie publique grecque, aucune n'a rassemblé plus de 50% de réponses positives à la question: « *avez-vous confiance à cette institution pour le progrès et la prospérité dans notre pays?* » Les institutions pour lesquelles les personnes sondées se méfient le moins étant l'armée, les entreprises privées et l'église, tandis que les institutions les médias, les partis politiques et les syndicats font partie des institutions dont les personnes sondées se méfient le plus.

Seulement un peu plus de 10% ont répondu qu'ils faisaient confiance au gouvernement, alors que moins de 10% ont déclaré qu'ils font confiance au parlement. okeanews.fr 18.11

ECONOMIE

Argentine

L'Argentine ne remboursera pas ses créanciers détenteurs de titres sur lesquels le pays a fait défaut, malgré la décision rendue par une juridiction américaine l'enjoignant de le faire, a déclaré le ministre de l'Economie dans un entretien publié dimanche.

Une juridiction d'appel de New York a estimé le mois dernier que Buenos Aires se rendait coupable de discrimination à l'égard des créanciers qui ont refusé de s'impliquer dans deux processus de restructuration lancés par l'Argentine qui cherche toujours à rebondir après avoir fait défaut sur 100 milliards de dollars (78,4 milliards d'euros) de dettes il y a une dizaine d'année.

Le pays d'Amérique latine a décidé de contester la décision de justice américaine, estimant que la juridiction avait outrepassé ses compétences en se prononçant sur la question de remboursements de dette en dehors des Etats-Unis.

"*L'Argentine est un pays responsable qui honorera ses obligations à l'égard de ses créanciers (...). Nos créanciers sont tous ceux qui ont participé aux deux plans de restructuration de dette en 2005 et 2010*", a déclaré Hernan Lorenzino au journal Pagina 12.

"*Nous continuerons à contester toute alternative dépassant ce cadre*", a-t-il encore déclaré. Reuters 18.11

Haut de page

Le 20 novembre

CAUSERIE

Avec quelques heures d'avance. Ce courriel reçu d'un camarade en provenance de Gaza. Les photos mises en ligne proviennent de cet habitant de Gaza.

Bonjour de Gaza

Je vous envoie ce message les larmes aux yeux, moi qui ne pleure jamais, mais cet immeuble détruit se trouve à 500 métres de chez moi, et les images des enfants tués m'ont bouleversées.

En dehors de l'émotion, je veux vous montrer la réalité quotidienne de Gaza sous bombardements et raids israéliens intensifs.

L'armée la plus morale du monde a commis un nouveau massacre israélien ce dimanche 18 novembre 2012.

L'avion israélienne a bombardé un immeuble de 5 étages dans la ville de Gaza, un immeuble qui héberge 40 personnes, et qui appartient à la famille Dalou.

12 personnes de la famille Dalou sont mortes, parmi eux: 6 enfants, 3 femmes et 2 personnes âgées, il y a eu 25 blessés.

Je suis désolé de ces photos choquantes prises par un ami photographe, qui se trouve dans une situation psychologique difficile après ces images terribles.

Je pense que les organisations de droit s de l'homme et de droits des enfants dorment, je ne sais quand elles vont se réveiller ?

Un nouveau crime israélien contre nos enfants et nos civiles, un nouveau massacre contre l'humanité.

Et un nouveau silence complice de ces pays qui prétendent défendre les droits de l'homme. p>Je suis obligé à vous envoyer ces photos à vous, les amis, les gens de bonne volonté, les associations de soutien à notre cause noble pour essayer de calmer ma colère et la colère des Gazaouis p>C'est horrible, terrible, mais la réalité est plus dure à Gaza.

Amitiés de Gaza la résistance, le courage, la dignité, mais surtout Gaza l'humanité.

Ziad Medoukh

Un simple citoyen palestinien de Gaza.

Réaction à chaud. J'ai reçu une douzaine de photos au total. Je vais vous dire un truc : ces organisations des droits de l'homme sont pourris jusqu'à l'os, pourris par le capitalisme, pourris par le sionisme, pourris par la franc-maçonnerie, pourris comme vous ne pouvez pas l'imaginer, on ne peut pas prononcer leur nom sans avoir envie de vomir ou de leur souhaiter le même sort que vos bourreaux vous font subir, nos bourreaux. Tenez, elles sont à l'image du PS en France.

Vous n'êtes pas au bout de vos surprises.

Suite mardi matin

Quelques réflexions.

1- A la question pourquoi les maîtres du monde laissent-ils filtrer sur Internet des documents ou des informations informant la population sur leurs véritables intentions, j'ai relevé deux explications qui me paraissent être plausibles : parce qu'ils estiment être proches de leur objectif final et que rien ni personne ne pourra désormais y faire obstacle, car c'est un processus irréversible dans lequel l'humanité est engagé, c'est une manière de préparer psychologiquement la population au sort inévitable (selon eux) qui l'attend, de témoigner ainsi leur puissance et l'impossibilité de s'y opposer, de telle sorte que ceux qui seraient tentés de résister abandonnent et leur laissent le champ libre.

Ensuite, par le biais des différents moteurs de recherche et des "*réseaux sociaux*" sur Internet, cela leur permet de mieux ficher la population en vue d'exercer un contrôle total ou absolu sur elle, objectif devant être atteint impérativement pour que leur plan de Nouvel ordre mondial se concrétise ou parvienne à son terme.

2- Le Nouvel ordre mondial peut être mis en échec et ne constitue à ce jour qu'une menace relative sur l'humanité, grave mais relative, parce que les conditions dans lesquelles il a été élaboré et précisé au fil du temps présentent dorénavant

de gigantesques obstacles que ses concepteurs ou partisans n'avaient pas prévus, dont le plus important réside dans l'accroissement exponentiel de la population mondiale. Il est inconcevable qu'ils parviennent d'une façon ou d'une autre à réduire la population de 7 milliards d'habitants à 500 millions ou même à un millard. Etait-ce d'ailleurs vraiment leur objectif ? Ils l'ont affiché ou plutôt gravé dans la pierre, mais on peut en douter fortement. Par contre que par différents moyens ils parviennent à réduire 7 milliards d'habitants à l'état d'esclavage, cela ne semble pas invraisemblable.

En réalité, ces 500 millions pourraient plutôt constituer les différentes couches de privilégiés qui profiteraient du système économique, tandis que le reste de la population leur serait totalement soumis, et pourquoi pas déclinerait lentement dans le futur.

Le Nouvel ordre mondial n'est pas sorti du cerveau de complotistes, auquel cas Bush père et fils, Sarkozy et bien d'autres représentants du vieux monde n'y aurait pas fait référence comme objectif politique à atteindre, n'y accorderaient pas tant d'importance pour le glisser dans des discours officiels qui seront repris ensuite par les médias du monde entier. On peut mesurer quotidiennement l'avancement de ce projet, de cette stratégie à travers le monde.

On sait à quoi il correspond officiellement sur le plan institutionnel, Union européenne, ASEAN, NAFTA, FMI, Banque mondiale, etc., mais comme on continue d'ignorer les institutions moins officielles ou fonctionnant dans le secret qui les pilotent ou leur fournissent leur orientation politique, en agissant de la sorte non seulement on se prive de la possibilité d'informer la population sur la grave menace qui pèse sur son avenir, on se prive d'un puissant moyen ou levier pour lui faire prendre conscience des réelles intentions des représentants du capitalisme et de la nature même du capitalisme lui-même, en se privant ainsi de faits qui mis bout à bout ou en les recoupant avec ceux qui sont portés à la connaissance de la population et qui sont les seuls à même de faire prendre conscience aux masses de la détermination infaillible et du cynisme sans fond de l'oligarchie financière et de l'élite intellectuelle qui lui est soumise à exécuter son plan jusqu'au bout, on interdit aux travailleurs de prendre la décision de rompre avec le capitalisme et ses représentants ou d'envisager cette rupture, puisqu'ils continuent de croire qu'il est impossible de concevoir la société sur d'autres bases que ce système économique qui leur est présenté comme le seul possible, le meilleur, les représentants du vieux monde n'y travaillent-ils pas jour et nuit, sincèrement, et qu'aux jours pénibles qu'ils peuvent être aménés à vivre aujourd'hui et qu'ils vivent comme une fatalité et contre laquelle tout le monde est impuissant, succèdera bien des jours meilleurs dans un avenir indéterminé, ils sont portés à s'en contenter en dehors de toute alternative possible au capitalisme qu'ils sont incapables de saisir.

Porter ces faits à la connaissance des travailleurs, qu'on les manipule à un degré qu'ils n'imaginent pas et dans des domaines qu'ils ignorent totalement, pourrait les conduire à réagir, à prendre leur distance avec les discours des médias qui font partie de cette élite d'intellectuels conquis au Nouvel ordre mondial. On ne peut pas comprendre et agir efficacement quand on ignore les tenants et les aboutissants de quelque chose, tel est le principe d'où part ma réflexion. C'est notamment la raison pour laquelle des millions de travailleurs et jeunes sont embringués dans des Ong ou associations croyant être utiles aux victimes innocentes du capitalisme, pour sauver la planète, etc, alors qu'en réalité elles ont été conçues (financées et orientées) spécialement pour mieux camoufler les réelles intentions des représentants du Nouvel ordre mondiale, pendant que leur projet progresse.

Trotsky disait que l'un de nos principaux défis consisterait à éléver considérablement le niveau de conscience des masses si on voulait vaincre un jour le capitalisme, sous-entendant par là que si cette condition n'était pas réunie il serait impossible d'y parvenir. C'est l'autre élément qui détermine ma démarche ou l'intérêt que je porte aux différentes applications conduisant à l'établissement d'un Nouvel ordre mondial, et non je ne sais quelle théorie du complot qui ne m'intéresse pas du tout, ceci dit les complotistes ce sont ceux qui cachent à la population leurs véritables intentions, inavouables car profondément criminelles.

Les démasquer, démasquer leur complot est un devoir pour nous, non pas en en faisant une abstraction comme le font la quasi-totalité des intellectuels qui le dénoncent et affichent leur impuissance à le combattre de ce fait, mais en le reliant à la lutte de classe puisque c'est sur ce terrain que nous devons lutter et que nous vaincrons.

3- J'ai réussi à télécharger la vidéo *Money, le film* qui est un excellent outil prédagogique, même s'il comporte certaines faiblesses ou lacunes. Il est intéressant de constater dans cet exposé, que quel que soit le bout par lequel on prend l'économie ou la sphère considérée, on en revient toujours à l'économie réelle qui est la seule source des richesses produites, l'économie financière ou spéculative n'en créant aucune.

En principe, l'économie mondiale aurait dû s'écrouler à la fin des années 60 ou au début des années 70. C'est au cours des années 80 qu'ils mirent au point la plupart des instruments financiers qui allaient leur permettre de repousser cette échéance jusqu'à nos jours. Notons au passage qu'en France et dans de nombreux pays en Europe, cela coïncida avec l'arrivée au pouvoir des partis dits "*socialistes*" et leurs alliés, qui non seulement ne remirent pas en cause la subordination des Etats aux marchés financiers pour se financer, mais adoptèrent sans broncher ces nouveaux instruments financiers, ils sont donc responsables de la situation actuelle, dès lors se tourner vers eux 10, 20 ou 30 ans plus tard montre à quel point cette démarche est opportuniste, grotesque. Ajoutons que ce sont vers les adhérents ou élus de ces partis qui ont accepté pendant des décennies d'être ainsi les complices de l'oligarchie financière que le PT (POI), puis le PG plus tard se tourneront, qui forment aujourd'hui le gros des troupes de ces partis.

Je me suis demandé quels rapports pouvaient exister entre l'économie réelle ou productive de richesses et l'économie financière ou spéculative, et s'il existait un moyen de s'affranchir des contradictions de l'économie réelle, du capitalisme, je vous avouerai que

je ne suis pas encore parvenu à trancher cette question de manière satisfaisante, c'est-à-dire incontestable plusieurs fois j'ai cru y être parvenu pour me rétracter peu de temps après, je suis évidemment porté à penser que c'est impossible de faire abstraction des lois de fonctionnement du capitalisme, mais je veux absolument le vérifier à partir des faits et uniquement des faits.

On a beau nous dire que l'économie capitaliste telle qu'elle existe de nos jours serait finalement facile à comprendre, je n'en suis pas si sûr que cela. J'en veux pour preuve les lacunes ou contradictions constatées dans cette vidéo.

J'ai commencé à en visualiser une autre réalisée par Médiapart, qui avait organisé une conférence-débat avec huit "*économistes atterrés*, mais je ne suis pas parvenu à la télécharger entièrement. Par contre j'ai lu un commentaire intéressant d'un internaute qui précisait qu'aucun intervenant n'avait cité la mesure prise en janvier 1973 par Pompidou (ex-employé de Rothschild) qui avait consisté à subordonner dorénavant l'Etat aux marchés financiers pour se financer et auxquels ils devraient payer des intérêts, ce qui devait constituer le point de départ de l'endettement colossale de l'Etat jusqu'à atteindre quelque 1.700 milliards d'euros 40 ans plus tard, l'essentiel pour ne pas dire la totalité de cette somme gigantesque étant constituée des intérêts cumulés que l'Etat doit aux marchés, sachant que si l'Etat avait continué à battre la monnaie et à se financer sans intérêt, la dette de l'Etat serait aujourd'hui proche de zéro. En passant, je ne suis pas certain que cette dernière affirmation soit juste.

Je voulais juste montrer ici que des économistes bourrés de diplômes et apparemment animés de bonnes intentions, pouvaient être à côté de la plaque. Pourquoi ? Si on se réfère à l'exemple que j'ai pris, je dirais parce qu'ils sont incapables d'envisager de s'attaquer de front à l'oligarchie financière en remettant en cause cette loi ou mesure de 1973. Car la remettre en cause les ramènerait à la situation antérieure que j'ai évoquée plus haut, à la crise du capitalisme de la fin des années 60 ou du début des années 70, crise qui ne pouvait être résolue que de deux manières possibles, soit celle adoptée par les tenants du capitalisme, soit celle conduisant à s'attaquer aux fondements du capitalisme, or ces brillants économistes qui se veulent de gauche en sont incapables voilà tout, d'où le fait que leur discours et leur démonstration aboutissent à une impasse ou à des extrapolations sans fondement.

Si l'économie paraît si compliquée, c'est parce que l'on ne va pas au bout de notre analyse. Cela m'arrive aussi de me fourvoyer parce qu'il y a certains passages que je ne comprends pas ou qui méchappe encore.

Dans la vidéo *Money, le film*, il est indiqué que la monnaie fiduciaire (papier et pièce) représente à peine 7% de la masse monétaire comparativement à la monnaie scripturale (stylo ou clavier d'ordinateur) créée par les banques commerciale qui en représente 93%. A un autre endroit, il est précisé que l'ensemble de l'économie aujourd'hui repose sur la dette, la demande, le crédit accordé par les banques aux particuliers et aux entreprises, l'argent ainsi créé de toutes pièces à partir de rien, ajoutons la confiance qui repose sur un mythe... Ce mécanisme fonctionne normalement pendant un temps et en cas de problèmes, d'insolvabilité des emprunteurs, il sera toujours temps de trouver la parade.

On pourrait effectivement se dire que tout cela n'a aucune importance, car en cas de besoin les banques centrales feront marcher la planche à billets à coups de centaines ou milliers de milliards de dollards ou d'euros pour boucher les trous et le tour sera joué. C'est ce qui s'est passé depuis 2008. Mais alors, pourquoi ne créent-ils pas autant d'argent qu'ils le désirent pour se remplir les poches à l'infini et jouir tranquillement de la vie ? Pourquoi doivent-ils sans cesse s'attaquer à l'économie réelle, si l'économie financière suffisait à satisfaire leurs besoins ? Autrement dit, pourquoi doivent-ils toujours trouver de nouveaux moyens pour transférer de l'économie réelle vers l'économie financière des sommes toujours plus importantes ?

Tout simplement parce que les richesses produites le sont en quantité limitée et qu'il est impossible qu'elles satisfassent à la fois les besoins de 7 milliards d'êtres humains et ceux de quelques milliions de privilégiés animés par une cupidité sans fond, qui en captent une grande partie à leur profit.

On pourrait ajouter que les ressources de la planète n'étant pas illimitées, ils comptent en profiter au détriment de l'immense masse de la population mondiale qui pour cette raison doit se satisfaire du minimum pour survivre, diminuer ou disparaître par millions et millions, les ressources de la terre devant servir avant tout les besoins des nantis dans l'avenir. D'où toute la propagande mise en place sur le réchauffement climatique, les énergies renouvelables, etc. et qui fonctionne à merveille chez la masse ignorante. Laissons ici de côté Haarp et ses répercussions sur le climat. En aparté sur Haarp, allez voir ce qui s'est passé en Australie ces deux ou trois dernières années, et vous aurez une idée assez précise de ce qu'ils sont capables de faire. Je parle officiellement, en se rapportant à des documents officiels, des différents ministères concernés. Vous trouverez cela notamment dans le portail http://agentssanssecret.blogspot.in., c'est édifiant, mais bien réel hélas !

Un autre élément de l'économie réelle doit être pris en compte, les banques, pour comprendre que l'interaction qui existe entre l'économie réelle et l'économie financière ou la place monstrueuse qu'occupe celle-ci dorénavant, ne remet pas en cause la place fondamentalde de l'économie réelle dans le système capitaliste.

On a déjà dit que tout partait des banques puisque ce sont elles qui créent l'argent à partir de la dette. En cas de crise, leurs actifs (actions, titres, valeurs immobilières, etc.) se déprécient ou chutent brutalement, la confiance sur laquelle reposait tout le système s'effondre à son tour, cela se traduit par la raréfaction du crédit aux entreprises, la hausse du chômage, la baisse de

la consommation qui à son tour se traduit par une baisse de l'activité économique, des suppressions d'emplois, des licenciements, mais aussi par le refus des banques de se prêter de l'argent entre elles, par la rétraction de la masse monétaire en circulation, le tout aboutit à la paralysie de l'économie, la récession puis la dépression.

C'est un processus inévitable partant du fait que tout leur château de cartes repose sur la confiance, et qu'une fois qu'elle est entamée oupire, brisée, plus personne ne veut s'aventurer à mettre des capitaux dans l'économie réelle devenue trop risquée et peu rentable, il ne reste plus qu'à attendre le jour où elle s'effondrera. Nous devons en être là aujourd'hui. C'est la banque qui est au coeur du séisme qui ébranle l'économie mondiale en rapport direct avec l'économie réelle (biens et services) qui seule produit les richesses. Comme au XVIIe, au XVIIIe, au XIXe et au XXe siècle, rien n'a changé de ce point de vue là.

Vous aurez noté que ce n'est pas la banque qui déclenche tout ce mécanisme, mais la demande, la demande de crédit de la part des travailleurs, encore faut-il qu'ils aient un niveau de rémunération qui leur permette d'y accéder puis d'honorer leurs créances ou dettes. C'est aussi elle qui assure la circulation de l'argent, l'argent que vous allez retirer au distributeur, qui sert de trésorerie au quotidien aux entreprises et administrations, bref, si pour une raison ou une autre elles ne sont plus en mesure d'assurer ces fonctions, c'est tout le système qui s'écroule. Donc à la base on a la demande, le niveau de rémunération de la force de travail, si elle stagne ou diminue, la demande diminuera et le risque d'insolvabilitéva augmenter.

La rémunération de la force de travail, c'est le coût du travail, le taux d'exploitation, la part de la plus-value dégagée au cours du procès de production que le capitaliste réserve généreureusement aux travailleurs. Essayons de faire simple et concis. Avec notre salaire on peut satisfaire un certain nombre de besoins, si notre salaire stagne ou diminue alors que les prix augmentent, on ne pourra plus satisfaire certains besoins, on consommera moins, et si on est déjà endetté, il nous sera impossible d'épagner le moindre euro, il nous sera impossible de contracter un nouveau crédit, peut-être même que nous ne pourrons plus honorer le ou les crédits en cours. Bref, notre niveau de vie va diminuer. Si en plus notre salaire baisse ou qu'il faut payer le prix fort des services qui auparavant étaient gratuits ou bon marché, on se retrouve pris à la gorge et on devra une nouvelle fois réduire nos besoins. Mais lorsqu'on travaille, on produit toujours la même plus-value, la même richesse, sauf que désormais une part moins importante nous revient, tandis que celle des actionnaires va augmenter, normal, c'est le but de la manoeuvre, souvenons-nous qu'ils n'en ont jamais assez.

Ainsi s'explique très bien pourquoi selon le principe des vases communicants de plus en plus de richesses sont transférées de l'économie réelle ou productive vers l'économie financière ou spéculative, et pourquoi ils nous imposent des politiques d'austérité conduisant à la paupérisation une masse toujours plus importante de la population, ce que Marx et Engels avaient déjà exposé dans le *Manifeste du parti communiste* en 1848, et ce qui prouve du même coup que les fondements du capitalisme, les rapports et les inégalités entre les classes qui en constituent l'origine, ces lois de fonctionnement, sont demeurés inchangés jusqu'à nos jours.

Voilà ce que ces intellectuels ne veulent pas admettre et comprendre, parce qu'ils sont eux-mêmes subordonnés au capitalisme. On poursuivra plus tard en exposant quelles mesures devraient adopter un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour que la société fonctionne sur les décombres du capitalisme, on devra aborder les questions suivantes : de la monnaie sous ses différents aspects (matériel, fiduciaire, scripturale), de la banque, du crédit, de la dette, etc.

L'UMP tient le cap.

Jean-François Copé a été proclamé lundi soir président de l'UMP.

Jean-François Copé a lancé. "*La droite décomplexée, croyez-moi, désormais, elle est de retour*". Reuters 19.11

De son côté François Fillon s'est dit "*frappé*" par la "*fracture qui traverse*" l'UMP, "*une fracture politique et morale*".

Il a marqué sa volonté de "*réduire*" et "*dépasser*" cette fracture et a annoncé qu'il ferait "*connaître dans les jours qui viennent la forme que prendra pour l'avenir son engagement politique*". Reuters 19.11

A notre époque, leur modèle ne peut être que le parti républicain néo conservateur américain de Bush, qui correspond à la politique ultra libérale définie par et pour satisfaire les besoins de l'oligarchie financière qui domine l'économie capitaliste et le monde depuis les années 70-80. Il n'y a de place pour aucun autre parti dans le camp de la réaction ou alors son clone comme le fut l'UDF au milieu des années 70.

De la même manière que le PS doit s'aligner sur ce parti, adopter la même politique antisociale et réactionnaire, impérialiste, et c'est parce que cette règle ne peut souffrir aucune exception que la direction de ce parti vient de resserrer les boulons en écartant des postes clés de ses instances ceux qui auraient tendance à l'oublier.

La réaction sur toute la ligne doit s'imposer à tous, à tous les partis subordonnés au capital qu'ils se disent de droite, du centre ou de gauche. Donc évidemment la rupture des relations avec tous ces partis, est la condition préalable à toute véritable

indépendance d'un parti ouvrier. Il en va de même pour les syndicats.

Le gouvernement est un agent de l'oligarchie financière.

L'agence d'évaluation Moody's a privé lundi à son tour la France de la note financière d'excellence Aaa, dix mois après Standard and Poor's, une sanction aussitôt prise par le gouvernement comme une incitation à appliquer "rapidement" ses réformes.

La France "*est encore bien notée*", a réagi auprès de l'AFP le ministre des Finances Pierre Moscovici, en marge d'un déplacement à Grenoble.

Pour justifier sa décision, Moody's, qui menaçait d'abaisser la note française depuis le 13 février, a invoqué un "*risque*" qui plane sur la croissance économique de la France, et donc sur ses finances publiques, en raison de "*multiples défis structurels*", dont "*une perte de compétitivité graduelle mais continue*" et "*des rigidités des marchés du travail, des biens et des services*".

L'agence salue les réformes récemment annoncées par le gouvernement, et son "*fort engagement*" à les mettre en oeuvre. Mais elle rappelle que la France a rarement réussi à faire aboutir de telles réformes ces vingt dernières années, et juge que les mesures promises aux entreprises "*ne devraient pas, seules, avoir l'ampleur suffisante pour rétablir la compétitivité*".

La dégradation "*nous incite à mettre en oeuvre rapidement nos réformes*" en faveur de la compétitivité et la modernisation du marché du travail, a assuré Pierre Moscovici. AFP 19.11

Ce serait un euphémisme d'affirmer que ce sont les banquiers de la Fed et les agences de notation qui leur sont liées qui déterminent la politique du gouvernement, on en a ici un témoignage impossible à nier.

Notre combat doit s'axer contre le gouvernement, les institutions et l'oligarchie financière, les banquiers en particuliers, ainsi que contre l'UE et l'ONU (et l'OTAN), dans la perspective d'une République sociale, d'un gouvernement des partis ouvriers ou tendances du mouvement ouvrier menant ce combat. Dans chaque déclaration ou à la fin de chaque discours cet axe devrait figurer clairement.

La jeunesse est notre dernier espoir !

Le monde dans lequel les jeunes évoluent ne les satisfait pas. Et c'est sans doute pour cette raison qu'ils sont prêts à le changer. Interrogés lors du sondage, 83 % des 18-23 ans pensent à « *s'engager dans une action associative* ». Mieux, 44 % d'entre eux indiquent qu'ils ont déjà effectué des dons en faveur d'initiatives associatives malgré le contexte économique difficile. Ils ont même déjà tout un programme.

Si « *la lutte contre le chômage* » arrive en tête de leurs préoccupations, les plus jeunes citent ensuite « *la protection de l'environnement* » et « *l'aide aux démunis* ». 20minutes.fr 19.11

Une bonne nouvelle, on veut y croire ou s'en persuader, reste qu'ils sont encore profondément ignorants du monde dans lequel ils vivent, et je ne suis pas sûr du tout qu'ils envisagent de changer le monde dans le sens où nous l'entendons étant incapable de le concevoir au-delà du capitalisme. Ils sont pas nature insoumis ou révolutionnaires, généreux et rejettent violemment l'injustice, c'est leur point fort. Ils ont le cerveau très maléable parce qu'ils ne possèdent qu'une faible expérience de la vie et de la société, c'est leur point faible. A nous de mettre notre expérience à leur service pour les aider à combler cette faiblesse, encore faut-il trouver le langage ou la formule qui leur convient, et sur ce plan-là on s'est avéré particulièrement nuls jusqu'à présent.

La fraternité entre travailleurs actifs ou retraités, entre travailleurs du public et du privé, entre travailleurs manuels et intellectuels, entre travailleurs des villes et des campagnes, enfin entre générations, devrait être mise sans cesse en avant pour mettre en échec la propagande officielle et le conditionnement dans lequel les représentants du capital veulent les maintenir ou les enfermer en les poussant à s'opposer les uns aux autres, en leur proposant sans cesse des boucs émissaires à la crise du capitalisme, quand ce ne sont pas les travailleurs issus de l'immigration, telle ou telle couche de travailleurs ou de jeunes.

ACTUALITE EN TITRES

Nous n'en doutons pas !

- Belkacem répond à "*The Economist*" : "*Nous sommes crédibles*" - Le Nouvel Observateur

Un crime impardonnable !

- Les Français restent les champions des vacances - L'Expansion.com

A la bonne heure !

- Les syndicats de la compagnie SAS disent oui à la baisse des salaires - AFP

Un message de "***paix***".

- Syrie: l'UE affiche son soutien à la Coalition, l'Otan à la Turquie Jérôme RIVET - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

La Grèce s'est efforcée d'envoyer un signal rassurant à ses créanciers avant la réunion de l'Eurogroupe en adoptant lundi des décrets qui encadrent les objectifs de déficit budgétaire et garantissent que les recettes des privatisations seront affectés à la réduction de la dette.

L'Eurogroupe doit examiner mardi le déblocage d'une nouvelle tranche d'aide de 30 milliards d'euros dont Athènes a un besoin urgent pour éviter un défaut de paiement.

"*Nous avons tenu les promesses que nous avons faites*", a déclaré à Reuters le porte-parole du gouvernement grec Simos Kedikoglou.

Les décrets gouvernementaux - qui ne nécessitent pas l'aval du Parlement - complètent le plan d'austérité voté par les députés au début du mois pour répondre aux exigences de la troïka des créanciers internationaux.

"*La Grèce est prête pour mardi*", a estimé tard dimanche soir le ministre grec des Finances Yannis Stournaras à l'issue d'un long entretien avec le Premier ministre Antonis Samaras.

Aux termes d'un des deux décrets, les recettes des privatisations seront déposées dans les dix jours sur un compte sous séquestre de la banque centrale, afin de garantir que ces fonds seront bien affectés au remboursement de la dette.

Ce compte a été créé dans le cadre du deuxième plan de sauvetage accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international en mars dernier.

Les budgets du secteur public seront par ailleurs contrôlé chaque trimestre et, si les objectifs ne sont pas remplis, des baisses de dépenses ou des hausses d'impôts s'appliqueront automatiquement.

Si les objectifs budgétaires sont manqués de plus de 10% pendant deux trimestres consécutifs et qu'aucune mesure corrective n'est adoptée, le décret prévoit la nomination par le ministre des Finances d'un administrateur qui sera chargé de superviser les dépenses de l'administration concernée. Reuters 19.11

SOCIAL

France

Les Fédérations CGT, FO, CFE/CGC ont lancé un appel à la grève pour jeudi dans les Caisses d'allocations familiales (CAF) pour protester notamment contre les suppressions de poste ou les fermetures de sites, selon un communiqué reçu lundi.

Les CAF "*sont au bord de l'explosion*", affirme le communiqué, citant la suppression de 1.000 postes en trois ans, la "*fermeture de sites d'accueil de proximité*", "*le retard considérable dans le traitement des dossiers des allocataires*", ou la "*dégradation inquiétante des conditions de travail*".

Jeudi et vendredi, les présidents des CAF, les directeurs des CAF sous l'égide du président de la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) et du directeur de la CNAF se réuniront à Marseille pour aborder les futures orientations de la convention d'objectifs et de gestion 2013/2016, souligne le communiqué.

Or les orientations qui vont être discutées "*s'inscrivent dans le droit fil de la politique gouvernementale qui prévoit notamment la réduction de 20 milliards de dépenses publiques qui vont impacter aussi les organismes de sécurité sociale dont les CAF*", poursuit-il.

Les syndicats lancent aussi un appel à manifester jeudi à 10H30 à Marseille devant le Palais des Congrès "pour exiger l'arrêt de toutes les attaques portées contre la branche famille" de la sécurité sociale. AFP 19.11

ECONOMIE

1- Or

Le directeur général du plus gros producteur d'or au monde Barrick Gold, Jamie Sokalsky, s'est exprimé lors d'une conférence annuelle de la London Bullion Market Association (LBMA) à Hong Kong. Il a passé en revue les difficultés que rencontraient de plus en plus les compagnies minières aurifères. Le taux de découverte de l'or décroit malgré les dépenses records l'an passé de huit milliards de dollars consacrées à la prospection. Il a confirmé devant un public de 700 délégués du monde entier que la découverte de larges dépôts et la mise en production de ceux-ci prenaient beaucoup plus de temps qu'il y a dix ans.

Selon le dernier rapport Gold Demand Trends publié jeudi par le World Gold Council / Conseil mondial de l'or, la demande mondiale pour l'or a baissé de 11% au troisième trimestre 2012. Mais l'investissement sur les ETF or s'est avéré fort au cours de la même période. La demande de l'Inde, le plus grand pays consommateur d'or au monde, était en hausse de 9% par rapport au troisième trimestre 2011. Les chiffres ont montré que la Chine a affiché une baisse dans ce domaine de 8% d'une année sur l'autre, avec la demande pour l'investissement en barres et pièces d'or plongeant de 12%.

Les banques centrales du monde entier ont au total ajouté plus de 97,6 tonnes d'or à leurs réserves au cours du troisième trimestre, selon Gold Demand Trends. liesi 17.11

2- France

Les vingt banques internationales chargées de placer la dette française auprès des investisseurs ont été reconduites pour trois ans dans leur fonction, a annoncé lundi l'Agence France Trésor (AFT) dans un communiqué.

Ces établissements, appelés "*spécialistes en valeurs du Trésor*", doivent participer aux emprunts de la France, placer les titres de dette auprès des investisseurs et assurer la liquidité sur le marché secondaire, où s'échange la dette déjà émise.

L'AFT, chargée de placer la dette française sur le marché, indique que les vingt établissements sélectionnés pendant la période 2009-2012 ont été reconduits.

La liste, approuvée par le ministre de l'Economie Pierre Moscovici, compte au total douze banques européens (dont quatre françaises), sept nord-américaines et une japonaise.

Dans le détail, figurent sur la liste, Bank of America-Merrill Lynch, Barclays Capital, BNP Paribas, Crédit Agricole, Citigroup, Commerzbank, Credit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JPMorgan, Morgan Stanley, Natixis, Nomura, Royal Bank of Canada, Royal Bank of Scotland, Santander, Scotiabank, Société Générale et UBS.

"*Cette diversité géographique confirme le rôle central et l'attractivité des valeurs du Trésor français sur le marché de la dette en euros*", observe l'AFT, au moment où la France bénéficie de conditions historiquement favorables pour emprunter sur le marché. AFP 19.11

3- Italie

Le fonds d'investissement stratégique italien FSI et Qatar Holding ont signé un accord pour fonder un fonds commun qui investira dans des sociétés italiennes dans les secteurs de l'alimentation, de la mode et du luxe, de l'ameublement et du tourisme, a annoncé lundi FSI dans un communiqué. Reuters 19.11

4- Espagne

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, qui bénéficient d'un plan d'aide européen, a enregistré en septembre un nouveau record historique, avec plus d'un crédit sur dix douteux, selon les chiffres publiés lundi 19 novembre par la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 10,7 % du total des crédits en septembre, avec 182,226 milliards d'euros, atteignant le plus haut niveau depuis le début de la série statistique en 1962.

Avec la crise, le nombre de particuliers ne pouvant plus rembourser leurs prêts immobiliers a explosé et avec eux le nombre d'ordre d'expulsions pour saisir leurs appartements : depuis 2008, environ 350 000 ordres ont été émis, visant particuliers mais aussi promoteurs immobiliers et entreprises. LeMonde.fr 19.11

Haut de page

Le 21 novembre

CAUSERIE

Dans la rubrique *Economie*, j'ai mis en ligne une étude très détaillée de CCFD-Terre Solidaire, basée sur un rapport de l'OCDE de 2010 sur les multinationales, les paradis fiscaux et la captation des richesses par les nantis de l'oligarchie financière mondiale, les grands capitalistes.

Vous y trouverez une somme de données très intéressantes qui confirment qu'une masse toujours plus importante de profits échappe à l'économie réelle ou productive et à l'impôt, se déverse dans l'économie financière ou spéculative, à l'heure où tout les gouvernements clament que les caisses des Etats sont vides, qu'une crise inexorable nous frappe et que les travailleurs devraient en subir les conséquences et consentir de nouveaux sacrifices. Il s'agit là de faits et de chiffres officiels. Je n'ai pas eu le temps de lire ce document mais je vais m'y atteler ce soir.

Hier dans ma démonstration, j'ai oublié de préciser que la baisse du coût du travail que le capital veut nous imposer, est dûe à la baisse du taux de profit, à la hausse du coût de tous les autres facteurs qui entrent en ligne de compte dans la production, c'est pour rétablir leur profit qu'ils veulent rogner sur nos salaires ou nous faire travailler plus longtemps, pendant que les privilégiés se dorent tranquillement la pillule sous les cocotiers des paradis fiscaux.

Autre chose.

J'en connais qui vont faire leur choux gras de l'affrontement Fillon-Copé, en cela ils n'ont rien à envier aux commentateurs des médias aux ordres dont la fonction première n'est pas d'informer la population mais de la corrompre, de la maintenir dans l'ignorance. On se posera quand même la question de la crébilité de tels dirigeants ou partis, car cette pratique ne concerne pas uniquement des faits isolés mais se retrouve dans leurs analyses de la situation qu'ils pervertissent ou les conclusions qu'ils en tirent.

- Les guerres de chefs, héréditaires dans la famille gaulliste, n'ont jamais empêché les réconciliations de circonstance et la dernière "*fracture*" en date entre Jean-François Copé et François Fillon, tant personnelle qu'idéologique, ne devrait pas déroger à la règle, estiment membres du parti et analystes.

C'est une UMP scindée en deux qui a émergé des urnes après l'élection du président du parti, un duel fratricide "*désolant*", de l'avis de plusieurs responsables du mouvement, que les deux camps s'accordent à vouloir faire oublier au plus vite. Reuters 20.11

Le symptôme de la crise du régime, des institutions, patati patata, merci on ne l'avait pas deviné... Les travailleurs sont tellement abrutis que cela ne leur serait pas venu à l'idée. Tout n'a-t-il pas été fait pour présenter cet affrontement comme une rivalité d'ego et pas autre chose. Car voyez-vous les travailleurs continueraient de gober tout ce que les médias leur balancent.

C'est hélas vrai pour l'essentiel, mais aujourd'hui chacun a en tête la crise puisqu'on n'arrête pas de leur rabâcher du matin au soir depuis plus de quatre ans, il leur était facile de faire le rapprochement entre les deux et de déjouer la propagande des médias, qui, faut-il préciser, crise oblige une nouvelle fois, n'ont pas pu faire autrement que d'évoquer l'absence de marge de manoeuvre à l'UMP comme au PS pour y faire face, et l'impossibilité d'envisager une autre voie que l'affronter en sortant l'artillerie lourde, à l'UMP c'est Copé qui l'incarne, au PS c'est Hollande et sa clique, les deux partis ayant finalement le même programme politique tourné vers l'oligarchie financière contre les travailleurs.

On pourrait ajouter un extrait de l'entretien que Jean-Louis Borloo a donné hier au Monde qui confirme ce qui vient d'être dit, à sa manière.

Comment interprétez-vous la crise à l'UMP ?

On pourrait n'y voir qu'une querelle d'hommes, après tout compréhensible compte tenu de l'enjeu, mais c'est beaucoup plus profond que cela. Deux lignes s'affrontent à l'UMP, assez irréductibles. Elles reflètent les tensions qui agitent la société française, soumise à une crise économique et sociale de grande ampleur et à la perte de ses repères. Les gens ne savent pas quel est leur avenir, si bien que les peurs montent à une allure vertigineuse.

Jean-François Copé vient d'être élu président de l'UMP. Qu'est-ce que cela change pour vous ?

Pour moi, la question des hommes n'est pas essentielle. Ce qui m'importe, c'est le cap et la vision de l'avenir que l'UMP va devoir choisir. La société en mutation impose aux forces politiques une réorganisation en profondeur. La gauche est soumise aux mêmes tensions que la droite, avec un courant guidé par le repli sur soi et la peur de l'avenir. Regardez ce qui se passe au Sénat : le gouvernement ne parvient pas à avoir de majorité. Ce n'est pas parce que Jean-Marc Ayrault manque d'autorité, c'est parce que le Front de gauche ne se reconnaît pas dans le discours ni dans la politique que mène le PS.

Vous n'aurez pas envie de leur ressembler.

- "*Le pire de tous, notre pire adversaire, il ne pourra jamais être ministre des Affaires Etrangère à cause de son "non" au référendum*". (Le Canard enchaîné de (?) mai 2012)

Réponse : François Hollande à propos de Laurent Fabius.

- "*Franchement, vous imaginez Hollande président ? On rêve !*" (Sud-Ouest du 14 avril 2011)

Réponse : Laurent Fabius.

- "*Arrêtez de dire qu'il travaille. François n'a jamais travaillé. Il ne fout rien.*" (JDD du 30 avril 2011)

Réponse : Martine Aubry.

Vous aurez compris que le président "*normal*" ou plus basique, l'homme "*normal*" pour cette vermine, c'est un homme sans principe, sans valeur, sans scrupule, sans morale, en dehors de ce qui peut servir ses intérêts individuels. Médiocre, un parasite, quoi !

Qui a dit ?

- "*Et toujours ici ce terrible constat, l'absence d'organisation indépendante des travailleurs pour dire "NON" aux boucheries impérialistes. Que le premier feu soit sur la Syrie ou l'Iran nous devons résister ! Pour la Paix, pour l'amitié entre les peuples, guerre à nos propres tyrans.*"

Réponse : ce n'est pas un canular, vous allez peut-être tomber sur le cul : un portail royaliste : http://lyonroyal.over-blog.com. Par hasard en lisant des articles sur le portail des traders de Liesi, j'ai cliqué sur un lien et j'ai atterri sur le portail de ces royalistes. Heureusement que je ne suis pas un adhérent du POI (CCI), j'aurais été viré sur le champ, clin d'oeil à feu P. Broué (dans lequel je ne me reconnais pas faut-il préciser)

Dans ce portail ils ont même reproduit un tract de la CGT ! Apparemment ils sont moins sectaires que nos dirigeants, cherchez l'erreur.

Tour à tour dans des courriels, j'ai été accusé d'être à la solde de l'UMP, du PCF, du NPA, de LO, du PT puis du POI, d'être un bobo, un nanti, un raciste, sans doute depuis peu un antisémite ou de rouler pour l'extrême droite, là j'extrapole mais il y en a bien qui ont dû le penser, il ne me manquait plus que l'étiquette de royaliste ! J'ai oublié celle de complotiste ou conspirationniste et la boucle est bouclée. Comme disait Prévert, je suis comme je suis, je vous laisse imaginer la suite.

Heureusement que je ne prête aucune attention à ces accusations sans fondement, le ridicule est à mettre au compte de leurs auteurs. On va continuer en restant fixé sur notre objectif.

Le "***courage***" et la "***justice***" version PS, c'est de faire les poches des travailleurs au profit de l'oligarchie financière.

Les députés français ont adopté mardi par 317 voix contre 217 le projet de loi de finances (PLF) pour 2013 que le Sénat examinera à son tour à partir de jeudi.

Les groupes socialiste, écologiste et des radicaux de gauche ont voté pour. Le groupe du Front de gauche, qui s'était déjà abstenu sur la partie "*recettes*", s'est abstenu sur l'ensemble du projet.

Les groupes UMP et UDI (centriste) ont voté contre.

Pour le socialiste Pierre-Alain Muet, "*c'est un budget marqué par le courage, la justice et l'efficacité économique*".

Ce projet de loi de finances pour 2013 devrait être définitivement adopté vers le 20 décembre par le Parlement quelles que soient les difficultés qu'il va devoir affronter au Sénat, l'Assemblée ayant constitutionnellement le dernier mot. Reuters 20.11

Et le PG ou le POI (notamment) qui rêvent d'une alliance avec la soi-disant gauche du PS qui vient d'adopter ce budget d'austérité... Ainsi ils se décrédibilisent un peu plus aux yeux des militants. J'invite ces derniers, comme je l'ai déjà fait une multitude de fois à se pencher sur la politique qu'ils ont mis en oeuvre depuis des décennies ou plus loin encore, ils pourront ainsi constater que leur incurie politique ne date pas d'hier...

Vous avez dit "***étrange***, comme c'est étrange !

La dégradation de la note de la France par Moody's prive le gouvernement de marge de manoeuvre dans sa politique de redressement des finances publiques et lui sert d'aiguillon pour lancer des réformes structurelles.

Certains économistes s'étonnent toutefois qu'elle ait agi peu après la présentation par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault d'un pacte de compétitivité de 20 milliards d'euros destiné aux entreprises, une première en France.

La conjonction de rapports attendus du FMI et de la Commission européenne sur l'économie française, en plus d'une décision de Moody's qui semblait inévitable, a peut-être poussé le gouvernement à agir sans attendre que les Français digèrent le rapport Gallois, qui pointait le manque criant de compétitivité de l'industrie.

"*Il y a une convergence d'événements qui est un peu étrange*", reconnaît Alexandre Mirlicourtois, "*le gouvernement a peut-être voulu mettre en avant qu'il faisait des choses, qu'il prenait à bras-le-corps le problème*".

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a réclamé de son côté des "*réformes plus profondes encore, des réformes décisives*", pour "*invalider*" la dégradation de la note AAA de la France. Reuters 20.11

Les agences de notation appartiennent au cartel bancaire de la Fed...

A bas l'Etat terroriste sioniste !

Entre 2.800 personnes selon la police et 5 à 7.000 selon les organisateurs, ont manifesté mardi soir à Paris près de l'Ambassade d'Israël en soutien à Israël qui a déclenché depuis sept jours une opération militaire contre le Hamas et les groupes armés à Gaza. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), la Confédération des juifs de France et les amis d'Israël ont appelé à un rassemblement unitaire de toutes les organisations de la communauté juive et de "*tous ceux qui aiment l'Etat d'Israël et le soutiennent*".

Le grand rabbin de France, Gilles Bernheim, qui participait à la manifestation, a déclaré sa "*profonde et totale solidarité avec l'Etat d'Israël*" au nom de la communauté juive de France "*en ces temps d'épreuves et de douleurs*". Il a également exprimé "*sa sympathie à toutes les victimes de ce nouveau conflit, victimes israéliennes et aussi civiles palestiniennes*".

A la tribune, le président du Crif Richard Prasquier a lu une lettre destinée au Premier ministre Benjamin Netanyahu remise à l'ambassadeur d'Israël pour "*dire son soutien et son amour pour Israël au nom de tous les juifs de France*". "*Nous espérons que la paix existera un jour mais nous savons qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur la situation actuelle*", a-t-il ajouté. De son côté, l'ambassadeur d'Israël en France a rappelé que "*Gaza est un bastion terroriste*" et que "*la bataille dans laquelle nous sommes engagés est celle de la terreur*". lepoint.fr 20.11

Tous les juifs ne se reconnaissent pas dans l'Etat d'Israël, certains appellent même à sa destruction, prétendre parler au nom de tous les juifs sert à présenter les opposants à Israël comme des antisémites.

Le Crif tout comme le grand rabbin de France ne représentent pas les intérêts des juifs dont ils n'ont rien à faire, mais uniquement ceux des banquiers sionistes qui ont fait main basse sur la Palestine en 1947-48 et qui dictent la politique

de l'impérialisme américain à Washington.

Rappelons les propos tenus par le fondateur du sionisme Théodore Herzl :

- " *Il est essentiel que la souffrance des juifs deviennent pire... ce qui nous aidera dans la réalisation de nos plans*".

- Extrait de son journal 1, page 16 : " *En effet, l'antisémitisme qui est une force ancrée dans la conscience des masses, ne fera pas de mal aux juifs. Je pense même qu'il soit bénéfique au caractère juif. C'est l'éducation du groupe par la collectivité, une éducation qui pourrait l'amener à son assimilation. L'éducation se fait uniquement par l'adversité, les juifs vont s'y habituer.*"

- Page 68 : "*J'ai eu une idée formidable : attirer des antisémites honnêtes et les inciter à déduire des propriétés juives.*"

Si les Protocoles des Sages de Sion furent fabriqué à la demande de l'Okhrana (en 1901), la police secrète de l'Empire russe, et destiné à Nicolas II de Russie en vue de favoriser des politiques antisémites (Wikipédia), Hitler y fera référence dans Mein Kampf à défaut de pouvoir citer T. Herzl lié au monde de la finance dominée par Rothschild et Rockefeller qui financeront la reconstruction de l'Allemagne (BIS) et favoriseront son accession au pouvoir, et continueront d'allimenter l'industrie du III Reich et son armée en pétrole pendant la guerre, alors que le régime nazi avait déjà entrepris la liquidation physique des juifs en Europe... Finalement ils réserveront à Hitler et aux nazis le même sort qui devait attendre Saddam Hussein, Ben Ali, Moubarak ou Kadhafi.

L'Etat d'Israël n'a pas été conçu ou créé pour accueillir les juifs mais uniquement pour constituer un Etat militarisé au coeur des champs de pétrole du Moyen et Proche Orient, une fois les banquiers sionistes devenus maîtres des Etats-Unis (1913, création de la Fed qu'ils contrôlent et qui dispose du monopole de la création monétaire), afin de conserver ou d'acquérir le monopole sur le pétrole dont toutes les nations auraient impérativement besoin dans le futur pour assurer leur développement industriel. C'est la raison pour laquelle on appelle Israël le bras armé de Washington dans la région.

Ainsi le sionisme, tout comme l'intérêt que porte les Rockefeller, Rothschild et Cie. au judaïsme ou à la commnauté juive, n'est qu'un mythe, une vaste supercherie qui ne sert qu'à camoufler des intérêts purement économiques à partir desquels une élite d'oligarques et d'intellectuels entend étendre son pouvoir sur le monde entier et pour se faire a plannifié d'instaurer un gouvernement mondial, un Nouvel ordre mondial, une sorte de monarchie, leur modèle étant la monarchie britannique ou des Pays-Bas, une dictature mondiale.

A mon avis, il n'y a pas d'autres explications plausibles et cohérentes au sionisme et à la théorie du peuple élu qui n'a aucune valeur historique et n'est qu'une escroquerie. Notons au passage qu'elle est relayée par la franc-maçonnerie qui en réalité en est un des piliers.

Les sionistes présentés comme des bienfaiteurs de l'humanité, cela ne s'invente pas.

- Les Rothschild, banquiers esthètes et philanthropes exposés à Paris - AFP

Extraits. Les Rothschild, c'est d'abord un empire financier ou des grands crus prestigieux, mais une nouvelle exposition qui s'ouvre mardi à la Bibliothèque nationale de France (BnF) révèle une famille passionnée par les arts dont les collections ornent les plus grands musées.

"*C'est une famille très unie qui va créer avec quelques autres la haute finance au XIXe siècle et dont la branche française va contribuer à moderniser la France*", explique Claude Collard, commissaire de l'exposition avec Melanie Aspey, directrice des archives Rothschild à Londres.

Généreux donateurs, les Rothschild lègueront notamment au Louvre...

"*Parallèlement aux arts, ils soutiennent la recherche médicale, créent un hôpital, des dispensaires, un sanatorium et une mission pour les brûlés de la Grande Guerre*", poursuit Mme Aspey. AFP 20.11

Alors qu'on sait que les Rothschild et Rockefeller, Warburg et Cie ont profité des deux guerres mondiales pour engranger de gigantesques profits en finançant les deux camps, avant, pendant et après ces deux guerres !

ACTUALITE EN TITRES

Cacosmie à l'UMP.

- Présidence de l'UMP: Copé prend la tête d'un parti lancé à droite toute - L'Express.fr

- UMP: «*La droite forte*» de Guillaume Peltier en tête avec 28% des votes - 20minutes.fr

- Copé récuse toute possibilité d'hémorragie à l'UMP - AFP

- Après la crise interne, l'UMP entre rassemblement et tentations du départ - Public Sénat

- Victoire de Copé - Baroin : "*L'UMP est évidemment coupée en deux*" - LePoint.fr

- Méhaignerie quitte l'UMP pour l'UDI de Borloo - LePoint.fr

La cacosmie se caractérise par un état pathologique où le sujet perçoit une odeur fétide, soit réelle (dans le cas d'une infection, d'une tumeur…), soit inexistante (hallucination olfactive), les deux cas s'appliquent à l'UMP, merde, encore un sujet de mésentente entre eux ! (source : Le Grand Robert)

Le petit justiciable

- Bettencourt : Sarkozy convoqué jeudi en vue d'une mise en examen - Le Nouvel Observateur

- Ouverture d'une enquête sur les sondages de l'Elysée entre 2007 et 2012 - LeMonde.fr

Empoisonnement de la population et lobbying des trusts pharmaceutiques.

- Les Français ne sont pas suffisamment vaccinés, selon les autorités sanitaires - AFP

Sauf en Syrie !

- Hollande: au Mali, pas de discussions avec "*des groupes liés au terrorisme*" - AFP

La propagande fonctionne...

- Les Français s'attendent à une crise durable - Reuters

Parle pour toi !

- Abolition de la prostitution: "*Il faut pénaliser le client*" L'Express.fr

Pas vu, pas pris !

- Le non-lieu confirmé dans l'enquête sur l'impact de Tchernobyl en France - LeMonde.fr

Le IVe Reich.

- Europe: l'Allemagne préfère l'Otan - Lexpress.fr

Soyons à la hauteur : Israël doit disparaître !

- Pour le fils d'Ariel Sharon, «*il faut raser Gaza*» - Slate.fr

- Guerre à Gaza : Hillary Clinton affiche un soutien «*inébranlable*» à Israël - LeParisien.fr

Elle est une erreur à elle toute seule.

- L'Eglise "*s'est trompée*" sur la date de naissance du Christ - Le Nouvel Observateur

Mimétisme.

- Sharp annonce 3.000 départs volontaires, plus que prévuReuters

Ca baigne !

- Luxe: fort rebond des exportations horlogères suisses - AFP

- EasyJet: bénéfice net annuel en hausse et dividende doublé - AFP -

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La cyberattaque menée contre l'Elysée en mai dernier et révélée par *Le Télégramme* cet été aurait été perpétrée par les Etats-Unis, affirme L'Express à paraître demain. «*C'est l'un des hold-up les plus audacieux réalisés contre l'Etat français*», explique même l'hebdomadaire, qui assure que toutes ces sources convergent vers Washington alors qu'aucune piste n'a été avancée jusque-là.

«*Les intrus*» ont «*pénétré au cœur même du pouvoir français mais ils ont pu fouiller les ordinateurs des proches conseillers de Nicolas Sarkozy, les conseillers les plus influents du gouvernement et du secrétaire général Xavier Musca*», explique l'hebdomadaire. Heureusement, l'ordinateur de Nicolas Sarkozy n'a pas été «*visité*», pour la bonne raison qu'il n'en avait pas, assure le journal. Les pirates ont donc fait main basse sur «*des notes secrètes*» mais aussi «*des plans stratégiques*».

Et le tout avec un procédé très basique, qui a souvent cours sur internet. Les pirates ont en effet repéré sur Facebook le profil de plusieurs personnes qui travaillaient à l'Elysée et ont réussi à devenir ami avec eux. Une fois le lien établi, les pirates ont envoyé un lien via le site communautaire reproduisant une fausse page de l'intranet de l'Elysée. Qui leur réclamait leur login et leur mot de passe. Des informations données par les intéressés et qui ont permis aux assaillants de pénétrer dans le système informatique de l'Elysée sans problème et d'y insérer un logiciel espion.

Une attaque très importante qui a mis sens dessus dessous le système informatique de l'Elysée. A tel point qu'il a fallu trois jours aux services informatiques de la présidence pour les remettre en état. Mais le logiciel espion a laissé des traces et patiemment, les enquêteurs français sont remontés jusqu'à sa source, rapporte L'Express.

L'Elysée, contacté par l'hebdomadaire, n'a pas souhaité faire de commentaires. 20minutes.fr 20.11

La Talonnette n'avait pas et n'a sans doute toujours pas d'ordinateur, à quoi pourrait-il lui servir franchement, toujours aussi perspicace les journalistes de L'Express !

Ce qui est relaté ici est extrêmement grave. Non, car il s'agit de leur maître, Sarkonapoléon l'américain se voulait le clone de Georges. W. Bush, Hollande en est le domestique.

2- Grèce

La Grèce a rejeté une exigence de dernière minute du Fonds monétaire international (FMI), lequel souhaite voir Athènes quasi doubler le nombre de suppressions de postes prévues d'ici 2014 dans le secteur public, a-t-on appris mardi auprès du ministère des Finances.

Selon cette source, le FMI a réclamé lundi soir, à la veille de la réunion cruciale des ministres des Finances à Bruxelles sur le dossier grec, "*22.000*" suppressions de postes supplémentaires d'ici 2014, qui se seraient ajoutées aux quelque 27.000 déjà prévues à cette échéance.

Le plan d'ajustement budgétaire sur quatre ans, dicté par les créanciers du pays, UE et FMI, et voté récemment par le Parlement grec, prévoit d'ici 2016 de réduire d'environ 125.000 au total le nombre de fonctionnaires.

Pour protester contre ces suppressions de postes, qui doivent débuter cette année dans les mairies, le syndicat des collectivités locales (Poe-Ota) a appelé à un arrêt de travail mardi tandis que de nombreuses mairies sont occupées par

des syndicalistes depuis la semaine dernière.

Plus de deux milliers d'employés des collectivités locales ont manifesté à Athènes pour dénoncer des "*licenciements*", a constaté un photographe de l'AFP. AFP 20.11

3- Belgique

Après des discussions marathon, le gouvernement belge a conclu mardi un accord prévoyant une nouvelle réduction du déficit en 2013 et la limitation de la hausse des salaires afin d'améliorer la compétitivité du pays.

Au terme de cinq semaines de pourparlers parachevées par 16 heures de négociations ininterrompues, les ministres sont sortis au petit matin de la résidence du chef du gouvernement, Elio Di Rupo, pour annoncer une nouvelle salve d'augmentation des prélèvements obligatoires et d'économies budgétaires censée contenir le déficit à 2,15% du produit intérieur brut (PIB) l'an prochain, contre 2,8% attendu cette année.

Son gouvernement s'était fixé pour objectif de trouver 800 millions d'euros d'économies cette année et 3,7 milliards de plus l'an prochain, en plus du plan de 13 milliards mis en oeuvre ces derniers mois, qui a notamment touché les revenus du capital.

"*Nous aurons économisé 18 milliards d'euros en deux ans. C'est le plus gros effort que nous ayons jamais fait sans forte augmentation des impôts, sans hausse de la TVA*", a déclaré à la presse le ministre des Pensions, Alexander de Croo.

En revanche, le gouvernement se prépare à réduire les dépenses de protection sociale et à augmenter la fiscalité de l'assurance vie et de certains produits d'épargne, ainsi que celle pesant sur l'alcool et le tabac.

S'il est parvenu à éviter de remettre en cause l'indexation des salaires sur l'inflation dans le public comme dans le privé, le cabinet Di Rupo a en revanche plafonné leur hausse à celle des prix pour les deux ans à venir.

Il va en outre revoir la formule d'indexation qui, en plus d'exclure les tarifs tabac, de l'alcool et des carburants, prendra désormais en compte les baisses de prix en période de soldes.

Les entreprises belges, elles, verront leurs impôts diminuer de 400 millions d'euros, une mesure censée favoriser l'emploi.

Le gouvernement espère ainsi combler d'ici 2018 l'écart de coûts salariaux qui désavantage la Belgique par rapport à certains de ses voisins, comme la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Reuters 20.11

Bienvenu au club à nos amis Belges, une fois... pour commencer !

4- Etats-Unis

4.1- Le président de la banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a exhorté mardi les élus des Etats-Unis à éviter le "*mur budgétaire*" et à relever sans attendre le plafond de la dette publique du pays (aujourd'hui à 16.394 milliards de dollars).

"*Le Congrès et le gouvernement vont devoir protéger l'économie en l'empêchant de subir tout le poids du violent assainissement des finances publiques prévu pour le début de l'année prochaine en l'état actuel de la législation, le +mur budgétaire+, ainsi qu'on l'appelle*", a déclaré M. Bernanke à New York dans un discours retransmis à la télévision.

M. Bernanke a rappelé qu'un grand nombre d'économistes étaient d'accord pour dire que cette cure de rigueur forcée, faite de hausses d'impôts pour tous les Américains et de baisses généralisées des dépenses publiques, ferait replonger l'économie américaine dans la récession.

La Maison Blanche et les élus démocrates et républicains du Congrès négocient actuellement un moyen de faire disparaître tout ou partie de cette menace.

A l'issue de son discours, M. Bernanke a rappelé que la Fed était prête "*à augmenter son concours monétaire destiné à soutenir la reprise*" économique, qu'il voit toujours capable de se renforcer dans les trimestres à venir. Il a cependant averti que la banque centrale n'aurait "*pas les moyens*" d'empêcher une récession si l'économie rentrait de plein fouet dans le "*mur budgétaire*".

Une fois la menace de ce brusque rééquilibrage budgétaire passée, a-t-il ajouté, "*il sera nécessaire, d'approuver rapidement au début de l'année une augmentation de la limite légale de la dette de l'Etat fédéral pour empêcher la moindre possibilité d'un défaut de paiement catastrophique*" des Etats-Unis.

Selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI), la dette publique américaine devrait atteindre cette année 107,2% du PIB, et ce ratio devrait monter à 114,2% en 2016. AFP 20.11

4.2- Les Etats-Unis ont bloqué mardi au Conseil de sécurité des Nations unies l'adoption d'une déclaration condamnant l'escalade du conflit entre Israël et les Palestiniens dans la bande de Gaza.

Washington s'est opposé à cette déclaration - qui devait impérativement être adoptée par consensus - "*parce qu'elle ne traitait pas de la racine du problème*", les roquettes tirées de Gaza sur Israël, a dit Erin Pelton, porte-parole de la représentation américaine à l'Onu.

"*En ne demandant pas l'arrêt total et immédiat des tirs de roquettes de Gaza sur Israël, cette déclaration ne pouvait contribuer de façon constructive*" à un règlement de la crise, a-t-elle ajouté.

Le Hamas a ensuite annoncé qu'une trêve entrerait en vigueur mardi soir. Reuters 20.11

Extrait de l'article reproduit dans le portail canadien Mondialisation.ca *Nous accusons ! La sourde oreille des grands médias sur la situation et la gravité des atrocités commises par Israël à Gaza*, du 19 novembre (mis en ligne hier dans le site)

- "*De plus, les articles mentionnant les victimes palestiniennes à Gaza rapportent systématiquement que les opérations militaires israéliennes était en représailles à des tirs de roquettes et à deux soldats blessés. Cependant, si l'on examine la chronologie des événements, la flambée de violence actuelle a débuté le 5 novembre dernier quand un innocent âgé de 20 ans et souffrant apparemment de troubles mentaux, Ahmad al-Nabaheen, a été tué alors qu'il déambulait près de la frontière.*

Les médecins ont dû patienter pendant six heures avant d'être autorisés à le secourir, et ils pensent que son décès est très certainement dû à cette attente. Puis, le 8 novembre, un garçon âgé de 13 ans qui jouait au football devant sa maison a été tué par les Forces d'occupation israéliennes qui avaient fait une incursion dans le territoire de la Bande de Gaza avec des chars d'assaut et des hélicoptères.

Le fait que quatre soldats israéliens aient été blessés à la frontière le 10 novembre faisait donc partie d'une série d'événements incluant la mort de civils de Gaza, et n'en constituait en aucun cas l'élément déclencheur."

ECONOMIE

1- Matières premières.

La méga-fusion du géant du négoce des matières premières Glencore International et du groupe minier Xstrata a été avalisée par les actionnaires des deux groupes, donnant naissance à un mastodonte du secteur.

La fusion a finalement été approuvée avec 90,08% des suffrages, mais les actionnaires ont rejeté massivement le plan de rémunération des dirigeants.

Le projet de fusion semblait acquis depuis que le fonds souverain du Qatar, qui detient 12% des parts, s'était dit "*satisfait des conditions offertes*".

Après plus de neuf mois de rebondissements, l'union des deux groupes va donner naissance à un mastodonte générant un chiffre d'affaires combiné de 209,4 milliards de dollars (164 milliards d'euros) et un résultat brut d'exploitation de 16,2 milliards.

"*L'opération devrait augmenter les bénéfices de 20% dès 2013*", a déclaré Sir John Bond, le président du conseil d'administration d'Xstrata lors de l'assemblée générale, ajoutant que son groupe tablait sur des synergies de coûts de 500 millions de dollars.

L'opération va permettre à Xstrata, un producteur de cuivre et de zinc, de profiter pleinement de la force de frappe de Glencore dans la distribution des matières premières.

La fusion doit encore recevoir l'aval de la Commission européenne qui s'est donnée jusqu'au 22 novembre pour examiner le projet.

Le projet devra également être approuvé par les autorités de la concurence en Afrique du Sud et en Chine, deux des principaux marchés pour la production et le commerce des matières premières.

La nouvelle entité sera rebaptisée Glencore Xstrata. Avec une capitalisation boursière cumulée des deux entités de 64 milliards d'euros, le nouveau groupe se classera au quatrième rang mondial du secteur, derrière l'anglo-australien BHP Billiton (137,5 milliards d'euros de capitalisation boursière), le brésilien Vale (71,6 mds EUR) et l'anglo-australien Rio Tinto (68,9 mds EUR). AFP 20.11

2- Actions.

Autrefois, un investisseur achetant une action recevait un certificat nominatif. Le volume des transactions boursières internationales a été amplifié de telle façon par l'ère de l'ordinateur, que désormais les transactions sont toutes électroniques et passent par des sociétés de clearing, en français : chambres de compensation. Ces sociétés détiennent aujourd'hui les actions en nue-propriété, l'investisseur en est usufruitier. La plus importante d'entre elles est la DTCC à NY, qui serait la mère de toutes les sociétés de clearing et détiendrait en son nom la presque totalité des actions boursières : 99% des actions américaines et peut-être même 99% des actions du Monde, selon certaines sources.

Cette société est filiale de la Federal Reserve, elle-même propriété d'une poignée de banquiers privés, comme vous le savez.

Pour vous donner une idée de sa taille, la DTCC travaille sur les Etats Unis et 110 autres pays. En 2008, la DTCC a sécurisé pour 1.880.000.000.000.000 $ de transactions, 1,88 quadrillons. J'ai peut-être oublié quelques zéros, parce que je ne sais si ces quadrillions sont short scale donc (15 zéros et un chiffre devant) ou long scale (24 zéros)… après tout, on s'en moque.

La DTCC étant une Banking Trust Company, d'après les lois en vigueur, elle n'a pas le droit de posséder des actions. Elle les a donc cédées à une filiale, la CEDE & Co.

Mais , vous, qui croyez posséder quelques actions, des mines d'or par exemple ou des mines d'argent, vous ne possédez rien, si vous n'avez pas demandé un certificat. Cette démarche exaspère les banquiers, qui considèrent cela comme d'un autre âge et terriblement contraignant pour eux. Pourtant c'est le seul moyen de sécuriser votre investissement. Le 11/9 du DTCC

Ceux qui se sont intéressés de près au 11 septembre, savent que toutes les enquêtes relatives aux manipulations de l'or par le FBI et par la branche financière de la CIA, se sont arrêtées le 11 septembre 2001. Tous les documents, tous les comptes-rendus d'enquêtes, tous les témoignages, toutes les preuves ont été néantisées dans la destruction des 3 tours (1+ 2+ 7) du WTC.

Après l'ouragan Sandy, la DTCC a annoncé que ses entrepôts sécurisés en sous-sol ont été inondés et que de très nombreux documents ont été détruits. Ces documents… ce sont les preuves des swaps OTC. OTC signifie Over The Counter, en français on dirait « *de la main à la main* », »confidentiel » ou « *sous la table* ». Ce sont des échanges entre deux entreprises financières (ou non), qui ne passent pas par le marché. Cela concerne de très nombreux types de contrats… mais il y a fort à parier que les swaps OTC concernant les manipulations des cours des métaux précieux auront disparu sous ce prétexte fallacieux d'une inondation de chambre forte.

Vous imaginez bien que la plus grosse société de clearing du monde a des entrepôts sécurisés qui n'ont aucune chance d'être inondés. Pas la moindre. C'est du pipeau à 200%.

L'enquête du CFTC va donc probablement être bloquée sous ce prétexte foireux.

Le CFTC reste encore dans le flou sur ce qui pourrait être endommagé ou détruit. Le NY Post parle des 10.000 M2 de cave blindée où 1,3 million de certificats d'actions ou d'obligations et des titres au porteur, sont en train de fondre dans la boue. On parle de 70 Milliards de $ de bons au porteur… vous voyez ces papiers anonymes à l'ancienne, tellement commode pour blanchir l'argent sale. Le CFTC, qui comme toutes les sociétés de clearing sont le cœur même du blanchiment d'argent (cf la première et vraie affaire Clearstream) est à la phase « *rinçage* ». Qui va se faire rincer ? Nous ne le saurons jamais. SANDY ne serait-il que la première escarmouche d'une guerre monétaro-climatique ?

C'est ce que laisse entendre le Sheikh Imran Hosein. Il n'hésite pas à dire tout haut que si on diligentait une enquête chez les assureurs, on trouverait des contrats d'assurances suspects, souscrits avant Sandy, qui désigneraient les coupables et tous leurs affidés. Vous imaginez bien que si l'enquête officielle sur le 11 septembre a tourné en eau de boudin, parce qu'il ne fallait pas montrer du doigt les forces intérieures et extérieures responsables de cette catastrophe, aucune enquête ne sera menée contre une banale tempête tropicale, n'est-ce pas ? liesi 20.11

3- Or

D'une manière générale, méfiez-vous. Le Dollar doit dévaluer massivement… l'Euro aussi probablement. Vous l'avez compris, il s'agit de dévaluer les monnaies fiduciaires vis à vis de l'Or.

J'ai été sidéré vendredi après midi d'entendre sur BFM des propos que l'on entend généralement pas sur une radio française.

« *Le Japon fait le maximum pour détruire le Yen aussi vite que possible, mais la compétition est intense avec la Fed cherchant à détruire le Dollar, la BoE détruisant la Livre et la BCE avec l'Euro.* »

C'est comme s'il y avait une course contre la montre. Cela sera bientôt extrêmement visible sur les Métaux Précieux. Ceux qui ont lu mon livre, vont voir le graphe de l'or reproduire le schéma que j'attends. Les autres n'en croiront pas leurs yeux.

Graphiquement, la résistance à 1800$ devrait être cassée au plus tard le 15 janvier. L'accélération haussière au-delà de 1800 serait alors logiquement fascinante. liesi 19.11

4- Banques. Bâle III

Le 9 novembre, les régulateurs américains ont convenu de retarder l'application des règles de Bâle III pour les grandes institutions bancaires américaines. L'échéance fixée au 1er janvier 2013 est donc repoussée et on ignore quelle sera la prochaine date… traduction de la situation rocambolesque des banques américaines. Selon des personnalités de la banque centrale canadienne, le délai supplémentaire serait de six mois. En septembre 2010, « *le Comité de Bâle a décidé de relever le ratio de solvabilité Core Tier 1 de 2% à 4,5% avec en plus un matelas de protection de 2,5%, d'ici 2019. Autrement dit, les fonds propres « durs » , c'est à dire composés uniquement d'actions et de bénéfices mis en réserve, devront représenter 7% des activités de marché ou de crédit des banques. L'augmentation de ce ratio devra contribuer à limiter l'incitation à la prise de risque* ».

Mais cet accord international qui devait donc être mis en place par les institutions bancaires américaines à partir de janvier 2013 ne joue pas pour les banques de Wall Street. Rappelons qu'en juin dernier, la banque centrale américaine avait déclaré que certains établissements avaient un long chemin à parcourir pour satisfaire aux règles de participation. A l'époque, un responsable de la Fed déclarait que les 19 plus grandes sociétés de portefeuilles bancaires américaines auraient un manque à gagner de 50 milliards de $ de capital si les règles de Bâle III devaient être mises en application. liesi 15.11

C'est intéressant de savoir que Bâle III ne va concerner que les banques de l'UE, pour les renflouer avec l'argent public une nouvelle fois. Et en attendant le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici trouve cela tout à fait normal, cherchez l'erreur. Il n'y en a pas : le PS est un parti du capital, au ordre du capital et qui gouverne pour le capital, tout est dans l'ordre des choses.

Et dire que dans nos rangs il y en a qui appellent à un gouvernement PS-PCF-PG, je ne plaisante pas malheureusement, c'est de la démence à l'état pur.

5- UE. Groupe Bilderberg

L'entrée de la crise de la zone euro dans une nouvelle phase, plus aiguë, devrait susciter de plus en plus de réactions de la part de politiciens britanniques hostiles au projet fédéral d'Union européenne, surtout chez les conservateurs. C'est par exemple le cas du député conservateur britannique Bill Cash. Lui au moins, comme N. Farage, n'hésite pas à parler de « *faillite de l'Union européenne* ». Âgé aujourd'hui de 72 ans, Bill Cash ne cesse de mettre en cause les dérives antidémocratiques des commissaires de Bruxelles et de sa direction dont on sait qu'elle est aux ordres de réseaux supranationaux dont l'objectif est la ruine des nations et la proposition d'un gouvernement mondial pour solutionner les problèmes.

Gestion des étapes de la future dictature européenne et recadrage par les mondialistes…

La semaine dernière, les journaux italiens ont évoqué une réunion d'urgence du Groupe Bilderberg où la télévision italienne montre la présence du technocrate italien Mario Monti. C'est assez rare mais cela témoigne de la nécessité d'harmoniser les politiques sociales au sein de la zone euro dans un contexte plutôt houleux. Ladite réunion fut organisée avec le festival du film international à l'hôtel De Russie. Le nom de l'hôtel est assez significatif à la lumière des commentaires de Poutine sur le devenir de la crise de la zone euro

Voici la liste de quelques participants non italiens : Tom Enders, CEO d'Eads, Marcus Agius de Barclays, Edmund Clark, président du groupe bancaire canadien TD, Kenneth Jacobs chef de de Lazard, Klaus Kleinfeld le président américain de d'Alcoa, Jorma Ollila de Shell. Deux gros poissons David Rockefeller et Jean-Claude Trichet ont abandonné la place, probablement par crainte pour leur sécurité dans le chaos connu de Rome a dit un journal italien. liesi 19.11

6- Russie

Le gouvernement russe envisage une série de grands projets destinés au développement de l'Extrême-Orient, totalisant près de 125 milliards d'euros et incluant la modernisation de la ligne ferroviaire du Transsibérien, rapporte lundi le quotidien Vedomosti.

Selon le journal, le ministère du Développement de l'Extrême-Orient, un nouveau portefeuille créé depuis le retour au Kremlin du président russe Vladimir Poutine en mai, a établi une liste de 92 projets avec l'aide de la banque publique VEB, qui doivent maintenant être examinés par l'ensemble du gouvernement.

Le coût total envisagé "*est proche de 5.000 milliards de roubles*" (124,4 milliards d'euros), qui ne proviendraient "*pas forcément uniquement de fonds publics*", a indiqué au quotidien une source du ministère.

Les autorités russes se sont fixé comme nouvelle priorité le développement de cette immense région au potentiel énorme mais qui souffre depuis les années 1990 d'un exode massif de sa population vers la partie européenne du pays.

Parmi ces projets, 35 concernent les infrastructures, le plus coûteux étant la reconstruction de la ligne de chemin de fer Baïkal-Amour (BAM) qui traverse la Sibérie (plus de 25 milliards d'euros).

Le ministère y a aussi inclus une modernisation du mythique Transsibérien et sa connexion à la ligne ferroviaire transcoréenne, à laquelle travaillent déjà les chemins de fer russes.

Quelque 30 projets portent sur l'industrie énergétique et 20 sur l'exploitation de ressources naturelles (or et métaux notamment). AFP 20.11

Haut de page

Le 22 novembre

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps d'aborder ce sujet, je vous ai préparé un petit dossier sur la Fondation Bertelsmann. J'ai omis l'article de Wikipédia dont le contenu est vide ou creux au choix, j'ai seulement relevé qu'en 2002, la société avait admis son passé nazi, une de plus !

- The Futur of Transatlantic Relations - date ? (350 pages en anglais) (Fondation Bertelsmann)
- Reinhard Mohn (Wikipédia)
- Rapport sur l'état des relations transatlantiques après les élections qui ont eu lieu aux Etats-Unis. - 02.03.09 (23 pages) (Parlement européen)
- Résolution du Parlement européen sur l'état des relations transatlantique après les élections qui ont eu lieu aux Etats-Unis - 23.03.09 (19 pages) (RV)
- La Fondation Bertelsmann au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale -26.05.09 (7 pages) (RV)
- L'Europe, une société anonyme transatlantique ? - 26.09.09 (6 pages) (http://www.econospheres.be)
- Le Parlement européen favorable à la mise en place rapide du Grand Marché Transatlantique - 24.10.12 (3 pages) (PdG)
- Réaliser le marché transatlantique en 2015 - 25.10.12 (3 pages) (http://blog.europa-museum.org)
- Marché transatlantique - 15.11.12 (2 pages) (Wikipédia)
- Vidéo. La Fondation Bertelsmann expliquée par Pierre Hillard-part2 (2009

Décompostion du régime. Foire d'empoigne à l'UMP.

François Fillon a menacé mercredi de saisir la justice pour contester l'élection de son rival Jean-François Copé à la tête de l'UMP au nom du refus du "*mensonge*", et annoncé qu'il renonçait à la présidence du principal parti de l'opposition.

Invité du journal de TF1, l'ancien Premier ministre a de nouveau demandé que soit "rectifié" le résultat du scrutin interne de dimanche en y intégrant les suffrages de 1.304 militants d'outre-mer dont son équipe a découvert mardi soir qu'ils avaient été "*oubliés*".

Il demande à Alain Juppé, président fondateur de l'UMP, d'assumer une direction collégiale transitoire dans l'attente d'"*une sortie de crise*".

Si cette demande de médiation - que récuse Jean-François Copé - échoue, François Fillon saisira un tribunal car il dit ne pas avoir "*confiance*" dans les instances de l'UMP, dont Jean-François Copé était le secrétaire général depuis novembre 2010.

"*L'UMP ne peut pas vivre sur un mensonge. La présidence de l'UMP ne peut pas reposer sur l'oubli - si c'est un oubli - de trois départements*", a justifié le député de Paris, portant ainsi à son paroxysme la crise que vit l'UMP depuis dimanche.

"*Imaginez-vous le président de la République française qui serait élu alors que trois départements français n'auraient pas été comptabilisés dans son élection? C'est invraisemblable. C'est une erreur énorme, manifeste*", a-t-il expliqué.

Jean-François Copé, qui a été pris de court par ce coup de théâtre, a déclaré qu'il restait président, "*garant de l'unité et du respect des statuts de l'UMP*".

Alain Juppé s'est dit prêt pour sa part à une médiation "*à la condition absolue qu'elle se fasse avec l'accord et la collaboration des deux parties*".

"*Cette condition n'est à l'évidence pas remplie aujourd'hui*", déclare dans un communiqué le maire de Bordeaux, dans une référence implicite à la position des "*copéistes*".

Appelant à l'apaisement et à la réconciliation, Jean-François Copé a dit à François Fillon sa "*disponibilité totale pour le voir, parce qu'en réalité, le problème n'est pas juridique, il est politique*".

"*J'appelle François Fillon et ceux qui le conseillent à retrouver le sens des responsabilités et de l'intérêt général. La France a besoin d'une UMP solide et rassemblée*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse avant l'intervention de François Fillon sur TF1.

L'ex-plume de Nicolas Sarkozy, Henri Guaino, qui a voté Copé, a évoqué la perspective d'une scission de l'UMP si la crise perdurait.

"*Un certain nombre de gens sont en train de déshonorer ma famille politique. (...) Ce ne sera pas la fin de l'UMP mais si certains veulent partir, moi je ne les retiens pas*", a-t-il déclaré à l'adresse des "*fillonistes*". Reuters 21.11

Fillon incarne davantage le capitalisme français, les élus locaux de l'UMP en relation avec les PME et moyennes entreprises prises à la gorge par la domination de l'oligarchie financière, les notables de province liés au courant gaulliste de l'après-guerre.

Copé, avocat d'affaires, comme Sarkozy ou Borloo, incarne la banque, le néo conservatisme, l'ultra libéralisme ayant pour modèle l'impérialisme américain de M.Friedman à G.W. Bush. C'est le candidat du CAC40 par excellence.

Epilogue de jeudi matin.

Jean-François Copé, dont François Fillon menace de contester en justice l'élection à la présidence de l'UMP, a accusé jeudi l'équipe de l'ancien Premier ministre d'"*opérations massives, délibérées, préméditées de fraude*" en Nouvelle-Calédonie, l'un des départements d'outre-mer au coeur du litige.

Invité d'Europe 1, le président élu du premier parti d'opposition français a déclaré qu'il allait produire "*dans les heures qui viennent les éléments qui mettront fin à toute polémique*".

Jean-François Copé a, en outre, de nouveau évoqué le cas de 128 suffrages litigieux dans le bureau de vote de la circonscription d'Eric Ciotti, directeur de campagne de François Fillon, dans les Alpes-Maritimes.

"*Le comportement de François Fillon, c'est l'histoire d'un mauvais perdant qui vient donner des leçons de morale sans se les appliquer à lui-même*", a dit le député-maire de Meaux.

"*Dans tous les cas de figure, à supposer qu'on remette tout ça à plat, je serais une nouvelle fois élu*", a affirmé Jean-François Copé.

"*On amènera dans les heures qui viennent les éléments qui mettront fin à toute polémique et qui montreront preuves à l'appui des opérations massives, délibérées, préméditées de fraude*" en Nouvelle-Calédonie, a-t-il ajouté.

L'ancien Premier ministre, a-t-il poursuivi, "*sait pertinemment qu'il y a eu des fraudes. Ces fraudes n'ont pas empêché que je sois élu*".

François Fillon, député de Paris, a estimé mercredi soir que l'UMP ne pouvait vivre "*sur un mensonge*".

"*C'est l'hôpital qui se moque de la charité, c'est autobiographique de leur part, de la part de ceux qui sont allés remplir massivement des urnes*", a répliqué Jean-François Copé.

Eric Ciotti a jugé "*pour le moins étrange*" sur i>TÉLÉ "*le changement d'argumentation*" du camp Copé.

"*Je note que c'est un nouvel argument*", a-t-il dit à propos de la Nouvelle-Calédonie. "*Personne n'en a jamais parlé, personne n'en a jamais été saisi*".

"*Nous demandons ce matin que l'on publie les résultats*", a dit Eric Ciotti.

Jean-François Copé dénonce un "*leurre*" dans cette requête, portée par l'ensemble des soutiens de François Fillon.

"*C'est un faux débat. Ces résultats sont publics, et en ce qui concerne la Calédonie, ils sont intégrés dans ce qui concerne les résultats de l'outre-mer et des Français de l'étranger*", a-t-il indiqué sur Europe 1.

Jean-François Copé a mis en cause l'entourage de François Fillon qui, "aux abois", tenterait "un coup politique, pour ne pas dire un putsch" afin de signer l'arrêt de mort de l'UMP.

"*Je ne peux pas imaginer qu'il (François Fillon) s'abaisse à cautionner des pratiques pareilles, donc c'est qu'il n'en est pas informé*", a avancé le président élu.

Son équipe, a-t-il affirmé, "*est en train d'instrumentaliser un certain nombre d'amis parlementaires qui l'ont soutenu et qui, en toute bonne foi, sont conduits à être tentés d'aller vers l'implosion de l'UMP*".

Interrogé sur l'éventualité d'un nouveau scrutin, il a estimé que cette décision, si elle apparaissait nécessaire, incombait à un juge. "*On ne décide pas comme ça, sous prétexte que le perdant n'accepte pas d'avoir perdu, de refaire l'élection*". Reuters 22.11

Après de telles déclarations on imagine difficilement qu'ils puissent demeurer dans le même parti, mais cette considération qui vaudrait pour nous ne vaudra pas forcément pour eux, car à l'arrivée ils défendent les mêmes intérêts.

Un complément vous est offert par La Talonnette pour se régaler.

Ayant oeuvré à «*faire monter Copé*» selon Le Canard enchaîné de mercredi, Nicolas Sarkozy aurait considéré que le résultat de François Fillon, à 47,97% des voix, «*l'élimine [pour l'élection présidentielle de 2017 ndlr] car quand on a été Premier ministre pendant cinq ans, c'est piteux, c'est terrible pour lui*».

Le lendemain, Nicolas Sarkozy aurait continué devant un petit comité: «*Qui a gagné? Je n'en sais fichtre rien. Mais ces abrutis (Copé et Fillon) sont capables de mettre le parti en l'air (....) S'ils font trop les cons, je vais finir par m'en mêler*.» 20minutes.fr 21.11

Les représentants politiques de l'oligarchie financière sont bien le lumpenprolériat de la bourgeoisie, Sarkozy en fait ici une nouvelle fois la démonstration à travers son langage et les rapports qu'il entretient avec ceux qui l'ont servi pendant cinq ans ou plus.

La "***liberté de conscience***" ne fait pas partie des valeurs de Hollande et son gouvernement.

- Mariage pour tous : Hollande revient sur l'expression "*liberté de conscience*"

Le gouvernement français a démenti mercredi 21 novembre tout recul sur le droit au mariage pour les homosexuels malgré les critiques concernant la possibilité, évoquée par François Hollande, pour les maires récalcitrants de ne pas les célébrer eux-mêmes. "*La loi doit s'appliquer partout, dans toutes les communes*", a déclaré mercredi le chef de l'Etat pour tenter de couper court aux polémiques.

"*Il retire l'expression 'liberté de conscience'. Il n'emploie plus l'expression 'liberté de conscience'*", a-t-on déclaré dans l'entourage du chef de l'Etat. "*Le président a utilisé le terme parce qu'il avait été employé à plusieurs reprises par les personnes qui parlaient avant (à la tribune du Congrès) et en particulier par [le président de l'Association des maires de France] Jacques Pélissard. Il répondait à cette interpellation, a-t-on ajouté de même source. Il répondait à une inquiétude de certains maires, qui était qu'on les force par la loi à procéder eux-mêmes aux mariages*."

"*Il n'y aura pas de liberté de conscience dans le projet de loi sur le mariage pour tous qui sera présenté*", a assuré en fin d'après-midi le porte-parole de l'Inter-LGBT (lesbienne, gay, bi et trans), à l'issue d'un entretien d'une trentaine de minutes avec le président. François Hollande aurait reconnu que le terme de "*liberté de conscience*" n'était pas "*approprié*". Le Monde.fr avec AFP et Reuters 21.11

Toujours aussi bien inspiré Hollande ! Cela vous étonne? Nous, non !

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi ne pas en profiter.

- IKEA baisse les salaires de 10% en Grèce - L'Expansion.com

Une fois le coût du travail diminué...

- Renault va créér 1300 emplois en Espagne - L'Expansion.com

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Attentat à la bombe à la résidence du président de la cour d'appel : que des dégâts matériels.

Une forte explosion s'est produite vers 2 heures du matin ce jeudi, à la résidence du président de la cour d'appel, dans le quartier de Chalandri, dans le nord-est d'Athènes.

D'importants dégâts matériels ont été relevé, mais personne n'a été blessé. Les auteurs auraient placé l'engin explosif à l'entrée du garage. L'explosion, qui a été entendue sur une large zone, a causé de graves dommages à la maison et a brisé les fenêtres des maisons environnantes. okeanews.fr 22.11

2- Arabie Saoudite

Privées du droit de conduire et de voyager sans autorisation, les Saoudiennes sont désormais soumises à une nouvelle mesure de contrôle avec un système électronique mis en place par les autorités avertissant leur famille dès qu'elles quittent le royaume. Depuis la semaine dernière, le "gardien" de la femme saoudienne - père, époux, frère ou tuteur - reçoit sur son téléphone un message SMS l'informant que la femme placée sous sa garde légale a franchi les frontières du royaume, même si elle voyage en sa compagnie.

C'est la militante Manal al-Chérif, icône de la campagne pour obtenir le droit des femmes à conduire, qui a relayé l'information sur Twitter, après avoir été alertée par un couple. L'époux, qui voyageait pourtant en compagnie de sa femme, a reçu un message par SMS des services de l'émigration, l'informant que son épouse "*a[vait] quitté l'aéroport international de Riyad*". "*Les autorités ont recours à la technologie pour surveiller les femmes*", déplore la romancière et éditorialiste Badriya al-Bichr, dénonçant "*l'état d'esclavage dans lequel est maintenue la femme saoudienne*".

Les femmes n'ont pas le droit de quitter le royaume sans une autorisation de leur "*gardien*" - qui peut être son propre fils pour une veuve ou une divorcée - et doivent produire à l'aéroport ou aux frontières du royaume une "*feuille jaune*" signée par ce dernier servant d'autorisation de voyager. Cette nouvelle décision a été violemment dénoncée sur Twitter, rare bulle de liberté dans le royaume. "*Qu'ils nous passent les menottes, tant qu'ils y sont*", affirme une femme. "*Il ne reste plus qu'à équiper nos femmes d'une puce électronique pour qu'on puisse suivre tous leurs déplacements !*" ironise un homme. lepoint.fr 21.11

"*Il ne reste plus qu'à équiper nos femmes d'une puce électronique*", cela ne vous fait-il pas penser à une autre info du même genre qu'on aura attribuée un peu rapidement aux tenants de la théorie du complot, alors qu'elle provenait de N. Rockefeller et Obama ?

SOCIAL

France

Les charcutiers sont confrontés depuis cet été à une envolée de leurs coûts de production et quatre entreprises ont déjà déposé le bilan depuis septembre, mettant 500 personnes sur la sellette, a-t-on appris auprès du président de la Fédération des industriels charcutiers (FICT).

"*A terme, ce sont 1.000 à 1.500 emplois qui sont menacés*" dans le secteur, qui emploie 35.000 personnes, met en garde M. Volut, président de la Fédération des industriels charcutiers (FICT).

La charcuterie industrielle, déjà confrontée à une crise de rentabilité, doit faire face depuis cet été à une augmentation de ses coûts d'environ 10%, due à la flambée du prix de la viande porcine, selon M. Volut.

Or, la grande distribution rechigne à répercuter cette hausse des prix, selon lui. La preuve: les prix de la charcuterie vendue aux consommateurs n'avaient progressé fin septembre que de 2,4% sur un an, rapporte le président du FICT.

Dans le panier alimentaire des ménages, sur 100 euros dépensés, 8 reviennent, aujourd'hui, aux agriculteurs, 11 aux industriels et 21 au commerçant, selon l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires.

La charcuterie française emploie 35.000 personnes (soit 8% des effectifs de l'agroalimentaire), au sein de 300 entreprises, des PME en majorité. Elle produit un million de tonnes pour un chiffre d'affaires annuel de 6 milliards d'euros.

En 2011, elle a déjà supprimé 700 emplois. AFP 21.11

Grèce

La franchise grecque du géant suédois Ikea entend procéder à des réductions d'environ 10% des salaires de ses employés dix jours après l'adoption par le pays d'un nouveau train de rigueur, a dénoncé mercredi le syndicat des employés, mobilisé contre cette mesure. "*La direction de l'entreprise a prévenu ses employés de réductions allant de 9% à 11% de leurs salaires dès décembre, ce qui concerne environ 1400 employés travaillant dans les cinq magasins de la franchise à travers le pays*", a indiqué à l'AFP Rafael Gilaris, président du syndicat des employés d'Ikea.

Les 400 employés d'un des deux magasins d'Ikea à Athènes ont entamé mardi des grèves reconductibles qui "*vont durer jusqu'à samedi pour protester contre ces réductions*", a indiqué M. Gilaris. Le récent nouveau plan de rigueur voté par le Parlement grec sous la pression des créanciers UE et FMI, prévoit plus de mesures de flexibilité du marché du travail, facilitant licenciements et contrats individuels.

Selon M. Gilaris, Ikea avait déjà procédé en février, lors de l'adoption d'un précédent train d'austérité, à des réductions des salaires supérieurs à 1.500 euros, concernant 200 salariés de la franchise. L'Expansion.com avec AFP 21.11

ECONOMIE

1- France

Dexia "*risque encore de coûter cher à l'Etat*", a prévenu mercredi le président de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts (CDC), Henri Emmanuelli, en référence au stock de prêts aux collectivités de la banque, dont une partie est considérée à risque.

"*Dans Dexma, il reste 70 milliards d'euros de portefeuille*", dont "*à peu près 10 milliards d'euros sur les collectivités sur lesquels on peut avoir quelques inquiétudes, pas sur la totalité mais sur une partie*" et "aussi 10 milliards de prêts toxiques", a précisé le député PS.

Selon le montage proposé à la Commission européenne, l'Etat doit devenir actionnaire majoritaire de Dexma, aussi appelé DMA. La Caisse des dépôts prendrait une participation au capital.

M. Emmanuelli a rappelé que l'ensemble du groupe Caisse des dépôts avait perdu, à ce jour, 4 milliards d'euros dans le dossier Dexia, dont elle est le premier actionnaire.

Dans le détail, 2,9 milliards proviennent de la section générale (périmètre strict de la CDC), 1 milliard du Fonds d'épargne (qui centralise 65% du Livret A et du Livret de développement durable) et le solde de CNP Assurances, contrôlé par la CDC.

"*La Caisse se trouve à nouveau sollicitée par l'Etat pour prendre une participation (dans DMA, NDLR) que nous avons tendance plutôt à refuser parce que cela nous a déjà coûté très, très cher*", a commenté M. Emmanuelli.

"*Nous sommes néanmoins l'objet (...) de pressions insistantes parce que si ce n'est pas nous, l'Etat ne sait pas avec qui réaliser le montage*", a-t-il ajouté.

"*La Caisse des dépôts ne pourrait entrer au capital d'une entité agissant en dehors du marché et porteuse de risques très élevés, notamment en ce qui concerne certains prêts sensibles en France, mais aussi hors de France*", a renchéri le directeur général de la CDC, Jean-Pierre Jouyet, lors de la même audition.

"*Nous envisageons actuellement un schéma qui permettrait à la Caisse de participer à la reprise de DMA en protégeant son apport de liquidités et son exposition à des recapitalisations futures*", a expliqué le dirigeant. AFP 21.11

2- Grèce

2.1- La Banque centrale européenne (BCE) a donné mercredi un satisfecit au plan de recapitalisation des banques grecques, volet essentiel du plan de sauvetage financier de la Grèce.

Athènes avait dévoilé le 12 novembre les détails de ce mécanisme de 50 milliards d'euros destiné à renflouer les caisses de ses banques en difficulté.

En vertu de ce plan, les banques viables émettront des actions et des obligations convertibles. Si la demande d'investisseurs privés porte sur moins d'un dixième des actions ou obligations émises, les banques passeront sous le contrôle du HFSF, un fonds public financé par le plan de sauvetage et qui reprendra les titres émis.

"*La BCE fait bon accueil au projet*", lit-on dans un avis de la banque centrale. "*La BCE considère que le cadre proposé de mise à prix contient des incitations appropriées pour encourager les institutions de crédit grecques à s'affranchir du soutien de l'Etat dès que possible*".

Les actions émises seront mises à prix avec une décote de 50% par rapport au prix moyen des 50 jours précédant l'émission.

Le plan s'applique aux quatre principales banques grecques, la Banque nationale de Grèce, Alpha Bank, Eurobank et la Banque du Pirée. Reuters 21.11

2.2- Citi, la dernière grande banque internationale ayant une présence sur tout le territoire grec, va fermer toutes ses agences en dehors d'Athènes et de Thessalonique, soit 16 sur 37. Cette mesure entraînera la perte de 170 emplois, près du dixième de l'effectif de la banque américaine en Grèce.

"*L'environnement actuel requiert de s'adapter (...) nous allons porter davantage l'accent sur l'investissement, les produits financiers et les cartes de crédit*", a déclaré une porte-parole de la filiale grecque de Citi.

D'autres banques étrangères, notamment le Crédit Agricole et la Société générale, ont vendu leurs filiales grecques acquises pendant les années fastes qui ont suivi l'entrée du pays dans la zone euro.

D'autres groupes étrangers se sont complètement retirés de la Grèce, à l'instar des distributeurs français Carrefour et Fnac, ou de l'allemand Saturn Hansa, filiale d'électronique grand public de Metro.

Pour autant, la baisse du coût du travail, conséquence de l'austérité imposée par les créanciers internationaux de la Grèce, commence à rendre le pays attractif pour d'autres groupes.

Hewlett Packard a signé un accord la semaine dernière pour faire du Pirée son principal port d'attache pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Et Unilever, le géant anglo-néerlandais des produits de grande consommation, compte transférer en Grèce une partie de ses opérations de production. Reuters 21.11

Voilà des bonnes nouvelles qui vont réjouir tous ceux de l'UMP au Front de gauche qui réclament la fin de la crise ! Sur le dos de qui, de quelle manière, dans quelles conditions, quelle question, ils s'en foutent, si le régime est sauvé, c'est l'essentiel !

Haut de page

Le 23 novembre

CAUSERIE

De nouveau nous devons subir des coupures de courant à répétition jour et nuit, entre 10 et 15 heures par jour. On doit jongler en permanence pour ne pas vider les batteries, j'allume l'ordinateur mais pas le ventilateur, du coup je ruisselle de sueur comme en plein été à 23h !

La vie de tous les Indiens est perturbée du fait qu'ils coupent une heure et remettent le courant pendant une heure, et cela de 18h à 2 ou 3 heures du matin. Avant ils coupaient à heure fixe le matin, maintenant ils coupent n'importe quand pour une durée indéterminée, cela va de 2 à 10 heures ! Impossible de regarder la télévision, de prévoir quoi que ce soit, si vous voulez passer une soirée avec des amis ou en famille, elle sera en partie foutue, non mais ils font vraiment tout pour nous pourrir la vie un peu plus chaque jour. Moi je suis un privilégié avec mon convertisseur de courant et mes deux batteries, 90% des Indiens ne peuvent pas se le permettre. Les gosses doivent faire leurs devoirs ou apprendre leurs leçons à la torche électrique ou à la lampe à huile. Ainsi la plupart des Indiens prennent leur repas du soir dans la pénombre, c'est sympa après une journée de boulot !

Ils ont industrialisé le pays pour que la population consomme plus (s'endette), peu importe dans quelles conditions...

Les Indiens sont profondément arriérés et ne sont pas prêts de changer.

Mon épouse se rend à la clinique ou travaille le cardiologue qui l'avait opérée la première fois en 1986. Il lui a proposé ou plutôt suggéré de venir passer quelques jours dans cette clinique flambant neuve dans laquelle il a des parts - il m'avait proposé d'en prendre lors de sa construction il y a quelques années déjà et je n'avais pas donné suite pour une question de principe, pour faire un bilan de santé et voir ce qui cloche chez elle et que ces "abrutis" de médecins en France n'ont pas trouvé. Dans la tête de mon épouse, cette suggestion a tout de suite pris la valeur d'une obligation, elle s'est mis cela en tête immédiatement comme si cela venait d'elle sans réfléchir puisqu'elle en est incapable ou presque, et ce matin c'est un de ses frères qui l'a emmenée à cette clinique.

Plus fort encore. En arrivant en Inde il y a deux semaines à peine, elle m'a dit qu'à son retour en France elle serait admise à l'hôpital public de la Timone à Marseilles, qui à ma connaissance a une bonne réputation, pour une durée prévue de trois mois, justement afin de subir de nouvelles analyses et une rééducation, etc. C'est à croire qu'elle ne se trouve bien que lorsqu'elle est hospitalisée, c'est démentiel ! Je lui ai dit d'attendre son retour en France et que la clinique indienne avait pour seul objectif de lui soutirer du fric, rien à faire, impossible de lui faire entendre raison.

Il n'y a pas qu'en politique qu'ils profitent de l'arriération de la population, pas seulement en Inde, cela vaut pour la France, en premier lieu sur le plan économique, j'ajouterai qu'ils profitent de la même manière de la masse de la population qui se croit supérieure à la masse des arriérés et qui passe son samedi à faire du shopping, à dépenser du fric dans un tas de trucs inutiles ou qui font double, triple emploi ou davantage encore, qui renouvelle des biens d'équipement qui fonctionnent parfaitement bien ou toutes sortes de marchandises encore en bon état en justifiant cette addiction inconsciente à l'économie de marché de mille manières. Oui, quelque part cela confirme que les idées de la classe dominante s'immiscent vraiment partout, dans toutes les têtes, y compris celles des militants.

Hier je suis allé dans un nouveau centre dentaire pour un contrôle car j'ai une douleur à une dent. Après examen et radio complète de la mâchoire, il s'avère que toutes mes dents sont impeccables. Bon, je suis soulagé et je me dis qu'on va en rester là. Pas vraiment, le dentiste m'a expliqué que ma douleur provenait d'une petite infection due au fait qu'avec l'âge la mâchoire se déformait et l'espace entre les dents s'aggrandissait, il faudrait donc nettoyer tout cela puis colmater ces espaces, etc. Résulat : jusque là je n'avais dépensé que 350 roupies, il me présente un devis de 12.800 roupies, précisant que cela correspondrait à trois interventions, deux très courtes de 15 à 20 minutes et une autre un peu plus longue.

Sur le coup j'ai accepté son devis et j'ai pris un rendez-vous pour lundi prochain, alors qu'il voulait intervenir immédiatement. J'ai pensé qu'il s'agissait d'un traitement préventive et que ce n'était pas inutile. Puis une fois rentré chez moi, en réfléchissant au comportement de mon épouse, j'ai décidé de ne pas donner suite à cette proposition digne de vulgaires boutiquiers et d'annuler mon rendez-vous. Ils ont dû me prendre pour un abruti ou quelqu'un qui avait du fric à foutre en l'air, un Blanc en plus, quelle aubaine, mais pas de bol ils sont tombés sur quelqu'un qui réfléchit avant d'agir, c'est préférable, la preuve !

Autre chose

Quand je dis parfois que notre portail intéresse des militants de nombreuses formations politiques dans différents pays, personne n'est obligé de me croire sur parole, heureusement !

Par exemple, cela fait déjà plusieurs années que je reçois régulièrement un courriel d'Italie sans l'avoir jamais mentionné. Je

ne pratique pas l'italien donc je n'y ai jamais prêté attention, par contre j'ai de la famille en Italie, la soeur de mon père était marié à un Italien, Jacomino Torbol, maçon de son état, et j'ai une cousine Nadia qui doit maintenant être un peu plus âgée que moi.

Nuove Resistenti n.430
Jeudi 22 novembre 2012 1h53
De: "posta@resistenze.org"
À: milarepa13@yahoo.fr
Il Centro di cultura e documentazione Popolare, Via Reggio 14 - 10153 Torino, ti invita alla lettura delle notizie pubblicate sul sito www.resistenze.org nell'ultima settimana: Movimento Comunista Internazionale...

Fastoche l'italien, à lire seulement.

Une réflexion.

Comment la finance de l'ombre menace l'économie mondiale titrait L'Express, tiens je ne savais pas que ce magazine atlantiste avaient adhéré à la théorie du complot... Une dérive gauchiste impardonnable...

D'après Wikipédia, la théorie du complot serait le fait de déséquilibrés mentaux pour ainsi dire, car lorsque les puissants du vieux monde se réunissent dans le plus grand secret, ce ne serait pas parce qu'ils auraient quelque chose à nous cacher, mais pour notre plus grand bien, car voyez-vous ils y travaillent d'arrache-pied tout au long de l'année, si, si, puisqu'on vous le dit vous devez les croire, sinon, vous serez catalogué comme complotiste, tant pis pour vous, dans leur bouche cela a la même valeur qu'une maladie honteuse.

Je n'en suis pas sûr, j'ai cru comprendre que Wikipédia était sponsorisé ou était chapeauté par Google ou Yahoo, bref une agence du Nouvel ordre mondial justement, rien d'étonnant à cela.

Autre chose.

C'est désolant tout de même d'être obligé de se fader des vidéos sur l'économie ou la gouvernance mondiale ou d'autres questions qui nous intéressent qui ont été réalisés par des gens aux intentions douteuses (sic!), peu ou pas fréquentables, tous adeptes du capitalisme, fervents catholiques, proches de l'extrême droite ou carrément d'être droite, royalistes, staliniens repentis, etc. Pourquoi le POI, le NPA ou LO ou d'autres formations en ont-ils été incapables ?

Ils en ont mis du temps avant de réaliser qu'Internet était un formidable outil de communication (et de désinformation) et d'investir dans des portails à peu près présentables. Cependant, apparemment aucun n'a encore compris qu'une page d'accueil n'était pas un fourre-tout bordélique, où il faut systématiquement faire défiler l'écran pour accéder aux différents articles ou différentes rubriques, ce qui est peu pratique et laborieux, prend du temps et en décourage plus d'un de la parcourir entièrement. Je suis sympa avec eux, je leur refile un tuyau.

De mon côté, en bon autodidacte que je suis resté, j'ai réalisé seul ce portail, je me suis inspiré du site d'un éditeur ou une librairie sur lequel j'étais tombé un jour et que j'avais trouvé clair et pratique d'accès. J'avais copié les balises permettant de réaliser la colonne de gauche et la partie où figure les différentes rubriques, puis au fil du temps je l'ai amélioré en fonction de l'évolution de mon activité politique. Un informaticien m'a fourni les bases du html, ensuite je me suis formé tout seul à partir de leçons que j'ai trouvées sur le Net.

Depuis longtemps je n'ai plus de temps à consacrer à l'informatique, je le consacre presque exclusivement à l'actualité quotidienne. Je ne sais pas comment fonctionne un blog. Pour actualiser le site je dois formater chaque titre, paragraphe, chaque expression présentant une particularité par rapport au reste du texte (ou de la page), mot en italique ou caractère gras, etc. je dois tout créer quotidiennement et ne pas me planter sinon un paragraphe ou un mot saute, une photo n'est pas disponible ou apparaît n'importe où, l'air de rien cela demande une grande attention. S'il est vrai que la moindre erreur ne pardonne pas, avec l'expérience il devient facile de la repérer rapidement, pourquoi, parce que j'ai déjà dû toutes les faire !

Si nous avions un parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom, notre portail serait inégalé et inégalable, il ne comporterait pas 4.000 articles, documents ou vidéos, mais 40.000 ! Mais comment s'y retrouver alors ? Fastoche, c'est juste une question d'organisation, c'est un truc dont vous avez dû entendre parler un jour, non, l'organisation, l'ordre, la discipline, la rigueur, les principes, la dialectique quoi !

Combien de portails comportent des milliers et milliers de documents, mais s'avèrent carrément inaccessibles tellement leur organisation est merdique, tenez celui de la BNF par exemple. Avant d'accéder au lien qui va vous envoyer vers le document que vous cherchez, vous devez déjà commencer par comprendre comment fonctionne leur portail et passer d'une fenêtre à une autre, suivre de nouvelles instructions, etc. D'ailleurs c'est bien simple, ils vous invitent à consuler le mode d'emploi qu'ils ont réalisé à cet effet ! J'ai pris la BNF comme exemple, mais peut-être que depuis ils ont fait des progrès, je n'en sais rien.

Les syndicats garants de la bonne application du pacte de compétitivité. Ils ont déjà tous capitulé. Les preuves.

Les syndicats français se veulent vigilants sur les contreparties pour les salariés et le contrôle de l'utilisation des 20 milliards d'euros de crédit d'impôt proposés aux entreprises par le pacte de compétitivité du gouvernement.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault a consulté jeudi les syndicats - CFDT, FO, CGT, CFTC, CFE-CGC - sur la mise en oeuvre de ce texte, dont les dispositions seront incluses dans le collectif budgétaire (PLFR) appelé à être voté le mois prochain.

Le PLFR intègrera ainsi la partie dépenses, un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros prévu à partir de 2014 mais mobilisable dès l'an prochain pour les PME, et la partie recettes, des hausses de deux taux de TVA qui entreront en vigueur le 1er janvier 2014.

Les questions de gouvernance, notamment celle du contrôle par les salariés de la bonne utilisation du crédit d'impôt, feront l'objet d'un autre texte "*dans le courant de l'année 2013*", souligne-t-on de source gouvernementale.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a dit avoir reçu du Premier ministre et du ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, qui assistait à l'entretien, des garanties sur la bonne utilisation de l'argent public.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, et celui qui succédera à ce poste dans une semaine, Laurent Berger, ont dit avoir reçu des garanties en terme de capacité pour les représentants du personnel "*de contrôler et de débattre de l'utilisation*" des 20 milliards pour l'investissement, la recherche, "*mais aussi qualité de l'emploi*".

"*J'entends l'engagement du Premier ministre et nous serons, évidemment, plus que vigilants pour qu'il soit respecté jusqu'au bout, c'est pour nous un élément crucial*", a dit François Chérèque.

Force ouvrière estime pour sa part qu'il ne revient pas aux salariés, mais à l'Etat, de contrôler l'utilisation du crédit d'impôt. "*Les 20 milliards, moi j'appelle ça une aide d'Etat sans condition aux entreprises*", a déclaré son secrétaire général, Jean-Claude Mailly.

"*La contrepartie, c'est pas un mec dans un conseil d'administration*", a-t-il ajouté. "*C'est à l'Etat de contrôler l'utilisation de cet argent public. On veut être informés, mais nous ne participerons pas à un contrôle des fonds*".

L'Etat "*aurait pu dire 'vous aurez des aides à telle ou telle condition'. Ce n'est pas le choix qui est fait*", a-t-il poursuivi. "*J'espère que c'est pas 20 milliards par la fenêtre*".

Bernard Thibault a lui aussi émis des doutes sur un "*mécanisme qui n'est pas assez ciblé*".

"*Les entreprises touchent déjà beaucoup d'argent public au nom de l'emploi, depuis de nombreux gouvernements*", a-t-il fait valoir. "*Il n'est pas vrai que toutes les entreprises aient besoin d'argent pour survivre*". Reuters 22.11

Les réserves de Mailly sont du vent, à aucun moment il n'exprime son opposition aux 20 milliards d'euros de cadeaux aux patrons actionnaires, il "*espère*" qu'ils en feront un usage, ben voyons !

Pourtant comme ses collègues corrompus, il sait parfaitement de quoi il retourne. La preuve.

- Une loi définira début 2013 les contreparties auxquelles seront soumises les entreprises françaises bénéficiant de 20 milliards d'euros de crédit d'impôt censés stimuler leur "compétitivité", a annoncé jeudi le Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Il n'est pas question d'embauches ni d'augmentations de salaires mais seulement d'obligation de discussions. Matignon a fait cette annonce après avoir reçu, en compagnie de plusieurs ministres, les syndicats de salariés et d'employeurs.

"*Le Premier ministre a indiqué qu'il souhaitait que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) soit mis en œuvre très rapidement, par amendement dès la loi de finances rectificative pour 2012*", précise le communiqué de Matignon.

"*Une 2e loi viendra en début 2013 définir les contreparties liées à l'utilisation du CICE, et notamment les modalités de dialogue social auxquelles elle donnera lieu au niveau national et dans chaque entreprise*", ajoute-t-il.

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque entend notamment par "*contreparties*" un plus grand "*dialogue dans l'entreprise, la capacité pour les représentants du personnel de contrôler et de débattre de l'utilisation de cet argent dans les entreprises*". Reuters 22.11

C'est clair, non ? La "*contreparties*" : une amplification de la collaboration de classes, il fallait y penser. Cela ne vous suffit pas, alors les patrons du CAC40 en rajoute une couche.

- Il n'y en a jamais assez pour les multinationales du CAC 40. Les dirigeants de l'Association française des entreprises privées (Afep) s'inquiètent que le projet de crédit d'impôt de 20 milliards d'euros du gouvernement, qui fera automatiquement grimper leurs bénéfices, profite aussi à leurs salariés, via les mécanismes de participation.

Consultés sur le projet de texte du crédit d'impôt, ces grands patrons français écrivent dans un courrier que s'est procuré Libération :«*Il est […] impératif que la mesure [le crédit d'impôt, ndlr] ne conduise pas automatiquement à une hausse des rémunérations. A cet égard nous nous interrogeons sur les effets de la mesure : il est en effet essentiel que la mesure ne soit pas indirectement annulée par une augmentation de la participation des salariés […]. Ce point doit être traité soit législativement (changement du code de travail), soit par voie d'instruction avant la mise en œuvre de la mesure.*» liberation.fr 22.11

ACTUALITE EN TITRES

Inabordables à l'èpoque de la cupidité sans frein, normal.

- Noël: du luxe plutôt que des jouets dans les vitrines des grands magasins - AFP

Pendant que des millions parviennent difficilement à survivre

- Une majorité de Français veulent épargner davantage - Reuters

Consommer à en vomir.

- Thanksgiving sonne le départ du marathon de la consommation - Reuters

Message d'un média conquis aux paradis fiscaux.

- '*La croissance africaine est dynamique, mais mal partagée*' - LeMonde.fr

Otan. La dictature militaire mondiale.

- L'Otan va déployer des antimissiles Patriot en Turquie - LeFigaro.fr

Normal qu'ils protègent leurs mentors.

- Le Parlement européen vote la protection des requins - Reuters

Psychodrame à l'UMP

- Gattegno : l'UMP est moins au bord de l'implosion qu'au bord du ridicule - LePoint.fr

- UMP: la droite s'enfonce dans une "*tragi-comédie*", estime la presse - AFP

Lors de l'affrontement UDR-UDF dans les années 70, puis Balladur-Chirac en 1995, puis de Villepin-Sarkozy, puis maintenant Copé-Fillon et j'en oublie, chaque fois on nous ressort la même fable : ça y est, c'est pour aujourd'hui, le parti de l'ordre va exploser, disparaître, les institutions de la Ve République vont s'effondrer... et puis, et puis la vie institutionnelle continue comme avant.

Ah ben alors, c'est à rien n'y comprendre s'interroge les esprits crédules qui se laissent bercer ou berner par ces balivernes. C'était oublié que pendant ce temps-là un troisième larron assurait le service après-vente : le PS toujours fidèle au poste quand il s'est agit de défendre l'intégrité des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République, il en fait la démonstration aujourd'hui une nouvelle fois.

Effectivement, en votant Hollande, pire en appelant à voter pour lui, vous avez assuré la stabilité des institutions, merci pour elles.

Epilogue de dernières minutes.

François Fillon, interrogé sur RTL vendredi matin.

"*On ne peut pas avoir confiance en les statuts d'un parti dont le président s'est autoproclamé dimanche soir, alors même que la commission n'avait pas commencé à décompter les voix*", a insisté M. Fillon. D'un "*parti dont la commission de contrôle nous dit froidement qu'oublier trois départements, ce n'est pas grave*". "*D'un parti dont un salarié a tenu une conférence de presse invraisemblable, brandissant des documents auxquels il n'a pas accès, auxquels je n'ai pas accès*", a-t-il martelé, en allusion aux déclarations de Jérôme Lavrilleux, directeur de cabinet de M. Copé.

"*Depuis le début, ce qui a rendu cette élection impossible, c'est le fait que la direction de l'UMP a toujours été partiale", "on est vendredi matin et je n'ai toujours pas pu obtenir la publication des résultats fédération par fédération*", explique M. Fillon.

François Fillon, tout en déplorant "*le spectacle qu'on offre*" et mesurer "*tous les dégâts de cette crise*", rappelle qu'"un parti politique ce n'est pas une mafia, un endroit où on peut refuser de dire la vérité". "*Comment faire respecter les valeurs républicaines si on ne donne pas soi-même l'exemple ?*" s'interroge-t-il. lemonde.fr 23.11

Bon, quand c'est un dirigeant du parti de l'ordre qui le compare à la mafia, je ne sais pas ce que vous en pensez, on est naturellement porté à le croire, ajoutons que cela ne date pas d'hier !

D'autres commentateurs se sont interrogés sur le silence assourdissant des dirigeants du PS sur cette affaire.

Ils ne peuvent pas être au four et au moulin, ils assurent le bon fonctionnement des institutions, la seule chose qu'ils savent faire, non ?

En réalité, il ne vaut guère mieux et ils le savent. Et ceux qui y sont restés de longues décennies ? Non, non, ils ne le savaient pas, juré, craché, d'ailleurs des années après avoir quitté ce parti ils sont encore en train de le justifier, comme quoi quelque part ils n'ont pas vraiment changé, on ne donnera pas de noms, vous les avez en tête.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

1- Une méthode mafieuse de gouvernance.

L'ex-ministre UMP de l'Intérieur Brice Hortefeux a été condamné jeudi à Paris à 5.000 euros d'amende avec sursis et 10.000 euros de dommages et intérêts pour avoir menacé Olivier Morice, avocat de familles de victimes de l'attentat de Karachi, en 2002 au Pakistan. Me Morice avait publiquement estimé que Nicolas Sarkozy était "*au coeur de la corruption*".

Dans un entretien au Nouvel observateur en octobre 2011, Brice Hortefeux, un proche de Nicolas Sarkozy, se disait "*écoeuré par la lâcheté des journalistes qui fracassent tous les amis de Nicolas Sarkozy, alors que c'est Me Morice qui devrait être fracassé*".

Le tribunal correctionnel de Paris a estimé dans le texte de sa décision que ces propos visaient à "*influencer le comportement de l'avocat dans l'exercice de ses fonctions*".

"*Le propos constitue bien un acte d'intimidation en raison de la violence du terme employé, au surplus par une personne haut placée, ce qui le rend manifestement plus impressionnant*", estime le tribunal dans ses attendus. AFP 22.11

2- Comptabilisés mais pas pris en compte, coupable mais pas responsable, etc.

L'Assemblée a approuvé jeudi la reconnaissance du vote blanc, en adoptant à l'unanimité des 90 députés présents une proposition de loi UDI, amendée, pour que les votes blancs aux élections soient comptabilisés séparément des nuls, mais pas pris en compte dans les suffrages exprimés.

Le gouvernement, par la voix d'Alain Vidalies, avait donné un avis favorable à la proposition de loi centriste modifiant l'article L-66 du Code électoral, mais à la condition que les votes blancs ne soient pas pris en compte pour la détermination des suffrages exprimés.

Une prise en compte des bulletins blancs dans les suffrages exprimés aurait entraîné des problèmes "*politiques*" et "*juridiques*" en conduisant notamment à modifier les règles de calcul de la majorité absolue, a objecté le ministre, mais aussi le président de la commission des Lois, Jean-Jacques Urvoas (PS). Cela aurait, entre autres, "*conduit Jacques Chirac en 1995 et François Hollande cette année à accéder au pouvoir suprême sans majorité absolue'*"", a observé le député PS Pierre-Yves Le Borgne. Le Point.fr 22.11

Hollande serait illégitime, non, qui l'aurait cru franchement !

3- Union nationale... par la bande.

Le Parlement a adopté définitivement jeudi soir le projet de loi instituant la "*règle d'or*" d'équilibre des finances publiques prévue par le traité budgétaire européen, le Sénat l'ayant voté à une très grande majorité quelques jours après l'Assemblée nationale.

Comme en première lecture, le texte a été voté par 320 voix contre 22, dont les 20 membres du groupe Communiste républicain et citoyen (CRC), Jean-Pierre Chevénement et Pierre-Yves Collombat. En revanche la droite UMP et centriste a voté pour, ainsi que la gauche gouvernementale PS, RDSE (à majorité PRG), écologiste.

La loi organique confie aux lois de programmation pluriannuelle des finances publiques le soin de mettre en musique la "règle d'or" fixée par le traité budgétaire européen: un déficit budgétaire "*structurel*" (hors aléas de la conjoncture) limité à 0,5% du PIB le plus rapidement possible.

Un Haut conseil des finances publiques, présidé par le premier président de la Cour des comptes, veillera au respect de cet objectif.

Ses quatre membres nommés par la Cour des comptes seront deux hommes et deux femmes. Pour les quatre membres nommés par les présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale et des commissions des Finances des deux chambres, un tirage au sort déterminera, qui, parmi ces personnalités, désignera un homme ou une femme. Le genre de la personnalité choisie par le président du Conseil économique social et environnemental sera aussi tiré au sort. Le Haut conseil comprend en outre le directeur de l'Insee. AFP 22.11

Question : qui siègent à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Conseil économique social et environnemental ? Le FN, l'UMP, l'UDI, le MoDem, le PS, le PCF, le PdG... et les syndicats. Chut, ces derniers seraient indépendants des institutions de la Ve République parole d'escrocs, d'aventuriers ou de charlatans ! Quel ommage que de Gaulle ne soit pas encore parmi nous, il tiendrait sa revanche !

SOCIAL

France

1- 2.000 salariés de l'Afpa manifestent à Paris.

Quelque 2.000 salariés de l'Association nationale pour la formation des adultes (Afpa), en proie à de graves difficultés, ont manifesté jeudi à Paris pour réclamer le soutien de l'Etat, afin de retrouver leur "*rôle*" dans la formation des chômeurs, a constaté une journaliste de l'AFP.

Venus de toutes les régions à l'appel des six syndicats de l'organisme (CGT, CFDT, FO, SUD, CFE-CGC, CFTC), les manifestants étaient 1.900 selon la police, 2.000 à 3.000 selon les syndicats.

Au total, quelque 5.000 des 9.150 salariés de l'Afpa ont fait grève toute la journée, selon la direction. AFP 22.11

2- Appel à la grève dans les Caisses d'allocations familiales

Les Fédérations CGT, FO, CFE/CGC ont lancé un appel à la grève pour jeudi dans les Caisses d'allocations familiales pour protester notamment contre les suppressions de poste ou les fermetures de sites, selon un communiqué.

Les CAF "*sont au bord de l'explosion*", affirme le communiqué, citant la suppression de 1.000 postes en trois ans, la "*fermeture de sites d'accueil de proximité*", "*le retard considérable dans le traitement des dossiers des allocataires*", ou la "*dégradation inquiétante des conditions de travail*".

Jeudi et vendredi, les présidents des CAF, les directeurs des CAF sous l'égide du président de la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) et du directeur de la CNAF se réuniront à Marseille pour aborder les futures orientations de la convention d'objectifs et de gestion 2013/2016, souligne le communiqué.

Or les orientations qui vont être discutées "*s'inscrivent dans le droit fil de la politique gouvernementale qui prévoit notamment la réduction de 20 milliards de dépenses publiques qui vont impacter aussi les organismes de sécurité sociale dont les CAF*", poursuit-il.

Les syndicats lancent aussi un appel à manifester jeudi à 10H30 à Marseille devant le Palais des Congrès "*pour exiger l'arrêt de toutes les attaques portées contre la branche famille*" de la sécurité sociale. L'Expansion.com 22.11

3- The Phone House. Suppression de 246 postes et la fermeture de 79 magasins.

Dans un marché des télécoms bouleversé depuis l'arrivée de Free Mobile, les petits acteurs peinent de plus en plus à conserver leur clientèle, captée par les grands du secteur. La part de responsabilité de Free fait débat. Mais le dernier à en faire les frais, c'est le spécialiste de la distribution The Phone House, qui a confirmé mercredi la suppression de 246 postes et la fermeture de 79 magasins lors d'une première réunion d'information du comité d'entreprise (CE), a-t-on appris auprès du syndicat Force ouvrière.

"*La direction nous a confirmé aujourd'hui (mercredi) la mise en place d'un projet de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) avec la suppression de 246 postes et la fermeture de 79 de ses magasins*", a affirmé Gregory Etienne, délégué syndical FO et élu au CE.

Les représentants du personnel ont réclamé à la direction plus d'informations pour "*mieux évaluer les motifs économiques du plan social*" avec "*des précisions sur les difficultés financières de tous les pays dans lesquels The Phone House a des magasins*", selon M. Etienne. L'Expansion.com 22.11

4- La Société générale envisage d'externaliser quelque 400 postes.

La Société générale envisage d'externaliser quelque 400 postes de back-office dans le cadre de la réorganisation de ses activités de banque de financement et d'investissement (BFI), selon des documents internes dont Reuters a obtenu une copie.

Dans le cadre de ce projet baptisé Mikado, c'est le groupe américain Accenture qui gérera et détiendra la nouvelle société créée, est-il précisé dans un document de la Société générale.

Le projet de transfert concerne les fonctions opérationnelles de gestion des titres, ainsi qu'une partie des effectifs transversaux travaillant sur ces produits, y lit-on également.

En Bourse, l'action Société générale avançait de 0,36% à 26,73 euros à 16h20.

Avec un gain de 55% depuis début janvier, le titre efface presque toutes ses pertes de 2011 (-57,22%), faisant ressortir une capitalisation de près de 20,9 milliards d'euros. Reuters 22.11

5- Albany annonce la suppression de près des deux tiers de ses effectifs en France.

Le groupe américain de textile technique Albany a annoncé la suppression de près des deux tiers de ses effectifs en France, invoquant la "*dégradation continue du marché des textiles industriels en Europe*", au grand dam des syndicats qui estiment que l'entreprise est rentable.

Le groupe, dont l'emploi en France avait mobilisé les politiques lors de la dernière campagne présidentielle, prévoit de supprimer 200 postes sur ses sites du Bas-Rhin (Sélestat) et de Haute-Vienne (Saint-Junien).

Cette annonce, effectuée lors d'un comité central d'entreprise mercredi en Suisse, intervient une semaine après que le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a demandé une table-ronde entre la direction et les salariés.

Dans le détail, 127 emplois seront supprimés dans l'usine de Sélestat, qui compte 227 salariés et 75 postes à Saint-Junien, sur le site Albany-Cofpa, qui en compte près de 130, selon les délégués syndicaux des deux sites.

"*On est sous le choc*", a déclaré à l'AFP David Mathieu, délégué CFE-CGC de Sélestat. "*Les suppressions concernent plus de la moitié des salariés, quasiment tout le service administratif va disparaître. Il sera rapatrié en Suisse et le reste sera externalisé*".

Selon les syndicats, les suppressions d'emplois seront étalées sur deux ans. La direction s'est engagée à "*reclasser un maximum de personnel*" au sein du groupe, assurant que 60 postes sur son nouveau site à Commercy (Meuse) seraient affectés en priorité aux personnes touchées par le plan, a précisé pour sa part à l'AFP Christophe Sardin, délégué CGT au site de Saint-Junien.

Dans un communiqué, Albany explique sa décision de supprimer "*approximativement 200 emplois*" par la "*dégradation continue du marché des textiles industriels en Europe*", avec une "*détérioration accrue prévue en 2013*".

Vendredi dernier, M. Montebourg s'était engagé à "*provoquer une table-ronde avec la direction de manière à mettre à plat l'ensemble des divergences à l'égard de cet outil de travail de qualité*" au terme d'une réunion avec des salariés d'Albany-Cofpa.

Jeudi, les syndicats ont indiqué qu'ils allaient saisir immédiatement les services de M. Montebourg afin qu'il organise cette-table ronde avant un comité central d'entreprise prévu mardi prochain à Sélestat, a ajouté M. Sardin.

Les syndicats jugent en effet "*nulle et non avenue*" l'annonce de mercredi en Suisse, arguant que le comité central d'entreprise doit se tenir sur le territoire français.

Le maire UMP de Sélestat (Bas-Rhin) Marcel Bauer a appelé jeudi dans un communiqué "*avec gravité*" à l'intervention de M. Montebourg, la municipalité et l'élu témoignant "*de leur incompréhension" et réclamant l'organisation rapide d'une table ronde*".

De leur côté, des élus de Haute-Vienne, dont le maire (DVG) de Saint-Junien Pierre Allard, ont dénoncé le projet de restructuration: "*Ce qui était incompréhensible et injuste il y a 9 mois (au moment du projet de fermeture de Saint-Junien) reste incompréhensible et injuste aujourd'hui*", déclarent-ils dans un communiqué, en appelant à M. Montebourg.

"*Dans la crise que nous traversons, M. le ministre, personne ne comprendrait qu'une entreprise rentable supprime inconsidérément de l'emploi*".

Albany, dont le siège est situé à Rochester dans le New Hampshire (Etats-Unis), emploie quelque 4.300 personnes sur ses sites répartis dans onze pays. Le groupe est leader dans le domaine des composites tissés, des textiles pour habillage des machines industrielles, et tissus techniques pour l'industrie du papier. AFP 22.11

Vous aurez compris que le jeu consistait à faire tourner une table, Montebourg remplissant le rôle de médium et les salariés virés d'ectoplasmes...

Haut de page

Le 24 novembre

CAUSERIE

J'ai terminé d'actualiser le site en coup de vent, je dois aller rendre visite à mon épouse à la clinique, etc.

Ma démarche et les incompréhensions qui peuvent en résulter.

Je reconnais que ma manière de procéder est anachronique, c'est la faute à Internet ! Il fallait bien que je trouve un coupable pour me justifier, je plaisante bien sûr, car je l'assume entièrement, mieux c'est un chois délibéré.

Il y en a qui doivent encore croire que Marx ou Engels ou encore Lénine sont nés en ayant les réponses à toutes les questions qui allaient se poser à eux tout au long de leur vie particulièrement bien remplie. Du jeune Marx hégélien de gauche et un brin romantique au rédacteur du Capital, si l'on compare ses écrits à différentes époques on trouvera un tas de contradictions (approximations, hésitations, erreurs, etc.) dans sa démarche intellectuelle et c'est bien normal, c'est le contraire qui serait plutôt préoccupant.

Marx a vécu au cours de la période ascendante du capitalisme. Nous, nous vivons à l'époque de sa décomposition ayant atteint le stade de la putréfaction, époque qui d'une certaine manière concentre toutes les phases par lesquels il est passé. Lui, sa difficulté a été de reconnaître à quel stade et dans quelles conditions la société dans les différents pays allait passer du système féodal au système capitalisme, quels rapports sociaux des deux systèmes existaient encore ou non et de quelle manière ils s'articulaient avec les différentes représentations politiques en place ou en devenir...

Il abattit un travail colossale qu'aucun d'entre nous n'est capable d'égaler, donc la modestie qu'il nous a enseignée devrait être de rigueur pour juger ou apprécier plutôt l'évolution de notre réflexion et de nos analyses.

Bien que nous nous appuyons sur des faits, notre interprétation de leurs rapports peut s'avérer erronée, de la même manière on peut prendre en compte tous les éléments de la situation et être incapable d'évaluer correctement son évolution. Si bien que le seul critère qui est fiable pour caractériser un parti ou un militant, c'est l'orientation générale qui se dégage de ses prises de position, de son discours, de son programme, de la manière dont il le met en oeuvre, et non tel ou tel fait isolé, telle ou telle parole prononcée ici ou là et qu'on extrait de leur contexte.

De la même manière qu'en principe on juge un homme à ses actes, pour autant que cela soit possible, et non aux interprétations qui peuvent en être données et qui pourraient s'avérer contradictoires. C'est aussi ce qui définit et oppose le matérialisme à l'idéalisme. Ensuite, ce qui domine derrière les actes que l'on commet, ce sont les intentions qui les commandent, l'honnêteté veut qu'ils correspondent. Cependant cette interprétation ne s'applique pas à toutes les situations du fait que nous ne sommes pas égaux dans la société face à notre destin.

Si vous prenez un dirigeant de l'UMP ou du PS, leurs actes ne correspondent pas aux intentions qu'ils affichent, l'intérêt général qui guide en parole leur action ne concerne en réalité qu'une minorité de nantis, tandis qu'ils piétinent allègrement les intérêts de la majorité de la population. Dans ce cas précis les choses sont très claires ou facilement saisissables.

Mais si l'on considère la masse des exploités, elles le sont beaucoup moins, parce que des facteurs extérieurs, sans qu'ils en aient conscience, agissent sur eux et de ce fait rend plus difficile ou impossible ou inapproprié tout jugement. Cela nous ramène à notre sujet.

Bien des questions se présentent à nous sous une forme contradictoire sans que cela constitue forcément un problème ou soit une anomalie, tout simplement parce que la vie et la société, le cours des choses se présente à nous de cette manière tout simplement, sans qu'on y soit pour quelque chose. Vous avez pu observer de quelle manière j'ai traité dernièrement des questions en tentant d'éviter de m'enfermer dans un raisonnement qui excluait justement cette contradiction au profit d'un postulat qui aurait valeur de vérité universelle, mais qui en réalité nous écartait de la réalité, que ce soit la question du sionisme ou du Nouvel ordre mondial ou encore de l'économie financière, etc.

Le questionnement fait partie de la réflexion pour essayer de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et de quelle manière il évolue, dans quelle direction, pour le transformer au profit de l'humanité toute entière...

Qui dit questionnement, dit aussi parfois ou forcément à un certain stade de la réflexion, des questions laissées provisoirement sans réponses ou sans réponses satisfaisantes, incomplètes, approximatives. Si à cet instant-là certains en déduisent ceci ou cela, cela n'engagera qu'eux, en réalité ils interprètent ces réponses imparfaites en fonction de leur état d'esprit du moment ou d'autres facteurs qui n'ont rien à voir avec ce qu'a voulu dire l'auteur.

La pensée est quelque chose de vivant.

Je suis absolument certain que bien des lecteurs se sont déjà dits à plusieurs reprises en me lisant, qu'ils ne comprenaient plus rien à ce que j'écrivais pour avoir donné l'impression de soutenir une idée un jour et l'avoir combattue plus tard, quand je n'ai pas fait marche arrière par la suite. Il ne faut pas se fier aux impressions souvent trompeuses, on se leurre soi-même en en attribuant la paternité aux autres, c'est si commode. Mais si je n'avais pas procédé de la sorte cela aurait voulu dire que j'avais la science infuse ou que la pensée serait pareille à une ligne droite, n'oubliez pas que je n'ai pas le temps de penser à l'avance à ce que je vais écrire dans le site, en règle générale tout est rédigé spontanément et j'ai à peine le temps de me relire, c'est de la création intellectuelle pure, en direct, sans fillet ni artifice ou trucage, en même temps que moi vous assistez au développement de ma pensée, avec évidemment tous les défauts qui peuvent accompagnés ce genre d'exercice très risqué, pour un intellectuel cela va peut-être de soi, trop à mon avis, pour moi cela nécessite un effort de concentration extrême. Maintenant je ne voudrais pas que vous croyiez que j'écrirais n'importe quoi, en réalité je pense à notre affaire 24h/24, il faut donc relativiser ce qui a été dit précedemment.

Je ne sais pas si cette réflexion plairaît à Marx, mais je pense qu'il faut laisser vagabonder sa pensée, lui lâcher la bride pour qu'elle trouve les bonnes portes à ouvrir, les bonnes questions à se poser, ce qui ne veut pas dire qu'on trouvera spontanément les bonnes réponses évidemment. Pourquoi d'après vous Marx a-t-il inlassablement étudié un tas de domaines ? Pour trouver les réponses aux questions qu'il se posait dans d'autres domaines ou parce qu'il était à la recherche des questions qui lui manquaient pour avancer dans ses travaux, sans en changer l'objet pour autant il faut préciser. Ce n'est pas par exemple parce que l'on se penche sur les moeurs sexuels des Mélanésiens qu'on en oublie la lutte des classes.

Je dirais que la pensée est tarie lorsque l'on ne se pose pas ou plus de questions, lorsqu'il n'en surgit pas spontanément en observant ce qui se passe autour de nous ou dans le monde, dans l'univers. S'en poser, c'est déjà bien, s'y atteler ensuite, c'est mieux, y trouver des réponses satisfaisantes, relatives ou absolues, les unes n'existant pas sans les autres, on peut relativiser les choses ou nos expériences sans tomber dans l'excès, c'est notre objectif, de plus il procure une satisfaction. Quand j'écris

"sans tomber dans l'excès", cela me refait penser à la voie du milieu du bouddhisme qui nous aide à vivre cette expérience en évitant de tomber dans l'idolâtrie de la religion.

Il faut que je vous raconte immédiatement ce que je viens de vivre au téléphone avec une femme d'origine indienne vivant à Marseile depuis 10 ans. Elle voulait parler à mon épouse qui est dans une clinique. De quoi ? De la Bible ! Dingue, elle me dit ensuite qu'elle est témoin de Jehova et que Magueswary a déjà eu des rapports avec eux. Elle m'a débité son discours pendant 10 minutes, un prêche, dieu c'est la vérité, la guérison, tu vis en paix même dans la détresse, au lieu de te révolter. Comme je commençais à en avoir marre, je lui ai balançé ce que je pensais de la religion et des sectes, je lui ai dit que je ne souhaitais pas qu'elle ait une relation avec mon épouse qui est très faible. Elle va quand même rappeler, j'essaierais d'intercepter l'appel. Là elle a appelé à 0h08 samedi.

Et je venais juste d'écrire le mot religion après avoir fait une distinction avec le bouddhisme. Il est 0h24. Quand il m'arrive ce genre de trucs, je me dis que tout est dans l'ordre des choses, que je suis où je dois être et m'estimer heureux, je ne dois rien changer à mes convictions.

Vous êtes passés à l'heure d'hiver, du coup je gagne une heure le matin pour actualiser le site.

A propos de ne pas lâcher le fil. J'ai préparé un condensé d'un passage du Capital de Marx et Engels, on oublie toujours Engels alors que c'est lui qui a refait le tome II et qui à l'aide des brouillons et des notes de Marx agença et termina le tome III.

On va le publier sous forme d'épisodes, commenté ou non car je n'ai pas le temps, je dois aller à la clinique à 20 kilomètres de chez moi. C'est rédigé si simplement et si clairement qu'en lisant lentement et en respectant la ponctuation, on arrive facilement à suivre, nos deux compères partageaient la même méthode, la même écriture, le même style, la même culture, assurément le même idéal humaniste, celui qui nous animent.

Je vais l'adresser aux réalisateurs de la vidéo Monney le film, ainsi qu'un extrait d'une causerie que j'ai consacrée à cette vidéo. Je pourrais en faire de même avec Médiapart et d'autres, mais je crains de perdre mon temps.

Un dernier mot.

Rapport de forces.

La crise qui secoue les différents gouvernements dans le monde et l'UE a directement un rapport avec les lois de fonctionnement du système économique capitaliste, l'économie réelle ou productive. On pourrait ajouter l'inégalite de développement entre les différents pays et les conditions politiques qui prévalent dans chaque pays, ces trois facteurs étant liés dans la crise du capitalisme mondial. La manière d'aborder cette crise par les différents Etats ne sera pas homogène à l'échelle mondiale, d'où des tensions entre eux...

Si les gouvernements des grandes puissances ne remettent pas en cause la perspective d'un gouvernement mondial, il va de soi que chacun entend faire valoir au sein des différents blocs constitués (continentaux ou transcontinentaux), la place qu'il occupe sur le marché mondial et la part qu'il estime devoir lui revenir dans le futur par rapport à son potentiel de développement existant.

Pourquoi ? Parce que ce rapport de forces déterminent pour le futur dans chaque pays à la fois l'importance et le niveau de revenu de son oligarchie financière et de son élite intellectuelle qui lui est liée au sein de ces blocs politiques, la part qui leur reviendra du gâteau, du marché mondial. En cela rien de changer non plus depuis que Lénine a rédigé L'impérialisme stade suprême du capitalisme (1916), n'en déplaise à ceux qui sont obnubilés par le Nouvel ordre mondial et en oublient la réalité tout simplement.

Autre chose.

Une certaine conception de la démocratie et de la Tribune libre.

Informations ouvrières n° 226 page 14

Titre : *La rédaction - Informations ouvrières et le libre débat*

Premier paragrapahe de cet article :

- "*Un certain nombre de nos lecteurs nous ont interrogés sur la signification de l'interview de Jean-Luc Mélenchon. Informations ouvrières est à la fois l'organe du POI et une tribune libre de la lutte des classes. A ce titre, il ouvre régulièrement ses colonnes à de nombreux militants ouvriers et syndicalistes qui, sans partager les positions du POI, peuvent trouver à s'exprimer librement dans ce journal.*"

En lisant ces lignes, je me suis dit : tiens des lecteurs pas contents -sans doute, que dis-je, à coup sûr des militants du POI, la ficelle était un peu grosse, qui ne comprennent pas pourquoi leur parti accordait une pleine page à l'illusionniste Mélenchon nourrit par l'Union europénne.

En fait pas du tout, j'étais complètement à côté de la plaque, j'avais lu trop vite, je me suis laissé abuser à la fois par le premier paragraphe de cet article et par la formule du dernier paragraphe qui était également ambigue, j'avais cru comprendre qu'ils allaient donner la parole à un lecteur qui contestait la présence de cet interview dans ce journal après avoir évoqué "*la signification de l'interview de Jean-Luc Mélenchon*", je n'ai pas imaginé que cela s'appliquait non pas à la présence de cet intervew en tant que tel mais à sa signification politique du fait qu'on la connait sur le bout des doigts, quel militant ne sait pas que Mélenchon se revendique de l'UE et de l'ONU, franchement ?

Voici le dernier et l'avant-dernier paragraphe en question :

- "*C'est dans ce cadre par exemple que Claude Jenet nous a transmis une réaction à l'interview de Jean-Luc Mélenchon, que nous publierons la semaine prochaine.*

La rédaction d'Informations ouvrières entend dans les semaines et les mois qui viennent ouvrir plus encore ses colonnes à tous les militants ouvriers qui cherchent, sans forcément partager notre point de vue, à résister aux plans d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault."

Sachant que Claude Jenet était secrétaire national du POI, j'ai cru qu'il avait servi de boîte aux lettres des lecteurs que cet interview avait suscité, pas du tout, le dernier paragraphe m'a induit en erreur car la rédaction d'Informations ouvrières a fait allusion à des des militants ouvriers qui sont extérieurs au POI et qui pouvaient réagir aux articles contenus dans leur journal, ce que n'ai pas Claude Jenet, quant à présenter Mélenchon comme un "*militant ouvrier*" alors qu'il a fait toute sa carrière au PS, au Sénat et au Parlement européen, c'est grotesque.

Bref, je n'avais pas compris cette tournure qui signifait que ce serait Claude Jenet qui nous ferait part la semaine suivante de sa réaction à l'interview de Mélenchon, ce dont on se fout complètement, surtout pour confirmer que Mélenchon n'entend pas rompre avec l'UE, tout comme son modèle Die Linke, leur clone Syriza, etc. !

Donc pas question de donner la parole à des militants qui ne partagent par leur paradigme pour ou contre la rupture avec l'UE, qui lorsqu'on y regarde de plus près sert d'écran pour évacuer une autre question ou tient de la mystification. Leur "*libre débat*" se réduit à donner la parole à des gens qu'ils ont triés sur le volet sur des sujets qu'ils ont choisies eux-mêmes !

Manifester devant l'Assemblée nationale, quelle drôle d'idée !

Moi, il y a une autre question qui me tarode et que ni les uns ni les autres ne poseront : quand vous déciderez-vous à faire du combat contre les institutions de la Ve République l'axe de votre combat politique puisque toutes les questions économiques, sociales et politiques convergent vers les institutions de la Ve République, y compris la question de l'UE, de l'ONU, de l'Otan, etc. des relations de l'Etat avec les autres nations et institutions internationales ? Pendant combien de temps encore allez-vous épargner, donc soutenir l'Etat des capitalistes ?

Il y en a qui appellent à une manifestation devant l'Assemblée nationale ?

Pour quoi faire, sur quel mot d'ordre, dans quelle perspective politique ? Comme en Grèce depuis trois ans, en Espagne, au Portugal, en Italie ? Pour que les représentants du capital au sein du Parlement se mettent au service des travailleurs alors qu'ils sont inféodés à l'oligarchie financière ? C'est bien cela dites-moi ? Ou s'agit-il d'indiquer aux travailleurs l'obstacle politique qu'ils doivent abattre pour résoudre leurs problèmes, etc. ?

Houlala comme vous y allez, vous allez effrayer ces braves travailleurs au lieu de les rassembler !

Il est vrai qu'en Grèce, au bout de trois ans on a pu observer qu'en procédant pas étapes, par petits pas, en dilluant le mot d'ordre axer contre les institutions, le résultat était spectaculaire : le néant en terme de progression de leur conscience politique et d'organisation, avec pour pendant l'extrême droite qui parade ! A la place on leur a servi matin, midi et soir la troïka, ce qui satisfera sans doute un Mélenchon, mais pas nous, désolé.

Mieux encore. Vous vous attaquez à l'Etat, vous faites le jeu des tenants du Nouvel ordre mondial qui veulent les affaiblir, puis les liquider, vous êtes leur complice.

Mais en protégeant l'Etat, en refusant de l'attaquer, vous croyez aboutir à quel résultat ? Vous vous prenez pour qui, pour quoi, vous n'avez aucune emprise sur les institutions, leur fonctionnement et leur orientation politique, vous pouvez peut-être faire croire

le contraire à des crétins ou des ignorants, les faits l'attestent quotidiennement, vous voulez qu'on établisse la liste des trois derniers mois qui le prouve, de la ratification du TSCG au vote des différents budgets 2013. Un peu de sérieux tout de même.

Certes, quand on n'est pas un mégalomane ou dans un horrible dogmatique, bref, qu'on fait preuve d'un minimum de lucidité, on ne peut que constater notre impuissance à freiner, endiguer ou inverser ce processus. Mais rien ne dit qu'on ne pourrait pas profiter de ce délai qui nous est accordé et qui ne durera pas éternellement, les Grecs sont en train d'en prendre plus ou moins conscience dans des conditions difficiles, pour recruter les travailleurs et les militants qui sont en rupture avec le capitalisme et les institutions, à leur manière évidemment, maladroitement ou inconsciemment, en rupture avec cette société qu'ils ne supportent plus, une multitude de faits et de propos rapportés l'attestent quasi-quotidiennement pour ceux qui savent encore observer et écouter la colère qui gronde des profondeurs du prolétariat.

Parfois on hésite sur certaines questions, là les choses sont parfaitement claires, si on continue de se détourner de ces travailleurs, on va droit à la pire défaite qui soit, c'est une certitude.

On se rassure comme l'on peut.

Selon BVA, à la question "*souhaitez-vous que Nicolas Sarkozy fasse son retour dans la vie politique française?*", 34% des sondés répondent oui et 65% non (1% ne se prononcent pas). AFP 23.11

Démenti.

- Affaire Bettencourt: le parquet dément une confusion avec Ingrid Betancourt dans l'agenda de Sarkozy - Lexpress.fr

Le parquet de Bordeaux est sorti de sa réserve habituelle. Ce vendredi soir, il a contesté, à la demande des juges d'instruction de l'affaire Bettencourt, l'anecdote relative à une confusion entre Liliane Bettencourt et Ingrid Betancourt évoquée vendredi par l'avocat de Nicolas Sarkozy.

Déclarant s'exprimer "*à la demande des magistrats instructeurs*", le Parquet de Bordeaux, dont la communication dans cette affaire est réputée pour sa parcimonie, a publié un communiqué contestant cette anecdote vendredi soir.

"*Contrairement à ce qui a pu être publié ce jour dans divers organes de presse à propos d'une confusion entre Mme Ingrid Betancourt et Mme Liliane Bettencourt, la convocation de M. Nicolas Sarkozy ne mentionnait pas un rendez-vous relatif à Mme Ingrid Betancourt, figurant dans son agenda à la date du 5 juin 2007 au palais de l'Élysée, et il n'a pas été interrogé sur ce point*", assure le procureur de la République Claude Laplaud.

Plusieurs spécialistes du dossier s'étaient étonnés vendredi de l'importance donnée par Me Herzog à cette anecdote amusante et aisément mémorisable par le public, mais qui portait sur une date du 5 juin 2007 qui semblait n'avoir jamais vraiment été évoquée dans la procédure, contrairement à d'autres rendez-vous de M. Sarkozy avec la vraie Liliane Bettencourt ou avec d'autres protagonistes du dossier. Lexpress.fr 23.11

Ouf, il y en a qui aurait pu y croire!

Le ministre du Travail Michel Sapin a déclaré vendredi sur LCI que l'époque des nationalisations de la sidérurgie était révolue, nuançant les propos d'Arnaud Montebourg qui la veille a menacé à mots couverts de nationaliser, au moins temporairement, le site sidérurgique de Florange (Moselle).

Selon M. Sapin, "*ce que voulait exprimer Arnaud Montebourg, c'est la volonté gouvernementale qu'il y ait une solution pour qu'on continue à faire fonctionner les hauts fourneaux, qu'on continue à fabriquer de l'acier*". AFP 23.11

ACTUALITE EN TITRES

Ce ne sera peut-être pas pour cette fois-ci...

- Les 4300 souhaits exaucés des «Petits Princes» - LeFigaro.fr

... parce qu'il l'a ouvert trop tôt...

- Sarkozy au juge: les Bettencourt "*ne m'ont jamais donné un sou*" - AFP

- Affaire Bettencourt: "*une affaire qui n'existe plus*" pour l'avocat de Nicolas Sarkozy - L'Express.fr

... pas de bol...

- Affaire Bettencourt: le parquet dément une confusion avec Ingrid Betancourt dans l'agenda de Sarkozy - lexpress.fr

Incroyable.

- Des témoins pourraient manquer au procès des militaires français accusés de meurtre en Côte d'Ivoire - AFP

Votez Obama !

- Etats-Unis: les impôts au plus bas depuis 20 ans - AFP

Le pire c'est que c'est vrai, Obama a fait plus fort que Bush. On comprend pourquoi il a été réélu...

Cela n'empêche pas certains de donner la parole à des "*syndicalistes*" américains qui ont appelé à voter Obama. Pourquoi ? Pour paraît-il éviter le pire qui viendra tout de même ou que certaines couches d'exploités connaissent déjà.

La BCE est déjà un paradis fiscal.

- Le Luxembourgeois Yves Mersch nommé au directoire de la BCE - Reuters

On s'en doutait !

- Les films porno? Pas seulement une affaire d'hommes, assure une étude - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Des manifestants ont mis le feu vendredi aux sièges du Parti de la liberté et de la Justice, issu des Frères musulmans, dans trois villes d'Egypte, a rapporté la télévision publique au lendemain d'un renforcement considérable des pouvoirs du président islamiste Mohamed Morsi.

Les locaux du PLJ ont été incendiés dans les villes de Suez, Ismaïliya et Port Saïd, selon la chaîne. Un responsable du parti islamiste a en outre indiqué que les locaux du parti avaient été pris d'assaut dans la ville d'Alexandrie, où des accrochages ont éclaté entre manifestants pro et anti-Morsi.

Le président Egyptien Mohamed Morsi s'est déclaré vendredi déterminé à assumer ses fonctions renforcées, dénoncées par l'opposition comme dictatoriales.

"*Personne ne peut arrêter notre marche en avant. Je remplis mes fonctions au service de Dieu et de la nation et je prends des décisions après avoir consulté tout le monde*", a-t-il déclaré. "*l'Egypte est sur la voie de "la démocratie*""

Les opposants, en majorité des libéraux et des laïques, étaient regroupés place Tahrir. Ce "*coup d'Etat*" remet en cause les acquis de la révolte pour ceux qui ont renversé en 2011 le président autocratique Hosni Moubarak. lexpress.fr 23.11

2- Chine

Le futur Premier ministre chinois, Li Keqiang, qui vient d'être promu numéro deux du régime communiste, a souligné l'impératif de poursuite des réformes économiques pour donner plus de place au marché et redistribuer les richesses, ont rapporté vendredi les médias chinois.

"*Il faut donner à la société et au marché ce qui relève de la société et du marché: voilà le sens des réformes*", a lancé M. Li lors d'une conférence réunissant les responsables de 11 provinces et municipalités où de nouvelles réformes doivent être expérimentées.

"*Il faut aller de l'avant, il n'est pas possible de battre en retraite*", a souligné l'actuel vice-Premier ministre, successeur désigné de M. Wen Jiabao.

Le futur chef du gouvernement a prédit une forte augmentation des salaires dans la deuxième économie mondiale, où la population active doit commencer à décliner avant 2020, tout en jugeant que le pays bénéficiera encore longtemps d'un "*avantage démographique*".

"*En 2030, il y aura encore une main d'oeuvre de 900 millions de personnes en Chine, mais le coût du travail aura beaucoup augmenté*", selon ses propos rapportés par l'agence officielle.

"*Il faut (...) faire évoluer le rôle du gouvernement, bien gérer les relations entre le gouvernement et le marché, pour donner au second un rôle plus fondamental dans la répartition des ressources*", a encore déclaré M. Li.

Les entreprises d'Etat occupent encore un rôle dominant dans de nombreux secteurs clés de l'économie comme l'industrie lourde, les transports, l'énergie, les télécommunications ou la finance, mais la plupart des emplois sont créés dans le secteur privé. AFP 23.11

3- Grèce

Grèce : colère des petits porteurs ruinés au siège de la Nouvelle Démocratie.

Des petits porteurs grecs ont envahi les bureaux du quartier général du parti de la Nouvelle démocratie aujourd'hui. En colère suite à la perte d'une partie de leurs économies, ils ont lancé des oeufs sur les affiches des principaux leaders historiques du parti et ont manifesté dans le bâtiment.

Damian Mac Con Uladh, journaliste pour Athens News et contributeur pour le Irish Time rapportait aujourd'hui :

Les propriétaires d'obligations qui ont perdu une grande partie de leur épargne lorsque les obligations grecques ont été réduites de 53,5% en mars ont manifesté au siège de la Nouvelle Démocratie sur l'avenue Syngrou à Athènes.

Un homme (51) à qui j'ai parlé avait investi toutes ses économies – € 170.000 – en obligations en 2010. Il a maintenant perdu la moitié de son argent et ne pourra obtenir le reste, avec un intérêt minime, qu'en 2042 !

Il est maintenant au chômage et sa femme est payée seulement quand son patron a de l'argent. okeanews.fr 23.11

Parmi les infos d'okeanews qui fêtait hier son premier anniversaire, bon vent à vous au passage, je ne peux pas vous dire qu'ici on est tous des Grecs, c'est plutôt vous qui êtes en train de devenir des Indiens ! Je ne vous l'ai pas dit mais ils font partie de nos lecteurs :

Après un an, tout s'est dégradé : chômage, santé, éducation, espoir. La descente infernale continue. Le gouvernement poursuit sa politique d'austérité carabinée.

Les premiers effets du mordorandum 3 se font sentir : baisses de salaires chez IKEA, Nova, ForthNet, WindTelecom (d'autres à venir). Les fonctionnaires sont sur des listes (c'est à la mode) de licenciement.

La liberté de la presse et la liberté d'expression sont menacées quand les néonazis de l'Aube Dorée conservent une totale impunité. Et aucune réaction de l'Europe.

Pour la première fois depuis 1950, la mortalité infantile augmente en Grèce, quand l'espérance de vie aurait baissé de 2 à 3 ans depuis le début de la crise. Un travailleur sur 3 du privé aurait perdu son emploi.

L'hôpital qui soigne les séropositifs a Athènes vient d'alerter le ministère : il n'a plus de médicaments rétro-viraux.

Les tentatives de suicide sont en nette progression en Grèce.

Chômage en Grèce :

Année Prévisions de la Troïka en Septembre 2010 : Réalité :

2010 11,80% 14,40%
2011 14,60% 21,20%
2012 14,80% 25,4%*

Croissance économique de la Grèce (PIB) :

Année Prévisions de la Troïka en Septembre 2010 : Réalité :

2010 -4,00% -4,90%
2011 -2,60% -7,10%
2012 +1,10% -7,00%**

(* chiffre à la fin Août 2012

**prévision début novembre 2012)

Depuis (un an - Ndlr), on pourrait dire que rien n'a changé. Il s'est peut être passé beaucoup de choses mais au bout du compte, rien n'a changé. Cela ne signifie pas que les choses en sont au même point, mais que la chute libre a continué durant toute cette année.

Puis arriva le grand événement de l'année : les élections législatives ayant pour but de remplacer le gouvernement de transition non élu de Lucas Papademos. Initialement prévues pour février 2012, elles avaient été repoussées à une date indéterminée. Elles furent enfin annoncées pour le 6 Mai 2012. Le peuple grec qui se sentait dépossédé de son pouvoir démocratique lors de la période Papademos (Novembre 2011- Mai 2012) mit toute son énergie dans ces élections, première occasion d'expression démocratique nationale depuis le début de la crise.

Le feuilleton dura à nouveau deux mois, une deuxième élection ayant dû être organisée le 17 Juin, la première ayant abouti à une impasse où aucun des partis au parlement ne fut capable de créer une coalition pour gouverner. Le duel politique opposa alors le parti conservateur Neo Demokratia (ND) en faveur d'une poursuite des politiques d'austérité à l'union radicale de gauche SYRIZA, favorable a une renégociation totale des conditions de l'aide économique à la Grèce. La question économique était bien sûr centrale dans cette élection, mais on a vu l'irruption violente et malsaine de la question du traitement à réserver aux immigrants illégaux.

L'intention radicale qu'avait SYRIZA de renégocier tous les termes des mécanismes économiques européens en place symbolisait une tentative, réaliste ou non, de remettre en cause les politiques européennes actuelles et de relancer frontalement le débat sur l'austérité à l'échelle européenne. Le parti ND a quant à lui joué sur la peur et l'angoisse d'un cataclysme national si la Grèce osait tenir tête à ses créanciers. Après une campagne extrêmement serrée qui a vu SYRIZA arriver en tête dans la moitié des sondages, le parti ND a fini par l'emporter de peu (29,66% contre 26,89% pour SYRIZA).

Un fait marquant de la campagne fut l'intervention de François Hollande sur la première chaîne de télévision privée de Grèce, trois jours avant le scrutin décisif du 17 Juin. Dans cette interview diffusée en prime time et reprise par une grande partie de la presse, il a a appelé les grecs à voter de manière responsable pour un parti respectant les engagements de la Troïka. Il a donc implicitement appelé les grecs à voter pour le parti de droite conservatrice ND et contre le parti de gauche SYRIZA.
En connaissant le respect qu'ont beaucoup de Grecs pour les hommes politiques français, on peut supposer que certains électeurs se sont laissés influencer par cette intervention. Cette ingérence politique est la première de ce type depuis la fin de la dictature en 1974.

Après la victoire du parti ND, l'été s'est passé dans une résignation silencieuse. Le nouveau gouvernement a pris ses marques en promettant au peuple de tenir tête autant que possible à la Troïka dans les nouvelles négociations budgétaires. Mais en pratique, en octobre 2012, la préparation du budget 2013 impose une nouvelle série de mesures d'austérité s'ajoutant à la liste sans fin déjà en place. Au cours des derniers mois, on a pourtant entendu un changement de ton dans les déclarations officielles des représentants de la Troïka : de la compassion, de la compréhension, et parfois même l'aveu d'avoir fait des erreurs. Mais en pratique, il ne semble y avoir absolument aucun changement dans la politique menée en Grèce et ailleurs en Europe. De nouvelles baisses des salaires, baisses des allocations, augmentation du temps de travail, augmentation de l'âge de départ à la retraite : l'acceptation de ce nouveau paquet d'austérité ne sera pas facile. La population est maintenant complètement à bout, autant psychologiquement que physiquement. Sans rapide prise de conscience européenne, le « cobaye » grec risque de très mal réagir. okeanews.fr 23.11

SOCIAL

1- Grande-Bretagne

1.1- Des milliers d'étudiants britanniques ont manifesté ce mercredi dans les rues de Londres pour dénoncer l'augmentation des frais de scolarité, notamment dans l'enseignement supérieur. Ils critiquent plus largement les coupes budgétaires opérées par l'actuel gouvernement.

Le correspondant d'euronews à Londres Ali Sheikholeslami explique que "*les étudiants sont venus de tout le pays*". Ils réclament donc une baisse des frais de scolarité à l'université, mais aussi, dit-il, "ils exigent du gouvernement qu'il change sa politique en matière d'éducation et d'emploi.

"*Sans l'aide financière du gouvernement, confie une des manifestantes, je n'aurai pas pu suivre d'études. Or, cette aide n'existe plus. Cela va donc priver les plus modestes de tout accès à l'éducation*". euronews.com 21.11

1.2- Le sidérurgiste indien Tata Steel va supprimer 900 emplois et fermer douze site dans le cadre de la restructuration de ses activités au Royaume-Uni, a annoncé vendredi la filiale européenne du groupe.

"*Les propositions que nous formulons aujourd'hui font partie d'une stratégie destinée à nous transformer en producteur d'acier adaptable et capable de réussir dans des conditions économiques difficiles*", a déclaré Karl Köhler, le directeur général des opérations européennes.

L'entreprise ajoute qu'elle encouragera les départs volontaires dans la mesure du possible. Les syndicats ont aussitôt demandé une rencontre avec la direction pour s'assurer qu'aucun départ forcé ne soit mis en oeuvre.

Parallèlement à cette annonce, Tata Steel indique son intention de redémarrer au premier trimestre de 2013 l'un des deux hauts fourneaux de Port Talbot, reconstruit dans le cadre d'un plan d'investissement de 250 millions de livres (environ 310 millions d'euros).

Le groupe, très implanté au Royaume-Uni depuis le rachat de la compagnie anglo-néerlandaise Corus pour 13,7 milliards de dollars en 2007, avait déjà annoncé l'an dernier la suppression de 1.500 emplois dans deux sites britanniques pour réduire ses coûts. AFP 23.11

2- Etats-Unis

Des employés du géant américain de la distribution Walmart (1,3 million de salariés) ont organisé ce vendredi des dizaines de grèves et manifestations pour de meilleures conditions de travail, selon les syndicats, le jour des promotions monstres du Black Friday dans les magasins américains.

Selon le site internet d'employés protestaires Our Walmart, qui appellent à manifester sans bloquer l'accès aux magasins, les salariés demandent "*un salaire décent, des heures régulières, une bonne assurance santé et le respect*", alors que Walmart "*tente de [les] bâillonner*".

La direction du groupe avait, la semaine dernière, tenté d'empêcher les mouvements. Depuis sa naissance, il y a 50 ans, l'enseigne a toujours lutté contre la constitution de syndicat en son sein. En 2005, elle avait par exemple fermé purement et simplement un de ses magasins au Canada car ses salariés avaient, selon eux, décidé de se syndiquer.

Déjà en octobre, quelques manifestations de salariés avaient eu lieu dans le but d'améliorer les conditions de travail, comme ne pas être obligé de travailler le jour de Thanksgiving. C'était une première pour un groupe qui avait jusque-là toujours su tuer dans l'oeuf le moindre embryon de mouvement social. lepoint.fr

Respectivement, 9e, 10e, 11e et 12e plus riches du monde, Christy Walton avec 30.5 milliards de dollars, Jim Walton avec 29,3 milliards de dollars, Rob Walton avec 28.7 milliards de dollars et pour finir Alice Walton avec 28.2 milliards de dollars, sont les richissimes actionnaires de Walmart. (source : Les 200 hommes les plus riches du monde http://www.bloomberg.com ou dans le site ou cet article est reproduit)

3- Indonésie

Des milliers d'ouvriers indonésiens sont descendues dans les rues de Djakarta le 22 novembre 2012 pour protester contre les bas salaires et réclamer un allègement de leurs contributions à la sécurité sociale. Plusieurs milliers de travailleurs se sont rassemblés pacifiquement à proximité du palais présidentiel avant de marcher vers Parlement. euronews.com 22.11

ECONOMIE

1- BCE

La confiance est de retour dans la zone euro et les gouvernements doivent désormais mettre en oeuvre des réformes pour préserver l'avenir de la région, a déclaré vendredi le président de la BCE Mario Draghi dans un discours au Congrès bancaire européen, à Francfort..

Mario Draghi a ajouté qu'il appartenait désormais aux gouvernements de poursuivre les efforts de réformes structurelles et d'approfondir l'union économique et financière.

"*C'est cela qui restaurera pleinement la stabilité sur notre continent*", a-t-il ajouté, en insistant sur la nécessité d'instituer un superviseur bancaire unique sous l'égide de la BCE.

Sur ce sujet, le président du directoire de Commerzbank, la deuxième banque allemande, s'est exprimé encore plus directement lors de la même conférence.

"*Sans une démarche politique audacieuse, la zone euro va éclater*", a-t-il dit. "*Il n'y a que deux options : plus d'intégration ou l'éclatement. Et le temps est compté.*" Reuters 23.11

2- Allemagne

Volkswagen a provisionné 50,2 milliards d'euros d'investissements sur les trois prochaines années, témoignant de sa volonté de ravir au plus vite à Toyota la place de numéro un mondial des constructeurs automobiles.

Le groupe allemand cherche à étendre sa présence hors d'Europe en construisant de nouvelles usines en Chine, au Mexique ou en Russie.

Volkswagen accentue également son investissement dans les produits et les technologies afin de consolider l'avance prise sur ses concurrents européens qui traversent une période noire.

Les ventes solides enregistrées par VW hors d'Europe lui ont permis de proposer des remises sur le Vieux Continent et d'alimenter la hausse de son titre de Bourse. Reuters 23.11

Haut de page

Le 25 novembre

CAUSERIE

J'ai oublié de vous dire qu'il y avait eu 210 connections au site le 14 et 201 le lendemain, un nouveau record.

Ce mois de novembre on va pulvériser le nombre total de connections en un mois établi en octobre avec un peu plus de 4.000 visites une fois soustraites mes propres connexions pour vérifier quotidiennement l'affichage de la page d'accueil.

Qui a dit ?

- « *les Américains sont ébranlés par le comportement irresponsable des politiciens* ».

- « *Pour la première fois en un siècle, les conditions de vie que connaîtra la génération de nos enfants risque d'être pire que celle de leurs parents. Il y aura des privations, mais aussi la fracture d'une société fondée sur la notion d'amélioration continue du niveau de vie qui fait partie du rêve américain* ».

Réponse : Mohamed El-Erian, directeur général de Pimco, le plus gros fonds commun de placements au monde. (Liesi 23.11)

Lu dans un portail. Décryptage.

- "*Une chose ne va cependant pas changer : le racket des contribuables. Cela signifie la destruction de la richesse car il faut consommer pour obtenir de la croissance. L'aspiration des richesses vers des paradis fiscaux ne contribue guère à la croissance et l'injection de monnaies nouvelles sans création de richesses n'arrange rien non plus, bien au contraire.*" (Liesi)

Que signifie "*consommer pour obtenir de la croissance*" ? En quoi consiste la "croissance" ? Qui la produit, d'où vient-elle ? C'est la plus-value créée au cours du procès de production de la transformation de matière première par l'intervention de la force de travail.

Transformation qui correspond à un processus qui se décline en plusieurs étapes, de l'extraction de la matière première à son incorporation dans une marchandise ou produit fini qui nécessite plus ou moins de manipulations.

A l'issue du procès de production, le capital de départ est recréé et additionnée de la plus-value créée par l'intervention des travailleurs manuels et intellectuels. Une partie servira à restituer le capital de départ (matière première, usure des machines, etc.), une autre servira à régler les coûts matériels de production (énergie, transport, etc.), une troisième permettra de régler les coûts humains de production, la force de travail utilisée, les salaires et cotisations sociales, etc., une quatrième sera réservée aux impôts et taxes, et enfin la dernière ira dans la poche du patron et/ou des actionnaires.

Ce qu'ils appellent la croissance concerne la partie du capital qui à l'issue du procès de production exède le capital de départ incluant ce qui est nécessaire à sa mise en valeur. Qu'une partie de plus en plus importante de la plus-value produite aille dans la poche des actionnaires et se retrouve sur les marchés spéculatifs est une partie de l'explication pour expliquer la crise du capitalisme.

La seconde et qui est souvent oubliée ou omise, c'est que la partie qui est réservée au salaire tant à diminuer du fait de la combinaison de différents facteurs, il peut s'agir d'une baisse du salaire brut, de la hausse des prix des marchandises, des taxes et des impôts ou encore la nécessité désormais de payer pour des services qui étaient encore gratuits hier ou bon marché.

Ces deux facteurs conduisent à une baisse de la consommation, leur origine est la dictature du capital qui permet aux rentiers d'empocher des dividendes qui ne se retrouveront pas dans le circuit de la production et qui tire les revenus vers le bas, la part du capital variable diminuant par rapport au capital constant. L'augmentation des coûts de production (incluant les salaires) conduit à une baisse du taux de profit, pour tenter de le maintenir et garantir leurs profits, les patrons ou actionnaires ne peuvent agir que sur le levier des salaires, le cours des matières premières échappant à leur contrôle, de même que celui de l'énergie, des frais de transports, de communication, les autres étant fixés par le marché, marketing et services divers.

Ainsi la part de ce qu'ils appellent la croissance qui se retrouvera dans l'économie réelle tend à diminuer, conséquence de la récession économique en cours, qui agravée par une contraction de la monnaie en circulation et du crédit se transformera ensuite en dépression.

Quant à la création artificielle de monnaie, elle conduit infailliblement à l'inflation, l'augmentation des prix des matières premières ou de l'immobilier ou encore des actions ou obligations en est la preuve. Elle se traduit par un appauvrissement de la population.

Depuis un moment je réfléchis aux rapports qui existent entre l'économie réelle ou productive et l'économie financière ou spéculative. Ici ou là on peut glaner des articles ou des vidéos intéressantes sur ce sujet, mais aucun ne va au bout des choses.

On a bien compris qu'une partie de plus en plus importantes des richesses produites dans l'économie réelle était détournée au profit de l'économie financière, mais pourquoi, pourquoi puisque quand ils ont besoin d'argent frais ils en créent de toutes pièces à l'aide de la planche à billets.

On commet peut-être là une erreur. Cet argent qui va figurer au bilan des banques par exemple, n'est que le produit d'un jeu d'écriture, de la même manière que lorsque vous vous rendez chez votre banquier pour lui emprunter 200.000 euros pour acheter un appartement. Il va bien vous prêter cet argent mais il ne le possède pas. Il le crée à cet instant-là, dans la colonne actif il va inscrire votre créance de 200.000 euros, et dans la colonne passif il va inscrire ce dépôt de 200.000 euros, ainsi son bilan s'équilibre.

Question : Mais comment peut-il incrire cette somme alors qu'il ne l'a pas en caisse ? Sur la base de la confiance établie avec son client et de son appartement qu'il saisira, au cas où il ne pourrait plus rembouser son emprunt. Comment cela fonctionne maintenant dans la sphère de l'économie financière ?

La Fed, la BCE ou la Banque d'Angleterre ont déversé des milliers de milliards de dollars ou d'euros dans les banques et autres institutions financières, qui sont venus s'incrire dans la colonne de leur passif sans qu'elles ne possèdent l'équivalent dans la colonne de leur actif, du jour au lendemain elles ne pouvaient pas inscrire des milliards d'euros correspondant à des actifs ou bien matériels n'existant pas. C'est d'ailleurs l'un des effets de la crise du capitalisme, la faiblesse de leurs actifs ainsi

compensée artificiellement, si tel n'était pas le cas les banques centrales n'auraient pas eu besoin d'intervenir massivement pour les sauver de la faillite.

Continuons.

Mais il va bien falloir que les banques se débrouillent pour mettre quelque chose dans la colonne de leurs actifs en face des sommes qu'elles ont reçues des banques centrales. Elles vont procéder à des suppressions d'emplois, elles vont vendre des actifs qui se retrouveront en monnaie sonnante et trébuchante dans la colonne des passifs histoire d'alléger leur bilan, ou cet argent servira à faire baisser la somme qui figure dans la colonne de leurs passifs ou en déduction de cette somme. Comme cela ne suffira pas, elles vont être tentées d'augmenter leurs taux d'intérêt, augmentant la pression sur les entreprises et les particuliers.

Une autre méthode plus efficace consistera à agir sur le prix des actifs pour les faire grimper bien au-delà de leur valeur réelle, ce qui explique l'envolée du prix de l'immobilier. Pour terminer, les grandes banques étant également actionnaires des grandes entreprises, elles exigeront que leurs dirigeants s'attaquent aux rémunérations de leurs salariés pour récupérer davantage de profits, qu'ils suppriment des milliers et milliers d'emplois, etc

Qu'est-ce que cela signifie ? Nous avons la réponse à notre question. Tôt ou tard, le casino de l'économie financière doit trouver son équivalent dans l'économie réelle, elle-même minée par les contradictions du capitalisme.

On pourrait prendre un exemple plus simple pour expliquer comment cela fonctionne.

Quand un milliardaire s'achète un yacht qui vaut 60 millions de dollars, il ne peut pas le payer en présentant au vendeur des titres de créances ou je ne sais quel morceau de papier, il doit lui verser en argent bien réel. Cet argent, il faut bien qu'il provienne de quelque part, qu'il existe bel et bien, or ce n'est pas la banque qui peut lui fournir, il ne peut l'obtenir que des travailleurs qu'il a exploité d'une manière ou d'une autre et qui seuls produisent la plus-value, les richesses, l'argent qui lui est nécessaire pour acheter son yacht.

Un autre exemple me vient à l'esprit sous forme de métaphore.

C'est comme lorsque vous appuyez sur un interrupteur et que la lumière jaillit. Vous jouissez de l'éclairage que vous fournit une ampoule comme si c'était un phénomène naturel, quelque chose qui allait de soi, en quelque sorte dans votre cerveau l'interrupteur et la lumière ne font plus qu'un, au point de penser inconsciemment que l'éclairage au moyen de l'électricité a toujours existé. Or non seulement c'est faux, et pour parvenir à ce résultat une multitude d'acteurs et d'évènements ont été mis à contribution. Ils sont indispensables et on oublie leur existence.

Ceux qui spéculent frénétiquement aussi, ils oublient qu'un jour ou l'autre en face de leurs titres pourris il faudra bien aligner quelque chose de matériel, une richesse produite.

On pourrait prendre un dernier exemple. On parle souvent de "*bulles*" financières ou spéculatives, l'économie spéculative serait comme un ballon qui se tiendrait en situation stationnaire dans le ciel, par miracle pour ainsi dire, et qui par miracle aussi gonflerait, gonflerait à l'infini ou presque puisqu'il finit toujours par éclater. En réalité, pour se maintenir ainsi, il doit être relié à la terre ferme, l'économie réelle, et pour gonfler il doit encore recourir à cette dernière, quand celle-ci a donné tout ce qu'elle pouvait donner, notre ballon ne se dégonfle pas parce que la spéculation continue de plus belle, il explose. Précision, la spéculation se poursuit de plus belle parce que plus la crise prend de l'ampleur, plus les primes de risques payés par les emprunteurs sont grands, plus les profits des prédateurs de la finance sont importants.

Je ne sais pas si j'ai été assez clair. A ce jour, je n'ai visualisé qu'une dizaine de vidéos sur l'économie en plus des articles que j'ai lus ici ou là qui dénoncent la finance et la spéculation, jamais je n'ai lu ou entendu une analyse qui remontait jusqu'aux fondamentaux du capitalisme.

Nikonoff (M'PEP) qui est l'un de ceux qui a été le plus loin dans cette direction, explique dans une vidéo que le problème se réduirait à l'austérité. Il s'arrête donc en cours de route, il ne va pas au bout de son analyse, du coup il est incapable de mettre en lumière que ce sont les inégalités sur lesquelles reposent les fondements du capitalisme qui sont l'origine de la crise du capitalisme, l'impossibilité à partir des richesses produites à l'échelle mondiale de satisfaire les besoins et la cupidité sans fond de quelques dizaines de millions de millionnaires ou milliardaires en dollars, euros ou yens, et ceux de 7 milliards d'exploités avec leurs familles, ou encore de financer les infrastructures des trois quart des pays toujours en voie de développement ou demeurés à l'état de pays sous-développés, sans parler du millier de milliards de dollars englouis dans l'économie d'armement ou de guerre qui partent en fumée chaque année et bien d'autres forces productives détruites quotidiennement à travers le monde.

D'où son discours sur une meilleure répartition des richesses qui ne pourrait concerner qu'une partie des masses exploitées, au détriment de pans entiers du prolétariat mondial qui continuerait de vivre dans la précarité et la pauvreté, comme hier quoi. Pourquoi ? Parce que les capitalistes ne renonceront jamais à leur profit, il faut donc éradiquer le capitalisme à l'échelle

mondiale et c'est dans cette perspective que doit s'inscrire notre combat politique.

A l'opposé, nous proposons une politique, qui parce qu'elle s'attaque aux fondements mêmes du capitalisme, se donne pour objectif de ne laisser sur le bord de la route du progrès social pas un seul homme ou une seule femme dans le monde. On ne peut pas concevoir un partage des richesses qui se ferait au détriment de travailleurs d'un seul pays dans le monde.

Nous rejetons le protectionnisme, l'autogestion, le souverainisme, le social-patriotisme, le capitalisme d'Etat sous l'égide des capitalistes, la participation à des organismes triparties, la politique dite contractuelle, la division entre les travailleurs du secteur public et privé, les travailleurs manuels et intellectuels, la collaboration de classes et le dialogue social avec le gouvernement, les institutions, le patronat, les appareils pourris des syndicats, le PS ainsi que ses satellites, nous combattons pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, l'UE, l'ONU et l'Otan, pour une République sociale ou socialiste, pour une fédération des Républiques sociales d'Europe, pour une République sociale universelle .

En cela nous demeurons fidèle au socialisme, à la révolution permanente, c'est cela le véritable internationalisme !

ACTUALITE EN TITRES

Epidémie.

- SFR pourrait annoncer 1.100 départs volontaires, selon un syndicat - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Les élus alsaciens ont adopté samedi à Strasbourg le projet de création d'une "*collectivité territoriale d'Alsace*", qui pourra, selon ses partisans, "*gagner en efficacité et en simplicité*" et "*renforcer le poids politique de la région*". Les 122 membres du conseil régional et des conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont approuvé le projet de fusion des trois assemblées à une large majorité (108 pour, 5 contre, 9 abstentions). Les électeurs alsaciens se prononceront lors d'un référendum qui devrait avoir lieu le 7 avril 2013. Cette collectivité pourrait voir le jour en 2015.

La future collectivité territoriale d'Alsace doit permettre selon ses promoteurs de gagner en efficacité dans des domaines où les compétences des collectivités actuelles s'entremêlent, et d'obtenir de l'État de nouveaux transferts de responsabilité, dans l'éducation, les transports, la culture, le logement ou le développement économique.

Le projet est porté par le président (UMP) de la région, Philippe Richert, qui a reçu le soutien des présidents (également UMP) des conseils généraux du Bas-Rhin, Guy-Dominique Kennel, et du Haut-Rhin, Charles Buttner. Ils pouvaient compter sur les 85 voix de la majorité alsacienne et ses alliés. Côté opposition régionale, les écologistes (10 élus) se sont prononcés pour, avec des réserves sur le mode de scrutin, alors que les socialistes et leurs alliés (22 élus) ont dénoncé un projet "*précipité*". Huit d'entre eux ont voté pour, cinq contre et neuf se sont abstenus. Le Front national (5 élus) a approuvé le texte, en se disant toutefois "*perplexe*". lepoint.fr 24.11

2- Grèce

Retour sur les manifestations du 17 Novembre

Samedi 17 Novembre, des manifestations ont eu lieu dans toute la Grèce pour commémorer le soulèvement de l'Université polytechnique d'Athènes contre la junte en 1973. La communauté Radiobubble a rapporté environ 20.000 manifestants à Athènes, 10.000 à Thessalonique, 2000 à Ioannina, 8000 à Volos et 10.000 à Patras. Les manifestations ont été marquées par des slogans contre le fascisme, mais aussi contre l'austérité et par une forte solidarité avec Gaza.

A Athènes, la manifestation a quitté le bâtiment historique de l'université polytechnique pour marcher vers l'ambassade américaine. Elle a été divisée en trois sections, avec des marches syndicales des étudiants affiliés au PASOK à l'avant, portant le drapeau taché de sang élevé en 1973, suivie par la partie principale de la manifestation, y compris les syndicats

d'étudiants, d'autres mouvements de gauche et les anciens combattants de l'insurrection de 1973 , et une marche séparée organisée par le Parti communiste KKE. Cette dernière, en collaboration avec de nombreux autres groupes, s'est ensuite dirigée vers l'ambassade d'Israël.

La présence policière était très importante, la police d'Athènes avait fermé 11 stations de métro et 2 stations de tramway(du jamais vu) pour réduire la taille des manifestations et les rendre plus faciles à gérer. Les routes ont été fermées pour empêcher l'accès au centre-ville, et les policiers anti-émeutes formaient d'une triple rangée en face de l'ambassade américaine. La police a également cherché à bloquer l'accès à l'ambassade d'Israël, mais a finalement ouvert la route après des négociations avec la direction du Parti communiste.

Les manifestations étaient globalement pacifique, à l'exception de Patras où des témoins ont signalé un usage de gaz lacrymogènes par la police anti-émeute. Un étudiant a été grièvement blessé et risque de perdre la vision d'un oeil. @VaskoDeGamata également fait état d'affrontements à Volos, où deux personnes ont été arrêtées. A Athènes, des affrontements entre des manifestants et des policiers ont eu lieu dans le quartier d'Exarchia après la fin de la manifestation. Au total, 95 arrestations ont été signalées à travers la ville.

A Thessalonique, les étudiants qui s'étaient regroupés à l'intérieur du campus de l'université après la manifestation pour à occuper le bâtiment administratif ont été assiégés par la police anti-émeute. La soirée s'est terminée par des affrontements avec un échange de cocktails Molotov et de gaz lacrymogènes entre étudiants et policiers. 20 étudiants ont été arrêtés.

Comme dans toutes les manifestations en Grèce, on a signalé des détentions préventives par la police. Deux d'entre elles ont été signalées par le squat Sinialo dans Aigaleo près d'Athènes. Le premier témoin raconte qu'il a été suivi par des policiers alors qu'il quittait son domicile et a été détenu pendant cinq heures à la direction générale de la police de l'Attique sous la garde de 20 policiers en uniforme qui ne lui ont pas laissé voir un avocat, avant d'être libéré. Le second indique également avoir été détenu près de son domicile par des policiers en civil et soumis à une fouille corporelle complète alors qu'il était détenu pendant cinq heures dans le bâtiment de la direction de la police, sans accès à un avocat et sans que quiconque ne lui ait posé une seule question, avant d'être libéré.

Entrainement de l'armée dans le contrôle des foules

L'éditeur de journal récemment créé a rapporté la semaine dernière que l'armée grecque mène une formation dans le contrôle des foules civiles et les combats dans des zones civiles. Le but de l'exercice militaire Pyrpolitis de Skydra, au nord de la Grèce, une zone durement touchée par la crise, était de neutraliser les forces hostiles dans les régions habitées par des civils et dans la libération d'otages. Les notes des éditeurs du journal indiquent que ce rapport soulève des questions quant à la volonté du gouvernement d'introduire des opérations de l'armée contre les civils en cas de besoin.

Ce rapport est le deuxième concernant l'entraînement de l'armée dans le contrôle des foules depuis le début de la crise, après les exercices militaires Kallimachos qui ont eu lieu à Kilkis en Février 2011 et qui ont été filmés par les médias locaux : www.kilkistoday.gr

L'exercice de Kallimachos a été effectué par la 71ème Brigade aéroportée , qui a d'ailleurs été transférée à Athènes en Octobre de cette année, après une manifestation des travailleurs des chantiers navals de Skaramanga qui avaient fait irruption dans le ministère de la défense.

Le journal rapporte en outre que les services secrets grecs PEJ et l'unité de cybercriminalité ainsi que l'armée participent à un exercice conjoint de l'OTAN ciblant les médias sociaux. okeanews.fr 24.11

3- Turquie

Des examens toxicologiques pratiqués sur la dépouille de l'ancien président de la République turque Turgut Özal, décédé en 1993, ont révélé la présence de quatre différents poisons, a rapporté samedi le quotidien pro-gouvernement Today's Zaman.

Les médecins ont détecté des quantités d'insecticide DDT dix fois supérieures à la normale, ainsi que des traces de cadmium, un métal lourd, de polonium et d'americium, deux substances radioactives, indique le journal en langue anglaise, citant des sources du Conseil de la médecine légale.

Ces sources estiment que M. Özal pourrait avoir succombé à un empoisonnement du fait de ces substances, ajoute Today's Zaman, précisant que le rapport d'autopsie devrait prochaînement être transmis à la justice.

L'americium et le polonium auraient affaibli le président, tandis que le DDT, ingéré dans de la nourriture ou de la boisson, aurait accéléré son trépas, selon le quotidien.

Elu en 1989, M. Özal est officiellement décédé d'une crise cardiaque à l'âge de 65 ans au cours de son mandat. Les rumeurs sur les causes de son décès se sont depuis multipliées.

M. Özal, d'origine kurde, est décédé alors qu'il était à la recherche d'une solution négociée au conflit kurde. Depuis 1984. AFP 24.11

SOCIAL

Italie

Des milliers de lycéens, travailleurs précaires, enseignants et syndicalistes ont manifesté samedi à Rome et dans plusieurs villes italiennes "*contre la destruction de l'école publique*", ont constaté des journalistes de l'AFP.

Après des années de coupes budgétaires, les lycéens italiens redoutent l'adoption d'un projet de loi en cours d'examen au Parlement, qui permettrait aux établissements de faire appel à des fonds privés plutôt que publics et réduirait le pouvoir des professeurs.

Un autre cortège était organisé au centre de Rome par le syndicat radical Cobas dont le porte-parole national Piero Bernocchi a chiffré à "*plus de 5.000*" le nombre de manifestants rassemblés samedi.

Le cortège a annoncé vouloir défiler sous les fenêtres des "*palais du pouvoir*" et a obtenu l'autorisation de se rendre devant le Sénat, désert en l'absence de sessions parlementaires.

"*Non à la destruction de l'école publique*", "*Les banques gèrent la politique, le secteur privé veut gérer l'école*", "*année après année, on nous étouffe*", criaient les manifestants du Cobas, dont beaucoup d'enseignants.

Des centaines de lycéens ont également manifesté à Naples, où certains ont fait exploser des pétards. A Palerme, ils étaient aussi des centaines derrière un cercueil de carton pour symboliser "*la mort de l'école publique*".

A Pise, 250 lycéens ont défilé contre la politique gouvernementale d'austérité budgétaire. Une délégation a été autorisée à monter dans le palais municipal d'où elle a déroulé une banderole frappée de la mention: "*nous lycéens ne sommes pas des marchandises*". A Florence, un groupe d'étudiants a brièvement bloqué la circulation des trains avant de placarder sur un train Eurostar l'inscription: "*les étudiants ont un défaut, ils pensent*".

"*Nous devons changer ce pays et cela commence par des investissements dans les écoles, dans les universités et dans la culture*", a dit Michele Orezzi, coordinateur syndical universitaire, selon lequel le système éducatif en Italie "tombe en ruines". AFP et Reuters 24.11

Non, pour "*changer ce pays*", cela ne commence pas "*par des investissements dans les écoles*", mais par renverser les institutions, l'Etat au service des capitalistes, du secteur privé que vous dénoncez.

Tout refus de s'attaquer à l'Etat se traduit par un soutien à l'Etat capitaliste, on en a un exemple ici, ils réclament des mesures qui permettraient une meilleure adaptation au capitalisme.

ECONOMIE

1- Or

La Fed va assurer la progression des cours de l'or en 2013

Pour Peter Schiff, directeur général d'Euro Pacific Capital, la politique menée par la banque centrale américaine ne peut que propulser les cours de l'or vers les 5 000 dollars l'once. Il se garde cependant d'établir un calendrier sur le temps des prolongations des monnaies papier, mais ajoute cependant que ce cours peut être bien plus élevé car personne ne peut établir avec certitude le niveau de faiblesse des principales devises papier. On ignore également jusqu'où les banques centrales ont l'intention d'aller dans la politique de la planche à billets. « *Comme Bernanke peut imprimer dans des quantités inimaginables, les cours de l'or peuvent crever des plafonds inimaginables* ».

Plusieurs analystes américains estiment que les cours de l'or devraient performer au cours des prochains trimestres. Ils jugent un prix raisonnable de 1925 dollars l'once pour 2013.

De la manière dont les fonds de l'initié G. Soros se sont gavés de métaux précieux, on peut dire avec prudence que cette cible est extrêmement pessimiste. Comme nous avons eu l'occasion de l'exprimer dans les derniers numéros de la lettre confidentielle, la nomenklatura russe joue un scénario beaucoup plus optimiste pour l'or car ils sont très pessimistes pour la zone euro. Liesi 23.11

2- Dollar

Dollar : il baissera mais quand ?

Depuis la crise financière de 2008, la banque centrale américaine pratique une politique monétaire très souple d'assouplissement quantitatif (QE). Cela consiste à faire marcher la planche à billets. Le dollar ne cesse de décliner et les Américains perdent du pouvoir d'achat. Les banquiers centraux de la Fed justifient leur action au motif qu'ils cherchent à relancer l'économie.

Désormais, chaque mois, la Fed achète 40 milliards de dollars de titres hypothécaires détenus par les banques pour améliorer l'économie et le marché du travail. Ce cirque pourrait durer jusqu'à la mi-2014. C'est la troisième fois, sous la présidence de Ben Bernanke, que les banquiers de la Fed recourent à cette politique d'assouplissement quantitatif. Cela se traduit certes par un dollar qui s'affaiblit et des taux d'intérêt au plancher, mais aussi par une hausse des actifs tangibles exprimés en dollar, comme les matières premières et agricoles, sans oublier les métaux précieux.

D'aucuns considèrent aux Etats-Unis que le dollar ne chute pas assez. Pourtant, les autorités n'ont pas caché leur intention de le faire décliner. A ce jour, le dollar bénéficie des incertitudes au Moyen Orient, ainsi que des déboires de la zone euro. Comme l'exprime Rickards Told Yahoo : « *La Fed veut un dollar moins cher, mais cela ne signifie pas qu'ils vont le faire* » tout de suite.

L'index dollar, qui traduit le rendement de la devise américaine par rapport à un panier de six autres grandes monnaies, est en hausse de 3,3 pour cent sur un an, et le taux d'inflation (officiel) demeure largement en ligne avec les attentes. On sait que la statistique de l'inflation est complètement manipulée : il suffit de voir l'évolution du pouvoir d'achat par rapport au salaire indexé sur l'inflation (officielle) pour traduire la véritable évolution de l'inflation. Par conséquent, les financiers de la banque centrale ont 'quasiment' (car il y a aussi le grain de sable possible) le pouvoir de décider du moment où la devise américaine descendra encore d'une marche. Cela viendra, c'est très probable, mais quand ? Liesi 23.11

Haut de page

Le 26 novembre

CAUSERIE

J'ai encore corrigé *connexion* au lieu de *connection* en anglais, je vais finir par écrire en tamoul !

J'ai rectifié le lien vers le document du groupe CCI-T dans la Tribune libre, j'en ai ajouté un du groupe Bolchevik.

La suite demain, nous sommes dimanche soir, je fais un peu de rangement dans mon ordinateur, j'ai ajouté deux articles sur le Qatar de 2011 dans la rubrique Qatar, je télécharge en même temps des vidéos de Metallica, Michael Angela Batio est un guitariste extraordinaire, bref je bosse en me détendant un peu.

Lundi matin

Du déjà vu.

Dimanche soir, Alain Juppé a rencontré Jean-François Copé et François Fillon à l'Assemblée nationale, après une semaine de crise ouverte entre les deux camps, mais a vite annoncé, un peu avant 20 heures, que les conditions pour une médiation n'étaient «*pas réunies*» et sa mission en conséquence «*achevée*». Peu après, François Fillon a lui fait part de son intention de saisir la justice «*pour rétablir la vérité des résultats et rendre la parole aux militants*», tandis que Jean-François Copé en appelait à la commission des recours.

L'assistant parlementaire Authueil affirme que «*la scission n'est plus une hypothèse d'école*» et y voit «*même des aspects positifs*»: cela permettrait une recomposition de la droite autour d'un schéma proche de celui des années 90, avec l'UMP

copéiste dans le rôle du RPR, l'UDI dans celui de l'UDF et le parti filloniste dans celui de Démocratie libérale, et cette recomposition aurait lieu suffisamment tôt pour tenir la primaire de 2016 dans une ambiance moins délétère. slate.fr 26.11

Directeur des services informatiques de l'UMP, Christophe Laroche a discrètement démissionné la semaine dernière de ses fonctions. Il a confirmé sa démission au Nouvel Observateur sans vouloir la commenter "*plus avant*". Il aurait déjà retrouvé du travail, preuve qu'il préparait son départ depuis un moment.

Cela fait décidément beaucoup de départs dans les postes sensibles ces temps-ci à l'UMP… Ce départ volontaire s'ajoute à celui de David Biroste, directeur des affaires juridiques, autre poste stratégique, sèchement licencié trois semaines avant le scrutin. nouvelobs.com 25.11

Heureusement que pendant ce temps-là le PS tient la maison en ordre ! Du coup, depuis quelques jours on dirait que les marchés et le Medef se sont calmés, il faut bien qu'il y ait quelqu'un pour tenir la barre du vaisseau de la Ve République qui vogue à la dérive, sans blague !

Syrie. Quand le NPA prend partie pour l'impérialisme.

Informations ouvrières n°227 page 16.

Le numéro 168 de *Tout est à nous*, l'hebdomadaire du NPA, publie un article consacré à l'appel de Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner à la guerre en Syrie. On peut y lire : « *Tout n'est pas faux dans ce texte, loin de là*. » L'article poursuit à propos de nos trois va-t-en-guerre : « *Ils évoquent à plusieurs reprises l'idée de "livrer des armes à la révolution" en Syrie. On ne saurait pas être contre, à condition toutefois de préciser certaines conditions. Ainsi faudrait-il proposer de livrer avant tout des armes dont les rebelles puissent facilement se servir en toute autonomie, sans tomber dans le besoin d'avoir recours à des "conseillers" (…). Ces conditions étant précisées on pourrait dire : chiche !* » Avec les conditions ainsi précisées, les auteurs de l'article du journal du NPA se retrouvent en accord avec les trois va-t-enguerre pro-impérialistes.

Leur seule différence avec ces trois personnages, c'est qu'ils écrivent « *qu'une intervention militaire de l'OTAN n'est pas réaliste (…). La comparaison avec la Libye est d'ailleurs (…) fausse (…). Une intervention extérieure en Syrie, pays nettement plus densément peuplé, société multiconfessionnelle et multiethnique, risque de produire des conséquences très différentes.* »

On comprend donc, à la lecture de cet article de *Tout est à nous*, que ce n'est pas en soi que l'intervention impérialiste est condamnable, mais selon son utilité en Libye, ou son inutilité en Syrie. Ça roule pour *Tout est à nous*.

Une intervention de l'OTAN était donc "*réaliste*" en Libye, on savait que le NPA l'avait soutenue....

Si j'ai mis en ligne quelque 400 articles sur la Syrie que j'ai trouvé sur le Net ou qu'on m'a fait parvenir pour comprendre réellement la situation dans ce pays et l'enjeu de cette guerre néo coloniale, j'ai tout lieu de penser que les dirigeants du NPA ont également eu accès à ces articles. Or, en s'en remettant au trio ultra réactionnaire composé de Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner, on en vient à se demander s'ils savent lire, à moins que leur conception de l'internationalisme coïncide avec les besoins de l'impérialisme américano-européen qui est en train de détruire ce pays.

Informations ouvrières a écrit "*Ça roule pour*Tout est à nous.", nous, nous demandons : pour qui roule le NPA, constatant qu'il est prêt à faire cause commune avec trois des pires réactionnaires du pays, Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner. Etonnant qu'ils aient des intérêts communs, non ? Je vous laisse répondre à cette question.

Cet article d'*Informations ouvrières* ne figure pas dans les pages mises en ligne dans la Tribune libre, je ne peux pas reproduire les 16 pages de l'hebdomadaire du POI, ce ne serait pas correct de ma part. Je me limite à 10 ou 12 pages maximum, abonnez-vous à leur journal si vous voulez lire les pages manquantes. Au passage, la page 16 est souvent la meilleure.

Après cela, il y en a qui vont dire que je roule pour le POI, non, je suis objectif ou impartial. Je dis ce que je pense voilà tout.

Manipulation. Affaire Merah, suite.

Rebondissement. En annonçant avoir déposé plainte contre M6, Souad Merah a révélé de nouveaux éléments d'information à propos de son frère.

S'estimant piégée par l'équipe de M6 qui l'a enregistré à son insu, Souad Merah vient de déposer plainte contre la chaîne du groupe allemand Bertelsmann, le coproducteur Mohamed Sifaoui et son frère Abdelghani. La « *fierté* » déclamée par Souad Merah faisait allusion, selon son avocat, à la « *combativité* » de Mohamed Merah lors de l'assaut du RAID -non aux crimes qui lui sont imputés.

Quoiqu'il en soit, Souad Merah a révélé incidemment, lors de ses entretiens avec I Télé et Le Point, une information inédite à propos de son frère défunt.

Mardi, la chaîne I Télé a diffusé son interview réalisée par l'agence Tony Comiti : à la fin de l'entretien, la sœur de Mohamed Merah affirme (à 2'25) que celui-ci était disposé à « *travailler* » avec les services de renseignement français. Dans la voiture qui le dépose à son rendez-vous, mi-novembre 2011, avec l'antenne locale de la DCRI, Merah, de retour du Pakistan, révèle à sa sœur qu'il est prêt à collaborer avec la police.

Mercredi, lors de son entretien avec *Le Point*, Souad Merah a également affirmé que leur frère Abdelkader, présenté désormais comme un antisémite forcené, avait tenté, dans le passé, de se convertir au judaïsme. Quant à la DCRI, la sœur confirme au journaliste le désir de Mohamed de travailler secrètement avec les fonctionnaires chargés, entre autres, d'infiltrer les réseaux djihadistes. En outre, la proximité « *amicale* » de celui-ci avec un officier de police lui aurait été révélée par son ex-épouse.

« *Quelques jours après le retour de son second voyage au Pakistan, j'ai reçu un appel d'un un homme se présentant comme un officier de police et qui cherchait à joindre Mohamed. Je lui ai répondu qu'il était hospitalisé.*

Plus tard, Mohamed l'a rappelé pour prendre rendez-vous avec lui. Quelques jours après cet appel, j'ai déposé mon frère qui était convoqué rue du Rempart-Saint-Étienne (le siège de la Direction régionale du renseignement intérieur, NDLR). Dans la voiture, il m'a dit : "S'ils me proposent de bosser pour eux, je bosse pour eux." Je lui ai dit : "Tu vas devenir une balance ?" Il ne m'a pas répondu. Mais à son retour de l'entretien, il m'a dit qu'on lui avait "seulement posé des questions sur ses voyages".

Après la mort de Mohamed, la jeune femme avec laquelle il s'était marié religieusement m'a raconté avoir surpris plusieurs conversations téléphoniques entre cet officier de police et mon frère. Le ton de leurs conversations était amical. »

Autre élément intrigant : comme l'a révélé *Libération* le 8 novembre, la photo de vidéo-surveillance d'un homme « «*grand, baraqué, au teint cuivré* » aperçu avec Mohamed Merah avant son départ -en août 2011- au Pakistan ne figure pas dans le dossier fourni par la DCRI à la justice. Pourquoi cette rétention ? S'agit-il d'un membre présumé d'une cellule terroriste, d'un indicateur de la police ou de l'officier traitant de la DCRI?

En juillet, Oumma avait déjà souligné, lors de la mise en ligne de notre dossier spécial consacré à l'affaire Merah, que ce policier, dénommé ou surnommé Hassan Loubane, avait été décoré, contre toute attente, de la Légion d'honneur. Le 20 octobre, le quotidien toulousain *La Dépêche* indiquait, sans en donner l'explication, que cet «*agent traitant a été muté sur un territoire d'outre-mer* ». Une récompense prestigieuse suivie, en l'espace de six mois, d'une sanction : jamais policier n'aura connu publiquement une telle différence de traitement en un temps aussi court. Pourquoi l'Etat, dirigé alors par le clan sarkozyste, voudrait-il honorer le travail d'un fonctionnaire avant de l'éloigner, sitôt arrivée une nouvelle majorité au pouvoir, aux confins de son territoire ?

Selon des sources policières qui se sont entretenues avec l'AFP, le policier aurait été muté « *pour des raisons de sécurité* ». De quelle « *sécurité* » s'agit-il là ? Celle relative à son intégrité physique, menacée par d'obscurs djihadistes revanchards et proches de Mohamed Merah ? Ou bien celle désignant un quelconque secret d'Etat, faisant de l'affaire Merah une potentielle menace -à terme- pour les « *intérêts fondamentaux de la Nation* » ?

Ayant mené son enquête parallèle, Zahia Mokhtari, l'avocate algérienne du père de Mohamed Merah, affirme pour sa part, dans un entretien paru le 21 octobre, que l'officier traitant de Merah, qui s'appellerait en réalité « *Hassan Ben Rahou* », a été envoyé en « *Calédonie sur une décision de la préfecture* ».

Et alors que la focalisation médiatique se concentre sur son rôle exact vis-à-vis de Mohamed Merah, une collègue de ce policier traitant est passée totalement inaperçue depuis le début de l'affaire : son nom est Magali Bouclier. Elle aussi a reçu la légion d'Honneur pour son travail en amont : cette policière d'encadrement, basée à Levallois-Perret, était l'une des deux personnes envoyées par le DCRI pour faire un « *débriefing* » de Mohamed Merah à son retour du Pakistan. C'est donc sous son autorité que la note interne faisant état d'un « *intérêt* » pour le jeune homme, jugé inoffensif, a été rédigée. Il est impossible de savoir, de source sûre, si Magali Bouclier a été également sanctionnée d'une quelconque manière par la nouvelle direction installée à la tête de la DCRI. Un élément d'information est pourtant intéressant à son sujet : en octobre 2009, la policière qui recommanda, par la suite et contre toute logique, d'abandonner la surveillance de Merah entretenait alors de curieuses ambitions littéraires. Sur le site de l'écrivain Martin Winckler, elle fit paraître un court texte intitulé « *Crime parfait* ». Particulièrement machiavélique, l'histoire, introduite comme un document administratif de la police, est rétrospectivement troublante : en résumé, il s'agit de faire endosser un crime à un innocent « *manipulable* » à la « *personnalité fragile* » et à « *l'enfance malheureuse* ».

Deux ans après la publication de son récit, la fiction commence à prendre chair : Magali Bouclier rencontrera à Toulouse un jeune homme au profil similaire à celui de son coupable idéal et imaginaire. alterinfo.net 24.11

J'ai jeté une vidéo sur l'affaire Merah dans laquelle au journal de TF1 on entendait un journaliste relaté à l'antenne en direct le témoignage d'enfants qui avaient vu de près le tueur et qui avait confirmé un autre témoignage (d'une adulte, dénommée Martine je crois) selon lequel le tueur avait les yeux bleus, or M. Merah n'a jamais eu les yeux bleus.

On admet qu'un témoin puisse se tromper ou avoir mal vu, mais plusieurs... Ce serait intéressant de voir la tête de ce monsieur Hassan Loubane, d'en savoir davantage à son sujet.

ACTUALITE EN TITRES

Apparition en lisière du bois de Boulogne et du XVIe.

- Paris: le renard roux réapparaît dans les parcs - AFP

- Crise à l'UMP: Sarkozy sort du bois - AFP

Les puissants sont rassurés, la conscience des masses à l'échelle mondiale progresse... lentement !

- La vidéo "*Gangnam Style*" devient la plus visionnée sur YouTube - Reuters

Le clip "*Gangnam Style*", qui met en avant Psy, un rappeur parodique de Corée du Sud, est passée samedi en tête des vidéos les plus vues du site YouTube, devant "*Baby*" du chanteur canadien Justin Bieber, précédent tenant du titre.

Quelque 809 millions de connexions individuelles ont été enregistrées sur la page où est visible depuis juillet dernier "*Gangnam Style*". YouTube, qui indique que la popularité de la vidéo a progressé selon un rythme "*sans précédent*" et précise que celle de "*Baby*" de Justin Bieber a de son côté été visionnée 803 millions de fois depuis 2010. Reuters

Le clip a été vu par de hauts dirigeants comme le président américain Barack Obama, le secrétaire général des Nations unies et compatriote du rappeur, Ban Ki-moon, l'artiste dissident chinois Ai Weiwei et le maire de Londres Boris Johnson. Psy, de son vrai nom Park Jae-Sang, est quasiment adulé dans son pays pour le succès planétaire de sa prestation et a été décoré en novembre de l'une des plus prestigieuses récompenses, l'ordre du mérite culturel Okgwan. AFP 24.11

Hier soir, pour une fois que je regardais la télé, aux infos de TV5Monde Asie et j'ai eu le droit à quelques images de ce clip débile, c'est un affront à l'intelligence humaine, on comprend que Barack Obama et Ban Ki-moon apprécient ce misérable spectacle.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

Les électeurs catalans ont infligé dimanche une claque au chef de file nationaliste Artur Mas, mais ont voté en majorité pour les partis favorables à un référendum sur l'avenir de cette région du nord-est de l'Espagne, agitée par une poussée indépendantiste.

Artur Mas, dont la coalition de droite CiU reste la première force du Parlement régional, a perdu son pari: en organisant ces élections anticipées, il espérait conquérir une majorité absolue pour appuyer son projet de référendum.

Pour gouverner la région et mener à bien son projet, comme il l'a promis aux 7,5 millions de Catalans, il devra nouer de délicates alliances et composer avec la forte présence de la gauche indépendantiste radicale.

CiU (Convergencia i Unio) s'est effondrée avec 50 des 135 députés du Parlement régional, contre 62 actuellement.

En revanche, le parti historique de la gauche indépendantiste catalane, ERC (Esquerra republicana de Catalunya), fait plus que doubler son score, avec 21 sièges contre dix. Les socialistes, en recul, deviennent le troisième parti régional (20 députés), devant le Parti populaire, de droite, au pouvoir à Madrid (19 sièges).

"*Les résultats sont surprenants. C'est le signe qu'il y a des gens mécontents parce qu'aucun des hommes politiques n'a présenté de plan clair face aux problèmes de notre pays: la dette, le chômage, les difficultés de financement*", soulignait Pedro Nueno, professeur d'économie à l'IESE de Barcelone. AFP 25.11

SOCIAL

1- Suisse

En Suisse les habitants du canton de Neuchâtel disposant d'une fortune de plus d'un million de francs suisses (800.000 euros) n'auront pas à payer un impôt spécial pendant 4 ans, selon les résultats d'une consultation organisée dimanche dans le canton. Les électeurs ont en effet rejeté une initiative en ce sens à une majorité de 60,5%, selon l'agence suisse ATS. La participation au scrutin a été faible, avec un taux de 28,66%. Intitulé "*Pour une participation des grandes fortunes limitée dans le temps*", ce texte, déposé par les milieux de gauche du canton, prévoyait l'introduction d'un impôt spécial destiné à redresser les finances cantonales. Il prévoyait un taux de 0,1% à partir d'un million de CHF, pouvant aller jusqu'à 1% maximum.

Le gouvernement cantonal était opposé au texte, le jugeant "*excessif*", et les électeurs l'ont suivi. Selon les autorités, ce système aurait multiplié par trois l'impôt sur la fortune acquitté par les riches. Le canton de Neuchâtel essaye d'avoir une fiscalité attractive, pour garder ses contribuables aidés. Ces dix dernières années, quelque 500 contribuables des classes moyenne et aisée ont quitté chaque année le canton pour déménager vers d'autres cieux cantonaux fiscalement plus cléments. AFP 25/11/2012

En voilà un bel exemple de démocratie, de "*révolution citoyenne*" ou "*révolution par les urnes*" chère à monsieur Mélenchon : taux de participation de 28,66%, arrondissons à 28% une fois retirés les votes blancs et nuls, 60% de 28% cela donne 16,8%, cela doit correspondre aux nantis intéressés par ce scrutin... qui ont la moi, quoi !

2- Egypte

Le syndicat des journalistes égyptiens a appelé aujourd'hui à une grève générale pour protester contre le manque de liberté de la presse dans la Constitution en cours d'élaboration, dans un contexte de crise déclenchée par un décret élargissant les pouvoirs du président. Les journalistes ont voté pour la grève à l'occasion d'une réunion d'urgence de leur syndicat, mais n'ont pas encore défini de date. AFP 25/11/2012

Une puissante explosion a détruit une partie du bâtiment du renseignement militaire égyptien dans la ville de Rafah, dans la péninsule du Sinaï à la frontière avec la bande de Gaza. C'est ce qu'a déclaré la chaîne de télévision Al Arabiya.

Les forces spéciales ont complètement bloqué l'accès au site de l'explosion. À l'heure actuelle, la cause exacte de l'explosion est inconnue, mais on soupçonne qu'elle a été organisée par les jihadistes du Sinaï. alterinfo.net 25.11

3- Etats-Unis

L'un des plus gros employeurs de Cincinnati, TriHealth, a mis à la porte 150 de ses employés parce qu'ils ont refusé de recevoir le vaccin contre la grippe, offert gratuitement par la compagnie. Les 10 800 employés avaient un mois pour recevoir le vaccin, soit jusqu'au 16 novembre. alterinfo.net 25.11

ECONOMIE

Espagne

Selon le journal espagnol El Pais, les banques espagnoles recevront 35 milliards d'euros d'aide européen le 15 décembre prochain, en échange de suppressions de postes dans les quatre banques nationalisées.

La banque Bankia, qui a reçu 23,5 milliards d'euros de soutien de la part de Madrid, devrait supprimer 6000 emplois sur 20.000, selon le journal qui cite des sources européennes et bancaires. AFP 25/11/2012

Haut de page

Le 27 novembre

CAUSERIE

J'ai bâclé l'actualisation du site aujourd'hui car j'ai dû m'occuper de mon épouse sortie de la clinique. On corrigera les fautes plus tard.

Le Monde fait partie de l'élite du Nouvel ordre mondial. Qui conspire contre qui ?

- Un ancien de Goldman Sachs à la tête de la Banque d'Angleterre - Lemonde.fr 26.11

A la surprise générale, le chancelier de l'Echiquier britannique, Georges Osborne, a annoncé lundi 26 novembre la nomination de Mark Carney, 47 ans, actuel gouverneur de la Banque centrale du Canada, au poste de gouverneur de la Banque d'Angleterre.

... après la série de scandales récents qui ont éclaboussé la City, le gouvernement entendait secouer une institution repliée sur elle-même qui a montré ses failles.

C'est pourquoi les candidatures de trois poids lourds (...) ont été écartées.

(Mark Carney) Très soucieux d'éthique, il a qualifié de mouvement anticapitaliste Occupy de "*constructif*".

... le seul point faible du lauréat. Pendant treize ans il a travaillé chez Goldman Sachs International à Londres. Après Mario Draghi à la tête de la banque centrale européenne, la célèbre banque américaine place un autre ancien à la tête de la vénérable banque d'Angleterre. La désignation d'un ex "*Goldman boy*" à cette position clé ne manquera pas d'apporter des munitions aux très nombreux adeptes de la théorie de la conspiration. Lemonde.fr 26.11

Pour rappel, la Banque d'Angleterre fut la première banque centrale, elle fut fondée en 1694, les Rothschild en prirent le contrôle ainsi que la City en 1815, ce qui leur permit de devenir les plus riches d'Angleterre et du monde.

Il s'agit d'une banque centrale privée, c'est-à-dire que ce sont des banquiers qui la dirigent et disposent du privilège de la création monétaire, de battre monnaie ou de faire marcher la planche à billets, elle servit de modèle à la création de la Fed en 1913 et elle est contrôlée par les mêmes banquiers d'où à plusieurs reprises dans le passé le transfert massif de stock d'or des deux côtés de l'Atlantique.

Comment ne pas voir que les banquiers de la Fed placent des hommes à eux au sein de tous les gouvernements (en Europe: Italie, Grèce, etc.) et institutions, dont les banques centrales (BCE, BoE). Quand les chefs de gouvernements ou ministres ne viennent d'une grande banque internationale (par exemple : le Premier ministre puis Président de la République G. Pompidou, ex-employé de Rothschild ; Robert Rubin ex-dirigeant de Goldman Sachs, ministre des Finances de Bill Clinton, etc.), ils participent au groupe Bilderberg dirigé par l'oligarchie financière américaine ou à des think-tanks ou des fondations, instituts, etc, dans lesquels on retrouve les mêmes banquiers. Par exemple, on a évoqué les derniers jours la Fondation Bertelsmann dans laquelle travaillait un certain Mario Draghi, il a même été un des corédacteurs du document de 350 pages que j'ai mis en ligne.

Goldman Sachs n'aurait rien à voir avec le scandale du Libor selon le Monde, Goldman Sachs serait blanc comme neige, normal, Le Monde appartient à un banquier. La preuve :

1- Arte revendique un record de visionnage du documentaire dévoilant les coulisses peu reluisantes de Goldman Sachs, le documentaire de Jérôme Fritel et Marc Roche diffusé à l'antenne le 4 septembre dernier.

Dans Goldman Sachs, la banque qui dirige le monde, les auteurs démontrent la duplicité de la banque qui spécule contre ses clients et s'appuient sur des témoignages d'anciens salariés pour mettre en lumière le cynisme qui anime l'esprit de l'entreprise, dont les dirigeants se reconvertissent dans les institutions politiques du monde. (LePoint.fr 12.09.2012)

2- Goldman Sachs paie 12 millions de dollars pour clore des poursuites de la SEC - (AFP 27.09.2012). Sans doute que la SEC avait dû rêver et que Goldman Sachs a été victime d'une injustice.

3- Goldman Sachs avait accepté de payer la somme record de 550 millions de dollars en juillet 2010 pour mettre fin aux poursuites de la SEC.

Le sénateur Carl Levin a réagi vertement vendredi: "*Que la décision du DoJ soit le résultat de lois ou d'autorités d'application des lois faibles, les actions de Goldman Sachs (liées aux dérivés de crédits immobiliers) étaient trompeuses et immorales*" et "*ont contribué à la crise financière qui nous a presque plongé dans une deuxième Grande Dépression*".

Récemment, Goldman s'est aussi retrouvée montrée du doigt par un juge aux Etats-Unis dénonçant des conflits d'intérêt "dérangeants" dans le cadre du rachat d'une société de transport énergétique américaine, El Paso, par sa concurrente américaine Kinder Morgan l'an dernier.

Jeudi, Goldman Sachs avait par ailleurs indiqué que la SEC avait abandonné une autre enquête liée à des produits adossés à des titres immobiliers, mais la banque fait toujours l'objet de multiples poursuites et enquêtes liées à ses ventes de dérivés de crédits immobiliers avant la crise. (AFP 09.08.2012)

4- Les plaintes d'investisseurs qui s'estiment lésés par l'entrée en Bourse ratée de Facebook se multipliaient mercredi, visant à la fois le réseau social en ligne et les banques qui ont géré l'opération boursière.

La plainte accuse en particulier les trois principales banques ayant organisé l'entrée en Bourse, à savoir Morgan Stanley, Goldman Sachs et JPMorgan Chase (...) (AFP 23.05.2012)

Cet article a également dû échapper au *Monde* :

5- Goldman Sachs veut croître en Europe - (Reuters 05.02.2012)

Goldman Sachs s'en donne les moyens, voilà tout.

Au passage, pour que les Rothschild soient devenus les plus riches d'Anglettre et du monde en 1815, il fallut qu'ils en aient eu la volonté au préalable, que ce fut leur objectif, chacun comprendra aisément qu'il n'est pas donné à tout le monde de revendiquer un tel statut. Ensuite, on concevra très bien qu'une fois acquis cette position, ils n'eurent de cesse de tenter de conserver ce privilège extraordinaire, ce qu'ils réussirent en grande partie en devenant les maîtres de la Fed et du gouvernement des Etats-Unis.

Toutefois, la population et le marché mondial s'accroîssant au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et davantage encore au XXe siècle, maintenir seul cette position devait devenir intenable à la longue, il devait donc s'allier à d'autres banquiers et grandes fortunes pour étendre leur pouvoir sur le reste du monde ou tout du moins conserver leur position hégémonique au sein de la finance mondiale. Pour y parvenir il leur fallait disposer du pouvoir politique au-delà des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, intégrer dans leur giron les pays où le capitalisme était le plus développé, dont les pays d'Europe occidentale. C'est ainsi qu'ils conçurent l'Union européenne et plus tard sa banque centrale, pour à l'étape suivante les associer dans un bloc transatlantique américano-européen qu'ils contrôleraient ainsi que son marché, ce qui permettrait de pérenniser ou d'accroître encore leur pouvoir. Devenus à eux seuls une puissance mondiale sans équivalent, ils devaient modeler les contours d'un futur gouvernement mondial qui leur serait entièrement soumis, objectif qu'ils ne pourraient atteindre pleinement qu'en s'affranchissant des contradictions du capitalime. Ils y travaillent inlassablement, car c'est le seul et dernier obstacle à leur dictature mondiale, un obstacle dont ils ne pourront sans doute jamais venir à bout...

On poursuivra une autre fois, ce qu'il faut avoir à l'esprit et qui en soi constitue ce qu'on pourrait admettre comme la base d'un complot contre tous les peuples de la planète, c'est que ce plan de Nouvel ordre mondial a été échaffaudé bien avant le début du XIXe siècle et qu'il a servit de toile de fond à de puissantes familles qui se le sont transmis de génération en génération jusqu'à nos jours, ce que la population ignore totalement, il est venu se greffer sur les contradictions du capitalisme dans l'objectif de les contenir, d'où les mesures économiques et politiques qui furent prises par les gouvernements américain et européen depuis 30 ans pour ne pas remonter plus loin.

On constatera que l'orientation politique du capitalisme mondial depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et les moyens dont il s'est doté, coïncident avec les différentes étapes qui lui ont permis d'avancer dans la perspective de la réalisation d'un gouvernement mondial qui échappe à tout contrôle de la population. Quand on a conscience des différentes étapes par lesquelles est passé le développement du capitalisme, cette orientation ou tendance nous semblera logique, après en avoir fini avec le stade de la concurrence au profit du monopole, on peut concevoir qu'il soit nécessaire ensuite de mettre fin à l'affrontement entre monopoles pour créer un monopole pour ainsi dire absolu, cette fois débarrassé définitivement de toute concurrence. Certaines conditions qui n'existent pas encore doivent être remplies pour réaliser cet objectif, l'inégalité du développement économique entre pays mais surtout entre continents en est une...

Donc nous n'avons pas besoin de la théorie du complot pour expliquer de quelle manière évolue le capitalisme mondial, cependant on ne la rejettera pas forcément, car les fondements de la crise du capitalisme et de la survie du capitalisme qui sont à la fois objectifs et subjectifs, demeurent hors de la porté des masses. Par contre, on rejettera catégoriquement les conclusions qu'en tirent les partisans de cette théorie, quand ils ne finissent pas dans une impasse ou n'avouent pas leur impuissance à combattre le capitalisme mondial.

Ma démarche a consisté à mettre les choses au point sur cette question précise qui empoisonne la tête de biens des intellectuels et des militants sans doute. J'ai volontiers jouer le rôle de provocateur, car c'était le seul moyen que j'ai trouvé pour aller au bout

de notre analyse. Si j'avais pris le parti dès le départ de nier cette théorie pour ensuite l'analyser ou en parler, mon discours n'aurait pas été crédible et personne ne se serait intéressé aux conclusions auxquelles je serais parvenu. Les intentions des banquiers depuis plusieurs siècles n'ont pas changé et tout le monde l'ignore, il est là le complot si on accepte cette définition.

On oublie aussi que si les masses sont ignorantes, les nantis ne le sont pas, ils ont de la suite dans les idées, ils en ont les moyens, alors que pour le pauvre bougre qui a tout juste de quoi survivre avec sa famille, c'est un luxe au-dessus de ces moyens, il vit au jour le jour... On pourrait ajouter qu'ayant une conscience de classe, les nantis les plus puissants ont tout intérêt à s'allier au lieu de se faire la guerre, tandis que l'ouvrier en concurrence avec d'autres ouvriers n'aura tendance qu'à penser à ses propres intérêts, ce sera vraiment en dernier recours, c'est une fois acculé qu'il prendra conscience qu'il appartient à une classe sociale, pas toujours d'ailleurs...

Les banquiers sont les seuls à savoir quels sont les véritables tenants et les aboutissants des décisions qu'ils prennent, la masse de la population demeure dans l'ignorance totale. Ainsi complot pourrait rimer avec ignorance des masses, ignorance voulue, minutieusement entretenue par ceux qui gouvernement pour le compte de l'oligarchie financière. On a donc bien là deux facteurs à l'origine de cette théorie et du comportement des banquiers, la crise du capitalisme ou ses contradictions pour ce qui est du facteur objectif, l'ignorance des masses pour le facteur subjectif, les deux nous ramenant à la lutte des classes, aux fondamentaux du marxisme, du socialisme et la boucle est bouclée.

Commentaire d'internautes

1- "Comment ne pas penser à la théorie de la conspiration? Comment penser alors que ces directeurs de banques centrales ne vont pas tout faire pour favoriser le secteur bancaire? Cela signifie une chose : plus de taxes pour payer les intérêts de la dette! "

2- "Mark Carney peut se prévaloir d'une triple expérience la banque (des "affaires louches?), la politique monétaire (planches à billets? et la réglementation (bidouillée ?), 3 domaines qui correspondent au profil recherché? Serait-il compétent pour avoir fait ses premières armes dans la City. La théorie de la conspiration? C'est possible, mais celle de qui et de quoi? Il paraît en tous cas correspondre au format idoine, au service des ploutos et des banksters planqués dans leurs paradis fiscaux. "

3- "combien d'ex-G.Sachs (comme du FMI) à des postes clés dans la politique et les affaires ? un système économique pourri qui choisit les "élites" qui le servent ou des "élites" qui prennent en main le système ? ça revient au même ; en tout cas le culot paie, tant que ça passe ..."

4- "Théorie de la conspiration ? non pas vraiment Goldman Sachs tisse sa toile et leur emprise s'étend de plus en plus. Il gagne à tous les coups et ne sont jamais inquiétés. Et après on ne nous prend pas pour des cons. Aucune des causes de la crise n'a été traitées et c'est ceux qui l'ont provoqué qui sont censés la résoudre.Très fort vraiment très très fort."

Le Monde à l'heure de la reconquête coloniale entretient la haine du communisme ou défend la suprématie occidentale sur le reste du monde.

- La Chine franchit une étape dans le développement de sa puissance navale - Lemonde.fr 26.11

Non, pas possible, des pilotes de l'armée chinoise capables d'atterrir sur un porte-avions, les demeurés, comment ont-il pu réaliser un tel exploit s'interrogent *Le Monde* et l'ensemble des médias en France. Ces essais ont eu lieu en plein jour, Le Monde précise qu'il faudra les confirmer de nuit, nous conseillerons à ces "*abrutis*" de Chinois d'attendre la prochaine pleine lune pour prendre le moins de risque possible, on ne sait jamais...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Hongrie

Le parlement hongrois a adopté lundi une nouvelle loi controversée sur la procédure électorale, taillée sur mesure selon ses détracteurs pour permettre au Premier ministre Viktor Orban de gagner les prochaines élections en 2014.

Pour l'opposition, ce texte vise à empêcher les nombreux électeurs indécis --parmi eux de nombreux déçus de Viktor Orban-- d'aller voter à la dernière minute contre le gouvernement.

Aux termes d'un des points les plus controversés de la loi, les Hongrois en âge de voter sont désormais obligés de s'enregistrer

au préalable sur une liste électorale, au plus tard deux semaines avant le scrutin. Auparavant, la carte de résidence était suffisante pour participer le jour du vote.

"*L'inscription préalable est une tentative pitoyable et stupide de manipuler les élections d'une manière administrative*", a déclaré un député du parti socialiste, Tamas Harangozo, au cours du débat au parlement avant le vote.

Selon le texte de loi, la campagne électorale commencera désormais 50 jours avant le scrutin (contre 90 jours auparavant). Les partis seront autorisés à faire campagne uniquement via les médias publics et la presse, y compris on-line contrairement au projet initial, mais pas sur les chaînes de télévision privées très regardées en Hongrie.

Seuls les Hongrois de l'étranger peuvent s'enregistrer par lettre, mais pas les résidents qui ont le choix entre se déplacer chez le notaire ou s'inscrire par internet via une procédure complexe. Mais l'internet est peu développé hors des grandes villes hongroises.

"*Les prochaines élections ne seront ni libres, ni justes. Il y avait une participation de 75% aux dernières élections. Environ 6 millions de Hongrois avaient voté dans le pays. Maintenant, il y a de grandes chances que nous en ayons moins de 4 millions*", a estimé l'ancien Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsany.

La loi électorale hongroise a déjà été modifiée par le pouvoir: le nombre des députés a été ramené de 386 à 200, les élections seront désormais à un tour au lieu de deux et les circonscriptions électorales ont été redessinées pour favoriser le Fidesz. AFP 26.11

SOCIAL

1- France

1.1- Survivre : un luxe !

Les Restos du Coeur ont lancé ce lundi 26 novembre leur 28e campagne hivernale. Jusqu'à la fin mars, les 2.040 centres d'accueil des Restos vont offrir, au moins deux fois par semaine, des paniers repas aux plus démunis. L'aide alimentaire apportée par l'association créée par Coluche en 1985 est aujourd'hui plus que jamais devenue indispensable pour de nombreux Français.

Lors de la campagne 2011, 115 millions de repas ont été distribués à 870.000 personnes. Ce seuil sera certainement dépassé cette année: en novembre, les Restos ont enregistré entre 5 à 7% d'inscriptions supplémentaires par rapport au mois de novembre 2011. La hausse atteint plus de 30% sur cinq ans. Les mères seules avec enfants représentent 40% des personnes accueillies, devant les personnes âgées et les jeunes.

"*Ce qui nous inquiète le plus, c'est que non seulement le nombre de familles à aider augmente mais qu'en plus leur situation est de plus en plus alarmante*", confie à L'Express Olivier Berthe, président de l'association. "*Ceux qui ont commencé à connaître le chômage en 2008-2009, au début de la crise, sont au bout de leurs réserves et de la solidarité familiale. D'autant, qu'avec les matières premières alimentaires qui repartent à la hausse, les gens vont avoir de plus en plus de mal à acheter de la nourriture*", explique-t-il.

Cela fait également 28 ans que le réseau des banques alimentaires organise des collectes nationales de denrées dans les grandes surfaces. L'opération, qui s'est déroulée les 23 et 24 novembre, a permis de récolter 12.500 tonnes d'aliments, soit l'équivalent de plus de 26 millions de repas. Les produits récoltés au cours de ces deux jours représentent environ 15% de l'approvisionnement des banques. En 2011, environ 750.000 personnes ont bénéficié de l'aide des banques alimentaires, représentant l'équivalent de 178 millions de repas.

Les familles avec enfants, les chômeurs, les travailleurs pauvres, les jeunes et les retraités constituent le gros de la population aidée par le réseau des banques. Pour ces populations, fragilisées par la crise qui perdure, le budget alimentaire est souvent une variable d'ajustement et l'aide alimentaire est essentielle.

Le taux de pauvreté a progressé de 13,5% à 14,1% en France en 2010. 8,6 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire, soit avec moins de 964 euros par mois. L'Expansion.com 26.11

1.2- Quelle aubaine !

À propos de l'envers de la fraude sociale, selon un rapport du CNRS, le non recours, par ceux qui y ont droit, aux prestations sociales s'élève à 5,3 milliards d'euros pour le RSA, 700 millions pour la CMU-C (Couverture Maladie Universelle Complémentaire) et 378 millions pour l'Aide à la Complémentaire Santé. Atlantico.fr 26.11

1.3- La Bourse ou la vie ? La vie c'est mieux !

À propos de ne plus aimer la bourse, selon une enquête TNS Sofres, 8,3 % des Français sont aujourd'hui actionnaires, contre près de 14 % il y a cinq ans. Atlantico.fr 26.11

Tant mieux ! Rompre avec le capitalisme est une nécessité, par n'importe quel bout il faut commencer...

2- Bangladesh

Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh ont manifesté lundi pour demander que cessent leurs conditions de travail "*flirtant avec la mort*" après le pire incendie qu'ait connu la profession, qui a fait 110 morts.

Les rescapés de cet incendie, survenu samedi soir dans l'usine Tazreen Fashion à la périphérie de Dacca, ont rejoint des milliers de collègues pour bloquer une autoroute et défiler jusqu'à la zone industrielle d'Ashulia, où sont implantées plus de 500 usines de confection pour des marques occidentales.

"*Les ouvriers de plusieurs usines ont quitté le travail et rejoint la manifestation. Ils veulent que les propriétaires de Tazreen reçoivent une punition exemplaire*", a déclaré le chef de la police de Dacca, Habibur Rahman.

Selon la police, de nombreuses usines travaillant notamment pour Walmart, H&M ou encore C&A, sont restées fermées lundi pour éviter une éruption de violence.

"*La plupart des ouvriers sont choqués. Ils veulent voir la sécurité s'améliorer dans leurs usines où on flirt avec la mort*", a déclaré à l'AFP un représentant syndical, Babul Akter.

Les manifestants ont scandé des slogans demandant notamment que les patrons de Tazreen soient traduits en justice.

Les pompiers ont circonscrit lundi un nouvel incendie dans une usine de confection. Le feu, qui n'a pas fait de victime, s'est déclaré à Dacca dans un bâtiment de douze étages abritant quatre entreprises de confection.

"*La plupart des ouvriers ont défoncé des grilles au dernier étage et ont réussi à se mettre en lieu sûr dans un bâtiment voisin*", a déclaré à l'AFP le commissaire adjoint de la police du district de Dacca, Nisharul Arif.

Selon l'inspecteur en chef des usines au Bangladesh, Habibul Islam, l'usine Tazreen de neuf étages, construite en 2009, avait obtenu un permis de construire pour trois étages uniquement.

Selon le site Internet de Tuba Group, la maison-mère de Tazreen Fashion, l'usine employait 1.630 personnes et fabriquait des polos, des T-shirts et des vestes. Le bâtiment comptait 60 détecteurs de fumée, plus de 200 extincteurs et 18 tuyaux pour la lutte contre les incendies, indique le site.

De nombreuses usines textiles tournées vers l'exportation sont dotées d'installations électriques défectueuses et de mesures de sécurité très laxistes.

Selon la Clean Clothes Campaign, une association de défense des travailleurs du textile dont le siège se trouve à Amsterdam, au moins 500 employés du secteur sont morts dans des incendies au Bangladesh depuis 2006.

Les firmes étrangères "*savent depuis des années que nombre des usines avec lesquelles elles choisissent de travailler sont des pièges mortels*", a dénoncé Ineke Zeldenrust, porte-parole de l'association. "*Le fait qu'elles n'agissent pas s'apparente à de la négligence criminelle*", a-t-elle estimé.

Le Bangladesh est un des principaux centres de production textile en Asie, en raison de la modicité des salaires ouvriers et d'une main d'oeuvre abondante.

Le pays est devenu le deuxième exportateur au monde de vêtements, pour un total de 19 milliards de dollars en 2011. AFP 26.11

3- Chine

Une enquête menée par Samsung Electronics auprès de ses fournisseurs en Chine n'a pas trouvé de preuve sur l'emploi d'adolescents dans ses usines, mais a révélé des pratiques "inappropriées" qui doivent stopper, a indiqué lundi le géant

sud-coréen.

Samsung a enquêté au sein de ses 105 fournisseurs exclusifs en Chine, après qu'une association américaine de défense des travailleurs a accusé en septembre une des usines chinoises d'employer des adolescents.

China Labour Watch, une ONG basée à New York, avait également accusé des usines de faire travailler leurs employés cinq fois la durée légale des heures supplémentaires et de passer outre plusieurs règles du droit du travail.

Les enquêteurs diligentés par Samsung ont étudié les listes des salariés des 105 fournisseurs et vérifié les âges avec les cartes d'identité. "*Ils n'ont trouvé aucun exemple d'emploi de mineurs*", a noté le groupe.

Mais ils ont découvert "*plusieurs exemples de pratiques inappropriées*", dont des heures supplémentaires trop nombreuses et un système d'amendes en cas de retard ou d'absence, une pratique interdite en Chine.

Le groupe sud-coréen doit à présent inspecter d'ici la fin de l'année 144 usines supplémentaires, qui sont elles aussi fournisseurs de Samsung, mais non exclusifs.

A partir de 2013, les conditions de travail des 249 fournisseurs de Samsung en Chine seront surveillées dans le cadre d'un programme d'audit, a ajouté le groupe sud-coréen.

Les violations du code du travail découverts au cours de l'enquête ont été signifiées aux usines, qui doivent y remédier. AFP 26.11

4- Etats-Unis

Tandis que la saison des fêtes bat son plein aux Etats-Unis, les banques alimentaires du pays tirent la sonnette d'alarme. Le filet de sécurité constitué pour nourrir les (presque) 50 millions d'Américains qui ont besoin d'aides alimentaires est mis à mal par les conséquences générées par la pire sécheresse des cinq dernières décennies. La hausse des denrées nécessaires à l'élevage des bovins a entraîné une augmentation importante du prix de la viande.

Les autorités sont confrontées à de plus en plus de personnes fréquentant les soupes populaires et les refuges d'urgence, dernière bouée de sauvetage pour des personnes âgées, des personnes handicapées, ainsi que des familles entières à faible revenu.

Le problème devient d'autant plus crucial que les dons gouvernementaux diminuent avec une quantité de personnes de plus en plus blessées par les affres de la vie.

Constat affligeant de Carrie Calvert, directeur de la politique fiscale et des matières premières chez Feeding America, la plus importante organisation américaine de lutte contre la faim : « *Les gens ont dû faire face à la détresse économique depuis pas mal de temps maintenant… Ils puisent depuis quelques années dans les ressources dont nous disposons et nous commençons à percevoir que nos moyens deviennent très limités* ».

Les témoignages se multiplient chez les dirigeants de grandes banques alimentaires à travers les Etats-Unis. Le même écho revient : on craint être incapable de suivre le rythme de la demande ! En août, un pic fut atteint avec 47 100 000 de coupons alimentaires utilisés. Avec une telle demande, par exemple, la Banque alimentaire régionale de Los Angeles a vu ses réserves alimentaires tomber d'environ 3,3 semaines en 2010 à moins de deux semaines – le plus bas dans l'histoire récente !

Etant donné les difficultés et les dons moins importants des autorités fédérales, « *les caddies sont moins remplis pour les pauvres* ». « *On diminue le nombre de boîtes de conserve mais on essaie de donner au moins quelque chose aux personnes qui se présentent* ».

Il y a donc une vive inquiétude pour 2013 car beaucoup annoncent déjà des prix alimentaires en hausse et que dire de l'ONU qui parle déjà de famine ! Où est leur boule de cristal ?

Malgré les dons privés, toujours importants, les responsables des associations qui s'occupent de nourrir les pauvres craignent que cette générosité ne puisse compenser la baisse de l'aide fédérale. Liesi 26.11

ECONOMIE

1- France

Le distributeur en ligne américain Amazon.com, stimulé par une forte croissance de ses ventes, a confirmé lundi dans un communiqué qu'il allait ouvrir un quatrième centre de distribution en France, devant permettre à terme de créer 2.500 emplois. AFP 26.11

2- Grèce

La zone euro et le Fonds monétaire international se sont mis d'accord dans la nuit de lundi à mardi pour réduire la dette grecque à 124% du PIB d'ici 2020, ont indiqué des sources européennes, une décision qui ouvre la voie au déblocage de l'aide financière pour la Grèce.

Cela représente un allégement de la dette grecque d'environ 40 milliards d'euros d'ici 2020, selon une de ces sources. AFP 26.11

3- Etats-Unis

À propos de Warren Buffett qui, dans le New-York Times, se prononce pour une taxation réévaluée des super-revenus des millionnaires américains (jusqu'à 35%), les 400 personnes les plus riches aux États-Unis ont vu leur fortune plus que quintupler depuis 1992, passant de 300 à 1 700 milliards de dollars. Atlantico.fr 26.11

Il dispose d'une fortune estimée à 46 milliards de dollars (35,5 milliards d'euros) par la revue Forbes.

Warren Buffett bat en brèche l'argument invoqué par les adversaires d'une plus forte taxation selon lequel un taux plus élevé dissuaderait les gens fortunés de dépenser leur argent et affecterait ainsi l'emploi.

"*Oublions l'idée que les riches et les ultrariches puissent se mettre en grève et cacher leurs fonds imposants sous leur matelas si - j'en suffoque à l'avance - on augmente les taux sur le capital et le revenu*", ironise-t-il.

"*Les ultrariches, comme moi, rechercheront toujours les occasions d'investir*", ajoute-t-il. Reuters 26.11

Warren Buffett est un plaisantin : combien de milliers de milliards de dollars ont été détournés du fisc et ont atterri dans des paradis fiscaux et ne sont jamais apparus dans les déclarations d'impôts des plus riches ?

4- Paraguay

Le président paraguayen Federico Franco a annoncé lundi la découverte de réserves de pétrole dans la région du Chaco, près de la frontière argentine, qui, selon lui, feront entrer le Paraguay dans le club des producteurs de brut dès 2013.

"*Du pétrole de la meilleure qualité a été découvert en quantité abondante dans le bassin (du fleuve) Pirity*", a déclaré M. Franco à la presse en marge d'une réunion avec des investisseurs étrangers.

L'exploitation du pétrole dans le département de Boqueron, situé à quelque 500 km au nord-est d'Asuncion, la capitale, a été attribuée par l'Etat paraguayen aux compagnies américaines Pirity Hidrocarburos (filiale de PetroVictory) et Crescent Global Oil Paraguay (filiale de Crescent Oil).

Le Paraguay, petit pays enclavé d'Amérique du sud, est actuellement totalement dépendant de l'étranger pour se fournir en hydrocarbures. Il bénéficie notamment de tarifs préférentiels pour l'achat de pétrole en provenance du Venezuela. AFP 26.11

Haut de page

Le 28 novembre

CAUSERIE

Je mettrai en ligne demain au format pdf quelques causeries des derniers jours, une fois les fautes corrigées rapidement, comme d'habitude quoi. J'ai mis en ligne 7 nouveaux documents. En guise de programme dans cette page, j'ai ajouté quelques sigles dans la colonne de gauche.

Avez-vous reçu ce genre de message dans votre boîte aux lettres, le troisième en 8 jours : "*Tu as reçu cet e-mail parce que Jean-yves veut entrer en contact avec milarepa13@yahoo.fr sur Twoo*". De "Jean-yves via Twoo" .

Qu'est-ce que c'est que ce truc "*Twoo*", un "*réseau social*" type Fesse bouc? J'ai encore reçu un message de ce dernier m'informant de sa nouvelle politique de confidentialité patata patati : poubelle ! Bordel, c'est dingue, je n'habite plus en France et je n'ai plus à vider ma boîte aux lettres quotidiennement bourrée de publicités et autres saloperies, et voilà que c'est la même chose sur le Net, quelle monde !

Ici, en Inde, je n'ai même pas de boîte aux lettres, je ne déconne pas c'est la vérité. Ah mais c'est vrai que j'avais oublié que quelque part le bonheur c'est sous les tropiques dans un pays où la misère s'étale à chaque coin de rues ! Je plaisante, nos amis grecs commencent à comprendre ce que nous vivons au quotidien et c'est pas drôle du tout.

Tenez, il me vient une réflexion à l'esprit : vous savez pourquoi on n'a pas de boîte aux lettres ? Oui, d'accord parce que les Indiens n'ont pas de quoi en achetez une, mais encore. Cela ne servirait à rien de les remplir de pubs on ne serait pas plus riches pour autant.

Finalement j'ai récupéré ma belle-mère, un vrai bonheur ! Elle n'est pas chiante, on ne vit pas dans le même monde c'est tout et ce n'est pas toujours facile à vivre, ce n'est pas de sa faute non plus, mais bon, je vais faire un effort, après tout on doit supporter tellement de choses dans une vie qu'un peu plus ou un peu moins... Je vais la faire bosser si elle reste chez nous, il n'y a que cela de vrai le boulot dans la vie, comme cela j'aurai plus de temps pour actualiser le site et tout le monde sera content !

Plus sérieusement.

Un excellent numéro de *Révolution socialiste* des camarades du groupe Bolchevik. Un article sur le mouvement ouvrier et l'Algérie jusqu'en 1935 et un autre sur la Chine riches en enseignements tous les deux. Je considère davantage cette revue comme une revue théorique destinée aux militants aguerris, plutôt qu'un journal destiné aux travailleurs en général ou aux jeunes militants

Pour dire encore un mot sur la théorie du complot qui n'est pas vraiment notre tasse de thé, mais elle ne manque pas d'intérêt et de pertinence, puisqu'elle s'appuie sur des faits réels méconnus des masses et niés ou occultés par les médias qui font partie de l'élite aux ordre du Nouvel ordre mondial.

J'ai critiqué cette théorie sans la condamner, d'ailleurs cela aurait été une erreur dans la situation actuelle où peu d'intellectuels à travers le monde se risquent à remettre en cause l'hégémonie de l'impérialisme américain et de l'oligarchie financière.

Cela aurait été une erreur, car cette théorie avec les faiblesses ou erreurs que nous avons relevées sert de pendant à une autre théorie bien plus nocive ou perverse pour les peuples, celle de la fatalité que l'on nous sert à longueur de temps pour nous faire accepter de vivre toujours plus mal dans le présent comme dans l'avenir.

A l'heure où les partis politiques sont discrédités, où aucun ne parvient à émerger du lot, ce discours permet de donner de la substance à tous ceux qui entendent prendre leur distance avec le capitalisme ou d'alimenter leur critique acerbe envers lui, en attendant des jours meilleurs et de rompre définitivement avec lui. Faible compensation penserez-vous peut-être, certes, c'est toujours mieux que de sombrer dans le désespoir et de se tourner vers l'extrême droite ou de partir à la recherche d'un sauveur suprême, ce qui revient souvent au même.

Au lieu de faire comme tous les partis ouvriers qui se désintéressent de cette théorie ou l'ignorent et ainsi se mettent à dos leurs auteurs ou particulièrement leurs partisans, nous estimons au contraire qu'en l'intégrant dans la politique mise en oeuvre par l'oligarchie financière aux commandes du capitalisme mondial, nous leur donnons la possibilité de prendre connaissance des facteurs objectifs qui déterminent en dernier ressort la crise du capitalisme et le cours du capitalisme mondial tendant vers l'établissement d'un gouvernement mondial, d'intégrer la lutte des classes et le socialisme dans leur analyse. On laissera de côté les affabulations qui accompagnent parfois ou souvent cette théorie, par conviction pour ce qui nous concerne, pour ne pas entamer la crédibilité de notre discours quand on nous interroge sur cette théorie. Pour le moment, nous n'avons rien d'autres à ajouter sur ce sujet.

Nous avons bien avancé sur cette question et celle du sionisme, une vulgaire mystification de mégalomanes ou de dangereux psychopathes postulant au titre de dictateurs universels. Quant aux opposants déclarés au sionisme, ils remplacent la manipulaton dont fait l'objet le judaïsme, par l'islam ou la religion catholique, ce qui vaut guère mieux à l'arrivée. On reviendra plus tard sur ces sujets si j'ai d'autres éléments à apporter pour étayer ma position.

Il nous restera à aborder la question de l'eugénisme qui est liée à la dictature mondiale que l'oligarchie financière internationale veut instaurer. Là aussi, ses opposants sont de dangereux apprentis sorciers et se discréditent totalement, dans la mesure où ils nient qu'à terme la planète ne pourra pas supporter 10, 20 ou 30 milliards d'êtres humains ou leurs besoins ne pourront jamais être satisfaits, ce qui paraît une évidence pour tout individu sensé.

Conjointement ou à la suite de cette question, il nous faudra aussi aborder la thèse du réchauffement climatique qui a donné lieu à une débauche de théories plus réactionnaires les unes que les autres, qu'ont abordées les camarades du groupe Bolchevik dans leur dernier numéro de la Révolution socialiste, page 33, démontrant comment l'écosocialisme ou l'écologie politique était avant tout réactionnaire, tout en passant en revue les principaux partis du mouvement ouvrier qui dans le monde l'ont adoptée pour mieux s'éloigner ou tourner le dos au marxisme, au socialisme, s'adapter finalement au capitalisme.

Je me suis défoncé aujourd'hui pour décrypter la propagande nauséabonde du gouvernement et de l'OCDE.

Qui a dit ?

- "*Aujourd'hui, la SEC (Securities and Exchange Commission, le "gendarme" de Wall Street - Ndlr) est plus forte et notre système financier est plus sûr, et mieux en mesure de servir les Américains*". (le Figaro.fr 27.11)

Réponse : Barack Obama, hier. Les 50 millions d'Américains réduis à fréquenter la soupe populaire ou les organisations caritatives pour se nourrir n'en demandaient pas tant ! Il devait vouloir dire : maintenant que le système financier est servi, les Américains seront en mesure de profiter des restes.

ArcelorMittal. Union nationale et un silence assourdissant.

- Hollande évoque une possible nationalisation de Florange - Reuters

Qu'en est-il vraiment ?

-Les discussions au sujet du site sidérurgique de Florange (Moselle), que l'Etat menace de nationaliser, vont se poursuivre jusqu'à la dernière minute, ont déclaré mardi soir l'Elysée et ArcelorMittal après une rencontre entre le président français et le patron du groupe Lakshmi Mittal.

L'hypothèse d'un passage forcé et temporaire dans le giron public du site sidérurgique lorrain pour in fine lui trouver un repreneur privé avait été évoqué la semaine dernière par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, idée qui a reçu nombre de soutiens politiques.

"*Il y a une sorte d'unité nationale qui se construit progressivement autour du projet de nationalisation temporaire*", a déclaré M. Montebourg mardi à l'Assemblée nationale, égrenant la liste des soutiens à sa proposition dont le député UMP Henri Guaino, le président du MoDem, François Bayrou, ou le coprésident du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon.

Le gouvernement français a assuré ne pas craindre d'éventuels départs d'investisseurs. Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a reçu mardi des représentants des grands fonds d'investissement anglo-saxons (BlackRock, Morgan Stanley, JPMorgan ou Pioneer). "*J'attendais des questions*" sur Florange et "*la surprise a été qu'il n'y en a pas eu*", a-t-il dit. "*Chacun peut comprendre que ce dossier est un dossier particulier*". AFP 27.11

Comme quoi, entre gens partageant les mêmes intérêts, finalement les mots sont inutiles pour se comprendre, on comprend, on comprend monsieur Moscovici.

Ces prédateurs n'ont pas de souci à se faire, on a dû les instruire sur les nationalisations d'entreprises ou de banques réalisées par Mitterrand qui étaient invendables en l'état au regard de leurs dettes.

Une fois celles-ci épongées par l'Etat et ces entreprises rendues présentables, rentables en y investissant de l'argent public, il les refourguera au privé qui se chargera de les restructurer, de virer une partie du personnel ou de les liquider.

Qu'Henri Guaino, François Bayrou et Jean-Luc Mélenchon partagent les mêmes intérêts n'étonnera personne non plus, non ? C'est marrant, cela ne me donne pas du tout envie de donner la parole à Mélenchon dans notre portail, qu'en pensez-vous ?

Etat palestinien. Le coup de bluff des va-t-en-guerre Hollande-Fabius, inféodés à l'impérialisme américain et son bras armé au Moyen-Orient, Israël.

Du soutien aux deux guerres mondiales du XXe siècle, à la création d'Israël, aux tyrans ou dictateurs africains, au bombardement de l'Afghanistan,de l'Irak, de la Serbie, de la Libye, de la Côte- d'Ivoire, du Vietnam, de l'Algérie, etc. le PS "*travaillerait à la paix*" !

- ONU: la France votera "*oui*" à un nouveau statut de la Palestine - AFP

Décryptage.

Avant d'aborder cet article, une précision s'impose. Un extrait d'un article du *Point* d'hier :

Un statut qui ne change rien

En quoi consiste ce nouveau statut ? "*Cela ne change strictement rien à la situation actuelle*", assure Philippe Moreau Defarges, grand spécialiste des questions internationales à l'Ifri. "*Cette instance n'émet que des recommandations et n'a aucun pouvoir de décision, ce qui reste l'apanage du Conseil de sécurité. En outre, ajoute le spécialiste, les pays qui n'auront pas voté en faveur de la Palestine ne seront pas liés juridiquement à la décision.*" "*Lorsque la Palestine obtiendra le statut d'État non membre, aucun Israélien ne pourra dire que ce sont des territoires disputés*", souligne pour sa part à l'AFP Saëb Erakat. "*La Palestine deviendra un pays sous occupation (...). Il pourra alors adhérer à toutes les agences internationales*" de l'ONU, insiste-t-il.

Sont ici visées la Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale, deux instances qui pourraient à terme juger l'État hébreu pour ses violations du droit international. "*Il n'est pas du tout évident que ces deux organisations acceptent la Palestine en tant qu'État membre*", note Philippe Moreau Defarges. "*Elles doivent définir si la Palestine est un véritable État*", ajoute-t-il. "*Or le Conseil de sécurité de l'ONU ne la reconnaît pas, et la Palestine ne répond pas actuellement à certains critères définissant un État : notamment ses frontières, récusées par les États-Unis et Israël.*"

Il n'est donc pas étonnant qu'Américains et Israéliens se soient une nouvelle fois opposés à cette tentative "*unilatérale*". À Tel-Aviv, le ministre israélien des Renseignements répète que seule la négociation sans condition préalable peut permettre de parvenir à un accord. "*Les Palestiniens ont besoin d'un État, pas d'une résolution de l'ONU", martèle Dan Meridor au micro de RFI. "Pour un État, il faut avoir du courage politique*", ajoute-t-il. Problème, les négociations sont bloquées depuis deux ans. Pendant ce temps, la colonisation israélienne en Cisjordanie, dont l'Autorité palestinienne réclame le gel avant toute discussion, se poursuit au mépris du droit international. Selon l'ONU, ce sont au total plus d'un demi-million de colons qui habitent désormais les territoires occupés.

Dix-huit ans après leur signature, les accords d'Oslo, qui ont désigné en 1994 un gouvernement palestinien provisoire - l'Autorité palestinienne - et qui étaient censés aboutir après cinq ans à la création d'un État palestinien, demeurent plus que jamais au point mort. Surtout que la Cisjordanie est depuis le début du mois en proie à des manifestations populaires - et parfois violentes - sans précédent. Les contestataires remettent en cause le protocole de Paris, volet économique des accords d'Oslo, qui aligne la TVA palestinienne sur le taux israélien, actuellement de 17 %, ce qui empêche toute baisse rapide des prix en Cisjordanie.
Les accords d'Oslo dénoncés

Mais derrière la grogne économique, ils sont de plus en plus nombreux à réclamer une abrogation pure et simple des accords d'Oslo. "*Il existe un fort sentiment de saturation du processus de paix*", souligne, sur place, une source bien informée. "*Nous sommes tout de même dans la seule occupation au monde financée par l'occupé (les Palestiniens, NDLR) et la communauté internationale. Or, en tant que puissance occupante, ce devoir incombe à Israël*" "*Sans perspective de processus négocié, l'Autorité palestinienne ne sert plus à rien*", souligne de son côté Julien Salingue (2), enseignant en sciences politiques à l'université Paris VIII. "*Seule l'illusion de négociation lui donnait une certaine légitimité*."

"*En obtenant le statut d'État non membre, Mahmoud Abbas souhaite symboliquement montrer à son peuple qu'il a gagné quelque chose*", poursuit le spécialiste de la Palestine. "*D'autre part, en se présentant à l'ONU, il continue à s'affirmer à l'international comme le représentant légitime du peuple palestinien.*" Conscient de son extrême fragilité, le président de l'Autorité palestinienne vient de proposer à Israël un étonnant compromis, révèle le quotidien israélien Haaretz. Lors d'une rencontre lundi à New York avec des représentants de la communauté juive américaine, parmi lesquels l'influent avocat Alan Dershowitz, Mahmoud Abbas aurait indiqué son intention de reprendre les négociations avec Israël à condition que ce dernier accepte de geler provisoirement la colonisation.

En échange, ajoute le journal, il s'engagerait à établir, dans son discours jeudi à l'Assemblée générale des Nations unies, un "*lien entre Israël et le peuple juif*", ce qui pourrait impliquer le renoncement au retour des quelque cinq millions de réfugiés palestiniens. Une concession impensable il y a encore un an. lepoint.fr 27.11

Les choses sont claires, un commentaire serait presque superflu : tout comme en France où le Sénat peut voter ce qu'il veut, c'est l'Assemblée nationale qui a le dernier mot, à l'ONU, l'Assemblée générale peut voter ce qu'elle veut, en dernier ressort c'est le Conseil de sécurité ou siègent les Américains opposés à la création d'un Etat palestinien qui a le dernier mot.

Hollande ou Fabius peuvent déclarer ce qu'ils veulent ou gesticuler, ils n'ont aucun pouvoir, voilà la réalité. Ajoutons au passage, que Mélenchon qui s'en remet régulièrement à l'ONU pour régler des différents entre nations ou internationaux témoigne qu'il est également subordonné à l'impérialisme américain. En cela Mélenchon n'a jamais rompu avec le PS et son idéologie impérialiste, pour ce faire, il devrait rompre avec l'UE et l'ONU.

L'article de l'AFP. Extraits.

- La France votera cette semaine en faveur de l'octroi d'un nouveau statut rehaussé de la Palestine à l'ONU --celui d'Etat observateur--, a annoncé mardi le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

"*Ce vote, nous allons le faire avec cohérence et lucidité. Vous savez que depuis des années et des années, la position constante de la France a été de reconnaître l'Etat palestinien. C'est la raison pour laquelle jeudi ou vendredi prochain, quand la question sera posée, la France répondra +oui+ par souci de cohérence*", a déclaré Laurent Fabius, devant les députés.

Le ministre a rappelé que cette position constante de Paris en faveur de la reconnaissance d'un Etat palestinien avait été exprimée en 1982 devant la Knesset par l'ex-président socialiste François Mitterrand. Elle avait été réaffirmée l'an dernier sous la présidence de Nicolas Sarkozy (droite) lors de l'admission de la Palestine à l'Unesco et figurait dans le programme de campagne présidentielle du candidat François Hollande.

Les Palestiniens, qui ne sont actuellement à l'ONU qu'une simple "*entité observatrice*", ont annoncé leur intention de demander jeudi devant l'Assemblée générale de l'ONU un statut d'Etat non-membre.

"*Mais, en même temps, il faut faire preuve de beaucoup de lucidité, d'une part parce que le texte (de la demande palestinienne) est actuellement en discussion et d'autre part parce que le moment où cette question va être proposée est très délicat*", a poursuivi Laurent Fabius.

Le ministre a évoqué à cet égard le cessez-le-feu "*extrêmement fragile*" à Gaza, la perspective des élections israéliennes et le changement prochain de l'administration américaine.

"*C'est seulement par la négociation --que nous demandons sans conditions et immédiate-- entre les deux parties qu'on pourra aboutir à la concrétisation d'un Etat palestinien. Si l'on est à la fois cohérent et lucide, à ce moment-là, on travaillera pour la paix*", a-t-il conclu.

"*Cette annonce illustre l'engagement de la France envers la démocratie et les droits de l'Homme et reflète la volonté de la majorité du peuple français, qui soutient la quête de la Palestine pour la liberté et le droit à l'autodétermination*", s'est félicité le négociateur palestinien Mohammad Chtayyeh.

"*Notre position est bien connue. Cette démarche est en rupture fondamentale avec les accords existants (...), et à ce titre est préjudiciable à la paix. Les chances de reprise des négociations de paix après ce vote (à l'ONU) seront encore plus faibles*", a estimé le porte-parole des Affaires étrangères Yigal Palmor.

Fidèle soutien d'Israël, les Etats-Unis, eux, sont catégoriquement opposés à la démarche palestinienne à l'ONU. AFP 27.11

Une bonne intention plutôt suspecte au regard de ceux qui la soutiennent.

Le Sénat a voté la création d'un crédit d'impôt, dont le montant sera égal aux deux tiers des cotisations versées à un syndicat. La mesure sera financée par une taxe supplémentaire sur le tabac. La CFDT salue une mesure d'«équité».

«*La vie syndicale est essentielle à notre pays. Les entrepreneurs privés peuvent déduire leurs cotisations à un syndicat. Notre pays compte 3 millions de salariés payés au Smic et à peu près autant de salariés à temps partiel qui gagnent encore moins, a plaidé Éric Bocquet, sénateur du Nord, du groupe Communiste, Républicain, Citoyen (CRC). Notre amendement émet un signal en faveur du dialogue social.*» Un avis que partage Jean-Pierre Caffet, vice-président de la commission des finances et du groupe socialiste.

Le coût n'est pas chiffré. Mais pour financer ce crédit d'impôt, le texte prévoit la création d'une taxe additionnelle sur la vente de tabac, dont la fiscalité est prévue par les articles 575 et 575 A du Code général des impôts.

La nouveauté a été applaudie par la CFDT, qui réclamait de longue date un tel dispositif. lefigaro.fr 27.11

Les syndicats sont déjà financés par l'Etat à hauteur d'environ un milliard d'euro par an, officiellement, donc avec les impôts et les taxes que nous payons à l'Etat des capitalistes, ce qui en font des syndicats institutionnels ou liés à l'Etat qu'on le veuille ou non.

Pour notre part, nous rejetons tout financement des syndicats et des partis politiques par l'Etat, seules les cotisations versées par leurs adhérents, l'argent provenant de la vente de leurs publications ou récolté librement auprès des travailleurs doit assurer leur frais de fonctionnement, cette condition étant indispensable à remplir pour garantir leur indépendance de l'Etat. Pour ce qui est de leur indépendance politique et leur volonté à combattre l'Etat, c'est une autre question.

Je suis contre ce nouvel impôt que j'assimile à un nouveau racket de l'Etat.

L'OCDE tiendrait-elle ce discours si elle ne savait pas à quoi s'en tenir à propos du gouvernement ? Décryptage.

La croissance s'annonce plus faible que prévu en France, ce qui l'empêchera d'être dans les clous budgétaires en 2013, mais le gouvernement ne doit pas pour autant prendre de nouvelles mesures de rigueur, estime mardi l'OCDE.

(Si on arrêta là notre lecture, on serait tenté d'en conclure que l'OCDE est le porte-parole des intérêts des travailleurs, la preuve, voilà qu'ils sont contre toutes "nouvelles mesures de rigueur". Sauf que la suite va démontrer exactement le contraire. - Ndlr)

Selon les nouvelles prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la croissance devrait être de seulement 0,2% cette année et 0,3% en 2013 en France. C'est moins qu'attendu dans ses précédentes prévisions publiées en mai (0,6% et 1,2%).

(Là le temps commence à se gâter, ils amorcent le poisson. Comment ? En invitant le lecteur a partagé leurs prévisions. - Ndlr)

Surtout, c'est moins que la croissance de 0,3% en 2012 et 0,8% l'an prochain escomptée par le gouvernement pour tenir ses engagements budgétaires.

(Les choses se précisent. Le lecteur est invité à prendre en compte les engagements budgétaires du gouvernement qui repose sur un constat ou un diagnostic qui a valeur de vérité incontournable. Le temps de la dramatisation approche. - Ndlr)

La situation est grave aussi sur le front social: alors que le président François Hollande s'est engagé à inverser la courbe du chômage d'ici la fin de 2013, il pourrait en fait continuer à grimper, jusqu'à 10,9% de la population active en 2014 en France métropolitaine (11,3% en incluant l'Outre-Mer).

(On y est ! A quel fin ? Préparer les esprits à l'inévitable hausse vertigineuse du chômage en 2013 et les années suivantes. Et après ? Quoi après ? La question du chômage ? Ils vont l'utiliser pour justifier la mise en oeuvre de nouvelles coupes budgétaires et de de nouvelles contre-réformes structurelles. En attendant, provisoirement, ils soutiennent le gouvernement qui est sur la bonne voie selon eux... pour ensuite l'inviter à aller plus loin. L'opération va se faire en deux temps. - Ndlr)

Pour autant, l'OCDE estime que la "*crédibilité*" du gouvernement en matière budgétaire est "*renforcée*" par sa "*détermination à corriger les déficits*" et la création toute récente d'un Haut Conseil des finances publiques adossé à la Cour des comptes.

(L'OCDE salue les bonnes intentions du gouvernement, ainsi que les mesures déjà prises pour se conformer aux besoins de l'oligarchie financière (TSCG, MSE, "*règle d'or*", Haut Conseil des finances publiques), c'était la moindre des choses. Avant de lui prodiguer de nouvelles recommandations toujours plus exigeantes. - Ndlr)

Elle laisse en outre entendre, de manière à peine voilée, que les engagements budgétaires officiels pour l'an prochain sont trop "*ambitieux*" et juge donc que "*les stabilisateurs automatiques devraient être autorisés à jouer pleinement si la croissance devait être moindre que prévu dans le budget*".

(C'est quoi les "*les stabilisateurs automatiques*", les mesures drastiques contenues dans le TSCG et la "règle d'or" ou le traité de Maastricht réactualisé. C'est précisé plus loin, en attendant ils feignent de ménager la chèvre et le choux, apparemment ne voulant pas mettre le gouvernement en porte-à-faux, ils en ont besoin, on comprend. - Ndlr)

Concrètement, cela signifie que même si la croissance n'est pas au rendez-vous et que le déficit risque de ne pas revenir à 3% en 2013, le gouvernement doit s'abstenir de prendre de nouvelles mesures de rigueur pour atteindre cet objectif à tout prix. Pour l'instant, Paris assure vouloir parvenir à 3% coûte que coûte.

(Si le gouvernement se désavouait en prenant de nouvelles mesures d'austérité, ce ne serait pas faute d'avoir tout tenté pour l'éviter, l'OCDE en est le témoin. Une fois ses précautions prises pour endormir le lecteur, passons aux choses sérieuses : le gouvernement doit profiter de la légitimité dont il bénéficie encore six mois après les élections, en réalité déjà bien entamée mais l'OCDE feint de l'ignorer, pour afficher sa volonté de recourir au même remède de cheval contre les masses qu'en Grèce, en Espagne, en Irlande ou au Portugal, car c'est le signal qu'attendent de lui les marchés financiers (le G8) dont l'impatience n'est pas illimitée. - Ndlr)

Le club des pays riches appelle la France à "*saisir l'opportunité de ce début de mandat gouvernemental pour lancer une stratégie globale à moyen terme de consolidation budgétaire, réduction des dépenses et réformes structurelles pour doper la confiance et redresser la compétitivité et la croissance*".

(Et si l'OCDE adresse un satisfecit au gouvernement au nom de l'oligarchie financière, c'est immédiatement pour exiger de lui de nouvelles mesures antisociales. - Ndlr)

"*Le pacte de compétitivité annoncé récemment est un premier pas important dans cette direction et soutiendra la création d'emplois, l'investissement et les exportations dès 2014*", estiment ses experts.

(Mesures que devraient se solder par une brutale régression sociale et sans fin, et qui devraient finalement concerner absolument tous les aspects de la vie des travailleurs, bref la réaction sur toute la ligne permettant d'aboutir à une société qui serait le clone des pays anglo-saxon livrés à l'ultra libéralisme, où l'accroissement des inégalités et des injustices ferait office de démocratie, de dictature en réalité, la réalité que vivent déjà au quotidien les Américains et les Britanniques, on peut ajouter les Allemands, les Hollandais et les Scandinaves.

Si vous avez suivi, l'OCDE a commencé par se présenter contre toutes "*nouvelles mesures de rigueur*", pour au fil de son discours dévoiler ses véritables intentions, et pour finir exiger la mise en oeuvre d'une politique ultra réactionnaire, ainsi la boucle est bouclée ou tout est dans l'ordre des choses au choix. - Ndlr)

Pour faire mieux, l'organisation demande à la France de couper dans ses dépenses, et voit des marges d'économies "*considérables*" dans la sécurité sociale et les collectivités locales. De la même manière, elle recommande de réformer en profondeur le système éducatif et les marchés des biens et du travail. AFP 27.11

ACTUALITE EN TITRES

Quelle sale manie !

- Sanofi: les syndicats reçus à l'Elysée réclament une réunion tripartite - AFP

- Petroplus: après l'échec libyen, les syndicats se tournent vers l'Etat - AFP

L'UMP inspire le respect, non mais !

- Laurent Baffie viré de Twitter - LePoint.fr

Personnellement je le trouve pathétique, ce qu'était devenu Coluche sur la fin...

Propagande, manipulation des consciences.

Détestable !

- Deux Américains fans de Twitter appellent leur fille Hashtag - L'Expansion.com

La méthode Coué à l'aide.

- La confiance du consommateur américain à un plus haut - Reuters

- La confiance des ménages se stabilise en novembre - Reuters

C'est trop. Ils ont dû comptabiliser les enfants en bas âge et les vieillards rendus à l'état végétatif, les comateux, les tôlards, sans oublier les rentiers

- Les Français dorment 7 heures 47 - LePoint.fr

Pendant qu'il y en a un qui prend ses rêves pour la réalité !

- Hollande: "*La résolution de la crise grecque*" lève "*tous les doutes*" sur la zone euro - AFP

Pas de risque qu'il confonde le sapin d'un berceau et celui d'un cercueil !

- Sapin croit à une inversion de la courbe du chômage fin 2013 - AFP

C'est une honte !

- La France, championne d'Europe des dépenses de protection sociale - L'Expansion.com

Le bonheur par procuration ou l'inconscience collective.

- En Irlande, la crise économique favorise la natalité - Reuters

Trop cher ! A moins que les nantis aient une pierre à la place du coeur, c'est ma foi bien possible !

- Les Français n'ont plus le cœur à acheter de la pierre - LeFigaro.fr

Mais non, c'est juste une impression...

- Stress: pourquoi les salariés se sentent-ils surchargés au travail? - L'Express.fr

Sortis de la poubelle. Mettons-y la manière : de luxe, s'il vous plaît.

Aucune dignité !

- Municipales: DSK de retour à Sarcelles? - L'Express.fr

Il ne devrait pas être en tôle ?

- Didier Schuller repart à la conquête de Clichy - LeParisien.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

C'est sous les huées d'une foule amassée devant l'Assemblée que les parlementaires portugais ont voté mardi le budget 2013. D'une rigueur sans précédent, ce budget doit permettre des économies de 5,3 milliards d'euros financées à plus de 80% par des hausses d'impôts.

Le budget de l'année prochaine prévoit une hausse généralisée des impôts sur les revenus avec un taux de 14,5% pour les plus faibles et de 48% pour les plus élevés. Toutes les tranches d'imposition, dont le nombre a été ramené de 8 à 5, subiront une surtaxe de 3,5% tandis que les allocations chômage et maladie seront réduites respectivement de 5% et 6%.

Ce budget "*est un pas de plus sur le chemin du redressement*", a assuré le ministre des Finances Vitor Gaspar, tout en reconnaissant "les risques et les incertitudes" pour sa réalisation. Le chômage avoisinera 16% de la population active en 2013

L'austérité, prônée par le gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho, risque en particulier d'aggraver la récession qui devrait être de 3% cette année alors que le chômage devrait avoisiner les 16% de la population active.

En baisse dans les sondages, le Premier ministre Pedro Passos Coelho, a affirmé, à la veille du vote, n'avoir "*aucun problème pour affronter l'impopularité*". "*Le gouvernement doit savoir aller à contre-courant*", a-t-il dit.

Mais le Premier ministre n'est pas au bout de ses peines. L'extrême-gauche et les syndicats font campagne pour que le budget soit soumis à la Cour constitutionnelle dans l'espoir qu'il soit retoqué. Critiquée dans son pays, la politique du Premier ministre continue de bénéficier de soutiens extérieurs.

En visite officielle il y a deux semaines, la chancelière allemande Angela Merkel, symbole de la rigueur budgétaire, l'a encouragé

sur cette voie. Une semaine après, la "*troïka*" des créanciers (Fonds monétaire international, Union européenne et Banque centrale européenne) lui a accordé un sixième satisfecit pour la mise en oeuvre des réformes exigées (en contrepartie du plan d'aide de 78 milliards d'euros accordé au Portugal en mai 2011 quand le Parti socialiste était au pouvoir -Ndlr). L'Expansion.com avec AFP 27.11

2- Egypte

Des dizaines de milliers d'Egyptiens se sont rassemblés mardi place Tahrir au Caire pour protester contre la décision de Mohamed Morsi de s'octroyer des pouvoirs exceptionnels, la plus forte mobilisation hostile au président islamiste depuis son élection en juin.

Plusieurs cortèges ont convergé sur la célèbre place du centre de la capitale égyptienne pour dénoncer également le puissant mouvement des Frères musulmans, dont est issu le président.

Les manifestations hostiles au président ont touché d'autres villes du pays en proie à une grave crise depuis la décision le 22 novembre de M. Morsi de renforcer provisoirement ses pouvoirs afin, selon lui, de pouvoir engager les réformes. Mais ses détracteurs ont dénoncé un "*nouveau pharaon*".

"*Dégage!*", scandaient les manifestants place Tahrir, reprenant le slogan emblématique de la révolte qui avait chassé du pouvoir le président autocratique Hosni Moubarak en février 2011.

Une banderole déployée à une entrée de la place proclamait: "*Interdit aux Frères musulmans*".

"*Nous ne voulons pas remplacer un dictateur par un autre*", a affirmé un étudiant, Asser Ayoub, 23 ans.

Dans le delta du Nil (nord), à Mahalla, les opposants s'en sont pris, selon un responsable des services de sécurité, au siège du Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ), dont est issu le président. Le parti, issu lui-même des Frères musulmans, a recensé 80 blessés dans ses rangs dans des heurts avec des anti-Morsi.

Les opposants s'en sont aussi pris aux locaux de la confrérie à Mansoura (nord), ainsi qu'à Alexandrie, deuxième ville du pays.

Des milliers de personnes ont protesté contre le président dans cette ville du nord sur une grande place bordant la Méditerranée. En début de soirée, une contre-manifestation de partisans de M. Morsi a aussi attiré plusieurs milliers de personnes.

Une manifestation pro-Morsi au Caire avait été annulée de crainte d'affrontements.

Dans la station balnéaire de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge, ainsi qu'à Tanta (nord), Assiout, Sohag et Minya (centre), des rassemblements anti-Morsi ont également eu lieu.

Après une rencontre avec la hiérarchie judiciaire lundi, M. Morsi a maintenu le décret controversé par lequel il s'est autorisé à prendre toute mesure jugée nécessaire pour "*protéger la révolution*".

Pour ses partisans, ces pouvoirs exceptionnels lui permettront d'engager des réformes indispensables pour la marche vers la démocratie et cesseront avec l'adoption prévue dans quelques mois de la nouvelle Constitution.

Mais en plaçant ses décisions à l'abri de tout recours en justice, ce décret a provoqué la colère d'une grande partie du monde judiciaire et de la classe politique.

Unique inflexion apparente, seuls ses "*pouvoirs souverains*" -dont la définition reste vague- sont hors d'atteinte des juges, a dit la présidence, laissant entendre que les décisions de routine pourraient être soumises aux magistrats.

Le décret empêche aussi la justice d'examiner les recours contre le processus de rédaction de la Constitution, que ses adversaires estiment dominé par les islamistes. AFP 27.11

SOCIAL

France

Le chômage a une nouvelle fois bondi en France au mois d'octobre, augmentant pour le 18e mois consécutif pour atteindre son plus haut niveau depuis 14 ans et demi.

Les travailleurs les plus âgés ont été les plus touchés, les plus jeunes étant un peu plus épargnés que les autres, par la nouvelle hausse du chômage.

Les inscriptions pour licenciements économiques ont fortement progressé, tout comme celles pour fin de mission d'intérim.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 45.400 (+1,5%) en octobre en France métropolitaine, pour atteindre 3.103.300, son niveau le plus élevé depuis avril 1998.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,6%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 1,6%, soit 71.500 personnes de plus, pour atteindre 4.587.000 (+9,4% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.870.800.

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans a ainsi progressé de 1,9% en catégorie A (+17,6% sur un an) et de 1,9% en A, B, C (+16,0% sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans a augmenté de 0,5% en catégorie A (+10,5% sur un an) et de 1,2% en A, B, C (+9,7% sur un an), soit moins que celui des personnes âgées de 25 à 49 ans (+1,6% en A et +1,6% en A, B et C)

Le nombre des chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) a progressé de 1,5% en catégories A, B et C (+11,5% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an a augmenté de 1,6% (+8,1% sur un an).

Le nombre d'entrées à Pôle emploi pour licenciements économiques a augmenté de 12,7% le mois dernier, celles pour fins de mission d'intérim progressant de 7,2% et celles pour fins de contrat à durée déterminée de 6,0%. Reuters 27.11

ECONOMIE

Grèce

La Grèce et plusieurs de ses partenaires ont salué mardi comme un nouveau départ le compromis dégagé par l' UE et le FMI afin de verser au pays les prêts déjà promis et prendre les mesures nécessaires pour dompter son énorme dette.

"*Nous avons posé les bases pour que la dette grecque, le problème le plus torturant et déstabilisateur pour le pays, redevienne viable*", a déclaré en soirée le Premier ministre grec, Antonis Samaras, dans un message télévisé à la nation. La Grèce a ainsi "*réussi à assurer sa place dans l'euro*", s'est-il félicité.

"*Le cadre décidé à l'Eurogroupe est un nouveau départ (...), c'est positif grâce aux sacrifices du peuple grec*", a déclaré Evangélos Vénizélos, chef du Pasok socialiste et principal allié du gouvernement de coalition dirigé par le conservateur Antonis Samaras.

Fotis Kouvelis, troisième partenaire de l'exécutif à la tête de la Gauche démocratique Dimar, a salué "*un pas déterminant pour le maintien du pays dans la zone euro*".

Concernant la dette, FMI et zone euro ont trouvé un compromis sur un panachage de mesures visant à la ramener à 124% du PIB d'ici 2020, contre un objectif initial de 120% défendu par le FMI.

Cela représente un allègement d'environ 40 milliards d'euros d'ici à 2020, selon une source européenne, sans lequel la dette aurait atteint 144% du PIB en 2020.

Cet accord "*ne coûte rien aux contribuables allemands*", a affirmé le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, à la veille d'un vote des députés allemands sur le versement de la nouvelle tranche de prêts à la Grèce. Le Parlement allemand devrait donner son feu vert, même si l'opposition reproche à la chancelière Angela Merkel d'avoir renvoyé à plus tard un règlement de fond du cas grec par son refus d'un effacement de la dette du pays.

Quelques milliers d'employés municipaux et des universités ont manifesté dans le centre d'Athènes contre des suppressions prévues de postes.

Le Quotidien des rédacteurs (gauche) accusait UE et FMI de condamner la "*société grecque à une mort lente tandis que la solution pour la dette est de nouveau renvoyée à l'avenir*". AFP 27.11

Haut de page

Le 29 novembre

CAUSERIE

Mercredi 28, 21h45 heures locales en Inde, - 4h30 en France.

Avec un peu d'avance sur demain, je viens de mettre en ligne 29 nouveaux documents.

J'ai corrigé le lien vers l'article : Clinton dissout le Conseil national syrien. (RV) (07.11.12)

Il arrive qu'un article ait pour source le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca, parce que son auteur l'a envoyé aux deux portails, je mets en ligne celui qui le met le plus tôt e ligne ou qui me l'envoie avant l'autre. Voilà vous savez tout !

J'ai téléchargé ces 29 nouveaux articles avant 20h en attendant que le courant revienne, c'est plus agréable pour dîner, j'ai ensuite créé les adresses et je les ai mis dans le serveur 1h45 plus tard, donc je n'ai pas eu le temps de les lire évidemment. Parfois je les lis plus tard ou je ne les lis pas si je n'ai pas le temps, je les parcours en diagonale.

Mercredi.

J'ai ajouter un article sur les OGM dans la rubrique Economie : Commentaire sur l'étude à long terme de Séralini sur le maïs transgénique NK603 par Eva-Maria Riester, biologiste. (Horizons et débats) (26.11.12)

Qui a dit ?

- « *Je crains que nous ayons mal diagnostiqué les problèmes de la crise financière et que les politiques choisies s'avèrent très mal adaptées. Les partisans de la planche à billets sont incapables de proposer une stratégie de sortie de crise. Il faut cesser de manipuler les taux d'intérêt* ». « *Je pense réellement que la politique des taux d'intérêt à zéro et les plans d'assouplissement quantitatifs sont devenus une bombe à retardement* ». Liesi 27.11

Réponse : Stephen Roach, ancien président de Morgan Stanley en Asie et économiste de Yale, met en garde contre la politique des taux d'intérêt au plancher de la réserve fédérale et l'injection massive de papier dans le circuit bancaire, dont ne profite même pas l'économie réelle. Pour Stephen Roach, les Etats-Unis risquent de voir les investisseurs déserter les bons du Trésor et le risque d'une implosion de la bulle obligataire devient réelle.Liesi 27.11

Mélenchon. Il a bien été ministre de Chirac-Jospin, il ne dépareillerait pas dans un gouvernement Hollande PS-PRG-EELV-MRC.

- (Mélenchon) Dorénavant, il se veut le nouveau pape de l'écosocialisme. - leparisien.fr 28.11

« L'écosocialisme n'est rien d'autre que la doctrine du mouvement socialiste refondée dans le paradigme de l'écologie politique ». C'est donc avec ce programme qu'il espère convaincre François Hollande de le propulser chef du gouvernement d'ici quelques mois.

Car naturellement, il n'imagine pas le locataire de l'Elysée l'appeler demain matin. Mais la situation pourrait bien être différente dans un futur proche, selon lui. Prochainement, la France sera dans un situation de «*blocage*» et c'est ce moment-là, prophétise-t-il, qu'il sera le recours pour Hollande car ce dernier n'aura d'autre choix que de proposer une politique de gauche «*alternative*». leparisien.fr 28.11

- Mélenchon : « *Je suis prêt à être Premier ministre* » - Rue89.com 28.11

- "*L'écosocialisme, c'est le socialisme. C'est la nouvelle définition de la démarche socialiste*."

- "*Les deux grands modèles d'organisation de la pensée et de l'action socialiste se sont effondrés. Le premier, le communisme d'Etat, avec un fracas dont on entend encore l'écho. Le second, la social-démocratie, beaucoup plus suavement, si bien que beaucoup de gens croient que ce n'est toujours pas fini.*"

Il ajoutait ensuite que "*le cycle social-démocrate*" était mort en Grèce quand Papandréou a capitulé devant la finance, il a dû oublier que Blum avait déjà capitulé devant la finance en 36 pour ne pas remonter plus loin, Mélenchon dit ce qui l'arrange en manipulant l'histoire, rien de surprenant.

Il poursuivait en identifiant le stalinisme au socialisme, une pure falsification, inévitable car il doit se démarquer du socialisme avec lequel en réalité il a rompu il y a plus de 30 ans... en rejoignant le PS.

"*Le communisme ayant commencé, pour la première fois dans l'histoire, à s'appliquer dans un pays sous-développé, la dimension du développement des forces productives a fini par occuper tout l'espace, au point qu'on a confondu le socialisme avec le développement des forces productives sans aucun regard critique sur le contenu, ni ce qu'on produisait, ni comment on le produisait, ni à quel prix pour le métabolisme homme-nature.*"

Il est incapable à la fois de définir une politique qui permettrait de satisfaire les besoins de la totalité de la population, il se trahit ici en avouant que ce n'est pas son objectif, et d'envisager que la production reposerait en grande partie sur une exploitation rationnelle des ressources de la planète et le recyclage à grande échelle des marchandises ou biens devenus obsolètes. L'incapacité qu'il prête à la social-démocratie ne sert qu'à camoufler celle contenue dans son programme.

"*Quant à la social-démocratie, elle a une incapacité radicale à être écologiste puisque elle se donne comme objectif de partager les fruits de la croissance. Non seulement elle ne compte pas toucher au cœur du gâteau principal mais comme elle propose de partager ce qui va venir, elle ne peut rien faire sans croissance permanente et infinie. Or l'écosystème est limité.*"

On retrouve ici la thèse réactionnaire de la décroissance à l'heure où des milliards de travailleurs et leurs familles connaissent un niveau de vie tellement bas qu'ils ne peuvent même pas envisager les besoins que nous avons développés dans les pays dits riches.

Il est davantage préoccupé par la préservation des conditions qui permettent à ceux qui ont le privilége de satisfaire leurs besoins, certes dans des proportions différentes selon les classes, de continuer d'en jouir, couches de la population dont il fait partie, sans vraiment se soucier de ceux qui en sont incapable ou encore, sans se demander sur quoi reposent véritablement la part des profits redistribués à ces classes, par exemple à la source, la surexploitation des travailleurs en Afrique (mineurs et agriculteurs) et en Asie (ouvriers) principalement.

Mélenchon est un illusionniste, parce qu'il voudrait faire croire que sans rompre avec le capitalisme qui est justement basé sur une "*croissance permanente et infinie*", il serait possible de satisfaire les besoins croissant de l'ensemble de la population, c'est nous qui le précisons et non Mélenchon, ce qui est une pure vue de l'esprit.

Et bien entendu, tel un sauveur suprême, l'humanité depuis des siècles que le capitalisme ravage notre planète attendait que Mélenchon débarque pour rétablir "*le rapport de l'homme à la nature*" qui avait été "*un impensé du socialisme*", ce qui est totalement faux, un mensonge ou une falsification de plus, qui comme précédemment sert à évacuer les marxistes qui évidemment avaient intégré ce rapport dans leurs analyses et propositions. A moins qu'il ait fait référence au socialisme à propos du PS, dans son discours ce n'est jamais très clair, on ne sait pas qui est qui et qui il est vraiment, ce qu'on s'applique à préciser à sa place ici.

Mais Mélenchon a l'esprit plus tordu qu'on ne le pense au premier abord, car par la suite il va réintégrer le marxisme pour mieux le déformer ou l'avilir, pour lui faire dire ce que Mélenchon a en tête et justifier du même coup sa démarche profondément opportuniste. Une nouvelle fois Mélenchon va se trahir, voyons comment

Il cite Marx en substance "*l'homme et la nature constituent une seule et même entité vis-à-vis de laquelle le capitalisme exerce le même effet d'épuisement*", épuisement en régime capitaliste qui ne concerne que ceux qui ont accès au marché, laissant de côté des milliards qui en sont exclut et qui visiblement n'intéressent par monsieur Mélenchon, il le confirme ici. A moins qu'il agisse de l'homme qui s'épuise sous le joug du capitalisme, lequel, le banquier ou le rentier ou celui qui produit les richesses qui échappent à son contrôle, ce qui serait étonnant, à aucun moment dans ce long interview Mélenchon n'évoquera les rapports sociaux de production, les différentes classes, la lutte des classes, ce qui démontre au passage à quel point il est éloigné ou étranger au marxisme et au socialisme. Il va le confirmer immédiatement

Poursuivons son interview.

"*L'écosocialisme n'est rien d'autre que la doctrine du mouvement socialiste refondée dans le paradigme de l'écologie politique. La grande différence avec le passé, c'est qu'on va s'intéresser au contenu : ce qu'on produit, pourquoi on le produit, comment on le produit.* "

Vous n'avez pas remarqué qu'il a oublié de poser au moins deux questions : qui produit ou selon quels rapports sociaux, et ensuite, pour qui, confirmant pour la troisième fois qu'il se moque de savoir que seule une partie de la population peut consommer les marchandises produites ou accéder à certains services, tandis que la majeure partie n'y ont pas accès. Logique, puisque pour satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité il faudrait non seulement réorienter la production mais encore l'augmenter, ce qu'il refuse d'admettre. Ainsi l'écosocialisme consiste à reproduire les inégalités inhérentes au capitalisme qui ne profitent qu'à certaines classes ou couches de la population.

Il aurait tout retenu de Marx, sauf l'essentiel ! Le "*paradigme de l'écologie politique*" sert uniquement à évacuer la question des rapports sociaux qui sont à la base du système capitaliste dans la mesure où Mélenchon n'a pas l'intention de s'y attaquer. Ne pas y toucher revient à s'adapter au capitalisme, affirmer qu'il est indépassable.

Au point où il en est, il peut balancer des arguments à l'emporte-pièce du genre : "*Une dette souveraine ou privée sont de simples jeux d'écriture. La dette écologique, elle, a une réalité objective*", on se demande alors pourquoi il est opposé à l'annulation pure et simple de la dette de l'Etat, pour ne pas froisser la finance qu'il prétend vouloir mettre au pas, quel charlot ce type-là ! Une loi votée qui oblige l'Etat à emprunter aux marchés financiers et à leur verser des intérêts ne serait pas du domaine de la "*réalité objective*" ?

On n'a même pas abordé le quart de cet interview, qu'on l'a déjà confondu cinq ou six fois avec ses contradictions ou balivernes ou pris en flagrant délit de falsfications ou de mensonges grossiers. Cela suffira, on n'a pas plus de temps à perdre avec ce charlatan.

Il ne serait pas venu à l'esprit de Mélenchon de se demander qui avait mis sur le devant la scène la question environnementale à l'échelon international, ni quand ni pourquoi, dans quel contexte politique et à qui et à quoi devait-elle servir, sinon il se serait aperçu que c'était l'ONU dont il est un des admirateurs qui en était l'initiateur, à Genève en 1979 lorsqu'eut lieu la Première conférence mondiale sur le climat, et qu'ensuite ils enchaînèrent conférences et protocoles jusqu'à la dernière en date au Sommet de la terre dit "Rio + 20", à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012.

On peut comprendre que cette agence internationale du capital se penche sur la question climatique comme tout un chacun, on peut aussi se demander quelles sont ses véritables motivations ou intentions, quelles avantages politiques compte-t-elle en tirer sachant que les principales multinationales en sont partie prenante, parmi lesquelles celles qui sont justement impliquées dans la pollution de l'air, de l'eau, du sol ou du sous-sol, des rivières, des océans, bref dans la destruction de notre environnement.

La question de l'environnement abordée sous l'angle de l'écologie politique consiste à détourner les masses exploitées du socialisme, qui consiste à théoriser l'idée que la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs ne passe pas par la remise en cause des rapports sociaux de production capitalistes, mais par la prise en compte au cours du procès de production de facteurs environnementaux, tour de passe-passe qui revient à dire que ces rapports sociaux de production doivent demeurer inchangés, le capitalisme doit faire peau neuve ou devenir écologiste pour se survivre à lui-même, voilà résumer l'écologie politique ou l'écosocialisme que nous combattons évidemment.

Quand on refuse obstinément de se placer sur le terrain du marxisme, on adopte infailliblement l'idéologie bourgeoise, monsieur Mélenchon vient de nous en fournir un nouvelle fois la preuve.

Monsieur Mélenchon ne veut pas rompre avec l'UE, avec l'euro, avec l'ONU, alors pourquoi voudrait-il rompre avec le capitalisme, franchement ?

Voilà une question élémentaire que devrait commencer par se poser les militants qui sont sensibles à son discours.

Au fait, ce serait une excellente chose qu'il devienne Premier ministre, comme cela on pourrait en finir plus rapidement avec le PdG et le Front de gauche.

Nous mettons ici un lien vers un excellent article du dernier numéro de *Révolution Socialiste* du groupe Bolchevik qui se rapporte à cette question : Note de lecture - *John Bellamy Foster, Marx écologiste*.

Vous pourrez lire comment Marx et Lénine notamment traitaient cette question, rien à voir avec le discours de Mélenchon. cliquez ici

---

ACTUALITE EN TITRES

Ils ont tort et ça se voit !

- Les Français boivent de moins en moins de vin et carburent au soda 6 AFP

De la naissance à la mort.

- Inégaux face à l'école, dès le plus jeune âge - L'Express.fr

- Les inégalités des Français face à la mort ne diminuent pas - Reuters

Cela dépend pour qui...

- Pierre Moscovici: "*Etre de gauche, ce n'est pas d'emblée redistribuer*" - L'Expansion.com

.... la preuve

- Publicis va progressivement relever la rémunération de ses actionnaires - AFP

Quand on dit qu'il faut abolir le système capitaliste...

- Abolir le système prostitueur pour réaffirmer les droits humains - Slate.fr

C'est le bordel dans la basse-cour !

- UMP : quand la guerre des chefs n'est qu'un combat de coqs - LePoint.fr - il y a 18 heures

- UMP - Xavier Bertrand : "*J'en ai marre de ce foutoir !*" - LePoint.fr

- UMP : Sarkozy «*sidéré*» que sa médiation n'ait pas abouti - LeParisien.fr

- UMP: après la crise restera la haine - L'Express.fr

Une découverte

- Les conditions de travail et de sécurité au Bangladesh scandalisent - LeMonde.fr

Il faudrait préciser dans quel domaine.

- Les femmes en couple plus souvent inactives, mais moins au chômage - L'Express.fr

Autant employer les grands moyens contre les banquiers.

- Un fourgon blindé de convoyeurs de fonds braqué à l'explosif dans les Ardennes - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Le premier budget du quinquennat Hollande, qui prévoit 24 milliards de hausse d'impôts a été mis en échec par les communistes au Sénat avant même la fin de son examen, avec le rejet mercredi de son volet recettes, un signal politique gênant pour l'Elysée.

La première partie du projet de loi de finances pour 2013 a été refusée par 165 voix contre 156, ce qui équivaut au rejet de l'ensemble du texte. La deuxième partie du PLF consacrée aux dépenses n'aura pas lieu au Sénat.

Les communistes ont à nouveau fait bande à part en s'abstenant alors que les trois autres groupes de gauche PS, Ecologistes et RDSE (à majorité PRG) ont voté pour.

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a regretté, sur BFMTV, que le parti communiste "*joigne ses voix avec celles de la droite*", rappelant que "*l'Assemblée nationale aura le dernier mot*".

Le rapporteur général François Marc (PS) a toutefois longuement plaidé en faveur de "*l'accompagnement de l'effort indispensable demandé par ce budget*" tandis que le président du groupe PS François Rebsamen se félicitait d'un "*budget de justice*". AFP 28.11

Pour revenir à Mélenchon, c'est avec ces gens-là, les écologistes et la soi-disant gauche du PS qui viennent de voter ce budget d'austérité qu'ils comptent mettre en oeuvre l'écologie politique...

SOCIAL

1- France

1.1- Le pinard : au moins ça conserve !

La consommation de vin des Français a encore baissé au cours de ces cinq dernières années, puisque seuls 17% d'entre-eux en consomment encore régulièrement, selon la dernière étude quinquennale diffusée mardi par le ministère de l'Agriculture.

En moyenne, les Français boivent 57 litres par an en 2010, et par habitant, contre 160 en 1965, une baisse de la consommation que les chargés d'études de FranceAgriMer attribuent à la concomitance de plusieurs facteurs.

Il y a notamment "*une réelle modification des habitudes de consommation: les sodas et jus de fruits ont volontiers remplacé le vin sur les tables françaises*", explique Caroline Plot, chargée d'analyse pour FranceAgriMer.

Ainsi, en 1980, les boissons sans alcool, sans compter l'eau, n'étaient présentes que pour 5% des repas, tandis qu'il y avait du vin à table une fois sur deux.

Trente ans plus tard, les boissons non alcoolisées sont servies à l'occasion de 15% des repas et le vin seulement une fois sur quatre (24%).

"*L'alcool en général et le vin en particulier est désormais plus volontiers consommé les week-ends, dans un cadre festif ou convivial*", a également expliqué Philippe Janvier, chargé d'étude chez FranceAgriMer.

Un découpage par tranche d'âge met par ailleurs en évidence une évolution "*générationnelle*" : d'année en année, l'âge des consommateurs réguliers avance. La moitié d'entre eux (48%) a 65 ans et plus, alors qu'au début des années 1980, les plus de 35 ans constituaient l'essentiel des consommateurs réguliers.

Une source de satisfaction cependant : le même indicateur progresse dans les pays traditionnellement non producteurs. Ainsi, quand un britannique buvait en moyenne 5 litres de vin par an dans les années 1975, il en boit désormais 20.

"*Les producteurs ont bien conscience que l'une des clés de leur avenir est à l'international. Dans ce domaine, le vin français se place très bien, c'est l'un des produits les plus compétitifs*", se félicite Mme Trocard, formatrice à l'école du vin (Conseil Interprofessionnel des vins de Bordeaux). AFP 28.11

1.2- Un pur produit de la bureaucratie syndicale.

Comme prévu depuis plusieurs semaines, Laurent Berger, 44 ans, a été élu secrétaire général de la CFDT ce mercredi soir par le Bureau national de la confédération.

Inconnu du grand public jusqu'à ces dernières semaines, homme de dossiers et de négociations, Laurent Berger (44 ans) a débuté son parcours militant à la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) avant d'intégrer l'Union locale CFDT des Pays-de-Loire en

1996. Secrétaire général de l'Union régionale, il intègre en 2003 le bureau national de la CFDT. Remarqué par la direction confédérale, il est élu à la commission exécutive (le parlement du syndicat) en juin 2009 et négocie avec le patronat les accords interprofessionnels sur l'emploi. Il était secrétaire général adjoint de la confédération depuis 2012.

Le nouveau patron de la CFDT entend maintenir la ligne d'un syndicat «*réformiste*», porteur des attentes des salariés dans toute leur diversité, dans les petites comme les grandes entreprises. «*Il n'y aura pas de changement de ligne à la CFDT*», a-t-il déclaré. «*Tout le monde a compris que j'avais une grande convergence de vue avec François sur les objectifs politiques*», dit celui qui considère que la négociation est «*un élément du rapport de force*», et qu'il faut avoir le «*courage*» de s'engager sur «*un compromis qui nous semble positif pour les salariés*».

Il estime que des réformes permettant d'accompagner les évolutions du marché du travail sont acceptables dès lors qu'elles apportent aussi de nouveaux droits aux salariés. En clair: la flexibilité peut se concevoir pour passer la crise à condition que le salarié soit mieux protégé. 20minutes.fr 28.11

Ils ont adoré Chérèque pour service rendu au capital.

Raymond Soubie, ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy

- "*Je n'oublie pas la part qu'il a prise dans tous les accords conclus pendant que j'étais à l'Elysée, notamment sur l'emploi, la représentativité, la formation professionnelle et le chômage partiel.*" Sans oublier " *la priorité donnée au dialogue social*".

Michel Sapin, ministre du Travail et du Dialogue social

- "*Au fond, il incarne à la merveille le militantisme qui défend les salariés jusqu'au confit, tout en privilégiant la négociation. (...) il a su être compréhensif et combatif.*"

Laurence Parisot, présidente du Medef.

- "*Plus d'une fois, j'ai ressenti une forme d'injustice à certains de ses propos. Mais de la déloyauté, jamais. Il est un leader I syndical unique car inattendu. Il refuse les conformismes. Sa pensée chemine en permanence, ouvrant ainsi la voie à la créativité, à la lucidité. C'est probablement ce syndicalisme de la liberté plutôt que du dogme qui nous a permis de réussir des négociations sociales radicalement nouvelles.*" nouvelobs.com 28.11

2- Tunisie

Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont repris ce mercredi avec plus d'acuité dans la ville de Siliana, chef-lieu d'une région déshéritée du centre de la Tunisie faisant 177 blessés, a-t-on appris de sources concordantes.

Les violences avaient éclaté la veille lors d'une manifestation qui a mobilisé des milliers d'habitants, en marge d'une grève générale décrétée par l'Union régionale du travail (URT). Les manifestants protestent contre la marginalisation de cette région affectée par un taux élevé du chômage et de la pauvreté. La population réclamait également la libération de 14 activistes emprisonnés.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur Khaled Tarrouch a déclaré que les forces de l'ordre «n'ont fait que riposter aux actes de violence des manifestants qui tentaient d'envahir le siège du gouvernorat (préfecture) et lançaient des pierres sur les agents».

Contacté par l'Associated Press, le secrétaire général de l'URT, Néjib Sebti a réfuté cette thèse. Selon lui, «*les habitants dont le nombre dépassait les 10.000 se sont rassemblés pacifiquement devant le gouvernorat pour exprimer leur frustration et réclamer leur part de développement à l'instar d'autres régions du pays*».

«*Encouragées par les provocations du gouverneur qui refuse le dialogue, les forces de l'ordre ont réagi d'une manière on ne peut plus brutale dépassant le degré de répression de l'ère Ben Ali (l'ancien président dont le régime a chuté en janvier 2011 après un soulèvement populaire)*», s'est-il insurgé.

Le mouvement de protestation s'est étendu à plusieurs villes de la région dont Gaâfour, Makthar et Bouarada.

A Tunis, quelque 200 manifestants dont des syndicalistes et des représentants de la société civile, se sont rassemblés devant le ministère de l'Intérieur pour protester contre "*la répression*" dont ont été victimes les habitants de Siliana. 20minutes.fr 28.11

3- Bangladesh

Trois responsables d'une usine textile ravagée par un incendie qui a fait 110 morts au Bangladesh ont été arrêtés mercredi à la suite de témoignages d'ouvriers assurant qu'ils avaient reçu l'ordre de ne pas quitter leur poste, tandis que de nouvelles manifestations ont rassemblé des milliers de personnes qui se sont violemment heurtées aux forces de police.

Le propriétaire en fuite de l'usine Tazreen Fashion, Delwar Hossain, a été retrouvé mardi et était interrogé sur les circonstances du sinistre survenu samedi soir dans la zone industrielle d'Ashulia, proche de Dacca.

Il était également entendu au sujet d'une violation présumée des normes de construction en vertu desquelles le bâtiment de neuf étages n'aurait jamais dû en dépasser trois.

Selon le chef de la police de Dacca, Habibur Rahman, les responsables arrêtés dans la nuit de mardi à mercredi avaient ordonné aux ouvriers paniqués de rester à l'intérieur de l'usine, leur assurant qu'ils n'avaient rien à craindre.

"*Tous trois sont des cadres intermédiaires de Tazreen. Des rescapés nous ont dit qu'ils n'avaient pas autorisé les ouvriers à fuir le feu, expliquant que c'était un simple exercice d'incendie. Certaines informations les accusent d'avoir verrouillé les portes*", a-t-il déclaré à l'AFP.

Pour le troisième jour consécutif, des milliers de manifestants ont défilé dans la zone industrielle d'Ashulia.

Selon la police, au moins 5.000 ouvriers ont quitté leur ateliers et ont défilé en caillassant les façades de plusieurs des 500 usines de confection de la zone.

Une centaine d'entre elles avait fermé afin d'éviter des heurts.

"*Une rumeur faisant état d'une alerte au feu a déclenché ces (nouvelles) manifestations*", a indiqué à l'AFP un responsable de la police de Dacca, Faruq Ahmed.

"*Ils réclament justice pour les victimes et l'arrestation du propriétaire de Tazreen*", a-t-il dit.

La police a fait usage de balles en caoutchouc, déployé des canons à eau et projeté de l'eau chaude pour disperser les manifestants qui s'en prenaient aux forces de l'ordre.

Les ouvriers ont vandalisé plusieurs usines et incendié des deux-roues dans des incidents qui ont fait une vingtaine de blessés, selon la version électronique du journal à grand tirage Daily Star. AFP 28.11

ECONOMIE

1- Or

En octobre, les banques centrales du Brésil et du Kazakhstan ont ajouté quelques tonnes d'or à leurs réserves (respectivement 17,17 et 7,5 tonnes), selon les chiffres du FMI publiés cette semaine. L'Allemagne a vendu plus de quatre tonnes (pour produire des pièces commémoratives). Des pressions croissantes ont poussé la Bundesbank à révéler l'état des réserves d'or allemandes (d'un total de 3 396 tonnes) et les lieux de stockage. 69% de ces réserves sont détenus à l'étranger : 45% aux Etats-Unis, 13% au Royaume-Uni et 11% en France. Liesi 26.11

On comprend pourquoi Merkel et Obama parlent d'une seule voix, y compris sur la question palestinienne, Berlin vient de faire savoir que l'Allemagne s'alignait sur Washington et Jérusalem pour refuser la reconnaissance d'un Etat palestinien par l'ONU...

2- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) verrait bien la Commission européenne assumer de manière permanente la tâche de liquider les banques mal en point qui survivent surtout en se refinançant auprès d'elle, apprend-on mercredi auprès de responsables au fait du dossier.

En l'absence de mécanisme européen de liquidation des banques en trop grande difficulté, l'oeuvre d'assainissement a été assignée par défaut au commissaire européen à la Concurrence, Joaquin Almunia. Ce dernier a ordonné une restructuration des banques espagnoles mercredi et veut faire de même en Grèce.

La question des "*banques zombies*", qui ne survivent plus que grâce aux prêts de la BCE mais n'ont quasiment plus aucune chance de renouer avec une activité de prêt normale, préoccupe au plus haut point Bruxelles qui pense qu'il faut réduire le nombre des établissements dans un contexte de contraction rapide du crédit.

Il n'existe aucune estimation fiable du nombre de banques en danger en Europe mais Joaquin Almunia a exigé la restructuration d'une cinquantaine d'établissements depuis le début de la crise financière et ordonné la fermeture de quelques autres, dont l'allemand WestLB.

Le nettoyage ne peut être le fait de la BCE, en tant que superviseur, d'autant que cela pourrait la mettre en porte-à-faux vis-à-vis de gouvernements qui, habituellement, règlent l'addition lorsqu'une banque met la clé sous la porte.

La BCE a donc besoin d'avoir recours à un "*liquidateur*" et certains responsables de la banque centrale pensent que la Commission conviendrait très bien.

"*Elle a un mandat de stabilité financière*", dit une personne au fait des débats de la BCE. "*Suivant le droit de la concurrence, elle a le pouvoir; on peut élaborer un plan dans lequel la Direction général de la concurrence de la Commission disposerait de pouvoirs de liquidation*".

"*Si on créait une institution européenne indépendante, on résoudrait ce problème plus facilement mais on en est très loin car chacun défend son pré carré*", dit Paul de Grauwe, économiste de la London School of Economics.

Certains responsables européens sont mal à l'aise à l'idée d'octroyer à la CE un nouveau pouvoir. Ils préfèreraient une entité tout à fait indépendante, à la fois de la CE et de la BCE, mais dont le personnel pourrait très bien être prélevé sur les effectifs de la Commission. Reuters 28.11

Pourquoi se gêner quand des partis prétendant être la "*vraie gauche*" refusent de rompre avec la BCE et l'UE, Die Linke, Syriza, le Front de gauche.

3- France

L'accord conclu lundi par l'Union européenne sur la réduction de la dette grecque coûtera au moins 115 millions d'euros par an à la France du fait de la réduction des taux d'intérêt consentie, a déclaré mercredi Pierre Moscovici.

Mais le ministre de l'Economie s'est refusé à chiffrer le manque à gagner, pour les finances publiques, provoqué par le reversement à Athènes des gains enregistrés par les banques centrales de la zone euro sur leurs achats de titres grecs.

"*Il faudra qu'on fasse les calculs au sein de l'Eurosystème pour voir ce que ça représente pour chaque banque centrale*", a-t-il dit lors d'un point de presse. "*J'ai lu des chiffres ce matin que je ne confirme pas.*"

Le Figaro a évoqué ainsi un manque à gagner de 500 millions d'euros pour la Banque de France, dont l'Etat français est l'unique actionnaire.

Dans une note, Eric Dor, directeur de la recherche à l'Ieseg School of Management, estime pour sa part que le manque à gagner pour la Banque de France, et donc pour l'Etat français, serait de l'ordre de 1,42 milliard d'euros, "*étalés sur plusieurs années*".

Pour Eric Dor, les profits réalisés potentiellement par la BCE et les banques centrales nationales de l'Eurosystème sur leur détention d'obligations grecques sont estimés à sept milliards d'euros.

A supposer que la part de la Banque de France dans ces profits "*soit proportionnelle à la fraction qu'elle détient de la partie du capital de la BCE détenue par des pays de la zone euro, elle aurait reçu quelque 20,32% du total*", soit près de 1,42 milliard d'euros. Reuters 28.11

4- Espagne

La récession devrait se prolonger en Espagne au quatrième trimestre, a estimé mercredi la banque centrale, ce qui serait le sixième trimestre négatif de suite pour le PIB du pays, plongé dans la crise depuis l'éclatement de sa bulle immobilière en 2008.

Le gouvernement espagnol table sur un PIB en diminution de 1,5% sur l'ensemble de l'année 2012, puis sur une baisse de 0,5% en 2013. AFP 28.11

5- Italie

La police financière italienne a ouvert une enquête sur la filiale italienne de Google, soupçonnée d'avoir sous-évalué ses profits et de ne pas s'être acquittée de paiements de TVA, selon un document du ministère de l'Economie cité mercredi.

L'enquête fait suite à des investigations menées en 2007 et qui montraient que, lors de la période 2002-2006, la multinationale américaine avait mis au point un système de transfert de ses profits en Irlande afin d'y bénéficier d'un régime fiscal plus avantageux.

La filiale italienne aurait ainsi omis de déclarer au moins 240 millions d'euros au fisc et devrait plus de 96 millions d'euros de TVA, selon la réponse du ministère à une question posée au Parlement. Reuters 28.11

Haut de page

Le 30 novembre

CAUSERIE

Syrie.

Anonymous associé aux puissances européennes a choisi le camp de la barbarie impérialisme.

- (Suite au blocage d'Internet dont on ignore encore l'origine exacte.) En réaction, les cyber-militants de Telecomix, relayés par les Anonymous, oeuvrent pour proposer malgré tout aux syriens une connexion internet en passant par des services européens. nouvelobs.com 29.11

Parole d'internaute.

(En réaction aux articles du portail Atlantico.fr intitulés : Ces pays qui sont parvenus à se désendetter : comment ont-ils fait ?)

- "*Encore un effort et l'on va bientôt raconté que le miracle n'existe pas . Les pays où l'on nous cite des références sont des pays ou l'endettement des ménages a explosé ..... (pays nordiques en tête)*" (Atlantico.fr)

C'est bien la raison pour laquelle j'ai mis ces articles en ligne, pour fournir ou rappeler certains faits qui permettent de démystifier le "*modèle*" scandinave... de collaboration de classes on a le droit d'ajouter, dont se sont inspirés les allemands notamment.

L'UE en crise à hue et à dia.

1- Le marché de la dette en Europe pousse un ouf de soulagement. - L'Expansion.com

Jeudi, le taux à 10 ans de l'Italie a atteint en séance 4,474% (contre 4,591% mercredi à la clôture), sous le seuil des 4,5% pour la première fois depuis décembre 2010.

Il faut rappeler que le taux de l'Espagne était encore à 7,5% et celui de l'Italie à 6,5% en juillet. Par ailleurs, les investisseurs hésitent moins à acheter de la dette de pays fragiles, puisqu'ils savent qu'en cas de difficultés, un pays pourra faire appel à l'aide de la Banque centrale européenne (BCE), comme il en est question pour l'Espagne.

Les analystes sont toutefois d'accord pour dire que la zone euro n'est pas encore sortie d'affaire.

Les pays les plus fragiles vont en outre être confrontés à un lourd programme d'emprunts à partir du début d'année prochaine, tandis que la conjoncture économique reste toujours déprimée. L'Expansion.com avec AFP 29.11

Un répit provisoire quoi puisque la dette des Etats continuent d'augmenter... Et encore, la France et l'Allemagne bénéficient de taux inférieurs de moitié ou des trois quarts. Qui se goinfrent sur le dos de qui ? On a la réponse ici.

2- Crise de l'euro: une solution est "***vitale***" pour l'économie mondiale, selon Clinton - AFP

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a appelé jeudi les dirigeants européens à s'entendre pour régler la crise de l'euro et chercher des moyens pour stimuler la croissance et l'emploi, soulignant que la bonne santé de l'économie mondiale dépendait d'eux. (Mais pas des Etats-Unis. - Ndlr)

"*La zone euro glisse de nouveau dans la récession alors que des politiques d'austérité se mettent en place. Donc il est vital pour l'économie mondiale dans son ensemble que les dirigeants européens adoptent des politiques qui mettent en avant une croissance suffisante et créent des emplois*", a dit Mme Clinton. (Hollande, Rajoy et Monti s'y activent avec les dirigeants des syndicats... Croissance qui servira à alimenter la sphère financière et spéculative... - Ndlr)

"*C'est fondamentalement un problème européen qui requiert des solutions européennes*", a-t-elle ajouté. "*Les Etats-Unis ne peuvent et ne doivent pas essayer de proposer une réponse ou une approche*". (Les Européens proposent et les Etats-Unis disposent, merci on avait compris. - Ndlr)

Hillary Clinton, qui se rendra la semaine prochaine à Prague, Bruxelles et Dublin, a aussi souligné l'importance d'avoir une économie américaine en bonne santé. (Au détriment de celle du reste du monde, elle le développe elle-même dans le paragraphe suivant. - Ndlr)

"*On fait tellement de choses à travers le monde qui dépendent de la force de notre économie: fournir des moyens de défense, investir sur des marchés émergents ou offrir des aides au développement*", a-t-elle dit. (Un programme à la fois guerrier, de soumission et de pillage (inflation + intérêts de la dette) des populations des pays concernés. - Ndlr)

"*Et il ne peut y avoir de plus grande menace pour notre sécurité et notre partenariat transatlantique qu'une économie faible sur un ou des deux côtés de l'Atlantique*", a-t-elle encore affirmé. (Entendez par là qu'il faut renforcer les institutions oeuvrant à la réalisation d'un grand marché transatlantique à terme. - Ndlr)

"*Si nous voulons renforcer nos liens économiques, nous devons chacun construire des fondations solides chez nous. Pour les Etats-Unis cela implique de faire des choix politiques difficiles: il faut investir pour notre compétitivité et il faut régler nos problèmes fiscaux*", a-t-elle conclu. (Donc maintenir un coût du travail le plus bas possible et rendre les masses dépendantes du marché pour satisfaire leurs besoins en terme de service (santé, école, etc.), privatiser les organismes sociaux et baisser les impôts des plus riches, ainsi que ceux sur les bénéfices des entreprises. - Ndlr) AFP 29.11

3- Zone euro: des économistes appellent à freiner les restrictions budgétaires - AFP 29.11

Un titre prometteur, ronflant, en fait trompeur. L'enfer est souvent ou toujours pavé de bonnes intentions, on va le vérifier une nouvelle fois. Décryptage.

Trois instituts économiques européens ont appelé jeudi à retarder ou étaler les mesures de restrictions budgétaires adoptées dans la zone euro afin de stimuler la croissance, dans le respect des traités européens. (S'attaquer frontalement à la classe ouvrière présente un sérieux risque de déstabilisation politique, aussi vaut mieux y mettre les formes, procéder par étapes, sans rien lâcher évidemment "*dans le respect des traités européens*". - Ndlr)

L'observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'allemand IMK et le danois ECLM ont remis mercredi à la Commission européenne et présenté jeudi à la presse un rapport faisant un diagnostic de la situation dans la zone euro et présentant différents scénarios d'assainissement budgétaire. (Une formule sibylline qui sert à couvrir de nouvelles attaques contre les budgets sociaux des Etats. - Ndlr)

"*Les économies européennes décident de mener des politiques de contraction budgétaire alors qu'elles sont déjà dans une situation conjoncturelle dégradée et ces politiques ne font que renforcer la dégradation de leur activité*", a déclaré pour sa part l'un des coauteurs du rapport Jérôme Creel. (Après les avoir réclamées, soutenues, voilà qu'ils découvrent que ces politiques d'austérité ne font qu'enfoncer les pays de l'UE dans une crise inextricable. - Ndlr)

"*L'austérité produit une croissance encore plus faible et elle va même ralentir la capacité des Européens à réduire leurs déficits et leur dette publique: c'est une politique qui est complètement contreproductive*", a-t-il affirmé, expliquant que le ralentissement de la croissance induit est plus marqué encore en période de récession. (Mais il n'en existe pas d'autres, sauf à augmenter le fardeau de la dette sous laquelle croule les Etats, etc. c'est une spirale sans fin, disons tant que les peuples les supporteront ou ne trouveront pas la voie pour s'attaquer aux institutions, à l'Etat complice de l'oligarchie financière. - Ndlr)

Le fait que ces politiques restrictives soient synchronisées restreint le commerce entre les pays de la zone euro et "*chacun produit un peu plus de récession chez son voisin*", a-t-il ajouté. (Ils découvrent que les politiques d'austérité adoptées dans chaque pays se répercutent sur tous les pays de l'UE ou de la zone euro, ils sont très forts ces économistes ! - Ndlr)

"*Nous sommes dans une situation d'urgence*" et il n'est pas question donc de changer les traités européens, a souligné

l'économiste. (Y aurait-il "*urgence*" face au prolétariat qui se lève dans chaque pays pour refuser de nouveaux sacrifices ? - Ndlr)

Les alternatives proposées par les trois instituts entrent donc dans le cadre des principales exigences européennes: objectif de déficit budgétaire de 3% du produit intérieur brut (PIB) avec un ajustement minimum de 0,5 point de PIB par an du déficit structurel, c'est-à-dire corrigé des effets conjoncturels, et dette de 60% d'ici 2032. "*L'horizon temporel c'est 20 années*", a-t-il insisté. (Au moins vous êtes prévenus, "*L'horizon temporel*" de la fin de la crise ce sera au mieux dans 20 ans, pendant ce temps-là des pans entiers de la population et particulièrement de la classe moyenne continueront de s'appauvrir... - Ndlr) AFP 29.11

4- Barroso présente son projet de réforme de l'Eurogroupe - Reuters

Le projet totalitaire de priver les peuples de l'UE de tout droit politique, de pouvoir contester les politiques mises en oeuvre par l'UE, se précise, conformément à la perspective de l'instauration d'un gouvernement mondial dirigé par un cartel de banquiers internationaux.

José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a présenté mercredi un projet de réforme structurel de la zone euro dans lequel il évoque la création à terme d'un budget commun et une mutualisation des dettes.

Dans ce "*blueprint*", ou document de réflexion de cinq pages qui prône la création d'une union économique et monétaire "*profonde et véritable*", le chef de l'exécutif communautaire plaide pour l'intégration accélérée des 17 Etats membres de la zone euro, malgré le tabou de l'"*Europe à deux vitesses*".

"*Dans une union économique et monétaire profonde et véritable, toutes les décisions économiques et budgétaires majeures des Etats membres devraient faire l'objet d'une coordination, d'une approbation et d'une surveillance plus étroites au niveau européen*", a déclaré José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse. (Ainsi "*les décisions économiques et budgétaires majeures des Etats* dépendraient uniquement de l'UE. - Ndlr)

"*La zone euro doit pouvoir poursuivre son intégration plus rapidement et plus profondément que l'UE dans son ensemble*", a-t-il souligné.

Intitulé "*Vers une véritable union économique et monétaire*", le rapport d'Herman Van Rompuy a été rédigé en collaboration avec José Manuel Barroso, Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, et Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe. Ses auteurs y recommandent également la création d'un union bancaire et budgétaire. (Qui dicterait la politique "*économique et monétaire*" de tous les pays de l'UE à leurs seuls profits, ainsi la dictature de l'oligarchie financière serait officiellement instaurée et supplanterait toutes autres formes d'expression politique, le peuple en étant dépourvu ou dépouillé. - Ndlr)

Ils jugent en outre nécessaire de renforcer en parallèle l'"*union politique*" et de faire en sorte que les institutions européennes aient davantage de comptes à rendre. (De la même manière qu'en économie, ce n'est pas celui qui contrôle la monnaie qui détient le pouvoir, mais celui qui possède le monopole de la création monétaire, en politique, celui qui détient le pouvoir n'est pas celui qui possède le droit d'exiger des comptes des représentants de l'Etat ou de l'UE, mais celui qui possède le monopole (droit juridique) de définir les lois qui seront adoptées ou les traités qui seront ratifiés. -Ndlr)

S'il s'en écarte peu, le projet présenté mercredi par le président de la Commission se distingue toutefois par quelques ajouts, tel que l'idée d'un "*instrument de convergence et de compétitivité*", qui permettrait d'aider les Etats-membres à mettre en oeuvre leurs réformes structurelles.

Mais c'est à long terme que les recommandations de José Manuel Barroso sont les plus hardies. Il relance notamment l'idée d'euro-obligations, lancée au plus fort de la crise de la dette et balayée par l'Allemagne.

"*Dans le cadre d'une gouvernance économique et budgétaire profondément intégrée, il devrait être possible d'émettre de la dette publique commune, ce qui améliorerait le fonctionnement des marchés et la conduite de la politique monétaire. Il s'agirait du stade ultime de l'UEM (Union économique et monétaire)*", dit-il. (L'Allemagne y viendra quand dans chaque pays les contre-réformes sur la Sécu, les retraites, l'école, la santé, etc. auront été menées à leur terme, le plus loin possible. Ainsi, il sera possible de mutualiser les profits sur les services, et la quote-part qui reviendra à chaque Etat sera fonction de son poids économique sur le marché mondial, ce qui favorisera l'Allemagne. - Ndlr)

José Manuel Barroso, qui a donc contribué aux travaux pratiquement identiques d'Herman Van Rompuy, s'est défendu d'avoir produit un document redondant ou concurrent. En vertu des traités européens, c'est à la Commission qu'il revient de prendre l'initiative dans le domaine législatif, a-t-il rappelé. (Autrement dit, c'est à une institution non élue que revient le privilège insupportable de dicter la politique économique et sociale à tous les Etats et peuples de l'UE. D'où la nécessité impérative de rompre avec l'UE. - Ndlr) Reuters 29.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE

L'ancien archevêque sud-africain Desmond Tutu, prix Nobel de la paix 1984, et deux autres anciens lauréats estiment que l'Union européenne (UE) ne devrait pas recevoir le prix 2012, dans une lettre adressée à la Fondation Nobel et transmise jeudi à l'AFP.

L'UE "*n'est clairement pas 'le champion de la paix' qu'Alfred Nobel avait en tête quand il a rédigé son testament*", ont estimé les trois lauréats dans leur lettre ouverte.

"*Le comité Nobel norvégien a redéfini et remodelé le prix d'une manière qui n'est pas conforme à la loi*", déplorent-ils, arguant que le Comité aurait dû respecter les dernières volontés de l'industriel et philanthrope suédois.

Dans son testament, Alfred Nobel, mort en 1896, estimait que le prix devait récompenser "*celui qui aura agi le plus ou le mieux pour la fraternisation des peuples, l'abolition ou la réduction des armées permanentes ainsi que pour la formation et la diffusion de congrès de la paix*".

Or, l'Union européenne n'oeuvre pas en faveur d'un ordre mondial démilitarisé, considèrent les trois lauréats.

Ils demandent donc à ce que la récompense (8 millions de couronnes suédoises, soit 925.000 euros) ne soit pas versée.

Outre Desmond Tutu, Mairead Maguire, d'Irlande du Nord, prix Nobel de la paix en 1976, l'Argentin Adolfo Pérez Esquivel, lauréat en 1980, des membres d'organisations pour la paix ont signé la lettre.

Le prix Nobel de la Paix a été attribué le 12 octobre à l'UE pour son oeuvre en faveur de "*la paix, la réconciliation, la démocratie et les droits de l'Homme en Europe*".

La récompense doit être remise le 10 décembre, date-anniversaire de la mort d'Alfred Nobel.

Début novembre, le Bureau international de la paix, lui-même lauréat du prix en 1910, avait jugé illégale l'attribution de la prestigieuse récompense à l'UE.

L'Union européenne a annoncé qu'elle verserait le montant du prix Nobel de la Paix à des projets visant à aider les enfants victimes de guerre.

De guerres au pluriel que l'UE soutient, alimente, finance, de l'Afghanistan à la Syrie.

2- Grande-Bretagne

La commission Leveson mise en place dans la foulée d'un scandale d'écoutes a recommandé jeudi au gouvernement britannique, divisé sur le sujet, la création d'un nouvel organe indépendant de surveillance de la presse afin d'éviter le retour aux agissements "*scandaleux*" du passé.

"*La presse doit mettre en place un nouvel organe de surveillance qui soit véritablement indépendant des dirigeants du secteur (des médias), du gouvernement et des hommes politiques*", a affirmé le juge Brian Leveson lors d'une brève conférence de presse. L'intention était de rassurer ceux qui craignent l'instauration d'une forme de censure ou une atteinte à la liberté d'expression, mais le Premier ministre David Cameron a été le premier à faire part de ses réticences.

"*Ce qui est proposé ici est une régulation indépendante de la presse, organisée par la presse, mais inscrite dans un cadre législatif pour s'assurer que les niveaux requis d'indépendance et d'efficacité sont atteints*", a estimé le juge en commentant son rapport-fleuve de 2000 pages dont les conclusions ont été rendues publiques jeudi.

Cet organe "*doit promouvoir un journalisme de bonne qualité et protéger à la fois les intérêts du public, et les droits et libertés des individus. Il doit mettre en place et faire respecter ces critères, traiter les plaintes formulées à l'égard de ses membres et fournir un arbitrage juste, rapide et à peu de frais*", a-t-il insisté.

Le débat s'engage au moment où un sondage ComRes indique que 66% des Britanniques n'ont pas confiance dans leur presse. AFP 29.11

3- Palestine

La Palestine est devenue jeudi un Etat observateur aux Nations unies, lors d'un vote historique à l'Assemblée générale de l'ONU, malgré l'opposition des Etats-Unis et d'Israël.

Le vote de cette résolution, qui fait de "*l'entité*" palestinienne un "*Etat observateur non membre*", a été acquis à une majorité confortable mais pas écrasante de 138 voix pour, 9 contre et 41 abstentions.

Cette nouvelle stature internationale, qui donne aux Palestiniens accès à des agences de l'ONU et des traités internationaux, constitue une victoire diplomatique majeure. Mais elle expose l'Autorité palestinienne à des représailles financières américaines et israéliennes.

Avant le vote, le président palestinien Mahmoud Abbas a affirmé que l'Assemblée allait signer l'"acte de naissance" d'un Etat de Palestine.

Il a estimé qu'il s'agissait de la "*dernière chance de sauver la solution à deux Etats*" (Israël et un Etat palestinien) et a promis de "*tenter de ranimer les négociations*" de paix avec Israël, au point mort depuis plus de deux ans, sans toutefois prendre d'engagements précis.

Il a fait plusieurs références à "*l'agression israélienne*" à Gaza, une semaine après la conclusion d'un cessez-le-feu entre le Hamas qui contrôle ce territoire et Israël.

Pour l'ambassadeur israélien à l'ONU Ron Prosor par contre, cette initiative "*ne fait pas avancer la paix, elle la fait reculer*". Il a affirmé qu'elle "*ne changera pas la situation sur le terrain*", notamment parce que l'Autorité palestinienne "*ne contrôle pas Gaza*", et qu'elle "*ne donnera pas un statut d'Etat à l'Autorité palestinienne*".

Il a rappelé la position d'Israël, ainsi que des Etats-Unis, selon laquelle des négociations directes "*constituent la seule manière de parvenir à la paix par un accord mis au point par les parties concernées, et non par l'intermédiaire de l'ONU*".

A Jérusalem, Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a qualifié le discours de Mahmoud Abbas d'"*hostile et venimeux.*" "*La décision des Nations unies ne changera rien sur le terrain. Elle ne favorisera pas la création d'un Etat palestinien. Elle la reportera encore*", a estimé le Premier ministre israélien.

L'ambassadrice américaine Susan Rice a affirmé que le vote était "*contre-productif*" et créerait des "*obstacles*" à la paix.

A Ramallah (Cisjordanie), le vote à l'ONU a été salué par des tirs en l'air et des acclamations de la foule, selon des journalistes de l'AFP.

Ce vote a coïncidé avec l'anniversaire de l'adoption par l'ONU en 1947 du plan de partage de la Palestine mandataire, qui prévoyait un Etat juif et un Etat arabe.

Devant le Comité sur les droits inaliénables du peuple palestinien qui commémorait cet anniversaire, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a demandé solennellement jeudi aux dirigeants palestiniens et israéliens de "*ranimer le processus de paix*" en reprenant des "*négociations directes*".

La résolution appelle à une reprise des négociations israélo-palestiniennes pour qu'un Etat de Palestine puisse coexister "aux côtés d'Israël en paix et en sécurité, sur la base des frontières d'avant 1967".

Elle "exprime l'espoir que le Conseil de sécurité considèrera de manière favorable" la candidature de la Palestine comme membre à part entière, déposée en septembre 2011 par M. Abbas mais torpillée au Conseil par une menace de veto américain.

Ce qui inquiète le plus Israéliens et Américains, c'est la possibilité qu'auraient désormais les Palestiniens de rejoindre la Cour pénale internationale et d'y porter plainte contre Israël. Des responsables palestiniens ont évoqué cette hypothèse si Israël poursuit sa politique de colonisation en Cisjordanie.

Israël a brandi la menace de sanctions en cas de vote positif à l'ONU mais a annoncé qu'il n'annulerait aucun accord conclu avec les Palestiniens.

Israël a la possibilité de bloquer les taxes qu'il perçoit pour le compte de l'Autorité palestinienne oui de réduire le nombre de permis de travail pour les Palestiniens.

Le Congrès américain pourrait de son côté refuser de verser 200 millions de dollars d'aide promis aux Palestiniens. En compensation, la Ligue arabe a promis aux Palestiniens un "*filet de sécurité*" de 100 millions de dollars par mois. AFP 29.11

L'AFP en laquais zélé des Etats-Unis et Israël fait pire que Reuters.

Reuters - L'Assemblée générale de l'Onu a reconnu jeudi implicitement l'existence d'un Etat palestinien souverain en lui accordant à une large majorité le statut d'Etat non membre observateur , tandis que l'AFP a écrit "*à une majorité confortable mais pas écrasante*".

4- Qatar

Un tribunal du Qatar a condamné jeudi à la prison à vie un poète poursuivi pour incitation contre le régime et diffamation du prince héritier de cette monarchie du Golfe, qui soutient les soulèvements antigouvernementaux dans les pays du Printemps arabe, a indiqué son avocat. Mohammed al-Ajami, alias Ibn al-Dhib, était jugé sous trois accusations, a précisé à l'AFP Me Néjib al-Naïmi : "*incitation contre le régime, diffamation du prince héritier*", Tamim Ben Hamad Al-Thani, et "*atteinte à la Constitution*".

En vertu des accusations retenues contre lui, le poète était passible d'une peine de cinq ans de prison au maximum, a encore dit Me Naïmi, un ancien ministre de la Justice du Qatar, soulignant que "*la perpétuité ne s'applique qu'en cas de tentative de coup d'État*".

La véritable raison de son arrestation est son "*Poème du jardin*", écrit en 2011 alors qu'avait commencé le Printemps arabe.

Ce poème rend hommage à la révolution tunisienne et exprime l'espoir que le changement touche d'autres pays arabes, affirmant "*nous sommes tous la Tunisie face à une élite répressive*". lepoint.fr 29.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Quand une monarchie s'en prend à un poète c'est le début de la fin. Rien n'est plus dangereux qu'un poète en prison. Ses poèmes vont circuler à la vitesse des réseaux sociaux, d'autres prendront le relais. Il va devenir un symbole. Un symbole ne peut être ni tué, ni enfermé. Il devient immortel. La dictature n'a pas de poison plus délétère.*"

Vous avez entendu Hollande, Fabius, Koucher et la clique des philosophes réactionnaires pro-Isaéliens exiger la libération immédiate de monsieur Mohammed al-Ajami ?

SOCIAL

1- France

1.1- La CFDT prête à un dialogue social à l'allemande - Reuters

La CFDT est prête à relever le défi de réformes structurelles et à promouvoir en France un dialogue social inspiré du modèle nord-européen, a fait savoir jeudi son nouveau numéro un, qui s'est démarqué dès son premier discours de la CGT et de FO.

S'il n'a pas cité nommément l'Allemagne, Laurent Berger avait de toute évidence à l'esprit les relations entre les syndicats, les entreprises et les pouvoirs publics outre-Rhin, souvent citées en modèle ces dernières années.

En présence de quatre anciens secrétaires généraux de la CFDT - François Chérèque, Nicole Notat, Jean Kaspar et Edmond Maire - il n'a pas hésité à parler de cogestion, mot tabou en France mais souvent utilisé pour décrire le système allemand.

"*Dans cette période de crise grave (...) nous sommes prêts à prendre nos responsabilités et à relever le défi de réformes structurelles*", a déclaré Laurent Berger.

"*Certains nous reprochent de vouloir cogérer, co-construire. Et pourquoi pas !*" a-t-il ajouté. "*Nous en avons assez de jouer les pompiers quand tout est déjà décidé.*"

La dette publique est un "*lourd handicap*", le modèle français de production et de consommation est "*à bout de souffle*", le déficit de compétitivité de l'économie française est "*réel*" et "*fragilise les entreprises*", a-t-il souligné.

"*Alors oui, des réformes profondes doivent être menées parce que nous ne pouvons pas tricher avec le réel*."

Il a ainsi marqué d'entrée sa différence avec les deux autres grandes centrales françaises, la CGT et Force ouvrière.

"*Sur fond de course à la représentativité, certains de nos partenaires syndicaux sont hésitants, d'autres repliés sur leur dogmes*", a souligné le nouveau numéro un de la CFDT.

Les salariés français n'attendent pas de leurs représentants des "*discours prometteurs*" ou des "*réquisitoires vengeurs*" mais des solutions concrètes à leurs difficultés, a-t-il dit.

"*Le bord de touche et la fuite en avant des surenchères, nous les laissons à ceux qui préfèrent le refuge du commentaire à l'effort de compréhension, à la rudesse du terrain, à la recherche des compromis possibles.*" Reuters 29.11

1.2- Touche pas à la propriété privée des moyens de production !

La présidente du Medef, Laurence Parisot, s'est insurgée jeudi contre la menace du gouvernement de nationaliser le site sidérurgique d'ArcelorMittal à Florange (Moselle).

Cette menace "*est tout simplement et purement scandaleuse*", a estimé la chef de file du patronat sur RTL.

"*S'il s'agit par de tels propos, tout simplement d'exercer une pression, de faire du chantage, dans le cadre d'une négociation, c'est inadmissible*", a-t-elle affirmé.

Sur le fond, "*toute notre société est construite sur un principe essentiel, celui du droit de propriété (...) Ebranler ce principe, comme ça, à la va-vite, c'est très grave, et en plus, ne l'oublions pas, c'est très coûteux*", a jugé Mme Parisot. Ce n'est pas à l'Etat "*de commencer à dire à chaque entreprise de France: +voilà votre stratégie+*", a-t-elle martelé.

"*Seul l'entrepreneur peut savoir ce qui est rentable ou pas*". AFP 29.12

Mais alors, à quoi rime de vouloir donner plus de "*pouvoir*" aux représentants des salariés dans les entreprises ? Ils se trahissent eux-mêmes.

Madame Parisot a raison de rappeler que la société est basée sur un droit arbitraire et illégitime : "*toute notre société est construite sur un principe essentiel, celui du droit de propriété* " pour une minorité, en réalité la négation de ce droit pour l'immense majorité, les exploités. C'est ce "*droit*" devant lequel Chérèque et Berger se prosternent, c'est cela la base du réforme que nous combattons.

Non, nous ne dirons pas "*chiche*" à la nationalisation d'ArcelorMittal sans condition comme l'affirme D. Gluckstein dans son éditorial "*mais nous n'en faisons pas une condition*", après avoir évoqué une "*réquisition, sans indemnité ni rachat* ".

Cette position est totalement inacceptable. Elle sert le gouvernement et les illusions des masses dans le capitalisme. Après avoir renfloué les banques à coup de centaines de milliards d'euros, voilà qu'en plus il faudrait que l'Etat, donc les contribuables, les travailleurs, engraissent Mittal et ces actionnaires, mais qui produit les richesses, qui a bâti Arcelor, les sidérurgistes ou les rentiers ?

Doit-on faire l'affront au POI de rappeler que bien que les sidérurgistes aient un boulot particulièrement éprouvant, ils font partie de l'aristocratie ouvrière que ménage le capital, le gouvernement, et appartiennent au fond de commerce des syndicats corrompus, ces derniers s'en servant pour maintenir dans la servitude l'ensemble de la classe ouvrière, n'hésitant pas à l'abandonner (l'aristocratie ouvrière) quand le capital l'exige.

Une nouvelle fois ce qui prime, ce n'est pas le combat contre le capital pour l'abattre, mais le mouvement spontané des masses bourrées d'illusions dans le capital et les institutions, on ne peut pas dire dans le PS, puisque les syndicats avaient entrepris la même démarche quand Sarkozy était Président de la République. Dans ces conditions, il ne faut pas s'attendre à une progression de la conscience politique des masses. Etait-ce l'objectif du POI (notamment) ? On est en droit de se poser cette question. Nous assimilons cette position opportuniste à une capitulation politique.

1.3- Grèves chez PSA Peugeot Citroën et Renault

Deux usines automobiles, l'une appartenant à PSA Peugeot Citroën et l'autre à Renault, sont perturbées jeudi par des mouvements de grève.

A Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où PSA fermera son site d'assemblage en 2014, les chaînes de production sont perturbées par une grève entamée mardi à l'atelier de ferrage où sont soudés les éléments des carcasses des voitures.

"*Les salariés protestent contre la convocation de cinq salariés pour 'insuffisance de production'*", a expliqué par téléphone Jean-Pierre Mercier, représentant CGT à l'usine d'Aulnay. "*Une réunion de négociation est programmée à 10h30 mais pour l'heure, la production est paralysée.*"

"*Cet atelier étant au début du flux de production, sa perturbation génère logiquement des difficultés de production dans les autres ateliers*", avait indiqué mercredi soir un porte-parole du groupe. "*Les autres ateliers produisent au ralenti.*"

Chez Renault, où une nouvelle séance de négociations sur la compétitivité du groupe en France devait se tenir dans la journée, le site de Maubeuge (Nord) est perturbé lui aussi depuis plusieurs jours par des appels à des débrayages.

Peu suivi selon la direction, très suivi d'après les syndicats, le mouvement porte sur l'octroi d'une prime.

"*Nous réclamons une prime de 500 euros nets par salarié en raison du surcroît de travail à venir*", a expliqué Samuel Beauvois, représentant du syndicat Sud à l'usine. "*C'est un ras-le-bol général, on travaille les samedis, les jours fériés dans des conditions qui se dégradent.*"

Sud entend aussi demander à la communauté d'agglomérations de reverser directement aux salariés une subvention octroyée à la direction du site pour créer des emplois. Reuters 29.11

2- Tunisie

Des affrontements ont opposé protestataires et policiers tunisiens à Siliana et dans sa région.

La police a tiré de grandes quantités de gaz lacrymogènes sur quelques centaines de manifestants qui ont tenté de s'attaquer à un poste de police.

Non loin de là, des milliers d'habitants manifestaient aux abords du gouvernorat (préfecture) pour réclamer encore et toujours le limogeage du gouverneur et désormais aussi le départ de policiers venus en renfort.

"*On réclame le départ de tous ces renforts, on n'accepte que les agents de police de Siliana*", a déclaré un des manifestants.

Des manifestations ont aussi été émaillés de violences dans des localités proches de Siliana, même si les débordements semblaient moins graves que la veille.

Des manifestants ont incendié un poste des forces de l'ordre tunisiennes et deux de leurs véhicules à Kesra, à 40 km au sud de Siliana, a constaté une journaliste de l'AFP.

La principale centrale syndicale tunisienne, l'UGTT, a par ailleurs appelé à une nouvelle manifestation vendredi pour obtenir le départ du gouverneur régional, Ahmed Ezzine Mahjoubi, un programme de développement économique pour cette région très pauvre, la libération de manifestants arrêtés en avril 2011 et la fin de la répression des manifestations.

"*J'appelle tous les habitants de la région à participer à une marche symbolique sur Tunis de deux kilomètres*" vendredi, a déclaré à l'AFP, le secrétaire général de la branche régionale du syndicat Nejib Sebti.

"*Le peuple ne va pas permettre aux contre-révolutionnaires de revenir*"

Un représentant du parti islamiste Ennahda, qui dirige le gouvernement tunisien, a dénoncé ces troubles provoqués, selon lui par les manifestants, y voyant la main de "*contre-révolutionnaires*".

"*Les manifestations se sont transformées en violences et en attaques contre les symboles de l'Etat (...) et les acquis du peuple*", a déclaré en conférence de presse à Tunis Ameur Larayedh, qui dirige le bureau politique de ce parti.

"*Le peuple ne va pas permettre aux contre-révolutionnaires de revenir*" au pouvoir, a-t-il ajouté.

Les revendications des manifestants ne sont pas sans rappeler celles de la révolution de janvier 2011, la misère, le chômage et la dénonciation de l'arbitraire de la police ayant été à l'époque au coeur du soulèvement.

La région de Siliana est affectée par de grandes difficultés économiques. Selon des statistiques officielles, les investissements y ont baissé de 44,5% et les créations d'emplois de 66% sur la période janvier-octobre 2012 par rapport à la même époque de l'année précédente. AFP 29.11

ECONOMIE

1- UE. Ils deviennent fou !

Les négociations sur le budget européen pour la période 2014-2020 montrent une tendance à la "*schizophrénie*" à la tête des Etats, et sont menées au détriment de l'intérêt européen, déplore le commissaire au Budget, Janusz Lewandowski, dans un entretien à l'AFP.

"*La position de plusieurs Etats est schizophrénique, car ils coupent dans des secteurs qu'ils ont présentés comme prioritaires pour la croissance et l'emploi en Europe*", souligne-t-il.

"*Dans le même temps, ils découvrent les manques dans les réseaux d'infrastructures pour les transports, l'énergie et les communications qui imposent des centaines de millions en investissements si l'on veut créer un véritable réseau européen*", ajoute-t-il.

"*Il y a encore une majorité de pays qui réclament plus de coupes malgré les cadeaux faits durant la négociation, mais ce n'est pas possible, car nous sommes à la limite de ce qui est faisable*", assure M. Lewandowski.

"*Je ne suis pas content de la proposition de Herman Van Rompuy*", affirme-t-il.

"*Avec cette proposition, nous tentons une expérience inédite: essayer de faire plus d'Europe avec moins d'argent. Cela ne s'est jamais produit dans l'histoire européenne*", ironise-t-il.

Janusz Lewandowski est très sévère à l'adresse des Etats, dont il fustige les contradictions: "*Tous ceux qui réclament des coupes défendent leurs propres intérêts: la Finlande veut couper mais veut de l'argent pour les zones peu peuplées du nord du pays, l'Allemagne veut des coupes mais veut de l'argent pour l'est du pays, la France veut de l'argent pour augmenter l'enveloppe pour ses aides directes agricoles*".

"*Là est le paradoxe: vouloir des coupes tout en augmentant ses propres enveloppes*", dit-il.

Un échec des négociations aurait des conséquences. "*Une prolongation avec les plafonds de 2013 signifierait que seul le Royaume-Uni conserverait son rabais*", car il est inscrit dans les traités. "*Tous les autres pays perdraient leurs privilèges*", a-t-il mis en garde.

Le commissaire Lewandowski espère qu'un accord sera trouvé lors du prochain sommet. "*Une nouvelle tentative aura lieu, probablement en février, mais il ne faut pas attendre une amélioration du climat, car les pays de la zone euro sont en récession*", souligne-t-il.

"*Février doit déboucher sur un accord. Ce ne peut pas être plus tard*", affirme-t-il, car le Parlement européen doit se prononcer sur l'accord. AFP 29.11

2- Etats-Unis. Vite empiffrons-nous !

Un nombre croissant d'entreprises américaines s'empressent actuellement de distribuer des dividendes et la tendance devrait s'accentuer jusqu'à la fin de l'année en raison des incertitudes liées au "*mur budgétaire*"

"*Appelez ça une prime de Noël pour les actionnaires*", commente Rex Macey, responsable des investissements de Wilmington Trust Investment Management.

Au moins 26 entreprises ont annoncé des mesures touchant à leur dividende depuis le 6 novembre. La dernière en date, le distributeur Costco Wholesale, a annoncé mercredi qu'elle distribuerait le mois prochain un montant total d'environ trois milliards

de dollars à ses actionnaires sous forme d'un dividende exceptionnel de sept dollars par action.

Lundi, l'exploitant de casinos Las Vegas Sands (présidé par Sheldon Adelson, un important donateur du Parti républicain) avait annoncé son intention de reverser 2,7 milliards, là encore par le biais d'un dividende exceptionnel.

Dans d'autres cas, les entreprises se contentent d'avancer la date de la distribution d'un dividende qui aurait dû être payé en 2013.

La raison est simple : l'expiration possible le 1er janvier des allègements d'impôt entrés en vigueur pendant la présidence de George W. Bush risque de se traduire par une forte hausse du taux d'imposition des dividendes.

Sauf compromis d'ici-là, ce taux pourrait passer de 15%, son niveau actuel, à 43,4% en 2013 en incluant la nouvelle contribution de 3,8% au programme d'assurance santé fédéral Medicare à laquelle seront soumis les hauts revenus.

Les analystes prévoient donc que la liste des entreprises qui font le choix d'accélérer ou d'augmenter leur dividende va continuer de s'allonger.

"*Nous nous attendons à en voir de plus en plus et les entreprises n'ont pas beaucoup de temps pour prendre leurs décisions*", explique Howard Silverblatt, de Standard & Poor's. "*Les entreprises ont beaucoup d'argent et les actionnaires veulent du rendement.*"

Novembre est historiquement le mois le plus important de l'année en terme de distribution de dividendes et novembre 2012 pourrait bien inscrire un nouveau record, estime l'analyste.

Sur les cinq dernières années, les sociétés de l'indice S&P 500 ont distribué 28,7 milliards de dollars en moyenne en novembre. Reuters 29.11

3- Argentine

Le spectre d'un nouveau défaut de paiement de l'Argentine s'éloigne après la suspension en appel de l'arrêt d'un juge de New York qui obligeait le pays sud-américain à verser à la mi-décembre 1,33 milliard de dollars à des fonds spéculatifs.

Le gouvernement de la présidente Cristina Kirchner pourra désormais régler d'ici le 15 décembre 3,1 milliards de dollars au titre de la dette renégociée (93% du total) avec ses créanciers, sans risquer de voir cette somme saisie pour payer les fonds spéculatifs NML et Aurelius.

Ces fonds détenteurs de dette publique argentine avaient refusé les offres d'échanges de titres en 2005 et 2010.

La justice de New York a toutefois décidé mercredi en appel que "*tous les jugements relatifs à cette affaire étaient suspendus*" jusqu'à l'audience en appel prévue le 27 février.

"*Ce calendrier garantit le respect de toutes les échéances de la dette de l'Argentine prévues au mois de décembre*", s'est félicité le ministère argentin de l'Economie.

L'Argentine pourra donc faire face le 15 décembre à une échéance de dette renégociée de 3,1 milliards de dollars, sans que viennent s'ajouter 1,33 milliard de dollars dus aux créanciers récalcitrants.

L'Argentine a toujours refusé de payer un centime à ces fonds spéculatifs, qui cherchent à être remboursés à 100%, alors que les investisseurs qui ont souscrit aux échanges ont dû accepter une décote de plus des deux tiers pour certains.

La suspension de l'arrêt du juge de New York intervient alors que le ministre argentin de l'Economie, Hernan Lorenzino, avait laissé entendre mardi que son pays pourrait rouvrir l'offre d'échange de titres afin de montrer qu'il est prêt à payer. AFP 29.11

Ah ben s'il est "*prêt à payer*", tout va bien, on comprend !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre

CAUSERIE

Avec un peu d'avance sur demain, il est 22h10 chez moi à Pondichéry, 17h40 chez vous en France. J'ai ajouté trois documents, plus la causerie (209 pages) et les articles de presse (60 pages) de novembre que je viens de formater sous pdf. Il ne me reste plus qu'à formater en pdf quelques-unes de mes dernières causeries et je serai à jour.

On aura encore bosser comme un dingue en novembre qui a été propice à la réflexion par la diversité des thèmes abordés. On va continuer.

J'ai renouvelé l'abonnement du portail au serveur pour les trois années à venir, soit 85,68 euros TTC.

Samedi

Union pour le Meilleur et surtout le Pire.

Et pourquoi pas ?

- "*Si Jean-François Copé dit : 'je suis là, j'y reste', qu'est-ce qu'on fait ? On ne va pas demander l'envoi des forces de l'ordre, j'imagine*", a déclaré l'ancien ministre Alain Joyandet sur Radio Classique.

Dommage !

- Christian Jacob a dit qu'il redoutait que "*le ridicule finisse par tuer*". Reuters 30.11

Trois et demi ou deux seulement.

- Jeudi à l'Onu, seuls neuf pays ont voté contre la reconnaissance de la Palestine comme "*Etat observateur*" - outre la République tchèque, il s'agit des Etats-Unis, d'Israël, du Canada, de Panama, des îles Marshall, de la Micronésie, de Nauru et des îles Palaos.

Dommage que les tortues des îles Galapagos ne votent pas !

A propos de la République tchèque qui rivalise de zèle avec la Pologne dans sa soumission à l'impérialisme américain.

- L'Histoire a aussi joué un rôle. En 1948, lors de sa guerre d'indépendance, Israël a pu compter sur l'aide militaire de Prague qui, malgré l'embargo de l'Onu, a fourni à l'Etat hébreu des armes, en particulier 80 avions et formé des pilotes israéliens, parmi lesquels le futur président Ezer Weizman.

Après la chute du communisme, Prague a rétabli ses relations diplomatiques avec Israël en 1990. La première visite du président Vaclav Havel avait été réservée à l'Etat hébreu.

Son appui à Israël illustre aussi la volonté du gouvernement de Prague de renforcer les relations avec Washington et de courtiser les courants eurosceptiques des deux principaux partis de la coalition au pouvoir, le Parti démocratique civique de Necas et Top 09. Reuters 30.11

Bien que je sois partisan d'un seul Etat palestinien, une République sociale (ou socialiste) palestienne accordant à chacun le droit de pratiquer librement la religion de son choix, un jour je me suis interrogé sur la pertinence de deux Etats en attendant des jours meilleurs, si cela pouvait apaiser temporairement les souffrances intolérables du peuple palestinien. J'avais conscience des obstacles pratiquement infranchissables à la création d'un second Etat, mais le cours de l'histoire est parfois capricieux ou imprévisible dans le mauvais ou le bon sens...

Si on ne doit se faire aucune illusion sur la décision de l'ONU d'accorder aux territoires palestiniens le statut d'"*Etat observateur*" qui ne change rien à la situation dramatique du peuple palestinien au quotidien, c'est en revanche une cuisante défaite pour le gouvernement israélien et américain qui ne pensaient pas qu'une telle unanimité se réaliserait contre leur refus d'accorder ce statut aux palestiniens. En cela, c'est une bonne nouvelle, qui devrait faire réfléchir plus d'un israélien et renforcer le camp de ceux qui rejettent la politique d'agression contre les Palestiniens qui dure depuis 75 ans.

Mélenchon. Numéro d'illusionnisme.

"*Hollande prend-il en compte le fait qu'il n'a pas été élu par les seules voix socialistes ? Pourquoi tient-il compte seulement des éléments les plus droitiers et les plus archaïques de sa majorité ? François Hollande est aussi aveugle que Louis XVI. Incapable de penser un autre monde*", fustige le coprésident du Parti de Gauche, en éreintant la politique gouvernementale.

(Affirmer qu'il y aurait des électeurs dont la voix serait "*socialiste*" et disons d'autres "*frontiste*", c'est tourner le dos au fait qu'en réalité, dans la société chaque individu appartient à une classe sociale déterminée en fonction de la place qu'il occupe dans les rapports sociaux de production ou le rôle qu'il y joue, ainsi que la conscience qu'il en a ou non. C'est tourner le dos à la lutte des classes, au marxisme et au socialisme.

Pourquoi Hollande devrait-il être capable "*de penser un autre monde*", au nom de quoi, de la classe qu'il représente ? Mais il est parfaitement dans son rôle social-libéral-impérialiste, tout comme l'était Sarkozy avant lui puisque finalement ils se réfèrent aux mêmes intérêts de classe, celle des nantis qui dicte sa politique. - Ndlr)

Pour lui, la social-démocratie, dont se revendique le président de la République "*est partie en torche*". (Non, sans blague, une découverte pour Mélenchon qui a fait sa carrière de philistin au PS, après qu'elle eut passée de l'autre côté de la barricade il y a 98 ans. - Ndlr)

Les écologistes en prennent aussi pour leur grade. "*Les Verts sont les fondateurs (de l'écologie politique). Ils ont ouvert avec ténacité le chemin. Mon évolution témoigne de leurs succès. Mais ils sont la préhistoire de l'écologie politique. Désormais nous sommes en avance sur le plan programmatique*", fustige M. Mélenchon quand on lui demande s'il concourt désormais au titre de meilleur écologiste de France.

(Qu'il fasse sienne une idéologie réactionnaire et qu'il le revendique nous renvoie à une précédente causerie, pas le temps d'y revenir. - Ndlr)

Les Verts subissent actuellement une "*fructueuse crise d'identité avec leur participation à un gouvernement productiviste*", estime encore M. Mélenchon, relevant que le Front de gauche est en "*compétition, pas en concurrence*" avec les écologistes. AFP 30.11

(S'allier avec un parti bourgeois ne le rebute pas, n'a-t-il pas fait partie du gouvernement Chirac-Jospin-Voynet ? - Ndlr)

ArcelorMittal. Poker menteur. Les promesses ne valent que pour les naïfs qui y croient. Vive le gouvernement et vive l'Union européenne !

Le gouvernement français a annoncé vendredi soir un accord avec ArcelorMittal sur l'avenir de Florange, évitant ainsi d'avoir à exécuter sa menace de nationalisation du site sidérurgique mosellan.

Le Premier ministre a annoncé que le géant de l'acier acceptait d'investir 180 millions d'euros sur cinq ans dans la partie transformation de l'acier de Florange, mais les hauts-fourneaux du site ne seront pas rallumés.

"*Il n'y aura pas de plan social à Florange*", a-t-il souligné, même si des réductions de postes seront mises en oeuvre à travers des départs anticipés à la retraite.

Jean-Marc Ayrault a expliqué que le gouvernement n'avait pas retenu l'hypothèse d'une "*nationalisation transitoire*" du site, "*au vu des engagements qu'il a obtenus d'ArcelorMittal*".

L'accord présenté vendredi ne prévoit pas de redémarrage des hauts-fourneaux de Florange, les derniers de la région Lorraine, mais seulement leur maintien dans un état qui permette de lancer à terme le projet Ulcos, une technologie qui permet une production d'acier plus écologique grâce à un captage du CO2 rejeté.

Ce projet doit néanmoins recevoir l'aval de la Commission européenne et il n'y a donc pas de garantie à ce stade que Florange accueille ce projet industriel.

Jean-Marc Ayrault a précisé que l'Etat, qui avait déjà réservé 150 millions d'euros pour le projet, était prêt à investir davantage.

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout La République (DLR) a estimé dans un communiqué qu'il s'agissait d'un "*accord en trompe-l'oeil*". "*Pour éviter la nationalisation, Mittal a fait semblant de céder. Au final il ne s'engage fermement sur rien : ni sur la sauvegarde de l'emploi, ni sur des investissements, ni sur une stratégie industrielle*", a-t-il ajouté.

Mittal fait une promesse d'investissement de 180 millions d'euros mais comme on le sait "*les promesses n'engagent que ceux qui les croient. Le milliardaire indien pousse même l'outrecuidance de conditionner son investissement hypothétique à un investissement massif de l'Etat, des collectivités et de l'Union européenne dans le fameux projet Ulcos*", a-t-il poursuivi.

Interview du *Le Nouvel Observateur*. Walter Broccoli, délégué Force ouvrière ArcelorMittal à Florange

Est-ce une victoire ?

- Oui, c'est une grande victoire. Une victoire syndicale. J'espère qu'elle servira de leçon à d'autres. Et j'espère que Mittal a compris qu'il ne peut plus faire ce qu'il veut à Florange.

L'accord répond donc à vos revendications ?

- Nous avons rempli les trois objectifs que nous nous étions fixés. Premièrement, nous avons le projet Ulcos, qui représente 650 millions d'euros d'investissements. Cela veut dire que les hauts-fourneaux vont repartir, même s'il faut de 12 à 18 mois pour les faire repartir. Deuxièmement, nous avons obtenu le maintien de l'emploi. Pour les 629 salariés de la filière à chaud, mais aussi pour l'emballage, où au moins autant sont au chômage technique depuis des mois. Troisièmement, nous avons obtenu 180 millions d'euros d'investissements pour la filière à froid.

Avez-vous des doutes sur les promesses de la direction d'ArcelorMittal ?

- Nous avons du mal à croire les promesses de Mittal, mais je crois les promesses de l'Etat. C'est Jean-Marc Ayrault qui a fait une promesse aujourd'hui. Cela permet de rassurer tous les salariés des autres sites d'ArcelorMittal en France, ceux de Fos-sur-Mer et de Dunkerque, qui avait peur de pâtir des éventuels investissements qu'ArcelorMittal pourrait faire sur le site de Florange. (Propos recueillis vendredi 30 novembre par Donald Hebert - Le Nouvel Observateur)

En Lorraine, les premières réactions étaient néanmoins partagées.

Jean-Marc Vécrin, délégué CFDT et responsable du syndicat ArcelorMittal Atlantique et Lorraine, s'est dit "*très mitigé*".

"*Le point positif, c'est qu'il n'y a pas de plan social et que les hauts-fourneaux restent debout. Par contre, nous sommes très sceptiques sur les engagements qui doivent être pris par M. Mittal. Ses promesses, on les connaît*", a-t-il dit à Reuters.

"*A partir de maintenant, c'est un autre combat qui s'engage, il faudra chaque jour vérifier que ces engagements sont tenus*." Reuters et AFP 30.11

Donc si on a bien compris, Mittal devrait profiter d'une subvention de plusieurs centaines de millions d'euros de l'Etat et de l'UE, les deux provenant des impôts et des taxes que paient les travailleurs. C'est exactement l'inverse d'une nationalisation ou socialisation sans indemnité ni rachat. Il doit être content Gluckstein.

Même Mélenchon l'illusionniste a fait preuve de davantage de perspicacité ou de réalisme que Gluckstein, c'est facile vous direz, d'accord.

- M. Mélenchon doute que le gouvernement puisse nationaliser même partiellement le site sidérurgique de Florange (Moselle), dans une interview au quotidien *Libération* vendredi.

"*Je reste plein d'espoir. Mais (...) j'imagine tous ceux qui vont dire à Hollande +tu vois dans quoi tu mets le doigt ?+. Ils vont lui dire +si on nationalise Florange, alors il faudra faire la même chose à Petroplus, etc.+ Le sujet connaîtra d'amples rebondissements*", avertit-il. (AFP 30.11)

Bref, au passage, encore une casserole pour le POI.

Comment ils se partagent les rôles.

- Les syndicats divisés sur les propositions du Medef - Reuters

Les syndicats sont apparus divisés vendredi à la reprise des négociations sur la réforme du marché du travail face aux nouvelles propositions du Medef, qui insiste toujours pour donner plus de souplesse aux entreprises face aux aléas conjoncturels.

Le préambule du texte lie sécurisation des parcours professionnels et nécessité de donner plus de souplesse aux entreprises pour réagir aux fluctuations conjoncturelles - une notion contestée par les syndicats.

(Le préambule de ce texte suffit à comprendre que participer à cette mascarade consiste d'emblée à la fois à la légitimer ainsi que ses conclusions qui se traduiront dans la pratique par de nouvelles concessions au capitaliste au détriment des intérêts collectifs des travailleurs.

Comment procèdent le patronat et ses alliés pourris des syndicats ? Le patronat concède quelques miettes à certaines catégories de travailleurs, qui leur ont été soufflées généralement par les syndicats, tandis qu'il s'attaque aux droits fondamentaux de l'ensemble de la classe ouvrière. Ainsi les bureaucrates vendus peuvent se partager les rôles, entre ceux qui se satisfont de ces miettes en proclamant être servis ou que ce serait une avancée sociale, occultant leur capitulation sur l'essentiel, ce qui ne pose pas vraiment un problème puisque aucun dirigeant syndical n'entend défendre les intérêts collectifs des travailleurs, pendant que les autres font prévaloir que le pire a été évité ou réclament une "*véritable négociation*", un "*véritable accord*" pour apposer en bas leurs signatures, car voyez-vous le Medef pourrait finalement accepter de se placer sur le terrain des besoins des travailleurs. - Ndlr)

Selon les négociateurs de la CGT et de Force ouvrière (F0), cette session n'a pas permis d'avancer vers un accord que le président François Hollande voudrait voir conclu d'ici fin 2012. CFDT, CFTC et CGC ont émis des avis beaucoup plus nuancés.

(Leur objectif était de parvenir à un "*accord*" avec le Medef. Nous, nous estimons que c'est totalement impossible, grotesque, sauf à capituler. - Ndlr)

"*On a l'impression que c'est un peu l'impasse, parce que le patronat n'entend pas, ce n'est pas une négociation*", a déclaré Agnès Le Bot (CGT), après deux heures et demie de discussion au siège de la principale organisation patronale française.

(Notez bien, alors que la situation était parfaitement claire à la lecture du préambule du texte qui leur a été remis. D'ailleurs comment accepter de la part d'un syndicat de rencontrer le patronat sur la base d'un document dont il est l'auteur ? Inacceptable. - Ndlr)

"*On fait du sur place, on a perdu une séance (...) On est quand même très en colère à la sortie de cette réunion*", a renchéri son homologue de FO, Stéphane Lardy, qui a taxé les organisations patronales d'"*arrogance*".

(Le pousse- mégot en rajopute une couche, il "*a perdu une séance*", à croire qu'il est pressé que nos bourreaux nous achèvent ! - Ndlr)

Patrick Pierron, de la CFDT, a en revanche jugé que le texte du Medef était un "*vrai document de travail*" et un "*pas positif*" qui avait permis d'ouvrir une discussion "*plus précise*", tout en ajoutant qu'il y avait à encore beaucoup à faire pour atteindre un "*point d'équilibre*". Un avis partagé par la CFTC et la CGC.

(Le jaune ramasse miettes est dans son rôle, tout en voulant faire croire qu'il pourrait exister un "*point d'équilibre*" entre les besoins des travailleurs et ceux du patronat. - Ndlr)

Dans le projet d'accord transmis jeudi aux syndicats, le Medef propose notamment la création de droits rechargeables pour les salariés alternant périodes de travail et de chômage, mesure depuis longtemps demandée par les syndicats.

"*Nous faisons dans ce texte pas moins de dix propositions concrètes de droits nouveaux pour les salariés*", a fait valoir le négociateur du Medef, Patrick Bernasconi.

(Les miettes réparties en dix propositions en question. En échange de périodes alternées de travail et de chômage au gré des besoins de l'entreprise, de son carnet de commandes, de son stock, etc. les travailleurs serviraient de variante structurelle au gré des exigences du marché ou des actionnaires. - Ndlr)

Mais il a averti que le Medef ne signerait pas un accord dans lequel la flexibilité n'aurait pas "*toute sa place*". (Tout est dit ici si nécessaire. Le Medef exige que les dirigeant syndicaux reprennent à leur compte son exigence de davantage de "*flexibilité*". Ce qui signifie à partir de là, que tout accord signé permettra d'affirmer que ces dirigeants syndicaux se sont allignés sur le Medef contre les travailleurs. - Ndlr)

"*On a un gouvernement qui a perdu la bataille idéologique sur la compétitivité*", a déploré Stéphane Lardy. "*Ça ne nous aide pas dans la négociation*."

(Qui a dit qu'il en serait autrement ? Hollande ? Où a-t-il vu ou entendu cela ? Le gouvernement aurait "*perdu*" cette bataille, faurdrait-il encore qu'il l'ait livré, encore un manipulateur. Lardy doit avoir les oreilles bouchées ou il ne sait pas lire. En réalité, c'était juste une manière de reporter sa propre responsabilité de réformiste sur le gouvernement. - Ndlr)

Son homologue de la CGT a jugé "*inacceptable*" le texte du Medef malgré un "*effort de réécriture*". Ses propositions en termes de sécurisation des parcours professionnels "*ne sont pas à la hauteur des enjeux et ne peuvent pas cacher un deuxième volet extrêmement régressif*", a expliqué Agnès Le Bot.

(Ah si les miettes étaient plus consistantes, peut-être qu'on pourrait s'entendre ! Quant au deuxième volet, il suffirait d'"*extrêmement régressif*" qu'il le soit un peu moins pour les choses s'arrangent. La balle est dans le camp du Medef. - Ndlr)

L'un et l'autre reprochent aussi au patronat de subordonner les modalités des mesures de sécurisation de l'emploi à des négociations dans les branches - un avis cette fois partagé par leur homologue de la CFDT.

Si le négociateur de la CFTC, Joseph Touvenel, a estimé lui aussi que le projet du Medef constituait un "*document sérieux*", il a jugé "*carrément imbuvable*" et "*hors sujet*" la dernière partie portant sur les procédures judiciaires.

(Le Medef est trop exigeant, c'est fait exprès. Il veut beaucoup et se contentera de ce qui aura été acquis à défaut de mieux, il remettra cela sur le tapis plus tard et ainsi de suite. C'est ainsi que petit à petit l'air de rien ou presque ils organisent la régression sociale au fil des décennies. Il faudrait que la classe ouvrière subisse une grave défaite politique et que ses organisations soient muselées pour que les revendications du patronat soient brutalement satisfaites, or le rapport de forces n'est pas véritablement en sa faveur aujourd'hui, d'où l'impossibilité pour les bureaucrates syndicaux d'aller plus avant dans leur trahison sans se mettre à dos leurs bases. En Allemagne ou le SPD était davantage lié aux syndicats et la classe ouvrière davantage soumise au capitalisme et embourgeoisée, ce fut possible. - Ndlr)

Ce chapitre vise à assurer la "*sécurité juridique*" des procédures permettant de trancher les litiges entre salariés et employeurs. Il prévoit notamment, en matière de licenciement, de ramener à 12 mois le délai de prescription pour les recours. (Lire la "*sécurité juridique*" des patrons licencieurs. - Ndlr)

En ce qui concerne la conclusion d'accords dits de maintien dans l'emploi en cas d'aléas conjoncturels, le texte prévoit une rupture du contrat si un salarié refuse de se voir appliquer un accord modulant la durée du travail et sa rémunération. (Clause inacceptable, entre autres. Sous n'importe quel prétexte un employeur peut décider de recourir au chômage partiel, Parisot l'a rappelé à sa façon en déclarant avant-hier : "*Seul l'entrepreneur peut savoir ce qui est rentable ou pas*". (AFP 29.12) - Ndlr)

Les syndicats ont déploré que le texte ne reprenne pas l'idée d'une taxation accrue des contrats de travail précaires, rejeté par l'organisation représentative des PME, la CGPME.

"*Je n'ai pas de mandat pour négocier sur les contrats courts*", a déclaré Patrick Bernasconi, qui a parlé à ce propos de "*feu rouge*" pour les organisations patronales. (La précarité de millions de travailleurs livrés à des négriers est incluse dans le document qui sert de référence à cette soi-disant négociation. - Ndlr)

Joseph Touvenel a répliqué que, pour les syndicats, l'absence de disposition sur une modulation des cotisations sociales patronales en fonction de la durée des contrat de travail serait une "*ligne rouge*". (Confirmant au passage que les syndicats n'exigent pas la fin des exonérations de cotisations sociales dont bénéficie le patronat, à hauteur de quelque 20 milliards d'euros, un détail, une miette quoi ! - Ndlr)

"*Il n'y aura pas d'accord s'il n'y a pas de dispositions pour limiter l'utilisation abusive des contrats courts*", a dit Patrick Pierron. "*Il faut que le Medef passe au vert s'il veut un accord*." (Quelle mauvaise blague, il est possible au patronat de contourner cette obstacle en recourant à toutes sortes de contrats qui n'entrent pas dans ce cas de figure ou de recourir à des stagiaires par exemple. - Ndlr)

Les négociateurs se retrouvent jeudi mais auront entre-temps des rencontres bilatérales pour tenter d'aplanir leurs divergences. Reuters 30.11

ACTUALITE EN TITRES

Comme Mitterrand

- Comment Hollande est devenu le meilleur ami des spéculateurs boursiers ! - Atlantico.fr

Porté par les médias.

- Mélenchon défend son "*écosocialisme*" - Le Nouvel Observateur

Les charrettes

- EADS supprime 850 emplois dans sa division défense et sécurité - AFP

- Osram va supprimer 4.700 emplois après sa scission avec Siemens - Reuters

Des banques allemandes.

- Sauver la Grèce est dans l'intérêt de l'Allemagne, assure Merkel - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Algérie

Le gouvernement algérien a annoncé vendredi que 44,27% du corps électoral avait participé au scrutin municipal de la veille, remporté par le Front de libération nationale (FLN) au pouvoir.

Les électeurs devaient choisir leurs représentants dans les 1.541 assemblées populaires communales et dans les 48 assemblées populaires de wilayas.

Le FLN, au pouvoir depuis l'indépendance il y a cinquante ans, est arrivé en tête, remportant la majorité absolue dans 159 communes, d'après l'agence APS.

Il est suivi par le Rassemblement national pour la démocratie (RND), un partenaire de la coalition gouvernementale dirigé par un ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui a remporté la majorité dans 132 communes.

L'Alliance de l'Algérie verte (AAV), qui regroupe des partis islamistes, est loin derrière.

Les véritables détenteurs du pouvoir local ne sont pas tant les assemblées populaires communales que les administrations provinciales dont les membres sont nommés par le pouvoir. Reuters 30.11

2- Israël

Le gouvernement israélien a exprimé vendredi son intention de construire 3 000 logements supplémentaires dans des colonies à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, dans d'apparentes représailles à l'accession de la Palestine au statut d'État observateur à l'ONU.

"*Malgré les gages qu'il a donnés au président (américain Barack) Obama, le Premier ministre Netanyahou a donné l'ordre de continuer les constructions dans la zone E1 entre Maalé Adoumim et Jérusalem, ce qui va isoler la partie nord de la Cisjordanie de sa région méridionale*", affirme-t-il. Gelé depuis des années sous pression américaine, ce projet controversé vise à rattacher la colonie de Maalé Adoumim (35 000 habitants), en Cisjordanie, à des quartiers de colonisation de Jérusalem-Est, occupée et annexée depuis 1967.

Il est vivement dénoncé par les Palestiniens, car il couperait pratiquement en deux la Cisjordanie, compromettant la viabilité d'un État palestinien. lepoint.fr 30.11

3- Egypte

Plusieurs milliers de manifestants ont dénoncé le projet de texte rédigé par les islamistes au pouvoir.

La nouvelle Constitution annoncée vendredi matin, l'opposition n'en veut pas. Mais, cette fois, c'est contre le président, Mohammed Morsi, que l'on manifeste sur la place Tahrir. Les manifestants demandent carrément son départ, ainsi que celui de Mohammed Badie, le Guide suprême des Frères musulmans, auxquels appartient le président. «*Morsi, dégage! Badie, prépare tes valises! La révolution continue!*», scandent des petits groupes.

C'est toute l'Égypte «*anti-Frères*» qui s'est rassemblée.

Le matin, le président islamiste avait lancé son va-tout: la Commission constituante, formée entièrement d'islamistes a publié son projet, un mastodonte législatif de 234 articles. Le texte devrait être soumis à référendum dans les quinze jours.

Mohammed Morsi avait pourtant prolongé récemment de deux mois le travail de la Commission. Pour l'opposition, ce virage à 180 degrés n'est qu'une manœuvre destinée à faire taire le tollé qui monte contre sa précédente initiative. Le 22 novembre, en effet, Mohammed Morsi avait signé une «*proclamation constitutionnelle*» provisoire qui lui donnait des pouvoirs étendus en attendant la Constitution définitive. Résultat, il avait réussi à mobiliser contre lui une opposition jusqu'ici divisée.

Le texte de loi semble donner des gages démocratiques. Le président est limité à deux mandats de quatre ans. Les libertés fondamentales sont garanties, celles de la presse, de religion et de la justice. La place de la religion y semble réduite. Comme sous Moubarak, la charia, la loi islamique, est déclarée, dans l'article 2, «*source principale du droit*» au grand regret des partis, mouvements salafistes et des intégristes alliés aux Frères qui se sont désolidarisés aussitôt. Place Tahrir, il y a ceux qui rejettent tout en bloc. «*Ce n'est pas une Constitution, c'est une prise de pouvoir par la force*», plaide Me Fathi Challoufa, avocat. (...) «*On peut être un bon musulman et refuser un pouvoir religieux*», commente-t-il. «*Je ne sais pas ce qu'il y a dedans, mais je suis contre les Frères musulmans*», dit Khaled, un jeune chômeur venu du Delta. D'autres ont lu le texte. Et ne sont pas rassurés. Les militaires y gardent le contrôle de leur budget. «*Et cette Constitution est pleine d'entourloupes*», assure Wael, étudiant en droit. La charia comme simples «*principes*»? Mais l'article 219 dit que ces principes seront définis par la «*jurisprudence sunnite*», domaine réservé des cheikhs de l'université al-Azhar, compagnons de route ou Frères musulmans eux-mêmes. La liberté religieuse et la liberté de penser, inscrits dans les articles 43 et 45? «*Entre les deux, l'article 44 les contredit en interdisant les insultes contre le messager de Dieu (Mohammed) et tous les prophètes*», relève Wael.

Les libertés publiques, elles, sont anéanties, selon Wael, par un article vague qui permet aux tribunaux militaires de juger des civils «*en cas de crise de nature à nuire aux forces armées*».

Vendredi soir, les principaux leaders de l'opposition ont appelé place Tahrir à écrire une nouvelle Constitution, sans toutefois demander le renversement du président. Les Égyptiens, dont la moitié ne savent pas lire, voteront plus simplement pour ou contre Morsi. Un danger pour les démocrates, qui ont moins mobilisé vendredi. La place Tahrir n'était pas pleine comme mardi, jour de protestation contre la «*proclamation*» constitutionnelle. Les Frères, eux, montreront toute leur puissance dans leur manifestation, prévue samedi. lefigaro.fr 30.11

SOCIAL

1- UE

Le taux de chômage de la zone euro s'est établi à 11,7% de la population active en octobre contre 11,6% le mois précédent, tandis que l'inflation a nettement ralenti en novembre, à 2,2%, a indiqué vendredi l'office européen de statistiques Eurostat.

Concernant le chômage, il s'agit d'un niveau record, qui se traduit par 18,70 millions de personnes sans emploi en octobre au sein de l'Union monétaire.

En un mois, 173.000 personnes sont venues grossir les rangs de chômeurs au sein de la zone euro et 2,17 millions en un an.

Le taux de chômage est monté à 26,2% en octobre en Espagne. En Grèce, où les dernières données disponibles datent d'août, il s'est élevé à 25,4%.

Signe de la violence de la crise, la situation s'est fortement aggravée en un an dans les pays les plus fragiles: le taux de chômage a bondi de 18,4% à 25,4% entre août 2011 et août 2012 en Grèce. Il est passé de 9,2% à 12,9% à Chypre, de 22,7% à 26,2% en Espagne et de 13,7% à 16,3% au Portugal.

En revanche, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en Autriche (4,3%), au Luxembourg (5,1%), en Allemagne (5,4%) et aux Pays-Bas (5,5%).

Au total, 25,91 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE en octobre.

En comparaison, le taux de chômage était de 7,9% en octobre aux Etats-Unis et de 4,2% au Japon, où les dernières données disponibles datent de septembre.

Dans le même temps, Eurostat a indiqué que l'inflation avait nettement ralenti en novembre dans la zone euro, à 2,2% sur un an contre 2,5% le mois précédent. AFP 30.11

2- France

2.1- Alcatel-Lucent

Quelque 300 ingénieurs du site Alcatel-Lucent d'Orvault en Loire-Atlantique ont débrayé vendredi pour "*maintenir la pression*" sur l'équipementier télécoms qui vient de détailler un plan de 1.353 suppressions d'emplois en France.

Le site nantais, qui a employé jusqu'à 1.200 personnes il y a trente ans, est l'un de ceux proportionnellement les plus touchés en France par la restructuration, avec 122 postes menacés sur 541.

Un tiers de ses effectifs en recherche et développement vont être supprimés, selon les salariés, qui vivent leur cinquième plan social depuis la fusion d'Alcatel avec l'américain Lucent il y a six ans.

Une délégation de personnels du site doit rencontrer lundi le délégué régional du ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg pour lui faire part de ses inquiétudes. Des actions similaires auprès des collectivités locales sont prévues. Reuters 30.11

2.2- PSA. Taillable et corvéable à la sauce syndicale.

L'usine PSA Peugeot-Citroën de Sochaux (Doubs) mettra à profit la période de Noël pour arrêter sa production durant dix-neuf jours, du 20 décembre au 8 janvier, afin de dégonfler ses stocks, a-t-on appris de source syndicale.

Le 7 décembre sera également chômé sur la ligne de production des 3008, 5008 et DS5, selon les informations données vendredi par la direction au comité d'entreprise.

Au-delà de leur cinquième journée de congés payés, les salariés bénéficieront du dispositif APLD (activité partielle longue durée, ou chômage partiel) pour six journées et demie.

L'autre usine du groupe PSA dans l'est de la France, celle de Mulhouse (Haut-Rhin), avait annoncé la semaine dernière trois jours chômés en décembre mais des heures supplémentaires en janvier, avec quatre samedis travaillés, pour répondre à la demande de Citroën C4 et DS4. Reuters 30.11

2.3- Cassidian.

Cassidian, le pôle défense et sécurité du groupe EADS, a annoncé vendredi son intention de supprimer environ 850 postes dans le cadre d'une réorganisation visant à générer au moins 200 millions d'euros d'économies par an d'ici à 2014.

Cette annonce s'inscrit dans le contexte de coupes budgétaires attendues en Europe dans le domaine de la défense.

Cassidian précise dans un communiqué que les suppressions d'emplois concerneront essentiellement les fonctions managériales et administratives de la société et qu'il souhaite privilégier les départs volontaires.

Cassidian est la deuxième division d'EADS en termes de chiffre d'affaires, loin derrière Airbus. Elle représente le groupe au sein du consortium d'avion de combat Eurofighter, au capital duquel figurent également BAE Systems et Finmeccanica. Reuters 30.11

3- Suisse. Riches dans un paradis fiscal au coeur de l'Europe

Le Suédois Invar Kamprad, le fondateur d'Ikea, reste l'homme le plus riche de Suisse, avec une fortune estimée entre 38 et 39 milliards de francs suisses (31 et 32 mlds euros), selon le classement annuel des 300 plus riches de Suisse établi par le magazine suisse Bilan.

Selon la dernière édition de ce magazine, publiée aujourd'hui, la fortune d'Ingvar Kamprad a encore augmenté d'un milliard CHF en 2012. Le numéro 2 de ce classement est un Brésilien d'origine suisse, Jorge Lemann, avec une fortune estimée entre 17 et 18 milliards CHF. Ce fils d'un fromager de l'Emmental, qui a émigré au Brésil, a vu sa fortune croître de 9 milliards CHF en un an, grâce à la forte hausse des actions du leader mondial de la bière InBev, dont il détient 15%. M. Lemann vit une partie de l'année sur les rives du lac de Zurich, selon Bilan.

Le premier Français de ce classement est Pierre Castel, 86 ans, établi dans le canton de Genève d'où il dirige le groupe Castel Frères, un des premiers acteurs mondiaux dans le vin et la bière. La fortune de la famille Castel est estimée entre 6 et 7 milliards de francs suisses (plus de 5 milliards d'euros), en hausse de 1,5 mld en 2012, selon Bilan. La fortune de la famille Castel est équivalente à celle de la famille Gérard Wertheimer (maison Chanel). Selon Bilan, cette fortune a augmenté de 2 milliards CHF en 2012. La famille Wertheimer vit aussi dans le canton de Genève.

Sur les 300 plus riches de Suisse, il y a 137 milliardaires dont la fortune a augmenté en 2012 de 9% pour atteindre 483 mlds CHF. AFP 30.11

4- Allemagne

La société allemande d'éclairage Osram va supprimer 4.700 emplois supplémentaires, soit 12% de ses effectifs, tout en cédant des usines, après sa scission avec sa maison mère Siemens, pour faire face à la concurrence asiatique.

La société, dont la marque existe depuis 106 ans, a annoncé aujourd'hui qu'elle avait pour objectif de réduire ses coûts d'un milliard d'euros sur trois ans. Osram, dont la scission est prévue au printemps, a tardé à s'adapter à l'évolution du marché des ampoules électriques vers les lampes à diodes électroluminescentes (LED), alors que les entreprises asiatiques ont augmenté leurs capacités de production, entraînant les prix à la baisse. Reuters 30.11

5- Italie

Le taux de chômage en Italie s'est établi à 11,1% de la population active en octobre, en hausse de 0,3 point par rapport à septembre, selon une estimation provisoire publiée vendredi par l'Institut national des statistiques italien.

Il s'agit du taux le plus élevé depuis janvier 2004, date à laquelle l'Istat a commencé à publier des statistiques mensuelles sur cet indicateur. Le taux de chômage est en hausse de 2,3 points de pourcentage par rapport à octobre 2011, précise le communiqué. AFP 30.11

6 - Etats-Unis

6.1- Les dockers en grève au port de Los Angeles

Le port de Los Angeles, qui occupe une position clé dans le trafic maritime transpacifique, était paralysé jeudi par une grève obligeant les porte-conteneurs à se dérouter vers d'autres ports californiers et mexicains, a annoncé la directrice du port, Geraldine Knatz.

Cette dernière a averti que "*ce conflit qui a débuté il y a trois jours pourrait avoir des répercussions sur l'économie américaine*".

La Fédération nationale de vente au détail (NRF) a demandé l'intervention de la Maison Blanche pour l'aider débloquer les négocations avec les grévistes. "*Une grève prolongée du plus grand port des Etats-Unis aurait un effet dévastateur sur l'économie américaine*", écrit le responsable de la NRF dans une lettre adressée au Président Barack Obama. lefigaro.fr 30.11

6.2- Employés de Wendy's, McDonald's, Pizza Hut, Domino's, KFC, Taco Bell, et Burger King en grève.

Des employés de plusieurs chaînes américaines de fast-food comme McDonald's ont fait grève et manifesté à New York pour demander des salaires plus élevés et le droit de former des syndicats, leurs revendications recevant le soutien du contrôleur de l'Etat de New York (nord-est).

Les télévisions locales ont notamment montré des images de plusieurs dizaines de grévistes devant un restaurant McDonald's de Manhattan, l'un d'eux affirmant "*vivre dans la pauvreté*" à cause de salaires de l'ordre de 8 dollars l'heure, un autre affirmant "*dépendre de bons alimentaires*" pour vivre.

Une pétition sur le site Fastfoodforward.org avait recueilli plus de 12.000 signatures jeudi. Adressée aux "*PDG de Wendy's, McDonald's, Pizza Hut, Domino's, KFC, Taco Bell, et Burger King*", elle déclare: "*Je soutiens les travailleurs du secteur de la restauration rapide de New York qui ont débrayé pour demander 15 dollars par heure et le droit de former des syndicats sans interférence*" de la part de la direction de leur entreprise.

Le site déclare que "*les employés des chaînes de fast-food de la ville de New York gagnent à peine assez pour survivre. La plupart d'entre nous gagnent le salaire minimum, 7,25 dollars de l'heure, soit 11.000 dollars par an seulement*". Les multinationales comme McDonalds, Wendy's, Taco Bell, KFC, et Pizza Hut "*génèrent d'énormes bénéfices et octroient des rémunérations exorbitantes à leurs patrons pendant que la plupart de leurs employés dépendent de bons alimentaires*", ajoute le site.

Le contrôleur de la ville de New York, John Liu, a soutenu les grévistes. "*Trop d'employés de la restauration rapide à New York ne gagnent pas assez d'argent pour avoir à manger chez eux, et ils ont le droit de s'organiser (en syndicats) et de demander des salaires décents*". "*C'est une honte que beaucoup de ces employés dépendent de l'aide publique alors que les entreprises pour lesquelles ils travaillent sont parmi les plus riches du pays et que leurs directeurs généraux gagnent des millions*", a-t-il ajouté. lefigaro.fr 30.11

L'Empire craque de partout...

6.3- Les impôts ont diminué aux État-Unis

Le New York Times a calculé que la plupart des Américains payent moins de taxes que sous l'ère du très libéral Ronald Reagan, dans les années 1980. Le quotidien estime que les ménages ayant des revenus supérieurs à 200.000 dollars par an sont les principaux bénéficiaires de cet allègement fiscal. lefigaro.fr 30.11

ECONOMIE

1- Produits alimentaires

Les prix alimentaires se sont stabilisés depuis le pic de l'été mais restent "*proches*" de niveaux record et menacent toujours la survie de millions de personnes, a déploré la Banque mondiale (BM) dans un rapport publié jeudi.

"*Les prix élevés s'imposent de plus en plus comme la nouvelle norme. La planète ne peut se permettre de tolérer cette tendance alors que 870 millions de personnes vivent toujours dans la faim et que des millions d'enfants meurent chaque année*" des suites de la malnutrition, a noté Otaviano Canuto, vice-président de la BM, cité dans un communiqué.

Sur le seul mois d'octobre, les prix alimentaires mondiaux ont bondi de 7% sur un an, même s'ils ont reculé de 5% par rapport au niveau record atteint pendant l'été, selon le rapport trimestriel de la Banque mondiale, qui souligne que l'évolution n'a "*pas été uniforme*".

Sur un an, les prix du maïs ont flambé de 17% en octobre tout comme ceux du blé (+24%) alors que les cours du riz (-7%) et surtout ceux du sucre (-20%) ont dégringolé, souligne la Banque mondiale. AFP 30.11

2- Inde

L'Inde a affiché une croissance ralentie à 5,3% sur un an, lors du trimestre allant de juillet à septembre, en raison des très faibles performances du secteur manufacturier et des incertitudes sur l'économie mondiale, selon les chiffres officiels publiés vendredi.

L'économie indienne, troisième de l'Asie, pâtit de taux d'intérêt élevés, d'un ralentissement de ses exportations notamment vers l'Europe et de la réticence des investisseurs étrangers, refroidis par la corruption et la paralysie du gouvernement. Le pays avait enregistré une croissance de 6,7% il y a un an.

Le secteur manufacturier a affiché les performances les plus faibles: il n'a progressé que d'un maigre 0,8%, sur un an. Les services ont augmenté de 5,5% tandis que le secteur financier et immobilier affichait un bond de 9,4%. lefigaro.fr 30.11

Haut de page

Le 2 décembre

CAUSERIE

Novembre 2012 : 4 800 connexions au site, 4 635 fichiers téléchargés. Jusqu'à présent on plafonnait à 3 000 connexions par mois. Donc on ne change rien et on continue.

J'ai formaté quelques causeries de la fin novembre au format pdf (Acrobat Reader). Elles sont de qualité inégales, je suis fatigué, j'ai beaucoup donné ces dernières semaines.

Hier soir sur TV5Monde Asie était diffusée en différé l'émission *On n'est pas couché* de la semaine dernière où figurait Mélenchon. J'ai hésité à la regarder, puis j'ai laissé tomber, il nous fait déjà perdre trop de temps, j'aurais appris quoi sur lui que je ne connaissais pas déjà, rien. Sans les médias il n'existerait tout simplement pas, au point qu'il doit revêtir les vieilles loques de l'écologie politique pour donner le change, car sur le terrain politique proprement dit, il n'existe aucun espace politique pour le réformisme dont il se réclame, il semble ignorer que la crise du capitalisme a pris la forme d'un gigantesque gouffre, à la mesure de la colossale dette qu'il a accumulée et sur laquelle il repose et qui explosera quand les taux d'intérêts vont remonter, quand, je n'en sais rien.

Une chose est certaine, cela peut retarder le moment de l'effondrement du capitalisme de baisser les taux d'intérêt jusqu'à zéro, jusqu'au jour où fatalement ils remonteront, tous les économistes sérieux sont au moins d'accord sur ce point, donc effondrement sur le plan financier en premier lieu, mais aussi social, et aujourd'hui c'est sur le plan social qu'il commence à y avoir le feu, par exemple quand des policiers manifestent à Madrid en s'excusant de ne pas pouvoir arrêter les vrais responsables de la crise et des souffrances de la population, les banquiers et les politiciens selon leurs termes. Je crois qu'on a assisté à une scène comparable en Grèce récemment.

Or, ils représentent l'ordre, le maintien de l'ordre, le bras armé de l'ordre, s'il se fend ou est coupé, l'ordre peut tomber et une révolution peut avoir lieu ou elle est facilitée. Il ne reste plus qu'à cibler les institutions

Si le dispositif policier et militaire n'est plus en situation de défendre les institutions, elles peuvent tomber, notre boulot c'est de les aider à tomber pour bâtir une nouvelle société basée sur d'autres valeurs que l'argent, le pouvoir, l'individualisme, la soumission, l'oppression et l'exploitation, pour nous à terme tout cela doit disparaître de la vie des hommes, à l'exception de l'individualisme dans la mesure où nous existons également en tant qu'individualité, tout comme en tant que personnalité ou caractère, chaque être humain est unique, c'est ce qui fonde qu'il soit aussi universel, appartenant au bien commun ; si l'on considérait chaque personne comme nous-même, comme une sorte de don de la nature que l'on doit respecter, la paix serait établie sur terre et les hommes vivraient heureux et en paix. Cela nécessite de se débarrasser des classes sociales, en premier lieu de celle des capitalistes qui déterminent les rapports sociaux dans la société, donc qui détermine l'existence des classes tout en les dominant.

Les origines ou fondements du capitalisme, des inégalités, des injustices, de toutes les souffrances et des guerres qui accablent les peuples, proviennent de la division de la société en classes dominante et dominée, y mettre un terme est une nécessité historique.

Lundi le site ne sera pas actualisé, je dois retourner à la clinique avec mon épouse, son cardiologue veut avoir une discussion avec moi, j'espère qu'il ne va pas me faire perdre mon temps. Je dois aussi retourner chez le dentiste et prendre des nouvelles de mon visa qui expire dans trois semaines, je n'ai pas de nouvelles depuis deux mois de ma demande de renouvellement pour les 15 ans à venir, la bureaucratie indienne quoi ! Il faut aussi que j'aille payer le téléphone, bref, une journée bien chargée et

pas spécialement agréable en perspective.

Bon week-end à tous.

ArcelorMittal. Et pour cause. Mittal est servi ou plutôt, il s'est servi dans la caisse !

- Accord sur Florange: Mittal satisfait, incertitudes sur les haut-fourneaux - AFP

Vous allez tout de suite comprendre pourquoi Mittal est satisfait.

Après que l'Etat s'est engagé dans la modernisation des hauts-fourneaux d'ArcelorMittal à Florange à hauteur de 150 millions d'euros, via le grand emprunt, les collectivités territoriales pour 30 millions et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pour 10 millions, le Premier ministre a annoncé vendredi que ce cadeau à Mittal et aux actionnaires pourrait encore être augmenté si nécessaire.

Les hauts-fourneaux dotés de la technologie Ulcos (Ultra-Low Carbon Dioxide Steelmaking) regagneraient en compétitivité grâce à d'importantes économies réalisées sur le coût des quotas d'émission de C02. (source AFP et L'Expansion.com 01.12)

Résumons : une entreprise réalise des dizaines de milliards d'euros de profit au cours des décennies précédente dont une grande partie va atterrir sous forme de dividendes dans la poche des riches actionnaires.

Vient le moment où en concurrence avec d'autres entreprises plus compétitives, ses actionnaires ont le choix entre investir une plus grande partie de la plus-value réalisée pour la rendre aussi compétitive ce qui supposerait qu'ils renoncent à leurs dividendes, soit ils décident tout bonnement de mettre la clé sous la porte.

Dernier scénario possible, l'Etat, donc le contribuable, les travailleurs, décide de réaliser cet investissement à la place de l'entreprise, ce qui revient en réalité à nationaliser la dette de Mittal et privatiser les profits à venir.

Quelle est la nature sociale du gouvernement, des institutions, de l'Etat ?

Nationaliser une entreprise privée n'est pas possible au nom du respect du sacro-saint principe de la propriété privée, par contre lorsqu'il s'agit de nationaliser ses dettes ou de prendre en charge des investissements fort coûteux qu'elle ne veut pas réaliser, là ce principe ne joue plus. Nous avons la réponse à notre question : capitaliste.

C'est la raison pour laquelle on ne peut concevoir toute nationalisation ou socialisation d'une entreprise autrement que sans indemnité ni rachat, rompant ainsi avec le capitalisme.

Plus buté, plus borné, tu meurs !

- ArcelorMittal: Ayrault recevra l'intersyndicale en début de semaine - L'Expansion.com

Ils ont raison de ne douter de rien : "*chiche*" (POI) ! Oui, c'est un poids chiche qu'il y a dans la tête des dirigeants du POI !

- Michel Sapin appelle les salariés de Mittal à "*reprendre confiance*" - LePoint.fr

C'était juste pour faire semblant, pour rire quoi !

ArcelorMittal: "*La nationalisation reste une arme de dissuasion*", selon Montebourg - L'Express.fr

A bas le gouvernement des capitalistes, pour un gouvernement des seuls partis ou courants du mouvement ouvrier combattant pour une République sociale, pour la rupture avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, l'UE, l'ONU !

Toujours plus riches. Normal, non ?

Stéphane Benoit-Godet, le rédacteur en chef du magazine économique Bilan, qui publie chaque année le palmarès des trois cents plus riches de Suisse, avait déjà prévenu : contrairement aux prévisions, l'arrivée de François Hollande à l'Élysée n'a pas provoqué un exode de nantis sur les bords du lac Léman.

La Confédération n'accueille que deux nouveaux très riches français, tous deux domiciliés à Genève et inconnus du grand

public : Claude Dauphin (entre 800 millions et 1,2 milliard d'euros d'avoirs) et Éric de Turckheim (170 à 250 millions). Les deux hommes sont d'ailleurs associés dans la société de négoce Trafigura, tristement célèbre pour avoir déversé des déchets toxiques à Abidjan en 2006. (Dans cette affaire, il n'y a eu aucune poursuite.)

Les riches, malgré la crise, sont de plus en plus riches. La famille Wertheimer a ainsi accru son bas de laine de 1,7 milliard d'euros, la famille Castel, de 1,3 milliard. Quant à la famille Louis-Dreyfus (négoce, immobilier), installée dans le canton des Grisons, elle a carrément fait la culbute : + 180 %. Margarita Louis-Dreyfus, 50 ans, la veuve de Robert Louis-Dreyfus, un temps patron de l'OM, est assise sur un tas d'or estimé entre 2,5 et 3,4 milliards.

Le champion de la hausse (+ 400 %) est Karim Aga Khan, installé à Genève. Le chef spirituel des musulmans ismaéliens, qui bénéficie d'un forfait fiscal, disposerait de plus de 10 milliards d'euros.

Au hit-parade tricolore, il faut citer la famille Bich (briquets et rasoirs) qui ne connaît pas la crise, avec un enrichissement de 420 millions, Benjamin de Rothschild (une fortune estimée entre 1,7 et 2,5 milliards), la famille Mimran (commerce, industrie), qui disposerait de 1,6 milliard. lepoint.fr 01.12

Et pendant ce temps-là les dirigeants du mouvement ouvrier tergiversent, emploient un double langage, bref baissent leur froque, il n'y a pas d'autres expressions qui conviennent.

Ils emploient des formules sibyllines pour ne pas choquer les capitalistes et ceux qui les soutiennent, les jaunes, la racaille réformiste complice du capitalisme qui fraie la voie à la pire réaction, la pourriture stalinienne toujours présente... Ils redoublent d'imagination sur le plan sémantique pour éviter de prononcer les gros mots qui fâchent, expropriation des banquiers et des actionnaires du CAC40 sans condition, dictature du prolétariat pendant de la dictature du capital, socialisme...

Tous entretiennnent des illusions, épargnent ou soutiennent ouvertement le gouvernement, les institutions, l'Etat qu'ils sont incapables de caractériser pour en être les complices, donc de les combattre, contre les travailleurs qu'ils prétendent représenter. On s'étonne ensuite de l'état de décomposition du mouvement ouvrier, ils en sont les responsables.

Le mérite de la résistance au rouleau compresseur de l'ultra libéralisme revient aux militants de base en contact avec les travailleurs, qui par leur mobilisation incarnent le rejet de la régression sociale sans fin à laquelle l'oligarchie financière veut nous soumettre.

A bas Israël ! Prise de conscience.

Une soixantaine de footballeurs professionnels, dont Didier Drogba, Eden Hazard ou encore Jérémy Ménez, ont adressé une lettre à l'UEFA pour protester contre la décision de celle-ci de confier à Israël l'organisation de l'Euro-2013 des moins de 21 ans.

Les signataires estiment que l'instance européenne du football ferme les yeux sur la récente offensive israélienne sur la bande de Gaza et expriment "*(leur) solidarité avec le peuple de Gaza qui vit depuis trop longtemps en état de siège, et dont on refuse les droits humains les plus fondamentaux: la dignité et la liberté*", selon la lettre.

"*Les derniers bombardements israéliens sur Gaza, provoquant la mort d'une centaine de civils, ont été une nouvelle offense à la conscience du monde*", dit la lettre, diffusé sur internet.

Les signataires évoquent aussi le bombardement du Palestine Stadium de Gaza, le 10 novembre -dont la Fifa a promis la reconstruction le 27 novembre-, qui a tué quatre adolescents, et la situation d'Omar Rowis (23 ans) et Mohammed Nemer (22 ans) du club d'Al Amari, emprisonnés en Israël. "*Des enfants tués alors qu'ils jouent au football*"

"*C'est inacceptable que des enfants soient tués alors qu'ils jouent au football. Dans ces circonstances, l'accueil du Championnat d'Europe des moins de 21 ans, serait perçu comme une récompense pour des actes, contraires aux valeurs du sport*", continue la lettre, qui demande que "*(les Palestiniens) soient protégés par la communauté internationale*". nouvelobs.com 01.12

Cette prise de position paraîtra peut-être insignifiante à certains militants, j'estime au contraire qu'au regard de la place du football chez les jeunes, cela peut aider à la formation de leur conscience politique, il ne faut rien négliger dans ce domaine face à des médias qui quotidiennement s'emploient à abrutir la population dont les jeunes.

ACTUALITE EN TITRES

De quel Etat ? De quel droit ?

- Guyane: le gouvernement déterminé à faire respecter l'état de droit - AFP

Le petit empereur déchu.

- Sarkozy, sabre de bois ! - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Le démonstrateur de drone de combat Neuron a réussi samedi son tout premier vol à Istres (Bouches-du-Rhône), couronnant près de dix ans d'efforts de six pays européens emmenés par la France et Dassault Aviation.

Une fois la centaine de vols d'essais du Neuron réalisés, d'ici deux ans, l'avionneur tricolore compte participer à la préparation de la prochaine génération d'avions de combat, avec ou sans pilote, attendue dans les années 2030.

Lancé en 2003, le programme Neuron, d'un budget de plus de 400 millions d'euros, est piloté par la Délégation générale de l'armement (DGA) et Dassault Aviation, qui joue le rôle de maître d'oeuvre.

L'avionneur français, concepteur de l'avion de combat Rafale, a entraîné dans son sillage le suédois Saab, qui fabrique le Gripen et l'italien Alenia (Finmeccanica, qui fait partie du consortium Eurofighter avec EADS et le britannique BAE Systems.

L'espagnol EADS-CASA, le grec Hellenic Aerospace Industry (HAI) et le suisse Ruag sont également de la partie.

Pendant ce temps, BAE Systems, avec qui Dassault Aviation coopère dans les drones de surveillance, mène son propre projet similaire, Taranis, avec un premier vol prévu en 2013.

Le Neuron peut effectuer un vol complet sans recevoir aucun ordre et peut rectifier de lui-même des situations critiques, un avantage crucial dans une zone de combat où il vole beaucoup plus vite que les drones de surveillance actuels.

Le deuxième vol attendra quatre mois. Entre-temps, l'avion sera envoyé au Centre d'essai d'électronique de l'armement de la DGA à Bruz, près de Rennes, où des tests seront réalisés pour vérifier qu'il est bien le plus furtif possible.

"*L'idée, c'est d'être aussi invisible qu'un moineau. Le moineau de Paris est gris, discret, ne se voit pas, se fond dans l'environnement*", explique Didier Gondoin, directeur général technique de Dassault Aviation, qui a dirigé le programme Rafale de 1998 à 2005.

Le Neuron devra ainsi demeurer en dessous des seuils de détection des radars, réglés de façon à ne pas détecter les vols d'oiseaux.

De la même manière, le moteur de l'avion a été dissimulé pour éviter que la chaleur émise ne soit détectable par les radars infrarouge.

Long de 10 mètres, le Neuron a une envergure d'environ 12,5 mètres - légèrement supérieure à celle d'un Mirage 2000 - et peut peser sept tonnes une fois ses deux soutes d'armement chargées.

"On va confronter la nouvelle épée qui est Neuron face aux boucliers que sont les systèmes de détection", résume Patrick Castagnos, directeur des essais en vol de Dassault Aviation.

Mais si les Etats ont beaucoup partagé dans la conception du Neuron, ces données-là, ils les garderont pour eux.

L'étape suivante, après 2014, s'appelle "*Neuron 2*" : il s'agit de préparer un véritable projet de drone de combat européen en assimilant les fruits du travail effectué parallèlement par BAE Systems avec Taranis. Reuters 01.12

2- Tunisie

Le gouvernement tunisien et le syndicat UGTT ont annoncé samedi un accord afin de pacifier la ville de Siliana, théâtre d'un cinquième jour d'affrontements et épicentre de la colère des Tunisiens face aux espoirs déçus de la révolution de 2011.

Le compromis prévoit que le gouverneur de cette région à 120 km au sud-ouest de Tunis, Ahmed Ezzine Mahjoubi, dont les manifestants réclament le départ, soit écarté de ses fonctions, qui seront exercées par son adjoint. Mais M. Mahjoubi n'a pas été formellement limogé.

Des mesures pour le développement économique de la région vont aussi être décidées, une autre revendication des habitants, qui, comme lors de la révolution de l'hiver 2010/2011, dénoncent l'arbitraire de la police et l'échec de la politique économique du gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda.

"*L'accord satisfait toutes les demandes des habitants de Siliana, nous appelons au calme car il n'y plus de prétexte pour les manifestations et la violence*", a déclaré à la télévision le porte-parole du gouvernement, Samir Dilou.

"*C'est un pas positif en attendant des mesures concrètes*", a déclaré de son côté à l'AFP Belgacem Ayari, le secrétaire général adjoint de l'UGTT, principal syndicat tunisien. Il a cependant insisté sur un retrait de Siliana des renforts policiers qu'il juge responsables des violences des derniers jours.

Sur le terrain, des affrontements ont eu lieu tout l'après-midi entre des centaines de jeunes, armés de pierres et de cocktails Molotov, et des policiers, plus nombreux et mieux organisés que vendredi. Des heurts ont aussi eu lieu à Bargou, à 20 km à l'est.

Dans la soirée, un semblant de calme était revenu, les forces de l'ordre patrouillant dans la ville en véhicules blindés et à pied, après avoir dispersé les manifestants avec des tirs de sommation et une grande quantité de gaz lacrymogènes.

Signe de la volatilité de la situation, des affrontements ont opposé dans la nuit de vendredi à samedi des manifestants et la police au Kef (nord-ouest) et à Sbeïtla (centre-ouest). Ces villes, situées à 70 km à l'ouest et à 120 km au sud de Siliana, sont considérées comme des points de tensions dans l'intérieur marginalisé du pays.

Des marches pacifiques ont aussi eu lieu samedi à Tunis, selon l'AFP, ainsi qu'à Bizerte (nord) et Gabès (sud-est), selon des médias locaux. Ces villes ont toutes connu des troubles ces derniers mois.

Alors que les crises se succèdent, le président Moncef Marzouki a appelé vendredi à la formation d'un gouvernement restreint pour empêcher une contagion de l'instabilité à d'autres régions, face à l'incapacité du cabinet à répondre aux attentes de la population.

Le Premier ministre, l'islamiste Hamadi Jebali, a botté en touche samedi, expliquant qu'il répondrait "*par écrit*" au chef de l'Etat. "*Si cela devait se révéler bon pour la Tunisie, je n'y verrais pas d'inconvénient*", a-t-il précisé.

Le porte-parole du gouvernement a pour sa part souligné "*la nécessité de ne pas précipiter la réaction*".

Mais le président, un laïc allié aux islamistes, n'a pas le pouvoir de remanier le gouvernement.

Les questions sociales étaient déjà au coeur de la révolution tunisienne, lancée il y a près de deux ans, qui avait marqué le début du printemps arabe. AFP 01.12

3- Turquie

Le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu a appelé samedi les pays arabes à unir leurs efforts avec la Turquie pour résoudre les crises régionales, à commencer par la question palestinienne et le conflit syrien, lors d'un forum turco-arabe à Istanbul.

"*La coopération et la solidarité turco-arabe vont renforcer les efforts pour accélérer la résolution des crises de la région et y établir la paix et la stabilité*", a déclaré M. Davutoglu devant les représentants de 21 pays arabes, dont 12 ministres des Affaires étrangères.

M. Davutoglu a placé le dossier palestinien en tête de l'agenda politique régional, se félicitant de l'accession de la Palestine au statut d'Etat observateur à l'ONU mais prévenant que la communauté internationale n'aura "payé sa dette morale, juridique et politique" aux Palestiniens que lorsque la Palestine sera un Etat pleinement reconnu.

"*La communauté internationale ne doit plus permettre qu'un gouvernement israélien qui ne reconnaît pas le droit, mette en danger la paix, la sécurité et la stabilité de la région avec une politique irresponsable et son refus d'un compromis*", a affirmé M. Davutoglu.

"*Le moment est venu d'adresser des réactions fortes aux politiques d'Israël qui ruinent le processus de paix*", a-t-il poursuivi.

Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi a pour sa part souligné que la coopération devait se concentrer sur la fin de l'"*occupation*" israélienne.

"*Nous devons maintenant travailler ensemble pour mettre fin à l'occupation par Israël*" des territoires palestiniens, a déclaré M. al-Arabi, selon la traduction en turc de ses propos.

S'adressant aux délégations arabes lors d'un déjeuner, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a lui aussi insisté sur le fait que la Palestine restait, malgré les développements à l'Onu, un "*pays sous occupation*".

"*Nous devons voir et admettre que la Palestine est aussi un pays sous occupation, en dépit du fait qu'elle a obtenu le statut d'Etat observateur*", a-t-il dit, appelant à l'unité des Palestiniens pour pouvoir former "*un Etat avec Jérusalem-est comme capitale*".

Autrefois alliée d'Israël, la Turquie entretient des relations exécrables avec l'Etat hébreu depuis l'assaut meurtrier de Tsahal en 2010 contre un navire d'aide humanitaire pour Gaza, au cours duquel avaient péri neuf Turcs. AFP 01.12

4- Bahreïn

La police bahreïnie a dispersé dans la nuit de vendredi à samedi à coups de grenades lacrymogènes et de bombes assourdissantes des manifestants dans des villages chiites entourant Manama, ont rapporté des témoins qui ont fait état de personnes blessées et arrêtées.

Les manifestants étaient descendus dans les rues à l'appel du Collectif des Jeunes du 14 février, un groupe radical, pour protester contre le blocus imposé selon eux depuis le 7 novembre à la localité chiite de Mahazza, dans les environs de Manama.

"*Le blocus ne nous fera pas peur*", "*A bas Hamad*", scandaient à l'adresse du roi Hamad ben Issa Al Khalifa les manifestants, dont certains avaient le visage masqué. Ils brandissaient des drapeaux bahreïnis et des portraits de détenus.

La police a lancé des gaz lacrymogènes, des bombes assourdissantes et tiré à la chevrotine, faisant des blessés selon des témoins qui n'en ont pas précisé le nombre.

Les personnes blessées lors de manifestations anti-gouvernementales ne se rendent pas dans les hôpitaux de crainte d'être arrêtées.

Plusieurs manifestants ont été arrêtés, selon les témoins qui ont précisé que les heurts se sont poursuivis juqu'à l'aube de samedi.

Selon la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), 80 personnes ont trouvé la mort depuis le début de la révolte le 14 février 2011. AFP 01.12

SOCIAL

France

Un millier de chômeurs et de travailleurs précaires, selon la police, 2.500 selon les organisateurs, ont manifesté samedi 1er décembre à Paris, réclamant le "*changement*" de leur situation et une revalorisation des allocations, a constaté un journaliste de l'AFP.

A l'appel des organisations représentatives de chômeurs et de précaires (AC! APEIS, MNCP, et CGT chômeurs), les manifestants ont défilé de la place Stalingrad à la place de Clichy, certains venus en famille d'autres régions que l'Ile-de-France, notamment du Nord et de Lorraine.

Cette manifestation a lieu tous les ans depuis dix ans le premier samedi de décembre, date anniversaire de la création du RMI, le 1er décembre 1988. Des militants d'extrême gauche (NPA, Lutte ouvrière, CNT, etc...) défilaient en fin de cortège. nouvelobs. com 01.12

Ne vous marrez pas : ils ont mobilisé à travers toute la France pour aboutir à ce médiocre résultat ! Ils s'en foutent en vérité, c'est clair. Cette manifestation a lieu à date fixe tous les ans, elle était donc programmée, il était donc facile de la préparer minutieusement, non ? Bof, un chômeur, c'est quoi, ça rapporte quoi, rien, pire, ça coûte et ça quémande par dessus le marché, un parasite quoi.

Vous ne pensez pas que contre le chômage qui doit concerner plus de dix millions de travailleurs avec leurs familles, syndicats, partis et éventuellement organisations de chômeurs pourraient appeler à la mobilisation générale et organiser une manifestation nationale à Paris ?

Au lieu de cela, on a affaire à une insignifiante manifestation plus apte à pousser au désespoir qu'à encourager les travailleurs qui sont victimes du chômage, la première des violences à mettre au compte de l'Etat des capitalistes.

Haut de page

Le 3 décembre

CAUSERIE

(Mon programme de la journée a été chamboulé, du coup j'ai actualisé le site, lire plus loin.)

Comme je l'ai annoncé hier je n'ai pas le temps d'actualier le site aujourd'hui, peu importe généralement les agences de presse font relâche le dimanche, c'est la raison pour laquelle je consacre ce lundi à régler mes affaires personnelles.

Toutefois, en classant hier soir les fichiers de novembre dans les pages d'accueil des différentes rubriques du portail, je suis tombé sur trois articles qu'on pourrait se remémorer qui lamine la théorie de l'écologie politique dont Mélenchon se réclame.

Ces articles de 2010 étaient signés Thierry Meyssan. Voici le dernier paragraphe du troisième article qu'il avait consacré à cette question qui résume bien la supercherie que recouvre le traitement de la question environnementale quand on ne s'attaque pas aux fondements du capitalisme et pour monsieur Mélenchon, quand on n'entend pas rompre avec l'ONU :

- "*Jusqu'à la conférence de Cochabamba, la conscience collective a oublié l'évidence que les principales atteintes à l'environnement ne sont pas la conséquence de modes de vie particuliers, ni de l'industrie civile, mais des guerres entreprises pour permettre aux multinationales d'exploiter les ressources naturelles, et de l'exploitation sans scrupule de ces ressources par ces multinationales pour alimenter les armées impériales. Ce qui nous ramène à notre point de départ, lorsque U Thant proclamait le « jour de la Terre » pour protester contre la guerre du Vietnam.*"

Eh oui, quelque part, monsieur Thierry Meyssan est plus critique envers le capitalisme, quelque part plus utile ou sans aucun doute moins nuisible que monsieur Mélenchon, le grand révolutionnaire des urnes où il a déposé les cendres du socialisme !

- 1970-1982 : L'écologie de guerre
- 1982-1996 : L'écologie de marché
- 1997-2010 : L'écologie financière

J'ai également ajouté deux adresses de vidéos sur le 11 septembre 2001, plus un article dans la rubrique International.

Cet article paru dans le portail canadien Mondialisation.ca est signé Paul Craig Roberts, un Américain que l'on aura du mal à assimiler à un adepte de la théorie du complot. Extrait du rappel des fonctions qu'il a occupées au sommet de l'Etat américain :

- " ... ancien membre du Congrès et nommé par le Président à de hautes fonctions, j'avais des habilitations de sécurité à un haut niveau. En plus de mes fonctions de secrétaire adjoint au Trésor US, j'avais des responsabilités à la FEMA en cas d'attaque nucléaire. Il y avait un refuge de montagne auquel je devais me rendre dans le cas d'une attaque nucléaire et à partir duquel j'étais censé prendre le relais du gouvernement américain dans le cas où aucun haut fonctionnaire n'aurait survécu à l'attaque."

- " En tant que personne dont les collègues au Centre d'études stratégiques et internationales à Washington étaient d'anciens secrétaires d'Etat, des anciens conseillers nationaux de sécurité, d'anciens directeurs de la CIA, anciens présidents des chefs d'états-majors, j'ai été troublé par l'histoire qu'un petit groupe d'individus, non pris en charge par un service de renseignement compétent, ait pu commettre les événements du 11/9."

Pour lui l'affaire est entendue, le 11/9 a été orchestré par Bush, Cheney et leur clique de cinglés de la Maison Blanche. Ses arguments sont imparables. Cela nous fait dire que dorénavant nous n'accorderons plus aucune crédibilité aux dirigeants du mouvement ouvrier qui reprendraient à leur compte la version officielle du 11/9 ou qui émettraient des doutes sur ses véritables planificateurs. Je l'avais peut-être déjà dit, dans ce cas-là je confirme.

Vous pourriez dire que c'est de l'histoire ancienne et qu'on s'en fout, pourquoi tirer de telles conclusions, vous rabâchez mon vieux, vous devenez gâteux... Si vouloir tirer des enseignements d'un évènement et des conséquences auxquelles il a donné lieu après coup, c'est radoter, alors il faut s'interdire de penser tout simplement.

Refuser cette vérité sur le 11/9 est intéressant à plus d'un titre, car cela révèle des esprits bornés, étroits, dépourvus d'esprit critique, qui s'interdisent de penser librement, sclérosés, qui pour cette raison ne peuvent pas, soit analyser correctement la situation, soit en tirer des conclusions pratiques correctes, réaliser les deux leur est impossible puisqu'ils sont incapables d'analyser les faits jusqu'au bout, à moins que cela provienne du fait que les intérêts qu'ils défendent à l'insu des militants ne leur permettent pas ou qu'ils se l'interdisent, ce qui reviendrait au même. Quant à construire un parti, le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui, on s'étrangle rien que d'y penser.

On ne peut pas revendiquer la vérité et la piétiner en réalité, voilà tout. Nous avons pleinement conscience de l'importance de la direction d'un parti, c'est pour cette raison que l'on ne peut pas accepter que des dirigeants ne soient pas dignes de la confiance que leur accordent leurs militants ou des militants.

Il n'est pas question ici de capacités intellectuelles, mais du refus d'admettre une évidence, de faits étayés par une multitude de preuves... Comme le dit très bien Craig Roberts, il n'est pas nécessaire de se poser des milliers de questions pour comprendre ce qui s'est réellement produit le 11/9, il suffit de s'en poser quelques-unes pour lesquelles nous connaissons les réponses, des réponses à la portée de toute le monde et que tout le monde connaît, c'est amplement suffisant.

La plupart des gens dans le monde ignorent toujours que les Américains savaient que les Japonais allaient bombarder Pearl Harbour, tout comme ils ignorent que des banquiers américains juifs financeront Hitler et le régime nazi durant la Seconde Guerre mondiale, tout comme la plupart des Américains ignorent encore que la Fed est une banque privée, etc. notre devoir de militant ouvrier n'est pas de taire ces vérités, mais de les révéler au plus grand nombre pour qu'ils prennent conscience de la pourriture et du cynisme qui habitent ceux qui nous gouvernement et ceux qui s'en font les complices par lâcheté ou par intérêt...

Les deux vidéos. Il est absolument impossible qu'une tour de plus de 100 mètres de haut explose étage par étage par enchantement et s'effondre tout aussi miraculeusement en 10 secondes, après avoir été percutée par un avion.

- 9/11 Eyewitness Commentary / World Trade Center collapse compilation.
- Blueprint for Truth 10 min. - traduction française

L'article de Paul Craig Roberts.

- Le onzième anniversaire du 11-Septembre. (mondialisation.ca) (01.12.12)

La suite de lundi matin.

J'ai légèrement modifié la présentation de la causerie, l'actualité en titres précède l'actualité du jour puis les infos en bref, c'est plus cohérent ainsi. L'ordre camarade, l'ordre, la discipline, la rigueur, bref tout ce qui rebute à un militant, et c'est un tort !

Bon courage et bonne semaine à tous.

ACTUALITE EN TITRES

Ça craque de partout. En France

- Pourquoi la sortie de crise à l'UMP n'est pas pour demain - L'Express.fr

- Chatel: l'UMP doit "*tout faire*" pour éviter la cassure - AFP

- Le dossier Florange vire à la crise politique - LeFigaro.fr

- Guedj (PS): la gauche aussi peut être touchée par la crise politique - AFP

- Marine Le Pen revendique 600 adhésions par jour au FN - 20minutes.fr

Ça craque de partout. Dans le monde.

- Allemagne. Merkel n'exclut plus un effacement de la dette grecque - Le Nouvel Observateur avec AFP

- Espagne: respecter l'objectif de déficit public en 2012 est "*très compliqué*" - AFP

- Etats-Unis. Budget américain: pas d'accord au Congrès sans hausse d'impôt, promet Geithner - AFP

- Israël. Les nouvelles colonies israéliennes, "*coup presque fatal*" à la paix, selon l'ONU - AFP

- Egypte: La Cour suprême suspend son travail et dénonce des «pressions» - 20minutes.fr

- Afghanistan : une base militaire américaine attaquée - LePoint.fr

Florange. Marché de dupes !

- Florange : le scepticisme domine - LePoint.fr

- Florange: un accord avec Mittal mais "*pas de confiance*", selon Delphine Batho - AFP

- Florange: l'exécutif face à des syndicats déçus et un ArcelorMittal flou - AFP

- Florange: le gouvernement face à des salariés déçus et un ArcelorMittal flou sur ses engagements - L'Expansion.com

- Accord sur Florange: Mittal satisfait, incertitudes sur les haut-fourneaux - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

ArcelorMittal. Tour de passe-passe. Hollande-Ayrault refont le coup du TSCG et du volet "***croissance***".

Il avait affirmé que la prise en compte par l'UE d'un volet "*croissance*" constituait une "*réorientation*" de la politique économique de l'UE, et que par conséquent plus rien ne devait s'opposer à la ratification du TSCG. Or, ce volet "*croissance*" de 120 milliards d'euros avait déjà été budgétisé à hauteur de 100 milliards d'euros par la Commission européenne depuis février 2012.

En résumé, non seulement le TSCG qu'ils ont appelé à ratifier n'avait pas été modifié, mais Hollande n'a rien obtenu de Merkel ou Barroso.

Ayrault a annoncé vendredi soir que Mittal avait accepté d'investir 180 millions d'euros sur cinq ans dans la partie transformation de l'acier de Florange - la "*filière froide*", alors qu'il avait déjà programmé d'y consacrer 150 millions d'euros, sans que personne ne sache en réalité s'il y consacrerait un seul centime !

La question qui est posée aux sidérurgistes est très simple, à tous les syndicats et partis ouvriers : soit ils se mettent en grève illimitée avec occupation et comité de grève à Florange, mais aussi à Dunkerque et Fos-sur-Mer, dans toutes les unités de production de Mittal (notamment), jusqu'au redémarrage des hauts-fourneaux et la garantie écrite que pas un emploi ne sera supprimé dans les 20 ans à venir ; soit ils peuvent commencer à chercher du boulot ailleurs.

Pour les militants des partis ouvriers, la question qui est posée est celle d'un gouvernement ouvrier qui appellera la classe ouvrière à la mobilisation générale et l'organisera, afin d'exproprier les banquiers et les capitalistes du CAC 40, des quelques 2.000 grandes entreprises du pays.

Il faut bien comprendre que tout mot d'ordre ou ligne politique qui s'inscrit dans la perspective d'une expropriation des capitalistes, ne peut être prise au sérieux si elle ne s'accompagne pas de la mobilisation et de l'organisation des masses à l'échelle de tout le pays, pour constituer leurs propres institutions qui deviendront les piliers d'un Etat ouvrier et permettront de combattre efficacement et de vaincre le camp de la réaction.

C'est là la différence fondamentale avec le Front populaire, qui se refusant à appeler les masses à se mobiliser et à s'organiser sur des objectifs politiques clairs, fraie la voie à la réaction, au fascisme, à la dictature.

Un dernier mot.

A propos des intentions du fonctionnement du site de Florange on pouvait se poser une question qu'apparemment personne n'a évoquée : comment la filière dite froide pourrait continuer d'exister et d'être rentable si la filière dite chaude disparaît, comment va être alimentée la filière froide, avec quel acier, des blocs d'acier bruts seront transportés de Dunkerque ou Fos-sur-Mer jusqu'à Florange pour ensuite être découpés en fines plaques ? Qui peut croire pareille fable ? Ce que Mittal a prévu, c'est tout bonnement de fermer à terme la totalité du site de Florange semble-t-il.

L'article de presse.

- C'est à la déception des syndicats et à une direction d'ArcelorMittal muette sur une partie des engagements évoqués par le gouvernement que l'exécutif va faire face cette semaine, après la décision vendredi de faire confiance à l'aciériste plutôt que de nationaliser Florange.

Dimanche soir, le délégué CFDT du site de l'aciérie, Edouard Martin, a affirmé que Mittal allait "*procéder dans les prochains jours à l'arrêt de l'alimentation en gaz des hauts fourneaux qui sont toujours en chauffe*".

"*L'outil est cassé et je ne comprends pas que l'Etat puisse accepter ça*", a affirmé le leader syndical au journal de France 3.

Une source proche du dossier a assuré à l'AFP dimanche que "*tant que la procédure qui va commencer dans les prochains jours de dialogue social avec les organisations syndicales n'est pas terminée, les hauts fourneaux ne seront pas arrêtés*".

"*Si jamais l'information est confirmée par le gouvernement (...), je considère ça comme une très haute trahison d'Etat et moi, personnellement, je n'irai pas à Matignon mercredi*", a affirmé M. Martin.

Une déclaration malvenue pour le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, qui a invité l'intersyndicale de Florange pour une rencontre à Paris et joue gros sur ce dossier qu'il a repris en main cette semaine, allant jusqu'à désavouer le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

"*Les négociations que nous avons menées avec Mittal ont été âpres et difficiles, parce que nous refusions de vagues déclarations, et que nous voulions des engagements inconditionnels et précis*", a-t-il déclaré dimanche dans le Républicain lorrain.

Mais selon Edouard Martin, les garanties sur l'emploi sont insuffisantes puisque les quelque 500 sous-traitants travaillant directement avec la filière amont du site (production d'acier brut) qui va être arrêtée risquent de se retrouver au chômage.

Seule à saluer l'accord, la présidente du Medef Laurence Parisot a au contraire estimé dimanche que celui-ci était "très clair: il n'y a aucune destruction d'emplois. Elle a cependant jugé "*dramatique*" les doutes pesant sur la bonne foi d'ArcelorMittal.

Dans les rangs mêmes du gouvernement, l'attitude future d'ArcelorMittal inquiète. "*Il y a un accord, il n'y a pas de confiance*", a déclaré dimanche la ministre de l'Ecologie Delphine Batho au "Grand rendez-vous" d'Europe 1/Aujourd'hui en France/iTélé. "*Jamais Mittal n'a tenu ses promesses dans le passé*", a-t-elle rappelé.

Principal doute quant au comportement de l'aciériste, le fait qu'il ne mentionnait à aucun moment samedi le projet européen Ulcos qui est supposé, à terme, permettre le redémarrage d'un des hauts fourneaux de Florange pour produire de l'acier en émettant beaucoup moins de CO2.

La commission européenne doit prendre sa décision finale sur ce dossier le 20 décembre après l'avoir examiné le 13.
Le gouvernement affirme qu'ArcelorMittal s'est engagé sur ce point.

Samedi, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a souligné que Mittal s'était simplement "*engagé à étudier le projet*" Ulcos.

Selon le co-président du Parti de gauche (PG) Jean-Luc Mélenchon, "*on n'a parlé de nationalisation aussi longtemps que Mme Parisot n'a rien dit.*"

"*Quand Mme Parisot a dit que la nationalisation est une absurdité, les journaux économiques de droite ont embrayé et il n'y a pas de nationalisation. C'est elle le vrai Premier ministre au fond*", a déclaré M. Mélenchon sur BFMTV. AFP 02.12

Poste si enviable au côté de Hollande, dont l'action en fait le coprésident du patronat, que Mélenchon serait prêt à la revendiquer.

- Pour M. Mailly, qui a rappelé que son organisation syndicale était favorable à la nationalisation temporaire et avait défendu la pérennité de l'intégralité du site, «*la décision du gouvernement crée beaucoup de déception et laisse un goût amer*».

Interrogé sur la confiance qu'il porte en Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, le secrétaire général de FO a reconnu qu'il «*est monté au créneau, a prôné une solution, a parlé d'une repreneur pour 400 millions d'euros*».

«*A la fin, la décision est différente. Les salariés ont eu un espoir et cet espoir est déçu. Il faut de la cohérence, sinon qui croire?*» se demande-t-il. 20minutes.fr 02.12

Monsieur Mailly, qui a semé des illusions dans la tête des travailleurs à propos des intentions du gouvernement, qui, sinon vous et vos collègues des autres syndicats. Qui croire, vous avez raison de poser la question, certainement pas les dirigeants syndicaux dont vous monsieur Mailly. Appelez la sidérurgie (et pourquoi pas la métallurgie, l'autombile, la chimie, la santé, l'école, etc.) à la grève illimitée, après nous verrons s'il y a lieu de modifier l'appréciation que nous portons sur vous.

Mittal est un patron gangster.

Un patron antisyndical. (source : Wikipédia et divers portails)

- Depuis début 2008, l'entreprise a été condamnée à 10 reprises pour discrimination envers des représentants du personnel ou des membres de son personnel du fait de leur activité syndicale

Condamné en justice.

- Condamné le 16 décembre 2008 pour entente sur les prix.

Un paradis fiscal !

- Siège social : Luxembourg (Luxembourg),

Même les dirigeants de ThyssenKrupp et la justice néerlandaise se sont fait rouler par Mittal !

- A la fin du mois de janvier 2006, Mittal annonce une OPA hostile sur Arcelor pour 18,6 milliards d'euros, en promettant par la même occasion à ThyssenKrupp de lui revendre Dofasco à l'issue de l'opération d'absorption d'Arcelor. Le groupe ThyssenKrupp ne parvenant pas à ses fins : en janvier 2007, la justice néerlandaise confirmera que Dofasco (du fait d'une mesure de protection mise en place par Arcelor) ne peut pas être vendu à ThyssenKrupp. (bourse.trader-finance.fr)

Quelques infos en plus sur le voyou Mittal.

Un rappel. Gandrange.

Un internaute.

- Mittal avait promis 330 M d'€ à Sarko en 2008 pour Gandrange, pas un centime.

- Avec ou sans Mittal, l'Etat investira dans Gandrange", avait dit Sarkozy avant Hollande à Florange. L'aciérie a été fermée en 2009, mettant au chômage 571 des quelque 1.200 ouvriers du site. (AFP 12.01)

Florange

- "*Mittal aujourd'hui est redevable aux yeux de l'administration fiscale française d'une dette fiscale que nous considérons comme astronomique*" a déclaré Arnaud Montebourg en réponse à une question du sénateur socialiste Jean-Marc Todeschini (.lepoint.fr 23.11)

Des internautes fournissent quelques données utiles sur le gangster Mittal.

1- "MITTAL a fermé en 3 ans 10 usines en Europe"

2- "MITTAL a perçu des millions en subventions de la France sans aucun projet industriel en contrepartie. C'est une escroquerie validée par SARKOZY et ses Ministres."

3- "MITTAL a racheté ARCELOR pour un prix au rabais mais qui satisfaisait les actionnaires."

4- "Mr Mittal (6ème fortune mondiale ,qui ferait partie du conseil de surveillance de Godmann Sachs), n'avait pas vraiment mission à "sauver " en 2006 la sidérurgie française mais a lancé une OPA agressive pour en prendre le contrôle ."

5- " En 1950, la Lorraine était la région la plus riche de France. Voyez où nous sommes rendus à présent... Arcelor Liège en Belgique ? Site définitivement fermé, employés licenciés. Arcelor Luxembourg ? Sites très menacés, aucune certitude sur leur avenir. Et le pire dans cette histoire, c'est que Mittal touche des subventions de l'Europe pour tout ça... "

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

Tous les Britanniques doivent se préparer à davantage de sacrifices pour réduire l'endettement du pays, avertit le ministre des Finances britannique George Osborne à trois jours de la présentation probable de nouvelles mesures d'austérité.

Dans une tribune publiée dimanche par The Sun, le chancelier de l'Echiquier écrit que tous les secteurs de la société doivent accepter une baisse des prestations sociales ou des hausses d'impôts. "*Tout le monde doit apporter sa contribution face à notre dette, des plus riches à ceux qui vivent toute leur vie grâce aux avantages sociaux*", estime le ministre.

Dans un entretien accordé à la télévision de la BBC dimanche, Osborne précise qu'il poursuivra son programme de réduction des déficits malgré les faibles perspectives de croissance économique.

"*Régler le problème de la dette britannique prend clairement plus de temps que prévu, se relever de la crise financière prend clairement plus de temps que quiconque avait pu l'imaginer mais faire machine arrière maintenant constituerait un désastre complet pour notre pays*", a-t-il estimé. Reuters 02.12

2- Etats-Unis

Le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, a déclaré dimanche qu'il n'y aura pas d'accord au Congrès sur le budget sans augmentation des impôts pour les plus riches, renvoyant la balle aux républicains qui continuent de juger ses propositions "*pas sérieuses*".

"*Si les républicains ne veulent pas une augmentation des impôts au niveau où ils étaient sous l'administration Clinton (années 1990, Ndlr), époque où l'économie américaine était florissante, il n'y aura pas d'accord*", a affirmé M. Geithner, qui mène les discussions pour l'administration démocrate, sur CNN.

Les Etats-Unis sont confrontés à la menace d'un "*mur budgétaire*", une cure d'austérité forcée pour réduire le déficit public: si d'ici au 2 janvier républicains et démocrates ne trouvent pas d'autre solution, des coupes budgétaires et hausses d'impôts automatiques toucheront tous les Américains même les plus modestes.

"*La seule chose qui empêcherait un accord, c'est si un groupe de républicains décide de bloquer toute augmentation des taux d'imposition des plus riches Américains. Je pense qu'il est très improbable qu'ils choisissent de faire ça*", a-t-il noté, jugeant toutefois qu'auparavant, "*il va y avoir beaucoup de théâtre politique*". AFP 02.12

3-Israël

Le projet de nouvelles implantations israéliennes à Jérusalem-Est et en Cisjordanie porterait un "*coup presque fatal*" au processus de paix israélo-palestinien censé établir deux Etats côte à côte, a affirmé dimanche le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

Les constructions prévues concernent notamment la zone E1, particulièrement controversée, entre Jérusalem et la colonie de Maalé Adoumim, où Israël s'était engagé auprès des Etats-Unis à ne pas bâtir. Le projet de rattachement de Maalé Adoumim aux quartiers de colonisation de Jérusalem-Est coupe la Cisjordanie en deux et compromet en effet la viabilité d'un futur Etat palestinien.

"*Les colonisations sont illégales au regard du droit international et si (ce projet) venait à se concrétiser, cela porterait un coup presque fatal aux dernières chances de garantir une solution à deux Etats*", a rappelé M. Ban, cité par son porte-parole Martin Nesirky dans un communiqué.

Israël a annoncé vendredi son intention de construire 3.000 logements en Cisjordanie et à Jérusalem-est, au lendemain du vote à l'Assemblée générale de l'ONU accordant à la Palestine un statut d'Etat observateur non membre aux Nations unies.

Dans une déclaration au ton particulièrement sévère pour le gouvernement israélien, M. Ban souligne que ce projet "*risque de couper totalement Jérusalem-est du reste de la Cisjordanie*".

"*C'est avec une grande inquiétude et une profonde déception que le secrétaire général a appris l'annonce par Israël*" de ces nouvelles implantations, indique le communiqué.

"*Dans l'intérêt de la paix*", Israël doit "*renoncer à son projet*", conclut M. Ban.

La décision israélienne a suscité de vives critiques au sein de la communauté internationale, notamment de la part des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a rejeté dimanche les condamnations internationales sur les projets d'expansion dans des implantations juives de Cisjordanie et à Jérusalem-Est. "*Nous continuerons de construire à Jérusalem et dans tous les endroits qui figurent sur la carte des intérêts stratégiques d'Israël*", a déclaré le chef du gouvernement israélien lors du conseil des ministres.

Le gouvernement israélien a aussi annoncé dimanche qu'il bloquait le transfert des taxes collectées par Israël au profit de l'Autorité palestinienne, toujours en représailles au vote de l'ONU sur la Palestine. AFP et Reuters 02.12

Pour réaliser l'unité des juifs et des arabes qui vivent sur la terre de Palestine, en Israël ou dans les territoires palestiniens, contre le gouvernement, ce n'est pas à bas le sionisme qu'il faut scander, mais à bas l'antisémitisme, les Palestiniens étant des sémites, ainsi que les juifs de Palestine ou encore ceux qui ont immigré en Palestine en provenance d'Europe centrale principalement après 1947, car pour les juifs ou assimilés à des juifs par la religion tout comme les arabes qui vivent en Israël ou dans les territoires palestiniens, la situation au quotidien est carrément invivable, insupportable, comment peut-on vivre dans un tel pays habité par la haine permanente depuis plus d'un demi-siècle et s'y sentir bien, c'est impossible, c'est à en faire des cauchemars chaque nuit et ne jamais trouver le repos, l'enfer quoi.

4- Slovénie

L'ancien Premier ministre social-démocrate Borut Pahor sera le quatrième président de la République de Slovénie, après avoir évincé dimanche au second tour de l'élection présidentielle le chef de l'Etat sortant, Danilo Türk (centre gauche), sur fond de grave crise économique et d'un mécontentement populaire grandissant.

La participation a été encore en baisse - 41,76% contre 48,25% (58,64% en 2007) - par rapport au 1er tour, au cours duquel elle avait déjà été la plus faible pour un scrutin dans la Slovénie indépendante, donc depuis 1991.

Borut Pahor aura ainsi réussi un surprenant retour sur le devant de la scène politique après l'effondrement de son gouvernement en 2011, même si les fonctions de président de la République sont largement honorifiques.

Agé de 49 ans, il a, obtenu, outre l'appui de son Parti social-démocrate (SD), celui, de manière plus surprenante, de la "*Liste des citoyens*" membre de la coalition gouvernementale de centre droit.

Par ailleurs, le chef du gouvernement a déploré la faible participation et souligné qu'il fallait "*rétablir la confiance des citoyens dans l'Etat*".

La Slovénie est frappée de plein fouet par la crise économique, qui provoque une grogne sociale de plus en plus massive.

Borut Pahor, chef du gouvernement de 2008 à 2011, a donné son appui aux mesures d'austérité du gouvernement conservateur de Janez Jansa : "*Il n'y a pas de solution alternative crédible*", a-t-il martelé, estimant ainsi faire preuve de "*cohérence*" dans ses convictions. AFP 02.12

SOCIAL

Espagne

En chaises roulantes, accompagnés de leurs chiens guides d'aveugles, dansant au son des sifflets et des tambours, des milliers de handicapés ont défilé dimanche à Madrid pour dénoncer les coupes frappant le secteur de la santé en Espagne, engagée dans un effort historique d'austérité.

Plus de quatre millions de personnes, selon le Comité espagnol des représentants des personnes avec un handicap (Cermi), souffrent d'un handicap en Espagne, un pays de 47 millions d'habitants.

"On nous a enlevé le droit, aux personnes qui ne peuvent pas se débrouiller seules, à être aidées et indépendantes, comme toutes les autres, ce qui est un droit vital pour nous", expliquait Lola Valverde, 65 ans, venue de Murcie, au sud-est de l'Espagne, dans l'un des 300 bus affrétés par les organisateurs.

En chaise roulante, elle affirme ne pouvoir désormais payer une aide à domicile qu'un jour par semaine, au lieu de tous les jours auparavant, après avoir vu son aide publique diminuer de moitié cet été.

Mère de deux fils autistes de 15 et 16 ans, Dolores Garcia se désespérait également face aux coupes: leur aide de 520 euros chacun a été réduite de 80 euros.

"*Nous sommes asphyxiés*", expliquait cette femme de 45 ans, qui ne travaille pas pour prendre soin de ses fils. "*Même pour les simples dépenses de base, ce n'est pas assez*".

La manifestation de dimanche intervient à la veille d'une nouvelle grève des infirmières et médecins de la région de Madrid, qui dénoncent les coupes budgétaires et les plans du gouvernement régional prévoyant notamment la privatisation de plusieurs hôpitaux.

En tout, 75.000 salariés de la santé publique de la région sont appelés à la grève par leurs syndicats, lundi et mardi, après une première grève de 48 heures la semaine dernière.

Les spécialistes ont eux appelé à une grève illimitée.

Dimanche, professionnels de la santé et patients ont formé des chaînes humaines autour de grands hôpitaux de Madrid pour marquer leur rejet face à ces réformes. AFP 02.12

Haut de page

Le 4 décembre

CAUSERIE

Le site a été actualisé partiellement car je dois m'occuper de mes affaires. Je rajouterai des documents dans la journée. Si vous avez des infos ou des documents sur Mittal, vous pouvez me les adresser pour compléter notre dossier et informer les militants.

Il y aurait plus de 900 000 millionnaires en Allemagne, il y en aurait de plus en plus dans tous les pays, y compris dans ceux où des dizaines ou centaines de millions de travailleurs et leurs familles peinent tout simplement à assurer le quotidien pour survivre. C'est un des aspects de la crise du capitalisme.

Comment ce qui demeure une infime minorité s'enrichit sur le dos de l'immense majorité, captent l'essentiel des richesses produites par ceux qui travaillent et qui finalement en seront privés ou devront vivre dans la précarité et l'indigence le restant de leurs jours.

Grâce à la dérégularisation du capitalisme et plus particulièrement des marchés financiers depuis le début des années 80, qui s'est accélérée au cours des années 90, pour atteindre des sommets dans les années 2000, et finalement s'amplifier encore dix ans plus tard, sans que la crise qui a éclaté en 2007-2008 n'y ait changé quoi que ce soit. Avec évidemment la complicité de tous les gouvernements et partis (et syndicats) qui se sont succédés au pouvoir au cours des 30 dernières années.

Cette liberté qui est donnée à une minorité de prédateurs de s'enrichir sur le dos des travailleurs aboutit à l'appauvrissement

général de ces derniers. C'est légal, il faut entendre par là, que pour cela soit rendu possible, il faut que dans chaque pays les institutions se soient alignées sur les besoins de l'oligarchie financière, ceux qu'elle a décidé de retenir, qui servent ses intérêts et qui s'inscrivent dans la perspective politique qu'elle s'est tracée de longue date.

Avec l'appui d'une couche de nantis de plus en plus nombreux animés par la même cupidité qu'elle, l'oligarchie financière peut compter ainsi asseoir plus solidement et durablement son pouvoir politique pour parvenir à son objectif, qui est évidemment qu'il ne soit plus possible de lui contester et de le voir un jour remis en cause.

En disposant d'une telle assise politique, il lui est possible d'infiltrer et de corrompre tous les partis institutionnels et les médias, de faire élire le chef de l'Etat de leur choix, qu'il soit étiqueté de droite ou de gauche ayant peu d'importance en soi, puisque leurs candidats leur sont acquis. Voilà pour le côté jardin. Voyons ce qu'il en est pour le côté cour.

Cependant, au fil du temps les besoins des travailleurs n'ont cessé de croître ainsi que leurs aspirations à accéder au progrès social, à vivre mieux que les générations passées ou à vivre "comme les autres", vous savez ceux qu'ils voient à la télévision ou sur Internet et qui semblent disposer de tout et vivre heureux, alors qu'eux ne disposent de rien et connaissent un sort misérable.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de constater, que c'est le capitalisme lui-même qui est à l'origine du développement de ces besoins nouveaux, car si une fois les besoins de base de la population en grande partie satisfaits, il ne créait pas de nouveaux besoins qui correspondraient à la production de nouvelles marchandises et services, la production qui est la source du profit des capitalistes ralentirait ou décroîtrait et ces derniers s'appauvriraient à leur tour, ce qu'ils ne peuvent pas imaginer évidemment.

Cette contradiction avec le sort que leur réserve le capitalisme est explosive, intenable à court terme, à des degrés divers partout dans le monde. La satisfaction des besoins et des aspirations de 7 milliards de travailleurs et leurs familles est incompatible avec l'accaparement de l'essentiel des richesses produites par quelques dizaines de millions de parasites qui aspirent à être toujours plus riches.

Elle se traduit par une instabilité sociale et politique croissante dans les pays dits développés, où les masses exploitées sont le plus durement frappées par des politiques de régression sociale qui les conduit à s'appauvrir et à restreindre leurs besoins jusqu'à ne plus pouvoir se soigner, se chauffer l'hiver ou manger à leur faim.

Face à cette situation sociale et politique de plus en plus délicate à gérer, les travailleurs peuvent être tentés de faire jouer les institutions dans lesquelles ils ont des illusions par le biais des urnes pour tenter de parvenir à un changement politique en leur faveur. En vain, il faut expliquer pourquoi.

Parce que leur choix va se porter sur des partis qui incarnent justement leurs illusions, en France cela peut être le PS ou le Front de gauche. DIt autrement, le fait de s'en remettre à un processus institutionnel exprime ces illusions. Or, aucun changement politique en leur faveur n'est possible dans le cadre des institutions existantes, puisqu'elles ont été taillées sur mesure pour satisfaire les besoins du capital, elles sont l'expression juridique et légale de la domination de classe du capital sur le travail. Ainsi, seuls des partis subordonnés au capital, incarnant les intérêts du capital, peuvent parvenir au pouvoir dans le cadre du régime en place.

Le simple fait de participer à des élections, dont les résultats sont connus d'avance ou ne changeront finalement rien, est l'expression de l'absence de conscience de classe des travailleurs, de leur incapacité à saisir que les institutions n'ont pas été créées pour eux, mais contre eux, qu'ils ne pourront jamais s'en servir pour faire valoir leurs droits ou accéder au pouvoir, d'où la nécessité de les renverser. On pourrait encore se demander pourquoi. Pourquoi une révolution est indispensable, parce qu'il est indispensable avant de créer des institutions qui seraient au service des travailleurs de modifier ou plutôt d'inverser le rapport entre la classe dominante et la classe dominée, sinon on se retrouverait dans le même schéma que précédemment, nos amis tunisiens en savent quelque chose.

Maintenant les institutions n'existent pas d'elles-mêmes. Jusqu'à présent la classe dominée qui aspirait au pouvoir était elle-même minoritaire dans la société, ce fut le cas de la bourgeoisie en France en 1789, la majorité étant incarnée par le peuple travailleur des villes et des campagnes. Les institutions qui voyaient le jour à la suite d'une révolution s'inscrivaient en grande partie dans la continuité de celles qui les avaient précédées où qui existaient déjà sous l'Ancien régime, en les remodelant et en les inscrivant dans une Constitution pour leur donner un cadre juridique légal qui devait permettre d'en assurer la pérennité, les élus s'engageant à respecter et à faire respecter la Constitution selon la fonction qu'ils occupaient au sein des institutions.

Avec l'avènement du capitalisme et de son pendant la classe ouvrière, la nouvelle classe qui allait aspirer à son tour au pouvoir n'incarnerait pas une minorité qui allait exploiter et opprimer une majorité, mais cette majorité elle-même, ce qui en soi devrait suffire à assurer à sa revendication une légitimité incontestable, ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui du fait de l'ignorance dans laquelle baigne cette majorité.

Si bien des compromis ont été possibles entre l'aristocratie et la bourgeoisie lors des révolutions qui portèrent celle-ci au pouvoir

pour exploiter et opprimer à son tour la majorité, ce cas de figure est inenvisageable entre la classe des capitaliste et la classe ouvrière, car contrairement à l'aristocratie et à la bourgeoisie dont les rapports à la majorité étaient identiques, basés sur l'exploitation d'une classe dépourvue de moyens de production et devant vendre sa force de travail pour survivre, la classe ouvrière n'a pas engendré une classe qu'elle pourrait à son tour exploiter, elle ne peut donc pas s'associer ou passer un compromis avec les capitalistes pour en partager les profits, si elle veut conquérir le rang de classe dominante qui lui revient historiquement, elle doit impérativement concentrer tout le pouvoir politique entre ses mains, sinon il lui sera impossible de s'attaquer à la base du pouvoir des capitalistes, le pouvoir économique qui repose sur les rapports établis entre les classes au profit de celle qui détient les moyens de production, de produire les richesses et donc de les partager ou les distribuer. On comprendra au passage pourquoi tous les discours sur une meilleure répartition des richesses sans s'attaquer aux rapports sociaux de productions établis au profit des capitalistes sont du vent, pur opportunisme.

Donc tout changement social et politique en faveur des exploités n'est possible qu'à partir du moment où les rapports entre les classes ont été inversés, et où la capacité de nuisance de la classe des capitalistes a été anéantie, ce qui nécessite des décrets, des lois, une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions qui incarnent ce bouleversement des rapports entre les classes en faveur de la majorité. Si ces institutions ne peuvent être une émanation des institutions déjà existantes, cela implique d'une part, que ces dernières ont été abolies au cours de la révolution, de même que la Constitution en vigueur, d'autre part qu'il va falloir en créer de toutes pièces ou s'appuyer sur celles qui ont vu le jour au cours du processus révolutionnaire et qui deviendront les piliers du nouvel Etat, de la République sociale à laquelle nous aspirons.

A partir du moment où il n'est pas question de reproduire les rapports qui existaient sous l'Ancien régime entre la classe détenant le pouvoir et celle aspirant à la remplacer, puisque cette fois la classe qui accèdera au pouvoir incarnera véritablement l'ensemble de la société, du peuple, le peuple travailleur, ce que ne purent jamais revendiquer les esclavagistes, les féodaux ou les capitalistes, tout ce qui incarne ces rapports doit impérativement disparaître, comme disait Marx, l'Etat doit être détruit de fond en comble sous peine que la réaction s'en saisisse pour tenter de renverser la situation en sa faveur, encore une fois, ce que seule une révolution socialiste peut réaliser, le soulèvement révolutionnaire et l'organisation consciente de millions et millions de travailleurs guidés par un parti communiste qui incarne cette politique et ces objectifs.

La bourgeoisie avait commencé à conquérir le pouvoir économique avant de se lancer à l'assaut du pouvoir politique, alors que dans le cas de la classe ouvrière, en dehors de son organisation elle ne possède aucun bastion auquel elle pourrait se raccrocher pour affronter l'offensive de la réaction ou qui pourrait lui faciliter la tâche. Cependant, il pourrait exister un moyen de remédier à cet handicap pour peu que l'on ait des dirigeants à la hauteur de leurs responsabilités.

Je pense à tous ces pans du capitalisme qui sont en train de s'écrouler, à tous ces patrons au bord de la faillite, et qui pour peu qu'on leur présenterait le socialisme sous son vrai visage et non en dogmatique pourrait les intéresser, cela vaut pour des pans de la petite-bourgeoisie ruinés ou en passe de se prolétariser, le socialisme ne consistant pas à supprimer des entreprises petites ou moyennes ou des commerces dès lors qu'ils présentent une utilité pour la société.

Ce pourquoi j'enrage souvent pour ne pas dire en permanence, c'est que le socialisme a été diabolisé et personne n'est capable de le défendre, de le diffuser, c'est une honte, c'est scandaleux en vérité. Alors que ce serait si facile de le vendre à tous ceux qui n'ont plus aucun espoir de s'en sortir sous le régime capitalisme, c'est aberrant, je ne trouve pas les mots pour qualifier le comportement de tous les partis, ils ont littéralement démissionné, c'est peut-être le mot qui convient le mieux.

ACTUALITE EN TITRES

Florange. Est dupe celui qui veut bien l'être

- Le délégué CFDT de Florange accuse le gouvernement de trahison Reuters

- Florange: FO métaux réclame l'accord signé par Mittal et le gouvernement AFP

- Thibault dénonce "*un renoncement condamnable*" du gouvernement à Florange AFP

Ils ont un sexe à la place du cerveau.

- Valérie Trierweiler, future témoin d'un mariage gay LePoint.fr

- Le PS appelle à manifester le 16 décembre pour le mariage pour tous LeMonde.fr -

- Bientôt un "*Viagra*" pour les femmes LePoint.fr

Pourquoi se gêner ?

- Le gouvernement s'est-il fait rouler par ArcelorMittal? L'Expansion.com

- Google nargue la justice française LePoint.fr

- Colonisation : "*Le bras d'honneur d'Israël à la communauté internationale*" LePoint.fr

Parole à un paradis fiscal.

- Londres durcit la chasse contre l'évasion fiscale et cible les multinationales AFP

ACTUALITE DU JOUR

Parole, parole, parole..

- Thibault dénonce "*un renoncement condamnable*" du gouvernement à Florange - AFP

- Mélenchon : "*Je ne suis pas un opposant, je suis un vainqueur !*" - LePoint.fr

- Pour Lutte ouvrière, "*les socialistes au pouvoir sont des ennemis*" - LePoint.fr

Un ennemi peut en cacher un autre.

- Pour Lutte ouvrière, "*les socialistes au pouvoir sont des ennemis*" - LePoint.fr

Touta d'abord, avez-vous vu des "*socialistes*" au pouvoir ? Nous, nous n'avons vu que des gestionnaires zélés de la société au profit des privilégiés.

Rappelons ensuite que le délégué syndical CGT de PSA Aulnay, également militant de Lutte ouvrière, a refusé d'appeler à la grève illimitée avec occupation, puis a organisé à la manière des staliniens, journées d'action et actions coup de poing de division.

- Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière (LO), a jugé lundi que "*les socialistes au pouvoir [étaient] des ennemis*", lors d'une conférence au lendemain du congrès à huis clos de son parti. Elle a ajouté que "*depuis qu'il est au pouvoir, on voit le gouvernement qui ne cesse de s'aplatir*" devant le patronat.

(Comme LO chez PSA ! - Ndlr)

Pour l'ex-candidate LO à la présidentielle, le dossier ArcelorMittal "*est une capitulation de A à Z*".

(Non, car ne peut capituler que quelqu'un qui figurait précédemment dans le camp des travailleurs, c'est prêter au gouvernement et au PS une attitude qui n'a jamais été la leur, sauf à faire semblant et à se méprendre sur leurs réelles intentions. Il est toujours bon de préciser les choses, n'est-ce pas ? - Ndlr)

La porte-parole de LO attend que les travailleurs "*se défendent*" comme "*les pigeons, les chefs de clinique... qui défendent leur bout de gras*". "*On se tient prêt à ce que cela explose*", a prévenu Mme Arthaud.

(C'est cela tiens-toi prête et surtout ne bouge pas, tu vas te fouler un petit doigt, et si les travailleurs ne "*se défendent*" pas ce sera sans doute de leur faute... - Ndlr)

Le congrès de Lutte ouvrière s'est tenu samedi et dimanche à huis clos "*en région parisienne*". Il a réuni un millier de personnes, dont 180 délégués, selon LO. Lors de ce congrès, le comité central de 100 délégués a été élu et les quatre textes d'orientation sur "*la crise économique capitaliste*", "*la situation politique internationale*", "*la situation politique et sociale en France*" et le "*bilan de la campagne présidentielle*", ont été votés à l'unanimité, selon LO. Lutte ouvrière revendique 8 000 membres et une quarantaine de conseillers municipaux, selon ses dirigeants. lepoint.fr 03.12

(Aucun intérêt, LO est inexistant, on se demande comment ils font pour avoir autant d'adhérents... fantômes. Je crois qu'au parti bolchevik de Lénine il n'a jamais existé une telle unanimité, donc rien à voir avec LO, ouf nous voilà rassurés ! - Ndlr)

Le bonimenteur a encore frappé.

Jean-Luc Mélenchon est revenu dimanche soir sur sa volonté dévoilée d'être un jour Premier ministre : "*Nous sommes disponibles"*." (Hier même Chirac n'en avait pas douté! - Ndlr)

Toutefois Mélenchon ajoute qu'il faudrait pour cela que le président de la République change de "*méthode en cours de route*", car celle de "*la politique de l'offre et de la compétitivité ne mène nulle part*". (Faux, elle mène là où Hollande et son gouvernement ont décidé d'aller : poursuivre la politique réactionnaire de leur prédécesseur. Il avait eu moins de scrupule pour participer au gouvernement privatiseur Chirac-Jospin, c'est marrant on croirait qu'au PCF et au PG tout le monde l'a oublié. Cela veut dire que n'importe quel charlatan ou aventurier qui se décrète dirigeant peut dire et faie n'importe quoi sans que personne ne trouve à y redire, quelle misère ! - Ndlr)

L'ancien membre du PS, qu'il a quitté en 2008, est-il un opposant au gouvernement ? "*La formule me fait marrer*", lâche-t-il. "*Si je réponds oui, je suis un opposant, ce qui correspond assez à l'attitude que j'ai, mais si je le fais, je coupe la planche sur laquelle je suis assis puisque je ne suis pas un opposant, je suis un vainqueur*", s'enflamme Mélenchon. "*Je suis un vainqueur frustré qui s'est fait voler sa victoire ! C'est quand même nous qui avons gagné, c'est Sarkozy qui a perdu...*"

(Nous n'avons rien gagné du tout puisque Hollande et Sarkozy étaient les deux faces de la même pièce. - N'est "*frustré*" que celui qui espérait quelque chose ou cultivait des illusions là il n'y avait pas lieu d'en avoir. Mélenchon vit ou prospère parce qu'il a le même fond de commerce que Hollande et Sarkozy, l'ignorance des masses qu'il peut abuser à coup de déclarations fracassantes... sans lendemain, qu'il sache que c'est une planche pourrie car lui aussi il sera balayé lorsque les masses prendront conscience qu'il les abusées également. - Ndlr)

L'art de brasser du vent comme dit Nikonoff. Mélenchon aspire à bâtir une "*majorité alternative*" et explique : "*Nous avons les bases idéologiques et le matériel pour. Le gros des députés PS pourrait parfaitement décider qu'il soutient cette majorité.*" lepoint.fr 03.12

(Sans aucun doute puisque comme vous le sous-entendez le "*gros des députés PS*" possède les mêmes "*bases idéologiques*" que vous. C'est marrant, on s'en doutait un peu... C'est pourquoi ils viennent de voter en choeur le budget 2013 de la Sécurité sociale. C'est cela l'écosocialisme ! - Ndlr)

Le salaire miimum estimé à 55.000 euros par an.

- Déserts médicaux : un salaire minimum de 4.600 euros par mois - Le Nouvel Observateur avec AFP

"*Un jeune médecin doit gagner 55.000 euros dans l'année. S'il n'arrive pas à ce plafond-là, on lui paiera la différence entre ce qu'il a gagné et 55.000 euros, ce qui lui permet d'avoir une forme d'assurance*", a indiqué dimanche la ministre de la Santé Marisol Touraine. Le Nouvel Observateur avec AFP 03.12

Les travailleurs qui ont un salaire de misère ou des millions de retraités qui sont logés à la même enseigne n'en demande pas tant, la moitié de cette somme leur conviendrait parfaitement.

Une aubaine pour ArcelorMittal.

- L'accord sur Florange, une aubaine pour ArcelorMittal - AFP

Si certains d'entre vous avaient encore des doutes sur l'accord intervenu entre le gouvernement et Mittal au profit de ce dernier, quand ils auront lu cet article, ils n'en auront plus du tout ou alors c'est incurable !

Ce qui est extraordinaire, c'est la médiocrité des analyses, des faits mentionnés et des éléments retenus par les différents partis ouvriers qui se sont contentés finalement de commenter l'actualité, de l'accompagner. Hier, sur Internet il m'a fallu lire et reproduire les commentaires de certains internautes qui rappelaient que Mittal depuis 2006 avait perçu des subventions de l'UE, des aides et exonérations de l'Etat français en tous genres, mieux encore qu'il avait une ardoise d'un milliards d'euros envers le fisc, qu'il avait fait le même coup à Gandrange en promettant d'investir 300 ou 330 millions d'euros, pour finalement ne pas verser un centime et fermer le site.

Or, au regard de ces éléments à la disposition de toutes les partis, gouvernement, syndicats et partis, il était impossible d'accorder le moindre crédit à la fois au discours du gouvernement et de Mittal. En comparaison, les militants ne doivent jamais l'oublier, moi

je suis tout seul à l'autre bout du monde à faire ce boulot et je l'ai fait mieux qu'eux.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les militants posent cette question à leurs dirigeants. Pourquoi ce silence?

On a l'impression que dorénavant ils courent derrière l'actualité et se positionnent une fois seulement que le gouvernement s'est exprimé, comme s'ils ne voulaient pas lui faire de l'ombre ou le gêner dans son action. Ce n'est pas nouveau, on assiste à ce pitoyable spectacle depuis le 6 mai, depuis bien plus longtemps en réalité. Disons que cette tendance s'est amplifiée depuis que Hollande a été élu, ce qui confirme ce que j'avais écrit avant les élections présidentielles si vous vous en souvenez. A court d'imagination ou incapable de s'en tenir à une ligne politique, ils ont adopté le même tic que les médias qui consiste à traiter l'actualité comme une abstraction détachée du passé et de toute perspective (politique), bref, on se demandera en quoi ils sont encore utiles. On aurait franchement souhaité ne pas avoir à se poser cette question.

En résumé, les masses sont ignorantes ou ne comprennent rien ou presque à ce qui se passe sous leurs yeux, et comme ces partis pour continuer à exister n'ont rien trouver de mieux à faire que flatter leur ignorance ou de cultiver leurs illusions, ils en sont rendus à les étaler au grand jour. Si cela vaut pour des évènements qui se déroulent sous leurs fenêtres, alors imaginez un peu ce qu'il en est quand ils se déroulent à l'autre bout du monde.

- L'encre de l'accord intervenu entre ArcelorMittal et le gouvernement sur le sort de Florange à peine sèche, les bons connaisseurs du dossier s'accordaient pour dire que Mittal sort grand gagnant de l'affaire, n'ayant consenti des concessions qu'à la marge sur ses plans initiaux.

Si les deux parties ont salué un "*bon accord*", c'est surtout ArcelorMittal qui a raison de se réjouir, tant les décisions prises s'approchent de ce qu'il prévoyait de faire dès l'annonce de la fermeture définitive des hauts-fourneaux.

Le sidérurgiste a-t-il fait des concessions significatives ? "*Non*", répond clairement Guy Dollé, qui était patron d'Arcelor à l'époque de la fusion, dans Les Echos. "*Il ne fait qu'exécuter son plan initial*", confirme, à l'unisson, Jean-Louis Pierquin, ancien dirigeant du groupe et président du pôle de compétitivité Materalia.

D'autres experts, qui ne souhaitent pas être cités, font la même analyse.

Les 180 millions d'euros investis "*ne sont pas l'effet de la fermeture*" des hauts-fourneaux, ils sont "*la rentabilisation de la fermeture*" explique M. Pierquin.

Autre aspect: l'absence de plan social. "*C'était son intérêt et c'était vraisemblablement ce qu'il aurait fait*", commente M. Dollé. "*Il n'était pas nécessaire d'avoir un plan social compte tenu de la pyramide des âges*", poursuit-il.

"*Pas de plan social, ça ne veut pas dire pas de suppression d'emplois*", souligne de son côté M. Pierquin. Vendredi soir, une source à Matignon avait effectivement précisé qu'il y aurait des suppressions de postes induites par les départs à la retraite.

"*Un accord sera négocié avec les organisations syndicales sur la base du volontariat*", a fait savoir samedi ArcelorMittal, sans préciser.

Quant aux hauts-fourneaux qu'ArcelorMittal souhaitaient fermer et qui doivent être mis sous cocon, ce n'est pas par le projet Ulcos que passera leur salut.

"*Faire croire qu'Ulcos va sauver les hauts-fourneaux lorrains, c'est de la tromperie*", assure l'ancien patron d'Arcelor, qui met en avant, tout comme M. Pierquin, le côté expérimental et temporaire du projet.

Pire, le maintien "*en l'état*" des installations dans l'optique d'y réaliser Ulcos est certes une manière de "*sauver l'honneur*" pour le gouvernement au sujet des hauts-fourneaux, comme l'indique M. Pierquin. Mais c'est aussi une aubaine pour ArcelorMittal, qui n'aura pas à procéder immédiatement à un démantèlement et à la dépollution du site, des opérations autrement plus coûteuses que la simple mise en sommeil des installations. AFP 03.12

Qui exigent que Mittal rembourse les subventions et aides diverses qui lui ont été accordées par l'Etat, qui exigent qu'il paie sur le champ le milliard d'euro qu'il doit au fisc et qui permettrait d'assurer la modernisation des hauts-fourneaux de Florange et de rendre la filière à chaud aussi ou plus compétitive que ses concurrents, de sauver la totalité des emplois y compris ceux de la sous-traitance ? Personne. Pourquoi ? Je vous laisse y réfléchir.

Commentaire d'un internaute.

- "*Pourquoi ne pas nationaliser tout ce que possède Mital en France en contrepartie de ce qu'il doit au fisc ? Merde, la France est un Etat souverain et a le droit d'intervenir quand des sociétés ne paient pas ce qu'elles doivent au fisc. les petits artisans qui*

fraudent l'Urssaf pour quelques milliers d'euros en savent quelque chose : l'Etat ne leur pardonne pas."

Vous êtes encore trop généreux à notre goût. Nous, nous le ferions casquer et ensuite on lui prendrait tout sans lui verser un centime, c'est cela le socialisme!

Les Etats-Unis, un "***exemple à suivre pour la zone euro***". Plus un aveu.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a souhaité lundi que la plus grosse part des échanges en euros soit accomplie dans la zone euro elle-même plutôt qu'à la City de Londres.

M. Noyer, qui est aussi membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), a jugé que les Etats-Unis constituaient de ce point de vue un exemple à suivre pour la zone euro.

"*New York reste le principal centre (financier) pour le dollar américain. Les autorités américaines ne sont pas opposées au fait que le dollar soit échangé à Londres, mais elles font très attention à ce que l'essentiel des transactions ne soit pas réalisé en dehors des Etats-Unis. Nous sommes pareils*", a expliqué M. Noyer à la presse française en marge du forum financier Paris Europlace à Tokyo.

D'après le gouverneur, "*il n'est pas logique que le centre financier le plus actif pour (gérer) notre monnaie ou fournir des services au sein de notre union économique soit basé à l'étranger*", a-t-il ajouté en référence à la City de Londres.

La Grande-Bretagne est l'un des 27 pays membres de l'Union européenne, mais n'a pas adopté la monnaie unique européenne, commune à 17 Etats du Vieux continent, préférant conserver la livre sterling.

"*La majeure partie des affaires devrait être sous notre contrôle*", a insisté le gouverneur auprès du quotidien britannique.

Londres craint que les pays de la zone euro cherchent à affaiblir la City, en adoptant des régulations au sein de l'Union européenne dans l'espoir de renforcer leurs propres places financières. AFP 03.12

Qui est à l'origine de l'Union européenne, qui est à l'origine de la BCE, qui est à l'origine de l'euro ? Ceux qui étaient à l'origine de la Banque d'Angleterre et de la Réserve Fédérale, la Fed, de la livre et du dollar ? Le même cartel de banquiers britanniques et qui ont traversé l'Atlantique et qui ont fait main basse sur l'économie britannique qui était la première puissance mondiale, avant que l'économie américaine prenne le relai.

Ainsi Noyer avoue que ce sont en réalité les banquiers Américains par l'intermédiaire de la City de Londres, qui gèrent l'euro en fonction de leurs besoins.

INFOS EN BREF

ECONOMIE

FMI

Après en avoir été l'ardent promoteur, le FMI a admis lundi que la libre circulation des capitaux présentait des "*risques*" pour les pays émergents et jugé que des mesures de contrôle pouvaient s'avérer "*utiles*" pour enrayer une surchauffe de leur économie et de leur monnaie.

"*Il n'est pas acquis qu'une libéralisation totale (des flux de capitaux, ndlr) soit un objectif approprié pour tous les pays et à toutes les périodes*", écrit le Fonds dans un rapport, fruit de deux années de concertation sur un sujet de discorde récurrent entre ses 188 Etats-membres.

Depuis le début de la crise, certaines puissances émergentes assurent être déstabilisées par un afflux de capitaux alimenté par les plans de relance massifs déployés en Occident (taux d'intérêts nuls, rachats d'obligations d'Etat...).

Principaux accusés, les Etats-Unis ont, depuis 2008, injecté plus de 2.300 milliards de dollars pour soutenir leur économie. Mais une partie de ces fonds est accusée de déferler dans des pays plus dynamiques, au risque de doper artificiellement leur monnaie ou de faire naître des bulles spéculatives.

"*La libéralisation des flux de capitaux comporte des risques, qui sont amplifiés quand les pays (destinataires, ndlr) n'ont pas encore atteint un degré suffisant de développement de leur système financier*", écrit le Fonds monétaire international, précisant que certains pays "*ouverts*" aux capitaux, notamment en Europe, avaient eux aussi été déstabilisés.

Depuis le maelström de la crise, le FMI avait déjà écorné le dogme d'une libéralisation à tout crins. Mais il ne l'avait jamais fait dans un rapport représentant l'avis de l'institution.

"*Ce n'est pas tant en terme de pour ou contre. C'est destiné à être une position pragmatique prenant en compte les bénéfices et les coûts*" de la libéralisation, a commenté Vivek Arora, un des directeurs adjoints du département recherche au FMI, lors d'une conférence téléphonique.

Dans son rapport, le Fonds souligne ainsi que la libre circulation des capitaux "*a souvent*" été suivie de tempêtes financières (Mexique en 1994-95, Turquie en 1994...) et note que les économies "*moins ouvertes*" ont mieux résisté aux crises récentes.

Dans ce contexte, l'institution ne voit désormais plus d'un si mauvais oeil les mesures que certains pays (Brésil, Corée du Sud...) ont prises pour restreindre les mouvements de capitaux et atténuer leurs effets néfastes.

"*Quand un pays fait face un brusque afflux ou une fuite de capitaux, l'introduction de mesures de contrôle peut être appropriée en fonction des circonstances*", indique le FMI.

Cette question ravive des souvenirs douloureux au Fonds. Pendant la crise asiatique (1997-1998), l'institution avait déconseillé tout contrôle de capitaux à des pays (Thaïlande, Indonésie...) qui s'étaient enfoncés dans la récession alors que la Malaisie, qui avait délibérément pris le parti inverse, s'était rétablie plus vite.

Plus récemment, l'Islande s'est relevée de la violente crise de 2008 en restreignant arbitrairement la fuite de capitaux hors de son économie.

L'infléchissement du FMI a laissé certains pays sur leur faim.

"*L'ampleur des dégâts causés par des flux massifs et volatils (...) n'a pas été suffisamment reconnue*", a affirmé à l'AFP Paulo Nogueira Batista, représentant du Brésil et de dix petits pays au conseil d'administration du FMI.

"*Le Fonds a à peine étudié les conséquences de la politique monétaire des pays avancés*" et a eu tendance à "minorer" leur responsabilité dans ces mouvements de capitaux déstabilisateurs, a ajouté M. Batista. AFP 03.12

Haut de page

Le 5 décembre

CAUSERIE

Lu dans un blog. Conditionnement des masses.

- "*Petit à petit, légalisation totale de la drogue, de certaines pratiques sexuelles et de la pornographie, pour ainsi supprimer dans l'esprit de la majorité des gens, l'existence même de toutes notions "morales" (toujours pour avoir une population plus facile à manipuler, en supprimant en elle, sa capacité à discerner le "bien", du "mal") et pour détruire les différentes religions en général et la culture Chrétienne occidentale en particulier.*" (http://actualitedelhistoire.over-blog.com)

Vous pouvez ajouter la religion musulmane qui est répandue dans le monde.

Notons au passage que les valeurs ou les principes dont devrait se doter la civilisation humaine selon les représentants du vieux monde, varient selon les époques ou leurs besoins géopolitiques ou géostratégiques, ce sont les mêmes qui prônaient hier le puritanisme le plus rétrograde qui aujourd'hui encense l'homosexualité, idem envers la drogue, voir par exemple l'attitude de la Couronne britannique envers les Beatles, les Rolling Stones ou Elton John.

Hier soir en me connectant sur le portail des traders de Liesi, je suis tombé sur un long article traitant encore du Nouvel ordre mondial et ses différentes institutions plus ou moins opaques ou secrètes. Du coup j'en ai découvertes dont j'ignorais l'existence, certaines ont pignon sur rue (Le Club de Rome et le Comité des 300), donc dans les jours qui viennent je vais

me documenter sur ces institutions et on y reviendra.

Mon objectif est notamment de pilonner, broyer Mélenchon et son écologie politique. Ce qui est particulièrement intéressant c'est de voir quand la question eenvironnement a émergé, comment elle a pris forme ou sous quelle forme, qui s'est appliqué ensuite à la développer, par quel moyen (médias, Haarp, etc.) jusqu'à atteindre le degré de névrose obsessionnelle que nous lui connaissons aujourd'hui.

A propos des participants aux réunions du groupe Bilderberg piloté par les banquiers de la Fed, je suis tombé sur un portail qui fournissait les noms de quelques personnalités françaises, cela concerne des réunions qui ont eu lieu entre 1996 et 2001.

Lionel Jospin participa à une réunion des Bilderberg en 1996 à Toronto au Canada.

(2001) D'après le communiqué officiel, les membres français présents étaient Nicolas Beytout (Rédacteur en chef, Les Echos), Michel Bon (Président et PDG de France Télécom), Bertrand Collomb (Président & directeur général de Lafarge), André Lévy-Lang (Ancien Président de Paribas), Thierry de Montbrial (Directeur de l'Institut français des Relations Internationales), Jean-Claude Trichet (Gouverneur de la Banque de France), Henri Nallet (Secrétaire International du Parti socialiste), Dominique Strauss-Kahn (Ancien ministre des finances). (http://frenzy.chez.com/Bilderberger.htm)

C'est au cours de ces réunions auxquelles participent l'élite mondiale (grands patrons, médias, partis politiques, universitaires, etc.) qui a été sélectionnée par un cartel de banquiers, une quinzaine de personnes seulement, qu'est planifiée la politique mondiale dans pratiquement tous les secteurs d'activités, économique, social et culturel. Il faut rappeler que ces réunions se déroulent à huis clos, que même la présence de certains invités est tenue secrète, que la presse du monde entier sur ordre réserve un black out total sur cet évènement, alors que généralement dès qu'une réunion dans le monde réunit deux ou trois personnalités ou plus une meute de journalistes se précipitent pour couvrir l'évènement et les médias produisent des articles à profusion, par exemple lors des conférences de Davos, alors que lorsque environ 120 à 135 oligarques et puissants du vieux monde participent aux réunions du groupe Bilderberg il n'y a pas un journaliste sur les lieus, pas un cameraman, pas un photographe. Nous disions que c'était au cours de ces réunions qu'était élaborée la politique du capitalisme mondial. Vous n'en êtes pas convaincu, normal et vous avez raison, maintenant il existe un argument imparable qui vous fera peut-être changer d'avis. Vous savez ou vous devriez savoir que l'Union européenne a produit des dizaines de milliers de directives, peut-être davantage, qui concernent tous les aspects de notre vie quotidienne jusque dans les plus infimes détails. Je n'ai pas le temps ici de les passer en revue, vous pouvez le vérifier en vous connectant aux portails de l'UE, vous serez stupéfait d'apprendre jusqu'où ils sont allés dans leur réglementation.

Toutes ces directives n'ont pas atterri sur le bureau de la Commission européenne par enchantement, ce ne sont pas non plus des technocrates qui se sont réveillés un beau matin en se disant : tiens aujourd'hui je vais prendre une initiative, on va réglementer la teneur en fruit dans gelée de coings... Non, ils agissent sur ordre, à partir des rapports et des instructions qui leur ont été données en amont, ils élaborent des directives qui auront valeur de lois européennes (universelles à terme). Qui sont leurs commanditaires, qui leur a fourni la matière première de ces directives? Des lobbies. Mais qui représentent-ils ? Les multinationales, les grandes universités (américaines) qui sont financées par ces multinationales, multinationales qui appartiennent ou qui sont dirigées par qui ? Par les plus puissants banquiers internationaux, ceux des différentes banques centrales qui sont toutes privées, banquiers que l'on trouve justement à la direction du groupe Bilderberg, de la Commission Trilatérale, du CFR (Concil of Foreign Relation), du Club de Rome (cofondé par qui, quelle question, par Rockefeller !). Et l'on devrait se désintéresser de ces institutions ? (A suivre)

ArcelorMittal. La véritable nature du gouvernement, des dirigeants syndicaux et des partis dits ouvriers qui les soutiennent, qui soutiennent le régime, le capitalisme.

Je reproduis plus loin des articles de presse qui fournissent des indications sur le contenu de l'accord passé entre le gouvernement et Mittal, un accord de deux pages seulement que le gouvernement a refusé apparemment de remettre aux syndicats jusqu'à présent, un gouvernement qui inspirera de ce fait une confiance... à tous ceux qui le soutiennent en réalité, syndicats et partis ouvriers compris.

Si j'ai bien compris, la moitié des 629 salariés concernés de Florange étaient sur le point d'atteindre l'âge de la retraite, et sur la moitié restante la moitié pourraient bénéficier d'un plan de départ anticipé à la retraite, il ne resterait plus que 150 salariés concernés par l'arrêt des deux hauts-fourneaux, une information que les syndicats s'étaient bien passés de préciser.

L'essentiel est ailleurs selon moi. Qu'est-ce qui distingue un pays développé d'un pays sous-développé ? Son degré d'industrialisation et le niveau de développement de ses infrastructures. On peut donc en déduire que la France et la plupart des pays de l'UE sont engagés dans une voie qui les conduit à terme à rejoindre le club du tiers-monde des pays sous-développés.

Des entreprises comportant des centaines de salariés sont liquidées tous les mois dans le pays depuis des années dans quasiment l'anonymat le plus complet ou sans qu'on en entende parler ou si peu, sauf que là il s'agit de l'aristocratie ouvrière, le fond de commerce qui permet depuis 70 ans aux dirigeants pourris de contrôler les syndicats. En fait de bastion de la classe

ouvrière, il s'agit plutôt de bastion du stalinisme supplanté souvent de nos jours par le réformisme pourri de la CFDT qui a pris la relève.

Notre propos n'est pas d'établir une distinction ou pire une discrimination entre ouvriers en fonction de leurs rapports aux dirigeants syndicaux, mais les travailleurs et militants doivent savoir la vérité, et nous disons aux sidérurgistes, aux métallurgistes aux ouvriers du secteur automobile, aéronautique, de la chimie, de la construction navale, des assurances, des banques, des différents administrations, etc. ce sont vos propres représentants syndicaux qui vous ont sans cesse trahis, vous commettez une grave erreur en pensant que le gouvernement vous aurait trompés, car il n'y avait aucune illusion à avoir sur ses réelles intentions ni sur sa nature anti-ouvrière.

Personne ne fait confiance à Mittal, après la manière dont le dossier PSA a été traité par le gouvernement au profit de la direction et des actionnaires, personne ne fait plus confiance au gouvernement, alors pourquoi devriez-vous avoir confiance dans Mittal, dans le gouvernement, dans les dirigeants des syndicats et dans les partis qui prétendaient il y a quelques semaines encore, qu'ils ne savaient pas quelle politique le gouvernement allait appliquer, alors que Hollande avait annoncé la couleur avant le 6 mai ?

Organisez-vous, rompez, chassez ces dirigeants syndicaux dignes de syndicats patronaux, décidez la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction de vos revendications légitimes. Appelez tous les travailleurs du pays à vous imiter, élisez vos délégués, constituez-vous en comités de grève, organisez une rencontre des délégués élus de tous les comités de grève ou d'action de toute la France, constituez-vous en gouvernement indépendant et souverain intégrant les partis et syndicats qui combattent pour en finir avec la dictature du capital et les institutions de la Ve République, la dictature de l'UE et de l'ONU, pour une République sociale, une fédération des Républiques sociales d'Europe.

ACTUALITE EN TITRES

En famille

- Louvre-Lens: François Hollande rend hommage à Jacques Chirac - AFP

- Logement: Cécile Duflot, une "*catho de gauche*" qui s'attire les foudres de l'Eglise - L'Express.fr

- Marine Le Pen: humainement, Hollande se comporte mieux que Sarkozy - AFP

Tensions

- Supervision bancaire: pas d'accord entre ministres européens à Bruxelles - AFP

- La Maison Blanche rejette les propositions républicaines sur le 'mur budgétaire' - LeMonde.fr

La confiance fout le camp

- EPR de Flamanville: EDF se fait lâcher par Enel - L'Expansion.com

- Le programme d'avion français Skylander au bord du crash - L'Expansion.com

- Shell ne prolongera pas son contrat avec Petit-Couronne - Reuters

Eradiquer la pauvreté, non ; éradiquer les pauvres : oui.

- Le Sénat américain rejette la convention de l'ONU sur les handicapés - AFP

"*C'était l'occasion pour les Etats-Unis de soutenir les efforts mondiaux d'éradication de la pauvreté et de l'exclusion dont beaucoup de personnes handicapées souffrent à l'étranger*", a déploré la directrice de l'ONG Handicap International Etats-Unis, Elizabeth MacNairn. "*Au lieu de cela, les Etats-Unis ont envoyé un message d'exclusion au monde. C'est un triste jour pour les Etats-Unis*". AFP

ACTUALITE DU JOUR

ArcelorMittal Florange.

1- Florange : "***Le Monde***" publie le contenu de l'accord secret conclu entre le gouvernement et ArcelorMittal - Le Monde.fr

Dans ce document de – seulement – deux pages, il est ainsi indiqué que les 180 millions d'euros d'investissements sur cinq ans promis par ArcelorMittal seront certes "*réalisés de manière inconditionnelle*", à la différence de ceux promis par Lakshmi Mittal à Nicolas Sarkozy en 2008. Mais "les investissements stratégiques" ne représenteront que 53 millions d'euros de l'ensemble.

Tout le reste, ce sera "*le flux d'investissements courants, les investissements de pérennité, santé, sécurité et progrès continu, et la maintenance exceptionnelle*", c'est-à-dire un vaste fourre-tout où à peu près tout et n'importe quoi peut être comptabilisé, et notamment les frais de maintenance. Exactement ce que craignaient les syndicats, qui accusent Lakshmi Mittal de vouloir faire passer pour une concession de sa part des dépenses qu'il était de toutes façons obligé d'effectuer.

Néanmoins, il est indiqué que le train à chaud, un équipement stratégique du site, "*fait partie des outils majeurs du dispositif de laminage*" de l'entreprise et verra donc son niveau de production "*maintenu autour de 2 millions de tonnes par an pour alimenter en bobines l'aval de la Lorraine* ". Cette pérennisation du train à chaud était réclamée depuis longtemps par l'intersyndicale de Florange.

Concernant les activités de packaging (fabrication du métal pour boîtes de conserve et canettes), dont une ligne sur deux seulement fonctionne actuellement sur le site, il est écrit noir sur blanc que "*ArcelorMittal concentrera les activités de l'amont du packaging de l'entité Atlantique et Lorraine sur Florange* ", ce qui devrait assurer la survie des lignes d'étamage "*pendant cinq ans*" et sécuriser du même coup l'emploi sur la même période. En échange, "*l'activité amont de Basse-Indre [un autre site d'ArcelorMittal situé en Loire-Atlantique] sera mise en arrêt temporaire*" et l'activité de recuit d'Ebange, une usine du groupe située près de Florange, pourra être mise en "*arrêt temporaire*" elle aussi, "*en fonction de l'optimisation des carnets*".

Mais, peut-on lire dans cet accord, "*ce transfert d'activité n'impactera pas les effectifs inscrits à Basse-Indre*", un engagement sur lequel Jean-Marc Ayrault s'est battu puisque ce site est situé dans son fief électoral, près de Nantes.

Concernant Ulcos, le programme de recherche sur la captation du dioxyde de carbone (CO2), présenté par Matignon comme la bouée de sauvetage des hauts-fourneaux de Florange, les engagements d'ArcelorMittal sont là aussi très succincts. S'il est indiqué qu'Ulcos "*reste un projet important pour développer de nouvelles solutions mieux adaptées aux enjeux du changement climatique*", il est aussi clairement écrit que "*l'état actuel des résultats de la recherche ne permet pas de passer directement sur le démonstrateur industriel de Florange*". Autrement dit : le projet n'est pas près de voir le jour.

Seul engagement concédé par Lakshmi Mittal : son groupe "*va proposer (...) de continuer à travailler sur le projet de recherche et de validation technologique, en s'appuyant notamment sur l'expertise du centre R&D de Maizières-lès-Metz*".

Conséquence, les "*installations de la phase liquide seront mises sous cocon dans l'état actuel et compatible avec la perspective de réalisation d'un démonstrateur industriel Ulcos sur un haut-fourneau*". Une phrase qui confirme que le P3, arrêté depuis juin 2011, est bien définitivement abandonné, et que le P6 ne sera pas relancé tout de suite puisque "le fonctionnement de toutes ces installations sera arrêté en toute sécurité à l'issue de la procédure légale", c'est-à-dire fin mars 2013. Le groupe s'engage simplement "*à ne pas démonter ces installations dans les six ans*".

Sur le plan social, il est stipulé que les salariés des hauts-fourneaux, au nombre de 629, seront reclassés "*sur des bases exclusivement volontaires*", avec "*un dispositif de gestion des fins de carrière et sur la mobilité interne au site*". "*ArcelorMittal continuera à proposer à des personnes volontaires les postes disponibles sur ses autres sites*", est-il également indiqué.

Par ailleurs, le document stipule que les salariés de Gepor, une filiale d'ArcelorMittal qui emploie 130 personnes à Florange et pour lesquelles les syndicats se montraient très inquiets ces derniers jours, bénéficieront "*des mesures de gestion de fin de carrière et de mobilité avec des conditions similaires à Florange*".

"*Si le contenu de cet accord s'avère exact, c'est enfin la démonstration que Mittal a enfumé le gouvernement, affirme Edouard Martin, délégué CFDT de Florange. Nous allons demander demain à Jean-Marc Ayrault si cet accord peut encore être modifié. Nous exigeons notamment que la chauffe des hauts-fourneaux soit maintenue jusqu'à la matérialisation du projet Ulcos*". L'intersyndicale n'exclut pas de quitter Matignon avec fracas si l'accord n'est pas modifié.

2- Florange: deux "***poids lourds***" de la sidérurgie étaient prêts à reprendre - AFP

Deux "*poids lourds*" de sidérugie mondiale, le belge CMI et le russe Severstal, étaient associés pour reprendre le site ArcelorMittal

de Florange, affirme le quotidien régional Le Républicain Lorrain dans son édition de mercredi.

Sous le titre "*les coulisses d'une nationalisation ratée*", le quotidien écrit que Bernard Serin (du groupe belge CMI) et Alexei Mordachov (du russe Severstal) "*étaient associés pour reprendre Florange*".

Selon le journal de Metz, l'existence de ce duo "*fragilise la position de Jean-Marc Ayrault hostile à la nationalisation*".

"*Si l'on reconstitue le scénario des derniers jours, cette information est à mettre à l'actif d'Arnaud Montebourg, le bouillant ministre du Redressement productif aujourd'hui dans la tourmente, qui avait annoncé fièrement à l'Assemblée nationale qu'il avait bien +un industriel, pas un financier, capable d'investir 400 M? + pour reprendre Florange*", ajoute-t-il.

Le nom du milliardaire russe Alexei Mordachov avait déjà été cité il y a plusieurs semaines par le quotidien économique Les Echos.

Le Républicain Lorrain affirme avoir eu "*la confirmation que le tour de table prévoyait que (cet) oligarque à la tête du 23e groupe sidérurgique mondial (69.000 personnes) n'ait qu'une +participation minoritaire+ et laissait donc la main à Bernard Serin, ex-cadre de Florange, pour mener sa stratégie industrielle*".

"*Il semble également que le montant qu'aurait engagé Bernard Serin aurait avoisiné en réalité les 500 M?*", affirme encore le journal. CMI emploie 3.400 personnes au niveau mondial.

Selon Le Républicain Lorrain, "*économiquement, la partie ne paraît pas terminée (et) Severstal pourrait prendre sa revanche*". Il rappelle que "*en 2006, l'aciériste russe avait échoué à contrecarrer l'OPA hostile de Mittal sur Arcelor*".

"*Les cartes pourraient être rebattues si Ulcos n'était pas attribué à Florange le 20 décembre ou si Mittal donnait un coup de canif dans le contrat passé avec Matignon*", conclut-il. AFP 04.12

3- Florange: l'accord d'ArcelorMittal confirme les craintes des syndicats - Le Nouvel Observateur

La rencontre mercredi 5 décembre à Matignon entre Jean-Marc Ayrault et les représentants syndicaux de Florange va-t-elle tourner court ? Depuis l'annonce par le Premier ministre vendredi d'un accord entre ArcelorMittal et le gouvernement, les syndicats s'interrogent. Sur quoi porteront les investissements promis ? Quels emplois seront réellement maintenus ? Quelles sont les chances du site pour le projet Ulcos ? La discrétion des services du Premier ministre sur l'heure de la réunion et le secret entretenu autour du texte signé avec le groupe inquiétaient les salariés, le mystère alimentant les rumeurs les plus folles: l'accord n'aurait finalement pas été signé, Jean-Marc Ayrault aurait négocié en faveur des salariés du site de Basse-Indre, en Loire-Atlantique, au détriment de ceux de Florange... La publication mardi en fin d'après-midi par "Le Monde" des extraits du texte a levé une partie du mystère... et confirmé les craintes des syndicats.

Quelle sauvegarde de l'emploi ?

"*Je vous annonce qu'il n'y aura pas de plan social à Florange*", a déclaré Jean-Marc Ayrault vendredi. Une victoire, alors que l'avenir de 629 salariés de la filière chaude est menacé depuis qu'elle a été jugée non rentable par la direction de l'entreprise ? Pas nécessairement, si l'on en croit Guy Dollé, ancien patron d'Arcelor: "*Il n'était pas nécessaire d'avoir un plan social compte tenu de la pyramide des âges*", a-t-il confié aux Echos. Un tiers des 629 salariés a déjà été reclassé, rapporte aussi Libération, et près de la moitié pourrait partir en préretraite. deplus, l'absence de plan social ne signifie pas qu'il n'y aura pas de suppression de postes. "*Un accord sera négocié avec les organisations syndicales sur la base du volontariat*", a fait savoir samedi ArcelorMittal, sans plus de précisions.

L'accord publié par "*Le Monde*" confirme qu'il y aura bien un transfert de charge entre le site situé en Basse-Indre et Florange. "*ArcelorMittal concentrera les activités de l'amont du packaging de l'entité Atlantique et Lorraine sur Florange*" pour sécuriser l'emploi pendant environ 5 ans. "*L'activité amont de Basse-Indre sera mise en arrêt temporaire*" de même que l'activité de recuit d'Ebange "*en fonction de l'optimisation des carnets*". "*Ce transfert d'activité n'impactera pas les effectifs inscrits à Basse-Indre*", promet l'accord. "*C'est écoeurant*", réagissait en revanche un sous-traitant, craignant qu'une telle décision entraîne une baisse de son activité et menace l'avenir de dix de ses salariés. "*Pas évident à digérer pour l'instant*". En revanche, pour les 130 salariés de Gepor, une filiale sous-traitante propriété d'ArcelorMittal à Florange, "*des mesures de gestion de fin de carrière et de mobilité avec des conditions similaires*" à celles proposées aux salariés d'ArcelorMittal sont prévues, assure la direction dans le texte de l'accord gouvernemental. A Dunkerque, l'accord confirme que l'arrêt d'un des hauts-fourneaux pour maintenance sera prolongé : seuls trois hauts-fourneaux sur quatre seraient conservés "*à l'échéance minimale des cinq prochaines années*".

Quels investissements ?

"*Le groupe Mittal s'est engagé à investir au moins 180 millions d'euros sur les cinq prochaines années à Florange*", a déclaré

Jean-Marc Ayrault vendredi. L'accord confirme en effet qu'ils seront réalisés de manière inconditionnelle, contrairement à ceux promis à Sarkozy pour Gandrange en 2008.

Mais "*les investissements stratégiques*" n'atteignent que 53 millions d'euros, le reste concerne "le flux d'investissements courants, les investissements de pérennité, santé, sécurité et progrès continu, et la maintenance exceptionnelle", est-il écrit dans l'accord. Autrement dit des dépenses déjà programmées. C'est exactement ce que craignaient les syndicats.

Vous avez dit Ulcos ?

"*La faible activité actuelle en Europe ne permet pas d'envisager un redémarrage des hauts fourneaux à court terme. Mais le gouvernement a obtenu l'engagement du groupe de les maintenir dans un état qui permette, le moment venu, la réalisation d'un projet industriel d'avenir. C'est le projet Ulcos : il s'agit de produire de l'acier de façon économe en énergie et plus respectueuse de l'environnement par la captation du CO2*", a déclaré Jean-Marc Ayrault vendredi.

Dans l'accord, il est indiqué qu'Ulcos "*reste un projet important pour développer de nouvelles solutions mieux adaptées aux enjeux du changement climatique*", mais que "*l'état actuel des résultats de la recherche ne permet pas de passer directement sur le démonstrateur industriel de Florange*". Les "*installations de la phase liquide seront mises sous cocon*" pour rester compatibles avec le projet Ulcos, et ArcelorMittal s'engage simplement à "*continuer à travailler sur le projet de recherche et de validation technologique*".

Autrement dit, l'un des deux hauts-fourneaux, arrêté depuis l'été 2011, est condamné, et l'autre sera arrêté "*à l'issue de la procédure légale*", en mars 2013. Enfin, le groupe s'engage à "*ne pas démonter ces installations dans les six ans*". Une opération qui permet à ArcelorMittal de ne pas avoir à démanteler et dépolluer le site, opérations autrement plus coûteuses... Lenouvelobs.fr 04.12

4-Filippetti: "***La parole d'ArcelorMittal ne vaut rien***" - L'Expansion.com avec AFP

La ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, élue de Moselle, a estimé mardi qu'il n'y avait "*pas de confiance* " dans la parole de l'industriel ArcelorMittal sur le site de Florange, estimant qu'il faudrait en revenir à une solution de reprise si "*les engagements n'étaient pas tenus*".

Tout comme Mme Filippetti, la ministre de l'Ecologie Delphine Batho a déclaré dimanche qu'il y avait un "*accord*" avec ArcelorMittal mais "*pas de confiance*", lors du "Grand rendez-vous" d'Europe1/Aujourd'hui en France/iTélé. L'Expansion.com avec AFP 04.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

La police tunisienne est intervenue mardi à Tunis pour mettre fin à de violents affrontements entre des militants islamistes favorables au gouvernement et des membres de l'UGTT, le principal syndicat du pays.

Plusieurs centaines d'islamistes armés de couteaux et de bâtons ont chargé un groupe de dirigeants de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et attaqué le siège du syndicat, place Mohamed Ali, faisant voler les vitres en éclats à coups de pierres, ont rapporté des témoins, qui ont fait état d'une dizaine de blessés.

Les forces de l'ordre sont intervenues pour séparer les deux camps.

"*UGTT, voleurs, vous voulez détruire le pays*", scandaient les islamistes.

A l'occasion du 60e anniversaire de la mort de l'ancien dirigeant syndical Farhat Hached, des centaines de syndicalistes, qui ont soutenu les manifestations contre le chômage et le sous-développement la semaine dernière dans la ville de Siliana, à 120 km environ au sud-ouest de Tunis, s'étaient rassemblés près du siège de l'UGTT en appelant à la grève générale et à la démission du gouvernement, dirigé par les islamistes modérés d'Ennahda.

"*Ce sont les mêmes méthodes que du temps de (l'ex-président Zine) Ben Ali*", a estimé un responsable de l'UGTT, Fethi Debek.

Après ces heurts, environ 2.000 syndicalistes se sont rassemblés devant le siège du gouvernement. "*Ennahda finira comme Ben Ali*", a prédit l'un des manifestants.

Le parti au pouvoir accuse l'opposition de gauche d'être à l'origine des manifestations de Siliana.

L'UGTT avait demandé à la population de Siliana de descendre dans la rue pour dénoncer le chômage, réclamer la distribution des aides de l'Etat à cette ville déshéritée et exiger le départ du gouverneur de la région, un membre d'Ennahda. Les affrontements ont fait plus de 250 blessés.

Le gouvernement a suspendu samedi dernier le gouverneur de ses fonctions et a promis des emplois pour les victimes de la "*révolution de jasmin*" de l'hiver 2010-2011 qui a chassé du pouvoir l'ancien président Ben Ali. Reuters 04.12

2- Egypte

Des dizaines de milliers d'opposants au chef de l'Etat égyptien Mohamed Morsi ont encerclé mardi soir le palais présidentiel au Caire pour exiger qu'il retire un décret par lequel il a considérablement élargi ses pouvoirs et protester contre un projet controversé de Constitution.

Les manifestants, dont de nombreux membres de l'opposition laïque et de gauche, ont pu s'approcher du palais situé à Héliopolis, dans la banlieue de la capitale, après avoir coupé les barbelés installés à quelques centaines de mètres de là.

La police anti-émeutes a fait usage de gaz lacrymogène pour tenter de les disperser, sans succès, et a battu en retraite.

"*Il y a beaucoup de tensions actuellement au Caire. Nous pressons simplement les manifestants d'exprimer leurs opinions de manière pacifique*", a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat, Mark Toner.

Des opposants au président ont aussi manifesté à Alexandrie (nord) et dans les villes de Sohag et Minya (centre).

A Minya, des manifestants ont déchiré une photo du président devant les locaux du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), la formation de M. Morsi, provoquant des heurts avec ses partisans selon des témoins. La police a fait usage de gaz lacrymogène et trois personnes ont été blessées, a indiqué à l'AFP un responsable de la sécurité.

Des milliers de personnes manifestent également sur l'emblématique place Tahrir, dans le centre du Caire.

Pour protester, plusieurs quotidiens indépendants et d'opposition ont décidé de ne pas paraître mardi. AFP 04.12

SOCIAL

Espagne

Le chômage a poursuivi sa progression en Espagne au mois de novembre.

La quatrième économie de la zone euro a enregistré en novembre 74 296 chômeurs (+ 1,54 %) de plus qu'en octobre, tandis que sur un an il y a eu 487 355 demandeurs d'emploi supplémentaires (+ 11,02 %), pour arriver à 4 907 817 chômeurs. LePoint.fr 04.12

ECONOMIE

1- Iran

Les Turcs poursuivent un troc intelligent avec l'Iran

Au cours des six derniers mois, l'Iran est parvenu à se soustraire à une partie des sanctions américaines par l'importation d'or de Turquie en échange de plusieurs milliards de pétrole vendu. L'un des officiels turcs a parlé de « *succès en matière de troc* » entre la Turquie et l'Iran. Voilà la réponse à ceux qui s'interrogeaient sur les raisons pour lesquelles les exportations d'or, et

tout particulièrement de lingots, de Turquie, sont devenues si importantes en direction de Téhéran.

CNN écrit : selon les statistiques du gouvernement turc, l'Iran a importé des milliards de dollars d'or de la Turquie depuis mars dernier, époque où les mollahs ont été éjectés du système SWIFT.

En fait, les exportations de lingots d'or ont commencé à exploser dès le mois d'avril. Cette hausse dépasse les 400% par rapport à l'année précédente.

En réalité, il y a eu beaucoup de spéculation sur la manière dont l'or est transféré de la Turquie vers l'Iran, mais d'aucuns assurent que le sujet implique également les Emirats arabes unis. « *Il est vrai que Dubaï a toujours été la plus importante porte d'entrée économique vers l'Iran* », précise un analyste américain. De manière générale, l'on dit que cet or est transféré par sacs de 50 kilos, qui est la limite de transfert autorisé de Turquie. « *Tous ces transferts ressemblent à un film de James Bond. Vous avez des personnages avec des valises noires transportant l'or* », a commenté Behzad Yaghmaian, économiste américano-iranien à Ramapo College.

Bien évidemment, les autorités turques vont s'attirer les foudres des ténors américains à la solde des sionistes, mais ne sommes-nous pas dans la période des grandes alliances ? Et les discussions en vue du prochain conflit mondial ne se font certainement devant les grands médias. Liesi 30.11

2- Chypre

Le président chypriote Demetris Christofias a qualifié mardi de "*criminel*", le comportement des banques de l'île, les jugeant responsables des "*douloureuses*" conditions imposées par le plan de sauvetage européen.

"*Beaucoup de citoyens se demandent: +pourquoi devons-nous payer pour les erreurs et les oublis, voire même les abus criminels de certains haut responsables des banques ?*+", a-t-il indiqué.

"*Les décisions des administrations des banques et le faible contrôle de la Banque centrale ont coûté à Chypre plusieurs milliards d'euros. Pour les obtenir, nous avons dû recourir au Mécanisme de stabilité européen*", s'est-il justifié.

Le montant de l'aide européenne nécessaire à la recapitalisation du système bancaire pourrait atteindre 10 milliards d'euros, alors que seul 1,5 milliard d'euros sont nécessaires pour couvrir les finances publiques durant les quatre prochaines années, a-t-il rappelé.

"*Ces chiffres montrent que la crise (...) a été causée par le système bancaire*", a-t-il estimé, indiquant que le gouvernement ne pouvait cependant pas permettre la chute du système bancaire, qui entraînerait la destruction de l'économie. AFP 04.12

Haut de page

Le 6 décembre

CAUSERIE

Deux réflexions très rapidement qu'on développera si nécessaire une autre fois.

T. Meyssan dans un article consacré à la reconnaissance du statut d'Etat observateur palestinien par l'ONU, a pointé très justement un inconvénient majeur qui conduit à rejeter la perspective de la création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat israélien et qui nous avait échappé au premier abord, à vrai dire je n'ai jamais eu le temps d'approfondir cette question.

L'existence d'un Etat palestinien reviendrait pour ainsi dire à admettre que les Palestiniens sont servis, et qu'ils n'ont plus aucun droit à revendiquer le retour sur les terres qui leur appartenaient avant 1947 et qui sont situées en territoire israélien, ce qu'a toujours contesté Israël ; la revendication du droit au retour qui a animé le combat du peuple palestinien pendant 65 ans s'éteindrait ou n'aurait plus aucune légitimité, légitimité qui d'ailleurs ne leur a jamais été accordée par aucune instance internationale.

La seconde réflexion se rapporte à la nécessité pour les gouvernements de violer en permanence les principes les plus élémentaires de la démocratie pour imposer leur politique s'austérité, ils ne disposent d'aucun autre moyen que de piétiner l'expression politique populaire pour l'appliquer, en s'appuyant évidemment sur les syndicats et les partis ouvriers corrompus qui les soutiennent à des degrés divers en se répartissant les rôles, de telle sorte que les militants et les travailleurs se font berner et n'y comprennent rien à l'arrivée. On y reviendra.

Un dernier mot.

On établira une distinction entre le mondialisme qui se rapporte à l'établissement d'un Nouvel ordre mondial ou d'un gouvernement mondial, à la perspective définie par l'oligarchie financière internationale de modeler le monde en tentant de s'affranchir des contradictions du capitalisme par des moyens qui débordent largement du cadre classique de la lutte des classes pour exercer un contrôle absolu sur la population mondiale et lui interdire toute possibilité de le renverser, et la mondialisation qui se rapporte au développement du capitalisme selon sa propre logique interne ou ses lois de fonctionnement qui incluent la lutte des classes.

Les deux interagissent en permanence et doivent être pris en compte pour comprendre la situation et dans quelle direction elle évolue ou peut évoluer, en évitant l'écueil qui consiste à les confondre, ce qui n'est pas toujours simple.

Qui n'a pas observé ces derniers jours que ni Lakshmi Mittal et ni Ayrault n'étaient vraiment ou ne semblaient être les maîtres des décisions qu'ils avaient prises ? C'était pourtant flagrant, cela mérite une explication, non ? N'attendez pas après nos diirgeants pour vous la fournir, vous risquez d'attendre toute votre vie !

Ce qui évidemment n'enlève absolument rien à leur responsabilité, car s'ils ne sont pas réellement les décisionnaires, ils savent l'un et l'autre qui sont les donneurs d'ordres, cela va de soi, ils en sont les complices, les hommes de paille, les bras armés au choix. Personne ne les a obligés à occuper le poste ou la fonction qui est la leur, ils agissent en toute conscience, en connaissance de cause, ce que les uns et les autres tentent d'occulter plus ou moins maladroitement.

En lisant la causerie d'aujourd'hui, vous comprendrez (?) pourquoi j'ai tenu à rappeler cette distinction entre mondialisme et mondialisation et à apporter ces quelques précisions.

Autre chose.

J'ai dégoté hier soir quelques vidéos intéressantes. Par hasard comme très souvent.

Comme toujours, disons à des degrés divers, leurs auteurs ont eu des parcours scabreux, certains ont évolué vers une critique du capitalisme après l'avoir servi avec zèle pendant des décennies, peu importe ici ce qu'ils ont été et ce qu'ils ont pu faire, les crimes parfois dont ils ont été les complices.

Leurs témoignages sont d'autant plus précieux qu'ils occupaient des fonctions importantes ou des postes stratégiques dans la hiérarchie de certains Etats ou de l'armée, et qu'ils rétablissent la vérité sur certains événements plusieurs décennies plus tard, alors que jusqu'à présent ces informations n'avaient été portées à la connaissance que d'une portion réduite de la population par le biais de quelques intellectuels indépendants ou de partis ouvriers somme toute marginaux ou dont la crédibilité n'était pas reconnue.

C'est très important, plus important qu'on peut le penser par erreur. Je vous avais déjà parlé de mes parents complètement arriérés qui n'avaient confiance que dans la parole des puissants, chefs d'Etat, ministres ou patrons à côté desquels j'étais insignifiant, une sinistre merde à leurs yeux appelons les choses par leurs noms, ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là et cela ne concerne pas uniquement les couches les plus arriérées du prolétariat, mais aussi des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou des couches moins arriérées de la classe ouvrière.

Quand ils auront pris connaissance du contenu de ces vidéos, ils pourraient reconsidérer le regard complaisant qu'ils portent sur le capitalisme et ses représentants. Ils pourraient aussi faire un lien avec le sort qu'ils leur réservent aujourd'hui.

Il faut noter au passage que ces vidéos ont très souvent été visualisées par une infime minorité de travailleurs (francophones, 150 millions dans le monde environ), quelques centaines ou milliers tout au plus, ce qui est insignifiant. Transmettez leurs adresses à tous vos contacts, diffusez-les le plus largement possible, pourquoi pas, organisez des réunions politique autour de leur visionnage dans votre quartier, etc.

Confessions d'un assassin financier (J.Perkins)
http://www.youtube.com/watch?v=L7NNPZTcDDo

La Mondialisation (J.Perkins)
http://www.youtube.com/watch?v=w-aB6-hzhcM

Il semblerait que cette vidéo recoupe en grande partie la précédente, ma connection internet a été coupée quand j'étais en train de la visualiser.

Pierre Faillant de Villemarest (un ancien du contre-espionnage) - Le nouvel ordre mondial

http://www.youtube.com/watch?v=XW1rzEbrgOM

Il existe une version plus longue de cet entretien, celui-ci dure 12 minutes, une autre dépasse 20 minutes, à voir...

11-Septembre: Bush et Cheney mis en cause par l'ex-lieutenant colonel US Robert Bowman (2007)
http://www.youtube.com/watch?v=10RyCZQyop4

J'ai réussi à la télécharger en entier, cette vidéo est formidable.

Discours en public de Robert Bowman, ex directeur des programmes aérospaciaux avancés de l'US air Force, prononcé en 2007, dans lequel il appelle à la destitution du président George W. Bush et de son vice-président Dick Cheney pour leurs mensonges sur le 11/9, leur dissimulation de la vérité, et leur responsabilité dans toutes les morts des guerres d'agression en Irak et en Afghanistan.

Des vidéos que je ne suis pas parvenu à visualiser ou à télécharger, donc je n'ai pas vérifié leur contenu.

Mondialisation - Quand Le FMI Fabrique La Misère - Documentaire [HD]
http://www.youtube.com/watch?v=xxl_n2mS0a0

L'Argent Dette 1 - Paul Grignon
http://www.youtube.com/watch?v=-QK33eDeCew

L'Argent Dette 2 (Promesses Chimeriques)
http://www.youtube.com/watch?v=sCfJ0Rmbvo0

ACTUALITÉ DU JOUR

ArcelorMittal Florange. Suite.

Comment (invité du journal de 20h00 sur France 2) le chef du gouvernement a-t-il pu déclarer tranquillement à propos de l'accord scélérat passé avec Mittal : "*C'est une situation qui est acquise. Beaucoup de Français aimeraient avoir un tel résultat*" ?

Parce qu'il sait que tous les syndicats et tous les partis dits ouvriers sont corrompus, tous sans exception, et qu'il n'a aucun crainte à avoir de ce côté-là. Que les "*Français*" en question ne comprennent rien à rien et sont subordonnés au capitalisme, que le mouvement ouvrier est gangrené jusqu'à la moelle par le réformisme bourgeois, y compris son avant-garde (des partis).

Si cela ne saute pas aux yeux des militants en France, tournez-vous vers la Grèce et demandez-vous comment les institutions ont-elles pu tenir aussi longtemps malgré la profonde et violente régression sociale à laquelle sont soumises les masses exploitées depuis plus de trois ans, et vous comprendrez peut-être mieux ce que nous entendons par là.

La même comédie qu'avec PSA. Ils sont tous suspendus à la bonne parole du gouvernement, à ses basques.

- A la sorte de Matignon, les représentants syndicaux n'ont pas caché leur déception.

"*Il est hors de question pour le Premier ministre de revenir en arrière*", a déclaré Norbert Cima, de Force ouvrière, évoquant une entrevue "*très tendue*" à Matignon entre les syndicats et plusieurs ministres du gouvernement.

Le délégué CFDT, Edouard Martin, a dit avoir eu le sentiment d'avoir été "*trahi*" mais s'est montré quelque peu optimiste en émettant l'espoir que la situation puisse évoluer.

"*Le fait que M. Ayrault ait accepté de dire (...) 'je suis prêt à vous recevoir de nouveau', ça nous ouvre une brèche*", a-t-il ajouté, se félicitant de la promesse d'être à nouveau reçu par le Premier ministre.

Mais pour l'heure, le gouvernement n'entend pas demander à Lakshmi Mittal de revenir à la table des négociations et souhaite plutôt se concentrer sur la mise en oeuvre de l'accord.

"*On ne va pas se remettre à négocier avec Mittal, là on va se mettre à surveiller et mettre les moyens de contrôle pour que l'accord*

se déroule bien", explique-t-on à Matignon.

Et la boucle est bouclée : la sidérurgie à Florange est morte ! Ils feignent de ne pas avoir compris que Mittal était le clone de Tapie le liquidateur !

Dès lors, il peut ajouter un grossier mensonge.

"*Nous avons regardé toutes les hypothèses sans exclusive et sans a priori*", a dit Jean-Marc Ayrault sur France 2.

Selon le Républicain Lorrain, Bernard Serin, patron du groupe sidérurgique CMI, et Alexeï Mordachov, milliardaire qui possède le géant russe de l'acier Severstal, s'étaient associés pour proposer de reprendre l'ensemble du site lorrain d'ArcelorMittal. Reuters 05.12

Qui a fourni des informations sur ces repreneurs, qui a relevé que Mittal doit un milliard d'euros au fisc ? Personne. Cela vous étonne, pas nous.

Lisez, lisez attentivement, relisez si nécessaire le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°229), c'est un modèle du genre en terme de capitulation, d'accompagnement de la fermeture programmée du site de Florange, et d'autres à terme.

Qui vous a "***trahis***", qui a trahis qui ou quoi et pourquoi ?

Ceux qui ont répété pendant des mois après le 6 mai qu'il était impossible de connaître les véritables intentions de Hollande et son gouvernement, qu'il fallait "*attendre*" de voir pour juger sur pièces de quoi il serait capable, ceux qui ont mis en avant que Hollande et sa majorité minoritaire dans le pays avaient été élus sur un autre mandat que Sarkozy, alors que c'était une supercherie et qu'ils poursuivraient la même politque antisociale et réactionnaire que Sarkozy et l'UMP, ceux qui finalement en sont arrivés à vous demander de faire confiance au gouvernement, ceux qui lui ont dit "*chiche*" quand il a annoncé une nationalisation temporaire de Florange, alors qu'il n'en avait jamais eu l'intention comme les faits le démontrent.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que c'est Lakshmi Mittal qui détient le pouvoir économique (ou plutôt l'oligarchie financière mondiale dont il est le simple exécutant dans le secteur de la sidérurgie) et le gouvernement détient le pouvoir politique, soit une décision politique était prise et Mittal était exproprié sans indemnité, et l'affaire pouvait être réglée favorablement pour les travailleurs, ce qui impliquait donc la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, une rupture avec le capitalisme, impensable évidemment, soit aucune décision politique n'était prise et Mittal conservait le pouvoir de décider à sa guise l'avenir de Florange.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le sort des travailleurs de Florange et de la sidérurgie plus largement dépendait uniquement d'une décision politique.

Or, on pouvait évoquer le contexte de guerre engagée par le capitalisme mondial contre les masses exploitées depuis trois décennies, on pouvait aussi évoquer le contexte de surproduction d'acier, on pouvait également évoquer le ralentissement de l'activité économique dû à l'endettement colossal des Etats, des entreprises, des particuliers, mais on ne pouvait ignorer la nature de Hollande, du gouvernement, du PS et ses satellites tous acquis au capitalisme, figurant tous dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, or c'est bien ce qui s'est passé, c'est bien à cette misérable mascarade à laquelle nous avons eu le droit.

Et ce n'est pas fini. Ils ne sont pas foutus d'organiser le blocage de la Lorraine, de paralyser l'activité économique de la région, et les voilà qui parlent (POI) de "*la montée de toute la Lorraine à Paris*", c'est vraiment prendre les militants et les travailleurs pour des demeurés, c'est profiter de leur ignorance pour les manipuler ou c'est ne rien comprendre à la situation. La population ne bouge pas pour quelques centaines de suppressions d'emplois en comprenant la sous-traitance, et voyez-vous cela, elle pourrait monter à Paris, on a affaire à des aventuriers, des charlatans.

Epargner toujours et encore le gouvernement qu'il soit présidé par Sarkozy ou Hollande, les institutions, le régime...

1- Extrait de l'éditorial de D. Gluckstein.

"*Oui, résistance pour défaire chacune des contre-réformes qui découlent de l'alignement du gouvernement sur la troïka, et pour balayer cette dernière, résistance au « compromis historique » auquel on voudrait contraindre les organisations syndicales, résistance pour abroger les traités européens.*

Si par miracle le gouvernement cessait de s'aligner sur la troïka, si la troïka pouvait être "*balayée*" assurément ce serait un bon gouvernement, un gouvernement au service des travailleurs, notez qu'il tenait exactement le même discours quand Sarkozy

était à la place de Hollande, donc non seulement Gluckstein colporte des illusions dans le gouvernement, pire, dans les institutions et tous ses partis (dont l'UMP !) qu'il soutient de fait.

Pas besoins de "*contraindre (les) organisations syndicales*" à collaborer activement avec le patronat et le régime, elles le font quotidiennement avec zèle sans que personne ne les y oblige. Le passer sous silence ou le nier comme le fait Gluckstein, c'est se faire le complice des dirigeants pourris des syndicats, donc du gouvernement et ses commanditaires.

2- Intervention lors la conférence nationale pour l'unité et la résistance, samedi 1er décembre, à Paris, de François Lopéra, travailleur d'ArcelorMittal à Florange, délégué CGT (IO n°229, page 2) :

"*On est revenu à la case départ, on ne comprend pas que le gouvernement ait revu ses positions. Les hauts-fourneaux restent à l'arrêt.*"

Vous comprenez quoi en fait, dites-nous ? Rien à rien, merci de l'avouer ici. Voilà le niveau politique de cette "*conférence*" que nous avons refusé de soutenir après avoir hésité on doit avouer.

Vous ne comprenez rien à la nature (bourgeoise) du gouvernement et le POI se fait grâcieusement le porte-parole de votre ignorance. Vous ignorez sans doute qu'en 2006 le géant russe de l'acier Severstal avait été évincé au profit de Mittal, et vous ne comprenez pas qu'il ait été écarté en 2012, dites-nous, vous semblez tout ignorer de l'entreprise dans laquelle vous travaillez tout en prétendant représenter ses salariés, bravo ! car cette information n'avait rien de secrète, elle figurait sur Internet (Wikipédia) et chacun peut le vérifier, ou dans mon portail depuis deux jours.

Eh oui car contrairement à vous, avant de parler de quelque chose que je ne connais pas pour éviter de sortir de grosses âneries, je me renseigne, je fais des recherches, j'ai un minimum de conscience (professionnelle), de rigueur, cela fait partie de mes responsabilités envers les militants et lecteurs, je n'ai rien à leur vendre, surtout pas du vent ou des illusions ! On peut le pardonner à un ouvrier, pas à des dirigeants d'un parti comme le POI. J'ai ouvert le n°229 d'*Informations ouvrières* et à l'aide de la touche "*recherche*" (Adobe Acrobate Professionnel) j'ai tapé le mot " *Severstal* pour vérifier s'il y figurait ou non, la réponse fut négative, au POI, le géant russe de l'acier Severstal connaissent pas non plus ! Je n'ai pas évoqué les autres partis par manque de temps ou pour éviter de perdre mon temps...

Messieurs Hollande, Ayrault, Mittal, Peugeot, dormez tranquille...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- La principale mesure du "***pacte de compétitivité***" adoptée par les députés.

L'Assemblée nationale a adopté mardi soir le crédit d'impôt de 20 milliards d'euros pour les entreprises destiné à renforcer la compétitivité et l'emploi, même si plusieurs députés de gauche déplorent l'absence d'un véritable donnant-donnant et d'un soutien marqué à l'industrie.

Principale mesure du pacte de compétitivité, ce crédit d'impôt sera financé par une hausse de la TVA, refondue en trois taux de 5, 10 et 20% (6,4 milliards d'euros en 2014), par des économies sur les dépenses publiques pour 10 milliards d'euros et des mesures de fiscalité écologique.

Également voté, un amendement du gouvernement triplant l'abattement de taxe sur les salaires de 6.000 à 20.000 euros par an, pour ne pas défavoriser le secteur associatif exclu du crédit d'impôt. AFP 05.12

1.1- La hausse de la TVA adoptée par les députés.

Les députés français ont adopté mercredi la modification des taux de TVA à partir du 1er janvier 2014 dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 2012.

Ce dispositif devant financer pour moitié le dispositif du crédit d'impôt pour la croissance et l'emploi (CICE).

Le groupe socialiste et celui des radicaux de gauche ont voté pour. Le groupe écologiste s'est abstenu. Le groupe Front de gauche et les députés de l'UMP, du R-UMP et de l'UDI (centriste) ont voté contre. Reuters 05.12

Vous n'avez pas envie de réaliser l'unité avec la "*gauche*" du PS qui a voté ces deux dispositions ou les écologistes qui ont refusé de contre contre, vous avez tort, vous ne savez pas ce que vous perdez selon le PdG et le POI, comment vous ignorez encore qu'ils se situent au côté des travailleurs, qu'ils incarnent leurs intérêts, là franchement vous êtes animés par une crasse ignorance incurable...

A bas le PS et ses satellites au service du capital !

2- Egypte

2.1- Mardi

Personne n'attendait grand chose de ce rassemblement devant le palais présidentiel, mardi 4 décembre dans l'après-midi. On disait le lieu, Héliopolis, trop éloigné du centre-ville, trop dangereux aussi avec un important cordon de forces de l'ordre. On pensait l'organisation trop bancale et surtout les manifestants trop fatigués par deux semaines de mobilisation. Même le temps, d'ordinaire si doux, semblait couvert sur le Caire.

C'était négliger la colère et l'opiniâtreté des révolutionnaires égyptiens qui ont fièrement répondu au rassemblement islamiste de samedi en débarquant par milliers, par dizaine de milliers même, devant le palais d'El-Oruba qui héberge le président de la République, Mohammed Morsi. Tel un roi déchu, le raïs acculé par son peuple avait un peu plus tôt dans l'après-midi déserté son château.

Peu avant 18 heures, s'est produit un événement pour le moins étonnant : après quelques brefs heurts, la police a retiré son dispositif de sécurité - barrières et fils barbelés - pour laisser passer les manifestants qui ont aussitôt encerclé le bâtiment. Ce geste a de quoi surprendre quand on sait quel rôle les hommes en bleu - en noir en Egypte - ont eu dans la répression de la révolution. Si certains pensent que les policiers n'ont fait qu'obéir aux ordres et reculer devant le nombre inattendu et imposant de manifestants, d'autres considèrent que l'on a assisté hier soir à un tournant de la révolution. A leurs yeux, la police a ni plus ni moins viré sa cuti et décidé de lâcher Mohammed Morsi.

Wael, la petite trentaine, n'en revient pas d'avoir entendu de ses propres oreilles un officier déclarer à la foule : "*J'espère que vous vous en rappellerez et que vous témoignerez pour nous le jour de notre procès*". Alors que la plupart des policiers ont rapidement quitté les lieux, certains sont restés sur place, à sympathiser avec les protestataires. On a ainsi pu assister à des scènes surréalistes, tel ce camion de police qui circulait dans la foule, avec, agglutinés sur son toit, une dizaine de jeunes manifestants qui sautaient dessus joyeusement en hurlant des slogans hostiles au régime des Frères. Cela n'est pas sans rappeler les désertions d'officiers pendant la première révolution et la transition militaire. nouvelobs.com 05.12

2.2- Mercredi

Opposants et partisans du président Mohamed Morsi se sont affrontés mercredi à coups de cocktails molotov et de jets de pierres lors de heurts devant la présidence au Caire qui ont fait plus de 200 blessés et illustrent la division d'un pays s'enfonçant dans la crise.

Il s'agit des pires violences depuis l'élection en juin de M. Morsi, premier président islamiste d'Egypte qui s'est attiré les foudres de l'opposition et d'une partie de la magistrature pour s'être octroyé des pouvoirs exceptionnels le 22 novembre.

La police anti-émeutes a réussi à imposer un cordon de sécurité entre les manifestants rivaux devant le palais, mais des affrontements se poursuivaient à coups de pierres dans les rues adjacentes.

Pour la deuxième journée consécutive, les abords de la présidence dans le quartier cossu d'Héliopolis ont été l'épicentre de la crise.

A l'appel des Frères musulmans, des milliers de personnes avaient afflué vers le palais dans l'après-midi, démantelant les tentes dans lesquelles de petits groupes d'anti-Morsi avaient passé la nuit après une manifestation massive de l'opposition mardi.

Des protestations ont aussi eu lieu en province, et des opposants à M. Morsi ont saccagé et incendié des locaux des Frères musulmans, dont M. Morsi est issu, à Ismaïliya et Suez, dans le nord-est du pays.

Sur place, les témoignages des manifestants traduisaient une société profondément divisée, près de deux ans après la révolte qui a fait tomber le régime de Hosni Moubarak.

L'opposition a de nouveau exigé le retrait du décret élargissant les pouvoirs de M. Morsi et l'annulation du référendum du 15

décembre sur le projet de Constitution controversé.

Le pouvoir, de son côté, par la voix du vice-président Mahmoud Mekki, a maintenu le référendum sur ce projet accusé par l'opposition de ne pas protéger certains droits fondamentaux dont la liberté d'expression, et d'ouvrir la porte à une application plus stricte de la loi islamique.

Dans une conférence de presse avec l'ex-patron de la Ligue arabe Amr Moussa et l'ex-candidat à la présidence Hamdeen Sabbahi, qui font partie du Front du salut national (FSN), une coalition de l'opposition, Mohamed ElBaradei, chef du FSN, a fait porter à M. Morsi "l'entière responsabilité" des violences.

"*Le régime perd de sa légitimité jour après jour*", a-t-il dit. "*Nous sommes prêts au dialogue*" mais uniquement si le décret est retiré, a-t-il ajouté, qualifiant le pouvoir de "*répressif et autocratique*". AFP 05.12

3- Koweït

Des milliers de Koweïtiens ont manifesté mercredi afin de réclamer, pour la troisième journée consécutive, la dissolution du Parlement élu le 1er décembre et qu'ils jugent illégitime, ont déclaré des militants et des témoins.

La police anti-émeutes a utilisé du gaz lacrymogène et des grenades assourdissantes dans certains secteurs pour disperser les manifestants, selon ces sources.

Les manifestations de mercredi ont eu lieu dans au moins sept secteurs dans des faubourgs à prédominance tribale, selon les mêmes sources.

Les rassemblements de protestation de l'opposition ont lieu chaque soir depuis lundi, et certains se poursuivent toute la nuit et sont marqués par des heurts avec la police anti-émeutes.

Depuis le début du mouvement, des dizaines de personnes ont été arrêtées, dont dix adolescents, et quelques personnes ont été légèrement blessées, selon des militants.

L'opposition, qui comporte des islamistes, des nationalistes et des libéraux, réclame la dissolution du Parlement issu des élections législatives du 2 décembre, qu'elle a déclaré "*illégitime*".

L'opposition a boycotté ces élections en raison d'un amendement à la loi électorale qui a complètement faussé, selon elle, les résultats du scrutin et dont elle exige aussi la suppression.

Selon la Commission électorale nationale, la participation au scrutin a été de 39,7%. Selon l'opposition, elle n'a été que de 26,7%.

Le boycottage a été le plus fort dans les zones habitées par les tribus bédouines, où les chefs locaux avaient appelé à ne pas aller voter.

Des dirigeants de l'opposition ont annoncé que les manifestations continueraient jusqu'à ce que le nouveau Parlement, qui doit tenir sa séance inaugurale le 16 décembre, soit dissous et que l'amendement à la loi électorale soit retiré.

Avant ces élections, l'opposition, qui détenait 36 des 50 sièges de la Chambre dissoute en juin, avait organisé trois grandes manifestations dont deux avaient été violemment dispersées par la police.

L'opposition réclame des réformes de fond pour réduire l'emprise de la famille régnante sur les rouages de l'Etat, avec un gouvernement issu de la majorité parlementaire et une meilleure lutte contre la corruption. En revanche, elle n'a jamais contesté le règne des Al-Sabah, au pouvoir depuis plus de 250 ans. AFP 05.12

SOCIAL

1- France

1.1- Avec l'aval des syndicats qui participent à la Commission de régulation de l'énergie.

Les tarifs réglementés du gaz de GDF Suez devraient augmenter "*de 2 à 3%*" au 1er janvier pour prendre en compte le rattrapage

de hausses qui n'ont pas été décidées auparavant, rapporte Le Figaro jeudi soir.

"*C'est en tout cas ce qui ressort des récents échanges sur le sujet entre les pouvoirs publics, GDF Suez et la Commission de régulation de l'énergie (CRE)*", écrit le quotidien sur son site internet, mais "*la mesure peut toutefois être arbitrée jusqu'au dernier moment par le gouvernement*". AFP 05.12

Rappel. En France, 8 millions de personnes, soit 3,8 millions de foyers, sont en situation de précarité énergétique. (Crédoc - 20minutes.fr 28.11.2012). Lire l'article complet dans les articles de presse de novembre.

1.2- L'équipementier automobile américain Delphi veut supprimer 157 emplois

L'équipementier automobile américain Delphi veut supprimer 157 emplois sur 218 dans ses unités de recherche et développement de Villepinte (Seine-Saint-Denis) et d'Illkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin).

Les salariés concernés, 103 sur 140 à Illkirch, dont 80% d'ingénieurs, 54 sur 78 à Villepinte, se verront proposer des mutations à Cracovie, en Pologne, "*au tarif local*", dans le cadre du Plan de sauvegarde de l'emploi, ont précisé des élus au comité d'entreprise d'Illkirch.

"*Le but affiché, c'est de réduire les effectifs en Europe de l'Ouest pour consolider un site 'low cost' en Europe de l'Est*", a-t-on précisé de même source.

Le centre de R & D de Cracovie, créé il y a dix ans, emploierait aujourd'hui 1.000 salariés et devrait en compter 1.500 dans les années à venir.

La direction de Delphi France a confirmé ces informations à Reuters.

Selon le comité d'entreprise, l'équipementier américain, qui emploie 3.600 personnes en France, a justifié sa décision par une rentabilité insuffisante des activités concernées, soit une marge de 2 à 3% alors qu'il en attendrait 5 à 6.

Ancienne filiale de General Motors, Delphi, alors en faillite, a été racheté en octobre 2009 par un groupe d'investisseurs qui ont assumé une dette de 3,5 milliards de dollars et ont investi 900 millions de dollars. L'entreprise est de nouveau cotée à la Bourse de New York depuis novembre 2011.

L'équipementier emploie 104.000 personnes dans le monde. Reuters 05.12

2- Allemagne

Le gouvernement allemand a décidé de renforcer son dispositif de chômage partiel, en raison de la dégradation de la situation économique, comme au plus fort de la crise en 2009, a-t-on appris mercredi auprès d'une porte-parole du ministère du Travail. La ministre du Travail Ursula von der Leyen et le ministre de l'Economie Philipp Rösler sont tombés d'accord en début de semaine pour prolonger le dispositif de six mois, a précisé la porte-parole.

L'Etat prendra en charge pendant un an, au lieu de six mois en temps normal, la rémunération (entre 60 et 67% du salaire net) des salariés mis à pied temporairement. L'accord doit être encore officiellement entériné avant d'entrer en vigueur à une date que le ministère n'était pas en mesure de communiquer mercredi soir.

Cette mesure était réclamée depuis plusieurs semaines par les syndicats et le patronat allemands, en raison de la multiplication des recours au chômage partiel dans plusieurs secteurs, dont l'automobile.La confédération allemande des syndicats (DGB) a salué cette initiative, jugeant qu'elle permettait davantage de flexibilité tout en préservant les emplois. Elle a toutefois ajouté que d'autres mesures pourraient s'avérer nécessaire en cas d'aggravation de la crise.

En 2009, plus d'un million de salariés en moyenne avaient bénéficié du dispositif de chômage partiel renforcé, dans plus de 49.000 entreprises. En 2010, ce chiffre était tombé à 429.000 en moyenne.A cette époque, la prise en charge des rémunérations par l'Etat avait même été prolongée jusqu'à un maximum de 24 mois.Depuis le 31 mars 2012, cette prise en charge était revenue à la durée classique de six mois. L'Expansion.com 05.12

Ah ben si "*cette mesure était réclamée depuis plusieurs semaines par les syndicats et le patronat allemands*", à la bonne heure, ça baigne ! Pourris jusqu'à l'os ces syndicats. Que dire de ceux qui prétendent qu'ils seraient indépendants ? Vendus !

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'au fur et à mesure qu'ils habituent les travailleurs à avoir des horaires de travail et un salaire à la carte, amputées arbitrairement, viendra un jour où ces conditions de travail deviendront la règle au lieu d'être l'exceptions, et il

sera alors trop tard ou impossible de s'y opposer tellement elles seront ancrées dans leurs habitudes, voilà pourquoi nous sommes farouchement contre.

Eh oui, il faut réfléchir un petit peu plus loin que le bout de son nez ! C'est même un devoir pour chaque militant.

3- Tunisie

Le principal syndicat tunisien a appelé mercredi à une grève générale le 13 décembre dans l'ensemble du pays, engageant un bras de fer avec les islamistes au pouvoir en pleine crise politique et sociale tout juste avant le deuxième anniversaire de la révolution.

"*L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a décidé d'une grève générale le jeudi 13 décembre 2012 sur tout le territoire de la République*", a annoncé le syndicat à l'AFP et sur sa page Facebook.

La centrale précise qu'elle entend ainsi protester contre une attaque de son siège mardi à Tunis orchestrée, selon elle, par des militants islamistes proches du parti Ennahda qui dirige le gouvernement.

Elle réclame l'arrestation des assaillants et la dissolution de la Ligue de la protection de la révolution, sorte de milice pro-pouvoir aux méthodes brutales qui s'est posée en garant des revendications de la révolte de 2010-2011.

De leur côté, les branches locales de l'UGTT ont appelé à une grève dans plusieurs régions dès jeudi, exprimant les mêmes demandes. Plusieurs débrayages sectoriels sont aussi prévus.

Il s'agit de Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, sa voisine Kasserine, Sfax, dont la capitale éponyme est la deuxième ville du pays, et Gafsa, zone minière très volatile.

Dans son histoire, l'UGTT a appelé seulement à deux grèves nationales, l'une en 1978, et une autre, de deux heures, le 12 janvier 2011, deux jours avant la chute du régime de Zine El Abidine Ben Ali.

Le syndicat, fort d'un demi-million de membres, est toujours la plus grosse organisation du pays. Force historique, l'UGTT était déjà l'un des fers de lance de la lutte contre la colonisation française, puis s'était opposé dans les années 1970 au père de l'indépendance, Habib Bourguiba.

Mais sa direction a joué un rôle plus équivoque sous le régime de Ben Ali.

Avant même que le syndicat n'annonce sa décision d'appeler à la grève, Rached Ghannouchi, chef du parti islamiste, a dénoncé l'UGTT en la qualifiant "*d'opposition radicale*".

"*L'UGTT doit être une organisation syndicale et non pas un parti de l'opposition radicale*", a-t-il martelé. "L'appel à la grève générale est un travail politique, surtout lorsqu'elle a des motivations politiques et non sociales".

"*Une grève générale ne fera pas changer le gouvernement; en démocratie le changement de gouvernement ne se fait que par une motion de censure ou des élections*", selon lui.

La tension montait depuis des semaines entre l'UGTT et les islamistes, alors que parallèlement les conflits sociaux s'intensifiaient et que l'impasse politique s'aggravait.

Cette nouvelle crise intervient trois jours après la fin de près d'une semaine d'affrontements entre policiers et manifestants à Siliana, au sud-ouest de Tunis, après qu'une grève générale organisée par l'UGTT dans la région a dégénéré. AFP 05.12

Nous soutenons évidemment cette initiative de l'UGTT.

4- Etats-Unis

Moins de deux mois après son changement surprise de patron, le groupe bancaire américain Citigroup a annoncé mercredi plus de 11.000 suppressions d'emplois dans le monde, dans le cadre d'un vaste plan d'économies.

Cela représente un peu plus de 4% des 260.000 personnes employées par le groupe, selon un porte-parole qui a précisé que la procédure était entamée mais qu'elle "*se poursuivrait l'année prochaine*".

Les mesures annoncées mercredi doivent permettre d'économiser 900 millions de dollars dès l'année prochaine et 1,1 milliard par an

à partir de 2014, avec un impact limité sur le chiffre d'affaires qui devrait être réduit de 300 millions de dollars. Il atteignait 78,35 milliards de dollars l'an dernier.

Citigroup, qui avait été durement frappée par la crise financière, avait décidé notamment de supprimer 50.000 emplois en novembre 2008. Elle a encore taillé dans ses effectifs depuis, avec encore 4.500 coupes annoncées il y a un an. AFP 05.12

ECONOMIE

1- Fed

La Réserve fédérale des Etats-Unis devrait annoncer une nouvelle série d'achats d'obligations à l'occasion de sa réunion de politique monétaire la semaine prochaine, soucieuse de soutenir l'économie américaine en un moment délicat où pèse de tout son poids l'incertitude entourant les négociations budgétaires à Washington.

Une telle décision viendrait étayer les conjectures voulant que la Fed continue de racheter tous les mois un montant total de 85 milliards de dollars de Treasuries et d'obligations adossées à des créances hypothécaires (MBB), tout en réaffirmant qu'elle maintiendra son taux d'intervention proche de zéro jusqu'à la mi-2015 au moins.

Mais il se peut aussi que la Fed aille au-delà des attentes du marché. "*Si le marché attend 45 milliards de dollars, elle donnera peut-être 60 milliards (...) surprenant les marchés et poussant vraiment les taux à la baisse*", note Torsten Slok (Deutsche Bank, New York).

Le taux de chômage reste élevé, à 7,9%, et l'économie, quoiqu'en meilleure forme qu'en Europe, ne devrait aligner qu'un maigre taux de croissance de 2% cette année.

Des achats directs seront assimilables à de la création monétaire, alors que si la Fed s'abstenait de toute initiative, cela reviendrait à un durcissement monétaire puisqu'il n'y aurait plus d'Opération Twist.

Si l'on ajoute aux achats mensuels d'obligations les 40 milliards de dollars mensuels d'achats de MBB débutés en septembre, le bilan de la Fed s'en trouvera gonflé de 1.200 milliards de dollars, au total de 4.000 milliards, d'ici la fin 2013, pour autant qu'elle suive la cadence, comme le pensent les économistes.

"*Je pense que ça continuera en 2014 parce qu'elle ne croit pas que le chômage s'améliorera vraiment en 2013*", estime Stephen Oliner (American Enterprise Institute).

La Fed s'est engagée à soutenir activement la croissance tant qu'il n'y aura pas d'amélioration notable de la situation de l'emploi. Mais elle n'a pas précisé ce qu'elle entendait par là.

En tous les cas, il ne semble pas qu'elle doive adopter une idée suggérée par certains de ses responsables pour lesquels il serait judicieux d'orienter la politique monétaire en fonction d'objectifs chiffrés en matière d'emploi et d'inflation. Reuters 05.12

Une clé pour comprendre.

Au taux d'intérêt bas ou à zéro correspond un taux haut de chômage. Quant au taux d'inflation, celui indiqué par la Fed ou le Trésor américain ne correspond pas à la réalité. Quand on prend en compte le cours des actions, des taux pratiqués pour les prêts à la consommation ou à l'acquisition de biens d'équipement ou durables ou encore de l'immobilier, on s'aperçoie que l'inflation est plus du double que celui annoncée, cela vaut pour tous les pays. Si les gouvernements annonçaient des taux d'inflation de 5 à 10%, les travailleurs et leurs syndicats seraient tentés d'exiger un rattrapage des salaires et des retraites équivalents, quel horreur ! Vous avez compris la combine.

Oui, aussi incroyable que cela puisse paraître, nous sommes gouvernés par des mafieux qui truquent tous les chiffres, estimations, bilans, comptes,etc. y compris en France.

2- Etats-Unis

Le gouvernement américain a proposé mercredi de prolonger un amendement qui permettrait un relèvement automatique du plafond de la dette publique américaine, et a refusé de lier la question du niveau de ce plafond aux négociations sur le budget, qui piétinent.

Cet "*amendement McConnell*", du nom du chef du groupe républicain (minoritaire) au Sénat, Mitch McConnell, rend "*possible le relèvement de (la limite légale de la dette) lorsque cela est nécessaire*", écrit le département du Trésor dans un communiqué.

L'amendement a été utilisé à deux reprises depuis l'été 2011 pour relever sans heurt la limite légale de la dette, aujourd'hui fixée à 16.394 milliards de dollars. Selon le Trésor, ce seuil doit être atteint d'ici à la fin du mois.

Le relèvement du plafond est sans conséquence sur le niveau prévisible de la dette puisqu'il a simplement pour objet de permettre à l'Etat de s'acquitter des dépenses prévues dans les lois de finances déjà promulguées. AFP 05.12

Rien de neuf, la fuite en avant, quoi !

Pourquoi un article portant le titre *Fed* et un article portant celui *Etats-Unis* ? Voyons, mais parce que la Fed est une banque commerciale composée d'un cartel de banques privées qui agissent uniquement pour leur propre compte, qui n'ont de comptes à rendre à personne, surtout pas aux Américains dont elles piétinent les droits et les besoins. Vous ne le saviez pas ? Des vidéos (américaines) y sont consacrées.

Haut de page

Le 7 décembre

CAUSERIE

Par Internet j'ai reçu de la société OVH la facture correspondant au réabonnement du site jusqu'au 23 décembre 2015, mon chèque de 85,68 euros a été encaissé. A vous de faire connaître le site à un maximum de travailleurs et militants. L'objectif est de passer en trois ans de 4.500 connexions par mois à 15.000. Si cela se réalise, ensuite on avisera. Reste à savoir si je vais pouvoir garder le même rythme. Je dois aussi ménager ma santé.

Hier soir j'ai encore bossé jusqu'à trois heures du matin. Je me suis levé à 8h30 ce matin. Comme l'actualité est chargée, je n'ai pas déjeûné et à 14h j'ai cassé la croute à ma table de travail tout en continuant de bosser. Vous excuserez les fautes, c'est vrai que je néglige l'orthographe (ou faute de frappe ou d'inattention) au profit du contenu, je corrigerai demain en mettant des causeries au format pdf.

En France vous devez tous avoir des connections Internet plus rapides que la mienne, donc ce n'est pas un inconvénient si la page d'accueil a un volume de 350 Kb, elle doit s'ouvrir rapidement. Si ce n'était pas le cas avertissez-moi immédiatement, merci.

Cela m'arrange, dorévavant je laisserais les causeries en ligne pendant une semaine avant de les archiver, ainsi je n'actualiserai le fichier de la causerie du mois que quatre fois par mois. C'est cela la rationalisation de la production, la productivité ! En fait, je cherche à gagner du temps.

Ici au Tamil Nadu aujourd'hui la grève est générale contre la hausse des prix, Magueswary vient de voir les infos à la télé (il est 15h10). Elle m'a précisé que seuls les deux roues étaient autorisés à rouler. Avis aux briseurs de grève ! Ouais, ici, c'est comme en Chine ou en Afrique du Sud, pas comme en France, les briseurs de grève ont leur fait la peau, normal, non ? Elle m'a dit aussi que les manifestants avaient "*attaqué la police*" et qu'il y avait eu de nombreuses arrestations.

Tous les peuples résistent, on aura leur peau à ces salopards qui veulent nous réduire en esclavage. A bas le capitalisme, à bas les banquiers, vive la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, vive le socialisme !

On compte sur le prolétariat français et ses partis ouvriers pour nous ouvrir la voie,pour renouer avec la tradition du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle... En réalité en est mal barré, mais il ne faut jamais désespérer, dans notre cas on en n'a pas le droit, chaque militant doit être à son poste de combat, y compris contre l'opportunisme.

Bon week-end à tous.

Mis en ligne aujourd'hui dans cette page

1- Stat. : World Steel 2012 est sorti !

L'Edition 2012 de « World Steel in Figures », la somme annuelle de statistiques sur la production mondiale d'acier sous toutes

ses formes et dans les pays membres de l'Association mondiale des producteurs d'acier worldsteel, est sortie. Synthèse à lire sous forme de tableaux et de graphiques.

2- Rapport de 1999 sur l'environnement, la sécurité et la politique étrangère, dont toute une partie est consacrée à Haarp.

Auteur : Commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense du Parlement européen.

Libre réflexion. Chut ! Sujets tabous.

Parfois je me demande jusqu'où on peut dire ce qu'on pense, et si on peut le dire sans se soucier de la nature de notre interlocuteur ou de notre auditoire, sans se demander s'il est prêt ou non à accepter ou comprendre notre discours.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit ce soir ou plutôt ce matin car nous venons de passer à vendredi depuis 4 minutes, en visionnant une vidéo américaine à caractère scientifique ou que je qualifierai ainsi, même si au départ son objet pouvait porter à caution s'agissant d'OVNI, certains lecteurs à l'esprit particulièrement étroit, borné ou limité en sourissent déjà, Tardieu se fourvoie ou il est tombé sur la tête, je les plains sincèrement sans les juger. En fait, une grande partie de cette vidéo était consacrée à la physique et à l'astrophysique. Autrefois, j'étais un lecteur régulier de revues scientifiques, disons de vulgarisation scientifique, mais pas seulement.

Juste avant, je venais de lire un résumé d'un rapport de la Commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense du Parlement européen de 1999 relatif à Haarp, qui par les interrogations qu'il contenait confirmait tout le mal que l'on en pense, dans la mesure où son utilisation peut avoir un effet dévastateur et en grande partie imprévisible sur le climat et les phénomènes climatiques. Vous avouerez qu'on aura du mal à faire passer les membres du Parlement européen pour des adeptes de la théorie du complot. En revanche, on se demandera pourquoi tous ceux qui nous rebattent les oreilles avec le réchauffement de la planète, le trou dans la couche d'ozone, la fonte de la banquise, avec plus généralement la question climatique, l'écologie ou l'écosocialisme n'y font pas mention.

Voici un extrait de ce rapport que j'ai mis en ligne intégralement. Le Parlement européen :

26. demande à l'Union européenne de faire en sorte que les nouvelles techniques d'armes dites nonlétales et le développement de nouvelles stratégies d'armements soient également couverts et régis par des conventions internationales;

27. considère que le projet HAARP (High Frequency Active Auroral Research Project), en raison de son impact général sur l'environnement, pose des problèmes globaux et demande que ses implications juridiques, écologiques et éthiques soient examinées par un organe international indépendant avant la poursuite des travaux de recherche et la réalisation d'essais; déplore que le gouvernement des États-Unis ait à maintes reprises refusé d'envoyer un représentant pour apporter un témoignage sur les risques que comporte pour l'environnement et la population le projet HAARP financé actuellement en Alaska, durant l'audition publique ou à l'occasion d'une réunion subséquente de sa commission compétente;

28. demande à l'organe chargé de l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) d'accepter d'examiner les preuves scientifiques et techniques fournies par tous les résultats existants de la recherche sur le programme HAARP aux fins d'évaluer la nature et l'ampleur exactes du danger que HAARP représente pour l'environnement local et global et pour la santé publique en général;

29. invite la Commission à examiner les incidences sur l'environnement et la santé publique du programme HAARP pour l'Antarctique, en coopération avec les gouvernements de Suède, de Finlande, de Norvège et de la Fédération de Russie, et à faire rapport au Parlement sur le résultat de ses investigations;

30. demande en particulier que soit établi un accord international visant à interdire au niveau global tout projet de recherche et de développement, tant militaire que civil, qui cherche à appliquer la connaissance des processus du fonctionnement du cerveau humain dans les domaines chimique, électrique, des ondes sonores ou autres au développement d'armes, ce qui pourrait ouvrir la porte à toute forme de manipulation de l'homme; un tel accord devrait également interdire toute possibilité d'utilisation réelle ou potentielle de tels systèmes;

Ils avouent sans le vouloir qu'ils existent ou que des recherches sont menées dans ces domaines-là. Etonnant, n'est-ce pas ?

HAARP - Un système d'armement modifiant le climat.

Le 5 février 1998, la sous-commission sécurité et désarmement du Parlement a procédé à une audition portant notamment sur HAARP. Des représentants de l'OTAN et des États-Unis avaient été conviés à la réunion. Ils ont toutefois choisi de ne pas venir. La sous-commission a déploré que les États-Unis n'aient envoyé aucun représentant à l'audition et qu'ils n'aient pas

saisi l'opportunité de faire des commentaires sur le matériel présenté.

HAARP est un programme de recherche sur le rayonnement à haute fréquence (High Frequency Active Auroral Research Project). Il est conduit conjointement par l'armée de l'air et la marine des États-Unis et par l'Institut de géophysique de l'université d'Alaska à Fairbanks. Des tentatives analogues ont lieu en Norvège, dans l'Antarctique, mais aussi dans l'ex-Union soviétique.

HAARP est un projet de recherche utilisant un équipement terrestre, un réseau d'antennes. Chacune est alimentée par son propre émetteur pour réchauffer des parties de l'ionosphère au moyen d'ondes radio puissantes. L'énergie ainsi générée réchauffe certaines parties de l'ionosphère, ce qui crée des trous dans l'ionosphère et des "lentilles" artificielles.

HAARP peut avoir de multiples applications. La manipulation des particularités électriques de l'atmosphère permet de contrôler des énergies gigantesques. Utilisée à des fins militaires contre un ennemi, cette technique peut avoir des conséquences terribles. HAARP permet d'envoyer à un endroit déterminé des millions de fois plus d'énergie que tout autre émetteur traditionnel. L'énergie peut aussi être dirigée contre un objectif mobile, notamment contre des missiles ennemis.

Le projet améliore la communication avec les sous-marins et permet de manipuler les conditions météorologiques mondiales. Mais l'inverse, perturber les communications, est également possible.

En manipulant l'ionosphère, on peut bloquer la communication globale tout en conservant ses propres possibilités de communications. La radiographie de la terre sur une profondeur de plusieurs kilomètres (tomographie terrestre pénétrante) à la fin de découvrir les champs de pétrole et de gaz, mais aussi les équipements militaires sous-terrains, et le radar transhorizon qui identifie des objects à grande distance au-delà de la ligne d'horizon sont d'autres applications du système HAARP. (Fin)

Ce sont des cinglés qui sont aux commandes, je ne suis même pas certains que tous les lecteurs en prendront conscience ou la mesure exacte tellement c'est dingue. Quand on voit quel mal ils se donnent pour dominer et contrôler le monde, après on a le droit de se dire que ceux qui croient qu'ils lâcheront le pouvoir par les urnes sont de dangereux charlatans. Oui, quelque part cela dépasse l'entendement, et c'est au-delà qu'il faut désormais réfléchir pour comprendre la situation, le monde terrible dans lequel nous vivons. Sans en rajouter de préférence !

Maintenant imaginons un instant que soit associée l'application de "*la radiographie de la terre sur une profondeur de plusieurs kilomètres*" à l'utilisation de HAARP pour "*'envoyer à un endroit déterminé des millions de fois plus d'énergie que tout autre émetteur traditionnel*", et vous avez là de quoi transformer un tremblement de terre anodin en plein océan qui produirait une vague de quelques dizaines de centimètres de haut, en un monstrueux tsunami et une gigantesque vague de plusieurs dizaines de mètres de haut.

Les Américains utilisent HAARP, tous les Etats le savent, par contre ils ont du mal à cerner où et quand ou de quelle manière, parce que très souvent ils se calent sur un phénomène naturel sur lequel vient se greffer HAARP pour l'amplifier, des scientifiques l'ont démontré à propos de tremblements de terre au Japon.

Revenons en arrière. Cela ne vous fait-il pas penser à certains sujets que nous avons abordés succintement dernièrement ? Tout d'un coup, il y en a qui vont se réveiller et se dire que c'est peut-être sérieux. Cela l'est en effet, sinon pourquoi croyez-vous que ces gens-là se pencheraient dessus ?

J'ai lu dans un portail il y a quelques jours, que lors d'une conférence internationale sur le climat qui s'était tenue à Genève en 1975, un rapport avait été produit dans lequel les Etats s'étaient engagés à ne pas utiliser dans l'avenir d'armes qui pourraient déstabiliser le climat, produire son réchauffement, des inondations ou des tremblements de terre notamment. Il faut donc admettre que ces armes étaient déjà opérationnelles il y a 37 ans.

Depuis que constatons-nous ? Que la terre ne cesse de se réchauffer, qu'il y a de plus en plus de phénomènes climatiques extrêmes, de dérèglements climatiques, d'inondations, de tremblements de terre, des ouragans et cyclones à répétition de plus en plus violents, des tsunamis, etc. C'est la faute des Chinois qui développent leur industrie...

Question : pourquoi ce rapport mentionnait-il la possibilité de produire ces effets à partir d'armes, sinon qu'elles existaient belles et bien déjà ? Et personne n'en parle ou ne les mentionne. Or, une arme, si elle a été fabriquée c'est pour s'en servir, non ?
On pourrait ajouter, surtout une arme qui est ignorée par la population, dont on n'a pas la trace, sauf pris sur le vif et enregistré à l'aide notamment des mêmes instruments que pour les tremblements de terre, le champ magnétique produit serait également saisi par les radars de tour de contrôle (Australie), ce qui n'est pas le cas par exemple des armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques, que les Etats hésiteront à utiliser pour cette raison.

Vous comprendrez dès lors au regard de ces éléments, qu'il nous est impossible de prendre au sérieux les conférences ou sommets internationaux consacrés au climat qui n'ont pour objet que des intérêts économiques et politiques dictés par les besoins des multinationales, donc l'oligarchie financières et l'élite intellectuelle à son service.

J'estime pitoyable, en dessous de tout la manière dont le PdG traite cette question.

Dans un article intitulé *Sommet de Doha : On ne négocie pas avec le climat !* paru le 3 décembre dernier, ils écrivent, sans rire : "*En 2009, à l'occasion du sommet international de Copenhague, nous écrivions* " C'est la crise écologique... " comme si elle avait une cause naturelle ou comme si elle était uniquement le produit de l'activité industrielle, du comportement de chaque citoyen, pour finalement s'en remettre au GIEC et à un "*rapport de l'institut de recherche sur l'impact du climat de Potsdam commandé par la Banque Mondiale*", des institutions comme chacun sait au-dessus de tout soupçon, le PdG est en extase devant les créatures des cartels des banquiers de la Fed, tout un programme l'écosocialisme !

Plus loin ils confirment ce qui a été dit plus haut, à savoir que "*le réchauffement climatique*" serait dû à la "*civilisation productiviste absurde*", alors que plus de la moitié de la population mondiale est exclue du marché. Pour un peu ils auraient été entendus, contrairement à ce qu'ils affirment quand il disent que les "*pays développés (...) n'ont pas pris en compte la gravité de la situation*, ils se trompent, en multipliant les plans d'austérités leurs gouvernements ont réussi à paupériser de nouvelles couches de la population qui vont devoir se serrer la ceinture, consommeront moins demain, donc pollueront moins, quelle aubaine !

Comme ce sont des révolutionnaires, sans blague, il leur faut le prouver, tout du moins en parole : "*on ne résoudra la grave crise climatique que par un affrontement des marchés et de toute la classe capitaliste qui n'imagine pas se remettre en cause et remettre en cause ses privilèges au nom de l'intérêt collectif*", vous lirez plus loin ce que le PdG entend par un "*un affrontement des marchés et de toute la classe capitaliste*", comme si c'était vraiment la question qui était posée ici.

Certes si nous renversions le régime en place, je ne parle pas du PdG qui ne connaît que les urnes ou se prosterne devant les institutions, en réorganisant la production on pourrait polluer dix fois moins ou davantage encore, pourquoi pas réduire la pollution à zéro, mais si le problème du réchauffement de la planète avait une cause naturelle ou était le produit de Haarp, il nous faudrait vaincre le capitalisme à l'échelle mondiale, l'éradiquer de la planète pour la sauver et nous sauver du même coup, je ne suis pas sûr du tout que ce soit l'objectif du PdG ni que son programme soit vraiment à la hauteur de cette tâche.

Le PdG le dit lui même à la fin de cet article, comme quoi je n'invente rien : "*Le Parti de Gauche réaffirme aussi l'urgence absolue à s'accorder concrètement sur une feuille de route contraignante pour les États et les multinationales qui prévoit une planification écologique à l'échelle de la planète aujourd'hui plus que jamais nécessaire.*", ben voyons, les Etats et les multinationales vont "*s'accorder concrètement sur une feuille de route contraignante*", et comment vous allez vous y prendre, pas de réponse évidemment, vous êtes même pas foutu de contraindre le gouvernement Hollande-Ayrault ou le moindre capitaliste à quoi que ce soit, Mittal ou Peugeot par exemple, autant dire on les garde tels qu'ils sont, faisons avec, mettons-les à notre service... Vous avez là en substance l'inconsistance de l'écosocialisme.

Un silence suspect ou une complicité consommée ?

Je me suis connecté sur les sites de plusieurs partis et syndicats pour vérifier s'ils avaient publié l'accord passé entre le gouvernement français et Mittal : rien, normal. On s'en fout, je l'ai trouvé sur le portail des *Echos* et je l'ai mis immédiatement en ligne pour que les travailleurs et les militants puissent en prendre connaissance. Le Monde l'avait publié la veille, mais il n'était pas disponible pour les lecteurs non abonnés à leur journal.

Ils roulent pour qui ces syndicats et ces partis dites-nous ?

NPA.

- *Arcelor, PSA, Petroplus... Exproprions les licencieurs - mercredi 5 décembre 2012 (Publié dans : Hebdo Tout est à nous !* 173 -06/12/12)

Un rappel intéressant, extrait :

- "....la douloureuse expérience des nationalisations dans la sidérurgie. La fermeture de Florange viendrait après une longue liste de suppressions de sites et de d'emplois: 150 000 emplois perdus en un demi-siècle, avec une succession de plans français puis européens. Les chocs pétroliers de 73 et 79 et la fin de l'exploitation du charbon dans le Nord-Pas-de-Calais accélèrent la concentration et le transfert de la sidérurgie lourde vers les sites portuaires de Dunkerque et de Fos. En 1978, Barre, le Premier ministre de l'époque, transforme les dettes en prise de participation de l'État : 22 milliards de francs de fonds publics engloutis et 21 000 emplois supprimés. Mais si la sidérurgie est à l'avant-garde de l'organisation des patrons (les maîtres des Forges, précurseurs de l'Union des industries et métiers de la métallurgie, actuel pilier du Medef), la résistance ouvrière y est tout aussi traditionnelle. Au printemps 1979, les manifestations tournent à l'émeute à Denain.

En 1981, Mitterand nationalise la sidérurgie, sans que les patrons y perdent un centime. En juin 1982, l'État supprime 12 000 emplois mais quand, moins de deux ans plus tard, Mauroy annonce la suppression de 21 000 emplois supplémentaires, la colère ouvrière monte. Le 4 avril, 150 000 manifestants défilent en Lorraine et, le 13, les syndicats organisent une grande marche

des sidérurgistes sur Paris. En nommant, en mai 1984, le secrétaire général de la métallurgie CFDT Jacques Chérèque (père du tout récent ex-secrétaire général de la CFDT) comme préfet pour le redéploiement industriel en Lorraine, Mauroy inaugure le dialogue social et la reconversion négociée. En 1986, Usinor et Sacilor sont fusionnés en une seule entreprise, privatisée par la droite en mars 1995. En 2001, la concentration se poursuit avec la création d'Arcelor, qui rassemble Aceralia, Arbed et Usinor. C'est ce groupe que Mittal acquiert en juin 2006, à l'issue d'une offre publique d'achat. Dix-huit mois plus tard, il ferme l'aciérie de Gandrange malgré la promesse de Sarkozy."

PdG

Un gouvernement sans visages - Mardi 4 Décembre 2012

Cet article confirme les infos que j'ai donné sur Mittal et son appartenance au conseil d'administration de Goldman Sachs.

- "... Lakshmi Mittal. Ce dernier n'est pas un industriel mais un prédateur financier. Mittal est depuis quelques années administrateur de Goldman Sachs. C'est cette banque qui a monté en 2006 son OPA hostile sur Arcelor. Quand Mittal lance son raid boursier, Arcelor est le premier groupe sidérurgique au monde. Mais son actionnariat est fragile. Les gouvernements européens convertis au libéralisme ont renoncé à le contrôler (sauf les Luxembourgeois qui obtiendront de ce fait le maintien du siège social dans leur pays). Le petit Mittal, qui promet d'annuler tous les projets de restructuration d'Arcelor, réussit son coup. Commence ensuite la mise en coupe réglée du groupe. Il se paye d'abord, avec sa famille (sa fille devient administratrice et son fils de 23 ans directeur financier), devenant la 6e fortune du monde, se versant l'an dernier 943 millions de dividendes sur un total de 2,3 milliards d'euros, plus que le bénéfice net de 2,2 milliards. Il faut aussi payer les banques. Le groupe fait face à un endettement gigantesque. Alors que le marché mondial de l'acier s'est retourné, Mittal doit rembourser plus de 6 milliards d'euros entre 2013 et 2014. Sa dette est désormais notée comme junk bonds et lui coûte de plus en plus cher.

C'est dire le peu de valeur de l'accord signé entre Ayrault et Mittal. Le groupe est en réalité dans les mains de Goldman Sachs."

Là où l'auteur de cet article dérape, François Delapierre, c'est quand il écrit : "*Et le dialogue social ?*", car selon le PdG il faudrait en attendre quelque chose.

Ils n'ont pas encore compris ou ils ne veulent pas comprendre, que la simple participation des syndicats aux réunions, comités, hauts-conseils, tables rondes, conférences organisés par le patronat avec ou sans la participation du gouvernement sur la base d'un constat (diagnostic partagé) de la situation établi par ces derniers, suffisait à légitimer les conclusions qui en sortiraient, que les syndicats les approuvent, s'abstiennent ou les condamnent ayant finalement peu ou aucune importance, les médias s'en accaparant et se chargeant ensuite de les présenter à la population comme nécessaires, inévitables, positives, bref, souhaitables, mieux qu'elle les réclamait, et que tout les participants en convenaient plus ou moins selon leurs sensibilité respectives, ce qui était somme toute normal et le tour est joué. Le pire, c'est que c'est la stricte réalité !

C'est la raison pour laquelle il est impératif de rompre les relations avec le gouvernement et le patronat, et de revenir à une conception de la lutte de classe classe contre classe, en se plaçant exclusivement sur le terrain des besoins des travailleurs, au lieu de partir des besoins des capitalistes ou de mêler les uns aux autres comme s'ils avaient des intérêts communs au nom de l'intérêt général, qui, comme chacun sait ou devrait le savoir, consiste à privilégier les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir, les capitalistes.

Le NPA et le PdG ont produit des analyses et des articles intéressants, mais ils ne proposent rien de concret, aucune action pratique pour s'opposer au capitalisme et aux institutions. A l'opposé, le POI se propose d'organiser travailleurs et militants dans des comités d'unité, mais son orientation politique est désastreuse en se concentrant contre la troïka au lieu de viser les institutions qui sont la feuille de vigne juridique du capitalisme auquel il faut s'attaquer.

Le vieux monde, ses institutions où la parole divine.

Extrait de la page d'accueil du POI qui donne une petite idée de la droitisation de ce parti.

Mardi 4 décembre 2012 | POI |

- *Les institutions et associations s'alarment : la population est gravement paupérisée*

Ah ben alors, si ce sont les institutions qui le disent !

Mercredi 5 décembre 2012 | POI |

- *Le FMI s'inquiète des « risques » de la libre circulation des capitaux*

Ah ben alors, si c'est le FMI qui le dit !

Si vous lisez attentivement mes causeries et infos en bref, vous aurez remarqué que jamais je n'ai produit de tels titres avant les extraits d'articles de presse que je reproduis, jamais, j'en aurais trop honte. Quant aux articles de presse que je reproduis intégralement, leurs titres ont été rédigés par les médias, je n'en porte évidemment pas la responsabilité.

Heureusement que les institutions et le FMI nous tiennent informés, n'est-ce pas ? Surtout ne vous demandez pas ce que cela recouvre, vous pourriez faire une méningite aiguë. Elles pourraient cacher leurs véritables intentions, leurs discours pourraient relever de la propagande pour conditionner les masses, mais non voyons, qu'allez-vous chercher là, mon pauvre ami vous avez l'esprit tordu... Heureusement !

C'est toute la différence entre les journalistes ou des militants qui essaient de comprendre dont j'estime faire partie, et des dirigeants de partis qui sont tout juste bons à servir de relais aux institutions et aux médias à leur service. Ne vous marrez pas, ce sont des pédagogues professionnels !

Le mouvement ouvrier réactionnaire se mobilise contre le peuple syrien souverain.

Déclaration commune CGT, FSU et Solidaires (http://www.cgt.fr)

- *Les syndicats français aux côtés du peuple syrien* - mercredi 5 décembre 2012

Les organisations syndicales françaises CGT, FSU et Solidaires condamnent avec force la guerre menée par le régime Assad contre le peuple syrien.

Elles dénoncent ce régime sanguinaire qui a causé depuis vingt et un mois plus de 40 000 morts, contraint plus de 440 000 Syriens à se réfugier dans les pays limitrophes et qui a enfoncé le pays dans une logique de guerre.

Elles appellent la communauté internationale à redoubler d'efforts et de détermination pour que soient enfin respectés les droits humains et que cesse cette barbarie.

(...) Ils saluent son courage (peuple syrien - Ndlr) et demandent que les responsables de crime contre l'humanité commis en Syrie répondent de leurs actes devant la justice internationale.

Quel bande de réactionnaires !

Rassurez-vous, comme en Irak, en Afghanistan ou en Libye, l'Otan, Obama, Cameron, Netanyahu et leurs bombarbiers et autres lance-missiles Patriot sont prêts à entrer en action pour détruire le pays, massacrer la population et mettre en place un régime pire encore que celui qui est en place...

Est-il urgent de créer un nouveau syndicat ouvrier ? La question est désormais ouvertement posée.

On peut comprendre que les travailleurs et particulièrement les jeunes se détournent des syndicats et des partis ouvriers, c'est navrant d'en arriver à dire cela, vous ne voudriez pas qu'on en soit les complices, d'autant plus qu'ils se partagent les rôles ou se soutiennent mutuellement rendant illisible ce qui permet de les distinguer. C'est une des raisons pour laquelle je suis farouchement opposé au front unique en direction des dirigeants de ces partis.

Parole d'internaute.

- "*Propulsés à la faveur de la crise, Lucas Papademos, Mario Draghi et Mario Monti sont tous liés à la banque d'affaires Goldman Sachs. Et ils ont tous trempé, aussi, dans le maquillage des comptes et la gestion des dettes européennes. Comment peuvent-ils être aujourd'hui les sauveurs de la zone euro? Dans un jugement rendu ce jeudi, la Cour européenne de justice a justifié le refus de la Banque centrale européenne de rendre publics des documents relatifs à la dette grecque. Goldman Sachs était en cause. Mario Draghi aussi.*"

ACTUALITE EN TITRES

L'essentiel, c'est d'y croire !

L'information du jour.

- ArcelorMittal retire la candidature de Florange pour Ulcos - Reuters

La contre-information du jour

- Florange: ArcelorMittal et Matignon démentent l'abandon du projet Ulcos - 20minutes.fr

L'important c'est d'y croire et surtout de le faire croire

- La France veut encore croire à un "Ulcos 2" pour Florange - Reuters

- Florange : Mittal assure que l'accord avec Matignon tient toujours, malgré le retrait du projet Ulcos - LeMonde.fr

Rebondissement

- Le projet Ulcos à Florange ne serait pas abandonné - Reuters

- Florange: Ulcos, le couac de trop pour le gouvernement - L'Expansion.com

- Florange : Ulcos ou comment Mittal a fini de décrédibiliser le gouvernement - Atlantico.fr

La fatalité à la rescousse.

- Florange : "*Il faut maintenant faire avec la réalité*" - Le Nouvel Observateur

Qui rassure-t-il ? Mittal.

- Florange : "*Les engagements pris seront tenus*", assure Hollande - Le Nouvel Observateur

Est "***cocu***" qui veut bien l'être !

- Florange: le député PS Liebgott a le sentiment de se "*faire entuber*" AFP

- Florange : Ayrault tente de rassurer des élus qui ne veulent pas être «*cocus deux fois*» - Public Sénat

En famille

- Hulot entame une nouvelle vie comme missi dominici écologiste de Hollande - AFP

Devinez où ils ont la tête

- UMP: Bruno Le Maire nie être un des «*non-alignés*», qui sont «*des gens qui n'ont pas de couilles*» - 20minutes.fr

- Nouveau tête-à-tête entre Copé et Fillon - LePoint.fr

Quand ils le seront vraiment, ils décideront peut-être de trouver les moyens de ne pas le rester.

- Un Français sur deux se sent pauvre ou en passe de le devenir - AFP

Menteurs, voleurs, escrocs : leur monde !

- Deutsche Bank accusée d'avoir caché des pertes latentes - Reuters

- Démission du patron de Saipem après une enquête pour corruption - Reuters

- John MacAfee est en prison au Guatemala - L'Expansion.com

Désespoir, dégénérescence : leur monde !

- Les suicides sous les trains en forte augmentation - L'Express.fr

- Alsace: Un homme s'immole par le feu dans la cour de son entreprise - 20minutes.fr

- Prison: cri d'alarme sur des Baumettes "*inhumaines*" - AFP

- Nouveau scandale de pédophilie à la BBC - LeFigaro.fr

ACTUALITE DU JOUR

Contre-réforme du marché du travail.

"*Statu quo*", "*rien de neuf*" : aucune avancée jeudi au terme du 7ème rendez-vous syndicat-patronat sur la réforme du marché du travail, chacun campant sur ses positions dans l'expectative des prochains rendez-vous, les 19 et 20 décembre, qui pourraient être les derniers.

Le Medef proposera le 19 décembre un projet d'accord "*profondément remanié*", et espère, comme la CFDT, que la prochaine session sera conclusive.

"*C'était une séance de travail studieuse, qui demande à être transformée dans le prochain texte*", a ainsi estimé Patrick Pierron (CFDT).

"*Rien ne nous paraît tabou, c'est un compromis global qu'il faut trouver*", a-t-il poursuivi, maintenant qu'il "*forcera la porte*" sur les contrats courts.

Sur la même ligne, Joseph Thouvenel (CFTC) parle "*d'une meilleure écoute*", "*d'ouvertures à concrétiser par écrit*".

Marie-François Leflon évoque "*une respiration dans la négociation*" et un "*statu quo*". "*La séance du 19-20 (décembre) sera conclusive à condition que le patronat fasse beaucoup d'effort*", a-t-elle prévenu.

Du côté de FO et la CGT, la tonalité est bien différente. "*C'est une drôle de négo, une négo du 3ème type où on ne négocie pas*", s'est étonné Stéphane Lardy (FO).

"*On n'a des réponses sur rien, et à la fin, on risque d'avoir une réponse qui sera une grande baffe à tous les salariés et demandeurs d'emploi*", a-t-il estimé.

"*Le patronat se moque de nous, il y a 2.500 chômeurs de plus chaque jour et ils se demandent comment accélérer les licenciements, maintenant, c'est +mobilisation+*", a estimé Francine Blanche (CGT), alors que son organisation appelle à manifester le 13 décembre contre "*la précarité et la flexibilité*".

Pour Maurad Rabhi (CGT), "*la ficelle est grosse*" dans le jeu du Medef et ses réprimandes de la CGMPE. "*A la fin, on nous fera croire qu'on aura arraché quelque chose*", a-t-il lancé en référence à la taxation des contrats courts, qui semble en effet un point pouvant difficilement être absent du projet final. AFP 06.12

Stéphane Lardy "*s'étonne*", mais dans quel monde il vit ce buraucrate corrompu, redescendez sur terre ! C'est là qu'on se rend compte à quel point ils sont étrangers aux masses exploitées, du cauchemar qu'elles vivent au quotidien.

Avertissement à Maurad Rabh : si "*la ficelle est grosse*", un jour vous pourriez bien vous étouffer avec !

ArcelorMittal. Florange. Hollande tient le même discours que Sarkozy sur ArcelorMittal à Gandrange.

1- Tous les engagements pris avec ArcelorMittal pour sauver le site de Florange seront tenus, a réaffirmé ce jeudi soir François Hollande. 20minutes.fr 06.12

2- Selon un sondage Tilder - LCI - OpinionWay rendu public jeudi, 76% des Français ne font pas confiance au gouvernement pour obtenir que les engagements pris par ArcelorMittal sur le site de Florange soient tenus. AFP 06.12

Il n'y a que les crétins ou les vendus pour lui faire confiance ! Bravo aux travailleurs qui ont compris la leçon et honte à nos dirigeants (POI) !

3- ArcelorMittal a retiré jeudi la candidature du site sidérurgique de Florange pour le projet européen Ulcos de captation et de stockage de CO2, a annoncé un porte-parole de la Commission européenne.

"*Nous avons été informés par une lettre d'ArcelorMittal que le groupe avait décidé de retirer la candidature de Florange en raison de difficultés techniques*", a déclaré le porte-parole, qui a précisé que la lettre avait été reçue à Bruxelles jeudi.

Le groupe "*a parlé de problèmes techniques, j'espère qu'on pourra les résoudre dans les semaines qui viennent*", a déclaré le commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani.

Prototype de haut fourneau innovant, Ulcos est censé faire de Florange une vitrine de nouvelles technologies de production de l'acier beaucoup moins polluantes.

Ce projet à la date de réalisation incertaine est aussi l'une des clé d'un maintien d'activité pour la "*filière chaude*", la production d'acier brut, sur le site mosellan. L'annonce de difficultés techniques était donc potentiellement explosive.

Matignon et l'industriel ont immédiatement tenté de déminer le terrain, affirmant qu'il ne s'agit que d'un contretemps, expliquant qu'Ulcos n'était pas mûr pour demander un financement.

Le gouvernement français comptait sur le projet Ulcos pour assurer en partie la pérennité du site de Florange, en Lorraine, qui a fait l'objet vendredi dernier d'un accord entre le géant mondial de l'acier et le gouvernement français. Reuters et AFP 06.12

4- Des syndicalistes de Florange ont enjoint jeudi François Hollande d'obtenir une renégociation de l'accord conclu entre Paris et ArcelorMittal en menaçant de "*lancer la résistance*" et d'occuper les hauts-fourneaux du site lorrain.

Ils ont haussé le ton, annonçant également une grève lundi sur le site de Basse-Indre, près de Nantes, après avoir appris que le géant de l'acier retirait la candidature du site pour le premier appel d'offres du projet européen Ulcos de captage et de stockage de CO2.

Dans l'après-midi, une trentaine d'ouvriers ont brièvement occupé les hauts-fourneaux de Florange et mis fin à leur action après s'être assurés du maintien en chauffe des hauts-fourneaux, condition indispensable pour éviter leur détérioration.

Le syndicaliste CFDT du site, Edouard Martin, a appelé François Hollande à se saisir du dossier.

"*On vous y appelle solennellement, M. le président, reprenez le dossier en main. Dites à Mittal ça suffit, dehors ! (...) Vous attendez quoi, qu'il y ait un malheur, ici ?*", a-t-il lancé.

"*Nous, nous allons être votre malheur si vous ne cessez pas ce mensonge, cette tromperie. Et c'est une promesse, et nous on a l'habitude de tenir nos promesses*".

"*On maîtrise et on contrôle l'alimentation en gaz, c'est le principal pour nous*", a dit par la suite à Reuters Edouard Martin, chef de file de l'intersyndicale.

"*On n'a plus confiance en personne*", a-t-il ajouté en référence aux promesses faites au gouvernement par ArcelorMittal de ne pas couper l'alimentation en gaz avant mars 2013.

A partir de lundi, l'intersyndicale annonce le retour du "*village gaulois*", campement qu'elle avait installé aux portes de l'usine durant la campagne des présidentielles, cette fois, à proximité des hauts-fourneaux.

Parallèlement, une intersyndicale réunie jeudi pour la première fois à l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre (Loire-Atlantique), près de Nantes, a lancé un appel à une grève de 24 heures lundi prochain.

Une soixantaine de postes vont être supprimés à Basse-Indre par le transfert à Florange des deux premières étapes de sa production.

A Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), des salariés ont décidé de bloquer l'entrée des camions approvisionnant le site, tandis qu'une partie des effectifs s'est mise en grève.

La tension est montée d'un cran dans la matinée quand un porte-parole de la Commission européenne a annoncé qu'ArcelorMittal avait retiré la candidature du site de Florange pour le premier appel d'offres du projet Ulcos.

Peu de temps après, le géant mondial de l'acier et le gouvernement ont assuré que le projet Ulcos n'était pas abandonné à long terme malgré le retrait de cette candidature.

"*Cela ne signifie en aucun cas l'abandon du projet Ulcos. Cela signifie qu'aujourd'hui, dans l'état actuel des recherches, étant donné les difficultés techniques rencontrées, le projet Ulcos remis dans le cadre de l'appel d'offre NER 300 - phase 1 - ne peut être mis en place*", dit un communiqué du groupe.

Cette déclaration n'a pas rassuré les syndicalistes.

Mais, selon Matignon, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault avait prévenu mercredi soir les syndicalistes que le projet Ulcos serait retiré par ArcelorMittal, mais que ce dernier s'était engagé à en financer un second.

"*L'objectif reste de réaliser un démonstrateur industriel*" à Florange, ont précisé les services du Premier ministre, tandis qu'ArcelorMittal a réitéré "*sa volonté de poursuivre le projet de recherche et de validation technologique*".

Le président François Hollande s'est lui-même exprimé dans la soirée pour promettre que "les engagements seront tenus" et qu'il en "*sera le garant*".

Une rencontre mercredi entre Jean-Marc Ayrault et les syndicats avait tourné au dialogue de sourds.

Le gouvernement n'entend pas demander à Lakshmi Mittal de revenir à la table des négociations et souhaite plutôt se concentrer sur la mise en oeuvre de l'accord, avait fait savoir Matignon dans la soirée. Reuters et AFP 06.12

5- Interview du Nouvel Observateur de Jean-Pierre Masseret, président PS de la région.

- Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a reçu les élus de Lorraine à Matignon jeudi 6 décembre pour discuter de l'accord qu'il a signé vendredi avec ArcelorMittal pour le site sidérurgique de Florange.

Pour Jean-Pierre Masseret, président socialiste de la région, on peut regretter qu'il n'y ait pas de nationalisation du site, comme l'avait proposé Arnaud Montebourg, mais il faut désormais construire l'avenir en faisant avec la réalité.

Que s'est-il dit au sujet de l'annonce d'ArcelorMittal de retirer la candidature d'Ulcos au financement européen ?

- Nous avons fait part au gouvernement de notre intérêt pour le projet. ArcelorMittal a retiré le projet Ulcos 1 parce qu'il ne peut le réaliser. Le groupe souhaite cependant poursuivre la recherche en faveur d'Ulcos 2, et le gouvernement aussi. Mais ce projet n'est pas lié avec le redémarrage des hauts-fourneaux.

Pourtant Jean-Marc Ayrault a laissé entendre que les deux projets étaient liés...

- On est parti depuis quelques années avec l'idée qu'Ulcos permettrait de sauver la sidérurgie. La réalité scientifique est autre. Il s'agit de mettre en place une technologie qui n'existe pas encore. Même si le pilote était testé à Florange, cela ne signifierait pas que l'activité de production repartirait.

Avez-vous encore espoir ?

- Il y a eu de l'espoir jusqu'à vendredi matin. Nous ne sommes plus le 30 novembre mais le 6 décembre. Il faut maintenant faire avec la réalité. nouvelobs.com 06.12

Commentaire.

Le projet Ulcos, c'est du vent, un "*démonstrateur industriel*", un "*projet de recherche et de validation technologique*", voilà sur quoi repose l'engagement de Mittal. J'ai lu dans un autre article que le coût de la réalisation de ce projet dépasserait 600 millions d'euros. Ils en sont encore au stade de la "*recherche*", lisez c'est écrit en toute ligne : "*dans l'état actuel des recherches,*

étant donné les difficultés techniques rencontrées, voilà sur quoi ces syndicalistes sont prêts à baser leur confiance !

Avez-vous entendu dire la Commission européenne, le gouvernement français ou Mittal qu'ils étaient prêts à débourser cette somme pour se lancer dans cette expérimentation dont à terme personne nepeut affirmer si elle sera rentable ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Les écoles deviennent en Grèce un terrain d'opération pour les néonazis du parti Aube dorée, qui y recrutent et y propagent leurs thèses, suscitant inquiétude et mobilisation des responsables éducatifs.

"*Les fascistes hors de l'école*", "*Dehors les néonazis*": jeudi à Athènes, banderoles et affiches d'une manifes1- tation lycéenne attestaient de cette pénétration et des résistances qu'elle suscite, depuis l'irruption du parti Aube Dorée au parlement lors des élections législatives de juin.

Plusieurs affaires ont récemment aussi mis en lumière le phénomène: des batailles rangées entre élèves grecs et albanais, dans lesquelles deux de ces derniers ont été blessés, ont éclaté à deux reprises dans un collège de Crète, pour cause de slogans anti puis pro Aube dorée inscrits au tableau, tandis qu'à l'occasion des célébrations de la fête nationale du 28 octobre, une chasse aux sorcières a visé des enseignants au patriotisme jugé défaillant.

'un des 18 nouveaux députés néonazis a aussi fait sensation en interpellant des écoliers visitant la Chambre pour leur enjoindre de résister au "*terrorisme*" de gauche.

Dans divers établissements opèrent "*de manière organisée, des gangs qui injurient les élèves étrangers et leurs parents, avec une grande violence verbale qui peut à tout moment basculer dans l'agression physique*", décrit Nicodème Mainia Kiniua, éditeur du magazine africain Asante.

Pour le secrétaire d'Etat à l'Education Théodoros Papatheodorou, le pays doit "*sans tarder*" agir pour empêcher que se systématisent ce qu'il décrit comme des "*tentatives sporadiques de pénétration dans les établissements et d'intimidation des professeurs et des élèves, contraires au fonctionnement démocratique de l'école*".

"*Cela émane soit de parents qui invoquent leur appartenance à Aube Dorée, soit de membres du parti, sans compter ses annonces d'intervention pour contrôler l'enseignement de l'histoire*", relève-t-il pour l'AFP

Selon M. Maina Kiunia, le système éducatif grec offre en l'état un "*terrain propice*" à Aube Dorée: "*la conception dominante repose sur l'idée que les Grecs ont tout inventé, alors que le reste de l'humanité était encore dans les arbres à manger des glands*", déplore-t-il.

Dans l'immédiat, les autorités scolaires ont dû intervenir pour annuler la mutation, sous pression néonazie, d'une institutrice de maternelle, "*coupable*" d'avoir affiché des drapeaux albanais dans sa classe. Une procédure disciplinaire a aussi été ouverte contre un directeur de lycée à Athènes, qui avait menacé les élèves de recourir au service d'ordre musclé d'Aube Dorée.

"*Cette menace est devenue très à la mode*", confie à l'AFP une enseignante d'un lycée professionnel de la capitale, qui a requis l'anonymat. Elle en a récemment été la cible, prise à parti par trois élèves lui reprochant son engagement syndicaliste à gauche.

"*Le pire est que deux-tiers de mes collègues ont jugé que nous étions à renvoyer dos à dos*", s'inquiète-t-elle, même si ailleurs, des enseignants lancent campagnes et mobilisations "*antifascistes*".

Parmi ces militants, Artémis Kalogyri affirme devoir dialoguer sans relâche pour empêcher les thèses néonazies de gagner les esprits, dans le lycée de la banlieue populaire de Kallithéa où elle enseigne le grec.

"*Des adolescents sont recrutés, surtout parmi les plus défavorisés, et assurent le relais via une formation théorique et paramilitaire qui leur est dispensée par Aube Dorée*", raconte-t-elle.

Selon elle, ces jeunes "*perçoivent l'extrême droite comme assurant la défense de l'hellénisme face au danger d'une dissolution,*

à laquelle les immigrés sont accusés de contribuer. La plupart veulent intégrer la police ou l'armée". AFP 06.12

2- Egypte

La garde républicaine égyptienne, qui s'est interposée entre partisans et adversaires du président Mohamed Morsi jeudi 6 décembre, a demandé aux manifestants des deux camps d'évacuer les abords du palais présidentiel au Caire à 15 heures, annonce la présidence. Plusieurs centaines de partisans du chef de l'Etat, qui ont passé la nuit sur place, ont commencé à quitter les lieux dans le quartier d'Héliopolis.

Les heurts entre pro et anti-Morsi, qui ont débuté mercredi et se sont poursuivis jusqu'au petit matin jeudi, ont fait cinq morts.

Dans la matinée, plusieurs chars lourds et trois blindés légers ont pris position près de l'entrée du complexe présidentiel et sur une grande avenue qui le longe, dans le quartier d'Héliopolis, où des centaines de partisans du président étaient présents.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, cinq manifestants ont été tués dans des affrontements entre opposants et partisans du chef de l'Etat, Mohamed Morsi. Quatre manifestants ont été tués par balle et l'un après avoir été atteint près du cœur par une décharge de chevrotine, selon l'agence officielle MENA. Le ministère de la santé a indiqué que près de 450 personnes avaient été blessées.

L'institution égyptienne d'Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite, a demandé jeudi au président Mohamed Morsi de suspendre les pouvoirs exceptionnels qu'il s'est accordés. M. Morsi "*doit suspendre le dernier décret et cesser de l'utiliser*", a déclaré l'institution théologique dans un communiqué.

L'opposition accuse M. Morsi de s'être engagé sur la voie d'un régime dictatorial après un décret pris le 22 novembre, par lequel il s'est arrogé des pouvoirs exceptionnels et mis ses décisions ainsi que la commission chargée de rédiger la future Constitution à l'abri de tout recours en justice.

Un groupe de responsables de l'opposition s'est réuni pour débattre des propositions du vice-président mais son coordinateur, Mohamed Elbaradei, Prix Nobel de la paix 2005, ne s'est dit prêt à les prendre en compte que si le décret du 22 novembre est abrogé. "*Nous sommes prêts au dialogue si le décret constitutionnel est annulé [...] et si le référendum sur la Constitution est reporté*", a annoncé Mohamed ElBaradei, qui a accusé Mohamed Morsi et son gouvernement d'être "*entièrement responsables*" des violences. Par ailleurs, un nouveau conseiller du président, Mohammed Esmat Seif Eddawla, a annoncé sa démission en signe de protestation. Lemonde.fr 06.12

3- Etats-Unis

(Il s'agit bien d'une décision à caractère politique. - Ndlr)

L'Etat de Washington est devenu jeudi le premier Etat américain à légaliser la possession de cannabis en vue d'un usage récréatif pour les adultes, une occasion célébrée par des dizaines de fumeurs à Seattle.

"*Yeah!*", "*Fumez un peu d'herbe*", "*Quelqu'un a un bang (une pipe à eau-NDLR) ?*" se sont exclamés quelques Américains parmi la centaine venus célébrer la légalisation du cannabis au pied de la Space Needle, monument emblématique de Seattle, lorsque Russ "*Radical*" Belville, un animateur radio, a terminé le décompte marquant l'entrée en vigueur de la loi.

Votée le même jour que la présidentielle du 6 novembre dernier, l'Initiative 502 (I-502) légalise la possession d'au maximum une once de cannabis (28,5 grammes) à usage récréatif pour toute personne âgée de plus de 21 ans.

Cette quantité se porte à 16 onces, soit 450 grammes, lorsque cette substance est consommée dans des gâteaux, sous forme de brownies ou cookies par exemple, et à 72 onces (2,4 kg) sous forme liquide.

Calquée sur le modèle de l'alcool, la loi interdit de consommer du cannabis en public et de conduire après en avoir ingéré. A terme, le cannabis sera vendu et taxé dans des commerces autorisés par l'Etat, toujours sur le modèle du marché de l'alcool.

Il reste cependant, actuellement, interdit de vendre, cultiver ou encore de partager ses propres réserves, bien que la loi autorise chacun à acheter une quantité limitée pour sa consommation personnelle. Reuters 06.12

C'est ainsi qu'ils pensent finir d'asservir le peuple américain, cela fait partie du programme du cartel des banquiers qui veulent instaurer un Nouvel ordre mondial pour y parvenir. Si on n'a pas en tête cet objectif, on ne peut pas comprendre la nature réelle de cette mesure et les intentions de leurs auteurs.

Cette mesure ne correspond pas à établir plus de "*démocratie*" ou de libertés aux Etats-Unis, mais exactement le contraire. Je

suis contre, bien que je sois consommateur occasionnel de cannabis, de plus en plus rarement à vrai dire. Au lieu de m'aider à penser avec l'âge ou la fatigue je n'en sais rien, cela produit plutôt l'effet inverse, systématiquement je m'endors ! Comme somnifère, c'est parfait !

SOCIAL

1- France

1.1- Chômage toujours en hausse, normal.

Le taux de chômage en France au sens du Bureau international du Travail (BIT) a augmenté de 0,1 point au troisième trimestre à 9,9% en métropole (10,3% en incluant les départements d'outre-mer), selon les données publiées jeudi par l'Insee.

Le taux pour la France métropolitaine se situe à son plus haut niveau depuis le troisième trimestre 1999.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 45.400 (+1,5%) en octobre en France métropolitaine, pour atteindre 3.103.300, son niveau le plus élevé depuis avril 1998. Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,6%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 1,6%, soit 71.500 personnes de plus, pour atteindre 4.587.000 (+9,4% sur un an).

Avec les départements d'outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.870.800. Reuters 06.12

1.2- La pauvreté et la misère gagnent du terrain en France. Les riches aussi ! Merci président !

"*Ludwig, 59 ans à Marseille; Alain 45 ans, sur les marches de la cathédrale de Versailles, Chantal 64 ans dans une rue de Paris*": le collectif "*les Morts de la rue*" a rendu hommage jeudi soir aux 202 SDF morts au cours de ces six derniers mois.

Plus de 150 personnes se sont rassemblées sur la place de la Bourse (IIe arr.) pour honorer la mémoire de ces oubliés de la rue.

En novembre, les demandes d'hébergement d'ugence ont augmenté de 37% par rapport à novembre 2011, et trois sans abri sur quatre ayant sollicité le 115 n'ont pas eu de proposition d'hébergement, selon la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (Fnars), qui gère un baromètre de la demande du numéro d'urgence sur 37 départements.

Selon ce baromètre, le nombre de non attribution de places d'hébergement a augmenté de 57% par rapport à novembre 2011.

La croissance des demandes de places touche de plus en plus de familles (53% des demandes, +60% depuis un an). AFP 06.12

1.3- Prisons à l'image de leur société.

Après une visite de 15 jours à la mi-octobre dans la prison des Baumettes à Marseille, le contrôleur général des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, aidé de ses équipes, vient de publier au "Journal officiel" un avis accablant sur l'établissement. Surpopulation, violence, vétusté... La situation est alarmante.

Pour la deuxième fois dans la courte existence du poste de contrôleur, qui a été créé en 2008, ses recommandations sont faites dans le cadre d'une procédure d'urgence en raison d'une "*violation grave des droits fondamentaux*" et "*de traitements inhumains et dégradants*". Le Monde.fr 06.12

1.4- La justice des nantis ne résiste pas à leur chantage... comme à Florange !

Sephora (groupe LVMH) peut continuer pour l'heure à ouvrir son plus grand magasin au monde sur les Champs-Elysées après 21h00, la justice saisie par des syndicats sur la question du travail de nuit, ayant estimé jeudi qu'il n'y avait pas "*violation évidente du droit*".

Il n'y a "*pas lieu à référé sur la demande tendant à voir ordonner à la société Sephora de cesser d'employer des salarié au-delà de 21H00 dans le magasin des Champs Elysées", indique l'ordonnance du Tribunal de grande instance (TGI), consultée par l'AFP, relevant une "absence de violation évidente de la règle de droit*".

En ce qui concerne le travail nocturne, la loi stipule que le recours au travail de nuit (après 21H00 et jusqu'à 06H00) est en principe exceptionnel et doit être justifié par la nécessité d'assurer la continuité de l'activité économique ou des services d'utilité sociale. Une autre période de travail de nuit peut toutefois être prévue par un accord de branche ou d'entreprise.

Dans son ordonnance, le juge du TGI relève que Sephora emploie des salariés au delà de 21H00 depuis 1996 aux Champs-Elysées. Il souligne que le travail de nuit a été encadré par une loi du 9 mai 2001 et estime par conséquent que "*la question de savoir si ce texte s'applique aux entreprises qui avaient déjà recours*" au travail nocturne "*nécessite une inteprétation qui ne relève pas des pouvoirs du juge des référés*".

Par conséquent, estime le juge, "*l'absence d'accord collectif ne permet pas en l'espèce de retenir une violation évidente de la loi*".

Pour Karl Ghazi (CGT), membre du Clic-P, la décision du TGI est "*assez mal fondée en droit*".

"*Ils disent en substance que Sephora est ouvert depuis tellement longtemps que la loi ne s'applique pas à eux alors qu'elle s'appliquerait à ceux qui violent la loi depuis moins longtemps*", a-t-il déclaré à l'AFP.

Dans un communiqué commun, les syndicats du Clic-P, à l'origine d'une série d'autres actions visant d'autres enseignes pour travail nocturne ou dominical, indiquent envisager de faire appel.

Après leur action en justice, Sephora qui emploie 4.500 personnes en France, avait répliqué en publiant une pleine page dans la presse prévenant que l'obligation de fermer à 21H00 "*son plus grand magasin au monde (...) menacerait plus de 45 emplois*".

Le groupe avait fait valoir que le magasin, qui emploie près de 200 personnes, réalise plus de 20% de son chiffre d'affaires sur cette tranche horaire.

Les syndicats du Clic-P avaient dénoncé un chantage à l'emploi. AFP 06.12

2- Grèce

Le chômage poursuit son inexorable progression en Grèce, avec un taux record de 26% en septembre.

Le nombre de personnes sans emploi a presque triplé en Grèce depuis septembre 2009, sous l'effet du marasme économique mondial et des mesures d'austérité mises en place par Athènes sous la pression de ses créanciers.

Le chômage affecte particulièrement les jeunes : 56% des 15-24 ans n'avaient pas de travail en septembre en Grèce, contre 22% en septembre 2008.

Au total, 1,3 million de Grecs étaient sans emploi en septembre, un chiffre record, soit 38% de plus que l'an dernier à la même époque, précise Elstat.

Selon les données d'Eurostat, le chômage s'est élevé à 26,2% en octobre en Espagne. Reuters 06.12

ECONOMIE

UE

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a rendu public jeudi son rapport sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire qui sera discuté au sommet des 13 et 14 décembre, et précise le calendrier des différentes étapes.

M. Van Rompuy s'était vu confier lors du sommet de juin une feuille de route dont il avait présenté une version intermédiaire en octobre.

Le texte proposé jeudi, rédigé en collaboration avec trois autres présidents --José Manuel Barroso (Commission européenne), Jean-Claude Juncker (Eurogroupe) et Mario Draghi (BCE)--, détaille trois étapes: fin 2012-2013, 2013-2014 et au delà de 2014, soit après les prochaines élections européennes.

Les chefs d'Etat et de gouvernement doivent discuter de ce document la semaine prochaine, sans à ce stade adopter formellement les propositions.

La première étape, déjà en cours et qui devrait se prolonger sur l'ensemble de l'année 2013, consiste à assurer que le lien soit coupé entre les banques et les dettes souveraines, une des raisons de la grave crise que traverse l'Europe.

Elle passe notamment par l'instauration d'un mécanisme unique de supervision des banques dans la zone euro. M. Van Rompuy juge "*impératif que le travail préparatoire commence sérieusement début 2013 pour que le mécanisme de supervision unique puisse être pleinement opérationnel au 1er janvier 2014*".

En attendant, M. Van Rompuy estime que le pare-feu de la zone euro, le MES, devrait pouvoir recapitaliser directement les banques à partir de fin mars 2013.

La deuxième étape, en 2013 et 2014, consistera essentiellement en deux éléments: d'une part la mise en place d'une autorité unique chargée de la restructuration ou de la liquidation des banques en difficulté dans la zone euro, et d'autre part la possibilité "*d'arrangements contractuels*" entre les Etats et les institutions européennes, avec la possibilité pour ces Etats de bénéficier de soutiens financiers ciblés.

La troisième et dernière étape, après 2014, prévoit la mise en place d'une "*capacité budgétaire bien définie et limitée pour améliorer l'absorption de chocs économiques affectant certains pays*", sous la forme d'un système d'assurance.

Une des fonctions de cet outil, embryon d'un budget central de la zone euro, un terme que n'utilise pas M. Van Rompuy, pourrait être de financer l'assurance chômage.

A plus long terme, cette capacité budgétaire pourrait être assortie de la possibilité d'emprunter. M. Van Rompuy évoque à cet égard "*l'émission de dette commune, sans avoir recours à la mutualisation de dette souveraine*", et l'établissement d'une "*fonction de Trésor*".

De source européenne, on explique qu'il y a deux schémas pour aboutir à une plus grande intégration économique et monétaire: des contrôles accrus sur les budgets nationaux avec à terme une mutualisation possible des dettes, ou la création d'une capacité budgétaire commune permettant d'absorber les chocs économiques, en échange d'engagements des Etats en matière de marché du travail et des services pour faire converger les économies.

"*A long terme, cette seconde approche est plus adaptée à notre union monétaire*", estime-t-on. AFP 06.12

Explication très rapidement.

Quand ils parlent de "*couper entre les banques et les dettes souveraines*, en réalité ils ont mis au point un mécanisme infernal qui leur permettra d'une part, de liquider les banques dont l'oligarchie financière a décidé de se débarrasser ou d'aborber, d'autre part de renflouer indéfiniment les grandes banques via les marchés financiers qui continueront de ponctionner tranquillement le fric des Etats par le biais de leur dette et le tour est joué.

On aura compris que "*couper entre les banques et les dettes souveraines* revient à rendre les Etats toujours plus dépendants des marchés en recourant au MES qui servira d'intermédiaire entre les deux, histoire de sauver les apparences.

La dette des Etats ne s'éteindra jamais, car même en admettant qu'elle viendrait à baisser, ils feraient en sorte de recourir à la mutualisation des dettes pour leur imputer celles d'autres Etats et la refaire monter mécaniquement et ainsi de suite. Ce qui leur permettra toujours et encore de faire pression sur les Etats afin qu'ils prennent des "*engagements (...) en matière de marché du travail et des services*" et la boucle est bouclée, la majorité de la population sera maintenu dans la pauvreté, c'est leur objectif.

Haut de page

Le 8 décembre

CAUSERIE

Hier soir j'ai fait un peu de rangement dans la page de mon ordinateur où je télécharge un tas de documents avant de les lire, les classer ou les jeter.

J'ai ajouté des articles au format pdf dans la rubrique vidéo ci-dessus, et dans la page d'accueil *International*, j'ai ajouté quelques anciens articles sur le 11 septembre 2001, une cinquantaine de pages environ.

Je vous propose un tout autre article.

- *La corruption, la pauvreté, et l'économie politique des paradis fiscaux* - octobre 2007

John Christensen (Economiste et directeur du secrétariat international du Tax Justice Network (TJN), www.taxjustice.net)

Extraits.

- 56% des pays recensés par Transparence International en octobre 2007 comme les moins corrompus sont des paradis fiscal et des centres financiers offshore.

(...) Mais un examen plus précis révèle que plus de 50% des pays recensés par Transparence International comme les moins corrompus sont des paradis fiscaux offshore et les centres financiers tels que Singapour (placée 4e), la Suisse et les Pays-Bas (7e), le Luxembourg et le Royaume-Uni (12e), Hongkong (14e), l'Allemagne (16e), l'Irlande (17e), et les Etats-Unis (20e). Pour faire bonne mesure, les Barbade et Malte, toutes deux des paradis fiscaux, sont respectivement placées 23e et 33e.

Que nous indique ce classement au sujet de la politique actuelle à l'égard de la corruption ? Cet index serait-il un exemple du néo-impérialisme ou du racisme occidental ?

La perversité du classement de Transparence International reflète la confusion et l'insuffisance générale du discours actuel sur la corruption. En se concentrant sur les activités d'acteurs opérant au sein du secteur public, et en basant en grande partie son index sur les perceptions de personnes aux conflits d'intérêts, Transparence International cible seulement une partie de la question de la corruption. Il élude la question plus large de la façon dont le « côté de l'offre » motive et protège la corruption à un niveau élevé. La tendance à pointer du doigt les petits fonctionnaires et les cleptomanes a pour conséquence une attention insuffisante sur les transnationales occidentales et leurs agents payant des dessous de table (typiquement via les structures offshore) pour obtenir des contrats et des traitements favorables.

En outre, jusque très récemment peu d'attention a été portée aux intermédiaires financiers occidentaux qui facilitent le blanchiment des profits issus de la corruption grâce à des compagnies offshore, des trusts et des subterfuges semblables. Idem pour le rôle joué par des gouvernements qui entrent en collusion active de façon à encourager la fuite des capitaux illicites et l'évasion fiscale en offrant des structures offshore anonymes. L'île de Jersey où j'ai grandi, par exemple, a voté une nouvelle loi sur les trusts en mai 2006. Celle-ci permet la création et des activités de simili-trusts n'ayant comme seul objectif que d'être au service de la fraude fiscaleix. Jersey est, bien sûr, une dépendance de la Couronne britannique, et cette loi a dû être présentée au Conseil privé pour approbation avant sa promulgation. Puisque ces « *faux* » trusts seront en grande partie créés au nom de fraudeurs fiscaux provenant de l'extérieur de l'île, il est clair que le gouvernement britannique n'est pas sérieux quand il déclare combattre l'industrie de l'évasion fiscale.

La racine de ce problème pourrait en partie se trouver dans la proximité malsaine entre les principales entreprises financières intermédiaires et les départements principaux de Whitehall et le fait que les principaux partis politiques sont devenus dépendant des donations – pour leurs effectifs en personnel – des grandes sociétés et ceux que nous appelons « *l'Aristocratie Offshore* » 10 pour cent des revenus des parties politiques britanniques, y compris New Labour, viennent des sources 'offshore'.

Le contournement de l'impôt altère les revenus de l'Etat moderne et mine sa capacité à fournir les services réclamés par ses citoyens. Il représente donc la forme la plus élevée de corruption parce qu'elle prive directement la société de sa ressource publique légitime. Parmi les embusqués des impôts, il y a les institutions et les individus qui jouissent de positions sociales privilégiées mais se voient comme une élite détachée de la société ordinaire. Ce groupe comporte des personnes fortunées aux riches salaires et revenus, plus un ensemble constitué de l'infrastructure qui les accompagne : banquiers professionnels, avocats et comptables, ainsi qu'une infrastructure offshore de paradis fiscaux quasi indépendante de toute autorité politique, judiciaire et régulatrice. Malgré le fait que beaucoup de ces acteurs possèdent un statut professionnel, la culture de l'industrie de l'évasion fiscale représente une totale subversion des normes démocratiques. Les attitudes que j'ai rencontrées à Jersey dans les années 1980 et 1990 ont été parfaitement exprimées dans la citation qui suit, envoyée à un journal national en réponse à la déclaration en 2004 du Chancelier de l'Echiquier (ministre des finances britannique) : « *Qu'importe la législation mise en place, les comptables et les avocats trouveront un moyen de la contourner. Les lois sont les lois, mais les lois sont censées ne pas être observées.* »

Qu'importe la façon dont vous tournez cette phrase, elle a clairement pour objet de faire passer le message que certaines classes sociales sont au-delà des normes de la société.

Outre le fait de corrompre les systèmes financiers en encourageant et en facilitant des activités illicites, le secret offshore corrompt le système capitaliste plus généralement en permettant à des directeurs de sociétés de s'engager dans une planification fiscale agressive, augmentant la rentabilité à court terme et la valeur des actions cotées en Bourse, et gagnant un avantage significatif par rapport à leurs concurrents implantés au seul niveau national. Dans la pratique, ce biais favorise les grandes entreprises par rapport aux petites, celles établies depuis longtemps sur les start-up, et le marché mondial sur le local.

(...) Le contournement de l'impôt par des personnes fortunées oblige les gouvernements à transférer la charge fiscale sur les moins riches, augmentant les inégalités et mettant à mal la confiance du public dans la force de la loi.

(...) Dans l'ensemble du monde en voie de développement, l'évasion fiscale et le pillage des ressources vers les comptes bancaires secrets a consolidé un ressentiment tenace, un chômage endémique, des niveaux bas de services publics et un manque de perspectives générales.

(...) Pour parvenir à ces fins, et afin de créer un élan politique de soutien à une campagne globale qui aurait pour mission de confronter les paradis fiscaux et les problèmes qu'ils engendrent, nous devons mettre sur pied une coalition globale rassemblant des chercheurs, des ONGs, des journalistes, des experts financiers, des syndicalistes, des organisations confessionnelles, et bien d'autres. Cette coalition devra placer la justice fiscale au coeur des objectifs de développement global. La justice fiscale doit devenir la priorité essentielle pour tous ceux qui se sentent concernés par l'éradication de la pauvreté, l'annulation de la dette odieuse et la réduction de la dépendance financière des pays les plus pauvres. Fin

On n'a pas envie de jeter la pierre à cet intellectuel qui est semble-t-il de bonne foi. Mais force est de constater une fois de plus qu'on est en présence d'un doux rêveur. Je préciserais en affirmant que les conclusions qu'il a tiré de ces propres observations ou travaux sont incohérentes, aberrantes quelque part, car ailleurs il signale qu'en quelques décennies on est passé de 25 à 73 paradis fiscaux, donc la situation ou les phénomènes économiques illégaux qu'il dénonce n'ont fait que s'amplifier au fil des ans pour devenir totalement hors de contrôle, contrairement à ce qu'affirment par ailleurs les dirigeants du vieux monde qui en sont les complices, et qui n'ont jamais eu la moindre intention de les combattre, encore moins de les éradiquer.

Ils n'arrivent pas à comprendre ou ne veulent pas admettre qu'il en sera toujours ainsi, tant que les capitalistes détiendront le pouvoir, d'où la nécessité de les exproprier, de les chasser par la force du pouvoir car ils ne le cèderont pas d'une autre manière, par une révolution.

Ces intellectuels n'ont pas seulement des lacunes au niveau de la compréhension du développement historique du capitaliste qui a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui, mais au niveau du développement économique tout court, disons depuis l'avènement des grandes civilisations il y a environ 10.000 ans et qui depuis ont toute disparu.

En refusant de reconnaître que c'est le développement des forces productives et la lutte des classes qui l'a accompagné, qui sont les véritables moteurs du développement de la civilisation humaine, ils passent à côté de l'essentiel pour finalement se fourvoyer dans une impasse ou de cruelles illusions qui se traduisent dans la capacité qu'ils prêtent au capitalisme à se réformer de gré ou de force, d'adopter un visage humain, alors que ce sont les fondements économiques sur lesquels repose le capitalisme, l'inégalité entre les classes, qui déterminent à la fois ses lois de fonctionnement et régissent l'évolution du capitalisme, les rapports entre les classes, les capitalistes ne pouvant pas adopter un autre comportement que celui dicté par ces lois et ces rapports sous peine de se renier ou d'abandonner leur statut de capitaliste, ce qui est inimaginable évidemment et montre à quel point un raisonnement qui s'écarte de ce constat aboutit infailliblement à des conclusions erronées ou absurdes et qui ne résistent pas l'épreuve de la critique.

Cela vaut pour tous les intellectuels dont nous avons parlé depuis quelques mois.

Hier j'ai évoqué très brièvement une vidéo dans laquelle intervenaient notamment des scientifiques américains et canadiens d'un niveau très élevé, sans doute parmi l'élite qui existe aujourd'hui, la plupart avaient atteint l'âge de la retraite, ils avaient tous travaillé pour la recherche civile et militaire sur des programmes ultra sophistiqués ou les plus avancés qui soient, et bien ils en sont arrivés à dire que les progrès technologiques ne devaient pas servir à asservir ou exercer un contrôle sur les hommes pour en faire des esclaves ou détruire notre planète, tandis qu'une minorité de privilégiés jouiraient librement des bienfaits de l'existence, tout en affirmant que de nos jours on disposait des connaissances et des moyens pour faire le bonheur de l'humanité, pour reconnaître que ne sachant pas comment faire pour lutter contre les obstacles qui se dressaient devant nous pour atteindre cet objectif désormais à notre portée, s'en remettre à la définition du paradis tel que le décrivent les religions ou à la sagesse des hommes pour éviter de commettre l'irréparable, car selon eux, et ils étaient unanimes sur ce point, aujourd'hui la civilisation humaine est au bord du chaos, menacée de disparition par ceux qui contrôlent le monde, ce sont leurs termes, ils ont même ajouté que dorénavant il suffirait de peu de chose pour que nous atteignons un stade irréversible au-delà duquel aucun retour en arrière ne serait possible.

Ces intellectuels d'un très haut niveau ont assurément acquis un niveau de connaissance et de conscience que n'a pas l'immense majorité de la population aux Etats-Unis ou dans le monde. Ils savent également comment fonctionne le monde sur le plan économique et politique, mais ils ignorent toujours quels sont les véritables lois qui le régissent en régime capitaliste et au-

delà comme on l'a rappelé plus haut.

Le processus historique qui est à la base du développement de la civilisation humaine leur échappe toujours. Ils demeurent prisonniers du mode de production capitaliste sans parvenir à comprendre qu'il devait forcément avoir une durée de vie limitée à l'échelle de l'histoire comme tous ceux qui l'ont précédé, et qu'il avait dû engendrer les moyens qui permettraient d'entrevoir son propre dépassement que nous appelons socialisme et communisme sur le plan politique, et que dans le cas contraire il arriverait forcément un moment où il entrerait en décomposition, puis en putréfaction, ce à quoi nous assistons aujourd'hui, s'autodétruirait en détruisant la civilisation humaine du même coup, cette autodestruction étant la négation de ce qu'il avait développé au cours des deux derniers siècles, son dépassement étant la négation de cette négation pour atteindre un nouveau degré de développement dans tous les domaines, supérieur au capitalisme qui était notre élément de base ou positif du départ, le socialisme ne signifiant pas la destruction ou la négation de ce que le capitalisme a produit jusqu'à maintenant, mais son dépassement, la libération des forces productives du carcan dans lequel le capitalisme les enferme, de l'énergie créative de l'homme pour assurer son bien-être et vivre en harmonie avec la nature, en paix avec tous les peuples. C'est ce processus dialectique à la fois matérialiste et historique qui leur échappe.

Je me demande quels mots, quelle formule il faudrait employer pour leur faire comprendre, c'est quelque chose qui me taraude l'esprit depuis un moment. J'ai entendu hier des discours d'ex-militaires de hauts rangs de l'armée américaine maintenant hors service ou à la retraite qui condamnaient sans appel et avec une violence extrême la manière dont les responsables politiques géraient les Etats-Unis et bien au-delà, la CIA, le Pentagone, le commandement militaire de l'Otan, les banquiers et les oligarques qui conduisent le monde à l'abîme.

En les regardant et en les écoutant attentivement, je vous avoue que par moment je me suis demandé si je ne rêvais pas, car j'entends souvent dire qu'il ne faut pas s'aventurer sur tel ou tel terrain, qu'il faut ménager son langage, qu'avancer des objectifs trop ambitieux va effrayer les travailleurs et les militants, bref, qu'il faudrait arrondir les angles ou ne dire les choses qu'à moitié, se retenir de dire ce que l'on pense comme si personne n'était prêt à entendre notre discours révolutionnaire, c'était comme si l'écho du chuchotement de nos dirigeants me parvenait aux oreilles pour me rappeler à l'ordre. Par bonheur, je ne suis pas à leurs ordres!

Ce qui était intéressant également dans leurs déclarations, c'est qu'ils affirmaient que de plus en plus d'Américains étaient critiques envers le gouvernement et le système économique dont ils étaient prisonniers. Ailleurs des intellectuels ont relayé le même constat, ce qui vaut aux Etats-Unis est valable dans bien d'autres pays, ce qui explique en partie pourquoi tous les gouvernements ont de plus en plus de mal à faire passer leurs politiques d'austérité ou antisociales, car même si les travailleurs n'ont pas encore acquis une conscience politique claire, comme un ex-militaire disait, on leur a tellement menti qu'ils ont l'impression qu'on leur cache quelque chose, ils n'ont plus confiance dans ceux qui les gouvernent, ils sont de plus en plus nombreux à prendre du recul systématiquement avec tout ce qu'on leur raconte, ils ne croient plus personne sur parole, ils sont plus méfiants qu'autrefois, ils essaient de réfléchir, de comprendre ce qui se passe réellement.

En écrivant cela je n'essaie pas de me rassurer ou de vous remonter le moral ou pire de vous baratiner, il est quand même bon de rappeler parfois que nous sommes loin d'être les seuls à vouloir changer la société et que notre combat n'est pas perdu d'avance, qu'il n'y a pas lieu de désespérer.

Et voilà, nous sommes déjà samedi depuis 7 minutes !

Mon épouse vient de me dire d'aller me coucher, je lui ai répondu que c'était à cette heure-là que j'avais les idées les plus claires et que j'en profitais pour écrire. Je vous retranscris ici rapidement ce que je viens de lui raconter car elle ne comprend pas bien en quoi consiste mon boulot.

Jadis, il exista des civilisations très développées, Harappa par exemple il y a 7 ou 8.000 ans, la civilisation sumérienne, égyptienne, etc. elles avaient développé leurs forces productives mais toutes ont disparu parce qu'elles ont été incapables de passer à un mode de production supérieur... Puis d'autres modes de production se succédèrent aux quatre coins du monde au fur et à mesure que la terre se peupla notamment. Au passage, vous remarquerez que le facteur démographique a été déterminant à tous les stades du développement de la civilisation humaine, on développera cet aspect là une autre fois. Alors que nos dirigeants l'ont totalement négligé dans leurs analyses il est bon de rappeler.

Dans le passé, ces modes de production se développaient dans une région mais pas ailleurs où les peuples conservaient un mode de production plus arriéré... Le monde fonctionna de la sorte jusqu'au milieu du XXe siècle, encore de nos jours dans certaines régions ou certains continents, en Afrique notamment, bien que le capitalisme ait supplanté tous les autres modes de production. Pour simplifier, disons que de nos jours la terre entière a adopté le même mode de production.

On a vu qu'autrefois les pays ou les civilisations qui n'avaient pas été capables d'adopter un mode de production supérieur avait commencé à décliner, puis s'étaient éteintes. Et bien au XXIe siècle nous sommes confrontés exactement au même défi : soit nous sommes incapables de passer à un mode de production supérieur et la civilisation humaine est condamnée à disparaître, soit nous sommes capables d'intégrer les gigantesques forces productives existantes et qui sont aujourd'hui détruites

ou rejetées par le capitalisme et la pérennité de la civilisation humaine est garantie. On devrait développer cette argumentation.

A mon épouse qui doute de l'intérêt de mon travail, moi aussi parfois, mais bon, j'ai ajouté ceci pour essayer de la convaincre, entre nous, pour qu'elle me foute la paix !

Hier dans la vidéo consacrée à un entretien avec Pierre Faillant de Villemarest, à un moment donné il raconte que vers la fin du XIXe siècle les Anglais envoyèrent aux Etats-Unis un groupe de professeurs pour former des universitaires qui à leur tour formeraient des professeurs qui enseigneraient à leurs élèves les bienfaits du capitalisme afin de les conditionner, et ainsi ceux qui étaient déjà à l'époque les maîtres du monde pourraient conserver leur pouvoir, etc.

Pierre Faillant de Villemarest disait ensuite que c'était par l'école et l'université que l'oligarchie financière était parvenue pas à pas à formater les consciences de telle sorte que leur plan de Nouvel ordre mondial finissait pas s'imposer, non sans difficultés ajoutait-il cependant et sans que les dés soient jetés, car lui aussi il avait observé une plus grande maturité d'esprit de la population envers le système économique.

J'ai dit à Magueswary, que par rapport à ce conditionnement des masses qui déborde bien au-delà de l'école ou de l'université, qui en réalité se poursuit quotidiennement sur les lieux de travail, à travers les médias, la culture, etc. mon boulot consiste à décontaminer les cerveaux, à démolir pierre par pierre l'édifice par lequel tient le système capitaliste, qui repose sur l'ignorance, des contrevérités, des mensonges grossiers, des falsifications de l'histoire, pour ainsi dire tout ce qu'on nous a enseigné à l'école ou à l'université ou encore ce qu'on se transmet de génération en génération.

J'ai ajouté que je fais partie des gens qui font ce boulot et que si nous ne le faisons pas, personne ne le fera à notre place, et que dans ce cas-là on pourra dire alors que tout est foutu, sans espoir, c'est ma responsabilité, limitée, à ma petite échelle j'en ai bien conscience, mais je me dois de le faire.

Il est 1h20 du matin, on arrêtera là pour aujourd'hui.

J'ajoute un mot samedi après-midi.

John Christensen, n'est pas très sérieux ou manque sérieusement de perspicacité, il s'étonnait des conclusions rendues dans un rapport de Transparency International qui blanchissait les paradis fiscaux, s'il avait pris un minimum d'informations sur cette organisation peut-être qu'il aurait compris qu'il était en présence d'une bande d'escrocs.

Question : qu'est-ce Transparency International ?

Réponse : Transparency International (TI) est une organisation non gouvernementale internationale d'origine allemande ayant pour principale vocation la lutte contre la corruption des gouvernements et institutions gouvernementales mondiaux1. Elle a été fondée par Peter Eigen en 1993... (Wikipédia)

Question : qui est Peter Eigen ?

Réponse : Peter Eigen, né le 11 juin 1938 à Augsbourg, est un ancien directeur de la Banque mondiale. Aujourd'hui, M. Eigen est actif au sein de la Carnegie Endowment for International Peace, autre paravent de la CIA. Il est également administrateur de Crown Agents (littéralement les Agents de la Couronne), un ancien service de la Couronne britannique, privatisé en 1997, chargé de l'assistance des gouvernements étrangers dans les processus de privatisation. C'est à ce titre que Peter Eigen a joué un rôle essentiel dans le processus de privatisation de l'économie irakienne sous occupation anglo-saxonne, Crown Agents étant alors sous-traitant de l'USAID 1.

En 2004, il épouse Gesine Schwan, ancienne candidate malheureuse à la présidentielle. (Wikipédia)

Question : qui est Gesine Schwan ?

Réponse : Gesine Schwan, née le 22 mai 1943 à Berlin, est une universitaire et femme politique allemande, membre du parti social-démocrate SPD.

Depuis septembre 2010, elle participe aux travaux du Groupe Spinelli1. au Parlement européen en faveur d'une Europe fédérale. (Wikipédia)

Question : qu'est-ce que le Groupe Spinelli ?

Réponse : Le Groupe Spinelli est une initiative pro-européenne destinée à relancer la recherche d'un fédéralisme au sein de

l'Union européenne. Il se concrétise dans la mise en place d'un réseau de citoyens, laboratoires d'idées, ONG, universitaires, écrivains et politiciens qui soutiennent l'idée d'une Europe fédérale et unie. Le groupe se donne entre autres pour but de « trouver une majorité au sein du Parlement Européen sur des sujets importants ».

En dehors du Parlement européen, le réseau Spinelli comprend tous les autres citoyens qui ont signé un manifeste en ligne. Actuellement ce réseau comprend environ 2500 personnes (mai 2011) .

Composition du comité de pilotage au 30 mars 2010 (extrait) : Jacques Delors, Mario Monti, Daniel Cohn-Bendit... (Wikipédia)

Transparency International se sert de la luttre contre la corruption dans les pays sous-développés ou en voie de développement comme une arme politique pour affaiblir leurs gouvernements pour le compte des puissances occidentales et leurs multinationales...

Bref, chacun aura compris que Transparency International est une organisation travaillant pour l'établissement d'un gouvernement mondial dont l'Union européenne est une des institutions au sein de la Commission Trilatérale, une organisation ultra réactionnaire, tout comme la Banque mondiale créée à l'issue de la seconde guerre par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux en Europe.

Vous avez observé comment je procède. Dorénavant, chaque fois que c'est possible je procède de la sorte, de telle manière que lorsque j'avance quelque chose ce soit incontestable. Je soupçonne la totalité des Ong internationales d'être aussi pourries que Transparency International. J'ai déjà téléchargé dans mon disque dur une cinquantaine d'articles qui le prouve, je les sortirai au fur et à mesure de nos besoins.

La vérité est révolutionnaire !

ACTUALITE EN TITRES

Le gouvernement est ultra minoritaire dans le pays.

- Florange : Pierre Moscovici n'accepte pas les critiques - LePoint.fr

- Florange : pour 75 % des Français, ArcelorMittal a gagné la négociation - LePoint.fr

Aveux

- Florange : Lakshmi Mittal ne croyait pas à la nationalisation - Le Nouvel Observateur

- José Gulino (Grand Orient): «*Oui, nous voulons avoir une influence politique*» - LeFigaro.fr

Ou impossible?

- Et si la banque UBS disculpait Cahuzac? Pas si simple L'Express.fr -

Dommage !

- Daniel Cohn-Bendit officialise son retrait d'EELV - Reuters

Sale temps en perspective !

- Grande-Bretagne: le repli de la production fait craindre une contraction du PIB - AFP

- La production allemande chute de 2,6% en octobre - Reuters

- Les perspectives de croissance s'assombrissent pour l'Allemagne - L'Expansion.com

- Contraction du PIB grec révisée à la baisse au 3e trimestre - Reuters

- Toyota anticipe une chute des ventes de 20% au Japon en 2013 - Reuters

- L'affrontement se durcit à l'OMC entre l'Argentine et les pays développés - AFP

Avertissement.

- Nouvelles taxes immobilières: «*Ne pas jouer aux apprentis sorciers*» - LeFigaro.fr

- Immobilier: les nouvelles taxes sur les résidences secondaires pèseront lourd - L'Expansion.com

Ont-il un sexe à la place du cerveau ?

- Le cerveau a-t-il un sexe ? - LePoint.fr

La preuve que oui.

- Mariage gay: la Cour suprême des Etats-Unis va se pencher sur la question - AFP

Un miracle !

- L'état de catastrophe naturelle reconnu à Lourdes - LeFigaro.fr

Trop pauvres !

- Les Français dépensent moins en médicaments - Atlantico.fr

Les cofondateurs du Nouvel ordre mondial monte au crénea

- Les Pays-Bas vont envoyer deux batteries de missiles Patriot à la frontière turco-syrienne - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

ArcelorMittal Florange. Tous menteurs!

1- La gestion du dossier Florange par l'exécutif français a provoqué déceptions et malentendus, à la mesure du flou entretenu par François Hollande lui-même sur la question de la nationalisation d'un site symbolique de l'industrie.

(En réalité il n'en a jamais été question, la suite va nous le confirmer. - Ndlr)

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, a évoqué vendredi une "*erreur de communication*" du gouvernement qui a laissé penser qu'une nationalisation pouvait être la solution.

(Le socialisme en parole, le capitalisme en pratique, merci on connaît. - Ndlr)

"*L'erreur, ça a pu être à un moment donné de faire que ce qui nous apparaissait comme un moyen de pression soit vécu comme l'unique solution*", a déclaré Bruno Le Roux.

(Il a omis un mot, il fallait lire :"*L'erreur, ça a pu être à un moment donné de faire CROIRE*" qu'une nationalisarion serait possible, alors qu'ils n'en ont jamais eu l'intention ou ont abandonné rapidement cette solution qui aurait servi de mauvais exemple aux travailleurs menacés dans leurs emplois dans des milliers d'entreprises. - Ndlr)

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, tenante de l'aile gauche du Parti socialiste, a dit à Reuters être "*consternée*" par ce "*gros cafouillage*".

(Cafouillage, qui le moins que l'on puisse dire profite à Mittal, donc on serait porter à penser qu'il n'a peut-être pas été aussi

spontané qu'on voudrait nous le faire croire. - Ndlr)

"*La leçon, c'est que la nationalisation est un outil dédiabolisé*", déclarait-on ainsi dans l'entourage de François Hollande au soir de l'annonce de l'accord, vendredi 30 novembre, semblant ainsi prendre le parti d'Arnaud Montebourg.

Une semaine plus tard, le discours élyséen est sensiblement différent et "*colle*" à celui de Jean-Marc Ayrault, qui a estimé que cette option n'était pas viable et aurait coûté "*au moins un milliard d'euros*" à l'Etat.

(Le milliard d'euros que Mittal doit au fisc selon plusieurs sources et que le gouvernement évitera de lui réclamer par crainte qu'il se livre à un nouveau chantage à l'emploi. Quoi qu'il en soit, nous sommes opposés à toute nationalisation d'une entreprise en échange d'indemnités. - Ndlr)

"*La filière chaude n'a d'avenir que s'il y a Ulcos, s'il n'y pas Ulcos il n'y a pas d'avenir pour les hauts fourneaux, chacun le sait, il faut faire des millions d'euros d'investissement*", expliquait-on jeudi soir à l'Elysée.

(Et bien que l'Etat nationalise Mittal sans lui verser un centime, récupère les dizaines ou centaines de millions d'euros de subventions qu'il lui a versées depuis 2006, ainsi que le milliard qu'il doit au fisc, et le problème de l'investissement nécessaire à la réalisation d'Ulcos sera résolu sans que les travailleurs ou l'Etat ne débourse un centime. Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrrait prendre une telle mesure, pas un gouvernement capitaliste. - Ndlr)

A Matignon on se déclarait vendredi "*déçu*" par la réaction des syndicats, expliquant que Jean-Marc Ayrault avait prévenu lui-même mercredi soir les syndicalistes que le projet Ulcos serait retiré par ArcelorMittal, mais que ce dernier s'était engagé à financer en partenariat avec l'Etat un "*Ulcos 2*". Reuters 07.12

(Donc ces syndicalistes sont aussi de vulgaires menteurs, tiens donc, comme c'est étonnant, pourtant ce n'est pas dans leurs habitudes ! - Ndlr)

2- Le syndicaliste CFDT Edouard Martin de Florange (Moselle) a affirmé vendredi que la direction d'ArcelorMittal n'avait "*jamais mis sur la table les problèmes techniques d'Ulcos*", estimant qu'il allait être "très difficile" de lui faire respecter ses engagements.

La direction "*n'a jamais mis sur la table les problèmes techniques d'Ulcos. Jamais, je vous dis bien jamais. On peut prendre tous les comptes rendus officiels de réunion*", a déclaré le syndicaliste sur France Inter.

(On vient juste de lire le contraire ! Qui ment le plus ou le mieux ici ? C'est marrant, j'aurais plutôt tendance à penser que c'est le syndicaliste de la CFDT, non ? Car le gouvernement n'a pas vraiment intérêt à se foutre davantage dans la merde, déjà qu'il est attaqué de toutes parts. - Ndlr)

"*La seule chose qu'elle a dite et elle a été claire, c'est que si elle n'avait pas les financements publics, elle ne ferait pas Ulcos*", a-t-il poursuivi. AFP 07.12

(Donc si l'on comprend bien, vous comptiez sauver votre peau en demandant aux travailleurs en France et en Europe, puisque ce financement public concerne en grande partie l'UE, de verser des centaines de millions aux milliardaires Mittal au lieu de le faire casquer, c'est bien cela, n'est-ce pas ? - Ndlr)

Mélenchon dans le costard du social-illusionniste.

"*Le Parti socialiste ne comprend absolument pas ce qui est en train de se passer dans la société*", estime Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche.

(Ben voyons, le PS n'est donc pas responsable de la politique antisociale et réactionnaire qu'il applique, CQFD ! - Ndlr)

"*Ils ne comprennent pas qu'ils sont en train de prendre des décisions qui font pleurer les syndicalistes et sourire Madame Parisot* ", ajoute-t-il.

(Il les prend pour des demeurer pour mieux les épargner comme il vient d'être souligne. - Ndlr)

Sur son blog, Jean-Luc Mélenchon, dont les déconvenues électorales ont affaibli l'écho, qualifie Jean-Marc Ayrault de "*social-menteur*", et François Hollande de "*social-flouteur*".

(Il est bien placé pour en parler avec l'expérience qu'il a accumulée dans ce domaine ! - Ndlr)

"*On serait très heureux si d'autres partis, et donc éventuellement le Parti de gauche et le Parti communiste, voulaient nous rejoindre dans cette majorité*", explique Pascal Durand, secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV).

(Rassurez-vous, ils vous sont plus utiles à l'extérieur, histoire de brouiller les pistes, je vous assure que cela marche, la plupart de leurs militants y croient dur comme fer. - Ndlr)

Mais pas question de "*construire*" une nouvelle majorité "*à côté*", prévient-il.

(Précision inutile s'il en faut. - Ndlr)

Pour Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, "*il n'y a pas d'alternative à gauche*".

(A gauche de la politique de Sarkozy que vous poursuivez, merci on avait compris. - Ndlr)

"*Jean-Luc Mélenchon essaye de trouver son créneau pour essayer de revenir à un moment donné*", dit-il. "*Il parie sur un changement de politique (mais) il n'y a que lui qui croit à ça*".

(Vous avez raison, il ne s'est pas produit de "*changement de politique*"... Ah ce n'est pas ce qu'il voulait dire, pourtant j'avais cru comprendre... - Ndlr)

S'il ne croit pas en la création d'une nouvelle majorité à gauche, Bruno Le Roux se dit attentif à un discours alternatif qui pourrait gagner du terrain au sein de la majorité.

"*Il peut y avoir un autre discours qui se développe, et ce discours, je fais attention à ce qu'il ne trouve pas chez nous des voix qui pourraient le crédibiliser*". Reuters 07.12

(Les chiens de garde du régime veillent ! - Ndlr)

C'est bientôt Noël, les gosses sont en extase devant les illuminations...

Jean et baskets, l'ex-candidat du NPA à la présidentielle Philippe Poutou s'est rendu vendredi en toute décontraction à l'Elysée pour s'entretenir du rapport de la commission Jospin avec François Hollande qui, selon lui, "*l'a jouée homme de gauche, proche de nous*".

"*Je mesure mieux ce que j'ai raté. C'est tellement beau qu'on se dit que ce serait pas mal d'y vivre (...) Au local CGT, on n'a pas ça*", a plaisanté l'ex-candidat, qui a repris son poste d'ouvrier chez Ford, après la parenthèse de la campagne présidentielle.

Concernant le rapport de la commission Jospin pour la rénovation de la vie publique, "*on a dit ce qu'on avait à dire, on dénonce le présidentialisme, la Ve République, on pense qu'il faut d'autres institutions*", a relaté M. Poutou. AFP 07.12

Tout ça pour cela ?

Lagarde porte-parole des intérêts de l'impérialisme américain.

- FMI: le "*mur budgétaire*" menace la suprématie des Etats-Unis, selon Lagarde - AFP

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, assure que le "*mur budgétaire*" qui se profile aux Etats-Unis menace la suprématie du pays et risque de peser sur une reprise mondiale encore "*fragile*", dans un entretien sur BBC World News diffusé vendredi.

"*La véritable question en jeu est d'une certaine manière la suprématie des Etats-Unis et leur leadership dans le monde*", a-t-elle déclaré au sujet du "*mur budgétaire*", la cure d'austérité à laquelle le pays sera soumise si un accord politique sur la dette n'est pas trouvé d'ici à la fin de l'année.

"*Pour faire en sorte que le leadership (des Etats-Unis) perdure, l'incertitude doit être levée parce que l'incertitude alimente des doutes sur ce leadership*", a-t-elle insisté.

"*Ce n'est pas simplement un problème politique, ce n'est pas idéologique, c'est plus vaste que ça. Ca remet véritablement en cause le rôle des Etats-Unis dans le monde d'un point de vue économique et géopolitique*", a déclaré la patronne du FMI, selon des

extraits de cet entretien.

"*Le déficit est très haut, plus haut aux Etats-Unis que dans la zone euro (et) la dette est très élevée, plus élevée que dans la plupart des pays de la zone euro, notamment la France et l'Allemagne*", a pointé Mme Lagarde.

Si le mur budgétaire n'est pas évité, la patronne du FMI assure par ailleurs qu'il y a aura un "*effet de contagion*" dans d'autres pays du monde.

"*Les Etats-Unis ont souvent été un moteur de croissance et le fait d'avoir un acteur aussi important en stagnation, voire en récession, serait une très mauvaise nouvelle pour l'économie mondiale*", a-t-elle souligné.

"*Nous n'avons pas besoin de ça en ce moment parce que (...) la reprise est fragile*" sur le globe, a-t-elle ajouté. AFP 07.12

La chienne de garde de l'impérialisme américain minimise le déficit et la dette abyssale des Etats-Unis, normal, c'est la voix de son maître... On aura compris que l'hégémonie des Etats-Unis sur le monde est menacée et qu'il faut tout faire pour la préserver, quitte à mener l'humanité au chaos....

Je n'ai plus le temps de commenter cet article facile à décrypter, j'ai donné dans de précédentes causeries les clés qui le permettent facilement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La cour d'assises de Paris a prononcé vendredi un acquittement et trois peines de prison avec sursis au procès de quatre militaires français jugés pour le meurtre en 2005 d'un Ivoirien, épilogue d'un procès hors norme entré au coeur de l'armée et de ses opérations extérieures.

"*Scandaleux*", "*honte à la France!*", ont lancé à l'énoncé du verdict des Ivoiriens présents dans la salle, avant de sortir et de se mettre des sacs plastique sur la tête.

La victime, Firmin Mahé, considéré comme un "*coupeur de route*", un bandit attaquant les voyageurs et les populations, avait été étouffé avec un sac plastique alors qu'il était tansporté dans un blindé français.

La cour a estimé que le geste des militaires avait "*gravement porté atteinte aux valeurs de la République*". Mais elle a considéré que la "*situation exceptionnelle*" à laquelle ils étaient confrontés était "*de nature à atténuer leur responsabilité*".

Le colonel Eric Burgaud, qui avait transmis l'ordre de tuer Mahé, a été condamné à cinq ans avec sursis, alors que cinq ans ferme avaient été requis par l'accusation. "*La justice a finalement reconnu que nous n'étions pas des salauds...*", a déclaré Eric Burgaud à quelques journalistes.

L'adjudant-chef Guy Raugel, qui avait tué Mahé, sur ordre, a lui été condamné à quatre ans avec sursis. Cinq ans dont trois ferme avaient été requis. "*C'est inespéré... c'est comme une deuxième naissance*", a-t-il dit à la presse, ajoutant qu'il allait se consacrer "*à fond*" à des activités humanitaires.

La cour a enfin condamné à un an avec sursis le brigadier-chef Johannes Schnier, qui maintenait Mahé, et a acquitté le brigadier Lianrifou Ben Youssouf, qui conduisait le véhicule. Son avocat, Eric Morain, a dit avoir l'intention de demander sa réintégration dans l'armée.

Les militaires appartenaient à la force française Licorne déployée en soutien de l'ONU en Côte d'Ivoire. Ils étaient chargés de surveiller la "*zone de confiance*", entre le nord tenu par la rébellion et le sud loyaliste.

Une "*zone de non-droit*", sans aucun moyen de police judiciaire. Les accusés ont expliqué qu'ils étaient excédés de voir les auteurs d'exactions dont ils étaient témoins remis en liberté sitôt arrêtés.

C'est dans ce contexte qu'ils avaient interpellé Firmin Mahé, près de Bangolo (ouest), blessé par balle par une patrouille

puis transporté dans un blindé vers la ville de Man. Il avait été tué en route.

Le colonel Burgaud, qui avait reconnu tardivement avoir transmis l'ordre fatal, affirme avoir lui-même tenu cet ordre du général Henri Poncet, son supérieur, qui lui aurait dit "*roulez doucement... vous m'avez compris*".

Le général a démenti et bénéficié d'un non-lieu durant l'enquête. AFP 07.12

En réalité les militaire français l'aurait confondu avec un homonyme, ce qu'ils ne peuvent pas reconnaître, cela dit cela demeure un assassinat.

Je pense qu'un tribunal populaire révolutionnaire leur affligerait le même sort qu'à leur victime, vous savez au nom de "*l'équité*".

2- Egypte

Des manifestants protestant contre le président égyptien Mohamed Morsi ont franchi vendredi une barrière de fils barbelés érigée devant le palais présidentiel au Caire, mais des soldats les ont empêchés d'entrer dans le complexe, selon une journaliste de l'AFP.

Plus de 10.000 personnes s'étaient réunies sur une place devant le palais, où des chars sont déployés. Certains ont tagué des graffitis sur des murs extérieurs du palais, proclamant "*Dégage*" à l'encontre du président islamiste.

La journaliste de l'AFP n'a fait état d'aucune violence, mais la tension était palpable alors que des affrontements entre pro et anti-Morsi au même endroit ont fait sept morts et plus de 600 blessés dans la nuit de mercredi à jeudi.

Plusieurs chars de l'armée étaient stationnés sur la place et aux alentours mais les soldats n'ont fait aucun geste en direction des protestataires, certains d'entre eux montant sur les chars pour fraterniser avec les militaires.

La foule a aussi scandé "*Nous voulons voir la chute du régime*", un slogan très populaire lors de la révolte qui a provoqué la chute du président Hosni Moubarak en février 2011.

Certains manifestants ont encore traité M. Morsi de "*mouton*", l'accusant d'être inféodé aux Frères musulmans, le mouvement dont il est issu.

Les protestataires demandent l'annulation du décret du 22 novembre par lequel le président a considérablement élargi ses pouvoirs, et du référendum prévu le 15 décembre sur un projet de Constitution qui divise le pays. AFP 07.12

3- Tchéquie

Le président tchèque, Vaclav Klaus, ne signera pas les changements apportés au Traité de Lisbonne pour permettre la création officielle du Mécanisme européen de stabilité (MES), l'organisme de sauvetage permanent de la zone euro, rapporte l'agence CTK vendredi.

"*Je considère ces boucliers comme une chose monstrueuse, insensée et absurde et je ne signerai jamais*", a-t-il dit.

Sa décision ne remet toutefois pas en cause l'existence du MES. Pour entrer en vigueur, le traité créant le MES devait être ratifié par un ensemble de pays représentant au moins 90% de son capital. Ce seuil a été atteint après l'approbation définitive de l'Allemagne, en septembre. Reuters 07.12

4- Argentine

Une loi antitrust qui devait entrer en vigueur vendredi et contraindre Clarin, principal groupe de médias du pays, à la cession d'actifs, a été suspendue par la justice à la dernière minute dans un revers pour la présidente Cristina Kirchner.

Une cour d'appel a "*décidé de prolonger la suspension*" obtenue par Clarin "*jusqu'à ce qu'une décision définitive ait été prise sur la constitutionnalité de la loi*" sur les médias audiovisuels (2009), selon l'arrêt publié par le Centre d'information judiciaire (CIJ).

Cette décision représente un revers pour Mme Kirchner qui est en guerre avec le groupe Clarin depuis cinq ans et comptait lancer le processus de transfert et d'appel d'offres dès vendredi.

Cette loi, qui limite le nombre de réseaux de télévision par câble, de chaînes et de radios pour un même groupe, devait

s'appliquer notamment au groupe Clarin, critique féroce du gouvernement.

Le processus de transfert et d'appel d'offres devait débuter le 7 décembre pour tous les groupes qui n'auraient pas présenté un plan de mise en conformité avec la loi sur les médias, prévoyant une cession de licences.

L'arrêt de la cour d'appel a fait sensation alors que les autorités et Clarin se livrent une féroce bataille judiciaire.

L'opposition, de son côté, accuse le gouvernement de vouloir bâtir un réseau de médias acquis à sa cause, sous prétexte de lutter pour la diversité et contre les monopoles.

"*Le pouvoir exécutif a cherché, à travers cette loi, à limiter le pouvoir d'un média important et critique comme Clarin*", a assuré à l'AFP le sénateur radical (opposition) Arturo Vera.

C'est pourtant le prédécesseur de Mme Kirchner, son mari décédé en octobre 2010 Nestor Kirchner (2003-2007), qui avait tranché en faveur de Clarin, autorisant la fusion des deux plus grandes compagnies de télévision par câble appartenant au groupe.

"*Quand Clarin soutenait le gouvernement, toutes les licences lui étaient accordées*", rappelle également le sénateur.

"*Le gouvernement ne considère pas que la liberté d'expression soit l'un des piliers du système démocratique*", estime pour sa part la sénatrice du Front Progressiste (centre-gauche), la journaliste Norma Morandini. "*Cela m'inquiète*", a-t-elle confié à l'AFP.

Les sénateurs Vera et Morandini sont signataires d'une déclaration de membres de l'opposition qui sera remise vendredi à une délégation de la Société interaméricaine de presse (SIP) dépêchée en Argentine pour suivre de près l'évolution du dossier.

En revanche, pour l'un des directeurs de l'Autorité fédérale des services de communication audiovisuelle (AFSCA), Eduardo Seminara, la loi doit permettre "*une plus grande diversité*".

"*Une compagnie (le groupe Clarin) contrôle 70% du marché des médias*", explique-t-il. "*Cela va à l'encontre de la démocratisation de la parole que nous recherchons*".

Les autorités font valoir que grâce à cette loi sur les médias, une première chaîne aborigène d'Argentine commencera vendredi ses émissions depuis la ville de Bariloche, près de la frontière avec le Chili.

Clarin estime que la nouvelle loi est faite sur mesure pour dépecer le groupe.

La rupture entre le gouvernement et Clarin date du premier mandat de la présidente (2007-2011) et s'est matérialisé par le slogan "*Clarin ment*", reproduit sur des affiches et des banderoles pro-Kirchner.

Le groupe Clarin possède, outre le journal éponyme le plus vendu du pays, plusieurs chaînes de télévision, des radios et des réseaux de télévision par câble. Son chiffre d'affaires a été en 2011 de 9,7 milliards de pesos (1,6 milliard d'euros), en hausse de 27,8% par rapport à l'année précédente. AFP 07.12

SOCIAL

1- Allemagne

Le géant américain de l'automobile General Motors (GM) a décidé de ne plus produire de voitures dans son usine Opel de Bochum (ouest de l'Allemagne), ce qui pourrait condamner le site qui emploie 3.000 personnes, a indiqué vendredi un représentant du personnel de l'usine à l'AFP.

"*La direction a annoncé qu'il n'y aura plus de production de voitures après 2016*" dans cette usine, a déclaré le chef du comité d'entreprise Rainer Einenkel, précisant que cela serait le sujet d'une réunion du personnel du site lundi matin à Bochum.

Les négociations en cours portent notamment sur la possibilité de prolonger jusqu'à fin 2016 un accord excluant tout licenciement et fermeture d'usine en Allemagne d'ici à fin 2014.

GM s'y était engagé il y a deux ans, à l'issue d'un plan de redressement qui s'est traduit par 8.000 suppressions d'emplois.

Opel, qui emploie plus de 40.000 personnes en Europe, compte quatre sites de production en Allemagne: Bochum, Rüsselsheim et Kaiserslautern dans l'ouest et Eisenach dans le centre du pays.

La marque est victime de surcapacités de production, à l'instar du français PSA et de l'américain Ford, qui se sont tous deux résolus à fermer des usines en Europe entraînant des milliers de suppressions de postes.

Elle a déjà annoncé du chômage partiel sur tous ses sites en Allemagne. AFP 07.12

2- Pologne

Fiat Pologne, premier constructeur automobile du pays, prévoit de supprimer près de 1.500 postes, environ le tiers de ses effectifs, en raison d'une baisse de la demande en Europe, a annoncé vendredi la compagnie.

La production en Pologne représentera moins de 350.000 voitures cette année et devrait tomber sous la barre des 300.000 véhicules en 2013, contre plus de 600.000 en 2009.

Le nombre exact de suppressions de postes sera communiqué à l'issue de négociations avec les syndicats. Elles ont débuté vendredi et devraient s'achever durant la première moitié du mois de janvier, selon un porte-parole de Fiat Auto Poland.

L'usine située à Tychy, au sud de la Pologne, employait 4.967 personnes à la fin du mois d'octobre.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Pologne est en baisse et a atteint 1,4% au troisième trimestre, alors que le taux de chômage aurait atteint 12,9% au mois de novembre Reuters 07.12

3- Grèce

Au début du mois de mai 2012, quelques jours avant le premier tour des élections en Grèce, la police grecque a publié sur son site officiel les photos d'identité judiciaire de 26 personnes arrêtées en vertu des chefs d'inculpation de menace de lésions corporelles graves. Plusieurs d'entre elles ont montré des signes d'abus de drogues. Certaines étaient des immigrants, la plupart étaient des citoyennes grecques.

Mais toutes les personnes arrêtées et accusées avaient deux choses en commun: elles étaient des femmes et elles étaient toutes séropositives.

Ces femmes séropositives ont été arrêtées dans le cadre d'une vaste opération policière qui a vu près de 100 travailleuses présumées du sexe raflées dans les rues du centre d'Athènes et obligées de subir un test spécifique pour le VIH.

Celles qui ont été diagnostiqués positives au virus ont été emprisonnées et sont toujours en prison à Athènes, en attente de jugement pour le septième mois d'affilée – sans accès à leurs traitements essentiels. En dehors de leur liberté et de leur santé, elles ont perdu leur droit à la vie privée puisque leurs photos ont fait le tour de tous les grands médias grecs, les privant ainsi de la possibilité d'un futur retour à une vie normale à Athènes ou dans leurs villes d'origine et leurs communautés.

Durant la brève période de temps que cette affaire a attiré l'attention des grands médias en Grèce, l'opinion publique fut divisée, certains étaient choqués et y voyaient une chasse aux sorcières des temps modernes, tandis que d'autres se voyaient rassurés par – selon les mots d'un ministre socialiste grec – la reconnaissance de la nécessité urgente de protéger «*la famille grecque*» et l'opinion publique grecque dans son ensemble.

Dans cette brève fenêtre de temps, ces femmes sont devenues l'ennemi public numéro un et derrière leurs arrestations, l'emprisonnement et la sortie publique qui a suivi, les Grecs ont été invités à désigner un État fort, décisif et dédié à la sécurité publique et à une justice rapide.

Mais était-ce vraiment le cas ? L'État grec a-t-il agit dans l'intérêt public ? Est-ce que la criminalisation d'une maladie protège la santé publique? Est-ce que la crise financière, les mesures d'austérité qui en résultent et leurs implications pour avoir apporté un changement du cadre législatif et politique jouent un rôle dans cette affaire ? Quel rôle ont joué les grands médias dans cette affaire ? Quelles ont été les répercussions sur les femmes et leurs familles puisqu'elles sont potentiellement confrontées à plusieurs mois de prison avant de pouvoir se défendre devant les tribunaux? Et comment une société confrontée à une grave crise économique et politique peut maintenir sa cohésion sans perdre son humanité ?

Un nouveau documentaire vidéo réalisé par une équipe de journalistes bénévoles de la communauté des journalistes citoyens de Radiobubble, basée à Athènes, tentera de répondre aux questions soulevées par ce sujet, questions qui n'ont été abordées que superficiellement et, dans certains cas, biaisées par la plupart des médias grecs. La vidéo sera diffusée au printemps 2013 et mettra en vedette des images d'archives ainsi que des entrevues avec des experts médicaux et juridiques, des militants, des journalistes, ainsi que quelques-uns des principaux acteurs de ce drame en cours.

Nous avons besoin de financement pour rendre cela possible. Merci de nous aider à raconter cette histoire importante – et à défendre les droits de ces femmes – en faisant un don pour couvrir les coûts de production de la vidéo.

Le financement sera utilisé pour les frais de production et les coûts pour ceux qui travaillent sur le projet. Une proposition détaillée et chiffrée de financement est disponible sur demande . Radiobubble espère utiliser la vidéo comme point de départ pour un long-métrage documentaire. Tout financement supplémentaire sera alloué à cet objectif.

Vous pouvez faire un don par le biais de notre campagne de solidarité grecque. okeanews.fr 07.12

4- Etats-Unis

Les chiffres de l'emploi américain ont rassuré vendredi sur l'état du marché du travail aux Etats-Unis après le passage de l'ouragan Sandy, mais la baisse du chômage qu'ils ont révélée ne témoigne paradoxalement d'aucune amélioration véritable de la situation.

Le taux de chômage a reculé de 0,2 point par rapport à octobre, pour s'établir à 7,7% en novembre, son niveau le plus faible depuis décembre 2008, a indiqué le département du Travail.

Les chiffres du ministère montrent cependant que la baisse du chômage a découlé d'une diminution de la population active supérieure à celle du nombre de personnes recensées officiellement comme étant au chômage.

"*Le taux de chômage a baissé pour de +mauvaises+ raisons*", résume Nigel Gault, économiste du cabinet IHS Global Insight.

La population active varie chaque mois en fonction des départs en retraite, des arrivées sur le marché du travail et du nombre de chômeurs qui abandonnent la recherche d'un emploi.

Selon le gouvernement, les embauches ont augmenté de 5,8% par rapport à octobre, l'économie américaine ayant créé en novembre 146.000 emplois de plus qu'elle n'en détruisait.

C'est mieux que ce sur quoi tablaient les analystes (120.000 créations de postes), mais le ministère a revu en baisse de près de 20% son estimation des embauches d'octobre.

L'accélération des embauches est une bonne nouvelle (altérée par la révision des créations d'emplois d'octobre), mais la situation du marché du travail est encore loin d'être bonne, comme le montre la baisse du taux d'activité.

Cette mesure du nombre des personnes employées ou cherchant activement du travail par rapport à l'ensemble de la population est retombée à 63,6%, tout près de son niveau le plus faibles en plus de trente ans.

La Maison Blanche a répété que les chiffres de l'emploi "*fournissent des preuves supplémentaires de la poursuite du rétablissement économique*" du pays après la grande récession de 2007-2009.

Peter Morici, professeur d'économie à l'Université du Maryland, met néanmoins en garde contre tout excès d'optimisme.

Il rappelle que la baisse du taux de chômage officiel observée depuis son pic de 10% atteint en octobre 2009 résulte essentiellement de l'occultation d'un nombre croissant de chômeurs découragés ou ayant cessé de chercher du travail pour diverses autres raisons.

Selon ses calculs, la population active a reculé en novembre car "*542.000 adultes supplémentaires ont choisi de ne pas chercher de travail*", et le taux de chômage serait de 9,7% si le taux d'activité était le même qu'en octobre 2009. AFP 07.12

5- Brésil

La filiale brésilienne de la banque espagnole Santander a annoncé jeudi le licenciement d'un millier de salariés.

Cette mesure était nécessaire pour préparer l'établissement "*à la nouvelle réalité du secteur en termes de compétitivité*", explique Banco Santander Brasil dans un communiqué, ajoutant que les emplois supprimés représentent 2% de ses effectifs. Reuters 07.12

ECONOMIE

1- France

Le déficit du budget de l'Etat français a été ramené à 94,6 milliards d'euros à fin octobre contre 99,4 milliards un an plus tôt, selon les données publiées vendredi par le ministère du Budget.

La baisse tient intégralement au déficit des comptes spéciaux, ramené d'un an sur l'autre de 17,7 milliards à 5,5 milliards d'euros. Parmi ceux-ci, les avances aux collectivités locales ont diminué à 3,3 milliards contre 14,4 milliards à fin octobre 2011.

Les dépenses du budget affichent une hausse de 3,0% sur les dix premiers mois de l'année, à 320,1 milliards. Hors dotation de 6,5 milliards au mécanisme européen de stabilité (MES), elles atteignent 313,6 milliards contre 310,8 milliards un an plus tôt.

Les recettes ont progressé dans le même temps de 0,8% à 231,0 milliards. Parmi celles-ci, les rentrées de l'impôt sur le revenu ont augmenté de 12,8% à 51,8 milliards et celles de l'impôt sur les sociétés ont diminué de 1,5% à 26,9 milliards.

Les recettes de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, que le gouvernement a baissé sur les mois de septembre et octobre, ont reculé de 4,2% à 11,2 milliards.

Le gouvernement prévoit de ramener cette année son déficit budgétaire à 86,1 milliards d'euros (83,6 milliards hors opération de recapitalisation de Dexia) contre 90,7 milliards en 2011. Le projet de loi de finances pour 2013 prévoit que ce déficit sera ramené l'an prochain à 61,6 milliards d'euros. Reuters 07.12

2- Grèce

Le produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a accéléré sa chute, à 6,9% au troisième trimestre 2012, selon les données annuelles révisées publiées vendredi par l'Autorité des statistiques grecques

Dans son rapport semestriel, la Banque de Grèce a estimé cette semaine que le taux cumulé de récession "entre 2008 et 2013 pourrait atteindre 24%".

"*Cette récession, due au recul du pouvoir d'achat, principal moteur de la croissance jusqu'en 2008, est historiquement inédite pour l'économie grecque en période de paix et les retombées sont graves non seulement sur les revenus et la population active mais aussi sur la cohésion sociale*", met en garde ce rapport. AFP 07.12

3- Inde

Le président sortant du vaste conglomérat indien Tata dénonce vendredi une absence de soutien du gouvernement qui empêche l'industrie de concurrencer la Chine et s'en prend vertement à l'environnement économique "vénal" de l'Inde.

Dans plusieurs entretiens à la presse, Ratan Tata, qui cédera son poste le 28 décembre, le jour de ses 75 ans, critique une absence de cohérence des politiques gouvernementales et accuse le Premier ministre, Manmohan Singh, de pousser son groupe à se tourner vers d'autres marchés émergents pour se développer.

Le gouvernement est engagé dans une vaste réforme visant à ouvrir des pans entiers de l'économie aux investissements directs étrangers, notamment dans la grande distribution, l'aérien et les assurances.

Mais Tata, dont le chiffre d'affaires totalise 100,9 milliards de dollars, estime que les investisseurs ne sont pas encouragés à venir en Inde.

"*Différentes agences gouvernementales ont quasiment des interprétations contradictoires de la loi, ou des interprétations de ce qui devrait être fait*", dénonce dans le Financial Times Ratan Tata, dont l'empire emploie 23.000 salariés dans des activités s'étendant de l'immobilier à l'énergie.

"*Il y a des choses qui, de manière générale, feraient fuir les investisseurs dans la plupart des autres pays*", poursuit-il.

Le patron du groupe souligne en outre la différence d'attitude du gouvernement indien à l'égard de son industrie par rapport à celle de la Chine, où Tata a récemment ouvert une usine Jaguar Land Rover.

"*Il y a une grande différence en matière de soutien du gouvernement. Si nous avions le même genre d'encouragement (...), je pense que l'Inde pourrait vraiment concurrencer la Chine*".

Dans un entretien au quotidien DNA, Tata estime en outre que son successeur, Cyrus Mistry, aura la lourde tâche de ne pas compromettre les règles éthiques du groupe: "*Ils (Mistry et ses collaborateurs) devront prendre des décisions et de ce fait répondre constamment à la question: +Nous compromettons-nous ? Cédons-nous ?+*".

"*On peut l'appeler par un autre nom, mais dans le jeu d'atténuation ou de reddition à un système vénal, l'option facile est la compromission*", dit-il en référence à la corruption. AFP 07.12

Rappelons à monsieur Tata la déclaration que David Rockefeller avait faite en 1973 dans le cadre de la Trilatérale au sujet de la Chine :

" *Quelque soit le prix de la révolution chinoise, elle a manifestement réussi non seulement à produire une administration plus efficace et plus investie, mais également en stimulant le moral et le sens de l'objectif dans la communauté... L'expérience sociale en Chine sous la conduite de Mao le Président est une des plus importante et des plus réussie dans l'histoire humaine.* " (http://frenzy.chez.com)

En Inde, le système féodal dont vous profitez des bienfaits encore aujourd'hui monsieur Tata, qui a fait la richesse des grandes familles dont la vôtre depuis la fin du XIXe siècle (1868), vous ne crachiez pas dessus hier, qu'il ne soit pas aussi efficace de nos jours en comparaison avec une dictature ne fait aucun doute, loin de nous l'idée de soutenir le système politique semi-féodal en place en Inde, pas plus que la dictature chinoise qui a grâce à vos yeux et on comprend pourquoi, vous êtes sans doute comme Lakshmi Mittal, Bajaj, Ambani et Cie un fervent partisan de la démocratie, du partage des richesses, les banquiers de la Fed aussi...

Il est impossible de comparer les deux pays, l'Inde et la Chine, tant leur histoire est différente, cependant ils ont un point commun qu'occulte Tata : la corruption généralisée jusqu'au sommet de l'Etat ou plutôt à partir du sommet de l'Etat.

Les Indiens n'ont pas le sens du respect des autres ou de quoi que ce soit, du devoir, des responsabilités, de l'ordre, de la discipline, les principes ou les valeurs qui guident leur comportement changent continuellement en fonction de leurs propres intérêts individuels, rien d'autres ne compte à leurs yeux, ils ne connaissent ni la honte ni le remord et n'ont aucun idéal, les sentiments qu'ils peuvent éprouver sont inconsistants et s'envoleront aussi vite qu'ils sont apparus, ce que regrette profondément Tata, pour y vivre depuis près de 20 ans, je ne sais pas s'il existe un peuple aussi individualiste et arriéré dans le monde, présentant toutes les tares possibles du sous-développement dans lequel ils ont été maintenus au cours des siècles par les puissantes familles qui ont régné sur le sous-continent indien.

Les Indiens n'ont aucun sens civique, aucune idée de ce qui signifie la collectivité, ils reproduisent de génération en génération le mode de pensée de leurs aînés profondément arriérés plus que leur mode de vie qui évolue forcément, ils sont guidés principalement par l'ignorance, la crainte, la supersitition, l'hypocrisie et le mensonge qui va avec, la jalousie. Quant aux contraintes de la vie quotidienne exercée par la société, elles les forcent à se soumettre à des rapports sociaux dignes de l'époque féodale qu'ils reproduisent jusque chez eux, vis-à-vis des membres de leur propre famille selon une hiérarchie bien établie ou vis-à-vis de ceux qui sont réputés socialement se situer en dessous d'eux (castes).

Le tout fait une société épouvantable, vous l'aurez deviné sans peine, et quand je vous disais dans une causerie précédente que les Indiens étaient profondément malheureux je n'exagérais pas. Je peux vous dire que pour vivre dans un tel pays il faut s'accrocher.

Hier après-midi, je me faisais la réflexion suivante en pensant aux militants qui se connectent sur le site, qu'il faudrait que je vous dise que ma vie quotidienne n'avait rien à envier aux travailleurs qui vivent en France dans certaines banlieues ou certains quartiers qualifiés de non-droit, sauf qu'ici cela concerne un pays de plus d'un milliard d'habitants.

La vie quotidienne de millions et millions de travailleurs dans d'autres pays en Asie et dans une bonne partie de l'Afrique doit ressembler à ce que je viens de décrire à grands traits, ce qu'on a du mal ou qu'il est impossible de saisir vraiment quand on n'a jamais vécu dans ces pays-là.

Cette longue expérience que j'ai accumulée, influe évidemment sur le regard que je porte sur un certain nombre de questions, et explique en partie les désaccords que je peux avoir avec certains militants. Qu'ils m'en tiennent rigueur, c'est leur affaire, je ne les juge pas, je leur demanderais seulement de faire preuve de la même tolérance à mon égard à défaut de comprendre mes positions qui tranchent avec les leurs.

Haut de page

Le 9 décembre

CAUSERIE

Samedi soir. Il est 21h53 ici à Pondichéry, je viens d'ajouter 34 articles dans les rubriques Economie, Politique, Social, International et Syrie. Bonne lecture et à demain.

En fait j'ai continué à bosser, il est 23h40. J'ai formaté les causeries du 1er au 8 décembre en pdf. Cela m'a pris deux heures.

Rectificatif.

Le 4 décembre par erreur en utilisant la fonction copier/coller, j'ai oublié de modifier le titre de l'article du jour consacré à ArcelorMittal, j'ai donc rectifié : "*Une aubaine pour ArcelorMittal*". Avant d'aller me coucher je vais me détendre un peu en écoutant de la musique (vidéos). Au fait, je n'ai évidemment pas eu le temps de lire les 34 articles que j'ai mis en ligne ce soir, on verra cela demain matin.

Dimanche matin.

ACTUALITE EN TITRES

Elle n'est pas belle la vie ? Patrons-voyous. Impunité.

- La Bourse de Paris s'oriente vers une belle fin d'année - AFP

- Les entreprises doivent près de 20 millions d'euros à la Sécurité sociale - AFP

- Condamné 320 fois, Eternit n'a jamais versé un centime - LeParisien.fr

Comme Israël depuis 1947, quoi !

Qu'est-ce qui encourage la criminalité ? L'impunité, en haut, pas en bas, pour eux ils constuisent de nouvelles prisons...

C'est donc délibré qu'elle monte ? A votre avis ?

Ce à quoi il faut penser aussi, c'est que pendant ce temps-là, la Sécurité sociale a dû emprunter ces 20 millions d'euros aux marchés et leur payer des intérêts, à la place de ces entreprises, puisque la Sécurité sociale ne peut pas emprunter à l'Etat ou à sa banque centrale qui dorénavant dépend de la BCE.

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole d'internaute.

1- "*Il y a toujours eu des modifications climatiques sur terre, dans un sens ou dans l'autre. Comment les écolos expliquent le réchauffement climatique après l'ère glaciaire? C'était l'industrialisation? De quoi et de qui?* "

Ils n'expliquent rien, ce sont des des charlatans subordonnés au capitalisme.

2- "*L'urgence ? Hu hu hu, très drôle. On en est à un demi degré de hausse en plus de 130 ans. Il ne fait toujours pas plus chaud qu'il y a 1000 ans, et 2000 ans, et 3000 ans. Ni le rythme de la hausse ni la température ne démontrent la moindre influence humaine - qui existe peut-être, mais pas au point d'être mesurable et visible. Et maintenant, ça fait 16 ans qu'il n'y a plus de hausse du tout, ce qui invalide les modèles informatiques qu'ils on utilisés pour leurs prédictions et pour "prouver" le réchauffement. Tu parles d'une urgence.*"

Enfonçons le clou. Il y a des endroits sur terre où le rivage est attaqué ou rogné par la montée du niveau des océans, et à d'autres endroits des effets contraires ont été constatés, sauf qu'on n'entend parler que des premiers.

Quand j'habitais dans un village de pécheurs il y a 15 ans, j'y ai passé 11 ans, à la suite de travaux réalisés par les autorités de Pondichéry pour rendre accessible le port de cette ville à des navires plus importants, en fait ils ont retiré des masses gigantesques de sable, à la suite de cela sur plus de 10 kilomètres le long de la côte en remontant vers le nord, le rivage connu une érosion sans précédent à une allure folle, de plusieurs dizaines de mètres par an au point que des villages entiers se retrouvèrent menacés par ce qui aurait pu s'apparenter par erreur à la montée du niveau de la mer, au total des dizaines de maisons furent détruites, c'était deux ans avant le tsunami de décembre 2006. Avant que le gouvernement du Tamil Nadu ne se décide enfin à construire des digues, ma maison se retrouva à une dizaine de mètres des premières vagues, je vous passe les détails et le cauchemar que nous avons vécu pendant deux ans.

Un jour sur ce qui était devenu la plage au niveau des premières vagues et qui hier encore était le rivage, apparurent d'énormes blocs en béton. Ils étaient situés environ à 150 mètres à l'intérieur des terres par rapport au rivage tel qu'il était en juillet 2000 quand j'avais acheté un morceau de plage et ce qui restait d'une maison délabrée. J'ai demandé aux villageois d'où ils sortaient. Ils m'ont expliqué qu'autrefois ils servaient à amarrer les bâteaux ou que c'était une partie de l'armature d'une sorte de quai qui existait alors, car le niveau de la mer se situait à cet endroit-là à cet époque-là, certains pécheurs m'ont même affirmé que plus en arrière encore dans le temps, la mer avait pénétré beaucoup plus profondément dans les terres selon ce que racontent les anciens.

Il s'agit là d'un témoignage visuel, direct, le mien. Ces trois énormes blocs en béton ne dataient pas de milliers d'années, au passage une sorte de béton existait déjà à l'époque des Romains et il fut redécouvert au milieu du XVIIIe siècle, ils étaient enfouis à environ trois mètres de profondeurs sur le rivage et avaient été recouverts par le sable lorsque la mer s'était retirée de plusieurs centaines de mètre à une autre époque, ce qui signifie qu'au fil des siècles et sans que l'activité humaine y soit pour quelque chose, l'emplacement du rivage a connu de multiples variations. Les écologistes peuvent le nier ou l'occulter, c'est un fait.

3- "*Que le climat change ne fait guère de doutes. En décembre il n'y a presque pas de neige même dans les pays du grand Nord. Ce livre étonnant "les corps indécents" nous dit "Tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, l'humanité sera confrontée au problème global de sa survie". On risque d'y arriver plus tôt que l'on ne pense !*".

Effectivement, reste à savoir exactement pourquoi.

Ces mêmes grands scientifiques et explorateurs affirmaient il y a peu encore, que les réserves de pétrole seraient épuisées d'ici quelques décennies, alors que depuis on a découvert dans le monde des dizaines de nouveaux gissements.

Le climat peut changer rapidement sous l'influence de plusieurs facteurs et leur combinaison peut accélérer ce processus, personne ne le niera, mais là encore faut-il encore que l'on sache quels facteurs précisément en est la cause aujourd'hui.

Ils n'ont évidemment pas évoqué l'utilisation de Haarp par l'armée américaine, alors que cette machine infernale à la possibilité d'influer sur le climat et la température, ce n'est pas moi qui le prétend, mais des scientifiques qui ont décrit ses possibilités, ainsi que différents rapports internationaux, dont un du Parlement européen que j'ai mis en ligne.

Le fer de lance de la réaction monte au créneau.

Arrivée en tête des motions de l'UMP, la Droite forte a demandé samedi une représentation dans les instances dirigeantes du parti "*à la hauteur du score qu'elle a obtenu*", affichant sa volonté de devenir "*le fer de lance*" de l'opposition.

Ce courant, situé à la droite de l'UMP, était arrivé en tête des élections internes du 18 novembre avec 28% des suffrages exprimés lors d'un scrutin parallèle à celui de l'élection du président et qui, lui, n'a pas été contesté.

"*Par ces actions et fort de son succès démocratique incontestable, la Droite forte entend devenir le véritable fer de lance de l'opposition au gouvernement*", proclame le mouvement dans un communiqué. AFP 08.12

ArcelorMittal. Un problème de "***communication***" ? Qu'on nous permette d'en douter fortement.

- Les quatre nouveaux engagements d'ArcelorMittal sur Florange - L'Expansion.com avec AFP

Mittal confirme les suppressions d'emplois et renvoie la version 2 d'Ulcos... au-delà d'un an, un jour indéterminé. Voilà ce que Mittal, le gouvernement et les médias appellent des "*nouveaux engagements*", en réalité la confirmation de l'accord passé entre le gouvernement et Mittal en faveur de celui-ci et pas davantage. La preuve.

- Car si la candidature d'un premier projet Ulcos à un financement européen a été retirée, il est théoriquement possible de présenter un autre projet au prochain appel d'offres. Lequel ne se produira toutefois pas avant un an...

"*Le groupe s'engage à conduire un dialogue social exemplaire pour parvenir à un accord collectif qui soit basé exclusivement sur*

le volontariat, les dispositifs de gestion des fins de carrière et la mobilité interne au site", a-t-il insisté. L'Expansion.com avec AFP 08.12

Conférence sur le climat à Doha. Le pendant des politiques d'austérité imposées par les capitalistes à tous les peuples en Europe. La charia climatique, Delphine Batho aime.

Abrégeant dans un coup d'éclat des négociations qui s'éternisaient à Doha, la présidence qatarie de la conférence de l'ONU sur la lutte contre le changement climatique a fait adopter samedi un accord dont la pièce maîtresse est la naissance de l'acte II du protocole de Kyoto.

La méthode peu orthodoxe du vice-Premier ministre qatari Abdallah al-Attiya, qui présidait les débats en réunion plénière, a suscité la colère de la délégation russe qui a dénoncé un passage en force.

Alors que les négociations traînaient en longueur et avaient déjà plus d'un jour de retard sur le calendrier prévu, M. Attiya est monté à la tribune et a adopté, en rafales et prenant de surprise les délégations, la série de textes en discussion depuis le 26 novembre par plus de 190 pays.

"*C'est la première fois que je vois un tel précédent*", a dénoncé le délégué russe. "*Les décisions adoptées reflètent la volonté des parties dans leur ensemble*", a répondu M. Attiya.

Pour la ministre française de l'Environnement Delphine Batho, "*il fallait éviter qu'un seul pays bloque le résultat si difficile à obtenir au bout de ces 15 jours*".

L'accord obtenu est "*une avancée modeste mais essentielle*", a déclaré la commissaire européenne chargée du climat, Connie Hedegaard.

Le point le plus important de cet accord est le lancement de la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto, qui engage l'Union européenne, l'Australie et une dizaine d'autres pays industrialisés à réduire leurs émissions de GES entre janvier 2013 et décembre 2020.

Sa portée sera essentiellement symbolique car les pays engagés ne représentent que 15% des émissions de GES dans le monde, après le désistement du Japon, de la Russie et du Canada. Les Etats-Unis, deuxième pollueur au monde, n'a jamais ratifié Kyoto.

Les pourparlers ont été bloqués de longues heures samedi par la question de "*l'air chaud*", le surplus de quotas d'émissions de GES hérités de Kyoto 1, soit 13 milliards de tonnes équivalent CO2, détenus principalement par la Russie, l'Ukraine et la Pologne.

De nombreux pays, notamment en développement, s'inquiètent de l'utilisation de ces crédits, mettant en avant qu'ils ne permettent de réduire les GES que sur le papier.

Le texte présenté par le Qatar n'annule pas cet "air chaud" mais l'Australie, l'UE, le Japon, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège et la Suisse se sont solennellement engagés à ne pas en acheter pour respecter leurs engagements au sein de Kyoto 2.

Malgré le ralentissement économique mondial, la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère a par ailleurs atteint un niveau record en 2011, d'après l'Organisation météorologique mondiale.

Même si tous les pays respectaient leurs engagements actuels, la température mondiale augmenterait de plus de 3° Celsius d'ici 2100. Or, pour le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), un réchauffement de plus de 2°C entraînera une hausse du niveau des mers et des phénomènes extrêmes plus fréquents, tels qu'inondations, sécheresses ou tempêtes.

De tels bouleversements perturberont les pratiques agricoles et l'accès à l'eau potable alors que la population mondiale est en pleine expansion.

Pour le Giec, la probabilité que le changement climatique soit d'origine humaine est de plus de 90%.Reuters et AFP 08.12

A défaut de probabilité, nous avons une certitude : c'est bien la survie du capitalisme qui est la cause de la pollution sans précédent de la planète et de la destruction massive de l'environnement avec les répercussions sur la santé de la population mondiale.

Une nouvelle fois cet accord ne s'appliquera (principalement) qu'aux pays de l'Union européenne.

Il servira à justifier les milliards d'euros que l'UE et les gouvernements octroieront généreusement aux multinationales pour diminuer leur rejet de CO2 dans l'air... Dit autrement, pour se moderniser à moindre frais puisque finalement ce seront les contribuables européens, les travailleurs, qui paieront la note à leur place. C'est une manière déguisée de ponctionner une partie supplémentaire de la plus-value distribuée aux travailleurs en échange de la vente de leur force de travail.

Le gouvernement français est satisfait, c'est l'essentiel.

Le Parisien. Que retenez-vous de ce sommet de l'ONU ?

Delphine Batho. «Je préfère que l'on se quitte sur un accord que sur rien du tout. Mais je reconnais que cet accord n'est pas à la hauteur de l'urgence climatique. C'est une étape modeste qui peut même paraître dérisoire alors que tous les scenario les plus pessimistes des climatologues sont aujourd'hui dépassés par les faits.

(Les faits, parlons-en. J'ai lu il y a quelque temps dans différents articles qu'en réalité la température avait été plus élevée à différentes époques dans le passé, au XVIIIe ou XIXe siècle je ne sais plus, sans remonter à des milliers d'années en arrière où ce fait est avéré et incontestable, sans doute dû à des éruptions solaires importantes ou d'autres phénomènes cosmiques comme des variations du champ magnétique de la terre ou de son environnement, contrairement à la collision (avec) ou la chute de gigantesques météorites sur notre planète qui avait entraîné son brutal refroidissement.

L'urgence, c'est d'en finir avec le capitalisme. C'est d'en finir avec toutes ces loques qui estiment qu'un misérable accord vaut toujours mieux que rien du tout, au lieu de le rejeter tout simplement, mieux, de refuser de participer à ce genre de conférence présidé par l'un des Etats les plus pollueurs de la planète. - Ndlr)

Que restera-t-il de Doha ?

La signature de l'acte 2 du protocole de kyoto qui est actuellement le seul instrument contraignant permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il n'engage malheureusement que l'Union européenne, l'Australie et une dizaine d'autres pays industrialisés, soit seulement 15% des émetteurs de gaz à effet de serre dans le monde. leparisien.fr 08.12

(Pour faire avaler la pillule aux ignorants, ils se servent des pays sous-développés ou en voie de développement pour culpaviliser la population des pays les plus développés qui porterait la "*responsabilité historique*" du "*dérèglement climatique*", il faut bien trouver un coupable.

A l'opposé, nous estimons que jusqu'à nos jours l'homme a été incapable de concevoir son développement (économique ou social) de manière consciente avec toutes les conséquences que cela implique sur ses conditions d'existence et la nature, et que la responsabilité en incombe uniquement à la classe dominante qui avait le pouvoir de les éviter. Madame Batho en tant que représentante du capitalisme, vous êtes directement concernée. - Ndlr)

Mais les pays du Sud sont très attachés à ce protocole, seul instrument légal sur le climat, au nom de la "*responsabilité historique*" du Nord dans le dérèglement climatique. AFP 08.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a accepté samedi soir d'abandonner ses pouvoirs renforcés pour sortir de la plus grave crise depuis son élection, mais a maintenu au 15 décembre un référendum sur un projet très controversé de Constitution.

Ces décisions ont été annoncées à l'issue d'une rencontre entre le chef de l'Etat islamiste et des personnalités politiques, quelques heures après que l'armée égyptienne eut appelé au dialogue pour éviter que la crise ne débouche sur un "*désastre*".

"*Le décret constitutionnel est annulé à partir de maintenant*", a déclaré Selim al-Awa, homme politique islamiste et conseiller de M. Morsi, en faisant le compte-rendu de la rencontre lors d'une conférence de presse à la présidence, en présence du porte-parole du chef de l'Etat.

Ce décret qui plaçait les pouvoirs de M. Morsi au-dessus de tout recours en justice avait provoqué une tempête de protestations

et déclenché une fronde au sein de la magistrature. Un nouveau décret le remplace, qui ne comprend plus cette clause.

M. Morsi a en revanche confirmé la date du 15 décembre pour la tenue du référendum sur le projet de Constitution, car la modifier est juridiquement impossible, a-t-il ajouté en présence du porte-parole du chef de l'Etat.

L'opposition souhaite qu'un report permette d'élaborer un texte plus consensuel. Elle accuse la mouture actuelle d'ouvrir la voie à une islamisation accrue de la législation et de manquer de garanties pour les libertés, en particulier d'expression et de religion.

Ces annonces ont été faites quelques heures après que l'influente armée égyptienne eut lancé un appel solennel au dialogue.

Dans son communiqué, l'armée a prévenu que, faute de dialogue, l'Egypte emprunterait "*un sentier obscur qui déboucherait sur un désastre*", ce que l'institution militaire "*ne saurait permettre*".

Le Front du salut national a appelé dans la journée à poursuivre le mouvement de protestation jusqu'à ce que ses "*revendications légitimes et pacifiques se concrétisent*".

Le FSN a également laissé planer une menace de grève générale pour faire plier M. Morsi, dont elle avait la veille décliné une offre de dialogue jugée "*pas sérieuse*".

Les formations islamistes qui soutiennent M. Morsi, dont le puissant mouvement des Frères musulmans dont est issu le président, ont en revanche refusé catégoriquement tout report du référendum constitutionnel. AFP 08.12

2- Italie

Le président du Conseil italien Mario Monti a annoncé samedi son intention "*irrévocable*" de démissionner une fois approuvé le budget, en réaction au lâchage de son gouvernement par Silvio Berlusconi qui va se représenter une nouvelle fois aux suffrages des Italiens.

Ainsi la crise qui enflait depuis plusieurs jours est à son comble: la rupture a été consommée en un jour et Silvio Berlusconi occupe à nouveau le terrain.

Selon un communiqué du Quirinal, la présidence de la République, résumant un entretien avec le président Giorgio Napolitano, M. Monti ne juge plus "*possible de poursuivre son mandat et a manifesté en conséquence son intention de présenter sa démission*".

L'ancien commissaire européen, qui a introduit en Italie une rigueur sans précédent, entend d'abord "vérifier" si les forces politiques qui ont soutenu son gouvernement de techniciens depuis fin 2011 sont prêtes à être cohérentes avec leurs engagements, et donc à voter le budget.

Il lance au passage un avertissement: un échec à approuver le budget avant le 31 décembre aurait des conséquences très graves pour l'Union européenne et pour l'Italie.

Le Peuple de la liberté (PDL) est au bord de la scission entre modérés et aile droite. Un récent sondage de l'Institut SWG le créditait de moins de 14% (13,8%) au prochain scrutin national, alors qu'il avait triomphalement remporté celui de 2008 avec 38%.

M. Berlusconi a annoncé une réunion dimanche du PDL, ainsi que des contacts avec son ex-allié populiste, la Ligue du Nord. AFP 08.12

ECONOMIE

Irlande

L'Irlande "*a besoin de plus de temps*" pour rembourser l'argent utilisé pour renflouer ses banques, a réclamé samedi dans la presse allemande le gouverneur de la Banque centrale d'Irlande, Patrick Honohan.

"*Le gouvernement essaie de regagner la confiance des marchés financiers et le plan de remboursement actuel complique cela*", a estimé M. Honohan, dans un entretien au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

L'Irlande, dont les banques avaient été durement frappées par la crise financière, avait dû demander fin 2010 une aide à

l'Union européenne, à la Banque centrale européenne (BCE) et au FMI.

Ce plan de sauvetage prévoyait 85 milliards d'euros d'aides sur trois ans en échange de la mise en oeuvre de douloureuses mesures d'austérité. Plus de 30 milliards d'euros ont été prévus pour renflouer les banques en difficultés Anglo Irish Bank et Irish Nationwide Building Society (INBS), nationalisées puis fusionnées.

"*Cet argent sera assurément remboursé, mais cela doit s'opérer sur une période plus longue*", a affirmé M. Honohan.

Interrogé sur le délai supplémentaire nécessaire pour rembourser, le gouverneur de la Banque centrale d'Irlande a plaidé pour la recherche d'une "solution durable", qui n'aurait pas à être de nouveau modifiée par la suite.

"*En conséquence, le délai de remboursement devrait être considérablement allongé*", a-t-il ajouté, sans donner aucune autre précision.

M. Honohan, également membre du conseil des gouverneurs de la BCE, a expliqué que la BCE montrait des doutes sur l'octroi d'un tel délai, parce qu'elle doit assurer qu'il ne s'agit pas là de financement direct d'un Etat, ce qui lui est interdit.

"*C'est complexe, mais à mon avis, c'est possible*", a-t-il déclaré.

L'Irlande, qui a fait cet été son retour sur les marchés financiers et fait figure d'élève modèle parmi les pays européens en difficultés, a présenté mercredi son sixième budget de rigueur consécutif. AFP 08.12

C'est d'autant plus possible que ces 85 milliards d'euros ont été accordés à un taux d'intérêt plus élevé que celui pratiqué aujourd'hui, donc en remboursant sur une plus longue durée, l'Irlande, les travailleurs quoi, engraisseront les rentiers plus longtemps, ce serait étonnant que cette proposition les laisse indifférents.

Haut de page

Le 10 décembre

CAUSERIE

La photo plus haut sur l'Egypte est du 7 décembre et non du 7 novembre écrit par erreur.

Bonne semaine à tous, le lundi c'est mon jour de congé hebdomadaire.

ACTUALITE DU JOUR

Le PS, ses satellites et ses alliés de la "***gauche de gauche***" : ils fraient la voie à la réaction.

Tout se déroule exactement comme nous l'avions indiqué dans des causeries plusieurs mois avant les élections présidentielles et législatives.

Il y avait trois élections partielles hier, dans la 6e circonscription de l'Hérault, dans la 13e circonscription des Hauts-de-Seine et enfin dans la 1er circonscription du Val de Marne. Successivement, le taux d'abstention a été de 58,46%, 63% et 70,6%. Champigny Ouest détient le record d'abstentions avec 79,54% !

L'UMP arrive en tête dans ces trois circonscriptions, mieux, dans celle du Val de Marne le candidat du PS est éliminé dès le premier tour au profit d'un candidat UMP dissident.

Dans cette circonscription il s'est produit un autre évènement qui pourrait servir de test (national) avant d'être étendu à tout le pays lors de chaque élection et qui porterait le coup de grâce à la démocratie (bourgeoise) à l'agonie : l'irruption de deux nouveaux partis, le parti pirate et le parti blanc qui se veulent apolitique, donc favorable à l'union nationale, à la collaboration de classes, au corporatisme, à l'affaiblissement de l'Etat qui profiterait à l'ultra libéralisme incarné par Copé à l'UMP, donc à l'Union européenne qui est l'agence européenne du gouvernement mondial de l'oligarchie financière internationale.

Ces deux partis ont pour fonction d'empêcher que les électeurs critiques envers la politique du gouvernement ne reportent leurs voix sur d'autres partis que l'UMP ou le PS qui constituent les deux partis institutionnels appelés à gouverner alternativement, et dont les objectifs politiques sont identiques, dictés par l'UE, le bras armé des banquiers et des multinationales qu'ils contrôlent.

En fait de "*révolution par les urnes*" (Mélenchon), on assiste à une contre-révolution où l'extrême droite UMP (copéiste) et FN se renforcent, traduisant si besoin était l'impossibilité pour les partis ouvriers d'obtenir la majorité au sein des institutions, donc l'impossibilité d'obtenir un changement politique par les urnes ou dans le cadre des institutions antidémocratiques de la Ve République, ce qui confirme que le seul moyen d'y parvenir demeure une révolution qui mettra à bas l'Etat des capitalistes, le soulèvement révolutionnaire des masses exploitées sous la direction de la classe ouvrière et un véritable parti communiste qui hélas n'existe pas.

Leur morale : la liberté pour les nantis, la servitude pour la masse des exploités.

François Hollande a annoncé dimanche la mise en place en 2013 d'un «*Observatoire national de la laïcité*», chargé notamment de formuler des propositions sur la transmission de la morale publique à l'école, selon un communiqué de l'Elysée.

En septembre, le ministre de l'Education Vincent Peillon avait annoncé la mise en place d'une mission sur la transmission de la «*morale laïque*» à l'école, qui deviendrait une discipline à part entière. 20minutes.fr 09.12

L'école doit servir à combler l'ignorance qui nous est échue à notre naissance, à transmettre des connaissances, à éveiller la curiosité et la conscience des jeunes pour qu'ils développent un esprit critique envers la société capitaliste, conditions pour qu'ils puissent trouver la voie du combat pour la liberté, pour briser les chaînes de la servitude humaine, à défaut d'en bénéficier directement puisque la société nous l'interdit telle qu'elle existe.

Quant à la laïcité, si elle n'est pas couplée au combat pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui repose sur l'ignorance humaine, elle ne vaut guère mieux que le combat pour la défense des libertés d'expression ou de la liberté tout court qui profite avant tout à la classe dominante, tandis que l'immense masse de la population est privée du droit de décider de son destin.

Nous rejetons toute participation à cet «*Observatoire national*» comme à toute institution ou comité dans lesquels figurent des partis se réclamant du marché, du capitalisme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Le patron de l'UNRWA appelle les Palestiniens à rester en dehors du conflit syrien

(UNRWA. Il s'agit de l'agence des Nations Unis sur les réfugiés) - Ndlr)

Le patron de l'UNRWA Filippo Grandi a appelé les réfugiés palestiniens en Syrie, dont certains ont pris part aux combats entre rebelles et soldats, à ne pas s'impliquer dans le conflit qui déchire le pays depuis 20 mois, dans un entretien à l'AFP.

"*Les Palestiniens doivent rester neutres et toutes les parties doivent respecter cela. Personne ne doit les impliquer dans la crise*", a déclaré jeudi le commissaire général de l'Office de l'ONU de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine.

Selon des militants, des membres du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) combattent au côté des troupes du régime de Bachar al-Assad tandis que des membres du Hamas ont rejoint les rangs rebelles à Damas et dans sa région.

Autrefois allié du pouvoir à Damas qui l'hébergeait, le Hamas est en brouille avec le régime Assad qui réprime depuis 20 mois une révolte portée notamment par les Frères musulmans dont est issu le mouvement islamiste palestinien.

M. Grandi a rencontré mercredi et jeudi à Damas plusieurs responsables dont le ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem qui avait appelé les Palestiniens à rester éloignés des "*terroristes*", terme par lequel le régime désigne les rebelles. AFP 07.12

Camarades Palestiniens, la Syrie vous a accueilli, défendez la souveraineté de ce pays contre les puissances occidentales qui veulent le détruire. A bas l'ONU !

2- Bangladesh La police a tiré des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour disperser dimanche des manifestations dans plusieurs villes du Bangladesh en faveur du rétablissement d'un organisme indépendant pour superviser les élections de l'an prochain.

Les affrontements ont fait une centaine de blessés, a dit la police.

La foule, composée notamment de partisans du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) de la Bégum Khaleda Zia, ancien Premier ministre, a mis le feu à une trentaine de véhicules dans la capitale Dacca ainsi que dans d'autres villes du pays.

La route entre Dacca et le port de Chittagong a été coupée par les manifestants. Reuters 09.12

SOCIAL

1- Espagne

Des milliers de professionnels du secteur de la santé, en grève depuis novembre, ont manifesté dimanche à Madrid contre un projet du gouvernement régional de la capitale espagnole prévoyant la privatisation de l'administration de plusieurs hôpitaux et centres médicaux.

"*La santé n'est pas à vendre*", ont scandé certains manifestants vêtus de blouses blanches, qui protestaient également contre les coupes budgétaires décidées par le gouvernement central de Mariano Rajoy.

Le projet présenté en octobre par la communauté autonome de Madrid, sur lequel le gouvernement central est par ailleurs resté silencieux, prévoit que six hôpitaux et des dizaines de dispensaires soient administrés par le secteur privé.

La manifestation était la troisième en date contre ce plan, qui prévoit aussi de taxer les patients à hauteur d'un euro par ordonnance. Reuters 09.12

2- Etats-Unis

Coupon alimentaire contre l'acceptation d'une technologie d'identification biométrique ?

Aux Etats-Unis, des conditions drastiques commencent à être imposées pour obliger les individus voulant bénéficier d'une aide alimentaire à se faire « marquer » d'une manière ou d'une autre. Explication des autorités fédérales : la technologie d'identification biométrique permettra de réduire la fraude. Cette technologie permet d'identifier une personne sur la base de caractéristiques physiques telles que les empreintes digitales, la forme de la main, les yeux du visage, etc.

Ce sujet avait été abordé par plusieurs sites d'informations depuis de nombreuses années. On se souviendra par exemple et tout particulièrement de Serge Monast qui, dans les années 80, a compilé de nombreux documents de première main pour annoncer ce sombre futur qui tend à devenir la réalité du jour.

Selon certains sites d'informations américains, un système d'identification biométrique est actuellement mis en œuvre à un certain niveau en Arizona, en Californie, dans le Connecticut, le Massachusetts, le New Jersey et New York ainsi que le Texas : le scan du doigt. Plusieurs autres Etats s'engagent dans la mise en pratique de cette technologie. Il est cependant difficile de déterminer en l'état actuel l'évolution et les systèmes d'identification biométrique qui seront communément adoptés par les Etats américains au fur et à mesure du déroulement de la crise. D'aucuns évoquent des calendriers d'exécution en fonction de priorités et de considérations internes. Ils affirment que les processus actuellement développés de contrôle des individus ne donnent pas lieu à des problèmes particuliers et rien ne laisse donc entrevoir des objections massives à l'utilisation et au développement d'une diffusion large de la technologie RFID pour ceux qui ont faim. Liesi 05.12

ECONOMIE

1- Marchés financiers

Les marchés nagent dans l'absurdité.

Aujourd'hui, il n'y a pas un seul marché qui réponde à la loi de l'offre et de la demande. Ils sont tous manipulés par les interventions des Banques Centrales sur quelques titres, quelques points-clés, qui vont envoyés les marchés à la hausse ou au contraire, pour certaines matières premières, les envoyer à la baisse.

Les banques sont en faillite depuis 2008, mais les BC rachètent progressivement les valeurs qui pèsent dans leurs bilans, et devraient les envoyer au fond de l'océan. C'est le cas des MBS aux USA, rachetés d'abord par tranche de 40 B$/mois et désormais par 80B$, soit 1T$ par an. Début 2013, la Fed se lancera dans le rachat des Student's loans pour un Trillions de $. Ces prêts étudiants délivrés avec la même largesse que les subprimes, puisque les étudiants n'ont pas de revenus et font très facilement défaut, ont permis de falsifier dans les grandes largeurs les statistiques du chômage aux Etats-Unis, puisqu'un chômeur suivant une formation complémentaire, est retiré de la liste des demandeurs d'emploi. Mais les banques ayant financé cette Manipulation de la Perception Economique pour le compte de la Fed et du gouvernement en place, doivent être refinancées. On va donc créer de la monnaie en très grande quantité pour effacer ces dettes… ou du moins, les effacer des bilans des banques.

En Europe, ce n'est guère mieux, juste un peu plus compliqué, puisque les Allemands n'acceptent pas la destruction monétaire inhérente à ces manipulations. L'Allemagne l'accepte d'autant moins, que la Réserve Fédérale ne veut pas lui rendre l'or national, théoriquement stocké aux Etats-Unis. Depuis une vingtaine d'année, l'or des BC a été loué aux Bullion Banks, qui en jouait sur les marchés, pour contenir le prix de l'or. Une grande partie de cet or a été perdu par les BB, qui auraient trouvé plus fort qu'eux à ce jeu, depuis que les Chinois ont droit d'acquérir de l'or et que la Chine appuie de tout son poids pour se constituer des réserves d'une part et pour forcer une réforme monétaire, d'autre part. Certains analystes considèrent que le nouveau système monétaire, prôné par la BoPC a été conçu en Allemagne.

Le cas échéant, on pourrait se demander… et ce n'est qu'une hypothèse… si l'Allemagne ne joue pas un double jeu. Je m'égare surement, mais intellectuellement, ce n'est pas sans intérêt. Les lecteurs de mon livre « *Histoire de l'Argent* » savent que Sergueï Aleynikov, l'analyste programmeur qui a conçu le programme de HFT de Goldman Sachs, avait livré une copie de ce programme à la Russie et à l'Allemagne. Ils savent par ailleurs que depuis plus de deux ans, de véritables raids ont été menés sur le LBMA, tant sur le marché que dans les entrepôts pour exiger livraison, par des acteurs multiples de nationalité inconnue. Ces acteurs semblaient « *organisés et coordonnés avec une précision militaire* », disait le « *trader de Londres* ». J'ai envie de rajouter… avec une rigueur toute teutonne. C'est là, où on pourrait entrevoir le double jeu allemand. D'un côté, ils achètent secrètement de l'or sur les marchés en prévision de la réforme monétaire, qu'ils ont conçu et que Chine et Russie vont chercher à imposer, d'autre part, ils exigent de la BoE et de la Fed une restitution de leurs réserves d'or, les poussant à la faute et créant les conditions d'une crise systémique.

Si l'Allemagne a conçu le prochain système monétaire et que l'argent y a un rôle, l'Allemagne pourrait discrètement se constituer des réserves de silver à l'instar de la Chine. Cela pourrait expliquer les quotas à l'exportation de l'Allemagne sur l'Argent et les autres métaux rares.

Pour revenir à l'absurdité des marchés, Jim Grant dans un excellente interview sur Bloomberg, justifiait la nomination d'un homme de GS à la tête de la Banque d'Angleterre, par le fait qu'aujourd'hui pour tenir ce rôle, il ne suffisait pas de savoir échanger de l'or contre des billets de banque ou inversement, les Anglais savent faire cela depuis 300 ans.

Jim Grant disait sur Bloomberg sur le rôle des gouverneurs de Banque Centrale aujourd'hui, qui doivent d'abord être « *manipulateurs de marché* », « *experts en propagande* » et « *tuteurs de la gent financière* » et que c'est pour cela, qu'il fallait être sorti de Goldman Sachs pour remplir au mieux ce rôle.

Goldman Sachs doit avoir une filiale secrète à Broadway ou Hollywood, du genre "*cours Laurent*", permettant de former des artistes au rôle d'amuseur de la galerie financière.

Aujourd'hui il faut être à la fois un manipulateur de marché, un tuteur de l'ensemble du monde financier et un expert en propagande. Ce poste est donc devenu autrement plus complexe, d'où le choix de ce canadien formé chez Goldman Sachs. Dans cette même interview, Jim Grant dit que tous les marchés sont manipulés à la hausse pour créer un climat heureux, une euphorie acheteuse malgré la dépression (cachée). Liesi 06.12

2- France.

Vous vous souvenez que la direction de France Telecom avait mis en place le plan NeXt, pour essayer de dégouter 22.000 fonctionnaires et les pousser à démissionner. Quelques suicides plus tard, on peut se demander si ces Messieurs de la Finance n'ont pas mis en place un Plan B. France Telecom tient encore près de 40% du marché. En provoquant sa chute en bourse, la société aurait de plus en plus de mal à se financer, d'autant plus que l'UE interdit désormais à l'Etat de s'immiscer dans les affaires privées. Sa capitalisation boursière ayant fondu, France Telecom va être sorti du CAC et de ce fait, pour tous

les fonds d'investissements internationaux, elle va perdre de la visibilité et sa liquidité actuelle. Il est donc urgent pour eux de vendre cette ligne d'action. France Telecom va perdre sa capacité d'investissement et sera poussée dans les cordes jusqu'à la faillite.

Une telle société a t'elle droit à faire faillite ? Je ne le sais pas, mais nous sommes dans un nouveau paradigme, même si la branche socialiste de l'UMPS est aux manettes. (Une autre comédie toute de faux-semblant, comme le divorce Fillon-Copé.) Au final, les sociétés privées vont récupérer les structures de FT (centres répartiteurs, etc.), laissant les fonctionnaires s'accrocher à une coquille vide.

Attendez quelques mois et vous verrez que cette analyse est peut être visionnaire. Liesi 08.12

Haut de page

Le 11 décembre

CAUSERIE

Hier, c'était mon jour de congé hebdomadaire, en réalité j'ai quand même bossé une partie de la journée. Le soir j'ai formaté les fichiers qui contiendront les causeries et les articles de presse de 2012, j'y ai passé un peu plus d'une heure.

Le matin j'ai rencontré le cardiologue et médecin traitant de mon épouse à Pondichéry. Il a voulu avoir un entretien sans la présence de mon épouse et pour cause. Il m'a dit que le scanner qu'elle avait passé il y 10 jours avait confirmé qu'elle avait un problème au cerveau, l'hémorragie intervenue lors de la greffe de ses deux valves cardiaques il y 6 ans et demi aurait laissé des séquelles si j'ai bien compris, mon anglais est approximatif.

Ce problème se situerait dans la partie frontale du cerveau, il m'a dit que de ce fait elle était dans le même état que quelqu'un qui était sous l'emprise de l'alcool, ce qui explique qu'elle a des réactions imprévisibles, souvent violentes, des crises de colère incontrôlables ou des moments où elle fait n'importe quoi ou prend une décision, tient des propos incohérents sans en avoir conscience, bref qu'elle avait des moments de folie et qu'il fallait faire avec, une bonne nouvelle quoi. Bien entendu, il n'y a rien à faire, ce sera à moi de le supporter quand elle est en Inde et de m'inquiéter quand elle est seule en France. La solution serait qu'elle reste en Inde, mais elle déteste l'Inde, sa famille, les Indiens, la société qui dit-elle est mille fois pire qu'en France, donc camarades estimez-vous encore heureux et ayez une petite pensée pour moi au passage.

L'évasion fiscale est légale... tout comme le chômage, la précarité et la pauvreté

Lire à ce sujet l'article en ligne dans cette page sur Google.

Je ne comprends pas pourquoi l'attitude de Gérard Depardieu devrait choquer, pas plus que celle des patrons du CAC 40 d'ailleurs.

Ils ont raison ou plutôt, c'est le législateur qui leur donne raison puisque c'est lui qui leur permet de se goinfrer et de ne pas payer d'impôts ou si peu ou encore de s'exiler fiscalement pour ne pas en payer ou si peu.

En revanche, ce qui est choquant, c'est que ce système qui favorise les nantis existe, tandis que la pauvreté s'étend, et que les âmes charitables qui s'émeuvent de l'attitude des privilégiés, n'estiment pas indispensable de se rassembler pour mettre à bas le système capitaliste, la Ve République. Mais pas seulement.

La législation fiscale française est conforme aux idéaux ultra libéraux de l'Union européenne, pour laquelle il ne doit y avoir aucune entrave à la liberté de circulation des capitaux, et si l'UE ne voient aucun inconvénient à compter dans ses rangs des paradis fiscaux (Luxembourg, Grande-Bretagne, etc.) et à ce que les multinationales européennes aient des comptes dans l'un des 73 paradis fiscaux qui existent à travers le monde, sans aller bien loin, la Suisse, il y a tout lieu de penser que l'harmonisation fiscale européenne que certains réclament à cor et à cri qui pourrait voir le jour, sera réalisée au profit de la fiscalité la moins contraignante pour les riches et non l'inverse. Raison de plus pour rompre avec l'UE.

Il est plus facile de dénoncer "*l'absence de sens moral* " (Libération) de ces nantis pris individuellement, que de s'attaquer à un système économique qui ne fait que reproduire sans cesse ce qui est à la base de son fondement : les inégalités entre les classes et l'existence des classes elle-même. Eradiquer ces inégalités nécessite donc d'inverser le rapport existant entre les classes au profit de la classe qui produit les richesses au détriment de celle qui les accapare, de remplacer la dictature du capital par la dictature du prolétariat, d'en finir avec le capitalisme.

ACTUALITE EN TITRES

Quelle horreur, sortez vos mouchoirs !

- La surtaxe sur les plus-values immobilières, une "*calamité*"? - L'Expansion.com

Propagande. Conditionnement idéologique.

- Vincent Peillon prêt à revaloriser les salaires des profs - Reuters

Normal, c'est leur fond de commerce idéologique.

- Enseignant, métier d'avenir pour huit Français sur dix - AFP

C'est vrai qu'on aime bien les profs, on n'aimera moins ce qu'ils enseignent, chut, c'est tabou ! Tous les partis comptent une tripotée de profs parmi leurs dirigeants...

- Un enseignant suspendu pour avoir demandé à ses élèves de s'imaginer au bord du suicide - AFP

Une idée débile en effet.

Non, sans blague ?

- Les "*minijobs*" pénalisent les vraies embauches en Allemagne - L'Expansion.com

Austérité quand tu me tiens...

- Maserati prévoit de vendre 13.000 berlines Quattroporte en 2013 - Reuters

- Grande-Bretagne: BAE va construire un nouveau sous-marin pour 1,5 milliard - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Seule l'intention compte...mais cela dépend envers qui.

A l'endroit des nantis du capitalisme

Le gouvernement français veut séduire les investisseurs financiers internationaux en chargeant son ministre des Finances de dissiper les craintes sur l'interventionnisme de l'Etat, les hausses d'impôts et la mise en place des réformes structurelles.

Pierre Moscovici a reçu lundi un groupe d'investisseurs asiatiques, américains et européens, dont des fonds de pension et des fonds d'arbitrage (hedge funds). Il avait déjà rencontré un grand nombre d'investisseurs anglo-saxons fin novembre.

Pierre Moscovici a dit à Reuters avoir détaillé les "trois piliers" de la politique économique du gouvernement : la stabilisation de la zone euro, le sérieux budgétaire et la compétitivité.

Après les mesures pour accroître la compétitivité des entreprises, la réforme du marché du travail négociée par les partenaires sociaux, l'examen de la dépense publique et du financement de la protection sociale doivent prouver la volonté de mener des réformes structurelles dans le pays, a souligné Philippe Gudin de Vallerin, chef économiste Europe de Barclays, ancien de la Direction générale du Trésor à la sortie de la rencontre. Reuters 10.11

A l'endroit des victimes du capitalisme

Ayrault présente un plan de lutte contre la pauvreté.

La ministre des Affaires sociales Marisol Touraine a donné lundi le coup d'envoi de la conférence nationale de lutte contre la pauvreté, soulignant l'engagement du gouvernement "*non seulement de la combattre, mais aussi de la faire reculer*".

"*Il est temps, plus que temps de dire non à banalisation de la pauvreté*", a assuré Mme Touraine, en ouvrant cette conférence au palais d'Iéna, siège du Conseil économique, social et environnemental (Cese) devant des responsables d'associations.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault la clôturera mardi midi, en annonçant "*un plan pluriannuel*" de lutte contre la pauvreté.

Elle a ouvert la conférence en rappelant que le taux de pauvreté a atteint 14,1% en 2010, son plus haut niveau depuis 1997.

"*Ce chiffre à lui seul claque comme une gifle*", a lancé Marisol Touraine. "*Plus de 8,5 millions de Français vivent avec moins de 964 euros par mois*", "*un Français sur cinq déclare avoir renoncé aux soins*" pour raisons financières, "*3,5 millions de personnes sont mal logées*", "*800.000 personnes ont recours à l'aide alimentaire*", a-t-elle égrené en préambule. AFP 10.12

Question : est-on en présence d'un gouvernement des riches, et si tel est le cas, est-il sérieux de le croire quand il prétend s'attaquer à la pauvreté ?

Une réponse : M. Cahuzac est, au civil, chirurgien esthétique et propriétaire d'une clinique parisienne spécialisée dans les microgreffes de cheveux, dont lui et son épouse sont spécialistes, et qui leur permet de vivre confortablement. En 1993, Jérôme Cahuzac fonde une société de conseil, qui lui rapporte, selon Paris Match plus de 150 000 euros de bénéfices annuels.

Le 28 octobre 1994, il a acheté un appartement de 210 m² pour la bagatelle de six millions et demi de francs... (source : lemonde.fr 10.12)

Soulagement. Les banksters ne passeront pas par la case prison.

USA: accusée de blanchiment, HSBC va payer 1,9 milliard de dollars

La banque américaine HSBC va payer un montant record de 1,9 milliard de dollars pour mettre fin à des poursuites des autorités américaines dans une affaire de blanchiment, affirme lundi le Wall Street Journal sur son site internet en citant des sources proches du dossier. AFP 10.12

Le "***plan B***" de la CGT PSA : généralisation à tout le groupe de l'accord scélérat passé à Mulhouse.

La CGT du groupe PSA a présenté lundi son "*plan B*" pour contrer "*le plan Varin*" et ses 8.000 suppressions de postes, qui permettrait de maintenir tous les sites du constructeurs automobile via notamment un apport de capital de 1,5 milliard d'euros de la famille Peugeot.

La CGT PSA propose pour le volet industriel un scénario permettant la répartition des productions entre les sites, y compris celui de Seine-Saint-Denis, en utilisant la souplesse du site de Mulhouse.

La CGT a demandé au cabinet Secafi l'étude de ce scénario qui conclut, selon le syndicat, à sa faisabilité. Ce scénario, qui permet de faire tourner toutes les usines, nécessite 97 millions d'investissements, dont 20 millions de frais transitoires, amortis sur 7 ans.

Pour le volet social, la CGT PSA veut réduire le nombre de suppressions d'emplois, et sécuriser les transitions professionnelles et les fins de carrière. Elle prône un système de préretraite-pénibilité à partir de 55 ans. AFP 10.12

De l'hommage à l'austérité et à la guerre de l'UE, à celui à la peine de mort de l'ONU.

La Mauritanie et les Maldives, qui prévoient la peine de mort pour leurs ressortissants qui renoncent à la foi musulmane, ont été élus lundi à la vice-présidence du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour 2013.

Cet organe, qui compte 47 Etats membres, sera présidé l'an prochain par la Pologne, assistée également par l'Equateur et la Suisse.

Une organisation de libres-penseurs, l'Union internationale humaniste et éthique (UIHE), a publié un rapport sur les persécutions et les discriminations subies par les athées et les humanistes dans le monde dans lequel elle accuse les régimes au pouvoir à Nouakchott et à Malé de faire de l'islam l'unique religion d'Etat possible.

D'après cette étude, l'apostasie -ou abandon public et volontaire d'une religion- y est hors la loi et quiconque s'y livre peut revenir sur sa décision pendant un délai de trois jours, sous peine d'être condamné à mort et de voir ses biens confisqués par l'Etat.

Reuters 10.12

Parole d'internaute

- "Bizarement quand on recrutait les enseignants au niveau Bac pour l'école maternelle et primaire... et au niveau licence pour les collèges et les lycées... on n'avait aucun problème de recrutement

Mais par posture idéologique on a considéré que les enseignants devait avoir un Master : soit un niveau un bac 5 !

Dommage pour les enfants de classe populaires, qui arrivent moins que les autres au bac, encore moins au niveau licence et à peu près pas du tout en Master : devenir prof est devenu réservé aux enfants d'une élite sociale... pour qui celà n'a rien d'attirant

Un enfant de 3 ans en crèche est gardé par des assistantes maternelles , qui font très bien leur travail, avec un niveau CAP... mais à partir de 4 ans, il parait qu'il leur faut un prof avec au moins Bac 5 !

Dommage car ceux qui ont Bac 5, ont bien mieux à faire et bien mieux payés que devenir prof sous-payés, dans des banlieues (...) où personne ne veut plus aller et surtout pas les vieux profs qui connaissent le système, ... des endroits où ils sont agressés et méprisés...

Devenir la chair à canon de l'Education nationale, non merci ! avec le RSA on gagne un demi salaire de prof sans se faire ch..."

Réflexion intéressante. Indéniablement le contexte de la lutte des classes a changé depuis l'époque où les enseignements étaient recrutés au niveau bac... C'est l'idéologie ultra libérale qui est au goût du jour, la réaction débridée, décomplexée qu'incarnent Sarkozy, Copé et leurs clics de nazillons.

Le PCF n'a plus aucune raison de se faire passer pour un parti communiste, en rejetant la référence à la dictature du prolétariat, il a donné le signal à la réaction qu'elle pouvait passer à l'offensive contre la classe ouvrière sans qu'il s'y oppose ou tente de la mobiliser. La voie à la réaction sur toute la ligne est libre.

Comme effectivement peu d'enfants d'ouvriers ou de modestes employés parviennent à décrocher un Master, cela signifie que les rejetons qui se retrouvent aujourd'hui à faire la classe sont issus de la petite-bourgeoisie ou des couches moyennes qui sont totalement subordonnées à l'idéologie bourgeoise :

- les adeptes des Ong et associations de collaboration de classes en tous genres qui accompagnent la décomposition du capitalisme et la destruction des services publics, quand elles ne supportent pas directement les guerres fomentées par les puissances occidentales, les guerres impérialistes ou coloniales dites "*préventives*" sous couvert humanitaire ;

- du capitalisme vert dénommé écosocialisme, qui par ignorance ou lâcheté à défaut de s'attaquer aux fondements du capitalisme culpabilise les simples citoyens responsables du réchauffement climatique ;

- du féminisme réactionnaire qui, moyennant des emplois et des statuts concédés aux femmes, dont les salaires sont toujours inférieurs à ceux des hommes, tirent les salaires vers le bas ou encore, qui consiste à aiguiser les tensions ou les oppositions entre les femmes et les hommes dans tous les rapports, un moyen utile de diviser les masses et de les tenir à l'écart de la lutte de classe

- de la laïcité, qui se traduit dans les faits par une tolérance de plus en plus marquée envers les religions et les sectes, parce que le combat contre la religion leur est étranger, cet abandon du combat contre l'obscurantisme est proportionnel à leur soumission au capitalisme, etc. etc. etc.

Rien de tel que des profs formatés à penser dans le cadre de l'ordre établi en université pendant de longues années, pour ensuite enseigner aux futurs esclaves le bien-fondé du Nouvel ordre mondial qui se met en place sous nos yeux.

Cependant ne jetons pas la pierre aux profs, en l'absence d'un parti ouvrier qui incarne le socialisme et qui propage ses idées, les profs qui entendent résister au mondialisme n'ont pas conscience qu'en réalité ils en sont en premier lieu les instruments idéologiques.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

L'Italie s'est de nouveau retrouvée sous le feu des marchés lundi après l'annonce de la démission du chef du gouvernement Mario Monti, perçu comme son principal gage de stabilité et qui s'est efforcé de rassurer en affirmant que le pays ne connaîtrait pas de "*vide*" politique.

Les investisseurs ont vivement réagi lundi matin au double coup de théâtre politique du week-end, avec l'annonce coup sur coup du retour de Silvio Berlusconi et de la prochaine démission du gouvernement Monti suite à la rupture de leur coalition.

La Bourse a lourdement chuté et les taux italiens des emprunts à dix ans, baromètre de la confiance des marchés, ont fait un bond de 30 points de base, ravivant le souvenir des heures noires de la crise de l'euro et le spectre d'une contagion à l'échelle du continent.

"*Ce n'était qu'une question de temps avant que les inquiétudes sur la situation italienne ne réapparaissent*", jugent les économistes de Capital Economics, soulignant la performance économique "*très mauvaise*" du pays.

Les nouvelles turbulences italiennes ont provoqué l'inquiétude des autres pays fragiles de la zone euro, à commencer par l'Espagne: "*Les doutes sur la stabilité politique*" de l'Italie ont un "*effet de contagion immédiat*" sur l'Espagne, a déploré le ministre espagnol de l'Economie, Luis de Guindos.

De leur côté, nombre de dirigeants européens ont fait l'éloge du travail accompli par le chef du gouvernement italien et appelé à continuer sur cette voie, sous peine d'affaiblir à nouveau l'Europe. Critiques directes et indirectes ont en revanche plu sur le Cavaliere.

"*L'Italie ne doit pas s'arrêter sur le chemin des réformes alors qu'elle a fait les deux tiers du chemin à parcourir. Cela plongerait non seulement l'Italie, mais aussi l'Europe dans une zone de turbulences*", a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle.

"*Il n'y a pas de bonne alternative à la politique actuelle de consolidation budgétaire et de correction de la situation des finances publiques*", a renchéri le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, à une chaîne de télévision italienne.

Quant aux élections législatives anticipées, qui devraient se tenir en février, il a espéré qu'elles ne seraient pas "*utilisées pour repousser les réformes nécessaires*".

Le président français François Hollande a fait part de son optimisme. "*Je suis convaincu que ce qui vient de se passer permettra à l'Italie de trouver un gouvernement stable après les élections de février. Et j'ai senti qu'il y avait chez M. Monti non pas de l'abattement, nullement, mais au contraire de l'envie de s'engager pour son pays*", a-t-il dit à Oslo. AFP 10.12

Hollande, Westerwelle, Barroso, Monti : même combat !

2- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a chargé l'armée d'assurer la sécurité jusqu'aux résultats du référendum constitutionnel de samedi, au centre d'une grave crise politique et d'appels à manifester mardi qui font planer la menace de nouvelles violences.

Par ce décret prenant effet lundi, l'armée retrouve aussi le pouvoir d'arrêter des civils, un droit très décrié à l'époque où les militaires dirigeaient le pays -de la chute de Hosni Moubarak en février 2011 à l'élection de M. Morsi en juin 2012.

Le chef de l'Etat, issu des Frères musulmans, a demandé à l'armée "*d'appuyer les services de police et de coopérer avec elle*" jusqu'aux résultats du référendum.

"*Les officiers et sous-officiers des forces armées participant aux missions de préservation de la sécurité et de protection des installations vitales de l'Etat (...) ont tous les pouvoirs d'arrestation judiciaire*", selon le décret.

Signe supplémentaire d'un climat politique et social tendu, M. Morsi a dans la nuit renoncé à appliquer des hausses de taxes sur des produits de base (acier, ciment) et de grande consommation (cigarettes, sodas notamment), quelques heures après les avoir décidées.

Il a demandé au gouvernement du Premier ministre Hicham Qandil "*d'ouvrir un dialogue*" sur ces mesures pesant sur les prix,

a rapporté l'agence officielle Mena.

Le parti des Frères musulmans, Liberté et Justice (PLJ), dont est issu M. Morsi, avait publié dans la nuit un communiqué rejetant ces hausses susceptibles "*d'alourdir le fardeau des plus pauvres*". AFP 10.12

A lire l'article mis en ligne aujourd'hui dans la rubrique *Syrie* : *Malgré le soutien de l'Occident, Al-Qaïda ne vaincra pas le peuple syrien*, dont tout un chapitre est consacré au pacte passé entre Morsi et les Frères musulmans d'un côté, et les Etats-Unis et Israël d'un autre côté.

SOCIAL

France

1- Grève à l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre

Les syndicats CGT, CFDT et FO de l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre (Loire-Atlantique) ont décidé lundi de prolonger leur mouvement de grève, entamé le matin, jusqu'à vendredi matin.

"*On maintient le blocage pour demander le retrait du projet de déplacement de deux de nos activités vers Florange*" (Moselle), a expliqué Mickaël Eveillard (CGT) à l'AFP. "*La direction ne nous a pas donné l'impression de vouloir changer une virgule au projet, qui doit être présenté jeudi en CCE à Paris*", a-t-il ajouté. "*C'est notre survie qui est en jeu*", selon lui.

Pour Fabrice Hauraix, délégué syndical Force ouvrière de l'usine, ce projet "*est une coquille vide, qui ne peut qu'aboutir à plus ou moins long terme à la mort*" du site. "*C'est bien la survie de Basse-Indre qui se joue en ce moment.*"

Dès l'aube lundi matin, plusieurs centaines de salariés se sont rassemblés sur le site de l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre pour protester contre le transfert des activités de décapage et de laminage vers le site de Florange, annoncé la semaine précédente par leur direction et Matignon.

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre d'un vaste plan de réorganisation des activités du groupe en France pour sauvegarder l'emploi sur des sites en difficulté comme Florange, suscite stupéfaction et indignation sur place.

Actuellement, l'usine emploie 550 personnes en CDI et 150 sous-traitants, et ce transfert d'activités concernerait 60 personnes qu'il faudra reclasser au sein de l'usine, selon les syndicats.

Selon la CGT, des arrêts de travail se développent depuis vendredi sur d'autres sites du groupe, notamment à Dunkerque, Fos-sur-Mer et Saint Chely d'Apcher. AFP et Reuters 10.12

2- + 2,4%

Les tarifs du gaz appliqués aux ménages français augmenteront de 2,4% le 1er janvier, a annoncé lundi le gouvernement, qui va aussi réformer leur mode de fixation pour se replacer au coeur du processus de décision.

Ces annonces, qui s'accompagnent d'une augmentation des bénéficiaires des tarifs sociaux, suivent l'annulation par le Conseil d'Etat du plafonnement à 2,0% - contesté par GDF Suez et ses concurrents - d'une hausse décidée en septembre. Reuters 10.12

ECONOMIE

1- France

La production industrielle en France a une nouvelle fois baissé en octobre par rapport au mois précédent, de 0,7%, après une chute de 2,7% en septembre, a annoncé lundi l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Dans la seule industrie manufacturière (hors énergie et mines), la diminution est encore plus marquée, de 0,9% en octobre après un recul de 3,4% le mois précédent (chiffre révisé à la baisse). AFP 10.12

2- Grèce

Le déficit budgétaire grec a diminué de 40% sur les onze premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de l'an dernier, a annoncé lundi le ministère des Finances.

Le déficit de l'Etat central, qui exclut donc les finances des collectivités locales et de la Sécurité sociale, a été ramené à 12,9 milliards d'euros contre 21,5 milliards sur janvier-novembre 2011.

Athènes prévoit sur l'ensemble de 2012 un déficit de l'Etat centrale en repli de 35% à 12,9 milliards d'euros, soit 6,6% du produit intérieur brut (PIB).

Pour le réduire, le gouvernement a entre autres fortement réduit les investissements publics, suspendu certains paiements à des fournisseurs de l'Etat et réduit la rémunération de nombreux fonctionnaires. Reuters 10.12

Haut de page

Le 12 décembre

CAUSERIE

Sur les coups de midi, au lieu d'affacer un bloc-note qui ne m'était plus utile et que je n'avais pas enregistré, j'ai effacé celui où il y avait les trois-quart du boulot de la journée, j'ai dû tout recommencer ! Mon épouse m'a dérangé une dizaine de fois dans la matinée, résultat je fais des conneries ! La prochaine fois j'enregistrerais immédiatement le bloc-note où figure l'actualisation du site, autant pour moi. Au bout de 8 ans que je fais ce boulot, vous avouerez que parfois on se demande où on a la tête !

Il faut construire un nouveau parti communiste.

J'ai parcouru rapidement hier soir plusieurs textes alternatifs présentés par différents courants au 36e congrès du PCF.

Celui intitulé *Combattre l'austérité, en finir avec le capitalisme* semble le plus correct, à ceci près que leurs auteurs se mettent le doigt dans l'oeil.

Comme le disait en substance Engels, quand un parti s'est fourvoyé jusqu'à trahir les intérêts qu'il prétendait défendre, il est définitivement mort pour le socialisme, il est inutile de dépenser de l'énergie à essayer de le faire revenir dans le doit chemin ou de le régénérer il faut immédiatement s'atteler à construire un nouveau parti communiste.

Je ne vais pas reprendre ici l'historique du PC depuis sa stalinisation au milieu des années 20, en passant pas son soutien aux procès de Moscou, son soutien au cours liquidateur de l'Internationale Communiste sous Staline, à l'intervention des chars du Kremlin en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, sa trahison de la grève générale de 1968 en France, jusqu'à son alliance avec le PS dans les années 70, son abandon de la dictature du prolétariat, etc.

Le PCF s'est rendu complice de trop de crimes contre le prolétariat international au cours du XXe siècle, il a adopté tellement de positions réactionnaires aussi bien sur le plan national qu'international pour prétendre un jour prendre la direction de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne à venir, en adoptant le stalinisme il s'est définitivement déconsidéré aux yeux des masses.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que ce parti en agissant de la sorte a fourni trop d'armes ou d'arguments à la réaction pour le combattre pour qu'un jour il puisse redevenir un parti de masse, ses dirigeants ont fourni aux ennemis du socialisme de quoi en éloigner les travailleurs ou ridiculiser leur propre parti qui jamais plus ne pourra apparaître comme un véritable parti communiste, croire le contraire c'est penser que finalement il serait possible d'effacer ou de réécrire l'histoire ou le passé, or c'est impossible, voilà tout. S'acharner à refuser de le reconnaître ne peut mener qu'à une impasse politique. La tâche de l'heure est bien de construire un nouveau parti communiste sur la base du marxisme et du léninisme, dont le drapeau sera sans tâche et dont les militants pourront être fiers.

Les auteurs de cette motion peuvent écrire qu'ils n'ont "*jamais accepté la thèse du « déclin historique » du PCF*", les faits sont les faits et rien ni personne ne pourra y changer quoi que ce soit, y compris les meilleures intentions du monde qui n'ont jamais suffi à imposer une motion à la direction d'un parti.

Ils peuvent rappeler que "*le PCF incarne une longue tradition de luttes et de résistances à l'oppression*", il incarne également les pires trahisons ou reniements qui constituent une terrible vulnérabilité, une incohérence qui ne peut que lui être fatale, qu'il traînera dorénavant toujours derrière lui, que les auteurs de cette motion le veuille ou non.

Et comme je l'ai rappelé au début de cet article, ils se leurrent totalement en écrivant que "*le Parti Communiste peut et doit*

redevenir une puissante force sociale et politique, un parti révolutionnaire, dans son programme et dans son action" au bout de près d'un siècle passé dans le camp de la contre-révolution comme parti stalinien, imaginer que ses dirigeants pourraient par on ne sait quel miracle "*renouer avec les idées du marxisme*" est grotesque dans la mesure où ils y sont totalement étrangers ou n'ont jamais été marxistes.

Nous pourrions adopter une bonne partie du contenu de cette motion qui comporte cependant bien des illusions, notamment dans le Front de gauche, nous disons à ces militants qu'ils perdent leur temps et leur énergie à vouloir "*redresser*" un parti dont les dirigeants depuis près d'un siècle ne se sont pas écartés par faiblesse, par erreur ou inconsciemment du socialisme, mais l'ont renié délibérément, abandonné sciemment pour se placer au côté du capitalisme.

En guise d'épilogue.

Ce qui paraîtra aberrant, et cela vaut pour d'autres partis et dirigeants, c'est que l'on puisse croire qu'il suffirait de décréter que le passé est enterré ou que les travailleurs n'auraient pas de mémoire pour que d'un coup de baguette magique tout soit possible. Et bien non, dans la vie les choses ne se passent pas ainsi, tôt ou tard un jour où l'autre votre passé vous rattrape et gare à vous si vous n'avez pas eu une attitude irréprochable ou que vous vous êtes déshonoré en trahissant vos engagements ou vos convictions politiques, cela vaut pour chacun d'entre nous.

Parfois ou souvent on paie comptant nos erreurs, et quand ce n'est pas le cas, il ne faut pas se figurer qu'on ne les paiera jamais, c'est une grave erreur. Tout se paie un jour dans un sens ou un autre, d'où la nécessité dans le domaine qui nous occupe ici de faire preuve d'une honnêteté sans faille et d'une grande modestie, cela aussi c'est un enseignement des marxistes.

Cela dit, en règle générale une erreur demeure excusable, même chez nos dirigeants, sauf si elle a été produite intentionnellement, dans ce cas-là on n'est plus dans le même registre, il s'agit alors d'autre chose de beaucoup plus grave et aux conséquences généralement irréversibles.

Par exemple, quand on a eu délibérément un comportement répréhensible en pensant se jouer de la confiance d'autrui ou profiter de son ignorance, on n'est plus dans le contexte d'une erreur qu'on aurait camouflée et qui peut passer à la limite pour une faiblesse passagère, on est en présence d'un acte malintentionné causé délibérément pour tromper autrui (des militants ou des travailleurs) et qu'on a maquillé à l'aide d'une interprétation frauduleuse du socialisme, de combattant pour le socialisme on est devenu son ennemi.

Peu importe ensuite que l'auteur en ait conscience ou non ou la manière dont il interprètera son acte, seuls les faits compteront, et comme l'auteur s'identifie aux faits qui lui sont imputés, les revendiquent ou ne veut pas les nier, on portera un jugement global sur l'un et l'autre à la fois dès lors qu'ils sont intimement liés, alors quand ces faits se sont répétés une multitude de fois pour ne pas dire quotidiennement pendant près d'un siècle s'agissant du PC, idem pour le PS, il est devenu impossible d'imaginer un seul instant que son auteur pourrait un jour renouer avec de meilleures intentions ou avec les convictions qu'il avait pu avoir autrefois ou que ces partis pourraient renouer avec le socialisme.

Ce qui vaut pour les partis vaut également pour les militants, les renégats, il suffit de penser à Kautsky.

Comme souvent, je m'aventurerais bien au-delà de la lutte de classe ou de la politique pour poursuivre cette discussion.

Dans la vie, quand on a un jour épousé le meilleur et qu'on l'a délaissé pour une raison ou une autre, par la suite tout ce qui nous échouera fera pâle figure à côté ou sera franchement médiocre. C'est comme lorsqu'on a écouté une sonate de Beethoven interprétée par Vladimir Horowitz, Glen Gould ou Paul Badura Skoda, toute autre interprétation nous paraîtra terne ou sans relief, pour ainsi dire sans personnalité. Quand on a eu le privilège un jour de déguster une bouteille de Dom Pérignon, on trouvera ensuite tous les autres champagnes du commerce pratiquement imbuvables ou disons de piètre qualité. Une fois qu'on a lu (attentivement) Marx et Engels, c'est la même chose, on n'est plus le même homme ou la même femme, on a atteint un tel sommet que tout ce qu'on lira par la suite nous semblera insignifiant ou très approximatif, de peu d'intérêt.

Vladimir Horowitz, Glen Gould, Paul Badura Skoda, Marx et Engels sont demeurés identiques à eux-mêmes, ils ne se sont pas altérés avec le temps, il faudrait peut-être plutôt dire leurs talents, leurs qualités, leurs oeuvres, je n'irais pas jusqu'à dire qu'ils sont inégalables ou irremplaçables, en tout cas ils sont inimitables dans le sens où ils sont uniques. J'ai mis de côté le Dom Pérignon dont l'impression qu'il m'a laissée demeurera toutefois impérissable. Ils nous servent de repères, d'étoiles pour nous guider, de fidèles compagnons qui ne nous trahirons jamais.

Nous avons besoin d'un nouveau parti communiste qui possède toutes ces qualités, qui soit inattaquable sur le plan des principes et des valeurs qu'il défend, on pourrait ajouter de la morale, si on entend par là une honnêteté absolue, intransigeante, non négociable, sans faille.

Kautsky est tombé bien bas, tous les militants qui sont passés par l'OCI et la LCR pour se retrouver au PS sont tombés aussi

bas, aucun ne s'en est jamais remis, et s'il existait quelques rares exceptions ce serait uniquement pour confirmer la règle. Quant aux militants qui sont passés par le PCF et qui l'ont quitté, rare sont ceux également qui ont réussi à comprendre réellement la nature de ce parti ou à rompre totalement avec lui.

Tous y avaient adhéré en estimant qu'ils étaient l'idéal en terme de parti, puis tous ou presque les ont quitté après avoir fait le constat qu'ils s'étaient trompés pour des raisons diverses, quand ils n'en ont pas été exclus. Il est difficile de se relever de pareille désillusion comme l'expérience le prouve souvent, puisque l'immense majorité des militants qui ont quitté un parti demeurent ensuite inorganisés, d'où l'immense responsabilité des dirigeants de ces partis qui ont été incapables de construire un parti qui n'aurait ressemblé à aucun autre, tous présentant à des degrés divers les mêmes travers ou défauts qui finalement n'inspirent pas vraiment confiance et cela se comprend aisément pour peu qu'on veuille bien se pencher sur cette question sans a priori, ce qui est facile dans mon cas puisque je ne suis lié à aucun parti.

Avec un parti, c'est comme avec la personne qui partage votre vie, soit la confiance existe et on peut faire un bon bout de chemin ensemble, parfois jusqu'au bout, soit la confiance qui s'est instaurée entre nous s'est brisée et plus rien ne sera plus comme avant, définitivement, c'est terminé. Croire qu'un militant envers son parti aurait un autre comportement que dans les rapports qu'il entretient dans la vie quotidienne est une grave erreur ou ignorer comment fonctionne la psychologie humaine.

D'après vous combien de couples qui se sont séparés se sont un jour remis ensemble, un sur mille, dix mille, un million ? Une exception extrêmement rare en vérité. Alors ceux qui croient que le PCF pourrait un jour inspiré confiance à des millions de travailleurs se leurrent totalement.

C'est marrant, apparemment ceux qui n'ont pas retenu l'essentiel des enseignements du marxisme et du léninisme, n'ont pas retenu grand chose non plus des expériences de la vie qu'ils y ont vécues, le contraire fut étonnant.

Rectificatif ou précision.

A propos de l'enseignant de Charente qui a été suspendu après avoir proposé à ses élèves de 3e une rédaction sur une "*mise en situation de suicide*".

Hier j'ai écrit : "*une idée débile en effet.*". Je voudrais tempérer mon propos ou tout du moins le motiver.

En principe, en 3e une rédaction doit servir tout d'abord à tester les capacités d'un élève à comprendre et développer un sujet, à fournir des arguments en soutien à telle ou telle thèse qu'il peut être amené à formuler ou soutenir, ensuite elle doit servir à vérifier ses connaissances acquises sur les plans rhétorique et syntaxique. On notera la première partie en fonction de la cohérence dont il a fait preuve pour traiter le sujet qui lui a été soumis. Dès lors peu importe ou presque le sujet retenu par le professeur, à lui d'en choisir un qui soit à la portée de ses élèves, il en existe des milliers.

Maintenant pourquoi a-t-il choisi le suicide ? Personne à l'heure actuelle ne le sait apparemment. On notera au passage que si le suicide n'était pas un sujet de discussion entre ses élèves ou qu'ils n'y avaient jamais songé auparavant tel n'est plus le cas aujourd'hui. Est-ce une bonne chose ? Qu'il nous soit permis d'en douter. Avant que les salafistes ne fassent leur apparition dans certaines banlieues ou quartiers ouvriers, il ne serait jamais venu à l'esprit d'un jeune d'aller combattre en Libye ou en Syrie.

Les jeunes aujourd'hui subissent de plein fouet la crise du capitalisme, ils en sont les premières victimes innocentes, fragiles et totalement désarmés pour y faire face et y comprendre quelque chose. Dans ce contexte, était-il indispensable ou approprié de jouer au psychologue ou au psychanalyste sans pouvoir par la suite en contrôler les conséquences possibles, d'éveiller chez ces élèves un intérêt pour un sujet qui pourraient s'avérer dramatique selon la manière où ils l'aborderaient, pas seulement dans une copie mais par la suite. Imaginez un instant qu'un de ces élèves se suicident dans les jours qui viennent, qu'adviendrait-il de ce professeur, on n'ose même pas y penser.

En guise d'épilogue. Un souvenir personnel

Il existe des milliers de thèmes qui peuvent servir de sujet de rédaction sans avoir à recourir au suicide, pourquoi pas le meurtre de ses parents, de son petit frère ou de son voisin, de son chien ou de je ne sais pas qui. Quand on note une rédaction, on ne note pas les connaissances générales d'un élève ou la manière dont il a abordé un sujet, mais sa capacité à le traiter de manière cohérente et à s'exprimer clairement, en bon français pour faire simple.

Quand j'étais en 3e, il y a fort longtemps les notes de mes rédactions se situaient entre 1 et 5, je n'étais pas spécialement un cancre et je vais expliquer pourquoi. Une seule fois j'ai obtenu la moyenne, et c'est la raison pour laquelle je m'en souviens encore car cela tenait du miracle ! Je ne me souviens pas exactement du sujet, c'était en fin d'année scolaire, je revoie une forêt imaginaire peuplée d'arbres gigantesques et extraordinaires, j'avais dû avoir une bonne note parce que le sujet portait sur quelque chose d'imaginaire, s'il avait porté sur une question de société j'aurais encore eu une note misérable.

Il se trouve que mes parents avaient eu la mauvaise idée de m'inscrire dans une école privée confessionnelle, et j'étais le seul fils d'ouvriers de ma classe, donc la tête de turc de mes professeurs et des autres élèves tous issus de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie. Aller à l'école était pour moi un véritable supplice, j'étais sans cesse humilié, on me rappelait continuellement la condition inférieure de mes parents, j'étais même frappé par mes professeurs, avec une règle en bois ou métallique, je les craignais, systématiquement en début d'année ils me plaçaient au fond de la classe comme si je dépareillais et que je devais me faire oublier. A la maison, c'était mon père qui passait ses nerfs sur moi et me cognait dessus, je ne dirais pas quotidiennement mais presque, donc je le craignais tout autant.

Dans ces conditions, j'ai été incapable de développer un esprit libre, j'ai du mal à trouver les mots pour expliquer ce que j'ai vécu, voilà, j'étais incapable de développer une idée, de structurer ma pensée, ce qui explique mes notes minables en rédaction, il y avait comme quelque chose qui était bloqué dans mon cerveau, un peu comme si je m'interdisais de penser.

Et quand j'ai dit que je n'étais pas vraiment un cancre, c'est la vérité. Contrairement à la rédaction, quand il s'agissait de réciter une poésie, des théorèmes ou des définitions en mathématiques ou encore des règles de grammaire, j'avais d'excellentes notes, normal puisque là il suffisait d'avoir appris par coeur, cela ne faisait pas appel à d'autres fonctions de mon cerveau qui étaient bloquées. Par contre, en mathématiques, tout comme avec la rédaction, dès qu'il s'agissait d'appliquer les théorèmes et les définitions que je connaissais par coeur à un problème, c'était très souvent une catastrophe.

D'ailleurs c'est bien simple, lors de la première moitié de ma scolarité, jusqu'à mon entrée en 6e, j'étais dans les trois premiers de la classe, j'ai sauté une classe et j'ai eu deux prix d'excellence, puis à partir de la 6e, où justement je devais de plus en plus faire appel à la partie en principe structurée de mes connaissances je n'ai cessé de régresser jusqu'à me retrouver dans les trois derniers de la classe, et bien sûr par être dégoûter de l'école, j'ai fini par faire l'école buissonnière pendant plusieurs mois et louper de 3 points le BEPC, à noter, sans avoir ouvert un livre pendant cette période avant de passer cet examen, ce qui veut dire qu'en temps normal j'avais largement les capacités pour l'obtenir facilement. Cela marqua la fin de ma scolarité, c'était en 1971, j'atterris ensuite au centre d'apprentissage de Renault à Billancourt, vous savez le bastion de la classe ouvrière, là enfin j'étais retourné à la maison et je me sentais déjà beaucoup mieux que dans ces écoles de bourgeois puants (Paris XVII, Neuilly sur Seine et Saint-Cloud).

Bon, je ne vais pas vous raconter ici toute ma vie, vous imagez mon bonheur quand 26 ans plus tard je me suis retrouvé à faire les études dirigées, puis 10 ans plus tard à assurer à plusieurs reprises le remplacement de professeurs de français au lycée français de Pondichéry dans des classes de 6e à la terminale, cela s'est très bien passé, j'adore ce boulot, cela aurait pu être ma vocation.

L'émirat archaïque et terroriste du Qatar: c'est la "***modernité***" !

Sarkozy a effectué mardi son retour à la vie publique au Qatar à l'occasion du Doha Goals, forum mondial du sport, il a été appelé sur scène en tant que "*président de la France*" :

- "*Ici, à Doha dans cette région du monde, se déroule sous nos yeux une partie absolument décisive au Qatar. Comment concilier l'identité et la modernité, l'une des questions les plus difficiles du XXIe siècle? Comment concilier fidélité à l'islam, à votre culture, à votre tradition et à votre foi et en même temps l'ouverture à la modernité du XXIe siècle?*" AFP 11.12

L'"*identité*" de la ploutocratie dégénérée qatari doit coïncider avec la charia et la burqa, quand à sa "*modernité*" elle doit résider dans un régime archaïque autocratique, l'exploitation féroce de la main d'oeuvre immigrée et l'armement de barbares salafistes ou djihadiste qui après avoir terrorisé la population libyenne s'en prend aux masses syriennes pour le compte des puissances occidentales dont l'impérialisme français.

On reconnaît là le sens aigu de la démocratie du petit dictateur.

ACTUALITE DU JOUR

PSA. Des syndicats aux ordres de la direction ou des travailleurs ?

Les syndicats de PSA Peugeot Citroën ont rejeté mardi la restructuration envisagée par le constructeur, dont l'addition a été soudainement alourdie avec l'annonce de plus de 1.500 départs naturels non remplacés d'ici à 2014, qui s'ajouteront aux 8.000 suppressions déjà annoncées.

La direction a précisé, lors d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire, qu'au total 11.214 suppressions de postes étaient envisagées entre mai 2012 et mi-2014. Car aux 8.000 suppressions annoncées en juillet s'ajouteront plus de 1.500

départs naturels (décès, retraite, etc.) non remplacés, ainsi que des départs liés à un plan de départs volontaires mis en oeuvre en 2012, ont rapporté des syndicalistes.

A la fin mai, les effectifs dans l'activité automobile du groupe s'élevaient à 67.112 postes (87.000 totalisés en 2004). Ils devraient fondre à 55.989 d'ici à la mi-2014, selon les informations relayées par les syndicats.

Franck Don, délégué central CFTC, a fait part à l'AFP de sa "*stupéfaction*" d'avoir dû "*batailler*" pendant des semaines pour connaître les effectifs. Il interpelle la direction pour qu'elle mette "*tout en oeuvre pour réduire l'impact de son plan*".

"*Cela durcit encore l'addition qui était déjà salée. C'est monumental*", a commenté pour sa part Christian Lafaye, délégué central FO. Il aurait été "*plus gentleman*" de la part de la direction d'annoncer ces chiffres avant, a noté M. Lafaye, même si, selon lui, il s'agit d'une "*décision supplémentaire*" dictée par des marchés en berne en Europe.

Ces négociations vont se poursuivre, a précisé à l'AFP la direction, qui espère un accord au cours du premier trimestre 2013.

Les élus CFE-CGC, FO, GSEA et CFTC ont rendu mardi un avis défavorable, disant attendre "*un plan offensif de reconquête*". La CGT, estimant que "*de nombreuses questions ne sont pas encore traitées*", n'a pas rendu d'avis, la CFDT non plus.

Tous les syndicats ont fait des propositions pour limiter l'ampleur du plan et la casse sociale. AFP 11.12

Si au moins la direction avait été "*plus gentleman*" en annonçant d'emblée ses intentions, on aurait pu se se contenter de *réduire l'impact de son plan*", donc de l'accepter, mais là elle en rajoute une couche ce qui va rendre la tâche encore plus ardue à ces bureaucrates syndicaux pourris. Entre nous, la direction de Peugeot qui a obtenu tout ce qu'elle désirait de la part du gouvernement et des syndicats aurait tort de se gêner, tout comme Mittal, et ne doutons pas que la liste va encore s'allonger dans les mois à venir.

Grève avec occupation et comité de grève, expropriation sans indemnité ni rachat : dehors les capitalistes, et si le gouvernement ne le décrète pas, c'est aux travailleurs et à leurs syndicats de prendre l'initiative, voilà la ligne politique que doit tenir un véritable parti ouvrier indépendant des capitalistes et leur Etat, leur gouvernement.

Parole d'internaute.

Réaction à l'article (que j'ai également mis en ligne au format pdf car il comporte des graphiques) *Palmarès: le salaire des patrons du CAC 40 ne connaît pas la crise* (L'Express 11.12

- "*Au moment où on s'interroge (enfin toujours les mêmes) de l'assistanat que l'on accorderait aux privilégiés à 470 euros par mois , voilà une bonne réponse pour nos pauvres riches dans le besoin permanent. Il faut bien que ces gens méritants puissent changer leur Porsche Cayenne en temps et heures voulus. Et puis tout ces gens au RSA mettent eux trop en péril notre économie avec les quelques euros en 5 ans que la collectivité leur jette en pâture.*"

Je vais vous dire un truc, ma mère estimerait cela tout à fait normal et je vais expliquer pourquoi.

Pour elle, qui est pauvre et vit avec la maigre retraite de mon père décédé, comme pour des millions et millions de travailleurs politiquement arriérés, vous êtes envieux ou jaloux, si vous voulez devenir plus riche vous n'avez qu'à travailler.

Bien entendu ce discours est incohérent, d'autant plus que mon père menuisier n'était pas un fainéant et s'est tué à la tâche, mais pour elle il n'existe pas d'autres explications, de la même manière qu'il n'existe actuellement aucune alternative ou issue à la crise du capitalisme. La faute à qui ? Aux partis qui prétendent parler au nom des travailleurs, qui n'ont eu de cesse de les trahir parce qu'ils sont corrompus par le capitalisme, et à l'absence d'un véritable parti communiste dans lesquels les travailleurs pourraient avoir confiance.

Ma mère n'en a pas conscience, elle se figure que le PS (un parti devenu bourgeois) et le PCF (stalinisé et irrémédiablement perdu à notre cause) sont des partis qui n'aspirent au pouvoir que dans leur seul intérêt, et qu'en cela ils sont encore pire que les partis officiels du capital, l'UMP et l'UDI. Autrement dit, si on doit être gouvernés par des riches, autant que ce soit leurs partis qui soient au pouvoir, après tout, ce sont les patrons qui nous donnent du travail et nous permettent de vivre, que deviendrions-nous sans eux, n'est-ce pas ?

Si l'on ne peut pas s'en prendre aux pauvres qui n'ont jamais demandé à l'être contrairement aux riches qui aspirent à l'être toujours plus, pour la raison qui vient d'être évoquée on ne peut pas non plus s'en prendre aux riches qui sont finalement dans leur rôle puisque la société est ainsi faite et légitime cet état de fait, en réalité la Constitution et les institutions de la Ve République qui légalisent et justifient ainsi le vol de notre force de travail par les capitalistes. S'en prendre à ma mère et aux masses

arriérées n'avancerait à rien non plus.

Répétons-le encore une fois, la responsabilité de cette situation incombe entièrement aux partis qui osent encore parler en notre nom, et qui par leur nature ou leurs multiples trahisons interdisent aux travailleurs de comprendre comment fonctionne la société de manière à pouvoir la changer. De ce fait, peu importe le discours qu'ils peuvent tenir, des millions de travailleurs (actifs ou retraités) arriérés s'en détournent systématiquement, tandis que des millions d'autres qui prétendent avoir compris quelque chose finissent par adopter la même attitude ou n'en attendent plus rien, de telle sorte qu'ils sont amenés depuis des lustres ou au fil du temps et de leurs expériences à s'accommoder du capitalisme. C'est ainsi que tout soutien à ces partis, toute tentative de les sauver contre leur gré doit être considéré comme criminel.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Des milliers d'opposants au président égyptien Mohamed Morsi étaient rassemblés mardi devant son palais, à quelques kilomètres d'une manifestation de partisans du chef de l'Etat, dans un climat de tension qui a amené l'armée à convoquer une réunion mercredi entre les protagonistes.

Le ministre de la Défense et commandant des forces armées, le général Abdel Fattah al-Sissi, a convoqué "les partenaires de la patrie", dont le président islamiste, son gouvernement et les forces politiques de tous bords, dans un club militaire.

Cette initiative marque un retour au premier plan de l'institution militaire pour tenter de sortir le pays de sa plus grave crise depuis l'élection en juin de M. Morsi, premier président civil d'Egypte.

Dans l'après-midi, plusieurs milliers de manifestants hostiles à la tenue samedi d'un référendum sur un projet de Constitutionnel contesté ont réussi à franchir sans heurts un barrage de blocs de béton et de barres de métal, installé pour protéger le complexe présidentiel à Héliopolis, dans la banlieue du Caire.

Ils ont pénétré dans le périmètre de sécurité du palais, autour du bâtiment lui-même protégé par des murs de plus de quatre mètres de haut, des soldats et des chars.

"*Les gens qui se sont sacrifiés pour se débarrasser d'une dictature laïque vont se retrouver avec une dictature islamiste, et c'est pire*", a lancé Miral Brinjy, une manifestante d'une vingtaine d'années.

Emmenée par le Front du salut national (FSN), l'opposition manifestait également sur la place Tahrir, haut lieu de la contestation dans le centre de la capitale.

Le FSN, qui rassemble des partis et groupes de tendance majoritairement libérale et de gauche, rejette le référendum de samedi sur le projet de Constitution, estimant que le texte ouvre la voie à une islamisation accrue de la législation et manque de garanties pour les libertés.

Un important groupe de juges a annoncé mardi qu'ils refuseraient de superviser le scrutin.

Le FSN, qui avait indiqué auparavant refuser le dialogue tant que le référendum ne serait pas annulé, réfléchissait mardi soir à la proposition de l'armée.

L'armée, qui se faisait discrète depuis la mise en retraite en août de son chef, le maréchal Hussein Tantaoui, était réapparue dans le jeu politique samedi pour exiger un "*dialogue*" et se poser en garante de la stabilité du pays, mettant en garde contre un "*désastre*" qu'elle ne "*laisserait pas faire*".

La crise qui traîne en longueur ne fait qu'aggraver l'incertitude qui pèse sur l'économie égyptienne. Et mardi, le gouvernement a décidé de geler sa demande d'aide de 4,8 milliards de dollars auprès du Fonds monétaire international (FMI) en raison des troubles.

"*Nous avons demandé officiellement le report d'un mois des négociations avec le FMI, en raison de la situation politique dans le pays*", a déclaré le Premier ministre, Hicham Qandil.

A Washington, le FMI a assuré qu'il restait "*prêt*" à soutenir l'Egypte. AFP 11.12

2- Bahreïn

Une Cour d'appel de Bahreïn a réduit mardi de moitié les peines d'un an de prison prononcées contre le militant des droits de l'Homme Nabil Rajab pour participation à deux manifestations illégales, ont annoncé ses avocats.

La Cour, qui jugeait le militant dans trois affaires examinées en première instance en août et liées à des manifestations interdites, a réduit de un an à six mois les jugements de première instance dans deux affaires, et a confirmé la peine d'un an de prison pour une troisième manifestation.

Le principal groupe de l'opposition chiite bahreïnie, Al-Wefaq, a réclamé "*la libération immédiate*" de Nabil Rajab, estimant dans un communiqué qu'il était jugé pour avoir exercé son "*droit à manifester pacifiquement*".

La présidente de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), Souhayr Belhassen, a estimé que le jugement "*honteux*" rendu mardi en appel montrait "*une fois de plus la détermination des autorités bahreïnies à faire taire les voix critiques*".

Ainsi, M. Rajab, un chiite qui préside le Centre des droits de l'Homme à Bahreïn et est secrétaire général adjoint de la FIDH, "*restera détenu arbitrairement pour avoir osé mener ses activités en matière de droits de l'Homme*", a-t-elle ajouté dans un communiqué. AFP 11.12

Il faudrait exiger la libération immédiate de Nabil Rajab. Pourquoi apparemment aucun parti ouvrier n'a-t-il pris position ? Pour ne pas gêner Hollande et le gouvernement français qui n'y ont pas pensé ? Et Obama, Clinton, Cameron, ces autres grands "*défenseurs* de la démocratie et pourfendeur des régimes tyranniques ? Aux abonnés absents...

Haut de page

Le 13 décembre

CAUSERIE

J'ai pris enfin le taureau par les cornes, depuis aujourd'hui je prépare l'actualisation du site sous word afin de pouvoir corriger immédiatement les fautes. Ensuite je fais un copier/coller vers le bloc-note de la page d'accueil du site, j'ajoute mes analyses ou commentaires, puis je formate la page. Je me suis aperçu qu'il m'arrivait souvent d'oublier une lettre, un problème de vue, et j'ai la mauvaise habitude de postposé le sujet du verbe, de le placer après le verbe, ce qui fait que je ne l'accorde pas !

Cela va me prendre 5 minutes supplémentaires, au bout de 6 ou 8 heures passées devant l'écran, c'est énorme, je n'en peux plus. D'ailleurs c'est bien simple, tous les jours quand j'ai fini le boulot, je ferme l'ordinateur. J'ai corrigé le début de la causerie d'hier que j'avais rédigé à la hâte. Merci de votre compréhension.

Quand on lit la littérature des différents partis, leurs tracts ou quand on écoute leurs discours, on s'aperçoit au premier coup d'oeil ou à la première note qu'ils ne s'adressent pas aux travailleurs, aux masses, ils s'adressent à des militants en tentant de les convaincre que leur salade est meilleure que celles des autres pour les gagner à leur parti, alors que les travailleurs n'y comprendront rien, circulez il n'y a rien à voir.

Salade qui se décline en deux variantes.

L'une reposant sur une conception de la lutte de classe pour ainsi dire institutionnalisée et ayant rompu avec les enseignements de la révolution d'Octobre et du léninisme, puisque toute autre version sera jugée gauchiste, disons de préférence.

L'autre carrément ou ouvertement institutionnelle bien que de nombreux militants n'en aient pas conscience, celle du Front de gauche, de Mélenchon et des parasites qui sont venus se greffer sur le renégat en décomposition du marxiste, qui estime qu'il est possible qu'une véritable alternative politique existerait sous la direction de Hollande qui fait office de Bonaparte de service.

Une fois ce constat dressé, on nous parle volontiers d'une crise politique qui existerait en France, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, jusqu'au Japon ou en Inde et j'en passe, qui dure parfois depuis des années, qui éclate et se résorbe dans pratiquement l'indifférence générale, sans que quoi ce soit ne change en réalité ou si en pire, si on en juge par la formidable régression sociale et politique auxquelles on assiste dans tous les pays et dont sont victimes les travailleurs.

Personne n'ose vraiment aborder la situation sous cet angle-là, apparemment ce serait trop compromettant pour leurs auteurs qui auraient peut-être eux-mêmes quelque chose à se reprocher, qui sait. On nous sert sans cesse les mêmes analyses, les mêmes recettes avariées qui n'ont mené nulle part ou dans une impasse jusqu'à présent.

A qui cela profite-t-il ? Certainement pas aux travailleurs qui ne comprennent toujours rien à rien ou presque. Alors à qui ? A leurs auteurs uniquement, à leurs appareils, accessoirement aux couches d'exploités qu'ils représentent qui recevront quelques miettes en échange avant d'être livrées au même sort que le reste des travailleurs.

C'est ainsi qu'au fil du temps tout fout le camp tranquillement, que la société devient de plus en plus insupportables à vivre, sur le modèle anglo-saxon, sans que l'on sache très bien à quoi cela tient, qui ou quoi en est vraiment le responsable, cela arrange tout le monde à l'arrivée, sauf évidemment ses victimes, nous quoi.

A tel point qu'on ne sait plus par quel bout s'attaquer au problème auquel nous sommes confronté, la confusion est au comble et profite évidemment aux exploiteurs qui se frottent les mains et s'enrichissent toujours plus pendant ce temps-là, c'est toujours cela de gagner pensent-ils sûrement.

Ce n'est pas la première fois que nous abordons cette question. Je ne l'ai pas ressortie par hasard ou parce que je n'aurais rien eu d'autres à mettre sous la dent, c'est l'actualité sociale et politique qui la met de nouveau à l'ordre du jour en se demandant si un jour daignera la traiter sérieusement.

Il y en a qui se félicitent du succès de la conférence qu'ils ont organisée et dans laquelle ils se sont retrouvés en famille, dans leur bulle, tandis que d'autres viennent de participer à une réunion dont le seul fait d'avoir eu lieu constitue déjà un succès. Voilà des gens heureux, ils doivent tout de même se sentir bien seuls, au regard de l'immense masse des travailleurs qui demeurent inorganisés et qui n'ont même pas dû en avoir connaissance ou qui doivent se dire que cela ne les concernent pas, dans le meilleur des cas qu'il s'agit d'intérêts politiques qui les dépassent.

Continuez dans cette voie et nous en serons toujours au même point quelques décennies plus tard, pendant que notre ennemi avance tranquillement ces pions, progresse, certes, non sans difficultés ou obstacles, comme je le dis souvent l'important c'est uniquement d'aller de l'avant et qui n'avance pas régresse forcément, le mouvement ouvrier ne cesse de régresser, vous n'en êtes pas convaincu, vous croyez les balivernes qu'on vous sert, une preuve, tenez aux Etats-Unis il y a déjà 23 Etats qui ont adopté de nouvelles lois antisyndicales, le Michigan étant le dernier en date.

Il y en a qui passent leur temps à se gargariser de succès qui en réalité n'en sont pas. Cela fonctionne avec les militants, tout comme la propagande gouvernement relayée par les médias fonctionne assez bien envers les masses arriérées. Ils utilisent les mêmes méthodes qui consistent à s'appuyer sur l'ignorance et les illusions des uns et des autres. Tenez devant des militants le discours qu'ils voulaient entendre et ils vont vous encenser, le gouvernement ne procède pas autrement.

J'ai lu pas plus tard qu'hier dans un article, que c'était "*l'opinion publique*" qui déterminait le cours des choses, et son auteur d'ajouter, celui qui est capable de manipuler l'opinion publique est le véritable maître de la situation, la question est donc de maîtriser les outils qui permettent d'atteindre cet objectif.

Dans la société ce sont les médias, les Ong ou associations qui gravitent autour du pouvoir, dans le mouvement ouvrier ce sont les syndicats et les partis dits ouvriers. Si aucun d'entre eux (les partis) n'est résolument tourné ou ne sait pas comment s'y prendre pour se tourner vers les travailleurs et le socialisme, soit les militants seront manipulés et cela ne durera qu'un temps, soit les travailleurs s'en détourneront, et dans ces conditions aucun pas en avant ne sera possible.

Que la situation soit difficile ou compliquée, on peut l'admettre, qu'il ne faut pas s'attendre à ce que des millions de travailleurs nous rejoignent du jour au lendemain, on le conçois parfaitement dans le contexte actuel, mais quand ce sont plus de 99% qui vous tournent le dos, vous êtes obligé de vous dire qu'il y a quand même un problème quelque part, que cela ne vient ni de la situation, ni des travailleurs, mais bien de ceux qui sont censés s'adresser à eux, dans le cas contraire, il faudrait admettre que notre combat serait perdu d'avance ou qu'ils sont dans la même proportion complètement arriérés, irrécupérables, ce qu'on ne peut pas imaginer un instant parce que cela ne correspond pas à la réalité. Et qu'on ne vienne pas nous objecter que les conditions objectives ne seraient pas mûres, dans tous les pays de l'UE des millions et millions de travailleurs sont réduits à l'état de survie, d'indigence, y compris en France.

Question : quel parti va se saisir sérieusement de cette question et tenter de la résoudre?

LO, impossible, ce sont de furieux dogmatiques qui camouflent en réalité une inconsistance politique viscérale doublée d'un opportunisme forcené, ils ignorent même jusqu'à l'existence des institutions de la Ve République... sauf au moment des élections !

Le NPA, ils sont complètement décomposés, entre opportunisme débridé et gauchisme, jamais un tel parti ne pourra inspirer

la moindre confiance aux masses.

Reste le POI, dont nous comprenons la démarche politique, mais auquel nous reprochons de ne pas aller au bout de ses analyses, et donc de s'en tenir à une sorte de statu quo qu'incarne la nostalgie de la IVe République ou la période d'après-guerre qui est définitivement derrière nous, au lieu de se tourner résolument vers le futur à partir des enseignements de la lutte de classes du passé qui se situent bien au-delà de la révolution de 1789, de l'établissement de la République démocratique bourgeoise, plus proche de nous, de la révolution d'Octobre qui a ouvert la voie à la révolution socialiste mondiale...

A la page 5 du n°230 d'*Informations ouvrières*, à la fin du communiqué de Moselle du POI, on peut lire : "*C'est pour aider à aller dans ce sens qu'un appel a été lancé par des militants ouvriers et élus de Lorraine de toutes opinions, qui pose le problème de la montée de tous à Paris, au gouvernement, sur cette base*, peu importe que je ne partage pas cette initiative.

Cela dit, "*la montée de tous à Paris* ne pose pas un "*problème*, sauf peut-être à ceux qui ont pris cette initiative et ne savent plus quelle suite lui donner. C'est plutôt une question qui est posée aux masses, comment faire pour s'opposer efficacement à la fermeture programmée des hauts-fourneaux et peut-être à terme de l'usine toute entière. Dans quelle voie faut-il s'engager, qu'est-ce qui nous manque, non pas pour faire entendre notre voix car cela sous-entendrait qu'il existerait quelqu'un pour l'entendre au sommet de l'Etat, au sein des institutions antidémocratiques de la Ve République, mais pour qu'une autre politique soit appliquée, conforme aux besoins des travailleurs.

Voilà la véritable question, celle du parti révolutionnaire, du gouvernement révolutionnaire, de l'Etat ouvrier, de la République sociale. Constatons ici que le POI ne pose pas cette question, n'ose pas l'avancer devant les masses. Or c'est la seule qui vaut la peine d'être posée. Tant qu'aucun parti n'avancera dans cette voie, on ne fera pas un pas un avant. Ajoutons que si par malheur nous en étions incapable, l'avenir serait bien sombre, terrifiant en vérité.

Le POI est effectivement le seul parti sérieux. A ses dirigeants de se saisir de cette question et de réorienter sa ligne politique, il y a urgence. Si tel était le cas, nous le soutiendrions, loyalement et sincèrement, tout en conservant notre liberté de pensée et d'action cela va de soi.

Qui un jour n'a pas entendu dire de représentants de commerce qu'ils seraient capables de vendre des Esquimaux au pôle nord, et bien nous devons faire preuve de la même audace et nous obtiendrons les mêmes succès, toutefois en étant absolument honnête, cela va s'en dire, sans qu'il soit nécessaire de le préciser.

On n'a rien à gagner à faire dans la demi-mesure, à tergiverser, à ne pas livrer aux travailleurs la totalité de notre analyse, y compris à des démocrates, républicains ou des patrons de petites entreprises ou mêmes plus importantes qui sont condamnées à disparaître du fait de l'évolution du capitalisme mondial, si on sait s'y prendre ou qu'on maîtrise notre sujet, ils y adhèreront ou l'adopteront, c'est une certitude.

ACTUALITE EN TITRES

Lakshmi Mittal emprunte la sémantique du gouvernement.

Lakshmi Mittal: "*C'est un accord juste*" - LePoint.fr

Dans un entretien à paraître jeudi dans le Figaro, Lakshmi Mittal en profite pour réaffirmer qu'il "*n'y aura aucun licenciement*" sur les 629 salariés concernés par la fermeture des hauts-fourneaux de Florange. - LePoint.fr 12.12

Tiens les hauts-fourneaux de Florange doivent fermer, vous n'aviez pas cru comprendre comme moi qu'ils continueraient de fonctionner une fois modernisés et polluant moins et qu'ils étaient promis à un bel avenir ?

Lire plus loin l'éditorial de Mailly commenté, Mailly : "*le fait qu'il n'y ait pas de plan social, mais des départs en retraite et des départs «volontaires», est loin d'être suffisant*", et au diable le maintien des hauts-fourneaux qu'il ne cite pas et qui dans ces conditions sont condamnés à disparaître, c'est bien ce que voulait Mittal, n'est-ce pas ?

Mais au fait, selon le rapport Faure et un document interne d'ArcelorMittal dévoilé hier, Florange serait rentable? Cela signifie-t-il qu'il fallait s'opposer à toute suppression d'emplois, non ? Non, estime les dirigeants syndicaux. Ouvriers ou patronaux ?

Supercherie !

- Facebook déploie de nouveaux outils de confidentialité - L'Expansion.com

Facebook, Google, Yahoo, Paypal, et d'autres supports sont connectés entre eux et se partagent les informations que les uns et les autres possèdent sur les internautes qui les utilisent.

Il y a quelques jours, j'ai reçu dans ma boîte aux lettre via Paypal une facture d'un militant qui avait acheté un jean, alors que je n'ai jamais utilisé Paypal, d'ailleurs je n'ai jamais rien acheté par Internet et ce n'est pas demain la veille que je commencerai, ici (en Inde) j'en suis encore à me déplacer pour payer mes factures en espèces.

Par contre ce camarade est abonné à Free et m'envoie des courriels que je reçois par Yahoo. Vous parlez de « *confidentialité* » !

Propagande. Le Monde porte-parole des djihadistes : Bienvenue aux poseurs de bombes.

- '*La plupart des Syriens ne considèrent pas les combattants d'Al-Nosra comme des terroristes*' - LeMonde.fr

Normal, pour Le Monde c'est l'Etat syrien qui est terroriste, tout comme pour Obama, Cameron, Merkel et bien sûr Hollande et Fabius. On pourrait ajouter le NPA.

ACTUALITE DU JOUR

ArcelorMittal Florange : "***L'excuse du manque de compétitivité ne tient pas***".

Florange, rentable ? - Le Point.fr

"*On voit effectivement sur les courbes que Florange fait partie des sites les plus rentables, aussi rentable que Gand et Dunkerque*", a affirmé Edouard Martin, délégué syndical CFDT du site sur BFMTV mercredi soir.

"*Ce ne sont pas les syndicats qui le disent mais la direction elle-même*", a-t-il ajouté, affirmant s'appuyer sur un document interne d'ArcelorMittal, qui compare les coûts de production à la tonne de l'acier produit par les sites du groupe à Florange, Gand, Dunkerque, Liège et Brême.

Selon le *Républicain lorrain* daté de jeudi, qui a pu consulter ce document, "*en mai 2011, juste avant l'arrêt du haut-fourneau (de Florange) le coût de la bobine à chaud est équivalent à celle de Dunkerque*". Déduction faite d'un surcoût lié au transport, "*Florange est au même niveau que Gand, le meilleur élève de la classe ArcelorMittal*", ajoute le quotidien, précisant que le document était "*une simple feuille A4*".

France 3 Lorraine a également publié mercredi soir sur son site internet un graphique issu du même document. Le groupe ArcelorMittal, interrogé par l'AFP, a dit qu'il ne s'agissait pas d'"*un document officiel*", sans commenter son contenu.

"*L'excuse du manque de compétitivité ne tient pas*"

"*L'excuse invoquée par M. Mittal du manque de compétitivité de Florange ne tient pas*", a estimé M. Martin. "*C'est pour cela que nous, maintenant, nous demandons des comptes à M. Mittal, qui est capable de mentir à la terre entière*", a ajouté le syndicaliste.

La direction doit détaillée ses engagements jeudi

Jeudi, la direction présentera aux représentants de salariés une "*décomposition détaillée*" des engagements pris auprès du gouvernement, notamment pour le site de Florange, lors d'un Comité central d'entreprise extraordinaire.

Début octobre, ArcelorMittal avait estimé qu'il fallait "*se résoudre à l'idée que la phase liquide de Florange ainsi que sa production de brames ne sont plus compétitives dans le contexte de fortes surcapacités européennes*". Le groupe avait notamment souligné l'inconvénient de la position géographique de Florange, loin des ports, et "*la capacité limitée de production du site qui impacte de manière négative les coûts fixes*".

Le rapport Faure, commandé par le ministre du Redressement productif et remis en juillet, indiquait notamment que le site de Florange "*se situait en 2008, lorsque les hauts-fourneaux fonctionnaient à pleine capacité, parmi les trois sites du groupe ArcelorMittal les plus performants en termes de coûts de production*". - Le Point.fr et AFP 12.12

Question : tous les syndicats ignoraient-ils les conclusions du rapport Faure ? Evidemment non. Alors pourquoi n'en ont-ils pas tenu compte pour appeler à la grève, à l'occupation et l'expropriation sans indemnité de Mittal. Parce qu'ils défendent leurs propres emplois, parce qu'ils sont tous vendus ?

Quel "***guignol***"! Quand Mailly ignore comment fonctionne une entreprise, l'économie capitaliste.

L'Éditorial (extraits) de Jean-Claude Mailly (FO) du 12 décembre commenté : *Le sparadrap du capitaine Haddock.*

Quand Mailly écrit que "*Mittal (est) lourdement endetté et dont les résultats financiers priment sur l'activité industrielle*", on a envie de lui répondre comme toutes les grandes entreprises ou multinationales, puisque leur pactole est planqué dans des paradis fiscaux, ils fonctionnent à découvert, à crédit, cela fait partie du chantage à l'emploi au moment venu, quand l'économie ralentit ou s'effondre, pour procéder à des fermetures d'usines, baisser les salaires, pour ne pas payer d'impôts puisqu'ils peuvent déduire leur perte de leur bénéfice, etc. et cela permet au passage d'engraisser les banquiers qui sont également les actionnaires de ces entreprises et la boucle est bouclée, Mailly le découvrirait-il ou l'ignorerait-il ? Plus loin vous pourrez lire que selon un document interne de Mittal, Florange est très rentable, y compris la production "*à chaud*", les hauts-fourneaux, ce qu'avait déjà précisé le rapport Faure, mais qu'apparemment Mailly a déjà enterré... comme le gouvernement, quelle coïncidence !

Lorsqu'il affirme plus loin à propos d'un repreneur qu'il s'agissait d'"*une réponse stratégique et industrielle relevant du rôle des pouvoirs publics s'ils veulent effectivement reprendre la main sur les marchés*, c'était prêté non seulement une intention au gouvernement qu'il n'a jamais eu, mais surtout se méprendre sur sa nature et manquer singulièrement de cohérence, car si Mittal "*raisonne mondialement, au-delà des gouvernements qui ne semblent guère l'impressionner*", ce qui est exact, cela signifie que ce sont les marchés qui dictent la politique du gouvernement et pas autre chose.

Effectivement, monsieur Mailly, aussi surprenant que cela puisse vous paraître, le gouvernement dans lequel vous avez mis vos espoir et colporter des illusions auprès des travailleurs est bien au service des marchés, pas des travailleurs ou je ne sais quelle souveraineté ou intérêt national dont il n'a que faire. Allez-vous dire la vérité à vos syndiqués, aux travailleurs ? Permettez-nous d'en douter fortement.

Et quand vous affirmez "*c'est «Mittal gagnant», comme le disent les Guignols de l'info*", il ne vous viendra pas à l'esprit que c'est vous et les vôtres les "*guignols*", tandis que les sidérurgistes sont les dindons de cette mauvaise farce. Vous être trop borné ou corrompu par le capitalisme pour le comprendre ou vous en souciez, vous le prouvez si besoin était ensuite en prétendant que "*le choix gouvernemental est une erreur*, alors qu'il n'a fait qu'appliquer ce que ses maîtres de l'oligarchie financière attendaient de lui, soit vous ne comprenez rien et vous le faites exprès, soit vous êtes un crétin fini et vous devriez démissionner, si vous voulez je suis disponible pour assurer votre fonction, je plaisante évidemment.

D'ailleurs vous vous moquez bien de savoir qui doit payer quand vous dites "*Que représente le 1 milliard d'euros annoncé par rapport aux 20 milliards d'euros accordés aux entreprises sans contrepartie?* " pour nationaliser Mittal, ben voyons pendant qu'on y est soyons large, ajoutons un cadeau d'1 milliard d'euros supplémentaires que l'Etat devrait verser à Mittal en plus des centaines de millions d'euros de subventions qu'il a déjà perçus par le biais de l'Etat ou de l'UE, sans parler du milliard d'euros qu'il devrait au fisc et dont plus personne ne parle. Je propose que l'Etat cesse de subventionner les syndicats à hauteur d'1 milliard d'euros pour financer la nationalisation de Florange, vous en pensez quoi monsieur Mailly ? Je plaisante, non pas sur la suppression de cette subvention qui sert en réalité à acheter ou corrompre les syndicats.

Finalement, Mailly finit par se vendre :"*le fait qu'il n'y ait pas de plan social, mais des départs en retraite et des départs «volontaires», est loin d'être suffisant*", et au diable le maintien des hauts-fourneaux qu'il ne cite pas et qui dans ces conditions sont condamnés à disparaître, c'est bien ce que voulait Mittal, n'est-ce pas ? On aura compris que tout le reste était du baratin de bureaucrate vendu pour enfumer les ignorants ou les naïfs.

Il ne pouvait pas terminer sans un clin d'oeil à son fond de commerce privilégié en reprochant au gouvernement d'avoir réduit la part de l'Etat dans EADS de 15 à 12% "*à la demande du gouvernement allemand, EADS devenant de fait plus dépendante des marchés financiers*, diable en voilà une affaire, encore une découverte, même la Sécurité sociale pour financer son déficit dépend des marchés financiers et des taux d'intérêt qu'ils lui imposent, toutes les entreprises nationalisées engraissent les banquiers, travaillent pour les capitalistes.

On a fait croire aux travailleurs, aux fonctionnaires en particulier et aux militants, qu'il suffisait que des pans entiers de l'économie passent sous la coupe de l'Etat pour qu'ils échappent à l'économie de marché, c'était une vaste escroquerie, en réalité d'une manière ou d'une autre les capitalistes n'ont cessé d'en tirer profit.

J'ai omis la critique de la sémantique employée par endroits par Mailly qui dénote une tendance à l'infantilisme, rien que le titre est tout un poème !

Impossible de sanctionner ceux qui s'entraînent dans le pays : normal, c'est l'Etat !

Le Parlement unanime dans la lutte contre le terrorisme - Reuters

Le Parlement français a adopté mercredi à la quasi-unanimité un projet de loi sanctionnant l'entraînement militaire à l'étranger de personnes soupçonnées de préparer des attentats.

Le texte, qui complète le code pénal, prévoit qu'un Français parti s'entraîner dans un camp à l'étranger pourra être poursuivi pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et encourra une peine de 10 ans d'emprisonnement et une amende de 225.000 euros. – Reuters 12.12

Ils ont « *oublié* » ceux qui sont partis combattre en Syrie !

En famille. Hollande : Le président du CAC40.

François Hollande dînant avec la fine fleur du CAC 40 ? L'image risque de faire cauchemarder l'aile gauche de la majorité qui a déjà bien du mal à digérer le virage social-démocrate du gouvernement, entre le pacte de compétitivité et la décision de ne pas nationaliser le site ArcelorMittal de Florange. Selon nos informations, le président doit être l'invité d'honneur, mardi prochain, veille de son départ en visite officielle en Algérie, d'un dîner organisé par le puissant lobby patronal de l'Afep (Association française des entreprises privées).

(Non, le gouvernement n'a pas effectuer un "*virage social-démocrate* " pour la bonne raison qu'il est social-libéral, tout comme le PS et ses satellites, ce qui n'est pas une nouveauté. C'est la moindre des choses qu'ils l'invitent à ce festin pour service rendu, Sarkozy n'aurait pas fait mieux, lire plus loin. - ndlr)

« *Sa présence est bien prévue* », confirme une source officielle du bout des lèvres. Car, à ce stade, le rendez-vous ne figure pas à son agenda. Mais sauf changement de dernière minute, Hollande doit se rendre en personne au siège de l'association, dans le VIIIe arrondissement de Paris, à deux pas de l'Elysée.

(En réalité, c'est là que se trouve le véritable gouvernement. -ndlr)

De nombreux hauts dirigeants sont conviés. L'Afep regroupe 98 sociétés, la plupart cotées en Bourse, comme Total, BNP Paribas, LVMH, L'Oréal, la Société générale et même… ArcelorMittal! Ce n'est pas la première fois que le président les rencontre : le 11 juin et le 23 août, il avait reçu à sa table à l'Elysée une poignée de dirigeants de ce lobby des affaires, dirigé par Pierre Pringuet, patron de Pernod Ricard. Ce rendez-vous pour le moins insolite étonne après la séquence malheureuse de l'exécutif sur Florange. « *Au mieux, c'est une maladresse…* » se désole un élu.

(Ses donneurs d'ordres l'honorent, ce serait mal poli de sa part de refuser une telle invitation, surtout que la table doit être bonne. -ndlr)

Certains députés socialistes, sonnés par le résultat des législatives partielles de dimanche, s'alarment mezza voce d'une multiplication des gestes en direction du patronat et d'un risque de coupure avec les catégories populaires. Les mêmes rappellent l'éviction de Lionel Jospin à la présidentielle de 2002. « *Jospin avait dit : L'Etat ne peut pas tout. C'est le retour de la malédiction* », s'inquiète un cadre du parti.

(Vade retro, Lucifer a encore frappé, non mais c'est vrai qu'ils ignorent tout des véritables intentions de la franc-maçonnerie au Parisien. -ndlr)

Ces derniers jours, deux phrases en forme d'aveu ont alarmé à gauche. L'une, de Hollande, en petit comité, sur Florange : « *On aurait nationalisé, on aurait dû fermer nous-mêmes.* » L'autre, de Jean-Marc Ayrault, dans le « JDD » : « *Hollande n'a jamais promis qu'il sauverait toutes les usines.* » A l'Elysée, un haut conseiller balaie un « *romantisme mortifère* » : « *Florange est emblématique de ce qu'on va avoir à gérer. La gauche est censée changer le réel, mais le réel est tellement contraint que changer du tout au tout est compliqué.* »

(Euphémisme dans leurs bouches, il faut lire impossible puisqu'ils n'en ont jamais eu la volonté. Qui ignore encore la véritable nature bourgeoise du PS ? La faute à qui ? A ceux qui entretiennent depuis des lustres l'illusion que ce serait encore un parti ouvrier ou de gauche. - ndlr)

A droite, un ex-ministre savoure : « *C'est faux de dire que ce qu'ils font en matière économique est nul. On n'aurait pas fait beaucoup plus!* » . - leparisien.fr 12.12

(Quel aveu ! J'avais eu l'occasion de le mentionner des mois avant le 6 mai et le 17 juin pour refuser d'appeler à voter Hollande ou PS. Le drapeau de la véritable opposition de gauche doit demeurer sans taches. Ce n'est évidemment pas le cas des philistins dont

il est question dans l'article suivant, eux ils ont les mains sales... -ndlr)

En famille. La « ***gauche*** » du CAC40.

Lire cet article en ayant présent à l'esprit : la revalorisation misérable du smic et du RSA, les salaires mirobolants que les patrons du CAC 40 ont empoché en 2011 et 2012 devrait être un bon cru, l'alignement du gouvernement sur la direction de PSA, Mittal, Sanofi etc., son refus de revenir sur les contre-réformes successives des retraites comme sur toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis des décennies, les 20 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires octroyés généreusement aux actionnaires des grandes entreprises, les 10 milliards d'euros ponctionnés sur les ménages, la hausse des tarifs du gaz, de l'électricité, des transports en commun, de l'essence, etc., son alignement systématique sur l'impérialisme américain sur la Syrie, le Mali, etc. ses relations de vassal envers le Qatar et l'Arabie Saoudite entre autres, sa subordination totale à l'UE, aux marchés, à l'oligarchie financière, bref, la poursuite en tout point ou l'amplification de la politique réactionnaire de Sarkozy.

- Un peu plus de 200 socialistes, écologistes, membres du Front de gauche, associatifs et syndicalistes se sont réunis mercredi soir à Paris pour travailler à un rassemblement "*crédible*" de toutes les forces de gauche autour d'une série de propositions alternatives.

Comme figurent notamment dans ce panier de crabes ceux qui ont voté la "*règle d'or*" qui définit les modalités d'application du TSCG, de l'austérité, les différents budgets 2013 présentés par le gouvernement social-libéral ou capitaliste, on comprend que ceux qui ont refusé de les voter partagent en réalité la même idéologie, ce qu'ils ont confirmé d'ailleurs eux-mêmes (Mélenchon et Laurent) en refusant de se positionner dans l'opposition au gouvernement. Bref, niveau "*crédibilité*" : zéro ! Les travailleurs et les militants doivent fuir ces partis. ndlr)

Une démarche rendue nécessaire par la division de la gauche au Parlement et la "*crainte*" d'un rapprochement du PS et des centristes, selon la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann.

(Au même moment un ex-ministre de l'UMP venait de déclarer que s'ils avaient été au gouvernement ils n'auraient pas fait mieux qu'Hollande-Ayrault... pour les capitalistes et contre les travailleurs, cela permet d'apprécier à sa juste valeur les états d'âme de la bourgeoise Marie-Noëlle Lienemann. - ndlr)

"*Le rassemblement des forces de gauche doit être l'horizon et l'urgence à construire politiquement*", a-t-elle souligné. "*Il faut travailler à ce rassemblement sur la base de propositions concrètes et convergentes. Nous ne sommes pas en train d'agir contre le gouvernement, nous lui demandons de réorienter le changement*."

(Au-delà de tout le baratin que l'on peut lire ici, il faut bien comprendre quelle est la trame de fond de cette opération et leur objectif : faire croire aux travailleurs que tous ces partis seraient de gauche, y compris bien entendu le PS, le PG et EELV qui ont été au gouvernement sous Chirac-Jospin, Chirac étant de gauche comme chacun sait, histoire de détourner travailleurs et militants d'autres partis, le POI, le M'PEP, le NPA et accessoirement LO.

Ensuite, leur objectif est de faire croire aux travailleurs et aux militants qu'une alternative politique est possible avec Hollande comme chef de l'Etat, alors qu'il s'applique à démontrer qu'il est le représentant du CAC40, et que toute issue politique à la crise du capitalisme est impossible sans passer par ces partis, dont le PS, ils le confirment dans le paragraphe suivant.

A l'arrivée, comme évidemment aucune alternative économique ou politique n'est pas possible avec Hollande au pouvoir, et que les participants à cette réunion n'ont pas du tout l'intention de briser le carcan du capitalisme et des institutions pour qu'une issue politique favorable aux travailleurs voie le jour, cela revient à une opération pour cadenasser le mouvement ouvrier et le livrer pieds et mains liés à ses bourreaux, en fait ils s'emploient à compléter le sale boulot que la direction du PS est incapable de faire elle-même, puisque ce parti est rejeté par l'immense masse des exploités. Derrière une façade politique qui se veut critique - mais pas trop tout de même, en sous-main ils soutiennent le gouvernement et le régime.

Ils vont même plus loin encore. Face à la décomposition accélérée du régime, de tous les partis qui soutiennent les institutions de la Ve République et de ces institutions elles-mêmes, ils se positionnent comme une solution de rechange à l'UMP et au PS au niveau de l'Etat au cas où les masses se soulèveraient, en se dressant comme un ultime rempart pour le préserver, conformément à leur fonction de fidèles chien de garde du capitalisme et de l'Etat. -ndlr)

Ce rassemblement était organisé par le club "*Gauche Avenir*", lancé en 2007 par 18 personnalités de gauche parmi lesquelles Marie-Noëlle Lienemann et l'ancien ministre socialiste de la Défense Paul Quilès. Son objectif est la constitution d'un "*nouveau Front populaire*".

(Front populaire qui fraya la voie au régime de Vichy, à Franco, Hitler, Pinochet, Videla, etc. et demain au FN en France, c'est déjà en bonne voie, merci à eux. A bas le Front populaire, à bas le fascisme ! Vive le socialisme ! -ndlr)

Se sont notamment succédés à la tribune Martine Billard, co-présidente du Parti de gauche, Pierre Laurent, secrétaire national du

Parti communiste, plusieurs élus écologistes et des représentants de l'aile gauche du PS comme Emmanuel Maurel.

Les propositions avancées lors de ce colloque, qui seront publiées la semaine prochaine par "Gauche Avenir", seront notamment transmises au président et au gouvernement.

(C'est la grande illusion, on est en présence de la pire pourriture qui soit car ils sont les fossoyeurs du socialisme, tous leurs efforts consistent à détourner les travailleurs et les militants du socialisme, je ne sais pas si beaucoup de militants en ont vraiment conscience.

Ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est que ces gens-là vivent au crochet du régime, ils en sont issus, c'est lui qui les a formés, qui a fait ce qu'ils sont aujourd'hui, qu'il tombe demain et ils disparaissent, ces parasites n'existent plus. Ils n'ont donc absolument aucun intérêt à combattre pour la liquidation de l'ordre établi.

Et leurs convictions, leurs idéaux ? Mais ils n'en ont pas, c'est quand même extraordinaire, ils le prouvent à longueur de temps depuis des lustres et il suffit qu'ils ouvrent la bouche pour que la réalité s'envole et que les militants s'accrochent finalement à du vent, des illusions, des intentions sans lendemain ou sans fondements solides, cohérents ou sérieux. Il n'y a rien à attendre de cette vermine, quel langage faut-il utiliser pour que les militants le comprennent. Ceux qui placent leurs espoirs dans ces partis sont des ignorants ou ils sont bourrés eux-mêmes d'illusion, ce qui revient au même. - ndlr)

"*Force est de constater que le gouvernement ne rassemble pas l'ensemble des forces de gauche*", a déclaré Marie-Noëlle Lienemann. "*Il doit privilégier dans ses arbitrages des politiques qui fédèrent la gauche*". Mais alors que le co-président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon veut imposer la formation d'une majorité alternative, pas question de parler stratégie dans cette enceinte, insiste-t-elle.

(Il rassemble les forces de droite sous un langage faussement populaire, PS, MRC, PRG, EELV. Quant à Mélenchon, c'est l'idiot utile, le renégat, il incarne ce qui se fait de pire en se réclamant du mouvement ouvrier, il a adopté les mêmes principes qu'un Fabius en vérité. - ndlr)

"*On n'est pas en train de faire les compositions gouvernementales, en revanche on attend une sorte de sursaut de la gauche parce que nous sentons qu'il est temps de reprendre un chemin plus ambitieux dans le progrès social, dans le dynamisme de relance de la croissance et dans l'intervention de l'Etat*". - Reuters 12.12

(Le "*sursaut de la gauche*" Hollande va y penser en se gavant à la table des patrons du CAC40, cela ne fait aucun doute ! La "*relance de la croissance*" ne peut signifier pour le gouvernement et le patronat que baisse du coût du travail, davantage de flexibilité dans les rapports entre le travail et le capital au profit de ce dernier, voilà le programme de ce rassemble des "*forces de gauche*". - ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis. Une dictature.

Le juge militaire de Guantanamo a ordonné que les témoignages des accusés du 11-Septembre sur les abus qu'ils ont subis pendant leur détention secrète, soient gardés secrets et débattus à huis clos, en l'absence des médias et du public.

Dans un jugement daté du 6 décembre mais dévoilé mercredi sur le site internet des tribunaux militaires d'exception, le juge James Pohl a approuvé la demande du gouvernement américain de maintenir le caractère secret de ces témoignages au nom de la sécurité nationale.

Au coeur du débat, les mauvais traitements assimilés à de la torture que le Pakistanais Khaled Cheikh Mohammed et ses quatre co-accusés ont endurés lors de leur détention dans des prisons secrètes avant leur transfert à Guantanamo en 2006.

"*Comme les accusés ont été détenus et interrogés selon le programme de la CIA, ils ont été exposés à (...) des méthodes et des activités classifiées (...) et sont en position de révéler ces informations publiquement*", arguait le gouvernement américain dans son recours.

Le jugement rendu le 6 décembre concerne toutes les informations susceptibles d'être soulevées à l'audience concernant "les détails autour de la capture des accusés", les pays où ils ont été détenus au secret de 2003 à 2006 pour quatre d'entre eux, "*les*

noms, les identités, les descriptions des personnes impliquées dans leur capture, leur transfèrement, leur détention ou leurs interrogatoires", "*les techniques d'interrogatoire renforcées*" ou la "*description de leur lieu de détention*".

Le gouvernement avait soumis au juge Pohl "*des déclarations sous scellés de représentants de la CIA, du Pentagone et du FBI (...) expliquant comment la publication de toutes les informations classifiées en question seraient préjudiciables à la sécurité nationale*".

"*Le tribunal juge que cette affaire implique des informations classifiées sur la sécurité nationale, y compris des informations +top secret+ dont la publication serait préjudiciable à la sécurité nationale*", a encore écrit le juge. Le différé de 40 secondes "*institutionnalisé*"

Le colonel Pohl a aussi décidé, également à la demande du gouvernement, "*d'institutionnaliser une pratique utilisée depuis plusieurs années, baptisée la règle des 40 secondes*", qui impose un différé dans la retransmission des débats, y compris dans la salle d'audience.

Dans les lieux de diffusion des audiences et dans la salle du tribunal où ils sont cantonnés derrière une paroi de verre, le public et les journalistes entendent les échanges avec 40 secondes de retard. Ce délai permet à un censeur d'appuyer sur un interrupteur et de brouiller toutes les déclarations jugées sensibles pour la sécurité nationale. "*Ce délai permet au tribunal d'évaluer et d'empêcher toute publication intentionnelle ou par erreur d'informations classifiées*", a écrit le juge.

A l'audience d'octobre, Hina Shamsi, avocate de l'ACLU, avait dénoncé une "*antichambre de la censure*" qui prive le grand public d'informations précieuses pour le procès pour terrorisme "*le plus important de notre temps*".

"*Ce différé est l'outil avec lequel le gouvernement empêche, de manière anticonstitutionnelle, le public d'entendre les témoignages sur la torture*", a réagi l'avocate mercredi dans un communiqué.

"*Cette décision sape la prétention du gouvernement à un système de justice militaire transparent et porte un coup grave à sa légitimité*". AFP 12.12

2- Syrie

La Syrie a émis un mandat d'arrêt contre l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri pour "*crimes terroristes*" en l'accusant de financer et d'armer les insurgés cherchant à renverser le président syrien Bachar al Assad.

L'agence officielle de presse syrienne Sana ajoute qu'une mesure similaire a été prise contre Oqab Saqr, membre du Courant du Futur de Saad Hariri, et contre l'opposant syrien Louay Meqdad.

La Syrie a saisi Interpol.

Saad Hariri est le fils de Rafic Hariri, Premier ministre libanais assassiné en février 2005 dans un attentat pour lequel un tribunal soutenu par l'Onu accuse des membres du Hezbollah libanais, mouvement soutenu par Damas. Il a exprimé un soutien constant aux opposants cherchant depuis mars 2011 à renverser Bachar al Assad.

En privé, des rebelles syriens affirment que des responsables politiques libanais, parmi lesquels Oqab Saqr, installé en Turquie depuis des mois, participent à l'acheminement d'armes en provenance de tierces parties à destination des insurgés combattant les forces du régime Assad en Syrie.

Oqab Saqr assure ne fournir qu'une aide humanitaire en Syrie. Un enregistrement sonore a toutefois fait surface dans lequel on l'entend discuter avec Louay Meqdad. Les deux hommes semblent discuter de fournitures d'armes. L'enregistrement a été diffusé par une chaîne de télévision libanaise. Oqab Saqr assure que c'est un faux.

"*Le parquet général (de Syrie) a été saisi après que des enregistrements ont mis au jour la participation (des trois hommes) dans la fourniture d'argent et d'armes aux terroristes en Syrie*", a déclaré le procureur général Mohamed Marouane al Lodji, cité par Sana.

Selon ce dernier, ces enregistrements prouvent également que les trois hommes participent à l'envoi de combattants libanais en Syrie.

Ces accusations sont lancées le jour même où, au Liban, un juge a convoqué deux officiers syriens, dont le général Ali Mamlouk, chef de la sûreté nationale syrienne, devant un tribunal militaire de Beyrouth le 14 janvier.

Avec l'ancien ministre libanais de l'Information Michel Samaha, ces deux hommes ont été inculpés en août de complot visant à déstabiliser le Liban par une vague de violences. Reuters 12.12

3- Egypte

Les généraux égyptiens reportent le "dialogue national"

Les efforts pour résoudre rapidement la crise politique en Egypte ont connu mercredi un revers avec le report surprise par l'armée du "dialogue sur l'unité nationale" que l'opposition venait pourtant d'accepter.

L'acceptation par le Front de salut national (FSN, coalition d'opposants libéraux et laïques) de ces discussions avait fait naître l'espoir d'une fin des manifestations de rue et des violences quotidiennes de ces derniers jours dans le pays phare du monde arabe.

L'armée a justifié l'ajournement du "dialogue national" avec l'opposition par le faible niveau de représentativité de ceux qui ont accepté l'offre. Aucune nouvelle date n'a été avancée pour ces discussions.

Ce report a été annoncé alors qu'a débuté le processus de référendum constitutionnel pour les Egyptiens résidant à l'étranger et qui constitue un échec pour l'opposition, cette dernière ayant espéré un report.

Le FSN a fait savoir qu'il appellerait les Egyptiens à voter "non" plutôt que de boycotter l'exercice. Pour l'opposition laïque et libérale, le projet de nouvelle Loi fondamentale proposé par le chef de l'Etat vise à imposer un carcan religieux à la société égyptienne.
– Reuters 12.12

SOCIAL

France

Le conseil d'administration du Stif, l'autorité organisatrice des transports en Ile-de-France, doit voter jeudi les tarifs pour 2013. C'est le Navigo mensuel zone 1-2 qui subirait la plus forte hausse, passant de 62,90 euros à 65,10 euros. Le zone 1-3 grimperait de 81,40 euros à 84,10 euros, le zone 1-4 de 99,60 euros à 102,30 euros et le zone 1-5 de 111,50 euros à 113,20 euros.

La carte jeunes Imagin'R passerait de 306 euros à 315,30 euros. Enfin, le prix du carnet de dix tickets de métro devrait augmenter de 0,60 euros. - 20minutes.fr 12.12

ECONOMIE

Etats-Unis. Faites chauffer la planche à billets !

La banque centrale américaine crée toujours plus de monnaie - AFP

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a décidé mercredi d'intensifier encore sa création monétaire pour soutenir la reprise de l'économie américaine et a révolutionné sa communication relative à l'évolution de son taux directeur, au plancher depuis quatre ans.

Le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) a annoncé le lancement d'un nouveau programme de rachats de bons du Trésor à long terme à partir de janvier, à hauteur de 45 milliards de dollars par mois, montant qui pourra être ajusté ultérieurement en fonction des circonstances.

Ces rachats doivent succéder à "l'opération Twist" par laquelle la Fed augmente depuis septembre 2011 la maturité moyenne de son portefeuille d'obligations du Trésor sans créer de monnaie, et qui s'achève à la fin du mois. Ils s'ajouteront aux 40 milliards de dollars de titres adossés à des créances hypothécaires que la Réserve fédérale achète sur les marchés chaque mois depuis septembre.

Le FOMC précise que la banque centrale poursuivra tous ces rachats "tant que la perspective du marché du travail ne s'améliorera pas nettement".

Combinées au maintien du taux directeur de la Fed dans la fourchette de fluctuation de 0 à 0,25% qui lui est assignée depuis décembre 2008, ces mesures exceptionnelles sont censées soutenir la reprise en maintenant une pression maximale sur

les taux d'intérêt, du plus court au plus long terme, afin de stimuler l'investissement, la consommation et le marché immobilier.

(Qui gouvernent aux Etats-Unis : le gouvernement, les institutions ou un cartel de banques privées, la Fed ? Réponse. – ndlr)

La Fed a pour mission d'assurer le plein emploi et la stabilité des prix, et son chef a indiqué que sa nouvelle communication ne changeait "en rien" l'équilibre délicat que la Fed cherche à obtenir entre ces deux objectifs.

(En réalité, ils organisent le chômage de masse qui se traduit par une baisse de la consommation, ajoutons la baisse du coût du travail qui va dans la même direction, pour contenir l'inflation, car une reprise de l'économie se traduirait par des hausses de salaires, donc une hausse de la consommation, donc une hausse des prix. Précisons, inflation des prix à la consommation et des salaires qui doivent être le plus bas possible, car en réalité elle explose (actions, immobilier neuf, matières premières, etc.). En fait d'« équilibre » leur intention est uniquement de faire en sorte que les riches le deviennent encore plus au détriment de la classe ouvrière et de la classe moyenne. – ndlr)

Mais plusieurs analystes parlent d'une vraie révolution, comme Joel Naroff, de Naroff Economics Advisors, pour qui il est désormais évident que "la clef (de la politique future de la Fed) sera le taux de chômage". (qui selon certains observateurs serait le double de celui annoncé officiellement. – ndlr)

La Fed a revu en légère baisse son pronostic de croissance économique pour 2013, à 2,3-3,0% en glissement annuel au dernier trimestre (contre une estimation de 2,5%-3,0% en septembre), mais ses nouvelles prévisions économiques montrent que le plein emploi, qu'elle situe à un taux de chômage compris entre 5,2 et 6,0%, ne sera pas atteint avant 2016. (Pour ne pas dire à une date indéterminée ! – ndlr)

M. Bernanke a rappelé que les modifications de la politique monétaire ne faisant sentir leurs effets sur l'économie réelle qu'avec retard, la Réserve fédérale relèverait son taux directeur nécessairement avant que le plein emploi soit atteint. – AFP 12.12

Haut de page

Le 14 décembre

CAUSERIE

J'ai laissé de côté trois articles sur l'union bancaire et l'UE et une déclaration de Merkel, pas le temps, on verra cela demain. Quel boulot !

Bon week-end à tous.

Voilà ce qui nous attend si nous les laissons faire.

Fonctionnaires, travailleurs du spectacle, assurés sociaux, donc la totalité des travailleurs actifs et retraités du pays, mobilisez-vous, organisez-vous, le gouvernement Hollande-Ayrault qui est incapable de s'attaquer au capitalisme parce qu'il est en réalité son représentant prépare le retour de l'UMP au pouvoir, dont le programme antisocial pourrait s'inspirer du rapport que l'Institut Montaigne ultra libéral vient de publier, jugez plutôt :

- réduction des dépenses de personnel dans les trois fonctions publiques (d'Etat, hospitalière, territoriale) ;

- rétablissement du principe du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux ;

- augmentation du temps de travail des agents publics de 2 heures 30 hebdomadaires et gel de leurs salaires ;

- l'assurance-chômage appelée à redevenir "*dégressive*" ;

- "réforme de fond" de l'assurance-maladie ;

- réduction des remboursements des maladies chroniques ;

- mise en place d'une franchise annuelle au-delà de laquelle les frais sont pris en charge à 100% et en dessous de laquelle ils ne le sont que partiellement ;

- réduire les prestations familiales, en éteignant "*progressivement la prise en charge des congés parentaux*" ;

- le régime des intermittents du spectacle doit être réformé pour économiser 400 millions d'euros. (source : AFP 13.12

Toutes les catégories de travailleurs seront durement frappés, alors que les patrons du CAC 40 se sont octroyés une nouvelle fois des rémunérations à coup de millions d'euros, pour eux la cris n'existe pas. Cela ne peut plus continuer, il faut préparer les conditions politiques pour leur retirer leur pouvoir, les exproprier sans leur verser un centime, prendre nous-mêmes notre destin en mains.

Il faut déclarer illégal le capitalisme, la pauvreté, la précarité, le chômage…

Les capitalistes et autres rentiers n'ont aucune légitimité, ce sont des parasites, c'est nous qui produisons les richesses ou qui assumons le fonctionnement de la société, c'est donc nous qui devons décider quoi produire et comment et assurer la distribution ou répartition des richesses entre tous les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes. Personne n'a le droit d'en décider à notre place.

Il nous faut construire un parti politique qui incarne et défende exclusivement nos besoins et nos aspirations.

Il nous faut un gouvernement qui incarne cette politique sociale. Chacun comprendra que ce n'est pas l'Etat, les institutions forgées par les capitalistes, la Ve République qui pourra l'incarner.

Il nous faut donc nous débarrasser de ces institutions et en fonder de nouvelles, une République sociale où les richesses produites par les travailleurs qui constituent l'immense majorité profiteront à celle-ci et non à une minorité de riches qui ne le sont jamais assez, de parasites pour lesquels la pauvreté, la précarité et le chômage sont des maux nécessaires.

Vous ne le saviez pas ? De Pompidou à Hollande : L'Etat sous la coupe des Rothschild.

Laissons la parole au Figaro, journal bien connu pour son objectivité quand il s'agit de faire le portrait de l'un des leurs.

Rappelons que Pompidou qui prit la suite de de Gaulle à la tête de la Ve République, fut un ex-employé de la banque Rothschild, dont la famille était la plus riche de Grande-Bretagne et du monde dès le début du XIXe siècle. La Banque d'Angleterre et le cartel des banquiers (6 familles) qui donna naissance à la Réserve Fédérale (Fed) en 1913, c'est eux.

- «*Monsieur superlatif*», selon Le Monde ; «*Avec Macron, l'Elysée décroche le poupon*», pour Libération ; ou encore: «*Le jeune loup de l'Elysée qui rassure les patrons*». Quand il a été nommé secrétaire général adjoint de l'Elysée, en mai dernier, membre d'honneur de l'équipe de François Hollande, la presse de gauche s'est pâmée. Emmanuel Macron, ce «*M. Parfait*» qui arrivait à l'Elysée, semblait sortir du lot. Si jeune (35 ans), si brillant, ouvert, n'ayant pas la grosse tête, cultivé, modeste et capable de ramener Hollande dans le cercle de la raison économique.

Il poursuit plus loin, c'est lui qui oriente la politique économique du gouvernement :

- …il participe à toutes les négociations importantes, européennes et budgétaires, certes il a été à la manoeuvre dans l'élaboration du pacte de compétitivité, lors de l'affaire EADS ou de Florange…

Même « *la gauche de la gauche* » du PS l'apprécie, c'est peu dire que ce courant est en réalité une escroquerie à lui tout seul :

- Du gouvernement, où son activisme et son omniprésence commencent à en agacer certains, même si ses relations avec les principaux ministres du pôle économique sont bonnes (de Moscovici à Cahuzac en passant par Montebourg). (…) De la gauche de la gauche, qui voit dans le virage économique pris par François Hollande, et, notamment, dans la décision d'augmenter la TVA, l'influence de Macron - «*le banquier qui vient de chez Rothschild*».

Il n'a pas perdu de temps pour rassurer le milieu qui a sa préférence, un sous-marin du Medef :

- Dès son arrivée, dans son petit bureau d'angle du troisième étage, l'inspecteur des Finances a en effet déployé les grands moyens. (…) Petits et gros, rois du CAC 40, jeunes entrepreneurs ou créateurs de start-up (…) beaucoup de patrons ont défilé dans son bureau de l'Elysée. Il les a écoutés, auscultés, cajolés. Il s'est montré compréhensif, compatissant, empathique en diable, jugeant légitimes nombre de leurs revendications.

Les bonnes intentions ne suffisent pas toujours, il faut faire avec la situation sociale :

- Il a pris leur pouls et leur a administré de force calmants et antalgiques, a reconnu la nécessité de la rigueur. (…) Seulement voilà, selon l'un de ses visiteurs, «*il a donné beaucoup d'espoir, mais on en est revenu de sa réelle capacité d'influence*». L'un de ses anciens collègues persifle: «*Il n'a aucun impact sur Hollande, il a peut-être inspiré le pacte de compétitivité, mais c'est une goutte d'eau dans l'océan des problèmes auxquels on doit faire face.*»

Il lui faut aussi les camoufler ou ne pas trop en faire pour que Hollande n'apparaisse pas davantage comme le président des nantis. Un protégé du banquier et sioniste Attali.

- Il sait aussi qu'il doit se garder d'apparaître comme le représentant d'un lobby, ce qui le démonétiserait de facto. Lui qui «*séduirait une porte de prison*», selon l'un de ses anciens collègues de chez Rothschild, a su en tout cas plaire à François Hollande. C'est Jean-Pierre Jouyet qui a parlé le premier d'Emmanuel Macron à son ami François Hollande, encourageant le jeune homme, connu à l'inspection des Finances, à choisir celui-ci plutôt que DSK lors de la primaire du PS en 2011. Mais c'est Jacques Attali, qui avait engagé Macron pour travailler à la Commission pour la libération de la croissance, qui a présenté Macron à Hollande lors d'un dîner chez lui. Entre ces deux-là, le courant est passé immédiatement. Peut-être parce qu'ils ont quelques points communs.

Le parcours irréprochable d'un aristocrate de la Ve République :

- Une enfance provinciale et bourgeoise sans nuages pour Macron, fils d'un couple de médecins, élevé chez les Jésuites de la Providence, à Amiens, avant de débarquer à 16 ans à Paris, en terminale à Henri-IV, avec l'idée de faire ses humanités. Un parcours dans les écoles traditionnelles qui forment les élites françaises. Sciences-Po, l'ENA...

Zélé serviteur, à la banque Rothschild on en garde un souvenir impérissable :

-… du jour au lendemain, après un entretien d'une heure avec François Henrot, «*sous le charme*», le jeune homme pressé, qui avait été auparavant assistant du philosophe Paul Ricoeur, est engagé à la banque Rothschild. À 30 ans. Il s'y fait très vite remarquer. «*Je lui ai trouvé d'évidentes qualités intellectuelles, une rapidité et une finesse remarquables et, bien qu'appartenant à la corporation des premiers de la classe, une rare capacité d'écoute et d'empathie avec ses interlocuteurs, c'est quelqu'un qui a le sens du colloque singulier*», note aujourd'hui l'associé gérant de la banque d'affaires. «*Quand on sort de son bureau, on a l'impression d'être son meilleur ami*», complète Jean-Claude Meyer, vice-chairman Europe de la banque Rothschild, qui vante son «*charme exceptionnel et son esprit supérieur*».

- Bluffant ses pairs par sa force de travail et sa rapidité à apprendre un métier d'une technicité peu évidente, il devient associé à 33 ans, après avoir notamment réussi à introduire la banque chez Nestlé.Pourtant, malgré ses succès, mais sa fortune faite, Macron, pur produit de la méritocratie française, ne résiste pas à l'offre de François Hollande de rejoindre l'Elysée après son élection…

L'Elysée n'a cessé d'être sous la coupe des Rothschild. Un « *paroxysme* » qui n'en est pas vraiment un quand on a à l'esprit la nature du PS et le double langage de Hollande. Pour ne rien gâcher, un anticommuniste primaire :

- À dire vrai, les allers-retours entre la banque Rothschild et l'Elysée sont désormais monnaie courante. Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, François Pérol, lui aussi ancien associé de la banque d'affaires dirigée par David de Rothschild, fut secrétaire général adjoint de l'Elysée jusqu'en 2009. Mais avec l'arrivée d'Emmanuel Macron, certains trouvent que l'on atteint les limites du paradoxal lorsqu'on se souvient des attaques de François Hollande pendant la campagne présidentielle contre le monde de la finance, désigné comme son seul adversaire. Cela ne semble pas troubler le principal intéressé, qui espère faire bouger les lignes à gauche et n'entend pas mettre ses convictions sous le boisseau, lui qui s'est exclamé à propos de la mesure de taxation des revenus à 75 %: «*C'est Cuba sans le soleil!*» (…)

Ses pairs ne s'y sont pas trompés et ont reconnu l'un des leurs. Adoubés par des parrains aussi réactionnaires, Hollande est décidément bien inspiré :

- Jacques Attali, un peu rapide en besogne, n'exclut pas «*que Macron soit un présidentiable*». Alain Minc, qui l'apprécie beaucoup, décèle chez lui «*une ambition immense derrière son air sage*». (source : lefigaro.fr 13.12)

Entre nous camarades, il ne manque plus que Mélenchon au côté de Hollande et de cet ex-banquier de Rothschild, et ne dites pas que je le calomnie, c'est lui-même qui a postulé publiquement.

Suite de « ***l'affaire*** » de l'enseignant de Charente suspendu.

L'enseignant d'un collège de Charente, suspendu temporairement lundi après avoir demandé à des élèves de 3e une rédaction en se mettant dans la peau d'un jeune suicidaire, a exposé jeudi 13 décembre "*sa démarche pédagogique*" à la direction académique. Celle-ci devrait prendre une décision le concernant, a annoncé le syndicat Snes-FSU.

"*A l'issue de cet entretien d'évaluation mené de manière soucieuse et pertinente, le collègue ayant pu exposer sa démarche pédagogique, le recteur prendra sa décision*", informe dans un communiqué le co-secrétaire académique du syndicat, Alain Héraud.

Selon *La Charente Libre*, qui a révélé l'affaire, les élèves de deux classes de 3e se sont vu proposer le 22 octobre le sujet suivant, confirmé par directeur d'académie:

"*Vous venez d'avoir 18 ans. Vous avez décidé d'en finir avec la vie. Votre décision semble irrévocable. Vous décidez dans un dernier élan de livrer les raisons de votre geste. En dressant votre autoportrait, vous décrivez tout le dégoût que vous avez de vous-même. Votre texte retracera quelques événements de votre vie à l'origine de ce sentiment.*" nouvelobs.com 13.12

Ce que je trouve extraordinaire, c'est que ce soit un syndicat, en l'occurrence le Snes-FSU, qui dans un communiqué rend public la démarche du recteur de l'académie, ce qui me fait dire que ce sont les syndicats qui gèrent ou cogèrent l'Education nationale. Passons, nous y reviendrons plus tard. Cela explique peut-être aussi (en partie) pourquoi le régime a tenu si longtemps.

A la lecture du sujet proposé par ce prof à des élèves de 3e, je le trouve complètement délirant à plus d'un titre.

La question du suicide y est avancée d'un bout à l'autre au mode indicatif, celui du réel et non de la fiction ou du virtuel ou encore d'un potentiel qui pourrait se réaliser ou non dans certaines circonstances, ce qui aurait nécessiter l'emploi du conditionnel.

De telle sorte que l'idée du suicide ne doit figurer comme un acte étranger aux élèves, mais bien comme une opportunité qui leur est offerte à tout moment.

On n'est pas là dans le domaine de l'imaginaire mais bien dans celui de la réalité, puisqu'il arrive toujours un moment où chacun exprime le « *dégoût* » de « *soi-même* », d'ailleurs c'est exprimer à la fin du sujet « *Votre texte retracera quelques événements de votre vie à l'origine de ce sentiment* ».

Et les syndicats cautionnent cela ? Normal, ils sont corporatistes dans tous les sens du terme. Stupéfiant !

Je suis évidemment contre toute mesure disciplinaire qui pourrait être prise contre ce professeur, mais je ne peux pas soutenir son initiative que je qualifierais de suicidaire et d'irresponsable.

Effectivement, c'est à se demander si ce n'est pas lui qui aurait un grave problème à résoudre et qui l'aurait extériorisé inconsciemment de cette manière. Et si tel était le cas, répétons-le, il n'y aurait rien de pire que de le sanctionner, n'importe quel thérapeute dirait la même chose, car après tout on ne sait pas ce qu'il a dans la tête, d'où lui est venue cette idée.

ACTUALITE EN TITRES

Méthode Coué : déjà la fin ?

- Ayrault : '*Nous ne menons pas une politique sociale-libérale*' - LeMonde.fr

Peu importe

- Montebourg '*garde le sourire*' malgré l'épisode de Florange - LeMonde.fr

- PS: Ségolène Royal «*en pleine forme*» - 20minutes.fr

Vous avez dit illégitime et aux ordres, non ?

- La "*règle d'or*" validée par le Conseil constitutionnel - L'Expansion.com

- La taxe sur les boissons énergisantes annulée par les Sages - Reuters

Sans blague ?

- Lakshmi Mittal n'aurait jamais vraiment cru à une nationalisation - Reuters

Dans une interview au Figaro, Lakshmi Mittal déclare n'avoir jamais cru à une nationalisation de Florange et assure qu'aucune "*menace n'est nécessaire pour que nous tenions nos promesses et le gouvernement est le bienvenu pour le vérifier*".Reuters 13.12

Et pour cause, ils sont complices !

"*Chiche*" (POI), il n'y a que les simplets ou les vendus qui y ont cru, avions-nous raison ou tort de l'affirmer la semaine dernière ? Merci monsieur Lakshmi Mittal pour cette précision qui conforte notre point de vue.

Ne pisse pas qui veut, quand il veut, où il veut !

- Licencié pour une "*pause pipi*"? - L'Express.fr

Il n'avait qu'à faire comme Gégé (Depardieu) dit la vinasse ou encore la pisse, pisser sur place !

Voilà qui fait l'affaire du Qatar

- Égypte : "*Les Frères musulmans ne sont pas modérés*" - LePoint.fr

- Société Générale cède sa filiale égyptienne à une banque qatarie - L'Expansion.com

Au pays des Rothschild tout est possible

- Gaz de schiste : le Royaume-Uni autorise l'exploration - Le Nouvel Observateur

---

ACTUALITÉ DU JOUR

ArcelorMittal Florange.

Avant de lire un article de presse qui résume la journée d'hier, une info qui sans doute confirme ce que nous avions flairé et qui serait à l'origine de la décision de Mittal de s'attaquer à Florange et au site de Basse-Indre après avoir fermé Gandrange : "*Depuis que Wolfgang Eder, PDG de Voestalpine et Président d'Eurofer, l'Association européenne des producteurs d'acier, a estimé qu'il était nécessaire de réduire les capacités de 20-25% dans un avenir relativement proche, tous les grands groupes se mettent en ordre de marche*", observe ainsi un analyste. (L'Expansion.com 13.12)

ArcelorMittal a détaillé jeudi les investissements prévus en France lors d'une réunion "*âpre et tendue*" qui a laissé la CFDT et CFE-CGC "*mitigées*" mais en partie rassurées, alors que la CGT et FO ont claqué la porte qualifiant d'"*inacceptable*" l'accord avec le gouvernement.

"*Les nombreux points d'inquiétude ont tous été abordés, pour la plupart d'entre eux, des réponses ont été apportées. On a réussi à obtenir point par point les assurances sur le traitement de chaque salarié d'ArcelorMittal*", a déclaré François Pagano, délégué central CFE-CGC, à l'issue d'un Comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire consacré à l'accord passé le 30 novembre entre le gouvernement et le géant de l'acier.

Pour la CFDT, Jean-Marc Vécrin, délégué central, s'est dit "*mitigé*".

"*Il y a des choses qui ont l'air positives, particulièrement le traitement social, et sur les investissements dont on a tout le calendrier par mois et par trimestre*", a-t-il déclaré.

Selon l'accord signé qui n'a toujours pas été remis aux organisations syndicales, ArcelorMittal doit investir 180 millions d'euros à Florange d'ici 2017.

Dans le détail, "*40 millions d'euros seront mis en oeuvre dès le 1er trimestre 2013*", selon M. Vécrin, dans des infrastructures de haute technologie telles qu'une soudeuse laser dévolue notamment à l'acier Usibor (destiné à l'automobile) et à un moteur du train à chaud (qui permet de transformer les barres d'acier en bobines), et dont le début des travaux est prévu pour 2014.

"*Si certains points nous rassurent, il reste des zones d'ombre*", comme Ulcos, "*le consortium*" autour de ce projet de captage-enfouissement de CO2 et les hauts fourneaux. La filière liquide reste "*le point d'achoppement*", a reconnu le cédétiste.

Interrogé sur la mort annoncée de cette filière, il a admis que "*c'était compliqué*" mais que "*si des compensations sont là, en termes d'emploi, on prendra nos responsabilités*".

Sur le volet social, la direction veut commencer les négociations dès janvier, selon les deux syndicalistes, qui ont précisé que "*des mesures d'âge vont être appliquées à Florange où 629 postes*" de la filière liquide vont disparaître.

Quant au site de Basse-Indre (Loire-Atlantique), où la grève lancée lundi doit être suspendue vendredi, ArcelorMittal a promis d'investir 15 millions d'euros en cinq ans.

Selon M. Pagano, "*on n'aura aucune suppression de postes et l'arrêt n'est que temporaire*" dans cette usine.

Concernant les transferts d'activité de Basse-Indre vers Florange (Moselle), "*ils commenceront dès 2013 et seront lissés sur 8 mois*", le temps de former les personnels, a précisé M. Vécrin.

Moins d'une heure après le début du CCE, la CGT et FO ont claqué la porte pour manifester leur refus "*catégorique*" de l'accord, un départ que le groupe a dit "*regretter*" dans un communiqué diffusé dans la soirée. La direction "*espère que leurs représentants reviendront rapidement participer aux prochaines rencontres*", affirme-t-elle.

Accusant la direction de mener une politique de "*casse industrielle et sociale*", la CGT, premier syndicat du groupe, a appelé "*les salariés partout sur les sites en France à la mobilisation dans l'unité syndicale*".

Philippe Verbeke, délégué CGT, a demandé aussi que "*Lakshmi Mittal ait le courage de venir voir les salariés*", déplorant un accord qui "*entérine la fin de la filière liquide*".

FO «*ne reconnaît pas la légitimité de l'accord*», a déclaré en sortant Norbert Cima, tandis que Philippe Verbeke (CGT) a dit «*le dénoncer catégoriquement*». Philippe Verbeke a dénoncé un «*accord qui entérine l'arrêt de la filière liquide et impacte d'autres sites, comme celui de Basse-Indre*» (Loire-Atlantique) et a appelé le gouvernement à «*rouvrir le dossier car les destructions d'outil et d'emplois menées par Mittal vont continuer*».

"*On enterre Ulcos, on nous sort Ulcos II sur lequel on investit deux fois moins et dont on n'est même pas sûrs qu'il sera implanté à Florange*", a dit M. Cima.

La CGT, premier syndicat du groupe sidérurgiste, a appelé «*les salariés partout sur les sites en France à la mobilisation dans l'unité syndicale*». Philippe Verbeke a souhaité que «*Lakshmi Mittal ait le courage de venir voir les salariés*».

De son côté, Sylvie Victoire-Mendoza, secrétaire FO du CE de Basse-Indre, a expliqué que «*la direction avait refusé de donner l'accord entre Mittal et le gouvernement*».

«*Mittal et le gouvernement voudraient qu'on les suive sur un accord qui fragilise l'ensemble des sites. Est-ce qu'il a été vraiment signé cet accord?*» s'est demandé Norbert Cima pour FO. AFP, Reuters et Libération.fr 13.12

Quelle question grotesque ou il est abruti ! On croirait qu'ils découvrent que le gouvernement s'est entendu avec Mittal sur le dos des sidérurgistes, on croit rêver ! A moins que ne soit une fois de plus qu'une posture face à la colère des ouvriers qui se sentent à juste titre trahis...

Mailly. A bas le "***collectivisme***" ! A qui profiterait une nationalisation ? Aux marchés financiers.

Le secrétaire général de FO favorable à des nationalisations

Le secrétaire général du syndicat Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, s'est dit favorable jeudi à la nationalisation de certaines entreprises, notamment dans la sidérurgie et les chantiers navals, afin de prévenir des fermetures.

Cette arme, brandie par le gouvernement notamment pour le site ArcelorMittal de Florange en Lorraine, n'a pour l'instant pas été utilisée, au grand dam des syndicats de ce lieu qui y voyaient leur seul espoir.

Jean-Claude Mailly a dit sur RTL qu'il y voyait une mesure transitoire. "*Entre nationalisations quand c'est nécessaire et collectivisme à tout va, il y a une marge*", a-t-il dit.

"*Il faut qu'il y ait une logique industrielle. Sur la sidérurgie, il y a une logique industrielle. Est-ce que la France peut se permettre demain de ne plus avoir de filière sidérurgique? Est-ce que la France peut se permettre de ne plus avoir de chantiers navals?*", s'est-il demandé.

"*La nationalisation, ce n'est pas un gros mot. De Gaulle a nationalisé, ce n'était pas un collectiviste*", a-t-il ajouté. Les syndicats soulignent que l'arme des nationalisations a été utilisée récemment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni dans des secteurs comme l'automobile et la banque.

L'inquiétude plane sur les chantiers navals STX de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), qui manquent de commandes. Jean-Claude Mailly a dit penser, à propos de cette entreprise, à une "*prise de participation*" de l'Etat. Reuters 13.12

Toujours aussi farouchement anticommuniste, c'est la marque de fabrique de FO.

On se contrefout de la France, de la "*logique industrielle* de la France monsieur Mailly ! Nous considérons que c'est aux travailleurs de décider ce qui doit être produit, par qui et comment, et qui doit en profiter, comment le produit des richesses doit être distribué entre tous les producteurs, et non à l'Etat capitaliste, d'autant plus qu'il est subordonné aux marchés financiers.

Ceux qui réclament des nationalisations dans le cadre du régime en place, témoignent au passage qu'ils ont cessé ou qu'ils refusent de combattre pour l'abattre, au aucun cas ils combattent pour le socialisme. Question : est-ce nous ou eux qui avons changé, qui avons renié notre programme, notre idéal, d'après vous ?

La revendication de la nationalisation est irrecevable, une bouffonnerie quand l'Etat est entre les mains des banquiers. Une entreprise petite, moyenne ou grande ne peut pas fonctionner sans recourir au secteur bancaire, aux marchés. Qui décide de leur prêter ou non et à quel taux d'intérêt, l'Etat ou les marchés de nos jours ?

De plus Mailly est un manipulateur, un faussaire, oui des entreprises ont été en partie nationalisées aux Etats-Unis avant de retourner au secteur privé, après avoir fermer des usines et licencier des dizaines de milliers de travailleurs (GM par exemple). L'Etat a épongé leurs dettes pour que les actionnaires conservent leurs dividendes. Leur a-t-il imposé de reverser les milliards qu'ils avaient empochés au cours des années ou des décennies précédentes ? Jamais, ce sont les contribuables, les travailleurs américains qui ont casqué une fois de plus pour les rentiers. Voilà la recette de Mailly et consorts qui sont sur la même ligne.

Vous comprenez pourquoi ce n'est pas seulement avec les capitalistes et leur Etat qu'il faut en finir mais aussi avec ces bureaucrates syndicaux qui rejettent le socialisme, le "*collectivisme*" comme disent ces réactionnaires.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël. Etat terroriste, voyou, escroc.

Le chef de la diplomatie israélienne Avigdor Lieberman a déclaré jeudi ne pas avoir encore décidé s'il allait démissionner, après avoir été inculpé dans une affaire de fraude, mais blanchi dans une autre plus grave, à cinq semaines des élections législatives.

M. Lieberman a été mis en examen par le procureur général Yehouda Weinstein pour "*abus de confiance et de fraude*" après avoir fait promouvoir l'ex-ambassadeur israélien au Belarus, Zeev Ben Arieh, qui lui avait fourni des renseignements confidentiels sur une enquête de police menée contre lui dans ce pays à la demande de la justice israélienne.

"*J'ai décidé de déposer un acte d'inculpation contre Lieberman pour avoir proposé au gouvernement en décembre 2009 de nommer l'ex-ambassadeur au Belarus dans un autre pays, malgré le fait que selon les preuves en notre possession, il savait que ce dernier avait commis une faute professionnelle en transmettant des informations secrètes, notamment des détails sur une enquête policière en cours contre Lieberman*", a indiqué M. Weinstein dans un communiqué.

En revanche, une autre affaire sur le financement illégal des campagnes électorales de M. Lieberman à travers des sociétés écrans a été classée faute de preuves suffisantes, précise le texte.

Dans ce dossier, le ministre était sous la menace d'une inculpation officielle pour "*blanchiment d'argent, subornation de témoins, abus de confiance et fraudes*", des chefs d'inculpation passibles de plus de dix ans de prison.

Les faits concernaient "*plusieurs millions*" de dollars et remontent à la période 2001-2008 lors de laquelle M. Lieberman était député et détenait une série de portefeuilles ministériels (Infrastructures nationales, Transports, Affaires stratégiques).

Alors que M. Netanyahu a "*souhaité à M. Lieberman de réussir à prouver son innocence*", l'opposition centriste et de gauche a appelé à sa démission.

Le Likoud (droite nationaliste) et Israël Beiteinou, un des piliers de la coalition de droite au pouvoir, ont décidé le mois dernier de sceller une alliance électorale qui en font les favoris du scrutin.

Les derniers sondages donnent 39 sièges à leur liste commune, assurant à M. Netanyahu de pouvoir diriger la prochaine coalition. AFP 13.12

On ne compte plus les dirigeants israéliens accusés de corruption, de viol et autres crimes...

SOCIAL

1- France

1.1- Redevance télévision : + 6 euros.

L'Assemblée nationale a voté jeudi, sur proposition du gouvernement, une augmentation de six euros de la redevance télévision en 2013, lors de l'examen en seconde lecture du projet de budget de l'Etat, au lieu des quatre euros votés en première lecture.

La contribution à l'audiovisuel public, nom officiel de la redevance, passera ainsi à 131 euros en métropole, tandis qu'en outremer, elle augmentera de cinq euros, à 85 euros. AFP 13.12

1.2- Mouvement social chez Presstalis

Les salariés de Presstalis, menacés par un important plan social ont occupé des dépôts et bloqué la distribution.

Cette société qui diffuse quelque 75% de la presse en France se trouve au bord du dépôt de bilan. Le plan prévoit le départ de 1.000 salariés sur les 2.500 que compte Presstalis. nouvelobs.com 13.12

1.3- Mobilisation chez Alcatel-Lucent.

En marge d'un comité central d'entreprise, les salariés d'Alcatel-Lucent se sont mobilisés jeudi sur différents sites pour protester contre un plan de restructuration qui vise à supprimer 1.353 postes en France.

A l'appel d'une intersyndicale CFDT-CFE/CGC-CGT-CFTC, environ 1.000 grévistes se sont déplacés sur le site de l'équipementier télécom à Vélizy, et les sites d'Orvault, Nozay et Villarceaux étaient bloqués, selon différents responsables syndicaux. Environ 450 salariés du site de Lannion ont également manifesté contre le plan de restructuration aux cris de "*Non à la casse de l'outil industriel*", a constaté un correspondant de l'AFP.

Le CCE qui se tenait au siège d'Alcatel-Lucent France était consacré à l'examen du plan de restructuration et du Plan de sauvegarde de l'emploi. La direction y présentait sa "*logique de décision par activité et par site*", a précisé Hervé Lassalle (CFDT), évoquant un climat "*assez houleux, assez agressif*" et indiquant que la réunion risquait de devoir se dérouler sur plusieurs jours.

"*Il y a de la mobilisation. Les gens réagissent*", après avoir été "*sous le choc*", a indiqué de son côté Stéphane Dubled (CGT).

Alcatel-Lucent a annoncé l'été dernier à ses 76.000 employés son intention de supprimer 5.000 postes dans le monde pour retrouver la confiance des marchés.

L'impact de ce plan en France, qui compte 9.000 salariés, a été annoncé mi-octobre. Ce sont 1.353 postes qui sont voués à être supprimés: 934 chez Alcatel-Lucent France, 104 chez Alcatel-Lucent International et 315 postes dans les filiales.

Les sites les plus visés sont: Vélizy, qui doit fermer en 2014 et où 362 postes sont supprimés, Villarceaux 171 postes, Lannion 139 postes et Orvault 122 postes. Lexpress.fr 13.12

2- Grèce

Le chômage a battu un nouveau record en Grèce avec un taux de 24,8% au troisième trimestre.

Il s'agit du plus haut taux de chômage enregistré sur un trimestre depuis la création de cette statistique en 1998. La Grèce avait déjà publié des résultats alarmants pour le mois de septembre avec un taux record de 26%. Reuters 13.12

Haut de page

Le 15 décembre

CAUSERIE

Samedi soir, 20h36 heure locale.

Avec un peu d'avance sur demain, je viens de mettre en ligne 18 nouvels articles dans les rubriques Politique, International et Syrie. Je n'ai pas eu le temps de les lire évidemment. De la lecture pour le week-end.

Ici il fait encore 25°C, un peu plus chaud que chez vous j'ai cru comprendre.

Ici aussi quotidiennement les manifestations se succèdent, c'est au tour des agriculteurs car il n'a pas plu suffisamment et leur récolte est foutu, ils ne peuvent plus rembourser les banques et menacent de se pendre devant le siège du gouvernement dans les différentes grandes villes du Tamil Nadu, les manifestations prennent une tournure de plus en plus violentes.

Ce sont des paysans déjà âgés qui étaient en tête des cortèges, nus pieds et torse nu, habillés en dhotî, la police hésite à les frapper. Quand je vois ces manifs à la télé indienne et que je les compare avec les vôtres ou celles d'autres pays dit développés, tenez, on pourrait dire civilisés, policés, je me dis qu'il y a un sacré contraste. Je ne parle même pas des lâchés de ballons et des stands de merguez frites sur le parcours de République à la Bastille, c'est franchement la honte, digne d'une kermesse paroissiale ou d'une école primaire, le niveau des dirigeants syndicaux, qui eux n'en doutons pas sont rassasiés.

La précarité est la vie quotidienne des Indiens, ils manifestent contre les coupures de courant ou d'eau, la hausse des prix, de la scolarité, le chômage, la pauvreté, etc.

En parcourant en diagonale un article, j'ai relevé que l'impérialisme américain et les Etats de l'UE étaient embourbés dans une montagne de dettes qui menace de les engloutir, pendant la Russie et la Chine comptent les points et attendent leur heure, situation terriblement dangereuse, car ces psychopathes peuvent décider à tout moment de tout faire péter en désespoir de cause.

Il y a quelques jours j'ai lu dans un autre article (que j'ai égaré hélas !) qu'un banquier avait affirmé, que quitte à tout perdre, ce à quoi lui et ses semblables ne se résoudraient jamais affirmait-il, ils préfèreraient encore que le monde soit plongé dans le chaos le plus total, histoire de lui faire partager leur sort, qu'ils y étaient préparés.

De son côté, T. Meyssan pointe qu'Israël n'a jamais été aussi faible depuis le coup de force de 1947...

On est toujours dans l'attente d'un éclaircissement théorique (un euphémisme !) de la part de nos dirigeants, qui permettrait d'entrevoir la fin des errements de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui n'ont que trop duré, pour enfin rassembler nos forces, nous placer en ordre de bataille dans la perspective d'une révolution socialiste. Là aussi il y a urgence.

J'essaie à mon (modeste) niveau d'y contribuer en déblayant le terrain, sachant qu'on ne pourra pas faire l'économie de cette mise au point si on veut vraiment aller de l'avant et avoir une chance de vaincre notre ennemi, qui certes est plus puissant que jamais, mais vacille sur ses bases, c'est un colosse aux pieds d'argile, à nous de faire en sorte qu'il s'écroule pour construire une nouvelle société plus juste sur ses cendres.

Bien sûr que c'est possible, qui en douterait. Voyez le courage inébranlable du peuple palestinien après avoir enduré plus d'un demi-siècle de souffrances et de sacrifices sans nombre, qu'il nous serve d'exemple et qu'on soit digne de son combat pour la justice et la liberté. Pour le socialisme !

Il faut à tout prix briser le carcan de la collaboration de classes sous toutes ses formes qui étouffe littéralement le mouvement ouvrier, a gangrené jusqu'à son avant-garde et interdit à la classe ouvrière d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme, déclarer la guerre à l'opportunisme qui revêt différents masques, le harceler, le pourchasser jusque dans les

moindres recoins, ne lui offrir aucun répit, briser toutes les théories foireuses et réactionnaires qui ont ressurgi du passé, telle par exemple celle de l'autogestion, d'une meilleure répartition des richesses sans liquider les fondements du capitalisme, briser l'Etat qui lui sert de couverture juridique et légal, de légitimité, rompre avec l'ensemble des institutions économiques et politiques du capital à l'échelle européenne et internationale, avec l'UE, l'ONU et la totalité de ses agences.

On doit en permanence avoir à l'esprit, devant les yeux, à condition de les garder grands ouverts, non pas la recherche d'un compromis acceptable avec l'ennemi en faveur de telle ou telle couche d'exploités, mais ces millions et millions de travailleurs et leurs enfants en France et de par le monde, sur les visages desquels on peut lire mille et mille souffrances, l'angoisse, la crainte, le cauchemar quotidien que représente leur épouvantable existence, de ceux qui vivent la faim, la guerre pour que l'on puisse vivre confortablement et en paix.

Car effectivement, dans ce domaine là comme dans bien d'autres cela fonctionne selon le principe des vases communicants, selon une moyenne qui tient lieu d'équilibre (précaire) entre nantis et déshérités, le bonheur des uns contribue au malheur des autres. L'insouciance plus que l'ignorance bien pratique à simuler parfois, se nourrit de la misère du monde à l'autre bout de la chaîne de la servitude humaine, qu'on le veuille ou non le monde ou le système capitaliste fonctionne ainsi, et si nous n'en sommes pas responsable, nous sommes responsable de la manière dont nous traitons cette question qui concerne chacun d'entre nous, chaque travailleur.

Quand je compare ma propre situation à celle des Indiens que je côtoie en ayant un revenu environ dix fois supérieur aux leurs, je ne peux m'empêcher de me dire que ce que la société m'accorde pour vivre confortablement correspond à la plus-value qu'elle refuse à d'autres. Voyez-vous, cela va peut-être vous paraître curieux, mais cette idée ne me quitte jamais, et je vous assure que je ne culpabilise pas et que je suis mentalement équilibré, cela doit faire partie de mon état de conscience. Peut-être même la base de mes analyses politiques et de mon comportement qui choque certains militants.

Au milieu du XIXe siècle, les ouvriers britanniques avaient conscience que le coton qu'ils filaient provenait de l'autre bout du monde, du travail de paysans indiens dont la condition était aussi misérable que la leur ou pire encore. On a perdu cette conscience, comme on a perdu la conscience que dans notre propre pays si des ouvriers ou des employés percevant des salaires de misère n'exécutaient pas inlassablement les mêmes gestes harassants et aliénants, notre existence quotidienne en serait totalement bouleversée, rendue infernale, nous retournerions plusieurs siècles en arrière ou plus loin encore dans le passé, puisque avec la division du travail poussée à l'extrême on a perdu la mémoire des gestes ancestraux qui avaient permis jadis à l'homme tout simplement d'assurer sa survie.

Quand j'entends parler d'internationalisme en vivant en Inde, je souris ou plutôt je grimace, car je me rends compte que la solidarité au sein de notre classe dans notre propre pays n'existe pas ou seulement les jours de fête pour se donner bonne conscience. On ne peut pas avoir développé un état d'esprit individualiste ou corporatiste, s'adapter au capitalisme à des degrés divers en le reconnaissant ou non, et se prétendre internationaliste, encore moins socialiste ou communiste.

Le véritable humanisme, l'idéal humaniste le plus élevé que nous revendiquons, ne consiste pas à sélectionner quelle couche de la population en particulier doit être secourue pendant que d'autres vont continuer de souffrir le martyr quotidiennement, mais à s'attaquer aux fondements économiques et politiques de toutes les inégalités et injustices qui sont à l'origine des privations et souffrances dans cette société et dans le monde qui pourrissent l'existence de millions, de centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ne méritent pas ce tragique destin, qui ne peuvent pas vivre dignement de leur travail ou en sont privés.

C'est animé de cet état d'esprit, à partir de ce niveau de conscience, qu'il nous faut analyser et porter un jugement impartial sur les différentes théories politiques qui nous sont proposées, pour ne retenir que celle qui correspond à l'objectif de libérer l'humanité du règne de la servitude, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'oppression, du règne de la nécessité pour accéder à celui de la liberté.

Ceux qui entendent se passer d'une théorie sont des ignorants ou des charlatans (nihilistes, apolitiques, etc.), en soi c'est déjà une théorie, la plus funeste qui soi, celle qui mène tout droit l'humanité à la guerre, au chaos. Sans l'aide du marxisme, du matérialisme dialectique et historique, jamais je n'aurais pu atteindre personnellement ce niveau de conscience. Qui ne me satisfait pas, trop imparfait, qui doit encore progresser.

Cette théorie a passé avec succès toutes les épreuves auxquelles elle a été soumise depuis plus d'un siècle et demi. Ceux qui prétendent le contraire confondent volontairement ou non l'incapacité dans laquelle se sont trouvés ceux qui l'avaient adoptée de la maîtriser.

C'est comme si on leur avait dit que l'eau passe de l'état liquide à l'état gazeux ou s'évapore à 100°C, et qu'ayant placé un récipient contenant de l'eau sur le gaz ils l'avaient coupé quand elle n'avait atteint que la température de 60°C, pour s'exclamer en ricanant : sornette, votre théorie est bidon, elle ne s'évapore pas à la température que vous nous avez indiquée, sans remarquer qu'elle n'avait pas été atteinte !

Cet exemple est valable également pour les renégats, les fossoyeurs du marxisme, ou encore ceux qui s'en revendiquent pour

mieux le déformer, les staliniens et néo staliniens, les staliniens défroqués qui en réalité le sont restés, les adeptes du Front populaire, mais aussi les maoïstes, les castristes, les guévaristes, toute la panoplie des gauchistes qui s'en réclament, et qui à défaut de l'avoir étudié sérieusement prennent leur désir pour la réalité parce qu'ils sont impatients d'en découdre, c'est le genre de militants que l'on retrouve souvent après une révolution dans le camp de la contre-révolution, parce qu'il ne suffit pas de prendre le pouvoir pour que du jour au lendemain tous nos problèmes soient résolus ou que tout soit possible.

Il est 23h45, j'arrête là. A demain.

Samedi 13h15 (heure locale).

Ce matin j'ai pris le temps de me former un peu au logiciel Adobe Acrobate pour réaliser la mise en page (rapide comme toujours !) de l'article *Le pactole secret des parlementaires.* (leparisien.fr) (14.12.12).

A la suite y figure 6 tableaux, où vous aurez le bonheur de voir combien se mette dans la poche chaque député ou sénateur, sans savoir toutefois comme fonctionne "*cette cagnotte de 150 M€ (qui) était l'un des secrets les mieux gardés de la République*" (Le parisien).

En 2010, chaque élu (députés+sénateurs) s'est mis dans la poche (quelques exemples) :

- en Haute-Savoie ils prennent de la hauteur : 492.408 €,
- en Mayenne du côté de chez Fillon 433.308 €,
- dans l'Oise 375.857 €,
- dans le Lot-et-Garonne 317.077 €,
- dans le Calvados 255.458 €,
- dans le Val-de-Marne 297.874 €,

Vous voulez faire carrière en politique et vous faire du fric, voici la recette : devenez député ou sénateur dans un département suffisamment peuplé mais pas trop pour que le volume de la cassette soit substantielle, prenez soin de choisir un département où le nombre de circonscriptions est le plus petit possible, ainsi vous serez moins nombreux à vous partager le pactole et la part qui reviendra à chaque élu sera la plus importante possible.

On comprend pourquoi certains "*parachutages*" paraissent suspects, et pour cause. Certes, ils ont bien d'autres moyens de s'enrichir personnellement sans en avoir l'air ou d'utiliser cet argent pour tenter de se faire réélire.

Une vidéo sur la situation en Syrie.

Table ronde 09.12.2012 - Tahhan - Meyssan - Syrie groupes armés.

http://www.dailymotion.com/video/xvq9wk_table-ronde-2012-12-09-tahhan-meyssan-syrie-groupes-armes-vaincus_news#.UMttLGeldac

Radio Iran.Table ronde du 9 décembre 2012 animée par Ahmad Nokhostine, avec pour invités (au téléphone) Bassam Tahhan, spécialiste de la Syrie et Thierry Meyssan, écrivain journaliste, sujet: Syrie: le pouvoir est-il capable de vaincre les groupes armés? (source: http://french.irib.ir)

A propos de l'enseignant de Charente suspendu, suite et fin.

L'enseignant de Charente suspendu lundi après avoir demandé à des élèves de 3e de plancher sur le suicide en se mettant dans la peau d'un suicidaire éprouvant du "*dégoût*" pour lui-même, sera réintégré, a déclaré vendredi à France 3 Poitou-Charentes le recteur de l'académie de Poitiers. AFP 14.12

Moi ce qui me "*dégoûte*", ce sont les cancrelats du Snes-FSU, de SUD Éducation et de la FCPE qui n'ont émis aucune réserve sur l'initiative "*malheureuse*" (dixit le rectorat) de ce prof, les cancres du mouvement ouvrier. Si on ajoute les jaunes et les anticommunistes primaires, on est décidément bien loti ! Ce sont eux qu'il faut virer des syndicats.

Le ridicule ne tue pas, la preuve.

Hollande dans les traces de Mitterrand, l'llustre illusionniste modèle également de Mélenchon.

A l'issue du dernier sommet européen de l'année, Hollande s'est félicité : "*l'euro est sorti de cette période où elle s'interrogeait sur son avenir, sur son destin*", ouf quel soulagement, ses amis banquiers vont pouvoir continuer de se goinfrer ! Patatras,

propos immédiatement démentis par Merkel affirmant que l'Europe avait encore devant elle une "*période difficile*" et ne devait pas "*relâcher*" ses efforts de réformes. (source : lepoint.fr 14.12)

Il doit être le seul à être optimiste.

Pour Janet Henry, économiste chez HSBC, les dirigeants européens "*n'ont pas réussi à exposer à quoi ressemblerait une zone euro pleinement intégrée, particulièrement sur les questions budgétaires*". Le chef des libéraux au Parlement européen, l'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, a critiqué "*le manque d'ambition*" du sommet. "*Pourquoi demander aux présidents de la BCE, de la Commission européenne, du Conseil européen et de l'Eurogroupe d'élaborer un projet, pour repousser les discussions de six mois supplémentaires ?*", s'est-il interrogé. lepoint.fr 14.12

ACTUALITE EN TITRES

Ainsi va leur crise

- L'Europe a encore une "*période difficile*" devant elle, selon Merkel - AFP

- Austérité: Draghi appelle les Etats à ne pas relâcher leurs efforts - AFP

- Etats-Unis: règles bientôt durcies pour les grandes banques étrangères - AFP

- Les dettes de l'Espagne et de l'Italie franchissent des records - AFP

Militarisme.

- Au Japon, la tentation du réarmement de La Grange, Arnaud - LeFigaro.fr

Parole de colons.

- Syrie : Hollande veut "*faire partir Assad le plus rapidement possible*" - LePoint.fr

Hollande: dégage !

- Syrie: pour les manifestants, le "*terroriste*" c'est Assad et pas Al-Nosra - AFP

- La guerre s'étend en Syrie où la faim menace - Reuters

En fait, l'armée et la population armée s'emploient à détruire systématiquement les lignes de ravitaillement salafistes et djihadistes armés par la France, le Qatar et Israël.

Leur Nouvel ordre mondial.

- Fusillade meurtrière dans une école élémentaire du Connecticut - Reuters

27 morts, le 7e massacre d'innocents depuis le début de l'année aux Etats-Unis.

ACTUALITE DU JOUR

La "***gauche***" du PS, les écologistes et le Front de gauche : pareils à eux-mêmes

Le premier projet de budget du quinquennat Hollande, qui prévoit 20 milliards d'euros de hausses d'impôt partagées entre ménages et entreprises ainsi que 10 milliards d'économies dans les dépenses, a été adopté vendredi en deuxième lecture à l'Assemblée nationale.

Outre les socialistes, les écologistes et les radicaux de gauche avaient annoncé qu'ils voteraient ce projet de loi de finances pour 2013, tandis que les élus des groupes UMP et Rassemblement-UMP mais aussi du groupe UDI de Jean-Louis Borloo étaient contre. Les députés du Front de Gauche, qui s'étaient abstenus en première lecture, n'étaient pas présents au moment du vote. AFP 14.12

Aux Front de gauche ils se sont débinés les lâches ! Imaginez-les un instant devant un tank ou face à une menace de coup d'Etat militaire : camarades, sauvez votre peau, soyez fidèle à votre classe, à votre idéal si vous en avez un bien sûr, fuyez ces partis !

ArcelorMittal Florange. Et c'est reparti. Comment les jaunes et les traitres se répartissent les rôles.

CFDT et CFE-CGC ont accepté de discuter, la CGT et FO non.

"*On défend toujours les mêmes choses, mais aujourd'hui il y a deux stratégies*", a toutefois assuré vendredi Lionel Burriello, secrétaire général de la CGT sur le site mosellan. Avec lui dans le local cégétiste de Florange, Pascal Grimmer (FO) acquiesce. "*On attaque sur plusieurs fronts*", explique-t-il à l'AFP.

Depuis son local à quelques mètres de là, Jacques Minet, secrétaire de la section CFDT à Florange, rappelle que "*le fond du combat n'a pas changé (...). On continue notre combat pour les hauts fourneaux et pour Ulcos*", qui devait faire de Florange un site pilote de captage-stockage de C02.

"*La hache de guerre n'est pas enterrée, elle est posée le temps des discussions, mais elle n'est pas enterrée*", rétorque-t-il à ceux qui disent que la CFDT a baissé les armes.

La vitrine de l'intersyndicale CFDT/CGT/FO/CFE-CGC née en février, incarnée par "le village de Gaulois" où grillaient les merguez, s'est fissurée avec "la trahison" de l'accord du 30 novembre. Les dissensions entre le club des trois ont alors éclaté au grand jour, la CFE-CGC faisant, elle, bande à part depuis mars.

Changement de ton

Le 5 décembre, avant l'explication de Jean-Marc Ayrault devant l'intersyndicale, Walter Broccoli (FO) agitait plein de colère "*le torchon de deux pages*" que constituait à ses yeux l'accord.

Après son "*traître*" lâché à l'annonce du compromis, Edouard Martin, figure CFDT de la lutte, apparaissait, lui, plus retenu dans la cour de Matignon, venu "*pour muscler l'accord*", non pour le dénoncer.

Depuis, M. Martin a poursuivi ses coups d'éclat, menaçant d'occuper les hauts fourneaux pour que Mittal ne coupe pas leur dernier souffle, mais le ton est moins virulent.

C'est qu'au-dessus de lui, après avoir soutenu que "*la seule solution*" était "*une nationalisation transitoire*", le patron de la CFDT Laurent Berger a coupé court à toute contestation en qualifiant l'accord d'"acceptable" et de "*victoire*" pour l'emploi, plaçant de fait le syndicat local en porte à faux.

La CFDT Florange, faisant contre mauvaise fortune bon coeur, est rentrée dans le rang. Elle a intégré la commission de suivi chargée d'assurer l'application des promesses de Mittal pour "*devenir des acteurs et non plus des spectateurs*", selon M. Martin. La CFE-CGC a fait de même.

Mais Jacques Minet nuance: "*Certains principes de fond sont acceptables mais pas la forme*". Il reste persuadé que l'accord qui n'a pas laissé le gouvernement indemne comporte encore "*des marges de manoeuvre*", d'où l'intérêt de participer au dialogue.

Refus "*catégorique*" de FO et de la CGT qui ont quitté théâtralement jeudi le face à face avec la direction, Norbert Cima (FO) fustigeant "*un tissu de mensonges*", la CGT accusant ArcelorMittal de mener "*une politique de casse industrielle et sociale*" et le gouvernement de s'en faire complice.

Mais les syndicats CGT-FO-CFDT ont rendez-vous mardi matin pour discuter des prochaines actions à mener.

De quoi "*tordre le cou*" au constat fait à chaud par certains que l'intersyndicale aurait éclaté à la sortie du comité central d'entreprise parisien de jeudi, assène M. Minet. AFP14.12

Flop! Internet soumis au régime de la charia ? Non, il est déjà sous le contrôle des agences de renseignement de l'Empire !

La conférence mondiale des télécommunications internationales, organisée par l'UIT à Dubai, du 3 au 14 décembre 2012, avait pour objet de réviser le règlement des télécommunications internationales (RTI).

La France n'a pas signé le nouveau traité de l'Union internationale des télécommunications (UIT) car elle estime que cet organisme onusien n'est pas le lieu pour discuter de la régulation de l'internet, a-t-on appris vendredi de source officielle.

Ce traité a été signé vendredi par 89 Etats membres de UIT malgré l'opposition de 55 pays, dont les Etats-Unis, au nom de la liberté d'internet.

La France, comme la plupart de ses partenaires européens, n'a "pas pu se rallier au texte adopté par la conférence, car certaines dispositions du nouveau traité sont susceptibles d'être interprétées comme une remise en cause des principes fondant notre position et celle des pays européens" sur l'internet, à indiqué à l'AFP le cabinet de la ministre déléguée à l'Economie numérique, Fleur Pellerin.

Les Etats-Unis avaient critiqué jeudi le projet de traité portant révision du RTI et annoncé qu'ils ne le signeraient pas car il ouvrirait selon eux la porte à une réglementation d'internet par une agence onusienne. AFP 14.12

J'ai mis cette info en ligne, car il y en a qui auraient pu se méprendre sur les véritables intentions d'Obama et Hollande ou d'autres dirigeants européens.

Pérenniser ou comment institutionnaliser le sauvetage des banques ou encore comment reporter la crise financière sur les Etats placés sous la dictature de la BCE.

Si j'ai bien compris, l'enjeu consiste notamment à épurer le secteur bancaire de ses brebis galeuses, à favoriser les banques les plus importantes et liquider les plus faibles, ce qui va se traduire par une plus grande concentration du capital au sein quelques centaines de banques ou un millier au lieu de six mille aujourd'hui.

Ensuite, faire en sorte que la faillite de l'une d'entre elle n'entraîne pas l'effondrement de tout le système financier. Peine perdu car en cas de panique, tous les investisseurs retireront leurs billes et le système s'effondrera quand même car les Etats n'auront pas les moyens de le renflouer.

Après, la supervision des banques (privées) par la BCE conduit à la perte de leur indépendance au profit de la BCE, renforce le pouvoir de la BCE face aux Etats priés en dernière instance de les renflouer, ce qui est clairement indiqué dans la seconde partie de cet article.

Et encore, avec l'arrivée de Bâle III, en principe les banques devront renforcer leurs actifs, donc conserver plus d'argent dans leurs coffres pour faire simple, ce qui réduira d'autant l'argent en circulation. Cela ne vous dit-il rien ? Ne fut-ce pas une des causes des grandes récessions et dépressions XXe siècle, notamment en Allemagne et aux Etats-Unis? C'est donc aussi un moyen de contrôler que les banques appliqueront bien à la lettre Bâle III, que les Américains ont de leur côté repoussé aux calendes grecs. On pourrait ajouter, toutes nouvelles décisions contraignantes que pourrait prendre la BCE à l'initiative... de la Fed. A peine dit et voila on y est, lisez plus loin, la Réserve Fed a dévoilé vendredi un projet de directive durcissant les règles de gestion s'appliquant aux plus grandes banques étrangères présentes aux Etats-Unis.

Et pour finir, la cerise sur le gâteau, comme aux Etats-Unis, ce seront les contribuables, les travailleurs qui paieront à la place de l'oligarchie financière les conséquences de l'inflation monétaire mise en oeuvre pour contrer les effets de la crise des fondements su capitalisme.

On peut ajouter tout cela pour ça, pour gagner du temps, rendre à terme les contradictions du capitalisme encore plus explosives et leurs conséquences plus incontrôlables que jamais, car finalement ils demeurent incapables de les réduire, ce que démontre la récession qui frappe bon nombre de pays, le ralentissement de l'économie mondiale et la montée en puissance de la lutte de classe du prolétariat international.

1- Les Vingt-Sept se sont accordés jeudi, au petit matin, sur les modalités d'un mécanisme de supervision des banques de la zone euro sous l'égide de la Banque centrale européenne (BCE), première étape vers une union bancaire.

Les dirigeants européens s'étaient engagés le 29 juin à élaborer "*d'ici la fin 2012*" un tel mécanisme, pour prévenir de nouvelles crises financières dans la zone euro.

"*Nous avons rempli ce mandat (...) Nous avons trouvé un accord*", a annoncé le ministre français de l'Economie, Pierre Moscovici, peu après 4h30, à l'issue de 14 heures de négociations couronnant six mois de tractations laborieuses.

Le commissaire européen au marché intérieur, Michel Barnier, a pour sa part salué, lors d'une conférence de presse, "*un grand premier pas pour l'union bancaire*".

L'accord a notamment été conclu grâce à des concessions de la France et de l'Allemagne sur le périmètre d'intervention de la future instance de supervision de la BCE.

Alors que la France et des pays comme l'Espagne souhaitaient que son contrôle s'étende aux quelque 6.000 banques de la zone euro, Berlin voulait initialement le limiter aux seules grandes banques dites "*systémiques*".

Les Vingt-Sept se sont finalement retrouvés sur un système de seuils sous lesquels la supervision au jour le jour relèvera des superviseurs nationaux: 30 milliards d'euros actifs ou un ratio actifs/PIB de 20%.

Selon Pierre Moscovici, 150 à 200 banques de la zone euro, dont au moins 80% du secteur bancaire français, très concentré, seront ainsi placées sous supervision directe de la BCE -"près de 200", a estimé pour sa part Michel Barnier.

"*Ce sera le cas pour les trois banques les plus importantes de chaque Etat membre (...) ainsi que pour les banques des Etats sous programme (d'aide européenne) et, dans le futur, celles qui seront sous recapitalisation directe du Mécanisme européen de stabilité (MES)*", a précisé le ministre français.

La BCE pourra cependant se saisir à tout moment, si elle le juge nécessaire, d'un dossier relevant d'un superviseur national, émettre des recommandations et imposer des sanctions financières pour non respect des normes prudentielles. Elle gardera ainsi le dernier mot, comme le voulait Paris.

Il fallait cependant résoudre un possible conflit d'intérêt entre ce rôle de superviseur et sa fonction de patron de la politique monétaire de la zone euro.

C'est en principe chose faite: ces deux fonctions seront "*totalement différenciées*", lit-on dans le texte de l'accord.

La BCE sera ainsi dotée d'un "*Conseil de supervision*", comprenant des représentants de l'institut européen et des autorités nationales. Elle sera également dotée d'une instance de médiation chargée de régler d'éventuelles divergences entre elle et les autorités nationales compétentes.

Une façon de contrebalancer les nouveaux pouvoirs conférés à la BCE, jugés excessifs par certains pays comme la Suède.

Les Vingt-Sept sont aussi parvenus à un compromis sur le calendrier de mise en place de ce mécanisme.

Cette supervision bancaire "*devrait être opérationnelle en 2014*", a déclaré le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble à des journalistes. "*Nous nous en tiendrons à ce que nous avons décidé pour faire avancer l'Europe étape par étape.*"

Le texte du compromis précise que la BCE assumera ses fonctions de régulation à partir du 1er mars 2014 ou 12 mois après l'entrée en vigueur de la décision des Vingt-Sept.

"*Un très gros travail préparatoire d'au moins une année va être nécessaire*", a souligné Michel Barnier.

L'Allemagne avait fait de la mise en place d'un mécanisme unique de supervision bancaire le préalable à la recapitalisation directe éventuelle par le MES de banques en difficultés, notamment espagnoles.

Pierre Moscovici et Michel Barnier ont cependant assuré qu'il ne serait pas nécessaire pour cela d'attendre 2014.

"*Le MES a la possibilité de décider lui-même s'il doit le faire avant la mise en oeuvre de la supervision*", a expliqué le commissaire européen. "*Dans ce cas-là, il sera demandé à la BCE d'exercer une supervision directe sur la banque recapitalisée.*"

Les ministres des Finances de l'UE ont dû enfin régler l'épineux problème du traitement des dix pays non membres de la zone euro, des filiales implantées sur leur territoire et des procédures de vote au sein de l'Autorité bancaire européenne -instance de régulation basée à Londres et au sein de laquelle siègent l'ensemble des Vingt-Sept.

La réalisation d'une union bancaire ne sera cependant complète que lorsque la zone euro se sera dotée d'un mécanisme unique de résolution des défaillances bancaires et d'un système commun de garantie des dépôts.

Cela promet encore de difficiles négociations entre les avocats de plus de solidarité, comme la France, l'Espagne, l'Italie ou

le Portugal, et ceux qui plaident avant tout, comme l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède pour plus de rigueur.

Dans un rapport qui servira jeudi et vendredi de base aux discussions des dirigeants de l'UE, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, souhaite qu'une instance de résolution commune soit opérationnelle au plus tard en 2014. Reuters 13.12

2- Faire de la BCE le superviseur unique des grandes banques de la zone euro constitue une étape importante du processus visant à les rendre plus résistantes aux chocs financiers mais il faudra aller au-delà pour juguler les crises elles-mêmes, a déclaré vendredi le vice-président de la Banque centrale européenne, Vitor Constancio.

Quant au projet de créer un mécanisme européen de liquidation des banques devenues ingérables, deuxième pilier d'une future union bancaire européenne, Vitor Constancio a estimé qu'il devrait s'inspirer du Fonds de garantie des dépôts américain (FDIC).

"*Il ne s'agit pas de créer un fonds européen richement doté qu'on emploierait aux fins de liquidation*", a-t-il expliqué. "*On peut prendre l'exemple des Etats-Unis, où le FDIC remplit également cette fonction*".

Le FDIC a assuré la gestion de plus de 400 banques en situation difficile depuis 2008 sans recourir à l'argent du contribuable, a observé Vitor Constancio, ajoutant que le mécanisme de liquidation ne devait pas servir à renflouer les banques, cette responsabilité revenant aux Etats. Reuters 14.12

Les Etats, c'est qui, c'est le contribuable ! Comme quoi je n'ai pas raconté n'importe quoi dans ma présentation de ces articles.

Epilogue.

1- Les roquets Hollande, Moscovici et Barnier se sont évidemment félicité de l'accord intervenu jeudi sur l'union bancaire, comme si une nouvelle fois ils en étaient à l'origine. Pas si sûr.

- "*Le fait que les ministres des Finances de la zone euro se soient mis d'accord sur un cadre juridique et les contours d'un mécanisme commun de surveillance des banques est d'une valeur inestimable*", a déclaré la chancelière allemande devant les députés du Bundestag.

Elle a remercié son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, d'"*avoir réussi à imposer les revendications centrales de l'Allemagne*" dans ces négociations, citant notamment la limitation de la surveillance aux établissements les plus importants. LePoint.fr 14.12

2- Comme quoi les "*bonnes*" nouvelles n'arrivent jamais seules. Faites ce que je dis, pas ce que je fais. Les banques étrangères placés directement sous le contrôle de la Fed.

- La Réserve fédérale américaine (Fed) a dévoilé vendredi un projet de directive durcissant les règles de gestion prudente s'appliquant aux plus grandes banques étrangères présentes aux Etats-Unis.

L'entreprise concerne en premier lieu les banques et les établissements financiers non-bancaires dont l'actif mondial consolidé dépasse les 50 milliards de dollars. Il leur imposera notamment de se soumettre aux mêmes tests de résistance que les banques américaines.

Daniel Tarullo, le gouverneur qui a supervisé l'écriture du texte, a indiqué que celui-ci était "*une réponse directe au caractère fragile de l'activité des banques étrangères observé pendant et après la crise*". Il reflète aussi le rôle grandissant de celles-ci, puisque près de la moitié des banques d'importance systémique pour les Etats-Unis sont étrangères.

M. Tarullo a relevé que, comme leurs homologues américains, ces mastodontes avaient eu tendance à se financer à court terme dans des proportions les rendant particulièrement vulnérables en cas de panique financière.

M. Tarullo a relevé que, comme leurs homologues américains, ces mastodontes avaient eu tendance à se financer à court terme dans des proportions les rendant particulièrement vulnérables en cas de panique financière.

Son confrère Jeremy Stein a estimé que les normes prévues par la Fed "*ne désavantageraient pas les établissements étrangers par rapport à leurs concurrents américains*", mais qu'au contraire, elles s'efforçaient de "*maintenir des règles du jeu équitables*". (On a le droit d'en rire ! -ndlr)

Le nouveau projet correspond à la mise en oeuvre de dispositions de la loi de réforme de Wall Street de 2010, la loi Dodd-Frank.

Il est censé entrer en vigueur au 1er juillet 2015, afin de donner aux établissements concernés le temps nécessaire pour s'y conformer.

Le projet précise que les règles proposées "*sont globalement conformes à celles qui l'ont été pour*" les plus grandes banques et sociétés financières non-bancaires américaines, en particulier celles relatives à l'application de l'accord international de renforcement de la réglementation bancaire dit de Bâle III, dont la mise en oeuvre aux Etats-Unis vient d'être reportée sine die.

Aux termes du projet, les grandes banques étrangères devront démontrer leur capacité à faire face à d'éventuelles difficultés de liquidité sur une période de 30 jours en conservant un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité.

Découlant de Bâle III, cette obligation serait assortie, pour ces filiales de droit américain, de l'obligation de prouver leur capacité à pouvoir faire face à ces difficultés pendant les quatorze premiers jours par elles-mêmes, sans l'aide de leur maison mère. Le texte propose également de donner à la Fed le pouvoir de contraindre les établissements étrangers à prendre des mesures d'assainissement préventif ("early remediation"), sur la base des résultats de leurs tests de résistance et de diverses mesures de leur solidité financière.

Le texte devrait s'appliquer à 107 banques, et environ 25 établissements financiers non-bancaires, qui doivent encore faire l'objet d'une classification spéciale reconnaissant leur importance systémique. AFP 14.12

C'est parfaitement clair, inutile de commenter.

3- Pour enfoncer le clou, dans la rubrique *Economie* je rajoute un article publié hier sur le portail Atlantico.fr, qui revendique par ailleurs son penchant ultra libéral et pro-américain : *Un scandale à 639 000 milliards de dollars ? Ces nouvelles règles américaines pour la sécurité financière que les banques ont prévu de contourner*.

Son auteur précise en préembule : "*Pour éviter un nouveau "Lehman Brothers", les Etats-Unis vont appliquer de nouvelles lois de surveillance des marchés. Loin de protéger l'économie, elles laissent perdurer les dérivés hors marchés dans des montants inégalés, à hauteur de 639 000 milliards de dollars. Leur seule priorité : s'assurer que la première faillite ne sera pas américaine ....*"

Voilà de quoi se félicitent Hollande et Moscovici et bien entendu Merkel.

- Un scandale à 639 000 milliards de dollars ? Ces nouvelles règles américaines pour la sécurité financière que les banques ont prévu de contourner. (Atlantico.fr) (14.12.12)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Le président Barack Obama a promulgué vendredi une loi modernisant les relations commerciales des Etats-Unis avec la Russie mais qui sanctionne aussi les violations des droits de l'homme dans ce pays, ce qui suscité une vive riposte de Moscou.

La nouvelle loi américaine, dite loi "*Magnitsky*", prévoit de refuser l'entrée aux Etats-Unis et de geler les actifs des auteurs d'atteintes aux droits de l'homme en Russie, notamment les personnes jugées responsables de la mort de Sergueï Magnitsky, un avocat anti-corruption mort en 2009 dans une prison russe.

Le ministère russe des Affaires étrangères a déclaré que ce texte était "*dangereux et manquant de vision*". Il s'agit d'une "*ingérence manifeste dans nos affaires intérieures*", lit-on dans le communiqué du ministère.

Le ministère critique toutefois plutôt les élus américains que Barack Obama lui-même, disant regretter que le président américain ne puisse avoir le dernier mot "*sur ceux qui (...) voient notre pays non comme un partenaire mais comme un ennemi*".

De leur côté, les députés russes ont rétorqué vendredi en donnant leur accord préliminaire à un texte destiné à empêcher l'entrée en Russie à tout Américain ayant commis des violations des droits de l'homme. Reuters 14.12

2- Israël

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Liéberman, partenaire dans la coalition du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a annoncé vendredi sa démission au lendemain de son inculpation pour fraude et abus de confiance.

Le procureur général a fait savoir qu'il ne détenait pas de preuves suffisantes pour l'inculper de charges plus graves de blanchiment d'argent et de pots-de-vin.

Benjamin Netanyahu et Avigdor Lieberman, connu pour ses déclarations à l'emporte-pièces qui irritent les chancelleries occidentales, ont récemment fusionné leurs partis.

Benjamin Netanyahu a fait savoir qu'il assurerait personnellement l'intérim du ministère des Affaires étrangères jusqu'aux élections. Reuters 14.12

SOCIAL

France

La direction d'Air France a avancé l'idée d'un plan de départs volontaires chez les hôtesses et stewards pour les inciter à accepter le plan de restructuration de la compagnie et résorber les sureffectifs au sein de cette catégorie de personnel.

Si aucune mesure n'est prise, la direction prévoit qu'il "*demeurerait un sureffectif de 500 à 600 hôtesses et stewards*" après 2014 parmi les personnels navigants commerciaux (PNC), a indiqué un porte-parole à l'AFP.

Mais la direction exige en préalable la signature d'un accord avec les hôtesses et stewards "*pour accompagner la mise en oeuvre des 20% de gain d'efficacité économique*" prévus dans le cadre du plan Transform 2015 de restructuration de la compagnie.

Cette piste est avancée par la direction alors que les négociations avec les PNC pour l'approbation de ce plan ont repris la semaine dernière, quatre mois après le refus de leurs syndicats de valider ce plan.

Transform 2015 prévoit la suppression de 5.122 postes équivalents temps-plein à fin 2013, sans départs contraints, dont 2.767 parmi les salariés au sol. Il se donne également pour objectif de parvenir à deux milliards d'économie en trois ans ainsi qu'une refonte du réseau moyen courrier et de l'offre long courrier de la compagnie.

Il y a environ 15.000 PNC chez Air France.

Contrairement aux pilotes et aux personnels au sol, les hôtesses et stewards constituent la seule catégorie de personnel qui n'a pas validé ce plan, qui prévoit un gain de productivité de l'ordre de 20%.

Selon le porte-parole d'Air France, le PDG Alexandre de Juniac a tenu une webconférence en direct vendredi destinée aux PNC au cours de laquelle il a indiqué qu'"*une des contreparties à la signature d'un accord pourrait être des mesures d'aides au départ volontaire*".

Interrogés par l'AFP, les syndicats se sont montrés ouverts aux discussions tout en insistant sur les limites à ne pas franchir.

"*On ne pense pas que les PNC ne doivent pas faire d'efforts, on veut bien en faire pour participer au redressement de l'entreprise mais pas au prix de la fin du métier tel qu'on le connaît aujourd'hui*", a déclaré David Lanfranchi, responsable section Air France du Syndicat national des PNC (SNPNC).

"*On souhaite malgré tout parvenir à un accord avec la direction mais le tout est de savoir ce que l'on met dans la copie*", a-t-il poursuivi. Selon lui, "*la direction semble (cette fois) décidée à aborder le dossier différemment de ce qu'elle a fait jusqu'à présent*".

"*A partir du moment où les choses sont faites sur la base du volontariat, on est prêtes à les regarder*", a-t-il conclu en indiquant que les négociations entreraient dans le vif du sujet en janvier.

Pour Jean-Marc Quattrochi, délégué syndical Unac, "*il y a énormément de pistes possibles: temps partiel, temps alterné, congé sans solde, chômage partiel, détachements temporaires, plan de départs volontaires et la mesure extrême serait les licenciements secs*".

"*L'entreprise dit qu'elle envisagera les pistes les moins indolores dans le cadre d'un accord, mais dans le cas contraire on ne sait pas ce qu'elle ferait*", a-t-il poursuivi. AFP 14.12

Un bon prétexte pour que ce bureaucrate syndical pourri signe n'importe quel accord avec la direction, il le dit lui-même pour qui sait lire.

Si par la grève tous les avions d'Air France étaient cloués au sol, je ne donne pas trois jours avant que la direction canne sans condition. Pareil chez Mittal, Sanofi, etc. Je l'ai testé avec des Japonais (Konica) en 1982 quand j'étais délégué syndical, et ça marche !

ECONOMIE

1- Espagne

La dette publique de l'Espagne a atteint un nouveau record historique fin septembre, à 77,4% du PIB, un niveau préoccupant du fait des taux d'intérêt élevés auxquels l'Espagne emprunte sur les marchés.

La dette du pays a augmenté de 10,7 points par rapport à la même période de l'année précédente, une hausse liée tant à l'administration centrale qu'aux 17 régions autonomes, a annoncé vendredi la Banque d'Espagne.

Le gouvernement prévoit que la dette publique grimpe encore en 2013, pour atteindre 90,5% du PIB.

Cette prévision ne tient pas compte du prêt européen aux banques espagnoles, dont le premier volet de 37,5 milliards d'euros est attendu dans les prochains jours.

Si cette aide atteignait le maximum prévu (100 milliards d'euros), elle représenterait dix points supplémentaires pour la dette du pays. AFP 14.12

2- Italie

La dette de l'Italie a franchi en octobre pour la première fois le cap symbolique des 2.000 milliards d'euros, selon un document publié vendredi par la banque centrale italienne.

La dette de l'Italie s'est établie à 2.014,693 milliards d'euros en octobre 2012, selon un supplément au bulletin mensuel statistique de la Banca d'Italia. AFP 14.12

Incroyable, il paraîtrait que la France est sur la même pente savonneuse, mieux, tous les pays de l'UE, les Etats-Unis...

Haut de page

Le 16 décembre

CAUSERIE

Délire féministe.

A lire ce qu'on trouve dans des documents qui émanent du NPA (et d'ailleurs), on pourrait se demander si on n'a pas affaire à un asile de fous, cela me file mal à la tête dés les premières lignes et j'arrête net.

Un florilège de ce qu'on peut lire dans trois documents.

Rencontre du troisième type ou de la loge P1 à la loge P4, notez bien que je me suis abstenu d'écrire PQ :

- Plateforme Z — Texte alternatif 1 -
- Trois formulations alternatives (« formulations 2 ») dans le texte international/Europe (BI, p. xx) ;

- des camarades de la PY et un avec un camarade de la PX.
- les camarades de la PY (pour l'essentiel l'ex-P2)

Qui peut s'y retrouver là-dedans, et j'imagine qu'ils ont voulu faire simple !

Il ne manque plus que la tendance tampax et préservatif, mais quel délire ! Et les eunuques, les bisexuels, les travelos, y ont-ils pensé ?

- de jeunes et de révolté-e-s sont prêt-e-s
- les militant-e-s combatif/ves
- des délégué-e-s élu-e-s, mandaté-e-s,
- de militant-e-s déterminé-e-s et organisé-e-s

Voilà un style emphatique, ampoulé, précieux, ridicule ! Une marque de modernité semble-t-il, qui en réalité nous renvoie à une forme d'expression archaïque, une régression du langage où l'usage d'un terme générique ne suffit plus à préciser le signifiant d'un mot, à transmettre un sens, qui dès lors serait déclaré ambigu, contestable, comme si en faisant référence aux droits de l'homme, les femmes n'étaient pas forcément incluses dans le générique homme.

Apparemment ils ignorent la définition de l'adjectif générique qui à elle seule suffit à répondre à toutes les critiques de phallocrate ou de machiste qui peuvent être adressées à un locuteur qui emploie le masculin en omettant le féminin. Personne n'osera me soupçonner j'espère de ne pas respecter les femmes, sauf celles de l'aristocratie tout comme leur pendant masculin. Je vais vous avouer quelque chose, je les aime toutes !

Comme disait Descartes : " *l'unité générique n'ajoute rien de réel à la nature de chaque individu*", j'ajouterais qu'elle ne lui retranche rien non plus, elle se suffit à elle-même.

Le Grand Robert cite M. Bernès, in Lalande, Voc. de la philosophie, art. Générique, qui apporte une précision : " *Général et spécial désignent ce qui a respectivement le caractère du genre ou de l'espèce; générique et spécifique, ce qui appartient au genre ou à l'espèce* ", par exemple le chien se rapportant à l'espèce canine sans qu'il soit nécessaire d'ajouter la chienne pour que l'on admette qu'ils sont tous les deux carnivores ou qu'ils marchent sur quatre pattes! Et quand on parle de militants, on n'évoque pas le genre se rapportant au sexe auquel ils appartiennent individuellement ce dont on n'a que faire ici, sauf à avoir une autre idée en tête ou avoir développé un complexe de culpabilité envers l'autre sexe, mais le genre d'activité qu'ils partagent par rapport à d'autres activités, ce qui permet de les distinguer, des adhérents par exemple, qui ne signifie pas forcément militants, mais j'aurais pu prendre d'autres exemples plus éloignés pour éviter toute confusion, collectionneurs, etc.

Le Grand Robert fournit une autre définition qui pourrait éclairer leur lanterne : (1865). Terme, nom générique ; expression générique, désignant un genre entier.

Si je dis les jeunes sont révoltés, je n'établis pas de distinction entre les sexes, je considère que les deux sexes sont inclus dans le générique *jeunes*, je procède par inclusion, alors que lorsqu'ils écrivent "*révolté-e-s*", ils réalisent une dichotomie, ils procèdent par exclusion, systématiquement ils les séparent, ils mettent en avant ce qui les distingue selon leur sexe comme si c'était leur préoccupation première, ils les opposent, c'est exactement ce à quoi voulait en venir ceux qui au départ on introduit cette sorte de discrimination permanente et pernicieuse pour diviser les travailleurs, idée qui a germé dans la tête de penseurs réactionnaires qui ne partagent ni notre idéologie, ni notre combat, ni notre objectif politique.

C'est un facteur comme bien d'autres qui concourt à la dislocation des rapports sociaux bâtis sur la solidarité entre les hommes et les femmes, bien imparfaites dans la société telle qu'elle existe, je leur l'accorde volontiers, il aurait peut-être été plus juste de parler de complémentarité. Ce facteur est le complément de la division du travail sur le plan idéologique entre les hommes et les femmes. C'est finalement l'expression de l'intrusion de l'idéologie dominante jusqu'à la racine de la pensée humaine qui a pour objectif la liquidation des progrès sociaux sur lesquels repose la civilisation humaine ou leur nivellement vers le bas, et qu'elle a mis tant de siècles à se forger en faisant reculer l'obscurantisme.

Sur le plan du droit, établir systématiquement une distinction entre les hommes et les femmes va à l'encontre de l'établissement de droits égaux pour tous sans distinction de sexe. Ce constat est valable également sur le plan social.

Je m'aventurerais bien sur le terrain anthropologique, mais je crains de dire des bêtises car ma mémoire est défectueuse et je n'ai pas le temps de vérifier ce que j'ai en tête, il semblerait que le passage du matriarcat au patriarcat ne fut pas étranger à la répartition des tâches entre les hommes et les femmes, les premiers se livraient aux travaux de force, à la chasse et à la guerre, les principales activités à cette époque, pendant que les femmes gardaient le village et éventuellement le bétail et s'occupaient des enfants. Il serait ainsi logique que les hommes aient pris hiérarchiquement le dessus sur les femmes, à une époque où la question de la conscience de classe ne se posait pas, pour la bonne raison qu'elles n'existaient pas encore. Quand je dis logique, cela ne signifie nullement que je soutiendrait cette forme de pouvoir.

J'avais rédigé le précédent paragraphe hier soir, et ce matin je me suis décidé à vérifier rapidement le bien-fondé de mon assertion en lisant un passage de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* d'Engels (1884), et me voilà rassuré, pour compléter ce qui a été dit on pourrait préciser que c'est le développement des forces productives qui fut le facteur décisif du passage du droit maternel au droit paternel...

Si vous y tenez pour conclure, on pourrait aller sur le terrain morphologique, ne me demandez pas pourquoi dans les arènes on ne trouve que des taureaux et non des vaches, pourquoi on ne parle que de combats de coqs ou de chiens et non de combats de poules ou de chiennes, pourquoi dans leur immense majorité les hommes sont plus robustes que les femmes, depuis la nuit des temps, je parle physiquement, pas psychologiquement, la nature est ainsi faite, ils la jugent peut-être imparfaite et ils voudraient remédier à cette imperfection, c'est la mentalité du petit-bourgeois qui considère que la nature devrait être conforme à la représentation (déformée) qu'il en a, qui devrait leur obéir, qui oublie au passage que toute représentation repose sur des rapports matériels et que c'est seulement leur évolution ou transformation qui permet d'en avoir une nouvelle représentation et ainsi de suite, ici en l'occurrence le passage du capitalisme au socialisme qui permettra de libérer à la fois les forces productives du carcan dans lequel elles étouffent et d'envisager de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes tenant compte de leur nature réelle au lieu de les violer comme c'est le cas en régime capitaliste, on dit aussi que c'est la condition pour que l'homme (générique) devenu étranger à la nature ou la considérant comme son ennemi, la réintègre pour y vivre en harmonie avec les autres espèces, animales et végétales.

Je pense qu'ils se sont fourvoyés, et qu'ils se sont laissé entraîner sur un terrain qui m'a tout l'air d'être miné ou qu'il se soit laissé manipuler pour se conformer à une mode, à une idée largement colportée par les médias, et pour cause. C'est aussi le témoignage d'une absence d'esprit critique ou d'une faiblesse de caractère, de lacunes politiques graves.

C'est plus que grotesque d'employer ces formules, quelque part c'est débile, pathologique même, quasiment obsessionnel, car apparemment j'ai cru remarquer qu'au fil du temps ils en avaient rajouté une couche qui me donne la nausée. Ils n'osent tout de même pas imaginer un instant que des militants équilibrés vont les prendre au sérieux ou alors c'est qu'ils ont un sérieux problème mental à régler plus que politique et il trouve là matière à l'alimenter ; je veux dire pas là qu'on ne peut pas avoir de solides convictions ou qu'elles passent au second plan, quand on accorde autant d'importance à la sexualité d'une personne ou d'un militant au point de systématiquement la mettre en avant.

Je vais vous dire ce qui m'a conduit à prendre la décision d'écrire cet article, c'est que ce sont des profs - tous les profs ne leur ressemblent pas heureusement, et qu'après l'histoire de ce prof de Charente qui a demandé à ses élèves de se mettre dans la peau de gosses qui avaient pris la " *décision (qui) semble irrévocable*" de se suicider, notez bien car c'est très grave et j'insiste "*irrévocable*", trop , c'est trop je ne peux plus supporter une minute cette littérature. Ici, en Inde, on crève à petit feu, alors leurs histoires de "*-e-s*", on s'en tape complètement, ils ne peuvent pas imaginer à quel point, d'ailleurs je ne leur demanderai pas.

Cette critique vaut évidemment pour tous ceux qui se livrent à cette mimique féministe frénétique, malsaine, finalement primaire.

Il est inutile de préciser qu'ils doivent faire partie des partisans du "*mariage pour tous*" qui en terme de décomposition bat tous les records. Il s'agit en la matière de déstructurer tous les rapports sociaux sur lesquels repose la société pour finalement faire en sorte que ses membres n'aient plus aucun point de repères auxquels se raccrocher, ici en l'occurrence un homme et une femme seraient à tous points de vue identiques, et adoptent le point de vue (unique) ou le mode de vie qui leur est imposé par la classe dominante, dont l'objectif étant de renforcer l'emprise de cette celle-ci sur la société pour au final imposer un nouveau modèle de société, leur Nouvel ordre mondial débarrassé de toute distinction de sexe, de religion, de philosophie, de culture, de classe, où règnerait un type de pouvoir comparable à une monarchie fait de monarques au pouvoir absolu, de sa cour (l'élite intellectuelle triée sur le volet), et leurs sujets, les masses laborieuses réduites à l'état d'esclaves.

L'avantage de ce portail sur tous les autres, c'est qu'on y traite absolument de tous les sujets sans a priori ou tabous. Si vous en connaissez d'autres qui font preuve d'une telle ouverture d'esprit, n'hésitez pas à nous les faire connaître.

ACTUALITE EN TITRES

Enfin une bonne nouvelle !

- La Bourse de Paris s'oriente vers une belle fin d'année - AFP

ACTUALITE DU JOUR

Nouvelles du Nouvelle ordre mondial.

Un article du portail (de traders) de Liesi : *La guerre bactériologique est-elle nécessaire à l'édification de 'leur' NOM ?*

Des scientifiques annoncent de futurs problèmes bactériologiques à cause du réchauffement et de la fonte des glaces.

Voici les extraits d'un article de Futura-science : « *Si les Hommes dénichent des mammouths dans le pergélisol, les glaces cachent bien d'autres organismes. Des virus, des bactéries ou des champignons sont emprisonnés dans les lacs gelés d'Arctique et d'Antarctique. S'ils étaient réémis dans l'atmosphère, certains d'entre eux pourraient bien devenir dangereux. Le système immunitaire d'un être humain est adapté à son environnement : il serait sûrement incapable de se défendre face à certains virus datant par exemple de 3 millions d'années ! Ainsi, dans le contexte actuel de changement climatique, la communauté scientifique prévient : les calottes fondent, il faut s'attendre à l'arrivée de nouvelles maladies. […]*

Certains virus ne survivent pas après le dégel, mais d'autres s'adaptent très bien. C'est typiquement le grand problème de la grippe. Des pandémies de grippe ont frappé périodiquement dans l'histoire. Le siècle dernier, il y a eu la grippe espagnole en 1918, la grippe asiatique en 1957 et la grippe de Hong Kong en 1968. Mais entre ces pandémies, où résidait donc le virus ? Certains suggèrent justement qu'il était emprisonné dans les glaces en Sibérie. […] »

Le problème est que l'exemple cité sur la grippe espagnole ne correspond pas à la réalité des choses. D'aucuns ont très bien démontré que ce virus a été employé dans le cadre d'une guerre bactériologique engagée par les services US. Autrement dit, le réchauffement climatique pourrait (encore) avoir bon dos pour cautionner une partie du plan des Elites, lesquelles veulent liquider beaucoup de monde sur terre pour imposer leur Nouvel Ordre Mondial, via une guerre bactériologique grandeur nature… ce qu'annoncent d'ailleurs de nombreuses prophéties.

L'épandage aux Etats-Unis de certains '*produits inconnus*' et la multiplication de maladies pulmonaires dans certaines régions ont déjà fait l'objet de nombreux articles depuis plusieurs années sur des sites américains. Liesi 15.12

Laissons de côté les "*prophéties* auxquelles croient ces traders comme ils doivent croire que le capitalisme aurait encore un avenir, et peu importe que cette revue scientifique (Futura-science) ignore comment s'est développée la grippe espagnole, seule l'annonce de la propagation possible et surtout "*accidentelle*" dans le futur de nouvelles bactérie nous intéresse, au regard de ce que les sinistres scientifiques américains (et autres) liés aux promoteurs d'un Nouvel ordre mondial ont pu réaliser en la matière dans le passé.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Des islamistes ont attaqué samedi soir avec des bombes incendiaires et de la chevrotine les bureaux cairotes du journal du parti d'opposition Wafd, a-t-on appris de sources proches des services de sécurité.

Deux personnes ont été blessées et les pompiers ont dû intervenir pour éteindre les flammes.

Mostafa Chafik, directeur de la publication dont les locaux sont à côté du siège du parti, a déclaré que les bureaux du journal avaient été détruits.

Il a ajouté que les forces de l'ordre n'étaient pas intervenues au moment de l'attaque et "*à la fin elles ont lancé des grenades lacrymogènes sur les assaillants et sur nous*" Reuters 15.12

SOCIAL

1- France

Le smic horaire brut passera à 9,43 euros, soit une hausse limitée à 0,3%, au 1er janvier prochain, d'après les calculs du journal Les Echos, diffusés sur son site internet vendredi.

Cette revalorisation, qui ne bénéficierait pas d'un coup de pouce du gouvernement, correspond à une hausse mensuelle de moins de cinq euros pour un temps de travail de 35 heures hebdomadaires, ajoute le quotidien.

Le smic avait augmenté de 2%, au mois de juillet 2012, mais comportait une avance de 1,4% au titre de l'inflation intervenue depuis la précédente revalorisation, limitant donc le véritable "*coup de pouce*" à 0,6 %.

"*Ce qui a été pris au titre de l'inflation n'est donc plus à prendre*", expliquent Les Echos. Reuters 15.12

A les entendre, on pourrait croire que la précédente augmentation du smic a constitué un coup de force de voyous, de nantis.

Vous êtes trop bon monseigneur, dieu vous le rendra au centuple, n'en doutons pas, il est généreux avec les fripouilles !

Le Medef par la voix des Echos s'empresse de justifier la prochaine annonce du gouvernement sur l'augmentation du smic

Allez : vive Hollande, la "*gauche de la gauche*", le Front de gauche, !

2- Portugal

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Lisbonne, à l'appel des syndicats, pour protester une nouvelle fois contre la politique de rigueur menée par le gouvernement portugais sous la tutelle de l'UE et du FMI.

Le défilé organisé par la CGTP, la principale confédération syndicale du pays, a abouti en face du palais de la présidence de la République pour demander au chef de l'Etat, le conservateur Anibal Cavaco Silva, de ne pas promulguer la loi de finances pour l'an prochain.

Mais alors que la récession s'accentue et le chômage atteint des niveaux record, touchant près de 16% de la population active et 39% des jeunes, le mécontentement populaire a sensiblement augmenté ces derniers mois.

"*Un jeune aujourd'hui au Portugal ne peut pas construire sa vie sans l'aide de ses parents. Moi j'ai fait mes études et tout ce que le gouvernement me propose c'est de quitter mon pays*", s'indigne Diogo Jesus, de 23 ans.

"*Nous avons deux enfants en âge scolaire et pas d'allocations, maintenant ma femme a perdu son travail... On en a marre, ce gouvernement doit partir*", lance Rui Barbosa, graphiste de 37 ans venu manifester en famille.

Le président de la République doit décider la semaine prochaine s'il promulgue la loi de finances, s'il pose son véto ou s'il saisit la Cour constitutionnelle pour qu'elle se prononce sur la légalité des mesures inscrites au budget. AFP 15.12

Haut de page

Le 17 décembre

CAUSERIE

Avec un peu d'avance, un complément à l'article daté du 16.

J'ai oublié de rappeler que dans ses confidences à Aaron Russo, Nick Rockefeller avait revendiqué être l'auteur du combat pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes pour pouvoir exploiter à grande échelle l'autre moitié de la population laborieuse, les femmes, sans évidemment leur reconnaître des capacités ou des qualités égales aux hommes, donc en leur accordant des rémunérations plus faibles pour tirer les salaires en général vers le bas.

Il précisait que son objectif était de détruire la famille telle qu'elle existait, et que faire travailler les femmes était un des moyens pour y parvenir. il ajoutait satisfait de lui que l'affaire avait bien marché grâce aux progressistes qui s'étaient engouffrés dans cette voie. Il précisa que c'était aussi un moyen pour séparer les enfants de leur famille, leur en enlever le contrôle et de les opposer à leurs parents au profit de la société, qui se chargerait de les formater pour en faire de bons esclaves, ajoutant que plutôt elle s'y mettait plus il y avait de chance d'atteindre cet objectif.

Gageons que lui et les siens sont à l'origine du "*mariage pour tous* ou qu'il soutient cette initiative qui s'inscrit dans le processus qu'il appelait de ses voeux. C'est quelque part monstrueux, j'entends par là aussi ce "*mariage pour tous* avec en prime le

droit d'adopter un enfant. Car on se demandera comment un petit garçon ou une petite fille élevé par un couple d'homosexuels pourra se structurer mentalement ou psychologiquement et ne pas subir la pression de ce modèle de rapports pour ne pas le reproduire plus tard ou prendre conscience des différences qui existent entre un homme et une femme et les fonctions qui sont propres à chacun des deux sexes telle que la nature les a produits.

Je préconiserais d'envoyer vivre sur une île déserte des couples d'homosexuels en leur procurant tout ce dont ils ont besoins pour survivre, sans enfants évidemment, et d'aller voir ensuite ce qu'ils sont devenus dans un siècle, juste pour s'assurer... je vous laisse deviner la suite.

Je n'ai aucun grief contre les homosexuels, chacun à le droit de vivre sa sexualité comme il l'entend, mais ils ne peuvent pas revendiquer des droits qui finalement correspondent à des fonctions qu'il leur ait impossible de remplir dans la société.

La suite lundi midi

Les idées dominantes demeurent les idées de la classe dominante.

J'ai reçu un courriel incendiaire en réponse à l'article que j'ai publié hier sur le "*mariage et l'adoption pour tous*" dans lequel son auteur écrit que je me "*vautre dans l'homophobie la plus crasse*". Si c'est la manière dont il interprète mon argumentation, je persiste et je signe. Je vais même en rajouter une couche.

Tout d'abord une question : est-ce une revendication de la classe ouvrière, qui ou quel milieu en fait une priorité, pourquoi ceux qui se mobilisent sur cette question ne se mobilisent pas contre le chômage, la précarité, la pauvreté ?

Réponse à la première partie de cette question : évidemment non, l'ouvrier a d'autres difficultés urgentes à affronter. Quant à la seconde, c'est bien simple, parce qu'ils ne se sentent pas concernés, disons tant que cela ne les concerne pas directement ou qu'ils parviennent à s'en sortir et vivent confortablement.

Avant de continuer je vais donner la parole à un internaute qui apporte des précisions intéressantes, qui rapporte des faits que je vais ajouter à ma propre argumentation.

- "*C'est comme le traité constitutionnel on sent à peine le parti pris des journalistes dans cette affaires...*

Quand on sait que dans les pays où le mariage homosexuel est possible ils sont seulement 5 % à se marier. C'est fabuleux 95 % des homosexuels en France ne se marieront pas. On aurait pu éviter de diviser le pays en améliorant le PACS mais non le PS préfère diviser le pays pour une minorité d'une minorité. Question pourquoi le PS divise le pays sur une question insignifiante numériquement ? Pourquoi ne pas avoir améliorer le pacs ? Pourquoi attiser les tensions entre les Français plutôt que chercher un compromis ? Le mariage homosexuel est un écran de fumé pour masquer la politique néolibérale du PS ?

En plus c'est dangereux la communauté gay pour faire c'est écran de fumée.... c'est vraiment de la politique de bas étage la plus abjecte et irresponsable. Il y a 50 000 chômeurs de plus par mois en France quel écran de fumée : Gandrange et ses 650 chômeurs.... Les médias passent leur temps à fabriquer des écrans de fumée pour empêcher le débat sur les causes réelles de la crise : 40 ans de néolibéralisme servis par les valets du ps et de l'ump. La vrai crise a commencé en 2008 le pire est devant nous et on nous parle de la volonté de mariage des 5 % d'homosexuels... Byzance qui parle du sexe des anges.....je crains que ce genre d'attitude irresponsable fabrique de l'homophobie c'est toujours pareils avec le ps... on l'a vu avec des officines comme sos racisme, on va voir avec la LGBT...."

Vous avez raison depuis plus de 40 ans le PS est passé maître en la matière pour dresser certaines couches de travailleurs les unes contre les autres au profit de l'extrême droite ou de la réaction en général...

PS : Postures et impostures ou le coup d'Etat permanent contre le socialisme.

Difficile aujourd'hui d'en faire davantage pour faire monter l'islamophobie après l'affaire Merah et le dernier bombardement de Gaza, sans parler qu'il est plutôt embourbé dans l'aventure syrienne au côté du Qatar et Israël.

On pourrait ajouter que, bien que par la voix de son représentant à l'ONU il est soutenu la reconnaissance de la création d'un Etat palestinien (au statut d'observateur), il n'a pu tirer aucun profit de cette position passée pour ainsi dire inaperçue chez les travailleurs, de la même manière que Christiane Taubira a pu remettre hier "*le prix des droits de l'homme de la République française*" à Michel Warschawski, un citoyen israélien qui soutiendrait la cause palestinienne, là encore, ce serait étonnant que ce soit un sujet de discussion dans les ateliers, sur les chantiers ou au bureau.

Cela me fait dire en y réfléchissant un peu, que ces postures sont bien destinées à quelqu'un, si ce n'est aux ouvriers qui les

ignorent superbement, à qui alors ? Aux intellectuels, aux petits-bourgeois, aux militants du mouvement ouvrier qui gravitent sans cesse autour et qui se sentiraient soudainement orphelins s'ils s'éloignaient un instant de ce milieu qui n'est pas celui prédestiné de la lutte de classe du prolétariat.

Ce qu'il faut avoir à l'esprit, ce qui est difficile quand on n'est pas issu du milieu ouvrier je veux bien l'admettre, mais qu'on peut facilement comprendre dès lors qu'on y met un peu de bonne volonté ou qu'on se débarrasse de ses a priori, c'est que les ouvriers, les employés, ce sont des rustres dans le sens où ils sont terriblement pragmatiques, ils sont en grande partie conservateurs dans la mesure où ils reproduisent le mode de vie de leurs parents, leurs préoccupations ne vont pas au-delà de ce qui participe à leur vie quotidienne, ils se foutent totalement du reste et ils vous diront volontiers que d'ailleurs ils n'y comprennent rien, je connais ce milieu comme ma poche, c'est le mien depuis ma naissance, c'est aussi le milieu dans lequel je me sens le mieux.

Cette opération du PS, si elle ne s'adresse pas aux ouvriers, elle sert à monter certaines couches de la petite-bourgeoisie, des intellectuels, du milieu du show-business, de la mode, contre la classe ouvrière qui dans sa grande majorité apparaîtra comme réactionnaire ou conservatrice, vous avez saisi où ils voulaient en venir ? Ce n'est pas tout.

Une fois qu'ils ont bien fait monter la sauce à l'aide des médias, qui une fois plus font preuve d'une complaisance qu'on aura du mal à qualifier de désintéressée, ils savent que les partis du mouvement ouvrier ne vont pas pouvoir faire autrement que de s'en saisir, et c'est exactement ce qui s'est passé, les uns se prononçant pour, les autres contre, et les derniers plus lâches s'abstenant de prendre position, ce qui revient à laisser faire. Ainsi il se trouvera une nouvelle fois divisé, un désaccord de plus entre les partis ouvriers ou catalogués comme tels faisant l'affaire du régime puisqu'il affaibli un peu plus le mouvement ouvrier. Ce n'est pas tout.

Bien entendu, le matraquage quotidien auquel se livre la totalité des médias va se traduire par le fait que les ouvriers qui n'avaient que faire de cette question vont s'en emparer à leur tour, et comme ils sont plutôt conservateurs, ils vont condamner cette initiative et ainsi rejoindre les partis qui y sont opposés, c'est-à-dire les partis de droite et d'extrême droite. Pure coïncidence ?
Qui sérieusement peut y croire un instant ?

On a bien avancé, n'est-ce pas ? A qui profite le crime, on a la réponse, certainement pas aux homosexuels.

On pourrait même enfoncer le clou en affirmant que les Berger, Delanoë, Lang, Mitterrand, feu Yves Saint-Laurent et Cie., les bourgeois ont les moyens de vivre leur homosexualité comme ils l'entendent, ils en ont les moyens, ce qui ne sera pas le cas de ceux de la classe moyenne encore moins ceux de la classe ouvrière qui demain croyant que leurs droits sont devenus légitimes s'afficheront davantage et se feront attaquer au coin d'une rue.

C'est ainsi que le PS pourra prétendre auprès de ses maîtres, qu'à travers toutes ses prises de positions économiques (union bancaire européenne), sociales (austérité), politiques (UE) ou de société, il a accompli sa mission de représentant du Nouvel ordre mondial que l'oligarchie financière tente d'instaurer par tous les moyens. Il lui reste encore à légaliser le cannabis, il doit attendre pour s'y coller que plus de la moitié des Etats américains aient franchi le pas, seuls 23 Etats sur 50 l'ont légalisé à ce jour.

11 septembre 2001. Témoignage.

Puisque le militant qui m'a envoyé ce courriel ne comprend apparemment rien à ma démarche qui pencherait vers le "*conspirationnisme*" et préfère les versions officielles que nous servent les différents gouvernements, le Pentagone, la CIA, etc., je vous propose (en anglais) le témoignage d'un "*conspirationniste*, le général russe Konstantin P. Petrov, qui ne croit pas un mot de la version de G. W. Bush du 11 septembre 2001.

J'ai trouvé cela par hasard, cette vidéo figurait dans une liste de vidéos de hard rock. Hier ma connexion était si rapide que j'ai téléchargé une trentaine de vidéos de concerts de Def Leppard, Van Hallen, Deep Purple, Michael Angelo Batio, Scorpions, Joe Satriani, Yngwie Malmsteen, Aerosmith, Led Zeppelin, John Petrucci...

Russian general, Konstantin P. Petrov, reveals truth about 9/11 (2012)
http://www.youtube.com/watch?v=c9s5_Q7QZX8

Les "*conspirationnistes*" ou les "*complotistes*" (comploteurs est correct) ne sont pas toujours ceux qu'on croit, que cela n'effleure même pas l'esprit de certains militants est navrant, normal, je ne porte pas de jugement, je m'en tiens à un constat.

S'ils daignaient seulement se poser davantage de questions, peut-être qu'ils pourraient y voir plus clair au lieu de se laisser aveugler par des dirigeants qui manifestement ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités.

Qui complotent pour le compte de qui ? Dans quels objectifs ? Qui y a intérêt ? Quel en est le contenu exact ? Qui dénoncent les comploteurs ? Dans quels objectifs ? Quelles sont leurs véritables motivations ? Sur quoi reposent leurs analyses,

leurs conclusions ? Sur quels faits se basent-ils ? Existent-ils des faits matériels, des témoignages, des preuves vérifiables et irréfutables pour corroborer leur théorie ? Qui les réfutent ou prétendent les réfuter, par quels moyens ? Par quel moyen parviennent-ils au constat qu'il y aurait un complot ? Comment comptent-ils le combattre ? En ont-ils les moyens ? Qui détient le pouvoir ? Etc. etc. etc.

C'est uniquement parce que je suis capable de me poser toutes ces questions et de proposer des réponses cohérentes et étayées avec force arguments que je me suis permis d'aborder ce sujet, ce qui n'est évidemment pas donné à tout le monde, j'en ai parfaitement conscience, auquel cas le monde ne serait pas tel qu'il est.

Les militants en général feraient bien de se poser la question de savoir pourquoi leurs dirigeants sont incapables ou se refusent à les poser, ils seraient surpris des réponses qui leur seraient fournies. Nous, nous n'avons ni a priori, ni tabou, ni secret, ni intérêt particulier à défendre, seules les intérêts collectifs des travailleurs guident notre démarche. Rappelons que nous n'obligeons aucun militant à y adhérer ou à se connecter sur ce portail.

Un dernier mot car c'est exaspérant de voir que des militants finalement ne comprennent rien à rien ou presque ou se laissent manipuler.

Le coup des "*armes massives*" détenues par Irak : alors complot ou pas complot de l'administration américaine ? Allez, répondez à cette question. Ils remettent cela avec la Syrie. Cela ne vous questionne pas, non, parce que vous soutenez l'intervention des puissances occidentales en Syrie. Je vous invite à lire l'article que je viens de mettre en ligne dans la rubrique Syrie : Fabrication de «*preuves*»? Opération clandestine israélienne en Syrie pour «*suivre l'arsenal chimique*». (mondialisation.ca) (12.12.12)

Et l'assassinat d'A. Lincoln, complot ou pas complot ? Et de JFK, complot ou pas complot ? La démission forcée de Nixon, complot ou pas complot ? La création de la Fed, complot ou pas complot ? Etc. etc. etc. Vous préférez peut-être faire partie de la majorité des Américains qui en ignorent encore tout, c'est votre droit et je le respecte. Moi, je préfère faire partie de ceux qui savent ce qui s'est réellement passé, cela peut servir pour comprendre comment fonctionne le vieux monde, dans quelle direction il s'oriente, et à déterminer quelle stratégie développer pour le combattre.

ACTUALITE EN TITRES

Quand le taux de l'usure grimpe...

Mario Monti ou l'usure du pouvoir : en sept mois, la popularité de l'homme providentiel s'est effondrée - Atlantico.fr

Tout comme Hollande et Ayrault. Si cela peut rassurer ceux qui ont appelé à voter Hollande ou PS, Fillon et Copé sont à peu près au même niveau aux alentours de 35%, selon les sondages. Selon les urnes hier, beaucoup moins semble-t-il...

Raison de plus pour en douter !

Cazeneuve n'a "*aucun doute sur l'intégrité*" de Cahuzac - AFP

Encore un qui aurait mieux fait de se taire, vous me direz que ce ne sont pas nos oignons et je suis d'accord avec vous. Vous savez, Cazeneuve, c'est celui qui avec Fabius votent un jour non et un autre oui à l'Union européenne.

Du tac au tac

Question : Pierre Laurent demande à François Hollande de "*changer de cap*" - LePoint.fr

Réponse : Pas de coup de pouce au smic, dit Michel Sapin - Reuters

Interrogé dimanche lors du Grand rendez-vous Europe 1/iTélé/Le Parisien, il n'a pas hésité à sous-entendre que les travailleurs (2,6 millions) qui sont rémunérés au smic (9,40 euros de l'heure) avaient déjà bénéficié de la générosité du gouvernement en juillet dernier, et qu'il ne faudrait pas qu'ils abusent en réclamant un nouveau "*de coup de pouce*" : "*L'anticipation a permis aux salariés de gagner plus pendant toute la 2e partie de l'année*" a-t-il affirmé.

A l'entendre on pourrait croire qu'au-delà de cette augmentation misérable, ce serait commettre un crime, un vol, que l'économie du pays s'écroulerait, que les capitalistes seraient ruinés, ce qui n'est pas le cas quand le gouvernement leur accorde 20 milliards d'euros en plus des quelque 20 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales dont ils bénéficient déjà

chaque année. On ne peut pas plaire à tout le monde, c'est bien connu.

J'en profite pour préciser que *quelque* devant 20 milliards a valeur d'adverbe et reste invariable, il est synonyme d'environ, approximativement. Je le précise, car sinon je vais être taxé de minable en orthographe par certains. Ce dont je me fous complètement, Molière était nul en orthographe pour ceux qui l'ignoraient. On a les références qu'on peut.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Faites des enfants avant de prétendre avoir des droits sur eux!

Les partisans du mariage homosexuel et du droit à l'adoption pour les couples de même sexe ont manifesté dimanche à Paris et dans plusieurs villes de France pour défendre le projet de loi qui doit être soumis à l'Assemblée fin janvier.

A Paris, le cortège comptait 60.000 personnes selon la préfecture de police. Parti en début d'après-midi de la place de la Bastille, il a gagné le Luxembourg. Sur les pancartes, on lisait: "*des droits pour nos enfants*".

La ministre du Logement écologiste Cécile Duflot était présente dans le cortège. Le Parti socialiste était représenté par le premier secrétaire Harlem Désir ou encore le maire de la capitale Bertrand Delanoë. Reuters 16.12

Il n'y aurait pas, comment dire, une anomalie quelque part ? Ou l'art de mettre la charrue avant les boeufs.

Avant de revendiquer "*des droits pour nos enfants*", faudrait-il encore être capable de les faire, c'est la moindre des choses, c'est tellement élémentaire, trop, beaucoup trop semble-t-il, au point que cela échappe à ceux qui soutiennent aveuglément ce projet, et qui de la sorte témoigne qu'ils sont devenus tout simplement incapables de penser librement.

A leur place je me poserais de sérieuses questions sur ma manière d'appréhender la réalité, en partant de faits matériels, en matérialiste, ou en idéaliste en partant de la représentation déformée qu'on peut en avoir et qui est ici gracieusement entretenu par un président, un gouvernement, un parti qui n'ont rien de social, d'humaniste, sauf bien entendu à tout confondre et leur prêter des intentions qu'ils n'ont pas en recourant au même procédé. Espérons seulement que cela ne soit pas irréversible.

1.2- L'amour vache.

Après un mois de crise et de psychodrames, un accord se dessinait enfin dimanche à l'UMP, les deux rivaux Jean-François Copé et François Fillon semblant désormais simultanément prêts à un compromis incluant une nouvelle élection à la présidence du parti en septembre 2013.

Jean-François Copé, président proclamé mais contesté de l'UMP et qui refusait jusqu'à présent tout nouveau scrutin avant les municipales de 2014, a dû bouger dimanche midi, en s'entretenant au téléphone avec l'ancien Premier ministre pour lui dire qu'il était désormais prêt à un nouveau vote en 2013. AFP 16.12

1.3- Divorce confirmé avec les institutions

L'opposition de droite française reprend un siège à la gauche dans l'Hérault, où le candidat UMP Elie Aboud s'est imposé face à la socialiste Dolorès Roqué, qui l'avait emporté en juin dernier avant que le scrutin ne soit annulé.

Elie Aboud, médecin de 53 ans, élu pour la première fois en 2007, gagne avec 61,91% des suffrages exprimés contre 38,09% à son adversaire, selon la préfecture. Le taux de participation a été de 40,11%.

Lors du scrutin de juin dernier, invalidé par le Conseil constitutionnel pour des procurations irrégulières au profit de Dolorès Roqué, Elie Aboud avait été battu de dix voix par la candidate socialiste lors d'une triangulaire avec le candidat FN Guillaume Vouzellaud.

Avec 5.000 voix de plus qu'au 1er tour pour une participation quasi identique (41,6% seulement), Elie Aboud semble avoir bénéficié de bons reports de voix qui s'étaient portées au 1er tour sur la candidate du FN, éliminée le dimanche précédent avec 23,37%

des voix. Le 9 décembre, la droite et l'extrême droite avaient totalisé 66,6% des voix.

L'UMP Patrick Devedjian a par ailleurs été réélu dimanche, au second tour de scrutin, député des Hauts-de-Seine.

L'ancien ministre de la Relance a obtenu 60,03% des suffrages exprimés contre 39,97% au candidat de la gauche, Julien Landfried (MRC, "chevènementiste").

L'abstention a été élevée - 63,95%.

Dans le Val-de-Marne, le dissident UMP Sylvain Berrios a créé la surprise en battant le sortant Henri Plagnol (UDI, centriste). Il a obtenu 56,6% des suffrages exprimés contre 43,4% au député centriste sortant.

Au premier tour de scrutin, dimanche dernier, Henri Plagnol avait recueilli 26,20% des votes contre 23,39% pour Sylvain Berrios. Le socialiste Akli Mellouli avait été éliminé au premier tour avec 19,99% des suffrages.

Le candidat centriste avait été élu sous l'étiquette UMP le 17 juin dernier avant de rejoindre les rangs du mouvement de Jean-Louis Borloo (UDI, Union des démocrates et des indépendants). Reuters 16.12

Ils ont été élus avec entre 21 et 25% des voix, moins encore car je n'ai pas soustrait les votes blancs et nuls, je n'ai pas les résultats en détail.

Ces trois votent confirment le rejet des partis institutionnels par les travailleurs. Ils savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ils ne savent pas encore ce qu'ils veulent ou ils sont toujours incapables de l'exprimer clairement.

2- Etats-Unis

Le président des Etats-Unis Barack Obama a choisi le sénateur John Kerry pour prendre la succession de Hillary Clinton au poste de secrétaire d'Etat, ont annoncé samedi soir les chaînes de télévision CNN et ABC.

Candidat malheureux à la présidence américaine en 2004 contre George W. Bush, M. Kerry, héros décoré du Vietnam avant de devenir militant anti-guerre, sénateur du Massachusetts (nord-est) depuis 1985, vient d'avoir 69 ans.

Chef depuis quatre ans de la puissante commission des Affaires étrangères du Sénat où il a succédé à l'actuel vice-président Joe Biden, il est considéré comme le favori pour prendre la tête de la diplomatie de la première puissance mondiale depuis l'annonce cette semaine par l'ambassadrice à l'ONU Susan Rice qu'elle renonçait à briguer ce poste.

M. Kerry, avec sa longue expérience au Capitole, est considéré comme un candidat bien plus consensuel que Mme Rice à la succession de Hillary Clinton.

Outre Mme Clinton, plusieurs ministres de premier plan de M. Obama ont fait part de leur volonté de ne pas servir sous son second mandat qui commencera le 20 janvier: le secrétaire au Trésor Timothy Geithner est donné partant, tout comme Leon Panetta, le secrétaire à la Défense.

A ce dernier poste, M. Obama envisagerait de nommer un ancien parlementaire de la même génération que M. Kerry, et lui aussi ancien combattant décoré du Vietnam: l'ex-sénateur républicain du Nebraska (centre) Chuck Hagel, 66 ans.

L'appartenance de M. Hagel au parti républicain pourrait faciliter la validation de sa nomination par ses anciens collègues du Sénat, même si ce modéré n'a pas toujours épousé les thèses dominantes de son parti en matière de politique étrangère, critiquant notamment la stratégie de l'ancien président George W. Bush en Irak et marquant sa différence sur le dossier israélien. AFP 16.12

3- Japon

Le Parti libéral démocrate (PLD), qui prône plus de fermeté à l'égard de la Chine, a largement remporté dimanche les élections législatives anticipées au Japon, renvoyant dans l'opposition le Parti démocrate (PDJ) après une parenthèse de trois ans.

Selon les projections établies par la chaîne de télévision Asahi sur la base du dépouillement partiel, le PDL, qui avait été battu en 2009, remporterait à lui seul 291 des 480 sièges de la chambre basse du Parlement.

Allié aux 32 élus du Nouveau Komeito, il disposerait d'une majorité qualifiée de deux tiers des élus.

Le secrétaire général du PLD, Shigeru Ishiba, n'a pas écarté l'hypothèse d'un accord avec les nationalistes du Parti de la restauration japonaise (PRJ), créé cette année par le populaire maire d'Osaka, Toru Hashimoto, qui sont crédités pour leur part de 52 sièges.

Le Parti démocrate de Yoshihiko Noda, qui avait mis fin il y a trois ans à l'hégémonie du PLD sur la vie politique japonaise de l'après-guerre, est laminé: il obtiendrait 56 élus, contre 308 dans l'assemblée sortante.

Conduit par l'ancien Premier ministre Shinzo Abe, le PLD a fait campagne sur une position de fermeté à l'égard de la Chine et sur un assouplissement des politiques monétaire et budgétaire pour relancer l'économie nippone. Il efface de manière éclatante sa cuisante défaite de 2009.

"*Nous devons surmonter la crise que traverse le Japon. Nous avons promis de sortir le Japon de la déflation et de corriger la hausse du yen. La situation est dure, mais nous devons faire cela*", a déclaré Shinzo Abe, qui devrait prendre ses fonctions le 26 décembre après sa ratification par le parlement.

Le Parti démocrate, formation hétéroclite classée au centre gauche, voit sa représentation parlementaire fondre comme neige au soleil.

Le programme du PLD reste favorable au nucléaire, malgré les débats nés de l'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011. Il préconise une politique monétaire très accommodante associée à des dépenses budgétaires élevées, afin de lutter contre la déflation qui frappe le Japon, entré dans sa quatrième récession depuis 2000.

Le PLD multiplie les déclarations bellicistes contre la Chine, en raison du contentieux portant sur les îles Senkaku-Diaoyu, revendiquées par les deux pays en mer de Chine orientale et le probable futur Premier ministre s'est voulu très ferme dimanche sur ce sujet.

"*Les îles Senkaku sont une partie intégrante du territoire japonais. Je tiens à vous montrer ma vive détermination à ce qu'il en soit toujours ainsi*", a-t-il dit.

L'agence de presse Chine nouvelle a rapidement réagi. "*Un Japon économiquement faible et politiquement aigri ne nuira pas seulement à son propre pays, mais aussi à la région et au monde entier*", écrit-elle.

"*Le Japon, qui a semé le mal et la dévastation dans les autres pays asiatiques durant la Seconde guerre mondiale, ravivera les soupçons parmi ses voisins si l'actuel virage à droite n'est pas stoppé à temps*", ajoute l'agence.

Considéré comme un "*faucon*" au sein des nombreuses factions du PLD, Shinzo Abe a par ailleurs dit son intention d'amender la Constitution pacifiste du Japon, rédigée sous l'influence des Etats-Unis après la défaite lors de la Seconde Guerre mondiale et dont l'article 9 affirme que le pays "*renonce pour toujours à la guerre*". Reuters 16.12

SOCIAL

1- France

La France doit repousser au moins à 63 ans l'âge minimum de départ en retraite afin de financer les pensions, a estimé dimanche la présidente du Medef Laurence Parisot.

La réforme menée sous le mandat Sarkozy qui a porté de 60 à 62 ans l'âge minimum et à 65 ans l'âge requis pour bénéficier d'une pension à taux plein quelle que soit la durée de cotisations est insuffisante, a-t-elle estimé sur BFM TV.

"*Nous disions déjà en 2010 qu'il faudrait au moins 63 ans, et je le redis aujourd'hui. Il faudra à nouveau repousser l'âge légal de départ à la retraite, allonger la durée de cotisations*", a-t-elle dit.

"*Est-ce que nous, en France, on peut être les seuls à rester à 62 ans, alors que nos voisins espagnols, italiens, anglais allemands, sont suivant les cas entre 65 et 67 ans? Non, ce n'est pas possible*", a-t-elle ajouté. Reuters 16.12

2- Espagne

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Madrid pour protester contre les coupes dans le budget de la santé publique décidées par le gouvernement régional conservateur et la privatisation prévue de plusieurs hôpitaux et dispensaires de la région.

"*Nous ne comprenons pas qu'ils veulent privatiser un centre qui est rentable, qui a obtenu des prix de la meilleure gestion. Nous ne voulons pas que cette rentabilité serve à d'autres*", a déclaré à l'AFP Silvia Garcia, un médecin âgé de 33 ans de l'Hôpital del Henares, l'un des six établissements que le gouvernement régional veut privatiser.

Comme elle, des médecins, des infirmiers et des usagers de la santé publique ont formé quatre défilés à partir de plusieurs hôpitaux de la capitale espagnole avant de se rejoindre sur la place de Cibeles, dans le centre, et de se diriger ensemble jusqu'à la célèbre Puerta del Sol, où les manifestants ont lu un communiqué et observé une minute de silence.

"*Ceci n'est pas la seule cause des syndicats ou des organisations, c'est une mobilisation de tous*", a estimé Carolina, une infirmière âgée de 33 ans, de l'hôpital de la Croix-Rouge, après avoir recueilli des signatures en faveur de la défense de la santé publique.

"*Il n'est pas certain que le secteur privé dans le domaine de la santé soit moins onéreux que le secteur public*", ont affirmé des manifestants, ajoutant que "*les hôpitaux qu'ils veulent privatiser sont justement les plus rentables*".

A proximité, les manifestants scandaient "*Santé publique*" ou "*rien, rien, rien pour le privé*", tout en brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*La santé on ne la vend pas, on la défend*", ou "*Ils te volent ta santé*".

Portant pour nombre d'entre eux leurs blouses blanches de travail ou des chemises de même couleur sur lesquelles était inscrit "*la santé publique de tous, pour tous*", les manifestants dénonçaient l'intention du gouvernement régional de Madrid de privatiser six hôpitaux et 27 dispensaires de la région dans le but d'économiser plus 500 millions d'euros.

Ces économies s'ajoutent à celles déjà annoncées par le gouvernement espagnol, lui aussi conservateur.

Engagé dans une cure historique de rigueur, le gouvernement de Mariano Rajoy entend économiser sept milliards d'euros par an dans le domaine de la santé, un effort qui se répercute sur les finances des régions, chargées de ce lourd budget. AFP 16.12

Haut de page

Le 18 décembre

CAUSERIE

Lundi 22h58 heure locale. Avec un peu d'avance je mets en ligne 18 nouveaux articles. A demain.

Encore un mot, j'ai modifié le texte de Gégé la vinasse et j'ai rajouté un drapeau dans la colonne de gauche. Dans l'article d'hier *Les idées dominantes demeurent les idées de la classe dominante*, j'ai modifié deux phrases qui étaient bancales.

ACTUALITE EN TITRES

Les caisses de l'Etat sont vides...

- Chypre risque le défaut de paiement d'ici quelques jours - AFP

... les caisses des entreprises privées sont pleines :

- AIG lèvera jusqu'à 6,5 milliards de dollars grâce à AIA - Reuters

- General Electric près de racheter Avio - Reuters

- Vinci fait la meilleure offre sur le portugais ANA - Reuters

- La biotech française Vivalis rachète l'autrichienne Intercell - Reuters

- KPN vend sa filiale espagnole à Orange - Reuters

- Clearwire accepte l'offre améliorée de Sprint - Reuters

- GDF Suez cède 60% de ses actifs canadiens d'énergie renouvelable - Reuters

- Santander absorbe sa filiale Banesto et ferme 700 agences - Reuters

Quand on a des valeurs et qu'on y tient, c'est bien connu qu'on les vend au plus offrant .

- Chevènement s'allie à Bayrou au Sénat pour se financer - LePoint.fr

La "***concurrence non faussée***" a encore frappé.

- 500 : le nombre de Français actuellement sur liste d'attente pour obtenir la nationalité belge - Atlantico.fr

Selon Le Figaro, depuis la rentrée, ils sont 15 à 20 % à en faire la demande. Atlantico.fr 17.12

- Bruxelles autorise temporairement le sauvetage de la banque italienne BMPS - AFP

- L'Allemagne envisagerait de soutenir Deutsche Telekom - Reuters

---

ACTUALITE DU JOUR

Parole d'internaute.

- "*Au lieu d'allouer 600 millions d'euros par an à la mafia tauromachique, pourquoi le gouvernement espagnol ne met-il pas fin à cette immonde boucherie dont même les espagnols ne veulent plus? Cela permettrait de mettre fin à la souffrance des taureaux et l'argent pourrait être versé aux gens afin qu'ils aient une meilleure retraite.*"

Pas de bol, la mafia qui est au pouvoir n'a pas cet état d'âme. Il faudrait peut-être se poser la question de la chasser du pouvoir, de liquider les institutions héritées du franquisme, non ? Les paroles c'est bien, les actes c'est mieux.

Droits des femmes. Homosexualité. Propagande de la réaction.

L'égalité des droits, un prétexte pour exploiter davantage les femmes et faire baisse le coût du travail.

- Les femmes au travail, c'est bon pour la croissance - LeMonde.fr

Et dire qu'il y en qui leur prêtent de bonnes intentions, humanistes... Quand le patronat, le gouvernement, les partis institutionnels, les médias parlent de croissance, ils entendent par là la croissance des profits des capitalistes, tout le reste, leur discours sur l'égalité des rémunérations n'est que prétexte pour avancer dans cette direction là.

C'est la raison d'être du capitalisme de faire en sorte que les capitalistes s'enrichissent toujours plus sur le dos des exploités, par n'importe quel moyen, y compris les plus sordides. Ah bon ?

A lire l'article de l'OCDE mis en ligne aujourd'hui.

Parole de banquier.

La LGBT : la Ligue des grands bourgeois travestis.

Pierre Bergé, fondateur du magazine Têtu, cité par *Le Figaro*, aurait déclaré dimanche, lors de la manifestation en faveur du mariage homo: "*Moi, je suis pour toutes les libertés. Louer son ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine, quelle différence?*" AFP 17.12

Louer son cul aussi quelle différence ! Parole de maquereau. Pour une saloperie de banquier, tout se vend, tout doit être matière à profit, c'est normal.

Des "***valeurs de droite***".

Franck Riester, député UMP (pro-Copé) qui a rendu publique son homosexualité : "*j'espère qu'il y aura davantage de députés et sénateurs de l'UMP qui voteront ce texte, une avancée en matière d'égalité*". "*Ce sont des valeurs de droite, conservatrices qui sont véhiculées par l'institution du mariage. Si davantage de Français se revendiquent de cette institution, nous devrions nous en réjouir. Ce n'est pas moins de famille, la destruction de la famille, mais au contraire plus de familles*" (sur France Inter et RFI). AFP 17.12

Il ne fait apparemment pas partie des "*initiés*" ou on a oublié de l'informer, pas grave puisque sa position va dans le bon sens, c'est l'essentiel. Là où il a raison, c'est que le mariage est bien une institution réactionnaire.

C'est en réalité exactement l'inverse comme s'en réjouirait Nick Rockefeller qui avait confié à son ami Aaron Russo (vidéo en ligne) que son intention était justement de détruire toutes les valeurs sur lesquelles le capitalisme s'était construit, dont le mariage fait partie, au même titre que les différentes religions, philosophies ou courants de pensée, etc. et évidemment la république et la démocratie. Commes tous nos droits sociaux et politiques qui pendant qu'ils amusent la galerie sont piétinés.

Ils défendent le mariage tout en le détruisant, un paradoxe, quoi d'étonnant, de nos jours à l'époque du capitalisme entré en putréfaction ils sont légions.

Retraites. C'est le Medef qui gouverne.

- Laurence Parisot prône un recul de l'âge de départ en retraite - Reuters 16.12

"*Nous disions déjà en 2010 qu'il faudrait au moins 63 ans, et je le redis aujourd'hui. Il faudra à nouveau repousser l'âge légal de départ à la retraite, allonger la durée de cotisations*", a-t-elle dit. Reuters 16.12

- Le Cor estimerait préoccupant le déficit des retraites en 2017 - Reuters 17.12

Malgré la réforme de 2010, le déficit des régimes de retraite devrait atteindre 18,8 milliards d'euros en 2017, contre 14 milliards en 2011, estime le Conseil d'orientation des retraites (Cor), cité lundi par Le Monde. Reuters 17.12

L'AFP n'est pas en reste et en rajoute une couche en se projetant en 2020

- Le déficit des retraites à plus de 20 milliards d'euros en 2020 selon le COR - AFP 17.12

Le déficit du système de retraite à l'horizon 2020 reste important, malgré la réforme de 2010, variant entre 20,1 et 24,9 milliards d'euros en fonction des hypothèses économiques, selon le document du Conseil d'orientation des retraites (COR) remis lundi à ses membres. AFP 17.12

Et ne vous marrez pas, ces gens-là sont très sérieux, incapables de savoir de quelle manière la situation va véritablement évoluer, ils ont établi "*des projections jusqu'en 2060*"...

Un aveu. Contribuables, travailleurs, où passe l'argent des taxes et des impôts que vous payez à l'Etat ? Réponse.

Gérard Depardieu ne serait pas ce qu'il est "*sans le cinéma français*" et les efforts fiscaux des Français pour le financer, a affirmé lundi Claude Bartolone (PS) sur BFMTV/RMC.

"*Je n'attends pas de la part d'une star comme Depardieu un tel comportement (...) Il vient nous voir, il dit je vous rends votre passeport, je vous rends votre carte Vitale. Mais c'est pas le passeport qui fait le fait d'être Français, c'est le fait de se reconnaître dans les valeurs de la République -liberté, égalité, fraternité -. Pourquoi on vient du monde entier dans ce pays en disant: Je veux être Français ? C'est ce contrat des valeurs qui fait que l'on est Français*", a ajouté M. Bartolone.

(Là il se fout le doigt dans l'oeil bien profond Bartolone, ceux qui viennent en France s'en foutent de vos valeurs, ils ne les connaissent pas, ils ne savent même pas qu'elles existent parce que dans leur pays elles n'existent tout simplement pas. Je suis bien placé pour le savoir. A Pondichéry, les Indiens qui sont de nationalité française n'avaient retenu qu'une chose hier de la France : le franc, et vous leur avez retiré, du coup il ne leur reste plus rien de la France. - ndlr)

Il faut qu'"*on se calme*", a encore lancé M. Bartolone à l'acteur. "*Je l'invite à venir discuter à l'Assemblée nationale (...) il est le bienvenu*".

(Ils n'ont décidement aucune dignité au PS, ils le confirment une nouvelle fois. Devant les privilégiés ils bavent, ce sont des loques. On m'aurait traité de la sorte, on pourrait toujours m'invité ensuite que je ne donnerais pas suite.

Merci monsieur Bartolone, en agissant de la sorte vous montrez quel contenu vous donnez à ces valeurs, à géométrie variable, la "*fraternité*" avec les nantis cela vous connaît au PS, tout comme la "*liberté*" laisser aux patrons du CAC40 de se goinfrer pendant que les smicards peuvent s'estimer heureux des 0,3% d'augmentation que vous leur octroyez en janvier, et c'est au nom de l'égalité que vous offrez 20 milliards d'euros aux capitalistes. - ndlr) AFP 17.12

On se disait bien qu'ils avaient un problème avec la notion de justice sociale.

- Le Smic augmentera de 3 centimes au 1er janvier - AFP

- Michel Sapin défend sa petite hausse du Smic - Liberation.fr

Il a estimé que la revalorisation du smic de 3 centimes d'euros de l'heure à compter du 1er janvier était «*juste et mesurée*».

Chacun se souvient que Marie-Ségolène Royal n'avait que ce mot-là à la bouche lors de sa campagne électorale de 2007, depuis elle a fait des émules au PS, ils s'y sont tous mis.

Si 3 centimes d'euros de l'heure c'est "*juste*", c'est par rapport à quoi, quel critère, le travail effectué, le temps de travail consacré à produire des richesses ? Dans ce cas-là le salaire de 19 millions d'euros que le patron de Publicis s'est versé doit être déclaré illégitime, injuste, mieux illégal, il faut tout lui prendre !

Le PCF ne partage pas vraiment cette position qu'il jugera sans doute extrémiste.

Le PCF propose, le patronat dispose.

- Le Parti communiste français (PCF) a proposé lundi d'"*indexer le Smic sur l'augmentation des salaires des patrons du CAC 40*", après l'annonce d'une revalorisation de 0,3% du salaire minimum.

"*Pourquoi ne pas indexer le Smic sur l'augmentation des salaires des patrons du CAC 40? Soit 5% de plus pour cette année. Pourquoi ce qui est possible pour un grand patron ne pourrait pas l'être pour un smicard?*", demande le PCF dans un communiqué. AFP 17.12

Mais dites-nous monsieur Laurent, c'est le Front populaire au rabais !

En 1936 les salaires avaient augmenté de 30%, en mai 1968 aussi, et en observant l'évolution des rémunérations des patrons de Publicis ou Renault au cours des dernières années, ce serait bien dans cet ordre de grandeur qu'elles auraient augmentées, non ? Carlos Ghosn (Renault) émarge à 13,3 millions d'euros, alors qu'il n'y a pas si longtemps il était à 9,6 millions d'euros.

Le PCF va-t-il engager le combat sur ce thème, mobiliser la classe ? Vous rêvez ou quoi, il a fait une proposition. A défaut de s'attaquer au CAC40, ils gesticulent, brassent du vent...

Le destin qu'ils nous promettent.

Les Européens devront "*travailler très dur*" s'ils veulent préserver leurs avantages sociaux tout en restant compétitifs au niveau international, a estimé la chancelière allemande Angela Merkel dans un entretien au Financial Times paru lundi.

"*Si l'Europe représente aujourd'hui à peine plus de 7% de la population mondiale, environ 25% du Produit intérieur brut (PIB) mondial et doit financer 50% des dépenses sociales au monde, alors il est évident qu'elle devra travailler très dur pour maintenir sa prospérité et son mode de vie*", a déclaré Mme Merkel.

"*Je m'inquiète de voir que beaucoup de gens en Europe pensent simplement que l'Europe et les Etats-Unis sont les seules références pour le monde, que l'Europe est traditionnellement forte et que le monde nous attend*", a-t-elle ajouté. AFP 17.12

Et les banquiers, les rentiers en tous genres, vont-ils pouvoir préserver leurs privilèges et s'enrichir davantage ? Telle était la

question en réalité.

Traduction : n'attendez pas une amélioraton de votre mode de vie, non seulement il va inexorablement se détériorer, mais en plus vous devrez travailler plus et dépenser plus pour une qualité de vie encore plus médiocre. Sur fond de privatisation-capitalisation des organismes sociaux ou de retraites.

Ils affichent ouvertement la couleur. Et de notre côté, que proposent nos dirigeants ? Les stopper, les chasser du pouvoir, les exproprier ?

La preuve que pour être parlementaire du PS, il faut avoir la conscience d'un banquier.

Au lendemain d'élections législatives partielles qui se sont soldées à gauche par la perte d'un député, une dizaine d'élus socialistes demandent à François Hollande de remettre "*l'agenda économique et social*" en tête de ses priorités.

(Diable, mais elle l'est déjà "*en tête de ses priorités*". -ndlr)

Dans une lettre adressée au chef de l'Etat, ces députés et élus appellent de leurs voeux la mise en place d'une grande réforme fiscale "*redistributive*", conformément à une promesse de campagne.

(Il a accordé 20 milliards d'euros par an aux rentiers en plus des queque 20 milliards d'euro d'exonérations de cotisations sociales et augmenter le smic de 3 centimes d'euros de l'heure en janvier prochain, qu'est-ce qu'il vous faut de plus !

Leur jeu subtil consiste à faire croire que les réponses apportées par le gouvernement aux travailleurs sur le plan social jusqu'à présent étaient autre chose que des mauvaises réponses ou pas vraiment des réponses. Il est vrai qu'il est préférable pour Hollande et les élus du PS de ne pas en parler. -ndlr)

"*Le scepticisme croissant des couches populaires et moyennes, qui ont pourtant joué un rôle clé dans l'élection de François Hollande, nous invite à hiérarchiser notre action car elles attendent d'abord des réponses fortes sur le terrain du pouvoir d'achat et de l'emploi*", ajoutent-ils.

(3 centimes et pas un de plus, cela vous va comme réponse ? En fait, c'est tout autre chose qui motive leur démarche. - ndlr)

Ils estiment que le résultat des élections législatives partielles de dimanche "*confirment*" les chutes de popularité de l'exécutif dans les récents sondages et témoignent d'une "*forte démobilisation*" de l'électorat de gauche, notamment populaire.

(Tiens donc, l'électorat "*de gauche*", "*populaire*" ne se reconnaîtrait pas dans les thèmes sociétaux que vous avancez, ils ne se mobiliseraient pas ? Vous pouvez déjà préparer vos cartons, vous serez balayés lors des prochaines élections, si ce n'est pas une grève générale insurrectionnelle qui entre temps vous déloge. -ndlr) (Reuters 17.12

Les religions telles qu'elles ont existé jusqu'à présent doivent disparaître.

A Dacca comme à Chittagong, deuxième ville du Bangladesh, je constate qu'il est nécessaire de mettre en place un réseau des intellectuels et des artistes musulmans libéraux pour défendre nos pays contre la déferlante wahhabite salafiste. Celle-ci est en train de transformer l'islam et de conduire ses peuples vers le pire, vers la régression, l'obscurantisme, la fermeture, le fanatisme.

Il est étonnant de découvrir combien les problèmes sont les mêmes du Maroc à ces contrées de l'Asie du Sud. Toute l'horizontale qui oblique vers les tropiques à laquelle nous appartenons est contaminée, elle chancelle vers une uniformisation dévastatrice.

Et cette situation n'est pas le fruit du hasard, elle est le résultat d'une politique raisonnée, qui a montré sa cohérence, sa rigueur, son souffle. Elle produit des effets qui transforment le réel, après une action inscrite dans la durée entamée à la suite du premier choc pétrolier de 1974. Choc qui déversa sur l'Arabie saoudite la manne pétrolière dont une partie a été méthodiquement utilisée en faveur de la propagation de la foi wahhabite de par le monde.

A partir de ce moment, l'islam n'a cessé de changer de l'Indonésie à l'Occident maghrébin. Il est en train de subir une uniformisation et une universalisation du culte à la manière wahhabite simplificatrice, excluant la complexité théologique pour favoriser la constance de la pratique, sous l'égide du Dieu un transformé en un être exclusif, dépouillé de toute médiation. Au point qu'on aboutit à l'adoration d'une idole menaçante, tyrannique, d'autant plus redoutable qu'elle demeure absente, inaccessible, irreprésentable en son immanence même. Telle conception réduit le Dieu à une sentinelle tatillonne, vous surveillant en chacun de vos gestes pour savoir s'ils sont conformes à la norme ou s'ils la transgressent.

Pour lutter contre ce péril, s'il n'est pas trop tard... lemonde.fr 17.12

Diaboliser les religions après les avoir utilisées pendant des siècles pour maintenir les masses dans l'ignorance, voilà où en sont les promoteurs d'un gouvernement mondial, adeptes d'une religion unique qui reste à définir, et qui en attendant épouse les contours du nihilisme, l'absence totale de croyance, paravent à l'absence de toutes connaissances reposant sur des faits tangibles ou matériels (Onfray en est l'un des porte-parole), à tout raisonnement rationnel. Or, c'est la base matérielle indispensable sur laquelle peut se forger une théorie pour balayer le vieux monde pourri. Sur laquelle repose le marxisme notamment. D'où la nécessité de saper ces bases.

Loin de nous l'idée d'assimiler les religions à une interprétation matérialiste du monde. La question qui est posée ici est d'interdire tout représentation du monde, même phénoménale ou spirituelle ou encore imaginaire, d'enlever tout espoir dans un monde meilleur, afin que les masses ne recherchent pas si une véritable issue politique qu'elles ignoreraient encore existerait en dehors de celle qu'ils proposent. C'est machiavélique comme objectif direz-vous, effectivement, pire encore même...

J'ai mis en ligne cet article dans sa totalité, il est intéressant.

Splendeur et décadence de la bourgeoisie... rendue au stade du "***ruisseau***"

Invité au show dominical de Canale Cinque (une de ses chaînes de télévision), Berlusconi a promis dimanche d'annuler le très impopulaire impôt foncier "Imu" instauré par Mario Monti.

Il s'est excusé d'avoir multiplié les fêtes en 2009 et 2010, qu'il a justifiées par sa "*solitude*" après son divorce, la perte de sa mère et celle de sa soeur.

Conscient de toucher le coeur de son électorat, il s'est également épanché sur sa vie privée, annonçant très officiellement avoir une "*fiancée*", Francesca Pascale, 27 ans, de 48 ans sa cadette.

Une politique sortie du ruisseau. (C'est Le Point qui le dit. - ndlr)

Napolitaine, d'origine modeste, ex-serveuse de bar, la jeune femme a entamé une carrière dans le spectacle comme danseuse légèrement vêtue sur Telecafone (littéralement, Télé-beauf), une télévision locale parthénopéenne.

Mais la politique est sa passion. Elle fonda en 2006 le comité "*Silvio, tu nous manques*", quand Berlusconi fut battu par Romano Pordi, puis est devenue conseillère provinciale du Peuple de la liberté (PDL), le parti du Cavaliere, à Naples.

Ses valeurs sont, dit-elle, "*la famille et la volonté du président Berlusconi*". On la décrit expansive et farouchement jalouse. Avant de la présenter au monde, le Cavaliere l'a soumise à plusieurs opérations de chirurgie esthétique et lui a fait prendre des leçons de savoir-vivre. lepoint.fr 17.12

Quand le lumpenprolétariat de la bourgeoisie et des bas quartiers se rejoignent... Je ne sais pas s'il va aller au bout de sa démarche et se représenter, si tel était le cas, on pourrait se poser une question : comment cela est-ce possible ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

Les alliés d'Hugo Chavez sont sortis nettement vainqueurs des élections régionales organisées dimanche au Venezuela.

Le Parti socialiste d'Hugo Chavez a ravi quatre Etats et il en contrôle désormais 20 sur les 23 que compte le Venezuela.

Frère du chef de l'Etat, Adan Chavez a aisément conservé leur fief rural de Barinas tandis que Francisco Arias, ancien compagnon d'armes du président, a créé la surprise en délogeant une figure de l'opposition, Pablo Perez, dans l'Etat pétrolier de Zulia.

"*C'est une victoire immense. La carte du pays est rouge de tous côtés*", s'est réjoui Jorge Rodriguez, coordinateur de la campagne du Parti socialiste.

Deux mois après l'élection présidentielle, la participation a toutefois été faible, avec seulement 54% des électeurs inscrits ayant déposé un bulletin dan l'urne. Reuters 17.12

Vous savez que je réalise les infos en bref à partir d'extraits d'articles de presse, je supprime certains paragraphes jugés inutiles. Du coup, il arrive que je sois obligé de modifier certaines phrases qui seraient bancales sinon. Là j'ai supprimé plus de la moitié de l'article de Reuters, toutes la première partie où ils déploraient la défaite de l'opposition, normal, Reuters est la voix de l'impérialisme américain !

2- Egypte

L'opposition égyptienne préparait de nouvelles manifestations mardi contre un projet de Constitution soutenu par les islamistes, qui a recueilli une courte majorité lors de la première phase d'un référendum samedi selon des chiffres officieux.

Le Front du salut national (FSN), qui réunit les principaux mouvements de l'opposition de gauche et libérale, appelle à "*descendre dans la rue mardi pour défendre les libertés, empêcher la fraude et rejeter le projet de Constitution*", avant la seconde étape du vote samedi prochain.

Il a assuré que des "*irrégularités et des violations*" avaient entaché la première partie du vote, au cours de laquelle le "oui" est arrivé en tête avec 57% selon les médias officiels et les Frères musulmans, dont est issu le président Mohamed Morsi.

La première phase concernait environ la moitié des 51 millions d'électeurs potentiels, dans dix gouvernorats dont Le Caire. Les résultats officiels ne seront annoncés qu'à l'issue de la seconde phase, qui se tiendra le 22 décembre dans les 17 gouvernorats restants.

Le club des juges du Conseil d'Etat, qui avait accepté de superviser la première phase du référendum, a décidé de boycotter le second tour en accusant les autorités de ne pas avoir tenu leurs promesses, notamment celle de faire cesser le "*siège*" de la Haute cour constitutionnelle par des manifestants islamistes.

Les tensions persistantes entre le camp présidentiel et le pouvoir judiciaire se sont aussi traduites par la démission du nouveau procureur général Talaat Ibrahim Abdallah, dont la nomination il y a moins d'un mois par le président Morsi était très contestée au sein de la magistrature, a indiqué une source judiciaire.

Près de 250.000 soldats et policiers ont été mobilisés pour assurer la sécurité du référendum.

L'opposition estime que le texte affaiblit les libertés et droits, en particulier ceux de la femme, porte atteinte à l'indépendance des juges et ouvre la voie à l'adoption de lois basées sur une interprétation plus rigoriste de l'islam.

Pour le camp du "*oui*", l'adoption du texte doterait le pays d'un cadre institutionnel stable, un argument qui séduit de nombreux Egyptiens inquiets après presque deux ans d'une transition mouvementée. Les résultats préliminaires du référendum "*reflètent une distance (prise) avec les mouvements islamistes*", a estimé Ahmed Abd Rabbou, enseignant en sciences politiques à l'Université du Caire.

Mais "*dire que tous les +oui+ viennent des pro-islamistes et que tous les +non+ sont contre le courant islamiste serait exagéré. Beaucoup de gens ont voté +oui+ à la recherche de stabilité*", a-t-il ajouté.

Selon la presse, le taux de participation se situerait aux alentours de 30%.

Plusieurs ONG égyptiennes ont fait état d'irrégularités pendant le scrutin, affirmant en particulier que la supervision judiciaire n'était pas totale et que des femmes avaient été empêchées d'accéder aux bureaux de vote. AFP 17.12

3- Tunisie

Les dirigeants tunisiens ont été visés par des jets de pierre lundi à Sidi Bouzid lors des célébrations du deuxième anniversaire du début de la révolution, témoignant des vives tensions en Tunisie, berceau du Printemps arabe.

Le chef de l'Etat, Moncef Marzouki, et le président de l'Assemblée nationale constituante (ANC), Mustapha Ben Jaafar, étaient venus dans cette ville économiquement marginalisée du centre-ouest du pays pour marquer les deux ans de l'immolation de Mohamed Bouazizi.

Les jets de pierre ont commencé après un discours de M. Marzouki, alors que M. Ben Jaafar tentait de s'exprimer devant 5.000 personnes réunies sur la place où le vendeur ambulant excédé par la misère et les brimades policières avait commis son geste.

Le service d'ordre a évacué les deux dirigeants, qui n'ont pas été touchés, et les manifestants, scandant "*le peuple veut la chute du gouvernement*" et "*dégage, dégage*", des slogans révolutionnaires, ont envahi la tribune.

La police n'est pas intervenue, alors que les heurts entre manifestants et policiers se multiplient dans le pays depuis plusieurs mois. En début d'après-midi, le clame était revenu.

Copieusement sifflé lors de son allocution, M. Marzouki a demandé aux Tunisiens d'être patients, alors que la misère était déjà au coeur des causes de la révolte de l'hiver 2010/2011 qui a renversé le régime de Zine El Abidine Ben Ali.

"*Le gouvernement n'a pas de baguette magique pour changer les choses (...). Il a besoin de temps pour solder l'héritage de 50 ans de dictature*", a tenté d'argumenter le président, qui avait déjà été chahuté près de la tombe de Bouazizi.

Sinistrée depuis des décennies, la région de Sidi Bouzid, à l'instar du reste de l'intérieur de la Tunisie, estime que le gouvernement, dirigé par les islamistes d'Ennahda, a trahi les engagements de la révolution.

Selon le ministère de l'Industrie, les investissements ont chuté de 36% dans la région de Sidi Bouzid et les offres d'emplois de 24,3% sur les 11 premiers mois de 2012 par rapport à la même période l'année précédente. Au niveau national, le chômage stagne autour de 18%, nourrissant une rancoeur qui dégénère régulièrement en affrontements.

Depuis une semaine, l'armée pourchasse ainsi un groupe armé soupçonné d'appartenir à la mouvance salafiste dans la région de Kasserine, voisine de Sidi Bouzid. Et les autorités ont annoncé le démantèlement d'un réseau de recrutement d'Al-Qaïda.

Des islamistes radicaux étaient présents en nombre lundi dans la foule qui a conspué M. Marzouki.

En outre, la Tunisie est plongée dans une impasse politique, l'ANC ne parvenant pas à aboutir à un compromis sur la future Constitution, 14 mois après son élection. AFP 17.12

4- Bahreïn

La police bahreïnie a dispersé lundi plusieurs manifestations à Manama, arrêtant quelque 25 personnes dont l'une des figures de proue de l'opposition, Sayed Yousif al Mouhafda, du Centre bahreïni des droits de l'homme, ont annoncé les milieux de l'opposition.

Il s'agit de la deuxième interpellation de ce défenseur des droits de l'homme depuis novembre.

Les manifestations avaient été organisées pour marquer le deuxième anniversaire de la mort de deux militants dans les années 1990.

Les rassemblements et manifestations sont suspendus officiellement depuis novembre à Bahreïn, qui abrite par ailleurs le port d'attache de la Ve flotte américaine du Golfe. Reuters 17.12

SOCIAL

1- France

L'intersyndicale CGT-CFDT-CFE/CGC de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime) a appelé lundi les Français à boycotter les produits Shell, ancien propriétaire du site menacé de fermeture.

"*On fait un appel au boycott national de Shell. Patrick Roméo, le président du groupe en France, a refusé de nous recevoir et n'a pas de date avant le mois de janvier. On avait demandé des réponses claires et précises avant le 28 décembre*" sur l'arrêt progressif de l'activité décidée par la direction, a dit à l'AFP Nicolas Vincent, porte-parole de l'intersyndicale, qui s'était rendue lundi matin au siège du groupe à Colombes (Hauts-de-Seine).

"*Nous demandons donc à tous les citoyens de ne plus faire le plein d'essence, ni d'acheter d'huile de la marque Shell*", a ajouté le syndicaliste.

Par ailleurs, devant le refus de la direction de recevoir leur délégation, les syndicalistes menacent de camper devant le siège du groupe pétrolier à partir du 28 décembre.

Ils estiment que "*le propriétaire historique de la raffinerie se désengage de ses responsabilités sociales et environnementales*". En cas de fermeture de Petit-Couronne, ils évaluent le coût du plan social et de la dépollution du site à "*500 millions d'euros à la charge de la collectivité et des contribuables*".

Les syndicats reprochent à la compagnie de ne pas avoir accepté de prolonger suffisamment le contrat de six mois qui avait permis de redémarrer les installations le 15 juin dernier.

Depuis jeudi, les manoeuvres d'arrêt de la raffinerie ont commencé et doivent durer une dizaine de jours. Des salariés ont entamé le blocage d'un stock de propane appartenant à Shell et implanté sur le site.

La raffinerie, qui emploie 470 salariés, a déposé son bilan le 24 janvier à la suite de la faillite de sa maison mère suisse et a été placée en liquidation judiciaire le 16 octobre. La date limite pour déposer une offre de reprise a été fixée au 5 février. AFP 17.12

2- Espagne

2.1- Dans le vacarme des sifflets et des klaxons, plusieurs milliers de personnes ont manifesté lundi soir à Madrid pour la défense des retraites et contre la politique d'austérité menée par le gouvernement de droite, accusé de "*voler*" les plus faibles.

Revenant sur la promesse faite l'an dernier durant la campagne électorale sur ce sujet ultra-sensible, le gouvernement de Mariano Rajoy a annoncé en novembre une revalorisation des retraites pour 2013 bien inférieure à l'inflation.

Dans les rues de Madrid, retraités et personnes âgées étaient nombreux lundi à crier leur colère, lors de cette nouvelle manifestation convoquée par les syndicats.

Engagé dans une chasse au déficit public qui prévoit 150 milliards d'euros d'économies entre 2012 et 2014, le gouvernement a finalement décidé de limiter la revalorisation des retraites en dessous du rythme de l'inflation.

Ainsi, en 2013, les pensions du régime général augmenteront de 1% et celles inférieures à mille euros seront revalorisées de 2%.

"*Il faut lutter contre ces gens, ils vont nous ruiner et ils vont s'enrichir encore plus*", assure Raul Herrero, un fonctionnaire de 64 ans. "*Au nom de la récession, de la crise, ils en finissent avec tous les droits*".

"*Un coup contre les pensions, le PP ment, vole les faibles*", affirmaient les pancartes émergeant de la foule.

"*Jamais il n'y a eu une mobilisation citoyenne comme celle-ci, jamais il n'y a eu autant de raisons pour un changement radical*", affirme Raul Herrero.

Les manifestations contre la rigueur gouvernementale sont devenues quotidiennes à Madrid et dans les autres villes d'Espagne, où se succèdent les défilés des médecins en grève, des enseignants, des professionnels de la justice.

Jeudi, c'est la mouvance des indignés qui appelle à un défilé en forme de procession funèbre, dans les rues de capitale, contre le budget de l'Etat pour 2013 que s'apprêtent à voter les députés. AFP 17.12

2.2- Frappés par la récession et le chômage, les Espagnols renoncent dans des proportions record à l'usage du téléphone portable.

Pour le seul mois d'octobre, l'opérateur Movistar, filiale de Telefonica, a enregistré 284.000 fermetures de ligne. Vodafone, numéro deux du secteur de la téléphonie mobile en Espagne, a perdu 278.000 lignes et Orange 14.870, d'après les données mensuelles publiées lundi par l'autorité de régulation (CMT).

Au total, 486.000 lignes ont été interrompues et le nombre de lignes de téléphonie mobile en service en Espagne a chuté de 3,8% sur un an.

L'Espagne compte plus de téléphones mobiles en service que d'habitants, mais avec un chômage frappant une personne sur quatre, les budgets des familles ne suivent plus.

"*Le secteur de la téléphonie mobile en Espagne ne se redresse pas. C'est le neuvième mois consécutif de recul*", note la commission du marché des télécommunications.

"*Yoigo et les opérateurs de réseau mobile virtuel (qui ne possède pas d'infrastructures de réseau-NDLR) gagnent des clients mais ne peuvent pas compenser les pertes chez Movistar, Vodafone et Orange*", ajoute la CMT.

La crise économique et sociale a accentué la guerre des prix et des tarifs des mobiles en Espagne, alimentée par la décision de Telefonica et de Vodafone de mettre fin au printemps dernier à leur politique de subvention sur les smartphones. Reuters 17.12

ECONOMIE

1- Chypre

Chypre risque de ne pas pouvoir rembourser des prêts dus en décembre et verser les salaires des fonctionnaires si un accord sur un plan de sauvetage n'est pas conclu rapidement avec la troïka des bailleurs de fonds, a indiqué un responsable gouvernemental lundi.

"*Si dans les jours à venir l'Etat ne peut pas obtenir 250 à 300 millions d'euros, alors l'Etat cessera d'honorer des paiements*", a déclaré un dirigeant du ministère des Finances, Christos Patsalides, à un comité parlementaire.

Le gouvernement, face à ses importantes difficultés financières, tente de puiser dans les fonds de pension et de prévoyance d'organismes semi-publics, y voyant la seule option pour emprunter de telles sommes à très court terme.

Les salariés de la compagnie des télécommunications ont manifesté contre de telles décisions, craignant que les fonds prêtés à l'Etat ne soient jamais rendus.

Selon la troïka, des avancées appréciables ont été effectuées, mais il reste encore des ajustements à faire, et la dette sera considérée comme viable ou non en fonction du montant que Chypre a besoin d'emprunter.

Nicosie, dont les besoins totaux dépasseraient les 17 milliards d'euros, a adopté une série de mesures d'austérité afin de réduire ses dépenses d'un milliard d'euro, à la demande de la troïka. Ce programme d'économies sur quatre ans représente 7,25% du Produit intérieur brut.

Le Parlement a approuvé des diminutions de salaires dans la fonction publique allant de 6,5% à 15,5%, un gel des augmentations de salaires indexées sur l'inflation jusque 2016, et une hausse des prélèvements d'urgence sur les salaires du privé et du public.

Les prestations sociales ont également été revues à la baisse, tandis que les taxes sur les cigarettes, l'alcool et l'essence ont été augmentées.

Chypre a demandé une aide européenne en juin, après que ses deux principales banques, très exposées à la crise grecque, ont appelé le gouvernement à l'aide car elles ne parvenaient pas à répondre aux exigences de solvabilité de l'UE.

La seconde plus grosse banque de l'île, Cyprus Popular Bank, a été nationalisée, le gouvernement ayant souscrit la majorité de l'augmentation de capital de 1,8 milliard d'euros lancée en juin.

Les besoins de Chypre seraient de l'ordre de 17,5 milliards d'euros selon de nombreuses sources, dont 10 milliards pour les banques, 6 milliards pour la dette publique arrivée à échéance, et 1,5 milliards pour les finances publiques.

Ce chiffre est proche du Produit intérieur brut annuel de l'ensemble du pays, qui s'est situé à 17,97 milliards d'euros en 2011,et qui devrait, selon les prévision contenues dans le projet de budget pour 2013, reculer de 2,4%, à 17,85 milliards d'euros pour 2012. AFP 17.12

2- Espagne

Santander a annoncé lundi qu'elle rachèterait le solde du capital de sa filiale Banesto et qu'elle fermerait 700 agences à l'issue de cette absorption.

Santander précise que l'absorption de Banesto devrait lui permettre d'économiser 520 millions d'euros par an dès la troisième année suivant la finalisation de l'opération, attendue en mai 2013. Reuters 17.12

Haut de page

Le 19 décembre

CAUSERIE

Je mets en ligne un premier jet, le boulot d'hier soir. La suite plus tard dans la journée car je dois impérativement emmener mon chien en voiture chez le vétérinaire si je ne veux pas le perdre prématurément, ensuite je devrai retourner en moto à Pondichery chercher des médicaments, bref au total je vais y passer environ 2h30. Je corrigerai les fautes à mon retour.

3 heures plus tard j'ai complété l'actualisation du jour, en fait je me suis absenté moins longtemps que prévu, par contre je devrai aller chez le vétérinaire trois jours de suite, ce qui m'obligera à travailler tard le soir, j'y suis habitué.

Dans une heure je rajouterai des infos en bref.

Je vous ai dégoté un nouveau portail économique : http://la-chronique-agora.com

Je vous conseille de lire l'article : *De Buffett à Bernanke en passant par Soros, pourquoi les gens intelligents sont-ils si bêtes ?* (la-chronique-agora.com) (18.12.12)

Son auteur : Bill Bonner est le fondateur et président d'Agora Inc., une maison d'édition publiant des lettres d'information confidentielles – probablement l'une des plus brillantes au monde. Auteur de la lettre e-mail quotidienne *The Daily Reckoning* (450.000 lecteurs...), il intervient également dans *La Chronique Agora*, directement inspirée du *Daily Reckoning.* (la-chronique-agora.com)

C'est du haut niveau vous l'aurez compris. Rien à voir avec les débilités que nous servent les médias, de pseudo journalistes économiques, des économistes ou la plupart des partis politiques.

A mon avis c'est l'un des portails les plus sérieux, performants (et critique) dans le domaine économique. Toutefois, sachons garder notre esprit critique en éveil, car ces gens-là peuvent aussi se fourvoyer puisqu'ils n'ont pas forcément en tête les fondamentaux du capitalisme et la lutte des classes.

La fin de cet article est intéressante, elle confirme que les partisans d'un Nouvel ordre mondial ne sont pas au bout de leurs peines, ce qu'on avait déjà affirmé :

- "*Un costaud fait confiance à la force brute. Un homme rusé pense pouvoir gagner grâce à son astuce. Un homme sachant bien parler compte séduire et persuader ceux qui l'écoutent.*

Et un homme intelligent ? Il pense qu'il peut comprendre les choses… et utiliser son cerveau pour créer le genre de monde qu'il veut.

Pourquoi n'y parvient-il pas ? Parce que peu importe combien on est intelligent… le monde est bien plus complexe et bien plus nuancé qu'on peut l'imaginer. Tenter de le contrôler mène toujours à la catastrophe."

Il parlait du cartel des banquiers de la Fed et autres dirigeants de multinationales, Gates et Cie. Ils sont assez cyniques pour le mener à la catastrophe, puisqu'ils ne sont pas prêts de renoncer à leurs privilèges ou à leur projet de le contrôler, c'est cela qui devrait nous préoccuper.

Une nouvelle vidéo en ligne.

Ce n'est pas un doublon avec la vidéo déjà en ligne en anglais du 30 septembre 2006 : *War Plan, Seven Countries In Five Years*

Le général Wesley Clark (2007) - L'origine des guerres en Irak, Libye et les autres
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2vWe0cVdYRI

Celle-ci est sous-titrée en français, il s'agit d'une interview du 2 mars 2007. Ce témoignage est extraordinaire. A visionner absolument.

10 jours après le 11 septembre un général lui dit : "*nous avons pris la décision d'attaquer l'Irak*, le général Clark lui demande alors pourquoi, il répond "*je ne sais pas* en ajoutant que Rumsfeld et Wolfowitz "*ne savent pas quoi faire d'autre*", je passe ici un passage, plus loin il poursuit "*je pense que c'est parce qu'on ne sait pas quoi faire au sujet du terrorisme*". Plus loin, il va lui dire qu'ils ont décidé d'attaquer la Libye, la Syrie, le Liban, la Somalie et l'Iran.

A mes détracteurs : Le général Wesley Clark : encore un conspirationniste ?

Le saviez-vous ?

Le roi Faisal Al Saoud à cette époque n'a pu nier sa parenté familiale avec les juifs quand il a déclaré au Washington Post le 17 septembre 1969:

« *Nous, la famille saoudienne, sommes les cousins des juifs: nous sommes totalement en désaccord avec tout autorité Arabe ou Musulmane qui montrerait un antagonisme aux juifs, mais nous devons vivre en paix avec eux. Notre pays (l'Arabie) est la première fontaine, d'où le premier juif est sorti, et ses descendants se sont dispersés partout dans le monde.* ».

Ce n'est plus un secret que les dirigeants saoudiens sont d'origine juive.

Des révolutions arabes programmées dès 2002…

Au lieu de participer à la pose des dynamites chez leurs voisins, au lieu de communier au système du Marché, sans doute les dirigeants saoudiens feraient-ils bien de chercher à comprendre pourquoi, en septembre 2002, Michael Ledeen, membre du groupe des néoconservateurs de Georges Bush, écrivait dans The War against the Terror Masters (Guerre contre les maîtres de la terreur) :

« *D'abord nous devons en finir avec les régimes terroristes, à commencer par les trois grands : Iran, Irak et Syrie. Puis nous nous occuperons de l'Arabie saoudite. (…) Nous ne voulons de stabilité ni en Irak, ni en Syrie, ni au Liban, ni en Iran ou en Arabie saoudite[1]. Nous voulons que les choses changent. La question n'est pas de savoir s'il faut déstabiliser mais comment le faire.* » Liesi 17.12

Cela confirme le témoignage du général Clark, notamment. C'est vrai qu'on regard de ces données on comprend mieux pourquoi l'Arabie Saoudite est allié de l'impérailisme américain où domine le lobby sioniste et Israël. On comprend davantage encore qpourquoi un jour ou l'autre les Américains et les Israéliens feront la peau de l'Arabie Saousite, parce que ce sont de véritables sémites, ce sont eux le peuple juif. D'où leur haine des Arabes qui sont sémites, contrairement aux juifs convertis d'Europe centrale et qui ont immigré en Israël.

ACTUALITE EN TITRES

C'est le gouvernement Hollande-Ayrault qui est déjà usé !

- Ayrault présente son plan de lutte contre «*l'usure*» des services publics - Liberation.fr

Montebourg : c'est la solution du passé !

- Entreprises: la nationalisation temporaire, "*solution d'avenir*" selon Montebourg - AFP

Pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire dès le mois de juin.

- Fin de vie : un projet de loi dès juin - AFP

Alors achevez-le !

- Mailly : «*Hollande s'est enfermé dans une logique suicidaire*» - LeParisien.fr

Alors ne faites rien pour le sauver !

A chacun son pantin

- Parisot invite Montebourg en voyage - LePoint.fr

- Kad Merad invité en Algérie du président français - LeParisien.fr

La monarchie, c'est le progrès, c'est bien connu !

- Mariage pour tous : les leçons de nos voisins - liberation.fr

Lesquels ? 2001 aux Pays-Bas, 2003 en Belgique, 2005 en Espagne et 2010...

Les bonnes intentions ne sont pas toujours les meilleurs, la preuve.

- "*Front Populaire*", la 302e station du métro parisien - AFP

C'est la même banque !

- Le directeur financier de la Société Générale part à la Banque Mondiale - L'Expansion.com

Au-delà de 3 centimes d'euros ce n'est pas "***juste***"

- Christian Noyer contre une rémunération trop élevée du Livret A - Reuters

La monnaie de singe

- La mondialisation et la FED ont-ils transformé le dollar en fausse monnaie ? - Atlantico.fr

Au prix du papier et de l'encre c'est encore cher payé.

- La mondialisation financière aura-t-elle la peau du dollar ? - Atlantico.fr

Discount.

- Libor: l'amende d'UBS pourrait atteindre 1,5 milliard de dollars - AFP

C'est fait pour, non ?

- Les normes de Bâle 3 vont-elles asphyxier le financement de notre économie ? - Atlantico.fr

En famille.

- L'Onu facilite les déplacements de taliban pour parler de paix - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Interview du jounal ***Le Point*** du Bonaparte de service. Extraits.

Quand Hollande compare Ayrault à Raymond Barre "*loyal*" et "*fidèle*"... aux institutions de la Ve Répulique.

- "*Y en a-t-il un autre qui ferait ce qu'il fait avec autant de courage et de ténacité ? Et sans aucun esprit de calcul ! Il fait partie de la lignée des Premiers ministres qui, comme Mauroy ou Barre, font le travail dans la loyauté et la fidélité. Je n'ai aucune raison de le remplacer.*"

Le bilan de la "*négociation*" avec Mittal est évidemment positif. Pour qui ?

- "*Ce qui est le plus regrettable, c'est que le bon résultat de la négociation a donné le sentiment de ne pas avoir atteint son objectif.*"

Quant à l'idée de nationalisation :

- C'était juste "*un instrument utile*" pour alimenter les illusion que colportent ses alliés syndicaux, berner les ignorants réputés

comme tels et ceux qui s'ignorent qui lui ont dit "*chiche*". Avouons que le coup a assez bien réussi.

Peu importe les contradictions politiques apparentes du PS et son gouvernement, l'agitation de l'UMP, puisque c'est le marché qui leur sert de guide :

- " *Le climat politique est sans influence sur les choix que nous avons à faire*"

Comme dans le genre cynique et lâche on aura du mal à trouver pire, au lieu de reconnaître qu'il se plie aux exigences du marché, il va jusqu'à prétendre que ce sont les travailleurs qui réclameraient des coupes budgétaires :

- "*Désormais, ce sont les catégories populaires qui réclament des économies pour l'État" Par exemple "La formation professionnelle, qui engage trop d'acteurs, trop de dépenses [39 milliards d'euros par an], pour peu d'efficacité*".

Comment le Front de gauche soutient le gouvernement

La majorité de gauche sénatoriale a fait rejeter de façon iconoclaste, mardi en dernière lecture, le projet de budget pour 2013 afin d'éviter que la droite fasse de l'obstruction et empêche le vote de ce texte dans les temps impartis par la Constitution.

Le groupe socialiste a déposé à la dernière minute une "*question préalable*" motion de procédure qui met un terme au débat. Elle a été votée par toute la gauche sénatoriale, communistes compris par 177 voix contre 169.

Pour expliquer ce pataquès parlementaire consistant à faire rejeter un budget élaboré par un gouvernement dominé par son propre parti, le président du groupe PS, François Rebsamen a dénoncé les "*basses manoeuvres de la droite visant à empêcher l'adoption du PLF dans les délais constitutionnels*".

Le Sénat avait rejeté en première lecture ce premier projet de budget du quinquennat Hollande par une majorité de circonstance UMP, UDI-UC (centristes) et CRC (communistes) dès la fin de sa première partie (partie recettes).

"*Or aujourd'hui, voilà que la droite sénatoriale souhaite par son vote en commission que le Sénat se livre en seconde lecture à un examen détaillé du budget*", souligne le sénateur-maire de Dijon. Il a qualifié "*d'étrange*" cette décision, mais "*qui s'impose non comme un désaveu du gouvernement mais comme un refus des artifices et d'une situation de blocage*".

Le groupe PS a donc préféré, sachant que l'Assemblée nationale aura le dernier mot et votera finalement le texte, faire rejeter le texte dès le Sénat.

Le premier projet de budget du quinquennat Hollande, qui prévoit 20 milliards d'euros de hausses d'impôt partagées entre ménages et entreprises ainsi que 10 milliards d'économies dans les dépenses, reviendra jeudi devant l'Assemblée pour un vote définitif par le parlement.

Le président du groupe UMP, Jean-Claude Gaudin s'est défendu de toute volonté d'obstruction. "*Si dix amendements de plus déposés par la droite, par rapport à la gauche constituent une obstruction insurmontable, on peut s'interroger sur la conception qu'a la gauche sénatoriale des droits de l'opposition*", a-t-il dit dans un communiqué. Le Point.fr 18.12

Le PS et le gouvernement étaient pressés d'adopter le texte prévoyant d'octroyer 20 milliards d'euros supplémentaires par an aux patrons, on comprend que le Front de gauche partage cette priorité.

La Chine du parti unique, des syndicats du parti unique, des esclavagistes, le modèle de Parisot.

- Parisot a proposé à Montebourg de l'accopagner en Chine, afin de mieux comprendre "*comment, là-bas, on est en train de gagner en prospérité de manière extraordinaire et comment on vit là-bas ce que nous avons vécu durant les Trente Glorieuses*".

A quel prix, de l'augmentation de l'exploitation des travailleurs chinois grâce à l'introduction de nouvelles technologies dans le procès de production, comme en France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, travaillant comme des esclaves 6j/7 pour des salaires qui demeurent misérables malgré les augmentations des dernières années totalement annulées par l'inflation, l'explosion des prix de l'immobilier, faut-il en rajouter ?

Les Trente Glorieuses sur fond d'exploitation des colonies, tout comme la Chine pille l'Afrique aujourd'hui. Les Chinois font plus fort encore, ils exportent même leur main d'oeuvre en Afrique.

- Répondant à Jean-Claude Mailly qui évoquait les nationalisations réalisées par le général de Gaulle, la patronne des

patrons rétorque : " *À l'époque du général de Gaulle, nous n'étions pas endettés.*" (source : LePoint.fr 18.12)

Elle oublie de préciser qu'à cette époque l'Etat empruntait gratuitement à la Banque de France pour se financer, alors que depuis 1973 avec la bénédiction du CNPF (ex-Medef) l'Etat emprunte au marché aux taux d'intérêts fixés par ce dernier.

A bas les parasites, les rentiers, le capitalisme, le Medef , tout le pouvoir aux travailleurs !

Offensive tout azimut du patronat, sur les services publics, les retraites, la Sécu.

La réduction des dépenses publiques passera nécessairement par des réformes structurelles, a estimé mardi la présidente du Medef Laurence Parisot, qui prône l'organisation d'une grande conférence sur le "*problème numéro 1*" de la France.

Le gouvernement français a dévoilé mardi un programme d'évaluation des dépenses de l'Etat, des collectivités locales et la sécurité sociale, avec en toile de fond la nécessité de dégager les économies nécessaires à la baisse des déficits publics promise sur le quinquennat.

Laurence Parisot appelle particulièrement de ses voeux une réforme de l'assurance maladie et des régimes de retraites.

"*Bien sûr, il y a un travail permanent à faire pour optimiser, pour mieux gérer, pour réduire le nombre d'instances ou d'agences, pour limiter les gabegies, pour supprimer des doublons, oui tout ceci doit être fait*", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse au siège du Medef.

"*Mais la vérité, qui doit être dite aux Français, et qui n'est pas dite aujourd'hui, c'est que le travail de réduction des dépenses publiques ne peut passer que par des réformes structurelles*", a-t-elle ajouté.

Qualifiant les dépenses publiques de "*problème numéro 1*", elle suggère l'organisation d'une grande conférence sur les dépenses publiques, sur le modèle de celles sur la transition énergétique ou la pauvreté. Reuters 18.12

Que doit-on lui répondre ? Rien, on n'a rien à lui dire

Que doivent dire nos dirigeants aux travailleurs ? Que notre problème n°1, c'est la survie du capitalisme. Est-ce que nos dirigeants auront assez de courage pour tenir ce discours ?

Tiens, voilà qu'ils reparlent du soleil!

Un article mis en ligne : *Les experts du climat du GIEC sont-ils en train d'admettre à leur tour que le soleil joue un rôle prédominant dans le réchauffement climatique.* (atlantico.fr) (16.12.12)

- "*Un avant-projet du prochain rapport du GIEC pourrait laisser penser que l'origine du réchauffement climatique ne se résumerait pas aux conséquences de l'activité humaine. A l'origine de ce soupçon, un paragraphe du rapport dont la portée et l'interprétation fait débat.*"

Soleil tout seul ou associé à Haarp qui n'est pas mentionné ?

Des internautes font observer que l'hypothèse du soleil n'avait pas été totalement écartée, mais seulement minimisée par le GIEC.

Certes, c'est possible, je n'ai pas lu ce rapport, une chose est sûre en revanche, c'est que cette hypothèse est systématiquement occultée par ceux qui en parlent, en premier les écologistes adeptes de la décroissance et qui s'oppposent au socialisme qui serait productiviste.

Dans un commentaire très pointu, un internaute nous rappelle que les températures ont été plus élevées qu'aujourd'hui au XVIe siècle, tout comme le niveau des océans qui a fluctué au cours des siècles ou des millénaires.

Bâle 3. Le contrôle de l'économie mondiale par les plus puissantes banques.

Lu dans l'article : *Les normes de Bâle 3 vont-elles asphyxier le financement de notre économie ?* (atlantico.fr) (18.12.12)

Nombre d'acteurs soulignent les risques inhérents à l'adoption de Bâle 3 en termes de financement de l'économie. Quels sont-ils ?

Ces ratios sont susceptibles de modifier le business model des banques, c'est à dire leurs modes de fonctionnement. De nombreux observateurs craignent que ces nouveaux ratios de solvabilité pénalisent le financement des investissements de long terme. En effet, si une banque à des ressources à court terme, elle ne pourra pas prêter à long terme. Or, le rôle classique d'une banque est de faire de la transformation d'échéances en prêtant à long terme à partir de ressources de court terme.

En d'autres termes, soit le capitalisme n'a plus qu'une existence à court terme et ils prépareraient son effondrement contrôlé de la même manière que le 11/9 ou en 1929, soit ceux qui détiennent la clé du coffre-fort ne veulent pas que les banques investissent sur le long terme, peut-être s'en réservent-ils le privilège (en passant par les marchés qu'ils contrôlent), une façon comme une autre de s'assurer le contrôle de l'ensemble du secteur financier, de l'économie mondiale.

Tout contrôler est une obsession pour le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux, qui plus est sur le plan financier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Centrafrique

Des groupes rebelles centrafricains ont pris et pillé mardi la ville minière de Bria (centre) et menacent désormais le régime de François Bozizé, qui a appelé l'armée tchadienne, arrivée mardi soir, à son secours.

Après plusieurs années de relative accalmie depuis les accords de paix signés à partir de 2007, les rebelles de la coalition Séléka, qui avaient déjà attaqué Ndélé et d'autres villes du Nord la semaine dernière, ont pris d'assaut, à l'aube, Bria, ville de 30.000 habitants, dans la principale zone diamantifère du centre.

Coalition de plusieurs factions, le Séléka ("*alliance*") menace de renverser le gouvernement du président François Bozizé, exigeant "*le respect*" de différents accords de paix signés entre 2007 et 2011.

Ces accords prévoyaient notamment le désarmement et la réinsertion des combattants, mais un de ses membres a récemment affirmé que "*rien n'avait été fait* "*pour (les) sortir de la misère*".

Cette avancée rebelle face à des Forces armées centrafricaines (FACA), en débandade, a conduit le président François Bozizé à faire appel son fidèle allié, le Tchad du président Idriss Deby, dont l'armée est rompue aux combats. Les soldats tchadiens avaient déjà aidé Bozizé lors de sa prise de pouvoir à Bangui en 2003 et étaient intervenus pour expulser les rebelles de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) de Birao, capitale du nord, fin 2010.

"*Des éléments de l'armée de terre tchadienne lourdement armés, à bord d'une vingtaine de véhicules, sont arrivés en milieu d'après-midi à Kaga Bandoro (centre)*", selon une source militaire centrafricaine.

De même source militaire, ils "*ont pour mission de renforcer les forces armées centrafricaines dans la contre-attaque pour reconquérir les villes tombées aux mains des rebelles*".

Les rebelles du Séléka ont parcouru quelque 300 kilomètres depuis Ndélé vers le sud-est pour rallier Bria. S'ils restent à distance de la capitale Bangui, située à plus de 400 km, ils font planer une vraie menace de déstabilisation du pays, la fragilité des forces armées - sous payées, peu équipées et mal encadrées - n'étant plus à démontrer.

Selon des sources militaires concordantes, l'armée régulière "*a opéré un repli*" vers Bambari (centre sud), place forte de l'armée.

"*Tel que c'est parti, seule une intervention étrangère peut sauver le régime*", estimait un officier supérieur qui témoigne sous couvert de l'anonymat de l'état d'esprit qui règne au moins au sein d'une partie des troupes: "*Personne ne veut servir de chair à canon*", poursuit-il..

La coalition Séléka a été créée en août par trois factions rebelles dont la CPJP et la faction dissidente de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR).

A Bangui, les députés ont organisé une marche pacifique sur près de dix kilomètres pour apporter leur soutien au pouvoir mais aussi demander "*des négociations*" avec "*ceux qui ont pris les armes*".

Pour l'universitaire Isidore Mbamo, "*il faut voir dans les attaques rebelles des velléités de révolte d'une bonne partie de la population. C'est en réalité une insurrection qui prend forme progressivement et qui est loin de s'arrêter*".

"Il est à craindre qu'on ne revienne à la case de départ, comme en 2003 puisque les jeunes désoeuvrés, démunis, ou les ex-combattants en attente de réinsertion, peuvent être tentés de se joindre à cette sorte d'insurrection", conclut-il.

La Centrafrique était engagée depuis 2008 dans un processus de paix après des années d'instabilité, de multiples rébellions, mutineries militaires et putsch qui ont ravagé son tissu économique et social.

L'actuel chef de l'Etat, le général François Bozizé, a pris le pouvoir par un coup d'Etat en 2003, avant d'être élu président en 2005, puis réélu en janvier 2011. AFP 18.12

SOCIAL

France

1- Mouvement de grève de 24h mardi à France Télévisions

Un mouvement de grève de 24h mardi à France Télévisions a été "*significatif*" selon la direction et "très bien suivi" par les salariés selon les syndicats, qui protestaient contre le plan d'économies "*drastique*" décidé par la direction.

Cette grève intervient en pleine négociation entre le ministère de la Communication et la direction de France Télévisions autour du contrat d'objectifs et de moyens (COM), alors que le groupe de 10.000 salariés sera confronté en 2013 à une baisse de son budget de 85 millions par rapport à 2012, à 2,45 milliards.

Selon Antoine Chuzeville, secrétaire adjoint du comité central d'entreprise, le taux de grévistes tournait autour de 50% chez les journalistes et était supérieur chez les autres salariés. Le 2 octobre, les syndicats mentionnaient un taux de grévistes de 30%.

La CGT, la CFDT, FO et le SNJ avaient appelé à cette grève pour dénoncer une "*gestion défaillante*" et une mise en oeuvre "calamiteuse" de l'entreprise unique, initiée en 2010.

"*Ce mouvement de grève, c'est un gros coup de colère autant envers la direction de la tutelle (le ministère de la Communication, NDLR) qu'envers la direction. La tutelle parce qu'elle impose la baisse de budget, la seconde parce qu'elle met en place un plan d'économies drastique*", a souligné Marc Chauvelot, secrétaire général du SNRT-CGT.

Près de 200 salariés de France Télévisions, dont la plupart de France 3, s'étaient rassemblés mardi devant le siège de France Télévisions, à Paris (XVe) pour faire entendre leur voix. Les pancartes indiquaient "Sarko m'a tuer, Hollande m'enterre" ou "*Filippetti: moins belle la vie*".

Lors d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire, Rémy Pflimlin "*est resté très évasif. Il s'est contenté de nous dire des choses qu'on savait déjà sur la baisse de la dotation de l'Etat*", a précisé M. Chauvelot.

"*On a essayé de se montrer le plus rassurant possible. On n'a pas été plus précis parce qu'on est en train de discuter du COM*" avec le ministère de la Communication, a expliqué M. Papet.

"*Beaucoup de questions portaient sur l'emploi*", a-t-il précisé, alors que France Télévisions réfléchit à un plan de départs volontaires qui va toucher jusqu'à 1.000 salariés, soit 10% des effectifs.

Les incertitudes autour de la stratégie de la chaîne régionale France 3 pèsent aussi, alors que des plans d'économies prévoient des suppressions temporaires ou définitives d'éditions locales d'information. AFP 18.12

2- PSA Peugeot-Citroën : chômage partiel

Les usines PSA Peugeot-Citroën Sochaux vont interrompre la production des 308, 3008 et 5008 et de la Citroën DS5 pendant trois semaines jusqu'au 8 janvier.

Dans une moindre mesure, les autres usines du groupe seront aussi touchées: Rennes La Janais va fermer trois jours avant la fin décembre et six jours en janvier. Celle de Mulhouse va aussi réduire ses cadences en janvier. Cependant, ces arrêts de

production ne sont pas propres à PSA. Depuis le mois de novembre, Renault mais aussi Toyota sont obligés de reduire la voilure. L'objectif des constructeurs est de réduire les stocks afin de limiter les coûts.

Actuellement, avec la dégringolade du marché automobile en France et en Europe, les usines de PSA Peugeot Citroën et de Renault ont des taux d'utilisation de l'ordre de 58% en trois équipes. Or, le seuil de rentabilité se situe généralement entre 75% et 80%.

Pour les 12 221 salariés de l'usine de Sochaux qui produisent la 308, 3008 et 5008 et la Citroën DS5, les conséquences devraient être limitées. Ils bénéficient du dispositif de l'activité partielle de longue activité (APLD). Cela permet d'assurer le maintien d'un peu plus de 90 % de la rémunération des salariés subissant du chômage partiel. Des mesures qui sont parfois adoptées chez certains gros fournisseurs comme Faurecia. En revanche, cette période va être plus difficile pour les petits équipementiers ou pour les intérimaires qui ne bénéficient pas de ce soutien. LeParisien.fr 18.12

3- Texas Instruments France va supprimer 517 emplois

Texas Instruments France va supprimer 517 emplois sur 609, entraînant la fermeture de son site de recherche de Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), un fleuron de l'économie locale implanté depuis cinquante ans.

Le site de Villeneuve-Loubet compte au total 541 postes, essentiellement ceux d'ingénieurs spécialisés dans l'activité des microprocesseurs destinés à la téléphonie mobile et aux tablettes numériques, selon une porte-parole de la direction.

La maison-mère de Dallas avait annoncé en novembre sa décision d'arrêter cette activité historique en supprimant 1.700 postes dans le monde.

"*Elle invoque la concurrence d'Apple et de Samsung, qui fabriquent leurs propres microprocesseurs*", précise Philippe Vieira, un ingénieur représentant du syndicat CFDT, dubitatif sur les motivations économiques du groupe texan.

"*On ne s'attendait pas à une fermeture du site, on du mal à y croire*", note-t-il, en expliquant que les ingénieurs du site espéraient pouvoir travailler sur d'autres produits.

La maison-mère de Dallas va notamment recentrer son activité sur les micro-processeurs embarqués pour l'industrie automobile, qui utilisent la même technologie de processeurs "*OMAP*".

Texas Instruments entend dégager d'ici fin 2013 des économies annuelles de 450 millions de dollars.

Le groupe américain s'était installé en 1963 à Villeneuve-Loubet, une commune à l'ouest de Nice, où il disposait à l'époque d'une usine de fabrication de composants et employait quelque 2.000 personnes, dont des ouvriers. Les effectifs avaient fondus lorsque le site s'était consacré entièrement à la recherche-développement.

En 2009, la société de Villeneuve-Loubet avait perdu plus de 300 emplois lors d'un précédent plan social, lorsque la maison-mère avait annoncé la suppression de 3.400 postes dans le monde, soit 12% de ses effectifs. AFP 18.12

ECONOMIE

1- Fed et dollar

Jusqu'à quand les oligarques du cartel bancaire veulent-ils maintenir la Fed et la vitrine ?

Les semaines passent, les mois passent, ainsi que les années, mais le message des responsables de la banque centrale américaine est toujours le même. La politique monétaire accommodante, avec toute une batterie de nouveautés selon les saisons, doit parvenir à faire refluer le chômage. Mais de quel chiffre parlons-nous ? Officiellement, les banquiers centraux et les organismes supranationaux avec lesquels ils se prostituent, parlent de 6,5 voire 7,5%. Certains économistes font plutôt référence à 20-25%. C'est un grand écart !

Qu'importe, selon le Times : « *Pour aider à réduire le chômage, la Fed a annoncé qu'elle poursuivrait également les rachats mensuels de 85 milliards de dollars de bons du Trésor US et de créances hypothécaires jusqu'à ce que les conditions s'améliorent sur le marché de l'emploi, prolongeant une politique annoncée en septembre* ».

Peu importe, ce qui compte c'est de faire avaler le mensonge du travail efficace de la banque centrale américaine. Pourtant, on décèle quelques couacs. C'est ainsi que le grand Ben Bernanke avoue, toujours selon le Times : « *Durant une conférence de presse après une réunion de deux jours du principal comité de politique de la banque, M. Bernanke a suggéré que la Fed approchait les limites de sa capacité à aider les chômeurs* ». « *Si nous pouvions agiter une baguette magique et faire baisser le chômage à 5% demain, de toute évidence nous le ferions, a assuré Ben Bernanke lorsqu'on lui a demandé si la Fed pouvait faire plus* ».

Alors, puisque l'impression monétaire explose ainsi que le chômage, avec une croissance qui décline et un pouvoir d'achat des contribuables qui diminue…les banquiers centraux américains peuvent toujours évoquer 2015… La Fed vient en effet de publier de nouvelles projections économiques montrant que la majorité de ses dirigeants ne s'attendaient pas à atteindre le but d'un chômage à 6,5% avant la fin 2015.

PLUS, et après cette date, ce sera 2020 ? Pourront-ils maintenir la vitrine avec ses beaux indices toujours au-dessus de l'Everest ? Où en sera la cohésion sociale ? Faudra t-il encore quelques meurtres pour engager le dialogue sur la nécessité de désarmer l'Américain lambda ?

L'on peut souhaiter bonne chance aux adulateurs de la Fed et de la BCE et interroger les grand prêtres de la Finance : que feront ces banques centrales du stock d'actifs accumulés à leur bilan ? Vers une crise de confiance

La menace qui plane s'appelle la crise de confiance. Si cela arriverait ou quand cela arrivera, notre monde connaîtrait ou connaîtra une immense misère. N'est-ce pas ce qu'avait annoncé Madeleine Porsat il y a bien longtemps : « *La roue du commerce s'arrêtera* »… parce qu'il n'y aura plus de confiance.

Mieux vaut prendre de la hauteur sur ce monde où les borgnes sont des légions et les prétendus responsables des incapables qui précipitent les foules aveugles vers l'abîme, qui n'ont pas d'autre ambition que celle de détruire notre civilisation chrétienne pour lui substituer ce que le règne animal ne pratique même pas. Liesi 18.12

2- PIB

Comme quoi, il ne faut jamais se laisser abuser par le jargon des spécialistes, encore moins quand ils sont économistes.

Addison Wiggin de la Chronique Agora (http://la-chronique-agora.com)

Pour ses prévisions, Grantham s'appuie sur l'obscure notion de « *produit intérieur brut* » (PIB), notion que nous n'hésitons pas à malmener dans Le déclin du dollar.

Au mieux, le PIB est une formule mathématique :

La formule :

- Dépenses des ménages
+ Investissement des entreprises
+ Dépenses publiques
+ Exportations réelles
= PIB (www. agorafinancial.com)

Au pire, cela entretient l'illusion que les économistes pratiquent une science.

« *Le concept de PIB est si profondément défectueux* », explique Chris Mayer, « *qu'il devrait être entièrement abandonné, comme une relique d'un autre âge* ».

« *Prenons cet exemple que donne Bill Bonner : si vous tondez votre gazon et que votre voisin tond le sien, rien ne s'ajoute au PIB. Mais si vous embauchez votre voisin pour tondre votre gazon et qu'il vous embauche pour tondre le sien, le PIB augmente !* »

« *Le produit intérieur brut intègre également les dépenses publiques comme une composante positive. Donc, si l'Etat dépense beaucoup d'argent, le PIB augmente. Si le gouvernement embauchait beaucoup de monde pour creuser des trous puis les remplir, le PIB augmenterait et les économistes se réjouiraient* ».

« *Le problème fondamental avec le PIB, c'est qu'il s'agit d'une abstraction. Il ne veut rien dire. Le PIB ne se mange pas, ne se porte pas, ne se dépense pas. Il ne change pas votre vie ni votre emploi. Un PIB qui augmente ne signifie pas que vous vous enrichissez. C'est juste un chiffre avec lequel les économistes peuvent jouer* ».

« *Même si le PIB était une mesure précise de quelque chose de significatif* », observe Mayer, « *devrions-nous l'utiliser pour décider comment et quand investir ?* »

« *Un jour Buffett a fait remarquer qu'entre 1964 et 1982, le marché boursier avait stagné alors que le PIB, lui, avait quintuplé. Mais de 1982 à 1998, le marché a augmenté d'un facteur vingt, alors que le PIB a à peine triplé. Beaucoup de raisons expliquent les mouvements du marché. Le PIB n'en fait pas partie* ».

« *Selon moi, la croissance est ce qu'elle est* », conclut Chris. « *Certains pans de l'économie connaîtront la croissance. D'autres la récession. Je ne m'intéresse pas aux prévisions du PIB — ni à aucune prévision de ce type d'ailleurs. J'essaie plutôt d'étudier en détail les opportunités qui se présentent* ».

Chris aime citer John Train, le conseiller en investissement octogénaire : « *ne vous inquiétez pas de l'économie ni de la direction du marché. Achetez plutôt les actions d'une entreprise comme vous achèteriez une maison c'est-à-dire parce que vous savez tout sur elle* »… Liesi 13.12

J'ajouterai que si vous êtes comme moi et que vous ne savez rien sur elle, abstenez-vous !

J'ai mis cet article en ligne car il tort le cou à la notion de PIB à laquelle les uns et les autres font dire ce qu'ils veulent. En fait, seule la force de travail mise en oeuvre dans le procès de production dégage de la plus-value, un capital supérieur à celui qui figurait au départ. Maintenant il est vrai que c'est plus complexe que cela si l'on introduit ce qui figure en aval ou en amont, la formation, les services, etc.

C'est la combinaison de la mise en oeuvre du travail intellectuel et manuel qui permet la création de richesse à partir d'un capital de départ qui est la propriété du capitaliste, tout comme l'entreprise, les outils, les moyens financiers. Le capitaliste et le banquier seuls n'ont jamais rien produit, ils sont totalement incapables de produire quoi que ce soit, ce sont uniquement les travailleurs intellectuels associés aux travailleurs manuels qui produisent les richesses.

C'est élémentaire comme donnée, mais cela ne viendra pas tout seul à l'esprit des travailleurs si on leur explique pas simplement.

Haut de page

Le 20 décembre

CAUSERIE

Pour des raisons de commodité, je mets ce complément à la date du 20 décembre.

Méfiez-vous des discours alléchants mais trompeurs qui prônent l'égalité en général, l'égalité entre les hommes et les femmes, entre les riches et les pauvres, etc. en réalité, leurs auteurs entendent perpétuer l'inégalité des droits qui existe entre eux aujoud'hui et sur laquelle repose la société bourgeoise, tandis qu'ils entendent imposer de plus en plus de devoirs aux couches les plus faibles, fragiles, exposées ou les plus exploitées, tandis que la classe des privilégiés en est exemptée, de la même manière qu'ils prônent la dérégularisation de l'économie ou dénoncent les lois qui constituent encore des entraves à l'exploitation illimitée des travailleurs, Dans leurs discours ils mettent systématiquement en avant la revendication de l'égalité des droits pour mieux camoufler l'inégalité qui existe entre les différentes classes ou couches de le faire appliquer. C'est ainsi qu'on aurait tous le droit de vivre de notre travail, sauf que des millions de travailleurs en sont totalement incapables, soit que leurs salaires sont misérables, soit qu'ils sont au chômage, pendant qu'au nom du même droit, les rentiers perçoivent des salaires mirobolants. C'est le devoir du travailleur de travailler pour à peine pouvoir survivre, comme c'est le devoir du rentier de s'enrichir en dormant pour baigner dans la luxure. Ainsi chacun à le devoir d'assumer son rôle dans leur société et de s'y tenir. Voilà ce qu'il en est réellement de leur conception des devoirs et de droits égaux.

La question des droits et des devoirs égaux est faussée au départ et ne peut être résolue dans la pratique qu'en la faveur de la classe qui détient le pouvoir, aujourd'hui celle des capitalistes. Donc si nous décidons qu'elle doit pencher en la faveur de la classe des exploités qui constitue l'immense majorité de la société au détriment de la classe des exploiteurs, il faut inverser les rapports entre les classes, question qui ne peut être résolue qu'en posant la question du pouvoir politique (de l'Etat) et en lui apportant la réponse suivante : c'est la classe qui produit les richesses par son travail qui doit seule détenir le pouvoir politique et économique, posséder les moyens permettant de produire les richesses et de les répartir entre tous les producteurs.

Autre chose.

J'ai ajouté un article économique paru sur le portail Atlantico.fr : *Un puits sans fond ? Petite tentative d'explication sur la valse des milliards engloutis dans le sauvetage de l'économie depuis 2008*

Son auteur.

Bruno Bertez est un des anciens propriétaires de l'Agefi France (l'Agence économique et financière), repris en 1987 par le groupe Expansion sous la houlette de Jean-Louis Servan-Schreiber.

Il est un participant actif du Blog a Lupus, pour lequel il rédige de nombreux articles en économie et finance.

Il reprend les arguments qui figurent dans plusieurs vidéos sur l'argent et la dette. Il précise après l'avoir cité à plusieurs reprises: "*Marx est certainement le plus grand économiste de tous les temps, avec ses amis/ennemis de l'école autrichienne.* " Mais nous n'en doutions pas un seul instant. A ceci près que le marxisme, c'est plus que des "*mots*", un guide pratique pour changer la société, mais attention, pas une recette prête à l'emploi ou un dogme.

Encore un effort et vous adopterez ses conclusions. Mais là cela risque d'être un peu plus difficile puisque plus personne de nos jours ne défend les idées du socialisme ou s'emploie à les propager, non pas sous la forme de slogans stérils ou gauchistes, mais comme solutions (définitives) aux difficultés quotidiennes des masses laborieuses et comme réponse à la question : quelle alternative existe-t-il au capitalisme, dans quelle société voulons-nous vivre ?

Le socialisme ou le communisme, une société plus juste, un monde meilleur, débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'oppression, où chacun pourra participer à la production des richesses en fonction de ses capacités pour satisfaire les besoins et aspirations de tous, où chacun pourra participer à la gestion de la société afin d'assurer le bien-être de tous ses membres sans exception, où tous les peuples vivront en harmonie et en paix, dès lors que l'humanité sera débarrassée des classes sociales, des Etats, des frontières, de l'argent et des guerres qui les accompagnent depuis des millénaires.

Aujourd'hui le socialiste est décrit comme une utopie, le capitalisme comme une réalité, qui n'a pas existé de toute éternité contrairement à ce que prétendent ses défenseurs ou des ignorants pour lesquels il est indépassable.

La guerre, la faim, le chômage, la précarité, la pauvreté auraient une légitimité. Pourquoi ? Parce qu'ils sont légaux. Pourquoi ? Parce qu'ils existent, car n'est légitime et légal que ce qui existe, ils ont leur propre raison d'être qui se suffit à elle-même, et tout ce qui n'existe pas la paix, manger à sa faim, vivre de son travail et s'épanouir, être débarrassé de l'angoisse du lendemain, satisfaire ses besoins et ses aspirations doit être déclaré illégitime et illégal.

C'est insensé, absurde, aberrant, grotesque, monstrueux de soutenir une telle thèse ou théorie, de justiifer de la sorte le monde épouvantable dans lequel nous vivons, et pourtant c'est celle à laquelle se raccrochent la plupart des intellectuels et des partis politiques, tous les syndicats sans exception.

Leur viendra-t-il un jour à l'esprit que ce qu'on leur a décrit comme étant le socialisme ou le communisme, des régimes marxistes, ne l'étaient pas en vérité, et que si on leur a tenu ce discours c'était justement pour les maintenir à l'écart du socialisme, du communisme, du marxisme ? C'est la question que je me pose tous les jours.

J'allais oublier de vous dire que j'ai eu ces derniers temps quelques échanges par courriel avec des intellectuels ou des responsables de partis ou d'importantes organisations, en France et ailleurs. Je ne peux pas vous en dire plus.

La suite jeudi après-midi

J'ai laissé de côté quelques infos par manque de temps. Je n'ai pas eu le temps de corriger les fautes non plus, on verra cela demain si possible, je dois retourner une dernière fois chez le vétérinaire, aller payer mon abonnement à Internet et retourner au bureau d'immigration, mon abonnement et mon visa expirent dans deux jours.

ACTUALITE EN TITRES

Mourir tout court nous suffirait !

- UMP : "*Cela aurait été dommage de mourir fâchés !*" - LePoint.fr

- Quand la fin du monde s'invite au bureau politique de l'UMP - AFP

La crise, à quoi cela leur sert-il de l'entretenir ? Réponse.

- Retraites: la crise explique la dégradation LeFigaro.fr

- L'euro semble sauvé, mais 2013 restera une année de crise - AFP

Un Cor au pied, ça s'élimine !

- Retraites: un déficit aggravé d'ici 2017 selon un rapport du Cor - AFP

Ils feront mieux, en pire, c'est promis.

- Retraites: Sapin y voit la preuve de l'inefficacité des réformes Sarkozy - AFP

Que cela ne tienne, ils vont en rajouter une couche : Travailler pour vivre ou vivre pour travailler, cela fait belle lurette que le PS et ses satellites ont choisi.

Parole de patrons

- Flexisécurité : pourquoi il faut y croire - LeMonde.fr

On voit tout de suite de quel côté de la barricade se situe Le Monde.

- Moscovici : la nationalisation temporaire "*ne doit pas être une finalité en soi*" - LePoint.fr

Cela tombe bien, Mittal n'y a jamais cru !

- « *Il faut faciliter le droit au licenciement économique* » - Rue89

Eux non plus ils n'auraient pas affirmer le contraire : il faut faciliter le droit au travail et pouvoir en vivre.

Parole de banquiers

- Est-il devenu impossible d'être riche en France ? - LeMonde.fr

Ils ne poseront pas la question inverse et pour cause ils sont trop nombreux : Est-il devenu impossible d'être pauvre en France ?

- Le gouvernement ménage les banques - LePoint.fr

Il est là pour cela, non ?

Il aurait mieux valu qu'elles tombent sur la tête.

- "*Je suis tombée amoureuse de l'homme, pas d'un président*" - LePoint.fr

- Le plaidoyer d'Elisabeth Badinter pour les mères porteuses - lepont.fr

- Benghazi: Hillary Clinton sauve sa tête - 20minutes.fr

- La Corée du Sud a porté à sa tête une femme pour la première fois - AFP

Elle se réclame de Tatcher et Reaggan, encore un progressiste !

Il est mort !

- Le président irakien sera transféré en Allemagne pour y être soigné - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Merci monsieur Plénel.

Le modèle payant de l'information en ligne semble faire ses preuves. Du reste, les médias traditionnels sont en passe de l'adopter. C'est déjà le cas pour Les Échos, qui ont opté pour le "*pay wall*", un système qui offre aux internautes des articles gratuits jusqu'à un certain volume avant de devenir payants. Le "*pay wall*" sera également adopté par Libération en juin 2013.

Selon nos informations, le site Mediapart.fr, dirigé par Edwy Plenel, dégagera cette année 700 000 euros de résultat net pour un chiffre d'affaires de 6 millions d'euros. Le conseil d'administration, qui a constaté cette rentabilité de 11,6 %, s'est tenu mercredi 19 décembre. Les abonnements s'élèvent à 60 000 unités en 2012. Mediapart emploie une quarantaine de personnes.

Il s'agit du deuxième exercice bénéficiaire pour Mediapart. L'an dernier, le site payant d'information en ligne avait déjà dégagé 572 300 euros de profits pour un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros. LePoint.fr 19.12

J'avais pensé ouvrir une souscription pour soutenir financièrement le portail que j'anime, afin de couvrir les frais d'abonnement à plusieurs médias en ligne de façon à pouvoir d'accéder à la totalité de leurs articles et en faire profiter les militants qui se connectent sur notre portail.

Mais comme apparemment les militants refusent de soutenir financièrement le portail dont ils tirent avantage gratuitement, j'ai abandonné cette idée. Si un jour tous les articles devenaientpayant, je fermerai le portail, voilà tout.

Par acquis de conscience je vais essayer une nouvelle fois en début d'année 2013, on verra ensuite le résultat.

Leur "éthique" : un véritable cauchemar !

Auditionnée jeudi dernier par l'Assemblée nationale, Elisabeth Badinter expliquait déjà qu'une gestation pour autrui "*éthique*" et non rémunérée pouvait être légalisée : "*Il y a des femmes qui adorent être enceintes et qui ne souhaitent pas pour autant assurer la responsabilité de l'éducation d'un enfant*", détaillait-elle notamment. "*J'en ai assez que l'on colle ce mot de marchandisation (...) Encadrer la possibilité de porter un enfant pour d'autres me semble ouvrir la porte à quelque chose d'acceptable voire de souhaitable.*"

La philosophe imagine un système d'encadrement qui vérifierait que la mère porteuse est bénévole, où "*tous les intermédiaires doivent être bénévoles*". Le Point.fr 19.12

C'est marrant, les avez-vous entendus parler de simplifier le droit à l'adoption des enfants orphelins ou de le favoriser ? Pas vraiment, ils s'en foutent complètement, ce qui prime pour cette vermine c'est qu'il "*y a des femmes qui adorent être enceintes*" et que leur désir soit satisfait. Quant à assumer leur responsabilité, quand on baigne dans des centaines de millions d'euros comme madame Badinter, on s'en tape, cette question ne leur viendrait même pas à l'esprit, en ce qui les concerne évidemment.

Je suis contre la procréation in vitro dans tous les cas d'espèce. En France et de par le monde, il y a des millions de gosses orphelins, ceux qui ne peuvent pas avoir d'enfant et en veulent un malgré tout n'ont qu'à en adopter un.

Dolez passe à table.

Mélenchon est au mieux un charlatan, au pire un manipulateur. Le cofondateur du Parti de gauche aussi, car il témoigne ici qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie bourgeoise du PS. Mélenchon soutient le gouvernement, pas suffisamment à ses yeux, il devrait ménager son langage qui prête à confusion, il devrait davantage monter au créneau pour soutenir le régime affirme Dolez quand on le lit attentivement.

Le député Marc Dolez annonce à «*Libération*» son départ du Parti de gauche qu'il a cofondé. Extraits.

Libération : Pourquoi décidez-vous de quitter le Parti de gauche ?

Dolez : Le PG s'est éloigné des fondements qui prévalaient lors de sa création. Mes divergences portent sur l'analyse de la situation politique mais aussi sur la stratégie. L'objectif doit rester de faire bouger les lignes à gauche, déplacer son centre de gravité et la mettre sur une orientation qui permette de sortir de la crise.

(Quel aveu ! Au moins maintenant plus personne ne pourra dire sur la base de quelle analyse et dans quelle perspective le Parti de Gauche a été créé par Mélenchon et Dolez : faire pression sur le PS sans couper les ponts avec lui et son idéologie social-libéral, s'y adapter en tentant de la gauchiser, pas trop quand même pour "*sortir de la crise*" à laquelle il n'a manifestement rien compris ou à la manière du précédent gouvernement, ce que s'applique à faire avec zèle Hollande et Ayrault. Dans le cas contraire, il faudrait prêter à Dolez l'intention de vouloir rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, sauf qu'il manifeste ici justement l'inverse. - ndlr)

Libération : Que reprochez-vous ?

Dolez : Il critique le plus souvent le président de la République et le gouvernement plutôt que de s'attaquer à la droite. (...) Je ne crois pas à la thèse des deux gauches irréconciliables ni au mythe du recours. Je veux que la gauche réussisse. Je ne me résoudrai jamais à considérer que le gouvernement va échouer et que nous serons là à ramasser les morceaux. Si la social-démocratie devait s'effondrer, je crains que ce ne soit au profit de la droite extrême.

(Si l'on comprend bien, il faudrait critiquer l'UMP qui n'est plus au gouvernement et qui ne dispose plus de la majorité en sièges à l'Assemblée nationale, autrement dit brasser du vent pendant qu'Hollande et son gouvernement appliquerait tranquillement le programme... de l'UMP! On voit là qu'on a affaire à un ignorant ou un charlatan qui feint de l'être, car c'est bien la social-démocratie qui a ouvert la voie au régime de Vichy, à Franco, à Pinochet, Vidéla etc. l'ignorerait-il ? Dolez est peut-être devenu sénile prématurément, comme pratiquement tous ceux qui ont quitté le PS, étrange épidémie. - Ndlr)

Libération : Jean-Luc Mélenchon parle de «concurrents»…

Dolez : ... ne donnons pas le sentiment que l'adversaire du Front de gauche, c'est le PS. La concurrence est légitime si elle se fait dans la clarté. Le Front de gauche stagne. La baisse du PS ne nous profite pas. La campagne contre les politiques d'austérité annoncée pour janvier est une bonne initiative pour se relancer.

(Il s'enterre, en affirmant ici que le Front de gauche n'est pas "*l'adversaire*" du PS et qu'il est dans un rapport de "*concurrence*" avec lui, il ne fait que revendiquer la place et la fonction que remplit actuellement le PS en estimant qu'il gèrerait mieux la société pour le compte des capitalistes, puisqu'il a déjà manifesté son intention de ne pas rompre avec le capitalisme.

Pour le reste il ne fait que traduire la logique (électoraliste) propre à tous les élus dont l'action s'inscrit dans la continuité du régime et des institutions, dans la plus pure tradition du parlementarisme bourgeois, après avoir été élu en trompant les électeurs ou en se jouant de leur ignorance, ce qui revient au même, finalement la seule compte qui compte pour lui, c'est de retrouver son poste d'élu et les prébendes qui vont avec, dès lors on conçoit que "*la baisse du PS*" l'inquiète, on pourrait affirmer que c'est sans doute ce qui a déterminé sa décision de quitter le PG. - Ndlr)

Libération : Mais cette orientation séduit de jeunes militants…

Dolez :Certainement ! Mais elle ne me convient plus. Le PG connaît une dérive un peu gauchisante. Je conçois que cela puisse séduire et je respecte les militants qui y adhèrent. Mais l'objectif est d'ouvrir une alternative. Pas de créer une organisation condamnée à la minorité.

(Il confirme ce qui vient d'être dit, à savoir que militer dans une "*organisation condamnée à la minorité*" pourrait à terme condamné sa carrière d'affairiste. Il est comme tous ceux qui ont quitté un jour des organisations trotskistes "*condamnée à la minorité*" pour une durée indéterminée, pour rejoindre des partis, le PS principalement où ils pourraient faire carrière.

Ils ont troqué leurs convictions, le combat pour le socialisme ou pour la cause collective des exploités, au profit de leurs intérêts personnels qui coïncident avec la préservation du régime qu'ils n'ont cessé de défendre par la suite, Jospin, Cambadelis, Weber et bien d'autres...

Libération : Qu'allez-vous devenir ? Vous comptez retourner au PS ?

Dolez : Je reste un militant actif du Front de gauche, qui m'apparaît plus indispensable que jamais. J'entends participer à son expression à l'Assemblée nationale. Libération.fr 19.12

(Gageons que la direction du PS appréciera votre geste qui est d'un courage, comment dire, époustouflant, conforme aux idées qu'il défend. - Ndlr)

La méthode du "***diagnostic partagé***" sur lequel repose le "***dialogue social***", la soumission des syndicats au capital. Décryptage

1- Mise en place (ou existence) d'un organisme de collaboration de classes. Le Conseil d'orientation des retraites (Cor) est composé de hauts fonctionnaires, parlementaires, partenaires sociaux et de personnalités qualifiées, il est présidé par Raphaël Hadas-Lebel,

2- Celui-ci établi un rapport. Le Conseil d'orientation des retraites (Cor) a rendu public un rapport approuvé mercredi.

3- Dans ce rapport il établit un diagnostic. Il a estimé dans ce rapport que le besoin de financement du système de retraite (y compris le Fonds de solidarité vieillesse) passerait de 0,7 à 1% du PIB entre 2011 et 2017, soit de 14 à 21,3 milliards d'euros.

4- Ce diagnostic se conclut par la nécessité d'une nouvelle contre-réforme. Le retour à l'équilibre, sans nouvelles mesures, n'est pas envisagé avant 2040 ou 2050.

5- Le gouvernement reprend à son compte ce diagnostic et ses conclusions. Mercredi à l'Assemblée nationale, la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, a fait savoir qu'une nouvelle réforme des retraites serait nécessaire dès 2013.

6- Le gouvernement confirme qu'il n'existe pas d'autres alternatives, la fatalité quoi. Dans un communiqué, le ministère souligne que la stabilisation voire la régression du déficit du système de retraite au delà de 2020, qui sont envisagées dans le rapport, sont liées "*au dynamisme démographique de notre pays*". "*C'est la preuve que l'équilibre à long terme, quand les jeunes d'aujourd'hui prendront leur retraite, peut être atteint si les mesures adaptées sont prises*", poursuit le texte.

7- Pour donner l'impression de la vraisemblance et mieux tromper les masses, un second rapport sera nécessaire. Le gouvernement, qui attend pour le 22 janvier 2013 un deuxième rapport du Cor, sur l'état des lieux des différents régimes de retraite, va ensuite former une "*commission pour l'avenir des retraites*" qui va proposer "*différentes pistes de réforme*".

8- Pour conclure, les syndicats seront amenés à mettre la main à la patte. Puis une "*phase de concertation*" entre le gouvernement et les partenaires sociaux aura lieu "à partir du printemps 2013", indique le communiqué qui ne précise pas quand le projet de réforme gouvernemental sera soumis au parlement. (source : AFP 19.12)

Ajoutons qu'en participant au Cor les syndicats légitiment par avance son diagnostic, ses conclusions et les mesures antisociales qui seront adoptées par la suite par le gouvernement et entérinées par le parlement à sa botte et la boucle est bouclée. Ils pourront s'en défendre, peu importe, le mal sera fait.

Parfois on peut s'étonner que les médias mettent en avant un fait sur un ton anodin ou tout en affirmant qu'il est insignifiant, sans portée ou que sa véracité reste à démontrer.

L'essentiel est ailleurs, faire en sorte que les plus ignorants qui constituent malheureusement la majorité de la population, y compris chez les intellectuels prêts à croire n'importe quoi finalement, en parlent et se divisent sur une question insignifiante ou complètement absurde, fabriquée de toutes pièces au besoin, comme par exemple cette histoire de fin du monde le 21 décembre 2012. C'est du domaine de la manipulation psychologique des masses, tout comme ce diagnostic sur le financement des retraites.

C'est aussi une manière de jauger le degré de leur ignorance, de les induire volontairement en erreur pour voir leur réaction et corriger le tir ou adapter leurs armes médiatiques ou en développer d'autres au besoin.

Qu'on se le dise.

La sidérurgie n'a pas un "*intérêt stratégique*" pour le pays, tout comme les mines, l'automobile, le textile, la chimie, la métallurgie, etc. En fait c'est valable pour tous les pays, seuls les profits des actionnaires comptent, donc qu'on ne nous accuse pas de faire preuve ici de nationalisme. Quant à la nationalisation, ce n'est pas une "*finalité en soi*" pour un gouvernement du CAC40, merci on n'en avait jamais douté.

- Le feuilleton de la nationalisation du site ArcelorMittal de Florange est clos, a déclaré mercredi Najat Vallaud-Belkacem lors du compte rendu du conseil des ministres.

S'agissant de la nationalisation temporaire, la porte-parole du gouvernement a déclaré qu'il s'agissait d'un "*instrument juridique qui fait partie de l'arsenal à notre disposition pour protéger nos intérêts stratégiques*" et qu'il n'y avait "*pas de raison de s'en priver quand les intérêts stratégiques du pays sont en jeu*".

Pour autant, elle a jugé que chaque situation est particulière et qu'il fallait "*regarder chacun des dossiers avec un grand pragmatisme*".

Le ministre de l'Economie et des finances Pierre Moscovici a de son côté estimé dans la matinée que la nationalisation pouvait constituer une "*arme dissuasive*", mais ne devait pas être une "*finalité en soi*". Reuters 19.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Le Parlement a définitivement adopté mercredi soir, par un ultime vote de l'Assemblée nationale passant outre l'hostilité du Sénat, le budget rectificatif 2012, qui instaure le crédit d'impôt compétitivité et prévoit des hausses de taux de TVA.

Les députés socialistes, écologistes et radicaux de gauche ont voté pour le texte, contre lequel se sont prononcés la droite, le centre et le Front de gauche, lors d'un vote à main levée.

A l'Assemblée, lors d'un bref et dernier débat à l'Assemblée, le rapporteur général du Budget Christian Eckert (PS) a souligné que pour la première fois depuis longtemps, "*l'Etat aura moins dépensé que l'année précédente*", avec 200 millions d'euros de dépenses en moins en 2012 qu'en 2011. AFP 19.12

Eckert est un homme heureux ! Ils font du zèle en plus !

2- Russie

La Douma russe a encore durci mercredi sa réaction à la "*loi Magnitski*" américaine, interdisant pêle-mêle l'adoption d'enfants russes par des Américains, les ONG "politiques" financées par Washington, et prévoyant de dresser une "*liste noire*" des étrangers indésirables en Russie.

Les députés ont adopté en deuxième lecture à la quasi unanimité par 400 voix contre quatre, avec deux abstentions, le texte amendé dans le sens d'un durcissement d'une proposition de loi votée pour la première fois vendredi.

La nouvelle version prévoit l'interdiction de l'adoption par des Américains, et la fermeture des structures organisant ces adoptions.

La première version du texte avait été adoptée le jour de la promulgation par le président américain Barack Obama de la "*loi Magnitski*", vendredi.

Celle-ci interdit l'entrée aux Etats-Unis et prévoit de saisir les biens de responsables russes impliqués dans la mort en prison en 2009 à Moscou du juriste russe Sergueï Magnitski, ou dans d'autres violations des droits de l'homme.

Sergueï Magnitski avait péri en prison victime de violences et privé de soins. Il avait été arrêté un an auparavant après avoir dénoncé une gigantesque machination financière ourdie par des membres du ministère russe de l'Intérieur.

L'adoption de la loi portant son nom aux Etats-Unis a provoqué de vives réactions politiques en Russie.

M. Poutine avait jugé la semaine dernière qu'il s'agissait d'un "acte inamical" des Etats-Unis auquel il fallait répondre de manière "*appropriée*".

La première version du texte prévoyait symétriquement d'interdire l'entrée en Russie et de geler les biens de citoyens américains s'étant rendus responsables d'atteintes aux droits de citoyens russes.

Nombre d'observateurs et les médias avaient cependant relevé que ces mesures risquaient de ne pas avoir autant de poids que celles prises par les Etats-Unis, les élites russes appréciant les séjours et les investissements à l'étranger.

Les amendements ajoutés mercredi prévoient, outre l'interdiction de l'adoption, la fermeture de toute ONG "*politique*" percevant des financements américains, et empêchent une personne détenant un passeport américain de diriger ou d'être membre d'une ONG active sur le terrain politique.

Les parlementaires ont en outre élargi la portée des premières mesures - à l'encontre de personnes ayant porté atteinte aux droits

de citoyens russes - au monde entier, et non plus aux seuls Etats-Unis.

L'adoption de l'équivalent d'une "*loi Magnitski*" a en en effet été discutée en Europe, même si elle ne fait pas l'unanimité.

La loi amendée porte le nom de "*Dima Iakovlev*", un enfant russe mort aux Etats-Unis en 2008 après que sa mère adoptive américaine l'avait laissé dans sa voiture en pleine chaleur. D'autres cas d'enfants maltraités par leurs parents adoptifs aux Etats-Unis ont été très médiatisés ces dernières années en Russie. AFP 19.12

3- Corée du Sud

La candidate conservatrice Park Geun-hye, qui a cité comme des modèles Margaret Thatcher et Angela Merkel, a été élue mercredi présidente de la Corée du Sud, la première femme à occuper ce poste.

Son adversaire de centre gauche Moon Jae-in a concédé sa défaite. Après dépouillement de plus de 88% des suffrages, Park Geun-hye, 60 ans, obtient 51,6% des voix contre 48% à Moon Jae-in.

La fille de l'ancien président Park Chung-hee, arrivé au pouvoir par un putsch en 1961 et assassiné en 1979, entamera en février prochain un mandat non renouvelable de cinq ans.

Park Geun-hye a affirmé que sa victoire allait permettre le redressement économique du pays. "*Cette victoire a été portée par l'espoir du peuple de nous voir surmonter la crise et d'assurer la reprise économique*", a-t-elle lancé à ses partisans rassemblés mercredi soir à Séoul.

Malgré son développement - la Corée du Sud est désormais le 29e pays le plus riche du monde en terme de revenu par habitant - et la puissance de certaines de ses entreprises sur la scène internationale, telles Samsung ou Hyundai, la Corée du Sud a vu se creuser les inégalités.

La croissance sud-coréenne est tombée à un peu plus de 2% cette année, contre une moyenne de 5,5% pendant des dizaines d'années. Reuters 19.12

SOCIAL

1- France

Les factures d'électricité vont augmenter de 2,5% en moyenne à partir du 1er janvier, a indiqué mercredi matin Delphine Batho, la ministre de l'Énergie. Cette majoration ne correspond pas à une hausse des tarifs réglementés de l'électricité mais à une augmentation d'une taxe, en l'occurrence la contribution aux charges de service public de l'électricité (CSPE).

Cette taxe vise en particulier à soutenir le développement des énergies renouvelables, mais aussi à financer la péréquation tarifaire, c'est-à-dire un prix identique pour l'électricité quelle que soit l'implantation géographique du consommateur dans l'Hexagone. «*Le gouvernement a décidé de limiter la hausse de la CSPE à 3 euros le mégawattheure comme la loi le permet, a encore indiqué le ministère de l'Écologie. Cette augmentation représente une hausse de 2,5 % des factures, soit environ 15 euros par an et par ménage en moyenne.*»

L'augmentation des factures d'électricité n'est pas la seule majoration pour le consommateur dans le domaine de l'énergie. Le 1er janvier 2013 doit aussi rentrer en application une hausse de 2,4% des tarifs réglementes du gaz. LeFigaro.fr 19.12

2- Espagne

Des milliers de manifestants se sont rassemblés mercredi dans une ambiance tendue devant l'Assemblée régionale de Madrid pour protester contre les coupes dans le budget de la santé publique prévues par le gouvernement régional conservateur.

Aux cris de "*C'est du vol et pas des coupes*" et de "*Honte*", dans le charivari des sifflets, médecins, infirmières et usagers de la santé ont fait face aux policiers anti-émeutes pendant plus d'une heure.

Une pancarte dénonçait "*des coupes meurtrières dans la santé publique*".

La police a finalement mené plusieurs petites charges pour disperser les manifestants.

Pendant ce temps, les députés régionaux débattaient du Budget 2013 qui prévoit notamment de privatiser six hôpitaux et 27 dispensaires de la région dans le but d'économiser plus de 500 millions d'euros.

Médecins et infirmiers madrilènes multiplient les manifestations, accompagnés de mouvements de grève dans certains centres hospitaliers, depuis l'annonce de ce plan d'économies, qui s'ajoutent à celles déjà annoncées par le gouvernement espagnol, lui aussi conservateur. AFP 19.12

Une aide-soignante qui a participé à cette manifestation témoigne du degré d'illusion ou d'inconscience politique des masses espagnoles :

"*Nous voulons leur démontrer que la santé peut être financée autrement*", expliquait Elena Moral. AFP 19.12

Cela fait plus de trois que les Grec manifestent en étant incapables d'axer leur combat politique contre les institutions et l'Etat, chacun a pu en observer le résultat. Question : pourquoi aucun parti ouvrier n'a axé son combat contre l'Etat ? Devinez.

3- Grèce

Des centaines de fonctionnaires et salariés d'entreprises publiques ont manifesté mercredi à Athènes en marge d'une grève de 24 heures dans le secteur public contre les mesures d'austérité imposées par les bailleurs de fonds, qui "*plongent le pays dans la misère*" selon les syndicats.

"*Les travailleurs grecs manifestent contre les politiques d'austérité, le chômage et le bradage des propriétés publiques*" via le programme de privatisations, a indiqué le principal syndicat grec Adedy, organisateur de la manifestation.

Administrations et transports publics ont tourné au ralenti mercredi en Grèce du fait du mot d'ordre qui a bouclé l'administration fiscale, les services municipaux et les caisses d'assurances sociales, et perturbé écoles et hôpitaux.

Des arrêts de travail soutenus par l'autre centrale syndicale, du privé, GSEE, qui avait aussi appelé à un débrayage national de 10H00 à 13H00 GMT, ont également perturbé les transports.

Les avions sont cloués au sol de 10H à 16H00 GMT par le ralliement au mouvement des employés de l'aviation civile, seul un service d'urgence est assuré pour les trains, et la capitale a été privée de métro à l'heure de pointe matinale, au prix d'embouteillages géants.

L'Adedy a centré cette journée d'action, la dernière de l'année après une série de grèves générales avec la GSEE, sur la dénonciation des mesures de réduction du secteur public prévues par le dernier paquet de rigueur, le quatrième depuis la plongée du pays dans la crise de la dette en 2010.

Selon le syndicat, ce plan adopté en novembre, qui ouvre pour la première fois la voie aux limogeages de fonctionnaires et réduit encore les prestations publiques, notamment dans la santé, va "*détruire l'Etat social et les services publics*".

Les syndicats protestent aussi contre une réforme fiscale en voie d'adoption, qui accroit la ponction sur la classe moyenne, et les nouvelles coupes de certaines retraites et salaires publics imposées. AFP 19.12

4- Cisjordanie

Quelque 50.000 employés du gouvernement palestinien en Cisjordanie ont entamé mercredi une grève de 48 heures pour protester contre un report du paiement de leurs traitements, lié aux sanctions économiques israéliennes.

Israël refuse de verser environ 100 millions de dollars (80 millions d'euros) de revenus fiscaux, collectés pour le compte du gouvernement de Ramallah, en représailles à l'initiative qui a débouché fin novembre sur la reconnaissance de la Palestine comme état observateur par l'Assemblée générale de l'Onu.

Le Fatah, qui exerce un pouvoir limité en Cisjordanie, occupée par Israël, a reporté à plusieurs reprises le versement des traitements des 153.000 employés de son secteur public, alors que l'Autorité palestinienne était déjà touchée par une crise budgétaire avant les sanctions.

"*Cette grève s'oppose aux actes de piraterie d'Israël*", a déclaré Bassam Zakarneh, qui dirige le syndicat des employés du secteur public. "*La situation est très grave et les services public sont considérablement affectés par la grève*."

Environ 50.000 personnes participent au mouvement entamé mercredi, à l'exception notable des forces de sécurité palestiniennes, qui coopèrent étroitement avec leurs homologues israéliennes pour maintenir la sécurité en Cisjordanie.

L'Autorité monétaire palestinienne a annoncé mercredi que des banques locales allaient prêter au gouvernement 100 millions de dollars dans l'attente de l'aide promise par des pays arabes.

Ce prêt va permettre au gouvernement de payer en partie les salaires en retard des employés du secteur public, a précisé le ministère des Finances.

Le mouvement de grève n'est pas suivi par les Palestiniens de la bande de Gaza, sous le contrôle des islamistes du Hamas.
Reuters 19.12

ECONOMIE

France. Enfin, une réforme qui convient aux banquiers.

Le gouvernement a défendu mercredi son projet de réforme bancaire destiné à protéger les dépôts et l'épargne des Français en cas de faillite d'une banque, assurant que le texte présenté en conseil des ministres concrétisait la promesse de François Hollande de remettre la finance au service de l'économie.

Bien qu'il n'exige pas des banques françaises de séparer leurs activités de dépôts et leurs activités de marché, une séparation prônée par les partisans d'une réforme radicale, le gouvernement leur demande d'isoler dans une filiale dédiée leurs activités pour compte propre.

Le gouverneur de la Banque de France Christian Noyer avait lui aussi défendu cette réforme mardi soir, la jugeant "*optimale*" pour l'économie française.

"*Ce texte est un texte tout à fait précurseur*", a insisté Pierre Moscovici.

Alex Koagne, analyste chez Natixis, note cependant que la réforme sera "*sans trop d'incidence sur l'activité bancaire et sans grand bouleversement sur l'organisation des banques (...) L'impact même sur la profitabilité ne sera pas très forte*".

"*A partir du moment où on ne touche pas au 'market making' (tenue de marché), on échappe au scénario du pire*", remarque-t-il.

Le PDG de la Société générale, Frédéric Oudéa, a néanmoins regretté que cette réforme intervienne alors que les banques se préparent à l'entrée en vigueur des nouvelles règles prudentielles du comité de Bâle III.

"*C'est une contrainte nouvelle qui s'ajoute au même moment à d'autres et qui va nous compliquer la vie*", a réagi Frédéric Oudéa sur la chaîne BFM Business. "*Une banque n'est pas un jeu de lego.*"

(Effectivement, c'est un casino ! - Ndlr)

"*Une banque, quand elle se croit à l'abri de la faillite grâce à la garantie implicite de l'Etat, peut prendre des risques excessifs. Et le projet de loi prévoit de casser cette incitation malsaine*", a pourtant expliqué Pierre Moscovici. (Foutaise, elles seront "*à l'abri de la faillite grâce à la garantie implicite*"... de la BCE ! -Ndlr)

Interrogé sur cette menace d'amendements, Frédéric Oudéa espère que les parlementaires n'imposeront pas des modifications de nature à mettre en cause le modèle de banque universelle à la française.

(Comme quoi ce "*modèle* convient parfairement aux banquiers, à croire qu'ils en sont les véritables instigateurs. - Ndlr)

"*On va expliquer (aux parlementaires, NDLR) ce qui est en jeu. On va leur expliquer qu'avoir des banques présentes sur les marchés est une question d'efficacité économique et de souveraineté*", a dit le PDG de la SocGen, estimant que cette réforme ne devrait pas avoir d'impact sur l'emploi dans le secteur bancaire.

(Ce sera inutile de l'expliquer au directeur financier de la Société Générale qui est parti à la Banque Mondiale, institution, qui comme chacun sait, oeuvre pour les marchés, le cartel des banquiers de la Fed et internationaux dont fait partie la Société Générale, un de ses dirigeants a d'ailleurs participé ces dernières années à une réunion du groupe Bilderberg, tout se recoupe. - Ndlr)

Haut de page

Le 21 décembre

CAUSERIE

J'ai bâclé l'actualisation du site aujourd'hui car j'ai dû régler des affaires personnelles devenues urgentes. Je n'ai pas trouvé le temps de mettre mes causeries au format pdf depuis le 13, on verra cela demain, je corrigerai les fautes au passage. J'allègerai aussi la page d'accueil.

Je reproduis ici l'article que j'ai préparé rapidement hier soir suite à la déclaration de Hollande hier en Algérie. Il suffirait de parler d'un sujet délicat à aborder ou jusque là tabou, pour que quelle que soit la manière dont il est traité par son auteur suffise à satisfaire l'attente de ses lecteurs, un peu comme si son auteur avait prononcé une parole divine ou une vérité et qu'il faudrait s'en contenter.

J'assimile cette opération à une manipulation des esprits faibles enclins à se satisfaire de peu, qui consiste notamment à faire oublier pourquoi il était délicat de l'aborder jusqu'à présent, bref à camoufler un passé peu reluisant ou abominable. En passant, il va de soi que son auteur n'abordera pas ce sujet sous un angle qui lui est peu favorable, c'est en l'occurrence ici un euphémisme, comme on va le voir plus loin, il va s'employer à dénoncer un crime pour mieux en occulter un autre ou en procédant par sous-entendus sans jamais prononcer les mots qui mettraient en évidence la responsabilité de son propre parti politique.

Il en va ainsi de la morale judéo-chrétienne dont se revendique Hollande, qui consiste à affimer qu'un crime admis serait déjà à moitié pardonné, dans la cas présent, il ne pourra l'être au-delà puisqu'il refuse de s'excuser auprès du peuple algérien.

En réalité pas du tout, car il a prononcé son discours au nom de l'Etat français dans lequel nous ne nous reconnaissons pas, qui incarne uniquement la classe dominante et ses intérêts mercantiles et guerriers, refusant à Hollande le droit de s'exprimer en notre nom ou au nom de la classe ouvrière, considérant qu'hier comme aujourd'hui ou demain il ne pourrait y avoir de divergences ou d'opposition entre les intérêts et les aspirations des travailleurs français ou algériens qui justifieraient qu'ils se livrent à une guerre entre eux, contrairement à ce qu'affirma Hollande en 2006 dans *Devoirs de Vérité* où il avouait dans une tournure ambigue ou incomplète "*La SFIO a perdu son âme dans la guerre d'Algérie. Elle a ses justifications mais nous devons encore des excuses au peuple algérien.* ", au passage, excuse qu'il a été incapable de prononcer hier, sans qu'on sache si c'était la SFIO, la France ou la guerre d'Algérie qui avait "*ses justifications*", ni l'une ni l'autre sauf à vouloir les absoudre tous les trois, les crimes commis par la SFIO étant tout aussi impardonnable que la guerre coloniale ou de rapine entreprise par l'Etat, l'impérialisme français contre le peuple algérien.

Si Hollande avait prononcé des excuses au peuple algérien, il n'aurait pu le faire qu'au nom de la classe qui avait déclaré la guerre puis colonisé l'Algérie. Il ne pouvait pas le faire au nom de cette classe sans révéler qu'il en était le représentant, comme il ne pouvait pas le faire au nom de tous les Français sans commettre une imposture, bien qu'à mon avis connaissant le peu de scrupules des dirigeants du PS, ce n'est pas cela qui l'a arrêté dans son élan, à en dire ou à en faire trop il lui aurait été impossible d'aller plus loin qu'il ne le souhaitait sans réveiller du même coup des démons du passé qu'il valait mieux oublier, et si ce n'était pas venu de lui, d'autres s'en seraient chargés à sa place, c'est ce à quoi nous allons nous attarder après avoir pris connaissance d'un extrait de son discours prononcé devant le Parlement algérien.

- François Hollande a dénoncé jeudi dans un discours devant le Parlement algérien, le système colonial "*injuste et brutal*" instauré en Algérie par la France et reconnu les "*souffrances*" du peuple algérien, une déclaration qui devrait faire date dans les relations entre les deux pays.

"*La vérité, elle n'abîme pas, elle répare. (...) L'Histoire, même quand elle est tragique, douloureuse, elle doit être dite*", a-t-il souligné alors que l'Algérie fête le cinquantième anniversaire de son indépendance. "*Rien ne se construit dans la dissimulation, l'oubli ou le déni*".

François Hollande a notamment évoqué les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, répression sanglante d'émeutes nationalistes en mai 1945.

"*Nous avons ce devoir de vérité sur la violence, les injustices, les massacres, la torture*", a-t-il poursuivi en évoquant la guerre d'Algérie, sous les applaudissements des parlementaires algériens.

Même s'il refuse toute repentance ou excuse, François Hollande aura donc été le président français à aller le plus loin dans la reconnaissance des violences en Algérie. Reuters 20.12

Cela leur fait une belle jambe aux Algériens, refuser de s'excuser, c'est justifier l'entreprise coloniale avec tous les crimes qu'elle a comportés. Et il ne faut pas attendre que Désir le fasse au nom du PS issu de la SFIO.

Pas si sûr qu'il soit le mieux placé pour tenir ce genre de discours, surtout que le PS a remis cela avec entre autres l'Irak, l'Afghanistan, la Côte-d'Ivoire, la Libye et aujour'hui la Syrie, demain l'Iran peut-être.

Rappel.

Les sociaux-démocrates participent aux différents gouvernements de la IVème République.

Guy Mollet devient secrétaire général de la SFIO en 1946. En 1947, c'est le socialiste Vincent Auriol qui est élu comme premier président de la Quatrième République.

Entrés dans l'opposition en 1950, les sociaux-démocrates reviennent au pouvoir en 1956 avec le gouvernement Guy Mollet. A leur actif, l'affaire du canal de Suez, le début de la guerre d'Indochine, la politique algérienne de Guy Mollet (poursuite de la guerre), le soutien à Charles de Gaulle en 1958, le Traité de Rome fondant la CEE.

La SFIO dont le PS et Hollande sont les héritiers ont orchestré, soutenu, couvert les guerres coloniales, les massacres, les tortures, etc. Pas étonnant qu'ils soutiennent toutes les guerres impérialistes dirigés par l'impérialisme américain et l'Otan.

Et cerise sur le gâteau si l'on peut dire, alors que la SFIO a été au pouvoir à plusieurs reprises entre 1936 et 1958, c'est le général de Gaulle qui accordera finalement l'indépendance à l'Algérie. On pourrait ajouter que la SFIO et le PS ne peuvent revendiquer ni a fin de la guerre du Viet Nam ni la décolonisation de l'Afrique. Si après la lecture des passages suivants il s'en trouve encore pour penser que le PS serait un parti ouvrier ou un parti ouvrier bourgeois, qu'ils ne se posent plus de questions, c'est incurable.

N'ayant pas le temps de rédiger un article sur ce sujet, vous trouverez des extraits de différents articles que j'ai trouvés sur le Net. Peu importe encore une fois leurs auteurs, seuls les faits relatés nous intéressent.

http://groupecri.free.fr (ex-groupe CRI devenu la Tendance Claire du NPA)

Les horreurs du colonialisme français ... et ses suppôts PS et PCF - 18 janvier 2006

Extraits.

Le PS (SFIO) a toujours soutenu la colonisation et la politique coloniale de l'impérialisme français.

Comment expliquer pareilles avanies de la part de partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme ? Pour le comprendre, il faut rappeler que la social-démocratie classique a toujours considéré que les « Lumières » pouvaient être apportées par les « *civilisations supérieures* » aux « *inférieures* ». C'est cette conviction qui fait dire à Jaurès lui-même, lors d'une conférence à l'Alliance française en 1884 : « *Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande […]. Là où la France est établie, on l'aime, là où elle ne fait que passer, on la regrette ; partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés.* » Quatorze ans plus tard, Jaurès persiste et signe, en assurant encore : « *Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre pareille tentative.* » Léon Blum s'inscrit parfaitement dans cette continuité lorsqu'il affirme, dans une déclaration à la Chambre des députés en 1925 : « *Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture.* »

Cela explique que les socialistes, une fois parvenus au pouvoir, assument complètement la politique coloniale française. En 1936, le Front populaire auquel participent la SFIO et le PCF propose tout au plus, dans son programme, une « *commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer* ». La seule avancée réalisée par le gouvernement du Front populaire est l'amnistie partielle de nationalistes croupissant dans les geôles françaises. Blum se risque aussi à un projet timoré et minimaliste à propos de l'Algérie, connu sous le nom de « *projet Blum-Viollette* » (Maurice Viollette est un député libéral) : il s'agit d'accorder la citoyenneté française à 25 000 Algériens, anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. En fait, devant la pression de la droite, Blum retire le projet. Plus tard, en 1947, le statut proposé pour l'Algérie par le « *socialiste* » Édouard Depreux (futur fondateur du PSU) et voté par les « *socialistes* » (sans susciter l'opposition des « *communistes* », qui se contentent de s'abstenir) entérine l'inégalité fondamentale entre colons et colonisés : deux collèges électoraux sont créés, le premier comprenant les « *citoyens français de plein droit* » et 58 000 « citoyens de statut local » parmi les « *musulmans* », le second réunissant 1 300 000 « *musulmans* » qui élisent une Assemblée algérienne. La voix d'un Européen vaut ainsi huit voix d'Algériens.

Et c'est toujours, officiellement, pour continuer à répandre les bienfaits de « civilisation » française en Algérie que le gouvernement du « *socialiste* » Guy Mollet se fait accorder tous pouvoirs (les fameux « *pouvoirs spéciaux* ») afin de prendre « *toute mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre en Algérie* ». Ce gouvernement envoie 400 000 jeunes du contingent et couvre les regroupements forcés de villageois et la torture pratiquée par l'armée française. Cette manière de mener la guerre en Algérie est parfaitement assumée par le président du Conseil « *socialiste* » : il rappelle à ses ministres, en novembre 1956, que « *tout le monde est dans la même charrette. [Il n'y a] pas de politique Robert Lacoste [alors ministre résidant en Algérie]. Il s'agit d'une politique gouvernementale.* » Mitterrand, s'il n'est pas encore membre du PS, est Garde des Sceaux de ce gouvernement Mollet, après avoir été ministre de l'Intérieur des précédents.

Le PCF stalinisé s'est vite rallié à la politique coloniale

Contre la politique de la SFIO, le parti communiste avait été fondé, en 1920, sur des bases révolutionnaires et anticolonialistes, dans le sillage de la révolution d'Octobre. La huitième des vingt et une conditions d'admission dans l'Internationale communiste, adoptées par le congrès de Tours en décembre 1920, est sans ambiguïtés : « *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou oppriment des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.* » Suivant cette orientation, le jeune parti communiste s'engage fortement, au début des années 1920, dans le combat contre les opérations coloniales françaises, en particulier contre la guerre du Rif, au Maroc, en 1923.

Mais la soumission du parti communiste aux intérêts de la bureaucratie soviétique en voie de constitution sous la direction de Staline conduit à son abandon de l'anticolonialisme, comme de toute orientation réellement révolutionnaire. C'est au moment de la constitution du Front populaire que ce retournement traître se révèle dans toute son horreur : comme en bien d'autres domaines, et sur ordre de Staline, la lutte de classe est abandonnée en faveur d'une alliance nationale. « *La France* » doit désormais être défendue en tant que telle et son Empire colonial doit être protégé. Dès 1935, les députés du PCF votent au Parlement les crédits militaires du gouvernement Laval — donc en particulier les crédits des opérations coloniales —, contrairement à ce qu'ils avaient toujours fait depuis 1920. Le parti communiste, appelé jusqu'à présent Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC) devient Parti communiste français et même bien français. Il reprend le drapeau tricolore nationaliste comme emblème à côté du drapeau rouge, et La Marseillaise comme hymne ajouté à L'Internationale.

En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste. L'Humanité invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « *Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un cheval aveugle.* » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « *savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France* ». À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « *la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain* » . Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans L'Humanité, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial) . Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « *paix en Algérie* » ou encore le « *règlement pacifique de la question algérienne* », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'indépendance. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs.

Ce passage est un réquisitoire sans appel qui condamne définitivement la SFIO et le PS comme ennemi de la classe ouvrière et du socialisme.

http://youssefboussoumah.indigenes-republique.fr

Qu'il crève le P.S, qu'il disparaisse le parti colonial. - mardi 18 novembre 2008.

Extraits.

"*L'armée française, l'armée du pays des droits de l'homme, je suis formel, ne pratique pas la torture en Algérie*" - Guy Mollet, 1957

"*l'Algérie c'est la France, avec le FLN, la seule négociation c'est la guerre*" - Mitterrand, Alger 1954

- ... la SFIO faisait interdire l'organisation indépendantiste algérienne l'Etoile nord-africaine de Messali Haj ainsi que les écoles Ibn Badis, en 1936 au moment du Front Populaire.

- Au moins nos frères du Viet Nam, de Sétif et Guelma en 1945, de Dakar en décembre 1945, de Madagascar en 1947, de toute l'Algérie, du Cameroun, d'Egypte en 1956 etc. tous ceux massacrés avec la bénédiction et la participation même du P.S ou de la SFIO sa matrice seront un peu vengés. Je suis revanchard et j'en suis fier. Je crois aux vertus de la vengeance. Je n'oublierai jamais la collaboration du P.S à la torture, aux crimes coloniaux. Je pense aux dizaines de frères du FLN mais aussi à Fernand Yveton, militant CGT d'Alger, tous guillotinés alors que Mitterrand ministre de la justice sous Guy Mollet, pendant la guerre d'Algérie avait refusé de présenter leur grâce. Mais je songe aussi au fait que les 2/3 des députés SFIO ont voté les pleins pouvoirs à Pétain en juin 1940.

- Mettez vous bien ça dans la tête, tortionnaires de la SFIO, c'est idem pour les massacres coloniaux dans lesquels vous avez trempé: Madagascar, Indochine, Cameroun etc. Savez vous qu'un certain Charles Ceccaldi Reynaud grand responsable de la SFIO à Alger dans les années 50 deviendra également un des boss de la DST en pleine guerre d'Algérie , La Rose et la gégène sont parfaitement compatibles (pour les plus jeunes la gégène désigne une dynamo électrique manuelle destinée à la torture, notamment pendant la guerre d' Algérie)

Je veux qu'un tribunal juge les crimes du colonialisme français, auxquels le P.S a été lié. Quant aux éléments sincères et anti impérialistes du PC ils feraient bien d'oublier le "F" du sigle de leur parti, de méditer eux aussi certains épisodes peu reluisants de répression coloniale auxquelles celui ci a été associé (rappelons nous la fameuse motion raciste de la section algérienne de Sidi Bel Abbès du PCF, en 1922 (1) A Sétif et Guelma en 1945 des miliciens proches du PCF participèrent au massacre, l'aviation française qui bombarda alors le Constantinois en 1945 était commandée par un ministre communiste, Charles Tillon, pourtant un héros de la résistance FTP de la région de Bordeaux, le PCF a voté les pleins pouvoirs à Guy Mollet en 1956).

(1) Cette section pourtant communiste réagira comme toute la SFIO socialiste. Elle s'opposa avec force à la demande d'émancipation des indigènes contenue dans la huitième condition des 21 imposées par Lénine en 1920 à tous les partis auparavant socialistes qui voudraient se définir comme communistes. Celle ci exigeait de « *soutenir en fait et non seulement en paroles tout mouvement insurrectionnel dans les colonies* », de développer parmi les ouvriers de la métropole et des colonies « *des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population indigène laborieuse* », d'y répandre le mot d'ordre « *jeter les impérialistes dehors* », et de mener une propagande systématique et continue dans l'armée contre l'oppression et les guerres coloniales.

L'article suivant déborde de notre sujet, mais il permet de mieux cerner l'état d'esprit de des dirigeants de la SFIO d'hier et du PS d'aujourd'hui.

http://www.legrandsoir.info

Un siècle de coopération coloniale entre les sionistes et les organisations « socialistes » - 26 novembre 2010

Extraits.

Dans les années 1930, à la demande de Haïm Weizmann (premier président de l'entité sioniste en 1948), le socialiste Léon Blum s'est impliqué dans la colonisation sioniste de la Palestine pendant le mandat britannique. Après la guerre 1939-1945, l'ancêtre du PS, la SFIO, a continué de soutenir le mouvement sioniste tout en s'efforçant de préserver l'empire colonial français.

Le 29 novembre 1947, au moment du vote pour le partage de la Palestine et la création de l'entité sioniste aux Nations Unies, approuvé par la France, la République française était présidée par le socialiste Vincent Auriol et la SFIO participait au gouvernement.

Le 15 mai 1948, au lendemain de la proclamation de l'Etat d'« *Israël* », l'organe de la SFIO, « *Le Populaire* », écrivait : « *Le monde a trop à se faire pardonner à leur égard pour disputer aux juifs le droit de se grouper et de vivre selon leurs traditions et la possibilité de ne plus se sentir une minorité chez les autres. Ce droit et cette possibilité, la Société des Nations les leur avait reconnus. Ils l'ont, depuis, mérité par l'extraordinaire effort qui les a conduits à une victoire à la fois sur eux-mêmes et sur une nature hostile. La collectivité juive de Palestine était un fait. Elle entre, depuis cette nuit, dans la réalité juridique. De l'Europe où ils sont encore maintenus dans des camps, des milliers de juifs vont maintenant se diriger vers leurs camarades qui les accueilleront à bras ouverts. Ce nouvel Etat, nous lui souhaitons bonne chance. Car nous savons qu'il est essentiellement démocratique et que le socialisme y a implanté des racines solides. Ce n'est d'ailleurs que dans la mesure où il persévérera dans la voie du socialisme qu'il pourra se consolider. La plupart des postes-clés du gouvernement provisoire sont tenus par des ouvriers, des socialistes membres de notre internationale. Le monde doit accueillir l'Etat d'Israël par le souhait même qui est le "bonjour" des juifs palestiniens : " Que la paix soit avec toi "* ».

A cette date, la Palestine est déjà occupée par les sionistes, et les Palestiniens qui ont laissé 14 813 morts sur le terrain sont en grande partie expulsés de leur terre. « *Le Populaire* » n'a pas évoqué ce nettoyage ethnique...

Reprenant les rênes du pouvoir le 1er févier 1956, le gouvernement dirigé par le socialiste Guy Mollet a préparé avec ses

alliés sionistes et britanniques l'agression tripartite lancée contre l'Egypte nassérienne en octobre-novembre 1956 pour contrôler le canal de Suez. C'était l'occasion pour les socialistes français, qui avaient voté les « *pouvoirs spéciaux* », c'est-à-dire la torture généralisée, le 12 mars 1956 pour mater la Révolution algérienne, de renverser un gouvernement arabe qui soutenait activement le FLN algérien. Politique qui concordait parfaitement avec celle de l'entité sioniste et qui consistait à mettre à genoux le seul Etat arabe menaçant son hégémonie au Machrek.

Le même gouvernement de Guy Mollet a mis en œuvre la collaboration nucléaire entre la France et l'entité sioniste, avec la construction du réacteur nucléaire à Daymona dans le désert du Néguev. Cette arme sert jusqu'à aujourd'hui aux sionistes à maintenir l'ensemble du Machrek sous la menace d'une attaque nucléaire avec le soutien des puissances occidentales.

http://www.ldh-toulon.net (Section de Toulon de la LDH)

François Hollande : nous devons encore des excuses au peuple algérien - dimanche 14 mai 2006

Extraits.

Lors d'une rencontre avec la presse étrangère, mercredi 10 mai 2006, François Hollande a largement commenté l'actualité française.

A propos du colonialisme en Algérie, le premier secrétaire du Parti socialiste français, confirmant son dernier ouvrage [1], a déclaré « *Nous sommes comptables du passé et responsables de l'avenir. La SFIO a perdu son âme dans la guerre d'Algérie. Elle a ses justifications mais nous devons encore des excuses au peuple algérien. Et nous devrons faire en sorte que cela ne se reproduise plus* »

(...) Ainsi est-ce bien sur une séquence tout à fait décisive de la guerre d'indépendance algérienne que s'exprime le premier secrétaire du PS et désigne-t-il aussi clairement - il dit vouloir être explicite - les responsabilités politiques de la SFIO dans la conduite française de cette guerre dont il estime, par ailleurs, comme pour mettre un bémol à ses propos, qu'« *elle avait ses justifications* » qu'il se garde bien de préciser...

[1]- *Dans Devoirs de Vérité*, dialogues de François Hollande avec Edwy Plenel (éd. Stock)

On pourrait ajouter que dénoncer le colonialisme ne lui coûte rien, tout comme dénoncer la guerre ou la pauvreté par exemple, non, ce qui lui coûterait ce serait de dénoncer l'existence du capitalisme qui en est à l'origine et de s'attaquer à ses fondements, mais là c'est hors de sa portée ou de ses intentions.

Quelques documents.

- Conquête de l'Algérie par la France. (Wikipédia)
- Les horreurs du colonialisme français... et ses suppôts du PS et PCF (groupe CRI)
- 8 Mai 1945 : Massacre de Sétif !. (Le blog d'Algérie libertaire) (08.05.12)
- Un siècle de coopération coloniale entre les sionistes et les organisations « *socialistes* ». (Le Grand Soir) (26.11.10)

- Algérie : Les années de sang et les complicités de la France. (RV) (14.10.10)
- Algérie : Les années de sang et le rôle des agents d'influence. (RV) (14.11.10)
- ALGÉRIE 1962-2012 : Cinquante ans après, la guerre des mémoires. (mondialisation.ca) (19.03.12)
- Ahmed Ben Bella : « *J'ai vécu 24 ans et demi en prison* ». (mondialisation.ca) (11.04.12)
- Ce que fut la colonisation: Les jours de mai funeste de l'Algérie. (mondialisation.ca) (11.05.12)
- ALGÉRIE ÉTÉ 1962 : Une indépendance dans la douleur. (mondialisation.ca) (17.06.12)
- Ce que fut la colonisation : Les Justes qui ont aidé l'Algérie. (mondialisation.ca) (24.06.12)
- Ce que fut la colonisation : L'oeuvre positive de l'Algérie envers la France. (mondialisation.ca) (30.06.12)
- Cinquante ans d'indépendance : La nécessité d'un devoir d'inventaire. (mondialisation.ca) (03.07.12)

ACTUALITE EN TITRES

Dites-le vous pour dit...

- L'économie français va démarrer 2013 sans élan / 2013 s'annonce mal pour l'économie française - L'Expansion.com

... cependant pas pour tout le monde :

- Le secteur du luxe sera légèrement impacté par la crise en 2013 - Reuters

Eliminator est de retour

- Le retour aux affaires de Tapie vu avec suspicion - LePoint.fr

Parole de patrons, suite.

- Marché du travail : la réforme à ne pas rater - LePoint.fr

- Négociations sur l'emploi : le Medef sans concessions - Liberation.fr

- La "*flexisécurité*" à la française attendra 2013 - Reuters

Parole de banquiers, suite.

Voilà des gens heureux...

- Pour François Pérol, la réforme bancaire est une "*bonne réforme*" - Reuters

- Le président de la BPCE salue la réforme bancaire - L'Expansion.com

... on comprend pourquoi...

- Jean Arthuis : "*La réforme bancaire préserve la compétitivité de nos banques*" - Le Nouvel Observateur

... et comment...

- Loi bancaire : en quoi elle est un flagrant délit de connivence avec les banquiers ? - Atlantico.fr

... ce n'est pas nouveau

Dexia: le plan d'aides publiques en passe d'être accepté par l'UE - AFP

La colonisation... en pire !

- Gaz de schiste: la France compterait lancer des explorations en Algérie - L'Expansion.com

Deux stratégies

- L'usine Renault en Algérie, un investissement d'un milliard - Reuters - il y a 15 heures

- Fiat va investir un milliard d'euros dans son usine de Melfi - Reuters - il y a 10 heures

Quand même pas comme un citron !

- Presser les seins permettrait de lutter contre le cancer - 20minutes.fr

Deux poids et deux mesures.

- L'Onu vote l'envoi d'une force africaine au Mali - Reuters

- Syrie: l'ONU sanctionne deux sociétés iraniennes pour livraison d'armes - AFP

- Israël persiste sur la colonisation, la communauté internationale dénonce - AFP

Et la palme de l'enfumage revient...

- Syrie : les médias sont-ils partiaux ? - LePoint.fr

Au château

- Les talibans sont en France - LePoint.fr

Comment est orchestrée la propagande des puissances occidentales contre la Syrie heure par heure.

- Le conflit syrien est 'ouvertement intercommunautaire' selon l'ONU - LeMonde.fr - il y a 19 heures

- Syrie: Poutine dément vouloir soutenir Assad "*à tout prix*" - AFP - il y a 16 heures

- Al Qaïda monte en puissance dans la guerre civile en Syrie - Reuters - il y a 13 heures

- Syrie: sur la ligne de front à Alep, des handicapés mentaux oubliés de tous - AFP - il y a 13 heures

- Poutine plus inquiet du sort de la Syrie que de celui d'Assad - Reuters - il y a 13 heures

- Syrie. Poutine prend ses distances avec Assad - Le Nouvel Observateur - il y a 12 heures

- L'Onu dénonce un conflit syrien devenu communautaire - Reuters - il y a 12 heures

- Syrie : les médias sont-ils partiaux ? - LePoint.fr - il y a 12 heures

- Offensive rebelle dans la province de Hama, en Syrie - Reuters - il y a 9 heures

- Syrie: retour des Palestiniens au camp Yarmouk, l'Onu condamne des exactions - AFP - il y a 3 heures

- Syrie: l'ONU sanctionne deux sociétés iraniennes pour livraison d'armes - AFP - il y a 3 heures

ACTUALITÉ DU JOUR

Encore un effort !

Patronat et syndicats ont ajourné jeudi leurs négociations sur une réforme du marché du travail en France faute d'être parvenus à des avancées franches vers un "*compromis historique*" appelé de ses voeux par François Hollande.

(On aura compris qu'il ne s'agissait pas pour les syndicats de parvenir à des "*avancées franches*" pour les travailleurs mais contre eux sous couvert d'un "*compromis historique*" avec le patronat. -ndlr)

Les partenaires sociaux sont convenus de se retrouver les 10 et 11 janvier après deux jours de pourparlers au siège du Medef sur lesquels ils ont tiré des bilans contrastés.

D'un côté, la CGT et FO ont dénoncé "*une situation qui n'avance pas*" et la CFDT a déploré que les chefs d'entreprise ne bougent qu'à "*un rythme d'escargot*".

(Traduction : il serait possible d'avancer, alors qu'au départ ils prétendaient le contraire, peu importe, tout le monde l'a oublié depuis que Parisot a prétendu présenter un texte plus présentable pour les syndicats. Ils partagent cette méthode avec le gouvernement sur PSA, Mittal,etc. - ndlr)

La CGPME et le Medef ont pour leur part invoqué la complexité des thèmes de négociations pour justifier leur prolongement au-delà de la date limite de fin décembre.

Mais le négociateur du Medef, Patrick Bernasconi, a salué comme un "*point positif*" le fait que, selon lui, il y ait "*des avancées faites par un certain nombre d'organisations syndicales sur un certain nombre d'articles qui ne sont pas très loin de la rédaction finale*".

(Au pluriel, ce qui signifie que c'est emballé et que tout le reste est du cinéma pour enfumé les travailleurs syndiqués ou non. -ndlr)

Patrick Pierron, de la CFDT, un syndicat en pointe dans ces négociations entamées en octobre, lui a répondu en exprimant sa déception. "*Je pense qu'on a un peu avancé durant ces deux jours, mais pas à la hauteur de l'urgence qu'impose le contexte français avec trois millions de chômeurs*", a-t-il dit.

(Vous êtes sûr qu'il n'y en a pas que deux ou moins, un million ? -ndlr)

Le dernier projet d'accord soumis jeudi matin par le patronat est resté muet sur un sujet qui fait l'unanimité chez les syndicats, la taxation des contrats de travail courts, auxquels les entreprises ont de plus en plus recours depuis le début de la crise.

(Ce dont les travailleurs se foutent éperdument notez bien, cet élément est avancé pour faire diversion et couvrir leur trahison. -ndlr)

Face à cette unanimité, un geste des employeurs paraît toutefois très probable, même si la question divise les représentants des grandes entreprises (Medef) et des PME-TPE (CGPME et UPA), ne serait-ce que pour obtenir un accord à l'arraché et éviter une loi. (Quand on vous le disait. -ndlr)

La CFDT, dont la signature est jugée cruciale pour un accord éventuel, avait mis en avant deux autres revendications : les "*droits rechargeables*" qui permettraient à un chômeur qui reprend un emploi de ne pas perdre tous ses droits à l'assurance chômage, et la généralisation à tous les salariés d'une couverture santé complémentaire.

(Un "*chômeur qui reprend un emploi*", c'est marrant on avait cru observer que le chômage de longue durée augmentait au fil des mois et des années, donc voilà encore un élément avancé pour faire diversion, tandis que les droits de millions de chômeur seront sacrifiés, cela mérite bien un accord avec le patronat. ndlr)

La partie patronale a fait des avancées jeudi sur ces points de même sur que sur les procédures simplifiées de recours au temps partiel pour les entreprises qui connaissent des difficultés conjoncturelles ou le principe d'une représentation des syndicats dans les conseils d'administration.

(Deux éléments qui vont à l'encontre des droits collectifs des travailleurs qui devraient être identiques pour tous, qui plus est va encourager le recours au chômage partiel et renforcer la collaboration de classes dans les entreprises. - ndlr)

Mais la CGT a estimé que, si la complémentaire santé avait "*certes*" une dimension importante, elle ne saurait être échangée "*contre une casse du travail*".

(Cela ne coûte rien de le dire. - ndlr)

La représentante de la centrale, Agnès Le Bot, a estimé que le dernier projet d'accord avancé par la partie patronale était "*dans la même veine que ce qui nous est proposé depuis plusieurs semaines*", à savoir "*un nouveau saut vers plus de flexibilité, plus de libéralisation des licenciements avec des procédures allégées*".

(Alors pourquoi vous acharnez-vous à participer à cette mascarade ? Pour la légitimer ? Pourquoi ne rompez-vous pas avec le patronat? - ndlr)

Ce document prévoit plusieurs dispositions établissant une plus grande sécurité juridique pour les plans sociaux et les licenciements, un assouplissement des procédures de mobilité au sein des entreprises ou encore la création de "*contrats de projet*", des CDI d'une durée limitée à la réalisation d'un projet comme il en existe déjà dans les travaux publics.

(Bref, la remise en cause de pans entiers du Code du travail au profit des exploiteurs qui auront carte blanche pour agir avec leurs salariés comme ils l'entendent. -ndlr)

Patrick Bernasconi a défendu l'équilibre du projet, "*qui devra garder des éléments de flexibilité*" pour faire évoluer le marché du travail français, considéré comme "*un des plus fermés et des plus rigides*".

(C'est la raison d'être de cette pseudo négociation, rendre les travailleurs taillables et corvéables à merci. -ndlr)

"*Si on veut permettre aux entreprises de garder une réelle compétitivité (...), il est essentiel que l'on fasse des avancées sur ces points-là*", a-t-il dit.

(Merci on avait compris. -ndlr)

"*Je ne crois pas à un accord d'ici ce soir, en tout cas en ce qui concerne mon organisation*", a déclaré le numéro un de FO sur France Info. (Il laisse ainsi entrouverte la possibilité d'un accord plus tard. -ndlr)

"*On va avoir un nouveau texte ce matin* (...) "*Il ne faut pas exclure une nouvelle réunion de négociation au mois de janvier*", a-t-il ajouté.

(Heureux de retrouver le Medef en ce début d'année et d'échanger des bons voeux ? - ndlr)

M. Mailly a souligné qu'il y avait "*deux thèmes dans cette discussion*": celui de la sécurisation de l'emploi visant à offrir "*de nouvelles garanties pour les salariés*", et la question de la flexibilité, pour laquelle plaide le patronat.

(Ce qu'il ne dit pas, c'est que la "*sécurisation de l'emploi*" ne concernera qu'une minorité, tandis que la "*flexibilité*" concernera la totalité des travailleurs du secteur privé. Le patronat peut se montrer conciliant sur le premier point et intransigeant sur le second, les syndicats présenteront cela comme une "*avancée sociale*", un succès, si, si, , le patronat aussi et le tour sera joué, ni l'un ni l'autre n'aura perdu la face, les dindons de cette mauvaise farce absent de ces "*négociations*", les travailleurs le paieront plein pot, comme d'habitude. -ndlr)

Pour le patron de FO, le premier point est "*très léger*" à l'heure actuelle, tandis que le second "*est lourd*".

"*Aujourd'hui, je ne suis pas du tout optimiste au sens d'une négociation qui peut aboutir positivement*", a conclu le syndicaliste, insistant sur le fait que "*dans l'état actuel des choses, il est exclu que Force ouvrière apporte sa signature sur un texte de ce type*".

Pour être validé, un tel accord ne doit pas rencontrer l'opposition de plus de deux syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC). Reuters 20.12

Il suffit donc que les syndicats jaunes CFDT et CFTC signent cet accord et c'est emballé. Voilà à quelle cynique mascarade se livrent les dirigeants de la CGT et de FO en participant à ce qui n'est rien d'autres que des réunions destinées à liquider un par un les acquis des travailleurs, sans oublier les partis qui soutiennent ces deux syndicats.

Mieux encore, les avantages que les travailleurs pourraient retirer de cette pseudo négociation concernera l'artistocratie ouvrière qui lorsqu'elle est au chômage partiel bénéficie de la quasi totalité de son salaire, tandis que tous les reculs concerneront le reste des travailleurs, soit l'immense majorité.

Les dirigeants syndicaux et le patronat sont complices dans cette affaire. Le patronat sait comment s'y prendre pour faciliter le boulot des jaunes et des traitres à la classe ouvrière, en se servant de la division qui existe entre travailleurs du secteur public et privé, et là en l'occurrance en se servant de la division qui exite entre les travailleurs du privé les mieux nantis des grandes entreprises contre ceux atomisés des moyennes et petites entreprises qui sont les plus nombreux et les plus mal lotis, parmi eux les nombreux sous-traitants des multinationales. Division entretenue par les syndicats pour assurer la stabilité du régime.

Travailler chez PSA, Renault, Total ou Michelin, etc. c'est génial, tu restes tranquillement chez toi et tu perçois plus de 90% de ton salaire ou la totalité, par contre si tu as le malheur de travailler dans une PME du coin, tu es mal, peut-être que tu n'auras même pas de quoi boucler la fin du mois.

N'attendez pas à ce que les syndicats ou les partis qui en font leur fond de commerce s'en vantent, l'air de rien, ils travaillent tous pour le régime ou sa stabilité. Ils peuvent s'en défendre, cela ne changera rien à la vérité qui vient d'être rappelée, et comme quoi nous n'inventons rien, c'est écrit en toutes lettres dans l'article de presse (L'Expansion.com avec AFP) qui traite de cette question et que j'ai mis en ligne dans cette page : *Plus de 12 millions d'heures de chômage partiel consommées en France en 2012*

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Le Parlement espagnol a formellement approuvé jeudi le budget 2013, qui vise à ramener le déficit public du pays à 4,5% du

produit intérieur brut (PIB) contre 6,3% cette année.

L'Espagne a demandé cette année à ses partenaires européens une aide à la recapitalisation de ses banques, sévèrement touchées par l'éclatement de la bulle immobilière.

Le gouvernement de Mariano Rajoy a prévu de réduire de 8,9% les budgets des ministères l'an prochain, avec un gel des salaires des fonctionnaires pour la troisième année d'affilée.

Globalement, les dépenses de l'Etat baisseront de 7,3% - hors sécurité sociale et paiement des intérêts de la dette - et ses ressources augmenteront de 4%, essentiellement grâce à une récente augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée. Reuters 20.12

2- Chypre

Les députés chypriotes ont voté un budget d'austérité pour 2013, considéré par le gouvernement comme "*crucial*" pour l'avenir de l'île, au moment où Nicosie tente de sauver ses banques à court de capitaux et peine à payer les salaires de ses fonctionnaires.

Le budget comprend un ensemble de mesures d'austérité (notamment recul progressif de l'âge de départ à la retraite à 65 ans pour le service public, réduction de la masse salariale de l'Etat) visant à réduire le déficit de 1,3 milliard d'euros (l'équivalent de 7,25% du PIB).

Ces mesures avaient été réclamées par les bailleurs de fonds internationaux avec lesquels Chypre négocie un plan d'aide, à savoir l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

Compte tenu du service de la dette, le budget prévoit toutefois une hausse des dépenses de 7,5% à 9,45 milliards d'euros. Les recettes devraient baisser de 1,5% à 7,62 milliards d'euros.

Le budget a été voté tard mercredi avec 51 votes en faveur et seulement deux contre.

Le PIB devrait reculer de 2,4% en 2012, et le pays s'enfoncer dans une récession d'une ampleur inédite en 2013, avec une baisse attendue du PIB de 3,5% avant un recul moins prononcé de 1,3% en 2014.

Chypre espère ramener le déficit budgétaire à 4,4% du PIB en 2013, contre 5,5% cette année. La dette accumulée devrait augmenter et atteindre au moins 92% du PIB en 2013, contre 85,8% cette année.

Le budget table sur une inflation de 2,5% en 2012 et de 2% l'an prochain, en raison d'un ralentissement de la consommation.

Le taux de chômage quant à lui devrait atteindre 12% en 2012, grimper à 13,8% en 2013 et 14,2% en 2014.

Parmi les mesures d'économie, le gouvernement va reculer progressivement l'âge de la retraite à 65 ans pour les fonctionnaires, dont les pensions seront à terme calculées sur l'ensemble de la carrière et non plus seulement sur la dernière année de salaire.

Le gouvernement prévoit aussi de tailler dans les généreux traitements des hauts fonctionnaires et de ne remplacer qu'un fonctionnaire partant à la retraite sur cinq. Ces économies devraient limiter la masse salariale de la fonction publique à 2,6 milliards d'euros en 2013, soit une réduction de 5,3% par rapport à 2012. AFP 20.12

SOCIAL

France

Première grève au Figaro depuis 1969

C'est une première depuis 1969. Selon les informations de L'Express, les salariés du Figaro ont voté un arrêt de travail, ce jeudi, qui prend effet immédiatement. Elle pourrait empêcher la parution du quotidien, vendredi. La majorité des salariés du quotidien réagit ainsi à l'annonce un peu plus tôt d'un plan de départs volontaires touchant 70 à 90 salariés. L'information avait été évoquée début décembre, elle est maintenant confirmée.

Dans un communiqué, les syndicats, qui dénoncent des sous effectifs depuis des mois, disent s'inquiéter "*de la divergence entre la direction générale et la direction des rédactions*". Pour eux, "*la mise en place d'un plan social est en totale contradiction avec*

les ambitions éditoriales affichées, il y a quelques semaines, du directeur des rédactions, Alexis Brézet, et casse la dynamique nouvellement engagée. Ces projets éditoriaux laissaient penser que la direction croyait de nouveau à l'avenir des titres (Le Figaro, les sites Internet, Figaro Magazine, Madame Figaro, TV Magazine et les hors-séries), l'annonce du directeur général Marc Feuillée, ce matin, démontre le contraire".

L'objectif affiché du plan de départs volontaires est de permettre de financer un plan d'investissements de 18 millions d'euros. Il vise "*la poursuite de la rénovation des offres éditoriales, notamment au premier trimestre 2013 celles du quotidien et du Figaro Magazine, ainsi qu'une refonte complète du figaro.fr, qui privilégiera les formules payantes et renforcera très significativement l'offre vidéo*", explique le groupe dans un communiqué.

"*Comme l'ensemble du secteur des médias, Le Figaro doit faire face à une forte dégradation du marché publicitaire et il anticipe une année 2013 très difficile pour la presse*", souligne encore le groupe. "*La direction engagera à ce sujet une procédure de concertation avec les représentants du personnel dès le mois de janvier prochain*", ajoute-t-il. Une réunion du comité d'entreprise devrait se tenir le 21 décembre.

De son côté, Alexis Brezet, le nouveau directeur de la rédaction, s'il dit comprendre "*l'émotion*" provoquée par les annonces, n'acceptera pas "*la non-parution du journal*", un "*acte grave*". Et apostrophe les grèvistes qui pourraient vouloir "*d'une quelconque façon*" empêcher les non-grèvistes de faire leur travail.

En 1969, la grève avait duré 15 jours. Et aujourd'hui? Lexpress.fr 20.12

ECONOMIE

Japon

La Banque centrale du Japon a décidé jeudi d'augmenter de 10.000 milliards de yens (90 milliards d'euros) son programme d'achat d'actifs et de prêts pour le porter à 101.000 milliards de yens (907,5 milliards d'euros).

Cet assouplissement supplémentaire de la politique monétaire du Japon, le troisième en quatre mois, était largement attendu, notamment en raison des pressions politiques en provenance des conservateurs de retour au pouvoir.

La Banque du Japon a en outre laissé entendre qu'elle procéderait à un réexamen de son objectif d'inflation, actuellement à 1%, lors de sa prochaine réunion en janvier.

D'ici là, Shinzo Abe aura formé son gouvernement.

Le chef de file du Parti libéral démocrate (PLD), vainqueur des élections législatives de dimanche, prône un assouplissement de la politique monétaire du Japon pour sortir l'économie nippone de la déflation.

Il recommande aussi de porter à 2% l'objectif d'inflation. Reuters 20.12

Haut de page

Le 22 décembre

CAUSERIE

Je me suis levé trop tard ce matin et mon épouse qui n'est pas si folle que cela me cause un tas de problèmes quotidiennement, du coup, j'ai actualisé le site comme j'ai pu.

Le saviez-vous ?

A lire entre deux repas de préférence.

En accédant comme tous les jours à la page politique de Yahoo, hier soir je suis tombé sur le titre et l'article suivant qui est à tomber à la renverse, attention, c'est à vomir ! Gageons que les défenseurs aveugles de l'égalité des droits auront à coeur de soutenir

cette noble cause !

Les zoophiles allemands ne veulent pas être pénalisés - Fluctuat

- A 52 ans, Michael Kiok, bibliothécaire et fervent supporteur de la zoophilie, milite pour que lui et ses 100 000 compères ne soient pas discriminés.

Depuis 1969, les zoophiles allemands ne sont plus punis par la loi. A cette époque, les députés avaient purement et simplement supprimé le paragraphe concernant les zoophiles dans la loi de protection des animaux. De fait, outre-Rhin, en pleine libéralisation des mœurs, on pouvait donner des coups de reins dans tout ou presque.

Le zoophile qui s'encanaille avec un animal risque désormais d'être condamné à payer une amende de 25 000 euros. Kiok souhaite porter plainte contre cette loi et défendre le droit de "faire l'amour" avec les animaux. Fluctuat 21.10

No comment !

ACTUALITE EN TITRES

Quand l'Union pour le Meilleur et le Pire tourne....

- UMP, sondages, comptes de campagne rejetés: série noire pour Nicolas Sarkozy - L'Express.fr

L'UMP a fait la paix sans lui, un juge va enquêter sur les sondages de l'Elysée et, pour finir, ses comptes de campagne ont été rejetés.... L'Express.fr 21.12

S'il n'y avait que cela, il reste encore Bettencourt et le financement de sa campagne, l'affaire Karachi qui n'est pas encore classée...

... à l'Union pour le Meilleur qui Pue !

- La présidence de l'UMP, ce "*bâton merdeux*" - LePoint.fr

A mort le capital !

- Parisot : "*On est en train de recréer un climat de guerre civile*" - Le Nouvel Observateur

Rassurez-vous

- François Hollande : «*Ça va être dur mais on va s'en sortir*» - LeFigaro.fr

Hollande. Pour une "***juste***" colonisation.

- France-Algérie: Hollande reconnaît «*l'injustice*» de la colonisation - 20minutes.fr

Il n'a pas dénoncé la colonisation, il lui faudrait dénoncer le capitalisme...

En voilà qui ne risque pas de partir à l'étranger

- Cahuzac suggère de taxer «*ceux qui décident de vivre à l'étranger*» - Public Sénat

En voilà un qui a presque tout compris.

- Pour Xavier Timbeau (OFCE), '*l'excès d'austérité a un effet récessif direct, qui sape la confiance*' - LeMonde.fr

Et qu'arrive-t-il quand la confiance fout le camp d'un seul coup ?

Je mettrai cet article commenté en ligne demain.

Une stratégie mondiale conforme à l'objectif du Nouvel ordre mondial.

- Londres s'apprête à légaliser le mariage homosexuel - LeMonde.fr

- Une ministre allemande propose que Dieu soit neutre - Reuters

- Chrétiens de Beyrouth: «*Personne ne fait attention à nous*» - 20minutes.fr

Otan, une organisation terroriste.

1- L'Otan condamne de nouveaux tirs de missiles syriens - Reuters -

2- Tirs de semonce contre un avion de ligne syrien à Alep - Reuters

Là, pas de réaction de la part de l'Otan, normal.

Otan, une organisation terroriste : normal elle le fabrique.

Cadeau empoisonné.

- Tunisie : le Qatar offre 20 millions de dollars aux "martyrs" de la révolution - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

De la décomposition à la putréfaction de leur société et au-delà...

- Une ministre allemande propose que Dieu soit neutre - Reuters

La ministre allemande de la Famille, Kristina Schröder, a déclenché une polémique à la veille des fêtes de Noël en suggérant d'accorder à Dieu une neutralité grammaticale plutôt que le genre masculin.

Priée de dire par l'hebdomadaire *Die Zeit* comment expliquer à sa fille le recours à l'article masculin "*der*" pour désigner Dieu, elle a répondu : "*L'article n'a pas d'importance*".

Ces propos ont immédiatement suscité la colère de membres de la CDU-CSU, la coalition de droite de la chancelière Angela Merkel auquel la ministre appartient aussi.

"*Cette sottise intellectuelle me laisse sans voix*", a réagi Christine Haderthauer, ministre des Affaires sociales du land de Bavière, dans les colonnes du journal à grand tirage Bild.

Stefan Müller, un élu de la CSU, la branche bavaroise de la CDU, s'est déclaré "*perplexe*" par ce genre de propos qualifiés d'"*inopportuns*".

La ministre de la Famille a toutefois reçu le soutien du porte-parole de la chancelière, Steffen Seibert, qui, pressé de questions vendredi lors d'une conférence de presse, a dit :

"*Si vous croyez en Dieu, l'article n'a pas d'importance. Vos prières seront exaucées quelle que soit la manière dont vous vous adressez à Lui*". Reuters 21.12

Mieux, peu importe la religion auquel appartient votre Dieu et on comprendra pourquoi plus loin, inconsciemment car Steffen Seibert ne doit pas faire partie du cercle de la cour de l'élite sélectionnée par les maîtres du Nouvel ordre mondial pour lesquels les religions constituent un obstacle à leur projet après les avoir utilisées et manipulées leurs fidèles pendant plus d'un siècle.

Les religions jadis ont constitué une forme de résistance organisée aux inégalités et aux injustices de classes, elles ont eu

leurs martyrs pour s'y être opposées tout comme plus tard le mouvement ouvrier comptera de très nombreuses victimes pour s'y être également opposé.

Au stade supérieur de l'époque de la réaction sur toute la ligne dans laquelle nous vivons aujourd'hui, sur le plan politique qui correspond à notre époque sur le plan économique à une crise du capitalisme d'une profondeur et d'une amplitude sans précédent dans le passé, toute trace de démocratie qui consiste à permettre aux masses exploitées d'exprimer sur le plan politique ou un autre leur rejet du capitalisme et des politiques d'austérité qui leur sont imposées doit disparaître, car cet exercice de la démocratie est devenu incompatible avec la survie du capitalisme au bord du gouffre, aux abois et qui ne tient plus qu'à un fil, stade clinique qui a dépassé celui au-delà duquel il devrait être déclaré officiellement décédé, il est passé du stade de la gangrène qui allait le ronger dès son avènement à celui de la décomposition, puis de la putréfaction, pour ne survivre malgré tout aujourd'hui à la fois grâce à l'ignorance des masses et à un artifice qui a consisté à hypothéquer et à consommer la branche sur laquelle il aurait pu compter pour prolonger son agonie, les richesses que les exploités devaient produire le futur, que traduit le colossal endettement de l'ensemble des acteurs économiques dans le monde, simples citoyens, entreprises, Etats.

Enfermer dans cette logique auto-destructive (autodestructrice aussi en français) et qui menace à terme l'existence même de la civilisation humaine et de notre planète, le capitalisme prisonnier de cette spirale infernale, les maîtres du monde n'ont pas d'autre alternative que de poursuivre dans la même voie, d'où la fuite en avant à laquelle nous assistons, sur le plan économique en relevant toujours plus le niveau d'endettement du monde, sur le plan politique en s'attaquant aux oripeaux de la démocratie.

Sur le plan économique, ils poursuivent leur quête qui consiste à pousser le plus loin possible la marchandisation de tous les biens et services.

Sur le plan politique, ils sont parvenus à corrompre les Etats qui au fil du temps ont abandonné tout ou partie de leur souveraineté au profit de l'oligarchie financière et les institutions ad hoc qu'ils ont créées à cet effet (UE, BCE, FMI, BM, ONU, OTAN, etc.), à corrompre à peu près tous les partis du mouvement ouvrier et la totalité des syndicats, et pour parfaire leur oeuvre de destruction il ne leur reste plus qu'à liquider les religions, toute organisation ou institution qui pourrait incarner une résistance à la mise en esclave des masses à l'échelle mondiale.

Je vois déjà d'ici des contradicteurs pour affirmer que cette analyse n'est pas très sérieuse ou que je me fourvoierais en prenant en compte des éléments qui à première vue ne figurent nulle part dans une analyse marxiste de la situation. Or c'est totalement faux, les marxistes ont fait observer qu'au cours du développement du capitalisme et de ses contradictions, ses représentants étaient amenés à se doter de nouvelles institutions et de nouveaux moyens pour parvenir à leur fin et assurer la pérennité du capitalisme, Bilderberg, la Commission Trilatérale, le Concil Foreign Relation (CFR) en font partie au même titre que l'ONU, l'UE, le FMI, la Banque mondiale, etc.

Donc tout cela serait du domaine de l'extrapolation qui consisterait à accorder trop de crédit aux désirs des maîtres du monde qui sont encore loin d'avoir réalisé leurs rêves, relevant par exemple qu'il sera impossible dans l'avenir de liquider tous les partis ouvriers, tous les syndicats, toutes les religions. Personnellement je ne n'ai jamais prétendu le contraire, il faut être précis, j'ai simplement tenu à souligner que les corrompre totalement reviendrait au même dès lors qu'ils contrôlaient les institutions, les médias, les agences de publicité, la formation des esprits dès l'enfance à travers l'école, les associations ou ONG qu'ils financent...

Il faudrait être aveugle ou d'une mauvaise foi incurable pour ne pas constater qu'ils progressent sans cesse vers l'objectif qu'ils se sont fixés, certes non sans difficultés qu'il ne faut pas non plus occulter, d'ailleurs dans tous les domaines, ce qui m'a fait dire que malgré tout la lutte de classe du prolétariat avait encore de beaux jours devant elle et qu'il nous est possible de vaincre notre ennemi, tout en reconnaissant car il faut rester lucide qu'on était très mal parti pour y parvenir, mais que notre combat pour le socialisme n'était pas perdu d'avance.

La manière dont ils ont abordé la question des droits des homosexuels, de la drogue, des religions, etc. relève de la même démarche politique, s'inscrit dans le même objectif politique. Toutes ces questions ont été soulevées par la classe dominante relayée par les médias aux ordres et tous les partis se sont engouffrés dedans, à l'exception de quelques-uns trop lâches pour s'exprimer. Simple constat. Qu'à l'heure qu'il est la classe dominante soit plus réactionnaire que jamais, et que par conséquent elle ne pourrait prendre ou soutenir que des initiatives tout aussi réactionnaires, cela n'aura même pas effleuré le cerveau ramolli de nombreux militants. Comment comptent-ils s'en sortir avec cette contradiction ? En rompant avec la classe des capitalistes et l'idéologie nauséabonde qu'elle colporte dans la société pour pourrir jusqu'au sommet des partis ouvriers et des syndicats.

Quel doit être sur ces questions la position des militants combattant pour le socialisme ?

Sur le mariage, nous ne le défendrons pas pour les homosexuels puisque nous ne le défendons déjà pas pour les hétérosexuels, je peux ajouter que mon mariage fut une grave erreur que j'ai commise quand je ne militais plus.

Sur la procréation in vitro, dans tous les cas nous y sommes opposés, les couples qui ne peuvent pas avoir d'enfant et qui en désirent un malgré tout, n'ont qu'à adopter un orphelin, ce n'est pas cela qui manque en France ou de par le monde.

Sur la drogue et plus particulièrement le cannabis, nous sommes contre sa légalisation dans la mesure où en facilité l'accès serait extrêmement dangereux pour la jeunesse qui n'a pas suffisamment d'expérience de la vie pour en juger les effets négatifs possibles en cas d'usage inconsidéré.

Sur les religions, il nous faudra tenir compte que si elles sont toutes soumises à l'ordre établi, celui-ci selon les régions du monde incarne différents stades inégaux du développement économique de la société, ce qui se reflète sur le niveau de conscience de la population, du plus arriéré teinté de nombreuses superstitions et croyances obscures et remontant à plusieurs siècles en arrière, au plus développé frustrés de ne pouvoir satisfaire ses désirs ici bas. Donc on accordera un traitement différencié aux religions sans rien leur concéder sur le fond évidemment, je n'ai pas le temps ici d'entrer dans les détails.

Dans la mesure où elles incarnent encore dans l'esprit de prolétaires croyants une forme de combat contre les inégalités et les injustices, on ne les attaquera pas sous cet angle puisqu'il constitue une forme de résistance au Nouvel ordre mondial qui projette de les détruire ou de les manipuler, de les dévoyer totalement pour cette raison. On les attaquera comme moyen de maintenir les travailleurs dans l'ignorance de manière générale, la lutte de classe et le combat en faveur du matérialisme dialectique contre l'idéalisme fera le reste. (A suivre)

Pour en revenir à l'objet de cet article. On est samedi, on se détend un peu, normal non ?

Pourquoi les militants qui n'ont apparemment rien de mieux à faire que se pencher sur le sexe des anges ne se pencheraient-ils pas sur la question de savoir pourquoi *tabouret* est au masculin et *chaise* au féminin ? Ils pourraient passer en revue tout le dictionnaire... Autre solution, ils n'ont qu'à adopter l'anglais *a stoll* (tabouret), *a chair* (chaise) ! Ils peuvent aussi postuler à l'Académie française !

Notre réponse : on s'assoit dessus ! Rien à foutre et franchement plus que marre de toutes ces conneries.

L'homme propose et Dieu dispose, cela devrait leur aller comme formule qui sous-entend que l'homme propose et la femme dispose. Bordel, quel grand malheur : je suis un homme ! En vérité, les femmes ont plus de pouvoir que les hommes, notamment celui de se refuser... Que sont les hommes qui l'ignorent ? Des frustrés aigris ou pire encore...

Avant de vouloir refaire le monde au quotidien, qu'on commence par se rassembler pour liquider le capitalisme et ses institutions, on s'occupera du reste ensuite, on ne laissera rien au hasard, qu'ils ne se tracassent pas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Mario Monti, qui a démissionné vendredi, laisse derrière lui un bilan jugé flatteur par ses pairs européens et par le monde des affaires, mais plus nuancé aux yeux de ses concitoyens à qui la récession et l'austérité de l'année écoulée restent sur l'estomac.

Le retour mouvementé sur la scène politique de son prédécesseur Silvio Berlusconi début décembre l'a démontré avec fracas: les leaders européens et les marchés voteraient unanimement Mario Monti s'ils le pouvaient et ne font guère mystère de leur désir de le voir conserver les rênes du pays d'une manière ou d'une autre.

M. Monti a à son crédit un long combat pour moderniser et raviver la compétitivité défaillante de l'Italie, qui a débouché essentiellement sur une réforme réussie du système de retraites et une autre, plus controversée, du marché du travail. L'élan du gouvernement s'étant essoufflé au fil des mois, plusieurs autres projets resteront toutefois dans les cartons.

Les cercles d'affaires en Italie ont néanmoins salué son action et appelé le prochain gouvernement à ne pas perdre le fil des réformes. "*J'espère que Monti restera au pouvoir pour toujours. Il a été engagé pour venir à bout de ce gâchis et ce ne sera pas facile à court terme*", lançait récemment, avec une pointe de provocation, le patron de Fiat Sergio Marchionne.

Si les finances publiques de l'Italie sont désormais sous contrôle, sa dette continue d'augmenter. Elle vient pour la première fois dans l'histoire du pays de franchir le cap symbolique des 2.000 milliards d'euros.

Pour en venir à bout, le gouvernement a imposé une sévère cure d'austérité qui a plongé le pays dans une profonde récession (-2,4% attendus cette année) et dont il ne devrait pas s'extraire avant la fin 2013, voire début 2014. Le chômage va de record en

record, frappant en premier lieu les jeunes (36,5%).

Le Fonds monétaire international (FMI), tout en plaidant pour une poursuite des réformes engagées par M. Monti, a appelé à un "*rééquilibrage des finances publiques plus favorable à la croissance*".

Le président du Conseil a admis avoir aggravé la récession par la "cure amère" administrée à l'Italie mais se défend d'avoir entraîné le pays dans un cercle vicieux d'appauvrissement. AFP 21.12

Cela dépend pour qui comme toujours !

2- Syrie

Des rebelles syriens ont procédé jeudi à des "*tirs de semonce*" contre un avion de ligne de la compagnie Syrian Airways qui s'apprêtait à décoller de l'aéroport d'Alep, la grande ville du nord du pays théâtre de violents combats depuis plusieurs mois, a annoncé vendredi un chef insurgé.

Un commandant rebelle, présenté seulement sous le nom de Khaldoun, a déclaré via Skype à Reuters que des tireurs appartenant à sa brigade avaient touché les pneus de l'appareil, qui devait assurer le vol RB201.

"*C'étaient des tirs de semonce*", a précisé le chef rebelle, ajoutant que l'avion n'avait pu décoller. "*Nous avons voulu envoyer un message au régime, pour qu'il sache que tous ses avions, militaires comme civils, étaient à portée de nos armes.*"

Un autre dirigeant rebelle a invité les civils à éviter l'aéroport d'Alep, la plus grande ville du pays et sa capitale économique, ainsi que les avions de Syrian Airways "qui seront désormais des cibles". Reuters 21.12

SOCIAL

France

Les élections professionnelles dans les Très petites entreprises (TPE), une première en France, s'est soldée par une nette avance de la CGT, arrivée en tête avec 29,54% des voix, suivie par la CFDT (19,26%) et FO (15,25%), sur fond d'une participation faible de 10,4%.

L'Unsa s'est positionnée en quatrième position avec 7,35%, suivie par la CFTC (6,53%) et Solidaires 4,75%, selon les données du ministère du Travail, qui précise que ces données concernent la seule métropole.

La CFE-CGC, qui participait au seul collège cadre, a obtenu 26,9% des voix dans ce collège.

La participation s'est élevée à quelque 10,4%, soit près de 500.000 salariés ont pris part à ce scrutin inédit ouvert le 28 novembre.

Quelque 4,7 millions de salariés d'entreprises de moins de 11 salariés ou employés à domicile étaient appelés à voter, par internet ou correspondance, pour le syndicat de leur choix. La participation par internet a été faible de (quelque 20% du total).

Les syndicats ont en effet les yeux rivés sur l'impact de ce scrutin sur leur représentativité: malgré la faiblesse des suffrages exprimés, le résultat de cette élection sera agrégé à ceux obtenus dans les plus grandes entreprises pour dresser en 2013 la liste des syndicats représentatifs pour les quatre prochaines années.

Pour être représentatif au niveau national, un syndicat doit obtenir au total 8% des voix chez les salariés des grandes entreprises et des TPE. AFP 21.12

ECONOMIE

1- France

Le FMI et l'UE félicitent le gouvernement qui est sur la bonne voie, pas de bol pour Mélenchon et Laurent.

1.1- FMILe Fonds a martelé vendredi que le pays n'atteindrait pas son objectif d'un déficit public à 3% du PIB en 2013 et a mis en garde contre des "*risques de dégradation*" liés à son problème de "*compétitivité*".

"*Les perspectives de croissance sont assombries par une reprise chancelante en Europe et un problème de compétitivité vis-à-vis des partenaires commerciaux*", écrit le Fonds monétaire international dans son rapport annuel sur la France, publié à la surprise générale à la veille du week-end de Noël.

Selon le FMI, le gouvernement fera beaucoup moins bien l'année prochaine (0,4%) et ne parviendra pas à ramener le déficit public à 3% du produit intérieur brut, conformément aux règles européennes, contre 4,5% prévus cette année.

En langage fort diplomatique, le FMI se dit plus "*prudent*" et estime que le déficit public (Etat, collectivités locales, Sécurité sociale) atteindra en réalité 3,5% du PIB, en ligne avec les projections de la Commission européenne.

A l'heure où les effets de l'austérité sur la croissance sont décriés en Europe, l'institution de Washington note même que la France aurait dû s'engager dans une réduction de ses déficits "*plus modérée*" afin de ne pas étouffer l'activité.

Pour le reste, le Fonds continue de s'inquiéter du déficit de compétitivité de la France, lié aux "*obstacles*" qui entravent le marché du travail, et salue la création d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises, à condition qu'il s'accompagne "*une modération salariale*".

Le ministre français de l'Economie a réagi sans tarder en estimant que le diagnostic du FMI rejoignait "*en grande partie celui du gouvernement*".

"*Le FMI souligne en effet que la faiblesse de l'activité dans la zone euro et l'aggravation continue du déficit de compétitivité depuis dix ans sont les principaux obstacles à la croissance française*", relève Pierre Moscovici dans un communiqué.

Le gouvernement pourra également se réjouir des quelques bons points que lui adresse le FMI. Le Fonds note ainsi que les inquiétudes sur la stabilité financière du pays ont "*considérablement diminué*" grâce à l'effort d'assainissement du bilan des banques.

Dans un communiqué distinct, le conseil d'administration du FMI, qui représente les 188 Etats-membres, salue même la "*résistance*" de l'économie française par rapport à l'ensemble de la zone euro et note que le pays jouit encore d'un statut "de refuge" auprès des investisseurs. AFP 20.12

La politique d'austérité du gouvernement social-libéral ne fait pas que des mécontents, c'est l'essentiel !

1.2- UE "*Des mesures supplémentaires d'économies ne sont pas indispensables*" en France, a estimé vendredi le Commissaire européen aux affaires économiques et monétaires Olli Rehn, ouvrant la porte à un "*ajustement plus doux*" des comptes publics, dans un entretien au Monde.

"*Une fois que vous avez une stratégie budgétaire crédible à moyen terme, y compris par le biais de réformes, vous pouvez avoir un ajustement plus doux*", a-t-il ajouté.

Malgré l'accalmie de la crise en zone euro, "*la France n'est pas encore sortie des eaux troubles*", poursuit M. Rehn, qui plaide pour une poursuite des réformes. "*Il doit y avoir de nouvelles réformes du marché du travail*" et les réformes des retraites "*doivent être prolongées*", a-t-il souligné. AFP 21.12

2- Sidérurgie

ArcelorMittal, premier sidérurgiste mondial, a annoncé vendredi qu'il allait déprécier la survaleur ("*goodwill*") de ses sociétés européennes d'environ 4,3 milliards de dollars (3,3 milliards d'euros) dans ses comptes, les problèmes économiques du continent ayant affecté la demande d'acier.

La sidérurgie européenne, qui produit 6% à 7% de l'acier mondial, est à la fois confrontée à des capacités de production excédentaires et à un fléchissement de la demande.

ArcelorMittal, qui a fermé des hauts fourneaux en France et en Belgique, estime que la demande d'acier a diminué de 8% cette année en Europe et d'environ 29% depuis 2007.

Dans ce contexte, le groupe a décidé de passer une provision pour dépréciation de 87% du "*goodwill*" -qui représente la valeur des actifs intangibles d'une société, tels que les marques, plutôt que des actifs physiques- de ses opérations en Europe.

"*C'est une mauvaise nouvelle, mais cela ne devrait pas être une grosse surprise de constater que la valeur comptable de ses activités en Europe était surévaluée*", dit un analyste basé à Londres.

Ces dépréciations représentent environ un tiers du "*goodwill*" total du groupe, affiché dans ses comptes à 12,5 milliards de dollars à la fin de l'an dernier.

La dépréciation sera passée en tant que charge dans ses les comptes du quatrième trimestre de l'entreprise et n'affectera ni l'endettement, ni les bénéfices bruts, précise ArcelorMittal, qui produit plus du double de son plus proche concurrent.

Avant dépréciations, selon des données StarMine, les analystes anticipent un bénéfice net de 529,5 millions de dollars pour ArcelorMittal cette année et un Ebitda de 7,1 milliards.

L'essentiel, ce sont les dividendes qui vont aller dans la poche des riches actionnaires...

Haut de page

Le 23 décembre

CAUSERIE

J'ai ajouté une dizaine d'articles, d'autres suivront demain matin.

Bon dimanche et mes meilleurs voeux de fin d'année à tous.

Une note personnelle et une mise au point sur le mariage

Ceux que ma personnalité incommode peuvent passer directement à l'article suivant.

Il est un fait incontestable que l'on peut poser comme postulat à notre réflexion sur la société, c'est que nous avons tendance à reproduire le mode pensée et le mode de vie des générations précédentes, de nos parents, du milieu dans lequel on a été élevé ou éduqué, un mimétisme qui va souvent jusqu'à adopter leurs goûts, plus généralement leur culture, et qui lorsqu'ils sont rejetés dans un premier temps, lorsqu'on est encore jeune procède paradoxalement par identification inconsciente pour s'y rallier plus tard. On pourrait fournir une multitude d'exemples qui le prouvent.

J'ai eu la chance quand j'étais jeune d'avoir des copains plus âgés que moi ou qui avaient des frères plus âgés qu'eux, et de constater alors que j'avais entre 20 et 22 ans qu'une fois ayant terminé ou arrêté leurs études pour aller travailler et quitter le foyer familiale, tous avaient adopté le mode de pensée et de vie qu'ils décriaient peu de temps auparavant comme s'ils étaient résolus à ne surtout pas ressembler à leurs parents, pour en fait les imiter à la perfection, avec quelques nuances près certes, mais non déterminantes sur le plan social ou politique.

De contestataires virulents, sans engagement politique toutefois, ils sont devenus des exploités modèles de la République démocratique bourgeoise qu'ils vomissaient la veille. J'ai observé cela non sans sarcasme, c'était pour moi qui m'éveillait tardivement à la vie intellectuelle un sujet de curiosité et de questionnement quotidien, car contrairement à eux, je n'avais pas du tout l'intention de reproduire le mode de vie de mes parents qui était un véritable cauchemar au quotidien, je dois préciser ici que j'appartenais au milieu le plus défavorisé ou pauvre comparativement à celui de tous mes copains.

Je me disais déjà, pourquoi penser quelque chose un jour pour penser exactement le contraire le lendemain, pourquoi critiquer un mode de vie pour l'adopter à la première occasion, à quoi cela rime, comment c'est possible, je ne voulais pas l'accepter, j'avais du mal à y croire mais comme cela se déroulait sous mes yeux j'étais bien obligé de concevoir que c'était possible, rien que cette idée m'effrayait. Comme quoi déjà à cette époque je me posais beaucoup de questions, c'est peut-être ce qui me sauvera du pire.

Ce que je trouvais étrange ce n'était pas trop que mes potes se lèvent le matin pour aller bosser, rentrent chez eux et prennent leurs repas à heures fixes, partent en vacances au mois de juillet ou août, mais qu'ils justifient leur mode de vie en employant les mêmes arguments que leurs parents sans émettre dorénavant la moindre critique sur la société qui leur imposait ce mode de vie routinier et abrutissant.

Une fois rentrés dans le rang, ils devaient en adopter toutes les mimiques jusqu'au mode de pensée pour le justifier. Autant dire

que j'ai fini rapidement par les perdre de vue, non pas que je les aurais fuis, ce sont eux qui du jour au lendemain ont disparu.

Quand à mon tour je quittai le foyer familial, en réalité mes parents m'ont poussé dehors à 20 ans, et que mes copains plus jeunes que ceux dont j'ai parlé plus haut firent de même les uns après les autres, le même scénario se reproduisit, en plus cruel quelque part, car je ne m'attendais pas à ce que du jour au lendemain mes plus proches copains depuis des années qui étaient pour moi comme des frères, me fassent comprendre que dorénavant je n'étais plus spécialement le bienvenu chez eux ou qu'on devrait se voir moins souvent, à l'époque je vivais seul et je ne le vivais pas très bien, pour ne pas dire quand eux le décideraient.

Il suffit alors que je commence à militer pour que nos relations deviennent totalement impossibles. Ce fut en partie de ma faute. Mais je pense après coup que de toutes manières elles auraient suivi le même cours à brève échéance, car même en m'abstenant de parler politique lorsqu'on se voyait, j'avais constaté qu'il y avait quelque chose de cassé entre nous, que nos relations ne seraient plus jamais les mêmes, ce qui à l'époque me remplit de tristesse.

J'étais très naïf et plein d'illusions dans la nature humaine. Autant je n'en avais guère quand je vivais chez mes parents, je la détestais, autant après avoir découvert la philosophie puis le marxisme j'étais plutôt enclin à croire que l'homme était foncièrement bon mais qu'il l'ignorait parfois ou qu'on s'efforçait à le rendre mauvais ou à faire ressortir son mauvais côté, alors qu'en chacun de nous sommeillait de la bonté ou des qualités insoupçonnées, qu'il suffisait de peu pour les faire jaillir au premier plan et qu'il y reste, ce n'était pas faux mais un peu simpliste comme raisonnement, en réalité les choses s'avèrent beaucoup plus compliquées, ce à quoi la société s'emploie avec application continuellement... C'est ainsi que je finis par perdre tous mes potes.

Quand finalement je réussis enfin à me mettre en ménage avec ma future épouse (ex-épouse), nous militions tous les deux dans la même organisation (OCI) et nous portions le même regard critique sur la société. Nous avons certes adopté le même mode de vie que nos parents, mais pas leur mode de pensée. Cependant nous avions des modes de pensée différents du fait que nous n'avions pas vécu les mêmes expériences, c'était inévitable. Cela se traduisit rapidement par l'éclosion d'incompréhensions entre nous qui faillirent aller jusqu'à la rupture, pour ensuite s'aplanir ou disparaître comme par enchantement, ce qui arrive quand on est amoureux, on se berce d'illusions sans s'en apercevoir, jusqu'au jour où justement la routine de la vie quotidienne produise ses ravages. A ce moment-là, tout ce qui était enfoui dans l'inconscient de ma compagne ou qu'elle avait refoulé rejaillit violemment à la surface détruisant en quelques instants tout ce que nous avions vécu et construit ensemble pendant de longues années à ma stupéfaction, car évidemment je n'y étais pas du tout préparé, je n'avais jamais imaginé un tel scénario, je m'imaginais finir ma vie à ses côtés, d'ailleurs sur ce plan-là je ne m'en suis jamais remis complètement.

Pourquoi, au-delà des sentiments que j'avais pour elle? Pour les mêmes raisons que je n'ai pas compris le comportement de mes copains avec lesquels j'étais si proche quand j'étais plus jeune, j'étais persuadé que nos relations étaient si fortes et sincères que rien ne pourrait les briser un jour, c'était méconnaître la nature humaine ou la complexité des rapports humains dans une société concourant en permanence à les disloquer, si j'en veux à quelqu'un aujourd'hui, c'est uniquement à cette société que je vomis.

Ces lignes me sont venues à l'esprit après avoir constaté à quel point des militants que je pense honnête et sincère, en réalité j'ai beaucoup de respect pour tous les militants dès lors qu'ils ne se retrouvent pas de l'autre côté de la barricade, pouvaient se laisser influencer par l'idéologie dominante qui a plus d'un tour dans son sac pour la présenter sous un jour avantageux et les berner. Rien que d'y penser j'en suis triste.

Je pourrais leur faire le coup : camarades, vous avez un problème politique à résoudre, et ce ne serait sans doute pas faux. Mais je pense aussi qu'on ne peut pas forcément régler ce genre de problèmes ou tous les problèmes en demeurant exclusivement sur le terrain politique. Pourquoi ? C'est simple à comprendre, tout bonnement parce que nous ne plaçons pas ou nous ne vivons pas chaque expérience de notre vie sur le plan politique, donc tenir un discours uniquement sur ce terrain-là ne peut que conduire à une incompréhension ou l'alimenter jusqu'à rendre toute relation insupportable, impossible. Certes, il n'est pas faux d'affirmer que toute question se rapportant au comportement humain dans la société a une origine politique, mais ce n'est pas la seule ou une autre explication est possible, ce qui ne rend pas pour autant caduque une réponse politique, pour bien faire, il faudrait admettre qu'elles se complètent.

Prenons par exemple la question du mariage. Envisageons-le sur deux plans, individuel et social.

C'est en soi une aberration de vouloir lier par un contrat civil ou religieux deux personnes, peu importe leur sexes ou la durée hypothétique de ce contrat. En principe, si elles décident de vivre ensemble, c'est sur la base d'un engagement réciproque librement consenti, sans qu'aucune contrainte ne les y oblige, en soi cela doit suffire à motiver leur décision. En principe, rien ni personne extérieur à eux ne doit influer sur leur décision.

Or, en contractant un contrat de mariage civil ou religieux la société s'immisce dans leurs affaires comme un parasite en leur passant une corde autour du cou. Ils sont pour ainsi dire dépossédés de la souveraineté de leur décision ou plutôt de la motivation qui les a conduits à vivre ensemble, qui dans ce cas-là leur est étranger ou ne leur appartient, mais relève de la société qui scelle leur union devant témoins. De quoi se mêle-t-elle avons-nous envie de proclamer.

On a ni besoin d'un représentant de l'Etat ou d'une religion, ni de témoins ou d'une signature sur un registre pour légitimer

nos sentiments réciproques, qui plus est qui nous engage de manière irresponsable pour le restant de nos jours, alors qu'on ne sait même pas de quoi sera fait le lendemain, on nous force la main à commettre une imposture pour mieux nous enchaîner à une société dans laquelle on n'a pas choisi de vivre.

Maintenant on peut concevoir le mariage tel qu'il existe constitua un progrès social autrefois, on se demandera toutefois si c'est toujours le cas aujourd'hui. Hier, il était obligatoire pour la reconnaissance des enfants, l'époque où on traitait les enfants hors mariage de bâtards ou illégitimes est révolue. En France, mais pas dans tous les pays. En Inde, malheur à la pauvre fille qui se retrouverait enceinte alors qu'elle n'est pas encore mariée.

En ce moment il y a une histoire de viol collectif qui remue toute l'Inde, principalement dans le nord car le viol a eu lieu à Delhi. C'est la première fois en 20 ans que j'assiste (à la télé indienne) à des manifestations d'une telle ampleur en Inde, apparemment des centaines de milliers d'Indiens sont descendus dans la rue à Delhi aujourd'hui encore, elle a été réprimée violemment par la police. D'après les images que j'ai pu voir ce soir sur SunTV (en tamoul), elle se poursuivrait dans la soirée, une foule immense a envahi les abords du Parlement.

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, car comme je l'ai écrit récemment, les Indiens n'en peuvent plus, on n'en peut plus des difficultés quotidiennes que l'on rencontre, qui s'accumulent, qui durent des mois, des années sans solution ou amélioration à l'horizon, alors que tous les partis et pas seulement ceux au pouvoir sont corrompus jusqu'à la moelle. Aujourd'hui encore, ici ils ont coupé le courant pendant une bonne partie de la journée.

Pour revenir à notre sujet, les femmes doivent se marier le plus tôt possible et une femme qui n'est pas encore mariée ne doit pas avoir de relations avec un homme avant son mariage. Quant aux hommes, ils sont du coup placés dans la même situation. Toutes les femmes ayant atteint entre 20 et 25 ans sont mariées. Au-delà, il reste les veuves ou les prostituées, les veuves devant souvent se prostituer ou se vendre à un homme de rencontre pour survivre.

Les jeunes hommes ne peuvent avoir des rapports sexuels qu'en cachette, idem pour les jeunes femmes, c'est plus rare apparemment, le risque de tomber enceinte doit les refroidir. Quant aux hommes adultes qui ne sont pas satisfaits avec leurs épouses, qui sont restés célibataires ou qui sont veufs, il leur est quasiment impossible de satisfaire leurs besoins sexuels en dehors des prostituées, les cas d'adultère chez les femmes existent mais ils sont rares à ma connaissance ou alors ils sont occasionnels, sans donner lieu à des relations suivies.

Bref, chacun aura compris que l'épanouissement sexuel des hommes et des femmes n'est pas vraiment la priorité de la société indienne archaïque, c'est un euphémisme. Si on ajoute que dans plus de 90% des cas il s'agit de mariage arrangé ou forcé, la coupe est pleine, on est en présence d'hommes et de femmes insatisfaits, frustrés, profondément malheureux comme je l'écrivais récemment. Parfois il m'arrive de manquer de patience avec les Indiens, je ne m'en cache pas, mais c'est très rare en fait, car j'ai à l'esprit ce qu'ils vivent au quotidien, un véritable cauchemar.

Donc cette histoire de viol ne m'a pas surpris, c'est leur société qui crée les conditions qui favorisent le viol. Tous les rapports sont encadrés, cadenassés, il n'existe pour ainsi dire aucune liberté en Inde, sauf si vous faites partie des nantis. Votre vie est programmée de la naissance à votre mort, et la plupart des Indiens n'ont aucun moyen d'y échapper. La classe moyenne n'est pas épargnée, c'est la raison pour laquelle ceux qui en ont les moyens s'expatrient s'ils en ont l'occasion.

Pour conclure, si vous me demandiez ce que je pense de mon propre mariage, je vous répondrai franchement que c'est sans doute l'une des plus grosses erreurs de ma vie. A 57 ans, si je n'ai nullement l'intention de réécrire l'histoire, ce n'est pas pour réécrire la mienne ou tenter de refaire ma vie, cela n'a pas d'importance pour moi. J'ai appris à faire l'impasse sur beaucoup de choses, relater ma propre expérience et les enseignements que j'en ai tirés ainsi que ma contribution politique à notre cause me suffit pour être de bonne humeur ou sublimer toutes mes frustrations comme aurait dit Freud, m'éviter d'être aigri ou trop malheureux, les malheurs et les souffrances des nôtres à travers le monde sont une source de tristesse quotidienne à côté desquels m'épancher sur ma petite personne me paraîtrait déplacé.

Deux démarches politiques menant à des objectifs diamétralement opposées.

Le M'PEP a publié le 21 décembre sur son portail un article intitulé *Droit opposable à l'emploi : Un exemple concret pour financer plus de 500 000 salaires.*

Dans cet article, ils font la démonstration qu'il serait très facile de trouver l'argent pour financer ces emplois, secret de polichinelle puisque l'on sait où il se trouve... La quasi-totalité de cet article est consacrée à nous le démontrer.

Par contre, ils sont beaucoup moins prolixes sur les conditions politiques à réunir pour pouvoir appliquer cette politique sociale, qui d'ailleurs pèche par bien des aspects, puisqu'à aucun moment il n'est question de remettre en cause la propriété privée des moyens de production ou d'exproprier (sans leur verser un centime) les capitalistes qui bon gré mal gré se laisseraient ainsi dépouiller d'une partie importante de leurs profits, certes en manifestant leur mécontentement mais sans plus, un leurre ou une supercherie.

En tout et pour tout, ils consacrent à cette question politique déterminante à peine cinq lignes, les voici :

- " *L'affaire est évidemment politique. Car un gouvernement qui oserait s'engager dans une telle démarche serait assailli par tout ce que la France compte de corporatismes, d'égoïsmes, de médiocrité et de petitesse, sans parler des cris d'horreur que ne manqueraient pas de pousser la Commission européenne, la Banque centrale européenne, l'OCDE, la Banque mondiale et le FMI. Un gouvernement qui voudrait mener cette politique aurait besoin d'une très forte volonté et d'un très fort soutien populaire.*"

En fait, nulle part il n'est question de la réaction spontanée et brutale des patrons et de leurs partis politiques comme s'ils n'existaient pas, très fort ! En 1936 en France le gouvernement de Front populaire bénéficia d'un "*très fort soutien populaire*", ce qui ne l'empêcha pas de capituler devant la Bourse, de le trahir, idem dans tous les pays où fut expérimenté le Front populaire, alliance contre nature des partis ouvriers et bourgeois, vous connaissez la suite.

Il suffirait d'avoir un gouvernement qui fasse preuve de bonne "*volonté*" et d'un "*très fort soutien populaire*", pour un peu il suffirait d'y penser très fort et l'affaire serait réglée en somme, sauf que la réalité, les expériences et les enseignements de la lutte des classes du XXe siècle démontrent exactement le contraire : jamais une telle équation n'a fonctionné, pourquoi, parce que l'appareil d'Etat et les institutions continuaient de fonctionner pour le compte des capitalistes qui avaient conservé le pouvoir, de telle sorte qu'il leur était possible de saper l'action du gouvernement, d'organiser la contre offensive à partir de ces bastions qui demeuraient à leur service, d'où la nécessité d'une révolution prolétarienne et socialiste pour liquider l'appareil d'Etat, la totalité des institutions aux ordres des capitalistes.

Comment peut-on imaginer prendre le pouvoir ou même simplement s'attaquer au pouvoir des capitalistes en leur laissant l'argent ou la banque, les médias, la justice, la police, l'armée prête à intervenir pour défendre leurs intérêts ? Charlatanerie ou pure aventurisme. On ne peut pas taxer les dirigeants du M'PEP d'ignorants, car ils connaissent parfaitement l'histoire de la lutte de classes. C'est donc sciemment, leur "*volonté*" de refuser de s'attaquer à l'Etat, donc à l'ordre établi, leur objectif n'est pas d'en finir avec le capitalisme ou les institutions politiques en place, ce mouvement ne sert qu'à détourner les travailleurs et militants du socialisme.

Le M'PEP fait l'impasse sur l'organisation des masses.

Inutile d'ajouter que pour parvenir à cet objectif il en faut beaucoup plus que la "*volonté*" d'un gouvernement ou un "*très fort soutien populaire*", il faut que les masses exploitées se soulèvent par millions, s'organisent avec les partis qui combattent à leur côté et créent de nouvelles institutions dans lesquelles sont exclus les capitalistes ou les partis qui les représentent officiellement, organismes de lutte de classe qui constituent un contre-pouvoir, les piliers d'un nouvel Etat, un Etat ouvrier, qui prendra le relais de l'Etat bourgeois une fois celui-ci détruit de fond en comble. En somme, un nouvel ordre social diamétralement opposé au Nouvel ordre mondial de l'oligarchie financière. Vous saisissez pourquoi je l'évoque dans le portail, parce que les intellectuels qui font référence au Nouvel ordre mondial confondent les deux ; la palme revenant aux traders du portail Liesi qui parle d'un "*Nouvel ordre mondial communiste*" s'agissant de celui du cartel des banquiers.

Le M'PEP fait l'impasse sur le parti révolutionnaire.

Faut-il ajouter que ce n'est certainement pas les partis ouvriers tels qu'ils existent aujourd'hui qui sont tous à des degrés divers corrompus par le capitalisme, qui ouvriront la voie aux masses de la révolution socialiste mettant à bas les fondements du capitalisme et les institutions de la Ve République.

J'ai écrit les partis "*tels qu'ils existent*", car certains peuvent encore évoluer dans le bon sens, on ose l'espérer en dehors de toute alternative possible aux partis existant aujourd'hui, puisque les révolutionnaires organisés dans différentes petites formations ou tendances sont incapables de se rassembler pour construire un nouveau parti communiste.

Qu'il me soit permis ici d'apporter une précision.

Nous suivons de très près l'évolution du POI, qui à notre avis demeure le seul parti ouvrier capable de remplir à terme cette fonction, sachant que le parti qui aura pour tâche de guider les masses et de prendre le pouvoir en leur nom sera forcément différent de ce qu'est le POI aujourd'hui...

D. Gluckstein a terminé son dernier éditorial (IO n°231) en situant le combat du POI dans une perspective politique qui nous convient, puisqu'il y figure la liquidation des institutions de la Ve République, objectif politique que n'ose avancer aucun parti dans leur propagande faut-il préciser.

- "*Autrement dit : comment aider au mouvement pratique de millions et de millions qui, unis avec leurs organisations, se dresseront contre la dictature de la troïka pour imposer le retrait de ses plans, ouvrant ainsi la voie au démantèlement des institutions antidémocratiques de l'Union européenne et de la Ve République ?*"

Il aurait été préférable que la liquidation de la Ve République précède celle de l'Union européenne, puisque c'est vraisemblablement dans cet ordre-là qu'elles disparaîtront, peu importe ici.

Il est vrai également que le POI ne s'attarde pas à expliquer la terminologie ou les formules qu'il emploie, ce qui à mon avis est une grave erreur dans la mesure où cette lacune peut servir de repoussoir à bien des militants ou peut porter inutilement à la confusion et à la polémique. Ce que je veux dire par là, c'est que le POI est amené à faire référence à certains aspects ou facteurs de la lutte de classes pour des raisons qui lui sont propres mais qui échapperont à de nombreux militants. En faits, leur emploi est le produit de sa propre expérience et analyse de la situation, alors que les militants possèdent une autre expérience et procèdent à une analyse différente ou n'aboutissent pas aux mêmes conclusions. On pourrait également reprocher au POI de ne pas expliquer suffisamment sa politique, ce qui revient un peu au même, de commettre aussi des maladresses à répétition que certains interprèteront à la hâte comme des erreurs politiques.

Très souvent il recourt à des formules génériques, par exemple ici lorsqu'il est fait état des "*organisations*", on peut entendre par là les syndicats et les partis qui se réclament du mouvement ouvrier, ce qui incluent leurs dirigeants et leurs militants. Or, parce que les militants les plus conscients rejettent la participation de ces dirigeants à un processus révolutionnaire ils ne réfléchiront pas au-delà et exprimeront leur désaccord avec l'auteur de cette formule qui a pu être employée par économie de langage ou tout simplement, parce que lui faisait implicitement référence aux militants de ces organisations et non à leurs dirigeants dans lesquels il n'a aucune illusion, sans pouvoir le mentionner explicitement, c'est ici uniquement le lecteur qui va lui prêter ces illusions, pourquoi, c'est une autre question. Finalement on ne peut pas concevoir que les masses se dressent par millions sans que les militants des syndicats et des partis dits ouvriers ne prennent pas part à ce soulèvement révolutionnaire. Prenons un autre exemple.

J'ai employé la formule d'un "*soulèvement révolutionnaire*", alors que Gluckstein a employé celle d'un "*mouvement pratique de millions et de millions*", à ce niveau-là il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas admettre que cela signifie la même chose. Moi, je m'adresse uniquement ou principalement à des militants aguerris, qui attendent que j'emploie ce genre de langage, alors que Gluckstein s'adresse à l'ensemble des travailleurs, même si parfois on peut le contester, il n'en demeure pas moins qu'Informations ouvrières fait l'objet d'une diffusion publique et ne sera pas lu exclusivement par des militants, qui plus est par des militants qui sont loin d'être des révolutionnaires ou des combattants pour le socialisme. Il est donc normal que l'on n'emploie pas exactement la même terminologie, pour parfois ou souvent dire la même chose, à vous d'en juger.

Si j'ai pris cet exemple, c'est pour montrer qu'il existait différentes grilles de lecture d'un même texte ou d'une simple formulation selon la place où l'on se situe. Parfois les choses sont plus compliquées, prenons un autre exemple pour étayer cette affirmation, la référence à la troïka.

Elle est contestable car elle occulte le gouvernement, à première vue et à première vue seulement quand on prend la peine de lire la suite "*pour imposer le retrait de ses plans*". Ses plans mis en oeuvre par qui ? Par le gouvernement et les députés à sa botte, donc ici le gouvernement y figure bien mais sous la forme d'un sous-entendu, de la même manière qu'est sous-entendu que "*le retrait de ses plans*" déboucherait sur une crise politique, voir sur une situation révolutionnaire, vous me direz que cela fait beaucoup de sous-entendus qui échapperont à bien des lecteurs qui pourront interpréter cette formulation tout à fait autrement et vous avez raison de soulever cette faiblesse. Maintenant cela peut s'expliquer par le fait que d'une part au POI tous les militants ne sont pas vraiment sur la même longueur d'onde, d'autre part les travailleurs qui liront ce passage non plus.

Mais l'essentiel n'est-il pas ailleurs, notamment dans le fait que partant de la réalité sociale à laquelle sont confrontés les travailleurs, l'auteur en arrive à poser la nécessité de liquider la Ve République, processus dialectique propre à toute révolution socialiste et sans lequel il serait impossible de changer de politique, de s'attaquer aux fondements du capitalisme pour pouvoir satisfaire nos revendications sociales, d'avancer sur la voie du socialisme.

Si certains entendent critiquer ma démarche en affirmant que je viens de faire le boulot des dirigeants du POI, je leur donnerais raison. Cela ne signifie nullement que nos désaccords disparaîtraient par enchantement. Par exemple, je demeure farouchement opposé à toute démarche en direction de l'Elysée ou des différents ministères ou encore des dirigeants du PS et ses satellites. On peut contester la terminologie ou les formulations employées par le POI comme on peut exprimer son désaccord avec sa ligne politique, mais attention à ne pas confondre les deux, c'est juste ce que j'ai voulu signaler aujourd'hui.

Je comprends par ailleurs que les dirigeants du POI aient fini par renoncer à essayer de convaincre des militants sectaires ou dogmatiques qui ne veulent rien entendre. J'ai moi-même de mon côté pris la même décision, et pas plus tard que cette semaine j'ai adressé un courriel à certains d'entre eux en leur signifiant que je ne voulais plus recevoir leur littérature insipide.

Si vous voulez vous livrer à un exercice pratique à la suite de cette lecture, lisez et comparez l'éditorial de Gluckstein et les quatre premiers paragraphes de l'article du M'PEP, il figure dans leur portail.

ACTUALITE EN TITRES

De la talonnette aux échasses !

- Sarkozy crève le plafond, nouvelle tuile pour l'UMP - Liberation.fr

Union pour le Meilleur et le Pire. D'un jour à l'autre.

Hier : scatologie...

- La présidence de l'UMP, ce "*bâton merdeux*" - LePoint.fr

... aujourd'hui : nécrologie !

- Peltier : cherche-t-on à "*asphyxier*" l'UMP ? - AFP

Voilà qui s'applique à merveille aux médias aux ordres !

- "*Les cons, je ne leur parle pas, ça les instruit* " (Audiard) - LePoint.fr

Vive la voix de la réaction !

- Ayrault se réjouit que les journaux du groupe Hersant "*continuent à exister*" - AFP

Pire : en 1792 ou 1917 !

- Alain Afflelou : "*On est en train de revenir en 1789*" - LePoint.fr

... et on pense à votre confort monsieur Afflelou.

- Le Conseil d'Etat ordonne la dératisation des Baumettes - LeMonde.fr

Encore une chance !

- A Megève, le luxe ne connaît pas la crise - AFP

Qui va leur fournir les piles ?

- Noël solidaire: «*1.000 radios*» pour «*rompre l'isolement*» des SDF - 20minutes.fr

Halte au poison !

- Burger King fait son retour en France - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

2013. Gageons que Hollande et son gouvernement feront preuve de "***discipline***".

A la suite des déclarations du FMI, de l'UE et de l'OCDE, la réaction annonce la couleur par la voie de son porte-parole qui donne le "*la*" aux médias, l'agence de presse américaine Reuters.

- 2013 s'annonce comme une année test pour François Hollande et son gouvernement, qui devront prouver leur détermination à réformer le modèle économique français tout en menant un redressement historique des finances publiques dans un environnement de faible croissance et de hausse du chômage.

("*Modèle économique*" qui doit être la copie conforme du modèle anglo-saxion ultra libéral ou réactionnaire adopté également par l'Allemagne. - ndlr)

Depuis leur retour au pouvoir mi-2012, les socialistes ont voulu démontrer leur sérieux budgétaire au prix d'une forte hausse des prélèvements obligatoires, ce qui a contribué à épargner à la France une attaque sur les marchés financiers.

(Ne pas confondre, les marchés financiers se félicitent que le gouvernement ait procédé à une "*forte hausse des prélèvements obligatoires*" sur la classe moyenne essentiellement et la classe ouvrière (TVA, taxes diverses, etc), tout en préservant les nantis et les banquiers. -ndlr)

Les attentes se concentrent désormais sur les réformes "*structurelles*", comme l'amélioration du fonctionnement du marché du travail et la rationalisation en profondeur des dépenses de l'Etat, des collectivités et du système de protection sociale.

(Il s'agit maintenant de s'attaquer à la hache à ce qui reste de nos acquis sociaux, à la Sécu, à nos retraites, aux pans de la règlementation du travail encore favorables aux travailleurs. -ndlr)

L'objectif est de redresser la compétitivité en berne de l'économie française, au moment où nombre de pays voisins se réforment sous la pression des marchés.

(Il s'agit de dégager plus de profit, d'accroître l'exploitation de façon à pouvoir transférer toujours plus de plus-value de l'économie productive ou réelle vers l'économie financière ou spéculative. -ndlr)

"*La compétitivité est la clé de voûte, elle concentre toutes les questions, la crédibilité budgétaire est presque passée au deuxième plan*", explique une source proche de l'Elysée.

(On aura compris que c'est l'oligarchie financière qui dicte ses conditions à l'Elysée qui les acceptent à défaut de les combattre, s'en fait ouvertement le complice. Ainsi pas besoin d'un Monti ou Draghi au château, un Hollande suffira... pour le moment et s'il se montre suffisamment coopératif, sinon... Vous connaissez la suite. -ndlr)

Le gouvernement ne peut toutefois se permettre de dévier du cap du redressement budgétaire, avec comme horizon le retour à l'équilibre des finances publiques à la fin du quinquennat.

(Ce qu'ils se passent bien de dire, c'est que pendant ce temps-là la dette de l'Etat ne va pas cesser de croître, donc le transfert d'une part grandissante des recettes de l'Etat vers les marchés va continuer de plus belle, forçant le gouvernement à adopter de nouvelles mesures d'austérité et à procéder à de nouvelles coupes budgétaires et ainsi de suite, exactement comme aux Etats-Unis jusqu'au jour où il ne restera plus rien ou le stricte minimum des budgets sociaux de l'Etat réduits à une peau de chagrin. C'est le modèle économique néoconservateur de Milton Friedman appliqué à tous les Etats de l'UE. -ndlr)

En attendant, l'OCDE, le FMI et la plupart des économistes jugent qu'il ne parviendra pas à ramener le déficit à 3% du PIB fin 2013, soit 1,5 point de moins qu'un an plus tôt, car l'objectif repose sur une hypothèse de croissance du PIB, 0,8%, qu'ils jugent trop optimiste.

Mais ils ajoutent qu'un dérapage limité ne sera pas sanctionné par les marchés si le gouvernement ne montre aucun signe de relâchement de sa discipline.

(Au passage ils saluent les mesures antisociales déjà adoptées par le gouvernement en espérant qu'il continuera sur sa lancée. -ndlr)

"*Les marchés jugeront sur pièces en fonction des résultats*", estime Philippe Gudin de Vallerin, chef économiste Europe de la banque britannique Barclays. Pour lui, le premier obstacle important sera la réforme du marché du travail, un point mentionné de longue date par les organisations comme le FMI ou l'OCDE mais qui prend aujourd'hui un caractère plus pressant. Reuters 22.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Le vice-président égyptien Mahmoud Mekki a annoncé samedi sa démission, alors que les Egyptiens votaient sur un projet de Constitution controversé en pleine crise politique.

"*J'ai réalisé depuis un moment que la nature du travail politique ne convient pas à ma formation professionnelle de juge*", a-t-il indiqué dans un communiqué obtenu par l'AFP.

M. Mekki a précisé avoir d'abord présenté sa démission le 7 novembre, mais avoir dû la reporter en raison d'évènements majeurs comme les raids israéliens sur Gaza puis la décision du président Mohamed Morsi de s'accorder par décret des pouvoirs exceptionnels.

Ce décret a finalement été retiré mais a provoqué une profonde crise politique en Egypte.

"*J'ai considéré aujourd'hui (samedi) que le moment était convenable pour annoncer ma démission en tant que vice-président de la république*", a dit M. Mekki dans son communiqué.

Avant d'être nommé vice-président en août, M. Mekki était un magistrat respecté qui a joué un rôle crucial en 2005, transformant la grogne des juges contre l'ingérence de l'exécutif dans les affaires de la justice en mouvement contre le régime de Hosni Moubarak.

Le projet de Constitution soumis à référendum ne mentionne pas la fonction de vice-président.

Le frère de M. Mekki, Ahmed, est l'actuel ministre de la Justice.

Né à Alexandrie en 1954, M. Mekki a étudié à l'académie de police et est un ancien officier du ministère de l'Intérieur, qu'il a quitté pour se diriger vers la magistrature. AFP 22.12

Le régime continue de se déliter sous la pression des masses qui rejettent le nouveau dictateur...

Haut de page

Le 24 décembre

CAUSERIE

Pas le temps de causer j'ai perdu plus de deux heures en allant chez le vétérinaire ce matin. Bonne fête pour ce soir, religieuse, laïque ou païenne, on s'en tape : prolétaires du monde entier unissez-vous, l'année 2013 s'annonce comme un grand cru, exceptionnel pour la lutte de classe et le socialisme. On vaincra !

Un courriel reçu. Louis Renault ne doit pas être réhabilité.

UNE EXPOSITION QUI INTERESSE TOUTES Les GENERATIONS

Une exposition est disponible pour faire connaitre la vérité sur la collaboration de Louis RENAULT avec le régime de Pétain et l'occupant nazi. Cette semaine Canal plus et FR3 ont projeté chacune une émission très complaisante – en particulier FR3 chaine du service public – avec le passé de Louis Renault, notamment sa collusion avec la police de Pétain et la gestapo est passée sous silence. Comment taire qu'à BILLANCOURT des travailleurs résistants furent livrés à l'occupant puis fusillés ou déportés. La tentative de réhabilitation de Louis Renault engagée par ses héritiers doit être mise en échec

L'exposition Louis RENAULT et la collaboration a été réalisée par l'institut d'Histoire Sociale du Val de Marne.

L'association Esprit de Résistance. Avec la participation de l'institut d'Histoire Sociale CGT de la Métallurgie, le Musée de la Résistance Nationale de Champigny, L'association culture et entreprise, L'union départementale CGT du 94, Le Conseil Général du Val de Marne.

IHS 94 Tel : 0141949415 Mail : j.aubert@numericable.com

Esprit de Résistance Tel : 0142014590 Mail : marc.lacroix@aimel.com Adresse 47 avenue Mathurin Moreau 75019 Paris

---

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Vive la dictature de l'UE !

- Delors : "*Les Européens ont le choix entre la survie et le déclin*" - LePoint.fr

Il réclame un nouveau traité européen qui permettrait de mettre en place une Europe fédérale sur le modèle américain...

- Pour Giscard, "*les Français ne peuvent pas se gouverner*" - L'Express.fr

Même son de cloche que Delors.

ACTUALITÉ DU JOUR

36ème congrès du PCF :Trou noir. Etoile naine. Aucun !

36ème congrès : Quel avenir pour le PCF ? (www.lepcf.fr)

Les résultats nationaux et départementaux du vote des communistes pour le choix de la base commune sont maintenant connus et nous pouvons en faire une première analyse :

Avec 63.033 inscrits le parti perd 5.043 cotisants depuis le vote de 2011 pour le candidat aux présidentielles, 14.067 cotisants depuis le 34ème congrès et 36.184 depuis le 33ème.

Avec 34.170 votants, ce vote a mobilisé 13.969 communistes de moins que le vote de 2011 pour le candidat aux présidentielles, 5.298 communistes de moins qu'au 34ème congrès et 10.648 de moins qu'au 33ème congrès.

Au final, au regard des 130.000 communistes annoncés, la participation atteint 26,82%. Presque 3 communistes sur 4 n'ont donc pas participé à ce vote.

Ces premiers chiffres, cotisants et participants, indiquent que l'affaiblissement des forces organisées du PCF se poursuit.

Il faut certes tenir compte que les textes ont été envoyés 10 jours à peine avant le vote dans un document de 75 pages, mêlant contributions et textes alternatifs. Beaucoup de communistes n'ont pas eu le temps de lire ces documents. Beaucoup ne les ont pas encore reçus.

La direction nationale et une grande partie des directions départementales ont contribué à dévaloriser la démarche de choix de base commune, stigmatisant les textes alternatifs, multipliant les démarches administratives sur la légitimité de leurs signataires, refusant d'ouvrir le débat sur le contenu.

Tout cela a favorisé la non participation et le vote pour le texte du Conseil national qui avait été rendu public dès la mi-octobre et bénéficiait du statut officiel.

Cet affaiblissement des forces organisées du PCF est le principal enseignement des résultats. Il traduit que des communistes continuent de manière significative de quitter le PCF ou de s'en mettre à la marge et il révèle la fragilité et le caractère conjoncturel du renforcement médiatique engendré par la présidentielle.

Le texte proposé par le Conseil national du PCF, « *Il est grand temps de rallumer les étoiles - Humanifeste du Parti communiste à l'aube du siècle qui vient* », a été adopté avec 73,15% des suffrages exprimés soit 24.597 voix, 2.622 voix de plus qu'au 34ème congrès qui suivait le désastre des 1,9% des présidentielles, mais perdant 2.801 voix sur le 33ème et 6.830 sur le 32ème.

Ce résultat conforte évidemment la direction dans la poursuite de sa stratégie. Mais ce vote est en même temps l'expression d'orientations et de préoccupations diverses, voire contradictoires. De nombreux communistes ont voté sans enthousiasme, considérant qu'il faudrait modifier largement ce texte et que des éléments des textes alternatifs devaient être pris en compte.

Les 3 textes alternatifs ont ensemble obtenu plus d'un quart des voix avec 26,85% et 9.026 voix (moins 5.288 sur le 34ème congrès, moins 2.258 sur le 33ème, retrouvant le niveau du 32ème congrès en 2003).

Le texte alternatif n°1 a obtenu 11,08% (dans une configuration politique comparable, le texte "*Fiers d'être communiste*" avait obtenu 13,5% en 2006) ;

Le texte alternatif n° 2, « *Combattre l'austérité, en finir avec le capitalisme* », a obtenu 9,95% (ce courant La Riposte avait obtenu 14,9% en 2008) ;

Le texte alternatif n° 3, « *Un parti résolument communiste dans l'affrontement de classe, ni abandon, ni effacement* », a obtenu 5,82% (dans une configuration politique comparable, le texte "*Remettre le PCF sur les rails de la lutte des classes*" avait obtenu 8,22% en 2006).

Certes, ce résultat est en recul par rapport au 34ème congrès. Cela n'a rien d'étonnant. La direction du parti a surfé sur le résultat rassurant de Mélenchon à la présidentielle et sur la confiance de nombre de communistes soulagés que le PCF n'ait pas été absorbé dans l'opération Front de Gauche, sans compter le manque de temps et de débat qui a caractérisé cette première phase du congrès.

La nouvelle carte PCF, où le logo de la gauche européenne se substitue à la faucille et au marteau sans que les communistes aient été consultés sur ce point, montre pourtant que l'autonomie du PCF reste un combat à mener. On comprend que la référence aux étoiles dans le texte de la direction n'était pas littéraire mais bien politique, un choix politique pro-européen fondamental pour la direction du parti.

Le résultat obtenu par les trois textes dans des conditions difficiles, témoigne que de nombreux communistes ne se satisferont pas de « *Rallumer les étoiles* » et pèseront au congrès pour faire bouger les lignes. lepcf.fr 21.12

Une participation de 26,82%, la direction obtient 19,61%, elle n'a donc aucune légitimité, cela confirme que le PCF n'est plus qu'un cadavre qui sert de serpillère à Mélenchon et à Hollande, il en faut bien pour nettoyer les écuries d'Augias de la Ve République...

Que les militants du PCF qui veulent rester fidèles au communisme quittent ce parti et rejoignent d'autres formations ou courants qui se réclament du communisme...

A lire, l'article que j'y avais consacré : *Il faut construire un nouveau parti communiste*. (12.12)

Economie. Il n'y aura pas de miracle pour sauver le capitalisme. Décryptage.

Interrogé par Le Monde, Xavier Timbeau, directeur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) - 21.12

Que prévoyez-vous pour la France en 2013 ?

Xavier Timbeau : Nous prévoyons une croissance nulle en 2013 et un déficit public de 3,4 % du PIB. En effet, contrairement à ce que l'on aurait pu penser et à ce que disaient les gouvernements européens et la Commission, le retour de la confiance dans la zone euro n'a pas ramené la croissance. L'excès d'austérité a un effet récessif direct, presque mécanique, qui sape la confiance. L'an prochain, l'effort de redressement des finances publiques va représenter 1 point de PIB en Belgique, 1,2 aux Pays-Bas, 1,8 en France, 2,1 points en Italie, 2,4 en Espagne et 4 en Grèce. Dans de telles conditions, le pari du gouvernement français d'une croissance de 0,8 % est intenable. Il a d'ailleurs commencé à l'admettre.

Sur un horizon un peu plus long que 2013, le scénario d'une légère récession ou d'une stagnation est le meilleur que nous puissions attendre. Le pire serait que l'absence de croissance fasse renaître des inquiétudes majeures dans la zone euro.

(Voilà un discours qui tombe à plat, car quel est le rapport entre "*le retour de la confiance dans la zone euro*" et ce qu'il appelle "*la croissance*" ? Il n'y en a aucun en réalité !

Soit les entreprises françaises ou installées sur le territoire français sont plus compétitives sur le marché national ou international que les entreprises d'autres pays pour emporter des parts de marché ou remplir leurs carnets de commandes et dans ce cas-là la "*croissance*" économique sera au rendez-vous, soit elles ne le sont pas et la situation demeurera telle qu'elle est.

A moins que dans d'autres pays sous l'effet de la lutte de classe et de politiques moins favorables aux capitalistes la compétitivité de leurs entreprises régresse ce qui laisserait une opportunité aux entreprises françaises de s'imposer.

Il faut ajouter que sous l'effet des politiques d'austérité mise en place par les différents gouvernements dans de nombreux pays, la population connaîtra une baisse du pouvoir d'achat qui contribuera à freiner la consommation, donc mécaniquement la demande diminuant, la production devrait ralentir également. - ndlr)

Comment peut-on recréer de la croissance ?

Le Fonds monétaire international, de nombreux économistes américains, britanniques et européens sont convaincus des méfaits de l'excès d'austérité. Cela ne veut pas dire que le redressement des finances publiques n'est pas nécessaire, mais qu'il faut le faire avec un minimum d'austérité de façon à permettre une sortie de crise.

(Il ne peut pas avouer qu'il est impossible à des gouvernements subordonnés à l'oligarchie financière dont le FMI exprime les besoins, de procéder au "*redressement des finances publiques*" sans recourir à l'austérité, les deux étant d'ailleurs directement dans un rapport de cause à effet. Et puisque le gouvernement français ne s'attaquera pas aux nantis dès lors qu'il en est le représentant, c'est bien au pouvoir d'achat, au niveau de vie des travailleurs qu'il devra s'attaquer pour qu'une masse de capitaux toujours plus importante passe de l'économie productive à l'économie financière, autrement dit qu'elle atterrisse dans les poches des banquiers, dans ces conditions on ne voit pas comment ce mécanisme qui tient du pillage des richesses produites pourrait favoriser la croissance.

Il faut ajouter que la croissance n'étant pas au rendez-vous, le chômage de masse continuant de croître, les salaires, la consommation et les recettes de l'Etat n'augmentant pas, stagnant ou diminuant en euro constant, la dette de l'Etat va encore augmenter, donc toute "*sortie de crise*" est inconcevable puisqu'en réalité ils ne font que l'alimenter pour faire durer le plaisir, ils s'en servent comme levier et chantage auprès des travailleurs pour baisser le coût du travail, accroître l'exploitation et liquider des pans entiers de la législation du travail encore trop favorables aux travailleurs, l'objectif en cours de "*négociation*" entre le patronat et les dirigeants syndicaux vendus.

Toute "*sortie de crise*" comme ils disent, ne peut se concevoir selon eux et sans qu'ils l'avouent ouvertement évidemment, qu'une fois les travailleurs ayant accepté les mêmes remèdes de cheval que ceux supportés par les travailleurs grecs, leurs salaires et retraites amputés 20 à 25%, leurs avantages sociaux liquidés, la privatisation de tout ce qui peut l'être encore, la Sécu et les organismes de retraite, ce qui est en train de se produire en ce moment en Espagne. -ndlr)

La Commission européenne peut-elle l'accepter ?

La Commission exprime un doute qu'il nous faut bien entendre : elle ne croit pas à la capacité des pays de la zone euro à prendre un engagement à moyen terme en matière de finances publiques, en l'absence d'un gouvernement unique ou fédéral. Elle pense que le pilotage par les règles ne fonctionne pas. L'une des questions posées aux Européens est de savoir comment ils peuvent se redonner des gages de bonne conduite budgétaire qui leur permettraient de prendre davantage de temps, dix ou vingt ans, pour résoudre leurs problèmes structurels.

(Leur objectif affiché à terme est bien de liquider la totalité des services publics à l'exception du minimum requis pour satisfaire à un niveau misérable les besoins des couches les plus défavorisées ou pauvres de la société, comme aux Etats-Unis qui leur servent de modèle. Bien entendu il y a loin de la coupe aux lèvres, et ils doivent affronter la résistance des travailleurs des services publics concernés.

Vous aurez remarqué que leur détermination est totale pour atteindre leurs objectifs et qu'ils sont prêts à y passer plusieurs décennies s'il le faut.

Du coup, au regard des obstacles rencontrés, pour accélérer le mouvement la Commission européenne serait tentée de passer en force en avançant à marche forcée vers l'établissement d'un gouvernement fédéral qui signerait l'arrêt de mort de la souveraineté des Etats ou ce qu'il en reste, sauf que c'est à l'heure actuelle et demain davantage encore inenvisageable sans déboucher sur de graves crises politiques dans plusieurs pays de l'UE qui sont déjà au bord de l'explosion sociale et déstabilisés sur le plan politique, que ce soit en Grèce, en Espagne, en Italie, en France ou au Portugal, ce dont ils ont évidemment parfaitement conscience.

Le capitalisme a mangé sont pain blanc jusqu'à la dernière miette en se goinfrant jusqu'à la gueule, en recourant à des artifices comptables ou financiers frauduleux et spéculatifs il a déjà dévoré celui qui n'a pas encore été produit, pire, il en est à bouffer les semailles qui l'empêcheront de replanter et de produire quoi que ce soit, il a dépassé le stade de la mort clinique et ne survit plus qu'artificiellement par la guerre et la dictature. Pendant combien de temps encore ? Nul ne le sait... - ndlr)

N'est-ce pas illusoire de penser que les pays européens peuvent accepter une telle perspective ?

On peut faire observer que les règles ont certes été transgressées mais qu'elles ont marqué de leur empreinte les politiques économiques. La situation budgétaire de la zone euro (– 3 % de PIB de déficit public en moyenne) est bien meilleure

que celle des Etats-Unis (– 8 % de PIB). Elle est dans les clous du Pacte de stabilité.

(L'adage faites ce que je dis mais pas ce que je fais imposé par le cartel des banquiers de la Fed relayé par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE notamment, a fonctionné à merveille : tous les gouvernements catalogués de droite ou de gauche l'ont appliqué à la lettre, et s'ils ont été amenés à le transgresser, c'est parce que manifestement ils ne pouvaient pas faire autrement sur le plan politique. -ndlr)

Les Allemands veulent renforcer les règles et les inscrire dans les lois fondamentales ou organiques. L'autre façon de faire est de franchir un pas de plus dans l'abandon de souveraineté en acceptant qu'un pays dont les finances publiques dérapent puisse être placé sous le contrôle de ses pairs. En échange de cette perte de souveraineté, qui est un gage donné aux autres pays, les Etats européens bénéficient d'un nouveau droit et d'un nouvel instrument : la mutualisation des dettes publiques par la Banque centrale européenne (BCE).

(Qu'on se le dise, quoi qu'il puisse se produire, pour ce porte-parole de l'oligarchie financière il n'existe pas d'autre voie que la soumission des masses exploitées au talon de fer, à la dictature implacable des banquiers, ce sera ainsi et pas autrement, cette fuite en avant est porteuse de tous les dangers pour l'humanité entière. Et l'on sait de quoi ils sont capables.

Cela aurait l'avantage de favoriser la xénophobie chère aux partis nationalistes ou d'extrême droite qui trouveraient là un bouc émissaire tout trouvé à la misère sociale des masses, qui se présenteraient comme les champions de la défense de la souveraineté des Etats et des opprimés, ainsi les conditions politiques seraient réunies pour établir une dictature dans un ou plusieurs pays de l'UE prélude à un déferlement de haine entre les peuples et à une confrontation générale, une manière comme une autre de trouver une "*sortie de crise*". Ce n'est qu'une hypothèse, mais souvenons-nous qu'au XXe siècle elle a été validée à deux reprises. -ndlr)

Fait-on profiter l'Espagne de ce nouveau droit tout en exigeant d'elle une hyperaustérité, comme celle qu'imposait le FMI dans les années 1990, ou négocie-t-on avec elle un plan d'ajustement sur vingt ans qui lui laisse le temps de faire des réformes ? Telle est la question qui se pose aux pays de la zone euro. A vouloir obtenir des résultats tout de suite, on va droit dans le mur.

(Dans leur langage, cela signifie qu'en tout état de cause ils doivent contrôler la situation et décider du moment et des conditions qui doivent leur permettre d'arriver à leurs fins, et que détenant le pouvoir, il est normal que le choix des armes pour affronter leur ennemi leur revienne. - ndlr)

Que permettrait l'étalement dans le temps de la consolidation budgétaire ?

Le simple fait de réduire le déficit public de seulement 0,5 point en 2013 permettrait de faire redémarrer la croissance dans la zone euro, d'y faire baisser le chômage et d'y impulser une dynamique complètement différente. Ce plan-là n'a rien de révolutionnaire : c'est l'effort que les traités européens demandent déjà aux pays en situation de déficit excessif.

(Il termine comme il a commencé par une contre-vérité, car ce qu'il appelle croissance en régime capitaliste ce n'est ni l'augmentation de la production des richesses, ni la capacité du marché à absorber les marchandises produites, c'est à l'issue du procès de production (qui engobe la circulation) la faculté pour les capitalistes d'établir un ratio entre le capital total mis en oeuvre et la plus-value dégagée qui permette au taux de profit de demeurer stable ou d'augmenter.

Or il a tendance à diminuer du fait que le capital constant (les matières premières, l'outillage et le capital fixe, installations, bâtiments, etc) mis oeuvre augmente tandis que le capital variable (force de travail) diminue, pour le maintenir au même niveau ou l'augmenter, il leur faut soit augmenter la productivité, soit accélérer la dépréciation du capital constant ou le détruire.

En quoi la stagnation, la diminution ou l'augmentation du nombre de fonctionnaires créerait-il des richesses supplémentaires ? En rien puisqu'ils n'en produisent pas à proprement parler.

En quoi le versement par l'Etat de 40 milliards d'euros supplémentaires aux entreprises au lieu de 20 se traduirait-il par de la croissance économique ? En rien, car il faut la calculer en prenant en compte non pas un ou quelques secteurs déterminés mais l'ensemble de l'économie. Mieux encore, la croissance économique ne dépend pas de la zone euro puisque dorénavant toutes les économies sont soumises aux lois du marché mondial.

Et les pays de l'UE en se calant sur les économies les plus compétitives au monde, là où le niveau de vie ou les salaires sont les plus bas, concourent d'un côté à réduire la part du capital variable mis en oeuvre dans la production donc à tirer vers le bas le taux de profit, de l'autre à le tirer vers le haut en augmentant la productivité, ces deux tendances tendant à se neutraliser, tandis que la plus-value et la masse des profits tend au contraire à augmenter, d'où l'accumulation de capital qui peut faire illusion.

On aurait peut-être pu dire plus simplement en vulgarisant, que plus les moyens de production mis en oeuvre sont importants (qualitativement), plus la productivité augmentera, plus la part de la force de travail entrant dans la production

d'une marchandise sera faible, plus le taux de profit à en attendre diminuera, alors que les prix auront tendance à baisser et le taux d'exploitation à augmenter.

Pour tenter de contrarier ou ralentir (temporairement) ce processus et augmenter le taux de profit, les capitalistes doivent augmenter la productivité, le taux d'exploitation des travailleurs, allonger la journée et la durée du travail, et déprécier ou détruire des masses toujours plus importantes de capital constant, produire des biens de consommation à durée de vie restreinte, fermer des usines construites depuis peu, mettre à la casse des machines qui pourraient encore servir de longues années, etc. ou recourir à un moyen plus radical : la guerre. -ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Le chef du gouvernement italien Mario Monti s'est dit prêt dimanche à diriger de nouveau l'Italie après les élections de février mais sur la base d'un programme et à la tête d'un vaste mouvement politique réformateur, ouvert à la société civile.

"*Aux forces qui manifesteront une adhésion convaincue et crédible au programme Monti, je suis prêt à donner mon opinion, mes encouragements, et, si on me le demande, à les diriger*", a annoncé M. Monti, devant la presse, mettant fin à un suspense qui durait depuis plus d'une semaine.

Tout en multipliant prudemment les "*si*" et "*mais*", l'ex-commissaire européen s'est dit "*prêt à assumer un jour, si les circonstances le veulent, les responsabilités qui me seraient confiées par le Parlement*".

Il a présenté un "*Agenda Monti*" sous l'intitulé "*Changer l'Italie et réformer l'Europe*", qui prévoit un ancrage fort en Europe, des libéralisations, des mesures pour l'emploi et pour réformer la justice.

Dans un entretien avec la chaîne publique de télévision Rai Tre, le chef du gouvernement démissionnaire n'a pas exclu que les forces politiques qui le soutiendront puissent "*indiquer son nom sur leur liste en tant que candidat Premier ministre*", au scrutin des 24 et 25 février.

Conscient du caractère "*inhabituel*" de sa stratégie, M. Monti a affirmé vouloir dépasser les clivages et a appelé tous les "*réformateurs*" à adopter son programme, même si cela devait conduire à "*désassembler*" les formations traditionnelles de droite et de gauche. Il a cité nommément plusieurs personnalités du Parti démocrate (PD) et du PDL de Silvio Berlusconi qui pourraient le rejoindre.

Son projet s'adresse à la nébuleuse du "*nouveau centre*", qui regroupe les ex-démocrates chrétiens et les laïcs proches du patron de Ferrari, fervents partisans depuis des semaines d'une "*descente*" dans l'arène du "*Professeur*", mais aussi à "*toute la société civile*".

"*Toute hypothèse de collaboration avec Monti est terminée*", a rétorqué le secrétaire du PDL, Angelino Alfano, avant de confirmer que s'il remporte le scrutin, le PDL proposera de supprimer l'IMU.

M. Berlusconi dans une énième intervention télévisée dimanche a très directement attaqué M. Monti : "*j'ai fait un cauchemar la nuit dernière, Monti était revenu au gouvernement*", a-t-il dit, ajoutant que "*tout est allé vers le précipice, l'opération Monti arrive d'Allemagne*".

La possibilité d'une alliance paraît plus envisageable avec la gauche qui sera emmenée aux législatives par Pier Luigi Bersani, le chef du Parti démocrate, actuellement favori pour le poste de Premier ministre avec 30 à 35% des intentions de vote.

Alors que les sondages donnent un centre fédéré par Monti à seulement 15%, il pourrait être un Premier ministre de recours pour une "*grande coalition*" entre gauche et centre, si aucune majorité claire ne se dégageait au parlement. AFP 23.12

2- Egypte

La Constitution défendue par les islamistes au pouvoir en Egypte a été approuvée par environ deux tiers des votants, ont rapporté dimanche les médias officiels, des résultats contestés par l'opposition qui a dénoncé des fraudes et annoncé qu'elle ferait appel.

Le "oui" a remporté près de 64% des voix selon des chiffres officieux et d'après les islamistes, le taux de participation a été d'environ 32%.

Les résultats officiels étaient attendus lundi mais un membre de la commission électorale, Mohamed el-Tanboly, a dit à l'AFP qu'"*aucune date officielle n'a encore été fixée*".

Le Front du salut national (FSN), principale coalition de l'opposition rassemblant des mouvements de gauche, laïques et libéraux, a annoncé lors d'une conférence de presse qu'il contestait ces résultats, dus d'après lui "*à la fraude, aux violations et aux irrégularités*".

Signe des fortes tensions régnant dans le pays, le président du Club des juges d'Egypte, Ahmed Zind, a été la cible dans la soirée de jets de pierres de la part d'un groupe de personnes qui l'attendaient à sa sortie d'une réunion au Caire, selon une source judiciaire. Il y avait dénoncé une "*atteinte au pouvoir judiciaire*" de la part d'une "*partie qui pense être le roi d'Egypte*", en allusion au président Morsi, d'après la même source.

Pour M. Sabbahi, les résultats "*ne confirment qu'une chose: qu'il n'y a pas de consensus sur cette Constitution*". Le texte ouvre la voie "*à une série de lois qui vont balayer les libertés publiques*", a-t-il martelé.

Le référendum "*n'est pas la fin du chemin mais seulement une bataille dans cette longue lutte autour de l'avenir de l'Egypte*", a aussi dit le Front dans un communiqué. La coalition a d'ailleurs indiqué qu'elle comptait rester en place, alors que des élections législatives sont prévues dans les deux mois suivant l'adoption de la Constitution.

"*Nous maintiendrons le plus haut degré d'union et de cohésion. Nous sommes prêts à participer à toutes les batailles démocratiques*", a dit M. Sabbahi.

Le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ) de M. Morsi, la branche politique des Frères musulmans, s'est pour sa part félicité des résultats.

"*Le peuple égyptien continue sa marche vers la finalisation de la construction d'un Etat démocratique moderne, après avoir tourné la page de l'oppression*", a-t-il dit dans un communiqué.

"*Nous tendons la main à tous les partis politiques et toutes les forces nationales pour dessiner ensemble les contours de la période à venir et j'espère que nous allons tous commencer une page nouvelle*", a affirmé sur son compte Twitter le président du PLJ, Saad el-Katatni.

Pour l'opposition, la Constitution, rédigée par une commission dominée par les islamistes, n'est pas représentative du peuple égyptien et porte atteinte à certaines libertés fondamentales.

Le camp du président assure en revanche qu'elle est nécessaire à la stabilisation du pays après la révolte qui a renversé l'autocrate Hosni Moubarak début 2011. AFP 23.12

3- Tunisie

Les responsables du principal parti d'opposition tunisien ont été attaqués et assiégés samedi par des centaines de manifestants soutenant les islamistes au pouvoir qui ont envahi l'hôtel de Djerba (sud) où devait se dérouler une réunion de la formation. Les manifestants brandissant des banderoles hostiles au parti Nidaa Tounès s'étaient d'abord rassemblés devant un hôtel de Midoune, sur l'île de Djerba, puis ils ont franchi le cordon policier, pénétrant dans l'hôtel et envahissant les lieux, selon un journaliste de l'AFP.

La salle où se tenait la réunion a été aussi envahie par les manifestants. La réunion devait marquer la fin d'un deuil de 40 jours, à la suite de la mort de Lotfi Naguedh, coordinateur de ce parti à Tataouine (Sud) battu à mort en octobre par des manifestants soutenant les islamistes du parti Ennahda, qui dirigent le gouvernement.

Plus tôt samedi, les opposants avaient été visés par des jets de pierres et certaines vitres de l'hôtel ont été partiellement brisées. Les cadres et les militants d'opposition ainsi que des journalistes ont été bloqués dans l'hôtel en milieu d'après-midi, encerclé par les manifestants qui scandaient «*Dehors pourritures*».

La police est restée en retrait. En début de soirée, un semblant de calme était revenu. Le chef du parti, l'ex-Premier ministre Beji Caïd Essebsi, à l'antenne des radios Mosaïque et Shems, a accusé la Ligue de protection de la révolution d'être derrière ces évènements.

Cette organisation, sorte de milice pro-Ennahda aux méthodes brutales, est à l'origine de plusieurs coups d'éclats. L'opposition et une partie de la société civile réclament la dissolution de cette Ligue, ce à quoi le gouvernement se refuse. 20minutes.fr2 3.12

4- Inde

4.1-Les Indiens manifestent depuis plusieurs jours à travers le pays, après le viol d'une étudiante dans un bus.

La police de New Delhi a indiqué lundi qu'une centaine de personnes, dont 60 policiers, ont été blessées dimanche dans les manifestations, pourtant interdites dans le centre de la capitale. Lundi, toutes les rues menant à des bâtiments officiels du gouvernement ont été barrées. «*Personne ne sera autorisé à marcher vers le parlement ou le palais présidentiel*», a déclaré Rajan Bhagat, porte-parole de la police de Delhi. «*Nous savons que les routes barrées vont poser des difficultés aux gens mais nous devons stopper les manifestations de colère*», a-t-il ajouté. 20minutes.fr 23.12

4.2-Un journaliste de télévision a été tué par balle dimanche, après que la police a ouvert le feu sur des manifestants venus soutenir une actrice victime de violences sexuelles, dans le nord-est de l'Inde. Le journaliste de 36 ans travaillait pour la chaîne Doordarshan et a été tué à Imphal, capitale de l'État du Manipur, a indiqué un porte-parole de la police.

Cette mort survient alors que la capitale du pays est le théâtre depuis plusieurs jours de manifestations à la suite du viol collectif d'une jeune étudiante. LePoint.fr 23.12

La plus "*grande démocratie* du monde qui tire à balles réelles sur la foule, pas mal, pas mal... De mon côté depuis hier je suis dans l'illégalité, sans visa. Je suis allé au bureau d'immigration, on m'a répondu que ce n'était pas un problème et que je devais attendre qu'il me fasse signe...

SOCIAL

France

Le délégué interministériel à la Sécurité routière Frédéric Péchenard affirme que l'hypothèse d'une interdiction de l'alcool au volant sera "*discutée*" au sein du Conseil national de la sécurité routière (CNSR), dans un entretien accordé dimanche au Journal du Dimanche.

Interrogé sur l'instauration du "*zéro gramme d'alcool dans le sang au volant*", il répond: "*Ce sera discuté au sein du Conseil national de sécurité routière, qui est un peu le parlement de la sécurité routière, notamment pour les 18-24 ans*".

Par ailleurs, Frédéric Péchenard a annoncé l'installation de 200 radars en 2013 ce qui portera le total à 4 200 radars (fixes, feux rouges, mobiles). "*Mon objectif n'est pas qu'il y ait toujours plus de contraventions, c'est au contraire qu'il y en ait moins, que les Français conduisent mieux mais aussi les étrangers*", insiste-t-il. "*En novembre 2013, nous devrions être capable d'envoyer des contraventions à tous les Européens, à l'exception des Britanniques, des Irlandais et des Danois*", ajoute M. Péchenard. Lemonde.fr 23.12

Toujours plus liberticide leur société pourrie...

Haut de page

Le 25 décembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne l'article suivant de l'AFP : *2012 - Etranglés par le chômage, des millions d'Européens basculent dans la pauvreté*

Défense du marxisme

Bien entendu, on n'y recherchera pas une explication aux conditions qui ont permis qu'une telle régression sociale soit possible, on ne le demandera aux agences de presse ou aux médias qui sont aux ordres du régime en place, par contre on est en droit de demander aux dirigeants des partis ouvriers pourquoi ils gardent le silence sur cette question déterminante pour comprendre

la situation et saisir éventuellement qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme favorable aux masses exploitées.

Pourquoi, comment cela a-t-il pu être possible, réduire les salaires, les bourses destinées aux étudiants, les prestations sociales, le traitement des fonctionnaires ou les retraites de 20 à 50% ? Absolument tous les partis ou groupes qui se réclament de l'avant-garde de la classe ouvrière nous sortent le même discours depuis des années, des décennies, parfois depuis plus d'un demi-siècle, qui consiste uniquement à décrire les conditions politiques qui sont à l'origine de cette situation, mais jamais, je dis bien absolument jamais ils ne s'attarderont sur l'état d'esprit, le niveau de conscience, de compréhension de la société des travailleurs, sur la méthode à employer qui favoriserait leur progression.

Pourquoi ? Parce qu'eux ils ont une conscience politique, donc ils n'abordent les questions auxquelles sont confrontées les travailleurs que sur le plan politique. Ils considèrent que puisque c'est sur ce terrain-là que leurs questions seront réglées, il est inutile d'aborder les travailleurs sur un autre plan. Ils sont incapables, ne veulent pas ou ne pensent pas nécessaire de défendre la méthode du marxisme, le matérialisme dialectique, de le mettre à la portée des travailleurs.

Mais voilà, le problème est que les travailleurs ne sont pas des militants, et ils n'abordent pas (forcément) la situation sur le plan politique, et lorsque cela leur arrive c'est de manière déformée, s'y mêlent des éléments qu'il est impossible de traiter sur le plan exclusivement politique, par exemple si l'on doit leur expliquer qu'il existe un rapport dialectique entre tel et tel facteur.
Dit autrement, les militants sont plus ou moins habitués à manier le matérialisme dialectique, et ils estiment (inconsciemment) qu'il est superflu que les travailleurs en soient capables également, or leur ignorance repose en grande partie sur cette lacune. Puisque le marxisme a été diabolisé au même titre que le socialisme et le communisme, on fait l'impasse sur le matérialisme dialectique et historique, alors que les travailleurs ignorent totalement que le marxisme et le matérialisme dialectique sont identiques.

Pour continuer avec l'exemple que nous avons pris, il se trouve que c'est la compréhension de ce rapport qui permet ensuite de comprendre le comportement d'un dirigeant, d'un parti politique, la nature d'une institution, etc. Vous pouvez toujours leur expliquer pourquoi tel dirigeant ou parti agit de la sorte, s'ils ne comprennent quel processus, mécanisme ou rapport a été mis en oeuvre à travers leur comportement d'un jour, dès le lendemain le même dirigeant ou parti pourra récidiver et ils seront prêts de nouveau à leur faire confiance ou à s'illusionner sur leurs intentions et ainsi de suite, à ce rythme-là dans un siècle on y sera encore !

Vous prenez une mesure qu'a pris le gouvernement, vous expliquez qu'elle est contraire aux intérêts des travailleurs, alors que le gouvernement prétend le contraire, et alors ? Alors rien, je serais tenter de dire : un point partout ou on n'est pas plus avancé. Si vous ajoutez que cette mesure est dictée par la troïka ou les banquiers, on ne sera pas plus avancé, on n'aura toujours pas la réponse à notre question : pourquoi agit-il de la sorte? Si vous ajoutez que le PS est vendu au capitalisme et qu'il tient à le sauver, on approchera de la bonne réponse mais cette affirmation ne permet pas de le prouver ou plutôt elle vient de vous, c'est vous le militant qui êtes parvenu à cette conclusion, pas le travailleur avec lequel vous avez un échange, c'est vous qui en maniant certains outils logiques êtes parvenu à établir ce rapport entre le PS et le capital ou les institutions, votre interlocuteur ne les possèdent pas forcément, rarement, exceptionnellement il serait plus juste de dire, il sera donc amené à vous croire ou non sur parole.

Il peut très bien avoir compris votre démonstration et le rapport qui existe entre l'attitude du gouvernement et les besoins de l'oligarchie financière, d'où l'accord qu'il vous manifestera, mais sans pour autant avoir saisi comment fonctionne ce rapport (dialectique) qui n'est pas propre uniquement à cet exemple ou à cette situation mais se répète indéfiniment dans la vie quotidienne comme en politique.

Les travailleurs ne pensent pas en matérialistes mais en idéalistes, ils basent leurs opinions ou jugements sur ce que les uns et les autres en disent plus que sur les faits et les relations qu'ils entretiennent, la manière dont ils évoluent ou se transforment. Or c'est ce mode de pensée dont ils ont besoin pour comprendre eux-mêmes, par eux-mêmes comment fonctionne la société ou le monde.

Il existe des intellectuels qui sont de véritables encyclopédies ambulantes et qui pourtant finalement sont des crétins finis. Pourquoi ? Pourquoi par exemple un scientifique ou un chercheur qui manie le matérialisme dialectique quotidiennement ne comprend-il pas grand chose au fonctionnement de la société ? Parce qu'il cesse de l'utiliser dès qu'il sort de son laboratoire. Ces lignes s'adressent également à eux.

Quand on voit à quel point il est facile de convaincre les travailleurs en général qu'ils ne peuvent plus se passer d'un bien matériel qu'ils viennent d'acquérir et qui hier encore ne correspondait à aucun besoin réel, au point de croire qu'ils sont eux-mêmes à l'origine de ce besoin, on se dit qu'il est très facile de les manipuler et de leur faire croire finalement n'importe quoi ou presque, et que dans ces conditions il demeure impossible que leur compréhension du fonctionnement de la société progresse suffisamment pour comprendre que la plupart des acteurs qui agissent dans la société passent leur temps à les tromper ou à les embrouiller, qu'ils se leurrent sur ce qu'ils croient avoir compris, pour finalement être incapables de trouver la voie qui mène à la remise en cause de l'ordre établi.

Hollande et le PS sont incapables de condamner la colonisation.

En cherchant sur Internet des articles sur la colonisation et la guerre d'Algérie je suis tombé sur un document qui fait l'apologie de la colonisation, il ne date pas des années 70, 80 ou 90 mais de 2007, et récompensé par la Fondation Jean Jaurès, le PS.

Dans cette "*biographie politique*" d'un adhérent de la section algérienne de l'Internationale socialiste jaune, Joseph Begarra, l'auteur relate l'évolution de la position des sociaux-démocrates dégénérés qui n'a jamais été celle de l'indépendance de l'Algérie mais de parvenir à des réformes sociales et politiques permettant aux Algériens d'avoir les mêmes droits que les Français de métropole dans le cadre d'une Algérie française, ce qui était évidemment impossible car contradictoire avec le statut de pays colonisé, occupé militairement.

L'auteur l'avoue à demi-mot : "*Joseph Begarra prend lentement conscience de la force du nationalisme algérien, de l'échec des solutions économiques et sociales qui niaient l'existence de revendications politiques précises, de la puissance enfin d'une frange de la population européenne hostile à l'évolution des conditions de vie algériennes dans un sens égalitaire : cette cécité n'est-elle pas partagée par de larges pans de la société française, en Algérie et en France ? Ne révèle-t-elle pas l'impossibilité, pour une grande partie de socialistes, peut-être même de Français, à penser la décolonisation ?*"

Tant qu'il ne s'agit que de "*penser*", cela n'engage à rien, d'où après coup bien des décennies plus tard des discours ou des articles de dirigeants du PS ou du PCF reconnaissant les crimes commis ou soutenus par leurs partis qu'ils qualifient volontiers de simples erreurs d'appréciation, l'erreur étant humaine, on devrait leur pardonner. Sauf qu'en la matière, dans 99% des cas il ne s'agissait pas d'erreurs mais d'impostures, de la trahison de l'idéal qu'ils incarnaient, du socialisme ou du communisme farouchement opposé au colonialisme, à toute guerre impérialiste, à toute répression du mouvement ouvrier oeuvrant pour l'émancipation du prolétariat, il était et il demeure impossible de les justifier au nom du socialisme ou du communisme que ces partis n'ont cessé de déformer, piétiner pour que les travailleurs en aient une idée totalement déformée et finalement s'en détournent.

Une autre méthode consiste à rallier le camp de la réaction, puis à s'en désolidariser quand ils s'aperçoivent que la position de la réaction devient intenable parce que les masses s'y opposent et se mobilisent. C'est à ce moment là qu'ils changent de position ou prennent le train en marche pour prendre la direction ou le contrôle de la mobilisation des masses afin qu'elles n'aillent pas trop loin, ne posent pas ouvertement la question de l'Etat, leur sourci étant toujours d'épargner et d'assurer la survie du régime en place.

Une autre méthode encore consiste à prendre dès le départ une position opposée à celle du camps de la réaction, soit en justifiant à demi-mot la position défendue par la réaction, soit en diluant sa propre position de telle sorte que les masses ne réalisent pas le lien qui existe entre la question soulevée et l'Etat ou la question du pouvoir, en aucun cas il ne faut que les masses parviennent à comprendre que les décisions politiques prises par le parti de l'ordre ou le gouvernement ont une origine économique qui ramène aux fondements du capitalisme, à ses besoins économiques.

Bien entendu, dans tous les cas de figure, ces prises de positions ont pour objet et conséquence de diviser le camp qui s'oppose à celui de la réaction, c'est leur but.

Depuis le milieu des années 10 et 20, respectivement le PS et le PCF quelles que soient les positions qu'ils a aient été amenés à prendre ont toujours agi pour assurer la survie du régime capitaliste et ses institutions politiques qu'il nous faut abattre, comme obstacle à la construction d'un parti révolutionnaire et au socialisme, dès lors nous combattons également sans relâche pour la disparition de ces partis.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Macédoine

Six personnes, dont deux députés, ont été blessées lundi dans des échauffourées ayant opposé des sympathisants de l'opposition et du pouvoir devant et à l'intérieur du Parlement macédonien à Skopje, où se déroulait le vote du budget 2013, ont rapporté des médias locaux.

Après le vote sur le budget, qui est intervenu dans l'après-midi, le leader du SDSM, Branko Crvenkovski, a appelé à un "*soulèvement populaire*" et affirmé que les élus de l'opposition ne participeraient plus aux travaux de l'Assemblée.

Le parti du Premier ministre Nikola Gruevski, le VMRO-DPMNE (nationalistes), a affirmé pour sa part dans un communiqué avoir "*empêché un coup d'État*" préparé, selon la même source, par l'opposition.

Dans la matinée, plusieurs milliers de sympathisants de l'opposition et du pouvoir avaient observé un face-à-face tendu devant le Parlement, en attendant le vote, a constaté une journaliste de l'AFP.

D'importantes forces de la police avaient été déployées aux abords de ce site, dans le centre de Skopje, pour éviter un affrontement entre les deux groupes.

Ce budget prévoit 2,7 milliards d'euros de dépenses et 2,4 milliards d'euros de recettes. Il table en outre sur une croissance de 2% du PIB et sur un taux d'inflation de 3,5% pour l'année à venir.

Le rassemblement devant le Parlement s'est dispersé après le vote.

"*Nous militons pour une chose beaucoup plus importante que le budget, car si le pouvoir continue de la sorte, il va suspendre la Constitution (...) et tuer la démocratie en Macédoine sous nos yeux*", a déclaré M. Crvenkovski avant le vote.

M. Gruevski avait, de son côté, lancé un appel en faveur de l'adoption du budget. AFP 24.12

SOCIAL

1- France

1.1- Motorola Mobility ferme son site de Toulouse

Motorola Mobility, filiale de téléphones portables du géant américain Google, pourrait fermer son site de Toulouse où travaillent 170 personnes, a-t-on appris lundi auprès de la direction de Motorola Mobility France.

Le personnel toulousain serait ainsi victime du projet de la maison mère Google de supprimer plusieurs milliers d'emplois chez Motorola dans le monde.

Motorola est installé à Toulouse depuis la fin des années 1960. En 2004, la division semi-conducteurs (puces électroniques pour l'automobile) de Motorola avait été cédée au fabriquant américain Freescale. Celui-ci a fermé définitivement en août son atelier toulousain de fabrication de galettes de silicium; 397 lettres de licenciement ont alors été envoyées. Freescale a en revanche maintenu sur son site toulousain son activité de recherche et développement, qui emploie environ 500 personnes. AFP 24.12

1.2- Un ordre indéfendable

Un fonctionnaire de police s'est suicidé lundi 24 décembre au matin avec son arme de service dans les locaux du commissariat du XIIIe arrondissement à Paris, a-t-on appris de source policière, confirmant une information du Parisien.fr.

Agé de 38 ans, ce fonctionnaire était affecté à la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC) de la préfecture de police de Paris.

Une enquête interne a été ouverte pour déterminer les raison de son geste.

C'est le quatrième suicide de policier en huit jours en France. Une policière de 42 ans, mère de deux enfants, s'est donné la mort dimanche dans les vestiaires du commissariat de Caen avec son arme de service.

Mardi dernier, un brigadier de la DOPC s'était également suicidé dans le parking du commissariat du XIVe arrondissement de Paris. Enfin jeudi, un autre policier avait mis fin à ses jours, là encore avec son arme de service, dans les vestiaires du commissariat d'Avignon. Le Nouvel Observateur avec AFP 24.12

Nous appelons les fonctionnaires de police à rejoindre le camps du socialisme contre celui de la réaction qu'incarne l'UMP, l'UDI, le PS et le FN.

Haut de page

Le 26 décembre

CAUSERIE

J'ai actualisé les pages d'accueil des principales rubriques du portail avec les articles de décembre.

Démêler le vrai du faux est un exercice passionnant, épuisant, par bien des côtés ingrat, qui nécessite une vigilance de tous les instants et de dépenser beaucoup d'énergie pour parfois de maigres résultats.

Pour éviter que la vérité parvienne à la connaissance du plus grand nombre, ceux qui ont intérêt à ce qu'elle demeure dissimulée le plus longtemps possible, vont jusqu'à s'en revêtir pour la travestir suffisamment maladroitement à travers différentes manipulations grossières pour dégoûter l'auditoire de chercher à connaître la vérité et à sortir de leur ignorance. C'est le même procédé qu'ils utilisent vis-à-vis des Etats, des partis politiques, des syndicats, des religions, des principes ou des valeurs adoptés par les différentes sociétés, de toutes les connaissances acquises, pour que la population ne puisse plus se raccrocher à aucun repère, tandis que les auteurs de cette formidable manipulation à l'échelle mondiale continuent d'oeuvrer tranquillement à l'établissement d'un gouvernement mondial, reposant sur une pensée ou une idéologie unique.

Des bienfaits de l'industrie nucléaire, des OGM, des guerres préventives, des assassinats ciblés d'opposants, de chefs d'Etat, de coups d'Etat, des enlèvements et des prisons secrètes de la CIA en Europe, de la légitimité de Haarp, du bombardement de populations civiles, des essais nucléaires, des armes chimiques, biologiques, de toutes sortes de substances chimiques dans l'agriculture, l'alimentation, les emballages, les médicaments, du mariage et de l'adoption pour tous, à la légalisation des drogues et des armes, de la création de l'ONU à l'UE, la BCE, l'euro, de la réduction du déficit public des Etats, à la subordination des Etats au marché financier, etc. il faut reconnaître qu'ils ont bien avancé dans leur plan.

Sur Internet (You Tube, Dailymotion, etc.) on trouve toutes sortes de vidéos sans que l'on connaisse forcément leurs auteurs et encore moins leurs véritables intentions, laissant la porte ouverte à toutes sortes de manipulations imaginables. Parfois leurs auteurs sont sincères, mais ne parvenant pas à démontrer la véracité de la théorie qu'ils soutiennent, en viennent à se livrer à des montages qui vont à l'encontre du but qu'ils s'étaient fixés, du coup l'auditoire sera ramené vers la version officielle des faits, qui elle constituait un véritable mensonge.

Dit autrement, à trop vouloir prouver sans forcément posséder des éléments probants pour y parvenir, certains auteurs de vidéos en viennent à utiliser les mêmes méthodes que celles qu'ils dénoncent chez leur ennemi, ce qui est une faute grave, inadmissible évidemment.

Jusqu'à présent on était habitué à se méfier de l'utilisation faites par des rédacteurs de citations dans toute sorte de supports écrits ou discours La même vigilance s'impose d'autant plus avec les vidéos, qu'elles ne sont que des montages d'images sur lesquels n'importe récit peuvent venir se greffer, hormis les interviews, les émissions, reportages ou documentaires enregistrés et provenant de différentes chaînes de télévision.

Pour vérifier l'authenticité des faits rapportés qui nous ont été cachés par les représentants du vieux monde et les médias à leur botte ou celle d'interprétations de faits qui diffèrent de la version officielle adoptée unanimement ou sans que les différents acteurs politiques ne se soient posés de question, cela prend beaucoup de temps.

Le devoir de vérité fait partie de nos engagements. Il reste beaucoup de sujets ou événements sur lesquels les zones d'ombre demeurent, sur lesquels on ne connaît qu'une partie de la vérité, celle qu'on a bien voulu nous servir, tandis que sa partie obscure et inavouable a servi à certains acteurs à se présenter comme des défenseurs des libertés ou de la démocratie, alors qu'en réalité ils en sont les pires ennemis.

Voilà un travail que devrait faire un véritable parti communiste. Pourquoi aucun parti ne le fait ? Peut-on accepter que leurs dirigeants ou militants enseignants colportent de grossiers mensonges auprès de nos enfants, la version officielle de l'histoire du vieux monde ? Est-ce ainsi qu'ils entendent lutter pour le socialisme ? Ce laxisme ou cette lâcheté sont indignes de partis ouvriers, une honte.

Je n'ai évidemment pas le temps de tout faire et de me livrer à ce travail avec la rigueur qu'il faudrait, cependant je vais continuer de m'y atteler à mon rythme. Si des camarades veulent m'aider ou dégrossir le terrain sur certains sujets, qu'ils n'hésitent pas à me contacter.

Voilà comment je procède, en dehors des questions que j'ai déjà en tête. Un internaute soumet une question, ensuite j'estime si elle vaut la peine d'être explorée, après je me lance à la recherche de vidéos (ou documents écrits), par la suite je procède par recoupement, je lis aussi les commentaires parfois perspicaces des internautes, je laisse passer un certain temps histoire de repenser tranquillement à notre sujet, enfin je tire une conclusion, publier ou non une adresse de vidéo, avec ou sans recommandation particulière.

J'ai encore trois sujets en tête à étudier:

- Les discours de John Fitzgerald Kennedy prononcé en 1961 et en 1963, juste dix jours avant son assassinat par le cartel des banquiers de la Fed ;

- Nixon et sa politique sociale à l'origine du Watergate ; au-delà du Watergate...

- La mort du général Massoud en Afghanistan juste avant les attentats du 11 septembre 2001, alors semble-t-il qu'il s'apprêtait à dénoncer la collusion entre l'impérialisme américain et les talibans ; Ceux qui ont déploré sa disparition... auraient bien été ses assassins en réalité...

Ce serait intéressant d'avoir aussi des témoignages de hauts gradés de l'armée américaine sur la guerre du Vietnam, la Seconde Guerre mondiale et d'autres questions sensibles. Des témoignages de personnalité du monde politique, des transfuges du monde financier ou d'institutions financières internationales seraient excellents, par nature ils sont plus crédibles, surtout quand ils les dénoncent.

On a déjà des témoignages intéressants, écrits et retranscrits dans des vidéos, par exemple :

- Thomas Jefferson troisième président des États-Unis d'Amérique : « *Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses qu'une armée. Si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire, les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs biens jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leur Pères avaient conquis.* »

- James Madison (1751-1836) , quatrième Président des Etats-Unis : « *L'histoire révèle que les banquiers utilisent toutes les formes d'abus, d'intrigues, de supercheries et tous les moyens violents possibles afin de maintenir leur contrôle sur les gouvernements par le contrôle de l'émission de la monnaie. Le pouvoir des financiers tyrannise la nation en temps de paix et conspire contre elle dans les temps d'adversité. Il est plus despotique qu'une monarchie, plus insolent qu'une dictature, plus égoïste qu'une bureaucratie. Il dénonce, comme ennemis publics, tous ceux qui s'interrogent sur ses méthodes ou mettent ses crimes en lumière.* »

Quand des Président des Etats-Unis parlent ouvertement de conspiration contre les intérêts de la population et que des militants n'y croient pas, je suis porté à accorder davantage de sérieux et de crédibilité aux premiers.

Demain je mettrai en ligne les adresses de vidéos que j'ai sélectionné, j'ai toutes les peines du monde à les télécharger, ensuite je dois les visionner et voir si elles présentent ou non un intérêt. Ce matin j'ai découvert de nouveaux portails qui traitent de questions rarement abordées ou totalement occultées, et en lisant rapidement ce que leurs auteurs affirment à côté des vidéos qu'ils mettent en ligne, j'ai constaté qu'absolument tous se fourvoyaient à un moment ou un autre ou tombaient dans le piège de la théorie du complot justement, il faut donc manier ces sujets avec une précaution extrême.

Reste que c'est sur le plan de la lutte de classe où se manifestent les contradictions du capitalisme et qui peuvent leur être fatales, qu'on vaincra notre ennemi, cela dit, certainement pas avec une armée de plébéiens ignorants et trop facilement manipulables, il faut donc mener le combat sur tous les fronts à la fois.

Qui a dit ?

- "*Nul n'est plus désespérément esclave que ceux faussement convaincus d'être libres*"

Réponse : Johann Wolfgang Von Goethe

Le saviez-vous ?

- « *Quelque chose de terrible s'est produit en novembre… et pas seulement l'ouragan Sandy* », a déclaré l'économiste en chef de la NFIB, Bill Dunkelberg. Il y a plus effrayant encore que la baisse de l'indicateur global. Il s'agit de la chute de 37% du nombre d'entreprises tablant sur une amélioration de la conjoncture dans les six prochains mois, à un plus-bas historique.

Ce repli de 37% est deux fois supérieur à la baisse record précédente de 18% survenue immédiatement après la faillite de Lehman. Liesi 20.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Schröder ou la voix du cartel des banquiers occidentaux.

L'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder a renouvelé ses critiques à l'encontre du gouvernement français, qui n'entreprend pas selon lui les réformes économiques nécessaires, dans un entretien paru aujourd'hui. Ce pays a visiblement "*des problèmes structurels de compétitivité*", a déclaré le social-démocrate, chancelier allemand de 1998 à 2005, dans une interview rapportée partiellement au style indirect par le quotidien régional allemand Neue Osnabrücker Zeitung.

"*A mon avis, la France va finir par se convaincre qu'on ne peut pas toujours faire de la politique en faisant fi des nécessités économiques*", a ajouté M. Schröder, père de "l'Agenda 2010" -ensemble de mesures destinées à flexibiliser le marché du travail allemand- mises en oeuvre entre 2003 et 2005. AFP 24.12

Gerhard Schröder a participé à la réunion du groupe Bilderberg en 1996, l'année suivante il était chancelier allemand!
Simple coïncidence.

Qui a envie de faire un front unique avec Schröder, allez camarades un petit effort, si, si, j'y tiens, ne vous dégonflez pas, allez au bout de votre logique, non, pourquoi, alors tirez-en une fois pour toute les conclusions qui s'imposent....

Au même moment, quand Schröder était chancelier allemand, il s'en trouvait parmi nous pour soutenir son parti le SPD. Que faut-il en conclure ? Ce sont les mêmes qui arpentent 15 ans plus tard les ministères en France pour demander au gouvernement de changer de politique. Que faut-il en conclure ?

En famille. Quand le FMI et le gouvernement français sont sur la même longueur d'onde

Le ministre français de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici, a estimé hier que le diagnostic du Fonds monétaire international (FMI) rejoignait "*en grande partie celui du gouvernement*", en réaction à la publication par le FMI de ses conclusions sur l'examen annuel de la France.

Pour le ministre français de l'Economie, le FMI reconnaît en outre "*que le sérieux budgétaire du gouvernement a permis d'améliorer significativement les conditions de financement de la France et salue la loi organique relative à la gouvernance et la programmation des finances publiques, qui permet de renforcer la crédibilité de ses engagements*".

M. Moscovici voit dans le rapport du FMI un satisfecit des mesures du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi.

Le ministre français indique par ailleurs "*partage(r) la plupart des conclusions de l'évaluation du secteur financier français*" par le FMI. Il estime que le projet de loi de séparation et de régulation bancaire, présenté cette semaine en Conseil des ministres, "*permettra de répondre aux recommandations des services du FMI*". AFP 22.12

Un parti qui gouverne pour le compte de l'oligarchie financière peut-il gouverner à la fois pour le compte de la classe ouvrière, poser la question c'est y répondre, non.

Le PS a choisi son camp et cela ne date pas d'hier, avis à ceux qui s'emploient encore à faire croire le contraire.

PS. En famille... avec l'oligarchie financière.

L'ancien président de la commission européenne, le socialiste français Jacques Delors, a estimé qu'un changement de traité européen était nécessaire, lors de l'émission BFMTV/Le Point/RMC diffusée aujourd'hui.

"*Je considère qu'un changement de traité, même du point de vue des intérêts français, est meilleur que son report*", a déclaré Delors. "*La solidarité, ça passe par un abandon de souveraineté en ce qui concerne la gestion de la monnaie commune, l'harmonisation progressive des fiscalités, l'effort de cohésion à l'intérieur de la zone euro*", a-t-il détaillé.

"*Si nous ne faisons pas cela, c'est-à-dire consolider l'euro, trouver un bon accord avec la Grande-Bretagne, alors nous irons vers une zone de libre-échange. Une zone de libre-échange sans pouvoir politique, sans aller de l'avant, sans politique de solidarité, c'est une Europe qui disparaîtra*", a-t-il pronostiqué. AFP 23.12

On aurait pu titrer ces trois articles : la voix des représentants du gouvernement mondial, non ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Le groupe Jemini, concepteur de peluches et de figurines implanté à Ecommoy (Sarthe), est en situation de cessation de paiement et a décidé de déposer le bilan jeudi devant le tribunal de commerce de Paris, selon une information révélée lundi par France Bleu Maine.

Selon France Bleu Maine, les quelque 60 personnes qui travaillent sur le site sarthois seront fixées sur leur sort lors d'une audience au tribunal de commerce de Paris le 8 janvier. AFP 24.12

ECONOMIE

1- Egypte

L'agence de notation Standard & Poor's a annoncé dans un communiqué qu'elle abaissait la note de l'Egypte à long terme de "B" à "B-" en raison des tensions politiques, une décision qui s'accompagne d'une "*perspective négative*".

"*Les récents développements ont fragilisé le cadre institutionnel de l'Egypte, et le discours politique de plus en plus polarisé pourrait diminuer l'efficacité des décisions politiques*", a indiqué l'agence. AFP 24.12

2- Inde

Le président russe, Vladimir Poutine, a signé aujourd'hui à New Delhi des accords pour vendre à l'armée indienne 71 hélicoptères et des pièces pour l'assemblage de 42 avions de chasse, dans un contexte de volonté de rapprochement avec son allié historique.

L'Inde est aujourd'hui le plus grand importateur au monde d'armes et les équipements militaires de fabrication russe représentent environ 70% de son approvisionnement. AFP 24.12

Au même moment le gouvernement est en proie à une révolte des masses laborieuses qui se dressent contre la "*réforme*" de ce qu'on appelle ici le "*ration card*", le carnet de rationnellement par lequel en fonction des revenus et de la composition de chaque famille, chaque mois les Indiens accèdent à certains produits de première nécessité (huile, riz, farine, etc.) à un prix nettement inférieur à celui du marché, le gouvernement a décidé de remplacer cette subvention par une somme d'argent fixe qui avec les prix pratiqués sur le marché et le cours réel de l'inflation constitue une importante diminution de cette subvention, des trois quarts ou plus en réalité, si je prends comme exemple le riz, avec le ration card et dans une quantité limitée, les Indiens touchent le riz à 5 ou 6 roupies le kilo, alors que sur le marché on ne trouve pas de riz à moins de 18 ou 20 roupies. J'ai assisté hier à la télé indienne à de premières scènes d'émeutes dans le sud. (A suivre, je vais sortir acheter des journeaux indiens en anglais)

3- Vietnam

Le Vietnam a enregistré une croissance de 5,03% en 2012, son plus bas niveau depuis 13 ans selon les chiffres officiels, des résultats en deçà des objectifs du pouvoir communiste qui peine à relancer une machine économique complètement grippée.

"*Ce n'est pas une récession, mais le chiffre est trop bas*", a constaté Vu Dinh Anh, directeur adjoint de l'Institut public de l'Économie et des Finances, déplorant la faillite de nombreuses entreprises et pronostiquant une année 2013 encore difficile.

Le pays a réussi à ramener l'inflation d'un pic de 23% en août 2011 à 6,8% en décembre, même si elle "pourrait potentiellement remonter de nouveau dans l'avenir", selon le docteur Anh.

Le Vietnam enregistre par ailleurs, pour la première fois depuis 1993, un excédent commercial de 284 millions de dollars. Un résultat attribué à une baisse des importations liée à la faiblesse de l'activité et de la consommation intérieure. AFP 24.12

4- Deux analyses financières sur le portail Liesi.

Conseil de traders (Liesi) à ceux parmi vous qui ont quelques économies :

Notez bien que nul n'est à l'abri d'un Krach boursier, d'un choc électromagnétique ou d'un flash-krach des programmes de HFT en nanotrading. C'est pour cela que nous continuons à recommander de ne jamais jouer dans ce casino géant de la bourse, d'autant moins avec des produits à levier. Ceux qui s'adonnent à ce jeu par appât du gain, ne s'en prendront qu'à eux-mêmes s'ils perdent leurs mises. Par contre, ceux qui auront investi dans du métal réel, ne pourront que s'en féliciter dans les années qui viennent. Liesi 24.12

4.1- Alors que la plupart des pays de la zone euro se sont imposés, sur décision de l'Allemagne qui en exerce la direction, des politiques d'austérité dites de rigueur qui, pour le moment, cassent le peu qu'il leur reste de croissance économique sans du tout diminuer l'endettement public puisque les recettes fiscales chutent (en dépit -ou plutôt à cause- de l'augmentation des impôts) mais que les dépenses difficilement compressibles rapidement continuent, que la BCE est impuissante à pratiquer une politique monétaire plus laxiste compte tenu du véto de la Bundesbank, que la Chine est à bout de souffle puisque la gigantesque bulle qu'elle a créée n'est plus viable sauf dérapage hyper-inflationniste qui remettrait en cause la plupart de ses bases politico-sociales de plus en plus instables, et que les autres pays émergents voient leurs économies ralentir par suite de la baisse des importations européennes et asiatiques, les USA sont les seuls à avoir continué de s'enfoncer dans l'endettement massif et le laxisme monétaire qui leur ont permis jusqu'ici d'échapper artificiellement et temporairement à une nouvelle récession mais qui, à terme, sont totalement destructeurs pour leur économie.

Si la Federal Reserve a confirmé cette semaine qu'elle continuera de pratiquer le Quantitative Easing forever (ce qui n'a pas eu d'impact puisque tout le monde sait qu'elle n'est pas capable de concevoir une autre politique que la monétisation généralisée), les marchés financiers craignent que le fiscal cliff entraine aux USA une augmentation massive des impôts et une diminution très forte des dépenses publiques qui provoqueraient la récession tout de suite là-bas aussi, au lieu qu'elles n'interviennent que plus tard de façon plus diffuse et plus modérée. Il n'y a plus à court terme de gisement de nouvelle croissance dans le monde et les dettes financées par l'impression de fausse monnaie sont à leur niveau maximum possible. Les marchés financiers sont désertés, leur volume baisse constamment et, dans le cas des actions, il n'y a plus d'intérêt (déclinant d'ailleurs) que pour celles des entreprises disposant de beaucoup de cash qui rachètent les leurs pour éviter qu'elles dévissent. Dans le cas des obligations, ce sont les banques centrales qui s'étant substituées aux investisseurs les achètent. Ce qui signifie que ces actifs de papier chuteront nécessairement en 2013.

Le risque d'effondrement keynésien (à la japonaise), si bien analysé par les économistes "*autrichiens*", de nature à faire imploser successivement toutes les bulles d'actifs financiers (actions, obligations, produits financiers complexes, etc.), puisque le pouvoir d'achat de la monnaie s'évapore ou qu'elle se perd dans la "*trappe à liquidités*" et qu'il n'y a aucun moyen de maintenir une croissance artificielle basée sur l'expansion du crédit à tout-va, se rapproche…

« *Il faudra bien que l'on comprenne que les tentatives d'abaisser artificiellement, par l'extension du crédit, le taux d'intérêt qui se forme librement sur le marché ne peuvent aboutir qu'à des résultats provisoires et que la reprise des affaires, qui intervient au début, sera forcément suivie d'une rechute profonde, laquelle se traduira par une stagnation complète de l'activité industrielle et commerciale… Un boom d'expansion du crédit doit inévitablement conduire à un processus que le discours commun appelle dépression… La dépression n'étant en fait qu'un processus de réajustement, de remise en ligne des activités de production avec l'état réel des données du marché… Toute tentative de substituer des moyens fiduciaires à des biens capitaux inexistants est vouée à l'échec… Il n'y a aucun moyen de soutenir un boom économique résultant de l'expansion à crédit. L'alternative est ou bien d'aboutir à une crise plus tôt par arrêt volontaire de la création monétaire, ou bien à une crise plus tard avec l'effondrement de la monnaie qui est en cause… Le résultat de l'expansion du crédit est un appauvrissement général* » (Ludwig von Mises).

Nous sommes probablement ainsi aujourd'hui parvenu au point d'inflexion du système à partir duquel toutes les valorisations artificielles n'ont plus de signification et que tout peut s'écrouler à tout moment… Ainsi que le démontre la chute d'Apple jusqu'ici fleuron de Wall Street.

Les métaux précieux, parce que manipulés à la baisse par les bullion banks et parce que le dollar US qui reste la monnaie dans laquelle ils sont principalement côtés s'est stabilisé (sauf contre le yen japonais par rapport auquel le billet vert poursuit sa progression), n'en sont pas encore les bénéficiaires (toute l'année 2012 a été particulièrement éprouvante pour leurs acheteurs puisque chaque départ de hausse a été immédiatement suivi par une rechute pire que le mouvement initial de reprise). Patience cela viendra, parce qu'il n'y a plus à court terme d'autre alternative simple de placement que de les acheter pour tenter de protéger son épargne. Toutefois, pour le cas où le dollar US monterait, à l'occasion de l'implosion de la zone euro dans sa forme actuelle par exemple, avec un retour de la parité euro/dollar US vers 1,20 voire en-dessous, les métaux précieux pourraient alors baisser beaucoup plus, cette hypothèse étant à notre avis la seule qui puisse déjouer leur perspective haussière à moyen terme. Et c'est dans cette optique que les bullion banks restent en même temps short euro/dollar US et short métaux précieux, ce qui ne leur coûte pas cher puisque la Federal Reserve, la Banque d'Angleterre et quelques autres leur fournissent des financements à taux zéro. Depuis mi 2011 et pendant 2012, en dépit des achats massifs de métaux précieux par les banques centrales de Chine et de Russie et les populations de certains pays (comme l'Inde), il n'y a pas eu suffisamment de pression haussière d'autant que les sociétés minières ont arbitré leurs productions courante et à venir en vendant systématiquement les métaux sur toute reprise, voilà le problème qui s'est posé depuis un an et demi et qui,

apparemment, continue encore.

ON NE PEUT PAS CRÉER DE PROFITS SI LES PRIX CHUTENT OU QU'ILS RESTENT DANS DES TRADING RANGES TROP ÉTROITS (puisque alors tant les stratégies LONG que les stratégies SHORT ou LONG/SHORT ne sont plus opératives). En revanche, une nette cassure à la hausse de la résistance vers 1,32 sur l'euro/dollar US pourrait signaler la reprise des prix des métaux, raison pour laquelle nous conservons nos positions exclusivement LONG non arbitrées.

A noter que le Baltic Dry Index (voir graphique ci-dessous), un bon baromètre des échanges commerciaux internationaux et de la croissance mondiale, a repris sa chute, ce qui est baissier pour les marchés d'actions US en particulier, le premier objectif de baisse du S+P500 se situant vers 1.250 soit plus ou moins son plus bas de 2012

De plus en plus de gens assimilent avec raison la politique monétaire de la Federal Reserve à une action authentiquement terroriste visant à casser tout équilibre économique, boursier et monétaire au seul profit de la prolongation totalement artificielle de la plus gigantesque bulle d'actifs de papier jamais créée depuis que les pratiques discrétionnaires des banques centrales ont été rendues possibles dans les années 1970 avec la cessation de convertibilité partielle du dollar US en or et l'établissement des taux de changes flottants entre monnaies fiduciaires de papier gagées sur le néant.

http://www.forum-monetaire.com/ (source : Liesi 20.12)

4.2- Sur de nombreux blogs, celui-ci y compris il est conseillé d'investir sur l'or ou sur l'argent. Sous l'éclairage que porte l'Histoire il est absolument certain que nous sommes exposés à la spoliation métallique.

Mon sentiment c'est que ce palliatif, le support métallique, ne sera que très provisoirement utilisé dans un troc à l'échelon local.

Les technologies de la monétique nous inciterons à réviser totalement la création monétaire : elle doit et reviendra sous le giron d'un organisme soit d'état, soit supra-national.

Le constat actuel, c'est qu'Il n'y a aucun espoir d'adaptation du système aux nouveaux enjeux sociétaux, politiques, énergétiques et environnementaux à venir qui rendent la satisfaction, ne serais-ce que des besoins alimentaires planétaires aléatoires.

Nous devons donc imaginer une monnaie qui se doit de n'avoir pour seule contrepartie que des biens, des services et du travail. Ce retour aux fondamentaux de la création monétaire est vital car la monnaie est LE moyen d'échange.

N'en profitons pas pour commettre à nouveau l'erreur d'adosser cette nouvelle monnaie à une relique de près de 5 000 ans tel l'or car il serait grand temps de faire évoluer des concepts économiques dont les principes de capitalisation sont spoliateurs.

Ceci ne pourra se faire que par l'interdiction totale de toute rémunération sur la détention des capitaux privés. Rappelons-nous qu'au moyen-âge l'usurier était condamné à mort.

Je m'explique : pourquoi la détention (statique) d'un capital monétaire à vocation de moyen d'échange (animé) devrait-elle permettre de générer de nouveaux capitaux ? Le fait de détenir des capitaux indique précisément que les besoins personnels de l'agent économique sont déjà satisfaits. La monnaie ne doit avoir comme seule vocation que de consommer.

Selon deux études, l'une américaine et l'une française, les individus se considèrent comme riches lorsqu'ils évoluent dans la tranche de revenus de 4 700 à 5 200 $ mensuels pour les uns et de 6 000 à 6 300 € pour les autres. La raison est évidente si l'on interprète le concept de richesse comme une correspondance entre la détention de biens matériels ou financiers inutiles et la satisfaction de besoins essentiels au bien être individuel.

La solution ? l'argent doit s'évaporer (intérêts négatifs qui retournent à la banque centrale) tant que celui-ci est détenu à titre privé et qu'il a pour seule vocation l'accumulation de capital. Le prêt de capitaux à la seule banque centrale est autorisé, il garantit l'absence de perte en capital dans une limite temporelle contractuelle : par exemple cinq ans maximum. L'intérêt de ce concept c'est qu'il faut inciter à la dépense systématique des moyens monétaires, à une circulation monétaire rapide. Quid de l'inflation si décriée dont le seul but inavouable est de maintenir la rente du capital au détriment des peuples.

L'accès au crédit se ferait exclusivement en passant directement par la banque centrale ou ses guichets décentralisés. Les intérêts à payer servant à abonder les budgets nationaux, voir supra-nationaux ou fédéraux.

Ce système ne remettrait absolument pas en cause l'économie et son principe d'effet levier par le crédit mais supprimerait toute emprise du capital sur les forces productives de la société.

Pourquoi accepterions nous de payer la monnaie qui est la contrepartie de notre travail ? liesi 21.12

Haut de page

Le 27 décembre

CAUSERIE

J'ai ajouté deux adresses de vidéos, l'une sur Goldman Sachs, l'autre sur le groupe Bilderberg.

Goldman Sachs - La banque qui dirige le monde. (Arte) (2012)
http://www.youtube.com/watch?v=oXcWtXcc93c

Ce documentaire d'Arte est exceptionnel, il avait disparu de You Tube pour revenir plus tard, je l'ai téléchargé. J'essaie de télécharger toutes les vidéos qui me semblent intéressantes car un jour elles pourraient disparaître du Net.

Le groupe Bilderberg. (2012)
http://www.youtube.com/watch?v=VLXe09uEtGw

Ce document canadien est intéressant, dans la mesure où notamment il est également critique envers la théorie du complot.

En recoupant les informations contenues dans ces deux vidéos on a la palette complète de l'oligarchie qui dirige le monde ouvertement ou en sous-main, les différentes institutions, les banques centrales, les gouvernements, ce qu'ignore la population puisqu'on s'emploie à lui cacher. Tout comme elle ignore leurs véritables intentions, les tenants et les aboutissants de leur politique, dans ces conditions comment les combattre efficacement, c'est comme demander aux masses de lutter contre un ectoplasme ou d'affronter une pieuvre avec un canif, il faut être vraiment naïf ou ne pas avoir toute sa tête pour croire un instant que ce serait possible.

A la fin du documentaire sur Goldman Sachs, le journaliste pose la question de savoir s'il sera possible un jour de "*casser*" ce monstre, sans y croire, je répondrai positivement, à condition d'être mieux armés pour le vaincre. Sans théorie et parti révolutionnaire, et sans élever le niveau de compréhension du monde des masses se sera impossible.

Hier encore, les informations et les connaissances dont nous disposions n'étaient à la portée que d'un petit nombre ou elles étaient difficilement accessibles. Avec Internet notamment, cela a changé ou a commencé à changer la manière dont la population perçoit ses rapports avec ceux qui lui délivrent une information. Cela a également changé sa manière de s'informer et son rapport à l'information elle-même. Elle est forcément plus exigeante qu'autrefois ou attend plus de la part de ceux qui délivrent une information en les mettant en concurrence.

Les sources d'information se sont multipliées, on peut facilement lire ou entendre tout et son contraire, donc pour convaincre un interlocuteur du bien-fondé de notre discours, il faut faire preuve de davantage de rigueur et de méthode, quelque part il faut être capable de se distinguer du lot, lui apporter quelque chose en plus qu'il ne trouvera nulle part ailleurs.

Quand je lis les ouvrages de Marx ou Engels et que je les compare avec ce qui existe aujourd'hui (ou autrefois), la fluidité de leur discours, la simplicité du langage qu'ils utilisaient, la méthode qu'ils employaient dans leurs analyses ou démonstrations tout en la mettant à la portée de leurs lecteurs, bref, la facilité avec laquelle on pouvait aborder leurs écrits et en tirer immédiatement des enseignements, je suis désolé de dire à leurs détracteurs ou à ceux qui trouveraient archaïque d'y faire encore référence, que dans leur domaine il n'existait pas et il n'existe pas d'équivalent, absolument personne n'a repris à son compte leur méthode. C'est au scalpel, à la loupe qu'ils décortiquaient, examinaient toutes les questions qui leur venaient à l'esprit ou qui leur étaient soumises, on ne dira jamais assez combien on leur doit. J'ai encore relu des passages du *Capital* il y a quelques jours, en étant toujours aussi émerveillé par leur art à maîtriser si parfaitement la dialectique, quelle leçon, quels maîtres !

Je ne comprends pas, on doit considérer de nos jours qu'il est incongru ou obsolète, pire, inutile, d'enchaîner les pourquoi, pourquoi, pourquoi, pourquoi, etc. pour aboutir étape par étape au bout d'une analyse, apporter une réponse détaillée, précise, étayée, satisfaisante à une question, vérifier et épuiser une hypothèse sous toutes ses coutures, tenir finalement un discours rigoureux et cohérent, persuasif ou convaincant au point que celui qui l'entend y adhère immédiatement. On ne veut pas se donner cette peine, on n'en comprend pas la nécessité.

Quand j'ai découvert Marx il y 35 ans, je venais de lire (étudier) un tas de philosophes, dès les premières lignes de la première page du *Manifeste du parti communiste* je me souviens que j'ai laissé éclater ma joie : enfin quelque chose de facile à lire, quelque chose que je comprends sans avoir besoin de sortir mon dictionnaire, sans avoir à me demander ce que l'auteur sous-entendait et qui m'échappait, enfin un enseignement pratique qui me changeait de tous ce que j'avais lu jusque là et que

je n'avais pas bien saisi, avec Descartes, Spinoza, Kant, Hegel, etc. j'avais l'impression de marcher sur la tête ou que c'était là que se situait mon problème, alors qu'en réalité il se situait dans la société que je vomissais déjà à l'époque, avec Marx, Engels et Lénine j'allais enfin me libérer de l'idéalisme, de tous ces systèmes dans lesquels on tourne en rond, de ces langages hermétiques, j'allais enfin pouvoir comprendre à l'aide d'outils mis à ma dispositions dans quel monde je vis, l'aide de Dieu étant devenue superflue, et puis il faut bien dire qu'avec ces philosophes aussi talentueux qu'ils furent, bien des questions que je me posais demeuraient sans réponses, ce qui ne faisait pas mon affaire, c'est d'ailleurs ce qui m'a poussé à continuer mes recherches pour finalement aboutir aux marxistes. Pur hasard, par vraiment, plutôt une démarche dialectique mais inconsciente, comme quoi l'inconscience fait bien les choses parfois. J'ai simplement respecté l'ordre chronologique dans lequel sont apparus ces philosophes, les meilleurs, en autodidacte je m'étais imposé cette discipline qui sans le savoir allait faire mon bonheur.

Pour revenir deux paragraphes plus haut, c'est ce qui a permis autrefois au marxisme de s'imposer dans le mouvement ouvrier. Ce n'est pas pour des prunes qu'on l'a appelé le socialisme scientifique ou pour lui donner une étiquette savante à côté du socialisme utopique, bourgeois, etc. Le combat contre le social-libéralisme, la social-démocratie dégénérée, le réformisme capitaliste ou écosocialisme ou encore le social-patriotisme qui tous se réclament du socialisme, passe par la défense du socialisme scientifique. C'est bien de le dire, ce serait mieux de reprendre la méthode de ses fondateurs, d'en être digne enfin.

Un enfant va apprendre les lettres de l'alphabet, ensuite il va les associer, après il va former des mots, puis des phrases, et bien on doit employer la même méthode avec les travailleurs qui ne savent pas lire la lutte des classes.

Rajouté ce matin.

J'ai visualisé une vidéo sur les ravages causés par la culture du soja transgénique en Argentine, c'est monstrueux. Avec les Etats-Unis, l'Argentine est le principal exportateur de soja en direction de l'Europe destiné à l'alimentation animale et à l'industrie agroalimentaire. Une nouvelle forme de colonisation sans laquelle la viande serait beaucoup plus cher encore. Qui aborde cette question sous cet angle ? Personne, la bonne conscience et l'internationalisme a ses limites tout de même, la lutte contre la vie chère oblige... comme autrefois. On y reviendra plus tard, je vais essayer de sélectionner les meilleures vidéos disponibles sur ce sujet sur le Net.

Je vous mets l'adresse de la vidéo que j'ai visionnée hier : http://www.youtube.com/watch?v=MERq5QgB00c

Que la même société, Monsanto, qui a produit l'Agent orange qui a été pulvérisé par l'impérialisme américain au-dessus du Vietnam pendant la guerre, produise de nos jours les OGM, que ces principaux actionnaires soient les mêmes qu'on retrouve au sein du cartel des banquiers de la Fed et du groupe Bilderberg, Gates, Rockefeller, ne fait pas tilt dans la tête de certains militants, étonnant, non ? Soutenir les OGM n'est pas progressiste, c'est se faire le complice des multinationales qui n'oeuvrent pas à la sécurité alimentaire des peuples, au bien-être de l'humanité, mais à sa destruction ainsi que notre planète.

ACTUALITE EN TITRES

Ils achètent la justice, casquent...

- Toyota paie 1 milliard de dollars pour mettre fin des plaintes - Reuters

... et s'en foutent

- Toyota table sur 9,7 millions véhicules vendus en 2012 - AFP

Lutte des classes.

- Martinique : le conflit des marins-pêcheurs suspendu à une réunion jeudi - AFP

- Paiement de la pause: 540 salariés de Carrefour Market obtiennent gain de cause - AFP

- Michel-Edouard Leclerc dénonce la fiscalité "*revancharde*" à la française - L'Expansion.com

Accentuation de la précarité du travail en vue

- Chômage: Sapin promet une "*mobilisation maximale*" de tous les outils - AFP

La rançon de l'imposture.

- Les députés PS veulent sortir du climat «*anxiogène*» - LeFigaro.fr

- Quand les ministres ont le blues - LeFigaro.fr

La morale de ces gens-là se situe en dessous du niveau du caniveau, on se demande même comment ils font pour se regarder dans un miroir sans être pris de vomissements. C'est un truc qui me dépasse je l'avoue franchement, je crois qu'à leur place j'aurais tellement honte de ce que je suis devenu que je mettrais fin brutalement à ce cauchemar.

Mais il est vrai qu'en adoptant comme mode de pensée le nominalisme qui est un des trois pivots de la franc-maçonnerie, selon lequel chacun a sa vérité ou toute vérité en vaut une autre, ils peuvent facilement soulager leur conscience et ne voir aucune contradiction entre le fait de se réclamer du socialisme et le piétiner quotidiennement en prétendant oeuvrer au bien commun, qui comme chacun sait profite à certains au détiment de la multitude sans doute trop inconsciente pour en mesure les bienfaits inestimables.

Un vrai conte de fée ! Promis à un développement intellectuel fulgurant...

- "*Etre un garçon, apprendre la couture et jouer à la poupée*" - L'Express.fr

Etre une fille, jouer aux billes ou avec des petites voitures, à la classe avec des nounours au lieu de poupées blondasses qui ressemblent aux pétasses qui animent des émissions de télé ou se déhanchent dans des défilés de mode, ce n'est pas mal non plus, elle est bien dans son corps et dans sa tête et elle est devenue instit.

Ma fille m'a envoyé un courriel dans lequel elle me parle de Cassie, ma petite fille, après avoir déballé ses cadeaux de Noël : " *je me suis bien amusée avec elle puisqu'elle a eu un petit circuit avec voitures télécommandées comme j'avais quand j'étais gamine et j'aime toujours autant ça. Ca m'éclate vachement plus que de jouer à la marchande!*" Tu parles !

J'ai refusé que ma fille mime les adultes quand elle était enfant, davantage encore qu'elle participe aux travaux ménagers, estimant qu'il y avait un temps pour tout. Vous devinez comment je ou plutôt nous l'avons élevée avec mon ex-épouse : en répondant systématiquement à toutes les questions qu'elle pouvait nous poser et cela depuis qu'elle était en âge de parler, j'ai appliqué la méthode que j'ai décrite plus haut.

Je n'ai jamais levé la voix sur elle, je ne l'ai jamais menacée, punie, encore moins frappé, à chaque stade de son développement j'ai fait appel à ses facultés intellectuelles qui se sont épanouies librement. Chaque jour, le soir en rentrant du boulot j'y consacrais une grande partie de mon temps libre, à cette époque je ne militais plus. Ce n'était pas une corvée, car dès qu'elle avait mangé et parfois après avoir un peu joué seule dans sa chambre, elle acceptait de se coucher sans problème, du coup nous avions la soirée à nous. Elever un enfant, c'est parfois un cauchemar pour les parents, pour nous ce fut un réel plaisir.

Aux abois !

- Vol de câbles SNCF: cri d'alarme de la Région Midi-Pyrénées - AFP

L'entreprise ferroviaire précise qu'elle a pris des mesures de prévention pour sécuriser des milliers de kilomètres de rails (300 cheminots mobilisés au niveau national, surveillance par les hélicoptères de la gendarmerie, alarmes mobiles avec vidéos). AFP 26.12

ACTUALITÉ DU JOUR

2013. Le bon plan pour les banquiers.

Le ministre allemand de l'Economie, Philipp Rösler, souhaite accélérer le rythme des privatisations, selon un rapport du ministère de l'Economie dont le quotidien allemand Die Welt a eu connaissance.

Deutsche Telekom, dont l'Etat détient 14,8% et la société de chemins de fer Deutsche Bahn , détenue à 100%, sont les deux principales entreprises sur la liste des privatisations souhaitées par l'Allemagne.

L'Etat possède également des participations dans Deutsche Post, Commerzbank et dans les aéroports de Berlin-Brandeburg, de Cologne-Bonn et de Munich.

Au mois de décembre le secrétaire d'Etat à l'Economie, Bernhard Heitzer, avait déclaré à Reuters que son ministère souhaitait céder rapidement les participations de l'Etat à un moment où la hausse du prix des actions et le faible rendement des obligations allemandes rendaient les privatisations intéressantes pour les investisseurs.

Au mois de décembre la vente de TLG Immobilien GmbH, un portefeuille d'immobilier commercial, pour un montant de 1,1 milliard d'euros, avait constitué la privatisation la plus importante des cinq dernières années. Reuters 26.12

Goldman Sachs et ses semblables doivent se frotter les mains !

Quelle aubaine pour les esclavagistes !

Quatre ans après leur création, le succès des ruptures conventionnelles de CDI ne se dément toujours pas. Selon les statistiques du ministère du Travail, plus d'un million de ruptures amiables ont été homologuées par l'administration entre août 2008, date de leur promulgation, et octobre 2012, rapporte le quotidien Les Echos.

La rupture conventionnelle est une procédure qui permet à l'employeur et au salarié de fixer en commun les conditions d'interruption du contrat de travail qui les lie. Le montant de l'indemnité perçue par le salarié ne peut être inférieure au montant de l'indemnité légale de licenciement.

Le total des ruptures homologuées entre janvier et octobre 2012 a atteint 261 606. Ce qui représente une hausse de 12% par rapport au même laps de temps l'année précédente, et une augmentation de 16% en comparaison des dix premiers mois de 2010 et 2011. Selon les estimations, le bilan de cette année devrait se fixer aux alentours de 315 000 séparations amiables, selon le journal économique. Ainsi, le durcissement cette année du régime fiscal appliqué aux indemnités de fin de contrat amiable n'aura pas dissuadé les salariés.

Les ruptures conventionnelles représentent depuis 2010 le troisième motif d'interruption des contrats à durée indéterminée. Une étude du ministère du Travail en date de juillet dernier rapporte qu'au deuxième semestre 2011, les séparations amiables constituaient 12% des fins de CDI, certes loin derrière les démissions (64%), mais distancées de seulement 6 points par les licenciements non-économiques. Elles pesaient alors deux fois plus que les licenciements économiques.

Le BTP est aujourd'hui le secteur le plus friand de ce type de rupture, avec 15,7% des interruptions homologuées, rapporte Les Echos. Viennent ensuite le commerce (14%) et le tertiaire (13,9%). Les entreprises les plus concernées sont de petites structures: 19% pour les entités de moins de 10 salariés contre 8,1% pour des effectifs de 50 salariés ou plus.

Le ministre du Travail Michel Sapin a pointé en juin "*les abus*" sur ces ruptures qui "*globalement donnent satisfaction*" mais permettent parfois aux entreprises de "*détourner*" les procédures liées aux licenciements. C'est cet argument qui a incité le gouvernement à instaurer un forfait social de 20% dû par l'employeur sur les indemnités de départ dans le budget de la sécurité sociale 2013.

Actuellement, les indemnités versées dans le cadre d'une rupture conventionnelle ne donnent lieu à cotisations sociales que sur le montant dépassant deux fois le montant du plafond annuel de la Sécurité sociale (74.064 euros en 2013). Et aucune contribution sociale (CSG et CRDS) n'est due sur la part inférieure au montant légal ou conventionnel. A compter du 1er janvier 2013, cette part de l'indemnité exclue de l'assiette de la CSG sera en partie assujettie au forfait social de 20%. L'Expansion.com 26.12

Pour le Medef, cela ne suffit pas encore, il faut plus de flexibilité dans le contrat de travail pour pouvoir virer des travailleurs quand bon leur semble sans qu'ils puissent se défendre ou prétendre à des indemnités encore trop élevées. Vous n'avez pas lu cette info qui vient des Etats-Unis, un dentiste (je crois) a jugé que sa secrétaire ou son assistante était vêtue d'une manière trop provocatrice à son goût et il l'a virée.

Il était déjà chez lui !

La nomination de François Chérèque à la présidence de Terra Nova se précise. L'ancien patron de la CFDT compte succéder au défunt Olivier Ferrand à la tête de ce club de réflexion proche du PS, comme l'écrivait "Le Nouvel Observateur" dès le 11 novembre. Selon "Le Monde" daté du jeudi 27 décembre, le nom de François Chérèque "*a été retenu pour assurer la présidence et être le garant des orientations générales. L'annonce sera officielle dans quelques jours.*"

"*Si je vais à Terra Nova, c'est pour en faire une structure forte, pas une succursale du PS*", explique François Chérèque en privé. Le Nouvel Observateur 26.12

Terra Nova dans le passé avait préconisé toutes les contre-réformes des retraites que le jaune Chérèque a ensuite signé.

L'"*orientation générale*" de Terra Nova, c'était déjà la gouvernance mondiale prônée par l'oligarchie financière occidentale... Terra Nova a joué le rôle de rabatteur auprès de la classe moyenne pour mieux la manipuler, la casser, finalement la dépouiller par la suite.

Haut de page

Le 28 décembre

CAUSERIE

Il fait à peine 22°C à l'abri, il caille quoi, du coup je supporte un tee-shirt !

Les agriculteurs manifestent tous les jours à cause de la sécheresse, il pleut depuis ce matin mais il est hélas trop tard pour sauver une partie de la dernière révolte de riz et de canne à sucre. Tous les jours les manifestations se succèdent à travers toute l'Inde, hier c'était le tour de femmes qui expliquaient qu'il n'était pas possible de vivre avec un salaire de 40 roupies par jours, 65 centimes d'euros, une misère, le kilo de riz est à environ 20 roupies.

J'ai reçu un message du bureau de l'immigration, mon visa est prêt, mais je n'ai pas de fric jusqu'à début janvier pour le payer, 15 000 roupies. Avec ce visa de 15 ans mon statut va être renforcer, je vais voir par la suite si je ne pourrais pas me rapprocher d'un parti communiste, le moins pourri des trois, si j'en trouve le temps...

En formatant hier soir mes causeries au format pdf, je me suis aperçu que j'avais laissé un tas d'erreurs, j'ai reproduit deux fois le même paragraphe dans un article ou j'ai carrément écrit n'importe comment, quand je suis complètement crevé cela se voit au premier coup d'oeil, je bâcle mes commentaires qui parfois passent à côté de l'essentiel.

ACTUALITE EN TITRES

Ils l'ont dans la peau !

- Pour les investisseurs, le vice paie - Atlantico.fr

Sortez vos mouchoirs ou faites un don.

- Les revenus de Tim Cook (Apple) s'effondrent de 99%... à 3 millions d'euros - L'Expansion.com

Vous avez dit culturelle, connais pas !

- Sarkozy, seul président sans grande réalisation culturelle - Le Nouvel Observateur

A moins qu'il n'ait pas été capable de prononcer le mot en entier ou que par souci d'économie notamment, il se soit arrêté à la première syllabe, et qu'il ait sauté la seconde mortelle pour passer directement à la troisième, qui associée à la première peut présenter un certain intérêt, double en l'occurrence, la dernière étant un contraction due à un ti ! Décomposé, un truc qui le connaît, cela donne cul-tu- (re) elle.

ACTUALITÉ DU JOUR

.com et enfumage.

Les bonnes nouvelles n'arrivent jamais seules, la preuve.

- Clip du PC : «*Mensonger et caricatural*», tonne le PS - leparisien.fr

- Florange: lettre ouverte d'Edouard Martin (CFDT) à François Hollande - AFP

Si cette mise en scène pathétique n'était pas fait pour camoufler la collusion du PCF et de la CFDT avec le régime, l'impasse politique dans laquelle il se trouve, on aurait presque envie d'en rire.

Cela fait penser sur Internet à tous ces intellectuels qui dénoncent les "*excès*" ou les "*dérives*" du capitalisme ou le Nouvel ordre mondial pour finalement être incapables de définir sur le plan pratique les moyens de lutter contre dans la perspective de l'abattre et de refonder la société sur d'autres bases, puisqu'ils sont incapables également d'envisager l'avenir du monde au-delà du capitalisme.

D'une certaine manière, cette entreprise, et ici cette opération de communication, contribuent à renforcer l'impression ancrée dans la tête de la plupart des travailleurs qu'il est décidément impossible de changer le monde, c'est inconsciemment ou non rendre service à l'ennemi qu'on est censé combattre, et vaincre. C'est inévitable quand on agit de la sorte inconsciemment, ce ne l'est pas dans le cas contraire, or les dirigeants du PCF savent pertinemment ce qu'ils font.

Nous n'avons qu'un seul discours à adresser aux travailleurs et aux militants aujourd'hui inorganisés : organisez-vous, rejoignez le parti qui vous semble le mieux représenter ou défendre vos idées, votre idéal, le socialisme. Tout le reste, c'est du baratin, du vent. Des partis proposent régulièrement d'associer des travailleurs et militants d'horizons divers à leur bataille, n'hésitez pas, participez-y, c'est le seul moyen d'aller de l'avant, en plus de votre propre formation de militant pour pouvoir aider le niveau de conscience des travailleurs de progresser.

Si j'osais quelques conseils en guise de bons voeux pour la suite en 2013. Que je m'adresse aussi pour bien faire.

Armez-vous de patience, soyez déterminé, persévérant, tolérant, prenez du recul et réfléchissez-y à deux fois avant de porter un jugement sur un parti ou ses dirigeants, rien ni personne n'est pas parfait dans ce monde, employez-vous à vous appliquer les principes que vous revendiquez et vous verrez que cela vous simplifiera la vie et vous aidera à porter un autre regard sur la société, par dessus tout employez-vous à maîtriser le matérialisme dialectique, travaillez-y sans relâche, c'est le travail de toute une vie et non une recette magique, ne tombez pas dans le piège de la susceptibilité, du sectarisme ou du dogmatisme, du jugement à l'emporte-pièce, du procès d'intention, n'hésitez pas à reconnaître votre ignorance sur un sujet, vos erreurs, cela n'a jamais tué personne, ne pétez jamais plus haut que votre cul, nous ne sommes en concurrence avec aucun militant ou parti, nos idées ne nous appartiennent pas, soyez modeste par dessus tout, sachez écouter, laissez s'exprimer les autres, c'est une mine d'or pour notre propre progression car nous présentons tous des faiblesses ou des lacunes dont nous n'avons pas forcément conscience, ce sont les autres qui nous aident à les découvrir, tournez-vous vers l'extérieur, ne croyez personne sur parole, ne faites confiance à personne aveuglément, détournez-vous des gens qui vous méprisent ou emploient un ton hautain à votre égard, ce sont des minables généralement, ils ne vous apporteront rien de bon, instuisez-vous auprès des maîtres et non leurs disciples qui ont déformé leurs enseignements ou qui ne les ont compris que partiellement, posez-vous mille questions sur un sujet si nécessaire, jamais cet exercice n'a constitué une perte de temps, quand vous en êtes venu à bout il n'est plus à faire, c'est un objet de satisfaction très sain et à savourer sans modération, pour finir car il faut bien s'arrêter quelque part, dites-vous bien que vous n'apprendrez jamais rien que par vous-même, par votre propre expérience.

Parole d'internautes

(A propos du clip du PCF)

- "*Ah ça fait mal !! Mais il n'y a que la vérité qui fâche dit -on et c'est si vrai, que du moment qu'ils crient au scandale, c'est qu'ils sont touchés là ou ça fait mal. Bravo au PCF pour ce moment de fraîcheur. Une question quand mème : Mais pourquoi donc cette pseudo gauche qui nous gouverne... continue-t-elle à se définir Socialiste ?? C'est à mourir de rire, bien que des millions de gens votent encore et toujours pour ces imposteurs, capables que de réformes Sociétales, souvent en plus discutables. Mais c'est "peut être" de ces deux mots Socialiste er Sociétale que l'imposture prend sa source !!*"

Dans la tête du petit-bourgeois la confusion est totale, il serait peut-être vraiment socialiste ou se demanderait ce que cela signifie vraiment s'il en était réduit à l'état d'indigence.

- "*Il faut reconnaitre que ce clip est particulièrement brillant !*"

- " *Criant de vérité le clip du pcf. J'ai voté Hollande, et aujourd'hui , je me demande si ce n'était pas une erreur ...*"

Non, puisqu'apparemment avant vous vous illusionniez sur ses véritables intentions.

- "*Continuez comme ça , c'est ce que j'aime dans le changement... même Rungis à 6 h du mat! Ça ressemble à du Sarko, ça a*

la couleur du Sarko, mais c'est pas Sarko. Pour s'attaquer au marché du travail, il va au marché !"

Mais là vous risquez de tomber dans une autre illusion !

- "*Pas mal au niveau montage. Quant au fond et à la forme il y avait facilement de quoi faire mieux et plus pour lui enfoncer le clou au bon endroit. Le PCF deviendrait-il aussi mou que le Modem ? Un gentil "entartage" pour un bel "entarteur" en fait ce clip..*"

Vous avez tout compris ou presque, bravo !

Voilà ce qui arrive à prendre ses désirs pour la réalité.

Rue de Solférino, le clip vidéo du PCF n'a pas fait rire du tout. En témoigne un communiqué au vitriol d'Harlem Désir, diffusé ce jeudi. Alors que les communistes n'hésitent pas à marquer leur différence en rejetant plusieurs projets de loi au Sénat, la coupe semble pleine pour les socialistes.

Et cette vidéo de quatre minutes épinglant toutes les promesses non tenues de François Hollande, la provocation de trop. «*Ce clip est de mauvaise foi, mensonger et caricatural*», tonne le premier secrétaire du PS. Pire encore, aux yeux d'Harlem Désir, «*il est une faute contre la gauche*». Et même «*une honte pour ses auteurs*».

Des mots qui sonnent comme une mise en garde. Car selon le patron du PS, le Parti communiste, dans sa vidéo, «*vise de façon inacceptable le Président de la République et le gouvernement*». «*Il ignore, poursuit Harlem Désir, délibérément l'action menée depuis huit mois au service des Français*.»

(Lesquels, ceux qui sont au chômage, au smic, les retraités, les jeunes voués à la précarité, etc. ? - Ndlr)

Désir appelle «*le PCF à cesser de se tromper d'adversaire*»

(Le PCF s'en garderait bien, il en est incapable, pure supercherie ! - Ndlr)

Cette vidéo, tacle le communiqué, «*passe aussi sous silence l'incohérence du Parti communiste qui a, pour la première fois avec la droite au Parlement, voté contre des réformes qui améliorent la vie quotidienne des Français comme le budget de la Sécurité sociale*» (Il fallait oser le dire ! - ndlr). Solennel, le premier secrétaire, conclut en appelant «*le PCF à cesser de se tromper d'adversaire, à se garder d'une dérive contraire à sa tradition de responsabilité*». Leparisien.fr 27.12

(Au PS, ils semblent ignorer ou feignent d'ignorer que la situation ne se prête pas vraiment à un nouveau Front populaire mais plutôt à une dictature, à un Etat policier, au fascisme. Les dirigeants du PCF doivent manoeuvrer entre leur base qui s'oppose au gouvernement et sa politique social-libéral-impérialiste, et son propre soutien au régime et aux institutions en place, cela les dirigeants du PS le comprennent parfaitement, tout cela est du domaine de la mise en scène et fonctionne à merveille au regard des commentaires qu'a suscité ce clip. Je suis sûr qu'entre eux en coulisse ou loin des caméras ils en rigolent et doivent se dire : et la caravane passe...

En fait, le PCF n'a fait que les imiter. Ce qui les contrarie au PS, c'est qu'ils ont une mission à accomplir au gouvernement, personne d'autre n'en est capable actuellement, à l'UMP ils en sont encore à régler leurs comptes, donc le contenu de leur message au PCF était le suivant : vous soutenez aussi le régime, alors foutez-nous la paix, à ce jeu-là on a tout à perdre... Vous allez voir que les philistins du Front de gauche vont rectifier le tir en expliquant que c'était juste pour rire en cette fin d'année, histoire de mettre de la bonne humeur dans les chaumière. Et puis ils peuvent se permettre cet écart, car quel parti ouvrier disposant de la confiance des masses serait en position aujourdhui d'affronter le PS ? Aucun. -Ndlr)

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Le chômage a poursuivi sa hausse en France pour le 19e mois consécutif en novembre pour atteindre son plus haut niveau depuis près de 15 ans.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 29.300 (+0,9%) le

mois dernier en France métropolitaine, pour atteindre 3.132.600, son niveau le plus élevé depuis janvier 1998.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,8%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 0,7%, soit 30.400 personnes de plus, pour atteindre 4.617.400 (+9,2% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.904.900.

En novembre, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans a progressé de 1,2% en catégorie A (+17,5% sur un an) et de 1,0% en A, B, C (+15,6% sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans a également augmenté de 1,2% en catégorie A (+10,2% sur un an), et de 0,7% en A, B, C (+9,1% sur un an).

Le nombre de personnes âgées de 25 à 49 ans a moins progressé (+0,8% en catégorie A et +0,5% en A, B et C).

Le nombre des chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) a progressé de 1,2% en catégories A, B et C (+12,1% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an a augmenté de 0,3% (+7,4% sur un an).

L'Insee a annoncé la semaine dernière s'attendre à 40.000 suppressions de postes par trimestre sur la première partie de 2013 dans les secteurs marchands non agricoles. Reuters 27.12

ECONOMIQUE

1- Portugal. A vendre.

Le gouvernement portugais a cédé jeudi le gestionnaire d'aéroports ANA au groupe de BTP français Vinci pour 3,08 milliards d'euros, dépassant ainsi l'objectif de 5,5 milliards visé par l'ensemble du programme de privatisations négocié avec ses créanciers internationaux.

Désormais concessionnaire unique pour 50 ans des dix aéroports du Portugal, le groupe français était déjà présent dans le pays avec une participation de 37% dans Lusoponte, le gestionnaire du pont Vasco de Gama qui enjambe le Tage à Lisbonne. D'une longueur de 17 km c'est l'un des plus grands d'Europe.

En échange d'une aide financière de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), Lisbonne s'est engagé en mai 2011 à mettre en oeuvre un vaste plan de rigueur et de réformes sur trois ans, qui prévoyait la cession de quelque 5,5 milliards d'euros d'actifs publics.

"*Nous en sommes désormais à 6,4 milliards*", s'est félicité Mme Albuquerque, jugeant que cette opération démontrait la capacité du Portugal à "*obtenir des recettes importantes et supérieures aux attentes*".

Contrairement à la Grèce, qui a dû reporter et revoir à la baisse son programme de privatisations, le Portugal enregistre déjà plusieurs succès dans ce domaine.

La cession de 95% du capital d'ANA, car les 5% restants seront vendus aux employés, intervient après la vente de participations dans les groupes électriciens EDP et REN à des investisseurs chinois et omanais, qui ont rapporté 3,3 milliards d'euros aux caisses de l'Etat portugais.

Le programme de privatisations prévoit en outre la vente des chantiers navals de Viana do Castelo (nord-ouest), de la poste (CTT), des branches santé et assurance de la banque publique Caixa geral de depositos (CGD) et de la filiale pour le fret des chemins de fer portugais (CP Carga).

Le gouvernement de centre-droit souhaite également privatiser l'audiovisuel public mais n'a toujours pas précisé ses intentions concernant ce dossier très controversé en raison de l'appétit affiché par un groupe de médias à capitaux angolais.

La vente de ces actifs doit contribuer à réduire une dette publique qui a atteint 120% du PIB. Mais le gouvernement compte également sur la vente d'ANA pour respecter ses objectifs budgétaires.

Afin de ramener le déficit à 5% du PIB cette année, l'exécutif a signé un contrat de concession avec ANA pour un montant de 1,2 milliard d'euros, dont la moitié a été enregistrée dans les comptes publics de 2012. AFP 27.12

2- Grèce

"*Les besoins de capitaux pour l'ensemble du secteur bancaire grec sont estimés à 40,5 milliards d'euros dont 27,5 milliards correspondent aux quatre 'banques systémiques'*", selon un rapport de la Banque de Grèce qui souligne que l'opération de recapitalisation "*doit s'achever d'ici fin avril 2013*".

Détaillant les besoins de chacune de ces quatre banques, la BdG a estimé que la BNG, numéro un du secteur grec, a besoin de 9,756 milliards d'euros, Alpha de 4,571 milliards, Eurobank de 5,839 milliards et la Banque du Pirée de 7,335 milliards.

"*Le calendrier de la recapitalisation comprend trois phases: la recapitalisation transitoire, qui comprend le versement des capitaux par le Fonds grec de stabilité (Hellenic Financial stability fund), effectué en décembre, l'émission des obligations convertibles (CoCos) d'ici fin janvier et l'augmentation du capital des banques d'ici fin avril 2013*", selon la BdG.

Les quatre principales banques grecques seront soutenues "*par l'Etat*" tandis qu'une dizaine de banques plus petites, jugées "*non systémiques*", doivent être recapitalisées par le secteur privé d'ici également fin avril, a indiqué la BdG. Elles auront besoin d'un total de 13 milliards d'euros.

Ces estimations de la BdG prennent en compte "*les pertes des banques après leur participation à l'opération de l'effacement de dette souveraine grecque en mars*" ainsi que "*les pertes attendues des créances douteuses*", basées sur l'audit de la société des conseillers Blackrock Solutions.

"*La somme de 50 milliards d'euros est nécessaire et suffisante pour couvrir le coût de la recapitalisation et du redressement du secteur bancaire*", estime le rapport de la BdG.

Selon ce rapport, outre les 40,5 milliards d'euros destinés pour la recapitalisation des banques, "*une marge de capital (capital buffer) de cinq milliards d'euros est prévue pour les banques grecques*" ainsi qu'"*un coût de 3,1 milliards d'euros pour l'éventuelle restructuration dans l'avenir des banques non-systémiques*". AFP 27.12

Haut de page

Le 29 décembre

CAUSERIE

Le 28 à 17h20.

Les liens et les pages 2013 ne sont pas activés ou ils sont vides évidemment, ils figurent à l'écran parce que j'ai préparé le boulot. Ici il pleut, il y a des bourasques de vent, l'année dernière à la même époque on a essuyé un gros cyclone, c'est la saison, donc je prends les devants, je m'avance quoi.

Les fichiers contenant les causeries et les articles de presse de 2012 seront prêts au format pdf (Acrobat Reader) dès le 1er janvier, ne les téléchargez pas ils sont incomplets, je les ai déjà formatés, j'attends seulement le 31 pour inclure dedans les derniers jours.

Il reste encore quelques pages d'accueil de différentes rubriques à actualiser avec mes articles de décembre.

Il vient juste d'arrêter de pleuvoir et je vais sortir mon chien, sinon il refusera de manger ce soir, c'est un caractériel, et ne dites pas tel maître tel chien, sinon je mords !

A demain.

Samedi en fin de journée.

On a eu une coupure d'électricité de 24h jusqu'à 18 heures ce soir, du coup ma journée de travail a encore une fois été perturbée.

Je vous passe les détails. Ils viennent de recouper, il est 18h47. Il est 18h48, le courant est revenu, voilà comment on vit en Inde, exotique n'est-ce pas ? De la patience, il en faut plus que cela encore !

J'ai laissé de côté deux articles que je traiterai demain.

Parole d'internaute.

(A propos de la tuerie de Newtown aux Etats-Unis)

- "*Histoire digne de X-files ou le meurtrier est retrouvé avec des armes de poing alors que les victimes ont été tuées au fusil. Le téléphone de l'établissement est coupé, les corps des victimes invisibles, le frère qui vit dans un autre Etat depuis des années est trouvé sur les lieux, le père d'une fillette assassinée interviewé juste après le drame est mort de rire et plaisante avant le top antenne... Bref, une affaire puante au possible qui rappelle les très nombreuses manipulations de ces dernières années en Scandinavie, Angleterre, France. L'objectif semble cette fois une nouvelle atteinte aux droits constitutionnels des américains déjà tous bafoués depuis des années. Le désarmement de la population semble indispensable à la dictature policière qui est en place.*"

Mieux ou pire encore, au-delà du fichage déjà généralisé des Américains , culpabiliser la totalité de la population pour mieux la contrôler au moyen d'une puce électronique déjà imposé à certaines couches et en vigueur dans certains Etats, pour justifier à terme une manipulation du génome humain afin de produire une civilisation de zombies ou d'esclaves qui seraient incapables de se rebeller contre l'ordre établi... On a déjà lu des articles ou visionner des vidéos qui démontrent qu'ils y travaillent d'arrache-pied. Ce qui semblait relever de la théorie du complot ou de la fiction hier prend forme petit à petit, dans l'indifférence générale, cela va de soi.

- Des généticiens de l'Université du Connecticut doivent étudier l'ADN du tueur de Newtown, Adam Lanza, le jeune homme qui a tué 26 personnes dont 20 enfants à Newtown, a révélé CNN jeudi. D'après ABC, l'étude sera une première. Il s'agira de rechercher des anormalités ou des mutations dans l'ADN du tueur qui pourraient augmenter le risque de violences.

D'après le spécialiste médical de CNN, le Dr Sanjay Gupta, il y a peu de chances pour que les enquêteurs trouvent un indice génétique qui expliquerait le comportement d'Adam Lanza. «*Il n'y a pas de gène clairement identifié qui corresponde à des maladies mentales qui pourraient provoquer ce genre de comportement*» explique le spécialiste à la chaine américaine. (Quelle valeur peut avoir une explication fournie par un "*spécialiste médical de CNN*" ? Aucune et quelle qu'elle soit. Sauf pour les médias en France... -ndlr)

«*On ne connait pas de gène qui signifie "cette personne est atteinte de schizophrénie"*». Il existe certes des composants génétiques de la maladie mentale, mais des centaines voire des milliers de gènes sont impliqués dans ce processus. La plupart des scientifiques s'accordent pour dire qu'il est donc peu probable qu'un seul gène ou une seule mutation puisse être à l'origine de crimes comme ceux commis par Adam Lanza.

Pour Steve Warren, le président du département de génétique humaine à l'Université d'Emory, «*Rien de tout ce qu'on pourra examiner ne nous donnera de réponse*». «*On ne connait pas de gène qui signifie "cette personne est atteinte de schizophrénie", il est impossible de parvenir à une telle conclusion*» a-t-il précisé. 20minutes.fr 28.12

Alors pourquoi entreprendre quand même ces recherches, dès lors que l'on sait par avance qu'elles n'ont aucune chance d'aboutir, sinon ce qui a été relevé plus haut ?

ACTUALITE EN TITRES

La question qui tue... celui qui la pose

- Etats-Unis: armer les professeurs pour éviter un nouveau "Newtown"? - L'Express.fr

L'art de parler pour ne rien dire...

- Chômage: Thibault (CGT) et Mailly (FO) ne croient pas à une baisse en 2013 - AFP

... ou presque.

- Ayrault: lutte intensifiée contre le chômage et nouvel équilibre social - AFP

Il est impossible de lutter contre le chômage à partir de la législation du travail existante, mais en la rendant plus favorable encore aux exploiteurs, tout est possible et les dirigeants sont en droit de le croire, ils sont bien placés pour le savoir...

Leur société accouche de monstres, et il y en a pour applaudir des deux mains !

- Le paquebot commandé à STX France sauve Saint-Nazaire - AFP

Produire et consommer toujours plus n'importe quoi n'importe comment, tandis que des centaines de millions de par le monde sont exclus du marché, on s'en fout, faire naître sans cesse de nouveaux besoins pour alimenter la machine à consommer et à jeter qui permet de faire tourner la machine à produire du profit que les capitalistes encaissent, c'est formidable du moment que cela s'accompagne d'emplois, et les millions et millions de travailleurs qui pendant ce temps-là restent sur le carreau, on s'en fout bordel, ceux qui en profitent s'en foutent, ils vivent dans la plus parfaite insouciance et ils ne comprennent rien à rien, tout est fait pour qu'il en soit ainsi et vive le capitalisme !

Encore un message de paix ! Qui l'aurait cru ?

- Israël, pays le plus militarisé au monde ? - LePoint.fr

Toutes les voies mènent... à Goldman Sachs !

- Italie: le Vatican pèse de tout son poids pour soutenir Monti - AFP

Méthode Coué et propagande.

- Pakistan: avec Bilawal Bhutto, la "*démocratie dynastique*" en marche - AFP

... ou la corruption héréditaire, quoi !

- Inde: le nouveau héros de la lutte anticorruption - L'Express.fr

... d'un jour !

ACTUALITÉ DU JOUR

Vidéo du PCF. Le PS devrait "***s'en réjouir***". Pourquoi ?

Hier, nous sommes intervenu sur ce sujet en affirmant que les auteurs de cette vidéo ne tarderaient pas à faire acte de contrition, cela n'a pas tardé par le voix de l'illusionniste de service Mélenchon.

- «*Au lieu de vociférer, (Harlem Désir) ferait mieux de se demander quelle part de vérité si évidente il contient pour que tout le monde rie de si bon cœur en regardant ce plaisant petit film*», conseille Jean-Luc Mélenchon. «*Le gouvernement et son nouveau porte-parole feraient bien de cesser de se tromper d'adversaire*», met-il en garde. (En fait d'argument, Mélenchon reprend ceux qu'utilisent le PS, match nul un point partout. N'était-ce pas l'objectif ? - ndlr)

«*Il devrait se réjouir que cela soit fait avec humour et drôlerie plutôt que sur le ton arrogant et sectaire avec lequel le PS croit possible de traiter les partis de notre gauche*», conclut l'eurodéputé. AFP 28.12

A lire le premier paragraphe, on comprend tout de suite que son contenu n'avait pas à vocation à mobiliser les masses contre la politique réactionnaire du gouvernement, que son objectif était ailleurs, ouvrir la soupape ou desserrer le carcan sous lequel croule les masses et qui se répercute sur la base des composantes du Front de gauche qui soutiennent le régime. Mélenchon peut rire de "*bon cœur*" des conséquences de cette politique qui s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy, cela n'a aucune influence sur son propre mode de vie et ne l'empêche pas de dormir assurément, en revanche je ne suis pas du tout certain que les travailleurs concernés aient vraiment envie d'en rire ou pas vraiment de la même manière que lui.

Si pour notre part nous en avons souri, c'est jaune comme l'on dit devant l'absence de toute perspective politique... Dénoncer

les incohérences, les contradictions ou les mensonges de Hollande et du PS, cela ne coûte rien, cela ne change absolument rien dès lors qu'on n'en tire pas les conséquences pratiques qui s'imposent ou qu'on ne le traduit pas en terme de tâches politique en direction des masses exploitées.

Dans le second paragraphe, Mélenchon qui est un manipulateur de première oppose deux comportements. L'un qu'il revendique consistant à traiter la politique de Hollande avec "*humour et drôlerie*", pour ne pas dire par dessus la jambe ou d'un ton léger, l'autre qu'il rejette et qui aurait consisté à employer un "*ton arrogant et sectaire*", traduisez qui aurait été de nature à s'opposer véritablement au gouvernement, ce qui n'est pas le cas du Front de gauche pour n'avoir cessé de le marteler semaine après semaine depuis des mois.

Que constatons-nous ici ? C'est que Mélenchon déconnecte le discours et le contenu de la politique de Hollande de la manière dont ils sont présentés dans cette vidéo pour ne conserver finalement que ce dernier aspect, autrement dit, le contenu objectif passe à la trappe et ne demeure que son traitement subjectif qui peut être traité à l'infini ou donner lieu à toutes sortes d'interprétations, critiques ou polémiques, de telle sorte qu'on en oublie le fond.

Voilà leur véritable objectif à travers cette opération de communication relayée généreusement par les médias nationaux, car le Front de gauche est incapable de s'attaquer aux questions sociales de fond ou collectives qui posent la nécessité de rompre avec les capitalistes et leurs représentants, leurs institutions, ceci explique cela.

Héros d'un mensonge un peu gros à faire avaler.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a opposé une fin de non recevoir au dirigeant de la CFDT d'ArcelorMittal à Florange (Moselle), qui a demandé au gouvernement de reconsidérer sa décision de ne pas nationaliser le site.

"*Je ne veux pas rentrer dans ce genre de discussion, de polémique, j'ai une responsabilité c'est de faire respecter l'accord qui a été passé*", a déclaré Jean-Marc Ayrault sur RTL.

"*L'accord c'est d'abord l'absence totale de plan social, ça concerne 630 personnes et c'est ces personnes-là qui auraient pu être victimes de licenciements*", a-t-il ajouté.

(Faux, plus des trois quarts devaient partir à la retraite. Par contre pas un mot sur le sort des hauts fourneaux. -Ndlr)

"*Et bien je ferai respecter cet accord et les organisations syndicales et leurs dirigeants le feront respecter j'en suis convaincu, il sera respecté cet accord*", a encore dit le chef du gouvernement.

(Il sait de quoi il parle, il a dû recevoir des garanties de ce côté-là des dirigeants syndicaux. Ndlr)

Il a exprimé la même volonté de faire respecter l'engagement pris par ArcelorMittal d'investir 180 millions d'euros dans la partie "*aval*" (transformation de l'acier) du site, déclarant: "*Ces investissements n'étaient pas prévus et nous allons faire en sorte qu'ils soient respectés.*" Le Nouvel Observateur avec Reuters 28.12

(Faux, cette somme correspond à des travaux d'entretien sur plusieurs années, Mittal les avait déjà programmésdans ces comptes. - ndlr)

Il faut ajouter que tous les éléments que les syndicats ont feint de découvrir ou qu'ils font semblant de découvrir petit à petit pour les ignorer aussi rapidement, ceux qui ont suivi attentivement les épisodes de cette affaire en sont les témoins, en réalité les syndicats les connaissaient avant la conclusion de cet accord concocté par et pour Mittal.

Vous ne comprenez pas ? Si vous voulez c'est comme avec le chômage ou la précarité par exemple, tout le monde est au courant qu'ils existent, tout le monde peut constater que cela ne date pas d'hier, chacun peut constater que les syndicats s'en accommodent finalement très bien depuis des décennies puisqu'ils refusent de rompre leurs relations avec le gouvernement et le patronat, puis lorsque de nouveaux chiffres ou statistiques tombent leurs dirigeants prennent la parole pour les dénoncer, puis plus rien, la vie continue comme avant. A Florange, c'est la même comédie à laquelle on assiste, sauf que là des ouvriers vont rester sur le carreau, quelques centaines si on inclut la sous-traitance, quelle importance au bout du compte, une goutte d'eau dans un océan de 4, 5, 7 millions de chômeurs. -Ndlr)

Le gouvernement du Medef annonce la couleur. L'offensive continue avec le soutien des dirigeants syndicaux.

Côté gouvernement.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a affirmé vendredi à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales) l'impératif d'intensifier le combat contre le chômage après une nouvelle dégradation des chiffres de l'emploi, et la nécessité d'un "*nouvel équilibre*" entre les intérêts des salariés et des entreprises.

(Traduction : la lutte contre le chômage passe notamment par un rééquilibrage de la législation du travail davantage encore en faveur du patronat. C'est le langage d'un Premier ministre des patrons. - ndlr)

"*L'effort pour lutter contre le chômage doit être encore plus intense*", a dit le chef du gouvernement lors de la visite de la brigade de gendarmerie de Font-Romeu.

(L'art de brasser du vent. C'est comme lorsque vous multipliez un nombre par zéro pour en atteindre un supérieur ! - ndrl)

"*Nous devons mettre toute notre énergie pour le redressement, il faut sortir d'un certain découragement*", a insisté sous différentes formes le Premier ministre, actuellement en vacances en famille à Font-Romeu.

(Au profit de qui ? Devinez. - ndlr)

Les chiffres du chômage publiés jeudi confortent le gouvernement dans les mesures d'urgence comme les contrats d'avenir et les contrats de génération, mais aussi dans son pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, a-t-il dit.

(Ici, c'est l'AFP qui se fait le relais de la politique du gouvernement pour la justifier. - ndlr)

La France doit en outre "*engager des réformes, ces réformes qui sont des réformes de structure*", a-t-il dit en citant l'école, la décentralisation ou l'énergie, "*mais aussi un nouvel équilibre entre les intérêts des entreprises et de leur salariés*".

(Des contre-réformes réclamer par le FMI, l'UE, etc. Au profit de qui ? Qui détient le pouvoir permet de répondre à cette question. - ndlr)

"*L'entreprise doit retrouver des marges de manoeuvre pour investir, innover, embaucher*", a-t-il déclaré. Il a ainsi exhorté les partenaires sociaux à trouver un accord sur la sécurisation de l'emploi. AFP 28.12

Traduisez : embaucher à n'importe quel prix, tandis que le gouvernement octroie un cadeau de 20 milliards d'euros aux capitalistes. Et comme ce "*nouvel équilibre*" ne sera pas favorable aux travailleurs, il le sera forcément au profit du patronat, qui en douterait ?

Côté syndicats.

Bernard Thibault a déclaré sur RMC-BFMTV ne pas avoir "*de raison de douter de l'engagement*" du chef de l'Etat. "*Par contre j'ai des éléments qui me permettent de douter fortement de la perspective d'avoir un inversement de la courbe du chômage en 2013*" l'objectif de François Hollande, a-t-il poursuivi.

(On a là la ligne politique des syndicats, leur alignement complet sur le gouvernement. -ndlr)

Selon le secrétaire général de la CGT, qui dénonce notamment les 20 milliards de crédits d'impôt "*offerts aux entreprises sans contrepartie*", "*il n'y a pas d'éléments sur les choix de politique économique et sociale du gouvernement qui laisse entendre qu'on va inverser la courbe du chômage*".

(La question n'est pas celle d'"*inverser la courbe du chômage*", mais dans quelles conditions, question que Thibault occulte sciemment imitant ainsi Ayrault. - ndlr)

Interrogé sur RTL sur la concrétisation de l'ambition du chef de l'Etat, Jean-Claude Mailly a lui répondu: "*dans la logique actuelle, non, puisqu'on est en quasi-récession, je ne vois pas comment, à partir de là, le chômage pourrait sérieusement diminuer*".

(Même remarque. -ndlr)

"*Le président de la République dit +2013 sera l'année de l'emploi+ mais on ne peut pas déconnecter l'emploi des politiques économiques. Il y a l'effet récessif au niveau international, notamment au niveau européen, ça pèse sur l'activité de l'économie française, mais il y a aussi une politique de rigueur qui accentue cet effet récessif*", a-t-il estimé.

(Mailly en rajoute une couche, si vous êtes au chômage, surtout ne vous en prenez pas au capitalisme, ne vous en prenez pas aux institutions qu'incarne le gouvernement, c'est la faute de la récession au niveau international et la boucle est bouclée. -ndlr)

Pour le leader de FO, "*les politiques doivent reprendre la main, sinon on reste dans l'incantation*", "*l'action, ce n'est pas seulement les emplois d'avenir et les contrats de génération, c'est une politique économique qui soit plus dynamique en termes de consommation, d'investissement de stratégie industrielle*".

(Le gouvernement s'en occupe. - ndlr)

Dans un communiqué, le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) a lui aussi dénoncé des mesures pour l'emploi "*louables mais définitivement pas à l'échelle du problème*".

(Patientez un peu, avec la généralisation de la précarité, comme en Allemagne, les prochaines "*mesures pour l'emploi* " vont porter leurs fruits, la corbeille des capitalistes est pleine, n'en jetez plus ! - ndlr)

Réagissant aux appels pressants du gouvernement qui souhaite un accord sur le marché de l'emploi lors de la prochaine séance de négociation les 10 et 11 janvier, les deux chefs de file syndicaux ont aussi prévenu qu'ils ne signeraient pas un accord entérinant plus de flexibilité. AFP 28.12

(Rien à foutre, ils se partagent les rôles, la CFDT et la CFTC le signeront et le tour sera joué. -ndlr)

Sans centralisation des luttes sur un axe politique unificateur, la remise en cause des institutions, la défaite est inévitable.

Après cinq semaines de grève, durant laquelle les médecins ne recevaient les patients que le vendredi, l'Association des médecins généralistes et spécialistes de Madrid a levé vendredi le mot d'ordre de grève sans avoir réussi à stopper les projets de privatisation de six hôpitaux et de plusieurs dizaines de cliniques publiques.. Mais ils ont redit leur hostilité à ces privatisations.

Les autorités régionales espèrent économiser 200 millions d'euros en faisant passer ces établissements de santé sous gestion privée.

Le projet de privatisation a été approuvé jeudi par le parlement régional.

Mais ils ont redit leur hostilité à ces privatisations. Reuters 28.12

Il faudrait que le régime s'affole et craigne une contagion ou de tout perdre pour reculer ou capituler...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

UE

L'ex-président de la Commission européenne, le socialiste Jacques Delors, a suggéré vendredi au Royaume-Uni, hostile à plus d'intégration européenne, de quitter l'UE et d'opter pour une autre forme de partenariat avec le Vieux continent.

"*Les Britanniques s'intéressent seulement à leurs intérêts économiques, à rien de plus. On pourrait leur proposer une autre forme de partenariat*", estime Jacques Delors, dans un entretien au quotidien économique allemand Handelsblatt.

Le Premier ministre britannique David Cameron, qui subit les pressions des "*eurosceptiques*" de son parti conservateur, avait déclaré le mois dernier qu'il soutenait l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE, mais qu'il voulait "un nouvel accord" qui comporte une procédure de non-participation sur des problèmes-clé.

Dans un entretien publié jeudi dans le Guardian, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy a averti que ces tentatives de récupérer des pouvoirs aux dépends de l'Europe pourraient mettre l'UE en danger.

"*Si les Britanniques ne suivent pas la tendance allant vers plus d'intégration dans l'Union européenne, nous pourrions malgré tout rester amis, mais sous une autre forme*", estime pour sa part, dans le Handelsblatt, Jacques Delors, qui plaide par ailleurs avec insistance pour davantage d'intégration politique au sein de l'UE.

Comme possibilités de partenariats avec le Royaume-Uni, M. Delors cite "*une forme comme celle de l'espace économique européen*" ou "*un accord de libre-échange*". AFP 28.12

Ah ben cela tombe bien, c'est exactement le type d'accord passé entre l'UE et l'impérialisme américain, quelle coïncidence !

Normal, la Grande-Bretagne fut dès le XIXe siècle le premier Etat des Etats-Unis, et le premier Etat à passer sous le contrôle d'un cartel de banquiers, les mêmes qui fondèrent la Fed en 1913, quelle coïncidence !

Delors et Rompuy sont leurs représentants, ainsi que Cameron évidemment, donc aucun d'entre eux n'envisagent d'entraver la marche en avant à l'établissement d'une gouvernance mondiale qui passe par la liquidation complète de la souveraineté des Etats-nations européens qu'incarne leur intégration totale dans l'Union européenne.

Cela ne va pas sans contradictions, avec lesquelles jusqu'à présent ils se sont toujours arrangés en octroyant (le plus souvent à la marge) des exceptions aux Etats qui l'exigeaient, en échange de leur plus grande intégration à l'UE. Gageons qu'encore une fois ils trouveront un "*bon*" accord, surtout que dans le cas présent, c'est le maître qui le réclame.

Je pense qu'il sera impossible à la Grande-Bretagne d'intégrer l'union économique et financière de l'UE, parce que en tant que première pierre de l'édifice impérialiste mondial bâti depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours où elle est la principale place financière en Europe, elle en est également le garant tout en jouant le rôle de relais indispensable entre les Etats-Unis et les puissances européennes occidentales de la zone euro, elle ne peut se permettre de perdre son indépendance, c'est un peu comme si vous demandiez au cartel des banquiers de la Fed d'y renoncer, idée farfelue s'il en est, grotesque, impensable.

En 1913, ce sont les six familles de banquiers qui contrôlaient la banque centrale britannique, la Banque d'Angleterre, banque privée et commerciale, qui ont créé la Fed, ces liens n'ayant jamais été remis en cause, affirmer que la Banque d'Angleterre est depuis intégrée à la Réserve Fédérale américaine (Fed) correspond à une réalité qui est rarement évoquée. Et pour cause, comme pour beaucoup d'autres questions, il vaut mieux que les masses continuent d'ignorer comment fonctionne réellement le monde.

Tenez, c'est très utile, à la suite de cet article il n'y avait pour ainsi dire que des commentaires anti-britanniques, xénophobes, nationalistes, dans absolument aucun commentaire ne figurait un des éléments que j'ai évoqués plus haut. Le seul correct mais hors sujet prônait la sortie de l'UE pour la France.

On voit parfaitement ici à quoi sert de maintenir la population dans l'ignorance et de quelle manière cela se traduit, et comment cela peut être exploité ensuite sur le plan politique, un jeu d'enfant dès lors de la manipuler, de dresser les peuples les uns contre les autres quand on possède les leviers du pouvoir, des institutions, des médias.

SOCIAL

France

Les Restos du coeur enregistrent une demande en hausse de 12% un mois après l'ouverture de leur 28e campagne d'hiver et ont besoin d'une mobilisation de leurs donateurs pour faire face à la situation, a déclaré vendredi Olivier Berthe, président de l'association.

«*Ce n'est pas une hausse, c'est une explosion: une demande de plus 12%, c'est-à-dire 100.000 personnes de plus à venir aux Restos pour cet hiver*», a-t-il dit sur RTL.

Dans ce contexte, Olivier Berthe a pressé le gouvernement de se battre pour obtenir le maintien à son niveau actuel de l'aide alimentaire européenne pour les plus démunis, qui est aujourd'hui en débat.

«*Il semblerait que le gouvernement soit en train d'accepter un compromis avec l'Allemagne ou l'Angleterre*», a-t-il indiqué, ajoutant: «*Il ne faut pas que le gouvernement aille sur ce terrain avec l'Allemagne et l'Angleterre, car ça veut dire moins d'aides et donc la fin de l'aide alimentaire en Europe.*»

«*Il ne faut pas que le gouvernement se batte sur ce mauvais compromis. Il faut demander la prolongation du programme d'aide alimentaire, qui bénéficie à 18 millions d'Européens pauvres*», a-t-il souligné. Pour les Restos du coeur, cette aide représente 23% des repas distribués et 15% de ses ressources, selon son président.

Créé en 1987, le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) est un mécanisme d'aide alimentaire financé par l'UE

qui permet la distribution aux populations pauvres de la communauté européenne d'une partie des surplus agricoles européens. L'Allemagne estime qu'il ne relève pas des compétences communautaires. 20minutes.fr 28.12

Attendons la suite pour réagir. Je ne suis pas demandeur de cette aide, maintenant elle existe, vouloir la supprimer après que l'UE a couvert de centaines de milliards d'euros les banquiers est insupportable et témoigne de la véritable nature réactionnaire de l'UE et du gouvernement français si tel était le cas. Il l'est par ailleurs, attendons de voir s'il poussera la cynisme jusqu'à supprimer cette aide aux plus défavorisés d'entre nous.

ECONOMIQUE

Espagne

Les ventes au détail en Espagne ont reculé de 7,8% en novembre par rapport au même mois de l'an dernier, selon des données officielles publiées vendredi.

Ce repli est moins important qu'en octobre (-9,7%) et moins marqué que ce qui était attendu par les économistes (-10%).

Il s'agit néanmoins de la vingt-neuvième baisse mensuelle consécutive des ventes au détail. Reuters 28.12

Haut de page

Le 30 décembre

CAUSERIE

Je souhaite à tous et à votre famille une bonne continuation pour 2013, tout le meilleur, portez-vous bien et gardez le moral, et sans rancune, la polémique fait partie de la vie, c'est son absence qui serait préoccupante. Chacun fait ce qu'il peut à son niveau, chacun doit assumer ses responsabilités, se montrer fier et digne des idées et de l'idéal qu'il représente et défend. On a tous nos défauts, faiblesses ou lacunes et les désaccords font aussi partie de la vie d'un militant, d'un parti...

La lutte des classes a de beaux jours devant elle, 2013 sera sans doute décisive à bien des égards pour la suite de notre combat pour abattre le vieux monde, en France, en Grèce, en Espagne et dans de nombreux pays encore. Les tâches qui nous attendent sont colossales, on part certes avec un sérieux handicap, mais une solide expérience, il ne faut pas se le cacher, cependant on a des atouts en mains pour surmonter tous les obstacles qui se dressent sur notre chemin, à nous d'être capable de faire la part des choses, de faire preuve de discernement ou de renouveler d'efforts pour mieux maîtriser la seule méthode qui nous permet d'interpréter le monde et de nous armer politiquement, le matérialisme dialectique et historique, le marxisme. Elever le niveau de la compréhension du monde des travailleurs et les organiser, construire le parti révolutionnaire, voilà nos priorités.

Demain je n'actualiserai pas le site. Ce matin mon épouse a eu un malaise, elle s'est effondrée en étendant du linge, j'ai un tas de trucs laissés en plan à faire chez nous. Je vais lui consacrer ma journée, car à faire ce boulot comme un forcené je la néglige forcément et elle le supporte mal, elle ne le comprend pas.

2013 sera assurément l'année de la contre-offensive du mouvement ouvrier international, de la renaissance du combat pour la révolution socialiste ou des pires défaites, ce que l'on ne peut pas envisager : on vaincra et vive le socialisme !

ACTUALITE DU JOUR

Tempête dans un verre d'eau

Avant-propos

Le contexte. En réalité la taxation à 75% pour les plus riches contribuables retoquée hier par le Conseil constitutionnel ne devait concerner environ que 1.500 nantis, qui auraient payé en moyenne la somme "*colossale*"... de 140.000 euros.

Une ruine sachant que cette taxe s'appliquerait à leurs revenus imposables une fois déduites toutes les "*niches fiscales*" dont ils bénéficient déjà, sans parler de leur richissime patrimoine non imposable, oeuvres d'art, châteaux, etc. sans oublier les importantes sommes détournées du fisc pour avoir atterri discrètement dans des paradis fiscaux en pleine expansion ces dernières années, et pour finir les privilégiés qui ne déclarent qu'une partie de leurs revenus en France, tandis que la plus importante est déclarée dans des pays plus avantageux fiscalement, la Belgique par exemple.

Quelques données concrètes.

1 - Déclarer un revenu annuel de 88 200 € en 2008 est le critère de base, pour un célibataire s'il souhaite figurer dans la liste des personnes les plus aisées en France. Pour un couple, le seuil est d'un peu plus de 130.000 €. Le club des riches français compte environ 600 000 membres, donc seulement 1 % des contribuables. (http://finance-economie.com)

2 - A Paris par exemple, le nombre de riches contribuables redevables de l'impôt sur la fortune s'élevait à 86 949 habitants qui possédaient un patrimoine supérieur à 790 000 euros en 2010 (le seuil d'imposition pour cette année) et ont payé 9 018 euros d'ISF en moyenne. (source : http://www.journaldunet.com)

3 - Le haut de la distribution des revenus s'élargit : depuis 2004, le nombre de personnes riches est en forte augmentation (figure 10). Entre 2004 et 2007, le nombre de personnes dépassant les 100 000 euros constants de revenu par unité de consommation a crû de 28 %, et de 70 % pour les personnes au-dessus du seuil à 500 000 euros.

En parallèle, depuis quelques années, les statistiques fiscales révèlent une augmentation forte du nombre de redevables à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). En effet, le nombre de foyers redevables de l'ISF au titre de l'année civile 2004 est de 336 000, soit 12 % plus élevé que l'année précédente (cf. annuaire statistique de la DGFiP), et plus élevé encore les trois années suivantes : l'impôt de solidarité sur la fortune touche ainsi 528 000 foyers en 2007.

Pourtant, le seuil de l'ISF est revalorisé chaque année pour tenir compte de l'érosion monétaire. Les seuils, depuis 2004, sont donc toujours entre 754 000 euros et 761 000 euros de 2007. Cette évolution du nombre de foyers possédant un patrimoine important correspond principalement à une valorisation des actifs immobiliers et mobiliers possédés.

Ainsi, d'un côté, la valorisation forte des actifs sur la période 2004-2007 a fait augmenter le nombre de hauts patrimoines ; de l'autre, on observe une augmentation du nombre de riches en termes de revenus.

Le nombre de personnes dont le revenu déclaré par unité de consommation est supérieur à 500 000 euros de 2007 augmente de 70 % entre 2004 et 2007, passant ainsi de 6 500 à un peu plus de 11 000. (www.insee.fr)

4- Selon l'étude annuelle de la banque helvétique Credit Suisse sur l'état de la richesse dans le monde, la France compte 2,6 millions de millionnaires en dollars (Le Point.fr et AFP 19.10.2010)

Quelques titres d'articles de presse.

- Le Conseil constitutionnel annule la taxe à 75%, camouflet pour Hollande - AFP

- Budget 2012 rectifié: le Conseil constitutionnel valide le crédit d'impôt - AFP

- Impôt à 75 % : "*Une censure symbolique mais pas sévère*", selon Ayrault - LePoint.fr

- "*L'idéologie n'a pas sa place dans les décisions fiscales*" - Le Nouvel Observateur

Le Conseil constitutionnel : une institution non élue, illégitime.

Des Sages tous nommés par la droite - Lefigaro.fr

Les neuf membres nommés qui siègent au Conseil ont tous été choisis par la droite.

Le président, Jean-Louis Debré, a été nommé par Chirac, alors président, en février 2007. Les trois hommes politiques chevronnés entrés lors du dernier renouvellement, en février 2010, étaient Michel Charasse, Jacques Barrot et Hubert Haenel. Ils ont été respectivement choisis par trois hautes autorités issues de l'UMP: Nicolas Sarkozy, Bernard Accoyer et Gérard Larcher, à l'époque chef de l'Etat, président de l'Assemblée et président du Sénat. Par ailleurs, les trois anciens présidents, membres de droit du Conseil, sont tous de droite.

«*nous mettons un point d'honneur à décevoir les attentes des autorités qui nous nomment afin de prouver notre indépendance*», plaide un Sage. Lefigaro.fr 29.12

Il faut bien sauver les apparences, ils ne sont pas les seuls à se livrer à cet excercice pour tromper les naïfs ou les ignorants. Le Conseil constitutionnel a le même pouvoir que la Cour suprême aux Etats-Unis ou en Inde, un pouvoir d'exception propre aux dictatures.

Et la comédie continue.

Les uns en rigolent, à l'UMP, les autres ridiculisés, s'en désolent en promettant de remettre cette taxe sur le tapis d'ici fin 2013, au PS, alors qu'en réalité on vient de voir qu'elle était insignifiante et n'empêcherait pas de vivre les parasites qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs.

Les uns interviennent au nom de l'idéologie qu'ils représentent, à l'UMP, les autres s'emploient à tenter de sauver les apparences trompeuses selon lesquels ils ne partageraient pas l'idéologie bourgeoise des premiers, peine perdue, les travailleurs qui n'avaient pas encore compris qu'ils n'avaient rien à attendre du PS sont en train d'en faire (à nouveau) l'expérience.

Hier, j'ai montré à un Indien de nationalité française (mon propriétaire) la vidéo du PCF qui l'a bien fait marrer. A la fin, il m'a dit la chose suivante en parlant de Hollande et son gouvernement : "*ils ne peuvent pas faire autrement, ils sont prisonniers de la même logique*", je lui ai répondu qu'il fallait casser cette "*logique*" qui consiste à recevoir ses ordres des banquiers et des actionnaires des multinationales et à satisfaire leurs besoins, il m'a répondu "*tout à fait, c'est le seul moyen, sinon rien ne changera*", effectivement, et sur ce plan-là la preuve est faite qu'il n'y a rien à attendre des partis institutionnels, de l' UMP ou du PS notamment...

L'article de l'AFP

- Le Conseil constitutionnel a infligé samedi un camouflet au président François Hollande en annulant la taxation à 75% pour les plus riches contribuables, la mesure la plus emblématique et contestée de son gouvernement.

Si le chef de l'Etat a accueilli "*sereinement*", selon son entourage, la censure de cette taxe, il a immédiatement demandé à son Premier ministre de préparer "*un nouveau dispositif*" pour "*rétablir une taxation exceptionnelle sur deux ans, 2013 et 2014*".

Dans un communiqué, Jean-Marc Ayrault a donc promis une nouvelle mouture de la taxe censurée dans le cadre "*de la prochaine loi de finances*", mais sans donner de précision sur ses modalités, ni sur la date de sa présentation, dans un collectif budgétaire en cours d'année ou dans le projet de budget 2014, l'automne prochain.

La décision du Conseil constitutionnel est un coup rude pour le président de la République, car malgré un faible rendement -- elle devait toucher environ 1.500 personnes, qui auraient payé en moyenne 140.000 euros à ce titre --, cette super taxe sur les très riches constituait un marqueur de sa présidence.

La droite a ironisé sur "*le camouflet*" infligé par le Conseil constitutionnel à François Hollande, et dénoncé, à l'instar de l'ex-Premier ministre François Fillon "*la politique de matraquage fiscal*" du gouvernement.

Le président de l'UMP, Jean-François Copé, a appelé "*solennellement François Hollande à tirer les leçons de ses échecs et à changer de politique*".

"*Pour la France, a-t-il ajouté, il est impératif qu'en 2013 François Hollande prenne conscience de son devoir et entreprenne enfin les réformes courageuses dont nous avons besoin*".

Saisi par les parlementaires UMP, le Conseil constitutionnel a estimé que la taxe de 75% sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros prévue pour deux ans dans le budget 2013 méconnaissait le principe d'égalité des charges. Elle devait être prélevée auprès de chaque personne physique alors que l'impôt sur le revenu l'est "*par foyer*".

Concrètement, a-t-on expliqué au Conseil, un ménage, dont chaque membre percevrait un revenu de 900.000 euros, se trouverait exempté de taxation, tandis qu'un autre, dont un seul membre gagnerait 1,2 million d'euros et l'autre rien, devrait l'acquitter, ce qui constituerait à l'évidence une "*rupture d'égalité au regard de la faculté contributive*".

Plusieurs autres dispositifs du budget 2013 ont été entièrement ou partiellement retoqués (investissements en outre-mer, droits de succession en Corse sur les immeubles, retraites-chapeau etc...). Mais pour un montant de "*moins de 500 millions d'euros*" sur un total de quelque 300 milliards, ce qui n'obère pas l'architecture globale du texte.

S'agissant du budget 2012 rectifié, le gouvernement, par la voix de M. Ayrault, s'est réjoui de la validation par le Conseil constitutionnel de son crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE). Cette mesure phare du pacte de compétitivité issu du rapport Gallois prévoit un coup de main de 20 milliards d'euros aux entreprises. AFP 29.12

Ne bondissez pas à la lecture du dernier paragraphe, rien de plus naturel ou normal au choix, cette misérable taxe va dans le même sens que ces 20 milliards d'euros supplémentaires accordés aux patrons : tout pour les riches, la poursuite de la politique de Sarkozy, il n'y a que l'emballage ou l'étiquette qui change, pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, ce qui figuraient sur les bulletins de vote en mai et juin dernier.

J'ai ajouté deux fichiers dans la rubrique *Social* sur la répartition des revenues.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Six militants pro-palestiniens ont été interpellés place Saint-Michel (VIe arrondissement) à Paris samedi après-midi, après avoir voulu organiser un rassemblement en soutien à des prisonniers palestiniens en grève de la faim, a constaté une journaliste de l'AFP.

La préfecture de police, qui avait autorisé le rassemblement, "*nous a dit vendredi soir qu'il était interdit*", a déploré auprès de l'AFP un des organisateurs, Nassim Tache, membre du collectif Cheikh Yassine. Il a été arrêté et conduit au commissariat, comme cinq autres manifestants dont Abdelhakim Sefrioui, responsable de ce collectif.

"*Le collectif avait procédé à un dépôt de déclaration (de la manifestation), ce qui ne voulait pas dire que la manifestation était autorisée. Les conditions de déroulement de la manifestation (...) et les risques de trouble à l'ordre public ont conduit à l'interdiction du rassemblement par arrêté préfectoral pris vendredi à 23H00*", a-t-on précisé à la PP.

Sur les six interpellés, quatre ont été relâchés et deux placés en garde à vue pour participation à un rassemblement non autorisé, a-t-on indiqué de source policière.

"*Israël assassin, Hollande complice*", "*Hamas résistance*" ont scandé les manifestants.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) avait demandé au préfet de police de Paris d'interdire ce rassemblement, expliquant que le collectif "*est connu en France pour avoir troublé l'ordre public à Paris et en Seine-Saint-Denis*". AFP 29.12

Nous ne connaissons ce collectif palestinien. En revanche, on aura noté qu'il aura suffi que les chiens de garde du sionisme se soient manifestés auprès de la préfecture de police pour que leur demande soit satisfaite.

En aparté, ceux qui autrefois parlaient d'un complot judéo-maçonnique se trompaient de cible, si complot il y avait ou il y a, il faudrait plutôt utiliser la formule sioniste-maçonnique puisqu'ils partagent la même idéologie, le même triptyque, y compris certains symboles...

Que l'on retrouve les mêmes personnages à la tête des Etats ou au sein des gouvernements et des institutions nationales et internationales ou que les sionistes y cotoient les francs-maçons, ne serait évidemment que pure coïncidence depuis un siècle. Qu'ils figurent tous ou presque depuis 50 ans sur la liste des participants aux réunions du groupe Bilderberg, un pur hasard en somme. Et dire qu'il y a des militants assez crédules pour le croire... Question : cette crédulité ou ignorance aurait-elle une influence sur leurs analyses ou leur positionnement politique ? D'après vous ?

2- Macédoine

Plusieurs milliers de Macédoniens ont manifesté samedi à Skopje à l'appel de l'opposition de gauche pour réclamer la démission du gouvernement conservateur accusé d'être responsable de la grave crise économique que traverse cette ex-république yougoslave.

Cette manifestation intervient après que la majorité gouvernementale eut adopté lundi le budget 2013 vivement critiqué par l'opposition, lors d'une séance marquée par des incidents à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement ayant fait 17 blessés, dont onze policiers et deux députés.

Portant des banderoles clamant "*A bas le gouvernement*", les protestataires - 4.000 selon la police -, ont manifesté sans incident devant le siège du principal parti de la coalition gouvernementale (VMRO-DPMNE), entouré d'un important dispositif policier, a rapporté une journaliste de l'AFP.

"*Nous voulons nous débarrasser de ce gouvernement qui ne cesse de piller le pays*", a dit à l'AFP Vera Stojanovska, une quinquagénaire fonctionnaire à Skopje. *"Ce régime doit partir car il a été incapable de créer des emplois pour les jeunes*", s'est indigné Dragi Jovanovski, un retraité.

En Macédoine, où le chômage frappe 31% des quelque deux millions d'habitants, le budget 2013 prévoit 2,7 milliards d'euros de dépenses et 2,4 milliards d'euros de recettes.

L'économie macédonienne devrait stagner en 2012, selon la prévision de la Banque mondiale, qui table toutefois sur une croissance de 1% l'année prochaine pour le pays balkanique. AFP 29.12

3- Bolivie

Le président bolivien Evo Morales a annoncé samedi la nationalisation de compagnies d'électricité détenues par le groupe énergétique espagnol Iberdrola.

Samedi, des policiers et des militaires ont pris le contrôle des bureaux administratifs et des sièges des compagnies du groupe espagnol à La Paz, a constaté l'AFP.

Le vice-président bolivien Alvaro Garcia, entouré de policiers et de militaires, a dirigé en personne leur entrée dans les diverses installations d'Iberdrola, qui s'est faite sans incidents avec les employés de la compagnie espgnole.

Cette fois, M. Morales a indiqué qu'il avait agi parce que Iberdrola faisait payer plus pour son électricité dans les zones rurales que dans les villes et que le service était inégal.

"*Nous sommes contraints de prendre cette mesure afin que les tarifs de l'électricité soient uniformes*" et que le service soit de même qualité dans l'ensemble du pays, a précisé le président bolivien au cours d'une cérémonie au palais présidentiel. AFP 29.12

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet 2013

CAUSERIE

On a fini le mois de juin à 14.100 visites et 27.440 téléchargements.

Un nouveau record, bravo à vous ! Vive l'Opposition de gauche et la révolution socialiste !

- Eléments de statitique de fréquentation du site juin 2013

Suite de l'analyse d'hier.

Hier, j'ai écrit : C'est très simple, mettre en avant le féminisme, l'écologie, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, le droit de vote des étrangers, la démocratie, la république, l'égalité, la liberté, la fraternité, etc. autant de thèmes ou valeurs qui traversent ou concernent toutes les classes et toutes les couches de la société sans exception, ce qui ne veut pas dire qu'elles y adhèrent évidemment, c'est leur point commun.

Il aurait fallu préciser que chaque classe et chaque couche à l'intérieur de chacune d'entre elles, se livrait à une interprétation ou donnait un contenu particulier à ces questions, sujets, principes ou valeurs en fonction d'un ensemble de critères ou rapports dont la place qu'elles occupent dans la société, la manière dont elles perçoivent la société et les différents rapports qui s'y expriment, etc., contenu qui pouvait exprimer ou aller dans le sens des intérêts historiques d'une classe ou l'inverse inconsciemment, parce qu'elles sont largement manipulées ou conditionnées, ces thèmes ou valeurs étant instrumentalisés à leur insu par la classe dominante ou une de ses couches dans une direction précise ou dans un objectif politique déterminé qui leur échappe.

Il y a des femmes, des homosexuels, des immigrés, etc. qui estiment leurs droits bafoués dans toutes les classes ou couches de la société, c'est partant de ce constat que les idéologues (mondialistes) de la classe dominante déclenchent des campagnes ou mettent en oeuvre des mouvements sous couvert de bonnes intentions, ils vont les instrumentaliser, alors qu'en réalité, ces mouvements téléguidés ne vont servir qu'à mieux dresser à l'intérieur de chaque classe les différentes couches qui les composent les unes contre les autres pour finalement mieux les diviser, les affaiblir, les contrôler, les neutraliser, pendant que le gouvernement appliquera tranquillement sa politique antisociale, tout en progressant l'air de rien vers un objectif politique à long terme dont ils ignorent totalement la teneur.

Maintenant, la question est de savoir si nous devons partager les illusions qui s'illustrent ici à travers la manière d'aborder ces questions ou valeurs et finalement soutenir les mouvements auxquels elles donnent lieu, sans se poser davantage de

questions, notamment quelle en sera la portée, les conséquences pour différentes couches de la population ou des masses exploitées, à qui ils profiteront à l'arrivée, conformément au principe opportuniste qui consiste à coller au mouvement spontanée des masses ou d'une partie des masses. Là en l'occurrence, à aucun moment les masses ne se sont mobilisées, ce sont des couches de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie, de la classe moyenne et des des couches supérieures du prolétariat corrompues par le capitalisme qui se sont à chaque fois mobilisées, qui ont été à l'initiative de ces mouvements relayés généreusement par les médias aux ordres et les partis liés au régime en place, ce qui entre nous aurait dû mettre la puce à l'oreille des militants et aurait dû les inciter à prendre du recul et à davantage réfléchir à ces questions avant de les soutenir aveuglément.

Apparemment, ils s'en trouvent parmi nous pour prêter un rôle progressiste au capitalisme ou à ses représentants, en réalité ils sont eux-mêmes manipulés inconsciemment . Et s'ils ont été si facilement bernés, c'est parce qu'ils refusent de caractériser le PS et ses satellites comme des partis bourgeois, capitalistes, de droite, réactionnaires. D'ailleurs, ce serait facile de le vérifier, il suffirait de leur demander s'ils soutiendraient une revendication sociale (salaire, retraite, santé, logement, par exemple) avancée par le PS pour s'apercevoir qu'ils la soutiendraient tous ou presque, en réalité on serait très peu nombreux en France à s'y refuser catégoriquement, on doit se compter peut-être sur les doigts d'une seule main, c'est pour dire à quel point de décomposition est parvenu le mouvement ouvrier, je ne fais qu'adopter ici la position de Marx et Engels remarquez bien, je n'invente rien.

Nous ne soutenons que les réformes sociales arrachées par le prolétariat au cours de la lutte de classe, suite à une grève ou une mobilisation massive et nous rejetons toutes réformes proposées par les représentants de l'Etat quel que soit le parti au pouvoir, sachant d'autant plus que le parti de l'ordre et son suppléant dit de gauche gouvernent en réalité ensemble contre la classe ouvrière.

Notre conception de la lutte de classe est la suivante : nous combattons pour l'amélioration de la condition ouvrière dans la perspective de l'abolition des institutions de la Ve République et du capitalisme, pour la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, le socialisme.

Nous ne combattons pas pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le but de lui permettre de mieux supporter l'existence du capitalisme, et les faits nous donnent raison, puisque chacun peut constater que tous ses acquis sont systématiquement liquidés les uns après les autres, alors que le capitalisme et ses institutions, eux, restent en place et ne sont pas prêts de disparaître en l'absence justement de toute perspective politique puisque le socialisme est étranger aux masses laborieuses, tout ayant été fait pour qu'il en soit ainsi par les dirigeants du mouvement ouvrier, y compris ceux de son avant-garde.

Donc au lieu de partager ces illusions ou de les colporter à notre tour, de faire le jeu de notre ennemi au lieu de combattre pour notre cause, pour se forger notre propre conviction sur toutes ces questions, thèmes, principes, valeurs, ces mouvements, il faut nous placer sur le terrain de classe du prolétariat en partant ou en revenant au rôle et aux tâches historiques qu'il a à accomplir qui s'inscrivent dans le cadre du développement du capitalisme, plus précisément au stade où il est parvenu aujourd'hui.

Autrement dit, il faut partir de la réalité, de la situation économique, sociale et politique qui est le produit de la crise du capitalisme, des contradictions qu'il a engendrées et qu'il n'est plus en mesure de contrôlées ou de résoudre sans remettre en cause les bases sur lesquelles il repose. D'où sa tentative désespérée de dépasser ces contradictions en liquidant la démocratie sociale et politique et la lutte des classes, son objetif étant d'instaurer une dictature à l'échelle mondiale appelé Nouvel ordre mondial ou gouvernement mondial dirigée et contrôlée par une poignée d'oligarques financiers.

Pour parvenir à cet objectif, il exploite les particularismes de la société qu'il a encouragés et qui ont pu donner naissance à différentes communautés, il s'emploie à monter les couches des différentes classes les unes contre les autres au nom de l'égalité de droits, de la démocratie, créant ainsi un climat délétère ou de tension permanente à l'intérieur de la société, favorisant l'intolérance, instrumentalisant l'ignorance ou l'arriération de certaines couches de la population dans les différentes classes, au point de donner lieu à des comportements incontrôlés de groupe ou des actes violents individuels qui serviront à justifier le renforcement de l'arsenal législatif répressif et liberticide, et surtout à davantage contrôler la population.

Dans ces conditions, il est parfaitement clair que le législateur ne peut pas promulguer de nouveaux droits en faveur de certaines couches de la population sans avoir une arrière-pensée dans la tête qui s'évèrera néfaste à ces couches ou à l'ensembles des masses exploitées, à court terme ou plus tard, puisque l'on sait qu'il poursuit un objectif à long terme et qu'il agit selon un plan bien déterminé, que chaque mesure dont il prendra l'initiative ou qu'il aura encouragé correspondra finalement à une nouvelle étape franchie vers son objectif. Les femmes vont continuer d'être exploitées, harcelées, violées comme par le passé, les homosexuels vont continuer de se faire tabasser par des arriérés, les immigrés vont continuer à subir le racisme et notre planète va continuer d'être une poubelle pour les capitalistes.

En réalité ces campagnes ne servent qu'à camoufler que tous ces comportements vont se trouver exacerbés dans le futur au lieu de régresser, c'était l'un de leur principal objectif. Il fallait être bien naïf pour tomber dans le panneau ou faire preuve d'un niveau de conscience médiocre, ne pas comprendre grand chose au fonctionnement du capitalisme et de la société. Cela devrait insiter chacun à progresser, cela demande des efforts, davantage que suivre docilement le courant impulsé par la classe dominante.

Partir de la réalité, de la situation économique, sociale et politique, cela signifie aussi établir quels sont les rapports entre les classes, l'Etat, ses représentants, et les relier à l'objectif de notre combat politique.

On ne peut dissocier le combat pour les droits des femmes travailleuses, des homosexuels, des immigrés, pour la sauvegarde de notre environnement, le combat pour la défense des droits spécifiques des couches minoritaires dans la société, du combat pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, du combat pour prendre le pouvoir et inverser les rapports entre les classes, car c'est uniquement lorsque la seule classe progressiste au sein des rapports de production exercera le pouvoir, la classe ouvrière ou l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des secteurs public et privé, en association avec la classe moyenne ou des couches de la petite-bourgeoisie, que les rapports sociaux basés sur la domination d'une minorité sur une majorité seront inversés, qu'il sera alors possible de satisfaire les droits des minorités ou des couches jusqu'alors faisant l'objet de discriminations ou pire encore. Car contrairement à la situation actuelle ce sera la majorité qui détiendra le pouvoir, la majorité qui fera consciemment sa propre histoire et qui parce qu'elle sera la majorité n'aura aucune raison d'opprimer une minorité ou certaines couches ou communautés minoritaires dans la société, hormis les capitalistes évidemment.

On pourrait aller plus loin encore, comme quoi cela sert de se poser des questions et d'essayer d'y répondre. Aujourd'hui c'est une minorité qui détient et exerce le pouvoir économique et politique sur la majorité. Quand la bourgeoisie a pris le pouvoir, elle n'a fait que se substituer à une minorité au pouvoir, les aristocrates, ce sont les féodaux qui ont se sont transformés en commerçants, en bourgeois des villes, en capitalistes au fil du temps... Le capitalisme a engendré la classe ouvrière, qui en fait provenait de la paysannerie pauvre ou ruinée. A l'époque du système féodal, les aristocrates étaient une infime minorité face à une majorité de paysans. Avec le système capitaliste, les paysans ont été réduits de nos jours à 4 ou 5% de la masse salariale totale, ce qui signifie que les paysans d'hier et leurs descendants sont passés à la classe ouvrière, ils forment à leur tour la majorité de la population et les capitalistes sont une infime minorité.

Donc, on aurait pu remonter à l'époque de l'esclavagisme et on serait parvenu au même constat, c'est toujours une minorité qui a exercé le pouvoir sur une minorité, minorité qui en a engendré une autre, ce cycle s'étant achevé avec le capitalisme puisque le capitaliste n'a pas engendré une nouvelle espèce d'exploiteur, une nouvelle classe. Revenons en arrière, c'est effectivement une minorité qui a toujours exercé le pouvoir, par contre la bourgeoisie pour conquérir le pouvoir a dû faire appel à la plèbe, à la majorité pour briser et venir à bout de la résistance des féodaux...

Résumons. Une minorité s'appuie sur la majorité contre une minorité pour s'emparer du pouvoir. Que font les tenants du capitalisme, particulièrement les néoconservateurs et les néolibéralisme aujourd'hui en agitant les droits des femmes, des homosexuels, des immigrés, etc. ? Ils dressent qui contre qui, attention il y a un piège, celui dans lequel la plupart des militants sont tombés et on expliquera plus loin pourquoi ? Ils dressent la majorité contre des minorités pour permettre à une minorité de conserver le pouvoir. Et oui, car la majorité serait ou demeure plutôt portée à la misogynie, à l'homophobie, au racisme et à une forme de xénophobie à géométrie variable, on s'est employé à vous démontrer, à vous faire croire le contraire à l'aide de sondages bidons et vous avez sauté à pieds joints dans ce piège parce que cela correspondait à votre niveau de conscience, mais la réalité est bien différente hélas, or c'est seulement elle qui nous intéresse pour mener notre combat et pas vos désirs ou vos états d'âme aussi généreux soient-ils. Au passage, nos conteurs d'histoires émaillées de citations des marxistes feraient bien de revoir leur copie semble-t-il.

On a dit qu'ils dressaient la majorité contre des minorités pour permettre à une minorité de conserver le pouvoir, parce que ceux qui détiennent le pouvoir tiennent compte des véritables rapports qui existent dans la société, ce ne sont pas de doux rêveurs ou des charlatants comme nos dirigeants, ils font preuve de détermination, de persévérance, ils ont de la suite dans les idées assurément et ce sont de redoutables experts en manipulations en tous genres, ils savent pertinemment où sont tous les partis ouvrier, où en est rendu le mouvement ouvrier, très précisément, ils l'étudient minutieusement avant de définir leur stratégie, quelle tactique ils vont employer en fonction du contexte du moment, comment ils vont pouvoir profiter de cet avantage pour aller de l'avant, tenez, ils savent qu'ils ne trouveront nulle part ailleurs qu'ici (ou peut-être dans d'autres portails méconnus des militants) ce genre d'analyse, en tout cas certainement pas dans la littérature des partis ouvriers.

Il leur faut empêcher à tous prix que la majorité des exploités se dressent unis contre la minorité qui détient le pouvoir politique, vous voyez bien que ces opérations servent uniquement un objectif politique, que c'est cet objectif politique qui les conduit à mettre en oeuvre ces mouvements.

Si vous n'êtes pas encore convaincu, reprenez leur mécanisme depuis le début, partez des faits, de leurs rapports et reliez le tout à leur objectif politique, vous verrez que tout se tient, est parfaitement cohérent. Et comme on l'a dit hier et dans des causeries précédentes, ils en tirent une multitude d'avantages, notamment celui de diviser ou de briser le mouvement ouvrier, de le neutraliser, pour ne pas dire se le mettre dans la poche, cela s'adresse à ceux qui ont voté Hollande ou PS en juin 2012.

Je n'ai plus le temps de continuer aujourd'hui.

En fait, le boulot que nous avons à faire est colossal, il consiste ni plus ni moins qu'à écrire la suite du marxisme, en repartant sinon des ouvrages de Lénine, des derniers écrits laissés par Trotsky, tous les autres auteurs n'étant pas dignes de confiance, les résultats auxquels ils sont parvenus parlent d'eux-mêmes, on n'a pas de temps à perdre à en chercher les faiblesses ou les

failles au risque de passer à côté et de se fourvoyer, non, il est préférable de tout reprendre à zéro une fois de plus et d'analyser la situation actuelle à partir des faits comme l'avaient Marx, Engels, Lénine et Trotsky, ainsi si je commets une erreur il me sera plus facile de la repérer et de la corriger.

Depuis quelques années on a quand même bien déblayé le terrain, et depuis le mois de janvier de cette année on est parvenu à intégrer la totalité des facteurs et des rapports qui constituent la situation mondiale. Vous avouerez que ce travail est plus passionnant et plus productif que l'actualisation quotidienne des infos en bref. Je vous livre modestement ma contribution, elle vaut ce qu'elle vaut, je ne prétends nullement égaler les maîtres du marxisme, j'essaie seulement de faire avancer notre cause.

C'est difficile car il y a beaucoup de résistance chez les militants, pire encore chez leurs cadres ou dirigeants. Je les invite à se poser toutes les questions que je pose dans mes causeries, d'en rajouter si nécessaire, et de chercher des réponses qui les satisfassent.

Ils restent bien des questions que nous n'avons pas abordées ici, des questions notamment de stratégie politique qui découlent de mes dernières analyses, il est clair que nous ne pouvons reprendre à la lettre celle du parti bolchevik, il nous faut réfléchir au parti, le modèle du parti de Lénine ne peut être remis en cause car il incarne le degré de conscience politique le plus élévé atteint, il est la lumière, le guide, l'organisateur de la révolution socialiste sans lequel elle ne peut triompher, maintenant il faut déterminer comment associer à notre combat des travailleurs qui ne seraient pas prêts à le rejoindre, quelle forme d'organisation la plus appropriée il faudrait leur proposer, comment associer des intellectuels à notre combat, pas sur la totalité de notre programme, mais sur des éléments déterminants de ce programme, sur la rupture avec le capitalisme par exemple.

Il faut aussi réfléchir aux rapports entre la classe ouvrière et la classe moyenne ou la petite-bourgeoisie, comment les associer dans une stratégie de combat politique pour le pouvoir et le socialisme. Les classes sont très hétérogènes, il existe une multitude de situations auxquelles correspondent des questions, des difficultés, des revendications, des besoins et des aspirations différentes mais aussi communes. L'axe politique pourrait tourner autour du pouvoir de l'oligarchie financière, le capitalisme et ses institutions, l'Etat. Nous avons besoin d'un nouvel Etat, d'autres institutions, d'un gouvernement qui incarne les besoins et aspirations de l'ensemble de ces classes et couches exploitées, d'une théorie qui relie le tout et qui soit un point d'appui pour mener notre combat, exprime consciemment le développement de la lutte des classes au-delà du capitalisme, dans une perspective européenne et mondiale...

Hollande confirme à sa façon mon analyse.

- "*Enfin, poursuit le président, il y a des valeurs à affirmer et des dangers à dénoncer*", car "*out ne se vaut pas dans le débat politique*".

Selon M. Hollande ces valeurs sont "*celles de la République qui sont fondées sur le +vivre ensemble+. Celles de l'Europe pour être plus forts ensemble !*" AFP 30.06

On ne l'a pas dit plus haut, là il s'agit pour lui d'obtenir le soutien de la majorité contre la minorité qui consteste ou rejette l'UE, d'ailleurs on n'est pas sûr qu'il s'agisse d'une minorité aujourd'hui, mais il ne peut pas faire autrement que de le faire croire. Quant aux valeurs de la République, il s'en sert effectivement, pour mieux les piétiner ou les mettre au service d'une minorité qui les combat car elles sont incompatibles avec leur politique réactionnaire sur toute la ligne.

Quelle mobilisation !

Avec la solidarité, la fraternité, le soutien sans faille et la mobilisation de l'ensemble du mouvement ouvrier, syndicats et partis inclus :

Environ 200 mal-logés et sans-abri ont défilé dimanche à Paris pour réclamer au gouvernement l'application du droit au logement et une amélioration du projet de loi Duflot 2 qui "*n'apporte rien*" selon eux, a constaté une journaliste de l'AFP. AFP 30.06

Misérable, n'est-ce pas ?

Parole d'internaute

(A propos de Prism et l'UE)

1- "La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique . Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très durs les américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort." --François Mitterrand juste avant de mourir. (Le dernier Mitterrand de Georges-Marc Benamou)

Une guerre inconnue pour ceux qui ignorent la face cachée du vieux monde.

Comment les banquiers anglo-saxon sionistes de la Fed gouvernent le monde, le lien entre ces banquiers et le FMI, la Banque mondiale, l'ONU, l'Otan, le lien entre les banquiers et les monarchies depuis la fin du XVIIe siècle en Europe, le lien entre franc-maçonnerie et sionisme, le lien entre le néolibéralisme et le sionisme, le lien entre la Fed et la BCE, le lien entre la Fed, la CIA, le Pentagone et le Mossad, le lien entre la CIA, le Mossad et Al-Qaïda, Al-Nosra, les Frères musulmans et l'Etat sioniste, le lien entre la CIA et les barons de la drogue de l'Afghanistan à la Colombie, le lien entre le PS et le capitalisme, les banquiers, le sionisme, etc. etc. etc.

2- On semble découvrir la face cachée des USA qui ne date pas d'hier. Je pense que tout le monde savait.

Bingo, vous avez donné la bonne réponse, vous devriez préciser ce que vous entendez par tout le monde, on va vous aider, absolument tous les partis présents au Parlement européen.

3- Un aspect haïssable des US, qui préfèrent pourchasser ceux qui ont eu le tort de dénoncer ces pratiques nauséabondes.

Normal pour des dictateurs, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Intox

Un dictateur pourrait faire preuve d'humilité, pourquoi pas d'humanisme !

- Obama se recueille avec "*humilité*" à Robben Island - euronews.com

Les vassaux réclament poliment des explications.

- Espionnage américain : l'UE veut des explications - euronews.com

Vous vous l'êtes assurément !

- Laurent Berger juge que Barroso "*n'est pas forcément à la hauteur*" - AFP

Encore un ambidextre !

- François Lamy (PS) : Mélenchon "*a choisi*" l'échec de la gauche - AFP

Ambidextre : qui se sert des deux mains avec une égale facilité, c'est pratique quand on bouffe à tous les râteliers!

Les opposants à la politique coloniale américaine en Afrique qualifiés d'"***extrémistes***".

- Barack Obama a rencontré des étudiants de l'Université de Johannesbourg sur le campus de Soweto. Il a du répondre à leurs critiques sur la politique étrangère américaine: "*Il y a des groupes extrémistes qui n'accepteront ni les compromis, ni de participer au processus démocratique, et nous devons aussi être réalistes à ce sujet. Ce que nous voulons, c'est un partenariat avec les pays africains, pour voir comment nous pouvons aider.*" a-t-il déclaré. - euronews.com 30.06

En famille.

- Afghanistan: Cameron pour un dialogue avec les talibans - AFP

Monsieur Cameron, votre rond de serviette est prêt à la table de l'émir de Doha...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Deux personnes ont été tuées dimanche dans des heurts entre partisans et adversaires du président islamiste égyptien Mohamed Morsi, en marge de manifestations monstres à travers tout le pays à l'appel de l'opposition pour réclamer son départ.

L'armée estime à "*plusieurs millions*" le nombre de manifestants anti-Morsi descendues dans la rue, un an jour pour jour après son investiture, a déclaré à l'AFP une source militaire.

"*Il s'agit de la plus grande manifestation dans l'histoire de l'Egypte*", a ajouté cette source sous couvert de l'anonymat.

Des manifestations anti-Morsi ont aussi lieu à Alexandrie (nord), deuxième ville du pays, à Menouf et Mahallah, dans le delta du Nil, ainsi qu'à Port-Saïd et Suez, sur le canal du même nom, ou encore dans la ville natale de M. Morsi, Zagazig, au nord-est du Caire.

La présidence a réagi en affirmant que "*le dialogue est la seule façon pour parvenir à une entente*" et qu'elle était "*ouverte pour lancer un véritable et sérieux dialogue national*".

Mais la principale coalition de l'opposition égyptienne a appelé les manifestants à rester dans la rue jusqu'à la démission du régime "*dictatorial*" du président Morsi, accusé de gouverner au seul profit des islamistes et de laisser l'économie s'effondrer.

Redoutant de graves troubles, l'armée et la police se sont déployées à travers le pays pour renforcer la protection des installations vitales, notamment le canal de Suez.

Non loin du palais présidentiel, des militants islamistes campent depuis vendredi dansle quartier de Nasr City pour défendre la "*légitimité*" du premier chef de l'Etat égyptien librement élu. Ils étaient 25.000 dimanche soir, selon l'armée.

Cette journée constitue le point d'orgue de la campagne Tamarrod (rébellion en arabe), le mouvement à l'origine des appels à manifester massivement pour réclamer le départ de M. Morsi le jour même de l'anniversaire de son investiture.

Tamarrod, soutenu par de nombreuses personnalités et mouvement de l'opposition laïque, libérale ou de gauche, assure avoir collecté plus de 22 millions de signatures pour une présidentielle anticipée, soit plus que le nombre d'électeurs de M. Morsi en juin 2012 (13,23 millions).

Après un an d'une présidence mouvementée, déjà marquée par plusieurs crises, M. Morsi vit son "*Jour du jugement*", titraient dimanche certains journaux.

L'instabilité persistante en Egypte, pays le plus peuplé du monde arabe avec plus de 80 millions d'habitants, pèse lourdement sur une économie marquée par une inflation et un chômage en hausse, et une chute de sa monnaie. AFP 30.06

2- Liban

Les forces de l'armée libanaise ont arrêté un espion sioniste dans le Sud du Liban.

Ce dernier a été arrêté à Saïda aux côtés du groupuscule lié à Ahmed al-Assir, religieux extrémiste salafiste, face à l'armée de ce pays, a indiqué la chaine de télévision syrienne. Des affrontements sporadiques se poursuivent entre les terroristes d'Ahmed al-Assir et les forces de l'armée libanaise. Ces dernières sont déployées dans différents endroits de Saïda pour l'instauration de la sécurité. french.irib.ir 30.06

3- Iran

Le président de la Commission de la politique étrangère et de la sécurité nationale du parlement iranien a confirmé la nouvelle de l'arrestation de plusieurs ressortissants slovaques, en Iran, en raison du port d'équipements «non conventionnels».

M. Alaeddine Boroujerdi a déclaré aux journalistes que les forces de l'ordre ont arrêté ces individus, sous l'accusation d'espionnage. «*Les équipements qu'ils portaient ne sont pas ordinairement utilisés par de simples quidam*», a-t-il précisé. M. Boroujerdi a ajouté que ces individus ont été arrêtés par la police, car ils avaient violé les lois de l'Iran, et parce qu'ils se sont présentées dans des endroits «*sensibles*». french.irib.ir 30.06

4- Irak

L'Irak vient de signer un contrat d'une valeur de 4 milliards de dollar avec la Russie pour livraison de 10 hélicoptères MI-28 , dit " *prédateur de nuit*".

Selon Al Alam qui rapporte cette information, le contrat a été signé l'an dernier mais c'est la première fois que le nombre d'appareils à livrer à l'Irak est clairement signalé. MI 28 est un helicoptère manoeuvrable dans toutes les conditions météorologiques et capable de mener sa mission en toute situation. le contrat, selon la partie russe, concerne aussi l'entrainement des pilotes irakiens et des ingénieurs de vol de ce pays de façon à ce qu'ils puissent se servir de ces appareils. les MI 28 sont-ils destinés à traquer des nostratistes infiltrés depuis la Syrie voisine? french.irib.ir 30.06

5- Syrie

Qui a gagné la guerre syrienne? "Iran/Syrie".

Cette question est posée par l'éditorialiste de Washington post qui n'est pas sûr de voir à travers la guerre syrienne un terrain de victoire pour les Américains. " *Les Etats Unis sont les principaux perdants de la guerre en Syrie alors que l'Iran et Damas en sont les vrais gagnants*". "*Ces deux derniers années, certains responsables US ont exigé une intervention directe en Syrie Or il y a là le risque d'une véritable catastrophe humanitaire et une longue période de turbulence qui nuit aux intérêts des USA. L'administration Obama n'a pas encore conclu à l'opportunité d'une intervention directe et croit que ce serait mieux de préserver la distance avec ce conflit. Les pro-intervention arguent qu'une intervention directe en Syrie affaiblira l'Iran. Or l'Iran n'a cessé de poursuivre son soutien à Assad et les faits montrent que c'est lui le gagnant alors que la Turquie et la Jordanie se sont nettement affaiblis du fait de l'afflux des réfugiés*". "*L'Iran continue ses avancées en matière nucléaire et les USA sont loin de pouvoir l'arrêter.* " french.irib.ir 30.06

SOCIAL

Canada

Grève dans le BTP au Québec : une loi pour forcer le retour au travail

Le gouvernement indépendantiste de la première ministre québécoise Pauline Marois a déposé, dimanche 30 juin, une loi spéciale pour forcer le retour au travail de 77 000 travailleurs de la construction et mettre fin à une grève historique de 14 jours dans le secteur vital du BTP. Quelque 98 000 des 175 000 travailleurs du secteur avaient déjà repris le travail au cours de la semaine après avoir conclu des ententes de principes avec le patronat.

L'arrêt de travail dans le BPT — du jamais vu dans la Belle Province depuis 1986— a été déclenché après l'échec des négociations sur le renouvellement des conventions collectives pour la période 2013-2017 et notamment sur les augmentations de salaire, les syndicats demandant qu'elles soient de 3 % dès la première année, tandis que le patronat ne proposait que 1 %.

Le premier ministre, Pauline Marois, a répondu en expliquant que le temps de la négociation était terminé : "*ça existe le droit à la grève dans nos lois (...) et on l'a laissé s'exercer (...). J'avais indiqué que quinze jours était le maximum acceptable à mes yeux et aux yeux du gouvernement*", a-t-elle déclaré devant l'Assemblée à Québec. Le Monde 30.06

Haut de page

Le 2 juillet 2013

CAUSERIE

CAUSERIE

J'ajouterai de nouveaux articles ce soir ou demain matin.

Juste une question : ce ne serait pas la rupture des relations avec les Etats-Unis qui se poserait ?

Les maîtres du monde disions-nous, était-ce exagéré de les qualifier ainsi ? Près de 1.000 bases militaires à travers le monde, un système d'espionnage qui couvre la planète entière, une monnaie hégémonique dans les transactions financières internationales, des institutions financières et politiques internationales qu'ils ont créées pour exercer leur hégémonie, imposer

leur dictature au monde entier, cela est-il suffisant comme argument ? A suivre

- Les causeries et actualité en bref de juin au format pdf (Acrobat Reader) - 291 pages

Spécial Egypte (1)

Là pour le coup, la situation est réellement révolutionnaire en Egypte, avec 14 à 17 millions de manifestants avant-hier dans les rues des grandes villes du pays pour exiger le départ de Morsi, 15 à 22 millions d'Egyptiens auraient signé une pétition dans le même sens, les prix des produits de première nécessité flambent, les salaires stagnent, la pénurie d'essence et les coupures d'électricité exaspèrent la population, la propagande haineuse des Frères mulsulmans est massivement rejetée par les Egyptiens, le chômage, etc.

Tout comme en Tunisie, la révolution couvait en Egypte avant que les Américains décident de lâcher Moubarak pour installer à la place un pouvoir fantoche des Frères musulmans, qui ne pourrait pas imposer un régime rétrograde, féodal, une nouvelle dictature dans un pays avant tout laïque où la jeunesse est animée de profondes aspirations progressistes, tournée vers l'autre côté de la Méditerranée, elle a les mêmes besoins sociaux que dans les pays développés, elle aspire à davantage de liberté, de droits, elle refuse la régression sociale et politique, le carcan dans lequel voulaient l'enfermer les islamistes arriérés et radicaux imposés par Washington et financés par Doha notamment.

Les Américains et leurs alliés ont cru qu'ils pourraient ainsi manipuler les masses, un pays de 80 millions d'habitants, ils ont échoué, ils ont épuisé leur dernière cartouche, il ne leur reste que l'armée égyptienne qu'ils financent. Cette révolution intervient après leur défaite en Syrie qui résiste toujours, après l'abdication forcé de l'émir du Qatar, le soulèvement populaire en cours en Turquie, le scandale Prism qui donne lieu à de nouvelles révélations quasi quotidiennes, le refus de la Russie de leur livrer l'ex-employé de la CIA qui en est à l'origine, bref, c'est l'hégémonie américaine qui est partout remise en cause. Situation particulièrement dangereuse, car c'est lorsqu'ils sont acculés qu'ils recourent aux moyens les plus extrêmes, car même affaibli l'impérialisme américain demeure la puissance mondiale dominante, grâce au dollar notamment. A suivre.

AFP 01.07 - Les pressions s'accentuaient lundi en Egypte pour exiger le départ de Mohamed Morsi, appelé à partir sous 24 heures par l'opposition et abandonné par quatre de ses ministres démissionnaires, au lendemain de manifestations monstres contre le président islamiste.

La foule avait déferlé dimanche au Caire et dans de nombreuses autres villes, conspuant le chef d'Etat aux cris de "*Le peuple veut la chute du régime*", reprenant ainsi le slogan déjà scandé début 2011 contre le pouvoir autoritaire de Hosni Moubarak.

Au moins seize personnes ont été tuées dans tout le pays en marge de manifestations, dont huit dans des affrontements entre pro et anti-Morsi au Caire, a indiqué lundi le ministère de la Santé dans un nouveau bilan.

Des affrontements similaires avaient déjà fait huit morts, dont un Américain, en milieu de semaine dernière.

L'armée et la police sont déployées dans le pays pour éviter des dérapages graves, notamment autour des établissements vitaux.

Alors que l'opposition a donné à M. Morsi jusqu'à mardi pour quitter le pouvoir, quatre de ses ministres ont remis leur démission lundi.

Parmi eux, le ministre du Tourisme Hicham Zaazou avait déjà voulu démissionner le mois dernier pour protester contre la nomination comme gouverneur de la région très touristique de Louxor d'Adel al-Khayyat, membre d'un parti islamiste lié à un groupe radical ayant revendiqué en 1997 une attaque qui avait coûté la vie à 58 touristes étrangers près de cette ville. Il était revenu sur sa décision après le départ du gouverneur controversé.

Au Caire, le siège du mouvement des Frères musulmans, dont M. Morsi est issu, a été en partie incendié dans la nuit dans le quartier du Moqattam, avant d'être occupé et pillé lundi matin.

Certains assaillants jetaient des objets par les fenêtres, tandis que d'autres emportaient des casques, des gilets pare-balles, des postes de télévision, des meubles et des documents, a constaté un journaliste de l'AFP.

"*C'est un moment historique. Les Frères musulmans ont ruiné le pays, et les dévaliser est donc justifié*", expliquait à l'AFP Mohammed, un manifestant.

Les cortèges de dimanche --d'une ampleur sans précédent-- ont lancé "*La révolution du 30 juin*", par ailleurs jour du premier anniversaire de l'investiture de M. Mosi, affirmait lundi le quotidien indépendant Al-Masry al-Youm.

A quelques kilomètres de la place Tahrir, où des manifestants sont restés pendant toute la nuit, les partisans du premier président

élu démocratiquement de l'histoire du pays campaient également dans le faubourg de Nasr City, dans l'est de la capitale, pour soutenir la "*légitimité*" de M. Morsi.

L'armée, qui a parlé de "*millions*" de manifestants hostiles à M. Morsi à travers le pays, a estimé le chiffre des pro-Morsi à 25.000.

Après avoir récolté 22 millions de signatures pour une pétition réclamant le départ du président, le mouvement Tamarrod (rébellion en arabe) a posé un ultimatum à M. Morsi.

"*Nous donnons à Mohamed Morsi jusqu'à mardi 2 juillet à 17H00 (15H00 GMT) pour quitter le pouvoir et permettre aux institutions étatiques de préparer une élection présidentielle anticipée*", a affirmé Tamarrod sur son site internet. En cas de refus, "*mardi 17H00 sera le début d'une campagne de désobéissance civile totale*".

Avec le soutien de nombreuses personnalités et de mouvements de l'opposition laïque, libérale ou de gauche, l'appel de Tamarrod a mobilisé massivement.

Le mouvement appelle désormais l'armée, la police et l'appareil judiciaire à "*se positionner clairement du côté de la volonté populaire représentée par (ces) foules*".

L'armée, qui avait pris pour un an et demi les rênes de l'exécutif entre le départ de M. Moubarak et l'élection de M. Morsi en juin 2012, a déclaré la semaine dernière qu'elle ne laisserait pas le pays "*plonger dans un tunnel sombre de conflit et de troubles*".

Les adversaires de M. Morsi dénoncent une dérive autoritaire de son pouvoir et une mainmise des Frères musulmans sur le pays.

M. Morsi a une nouvelle fois appelé dimanche soir au dialogue.

Une offre aussitôt rejetée par Tamarrod qui ne voit "*pas d'autre alternative que la fin pacifique du pouvoir des Frères musulmans et de leur représentant, Mohamed Morsi*".

L'instabilité persistante en Egypte, pays le plus peuplé du monde arabe avec plus de 80 millions d'habitants, pèse lourdement sur une économie handicapée par une inflation et un chômage en hausse ainsi qu'une chute de sa monnaie.

Un complément du journal Le Monde 01.07

QUI SONT CES MANIFESTANTS ?

Le mouvement est trop large pour être résumé par un seul visage. On trouve ceux qui restent attachés à la laïcité du régime. Au modèle amorcé par Nasser, une société plus "*occidentale*" diront-nous où la religion relève du domaine privé et n'a pas à interférer dans la vie publique. Des laïcs qui sont effrayés d'entendre à la télévision des prédicateurs de plus en plus virulents pendant des heures à la télévision. Des imams de mosquées du sud de plus en plus radicaux. Une islamisation de la société que les femmes sentent dans le regard des hommes qui aujourd'hui se sentent autorisés à les insulter dans la rue si elles s'habillent mal à leurs yeux. Le ministre de la culture qui demande de suspendre les ballets à l'opéra parce que les danseuses en tutu sont indécentes. Des enseignants sanctionnés parce que leurs propos est trop distancié vis-à-vis de la religion. On trouve aussi des coptes, ces chrétiens d'Egypte inquiets des violences faites contre eux.

QUE VEULENT-T-ILS ?

Que Morsi s'en aille, ou au mois qu'il ouvre la porte à un gouvernement plus équilibré. Depuis l'élection, les partis d'opposition dénoncent la mainmise des frères musulmans sur les ministères clé, les postes dans l'administration, le parlement. Ils dénoncent surtout un mode de gouvernement des frères musulmans, par les frères musulmans pour les frères musulmans. Cette colère très politisée trouve d'autant plus d'écho que la situation économique est catastrophique. Les caisses de l'Etat sont vides. Le régime est maintenu à flot par le Qatar ou les Emirats arabes unis qui font des chèques, où l'on compte en milliards de dollars. Dans certaines provinces, les coupures d'électricité sont quotidiennes, parfois pendant 4 ou 6 heures. Les produits d'importations arrivent moins bien, faute de devises. L'Etat se grippe.

La suite de l'actualisation du site demain, il est 23h45 en Inde lundi soir.

Spécial Egypte (2)

Le Monde 02.07 - La présidence égyptienne a rejeté implicitement dans la nuit du lundi 1er au mardi 2 juillet l'ultimatum lancé plus tôt par l'armée au chef de l'Etat islamiste Mohamed Morsi, lui laissant 48 heures pour satisfaire les "*demandes du peuple*", faute de quoi elle imposerait une feuille de route. Déterminée "*à poursuivre dans la voie qu'elle a choisi pour mener une*

réconciliation nationale globale", l'administration note que "*la déclaration des forces armées n'a pas été soumise au (chef de l'Etat)*" avant sa diffusion et contient "des signes pouvant causer la confusion".

"*Nous n'allons pas discuter avec Morsi car nous considérons qu'il n'est plus légitime*", a déclaré lundi Khaled Dawoud, porte-parole du Front de salut national (FSN), coalition rassemblant des libéraux et des personnalités de gauche. Le mouvement a décidé dans la soirée de désigner Mohamed ElBaradeï comme son représentant dans d'éventuelles discussions avec l'armée, a-t-il ajouté. "*Nos revendications, que nous allons présenter à l'armée, sont principalement que le président Morsi démissionne et que nous allons avoir besoin d'un gouvernement fort et d'un président intérimaire, dont nous proposons qu'il s'agisse du président de la Cour constitutionnelle*", a-t-il dit.

Le même jour, partisans et adversaires du président islamiste ont échangé des coups de feu à Suez, selon des témoins. Au moins 16 personnes sont mortes dans des affrontements de ce type en Egypte depuis le week-end.

Le ministre égyptien des affaires étrangères, Mohamed Kamel Amr, a par ailleurs remis sa démission, selon l'agence officielle de presse Mena, qui ne précise pas les raisons de sa décision. Cinq autres ministres, dont aucun n'appartient à la confrérie islamiste, ont également démissionné depuis la journée de mobilisation de dimanche. lemonde.fr 02.07

Un complément d'euronews.com 01.07

Euronews.com 01.07 - Au delà des divisions politiques et des régressions dans les libertés imposées par les Frères musulmans, les égyptiens ont vu leur situation quotidienne se détériorer et c'est l'un des principaux échecs de Morsi. Il faut 5 heures en moyenne pour faire un plein d'essence, les gens sont à bout.

Le chômage est en hausse, la chute de la livre égyptienne a provoqué une inflation galopante qui pénalise tout le monde. Le prix du pain, depuis longtemps problématique en Egypte n'a cessé d'augmenter, comme celui des légumes et des fruits.

Les caisses de l'Etat aussi se vident. Les investisseurs se sont retirés, et l'un des moteurs de l'économie du pays jusqu'à la révolution, est aussi en berne. Le tourisme est en chute libre. Principale ressource du pays, représentant un quart de ses revenus en devises et pesant 12 % du PIB avant la révolution, le secteur a diminué d'un tiers rien qu'en 2011.

L'instabilité, la révolution mais aussi la crainte exprimée par les touristes de partir dans un pays "*islamiste*" ont vidé les plages et les hôtels. Le secteur fournissait avant la révolution un emploi sur 8. euronews.com 01.07

La suite dans quelques heures, il est 9h50 en Inde.

Spécial Egypte (3)

Les bureaux des Frères musulmans, ce matin, portaient les stigmates des combats de la nuit. Vidés de ses occupants, le bâtiment a en partie été incendié et entièrement pillé. Les anti-Morsi ont tout volé, climatiseurs, écrans, mais aussi gilets pare-balles, casques, et certains font de curieuses découvertes…

"*C'est de l'acide*" ! s'exclame cet homme en montrant un carton plein de bouteilles.

Au moins huit personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées lors des combats entre gardes de l'immeuble des Frères Musulmans et assaillants.

"*Ce n'est pas un bureau, c'est la forteresse des Frères musulmans !* s'exclame un militant de l'opposition. "*Ils tirent à balles réelles et on ne peut même pas passer devant le bâtiment, même quand une ambulance essaie de passer, ils lui tirent dessus*".

Devant l'inertie de la police et de l'armée durant les affrontements la nuit dernière, les Frères musulmans ont décidé de la création de leur propre service d'auto-défense. euronews.com 01.07

Non, ce n'est pas Israël ou le sionisme qui détermine l'orientation du capitalisme mondial mais ses contradictions internes.

(Je me suis lancé dans cet article, et par manque de temps il m'a fallu le bâcler pour avoir le temps d'actualiser le site.)

Il nous faut préciser la place qu'occupe le sionisme dans le dispositif de l'oligarchie financière comme stratégie politique pour instaurer une dictature mondiale, dont on perçoit de plus en plus nettement les contours.

Que les banquiers sionistes de la Fed soient les maîtres d'oeuvre de cette stratégie politique paraît évident au regard de la puissance qu'ils concentrent entre leurs mains, à travers le monopole de la création monétaire, de la planche à billets, du dollar, et en contôlant la masse monétaire en circulation, pas seulement aux Etats-Unis mais dans le monde, puisque le dollar demeure la monnaie la plus couramment utilisée pour les transactions financières internationales.

Qu'ils aient des relais au sein des différentes institutions financières ou politiques américaines ou internationales est également établi, cela inclut le gouvernement, le Pentagone (l'armée), la CIA, la NSA etc. On peut ajouter qu'en plus des banques et des principales institutions financières, ils contrôlent les plus importantes multinationales et des centaines voire des milliers d'entreprises dans des secteurs aussi vitaux que l'énergie, l'agroalimentaire, la santé, les communications, les médias, l'armement, la chimie, les transports, etc., sans oublier l'éducation avec les universités et leurs centres de recherche, on pourrait ajouter la drogue et les trafics en tous genres.

Ils bénéficient également de relais dans les différents gouvernements en Europe notamment, ce qui se trouve amplement facilité par le fait que le sionisme et la franc-maçonnerie partagent manifestement les mêmes principes, les mêmes objectifs, et semblent-ils les mêmes moyens, à ceci près que selon les époques et les continents ou les pays où ils interviennent ils se présentent sous un masque différent. Les uns se disant profondément religieux et juif pratiquant, tandis que les autres affirment être athées, les premiers se veulent dogmatique et intransigeant, les seconds libéraux dans le sens où toutes les vérités se valent selon eux. En réalité, les deux sont antisémites et de cyniques dictateurs, les premiers, juifs, combattent le judaïsme, les seconds, athées, combattent le christianisme, les deux combattent l'islam et les autres religions ou philosophies. La seule religion qu'ils ne combattent pas est celle du capital, le marché ! L'attachement de l'un à sa religion et de l'autre à son absence de religion ne sert qu'à couvrir leur attachement commun à la religion du capital.

Les premiers se prétendent les protecteurs du peuple juif, le peuple élu, alors qu'en réalité il n'existe pas de pires antisémites comme l'a montré la Seconde guerre mondiale ; en fait de peuple élu, il s'agit de l'oligarchie financière d'origine juive ou non dont ils veulent parler, d'ailleurs certains d'entre eux ont renié officiellement cette religion ce qui n'est pas très connu, c'est le cas notamment de Herzl et de Rothschild si je ne me trompe pas pour se dernier, l'Etat d'Israël a été créé pour servir uniquement leurs intérêts financiers et diviser les nations arabes pour mieux les asservir et les contrôler, corrompre leurs dirigeants, mettre la main sur leur pétrole et leur gaz qu'ils se partagent avec la monarchie des Pays-Bas et quelques oligarques occidentaux...

Les seconds se prétendent athées et humanistes, républicains, alors que lorsqu'ils sont au pouvoir, ils ne sont pas plus athées que le pape ou le grand rabin de Jérusalem, ils s'empressent de soutenir des guerres ou de guerroyer contre des peuples ou des nations qui ne leur ont pas déclaré la guerre, et ils piétinent quotidiennement les valeurs de la République tout en ayant une conception diamétralement opposée à la démocratie, tout comme les sionistes d'ailleurs qui sont en guerre contre tous les peuples, contre la terre entière, qui soutiennent des régimes tyranniques, finances et armes des dictatures, rien de changé non plus de ce côté-là depuis la Première Guerre mondiale et surtout la Seconde, quant à la démocratie n'en parlons pas, l'Etat sioniste a soutenu Pinochet, Videla, Reagan, Bush, etc.

Ce sont eux qui ont donné naissance à la théorie nauséabonde du complot judéo-maçonnique, il fallait remplacer judéo par sioniste, ce que leurs auteurs ne pouvaient pas faire sans être mouillés à leur tour ou se démasquer...

Maintenant, le sionisme ou l'Etat d'Israël ne constitue pas une classe à part ou une nouvelle classe, pas plus que l'oligarchie financière, il ne se substitue pas aux classes existantes, cela peut vous paraître incongru comme précision, mais il s'en trouve pour l'affirmer, donc il nous faut démonter cet argument qui ne tient pas la route, on voudrait nous faire croire que ce serait Israël ou une poignée de sionisme aussi puissants soient-ils qui dicteraient la politique américaine, c'est ne rien comprendre au capitalisme et aux enseignements du marxisme ou les nier ce qui revient au même.

Cette manière d'interpréter l'évolution du capitalisme reléve d'une confusion qui provient du refus de leurs auteurs de reconnaître les origines de la crise du capitalisme liée à ses fondements et à ses contradictions auant que la lutte des classes ou leur incapacité à se situer sur ce terrain-là, car il leur faudrait choisir leur camp entre celui des exploiteurs et celui des exploités, or ils n'y tiennent pas vraiment ou ne tiennent pas à venir sur ce terrain, car il apparaîtrait au grand jour qu'ils se situent sur le terrain des capitalistes qu'ils prétendent justement combattre, ce qui mettrait en évidence, soit leur double langage ou leur indécision, leur incapacité à choisir leur camp pour passer sans cesse de l'un à l'autre, ce qui se traduit par leur soutien à un impérialisme au détriment d'un autre par exemple, soit l'incohérence de leur discours qui mène à une impasse politique et qui les forcerait à revoir leur copie, ce qu'ils sont incapables de faire ou ne souhaitent pas faire, dans les deux cas seraient dévoilées leurs véritables intentions, leur inconsistance, ils seraient rendus au rang de bavards impuissants, ce qui peut passer pour humiliant, on veut bien le concevoir.

Cette argumentation vaut également pour les antisionistes d'extrême droite ou proches de l'extrême droite, attention sans faire d'amalgame avec des opposants à l'impérialisme américain et sioiniste, nationalistes ou sociaux-patriotes qui se démarquent de l'extrême droite.

Le sionisme se confond avec le néolibéralisme, avec une conception du monde à laquelle des banquiers n'ont cessé de penser depuis des siècles, il se trouve que notre époque coïncide avec le moment où les conditions sont particulièrement favorables à la réalisation de cette conception du monde, apparemment ou tout du moins le pensent-ils, cette question est à approfondir,

nous l'avons déjà abordée ailleurs, où l'évolution du capitalisme mondial pose devant lui le défi suivant : soit perpétuer l'état de putréfaction dans lequel il est entré depuis quelques décennies (ou davantage encore) au point d'entraîner dans sa chute et sa perte la civilisation humaine toute entière, au risque qu'à un moment donné les exploités se révoltent et ce processus soit stoppé net par une révolution sociale et politique, quelle que soit l'alternative qui se réaliseait alors, elle signerait sa défaite définitive, soit tenter de dépasser les contradictions du capitalisme par la force et des manigances en liquidant les bases sur lesquelles il repose de façon à imposer sa suprématie au reste du monde, car cela lui permettrait du même coup de supprimer les bases du socialisme, son pire ennemi, on a déjà développé cet aspect dans de précédentes causeries.

Le sionisme ou le néolibéralisme qui en est la théorie politique s'inscrive donc dans la continuité du capitalisme et ne déroge pas à ses lois ou contradictions. Et s'il les violent à l'aide de mécanismes financiers occultes ou trafiquent les taux d'intérêts ou les cours des matières premières ou je ne sais quoi encore, ils ne font qu'agir en aval, mais pas en amont du processus de production des richesses ou des rapports sociaux de production qui leur échappent, parce que dedans figure un facteur sur lequel ils n'ont aucune emprise ou un emprise limitée, la lutte de classe des exploités, leur capacité à résister, à combattre pour la satisfaction de leurs besoins ou aspiration, leur refus d'être réduit en esclavage.

Certes, c'est la raison pour laquelle ils s'emploient à pourrir ou corrompre le mouvement ouvrier, sauf qu'il ne se réduit pas à ses dirigeants non plus, ce sont les conditions matérielles d'existence des masses et la manière dont elles les vivent au quotidien qui déterminent leur volonté ou non de passer à l'action, on peut l'observer aujourd'hui en Egypte notamment, et sur ce terrain-là il arrive forcément un moment où aucune théorie n'a d'emprise sur elles, c'est leur instinct de survie qui décide à leur place. Nous de notre côté, notre travail consiste à lui donner un contenu et une orientation consciente, une perspective politique qui leur permette d'entrevoir la nécessité de renverser l'ordre établi et de réunir les conditions pour y parvenir.

J'avais rédigé plus tôt dans la matinée le passage suivant après la lecture d'un article de presse que vous trouverez plus bas.

Le sionisme qui est à l'origine de l'idéologie néolibérale, sorte de manuel théorique et pratique pour l'établissement d'un Nouvel ordre mondial ou gouververnement mondial, est antisémite affirmions-nous, en réalité il est beaucoup plus que cela, mais par ce détour on peut mieux comprendre sa véritable nature et la manière dont s'y prend l'oligarchie financière pour parvenir à ses fins, pour parvenir à son objectif il lui faut imposer à l'ensemble de la population une interprétation de l'homme, de la nature, de la société et du monde, ce qui implique de s'attaquer et de décrédibiliser, puis liquider toute autre interprétation (repère ou connaissance), principalement celles qui émanent des sciences sociales, qu'elle soit politique, philosophique, sociologique, psychologique, etc. mais aussi religieuse, car elles offrent un point d'appui à la résistance et au regroupement de différentes couches de la population qui contestent l'ordre mondial capitaliste, et qui plus est son orientation néolibérale.

En lisant ces lignes le lecteur pourrait peut-être se dire que son auteur fait une fixation malsaine sur un facteur qui n'a pas lieu d'être, qu'il est atteint par une obsession que lui aurait été refilée par des adeptes de la théorie du complot ou pire encore des intellectuels d'extrême droite ou antisémites...

Les derniers jours nous avions mis l'accent sur quelques paradoxes qui n'étaient pas forcément perçus comme tels ou indiscernables pour beaucoup, tant les esprits peuvent être embrouillés par l'omniprésence médiatique de l'idéologie dominante, la propagande tapageuse réalisée par les partis de l'ordre pour se rallier des pans de la société, alors que leur politique antisociale est massivement rejetée. L'histoire nous joue de mauvais tour parfois en nous mettant en porte-à-faux sur certaines questions. Que cela ne tienne, on a réussi à passer cette épreuve et nous en sommes sortis indemne apparemment, je vous prends à témoin.

Ici, ce sont des juifs orthodoxes en Israël qui montent au créneau contre le sionisme pour défendre leur religion, alors qu'ils sont eux-mêmes terriblement arriérés ou archaïques, bornés au dernier degrè, vous imaginerez sans mal qu'ils ne sont pas vraiment notre tasse de thé ou que nous n'avons aucun lien avec eux.

Et bien, ce qui est intéressant ici, c'est qu'à leur façon ils confirment ce que vous avez lu plus haut et ils mettent en lumière la véritable nature du sionisme. Sans vous poser la question, il va de soi que vous être comme moi et que vous n'avez pas entendu parler des faits mentionnés dans cet article, les médias les ayant censurés.

- Alors que les tensions entre Israël et la communauté juive orthodoxe liées aux nouveaux projets législatifs atteignent un point critique et que la guerre civile menace d'engloutir le pays, la communauté juive européenne réagit en organisant une manifestation massive à laquelle participeront plus de 1 000 leaders rabbiniques et délégués de nombreux pays européens pays pour le soutien universel de la minorité orthodoxe opprimée en Israël.

Rabbin Shulem Teitelbaum de Satmar United, représentant la communauté juive orthodoxe internationale, a déclaré que le mouvement sioniste a entrepris de dominer et d'éradiquer la pratique religieuse et de refondre le peuple juif dans un nouveau moule nationaliste. Ils déclarent avoir besoin de l'Église orthodoxe pour partager le fardeau, mais c'est uniquement dans le but de camoufler leur véritable objectif : intégrer les orthodoxes dans leur société antireligieuse. Les généraux israéliens ont volontiers admis ne pas avoir besoin de l'afflux massif de soldats religieux, ne sachant même pas quelle attitude adopter vis-à-vis d'eux - ce qui dément l'argument de partage du fardeau. Il est clair que les dirigeants israéliens considèrent l'armée comme l'environnement idéal pour déployer efficacement la transformation massive de la communauté orthodoxe ; c'est pourquoi

ils veulent à présent les contraindre à rejoindre l'armée.

Les leaders rabbiniques orthodoxes ont affirmé que l'application de ce nouveau projet est une violation de la religion juive et ont appelé à résister à ce décret par tous les moyens nécessaires. L'Etat d'Israël a désormais recours à des tactiques d'intimidation sans précédent pour transformer la religion juive. À Jérusalem et à New York, des manifestations massives ont eu lieu ces dernières semaines, auxquelles ont participé des dizaines de milliers de juifs orthodoxes. Il est prévu que l'UE intervienne pour que les juifs croyants d'Israël puissent pratiquer leur religion en paix. La manifestation aura lieu devant les bureaux de l'UE à Bruxelles afin d'exhorter la Commission européenne à apporter une protection internationale aux personnes issues de la communauté orthodoxe qui fuient Israël et à veiller à ce que tous ses États membres les reconnaissent comme des réfugiés et demandeurs d'asile politique. Les juifs d'Europe espèrent et prient pour que l'UE agisse conformément à sa charte : " L'Union européenne considère les droits de l'homme comme des droits universels et indivisibles. Elle veille à les promouvoir et à les défendre activement, en son sein eten s'engageant dans des relations avec des paysnonmembres de l'UE. " french.irib.ir 01.07

Vous imaginez bien aussi que je ne suis pas un défenseur de la religion juive ou aucune autre religion d'ailleurs, il se trouve que ces rabins orthodoxes incarnent la défense de cette religion menacée de disparaître au profit d'une autre plus pernicieuse encore et au contours encore mal définis qui devrait accompagner la marche vers ce Nouvel ordre mondial, tandis que des travailleurs israéliens juifs se servent de leur religion non pas pour combattre les Palestiniens mais pour résister au sionisme, au mondialisme.

ACTUALITE EN TITRES

Ca craque !

- Portugal: démission du ministre des Finances, symbole de la rigueur - AFP

- Banque du Vatican : deux responsables démissionnent - Le Nouvel Observateur avec AFP

Cela dépend desquelles...

- Bond des défaillances de grandes entreprises françaises - Reuters

Les défaillances d'entreprises restent en progression à l'issue des cinq premiers mois de l'année avec plus de 26.600 cas, en hausse de 0,8% par rapport à la période correspondante de 2012, selon l'assureur-crédit. Sur 12 mois, le nombre de défaillances ressort à 61.250, en hausse de 3,8%.

Depuis le début de l'année, le nombre de défaillances des entreprises de plus de 15 millions d'euros de chiffres d'affaires affiche une hausse de 15,7% en glissement annuel, relève Euler Hermes, qui souligne "*l'effet domino pesant sur les sous-traitants*".

Sur un an glissant, la progression du nombre de défaillances des entreprises de plus de 200 salariés dépasse 33%. Reuters 01.07

... non, pas celles-ci...

- Le PDG de Dior confiant pour l'industrie du luxe en Europe - Reuters

Un autre luxe...

- Eloges de la décontraction - LeMonde.fr

Zone chômage

- Zone euro: nouveau record de chômage à 12,1% en mai - AFP

Cela se traduit par 19,22 millions de personnes au chômage, soit 67.000 de plus en un mois et environ 1,344 million de plus en un an.

En Espagne, le chômage a grimpé à 26,9% en mai. Il atteint 26,8% en Grèce, mais les dernières données disponibles datent de mars. Il n'est qu'à 4,7% en Autriche, 5,3% en Allemagne et 5,7% au Luxembourg.

A Chypre, le taux de chômage y a bondi de 11,4% à 16,3%. En Slovénie, le chômage est passé de 8,6% à 11,2% en 12 mois.

Autre signe préoccupant: le chômage touche 23,8% des jeunes dans la zone euro, avec des pics en Grèce (59,2% en mars), en Espagne (56,6%) et au Portugal (42,1%). AFP 01.07

Transport du bétail : c'est leur conception de la démocratie.

- Lufthansa relance sa filiale à bas coûts Germanwings - Reuters

Finance et médias.

- Médias: l'américain Tribune achète 19 stations de télévision - AFP -

- Le Français Bestofmedia passe sous pavillon américain - L'Expansion.com

Intox

Un tour d'illusionnistes...

- Espionnage de l'UE: Hollande demande qu'il "*cesse immédiatement*" - AFP

"*Nous demandons confirmation ou infirmation. Nous ne pouvons pas préjuger*", a dit le chef de l'Etat. AFP 01.07

A votre égard préjuger de vos réelles intentions est salutaire !

François Hollande a précisé avoir demandé à Laurent Fabius, chef de la diplomatie française, "*de se mettre immédiatement en contact avec son homologue (américain, ndlr) John Kerry pour avoir toutes les explications et toutes les informations*". AFP 01.07

Réponse du maître à son vassal : rien de plus normal, circulez il n'y a rien à voir !

- Espionnage : Kerry défend une pratique "*pas inhabituelle*" - Le Nouvel Observateur

... la preuve par son agent le plus zéle du néolibéralisme au sein du gouvernement :

- Prism: Fleur Pellerin relativise l'espionnage des cibles institutionnelles - L'Expansion.com

Conditionnement. Promesse de menteurs et bonnes intentions

Plus c'est "***juste***", plus ce sera injuste

- Washington promet à Snowden un "*procès juste*" - LePoint.fr

Vous n'êtes pas sans savoir que la dictature américaine via la CIA se livre à des enlèvements aux Etats-Unis et dans le monde entier, à des assassinats, etc. que 166 prisonniers pourrisent depuis des années à Guantanamo sans avoir eu le droit jusqu'à présent à un procès, c'était "*juste*" un rappel qui n'atteindra jamais les oreilles d'Obama...

... et plus c'est grand, plus ce sera petit...

- Une partie de la gauche veut «*une grande réforme fiscale*» - Liberation.fr

... et un soupçon pour faire diversion

- Produits dérivés: Bruxelles soupçonne 13 grandes banques d'entente - AFP

- La Commission européenne a adressé lundi une communication de griefs à 13 grandes banques européennes et américaines soupçonnées de s'être entendues pour empêcher des concurrents d'opérer sur le marché des produits dérivés de crédit (CDS) ou pour retarder leur entrée sur ce marché.

Sont concernés les établissements Bank of America Merrill Lynch, Barclays, Bear Stearns (racheté depuis par JP Morgan

Chase), BNP Paribas, Citigroup, Credit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JP Morgan, Morgan Stanley, Royal Bank of Scotland, UBS, ainsi que le premier fournisseur d'informations financières sur le marché des CDS, le cabinet d'études Markit et l'association internationale des dérivés (ISDA), indique la Commission dans un communiqué.

"*Ce serait inacceptable si des banques ont collectivement bloqué des échanges pour protéger leurs revenus dans le secteur des dérivés de crédit négociés de gré à gré*", a estimé le commissaire européen, Joaquin Almunia, cité dans un communiqué.

Gardienne de la concurrence en Europe, la Commission européenne avait ouvert une enquête à ce sujet dès avril 2011, alertée par les opérateurs boursiers Deutsche Borse et Chicago Mercantile Exchange qui voulaient entrer sur le marchés des CDS entre 2006 et 2009 et les échanger sur des Bourses dédiées.

Les deux opérateurs n'avaient pu finalement obtenir les données nécessaires pour échanger des CDS auprès du cabinet Markit et de l'ISDA, qui auraient agi à la demande de plusieurs grandes banques.

L'envoi d'une communication des griefs ne préjuge toutefois pas du résultat final de l'enquête. AFP 01.07

Ouf ! La Commission européenne a mis deux ans pour réagir et laisser le temps nécessaire à ces banques pour nettoyer leurs comptes ou faire disparaître les preuves de cette entente entre banques. Mais l'essentiel qui ne sera pas abordé ici est ailleurs.

Elle reproche à 13 banques de s'être "*entendues pour empêcher des concurrents d'opérer sur le marché des produits dérivés de crédit*", mais pas d'avoir trafiqué les taux ou les cours des produits dérivés qui leur ont permis d'empocher des dizaines, voire des centaines de milliards de dollars au total.

Alors que la démographie mondiale suit une courbe exponentielle

- Faim dans le monde: l'ONU pense atteindre ses objectifs pour 2015 - AFP

Communautarisme

- Halal et école : «*De plus en plus de cas*» - LeFigaro.fr

Propagande de guerre impérialiste

- Les Syriens empêchés de fuir la guerre - Le Nouvel Observateur

Les contras sont inflitrés par dizaines de milliers par la Turquie et le Liban en Syrie et se répandent dans les grandes villes. Une fois parvenu dans une ville ils établissent leur quartier général dans un quartier en semant la terreur. Après quoi ils s'attaquent aux bâtiments publics et aux autorités, à certaines communautés qu'ils massacrent, ils prennent la population en otage ou s'en servent comme bouclier humain. L'armée syrienne pour faire cesser ces crimes et les déloger n'a pas d'autre solution que nettoyer ces quartiers en essayant d'épargner la population locale qui n'a pas encore fui les combats, après l'avoir informée de son passage à l'offensive contre les salafistes, takfiristes et aux barbares.

Contrairement à ce que racontent les médias occidentaux, les autorités syriennes ne bombardent pas à l'aveuglette la population civile, auquel cas elle se serait retournée contre le régime, c'est ce qu'espérait Obama, Cameron et Hollande, mais ce n'est pas le cas. Non, cette méthode est celle qui a été employée par l'Otan en Irak et en Libye, parce qu'ils ne poursuivaient manifestement pas le même objectif.

Sur tous les plans Obama poursuit, amplifie la busherie...

- Espionnage américain: Barack Obama "*va encore plus loin que les deux Bush*" - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Syrie

1- L'ancien ministre français des affaires étrangères Roland Dumas a qualifié le traitement de la France avec ce qui se passe en Syrie d'"*incorrecte*".

Dans un entretien accordé au correspondant de Sana à Paris, Dumas a souligné que la politique occidentale est une politique de guerre et d'armement qui n'entraîne que la destruction.

Il a fait savoir qu'Israël joue un rôle dans ce qui se passe en Syrie. french.irib.ir 01.07

2- Une agence de presse libanaise a fait part de la mort d'Abou Ouss Al-Tunesi, principal entraîneur militaire des membres du Front Al-Nosra, lors d'une opération de l'armée syrienne, menées en banlieue de Damas.

Selon l'Agence de presse libanaise Asia, d'Abou Ouss Al-Tunesi, un commandant du Front Al-Nosra chargé de donner des formations militaires aux membres du groupe, a péri au cours d'un affrontement opposant les soldats syriens aux membres du Front Al-Nosra, en banlieue de Damas. Les analystes militaires sont d'avis que la mort d'Al-Tunesi a porté un coup sévère au Front Al-Nosra.

Le commandant tué du Front Al-Nosra devait former une unité des missions spéciales, à hautes capacités militaires. Il faisait partie des principaux organisateurs des opérations terroristes à Damas surtout les deux explosions qui ont secoué le quartier général de l'armée et le ministère de l'Intérieur. Il fut aussi spécialiste dans une tactique intitulée « *Infiltration dans le front de l'ennemi* ». L'unité des terroristes tunisiens, installée dans la région d'Al-Qouta Al-Sharqia, a reçu, pendant les derniers jours, des coups sévères de la part de l'armée syrienne et elle a perdu un grand nombre de ses commandants. french.irib.ir 01.07

Haut de page

Le 3 juillet 2013

CAUSERIE

J'ajouterai 25 articles ce soir, je n'ai plus le temps maintenant.

En réalité, en l'absence d'idéal : le temple du nihilisme.

- Aux États-Unis, un monument célèbre l'athéisme - LeFigaro.fr

Pour ajouter quelques lignes à l'article d'hier sur le sionisme et le néolibéralisme, on pourrait dire que la philosophie ou la religion qu'ils se disposent de mettre à la disposition de la population repose sur le nihilisme, l'absence de certitudes, toute idée se valant, ce qu'on retrouve dans la franc-maçonnerie je précisais. C'est ce qu'il y a de plus pratique pour imposer ses certitudes et ses idées...

On pourrait caractériser le sionisme comme étant la théologie du néolibéralisme, qui lui serait la théorie de l'oligarchie financière, l'ensemble formant son idéologie. Toute cela demande à être précisé.

Dans l'article *Crise finale du capitalisme ou 3e Guerre Mondiale?* , l'auteur rappelait que l'impérialisme était incompatible avec la démocratie, en effet, le néolibéralisme et le sionisme également, et ce n'est pas un hasard non plus s'ils ont émergé au début du XXe siècle au moment où le capitalisme passait au stade de l'impérialisme, ils sont l'idéologie achevée de l'impérialisme, forme de domination la plus violente, totalitaire et cynique qui soit.

Une question à explorer : Alors que l'on peut observer que les tenants du capitalisme s'entendent pour instrumentaliser, déformer, gangrener, diaboliser, margialiser, censurer toute interprétation du monde qui ne serait pas conforme à leur idéologie totalitaire, pour noyauter, contrôler et si nécessaire liquider les instruments, organisations ou institutions qui en sont les vecteurs et dans lesquels se rassemblent des couches de la population qui à l'occasion peuvent s'en servir pour leur résister ou rejeter leur politique, cela incluent les lieux où l'on enseigne des connaissances (école, université, etc) ou des lieux où se rassemblent des croyants, en admettant qu'il en existait une, ce que nous rejetons sans se placer systématiquement sur une terrain de classe, quelle place existe-t-il encore pour le combat pour la liberté d'expression ou la libre pensée, pour la laïcité, pour l'athéisme ? Compte tenu du contexte actuel et des rapports entre les classes, du contenu de l'idéologie que la classe dominante propage qui s'assimile à une tentative de lobotomiser la population, défendre ses principes en dehors de la perspective du socialisme ne conduit-il pas à lui rendre un fier service ?

Rappelons que les franc-maçons, les néoconservateurs et les néolibéraux s'en réclament également, ils sont même inscrits dans la Constitution des Etats-Unis, leurs dirigeants ayant su s'en servir pour asservir le peuple américain et finalement liquider ses droits politiques. Que les églises, temples, synagogues et mosquées servent à diffuser la bonne parole de la réaction a toujours été, ce qui l'est moins c'est qu'ils servent à liquider les religions dans lesquelles on peut percevoir la société avec ses inégalitées et divisée en classes qui est le facteur principal de la lutte des classes, que cette idéologie s'est justement donnée pour mission

de museler, liquider au profit de l'existence d'une seule et unique classe qui concentrerait tous les pouvoirs, y compris ce que le reste du monde réduit en esclavage aurait le droit de penser.

Notre conception de la lutte de classe doit tenir compte des transformations de la société sous peine de ne pas être adaptée à la situation, pire, si elle n'a pas évolué, si elle est figée, sclérosée, fossilisée, elle peut servir des intérêts contraires à notre cause ... A suivre.

Quelques lectures et notes

- Les stratégies de la suprématie - 8 juin 2013 - . (www.luttedeclasse.org/dossier4/capitalisme_1_080613.pdf)

Un article bien rédigé dans lequel l'auteur cite Marx et fait référence à Lénine, dans lequel il revient sur la nature du capitalisme et le rôle des banques depuis le XVIIIe siècle, de l'impéralisme, et pour finir l'hégémonie américaine et son projet de "*gouvernance globale*". Et tout à la fin il semble faire une découverte qui explique peut-être pourquoi son analyse se termine dans une impasse ou ne comporte aucune conclusion politique (pratique), je cite : "*Une nouvelle société, celle des classes travailleuses, perce le jour*".

C'est à croire qu'elles ont été absentes de la lutte des classes au cours des siècles précédents, alors que c'est elle qui a façonné la société et accompagné le développement des forces productives jusqu'à nos jours, en réalité elle en est plutôt à l'origine depuis que la société est divisée en classes.

- L'Oligarchie a fait un rêve : le mythe de la démocratie occidentale - Guillaume de Rouville - 19 avril 2013 (www.luttedeclasse.org/dossier4/capitalisme_politique_1_190413.pdf)

L'auteur termine son article par une conclusion qui n'en est pas vraiment une, puisqu'il la fait précéder de la mention suivante : "*Pour ne pas conclure*" :

- "Nous avons défendu l'idée que les élites occidentales ont octroyé la démocratie représentative à leurs administrés pour pouvoir se maintenir au pouvoir. En échange de quoi les peuples occidentaux ont accepté, ou ont été forcés d'accepter, de ne participer que symboliquement au jeu démocratique et de fermer les yeux sur un certain nombre de crimes humains, politiques, économiques de grande ampleur perpétrés par leurs élites (contre eux-mêmes ou contre d'autres peuples).

L'oligarchie a instrumentalisé la démocratie pour accomplir un rêve qu'elle aurait pu formuler de la manière suivante : « Qu'ils se battent pour des droits impuissants, qu'ils se combattent, se déchirent entre eux sur des questions sociétales… On désarme ainsi la lutte des classes et on lui substitue la lutte au sein des classes. Au sein des classes laborieuses on se bat pour survivre ; au sein de l'oligarchie on se bat pour la première place, les dorures et les honneurs. Que la fête commence… et continue ».

Ce rêve peut-il être aboli ?"

Il faudrait préciser que "*les élites occidentales ont octroyé la démocratie représentative à leurs administrés pour pouvoir se maintenir au pouvoir*", selon une nécessité qui n'était pas seulement politique mais aussi économique, ce qui n'est plus le cas de nos jours sur le plan politique puisque la démocratie n'existe qu'à partir du moment où il existe réellement un ou des partis qui représentent les intérêts des deux classes classes déterminantes de la société, la classe ouvrière et les capitalistes, or il n'existe aucun parti ouvrier indépendant de l'Etat et ses représentants, du capitalisme, ou alors à l'état d'embryon et quasi inexistant pour l'immense majorité des travailleurs, et sur le plan économique puisque le capitalisme est entré dans une phase de crise permanente incompatible avec l'exercice de la démocratie, tous les partis ouvriers institutionnels étant subordonnés à l'idéologie néolibérale.

Ce qui fait défaut ou qui échappe à l'auteur de cet article qui s'en tient à la "démocratie représentative", qui s'en tient en réalité à une lecture plutôt instiitutionnelle de la lutte des classes, c'est l'existence d'un véritable parti ouvrier socialiste révolutionnaire, par nécessairement dans chaque pays, mais à l'échelle du monde, car à la fin du XIXe siécle et au début du XXe siècle, c'était la social-démocratie qui s'était développée en Allemagne, puis le parti bolchevik en Russie qui incarnait à l'échelle mondiale la lutte contre le capital dans chaque pays, qui servirent d'exemple et de modèle aux partis qui allaient se rallier à la social-démocratie, puis au communisme ou à l'Internationale communiste dans de nombreux pays, partis qui dans de nombreux pays allaient incarner de façon déformée les tâches historiques que le prolétariat devait accomplir, parce que leurs dirigeants n'avaient pas acquis une compréhension suffisante du développement du capitalisme et de ses contradictions qui rendait le passage au socialisme possible, nécessaire dans le sens d'indispensable pour l'avenir de la civilisation humaine.

Quand il dit ensuite que "*les peuples occidentaux ont accepté, ou ont été forcés d'accepter, de ne participer que symboliquement au jeu démocratique*", il faudrait préciser ce qui les a forcé à adopter cette attitude : la trahison des partis traditionnels de la classe ouvrière, la social-démocratie et le parti communiste stalinisé, puis les différentes tendances du trotskisme qui se sont adaptées à la social-démocratie ou au stalinisme, qui ont refusé de rompre avec eux comme on peut encore le constater en 2013,

qui n'ont eu de cesse également de vouloir s'intégrer dans le jeu institutionnel, position qui allait conduire à broyer, à disloquer l'avant-garde du mouvement ouvrier pour finalement la réduire à l'impuissance tout en lui interdisant de contruire un nouveau parti ouvrier digne de ce nom.

L'auteur a bien compris quel avantage la classe dominante pouvait tirer des "questions sociétales" dont elle était l'instigateur ou qu'elle a encouragées, sans oublier d'autres questions ayant trait à des couches minoritaires des masses exploitées qui furent instumentalisées de la même manière et dont le régime tirera toujours profit, tandis qu'en réalité pour les intéressés, elles ne seront jamais réglées.

Il y a un autre facteur qu'ils n'abordent pas non plus, c'est la capacité du capitalisme d'accroître la productivité et de développer de nouveaux marchés qui vont lui permettre de supporter les concessions qu'il a dû faire à la classe ouvrière en Europe après la Seconde Guerre mondiale et au cours des décennies suivantes. L'augmentation de la productivité compensera les réformes sociales qu'il a concédées, elle lui permettra par la même occasion de rendre le crédit accessible au plus grand nombre, autrement dit, à travers les intérêts que lui verseront les emprunteurs, il récupèrera largement les avantages sociaux qu'il leur aura accordés, et l'excédent servira à financer son expansion à bon marché en surexploitant de la main d'oeuvre en Asie principalement, ainsi il pourra réaliser une nouvelle accumulation du capital et assurer sa survie... jusqu'à la prochaine crise et ainsi de suite. Le dernier volet de ce processus pourrait se dérouler dans le dernier continent encore sous-développé et riche en matières premières : l'Afrique. Dites-moi, c'est bien ce qui est en train de se passer, n'est-ce pas ? Je l'avais écrit en 2005...

C'est la première fois que je lis ces articles.

J'étais parvenu à faire une analyse proche de celles de ces auteurs simplement en traitant au jour le jour l'actualité, en partant uniquement des faits, sans chercher à théoriser ou à ériger en système les constatations que je pouvais faire quotidiennement, d'où mes conclusions qui seront différentes des leurs, puisque j'y introduis des facteurs qu'ils ont laissé de côté ou qui leur ont échappé, ou encore qu'ils ont sous-estimés, la lutte des classes pour le premier, l'inexistence d'un véritable parti communiste pour le second ou pour avoir réduit la lutte des classes et les rapports entre les classes aux institutions.

Ce qui ressort aussi de l'analyse de Guillaume de Rouville, c'est le manque de maturité politique des masses qui les conduit à se faire berner à la fois par la classe dominante et ceux qui parlent en leur nom, ce qui nous ramène une fois de plus à l'absence du parti qui incarne consciemment le processus historique qui se déroule sous leurs yeux, de telle sorte qu'elles demeurent désarmées pour en comprendre la nature et la signification et en tirer des enseignements pratiques, d'où leur impossibilité d'entrevoir une issue politique qui coïnciderait avec la nécessité de rompre avec le capital et ses institutions.

Tenez, un titre en rapport avec ce que nous venons de voir :

- L'ère de la classe moyenne révolutionnaire - Slate.fr

Pure illusion, car elle est comme la petite-bourgeoisie dépendante dans son existence du capitalisme qui lui assure un niveau de vie confortable ou supérieur à celui de la classe ouvrière (et de la paysannerie pauvre), si elle ne veut pas se faire broyer par l'oligarchie financière, elle n'a pas d'autre alternative que de s'allier avec la classe ouvrière ou ses couches inférieures. Or pour cela il faudrait un parti ouvrier qui incarnent ces couches, qui les organisent et il n'en existe pas aujourd'hui, du coup soit elle se tourne vers la soit-disant gauche qui la conduit dans une impasse, soit elle flirte avec la droite ou pire l'extrême droite.

De plus, il est clair que la classe moyenne qui aspire à satisfaire de nouveaux besoins ne se trouve pas dans la même situation matérielle à laquelle sont confrontés des millions de travailleurs qui peinent à survivre, elle n'est pas naturellement disposée à rompre avec le capitalisme, etc. donc pour renouer avec l'idéal du socialisme ou envisager un changement de société, ce processus en relation avec son combat social et politique ne peut connaître une évolution favorable qu'à partir du moment où son niveau de conscience politique progresse, d'où la nécessité de travailler sur ce front-là aussi, de s'y atteler avec le même acharnement.

Parole d'internaute.

1- "*Les Etats Unis veulent le condamner pour espionnage? Comment condamner les responsable américains qui ont fait de l'espionnage à grande échelle mondiale ? C'est quand même plus grave, ils ont posé des micros, piraté des ordis etc. La justice est vraiment bizarre. Tu m'espionnes, je te condamne! Je t'espionne, je suis libre!*"

Monsieur, le droit, la justice est avant tout une question de rapport de forces, tout comme la démocratie, ni l'une ni l'autre n'existent pour les faibles, seuls les puissants en bénéficient, CQFD

2- "*La liberté , c'est comme le reste ... Sur l'idée, tout le monde est d'accord .. Mais quand il faut passer à la pratique, c'est autre chose...*"

Vous avez raison, l'homme est faible par nature, et quand il est corrompu par la société il devient médiocre. Ceux qui nous gouvernent le sont tous en France (notamment). Vous avez le droit d'en déduire que l'on vit en liberté surveillée et qu'elle n'ai pas plus acquise que le reste de nos droits sociaux ou politique, d'où la nécessité de changer la société et non de la refaire comme pensent certains qui marchent à reculons.

ACTUALITÉ DU JOUR

Snowden déclaré persona non grata par les vassaux du dictateur américain.

- Edward Snowden ne parvient pas à trouver un pays d'asileL'Express.fr -

Comment procède Hollande?

1- Il commence par nier avoir reçu une demande d'asile politique.

2- Il affirme que sur le principe il n'est pas contre accorder le droit d'asile à l'ex-agent du NSA.

3- Mais il ajoute aussitôt que cela devrait être une décision commune des 28 pays de l'UE, sachant que parmi eux il y en aura au moins un qui rejettera cette demande.

4- La Pologne fait savoir qu'elle s'y opposera.

5- Si Snowden ne peut pas obtenir le droit d'asile en France ce n'est pas de la faute de Hollande mais de la Pologne. Et la boucle de l'imposture est bouclée.

- Espionnage américain: Hollande pour une "*position commune*" de l'UE - AFP

- Paris pourrait techniquement accorder l'asile constitutionnel au «*défenseur de la liberté*» américain, mais au prix d'une grave crise diplomatique avec son allié américain...

Les autorités françaises disposent du pouvoir discrétionnaire pour accéder à une telle demande. Et cette décision éminemment politique pourrait avoir des conséquences sur les relations transatlantiques. «*Ce serait vu comme une provocation, un geste de défiance extrêmement fort à l'égard des Etats-Unis, et cela occasionnerait certainement une crise diplomatique*», analyse pour 20 Minutes Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). «*Mais en même temps, le comportement des Etats-Unis vis-à-vis de la France n'a pas été correct…*» tempère-t-il dans une allusion à l'espionnage de la France et d'institutions de l'Union européenne par leur «*allié*» américain.

Mais, «*dans les circonstances actuelles, il est peu probable que la France agisse seule*», estime Pascal Boniface. «*François Hollande ne veut pas provoquer les Américains, et l'époque où la France tenait des positions fortes envers les Etats-Unis est révolue.*» Pour autant, il juge que cet acte inamical des Etats-Unis ne doit pas rester impuni, pour que la France maintienne sa crédibilité. «*Ce qui ferait sens, c'est que l'Union Européenne dans son ensemble décide de délivrer un visa Schengen ou un asile collectif à Edward Snowden.*»

Une décision qui supposerait un consensus, difficile à atteindre: la colère est vive en Allemagne, le président du Parlement européen, Martin Schulz, a dit «*comprendre*» la demande d'asile d'Edward Snowden et François Hollande a prôné ce mardi une «*position coordonnée, commune*» de l'Europe sur l'affaire d'espionnage d'institutions européennes, mais la Pologne a d'ores et déjà annoncé qu'elle n'accorderait pas l'asile politique à l'ex-consultant américain. 20minutes.fr 02.07

Hollande et ses semblables en Europe, on ne peut même pas les traiter de lâches puisqu'ils sont des "*alliés*" de l'impérialisme américain et le revendiquent haut et fort pour l'occasion, vous aurez le droit une nouvelle fois de plus de mettre dans le même panier de crabes l'internationale du capital et l'internationale socialiste, toute distinction partant du constat que vous avez sous les yeux constituerait un viol de la réalité, une négation des faits. Fraude fiscale: 108.833 comptes à l'étranger déclarés en 2012 - AFP Ils étaient 79.680 contribuables à détenir un compte bancaire à l'étranger en 2011 et 75.732 en 2010 et leur nombre a augmenté à 108.833 l'année dernière, précise la DGFiP, en rappelant que ses moyens de recherche avaient été améliorés, affirme la Direction générale des finances publiques (DGFiP) dans son rapport d'activité publié mardi. Elle rappelle en outre que quelque 18 milliards d'euros de droits et de pénalités ont été récupérés par l?État en 2012, grâce à 1,5 million de contrôles fiscaux. "La DGFiP a par ailleurs encaissé 9 milliards d'euros issus de contrôles fiscaux de l'année et des années antérieures et de la relance des déclarations de succession et d'impôt de solidarité sur la fortune", ajoute-t-elle. Le fisc a ensuite transmis 1.157 dossiers aux autorités judiciaires en vue d'éventuelles sanctions pénales. AFP 02.07

ACTUALITE EN TITRES

Ils appellent cela la croissance et la compétitivité.

- En Espagne, plus d'emplois, mais plus de précarité - LeMonde.fr

La flexisécurité, c'est la précarité généralisée pour sécuriser les profits grâce à l'emploi d'une main d'oeuvre à bas coût, sans droits : des esclaves.

Trop, c'est trop ! La tarte à la crème des altermondialistes et autres charlatants.

- L'UE pourrait revoir à la baisse la future "*taxe Tobin*" - Reuters

- L'Europe pourrait réduire la portée de la future taxe sur les transactions financières...

Auprès de mon arbre, je vivais heureux... ou presque

- Un homme retrouvé pendu à un arbre à Paris - Le Nouvel Observateur

Débarquement immédiat...

- Le directeur de la banque du Vatican démissionne - Francetv info

- Portugal: la démission du ministre des Finances fragilise le pouvoir - AFP

- Portugal: le ministre des Affaires étrangères jette l'éponge - L'Express.fr

La vengeance est un plat qui se mange chaud de préférence.

- Delphine Batho dézingue Ségolène Royal - 20minutes.fr

...que cela ne tienne...

- Delphine Batho, limogée, fait les frais de la rigueur budgétaire - AFP

En famille

- Élisabeth Guigou : "*Tapie, un bonimenteur de première*" - LePoint.fr

Elle participe à la Commission Trilatérale présidée par un certain Rockeffeler, et cela n'est pas un mensonge...

Liberticide

- Saint-Malo, sixième ville en France à instaurer une plage sans tabac - LeFigaro.fr

Encore un qui a la main sur le coeur et l'autre sur son portefeuille.

- Les Restos du cœur attaqués par le photographe de Coluche - LeFigaro.fr

Le photographe Gaston Bergerer demande le versement de droits d'auteur à l'association caritative, qui utilise le portrait de Coluche sur ses affiches depuis 1985. …LeFigaro.fr 02.06

Médiocre, réac et faussaire, la totale, quoi !

- Alain Minc condamné pour avoir plagié un livre... 47 fois - Francetv info -

Enfin, la démocratie est rétablie en Libye

- Libye: un groupe armé attaque le ministère de l'Intérieur - L'Express.fr

Un groupe armé a attaqué mardi soir le siège du ministère libyen de l'Intérieur à Tripoli, forçant sa fermeture.

Intox

- Le président palestinien "*optimiste*" sur les efforts de Kerry - AFP -

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

1.1- Le président égyptien Mohamed Morsi a déclaré dans un discours à la nation tard mardi soir que nul n'avait le droit de se substituer à l'ordre légitime et qu'il n'avait d'autre choix que de poursuivre sa tâche.

L'armée égyptienne, qui a lancé lundi un ultimatum de 48 heures aux responsables politiques du pays pour sortie de la crise, serait prête à suspendre la constitution, dissoudre le parlement et confier le pouvoir à un "*conseil intérimaire*" majoritairement civil en cas d'échec, a-t-on appris mardi de sources militaires. Reuters 02.07

1.2- Seize personnes ont été tuées dans la nuit de mardi à mercredi lorsque des hommes non identifiés ont attaqué un rassemblement de partisans du président égyptien Mohamed Morsi au Caire, a annoncé le ministère de la Santé.

"Seize personnes ont été tuées et 200 blessées dans une attaque contre une manifestation de soutien au président Morsi aux abords de l'université du Caire", a rapporté la télévision officielle, citant le ministère.

Des heurts ont également éclaté dans d'autres quartiers de la périphérie du Caire et dans la province de Beheira. Au total, 47 personnes, dont un Américain, ont trouvé la mort dans des violences en marge des manifestations qui secouent le pays depuis une semaine.

Des affrontements ont également eu lieu à Alexandrie et dans la ville de Kaliouba, au nord de la capitale. A Alexandrie, des militaires sont intervenus pour séparer les deux camps.

Des soldats se sont également déployés à Suez et à Port Saïd, aux débouchés du canal de Suez, axe vital pour le commerce mondial et l'économie égyptienne.

Réagissant aux craintes de nouveaux affrontements, des sources militaires ont indiqué à Reuters qu'une force d'intervention rapide était prête à prendre position dans les rues du Caire et des autres grandes villes pour mettre fin aux violences.

Place Tahrir, au Caire, environ 250.000 opposants étaient rassemblés mardi soir, célébrant ce qu'ils pensent être la fin du règne de Mohamed Morsi. Ils acclamaient les hélicoptères de l'armée qui survolaient la place, haut lieu de la révolution de 2011.

Dénonçant un coup d'Etat militaire contre un président démocratiquement élu, des dizaines de milliers de partisans de Morsi sont également descendus dans les rues, affrontant leurs adversaires dans plusieurs villes.

Leur rassemblement le plus important a réuni quelque 100.000 personnes dans un faubourg du Caire.

Le patriarche Tawadros II, primat de l'Eglise copte orthodoxe qui représente 10% des 84 millions d'Egyptiens, a apporté sur Twitter son soutien au mouvement Tamaroud (Rebelle) à l'origine des manifestations monstres de dimanche contre Morsi, ainsi qu'"*au peuple, à l'armée et à la jeunesse, ce trio qui fait la grandeur de l'Egypte*". Reuters et lexpress.fr 02.07

1.3- Les partisans de Mohamed Morsi craignent aujourd'hui un coup d'Etat, et ne cessent de rappeler que le président issu des

Frères musulmans a la légitimité démocratique. Mais la pression conjuguée de la rue, des miliaires, et de la communauté internationale face au risque d'escalade pourraient changer la donne.

Comme l'explique notre correspondant au Caire Mohammed Shaikhibrahim : "*Tous les signaux montrent une accélération des événements, tous montrent que le système en place est en train de s'effondrer sous la pression des manifestations. Mais malgré ce bouleversement le régime tient toujours*." euronews.com 02.07

Le problème, c'est effectivement qu'il a été élu "*démocratiquement*", donc le manque de maturité politique des masses égyptienne et l'absence de perspective politique. Je ne connais pas suffisamment bien la situation en Egypte pour m'exprimer sur ce sujet, j'observe seulement que c'est l'armée qui détient la solution alors qu'elle occupe une place importante dans l'économie égyptienne, il faudrait commencer par rompre avec elle puis la dissoudre, impensable dans le contexte actuelle, puis rompre avec le FMI, l'UE et les bailleurs de fonds de l'Egypte, le Qatar en premier lieu...

1.4- Le site officiel du front de désobéissance (Tamarod) a fait état de l'interdiction que frappe désormais le président égyptien de quitter son pays.

C'est une décision prise par l'armée qui "*mandatée par les USA*", dirige le pays de facto. " *Morsi, les responsable du bureau de la présidence, les dirigeants des Frères musulmans sont tous interdits de quitter l'Egypte. L'armée contrôle également les aéroports, les ports du pays. L'armée impose un stricte contrôle sur les transactions. Les dirigeants des Frères sont assignés à la résidence*". french.irib.ir 02.07

2- Ukraine

Des manifestants ont attaqué un poste de police au sud de l'Ukraine. En cause, deux policiers accusés par une jeune femme de l'avoir violée. La colère des habitants a été provoquée par le refus des autorités d'interpeller l'un des deux policiers, estimant qu'il était hors de cause. Un conducteur de taxi soupçonné d'avoir aidé les deux policiers à se rendre en forêt avec la jeune femme a, lui, été appréhendé.

En réaction, des centaines de villageois de Vradiyivka ont attaqué le poste à coups de bouteilles et de pierres. La télévision ukrainienne a montré ce mardi l'intervention des forces de police avec usage de gaz lacrymogènes, pour disperser les manifestants dont certains étaient couvert de sang.

Le président ukrainien Viktor Ianoukovitch a annoncé suivre personnellement l'enquête ouverte après les accusations de la victime présumée, Irina Krashkova, 29 ans. Elle dit avoir été emmenée dans la forêt avant d'être violée. Elle était toujours hospitalisée ce mardi avec des blessures à la tête et de multiples contusions, près d'une semaine après les faits survenus le 26 juin.

Le ministre de l'Intérieur Vitaly Zakhartchenko a démis de ses fonctions des responsables de la police locale et s'est exprimé sur le sujet devant le Parlement ukrainien: "*Ces faits honteux réduisent à néant tout ce que la police fait de bien*", a-t-il déclaré, selon des images diffusées par la télévision. lexpress.fr 02.07

3- Syrie

3.1- Les terroristes d'Al Nosra ont exécuté lundi plusieurs habitants d'un village situé dans la banlieue de Raqqa au moment où ils vienennt de perdre l'un de leurs hauts commandants, le dénommé Ayn Issa au cours de l'une des opérations de l'armée arabe syrienen. Les exécutions ont eu lieu sur la place publique dans le village Al Kalatah. Ces villageois étaient accués d'avoir tenté de bouter les terroristes salafo wahhabites hors de leur village. A Ayn Issa de Raqqa, les soldats syriens ont tué Mohamad al Majari alias Abou Rahman al Tounesi, qui s'appelait "*Emir de l'émirat islamique d'Irak et de Damas*", branche irakienne d'Al Qaida. french.irib.ir 02.07

3.2- Selon les sources syriennes, une cargaison d'armes vient d'arriver à Saragheb dans la banlieue d'Idleb en provenance de la Turquie .

Ce convoi a été transité sous couvert d'aide humanitaire. c'est sous l'enseigne du croissant rouge turc que le convoi mortel a été transporté jusqu'aux rebelles de l'ASL qui pour l'acquérir se sont mis à disputer. Les repairs d"Al Nosra ont été visés à Banach dans la banlieue d'Idleb. Des dizaines de terroristes ont été tués et blessés. french.irib.ir 02.07

Haut de page

Le 4 juillet 2013

CAUSERIE

Cela fait 6 heures que je suis en train de charger deux applications de 300MO chacune, quelle galère cette connexion ! Il reste encore 1h. On apprend la patience en Inde, pas le choix ! Le modem (clé USB) est tellement bouillant que je l'ai placé dans un sac en plastique bourré de glace, j'ai peur qu'il brûle! C'est à devenir dingue !

Il faut de la détermination, faire preuve de persévérance dans la vie pour arriver à quelque chose ; j'allais écrire *ne rien lâcher* mais je me suis souvenu à temps que c'était un slogan du NPA que j'ai lu ce matin, eux ils ont largué l'essentiel pour ne conserver que ce qui fait tourner leur boutique, à moins qu'ils n'aient jamais rien eu à lâcher.

L'antifascisme cela les branche, je ne connais rien de plus improductif. Ils oscillent entre l'opportunisme de droite qui consiste par exemple à vouloir être associé à l'élaboration de la contre-réforme des retraites, et de gauche, le gauchisme qui les conduit à s'opposer au régime syrien avec lequel l'immense majorité du peuple syrien combat pour préserver sa souveraineté.

Un dernier mot à propos de l'appel du collectif « *La retraite, une affaire de jeunes* », dont D. Gluckstein a qualifié les signataires de " *critico-accompagnateurs"*. Pourquoi pas, c'est un néologisme politiquement plus correct que collaborateur mais cela revient au même. Ils critiquent le projet du gouvernement mais ils veulent en être absolument. Le POI a refusé apparemment de s'y associer, ainsi que LO, mais pour un motif différent, sectarisme oblige, sauf, sauf... la suite en 2014 si vous le voulez bien, on se donne rendez-vous, O.K ?

Question : Pourquoi sinon pour colporter l'illusion que le gouvernement pourrait de lui-même prendre une mesure conforme aux intérêts des travailleurs ? Qui peut croire pareille baliverne quand on sait à quel point il est inféodé au Medef ? Personne. C'est un moyen comme un autre d'aider le gouvernement à appliquer sa politique, les travailleurs et les militants n'en ont pas forcément conscience ou pas du tout, les dirigeants de ces organisations ou partis le savent pertinemment. C'est seulement en présence d'une mobilisation de millions de travailleurs dans la rue que le gouvernement pourrait reculer, et encore, il en faudrait autant qu'en Egypte !

Cette initiative sert uniquement à empêcher que cette situation ne se produise en colportant des illusions dans de soit-disant négociations, c'est un bon moyen pour diviser les travailleurs, briser leur résistance ou les dissuader de mener ce combat. C'est finalement la même stratégie que tous les syndicats, cela D. Gluckstein ne le dira pas, c'est moi qui l'ajoute car je suis indépendant des appareils des syndicats.

Le NPA en fait partie, il ne loupe jamais une occasion de témoigner son indépendance du régime ! De vrais révolutionnaires dirait Barroso, à juste titre !

Hollande, président du Medef... et de la NSA

En interdisant au président bolivien Evo Morales de survoler la France mardi, le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius a témoigné devant le monde entier sa véritable nature totalement étrangère au socialisme, dont l'un des principes fondamentaux réside dans la solidarité avec tous les peuples combattant pour leurs droits politiques et leur souveraineté, ce qu'incarne Evo Morales en Bolivie ; sa véritable conception de la démocratie en défendant le droit d'une organisation criminelle internationale d'espionner le monde entier, la NSA associée à la CIA et au Pentagone, de se servir des données ainsi récoltées pour combattre la démocratie sur tous les continents, fomenter des coups d'Etat contre des gouvernements démocratiquement élus, enlever, torturer, assassiner, faire disparaître des opposants à la politique impérialiste des Etats-Unis, conditionner et contrôler la population à son insu ; sa véritable conception de la liberté qui ne concerne en réalité que la circulation des capitaux et des marchandises chère aux capitalistes et à l'oligarchie financière, ainsi que les personnes selon des critères arbitraires laissés à l'appréciation du dictateur américain qui trône à la Maison blanche et dont il est un valet zélé.

Rien de surprenant en fait, on retrouve ici les mêmes valeurs ou les mêmes principes antidémocratiques qui n'ont cessé d'accompagner l'histoire de son parti, le PS, tout au long du XXe siècle depuis 1914. On a voulu nous faire croire que ce parti continuait de faire partie du mouvement ouvrier, en réalité l'anticommunisme qui fut sa marque de fabrique, à partir de 1920 qui se doubla d'un féroce (et sournois) antisocialisme qui ne s'est jamais démenti non plus jusqu'à se transformer en un parti ouvertement social-libéral impérialiste. Ce qui définit au départ sa nature se sont ses positions pro-impérialistes, colonialistes dont finalement il ne s'est jamais départi ou avec lesquelles il n'a jamais véritablement rompu, et que ses futurs dirigeants partageaient avec les républicains sous la IIIe République, ce qu'ils confirmèrent ensuite sous la IVe puis la Ve République.

Le PS soutint toutes les guerres impérialistes, il ne cessa de se placer au côté de l'impéralisme anglo-saxo contre l'URSS et ses satellites, Cuba, le Vietnam du Nord, la Chine, puis sa propagande se tourna contre le Venezuela, la Bolivie, sans oublier son soutien à tous les dictateurs et despotes en Afrique dont bon nombre étaient affiliés à l'Internationale socialiste, Ben Ali par exemple. Dans les années 30, il fit le lit du régime de Vichy, il refusera d'armer la révolution espagnole et il préférera Franco, Mussolini et Hitler à la révolution socialiste.

Parvenu au pouvoir en 1936, participant au pouvoir à partir de 1945, à aucun moment il ne décrètera la fin de la colonisation en Afrique et en Asie. Parvenu une nouvelle fois au pouvoir en 1981, il s'empressera de faire allégeance au marché, au capitalisme, confirmant son passage définitif dans le camp de l'ennemi de la classe ouvrière en 1914, cet épisode constituera la dernière étape d'un processus entamé 67 ans auparavant. Par la suite il participera ou soutiendra toutes les guerres impérialistes, Serbie, Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, etc.

Il soutiendra, il sera même l'un des maîtres d'oeuvre de la construction de l'Union européenne, du traité de Maastricht, de la BCE, de l'euro, et il soutiendra tous les traités européens... Et depuis le 6 mai 2012, il s'est empressé de continuer la sale besogne en adoptant le TSCG, la "*règle d'or*", l'ANI, et maintenant il entend poursuivre son offensive contre les retraites, l'école, les hôpitaux publics, les fonctionnaires, etc. il a déclaré la guerre au peuple malien et syrien et il menace le Liban et l'Iran...

Pour être réactionnaire jusqu'au bout, il a été l'architecte du communautarisme (dès les années 70-80) en instrumentalisant le racisme, la xénophobie, l'homophobie, en réalité il a encouragé la stigmatisation de couches minoritaires dans la société auprès d'une population en majorité arriérée ou ignorante pour la détourner du combat contre le régime en place, il n'a cessé pendant un siècle de détourner les travailleurs du socialisme dont il a été le fossoyeur en chef au côté des staliniens.

Vous avez là un rapide aperçu de la pourriture de ce parti qui n'a absolument rien à voir avec le socialisme, ses idées, ses principes, son programme, son objectif politique.

Pour ceux qui l'ignoraient encore, il apparaît aujourd'hui sous le masque hideux de la pire réaction au côté du dictateur Obama ayant juré d'avoir la peau de cet ex-agent de la NSA, pour avoir révélé au monde entier le plus formidable réseau d'espionnage jamais conçu mis en oeuvre par des petites mains pour le compte du cartel des banquiers anglo-saxons sionistes de la Fed. Cette sainte-alliance contre-révolutionnaire n'est pas sans rappeler celle qui s'était constituée autrefois contre Marx condamné à l'exil à perpétuité, Trotsky déclaré person non grata par tous les gouvernements européens et trouvant refuge au Mexique, on ne conseillera pas ce pays à Edward Snowden sauf s'il tenait vraiment à se faire assassiner, où encore toutes les armées impérialistes coalisées pour mener la guerre contre la révolution socialiste russe...

Rien n'a changé, la réaction, c'est la réaction. Sauf qu'à notre époque il n'existe plus de partis bolcheviks ou communistes, d'Internationale ouvrière digne de ce nom pour incarner le combat de la révolution socialiste mondiale contre la réaction mondiale. Je me suis connecté sur les portails du POI, du NPA , de LO et du PG pour voir s'ils avaient traité cette affaire.

NPA, rien, par contre un article sur la démission de la ministre de l'Ecologie, voilà ce qui passionne les gauchistes, sans rire s'il vous plaît...

LO, rien, sinon la crise politique au Portugal qui sera résolue comme d'habitude, voilà ce qui fait jouir les vieilles filles toute une vie, c'est bien triste...

POI, rien, ils se lamentent parce que l'austérité va être renforcée en 2014, voilà que les grabataires du cerveau vont en faire une crise de nerf...

Rien, parce que l'affaire est trop grave, d'ailleurs le POI et LO ont carrément zappé les affaires Prism et Snowden (sauf un entrefilet insignifiant dans IO), rendez-vous compte, elles ont mis dans l'embarras Hollande et plus largement le capitalisme mondial, il faut leur épargner cela.

PG, un article, mais quel article : "*Le Parti de Gauche demande au gouvernement français de présenter des excuses au gouvernement bolivien et à son premier représentant, le président Evo Morales Ayma*". (lepartidegauche.fr 03.07) A croire que cela changerait quelque chose à la nature de Hollande !

Les bouffonneries habituelles du PG, à la place il fallait se saisir de ces éléments, les analyser et s'en servir pour montrer le véritable visage du capitalisme, des Etats-Unis, de Hollande, afin d'aider les travailleurs et les militants à mieux comprendre dans quel monde nous vivons, à quoi bon nour rétorquera-t-on, ils doivent bien le savoir, ils n'ont plus rien à apprendre, ben voyons, on peut l'observer tous les jours !

Vous savez ce qui se passe : Eux, ils sont connectés sur leurs petites histoires, ce qui les branchent, et le reste ils s'en foutent. Sauf que voilà, ce que les travailleurs entendent du matin au soir quotidiennement, c'est justement le reste sur lequel ces petits messieurs ne veulent pas se pencher sans doute parce qu'ils ont un niveau de conscience supérieur, ils ne vont pas s'abaisser à traiter ces sujets dignes du café du commerce, ils fréquentent les brasseries, on ne vit décidément pas dans le même monde. De mémoire. Un jour un dirigeant du PT auquel je disais que je buvais de la bière m'a répondu sur un ton méprisant que c'était une boisson pour les rustres ou les beaufs et que lui était au pinard, de qualité s'il vous plaît, il devait avoir les moyens, un permanent cela gagne bien apparemment, je n'en ai pas cru mes oreilles et c'est d'ailleurs pour cette raison que je m'en souviens encore, il y a 8 ans de cela. Et bien moi je m'adresse à la plèbe qui picole de la bière... et du vin ou même de la flotte ou du Coca, un truc de gonzesse ou de végétal peut-être, allez savoir, mais je m'en tape de ce que peuvent penser les dirigeants de ces partis, je ne m'adresse pas à eux mais à l'ensemble des travailleurs et des militants. Je ne milite pas pour une clique ou

une couche particulière comme ils le font, mais pour la classe dans sa totalité, je ne cherche pas à faire en sorte que les travailleurs se portent mieux en régime capitaliste, mais pour qu'ils comprennent la nécessité de le renverser, tout nous oppose.

Moi je me dis, sur ce coup là Hollande et sa clique de philistins ainsi que les médias vont encore les enfumer, ils vont encore se faire berner, c'est insupportable, donc il faut traiter ces sujets. Ce n'est peut-être pas passionnant, je ne sais pas ce que vous en penser mais on s'emmerde sec en lisant la littérature de ces partis, on n'y apprend rien ou il n'y a rien pour nous aider à progresser. Je sais, c'est une obsession, je le revendique, sinon à quoi bon, autant lire le dictionnaire ou une encyclopédie et les apprendre par coeur, on ne sera pas plus avancé, c'est le genre de truc basique qu'ils n'ont pas encore compris, c'est étonnant, mais c'est ainsi, vous en avez encore la preuve ici.

L'Etat et ses représentants, les médias s'emploient à diffuser quotidiennement une propagande en direction des masses, interprètent pour eux la situation dans une direction donnée pour les conditionner, formater leurs cerveaux d'une certaine manière, notre boulot doit donc être de démonter cette propagande pierre par pierre. Cest ingrat comme boulot, certes, mais il faut s'y coller, c'est le meilleur moyen pour que les travailleurs comprennent qu'ils sont manipulés et surtout comment ils le sont. Sinon comment voulez-vous qu'ils se détachent du capitalisme et ses institutions si jour après jour il y en a qui passent pour resserrer les boulons pour être sûr qu'ils ne vont pas se libérer de leurs chaînes et qu'on ne passe pas derrière pour les desserrer un peu plus chaque fois ?

Au fait, vous saviez que le socialisme était la théorie de la libération de l'homme des chaînes de l'exploitation et de l'oppression ?

Le saviez-vous ?

Le 17 mai dernier, l'essayiste et journaliste d'investigation Nafeez Mosaddeq Ahmed avait publié des révélations fracassantes dans le magazine britannique Ceasefire Magazine, à partir des informations données par Mme Sibel Edmonds, une ancienne traductrice du FBI de 42 ans.

Ces informations ont été reprises mardi 25 juin 2013 par plusieurs sites Internet mondiaux de référence, et notamment le Huffington Post britannique.

Selon ces révélations, Ayman al-Zawahiri, l'actuel chef d'Al-Qaïda et adjoint d'Oussama ben Laden à l'époque, aurait rencontré à plusieurs reprises des militaires et des responsables du renseignement américains à l'ambassade des États-Unis de Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, entre 1997 et 2001, dans le cadre d'une opération connue sous le nom de « Gladio B ».

Cette opération « Gladio B » aurait consisté dans l'instrumentalisation, par les services secrets américains, de groupes terroristes islamistes à partir des années 1990. Il se serait agi de la reprise de la méthode des opérations « Gladio », qui avaient instrumentalisé de la même façon des groupes néo-fascistes et néo-nazis en Europe dans les années 1970, particulièrement en Italie et en Belgique.

Ces opérations terroristes préparées avec le soutien des services secrets américains (CIA) et britannique (MI6) étaient ensuite attribuées faussement à des mouvements communistes. Bien que son objectivité soit sujette à caution, on peut lire la notice en anglais de wikipedia sur Gladio : http://en.wikipedia.org/wiki/Operation_Gladio

La mise au jour d'opérations « Gladio B » permet d'envisager une vue d'ensemble des opérations clandestines et de montage terroriste des activités des services de sécurité américains, de plusieurs pays de l'OTAN, et d'autres pays associés.

Prolongement de « Gladio », « Gladio B » vise à susciter des changements de politique ou des changements de régime dans les pays de diverses régions (l'Europe d'abord pour Gladio, l'Asie centrale et ses alentours pour Gladio-B) par une stratégie de provocation utilisant l'instrument du terrorisme. (french.irib.ir 02.07 - source :.upr.fr)

Rien à voir avec le baratin insipide que les partis nous servent, encore une info à exploiter, elle est sérieuse, Mme Sibel Edmonds était traductrice au FBI.

ACTUALITE EN TITRES

Les nôtres sont plutôt chaudes, surtout l'été !

- La tourmente au Portugal donne des sueurs froides aux marchés - AFP

- Portugal: la Bourse de Lisbonne s'effondre de 5,31% à la clôture - AFP

Un scoop. Qui en douterait franchement!

- Portugal: "*Même un gouvernement socialiste remplirait les conditions de la troïka*" L'Expansion.com

Barroso porte-parole du lobbying de la Table ronde des industiels européens (ERT).

- Bruxelles annonce de nouvelles dérogations pour les budgets - Reuters

"*Ces exceptions devront être liées à des dépenses nationales pour des projets cofinancés par l'Union européenne dans le cadre de la politique de cohésion, comme les réseaux transeuropéens, qui devront avoir un impact budgétaire vérifiable à long terme*", a déclaré José Manuel Barroso. Reuters 03.07

Les "*réseaux transeuropéens*" se sont les projets transnationaux d'infrastrustures de l'ERT qui vont de paire avec l'accélération de la régionalisation au niveau de l'UE. Ce sont des marchés destinés essentiellement aux multinationales en terme de réalisation, et qui en tireront profit par la suite. Ajoutons qu'au passage les budgets des Etats serviraient à leur propre liquidation, donc d'une pierre trois coups, c'est pas mal joué.

Il suffit de le demander poliment.

- Le Medef veut 100 milliards de charges et d'impôts en moins - Reuters

Le ballet des valets.

- L'UE accepte de discuter libre échange avec les Etats-Unis malgré Snowden - AFP

- Le Parlement européen approuve le projet de budget 2014-2020 - L'Expansion.com

Comment ranimer la lutte contre l'islamophobie et élever encore d'un cran le communautarisme. Mode d'emploi.

- Les actes islamophobes en très forte hausse en France - Le Nouvel Observateur

- Les actes islamophobes ont augmenté de 57% en France en 2012 - AFP

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a annoncé mercredi avoir recensé 469 actes islamophobes en 2012, soit une augmentation de 57% par rapport à 2011, ce qui représente "*une explosion des actes islamophobes*", selon son porte-parole. AFP 03.07

Ils auraient acté une augmentation modérée, toujours aussi condamnable, cette information aurait pu être crédible, là elle ne l'est pas du tout, il s'agit d'une nouvelle instrumentaliation du racisme après celle de l'homophobie qui s'essouffle.

Ils ne connaissent plus d'autre mode de gouvernance pour tenter d'empêcher que les masses se rassemblent contre le régime...

Intox

Diantre, comment cela est-ce possible ?

- Espionnage: Paris et Berlin s'opposent sur la réplique à donner à Washington - L'Expansion.com

... non, c'était une fausse annonce...

- La France accepte un compromis sur les pourparlers UE-USA - Reuters

Et Hollande est un "***grand***" collabo de la dictature américaine. Libération aussi.

- Le père de Snowden compare son fils à un grand patriote américain - LePoint.fr

- L'espionnite aiguë continue à l'ambassade d'Equateur à Londres - Liberation.fr

Populisme. Intantilisme.

- Batho: Mélenchon dénonce un Hollande "*autoritaire*" et "*machiste*" - AFP

Machiste, quelle connerie ! La politique, niveau en-dessous de la ceinture ! Mélenchon progresse, ne cherchez pas dans quelle direction !

Ils l'ont toujours nié. Pas un complot ?

- Toute la Polynésie française aurait été exposée aux radiations - LePoint.fr

Les tirs nucléaires réalisés par la France entre 1966 et 1974 auraient provoqué des retombées de plutonium sur Tahiti, l'île la plus peuplée de Polynésie. … LePoint.fr

De 1966 à 2013, cela fait 47 ans que les autorités françaises le niaient, cachaient la vérité à la population polynésienne, vous avez appelé cela comment ? Un déni pour ce qui est des faits en eux-mêmes, un complot pour les avoir délibérément niés pendant près d'un demi-siècle.

Auto-dissolution

- Libye: le gouvernement veut dissoudre toutes les milices - Francetv info

Déstructuration, atomisation, individualisme, dépendance.

- Célibat, solitude, liberté : le boom de la vie en solo - Le Nouvel Observateur

Choisie ou subie, la solitude est un mode de vie en pleine expansion qui concerne 9 millions de Français, et 1 Parisien sur 2, de tous les âges et tous les milieux. Le Nouvel Observateur 03.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Un coup monté. Hollande ou le larbin zélé de Washington.

- Morales: Paris a "*donné*" puis "*retiré*" l'autorisation de survol - AFP

- Avion de Morales: embarrassée, la France présente ses "*regrets*" - AFP

Paris a "*donné le 27 juin*" puis "*retiré*" mardi soir l'autorisation de survol de son espace aérien par l'avion du président bolivien Evo Morales, a affirmé mercredi lors d'une conférence de presse l'ambassadeur de Bolivie en France, Jean Paul Guevara.

"*Le permis de survol de la France avait été donné le 27 juin et a été retiré quand l'avion présidentiel était à quelques minutes de l'espace français*", a affirmé M. Guevara. AFP 03.07.

Vous avez bien lu, cet accord avait été donné aux autorités boliviennes le 27 juin, soit 5 jours avant que l'avion de Morales redécolle de Moscou, et c'est seulement quelques minutes avant qu'il atteigne l'espace aérien français que cette autorisation lui a été refusée, alors que Hollande savait qu'Edward Snowden se trouvait en Russie en zone de transit avant le 27 juin. Donc à partir de cette date, il a eu 5 jours pour signifier aux autorités boliviennes qu'il annulait l'autorisation qu'il leur avait fournie.

On pourrait se dire que cette décision semble avoir été prise au dernier moment et témoigne de l'hésitation des autorités françaises à prendre une décision autoritaire et inédite envers un chef d'Etat étranger.

En réalité, ce qui a dû se passer, c'est que les Américains avaient mis au point un stratagème avec Hollande et différents chefs d'Etat européens pour obliger l'avion de Morales à se poser en urgence pour ensuite s'assurer qu'Edward Snowden en faisait pas partie du voyage avant qu'il ne redécolle.

Parole de chien de garde ou ... de complotiste.

- Snowden, l'arme ultime contre les complotistes du 11-Septembre - Slate.fr 03.07

Parce que voyez-vous les révélations de Wikileaks et de Snowden prouveraient que tout finit par se savoir, parce que les représentants des différents régimes s'emploieraient à laisser systématiquement ou volontairement des traces derrière eux de l'ensemble de leurs activités de manière à ce qu'on puisse arriver à la vérité, ce qui n'est qu'à moitié faux, le plus souvent ils ne peuvent pas faire autrement quand ils ne font pas preuve de maladresse.

Mais l'essentiel est ailleurs. Dans le fait qu'ils nient la vérité, la camouflent aussi longtemps que possible, et la vérité ne surgit généralement que des décennies plus tard, quand plus personne ou presque ne s'y intéresse ou lorsque les retombées de leur révélation seront quasiment nulles, neutralisées par le biais du temps écoulé, les acteurs de ces faits ayant disparu de la circulation. Il est là le complot.

S'agissant du 11 septembre 2001, les faits sont établis, on possède suffisamment de preuves et de témoignages pour affirmer que ces attentats ont été réalisés par la frange néolibérale qui siège dans les plus hautes instances de l'administration américaine en partenariat avec le Mossad. On n'a pas besoin de fouiller dans les poubelles pour les trouver, ils ont été exposés à un moment ou un autre dans différents médias, presse et télévisions, avant de disparaître de la circulation, trop tard, car entre temps des millions d'internautes en ont conservé des traces.

Ils ne savent même pas mentir.

- Affaire Cahuzac: Pierre Condamin-Gerbier, l'ex-banquier accable à nouveau les autorités - 20minutes.fr

«*Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir*». Cette expression, Pierre Condamin-Gerbier l'a répétée deux fois lors de son audition, ce mercredi, devant la commission parlementaire Cahuzac. Cet ancien financier, qui a travaillé dans la banque Reyl – celle qui a hébergé le compte de l'ex-ministre du Budget – jusqu'en 2010, a répété ses accusations envers les autorités devant les députés qui l'interrogeaient.

Pour lui, l'administration fiscale qui avait envoyé en janvier à la banque suisse UBS une demande d'entraide a «*posé une mauvaise question pour obtenir une réponse souhaitée». La dite réponse blanchissait en effet Jérôme Cahuzac «pour les années 2006 à 2013*», en affirmant qu'il n'avait pas possédé de compte à cette période. L'information avait fait la Une du Journal du dimanche le 10 février, un peu plus d'un mois avant que le ministre ne démissionne.

Mais pourquoi adresser une question biaisée? «*Soit c'est de l'incompétence, soit il y a une motivation volontaire», a souligné Pierre Condamin-Gerbier, tout en excluant la première solution. S'agissant de la deuxième hypothèse, «il y a deux sous-scénarios : ou on est convaincu de l'innocence de la personne, ou on connait sa culpabilité et on se dit que la seule façon de l'aider à se dédouaner est d'envoyer une demande particulière*».

Pierre Moscovici, le ministre de l'Economie, s'est quant à lui toujours défendu d'avoir cherché à protéger son collègue du Budget. «*Je ne savais rien de ce compte jusqu'au 2 avril [date de l'aveu de Jérôme Cahuzac]*», a-t-il plusieurs fois martelé. Il a expliqué avoir questionné seulement UBS et pas d'autres établissements, en particulier la banque Reyl & cie où Jérôme Cahuzac aurait transféré son argent au début des années 2000, car la presse n'avait alors cité qu'elle.

Pierre Condamin-Gerbier, lui, doute de cette version et pense que Pierre Moscovici et Manuel Valls étaient au courant de l'existence d'un compte avant les aveux de l'ex-ministre. Interrogé dans le cadre de l'enquête préliminaire dès le 21 février, il assure en effet que le compte rendu de son audition a été transmis aux autorités le lendemain. 20minutes.fr 03.07

Ce qui est étonnant, c'est qu'au PS ils ne savent même pas mentir, mais apparemment ils sont toujours là, c'est à croire qu'ils bénéficient de complicité pour les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas à droite mais aussi ou principalement au sein du mouvement ouvrier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

L'armée a repris la main en Egypte. Son chef, le général al-Sissi, a mis sa menace a exécution : il a déposé le président islamiste Mohamed Morsi ce soir et présenté une feuille de route en vue d'une sortie de crise.

Au programme : le gel immédiat de la constitution. Le président Mohamed Morsi va être remplacé à la tête de l'Etat par le président de la Cour constitutionnelle, chargé de la gestion des affaires courantes jusqu'à la tenue de nouvelles élections, présidentielle et législatives. Quant au gouvernement, il sera composé d'experts sans affiliation politique, tandis qu'une commission sera chargée de réviser la Constitution. Une commission de réconciliation nationale va également être créée. Y siégeront toutes les sensibilités politiques et religieuses de la société égyptienne, ainsi que les mouvements de la jeunesse.

Abdel Fattah al-Sissi a appelé les Égyptiens à manifester de façon pacifique ce soir et a prévenu que l'armée et la police répondraient à toutes les violences. La place Tahrir en liesse

Sur la place Tahrir, les manifestants anti-Morsi étaient mobilisés depuis une semaine pour réclamer le départ de celui qu'ils accusaient de leur avoir volé leur révolution, celle de 2011. Le représentant de l'opposition, Mohammed ElBaradei a d'ailleurs estimé que la révolution de 2011 était de nouveau en marche ce soir. Il s'est dit satisfait de la feuille de route dans la mesure où elle répond à la revendication d'élections anticipées. Les leaders religieux copte et sunnites soutiennent également le projet de transition.

Reste que l'Egypte est bel et bien en train de vivre un Coup d'Etat militaire. Et que les partisans du président Morsi, élu il y a tout juste un an, sont décidés à résister à l'armée. Eux aussi se sont rassemblés en nombre au Caire. Leur manifestation serait encerclée par les blindés de l'armée. La situation pourrait très vite dégénérer, les deux camps s'étant dits prêts à verser leur sang pour leur cause.

Le chef de l'Etat déposé et les responsables islamistes ont reçu interdiction de quitter le pays, dans le cadre d'une enquête sur une affaire d'évasion de prison en 2011. Les aéroports ont reçu pour consigne de ne pas les laisser partir. Le Président a appelé ses partisans à résister au coup d'Etat militaire de façon pacifique. euronews.com 03.07

2- Turquie

La justice turque a donné raison aux manifestants. En effet, un tribunal d'Istanbul vient d'annuler le projet de réaménagement de la place Taksim et du parc Gezi. L'avis rendu par cette cour administrative, saisie au début du mois de juin au plus fort des protestations, indique que le projet violait des règles de conservation du patrimoine et allait à l'encontre de l'identité de la place, selon l'avocat des plaignants.

Cette décision de justice sera sans doute préjudiciable pour le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et sa volonté farouche de mener à bien ce projet controversé et de reprendre cette place aux manifestants qui dénoncent ses méthodes perçues comme autoritaires. euronews.com 03.07

3- Syrie

3.1- C'est lui qui a fait croire aux terroristes l'imminence d'une vaste offensive contre Alep, trompant leur vigilence et de faire avancer ainsi et avec succès l'opération de Homs. Le général de brigade Maher Assad frère du président surveille de près chaque étape de l'offensive armée contre Homs tout en commandant l'opération Tempête du nord à Alep.... Il a d'ailleurs rendu un hommage appuyé à la 4eme bataillon de l'armée à l'origine des victoires de ces derniers jours à Homs, affirme Dampress. Après Qusseir et Talkalakh, Homs est sur le point d'être libéré. french.irib.ir 03.07

3.2- L'ambassadeur syrien, en Chine, a révélé l'entraînement de Ouighours chinois, au Pakistan, pour lutter contre l'armée syrienne.

Emad Mustafa, ambassadeur syrien, à Pékin, a affirmé disposer de documents et preuves, selon lesquels, environ, 30 jeunes ouighours, étaient allés, au Pakistan, pour y passer une formation militaire, avant de se rendre en Turquie pour lutter contre l'armée syrienne. «*La plupart de ceux qui combattent actuellement contre l'armée syrienne dans la banlieue d'Alep sont ces mêmes éléments*», a rappelé l'ambassadeur.

A noter que le gouvernement chinois a déjà confirmé que les fauteurs de troubles du Xinjiang ont été entraînés en Syrie, et ils ont déjà combattu l'armée d'Assad. Selon le "Global Time", "*l'une des personnes arrêtées au cours des heurts qui ont opposé les manifestants aux policiers, vient de passer aux aveux. Il reconnaît avoir reçu une formation à l'étranger*". "*Cette personne a fait des études, à Istanbul, en Turquie, a été entrainée, à Alep, en Syrie, et a participé activement aux attaques terroristes commises au Xinjiang*". Le journal "Global Time" a souligné que 80% des terroristes actifs en Syrie viennent de 29 pays du monde, dont la Turquie, la Libye, le Liban et le Yémen. french.irib.ir 03.07

Haut de page

Le 5 juillet 2013

CAUSERIE

Le site ne sera actualisé que partiellement aujourd'hui, les infos du jour figureront demain. Trop de choses dans l'actualité, je ne sais plus où donner de la tête et je n'ai le temps de rien lire sérieusement. On fera ce qu'on peut.

Un mot sur la situation en Egypte.

A part la lecture de deux ou trois articles de presse, je n'ai pas eu le temps de lire des analyses, on se contentera de quelques réflexions.

Les Américains ne pouvaient pas reproduire le même coup qu'en Turquie.

Erdogan, qui comme Morsi est issu des Frères musulmans, a bénéficié d'une situation économique favorable pour s'octroyer le soutien de la majorité de la population et s'attaquer à la forteresse de l'armée qu'il a décapitée. Les Américains ont mis en place Erdogan pour que la Turquie devienne l'alliée de l'Etat sioniste et serve de base à l'arrière à l'attaque contre la Syrie, puis l'Iran.

Morsi a hérité d'une situation économique vacillante qu'il a été incapable de redresser, ses bailleurs de fonds l'ayant lâché, jusqu'au FMI qui a refusé les 4,8 milliards de dollars sur lesquels il comptait, du coup il s'est retrouvé acculé, privé de base sociale, incapable de réaliser les contre-réforme qu'exigeaient ses créanciers, la faillite économique devait se double d'une faillite politique.

Est-ce que les Américains avaient envisagé de s'en servir pour mettre au pas l'armée égyptienne ? C'est possible mais c'est raté en tout cas. Morsi est finalement tombé pour les mêmes raisons que Moubarak : la résistance des masses qui exigent de voir leurs revendications sociales satisfaites et leurs droits politiques reconnus, autant que faire se peut évidemment. Ce n'est pas l'armée qui a chassé Morsi du pouvoir, mais les masses exploitées. L'armée demeure le garant des institutions et du régime en place qui n'a pas plus été ébranlé qu'en Tunisie, le plus fidèle allié de l'impérialisme anglo-saxon.

Les Américains ont pu être tentés en sortant les Fréres musulmans de 80 années d'hibernation pour les porter au pouvoir, de s'en servir pour alimenter le communautarisme et créer une situation de guerre civile larvée permanente, cela semble peu probable car l'Egypte est très peuplé, 84 millions d'habitants, par contre, c'est la situation qui risque de s'instaurer et de perdurer dans le futur car on ne voit pas comment la situation économique et sociale de l'Egypte pourrait se redresser, les besoins des masses étant grandissants et leur impatience aussi à les satisfaire. Il faut rappeler aussi que c'est le FMI qui par les mesures qu'il avait imposées à l'Egypte avait entraîné la chute de Moubarak et aujourd'hui de Morsi.

Au fait, la dernière manipulation des masses consiste à faire croire que Morsi aurait été arrêté par l'armée, alors qu'il s'était réfugié dans une base militaire, j'ai lu cela dans un article de presse. Ils veulent présenter les Frères musulmans comme des victimes de l'armée, alors qu'ils s'entendent très bien ensemble.

Le problème, c'est qu'ils ont instrumentalisé leurs dirigeants avec leur consentement, ils les ont sortis du trou dans lequel ils pourrissaient depuis 80 ans, sauf que voilà, leurs partisans n'en savent rien et n'y comprennent rien, ils ignorent les véritables intentions de leurs chefs et du coup ils veulent en découdre pour les défendre ajoutant au chaos actuel, ce que les militaires ne peuvent pas accepter. C'est à se demander si les militaires protègent Morsi et sa cour des masses égyptiennes qui veulent leur faire la peau ou de leurs propres troupes qui pourraient se retourner contre eux en leur reprochant d'être des incapables ou de les avoir bernés. Ce qui est sûr en revanche, c'est que les Américains et l'armée compte bien continuer de s'en servir pour diviser les Egyptiens... A suivre

Notre ennemi. Un parti, un président et un gouvernement chiens de garde de l'impérialisme américain.

- Espionnage: la France rejette la demande d'asile d'Edward Snowden - AFP

"*Si par hasard il entrait sur le territoire, la police serait tenue de l'interpeller car il y a une demande d'extradition des Etats-Unis*" explique-t-on du côté de la place Beauvau. "*Les Etats-Unis sont un pays ami, une démocratie avec une justice indépendante*" y ajoute-t-on. lemonde.fr 04.07

Les "*amis*" de notre ennemi, sont nos ennemis. Question : Qui osera encore demander audience à Hollande, qui osera encore le rencontrer ?

Quelle pourriture ! Espionner illégalement la terre entière, c'est normal, c'est même recommandé, par contre dénoncer ou rendre public cet espionnage anticonstitutionnel (selon les défenseurs des droits civiques aux Etats-Unis en référence au 4ème amendement de la Constitution américaine) constitue un crime.

Question : quelle est la nature d'un tel régime ? Réponse plus loin.

Aux Etat-Unis, la résistance à la dictature se mobilise.

- Des milliers d'Américains, dans les rues ou sur internet, ont manifesté jeudi, jour de la fête nationale de l'Indépendance, pour protester contre le programme d'"*espionnage anticonstitutionnel*" de l'agence de renseignement NSA, ont indiqué les organisateurs.

La mobilisation, lancée par le mouvement "*Restore the Fourth*" ("*Restaurez le quatrième amendement*" de la Constitution), entend "*sensibiliser et appeler à l'action politique contre l'espionnage anticonstitutionnel du gouvernement américain*".

Il faut que le gouvernement "*respecte le 4e amendement*" qui, explique le mouvement, "*protège les citoyens contre les enquêtes et les arrestations arbitraires*".

Les Etats-Unis cherchent à arrêter un ancien consultant de l'Agence nationale de sécurité (NSA), Edward Snowden, source de fracassantes révélations sur de vastes programmes de surveillance des communications par les Etats-Unis.

La campagne, relayée par le réseau social Reddit, a reçu le soutien de la plate-forme Mozilla ou de sites oeuvrant pour la liberté sur le net, comme la Electronic Frontier Foundation ou ColorOfChange.org.

D'autres manifestations, rassemblant des centaines de personnes, ont eu lieu dans les rues de dizaines de villes américaines comme Philadelphie, Boston, New York, Chicago ou San Francisco.

Par ailleurs, une pétition, "*Stop Watching Us*" ("*Arrêtez de nous espionner*"), signée jeudi par 550.000 personnes, s'adresse au Congrès pour lui demander de "*révéler l'étendue totale du programme d'espionnage de la NSA*".

Confirmation, Hollande a bien agi sur ordre de Washington

On a eu confirmation que le laquais qui siège au Château a agi sur ordre des Américains, depuis qu'on a obtenu de nouvelles précisions sur la chronologie du déroulement de cette affaire. AFP 04.07

- Les Etats-Unis ont demandé à la Bolivie l'extradition de l'ex-consultant en fuite Edward Snowden s'il entre dans le pays, a déclaré mercredi le ministre des Affaires étrangères bolivien David Choquehuanca.

Le ministère des Affaires étrangères bolivien a cependant annoncé qu'il rejeterait cette demande.

"*Il s'agit d'une demande d'extradition surprenante, illégale, infondée et suggestive qui sera rejetée d'une manière immédiate et catégorique*", a indiqué un communiqué du ministère.

"*Les Etats-Unis nous ont fait parvenir une note dans laquelle ils demandent l'extradition au cas où le citoyen Edward Snowden se trouverait sur le territoire bolivien*", avait déclaré le ministre bolivien, interrogé par la chaîne de télévision Telesur.

Toutefois, le chef de la diplomatie bolivienne n'avait pu préciser quand lui était parvenue cette note.

"*On me l'a communiquée ce matin. Mais je n'ai pas pu encore la lire in extenso*", a-t-il déclaré. "*Les Etats-Unis ont pensé que Snowden était dans l'avion du président Evo Morales et les pays (européens) ont agi en conséquence*", a-t-il dit.

La porte-parole du Département d'Etat, Jen Psaki, a indiqué "*nous avons fait une demande générale que Snowden soit extradé de n'importe quel pays où il se trouve, atterrisse ou circule*", tout en affirmant ignorer si cette demande avait été faite mercredi. AFP 04.07

Ben voyons, menteurs comme ils sont, il ne va pas révélé qu'il l'avait adressée avant que l'avion de Morales soit obligé d'atterrir en Autriche, ce serait reconnaître que la France, l'Espagne et le Portugal avaient agi sur ordre et cela les mettrait dans l'embarras.

Ce qui est intéressant ici, c'est que les Américains ont adressé cette missive lourde de menaces à tous les gouvernements, agissant en maître du monde incontesté, pas un n'osant lui résister, sauf Maduro au Venezuela qui n'a pas reçu de demande

d'asile d'Edouard Snowden et Morales en Bolivie qui a indiqué qu'il allait étudier la demande d'asile qu'a déposée auprès de son pays l'ancien informaticien américain.

Morales a déclaré à son arrivée à La Paz : "*Il s'agit d'une provocation contre un continent tout entier, pas seulement contre un président. je ne comprends pas comment ces pays peuvent être aussi loyaux et obéissants à l'impérialisme américain*". (euronews.com 04.07)

Hollande et le PS ou les ennemis de la démocratie.

Chaque jour qui passe témoigne de la nature fondamentalement contre-révolutionnaire de Hollande et son gouvernement, de leur parti, dès lors le refus de les caractériser sur le plan politique pour ce qu'lls sont devient de plus en plus insupportable, mais pas vraiment incompréhensible au regard de la corruption idéologique qui a gangrené l'ensemble du mouvement ouvrier et qui ne date pas d'hier, y compris son avant-garde, au point de se demander quelle légitimité on devrait accorder à ces partis ou formations politiques en dehors de celle qu'ils s'accordent eux-mêmes.

En quoi cette caractérisation est-elle si importante ? Parce qu'elle permet de comprendre ou facilite la compréhension des rapports qui existent entre les différents partis, leurs rapports à l'Etat, aux syndicats et aux différentes classes de la société, leurs véritables intentions, la classe et les intérêts qu'ils représentent vraiment, pour qui, quelle classe ils gouvernement quand ils sont au pouvoir.

Cela étant dit, chacun comprendra que refuser de les caractériser sur le plan politique revient à empêcher les travailleurs et les militants de comprendre comment fonctionnent les institutions, laissant place à toutes les illusions et interprétations possibles qui permettent finalement au régime de se maintenir en place, cela revient à entretenir l'ignorance des masses exploitées au lieu de la combattre et de les aider à comprendre comment fonctionne la société dans un régime capitaliste dans ce pays.

Par ailleurs, on ne peut pas reprendre littéralement les définitions ou les analyses fournies par Marx, Engels et Lénine sur la démocratie il y a un siècle ou un siècle et demi. Quel rapport y a-t-il entre ces deux thèmes ?

En minimisant ou plutôt en légitimant l'intrusion ou l'emprise des services secrets américains sur les institutions françaises, en refusant le droit d'asile politique à l'ex-agent du NSA qui l'a révélé (notamment), puis en refusant au président bolivien de pénétrer dans l'espace aérien français à la demande de Washington, Hollande et son gouvernement ont témoigné qu'ils étaient les agents d'une dictature qui ne veut pas dire son nom, autrement dit qu'ils se présentaient en ennemi de la démocratie.

Le PS s'est servi de la démocratie politique jusqu'aux années 80-90 pour combattre son pire ennemi, le communisme qu'incarnait de façon déformée l'URSS et son agence en France, le PCF. Le spectre du communisme s'estompant dès 1981 avec la chute du régime dans un des satellites de l'URSS, la Pologne, puis disparaissant avec la réunification de l'Allemagne et la fin de l'URSS, pour le PS, l'heure n'était plus au combat contre le communisme mais directement contre la classe ouvrière pour la faire disparaître à son tour comme classe, d'où les premières mesures qui furent prises dès 1982 (lois Auroux) pour associer davantage les syndicats au fonctionnement du capitalisme.

En continuant de participer à la collaboration de classes, les syndicats allaient lui emboîter le pas dès lors que le "*péril rouge*" était écarté pour longtemps, l'heure n'était plus aux concessions ou aux réformes qui avait donné un air (trompeur) de démocratie sociale à la domination de classe des capitalistes et au régime, elle était à la contre-attaque non seulement pour reprendre tous les acquis ou droits sociaux concédés ou conquis par le prolétariat par sa lutte de classe, mais pour associer davantage les syndicats à la marche du capitalisme et les soumettre au corporatisme, leurs dirigeants corrompus n'y étant pas opposés contrairement à une partie de leurs bases qui le rejetait catégoriquement.

Maintenant il faut préciser comment le parti de l'ordre officiel aux commandes pendant 15 ans, le RPR-UMP, puis son suppléant le PS, comment comme porte-parole du Medef ils allaient s'y prendre pour avancer sur la voie du corporatisme. Par petites étapes successives, en créant une multitude de comités ou instances auxquels seraient associés les syndicats, en organisant des conférences, en multipliant les réunions et les rendez-vous à l'Elysée ou à Matignon, dans les différents ministères avec les dirigeants syndicaux, tous se prêtant volontiers à ce jeu cynique, jusqu'à légiférer en 2004 pour leur faire une place de choix dans ce processus liquidateur du mouvement ouvrier, pour en arriver à la décision de Hollande devenu président de la République d'institutionnaliser, de graver dans le marbre, d'inscrire dans la Constitution de la Ve Républque la collaboration de classes, la méthode du dialogue social.

En quoi cela a-t-il un rapport avec la démocratie politique ? Parce que le dialogue social est l'antithèse de la démocratie. Pourquoi ? Parce que cette méthode qui associe exploiteurs et exploités, dès lors qu'on en a accepté le principe, qu'on y participe, repose sur la soumission de la majorité, les exploités, à la minorité, les exploiteurs, puisque c'est la classe dominante qui dicte sa volonté et ses besoins à la majorité qui ne détient aucun pouvoir, la classe minoritaire des exploiteurs détenant le pouvoir économique et politique par la voie du président de la République et sa majorité parlementaire, donc le PS.

Cette méthode du dialogue social n'existe et ne peut exister qu'à partir du moment où l'ensemble des syndicats ont accepté de

s'y soumettre ou l'ont adoptée, autrement dit dès lors qu'ils ont accepté de se placer sur le terrain de la classe dominante et qu'ils sont prêts à marcher sur la voie du corporatisme pour accéder à ses besoins. Le corporatisme ne va pas être instaurer du jour au lendemain contrairement à ce que ceux qui y collaborent affirment pour camoufler leur propre capitulation politique ou complicité depuis des lustres.

Il va être mis en place insidieusement petit à petit au fil du temps, lors de chaque conférence ou accord conclu entre les différentes partenaires nommés sociaux abusivement. Par exemple, en détruisant les uns après les autres les droits collectifs des travailleurs, secteur d'activité par secteur d'activité, tranquillement quoi, l'air de rien ; en créant des droits nouveaux à caractère individuel, les uns et les autres s'en félicitent, alors qu'en fait il s'agira de les mettre en concurrence avec des droits collectifs qui simultanément ou par la suite seront vidés de leur contenu ou purement et simplement liquidés ; ils vont multiplier les cas de situation individuelle qui en réalité s'appiqueront ensuite à l'ensemble des travailleurs, bref, tous les droits collectifs seront finalemement liquidés au profit de droits individuels qui seront généralisés, et au bout du compte la classe se retrouvera en grande partie atomisée et pour ainsi dire sans droits sociaux, en tant que classe elle aura cessé d'exister, il lui sera alors encore plus difficile de résister et de faire valoir ses droits, de s'organiser et de se mobiliser, laissant le champ libre à la classe des exploiteurs, ainsi ils seront parvenus à leur objectif, le corporatisme aura vaincu la lutte des classes, la dictature absolue de la classe des capitalistes règnera.

En conclusion, les oripeaux de la démocratie politique ne servent plus que les intérêts politiques, militaires et financiers du cartel des banquiers anglo-saxons qui entendent accroître leur pouvoir sur l'Europe et le monde, qui passe par la liquidation de la démocratie sociale, de la classe ouvrière comme classe indépendante, ce dont le PS est l'instrument.

On poursuivra plus tard. Il nous faut revoir toutes les définitions ou caractérisations que nous avions adoptées autrefois en tenant compte de l'évolution du capitalisme mondial et des modifications intervenues au niveau de la forme du pouvoir, définir comme démocratique un Etat qui présente tous les stigmates d'une dictaure est devenu impossible de nos jours, la Grande-Bretagne est une monarchie constitutionnelle, les Etats-Unis une ploutocratie constitutionnelle, la Russie une autocratie constitutionnelle, la France un régime bonapartiste constitutionnel...

Cette définition doit tenir compte que le pouvoir de celui qui incarne l'Etat provient de la Constitution, sans perdre de vue l'orientation politique du capitalisme mondial qui est d'instaurer à terme un gouvernement mondial, une sorte de monarchie absolue des oligarques de la finance, ni la République ni la démocratie n'ayant leur place dans ce Nouvel ordre mondial, chacun l'aura bien compris.

Tenez, pour alimenter votre réflexion, un titre :

- Existe-t-il des coups d'Etat démocratiques? - Slate.fr 04.07

Oui, une révolution prolétarienne !

Haut de page

Le 6 juillet 2013

CAUSERIE

Je ne m'attarde pas sur certains sujets d'actualité déjà analysés par d'autres dans les articles que je mets en ligne quotidiennement, je ne vais pas faire comme beaucoup, les parodier en me faisant passer pour un grand analyste. J'apporte seulement quelques précisons quand cela me semble nécessaire, sinon je traite des sujets que tout le mone ou presque délaisse ou traite à moitié ou de travers selon moi.

J'ai horreur de me répéter, alors j'ai autant horreur de répéter ce que j'ai lu ailleurs, nombreux sont ceux parmi nous qui se nourrissent de cette activité qui ne présente aucun intérêt, qu'il nous soit permis de ne pas les imiter.

Bon week-end à tous.

La démocratie est une imposture en régime capitaliste.

- "*La société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète en république démocratique. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours, quant au fond, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les*

classes possédantes, uniquement pour les riches.

La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils se "désintéressent de la démocratie", "se désintéressent de la politique" et que, dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale." (Lénine - L'Etat et la révolution)

Effectivement, rien de changer un siècle plus tard, les masses se désintéressent de la démocratie, de la politique, et la majorité n'est ni syndiquée ni organisée dans un parti ouvrier, bref, elles sont sous la coupe de l'idéologie de la classe dominante qui passe son temps à leur faire prendre des vessies pour des lanternes, les corrompt, et cela fonctionne à merveille, pour élire un Sarkozy, un Hollande, un Bush, un Obama, un Morsi ou un Erdogan il faut témoigner d'une conscience politique digne du moyen-âge !

A l'époque où la civilisation humaine sortait à peine de la torpeur dans laquelle elle avait été plongée pendant de longs siècles en étant soumis à des régimes féodaux tyranniques, l'avènement de républiques et de régimes constitutionnels teintés de démocratisme constituait un immense progrès politique alimenté par la lutte des classes à la fois sur le plan social.

Le développement du capitalisme ne pouvait pas se réaliser sans qu'y participe la majorité de la population, il fallait donc lui donner au moins l'impression qu'elle y participait et l'espoir qu'à travers cette participation son sort s'améliorerait dans le futur. En réalité le capitalisme en avait besoin pour atteindre ses objectifs économiques sans pour autant octroyer aux masses exploitées la moinde once de pouvoir politique. On pourrait résumer ainsi sa stratégie : des droits politiques, oui, du pouvoir politique, jamais.

La confusion entre l'acquisition de droits et de pouvoirs politiques a depuis un siècle été savamment entretenue, parce que la conquête de droits politiques a cessé de se situer et de fonctionner dans la perspective du combat pour conquérir le pouvoir politique. Ils n'ont plus servi qu'à mieux enchaîner la classe ouvrière au capitalisme et aux institutions, à ses partis, au lieu de servir au combat pour son émancipation sociale et politique. On pourrait préciser et affirmer que la conquête de la démocratie politique a été détournée de son objet dès le début du XXe siècle, corrompue au point de se transformer en instrument de lutte contre la démocratie, contre le socialisme.

J'ai hésité à ajouter une autre citation de Lénine, puis je me suis aperçu que c'était impossible, car le contenu qu'il attribuait autrefois au "*droit égal*" qui incarnait la démocratie politique, avait complètement disparu, avait été vidé de son contenu du fait de l'absence de toute perspective politique ; on admettra qu'on ne peut pas évoquer un droit sans tenir compte de l'existence du contexte qui lui permet ou non de se réaliser, il ne serait pas correct d'évoquer cet exercice sans mentionner son contenu, or, il a totalement changé depuis cet époque. Hier ce droit permettait d'entrevoir le combat pour se libérer du capitalisme et s'emparer du pouvoir politique, réaliser la démocratie, puisque telle était l'orientation générale du mouvement ouvrier international sous l'impulsion du parti bolchevik et de la révolution russe, de l'Internationale communiste, du marxisme, de nos jours ce droits n'est plus qu'un moyen de soumettre les exploités à l'idéologie dominante.

Je ne sais pas si je me suis exprimé suffisamment clairement. C'est comme si on vous disait que vous avez le droit d'écrire, d'écrire ce qui vous passe par la tête, du coup vous vous dites ; je vais écrire qu'il faut renverser l'ordre établi, ce droit vous est accordé, il ne porte pas à conséquence, il ne présente aucun danger puisque les conditions n'existent pas pour que l'ordre établi soit renversé, vous allez passé pour un gauchiste, un extrémiste, un farfelu, un utopique, un fou, par contre à partir d'octobre 1917 un tel écrit faisait immédiatement surgir dans la tête des lecteurs plein d'images, un espoir, un espoir directement relié ou en rapport avec la réalité, c'était des mots chargés d'une signification précise qui sautait aux yeux, qui témoignait une formidable vitalité, ce droit projetait son ombre ou plutôt éclairait la totalité de la société, la changer était possible...

En comparaison voyez ce que ce "*droit égal*" inspire de nos jours autour de vous : l'indifférence, le rejet, la raillerie, évoquez-le et vous allez vous faire traiter de manipulateur, de charlatan, de vendu, au mieux on va se moquer de vous, vous prendre pour un rigolo et c'est normal. On peut l'utiliser dans des brochures à caractère théorique, mais ni dans notre propagande ni dans notre agitation, encore moins comme mot d'ordre.

Le passage qui suit a été rédigé plus tôt dans la matinée.

Le principe de la démocratie est dès l'origine une imposture puisqu'il prétendait correspondre au gouvernement du peuple par le peuple, représenter la volonté ou les intérêts de la majorité du peuple, alors qu'en réalité il n'a jamais incarné autre chose que celles d'une minorité, sauf lors de la Commune de Paris et de la prise du pouvoir par le parti bolchevik en 1917 en Russie.

Et encore, ce n'est que partiellement vrai, car pour que la démocratie puisse réellement s'exercer il faudrait que chacun des membres qui compose le peuple d'un pays dispose du même niveau de connaissance ou de conscience de la société dans laquelle il vit pour qu'il puisse se prononcer librement sur les mesures qu'on lui soumet, or cela n'a jamais été le cas.

Il faut donc en déduire qu'on a adopté ce principe à défaut de mieux pour exprimer le fait que ce n'était plus une personne isolé toute puissance et de droit divin concentrant entre ses mains tous les pouvoirs qui décidait du sort de toute une nation, mais

une assemblée constituée d'élus sans se demander ce qu'ils représentaient vraiment. Ce principe a évolué, a été perfectionné dans le temps en fonction du passage d'un mode de production à un autre pour toujours incarner la classe dominante mais minoritaire dans la société. Et pour que la domination de classe de la classe dominante avec laquelle la démocratie se confondait ne puisse pas être remise en cause, elle a dilué son pouvoir au sein d'institutions qu'elle a créées et qu'elle contrôle, dont elle a codifié le fonctionnement dans une Constitution, de telle sorte que quelle que soit la majorité (parlementaire) qui gouverne elle continue d'exercer le pouvoir.

Ainsi la démocratie n'a servi qu'à perpétuer les rapports établis entre les classes au profit de la classe dominante minoritaire et au détriment de la classe dominée majoritaire dans la société. Il y a donc lieu d'en conclure que pour conquérir la démocratie il faut renverser ses rapports entre les classes, il faut abolir la Constitution et l'ensemble des institutions, liquider de fond en comble l'Etat qui incarne la dictature exercée par la minorité sur la majorité et dénommé faussement démocratie.

Maintenant ce mot a été tellement galvaudée, instrumentalisée, son contenu à géométrie variable aussi souple qu'un élastique a été si déformé qu'il ne veut plus rien dire ou si, son contraire, d'ailleurs si vous interrogiez la population vous vous rendriez compte qu'elle en ignore la signification exacte qui ne se borne pas à la définition académique et tronquée qui figure dans les dictionnaires ou les manuels d'histoire ou scolaire.

Le monarque de Riad, l'émir de Doha ou le Premier ministre israélien osent se réclamer de la démocratie, Morsi et Erdogan également, Bush et Obama aussi, ils s'en sont servis pour mener leur croisade de l'Afghanistan à la Libye, bref, tous les dictateurs ou tyrans, tout ce que compte la réaction de représentants s'en réclament, y compris Le Pen en France.

Ainsi la distinction entre démocratie bourgeoise ou ouvrière, vraie ou fausse démocratie, démocratie participative, directe, parlementaire, etc. ne veut absolument rien dire pour le quidam, chacun peut donner un contenu différent ou diamétralement opposé à la démocratie ce qui la rend impropre à l'usage dans notre discours.

Et puis, sur le plan sémantique on peut recourir à une périphrase qui présentera l'avantage d'être d'une précision redoutable pour nos ennemis, notamment ceux qui évoluent au sein du mouvement ouvrier, il suffit d'affirmer que nous combattons pour obtenir ou préserver nos droits politiques et sociaux pour éviter toute confusion, car cela sous-entend ou on peut mentionner qu'ils sont parfaitement légitimes puisqu'ils émanent de la majorité, toute justification est dès lors superflue, inutile, la légitimité étant du côté de la majorité, des masses exploitées, il n'y a rien d'autres à ajouter et chacun comprendra que ce sont les opposants à l'ordre établi qui incarnent véritablement la démocratie sans avoir à la nommer. Autre avantage, cela implique de se situer strictement sur le terrain de classe des exploités incluant travailleurs manuels et intellectuels qui constitue la majorité de la population, la démocratie.

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont timbrés !

- La Poste veut augmenter fortement le prix des timbres - L'Expansion.com

- Le prix du timbre pourrait augmenter de 24% en 5 ans - LeFigaro.fr

Ils défendent leur immonde créature.

- Les États-Unis piégés par leur blanc-seing à Morsi - LeFigaro.fr

- Egypte: Washington contre la détention "*arbitraire*" de Morsi - AFP

- L'UE appelle au respect des droits de Mohamed Morsi - LePoint.fr

- Égypte : la Turquie juge antidémocratique l'éviction de Morsi - LePoint.fr

- Le Caire assure à Washington qu'il n'y a pas eu de coup d'Etat - Reuters

Jackpot !

- La BCE maintient son taux à 0,5% - L'Expansion.com

- Mario Draghi promet des taux bas pour une période prolongée - Reuters

- Le tarif des cartes bancaires a augmenté en 2012 - AFP

Intox et conditionnement

C'est la fatalité !

- Retraites: 53% des Français d'accord pour porter la durée de cotisation à 43 ans - L'Expansion.com

Au PS, ils ne savent même pas ce que cette expression signifie.

- Compte de Sarkozy: Taubira appelle Sarkozy à «*un effort de dignité*» - 20minutes.fr

Palinodie.

- Espionnage: l'UE durcit le ton face à Washington - L'Expansion.com

Les charognards

- L'or gris de l'économie du vieillissement attire les convoitises - LeMonde.fr

OVNI : objet vénal non indentifié

- L'identité de genre pourrait bientôt remplacer l'identité sexuelle - LePoint.fr

Entre des mains sales.

- L'espoir d'une sortie de crise au Portugal soutient les marchés - Reuters

- Portugal: le taux d'emprunt de nouveau à la baisse - L'Expansion.com

- Le Portugal est entre des "*mains sûres*" affirme Mario Draghi - AFP

Les usines de la mort.

- Bangladesh: 10% des usines textiles sans défauts - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi Israël regrette le départ de Morsi?

Le journal israélien Haaretz commente le coup d'état qui a coûté son fauteuil au président déchu Mohamad Morsi. Israël n'est visiblement pas content de ce que le premier " *président élu au suffrage universel*" soit chassé de la sorte du pouvoir et il cite quatre raisons à son mécontentement que souligne le journal : " *Israël est mécontent et en colère car tout le long du court mandat de Morsi à la tête de l'Egypte les relations entre Tel-Aviv et Le Caire n'ont cessé de croître au contraire de toutes les attentes. Morsi a agi en sorte que toutes les suspicions à ce sujet aient été effacées*".

Puis en se livrant à une comparaison, le journal cite les "*quatre acquis*" de l'ére Morsi pour Israël, acquis qui n'existait même pas à l'époque de Moubarak et qui sont les suivants :

1- Morsi a prouvé son totale attachement au traité de Camp David et il n'a rien fait pour le tempérer au désavantage d'Israël,

2- les bonnes relations de Morsi avec les Frères musulmans ont fini par dissuader le Hamas de tirer des roquettes et des missiles en direction d'Israël,

3- Morsi a détruit une majorité de tunnels sous terrains qui reliaient le Sinaï et Gaza et par où étaient trafiquées des armes aux groupes palestiniens

4- l'acquis le plus important de Morsi dans le sens des intérêts d'Israël a été son oeuvre de discorde envers les musulmans. Il a divisé les rangs des chiites et des sunnites et ce conflit sunnite/chiite a affaibli l'axe de la résistance au Moyenn Orient. french.irib.ir 04.07

Même pas le droit ! Le mot démocratie a été tellement galvaudé qu'il ne veut plus rien dire ou si, son contraire.

- Comment, en 1995, les comptes de campagne de MM. Chirac et Balladur n'ont pas été rejetés - LeMonde.fr

- Le compte de campagne de Sarkozy définitivement invalidé - AFP

- Nicolas Sarkozy "*démissionne immédiatement*" du Conseil constitutionnel - Le Nouvel Observateur

Sauf que, comme l'expliquent les constitutionnalistes interrogés par francetv info, la loi ne lui permet pas de démissionner.

Pourtant, selon Olivier Dord, constitutionnaliste, interrogé par francetv info, le droit n'autorise pas l'ex-président à démissionner. "*L'article 56 de la constitution, qui codéfinit la composition du Conseil constitutionnel, prévoit, dans l'alinéa 2, que les anciens présidents sont membres de droit du Conseil constitutionnel. Or cette qualité de membre à vie ne peut pas changer, même avec toute la volonté du monde*", explique-t-il. Le président Nicolas Sarkozy pourra seulement s'abstenir de siéger, ce qu'il fait déjà depuis un certain temps. "*C'est de la pure communication*", résume Olivier Dord.

Nicolas Sarkozy ne pourra donc pas retrouver la "*liberté de parole*" qu'il appelle de ses vœux. "*Les statuts du Conseil constitutionnel imposent un devoir d'impartialité et un devoir de réserve. Comme il ne peut pas démissionner, il est prisonnier d'un statut*", avance Pierre Esplugas, constitutionnaliste à l'université de Toulouse, interrogé par francetv info. Cependant, "*les membres de droit ne sont pas obligés de prêter serment*", rappelle-t-il, "*cela leur donne une certaine liberté de parole*". francetvinfo.fr 04.07

Quel boulet cette Constitution !

En 1995.

Alors que les comptes de campagne de Chirac et Balladur présentaient des recettes injustifiées et une sous-estimation des dépenses qui devaient conduire à leur rejet, le président du Conseil constiutionnel, Roland Dumas (PS) passe outre :

"*Peut-on prendre le risque d'annuler l'élection présidentielle et de s'opposer, nous, le Conseil constitutionnel, à des millions d'électeurs et, ainsi, remettre en cause la démocratie ?*" dira M. Dumas, cité par Le Monde du 4 juillet.

En 2013.

Nicolas Sarkozy veut démissionner du Conseil constitutionnel. L'ancien président de la République l'a annoncé jeudi 4 juillet à l'AFP. Cette annonce intervient après le rejet de ses comptes de campagne 2012 par ce même Conseil, une mesure sans précédent pour un ancien chef de l'Etat.

"*Après la décision du Conseil constitutionnel et devant la gravité de la situation et les conséquences qui en résultent pour l'opposition et pour la démocratie, Nicolas Sarkozy démissionne immédiatement du Conseil constitutionnel afin de retrouver sa liberté de parole*", indique le communiqué. AFP 04.07

"*Comment ne pas s'interroger sur la décision de cette institution, après la nomination récente de trois conseillers par le pouvoir ?*", s'est interrogé Brice Hortefeux, fidèle parmi les fidèles de Nicolas Sarkozy, peu après que le Conseil constitutionnel a rendu sa décision. Pour M. Hortefeux, comme pour d'autres dans l'opposition, c'est donc la partialité du Conseil constitutionnel qui est en cause dans cette décision défavorable au candidat malheureux à la présidentielle.

Le Conseil constitutionnel est composé de neuf membres, renouvelés par tiers tous les trois ans. Les présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale nomment chacun une personne. Neuf membres nommés, auxquels il faut ajouter les membres de droit que sont les anciens présidents de la République : Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy lui-même.

Le dernier renouvellement par tiers remonte à février. Le président de la République a nommé Nicole Maestracci, la

première présidente de la cour d'appel de Rouen ; le président du Sénat, Jean-Pierre Bel, a nommé Nicole Belloubet, ancienne rectrice d'académie. Quant au président de l'Assemblée nationale, il a choisi de renouveler le mandat de Claire Bazy-Malaurie, nommée en 2010.

Contrairement à ce que dit M. Hortefeux, ce ne sont pas trois, mais deux membres qui ont été nommés par le pouvoir en place. Sur douze Sages, sept ont été nommés par un pouvoir de droite, deux par un pouvoir de gauche. Les trois autres sont les anciens présidents de la République de droite, dont Nicolas Sarkozy, qui n'a pas pris part au débat concernant ce dossier. Les nominations postérieures à l'alternance politique n'ont donc pas pu peser autant que l'insinue M. Hortefeux. lemonde.fr 05.07

Il faut préciser que les anciens présidents de la République n'ont pas participé à cette décision, ce qui signifie que ce sont des membres du Conseil constitutionnel nommés par des représentants issus du parti de Sarkozy qui lui ont infligé ce cinglant camouflet. On a le droit d'en rire, c'est si rare !

- Compte de campagne de Sarkozy : un «*mauvais coup à la démocratie*» pour Guaino - Liberation.fr 05.07

Qu'invoquait Dumas en 1995 et qu'invoque Sarkozy et l'UMP en 2013 ? La démocratie, qui en réalité n'existe que pour être bafouée, piétinée.

La démocratie dans nos sociétés est un principe vicié à la base, parce qu'il n'a jamais incarné les intérêts de la majorité. Pourquoi ? Parce que la majorité ne dispose d'aucun moyen de le contrôler, de le faire appliquer, respecter, il est la propriété de la minorité qui détient le pouvoir économique et politique et il ne peut servir que ses intérêts. Elle ne verra véritablement le jour que lorsque la classe ouvrière aura pris le pouvoir, quand la majorité exercera son pouvoir sur la minorité, donc se réclamer de la démocratie est indissociable du combat pour renverser l'ordre établi qui de fait est antidémocratique, la dicature du capital.

On pourrait aller plus loin et affirmer que la démocratie existera et vivra, car c'est bien beau de la conquérir les armes à la main, faut-il encore la nourrir, assurer sa survie, pour cela il faut que le niveau de conscience politique, de compréhension du monde dans lequel nous vivons progresse chez les masses, chez la majorité, sinon un jour la majorité désertera l'exercice du pouvoir et c'est à nouveau une minorité qui s'en emparera, imposera sa dictature, renversera la démocratie. Qu'étais-ce thermidor, le stalinisme ?

Alors vaut mieux s'y prendre dès maintenant pour former des travailleurs conscients.

Et en Egypte.

- "*Le président chassé par la légitimité populaire*", "*l'Egypte est de retour*", a titré la presse gouvernementale et indépendante.

- Berlin a dénoncé "*un échec majeur pour la démocratie en Egypte*". - AFP 04.07

A croire qu'en Egypte ce qu'ils appellent la démocratie avait été le produit d'un coup tordu qui n'avait rien de démocratique et qui s'est avéré foireux au bout d'un an à peine, la réalité des conditions de vie de plus en plus précaires des Egyptiens l'emportant sur les calculs des stratèges américains, la religion, les prières et les mirages ne nourrissent pas notre homme.

On ne trompe pas longtemps avec de la propagande un estomac qui a faim, les Américains, leurs alliés et le Qatar vont l'apprendre à leur dépend. Car avec la chute des Frères musulmans, c'est une des pièces maîtresses de leur dispositif pour remodeler le Moyen et le Proche-Orient qui s'écroule comme l'ont noté certains spécialistes de la région.

Il y a fort à parier qu'il ne faudra pas attendre longtemps pour que les masses de la région fassent le lien entre Frères musulmans, salafistes, takfiristes, wahhabistes, hordes rétrogrades et barbares qui veulent les maintenir dans l'obscurantisme et le sous-développement. L'élévation du niveau de vie matériel et l'accès au progrès social éloigne les croyants de la religion.

Les prédications des curés, des imams, des rabins, des popes, des moines, des pasteurs, des brahmanes, ont de moins en moins d'emprise sur eux, dès lors qu'ils ont des sujets de satisfaction sur terre, ils en attendent moins du ciel ou de l'au-delà. Pire, ils en réclament de plus en plus, leurs besoins s'accroissent, leurs aspirations se font plus précises, plus pressantes, l'audace les gagne, ils prennent confiance en eux, l'esprit et la parole se libèrent enfin, l'époque de la soumission et de la résignation silencieuse est révolue, ils veulent prendre leur destin entre leurs mains, dorénavant tout retour en arrière est devenu impossible, comme en Syrie, ils se battront jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour défendre leurs droits ou leurs acquis. Ils ont conquis leur légitimité, ils en ont pris conscience, à côté la démocratie frelatée, étriquée, bornée qu'on leur propose ne fait pas le poids, ils la violent, la broient quand ils se soulèvent, ils sont le nombre, ils sont la véritable démocratie.

Conflit d'intérêt ? Non, intérêt bien compris.

- L'Élysée minimise à l'avance les vérités de Delphine Batho - LeFigaro

- Batho accuse le gouvernement de céder aux lobbies - AFP

- Lors de sa conférence de presse, Delphine Batho a cité Philippe Crouzet, patron de l'entreprise de tubes en acier Vallourec, mais aussi époux de Sylvie Hubac, directrice de cabinet du président François Hollande. «*Est-il normal que le patron de l'entreprise Vallourec directement intéressé par l'exploitation des gaz de schiste ait pu annoncer ma marginalisation des semaines à l'avance devant des responsables de son entreprise aux USA?*». 20minutes.fr 04.05

Les banquiers, les repésentants des multinationales sont comme chez eux au Château, il n'y a que son locataire qui est de passage... Ils appellent cela une démocratie, la démocratie des courants d'air qui balaie tout sur son passage... sauf la dictature du capital qui est solidement implantée.

Et puis, à peine virée et remplacée par un proche de Fabius, une nouvelle tombe :

- OGM: vers une levée du moratoire sur un maïs Monsanto - AFP

L'interdiction de cultiver en France le maïs transgénique MON810 produit par la firme Monsanto a été jugée excessive par le rapporteur public lors d'une audience vendredi devant le Conseil d'État, a-t-on appris auprès de l'Union nationale des apiculteurs français (Unaf). AFP 05.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Parlera-t-on bientôt de l'été bulgare ? En tout cas, des milliers de personnes ont manifesté pour le 21ème jour consécutif à Sofia, pour réclamer la démission du gouvernement socialiste qu'ils accusent de corruption. Bien que moins nombreux, les sympathisants socialistes se réunissent aussi quotidiennement pour soutenir le gouvernement formé en mai. euronews.com 04.07

Egypte

2.1- Revue de presse du 4 juillet.

"*C'est une révolution, pas un coup d'Etat militaire, M. Obama.*" Au lendemain de l'annonce par l'armée de la déposition du président Mohamed Morsi et de la mise en place d'une transition politique, le message qui s'affiche, exceptionnellement en anglais, en une du quotidien égyptien Al-Tahrir, jeudi 4 juillet, est sans ambiguité. Les Egyptiens, qui ont appelé de leurs vœux un changement à la tête de l'Etat en descendant massivement dans la rue depuis le dimanche 30 juin – et auxquels s'est rallié une grande partie de la presse égyptienne –, n'entendent pas voir leur plaisir gâcher par les atermoiements de la communauté internationale.

"*Le peuple a gagné. Vive l'Egypte !*", clame ainsi sans retenue le quotidien Al-Tahrir, qui a toujours été très critique avec le président sortant. Sur des pages entières s'étalent des photographies de la place Tahrir (qui a inspiré le nom du journal), au Caire, illuminée sous les feux d'artifice. Ses tribunes résonnent des slogans des manifestants et des odes au pays et à la liberté chantées notamment par les grands noms du répertoire égyptien. A l'instar de la tribune d'Oussama Salama, qui s'ouvre sur la chanson Baladi, baladi (mon pays, mon pays) de Abdel Halim Hafez qui, bien que décédé en 1977, continue à inspirer les manifestants de la révolution de 2011. "*C'est le retour de la légitimité populaire*", se réjouit l'éditorialiste Ibrahim Mansour.

Le ton est insensiblement le même dans les autres titres de la presse égyptienne. "*Le peuple a fait tomber Morsi et les Frères*", titre pour sa part le quotidien Al-Shorouk, qui va jusqu'à afficher en haut de chacune de ses pages un message à la gloire du mouvement de protestation : "*Le 30 juin, le peuple a décidé*". Le quotidien Al-Doustour semble pour sa part se réjouir de ce que "*l'Egypte a survécu au régime d'un groupe*".

"*Nous avons gagné*", clame sans détour Al-Wafd, quotidien proche du parti libéral du même nom. "*Le peuple a fait chuter le régime du guide spirituel des Frères musulmans par une déclaration révolutionnaire sous la protection de l'armée*", assène le quotidien en manchette, rejetant de facto l'hypothèse d'un coup d'Etat militaire. "*Le peuple a fait tomber Morsi, l'armée organise la révolution*", dit encore le quotidien dans ses pages.

Pour un autre quotidien indépendant, Al-Masry Al-Youm, la démission de Mohamed Morsi intervient "*sur ordre du peuple*." Un parti

pris qui est partagé par Al-Ahram – qui était jusque-là le quotidien gouvernemental –, dont la sobriété relative des pages et des tribunes au vu du reste de la presse ne saurait trahir le positionnement de sa rédaction, et qui placarde en grosses lettres rouges en une du jour : "*La destitution du président au nom de la légitimité révolutionnaire*".

Seul l'organe du Parti de la justice et de la liberté (PJL), bras politique des Frères musulmans, affiche encore sur son site un bandeau "*Le Dr Morsi, président de l'Egypte*". Lemonde.fr 04.05

2.2- Un magistrat peu connu choisi par les militaires, Adly Mansour, a prêté serment jeudi comme président par intérim de l'Egypte, remplaçant l'islamiste Mohamed Morsi renversé par l'armée qui le détient.

Agé de 67 ans, M. Mansour, président de la Haute cour constitutionnelle, a promis de "*protéger le système républicain*" et d'être le "garant des intérêts du peuple" dans une brève allocution. Il a aussi rendu hommage à l'armée, "*conscience de la nation*" et à la presse "*libre et courageuse*".

La chute du régime de M. Morsi, élu en juin 2012 à la première présidentielle démocratique de l'histoire du pays, met un terme à un an de pouvoir islamiste marqué par des crises à répétition et une forte contestation populaire.

Elle ouvre cependant la voie à une délicate transition dans le plus peuplé des pays arabes, où l'armée a lancé une vaste opération contre les Frères musulmans dont est issu l'ex-chef d'Etat, accusé par ses détracteurs de vouloir instaurer un régime autoritaire au profit de la confrérie.

M. Morsi et sa garde rapprochée sont détenus par l'armée, et la police militaire égyptienne a arrêté Mohamed Badie, le Guide suprême des Frères musulmans égyptiens, mouvement dont est issu le président.

M. Badie était sous le coup d'un mandat d'arrêt pour incitation à tuer des manifestants qui protestaient dimanche devant le siège des Frères musulmans, a été arrêté à Marsa Matrouh (nord-ouest), a précisé une source au sein des services de sécurité.

Un haut responsable de l'armée a confirmé la détention "de façon préventive" de M. Morsi, laissant entendre qu'il pourrait être poursuivi, alors qu'il est sous le coup -avec des dirigeants de la confrérie- d'une interdiction de quitter le territoire. AFP 04.07

2.3- En relayant le général Al-Sissi à la tribune mercredi soir, Mohamed ElBaradei a d'emblée été catalogué par les Egyptiens comme le numéro 2 du nouveau régime.

Cet ancien haut fonctionnaire international s'est taillé une réputation d'intégrité en mettant en doute devant le Conseil de sécurité de l'ONU, l'existence d'un programme nucléaire secret en Irak. C'était avant l'invasion américaine de 2003. Il était alors à la tête de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Prix Nobel de la paix 2005 avec l'AIEA, il reçoit en 2006 la "*médaille du Nil*", soit la plus haute distinction d'Egypte.

Piètre orateur mais démocrate convaincu, il fait un retour triomphal au pays en 2010. Il manifeste en 2011 contre Hosni Moubarak, critique ensuite l'autoritarisme du conseil militaire de transition, ce qui lui vaut d'être la cible d'une campagne de dénigrement, le présentant comme un agent de l'étranger. A tel point qu'il déclare forfait à la présidentielle de 2012.

Il n'arrête pas son combat pour autant et s'oppose ouvertement au président islamiste Morsi.

Cette semaine, l'ancien diplomate a été choisi comme représentant par le Front du 30 juin, une coalition de formations hostiles à Mohamed Morsi. A 71 ans, il est donné favori pour le poste de Premier ministre. euronews.com 04.07

2.4- C'est un nouveau coup dur pour les islamistes qui dominaient la choura, la chambre haute égyptienne qui assumait la totalité du pouvoir législatif depuis près d'un an. À l'époque c'est le Président Morsi qui avait dissout la chambre des députés. Cette situation est inacceptable pour les fidèles du président déchu, comme le souligne notre correspondant au Caire, Mohammed Sheikhibrahim. "*Les Frères musulmans rejettent la décision du conseil militaire. Ils considèrent que l'armée a outrepassé ses droits et exigent la restitution de Morsi. Certains manifestants que nous avons rencontrés menacent de répondre à l'armée égyptienne par la force. Les frères musulmans ne veulent donc pas se rendre. Ils promettent de résister.*"

Le président par intérim a également nommé un nouveau chef des services de renseignements après avoir suspendu la constitution et promis des élections anticipées. euronews.com 05.07

2.5- Son arrestation avait été annoncée jeudi avant d'être démentie. Le Guide suprême des Frères musulmans est en tous cas apparu libre ce vendredi. Mohamed Badie est venu galvaniser des milliers de partisans de Mohamed Morsi réunis aux abords d'une mosquée de la banlieue du Caire.

Dans un élan modérateur, il s'est dit prêt à négocier un accord avec l'armée égyptienne pour que cesse la violence mais à la seule condition que Mohamed Morsi soit au préalable rétabli dans ses fonctions de président. euronews.com 05.07

2.6- Selon le quotidien londonien, Financial Times, le renversement de Mohammad Morsi a porté un coup mortel au Qatar qui avait mise, dans sa politique étrangère, sur la Confrérie des Frères musulmans. « *Le Qatar a commis une erreur en Libye et en Syrie et il a perdu des milliards de dollars, investis pour Mohammad Morsi* » ; précise encore ce quotidien. « *Le passage du pouvoir au Qatar où le nouveau émir de 33 ans a succédé à son père était motivé par des évolutions et des bouleversements dans la région, mais ils n'avaient pas prévu que cet évènement, c'est-à-dire, le gouvernement dirigé par les Frères musulmans, se produise en Egypte* », indique encore le quotidien Financial Times. french.irib.ir 04.07

2.7- Alors que Morsi et à travers lui la confrérie des Frères musulman font les frais de leurs liens très étroits avec les salafistes, ces derniers viennent de leur tourner le dos.

Le porte parole du parti salafiste Al Nour a affirme que " *ce qui s'est passé contre Morsi est loin d'être un coup d'état militaire". Au cours d'un entretien accordé à Al Arabiya, chaine saoudienne, Nader Bokar a accusé le président déchu d'avoir causé sa propre perte en rejetant systématiquement toutes les solutions de crise qu'on lui avait proposées*". " *Ce qui s'est passé mercredi a été en effet une démarche destinée à corriger le tir, à remettre sur les rails le train de la révolution. C'est une initiative pourt préserver les acquis de la révolution. C'était un choix entre le pire et le moins pire* " aux dires du porte-parole du parti salafiste, ce dernier est entré en contact avec tous les partis islamistes et non islamistes dans l'objectif de déclencher un processus de réconciliation nationale. " *Il faut tourner les yeux vers l'avenir, le passé est derrière nous*". Les analystes met en cause le rôle particulièrement nocif qu'a joué l'alliance Frère/Salafiste auprès de l'opinion égyptienne après l'entrée en fonction du président déchu. french.irib.ir 05.07

2.8- L'Egypte était jusqu'à maintenant l'un des pays musulmans les plus actifs pour faire chuter le régime du président syrien Bachar al-Assad.

Pendant les manifestations massives du Caire les activistes des Frères musulmans, ancien parti au pouvoir, ont même appelé à lancer un djihad contre le gouvernement alaouite de Damas. Au final le Proche-Orient n'a pas assisté au renversement du régime d'al-Assad, mais à celui de Mohammed Morsi, ce qui pourrait rayer l'Egypte de la liste des ennemis principaux de la Syrie - en tout cas pour un certain temps. Les autorités syriennes, de leur côté, semblent satisfaites par les évènements, écrit vendredi le quotidien Izvestia. "*C'est la chute du prétendu islam politique. Tel est le sort de tous qui tentent de se servir de la religion à des fins politiques ou lucratives*", a annoncé Bachar al-Assad non sans sarcasme.

La coalition anti-Assad dans le monde musulman est en effet profondément affaiblie par ce retournement. C'est que l'Egypte, malgré ses récents problèmes financiers, est toujours restée centrale pour l'islam et son comportement a été décisif pour ses voisins arabes sur de nombreuses questions. "*La coalition anti-Assad est en crise. Le printemps arabe a touché non seulement l'Egypte mais aussi beaucoup d'autres pays qui s'occupent actuellement de leurs problèmes intérieurs comme la Turquie*", estime Sergueï Seregitchev de l'Institut du Proche Orient. Selon lui, les services secrets égyptiens comprennent parfaitement la situation au Proche-Orient et continuent à surveiller les évènements en Syrie. "*Compte tenu de l'instabilité égyptienne, ils n'ont aucune envie de laisser entrer en Egypte un flot d'armes et de combattants islamistes en provenance de Syrie*", indique Sergueï Seregitchev.

D'autre part, il ne faut pas attendre que l'affaiblissement du bloc anti-Assad pousse immédiatement les anciens ennemis du président syrien à négocier avec lui et à le soutenir dans sa guerre contre l'opposition. "*Il est peu probable que l'Egypte change d'approche et coopère avec al-Assad. L'Egypte étant un Etat sunnite, son orientation vers le bloc sunnite (la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar) va certainement perdurer*", analyse Alexeï Pouchkov, chef de la commission des Affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe). Quoi qu'il en soit, la neutralisation temporaire d'un des pays de la coalition anti-Assad pourrait faciliter la situation de Damas. Ces dernières temps l'avantage est manifestement du côté des troupes gouvernementales, qui ont bloqué les combattants de l'Armée syrienne libre dans la ville de Homs et lancé une offensive sur tout le territoire du pays. french.irib.ir 05.07

3- Russie

3.1- Le ministère russe de la Défense prévoit de créer d'ici la fin de l'année une armée spéciale de lutte contre les menaces cybernétiques, a annoncé vendredi à RIA Novosti une source militaire.

"*La Russie crée une armée chargée de la sécurité informatique du pays. Les travaux devraient s'achever d'ici fin 2013*", remarque l'interlocuteur de l'agence.

Selon lui, les objectifs principaux de ces troupes résideront dans la surveillance, le traitement des informations extérieures et la lutte contre les menaces cybernétiques. "*C'est l'équivalent de l'armée cybernétique américaine*".

Les futurs officiers de cette armée devront obligatoirement suivre des cours de langue.

Le vice premier ministre Dmitri Rogozine a pour la première fois évoqué le projet de création d'un commandement cybernétique en mars dernier. Il a notamment indiqué que tous les documents étaient prêts et espéré que ce "*prédateur technique*" allait rapidement voir le jour.

Cette initiative est loin d'être le premier pas des militaires russes pour le contrôle maximal de l'espace cybernétique. Ainsi, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a annoncé la veille une grande "*chasse*" aux programmeurs : cette mesure s'explique par le volume de logiciels dont l'armée aura besoin dans les cinq années à venir. french.irib.ir 05.07

3.2- Dans les années à venir, la quantité d'armes de haute précision va augmenter sensiblement, notamment des missiles de croisière, a déclaré vendredi le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité, Choïgou a ajouté qu'en trois ans, le nombre de missiles de croisière devrait quintupler, et vers 2020 augmenter de 30 fois. french.irib.ir 05.07

3.3- Les deux puissances russe et chinoise viennent de débuter leurs manoeuvres maritimes dans le golfe Pierre le Grand en mer du Japon , manoeuvres qui se poursuivront jusqu'au 12 juillet.

Le chef d'état major interarme chinois, le général Fung Funguyï a annoncé que ces manoeuvres ne se déroulent contre "*aucun pays tiers*" et que " *son seul objectif consiste à renforcer les relations et les coopérations militaires de part et d'autre*" mais qui peut ne pas voir dans cette manoeuvre, l'illustration parfaite d'une volonté commune de faire face au maximalisme US aussi bien au Moyen Orient que dans la région du pacifique. Cette manoeuvre précédera une autre à être organisée entre le 27 juillet et 15 août sur le sol russe. french.irib.ir 05.07

4- Iran

« *L'Iran n'envisage pas de fabriquer la bombe atomique et c'est une vision simpliste de dire que l'Iran veut s'en doter* » a déclaré, l'ancien secrétaire britannique au Foreign Office, Jack Straw qui faisait, il y a 10 ans, partie de la troïka européenne qui négociait avec l'Iran au sujet de son programme nucléaire. « *Il n'y a aucune preuve montrant que l'Iran est en train de fabriquer la bombe atomique* » a-t-il affirmé, dans un entretien avec la chaine BBC.

A noter que Jack Straw, Dominique de Villepin et Yoshka Fischer, ministres britannique, français et allemand des Affaires étrangères, représentaient la troïka européenne qui négociaient, d'il y a 10 ans, avec l'Iran au sujet de son programme nucléaire. A l'époque, l'actuel Président élu iranien, Hassan Rohani était le chef négociateur en nucléaire iranien. french.irib.ir 05.07

SOCIAL

1- Pérou

La police péruvienne a fait usage jeudi de gaz lacrymogènes contre plusieurs centaines d'étudiants et de fonctionnaires qui manifestaient dans Lima contre un projet de réforme des universités et de la fonction publique.

Les protestataires jugent que cette réforme, présentée comme un outil d'amélioration de la qualité des services publics, conduirait à la suppression de milliers de postes et compromettrait l'autonomie des universités du pays sud-américain.

Des échauffourées ont éclaté entre des manifestants et la police anti-émeutes à proximité du palais présidentiel. Plusieurs blessés ont été signalés à Lima et des villes de province où des manifestations similaires se déroulaient.

La réforme de la fonction publique a été promulguée mercredi par le président Ollanta Humala. Le texte sur les universités est en débat au Congrès.

Ancien officier issu de la gauche péruvienne, Humala a été élu à la présidence en 2011. Ses opposants dénoncent sa "*droitisation*". Reuters 05.07

Vous voulez dire qu'il était de droite, comme Hollande et ses semblables quoi.

2- Inde

Le gouvernement indien a approuvé un vaste programme d'aide alimentaire destiné aux plus pauvres en jugeant qu'il allait

permettre un grand bond dans la lutte contre la malnutrition.

Les analystes s'inquiètent néanmoins du coût et de la mise en œuvre d'une telle mesure, la plus importante au monde en terme de bénéficiaires.

Cette mesure est destinée à fournir des céréales subventionnées à près de 70% de la population, soit 810 millions d'habitants. La loi prévoit de fournir 5 kg de céréales par mois et par personne au prix d'une roupie le kilo. Elle devrait alourdir la facture des subventions de 3,8 milliards de dollars par an pour la porter à près de 20 milliards, selon les autorités.

Le programme a été fortement soutenu par Sonia Gandhi, la présidente du parti du Congrès, qui a insisté pour honorer cette promesse électorale de 2009, en dépit des inquiétudes sur les finances publiques et les prix alimentaires.

L'Inde est appelée aux urnes au premier semestre 2014 et le gouvernement du Premier ministre, Manmohan Singh, est en position délicate après des scandales de corruption et dans un contexte de chute de la croissance.

«*Cela va être un grand pas en avant en terme d'éradication de la pauvreté, a assuré à l'AFP un leader du parti du Congrès, Tom Vadukkan. Si l'on ne parvient pas à répondre aux besoins de base comme la faim, on ne peut parler de développement économique*.»

Les prix des denrées alimentaires en Inde ont flambé ces sept dernières années, aggravant les difficultés d'un pays qui lutte toujours pour nourrir correctement sa population de 1,2 milliard d'habitants en dépit de son solide essor économique depuis une vingtaine d'années.

Une étude publiée l'an dernier, dont les résultats ont été qualifiés par le Premier ministre de «*motif de honte nationale*», estimait que 42% des enfants de moins de cinq ans étaient sous-alimentés et que 58% d'entre eux présentaient un retard de croissance lié à la malnutrition.

Le texte aurait dû être approuvé au parlement en février mais il n'a jamais été examiné en raison des protestations de l'opposition liées aux affaires de corruption.

Les partis d'opposition ont attaqué le gouvernement pour son recours au décret, déplorant le manque de débats concernant l'impact sur les prix et les paysans, qui vont devoir produire plus. Il s'agit toutefois d'un décret temporaire qui doit être présenté au parlement cet été pour être transformé en loi.

Les critiques estiment aussi que l'Inde ne peut pas se permettre de dépenser des millions de subventions au moment où elle enregistre son plus faible taux de croissance en dix ans. En 2012-13, le produit intérieur brut (PIB) n'a progressé que de 5%.

«*La situation macroéconomique actuelle de l'Inde ne lui offre pas la possibilité de mettre en place cette politique*», a asséné Sonal Varma, économiste chez Nomura Securities.

Selon Siddhartha Sanyal, économiste en chef au sein de Barclays Capital, la mise en oeuvre de ce plan risque d'être confronté à un «*énorme problème logistique, avec une coordination nécessaire de la part de chaque Etat*» du pays.

Les habitants vivant sous le seuil de pauvreté ont aujourd'hui droit à des produits subventionnés, pour le gaz de cuisson, la farine, les fertilisants ou encore le kérosène, via le plus vaste système de distribution publique au monde. liberation.fr 04.07

L'économiste Siddhartha Sanyal dit n'importe quoi puisque la logistique existe depuis... l'indépendance de l'Inde ! La distribution de riz fait déjà partie des produits subventionnés mais à un prix supérieur à 1 roupie le kilo, autour de 5 roupies, alors que dans le commerce le prix va de 15 à 40 roupies le kilo.

Ensuite, la distribution de ces produits subventionnés s'étend bien au-delà des "*habitants vivant sous le seuil de pauvreté*" pour la simple et bonne raison que les deux tiers au moins des Indiens ne déclarent pas de salaires, ne disposent pas de contrat de travail et de feuilles de paie, il est donc impossible de déterminer le revenu d'une famille.

Quant aux paysans, là encore il faut rectifier ce qui est écrit ici, ils ont la possibilité, soit de vendre leur production à des grossistes du réseau privé, soit de le vendre au gouvernement qui leur propose un prix plus élevé que celui du marché pour éviter qu'ils soient exportés, cette dernière précision n'a peut-être plus lieu d'être depuis que le gouvernement a interdit l'exportation de riz, à moins qu'il soit revenu sur cette mesure depuis l'année dernière, de plus le gouvernement achète leur riz pour satisfaire les besoins qui figurent dans son programme de produit subventionné.

Chaque fois que je lis un article sur l'Inde, je constate que le contenu est erronée ou très approximatif par rapport à la réalité, du

coup je me dis qu'il doit en être de même à propos de tous les pays, dans tous les domaines, y compris politique. Je rappelle que je vis en Inde depuis 1996.

Cela dit, je vais faire des économies sur l'alimentation de mon chien puisque la famille de mon épouse va me revendre le riz qu'elle aura touché à 1 roupie, soit qu'ils en ont trop, soit qu'ils le trouvent de mauvaise qualité ou la forme des grains ne leur plait pas, il est trop gros, comme quoi ils ne sont pas "*sous le seuil de pauvreté*". C'est aussi le riz que je mange avec mon épouse, il nous convient très bien, mieux, je le trouve meilleur que le riz 5 ou 10 fois plus cher.

3- Brésil

Le gouvernement brésilien va réduire immédiatement ses dépenses de cinq milliards d'euros pour équilibrer les comptes publics et maintenir son objectif d'excédent primaire de 2,3% du PIB, a annoncé vendredi le ministre des Finances, Guido Mantega.

"*L'important est de respecter l'objectif de 2,3% (du PIB, qui correspond à l'excédent primaire). Cet objectif sera respecté coûte que coûte*", a-t-il ajouté.

L'excédent primaire est l'économie faite dans les dépenses publiques pour payer les intérêts de la dette.

Cette économie réduit le déficit des comptes publics et est le signe que les marchés réclament pour prouver que le gouvernement garde le contrôle sur les comptes.

La coupe sera annoncée en détails la semaine prochaine, a précisé le ministre bien qu'il ait déjà avancé que la réduction ne "*toucherait ni les investissements, ni les services sociaux du gouvernement*". AFP 05.07

ECONOMIE

Portugal

L'agence de notation financière Standard and Poor's (SP) a abaissé vendredi la perspective de la note de la dette souveraine du Portugal de "*stable*" à "*négative*", en raison d'une "*incertitude politique croissante*" suite à la démission de deux ministres-clés.

"*Nous observons également un risque accru que les négociations en cours au sein de la coalition au pouvoir puissent échouer, entraînant des élections anticipées*", a précisé Standard and Poor's.

Selon SP, "*l'instabilité politique au Portugal résulte essentiellement de tensions accrues par la récession économique, la hausse du chômage et la nécessité pour le gouvernement de continuer à appliquer de nouvelles mesures pour respecter les objectifs du programme*". AFP 05.07

Haut de page

Le 7 juillet 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté une quinzaine d'articles.

Dire que le Qatar serait au bord de faillite parce qu'il aurait perdu entre 4 et 15 milliards de dollars sur un pactole de 100 milliards de dollars en soutenant les Frères musulmans en Egypte, ce n'est pas très sérieux. C'est ce qu'on peut lire ici ou là. Depuis que Morsi est tombé, on lit tout et son contraire quotidiennement, la désinformation est repartie de plus belle, elle est également alimentée par des gens qui s'estiment autorisés à donner leur avis sur tout. J'essaie de mettre en ligne des articles qui donnent un éclairage le plus objectif possible sur la situation, mais je peux en laisser passer qui ne présentent pas cette qualité, donc à lire en prenant du recul ou en attendant confirmation, c'est plus prudent.

L'article qui suit et que j'ai rédigé en partie hier soir, est sans doute l'un des plus achevés que j'ai écrit depuis un certain temps, je ne dirais pas que j'en suis satisfait mais presque.

Je vous laisse, je dois cuisiner si je veux manger ce soir, il est déjà 17h30 et je dois sortir mon chien pendant 45 minutes, sinon il déprime et se met en grève de la faim !

On en est déjà à 2.630 visites en 6 jours, bravo à vous, faites connaître le site à un maximum de militants. A demain...

Le rapport mondialisation/mondialisme.

On pourrait commencer par les définir ou poser quelques généralisations à partir de leurs traits les plus saillants.

On entend par mondialisation l'évolution du capitalisme conduisant à son emprise sur tout autre mode de production à l'échelle mondiale. Quant au mondialisme, il correspond au projet de l'oligarchie financière anglo-saxonne flanquée d'une élite intellectuelle d'instaurer un Nouvel ordre mondial.

La mondialisation se situe sur un plan économique et social, le mondialisme se situe sur un plan politique.

La mondialisation correspond à la fin d'un cycle économique au cours duquel les forces productives se sont développées dans le cadre de modes de production successifs que leur développement a engendrés, elle est donc le produit de facteurs, de rapports, de lois ou contradictions, matériels, alors que le mondialisme repose sur leur négation, il a une origine purement idéologique, c'est d'ailleurs ce qui lui donne cet aspect si monstrueux, les contours d'une dictature impitoyable.

Le mondialisme correspond à une interprétation du monde dans laquelle seule une minorité de l'humanité aurait le droit au bien-être. Pour qu'elle devienne réalité, il leur faut neutraliser, s'émanciper des facteurs matériels cités précédemment, autrement dit la lutte des classes qui est née du développement des forces productives et qui a permis le passage à des modes de production successifs, parce qu'elle contient en germe une interprétation du monde diamétralement opposée qui repose justement sur ces facteurs matériels.

Le mondialisme se sert de la lutte des classes pour instaurer une dictature mondiale et doit donc détruire les rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme pour parvenir à ses fins. Alors que le socialisme repose sur le développement des contradictions qui sont à l'origine de ces rapports sociaux qui s'expriment à travers la lutte des classes et dont il entend se servir pour s'émanciper du capitalisme, et si par malheur les bases matérielles sur lesquelles repose le capitalisme venaient à disparaître ou si elles se trouvaient pour ainsi dire neutralisées, le passage au socialisme deviendrait impossible, d'où l'acharnement des partisans du mondialisme à les détruire, à maîtriser la lutte de classe du prolétariat en corrompant le mouvement ouvrier et en liquidant ses droits politiques.

Nous verrons à la fin que le mondialisme repose sur un postulat diamétralement opposé à celui du socialisme, le mondialisme prétendant parvenir à réduire les masses exploitées en esclavage, alors que le socialisme repose sur l'aspiration des exploités à satisfaire leurs besoins et à vivre dans un monde meilleur et plus juste.

Il nous restera à voir un aspect du mondialisme que nous traiterons une autre fois parce que c'est un gros morceau et pas forcément le plus intéressant ou déterminant, à savoir à quoi ressembleraient les rapports économiques et sociaux dans le système ou la société qu'ils entendent mettre en place, sans extrapoler ou fabuler comme le font les opposants au mondialisme aux Etats-Unis notamment, disons uniquement au niveau des rapports entre les différents facteurs économiques du capital.

La mondialisation correspond au stade du développement historique du capitalisme ayant atteint le stade monopolistique et impérialisme devant conduire, si ce processus était mené à son terme, à la disparition de la concurrence entre capitalistes. A notre époque, la mondialisation se caractérise par la financiarisation totale de l'économie, par l'emprise de la finance sur tout autre rapport au sein du capitalisme, sur toute autre valeur au sein de la société.

Le mondialisme a pour objet d'accompagner le processus de la mondialisation en mettant en oeuvre différentes stratégies pour venir à bout des obstacles politiques qui entravent son évolution.

Maintenant, si la disparition de la concurrence entre capitalistes intervenait, elle signiferait également la fin de la concurrence entre prolétaires. La disparition de la concurrence entre capitalistes ne pourrait correspondre qu'à une gigantesque concentration de capitaux et de pouvoir entre quelques mains. A l'opposé, la fin de la concurrence entre prolétaires correspondrait à une situation diamétralement opposée, où ils seraient atomisés, sans droits sociaux et politique et sans pouvoir.

Le mondialisme consiste à mettre en place et recourir à des instruments politiques de nature supranationale qui seraient susceptibles de permettre d'atteindre ce double objectif, par exemple l'Union européeenne, dont on peut observer qu'elle remplit parfaitement cette fonction à travers ses directives, traités, etc. le pouvoir qu'elle s'est octroyée avec l'accord des chefs d'Etat des pays qui la composent et qui partagent tous le même objectif politique.

Il dispose de bien d'autres instruments au fonctionnement plus ou moins occultes qui ont pour fonction de sélectionner l'élite

politique et intellectuel dont l'oligarchie financière a besoin dans chaque pays pour mener à bien son projet, par exemple le groupe Bilderberg, une multitude de think tanks néoconservateurs ou néolibéraux.

Ce sont les contradictions internes inhérentes au système capitaliste qui conduisent ses dirigeants à emprunter cette voie de la mondialisation, ils y sont contraints par la force des choses, d'où leur détermination et leur cynisme sans fond. Et s'ils refusent de reconnaître l'existence du mondialisme, c'est qu'il constitue une formidable instrumentalisation des masses et de la population en général, de leur ignorance, plus précisément des conditions qui conduisent à la crise général du capitalisme et à son effondrement qu'ils exploitent pour les spolier de tout droit social et politique, les réduire finalement en esclavage.

On comprend le danger que représenterait pour ces dictateurs la prise de conscience par les masses des conditions dans lesquelles se réalisent cette crise, quelle en est réellement l'origine et de quelle manière ils comptent s'y prendre pour leur faire payer le prix fort, puisque c'est au prix de leur renoncement à se soulever contre ce nouvel ordre mondial une fois dépossédées de tout droit politique et dépendant socialement de leur asservissement à ce régime dictatorial.

Dans chaque pays les institutions et les partis qui y participent, les dirigeants des syndicats, ainsi qu'une multitude d'organisations, associations et ONG qui gravitent autour oeuvrent quotidiennement à la réalisation de ce plan de dictature mondiale, en sont les représentants, certains possédant les qualités requises, ayant adopté le néolibéralisme ou étant réputés dignes de confiance ont été initiés à ce projet et le défendent avec acharnement, Fabius par exemple, tandis que d'autres en sont les porte-parole plus ou moins consciemment, par cupidité ou parce qu'il leur permet d'en tirer un profit personnel sur le plan professionnel.

A côté, il existe une ribambelle de partis de droite ou de gauche, d'extrême droite ou d'extrême gauche qui participent à la marge aux instititutions ou qui en sont exclus, bien malgré eux il faut préciser car ils sont demandeurs, et qui servent leurs intérêts, dans la mesure où ils sont liés au régime en place qui est amené à disparaître dans la forme qu'on lui connaît aujourd'hui, autant qu'à leur incapacité, parce qu'ils sont liés au régime par un bout ou un autre, de définir une politique cohérente qui serait une alternative à celle du mondialisme.

Tous ces opposants déclarés au mondialisme ou à la mondialisation présentent tous la même faiblesse ou faille incurable, ils incarnent le passé, le vieux monde condamné à disparaître d'une manière ou d'une autre, ce sont des nostalgique d'une époque révolue. Leurs discours se résument à se poser en candidats pour gérer le vieux monde à la place des partis qui remplissent aujourd'hui cette fonction.

Leur existence présente d'autres avantages. Ils permettent en s'exprimant de donner l'impression que l'on vivrait sous un régime démocratique, alors que l'exercice du pouvoir confine en tous points à une dictature implacable au quotidien, leurs vociférations ou gesticulations mêlées à certaines analyses ou idées parfois pertinentes permet aux commentateurs patentés du régime de discréditer ces analyses ou ces idées auprès des télespectateurs ou des lecteurs, comment pourraient-elles être sérieuses ou plutôt pourquoi devrait-on les prendre au sérieux quand elles proviennent de gens hystériques ou aussi peu crédibles, réputés pour leur populisme ou leur double langage...

Il ne suffit pas de proclamer que notre parti est différent des autres, il faut le prouver, or à ce jour aucun n'a été capable d'en faire la démonstration, simple constat.

Avant de conclure, il y a un point que nous n'avons pas encore abordé.

Comment l'évolution du capitalisme mondial pourrait-il conduire à l'établissement d'un gouvernement mondial, comment pourrait-il venir à bout de tous les obstacles qui se dressent sur son chemin ? En effet, jusqu'à présent on avait toujours conclu que cela serait impossible, par exemple Lénine comme Trotsky affirmaient que les Etats-Unis d'Europe ne verrait jamais le jour, or aujourd'hui l'UE existe.

Il y a près d'un siècle ou il y a 73 ans, il était impossible à un dirigeant de la révolution russe, de l'avant-garde du prolétariat mondial d'imaginer que le mouvement ouvrier ferait preuve d'un tel avilissement, ses dirigeants d'une telle incurie politique, que la classe ouvrière ne parviendrait pas à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, certes dans des conditions difficiles, mais c'était impensable, maintenant imaginons un instant le cas contraire, comment combattre pour le socialisme quand on a à l'esprit que la partie est perdue d'avance, irrémédiablement, que la barbarie finira par l'emporter quoi qu'on tente pour l'empêcher de vaincre, c'est quasiment impossible de continuer la lutte en ayant cette pensée à l'esprit.

Cela ne signifie pas que tout serait foutu pour autant. Disons que pour qu'une situation se réalise il faut qu'un certain nombre de conditions soient réunies. Celles qui étaient indispensables à la construction de l'UE ont été réunies jusqu'à présent, ne présumons pas de l'avenir, l'UE peut encore éclater, nous y travaillons avec acharnement en minant le régime en place en France, ce qu'aucun parti n'entend faire pour le moment.

Soyons lucide et reconnaissons que les conditions ne sont pas réunies pour que nous puissions porter un coup d'arrêt au projet de l'oligarchie financière qui incarne le capitalisme mondial, et que nous ne voyons pas par quel moyen nous pourrions enrayer

ce processus qui est en train de nous broyer, puisqu'aucun parti ouvrier n'entend rompre avec son interprétation erronée de la société et sa conception obsolète de la lutte des classes, Seule la lutte, la lutte, la lutte a grâce à leurs yeux, élever le niveau de conscience des travailleurs ne présente aucun intérêt pour eux, il devrait se réaliser automatiquement au cours de la lutte de classe, sauf qu'à notre connaissance seule une infime partie des travailleurs y participent, sont organisés, et faudrait-il encore que le contenu des luttes soit révolutionnaire et non conservateur, corporatiste, voire réactionnaire.

L'essentiel n'est pas de rédiger de belles analyses bien ficelées qui se veulent cohérentes, voire historiques ou savantes, mais leur degré de profondeur qui permet au plus grand nombre de s'en saisir, de les comprendre pour que leur niveau de conscience progresse. Si vous me permettez, je ferai référence brièvement à mon expérience personnelle.

J'ai compris l'essentiel du matérialisme dialectique ou comment fonctionnait la nature, la sociéte et le monde grâce à la démonstration du grain de blé faite par Engels dans Anti-Dühring. J'aurai une pensée affectueuse pour lui et son compagnon quand viendra mon dernier souffle tellement je leur suis reconnaissant pour tout ce qu'ils m'ont apporté. Et bien s'ils existaient aujourd'hui, j'adhèrerai à son parti les yeux fermés après cette lecture, sans condition. J'avais un petit cerveau il y a 35 ans, d'ailleurs il est toujours aussi petit, mais il m'a permis d'en faire une formidable machine à penser le monde, ma propre existence.

J'ai la chance de ne pas être un intellectuel, cela doit se voir dans mes écrits et je ne m'en cache pas, mon attachement à Marx, Engels, Lénine, et Trotsky dans une moindre mesure n'a rien du fétichisme ou du culte de la personnalité, il provient du fait que lorsque je les lis, non seulement je comprends facilement ce qu'ils ont rédigé, c'est une source inépuisable d'inspiration et de progrès intellectuel, mais je ressens les qualités humaines de leurs auteurs, il y a quelque chose qui s'en dégage qui me remplit de bonheur et que je ne trouve nulle part alleurs à un tel degré d'intensité, je ne sais pas comment dire, il se passe quelque chose entre nous, alors que nous ne pouvons pas communiquer ensemble, c'est cela qui est extraordinaire, leur charisme, leur désintéressement du profit qu'ils auraient pu tirer à titre personnel de leurs qualités me comble, leur modestie et leur rapport aux idées qu'ils développent correspondent à l'idée que je me fais d'un dirigeant du mouvement ouvrier, et puis surtout je me dis que c'est possible que cela existe, que de tels dirigeants existent, sauf qu'apparemment ce n'est pas le cas en 2013.

Voilà une des conditions qui nous fait défaut.

Pour conclure (provisoirement), revenons à ce que nous avions dit au début, à savoir que le mondialisme repose sur un postulat diamétralement opposé à celui du socialisme, le mondialisme prétendant parvenir à réduire les masses exploitées en esclavage, alors que le socialisme repose sur l'aspiration des exploités à satisfaire leurs besoins et à vivre dans un monde meilleur et plus juste.

En effet, c'est cette formidable contradiction qui est à l'origine du développement de la lutte des classes en Tunisie, en Egypte et dans très nombreux pays aujourd'hui, qui balaie tous leus calculs ou stratèges, qui permet aussi de comprendre ce qui se passe réellement.

Je poursuivrai demain car je n'ai plus le temps aujourd'hui. Il se peut que je propose le même article en intercalant un complément.

Parole d'internaute.

France. Des pirates de l'air sont aux commandes.

1- En la matière, reconnaissons que le clone dépasse, et de loin, l'original ! Notons le silence complice de la gauche, qui en d'autres temps, aurait lancé un immense battage médiatique avec le soutien du Monde. Officiellement, c'est donc l'adjointe du directeur du collaborateur du président qui a en charge l'interdiction du survol de la France aux avions présidentiels amis, selon les instructions US.

Le valet pour être à la hauteur de sa réputation peu flatteuse et mériter ses émoluments, mais surtout attirer l'attention bienveillante de son maître, doit rivaliser de zèle envers ses ennemis, lui témoigner sa totale soumission, prendre fait et cause pour lui jusqu'à l'humiliation suprême qui le laissera indifférent puisqu'il est dépourvu de dignité. On pourrait définir ainsi la fonction et la personnalité de Hollande, de son gouvernement, des membres et des élus du PS et bien au-delà.

2- Après le directeur de cabinet qui a réglé l'arbitrage de l'affaire Tapie, voici la directrice adjointe de cabinet qui a voulu empêcher Snowden de survoler la France. Bienvenue dans l'ère des sous-fifres, des sans grades et des fusibles. Bienvenue dans une administration hallucinante où des ministres irresponsables délèguent leurs attributions et se contentent de toucher leur chèque en fin de mois. Faut-il en rire ou en pleurer?

Rira bien qui rira le dernier. (Lénine)

3- On s'indigne bruyamment contre l'espionnage américain mais on bloque l'avion qui aurait pu abriter Snowden. Et on ne fera rien pour ralentir le traité de libre échange. Des paroles vides contredites immédiatement par les actes, paroles d'hypocrites pantins.

Et c'est peu dire !

4- Nos "socialistes" n'en loupent pas une... jouer ainsi les suppléants des USA tout en vantant, ici et là, le rôle positif des lanceurs d'alerte, ... que signifiait politiquement cette restriction à la liberté de déplacement de Snowden quelques heures après la "sévère" réprobation de notre président face aux pratiques "liberticides" justement, semblait-il, révélées par Snowden? On alla même, fâché, jusqu'à souhaiter le report des négociations Europe-Usa... après Batho, Putois?

On vous concèdera, socialiste en parole, impérialiste en acte, vous l'ignoriez ?

5- Mieux vaut prétexter une bourde organisationnelle énarchique (encore une !) plutôt que d'avouer la lâcheté de nos "dirigeants" disciplinés aux ordres de Washington. Doublement pathétique !

Ces gens-là s'en foutent éperdument, ils sont habités par un cynisme dont vous n'avez pas idée.

ACTUALITE EN TITRES

Son cas aurait-il été scellé lors de la dernière réunion du groupe Bilderberg en juin dernier?

- Sarkozy: 3 Français sur 5 ne souhaitent pas sa candidature en 2017 - AFP

Le paradis : c'est par là !

- La banque du Vatican pourrait faciliter le blanchiment d'argent d'origine criminelle - L'Expansion.com

- Monaco fête la SBM, sa planche de salut voici 150 ans - AFP

Pour le Parlement européen le président des Frères musulmans en Egypte incarnait la démocratie.

- Communiqué de presse - Égypte: le Parlement demande des élections et un retour rapide à la démocratie - europa.eu 05.07

L'émir de Doha et le monarque de Riad ne sont-ils pas de grands révolutionnaires qui ont soutenu le "*printemps arabe*" en Libye, en Tunisie et en Egypte ? Sans rire, c'est la propagande officielle dans le monde entier.

La fraternité des copains et des coquins

- DSK aide Cahuzac pour sa "*vie après la politique*" - Francetv info

La corde pour vous pendre ou suicide collectif.

- Pour Cambadélis, l'union à gauche est «*une urgence*» - Liberation.fr

Nous boycotterons les élections municipales et européennes, nous ne participerons à cette mauvaise farce qui sans perspective politique conduit infailliblement à gérer la société pour le compte du capitalisme.

Il ne reste plus que l'ouvrièrisme aux opportunistes pour justifier leur participation aux élections municipales, qui consiste à soulager les masses de la crise du capitalisme, donc qui ne les motivera pas pour essayer de comprendre la situation et progresser, pendant que dans leur dos leurs droits politiques sont systématiquement liquidés. Quant aux élections européennes, le boycott est une position définitive et non négociable.

En voilà un qui sait de quoi il parle !

- Batho limogée: le PDG de Total ne croit pas à l'implication de lobbies - L'Expansion.com

Maduro et Morales relèvent le défi.

- Le Venezuela accorde l'asile humanitaire à Edward Snowden - Reuters

- Evo Morales prêt à accueillir Edward Snowden - Le Nouvel Observateur

Au passage, ceux qui avaient vu dans la Russie et la Chine de virulents opposants à l'impérialisme américain feraient bien aussi de revoir leur copie. Il paraît évident que s'ils s'étaient retrouvés dans la même situation que Washington, ils auraient agi exactement de la même manière, ce que prouve leur atttitude ici.

Leur problème, c'est qu'ils ont une interprétation du monde qui se situe sur le terrain du capitalisme ou étrangère à la lutte des clases, consistant à voir dans leur rivalité l'expression de la concurrence que se livrent différents impérialistes, alors qu'en toile de fond réside la lutte des classes, les contradictions du capitalisme qui le minent, le conduisent à une crise mondial, à son effondrement...

Intox. Diversion et instrumentalisation.

- Les grands de la high-tech dans le viseur pour l'évasion fiscale - Reuters

Et toutes les banques ?

- Islam : un appel pour le droit au blasphème et à l'athéisme - LePoint.fr

Qu'est-ce qui les en empêche ? Rien. Ils en ont quand même trouvé une poignée pour mener cette nouvelle croisade contre l'islam, une quarantaine, ne vous marrez pas, cela suffit pour réclamer des droits égaux, surtout pour diaboliser cette religion, du pain béni pour les islamistes radicaux...

ACTUALITÉ DU JOUR

Décadence et décomposition de la civilisation humaine.

- Californie : les jeunes transgenres peuvent désormais choisir leurs toilettes - slate.fr

La Californie va devenir le premier Etat américain à obliger les écoles à laisser les enfants choisir les toilettes qu'ils veulent utiliser et leur équipe de sport en fonction de leur identité sexuelle. Il s'agit d'une des plus importantes protections pour les jeunes transgenres du pays. slate.fr 06.07

Vous avez mis le doigt dans l'engrenage, vous devez alors soutenir cette initiative monstrueuse ou avouez que vous avez été manipulés, cela peut arriver à tout le monde.

Imaginez un peu, des gosses qui découvrent leur sexualité à l'âge de la puberté et qui l'assument inconsciemment à leur manière, selon le milieu dans lequel ils évoluent ou les conditions psychologiques qui l'ont précédé, les rapports qu'ils entretiennent avec leurs parents ou encore les rapports que leurs parents entretiennent à la sexualité, la conception qu'ils en ont, et ne voilà-t-il pas qu'ils devraient être catalogués comme hétérosexuels ou homosexuels les contraignant à former une communauté à part des autres gosses s'ils traversent une période homosexuelle ou à bénéficier de traitements particuliers qui par habitude les insiteraient à le rester, violant ainsi leur liberté de choisir leur sexualité, au nom de l'égalité s'il vous plaît.

Parole de faux-monnayeur

- Noyer: annuler la dette souveraine, "*extraordinairement dangereux*" - AFP

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a estimé samedi que l'idée d'une annulation totale de la dette souveraine d'un pays était "*simple*" mais "*extraordinairement dangereuse*", lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

"*Ca ne marche que si on fait de la fausse monnaie, sinon tout le monde est en faillite en cascade*", a-t-il ajouté, citant les titulaires d'assurance-vie, de Sicav ou d'obligations. AFP 06.07

Il évoque quoi ici en parlant de "*fausse monnaie*", les banquiers de la Fed, les banquiers centraux ou les banquiers tout court qui créent de la monnaie à partir de rien ? Cela conduit le capitalisme à une "*faillite en cascade*".

Dites-nous monsieur Noyer, c'est bien ce qui s'est passé lors de la dépression de 1929 aux Etats-Unis, puis en Allemagne au début des années 30, c'est bien ce que nous sommes en train de vivre depuis 2007-2008, faillite à peine masquée par les dizaines de milliers de milliards de dollars, d'euros et de yens que les banques centrales ont injectés dans l'économie, les banques et les institutions financières principalement pour sauver le système capitalisme en faillite.

Je suis banquier, je n'ai pas un centime en caisse, vous me demandez de vous accorder un prêt de 200.000 euros pour acheter un appartement, pas de problèmes, je vais créé une ligne de crédit correspondant à ces 200.000 euros, en échange vous me verserez 3, 4, 5% d'intérêts pendant 30 ans.

Le banquier crée de toutes pièces cet argent qu'il n'a pas, il va inscrire cette somme à la fois à son passif et à son actif histoire d'équilibrer son bilan (pour faire bref) et le tour est joué, par contre les intérêts que vous lui verserez ne seront pas en bois, ils proviendront de votre travail, de la vente de votre force de travail, de l'économie productive ou réelle, vous vous n'avez pas la possibilié de créer cet argent d'un coup de baguette magique, tout à fait légalement dans le cas du banquier, et si vous vous avisiez de l'imiter, effectivement ce serait "extraordinairement dangereux", vous finiriez en taule !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police turque a fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau samedi soir pour disperser plusieurs milliers de personnes qui se rendaient sur la place Taksim d'Istanbul, le bastion de la fronde contre le gouvernement, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Réunis à l'appel du collectif Solidarité Taksim, à l'origine de la contestation, les manifestants se sont heurtés à l'imposant dispositif de la police antiémeute qui leur barrait les accès à la place, avant de se disperser sur la grande avenue piétonne Istiklal et dans toutes les rues environnantes.

Equipées de boucliers et de masques à gaz, les forces de l'ordre se sont ensuite déployées autour de la place et ont empêché pendant plusieurs heures le retour des contestataires, maintenus à distance par des jets sporadiques de grenades de gaz lacrymogène.

Les policiers se sont repliés un peu avant minuit (21h00 GMT) et ont rendu la place et les rues alentours aux touristes et aux riverains.

Quelques heures avant ces nouveaux incidents, le gouverneur d'Istanbul a mis samedi en garde les manifestants, leur rappelant que les rassemblements sur la place Taksim étaient interdits.

"*Nous prévoyons de rouvrir le parc Gezi demain (dimanche) ou au plus tard lundi pour qu'il soit mis à la disposition de tous les citoyens*", a déclaré M. Mutlu.

Selon des évaluations de la police, quelque 2,5 millions de personnes sont descendues dans la rue dans près de 80 villes pendant trois semaines pour exiger la démission de M. Erdogan, accusé de dérive autoritaire et de vouloir "*islamiser*" la société turque. AFP 06.07

La Turquie compte quelque 80 millions d'habitants, l'équivalent de l'Egypte (84M d'habitants), 2,5 millions de manifestants en Turquie, 17 millions en Egypte, il va en falloir beaucoup plus pour renverser le président des Fréres musulmans au pourcoir, Erdogan.

En comparaison, le nombre d'adultes ou d'électeurs est pratiquement identite entre la France et l'Egypte, on se prendra à rêver de voir de telles manifestations en France.

2- Syrie

2.1- L'Arabie Saoudite en première ligne en Syrie.

La Coalition de l'opposition syrienne est parvenue samedi à surmonter ses divisions pour se choisir un nouveau chef, Ahmad Assi Jarba, qui sera chargé d'incarner l'alternative au président Bachar al-Assad aux yeux de ses soutiens arabes et occidentaux.

Au troisième jour de leur réunion à Istanbul, les 114 membres du principal rassemblement des adversaires du régime à Damas ont élu à leur tête M. Jarba, considéré comme un proche de l'Arabie saoudite, qui a obtenu 55 voix contre 52 à Mustafa al-Sabbagh, un homme d'affaires considéré comme proche du Qatar.

Né en 1969 à Qamishli (nord-est), M. Jarba, un sunnite, était chargé du dossier délicat de l'armement de la rébellion au sein de la coalition et a, à ce titre, fait partie de plusieurs délégations de la coalition ayant visité des pays arabes et européens pour les convaincre d'armer les rebelles.

Chef de tribu et opposant notoire au régime syrien, il a été emprisonné à la fin des années 1990, puis a été de nouveau détenu en mars 2011 quelques jours après le déclenchement de la révolte. Libéré en août 2012, M. Jabra s'est installé en Arabie saoudite et a aussitôt rejoint les instances de l'opposition.

Le choix d'une nouvelle équipe dirigeante représentant toutes les tendances de l'opposition devrait rassurer les pays "*amis*" de la Syrie, notamment les Occidentaux qui hésitent toujours à livrer des armes aux rebelles de crainte qu'elles ne tombent aux mains des plus extrémistes.

D'ailleurs la France a félicité M. Jarba, estimant que son élection renforçait la coalition en tant que "*représentant légitime du peuple syrien*", au moment où "*s'accroît la répression du régime, notamment à Homs*". AFP 06.07

En lisant l'article suivant, on pourrait ajouter : on a la légitimité qu'on peut, ce qui est également valable pour Hollande.

2.2- Le cannibal d'Alep , invité spécial de la BBC.

L'absurdité médiatique en Occident atteint parfois son apogée!

Abou Saqar, alias Cannibal d'Alep dont les images en train de dévorer le coeur d'un soldat syriens ont fait le tour du monde a été l'invité spéciale de la chaine de sa Majesté, Elisabeth II, BBC qui n'a pas honte de mettre à la disposition d'un criminel une tribune pour qu'il s'exprime et se justifie. le cannibal est apparu à une émission de grande écoute et a défendu devant les caméras du monde entier et via la BBC son crime.

Abou Saghar qui dirige une milice en Syrie a accusé le soldat victime de cannibalisme d'avoir violé des femmes et des filles, viols dont il prétendait avoir découvert les images dans le portable du soldat. Mais il n'est pas arrivé à l'esprit du journaliste de la BBC de lui demander pourquoi alors cette fameuse vidéo du viol n'a pas été postée sur la toile par les Nosratistes si promptes à publier les scènes et les images.

Tout au long de l'émission, la principale chaîne d'information britannique a tenté de déculpabiliser le cannibale alors même que son acte a été réprouvé par Salim Idriss, commandant de l'ASL. La Grande Bretagne a une forte communauté salafiste et l'acte hautement dangereux de la BBC pourrait faire des amules en Grande Bretagne, elle-même. french.irib.ir 06.07

2.3- Les unités de l’armée syrienne poursuivent leurs opérations dans les différentes localités de la province de Rif-Damas.

Selon l’agence Fars depuis Damas, l’armée a mené des opérations à Barzeh et à Al-Qaboun. Dans ces opérations, les militaires de l‘armée syrienne ont saisi un dépôt d’armes des rebelles armés, parmi lesquelles un missile de fabrication israélienne. Des dizaines de terroristes, dont deux chefs de groupe, ont été tués ou blessés dans les attaques menées par l’armée. Dans l’opération menée par l’armée syrienne à Al-Diyabiya, un ressortissant saoudien qui dirigeait un groupe terroriste lié au Front al-Nosra a été tué. french.irib.ir 06.07

3- Egypte

3.1- En Egypte aussi l'Arabie Saoudite et Al-Qaida monte en première ligne.

Un nouveau groupe islamiste s'est constitué en Egypte après la destitution du président Mohamed Morsi et menace d'avoir recours à la violence pour imposer la loi coranique dans le pays, rapporte l'organisation Site spécialisée dans la surveillance des activités terroristes en ligne.

Le groupe, qui a pris le nom d'Ansar Al-Charia en Egypte, a annoncé vendredi soir dans un communiqué posté sur internet qu'il allait commencer à rassembler des armes et à entraîner ses membres en vue d'imposer la charia.

Ansar Al-Charia précise dans son communiqué que le coup d'Etat militaire, la fermeture d'une chaîne de télévision gérée par les Frères musulmans et la mort de manifestants constituaient "*une déclaration de guerre contre l'islam en Egypte*". Le groupe accuse les laïcs, les partisans de Moubarak et les Coptes, mais également les chefs des forces de sécurité et de l'armée de

vouloir transformer l'Egypte "*en un monstre laïc*".

L'organisation dénonce la démocratie et affirme vouloir lui substituer la loi coranique. Elle se dit prête à acquérir des armes et à entrainer ses partisans pour permettre aux musulmans de "*dissuader les agresseurs, préserver la religion et mettre en oeuvre la charia*". lemonde.fr 06.07

3.2- En Egypte, la réponse des islamistes à l'éviction du président Morsi a été meurtrière. Les affrontements les plus sanglants se sont produits à Alexandrie, la deuxième ville du pays. Ils ont fait douze morts et 460 blessés. Les victimes ont pour l'essentiel été tuées par balles.

Au total il y a eu une trentaine de morts, quand des dizaines de milliers de sympathisants de l'ex-président sont descendus dans toute l'Egypte hier. Un peu plus tard dans la nuit, le numéro 2 des frères musulmans a été arrêté .

Fait majeur à souligner aussi, dans la soirée l'un des plus importants leaders religieux du pays a appelé le peuple égyptien à trouver une solution pour sortir de cette situation. Un ton qui tranche avec celui des Frères musulmans, pourtant proches de ce grand mufti.

Alors que le calme revenait au Caire, des islamistes ont attaqué dans la soirée le gouvernorat du Nord-Sinaï, hissant leur drapeau sur le bâtiment. Le Sinaï où hier les islamistes ont déjà tué cinq policiers et un soldat. euronews.com 06.07

3.3- Mohamed ElBaradeï a été choisi samedi comme Premier ministre du gouvernement par l'administration intérimaire et s'entretient pour la seconde fois avec le président égyptien par intérim, Adli Mansour, avant l'annonce officielle de sa nomination. Reuters 06.07

SOCIAL

Grèce

Menacés de licenciement, les fonctionnaires grecs manifestent à Athènes. Les créanciers de la Grèce exigent de nouvelles coupes budgétaires qui pourraient affecter la police et les enseignants. Innacceptable pour le service public qu a déjà vu son salaire et ses effectifs réduits à plusieurs reprises depuis le début de la crise. euronews.com 06.07

Haut de page

Le 8 juillet 2013

CAUSERIE

Partie rédigée hier soir.

Hier, une nouvelle fois, nous avons mis en garde les lecteurs sur le contenu approximatif de certains articles ou rédigés à la hâte ou encore en fonction des conviction de leurs auteurs. Deux nouveaux exemples.

Le premier à propos du lancement de la la Banque du Sud en Amérique latine "*Crée en 2007 à l'initiative des défunts Hugo Chavez et Nestor Kirchner, ex présidents de la République Venezuela et de la République d'Argentine, la Banque du Sud cherche à collecter 20.000 millions de dollars, bien que ses actionnaires n'aient réussi à débourser que 7.000 millions*" autant dire que les fonds dont elle dispose sont dérisoires.

Le second concerne "*Les dirigeants (qui) ont tenu un sommet extraordinaire à Cochabamba en Bolivie dans le cadre de l'Unasur, l'Union des nations sud-américaines qui compte 12 membres.*", la moitié de ses membres étaient absents ou n'avaient même pas envoyé de diplomates pour les représenter.

Je n'ai pas les moyens de recenser tous les cas similaires vous devez bien vous en douter.

Il est vrai qu'en ne formatant plus mes causeries au format pdf, je rends moins accessible mon travail ou mes articles, je le sous-estime, cela prouve que je ne me prends pas la tête. C'est peut-être dommage car l'orientation politique que je propose

rompt avec celle adoptée par la totalité des partis et des groupes qui gravitent autour.

Il me vient à l'esprit une idée à laquelle j'ai repensée cet après-midi et qui a un rapport avec ce sujet. J'improvise comme presque toujours, il est 22h22.

Quand j'explique qu'élever le niveau de conscience des travailleurs est une priorité, je passe pour un farfelu. Vous savez pourquoi ? Parce que ce ne sont pas les idées qui changeront le monde mais les hommes par leurs actions pratiques. Ils ont lu cela quelque part chez Engels je crois, du coup ils le répètent comme des crécelles, le couperet est tombé, ils ont tranché, cela ne se discute pas, ils sont comme cela.

Que cela leur plaise ou non, il semblerait que les actions des hommes correspondent à des besoins qu'ils ont formulés au préalable de manière plus ou moins consciente en fonction de la complexité de la tâche qu'ils avaient à accomplir. Or changer le monde représente une tâche gigantesque, tout du moins à ma connaissance, peut-être que mes détracteurs trouveront encore à y redire qui sait. Plus la tâche qu'ils se donnent d'accomplir sera argue et complexe, plus elle méritera leur attention, leur concentration, et plus il aura fallu qu'ils s'y préparent minutieusement pour la mener à bien. Sans avoir réuni certaines conditions ou sans posséder les qualités requises pour en venir à bout, il sera impossible de la réaliser. Tout cela semble élémentaire, au point qu'on passe à côté.

C'est d'autant plus inexcusable ou incompréhensible, voir délibéré mais c'est une autre histoire, que la société a connu de telles transformations dans le domaine de la transmission des connaissances, de la communication et de l'information, qu'il est impossible d'ignorer que la classe dominante s'en sert pour conditionner, manipuler, maintenir dans l'ignorance les masses, conserver son pouvoir.

Elle diffuse son idéologie de mille et une manières de nos jours du matin au soir, depuis le moment où vous allumez votre poste de radio ou votre ordinateur le matin jusqu'à la seconde ou vous éteignez votre télévision avant d'aller vous coucher. Vous passez devant une affiche publicitaire vous y avez le droit, vous allez voir un film au cinéma ou une pièce au théâtre vous y avez le droit aussi, vous ouvrez un journal ou un livre c'est la même chose, bref, où que portent vos yeux ou vos oreilles vous y avez le droit, sa propagande est omniprésente sous une multitude de formes. A qui ou plutôt à quoi elle s'adresse ? A votre intellect, elle nourrit, oriente votre réflexion, influe sur votre interprétation de la situation, de la société, du monde, jusqu'à vos moindres gestes ou paroles, elle s'immisce à votre insu dans votre vie quotidienne, vous agissez selon son idéologie inconsciemment.

Car lorsqu'on dit que les masses sont ignorantes, on croit sortir une vérité pour ainsi dire transcendantale, qui résume quoi en fait, rien, en affirmant cela on n'a rien dit du tout, on a juste dressé un constat. Mais quel est son contenu, car si les masses sont ignorantes, elles pensent, oui cela peut paraître extraordinaire, on assimilerait bien l'ignorance à un vide sidéral, pure sophisme, cela nous arrangerait bien car on n'aurait pas besoin de se demander ce qu'elle recouvre en vérité, or ce n'est pas du tout le cas, les masses ont adopté les idées de la classe dominante, et c'est à l'aide de ces idées qu'elles interprètent leur condition, elles ne peuvent pas les interpréter à l'aide des nôtres puisqu'elles les ignorent, et oui, c'est l'un ou c'est l'autre, elles les puisent bien quelque part leurs idées, on n'est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Autrefois les masses n'étaient pas matraquées du matin au soir par la propagande de la classe dominante, pas dans une telle proportion. On pourrait ajouter que tout a été prévu aussi pour les distraire ou leur rendre en apparence la vie plus agréable, leur faire oublier leur condition d'exploité, un tas d'activités ont été mises à leur disposition dans lesquels elles s'évadent ou semblent s'épanouir, ce n'est qu'un mirage qui agit comme une soupape de décompression, de sécurité pour le régime, tenez, comme les vacances qui sont un bref intermède dans une vie d'esclave avant de retourner au charbon pendant 11 mois. Pour les masses ignorantes les vacances sont un vrai bonheur, pour ses éléments les plus conscients, ce sont les 11 mois restant qui sont un vrai malheur, un cauchemar.

Qu'est-ce qui décide les masses à passer à l'action ? Lorsque leurs conditions d'existence se sont détériorées au point qu'elles sont devenues insupportables, je parle des masses en général, pour que des dizaines de millions descendent dans la rue, autrement seules certaines couches se mobilisent. Autrement dit, elles en sont encore au même point qu'il y a un siècle, elles n'ont pas progressé, c'est ce que cela signifie. Les représentants de la classe dominante qui les manipulent le savent pertinemment et ils en profitent, c'est ainsi que petit bout par petit bout, couche par couche si nécessaire, au fil du temps ils parviennent à liquider tous leurs acquis, ils savent qu'elles n'ont acquis aucune conscience de classe, qu'elles ne comprennent rien au fonctionnement de la socété en dehors de ce qu'ils leur mettent dans la tête.

La classe dominante a si bien fait les choses que bon nombre de travailleurs s'estiment satisfaits de leur mode de vie surfait ou médiocre en réalité ou qu'ils n'envisagent pas qu'il pourrait être un jour meilleur, c'est dire à quel point son idéologie s'est incrustrée profondément dans leur tête. Elle constitue un frein ou le meilleur moyen de les dissuader de passer à l'action, on ne peut donc pas nier qu'il existe une interaction entre les idées qu'ils ont acquises et leur comportement dans la vie quotidienne, on veut bien l'admettre sur tous les plans, sauf sur le plan politique, car là pour s'y attaquer il faudrait déjà savoir par quel bout s'y prendre.

Même lorsque leur condition est épouvantable, ils ne trouvent pas la voie de l'action et l'on estime cela tout à fait normal, on va

le justifier en expliquant quoi au juste, en reproduisant ce qui vient d'être dit, mais alors pourquoi ne pas en tirer des conclusions pratiques, pourquoi ne pas se dire qu'il y a quelque chose qui cloche dans notre discours qui n'est manifestement pas adapté aux attentes des travailleurs, pire encore, non seulement les partis ouvriers refusent obstinément de s'attaquer à ce problème, mais en plus ils veulent leur éviter de subir les conséquences de la crise du capitalisme qui coïncideraient avec la détérioration de leur condition d'existence, qui demeure à ce jour le seul facteur susceptible de les conduire à passer à l'action, autrement dit par tous les bouts les partis ouvrier font tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter qu'à un moment donné les conditions soient réunies pour que les masses déferlent et renversent le régime en place.

Finalement, ce qu'ils contestent ou rejettent, remettent en cause, ce n'est pas la place que je réserve aux idées ou à l'élévation du niveau de conscience des masses, mais les conditions à la fois objectives et subjectives qui sont indispensables pour envisager de liquider l'ordre établi,. Il faut donc en déduire qu'ils ont abandonné cet objectif, qu'ils ne combattent pas pour le socialisme, ce sont des renégats, ils sont vendus ou alors ce sont des incapables, si vous avez une autre explication à proposer, n'hésitez pas à me la communiquer je la mettrai en ligne. Il en existerait bien une autre, mais on ne peut pas y adhérer, qui consisterait à dire que finalement les travailleurs seraient décidément tellement arriérés qu'ils ne comprendront jamais rien à rien, qu'il est inutile de s'escrimer à vouloir leur faire compendre quelque chose car chez eux cela rentrerait par une oreille et ressortirait par l'autre, ce qui reviendrait à dire qu'un jour ou l'autre ils seront réduits en esclavage sans même qu'ils s'en aperçoivent ou alors il sera trop tard pour réagir, adieu le socialisme quoi.

La société a subi de profondes transformations par rapport à ce qu'elle était au début du XXe siècle, dans les années 30 Trotsky avait indiqué qu'il nous faudrait en tenir compte encore plus que par le passé, que dirait-il s'il avait connu les transformations intervenues au cours de la seconde moitié du XXe siècle et plus partiulièrement depuis les deux dernières décennies. Il y en a peut-être qui se prennent à rêver que les masses pourraient réaliser leur auto-éducation à partir d'Internet, foutaise, c'est un véritable foutoir innommable, l'anarchie, la foire aux supercheries en tous genres, c'est la plus formidable machine qu'ils ont conçue pour manipuler les masses, les atomiser, les écarter des partis politiques, les rendre esclaves d'une machine.

Autrefois l'avènement de la télévision que j'ai connu, devait remplir pour ainsi dire le même rôle, pensez donc, j'ai pu observer que mon père était demeuré aussi arriéré. Vous me direz que c'est un mauvais exemple, certes, mais à l'époque il y en avait qui crayaient le contraire. Sur Internet, vous pouvez apprendre un tas de choses correctes ou erronées, mais si vous ne savez pas quoi en faire vous ne serez pas plus avancé, il est là le problème. Tenez, c'est un problème pratique et non de la masturbation intellectuelle.

Ce qu'on ne parvient pas à comprendre, c'est que les travailleurs ne peuvent progresser qu'à partir du moment où ils disposent des instruments indispensables pour interpréter la situation ou les faits qui sont portés à leur connaissance, leurs propres expériences. Il faut donc qu'ils commencent par acquérir ces instruments, qu'ils apprennent à les maîtriser, à s'en servir dans la vie quotidienne, ensuite ils comprendront les rapports qui régissent la société, ce qui les conduira à passer à l'action sans attendre de se retrouver acculer matériellement.

Qui d'autres que nous peuvent leur fournir ces instruments, la méthode du marxisme, du matérialisme dialectique ? Ce devrait être la tâche du parti révolutionnaire. Mais aucun ne veut s'y coller, il n'y croit pas. Vous avez vu leurs sites Internet, vous n'y trouverez que des articles de presse, des analyses et des tracts destinées à une élite, des syndicalistes, quant au travailleur lambda il ne trouvera pas trace du moindre élément qui pourrait l'aider à progresser.

Lundi.

Je rajouterai encore une quinzaine d'articles. En juin, on a ajouté plus de 260 nouveaux articles de sources diverses.

Un complément à l'article : Rapports entre mondialisation et mondialisme

La mondialisation est décriée parce qu'elle se traduit par des délocalisations ou des fermetures d'usines, donc par des milliers de licenciements, mais quand on s'adresse à ceux qui la critiquent pour qu'ils s'attaquent aux institutions qui incarnent le capitalisme et s'accommodent de cette situation, ils répondent aux abonnés absents.

La mondialisation n'est pas réactionnaire en soi, elle est plutôt révolutionnaire. En revanche ses opposants ou les adeptes de la décroissance le sont assurément, réactionnaires. Ce qui donne un contenu réactionnaire à la mondialisation, c'est autant le fait que ce sont les capitalistes qui la réalisent pour leur propre compte au détriment des travailleurs, que le régime sous lequel elle est mise en oeuvre. Car en quoi consiste au juste la mondialisation qui ne date pas d'hier ?

Au XIXe siècle, le coton produit en Inde était importé en Angleterre où il était filé et transformé en différents vêtements, une partie de la production servait à alimenter le marché local, le reste était exporté dans l'emprire du Raj britannique.

Au XXIe siècle, le coton produit en Asie est filé et transformé en vêtements qui sert à alimenter le marché local, tandis qu'une partie de la production est exportée à travers le monde pour le compte de multinationales occidentales.

Au XXe siècle, le pétrole extrait au Moyen et au Proche-Orient était exporté vers les pays capitalistes les plus développés où il était raffiné pour pouvoir être utilisé ensuite dans les moteurs ou chaudières de ces différents pays.

Au XXIe sècle, le pétrole sera extrait et raffiné au Moyen et au Proche-Orient avant d'être exporté à travers le monde.

Les composants électroniques à base de silicium devraient être produit là où il est extrait, idem pour la plupart des métaux ou métalloïdes ou alors on pourrait concevoir qu'une quantité de matières premières seraient exportées vers chaque pays pour entrer dans la composition de produits finsi uniquement en fonction des besoins de leur production qui correspondrait a celui de leur marché local incluant les pays limitrophes, les centres de production seraient regroupés au lieu d'être dispersés dans tous les pays. En régime socialiste, la production ferait l'objet d'une planification mondiale en fonction des besoins de la population ce qui permettrait de réaliser de gigantesques économies dans tous les domaines, de mettre fin au gaspillage auquel on observe en régime capitaliste.

La mondialisation au XXIe siècle va se traduire par un gain en transport, en main d'oeuvre, en intermédiaires, en matières premières, en infrastructures, en pollution, en temps et en argent notamment, par une plus grande rationalisation et concentration de la production. Que ferait le socialisme ? Nous l'avons dit, la même chose mais en mieux, au profit des producteurs, tout en supprimant l'anarchie qui règne dans la production ainsi que la surproduction.

La crise générale du capitalisme et le développement du capitalisme à l'échelle mondiale conduisent ses dirigeants à adopter à la fois des mesures pour contenir les effets des contradictions du capitalisme et des mesures pour assurer la pérennité du capitalisme, la rationalisation de la production en fait partie car les gains qu'ils réalisent de tous les côtés viennent combler partiellement la baisse tendancielle du taux de produit.

C'est un des aspects de la mondialisation qu'ils peuvent réaliser jusqu'à un certain point. Par contre, il reste deux problèmes qu'ils ne peuvent pas résoudre à l'étape actuelle de la mondialisation : l'anarchie dans la production et la surproduction, car la concurrence entre capitalistes demeurent au niveau des grandes puissances, Etats-Unis, prinipaux pays de l'UE, Chine, Russie essentiellement.

On peut donc en déduire que l'orientation du capitalisme mondial dans les décennies qui viennent consistera à tenter de venir à bout de ces deux contradictions qui minent l'existence du capitalisme et qui revient à réduire la concurrence qui existe entre les différents impérialismes. On peut concevoir qu'ils seront amenés à s'entendre sur le dos du prolétariat mondial. Il leur faudra aussi réduire la résistance ou les prétentions d'autres pays dits émergents, Brésil, Afrique du Sud, Inde, Mexique, Argentine, etc., en réalité sur tous les continents.

D'où le recours au mondialisme qui a pour fonction de réaliser les conditions politiques qui permettront de réaliser cette transition, qui contraindront tous les pays capitalistes récalcitrant à se plier aux normes que les capitalistes dominants auront fixées une fois intégrés dans des institutions supranationales régionales prévues à cet effet (UE, ALENA, NAFTA, ALBA, MERCOSUR, Union transatlantique et Union transpacifique, etc.), ils en ont dès le départ accepté le principe en participant à des institutions qui devaient préparer les conditions nécessaires à la mise en place de ces institutions régionales (FMI, Banque Mondiale, OMC,) et d'un marché mondial unique, c'est tout du moins la stratégie que les maîtres du monde ont conçue et à laquelle ils se tiennent.

Il leur faudra aussi affronter le prolétariat qui n'entend pas se soumettre à leur diktat ou vivre toujours plus mal, mais comme ses droits politiques ont déjà été réduits à leur plus simple expression, le droit d'expression et de s'organiser, ils n'ont rien à craindre sur le plan institutionnel auquel il demeure largement subordonné, seule une irruption violente, soudaine et incontrôlée des masses conduisant à l'effondrement de l'Etat pourrait contrarier leur plan ou constituer un véritable danger, mais sans véritable direction et compte tenu de la multitude d'acteurs qui se porteraient volontaires pour le secourir, ils peuvent dormir tranquille.

A terme l'objectif de la mondialisation consiste à établir des monopoles à l'échelle mondiale qui concentreront le pouvoir économique, tandis que la concurrence, l'anarchie de la production et la surproduction auront disparu, le mondialisme à travers les institutions supranationales ayant pour fonction de réunir les conditions politiques pour parvenir à cet objectif concentreront le pouvoir politique, conditions politiques qui incluent la mise au pas du prolétariat, cet objectif devant coïncider avec l'extinction de la lutte des classes, ses droits sociaux et politiques liquidés, ses organisations et partis transformés en instruments dociles de la nouvelle société pour ceux qui existeront encore, totalement dénaturés par rapport à leurs fonctions d'origine, le passage à un nouveau système économique ou modèle de société ne serait plus basé sur les rapports entre les classes ou l'existence des classes, dans lequel les lois de fonctionnement du capitalisme et ses contradictions seraient contenues, sous contrôle, neutralisées, mais la répartition des richesses et du pouvoir selon des critères déterminés par les maîtres à leurs esclaves, purement arbitraires, abstraits, insaisissables et encore moins contestables dès lors qu'il n'existerait plus de base, de moyens ou de droits politiques pour s'y opposer.

L'exploitation de l'homme par l'homme ou la servitude humaine, pour autant qu'elle incarne ce qu'il y a de plus vil ou grossier chez l'être humain, a pu s'imposer et se maintenir par la force, puis être codifiée, légitimée, justifiée à l'aide d'instruments juriques et des institutions depuis plus deux mille ans. Pour parfaire ce dispositif et continuer sur leur lancée, profitant de

l'ignorance approximativement de 99, 99% de la population, soit environ 3,5 milliards d'adultes ou sur le plan politique, 7,1 milliards d'habitants si on fait référence aux besoins de l'ensemble de la population, les maîtres du monde ont conçu tout un ensemble de nouveaux instruments qui reliés entre eux par des fils invisbles devraient leur permettre dans le futur d'exercer un contrôle grandissant, voire total de la population.

Je ne sais pas si on peut ou si on doit aller plus loin et fournir quelques données plus précises sur la manière dont il compte s'y prendre pour mettre en place ce Nouvel ordre mondial, sans passer pour un fabulateur, sans extrapoler si vous voulez et passer pour un farceur, car il se trouve qu'ils ont pensé à tout ou presque, ils se sont creusés le cerveau au-delà de tout ce qu'on peut imaginer, des milliers de chercheurs y consacrent tout leur temps quotidiennement, on pourrait croire au premier abord que l'on baigne en pleine science-fiction, puis on se dit qu'ils n'ont pas consacré des milliards et milliards de dollars dans des laboratoires de recherche pour concevoir ce qui ressemble à des gadgets au premier abord, mais s'avère terriblement efficace en réalité, des produits qui sont destinés à la population sans avoir forcément une valeur marchande, sans en tirer de profit ou en tout cas ce n'est pas leur finalité, je pense notamment à cette puce qui vous serait implantée sous-cutanée ou une carte à puce que chacun possèderait demain et qui serait indispensable à notre survie. Vous allez vous dire que je déraille là, attendez de lire la suite s'il vous plaît, ensuite vous jugerez.

Cette puce ou carte à puce contiendrait non seulement tous les renseignement possibles et inimaginables sur vous de votre naissance jusqu'à votre mort, elle remplacerait toutes les cartes que vous possédez aujourd'hui, carte bancaire, carte vital, carte de crédit, etc. plus qu'une carte d'identité ou un passeport, toute votre existence y serait codfiée, jusqu'à vos goûts, penchant, désirs, etc, dans tous les domaines, tout y serait, vous voyez là le rapport avec Facebook par exemple, pour la géolocalisation vous pouvez penser à votre téléphone portable, avec cette puce ils sauront en permanence où vous vous trouvez exactement et avec qui, à terme il pourrait même savoir ce que vous êtes en train de faire et penser. Vous admettrez qu'ils ont bien avancé sur ce plan-là, il ne leur reste plus qu'à réunir sur une seule puce les informations qu'ils possèdent sur vous et qui pour le moment figurent sur plusieurs supports. Ce n'est pas tout, là ce n'était que le hors d'oeuvre, passons au plat de résistance.

On ne cesse de vous dire qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses des banquiers, et lorsque vous voulez retirer une somme importante ou seulement 1.000 euros de votre compte courant c'est tout une histoire, on vous pose des questions, etc. Depuis déjà quelque temps, ils ont fait en sorte de diminuer la masse de monnaie (fiduciaire) en circulation, la monnaie sous forme de pièces et de billets au profit des chèques, puis des cartes bancaires. On vous incite à régler vos achats avec cette carte. Autrefois à la fin du mois, vous vous rendiez à la comptabilité de l'entreprise qui vous employait et on vous versait votre salaire en espèce, depuis une quarantaine d'années environ cette pratique a disparu au profit d'un virement bancaire. Bref, vous aurez remarqué que l'argent sous la forme qu'on lui connaissait depuis toujours tend de plus en plus à disparaître, je parle en France, pas en Inde où je vis. Parallèlement un tas d'organismes vous attribuent un numéro, vous fichent, ministère de l'Intérieur, Sécurité sociale, banque, etc. Pour finir ils espionnent toutes vos communications téléphoniques ou pr Internet qu'ils stockent.

Ils sont parvenus au stade où il ne leur reste plus qu'à relier l'ensemble de ces données disponibles dans les ordinateurs centraux de ces différents organismes pour avoir disponible instantanément toute votre existence, au-delà même de ce que vous possédez vous-même puisque vous ne vous souviendrez plus de la conversation que vous avez eu avec une personne il y des mois ou des années, et le stockage des données ne présente pas un problème pour eux et ne leur coûte pratiquement rien, quand on sait que la surface nécessaire pour stocker un milliard d'octets ne dépasse plus la taille d'une tête d'épingle.

Vous n'êtes pas sans savoir non plus que la monnaie n'a plus aucune valeur, que le dollar vaut à peine le prix du papier et de l'encre pour le fabriquer, au regard de la montagne de dettes accumulées par l'économie mondiale à laquelle il faut ajouter cette excroissance monstrueuse nommée produits dérivés et autres instruments financiers qui s'élèvent à plus de 650.000 milliards de dollars (le PIB est de 50.000 milliards de dollars environ), certains économistes estiment même qu'elle serait le double en réalité

Le stade suivant devrait consister à supprimer la monnaie pour tout un ensemble de transactions ou règlements, en fonction de votre situation ou votre emploi, il vous serait alloué un fonds ou une somme forfaitaire que vous pourriez utiliser pour effectuer certains achats ou paiements, pour accéder à certains services, et lorsque cette somme ou ce fonds serait épuisé vous ne pourriez plus accéder à ces marchandises ou services, il vous faudrait travailler à nouveau dans les conditions qui vous sont imposées pour recouvrer ce droit et ainsi de suite. Bien entendu, il leur serait possible de faire varier la somme qui vous serait allouée en fonction de nombreux critères arbitraires laissés à leur discrétion, par exemple vous infliger une diminution de ce fonds parce que vous avez eu tel ou tel comportement jugé répréhensible ou dangereux pour la société ou pour ne pas avoir respecté les recommandations qui vous auraient été transmises suite à l'examen des données recueillies sur vous par le biais de votre puce, votre ordinateur ou téléphone portable. Vous seriez totalement sous contrôle et dépendant de leur bon vouloir pour survivre, et le moindre écart serait immédiatement repéré et sanctionné.

Avec votre puce ou carte à puce et à condition qu'elle soit chargée, d'autres critères pourraient déterminer l'accès à certaines marchandises ou services, par exemple votre âge, votre poids, votre sexe, votre état de santé, votre niveau social, vos antécédents, etc. Par exemple si vous voulez acheter une patte à tartiner au cacao et vous êtes obèse, arrivé à la caisse un message s'affichera vous indiquant que cet achat vous est refusé ou vous est interdit ; si vous voulez acheter une boîte de foi d'oie truffé et que vous êtes un ouvrier, un message vous indiquera que vous n'appartenez pas à la catégorie ayant accès à ce produit, remarquez qu'à chaque fois ce sera pour votre bien, car vous vivrez dans un monde idéal, une dictature absolue.

Quant à la retraite, chaque mois de travail il vous sera attribué des points qui détermineront l'âge auquel vous pourrez arrêter de travailler, vous ne pourrez pas décider d'arrêter plus tôt car votre puce ou votre carte serait immédiatement invalidée et refusée partout, plus un seul commerce ne l'acceptera vous ressortirez de la pharmacie les mains vides par exemple, et au cas où vous auriez eu un comportement inapproprié sur votre lieu de travail, on pourrait vous retirer des points. Cela pourrait aller plus loin ou trouver d'autres applications, par exemple on vous a demandé de transmettre un document dans un certain délai, celui-ci étant atteint et l'organisme en question ne l'a pas encore reçu, immédiatement votre compte est bloqué, vous ne pouvez plus vous procurer quoi que ce soit, ni pain, ni essence, ni médicament, rien, tenez, automatiquement le téléphone et Internet deviennent indisponibles, on vous refuse même l'accès à votre lieu de travail et chez vous vous n'avez plus de courant grâce à votre compteur électrique intelligent qui a pris en compte la modification intervenur de votre situation. Cela peut faire sourire, en réalité en moins d'une décennie ce système implacable pourrait être mis en place.

Si vous réfléchissez bien, cela résoudrait tous leurs problèmes, ceux liés aux contradictions du capitalisme sur le plan économique et ceux qui en découlent sur le plan social et politique. On peut penser qu'ils ne parviendront jamais à absolument tout contrôler, certes, l'essentiel leur suffira amplement, connaissant la nature de l'homme et ses faiblesses, il ne leur sera pas nécessaire de le menacer pour qu'il obtempère, respecte, s'intègre, se soumette à ce nouveau système qui le priverait de toute liberté et de tout droit.

Demain ou dans les jours qui viennent on poursuivra.

Pour alimenter la discussion, voyez comment ils avancent vers leur objectif.

1- UE et USA engagent enfin les discussions sur le libre-échange - Reuters 07.07

2- Rencontres économiques d'Aix: un nouveau souffle européen en débat - AFP 07.07

Autre obstacle à surmonter, le déficit de légitimité démocratique de l'Europe, à un an des élections européennes et du renouvellement de la Commission de Bruxelles.

Dans la crise, "*nous avons réussi à faire d'immenses pas en avant*", à travers "*des décisions prises par 17 démocraties*", a estimé de son côté l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, mettant notamment en avant "*le renforcement du Pacte de stabilité*", la surveillance macro-économique et l'Union bancaire.

"*Nous avons donc renforcé de facto considérablement l'union politique (mais) il n'y a pas l'équivalent en légitimité démocratique*", a-t-il regretté, appelant à "*donner beaucoup plus de capacité d'influence et de décision au Parlement européen*". AFP 07.07

Tu parles de "*démocraties*", ils n'osent même pas consulter leur peuple sur les décisions qu'ils prennent, on appellera cela des dictatures ou des régimes antidémocratiques.

Comment l'UE et ces gouvernements pourraient-ils avoir une " *légitimité démocratique*" dans ces conditions, quand leur politique est majoritairement rejetée ?

3- La NSA "*de mèche*" avec Berlin et d'autres pays, affirme Snowden - Reuters

Les agents de la National Security Agency (NSA), les services de renseignement américains, travaillent en étroite collaboration avec l'Allemagne, affirme l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden.

"*Ils sont de mèche avec l'Allemagne, tout comme avec la plupart des autres pays occidentaux*", déclare Edward Snowden dans une interview publiée dimanche par le magazine allemand Der Spiegel et réalisée avant sa fuite à Hong Kong en mai, alors qu'il se trouvait encore à Hawaï.

"*Les autres agences ne nous demandent pas d'où nous tirons nos informations et nous ne le leur demandons pas. Elles peuvent de la sorte protéger leurs responsables politiques en cas de critiques sur la manière dont on viole à grande échelle la vie privée des gens dans le monde entier*", explique l'informaticien.

Le Royaume-Uni a par ailleurs mis en place son propre programme de surveillance, "Tempora".

Edward Snowden a également confié au Spiegel que les plus proches alliés des Etats-Unis allaient parfois plus loin que la NSA elle-même dans le zèle déployé pour rassembler des données.

Le programme Tempora du Government Communications Headquarters (GCHQ), l'équivalent britannique de la NSA, est ainsi connu dans le monde du renseignement comme un "*attrape-tout*".

"*Il aspire toutes les informations, peu importe d'où elles viennent ni quelles lois sont enfreintes*", a déclaré Snowden. "*Si vous envoyez un paquet de données au Royaume-Uni, nous l'aurons. Si vous téléchargez quelque chose et que le serveur est au Royaume-Uni, nous l'aurons.*" Reuters 07.07

Ce n'est pas de la "*surveillance*" mais la mise sous contrôle de l'ensemble des faits et gestes, pensées, de la population, c'est bien plus vaste qu'une simple opération de police ou d'espionnage.

ACTUALITE EN TITRES

La voix de son maître ou le parfait laquais.

- Zone euro : Moscovici souhaite la création d'un poste de "*ministre des Finances*" - AFP

Ni-ni

- Retraites: réforme "*ni urgente ni opportune*" pour la gauche du PS - AFP

Mais imaginez un instant le contraire, qui a raison, cela se discute, il y a des arguments valables de part et d'autre, difficile de les départager, etc. et le tour est joué. Pratique pour se faire passer pour un opposant, n'est-ce pas ?

Il n'y a qu'en France que cela arrive, étrange, non ?

- Du bœuf britannique à la tuberculose importé en France - Francetv info

Trop.

- Manifestation de soutien à Edward Snowden à Paris - AFP

Pour la plupart des militants d'organisations de défense des droits et libertés sur internet, se sont rassemblées dimanche à Paris. AFP 07.07

Ils étaient une quarantaine... Et les partis ouvriers, les syndicats ? Qui ? Connais pas.

C'est de la roupie de sansonnet.

- Inde: nouveau plus bas de la roupie face au dollar - AFP

Après avoir enfoncé plusieurs niveaux planchers ces dernières semaines, la roupie s'échangeait à 61,16 roupies pour un dollar lundi matin à Bombay.

Depuis le début de l'année, la roupie a dévissé de 11,5%, la pire performance parmi les principales devises asiatiques. AFP 07.07

Je vais bientôt être obligé d'ouvrir une souscription pour financer le site !

A la bonne heure !

- Alcool, cannabis : le cocktail se banalise - LeFigaro.fr

Selon une étude auprès de 6134 étudiants, ces derniers boivent plus et se droguent plus en 2013 qu'en 2011. LeFigaro.fr 07.07

Moi j'ai cessé les deux, c'est marrant comment je peux avoir un esprit de contradiction, par nécessité, eux aussi sans doute, je connais cela...

Intox. Variation sémantique.

- L'Autriche n'a pas fouillé l'avion d'Evo Morales - Reuters

L'avion du président bolivien Evo Morales n'a pas été fouillé par les services de sécurité autrichiens pour vérifier si Edward Snowden se trouvait à l'intérieur de l'appareil lors de son escale à l'aéroport de Vienne mardi, affirme le président autrichien.

"*Il n'y a pas eu d'inspection officielle*", a affirmé Heinz Fischer au journal Kurier publié dimanche. "*Un membre du personnel de l'aéroport est allé voir l'avion ou le pilote après l'atterrissage pour déterminer la nature du problème technique*", a-t-il dit.

"*Il n'y a pas eu de fouille scientifique. Il n'y avait aucune raison de le faire en raison du droit international. Un avion présidentiel est un territoire étranger et ne peut être fouillé*", a expliqué Fischer. Reuters 07.07

Il doit falloir comprendre que si l'avion de Morales avait fait l'objet d'une fouille "*scientifique*", les chefs d'Etat ou de gouvernement qui lui ont refusé le survol de leur territoire devraient lui adresser des excuses, dans le cas contaire, avioce ne serait pas nécessaire.

Heinz Fischer pris en flagrant délit de mensonge.

Le ministère de l'intérieur autrichien a dit avoir contrôlé les passeports des occupants de l'avion, mais ne pas l'avoir fouillé, car il n'y avait "*aucune raison légale*" pour cela. Un arrangement a cependant été trouvé avec M. Morales, selon le ministère des affaires étrangères autrichien : il aurait accepté que des policiers montent à bord une fois que ses occupants l'avaient quitté. Les policiers n'ont trouvé aucune trace d'Edward Snowden. Le Monde 03.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Nos acquis sociaux sont la cause de la crise du capitalisme.

- La BCE ne peut pas régler la crise de la zone euro, dit Weidmann - Reuters

La Banque centrale européenne n'est pas en mesure de résoudre la crise de la zone euro, a déclaré dimanche le président de la Bundesbank Jens Weidmann lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, dans les Bouches-du-Rhône.

La Banque centrale européenne (BCE) a dit jeudi qu'elle maintiendrait ses taux à un niveau exceptionnellement bas pendant une période prolongée et elle pourrait même les réduire encore ainsi aux marchés financiers des signaux d'une clarté sans précédent.

En s'attachant ainsi à donner aux investisseurs le plus d'indications possibles sur l'évolution prévisible de sa politique monétaire de la zone euro, la BCE a emboîté le pas à la Réserve fédérale américaine et à la Banque d'Angleterre, qui cherchent notamment à apaiser les tensions sur les taux de marché.

"Cela fait consensus au sein du conseil des gouverneurs. La crise trouve ses racines dans des problèmes structurels, elle nécessite donc des réponses structurelles.

La Banque centrale européenne (BCE) a dit jeudi qu'elle maintiendrait ses taux à un niveau exceptionnellement bas pendant une période prolongée et elle pourrait même les réduire encore ainsi aux marchés financiers des signaux d'une clarté sans précédent.

En s'attachant ainsi à donner aux investisseurs le plus d'indications possibles sur l'évolution prévisible de sa politique monétaire de la zone euro, la BCE a emboîté le pas à la Réserve fédérale américaine et à la Banque d'Angleterre, qui cherchent notamment à apaiser les tensions sur les taux de marché.

"Cela fait consensus au sein du conseil des gouverneurs. La crise trouve ses racines dans des problèmes structurels, elle nécessite donc des réponses structurelles.

"*Pour permettre à la monnaie unique d'exprimer l'intégralité de son potentiel économique, il faut que des efforts soient déployés sur deux fronts, celui des réformes structurelles et sur celui de l'abolition absolue des garanties consenties aux banques et aux emprunts souverains.*"

"*Nous devons faire en sorte que dans le cadre d'un système de contrôle national et de responsabilité nationale, il puisse être possible qu'un emprunt souverain fasse défaut sans menacer le système financier.*"

Jens Weidmann a également lancé un appel en direction des Etats afin qu'ils coupent les liens qui les relient trop souvent à

leurs banques nationales, jugeant que ces établissements détenaient beaucoup trop de dettes émises par leur gouvernement. Reuters 07.07

Les Etats couvrent les banques nationales qui sont à leur tour couvertent par la BCE prise au piège, on comprend que cela lui déplaise. Pourquoi veut-il "*l'abolition absolue des garanties consenties aux banques et aux emprunts souverains*", il répond à cette question plus loin, pour qu'il "*puisse être possible qu'un emprunt souverain fasse défaut sans menacer le système financier*", autrement dit que ce soit d'autres acteurs qui casquent à la place des oligarques de la finance, en se servant par exemple sur les comptes des épargnants.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), la branche politique des Frères musulmans, a appelé lundi au "*soulèvement*" après la mort de 42 personnes, selon la télévision nationale, lors d'affrontements entre l'armée et des partisans des Frères musulmans à l'aube au Caire.

Les heurts ont provoqué le retrait du parti salafiste Al Nour des négociations sur la formation d'un gouvernement.

"*(Le PLJ) appelle le grand peuple égyptien à se lever contre ceux qui veulent leur voler la révolution avec des tanks et des véhicules blindés, même sur les cadavres du peuple*", déclare le PLJ sur Facebook.

L'armée parle d'une tentative d'assaut par "*un groupe terroriste*" contre le bâtiment de la Garde républicaine où est détenu le président déchu Mohamed Morsi et une source militaire a évoqué "*des éléments armés des Frères musulmans*".

Selon l'armée, un officier a été tué et 40 personnes ont été blessés lors des affrontements.

Al Nour, la deuxième formation islamiste du pays après les Frères musulmans, a estimé que le dialogue politique sur la formation d'un gouvernement de transition était rendu impossible par le "massacre" perpétré selon lui par les militaires.

Al Nour avait récusé dimanche les deux hommes pressentis pour devenir respectivement Premier ministre et vice-président, Ziad Bahaa ElDine et Mohamed ElBaradeï, en soulignant qu'ils étaient tous deux membres du Front de salut national (FSN), une coalition d'opposants libéraux et de gauche.

Les salafistes d'Al Nour sont indisposés par le profil des deux candidats: Ziad Bahaa ElDine est un ancien directeur des investissements sous la présidence de Hosni Moubarak, tandis que Mohamed ElBaradeï est la figure de proue du camp laïc.

Des centaines de milliers d'Egyptiens ont encore manifesté dimanche au Caire et à Alexandrie, les deux principales villes du pays, certains pour appuyer la décision de l'armée et d'autres, moins nombreux, pour demander le retour de Mohamed Morsi à la présidence.

Sur la place Tahrir du Caire, où quelque 350.000 personnes avaient convergé, le rassemblement des anti-Morsi a pris en soirée une tournure très anti-américaine, les manifestants accusant Barack Obama de soutenir les Frères musulmans et les médias américains, en particulier CNN, d'avoir qualifié de "coup d'Etat" l'éviction de Mohamed Morsi par l'armée. Reuters 07.07

L'erreur à ne pas commettre était justement de réserver une place à des organisations religieuses dans le gouvernement, c'est délibéré, parce qu'ils n'entendent pas les affronter et les mater...

Haut de page

Le 9 juillet 2013

CAUSERIE

Je n'ai actualisé le site que partiellement car j'ai perdu une partie de mon boulot lorsqu'est survenue une coupure de courant éteignant l'ordinateur, j'avais encore oublié de le sauvegarder et apparemment mon onduleur et mon convertisseur de courant relié aux batteries n'ont servi à rien. J'enrageais !

J'ajouterai 20 nouveaux articles ce soir ou demain matin, je n'ai plus le temps

---

ACTUALITE EN TITRES

Merci qui ?

- Les tarifs de l'électricité augmenteront de 5% en août 2013, et de 5% en août 2014 - Francetv info

La Commission de régulation de l'énergie avait suggéré une augmentation d'environ 8% cet été afin de couvrir les coûts d'EDF. Francetv info 08.07

Je rappelle que les syndicats participent également à cette commission, n'oubliez pas d'avoir une pensée affectueuse pour leurs dirigeants quand vous réglez votre facture d'électricité...

Les prolos mis en bière !

- La bière coûte 14% plus cher qu'il y a six mois - Francetv info

Le Parlement a décidé d'augmenter de 160% les taxes sur la bière, une hausse qui doit permettre de renflouer un peu les caisses de la Sécurité sociale. Les Brasseurs de France rappellent que la mesure doit rapporter 810 millions d'euros par an à l'Etat (à volume constant), contre 330 millions précédemment.

La France ne se situe en Europe qu'au 26e rang de la consommation de bière, avec une moyenne de 30 litres par habitant et par an. Un chiffre en déclin structurel depuis trente ans, dans un pays qui boit surtout du vin. En dehors des pays scandinaves, la France est l'un des pays d'Europe où la bière est le plus taxée. Francetv info 08.07

Questions : Qui boit le plus de bière ? Les prolos, les jeunes, surtout à la campagne. Qui a adopté cette mesure "*populaire*" ? Le PS. En quoi représentent-ils les classes dites populaires, les prolos ? En rien, c'est un parti d'aristocrates, de grands et petits-bourgeois, de nantis.

Tous les rapports deviennent insupportables dans leur société.

- Excédés, des agents municipaux barbouillent des enfants de crème dessert - Francetv info

- Nouveau suicide de contrôleur de la SNCF en région nantaise - L'Express.fr

- Marseille: un détenu se suicide à la prison des Baumettes - L'Express.fr

- Gonesse: attroupements de jeunes interdits après un meurtre - AFP

- Violences au Trocadéro: relaxe pour trois supporteurs du PSG - L'Express.fr

- Procès "*pétrole contre nourriture*": tous les prévenus, dont Charles Pasqua, relaxés - L'Express.fr

Les conservateurs et les néolibéraux ou les deux courants du PS

- L'aile gauche du PS accusée d'être "*démissionnaire*" et "*conservatrice*" - LeMonde.fr

Quel dommage vraiment !

- Retraites: Lepaon regrette l'absence de "*négociation*" - AFP

Que regrette-t-il réellement ? L'époque des "*jours heureux*" où le régime se montrait particulièrement généreux envers ses troupes, son fonds de commerce ou les épargnait en échange de la paix sociale, sauf que de nos jours il n'y a plus rien à gratter et les capitalistes ont d'autres chats à fouetter.

Il est obligé de monter au créneau et de se dévoiler un peu plus le vendu, comme beaucoup d'autres à l'intérieur de la CGT, des opposants à la direction paraît-il, nous ne le regretterons pas.

Ne vous en faites pas pour lui et ses semblables, le gouvernement va lâcher un bout de gras ici ou là, il peut aussi décider de mesures sur un autre dossier qu'ils présenteront comme une avancée sociale, alors qu'en considérant l'ensemble des mesures adoptées le gouvernement sera parvenu à imposer une nouvelle régression sociale et le tour sera joué.

Il y a une autre manière de la jouer, c'est plus risqué, mais cela fonctionne assez bien tout de même.

Le tour de passe-passe consiste à se satisfaire d'une contre-réforme en la minimisant, entendez par là que c'est grâce à la terrible menace que représenterait l'opposition virulente de ces valeureux dirigeants syndicaux face au gouvernement qu'on aurait échappé au pire, d'ailleurs le Medef le regrette, comme quoi finalement ces dirigeants syndicaux n'auront pas démérité, ils sortiront blanchis de cette épreuve, c'est l'essentiel, tout le monde aura tenu son rôle à la perfection, bravo !

Quand Hollande a «***fraudé***» en se déclarant «***sciemment***» socialiste.

- Comptes de campagne: Pour Sapin, Sarkozy a «*fraudé*» en dépassant le plafond «*sciemment*» -20minutes.fr

Qu'on se le dise : tout ce que peut dire et faire l'impérialisme américain (et israël) est légal.

- Berlin parle d'une coopération "*absolument légale*" avec la NSA - Reuters

Quand le pape confirme le marxisme !

- Lampedusa : "*La culture du bien-être nous rend insensibles aux cris d'autrui*" dit le pape - Atlantico.fr

N'était-ce pas, à sa manière, ce que j'ai écrit il y a quelques jours ?

Alors pourquoi notre "*bien-être nous rend insensibles aux cris d'autrui*" ? Parce qu'il ne s'accompagne pas d'une élévation de notre niveau de conscience politique ou de compréhension du fonctionnement de la société, notre bien-être est matériel, mais dans tous les autres domaines nous demeurons des êtres faibles et médiocres. Il aurait même plutôt tendance à produire l'effet inverse, à nous endormir, à nous corrompre.

Il en va ainsi de l'ensemble des Ong et autres associations qui s'accommodent très bien du capitalisme qui les financent ou permettent à leurs membres de se donner bonne conscience pour pas cher finalement, car élever son niveau de conscience réclame des efforts, parfois même quelques sacrifices, ils sont prêts à en concéder au capitalisme, mais pas pour le combattre ou rejoindre ceux qui le combattent, ces Ong et ces associations n'ont-elles pas été fondées justement pour remplir cette fonction, faire concurrence au mouvement ouvrier, qui de son côté avait pris les devants en collaborant avec le capital ? Chacune dans leur domaine, elles remplissent le même rôle que les religions.

L'aristocratie ouvrière, les couches moyennes, la classe moyenne et la petite-bourgeoisie, les intellectuels, bénéficient encore d'un niveau de vie supérieur au reste du prolétariat qui les empêche de penser librement pour ainsi dire, ils sont si solidement amarrés au capitalisme qui leur procure un mode vie confortable, qu'il ne leur viendra pas à l'esprit de le remettre en cause ou d'imaginer un instant que la solution "*aux cris d'autrui*" se situe au-delà du capitalisme. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que le gros des troupes du prolétariat se mettent en branle, or on ne voit pas comment cela pourrait se produire puisque c'est vers ces couches ou classes que se tournent tous les partis ouvriers et non vers eux, cherchez l'erreur.

Eugénisme.

- Stérilisations forcées dans les prisons pour femmes en Californie - Slate.fr

Une enquête du Center for Investigative Reporting (CIR), publiée le 7 juillet, révèle la pratique d'opérations de stérilisation dans des prisons pour femmes en Californie, sans autorisation de l'Etat fédéral. Au moins 148 femmes ont été opérées entre 2006 et 2010, en violation de la législation carcérale, et l'organisme évoque 100 autres cas probables datant de la fin des années 1990.

Ces révélations sont d'autant plus sensibles qu'elles renvoient la Californie à des souvenirs douloureux, la stérilisation forcée, aujourd'hui considérée comme un crime contre l'humanité, ayant été une pratique légale dans cet Etat entre 1909 et

1979. Slate.fr 08.07

La pollution de l'air, l'emploi de certains matériaux de construction, bref notre environnement, les produits chimiques présents dans les emballages, les boissons, aliments, médicaments et même les vêtements, etc. pourraient avoir un effet sur la stérilité en progression, tandis que la taille du sexe des hommes diminue... Voire leurs cerveaux ou leur état...

Doha n'a plus la cote.

- Egypte : Al-Jazeera expulsée d'une conférence de presse - Francetv info

Il y a peut-être deux ou trois mois je prédisais, sans prendre un grand risque il est vrai, que l'émir du Qatar et le monarque d'Arabie Saoudite finiraient bientôt comme S. Hussein ou M. Kadhafi... Leur docilité leur a sauvé la peau, pour le moment, mais quelle humiliation !

ACTUALITÉ DU JOUR

Pour Hollande-Valls : vaut mieux être prostituée et vandale qu'avoir une conscience.

- La France a rejeté la demande d'asile de l'ex-agent de la CIA Edward Snowden - lemonde.fr 05.07

- La France accorde l'asile à la chef de file des Femen - AFP 08.07

Cette Ukrainienne de 23 ans s'estime menacée dans son pays après qu'elle a, en 2012, abattu à la tronçonneuse une croix orthodoxe pour protester contre le procès du groupe russe Pussy euronews.com 08.07

Donc dorénavant vous pouvez vandaliser un cimetière sans crainte d'être poursuivi par la loi, vous risquez tout au plus une décoration et les félicitations du président ! Valls est le chef des délinquants et des voyous en France.

Non seulement Hollande lui accorde un traitement de faveur, mais elle devrait être en taule et expulsée :

- En France selon l'article 222-32 du Code pénal, « *l'exhibition sexuelle imposée à la vue d'autrui dans un lieu accessible aux regards du public* » peut être punie par la loi d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. À Paris plus spécifiquement, la Préfecture de police considère que « *toute tenue qui laisserait entrevoir les parties génitales ou la poitrine constitue une exhibition sexuelle, punissable d'un an d'emprisonnement* ». (wikipédia)

Pour mieux comprendre. Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es.

- Le financement de Femen est assuré par les activistes, par la vente de produits à l'effigie de Femen ainsi que par des donations de personnes privées comme le milliardaire allemand Helmut Geier (également connu comme DJ sous le pseudonyme DJ Hell), la femme d'affaires allemande Beate Schober (résidant en Ukraine et possédant une entreprise de relocalisation professionnelle), et l'homme d'affaires américain Jed Sunden (fondateur du groupe de presse ukrainien KP Media (en) comprenant le journal Kyiv Post (en)).

En septembre 2012, une journaliste d'une télévision ukrainienne, qui a infiltré le mouvement pendant plusieurs semaines, sous-entend que le groupe serait financé par des représentants des milieux d'affaires européens et américains, tout en reconnaissant n'avoir pas trouvé de preuve suffisante permettant d'étayer ses suppositions. La journaliste dit avoir découvert que les militantes ukrainiennes seraient payées 1000 dollars (environ 765 euros) par mois (soit trois fois le salaire moyen ukrainien) et qu'un voyage et les frais d'une opération menée à Paris en 2012 ont été entièrement payés par l'organisation et se chiffreraient à 1300 dollars (environ 1000 euros) par jour et par personne.

Fin 2010, Femen compte environ 300 membres.

Femen revendique une forme de féminisme radical qu'elles nomment « sextrémisme ». Selon Inna Chevchtchenko, il s'agit d'« un nouveau type d'activisme féminin qui est, certes agressif, mais encore non-violent, provocateur mais délivrant un message clair ». (wikipédia)

Un mouvement agressif, provocateur, incitant à l'intolérance et à la haine, elles s'insèrent parfaitement dans le système de gouvernance que les gouvernements occidentaux ont instauré ou sont en train de mettre en place, qui est inspiré par le

modèle américain et qu'il s'agit à terme de reproduire à l'identique.

Modéle américain qui a consisté à détourner l'article 1er de la Constitution américaine en faveur de la liberté d'expression pour instaurer une dictature. Comment fonctionne ce mécanisme ? C'est très simple, en instrumentalisant et dressant des minorités ou certaines couches de la population contre la majorité pour finalement aboutir à une situation ou la majorité n'a plus aucun droit.

Il ne vous aura pas échappé que systématiquement ils s'emploient à mettre en avant les droits de certaines minorités ou couches qui traversent l'ensemble des classes, et que jamais les mouvements qu'ils déclenchent ne concerneront une classe distincte, celle des exploités par exemple, parce que leur objectif non avoué est de porter atteinte aux droits (politiques) de la totalité de la population.

Vous aurez constaté ici que ce mouvement ultra réactionnaire, les Femen, a pris position pour le mariage homosexuel au côté de la quasi totalité du mouvement ouvrier, qui ne dit rien consent pour ceux qui se sont réfugiés dans un silence coupable. Qu'à l'opposé, c'est la droite et l'extrême droite qui a fait office de résistance en s'y opposant.

De mon côté, je m'y suis opposé car j'en avais parfaitement compris les tenants et les aboutissants, quel en était le contenu politique et dans quelle perspective réactionnaire, totalitaire, car il faut bien appeler les choses par leurs noms, s'incrivait cette initiative prise par le gouvernement, qui en réalité n'est que le porte-parole, l'officiant de service de la dictature mondiale en train de se mettre en place. J'ai laissé de côté ou j'ai estimé qu'il était de mon devoir de reléguer au second plan mes propres convictions en faveur de l'union libre et contre le mariage en général, pour pouvoir mener le combat contre un processus qui au nom de la démocratie et de l'égalité conduit finalement à en détruire ce qu'il en reste encore.

Car en réalité, il y a inversion des termes de la démocratie, c'est une minorité qui détermine, qui impose le droit à la majorité, attention, à ne pas confondre avec le droit d'une minorité à disposer des mêmes droits que la majorité qui est une toute autre question, c'est d'ailleurs à partir de cette confusion que les initiateurs de ce projet ont réalisé un amalgame pour l'imposer. Au regard des manifestations qu'il y a eu de part et d'autre, il est parfaitement clair que s'il y avait eu un référendum sur cette question, une très grande majorité se serait prononcée contre ce projet de loi, donc ce fut une manière de l'imposer par la ruse, par la force, avec le soutien du mouvement ouvrier, c'est cela le pire encore, mais pas vraiment surprenant.

Voyez ce qui est en train de se passer avec les Roms, les musulmans, le racisme, exactement la même chose. On va expliquer cela en détail car c'est très important que chacun puisse se déterminer librement, je vous ferai remarqué encore une fois, qu'absolument aucune formation politique dite de gauche ou d'extrême gauche ne se livrera à un tel exercice, à ma connaissance. Ils sont antiracistes, antifascistes, qu'on se le dise, point barre, vos principes et vos déclarations à l'emporte-pièce on n'en a absolument rien à foutre, nous ce qui nous intéresse c'est de comprendre la situation et d'aider les travailleurs et les militants à mieux la comprendre.

L'exemple suivant s'inscrit exactement dans la même logique et la même perspective, fait appel au même mécanisme.

Démontons ce mécanisme infernal.

1- Un fait mettant en scène une couche de la population se produit, programmé ou non, sachant qu'il va déclencher une suite de réactions contradictoires.

2- Ce fait sera souce de problèmes ou aura en soi le contenu d'une provocation ou il peut prendre ce contenu en fonction de certaines circonstances prévisibles ou non :

3- Les personnes ou les communautés visées ou qui se sentent concernées réagiront plus ou moins violemment en fonction du degré de cette provocation et si elle a été programmée ou non ;

4- En réponse, ceux qui soutiennent cette couche de la population dénonceront les déclarations de ceux qui s'y opposeront, les condamneront et exigeront que le gouvernement en fasse de même ;

5- Celui-ci embraiera en se rangeant à leur côté, le mouvement ouvrier et les associations suivront à leur tour généralement avec le concours bienveillant de la majorité des médias ;

6- En guise d'épilogue le gouvernement légifèrera en faveur de ces couches, des pousuites judiciaires pourront être engagées contre ceux qui auront répondu maladroitement ou avec excès à cette provocation, etc.

Dans le cas des Femen, la provocation sera triple :

1- Elles interviennent sur la voie publique à moitié dénudées ;

2- Elles arborent des inscriptions sur leurs corps qui ont un caractère haineux, intolérant, insultant, par exemple " *fuck the god*", dieu est un enculé ;

3- Elles se rendent sur le territoire de leurs ennemis pour les interpeller.

Inutile de revenir sur le mariage homosexuel que nous avons traité dans différentes causeries, je pense qu'on a pratiquement épuisé le sujet.

Un nouveau sujet à l'ordre du jour : instrumentalisation du ramadan.

- Ramadan : un élu UMP critique une pub et déclenche une polémique - Le Nouvel Observateur

Qu'une multinationale (Carrefour) instrumentalise la religion musulman est naturel pour ainsi dire, le faire remarquer ou le dénoncer n'est pas normal en revanche, condamnable même. Les musulmans qui font le ramadan doivent représenter entre 5 et 10% de la population, mais il leur est réservé un traitement de faveur, pas du tout intéressé, et toutes les chaînes de télévision d'enchaîner évidemment jusquà nous donner la date du début du ramadan, nous montrer des reportages lors des infos sur la manière dont monsieur Mohamed fait le ramadan en famille, sans oublier le reportage auquel on aura le droit le dernier jour du ramadan, et en guise d'épilogue si on n'est pas encore gavé, le bilan de ce mois de ramadan, c'est en tout cas ce à quoi on a le droit sur TV5Monde Asie.

Question : En réalité, il n'y a pas plus de musulmans en France qu'il y a 20 ou 40 ans, alors pourquoi ce soudain engouement pour le ramadan ? Pour que le bon Français moyen, arriéré, plutôt réactionnaire, ait l'impression que son beau pays aurait été envahi par les sarrasins ? C'est leur objectif.

Mettons-nous dans la peau d'un esprit naïf. A première vue, on pourrait penser que les médias montreraient un intérêt égal envers toutes les communautés, et que ce serait bien car cela participerait à la lutte contre le racisme. Mais en réalité pas du tout, car le reste du temps, pendant 11 mois et même pendant le mois du ramadan entre deux infos, le téléspectateur lambda de quoi entend-il parler aux infos : de terroristes, de djihadistes, de délinquants, de voyous, de trafiquants de drogue, de voleurs, de femmes voilées, d'extrémistes religieux, de guerres au Moyen et au Proche-Orient et j'en passe, le tout imputé aux musulmans. Pire que les bolcheviks, c'est pour dire !

Donc finalement, le traitement qu'ils accordent au ramadan noyé dans cet océan de barbarie quasi quotidienne a pour objectif de renforcer la conviction que les musulmans ne sont pas décidément pas des gens comme les autres, pas des Français comme les autres, pas de vrais Français, et quand on dit Français c'est un grand mot, ils sont musulmans avant d'être Français, ils s'assoient sur les valeurs de la République, etc. voilà ce qu'ils veulent que la population pense et cela marche à merveille. On ne comptera plus dans nos rangs le nombre de crétins qui soutiennent le communautarisme pour le confondre avec la lutte contre le racisme. On en est là aujourd'hui malheureusement, d'où la nécessité d'expliquer encore et encore la situation.

Venons-en à la dernière polémique en date sur les Roms.

Un autre jour je vous raconterai comment cela se passe en Inde, à Pondichéry, car ici aussi on a nos Roms, des populations indigènes qui ne sont pas intégrées dans la société et qui vivent à la périphérie des villes.

Apparemment Estrosi et Le Pen ont vomi leur haine des populations qui ne sont pas intégrées dans la population en France. Faudrait-il en attendre autre chose ? Les gauchistes et autres opportunistes qui ont besoin d'un os à ronger pour faire oublier leur faillite politique sont aux anges, ils vont pouvoir se défouler, attention, cela peut être fatal parfois ! D'ailleurs cela nous fait penser à l'affaire Méric Clément, quand les uns et les autres ont montré de quoi ils étaient capables en tournant le dos sciemment aux fait qui avaient été à l'origine de cette affaire. Et bien là c'est exactement la même chose qui vient de se reproduire.

Les faits.

On pourrait remonter aux vertus de Schengen qui ont rendu les frontières invisibles au point que désormais n'importe qui peut les franchir... ou presque. Ils auraient voulu encourager l'immigration clandestine qu'ils n'auraient rien trouvé de mieux. Mais applaudissons des deux mains camarades, nous sommes internationalistes ou nous ne le sommes pas bordel !

Quant aux problèmes sociaux et politiques qui en découleraient par la suite, les ouvriéristes, tiers-mondistes à cent balles et autres gauchistes en tous genres s'en tapent complètement, mieux ils instrumentaliseront cette question pour se faire passer pour de grands combattants révolutionnaires, anticapitalistes...

Problèmes sociaux qui retomberont sur ces populations elles-mêmes, la population locale, tout le monde sera logé à la même enseigne sur ce plan-là, tout le monde en prendra plein la tête, quel bonheur ils se disent là-haut, les immigrés seront

accusés de piquer le pain, le boulot et les apparts des Français, et les Français seront accusés d'être de sales racistes, ah chouette alors, la droite et l'extrême droite en avait rêvé et voilà que c'est devenu une réalité ! Ne vous marrez pas, nos gauchistes de service s'en réjouissent aussi, c'est pour dire à quel point ils sont abrutis ! Ne jugez pas que j'exagère, ne les plaigniez pas, ils ne s'en rendent même pas compte, rien ne peut les atteindre, à défaut de posséder une conscience supérieure ils ont développé un complexe de supériorité, une idée supérieure d'eux-mêmes et cela suffit à leur bonheur, ils vivent sur un petit nuage et ne comptent pas en descendre, un peu comme les imbéciles heureux si vous voulez.

Passons de Schengen à quelque chose d'encore plus concret.

1- Il se trouve que les communes ont mis des terrains aménagés à la disposition des gens du voyage ;

2- Mais ils refusent de s'y installer sous divers prétextes ;

3- Ils décident de s'installer là où bon leur semble sans autorisation, sur un terrain communal ou appartenant à un particulier ;

4- La droite et l'extrême droite les traitent de voyous ou pire encore, la population locale s'emmêle et leur donne généralement raison, ils doivent respecter la loi ;

5- Quand on leur demande de quitter les lieux, ils refusent, et nos bonnes consciences de gauche les soutiennent et traitent de racistes ceux qui veulent les déloger.

Que constatons-nous ici ?

Que les gens du voyage bénéficient de terrains aménagés mis à leur disposition sur lesquels ils refusent de s'installer au profit de terrains non aménagés qu'ils investissent sans autorisation. Donc ce sont eux qui au départ commettent une erreur ou provoquent les élus et la population des communes en question. Et que font nos gauchistes spécialistes du saut d'obstacles en rampant au ras du caniveau pour les franchir ? Et bien, c'est simple, au lieu de partir des faits qui sont à l'origine de cette affaire, le refus des gens du voyage de s'installer sur le terrain mis à leur disposition, leur attention va se porter sur le discours certes nauséabond d'Estrosi et Le Pen qui en est le produit ou la conséquence, comme si le dénoncer pourrait changer quoi que ce soit, au contraire, comme une bonne partie de la population partage leurs idées, ils leur désignent leurs champions, ceux pour qui ils devront voter lors des prochaines élections.

De notre côté, nous ne réclamerons pas l'application de cette loi tout en admettant qu'elle doit être respectée, car dans le cas contraire cela signifierait à terme que règnerait la loi de la jungle dans ce pays, d'ailleurs on y avance à grand pas, nous estimons que les protagonistes de cette affaire doivent la régler entre eux sans que nous ayons à intervenir car n'étant pas aux commandes, à notre connaissance, nous n'avons pas à nous substituer au législateur ou à le soutenir, nous le combattons. Et puis il faudrait peut-être ramener les faits à leur juste mesure, ces gens du voyage ou ces Roms ne sont pas chassés ou pourchassés, persécutés, on leur demande juste d'aller s'installer sur le terrrain aménagé qui leur a été réservé. Les irresponsables sont ces gauchistes qui les soutiennent car ils les encouragent à violer la loi et à s'exposer à la répression du législateur, ils servent finalement les intérêts de la droite et de l'extrême droite, nous ne tomberons pas plus dans ce panneau que lors de l'affaire Méric Clément.

Vous trouverez quelques titres de presse en relation avec cette affaire et les sujets évoqués plus haut.

- Guérande : le député-maire (UMP) démissionne contre l'installation de gens du voyage - Francetv info

"*Une aire d'accueil existe pour la presqu'île guérandaise à Herbignac, mais les gens du voyage refusent de s'y rendre* ", rapporte le journal Ouest France sur son site internet.

"*Il faut que le droit soit respecté sur Guérande, justifie Christophe Priou, interrogé par Presse Océan. Je ne suis plus en mesure aujourd'hui d'assurer la mission de sécurité publique qui incombe à un maire*." Francetv info 08.07

- Estrosi sur les gens du voyage : une association porte plainte - Le Nouvel Observateur

- Roms : SOS Racisme porte plainte contre Estrosi et Le Pen - Francetv info

- Des associations tsiganes jugent "*xénophobes*" les propos d'Estrosi - AFP

- Gens du voyage : Valls qualifie Estrosi d'"*incendiaire du débat public*" - Francetv info

- Les musulmans de France votent à gauche - LeFigaro.fr

- Le pape François à Lampedusa, solidaire des migrants - Reuters

- Le Pen craint que la situation en Egypte se produise en France -AFP

Mais c'est déjà le cas, il existe déjà des "*cellules dormantes*" comme ils disent, et la situation dans certains quartiers préfigurent les contours d'une guerre civile, Le Pen doit craindre peut-être d'être débordée sur sa droite, la concurrence est rude pour recruter le lumpenprolétariat !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Les Egyptiens seront appelés aux urnes dans les prochains mois. Adly Mansour, président intérimaire d'Egypte, a décrété lundi 8 juillet la tenue d'élections législatives avant 2014, dans un pays entré mercredi dans une transition politique après que l'armée a renversé le président Mohamed Morsi.

La déclaration constitutionnelle prévoit la nomination d'ici moins de 15 jours d'un comité constitutionnel, qui aura deux mois pour présenter ses amendements au président intérimaire. Celui-ci devra ensuite les soumettre à un référendum populaire sous un mois. A partir de là, des législatives seront organisées sous deux mois.

Cette annonce intervient alors qu'au moins 51 personnes ont été tuées et 435 blessées, lundi au Caire, dans un rassemblement de partisans du président déchu Mohamed Morsi. Francetv info 08.07

Par ailleurs, les autorités ont décidé de fermer le siège du parti des Frères musulmans. La police aurait découvert des armes sur place. euronews.com 08.07

SOCIAL

Grèce

Ils ont battu le pavé pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité négociées entre la Grèce et ses bailleurs de fond.

Ces mesures prévoient une restructuration de la fonction publique en échange du déblocage d'une aide financière.

De nombreux agents de la police municipale ont participé au mouvement, leurs services étant particulièrement ciblés par cette restructuration. Quelque 3 500 d'entre eux doivent en effet rejoindre les forces de la police nationale.

Athènes s'est engagée à supprimer 4 000 emplois publics d'ici à la fin de l'année. 25 000 agents administratifs vont par ailleurs être confrontés à des mutations forcées. euronews.com 08.07

Haut de page

Le 10 juillet 2013

CAUSERIE

Ce qui nous distingue des autres courants politiques, c'est qu'on assume nos positions, on défend nos idées, le socialisme, sur tous les fronts. Au risque d'être incompris par certains, peu importe.

Je n'ai plus le temps demain ou plus tard :

La mondialisation prépare les conditions économiques pour passer du capitalisme au socialisme, le mondialismesape les bases politiques du passage du capitalisme au socialisme.

Quelques vidéos

1- Les alimenteurs (documentaire complet)
http://www.youtube.com/watch?v=9i-jIu9bu54

2- Le scandale des députés du Parlement européen qui pointent à 7h pour pour repartir aussitôt.
http://www.youtube.com/watch?v=evfsyn-MLR4

Le saviez-vous ?

Le Parlement européen va débourser environ 2 millions de livres sterling (2,5 millions d'euros) pour lancer une armée des "*trolls*" dans les forums de discussion en ligne, afin de lutter contre l'euroscepticisme galopant. Objectif : empêcher un désastre lors des prochaines élections européennes qui devraient avoir lieu entre le 5 et le 8 juin 2014.

Ce n'est pas le Journal de Mickey qui sort l'information, mais bien le Daily Telegraph, journal peu réputé pour ses blagues et ses poissons d'avril (qui sont d'ailleurs encore peu de saison...), dans un article du 3 février 2013 signé Bruno Waterfield. Le Daily Telegraph a eu accès à des documents confidentiels qui révèlent la planification d'une campagne de propagande sans précédent, avant et pendant les élections de juin 2014.

Au coeur de cette nouvelle stratégie : "*des outils de contrôle de l'opinion publique*" destinés à déterminer si certains débats de nature politique ayant lieu entre participants des médias sociaux et autres blogs sont susceptibles d'attirer l'attention médiatique et publique. Les communicants des institutions parlementaires devront être capables de décrypter les "*sujets tendances*" au sein des conversations et d'y réagir rapidement, de manière ciblée et pertinente ; il s'agit pour eux de "*se joindre aux conversations et de les influencer, par exemple en fournissant des faits et des chiffres déconstruisant les mythes*".

Selon le document mis à jour par le Daily Telegraph, les "*trolls*" européistes auront pour mission de subvertir le sentiment qu'expriment de plus en plus d'Européens, à savoir que "*l'Europe est le problème*", et de le retourner, de sorte que chacun en vienne à considérer que la réponse aux défis actuels est "*plus d'Europe*", et non pas "*moins d'Europe*". Toute ressemblance avec des personnes ou des situations existantes ou ayant existé - dans le roman 1984 de George Orwell - ne saurait être que fortuite. Des fonctionnaires européens grassement payés pour troller sur Twitter et Facebook réussiront-ils à convaincre les Grecs que plus d'Europe c'est la paix, ou les Espagnols que plus d'Europe c'est le plein emploi ?

Une attention toute particulière doit être accordée, nous dit-on, aux pays qui ont connu une montée de l'euroscepticisme. La France, qui a massivement rejeté le Traité constitutionnel européen le 29 mai 2005 (55%), devrait donc être particulièrement ciblée par cette campagne de propagande, visant à redresser les jugements inadaptés - incorrects - sur la construction si prometteuse de ce "premier empire non impérial" qu'est l'UE, dixit Barroso.

En pleine crise économique, et alors que l'austérité est imposée aux Etats, l'UE ne devrait pas rechigner sur les moyens de sa propagande, puisqu'une augmentation de près de 2 millions d'euros des dépenses en "*analyse qualitative des médias*" serait prévue, principalement tirée de budgets pré-existants, et plus de 900.000 euros additionnels devraient être collectés l'an prochain. agoravox.fr 14.02.13

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand les Etats-Unis sioniste d'Europe s'accommode avec le nazisme.

- Lettonie : entrée dans la zone euro le 1er janvier 2014 - Atlantico.fr

Le ministre estonien de la Défense, Urmas Reinsalu, président de Union Pro Patria et Res Publica (IRL), a adressé, le 7 juillet 2013, un message de soutien aux membres de l'« *Alliance des combattants pour la liberté de l'Estonie* », réunis pour leur meeting annuel.

L'« *Alliance des combattants pour la liberté de l'Estonie » rassemble d'anciens SS qui se battirent pour « préserver l'Estonie du communisme* ».

En 2012, Urmas Reinsalu s'était personnellement rendu à ce rassemblement annuel sur l'île de Saaremaa. Il y avait félicité d'anciens SS pour avoir « libéré la patrie » (sic).

Depuis une dizaine d'années, l'Estonie et la Lettonie affichent leur soutien au nazisme. Ces deux États sont à la fois membres de l'Otan et de l'Union européenne, deux organisations officiellement créées sur les ruines du nazisme. Réseau Voltaire 09.07

Un complément sur la Lettonie.

Un autre article sur la Lettonie et le nazisme : • La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme (Réseau Voltaire 16.03.2005)

Intro :

- Une manifestation de Waffen SS s'est tenue, le 16 mars 2005, au cœur de la capitale d'un État nouvellement membre de l'Union européenne et de l'OTAN, la Lettonie. Les autorités ont choisi de l'autoriser et de réprimer durement les citoyens qui protestaient. Loin d'être un fait divers, cet évènement est l'aboutissement d'un processus de négation de l'extermination et de réhabilitation du nazisme conduit par la présidente de la République, Vaira Vike-Freiberga, et publiquement financé par l'ambassade des États-Unis. Il fait suite à l'arrivée au pouvoir de partis nazis dans plusieurs États « démocratisés », en Ukraine par exemple.(Réseau Voltaire 16.03.2005)

Un autre article hier de l'Express.>

Le "*Hitler Fried Chicken*", une imitation de KFC de très mauvais goût - lexpress.fr 09.07

À Bangkok, en Thaïlande, un restaurant reprenant les couleurs, le design et le logo de la célèbre chaîne de restauration américaine, Kentucky Fried Chicken (KFC) a ouvert. L'histoire aurait pu s'arrêter là, sauf que le restaurateur a décidé de changer le nom de son restaurant, le baptisant ainsi "*Hitler*". L'habituel logo représentant le colonel Sanders (fondateur du KFC), a lui été remplacé par la tête de l'ancien dictateur nazi.

Ce n'est pas une blague. Il y a même une photo d'Hitler en noeud papillon .

La direction de KFC, contactée par le Huffingtonpost, a condamné cette "*violation de l'image de sa marque*" et a expliqué qu'elle allait probablement porter plainte contre le restaurateur. De son côté, le Daily Mail a interrogé Andrew Spooner (le blogueur qui a tweeté la photo). Ce dernier raconte qu'il s'est rendu sur place et a interrogé un employé sur le nom du restaurant. "*Le serveur a haussé les épaules et a répondu que le propriétaire pensait qu'Hitler serait 'une bonne image'*", explique-t-il.

Le "nazi-chic", une mode en Asie

Il faut dire qu'en Thaïlande, de plus en plus de personnes surfent sur la mode du "*nazi-chic*". Des écoliers déguisés en nazis, des tee-shirts à l'effigie de l'ancien dictateur, des BD, des Télétubbies détournés etc. "*Hitler à l'air marrant, et les tee-shirts se vendent bien, surtout chez les jeunes*", explique un vendeur thaï de Bangkok, cité par CNN.

La Thaïlande n'est pas le seul pays où le "*nazi-chic*" est populaire. Cette mode est répandue dans de nombreux pays asiatiques comme en Inde, en Chine et en Malaisie. Pourquoi? Le plus probable est qu'une majorité de ces victimes de la mode a une grande méconnaissance de l'histoire et de l'idéologie raciste d'Hitler, avance CNN. lexpress.fr 09.07

Trois articles en complément, sur la Malaisie, la Chine et l'Inde

- High five, les néonazis de Malaisie ! (vice.com 12.2012)
- Le Nazi chic, la nouvelle mode qui fascine de jeunes Chinois (lesinrocks.com 28.11.11)
- Cette étrange fascination indienne pour Hitler. (rue89.com 15.07.10)

La carotte et le bâton.

- Publicités sur le ramadan : trois exemples controversés - Francetv info

1- Carrefour distribue un catalogue consacré aux produits du ramadan depuis le 3 juillet.

Quelques réactions négatives et une polémique parmi les 95% de consommateurs qui ne se sentent pas concernés, qui se

sentent ignorés ou pire...

2- Pour "*fêter le ramadan 2013*", le magasin Carrefour de Flins-sur-Seine (Yvelines) a habillé un mannequin d'un voile islamique.

Même si vous ne croisiez ce jour-là aucune femme voilée, en allant chez Carrefour vous ne pouviez pas la louper, on appelle cela encourager, banaliser le communautarisme, et le père musulman qui veut l'imposer à sa fille qui résiste de lui dire ; tu vois ma chérie, même les Français ils aiment bien le voile, ils l'exposent, allez fait un effort pour faire plaisir à ton papa et à ton dieu... Génial!

3- Chez Auchan le magasin de Leers (Nord) a décidé d'installer un chameau en peluche et a organisé trois spectacles de danse orientale dans la journée du 29 juin. Francetv info

Là ce sont des musulmans qui ont réagi violemment car ils se sont sentis stigmatisés, blessés par cet amalgame d'un fort mauvais goût entre religion et danse du ventre.

Selon une étude publié hier, pendant le mois du ramadan les musulmans pratiquants dépenseraient 250 millions d'euros en nourriture, donc les charognards les flattent pour qu'ils viennent faire leurs courses chez eux. Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, et quant au mode de gain tout est bon à prendre.

- L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise.- (K. Marx - Les luttes des classes en France.)

Vous ne savez pas compter, la provocation est institutionnalisée :

- Ramadan: Pourquoi la date de début de jeûne a provoqué le débat? - 20minutes.fr

- Date du ramadan: comment expliquer le cafouillage? - L'Express.fr

- Pourquoi le ramadan débutera demain, et non aujourd'hui comme prévu - Francetv info

- Ramadan: grosse confusion autour de la date, le CFCM rétropédale - AFP -

- Ramadan, mode d'emploi - Le Nouvel Observateur

- Ramadan : le FN ressort son costume de petit gardien « *laïc* » - Rue89

Rue89 a été racheté par Le Nouvel Observateur, le titre une ligne plus haut montre que Le Nouvel Observateur en est de cette provocation.

- La France épinglée par l'Europe sur la scolarisation des Roms - LeMonde.fr

Ils créent une situation impossible à gérer pour un prof avec des gosses d'un certain âge qui débarquent sans connaître un mot de français, comment les intégrer dans une classe, impossible sauf en maternelle. C'est encore une provocation tournée cette fois contre les profs. Ah les sales profs, racistes va !

Provocation, condamnation, instrumentalisation, réaction, répression, et ainsi de suite.

La suite de l'affaire que nous avions évoqué hier.

- Gens du voyage: tensions, incompréhensions et lettre de démission - AFP

Tensions et incompréhensions dominaient mardi à Guérande (Loire-Atlantique), dont le maire UMP Christophe Priou a envoyé une lettre de démission au préfet pour protester contre l'installation illicite d'une mission de tziganes sur un terrain de sport de sa commune.

Une ordonnance d'expulsion, fixant à vendredi midi la date butoir pour évacuer les lieux, a été rendue mardi après-midi, a annoncé mardi soir à l'AFP M. Priou.

Et la tension était palpable dans le campement mardi en début d'après-midi, chez ces hommes et ces femmes, exaspérés

d'être stigmatisés, installés depuis dimanche soir sur le terrain de sport qui jouxte le terrain de football municipal. Ils ont accepté de rencontrer la presse et semblent sincèrement en colère. "*Cela nous rappelle les années noires de la Deuxième Guerre mondiale*", affirmait l'un des tziganes. (Vous avez raison, la population a un penchant pour le fascisme, le racisme, la xénophobie, l'antisémitiste, salaud de Français, vichystes, pétainistes va ! - Ndlr)

Ils affirment n'avoir pas eu de proposition de terrain lors de leur demande initiale, en mars dernier. Et d'exhiber, comme une litanie, une dizaine de courriers de refus de communes contactées un peu partout en France: "*négatif, négatif, négatif... on peut faire le tour de France sans s'arrêter*", souligne M. Mayer.

Selon eux, le terrain proposé par la communauté de communes à laquelle appartient Guérande, sur la commune voisine d'Herbignac, est "*cahoteux, il y a des bosses; avec nos caravanes, on ne peut pas accéder, on n'a pas envie de les abîmer*".

Pourtant, sur le terrain effectivement proposé, au bout d'un chemin de terre accessible en roulant très doucement par un véhicule particulier, a constaté l'AFP, le maire socialiste d'Herbignac, Pascal Noël-Racine, affirme avoir déjà accueilli en juin pendant deux semaines une mission de 80 caravanes. "*Et nous devons accueillir une nouvelle mission lundi prochain*", ajoute M. Noël-Racine. Celle qui est actuellement à Guérande "*ne s'est pas inscrite*", ajoute-t-il.

La "*fête du jeu*" de Guérande, organisée par le conseil municipal des adolescents, devait avoir lieu mercredi sur le terrain de sport et a dû être annulée.

"*On est désolés pour les organisateurs de la fête mais nous, à un moment où à un autre, il faut bien qu'on stationne quelque part; on a des enfants, des familles*", regrette M. Mayer.

Venu sur place rencontrer les responsables de cette communauté, le directeur de cabinet du préfet de Loire-Atlantique Patrick Lapouze a estimé que les élus avaient "*fait des efforts*", en mettant à disposition le terrain viabilisé d'Herbignac, qu'il venait juste de visiter.

"*Chacun doit y mettre un peu du sien, la solution qu'ils (les élus) proposent n'est peut-être pas parfaite, mais elle existe, et moi, elle me semble acceptable. Donc, je demande que les voyageurs de leur côté fassent aussi un effort*", a-t-il ajouté.

"*Si la mairie le demande, l'appui de la force public sera sans doute accordé*" pour faire exécuter la décision de justice, a-t-il indiqué. AFP 09.07

On leur a proposé un terrain contrairement à ce que ces gens du voyage affirment, ils sont de mauvaise fois et mentent. Ils prétendent que le terrain qu'on leur propose est inaccessible pour des caracanes alors qu'il en a accueillies 80 en juin dernier.

Leur représentant affirme qu'il est "*désolé*" que leur installation sur un terrain de sport de cette commune ait entraîné l'annulation d'une manifestation sportive prévue à cet endroit, s'en foutant en réalité parce qu'il fallait bien qu'il "stationne quelque part", n'hésitant pas à se servir des gosses comme prétexte pour faire pleurer dans les chaumières, c'est le truc qui marche le mieux avec les tiers-mondistes de merde, ils le savent et en usent à volonté, il faudrait comprendre leurs problèmes mais les problèmes que leur installation sauvage pourrait créer seraient secondaires, n'hésitant pas à se livrer à un amalgame avec les persécutions que les nazis avaient infligé aux tziganes pendant la Seconde Guerre mondiale, donc en employant un procédé digne d'Estrosi et Le Pen qui doivent se régaler en entendant cela.

Ils se disent stigmatisés, mais en réalité ce sont eux qui sont à l'origine de tous les problèmes, car, et là personne ne pose la question ce qui est étonnant c'est que personne n'évoque la diffulté d'accueillir un si grand nombre de caravanes et de personnes en un même lieu, s'ils étaient moins nombreux à voyager ensemble, ce serait plus facile de les accueillir et de les intégrer même provisoirement dans une commune, 100 caravanes comportant chacune entre deux et quatre adultes plus deux enfants, cela fait au minimum 500 ou 600 personnes qui débarquent du jour au lendemain dans une petite commune, en Inde ils ne sont jamais aussi nombreux, moins de 100 ou plus proche de 50 en général, ils voyagent en petits groupes et cela ne pose aucun problème, il y a un groupe installé à 500 mètres de chez moi et ils doivent être une trentaine à peine.

Ceux qui viennent en France ou voyagent à travers toute l'Europe ne veulent rien changer à leurs habitudes ou mode de vie, ils ne veulent pas tenir compte que le monde a connu d'importantes transformations au cours des 50 ou 60 dernières années et qu'ils doivent également s'y adapter, de grès ou de force comme nous y sommes nous-mêmes obligés, car cela ne nous satisfait pas plus qu'eux de vivre dans cette société de merde. Nous aussi nous sommes obligés de respecter les lois en vigueur, lois que nous n'avons pas choisies en attendant des jours meilleurs ou de changer la société.

Je rappelle que du côté maternelle ma grand-mère et mon grand père étaient quelque part aussi des gens du voyage, des camelots, ils faisaient les marchés, ils sillonnaient la France et stationnaient leur camion sur les terrains municipaux aménagés dénommés pompeusement à l'époque campings municipaux, les parents de ma grand-mère les avaient précédés. Ce qu'ils avaient de plus cher : leur indépendance, leur liberté. C'est le seul enseignement dont j'ai souvenir de mon grand-père, le

refus de la routine, de l'obéissance aveugle, la haine du bourgeois, du patron, du coup on se ressemble un peu et moi non plus je n'ai jamais posé mes valises définitivement quelque part. Et puis je suis un amoureux de Carmen !

Pour conclure sur cette affaire, ce sont une nouvelle fois les médias qui en rajoutent une grossecouche pour faire monter la sauce, créer le buzz comme on dit de nos jours, quelle vilaine expression ! rapportant l'état d'esprit des gens du voyage "*exaspérés d'être stigmatisés*" ou "*sincèrement en colère*", alors qu'il n'y avait vraiment pas de quoi, sans tenir compte des précisions apportées par les maires.

Non, il leur faut un incident, du sang, un affrontement, des insultes, un truc qui fera de l'audience ou vendra du papier, sinon cela ne vaut pas le coup de se déplacer. Je vous avais raconté qu'après le tsunami j'avais eu au téléphone un journaliste de France2 qui était à Chennai (ex-Madras) à deux heures de route de chez nous, il m'a demandé s'il ya avait eu des morts dans mon village de pécheurs, de l'hémolobine quoi, je lui ai répondu non, seulement des destructions matérielles, du coup il m'a dit que cela ne l'intéressait pas et il n'est pas venu, ce sont des charognards.

Je suis certain que les gens de voyage seraient prêts à faire des concessions sur leur mode de vie et par exemple voyager en plus petits nombres, mais derrière il doit y avoir le chez de clan ou les familles les plus puissantes qui doivent pousser à la roue pour ne rien changer car ils y trouvent un intérêt, lequelou plutôt lesquels, j'ai bien une petite idée mais ce serait extrapoler de poursuivre.

Si on ne veut pas finir broyer par le vieux monde qui est impitoyable envers les minorités et les plus faibles, il faut parfois accepter de lui accorder quelques concessions, c'est difficile, on a l'impression de se faire voler une partie de notre indépendance, de notre liberté, on se sent humilié, quand c'est cela ou s'exposer à des difficultés encore pires, il est préférable de faire le bon choix, quitte ensuite à continuer le combat, dans la dignité. Je ne suis pas du genre conciliateur, mais il faut l'être au bon moment, sans que cela devienne une fâcheuse ou détestable habitude voilà tout, il faut savoir être souple et ferme à la fois sur les principes nous a enseigné Lénine.

Les gens du voyage font partie de notre monde, ils ont choisi de conserver un mode de vie qui est de plus en plus incompatible avec l'évolution de la société capitaliste, il va s'en dire qu'ils s'exposent à des difficultés qui iront grandissantes sans qu'on y puisse grand chose, sans solutions satisfaisantes, pas plus que nous faces à nos difficultés quotidiennes en dehors de mener le combat pour renverser l'ordre établi.

Une stratégie mondiale.

Grande-Bretagne.

- Grande-Bretagne : polémique sur l'appel télévisé à la prière - Le Nouvel Observateur

La chaîne britannique publique channel 4 commence, mardi 9 juillet, sa diffusion quotidienne de l'appel à la prière pendant le mois de jeûne musulman du ramadan, une première au Royaume-Uni selon elle pour une chaîne grand public.

Cela n'a pas manqué selon Franck Mathevon, correspondant à Londres pour France Inter, qui évoquait ce matin une "*polémique*" en réaction à cette prière, notamment du côté de "*la presse populaire de droite, des députés conservateurs, et le Ukip, parti anti-europe et anti-immigration*". "*Ils dénoncent une provocation, un coup de pub cynique qui va renforcer les tensions communautaires*", explique-t-il.

Selon des chiffres officiels de 2011 concernant l'Angleterre et le Pays de Galles, les musulmans représentent 4,8% de la population. Le Nouvel Observateur 09.07

Hier je donnais le chiffre de 5% en France.

Arabie Saoudite

- L'Arabie Saoudite menace d'expulser les étrangers ne respectant pas le ramadanLeMonde.fr -

Par ailleurs ils s'en prennent aux immigrés sympathisants du Hezbollah, alors qu'il y a quelques jours le journal Le Monde a publié un article (que je n'ai pas téléchargé) dont le titre suggérait que c'était le Hezbollah qui traquait dans les pays de Golfe les travailleurs immigrés libanais de la région qui soutiendraient les sunnites. La preuve que Le Monde fabrique de fausses informations.

Au motif d'être collabos du Hezbollah, vous êtes priés de partir ! - french.irib.ir

Réunissant six monarchies pétrolières du Golfe persique, le Conseil de Coopération a annoncé, la semaine dernière, sa décision

de vouloir annuler la carte de séjour des citoyens ayant des contacts avec le Hezbollah. Dans ce droit fil, tout citoyen libanais ayant contact avec ce mouvement fera, également, l'objet des poursuites judiciaires du Conseil de Coopération du Golfe persique. french.irib.ir 07.07

Egypte et Birmanie

- En Egypte, l'inadmissible violence de l'armée - LeMonde.fr

Le Monde se range du côté des ennemis de la démocratie, normal.

- Le souvenir des émeutes antimusulmanes hante encore la Birmanie - AFP

Plus personne ne devait encore y penser, donc ils raniment la flamme de la haine communautarisme, elle a pris le relais de la dictature militaire, les généraux ont accepté de céder le pouvoir ou de demeurer en coulisses après que les Américains les eurent persuadés que cette stratégie fonctionnerait à merveille comme partout ailleurs... ou presque, sauf en Syrie. Ajoutons en apprentis sorciers car ils en ignorent l'évolution à terme, voir ce qui est en train de se produire en Egypte, Tunisie et demain dans d'autres pays, la Turquie par exemple.

Conditionnement. A bas les partis politiques et les Etats, vive les institutions supranationales, l'armée, la dictature absolue.

- La corruption s'aggrave, les Etats moins aptes à l'endiguer - Reuters

- Une majorité de personnes, dans le monde entier, estime que la corruption s'est accentuée au cours des deux dernières années, et juge les gouvernements moins efficaces dans la lutte pour l'éradiquer depuis la crise financière de 2008, selon une enquête rendue publique mardi par l'organisation Transparency International.

Pour tenter de donner du crédit à cette entreprise :

- Ce "*baromètre mondial de la corruption*" est le plus important jamais réalisé par l'organisation, dont le siège est à Berlin.

Selon cette enquête, les partis politiques sont considérés comme le pan de la société le plus corrompu, avec une note de 3,8 sur une échelle allant de 1 ("pas du tout corrompu") à 5 ("extrêmement corrompu").

Vive les milices et les polices privées !

- La deuxième institution jugée la plus corrompue, à l'échelle mondiale, est la police, avec une note de 3,7.

A bas les fonctionnaires et la justice, vive les privatisations et la loi de la jungle !

- Trois catégories d'institutions - fonction publique, parlement et appareil judiciaire - se rangent juste derrière, avec des notes égales, 3,6.

Epargnés, les médias arrivent très loin derrière.

- Les médias, en neuvième place, obtiennent 3,1 globalement.

Et les champions d'une intégrité, d'une probité à toute épreuve, doués d'une conscience supérieure :

- L'armée arrive ensuite avec 2,9, suivie par les ONG (2,7) et enfin ce sont les institutions religieuses qui sont jugées le moins corrompues, avec 2,6.

Il ressort de cette enquête que les institutions les plus corrompues sont celles que les tenants du nouvel ordre mondial veulent voir disparaître (les Etats et les partis), et les moins corrompues celles qu'ils contrôlent (les médias, l'armée) ou instrumentalisent (les Ong, les religions).

Et les secteurs qui sont relativement épargnés :

- Le secteur privé et les services médicaux obtiennent 3,3 dans ce baromètre de la corruption, tandis que le système éducatif vient à

la place suivante avec 3,2. Reuters 09.07

En même temps ce classement n'est pas étonnant, puisque ce sont les Etats et les partis qui sont chargés de faire le sale boulot de l'oligarchie financière sur le plan social et politique, donc ils se mettent systématiquement à dos la population, par ailleurs à juste raison, nous pouvons le dire puisque nous ne combattons pas pour leur suppression mais la construction d'un parti socialiste révolutionnaire et pour un Etat ouvrier, une République sociale.

En Egypte comme en Tunisie, l'armée apparaît comme le sauveur suprême de la révolution, alors qu'en réalité elle est seulement garante du maintien de l'ordre établi qu'incarne l'Etat et qui doit demeurer inamovible. On mesure ici le niveau d'arriération politique des masses.

Et les banquiers, les institutions financières, ils ne faisaient pas partie de l'enquête ? Pas besoin, ils sont parfaits !

Qui est derrière Transparency International ?

- Selon Thierry Meyssan, l'association vouée à dénoncer les secrets et éliminer la corruption, serait elle-même « *opaque* » , écrivait-il, en 2007. Sa très importante section américaine serait manipulée par l'association National Endowment for Democracy (NED). L'action de Transparency International viserait, toujours selon Meyssan, à « *ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises multinationales en accusant de corruption les gouvernements qui leur résistent et, en définitive, de favoriser la globalisation économique.* »

Le lien historique entre l'association et le gouvernement US est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement US, et dont le siège est situé à Washington .

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes. Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale. (wikipedia)

- Qui se cache derrière la très opaque Transparency International ? (Réseau Voltaire 29.09.07)

Secret de polichinelle et aveu qui arrive trop tard, l'irréparable a été commis constituant un précédent.

L'Espagne a reconnu mardi qu'une intervention des Etats-Unis l'avait amenée à retarder son autorisation de survol à l'avion du président bolivien Evo Morales.

Elle a ajouté qu'elle avait donné son feu vert après avoir obtenu de la Bolivie la garantie qu'Edward Snowden ne se trouvait pas à bord de l'appareil, contraint le 2 juillet à faire escale en Autriche.

La Bolivie accuse l'Espagne, la France, le Portugal et l'Italie d'avoir fermé leurs espaces aériens à l'avion d'Evo Morales en raison de la présence supposée à son bord de l'auteur des révélations sur l'espionnage à grande échelle pratiqué à travers le monde par les Etats-Unis.

Les autorités boliviennes, qui soupçonnent les Etats-Unis, ont demandé à ces quatre pays de leur dire d'où venait cette rumeur.

Prié de dire si les Etats-Unis étaient à l'origine de cette alerte, le ministre espagnol des Affaires étrangères a déclaré mardi à la presse: "*Entre autres.*"

José Manuel Garcia-Margallo a en outre confirmé la version de son homologue bolivien David Choquehuanca. Ce dernier a déclaré dimanche que le chef de la diplomatie espagnole avait demandé à la Bolivie de lui garantir par écrit qu'Edward Snowden ne se trouvait pas à bord de l'avion présidentiel.

"*L'Espagne (...) a fourni une autorisation de survol de son espace aérien sur la foi de la parole du ministre bolivien des Affaires étrangères*", a dit José Manuel Garcia-Margallo. "*Nous croyons la parole de nos alliés et amis (...)*".

"*S'il y a eu la moindre incompréhension, je n'ai aucune réticence à présenter mes excuses au président Morales.*" Reuters 09.07

Non merci, c'est très clair!

ACTUALITE EN TITRES

Corrigeons vite cette anomalie scandaleuse...

- Eau du robinet: la France parmi les pays les moins chers d'Europe L'Expansion.com

L'avenir s'annonce sombre : tant mieux !

- Le FMI abaisse sa prévision de croissance mondiale - Reuters

- FMI: les pays émergents, nouveau risque pour l'économie mondiale - AFP

Procès d'intention ou sanction disciplinaire.

- Hôtel-Dieu: levée de boucliers après la mise à l'écart du chef des urgences - AFP

La mise à l'écart d'un médecin de l'Hôtel Dieu en pointe dans la lutte contre la fermeture du service des urgences de l'hôpital a suscité mardi un tollé politique et syndical, mais son chef de service a évoqué une sanction "temporaire". AFP 09.07

Les empoisonneurs

- Alerte aux pesticides dans les fraises - Le Nouvel Observateur

L'ONG Générations futures a fait analyser 49 échantillons de fraises venues de France et d'Espagne et ont trouvé dans pesticides interdits en Europe dans 4 échantillons. Le Nouvel Observateur 09.07

Flash!

- Le périphérique parisien sera limité à 70 km/h dès cet automne - LeFigaro.fr

Trop fastoche !

Question...

- Pourquoi les tarifs de l'électricité augmentent encore - L'Expansion.com

... réponse :

- EDF s'envole en Bourse, porté par la hausse des tarifs - Reuters

Le progrès social en marche.

- Deux chômeurs sur dix maîtrisent mal la lecture - LExpansion.com

Une étude réalisée par le ministère du Travail (Dares) et publiée mardi a montré que 21% des chômeurs maîtrisaient mal la lecture et l'écriture.

Cette enquête, fondée sur des données de l'Insee, rappelle que 16% des personnes de 18 à 65 ans résidant en France métropolitaine, soit environ 5 millions de personnes, éprouvaient des difficultés à l'écrit en 2011. LExpansion.com 09.07

Ah le respect de la hiérarchie !

- Marseille : une vingtaine de jeunes tentent de noyer un policier - LePoint.fr

- Marseille : le directeur de cabinet du préfet en garde à vue - LePoint.fr

Les questions qui tuent ceux qui la posent

- Les grands patrons sont-ils trop ou pas assez payés ? - Atlantico.fr

- Affaire Tapie : Lagarde a-t-elle menti devant la CJR ? - Le Nouvel Observateur

- "Les écologistes (aussi) aiment le pouvoir, et alors?" - L'Express.fr

- Comment reconnaître que quelqu'un se noie - Slate.fr

- Que faire des prisonniers de Guantanamo ? - Atlantico.fr

- Il faut un Pinochet en Egypte selon le Wall Street Journal - Slate.fr

- Les Emirats et Ryad promettent des milliards à l'Egypte - Reuters

Fabius le chimiste

- Moscou pointe du doigt les rebelles pour le gaz sarin à Alep - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Les Bulgares ne désarment pas: 26ème jour de manifestation pacifiques dans les rues de Sofia. Objet de leur colère : la nomination d'un magnat de la presse à la réputation douteuse à la tête des services de sécurité. Même si la décision a été annulée, les manifestants réclament la démission du gouvernement de Plamen Orecharski et l'instauration de règles morales dans la vie politique bulgare. euronews.com 09.07

2- Espagne

Le quotidien de centre droit El Mundo publie ce mardi des documents comptables présentés comme des originaux, où figure le nom de l'actuel chef du gouvernement espagnol.

Selon ces documents, Mariano Rajoy aurait touché pendant trois ans des compléments de salaire illégaux alors qu'il était ministre.

Luis Barcenas, l'ancien trésorier du Parti populaire, est au coeur de l'enquête menée depuis janvier par le parquet anticorruption. En détention depuis le 27 juin dans le cadre d'une autre affaire de corruption et de fraude fiscale, il commencerait à parler.

Ces nouvelles révélations choquent en Espagne, tout particulièrement dans le contexte actuel de crise et de chômage record. euronews.com 09.07

3- Syrie

3.1- « *Plus les terroristes s'affaiblissent en Syrie, plus l'Occident réduit son soutien* », a dit Richard Shoebridge.

L'analyste politique et l'ex-membre du Service de Renseignement britannique, Richard Shoebridge, s'est exprimé sur les récentes victoires de l'armée régulière et la découverte des armements et équipements appartenant aux terroristes dans les localités purifiées par les militaires syriens. « *Les documents que nous possédons actuellement prouvent les nouvelles et les images venant de la Syrie* », a affirmé Richard Shoebridge. Il n'est plus caché à personne que les pays étrangers soutiennent les terroristes. C'est ce que les analystes ont affirmé depuis le début de la crise en Syrie. Les forces étrangères surtout celles soutenues par l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et la Jordanie, ont abusé de la situation en Syrie à leur profit. Alors, il n'est pas surprenant si une grande quantité d'armes, dont les munitions très sophistiquées, ont été découvertes dans les tunnels souterrains résistant aux raids aériens.

Selon les rapports récemment publiés, les progressions de l'armée syrienne ont infligé des coups durs aux rebelles qui ne furent pas tous d'une nature militaire. A titre d'exemple, l'Occident ne s'intéresse plus à aider les terroristes alors que les sondages, effectués chez les civils, montrent que ces derniers ne soutiennent nullement ou très peu les rebelles. Mais le plus grand coup subi par les terroristes de la part de l'armée est une nouvelle qui a été rendue public hier. Cette nouvelle a été même confirmée par l'Observatoire des droits de l'Homme, une instance pro-rebelle dont le siège se situe en Grande-Bretagne. La nouvelle confirme que les rebelles sont divisés sur plusieurs questions et qu'ils souffrent des différends internes. Les rebelles ouvrent parfois le feu sur les manifestants qui descendent dans la rue de temps à autre afin d'exprimer leur colère contre les terroristes. Ce crime est même confirmé par l'Observatoire des droits de l'Homme en Syrie. french.irib.ir 09.07

3.2- L'Armée arabe syrienne a découvert un important stock de produits chimiques dans un entrepôt des Contras, à Banias.

Il s'agit de 281 tonneaux de polyéthylène glycol, de monoéthylène glycol ainsi que de monoéthanolamine, de diéthanolamine, et de triéthanolamine.

Ces produits peuvent servir à fabriquer des quantités considérables d'explosifs aptes à faire sauter toutes les villes du pays. Réseau Voltaire 09.07

4- Egypte

4.1- Ancien ministre des Finances, l'économiste Hazem el Beblaoui a été nommé Premier ministre par intérim.

Le prix Nobel de la paix Mohamed ElBaradei, figure de l'opposition laïque au président déchu Mohamed Morsi, devient quant à lui vice-président en charge des relations internationales.

"*Nous demandons à tous les acteurs impliqués dans la vie politique et sociale de comprendre la gravité de la situation et de maintenir la paix civile à n'importe quel prix*", a déclaré Abdel Fatah Al-Sisi, le chef des forces armées.

Mais de leur côté les manifestants pro-Morsi sont toujours fortement mobilisés. Ils se sont rassemblés aujourd'hui partout dans le pays comme ici dans les rues du Caire.

"*Nous n'acceptons pas ce coup d'état militaire et ses conséquences*", explique Abdel Rahman Al-Barr des Frères Musulmans. "*Et nous n'avons pas à commenter des décisions issue d'une régime illégitime.*"

Les salafistes d'Al Nour, deuxième parti islamiste d'Egypte, ont annoncé qu'ils ne s'opposeraient pas à la nomination d'Hazem el Beblaoui.

Les Frères Musulmans quant à eux ont appelé au "*soulèvement*" après des violences meurtrières qui ont fait plus de 50 morts hier. euronews.com 09.07

4.2- Le nouveau Premier ministre égyptien Hazem El-Beblaoui va offrir aux Frères musulmans des postes au sein du gouvernement de transition qu'il a été chargé de diriger, mardi 9 juillet, a annoncé l'agence de presse officielle Mena, citant un porte-parole de la présidence. Francetv info 09.07

4.3- La principale coalition de l'opposition laïque égyptienne, qui a soutenu l'éviction du président Mohamed Morsi, a dénoncé mardi 9 juillet la "*déclaration constitutionnelle*" investissant le président intérimaire de pouvoirs extensifs, et esquissant une feuille de route en vue de nouvelles élections.

La coalition, qui était dirigée par Mohamed ElBaradei jusqu'à sa nomination comme vice-président dans le nouveau gouvernement, s'est plainte d'un manque de consultation avant l'adoption du décret. "*Le Front de salut national (FSN) annonce son rejet de la déclaration constitutionnelle*", indique un communiqué. "*Nous exigeons qu'elle soit amendée et nous proposerons nos propres amendements au président*", ajoute la coalition.

Auparavant, le mouvement Tamarod, qui avait organisé les manifestations de masse ayant abouti à l'éviction du président Morsi, a lui aussi regretté de ne pas avoir été consulté pour l'élaboration du plan de transition. Le porte-parole de Tamarod, Mahmud Badr, a dit que le mouvement proposerait lui aussi des changements pour cette "*déclaration*", notamment en ce qui concerne les pouvoirs accordés au nouveau président pendant la période de transition qui doit durer au moins six mois avant l'élection présidentielle.

Les Frères musulmans ont également rejeté catégoriquement la déclaration constitutionnelle. "*Une déclaration constitutionnelle faite par un homme nommé par des putchistes ... ramène le pays à la case départ*", a déclaré un haut responsable des Frères,

Essam al-Erian, dans un message posté sur Facebook. lemonde.fr 09.07

SOCIAL

1- France

- Assurance maladie: 2,48 milliards d'économies à trouver en 2014 - AFP

L'assurance maladie a fait mardi ses propositions au gouvernement pour réaliser, en 2014, des économies de 2,48 milliards d'euros dans les dépenses de santé.

Pour 2014, le tour de vis va devoir reprendre, la baisse de la masse salariale, provoquée par la crise, ralentissant sérieusement les rentrées de cotisations dans les caisses de la Sécu.

Les pistes : baisser des prix de certains médicaments, limiter la prescription des médicaments onéreux et en développant encore les génériques, réduire certaines chirurgies trop systématiques, baisser de tarifs de certains dispositifs médicaux (pompes à insuline, prothèses, appareils respiratoires, pansements, etc.), gagner sur les achats hospitaliers et les prescriptions médicamenteuses dans les établissements de santé, meilleure prise en charge des personnes âgées à la sortie de l'hôpital, ponctionner une nouvelle fois les biologistes et les radiologues en baissant leurs tarifs, rogner sur les dépenses de transports sanitaires (ambulances, véhicules sanitaires légers -VSL-, taxis) AFP 09.07

2- Grèce

Les fonctionnaires municipaux grecs étaient en grève mardi pour le deuxième jour consécutif pour protester contre les projets du gouvernement de supprimer à terme des milliers de postes afin de sécuriser les versements des bailleurs de fonds internationaux du pays.

La grève de 24 heures est lancée par le syndicat POE-OTA de la fonction publique territoriale après la décision prise par le gouvernement de lancer un plan de mobilité où seraient placés 12.500 salariés du secteur public local.

Une manifestation a démarré mardi dans le centre d'Athènes, après un grand rassemblement lundi, notamment d'officiers de police municipaux à moto.

Pour rester sous perfusion, la Grèce doit supprimer 4.000 emplois publics d'ici la fin de l'année et imposer des mutations à 25.000 agents, dont 12.500 d'ici fin 2014. AFP 09.07

3- Centrafrique

La Centrafrique (RCA) est au bord d'une catastrophe sanitaire trois mois après la prise du pouvoir à Bangui par la coalition rebelle Séléka, accompagnée d'un pillage systématique des infrastructures de santé, a dénoncé mardi l'ONG Médecins sans frontières (MSF)."*Le coup d'Etat a plongé la RCA dans le chaos*", rappelle MSF dans un rapport intitulé: "*RCA: un pays abandonné à son sort?*", en demandant une nouvelle fois au gouvernement de transition d'"assurer les conditions de sécurité nécessaires afin de permettre aux organisations humanitaires de porter secours à la population"."*Des pillages et attaques se produisent encore aujourd'hui dans la capitale. Les bâtiments publics, les ministères, les écoles, les hôpitaux ainsi que des maisons particulières ont été pillés et saccagés*", indique MSF."*Le système de santé n'a pas été épargné. Les structures du ministère de la Santé ont été pillées, et les médicaments, les outils de diagnostic, les archives des patients et même le mobilier ont été volés. La plupart du personnel médical s'est enfui en province*", explique l'ONG."*Toutes les organisations humanitaires travaillant dans le pays ont également été touchées (...) Les résidences des agences des Nations unies et des ONG internationales ont été pillées à de multiples reprises*" à Bangui et leurs entrepôts en province cambriolés.

Résultat: dans un pays où le système de santé était dans un piteux état après des années de troubles et de crises à répétition, "*le système d'approvisionnement en médicaments déjà défaillant est désormais totalement inexistant*", s'alarme MSF.Cette situation laisse présager "*une aggravation des taux de mortalité dans les prochains mois", y compris pour des pathologies "courantes et soignables*", comme le paludisme, avec "*potentiellement une des plus graves pandémies de ces dernières années*".

Le pillage des stocks de médicaments a également privé au moins 11.000 personnes séropositives de traitement. Même les campagnes de vaccination sont touchées, déplore MSF. En mai, une campagne de vaccination contre la rougeole a concerné seulement 122.000 enfants à Bangui et ses environs, mais rien n'a pu être mis sur pied pour les 1,5 million d'enfants vivant en province. french.irib.ir 09.07

ECONOMIE

France

Le nombre de défaillances d'entreprises au deuxième trimestre a augmenté de 9,4% sur un an avec 15.008 procédures.
Cette tendance s'explique par le bond des liquidations judiciaires directes qui dépasse les niveaux du deuxième trimestre 2009.

Au total, 5.800 TPE ont déposé le bilan lors du deuxième trimestre, auxquelles s'ajoutent 4.500 microentreprises, soit 11% de plus qu'au printemps 2012. Les PME de plus de 50 salariés, elles, résistent. Lexpress.fr 09.07

Haut de page

Le 11 juillet 2013

CAUSERIE

Je n'ai actualisé que partiellement le site, la suite ce soir ou demain. On abordera la question de la mobilisation sur les retraites en France. Dites-moi comment vous la sentez, d'ici c'est plutôt vague.

On aborde certains sujets particulièrement sensibles ou glissants, parfois par manque de temps il faut s'y reprendre à plusieurs fois, il y a des choses importantes qui peuvent nous échapper, il faut éviter les maladresses, il faut être plus précis. Quotidiennement mon temps est limité, il n'y a que 24 heures dans une journée hélas, je fais au mieux.

Je mettrai en ligne une douzaine de nouveaux articles.

Précision.

Hier nous avons traité un cas spécifique de gens du voyage qui refusaient de s'installer sur un terrain aménagé mis à leur disposition, là leur responsabilité était engagée, mais il ne faut pas généraliser car dans bien des cas les élus n'ont pas appliqué la loi qui les y obligeaient, ce sont donc eux qui sont à l'origine des incidents qui peuvent survenir par la suite. Il ne faut donc pas confondre les deux situations.

J'y reviendrai demain si j'ai le temps. J'avais rédigé un long article mais je dois le corriger car il n'était pas correct, je n'avais tenu compte de cet aspect de la question, la responsabilité des élus qui monsieur Estrosi se comportent comme des "*délinquants*", tout comme ceux qui refusent de construire des logements sociaux sur leur commune, en province cela doit être souvent les mêmes.

Je n'ai pas fait non plus de distinction entre les gens du voyage qui vivent en France et sont de nationalité française et les Roms ou d'autres gens du voyage qui viennent de différents pays et ne bénéficient pas du même statut.

Si maintenant il n'existe déjà pas suffisamment de terrains aménagés pour satisfaire les besoins des gens du voyage qui vivent en France, on ne voit pas très bien comment ceux des étrangers pourraient l'être, ce sera à l'origine de nouveaux problèmes qui leur retomberont dessus car il faut bien un bouc émissaire, il aurait donc été préférable et responsable de leur interdire l'accès du territoire en attendant que les conditions soient réunies pour les accueillir décemment.

Ce qui n'est pas évoqué non plus c'est la responsabilité des pasteurs qui dirigent les communautés du voyage, qui jouent de leur statut d'hommes d'église et donc aux intentions parfaitement pures, en réalité de provocateurs dont personne n'osera remettre en cause la probité ou là parole, se servant de leurs brebis comme de boucliers humains qui seront stigmatisés et trouveront ensuite réconforts auprès du saint homme, amen.

Les gauchistes vont sans doute hurler en lisant cet article, car pour eux tout est possible tout de suite, ils l'ont décrété, s'en foutant éperdument des tensions et des difficultés dont pâtiront inutilement ces gens-là. Si je peux me permettre de m'exprimer librement sur ce sujet, c'est aussi parce que je suis moi-même immigré en Inde.

Tenez, je ne vous raconte pas tout, il y a un mois environ j'ai eu un problème avec les responsables de l'école qui forme des officiers de la marine marchande située à 150 mètres de chez moi dans le même lotissement.

J'étais en train de travailler quand je sursaute en entendant des hurlements devant chez moi. Cela continue pendant dix ou quinze minutes, j'avais reconnu la voie des élèves de cette école puisque tous les matins en se rendant à la piscine en passant devant chez moi ils ne parlent pas entre eux, ils braillent littéralement ce qui me réveille sur les coups de 5h30 ou 6h. J'essaie de me concentrer sur mon boulot, pas moyen, au bout d'un moment j'en ai eu marre et je suis sorti pour leur demander d'arrêter de gueuler, en fait un de leurs profs avaient organisé une épreuve de course à pied juste devant chez moi, alors qu'ils existent dans le lotissement une dizaine d'allées en terre semblables à la mienne et vides d'habitation. Il m'ignore, ne me regarde même pas, ne me répond pas.

Du coup j'ouvre le portail et je lui demande d'emmener ses élèves dans une autre allée parce que je ne peux pas travailler, je me trouvais à moins de dix mètres de lui. Il fait comme si je n'existais pas et demande à d'autres élèves de se préparer pour la prochaine épreuve. Forcément le ton monte et je lui demande d'arrêter immédiatement ou je sors avec mon chien et nous allons nous mettre au milieu de l'allée. Là il se met à m'aboyer dessus, à m'insulter, à me menacer en se rapprochant de moi le poing levé. Je garde mon calme et je lui réponds qu'il a le comportement de quelqu'un qui n'a manifestement reçu aucune éducation et qui se comporte comme un voyou. Il m'ordonne de dégager et me menace d'appeler la police, la quarantaine d'élèves commencent à se rapprocher de l'endroit où nous nous trouvions sans s'emmêler, ne voulant pas que la situation dégénère je rentre chez moi et je ferme la grille, mon chien se tient derrière moi et je continue à interpeller ce vaurien qui ne veut rien savoir.

Quelques minutes plus tard les responsables de l'école que je connais de vue prennent connaissance de la situation et se calme quand je leur indique que je vais téléphoner à mon propriétaire qui habite un peu plus loin, il a déjà failli faire fermer leur école car elle ne respectait pas les normes d'hygiène en vigueur. Les élèves qui ne sont plus qu'à quelques mètres du portail de mon jardin discutent, et là j'en entends dire "India, India, India", inutile de savoir la suite je l'ai devinée immédiatement : ici on est en Inde et si cela ne vous plaît vous n'avez qu'à dégager, ici on est chez nous et on fait ce qu'on veut, j'ai déjà entendu cela cent fois en vingt ans et cela ne me choque pas, je ne suis pas encore un vieux con. Je n'ai pas relevé puisqu'ils étaient en train de quitter les lieux, l'incident était clos. Mon propriétaire, un franco-indien qui n'est pas du genre à se laisser emmerder, est intervenu auprès du propriétaire des parties communes du lotissement qui le craint car il fait partie des VIP de Pondichéry, s'est chargé de rappeler à l'ordre les responsables de cette école à qui il loue les lieux, depuis, le matin je suis obligé de faire sonner mon réveil pour me réveiller et couper la climatisation !

Je n'ai fait que faire respecter mon droit, et mon droit est identique en la matière à tout Indien ou étranger vivant en Inde, rien de plus, je n'ai pas exigé un traitement de faveur ou un droit particulier, je respecte le droit en vigueur voilà tout. Il y en a qui auraient embrayé sur les propos à caractère xénophobe ou raciste je n'en sais rien au juste, moi j'ai préféré les ignorer et qu'on en reste là. Il y a partout des gens qui cherchent les emmerdes, qui sont spécialisés pour en créer aux autres, moi je préfère les éviter et je n'en crée à personne, je pense agir en citoyen responsable et j'estime que c'est le comportement le plus approprié.

Le chiffre du jour. 330.

- En 10 ans, la fortune du Top 500 (établi par le magazine Challenges) a plus que quadruplé, tandis que dans le même temps, le PIB n'a fait que doubler. Sur la seule année 2012, la fortune totale des 500 Français les plus riches a progressé de presque 25% pour atteindre 330 milliards d'euros. Atlantico.fr 10.07

ACTUALITE EN TITRES

A bas la culture des cellules souches!

- "*Nicolas Sarkozy doit entretenir le désir de retour auprès de l'opinion* - "L'Express.fr

Parole d'un martyr qui valait 403 millions d'euros.

- Bernard Tapie dit être "*exécuté*" avant d'être condamné - Reuters

Tour de passe-passe électoral.

- Hôtel-Dieu: Touraine repousse la fermeture des urgences - AFP

La ministre de la Santé, Marisol Touraine, a annoncé mercredi qu'elle repoussait la date de la fermeture, très controversée, des urgences de l'Hôtel-Dieu, prévue le 4 novembre, désamorçant ainsi un conflit hospitalier qui menaçait d'empoisonner la campagne socialiste des municipales à Paris. AFP 10.07

Ayez une pensée pour les malheureux banquiers.

- Christian Noyer alerte sur le succès du Livret A qui pénalise les banques - L'Expansion.com

- Livret A: les banques pourraient récupérer une partie de la manne - AFP

- Moscovici affirme vouloir "*préserver le pouvoir d'achat*" du livret A - L'Expansion.com

... dans les coffres des banquiers !

Jamais deux sans trois...

- Electricité: Cazeneuve n'exclut pas une troisième hausse en 2015 - AFP

Le prix de la croissance... de l'exploitation et des profits.

- La Roumanie attire des milliards d'euros de capitaux français - AFP

Salauds de pauvres !

- Les allocs enregistrent 20% de fraude en plus en 2012 - Liberation.fr

Com-pulsif. La faute à qui ?

- Médicaments: la consommation reste importante, malgré un recul - AFP

- Médicaments : comment consomment les Français ? - Le Nouvel Observateur

Les Français sont champions du monde de la consommation de médicaments paraît-il. Sont-ils si malade que cela ou ce serait les médecins qui le seraient davantage ? Encore un sujet tabou, désolé.

Simplement volontaire ?

- Incendie de l'hôtel Lambert : «*peu de chance que ce soit criminel*» - LeFigaro.fr

L'émir du Qatar est au-dessus de tout soupçon...

Quand la dictature du capital est démocratique...

- Affaire Snowden: Merkel défend les écoutes des services secrets "*démocratiques*" - L'Expansion.com

... la preuve

- Luxembourg: le Premier ministre Jean-Claude Juncker démissionne - AFP

La preuve de quoi ? Mais du contraire puisque Juncker est obligé de démissionner. Oui mais s'il démissionne, c'est la preuve que la démocratie fonctionne. Hep ! attendez, pas si vite, c'est pour être remplacé immédiatement par son alter ego issu de son parti ou du parti dit socialiste avec lequel il gouvernait depuis 18 ans. C'était juste histoire de remplacer courtoisement un fusible un peu usé dans un paradis fiscal.

C'est comme toutes ces histoires de crises politiques dont la plupart se gargarisent depuis des lustres et qui débouchent sur quoi, sur la continuité de la même politique, seuls les masques ou les étiquettes changent.

C'est de la politique de bas étage ou politicienne basée sur le refus de caractériser le PS de parti bourgeois ou capitaliste, qui consiste à colporter des illusions dans ce parti et qui n'est pas de nature à inquiéter le régime en place.

Le tout distillé dans un discours bien rodé sur la décomposition ou la crise des institutions, etc. donnera aux militants l'impression qu'ils sont en présence d'une analyse qui reflète la réalité, alors que les rapports sur lesquels elle repose sont totalement biaisés

ou déformés. C'est une manoeuvre qui permet de passer à côté de l'essentiel et de ménager le régime, le gouvernement en place...

On a l'impression de se situer sur le terrain de la lutte des classes, alors qu'il est complètement faussé et le tour est joué tout le monde est content. Comme le dit Marc Gauquelin (IO n°259 page 2) à propos du « front républicain », c'est "criminel", sauf que là c'est de vous dont je parle notamment.

Le conditionnel est de trop.

- La NSA aurait espionné la plupart des pays d'Amérique latine - Reuters

A peine demandé...

- Durand réclame à Hollande "*une dynamique positive*" pour l'écologie - Le Nouvel Observateur

... et déjà servi... ou presque...

- Montebourg prône un groupe public pour exploiter les gaz de schiste - Liberation.fr

"*Pourquoi on ne pourrait pas convaincre les écologistes raisonnables? Ils sont majoritairement raisonnables. Ils sont même tous raisonnables*", a-t-il lancé. AFP 10.07

Mais on n'a jamais douté de leur docilité...

Continuez monsieur Montebourg, vous êtes sur la bonne voie, bientôt vous serez pressenti par le groupe Bilderberg pour occuper d'importantes fonctions...

- Arnaud Montebourg évoque déjà une candidature à la présidentielle - Francetv

Un conseil salutaire.

- Au Venezuela, "*fermez vos comptes Facebook*" - LeMonde.fr

Une ministre vénézuélienne a appelé ses compatriotes à fermer leurs comptes Facebook pour ne pas servir à leur corps défendant d'informateurs à la CIA américaine. LeMonde.fr 10.07

Intention malveillante

- L'Arabie saoudite offre une aide de 5 milliards de dollars à l'Egypte - L'Expansion.com

Dehors de la Syrie les contras de plus de 35 pays à la solde de l'impérialisme anglo-saxon sioniste !

- L'Onu appelle le Hezbollah à cesser son engagement en Syrie - Reuters

A bas l'ONU !

Intox

- Aurélie Filippetti veut rendre les aides à la presse plus "intelligentes" - LeMonde.fr

- Washington presse Pékin de cesser les "*vols*" par piratage informatique - AFP

Il fallait oser...

Alors autant les tuer tout de suite !

- Égypte - Safwat Hegazi : "*Nous manifesterons jusqu'à la mort*" - LePoint.fr

Ils les aiment les Frères musulmans et autres salafistes, tous ces féodaux dégénérés qui sont des émanations de l'impérialisme

anglo-saxion sioniste. C'est le lumpenprolétariat qu'ils ont recruté pour diviser et combattre les masses exploitées en Egypte et ailleurs, arriéré, fanatisé, c'est l'équivalent des bataillons nazis tout juste bons à être liquidés, non, ils veulent leur faire une place dans le gouvernement...

Un scoop !

- Fukushima : soupçons de fuite d'eau contaminée dans la mer - LeParisien.fr

En réalité elle n'a jamais cessé...

ACTUALITÉ DU JOUR

Hold up sur vos comptes d'épargne !

Les banques pourraient prochainement récupérer une partie des sommes placées sur le Livret A, comme elles le réclament depuis plusieurs mois, après que le relèvement de son plafond a drainé une importante partie de l'épargne des Français au détriment de leurs propres produits.

Un projet de décret en ce sens sera étudié le 17 juillet par la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts (CDC), a appris l'AFP auprès de la CDC.

Selon une source proche du dossier, confirmant une information des Echos, les banques pourraient récupérer "autour de 25 milliards d'euros" des livrets réglementés, dont 10 en provenance du Livret A et du Livret de développement durable (LDD) et 15 milliards du Livret d'épargne populaire (LEP).

Même si ce sont elles qui collectent cet argent auprès de leurs clients, les banques voient en effet une majeure partie de cette manne leur échapper au profit de la Caisse des dépôts, qui s'en sert pour financer le logement social par exemple.

Ainsi, en moyenne, la CDC récupère 65% des sommes placées sur le Livret A et le LDD, et 70% de celles déposées sur un LEP, destiné aux ménages à revenus modestes.

Or les banques plaident pour récupérer une part de ces dépôts, en arguant qu'elles en ont besoin pour respecter les nouvelles règles prudentielles dites "Bâle III" et que la Caisse des dépôts a plus d'argent que nécessaire pour assurer ses missions.

"*Les fonds centralisées représentaient, fin 2012, 170% environ des encours de prêts de toutes natures du fonds d'épargne. En d'autres termes, l'excédent disponible s'élevait à près de 110 milliards d'euros*", a expliqué mardi le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, lors de la présentation du rapport annuel de l'Observatoire de l'épargne réglementée, dont il est le président.

Le projet de décret tente de ménager les banques et la Caisse des dépôts. Les premières espéraient plutôt obtenir une cinquantaine de milliards d'euros, alors que la seconde ne souhaitait lâcher du lest que sur le Livret d'épargne populaire, mieux rémunéré que le Livret A et le LDD (2,25% contre 1,75%), ce qui rend les dépôts trop coûteux pour être utilisés sous forme de prêts. AFP 10.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Luxembourg

Jean-Claude Juncker, Premier ministre du Luxembourg depuis 18 ans et doyen des dirigeants européens, a été contraint à la démission mercredi après la défection de ses alliés socialistes suite à un scandale lié au service de renseignement.

Des élections vont être organisées, probablement en octobre. M. Juncker a indiqué aussitôt qu'il pensait se représenter à un mandat politique dans son pays, sans préciser s'il entendait de nouveau briguer le poste de chef du gouvernement.

Les socialistes, ses alliés au gouvernement, l'avaient lâché dans l'après-midi en déposant une motion demandant la dissolution de la Chambre des députés et l'organisation d'élections anticipées dans les trois mois. Son parti chrétien social se retrouvait donc isolé avec 26 députés sur 60.

"*Le Premier ministre doit prendre ses responsabilités, non pas parce qu'il est malhonnête ou incompétent mais parce qu'il a fait les mauvais choix*", avait déclaré le président du parti socialiste, Alex Bodry. "*Il y a eu de graves dysfonctionnements. La responsabilité du Premier ministre est engagée*", avait-il asséné.

Contrairement à ce que beaucoup prédisaient, ce vieux lion de la politique n'avait pas baissé les bras d'emblée. Bien au contraire, il n'avait rien lâché, récusant point par point toutes les accusations.

Mis en cause par une commission parlementaire pour sa "*responsabilité politique*" dans les dérives du service de renseignement (SREL), il avait accusé cette dernière d'avoir elle aussi failli dans le contrôle des activités de ce service.

Admettant tout au plus quelques "*erreurs*", il s'était presque posé en victime : "*je ne suis pas d'accord pour endosser la responsabilité, car si c'était le cas, chaque ministre devrait alors être responsable de la moindre erreur commise par un fonctionnaire*".

Membre du gouvernement luxembourgeois sans discontinuer depuis plus de 30 ans, Jean-Claude Juncker est accusé par ses détracteurs d'avoir délaissé son petit pays au profit de l'Europe, son grand engagement, et de l'euro, pour lequel il s'est battu pendant huit ans à la tête de l'Eurogroupe.

Le compte à rebours a commencé en décembre 2012, quand une commission d'enquête parlementaire a été créée après la révélation d'une écoute faite par l'ancien chef du service de renseignement lors d'un entretien dans le bureau même du Premier ministre. Le SREL, placée sous l'autorité hiérarchique du chef du gouvernement, est aussi accusé d'avoir fiché des milliers d'habitants, tenté de déstabiliser un magistrat, sans compter des malversations comme des reventes de voitures de luxe achetées à prix réduit dans les années 2004-2009.

Le climat avait été alourdi par des accusations contre le ministre des Finances, Luc Frieden, soupçonné d'avoir tenté d'étouffer, lorsqu'il était à la Justice, l'enquête sur une série d'attentats à la bombe qui avaient traumatisé le pays dans les années 80. AFP 10.07

2- Egypte

La justice égyptienne a ordonné mercredi l'arrestation du Guide suprême des Frères musulmans, après les violences meurtrières de lundi au Caire, ajoutant à la tension prévalant depuis l'éviction il y a une semaine du président islamiste Mohamed Morsi, lequel se trouve "*en lieu sûr*" selon les autorités.

Mercredi, un nouvel incident est intervenu dans la péninsule du Sinaï (nord-est), où le véhicule d'un haut responsable militaire a été prise pour cible par des hommes armés.

Ce haut gradé est sorti indemne, d'après des sources de sécurité, mais un échange de tirs "*avec des éléments terroristes*" a suivi, et une fille est décédée, a affirmé un porte-parole de l'armée.

Dans la nuit de mardi à mercredi, c'est une base de la police et deux points de contrôle qui avaient été visés, faisant deux morts.

Au Caire, le procureur général a ordonné l'arrestation du Guide suprême des Frères musulmans, Mohamed Badie, et d'autres hauts responsables de la confrérie, pour incitation à la violence en lien avec les heurts sanglants survenus deux jours plus tôt devant le siège de la Garde républicaine au Caire.

M. Badie, qui était apparu publiquement vendredi dernier pour exhorter les partisans de M. Morsi à rester mobilisés "*par millions*", était déjà sous le coup d'un autre mandat d'arrêt.

D'après des sources judiciaires, 200 personnes --parmi les 650 interrogées pour avoir voulu forcer l'entrée du site militaire-- ont par ailleurs été inculpées mercredi, notamment pour "*meurtre*".

La confrérie, qui a appelé au "*soulèvement*" après ce "*massacre*", a accusé des soldats et des policiers d'avoir ouvert le feu sans aucune raison. L'armée a assuré avoir répliqué à une attaque de "*terroristes armés*".

Amnesty International et un collectif de 15 ONG locales ont pour leur part critiqué un usage "*disproportionné*" de la force, et réclamé une enquête indépendante. LeFigaro.fr 10.07

Entre frères ou confrères on ne se refuse rien. Il fallait que ces raclures se portent au chevet du lumpenprolétariat...

SOCIAL

Grèce

Les principaux syndicats grecs ont lancé mercredi un appel à une grève de 24 heures le 16 juillet pour protester contre les licenciements de fonctionnaires conformément aux exigences des créanciers internationaux de la Grèce.

"*Le gouvernement et les créanciers doivent finalement comprendre que nous sommes des gens, que nous ne deviendrons pas des numéros*", a réagi mercredi la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE), premier syndicat du secteur privé, dans un communiqué.

"*Notre combat va continuer et sera de plus en plus intense, tant que les décideurs tiendront à pousser les gens à la pauvreté*", a-t-il ajouté.

La GSEE et la Confédération des syndicats des fonctionnaires (ADEDY), principal syndicat du secteur public, qui représentent au total 2,5 millions d'employés, sont régulièrement à l'origine de grèves massives depuis le début de la crise de la dette grecque en 2009.

Après avoir déjà lancé deux appels à la grève cette semaine, le Collectif des délégués du personnel des employés des communes et régions de Grèce (POE-OTA), qui rassemble les fonctionnaires des collectivités territoriales, doit se prononcer dans la journée sur la poursuite de ses actions.

Les syndicats sont particulièrement hostiles au "*mécanisme de mobilité*" prévu par le gouvernement dans le secteur public, qui laisse huit mois aux fonctionnaires visés pour accepter de travailler dans un autre service sous peine d'être licenciés.

D'ici septembre, 12.500 personnes doivent être concernées par ce plan et Athènes compte doubler ce chiffre d'ici la fin de l'année.

Dans le même temps, la Grèce fait face à l'impatience de la troïka quant à la réforme de son secteur public, qui comprend 600.000 fonctionnaires et que les créanciers internationaux jugent largement corrompu et inefficace. Reuters 10.07

ECONOMIE

1- Banque

La Commission européenne a proposé mercredi la mise en place d'un mécanisme pour régler le sort des banques en difficultés de la zone euro, dans laquelle elle prévoit de jouer un rôle de premier plan. Mais ce dispositif, pourtant volontairement limité, se heurte déjà à de sérieuses réserves de la part de l'Allemagne.

En cas de risque de faillite bancaire, "*nous mettons sur la table les moyens et les outils d'une réparation organisée*", a expliqué le commissaire européen aux Services financiers, Michel Barnier, au cours d'une conférence de presse.

Cette proposition a pour ambition de casser le lien entre crise bancaire et crise de la dette. Les Européens ont déjà dessiné fin 2012 les grandes lignes d'un superviseur bancaire unique de la zone euro, placé sous l'égide de la Banque centrale européenne (BCE).

Fin juin, un accord est intervenu sur un ensemble de règles communes aux 28, qui définissent l'ordre dans lesquels les créanciers des banques seront sollicités en cas de sauvetage ou de faillite d'une banque. La proposition présentée mercredi consiste en un mécanisme qui permettra d'appliquer ces règles de manière unique dans la zone euro. Il comprendra un conseil de résolution ainsi qu'un fonds. Si une banque de la zone euro se trouve dans de graves difficultés financières, la BCE, en tant que superviseur, tirera la sonnette d'alarme. A ce stade, le conseil de résolution, une nouvelle entité composée de représentants de la BCE, de la Commission européenne et des autorités nationales de résolution, fera des recommandations à la Commission.

Ce conseil, "*créé comme une agence, avec l'expertise nécessaire*", sera formé de 300 personnes au départ, selon M. Barnier. C'est

la Commission qui "*appuiera sur le bouton*". Autrement dit, c'est elle qui prendra la décision de mettre en oeuvre un plan de restructuration, laissé ensuite à la charge des autorités nationales compétentes.

Un fonds alimenté par les banques elles-mêmes sera mis en place pour participer au sauvetage des établissements financiers, permettant ainsi d'éviter progressivement le recours à l'argent public, au fur et à mesure de sa montée en puissance. En une décennie environ, il devrait atteindre une capacité de 60 à 70 milliards d'euros.

Mais ce nouveau mécanisme se heurte à l'opposition de l'Allemagne. La proposition de la Commission "*va au-delà des compétences*" de celle-ci, et impliquerait des changements des traités, "*ce qui durerait longtemps*", a redit mercredi le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert, en écho à des propos du ministre des Finances Wolfgang Schäuble la veille.

M. Barnier a assuré que la Commission avait "*sérieusement travaillé sur la sécurité juridique*" du texte, sans écarter un changement de traité à l'avenir. "*Mais nous avons une responsabilité immédiate*" en cas de faillite bancaire, a-t-il insisté. Sur le fond, l'Allemagne n'est pas favorable à un fonds de résolution commun, qui contraindrait les banques allemandes à financer les faillites ou les sauvetages de celles d'autres pays. Elle est opposée également au fait de donner à la Commission le pouvoir de décider si l'argent du contribuable allemand sera utilisé dans le sauvetage de banques d'autres pays.

Lors de sa récente intervention au Sénat, l'ancien patron du FMI, Dominique Strauss-Kahn avait critiqué l'absence de volonté des Etats à abandonner leur souveraineté économique et financière entre les mains de gendarmes internationaux. Evoquant la mise en place d'une surpervision bancaire en Europe, il évoquait sans citer l'Allemagne, le blocage de "*certains très grands pays qui ont des problèmes avec leurs banques régionales*". L'Expansion.com avec AFP 10.07

A retenir : C'est la Commission qui "*appuiera sur le bouton*", donc les banques de l'UE passeront directement sous le contrôle de l'oligarchie financière américaine. Cela préfigure ce que sera le marché unique EU-UE. Et Strauss-Kahn en rajoute une couche, normal.

2- Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique a annoncé mercredi son intention de vendre d'ici neuf mois la majorité du capital de Royal Mail, le groupe public de services postaux, en promettant des actions gratuites à ses 150.000 salariés, dont les syndicats s'opposent au passage au secteur privé.

Cette introduction en Bourse, la plus importante privatisation lancée par Londres depuis une vingtaine d'années, pourrait valoriser Royal Mail entre deux et trois milliards de livres (2,3 à 3,5 milliards d'euros). La cession de la majorité du capital devrait donc rapporter plus d'un milliard de livres à l'Etat.

Le gouvernement a précisé qu'il distribuerait 10% des actions aux salariés à la condition qu'ils conservent les titres pendant trois ans au moins. Il pourrait ainsi contourner l'opposition des syndicats qui ont contribué à faire échouer plusieurs tentatives antérieures d'ouverture du capital.

La direction de Royal Mail réclame depuis longtemps déjà la possibilité d'accéder à de nouvelles sources de financement pour pouvoir investir dans le développement de ses activités de colis, dopées par l'essor du commerce en ligne, pour compenser la baisse des volumes de courrier classique.

Mais les syndicats menacent d'appeler à la grève pour protester contre la privatisation, qu'ils perçoivent comme une menace pour le service de distribution universel du courrier six jours sur sept ainsi que pour les conditions de travail des salariés.

Le secrétaire d'Etat aux Entreprises, Vince Cable, a assuré que le service universel serait préservé par l'Ofcom, l'autorité de tutelle de Royal Mail, comme par le Parlement.

Royal Mail, qui n'a plus de lien avec le Post Office, l'exploitant du réseau britannique de bureaux de poste, a plus que doublé ses bénéfices sur l'exercice financier clos le 31 mars dernier, grâce à la bonne santé de son activité de colis.

Son entrée en Bourse, qui aura lieu avant la fin de l'exercice budgétaire en cours, passera par une offre publique de vente ouverte aux particuliers. Le gouvernement a choisi Goldman Sachs et UBS comme banques conseils pour l'opération.

Vince Cable a expliqué que la part exacte du capital mise en vente dépendrait des conditions de marché et de la demande.

L'opposition travailliste au gouvernement de David Cameron reproche pour sa part à celui-ci de vouloir vendre l'entreprise au privé au moment même où ses résultats financiers s'améliorent.

Un gouvernement travailliste avait tenté d'initier la privatisation en 2009, tout comme un cabinet conservateur en 1994, mais dans les deux cas, le projet s'était heurté à l'opposition des syndicats et à des dissensions politiques.

Un sondage YouGov publié mercredi montre que 53% seulement des Britanniques sont informés du projet de privatisation de Royal Mail et que 67% s'y opposent. Reuters 10.07

A retenir : Le gouvernement a choisi Goldman Sachs et UBS comme banques conseils pour l'opération. Normal, la Grande-Bretagne est un appendice des Etats-Unis... Ils vont se servir !

Haut de page

Le 12 juillet 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer je dois absolument me taper les tâches ménagères que j'ai laissées de côté depuis plusieurs jours, et demain matin j'aurai un tas de courses à faire.

Bon week-end à tous, de

Qui a dit ?

-«*L'Amérique a des responsabilités et des intérêts globaux, mondiaux. Toute nouvelle tendance, tout mouvement imprévu sur la planète peuvent avoir un impact sur son bien-être et sa sécurité. Elle doit donc avoir la capacité d'être renseignée partout, non seulement sur ses ennemis, mais aussi sur ses amis.*»

Zbigniew Brzezinski. Interview 16 décembre 1998 Nouvel Obs.

Comme vous faites forcément partie de nos ennemis ou de nos amis, nous vous espionnons et c'est normal, nous sommes les maîtres du monde, d'ailleurs quel chef d'Etat ose rompre les relations avec nous ? Aucun.

Combat ou culture des illusions ? Ils sollicitent le soutien du gouvernement des riches !

- L'assemblée-débat du POI prend l'initiative d'une lettre au ministre Sapin contre le plan de licenciements chez Michelin (IO n° 259 page 7)

D. Gluckstein - "*Pourquoi ne pas réfléchir ensemble à un appel public d'ouvriers, de syndicalistes, d'habitantes et habitants de la ville, sous la forme, par exemple, d'une lettre ouverte à Michel Sapin et à tous les élus qui prétendent défendre l'emploi, en reprenant l'exigence d'annulation du plan de Michelin, de maintien de tous les emplois, de maintien du site et de tous les sites ?* "

On se frotte les yeux, on croit rêver, parce que Sapin pourrait défendre l'emploi, on cherche à comprendre. Après ils expliquent qu'il faut aider les masses à se dresser contre le gouvernement, ne serait-ce pas là faire exactement le contraire ?

Même quand les masses ne sont pas portées à avoir des illusions dans le PS, il faut absolument leur mettre dans la tête qu'ils doivent en avoir.

Parole d'internaute.

1- C'est absolument tout le système qui doit changer, est ce que les citoyens comprennent qu'il y a un problème de fond très gravissime ?! Car tandis que le chômage augmente, que la croissance ne cesse de baisser et que l'écart entre riche/pauvre ne fait que croître, les plus riches obtiennent un quart de leur gâteau supplémentaire sur 1 an... Ce n'est ni de la haine, mais de la logique, on s'éloigne dangereusement de tout ce qu'il y a de meilleur en l'Homme. Il va falloir se lever un jour !

Vous avez raison, il va falloir un jour...

2- Il y a quand même quelque chose qui ne va pas dans ce bas monde! A quel titre ces nantis profitent d'une telle hausse si indécente. Il faudrait leur appliquer un taux d'imposition de 90 % sur ladite hausse!

A quel titre, mais c'est parfaitement légal, la Constitution en est le garant, il faut donc l'abolir...

3- Au fond la crise se porte bien. Si les riches s'enrichissent, tout va bien. Et pour un gouvernement qui se dit socialiste, la redistribution de la richesse ne saurait toucher aux grosses fortunes, ce serait contre-productif comme on aime à dire. Il paraît que les nationalisations sont devenues obsolètes. Je ne sais qui a proclamé cette imbécillité, mais il semble que ceux qui se proclament les héritiers de Jaurès l'ont prise au sérieux.

Non, vous croyez ? Vous êtes très loin du compte...

4- C'est bien la preuve que ce n'est pas l'économie qui les enrichit mais bien la finance. Sinon, la crise les aurait rattrapé.

Votre première affirmation est vraie et fausse, passons. Pour les rattraper il faudrait qu'on cesse d'avoir une longueur de retard sur eux...

5- Et on tente de récupérer quelques centaines d'euros sur vos allocations familiales, vos retraites, vos salaires qui baissent en valeur relative. On informatise, on veut mettre des caisses automatiques dans les super marches et supprimer (encore) des emplois. On se demande ou'cela va s'arrêter. Aux USA , c'est pareil. On parle de "*jobless recovery*" = sortie de crise sans reprise de l'emploi.... On prend le même chemin....Il faut repenser ce système criminal.

Et ce n'est qu'un début, la tendance est amorcée, elle va s'amplifier comme aux Etats-Unis. En France et dans le monde on ignore encore que les Etats-Unis est un pays ravagé, monstrueux, déjà retourné un siècle en arrière, je viens de voir ce soir sur TV5Monde Asie un documentaire sur Détroit, c'est terrible ce que vit la population au quotidien, et il paraîtrait qu'une centaine de grandes villes connaîtraient le même sort, et les commentateurs américains de prévoir que la situation devrait encore s'aggraver pendant encore une ou deux décennies...

6- Tout simplement insupportable... Par contre, vous devrez travailler deux ans de plus, brave gens, afin de combler un déficit creusé à coup d'exonérations de cotisations, de quelques milliards d'euros... Quelle vaste fumisterie !

Bravo, maintenant il faut passer aux actes...

8- Une écœurante réalité, en France comme dans le reste du monde, indigne d'une démocratie où une petite poignée de prédateurs voraces et sans éthique préemptent toutes les richesses. Combien de temps allons nous encore accepter ce système fondamentalement injuste dont l'horizon indépassable n'est plus que la jouissance, l'argent? Les Lumière semblent bien loin aujourd'hui. Demain, la révolution?

On est prêt. Il est minuit dans le siècle, à certains égards la situation est bien pire qu'en 1939...

ACTUALITE EN TITRES

Le gang des saigneurs a encore frappé .

Liquidités à gogo !

- Le patron de la Fed pour une politique monétaire accommodante - AFP

Le paradis... terrestre de préférence pour en profiter...

- Xavier Niel : "*La France n'est pas un enfer fiscal*" - LePoint.fr

... la preuve :

Enfin, le dernier du top 10 est le fondateur de l'opérateur Free, Xavier Niel (actionnaire à titre individuel du groupe Le Monde) entré dans le classement des 500 plus grandes fortunes de France en 2003 avec 80 millions d'euros et qui pèse actuellement plus de 70 fois plus (5,9 milliards). Lemonde.fr 11.07

... pas encore suffisant selon Moscovici :

- Taxe sur les transactions financières : Moscovici craint un «*effet repoussoir*» - LeParisien.fr

- Taxe sur les transactions financières: Moscovici a-t-il retourné sa veste? - L'Expansion.com

- Moscovici juge le projet européen de taxe Tobin «*excessif*» - Liberation.fr

Vous avez dit pire que Sarkozy, pire que la droite...

Chacun son tour.

- Fillon dénie à Sarkozy le rôle de "*recours*" pour l'UMP - AFP

Flash ou la dernière taxe.

- Sécurité routière : la baisse des limitations de vitesse est «*inéluctable*», selon Valls - LeFigaro.fr

Elle pourrait passer de 90 à 80 et de 130 à 120 pour piéger un maximum d'automobilistes et alimenter le budget de la police...

Dévalorisation.

- Bac 2013: taux de réussite record à 86,8% - AFP

- 171 : le nombre de bacheliers à avoir obtenu une moyenne supérieure à 20 sur 20 - Atlantico.fr

Contrevérité

- Grèce: relance difficile des programmes de la télévision publique - AFP

En réalité, il s'agit d'une télévision privée !

Confirmation. La pire barbarie ramenée au rang d'abus.

- Syrie: les jihadistes coupés du peuple à cause de leurs abus - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Les jaunes ont encore frappé. Comment liquider le CDI, mode d'emploi. La normalisation de la précarité.

Trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) ont conclu jeudi avec le patronat du travail temporaire un accord créant 20.000 postes en contrat à durée indéterminée (CDI) en faveur des intérimaires d'ici à trois ans.

Quelque deux millions de personnes travaillent dans l'intérim chaque année en France. Chaque salarié aura le choix d'accepter ou non un CDI aux termes de cet accord qui n'entrera en vigueur qu'après validation du ministère du Travail.

La CGT et Force ouvrière, qui dénoncent "*un marché de dupes*" et un CDI "*au rabais*", n'ont pas signé l'accord.

L'accord prévoit en outre d'allonger de 5% par an les durées d'emploi des intérimaires (40 heures supplémentaires pour les salariés travaillant 800 heures dans l'année) et introduit une cotisation des entreprises, à hauteur de 0,5% de la masse salariale, qui sera versée à un fonds de formation.

La CFTC salue une avancée pour la sécurisation des emplois "*qui permettra aux bénéficiaires du dispositif d'engager des projets de vie (famille, logement,...) sur le long terme*".

La CFDT se réjouit quant à elle qu'"*avec cet accord, le dialogue social apporte une fois de plus des solutions concrètes aux salariés face à la montée du chômage*". Reuters 11.07

C'est l'institutionnalisation, la normalisation "*sur le long terme*" de la précarité ni plus ni moins.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- C'est ce que prétend le représentant de la coalition des opposants syriens à Londres : "*la Grande Bretagne n'envisage pas armer les rebelles avant la tenue des pourparlers de Genève II et les Etats Unis n'ont pas enciore finaliser leur décision en ce sens*" , a affirmé Walid Safour cité par le site Panorama d'al Charq al Ossat. "*Londres s'estime lié par son engagement à armer les opposants après Genève II et c'est pourquoi il ne cesse de reporter la livraison d'armes en dépit d'un discours officiel qui , lui, insiste sur la nécessité de l'armement*".

Quant aux américains, ils disent clairement n'avoir pris aucune décision définitive au sujet de la livraison d'armes aux rebelles. "*A la dernière conférence dite des Amis de la Syrie , la Grande-Bretagne et les Etats Unis ont défendu et plaidé en faveur de la livraison d'armes aux terroristes pour ainsi créer* " les conditions d'un dialogue". "*il s'agit d'une methode extrêmement curieuse pour préparer la paix en semant la guerre*", ont jugé les analystes. french.irib.ir 10.07

2- Selon la chaîne de Syrie citant les courants salafistes jordaniens, nombre d'extrémistes jordaniens sont entrés à Alep via la Turquie.

Selon un reporter de la télévision syrienne, citant certaines sources salafistes interviewées par le quotidien jordanien Al-Ghad, 10 éléments extrémistes se sont infiltrés à Alep via la Turquie, car leur entrée via les frontières avec la Jordanie est devenue impossible en raison des mesures de sécurit prises par l'armée syrienne. Les sources salafistes jordaniennes ont confirmé la présence de plus de 400 terroristes jordaniens en Syrie, affirmant qu'ils se trouvaient plutôt à Deraa, et dont 40 ont été tués lors d'affrontements avec l'armée. french.irib.ir 11.07

3- Selon la presse, des centaines de terroristes salafo-wahhabites quittent en ce moment la Syrie à destination du Liban et plus particulièrement de l'ouest de Bekaa.

Selon Al Hadath News, il s'agit des takfiris qui traversent clandestinement les frontières pour s'installer sur les hauteurs de l'est du Liban. Une vaste zone étendue depuis la localité d'Al Ratid au mont de Kama Al Lowz et de Majdal Anjar. Des centaines d'autres sont déployés dans d'autres régions du Liban. Selon les sources sécuritaires, ce vaste déploiement de terroristes au Liban n'est pas sans rapport avec l'attentat à la voiture piégée qui a frappé l'un des fiefs du Hezbollah. french.irib.ir 11.07

SOCIAL

1- Grèce

Des agents de police aux éboueurs, les employés municipaux grecs sont descendus jeudi dans les rues d'Athènes pour le quatrième jour d'affilée, pour protester contre les suppressions de postes prévues dans la fonction publique, alors que le chômage atteint des niveaux record.

Les sirènes de police ont retenti bruyamment dans le centre d'Athènes et des dizaines de policiers municipaux en uniforme vert se sont rassemblés à moto devant le parlement, brandissant des drapeaux grecs et les poings serrés en l'air.

Des centaines d'employés municipaux, dont des gardiens d'école et des éboueurs, se sont rassemblés devant le siège du parti Nouvelle démocratie du Premier ministre, Antonis Samaras.

"*Ils (le gouvernement) faut qu'ils prennent conscience du chaos et des problèmes qu'ils créent dans la société grecque*", a déclaré Themis Balasopoulos, qui dirige le syndicat des employés territoriaux (POE-OTA), à l'origine de la mobilisation de cette semaine. "*Quelque 6.000 familles vont se retrouver à la rue.*"

Alimenté par trois années de politique d'austérité, le chômage a atteint 26,9% au mois d'avril, son plus haut niveau depuis la création de ce type de mesure en 2006, selon l'Institut national de la statistique grec (Elstat).

Par rapport à la fin de l'année 2009, près de trois fois plus de Grecs sont aujourd'hui sans emploi.

"On pourrait assister à une explosion sociale à l'automne. Personne ne peut prédire avec précision quelle est la tolérance limite de la société", estime Dimitris Mardas, professeur d'économie à l'université Aristote de Thessalonique.

Selon Elstat, entre 700 et 1.000 personnes sont licenciées chaque jour en Grèce.

Les principaux syndicats grecs ont lancé mercredi un appel à une grève de 24 heures le 16 juillet pour protester contre les licenciements de fonctionnaires. Reuters 11.07

2- Brésil

Une cinquantaine de routes du pays ont été bloquées et les transports en commun sont partiellement paralysés. Des heurts ont éclaté à Rio avec des manifestants masqués.

Les manifestants ont répondu à l'appel des grandes centrales syndicales dans le cadre d'une «*journée nationale de luttes*». Les cinq grands syndicats manifestent côte à côte pour la première fois et réclament notamment la réduction de la semaine de travail à 40 heures (contre 44 heures actuellement). Ils reprennent aussi certaines des revendications des manifestions de juin, comme l'amélioration des services publics et plus d'investissements en éducation.

«*C'est la première fois dans l'histoire du Brésil que nous manifestons ensemble. C'est important pour que la présidente réponde à nos demandes*», a expliqué le président de Force syndicale (FS), Paulo Pereira da Silva alias «Paulinho». Toutefois, les syndicats arrivent divisés quant à leur soutien au gouvernement de la présidente de gauche Dilma Rousseff, certains affichant leur opposition, comme Force syndicale (FS). Seule la Centrale unique des travailleurs (CUT), le plus important des syndicats, défend le référendum voulu par la présidente, comme réponse à la rue, pour une grande réforme politique.

Une grève des dockers du port de Santos, près de São Paulo, a paralysé mercredi toutes ses activités. La grève, très handicapante puisque le port de Santos se trouve être le plus grand d'Amérique latine, se poursuivait ce jeudi. Les syndicats des dockers, qui regroupent 80 000 travailleurs, rejettent un décret présidentiel de juin qui établit de nouvelles règles pour les concessions des ports publics et les autorisations d'ouverture de ports privés.

A São Paulo, mégapole de 20 millions d'habitants, les syndicats des transports ont appelé à bloquer les 29 terminaux d'autobus mais les trains et métros fonctionnent normalement. Dans d'autres grandes villes, comme à Salvador de Bahia, Porto Alegre, Belo Horizonte, Curitiba, Florianopolis ou Manaus, les transports en commun sont également à l'arrêt. Plusieurs écoles ont fermé leurs portes et certains hôpitaux ne traitent que les urgences. LeParisien.fr 11.07

3- Chili

Des milliers de manifestants ont défilé jeudi dans les rues de Santiago du Chili pour réclamer de meilleures conditions de travail, dans le cadre d'une mobilisation nationale à quatre mois de l'élection présidentielle.

Des barricades incendiées et des blocages de sites miniers ont marqué le début d'une journée de grève convoquée par le principal syndicat du pays, soutenu par de nombreux secteurs, comme les étudiants.

Les revendications portent notamment sur une réforme du code du travail, une amélioration du salaire minimum (à 490 dollars par mois contre 380 actuellement) et un remplacement du système des retraites privé par un système public cofinancé par les salariés et les employeurs.

A l'appel de la Centrale syndicale unitaire des travailleurs (CUT), soutenue par les étudiants, une dizaine de barrages ont été dressés jeudi matin sur divers accès à Santiago, provoquant des embouteillages à l'heure de pointe, selon la police.

"*De l'avis du gouvernement, les raisons aujourd'hui pour faire grève dans le pays sont inexistantes*", a déclaré pour sa part dans une conférence de presse, le ministre de l'Intérieur, Andrés Chadwick.

Selon l'Association nationale des employés des impôts, 90% des fonctionnaires syndiqués dans cette branche ont observé le mouvement de grève.

Les accès aux principaux sites miniers de la compagnie publique Codelco, plus important producteur de cuivre au monde, ont également été bloqués, selon les syndicats des travailleurs du cuivre.

Sur son compte Twitter, l'entreprise a assuré que "*malgré des problèmes d'accès, tous les sites travaillent normalement*", à part un, où le premier quart a été retardé.

Cette nouvelle journée de manifestations intervient à quatre mois de l'élection présidentielle du 17 novembre, dans un climat de mobilisations récurrentes du secteur étudiant en faveur d'un système éducatif gratuit et de qualité en replacement de l'actuel, cher et inégalitaire, hérité de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

L'appel à la grève nationale a été relayé également par les employés du fisc, de l'état civil, des crèches, des douanes ou encore de l'aviation civile.

L'aéroport de Santiago fonctionnait toutefois normalement jeudi matin, et les majorités des commerces de la capitale étaient ouverts. AFP 11.07

4- Etats-Unis

Ils étaient environ 29 000 prisonniers de l'Etat de Californie à refuser leurs repas mercredi, pour le troisième jour de la grève de la faim qu'ils ont commencée afin de protester contre leurs conditions de détention, rapporte le New York Times.

Cette action touche les deux tiers des prisons de l'Etat qui en compte trente-trois et pourrait être la plus ample ayant jamais existé en Californie. Une grève de la faim en 2011 avait concerné 6 000 prisonniers, selon les autorités pénitentiaires.

La principale revendication porte sur les pratiques jugées agressives de mise à l'isolement, mais elle a recueilli le soutien de nombreux autres prisonniers qui demandent des changements concernant les conditions de détention.

Cette grève de la faim pourrait durer, prévient Jules Lobel, président du Centre des droits constitutionnels (Center for Constitutional Rights), les prisonniers étant dans l'attente de réels changements. Il y a deux ans, "*on leur avait promis des réformes qui n'ont pas été réalisées selon eux*", explique M. Lobel, qui précise que cette fois la détermination des prisonniers est frès forte, et que "*la situation pourrait devenir sérieuse*". lemonde.fr 11.07

Haut de page

Le 13 juillet 2013

CAUSERIE

Je rajouterai quelques articles ce soir.

Réflexion politique

La démocratie en régime capitaliste n'existe que sur le papier, constitutionnellement, en réalité elle n'existe pas lorsque les masses opprimées n'ont pas les moyens de la faire vivre ou de la relier à une alternative politique au capitalisme, à la perspective du socialisme.

La démocratie est mort-née, elle ne se manifeste que sous la forme de soubresauts quand les masses trouvent le chemin de la mobilisation, puis elle retourne à l'état végétatif et c'est la dictature qui occupe le terrain. C'est ainsi qu'on nous impose une multitude de mesures antisociales sans qu'on puisse s'y opposer, les rejeter, on ne dispose d'aucun droit politique pour les annuler, on vit bien sous un régime dictatorial.

La démocratie n'existe qu'à l'état latent, prête à se manifester quand les masses se mobilisent pour être aussitôt réprimée si elles tentent de l'imposer, finalement son existence tient davantage de l'illusion.

Ce qui signifie que l'avant-garde du mouvement ouvrier s'est sans cesse évertué à baser son intervention dans la lutte des classes à partir des illusions que les masses pouvaient avoir dans le régime sous prétexte que cela aurait été le meilleur moyen de les aider à se débarrasser de leurs illusions, alors que c'est exactement le contraire qui s'est produit, elles sont enchaînées plus que jamais au capitalisme et tournent le dos systématiquement à l'alternative du socialisme.

Et pendant qu'on pouvait avoir l'impression que le mouvement ouvrier se développait, en réalité il était en train de creuser sa propre tombe, terrible ou cruelle illusion qui fut entretenue minutieusement par tous les partis sans exception jusqu'au début

des années 80.

Pourquoi ? Parce qu'on s'est employé à ignorer que l'on vivait à l'époque du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme qui devait se traduire par l'emprise totale de la finance sur le capitalisme et la prise du pouvoir politique par l'oligarchie financière. Remarquez bien que c'était inscrit dans le développement du capitalisme à venir que Lénine avait parfaitement décrit dans *Impérialisme stade suprême du capitalisme*. Pire encore et qui démontre à quel point nos dirigeants ont failli, ce pouvoir de la finance fut institutionnalisé dès 1944 lors des accords de Bretton Wood qui devait déboucher (notamment) sur la création du FMI et de la Banque mondiale totalement sous le contrôle du cartel des banquiers de la Fed, donc nos dirigeants ne peuvent pas dire que cela se serait déroulé dans leur dos et qu'ils ne pouvaient le voir venir, ils n'ont absolument aucune excuse, cela s'est passé sous leurs yeux.

La marche du monde, l'orientation du capitalisme mondial était ainsi définie très clairement, mais nos dirigeants n'en ont pas tenu compte ou ils ne l'ont pas compris ou encore ils n'ont pas voulu le comprendre. Pas plus aujourd'hui le 13 juillet 2013 notez bien, ils persistent et signent.

Maintenant l'emprise totale de la finance sur tous les secteurs de l'économie n'allait pas se réaliser en un jour, il faudra près d'un siècle avant qu'ils y parviennent, on peut estimer aujourd'hui qu'ils ont atteint cet objectif, ce processus amorcé dès la fin du XIXe siècle remonte sur le plan politique à la création de la Fed en 1913.

Et contrairement à la première moitié du XXe siècle où ils rencontrèrent des obstacles politiques pour avancer ver leur objectif et instrumentalisèrent la crise du capitalisme pour justifier deux guerres mondiales qui allaient enfin leur donner les moyens de soumettre les Etats et d'affirmer leur domination en créant les institutions internationales supranationales qui allaient servir leurs intérêts, aujourd'hui ils estiment que leur plan est suffisamment avancé pour se passer d'une Troisième Guerre mondiale ou leur pouvoir suffisamment solide pour franchir de nouvelles étapes, on les connaît, c'est le marché unique transatlantique et transpacifique.

Pour expliquer notre incapacité à construire un nouveau parti communiste et à élever le niveau de concience des masses, on nous a raconté que c'était à cause du stalinisme, puis que c'était à cause de la capacité du capitalisme à trouver de nouvelles ressources pour assurer sa survie, en réalité ils s'agissaient bien d'un handicap pour construire le parti qu'il n'est pas question de nier, mais cette explication est insuffisante, elle cache une autre réalité bien plus cruelle pour nos dirigeants, car face à ces difficultés ils ont préféré tourner le dos à la réalité, ils ont adopté la voie de la moindre résistance en cherchant à prendre appui sur la social-démocratie dégénérée, puis sur le cadavre du stalinisme, finalement les différentes courants se réclamant du trotskisme ont démontré qu'ils avaient réglé la crise (fatale) de la IVe Internationale de 1952-53 en se situant sur le terrain de l'opportunisme et non sur celui du marxisme.

Depuis 1945 on a ignoré ou sous-estimé les importantes modifications intervenues au sein des rapports à l'intérieur du capitalisme en faveur de l'industrie financière et qui allaient s'accélérer au début des années 70, puis 90, puis 2000 et enfin 2008 qui allaient se traduire par son emprise totale sur les institutions politiques nationales de chaque pays, instaurant de fait une dictature absolue.

On a ignoré que la modification de ces rapports allaient se répercuter au sein de tous les partis, mettre en lumière leur véritable nature que l'on se refuse toujours à admettre, à caractériser ces partis pour ce qu'ils sont réellement.

On a également sous-estimé le développement exponentiel de la démographie mondiale dont on a ignoré les conséquences prévisibles sur les rapports économiques et sociaux à l'échelle mondiale.

On a encore sous-estimé les modifications intervenues dans les rapports entre les différents secteurs économiques au profit des services qui allaient déteindre sur le mode de pensée des travailleurs, car le rapport à l'exploitation capitaliste, qui s'exprime dans le procès du capital, est plus abtrait quand on travaille dans un bureau que lorsque l'on travaille dans une usine, c'est même le rapport à la dialectique qui disparaît.

On a aussi sous-estimé ou plutôt totalement ignoré, voire même rejeté les rapports qui existaient entre les hommes et les femmes, la place des enfants dans la société, pour emboîter le pas au féminisme soutenu et encouragé par un certain Nick Rockeffeler.

On a même sous-estimé la manière dont le capitalisme réalisait sa plus-value au niveau mondial en surexploitant et pillant les richesses d'autres peuples, on en veut pour preuve que ce ne sont même pas les partis ouvriers qui ont réalisé la décolonisation. Ajoutons que le mouvement ouvrier allait se contenter des réformes ou de la hausse du niveau de vie qui proviendrait des gains de productivité réalisés en France (et ailleurs) grâce à l'introduction de nouvelles technologies, de l'amplification de l'exploitation en fait, sans se poser la question de savoir ce qui adviendrait par la suite des gignantesques masses de profit que les capitalistes accumulaient, préparant en réalité les conditions de la prochaine crise.

Résumons.

A l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, il est préférable d'avoir toujours ce cadre à l'esprit sinon on ne comprend pas grand chose, dès 1945 l'orientation du capitalisme mondial témoignait d'une accélération et amplification du processus qui était apparu à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, qui allait aboutir à une nouvelle concentration du capital, à la domination de monopoles de plus en plus gigantesques dépendant des banquiers ou passés sous leur contrôle, à l'emprise de la finance sur l'ensemble de l'économie allant jusqu'à exercer leur pouvoir sur les Etats, dès 1973 en France, créant de toutes pièces des institutions financières et politiques supranationales pour s'emparer du pouvoir politique et ainsi mieux soumettre tous les Etats à leur domination, sans partage, ce qui signifiait que le prolétariat devrait en être totalement exclu ou ne plus détenir aucun droit politique en dehors de s'organiser et de s'exprimer, dans tous les cas de figure l'évincer des institutions politiques ou lui interdire d'y accéder par tous les moyens, sachant que la crise du capitalisme allait faire rage à nouveau, il leur faudrait pour la contenir se lancer dans une fuite en avant à l'endettement sans précédent du monde en entier, créer une multitude d'instruments financiers (et de paradis fiscaux) à la fois pour mieux piller les richesses produites qui passeraient de l'économie productive ou réelle dans l'escarcelle de l'économie financière, spéculative ou fictive, accroître ainsi leur pouvoir et leur pression sur les Etats afin qu'ils mettent en oeuvre des réformes structurelles, liquident tous les acquis sociaux des travailleurs, le tout en accordant des dizaines de milliers de milliards aux banquiers et autres institutions financières pour éviter également que tout leur système totalement corrompu ne s'effondre, nous en sommes là aujourd'hui.

L'avant-garde du mouvement ouvrier pour n'y avoir rien compris ou pour avoir été corrompue par le capitalisme, n'a pas été capable pendant que cette situation se développait sous ses yeux d'adapter sa conception de la lutte de classe à ces nouveaux rapports et à cette orientation du capitalisme mondiale qui était écrite rappelons-le depuis le début du XXe siècle.

Ses dirigeants ont considéré que les rapports des masses, d'une partie des masses aux partis PS et PCF constituaient l'essentiel comme si ces rapports étaient gravés dans le marbre et devraient forcément jouer un rôle de premier plan dans le futur, or chacun pourra constater que les faits leur ont donné tort. Ils ont été incapable de développer une politique et une stratégie indépendante de ces partis, et des appareils des syndicats dans lesquels on retrouve ces partis.

Pendant 68 ans ils se sont accrochés à une et une seule tactique qu'ils ont élevée au rang de stratégie, de fétiche, le front unique, sous prétexte que ces partis comportaient des centaines de milliers de militants, qu'ils étaient des partis de masses et qu'il fallait se tourner vers leur dirigeant au lieu de les combattre en réalité. Là encore les faits leur ont donné tort puisqu'il n'y a plus d'ouvriers organisés au PS, et quant au PCF, réduit en réalité à quelques dizaines de milliers de militants, il est pour ainsi dire fossilisé, maintenu sous perfusion par les institutions et particulièrement le PS.

A aucun moment ils ne se sont posés la question de savoir quelle était la nature du mouvement ouvrier, bourgeois, ils ont refusé de caractériser le PS comme un parti capitaliste, de droite, ils n'ont eu de cesse de soutenir ces partis lors de chaque élection pendant plus de 50 ans, à aucun moment ils n'ont envisagé de rompre avec leurs appareils et ceux des syndicats, pas plus qu'avec les institutions, ils n'ont boycotté aucune élection et ils vont tous participer aux prochaines élections municipales, pour les européennes ce n'est pas encore fixé apparemment.

On pourrait dire que combattre les illusions sur le terrain des illusions à laquelle correspond cette stratégie a abouti à une formidable désillusion, non pas envers le capitalisme mais le socialisme, donc à l'objectif inverse de celui recherché, vous avouerez qu'on est en droit de se demander s'ils ne l'ont pas fait exprès ou alors ils firent preuve d'une incurie politique incurable, ce qu'il confirme quotidiennement apparemment.

Un autre exemple. Lors de la réunification de l'Allemagne, qu'avons-entendu, que c'était une bonne chose parce le plus puissant prolétariat d'Europe allait être réuni, patati patata. Pure foutaise en réalité et la suite l'a largement démontré. Voilà le genre d'analyses à deux balles, foireuses, merdiques qu'on nous a servies, bien enrobées comme il se doit de telle sorte qu'elle paraissait crédible, alors que c'était l'oeuvre de furieux dogmatiques. Nous ne remettons pas en cause la réunification de l'Allemagne et du prolétariat allemand mais contrairement aux philistins nous disons qu'il aurait fallu se poser une question : qui la réalise, le prolétariat allemand ou la classe dominante, pour qui, qui en tirera profit ? Poser cette question aboutit à une conclusion inverse de celle que les opportunistes nous ont servie, chacun peut l'observer.

Ce sont les mêmes dirigeants, qui contrairement à ce qu'ils ne cessent de proclamer, analysent la situation en France et dans le monde en ne se situant pas sur le terrain de classe du prolétariat, ils se situent sur le terrain de la lutte des classes sans forcément se situer sur le bon terrain, c'est cette déviation politique que les militants n'arrivent pas toujours à percevoir.

En 2008, j'avais commencé cette rubrique en expliquant de quelles manières ils s'y prenaient pour tromper les militants, car ils savent pertinemment ce qu'ils font, notamment à partir du syllogisme comportant un premisse erroné. Le syllogisme comporte deux prémisses et une conclusion qui est la conséquence des prémisses. Si un des prémisses s'avère erroné ou faux, la conclusion sera forcément erronée ou fausse, c'est de la logique pure. L'exemple le plus simple pour comprendre comment fonctionne un syllogisme : l'homme est mortel, je suis un homme, (donc) je suis mortel. Le premier et le second prémisse sont vrais, donc la conclusion est correcte.

Si maintenant on reprend l'exemple ci-dessus cela donnait : Premier prémisse - l'unification de l'Allemagne permettra au plus puissant prolétariat d'Europe de se renforcer et cela sera profitable à sa lutte de classe ; second prémisse - l'heure a sonné de la réunification ; conclusion - le prolétariat allemand va se renforcer. Le premier prémisse était faux, le capitalisme allemand s'est

servi de la réunification pour affaiblir le prolétariat allemand, celui de l'Ouest mis en concurrence avec celui de l'Est pour réduire les salaires, tandis que celui de l'Est allait perdre tous les avantages dont il bénéficait et qui était le produit de la révolution russe de 1917, bref, c'est l'ensemble du prolétariat allemand qui allait être perdant dans cette opération. Alors pourquoi avoir prétendu le contraire ?

On pourrait nous demander pourquoi on situe notre combat dans la perspective du socialisme, pourquoi on combat pour un objectif qui semble si lointain, pourquoi s'obstiner à mettre en avant le programme de la révolution socialiste alors que les conditions pour qu'elle ait lieu n'existe pas, pourquoi analyser la situation en ayant toujours à l'esprit l'objectif de la prise du pouvoir politique par le prolétariat ?

Parce que notre ennemi mène son combat en ayant toujours en tête son objectif politique final, parce que toutes les mesures qu'il adopte sont reliées à cet unique objectif, parce qu'il fait preuve d'une détermination sans faille et d'un cynisme sans fond à appliquer son programme, morceau par morceau, pan par pan, secteur par secteur étape par étape, il avance sur la voie qu'il s'est tracé, c'est sa force, alors que c'est notre terrible faiblesse de ne pas être capable de l'imiter de notre côté, lui il ne brade rien, il ne renie rien, il ne cède sur rien, il n'accepte aucun compromis, sauf si cela lui permet de faire un pas en avant dans un autre domaine ou de mieux préparer sa prochaine offensive, nous, nous faisons exactement l'inverse et quand on compare les résultats de part et d'autre, le bilan est accablant pour nos dirigeants.

Ne pas situer notre combat politique dans la perspective du socialisme, abandonner tout objectif politique conduit à s'adapter au capitalisme, à s'accommoder du capitalisme, à sans cesse reculer pour finalement capituler.

Quelle que soit la situation, quelle que soit l'époque, après guerre, sous la IVe République, sous la Ve jusqu'en 1981 puis après jusqu'au début des années 90, de 1992 à 2000, de 2002 à 2013, il se trouve toujours des pans entiers de la classe ouvrière plus avancés que le reste des masses, des travailleurs a gagné à un parti révolutionnaire, d'ailleurs certaines organisations ont vu leurs effectifs grossir puis à nouveau décroître et ainsi de suite, on les appelle des partis passoires incapables de retenir les travailleurs qu'ils avaient recrutés, non pas qu'il se serait produit des événements pouvant le justifier, là aussi ce sont les balivernes qu'on nous raconte, c'est l'interprétation de ces évènements, mai 68, mai 81, l'implosion de l'URSS, toutes les défaites encaissées par le mouvement ouvrier, les illusions qui en amont avaient été colportées qui se sont avérées criminelles, dévastatrices sur le moral des militants, qui devaient entraîner leur dislocation, ce qui était en cause c'était leur analyse de la situation mondiale, son orientation et ses conséquences sur tous les rapports dans la société comme nous l'avons évoqué plus haut, leur conception du parti, de la lutte des classes, le sens qu'il fallait donner à l'engagement politique des militants sachant que la plupart avaient été gagné lors d'une bataille, il devait rejoindre le parti bourré d'illusions, sur tout, sur le parti, le mouvement ouvrier, le capitalisme, le socialisme, absolument sur tout, donc sans porter une attention particulière et permanente à leur formation, à l'élévation de leur niveau politique, il devait infailliblement arriver un moment où ils flancheraient, c'est normal, c'est humain, j'en ai fait moi-même l'expérience il y a 32 ans, je me prenais pour un grand révolutionnaire, on m'a laissé croire que je l'étais, c'était l'erreur fatale à ne pas commettre, il me faudra 20 ans pour m'en remettre et revenir au militantisme.

Quand la révolution ou la question de la prise du pouvoir n'est pas prête de venir à l'ordre du jour, c'est criminel de faire croire aux militants le contraire comme si cela pouvait les motiver et les retenir au parti, car un jour où l'autre, très rapidement généralement, ils se lasseront et sans rien dire ils dispaîtront dans la nature. Vaut mieux leur dire la vérité, les former pour les préparer à entendre la vérité car il ne faut pas les brusquer ou les traumatiser psychologiquement, un militant cela se respecte, se soigne. Et oui, c'est ce genre de petites choses qu'on oublie dans un parti, la lutte, la lutte, la lutte, le syndicalisme, et merde bordel, les militants ne sont pas des machines, ils sont fragiles, sensibles, c'est seulement quand on a bien compris dans quel monde on vit, comment il fonctionne, qu'on acquiert un niveau de conscience supérieur qui nous relie solidement à notre idéal, avant de l'avoir atteint le fil est tenu, fragile, il peut rompre à tout moment, il faut donc l'entretenir, le solidifier, le rendre inoxidable, invulnérable. A suivre.

Une question à creuser qui a un rapport avec la précédente :

Niveau de vie et condition d'existence, le premier a progressé au détriment de la seconde qui a régressé, qui s'est détériorée, ne serait-on pas victime d'une conception de la lutte de classes purement comptable, mécanique et non pas dialectique ?

ACTUALITE EN TITRES

En Inde, en Chine, non...

- France. Accident de train à Brétigny : la vétusté de la ligne pointée du doigt - Francetv info

- Grande-Bretagne. Incidents en série sur des Boeing 787 dans le ciel britannique - LeMonde.fr

- Etats-Unis. Crash Asiana: une troisième victime est morte de ses blessures - Lexpress.fr

Fichtrement zélé le ministre des Finances

- Fitch prive la France de son dernier AAA - Reuters

- Le gouvernement se dit déterminé après l'abaissement de Fitch - Reuters

Le ministère des Finances a réaffirmé la détermination du gouvernement français à réduire les déficits.

Concernant Fitch, "*la notation élevée et la perspective 'stable' témoignent des atouts bien connus de la France*", poursuit le ministère.

"*Elle reflète également la valeur des réformes engagées par le gouvernement, notamment le Pacte pour la croissance, la compétitivité, et l'emploi, la loi sur la sécurisation de l'emploi, les chantiers de la modernisation de l'action publique et de la réforme de nos régimes de retraite*", poursuit le ministère des Finances. Reuters 12.07

Au moins cela a le mérite d'être clair, on sait qui fait les frais de la politique réactionnaire du gouvernement, non pas les riches, eux ils sont épargnés, normal.

Au POI ils devraient organiser une délégation auprès du ministère des Finances pour lui dire que ce n'est pas beau de s'en prendre ainsi aux plus faibles, c'est injuste, vilain va ! Oui, ils en sont à ce niveau-là.

Il fallait exiger 100 pour en obtenir 30 !

- Les banques espagnoles veulent 30 milliards d'impôts différés - Reuters

Tout est à nous, tout est à vendre !

- La Grèce lance la privatisation de son monopole ferroviaire - Reuters

- JP Morgan et Wells Fargo profitent du recul du risque - Reuters

Sur les trois mois à fin juin, JPMorgan a dégagé un bénéfice net en hausse de 31% à 6,5 milliards de dollars (4,99 milliards d'euros). De son côté, Wells Fargo a engrangé un profit en hausse de 20% sur la période avril-juin de cette année, à 5,27 milliards de dollars. Reuters 12.07

La contre-réforme permanente : c'est la réaction sur toute la ligne !

- Retraites : la réforme pourrait devenir annuelle - LeFigaro.fr

Washington et Berlin défenseurs des libertés... des féodaux, des barbares!

- Les Frères musulmans mobilisent leurs partisans au Caire - Reuters

- Egypte: Les Etats-Unis demandent à l'armée égyptienne de libérer l'ancien Président Mohamed Morsi - 20minutes.fr

- Égypte : Berlin veut voir Mohamed Morsi libre - LePoint.fr

Une idée qui fait son chemin...

- 14 Juillet : 51% des Français ne jugent pas nécessaire l'interview présidentielle - LeParisien.fr

Il va être déçu Daniel Gluckstein...

- Bon sens ? 60% des Français sont opposés à un engagement militaire du pays en Syrie - Atlantico.fr

Après que la cour suprême eut estimé que le combat pour les droits civiques des Noirs était dépassé.

- Affaire Trayvon Martin : les jurés pourraient acquitter George Zimmerman - LeMonde.fr

Grotesque. A trop penser au pognon.

- Les palaces parisiens pâtissent du mois de ramadan - LeParisien.fr

- Les gueules de bois ne font pas seulement vomir, elles coûtent aussi une fortune à l'économie et à la société - Atlantico.fr

C'est très con comme réflexion, car ceux qui picolent rapportent du frics aux entreprises et à l'Etat. Ils sont tellement aveuglés par leur idéologie pourrie, haineux, aigris, qu'ils en perdent même le sens de l'observation la plus élémentaire. Ce sont des gens qui ont un certain statut social, ils sont médiocres, insignifiants.

Entre nous, vaut mieux encore fumer un joint que de se taper la gueule de bois. Les réacs devraient s'y mettre, cela coûte moins cher, et même que cela peut décoincer ou rendre moins con !

ACTUALITÉ DU JOUR

Gaz de schiste. Conditionnement des masses. Mode d'emploi.

1- Montebourg prône un groupe public pour exploiter les gaz de schiste - Libération

2- Gaz de schiste: Montebourg sévèrement recadré par Ayrault - AFP

3- Gaz de schiste: Montebourg nie avoir rompu la ligne gouvernementale - AFP

4- Le Conseil constitutionnel va devoir se prononcer sur l'exploitation du gaz de schiste - 20minutes.fr

Vous avez compris le mécanisme : Montebourg lance l'opération sur un ton faussement provocateur en porte-parole du Vallourec, Ayrault le rappelle à l'ordre en porte-parole du gouvernement auquel participent EE-LV histoire de faire bonne mesure, le balancier, le notable de province rétorque qu'il s'en fout parce qu'il bénéficie (en sous-entendu) du soutien de Hollande et de Sylvie Hubac (Vallourec), et pour départager partisans et adversaires de l'exploitation du gaz de schiste ils refilent l'air de rien l'affaire au Conseil constitutionnel, là encore histoire de ne pas se mouiller, et il y a fort à parier que cela se terminera à l'avantage des partisans de l'exploitation du gaz de schiste, avant ou plutôt après les élections de 2014, on prend les paris ? Attention, j'ai du pif et le gaz de schiste ça pue !

Stalinien for ever ! A bas le Front populaire !

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF), lance un appel pour "*un nouveau Front populaire de gauche*" pour que le gouvernement respecte "*la volonté populaire de changement*" issue des urnes le 6 mai 2012, dans un entretien accordé à L'Humanité dimanche.

(Il a raison de préciser "*de gauche*" car on pourrait croire qu'il serait de droite en y associant le PS et ses satellites, des partis de droite ! Faire croire que ce gouvernement pourrait changer de politique, quelle supercherie ! - ndlr)

M. Laurent prévient cependant que son objectif aux élections municipales "*n'est pas la sanction du PS*" mais de "*construire l'unité nécessaire face à un gouvernement dont la politique divise les forces de gauche*".

(Il ne veut pas sanctionner le PS, après avoir dit que le Front de gauche ne se situait pas dans l'opposition, bref, il le soutient de l'extérieur. Question à cent balles : Que serait l'unité qui ne serait pas tournée contre le gouvernement ? Réponse, l'unité avec le gouvernement, CQFD -ndlr)

"*Je lance un appel à un nouveau Front populaire de gauche, un grand front d'action politique et social pour faire respecter la volonté populaire de changement*", explique-t-il, ajoutant que le gouvernement devait "*changer de cap*" en refusant l'austérité et en combattant les "*forces de l'argent*".

(Le Front populaire ouvre la voie au fascisme, à la dictature. Le discours de Laurent est un déni, il consiste à nier la réalité, que pendant la première année du mandat de Hollande et du PS au Parlement, les 500 plus riches ont augmenté leur fortune de

25%, il est le président des riches, le PS est le parti des nantis, ils sont organiquement liés à l'oligarchie financière, il faut donc les combattre comme des ennemis à abattre. Comment cela "*changer de cap*", diable surtout pas ! continuez monsieur Hollande, frappez toujours plus fort, allez-y matraquez-nous, c'est la seule manière de pousser les masses à se soulever, il faut savoir ce qu'on veut dans la vie, sauvegarder le régime capitaliste ou le renverser, hein la confrérie des opportunistes réunis. - ndlr)

"*En construisant un large front d'action sociale et politique (...) nous allons démontrer que les choix budgétaires permettront d'investir dans l'éducation, les transports publics urbains et ferroviaires, le développement industriel ou la transition écologique, et de créer de l'emploi, qui est une question prioritaire*". AFP 12.07

(Sans renverser le régime, dans le cadre du capitalisme dont l'orientation politique consiste à broyer systématiquement tous nos droits, c'est colporter les pires illusions qui soient qui ne peuvent conduire qu'à la démoralisation et la démobilisation des masses au profit de la réaction, tella est la fonction du Front populaire dont Laurent est le porte-parole. La seule orientation politique correcte c'est de préparer les masses au renversement du régime pour porter au pouvoir un gouvernement ouvrier révolutionnaire, sans le Front de gauche et le PS évidemment. A bas le Front populaire ou la collaboration de classes ! -ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Amérique latine

Les présidents de l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay et du Venezuela "*vont rappeler pour consultations leurs ambassadeurs dans les pays impliqués*" dans cet épisode, a indiqué vendredi le ministre uruguayen des Affaires étrangères, Luis Almagro, lors d'une séance plénière du sommet semestriel des chefs d'Etat du Mercosur à Montevideo. Reuters 12.07

2- Israël

Il a cinq ans, il est Palestinien et il va être emmené par des soldats israéliens. Son crime ? Avoir lancé une pierre qu'il destinait à un chien et qui a finalement touché une voiture.

A l'origine de ces images, B'Tselem, un groupe israélien de défense des droits de l'homme. L'ONG accuse l'armée israélienne d'avoir interpellé ce petit garçon dans les rues d'Hébron en Cisjordanie.

Ces images ont fait le tour des télévisions israéliennes.

On y voit Wadi, c'est son nom, en pleurs, emmené dans une jeep de Tsahal accompagné par son père.

Selon l'ONG, tous deux ont été détenus pendant une demi-heure. Sur ces images, ils sont installés en pleine rue, le père est menotté et a les yeux bandés. Les passants ne semblent pas faire attention à eux.

Le père et son fils ont été finalement relâchés. On ignore si des charges ont été retenus contre eux.

Pour B'Tselem, l'interpellation de cet enfant est illégale car l'âge de la responsabilité pénale en Israël et en Cisjordanie est de 12 ans.

Dans un communiqué, Tsahal affirme que le garçon a mis en danger les passants, en lançant sa pierre. euronews.com 12.07

3- Jordanie

Selon l'hebdomadaire Al Manar de la Palestine, "*la France dote les salafistes jordaniens de missiles air-sol.*" Les services de sécurité jordaniens ont investi l'un des repaires des salafistes jordaniens au sud de la ville d'Amman et ils y ont découvert des missiles anti blindés. la France avait envoyé ces missiles aux terroristes en action en Syrie à la faveur de l'aide turque et les voilà désormais entre les mains des terroristes jordaniens. les missiles ont été découverts avec une grande quantité d'armes et de munitions. french.irib.ir 12.07

Haut de page

Le 14 juillet 2013

CAUSERIE

Le chiffre du jour. 3786,76

- Laurence Parisot, la grande pourfendeuse des dépenses publiques vient de rejoindre le Conseil Economique Social et Environnemental où elle touchera 3786,76 euros mensuels issus du budget de l'Etat.

Elle déclarait, il y a encore peu : « *Nous avons besoin de faire des économies. La France est addicte à la dépense publique et il faut qu'on sorte de cette logique-là* » ne fustige pas le coût exorbitant d'une institution dont l'utilité reste à prouver, et qui a un budget de prés de 40 millions d'euros ! (source : Conscience Citoyenne Responsable publié par internationalnews.fr 13.07)

On comprend mieux pourquoi nos braves syndicalistes et autres retraités avant l'heure du mouvement ouvrier, ex-trotskistes et Cie. se précipitent au Conseil Economique Social et Environnemental, la soupe est bonne...

Le saviez-vous ?

- Publié il y a quelques jours par la Fondation Prometheus à Paris, le sixième Baromètre de la transparence des ONG s'intéresse ainsi aux sources de financement des organisations non gouvernementales et, en particulier, à celles qui exercent le plus d'influence sur la vie économique. C'est, par exemple, le cas de Transparency International, l'ONG qui est à la pointe de la lutte contre la corruption, les paradis fiscaux et l'évasion fiscale.

Selon les conclusions des auteurs, l'existence de Transparency International « *doit tout à des fondations (Bill Gates et Soros) et des multinationales anglo-saxonnes (BP, Shell, General Electric, Procter & Gamble) ou encore des institutions gouvernementales (l'Agence américaine pour le développement international – USAID, notoirement proche de la CIA).* » Les auteurs affirment aussi que le chapitre britannique de l'ONG « *est financé à près de 60 % par le gouvernement britannique via le Departement of International Developement.* » (En ligne dans la page dans la rubrique économie : *Les ONG deviennent les fantassins de la guerre économique* - legrandsoir.info - 09.07.13)

Snowden qui apparemment est naïf ou bien mal conseillé vient de recevoir à Moscou des membres de cette agence de la CIA pour l'aider à résoudre son problème ! Il est très mal barré...

Qui a dit ?

- "*Il y a la facilité des démagogues et des populistes. Celle qui consiste à rejeter la faute de tout ce qui ne va pas sur « Bruxelles » et la Commission européenne, oubliant que celle-ci ne prend aucune décision sans un mandat clair des États membres, dont la France.* "

Aurore Bergé, conseillère politique de l'UMP, et Philippe Juvin, député européen et maire UMP de la Garenne-Colombe dans Pour une droite européenne décomplexée, un article du 13 juillet publié par le portail néolibéral Atlantico.fr.

Et si ce constat est parfaitement exacte, bien qu'il s'applique aussi au représentant en France de cette "*droite européenne décomplexée*", Sarkozy quand il était chef de l'Etat et qu'ils nient évidemment, ne provient pas de la gauche ou de l'extrême gauche, c'est soit parce qu'elle est inféodée à Bruxelles, soit qu'elle ménage le gouvernement Hollande-Ayrault après avoir soutenu la candidadure de Hollande, ou encore parce qu'elle se refuse à axer son combat contre les institutions de la Ve République et à rompre avec la soit-disant gauche et les appareils vendus des syndicats.

Ainsi la démagogie et le populisme caractérisent la droite et l'extrême droite, on a le droit d'y associer la gauche et l'extrême gauche qui soutiennent le régime en place en France et Bruxelles.

Certains (POI notamment), après avoir axé leur combat politique contre Bruxelles pendant plus de deux décennies réorientent leur combat contre le gouvernement Hollande-Ayrault, tout en prétendant qu'il serait possible de l'obliger à changer de politique sous l'effet de la mobilisation des masses, d'autres (Front de gauche, NPA, etc.) qui le soutiennent ouvertement se mobilisent pour qu'il "*change de cap*", de politique.

En fait ces deux orientations politiques se rejoignent et n'offrent aucune perspective politique aux travailleurs puisque dans les deux cas leur sort demeurerait suspendu au bon vouloir du gouvernement. Elles consistent plutôt à les désarmer politiquement. Pire encore, ces lignes politiques sont criminelles (merci à Gauquelin au passage) car non seulement elles ne sont pas mobilisatrices mais bien l'inverse, elles sont un facteur supplémentaire de démoralisation des travailleurs car de leur côté ils ont parfaitement compris la nature de Hollande et du PS, cela revient donc à passer outre leurs convictions pour leur refiler des illusions dans le gouvernement et le PS, c'est de la sorte qu'ils le soutiennent l'air de rien, au lieu d'affirmer qu'il n'y a rien à

en attendre et qu'il faut mener le combat pour en finir avec ce régime et ses institutions, pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire, une République sociale.

Toutes nos difficultés viendraient du fait qu'il y aurait un mauvais gouvernement en place qui pourrait devenir un bon gouvernement si on se mobilisait, tout le reste de leur discours étant le baratin habituel qu'ils ressortent régumièrement du fond d'un tiroir où ils rangent soigneusement leurs reliques à la façon des bigots pour l'y replacer aussitôt, nous ne sommes pas dupes.

Plusieurs remarques découlent de ce constat.

Ils ne tiennent pas compte des convictions des travailleurs parce que dans le cas contraire il leur serait impossible de justifier leur ligne politique opportuniste, y compris leur analyse de la situation qui est erronée, à les entendre les travailleurs auraient espéré monts et merveilles de l'élection d'Hollande, pure fabulation en vérité. Allons plus loin.

Une fois qu'ils ont témoigné qu'ils ne tenaient pas compte de ce que pensaient les travailleurs, leur intervention dans la lutte des classes ne consistera pas à définir un axe politique pour recruter les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, ils ne s'adresseront pas à ces couches de travailleurs qu'ils méprisent, trop à gauche, trop radicales, ils préfèreront s'adresser à ceux qui ont des illusions dans le régime, qui sont intéressés par les concessions qu'un gouvernement dit de gauche pourrait leur accorder, les fonctionnaires, l'aristocratie ouvrière, les enseignants, bref leur fond de commerce habituel corporatiste et celui des syndicats qui assure la stabilité du régime bonapartiste depuis 1958.

Ces couches privilégiées de la classe ouvrière jouent le même rôle de fausse gauche au sein du mouvement ouvrier que le PS au sein de ce qu'ils appelllent la gauche, elles sont conservatrices, ce qui n'est pas perceptible au premier coup d'oeil ou en se fiant aux apparences, parce que c'est à l'intérieur de de ces couches que sont encore implantés les syndicats, on oublie juste d'observer et de tenir compte que les syndicats ont cessé depuis des lustres de combattre pour l'émancipation du salariat, du capitalisme, comme tous les partis qui soutiennent leurs appareils ou refusent de rompre avec. Oui nous sommes en présence d'une vaste supercherie au sein du mouvement ouvrier que seuls la démagogie ou le populisme peuvent masquer.

Les partis POI, NPA et LO mais aussi le Front de gauche s'emploient à recruter parmi ces couches privilégiées, ce n'est pas nouveau cela fait 68 ans que cela dure avec le succès que l'on sait, ainsi va leur dégénérescence. Les travailleurs les plus avancés qui ne possèdent le plus souvent aucune connaissance théorique solide de la lutte des classes sont tentés de rejoindre ces partis, puis s'apercevant que leur opposition au régime n'était qu'une vulgaire posture comptable de boutiquiers créent leur propre formation politique vouée à végéter, puis à disparaître, ou se rabattent vers des organisations gauchistes ou abandonnent le combat politique, se réfugient auprès d'Ong, se consacrent au syndicalisme, pire, se tournent vers l'extrême droite.

Une dernière remarque sur l'Egypte.

Hier soir j'ai pris le temps de lire des articles de diverses sources sur la situation en Egypte. Dans l'un d'entre eux (Il est absurde de prétendre qu'en Egypte c'était un « coup d'Etat démocratique ») que je mets en ligne aujourd'hui, on peut lire la conclusion suivante :

- " *Il manque une organisation d'avant-garde, une organisation capable de prendre la tête de la lutte des masses, qui conservent leur capacité à renverser les gouvernements mais ne jouent aucun rôle dans les conséquences politiques. Là est le drame dans le cas égyptien.*"

Eh oui, le parti, encore le parti et toujours le parti ! On ne cesse de le marteler. Par contre, dans la page que consacre cette semaine Informations ouvrières (N°259 page 8) à la situation en Egypte n'y chercher pas cette explication, l'absence du parti, son rôle déterminant qui est la clé pour comprendre ou expliquer l'impasse politique dans laquelle se trouvent les masses, la situation en Egypte, en Tunisie, en Grèce, en Espagne, etc. et en France, n'y figure pas.

Cela ne nous fait pas marrer du tout, c'est pitoyable en vérité, cela illustre bien leur décomposition politique car lorsque que vous lisez cet article du POI vous n'apprenez rien de plus que ce qui figurent dans des articles provenant de différentes sources, vous n'êtes pas plus avancé. Cela vaut pour le NPA et LO évidemment.

En l'absence de toute issue politique favorable aux masses exploitées on pourrait envisager de soutenir les partis démocratiques laïcs qui mèneraient leur combat dans la perspective de la constitution d'une Assemblée constituante, solution politique temporaire qui permettrait d'aider les travailleurs égyptiens à comprendre la nature politique de l'armée qui détient de fait le pouvoir depuis 1952, afin de rompre avec elle et de mieux la combattre, ainsi que le FMI, l'UE, Israël et l'impérialisme anglo-saxon...

Situation pendant laquelle il serait possible de construire un parti ouvrier révolutionnaire, ajoutons que pour vaincre la classe dominante et l'armée qui n'auraient pas pu faire autrement qu'accepter l'existence de cette Assemblée constituante à condition que les bases du régime ne soient pas remises en cause, il est clair que de leur côté ils seraient tentés de la liquider à tout moment, tandis que du nôtre il est clair également que le prolétariat ne pourra pas s'emparer du pouvoir dans le cadre de

cette Assemblée constituante, donc sans poser la question de sa liquidation sachant qu'elle aura continué d'incarner le pouvoir et le régime de son ennemi.

Il se peut donc qu'à un certain moment la classe dominante et l'armée décident de la dissoudre, tactiquement ce qui déterminerait notre position si cela venait à se produire, résiderait dans le niveau de conscience atteint par les masses et l'avancement de la construction du parti, si le mûrissement de la conscience des masses n'était pas suffisamment avancé il nous faudrait défendre l'existence de l'Assemblée constituante, et si les conditions subjectives étaient suffisamment mûres pour mettre à l'ordre du jour la question de la prise du pouvoir nous appellerions à préparer le soulèvement armé contre le régime.

En France la question ne se pose pas du tout sous le même angle puisque la démocratie politique aussi réduite soit-elle peut s'exercer dans le cadre du régime actuel, mettre à l'ordre du jour ou inscrire sa politique dans la perspective d'une Assemblée constituante reviendrait à reproduire le schéma actuel et aboutirait à une Assemblée nationale bis.

En Egypte, dans le cadre de la Constitution actuelle la démocratie politique étouffe, est muselée, au point qu'elle a permis de porter au pouvoir le parti des Frères musulmans qui incarne son antithèse, d'où la nécessité d'une Assemblée constituante qui rédigerait une nouvelle Constitution, seuls les partis démocratiques laïcs et les partis ouvriers pouvant incarner la démocratie politique pour peu qu'il leur soit permis de s'exprimer librement.

En France ce qui peut donner l'impression que la démocratie politique est morte, c'est la soumission des partis ouvriers au capitalisme et à ses institutions, leur faillite politique, qui a conduit à l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, et non le régime en place, les institutions ou la Constitution qui en porte la responsabilité. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante sert également à camoufler cette faillite politique, leur collusion avec le régime en place. En France rien ni personne n'a interdit de construire un nouveau parti communiste au cours des 7 dernières décennie, tandis qu'en Egypte, en Tunisie, en Libye ou en Syrie ou encore en Irak la situation s'avérera beaucoup plus compliquée, risquée et dangereuse, voire impossible, du fait du niveau d'arriération des masses, du sous-développement économiques de ces pays et de leur régime policier, tyrannique.

Hier nous avons terminé notre article en revenant sur le comportement des opportunistes au moment de la réunification de l'Allemagne, on pourrait terminer celui-ci en évoquant la journée d'action du 10 septembre prochain appelé par plusieurs syndicats.

Hier encore on condamnait les journées d'action, on refusait d'y participer, on en dénonçait le caractère contre-révolutionnaire, etc. Depuis, on les a adoptées, mieux ou plutôt pire, on les prend en charge ! Avant-hier on combattait férocement le PC, théoriquement, puis il est devenu respectacle et enfin tout à fait fréquentable. On a précédé le renégat Mélenchon, on lui a tendu la perche pour qu'il puisse mieux justifier son alliance avec ce parti au sein du Front de gauche, occasionnellement on lui offre une tribune parce qu'on estime que les médias n'en font pas assez et ainsi de suite. Un petit dernier, hier on conspuait le drapeau des Versaillais, maintenant on l'arbore dans nos meetings, manifestations. Cette liste des reniements de nos principes n'est pas exhaustive, il faudrait y consacrer un livre entier.

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi ?

- Sarkozy et Fillon engagent l'UMP dans un nouveau combat des chefs - AFP

... mais parce que voyons...

- Manuel Valls en défenseur de François Hollande et de son action - AFP

Eh oui, Hollande fait parfaitement son boulot, leur boulot ! Ainsi il alimente la crise au sein de l'UMP.

Hollande et son gouvernement de droite leur coupe l'herbe sous le pied, le patronat est aux anges, il exulte, en un an Hollande en a fait plus que Sarkozy et Chirac réunis pendant 15 ans, c'est génial non ? Plus soumis et réactionnaire, sioniste, tu meurs ! Et en plus il accepte d'encaisser tous les coups sans broncher ou presque, c'est merveilleux, pourvu que cela dure, il faut absolument le soutenir ils doivent se dire en haut.

Quel formidable jeu de rôles, quel excellent comédien, sa troupe est parfaite, il s'est même débarrassé manu militari d'une berbis galeuse, il est formidable notre président estiment les riches qui se goinfrent pendant ce temps-là.

En fait, quand on y réfléchit bien, le PS et ses satellites au pouvoir soutenus par le Front de gauche, c'est le Front populaire avant l'heure !

Trop corrompus.

- Les sénateurs rejettent la publication du patrimoine des élus Francetv info

Les sénateurs ont rejeté la publication du patrimoine des élus, après l'avoir pourtant créée. Francetv info 13.07

A bas les femmes, les immigrés, les musulmans, les homos, les retraités, les vieux, les malades, les chômeurs... et les fumeurs !

- Les prix des cigarettes augmenteront lundi de 20 centimes - Reuters

Le prix se situera entre 6,30 et 6,80 euros, en raison d'un relèvement des taxes voté au nom de la santé publique. Reuters13.07

Intox

- Etats-Unis: les journalistes et leurs sources mieux protégés - AFP

Par la CIA, NSA ou Prism !

- 977 chefs d'accusation retenus contre le ravisseur de Cleveland - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'ordre règne, vive la dictature !

- A une écrasante majorité, les Français ont confiance en l'armée - AFP

Une écrasante majorité de Français (91%) dit avoir confiance en l'armée, devant la police (78%) et la justice (54%), selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche. AFP 13.07

- 14-Juillet : pourquoi le défilé 2013 sera un grand cru - Francetv info

Spectacle garanti dimanche sur les Champs-Elysées, avec un défilé historique retransmis au travers d'un dispositif exceptionnel sur France Télévisions. Francetv info 13.07

Vous comprenez ce qui donne envie au mouvement ouvrier de se coucher toujours un peu plus devant le régime : nos dirigeants les craignent !

Un complément mérité.

Le prix de la guerre : cela se mérite oui ou non !

- Mali: des ministres et généraux français décorés à Paris - AFP

- Fabius et Le Drian décorés par le Mali - LePoint.fr

Snowden est un criminel, Morales aussi, Assange aussi, Mening aussi, Condamin-Gerbier aussi, mais pas Obama, pas Barrsoso, pas Cahuzac, pas Hollande, pas Moscovici.

- Affaire Cahuzac: arrestation en Suisse d'un témoin-clé - AFP

Son crime ? Avoir rompu l'omerta qui règne chez les voyous de la finance.

L'ex-cadre de l'établissement financier suisse Reyl Pierre Condamin-Gerbier, témoin dans l'affaire Cahuzac, a été arrêté en Suisse début juillet, peu après avoir affirmé avoir remis à la justice française des informations sur des personnalités ayant détenu

un compte en Suisse.

Dans un communiqué, la banque Reyl avait auparavant annoncé le dépôt d'une plainte le 17 juin contre M. Condamin-Gerbier notamment pour "*vol, falsification de document (faux dans les titres) et violation du secret professionnel et commercial*". Cette plainte est également déposée au nom de sa filiale Reyl Private Office.

"*Les nombreuses déclarations mensongères maintenues en dépit des démentis catégoriques de la Banque, la falsification d'un mémorandum interne de Reyl Private Office, et sa remise à un média français, n'ont laissé d'autre choix à la banque que de sortir de sa réserve et d'agir à l'encontre de Pierre Condamin-Gerbier*", avait ajouté l'établissement qui avait indiqué avoir "*déposé tous les éléments de preuve auprès du ministère public de la Confédération*".

L'arrestation de M. Condamin-Gerbier est intervenue deux jours après son audition par la commission d'enquête parlementaire française sur l'affaire Cahuzac.

Il avait alors affirmé aux députés français avoir transmis la veille à la justice les éléments d'informations dont il avait fait état dans les médias sur des personnalités ayant détenu un compte en Suisse.

"*En 20 ans d'expérience, j'ai été le témoin direct ou indirect d'un certain nombre de dossiers - j'aime peu la terminologie de liste car s'il s'agit de sortir une feuille A4 avec 15 noms dessus, cela ne vaut que le papier sur lequel c'est imprimé*", avait-il précisé.

"*Il s'agit de dossiers techniques et, vu la sensibilité de certains des noms inclus, les praticiens ont fait preuve d'une volonté d'obscurité importante et donc l'écheveau pour les enquêteurs est très complexe. Il a donc fallu faire un travail qui continue de mise en relation, de consolidation, de liens de ces informations pour qu'elles soient exploitables par la justice*", avait déclaré M. Condamin-Gerbier. AFP 13.07

Bulgarie. Instrumentalisation, manipulation : Comment ça marche ?

Comme quoi il peut être dangereux de se tromper de révolution, je parle pour notre classe ignorante qui se fait manipuler en Bulgarie et ceux qui entretiennent cette confusion en France, qui procèdent à un amalgame avec la révolution prolétarienne et socialiste russe de 1917...

- Les manifestants bulgares félicitent la France - AFP

Les manifestants à Sofia, qui protestent depuis un mois contre "*l'oligarchie*" et réclament la démission du gouvernement de centre-gauche, ont félicité samedi la France à l'occasion de l'anniversaire de la révolution française.

Une quinzaine de jeunes ont interprété la scène du tableau d'Eugène Delacroix "*La Liberté guidant le peuple*".

Les manifestants à Sofia, qui protestent depuis un mois contre "*l'oligarchie*" et réclament la démission du gouvernement de centre-gauche, ont félicité samedi la France à l'occasion de l'anniversaire de la révolution française.

Une quinzaine de jeunes ont interprété la scène du tableau d'Eugène Delacroix "*La Liberté guidant le peuple*".

"*Nous voulons féliciter la France pour l'anniversaire de la Grande révolution. Nous voulons aussi remercier la France pour avoir compris nos protestations contre le modèle oligarchique de gouvernement*", a déclaré l'un des animateurs du spectacle, l'informaticien Samouil Petkanov.

Dans une déclaration le 8 juillet, les ambassadeurs de France et d'Allemagne, Philippe Autier et Matthias Hoepfner, avaient souligné que "*le modèle oligarchique n'a pas sa place*" dans l'Union européenne, dont la Bulgarie est le membre le plus pauvre. Ils ont qualifié d'"*excellente nouvelle*" l'essor de la société civile bulgare, qui "*mérite d'être écoutée*". (Par les grandes oreilles... - ndlr)

Samedi, l'ambassadeur des Pays-Bas, Karel van Kesteren, a soutenu la déclaration de ses homologues français et allemand. Dans une interview au quotidien Kapital, il a souligné que les Bulgares "*protestent au nom d'idéaux et de principes*".

"*L'Etat (bulgare) n'est pas neutre, mais constitue un instrument au service de certains intérêts*", a-t-il déclaré. "*Les gens insistent pour que les valeurs européennes soient appliquées: des procédures transparentes, des gens compétents et honnêtes à des postes élevés, suprématie de la loi, liberté des médias*", a-t-il déclaré. AFP 13.07

Normal, ces lignes ont été rédigées par le représentant de la monarchie allié de l'impérialisme anglo-saxon sioniste depuis un siècle !

"*le modèle oligarchique n'a pas sa place*" dans l'Union européenne... qui fait très bien l'affaire à ce niveau-là, laissez-là s'en charger tel est le message que la droite bulgare véhicule dans ces manifestations à l'insu des masses qu'elle manipule.

"*des procédures transparentes*", alors que la Commission européenne entretient des rapports opaques avec les lobbies, "*des gens compétents et honnêtes à des postes élevés*", alors qu'ils sont vendus et que les scandales s'enchaînent, "*suprématie de la loi, liberté des médias*" qui sont tous aux ordres, tandis que tous les citoyens sont surveillés par les services secrets américains et des différents pays de l'UE avec la bénédiction de la Commission européenne...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police est intervenue samedi soir à Istanbul pour disperser des centaines de manifestants qui tentaient de gagner la place Taksim et le parc Gezi, bastion de la fronde antigouvernementale qui a agité la Turquie au mois de juin.

Les forces de l'ordre ont fait usage de canons à eau, de grenades lacrymogènes et de billes en plastique pour repousser les manifestants dans les ruelles du quartier de Beyoglu, qui jouxte la place Taksim.

La police a dans un premier temps autorisé un rassemblement de plusieurs milliers de personnes protestant contre le gouvernement islamo-conservateur du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, organisé devant le lycée francophone de Galatasaray, à plusieurs centaines de mètres de la place Taksim.

Elle est ensuite intervenue contre environ 500 manifestants qui tentaient de marcher en direction de la place.

Dans la rue Ayhan Isik, des commerçants excédés par des semaines de manifestations et de heurts avec la police ont pris à partie des journalistes, et des altercations ont eu lieu avec des manifestants, a constaté le photographe de l'AFP.

Interdit au public depuis son évacuation manu militari le 15 juin dernier, le parc Gezi a été rouvert en début de semaine, mais les manifestations y restent interdites. AFP 13.07

2- Egypte

2.1- Les tractations se sont intensifiées samedi pour la formation du gouvernement intérimaire d'Égypte, au lendemain de manifestations de masse en faveur du président déchu Mohamed Morsi, contre qui le procureur général a annoncé examiner plusieurs plaintes.

Le Premier ministre Hazem Beblawi a débuté dans la journée des entretiens téléphoniques avec les ministres pressentis. Ceux-ci se poursuivront dimanche, et le gouvernement pourrait-être annoncé mardi ou mercredi.

Celui-ci sera constitué de 30 membres, a ajouté M. Beblawi, relevant que ses priorités seraient de restaurer la sécurité, d'assurer la fourniture des biens et services et de préparer les échéances électorales (législatives et présidentielle).

D'après des sources officielles, citées par l'agence Mena, le ministre de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim, et surtout celui de la Défense, le général Abdel Fattah al-Sissi --le nouvel homme fort du pays--, devraient garder leur poste.

Le vice-président chargé des relations internationales et figure de l'opposition anti-Morsi, Mohamed ElBaradei, ainsi que l'économiste Ziad Bahaa Eldin, pressenti comme vice-Premier ministre, participent aux consultations préalables.

Ces démarches témoignent de la volonté du nouveau pouvoir d'aller de l'avant malgré la poursuite des protestations de rue des partisans de M. Morsi, destitué par l'armée le 3 juillet après des manifestations massives appelant à son départ.

Vendredi, dans le bras de fer entre camps rivaux, des centaines de manifestants anti-Morsi se sont rassemblés place Tahrir, ainsi qu'aux abords du palais présidentiel, où ils ont rompu le jeûne en fin de journée, pour le premier vendredi du ramadan.

Mais la foule a surtout été particulièrement nombreuse ce jour là devant la mosquée Rabaa al-Adawiya, dans le quartier de Nasr City, où les pro-Morsi manifestent depuis deux semaines. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont de nouveau exigé le

retour du président islamiste.

"*Une nouvelle manifestation de masse pacifique*" est prévue lundi, a affirmé à l'AFP un porte-parole des Frères musulmans, Tareq al-Morsi.

"*Nous sommes là pour faire passer le message aux militaires que nous ne renoncerons pas à la légitimité*" du premier président élu démocratiquement, a pour sa part fait valoir vendredi un manifestant, Achraf Fangary. "*Nous défendrons Morsi par notre sang*", a ajouté Mohamed Yousry.

Un haut responsable islamiste, Safwat Hegazi, a réitéré les exigences des Frères musulmans: retour immédiat de M. Morsi, tenue de législatives et création d'une commission pour la réconciliation nationale.

Le nouveau pouvoir, resté sourd à ces demandes, a assuré que M. Morsi se trouvait "*en lieu sûr*" et était "*traité dignement*". Mais il n'est pas apparu en public depuis son arrestation, dans la foulée de sa destitution.

Washington, qui consacre 1,3 milliard de dollars d'aide militaire par an à l'Égypte, a réclamé vendredi sa libération, ainsi que Berlin.

A Tunis, quelques milliers de personnes ont aussi manifesté samedi, à l'appel du parti islamiste Ennahda au pouvoir, pour dénoncer le renversement du président égyptien. AFP 13.07

2.2- Les milliards de dollars promis ces derniers jours par des pays du Golfe n'offrent qu'un sursis à une Egypte au bord de la faillite, où la tourmente politique actuelle s'ajoute à de graves difficultés économiques, estiment des experts.

Les millions d'Egyptiens qui avaient réclamé le départ du président islamiste Mohamed Morsi lui reprochaient en particulier de laisser l'économie dériver, avec une inflation et un chômage en hausse ainsi que des pénuries chroniques de carburant.

L'essence est revenue après la ruée sur les stations dans le climat de panique qui a précédé le renversement par l'armée de M. Morsi le 3 juillet. Rapidement, plusieurs monarchies du Golfe ont annoncé un total de 12 milliards de dollars d'aide.

Mais le climat d'insécurité et d'instabilité politique éloigne encore un peu plus la perspective d'un retour des touristes, une des premières sources de revenus du pays, et des investissements étrangers, qui se sont effondrés après la chute de Hosni Moubarak début 2011.

"*Dans ce pays de 84 millions d'habitants, une personne sur quatre vit sous le seuil de pauvreté et ne survit que grâce au blé subventionné*", largement acheté à l'étranger, relève Sébastien Poncelet, analyste au cabinet de conseil français Agritel.

Mais, souligne M. Cunningham, l'injection de fonds du Golfe n'est pas une solution à long terme: le pays a déjà reçu au cours de l'année écoulée des milliards de dollars du Qatar, qui n'ont fait que repousser les échéances.

"*Il ne s'agit que d'emplâtres. Les défis sont énormes et ils sont structurels. L'économie égyptienne est mal gérée depuis des décennies, et cela ne s'est pas arrangé sous Morsi*", affirme-t-il.

Les dernières statistiques montrent une forte progression du chômage, qui atteint 13,2% de la population active contre 8,9% il y a trois ans. Et beaucoup jugent ces chiffres officiels très en deçà de la réalité.

S'y ajoutent un système éducatif et un secteur médical en déliquescence, une corruption endémique, une administration pléthorique et aux salaires misérables, et un régime de subventions aux produits de base qui fait s'envoler le déficit budgétaire, estimé à 11,5% du PIB.

"*Il va falloir revoir tout le système*", juge Ahmed Galal, du Forum de recherche économique au Caire.

La nomination comme chef du prochain gouvernement de Hazem Beblawi, un ancien ministre des Finances ayant fait une longue carrière dans des institutions financières, semble indiquer une volonté de placer le redressement économique en tête des priorités.

L'institut américain Stratfor estime dans une récente note que les difficultés de l'Egypte vont bien au-delà des problèmes politiques du moment, et pèseront lourd sur le prochain gouvernement.

"*La pression démographique et économique croissante*" va continuer de poser des défis "*de plus en plus grands année après année*", prévient Stratfor. AFP 13.07

3- Corée du Sud

La justice sud-coréenne a donné raison ce vendredi à 39 anciens combattants affirmant être tombés malades à cause de l'Agent orange, un défoliant utilisé par les Américains pendant la guerre du Vietnam, et ordonné aux firmes Monsanto et Dow Chemicals de les indemniser.

La Cour suprême estime prouvée la corrélation épidémiologique entre le défoliant et les maladies de peau développée par ces anciens militaires qui ont combattu aux côtés des Américains contre le Vietcong. Elle a ordonné à Monsanto et Dow Chemicals, productrices de l'Agent orange, de leur verser au total 466 millions de wons (environ 315.000 euros), des réparations qu'ils ne recevront sans doute jamais.

Dow Chemicals, cité par l'agence de presse Yonhap, a fait savoir qu'elle contestait les conclusions de la justice sud-coréenne et invoqué des décisions précédentes aux Etats-Unis. La Cour suprême sud-coréenne a en revanche infirmé une décision d'appel faisant droit aux demandes de milliers d'autres vétérans.

Un total de 16.000 anciens combattants avaient saisi la justice individuellement en 1999 contre les firmes américaines, réclamant l'équivalent de 3,4 milliards d'euros de dommages financiers. La Corée du Sud a mobilisé 300.00 hommes auprès des Américains pendant la guerre du Vietnam. Hanoi affirme que jusqu'à trois millions de Vietnamiens ont été exposés à la dioxine contenue dans l'Agent orange et qu'un million d'entre eux souffrent de graves problèmes de santé, dont 150.000 enfants nés avec des déformations. 20minutes.fr 13.07

Haut de page

Le 15 juillet 2013

CAUSERIE

Dimanche 22h16.

J'ai ajouté quelques articles + une rubrique Egypte pour vous faciliter la recherche d'infos. J'ai créé un nouveau fichier, /dossier5, pour archiver les nouveaux fichiers. J'ai profité de la soirée pour lire quelques articles.

Lundi.

Le chiffre du jour. 3 500 000.

- 3,5 millions d'euros, c'est le prix qu'aura coûté le défilé du 14 juillet - L'Expansion.com 14.07

Il fallait y penser.

Les paquets de tabac à rouler Gauloises de 40 g ont subi l'effet de ce qu'on appelle l'inflation masquée, passant à 38 g, sans que le prix baisse.

L'allègement de 5% du poids net est le fait de la Seita, un groupe racheté depuis 2008 par Imperial Tobacco, qui se situe aujourd'hui à la deuxième place du marché européen, quatrième mondial.

Selon Imperial Tobacco, joint par Rue89, ces changements étaient prévus de longue date, et répondent à des objectifs commerciaux :

« *La baisse du grammage est destinée à contenir une hausse des prix.* »

Pour accroître leurs marges sans faire fuir leurs clients, les entreprises misent désormais sur la balance. En jouant sur le poids des articles vendus, nombre d'entre eux parviennent à alourdir la facture sans que la différence soit réellement perceptible pour le consommateur. C'est ce qu'on appelle l'inflation masquée.

Plusieurs techniques ont aujourd'hui cours. Certains fabricants allègent le contenu de leurs produits sans modifier le prix, d'autres utilisent des additifs controversés pour retenir l'eau contenue dans les aliments, ou bien en modifient la composition. Rue89 10.07

En Inde, à Pondichéry, j'achète des gâteaux pour le petit déjeûner de mon chien, les moins chers, 15 roupies le paquet de 150grs. Dans le rayon je vois le même paquet mais plus long. Je jette un oeil sur l'emballage pour voir de quoi il retourne. Le prix passe à 18 roupies par contre le poids est le même. Ils ont donc abaissé le poids de chaque gâteau pour proposer un paquet comportant plus de gâteaux justifiant la différence de prix de 3 roupies, tandis que le poids total du paquet n'a pas augmenté, autrement dit, ils n'ont ajouté aucune matière première, seul le conditionnement et le prix a changé, très fort !

Avec les cigarettes c'est plus vicieux, comme la Seita, en Inde on trouve différentes cigarettes qui présentent comme caractéristique que le tabac y est plus ou moins dense ou tassé, l'avanvage d'alléger le poids d'une cigarette, c'est qu'elle se fumera ou se consumera beaucoup plus vite incitant le fumeur à fumer davantage, là aussi il fallait y penser. Les prix viennent (aujourd'hui) à nouveau d'augmenter de 12% (Gold Flake).

Plus fort encore, j'ai constaté que c'était les cigarettes les plus chers qui étaient les moins denses. Pourquoi ? Parce que ceux qui les achètent ont davantage de moyens financiers que les autres fumeurs, donc ils peuvent fumer encore plus et dépenser davantage encore.

Quand les pétromonarques se goinfrent à en crever.

Dès le soir du premier jour de Ramadan, les hôpitaux qataris ont reçu des dizaines de patients souffrant de douleurs. Ces douleurs sont non pas dues un manque de nourriture ou d'eau, mais à l'inverse dues à un excès. En effet, les patients, qui se sont suralimentés au cours de l'iftar, se sont plaints principalement de brûlures d'estomac, et de vomissements répétés. Reçus aux urgences, ils ont pu bénéficier de soins afin d'arrêter les vomissements provoquées par une inflammation de la muqueuse de l'estomac. Des anti inflammatoires, analgésiques, ou encore des anti émétiques peuvent leur être prescrits.

Tout au long du mois de Ramadan, les hôpitaux qataris reçoivent régulièrement des patients ayant trop mangé. L'an dernier, une centaine de personnes ont été admises au service des urgences au cours de la première nuit du Ramadan.

Selon un rapport de l'ONU, l'obésité au sein de la population des pays arabes du golfe Persique est l'une des plus importantes au monde. Elle toucherait près de la moitié des adultes. Le Koweït, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, et le Qatar sont touchés par ce fléau ces dernières années.

Pendant le mois de Ramadan l'état de jeûne entraîne l'envie de tout manger, et une fois arrivée l'heure du Maghreb, certains dépassent les limites de leur estomac en ingurgitant de grosses quantités de nourriture. Un état qui nuit à la santé, mais aussi à la capacité de prier la nuit. En plus d'être néfaste pour la santé, manger par excès ne fait pas partie de l'éthique d'un musulman comme en témoignent des hadith qui nous exhortent à se contenter de peu. french.irib.ir 14.07

ACTUALITE EN TITRES

Le président des riches. Il les a rassurés.

- Hausse d'impôt: "*dans l'idéal, le moins possible*", dit Hollande - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Le président de l'extrême droite néolibérale du capitalisme.

- Hollande alarmé par la poussée du FN - AFP

Il tente le coup de la claustrophobie...

Pour tenter de contrer la progression du FN, il s'est attaché à démontrer que les propositions du parti de Marine Le Pen, loin de résoudre les problèmes, "*enfermeraient la France*".

... sans effet puisque sa crédibilité a atteint le niveau zéro...

"*Les Français qui votent pour l'extrême droite veulent sans doute que leur pays réussisse. Eh bien, je dois leur donner cette*

garantie", a promis François Hollande.

Avec le président Hollande les riches "*réussissent*" très bien, même qu'il leur a donné "*cette garantie*". Il est vrai qu'il faudrait être sérieusement arriéré ou corrompu pour voter PS pour que "*leur pays réussisse*" pour reprendre son expression, puisqu'il l'a vendu à l'UE, au cartel des banquiers dont il est le représentant. Cela vaut pour ceux qui organisent des délégations en direction du Bonaparte de service et tiennent un double discours ou encore, ceux qui souhaiteraient qu'il "*change de cap*".

... alors en désespoir de cause il dramatise à outrance et recourt à des superlatifs absolus...

La sortie de l'euro? "*D'une extrême gravité*", a-t-il dit. Laisser penser qu'on pourrait faire du protectionnisme? "*D'une extrême gravité*", a-t-il insisté. "" aussi, selon lui, "*quand on dit qu'on va chasser ceux qui ne sont pas comme nous, ceux qui ne sont pas Français et même peut-être certains Français*".

L'euro et l'UE devaient apporter la prospérité et le bonheur dans les chaumières, réduire les inégalités et les injustices, vaincre le chômage et la précarité, la pauvreté, alors qu'ils n'ont servi qu'à les accroître, ça c'est d'une "*extrême gravité*"...

... pour s'avouer finalement à court d'arguments...

Sur le même registre que François Hollande, Manuel Valls a souligné la nécessité "*de dire*" aux électeurs du FN que "*le choix*" du parti d'extrême droite "*n'est pas le bon*".

Effectivement, il leur reste le refus de marcher dans votre combine pourri, rejeter les institutions et tous les partis qui y participent, ne pas aller voter en 2014, boycotter ces élections qui ne serviront qu'à légitimer la Ve République et l'Union européenne engagées dans des négociations devant aboutir à la réalisation d'un marché unique EU-UE qui coïnciderait avec la mise à mort définitive de nos droits sociaux et politiques.

... il ne restait plus que la méthode Coué...

"*La reprise, elle est là!*" a assuré le président de la République.

Ce timide regain de croissance bénéficiera à la France pour relever les défis qui l'attendent "*dans les dix ans*" a-t-il affirmé. AFP 14.07

Les 500 plus riches qui viennent d'augmenter leur fortune de 25% depuis que Hollande est au pouvoir peuvent témoigner à qui le "*regain de croissance bénéficiera*".

Donc si vous faites partie des couches misérable qui devez affronter une situation inextricable, des difficultés insupportables pour survivre au quotidien sachez-le, "*dans les dix ans*" qui viennent vous en verrez peut-être le bout... ou plus sûrement jamais.

Rappel à ceux qui ont la mémoire courte ou sélective. Le PS ou le parti des banquiers et des rentiers.

- Mai 1981, Delors, le ministre des Finances de Mitterrand : « *Le gouvernement est conscient que la compétitivité internationale, la préparation de notre avenir industriel exigent également que les entreprises disposent d'un volume accru de capitaux à risques qui sont un élément déterminant de leur politique d'investissement et de leur capacité d'emprunt... Nous souhaitons en outre que soit amélioré le fonctionnement du marché des capitaux et donc du marché boursier* » .

- ... la vente des actions en Bourse a littéralement explosé. Elle avait baissé de 17 % en 1981 et stagné à 0,2 % en 1982. En 1983, elle connaît 56 % de hausse. Une hausse qui n'a pas cessé depuis. Plus de 16 % en 1984, près de 46 % en 1985. Quant à 1986, qui connaît 56 % de hausse, c'est l'ivresse.

- Rocard en octobre 1982 : « *Le profit est une des clés de la situation* ». (source : La flambée de la Bourse dans un système économique en crise - Lutte ouvrière février 1987)

Hollande a un "*ennemi*" (discours du Bourget) : la finance. Souvenez-vous, le lendemain ou deux jours plus tard il se rendait à la City à Londres pour rassurer ses parrains : l'oligarchie financière.

Hollande, Mitterrand, mais vous pouvez remonter à Blum dans les années 30 et vous vous apercevrez qu'ils n'ont pas changé, que le PS représentait déjà les intérêts du capital. C'est l'illusion qui pouvait se comprendre dans les années 30 qu'il était encore un parti ouvrier qui a été entretenue par tous les partis tout au long du XXe siècle, ceux qui nous font des beaux discours sur la nécessité de rompre avec la Ve République et qui n'ont jamais été foutus de rompre avec le PS et les appareils corrompus des syndicats, qui nous ont sans cesse tromper.

J'ai fait partie des militants (à l'OCI) qui ont appelé à voter Mitterrand en mai 81, qui ont combattu pour un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois, qui ont colporté les pires illusions dans le PS, j'ai été trompé car j'ignorais la nature exacte du PS et j'ignorais qu'en réalité j'appelais pour que des ministres bourgeois gouvernent à travers le PS, j'étais jeune, j'ai été manipulé, je me suis juré que cela ne se reproduirait plus... L'astuce de nos dirigeants à la malhonnêteté proverbiale consista à accompagner cet appel à voter Mitterrand et PS de réserves sachant qu'elles tomberaient dans l'oreille d'un sourd, celles des masses...

Du côté de la réaction ils tiennent compte de la réalité pour peaufiner leur stratégie, nous, nous sommes de misérables opportunistes qui voulons tordre la réalité pour qu'elle colle à nos principes ou au marxisme élevé au rang de dogme, lisez plutôt.

Extraits. Le libéralisme sous Hollande - contrepoints.org 15.05.2012

- Les socialistes au pouvoir, c'est bon pour le business libéral. À condition que l'on ne s'en remette pas à la seule classe politique. Le travail des libéraux de la société civile au cours de ces prochains mois va consister à communiquer, à proposer, à s'organiser.

Sous Hollande, le libéralisme se portera mieux que jamais.

Contrairement à une opinion très répandue, la mode intellectuelle dominante aujourd'hui n'est pas au socialisme, et la grande majorité des dirigeants des pays européens ont été élus contre des socialistes. Le pays naguère le plus socialiste d'Europe, la Suède, est aujourd'hui parmi les plus libéraux, sa croissance est bonne et il a un excédent budgétaire. Partout ceux qui ont réussi avaient réduit la place de l'État dans l'économie et dans la société.

Évidemment, nous pourrions attendre patiemment notre tour, et le succès du libéralisme sous Hollande consisterait à compter les buts marqués par les socialistes contre le camp de la France. Mais chaque but représente des misères, des injustices. Si le sens de l'histoire est celui de la faillite du socialisme, il nous faut, comme le disait Marx "*accélérer le sens de l'histoire*".

Comme en 1981, la droite aura du mal à survivre, même si elle remporte les législatives.

Dans ce contexte de dérobade de la gauche et de débandade de la droite, la "*nouvelle offre politique*" sera accueillie avec curiosité, puis avec intérêt, puis avec espoir.

Donc les socialistes au pouvoir, c'est bon pour le business libéral. À condition que l'on ne s'en remette pas à la seule classe politique pour couronner le travail, car "*le pouvoir corrompt et le pouvoir absolu corrompt absolument*" disait lord Acton.

Le travail des libéraux au cours de ces prochains mois va consister à communiquer, à proposer, à s'organiser.

Communiquer : il faut briser le cercle de l'ignorance qui emprisonne l'opinion publique, avoir une pédagogie active qui ne consiste pas seulement à dénoncer les erreurs socialistes - tout le monde les connaît ou les connaîtra – mais aussi à expliquer comment fonctionne un pays où l'on se passe de l'État pour faire régler les problèmes par les procédures marchandes ou communautaires : comment le courrier est mieux distribué par des postes privée, comment les chemins de fer circulent sur des voies fiables quand elles sont gérées par une compagnie privée, comment les écoles privées répondent aux vœux des familles. Entre autres, la Nouvelle Lettre de l'aleps et le nouveau site www.libres.org lancé la semaine passée contribueront à cette pédagogie active.

Proposer : choisir des cibles concrètes, celles que nul n'a su atteindre jusqu'à présent, faute d'accepter les solutions libérales : le système de retraites et de santé, l'école, la mobilité du travail, la progressivité de l'impôt, le logement. Sur ces questions, le feu couve depuis longtemps, et l'explosion est proche : nous montrerons comment désamorcer ces bombes.

Organiser : les libéraux de la société civile ont pris depuis longtemps la bonne habitude de travailler ensemble...

Contrairement à ce qui a été dit, je ne crois pas que la création d'un nouveau parti libéral à partir des dépouilles de l'UMP soit une bonne solution : le libéralisme ne peut être un "*courant*" de la nouvelle opposition. Ce n'est pas d'un parti, ni de la classe politique actuelle que sortiront le programme et les hommes du libéralisme à venir. Il nous faut remettre en marche des réseaux où se mêlent société civile et classe politique, pour éviter l'isolement et les dérives des élus, pour intéresser à la chose publique des milliers de Français qui ne veulent pas pour l'instant s'engager en politique.

Vous le voyez : le libéralisme va renaître de ses cendres, l'espoir aussi. "*N'ayez pas peur*". contrepoints.org 15.05.2012

Nous, nous pouvons craindre le pire puisque nous ne parvenons pas à nous rassembler pour combattre le régime, non pas que la détérioration de la situation sociale me poserait un problème, j'entends à moyen ou long terme sachant que le facteur de division principal demeure la caractérisation du PS et du PCF ainsi que l'attitude à avoir envers les appareils des syndicats, seuls des militants isolés comme moi entendent rompre ou ont totalement rompu avec ces partis et les appareils qu'ils combattent

avec acharnement tout en défendant les idées du socialisme et son programme révolutionnaire.

On a envie de dire à ceux qui n'entendent pas rompre avec ces partis, messieurs, lisez attentivement, les néolibéraux savent parfaitement à quoi s'en tenir à propos du PS, eux ils ne se font aucune illusion et ils n'en colportent aucune, il est de leur côté, il est leur allié, reste quelques ajustements à régler pour qu'il applique leur politique sans se griller trop rapidement auprès de la population, il le ménage c'est normal, le vieux monde ne s'est pas fait en un jour, et puis ce que Hollande a adopté ou engagé comme mesures depuis qu'il a été élu, c'est formidable, Sarkozy n'aurait pas pu en faire autant, plus réac ou droitier tu meurs, quelle aubaine tout de même !

Ah oui, pour sûr ils sont moins cons que nous, moins bornés et plus déterminés ! Pour donner une idée où en sont nos dirigeants à côté, ils croient aux miracles !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Le scandale de corruption secouant le parti conservateur au pouvoir en Espagne a rebondi dimanche avec la publication de conversations prouvant, selon les socialistes, la "*connivence*" entre le chef du gouvernement Mariano Rajoy, dont ils exigent la démission, et l'ex-trésorier de son parti, en prison.

Luis Barcenas, ex-trésorier du Parti populaire (PP), doit être entendu lundi matin à Madrid par un juge. Il a été convoqué après la publication mardi de documents manuscrits démontrant, selon le journal El Mundo, que Mariano Rajoy et d'autres dirigeants du PP ont perçu des salaires illégaux dans les années 1990.

Avec la publication dimanche de plusieurs échanges de SMS attribués à Mariano Rajoy et à Luis Barcenas, le même journal a crée un nouveau rebondissement.

Ces messages montrent, selon El Mundo, que le chef du gouvernement "*lui a demandé qu'il nie l'existence de la comptabilité occulte et les compléments de salaires*".

"*Mariano Rajoy a maintenu un contact direct et permanent*" avec Luis Barcenas au moins jusqu'en mars 2013, lorsque le scandale sur un possible financement illégal du parti avait déjà éclaté, poursuit le journal.

Aux cris de "*Voleurs*" et "*Ici, c'est la caverne d'Ali Baba*", plusieurs dizaines de manifestants se sont rassemblés dimanche soir devant le siège du PP, à Madrid.

"*Face à la situation politique insoutenable que traverse l'Espagne, le Parti socialiste se voit obligé d'exiger la démission immédiate du chef du gouvernement Mariano Rajoy*", a réagi dimanche le chef des socialistes, Alfredo Perez Rubalcaba, au cours d'une conférence de presse à Madrid, ajoutant que son parti rompait en conséquence "*toutes les relations*" avec le PP.

Le parti conservateur, qui dispose de la majorité absolue au Congrès des députés depuis les élections de novembre 2011, a jugé "*lamentable*" cette demande.

"*Il est lamentable que Rubalcaba, dans son désespoir, demande des démissions à cause des mensonges d'un délinquant présumé*", a déclaré Carlos Floriano, vice-secrétaire du PP.

"*Les SMS publiés sont la preuve matérielle d'une tentative de chantage privé dont Barcenas n'a rien obtenu*", a-t-il ajouté.

Luis Barcenas est impliqué dans deux enquêtes distintes qui empoisonnent la droite au pouvoir: d'une part, il a été placé en détention provisoire le 27 juin pour son implication présumée dans une vaste affaire de corruption, baptisée "*Gürtel*", qui éclabousse les conservateurs depuis 2009.

De l'autre, il est également au centre d'un scandale sur la possible comptabilité occulte du PP, sur laquelle enquête la justice espagnole depuis fin janvier. Selon les révélations faites par les deux principaux quotidiens du pays, El Pais et El Mundo, depuis janvier, plusieurs dirigeants du parti, dont Mariano Rajoy, auraient touchés des compléments de salaires illégaux venant de dons d'entreprises privées.

"*Depuis, le comportement de Monsieur Rajoy face à cette affaire peut se résumer très simplement: aucune explication, des mensonges et d'après ce que nous apprenons aujourd'hui, de la connivence, une grave connivence*", a lancé dimanche Alfredo Perez Rubalcaba.

"*Luis, je comprends, sois fort. Je t'appelle demain. Je t'embrasse*", dit l'un des messages attribués à Mariano Rajoy et daté du 18 janvier, soit le jour où El Mundo avait fait éclater le scandale en révélant que des dirigeants du PP avaient reçu pendant vingt ans des salaires non déclarés.

Le 14 mars, Luis Barcenas, en colère, affirmait à Mariano Rajoy se sentir "*libéré de tout engagement envers toi et envers le parti*", selon El Mundo, qui avance que c'est alors que l'ex-trésorier a décidé de parler à la presse "*pour révéler la véritable comptabilité*" du parti.

Estimant fin mars qu'un lien existait entre l'enquête sur la présumée comptabilité occulte et "*l'affaire Gürtel*", la justice avait confié les deux dossiers au juge de l'Audience nationale de Madrid, Pablo Ruz. AFP 14.07

2- Etats-Unis

2.1- Justice pour Trayvon Martin

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche soir à New York, au lendemain de l'acquittement très controversé en Floride d'un agent de sécurité, George Zimmerman, qui avait tué l'an dernier un adolescent noir.

Les protestataires s'étaient réunis en début d'après-midi à Union square, dans le sud de Manhattan. Un cortège s'est ensuite formé en fin d'après-midi qui a remonté la 6e avenue vers le nord, sous forte surveillance policière. Vers 20H00, ils étaient plusieurs milliers à marcher sur la 6e avenue, encadrés par un important dispositif policier.

"*Le peuple dit 'coupable'* ", scandaient les manifestants, certains venus en famille. "*Je suis consternée*", confiait Carli VanVoorhis, une jeune coiffeuse de 21 ans. "*Le gamin n'était pas armé, et l'homme avec l'arme à feu s'en sort. Si nous disons que ce n'était pas une question raciale, nous nous mentons à nous-même*".

Dans la foule qui scande "*pas de justice, pas de paix*", de nombreux noirs, mais aussi des blancs et des hispaniques. "*Emprisonnez les racistes, pas les jeune noirs*", pouvait-on aussi lire sur une pancarte. "*Zimmerman est un terroriste*" affirmait une autre.

"*Nous sommes tous Trayvon. Tout le système est coupable*", affirment de nombreuses pancartes.Dans la foule un manifestant porte un tee-shirt sur lequel est écrit "*Je suis noir, s'il vous plaît ne tirez pas!*".

"*Nous sommes là parce que nous sommes en colère et nous sommes inquiets. Et nous voulions le dire de façon pacifique*", explique Derreck Wilson, 46 ans, venu de Harlem avec un portrait en pied de l'adolescent. "*C'est cathartique*", ajoute-t-il.

"*Nous avons tous les mêmes désirs*", dit-il encore. "*Je veux que mon fils puisse rentrer à la maison le soir*".

"*C'est scandaleux ! George Zimmerman a tué de sang froid. Il a catalogué Trayvon comme criminel sur la base de préjugés raciaux, l'a suivi et l'a abattu,*" s'insurgeait une femme. "*Ma déception est d'autant plus grande que le monde entier sait que que George Zimmerman a commis un meurtre,*" confiait un autre manifestant.

Rhada Blank est elle aussi venue de Harlem avec des amies. A l'énoncé du verdict, elle dit avoir envisagé de quitter les Etats-Unis. "*Aujourd'hui, je ne me sens pas bien d'être Américaine*", explique-t-elle.

"*Les gens pensent qu'on a avancé, parce qu'Obama est devenu président. Mais ce verdict montre qu'on n'a pas dépassé la question raciale. Il nous reste un long chemin à faire*", ajoute cette ancienne éducatrice qui écrit pour le théâtre.

"*Le verdict montre les peurs qui existent toujours aujourd'hui. La peur du jeune noir*", regrette-t-elle. lexpress.fr et euronews.com 15.07

Rappel

La Cour suprême des Etats-Unis a invalidé mardi un monument de la lutte des droits civiques, une loi électorale mise en place pour empêcher toute discrimination raciale dans les Etats au passé ségrégationniste.

Objet de toute l'attention des mouvements de défense des minorités, la loi sur les droits électoraux, née après la grande marche

des droits civiques de 1965, a été décrétée surannée par les cinq juges conservateurs de la haute Cour.

La plus haute juridiction du pays, à majorité conservatrice, a jugé en partie anticonstitutionnelle cette loi fédérale, vieille de près de 50 ans, qui protégeait les droits de vote des minorités face aux risques de résurgences de discrimination raciale.

Mais "*aujourd'hui, le pays n'est plus divisé comme il l'était en 1965*" et "*près de 50 ans ont passé, les choses ont énormément changé*", peut-on lire dans la décision.

Ce n'est pas l'avis des quatre juges progressistes qui rappellent que le Congrès, en 2006, avait jugé que "*40 ans n'étaient pas suffisants pour éliminer tous les vestiges de la discrimination, après près de 100 ans de mépris du 15e amendement*".

"*La Cour suprême a planté un poignard dans le coeur de la loi sur les droits de vote*", a lancé à l'AFP John Lewis, un Représentant afro-américain de Géorgie. AFP 25.06.2013

Un "*poignard* " ou une balle !

2.2- Edward Snowden. Autodéfense.

Cela sonne comme un avertissement pour les Etats-Unis : selon le journaliste qui a publié les premières informations révélées par Edward Snowden, l'ancien consultant de la NSA détient "*une quantité énorme de documents*" sur les systèmes de surveillance américains. Leur publication éventuelle causerait des dommages majeurs aux Etats-Unis, affirme Glenn Greenwald dans un entretien publié samedi 13 juillet par le quotidien argentin La Nacion.

Le journaliste, qui vit au Brésil, avait été choisi par Edward Snowden pour dévoiler les opérations massives de surveillance électronique menées par les Etats-Unis à l'étranger. Il est toujours en contact avec l'informaticien américain, recherché par les Etats-Unis pour espionnage et bloqué depuis le 23 juin à l'aéroport de Moscou. Edward Snowden a annoncé vendredi qu'il allait demander un asile temporaire à la Russie en attendant de pouvoir se rendre en Amérique Latine.

"*Snowden a suffisamment d'informations pour causer en une minute plus de dommages qu'aucune autre personne n'a jamais pu le faire dans l'histoire des Etats-Unis*", affirme Glenn Greenwald. "*Pour chaque pays qui a un système de communications avancé, comme c'est le cas pour le Mexique ou pour l'Argentine, il y a des documents qui détaillent comment les Etats-Unis recueillent ce flux informationnel, les programmes qu'ils utilisent pour capter les transmissions, la quantité d'interceptions qui sont effectuées chaque jour et beaucoup d'autres choses*", explique-t-il.

Selon Greenwald, l'ancien consultant de la NSA "*a déjà distribué des milliers de documents et a fait en sorte que plusieurs personnes à travers le monde disposent des archives complètes*" des informations qu'il a collectées, au cas où sa vie soit menacée. "*Le gouvernement des Etats-Unis doit prier tous les jours pour que rien n'arrive à Snowden, parce que s'il lui arrivait quelque chose, toute l'information serait révélée et ce serait leur pire cauchemar.*" Francetv info avec AFP 14.07

3- Israël

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a averti dimanche sur une télévision américaine qu'Israël pourrait intervenir militairement avant les Etats-Unis contre le programme nucléaire iranien, qualifiant le nouveau président Hassan Rohani de "*loup déguisé en mouton*".

"*Nous sommes plus proches (de l'Iran) que les Etats-Unis. Nous sommes plus vulnérables. Et nous devrons donc aborder cette question de comment arrêter l'Iran, peut-être avant les Etats-Unis*", a averti M. Netanyahu dans un entretien à la chaîne CBS.

Téhéran pourrait proposer "*un arrêt temporaire*" de son enrichissement d'uranium ou même "*une conversion possible à un niveau inférieur d'une partie de l'uranium enrichi à 20%*", pour obtenir en contrepartie une "*levée partielle des sanctions*" internationales.

"*C'est une concession insignifiante*", a déclaré à l'AFP le responsable israélien sous couvert de l'anonymat, estimant que cela constituerait un "*autre exemple de la politique délibérée du régime iranien qui cherche à tromper la communauté internationale*".

"*Israël s'opposera totalement à une telle idée iranienne, et rejetera toutes les propositions qui n'inclueraient pas (...) un arrêt complet de tout enrichissement d'uranium, le retrait d'Iran de tout matériaux enrichi, la fermeture du site souterrain illicite de Qom, et l'arrêt total du travail au réacteur de plutonium*", a-t-il encore indiqué.

M. Netanyahu a par ailleurs refusé de confirmer ou d'infirmer des informations de médias américains, selon lesquelles Israël était bien responsable de plusieurs explosions de dépôts de munitions en Syrie, près de la ville portuaire de Latakia, le 5 juillet.

Selon CNN vendredi et le New York Times dimanche, Israël a mené des raids aériens contre ces dépôts pour empêcher que des missiles soient utilisés contre sa flotte.

"*Dès qu'il se passe quelque chose au Moyen-Orient, on accuse Israël*", a commenté M. Netanyahu. "*Je n'ai pas l'habitude de dire ce qu'on fait ou ne fait pas. Je peux vous dire que ma politique est d'empêcher le transfert d'armes dangereuses au Hezbollah et à d'autres groupes terroristes*".

Selon le quotidien américain, qui cite des responsables américains anonymes, le raid aérien visait des missiles de croisière anti-navires Yakhont vendus au régime de Damas par la Russie. AFP 14.07

4- Egypte

Le leader des Frères musulmans en Egypte vient de l'annoncer : l'Armée égyptienne libre vient de voir le jour et elle a pour mission le fait de "*libérer*" Morsi. selon Tansim qui cite la chaine CNN, la décision a été annoncée par Mohamad Badie , chef spirituel des Frères musulmans qui menace ainsi le conseil suprême des forces armées egyptiennes et les partis politiques anti Morsi . "*L'Armée égyptienne libre ou AEL aura pour charge le fait ramener l'Egypte à la légitimité constitutionnelle et de restituer le président Morsi au sommet du pouvoir*". "*Tant que cette exigence légitime ne sera pas réalisé, les pro Morsi ne renonceront pas à leur mouvement et leurs protestations*".

Selon les analystes la nouvelle de la création d'une Armée de miliciens comme celle qui opère en Syrie n'augure rien de bon pour le grand pays qu'est l'Egypte et promet une sombre perspective pour les semaines et les mois à venir. Y aura-t-il le danger de la guerre civile? french.irib.ir 14.07

Haut de page

Le 16 juillet 2013

CAUSERIE

On va se la faire "*cool*" aujourd'hui, détendu, aïeaïeaïe, quand il dit cela c'est qu'il va sortir le fusil à pompe, oui et non, cela dépend pour qui.

Non, ici ce n'est pas le café du commerce, ce n'est pas non plus le rendez-vous de l'élite qui passe son temps à se donner bonne conscience ou qui vit dans sa bulle, on aborde notamment les sujets dont vous avez entendu parler autour de vous ou dont vous allez entendre parler aujourd'hui et demain, au boulot, dans le métro ou le train, à la une des radios, télévisions, journaux, etc. bref, ce qui sert de support à la propagande de l'Etat et de la classe dominante pour conditionner, instrumentaliser, tromper les masses...

Cela vous intéresse ou vous vous en foutez ? 9 travailleurs sur 10 vont en parler aujourd'hui, vous allez forcément entendre un tas de conneries comme ce n'est pas permis, c'est inévitable, vous aussi vous pouvez vous faire manipuler, dites-nous, combien d'heures vous avez passé à y réfléchir, combien d'articles vous avez lu hier et aujourd'hui sur ces sujets ?

On a essayé de dégrossir le boulot, sympa non ? pas de penser à votre place, sait pas faire, pas notre objectif, pas motivé pour cela, sinon on arrêterait tout de suite. Non, ce ne sont pas des sujets au ras des pâquerettes, c'est très politique, il y a un sens caché dans tout cela, il faut aller le dégoter, cela fait partie d'une stratégie globale, mieux mondial, mais bon pas besoin d'aller toujours aussi si loin.

Quant au politiquement correct, on s'en tape éperdument, c'est lui qui nous a pourri la vie, la société, le mouvement ouvrier, l'avant-garde, tout quoi.

On a envie de dire parfois : messieurs est-ce que ce serait possible de respirer juste un peu, pourriez-vous nous faire une toute petite place nous suffoquons. Ils ne veulent pas, c'est qu'on n'est pas assez bien pour eux, pas fréquentable, peu importe, on prend le droit ici.

Question après l'accident ferroviaire de Bretigny-sur-Orge.

Comment expliquer qu'une barre métallique nommée "éclisses" fixée par 6 boulons et vérifiée le 4 juillet dernier se serait détâchée toute seule ?

- Soit les boulons étaient desserrés,

- Soit ils en manquaient et avec les vibrations ceux restants se sont desserrés,

- Soit ils étaient tellement rouillés qu'ils ont fini par péter,

Dans les trois cas de figure la vérification a été bâclée ou alors quelqu'un les a desserrés entre le 4 juillet et le moment du déraillement.

ACTUALITE EN TITRES

A la bonne heure, le fric coule à flot !

- Wall Street bat des records historiques pour la 3e séance d'affilée - AFP

- Les banques espagnoles vont mieux mais les risques restent élevés - AFP

- A Paris, l'immobilier de luxe ne connaît (presque) plus la crise - AFP

Il faudra bien que cela arrive un jour.

- Immobilier: la hausse des taux serait fatale aux ménages modestes - AFP

50% de déchets, c'est pas mal !

- Reconversion réussie pour les salariés de Texas Instruments - Reuters

Près de la moitié des 511 salariés de Texas Instruments à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes) qui ont perdu leur emploi après la fermeture du site ont retrouvé du travail, a annoncé lundi le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg. Reuters 15.07

Réaction de deux internautes

1- Pas pige la formulation de cet article de citer Montebourg. C'est grâce au gouvernement que certains de ces gens ont retrouve du boulot ? Si c'est le cas il faudrait l'écrire. Sinon alors on n'en a rien à cirer de ce que pensent les politiques.

2- La moitié seulement, je ne vois rien de satisfaisant ça fait quand même 250 chômeurs de plus pour une boite qui fait plein de fric.

La justice est un luxe pour la réaction néolibérale

- De l'invalidation des comptes de campagne Sarkozy à la remise en cause de l'arbitrage Tapie, combien coûtent vraiment au contribuable ces "*grandes*" décisions prises au nom de la justice - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Nouvelle polémique. La provocation comme mode de gouvernance par le PS.

Et cela marche, surtout à gauche et à l'extrême gauche.

Une provocation a pour fonction de déclencher une ou des réactions. Elle poursuivra un objectif ou s'inscrira dans le cadre d'une stratégie politique.

Essayons d'en donner une définition qui coïncide avec l'usage qu'en font Hollande et le PS ainsi que la floppée

d'intellectuels dégénérés à leurs basques.

La provocation consiste à produire sciemment des paroles ou des actes choquants, blessant la susceptibilité de certaines personnes qu'elle vise principalement, les valeurs, principes ou croyances qu'elles ont adoptés, de manière à entraîner de leur part une réaction qui pourra être disproportionnée, outrancière, voire violente, parce que vécue comme une agression, une insulte, le plus souvent légitime même si elle est disproportionnée. Cette réaction sera ensuite condamnée sans qu'on se demande si elle n'était pas justifiée et son auteur sera qualifié d'intolérant ou d'irresponsable en fonction du degré de violence de sa réponse, tandis que l'auteur de la provocation se verra décerner les palmes académiques de la pensée unique pour avoir eu l'audace de dénoncer un comportement estimé archaïque, rétrograde, voire réactionnaire, se présentant comme un défenseur de l'égalité et de la justice, auréolé de gloire pour avoir fait preuve d'un tel courage.

Refuser le droit d'asile à l'Américain Edouard Snowden, ex-agent de la CIA-NSA qui n'a commis au crime ou acte de déliquance, et l'accorder à l'Ukrainienne Inna Shevchenko, fondatrice des Femen, recherchée dans son pays pour s'être livrée à des actes de vandalisme, constituait une terrible provocation de la part de Hollande.

Et bien parmi les bonnes consciences de gauche et d'extrême gauche personne (à ma connaissance) ne l'a relevé, parce que tous soutiennent ce mouvement féministe ultra réactionnaire qui a pris part aux manifestations pour le mariage homosexuel qu'ils ont soutenu également.

Quand j'ai lu dans un tract que c'était les réactionnaires qui s'étaient opposés au mariage homosexuel j'ai souris, car je savais qu'il y aurait une suite à cette opération montée de toute pièce par la classe dominante dont le PS n'était que le relais, nous y sommes et là permettez-moi messieurs les grands révolutionnaires de me marrer. Vous allez boire le calice de l'opportunisme jusqu'à la lie ou alors rétractez-vous, avouez tout simplement que vous avez été manipulés et que vous avez commis une erreur, vous vous êtes trompés de camp, cela peut arriver sans qu'on en fasse un drame si vous en convenez.

La dernière provocation en date de Hollande, président néolibéral et néolibertin.

Que le symbole de la décadence et de la décomposition de la civilisation humaine soit aussi l'idéal du néolibéralisme ou du cartel des banquiers anglo-saxons, du social-libéralisme, du sionisme, du protestantisme et de la franc-maçonnerie ne sera que pure coïncidence.

La femme réduite à l'état d'objet (sexuel) insignifiant, de marchandise qui s'expose dans des vitrines à Amsterdam ou qui étale ses seins nus sur les boulevards des capitales devenues pornographies, rappellera les esclaves noirs que les colons exhibaient en cage ou dans des «zoos humains» tels des animaux exotiques lors des Expositions coloniales en Europe, en Australie et aux Etats-Unis à la fin du XIXe siècle jusqu'à l'Exposition universelle de Bruxelles de 1958 où ce seront une centaine de Congolais qui seront exhibés (www.deshumanisation.com), on peut donc en déduire que la société soumise à l'esclavage du régime capitaliste loin de progresser vers son émancipation du règne de la servitude humaine, se trouve dorénavant confrontée sous l'emprise du néolibéralisme à une régression sans fin tant sociale que politique, philosophique ou morale, renouant avec les heures les plus sombres de son histoire, la barbarie contre laquelle l'homme n'a cessé de lutter depuis des millénaires.

Il serait naïf, irresponsable ou opportuniste d'adhérer aux valeurs universelles que la République a adopté, liberté, égalité, fraternité, ainsi qu'à la laïcité, et imaginer qu'elles seraient appliquées ou pourraient s'appliquer sans tenir compte du contexte social et politique, autrement dit, qu'elles auraient un contenu qui transcendrait la lutte des classes ou que toutes les classes partageraient indistinctement d'une part, et que la lutte des classes n'aurait aucune influence dessus, que son contenu ne ferait l'objet d'aucune instrumentalisation ou manipulation, de préférence de la part de la classe dominante (et des médias) d'autre part.

Venons-en aux faits.

Les valeurs de la République foulées aux pieds par Hollande dit le timbré... ou le lèche-cul.

- Le nouveau timbre Marianne dévoilé par Hollande - Atlantico.fr

- La nouvelle Marianne des timbres postaux est une Femen - LeFigaro.fr

- Timbre Marianne : "*Les Femen défendent des valeurs républicaines*" - Francetv info

Ils ont de la suite dans les idées ou comment la théologie néolibérale s'enracine.

- Artiste «*engagé, donc politisé*», Olivier Ciappa quelques heures avant la cérémonie à l'Élysée s'inquiétait sur sa page Facebook que son timbre ne soit pas choisi, car «*il reviendrait à faire une Marianne "égalité des droits-Mariage pour tous"*»… lefigaro.fr 15.07

Autrement dit, au nom de l'égalité, en achetant ce timbre que vous le vouliez ou non vous participerez à la propagande des théologiens du néolibéralisme, c'est un coup de force contre la démocratie ou son esprit puisqu'elle n'existe pas, et cette opération en témoigne une fois de plus.

Certains commentaires ont admis puis nié que cette femelle avait servi de modèle à ce timbre. Dans leur portail elles ont tenu à le confirmer :

- Femen est devenu le nouveau prototype d'un symbole officiel de la France.

Le timbre poste représentant Marianne en Femen a gagné la compétition nationale et est devenu l'un des symboles de la République Française.

Le jour de la fête nationale, chaque nouveau président français choisit une représentation de Marianne, et l'image officielle le reste pendant 5 ans.

Hier, le président François Hollande a choisi la Marianne réalisée par l'artiste Olivier Ciappa. Les commentaires d'Olivier : "*Pour moi, c'est un mélange de plusieurs femmes connues, mais en grande partie c'est Inna Shevchenko, la fondatrice des Femen. Elle représente parfaitement mes valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité que doit avoir Marianne.*" femen.org 15.07

Sauf que voilà, elles prétendent qu'elles ne partagent pas vraiment ces valeurs :

- Mais la devise des Femen, c'est plutôt «*Liberté, égalité, Femen!*», clament celles-ci. lefigaro.fr 15.07

Mais s'agissait-il vraiment d'un "*artiste*" ou d'un scatophage ? (scatophage : qui se nourrit d'excréments)

- Quant à Inna Shevchenko, elle s'est fort élégamment exclamée sur Twitter: «*Désormais, tous les homophobes, extrémistes et fascistes devront lécher mon cul pour envoyer une lettre!*» francetvinfo.fr 15.07

Cette viande froide a bien d'autres qualités ou valeurs, elle est profondément raciste, arabophobe, islamophobe, comme C.Fourest :

Un rappel : - Anna Hutsol a déclaré que la société ukrainienne avait été incapable « *d'éradiquer la mentalité arabe envers les femmes* » (wikipedia.org - source : Le Monde diplomatique, 12 mars 2013)

Et hier.

- La fondatrice des Femen publie un tweet anti-islam 20minutes.fr -

- La fondatrice des Femen Inna Shevchenko : «*Qu'est ce qui peut être plus stupide que le Ramadan? Qu'est-ce qui est plus moche que cette religion?*», peut-on lire sur le message conservé par des internautes avant qu'il soit supprimé.

«*Inna Shevchenko, la nouvelle Marianne des timbres tweete donc que le ramadan est une stupidité, mais qu'est ce que ça peut lui foutre hein?*», peut-on lire sur un compte Twitter. Les sites d'extrême-droite alimentent également cette nouvelle polémique en soulignant que la nouvelle Marianne est islamophobe. 20minutes.fr 15.07

C'est le symbole de la République française version Hollande livrée à l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, faut-il s'en étonner.

Qui alimente le racisme, favorise le FN ? Le PS et tous les larbins ou laquais de gauche et d'extrême gauche qui vont se faire un plaisir de lécher le cul de cette abrutie extravertie et qui prétendent les combattre.

Un jour, j'ai écrit pour se marrer qu'il pourrait choisir Delanoë pour représenter Marianne, j'avoue que là ils m'ont battu côté imagination.

Qui le sait, quand le maire de Paris était un noir.

En 1879, Severiano de Heredia, fils d'esclaves affranchis, fut nommé cette année-là président du Conseil municipal. (lefigaro.fr 28.04.13)

Alors pourquoi pas une femme noire pour représenter Marianne ? Ma petite-fille par exemple ? Et elle est belle !

Non, le noir c'est tout juste bon à faire de la chair à canon et défiler le 14 juillet sur les Champs-Elysée! Ou à finir en taule ou avec une balle dans la tête ailleurs.

Au fait, est-ce que Hollande et le gouvernement français ont exprimé leur solidarité avec la famille de Trayvon Martin, tandis que la justice américaine vient de prononcer un non-lieu à l'égard de son assassin ? Ils sont en train de mettre au point l'accord de marché unique transatlantique avec les Américains auxquels ils vont nous vendre comme de simples bestiaux, alors il ne faut pas rêver. C'est cruel d'avoir de telles illusions, n'est-ce pas ?

A gauche le charlant Mélenchon a éructé quelque chose sur le marché de libre-échange EU-UE, puis plus rien, rien à gauche et à l'extrême gauche, cet accord a une importance capitale pour l'avenir du prolétariat européen et mondial, ses droits sociaux et politiques, ils s'en foutent tous, vive le Nouvel ordre mondial et adieu le socialisme !

Parole d'internaute :

1- "*Une femme hétérophobe sur des timbres j'ai du mal a comprendre. Ce gouvernement se complait dans la provocation*."

Exact.

2- "*L'irrespect d'autrui érigé en modèle dans notre société, quelle honte, enfin il ne fallait pas s'attendre à autre chose de la part de M. Hollande. Boycott pour ma part.*"

Vous avez raison, il existe d'autres timbres. Mais mon pauvre "*l'irrespect d'autrui*", c'est un truc démodé, obsolète, vous êtes un veux con ou quoi ?

Je vais vous dire un truc monsieur et vous en ferez ce que vous voulez. S'il vous arrive de mentir, de raconter des blagues, de vous arranger avec la vérité, de ne pas regarder la réalité en face, de faire des entailles dans vos principes et de le justifier par la suite, bref, vous avez mis le doigt dans un engrenage qui va finir par vous broyer, en vous regardant dans un miroir vous ne vous reconnaîtrez même plus, vous êtes foutus, vous ne méritez même plus le respect... Vous avez compris, demeurez rigoureux en toutes circonstances, refusez tout compromission ou collusion et vous ne le regretterez pas, soyez digne, demeurez digne de cet idéal, et si on vous manque de respect, ce ne sera jamais une bonne raison pour en faire autant envers les autres

Quant à la honte, ces gens-là ne savent pas ce que cela signifie, dans le passé ils ont vendu père, mère et enfants pour assurer leur carrière d'affairistes, c'est la pire pourriture qui soit...

3- "*Les Femen peuvent dire et faire ce qu'elle veulent en toute impunité en France. Essayez de faire pareil et vous allez très rapidement vous faire interpeler par la police. Je ne comprends pas tout dans ce pays. En 57 ans de vie dans ce pays je n'ai jamais vu cela.*"

Et vous n'avez pas encore tout vu, loin de là ! Allez donc passer quelques semaines aux Etats-Unis et vous comprendrez ce qui vous attend, c'est terrible, grands cardiaques ou âmes sensibles s'abstenir...

4- "*Elles coupent des croix, défèquent dans des églises, vomissent l'Islam.....Il manque un élément, vous ne trouvez pas ? rien à dire contre le judaisme ? Le jeûne de yom kippour, c'est pas moche ? La séparation stricte des femmes et des hommes chez les juifs orthodoxes, c'est pas moche ? L'obligation pour les femmes juives de se raser la tête, c'est pas moche ? La prière juive qui dit " Je te remercie Dieu de ne pas m'avoir fait femme", c'est pas moche ?*"

Vous avez oublié la pièce de monnaie dans la main lors du mariage et bien d'autres choses, vous avez raison, nous sommes en présence d'une gigantesque manipulation... Cela dit n'en restez pas aux clichés, dieu a aussi fait des femmes et je suis sûr que que quelque part dans une autre prière il en vante les qualités... Laissez cela de côté vous perdez votre temps. Chez moi sous chaque statue hindou mon épouse a déposé une pièce de monnaie, cela doit être pour nous apporter la prospérité ! Je n'y fais pas attention.

Et attention, si demain ces femelles s'en prenaient à la religion juive, ce seraint aux juifs qu'elles s'attaqueraient, à ceux qui tentent de résister au sionisme en se raccrochant à leur religion, tandis que les sionistes entendent la détruire pour mieux les asservir, elles ne dénonceraient pas l'antisémitisme mais agiraient en sionistes. Le sionisme a pour objectif la liquidation de toutes les religions et le protestantisme en est le plus fidèle allié...

Je n'ai pas encore étudié cet aspect-là du mondialisme. J'ai téléchargé plein de documents sur ce sujet et je vais les lire, on y reviendra. Aux Etats-Unis les différentes églises protestantes sont proches des sionistes et leurs organisations, ce sont elles qui sont en train de miner le catholicisme au Brésil notamment, voir aussi le lien avec la franc-maçonnerie et les banquiers allemands au XVIIIe siècle, ceux qui ont constitué la Fed après avoir fait main basse sur la Banque d'Angleterre, tout cela est lié, à suivre.

5- "*Et on nous la présente comme un modèle pour la jeunesse française ! Continue ma grande à dire des idioties pareilles, ça va faire plaisir à tes soutiens politiques de gauche!*"

Il répond au chef des Femen

6- "*Ce timbre s'inscrira dans l'histoire comme la "Marianne de la Jeunesse", avait souligné le chef de l'Etat, rappelant que la jeunesse était la "priorité de mandat"*". Reuters 15.07

La jeunesse est ainsi sacrifiée deux fois ou doublement.

Mais monsieur, leurs "*soutiens politiques de gauche*" en redemandent, ils en sont friands, vous savez les goûts et les couleurs, ce sont des éclectiques, ils n'ont pas vraiment de principes, ils ont touché le fond, nous ne trouverez pas pire aveugles ou dogmatiques, ils s'emploient à donner l'image la plus épouvantable qui soit du mouvement ouvrier, ils sapent tout le boulot qu'on peut faire pour notre cause, c'est pitoyable. Vous qui lisez ces lignes, vous vous demandiez peut-être pourquoi on ne parvient pas à s'en sortir, vous avez là la réponse. Bon, espérons que vous n'en faites pas partie, sinon c'est à désespérer.

Conditionnement. Sans blague ?

1- Les banquiers les mieux payés largement concentrés à Londres - AFP

Les banquiers qui bénéficient de hauts revenus sont largement concentrés à Londres, très loin devant Francfort ou Paris, selon des données publiées lundi par l'Autorité bancaire européenne (EBA).

Ils étaient ainsi 2.436 au Royaume-Uni, 170 en Allemagne et 162 en France à avoir perçu un million d'euros ou plus au total sur l'ensemble des deux années 2010 et 2011, indique l'institution basée à Londres. Elle en dénombre 125 en Espagne, 96 en Italie et 86 aux Pays-Bas.

Les autorités britanniques et européennes se montrent actuellement de plus en plus soucieuses de mieux encadrer les bonus. Le Parlement européen a ainsi adopté en avril le principe d'un plafonnement des bonus des banquiers, dans le cadre de nouvelles règles destinées à tirer les leçons de la crise financière. AFP 15.07

A retenir : Le soucie des "*autorités britanniques et européennes*" de se dresser contre l'oligarchie financières. Chouette alors, on va les soutenir !

2- Le renseignement allemand aurait utilisé les données de la NSA - Reuters

Les services allemands du renseignement extérieur (BND) étaient au courant de l'existence des programmes américains de surveillance et de collecte de données en Allemagne et les exploitaient, annonce le quotidien Bild lundi.

La chancelière allemande Angela Merkel a promis dimanche qu'elle allait travailler à imposer des règlements plus sévères sur la protection des données personnelles. Reuters 15.07

A retenir : La promesse de Merkel. Qu'est-ce qu'elle est bien Merkel !

Objectif atteint.

La cohésion sociale mise à mal. Français sur dix considèrent que celle-ci est défaillante dans le pays et qu'elle est minée par des comportements individualistes, selon une enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) publiée lundi. «*Le sentiment de vivre dans une société fragmentée, divisée, ne se dément pas depuis trois ans*», précise l'étude.

Aux yeux des personnes sondées, l'individualisme apparaît comme le premier obstacle fragilisant la cohésion sociale (32%), devant les discriminations (16%), le chômage (14%) et la pauvreté (11%). Au sujet des discriminations, l'étude révèle que près d'une personne sur deux a été le témoin d'un comportement de ce type au cours des douze derniers mois. Mais c'est malgré tout le chômage qui reste la principale préoccupation des Français: début 2013, une personne sur deux cite ce problème comme l'un des deux sujets qui la soucient le plus.

Le sentiment d'être en butte à des services publics inéquitables et impersonnels joue aussi dans le sentiment de vivre dans une société désunie. Ainsi, une très grande majorité de Français (71%) regrette le manque de personnalisation des services publics et les inégalités de traitement selon les citoyens (67%).

Enfin, la dureté de la crise et sa prolongation dans le temps ont tendance à amplifier un sentiment d'impuissance et de défaitisme. L'importance accordée à la solidarité, à la lutte contre les inégalités, s'amenuise du même coup, révèle le rapport, qui observe une «*fatigue de la compassion*» à l'égard des plus démunis. Figaro.fr 15.07

Un "*sentiment d'impuissance et de défaitisme*" a atteint les masses, les paralysent, les neutralisent, génial non ? La gauche, l'extrême gauche et les appareils des syndicats fignolent le boulot et le tour est joué, ils peuvent vous matraquez, vous ne comprenez rien à rien ou vous ne savez pas comment réagir. C'est notamment le produit de la conception de la lutte des classes adoptée par l'avant-garde du mouvement ouvrier... Il a bon dos, oui je sais que j'exagère, personne n'y est jamais pour rien, non, c'est bien cela, la fatalité !

Mais non voyons, cela n'a rien à voir...

Faut-il y voir une conséquence directe de la crise? Selon une étude menée par le comparateur de frais bancaires en ligne Panorabanques.com que notre journal dévoile en exclusivité , 65% des personnes interrogées déclarent être en dépassement de découvert autorisé au moins une fois par an. 28% du panel estime être dans le rouge chaque mois.

A l'inverse, seul un tiers des sondés affirme ne jamais être dans ce cas de figure.

Autre enseignement de cette enquête : 32% des femmes reconnaissent atteindre la limite de dépassement autorisée sur leur compte par leur banquier. Contre 24% chez les hommes.

Si on regarde plus dans le détail, la fréquence du découvert — ça n'est pas vraiment une surprise — dépend du niveau de revenus des clients des banques. Chez les personnes disposant de plus de 3000 € par mois pour vivre, seule une sur huit déclare aller au-delà du découvert autorisé par son agence. En revanche, parmi les Français affichant des revenus nets mensuels inférieurs à 1500 €, la tendance est tout autre : un sondé sur trois dépasse la limite fixée par son banquier. Ce qui engendre des frais élevés.

Au sein des panélistes reconnaissant être en découvert une fois par mois, 84% d'entre eux estiment que le surcoût généré est supérieur à 240 € par an. Et autres 12% chiffrent entre 180 et 240 € les frais qui leur sont facturés par leur établissement. Des frais qui sont souvent composés de commissions d'intervention, de la facturation (de 10 € à 24 € selon les réseaux), d'une lettre informant les clients d'une situation de compte débiteur non autorisé (c'est souvent le terme employé). Enfin, les taux d'intérêt, les fameux agios, appliqués au montant du découvert, sont plus élevés. leParisien.fr 05.07

Comme vous avez tout juste de quoi survivre ou que vous êtes conditionnés par leur société de consommateurs, vous vous retrouvez à découvert, la banque vous taxe un maximum derrière, telle est leur société. On la garde ou la dégage ?

Vivement que la France devienne un "***un paradis fiscal***", dixit le président du Medef. Comptez sur Hollande !

A peine entamé son mandat à la tête du Medef, Pierre Gattaz a lancé un "*cri d'alarme*" lundi 15 juillet, à la suite des déclarations du président de la République, pendant son interview du 14-Juillet. Lors d'un point presse à Marseille (Bouches-du-Rhône), le président de l'organisation patronale a indiqué que François Hollande lui avait "*fait un peu peur (...)*", notamment "*en annonçant une sortie de crise*" que Pierre Gattaz dit ne "*pas voir personnellement*".

En parlant de "*reprise*" au cours de son interview à l'Elysée, le président de la République s'est attiré les foudres d'opposants, certains ironisant sur cette déclaration, jugée trop optimiste. "*Nous voyons toujours des entrepreneurs très angoissés avec des carnets de commandes très faibles*", a affirmé Pierre Gattaz.

"*J'ai aussi compris qu'il risquait d'y avoir des augmentations d'impôts, ce qui nous fait extrêmement peur. Nous avons déjà des taxes et des charges extrêmement élevées, ce qui fait que nos entreprises n'ont plus les moyens d'investir, d'innover, d'embaucher*", a poursuivi le patron des patrons, estimant que toute nouvelle hausse "*risque de les couler, d'où ce cri d'alarme*".

Pierre Gattaz appelle au contraire à faire de la France "*un paradis fiscal*". "*Réduire le coût du travail et les prélèvements obligatoires*" est, selon lui, "*une urgence absolue, car nous continuons de détruire 1 000 emplois par jour, 15 000 entreprises ont déposé le bilan depuis le début de l'année, nous sommes en récession et il ne faut pas minimiser la crise*". Francetv info 15.07

Les 500 plus riches ont engrangé 330 milliards d'euros en 2012, donc " *continuons de détruire 1 000 emplois par jour* " pour battre ce record en 213, et surtout n'augmenter pas les impôts car "*nos entreprises n'ont plus les moyens d'investir, d'innover, d'embaucher*", on n'a pas un rond vous comprenez, c'est la dèche, les caisses sont vides, il faut nous comprendre, nous sommes "*très angoissés*".

Rassurez-vous le président des riches veille au grain ou plutôt sur vos lingots, c'est vrai que votre barque est si chargée qu'elle "*risque de (...) couler*"... S'il pouvait dire vrai !

Ne vous marrez pas trop vite, vous venez de lire quel était l'état d'esprit du patronat, ultra libéral, et tous les dirigeants syndicaux continuent d'avoir des rapports avec lui. Vous vous demandiez pourquoi on en est là, vous avez la réponse ici...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Le mufti criminel qui a émis la fatwa du jihad pour le mariage, envoyant ainsi des centaines de jeunes filles "*se prostituer*" en Syrie ne croyait pas si bien faire. Parallèlement à l'avancée fulgurante de l'armée arabe syrienne et le sauve-qui-peut dans les rangs d'Al Nosra et de l'ASL, les jeunes filles trompées par la fatwa présentent un fardeau pour les terroristes qui les tuent sans aucune forme de procès. Al Nakheel souligne "*la terrible situation générée dans la foulée de cette fatwa qui a encouragé des centaines de takfiris à violer les jeunes filles et les femmes syriennes*". " *Le viol est devenu monnaie courante et il a perdu son aspect criminel et répréhensible*" le site regrette que la fatwa a même trompé " *des femmes occidentales qui se rendent en Syrie pour s'offrir aux terroristes.* " Al Nakheel s'attarde ensuite sur les crimes commis en marge de cette fatwa : " *l'ASL et Al Nosra se livrent désormais très facilement au meurtre des femmes et des filles jihadistes pour le mariage ... au nord d'Alep, les soldats de l'armée arabe syrienne ont découvert un appartement où gisaient par terre les corps nus de 25 femmes et jeunes filles massacrés par les terroristes qui s'en étaient lassés tout bonnement* ".

Selon les sources dignes de foi citées par Al Nakheel, " *c'est le terroriste Abou Aziz Al Ahmadi qui aurait ordonné ce massacre avant de demander à ce que les corps des filles et des femmes soient éparpillés pour pouvoir par la suite en accuser l'armée syrienne. certains corps sont enterrés et les syriens découvriront peut être un jour des fosses communes où sont enterrés les pauvres filles abusés, manipulées puis massacrées*". Al Nakheel fait une dernière révélation : " *certains terroristes auraient demandé à Al Ahmadi la question suivante : pourquoi tuer ces filles qui nous ont rendus service ?* " et lui de répondre : " *nous vous inquiétez pas . on va nous ramener d'autres femmes meilleurs qu'elles et elles viendront du Danemark et de l'Espagne cette fois*". french.irib.ir 15.07

2- Égypte

2.1- Un haut responsable américain a appelé à l'apaisement lundi en Egypte après des entretiens avec les nouvelles autorités au Caire, où les partisans du président déchu Mohamed Morsi et leurs adversaires ont à nouveau manifesté dans la soirée.

La priorité doit aller au dialogue et à la fin des violences, a affirmé le secrétaire d'Etat adjoint Bill Burns, selon la traduction en arabe de ses propos diffusée sur des chaînes arabes.

Il a par ailleurs exclu que l'Egypte vive un scénario comparable à celui de la Syrie, ravagée depuis plus de deux ans par une guerre civile.

Auparavant, M. Burns, venu apporter le "*soutien des Etats-Unis aux Egyptiens*", s'était entretenu avec les principaux responsables intérimaires, selon l'agence officielle Mena: le Premier ministre Hazem Beblawi, le président Adly Mansour et le général Abdel Fattah al-Sissi, le nouvel homme fort du pays, qui devrait rester ministre de la Défense.

Le mouvement Tamarrod, à l'origine des rassemblements de masse contre M. Morsi fin juin, a en revanche refusé de le rencontrer, invoquant le sentiment, largement partagé parmi les manifestants anti-Morsi, que Washington avait soutenu le président déchu jusqu'au bout.

"*Les Etats-Unis n'ont pas été au côté du peuple égyptien au début du mouvement*" qui a contribué à la chute de M. Morsi, a déclaré à l'AFP un responsable de Tamarrod, Islam Hammam.

Washington a en outre demandé la remise en liberté de M. Morsi, détenu par l'armée, mais cet appel n'a pas trouvé d'écho au Caire.

En visite à Paris, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a souligné que l'Egypte se trouvait "*à un tournant critique*".

"*Il ne saurait y avoir de place pour la vengeance ou l'exclusion d'un parti ou d'une communauté importante*", a-t-il ajouté, se disant "*très inquiet*" des arrestations dans les rangs des Frères musulmans dont plusieurs dirigeants sont par ailleurs visés par des mesures de gel de leurs avoirs. AFP 15.07

2.2- Des heurts, les premiers depuis une semaine au Caire, ont eu lieu lundi soir lors de manifestations des partisans de l'ex-président islamiste Mohamed Morsi, tandis que l'émissaire américain William Burns recevait un accueil moins que chaleureux dans la capitale égyptienne.

Dans la soirée, les forces de l'ordre ont tiré des grenades lacrymogènes dans le centre du Caire pour mettre fin à des accrochages entre des pro-Morsi et des automobilistes et passants du quartier de la rue Ramsès, mécontents de voir les manifestants bloquer l'une des principales artères de la ville.

Sans atteindre, et de loin, les affrontements meurtriers ayant eu lieu juste après la destitution de Morsi, il s'agit de la première confrontation violente impliquant des pro-Morsi depuis une semaine.

Dans une capitale divisée, où pro et anti-Morsi se méfient les uns comme les autres de Washington, le parti salafiste Al Nour, deuxième mouvement islamiste après les Frères musulmans, et le Tamarod ("Rébellion"), à l'origine des manifestations de masse qui ont conduit à la destitution de Mohamed Morsi, ont chacun annoncé avoir décliné les invitations à rencontrer le secrétaire d'Etat américain adjoint.

"*D'abord, ils doivent reconnaître le nouveau système*", a déclaré le fondateur de Tamarod, Mahmoud Badr. "*En second lieu, ils doivent présenter leurs excuses pour leur soutien au parti des Frères musulmans et au terrorisme. Ensuite, on verra.*"

Nour, qui a accepté la prise en main de la situation par l'armée, dit pour sa part avoir rejeté l'invitation de William Burns en raison de l'intervention qualifiée d'"*injustifiée*" des Etats-Unis dans les affaires de l'Egypte.

William Burns, qui a rencontré Adli Mansour, nommé président par intérim par l'armée, et le nouveau Premier ministre, Hazem el Beblaoui, a déclaré que les Etats-Unis ne tenteraient pas d'imposer leur modèle à l'Egypte, ni ne soutiendraient des partis ou des personnalités en particulier.

"*Je ne suis pas venu avec des solutions américaines, ni pour sermonner quiconque. Nous n'essaierons pas d'imposer notre modèle à l'Egypte.*"

Parallèlement, le Premier ministre poursuit la formation du gouvernement où les économistes ont la part belle.

Après avoir choisi Ahmad Galal, un économiste formé aux Etats-Unis - à Boston - pour les Finances, et l'ancien ambassadeur aux Etats-Unis Nabil Fahmy, pour les Affaires étrangères, le Premier ministre a nommé Mohamed Abou Chadi ministre des Approvisionnements, chargé de la gestion du système de distribution des aides alimentaires et en carburant.

Le ministre du Plan, Achraf al Arabi, un économiste formé lui aussi aux Etats-Unis, a été reconduit dans ses fonctions. Reuters 15.07

Dans cet articles de l'agence de presse de Washington figurait un bref compte rendu bucolique à vomir de la manifestation des Frères musulmans :

- Tandis que le soleil se couchait sur Le Caire, d'autres manifestants pro-Morsi ont installé un camp de tentes devant l'université. Une adolescente coiffée d'un foulard s'est mise à lire un poème et à réciter des versets du Coran, tandis que des garçons jouaient au football, observés par des pères berçant leur enfant dans les bras. Reuters 15.07

2.3- Il était revenu en Égypte pour tenter de calmer les foules anti-Morsi.

Alors qu'il s'apprêtait à quitter nuitamment Le Caire, hier, très tard dans la soirée, et après avoir en vain demandé aux Egyptiens de se parler entre eux, l'imam wahabo-terroriste, chantre des Frères musulmans sur Al-Jazeera, Yûsuf Al-Qaradâwî, vient de voir son parcours de criminel par procuration, s'arrêter.

Yûsuf Al-Qaradâwî, a donc été empêché de quitter Le Caire, après que les services secrets égyptiens qui le recherchaient aient su, qu'il voulait quitter l'Égypte, pour rentrer au Qatar. Selon des sources bien introduites, il a été incarcéré, ou du moins, placé en résidence surveillée. L'intelligence égyptienne lui aurait signifié qu'il sera remis à la justice pour incitation à la haine, pousse-au-crime de musulmans chiites, de chrétiens, et incitation au djihad en Syrie, en Irak et en Égypte, contre la même catégorie des personnes.

Un coup dur supplémentaire pour les Frères musulmans déjà sous pression en Égypte, avec l'arrestation de Mohamed Morsi, que les Etats-Unis ne digèrent toujours pas. Hélas, le peuple laïc égyptien a dit NON. french.irib.ir 15.07

Haut de page

Le 17 juillet 2013

CAUSERIE

Demain j'ajouterai un commentaire à la suite de l'article de presse *Marseille : une médecin brise l'omerta* car cette situation m'ulcère. J'ajouterai des articles ce soir.

Nous reléguons ce message de nos amis belges dont un de leurs contacts et ami journaliste, Bahar Kimyongür, est harcellé depuis le régime turc depuis des années.

Investig'Action - http://michelcollon.info - 16 juillet 2013

Libérez Papa ! (les deux enfants de Bahar Kimyongür)
http://www.youtube.com/watch?v=ptXg...

Manifestation non autorisée des deux enfants de Bahar Kimyongür dans la gare ferroviaire de Cordoue

Kimyongür devant le ministère des affaires étrangères
http://www.youtube.com/watch?v=1Geq...

Rassemblement devant ministère des affaires étrangères le mercredi 19 juin 2013 pour protester contre la détention de Bahar Kimyongür en Espagne et contre son extradition vers la Turquie

Le député Ecolo Benoit Hellings met Joëlle Milquet face à ses responsabilités
http://www.youtube.com/watch?v=Hq9y...

Clash entre le sénateur Ecolo Benoit Hellings et la ministre de l'Intérieur Joëlle Milquet le 20 juin 2013 au Sénat concernant les circonstances de l'arrestation de Bahar Kimyongür à Cordoue

---

ACTUALITE EN TITRES

Entre frères et soeurs on se doit "***protection fraternelle***".

- Taubira et Valls ne cèdent rien devant la commission Cahuzac - AFP

La règle en 12 points de la GLNF (Grande loge nationale de France).

9- Les Francs-Maçons ne doivent admettre dans leurs loges que des hommes majeurs, de réputation parfaite, gens d'honneur, loyaux et discrets...

10- Les Francs-Maçons cultivent dans leurs loges l'amour de la Patrie, la soumission aux lois et le respect des Autorités constituées...

12- Les Francs-Maçons se doivent mutuellement, dans l'honneur, aide et protection fraternelle, même au péril de leur vie. (http://www.glnf.fr)

Ridicule et un drame

- 1,9 milliard de dollars : le bénéfice de Goldman Sachs pour le seul 2nd trimestre 2013 - Atlantico.fr

- Coca-Cola a pâti du mauvais temps et de la conjoncture économique - AFP

J'avais des hauts, j'avais des bas, j'ai même eu ce que je ne voulais pas... (Noir Désir)

- Hollande et Ayrault remontent dans les sondages - Liberation.fr

- La popularité de Hollande et Ayrault rechute - Le Nouvel Observateur

- La popularité d'Hollande et Ayrault rechute - L'Express.fr

- Popularité: Hollande et Ayrault reculent à nouveau - 20minutes.fr

- Hollande (40%) et Ayrault (45%) en baisse dans le baromètre Ifop - Reuters

Tiens, il n'était pas à 27 ou 30% il y a peu ? J'ai dû louper un épisode...

Vive Élisabeth II, vive l'égalité, la République et la démocratie... et la monarchie !

- Le mariage homo définitivement voté en Angleterre et au Pays de Galles - Francetv info

Conditionnement et désinformation tout azimut ou comment criminaliser le régime syrien.

- Des Syriens en mission de médiation tués par des pro-Assad - Reuters

- Syrie: les enfants au coeur d'une visite d'une envoyée de l'ONU - AFP

- Réfugiés syriens : la pire crise depuis le génocide rwandais, selon l'ONU - Liberation.fr

- Syrie : l'Unesco s'alarme des nouvelles destructions - Liberation.fr

- Aide de Londres aux rebelles syriens contre les armes chimiques - Reuters

- Syrie: des obus tirés vers la partie du Golan occupée par Israël - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Escroc.

Le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire, le 27 juin, pour "*faux*", "*escroquerie*" et "*blanchiment*" qui a été confiée aux juges d'instruction René Cros et Roger Le Loire. Les magistrats du pôle financier s'intéressent notamment à différents flux financiers autour de Thomas Fabius, le fils aîné de l'actuel ministre des affaires étrangères.

Une plainte, déposée en octobre 2011, avait donné lieu en mai 2012, à l'ouverture d'une enquête préliminaire. S'en était suivis deux signalements Tracfin, dont l'un portait sur les mouvements d'argent ayant précédé l'acquisition d'un appartement. Lors de cette curieuse opération immobilière, révélée par Le Point, Thomas Fabius avait acheté en 2012 un appartement dans le 7e arrondissement à Paris, pour plus de 7 millions d'euros. Les enquêteurs de l'Office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) s'interrogent notamment sur l'origine des fonds qui lui ont permis de réaliser cette opération alors que, selon Le Point, il n'est pas imposable. lemonde.fr 16.07

Il n'est pas imposable mais paie cash un appartement 7 millions d'euros, rien de plus normal dans la République des banquiers et des nantis. Et après les inspecteurs de la Sécu font la chasse aux fraudeurs aux allocations familliales...

Rappel.

La commission des Finances de l'Assemblée a adopté un amendement du député PS Christian Eckert au projet de budget, prévoyant d'inclure les oeuvres d'art d'une valeur de plus de 50 000 euros dans le calcul de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Le gouvernement s'est déclaré, lui, défavorable à son adoption.

Lors de l'instauration de l'Impôt sur la fortune (ISF) en 1982, Laurent Fabius,qui était alors en charge du budget a décidé d'exclure les oeuvres d'art de cet impôt. Il s'agissait de protéger le patrimoine français en évitant que seuls les investisseurs étrangers achètent de l'art français.

Mais les observateurs n'avaient pas manqué de souligner que Laurent Fabius est l'héritier d'une famille d'antiquaires. L'exonération allait donc le concerner directement. A sa vente en 2011, les 400 oeuvres de la galerie Fabius frères avaient été vendues pour 9,6 millions d'euros. (source : ladepeche.fr 11.10.2012)

Comment faire en sorte que l'ensemble de la masse salariale devienne taillable et corvéable à merci.

Dans son rapport annuel "*Perspectives de l'emploi*" publié mardi l'OCDE table sur une poursuite de la hausse du chômage, qui atteindrait son plus haut niveau fin 2014, et appelle le gouvernement à "*s'attaquer*" aux "*défis structurels*" du marché de l'emploi.

Plus de cinq ans après le début de la crise financière mondiale, l'OCDE note que la France "*fait face à un chômage durablement élevé et persistant*" et que "*le marché du travail français peine à se redresser*".

A l'avant-veille d'une réunion des ministres du Travail du G20 à Moscou, l'OCDE appelle ainsi Paris à "*s'attaquer à certains défis structurels qui continuent de persister sur le marché du travail*".

"*Si le taux de chômage en France est légèrement plus faible que dans la zone euro (12,2% en moyenne, tirée à la hausse par la Grèce et l'Espagne, ndlr), il reste élevé en comparaison*" des 34 pays de l'OCDE (8% en moyenne), et notamment de son voisin allemand, selon l'organisme. Outre-Rhin, le chômage devrait en effet passer en deçà des 5% fin 2014, selon ses projections.

"*La part des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation, a augmenté de 2,8 points entre 2007 et 2012*", relève également l'organisation internationale, qui appelle à investir dans une stratégie améliorant les taux d'emploi à la fois des jeunes et des seniors, les deux catégories d'âge les plus frappées.

"*Les emplois d'avenir et les contrats de génération, dispositifs ciblés sur les jeunes et les seniors, sont une première avancée en ce sens*", estime l'organisme international, qui appelle toutefois à "*des réformes plus structurelles permettant d'améliorer durablement les taux d'emploi à tous les âges*".

L'OCDE évoque aussi la loi sur la sécurisation de l'emploi, votée au printemps, qui vise à offrir plus de flexibilité aux entreprises (modulation du temps de travail et des salaires en cas de difficultés conjoncturelles, réforme des procédures de licenciement...) et tout en sécurisant les salariés (renchérissement du coût de certains contrats courts, droits rechargeables à l'assurance chômage...).

Selon elle, cette réforme "*va dans la bonne direction en créant des nouveaux outils de flexibilité qui devraient permettre une plus grande création d'emplois dans le moyen terme*".

"*Cependant, beaucoup reste à faire pour réellement réduire le dualisme du marché du travail en France*" entre contrats courts et contrats longs, dit-elle. "*En 2011, 78% des recrutements et 71% des cessations d'emploi correspondaient au début ou à la fin d'un CDD*", est-il souligné.

Il y aura "*100.000 emplois d'avenir d'ici la fin de l'année, et 70.000 contrats de génération au début de l'année prochaine*", a promis François Hollande, évoquant aussi le plan d'urgence de formation de chômeurs destiné à pourvoir, d'ici la fin de l'année, "*35.000 emplois*" qui ne trouvent pas preneurs. AFP 16.07

Leur problème, c'est que les choses ne vont pas aussi vite qu'ils le voudraient, pour cela il faudrait un taux de chômage comparable à celui de la Grèce. L'immense majorité des travailleurs disposent de contrats de travail antérieurs à l'ANI, et il est impossible de tous les virer pour ensuite les réembaucher selon les nouvelles conditions scélérates inclues dans l'accord du 11 janvier, de plus les travailleurs et les jeunes travailleurs en particuliers renâclent à accepter leurs emplois d'avenir précaires.

Ce n'est pas seulement une question de résistance de la part des travailleurs, c'est mécanique et ils n'osent pas faire monter le chômage à 25% ou plus par crainte d'une explosion sociale, d'une révolution, la France n'est pas la Grèce, pas encore.

A propos du faible taux de chômage "*outre-Rhin*" et le non-renouvellement des générations en Allemagne qui devrait aboutir à une baisse de la population de millions d'ici 2020. Un soir aux infos sur TV5Monde Asie ils ont interviewé un jeune diplômé Espagnol qui avait décroché un contrat de travail en Allemagne : 850 euros, une fois défalquées les cotisations sociales il lui restera environ 500 euros en poche, et ce jeune de s'enthousiasmer : "*d'ici un an ou deux ou peut-être plus je serai payé 10, 15 euros de l'heure peut-être plus*", c'est cela tu as le droit d'y croire, cela représentait une augmentation de 100 à 200% de son salaire horaire en si peu de temps.

Il va être surexploité comme les travailleurs de l'ex-RDA, c'est là-dessus que s'est appuyé Schröder pour faire passer Hartz IV... En tant que travailleur immigré, il va tomber sous le coup d'un contrat de travail précaire, et s'il a le malheur de l'ouvrir ou de revendiquer quoi que ce soit il sera foutu dehors, vive le STO des temps modernes !

Attention, quand la social-démocratie se fait néolibérale, c'est léthal !

Lléthal ou létal signifie qui provoque la mort. Pour qui ? Quelle question, pour nous voyons !

- L'Italie évoque le risque de voir Londres sortir de l'UE - Reuters

Le président du Conseil italien a estimé mardi qu'il existait un "*énorme risque*" de voir la Grande-Bretagne sortir de l'Union européenne dans les prochaines années et a appelé les autres pays de l'UE à se mobiliser pour limiter ce risque.

"*Nous sommes convaincus qu'au sein des pays de l'Union européenne, nous sous-estimons le risque de voir le Royaume-Uni sortir de l'Europe. De mon point de vue, ce risque est énorme*", a dit Enrico Letta après un discours prononcé à Londres.

L'Italie doit assurer la présidence tournante de l'Union au second semestre de 2014.

"*Nous allons travailler ensemble pour offrir de bonnes raisons afin que le Royaume-Uni envisage son avenir dans une Union européenne réformée*", a dit Letta.

Le chef du gouvernement italien a souligné la nécessité d'un allègement de la réglementation, d'une plus grande intégration du marché unique et de nouveaux accords internationaux comme autant d'arguments pour convaincre les Britanniques. Reuters 16.07

A retenir : Le dernier paragraphe tout y est.

Le social-libéral Enrico Letta a de toutes évidence "*de bonnes raisons*" d'être la voix de son maître de Washington, ce qu'il prouve magnifiquement ici, le marché unique étant une des pièces maitresses du projet de l'oligarchie financière de gouvernement mondial une fois les droits sociaux et politiques des travailleurs liquidés en Europe, ils le sont déjà aux Etats-Unis.

En fait, le seul "*risque*", c'est que ce processus prenne plus de temps que prévu ou qu'il aboutisse à un accord qui en grande partie demeurera théorique et impossible à mettre en oeuvre dans de nombreux secteurs.

Dans une vidéo que j'ai visualisée il y a quelque jour, l'intervenant qui apparemment avait eu connaissance du document de travail en anglais qui sert de base aux délégations américaines et européennes, pointait que ces "*négociations*" devraient aboutir à un accord "*sans entraves*", tout comme la "*concurrence libre et non faussée*" au sein de l'UE, qui ne doit connaître aucune entrave et c'est bien le cas aujourd'hui, ce qui signifie que tout devrait y figurer, y compris la législation du travail, les retraites, les organismes sociaux, les services publics qui devraient tous être broyés, ce qui semble impossible à réaliser, sauf à prendre ses désirs pour la réalité et à occulterla lutte des classes. Cela promet d'énormes tensions entre les Etats-Unis et les différents gouvernements de l'UE d'ici 2015, date qu'ils se sont fixés pour finaliser leur accord de marché unique transatlantique.

Commentaire d'un internaute.

- "*Les britanniques ne sont intéressés que par le marché unique. Lorsqu'une zone de libre échange avec les USA (et toute l'Amérique du nord?) aura été décidée, le marché unique n'aura plus de sens. Et l'UE non plus!*"

Pas tout à fait, n'oubliez pas tout de même que l'océan atlantique sépare les deux continents, donc d'agence officieuse du cartel des banquiers anglo-saxons sionistes, ils laisseront tomber le masque et elle le deviendra officiellement, elle deviendra le pôle de gestion des régions une fois les Etats liquidés ou réduits à ses fonctions régaliennes ou répressives de maintien de l'ordre, justice, police et armée...

FMI : mission accomplie.

- La commissaire Viviane Reding prône la dissolution de la troïka - Reuters La commissaire européenne à la Justice, Viviane Reding, a souhaité que la troïka constituée de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international soit dissoute.

"*La troïka doit être abolie*", affirme Reding dans les colonnes du quotidien allemand Stuttgarter Zeitung à paraître mercredi.

La commissaire estime que les problèmes que rencontre l'Europe, en particulier la crise de la dette, peuvent être désormais gérés sans la participation du FMI.

"*La troïka était nécessaire dans une situation de crise lorsqu'il était nécessaire d'établir quelque chose rapidement, mais aujourd'hui l'Europe possède les instruments et l'expérience nécessaires pour mener les analyses appropriées et intervenir sur*

les questions économiques et financières", explique-t-elle.

La troïka négocie avec les pays touchés par la crise de la zone euro comme la Grèce, le Portugal ou l'Irlande la mise en place de plans d'austérité en échange d'un programme d'aide financière.

Elle surveille également la mise en oeuvre des réformes demandées pour réduire les déficits publics dans ces pays.

Selon Viviane Reding, la Commission européenne est mieux à même que le FMI d'oeuvrer à la mise en oeuvre d'un marché sociale de l'économie comme le prévoit le traité de l'UE.

L'Allemagne et la Finlande sont fortement favorables à la participation du FMI dans la gestion de la crise actuelle.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble avait pourtant estimé le mois dernier que l'implication du Fonds monétaire ne pouvait pas être une solution permanente.

Il estimait que le retrait du FMI ne pourrait intervenir qu'une fois les programmes en cours parvenus à leur terme.

Pour Viviane Reding, le retrait du FMI pourrait s'accomplir dans un délai de deux mois. Reuters 16.07

Questions : Mais pourquoi ont-ils fait appel au FMI ? Ne pouvaient-ils pas se débrouiller seuls? N'étaient-ils pas assez grands pour régler leurs problèmes entre eux au sein de l'UE ?

Les Américains craignaient que les Etats de l'UE soient sous l'influence de leur population ou demeurent sous l'emprise d'une espèce d'atavisme qui les auraient porté à l'immobilisme ou à renoncer à mettre en oeuvre des réformes structurelles réactionnaires, des politiques drastiques d'austérité, bref, qu'ils n'aient pas la volonté d'affronter leur peuple par crainte de déclencher une crise sociale et politique qui aurait déstabilisé leur régime ou pire encore, le menacerait.

Alors qu'en faisant intervenir un troisième larron qui serait qualifié d'indépendant, les deux autres ne pouvant être que juges et parties et donc vulnérables, l'affaire allait se présenter sous de meilleurs auspices, les peuples ne pouvant avoir aucune emprise sur le FMI à moins de traverser l'océan Atlantique à la nage ou à la rame, ce qui prendrait un certain temps, tandis que la plupart des participants s'épuiseraient et périraent avant d'avoir atteint l'autre rive.

L'affaire fonctionna à merveille il faut bien le reconnaître au regard des résultats obtenus jusqu'à maintenant en Irlande, en Espagne, en Grèce et au Portugal notamment. D'autant plus que le mouvement ouvrier et son avant-garde marchèrent dans la combine en s'attaquant à la troïka, ils tombèrent à pieds joints dans le piège qui leur avait été tendu, la ficelle était un peu grosse, peu importe, leurs dirigeants sont devenus aveugles ou ils sont complètement corrompus par l'idéologie dominante, ils sont totalement incapables de définir une ligne politique indépendante ou de se situer strictement sur le terrain des besoins de la classe qu'ils prétendent représenter.

C'est ainsi qu'ils s'acharnèrent contre la troïka, en vain évidemment, pendant que leur gouvernement respectif faisait tranquillement le boulot que le FMI attendait d'eux, un vrai bonheur quoi !

Vous êtes témoins, lisez ou relisez les causeries depuis 2008 pour le vérifier si nécessaire, je n'ai cessé de dénoncer cette politique opportuniste axée contre la troïka pendant qu'ils ménageaient le gouvernement et les institutions.

Aujourd'hui la troïka a fait son temps, après plusieurs élections dans l'UE, à Chypre, en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal et en France, les gouvernements en place ont démontré qu'ils avaient compris le message et qu'ils étaient capables de prendre la relève, notammentd'assumer des politiques d'austérité tout en engageant des réformes structurelles, bref, qu'ils poursuivraient la même politique antisociale sans sourciller, ce qui justifie que le FMI largement décrié en Europe se mette en retrait, il a d'autres chats à fouetter avec l'Egypte, la Turquie, le Brésil, etc.

Soyez honnêtes chers lecteurs. Qui vous a expliqué que la tournure qu'ils avaient donné au traitement de la crise du capitalisme en Europe à travers l'intervention de la troïka s'inscrivait dans une perspective politique beaucoup plus large qu'ils ne tenaient pas à ébruiter ou qu'elle était l'antichambre de la prochaine étape qu'il s'était fixé d'atteindre sur la voie de l'établissement d'un gouvernement mondial ? Qui ? Personne et vous le savez très bien, sauf nous (dans le mouvement ouvrier) qui ne cessons de relier leur politique à cet objectif. Eh oui ! car pour comprendre l'orientation du capitalisme mondial il est recommandé ou préférable d'observer comment notre ennemi se dispose, cela nous fournit des indications précieuses pour comprendre la situation et déterminer notre stratégie, dans le cas contraire on agit comme de vulgaires aventuriers, avis aux amateurs, ne vous marrez pas c'est dramatique, ils sont nombreux hélas !

On pourrait ajouter que le sale boulot qu'a fait le FMI dans le cadre de l'UE ces dernières années s'inscrivait dans la perspective

de l'accord de libre échange EU-UE qui est sur les rails, en quelque sorte il a déblayé le terrain avant que ces "*négociations*" ne démarrent, maintenant ce sont les représentants des deux parties qui prennent le relais, plus discrètement encore, ce qui n'est pas le moindre des avantages, d'autant plus que le mouvement ouvrier leur laisse le champs libre, quelle aubaine !

En conclusion, pas de bol messieurs les opportunistes, vous n'avez pas chassé le FMI, il est parti tout seul, ils doivent enrager, ce que je me demande c'est comment ils vont pouvoir justifier leur politique auprès de leurs militants. Cet épisode met une nouvelle fois un peu plus en relief l'incurie politique de nos dirigeants, désolé de devoir se répéter.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Affaire Snowden

Cette fois c'est officiel. L'ex-consultant du renseignement américain a demandé l'asile provisoire à la Russie et devrait donc quitter l'aéroport de Moscou où il est réfugié depuis trois semaines.

La Russie, refuge provisoire pour l'ancien analyste de la NSA en attendant de pouvoir gagner l'Amérique latine, où le Venezuela, la Bolivie et le Nicaragua se sont dits prêts à l'accueillir. Vladimir Poutine avaient déjà posé ses conditions depuis longtemps :"*Au départ nous lui avons dit qu'il pouvait rester s'il le voulait mais à condition d'arrêter ses activités politiques explique le président russe. Nous avons des relations avec les Etats-Unis et nous ne voulons pas que ses activités altèrent ces relations. Dès qu'il aura l'occasion d'aller ailleurs, il le fera certainement. Il connaît les termes de l'obtention d'un asile politique.*"

En attendant que sa demande soit acceptée, ce qui pourrait prendre un mois, Edward Snowden aura la possibilité de circuler sur le territoire russe. euronews.com 16.07

2- Egypte

Egypte. Le gouvernement de la Banque mondiale.

- Un nouveau gouvernement égyptien, dont sont absents les partis islamistes, a prêté serment mardi au Caire, moins de deux semaines après le renversement par l'armée du président Mohamed Morsi, alors que l'Égypte reste secouée par des violences meurtrières.

La nouvelle équipe gouvernementale comprenant plus d'une trentaine de membres issus d'horizons divers, a immédiatement été rejetée par les Frères musulmans, le mouvement dont est issu M. Morsi.

"*Nous ne reconnaissons pas sa légitimité ni son autorité*", a réagi auprès de l'AFP un porte-parole de la confrérie, Gehad El-Haddad.

Une personnalité émerge de ce nouveau cabinet: le général Abdel Fattah al-Sissi, chef de l'armée et homme-clé dans le renversement le 3 juillet de M. Morsi, après des manifestations monstres réclamant son départ.

Le général Sissi demeure non seulement ministre de la Défense mais hérite en plus d'un poste de vice-Premier ministre, au même titre que l'avocat d'affaires et économiste, Ziad Bahaa Eldin (ministre de la Coopération internationale), et l'universitaire Hossam Eissa (Enseignement supérieur).

Le Premier ministre Hazem Beblawi, un économiste de 76 ans, avait déjà été chargé le 9 juillet dernier de former le cabinet par le président intérimaire choisi par l'armée, Adly Mansour.

Le prix Nobel de la paix et figure de l'opposition, Mohamed ElBaradei, avait déjà prêté serment dimanche comme vice-président chargé des relations internationales.

Nabil Fahmy, un diplomate chevronné, ancien ambassadeur à Washington, prend la tête des Affaires étrangères, tandis qu'Ahmad Galal, un ancien de la Banque mondiale, devient ministre des Finances.

Le nouveau gouvernement compte par ailleurs trois femmes ainsi que trois coptes, une communauté chrétienne très hostile à l'ancien président islamiste.

"*C'est plutôt un gouvernement de rassemblement*" de toutes les composantes de l'opposition à M. Morsi, "*et je pense qu'il y aura ensuite une tentative pour attirer quelques salafistes*" -souvent en rivalité avec les Frères musulmans- pour l'élargir au delà des formations laïques, a déclaré à l'AFP Hassan Nafaa, professeur de Sciences politiques à l'Université du Caire.

Diffusée par la télévision d'État, la prestation de serment du cabinet devant le président intérimaire représente une étape supplémentaire dans la transition politique.

Celle-ci doit mener à l'adoption d'une nouvelle Constitution, puis à des législatives d'ici début 2014, avant la tenue d'une nouvelle présidentielle. Le nouveau gouvernement devra également faire face à une grave crise économique.

Mardi, la présidence a exhorté toutes les forces politiques à participer à ses "*efforts*" de "*réconciliation nationale*".

Mais les nouvelles autorités ont aussi récemment engagé des poursuites contre plusieurs hauts responsables de la confrérie, dont son Guide suprême, Mohamed Badie.

Mardi, les nouvelles autorités égyptiennes ont par ailleurs vivement réagi à des déclarations du chef du gouvernement turc, l'islamiste Recep Tayyip Erdogan, exprimant leur "*fort ressentiment*".

M. Erdogan a récemment affirmé que M. Morsi restait le seul chef de l'État égyptien légitime. AFP 16.07

3- Syrie

De violents combats continuent à opposer les terroristes d'Al-Nosra, ceux de l'ASL et de "l'Etat islamique en Irak et au Levant" et une information de la dernière heure fait confirmer la fuite de l'émir de cette dernière milice de Raqqa . Il aurait pris refuge à Al Tabagha une ville située dans la province de Raqqa.

Le soi disant émir s'appelle Abou Saad al Hazrami qui se fait accompagner dans cette fuite par son adjoint Abou Dajaneh. Al Nosra et l'Emirat islamique en Irak et au Levant s'entre-déchirent depuis le 10 avril, date à laquelle le chef d'Al Nosra, Al- Golani a annoncé dans un enregistrement sonore refuser la décision d'Al-Qaida de fusionner avec Al-Nosra. Al-Golani a fait toutefois allégeance au chef d'Al-Qaida Zawaheri. Ce qui est clair, c'est que les terroristes se combattent entre eux à tous les niveaux : l'ASL se bat contre les nosratistes et les qaidistes tandis que ces derniers s'entretuent à leur tour. Et cette situation de crise absolue permet au gouvernement et à l'armée syriens de faire de nettes progressions et de reprendre le contrôle des régions perdues . french.irib.ir 16.07

Haut de page

Le 18 juillet 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté 25 nouveaux articles entre hier soir et cet après-midi. Je vous conseille vivement la lecture de l'excellent article de Robert Bibeau auquel j'adhère à 100%, c'est si rare qu'il faut le relever : *Un autre mode de production est possible*, rubrique Tribune libre. Voilà un vrai marxiste !

Un petit mot personnel rédigé avant-hier soir pour se détendre.

C'est super, il pleut par intermittence depuis 8 jours et il fait plus frais dans le bureau pour travailler, disons environ 30°C à 21h, c'est presque l'hiver ici ! Eh oui camarade, on apprend à relativiser, on se dépasse, on se surprend soi-même, sans déconner, alors que je ne supporte pas plus la chaleur qu'au premier jour, il y a près de 20 ans ! On devient philosophe, on se fait une raison, on ne se focalise plus sur les mêmes choses le temps passant, bon, je ne parlerais pas de sérénité ou de sagesse n'exagérons pas ce serait mentir, car je suis comme les Indiens toujours prêt à exploser. Par de nombreux côtés je suis devenu plus Indien que Français.

Tenez puisqu'on bavarde, ma fille est repartie à la Réunion avec son compagnon qui en est originaire avec ma petite-fille Cassie, un trésor. C'est définitif, à 32 ans ras le bol de la métropole, elle a été mutée dans une école maternelle de Saint-Denis et elle reprendra le boulot le 14 août. On se trouve donc chacun à un bout de l'Océan Indien, cela ne va pas faciliter les contacts. Sa mère, ma tendre et ex-épouse compte partir s'y installer le plus vite possible. Pour que la famille soit au complet il ne resterait plus que je débarque à mon tour, mais ce n'est pas au programme pour le moment, on en a juste causé un jour à bâtons rompus.

Quelques petites histoires indiennes très courtes pour vous aider à passer l'été indien en France ou ailleurs dans le monde.

Il y a 4 mois environ, mon beau-frère Kandavel m'a acheté des sandales, je les ai payées, d'après lui elles étaient super solides parce qu'il venait de s'acheter les mêmes, en fait il s'agissait d'une initiative de mon épouse, sa soeur, qui a toujours des bonnes idées, si c'est son frère qui l'a dit, c'est que c'est vrai...

Résultat des courses, 4 mois plus tard les sandales sont parties à la poubelle, la lanière en cuir qui recouvrait le pied était coupée en deux à la hauteur de la semelle, irréparable. Je me rends dans un magasin Bata pour acheter de nouvelles sandales et je raconte cette histoire au vendeur, il me répond que les tongues que j'ai choisies, un modèle équivalent à des sandales si l'on veut me feront 6 mois. Je n'ai pas pu m'empêcher de me marrer, il s'est marré aussi sans savoir pourquoi, je me disais qu'ils vendaient vraiment de la merde, attention, ce n'était pas le premier prix loin de là, une paire de tongues de base valait environ 100 roupies, le modèle que j'avais retenu en valait 500. Il y a 16 ans j'avais acheté une paire de sandales 350 roupies qui m'ont fait 12 ou 13 ans, elles étaient tellement défraîchies que je n'osais plus les mettre. J'ai calculé qu'en ayant porté en moyenne une heure par jour les sandales que mon beau-frère m'avait achetées, elles m'auraient fait 8 ou 10 jours si je les avais portées 24h/24, et celles que je viens d'acheter seraient foutues au bout de 15 jours.

Moralité : la prochaine fois j'achèterais des tongues de base, pas les moins chers car la semelle est aussi souple qu'un bout de bois et je ne supporte pas cela, j'ai besoin d'une semelle souple, d'être à l'aise, quel luxe ! Je vais finir par marcher nus pieds, comme chez moi.

Le même beau-frère m'a vendu 50 kilos de riz pour Yvan, mon chien. Je lui ai payé 5 roupies le kilo alors qu'il l'a touché à 1 roupie, mieux, il m'a livré 30 kilos en me disant qu'il repasserait pour les 20 kilos restant qu'il a reçu gratuitement de la part du gouvernement. Cela ne m'a pas empêché de lui donner deux ventilateurs qui ne me servaient à rien pour installer dans sa nouvelle maison. J'aurais pu lui faire payer, une somme symbolique, mais je n'aime pas les rapports d'argent, c'est un truc que je ne supporte pas. En Inde les rapports sont pourris même dans les familles, cela ne me choque même plus.

Il y a un temple hindou dédié à Hanuman le dieu à tête de singe, à trois cent mètres de chez moi. La première fois que le brahman a organisé un festival, trois mois plus tard il s'est acheté une moto neuve. La seconde fois, il a terminé le gros oeuvre de sa maison quelques mois plus tard. La troisième fois, c'était il y a une semaine, il va attendre que la mousson passe pour faire faire la peinture.

Depuis une semaine, le soir en promenant Yvan sur le chemin en terre qui part du lotissement où nous logons je croise un jeune garçon à vélo, il doit avoir environ 15 ans, il est obèse et transpire comme une vache, non il n'a rien à voir avec les Femen, plutôt comme un boeuf. On se salue les premiers jours, le troisième il s'arrête, haletant et ruisselant de sueur il me désigne du doigt la bouteille d'eau que je tenais à la main en me demandant s'il ne pourrait boire un peu car il n'en pouvait plus le malheureux, je lui tendis volontiers. Mais c'est qu'il en a pris l'habitude et chaque soir il s'abreuve ainsi tandis qu'on échange quelques mots en anglais, je suis obligé de lui demander de nous en laisser car on n'a pas fini notre balade, l'eau c'est surtout pour Yvan qui supporte encore moins que moi la chaleur, quand je le vois baver c'est qu'il a soif, donc à l'aller et au retour, notre balade dure 45 minutes environ, on s'arrrête pour boire un coup.

C'est le seul moment de détente que je m'accorde et encore, pour vraiment me détendre je m'arrête quelques instant et j'observe le ciel, quelques instants seulement parce que au-delà Yvan s'impatiente, il pleure, non mais c'est stressant la compagnie d'un chien, il y en a qui disent la compagnie d'une femme, c'est juste pour faire chier ces connasses de Femen, en fait on s'habitue à la solitude mais on est bien content d'avoir de la compagnie.

Hier j'ai viré pas moins de six grenouilles qui avaient squatté la maison, il y en a partout. Je les attrape avec un chiffon et je les balance dans le jardin. Cela ne leur plaît pas, alors elles projettent un liquide, je ne sais pas si c'est de l'urine ou un poison quelconque qui doit tenir à distance les prédateurs. Sinon je fais la chasse aux singes qui s'attaquent aux manguiers, mon beau-frère a dû récolter au moins 150 kilos sur un seul arbre. Le matin je cueille le jasmin à pleines poignées, c'est la saison, quelle activité stressante ! Et dire que je vais devoir consacrer plusieurs heures à tondre la pelouse, c'est un grand mot, en vérité c'est plus noble que cela puisque c'est de l'herbe qui a repoussé naturellement depuis qu'il pleut, sinon depuis plus de six mois le jardin ressemblait au terrain en terre rouge où nous nous promenons le soir.

Encore deux petites histoires très brèves.

Mon autre beau-frère à qui j'avais prêté de l'argent pour acheter une voiture et faire le taxi s'est mis dans une merde noire. De 250.000 roupies, j'en suis arrivé à lui prêter 350.000 roupies, après qu'il m'eut raconté des histoires, en fait il est incapable de faire ce boulot et de trouver des clients, il ne m'a jamais rien rendu depuis près de deux ans, il en est venu à ne plus payer son loyer et son propriétaire l'a foutu dehors, avec son épouse et leurs deux gosses il s'est réfugié chez les parents de son épouse qui n'ont pas cessé de lui piquer du fric, ils ne pouvaient même plus faire à bouffer, ses deux bouteilles de gaz étaient vides. L'autre jour il est venu me taper une dernière fois, j'ai refusé de lui donner une roupie, il n'a qu'à vendre cette foutue bagnole et vendre le morceau de terrain qu'il a hérité de sa mère. Sauf que voilà, la bagnole, elle est en panne, joint de culasse mort, plus d'autres réparations urgentes à réaliser, la vitre du côté conducteur qui ne ferme plus, un trou dans une autre porte qui laisse entrer

la flotte quand il pleut, du coup tout l'intérieur de la caisse est inondé, il a bossé pendant deux ans, il n'a pas entretenu sa voiture et il a craqué tout le fric qu'il a gagné et pour finir il ne peut pas payer la taxe annuelle ou l'équivalent de la vignette en France, au total il aurait besoin de 30.000 roupies supplémentaires. Quant à son terrain, il ne veut pas le vendre au prix qu'on lui a proposé, monsieur fait le difficile, il voudrait en tirer le maximum. Il est abruti au dernier degré, je le savais, j'ai quand même voulu l'aider, il était au chômage avec deux gosses, si je ne l'avais pas fait on m'aurait traité de salaud et pour l'avoir fait sa soeur, mon épouse, me traite de con ! En guise de caution, la troisième fois où nous lui avons prêté du fric, Magueswary a eu la bonne idée de lui demander le titre de propriété de son terrain, du coup il ne peut pas le vendre sans nous rendre les 350.000 roupies qu'il nous doit, car je veux bien qu'on me prenne ou me traite de con, quant à l'être vraiment c'est une autre histoire. Cette histoire rend folle mon épouse, elle veut le tuer et le traite de tous les noms, je lui ai dit, non Manju, ton frère est surtout très con, j'ai fait la connerie par faiblesse de faire confiance à un con et un roublard, eh oui je suis un grand humaniste et cela me perdra un jour, pas encore rassurez-vous.

La dernière histoire rattrape la précédente. Mon autre beau-frère Kandavel s'est bien débrouillé et cela me fait plaisir, il a réussi à inscrire ses deux filles dans une école publique à Pondichéry, et il ne paie que trois roupies par jours pour le transport scolaire, et la cantine est gratuite, génial ! En Inde les bonnes nouvelles sont si rares, exceptionnellement rares ! L'année dernière les deux gosses allaient dans deux écoles privées différentes et ils devaient cavaler pour les emmener en moto le matin avant d'aller bosser et tous les soirs c'étaient la galère pour aller les chercher. C'est à lui que j'ai prêté de l'argent pour finir sa maison. Il a du bol, le gouvernement de Pondichéry lui a donné un morceau de terrain et il lui a payé les trois quart du prix de sa baraque. Son épouse travaille en usine aussi. Ils ne sont pas fainéants, ils essaient de s'en sortir, ils sont moins cons que mes autres beaux-frères qui en tiennent une couche, c'est pour cela que je les ai aidés. Mon épouse m'a dit qu'il allait nous verser des intérêts, je n'en veux pas, et puis quoi encore. Et puis ils hébergent leur vielle mère depuis que leur maison est terminée, elle a enfin un toit où finir ses jours tranquillement, les autres beaux-frères n'en voulaient pas, par contre tous les mois ils lui rendent visite pour qu'elle leur verse une partie de sa retraite, celle de son époux décédé, ex-freedom fighter ou combattant pour l'indépendance de l'Inde, ce sont des rats, avec mon épouse on refuse de leur parler depuis des années, ils nous ont piqué du fric, ils sont devenus des ordures, c'est dommage.

Bon, sur cette note pas très exotique mais qui vous aura peut-être fait voyager, passons aux choses sérieuses.

Réaction à un article.

Hier j'ai mis en ligne un article de presse intitulé : *Marseille : une médecin brise l'omerta*, n'ayant pas eu le temps de finaliser le commentaire que j'avais commencé à rédiger le voici, j'ai été au-delà comme très souvent tout en procédant à un rappel.

Terrible n'est-ce pas, et c'est en France que cela se passe, pas en Algérie, en Egypte ou en Libye. Vous comprenez pourquoi on ne supporte pas les ouvriéristes, les tiers-mondistes, les droitsdelhommistes décomposés, les gauchistes, les pleurnichards, les conciliateurs en général, qui au nom du socialisme qu'ils ont été incapables d'incarner, d'un internationalisme qu'ils ont dévoyé en se livrant à des amalgames honteux, d'un humanisme à cent balles, ont défendu une conception de l'égalité en ayant des oeillères, en se bouchant les oreilles, c'est aussi le résultat de leur politique qui s'est avérée aussi dangereuse ou davantage encore que celle qu'ils dénonçaient.

Ils ont instrumentalisé la question de l'immigration, du racisme, etc. l'homophobie fut la dernière en date, leur dernier exploit dont ils sont fiers. En réalité, ils ont repris les mêmes méthodes détestables de nos ennemis et cela se retournent contre nous, contre tous les travailleurs sans exception ou sans différence d'origine ou de statut.

Ils collaborent depuis des lustres avec le PS, le PCF et les appareils des syndicats, les institutions, le régime, certains ont même fondé des associations parce qu'ils ont fait de ces questions leur fond de commerce, peut-être perçoivent-ils des subventions de l'Etat. Croient-ils ainsi se situer sur le terrain de la lutte des classes ? Eh bien qu'ils aillent donc la mener dans ces quartiers-là et qu'ils viennent ensuite nous rendre compte, s'ils en ressortent vivants !

Voilà à quoi conduit le laxisme, l'éclectisme, l'amateurisme, l'incapacité de demeurer concentrer sur notre seul objectif politique, la tentation de vouloir refaire le monde tous les quatre matins, de trouver des raccourcis, refuser de tenir compte de la réalité. Et puis il y a quelque chose de très hypocrite et d'insupportable dans cette attitude.

Je rappelle que je ne critique pas le mouvement ouvrier et son avant-garde (sourire !) pour le plaisir ou pour leur intenter un procès d'intention, trouver un bouc émisssaire à la situation actuelle ou encore pour le liquider, ils s'en chargent eux-mêmes.

En les observant attentivement, on s'aperçoit non seulement qu'ils ne combattent pas dans la perspective de l'émancipation du capital, de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, pour construire un nouveau parti communiste, pour le socialisme, leur politique ne correspond qu'à des buts alimentaires immédiats, ils se sont adaptés au capitalisme, ils s'en accommodent, ils peuvent prétendre le contraire, ils se comportent comme des syndicats et ils sont comptables de leur combat, ce sont devenus des trade-unionistes, des "*économistes*" (Lénine 1902) qui banissent de leur discours le combat pour la prise du pouvoir politique, tout mot d'ordre politique, alors que nous combattons sur chaque revendication dans la perspective énoncée plus haut, nous ne sommes comptables que de deux choses, la construction du parti et l'élévation du niveau de conscience des masses. Eux

ils combattent contre la fermeture d'une classe, d'un hôpital, d'une gare pour que tout le monde puisse mieux vivre en régime capitaliste, nous, nous combattons contre leur fermeture dans la perspective du renversement du régime en place et nous nous servons de cette bataille pour construire le parti, c'est du moins notre ligne politique. Donc nous ne poursuivons pas le même objectif.

Si vous ne tenez pas compte de cette distinction fondamentale, alors vous me prendrez pour un dingue ou une ordure qui fait le jeu de notre ennemi et ce sera normal.

A intervalle régulier je fais cette mise au point pour les nouveaux militants ou travailleurs qui se connectent sur le site. Et je vais vous dire un truc et là vous auriez raison de penser que je suis complètement dingue, je ne continue pas cette activité politique pour démontrer que j'aurais raison, que je serais le plus intelligent, le meilleur, le plus fort, car si j'avais réellement cet état d'esprit je profiterais de ma vie de rentier au soleil, je me la coulerais douce entre la piscine et la plage au lieu de me faire chier du matin au soir devant un écran qui ne me répond même pas, plus ingrat impossible, j'irais faire de grandes balades à moto, tenez j'irais faire un tour en Chine, au Vietnam, en Birmanie ou en Indonésie c'est à côté de chez moi ou encore au Népal admirer l'himalaya, ouais, je pourrais avoir une vie de nantis et atteindre la fin de ma vie tranquillement en m'en foutant du reste du monde, combien en rêvent n'est-ce pas ? Trop facile et médiocre en somme, mais bon, je ne dis pas qu'en devenant vieux si les choses ne se décantaient pas, je n'ai que 57 ans, sous le coup de la fatique je ne me laisserais pas aller à cette vie-là quelque part bien méritée, je n'ai pas non plus l'état d'esprit d'un martyr.

En fait dans la vie tout est une question d'opportunité, entre nous, les opportunistes l'ont bien compris. Je pourrais me réserver le meilleur pour la fin avant qu'il ne soit trop tard ou que je sois grabataire, en passant je donne des idées aux dirigeants qui voudraient prendre une retraite anticipée cela nous ferait des vacances, qu'ils n'hésitent surtout pas, on se passera très bien d'eux.

On ne se bat pas pour soi ou pour imposer ses idées, on se bat pour une cause, un idéal, vous avez vu l'état du monde, tous ces peuples qui souffrent le martyr, c'est un véritable cauchemar, et tous ces milliardaires qui sont devenus des vieux ou des vieillards qui ne raccrochent pas, qui veulent leur pourrir la vie jusqu'à leur dernier souffle, cela fait réfléchir, on se dit qu'il faut continuer de les combattre même si les moyens sont disproportionnés, c'est notre faiblesse.

Impossible sans une révolution socialiste qui abolie les institutions.

Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) - 17 juillet 2013.

- Jacques Nikonoff, porte-parole du M'PEP, était l'invité de Raphael Ebenstein lors de son émission « *Si j'étais président !* », sur France-Info le 2 juillet. Pour le porte-parole du M'PEP, aucune hésitation n'est possible : c'est au chômage et à la précarité qu'il faut s'attaquer en priorité.

Non, c'est le pouvoir politique en place qu'il faut balayer. Je n'ai pas regardé ces vidéos, peut-être le dit-il quelque part ou à la fin comme le font certains en passant, histoire qu'on ne puisse pas leur reprocher de ne pas combattre contre les institutions : vous avez lu, on a écrit qu'il faudrait abolir la Ve République, cela nous fait une belle jambe, on l'avait déjà oublié.

Je n'ai plus le temps de poursuivre, il y a différentes techniques pour présenter un événement ou faire ressortir un élément particulier que le lecteur retiendra de préférence. Ce sera pour une autre fois.

Parole d'internaute

- Au commissariat de Cogolin, l'alcool coule à flots - 20minutes.fr

1- "*Des ministres accusé de fraude, des présidents de détournements, certains policiers ivres pendant le service, des escroc qui sont invités chez les médias, mais où va la France ?*"

Où va tout droit l'humanité si on ne les arrête pas : à l'abîme !

2- "*Ces coutumes apéritives datent beaucoup (40 ans au moins....), mais on n'a jamais rien dit. Maintenant tout est prétexte à sévir et régir les Français comme des "toutous".*"

Vous avez raison ils doivent être maintenus en laisse, enchaînés, au nom de l'égalité et de la liberté d'expression... qui est inscrite dans la Constitution américaine, car c'est le néolibéralisme qui imprime ici sa marque partout, voyez ce qu'ils ont fait de ce pays : une féroce dictature qui impose sa loi aux Américains dépouillés de tout droits politique et à tous les peuples.

ACTUALITE EN TITRES

Générosité commence par soi-même...

- Ben Bernanke assure que la Fed va laisser ouvert le robinet à liquidités - L'Expansion.com

- Etats-Unis: Bernanke pour une politique monétaire accommodante - AFP

Le président de la Banque centrale américaine, Ben Bernanke, a réaffirmé mercredi à Washington que l'état de l'économie américaine, et surtout de l'emploi, justifiait encore une politique monétaire très accommodante. AFP 17.07

Du côté des banksters.

- Après la France, Fitch abaisse les notes des banques françaises - Reuters

- Les banques confrontées à une crise... qui dure - Reuters

- L'épargne non réclamée: un magot de 4 milliards qui profite aux banques et assurances - L'Expansion.com

Tiens donc, un scoop.

- France. Les fraudes se multiplient chez les professionnels de santé 20minutes.fr -

Parfum d'Ancien régime.

- Des pistes pour lutter contre le déclin des langues régionales - AFP

Le capitalisme tend infailliblement à la paupérisation...

- France. Un ménage modeste sur six achèterait plus à manger s'il le pouvait - L'Expansion.com

- Certains ménages modestes ont plus de mal à assumer les dépenses alimentaires - Liberation.fr

- L'Italie compte 9,5 millions de pauvres - Liberation.fr

Dictature de l'UE. Touché, coulé.

- Bruxelles envoie une torpille sur les chantiers navals espagnols - L'Expansion.com

Les aides d'Etat reçues par le secteur naval espagnol entre 2007 et 2011 devront être remboursées, a annoncé mercredi le commissaire européen chargé de la Concurrence Joaquin Almunia. L'Expansion.com 17.07

Enfin une bonne nouvelle !

- Bénéfice en hausse pour Bank of America grâce au trading actions - Reuters

Bank of America a publié mercredi un bénéfice net du deuxième trimestre en hausse de 70%. Depuis le début de l'année, le titre a pris 20%, moins que la progression de 25% affichée parallèlement par l'indice KBW des banques qui a gagné 25%. Reuters 17.07

Parole de réacs

- Vous qui traînez des pieds une jeunesse de merde, un bon conseil : dépêchez-vous de devenir des vieux - Atlantico.fr

Et vous dépêchez-vous de crever !

- Comment reconnaître si votre patron vous manipule - Atlantico.fr

Il est patron !

Chez les barbares

- Syrie : un djihadiste français appelle François Hollande à se convertir à l'islam - LeFigaro.fr

- Un Libanais sunnite ayant épousé une Druze se fait trancher le pénis - LePoint.fr

Quand ils soutiennent les barbares

- La chef de la diplomatie européenne au Caire - euronews.com

- Egypte : la représentante de l'UE souhaite la libération de Morsi - LePoint.fr

- Égypte : la France veut un gouvernement incluant "*tous les courants*" - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox

1- La réforme bancaire définitivement votée à l'Assemblée nationale AFP 17.07

Le jeu de rôle habituel

- Les députés ont ouvert la voie mercredi à l'adoption définitive jeudi, par un vote du Sénat, de la réforme bancaire, saluée par la majorité de la gauche à l'Assemblée mais critiquée à droite notamment pour être en deça de l'engagement de François Hollande.

Comment ils prétendent avoir atteint un objectif élevé, alors qu'à l'arrivée c'est exactement linverse qui s'est produit. On lit attentivement le paragraphe suivant et on le décrypte ensuite.

- Le projet de loi sépare des activités de dépôt, par le biais d'une filiale, les activités spéculatives d'une banque de détail jugées non utiles à l'économie, sans aller jusqu'à la scission, et crée un mécanisme de résolution des crises bancaires. Il entend limiter la spéculation sur les matières premières agricoles et le trading haute fréquence, oblige les banques à la transparence sur leurs activités dans les paradis fiscaux ou limite certains frais bancaires.

A retenir :

- ils séparent les différentes banques, mais "*sans aller jusqu'à la scission*".

- la création d'un "*mécanisme de résolution des crises bancaires*" ne sert à rien puisqu'elles vont continuer de trafiquer leurs comptes en se servant des paradis fiscaux, sinon , franchement, à qui ces derniers pourraient-ils servir ? La suite plus loin le confirme.

- ils n'entendent pas supprimer la "*spéculation sur les matières premières agricoles et le trading haute fréquence*", mais la contenir dans les limites que les banquiers ont fixées eux-mêmes et qu'ils pourront contourner évidemment.

- et pour finir ils ne comptent pas mettre fin à "*leurs activités dans les paradis fiscaux*" ils s'en accommodent en leur demandant de bien avoir la bonté de faire preuve de "*transparence*", ben voyons, ils nous prennent pour des naïfs !

Il n'existe aucune opposition de gauche au PS au sein des institutions.

- A main levée, les députés socialistes, écologistes et radicaux de gauche ont voté pour le texte, ceux du Front de Gauche s'abstenant par "*sentiment d'inachevé*" malgré des "*avancées*". L'UMP a voté contre et l'UDI s'est abstenue.

Si la plus farouche ennemie de la lutte des classes au sein du gouvernement s'en félicite, c'est que forcément les banquiers ont été entendus.

- Cette réforme bancaire, "*renforcée*" grâce au Parlement et à "*plusieurs mois d'échanges intenses*", sera "*l'un des textes marquants de cette première année*" de législature, a affirmé la ministre déléguée à l'Economie numérique, Fleur Pellerin.

Une déclararation à l'emporte pièce qui rappellera le discours du Bourget mais n'a plus aucun effet, chacun a compris que Hollande était le président de la finance.

- "*La bataille menée ces derniers mois aboutit à un texte ambitieux et à la traduction d'un engagement de campagne du président de la République*" pour réguler une "*finance avide et cupide*" mais elle "ne marquera "sans doute pas la fin de la guerre", a estimé la rapporteure, Karine Berger (PS).

La palme du populisme revenant à qui de droit.

- L'écologiste Eric Alauzet a salué un "*pas en avant majeur contre les paradis fiscaux*".

Pour le parti officiel de l'ordre qui s'oppose à toute réglementation, c'est toujours trop, normal.

L'UMP a voté contre "*un texte dogmatique et militant*" qui va faire "*peser de nouvelles contraintes sur les banques françaises*"

Et comme l'entourloupe est plutôt grossière, certains se sentent obligés de lâcher un morceau de la vérité, après avoir soutenu le texte du gouvernement notez bien

- La droite, l'extrême droite, par la voix de Jacques Bompard, mais aussi le Front de Gauche, ont reproché au projet de loi d'être loin de l'engagement de séparation pris par François Hollande dans son discours du Bourget contre la finance.

Ecologistes et radicaux de gauche ont exprimé leurs craintes d'un coup d'épée dans l'eau. "*Le plus probable est que les grandes banques françaises continuent leurs activités spéculatives au sein de la banque de dépôt*", selon Thierry Robert (RRDP, groupe regroupant PRG et divers gauche).

En fait, ils confirment là ma propre analyse.

Quant à la palme du cynisme, vous devinez à qui elle revient : au PS - L'important, a estimé Laurent Baumel (PS), était de "*protéger les plus fragiles mais aussi les couches populaires et moyennes dans cette période de crise*". AFP 17.07

Alors que depuis un an Hollande et son gouvernement les matraquent.

2- Monsanto renonce à faire homologuer des cultures OGM dans l'UE - Reuters

Monsanto a annoncé mercredi qu'il retirerait toutes ses demandes d'homologation en cours de nouvelles cultures OGM dans l'Union européenne en raison de l'absence de perspectives commerciales pour ces technologies. Reuters 17.07

Ils parviendront à l'imposer plus tard dans le cadre du marché unique transatlantique une fois qu'il sera scellé, personne ne voudra prendre le risque de le rompre et il n'y aura pas de retour en arrière possible, exactement comme si un Etat des Etats-Unis voulaient obtenir son indépendance, impossible... sauf par une révolution, mais ne rêvons pas.

Tenez, la suite de cet article le confirme déjà à sa manière:

- José Manuel Madero, président et directeur général de Monsanto pour l'Europe, a déclaré que le groupe d'agrochimie se recentrerait sur son activité traditionnelle de semences en Europe et s'emploierait à obtenir les autorisations d'importation dans l'UE des variétés de semences OGM dont la culture est généralisée aux Etats-Unis et en Amérique du Sud.

Quant à la démocratie, les autorités américaines s'assoient dessus depuis belle lurette.

- En dépit de l'hostilité de l'opinion publique aux OGM, l'Europe est l'un des premiers importateurs mondiaux de fourrage génétiquement modifié destiné au bétail, à hauteur de 30 millions de tonnes par an. Reuters 17.07

Ce qui signifie que chaque fois que vous mangez du boeuf principalement, vous avez le droit à votre dose d'OGM sans qu'on vous demande votre avis.

L'enfer que vivent au quotidien les travaileurs américains.

Le 4 juillet dernier, le Wall Street Journal publiait un éditorial donnant une idée assez précise de la conception de la démocratie ou des rapports entre les classes selon la classe dominante américaine, Il faut un Pinochet en Egypte selon le Wall Street Journal.

Nous en avons un autre aspect à travers l'extrait suivant.

- Etats-Unis. L'alcool peut-il faire carburer les salariés? - L'Express.fr

Nourriture, salle de détente... les entreprises rivalisent d'ingéniosité pour offrir un environnement de travail accueillant à leur salarié. La dernière mode en date? Equiper ses bureaux avec un fût de bière et un frigo pour trinquer entre collègues quand la journée s'éternise, rapporte le Wall Street Journal.

"*Cet avantage en nature contribue à attirer des talents et rapproche les employées des différents*", explique le quotidien. "*C'est une manière très simple de garder des salariés dévoués*", renchérit le sociologue américain Paul Roman. "*Plus besoin de dépenser huit dollars dans une bonne bière, vous pouvez en avoir une gratuitement sur votre lieu de travail.*"

L'idée est sympathique à première vue, mais quid des risques d'accidents de la route au retour, d'harcèlement sexuel au travail ou d'exclusion de ceux qui ne boivent pas d'alcool? "*Ce sont des adultes*", assure un chef d'entreprise conquis par la pratique. "*Si vous buvez une bière au bureau, restez plus tard et travaillez plus tout en vous amusant, ça me va!*" lexpress.fr 17.07

L'esclave doit être dévoué à son maître et concevoir l'exploitation et l'oppression comme un amusement ou une "*pratique*" agréable. Et effectivement, c'est le niveau auquel ils ont réussi à placer la lutte de classe aux Etats-Unis, maintenir les travailleurs à un niveau d'arriération tel qu'ils peuvent les manipuler comme ils veulent puisque rendus à ce stade ils sont à leur merci.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Le Parlement grec a voté tôt jeudi matin un plan de restructuration de la fonction publique et de la fiscalité, demandé par les bailleurs de fonds internationaux du pays pour débloquer une nouvelle tranche de prêts.

A l'issue d'une semaine de manifestations, la loi a été adoptée par une courte majorité de 153 voix sur 300 députés, a indiqué le président de séance du parlement. AFP 17.7

2- Egypte

Intégrer les salafistes dans le processus politique en cours au Caire, apporte des coûts que les nouveaux responsables politiques égyptiens pourraient ne pas être prêts à payer.

Le remplacement des Frères musulmans, le plus important acteur islamiste en Egypte, par les salafistes, est l'une des plus mauvaises conséquences du changement de la donne dans ce pays, précise un reportage de Foreign Policy, signé Marina Ottaway.

« *On a eu l'habitude, depuis des années, de reconnaitre les Frères musulmans, comme étant des islamistes avec qui il était possible d'entrer en interaction. Mais les Salafistes ont été connus comme étant des extrémistes cherchant à instaurer, à tout prix, des émirats islamiques. Avec l'alignement des salafistes aux côtés des opposants à Mohamed Morsi, président destitué, on a l'impression que ces salafistes s'imposent sur la scène, comme la figure standardisée de l'islam politique dans le monde arabe. Le parti Al-Nour, le plus grand parti salafiste ayant adhéré aux opposants de Morsi, l'accusait de chercher l'absolutisme en termes de pouvoir. Ce parti ne participait, pourtant, pas officiellement aux manifestations contre les Frères musulmans. Il avait même critiqué leur feuille de route et leur déclaration constitutionnelle, et d'annoncer qu'il ne participerait pas au gouvernement de transition.* »

Le reportage précise qu'intégrer les salafistes dans le processus de l'éviction de Morsi et de la formation du nouveau gouvernement apporte des coûts que les nouveaux responsables politiques du Caire pourraient ne pas être prêt à payer. Les militaires égyptiens et tous ceux qui ont destitué Morsi se demandent, maintenant, s'ils doivent, oui ou non, accueillir les islamistes, au nouveau système, ou s'ils doivent, à l'instar du régime Moubarak et d'autres gouvernements qui le précédaient, maintenir les islamistes en marge de la scène politique. Une constitution égyptienne que souhaiteraient les Salafistes ne tolérera l'égalité entre les hommes et les femmes, les musulmans et les non-musulmans, ce qui ne plaira pas sans aucun doute aux

éléments séculaires. Mais ne pas accepter les Salafistes, tout comme leur adhésion à la confrérie, aussi, pourrait coûter cher au nouveau système politique égyptien. Autrement dit, abandonner les islamistes serait l'équivalent de « *renoncer à la démocratie* » en Egypte d'aujourd'hui. french.irib.ir 17.07

SOCIAL

Inde

La douleur de ces Indiens s'est transformée en colère. Leurs enfants sont morts, empoisonnés à la cantine scolaire. Et la compensation de plus de 3000 dollars offerte par le gouvernement pour chaque décès, ne ramènera pas leurs petits. Dans la province de Bihar, l'une des plus pauvres de l'Inde, au moins 22 écoliers ont déjà péri, 47 au total sont tombés malade, après avoir avalé des légumes et du riz semble-t-il contaminés par des insecticides. Ils étaient tous âgés de moins de 12 ans. Selon des villageois, cet empoisonnement n'est pas le premier dans la région.

"*Il y a des symptômes d'empoisonnement organophosphoré,* dit le médecin de l'hôpital. *C'est un composé utilisé comme pesticide pour les cultures. C'est très dangereux. Même une petite quantité serait fatale pour les enfants. Etant donné leur état critique, il semble qu'il y avait de grandes quantités de poison dans la nourriture consommée.* "

La nourriture est offerte gratuitement par le Mid-Day Meal, un programme national qui depuis 1925 incite ainsi les plus pauvres à aller à l'école. 120 millions d'enfants indiens en bénéficient. euronews.com 17.07

Exact, mes deux petites nièces en bénéficient cette année, elles sont inscrites dans une école publique à Pondichéry.

Le gouvernement s'est empressé d'annoncer le versement aux familles d'une compensation, un peu trop vite à mon avis, car s'il a lâché si rapidement 3000 dollars, il pourrait se montrer plus généreux et certains partis vont les manipuler et faire monter les enchères pour récupérer la mise derrière, ensuite le calme reviendra, c'est le scénario classique en Inde. La vie ne vaut pas chère ici, n'est-ce pas ?

Il n'existe aucun contrôle sanitaire en Inde, vous pouvez produire n'importe quoi n'importe comment et le vendre ensuite, sans que personne ne sache ce qu'il achète et consomme vraiment. Autrefois cela ne posait pas de problèmes parce que les agriculteurs n'avaient pas suffisamment d'argent pour acheter toutes leurs saloperies de pesticides, insecticides, etc. Ils faisaient une ou deux récoltes de riz pas an, dorénavant ils en font trois ou quatre, les terres se sont terriblement appauvries et la qualité du riz est devenue médiocre, même le riz basmati parfumé naturellement et réputé le meilleur n'a plus aucun goût, je n'en achète plus.

En fait de "*développement*" en Inde et dans les pays dits émergents, on assiste plutôt à la généralisation de la médiocrité dans tous les domaines, qui ajoutée à celle qui prédominait déjà dans tous les rapports donne davantage l'impression d'une régression sans fin et d'une société vouée à végéter à ce niveau-là.

Haut de page

Le 19 juillet 2013

CAUSERIE

En raison de cette longue causerie, je n'ai pas eu le temps d'actualiser les autres rubriques, ce sera pour demain.

Réflexion politique

Question : Peut-on ou doit-on défendre des droits sociaux sans tenir compte du contexte, dans n'importe quelle circonstance, de n'importe quelle manière ?

La question qui est posée ici n'est celle de leur légitimité qui est acquise, mais de la légitimité de ceux qui les reprennent à leur compte et qui se destinent de les satisfaire tout du moins sur le plan institutionnel, car dans la réalité les choses se passent tout à fait autrement, de telle sorte qu'ils demeurent insatisfaits, tandis que ceux qui les ont récupérés en tirent un profit politique ou le régime en tire profit.

Question : Au nom de la défense de droits sociaux légitimes, notre combat doit-il consister à apporter notre soutien à une opération politique des partis qui figurent parmi nos ennemis et qui par ailleurs sont engagés dans un combat permanent contre les droits sociaux et politiques de la classe ouvrière au nom du régime en place qu'ils représentent ou soutiennent ?

Autrement dit, doit-on soutenir ou collaborer avec des partis ennemis du socialisme qui ont décidé, on pourrait dire qui ont minutieusement orchestré, plannifié la manoeuvre qui consistait à instrumentaliser les droits de minorités, à manipuler certaines couches minoritaires de la population, sous prétexte que ces droits seraient légitimes sans tenir compte du profit politique que ses partis comptaient en tirer pour pouvoir poursuivre tranquillement leur offensive politique contre l'ensemble des droits sociaux et politiques des masses exploitées ?

Si la réponse était oui, cela impliquerait qu'on aurait décrété que les droits des minorités étaient prioritaires et que les droits de l'ensemble des exploités devaient passer au second plan, ensuite, que les droits des minorités pouvaient être satisfaits par le régime en place ou que leurs droits s'exerceraient dans les faits. Or, c'est exactement l'inverse qui ne peut que se produire, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, etc. ne seront pas supprimés et continueront de s'excercer de la même manière, pire encore, ces couches minoritaires vont se retrouver stigmatisées par les partis de droite ou d'extrême droite qui vont alimenter ou attiser le sentiment d'injustice qui anime ou qui peut animer les masses arriérées dont les besoins demeurent insatisfaits.

C'est exactement la même chose qui se produit au sein du mouvement ouvrier en général qui considère que les revendications démocratiques bourgeoises ou les revendications sociales immédiates ou encore alimentaires de la classe ouvrière sont prioritaires et ses revendications politiques secondaires ou passent tout simplement à la trappe.

On comprend mieux pourquoi à partir des Ong ou des asssociations à caractère social ou humanitaire ils ont réussi à disloquer le mouvement ouvrier, comment ces organisations ont réussi si facilement à s'implanter et à supplanter le mouvement ouvrier, c'est parce qu'il avait lui-même adopté une stratégie qui devait mener à sa liquidation. Leur stratégie ou démarche est exactement la même, ni l'un ni l'autre n'entend s'attaquer de front au capitalisme et à ses institutions, les deux s'y adaptent, s'en accommodent.

Les masses ont investi ces organisations ou leur portent un regard bienveillant en ayant l'illusion qu'elles seraient aussi ou plus utiles que le mouvement ouvrier pour lutter contre les méfaits du capitalisme, parfois elles militent même dans l'un et l'autre en considérant qu'ils sont complémentaires, ils se répartissent les miettes que le capitalisme leur accorde généreusement et ils s'en contentent, ils n'ont pas d'idéal, le nombre de personnages participant au théâtre des illusions a considérablement augmenté, tout le monde veut en être, aucun parti ne fait exception à la règle, tandis que la résistance de leurs victimes s'effritait, s'affaiblissait, s'atomisait, je vous laisse deviner la suite, jusqu'à ce que mort s'en suive.

Il en va de même de certains principes élevés au rang de dogmes, le marxisme n'y échappe pas évidemment. On ne doit pas réfléchir à la situation, on ne doit pas essayer de la comprendre, on doit s'en remettre à des principes dont la date de validité est dépassée depuis que le capitalisme est parvenu à assurer sa survie au-delà des conditions objectives qui étaient réunies pour qu'ils disparaissent, et qui ne doit ce répit qui semble désormais durer indéfiniment qu'à l'immaturité des conditions subjectives, qui au lieu de mûrir ou de s'orienter dans la bonne direction sont gagnées par l'état de putréfaction dans lequel est entré le capitalisme, d'où le triste spectacle que nous offre le mouvement ouvrier et son avant-garde flanqués de ces Ong et autres organistions ou associations.

Ainsi on en arrive à une confusion extrême.

Un exemple, la situation en Egypte.

1- Certains affirment qu'il y a eu un coup d'Etat militaire en Egypte.

D'autres soutiennent le contraire.

2- Certains le soutiennent.

D'autres le condamnent.

D'autre encore n'osent ni le soutenir ni le condamner.

3- Certains soutiennent les Frères musulmans et Morsi, le président "*démocratiquement*" élu.

D'autres soutiennent l'armée et le gouvernement qui vient d'être formé à son initiative, estimant que Morsi n'avait aucune légitimité et n'incarnait pas la démocratie.

D'autres encore préconisent une alliance des partis républicains, démocratiques et laïcs impossible à trouver du fait de leur refus

de rompre avec l'armée, Washington et l'Etat sioniste.

4- Certains condamnent l'armée pour avoir mitraillé les partisans de Morsi.

D'autres s'en réjouissent.

D'autre encore gardent le silence ou refusent de se prononcer.

Pour notre part, nous ne soutenons pas ce qu'il faut appeler un faux coup d'Etat, puisqu'en réalité c'était l'armée qui était restée aux commandes depuis 1952. Moubarak était un pion des Américains et d'Israël, quand il s'est avéré qu'il était usé jusqu'à la corde, ils l'ont remplacé pas un autre pion, Morsi, formé aux Etats-Unis, en réalité un agent du Pentagone, puis quand celui-ci fut contesté et le régime menacé de s'effondrer, l'armée l'a déposé pour mettre un autre pion à la place, le tout sur fond de crise économique et sociale qui frappe l'ensemble de la population.

Il n'y a pas eu changement de stratégie en Egypte de la part des Américains et des sionistes qui tirent les ficelles, mais seulement un changement tactique, répétons-le l'armée demeurant aux commandes, l'armée qui est garante de la stabilité du régime, des intérêts des Américains et des sionistes, armée financée par Washington qui forte de plus de 800.000 soldats est la plus imposante, la mieux formée (aux Etats-Unis), la mieux équipée (après Israël) de la région et peut servir d'appoint aux entreprises coloniales ou guerrières anglo-saxonne dans toute l'Afrique.

Les Américains n'avaient pas de solution de rechange à Moubarak, les Britanniques leur ont refilé un plat réchauffé, les Frères musulmans, qui très rapidement se sont avérés être de piètres pièces de rechange, leurs dirigeants ayant vécu en exil étant incapables de saisir la situation ou la réalité de la société égyptienne, qui plus est placés sour l'influence mégalomaniaque de l'émir du Qatar.

Pour soutenir le processus engagé par l'armée, il aurait fallu qu'elle renoue avec l'esprit qui avait animé les dirigeants du mouvement de libération nationale des années 50, qu'elle prenne ouvertement position en faveur de la souveraineté de l'Egypte et qu'elle mette au premier plan les revendications sociales des masses égyptiennes, donc qu'elle s'engage sur la voie de la rupture avec Washington, Israël, l'UE et le FMI, la Banque mondiale pour les satisfaire, or elle a fait exactement le contraire en nommant au gouvernement des économistes formés par l'impérialisme américain et en s'empressant d'envoyer le vice-président chargé des Relations internationales, Mohamed ElBaradei, à Tel-Aviv pour rassurer l'Etat sioniste sur ses bonnes intentions ou la poursuite de la politique (de collaboration étroite) menée par Moubarak, puis Morsi. Bref, les généraux égyptiens au lieu de se comporter en dirigeants d'un pays dominé face à un pays dominant prêts à l'affronter, se sont comportés en vils serviteurs de l'impérialisme américain auquel ils doivent leur statut et leur rang, leur pouvoir.

Certains ont également évoqué une contre-révolution dans le coup réalisé par l'armée en déposant Morsi, faudrait-il qu'il y ait eu au préalable une véritable révolution, or elle n'a jamais eu lieu, pas plus en Tunisie d'ailleurs. Il n'y a eu que des tentatives de révolutions qui avortèrent ou qui étaient vouées à l'échec dès le début, dont les limites apparaissaient clairement, mais qu'on a soutenues, tout comme Marx et Engels soutinrent la Commune dont les faiblesses et l'issue fatale leur apparurent très rapidement.

Rappelons qu'une révolution sociale se caractérise par un changement au niveau du mode de production, qui de nos jours se manifesterait par le passage de la propriété privée des moyens de production à la propriété collective des moyens de production. Et une révolution politique se caractérise par la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, le renversement des rapports politiques entre la classe dominante au pouvoir, celle de la minorité des capitaliste et la classe dominée s'emparant du pouvoir, la classe ouvrière.

Est-ce que le mode de production a changé et est-ce que le rapport politique entre les classes a été inversé en Egypte en 2011? Non, le mode de production et les rapports entre les classes sont demeurés tels quels. On a assisté à des mouvements révolutionnaires, on a été en présence de situations révolutionnaires, mais en l'absence d'un parti socialiste révolutionnaire ou communiste incarnant consciemment ce processus historique et capable d'organiser les masses, ils ne purent aboutir ni à la prise du pouvoir politique ni à un changement du mode de production qui est demeuré intact, capitaliste.

Vous n'auriez pas tort de nous reprocher d'avoir soutenu qu'on était en présence de révolution alors que ce n'était pas le cas à proprement parler, cependant il n'était pas faux de parler de révolution dans le sens où le mouvement des masses avait un contenu révolutionnaire, même largement inconscient ou teinté d'illusions, c'est l'orientation de leur combat qui lui donnait un contenu révolutionnaire, c'est en s'appuyant sur ce facteur et non pour se conformer à une théorie ou un principe ou encore par opportunisme que nous avons été amenés à parler de révolution.

Pourquoi affirmons-nous qu'il s'agit d'un faux coup d'Etat de l'armée ? On a déjà dit qu'elle était restée aux commandes, cependant Morsi et les Frères musulmans embourbés dans une situation sociale inextricable qui risquait de devenir incontrôlable à tout moment sous la pression des masses égyptiennes, étaient bien décidés à conserver par n'importe quel moyen le pouvoir qui leur avait été concédé par leurs parrains pour remplir la mission qu'ils leur avaient confiée. Et c'est là qu'ils commirent l'erreur fatale que presque tout le monde doit ignorer je suppose, j'en ai pris connaissance hier soir seulement en lisant un article qui

apportait une précision capitale qui fournit un éclairage différent de la situation, et rend caduc ce qu'on a pu lire ici ou là.

Il s'agit d'un extrait de l'article *USA: les islamistes ne sont-ils que les idiots utiles de l'Occident ?* publié le 17 juillet par le portail french.irib.ir :

- "*Pour le général Abdefattah Al-Sissi, c'était en réalité une course contre la montre : juste après son premier communiqué du 26 juin, les Frères musulmans avaient pris la décision de l'arrêter et de dissoudre le haut conseil militaire.*" french.irib.ir 17.07

Morsi a-t-il voulu (mal) s'inpirer du Frère musulman Erdogan ? A-t-il été mal conseillé par ce dernier ? A-t-il confondu la Turquie et l'Egypte ? Sa décision de vouloir s'attaquer à l'armée doit figurer dans ces questions. Autre question : Est-ce que l'armée a informé les Américains de sa décision de déposer Morsi ? Apparemment non, c'est même quasiment certain.

A la fin du même article on pouvait lire :

- "*Lorsque le Sénateur lui a dit (à Obama - ndlr) que cette politique s'avère être un échec puisque le pouvoir des Frères musulmans s'est écroulé et sur quelles données il s'est basé pour prendre de tels risques, Obama a répondu qu'il s'est fondé sur des rapports de renseignement et sur les analyses de Madame Patterson (ambassadeur des USA en Egypte), qui nous a convaincu que l'Egypte était définitivement sous le pouvoir des Frères musulmans*". french.irib.ir 17.07

Les militaires égyptiens savaient sur quelle analyse erronée Obama avait basé sa tactique ou son soutien aux Frères musulmans, ils n'avaient pas le temps de le convaincre de changer de tactique sachant qu'il n'était pas tout seul pour prendre une décision qui impliquait le rôle des Etats-Unis non seulement en Egypte mais dans toute la région, il fallait agir discrètement et très vite face à la menace des Frères musulmans et en présence de 20 millions de manifestants, et éviter tout obstacle qui retraderait ou pourrait faire capoter leur plan.

En complément.

Attention, il faut lire les articles qu'on vous propose en se posant des questions, il faut s'y habituer, je sais que c'est désagréable, mais c'est fortement recommandé si on ne veut pas se faire manipuler par des gens qui présentent bien, qui paraissent être bien placés pour parler de la situation en Egypte, et qui en réalité sont de vulgaires charlatans ou des manipulateurs professionnels. En voici un exemple.

Un extrait d'un article de Samir Amin : « *La chute de Morsi doit être considérée comme une victoire du peuple* » publié le samedi 13 juillet 2013 sur le site Le Grand Soir.

Ce monsieur est économiste franco-égyptien et président du Forum mondial des alternatives.

- "*Cela signifie qu'entre les Frères musulmans, d'une part, et le reste de l'opinion, d'autre part, l'équilibre a été complètement bouleversé. Si effectivement il y a un an, au moment où Morsi a été soi-disant élu, le peuple égyptien paraissait divisé en deux (50% pour les Frères musulmans et 50% opposés à des degrés divers), ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. En quelques mois, la dégringolade du pouvoir a été totale.*"

En réalité Morsi a été élu lors de l'élection présidentielle de juin 2012 avec 51,85% des suffrages exprimés, il a obtenu 13 230 131 voix sur un total de 26 420 763, tandis qu'il y avait 50 958 794 électeurs inscrits. La population de l'Egypte était de 83 millions environ. (source : http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%A9sidentielle_%C3%A9gyptienne_de_2012).

Donc, Morsi a été élu par 25.09% des électeurs et non 50%, ce qui n'est pas du tout pareil. Et parmi les 25.09% d'électeurs de Morsi il faudrait défalquer ceux qui ont été payés pour voter pour lui, ceux qui ont été intimidés et contraints d'aller voter pour lui, bref, s'il a réuni 20% des suffrages sur son nom c'est le maximum.

Inutile de vous dire que l'auteur de cet article qui fait partie de la confrérie des économistes, comme les principaux membres du gouvernement nommés par le président par intérim ou l'armée, c'est la même chose, soutient l'armée et ce gouvernement, normal.

Courriel adressé au Réseau Voltaire le 17 juillet.

Apparemment il y a un problème de formatage avec ce fichier, la fin des lignes à droite est rognée, donc je ne le mettrai pas en ligne pour le moment.

- CPL-Hezbollah : pour un nouveau document d'entente.

Le président du Réseau Voltaire a pété un plomb récemment dans un article en appelant à l'unité des patriotes de l'extrême droite

à l'extrême gauche en passant par les monarchistes... Je ne l'ai pas relevé dans mon portail, pas par faiblesse de ma part, je n'ai pas le défaut de Trotsky qui était prompt à la conciliation et ce que lui reprochera Lénine, je suis plus proche de ce dernier, je n'ai tout simplement pas voulu l'assassiner, c'était trop facile. On ne tire pas sur un blessé ou alors on l'achève ce qui ferait plaisir à plus d'un ennemi de votre portail qui sert la cause de la démocratie, ensuite chacun l'interprète à sa manière mais c'est cela aussi la démocratie, on peut être léniniste et admettre un emploi assez souple de certains principes, sinon je ne serais pas léniniste ou je n'en serais pas digne.

Cela dit je ne suis pas sûr de faire preuve de la même mansuétude quand on me raconte des blagues, mes lecteurs n'aiment pas cela du tout du tout.

Quant à la réponse aux lecteurs de Meyssan sur le coup d'Etat de l'armée égyptienne, je trouve plutôt léger son argumentation mal ficelée ou très maladroite, pire, plus qu'approximative, il écrit : "L'élection présidentielle des 17-18 juin 2012 s'est caractérisée par une abstention record de 65 % des inscrits", alors qu'en réalité la participation a été de 46,42% au premier tour (23 672 236 votants) et de 51,85% au second (26 420 763 votants), puis il écrit : "Mohamed Morsi a obtenu moins de 12 millions de voix sur une population en âge de voter de 70 millions de personnes (militaires inclus)", alors qu'en réalité il n'y avait que 50 996 746 électeurs inscrits au 1er tour et 50 958 794 au second, et Morsi a obtenu 13 230 131 voix au second tour, soit 51,73% des votes exprimés (source : http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%A9sidentielle_%C3%A9gyptienne_de_2012).

Donc tout cela ne fait pas très sérieux et c'est bien regrettable car nos lecteurs sont hyper sensibles à ce principe, ils sont très susceptibles et vous devriez le savoir. A tel point que je vais devoir recopier ce courriel dans ma causerie, car ceux qui ont lu l'article de Meyssan pourrait croire que je l'aurais lu aussi et que j'aurais laissé passer les inexactitudes qu'il comportait, ce qu'ils pourraient me reprocher et je n'y tiens pas, chacun doit assumer ses responsabilités, je suis désolé.

Je n'épargne rien à mes lecteurs, je vais même sans doute trop loin parfois, et pour qu'ils comprennent mon discours je suis sans cesse obligé de me justifier, de rappeler sur quel terrain je me situe, qui n'est pas celui du mouvement ouvrier complètement gangrené, ni celui de ce qu'on appelle l'avant-garde ni celui de leurs dirigeants, bref, je dois leur fournir les éléments indispensables pour éviter qu'ils se méprennent sur mes intentions et l'objectif de mon combat politique.

C'est ingrat et usant, mais je me plie à cet exercice, je n'ai pas le choix et apparemment cela fonctionne assez bien puisque la fréquentation de mon site qui est totalement inconnu et qui reste modeste est passée en quelques mois de 3.000 à plus de 14.000 visites, ne me demandez pas pourquoi, je n'en sais absolument rien, je n'ai rien changé ni rien fait pour. Je pense qu'ils apprécient mon honnêteté et peut-être ma démarche qui consiste à les aider à progresser en même temps que moi.

Je vais vous dire un truc, tous les jours je télécharge des articles de sources diverses plutôt merdiques ou insignifiants qui au détour d'un paragraphe comporte un élément intéressant sur une ou plusieurs pages, c'est uniquement pour cela que je les mets en ligne, pour porter ces éléments à la connaissance de mes lecteurs. Et bien dans mes causeries je leur ai dit tel que je viens de vous l'écrire, je ne leur cache rien, cela ne les a pas choqués, il suffit de leur dire les choses simplement sans leur raconter de blagues et ils sont prêts à vous écouter. J'ai beaucoup de respects pour mes lecteurs et j'estime qu'ils sont aptes à tout entendre, ils ont un cerveau et c'est à lui que je m'adresse.

Cela dit, effectivement l'élection de Morsi a été le produit d'une vaste escroquerie ourdie par l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, cela a démonté que les Egyptiens n'étaient pas encore prêts pour vivre sous un régime démocratique, pas plus qu'en Libye, en Syrie ou ailleurs dans la région, en Asie où je vis c'est la même chose, il faut entendre par là la majorité de la population qui demeure profondément arriérée, c'est le produit du sous-développement dans lequel l'impérialisme les a maintenus volontairement pour mieux les manipuler à sa guise.

On dit que le droit ou la forme du régime d'un pays ne peut pas être supérieur à son niveau économique, tous ces pays demeurent sous la domination de l'un ou l'autre impérialisme, du marché mondial dans lequel il ne pèse pas lourd ou leur place est insignifiante.

Leur niveau de conscience ou de connaissance a très peu évolué, et dans bien des cas leurs rapports demeurent semi-féodaux, teintés d'obscurantisme, de superstitions, l'emprise du capitalisme sur la société et le développement matériel qui l'a accompagné à des degrés divers peut faire illusion, mais cela ne fait pas le compte pour assurer le fonctionnement d'un régime démocratique même très imparfait comme il peut l'être seulement sous le capitalisme, il sera immédiatement gangrené par le clientélisme et la corruption à tous les niveaux, et le régime en place ressemblera davantage à une dictature civile ou militaire, alors le plus souvent ce sera effectivement la forme qu'il prendra d'emblée, l'armée assurant la stabilité du régime quand elle ne sera pas directement aux commandes.

Maintenant entre deux maux, les Frères musulmans et les salafistes d'un côté, l'armée de l'autre, quant à choisir il restait les partis démocratiques ou laïcs comme option qui auraient pu être soutenus par les partis ouvriers, sachant que le peuple égyptien se trompe lourdement en pensant que l'armée est à ses côtés, c'est une autre escroquerie politique, elle est le bras armé de Washington et des multinationales, sa survie en dépend, il fallait au contraire l'aider à lever le voile de cette illusion qui va lui coûter très cher. Mais ce n'est que partie remise, car finalement l'armée n'a pu que concocter un gouvernement de marionnettes

(des économistes) au services des Américains qui va accélérer la crise sociale au lieu de la résoudre et mettre le pays à feu et à sang.

Vous me direz que ce sont justement les partis que j'ai mentionnés plus haut qui figurent dans ce gouvernement, évidemment qui d'autres pouvaient prendre la place des Frères musulmans, personne, la seule solution consistera à rompre avec l'armée (et le FMI, la Banque mondiale et l'UE), à briser sa domination sur les affaires du pays, ce qui ne pourra se réaliser que par une véritable révolution prolétarienne, obligeant un ou plusieurs de ces partis à en prendre la direction, ce sera une révolution bourgeoise mais qui pour un temps ramènera la paix civile et la stabilité dans ce pays à défaut d'un mouvement ouvrier socialiste et d'un parti révolutionnaire pour le guider la lutte des classes se développera...

La situation est inextricable en Egypte, comme en Tunisie et bien d'autres pays, tenez la France par exemple, alors il n'y a pas lieu à choisir entre la lèpre et le choléra, il faut au contraire aider les peuples à ouvrir les yeux et à se battre pour leurs droits sociaux et politiques qui sont parfaitement légitimes, qu'ils aient les moyens ou non de les imposer importe peu, qu'ils en fassent l'expérience et s'organisent, leur niveau de conscience va mûrir, si leur pays n'est pas davantage développé sur le plan économique et que les inégalités y sont si criantes, ce n'est pas qu'il manquerait de ressources pour assurer le bien-être de toute la population, c'est parce qu'ils ont un problème politique et que jusqu'à présent ils n'ont pas trouvé la voie pour le résoudre, elle n'est manifestement pas mûre pour un gouvernement ouvrier et paysan qui liquiderait le capitalisme et les vestiges du régime féodal pour lequel nous devons combattre.

Maintenir ou ramener les peuples du Maghreb, du Moyen et du Proche-Orient à l'époque féodale est une tâche qui va s'avérer impossible, partout dans le monde, même par la guerre ou la guerre civile, on le voit bien en Syrie, les jeunes qui constituent la majorité de la population de ces régions ne l'accepteront jamais, tout comme en Asie ils n'accepteront aucun retour en arrière. C'est la question des aspirations sociales des travailleurs et de la jeunesse à travers le monde qui va enrayer leur projet de gouvernement mondial consistant à les réduire en esclavage, ce sont ces aspirations qui à travers la lutte des classes a été le moteur du développement de la civilisation humaine ou alors elle est vouée au chaos, à la barbarie, à périr.

C'est la signification ou l'enseignement politique que l'on pouvait tirer du soulèvement des masses égytiennes, dont elles n'ont pas une claire conscience jusqu'à présent, mais elles apprennent vite, elles ont viré Morsi au bout d'un an seulement. Combien de temps vont-elles accorder au nouveau gouvernement ? Ils vont les faire lambiner jusqu'aux prochaines élections, tiendront-elles le coup jusque là, personne ne le sait, ce que je sais en revanche, c'est que lorsque tu n'as rien à bouffer ou à donner à bouffer à tes gosses, tu es prêt à te soulever au premier appel, tu n'as plus rien à perdre.

Apparemment ce n'est pas encore le cas de la majorité de la population dans les différents pays de l'UE. Faudra-t-il attendre d'en arriver là pour qu'elle se soulève à son tour ? A défaut d'une conscience de classe et dans l'incapacité de renouer avec le socialisme, de trouver la voie qui lui permettra de conquérir son émancipation cela risque d'être le cas malheureusement, cependant à tout moment un événement peut se produire qui précipite le cours de l'histoire, et puis quelque part dans tous les pays les masses en ont vraiment marre des régimes décomposés et corrompus en place.

La réponse de Thierry Meyssan. 18 juillet au matin

1- Le problème que vous signalez sur l'article "CPL-Hezbollah" n'apparaît plus. Il était probablement lié à l'attaque informatique que nous avons subis durant six jours.

2- Le président du RV-France était parfaitement mandaté pour appeler à "l'unité des patriotes". C'est une constante de notre association que de reprendre la théorie de Jean Moulin qui allia au sein du Conseil de la Résistance aussi bien l'extrême droite que l'extrême gauche à l'exception de ceux qui avaient trempé leurs mains dans le sang des Républicains espagnols.

3- Vous avez lu trop hâtivement mon article; Les 70 millions d'Egyptiens représentent la population "en âge de voter" et non pas la population "inscrite". Comme vous le savez, beaucoup de gens ne sont pas inscrits et tous ceux qui servent dans l'armée n'ont pas le droit de voter. Le sens de l'article visait à souligner que l'armée n'a pas renversé de démocratie car l'Egypte n'est pas une démocratie.

Ma réponse. 18 juillet en fin d'après-midi.

Je ne tiens pas à polémiquer avec vous, nous avons mieux à faire, d'autant plus que vous ne pourrez jamais me convaincre de partager la "*théorie*" de Jean Moulin et je ne chercherai pas à vous faire adhérer au socialisme.

Je n'avais pas lu trop rapidement votre article, j'avais en tête grosso modo la population égyptienne et je savais aussi qu'une grande partie était très jeune, comme en Inde, donc une différence de 12 ou 13 millions cela ne pouvait pas coller. Cela n'est pas bien grave et je ne m'y attarderai pas. J'ai cependant fait des recherches sur Internet pour en avoir le coeur net.

Juste une précision, les 70 millions que vous sortez ne peuvent pas correspondre à la réalité. Sur 83 millions d'habitants environ au total, 36 à 38% ne sont pas en âge de voter et en ajoutant 810 000 militaires, cela donne environ 51 à 52 millions d'habitants

en âge de voter militaires inclus, ce qui correspond au nombre d'électeurs inscrits à quelques centaines de milliers près sans les militaires.

Je suis d'accord avec vous que l'armée n'a pas pu renverser la démocratie puisqu'elle n'existait pas en Egypte.

On en restera là si vous le voulez bien. Vous noterez que j'ai collecté tout à fait par hasard en suivant un lien sur Wikipedia les données suivantes sur un site particulièrement bien informé à ma grande surprise ou presque et j'en ai souri en pensant au scandal Prism.

- En 2012, la population s'élevait à plus de 83 millions d'habitants.

La population est très jeune : l'âge médian se situe autour de vingt-quatre ans et un Égyptien sur trois a moins de quinze ans. (wikipédia - https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/eg.html)

Population: 85,294,388 (July 2013 est.)

0-14 years: 32.3% (male 14,100,807/female 13,474,763)
15-24 years: 18% (male 7,861,197/female 7,471,045)
25-54 years: 38.3% (male 16,565,411/female 16,072,992)
55-64 years: 6.6% (male 2,801,205/female 2,842,786)
65 years and over: 4.8% (male 1,844,456/female 2,259,726) (2013 est.)

(http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=EGY&codeTheme=12&codeStat=MS.MIL.TOTL.P1)

Personnel militaire (total) en 2012 : 809 917.

Au POI, ils sont incapables d'assumer leurs positions, un "***correspondant***" s'en charge à leur place.

Extrait d'*Informations ouvrière* n°260 page 10.

L'ouvriérisme le plus misérable qui soit à l'oeuvre. Valait mieux encore garder Morsi !

- "*Dans un climat tendu, marqué par des manifestations massives appelées par les dirigeants des Frères musulmans et qui rassemblent des dizaines de milliers de personnes souvent pauvres, deshéritées, qui rejettent le régime militaire, un gouvernement de coalition est en train de se mettre en place sous l'égide de l'armée.*"

Par contre pas un mot sur la mobilisation permanente et massive dans les rues de toutes les grandes villes des anti-Morsi ou anti-Frères musulmans. Ici ce sont les "*pauvres*" et les "*deshéritées*" qui sont instrumentalisés, et tant pis s'ils se trompent de camps en retournant leurs armes contre les masses qui rejettent la politique néo féodale, raciste, xénophobe, communautariste, islamiste et sioniste des Frères musulmans.

Rendez-vous compte, ils "*rejettent le régime militaire*", ils sont "*pauvres*" et les "*deshéritées*", ils appartiennent donc aux couches les plus arriérées de la société égyptienne, mais par un miracle du prophète ils auraient atteint un niveau de conscience supérieur aux anti-Morsi qui eux doivent appartenir à des couches encore plus dégénérées pour ne pas reconnaître leur ennemi dans l'armée puisqu'ils la soutiennent (pour le moment). Dites-donc, on aurait presque envie de devenir Frères musulmans pour acquérir un tel niveau de conscience, je plaisante évidemment.

Je rajoute un mot plus tard. Combien de leurs lecteurs savent ce que c'est qu'un "*pauvre*, un "*deshérité*" dans un pays comme l'Egypte ? Ou l'Inde où je vis ? Je veux dire ce qu'ils ont dans la tête, ce qui se passent vraiment dans leur tête et non ce qu'on leur sert dans des documentaires ou des reportages ou encore dans des livres. Je vais vous dire un truc, 90% ou plus n'en savent absolument rien pour n'avoir jamais vécu dans un tel pays. Je ne pense pas être un abruti et lorsque je l'ai découvert en vivant en Inde, je me suis rendu compte que cela ne coïncidait pas avec ce que j'avais lu ou entendu quand je vivais en France, à l'époque je faisais partie de ces 90%.

Comme quoi on ne se méprend pas sur les intentions de l'auteur de ces lignes, voici comment il termine son article :

- "*Comment imaginer que ce gouvernement peut conduire une politique indépendante du FMI pour satisfaire les exigences élémentaires du peuple et de la jeunesse égyptienne ?*"

Que propose-t-il ? Rien, mystère ! Ah ben alors, cela valait bien la peine de virer ce malheureux Morsi et sa clique de saints hommes !

Dans le IO n°259, ils nous avaient déjà gratifié de la même analyse nauséabonde :

- "*Les partisans de Morsi continuent de manifester aux cris de « à bas le régime militaire ! », car une partie de ceux qui, parmi les couches les plus déshéritées, avait voté Morsi pour en finir avec le régime militaire en place depuis des décennies, ne veulent pas du retour de l'armée.*"

Franchement, je m'en veux d'avoir cherché à élever mon niveau de conscience tout au long de ma vie, je serais resté tel que j'étais à 19 ans, un parfait ignorant, qu'un jour sans déployer le moindre effort, par un coup de baguette magique la lumière aurait jailli au plus profond de mon inconscience et j'aurais rejoint la grande famille des penseurs éclairés, c'est beau, mais c'est un conte, pure illusion. Bon, je vais aller me coucher, des fois que les choses s'arrangeraient pendant mon sommeil, qui sait...

Cela confirme tout ce que j'ai pu écrire sur leur conception erronée de la lutte des classes, sur leur refus obstiné à tout faire pour élever le niveau de conscience des masses, à quoi bon puisqu'un miracle fera très bien l'affaire ! Allah ô Akbar, c'est le dernier cri des illuminés ou de notre élite !

Dans le même article du IO n°259 :

- "*C'est là toute la contradiction de la situation, car il y a près de trois ans, c'est tout le peuple d'Egypte qui était dans la rue au coude à coude pour mettre à bas le régime militaire dirigé par le général Moubarak. L'armée cherche, en associant toutes les forces qu'elle peut regrouper, à sortir un nouveau gouvernement de coalition. Mais celui-ci aura toujours comme feuille de route celle de l'armée, c'est-à-dire celle du FMI, c'est-à- dire une politique opposée aux intérêts du peuple égyptien*."

C'est marrant, quand les masses se mobilisent en Tunisie, en Egypte ou même en Syrie, ce serait pour faire tomber le régime, mais pas en France ou dans l'UE, elles ne se mobiliseraient pas pour exiger la satisfaction de leurs revendications sociales, elles passeraient immédiatement au niveau supérieur et poseraient la question du pouvoir et de l'Etat, mais voilà, aussitôt après ou simultanément elles s'en remettraient à l'armée, les remercieraient pour les avoir aidées à chasser le despote en place, etc. vous avouerez qu'il y a là quelque chose qui ne colle pas, non ?

Question à deux balles, à cent balles le prix serait trop élevé et je manquerais de respect envers les lecteurs, les masses ont-elles d'énormes illusions dans l'armée ? Ben non voyons, quelle question stupide ! Attendez, dans quel sens au juste ? Là vous posez trop de questions mon vieux. Non, je cherche à comprendre. Tenez un petit rappel pour vous rafraîchir la mémoire, c'est tout frais mais on ne sait jamais : - Une écrasante majorité de Français (91%) dit avoir confiance en l'armée, devant la police (78%) et la justice (54%), selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche. AFP 13.07 (causerie du 14 juillet, en hommage à l'armée française comme il se doit pour être au plus près des masses !)

Bordel, dites-donc, je n'en reviens pas 91% ? Je vous rassure, ils doivent avoir une conscience politique tellement supérieure à la vôtre, ils ont acquis une compréhension si parfaite du rôle et de la place de l'armée dans les institutions que vous n'avez même pas besoin de les aider à le comprendre, si, si, foi de nos dirigeants, continuez à lutter pour votre bout de gras, ne vous cassez pas la tête avec des questions politiques, vos dirigeants s'en chargent à votre place, chez les masses, l'éducation politique c'est innée, ah vous aviez entendu inerte, bravo !

Ne serait-ce pas prêter aux masses un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas en vérité ? Pourquoi ne pas le dire, serait-ce devenu tabou ? On aura compris pourquoi les partis ouvriers ne tiennent pas à poser cette question, le POI n'étant pas le seul dans ce cas-là, cela concerne tous les partis.

Ne serait-ce pas là la clé de la situation ? Ne serait-ce pas la raison pour laquelle la situation est ou paraît êtreinextricable, sans issue politique, en Egypte comme en France ou ailleurs ? Pourquoi s'acharner à ne pas regarder la réalité en face ?

Haut de page

Le 20 juillet 2013

CAUSERIE

Le chiffre du jour. 410.000

Selon une information de Politique.net, le site web de Carla Bruni aurait coûté 410.000 euros à l'Etat pour les années 2011-2012. Le site s'appuie sur un rapport de la Cour des comptes publié mi-juillet qui détaille "*les comptes et la gestion des services de*

la Présidence de la République" sur l'année 2012. Ce rapport de 17 pages est disponible en ligne.

"*huit collaborateurs étaient affectés au service de la Première dame en janvier 2012 pour une rémunération mensuelle nette globale de 36.448 euros*".

"*A celle-ci s'ajoutaient tous les mois les facturations de deux prestataires externes assurant pour la Première dame la gestion d'un site internet pour un montant de 25.714 euros, soit une dépense mensuelle totale de plus de 60.000 euros*", selon Matignon. Le Nouvel Observateur 19.07

Quel gâchis, elle s'en fout, c'est avec notre fric !

Personnellement je dois en être à 2.500 euros par mois si je me comptais un salaire convenable en euro, la moitié en comptant en roupies. Je finance moi-même le site pour n'avoir de compte à rendre à personne, j'ai même dissuader des militants de m'envoyer du fric, c'est pour dire à quel point je suis intéressé...

Parole d'internaute.

1- *J'ai fait toute ma carrière dans le high-tech, j'ai été consultant en développement informatique, j'ai travaillé sur des technologies d'avant-garde..., je ne peux pas être suspecté d'être rétrograde en la matière. Concernant ces réseaux soit-disant "sociaux", je ne peux conseiller qu'une seule chose : arrêtez cette folie, restez à l'écart de ces outils, recommencez à fréquenter les "vrais gens" et à leur parler "entre 4 z'yeux".*"

2- "*Les derniers chiffres fournis par Facebook : 665 millions de membres actifs chaque jour dans le monde, plus d'1,1 milliard de membres actifs sur le mois de mars 2013, et 24 millions d'utilisateurs en France.*"

Le socialisme XXIe siècle, c'est tout juste bon à "***réfléchir***", à "***rêver***" une fois "***débarrassé***" de Marx, Engels, Lénine et Trotsky.

Le socialisme bolivarien du XXIe siècle par Thierno DIOP (Enseignant au Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) – Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

- "*Par ses dimensions théorique et pratique, le socialisme bolivarien du XXIe a un double mérite. Le premier consiste à ouvrir de nouvelles pistes de réflexion à l'époque de l'impérialisme qui a pris une nouvelle forme et s'est doté de moyens raffinés pour perpétuer la domination et l'exploitation des peuples. Le deuxième montre qu'il est possible de recouvrer la capacité de rêver et engage à rêver, dans un contexte débarrassé des figures de grands guides du siècle dernier, dont l'image et la pensée ont plus paralysé nos « intellectuels » qu'elles ne les ont poussés à la critique, malgré leurs enseignements .*"

Merci pour votre franchise ou naïveté. On se disait bien qu'il existait un obstacle quelque part...

Les marxistes ont "*paralysé*" les intellectuels, les malheureux, qui sont des ignares, des fainéants ou qui sont corrompus par le capitalisme, ce serait plus proche de la réalité, non ? L'article en entier figure en ligne dans le Tribune libre.

Moi, je connais un truc imparable pour "*paralyser*" les intellectuels, détruire l'esprit critique des militants et en faire des bénis oui-oui, des zombis.

Vous prenez un parti, au lieu qu'il comporte des tendances combattant pour le même objectif, introduisez à l'intérieur différents courants qui poursuivent des objectifs différents ou qui sont réputés pour s'être toujours combattus, vous ne pourrez jamais tenir un discours ou vous livrer à un rappel historique objectif du rôle des tandances auxquelles vous n'appartenez pas de crainte de les froisser, de donner lieu à une violente polémique, à une scission et le tour est joué, en dehors de la direction qui se permet de dire ce qu'elle veut quand elle veut, de faire ce qu'elle veut, l'ensemble du parti est muselé, génial non ? A quels partis cela vous fait penser ?

Qu'est-ce que c'est la " ***narconomie*** "?

Extrait. - ... un nouveau rapport sénatorial a estimé que « chaque année, entre 300 milliards et 1 trillion (mille milliards) de dollars d'origine criminelle sont blanchis par les banques à travers le monde, la moitié de ces fonds transitant par les banques états-uniennes .

Dans ce contexte, les autorités gouvernementales nous expliquent qu'HSBC ne sera pas démantelée car elle est trop importante dans l'architecture financière occidentale. Souvenez-vous qu'Antonio Maria Costa, le directeur de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), avait rapporté qu'en 2008, « *les milliards de narcodollars ont empêché le système de sombrer*

au paroxysme de la crise [financière] globale. » (Les drogues et la machine de guerre des États-Unis - 18.07 - Réseau Voltaire)

L'ancien diplomate canadien Peter Dale Scott met à profit sa retraite pour étudier en détail le Système des États-Unis qu'il décrit, livre après livre. Il est docteur en Sciences politiques, professeur émérite de Littérature anglaise à l'Université de Californie (Berkeley).

Narconomie : économie basée sur trafic de drogue ou narcotrafic dont les parrains ou les blanchisseurs sont les banquiers.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille.

François Hollande dîne à huis clos avec plus de 100 journalistes Le Nouvel Observateur

François Hollande dîne jeudi 18 juillet, hors micros et caméras, avec près d'une centaine de journalistes qui le suivent au jour le jour, ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait fait jusque-là, contrairement aux présidents américains, qui ont fait de ce rendez-vous un moment très médiatisé.

"*C'est un évènement inédit, ça ne s'est jamais fait*" sous les précédentes présidences, souligne le président de l'Association de la presse présidentielle (APP), Alain Barluet, journaliste au service diplomatique du "Figaro".

Le dîner, à l'invitation de l'association et auquel participeront près d'une centaine de journalistes, est organisé à la maison des Polytechniciens, un hôtel particulier du VIIe arrondissement de Paris, situé à quelques encablures du siège du PS, de l'Assemblée nationale et du quai d'Orsay. Le Nouvel Observateur 18.07

Tartufferies d'un porte-parole de la dictature de l'UE, laquais de Washington, Israël, Doha, Riad...

C'était la première fois, jeudi 18 juillet, qu'un président de la République française acceptait l'invitation de l'Association de la presse présidentielle pour un rassemblement convivial à l'extérieur de l'Elysée. Il a profité de l'occasion pour confirmer son rôle de réformiste et décrire sa vision de la France dans 10 ans.

«*Je pense qu'elle doit être une France plus souveraine. La France n'est pas souveraine aujourd'hui, puisqu'elle peut être menacée par les marchés. Elle ne peut pas être entamée ou vulnérable si elle veut avoir une influence dans le monde*». Cette souveraineté et cette indépendance passent par un dynamisme économique retrouvé, a fait valoir François Hollande. «*Or l'impression que nous avons aujourd'hui, c'est que nous ne sommes pas un pays dynamique*», a estimé le chef de l'Etat. «*Il faut remettre de l'innovation, de l'invention, de la production*» et faire porter l'effort sur l'appareil productif. euronews.com 19.07

Son discours est tellement grotesque que cela se passe de commentaires. Pour qu'il ose tenir un tel discours juste après l'affaire Prism et Morales devant une centaine de journalistes qui apparemment n'ont pas bronché, témoigne (si nécessaire) de la collusion qui existe entre le pouvoir et les médias.

C'est quoi un syndicat corporatiste ? Pas "***contre***" les propositions du Medef, et que du "***bien***" côté du gouvernement.

Retraites : la CFDT ne se joindra pas aux défilés en septembre Le Nouvel Observateur

Selon Laurent Berger, le patron du syndicat, "*le rapport de force ne s'opère pas simplement dans la rue*". (Diable, surtout pas dans la rue ! - ndlr)

Invité à dire si la CFDT pourrait descendre dans la rue le 10 septembre aux côtés de la CGT, FO, Solidaires et la FSU, Laurent Berger est formel : "*c'est exclu*", affirme-t-il en avançant un désaccord sur les "*principaux objectifs*" des organisateurs.

Si les propositions de la CDFT sur la pénibilité, pour les femmes et les jeunes n'aboutissent pas, "*nous ferons en sorte de nous mobiliser avec d'autres. Pas contre quelque chose mais pour nos objectifs*", dit-il.

Soulignant "*l'autonomie*" de sa confédération par rapport au gouvernement, Laurent Berger estime que dans le bilan "*il y a du bien et du moins bien*". Le Nouvel Observateur avec AFP 18.07

Mais surtout rien de mauvais !

De la NSA à la NAS.

Nom de code : Geoengineering Climate. Cette étude menée par la National Academy of Science (NAS), d'un coût de 630.000 dollars, vient de recevoir le soutien de la CIA. Le but ? Pouvoir modifier à son gré la météo.

Un secret inestimable et un avantage redoutable pour les opérations en territoire ennemi. Selon la NAS cité par Mother Jones, l'aide de la CIA aurait simplement pour but "*d'évaluer la faisabilité de toutes les propositions faites par les géologues et climatologues*".

De son côté, l'agence d'espionnage se refuse à toute confirmation et préfère mettre ces recherches sur le compte de la lutte contre le réchauffement climatique, un des ces sujets "*qui mettent en jeu la sécurité nationale*". Le Nouvel Observateur 18.07

ACTUALITE EN TITRES

Youpi, tout est à nous !

- Morgan Stanley fait mieux que prévu au 2e trimestre - Reuters

- Hermès vend toujours plus mais reste prudent pour 2013 - AFP

- Manpower affiche un bénéfice en hausse de 66% au 2e trimestre - Reuters

- Gaz de schiste: Londres promet le meilleur régime fiscal au monde - L'Expansion.com

- Grèce: accord avec les armateurs pour un impôt volontaire - AFP

Sauvons les banques ! A bas les voleurs !- Dexia: une facture provisoire pour la France de 6,6 milliards d'euros - L'Expansion.com

Qui va casquer ?

- Dexia: autopsie d'un naufrage bancaire qui coûte cher au contribuable - L'Expansion.com

- L'Europe n'aidera plus ses banques en difficulté - LeMonde.fr

Quand l'Etat racketteur s'en chargera... à sa manière.

- France. Les banques recevront 30 milliards issus des livrets réglementés - Reuters

Intox

- Evasion fiscale: le plan de L'OCDE pour aider le G20 contre les multinationales - L'Expansion.com

- L'UE veut renforcer la protection des données contre Prism - L'Expansion.com -

- Moody's confirme la note Aaa des USA et relève sa perspective - Reuters

- Accord pour une reprise des négociations de paix directes entre Israéliens et Palestiniens - Lexpress.fr

- Le mouvement de contestation bulgare revêt les couleurs du héros national - euronews.com

L'imposture permanente en guise de principe et de morale.

- Hollande va recevoir les chefs de la majorité à l'Élysée - LeParisien.fr

- Hollande recevra le nouveau chef de l'opposition syrienne - Le Nouvel Observateur

- Des députés socialistes en colère contre Gilles Carrez - Liberation.fr

- Cahuzac: le PS juge inacceptable l'attitude de Charles de Courson - AFP

- Flosse parie sur de "*meilleures relations*" sous l'ère Hollande - AFP

- Consigny : "*Quand la gauche sombre dans le négationnisme*" - LePoint.fr

- Michèle Delaunay satisfaite du dispositif alerte canicule - AFP

- Le gouvernement accusé de dissimulation sur le drame de Brétigny - Reuters

L"***avenir brillant***"... des banquiers.

- Christine Lagarde prévoit un "*avenir brillant*" pour la zone euro - AFP

- Les Bourses européennes terminent en forte hausse - Reuters

- Wall Street finit à de nouveaux records - Reuters

- Hollande et la finance: "*La collusion entre banquiers et politiques est toujours aussi forte*" - L'Expansion.com

Conditionnement et psychose collective.

- Le néonazi norvégien Kristian Vikernes laissé libre - LeFigaro.fr

- Vikernes sort libre de garde à vue, pas de projet terroriste - AFP

Le Norvégien d'extrême droite Kristian Vikernes est sorti libre jeudi soir de garde à vue, son audition n'ayant mis en évidence aucune préparation de projet terroriste. AFP 18.07

Tout ça pour ça ?

Prime au servage.

- L'aide à l'apprentissage davantage ciblée sur les TPE - Reuters

- Suppression de l'aide à l'apprentissage : le gouvernement fait marche arrière - Francetv info

Le gouvernement a revu sa copie, jeudi 18 juillet, au lendemain de l'annonce de cette suppression. Cette mesure avait provoqué un tollé dans les entreprises et les régions, mercredi. Francetv info 18.07

Unité pour stopper les requins !

- Requins à La Réunion: mise en oeuvre d'un "*plan renforcé*" - AFP

Vont-ils installer un filet métallique tout autour de l'île, construire un mur surmonté de miradors pour les empêcher d'atteindre le rivage ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Circulez, il n'y a rien à voir! Selon les informations du Monde, la juge d'instruction qui enquête pour "*faux et usage de faux en écriture publique*" sur un procès-verbal de filature dans l'affaire de Tarnac s'est heurtée à un mur du côté des policiers de la sous-direction antiterroriste (SDAT) de la police judiciaire et de leurs collègues de la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI).

Interrogée par Le Monde, Me Marie Dosé, avocate du groupe dans ce dossier, juge "*lamentable*" l'attitude des policiers. "*Se cacher derrière le secret défense, c'est ce qu'il y a de plus facile, ils l'utilisent comme une arme pour éviter toute mise en cause*", estime-t-elle.

Pour Me Dosé, il est "*impossible*" que la SDAT ait tout simplement détruit la liste des communications téléphoniques émises cette nuit-là. Ses clients ont l'intention de déposer une nouvelle demande de déclassification concernant ce document.

"*Le secret défense devient, dans ce type de dossiers, le principal obstacle à la manifestation de la vérité", regrette-t-elle. Dans l'autre "enquête sur l'enquête*" de Tarnac, qui concerne une écoute sauvage découverte dans le village en avril 2008, la justice s'est également heurtée à ce principe, décidément très élastique. lemonde.fr 19.07

2- Espagne

Environ un millier de personnes, selon l'AFP, ont manifesté jeudi soir à Madrid contre la corruption, criant "*démission*", aux abords du siège du parti de droite au pouvoir en Espagne, après les nouvelles révélations sur une comptabilité occulte présumée au sein de ce parti.

"*Démission*", "*Qu'ils partent, en prison*", criait la foule rassemblée via les réseaux sociaux à l'appel notamment de collectifs proches de la mouvance des indignés.

"*Le plus choquant est qu'il refuse de donner des explications*", lançait aussi Alvaro Lopez, un jeune diplômé en physique de 21 ans. "*Cela fait six mois qu'il a perdu sa légitimité. Le fait de remporter des élections à la majorité absolue ne veut pas dire qu'on la conserve toujours*". AFP 18.07

Comme vous allez monsieur Alvaro Lopez, vous devriez savoir que l'Espagne n'est pas l'Egypte, ce serait plutôt la France ou cela ne se fait pas dire que le Premier ministre ou le président de la République est illégitime, et le respect des institutions vous en faites quoi, hein ?

3-Syrie

3.1- Selon les rapports des agences de renseignement américains et israéliens, l'armée arabe syrienne reste deux ans après le début de la guerre, "*solide*" et "*cohérente*". Ces agences sont citées par l'hebdomadaire Al Manar de la Palestine qui ajoute que "*le régime syrien n'a pas encore eu recours aux noyaux de son corps armé dans la guerre qu'il mène contre les rebelles soutenus par les Etats Unis, la Turquie, Israël, les régimes arabes du Golfe Persique*".

" *Ces unités spéciales de l'armée syrienne qui représenteraient un réel danger pour toute partie désirant attaquer la Syrie ne sont pas encore entrées en action... ces unités sont parfaitement capables de faire échec aux jihadistes qui arrivent depuis les pays voisins en Syrie*". Les rapports poursuivent : " *Tel-Aviv et Washington sont arrivés à la conclusion suivante : les tactiques et les plans de guerre utilisés par l'armée syrienne se sont avérés efficaces et bénéfiques. Et ce qui fait la différence, est que les plans en question restent secrets et confidentiels.* " Les rapports US/Israël ajoutent : "*la hiérarchie militaire syrienne est capable de garder des secrets et d'empêcher tout infiltration et ceci est un avantage qui permet à l'armée de réaliser ses objectifs*". french.irib.ir 19.07

3.2- Selon le journal Al Akhbar , le ministre iranien des AE aurait reçu un appel à l'aide de la part des turcs au cours de sa récente visite en Turquie .selon le journal, " *la partie turque aurait exprimé ses regrets de s'être autant ingérée en Syrie, en Egypte, en Irak.* " " *Les Turcs ont appelé l'Iran à l'aide et lui ont demandé d'appuyer la Turquie dans la révision de ses politiques aussi bien en Syrie qu'en Irak et en Egypte surtout que le Qatar est désormais hors jeu et que le dossier syrien est tombé entre les mains de Riyad*".

Toujours selon le journal, "*le conseiller spécial d'Erdogan envisage de se rendre en Iran au lendemain de l'investiture de Rohani pour pouvoir invoquer une médiation iranienne auprès de Damas . le conseiller spécial turc voudrait ensuite se rendre à Damas rencontrer le président Assad*". french.irib.ir 19.07

SOCIAL

1- France

1.1- Les retraites en famille.

Le gouvernement a achevé vendredi le premier round de la concertation sur la délicate réforme des retraites, prévoyant de revoir les partenaires sociaux avant la fin août pour esquisser enfin les grandes lignes de son projet.

Le gouvernement sait que sa réforme va être regardée de près par Bruxelles et les marchés financiers. Il devra aussi affronter les critiques de ceux qui, à gauche, estiment qu'une réforme n'est pas urgente, et ceux qui, à droite, estimeront qu'elle ne va pas assez loin.

La détermination de l'exécutif semble totale. Le président François Hollande "*a pris des risques sur l'emploi, sur la famille, il le fera aussi sur les retraites*", selon une source gouvernementale.

Le gouvernement sait que sa réforme va être regardée de près par Bruxelles et les marchés financiers. Il devra aussi affronter les critiques de ceux qui, à gauche, estiment qu'une réforme n'est pas urgente, et ceux qui, à droite, estimeront qu'elle ne va pas assez loin.

La détermination de l'exécutif semble totale. Le président François Hollande "*a pris des risques sur l'emploi, sur la famille, il le fera aussi sur les retraites*", selon une source gouvernementale.

Le projet de loi sera présenté au Conseil des ministres du 18 septembre, puis examiné au parlement. Mais dès la fin juillet Mme Touraine aura fourni les grandes lignes de la réforme à l'Elysée et à Matignon

Le gouvernement tiendra un séminaire le 19 août puis le Premier ministre recevra à nouveau les partenaires sociaux les 26 et 27 août et devrait lever le voile sur ses intentions. AFP 19.07

1.2- Brétigny-sur-Orge

Christian Brochet semble bien savoir de quoi il parle. Pendant quinze ans, ce retraité féru de mécanique a dirigé un atelier qui fabriquait des pièces métalliques pour le matériel roulant de la SNCF. Alors, en novembre 2010, quand il repère pas moins de 36 anomalies sur les rails de la voie 2 à la gare de Brétigny-sur-Orge, où il emprunte régulièrement le RER, il prend sa plume pour écrire à la SNCF. «*J'avais déjà remarqué des petits défauts de maintenance de temps à autre, mais là c'était vraiment trop flagrant, je ne pouvais pas rester sans rien faire*», explique-t-il au Figaro.

Dans sa lettre, révélée et publiée jeudi par Le Parisien , il prévient qu'une trentaine de tire-fonds - les pièces qui fixent le rail aux traverses en bois - sont soit desserrés, soit cassés, soit même absents. «*Une faute grave susceptible de provoquer une catastrophe quand on sait que des trains passent à 140 km/h à Brétigny*», martèle-t-il encore aujourd'hui. La SNCF lui répond près de trois mois plus tard qu'il n'y a aucun risque, que «*cet état est connu, surveillé et respecte toutes les normes de sécurité*».

Un porte-parole de la compagnie ferroviaire ajoute désormais que ces 36 attaches sur 666 le long de la voie 2 «ne représentent que 11% d'équipements inefficaces». Or une intervention immédiate n'est obligatoire que si 30% sont défectueux… «*C'est absurde, de la poudre aux yeux, c'est comme je vous disais que ce n'est pas grave de rouler dans une voiture où il manque une roue, réagit Christian Brochet. En tout cas, à la suite de mon courrier, ils m'ont assuré qu'ils avaient programmé de faire le nécessaire pour rétablir l'efficacité des tire-fonds.*»

Si la lettre du septuagénaire peut sembler prémonitoire, le déraillement du train 3657 reliant Paris à Limoges, le 12 juillet, ne s'est pas déroulé sur la voie 2, mais sur la voie 1 qui la jouxte. En raison d'une éclisse (une pièce qui sert à relier deux rails entre eux) défaillante qui s'est détachée et fichée dans l'aiguillage, selon les premières conclusions d'enquête de la SNCF.

«*Il y a deux et demi, je n'avais scruté que la voie 2 en bas de mon quai, mais il n'y a pas de raisons que la voie 1 ou les rails plus en amont aient été en bien meilleur état, estime Christian Brochet. Et je trouve leur explication ridicule, les boulons retenant l'éclisse ne peuvent pas tous sauter d'un coup, il y a des écrous autofreinés pour empêcher tout desserrage en cas d'impact ou de vibration importante. Pour ma part, je crois plutôt à un système d'aiguillage mal verrouillé par manque d'entretien.*»

Se basant sur son expérience de sous-traitant de la SNCF, il raconte que le contrôle qualité des pièces est extrêmement strict et que cela ne peut pas venir de là. «*Le souci, juge-t-il, c'est que le personnel de maintenance de la SNCF n'est pas assez nombreux et plus aussi bien formé qu'avant*». Une critique refusée par la société ferroviaire, qui rappelle par exemple que l'état de l'aiguillage sur les voies très empruntées est vérifié tous les 15 jours. lefigaro.fr 18.07

2- Chine

Nouvelles protestations dans la province du Guangdong en Chine. Cette fois, c'est le projet de construire un incinérateur qui a mobilisé des centaines d'habitants à Guangzhou ce vendredi. Ils se sont dirigés vers le siège du gouvernement local pour obtenir le retrait du projet notamment pour des raisons environnementales. Les forces de l'ordre sont intervenues pour les disperser.

Le Guangdong est une des provinces les plus peuplées et les plus riches de Chine. Il est situé dans le sud du pays. La semaine dernière, dans une des villes de cette province, à Heshan, des centaines de personnes ont manifesté contre la construction d'une usine d'enrichissement d'uranium. Le lendemain, les autorités locales annonçaient avoir annulé le projet afin "*de respecter la volonté populaire*". Une annonce qui a été accueillie avec joie par les protestataires. euronews.com et Reuters 19.07

Etonnant, non, la population manifeste contre un projet du gouvernement, celui-ci l'annule afin "*de respecter la volonté populaire*", ce n'est pas en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne ou aux Etst-Unis que cela risquerait d'arriver, oui mais voyez-vous, ce sont des démocraties...

Vous l'avez cru, vous le croyez encore, on vous a bien trompé ou alors vous êtes bien naïfs ou encore cela vous arrange de le croire parce que tout va bien pour vous.

ECONOMIE

1- OMC

La part des pays émergents dans le commerce mondial ne cesse de croître et cette tendance va se poursuivre, a indiqué jeudi l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Selon cette étude, entre 1980 et 2011 les économies en développement ont vu la part de leurs exportations dans les exportations mondiales passer d'un peu plus d'un tiers à près de 50%.

"*Le centre de l'économie mondiale se trouvait au milieu de l'Atlantique pendant ces 200 dernières années... La progression de l'Est fait bouger le centre de l'économie mondiale*", a souligné Danny Quah, professeur de la London School of Economics, lors de la publication du rapport.

Les experts de l'OMC prévoient que les pays en développement voient les croissances de leurs exportations et de leur produit intérieur brut être deux à trois fois plus rapides que celles des pays développés d'ici 2035.

Pour établir ces prévisions, les experts se basent sur plusieurs critères, comme la croissance de la classe moyenne dans les pays en développement ou l'augmentation du commerce sud-sud ainsi que la réduction du coût des transports et des communications obtenue grâce à la rapidité des avancées technologiques.

Concernant les pays industrialisés, le rapport souligne l'importance que peut avoir le développement de l'exploitation et de la production du gaz de schiste aux Etats-Unis alors que la demande en énergie des pays en développement augmente et favorise la concurrence sur ce marché.

"*La révolution du gaz de schiste laisse présager des changements spectaculaires dans la production et le commerce d'énergie si l'Amérique du Nord devient autonome en énergie*", a fait valoir M. Quah. AFP 18.07

2- UE

Olli Rehn défend le maintien de la troïka dans la zone euro - Reuters

L'Europe a besoin des compétences conjuguées du FMI, de la BCE et de la Commission européenne afin de gérer la crise de la dette dans la zone euro, estime le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, réfutant l'idée d'une dissolution de la troïka.

"*La troïka a été constituée à l'initiative des Etats membres de la zone euro en 2010 comme un instrument essentiel de notre réponse à la crise qu'affrontait la Grèce*", explique Olli Rehn.

Dans un courrier électronique adressé à Reuters, il admet qu'aucune des situations que la troïka doit gérer en Grèce, au Portugal, en Irlande et à Chypre n'est "*facile*".

"*C'est pour cette raison qu'il est important que nous puissions profiter des compétences conjuguées et complémentaires de ces trois institutions*", explique Olli Rehn.

"*Nous devrions certainement étudier des moyens d'optimiser la gouvernance de le zone euro, y compris les mécanismes de gestion de crise*", admet le commissaire. "*C'est le bon moment et le bon contexte pour discuter s'il faut maintenir le modèle de la troïka et sous quelle forme*", propose-t-il. Reuters 18.07

3- Grèce

Le ministre allemand des finances, Wolfgang Schaüble, s'est rendu pour la première fois à Athènes depuis le début de la crise de la dette. Lors d'une conférence d'hommes d'affaire, il a salué les efforts du pays pour assainir ses finances, mais a exclu toute nouvelle restructuration de la dette:

"*J'aimerais tous vous demander de cesser cette discussion sur une nouvelle restructuration de la dette. Ce n'est pas dans votre intérêt*." a-t-il déclaré. "*Nous sommes tombés d'accord sur le deuxième plan d'aide à la Grèce, et je peux vous dire qu'il était difficile à obtenir.*" a-t-il ajouté.

Le convoi du ministre allemand a traversé les rues désertes de la ville. Symbole pour de nombreux Grecs de la cure d'austérité qui a plongé le pays dans la récession, sa visite risquait de provoquer des remous. C'est pourquoi tout rassemblement de plus de trois personnes brandissant des pancartes a été interdit, et 3500 policiers déployés dans le centre-ville.

"*Qui est M. Schaeuble pour que les Grecs ne puissent pas protester contre sa présence et ses politiques en Grèce?*" s'est emporté Panagiotis Lafazanis, député du parti Syriza. "*De quel genre de régime s'agit-il? Vous bouclez tout le centre ville d'Athènes et même la route de l'aéroport pour que M. Schaeuble n'entende pas ses sujets pleurer?*"

La veille, le Parlement a adopté un nouveau train de mesures visant à réduire les dépenses publiques, à la demande de la troïka des bailleurs de fonds. Le vote a provoqué la colère de nombreux Grecs.

Avant l'adoption de la réforme, 5000 personnes s'étaient rassemblées mercredi soir devant le Parlement pour dénoncer cette nouvelle cure d'austérité qui va toucher jusqu'à 25.000 salariés d'ici la fin de l'année. euronews.com 18.07

4- Inde

Le chef du gouvernement de centre-gauche a aussi prévenu que l'Inde devait abaisser son déficit des comptes courants à 2,5% du Produit intérieur brut (PIB) et promis de nouvelles mesures pour ouvrir davantage l'économie aux investisseurs étrangers dans un contexte de sévère ralentissement de la croissance.

La troisième puissance économique d'Asie a enregistré son pire résultat en dix ans en 2012-13, avec 5% de croissance.

"*Le sujet d'inquiétude le plus immédiat est la volatilité de la roupie sur les marchés des changes*", a-t-il ajouté, estimant que la situation a sans doute été exacerbée par un déficit des comptes courants de 4,7% du PIB en 2012-13. La roupie s'est effondrée au cours des semaines passées face au dollar.

"*Nous devrions ramener le déficit des comptes courants à 2,5% du PIB*", a-t-il préconisé.

Le déficit provient essentiellement des fortes importations en pétrole et en or et M. Singh a indiqué que le gouvernement prenait des mesures pour en réduire la demande, tout en espérant qu'une faible roupie allait stimuler les exportations.

Le gouvernement a approuvé cette semaine la levée d'un plafond limitant les investissements étrangers dans le secteur des télécommunications et l'assouplissement des règles de propriété pour les étrangers dans plusieurs secteurs afin de donner un nouveau souffle à l'économie.

La décision d'attirer les investisseurs en Inde est néanmoins déjà ternie par l'annonce cette semaine de l'abandon de projets industriels par les géants sidérurgiques Posco et ArcelorMittal, illustrant la difficulté de mener à bien des projets dans ce pays émergent. AFP 19.07

5- Chine

La Chine cherche à asseoir davantage sa croissance sur la consommation intérieure et les services mais le gouvernement redoute une poussée du chômage qui pourrait menacer autant la stabilité sociale que la prospérité du pays.

La Chine prévoit un ralentissement maîtrisé de sa croissance qui doit permettre de réduire sa dépendance à l'investissement public, une politique qui a permis d'injecter des milliards de yuans dans l'économie mais a engendré de graves dysfonctionnements.

Le président Xi Jinping et le Premier ministre, Li Keqiang, espèrent pouvoir procéder en douceur à ce changement de modèle, sans provoquer une flambée du chômage.

Ils comptent pour cela développer le secteur des services, ce qui permettrait d'absorber la main-d'oeuvre ouvrière frappée de plein fouet par la hausse des fermetures d'usines.

"*La faiblesse persistante du secteur manufacturier aura un impact sensible sur l'emploi*", avertit Lian Ping, économiste en chef à la Banque des Communications de Shanghai.

Pénalisé par le ralentissement de la demande hors de ses frontières et par un recul de l'investissement, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 7,5% au deuxième trimestre, après une expansion de 7,6% au trimestre précédent.

Le taux de chômage en Chine est officiellement de 4,1%, un chiffre que les économistes considèrent comme peu fiable étant donné qu'il n'a pas beaucoup varié ces dernières années, y compris en période de ralentissement prononcé.

Les économistes pensent que s'il venait à augmenter, le gouvernement serait contraint de ralentir le rythme des réformes et d'intervenir en injectant de nouveau de l'argent dans l'économie, comme il l'a fait en 2008 avec un plan de relance de 4.000 milliards de yuans (495 milliards d'euros).

Pour Wang Yuehu, qui organise les salons de l'emploi à Pékin, le changement de modèle est déjà en marche. De plus en plus de gens trouvent aujourd'hui un emploi dans les services, à mesure que l'industrie manufacturière ralentit. "*Dans l'ensemble, le marché du travail est stable*", estime-t-il.

Les services, devenus en 2007 le premier secteur de production devant l'industrie, sont aussi le premier secteur de recrutement en Chine, avec 36% des emplois contre 30% pour l'industrie.

L'effondrement des exportations chinoises pendant la crise financière de 2008-2009 avait ainsi laissé quelque 20 millions de travailleurs migrants sans emploi, poussant le gouvernement à lancer un gigantesque plan d'investissement, qui a laissé jusqu'à aujourd'hui de fortes dettes aux collectivités locales.

Les nouveaux dirigeants espèrent qu'ils n'auront pas à activer de nouveau ce levier à double tranchant et parient plutôt sur le changement démographique, notamment sur le vieillissement de la population, pour accompagner les réformes.

Sept millions de diplômés, un record, doivent ainsi quitter cette année les bancs de l'université, alors que la proportion de ceux qui disposent déjà d'un contrat est la plus faible depuis des années, selon les chiffres du ministère du Travail.

Face à cette situation, le gouvernement a demandé aux entreprises d'Etat d'embaucher davantage de jeunes diplômés et a débloqué des subventions pour faciliter la création d'entreprise.

De nombreux ouvriers redoutent par ailleurs de ne pas réussir à se reconvertir dans le secteur des services, faute de diplôme dans le supérieur. Reuters 19.07

Haut de page

Le 22 juillet 2013

CAUSERIE

Hier je n'ai pas actualisé le site, non pas parce que c'était dimanche ou que je n'aurais rien foutu, au contraire, j'ai bossé encore plus, hélas !

Dans cette causerie j'aborde encore un sujet à polémique, je ne l'ai pas choisi, c'est l'actualité qui nous l'impose, hélas encore !

Si nos dirigeants étaient moins lâches et faisaient leur boulot, on ne serait pas obligé de le faire à leur place, désolé, c'est un constat.

G20

Les grandes puissances du G20 sont tombées d'accord samedi à Moscou pour donner la priorité à la croissance à court terme, reléguant au second plan la discipline budgétaire, en raison d'une économie mondiale fragile. AFP 20.07

Rien de neuf à ce G20, pour les uns la croissance signifie que les banques centrales vont continuer d'arroser le marché de liquidités (la Fed vient de le confirmer), pour les autres que la baisse du coût du travail et la liquidation de la législation du travail devraient se traduire par des contrats de travail au rabais, si on peut encore appeler cela contrat de travail, davantage de travailleurs pauvres et de précarité (sur le modèle Allemand), cela pourrait aussi signifier faciliter l'octroi de crédit aux entreprises et aux particuliers, gonfler encore l'endettement ou plutôt le surendettement général...

Un sujet qui ne nous avait pas échappé.

On n'en a pas abordé par manque de temps la question de la création de métropoles, l'intercommunalité forcée, la menace qui pèse sur les communes, les départements, etc. la troisième phase de la décentralisation...

Il y avait deux manières de mener ce combat politique.

La première consistait à affirmer qu'il serait possible de faire reculer le gouvernement, de freiner ou de stopper ce processus impulsé par Bruxelles, c'était comme faire croire qu'il pourrait revenir sur un traité signé avec l'UE alors qu'il n'a même pas été foutu d'abroger la moindre loi importante adopter sous Chirac ou Sarkozy tout en témoignant sa totale soumission à l'UE, à Washington, on rêve ou en est en plein délire ! Cette ligne politique était destinée à ralier des élus de tous bords, y compris de l'UMP, de l'UDI ou du MPF, pour cela elle ne devait pas s'inscrire dans la perspective du socialisme ou de la rupture avec la Ve République, elle devait avoir un contenu ou une orientation social-patriote, nationaliste, souverainiste. Dans ces conditions on ne voyait pas l'intérêt d'une telle bataille qui ne pouvait manifestement pas permettre de construire un parti révolutionnaire.

La seconde consistait au contraire à lier cette bataille au combat contre le projet de marché transatlantique EU-UE puisque les deux questions sont intimement liées, à l'inscrire dans la perspective de l'abolition de la Ve République et la rupture avec l'UE et l'établissement d'une République sociale en France et dans l'ensemble des pays de l'UE, à poser les fondations d'une fédération des Républiques sociales d'Europe, ce qui aurait permit de recruter sur cette base politique conforme au socialisme.

Cette ligne politique n'a pas été retenue par ceux qui sont désespérément à la recherche de résultats immédiats qui sont autant d'illusions ou de chimères comme chacun peut le constater au fil des mois et des années qui passent, autant de batailles qui finalement ne servent strictement à rien, sauf à occuper les militants et à leur faire perdre leur temps, à la longue à les décourager ou les démoraliser.

On s'aperçoit ici très nettement que la nature opportuniste de la ligne politique qui consiste à obtenir des résultats immédiats, s'inscrit dans une toute autre perspective que le socialisme, car elle ne permet pas de réaliser les tâches que la situation impose à l'avant-garde du prolétariat, la construction du parti et l'élévation du niveau de conscience politique des masses. Ses partisans qui prétendent par ailleurs ne pas être comptable des résultats des batailles qu'ils mènent n'ont de cesse de démontrer exactement le contraire sans que cela les gêne le moins du monde, car ils sont convaincus d'avoir toujours raison et leur ligne politique ou stratégie ne se discute pas, elle doit être appliquée un point c'est tout.

Précisions que la bataille sur l'Alsace constituait un autre enjeu qu'il ne faut pas confondre, puisque là il était effectivement possible d'imposer une défaite au gouvernement du fait que la population était amenée à se prononcer directement sur un projet, cela dit l'unité la plus large possible pour faire barrage à ce projet s'imposait, sans pour autant renoncer à une ligne politique conforme au socialisme.

Cela fait des lustres qu'on brade le socialisme ou qu'on le conserve soigneusement au fond d'un tiroir ou pire encore, qu'on le brade au profit d'un bout de gras, alors que tout fout le camp et qu'on n'a pas été foutu de construire le parti, vous m'expliquerez l'intérêt ou l'objectif d'une telle politique que je rejette en bloc.

Ces partis ouvriers qui soutiennent la réaction.

Parti de gauche.

Alors que l'ONU soutient l'opération programmée par le Pentagone et la CIA, le MI6 depuis septembre 2001, entamée depuis plus de deux ans de déstabilisation militaire de la Syrie orchestrée depuis Londres, Washington, Tel-Aviv et Paris, le Parti de gauche s'en remet à cette institution internationale criminelle pour régler ce conflit en faveur du peuple syrien, sans rire, le charlatanisme se fait cynique.

- "*Il (le PG -ndlr) réitère son attachement à un règlement pacifique et politique du conflit syrien. Un cessez-le-feu doit impérativement être mis en œuvre sous l'autorité des Nations Unies*" car "*l'urgence est à la paix*"... par les faiseurs de guerre ! Vous aurez noté au passage que ce n'est pas au peuple syrien de décider librement de son sort, ce sont ceux qui se sont chargés de celui du peuple Palestinien, Afghan, Irakien, Libyen, Malien à qui revient ce droit, autrement dit ceux qui nient leur droit à l'auto-détermination, c'est la conception de l'internationaliste prolétarien de monsieur Mélenchon.

- "*Les Syriens pourraient alors accomplir la transition politique nécessaire à la reconstruction de leur pays, et tourner la page du régime criminel de Bachar El Assad*" sous l'égide de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, sauf que volià, il est prouvé que plus de 70% des Syriens soutiennent le régime Bachar El Assad.

Il faut ajouter car on ne peut passer les laisser dire de telles contrevérités, ce sont les hordes de barbares armés par les amis du PG à l'ONU qui détruisent systématiquement la Syrie, comme ils ont détruit l'Irak et la Libye. (source : le site national du PG, dimanche 21 Juillet 2013)

A bas les charlatans, à bas l'ONU !

Le PG s'est trompé de camp, y compris en s'alliant au PCF ! La réalité est bien cruelle parfois.

NPA

Que le NPA soutienne les abominables Femen ne surprendra pas nos lecteurs, ils sont aussi décomposés pour faire bref, ils ne méritent pas davantage.

- NPA - Liberté immédiate pour Amina - vendredi 19 juillet 2013

- "*Le NPA exige sa libération immédiate et l'abandon des charges retenues contre elle.*"

Cette pauvre fille a à peine 18 ans, elle a été manipulée par de dangereux provocateurs et voilà qu'elle se retrouve en prison en Tunisie.

Les Femen appartiennent à l'ordre néolibéral qui a entrepris de détruire la civilisation humaine pour la réduire en esclavage. Qu'elles soient soutenues par Hollande et le PS est normal, qu'elles le soient par le NPA tout autant.

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Vers une amende pour évasion fiscale pour UBS en Allemagne - Reuters

- Angela Merkel veut un accord mondial sur la protection des données - 20minutes.fr

- Retour "*à la normale*" du marché de l'emploi US d'ici 2 ans - Reuters

En famille.

- En déplacement surprise en Corrèze, François Hollande rend visite à Jacques Chirac - Francetv info

Toujours plus liberticide et répressive leur société.

- Marisol Touraine évoque l'interdiction de fumer dans les parcs et à la plage - LeFigaro.fr

Fumer est un acte dangereux et criminel. Fabriquer et commercialiser des cigarettes est salutaire... pour l'économie !

Bien mal acquis.

- Bientôt les vacances du gouvernement : les ministres sont "*crevés*" - Francetv info

Ouf, vaut mieux vivre à Pondichéry qu'à Dubaï... Marseille ou Trappes !

- Prison à vie pour six Indiens accusés d'avoir violé une touriste Suisse - Libération.fr

- Une Norvégienne condamnée à Dubaï après avoir été violée - LeFigaro.fr

Cette jeune femme avait picolé lors d'une soirée entre amis ou expatriés, donc si elle s'est fait violée pndant son sommeil par un collègue qui partageait sa chambre, c'est de sa faute, elle l'a bien cherché, elle a eu ce qu'elle méritait, salope, chienne !

ACTUALITÉ DU JOUR

Le législateur, Hollande et Valls sont des provocateurs professionnels et les ennemis des valeurs de la civilisation humaine.

On imagine le citoyen lambda qui allume son poste de télé à 20h.

Il tombe sur une nouvelle scène d'émeute dans une banlieue. Qui implique qui ? Des policiers et des personnes issues de l'immigration ou converties à l'islam lui dit-on. Il apprend ensuite qu'une d'entre elle a frappé et essayé d'étrangler un policier. Il n'en revient pas. Puis le commissariat de police aurait été attaqué. Alors là c'est la guerre civile qui a commencé ou quoi se demande-t-il, est-on encore en France ?

Lui, jusqu'à présent il se disait que la police le protègeait et voilà qu'il s'aperçoit qu'il ne peut même plus compter sur elle pour assurer sa protection, il prend peur, il ne comprend plus rien, il se demande dans quelle société il vit, il va chercher qui va pouvoir régler son problème et le protéger à nouveau, rétablir l'autorité de la police, l'ordre auquel il tient tant.

Il n'aura pas la perspicacité suffisante pour remonter à l'origine de ce problème qui peut être multiple, législative et sociale. Il va écouter la propagande officielle qui va se décliner avec des variantes selon les partis, le PS, l'UMP et le FN, qui vont stigmatiser les immigrés ou les personnes issues de l'immigration, les musulmans, l'islam. Il aura le droit aux discours des organistions islamistes et anti-racistes qui s'en prendront à la police, puis viendra celui de la gauche, de l'extrême gauche et des gauchistes qui leur emboîteront le pas sans viser l'Etat ou le législateur, et pour cause ils soutiennent le régime en place.

Ce qui est inacceptable...

- "*C'est inacceptable qu'une personne veuille se soustraire à un contrôle et pire s'en prenne aux forces de l'ordre*", a commenté dimanche sur BFM-TV le ministre de l'Intérieur Manuel Valls. AFP 21.07

... et ce qui est acceptable qui résume bien ce que pense le citoyen lambda, par un internaute :

- "*Tu oublies ta ceinture, c'est trois points en moins et 90 € d'amende... tu dépasse d'un Km la vitesse autorisée en ville c'est un point et 90€ d'amende... Tu étrangles et frappe un flic, c'est une petite retenue au commissariat et tu sors libre quelques heures après.*"

Quelques titres de presse qui relate l'engrenage de cette affaire à partir d'un contrôle d'identité.

- Echauffourées à Trappes après le contrôle par la police d'une femme voilée - L'Express.fr

- Trappes: Le mari de la femme voilée controlée jeudi soir a tenté d'étrangler un policier - 20minutes.fr -

- 200 personnes "*hostiles*" devant le commissariat de Trappes - LePoint.fr

- Trappes: Le calme revient après une nuit de violences devant le commissariat - 20minutes.fr

- Trappes : une voiture fonce sur la police Le Point.fr 21.07

Lors d'un contrôle d'identité notamment, il est normal que la police puisse déterminer si la personne qu'elle questionne est bien celle qui figure sur la carte d'identité, le titre de séjour ou le passeport qu'elle lui présente, cela vaut également en présence de n'importe quel agent de l'Etat ou lors d'une transaction financière, un achat réglé par carte bancaire par exemple, ou lors de l'établissement d'un contrat avec un tiers privé. Il en fut ainsi de tout temps et ce principe est universellement accepté, sauf dans les pétromonarchies dégégérées du Golfe. Sauf qu'en France et dans d'autres pays en Europe, à ce principe est venu s'ajouter une loi qui en modifie l'application.

L'origine du problème remonte à la criminalisation du port du voile intégral, burqa ou niqab, par certaines femmes musulmanes. Car le législateur ne s'est pas contenté de rappeler la nécessité de montrer son visage dans les circonstances qui viennent d'être rappelées, en 2011 il a interdit la dissimulation du visage dans l'espace public, sous peine d'amende, ce qui revenait à interdire cette pratique adoptée par certaines femmes en dehors de leur domicile où justement elles ne portent pas le voile sauf en présence de visiteurs, masculins de préférence. En résumé, le port du voile dans la rue constitue désormais un déli.

Faire respecter cette loi allait s'avérer impossible, sauf à embastiller ces femmes puisqu'une simple amende ne suffirait pas à les dissuader. Cette loi constitue une provocation à l'encontre des islamistes radicaux qui vont en profiter pour se poser en martyrs et en faire ressortir l'aspect injuste ou son caractère discriminatoire.

- «*On ne fait pas beaucoup de contrôles sinon il y a longtemps que ça aurait mal tourné. Les contrôles des femmes voilées sont un sujet sensible car certains fondamentalistes essaient de mettre le feu aux poudres*», confie un syndicaliste de l'Unsa-police.

Chez Synergie-officier, on rappelle qu'avant même que la loi ne soit votée le syndicat avait déjà tiré la sonnette d'alarme: «On avait dit précisément que ce serait difficile à faire appliquer les jours de marché à Trappes, insiste Patrice Ribeiro, le secrétaire général adjoint. C'était prémonitoire!»

«*Dans certaines banlieues, nous observons que des groupes veulent faire monter l'Islam radical pour déstabiliser la République*», ajoute Christophe Crépin, secrétaire général adjoint de l'Unsa-police, qui insiste sur la nécessité de «*ne pas faire d'amalgame entre la majorité des croyants qui vivent tranquillement et ces islamistes radicaux qui font des provocations, créant une situation très grave*».

Un point de vue partagé par Unité SGP Force ouvrière, qui résume ainsi la situation: «*Les contrôles se déroulent mal quand les contrôlés le veulent et qu'ils en font un acte militant, assure Nicolas Comte. Certaines contrevenantes sont d'ailleurs des multirécidivistes qui ont choisi de ne pas appliquer la loi.*» Une Niçoise a ainsi 29 PV à son actif. Selon le policier, l'escalade est souvent le fait de l'entourage de la femme contrôlée, comme ce fut le cas à Trappes.

Synergie-officier présente ainsi le casse-tête auquel sont confrontées les forces de l'ordre: «*Nous ne devons pas créer plus de trouble que ce que nous sommes chargés de réprimer, explique Patrice Ribeiro. Mais les radicaux cherchent à méduser les forces de police pour qu'il n'y ait plus de contrôles. Or il ne faut surtout pas céder. Si on cède sur ce sujet, on devra ensuite céder sur d'autres*.» lefigaro.fr 21.07

Il faudra "*céder*" sur quoi, qui est responsable de cette situation ?

Il est établi que c'est l'Etat et son plus haut représentant à l'époque, N. Sarkozy, qui porte la responsabilité de cette criminalisation qui s'étant à toute la population originaire du Maghreb ou d'Afrique, à tout musulam qui se sent visée directement ou indirectement, qui par solidarité ou crainte des islamistes radicaux soutient ces femmes. On doit ajouter Hollande qui n'a pas aboli cette loi.

Un internaute apporte une précision : "*Le niqab est le symbole des pétromonarchies absolues, corrompues, et misogynes alliés des lobbies étasuniens. Comptant sur l'islam pour endormir les banlieues. Sarkozy a rejoué le sermon du Latran devant le roi d'Arabie saoudite*."

Effectivement, Sarkozy, mais aussi Hollande, Fabius, Le Drian en soutenant des régimes soumis à une lecture rigoriste, fanatique du Coran, régis par la charia, piétinant les droits les plus élémentaires des femmes, n'ont fait qu'encourager la propagation de la doctrine féodale et ultra réactionnaire wahabbiste ou salafiste en France.

Cette criminalisation ne s'arrête pas à cet aspect-là, elle porte sur l'ensemble des étrangers présents en France sur la base du faciès. Et les premiers à en faire usage est la police. La preuve.

- Tous les Trappistes interrogés évoquent des contrôles d'identité qui ne visent "*que les musulmans*", une atmosphère islamophobe propre à Trappes, selon eux.

Le préfet des Yvelines a confirmé que ce département détenait le record de contrôles d'identité visant des femmes voilées.

Fatiha Bouarahouane, 32 ans, se désole "*C'est sûr que ça va reprendre. Mais c'est cinquante-cinquante, la police cherche aussi. Quand on est contrôlé cent fois, la 101e fois, ça pète !*". (source : lemonde.fr 19.07)

Le problème avec cette loi, pour la faire respecter diront les policiers, ils peuvent vous contrôler 1000 fois s'ils le décident, et il est certain qu'à un moment donné vous n'en pourrez plus et vous exploserez, ils vous auront poussés à bout pour que vous commettiez l'erreur qu'ils attendaient depuis longtemps, prétexte qui leur permettra ensuite de vous réprimer et vousprésenter comme des délinquants, des voyous, des ennemis de la République, etc.

Les pyromanes ou communautaristes.

Les représentants dits modérés de l'islam intrumentalisent l'arriération des masses issues de l'immigration sur fond de misère sociale et de discrimination raciale au profit de la religion ou de l'obscrurantisme le plus noir, ils contribuent à les jeter dans les bras des islamistes radicaux qui les endoctrinent sur la base d'une lecture étroite, rigide ou intolérante, haineuse, guerrière des textes qui tiennent de supports doctrinaires à cette religion.

Le Collectif contre l'islamophobie en France est évidemment intervenu pour soutenir cette femme et son époux, au lieu de leur rappeler qu'elle aurait dû accepter de lever son voile comme les policiers lui avaient demandé, pire, il s'est fait l'écho d'un islamisme rigoriste incompatible avec le principe républicain selon lequel la loi s'applique à tout citoyen sans exception, à savoir que tout entrave à la vérification ou l'établissement de l'identité d'une personne constitue un déli et passible de poursuite judiciaire.

- La version policière a été infirmée par celle de la jeune mère de famille, qui a expliqué dans un communiqué transmis au Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) avoir "*subi une injustice de la part de la police*", qui aurait aussi bousculé sa mère et insulté son mari.

Le président de l'Observatoire de l'islamophobie, Abdallah Zekri, s'est dit "*révolté par ces propos inadmissibles*" (de M. Le Pen. - ndlr) et "*ces amalgames qui mettent de l'huile sur le feu*". Sans se prononcer sur le fond de l'affaire, il a appelé au calme.

Avant cette loi du 11 octobre 2010 (n° 2010-1192) rien ne distinguait cette femme d'une autre, il aurait très pu s'agir d'un homme si la mode en était venue à porter une cagoule ou un masque, on pourrait citer aussi les femmes indiennes qui se drappent parfois la tête et le visage dans leur sari qu'elles soient croyantes ou non, c'est le cas parfois de mon épouse, l'été pour se protéger du soleil quand elle sort.

Avant cette loi, toute personne qui refusait d'une manière ou d'autre de décliner son identité à la demande d'un officier de politice était emmenée sur le champ au commissariat ou à la gendarmerie le temps de l'établir ou de la vérifier auprès du fichier central du ministère de l'Intérieur. Le fait de masquer son visage constituait déjà une entrave à l'établissement de l'identité d'une personne, par exemple le refus de retirer son casque intégral lors d'un contrôle de police.

Cette règle s'appliquait à l'ensemble des citoyens sans distinction, elle était suffisante et il n'était pas nécessaire de créer une nouvelle loi qui de toute évidence était uniquement destinée à stigmatiser une certaines catégories de femme, les femmes musulmanes portant le niqab ou la burqa.

Il suffisait de demander à cette femme de lever son voile un instant pour vérifier que la photo qui figurait sur ses papiers d'identité correspondait bien à son visage et l'affaire était réglée en une seconde, en cas de refus elle devait accompagner les policiers au commissariat de police pour éventuellement, soit lui intimer l'ordre de lever son voile, soit procéder à un relevé d'empreintes digitales pour confirmer son identité.

En conclusion, l'Etat ou le législateur stigmatise une couche minoritaire de la population qu'il jette en pâture à l'opinion publique immature, conditionnée, manipulée, arriérée ou ignorante, les communautaristes qui ont pignon sur rue en profitent pour justifier leur discours islamiste radical et recruter, les gauchistes en rajouteront une couche histoire de les encourager car selon eux à partir du moment où vous êtes immigrés ou issus de l'immigration vos droits sont supérieurs à ceux du reste de la population, de son côté le PS compte les points et spécule sur la montée du FN pour se poser en sauveur suprême des principes de la République lors des élections de 2014, imposer le vote utile pour sauver les meubles, l'UMP tient un discours raciste ou sécuritaire proche ou similaire à celui du FN, tandis qu'à l'arrivée c'est l'ensemble de la population qui est perdante puisque le principe élémentaire d'égalité a été bafoué par le législateur

Un complément rédigé plus tard hier soir et ce matin.

Cette loi a ouvert la boîte de Pandore et libéré tout ce que la police compte de racistes qui n'hésitent pas à s'en servir pour assouvir leur haine des immigrés, des Maghrébins en particulier. Un rapport le confirme.

- Selon un rapport récent de l'observatoire de la laïcité, 705 contrôles ont été effectuées depuis avril 2011, dont 423 concernant des femmes entièrement voilées. 661 verbalisations ont été établies.

Toujours d'après ce rapport 30% des contrôles (204 sur 705) ont été réalisés dans les départements de la grande couronne parisienne, dont 130 contrôles dans les Yvelines. AFP 20.07

C'est de l'acharnement de toute évidence, leurs proies sont repérables de loin, ils n'ont plus qu'à fondre dessus, sortir leur carnet de PV et verbaliser, quelle aubaine pour augmenter facilement leur prime au rendement !

La loi qui existait avant 2011 était suffisante et s'appliquait à tous sans distinction, toute personne faisant obstruction à son identification par un agent de police pouvait être menée sur le champ au commissarait pour être prise en photo et faire l'objet d'un relevé de ses empreintes digitales et retenus pendant 4 heures.

Cette loi doit être abrogée, ainsi l'argument selon lequel les femmes musulmanes portant le voile intégral feraient l'objet de discrimination disparaîtrait, et les islamistes radicaux seraient du même coup privés d'un argument qui leur permet aujourd'hui de prétendre que les femmes musulmans (voilées) subiraient un traitement particulier par rapport aux autres femmes.

Pour notre part, il n'y a aucune contradiction à défendre un principe républicain, dès lors que l'on combat pour abattre le régime en place qui le bafoue ou pour une République sociale.

Quant à cette pratique qui consiste à se vêtir d'une burqa ou d'un niqab, elle est rétrograde, féodale ou barbare, elle peut témoigner de plusieurs états quand elle a été adoptée librement : d'une profonde arriération ou ignorance, d'une grande confusion, d'un complexe d'infériorité exacerbé, d'une conception des droits de la femme particulièrement restrictive...

Rappelons très rapidement, si j'ai bonne mémoire, qu'elle fut adoptée à une époque très lointaine il y a quelque deux mille ans en arrière pour distinguer les femmes "*pures*" des prostituées... Est-ce à dire que les femmes qui portent la burqa ou le niqab considèrent les autres femmes comme des putains ? Je ne le pense pas, par contre c'est sans doute l'avis de leurs tyrans d'époux lorsqu'ils les incitent ou les obligent à porter ce déguisement, ce sont de grands frustrés qui soustraient ainsi leur butin au regard pervers des autres hommes, des cas pathologiques assurément. Il y aurait tant à dire à ce sujet. Toutes les pratiques religieuses quelle que soit la religion sont marquées du sceau de l'oppression.

Quand j'étais gosse mes parents avaient la "*bonne*" idée de me scolariser dans des écoles privées confessionnelles catholiques, je devais aller au catéchisme et à la messe le dimanche matin. Dans l'église, debout, assis, à genoux, debout, assis, à genoux, debout, assis, à genoux pendant une heure environ, je trouvais cela stupide, je n'en ai jamais compris le sens, je me disais simplement que l'autoritarisme dont faisait preuve mon père à la maison se poursuivait à l'église, l'horreur quoi. Le seul bon côté de l'affaire, c'était qu'au lieu de donner à la quête les quelques pièces de monnaie que ma mère m'avait données, j'en profitais pour m'acheter des bonbons !

Et puis il y a énormément d'hypocrisie dans le traitement qui est fait des problèmes causés par les islamistes radicaux ou des religieux musulmans au comportement asocial ou qui piétinent les valeurs de la République. La gauche et l'extrême gauche laissent sciemment le terrain libre à la droite et à l'extrême droit ou pire les soutiennent, les islamistes radicaux. M. Le Pen a dénoncé les prières dans la rue qui de fait en interdisaitent l'accès, perturbait la circulation... Nos gauchistes de service n'ont pas relevé ou pour la traiter d'islamophobe ou de raciste. Les gauchistes sont les aiguillons de l'extrême droite.

Lors des deux dernières semaines qui viennent de s'écouler, à deux reprises je n'ai pas pu me promener le soir sur la voie publique, le chemin en terre qui fait office de rue et qui longe le lotissement où j'habite. Parce que le brahmane du temple situé là avait organisé une fête. Arrivé à la hauteur du temple la foule avait envahi les lieux de telle sorte que nous avons dû rebrousser chemin. Le lendemain et depuis ce chemin à cet endroit-là est devenu une véritable poubelle et ne sera jamais nettoyé, seul le vent au fur et à mesure dispersera papiers, sacs plastique, gobelets, bouteilles, emballages d'encens, de glaces, restes de guirlandes, etc. Que devrais-je dire ? Bravo, continuez, faites comme si les riverains n'existaient pas, vivre dans un pays transformé en décharge est un vrai bonheur! J'ai oublié de vous dire que pendant deux jours j'ai dû me cloîtrer chez moi fenêtres fermées, parce les hauts-parleurs du temps hurlaient et m'empêchaient de travailler, le temple est situé à trois cent mètres de chez moi.

La simple notion de respect est aujourd'hui battu en brèche. Pourquoi ? Parce que l'Etat ne respecte pas nos droits élémentaires ou fondamentaux, c'est lui (et la classe dominante) qui donne un épouvantable exemple au reste de la société, qui ne respecte pas le droit au travail, à vivre décemment de son travail, de se loger, de se soigner, d'étudier dans de bonnes conditions, etc. mais qui par contre respecte les droits des banquiers voyous et autres rentiers, parasites qui se gavent sur notre dos, qui soustraient leurs profits à l'impôt ou pratiquent l'évasion fiscale à grande échelle, profitent des paradis fiscaux. Du coup la notion de respect et même de droit ne veut plus rien dire, chacun peut l'interpréter à sa guise et l'imposer aux autres qui ont tout juste le droit de la fermer sous peine d'être accusés d'être intolérants, racistes, etc.

Au nom de l'égalité je peux t'imposer mes valeurs, mes principes, etc. qui valent bien les tiennent, et si elles ne sont pas conforment à ceux de la majorité, c'est à elle d'en changer, de s'y faire, etc. c'est ainsi que toutes les valeurs tous les principes démocratiques

ou humanistes que la civilisation humaine a mis tant de siècles à conquérir perdent leur légitimit et sont détruits. Au profit de quoi ? Mais de l'obscurantisme, de la barbarie, de la guerre civile qu'alimente sans cesse le régime en place pour assurer sa survie, il en est rendu là pour se maintenir, jusqu'à quand ? Le renverser est devenu urgent... On y reviendra plus tard.

Tout cela m'a inspiré un article (inachevé).

Je n'aime pas la police, vous n'aimez pas la police, nous n'aimons pas la police, mais nous avons besoin de la police pour ne pas vivre dans une société livrée à la loi de la jungle. Seuls les gauchistes s'y plairaient !

Je n'aime pas leur République, vous n'aimez pas leur République, nous n'aimons pas leur République, mais nous revendiquons les valeurs de la République pour renverser l'ordre établi.

Je n'aime pas la religion, vous n'aimez pas la religion, nous n'aimons pas la religion, mais la religion est nausive que la théologie du néolibéralisme qui a adopté le nihilisme. Le wahabbisme, le salafisme et le takfisme sont des ennemis de l'islam, je le signale en passant, c'est la version sioniste arabe ou néolibérale.

J'aime les femmes, vous aimez les femmes, nous aimons les femmes, nous avons besoin des femmes.

Et si j'étais une femme je dirais que j'aime les hommes, que vous aimez les hommes, que nous aimons les hommes, nous avons besoin des hommes.

Dans chaque cas nous sommes complémentaires, mais ils ont fait en sorte qu'on soit concurrents. Ce n'est pas nouveau, certes, mais ils ont fait plus fort, dans le cas des valeurs et des principes ils ont ressuscité l'absence de valeurs ou de principes qu'ils nous opposent. Toute valeur, tout principe, toute règle une fois énoncé serait légitime du seul fait qu'elle ait été prononcée ou émise, et nous devrions les respecter sans nous demander si ils incarnent l'inconscience, la soumission, l'oppression, la barbarie ou au contraire, la conscience, la connaissance, l'émancipation ou la liberté. Au nom de l'égalité, ils se valent.

Le même principe appliqué aux hommes et aux femmes aboutit au constat que les hommes et les femmes n'existent plus, les femmes ne sont plus nécessaires aux hommes et les hommes ne sont nécessaires aux femmes. Appliqué aux enfant, ils n'ont plus besoin d'une mére et d'un père. Appliqué à la philosophie, à la religion, aux sciences sociales ou à la politique, cela se traduit par l'absence de connaissances absolues qui constitue la seule certitude admise. (A suivre je n'ai plus le temps.)

Quand le pouvoir de l'oligarchie financière a pour modèle une monarchie absolue.

- Un nouveau monarque pour les Belges... Mais à quoi servent les rois ? - Francetv info

A se poser ce genre de questions :

- Match République - monarchie en Europe : vaut-il vraiment mieux être un citoyen qu'un sujet ? - Atlantico.fr

Esclave, serf ou salarié on demeure un esclave mais auréolé de la démagocratie on s'en contente...

Pour ce que cela change ou les petites vertus de la démocratie dénaturée...

- Six Grecs sur dix d'accord pour licencier des fonctionnaires - L'Expansion.com

Les Grecs sont sans pitié pour leurs fonctionnaires. Une large majorité juge nécessaires des licenciements dans la fonction publique selon un sondage rendu public dimanche, quelques jours après le vote, contesté par des milliers de manifestants, d'un plan de réorganisation de l'administration. Les partisans des licenciements dans la pléthorique administration grecque sont 60,6% contre 36% d'opposants.

Si quelque 70% des sympathisants de la Nouvelle-Démocratie (droite) et du Pasok (socialiste), les deux partis de la coalition au pouvoir, approuvent la solution du licenciement, ils sont également 47,4% à la juger nécessaire parmi les sympathisants du parti de gauche radicale du Syriza

Dans ce sondage publié par l'hebdomadaire To Vima, 64,5% des personnes interrogées se disent aussi favorables à la fin de l'inamovibilité des fonctionnaires. L'Expansion.com avec AFP 21.07

Un internaute.

- "*Coluche disait le chômage chez les autres, c'est la crise, chez soi, c'est une catastrophe. Il en est de même des licenciements. Les Grecs devraient penser qu'après les fonctionnaires, c'est à dire quand il n'y en aura plus, il n'y aura plus de bouc émissaire, alors ce sera leur tour : la catastrophe !*"

Qu'on se le dise camarades, nos dirigeants se chargent de faire les questions et les réponses, le prolétariat est révolutionnaire, le plus sérieusement (ou furieusement) du monde... Le problème, c'est qu'il n'en a pas conscience et on ne fera rien pour qu'il en prenne conscience, la lutte, la lutte, la lutte, le bout de gras, le bout de gras, le bout de gras...

Ou alors la civilisation humaine ne s'est pas développée pour conquérir la liberté, ce serait au-dessus de ses moyens, mais pour mieux s'adapter à son triste sort d'esclave... et disparaître. Quand le bout de gras fond sous le soleil de plomb de l'Acropole, non il ne se transforme pas en or comme l'avaient prédit vos saints dirigeants et prophètes, il ne reste plus que les os !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Des milliers de manifestants, déterminés mais moins nombreux que prévu, se sont rassemblés samedi dans plusieurs villes des Etats-Unis pour rendre hommage à Trayvon Martin une semaine après l'acquittement de son meurtrier et réclamer "*justice et équité*".

"*La mort de mon fils doit apporter des changements dans notre société et contribuer à abroger les lois qui permettent de tuer quelqu'un simplement parce qu'il est considéré comme suspect*", a lancé depuis Miami Tracy Martin, le père du jeune Noir de 17 ans tué en février 2012.

Son meurtrier, George Zimmerman, s'est prévalu du droit à la légitime défense et a été acquitté samedi dernier par un jury de Floride (sud-est).

Mais nombre de manifestants de Miami, qui devait être le point d'orgue du mouvement, ont fait part de leur déception quant à la faible participation. L'événement a d'ailleurs été suspendu une demi-heure après avoir commencé en raison de fortes pluies.

A New York, ils étaient plusieurs milliers à exiger justice sous une chaleur accablante.

Les applaudissements de la foule new-yorkaise ont été les plus chaleureux lorsque l'un des orateurs a cité l'intervention très remarquée de Barack Obama vendredi.

Visiblement très ému, le président américain, premier président noir des Etats-Unis, a souligné qu'il "*aurait pu être Trayvon Martin, il y a 35 ans*".

M. Obama s'est gardé de critiquer le verdict des jurés qui ont estimé que Zimmerman avait agi en état de légitime défense. "*Une fois que le jury a parlé, c'est ainsi que fonctionne notre système*", a-t-il fait valoir. AFP 20.07

2- Syrie

2.1- Le centre national américain de l'antiterrorisme a reconnu l'augmentation du nombre des terroristes qui ont quitté l'Europe et les États-Unis vers la Syrie afin de combattre aux côtés des groupes terroristes armés en Syrie. Cité par le site iranien /Press TV/, le directeur du centre national de l'antiterrorisme, Matthew Olsen, a déclaré que la Syrie est devenue vraiment un champ de bataille pour les "*Djihadistes* " dans le monde, ajoutant que les combattants étrangers quittent l'Europe occidentale et dans certains cas les États-Unis à destination de la Syrie pour combattre y avec "*l'opposition* ". Olsen a exprimé son inquiétude devant la probabilité que ces personnes qui voyagent vers la Syrie seraient plus extrémistes et mieux entraînés, pour regagner ensuite, en tant qu'une partie du mouvement mondiale de "*Djihad*", l'Europe et peut-être les Etats-Unis.

Pour sa part, le coordinateur des Affaires anti-terroristes au sein de l'Union européenne a indiqué que près de /600/ combattants avaient quitté l'Europe vers la Syrie, précisant que ce nombre pourrait atteindre des milliers si on a compté les personnes venant de Balkans et de l'Afrique du Nord. A signaler que, Ramadan Abd al-Altaibov, président de Daghestan par intérim, avait affirmé dans la journée qu'un nombre indéterminé de jeunes daghestanais avaient quitté leur pays pour rejoindre les groupes armés en Syrie. french.irib.ir 20.07

2.2- Mercredi 24 juillet 2013, à 16h, comme l'annonce le site présidentiel, le chef de l'Etat François Hollande, aura un entretien avec M. Ahmad Al-Assi Al-Jarba, 44 ans, président de la Coalition nationale syrienne. Mais qui est ce repris de justice présenté comme vrai opposant au président syrien Bachar al-Assad ? C'est le chef de la tribu des Chemmar, très influente à l'est de la Syrie et présente également en Irak, en Arabie saoudite et en Jordanie. Ils sont… sunnites.

Ils disent, dans la presse mainstream, que, il a été emprisonné entre 1996 et 1998 pour son opposition à Bachar el-Assad. Faux, c'est pour trafic de drogue. Détenu en mars 2011, pour les mêmes raisons, il est ensuite libéré en août 2012. Il profite alors pour s'enfuir au Liban, puis s'installe en Arabie saoudite où, les Saoud font de lui leur homme pour la Syrie et l'envoient au Conseil national syrien (CNS). french.irib.ir 21.07

2.3- Le chef des terroristes de l'Etat islamique en Irak et au Levant dans le nord syrien a été capturé par les kurdes. L'arrestation du terroriste a fait monter d'uncran les combats qui opposent les kurdes syriens aux terroristes nosratistes et qaidistes.

La capture a eu lieu à Tal Abyaz et les combats se poursuivent avec une inetnsité inouie à l'heure qu'il est. deux terrorsiets ont été tués et des dizaines d'autres blessés. la ville frontalière de raas Al Aïn à Hassaka est depuis une dizaine de jours le théâtre de violents accrocahges entre les kurdes syriens et les terroristes qui ont été boutés de nombreuses localités de cette province. Selon le centre des droits de l'homme en Syrie, les membres de "*l'Etat islamique en Irak et au Levant*" ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de déposer une bombe dans une école de Tal Abyaz . Cette arrestation a été le point de départ des accrochages qui se sont amplifiés gagnant plusieurs villes. Les kurdes syriens de l'Union démocratique affirment vouloir "*nettoyer*" leur région de la présence des qaidistes. french.irib.ir 21.07

3- Liban

Le leader du Courant patriotique libre, Michel Aoun, tout en confirmant sa rencontre avec le secrétaire général du Hezbollah, Seyyed Hassan Nasrallah, a réitéré son soutien à la Résistance, face au régime sioniste.

«*Nous avons examiné avec Seyyed Hassan Nasrallah des questions d'ordre général et particulier*», a-t-il indiqué, cité par le site d'information Arabi Press. «*Il existe entre nous des liens amicaux. Nous soutenons la Résistance, face aux menaces quotidiennes du régime sioniste. L'armée libanaise n'est pas prête, actuellement, à se charger de cette mission. Donc, la Résistance doit être préservée, en tant qu'un élément de dissuasion contre Israël*», a-t-il souligné. french.irib.ir 21.07

4- Irak

Suite aux complots tramés par les opposants au gouvernement irakien, en coordination avec les résidus du parti Baath, dans les provinces à population sunnite, les opposants cherchent, maintenant, à faire retourner les anciens baathistes sur le devant de la scène politique de l'Irak. Suhaïb al-Ravi, membre du Conseil du gouvernorat d'al-Anbar, a annoncé, vendredi, que la fraction parlementaire, dirigée par Oussama al-Noudjaïfi, a proposé plusieurs candidats au poste vacant de gouverneur d'al-Anbar, dont Mohammad Mahdi Saleh, un ancien ministre du Commerce du régime de Saddam Hussein. A l'époque de l'embargo économique de l'ONU contre l'Irak, suite à l'invasion du Koweït, par l'armée irakienne, dans les années 1990, Mohammad Mahdi Saleh était ministre du Commerce, pendant 13 ans.

La province d'al-Anbar se situe au Sud-Ouest de l'Irak, et sa population est, majoritairement, sunnite. Al-Anbar est la plus grande province de l'Irak, et le foyer, depuis un an, des opposants au gouvernement du Premier ministre Nouri al-Maliki. Ces opposants, proches des milieux baathistes, prétendent que le gouvernement de Bagdad soutient les Chiites et viole, systématiquement, les droits de la communauté sunnite. Il est à noter que, dans les manifestations des partisans de ce courant, les participants portent souvent le drapeau de l'Irak de Saddam Hussein, tandis que les résidus du parti Baath sont, également, présents, parmi les manifestants. Ces derniers mois, les activités des opposants au gouvernement du Premier ministre Al-Maliki, dans les régions à population sunnite, dont Al-Anbar et Ninive, ont obligé le gouvernement à retarder de deux mois la tenue des élections des Conseils municipaux, dans ces provinces. A Al-Anbar, province à population, majoritairement, sunnite, la coalition dirigée par le Président du parlement, Oussama al-Noudjaïfi, a obtenu la majorité des sièges du conseil provincial. Les autres sièges ont été remportés par d'autres partis de l'opposition au gouvernement de Nouri al-Maliki. En effet, la composition du Conseil de la province d'al-Anbar montre que les opposants sont majoritaires et qu'ils se préparent à appeler les anciens baathistes à les rejoindre, en se chargeant des postes administratifs.

Ces courants politiques préfèrent que l'Irak retourne en arrière, car ils estiment que les réformes politiques et sociales qui ont été appliquées, après la chute de Saddam Hussein, leur sont défavorables. La décision de nommer un ancien ministre du Commerce de Saddam Hussein au poste de gouverneur de la province d'al-Anbar s'explique dans ce sens. french.irib.ir 21.07

5- Arabie saoudite

Bénéficiant d'un soutien total des Etats-Unis, le roi saoudien envisage d'abdiquer au profit de son fils, c'est ce qu'a rapporté le site d'information palestinien, Al-Manar.

Toujours selon cette dépêche, le roi Abdallah envisage de transférer le pouvoir héréditaire des Al-e Saoud à son fils, Motab Ben Abdallah. Pour ce faire, des dizaines d'officiers de l'état-major du commandement de l'armée saoudienne devront être limogés. Auparavant, le quotidien français, "Le Figaro", avait fait état des changements imminents, en Arabie saoudite. french.irib.ir 21.07

6- Koweit

Depuis deux ans et demi, ce sont le Qatar et l'Arabie saoudite, soit deux principaux bailleurs de fond du terrorisme salafo wahhabite en guerre en Syrie qui monopolise les analyses : or le site d'information National Interest fait en trer en scène un troisème protagoniste qui ne fait pas parler de lui, le Koweit. L'opposition koweitienne, salafiste jusqu'à la moelle , se démène depuis 2011 pour collecter des fonds à l'intention des terroristes en guerre contre Assad. Des millions de dinars koweitiens ont été ainsi collectés puis envoyés en Turquie et en Jordanie avant d'intégrer le circuit de financement des terroristes. Le ministre koweitien des AE a d'ailleurs trouvé le mot qui " *convient*" pour justifier ce soutien aux terroristes : " *les koweitiens sont disponibles pour porter toute aide humanitaire aux Syriens qu'ils soient à l'Etranger ou à l'intérieur du pays*".

A la différence du Qatar et de l'Arabie saoudite, le Koweït agit en toute indépendance dans le dossier syrien! le Koweit n'est pas entré en connexion avec les Américains ou les turcs pour financer les terroristes. c'est via les personnalités parlementaires et au nom de l'opposition à l'occident que le Koweït finance le terrorisme. La grande campagne de collecte de fond lancée par un groupe de députés salafistes koweitiens joue d'ailleurs un rôle singulier et finance 12000 terroristes salafistes en guerre en Syrie. Docteur Walid Tabatabï est l'un de ces députés qui pense depuis peu d'envoyer des missiles anti aériens au lieu d'argent. L'aide koweitienne à la prolongation de l'effusion du sang en Syrie s'effectue par des canaux officiels, chose singulière dans la mesure où l'Arabie saoudite et le Qatar aident les terroristes syriens en parfaite coordination avec la Turquie, la France, la Grande Bretagne, les Etats Unis, la Jordanie. Qui sont les principaux clients des Koweïtiens? Al Nosra, Ahrar al Caam; Al Qaida absorbent le gros des aides financières koweitiennes ..... pas si pacifique que cela l'émir koweitien! french.irib.ir 20.07

ECONOMIE

France

C'est une pratique méconnue que le sénateur Jean Arthuis met en lumière : les 5 groupes de grande distribution français pratiquent l'évasion fiscale. Selon le sénateur UDI de la Mayenne, Leclerc, Carrefour, Système U, Auchan, et Intermarché prendraient en effet une commission aux industriels qui veulent vendre dans ces enseignes.

La procédure serait bien rodée. Quand un industriel français vend ses produits à un groupe de grande distribution français, il serait obligé de verser à ce groupe une commission de 2 à 5% du montant de la vente. Officiellement, cette somme servirait au développement de la coopération internationale entre l'industriel et la grande surface, mais en réalité, derrière cette procédure se cacherait de l'évasion fiscale. Les enseignes de grande distribution, elles, nient tout en bloc.

Le sénateur propose donc de rendre transparent ces opérations et d'obliger les groupes de grande distribution à rapatrier les sommes en France dans un amendement déposé dans la loi sur la fraude fiscale, en débat au Sénat ce mercredi. « *Je voudrais que l'on brise l'omerta* », demande Jean Arthuis sur RMC. « *Ces contributions perçues par les groupes hors du territoire national seront réintégrées dans les bénéfices imposés ici en France. Il suffit d'aller voir chez les fournisseurs ce que sont ces factures, à qui elles sont payées, et au profit de quels groupes. Or, les sommes en cause, ce sont entre 2 et 4 milliards qui sortent du territoire national, alors même que les fournitures, depuis un site industriel français, sont livrées sur un lieu de vente en France* ». (source RMC - .wikistrike.com 19.07

Haut de page

Le 23 juillet 2013

CAUSERIE

Il semblerait à la lecture de nouveaux articles sur la situation en Egypte et son développement, que j'aurais commis une erreur d'appréciation ces derniers jours sur les forces qui soutiennent les Frères musulmans ou qu'ils parviennent à mobiliser, dont acte. J'y reviendrai demain, je n'ai plus le temps aujourd'hui.

Dans cette causerie on aborde une nouvelle polémique, un terrain pourri comme l'on dit, mais nous ne nous défilons pas,

j'expère seulement avoir interprété correctement les données que j'ai récoltées dans une dizaine d'articles. J'ai horreur du mensonge, tout autant l'hypocrisie et la lâcheté.

ACTUALITE EN TITRES

Un record largement sous-estimé !

- 68.569 détenus au 1er juillet en France, un nouveau record AFP

- Marseille: un mort dans un nouveau règlement de comptes à la Kalachnikov - L'Express.fr

- Marseille : poignardé pour avoir refusé de donner une cigarette - LePoint.fr

- Paris: un homme poignardé à quatre reprises pour avoir klaxonné au feu rouge - L'Express.fr

Dommage, ils deviennent plus bavards en prison !

- Patrimoine des députés: plus de prison en cas de divulgation - AFP

Le pouvoir de la dette.

- La dette publique dépasse 160% du PIB en Grèce, 130% en Italie - AFP

- Portugal: le gouvernement garde le cap de l'austérité - AFP

- Portugal: bonne réaction des marchés à la stabilisation politique - AFP

Les syndicats des entreprises d'armement doivent s'en réjouir.

- France: les exportations d'armement en forte baisse - AFP

- La France signe un contrat militaire de 700 millions avec Abou Dhabi - L'Expansion.com

Suite. Grâciée, mais coupable !

- Dubaï : coupable d'avoir été violée, mais finalement grâciée - euronews.com

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Formidable instrumentalisation des masses.

Je précise que j'ai écrit cet article à partir des éléments en ma possession qui y figurent. Ils datent d'hier après-midi au plus tard, décalage horaire oblige.

Sur la base d'un article de presse relatant de manière incomplète ou partiale des faits manifestement tronqués, rendant compte sciemment de façon déformée la réalité, la présomption d'innoncence a été refusée au maire de Cholet (UDI) qui a littéralement été exécuté par les procureurs généraux qui concourent à transformer la France en une dictature.

Les faits.

Des gens du voyage s'installe illégalement sur un terrain de la commune de Cholet. Le maire leur rend visite pour leur notifier qu'ils vont devoir déménager conformément à la loi, ils l'accueillent en lui faisant le salut nazi. Donc, ils l'ont comparé à Hitler ou aux nazis ou l'ont traité de la même manière.

Le maire de Cholet ne répond pas à cette provocation ou insulte ignoble.

Accompagné de plusieurs personnes dont des journalistes, il va tenir un discours à voix basse qui tombera dans l'oreille d'un des deux journalistes présents qui va ensuite se livrer au montage infâme qui est à l'origine de cette polémique.

- L'élu a expliqué avoir marmonné, dans le campement, «*que si c'était Hitler, il les tuerait ici, l'air de dire ils ont de la chance que je ne sois pas Hitler*». «*Le journaliste se rapproche, dit "quoi? Hitler en a pas tué assez?" Je répète sa phrase étonné et j'embraye après. Tout ça est un montage scandaleux*», a poursuivi le député-maire.

Le rédacteur en chef du Courrier de l'Ouest, Bruno Geoffroy, précise que M. Bourdouleix a expliqué avoir dit que "*malheureusement, Hitler, il les tuerait ici*". "*Je ne dis pas qu'il aurait bien fait, je dis seulement que, quelque part, ils ont de la chance, personne ne va les tuer*", a-t-il ajouté.

«*Ce n'est pas moi qui ai fait référence à Hitler, ce sont les gens du voyage qui m'ont traité d'Hitler en me faisant le signe nazi*», a également assuré Gilles Bourdouleix. «*On traite un élu d'Hitler, ça ne choque personne, ni M. Borloo ni personne*», a-t-il regretté. Il a indiqué qu'il maintenait sa plainte contre le journal pour diffamation, atteinte à l'honneur et à l'image.

Qualifiant l'enregistrement de «*règlement de compte*», l'élu a expliqué que le journaliste, après coup, «a bidouillé un enregistrement», dans lequel il y a «*des coupures*», «*en me faisant dire des propos que lui-même venait de me dire et que j'ai répétés, étonné, qui ne correspondaient pas à ce que j'avais dit*», a assuré Gilles Bourdouleix ce lundi en milieu d'après-midi.

«*J'ai le témoignage enregistré d'un autre journaliste du Courrier de l'Ouest qui m'a dit que c'était un bidouillage de sa rédaction en chef qui avait voulu me nuire*», a-t-il également indiqué, sans vouloir communiquer cet enregistrement. 20minutes.fr 22.07

En résumé, il se fait traiter de nazi, il répond que par chance pour eux il n'est pas nazi, mais que par contre s'il l'avait été il les aurait fait excécuter, cela va de soi puisque les nazis ont liquidé quelque 200.000 tziganes. Pas de quoi fouetter un chat, sauf pour une saloperie de journaliste ou son patron. On apprendra par l'AFP que le Courrier de l'Ouest a perdu plusieurs procès contre Gilles Bourdouleix qui dénonce un "*règlement de compte*", c'est possible, peu importe.

Questions.

Où a-t-il dérapé ? Nulle part.

A-t-il manifesté son soutien aux méthodes nazis ? En aucune façon.

Est-il à l'origine de la référence aux nazis ? Absolument pas.

Mieux, il a réagi à juste titre en s'estimant insulté d'être comparé aux nazis, de ce fait il a été déclaré coupable pour avoir été la victime d'une insulte insupportable et avoir osé s'insurger contre cet outrage immonde !

En remontant plus loin, c'est cette loi, c'est le législateur qui a été traité de nazi, le maire de Cholet agissant uniquement en son nom, il n'a fait qu'agir conformément à sa fonction ou son mandat d'élu municipal ou représentant de l'Etat. C'est donc l'Etat, le législateur, la loi et en dernier lieu celui qui les représente qu'ils ont traité de nazi.

Pouquoi c'est extrêmement grave ? Parce que nous ne vivons pas sous un régime nazi et cet amalgame contribue à banaliser le nazisme. Que tout ce que compte le pays d'ignares, de vermines, de parasites, de gauchistes prennent partie contre ce maire et légitiment du même coup cet amalgame ne tient pas du hasard, à l'heure ou la dictature de l'UE est en passe de franchir une nouvelle étape (décisive) avec la réalisation du marché unique transatlantique Etats-Unis-Union européenne.

Donc c'est lui qui va être lynché par tout ce compte le pays d'illusionnistes, de charlatans, de faussaires, deprofessionnels de la manipulation et de l'instrumentation des faits qui se prétendent démocrates, républicains, anticapitalistes, révolutionnaires, socialistes ou communistes, anarchistes et qui n'ont de cesse de fournir des arguments à l'extrême droite parce que cela sert finalement leurs intérêts. Comment cela ? Mais voyons parce qu'ils sont tous liés au régime, c'est lui qui les nourrit, y compris les charognards en l'occurrence !

La gauche et l'extrême gauche, les gauchistes, ne peuvent se donner bonne conscience ou tirer profit de leur combat politique contre le régime en place puisqu'en réalité ils le soutiennent de la pire des façons en spéculant sur les décombres de la démocratie qu'ils contribuent chaque jour un peu plus à démolir, ils ont la même mentalité que les détrousseurs de cadavres, contrairement à nous qui refusons tout compromis avec le régime et qui profitons de toutes les atteintes à la démocratie dans ce pays pour affirmer la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, la totalité des institutions financières et politiques du capital, ce que sont incapable d'envisager tous ces partis corrompus ou

contre-révolutionnaires, antisocialistes. Ils sont en train de creuser notre tombe, celle du mouvement ouvrier...

La méthode de la victimisation employée par les représentants des gens du voyage est odieuse, elle doit s'inspirer des sionistes qui se servent de la Shoah pour mener leur guerre contre les Palestiniens, contre le peuple syrien combattant pour le maintien de sa souveraineté, pour légitimer leur politique impérialiste à travers le monde au nom des intérêts du peuple juif dont ils sont en réalité les bourreaux.

Les représentants des gens du voyage pratiquent la provocation pour justifier leur statut au sein de leur communauté ou le faire valoir auprès des autorités, sans ce soucier des difficultés inutiles qu'ils vont contribuer à créer à leur communauté et qu'ils vont pouvoir exploiter par la suite. Ils se posent en défenseur de leurs droits qu'ils décrètent supérieurs à ceux du pays dans lequel ils séjournent, exposant leur communauté à la vindicte publique et à la répression, à des poursuites judiciaires.

De son côté, l'extrême droite va une nouvelle fois pouvoir se poser en défenseur de la loi, de la République, de l'Etat, du peuple, en dernier recours pour faire respecter le droit, une fois le maire dépossédé de ce droit par ceux qui font la courte échelle au FN, ainsi la boucle de la pire réaction est bouclée.

Ce qui concourt à faire monter l'intolérance et le racisme en France parmi la population, ce n'est pas seulement la crise sociale, mais la discriminalisation qui est pratiquée systématiquement par les représentants de l'Etat et leurs larbins de gauche et d'extrême gauche en faveur de minorités, au détriment des droits de la majorité qui sont bafoués ou relégués au second plan.

Du coup la majorité se dit victime d'une injustice, car elle ne comprend pas de quel droit un traitement de faveur serait accordé à des minorités alors que personne n'accordent d'attention à ses problèmes, elle va en rendre responsable ces minorités à défaut de pouvoir se retourner contre l'Etat et l'engrenage qui va conduire à des actes d'intolérance ou cariste est mis en route.

J'ai deux exemples qui me concernent directement à vous proposer. Je vis en Inde comme vous le savez, il arrive parfois, assez souvent même, que lorsque je me rends dans un bureau de l'administration des employés m'apercevant faisant la queue comme tout le monde me font signe de les rejoindre pour traiter mon cas avant tous les Indiens qui atttendent leur tour patiemment, évidemement je refuse, je dois être traiter comme n'importe qui, je refuse un traitement de faveur et puis quoi encore, il faudrait avoir une mentalité de colon pour accepter et ce n'est pas mon cas. Chez bien des commerçants le même scénario se produit, je refuse à chaque fois et j'attends mon tour.

Quand mon épouse est retournée en France et a été opérée du coeur, les services sociaux d'Aubagne l'ont prise en charge et en quelques semaines ils lui ont procuré une HLM. J'ai été scandalisé, j'ai sermonné mon épouse, je lui ai dit ceci en substance : tu te rends compte de ce que tu as fait, il y a des gens qui attendent une HLM depuis des années et toi tu débarques et tu passes devant tout le monde, ce n'est pas normal, je comprends ta situation, mais tu dois aussi comprendre pourquoi les gens deviennent racistes car tu as bénéficié d'un traitement de faveur qui leur est refusé, ils ont de quoi être mécontents ou très en colère.

Cela fait près de 20 ans que je vis à Pondichéry, jamais je n'ai fait l'objet d'un contrôle d'identité, y compris quand je conduis ma moto alors que les frics procèdent tous les jours à des vérifications, permis de conduire, assurance, etc. d'ailleurs c'est bien simple, quand je sors je n'ai aucun papier sur moi ! Je suis Blanc, donc je suis réputé être au-dessus des Noirs ou des Indiens, un VIP pour un peu, c'est dingue. J'en ai discuté avec des Indiens, en leur disant que ce n'était pas normal, ils m'ont répondu que j'avais de la chance, oui, d'une certaine manière, mais c'est injuste et cela je ne peux pas le revendiquer car j'ai une conscience.

A qui profite le crime ?

Qui peut croire un seul instant que *Le Figaro* serait animé par des bonnes intentions envers les opprimés ou les plus faibles dans la société ? Est-ce un hasard s'il participe à ce concert de bonne conscience à cent balles ? Qui peut le croire franchement à part les naïfs ou les ignorants ou ceux qui y ont intérêt également ?

- Un maire évoque Hitler face à la présence de gens du voyage - LeFigaro.fr

Pour finir quelques réactions bien intentionnées commentées.

Le préfet du Maine-et-Loire, à la demande du ministre de l'Intérieur, va saisir le procureur de la République pour apologie de crime contre l'Humanité après les propos de Gilles Bourdouleix sur les gens du voyage, a annoncé la préfecture lundi soir dans un communiqué.

"*Quelles que soient les provocations bien réelles et inacceptables dont a été victime le député-maire de Cholet, rien ne justifie pour autant les propos qui auraient été apparemment tenus par ce dernier à en croire le son mis en ligne par Le Courrier de l'Ouest*", explique Jean-Louis Borloo dans un communiqué.

Le député Jean-Christophe Lagarde, secrétaire général de l'UDI et porte-parole du groupe à l'Assemblée nationale avait

demandé l'exclusion de l'édile sur Twitter : La seule sanction possible est l'exclusion de l'UDI qui devra être adoptée lors du Comité Exécutif de mercredi prochain!

(Vous aurez noté que Borloo a utilisé le conditionnel pour la forme uniquement, car le sort de cet adhérent de son parti est déjà scéllé. Ils ne prendront pas la peine de procéder à une vérification ou une confrontation, non, inutile puisqu'ils ont décidé de couvrir cette opération frauduleuse. - ndlr)

Le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone (PS), a déclaré sur son blog : "*Les mots employés par Monsieur Bourdouleix sont abjects et insoutenables. Ils font mal à la France, sont une insulte à notre Histoire et une violence à l'égard de nos valeurs communes. La parole d'un député de la Nation est libre, mais elle n'en est pas moins sacrée. Au nom de la Représentation nationale, je condamne cette outrance avec la plus grande fermeté*".

(Votre "*Histoire*" parlons-en : détruire le pays et transformer le prolétariat en chair à canon pour permettre au capitalisme de surmonter provisoirement une crise au profit des banquiers qui s'enrichiront encore plus et qui imposeront leur loi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale... - ndlr)

Le ministre délégué auprès des Anciens combattants, Kader Arif, a exprimé de son côté sa "plus profonde indignation". "*Au lendemain de la Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux 'Justes' de France, cette déclaration affligeante revêt un caractère d'autant plus consternant*", a considéré Kadir, dans un communiqué. A ses yeux, "*ces paroles viennent nous rappeler la nécessité de lutter au quotidien contre la banalisation des idées porteuses de haine et doivent nous inciter à poursuivre inlassablement le travail de mémoire et de vérité pour dire ce que fut la barbarie nazie*".

(Elle fut financée par les banquiers sionistes que vous soutenez aujourd'hui, les pires racistes et antisémites qui soient ! - ndlr)

David Assouline, porte-parole du Parti socialiste, s'est dit pour sa part "*atterré*" lors d'une conférence de presse. "*Toutes les limites sont dépassées encore une fois. Je fais un appel à toutes les forces républicaines de notre pays, à la responsabilité et à la lutte implacable pour défendre les valeurs de la République en toutes circonstances. Quelles que soient les difficultés auxquelles est confronté notre pays, il y a des idéologies avec lesquelles on ne peut faire aucun compromis, aucune concession, où il ne peut y avoir aucun laisser-aller d'aucun responsable politique*", a plaidé le porte-parole du PS.

(Très très fort, alors que c'est ce maire qui a défendu les valeurs de la République contre ceux qui les piétinent, le PS en tête ! - ndlr)

Les Jeunes socialistes se sont déclarés "*horrifiés par les propos nauséabonds tenus par le député-maire UDI de Cholet Gilles Bourdouleix. [...] C'est la plus abjecte des déclarations qui montre encore une fois la porosité de la droite à l'héritage raciste de l'extrême droite*", déclarent-ils dans un communiqué. "*L'UDI n'a aucune leçon à donner en matière d'exemplarité et suit le chemin de l'extrême droitisation emprunté par l'UMP ces dernières années. Nous appelons Jean-Louis Borloo à exclure immédiatement cet élu de son parti*", concluaient-ils.

(Quand on sait que dans le passé le PS n'a cessé de frayer la voie au fascisme ou à la dictature en Europe ou en Amérique latine notamment au XXe siècle, rappelons que le Front populaire de Blum avait opté pour la dictature militaire de Pinochet au détriment du socialisme. - ndlr)

Yann Galut, député PS du Cher, avait pour sa part estimé que "*les dérapages successifs d'une partie grandissante de la droite, sous l'emprise de la ligne Buisson, gagnent du terrain jusqu'au sein de l'UDI. "Au regard de la gravité des propos tenus par cet élu dans le cadre de ses fonctions, Yann Galut demande au procureur de la République d'étudier la possibilité d'engager des poursuites judiciaires à son encontre*."

(Si on devait juger tous les crimes ou les complicités de crime commis ou à mettre à l'actif du PS et les sections de l'Internationale socialiste depuis un siècle, il y aurait de quoi teinter en brun tous les océans de la planète ! - ndlr)

Martine Billard, coprésidente du Parti de Gauche (PG), a également demandé "*des poursuites judiciaires pour apologie de crimes contre l'humanité*" : "*Dans l'escalade contre les gens du voyage menée par la droite de ce pays, il vient d'atteindre le comble de l'horreur. Un élu qui, indirectement, appelle à l'extermination d'êtres humains n'est pas digne de les représenter dans un mandat électif*", écrit Martine Billard dans un communiqué.

Le Parti de Gauche "*appelle la ministre de la Justice à immédiatement engager des poursuites judiciaires pour apologie de crimes contre l'humanité, souhaite que la justice soit rendue le plus vite possible et que Gilles Bourdouleix soit frappé d'inéligibilité*", ajoute la coprésidente du PG. "*En attendant, la moindre des choses serait qu'il démissionne de ses mandats d'élu*", juge-t-elle.

(Une justice arbitraire, expéditive, un tribunal d'exception digne d'une dictature militaire, voilà ce que réclame cette pourriture. Ce

maire n'a pas "*indirectement, (appellé) à l'extermination d'êtres humains*", vous ne savez pas lire, vous déformez sciemment les faits pour vous faire passer de gauche, alors qu'en temps normal c'est bien de droite que vous êtes, vous venez d'ailleurs de le confirmer magistralement en vous en remettant à l'ONU pour régler la question syrienne. Qu'elles nous permettent tout de même de ne pas considérer les responsables nazis comme des "*êtres humains*" méritant de vivre. Quelle horreur ces gens-là ! - ndlr)

Les associations réagissent également. L'Egam (European Grassroots Antiracist Movment), en lien avec l'Union Française des Associations Tsiganes (UFAT), a ainsi annoncé sont intention de porter plainte contre Gilles Bourdouleix. "*Ces propos résonnent comme une réponse à l'appel à la haine lancé contre les gens du voyage par le maire de Nice Christian Estrosi. Les discours de haine de la part d'élus de la République [...] à l'encontre des gens du voyage se multiplient depuis les déclarations de Jean-Marie Le Pen à Nice contre les Roms étrangers il y a quelques semaines. L'extrême droite a ainsi ouvert une nouvelle 'saison en enfer'.*" Le Nouvel Observateur avec AFP 22.07

(Il a bien fait de l'ouvrir celui-là, Estosi lui a déjà répondu et on se marre à en tomber à la renverse ! - ndlr)

Le député-maire de Nice, Christian Estrosi (UMP), qui avait suscité une polémique récemment sur les tziganes, a qualifié de "*haïssables*" les propos du maire de Cholet. "*Je les condamne avec la plus grande fermeté. Ils constituent une insulte à l'esprit de la République et font offense aux victimes du nazisme auxquelles la Nation doit le devoir sacré de mémoire*", a-t-il dit dans un communiqué. AFP 22.07

Vous avez été excellent monsieur Estrosi, non vraiment, car grâce à vous et sans le vouloir évidemment, il ressort clairement ici que nous sommes en présence d'une machination contre la démocratie et la République.

Machination qui déborde bien au-delà les frontières de la France quand il fait référence aux "*victimes du nazisme*", frontières qui n'existent pour ainsi dire plus au profit de l'Union européenne, où justement les mouvement nazis ont pignon sur rue, en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Grèce notamment ou encore dans les pays baltes, tous les peuples et non une couche de la population de l'UE faisant face à une menace totalitaire plus insidieuse qui les verra bientôt démunis de tout droit social et politique, réussissant là où justement les nazis avaient échoués, nazis qui dans les années 30 paradaient dans les rues de New York, tout rapprochement en 2013 avec les intentions affichées ou la politique de l'Union européenne, du FMI ou de l'impérialisme américain étant particulièrement malvenu, devant être écarté et condamné "*avec la plus grande fermeté*".

Après la Syrie, au tour du Liban. (suite)

Le gouvernement libanais n'a pas été entendu. Ces derniers jours, il avait prévenu l'Union européenne des conséquences politiques d'une inscription du bras armé du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes. Le mouvement chiite joue en effet un rôle de premier plan au sein du gouvernement. "*Cela va affecter malheureusement tout le peuple libanais, réagit Sami Jemayel, député du groupe Phalange. Nous allons tous payer le prix car le Hezbollah est impliqué dans la politique régionale et nationale du Liban*".

Placer la branche armée du Hezbollah sur liste noire, cela signifie geler ses actifs pour perturber son financement. Mais vouloir, dans le même temps, continuer à dialoguer avec ses responsables politiques apparaît illusoire. "*Cette décision ne va pas affecter la résistance, car elle s'exerce sur le territoire libanais et non en Europe, estime Walid Sukkarieh, député du Hezbollah. Nous ne sommes pas un groupe terroriste qui agit en Europe, d'ailleurs le terrorisme est condamné par la religion. Les Européens vont ainsi pousser les partisans du Hezbollah à la confrontation au Liban et dans toute la région*". Le Liban est de plus en plus déstabilisé par l'implication du Hezbollah dans le conflit voisin en Syrie. euronews.com 22.07

Rappel

Le ministre bulgare des Affaires étrangères, Kristian Vigenine, a déclaré que son pays ne tenait aucune preuve certaine de l'implication du Hezbollah dans l'attentat contre un autobus israélien à Burgas.

Selon le ministre, cette affaire ne saurait fonder l'inscription par l'Union européenne du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes. (Réseau Voltaire 07.06.13)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Jeune musulmane de 21 ans, Sadia Saifuddin vient d'être nommée représentante des étudiants de l'Université de Berkeley, en Californie. Cette nomination lui permettra de participer aux discussions concernant la vie des étudiants de l'une des plus grandes et prestigieuses universités au monde.

C'est la première fois qu'une musulmane, qui plus est, voilée a été nommée par le Conseil. " *Ma foi est une grande partie de ma vie. Ce que j'aime le plus dans l'islam, c'est qu'il prêche la tolérance et l'amour (…)* » avait-elle affirmé pour le quotidien Los Angeles Times.

Cependant, une polémique est née suite à cette nomination, non pas en raison de son hijab mais pour son engagement pro palestinien et sa position pour le boycott anti-Israël. En effet, des associations et des membres de la communauté juive ont dénoncé le choix de cette étudiante en raison de son soutien au boycott d'Israël. Ces derniers lui reprochent entre autre son soutien à un projet de loi pour le désinvestissement d'entreprises israéliennes qui soutiennent l'occupation des territoires palestiniens.

Autrement dit, la crainte avancée par certains est notamment qu'elle ne puisse pas représenter tous les étudiants. Mais son militantisme pro palestinien, son combat contre une colonisation illégale, n'a rien à voir avec sa fonction de représentante pour défendre les droits des étudiants de son Université. Elle avait d'ailleurs affirmer sa détermination à représenter le corps étudiant dans sa totalité.

Une telle nomination en France susciterait sans doute un tollé, en raison du port du hijab… Nous sommes encore loin d'un tel niveau de tolérance, et d'ouverture d'esprit, et l'enjeu aujourd'hui est déjà que les droits des femmes musulmanes en tant que citoyenne soient respectés. french.irib.ir 22.07

Il est bien écrit à plusieurs reprises qu'elle a été "*nommée*" et non élue par les étudiants ou alors la traduction en français est mauvaise..

2- Turquie

Alors que les dernières informations font état de la poursuite des négociations de paix entre le PKK et la Turquie , un journal turc confirme que le groupuscue terroriste (sans doute exhorté par les USA?) envisage de créer un commandemant unifié non seulement pour faire face à la Turquie mais aussi pour guerroyer contre l'Irak, l'Iran et la Syrie. c'est le journal Melliyat qui rapporte cette information. Le conseil du congrès du PKK affirme au cours de sa récente réunion qu'il n'y a aucun changement dans les objectifs militaires du PKK. Les mesures prises vont s'étendre au-dela des frontières turques : les quatre branches du PKK, celle opérant en Turquie, en Irak, en Syrie et en Iran devront coordonner leurs démarches. Le PKK devra également coordonner son action avec le parti des kurdes de Syrie. Il est faux de croire que l'action du PKK se réduit aux montagnes de Qandil, Qandil est le centcom de futures opérations qui devront être lancées contre l'Iran , l'Irak la Turquie et la Syrie. La guerre des " *Kurdes* " se déroulera donc sur quatre fronts :

1 - Le centcom de Qandil devra accorder sa priorité à la Syrie où il vient de réclamer un gouvernement autonome aux dépens de l'Etat syrien et des Nosratistes qui contrôlaient les régions du nord syrien

2 - Le gouvernement kurde d'Irak est plus proche de toutes les autres entités de l'indépendance. Le PKK est soutenu par le gouvernement de Barzani et les Etats Unis évidemment et il est extrément actif dans cette région.

3 - Pour le moment, le PKK n'envisage pas de mener une action guerrière contre l'Iran car il lui semble difficile de pouvoir mener la guerre sur quatre fronts

4 - En Turquie, le dialogue du PKK avec Ankara se poursuit via Ocalan. Là le PKK envisage, en profitant de l'atmosphère apaisé du moment, pour créer un gouvernement parallèle. En Turquie, le PKK préserve ses forces en état d'alerte tout en faisant croire à l'opinion qu'il s'agit d'une armée unie et performante. french.irib.ir 22.07

Haut de page

Le 24 juillet 2013

CAUSERIE

En raison de l'actualité en France, j'ai laissé de côté les infos en bref, rien d'important. Pas le temps de revenir sur la situation en Egypte qui demeure bloquée. Voilà le début d'un article inachevé que j'avais rédigé le 21.

Les Frères musulmans parviennent à mobiliser plus massivement, parce que le gouvernement provisoire soutenu par les opposants à Morsi s'avère incapable de répondre positivement aux revendications sociales immédiates des masses.

Les Frères mulsulmans peuvent avancer qu'ils n'ont pas pu répondre aux demandes du peuple égyptien à cause de l'armée et se faire passer ainsi pour des opposants au régime placé sous la tutelle des militaires, tandis que les opposants à Morsi se retrouvent flanqués de l'armée et d'un gouvernement d'économistes à la solde de Washington, ce qui les décrédibilisent aux yeux de larges masses qui ne soutiennent pas pour autant l'idéologie des Frères musulmans mais peuvent être tentées de les rejoindre temporairement.

Il est clair que les deux camps ne peuvent pas se passer de l'armée et ne compte pas s'en passer, la seule porte de sortie provisoire qui se présente au gouvernement serait de lâcher du lest sur le plan social, ce qui permettrait de couper l'herbe sous le pied des Frères musulmans dans l'attente des prochaines élections, or les bailleurs de fonds de l'Egypte y sont farouchement opposés jusqu'à présent, ou alors il faudrait que le gouvernement reprenne en main des pans entiers de l'économie qui lui échappent et renationalise une partie de l'économie et laisse filer la dette.

Autre chose.

Je mettrai de nouveaux articles en ligne ce soir.

Le serveur de la société qui héberge notre portail a été attaqué, j'ai appris cela hier soir par courriel.

Ovh - Bonjour,

Récemment, nous avons relevé un incident de securité sur notre réseau interne au siège social d'Ovh.

Nous avons immédiatement sécurisé et enquêté sur l'incident. Nous avons relevé que la base de données des clients Europe aurait pu être illégalement copiée. Cette base comporte les données suivantes : le nom, le prénom, le nic, l'adresse, la ville, le pays, le téléphone, le fax et le mot de passe chiffré. Les informations sur les cartes bancaires ne sont pas concernées puisqu'elles ne sont pas stockées par OVH.

Même si le chiffrement du mot de passe de votre identifiant est très fort, nous vous conseillons de changer le mot de passe dans les plus brefs délais.

C'est fait depuis 2h ce matin. La NSA ou MI6 s'active apparemment !

Par sécurité, j'ai sauvegardé l'intégralité du site sur un second ordinateur et deux clés USB. Je fais une mise à jour régulièrement.

Passons à notre sujet du jour, la suite d'hier.

L'accélération de la déliquescence de la société et les polémiques à répétition des dernières semaines m'ont conduit à téléphoner en France à une personne de confiance que je connais très bien, pour vérifier auprès d'elle que je comprenais bien ce qui était en train de se passer. Chaque fois nous discutons pendant une heure.

Ce qu'elle m'a raconté tiré de sa propre expérience ou de ses proches m'a beaucoup peiné, car je me suis rendu compte que la situation était bien pire que ce que je m'étais imaginé et que personne n'était épargnée. Quelques exemples brièvement.

Ma fille institutrice a été traitée de raciste par une élève de sa classe en école primaire l'année dernière, pour avoir osé lui faire une remarque, elle était issue de l'immigration, alors que ma fille vit avec un Réunionnais depuis 17 ans et qu'ils ont eu ensemble une fille qui a aujourd'hui trois ans, mon adorable petite-fille.

Une autre fois en rendant visite à sa mère qui habitait à l'époque au Mirail à Toulouse, elle sort de sa voiture et se fait canarder avec des pommes de terre et des oeufs pourris et traitée de sale raciste. Sa mère m'a appris cela hier soir au téléphone ou plutôt ce matin, il était plus d'une heure et je n'en ai pas fermé l'oeil de la nuit.

Déjà un jour son compagnon s'était fait agresser par deux maghrébins alors qu'il se trouvait au volant de sa voiture ; arrêté à un feu rouge, ils ont ouvert sa portière et lui ont cogné dessus soi-disant qu'il leur aurait fait une queue de poisson, il a eu plusieurs points de sutures, il m'avait raconté cette histoire quand je leur avais rendu visite en 2002 et j'en avais été bouleversé.

Depuis la situation n'a fait qu'empirer dans des proportions alarmantes dont ne rendent pas compte les partis ouvriers à la solde

du régime ou qui ne tiennent pas à regarder la réalité en face. Leur attitude est complètement irresponsable et ne nous surprend pas vraiment, elle confirme leur désertion ou capitulation politique. Ils préfèrent laisser leurs militants démunis face à cette situation, il nous incombe donc de combler cette lacune.

Il y a quelques décennies déjà je prévoyais qu'un jour la France deviendrait un pays aussi insupportable que les Etats-Unis, le modèle de Sarkozy et Hollande, nous y sommes. On pourrait ajouter pour compléter le tableau qu'elle pourrait ressembler un jour à l'Egypte et nous n'en sommes plus très loin. L'enfer, quoi !

On ne manquera pas de saluer au passage nos dirigeants qui ont fait un super boulot depuis 70 ans, merci pour tout. Eh oui, il ne faut oublier personne, ils pourraient se vexer, ils sont très susceptibles vous savez ! Continuez ainsi, vous tenez le bon bout.

Comment ils liquident la civilisation humaine .(suite)

Quand un blanc relate sa version des faits, forcément il la déforme, il est raciste,

Quand un policier relate sa version des faits, forcément il ment,

Quand un maire relate sa version des faits, forcément il fabule,

Quand un ministe relate sa version des faits, forcément il a intérêt à mentir.

Par contre quand un jeune, islamiste, voyou ou délinquant de préférence donne sa version des faits, c'est forcément la vérité,

Quand un noir, un arabe, un maghrébin, un asiatique, un musulman, un juif, etc. donne sa version des faits, c'est la vérité divine qui sort de sa bouche,

Quand un témoin de sa connaissance ou de son quartier donne sa version des faits, il ne peut que dire vrai,

Quand sa mère ou ses parents donne leur version, c'est impossible qu'ils mentent,

Quand un membre d'une association fournit sa version des faits, c'est indiscutablement la vérité.

Quand un juge ou un jury rend la justice, le droit ou la justice est forcément respecté.

Ne vous marrez pas, on ne compte plus dans le mouvement ouvrier le nombre de crétins finis pour rester poli qui se satisfont très bien de ces rapports, ils appartiennent à cette espèce au cerveau atrophié ou rétréci qui sont totalement incapable de penser, de réfléchir, de se poser des questions, de faire preuve de la moindre curiosité et qui sont dénués de tout esprit libre ou critique. On est excédé.

Je ne sais pas si l'on doit rester poli avec des bac +5 ou 7, parfois -5, on aurait plutôt envie de dire de sacrés demeurés, tartufes égocentriques, dangereux mégalomanes, psychopathes aventuriers, car ce sont eux qui nous pourrissent la vie en réalité, qui font obstacle à la construction du parti en se comportant en fossoyeurs du socialisme en son nom, ils n'ont décidément rien à envier au PS sur ce plan-là. On va se lâcher parce que nous n'avons plus rien à perdre, préserver ces gens-là de nos critiques les plus acerbes serait un crime et on pourrait nous le reprocher plus tard.

Avant de continuer je vais encore me justifier, cela ne me gêne pas, je n'ai rien à cacher à personne, plus transparent tu meurs comme disent les jeunes !

Personnne osera m'accuser de me placer systématiquement du côté de la police ou du régime que je vomis quotidiennement contrairement à mes adversaires qui en vivent très bien apparemment ou s'en accommodent. Autrefois mes potes voyous, tous ou presque originaires d'Algérie, il y a plus de 40 ans, s'étaient faits tatouer trois points entre le pouce et l'index signifiant mort aux vaches, aux flics quoi, je m'en souviens encore parce qu'ils en étaient fiers et l'assumaient bien que cela leur valait de se faire tabasser par les poulets quand ils se retrouvaient au poste, ce qui arrivait relativement souvent.

Et bien voyez-vous, en y repensant si longtemps après, ce qui m'inspire encore du respect chez eux, c'est leur courage, et non leur comportement délectueux évidemment. Et ce qui me dégoûte le plus chez certains parmi nous, c'est ce manque de courage, cette incapacité d'assumer ses positions, préférant se ranger au côté de la pensée unique qui est en train de liquider ce qui reste de démocratie ou de valeurs républicaines dans cette société que nous haïssons tant par ailleurs, sauf que nous, nous ne confondons pas tout, nous sommes encore capable de faire la part des choses.

On pourrait en profiter pour remettre les choses à leurs places et reconnaître que le combat que mènent le POI et le M'PEP, même si je ne partage pas leur orientation politique, a plus de valeur pour la cause que nous défendons que celui de tous les autres partis ou formations politiques réunis qui naviguent à la dérive entre dogmatisme et gauchisme.

Il est vrai qu'il m'est arrivé encore récemment de soutenir le contraire dans un contexte différent, mais là face à une instrumentalisation généralisée de nos valeurs pour les détruire orchestrée par le gouvernement et le PS assistés de leurs larbins de gauche et d'extrême gauche et qui trouvent évidemment des alliés naturels dans le parti de l'ordre et les partis qui gravitent autour, cette mise au point s'imposait et n'a rien d'opportuniste. Maintenant cela ne signifie pas pour autant que je soutiendrais les positions adoptées par le POI ou le M'PEP concernant les dernières polémiques en date, ils se pourraient bien d'ailleurs qu'ils s'abstiennent de toute réaction ou qu'ils préfèrent se réfugier dans le silence par crainte d'alimenter leurs propres contradictions.

Donc je n'aime pas particulièrement la police, pas plus en France qu'en Inde, vous verrez plus loin pourquoi quand je vous raconterai deux petites histoires qui se sont déroulées en Inde. Quant à l'armée, j'ai été réformé au bout de 12 jours et déclaré inapte à tout emploi civil ou militaire en temps de guerre, mobilisable après les aveugles et les culs-de-jatte, c'est pour dire que j'ai fait fort à l'époque !

Pour alimenter notre réflexion sur ce que nous avons relevé au début de cet article, j'ai deux petites histoires très courtes à vous raconter.

Mon gendre avait monté une petite boîte de nettoyage sur Toulouse. Un jour il a recruté le frère d'un de ses amis qui était un Roumain, un Rom sédentarisé, son frère ne pouvait pas rester en France sans travail et domicile fixe, il avait donc des problèmes avec ses papiers. Avec ma fille ils l'ont accompagné dans ses démarches, lui ont trouvé un appart, ils ont réglé la caution de 900 euros, ils l'ont embauché, ils lui ont rendu un tas de service en lui procurant des certificats, etc. alors qu'ils ne le connaissaient absolument pas et n'y étaient pas obligés, c'est pas pur humanisme qu'ils ont agi ainsi. Je tiens à préciser ici que je me porte absolument garant de la conscience et de l'honnêteté de ma fille et de mon gendre qui partagent mes idées. Jusqu'au jour où il a cessé de travailler tout en conservant la voiture de service, mon gendre a été obligé de lui envoyer une lettre d'avertissement, il leur a alors tapé un scandale, selon lui il était exploité et il profitait de lui, bref, il a fait intervenir la CGT qui en a rajouté une couche comme il se doit, ils ont été jusqu'aux prud'hommes, la connasse de la CGT a traité mon gendre et ma fille de sales patrons, de racistes, alors que le compagnon de ma fille est noir, bref, mon gendre et ma fille ne s'y attendaient pas et furent dégoûtés par son attitude dégueulasse, je vous passe les détails à vomir.

Depuis ils ont revendu leur boîte et ils sont partis vivre à la Réunion d'où est originaire mon gendre, adieu la France (la métropole) un pays devenu complètement pourri à cause de cette vermine de bureaucrates syndicales de merde. Ma fille est raciste, c'est la raison pour laquelle elle a décidé de n'avoir que des noirs ou presque dans sa classe, elle a eu raison, puisqu'en France (métropole) être blanc est devenu un crime impardonnable !

Mon ex-épouse, après avoir revendu son appartement, a eu la mauvaise idée d'acheter deux studios qu'elle loue pour arrondir ses fins de mois, elle est secrétaire au smic et loue un petit appartement. Une association lui a présenté un jeune Antillais qui ne trouvait pas à se loger, car dès que les propriétaires le voyait ils prenaient peur tellement il avait une sale gueule, je rapporte les propos qu'a tenu la salariée de cette association à mon ex-épouse. Celle-ci prise de compassion pour le malheureux garçon accepta de lui louer un studio. Mal lui en a pris, depuis il ne paie plus le loyer et ne veut pas libérer les lieux, il bénéficie de l'allocation logement et la part du loyer qu'il lui restait à régler se montait à 91 euros seulement, chauffage compris. Il a expliqué à mon ex-épouse qu'il était dans son droit et qu'elle ne pouvait rien faire pour le foutre dehors, que c'était la règle du jeu, qu'elle avait perdu et que c'était bien fait pour elle. Elle a porté plainte et un huissier s'occupe de son affaire, il devrait être expulsé d'ici quelques mois au au printemps prochain au maximum. Hier devant le juge il a osé dire que de toutes manières ils ne paieraient rien et que c'était l'Etat qui règlerait l'addition, et d'ajouter qu'il n'en avait rien à foutre. Entre nous, pour pouvoir tenir ce genre de propos en public devant un juge cela en dit long sur la dérive du droit en France en faveur de la racaille, c'est la racaille qui est à la tête de l'Etat quoi.

En France, le droit est fait pour les puissants, les magouilleurs et les voyous, pas pour les honnêtes gens et les faibles. Elle m'a dit qu'il n'existait pas d'autres recours ou l'emploi de la force. Abuser d'une femme seule et généreuse, c'est facile, il a eu de la chance que je n'étais pas sur place, idem pour ces salopards de la CGT qui avaient osé emmerder ma fille et son compagnon. Ma fille m'a dit au téléphone qu'elle s'en était très bien remise car plus rien ne l'étonnait à 32 ans, cela m'a fait marré, car c'est une bonne nature et je ne lui ai jamais connu un autre caractère, c'est une femme formidable, il ne faut pas que j'écrive de conneries, elle me lit ! Son compagnon déborde de gentillesse, je l'adore aussi. Tous les deux ils sont d'une modestie rare, ils ont sans doute des défauts mais je ne leur connais que des qualités au point que cela en est gênant de parler d'eux, je les trouve exceptionnel tout simplement. Quant à ma tendre ex-épouse qui me lit aussi, c'est une femme tellement merveilleuse que je regretterai jusqu'à la fin de ma vie que nous nous soyons séparés un jour, elle peut piquer des crises mais dans le fond elle est d'une grande bonté que j'admire.

Elle aussi elle est raciste, tous les blancs sont racistes c'est bien connu, d'ailleurs elle a décidé d'immigrer ches les noirs en se réfugiant à la Réunion d'ici la fin de l'année. Moi je vis déjà en Inde du Sud, chez les dravidens, ils sont noirs comme mon épouse, la tâche c'est moi et j'en suis bien heureux, ils me foutent une paix royale, en France on me traiterait de salaud de raciste, ici je suis devenu plus Indien que Français, les seuls racistes que je connaisse encore ce sont les gauchistes et les arriérés

qu'ils couvrent, qu'ils couvent, c'est marrant je croyais que c'était un truc qui favorisait l'extrême droite, pas vous, n'est-ce pas, je n'ai pas rêvé dites-moi ?

Passons à nos petites histoires indiennes, car si je continuais je serais encore rempli de tristesse à l'idée que je suis séparé de ceux que j'aime et qui sont ce que j'ai de plus cher au monde.

Vous allez comprendre pourquoi je suis un agent du régime et j'adore la police...

Un jour ma seconde épouse, Magueswary, a eu la mauvaise idée de verser 200.000 roupies à un Indien qui devait aider son frère à obtenir un visa pour la France. Elle lui versa en deux fois, la première fois il lui donna un reçu en échange de 100.000 roupies, et la seconde fois elle lui versa encore 100.000 roupies mais elle oublia de lui demander un reçu. Six mois passèrent sans voir venir ce foutu visa. Je n'étais pas au courant de cette transaction, elle avait agi dans mon dos, mais voyant que la situation dégénérait elle me mit au parfum. Je me mis en colère évidemment parce qu'une fois de plus elle avait agi hypocritement avec moi. Bref, avec un de ses frères elle réussit à faire venir le margoulin chez nous. J'étais en train de travailler pendant qu'ils discutaient sur la terrasse quand je l'entends hausser le ton et se mettre à gueuler sur mon épouse et mon beau-frère, là je me suis dit qu'il allait trop loin, je suis sorti et je lui ai ordonné de la fermer s'il voulait ressortir en entier, il était excité, je suis allé mettre le cadenas au portail, visiblement il n'était pas décidé à nous rembourser, j'ai pris la chaîne du chien et je me suis rapproché de lui en lui disant : c'est bien simple, soit vous me faites un chèque maintenant, soit je vous massacre, choisissez, deux minutes plus tard j'avais un chèque de 100.000 roupies dans la main. On lui a remis en échange le reçu qu'il avait donné à mon épouse six mois plus tôt, parce qu'on est correct, l'erreur qu'il ne fallait pas commettre, à ce moment-là j'ignorais qu'il avait remis aucun reçu à mon épouse pour les 100.000 roupies restant.

Quant à ces 100.000 roupies, on attend toujours. Ne voyant rien venir, nous sommes allés porter plainte au commissariat de police pour vol. Notre plainte fut enregistrée, puis le commissaire nous demanda de repasser plus tard, le temps qu'il convoque lce sale type et entende sa version. Nous retournons au commissariat de police un mois plus tard n'ayant pas de nouvelles, là le même commissaire nous demande si nous avons une preuve de cette transaction, évidemment non, il nous dit que cette personne nie que mon épouse lui aurait remis 100.000 roupies, mais sur un ton qui ne laissait aucun doute sur ce qu'il pensait, que nous avions inventé cette histoire pour soutirer cet argent à cet homme-là que nous ne connaissions pas d'ailleurs, c'était une relation d'un de mes beaux-frères, de toute évidence ce salopard avait dû lui verser une commission. Là je ne me démonte pas, je lui dis ce que je pense, notamment qu'il est corrompu et que je vais régler cette affaire à ma manière et qu'éventuellement si un problème survenait je porterais plainte contre lui, car il en serait responsable puisqu'il ne veut pas faire son travail et soutient un voleur.

Depuis je ne me suis pas occupé de cette affaire car j'ai trop de choses à faire. Et puis apparemment je ne suis pas sûr que cet argent provienne de mon épouse, en partie seulement, ce n'est pas clair, elle passe son temps à me mentir, elle est tout le contraire de ma première épouse et tout ce que je déteste chez une personne, quel bonheur !

Quand nous habitions dans le village de pécheurs à de nombreuses reprises j'ai dû me rendre au commissariat de police pour porter plainte pour généralement des menaces physiques ou de mort. Je devais le faire pour assurer ma protection et celle de mon épouse face à une bande de voyous. La dernière fois que j'ai porté plainte avant que nous vendions la maison et déménagions la situation a failli dégénérer et j'ai été blessé à la tête, j'ai eu le visage en sang après avoir reçu une pierre.

Au commissariat de police, je pensais être dans mon bon droit pour avoir été agressé, et bien pas du tout. Ces voyous qui étaient passés avant moi et qui avaient dû lui verser une commission, lui ont dit que j'étais sorti avec un couteau, ce qui était exact, face à une meute déchaînée je n'allais pas sortir sur la plage en slip et mains nues, j'avais pris aussi un manche de pioche, il m'a alors dit que c'était illégal et que j'avais commis un délit et qu'il pourrait m'arrêter s'il le voulait en me conseillant d'oublier cet incident dont je portais la responsabilité. Lui aussi je lui ai dit qu'il était corrompu et qu'il faisait honte à ce pays, qu'il piétinait mes droits et la Constitution, sa seule réaction a été de m'adresser un sourire méprissant et menaçant, je n'ai pas insisté en présence d'une telle ordure. Chouette l'Inde, n'est-ce pas, exotique, la plus grande démocratie du monde ou plutôt l'inverse !

Voilà deux petites histoires qui m'ont forcément fait aimer la police, d'ailleurs c'est bien simple, je suis son porte-parole messieurs les gauchistes, si vous ne vous en étiez jamais rendu compte vous avez loupé quelque chose, mais c'est vrai que vous manquez singulièrement de perspicacité, même ce qui se déroule sous vos yeux vous n'êtes pas foutus de l'observer.

Par curiosité j'ai été visité quelques portails de partis politiques cet après-midi, c'était après que j'ai terminé de digérer les deux oeufs durs qui m'avaient fait office de déjeuner à midi, précaution qui ne fut pas inutile ! Si vous vous demandiez qu'est-ce qui m'inspira cet article, le début surtout, vous avez la réponse.

Il est déjà tard ici, 22h50, on va se lâcher un peu, se soulager sur les gauchistes, je ne peux pas les encadrer.

Sur leur gauche ils servent également d'obstacle à la construction du parti, ils donnent une image épouvantable du socialisme, leur fonction est complémentaire de celles des staliniens et des sociaux-libéraux, et sur leur droite ils fournissent des arguments à l'extrême droite de telle sorte qu'elle apparaît comme un dernier recours pour certaines couches des masses.

Leur discours consiste à instrumentaliser des minorités qui ont parfaitement compris qu'en recourant à la victimisation elles allaient être soutenues par la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, mais aussi le gouvernement, par exemple dans le cas de certains immigrés, des islamistes radicaux, des gens du voyages manipulés par des pasteurs notamment, de quelques homosexuels notamment. Et en cas de dérapage de certains éléments de ces couches minoritaires, ils les couvriraient quoi qu'il arrive. La droite et l'extrême droite tenant le rôle inverse qui consiste à les diaboliser, quand ils ne sont pas l'élément déclencheur d'une polémique, ils vont se charger de l'alimenter ou de surenchérir.

Cela étant posé, toute personne témoignant un désaccord avec le discours de gauche, etc. se verra taxer de réactionnaire, de raciste, d'islamophobe, de xénophobe, etc. et toute personne présentant un désaccord avec le discours de droite sera catalogué comme un ennemi de la République, de la France et j'en passe.

Il se trouve que je n'ai rien contre les immigrés, les musulmans, les gens du voyage et les homosexuels pas plus qu'envers les valeurs de la République ou de la démocratie. Ah ben merde alors, nous voilà bien ! Je réunis dans le même discours celui de gauche et de droite, nos gauchistes ne doivent plus rien y comprendre, aurais-je découvert la pierre philosophale, réussi la quadrature du cercle, quel exploit incroyable ?

Non, je suis tout simplement resté fidèle à mes idées, mes principes, mes valeurs, mon idéal humaniste, le socialisme ou le communisme. Extraordinaire, n'est-ce pas ? Ce qui est extraordinaire c'est qu'on en arrive à penser que c'est extraordinaire, alors que c'est un réflexe ou une attitude tout ce qui a de plus naturel qu'on devrait être des millions et millions à partager mais malheureusement ce n'est pas le cas, bien que je n'en sois pas si sûr, les travailleurs ne sont pas foncièrement racistes et ils sont attachés aux valeurs de la République, ce sont les gauchistes qui les ont bradées ou les ignorent, qui s'emploient systématiquement à présenter la réalité d'une manière déformée. Les gauchistes ne supportent pas la réalité ou n'y comprennent rien, du coup ils la haïssent et deviennent haïssables.

Le gauchiste est contre tout, le droit, la loi, la justice, la police, l'armée, les institutions, l'Etat, la République, la démocratie, etc. il veut reconstruire le monde à partir de rien, il brasse du vent en ayant l'impression de construire quelque chose, l'air du temps étant au nihilisme qui sert de philosophie aux néolibéraux, finalement il joue le rôle d'idiot utile à leur service. Pour remplir cet espace vide qu'il a à la place du cerveau, la classe dominante a bien compris comment s'y prendre et comment elle pourrait en tirer profit. Le gauchiste est un ennemi de la civilisation humaine.

Tout comme avec le charlatan Mélenchon, la classe dominante a parfaitement compris qu'il suffirait de leur donner l'impression d'exister et d'être utile pour en faire ce qu'elle voulait et les orienter dans la direction qu'elle aura décidée, parvenu à ce degré de perfection très avancée, ayant atteint leur idéal, ils seront comme en apesanteur, sur un petit nuage, proche du paradis, il suffira que cela leur procure une poussée d'adrénaline proche de l'orgasme ou du nirvana et ils s'éclateront ! Bon, le réveil sera pour eux aussi cruel qu'après une grosse cuite ou la descente brutale sur la terre ferme après avoir flirté avec blanche neige, ils semblent ignorer le sort que réserve généralement la classe dominante aux gens de leur espèce qu'elle sacrifie à la première occasion tant elle les méprise quand elle n'en a plus besoin, voir les djihadistes au Mali et en Syrie. A ses yeux ils n'ont pas plus de valeur qu'un Kleenex, parfois recyclable, le plus souvent jetable au fond de leur poubelle.

Il faut satisfaire les lubies des "***super riches***"

Bentley se lance dans la production d'un SUV pour "*super riches*" - AFP

Le constructeur de voitures de luxe britannique Bentley va ajouter à partir de 2016 une nouvelle corde à son arc pour séduire les "*super riches*" en commercialisant son premier 4x4 citadin (SUV).

Présent sur place lors de l'annonce, le Premier ministre britannique David Cameron a estimé qu'il s'agissait d'une "*nouvelle fantastique à la fois pour Crewe et pour le Royaume-Uni dans son ensemble*". "*C'est une autre étape importante vers le renforcement de notre économie*", a-t-il ajouté.

Le design du nouveau modèle "*se distinguera de tous les autres SUV sur la route et sera fidèle à l'ADN du design de Bentley*", selon un communiqué de Bentley, qui promet qu'il s'agira "*du SUV le plus luxueux et le plus puissant du marché*".

S'il n'est pas encore dévoilé, son prix devrait rester dans la lignée de celui des autres modèles de la marque.

D'après Ferdinand Dundenhöffer, spécialiste du secteur, il devrait avoisiner les 180.000 euros. Pas de quoi effrayer les "*super riches*" de Russie, de Chine ou du Moyen-Orient à qui ils sont destinés, selon lui.

"*Le segment des SUV est celui qui progresse le plus vite*", rappelle l'expert automobile. De nombreux constructeurs ont sauté le pas, qu'ils soient généralistes ou haut de gamme. La naissance du SUV Cayenne a par exemple donné un coup de fouet aux ventes de Porsche.

Jusqu'ici néanmoins, les constructeurs de l'hyper luxe restaient absents de ce segment porteur.

"*Il y a un vide que Bentley essaie maintenant de combler et les autres constructeurs l'observent attentivement*", souligne M. Dudenhöffer. "*C'est le premier qui vient mais bientôt, d'autres suivront*", prédit-t-il. AFP 23.07

ACTUALITE EN TITRES

Confirmation. (G20 suite)

- Les crédits immobiliers accentuent leur rebond - Reuters

L'avenir du vieux monde livré à la barbarie.

- Tautavel continue à livrer ses secrets de nos ancêtres cannibales - AFP

A bas le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme.

- L'Assemblée instaure le crime d'esclavage - LePoint.fr

Le sionisme arabe et ses disciples "***bien élevés***".

- Quand Dubaï veut récompenser ses domestiques "*bien élevés*" - LePoint.fr

- Second contrat pour l'industrie militaire française aux Emirats - AFP

Les Emirats Arabes Unis ont passé une commande de 17 radars de défense anti-aérienne au groupe français Thales, portant à un milliard d'euros les contrats décrochés lors d'une visite du ministre de la Défense à Abou Dhabi

- Syrie: à Paris, le chef de l'opposition réclame des armes - AFP

Une stratégie mondiale.

Intox

- Espagne: Rajoy s'expliquera le 1er août sur "*l'affaire Barcenas*" - AFP

- Pourquoi Obama ne peut pas influencer la situation en Egypte - Slate.fr

- Obama promet des idées "*audacieuses*" pour la classe moyenne - AFP

- La chasse aux derniers nazis relancée en Allemagne - LePoint.fr

- Bulgarie: des députés et des ministres assiégés au Parlement par des manifestants - L'Express.fr

Amalgame

- L'Europe, le Hezbollah et le martyre de la Syrie - LeMonde.fr

Provocation.

- Russie. Quatre Néerlandais arrêtés pour "*propagande homosexuelle*" - Le Nouvel Observateur

- Moscou : un procès politique vire à la farce - LeFigaro.fr

Conditionnement et manipulation.

- Actions et menaces islamophobes en hausse de 35% en France - AFP

Les actions et menaces islamophobes en France ont enregistré une hausse globale de 35 % au premier semestre 2013, par rapport à la même période en 2012, a annoncé mardi à l'AFP le président de l'Observatoire contre l'islamophobie. AFP 23.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Etonnant, non ? Il persiste et signe, il faut être sacrément con !

Toute personne un tant soit peu sensée comme doit l'être le maire de Cholet après avoir déchaîné une polémique frénétique, aurait fait immédiatement marche arrière, aurait reconnu humblement son erreur, avoir dérapé ou tenu un discours qui avait dépassé sa pensée, s'excuser quoi, et bien pas du tout, au contraire il persiste et signe alors qu'il a absolument tout le monde contre lui à part l'extrême droite (à ma connaissance), il passe même à l'offensive. Nous avons donc essayé de comprendre pourquoi.

Le député-maire de Cholet a gagné deux procès contre le Courrier de l'Ouest qui est à l'origine de cette polémique et qui manifestement tient sa vengeance, pas sûr qu'il gagnera cette nouvelle bataille.

Il est aussi en indélicatesse avec les dirigeants parisiens ou nationaux de l'UDI qui ont décidé de faire la peau à sa formation politique, le CNIP, l'ex-parti d'Antoine Pinay.

Son crime avoir "*essayé de le ramener vers son histoire, celle d'un mouvement rassemblant des gens de droite et de centre-droit autour des valeurs d'indépendance et d'un enracinement agricole*" après qu'il eut "*dérivé vers la droite extrême en accueillant dans ses rangs des transfuges du Front national.* " selon M. Bourdouleix.

On se souviendra que l'UDI a remplacé l'UDF qui dans les années 70 comptaient dans ces rangs notamment Madelin, Devedjian et autres nazillons venant du GUD ou d'Occident, à cette époque le FN était quasi inexistant et l'UDF qui était le fer de lance de la construction européenne faisait office de droite extrême au côté de l'UDR, puis du RPR, ancêtre de l'UMP.

Dans mes causeries j'ai déjà eu l'occasion de rappeler qu'il avait été fait une présentation frauduleuse de l'UDF et cela continue naturellement avec l'UDI, parti soi-disant plus démocratique que l'UDR et aujourd'hui que l'UMP, parce que favorable à la construction de l'UE, alors que l'UDR trainait les pieds, quand on sait, disons après coup, ce qu'il en est réellement de la soi-disant démocratie de l'Union européenne, la pire des dictatures en fait, car insaisissable comme on peut l'observer avec cette affaire qui fait partie de sa stratégie, on ne peut que douter des bonnes intentions des dirigeants de l'UDI qui condamnent l'un de ses membres sur la base d'une vulgaire manipulation dont ils ont parfaitement conscience.

Ils tiennent ainsi à protéger et continuer de masquer la véritable nature de leur formation politique qui n'a finalement rien à envier à l'extrême droite, plus dangereuse encore, car elle participe activement à l'entreprise de destruction systématique de tous nos droits sociaux et politiques ce que le FN n'est pas en mesure de faire aujourd'hui, l'UDI au côté de l'UMP et du PS ainsi que ses satellites et alliés de gauche et d'extrême gauche réalisent le sale boulot que l'extrême droite ferait dans d'autres circonstances pour le compte de l'oligarchie financière qui contrôle l'UE.

Dès lors on comprend leur acharnement unanime contre ce député-maire, car il ne faut surtout pas que la population comprenne qu'elle est victime d'un complot ourdi par la réaction qui instrumentalise certaines couches des masses pour les monter les unes contre les autres, afin de détruire tous les rapports collectifs qui existaient dans la société, son objectif ultime étant d'atomiser l'ensemble de la population qui une fois dépouillée de tout droit n'aura plus les moyens ou la force de s'organiser et de se soulever contre l'ordre établi, la dictature absolue règnera.

Dans cet article, je reproduis ci-dessous les faits ou déclarations qui m'ont permis de réaliser cette analyse.

Rappel des faits et précision. La vengeance aveugle du Courrier de l'Ouest

- Le député-maire (UDI) Gilles Bourdouleix a donné dimanche sa version des faits sur la polémique concernant ses propos sur les tsiganes, l'élu disant qu'"*Hitler n'en a peut-être pas tué assez*".

Se défendant de tout propos racistes ou haineux, à l'égard de la communauté des gens du voyage, Gilles Bourdouleix affirme être victime d'une "*manipulation*" par le Courrier de l'Ouest qui "*souhaiterait sa peau après avoir déjà perdu deux procès contre lui*".

L'élu a également affirmé qu'il avait la réputation d'être un maire "*ouvert à toutes les communautés et à toutes les religions de sa ville*" et que de telles accusations "*lui faisaient très mal au coeur*".

Dimanche, l'élu s'était rendu sur un terrain loué par sa commune à des agriculteurs pour constater que des gens du voyage s'y étaient installés avec leur caravane. Certains d'entre eux auraient mimé le salut hitlérien afin de critiquer un député-maire jugé raciste.

L'intéressé aurait alors répondu qu' "*Hitler n'en aurait pas tué assez*". Gilles Bourdouleix s'est défendu ce matin, affirmant n'avoir que "répété" les propos du journaliste du Courrier de l'Ouest, propos qu'il aurait lui-même jugé déplacés. lexpress.fr 23.07

Mais tout le monde s'en fout que que vous ayez jugé ces propos "*déplacés*", ils vous ont déjà jugé et condamné, vous être coupable, la présomption d'innocence ils s'assoient dessus, ils ont le comportement de dictateurs, mais c'est vous qu'ils accusent d'entre être un, ceci explique cela. On vit bien de plus en plus sous une dictature puisqu'il est impossible de faire valoir nos droits sociaux légitimes et nos droits politiques sont foulés aux pieds, c'est bien la définition d'une dictature qu'il faut camoufler.

Une mise au point dont personne ne tiendra pas compte, pas même la justice, ne vous leurrez pas.

- "*Mes propos ne sont pas en réalité tels qu'ils ont été présentés*", a-t-il, de nouveau affirmé en évoquant une coupe dans l'enregistrement présenté par le quotidien. "*Ce n'est pas une déclaration publique, pas une interview, ces mots sont sortis de leur contexte et j'espère que la justice le constatera le moment venu, je suis confiant là dessus*", a-t-il affirmé.

Sur le fond, le député-maire a assuré n'avoir personnellement "*aucun problème avec les gens du voyage*", même si l'élu n'en est pas à sa première sortie sur ce sujet. "*A Cholet, on a été la première commune du département à signer le schéma départemental*" (qui prévoit les aires d'accueil pour les gens du voyage), a-t-il ajouté.

"*C'est atterrant de mettre en accusation un élu de la République et de ne pas mettre en cause des gens du voyage qui se mettent au garde-à-vous face à vous, font le salut nazi en criant Heil Hitler et se trouvent dans une situation d'illégalité. Si j'avais vingt ans de moins, j'irais m'installer dans un autre pays*", a-t-il lancé. AFP 23.07

La France est devenue un pays pourri vous avez raison et j'ai eu le bon réflexe de me tirer en 1996, cela dit ne vous faites pas d'illusions, il en est ainsi partout dans le vieux monde.

Seule l'impression de liberté que l'on ressent en étant étranger dans un autre pays vous procure une certaine satisfaction que vous n'auriez pas en France, mais ayez le malheur d'être un jour confronté à sa justice, sa police ou ses institutions et vous vous apercevrez des limites étroites de votre liberté.

Qu'on se le dise, ce maire est encore plus à droite que la droite la plus extrême de l'UMP ou le FN !

Avec l'exclusion de Gilles Bourdouleix, la fin de la frange droitière de l'UDI LeMonde.fr

Ce torchon n'en est plus à son coup d'essai en matière de faux. Sur la Syrie il s'est dépassé en marchant sur les pas de G. W. Bush (armes chimiques) et chacun l'a encore en mémoire, vidéos truquées, faux témoignages de journalistes envoyés sur place, par exemple F. Aubenas, souvenez-vous, il n'y avait pas un seul djihadiste étranger sur le territoire syrien, alors que leur nombre se situait entre 50 et 70.000 de plus de 50 nationalités différentes, 80 selon le Réseau Voltaire.

Vraiment ? La preuve du contraire.

- Interrogé sur la situation du CNIP au sein de la formation centriste qu'il a cofondée et qui regroupe huit partis politiques, M. Bourdouleix a dénoncé les comportements à son égard de certaines personnalités de l'UDI, citant Jean-Christophe Lagarde et Yves Jégo qui ont tous deux réclamé son exclusion.

"*Depuis des mois, certaines personnes à l'UDI font en sorte que le CNIP soit mis plus bas que terre puisqu'à chaque fois que l'on est trop fort dans une fédération, on suspend nos adhérents. L'objectif, c'est de chasser tous ceux qui ne correspondent pas à leur vision des choses. Je ne pensais pas que l'UDI fonctionnait comme un parti stalinien*", a-t-il dénoncé, en constatant qu'au final, à part lui, son parti ne disposait d'aucun autre représentant dans les instances décisionnaires de l'UDI.

Cinq présidents départementaux de l'UDI issu du CNIP sont actuellement en cours d'exclusion.

M. Bourdouleix a expliqué avoir voulu recentrer le CNIP, l'ex-parti d'Antoine Pinay, après une période difficile où le parti avait dérivé vers la droite extrême en accueillant dans ses rangs des transfuges du Front national. "*J'ai essayé de le ramener vers son histoire, celle d'un mouvement rassemblant des gens de droite et de centre-droit autour des valeurs d'indépendance et d'un enracinement agricole*", a-t-il expliqué. AFP 23.07

Front unique Valls-Estrosi contre la démocratie et la République.

- «*Ce n'est pas une dérive, ce n'est pas un dérapage, ce sont des mots qui sont inadmissibles et la justice a été saisie parce que ces propos, c'est de l'apologie de crime de la Seconde Guerre mondiale, de l'apologie du nazisme et dans la bouche d'un maire, d'un parlementaire, c'est tout à fait insupportable*», s'est indigné Manuel Valls sur i-Télé. 20minutes.fr 23.07

- (causerie du 23) Le député-maire de Nice, Christian Estrosi (UMP) a qualifié de "*haïssables*" les propos du maire de Cholet. "*Je les condamne avec la plus grande fermeté. Ils constituent une insulte à l'esprit de la République et font offense aux victimes du nazisme auxquelles la Nation doit le devoir sacré de mémoire*", a-t-il dit dans un communiqué. AFP 22.07

Qu'ils empruntent sensiblement le même discours ne nous étonne pas, gageons que les gauchistes ne le relèverons même pas puisqu'ils sont sur la même longueur d'onde.

Lynchage en règle, ils y sont tous, les merdias pourris aux ordres

Cherchez l'erreur messieurs les gauchistes. Impossible, se poser la question est au-dessus de leurs moyens.

- La justice saisie des propos du maire de Cholet - Reuters

- Le député Bourdouleix dans le collimateur de la justice - AFP

- Bourdouleix : l'Assemblée nationale consternée - Liberation.fr

- Propos sur Hitler : ce que risque Gilles Bourdouleix - LeFigaro.fr

- Propos de Bourdouleix sur Hitler : enquête pour "*apologie de crime contre l'humanité*" - LePoint.fr

- Bourdouleix: enquête préliminaire pour "*apologie de crime contre l'humanité*" - L'Express.fr

- Ayrault : les propos de Bourdouleix «*pas dignes d'un élu de la République*» - LeParisien.fr

- « *Hitler n'en a peut-être pas tué assez* » : Bourdouleix toujours plus loin - Rue89

- Propos sur les gens du voyage et Hitler: Valls condamne, Bourdouleix se défend - 20minutes.fr

- Affaire Bourdouleix : la justice entre en jeu - Le Nouvel Observateur

Chut! On pourrait finir par croire que la société est devenue plus insupportable que ce que certains prétendent. Et pour cause : Ils en sont les premiers responsables

- Sondage du "Point" : "*On le retire pour en finir avec la polémique*" - nouvelobs.com 23.07

Le sondage commençait par ce rappel : "'*Hitler n'en a peut-être pas tué assez.' Les propos de Gilles Bourloudeix à propos des gens du voyage installés sur sa commune suscitent la polémique.*"

Les internautes avaient alors le choix entre les réponses suivantes :

Cette phrase est intolérable : une apologie de crime contre l'humanité que même Jean-Marie Le Pen n'aurait pas osé prononcer. 31,1%

Ces mots sont excessifs, mais ils traduisent l'exaspération des élus et des Français de voir des gens du voyage s'installer n'importe où. 30,3%

Cette polémique permet d'évacuer le vrai problème : oui, les Roms et les gens du voyage sont une nuisance et un danger. Et le gouvernement ne fait rien. 25,8%

Je n'oserai jamais le dire, mais j'approuve cette phrase. 12,7%

Le communiqué de la SDR du PointDans un communiqué interne, consulté par "*Le Nouvel Observateur*", la Société des rédacteurs (SDR) du "*Point*" "*regrette vivement qu'un tel sondage ait pu être proposé sur le site. Un média doit pouvoir poser toutes les questions, même celles qui fâchent, mais il doit le faire dans le respect de la loi et des personnes.*"

"Avec un tel sondage, nous offrons une tribune aux positions les plus xénophobes, voire génocidaires, et accréditons ainsi l'idée que le 'Point' est devenu un média proche de la droite extrême", concluent les représentants de la rédaction. nouvelobs.com 23.07

Commentaire d'un internaute - "*Je ne comprends pas qu'on s'en prenne à celui qui pose la question. Qu'on s'offusque que des gens aient répondu "j'approuve cette phrase", je comprends très bien, mais celui qui nous demande si on trouve cette phrase intolérable ou bien si on l'approuve, quel est le problème avec lui ? Les choix proposés semblent couvrir toutes les possibilités depuis "c'est intolérable" jusqu'à "j'approuve", donc les choix ne semblent pas biaisés. Si 100% des réponses avaient été "c'est intolérable", on n'en ferait pas tout un fromage. Encore faut-il poser la question pour savoir justement ce que les gens pensent. Je ne vois pas tellement l'intérêt de chercher à ignorer volontairement quelle est la proportion de gens qui approuvent cette phrase. Je pense que les gens se détournent du vrai problème. Le problème n'est pas la question posée, ce sont les réponses des gens.*"

Il a parfaitement raison et remet les choses à leurs places.

Réponse nauséabonde d'un internaute.

Elle résume bien les rapports nauséabonds et le climat d'intolérance, de guerre civile qu'ils sont parvenus à créer, où il est devenu impossible d'évoquer simplement les faits sans être insulté ou traité de fasciste, de réactionnaire, de raciste, xénophobe et j'en passe.

- "*"Le problème n'est pas la question posée, ce sont les réponses des gens." : commentaire digne du FN*"

Il faut croire que les personnes qui ont cette attitude-là sont satisfaits de la situation actuelle ou en tirent profit. Ils appartiennent à cette catégorie de la population qui n'est pas confrontée aux difficultés auxquelles doivent faire face quotidiennement des millions de travailleurs et qui rejoindront les rangs de l'extrême droit lorsque leur tour viendra. Ils sont évidemement soutenus par la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, ce sont occasionnement les mêmes.

Le premier internaute a répondu comme il se devait au second.

- "*C'est digne du FN de s'offusquer que des gens aient répondu qu'ils approuvent cette phrase ? C'est complètement grotesque.*"

Vous n'avez pas compris qu'il ne faut pas que la population sache dans quelle société elle vit vraiment, ce qu'elle est devenue et ce n'est rien à côté de ce qui l'attend.

En guise d'épilogue.

Les policiers mentent et sont coupables et l'islamiste radical dit la vérité et est innocent.

- Trappes : le mari de la femme voilée contrôlée conteste la version des policiers - Francetv info heures

- Trappes : la version de la police mise en doute - LePoint.fr

- Trappes: Le mari de la femme voilée contrôlée assure que la version des policiers est «*fausse*» - 20minutes.fr

- Trappes: les opinions des policiers doivent rester dans leurs vestiaires. Et encore - Slate.fr

Vous aussi braves et honnêtes gens, face aux injustices et aux inégalités dont vous êtes victimes, fermez-là, rentrez chez vous, inutile de manifester, laissez les islamistes radicaux et les voyous, les hordes fascistes faire leur loi, soumettez-vous à l'ordre infâme que vous imposent l'UE, le FMI, le gouvernement Hollande-Ayrault au nom des intérêts supérieurs du marché, de l'oligarchie financière.

Un complément pour vous achevez.

- Villeneuve-la-Garenne : trois mois de prison pour avoir frappé des policiers - LeParisien.fr 23.07

« *On rentrait au commissariat. Au feu rouge, il y avait une voiture noire aux vitres teintées. Elle a doublé sur la ligne blanche. On*

a voulu faire une remarque au conducteur… Pas de réponse. » A la barre du tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine), un gardien de la paix de Villeneuve-la-Garenne raconte la genèse de l'affrontement entre policiers et un groupe de jeunes du quartier, jeudi en fin de journée, dans la cité de La Caravelle.

Une banale infraction routière commise par Ibrahima, 23 ans, qui a fait étincelle et lui valait d'être jugé, hier, en comparution immédiate pour avoir porté un violent coup au visage d'un gardien de la paix. Depuis le box, Ibrahima raconte : « *Un policier a tapé sur mon capot je suis sorti […] je lui ai dit que je n'en avais rien à foutre et je me suis garé à 50 m. Ils sont venus, ils m'ont mis des coups, ils étaient énervés.* » Criant et se débattant, Ibrahima a ainsi « *rameuté le quartier* », selon les policiers. Le groupe s'est formé face et autour des forces de l'ordre tandis qu'arrivaient les renforts. Entendant les cris de son copain Ibrahima, Mamadou s'est mêlé à l'incident.

Lui aussi était jugé hier pour avoir donné un coup-de-poing au visage d'un policier. Selon lui, ce sont les cris d'Ibrahima qui l'ont alerté alors qu'il était chez lui. « *Je suis allé voir à la fenêtre. Il y avait la police et ma mère aussi, elle était là. Je suis descendu…* » Mamadou a tenté de s'interposer et frappé un policier. « *Je ne sais pas pourquoi j'ai eu cette réaction, j'ai eu peur* », se justifie-t-il. Pour le procureur, cette « *affaire de violence* » est symptomatique d'un « *rapport à l'autorité* » devenu « *anormal* » dans certains quartiers. « *Il suffisait de répondre aux policiers.* » Le magistrat a requis trois mois de prison ferme à l'encontre des deux prévenus. Ils ont été condamnés à cette peine, qui pourra être aménagée. LeParisien.fr 23.07

- Accident de scooter à Toulouse : deux jeunes grièvement blessés, l'automobiliste molesté - LePoint.fr 23.07

Deux jeunes sur un scooter ont été grièvement blessés lors d'une collision avec un automobiliste qui a été molesté par des habitants du quartier.

Deux jeunes chevauchant un puissant scooter, sans casque, ont été grièvement blessés lundi soir lors d'une collision avec une voiture particulière dans le quartier sensible d'Empalot à Toulouse, et l'automobiliste a été molesté par des jeunes du quartier, a-t-on appris de source policière mardi. Le pronostic vital des deux jeunes, de 20 ans et 25 ans, était engagé. Les secours les ont transportés inconscients aux urgences des hôpitaux de Rangueil et Purpan. L'automobiliste, âgé de 28 ans, a aussi été placé en observation à l'hôpital, surtout en raison de nombreux coups reçus peu après l'accident.

De nombreux jeunes d'Empalot, où habitent les deux victimes, sont arrivés rapidement sur les lieux. Ils ont molesté et frappé l'automobiliste le rendant responsable de l'accident. Il a fallu qu'une vingtaine de policiers convergent vers les lieux pour le tirer d'affaire, permettre aux pompiers de venir en aide aux trois blessés et sécuriser les lieux, rapporte la police mardi. Face à des jeunes parfois "virulents", l'intervention de police a permis de restaurer le calme, précise-t-on de même source.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le pilote du scooter circulait sur l'avenue de Lattre de Tassigny, un boulevard très roulant situé sur la berge de la Garonne, tandis que l'automobiliste sortait de la petite rue de Toulon, pour s'engager sur l'avenue. Il a été percuté de plein fouet par le TMax Yamaha venant de sa gauche. Le carrefour est délimité par des feux tricolores et l'enquête devra déterminer si l'automobiliste est passé au vert, comme le laissent croire les premiers éléments réunis par la police, ou si c'est lui qui a grillé le feu rouge. LePoint.fr 23.07

Parole d'internaute

1- "*Marrant ce pays , où l'on oublie de citer toutes les condamnations précédentes de ce multirécidiviste. C'est comme à Trappes. La police arrête en flagrant délit les racailles qui ont été filmées mais le juge les libère tout simplement car elles n'auraient pas été clairement identifiées ! Ces juges veulent surement provoquer une guerre civile.*"

Assurément, disons que dans le cas où le régime pourrait être remis en cause, ils auront préparé les conditions favorables à une guerre civile pour conserver le pouvoir. Comme en Egypte par exemple.

2- "*La police a démissionné devant la racaille, elle ne sert qu'à verbaliser les gens paisibles qui peuvent commettre des infractions !*"

Ainsi vous comprenez de quel côté est la démocratie, à vous de la combattre pour la renverser et imposer une véritable démocratie.

Haut de page

Le 25 juillet 2013

CAUSERIE

En raison de l'actualité politique en France, la suite du site sera actualisée ce soir à la date de demain.

On poursuit la causerie sur la polémique créée de toutes pièces par un torchon de province, le Courrier de l'Ouest, j'ai perdu plus de deux heures à cause de ma connexion merdique à réussir à enregistrer la bande son dont vous trouverez l'adresse plus loin, puis à la retranscrire et enfin rédiger quelques lignes rapidement.

Si vous avez lu mes petites histoires hier, j'en ai une autre très brève.

Une femme très grande se fait bousculer violemment dans la rue (à Toulouse) par un type d'origine maghrébine, elle lui dit : Non mais ça va pas, vous pourriez au moins vous excusez, et là elle se fait insulter, traiter de salope, de raciste et j'en passe. Du coup, elle ne sort plus de chez elle ou elle évite soigneusement certains quartiers, elle ne se sent plus en sécurité en France, elle m'a dit qu'il n'y avait plus de place pour les Blancs dans ce pays, elle va s'expatrier... chez les Noirs où elle a déjà vécu et où elle se sent bien. C'est terrible, j'en suis bouleversé.

On se connaît bien, depuis 35 ans. On a milité dans le même parti, on a vécu longtemps ensemble, on a les mêmes idées ou convictions. Je me suis dit : Si elle en est arrivée à penser cela, qu'est-ce que cela doit être chez le reste de la population qui ne partagent pas nos idées, effrayant, elle doit être terrorisée et forcément droitisée !

On a vécu au début des années 80 dans la commune qui comportait à l'époque le taux le plus important d'immigrés en France, à Clichy-sur-Seine (92), elle y était née, et nous n'avions jamais eu de problèmes avec nos "*cousins*" pendant 10 ans, c'est ainsi qu'ils nous appelaient amicalement, on connaissait tous les arabes du quartier et on taillait une bavette avec l'épicier du coin avec lequel on avait sympathisé, on était potes quoi. Depuis apparemment les rapports se sont gravement détériorés en France, c'est incroyable, j'en suis choqué.

Si un jour ma petite-fille qui est noire, elle a la peau blanche mais à sa chevelure on voit tout de suite qu'il y a quelque chose chez elle d'africain, si elle me demandait : Grand-père, tu crois que je pourrais aller vivre en France, je lui répondrais : surtout pas, reste à la Réunion ou viens me rejoindre en Inde, ici on ne te traitera pas de salope de blanche ou africaine ou si rarement que tu n'en seras pas traumatisée. Je suis atterré par ce qui se passe en France, c'est dingue. Moi je vis avec les Indiens, où j'habite je suis le seul Blanc et tout se passe bien, j'ai toujours refusé d'aller habiter dans le quartier blanc de Pondichéry, je ne m'y sentirais pas à l'aise, c'est bon pour les colons, rien que d'y foutre les pieds pour aller au consulat et j'ai l'impression de me retrouver en France ou deux siècles en arrière.

Saviez-vous que l'exploitation, l'esclavage, le racisme portait une couleur, était propre à une espèce, à une race, à une ethnie, à une communauté particulière et que les autres en étaient épargnées ? Non, et pour cause c'est une invention des communautaristes, des racistes, des islamistes radicaux soutenus par la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes qui ne sont jamais sortis de leur trou ou qui ignorent tout de l'histoire des peuples ou la réinvente. En Inde la question de l'esclavage revient souvent à l'ordre du jour, entre Indiens, étonnant n'est-ce pas ? Avant que les missionnaires européens débarquent en Afrique, il existait déjà sur ce continent, incroyable n'est-ce pas ? On a à faire à d'incurables ignares. Ils vous manipulent. La plupart sont des bac +7, rappelez-leur que l'esclavage existait déjà du temps de la Grèce et de la Rome Antique et qu'il ne l'avait pas inventé.

Ce serait parmi les Blancs, les Français ou les immigrés d'origine européenne à la peau blanche naturalisés français depuis des siècles ou des décennies que se situeraient exclusivement les racistes, ceux et les générations suivantes de prolétaires et de paysans qui ont combattu inlassablement pour l'établissement des valeurs de la République pour tous sans distinction aucune dans ce pays, pour la démocratie, pour le progrès social et des droits politiques, et les membres des communautés venues d'Afrique ou du Maghreb ou même parfois d'Asie seraient des saints, des martyrs, des victimes, ils auraient toutes les qualités du monde que l'on refuse aux premiers, et par conséquent ils auraient absolument tous les droits, de vous insulter, de vous menacer, de vous taper dessus, de vous pourrir la vie quotidiennement car on en est arrivé là, généralement avec la bénédiction de la magistrature aux ordres du vieux monde en putréfaction. Voilà ce que soutiennent les gauchistes, véritables apôtres de l'apocalypse.

Si je rejette le racisme envers les Noirs, les Arabes ou les Asiatiques, etc. ce n'est pas pour accepter le racisme envers les Blancs ou toute autre forme de discriminations. Dans les veines de ma petite-fille coule du sang blanc et noir et je vous met au défi de les distinguer. C'est à elle que je dédie ces lignes, mon Angela Davis adorée, mon trésor chérie. Ton grand-père est entré en guerre contre les manipulateurs, il va leur faire la peau en ton nom, celui de MartinTrayvon et du socialisme.

Prolétaires du monde entier, méfiez-vous de ceux qui parlent en votre nom, la plupart d'entre eux sont vos ennemis, unissez-vous pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme quelle que soit sa couleur de peau, rejoignez le drapeau du socialisme, il est rouge et sans tâches comme la couleur du sang qui coule dans nos veines !

Union nationale pour la bonne cause... Qui peut le croire un instant, qui ?

Quand la totalité des médias nationaux et régionaux, presse écrite, radio, télévision, tiennent à la virgule près exactement le

même discours que tous les partis de l'extrême droite de l'UMP à l'extrême gauche, syndicats et gouvernement inclus, qu'il est repris en boucle sur Internet, jusqu'au FN qui a fait savoir qu'il dénonçait "*le double langage du maire sortant*" (fn49.fr 24.07), faut-il y voir l'incarnation de la démocratie politique ou plutôt l'inverse ?

Afin de permettre à chacun de se forger sa propre opinion, Le Courrier de l'Ouest décide aujourd'hui de mettre en ligne sur son site Internet l'intégralité de l'enregistrement réalisé le dimanche 21 juillet à Cholet.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=MV99KHmSP1I

J'ai retranscrit la bande son que le Courrier de l'Ouest a mise en ligne, sans savoir si elle avait été bidouillée, ce qui est étrange d'ailleurs, c'est que n'y figure pas les images qui auraient sans doute pu nous fournir des indices précis sur ce qui c'était véritablement passer lors de cette confrontation entre le maire de Cholet et des gens du voyage, une mission évangélique, donc protestante, l'église de G.W. Bush soit dit en passant, et dans quelle condition le maire avait prononcé les paroles condamnables qui font l'objet d'une monstrueuse manipulation.

A ce propos, plus qu'ailleurs encore, il nous faut être d'une rigueur absolue contrairement à ces abrutis de gauchistes (NPA et LO compris) pour qu'on ne puisse pas se livrer à un amalgame et nous accuser de partager ces paroles, ce qui serait un comble dans mon cas, mais on ne sait jamais, il y a apparemment beaucoup de militants qui ne sont pas vraiment en mesure de faire toujours la part des choses, rarement même, sinon le mouvement ouvrier ne serait pas ce qu'il est aujourdhui, rendu à l'état de ruine ou au ras des pâquerettes.

Ces paroles ont été prononcées par un élu de droite qui accueille, qui héberge à l'année des gens du voyage sans rencontrer le moindre problème comme on pourra le lire plus loin. Il est de droite, on ne peut donc pas exiger ou attendre de lui qu'il ait des références de gauche ou qu'il ait une lecture de l'histoire comparable à la nôtre, donc insulté et poussé à bout, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il se soit laisser aller à exprimer à voix basse pour lui-même et se soulager de cette pression, une pensée finalement commune à la presque totalité des représentants de la classe dominante de droite ou d'extrême droite qui aujourd'hui s'en offusquent hypocritement, on peut y associer le PS et ses satellites qui fraient la voie ou sert de marche pied à l'extrême droite, à la dictature ou au fascisme comme le prouve amplement leur histoire au cours du XXe siècle.

Si nous condamnons évidemment ces paroles monstueuses qui en soi n'avaient aucune importance puisque personne ne les avait entendues, elles n'était destinées à personne de toute évidence, cet enregistrement le prouve très bien, nous condamnons encore plus vivement l'exploitation nauséabonde qui en a été faite et qui est d'une toute autre portée politique, car une fois de plus cette opération sert à faire passer à la trappe le droit, la loi, les valeurs de la République qui ne sont pas respectés par une minorité qui se croit tout permis, droit, loi, valeurs de la République qui s'applique à l'ensemble des citoyens et qui de manière générale il s'agit de saper ou de détruire dans le cadre de la liquidation des Etats au profit de l'Union européenne à l'heure de la réalisation du marché unique transatlantique qui signera l'arrêt de mort de tous nos droits sociaux et politiques, en admettant que ce ne soit pas déjà le cas, ce que cette affaire tendrait à confirmer.

Chaque instrumentalisation ou manipulation des droits d'une minorité de la société par les représentants de la classe dominante a pour fonction de s'attaquer aux droits collectifs de l'ensemble de la population. Là en l'occurrence personne ne s'attarde sur l'élément déclencheur de la réaction de ce maire, il n'intéresse personne, ainsi l'Etat peut donner une lecture arbitraire du droit, leur objectif est atteint.

Ces gens du voyage n'y ont rien gagné dans cette affaire, ils vont être expulsés ou ils sont déjà partis je n'en sais rien, ils ont été stigmatisés, les serviteurs de l'idéologie néolibérale se sont servis d'eux pour s'attaquer à un élu qui représentait le droit, peut-être pour se débarrasser d'un élu qui les encombrait, mais l'essentiel était ailleurs, pour affaiblir le droit dont finalement le pouvoir qu'il incarne passe au second plan, droit qui incarne quoi, mais l'Etat.

Chaque occasion ou situation qui peut faire l'objet d'une instrumentalisation pour affaiblir l'Etat et renforcer le communautarisme ou dresser des couches de la société contre l'ensemble de la population sera exploitée à fond, car le plus grand danger pour la classe dominante demeure qu'elles se rassemblent pour combattre ensemble le régime. Il faut faire en sorte que les différentes couches de la société s'opposent entre elles, se haïssent littéralement, ils créent ainsi une atmosphère délétère dans la sociéte, préparant les conditions propres à une guerre civile où elles s'entretueront pendant qu'ils compteront les points, réprimeront ou élimineront les unes et les autres et conserveront le pouvoir, ils en sont rendus là pour le garder, car ils savent que leur politique ultra libérale ne peut conduire qu'à son rejet massif au risque de provoquer une explosion sociale, c'est une manière comme une autre de la prévenir, de s'y opposer, de la contenir, de pourrir les conditions qui permettraient d'envisager de remettre en cause l'ordre établi.

C'est à la fois une mesure préventive et leur objectif à moyen terme dans la perspective de la soumission totale de la population à leur ordre néolibéral, le Nouvel ordre mondial. C'est à cette politique que prête main forte la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes.

Hier je n'ai pas soutenu ce maire, j'ai relaté les faits en essayant de ne sous-estimer ou surestimer aucune facteur ou rapport. C'est

le même exercice auquel nous nous livrons aujourd'hui et notre position n'a pas changé. Je vais vous dire un truc, pas aujourd'hui mais dans d'autres circonstances, ceux qui s'offusquent bruyamment des paroles de ce maire estimeraient que le sort qu'Hitler avait réservé aux tziganes serait encore trop doux pour des militants comme nous, gardez bien cela en mémoire, cela pourrait vous servir un jour.

Voici en gros la retranscription de cette vidéo, je n'ai retenu que les éléments qui peuvent nous intéresser.

Le maire rappelle qu'aucune demande officielle n'a été déposée auprès de la préfecture, que la dernière fois ils ont laissé sur place "*22 sacs de merde*", on l'entend se faire traiter de "*guignol*", à aucun moment il ne les insultera et conservera son calme malgré les multiples provocations.

Ils menacent de tout bloquer et d'envahir la place de la mairie avec leurs caravanes, puis il se fait traiter de raciste, la suite est inaudible, alors le maire visiblement excédé dit à voix basse (2") "*Hitler en a peut-être pas tué assez*", retenez bien ce qui suit car c'est déterminant pour comprendre à quelle machination nous avons à faire, les gens du voyage n'ont pas entendu ces propos qui sont évidemment épouvantables, personne parmi les personnes sur place non plus, personne n'a relevé, la suite de l'enregistrement le prouve, pas même le journaliste qui, soit n'a rien entendu, soit ne semble pas avoir été choqué car il ne le répond rien, il est dès lors parfaitement clair que c'est la direction de ce journal qui a décidé de s'en servir à des fins qu'on ignore, se venger du maire contre lequel elle avait perdu deux procès, sur commande de l'UMP ou du PS, pour se faire de la pub, tout est possible...

Le maire demande l'application de la loi, ils sont en situation illégale et refuse de partir, le représentant des gens du voyage demande au journaliste de leur servir de porte-parole, le maire se fait à nouveau traiter de raciste, le représentant des gens du voyage dit au journaliste qu'il n'est pas digne d'être maire, il bafoue ainsi le vote des électeurs ou le suffrage universel, ensuite il affirme que le maire a commencé par crier, alors qu'au début de l'enregistrement et par la suite on l'entend parler normalement, l'emplacement municipal était fermé provisoirement pour cause de travaux, le représentant des gens du voyage dit que c'est du racisme, le représentant des gens du voyage raconte au journaliste qu'un jour le maire aurait craché sur un pasteur et lui aurait tapé dessus, et le journaliste lui répond qu'il est au courant et c'est "*pour cela qu'il est là à chaque fois*", il dit au journaliste "*allez-y mettez la sauce, mettez la part de notre côté*", le journaliste est là visiblement à la recherche d'un scoop, d'une info qu'il montera en épingle ou qui fera sensation pour faire monter la vente de son torchon...

A ce moment-là, le représentant des gens du voyage retourne vers son groupe, le maire reste en compagnie de plusieurs personnes, des gendarmes et des journalistes, il passe un coup de téléphone, apparemment à un huissier qui va se déplacer sur place. Il est très calme, posé. Le journaliste lui demande ce qu'il va faire. Il précise que cette mission évangélique est une secte et lui rappelle la loi concernant l'accueil des gens du voyage. La préfecture n'a reçu aucune demande et il rappelle qu'il avait refusé il y a quelque temps une demande pour cause de dégradation des lieux lors d'une précédente visite d'une autre communauté. Le journaliste se fait leur porte-parole, le maire lui rappelle que "*la loi, c'est la loi*", par pour ce journaliste...

Il dit qu'il va saisir le Préfet pour faire appliquer la loi dès le lendemain et réunir le conseil municipal pour délibérer sur cette question, la procédure habituelle est respectée. Il rappelle ensuite que la ville accueille des gens du voyage sédentarisés qui respectent la loi et "*tout se passe bien*", que des caravanes stationnent à l'année sur un autre terrain et "*il n'y a pas de problèmes*". Là dans la cas présent, il s'agit d'une occupation illégale, ils vont se brancher sur une bouche à incendie pour avoir de l'eau et se connecter ici pour prendre l'électricité le maire précise ce qui est illégal, le journaliste lui répond que c'est ce que les gens du voyage lui ont dit, le maire lui répond qu'il est donc témoin et qu'il ne raconte pas n'importe quoi.

Il explique alors qu'un monsieur est venu le voir à son bureau à la mairie et l'a menacé de se suicider parce qu'il avait une taxe d'habitation de 120 euros à régler et qu'on le saisissait, et d'ajouter : voilà ce qu'est devenue la France, ils ont tous les droits, on vous menace, ils vous traitent de raciste, ils vous font le signe d'Hitler, ils vont aller se plaindre, ils vont encore me faire une procédure, vous faire traiter d'Hitler, vous trouvez cela valable, attendez, on se fait injurier à longueur de temps, je me suis fait traiter de pédophile... Mais s'ils étaient propres, s'ils étaient corrects, s'ils payaient leurs trucs, moi je ne demande pas mieux, il n'y a pas de problèmes, quand on a les forains deux fois par an ça se passe bien, il signale un problème qu'il a réglé à l'amiable avec eux et on n'en parle plus, là ils sont en situation illégale, donc il n'y a pas de discussion... Il demande l'application de la loi républicaine... Puis des huissiers arrivent sur place... A un moment il dit qu'il ne préfère pas dire ce qu'il pense de ces gens-là et cette femme (?) lui répond "*ne dites-rien*" d'un air entendu. Apparemment seul en se parlant à voix basse, il dit "*ronds de cuir, salauds*" en pensant à ces gens qui l'ont comparé à Hitler et traité de raciste, mais le journaliste enregistre, la suite ne présente aucun intérêt.

Le chiffre du jour. 870

Mafia, crime organisé et CIA.

- Le crime organisé international rapporte 870 milliards de dollars par an (658 milliards EUR) grâce aux trafics de drogue et d'êtres humains et à la cybercriminalité, selon une estimation du responsable d'une agence de l'ONU.

"C'est ce qui motive les criminels. L'argent, pour être influent, avoir un certain statut et du pouvoir", a déploré le patron de l'Office des Nations unies de lutte contre la drogue et le crime (ONUDC), le Russe Youri Fedotov.ajoutant que "les groupes criminels sont mieux financés que n'importe quelles autorités publiques".

Alors que désormais un tiers de la population mondiale dispose d'un accès à internet, la cybercriminalité préoccupe toujours plus les polices.

Les revenus annuels liées aux vols d'identités sur internet sont estimés à un milliard de dollars par an, selon le haut responsable de l'ONU. AFP 24.07

Ce qui motive les criminels, exactement la même chose que les oligarques de la finance, le pouvoir politique dans le cas de ces derniers.

Les infos en bref ce soir à la date du 26.

Haut de page

Le 26 juillet 2013

CAUSERIE

Bravo messieurs Hollande et Fabius, vos amis les Frères musulmans viennent de commettre un nouveau crime infâme en Tunisie !

Cliquez : Le site actualisé vendredi si vous avez lu la causerie de jeudi soir.

Jeudi soir.

Finalement non, je n'ai pas actualisé les infos en bref, cela me fait chier à la fin pour tout vous dire, j'avais mieux à faire et et vous propose la suite de l'article d'hier sur l'affaire du maire de Cholet. La suite demain si j'en trouve le courage.

Suite des articles des 23 et 24 juillet sur l'affaire de Cholet.

Il s'agit de quelques précisions ou idées qui me sont venues à l'esprit en fin de journée en accomplissant mes tâches ménagères, en fait le peu de temps libre que je m'accorde.

1- Cela pourrait en surprendre que je fasse grand cas du sort réservé à un élu qui plus est de droite, alors qu'en réalité je ne m'intéresse qu'à l'exploitation qui est faite de cette affaire, ne confondez pas.

Sur le plan stratégique, nous ne nous adressons pas aux élus ou aux dirigeants des partis qui incarnent les institutions et le régime que nous combattons. Mais il peut arriver que sur le plan tactique nous soyons amené à combattre contre les adversaires ou les ennemis d'un élu qui se livrent à une manipulation et qui par ailleurs poursuivent un objectif diamétralement opposé au nôtre, le plus souvent il s'agt de l'UE ou de l'extrême droite, dans la cas présent, c'est l'ensemble des partis qui remplissent la même fonction que l'extrême droite au profit de l'idéologie néolibérale et ses objectifs politiques. Ce que nous entendons par là sera précisé au point suivant. Il n'y a donc pas de contradiction dans notre comportement face aux élus.

2- Quand les dépositaires du droit qui ont pour mission de le représenter ou de le faire appliquer se retrouvent dans une situation où ils en sont empêchés, c'est le droit qui est bafoué, l'Etat de droit qui est remis en cause, alors c'est un état de non-droit qui se substitue à lui ou l'emporte, l'Etat de non-droit s'installe. Au fait, pour ceux qui l'auraient oublié, un Etat de non-droit est synonyme de la loi de la jungle, du plus fort, du plus puissant, de la barbarie, un retour quelques siècles en arrière, c'est ce que soutient LO et le NPA notamment, allez lire leurs articles ou brèves sur leurs portails, c'est édifiant, n'oubliez pas les tendances du NPA qui font de la surenchère, délirant.

3- Il est clair que la direction du journal le Courrier de l'Ouest a décidé délibérément de nuire au maire de Cholet après plusieurs tentatives infructueuses dans le passé, en exploitant une phrase somme doute anodine dans la bouche d'un élu de droite que personne n'avait entendu à part le micro du journaliste qui était sur place, ce que révèle l'enregistrement de la bande son qu'ils ont mise en ligne sur Internet.

Avant lui, bien des hommes politiques ont fait les frais de l'indélicatesse de rédactions qui avaient publié des prises de son

réalisées en off ou hors plateaux de télévision à leur insu, Sarkozy par exemple, pour ensuite en faire un usage médiatique ou politique, un procédé déloyal qui témoigne du niveau de conscience misérable de leurs auteurs. Là encore nous ne soutenons pas ce maire ou Sarkozy, nous jugeons le comportement indigne de médias ou de patrons de presse comme nous le ferions dans d'autres cironstances.

4- Il semblerait, là encore il faut être très prudent en attendant d'en savoir plus, que le maire de Cholet aurait menti en prétendant qu'il aurait repris les propos du journaliste qui ne figurent pas sur cette bande son. Si c'était le cas, quand il a pris conscience de l'ampleur que prenait cette affaire il a dû paniquer et il a essayé de rattraper le coup, de la façon la plus maladroite qui soit en se livrant à un mensonge stupide qui pourrait être dévoilé plus tard. Ils l'ont poussé à la faute pour mieux l'abattre et apparemment cela a admirablement fonctionné puisqu'il s'est retrouvé acculé et a donné sa démission de l'UDI dans la foulée, ils sont parvenus à l'éliminer, ce qui semble-t-il était leur objectif.

Il aurait très bien pu s'en sortir autrement, par exemple, il lui aurait suffit d'avouer qu'excédé il s'était parler à lui-même à voix basse pour se soulager de cette pression insupportable sans se rendre compte que ses paroles étaient enregistrées, et que sur le coup elles avaient dépassé sa pensée, ce dont son action en faveur des gens du voyage sur sa commune pouvait témoigner et prouvait sa bonne foi, l'incident aurait été clos et personne n'en aurait parlé. On n'a pas forcément le bon réflexe quand on fait l'objet d'un lynchage en règle.

Vous savez que je vis en Inde depuis de nombreuses années et que je suis marié avec une femme d'origine indienne depuis 23 ans. Quelque part je suis un peu Indien, aussi il m'arrive de parler comme un Indien des autres Indiens, donc de me lâcher ou de dire ce que je pense, et je peux vous dire que je charge la barque.

En présence d'Indiens qui me connaissent, cela n'a jamais fait l'objet du moindre incident en 19 ans, jamais on ne m'a traité de raciste ou remis à ma place, généralement ils m'approuvent et en rajoutent une louche, c'est là aussi que j'apprends un tas de petites détails sur leur vie quotidienne, comment cela se passe dans leur tête, car étant sincère avec eux je les ai mis en confiance, ils se confient à moi.

Et c'est là que cela peut paraître paradoxal, pour avoir tenu les mêmes propos devant des Français, volontairement parce que je les connais bien, c'est mon côté provocateur pour ensuite les matraquer ou leur dire ce que je pense de leur tiers-mondiste de merde, j'ai observé leur réaction sur leur visage, une grimace de dégoût ou de désapprobation avant qu'ils me fassent la leçon, sans déconner, c'est un truc qui marche à tous les coups, intérieurement je me marrais, je n'attendais que cela, un pays qui compte des centaines de millions de pauvres est forcément merveilleux, la preuve, la vivacité de sa religion (sic!), sans rire ce serait cynique, tous les gens qu'on croisera un jour n'auront que des qualités, et si cela ne sautait pas aux yeux ou qu'ils n'en faisaient pas usage, ce serait uniquement parce qu'ils ignoraient qu'elles sommeillaient en eux ou que les circonstances ne leur auraient pas permis de les laisser s'épanouir, amen, bref on se demandera pourquoi ce pays est demeuré si longtemps sous-développé et si arriéré quand il suffit de franchir le pas de sa maison pour rencontrer un génie ; ou alors, là je passe de la matraque au fusil à pompe ou au bazooka, ils ne vantent pas les qualités exceptionnels des Indiens, ils les vomissent et ne leur trouvent que des défauts tous plus épouvantables les uns que les autres alors qu'eux sont des vermines qui soit les exploitent, soit s'en foutent de leur triste sort, on trouve cela mélangé chez les babas cool, les soixante-huitards attardés, moitié anar moitié réac, ou plus réac qu'anar, mais attention ils ne se livrent qu'avec des gens qu'ils connaissent, en public ils cachent leur jeu et se mettent dans la peau du personnage précédent, ils adorent l'Inde, patati patata...

On apprend beaucoup de choses à voyager et à vivre à l'étranger. Pas toujours, la preuve !

5- Je n'ai pas pris au premier degré ce qu'a dit ce maire, personnellement je n'en ai rien à foutre, j'ai déjà dit pourquoi hier, parce qu'ils sont si nombreux à le penser, mais sérieusement cette fois, lui je n'en sais rien. Je ne sais pas si vous avez lu la biographie de Lénine par J-J. Marie (POI-CCI), mais si vous avez pris au premier degré chaque fois qu'il faisait dire à Lénine : fusillé ! vous avez dû prendre Illitch Oulianov pour un horrible tyran, alors qu'en réalité il n'a jamais fait fusiller personne, autant que je me souvienne, pas même les Romanov.

Je ne voudrais pas jouer le donneur de leçons, c'est un truc dont j'ai horreur, mais il faut apprendre à lire ou prendre le temps de lire attentivement et de se poser des questions à chaque proposition, ligne ou paragraphe. Cela ne sert à rien d'avaler des bouquins, de cavaler, la lutte, la lutte, la lutte, et merde bordel, on n'a jamais rien appris en procédant de la sorte, il faut avoir l'esprit posé, être au calme, se mettre en condition, ce n'est pas un exercice de méditation, il faut que toutes les parties du cerveau indispensable à la réflexion soient mobilisées, que toutes vos facultés intellectuelles soient en éveil, et en fonction de votre développement antérieur la machine va se mettre en branle et produire des merveilles car on n'est pas plus intelligent ou plus con qu'un autre, cela n'existe que dans la tête de ceux qui méprisent les autres, pas dans la nôtre, et quel que soit notre niveau on peut progresser, heureusement, je vous ai fait peur n'est-ce pas ! Il commence à être tard et tout cela m'a mis de bonne humeur.

6- Pour revenir à notre affaire, l'absence d'images est délibérée, du coup on n'a pas pu voir qu'elle était l'attitude des différents protagonistes au moment où ce maire à produit ce propos malheureux. Ces gens du voyage qui venaient de le traiter de raciste, étaient-ils en train de lui adresser un salut nazi, se faisaient-ils menaçants ? Ils vociféraient d'après ce qu'on a pu

entrendre et ils l'ont insulté à plusieurs reprises. J'ai eu l'occasion de parler avec quelqu'un en France qui m'a dit que les représentants des missions évangéliques étaient des fascistes, la pire pourriture qui soit, attention, pas l'ensemble des gens du voyage.

Cet après-midi j'ai repensé à mon grand-père que j'adorais et qui partageait un peu la vie des forains en tant que camelots, il stationnait au même endroit qu'eux et se connaissaient à force, ils faisaient le même boulot et partageait la même vie. Adolescent j'ai travaillé le dimanche avec ma grand-père après la mort de mon grand-père, cela me faisait de l'argent de poche car mes parents étaient trop pauvres pour m'en donner. Pour un peu j'aurais pu naître dans un cirque puisque ma mère y a vécu et travaillé comme trapéziste peu de temps avant de m'avoir. C'est pour dire que j'ai aussi été un peu élévé dans cet esprit-là, pour le côté sédentaire, mon père ouvrier, menuisier en bâtiment, et du côté de ma mère le voyage, à croire que c'est le voyage qui l'a emporté ! Quoique, depuis je vis en Inde je n'ai jamais bougé de Pondichéry à part quelques balades en moto il y a 12 ans de cela déjà, j'ai pris racine !

7- Pour terminer, parfois l'union nationale se réalise sur un axe bien défini, du coup il faut être aveugle pour le louper, et parfois c'est l'inverse il se réalise dans l'omerta, le silence absolu sur un sujet dont absolument personne ne parlera, c'est tout aussi suspect ou davantage encore. On ne manquera pas de se demander ce que cela recouvre, quels intérêts y trouvent les uns et les autres, sont-ils complices ou complémentaires, ce sera l'un ou l'autre ou les deux à la fois.

Ils s'offusquent de propos sur Hitler, mais que les banquiers anglo-saxons juifs aient financé la montée d'Hitler et le réarmement de l'Allemagne nazi qui allait conduire à l'extermination programmée des juifs par Hitler et dont ils avaient parfaitement connaissance ne leur pose pas de problèmes, pour la simple et bonne raison qu'ils le nient ou refusent d'en parler. Il existe des preuves écrites que les Rothschid, Rockefeller, Warburg, Lazard et Cie ont financé les deux camps pendant les deux guerres mondiales pour s'enrichir doublement. Qui en parle, quel parti politique de droite, de gauche ou d'extrême gauche ? Absolument aucun.

Nous nous félicitons de ne pas appartenir à ce panier de crabes infâmes qui entraînent l'humanité vers l'abîme. Très égoïstement on serait tenté de se dire qu'on commence à se faire vieux et qu'on aura au moins la chance de ne pas voir la suite qui risque fort bien d'être abominable comme on est parti, j'en suis très malheureux pour ceux que j'aime et qui sont plus jeunes que moi, je ne pourrai rien de plus pour eux.

On va tout de même continuer le combat parce que c'est encore la meilleure chose qui nous reste à faire, sauf si je voyais que j'étais incompris et que la fréquentation du site chutait brutalement après ces dernières causeries *on the edge*, sur le fil du rasoir. Je ne m'acharnerai pas à vouloir convaincre des militants qui ne veulent rien entendre, que dans ce cas-là ils restent comme ils sont cela m'indiffèrera totalement et je m'occuperai de mes vieux jours en attendant la fin, je ne pense pas que je vivrai très vieux et je m'en irai l'esprit tranquille, j'aurai essayé d'être utile, en vain, dont acte.

Il m'a peut-être, même sûrement, manqué quelque chose pour vraiment être utile à notre cause et j'en suis désolé. Voyez-vous, comme tout le monde j'ai des doutes et je n'hésite pas à vous en faire part, par honnêteté, comment serait-ce possible autrement avec toutes les questions que je me pose, mais il y a au moins une chose dont je suis à peu près sûr, en toute modestie, c'est de ne pas me tromper ou alors à la marge. Souhaitons tout de même que le discernement et l'intelligence l'emportera sur l'obscurantisme.

Vendredi.

On ajoutera des articles de presse plus tard et dans différentes rubriques.

Une vidéo.

L'armée libre syrienne infestée par les djihadistes : reportage tunisien (algérien selon un internaute)
http://www.youtube.com/watch?v=xpw9dcIaZ7k

Qu'est-ce que c'est un Etat de non-droit ? Démonstration.

- Trayvon Martin: Zimmerman est coupable mais "*il s'en est tiré*", estime une jurée - L'Express.fr

Une des membres du jury qui a acquitté George Zimmerman du meurtre de Trayvon Martin a estimé que l'accusé était "*coupable*" mais qu'il "*s'en est tiré*" parce qu'il était impossible de prouver sa culpabilité. L'Express.fr

Extraordinaire non, un homme d'âge moyen, corpulent, tire et tue un frêle adolescent de 17 ans non armé, et il y aurait besoin de prouver sa culpabilité qui est établie d'emblée au regard de la situation. C'est le crime légalisé, le droit de se faire justice soi-même couvert par la loi.

Le capitalisme repose sur le vol de la force de travail par celui qui possède les moyens de production. Vol parfaitement légal, l'exploitation de l'homme par l'homme est ainsi légalisée, justifiée, il est un droit reconnu et inscrit dans la Constitution. Du coup, toute forme d'oppression ou tout recours à la violence pour faire respecter ce droit est légal. L'oppression, la répression ou la violence qui l'accompagne viole ainsi la légitimité du droit de la majorité à refuser d'être exploitée.

Comme le droit a été accordé à une minorité d'opprimer ou violenter la majorité dans certaines circonstances qui de fait s'étend à l'ensemble de la société, puisqu'on ne peut être qu'oppresseur ou opprimé, exploiteur ou exploité, pourquoi ce droit ne s'appliquerait-il pas à des situations individuelles, qui dans le cas présent prend la forme du pouvoir d'un individu de faire valoir son droit contre celui du reste de la société ; que la majorité de la population condamne son acte, son crime, n'a aucune importance, n'a aucune valeur, ainsi en a décidé le législateur qui dans les moindres détails a tenu à reproduire les rapports qui existaient entre les classes.

Trappes. Les faits.

Ce que vous allez lire contredit les précédentes déclarations du principal protagoniste qui prétendait qu'un policier avait arraché le voile de son épouse qu'il l'aurait trainée ainsi jusqu'à une voiture de police avant de lui plaquer violemment le visage sur le capot de cette voiture...

Avant de commencer cette lecture, attentive car chaque mot compte, je fais remarquer à ceux qui m'accuseraient de prendre le parti de la police, que je ne lui donne pas la parole, ce n'est même pas nécessaire, pas de bol !

Ce garçon converti à l'islam radical a déclaré avant-hier, je cite, que "*le policier s'est rapproché de [sa] femme et a mis sa main vers son visage comme pour la gifler ou la saisir*", il "*s'est rapproché*" donc il ne l'a pas touché, il (et les témoins) a donc menti précédemment, ensuite il "*a mis sa main vers son visage*", "*vers*", donc sans l'atteindre, second mensonge confirmé, pour "*la gifler ou la saisir*", là il extrapole carrément et le mouvement de la main n'est pas vraiment le même quand on se destine à gifler ou à se saisir de quelqu'un, il en rajoute manifestement et aggrave son cas. Le reste est à l'avenant.

Ceux qui exploitent cette affaire sont en peine de légitimité ou de crédibilité dans le mouvement ouvrier, en agissant de la sorte ils soutiennent le pire communautarisme qui soit.

Nous sommes parmi les plus féroces ennemis des institutions et nous le prouvons quotidiennement, mais ayant conscience du danger que représente la remise en cause de l'Etat de droit (à travers les représentants de l'Etat ou les élus qui le représentent) qui conduit de fait à l'établissement d'un Etat de non-droit conformément au voeux de l'Union européenne notamment ou du néolibéralisme qu'elle incarne, nous condamnons toute tentative favorisant cette dérive de l'Etat.

Nous rappelons à nos adversaires ou à tous ceux qui ne partagent pas notre point de vue sur cette question déterminante, que c'est dans le cadre de cet Etat de droit que nous pouvons mener notre combat, alors que dans un Etats de non-droit ce serait totalement impossible ou nous serions réduits à l'impuissance ou au silence.

Nous leur signalons que c'est déjà le cas d'une certaine manière quand un Blanc, un Noir ou toute personne étrangère à un quartier dans certaines villes prend le risque de se faire insulter ou sauvagement agresser si elle a la mauvaise idée de s'y rendre, à ses risques et périls, ce qui est totalement intolérable. Couvrir ou soutenir cet état de fait est impensable.

C'est l'attitude laxiste, le double langage et la politique de Sarkozy et Hollande qui ont favorisé l'établissement d'un Etat de non-droit dans certains quartiers ou certaines communes du pays.

Politique qui a consisté à s'allier avec l'émir salafiste du Qatar et son régime qui applique la charia et traite les femmes en sous-produit de l'espèce humaine et qu'ils se sont appliqués à rendre présentable, de telle sorte qu'il a encouragé certains musulmans et musulmanes à épouser leur doctrique, dont les principes sont incompatibles avec les valeurs de la République et leur respect, à les violer et à faire ensuite l'objet de poursuite judiciaire, sans parler du rejet massif qu'ils inspirent à la majorité de la population attachée à ces valeurs républicaines.

De plus, je peux témoigner que dans les années 70 il existait déjà en France des espaces de non-droit dans certaines banlieues, à Nanterre (92) par exemple. A Nanterre il existait plusieurs bandes de voyous, Les Folies, Les Pâquerettes, j'ai oublié le nom des autres, j'avais un de mes oncles qui était au PC et qui était responsable de la MJC à l'époque, c'est lui et mes potes qui me racontaient ce qui se passait dans cette commune situé à côté de chez moi, j'habitais à Rueil chez mes parents. La police ne s'aventurait jamais dans certaines cités de Nanterre, il se faisait caillasser et même tirer dessus avec des armes à feu, un jour ils ont réussi à entourer un car de flic qui s'était approché trop près de leur territoire, ils en ont fait descendre les flics et il y ont foutu le feu, une autre fois ils les ont attachés et ils ont dépossé le car de flic devant le commissariat avec les flics dedans ligotés, c'était dans les années 70, il y a donc plus de 40 ans.

Etrangement à l'époque la situation n'a pas dégénéré ou ne s'est pas généralisée comme cela tend à être le cas

aujourd'hui. Pourquoi ? Parce qu'à l'époque il n'y avait pas de chômage. Un voyou qui faisait des conneries, il avançait en âge, puis il se rangeait, la société lui permettait d'avoir un travail et de fonder une famille, c'était mieux que la taule et rester chez ses parents, or aujourd'hui cette condition essentielle à leur intégration dans la société a disparu. J'ai appris 20 ans plus tard en en rencontrant un par hasard que tous mes anciens potes et leurs frères, Rachid, Amid, Kader, Kamel et toute la bande de la cité du Moulin des Gibets à Rueil avait pris le chemin du boulot et avaient cessé définitivement leurs conneries. Je tenais à apporter ce témoignage et cette précision.

Revenons à notre sujet.

Que ce soit ces mêmes partis ou tendances ou ces militants qui soutiennent les djihadistes qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple n'étonnera personne. Leur politique criminelle sur la Syrie est le prolongement de leur politique qui ne l'est pas moins en France. On aurait souhaité qu'un parti ou une formation politique ait le courage de dire ces choses à notre place, mais apparemment nous n'en avons pas trouvé malheureusement .

J'ai téléchargé hier dans mon disque dur différents articles de plusieurs partis ou tendances du mouvement ouvrier ainsi que des articles de presse, je vais essayer de trouver le temps dans les jours qui viennent de démonter leur argumentation pour bien montrer comment le gauchisme fonctionne et comment il nuit à notre combat, je vais les broyer. N'oubliez jamais que lorsqu'un innocent est assassiné en Syrie, en Irak, en Egypte ou en Tunisie, ils en portent la coresponsabilité, c'est extrêmement grave, il est donc de notre devoir de les démasquer devant le mouvement ouvrier.

La lutte des classes est impitoyable, on vous avait prévenu, on ne vous prend pas en traitre ou par surprise, comme disait Trotsky cela ne sert à rien de lutter contre notre ennemi si simultanément nous ne combattons avec le même acharnement les opportunistes qui le soutiennent ou desservent notre cause.

Voici deux extraits d'articles, à vous de juger.

1- french.irib.ir - Un journaliste de RTL a pu rencontrer la mère de la femme en niqab qui s'est faite contrôlée à Trappes. Vivianne, non musulmane, était accompagnée de ses deux filles et de son beau fils au moment des faits. Elle nous donne une version totalement différente de celle des agents de Police, et qui confirme un contrôle abusif et disproportionné de la force par la police sur cette famille.

« *Je sortais des courses avec ma fille. Elle a vu la police qui venait. La police s'est arrêté. Je leur ai dit "je vais vous donner les papiers* » c'est parce que les papiers étaient chez moi et puis comme ça tout s'arrête. Mais le policier s'est posé. Il a pris la tête de ma fille, la grande, celle qui s'est convertie, qui avait le voile. Il l'a tenue par les cheveux. Il a posé sa tête sur le capot de la voiture, et a il a mis ses deux mains derrière son dos.

Mon beau-fils a vu ça et a dit : « *Ne touchez pas à ma femme* » et s'est mis debout pour partir vers eux. Après la police a pris mon beau fils. Il l'a mis par terre. Ils ont mis ses mains derrière son dos et ils ont mis des menottes. Le problème c'est que mon beau fils n'a pas agressé la police. Il n'a pas essayé d'étrangler le policier. C'est pas vrai, il a rien fait, il est innocent. french.irib.ir 23.07

2- libération.fr - Hier, lors d'une conférence de presse, le collectif des citoyens de Trappes a souhaité donner la parole aux habitants du quartier des Merisiers. Les faits, ce sont ceux de l'interpellation du mari de la jeune femme portant le voile intégral (niqab), Mickaël, accusé d'avoir tenté d'étrangler un policier au cours d'un contrôle d'identité.

Dans un entretien de près de quinze minutes, dans une interview sur la chaîne de télévision La locale, le jeune homme de 21 ans a donné sa version de l'altercation. «*Je n'ai pas essayé d'étrangler un policier*», s'est-il défendu. Mickaël, qui s'est converti à l'islam à 16 ans, raconte qu'à leur arrivée, les policiers ont demandé à sa femme de relever son voile. Il souligne que ces derniers n'ont pas fait preuve de «*courtoisie*» puis qu'ils «*ont commencé à s'énerver*». Il explique avoir voulu s'interposer «*à partir du moment où le policier s'est rapproché de [sa] femme et a mis sa main vers son visage comme pour la gifler ou la saisir*». Il a également évoqué les contrôles d'identité dont le couple avait déjà fait l'objet: «*auparavant cela s'était toujours bien passé, mais c'est déjà arrivé que les policiers soient provocants, agressifs avec nous sans aucune raison valable*».

Selon Fanta Ba, du Collectif des citoyens de Trappes, la version de Mickaël est en partie soutenue par des témoins oculaires. Selon l'«*enquête de terrain*» réalisée par ce collectif, le jeune homme aurait bien eu «des gestes déplacés» à l'égard des policiers. Notamment l'un d'eux qu'il aurait «*agrippé par derrière pour le faire reculer*» avant de glisser emporté par le poids du policier. Les témoins auraient également décrit une arrivée musclée des forces de l'ordre : un policier aurait arrêté le couple «*en mettant un pied sur la poussette, sans bonjour ni rien*». Pour Fanta Ba, l'attitude de Mickaël serait une réponse «*à une première agression*». Elle évoque par ailleurs «*un climat déjà présent*» dans la ville lié à de multiples «violences policières et contrôles à répétition» depuis plusieurs mois. «*Notre police n'est pas irréprochable*», s'agace-t-elle tout en expliquant que les propos catégoriques de Valls ont «*écoeuré*» la population locale. libération.fr 24.07

Il se trouve que les propos du jeune homme en question contredisent ceux de la mère de son épouse (1er article) et ceux de

ces témoins, l'attitude par ailleurs de la police dans d'autres circonstances est tout autre chose et n'a rien à faire ici.

Que les flics soient des beaufs ou qu'ils ne soient pas très futés est bien connu, mais il nous faut faire avec, que devrais-je dire en Inde, je m'attends toujours au pire.

Un complément tout frais d'hier.

- Deux CRS ont été agressés mardi sur la Promenade des Anglais à Nice (Alpes-Maritimes). Alors qu'ils procédaient à un contrôle d'identité, les deux fonctionnaires de la Compagnie républicaine de sécurité n°4 basée à Lagny (Seine-et-Marne) ont été roués de coups par trois mineurs (nés en 1996 - ndlr) originaires de Seine-Saint-Denis. «*Particulièrement agressifs et violents*», ces derniers enfreignaient un arrêté municipal interdisant de se promener torse nu en ville, a expliqué Philippe Lebrun, directeur adjoint du cabinet du préfet des Alpes-Maritimes.

L'agent le plus gravement touché souffre d'une fracture du poignet gauche et d'une entorse cervicale. Il s'est vu délivrer une interruption temporaire de travail (ITT) de 30 jours. Le second policier, victime de contusions, a eu une ITT de deux jours. LeFigaro.fr 25.07

Vous imaginez bien que les CRS ne figurent pas vraiment parmi nos amis , mais on estime que la préservation de l'Etat de droit ou ce qu'il en reste est prioritaire dans les circonstances présentes, le gauchiste qui ne réagit que par rapport à ses désirs de petit-bourgeois qu'il prend pour la réalité ne sera pas en mesure de le comprendre, tant pis, notre combat politique ne consiste pas à satisfaire un besoin personnel immédiat aussi louable soit-il, mais s'inscrit dans une perspective historique auquelle le sort de notre classe est liée et qui légitime notre position.

Un autre article. Tiens, là cela ne pose apparemment aucun problème. Ne viendrait-il pas du sommet de l'Etat en France ?

- Les Philippines, archipel de 90 millions d'habitants à forte majorité catholique, ont annoncé mardi l'interdiction par décret du port du voile en classe aux enseignantes musulmanes.

Ce décret ne s'applique pas aux écolières qui pourront rester voilées pendant les cours et porter lors des séances de sport une « *tenue appropriée* » au respect de leur foi.

Les enseignantes musulmanes peuvent porter leur voile en dehors de la classe mais doivent se découvrir pendant les leçons.

Une mesure visant à « *renforcer la relation enseignant-élève* »

Cette mesure permettrait « *une bonne identification des enseignantes par leurs élèves et renforce ainsi la relation enseignant-élève* », assure le texte.

Il ajoute que l'absence de voile garantit un meilleur apprentissage du langage car celui-ci s'opère en partie grâce à la « *lecture sur les lèvres* ».

Une mesure validée par le Bureau des affaires islamiques

Le Bureau des affaires islamiques a dit valider le décret du ministère de l'Education tout en admettant ne pas en avoir reçu copie.

Selon Roque Morales, conseiller de cette institution publique, le port du voile est très répandu dans le sud des Philippines où vivent la majorité des musulmans de l'archipel. « *On le voit quasiment partout* », a-t-il dit. french.irib.ir 24.07

Je rappelle que le portail french.irib.ir est celui de la radio francophone iranienne, du régime iranien.

ACTUALITE EN TITRES

Ca baigne pour eux !

- Le chiffre d'affaires trimestriel de Facebook a bondi de 53% - Reuters

- Starbucks publie un bénéfice trimestriel en hausse de 25% - Reuters

- GM bat le consensus grâce à la demande aux Etats-Unis - Reuters

- Dow Chemical bat le consensus grâce à la demande de pesticides - Reuters

- Rolls-Royce en forte hausse après ses résultats - Reuters

- GPA et Monoprix dopent les résultats de Casino au 1er semestre - Reuters

- Les résultats de Roche dopés par ses trois médicaments phares - Reuters

- Bénéfice trimestriel presque record pour Hyundai grâce à la Chine - Reuters

- Hausse moins forte que prévu du bénéfice net trimestriel d'ABB - Reuters

Les banquiers !

- Qui sont les chefs les plus sous-estimés au monde ? - LeMonde.fr

Néolibéralisme.

- La Grèce adopte d'urgence une loi pour s'assurer des prêts UE-FMI - AFP

- Le déficit portugais inférieur aux exigences de la Troïka - Reuters

- Le Portugal annonce la privatisation de la poste - AFP

- Les employés des chemins de fer roumains en colère - euronews.com

En Roumanie, des employés de la compagnie ferroviaire publique protestent contre la privatisation annoncée des chemins de fer et réclament de meilleures conditions de travail. Ils dénoncent la vente du frêt, déficitaire, une privatisation réclamée par le Fond Monétaire International, et s'inquiètent des licenciements et des baisses de salaires prévus. euronews.com 25.07

Jusqu'où ils poussent la marchandisation.

- Japon : la publicité a pignon sur cuisse - euronews.com

Chocking !

- En Moldavie, on opére avec des perceuses - euronews.com

Quand j'ai été me faire arracher une dent dans le centre hospitalier privé Pims flambant neuf ou presque à quelques kilomètres de Pondichéry, la dentiste a utilisé la même pince multiprise que j'emploie pour bricoler ma moto, elle portait des gants quand même et je n'ai eu aucune infection par la suite. Pour le reste, son cabinet et son équipement ressemble à celui que vous trouvez chez votre dentiste en France.

Chouette s'écrie Sapin, le chômage "***ralentit***" en France !

- La Syrie, nouvelle destination pour apprentis jihadistes français - AFP

Qui détient le pouvoir politique aux Etats-Unis ?

- Surveillance : le Congrès américain laisse le champ libre à la NSA - LeFigaro.fr

A ma connaissance, la NSA tout comme la CIA ou le Pentagone n'est pas une émanation de la volonté populaire. Ils n'ont été élus par personne, ils n'ont de compte à rendre à personne, pas plus que le cartel des banquiers de la Fed qui possède la planche à billets,. Du coup, ils se soustraient aux institutions, au droit, à tout pouvoir politique, aux partis, ils incarnent et fonctionnent selon

les principes d'une dictature qui leur octroie tous les pouvoirs sans aucun moyen de contrôle ou si aléatoire et impuissant qu'il en est ridicule ou grotesque.

Opération déstabilisation

- Un responsable de la télévision russe limogé pour soutien à Navalny - Liberation.fr

- La CEDH juge fondées les poursuites contre Mikhaïl Khodorkovski - Reuters

- Khodorkovski: procès inéquitable selon la Cour européenne des Droits de l'Homme - AFP

- Pussy Riot : un an d'actions face à une justice russe inébranlable - Francetv info

- Un des idéologues des Femen passé à tabac à Kiev - 20minutes.fr

Déformation de la réalité.

- Trappes: provocation ou islamophobie? Parole contre parole - L'Express.fr

Quand la parole se situe au même niveau que le droit ou quand la parole concurrence le droit, le droit est remise en cause, il n'existe plus au profit d'un Etat de non-droit, CQFD.

Ils mentent ou ce sont des moutons prêts à envoyer à l'abattoir.

- 72% des Français respectent en toutes circonstances la vitesse réglementaire - Francetv info

Propagande et conditionnement.

A bas le social ! Quand on disait qu'ils allaient y venir, on devait nous prendre pour des farfelus...

- Faut-il supprimer des vacances pour relancer l'économie française? - Slate.fr

En voilà une super idée, non ? Ils vont préparer les esprits à ce sacrifice suprême...

A bas l'Etat ! Vive l'UE, vive la loi de la jungle ou l'Ancien Régime !

- Les Français travaillent sept mois pour financer les dépenses publiques - L'Expansion.com

Voilà ce qui devrait inspirer les gauchistes, à bas l'Etat, comme les anarchistes ils sont contre tout Etat, alors que nous sommes pour renverser l'Etat des capitalistes pour le remplacer par un Etat ouvrier, une République sociale car on ne peut pas passer directement du capitalisme au communisme ou du règne de la nécessité à celui de la liberté, les conditions objectives ne le permettraient pas et la population n'y serait pas préparée.

Quand l'esclavage moderne revendiquent des "***valeurs humanistes***".

- Economie sociale et solidaire: "*Cette loi comporte des avancées significatives*" - LExpress.fr

Ce secteur représente 10,2% de l'emploi en France et contribue à hauteur de 8% du PIB.

Les entreprises de l'ESS sont plus que jamais des acteurs du développement économique local. Ces dernières sont les partenaires des territoires pour faire avancer une économie qui, tout en produisant de la richesse et en s'inscrivant dans les critères de la création et du développement des entreprises, sont aussi des acteurs de changement au travers des valeurs humanistes qui les animent et qui sont les fondements de leur investissement entrepreneurial. LExpress.fr 25.07

Normal le premier est amené à se perpétuer, le second à disparaître

- Le crime d'esclavage apparait, le délit d'offense au chef de l'Etat disparait - 20minutes.fr

Le crime d'esclavage devrait s'appliquer au capitalisme, mais tel n'est pas le cas ici, il s'agit de dénoncer l'esclavagisme à titre individuel pendant que l'esclavagisme à titre collectif s'étend toujours plus, l'un sert à camoufler l'autre qui est légitime.

Calcul sordide ou jusqu'où ils poussent le cynisme.

- Train, avion, voiture: Existe-t-il des places plus sûres que les autres? - 20minutes.fr

Non sans façon, sincèrement mon cher ami je vous cède volontiers ma place, prenez plutôt celle-ci, vous verrez, vous y serez bien, en fait il s'agit de la place du mort ! L'humanisme vole bas de nos jours !

Voilà ce qui fait bander les impuissants.

- Installez-vous dans la modeste demeure new-yorkaise d'Olivier Sarkozy et Mary-Kate Olsen pour 5,3 millions d'euros - Atlantico.fr

Pouquoi impuissants ? Mais parce qu'ils ne sont jamais heureux, ils sont jaloux les uns des autres, il leur en faut toujours plus de sorte qu'ils ne sont jamais satisfaits... On les plaint ? Ben non, peut pas !

ACTUALITÉ DU JOUR

Trop de social, les riches ne le sont pas encore assez.

- La France, toujours numéro un des dépenses sociales - Reuters

La France est toujours le pays qui consacre le plus de moyens à ses dépenses sociales, qui devraient atteindre 33% de son produit intérieur brut cette année.

Dans une étude publiée jeudi, l'OCDE indique que, du fait de la crise, et la hausse des allocations chômage et autres prestations, les dépenses sociales réelles ont augmenté de 10% environ dans ses pays membres depuis 2007/2008.

Seuls deux pays ont évolué contre la tendance, la Grèce et la Hongrie, avec des baisses de respectivement 14% et 13%.

A l'inverse, c'est en Corée que la progression a été la plus forte (29%), "cette évolution reflétant l'augmentation des dépenses liées aux pensions et autres prestations telles que les aides à la garde des enfants".

Selon l'OCDE, c'est la France qui consacre la plus grosse part de son PIB à la politique sociale, avec 32,1% en 2009, suivie par le Danemark (30,2%) et la Suède (29,8%), contre 22,1% pour la moyenne OCDE.

Les projections de l'organisation pour 2013 placent la France toujours en tête, avec 33,0% du PIB, devant le Danemark (30,8%) et la Belgique (30,7%). Par comparaison, la moyenne des pays de l'OCDE est attendue à 21,9% et celle des 21 pays de l'Union européenne membres de l'OCDE à 25,1%. Reuters 25.07

Qui dit mieux, les enchères sont lancées !

- Le Medef propose 44 ans de cotisations retraite en 2020 - Reuters

L'organisation patronale a remis ce jeudi 25 juillet au gouvernement un document d'une trentaine de pages avec 24 propositions "*pour équilibrer durablement nos régimes de retraite*".

Le Medef préconise dès 2020 de passer à un départ à 63 ans et de porter la durée de cotisation à 43 ans. "*Il n'y a pas de paramètres intrinsèquement plus justes, il n'y a que des impacts différenciés selon les populations concernées*", souligne le document, en réponse indirecte à François Hollande qui a affirmé que l'allongement de la durée serait "*juste*" et le recul de l'âge "*injuste*".

Regrettant que le levier du recul de l'âge ait été abandonné, le Medef a calculé que, pour que la réforme structurelle soit efficace, il faudrait porter la durée de cotisation à 44 ans d'ici 2020 et dès la génération 1958.

Il propose le transfert des 5,4% de cotisation famille des entreprises vers la TVA ou la CSG, le Medef accepterait toutefois une

hausse de 0,1 point des cotisations vieillesse pour les salaires au-dessus de 3.000 euros (plafond de la Sécurité sociale) comme le suggère le rapport Moreau.

Toujours au titre des mesures financières qu'accepterait le patronat, il y a aussi les différentes mesures de mises à contribution des retraités imposables. "*Il paraît possible d'accepter une sous-indexation temporaire des pensions de base*", selon le document, limitant cette mesure à trois ans. La sous-indexation consiste à revaloriser annuellement les pensions à un niveau inférieur à l'inflation.

Le Medef prône aussi "*le nécessaire développement de la retraite par capitalisation*" (placements financiers), actuellement peu répandue en France par rapport à d'autres pays occidentaux, en particulier pour les jeunes cadres

Plutôt le crépuscule de la classe moyenne.

- L'été des classes moyennes - lepoint.fr 24.07

... cette mondialisation qui fait le malheur des classes moyennes occidentales fait en revanche le bonheur des classes moyennes des pays émergents, qui voient leurs effectifs gonfler à vue d'oeil. Au Brésil, depuis dix ans, près de 40 millions de personnes ont rejoint la classe moyenne, qui représente désormais 52 % de la population totale. Inexistante il y a vingt ans, la classe moyenne chinoise est aujourd'hui estimée à 157 millions. Elle a augmenté de 46 % en cinq ans et, dans une ville comme Pékin, 40 % des habitants en font désormais partie.

Selon l'économiste de l'OCDE Homi Kharas, en 2030, la classe moyenne mondiale - définie par un pouvoir d'achat quotidien situé entre 10 et 100 dollars - comprendra 4,8 milliards d'individus (1,8 milliard en 2009). Les effectifs resteront stables en Europe et en Amérique du Nord, ils progresseront fortement en Amérique du Sud (de 181 millions à 313 millions), et exploseront en Asie (3,2 milliards, contre 525 millions en 2009). N'en déplaise à Marx, qui prédisait leur paupérisation et leur prolétarisation, l'avenir appartient aux classes moyennes. (Pour un peu 40% des Chinois à Pékin seraient des nantis ! C'est en réalité le contraire qui se produit, confusion qui se produit quand on ne prend en compte qu'un aspect de la réalité, lire le commentaire plus loin. - Ndlr)

C'est une excellente nouvelle. Économique, d'abord, parce que les classes moyennes, qui travaillent, épargnent, investissent et consomment sont le moteur de croissance le plus puissant qui soit. Les Trente Glorieuses l'avaient prouvé en France. Autre exemple : en 1960, le Brésil et la Corée du Sud affichaient des niveaux de revenus comparables, mais le premier comptait une classe moyenne peu développée (29 % de la population) par rapport à la seconde (53 %). Résultat, le PIB par habitant est aujourd'hui deux fois plus élevé en Corée qu'au Brésil.

Mais c'est surtout une excellente nouvelle politique, car, comme le dit l'historien Francis Fukuyama, "*l'expansion de la démocratie passe toujours par la classe moyenne*". Un passage qui s'effectue rarement en douceur. Car les classes moyennes des pays émergents sont extrêmement nerveuses, vivant dans la crainte de retomber dans la pauvreté. Surtout, ce sont des classes exigeantes en matière d'équipements collectifs, de services publics ou de protection sociale. Et comme elles découvrent cette immense joie qui consiste à payer des impôts, elles se montrent très vigilantes sur l'utilisation qui en est faite. Elles sont donc en pointe en termes de lutte contre la corruption et de dénonciation des privilèges. D'où ces manifestations en Turquie, au Brésil, au Chili, en Inde ou en Afrique du Sud. Il ne faut pas s'en inquiéter, il faut au contraire s'en réjouir, car elles marquent la prise de pouvoir par des classes moyennes, les meilleures garantes à terme de cohésion sociale. Ce qu'Aristote avait déjà dit : "*Lorsque la classe moyenne est importante, il y a moins de risques de discordes et de divisions.*" lepoint.fr 24.07

Il y a à boire et à manger dans cet article, je n'ai plus le temps de l'éplucher pour y répondre en profondeur.

A retenir : quand l'auteur dit que la mondialisation fait "*le bonheur des classes moyennes des pays émergents*", il oublie de dire au moins deux choses, la première, c'est qu'elle leur permet de s'endetter jusqu'aux dents, la seconde qui est liée à la première, c'est qu'elles ne bénéficient pas des conditions de travail aussi avantageuses que dans les pays occidentaux, en Inde par exemple, un cadre va bosser 10h par jour 6j/7 12mois/12 et il n'aura jamais la possibilité d'arrêter de bosser comme un esclave, entre nous, je ne l'envie pas, j'en connais évidemment, je ne peux pas dire qu'ils respirent davantage la joie de vivre que mes beaux-frères qui sont des ouvriers.

L'auteur de cet article est de droite évidemment, sa citation d'Aristote sent plus que le réchauffé et l'harmonie entre les classes qu'il appelle de ses voeux est passée de date également à l'heure où les inégalités entre les classes n'a jamais été aussi importante, y compris dans les pays émergents.

Le développement des classes moyennes dans les pays émergents se produit à un moment précis de l'évolution du capitalisme mondial dominé par l'industrie financière, il en porte donc les marques et ne peut pas être comparé à celui des pays capitalistes occidentaux à une autre époque. Encore une analyse foireuse, quoi.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Bulgarie.

Les manifestations anti-gouvernementales et contre "*l'oligarchie*", qui secouent la Bulgarie depuis 40 jours, se sont durcies avec le siège du parlement dans la nuit de mardi à mercredi, mais le calme a été restauré dès mercredi soir.

"*Quarante jours que nous manifestons sans être entendus. La tension a explosé hier, c'était inévitable*", a estimé Maria Anguelova, 33 ans, une manifestante accompagnée de ses deux jeunes enfants.

"Si le gouvernement continue à nous mépriser, je crains que de nouvelles violences ne se produisent", a prévenu Ani Raltcheva, une peintre âgé de 72 ans.

Le parti socialiste (PSB), qui soutient le gouvernement du Premier ministre sans étiquette Plamen Orecharski, a décidé lors d'une réunion mercredi de ne pas céder aux demandes d'élections anticipées.

"*Les gouvernements ne démissionnent pas, dans les pays de l'Union européenne, sous la pression de deux ou trois mille protestataires*", a souligné Yanaki Stoilov, un responsable du PSB.

Le président Rossen Plevneliev, issu du parti conservateur Gerb, a appelé mercredi à "*préserver le caractère tolérant des protestations*". "*Il n'existe pas d'objectif qui justifie la violence*", a-t-il souligné, appelant les partis représentés au Parlement à "*chercher des voies pour surmonter la situation difficile*".

De son côté, le Premier ministre s'est terré dans le silence alors que le ministre de l'Intérieur Tsvetlin Yovtchev a comparé les accrochages à des "*pogroms*".

Elles avaient été précédées cet hiver par des manifestations plus importantes, rassemblant jusqu'à 20.000 personnes à Sofia et suivies dans tous le pays, contre la pauvreté. Ces protestations, qui avaient fait 28 blessés à Sofia, ont provoqué en février la démission du Premier ministre conservateur Boïko Borissov. Six personnes sont par ailleurs mortes dans une série d'immolations par le feu.

Le nouveau gouvernement minoritaire, issu des élections anticipées du 12 mai, a vite été confronté à de nouvelles manifestations avec une importante mobilisation de représentants de la classe moyenne et de l'intelligentsia, dénonçant "*l'oligarchie*" qui, selon eux, dirige en fait le pays.

"*Les gens protestent contre le modèle du pouvoir, un mélange d'économie, de criminalité et de politique et ce cocktail issu de l'effondrement du régime totalitaire (en 1989) trouve son expression dans tous les partis*" représentés au Parlement, a déclaré à l'AFP le politologue Tsvetozar Tomov.

"*L'issue est incertaine. Des élections anticipées paraissent inévitables, cet automne, si la tension continue à augmenter, ou au printemps", a-t-il ajouté. "Une agonie du système nous attend pendant des années, avant que ce modèle ne soit transformé.*"

Le dirigeant du PSB Serguei Stanichev a accusé Boïko Borissov d'avoir organisé "*les provocations*" de mardi soir. Pour le dirigeant socialiste, l'ex-Premier ministre table sur de nouvelles élections afin de retrouver le pouvoir avec son parti Gerb.

Mais des voix dissonantes se sont élevées au sein même des socialistes. "*Il faut de nouvelles élections pour permettre un débat*" sur l'avenir du pays, a écrit le député européen socialiste et ex-ministre des Affaires étrangères Ivaïlo Kalfin sur sa page Facebook.

Et les deux principaux syndicats, KNSB et Podkrepa, se sont joints mercredi à la demande d'élections anticipées.

Les manifestants reportent leurs espoirs sur un soutien européen. La commissaire européenne à la Justice Viviane Reding, qui a rencontré des citoyens mardi à Sofia, avait été accueillie par les protestataires avec des banderoles "*Sauvez-nous!*". "*L'oligarchie et la démocratie sont des ennemis mortels*", a-t-elle souligné. AFP 24.07

A retenir : qu'est-ce que cela signifie quand la porte-parole de l'oligarchie financière au sein de l'UE dit que "*L'oligarchie et la démocratie sont des ennemis mortels*" en visant le gouvernement de technocrates soutenu par le parti socialiste bulgare (PSB), le clone du PS en France inféodé à l'oligarchie financière ? Que le parti de droite officiel ne représenterait pas les intérêts

de l'oligrachie financière ? Cela doit être un vrai parti de gauche qui s'ignore, comme l'UMP en France quoi !

Il y a une crise sociale et politique inextricable comme dans bien des pays qui tourne à l'imbroglio, les uns et les autres manipulant des pans des masses...

2- Egypte

Le chef de l'armée égyptienne, le général Abdel Fattah al Sissi, a appelé la population à manifester en masse vendredi prochain pour dénoncer la violence et marquer son soutien aux nouvelles autorités, trois semaines après la destitution du président islamiste Mohamed Morsi.

L'armée égyptienne a menacé jeudi de retourner ses armes contre ceux qui useraient de la violence en prévision des grandes manifestations prévues vendredi dans tout le pays et qui font craindre des affrontements meurtriers entre partisans et adversaires du président déchu Mohamed Morsi.

Selon un responsable militaire, l'armée, qui a déposé le 3 juillet le chef de l'Etat élu issu de la confrérie, a lancé un ultimatum aux Frères, qui ont jusqu'à samedi pour signer une "*feuille de route*" de réconciliation politique qu'ils ont jusqu'ici boycottée.

Le pouvoir accentue la pression sur les Frères musulmans, dont est issu le président déchu, qui refusent de mettre fin à leurs rassemblements et exigent le retour au pouvoir de Morsi, alors que les violences se poursuivent au Caire et dans le nord du Sinaï.

Le procureur général a ordonné mercredi l'arrestation du numéro un des Frères musulmans, Mohamed Badie, et de huit autres responsables de ce mouvement pour incitation à la violence, a rapporté l'agence de presse officielle Mena.

Lors d'une allocution au cours d'une cérémonie militaire, le général Sissi s'est engagé à ne pas remettre en cause le processus politique lancé par l'armée, qui prévoit la tenue d'élections législatives d'ici six mois.

"*J'appelle (...) tous les Egyptiens honnêtes et dignes de confiance à manifester vendredi prochain*", a-t-il dit. "*Qu'ils se manifestent pour me donner le mandat et l'ordre de combattre les violences et les risques de terrorisme*."

Abdel Fattah al Sissi est également ministre de la Défense et vice-Premier ministre.

Un porte-parole du président par intérim Adly Mansour, Ahmed al-Maslamani, a affirmé plus tard que l'Egypte avait "*débuté une guerre contre le terrorisme*".

Les militaires ont souligné jeudi sur Facebook qu'ils étaient prêts à utiliser leurs armes contre "*la violence noire et le terrorisme*". L'armée ne "*pointera pas ses fusils contre son peuple, mais elle les pointera contre la violence noire et le terrorisme, qui n'ont ni religion, ni nation*".

Le Premier ministre par intérim, Hazem el Beblaoui, a dénoncé jeudi les attaques menées contre les institutions gouvernementales par des groupes de mieux en mieux armés.

"*Les armes, les manoeuvres d'intimidation, la peur - tout cela alimente l'inquiétude, surtout avec tous ces appels à manifester demain, venus de tous les camps*", a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Les adversaires des islamistes ont apporté leur soutien à l'armée et répondront à l'appel du général Sissi à manifester.

"*Il y a des hommes armés dans les rues (...) Nous ne laisserons pas des extrémistes ruiner notre révolution*", a déclaré à Reuters Mohammed Abdoul Aziz, porte-parole de Tamarod (Rébellion), le mouvement de jeunes qui a organisé les manifestations monstres ayant entraîné la destitution de Morsi.

"*Demain, nous nettoierons l'Egypte*", a-t-il ajouté.

Les partisans de Mohamed Morsi, qui est détenu dans un lieu tenu secret, ont promis de rester dans la rue jusqu'à son retour au pouvoir et ont accusé le général Sissi de conduire le pays à la guerre civile.

En réponse à l'appel du général, ils ont annoncé qu'ils organiseraient pour leur part 34 défilés au Caire et dans sa région vendredi.

"*Vos menaces n'empêcheront pas des millions de personnes de continuer à manifester*", a affirmé Essam el Erian, un cadre du

Parti de la justice et de la liberté (PLJ), branche politique de la confrérie islamiste.

De son exil qatari, l'influent prédicateur égyptien Youssef al Karadaoui, réputé pour ses sermons incendiaires, a pris jeudi une "*fatwa*" (décret religieux) exhortant les militaires à désobéir aux ordres de leurs chefs. "*J'invite les officiers et les sous-officiers de l'armée égyptienne à ne pas écouter les ordres d'Al Sissi ou de quiconque. Ne tuez personne ! Ne tuez pas vos frères, c'est interdit*", a-t-il lancé sur Al Djezira. (Parole d'assassin ! -ndlr)

Le parti salafiste Nour, deuxième formation politique d'Egypte après les Frères musulmans, a également dénoncé l'appel du chef de l'armée.

"*L'Etat n'a pas besoin d'un mandat pour remplir son devoir tant qu'il s'inscrit dans les limites de la loi*", affirme Nour dans un communiqué. "*C'est à l'Etat de répondre aux violations de la loi mais les violations de la loi par l'Etat menacent l'existence même de cet Etat*."

Le mouvement Tamarod (Rébellion), qui rassemble de jeunes opposants à Mohamed Morsi et a joué un grand rôle dans les manifestations monstres qui ont précédé sa destitution, a soutenu l'appel de l'armée.

Dans ce contexte incertain, le gouvernement de transition mené par Hazem el Beblaoui a lancé mercredi des pourparlers dits de "*réconciliation nationale*", auxquels les Frères musulmans ont refusé de prendre part. Reuters 24 et 25.07

3- Liban

Le chef du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a accusé mercredi l'Union européenne d'avoir donné à Israël un prétexte pour attaquer le Liban, en plaçant la branche militaire du mouvement chiite sur sa liste d'organisations terroristes.

"*Ces pays doivent savoir (...) qu'ils ont donné à Israël une justification légale pour une quelconque agression contre le Liban. Pourquoi? Parce qu'Israël peut maintenant dire: 'Nous menons la guerre contre le terrorisme'.*"

"*Ces pays sont devenus coresponsables à part entière d'une quelconque agression israélienne contre le Liban*", a-t-il dit dans un discours diffusé par visioconférence d'un lieu tenu secret.

"*Celui qui pense qu'un groupe de résistance qui a affronté pendant 33 jours la plus forte armée de la région (...) se soumettra à cette décision stupide est ignorant et se fait des illusions*", a-t-il dit.

Le chef du Hezbollah a également estimé que les sanctions liées à la décision européenne -gel des avoirs, interdiction de voyager- n'auraient aucun impact sur le 'parti de Dieu'.

Le Hezbollah, a-t-il affirmé, n'a aucun argent en banque -"*ni en tant que parti ni au nom d'individus*"-, aucun intérêt commercial, investissement ou société au Liban ou à l'étranger qui pourraient être affectés par ces mesures.

Le mouvement chiite est à la fois un parti politique présent dans le gouvernement libanais et une milice forte de plusieurs milliers d'hommes armés mais refuse de faire la distinction entre ses branches politique et militaire. Reuters 25.07

4- Syrie

4.1- Une source responsable du ministère des affaires étrangères et des expatriées a affirmé que les déclarations des responsables américains, diffusées par les médias sur la décision de Washington d'armer les groupes terroristes en Syrie confirment le rôle américain dans l'attisement de la crise en Syrie. "*La décision américaine démontre la non intégrité de l'administration américaine dans la recherche d'une solution politique via la tenue de la conférence internationale de Genève*", a estimé la source dans une déclaration à Sana. Elle a ajouté que la réalité des intentions américaines de perdurer la violence et le terrorisme en Syrie dans le but de déstabiliser la sécurité de la région au service des objectifs israéliens hostiles est claire à tout le monde.

La source a souligné que dés le début de la crise en Syrie, les Etats-Unis ne cessent pas d'armer les terroristes et de leur fournir toute forme de soutien pour commettre des actes criminels contre les Syriens et sabotaient les infrastructures. "*La fermeté de notre peuple et l'intrépidité de nos forces armées sont aptes à s'en finir avec les plans américano-israéliens et à détruire leurs outils criminels en Syrie*", a enfin déclaré. french.irib.ir 25.07

4.2- Le régime sioniste a, une nouvelle fois, menacé la Syrie d'attaque militaire.

«*Si les politiques provocatrices du gouvernement syrien se poursuivent, Israël attaquera, manu militari, la Syrie*», a déclaré, mardi,

le représentant du régime sioniste, auprès de l'ONU, Ron Prosor, devant le Conseil de sécurité. «*Le gouvernement syrien dispose d'armes chimiques, une question à laquelle Israël ne peut pas rester indifférent*», a prétendu Ron Prosor, selon qui le gouvernement syrien s'est doté d'armes sophistiquées, ce qui a mis en danger la sécurité israélienne. french.irib.ir 24.07

Le régime sioniste a infléchi son discours en le radicalisant. Jusqu'à présent il condamnait l'usage que le régime syrien pourrait faire de ces armes, dorénavant il le condamne pour le fait d'en posséder, bref, le régime syrien devrait désarmer face à un ennemi hyper armé, autrement dit se livrer à l'ennemi sans combat, capituler en rase campagne !

4.3- Le secrétaire américain à la Défense vient de mettre en garde : "*si les coupes budgétaires prévus dans les dépenses militaires se réalisent , l'armée américaine s'approchera le point de défaite.*" Selon le site politica citant Chuck Hagel, " *si le congrès n'aide pas le Pentagone au sujet de ses dépenses, l'armée americaine sera à tous les point de vu défaite*". Hagel a évoqué le cas des centaines de vétérans de guerre : "*nos soldats sont très forts et il arrive que certains d'entre eux se soit mis 12 ans pour aller mieux mais les organismes qui sont chargé de les soutenir, de leur prodiguer aide et appuie, eux sont tous sous pression. Les institutions liées au Pentagone ont besoin d'un équilibre prudent*". Hagel demande à ce que les dépenses en hausse de l'armée liées au bellicisme inné des Etats-Unis soient couverts par le congrès. " *Si la réduction des dépenses militaires se poursuit nous n'aurons d'autres choix que de réduire le nombre de nos troupes et leurs equipements. Les élus devront agir avec discernement. L'étroitesse de vue et l'attitude irresponsable n'aident en rien nos soldats et soldates*".

Le congrès impose à l'armée US une réduction de dépenses puisque la crise continue à affaiblir l'économie américaine. Mais cette réduction des dépenses ne cadre pas avec la politique va-t-en-guerre des Etats-Unis qui s'étendent à presque la totalité du monde, au Moyen Orient, en Afrique ... en Pacifique. french.irib.ir 24.07

4.4- Des milliers de terroristes islamistes, principalement des mercenaires étrangers, continuent à déferler sur la Syrie en s'infiltrant à travers les frontières de Turquie, Liban, Jordanie et Iraq. Des tchétchènes, des daguistanais, des azerbaïdjanais, des caucasiens, des saoudiens, des égyptiens, des libanais, des yéménites, des irakiens… arrivent par vagues successives apporter malheurs et destructions.

Les pays occidentaux, Israël et les monarchies pétrolières du Golfe persique les approvisionnent en armes et munitions et leur fournissent une aide financière impressionnante, tout en leur assurant une couverture médiatique et politique, pour les exonérer de leurs abominables crimes.

Ces barbares étrangers vont en Syrie en vue d'installer le chaos, violer les filles de ce pays, massacrer, tuer et décapiter, sous prétexte de combattre le "*régime de Bachar Al-Assad*". Le kidnapping est devenu une industrie florissante qui leur permet d'amasser de grosses fortunes. Le démontage et la vente des usines syriennes, principalement en Turquie, est l'autre forme de crime commis par ces êtres qui n'appartiennent ni à la race humaine ni à celle des djinns.

Ces mutants, téléguidés par leurs commanditaires, sont devenus des machines à tuer, torturer, massacrer…des innocents accusés de mécréance. La responsabilité des occidentaux et particulièrement de la France qui qualifie ces criminels de "*résistants*", sera grande le jour où la formidable machine de propagande sera à l'arrêt et où il faudra établir des comptes pour mesurer l'ampleur des destructions gigantesques commises contre ce pays et en ce jour où il faudra faire l'inventaire du génocide et des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité dont ont été victimes les différentes franges de la population syrienne exposée à mourir ou à s'exiler. algerie1.com 24.07

4.5- « *Le gouvernement syrien et l'opposition doivent s'unir pour expulser les terroristes de leur pays*", a réaffirmé Sergueï Lavrov, ajoutant que la Conférence de Genève-2 sera tenue dans l'objectif de conjuguer les efforts du gouvernement syrien et de l'opposition pour faire sortir les terroristes de la Syrie.

La Russie a tenu à insister en juin 2013, sur son engagement de livrer les batteries de missiles S300, conformément à la teneur des contrats conclus avec la Syrie. french.irib.ir 23.07

4.6- Martin Dempsey, président du Comité des chefs d'état-major des forces armées américaines, a déclaré que les Etats-Unis ont préparé un plan de bombardements de sites stratégiques en Syrie, écrit le quotidien Rossiïskaïa gazeta du 23 juillet 2013. Parmi les cibles potentielles figureraient les forces de la défense antiaérienne, de l'armée de l'air, de l'armée de terre, les missiles, la flotte, ainsi que les sites militaires logistiques et les postes de commandement. "*Les bombardements et les raids pourraient permettre d'éliminer des centaines d'objectifs*", déclare la lettre de Dempsey adressée au président de la commission des forces armées du sénat américain Carl Levin.Cette action viserait à affaiblir significativement le régime syrien et contribuerait à la désertion des soldats. Le régime pourrait pourtant répliquer à ces frappes limitées en dispersant ses forces. Dempsey avait déjà déclaré que les USA avaient préparé un plan d'ingérence dans le conflit syrien mais sans annoncer de détails. Selon lui, le projet est actuellement examiné par le gouvernement.

Le général a averti que ces frappes nécessiteraient des "*centaines d'avions basés sur terre et embarqués, du renseignement, des moyens de guerre électronique, des unités de logistique et de transmissions. Les dépenses sont estimées à 500 millions de dollars au départ et 1 milliard de dollars par mois en moyenne pendant un an*", conclut Dempsey.D'après le général, ces

frappes permettraient de priver presque entièrement le régime de sa possibilité d'attaquer les bastions de l'opposition et d'approvisionner ses troupes par les airs. Cependant, cette opération s'accompagnerait de risques pour les USA : la perte d'un avion nécessiterait l'intervention des forces de sauvetage. De plus, une telle série d'attaques aériennes ne permettra pas forcément de mettre un terme à la violence et de renverser la situation, selon le général, car le régime compte principalement sur ses forces terrestres – les mortiers, l'artillerie et les missiles. A terme, il est prévu d'établir une zone d'exclusion aérienne en Syrie qui, selon les experts, coûterait aux USA en moyenne 1 milliard de dollars par mois. Cette démarche est exigée par certains sénateurs qui y voient le moyen de faire cesser les frappes aériennes des troupes gouvernementales contre les partisans armés de l'opposition syrienne. french.irib.ir 23.07

4.7- La radio israélienne a fait état de la signature d'un accord de 50 millions de dollars entre Israël et l'Arabie Saoudite pour armer les rebelles syriens. Cet accord prévoit d'acheter des armements, tombés en désuète, de l'armée israélienne et de les envoyer aux rebelles syriens. Cet accord entre Riyad et Tel-Aviv intervient à un moment où le régime sioniste continue d'apporter son soutien logistique, militaire et propagandiste aux groupes rebelles syriens qui ne cessent de se livrer aux destructions des lieux publics et à massacrer les citoyens syriens.

Dans le cadre cet accord signé entre l'Arabie et le régime israélien, des mortiers anti-blindés, des mitrailleuses, des armes légères, des systèmes de communications et des lunettes de vision nocturne. La Turquie et la Jordanie auraient donné leur aval au transit de ces armes vers la Syrie, a-t-on appris des sources bien informées. french.irib.ir 25.07

SOCIAL

France

Le nombre de chômeurs est reparti à la hausse en juin en France après la pause observée au mois de mai qui avait mis fin à deux années de progression continue, mais à un rythme moins élevé que début 2013, selon les chiffres publiés mercredi par le ministère du Travail.

Les demandeurs d'emplois de la catégorie A (sans emploi) ont ainsi augmenté de 14.900 sur le mois, soit de 0,5%, pour atteindre 3.279.400, un nouveau record, en France métropolitaine.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), les demandeurs d'emplois sont restés quasi stables à 4.799.700, soit une hausse de 4.100, en France métropolitaine. En incluant l'Outre-mer, ils atteignent 5.092.700.

Alors que mai avait été marqué par un bond des cessations d'inscription pour défaut d'actualisation, juin a vu une hausse des radiations administratives qui atteint 8,4% sur le mois et 15,6% par rapport à juin 2012. Reuters 24.07

ECONOMIE

Japon

Japon : la publicité a pignon sur cuisse

Une compagnie publicitaire japonaise, Wit Inc, fait la une des médias pour sa technique marketing pour le moins originale : utiliser le corps même comme emplacement publicitaire. Pas n'importe quel endroit du corps, ni le corps de n'importe qui : ces nouveaux panneaux publicitaires sont en fait très réduits, puisqu'il s'agit des cuisses des jeunes filles.

« *Zettai ryouiki* », ou territoire absolu : c'est cette fine zone, entre le haut de la cuisse et le genou, que le publicitaire japonais Hidenori Atsumi a eu l'idée de louer à des jeunes filles de Tokyo.

Pour 122 dollars par jour, les jeunes filles acceptent de porter un sticker pour promouvoir une marque ou un événement quelconque, pendant huit heures. 3 000 jeunes filles ont ainsi accepté de devenir des objets publicitaires, et de déambuler pendant huit heures dans les rues de Tokyo. Elles doivent également se plier à certaines conditions : elles doivent être âgées de plus de 18 ans (nldr : la majorité civile au Japon est de 20 ans), avoir plus de 20 « *amis* » ou « *connections* » sur les réseaux sociaux, et elles doivent poster sur Internet un portrait d'elles portant le sticker dans deux endroits différents.

Un « *conseil* » donné aux jeunes filles est de porter une mini-jupe et des chaussettes montantes, afin de mettre en valeur leur attribut fémoral, parachevant le cliché de l'écolière qui peuple les imaginaires occidentaux et japonais.

En effet, cette « zone absolue » est une zone très fétichisée dans l'imaginaire manga, et il sera difficile de ne pas relever la connotation érotique derrière le choix de l'emplacement. Même si d'après le publicitaire à l'origine du projet, « *cette zone est idéale car les hommes ont envie de regarder, et ça ne dérange pas les jeunes femmes de dévoiler une telle zone* », insistant sur le caractère normal et ordinaire qu'il y a à regarder sous les jupes des jeunes filles.

Cette technique marketing est donc en filiation directe avec les gimmicks vendeurs du monde de la publicité : une jeune femme peu vêtue peut vendre n'importe quel produit. C'est un cliché publicitaire qui a la vie dure. Désormais, plus besoin de tourner une vidéo coûteuse en temps et en argent: il suffit d'appliquer une image du produit à vendre directement sur une partie dénudée d'une jeune femme. Et laisser la magie des réseaux sociaux et du bouche-à-oreille agir.

D'ailleurs, cette initiative qui flirte avec la bienséance a probablement dépassé les exigences de ses organisateurs, puisque le monde entier en parle. Certains dénonceront le monde sexiste de la publicité, d'autres le capitalisme qui a réussi le tour de force de louer des parties du corps d'êtres humains. D'autres ne s'étonneront pas que, dans une ville où le salaire minimum est environ de 6 euros de l'heure, un autocollant sur une cuisse, ce n'est pas beaucoup à sacrifier pour obtenir près du triple du salaire pratiqué pour le même taux horaire. euronews.com 24.07

Haut de page

Le 27 juillet 2013

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps, j'ajouterai une quinzaine de nouveaux articles en fin de journée ou demain, j'ai un problème à un oeil.

Pourquoi ne pas lui décerner la médaille du travail ?

- Espagne : le conducteur du train arrêté pour "*imprudence*" - AFP

Francisco José Garzon, le conducteur du train confie : «*Je devais aller à 80 km/h et j'allais à 190 km/h!*». Après avoir pris conscience de l'ampleur de la catastrophe, au cours de conversations téléphoniques avec les secours et la Renfe. «*Je veux mourir, j'ai merdé*», a-t-il dit selon les conversations retranscrites et diffusées par El Mundo. 20minutes.fr 26.07

Une autre fois, il avait publié sur Facebook ou Twitter une photo qu'il avait prise du compteur de son train qui indiquait 200 km/h, donc en excès de vitesse, il en était fier ! C'est donc un dangereux récidiviste, criminel.

Il a peut-être voulu se suicider ou mourir dans son train qui était toute sa vie, il était divorcé et vivait seul apparemment.

Il reconnaît qu'il est responsable de cette catastrophe, mais ce n'est pas suffisant, qui sait, peut-être n'y est-il pour rien, un internaute : "*Ne commettons-nous pas un excès de vitesse dans notre jugement sur cette personne ! Attendons les conclusions des enquêtes judiciaire et administrative !*" (nouvelobs.com 26.07), ben voyons, monsieur, il y a des excès de vitesse criminelle, dont inexcusables !

La morale néolibérale à l'oeuvre. Les médias et la justice l'ont déjà grâcié.

- Catastrophe ferroviaire en Espagne : les insuffisances du système de sécurité - Francetv info

L'enquête s'est donc vite orientée sur la piste de l'erreur humaine. Pourtant, cette explication ne suffit pas, puisqu'en théorie des garde-fous empêchent tout excès de vitesse sur les voies. Il faut donc également regarder les carences du système de sécurité pour comprendre les raisons de ce drame qui a fait 78 morts. Francetv info 26.07

Attendez, il y a quelque chose qu'on ne peut pas laisser dire ici, autrefois ces "*garde-fous*" n'existaient pas, on est bien d'accord, et les conducteurs de train ne se prenaient pas pour Fangio, non ?

Confirmation.

- Déraillement du train : les premiers mots des boîtes noires - Le Nouvel Observateur

Selon "*La Voz de Galicia*", les boîtes indiquent que le train roulait à une vitesse supérieure à 190 km/h alors qu'elle était limitée à 80 km/h maximum sur cette portion de voie. Le son enregistré dans la cabine du conducteur permet d'entendre ce dernier crier : "*Je vais trop vite, je vais trop vite, qu'est-ce que je peux faire ?*". Le Nouvel Observateur 26.07

Il s'est rendu compte trop tard de son comportement totalement irresponsable emporté par sa folie de la vitesse et qui allait fatalement se terminer tragiquement, et la première réaction de certains commentateurs est de clouer au pilori le droit, donc le respect de la vitesse autorisée que le conducteur a manifestement et délibérément violé, c'est lui-même qui l'a avoué, de nier la responsabilité du conducteur au profit d'arguments de circonstances qu'ils fabriquent au fil des heures qui s'écoulent pour aboutir à la conclusion que d'autres critères seraient éventuellement en cause.

Que font-ils en procédant de la sorte ? Ils nient notamment le rapport de cause à effet qui est établi et que le conducteur a reconnu lui-même, son excès de vitesse qui est à l'origine de cette catastrophe. Le droit indiquait qu'il devait respecter une certaine vitesse. Si maintenant le non-respect de la limitation de vitesse ne constitue plus forcément une infraction au droit, qu'on admet des exceptions suspensives de ce droit ou dans lesquelles il ne s'appliquerait pas, autant en conclure que le droit n'a plus aucune valeur, aucune légitimité ou qu'il n'existerait que pour être mieux violé, et non pour encadrer certains rapports ou définir les conditions dans lesquelles certains principes ou certaines règles doivent être appliqués ou respectés.

La sanctuarisation de l'Etat de non-droit est bien avancée en Europe, aux Etats-Unis elle est établie de longue date, et cela dans tous les domaines, du coup c'est l'arbitraire qui prévaut ou une interprétation à géométrie variable du droit en fonction des besoins politiques ou de l'idéologie qui prévaut au sein de la classe dominante, là en l'occurrence la doctrine ou dictature néolibérale a pris le pas sur les principes républicains.

Cette dérogation au droit ou au respect du droit est très à la mode, elle fait partie de la panoplie de la doctrinenéolibérale pour venir à bout de l'Etat de droit au profit de l'établissement d'un Etat de non-droit. Par exemple, verbaliser en temps normal une femme qui porte le niqab ou la burqa constitue une provocation policière, en période de ramadan c'est une déclaration de guerre et une violation de la liberté de conscience qui entraîne une réaction violente légitime de l'islamiste radical. Un conducteur de train qui ne respecte pas la limitation de vitesse et provoque la mort de dizaines de personnes n'est pas coupable d'avoir violé le droit, il a juste eu un comportement "imprudent" qui par le plus grand des hasards ou le faute à pas de chance a conduit à ce drame, il ne faut pas lui en vouloir et l'accabler le malheureux.

La position du gouvernement, du législateur, de l'Etat, revient à encourager toute personne à ne pas tenir compte du droit existant et à l'enfreindre au nom de la lecture qu'elle en fait. A l'arrivée, il n'existe plus de droit collectif ou s'appliquant à tous, ttandis que la classe dominante applique le droit qui ne correspond qu'à ses intérêts, ainsi les citoyens se retrouvent déposser de tout droit. Le principe d'égalité même très imparfait qui existait dans leur société a disparu au profit d'une dictature qui ne veut pas dire son nom et la boucle est bouclée.

Revenons à notre sujet.

Forcément pour un cheminot, il est impossible que le conducteur du train soit responsable de ce drame :

- Le seul, et vraiment j'insiste, le seul point positif de cet accident est que tout le monde comprenne que lorsque l'on dit qu'il faut que nous travaillons dans des conditions optimales de concentrations, on arrête de nous prendre pour des branlos mais pour des gens qui tiennent des centaines de vies dans leurs mains tous les jours. 20minutes.fr 26.07

A les entendre on croirait qu'ils sont les seuls au monde à exercer un métier pénible, qui demande de la "concentration" ou à risque. A notre connaissance, ce n'est pas parmi les conducteurs de train (de métro, de bus ou chez les pilotes d'avion) qu'on recense le plus d'accidents du travail. L'ouvrier qui travaille sur un tour, une presse ou un marteau-pilon, qui manipule des barres de métal en fusion, qui manoeuvre une grue sur un chantier, le docker, on peut aussi ajouter le prof qui doit en permanence avoir l'oeil sur ces élèves, etc. tous doivent être concentrer sur leur travail pour ne pas risquer leur peau et celle de ne serait-ce qu'une personne ou un enfant, car ce n'est pas une question de quantité, mais de qualité, une seule vie vaut toutes les autres.

Sauf que le conducteur du train connaissait parfaitement la ligne et l'emplacement de ce virage, il savait que la vitesse était limitée à 80 km/h dans ce tronçon, de plus, ce n'est pas une question de "*concentration*" mais bien d'inconscience criminelle qu'il s'agit ici, car la vitesse du train ne passe pas de 80 à plus de 190 km/h en quelques secondes, cela ne correspond pas à un défaut d'attention pendant quelques instants, ce qui s'est passé correspond à la volonté délibérée du conducteur de rouler très vite, de ne pas respecter la vitesse autorisée aux risques et périls de ses passagers, il n'a aucune circonstance atténuante, désolé.

L'ouvriérisme pratiqué par le mouvement ouvrier que nous ne cessons de dénoncer est en grande partie responsable de la situation actuelle dans tous les pays de l'UE notamment, il concourt à l'établissement d'un Etat de non-droit, à la destruction de tous nos droits, de la même manière que le tiers-mondisme des ONG et autres associations dites humanitaires qui accompagnent et légitiment l'absence d'Etat de droit dans les pays sous-développés ou dits émergents.

Le droit au travail, à un salaire décent, au logement, à une habitation décente, à la santé, à l'éducation et à poursuivre des études, etc. le simple droit au bien-être, de vivre en paix, de pouvoir s'épanouir individuellement, droit qui devrait être accordé à la totalité de la population et imprescriptible est en permanence foulé aux pieds et le plus suprenant ou effrayant, c'est qu'apparemment plus personne n'y fait référence, ne le revendique, ose situer son combat politique dans cette perspective qui coïncide avec le socialisme, ce serait devenu un sujet tabou, une pure utopie, une idée farfelue.

On en connait les raisons, parce que le prolétariat ou la population a été corrompu par le capitalisme ou son idéologie, son mode de pensée, s'est embourgeoisé, parce que chacun estime qu'il bénéficie des ressources suffisantes pour s'en tirer d'une manière ou d'une autre et se fout pas mal du reste ou du sort du voisin, de son collègue de travail, des membres de sa propre famille, sinon il n'y aurait pas autant de clochards dans ce pays, de vieux isolés, de femmes abandonnées. Les syndicats et les partis ouvriers qui parlent en son nom sont responsables de cette situation pour avoir adopté cette idéologie et abandonné le combat pour le socialisme.

On va attendre la réaction des cheminots et des syndicats français, ainsi que les partis. Vont-ils oser soutenir le conducteur de ce train ? Il y a un truc auquel je n'ai pas pensé, peut-être qu'en Espagne ils vont le déclarer fou pour le dégager de toute responsabilité, allez savoir de quoi ils sont capables. De tout.

ACTUALITE EN TITRES

Oh !

- Etats-Unis: ralentissement économique plus fort que prévu - AFP

... mais...

- Le luxe garde le vent en poupe même si la croissance a ralenti - AFP

Ouf !

A quel prix social ?

- Les économies européennes émergentes vont vers la croissance - AFP

A tout hasard, est-ce que cela n'expliquerait l'absence de "*croissance*" en France et dans d'autres pays ? L'histoire des vases communicants, ceci explique cela...

Liberté surveillée.

- Bientôt des caméras de surveillance sur les plages marseillaises - LeFigaro.fr

En attendant les satellites, les drones, les hélicoptères, les miradors, les fils barbelés, un vrai bonheur !

Intox

- La "*surtaxe Sarkozy*" a rapporté 58% de plus que prévu - L'Expansion.com

Imaginez un peu les 10% des contribables disposant des revenus les plus élevés (plus de 1,76 million d'euros) , ont versé les deux tiers du total de la taxe, soit 400 millions d'euros, alors que la fortune des 500 plus riches se monte à 300 milliards d'euros. Une broutille, quoi, mais en lisant le titre "*58%*", le lecteur pourra croire qu'ils sont hyper taxés les malheureux, il va les plaindre ! C'était leur objetif.

Les lampistes d'un régime décadent et corrompu

- Affaire Cahuzac: Pierre Moscovici répond encore une fois à Charles de Courson - 20minutes.fr

- DSK renvoyé devant le tribunal correctionnel pour proxénétisme - LeParisien.fr

Conditionnement.

- Batho veut toujours un débat "*sur le budget du ministère de l'Ecologie*" - L'Express.fr

- Le PC appelle à un «*grand plan de relance*» à la rentrée - Liberation.fr

- Washington donne des garanties à Moscou sur Edward Snowden - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

A la cour d'un monarque ? Non, d'un "***syndicaliste***" !

Thierry Lepaon, 53 ans, secrétaire général de la CGT, est hospitalisé pour "*quelques soucis de santé*", a indiqué à l'AFP sa directrice de cabinet, Catherine Nedelec, tandis qu'une source proche de la centrale a précisé qu'il a été "*opéré du coeur*".

Mme Nedelec n'a pas donné de précisions sur la nature des problèmes de santé de M. Lepaon ni sur le lieu de son hospitalisation, invoquant "*le secret médical*" et le respect de "*la vie privée*". AFP 26.07

Il faut sauver à tout prix le gouvernement et le capitalisme

Les pistes ouvertes par l'ANI qui sont une aubaine pour les patrons participeront comme en Allemagne il y a dix ans à "*un grand plan de relance*"... des profits des actionnaires, Laurent le revendique.

Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, s'est prononcé vendredi pour "*un grand plan de relance*" à la rentrée pour sortir le pays de la récession et des "*difficultés sociales*". En pronant "*des projets d'avenir*", il calque son discours sur celui du gouvernement qui a promu les "*emplois d'avenir*" où la précarité, mais en même temps cela ne suffira pas, il faudra que le gouvernement resserve le couvert ou s'attaque plus en profondeur à la législation du travail encore trop défavorable au patron dans un contexte de concurrence acharnée sur le marché mondial et de crise du capitalisme en grande partie orchestrée. Il pourra compte sur Laurent.

Par question non plus de condamner l'orientation antisociale du gouvernement sur les retraites, attendons de voir de quoi il retourne dit-il, témoignant ainsi son refus de mobiliser le PCF pour s'opposer aux exigences du patronat contrairement à ce qu'il affirme par ailleurs. Normal, il a affirmé hier sur i>TELE que son parti entendait "*participer à la constitution de rassemblements de gauche*" pour les élections municipales de 2014, vraisemblablement avec le PS ajoute le journaliste bien inspiré (sic!), le but étant de ne "*pas laisser la gestion des communes, surtout dans cette période, à la droite et à l'extrême droite*" (L'Express.fr 26.07), un prétexte pour sauver son appareil et soutenir le PS qui sera en très mauvaise posture lors de ces élections. Quant aux frictions avec le PG, ils vont bien trouver un terrain d'entente...

L'article de presse.

- "*Il faudrait à la rentrée un grand plan de relance social, industriel, écologique avec des projets d'avenir extrêmement importants si on veut sortir de la récession*", a déclaré le sénateur communiste de Paris sur i>TELE.

"*Pour le moment, ce qu'on voit sur le terrain et dans le pays, c'est pas la reprise, c'est les difficultés sociales qui grandissent*", a-t-il ajouté, jugeant illusoire d'affirmer que "*les emplois d'avenir ou les contrats de génération vont suffir*".

Quant à la réforme des retraites, qui sera discutée à la rentrée, il s'est dit "*vigilant*", notamment sur la piste d'un allongement de la durée de cotisation que semble privilégier le gouvernement.

"*On sait qu'un allongement de la durée de cotisation signifierait évidemment une baisse des pensions pour ceux qui partent à la retraite*", a-t-il répété, affirmant "*attendre*" les premières mesures "*publiées début août par le gouvernement*", puis "*des arbitrages à la fin du mois*".

D'ores et déjà, il envisage "*des mobilisations sociales importantes parce qu'il faudra obtenir des mesures qui, semble-t-il, ne sont pas envisagées*", en particulier "*la contribution des revenus financiers du capital au financement des retraites*".

Pierre Laurent sera "*dans la rue le 10 septembre au côté des organisations syndicales*" et à la Fête de l'Humanité du 13 au

15 septembre à La Courneuve (Hauts-de-Seine). AFP 26.07

Pas assez, peu mieux faire !

- Les Français travaillent-ils plus ou moins que les autres Européens? - L'Expansion.com

- France: les salariés à temps plein travaillent en moyenne 39,5 h - AFP

Non les Français ne sont pas tous aux 35 heures. La durée moyenne de travail s'élève en fait à 39,5 heures en semaine normale en 2011, selon une étude publiée vendredi par le ministère de l'Emploi.

Mais la "*durée habituelle hebdomadaire*" de travail pour une semaine sans événement exceptionnel (jour férie, congé, etc.), incluant les heures supplémentaires régulières, est en France l'une des plus faibles de l'Union européenne, au 21e rang des 27 pays que comptait l'UE en 2011, précise la Direction des études statistique du ministère du Travail (Dares). Entre 2003 et 2011, elle a augmenté de 1,7% à 39,5 heures, contre 40,4 heures en moyenne dans l'UE à 27. La durée habituelle hebdomadaire la plus élevée est celle du Royaume-Uni à 42,2 heures.

Autre critère d'évaluation, en tenant compte cette fois des jours de congés, fériés et éventuels repos, la "*durée collective hebdomadaire*" des salariés à temps complet était de 35,8 heures en 2011.

Sur l'ensemble de l'année, leur temps de travail effectif, congés et absences inclus, s'établissait à 1.683 heures ou 213 jours de travail. Elle était d'environ 1.900 heures dans les années 1950. L'Expansion.com avec AFP 26.07

Moi, je bosse au minimum 84 heures par semaine 12 mois/12 pour des prunes apparemment, j'ai le droit au mépris ou de me faire insulter en prime, ce n'est pas arrivé depuis un moment, mais j'ai les oreilles qui sonnent... Merci de votre soutien.

Je ne bosse pas pour un patron, c'est déjà cela de pris, on se console comme on peut...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Le soldat américain Bradley Manning, accusé de collusion avec l'ennemi pour avoir transmis à WikiLeaks des documents secrets, était "*naïf et bien intentionné*", et espérait en agissant ainsi "*provoquer un débat mondial*", a plaidé vendredi son avocat.

Le soldat Manning n'est pas un traître, comme l'affirme l'accusation, mais quelqu'un de "*eune, naïf et bien intentionné*", qui a été choqué par ce qu'il a vu en Irak, où il était déployé, a argumenté David Coombs, alors que le procès en cour martiale du jeune soldat, entamé en juin, touche à sa fin à Fort Meade, une base militaire au nord de Washington

Le jeune soldat de 25 ans est accusé de la plus grande affaire de fuites de documents classifiés de l'histoire américaine.

En donnant des documents classés secrets mis en ligne par WikiLeaks, il "espérait provoquer un débat mondial et (...) que les choses changeraient grâce à cela", a assuré son avocat.

L'avocat a demandé l'acquittement de Bradley Manning des accusations d'espionnage, de fraude informatique et "*d'aide à l'ennemi*" qui pèsent sur lui, affirmant que le gouvernement avait construit cette affaire sur des "*faits fictionnels*".

Le jeune homme a reconnu avoir fait fuiter quelque 700.000 documents militaires et diplomatiques classifiés --ensuite mis en ligne sur le site internet de Julian Assange-- mais a plaidé non coupable des autres charges dont la plus grave, celle d'avoir aidé sciemment l'organisation terroriste al-Qaïda, qui pourrait lui valoir la prison à vie.

Jeudi, l'accusation avait présenté le jeune militaire comme un être égoïste et téméraire qui savait bien qu'en transmettant des documents à WikiLeaks, ceux-ci seraient mis en ligne et consultés par les ennemis de l'Amérique. Le major Ashden Fein avait demandé de le condamner pour "*collusion avec l'ennemi*".

Pour la défense au contraire, Manning avait écrit sur internet avoir vu des "*choses horribles*" dans les rapports quand il travaillait sur l'Irak: "*Il espérait que les gens apprendraient le vrai nombre des victimes en Irak, qu'ils en seraient scandalisés*".

La défense a fait diffuser une vidéo divulguée par Manning, qui montre du cockpit l'attaque en 2007 d'un hélicoptère Apache ayant fait 12 morts civils, dont deux employés de l'agence Reuters. Elle montre les tirs lancés contre des hommes sans armes secourant un Irakien blessé, alors que l'équipage fait des blagues.

"*Vous devez voir ça avec les yeux d'un jeune homme pour qui la vie humaine compte*", a ajouté l'avocat.

Pour l'armée américaine, l'équipage pensait que les hommes étaient armés.

La défense a également rejeté un argument selon lequel une photographie montrait le jeune homme "*joyeux*" après les fuites.

"*Regardez la photo, il porte un soutien-gorge*", a lancé l'avocat, rappelant les doutes du jeune homme sur son identité sexuelle, à un moment où les homosexuels ne devaient pas s'afficher dans l'armée: "*Il sourit parce qu'à ce moment-là, il se sent lui-même*".

La juge Denis Lind a par ailleurs exclu vendredi de la salle d'audience un partisan de Bradley Manning, un dessinateur de presse dont les croquis sont régulièrement mis en ligne sur un site de soutien au soldat. Clark Stoeckley est désormais interdit d?assister au procès car il a, selon les autorités militaires, "*mis en ligne des messages de menaces à l'encontre de certains membres de la cour martiale*".

Outre le chef de collusion avec l'ennemi, Manning est également poursuivi pour 21 autres chefs pour lesquels il encourt un total de 154 ans de prison. Il a accepté de plaider coupable pour dix d'entre eux pour un total de 20 ans de prison.

Le verdict est attendu dans les prochains jours. Viendront ensuite les audiences consacrées à la fixation de la peine elle-même, qui doivent débuter le 31 juillet, selon les autorités militaires. AFP 26.07

Nous soutenons inconditionnellement le soldat de la liberté Manning...

2- Tunisie

Des milliers de Tunisiens ne décolèrent pas après l'assassinat hier du député et opposant laïque Mohamed Brahmi. Le fondateur du Mouvement du peuple a été abattu par deux hommes à moto devant sa maison, d'après des témoins. C'est un salafiste radical, Boubacar Hakim qui est soupçonné de l'avoir assassiné.

Vingt-quatre heures après ce nouvel assassinat, le gouvernement a publié une liste de 14 personnes -des extrémistes radicaux, certains appartenant à Ansar Ashariaa, principale organisation salafiste en Tunisie-, impliquées dans les deux meurtres.

Quatre ont été arrêtées, huit sont en fuite, dont Boubaker Hakim, présenté comme le principal suspect, et deux sont en liberté conditionnelle, selon le ministre de l'Intérieur.

Boubaker Hakim, 30 ans, est "*un élément terroriste parmi les plus dangereux, objet de recherches au niveau international*", a indiqué le ministre Lotfi Ben Jeddou

Natif de Paris, il était déjà recherché en Tunisie pour détention et trafic d'armes, a ajouté M. Ben Jeddou précisant qu'il avait échappé récemment à la police et que de nombreuses armes avaient été retrouvées à son domicile.

"*L'enquête a révélé que l'arme utilisée pour tuer Mohamed Brahmi, d'un calibre de neuf mm, est la même arme qui a servi à abattre le martyr Chokri Belaïd*", a indiqué le ministre de l'Intérieur Lotfi Ben Jeddou. L'opposant de gauche Chokri Belaid avait été abattu le 6 février dernier.

Tout comme Chokri Belaïd, Mohamed Brahmi ne ménageait pas ses critiques envers le parti islamiste Ennadha au pouvoir. Il sera d'ailleurs inhumé ce samedi près de la tombe de Belaïd, d'après ses proches. L'opposition laïque a appelé à la dissolution du gouvernement et à la formation d'un gouvernement de salut national, ce qu'a refusé le Premier ministre.

Le corps de l'opposant sera inhumé samedi à Tunis au cimetière d'El Jallez au côté de Chokri Belaïd, a indiqué à l'AFP son épouse. A la mi-journée, un cortège accompagnera la dépouille de son domicile jusqu'au cimetière sur un parcours de 10 km environ.

Le chef de Nidaa Tounes, principal parti d'opposition, a imputé au gouvernement la responsabilité de l'assassinat, estimant que "*si ce gouvernement avait dévoilé l'identité des commanditaires et des tueurs de Chokri Belaïd, nous n'en serions pas là*".

Le meurtre de Bélaïd avait plongé le pays dans sa plus grave crise politique depuis le soulèvement de 2011.

Vendredi, des centaines de personnes ont manifesté à Tunis pour réclamer la chute du gouvernement dirigé par Ennahda qu'ils désignent comme responsable de la mort de l'opposant.

Dans l'après-midi, ce sont les partisans du gouvernement qui ont manifesté. Encadrés par la police et un service d'ordre, ils ont parcouru une partie de l'Avenue centrale Habib Bourguiba ouverte à la circulation.

La presse tunisienne a mis l'accent sur les risques de déstabilisation après le meurtre de Mohamed Brahmi.

"*Étincelle d'une déstabilisation*", titrait le quotidien La Presse. Pour l'analyste Sami Brahem, l'assassinat de Brahmi comme celui de Bélaïd vise à "*pousser la transition démocratique vers l'échec*".

L'assassinat a d'ailleurs eu ses premières conséquences politiques: le parti de Kamed Morjane, ancien ministre du président déchu Ben Ali, a annoncé le retrait de ses députés de l'Assemblée nationale constituante (ANC) et appelé à sa dissolution ainsi qu'au départ du gouvernement.

La présidence a décrété vendredi journée de deuil national, et la puissante centrale syndicale UGTT a appelé à la grève générale.

Les rues de Tunis étaient désertées, nombre de commerces fermés, et le tramway tournait presque à vide tandis que de très nombreux vols ont été annulés.

A l'intérieur du pays, la grève a été très suivie y compris dans le secteur privé, et des sit-in organisés à Sidi Bouzid, Kasserine, Gafsa (centre-ouest) et au Kef (nord-ouest).

La grève était particulièrement suivie à Sidi Bouzid, ville natale de l'opposant assassiné et point de départ de la révolte qui a renversé le régime de Zine El Abidine Ben Ali en janvier 2011. euronews.com et AFP 26.07

Après l'assassinat de Chokri Belaïd j'avais dit que l'opposition devrait s'armer et faire justice elle-même, liquider les salafistes. C'était excessif, celui de Mohamed Brahmi prouve le contraire. Quand ces ordures auront liquidé tous les chefs de l'opposition, le régime pourra enfin vaquer tranquillement à ses occupations, comme autrefois en Espagne, au Chili ou en Argentine notamment.

Le wahabbisme, le salafisme et ses différentes versions recourent aux mêmes méthodes que les fascistes, ce sont des idéologiesn des idéaux fascistes. Ils ne tolèrent pas les partis politiques, les syndicats, tous leurs principes, toutes leurs valeurs ou règles sont profondément antidémocratiques, dictatoriales, ils ne supportent pas l'existence d'institutions et quand ils s'en dotent ainsi qu'une Constitution, ils ne les respectent pas, leur modèle de la société est féodal, une monarchie absolue, d'où leur alliance avec les sionistes.

Leurs troupes, leurs bandes armées et leurs milices fonctionnent sur le modèle des SA ou des SS, ils profitent du désarroi social dont sont victimes des couches entières du prolétariat pour les endoctriner, en faire des lumpenprolétaires, les fanatiser et en faire de la chair à canon à bon marché pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, pas seulement en Tunisie ou en Egypte, mais aussi en France et en Europe.

Ce sont eux qui veulent imposer leur loi, leur droit, partout où ils sont présents et bénéficient du soutien bienveillant des autorités ou d'organisations du mouvement ouvrier qui les présentent comme des victimes, des martyrs innocents ou totalement inoffensifs, alors qu'en réalité ils combattent les valeurs de la République et les principes de la démocratie, leur objectif étant d'instaurer un état islamique basé sur la charia, la règne de la terreur, décrétant comme ennemi ou infidèle tous ceux qui ne sont pas convertis à leur doctrine dictatoriale. Voilà la vérité qui dérange et que vous ne lirez dans aucun journal d'un parti ouvrier, hélas.

3- Egypte

Les Egyptiens ont manifesté massivement vendredi au Caire et à travers tout le pays à l'appel des partisans et adversaires du président islamiste destitué Mohamed Morsi, des rassemblements rivaux qui ont fait cinq morts lors de heurts à Alexandrie (nord).

La justice a par ailleurs ordonné la mise en détention préventive de M. Morsi, déjà gardé au secret par l'armée depuis sa chute le 3 juillet, pour complicité présumée avec des opérations meurtrières contre les forces de sécurité lors de la révolte contre le président Hosni Moubarak en 2011, imputées au Hamas palestinien.

Cinq manifestants ont été tués et 72 autres ont été blessés lors d'affrontements à Alexandrie (nord), deuxième ville du pays, selon

les services de sécurité.

Des centaines de milliers de manifestants anti-Morsi se sont retrouvés place Tahrir, site traditionnel des grands rassemblements, a constaté l'AFP. D'autres étaient rassemblés devant le palais de la présidence, dans le quartier d'Héliopolis.

Les adversaire du président déchu justifient son renversement en l'accusant de n'avoir gouverné qu'au profit des islamistes et d'avoir enfoncé le pays dans la crise économique.

La foule brandissait des drapeaux égyptiens et des portraits du chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Sissi, artisan de la chute de M. Morsi et nouvel homme fort du pays.

Dans le camp adverse, plusieurs dizaines de milliers d'islamistes étaient rassemblés dans la soirée aux abords de la mosquée Rabaa al-Adawiya, dans le faubourg de Nasr City, où des milliers d'entre eux vivent déjà dans un village de tentes installé depuis plusieurs semaines.

Une foule de manifestants pro-Morsi s'est également formée près de l'Université du Caire.

"*Nous n'avons pas peur de l'armée et nous avons le droit de manifester*", affirmait Magdi Ahmed, venu au Caire de Minya, en Haute-Egypte.

Les Frères musulmans, mouvement de M. Morsi, dénoncent inlassablement le "*coup d'Etat sanglant*" de l'armée contre le premier président démocratiquement élu d'Egypte, après des manifestations massives fin juin pour réclamer son départ.

Alors que l'ancien président était jusqu'à présent retenu sans charges, un tribunal a ordonné sa mise en détention préventive pour 15 jours renouvelables.

Les accusations portent en particulier sur une aide que lui aurait apportée le Hamas pour s'évader d'une prison où le régime Moubarak l'avait incarcéré début 2011, peu avant d'être emporté par une révolte populaire.

Aucune indication sur un transfert effectif de M. Morsi de son lieu de détention militaire vers une prison n'a été communiquée.

Les Frères musulmans ont dénoncé un "*retour en force*" des méthodes du régime Moubarak contre ses adversaires.

Le Hamas a déploré que "*le pouvoir actuel en Egypte renonce aux causes nationales (...) allant même jusqu'à leur nuire, à commencer par la cause palestinienne*".

Le Hamas palestinien est issu des Frères musulmans égyptiens, avec qui il entretient toujours une proximité idéologique.

Le secrétaire général de l'ONU, les Etats-Unis et l'Union européenne ont appelé au cours des derniers jours à la fin de la détention par l'armée de M. Morsi et de plusieurs de ses conseillers. AFP 26.07

Les masses sont partagées entre les deux camps en présence, elles vont s'affronter, elles seules seront sacrifiées au profit du maintien en place du régime...

Haut de page

Le 28 juillet 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter la vingtaine de nouveaux articles que j'ai téléchargés dans mon disque dur, ce sera pour plus tard dans la journée.

Hier soit de 20h30 à minuit, et ce matin de 9h à 12h45, j'ai rédigé l'article qui suit. Vous avouerez que c'est plus passionnant que tous les sujets que nous avons abordés ces derniers jours, mais il fallait s'y coller, les militants doivent être capables de répondre à n'importe quelle question que se posent les travailleurs, pas à l'emporte-pièce ou en récitant une prière apprise par coeur, non, en leur fournissant une réponse structurée, cohérente.

Une nouvelle stratégie de la lutte de classe liée à une nouvelle analyse du capitalisme

Nous combattons pour la République et la démocratie en leur donnant un contenu précis et dans une perspective politique précise, qui repose sur une analyse de l'évolution du capitalisme qui nous a amené au constat qu'il existait depuis le début des années 70 un nouveau système économique qui se développait parallèlement à celui qui était en vigueur jusque là, qui nécessite de revoir notre conception de la lutte de classe et notre stratégie pour prendre le pouvoir.

Il est clair que le capitalisme est parvenu à créer les instruments financiers qui lui permettent de faire face à chaque crise depuis que le dollar a inondé le monde et n'est plus convertible en or, le cartel des banquiers de la Fed qui détient la planche à billets peut à tout moment décider d'en fabriquer autant que nécessaire pour juguler une crise, comme il peut s'en abstenir pour la laisser se développer, sachant qu'à l'arrivée il en tirera toujours profit si ce n'est davantage, selon les objectifs politiques qu'il s'est fixé d'atteindre.

Il en va de même des crises politiques. On a pu observer que lorsqu'une crise politique survenait dans un pays, il passait à l'action pour en prendre le contrôle en plaçant aux commandes un de leurs hommes, en Grèce ou en Italie par exemple, qui appliqueront à la lettre leur politique d'austérité, de privatisation, de liquidation des droits sociaux des travailleurs, etc.

Pour mieux manipuler la crise économique, ils ont placé un de leurs hommes lige à la direction de la Banque d'Angleterre qui n'est qu'une succursale de la Fed, après avoir imposé l'euro, antichambre ou clone du dollar (à terme) et pris l'initiative de la création de la BCE qu'ils contrôlent également. En toute légalité, ils ont constitué 72 paradis fiscaux où la totalité des banques et multinationales ont pignon sur rue et qui leur servent à manipuler l'économie mondiale.

Pour bien comprendre la situation, il faut avoir en permanence en tête l'objectif politique qu'ils se sont fixés et le mécanisme qu'ils mettent en oeuvre pour y parvenir. On retrouve le même scénario qu'ils avaient déjà utilisé lors de la Seconde guerre mondiale, qui après avoir conduit les Etats à s'endetter auprès de ces mêmes banquiers, leur avait imposé les accords de Bretton Woods consacrant la suprématie du dollar, la création du FMI et de la Banque mondiale, l'ONU, puis l'Union européenne. Les Etats obligés de s'endetter pour financer leurs budgets, mais encore maître de leurs monnaies, allaient finir dans les années 70 par abandonner leur souveraineté au profit du marché, donc de ces banques qui les finançaient, pour arriver au fil du temps à un niveau d'endettement record qui allait les asphyxier littéralement et les obliger à appliquer la politique dictée par l'oligarchie financière, qui consistait à s'attaquer à tous les acquis ou droits sociaux de la classe ouvrière.

Faisons une pause pour réfléchir un instant à la situation qui allait être ainsi créée ou qui allait finir par s'imposer à partir des années 90 avec une accélération brutale depuis le début des années 2000.

On nous a fait croire que jusqu'à cette époque, l'Etat ou les entreprises nationalisées participaient à la satisfaction d'une partie des besoins élémentaires des travailleurs. Il était admis que chaque citoyen faisait face à des besoins élémentaires dans sa vie quotidienne, et qu'ils répondaient à la notion de droit collectif que l'Etat devait prendre en charge ou s'acquiter en échange de la participation au dévellopement de la collectivité par chacun à travers son travail. Il s'agissait en quelque sorte d'un échange de bons procédés où chacun devait y trouver son compte. Après la tarte à la crème des "Trente glorieuse", l'Etat "providence" ou le saint Etat était né !

En réalité, l'égalité de traitement accordé à tous les citoyens ou le principe de la péréquation n'a jamais fait disparaître les inégalités de traitement qui existaient dans la société en fonction de son statut social, de tout temps si vous ne payiez pas votre facture d'électricité, de gaz ou d'eau on vous le coupait, ce qui ne risquait pas d'arriver chez les nantis. Quant au prix du ticket de bus, de métro ou de train, il est certes le même pour tous, mais si vous n'avez pas d'argent pour en acheter un vous alliez à pied hier comme aujourd'hui ou demain. Les discours sur l'égalité n'avait rien à envie au populisme en vérité, et quand on voit quelle instrumentalisation ils en font aujourd'hui, on se dit que cela ne tient pas du hasard, le ver était déjà dans le fruit qui n'a fait que pourrir pendant qu'il s'en nourrissait.

C'est seulement au niveau de l'accès aux services sociaux qu'il a existé une sorte d'égalité très imparfaite d'ailleurs, que vous soyez riche ou pauvre vous aviez le droit au même traitement médical par exemple, bien que, si vous étiez pauvre vous étiez admis à l'hôpital public qui ne disposait pas forcément du matériel le plus perfectionné, alors que le riche allait se faire soigner au Val de Grâce. On pourrait en dire autant de l'école ou des retraites où le pauvre aura une retraite de pauvre et le riche aura une retraite de privilégié.

Donc ce principe était largement surfait, à tel point que l'introduction de mesures tendant à accroître les inégalités dans ce domaine au point d'en rendre leur accès de plus en plus difficiles ou coûteux à certaines couches de la population, pas les plus pauvres qui bénéficient de la CMU, celles situées juste au-dessus qui comptent des millions de travailleurs, ces mesures ont été adoptées sans coup férir, et les mouvements sociaux sur les retraites n'ont jamais mobilisé plus de 10% des travailleurs.

On en est arrivé à la situation où certains travailleurs ne peuvent plus se faire soigner et où des travailleurs partent à la retraite de plus en plus tard avec une pension de misère, seuls désormais ceux qui en auront les moyens pourront se soigner ou partir à la retraite avant de devenir grabataires, et cette tendance va s'amplifier dans les années à venir puisque leur objectif est de

rendre accessible ces services uniquement à ceux qui en auront les moyens, et les couches inférieures devront se saigner pour y accéder, autrement dit ce qu'ils auront reçu d'une main en guise de salaire leur sera totalement pompé ou repris de l'autre, il faudra travailler toujours plus et plus longtemps pour accéder au même service, les travailleurs se retrouveront totalement enchaînés ou soumis au système économique pour survivre dans des proportions qui n'ont pas d'équivalent dans le passé, sauf au XIXe siècle ou sous l'Ancien Régime où seul votre fortune ou votre statut social déterminait le nombre d'année que vous alliez vivre.

Revenons où nous nous étions arrêté.

On aura bien compris en reliant le contenu des derniers paragraphes à la lecture des précédents que la classe dominante avait de la suite dans les idées ou que la politique mise en oeuvre par les différents gouvernements qui se sont succédés, répondait à une seule et même stratégie conduisant à l'asservissement social des travailleurs à leur système économique sans qu'aucun n'échappatoire ne s'offre à eux. L'endettement des Etats et leur politique fiscale favorable aux plus riches sert à le légitimer ou à le justifier.

Cette dépendance sociale total à ce système économique qui en réalité concernera bientôt la quasi totalité de leurs activités traduira et se traduira par une atomisation croissante des travailleurs qui seront de plus en plus amenés à adopter le mode de pensée ou l'idéologie dominante à laquelle sera suspendue leur survie, tandis que leur sentiment d'appartenir à une classe sociale disparaîtra, et réduira à néant leur faculté à contester le régime en place, leur capacité à envisager un autre avenir ou une société meilleure, ainsi ils seront prêts à être réduits en esclavage sans aucun moyen d'en sortir, puisque parallèlement tous leurs droits politiques auront disparu. J'ai tenu ce discours au téléphone à une travailleuse, elle m'a répondu : "mais mon pauvre vieux, c'est déjà le cas", pas tout à fait je lui ai répondu, tout n'est pas perdu encore.

Et oui, car au départ c'est le rejet de sa condition sociale misérable qui a poussé l'ouvrier à se révolter et lui a permis par la suite d'obtenir des droits politiques qui lui ont permis de continuer son combat pour améliorer son sort ou obtenir de nouveaux droits sociaux, mais dès lors qu'il n'existe plus de partis politiques situant leur combat strictement sur le terrain des besoins de la classe ouvrière et du socialisme, il se retrouve totalement désarmé, réduit à l'impuissance, vaincu, il retourne à la case départ, à son état primitif de serf taillable et corvéable à merci.

Nous avons dit qu'il existait deux systèmes économiques qui fonctionnaient en parallèle, l'ancien système capitaliste basé sur les inégalités sociales, et le nouveau purement monétaire, au pouvoir illimité et affranchi des contradictions du précédent. Le premier constitue toujours une menace pour le second qui coïncide avec le mondialisme, l'établissement d'un gouvernement mondial, d'une dictature ou nouvel ordre mondial, sorte de monarchie absolue incarnée par l'oligarchie financières toute puissante et ayant droit de vie ou de mort sur ses sujets, à la manière de la CIA qui a procèdé à l'élimination d'opposants dans le monde entier par exemple.

Ils ont les moyens de couler un Etat, un gouvernement, une banque, une multinationale ou une entreprise ou de les sauver dans tous les pays qui leur sont soumis, ils en ont les moyens, le pouvoir, il leur suffit d'appuyer sur un bouton. Il n'y a que les peuples qu'ils ne peuvent pas contrôler ainsi, les peuples qui vivent sous un autre système économique que le leur dont il leur faut se débarrasser.

Leur problème réside dans le fait que la réaction des peuples peut être imprévisible, surtout quand ils ne les connaissent pas suffisamment, c'est ce qu'on a pu observer à propos de la Syrie notamment, il leur faut parvenir à les contrôler et ils ne pourront les contrôler totalement que lorsqu'ils seront réduits en esclavage, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. C'est cette contradiction, cette faille dans leur théorie ou stratégie qu'il nous faut utiliser si on veut parvenir à les vaincre. Ils ne peuvent pas faire disparaître le vieux système capitaliste du jour au lendemain, ils exploitent ses contradictions pour avancer sur la voie qu'ils se sont tracés. A nous d'avoir l'intelligence d'en faire autant dans un objectif diamétralement opposé au leur.

On a dit qu'il pouvait parfaitement maîtriser la crise du capitalisme, cela dans la mesure où ils ont le contrôle de la création monétaire et de la masse monétaire en circulation, à ce propos on a pu observer au cours des 5 dernières années avec quelle désinvolture ils avaient créé à partir de rien plus de 20.000 milliards de dollars, en réalité beaucoup plus mais laissons cela de côté peu importe, c'est de toutes manières une somme gigantesque qui peut éteindre n'importe quel incendie.

Vous me direz, mais alors c'est quoi ce cirque lorsqu'ils disent que le Pentagone n'aurait plus suffisamment d'argent pour maintenir la présence américaine au Moyen-Orient, c'est du vent, du bluff ou plutôt le produit de contradictions au sommet de la hiérarchie militaire sur la manière d'aller de l'avant dans leur plan, mais il n'est pas interdit de penser qu'ils existent aussi des généraux qui s'en inquiètent, qui sont horrifiés par les calculs sordides de l'oligarchie financière et l'élite intellectuel dont elle s'est entourée.

Si vous lisez attentivement leurs déclarations, vous constaterez qu'ils n'arrêtent pas de se contredire. Tenez un exemple, ils ont concocté un plan pour attaquer la Syrie qui est sans doute sous-estimé, qu'ils ont évalué à un milliard par mois, et à part cela les caisses seraient vides. La Fed continue de racheter des actifs pourris à coup de dizaines de milliards de dollars en appuyant simplement sur le bouton de la planche à billets, il faut donc être naïf pour croire à leur histoire de crise insurmontable.

La crise du capitalisme existe bel et bien évidemment, mais ils ont les moyens de la manipuler, de la contrôler, s'ils le veulent demain ils font sauter l'économie mondiale ou ils la sauvent, pour le moment ils ont décidé de la sauver car ils s'y retrouvent, ils sont apparemment satisfaits par la tournure que prennent des choses, bien qu'ils doivent faire face à certaines difficultés, à cause de ce foutu peuple, en Egypte par exemple, alors que les Grecs sont parfaitement soumis ou presque.

Quand ils disent qu'ils vont suspendre les politiques d'austérité dans certains pays en Europe ou les étaler dans le temps, c'est à la fois vrai et faux, ils réagissent à la mobilisation des masses qu'ils craignent, ils lâchent du mou quand ils estiment qu'il y a danger et repassent de plus belle à l'offensive quand tout est rentré dans l'ordre. En France, ils ont fait une excellente opération en remplaçant Sarkozy par Hollande, à tout point de vue il est meilleur, c'est le gouvernement le plus sioniste et le plus pro impérialiste et européiste de la Ve République, il le ménage, la France emprunte à des taux d'intérêt historiquement bas, ce sont eux qui en ont décidé ainsi. On dit le marché, mais le marché, qui l'alimente avec des liquidités à gogo, c'est encore eux. L'union bancaire européenne, c'est encore eux. Les caisses des banques sont vides, c'est encore eux, qui les remplient, les Etats, et à qui les Etats empruntent, au marché et aux banquiers, à eux, quoi. La marché unique transatlantique, c'est encore eux, etc. etc.

Mais ils ne peuvent procéder que par étapes successives, d'où le jeu géopolitique ou géostratégique auquel on assiste qui ne sert qu'à conforter leurs positions acquises et préparer les conditions des étapes suivantes conformément à leur plan. La lutte des classes s'emmêlant, ils sont en permanence confrontés à de nouvelles difficultés qu'ils avaient prévues ou non. De plus, sur la scéne mondiale les différents acteurs qui détiennent du pouvoir tiennent à le conserver, tous ou presque adhèrent à des degrés divers à leur plan en fonction des garanties qu'ils leur accordent, par exemple on a pu observer que Poutine n'avait pas vraiment eu envie de se mouiller avec l'affaire Snowden, il collabore avec Obama bien que la méfiance réciproque soit de mise.

Là aussi ils sont confrontés à une énorme contradiction. Les Chinois et les Russes leur disent : O.K. on marche dans votre combine, mais attention, à condition que nos intérêts soient sauvegardés, or les Américains qui sont les plus en avance dans la réalisation de ce plan, les masses américaines sont pratiquement dénuées de tous droits sociaux et politiques et l'oligarchie financière exerce son pouvoir sur la quasi totalité de l'économie du pays et les institutions politiques, ils doivent impérativement aller de l'avant à l'échelle mondiale s'ils ne veulent pas que les contradictions qui existent en dehors des Etats-Unis se répercutent à l'intérieur de leur pays ou remettent en cause leurs acquis, ils sont contraints d'aller sans cesse de l'avant pour ne pas céder de terrain, or cette politique vient heurter de plein fouets les intérêts des Russes et des Chinois notamment, qui par exemple ont davantage besoin de conserver ou consolider leurs rapports avec certains pays riches en matières premières dont ils ont besoin pour pas seulement assurer leur développement futur, mais maintenir ou renforcer leur rapport de forces avec les Américains justement. Ce qui est en jeu, c'est le partage du gâteau en fonction du rapport de forces final établi entre les différents acteurs économiques qui se partagent le pouvoir, tous collaborent au même plan, la collusion qui existe entre les intérêts économiques américains et chinois n'est plus à démontrer, aucun ne veut être lésé à l'arrivée et les appétits de leurs oligarques respectifs sont insatiables, d'où les tensions politiques auxquelles on peut assister.

Les Américains ou plutôt les Anglo-Saxons peuvent adopter des décision politiques qui vont perturber les régimes chinois ou russes, par exemple l'adoption du mariage homosexuel ou les attaques incessantes contre les religions, sauf la leur, le protestantisme allié au sionisme, les médias en rendent compte de telle sorte qu'on pourrait croire qu'il existe un antagonisme irréductible entre les Amériains et les Russes sur ces questions, alors qu'en réalité les Américains s'en servent comme moyen de pression sur Poutine pour qu'à son tour il avance sur le volet idéologique tout en lui permettant d'adopter des lois qui remettent en question l'Etat de droit qu'eux-mêmes ont déjà adoptées depuis longtemps aux Etats-Unis. L'opposition à Poutine que les Américains financent remplit la même fonction, de même tout le monde a parfaitement compris que les Américains s'accommodait très bien d'un régime fort ou qu'ils en étaient partisans, ce qu'incarne justement Poutine.

Pour comprendre les antagonismes politiques qui existent entre d'une part les Américains, et d'autre part les Russes, Chinois et en fait le reste du monde, il faut avoir à l'esprit que les Etats-Unis fonctionnent essentiellement selon un système économique purement monétaire ou financier, tandis que le reste du monde fonctionne encore en grande partie sous le vieux système capitaliste, de moins en moins en Europe. Les deux systèmes sont de plus en plus imbriqués, le plus vieux résiste car il repose sur une base sociale qui inclut tout le développement politique antérieur et ultérieur, l'histoire des peuples, les institutions, les partis, les syndicats, etc. tandis que le nouveau système économique ne repose sur aucune base sociale, c'est un système dictatorial basé uniquement sur la volonté exprimée par une infime minorité de concentrer entre ses mains le pouvoir, de détenir sans partage la totalité du pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale.

L'ancien système capitaliste reposait sur l'exploitation des travailleurs au cours du procès de production, le vol de leur force de travail, il était donc basé sur un rapport (de force) entre les classes, le nouveau repose sur le monopole ou le privilège exorbitant de l'oligarchie financière de créer la monnaie et de contrôler la masse monétaire en circulation, de créer de la richesse sans être limité par les lois et contradictions de l'ancien capitalisme, autrement dit en s'émancipant des rapports qui peuvent exister entre les classes et de la lutte des classes, ainsi il n'existe plus aucun obstacle à leur pouvoir, tout du moins théoriquement ou jusqu'à un certain stade dans la pratique pour le moment.

On est passé d'un système économique où le capitaliste s'enrichissait grâce au profit qu'il soutirait au travailleur, à un système où il suffit d'appuyer sur le bouton de la planche à billets pour s'enrichir et réduire le monde en esclavage. De rapports complexes on arrive ainsi à des rapports extrêmement simples qu'il est d'autant plus facile de compendre, encore faut-il l'admettre, et c'est là tout le problème du mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde qui ne veulent pas en entendre parler, ils en sont restés

à l'interprétation du capital de Marx qui demeure juste, mais insuffisante si on refuse de l'actualiser en tenant compte des modifications déterminantes qui sont intervenues au cours de l'évolution du capitalisme au cours du dernier quart du XXe siècle.

Je vais vous dire un truc, entre nous, vous imaginez bien qu'avant de rédiger cet article j'y ai pensé mille fois, j'en ai même fait des nuits blanches plus d'une fois, j'ai tout retourné dans tous les sens, j'ai remis les compteurs à zéro en me disant qu'il fallait absolument tout revérifier une nouvelle fois, car si tu te plantes, non seulement ta démonstration sera erronée mais ta crédibilité sera réduite à zéro et tu ne t'en remettras pas. Si je prends ce risque aujourd'hui c'est parce que je n'ai pas le choix.

Depuis déjà dix ans je me disais qu'il y avait quelque chose qui ne collait pas dans ce qu'on nous racontait en observant ce qui passait sous mes yeux. Au début ce n'était pas très clair, en fait je n'y comprenais pas grand chose, d'autant plus que j'avais arrêté de militer pendant plus de 20 ans, il m'a donc fallu remonter la pente et fournir un effort titanesque pour atteindre un niveau politique disons convenable, j'étais quasiment nul en économie, j'ai donc bossé comme un dingue pour parvenir à comprendre l'essentiel de la situation économique, il m'est arrivé de lire Le Capital à deux heure du matin, sous les cocotiers vous imaginez, il fallait être complètement frappé ou en vouloir vraiment.

Aucune des théories que j'ai lu ne m'a convaincu, on ne pourra pas m'accuser de plagiat car je n'ai jamais lu nulle part ce que je viens d'écrire ; d'autres ont-ils produit exactement la même analyse que moi et et sont-ils parvenus aux mêmes conclusions, je n'en sais rien, si c'était le cas je voudrais bien les connaître, je vous avouerais que cette idée m'excite au plus haut point et que pour le coup je serais prêt à faire n'importe quoi pour les rencontrer le plus rapidement possible. Par ailleurs, je n'ai jamais été animé par le désir de me distinguer de qui que ce soit, cette idée m'est totalement étrangère. Savez-vous pourquoi ? Parce qu'elle est incompatible avec mon indépendance d'esprit et ma méthode, qui ne reposent pas sur ce que pense untel ou untel mais sur les faits uniquement ; vous aurez remarqué que j'ai fait l'économie de citations dans cet article, je n'ai pas besoin d'en appeler à qui que ce soit pour valider mon discours ou cautionner ma démonstration. J'ai lu des tas d'articles écrits par d'autres, et au lieu d'y chercher des points d'accords avec mon interprétation de la réalité, je me suis intéressé à leurs faiblesses ou défauts, à leurs manques, au non-dit, ce qu'ils avaient oublié ou occulté, parfois des facteurs ou des rapports déterminants ce qui faussait évidememnt totalement leurs analyses, je me suis employé à les réintroduire en me livrant à une nouvelle analyse pour voir ce qui allait en sortir et ainsi de suite, à aucun moment je suis parti d'une idée préconçue, par contre j'avais certaines théories ou hypothèses en tête dont je devais vérifier la validité ou cohérence avant de les évacuer ou de me les approprier, j'ai procédé lentement parce que j'ai un petit cerveau et j'avais autres choses à faire quotidiennement, méthodiquement autant que possible.

Puis, parvenu à un stade où la situation m'apparaissait de plus en plus clairement, j'ai pratiquement cessé de lire ces articles, en fait on y retrouve toujours les mêmes théories qui se comptent sur les doigts d'une main, ils ne pouvaient plus rien m'apprendre. Je me suis mis alors à lire d'autres articles en rapport avec le mondialisme. Leur intérêt, c'est qu'ils sont bourrés de rappels historiques ou fourmilles de faits totalement inconnus, je ne retenais que ceux où figuraient leurs sources, parallèlement j'ai continué de lire des milliers d'articles sur la situation, ce qui m'a permis en temps réel pour ainsi dire, de vérifier le bienfondé de toutes ces théories ou analyses, quels rapports ils avaient avec la réalité, en quoi ils en tenaient compte ou non, et j'ai pu ainsi déterminer avec précision leur valeur exacte (du point de vue de notre combat), ce qu'on pouvait en conserver et ce qu'on devait jeter. Voilà en gros de quelle manière j'ai procédé et quel a été mon état d'esprit tout au long de ce travail.

Revenons à notre sujet et concluons.

Donc si on attend que la crise du capitalisme soit à l'origine de la révolution, on va attendre indéfiniment, des siècles, bon, là il sera manifestement trop tard. Il faut donc adapter notre conception de la lutte de classe en conséquence, de toute urgence.

Nous ne combattons pas pour la République et la démocratie pour imposer un recul au gouvernement ou obtenir des concessions de sa part, le "stopper", nous n'exigeons rien de lui et nous ne lui demandons rien ou alors en précisant que seul un gouvernement ouvrier ou une République sociale imposera le respect des valeurs de la République et des principes de la démocratie, c'est uniquement dans cette perspective politique que nous devons concevoir notre combat au cours duquel nous pourrons recruter des travailleurs et construire pas à pas le parti. Toute notre politique doit être impérativement subordonnée à la construction du parti, on n'a pas le choix.

Politique destinée à la totalité des travailleurs, qui doit être accessible à toutes les couches de travailleurs, à la classe moyenne ou à la petite-bourgeoisie, car il n'existe pas d'autre voie que de passer de 5.000 à 10.000, 20.000, 50.000, 100.000, 300.000 militants et beaucoup plus de toutes les couches exploitées de la société pour décider comment et quand nous allons prendre le pouvoir, décider consciemment de poser la question du pouvoir et d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, ce qui nécessite ou inclut parallèlement, en réalité cela découlerait de la dynamique enclenchée, que des millions de travailleurs parviennent à acquérir un niveau de compréhension de la société et du monde suffisamment élevé pour nous soutenir et participer à cet ultime combat, c'est parfaitement possible dès lors qu'on a un parti incorruptible et qui ne dévie pas d'un millimètre de son objectif , qui se donne pour seule et unique objectif pendant les années à venir de construire cet instrument dont nous avons impérativement besoin pour vaincre.

Je suis absolument convaincu que c'est faisable et qu'il n'existe pas d'autre voie. Je n'ai pas l'impression d'être un fanatique du parti ou de quoi que ce soit d'ailleurs, si on adopte cette stratégie et qu'on s'y tient, on vaincra, j'en ai la certitude. Cela ne remet

pas en cause notre combat pour défendre tous nos acquis, bien au contraire il faut le mettre au service de cette stratégie. Ensuite il faut adapter notre discours à chaque couche de travailleurs, répondre à toutes les questions qu'ils se posent et qui ont un rapport avec l'actualité politique qu'on leur impose, je sais que c'est parfois ingrat, si vous croyez que je me suis amusé à traiter les dernières polémiques vous vous trompez lourdement, mais il faut s'y coller, c'est aussi par ces canaux que la classe dominante distille son venin, il faut toucher le coeur des travailleurs, leur sensiblité, il faut les connaître pour cela, il faut les aimer pour cela évidemment...

Si on aborde sereinement, sincèrement et modestement la question de la construction du parti, il n'y a pas un travailleur, un militant qui n'y trouvera pas sa place, reconnaissons nos erreurs sans en faire un drame, on n'a pas besoin de procureurs bordel, pas de donneurs de leçons, bannissons les attitudes hautaines ou méprisantes, soyons simple, nous-même, apprenons à écouter et à observer, c'est la meilleure école pour progresser, ensemble évidemment sinon à quoi bon !

Les grands traits de cet article pourrait constituer la trame de la stratégie et du programme d'un parti socialiste révolutionnaire.

Un jour un camarade, auquel je pense toujours bien qu'il ne donne plus signe de vie, m'a dit énervé, fait chier cette histoire de crise, ils nous prennent pour des cons avec leur crise, elle n'existe pas, il n'avait pas tout à fait tort, en moins étoffé ou argumenté je lui avais tenu le même discours qu'aujourd'hui, depuis, il peut constater s'il me lit, que je n'ai pas lâché le morceau ni oublié ses paroles. Ma réponse n'est pas sybille, elle est construite, parfaitement cohérente, tout se tient et je pense ne rien avoir oublié, tout est à sa place, l'ordre des choses est respecté, à nous maintenant de faire en sorte que l'ordre établi en tremble.

Haut de page

Le 29 juillet 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser les infos en bref et d'ajouter de nouveaux articles, j'ai laissé tomber plusieurs sujet, ce sera pour demain. Le lundi soir, c'est ma séance cinéma sur TV5Monde Asie, ce soir un vieux film avec Lino Ventura, j'ai oublié le titre.

Les Frères musulmans, c'est l'extrême droite, ils doivent être dissouts et interdits en France.

Les Frères musulmans visés en Egypte, en Tunisie, en Egypte, en Irak, au Liban, au Mali et... en France où ils ont désormais pignon sur rue et défient l'Etat de droit au profit de leurs valeurs barbares.

A quand le bombardement du palais de l'émir du Qatar et du monarque d'Arabie Saoudite ? A bas la charia, à bas l'islamisme radical wahabbite, salafiste ou takfiriste, à bas les régimes où s'épanouit ces doctrine féodales et barbares soutenues par le gouvernement français, l'UMP, la gauche et l'extrême gauche, doctrine de guerre contre nos valeurs et nos principes, contre la République et la démocratie dans le cadre duquel le mouvement ouvrier mène son combat. Pas de place pour le lumpenprolétariat en France à la solde du fascisme qu'incarne cette idéologie archaïque ou rétrograde.

L'islamophobie, ce sont les adeptes de la charia ou d'une lecture rigoriste de l'islam qui l'ont inventée, promue. Pour que cette idéologie nauéabonde se développe, ils arborent des déguisements qui permettent de les repérer de loin, telle une provocation permanente. Ils sont les pires ennemis des musulmans et de l'islam, sur 5 ou 8 millions de musulmans en France, combien de femmes portent la burqa ou le niqab, 2.000 nous dit-on, cela signifie que moins de 0,05% des femmes musulmanes voilées contribuent à faire passer les musulmans pour des sauvages dans la tête des gens arriérés et l'islam pour une religion intolérante ou barbare.

L'islamisme radical wahabbite, salafiste ou takfiriste, c'est la peste noire, ce n'est pas pour rien qu'on l'appelle aussi le sionisme arabe, car s'ils sont les pires ennemis des musulmans, les sionistes sont les pires ennemis des juifs, et en France comme dans les pays du Maghreb ou d'Afrique s'ils ont conquis des parts de marché parmi les musulmans c'est par le biais de prédicteurs et leurs associations qui se montrent particulièrement généreux envers leurs fidèles qu'ils achètent avec l'argent que l'émir du Qatar met à leur disposition.

99,99% des musulmans respectent les lois et les valeurs de la République. Quand vous croisez une personne dans la rue ce n'est pas écrit sur son visage si elle est croyante ou non ou à quelle religion elle a adhéré, et si elle arbore un signe distinctif permettant d'établir son appartenance à telle ou telle communauté de pensée, philosophique ou religieuse, cela ne pose aucun problème temps qu'elle ne s'en sert pas pour se soustraire aux lois que respectent l'ensemble des citoyens.

J'ai encore téléchargé de nouveaux articles de presse sur ce sujet, mais je n'ai pas le temps de les traiter aujourd'hui, on verra cela cette semaine si possible.

A la suite d'un article épouvantable publié hier par Rue 89 (Le Nouvel Obs) *Les hommes politiques doivent combattre l'islamophobie ambiante*, ils ont réalisé un amalgame pourri entre les 99.,99% des musulmans qui ne se reconnaissent pas dans le wahabbite, le salafiste ou le takfiriste et les 0.05% qui ont adopté cette idéologie infâme, pour affirmer que ceux qui s'en prennent aux islamistes radicaux, les barbus et leur épouvantail en burqa ou niqab sont d'horribles islamophobes ou racistes qui s'en prennent à la totalité des musulmans, on ne peut imaginer pire manipulation.

Je vous propose en attendant la réaction d'un internaute qui figurait à la suite de cet article, je ne la partage pas, elle illustre le basculement qui peut se produire dans la tête de personne pas vraiment mal intentionnée envers les musulmans en général.

- "Aux auteurs de cette tribune : vous-êtes-vous déjà demandé pourquoi cette islamophobie ? Parce que dans ce texte, je ne vois que des fautifs d'origine française... Les musulmans ne seraient-ils pas eux-mêmes un peu fautifs de ce qui leur arrive ?

Quand on dit « sale bougnoule » à un Arabe parce qu'il est arabe, c'est scandaleux.

Mais quand on s'insurge contre des gens qui ne veulent pas respecter nos coutumes et notre culture, qui se ghettoïsent eux-mêmes, qui ne respectent pas les femmes, qui n'ont aucun intérêt pour la République, qui embrigadent leurs voisins, qui admirent des régimes politiques moyenâgeux, qui vont faire le « djihad » contre le pays où ils habitent, où même ils sont nés, qui ne vivent que pour mourir en martyre, alors là je crois qu'une certaine islamophobie se justifie parfaitement.

Comme d'autres dans ces commentaires, j'ai grandi dans une cité. J'avais des copains et copines arabes, on s'amusait bien.

Quand je les revois, la plupart sont devenus des moines barbus et des bonnes soeurs (voilées), ils évitent les « Français », ils se sont bien fait retourner par leur imam à la con, qui leur a sûrement dit qu'on était infréquentables. On ne peut même plus serrer la main aux copines !

Des que je rencontre mes copains d'enfance, on sent une gêne, ils ne fuient pas mais ne veulent pas parler, ils font tout pour qu'on les évite.

Oui, quand je vois ça, je peux peut-être devenir islamophobe. Attention, je ne suis pas raciste, pas « arabophobe ».

Et il n'y a pas que cela : il y a aussi tous les problèmes venant des islamistes, des régimes islamistes, des pays du Moyen-Orient, qui commencent à exaspérer tout le monde.

Tiens, il y a un détail très intéressant sur la photo de la manifestation contre l'islamophobie : sur cette photo, il n'y a pratiquement que des hommes.

En écrivant cet article, vous avez oublié une grande partie des auteurs de cette islamophobie ambiante : les musulmans eux-mêmes."

C'est une erreur monsieur de le penser, vous manquez de discernement, Sarkozy, puis Hollande, en faisant la courte échelle aux régimes islamistes radicaux ont livré les musulmans aux prédicateurs de leur doctrine ignoble, et souvenez-vous que 99,99% y sont restés insensibles malgré les pressions et les menaces.

Ce sont les islamistes radicaux qui sont reponsables de l'islamophobie, pour dresser l'ensemble des musulmans contre le reste de la population et vice versa, pendant ce temps-là Hollande applique sa politique antisociale.

ACTUALITÉ DU JOUR

Il est passé où le droit, l'Etat de droit ? Il est mort dans un accident de train!

Il est libre l'oiseau, il est libre l'oiseau, incroyable !

Le conducteur du train avait emprunté cette ligne 60 fois, il la connaissait par coeur, il n'a aucune circonstance atténuante. Un signal lui signifiant qu'il devait réduire sa vitesse lui est parvenu 4kms avant l'accident, il n'en a pas tenu compte, il téléphonait apparemment, il n'a aucune circonstance atténuante. Et il s'est trouvé un délégué syndical espagnol pour le soutenir, comme fossoyeur du mouvement ouvrier on ne peut pas rêver mieux.

- Francisco José Garzon Amo est inculpé de 79 homicides par imprudence, annonce le tribunal de Galice, dimanche 28 juillet. Il

était entendu par un juge, au terme de sa garde à vue. Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Il était accusé "*d'homicide par imprudence*" pour ne pas avoir freiné à temps, à l'entrée d'un tronçon où la vitesse autorisée passe de 220 à 80 km/h.

Une jeune passagère du train rescapée de l'accident, Carla Serrano, a elle raconté avoir vu inscrite la vitesse de 200 km/h sur l'écran d'information de son wagon, dans une interview avec la télévision publique. "*Nous sortions juste du tunnel et mon fiancé m'a dit: 'Nous allons à 200 à l'heure'. J'ai regardé et c'était vrai*", a assuré la jeune fille, qui revenait de Madrid où elle était allée voir une exposition consacrée à Salvador Dali.

El Mundo souligne, "*le fait surprenant est que cet itinéraire laisse le conducteur décider du moment et de la manière de commencer à décélérer. C'est-à-dire que Garzon devait décider quand freiner pour entrer dans le virage à 80 km/h. Rien ne lui disait comment ni où le faire*".

Que s'est-il passé dans la cabine de pilotage juste avant 20H42 ? Le conducteur, qui exerce ce métier depuis 2003 et avait déjà parcouru 60 fois cette ligne, s'est-il laissé distraire?

"*Déjà, quatre kilomètres avant le lieu de l'accident, il s'est vu notifier de commencer à ralentir*", avait souligné samedi le président du gestionnaire du réseau Adif, Gonzalo Ferre.

El Mundo affirmait, citant des sources proches de l'enquête, que le conducteur parlait au téléphone portable au moment du drame. Mais dans la petite ville galicienne de Monforte de Lemos, où vit le cheminot, certains de ses proches voulaient le défendre.

"*C'est un excellent professionnel. C'est le premier accident qu'il ait jamais eu. Il n'a jamais commis la moindre faute*", a témoigné Antonio Rodriguez, un délégué syndical qui a rejoint la Renfe, la compagnie de chemin de fer, la même année que Garzon, en 1982.

Par ailleurs, un nouvel élément révélé par El Mundo vient resserrer l'étau autour de Francisco José Garzon : selon le quotidien, qui cite des sources proches de l'enquête, le conducteur parlait au téléphone portable au moment du drame. AFP et francetvinfo.fr 28.07

Quand on est au téléphone on ne voit pas les minutes défilées... ni les kilomètres. En roulant à 200km/h, il avait parcouru les 4 kilomètres fatidiques en 3 minutes 30 secondes environ, quand il s'en est aperçu, il était trop tard !

Ce sera son premier et son dernier accident, un de trop avec 79 morts sur la conscience. Quelle pourriture ce délégué syndical ! Rien que pour cette déclaration, je vous relèverais immédiatement de votre fonction avec interdiction jusqu'à la fin de votre vie de conduire, un train, un métro, un bus, un taxi ou de piloter un avion.

Commentaire d'un internaute

- "*On connaitra, j'espère, la vérité. Car la SNCF cache bien son jeu. Quand le 23 juillet 1962 à 15h10, à Velars/Ouche le wagon de queue se détache et tombe dans un ravin faisant 49 morts, la SNCF a prétendu que c'était les rails déformés par la chaleur. (C'est toujours l'hypothèse sur Wikipedia). En fait, nous l'avons appris près de 10 ans plus tard (par un cheminot) que c'était le conducteur du train complètement bourré qui roulait beaucoup trop vite (comme dans cet accident).*"

Intox. Tout et son contraire.

- Pourquoi Obama ne peut pas influencer la situation en Egypte - Slate.fr

Il est bien connu que l'impérialisme américain n'a aucune influence sur le FMI et la Banque mondiale, qu'il lui est impossible de débloquer les fonds qui permettraient au gouvernement de répondre aux besoins sociaux immédiats des masses histoire de calmer la situation tout du moins provisoirement...

Non, il n'a aucun pouvoir, puisqu'on vous le dit braves gens, croyez-les sur parole. Et dire qu'il y en a pour gober ce genre de discours, quelle naïveté ou igorance.

- Etats-Unis: Obama inquiet par la disparité croissante des salaires - AFP

Sans rire, une découverte, un fait nouveau.

- La disparité grandissante des salaires aux Etats-Unis et les effets persistants de la crise financière risquent d'affaiblir le tissu social et de décourager les Américains, s'est inquiété le président Barack Obama dans un entretien au New York Times publiée dimanche.

Pas vraiment, et s'il le dit lui-même, ce n'est pas qu'il aurait l'intention d'y remédier, mais juste pour faire patienter la classe moyenne ou mieux la pousser au désespoir, puisque même avec la meilleure volonté du monde affichée par le président des Etats-unis, c'est impossible, il faut donc en faire son deuil, il prépare ainsi les esprits à de nouveaux sacrifices.

- L'ascension sociale "*faisait partie de ce que nous étions en tant qu'Américains et cela s'érode depuis les vingt ou trente dernières années, bien avant la crise financière*" de 2007, a-t-il dit au terme d'une semaine où il a multiplié les interventions dans le pays pour la défense de la classe moyenne.

D'aillleurs, il leur dit ce qui les attend.

- "*Si nous ne faisons rien, la croissance sera plus lente qu'elle ne devrait être, le chômage ne diminuera pas aussi vite que nous le voulons et l'inégalité des salaires continuera à s'élargir?*", a poursuivi le président.

Alors que le Congrès est entièrement entre les mains du cartel des banquiers de la Fed, il n'y a rien à attendre de bon, faites-vous à cette idée.

- Sans un changement à Washington par le Congrès des politiques budgétaires d'austérité pour stimuler la croissance, non seulement la classe moyenne continuera à se réduire mais des questions controversées comme le commerce international, le changement climatique et l'immigration seront plus difficiles à aborder, a-t-il jugé.

La Fed détient le pouvoir et personne ne peut lui imposer un président ou sa politique. Donc là non plus, aucun changement en vue.

- Parlant publiquement pour la première fois de sa décision la plus attendue au cours des prochains mois, le chef de la Maison Blanche a indiqué avoir resserré son choix pour le successeur de Ben Bernanke à la présidence de la Réserve fédérale (Fed) à "*quelques candidats exceptionnels*".

Avec la politique budgétaire actuelle qui freine la reprise économique, les communautés des affaires et de la finance se tournent vers la Fed en espérant qu'elle poursuivra sa politique monétaire accommodante.

Il leur suffit d'appuyer sur le bouton pour fabriquer des milliards de dollars sans aucune contrepartie. Obama "*veut*" et les monarques ont répondu : c'est nous qui décidons.

- M. Obama a indiqué qu'il souhaitait voir à la tête de la Fed quelqu'un qui ne se contente pas de travailler de façon abstraite pour garder l'inflation sous contrôle et la stabilité des marchés, les principales missions de la banque centrale. Il veut aussi un président de la Fed soucieux d'améliorer la vie des Américains ordinaires.

On prend les mêmes et on continue, tel est le message, il récitait sa leçon.

- Les deux principaux candidats en lice sont apparemment Lawrence Summers, l'ancien conseiller économique de M. Obama à la Maison Blanche et ex-secrétaire au Trésor de Bill Clinton, ainsi que Janet Yellen, l'actuelle vice-présidente de la Fed qui avait aussi travaillé pour l'ancien président Clinton. AFP 28.07

Conditionnement et amalgame. D'un "***monde nouveau***" à un Nouvel ordre mondial il n'y a qu'une différence sémantique dans la formulation.

- "*Porter l'Evangile, c'est porter la puissance de Dieu pour extirper et vaincre le mal et la violence, détruire et abattre les barrières de l'égoïsme, de l'intolérance et de la haine, afin de construire un monde nouveau*", a dit le pape dans son homélie, lors de la messe qu'il a célébrée dimanche pour la clôture des 28e Journées mondiales de la jeunesse (JMJ). Reuters 28.07

Nous verrons plus loin que "*pour extirper et vaincre le mal et la violence, détruire et abattre les barrières de l'égoïsme, de l'intolérance et de la haine*", c'est en chacun de nous qu'il faut chercher et non pas dans la société telle qu'elle est.

Intox destinée à la curie.

- JMJ: Le pape appelle l'Eglise brésilienne à faire revenir les fidèles partis chez les évangéliques - 20minutes.fr

Un produit réchauffé et qui refroidi vite.

- «*Sommes-nous encore une Église capable de réchauffer le cœur ?*» - LeFigaro.fr

Le pape du Nouvel ordre mondial passe à l'offensive contre la curie "*élitiste*" et "*socialisante*".

Quand on écoute son discours, soit on n'y comprend rien, soit on se demande où il veut en venir exactement puisqu'il attaque pêle-mêle le néolibératisme et le socialisme. Cependant, on a déjà là un indice important qui va nous éclairer sur ses véritables intentions et l'esprit malsain qui l'anime.

Pour nous y aider, on pourrait partir du discours du catholique antimondialiste Pierre Hillard, qui dans sa lutte désespérée pour sauver la religion catholique de la théologie dévastatrice anglo-saxonne-sioniste s'en prend lui aussi au néolibéralisme et au socialisme qu'il confond quant à l'objectif qu'ils poursuivent, sans se donner la peine d'en analyser le contenu ou de se poser la question de savoir à qui l'un ou l'autre profiterait, car il serait obligé d'en déduire qu'en réalité le socialisme réaliserait le message originel du christianisme, alors que le néolibéralisme incarnerait son antithèse ou une dictature impitoyable.

A ce stade, on s'aperçoit qu'un mondialiste, le pape, emprunte les mêmes arguments que les catholiques antimondialistes, mais car il y a un mais, en poursuivant un objectif diamétralement opposé, la liquidation de la religion catholique ou plutôt sa dénaturation complète une fois soumis au dogme de la théologie néolibérale. La question qui nous intéresse ne consiste donc pas à savoir quel objectif s'est fixé le pape puisqu'on le connaît déjà, mais comment compte-t-il s'y prendre pour avancer vers cet objectif, quels ennemis combat-il.

Il a deux ennemis clairement identifiés : les catholiques, ceux qui entendent rester fidèles à cette religion où à l'idée qu'ils s'en font, en gros les fidèles laïcs ou les croyants, et la curie élitiste qui prêche l'inamovibilité des saintes écritures et du dogme qui a été bâti autour. Ainsi ses deux ennemis présentent au moins un point commun, il faut donc les combattre ensemble ou plutôt se servir du combat que l'on mène contre les uns pour affaiblir les autres et vice versa.

Pourquoi les écritures ou la doctrine de l'église catholique pose-t-elle problème au pape ? Parce qu'elle fait référence à un monde divisé en classes sociales aux intérêts antagoniques, quelque part elle reconnait l'existence de la lutte des classes et légitime ou justifie que la curie dans la vie quotidienne se prononce en faveur de l'une ou l'autre de ces classes, tout en étant portée naturellement à critiquer la classe dominante qui est à l'origine des inégalités sociales, demeurant ainsi fidèle à l'esprit chrétien.

Donc derrière ce combat qui se veut progressiste et profondément humaniste, en faveur des plus pauvres, etc. on aperçoit qu'en réalité le véritable ennemi contre lequel il est en guerre, c'est la lutte de classe qu'incarne le prolétariat, le socialisme, pour le compte de la théologie néolibérale qui doit être amenée à supplanter la théologie catholique ou à la vampiriser en la vidant totalement de son contenu social ou l'interprétation sociale que peuvent en faire des curés ou des membres de l'élite de la curie. Rappelons que la doctrine néolibérale a pour objectif l'établissement d'une monarchie absolue ou nouvel ordre mondial qu'incarnerait l'oligarchie financière flanquée d'une élite intellectuelle à ses ordres, tandis que le reste de l'humanité serait réduit en esclavage, les classes et la lutte des classes étant abolies.

Selon le pape, la curie ou les représentants de l'église catholique ne doivent s'opposer en aucune manière à la politique néolibérale et s'y adapter en recentrant l'exercice de leur mission sur l'homme, sur ses qualités et ses défauts, sa foi intérieur. Le rôle de l'Eglise ne doit plus être de se positionner au côté des victimes du capitalisme tout en défonçant ses méfaits ou ses excès, il doit consister à les aider à surmonter cette épreuve divine car rédemptrice de leurs péchés, une aubaine en quelque sorte, en recherchant uniquement en eux-mêmes la cause de leur malheur, la société telle qu'elle existe n'y étant absolument pour rien, donc inutile de s'imaginer qu'un jour elle pourrait être meilleure et qu'on pourrait lutter pour qu'elle le devienne, non, seul l'homme avec toutes ses tares ou vices en est responsable.

On voit tout de suite les limites de ce discours qui implique que le croyant serait finalement responsable de son propre malheur ou qu'il ne devrait s'en prendre qu'à lui-même s'il ne le supporte pas, ce qui ne changera rien à sa condition d'existence matérielle misérable ou ne résoudra en rien les difficultés qu'il rencontre au quotidien pour survivre. Le pape le sait pertinemment et n'a pas d'autres discours alternatifs à sa disposition, sa mission est d'accompagner psychologiquement le processus en cours de liquidation des classes ou d'y préparer les esprits et il s'y tient.

On abordera se sujet ailleurs, car on se gargarise de formules qui ne correspondent plus à la réalité. On préfère fermer les yeux et les répèter comme si rien n'avait changé depuis un siècle ou un demi-siècle. On définissait la classe en fonction de l'organisation des ouvriers, de son statut, et quand plus de 90% ne sont pas ou plus organisés on continue de tenir le même langage, les masses sont largement atomisées et la législation du travail leur est largement défavorable, on pourrait continuer sur le même registre pour s'apercevoir qu'en réalité les rapports que l'on décrit n'existent plus ou sont en voie de disparition, pendant qu'on refuse d'en tenir compte et continuer de tenir le même discours, ce qui est complètement aberrant.

Revenons au malin.

Dans l'article qui suit plus loin, on reconnaîtra aisément les attaques que le pape destine à la curie de celles qu'il réserve aux fidèles laïcs, on les pointera à la suite pour que le lecteur s'y retrouve.

En guise de conclusion très rapidement.

L'homélie qu'il a prononcée à Rio hier était un véritable programme de combat à la fois contre la curie qui s'accroche au dogme de l'Eglise, à sa doctrine (originelle) emprunte d'humanisme, contre ce qu'il appelle des dérives spiritualistes qui y feraient référence ou y ramèneraient, contre le croyant laïc qui entendrait se servir de la religion catholique pour résister au rouleau compresseur du néolibéralisme ou pire le combattre, l'Eglise n'a pas vocation à le dresser contre un régime politique ou à le protéger de ses méfaits, mais uniquement à l'aider à trouver en lui-même la "*foi*", les moyens de s'accommoder du sort qui lui a été réservé et qui constitue une bénédiction pour racheter tous ses péchés. C'est effectivement un programme de guerre contre la religion catholique mais pas uniquement comme nous l'avons relevé plus haut.

Le pape a recentré le message de l'Eglise vers l'homme, l'homme en général, à la manière de Mélenchon et de "*l'humain d'abord*", la nouvelle religion du mouvement ouvrier selon Saint Jean-Luc, qui des Lumières l'enfonce un peu plus chaque jour dans le labyrinthe de l'obscurantisme ou des ténèbres...

- Le pape dénonce "*les idéologisations*" du message évangélique et vante la foi populaire - lexpress.fr

Le pape François, avant de quitter Rio de Janeiro, a dénoncé dimanche "*les idéologisations socialisantes*" ou "*restauratrices*" du message évangélique, déplorant l'immaturité de nombreux laïcs latino-américains et vantant la solidité de la foi populaire.

("*les idéologisations socialisantes*", il visait là la lutte des classes, le socialisme. "restauratrices" du message évangélique : lire restauration de la doctrine originelle et humaniste du christianisme. -ndlr)

La "*réduction socialisante*", "*l'idéologisation a été, à certains moments, très forte*", a observé le pape devant des centaines d'évêques réunis à la résidence de Sumaré, à Rio, en faisant allusion sans la citer à la théologie de la libération.

(Théorie adoptée par des curés en Amérique latine qui ont combattu les dictatures militaires au côté du prolétariat, un crime selon le pape qui ne doit pas se reproduire. Lui par sa neutralité, il a soutenu Videla et son régime dictatorial. -ndlr

Cette "*prétention interprétative selon les sciences sociales*" recouvre "*les champs les plus variés : du libéralisme de marché aux catégories marxistes*", a-t-il dénoncé. Dans l'autre sens, des tentations de "*restauration*" se développent, s'est-il inquiété. "*Devant les maux de l'Église, on cherche une solution seulement disciplinaire, par la restauration de conduites et des formes dépassées qui n'ont pas même culturellement la capacité d'être significatives*", a-t-il déploré.

(Là son ennemi est clairement identifié : "*les sciences sociales*", à plusieurs reprises dans différentes causeries j'ai affirmé que l'objectif de l'idéologie néolibérale était de liquider la totalité des sciences sociales, philosophie, politique et j'ajoutais y compris les religions, on y est, il le confirme ici. Le marxisme, sa bête noire, normal. En dénonçant "*la restauration de conduites et des formes dépassées*", il voudrait se faire passer pour un page progressiste, alors que c'est au dogme de la religion catholique qui en constitue le pilier qu'il s'attaque, dilué ou liquidé, la religion catholique le serait également, c'est l'entreprise qui constitue le contenu de son mandat. - ndlr)

"*En Amérique Latine, de petits groupes, quelques Congrégations religieuses nouvelles recherchent une sécurité doctrinale ou disciplinaire. Cette proposition cherche à récupérer le passé perdu*".

("*le passé perdu*" correspond au christianisme originel emprunt de justice et d'égalité entre les hommes, pas question d'y revenir, quelle horreur vade retro satanas ! - ndlr)

Le pape François a dénoncé d'autres dérives, comme "*l'idéologisation psychologique*". Dérive "*élitiste*" qui "*réduit la rencontre avec Jésus-Christ à une dynamique d'auto connaissance*" dans les cours de spiritualité, les retraites spirituelles, etc. Les "*groupes d'élites faisant la proposition d'une spiritualité supérieure constituent une autre dérive, gnostique*", a ajouté le pape.

(Il ne faudrait pas que des membre de l'élite ou des croyants tentent de sauver l'esprit humaniste qui sommeillait dans la doctrine de l'église catholique ou prennent le relais, non toutes les brebis qui constituent le troupeau de Panurge doivent connaître le même sort horrible que lui réserve le néolibéralisme. - ndlr)

François a encore dénoncé "*le fonctionnalisme*", "*paralysant*" qui cherche "*l'efficacité*" et "*les statistiques*" et s'enthousiasme davantage pour la "*feuille de route*" que pour la route. Et encore les "*entrepreneurs*" de l'Église, qui prône "*une sorte de théologie de la prospérité*".

(Aucune entorse, aucun écart ne doit être toléré, la curie doit avoir les yeux rivés sur l'objectif qu'il a défini, et au diable la "*prospérité*", ni pour les fidèles laïcs ni pour la curie ou l'Eglise elle-même qui doit se sacrifier sur l'autel divin de la théologie néolibérale. -ndlr)

"*Le cléricalisme, tentation très actuelle en Amérique Latine*" est à nouveau dénoncé par François: "*le curé cléricalise, et le laïc lui demande à être cléricalisé, c'est une complicité pécheresse!*". Le cléricalisme explique "*en grande partie le manque de maturité et de liberté chrétienne dans une bonne part du laïcat latino-américain*". "*Ou bien il ne grandit pas --la majorité-- ou bien il se blottit sous les couvertures des idéologisations*", a analysé le pape argentin.

(A chacun sa croix et les brebis seront bien gardées pour les livrer à leurs bourreaux ! -ndlr)

François voit face à ces difficultés "*une forme de liberté des laïcs à travers des expériences de peuple : le catholique comme peuple*". "*Ici on voit une plus grande autonomie, saine en général, qui s'exprime fondamentalement dans la piété populaire*", se félicite-t-il. "*La proposition des groupes bibliques, des communautés ecclésiales de base et des conseils pastoraux va dans le sens d'un dépassement du cléricalisme et d'une croissance de la responsabilité des laïcs*".

(Il flatte "*le catholique comme peuple*" pour mieux le broyer et "*la piété populaire*" pour mieux la manipuler, elle sert son dessein contre la curie conservatrice contre laquelle il est en guerre, le peuple lui sert de chair à canon. Il faut entendre par "la responsabilité des laïcs", la responsabilité de leur propre malheur puisque la société n'y est finalement pour rien, le capitalisme. - ndlr)

Le pape s'attarde précisément sur la confiance manquante des prêtres dans les laïcs: "rendons-nous participants les fidèles laïcs? "*Je crois que nous sommes très en retard en cela*". "*Soutenons-nous et accompagnons-nous les fidèles, en dépassant toute tentation de manipulation ou de soumission indue*", s'interroge encore le pape de la miséricorde.

(Il oppose les prêtres aux laïcs pour mieux les combattre, c'est sa stratégie. Bien entendu son discours est bourré de contradictions que je n'ai pas relevées par manque de temps. Une fois il dit chacun sa croix, et puis ensuite il demande aux curés de se rapprocher des laïcs qui sont quotidiennement en contact avec la lutte des classes et risquent ainsi d'être pollués par des idéologies "*socialisantes*". - ndlr)

La "*mission*" d'évangélisation doit s'adapter au changement d'époque, estime le pape: "*dans une même ville, existent différents imaginaires collectifs*". "*Si nous restons seulement dans les paramètres de la culture de toujours, au fond une culture de base rurale, le résultat sera finalement l'annulation de la force de l'Esprit Saint*". "*Il faut annoncer Dieu dans (...) chaque réalité, chaque langue, a un rythme différent.*" lexpress.fr 28.07

(La "*culture de toujours*", à l'entendre une culture destinée aux rustres ou aux cutéreux de paysans qu'il méprise au passage, aux bigots de province, qu'il remet en cause parce qu'elle était liée même très imparfaitement à la doctrine originelle de l'Eglise, aux valeurs de charité, de générosité, de compassion, d'égalité et de justice sociale, etc. il faut liquider ce qu'il en reste, mais comme c'est impossible et qu'il ne peut pas révéler ses véritables intentions, il les camouflent en faisant appel à "*l'Esprit Saint*" dont le siège doit se trouver du côté de Wall Street ! Il a raison, "*dans chaque réalité*" l'oligarchie financière "*annonce*" qu'elle agit au nom du "*Dieu*" dollar, amen ! - ndlr)

En guise de complément.

D'un François à l'autre et ainsi soit-il !

- Le pape François encourage les jeunes à s'engager pour le changement - Le Nouvel Observateur

Dans quelle direction, devinez ?

Haut de page

Le 30 juillet 2013

CAUSERIE

Lundi 23h58.

J'ai ajouté une trentaine de nouveaux articles. 10 autres suivront demain. A tout à l'heure !

Mardi 16h21.

J'essaierai de répondre demain à un courriel que j'ai reçu et qui a trait au sujet que nous abordons aujourd'hui, j'y répond en

grande parti aujourd'hui. J'ajouterai encore des articles ce soir.

5 ans déjà.

Cela fait 5 ans que les causeries existent dans leur forme actuelle qui a été améliorée au fil du temps ou qui s'est enrichie.

C'est terminée, à partir du 1er aout 2013 elles auront cessé d'exister. Elles seront remplacées par une chronique réalisée en fonction de l'actualité, deux ou trois fois par semaine, elle sera suivie d'un article de presse ou d'un parti décrypté et commenté, et le gros de mon travail consistera à enrichir la théorie que je vous ai livrée avant-hier, à l'argumenter, à étudier la totalité des hypothèses, faits ou arguments qui pourraient l'invalider ou la confirmer ou nécessiter de la modifier, l'ensemble des objections que l'on me soumettra ou qui me viendront à l'esprit seront analysées à fond avec la même méthode du marxisme, nous ne laisserons rien au hasard ou de côté ou sans réponse satisfaisante, je m'y engage.

Je partirai des faits, de l'actualité pour donner plus de substance à cette théorie ou la développer dans tous les domaines, cela fera l'objet de publication régulière, ainsi chacun pourra constater par lui-même si cette théorie est cohérente et repose bien, traduit bien la réalité ou si au contraire elle est l'oeuvre d'un illuminé, d'un aventurier, d'un charlatan ou encore d'un mégalomane, nous la jugerons sur pièce et comme toujours après vous avoir fourni tous les éléments qui auront alimenté ma réflexion, vous serez en mesure vous-même de vous faire votre propre conviction, librement, à aucun moment j'essaierai de vous convaincre de quoi que ce soit, car cela ne servirait strictement à rien, le but du jeu si je puis dire c'est que chacun parvienne par lui-même à élever son niveau de compréhension de la société dans laquelle nous vivons. Certains parmi nous et ils sont nombreux, les dirigeants, les cadres, les vieux militants, estiment qu'ils y sont parfaitement parvenus ou qu'ils n'ont plus rien à apprendre, encore moins de quelqu'un qui ne partagent pas leur point de vue, laissons-les à leurs certitudes qui nous ont conduit là où nous en sommes aujourd'hui, leur bilan politique catastrophique parle pour eux-mêmes, continuons sur la voie que nous nous sommes tracés sans en dévier pour ne pas les imiter ou leur ressembler.

Sur le plan personnel cela va me rendre la vie plus agréable car je ne serai plus obligé de cavaler du matin au soir pour actualiser le site. Je serai plus disponible pour réfléchir à notre sujet et cela m'évitera bien des erreurs. De mon côté je vais évidemment continuer de m'informer quotidiennement de l'actualité économique, sociale et politique internationale, il va juste me falloir un moment d'adaptation pour me réorganiser et voir comment je vais pouvoir tirer partie de l'évolution de la situation, j'espère que cela ne me prendra pas plus d'un mois car c'est une petite révolution dans ma méthode de travail, pas de réflexion qui elle ne change pas.

Au cours de ces 5 dernières années dans mes causeries, je vous ai fourni les clés ou les outils, la méthode pour décrypter un article de presse ou d'un parti, méthode qui doit être adaptée en fonction du type de sujet qu'on aborde ou de l'auteur d'un article. Je vais essayer de trouver le temps de rassembler l'essentiel des causeries les plus intéressantes dans lesquelles je me suis livré à cet exercice, j'espère y parvenir d'ici 3 mois.

Bien entendu, je vais continuer à actualiser les différentes rubriques du site avec des articles de sources divers qui constituent le matériel nécessaire à notre travail. Je ne sais pas si la rubrique Article de presse vaut vraiment le coup, je vais y réfléchir. La Tribune libre demeure car il est bon que les militants puissent confronter différents points de vue avant de se forger leurs convictions personnelles.

Voilà, je pense n'avoir rien oublié.

Maintenant vous n'avez peut-être pas saisi la substance et l'importance, la portée de l'article que j'ai publié avant-hier, dans lequel je prétendais que parallèlement au système économique capitaliste s'était développé un nouveau système économique purement financier ou monétaire, alors avant d'y revenir très prochainement j'ajouterai juste un mot.

Je sais que cet article va déclencher une tempête de critiques pour des raisons diverses. La principale consistera à m'opposer l'interprétation marxiste de l'impérialisme par Lénine, il y a un siècle de là notez bien, un siècle.

Selon ces détracteurs la financiarisation de l'économie à laquelle nous assistons aujourd'hui, en réalité depuis que le dollar n'est plus convertible en or, en 1971, s'inscrirait dans la continuité des rapports qui existaient précédemment entre l'or, les monnaies, la Bourse, les banques, les banques centrales, les institutions financières, le secteur productif, rien finalement n'aurait changé fondamentalement ou aucune modification de ces rapports ne porteraient à conséquence au point de remettre en cause l'analyse qu'en avait fait Lénine un siècle plus tôt ou les pseudo marxistes qui lui ont succédé.

Pour devancer leur pensée, s'ils admettaient que certains rapports avaient effectivement subi d'importantes modifications ou étaient apparus vers la fin du XXe siècle, tous sans exceptions étaient subordonnés aux mêmes lois de fonctionnement du capitalisme, il fallait donc les interpréter de la même manière que tous les autres rapports déjà existant, les intégrer à la suite de ces rapports dans notre analyse marxiste et décréter que le système économique capitaliste était resté fidèle à lui-même, finalement absolument rien ne permettrait d'affirmer que de nouveaux rapports étaient apparus qui se seraient émancipés ou soustraits des lois du capitalisme que nous connaissions jusqu'à présent, autant dire que leur méthode consiste à en

nier l'existence, et on va dire ou répéter pourquoi immédiatement.

Le rapport sur lequel repose toute ma théorie est le suivant : le rapport établi à partir de 1971 entre les banquiers de la Fed à la monnaie, au dollar ; rappelons que la Réserve Fédérale ou Banque centrale américaine n'est pas une banque d'Etat, mais un cartel de banques privées fondé en 1913 sur le modèle de la Banque d'Angleterre que les mêmes banquiers possédaient déjà depuis un siècle.

Imaginons deux familles, dans la première les parents disent à leur enfant de 8 ans qu'ils lui achèteront un vélo s'il travaille bien à l'école, s'il tient à avoir son vélo, il aura intérêt à bosser, et dans la seconde les parents disent à leur enfant qu'il suffit qu'il demande quelque chose pour l'obtenir automatiquement sans fournir le moindre effort. Maintenant tournons-nous vers le premier enfant et demandons-lui si d'après lui il bénéficie du même traitement que l'autre enfant, si les rapports qu'ils ont avec leurs parents sont les mêmes ou totalement différents, au quart de tour il vous répondra que son copain bénéficie de conditions différentes des siennes, lui il doit remplir une condition pour obtenir ce qu'il veut, il doit bosser, alors que son pote obtiendra tout ce qu'il veut sans condition.

Et bien c'est exactement la même chose qui s'est produite à partir de 1971 quand les banquiers de la Fed n'ont plus eu à remplir la moindre condition, se sont soustrait à toute contrainte, toute limitation pour fabriquer autant de dollars qu'ils voulaient. Un gosse de 8 ans peut parfaitement le contraire, la suite beaucoup moins car c'est là que les choses se corses.

Pourquoi alors faire preuve de parcimonie et ne pas en produire de façon à résoudre tous les problèmes économiques, sociaux ou politiques du monde pour sauver le système capitaliste voué à connaître de nouvelle crises, à s'effondrer ? Mais parce que ce n'est pas leur objectif tout simplement, ils s'en sont fixés un autre. De la même manière que les parents du gosse de nantis ne cèderont pas à tous ses caprices car ils en feraient un cancre, or comme il le destine à prendre leur suite ou à un avenir brillant, il devra lui aussi bosser à l'école pour suivre plus tard des études.

Leur objectif n'est pas de sauver le système économique capitaliste mais plutôt de s'en émanciper, de le liquider car il porte en son sein son contraire, le socialisme, leur objectif est de concentrer entre leurs mains le pouvoir politique et de réduire le reste de l'humanité en esclavage.

Ce qui distingue les deux systèmes est fondamentale.

Le système économique capitaliste correspond au développement inconscient de la civilisation humaine depuis le néolithique parvenu à un certain stade du développement des forces productives, il correspond à un processus historique inconscient dans le sens où 99% ou plus de l'humanité en ignore les tenants et les aboutissants, les bases sur lesquelles reposent le capitalisme, ses lois de fonctionnement et ses contractions s'imposent à tous, y compris aux capitalistes. Dans le système économique capitaliste, la raison d'être du capitalisme, c'est l'accumulation du capital, pour le capitaliste, son objectif est de dégager le plus de profit possible et s'enrichir, son objectif n'est pas particulièrement de rendre pauvre ou miséreux ses employés, on admettra jusqu'à un certain point qu'il possède une conscience et qu'il ne fera pas le malheur de ses ouvriers dans le but de les voir souffrir.

Alors que le système économique financier ou monétaire est le produit d'un pouvoir exorbitant qui a été octroyé aux banquiers de la Fed et que personne n'est en mesure désormais de remettre en cause, n'imaginera ou n'osera s'attaquer, qui leur permet de réaliser un plan qu'ils ont conçu, autrement dit d'orienter consciemment le cours de l'humanité dans une direction bien précise, leur seul obstacle dont ils ont parfaitement conscience également résidant dans le vieux système capitaliste qu'ils doivent se soumettre, contrôler et enfin détruire. Leur plan qui consiste à réaliser l'idée qu'ils se font du monde dans lequel ils souhaiteraient vivre selon les critères qu'ils ont fixés eux-mêmes à partir du pouvoir qu'ils ont acquis et que personne ne leur conteste, n'est pas le produit d'un processus inconscient dont justement il leur faut se débarrasser, mais de leur détermination, de de soumettre le monde à leur volonté, c'est un acte conscient et partant de là d'un cynisme sans fond comme on peut l'observer ou qui l'explique.

Leur démarche consiste à remplacer des conditions objectives existantes sur lesquelles reposent l'ancien système capitaliste, qu'ils savent imparfaites ou bourrées de contradictions, qui peuvent conduire à leur chute si elles parvenaient à la conscience des masses, par des conditions objectives qu'ils auraient créées de toutes pièces et sur lesquelles les masses n'auraient aucune emprise une fois qu'elles y seraient totalement soumises pour survivre et leurs droits politiques liquidés. Au lieu de prendre appui sur le niveau atteint des forces productives pour satisfaire les besoins de l'ensemble de l'humanité et supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, ils ont décidé de s'en servir pour soumettre l'humanité entière à leur dictature, humanité qu'ils verraient réduite de moitié ou bien davantage encore. Leur objectif n'a donc rien à voir avec celui du capitaliste que nous avons énoncé plus haut.

Le capitaliste ne verra pas d'inconvénient à ce que ses ouvriers soient heureux ou ne manquent de rien, alors que le banquier enragera et fera tout pour le rendre toujours plus malheureux, car c'est la seule façon de le tenir en laisse et de lui imposer son pouvoir, plus il sera bas et moins il lui viendra à l'esprit de se relever, moins il en aura les moyens, jusqu'au jour où découragé il n'y pensera même plus, il s'habituera à sa condition et on fera tout pour qu'il en soit ainsi, par des moyens coercitifs, répressifs.

Ce qui est étonnant, c'est qu'on ne parvienne pas à comprendre les choses les plus simples même quand elles sont énoncées simplement.

Employons un autre langage, qui sait, populaire.

Imaginez qu'un type se lève tous les matins à l'aube pour aller gratter à l'usine et qu'un jour on lui fasse cadeau de la planche à billets sans aucune contrepartie, il est libre de fabriquer autant de dollars qu'il en veut et ce pauvre type continuerait d'aller gratter à l'usine comme si de rien n'était, il fabriquerait des billets juste de quoi finir ses fins de mois et continuerait de vivre comme avant, qui peut croire une histoire pareille, personne, et bien si, c'est maheureux à dire, c'est incroyable.

Nos prochains articles consisteront à démontrer pourquoi les banquiers de la Fed, l'oligarchie financière plus largement, interviennent ou n'interviennent pas pour régler certaines crises, comment ils se comportent, quelles sont les limites de leur pouvoir, qu'est-ce qui le contrarie, quels obstacles ils rencontrent au quotidien sur le plan social et politique, comment la lutte des classes interfèrent avec leur politique, comment ils manipulent les contradiction du capitalisme, comment ils instrumentalisent les contradictions qui surgissent au sein des masses et qui ne sont que la reproduction de celles du capitalisme, souvent ils en sont à l'initiative comme on a pu le constater récemment encore.

Ils sont encore très loin d'avoir gagné la partie. Warren Buffet a vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué, tâchons de lui montrer ce qu'il en coûte à ceux qui péchent par excès d'optimisme.

Je vous mets le brouillon que j'avais rédigé avant d'écrire l'article d'avant-hier, je ne l'ai pas relu.

Question :

Quand une poignée de banquiers disposent du monopole de la création monétaire et du contrôle de le masse monétaire en circulation, autrement dit quand ils sont propriétaires de la planche à billets et qu'ils peuvent en produire autant qu'ils en veulent sans aucune contrepartie ou cesser d'en produire s'ils le souhaitent sans avoir de compte à rendre à personne ou aucune institution, quand la monnaie sur laquelle ils exercent un contrôle totale sert depuis 70 ans à la plupart des transactions internationales, sommes-nous encore en présence du système économique capitaliste que nous avons connu jusqu'en 1971, date à laquelle le dollar cessa d'être convertible en or, ou sommes-nous en présence d'un nouveau système économique purement monétaire ou financier ?

L'énoncé de la question est tellement limpide qu'on est en droit de penser qu'émettre la moindre hésitation avant d'y répondre imposerait de prendre des cours de lecture. Elle ne contient aucun sous-entendu ou élément subjectif. Précisons toutefois pour éviter un psychodrame, qu'être en présence d'un nouveau système économique ne signifie pas forcément que l'ancien aurait disparu, le prétendre reposerait sur aucun élément figurant dans cette question et relèverait d'une lecture pour le moins hâtive et sans fondement à défaut de pouvoir le justifier à ce stade.

Nous poursuivrons sous forme d'épisodes en fonction du temps que je pourrai consacrer à cette question, qui vous l'aurez compris est capitale pour la suite de notre combat et l'avenir de l'humanité.

J'ai lu un tas d'articles économiques au cours des dernières années, je ne me souviens pas en avoir lu un seul abordant cette question sous cet angle-là, sauf peut-être émanant d'intellectuels adeptes de la théorie du complot qui finalement se fourvoyaient pour n'avoir traité qu'un de deux aspects de cette question. Ce qui certain par contre, c'est qu'absolument aucun parti ou formation politique n'ose l'aborder, sans doute par crainte de devoir revoir de fond en comble leur copie, car c'est une question qui nous emmène très loin et nécessite de remettre en cause notre conception de la lutte des classes, sous peine de ranger le socialisme dans la vitrine d'un musée réservé aux théories fossilisées à défaut d'avoir pu se réaliser un jour si nous ne la traitions pas à fond.

Pour avoir été incapable de l'aborder il y a plus de 40 ans ou de comprendre quelles seraient les conséquences ou les développements prévisibles qui découlerait de l'emprise du dollar sur le monde en 1971, nous nous retrouvons dans une fâcheuse posture qui ne présage rien de bon pour l'avenir si nous ne nous ressaissons pas et que nous ne parvenions pas à intégrer ce facteur qui détermine largement la marche du monde.

Un derner mot pour aujourd'hui. On nous parle sans cesse de la crise depuis cette date, crise systémique, financière, économique, sociale, politique, mais aussi crise pétrolière, immobilière, énergétique, bulles en tous genres, dette, faillite, banqueroute, etc. Pour simplifier, imaginez que vous n'avez qu'à appuyer sur un bouton pour fabriquer sur le champ, 100, 500, 1.000 milliards de dollars, cela ne vous coûtera pas plus cher que le prix du papier, de l'encre, le courant électrique pour alimenter votre imprimante et la quote-part correspondant à son amortissement pour résoudre n'importe quelle situation qui se présenterait à vous, est-ce que vous vous passeriez de ce privilège extraordinaire ? Non évidemment, sauf si vous aviez intérêt à ce qu'une crise se développe, car les conditions pour qu'elle se produise existe et existera aussi longtemps que l'ancien système économique capitaliste existera.

Vous avez davantage intérêt à laisser pourrir la situation car cela va vous permettre d'en tirer profit, sur le plan politique par exemple ou de préférence car votre objectif est politique et non économique puisque sur ce plan-là vous détenez déjà le pouvoir absolu, ce qui est loin d'être le cas sur le plan économique. Vous êtes responsable oui et non de cette crise, disons qu'au lieu de la résoudre vous allez jeter de l'huile sur le feu, vous pouviez la stopper net sur le champ, mais puisque finalement rien ne presse vous en profitez pour avancer sur le plan politique. En Grèce par exemple vous démantelez les services publics et vous liquidez la base du syndicalisme par la même occasion, c'est toujours cela de pris au passage, quant à la réduction du niveau de vie de la population, elle la place dans une situation de dépendance totale vis-à-vis du marché de telle sorte qu'elle sera plus encline à s'occuper de sa propre survie que de se poser des questions politiques inutiles puisqu'il n'existe aucune réponse ou alternative à sa situation.

On dispose des moyens pour bloquer ou débloquer n'importe quelle situation, couler ou sauver un Etat, une banque, une entreprise, notre décision ne repose pas seulement sur des critères économiques, c'est même le plus souvent d'autres facteurs sociaux ou politique, géostratégiques ou géoplitiques qui guident nos décisions, n'oubliez jamais que nous pouvons nous émanciper des contradictions du capitalisme en appuyant sur un bouton, cela peut paraître vulgaire ou simplet, mais c'est pourtant la stricte vérité. C'est tellement extraordinaire qu'il nous arrive parfois de ne pas savoir comment utiliser notre pouvoir à bon escient, c'est le nombre d'acteurs qui nous compliquent la tâche. On peut décider de laisser couler une grosse banque pour créer une atmosphère de panique générale, Lehman Brothers par exemple, rien ne nous interdisait de la renflouer, 500 ou 600 milliards de dollars, on les fabrique en un week-end, on a arrosé le marché, en gros on s'est distribué quelque 20.000 milliards de dollars depuis 2008 qu'on a fabriqués en un tour de bras, je crois que vous n'avez pas encore pris conscience de l'étendu de notre pouvoir, dans ce domaine-là il est illimité.

Quand on prend une décision, c'est parce qu'on a autre chose en tête qu'on ne vous dévoilera pas, on se réunit entre nous, on en discute et on répartit les postes et les tâches entre différents exécutants qui travaillent pour nous, qui nous sont dévoués corps et âme, nous disposons de toute une organisation bien huilée depuis plus de 60 ans ou que nous avons bâti au fil du temps et qui fonctionne très bien, Bilderberg en fait partie notamment.

Notre but est de couler le système économique capitaliste que Karl Marx a décrit magistralement et sur lequel repose le socialisme, notre ennemi mortel, si nous parvenons à nous en affranchir, nous serons alors les maîtres, les monarques incontestés de la planète, c'est notre objectif politique. Maintenant on dispose d'une arme terrible avec cette planche à billets avec laquelle personne ne peut rivaliser... (A suivre)

Haut de page

Le 31 juillet 2013

CAUSERIE

J'ajouterai de nouveaux articles ce soir.

Suite des dernières causeries sur le système financier ou le mondialisme

Je vous propose un courriel que j'ai reçu ce matin et que j'ai commenté.

- "*Marx est vraiment con, il met en évidence sa fameuse loi de la baisse tendancielle du taux de profit et il ne pense même pas que les capitalistes peuvent contourner cette loi par de la pure création monétaire et ainsi assurer la pérennité de leur système !!! Heureusement, Tardieu.....*"

Saint Marx priez pour eux !

Celui qui est con, ce serait plutôt celui qui confond la création monétaire correspondant à une quantité d'or, de biens matériels (actions, bons du Trésor, titres de propriété, etc.), ou du rendement d'un capital investi dans un secteur économique donné, donc en terme de profits à venir, et la création monétaire qui se passe de toutes ces conditons, contraintes ou obligations, monnaie créée à partir de rien ou sans aucun équivalent, qui ne correspond à rien en terme de biens ou valeurs matériels, d'usage ou d'échange puisque cela repose sur du vent, à moins de lui attribuer une valeur et auquel cas je m'incline. Il est vrai que l'encre et le papier ont un coût.

Celui qui est con, c'est celui qui émet un avis sur la manière dont une question a été traitée et les conclusions qu'en a tirées son auteur en refusant d'examiner les faits ou les données sur lesquelles elles reposent, donc répétons-le ici une énième fois : la création monétaire subordonnée à une obligation, une condition, une contrainte, en l'occurrence la convertibilité du dollar en or est-

elle identique à la création monétaire débarrassée de cette contrainte ?

On pourrait recourrir à une multitude de métaphores qui le prouveraient simplement, par exemple comparer un homme à un robot et se demander béatement pourquoi les performances du robot sont sans commune mesure avec celle de l'homme aux capacités physiques limitées, peut-on vraiment les comparer partant de là ou appartiennnent-ils pluôt à deux univers totalement étrangers ou différents ?

Il faudrait préciser au moins deux points.

Tout détenteur de dollars peut très bien acheter de l'or hier comme aujourd'hui, mais il ne peut pas exiger d'un banquier, qui plus est américain, qu'il soit obligé de lui remettre de l'or en échange de ses dollars. La mesure prise en 1971 par Nixon ne concernait évidemment pas le citoyen lambda qui avait quelques économies en banque en dollar, mais les institutions financières, les autres banquiers et surtout les banques centrales des Etats qui disposaient d'important dépôts en dollar sachant que cette somme allait suivre une courbe exponentielle au cours des décennies suivantes au même titre que le développement du PIB mondial et des transactions internationales réglées en dollar essentiellement.

Cette mesure a été prise à la fois pour permettre aux banquiers Américains de mettre à l'abri leur stock d'or de la convoitise d'autres puissances, et pour se délivrer d'une contrainte qui jusqu'à présent limitait le recours à la planche à billets disons sur le moyen terme, désormais les banquiers de la Fed pourraient en fabriquer sans craindre de vider un jour leur coffre de leur stock d'or, il était définitivement à l'abri, on imagine quel soulagement ce fut pour eux, et ils pourraient inonder le marché de dollars pour mieux asseoir leur hégémonie sur l'économie mondiale.

En un siècle ils réussirent trois coup d'Etat. Le premier en 1913 en s'emparant de la banque centrale américaine et de la planche à billets, dès lors ils possèdaient le monopole de la création monétaire et ils étaient maîtres de la masse de monnaie en circulation, pouvant ouvrir le robinet et créer de l'inflation et une sorte d'expansion économique à crédit, le fermer brutalement et entraîner l'effondrement du système ; le second en orchestrant la chute de Wall Street en octobre 1929 qui allait leur permettre de racheter pour une bouchée de pain des pans entiers de l'économie américaine ; le troisième en 1971 en se libérant de toute contrainte liée au capitalisme que constituait la référence à l'or, ce qui allait leur permettre de subordonner davantage encore le marché mondial au dollar, auquel toutes les autres monnaies feraient désormais référence exclusivement, ils auront même le pouvoir de fixer son cours dans chaque pays de manière à intervenir directement sur la balance des paiements des Etats, donc agir sur la politique monétaire et budgétaire des Etats, le développement de ces pays, de telle sorte qu'au fil du temps ils deviendraient des acteurs incontournables et parviendraient à dicter ou imposer le cours de leur politique économique et sociale quand ils ne parviendraient pas jusqu'à s'immiscer à la tête d'un Etat (Grèce, Italie) ou d'une banque centrale (Grande-Bretagne, BCE). Le prochain est en cours de préparation, la réalisation du marché unique transatlantique EU-UE.

Le second point. Avec la crise dite des subprimes ils ont atteint au moins un triple objectif, rappelons que ce fut un coup de maître puique le monde entier en est encore à croire qu'elle se serait produite accidentellement et que personne ne l'aurait vue venir, extraordinaire, mieux qu'absolument personne n'y aurait prêté la main au cours des années qui l'ont précédée, tous où presque s'en remettent à la version officielle tout comme pour les attentats du 11 septembre 2001, Al-Qaïda ou la mort de Ben Laden.

Bien entendu nos dogmatiques sclérosés n'y ont vu que le produit des contradictions du capitalisme qui effectivement se manifestèrent à cette occasion et que même les commentateurs de CNN mirent en lumière, c'est pour dire à quel point les analyses de nos soi-disant marxistes nous éclairèrent sur ce qui s'était véritablement passé et qui finalement ne les intéressait pas, ils n'ont pas cherché à savoir ce qui se tramait derrière cette crise qui explosait du jour au lendemain, il faut dire que la lecture du Capital de Marx ne leur aurait été d'aucun secours, donc ils s'abstinrent à ce jour de relier tous les éléments qui allaient remonter à la surface de 2008 à 2013 pour s'en être détournés ou les avoir niés, c'est plus simple, pour nous ressortir le même refrain sur la crise du capitalisme et patati et patata.

De notre côté, on se souviendra de la réunion qui s'était tenue aux Etats-Unis entre différents banquiers la veille de la chute de Lehman Brothers, c'était un samedi si ma mémoire est bonne, dans laquelle la discussion tournait autour de la question de savoir qui était disposé parmi eux à mettre la main à la poche, autrement dit s'il fallait sauver Lehman Brothers ou la laisser s'effondrer, alors que chacun d'entre eux savaient pertinemment comment Lehman Brothers en était arrivée à cette situation-là, en d'autres termes ils y avaient participé eux-mêmes, en réalité ce qui semble le plus vraisemblable et colle parfaitement avec l'ensemble des données en notre possession après coup, c'est qu'il avait décidé du moment où Lehman Brothers devrait être déclarée en faillite, il leur fallait juste monter un scénario crédible que les médias serviraient ensuite en boucle qui épargnerait leur responsabilité ou camouflerait que sa chute avait été orchestrée, programmée, parfaitement contrôlée à l'instar des trois tours du WTC qui avaient fait l'objet d'une démolition contrôlée à coup d'explosifs, là ils allaient faire porter le chapeau à une banque étrangère, la Bundersbank co-actionnaire de Lehman Brothers qui allait refusé de verser son obole pour sauver cette institution financière, ce que nous n'apprendrons que bien plus tard et que tout le monde ou presque ignore encore aujourd'hui, tandis que, et c'est là que le scénario est digne d'Hollywood, d'autres banquiers américains qui auraient pu intervenir au dernier moment pour se suppléer à la Bundersbank qui avait fait défaut étaient en week-end et injoignables, personne n'avait leurs coordonnées parmi les banquiers présents à cette réunion, à croire qu'ils ne s'étaient jamais rencontrés ou qu'ils ne se connaissaient même pas, on parle des banquiers de la Fed notamment, c'est grotesque, oui mais plus c'est gros mieux cela passe pour la vérité, et c'est ainsi que les uns et les autres se couvrirent.

Le monde entier goba leur fable, s'attardant sur le surrendettement et l'insolvabilité des ménages américains qui aurait fait l'objet d'une manipulation afin de freiner et camoufler la crise du capitalisme qui sévissait aux Etats-Unis pour ne pas affoler les investisseurs et le marché, le secteur immobilier étant un secteur clé de l'économie américaine. Bref, c'est ce malheureux capitalisme auquel les masses sont subordonnées qui était en crise et il a essayé de s'en sortir comme il pouvait, qui pourrait lui en vouloir, pour un peu après tout à sa place on aurait agi de même manière et la boucle du conditionnement des masses était bouclée. Au passage, je ne nie pas l'existence de la crise du capitalisme, je montre simplement comment les banquiers la manipule et s'en sortent très bien.

Sauf que voilà, le surrendettement des ménages américains et l'insolvabilité à laquelle il allait donner lieu, la chute du cours des valeurs immobilières étaient parfaitement prévisibles, sauf pour nos détracteurs qui refusent d'en tenir compte ou plutôt qui sont d'une terrible mauvaise foi, au point que les banquiers s'employèrent à le camoufler le plus longtemps possible, en plusieurs étapes, au départ en se livrant à la titrisation de titres dans lesquels leurs actifs (pourris) étaient associés et dissimulés, et pour terminer la gigantesque spéculation à laquelle ils se livrèrent à la baisse sur ces titres et qui allait être à l'origine de la "*chute*" de Lehman Brothers, terme dès lors inapproprié et qui allait lors rapporter des dizaines de milliards de dollars.

Plus tard, ils se partagèrent la dépouille de Lehman Brothers à bon compte avec l'argent reçu de la Fed à un taux proche de zéro, une excellente opération (achevée tout récemment seulement) avec l'argent qu'ils avaient fabriqué eux-mêmes et qu'ils s'étaient distribués, des milliers d'investisseurs furent ruinés, des millions d'Américains notamment de la classe moyenne perdirent leurs maisons, derrière les banques allaient récupérer leurs maisons pour une bouchée de pain et les revendre en réalisant une plus-value intéressante quand ce n'était pas la Fed qui se chargeait d'organiser cette opération fort juteuse, la Fed qui au passage allait secourir (notamment) Fannie Mae, Freddie Mac et AIG via le Trésor américain qui généreusement allait lui verser des intérêts, la dette de l'Etat fédéral explosant, mais le vieux capitalisme tenant bon, l'essentiel étant sauvé...

Dès lors on était en droit de se demander si un jour une crise pourrait échapper à leur contrôle et créer les conditions indispensables à une révolution, non ? Nos détracteurs ont décrété que cette question était tabou, hors de propos, pensée unique oblige, oui, dans nos rangs.

On pourrait ajouter un troisième point.

Les banquiers de la Fed créent de la monnaie à partir de rien et sans contrepartie. Un autre banquier crée aussi de la monnaie quand il vous prête 200.000 euros pour acheter un appartement, il n'a pas cette somme, mais il peut la créer en échange de la valeur de votre appartement, c'est la caution ou la contrepartie qu'il doit présenter à la banque centrale pour être autorisée à réaliser cette opération. Vous saisissez la différence.

Si vous ne pouvez plus rembourser votre banquier, il devient lui-même insolvable, il va donc se payer ou récupérer son argent en saisissant votre appartement qu'il va revendre. Si le cours de l'immobilier à continuer de grimper ou que votre appartement est encore en bonne état, il va retrouver ses billes et s'en sortir, par contre si le cours de l'immobilier s'est effondré ou que votre appartement n'a pas été entretenu et nécessite d'important travaux, il va devoir le revendre en-dessous de sa valeur initiale et il risque d'essuyer une perte, d'autant plus si vos premières traites ne couvraient que les intérêts que vous lui deviez et qui faisaient l'objet d'une comptabilité à part ou alors il a déjà dépensé cette somme ou il l'a affectée à un autre poste ou titre.

Votre banquier ne vit pas de votre avoir ou bien mais des intérêts attenants à l'argent qu'il vous prête pour l'acquérir, car si les 200.000 euros correspondaient au prix de vente de votre appartement, il les a réglés au vendeur, ils ne sont pas partis dans sa poche, par contre pour que son bilan soit équilibré, ils sont inscrits à son bilan en tant que passif ou dette, et figurent à la ligne actif de son bilan, disons temps que vous êtes solvable ou que votre appartement conserve cette valeur.

Ainsi un banquier autres que ceux de la Fed n'ont pas le pouvoir de créer de l'argent à partir de rien ou sans contrepartie, leur fonctionnement est donc totalement différent, il n'a absolument rien à voir, les premiers n'ont de compte à rendre à personne, les seconds sont tenus de présenter un bilan comptable au ministère des Finances ou de l'Economie et à leur banque centrale, les seconds en produisent un également mais en tant que juge et partie, ils y inscrivent ce qu'ils veulent, personnne ne peut intervenir dessus, pas même le président des Etats-Unis.

Lorsqu'en 1974 si je ne me trompe pas, la petite-fille de Roosevelt leur demanda des comptes sur l'or qu'ils avaient confisqué aux Américains au cours des années 30, ils lui répondirent qu'ils n'avaient de compte à rendre à personne et que personne ne devait savoir combien il y avait dans les coffres de Fort Knox, ils allèrent jusqu'à prétendre qu'ils n'en savaient rien eux-mêmes, alors qu'il existait un règlement stipulant que chaque année ils devaient rendre public un rapport ou un document recensant les différentes transactions qui avaient eu lieu au cours de l'année précédente ou l'état du stock d'or au moment de sa rédaction.

Ce n'est que quelques exemples parmi tant d'autres qui illustrent le pouvoir que concentrent entre leurs mains les banquiers de la Fed et qui échappe à tout contrôle, qu'on le veuille ou non et qui est un fait avéré, prouvé et sans équivalent dans l'histoire du capitalisme. Encore une fois, nos détracteurs peuvent le nier, cela ne change absolument rien à la réalité que nous avons décrite et surtout cela n'infirme en rien notre théorie, de toutes manières ils n'ont pas d'autres moyens pour s'y opposer ou tenter de

la discréditer.

Leur réaction est intéressante, car elle témoigne de leur refus de reconnaître un fait réel, matériel, objectif, de sortir d'une lecture du marxisme qu'ils agitent comme un fétique et qu'ils ont transformé en dogme froid et insipide, alors que de mon coté, je n'ai pas remis en cause l'analyse de Marx ou de Lénine sur le capitalisme, j'ai simplement essayé de l'enrichir. Mais même cela ils ne veulent pas en entendre parler, ils veulent me faire passer pour un révisionniste du marxisme pour prouver qu'ils auraient raison contre une évidence qui s'impose à nous et que chacun peut vérifier de son côté. Ce qu'ils ne peuvent pas admettre en dernière analyse, c'est que leurs dirigeants se soient fourvoyés sans cesse depuis la mort de Trotsky ou qu'ils aient été incapables d'intégrer dans leur analyse de la situation les modifications intervenues au sein du capitalisme.

Je savais pertinemment qu'en employant cette formule de nouveau système économique, les esprits sclérosés allaient se jeter dessus comme une proie facile à dépecer. J'ai eu beau préciser que ce nouveau système économique fonctionnait en parallèle avec le vieux système capitaliste qui demeurait en place, j'ai eu beau ajouter que les rapports entre les classes reposaient toujours sur ce dernier, j'aurais pu émettre mille réserves ou entourer cette formule de mille précautions que mes détracteurs n'en auraient pas tenu compte, ce qu'ils prouvent ici, je les en remercie au passage, ils sont les propres fossoyeurs de leur entreprise de faussaire, personne ne leur témoignera la moindre crédibilité dans l'avenir, s'il leur en restait, très peu apparemment ou qui demande à être prouvé. Contrairement à eux qui éructent des jugements à l'emporte-pièce, je pars des faits, en voici un autre que j'ai sous le coude. Il est tiré de l'article *Crise systémique : le retour ?* du 24 juillet publié sur le portail Mondialisation.ca

- "*Nous assistons à la formidable concentration du secteur bancaire! Aux USA, le nombre de banques est ainsi passé de 13400 le premier janvier 1988 à 5,984 en mars 2013. (Source : Research.St Louis Fed)*"

Eh oui, le monde ne s'est pas fait en un jour et la Fed peut être toute puissante, tout comme nous lors de notre intervention dans la lutte de classe ou pour mener notre combat politique, elle doit faire avec la société et le monde tels qu'ils sont, voilà quelque chose que notre détracteurs à l'esprit étroit ne peuvent pas concevoir. A travers cette info, ce fait précis, matériel, objectif, connu, vérifiable, il apparaît clairement que le cercle de banquiers intervenant dans l'économie financière ne cessent de diminuer pour arriver à se confondre avec une oligarchie restreinte mais au pouvoir toujours plus étendu, contrôlant mieux tous les rouages de l'économie, ce qui est impossibles avec des milliers d'intervenants ou lorsque le pouvoir est dillué.

Allez ne soyons pas avare d'arguments, voici deux faits tout frais d'hier qui confirment l'étendu du pouvoir sans partage de l'oligarchie financière américaine ou des banquiers de la Fed :

- JPMorgan paye 410 millions de dollars pour solder des poursuites - AFP 30.07

- La banque américaine JPMorgan Chase a annoncé mardi le versement de 410 millions de dollars pour solder des poursuites du régulateur américain de l'énergie (FERC) qui l'accusait de manipulation des prix de l'électricité. AFP 30.07

- Etats-Unis: Wyeth (Pfizer) paye pour solder des poursuites - AFP 30.07

- Wyeth, filiale du groupe pharmaceutique américain Pfizer, va payer 490,9 millions de dollars pour solder des poursuites du gouvernement qui l'accusait d'avoir fait la promotion d'un médicament pour des usages non autorisés, a annoncé mardi le département de la Justice. AFP 30.07

Ils font les lois, ils les enfreignent ou les contournent, éventuellement parce qu'ils sont bons joueurs, ils reconnaissent être des gangsters, ils s'en foutent, tout le monde le sait et la vie continue comme avant, ils paient une amende ridicule et on n'en parle plus, pendant ce temps-là tous leurs concurrents potentiels ou tous ceux que leurs lois visaient et qui n'ont pas forcément les moyens financiers de s'en sortir vont être broyés s'ils résistent, rachetés ou absorbés dans le meilleur des cas, disparaître dans tous les cas et le tour est joué.

Attendez, il y en a, les mêmes qui remettent en cause ma théorie, qui vont soutenir que la justice serait indépendante aux Etats-Unis, tout comme les institutions qui ne seraient pas aux mains des banquiers de la Fed, que ce serait une démocratie, que la Constitution protègerait les droits des citoyens. Un peu de sérieux, c'est comme lors des dernières élections présidentiellles aux Etats-Unis, je crois que c'est le portail Slate.fr qui avait pondu un article dans lequel ils donnaient la liste des contributeurs financiers aux deux candidats, Obama et Rumney, le candidat républicain ayant obtenu le soutien de banquiers et le candidat démocrate ayant obtenu celui de multinationales et d'université, le rédacteur de cet article en déduisait qu'Obama ne méritait pas le même traitement que son concurrent, bref, qu'il était plus présentable, c'était en fait une pure manipulation puisqu'aux conseils d'administrations de ces multinationales et universités on trouvait les mêmes banquiers ! Je vais vous dire un truc, les arguments de mes détracteurs sont du même tonneau, aussi malhonnêtes.

Poursuivons la lecture très instructive de ce courriel.

- "*Que de confusions entre production de valeur et circulation de valeur ! Pourquoi d'ailleurs prendre des risques et ne pas*

créer suffisamment d'argent pour tous (un peu plus bien sûr pour les capitalistes eux-mêmes!) et ainsi éviter toute révolution , la période historique ne serait plus celle des guerres et des révolutions mais celle du communisme (tous les besoins satisfaits grâce aux planches à billets) sous direction des capitalistes eux-mêmes!!! Pourquoi n'y pensent-ils donc pas ? Et sans doute que les trotskystes sont-ils complices puisqu'ils laissent faire les banquiers, sans même les dénoncer!"

Quand on dit "*confusion*", on explique en quoi, on le démontre, sinon on se tait ! Il y a pire que l'ignorance, la malhonnêteté intellectuelle qui elle est incurable.

On a expliqué plus haut et dans d'autres articles depuis quatre jours, que bien que les banquiers de la Fed disposent du monopole de la création monétaire et du contrôle de la masse monétaire en circulation sans avoir de compte à rendre à personne, ils ne peuvent pas intervenir dans le vieux monde capitaliste comme ils le voudraient ou pour y faire n'importe quoi, c'est une contradiction avec laquelle ils doivent faire avec, par ailleurs ils poursuivent un objectif bien précis qui n'a évidemment absolument rien à voir avec ce l'auteur de ce courriel avance ici, et auquel il n'a rien compris ou qu'il refuse plutôt d'admettre. Je suis absolument certain que si on évoquait devant lui leur projet eugéniste, les recherches auxquelles ils se livrent dans ce domaines à coup de centaines de millions ou milliards de dollars, il nous rigolerait au nez en nous traitant de malade, de cinglé, c'est comme Haarp dont ces braves petits camarades "*trotskistes*" n'ont jamais prononcé le mot de peur de se brûler la langue, alors qu'il a fait l'objet de plusieurs rapports au Parlement européen, ils sont encore plus obscurantistes que les curés, les rabins et les imans réunis et même certains députés européens ! Allez savoir, à notre époque c'est peut-être devenu une qualité !

Il écrit :"*Pourquoi d'ailleurs prendre des risques et ne pas créer suffisamment d'argent pour tous (un peu plus bien sûr pour les capitalistes eux-mêmes!) et ainsi éviter toute révolution*". Qui vous a dit que vous et moi devrions faire partie du nouvel ordre mondial qu'ils ont imaginé ? Certainement pas moi. Mais c'est vrai que vous en ignorez tout, ce serait du domaine de la politique fiction ou de la théorie du complot. Ensuite je me suis acharné à vous expliquer que malgré leur pouvoir ou le système financier qu'ils ont créé, ils demeuraient sous l'emprise du vieux système capitaliste, mais apparemment vous ne retenez de ce que j'ai écrit que ce qui vous intéresse pour mieux me contredire. Un milliardaire pourrait dépenser tout l'or du monde pour faire de son rejeton un génie qu'il n'y parviendrait pas forcément.

Quant à la révolution qu'on nous sert à toutes les sauces, chacun sait qu'elle n'a aucune chance de vaincre dans les conditions actuelles, alors je ne pense pas que cela les empêche vraiment de dormir. Que les choses ne se passent pas exactement comme ils les avaient prévues, c'est autre chose que j'ai évoqué à plusieurs reprises, j'ai même insisté sur le seul facteur qu'ils ne pouvaient pas contrôler entièrement ou qui demeurait imprévisible pour eux, le comportement des masses, car dans le cas contraire on devrait tout de suite abandonner le combat pour le socialisme.

Vous qui vous dites trotskistes, je vous invite à lire ou relire attentivement le receuil de textes de Trotsky intitulé *Défense du marxisme*, dans lequel il indiquait à plusieurs reprises les conditions qui pourraient un jour exister et qui remiseraient le socialisme au rang d'utopie, car lui contrairement à vous n'était pas borné et analysait le développement de la situation en partant des faits, de tous les faits et pas seulement ceux qui l'intéressaient, il avait envisagé qu'une monstrueuse bureaucratie mondiale pourrait un jour gouverner le monde une fois le prolétariat mondial réduit en esclavage, pour lui ce n'était pas impossible que cela se produise en se demandant même si nous pourrions nous en remettre un jour. Cette hypothèse est en train de se mettre en place ou de se réaliser sous nos yeux, pas de la manière dont il l'avait imaginée certes, et vous, vous le niez, vous prêtez aux capitalistes ou plutôt à l'oligarchie financière des intentions qui n'ont jamais été les siennes.

Ce que vous ne voulez pas comprendre ce n'est pas que l'oligarchie financière ne pourrait pas agir sur les crises ou faire en sorte de les éviter, depuis 2008 elle n'a cessé de démontrer le contraire, mais cela aussi vous l'évacuer avec mépris d'un geste de la main, elle n'y tient pas, son objectif n'est pas que les peuples s'en sortent, mais qu'elle avance sur la voie qu'elle s'est tracée qui conduit à leur mise en esclavage ou leur liquidation pure et simple, elle s'en sert, les manipule et intervient quand effectivement un risque apparaît pour ses intérêts. L'oligarchie financière doit faire face à un obstacle de taille, le développement de la population mondiale qu'elle a encouragé, si je vous dis pour plus tard mieux l'asservir et la réduire, vous allez encore me prendre pour un fou.

Je vous donne une info qui date d'hier qui matérialise cette difficulté, je vous ferais remarquer au passage qu'une fois de plus je ne prétends pas qu'ils auraient gagné la partie en m'appuyant sur un fait :

- D'avril à juin, l'économie sud-africaine est parvenue à créer 100.000 emplois (+2,0% sur un an). Mais la population active ne cesse de croître, plus vite (+2,9% au deuxième trimestre sur un an à 18,44 millions). AFP 30.07

Et cette tendance est valable dans tout le Maghreb, le Moyen et Porche-Orient, l'Afrique et l'Asie, en parlant vulgairement si vous me le permettez, nos banquiers ne sont pas sortie de la merde. Je le répète, ils doivent composer avec la réalité qui elle se situe dans le cadre du vieux système capitaliste.

J'observe simplement que jusqu'à présent le prolétariat a été incapable de se doter d'une nouvelle direction, nulle part dans le monde, et que c'est le résultat d'une analyse de la situation erronnée, parce que nos dirigeants refusent obstinément de regarder la réalité en face, de prendre en compte la totalité des facteurs et des rapports en présence ou qui se sont développés depuis

les années 70, dont le pouvoir gigantesque et sans partage de l'oligarchie financière, principalement les banquiers de la Fed.

Vous imaginez que si les banquiers de la Fed avaient le pouvoir de faire le bonheur de l'humanité et le leur avec ils n'hésiteraient pas un instant à recourir à cette solution, mais c'est là commettre un erreur fatale et mal les connaître, ceci expliquant cela, vous me faites dire ce que jen'ai jamais dit, le procédé est malhonnête mais ne m'étonne pas. Ils ne peuvent concevoir leur pouvoir qu'en asservissant le reste de l'humanité, pouvoir qu'ils veulent exclusif, sans partage, absolu et surtout définitif, éternel, c'est peut-être dingue, mais c'est ainsi il faudra vous y faire. Et le vieux système capitaliste alors ? Ils envisagent de le détruire, c'est leur ennemi, ils ne peuvent pas le conserver puisqu'il porte en lui sa négation, le socialisme, synonyme de sa destruction au profit de l'humanité débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'argent, des bourses et banques. Le système capitaliste l'ennemi de l'oligarchie financière, on ne vous demandera pas de faire l'effort intellectuel de le concevoir puisque c'est au-dessus de vos forces apparemment. Tous les jours vous en avez la preuve, à quoi bon.

Vous concevez très bien que l'oligarchie financière à travers la concentration du capital, la socialisation et la rationalisation à l'extrême des moyens de productions réalise les objectifs du socialisme sur le plan économique, et qu'au-delà il s'achemine vers la liquidation des Etats, des frontières, de classes, de la démocratie et même de la politique, objectif commun au communisme, mais vous ne comprenez pas ou vous ne voulez pas admettre par quel moyen elle compte y parvenir, or si on veut lui oter son pouvoir, c'est pas là qu'il faut commencer, en s'y refusant il est impossible de déterminer une stratégie politique pour la combattre et la vaincre, pour définir les conditions qu'il sera nécessaire de réunir pour prendre le pouvoir, vous pouvez vous accrocher à votre conception de la lutte des classes, elle est en grande partie obsolète, incohérente et ne sera jamais en mesure de permettre de construire le parti et de rassembler des millions de travailleurs. Là, je vais vous achever, vous savez ce qui légitime le pouvoir des banquiers ? Le parti bolchevik, le parti de Lénine, l'Etat et le gouvernement dirigé par le parti communiste des léninistes, j'y reviendrai dans un autre article où je ferai la peau à J. Sapir qui a affirmé dans un article que la chute du parti bolchevik était dû à l'absence de démocratie en Russie au lendemain de la révolution d'Octobre, encore un qui a tout compris... de travers.

Vous citez les trotskistes, on ne peut pas dire qu'ils aient brillé par leur perspicacité depuis la mort de Trotsky. Sans le savoir Lambert avait commis une vérité en disant au fils de P. Broué qu'il devait être encore le seul à croire que la révolution pourrait survenir à brève échéance. En fait il témoignait de sa propre capitulation politique ou son incapacité à analyser la situation ou les deux à la fois, dans le cas contraire il aurait développé une stratégie en direction des masses pour construire le parti, l'implanter profondément dans tous les couches des masses exploitées, en tenant compte des modifications intervenues au sein du capitalisme et de la société, tout en demeurant fidèle au léninisme qu'il a sabordé (PCI) en 1985 au profit d'un parti calqué sur la SFIO sans avenir, le POI.

Les capitalistes ont désormais à leur disposition une multitude d'instruments pour diffuser leur idéologie néolibérale, leur propagande, manipuler ou conditionner les masses, comme jamais dans le passé, elle est omniprésente et s'infilte absolument partout, et vous, vous prétendez pouvoir la combattre en recourant aux mêmes méthodes qu'autrefois, en tenant le même discours aux masses, non mais, écoutez-vous un instant, c'est grotesque, c'est bien simple, quand je tombe sur un article ou un tract du POI, du NPA, de LO ou même du PCF, au bout d'une ligne j'arrête, je n'en peux plus, j'étouffe, c'est insipide au possible. J'en ai parlé à plusieurs ex-militants de l'OCI ou du PT qui refusent désormais de lire Informations ouvrières, même gratuitement, ils ne veulent pas, c'est une torture pour eux, pour un peu ils me soupçonneraient de rouler pour le POI et de leur raconter des histoires, donc je ne rêve pas. Certains m'ont livré des expériences qu'ils ont vécues avec ces différents partis mais aussi le PG au cours des dernières années, ils en sont sortis dégoûtés au possible, pétrifiés d'angoisse, l'horreur m'ont-ils dit, vous pouvez ajouter la Libre Pensée, je les ai écoutés patiemment, c'était au téléphone, et en moi-même je me suis dit : mais quel gâchis, quel terrible gâchis, on n'y arrivera donc jamais, j'avais mis mes espoirs dans le POI. Vous devez vous dire que je me régale là, et bien au contraire j'en suis bouleversé, je n'en dors pas la nuit, j'en fais des cauchemars, cela me rend malade, car je connais la valeur de ces militants.

Pour conclure aujourd'hui, contrairement à vous je n'ai pas un esprit étroit et borné, si j'étais croyant j'ajouterais : que dieu m'en garde ! je ne suis pas définitivement accroché à cette formule de nouveau système économique, qui servait juste à indiquer qu'on était en présence d'un mécanisme qui ne répondait pas aux lois du capitalisme, qui fonctionnait selon ses propres lois indépendamment du système capitaliste depuis 1971, qu'il interférait avec le fonctionnement du capitalisme, qu'il le pénétrait pour mieux en prendre le contrôle et le détruire selon une stratégie précise. C'était une manière de signaler que la quantité s'était transformée en qualité au sein de l'économie capitaliste au point de déboucher sur autre chose de totalement différent, nouveau. Evoquer la financiarisation à outrance du capitalisme n'était pas suffisant ou ne permettait pas de traduire cette mutation, ce bouleversement. On peut imaginer une autre formule plus appropriée, cela ne me dérange pas.

La question que je voulais poser à l'ensemble du mouvement ouvrier était celle-ci :

Etant donné que la stratégie du capitalisme a subi une importante modification, ne faudrait-il pas modifier la nôtre avant qu'il ne soit trop tard ? Désolé de parodier Trotsky, les trotskistes ne m'en voudront pas n'est-ce pas, ils ont sans doute oublié ou ne veulent pas admettre que je le suis aussi, pour eux je suis un renégat pour avoir osé ajouter une page au marxisme, une prétention qu'ils me refusent, car eux seuls détiennent la vérité, je leur laisse volontiers ce privilège.

Je n'ai peut-être pas été suffisamment précis ou explicite dans mes derniers articles, je m'en excuse par avance, je suis complètement crevé après ces années de boulot intense et déjà usé physiquement à 57 ans, j'ai besoin de repos et je ne vois quand

je pourrai en prendre.

Demain j'ajouterai une nouvelle contribution. On va creuser notre sujet.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er aout 2013

CAUSERIE

J'ai finalement opté pour une actualisation minimale du portail en supprimant la totalité des rubriques. Il reste le bandeau ou les liens qui y renvoient.

On a terminé le mois de juillet avec 11.800 connections et 25.355 téléchargements. Sans retour depuis des années, il est inutile d'insister. Vous avez été 7 à répondre au formulaire que j'avais mis en ligne, j'en ai pris acte. Vous n'aurez qu'à vous tourner vers les médias ou les dirigeants du mouvement ouvrier qui n'ont de cesse de nous trahir pour vous informer ou vous fournir de précisieuses analyses.

Vous possédez les adresses des portails où je m'approvisionnais en articles, et bien vous n'aurez qu'à faire comme moi désormais, et si vous n'en avez pas le temps, c'est votre problème, moi je n'ai pas davantage de temps à vous consacrer, c'est ainsi. Vous n'avez pas voulu m'aider à faire vivre ce portail, vous n'avez même pas voulu m'envoyer le moindre courriel, c'est votre droit, c'est le mien de faire ce que je veux de mon côté. Je ne supporte pas ce genre de relations de merde, ne vous étonnez pas du monde dans lequel vous vivez, ne vous en plaignez surtout pas. Je suis parfaitement lucide et je ne me fais absolument aucune illusion, c'est un tort peut-être, surtout de le dire, je n'en ai rien à foutre.

Peut-être comme les marxistes j'ai surestimé la capacité du prolétariat à oeuvrer à sa libération, la faillite politique complète de ses dirigeants en témoigne, eux, les marxistes pas nos dirigeants, ils se sont sacrifiés pour notre cause, moi j'ai décidé de cesser de me sacrifier pour notre idéal, bien que je continerai à oeuvrer pour le faire triompher, à un autre rythme et d'une autre manière.

Voilà. Je vous souhaite une bonne continuation.

Suite sur le mondialisme et le système financier

Il s'agit d'un courriel que j'ai reçu il y a trois jours auquel je réponds, en fait j'avais déjà rédigé une grande partie de cette réponse avant de rédiger l'article d'hier qui traitait le même sujet. Demain, je publierai un complément assez long à l'article d'hier.

- "*La guerre et le parasitisme financier deviennent désormais les formes permanentes d'un système d'exploitation capitaliste en pleine crise de décomposition, qui ne parvient plus à survivre que par la destruction massive des forces productives, au premier rang desquelles : la destruction de la force de travail, et cela, alors que l'ensemble du système de domination politique de l'impérialisme est totalement ébranlé.*"

Quand on parle de "*parasitisme financier*", il faudrait dire de quoi on parle exactement, préciser ce qu'on entend par là, à quel niveau et à quelle échelle il s'est développé, quels sont les mécanismes et surtout les lois qui le régissent, or il s'avère que ces lois ne correspondent pas à celles du système capitaliste. Je vais donner un exemple tout simple pour le comprendre.

Hier, jusqu'en 1971, vous disposiez chez vous de l'imprimante permettant de fabriquer des dollars, vous pouviez en créer autant que vous vouliez à condition de posséder l'équivalent en or disponible dans votre coffre fort, au cas où les détenteurs de dollars voudraient vous les échanger contre de l'or.

Aujourd'hui, vous disposez chez vous de la même imprimante permettant de fabriquer des dollars, vous pouvez en créer autant que vous voulez sans avoir à remplir la condition énoncée précédemment, sans posséder le moindre équivalent ou la moindre once d'or, et personne ne viendra vous réclamer d'échanger ses dollars contre quoi que soit, vous pouvez en fabriquer en quantité illimitée.

Hier, le dollar s'échangeait contre de l'or, mais qu'est-ce que c'est l'or, une marchandise qui est soumise aux mêmes lois et rapports capitalistes que n'importe quelle marchandise qui renferme une certaine quantité de force de travail...

Aujourd'hui, le dollar s'est émancipé de cette loi et de ces rapports (capitalistes), sa valeur réelle correspond au prix du papier, de l'encre et de la force de travail socialement nécessaire pour le produire autrement dit trois fois rien, un billet de cent dollars doit valoir un ou deux cents (1 ou 2 centièmes de dollar).

On pourrait dire que c'est jouer sur les mots d'opposer le "*parasitisme financier*" à la traduction que j'ai donnée du développement du système financier ou qu'ils sont équivalents. Or ce n'est pas le cas comme on vient de le voir. Ce serait le cas si la fabrication du dollar trouvait une équivalence dans le système capitaliste, autrefois sa quote-part en or, sauf que dorénavant ceux qui détiennent la planche à billets s'en sont totalement affranchis, la seule loi à laquelle répond sa production il faut la chercher uniquement dans le cerveau de ces banquiers, elle n'a pas d'autre équivalent que leur volonté d'en faire ce que bon leur semble, ils ont acquis ce pouvoir extraordinaire qui dépasse l'entendement, qui n'a pas d'équivalent, que l'on ne peut pas retranscrire sous forme de règle ou de principe car il ne répond à aucune norme objective ou matérielle existante, il est du domaine du subjectif. Plus tard dans un autre article on verra quelle influence peut avoir la mise en circulation de ces sommes gigantesques dans l'économie.

Quant au "*système de domination politique de l'impérialisme*", effectivement il est en crise, mais en y regardant de plus près on s'aperçoit qu'il ne se porte pas si mal que cela puisqu'il n'existe ni parti révolutionnaire ni Internationale ouvrière, aucune alternative au capitalisme. Dans mon article (il y a 5 jours) j'ai cité le cas de la crise politique en Grèce et Italie qu'ils sont parvenus à surmonter, celle qui a ressurgi en Italie lors des élections élections législatives n'est déjà plus qu'un mauvais souvenir, au Portugal ou en Espagne, mais aussi en Belgique, en Grande-Bretagne ou en France ou encore en Allemagne, dans la totalité de l'UE en fait tous les partis institutionnels s'entendent comme larrons en foire pour assurer la stabilité des régimes en place et apparemment cela ne fonctionne pas trop mal. Ils ont le soutien des dirigeants de tous les syndicats également.

Dans les pays comme la Tunisie, l'Egypte, la Turquie, soit les masses se rangent derrière ou font appel à l'armée, soit elles en appellent à différents impérialistes, à l'UE, à l'ONU pour leur venir en aide, généralement elles adoptent les deux attitudes, on pourrait ajouter quand de larges couches ne soutiennent pas des partis islamistes instrumentalisés et financés par les différents impérialistes ou leurs valets du Golfe.

- "*Plus que jamais, nous sommes dans la période historique des guerres et des révolutions, annoncée et décrite par Lénine et Trotsky; une nouvelle vague révolutionnaire mondiale se développe depuis le processus révolutionnaire tunisien en 2011; le parasitisme financier (masse de capitaux parasitaires équivalent à 700000 milliards de dollars contre un PIB mondial d'environ 50000 milliards de dollars dont une bonne proportion de forces destructives, militaires et para-militaires.....) exprime la contradiction inextricable de ce capitalisme agonisant confronté au manque de rentabilité de l'économie réelle et donc à la baisse tendancielle du taux de profit qui s'imposent aux capitalistes eux-mêmes et qui n'ont donc comme solution que la barbarie croissante et la préparation d'une nouvelle guerre mondiale dont la réalité s'exprime déjà par les plus de 100 guerres "locales" à travers toute la planète!*"

Ce que vous ne voulez pas comprendre et cela je m'y attendais, c'est qu'ils sont parvenus a développé les moyens pour surmonter "*la contradiction inextricable de ce capitalisme*" et contrairement à ce que vous pensez, cela fonctionne à merveille, non sans obstacles comme chacun peut l'observer, observez ce qui se passe aux Etats-Unis, la dette fédérale atteint 10.000 milliards de dollars, une somme colossale qui aurait dû plus qu"*ébranler*" l'économie américaine, la faire s'effondrer, pensez-vous, ils ont appuyé sur le bouton de leur imprimante et les voilà passer à 17.000 milliards de dollars et la machine infernale tient le coup. Certains ont échaffaudé des théories selon lesquelles ils pourraient décider un jour de remettre les compteurs à zéro, de passer de 17.000 milliards de dollars à zéro ni plus ni moins, soit par le jeu d'un exercice comptable dont ils auraient le secret ou en créant une monnaie qui leur serait réservée dont la valeur serait tellement élevée, par exemple un billet ou une obligation vaudrait 1.000 milliards de dollars, de telle sorte que cette dette n'équivaudrait plus qu'à 17 dollars, ou encore, rendre à nouveau convertible le dollar en or après avoir augmenté leur stock et avoir multiplié par 10 ou davantage la valeur de l'once d'or. Tout cela n'est pas très sérieux et totalement inutile.

Parfois on entend une rumeur selon laquelle le dollar pourrait s'effondrer, comment le pourrait-il quand il ne vaut déjà plus rien ! Si vous partez non pas du PIB mais du profit net total des Etats-Unis et que vous le divisez par la masse de capitaux qu'ils ont créés pour arroser le marché, le résultat vous donnera à peu près la valeur du dollar, à tous les coups il sera négatif, ce qui signifie qu'ils n'en ont vraiment plus rien à foutre du "*manque de rentabilité de l'économie réelle*" et "*de la baisse tendancielle du taux de profit*", tout du moins aux Etats-Unis, dans le reste du monde c'est une autre affaire. Et quand ils auront réalisé le marché transatlantique et fondu le dollar et l'euro dans une monnaie unique, ils appliqueront la même méthode et le tour sera joué, sur les points précis que vous avez relevés la lecture du Capital ne vous servira plus à rien.

Quant à la barbarie et aux guerres, ils font partie de leur plan, comme une étape obligée et le pire reste à venir. Lisez l'article sur le Sida, c'est terrifiant, lisez celui sur les souris, c'est édifiant, ils travaillent sur des programmes pour créer des virus, agir sur le cerveau de la population qui relève de la lobotomie, à côté leurs guerres relèvent de la guerre des boutons ! Ce qui est difficile à admettre c'est qu'elles sont à la fois le produit des contradictions du capitalisme et qu'ils les programment dans un but qui demeure inavoué, donc qu'on rejette quand on nous en parle, on se dit que c'est encore sorti du cerveau déséquilibré de fanatiques de la théorie du complot, on ne veut pas le croire.

On veut bien admettre que la financiarisation de l'économie soit le produit de l'évolution du capitalisme, mais on refuse d'admettre qu'à un moment donné elle peut échapper à son contrôle, c'est un peu comme si on admettait qu'on peut se livrer à des excès de vitesse en conservant la maîtrise de la situation, et qu'on refusait d'admettre qu'un jour on pourrait devenir fou au point d'en perdre le contrôle. Si la maîtrise de la situation relève de la conscience et la folie de l'inconscience, la financiarisation de l'économie incarnait la maîtrise de l'évolution du capitalisme et relevait de la conscience, mais pas son développement qui demeure inconscient puisque l'immense masse de l'humanité en ignore totalement le fonctionnement, le passage à une économie basée uniquement sur la finance incarne l'impossibilité de maîtriser cette évolution et relève de l'inconscience ou de la folie de leurs concepteurs, mais qui en sont parfaitement conscients, c'est à devenir fou penserez-vous peut-être, en effet, il vaut mieux l'être ou se mettre dans la tête d'un fou pour comprendre comment il fonctionne.

Aussi sûrement que la conscience et l'inconscience se cotoient en chaque individu, il faut concevoir que les guerres correspondent à ces deux états, qu'elles soient inévitables dans le cadre de l'économie capitaliste classique en décomposition et qu'elles répondent à un plan déterminé qui sort de ce cadre. A quoi cela nous avance-t-il de savoir qu'elles sont programmées pourrait-on se dire puisque cela revient au même ? Pas tout à fait, car une guerre ne sert pas uniquement à surmonter (provisoirement) un obstacle, elle sert à créer les conditions politiques qui serviront à faire disparaître à terme les contradictions qui en étaient à l'origine, ils n'ont pas créer l'ONU pour en finir avec les guerres comme on peut l'observer mais pour mieux asservir tous les peuples.

De même qu'ils n'ont pas créé le FMI et la Banque mondiale à la même époque au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour éviter les crises économiques, mais pour préparer les conditions qui leur permettront de les contrôler dans un premier temps, ensuite les faire disparaître une fois mis en place un système économique qui ne reposerait plus sur les rapports entre les classes. Le FMI et la Banque mondiale ne sont pas seulement le produit de la crise des années 30, mais la volonté délibérée de parvenir par n'importe quel moyen à les surmonter autrement qu'en recourant à une nouvelle guerre mondiale, ce qui nécessite de liquider à la fois les rapports socaux de production qui en sont à l'origine et la lutte des classes, dimension du combat de notre ennemi que l'on ne peut saisir qu'en admettant que la transformation de la quantité en qualité s'applique aussi à l'économie et à la politique.

Maintenant le prolétariat mondial et le mouvement ouvrier n'ont pas dit leur dernier mot, effectivement le léninisme, dont Trotsky disait que ce qui le résumait le mieux c'était le parti, demeure valable, mais le parti sans une statégie révolutionnaire qui englobe la totalité de la situation ne sera jamais le parti de Lénine ou dont parlait Trotsky et les "déductions léninistes" demeureront lettre morte.

- "*Il n'y a pas 2 capitalismes parallèles mais un seul dont l'ampleur du parasitisme financier et de l'économie d'armement (sans parler du chômage de masse et de la précarité galopante) ne font qu'illustrer la pertinence de l'analyse marxiste et des déductions léninistes.*"

Je suis désolé, à partir du moment ou le cartel des banquiers de la Fed dispose d'un moyen de se soustraire aux lois du capitalisme, capitalisme qui n'a pas disparu pour autant je vous rassure, on ne peut pas inclure dans le capitalisme un facteur qui ne répond pas à ces lois, on est obligé d'admettre qu'ils fonctionnent selon d'autres lois qui débouchent sur un nouveau système économique. Il est vrai maintenant comme je l'ai dit dans mon premier article, que ce nouveau système économique n'a pas supplanté l'ancien du jour au lendemain en 1971 ni au cours des décennies qui ont suivi, c'est par pans et par étapes qu'il parvient à s'imposer, je ne vais pas reprendre ici toutes les mesures qui ont été prises dans ce sens depuis 1971, tous les instruments financiers qu'ils ont créés à cet effet.

Quant à "*la pertinence de l'analyse marxiste*" et aux "*déductions léninistes*", on se demandera ce qu'en ont fait leurs "*héritiers*", sinon produire des généralités dont ils semblent se contenter, qui au regard de leur bilan politique servirait plutôt à détourner les travailleurs du marxisme et du léninisme.

A ma connaissance, mais vous me corrigerez si je me trompe, la méthode du marxisme consistait à prendre en compte la totalité

des facteurs et des rapports existant pour analyser la situation et déterminer une stratégie politique, ce à quoi vous vous refusez obstinément. Et ce n'est pas le seul puisque vous n'accordez aucune importance aux structures ou aux institutions que l'oligarchie financière a créées depuis plus d'un demi-siècle, mieux, pour vous elles n'existent pas, ainsi vous niez la théorie du mondialisme qui est à l'origine de leur stratégie politique, qui certes prend appui sur la mondialisation, pour mieux l'orienter dans une direction précise diamétralement opposée à la nôtre.

Mais vous avez sans doute raison, il est "*pertinent*" que les masses n'en sachent rien, moins elles en sauront et mieux elles pourront mener leur combat pour s'émanciper du capitalisme, c'est une façon de concevoir le combat politique que de leur cacher une partie de la vérité, le sort que l'oligarchie leur a concocté, désolé, ce n'est pas la mienne.

Haut de page

Le 2 août 2013

CAUSERIE

Les causeries de juillet ont été formatées en pdf (Acrobat Reader), le lien se trouve dans le bandeau en haut.

Suite sur le mondialisme et le système financier

La suite de l'article d'avant-hier qui faisait suite à celui du 28 juillet. Il se peut que j'en écrive un autre aujourd'hui ou demain à moins qu'on arrête là pour le moment. Non, finalement je réserverai demain une petite surprise à mes advervaires qui ne veulent pas reprendre mes arguments, ce sera mon hommage à Trotsky assassiné le 20 août 1940 sur ordre de Staline.

La méthode de mon contradicteur est très facile à repérer, elle consiste à interpréter mon analyse pour ensuite prétendre qu'elle est erronée, alors que celle qu'il nous livre ne correspond pas à la mienne puisqu'à aucun moment il n'évoquera le fait sur lequel elle repose essentiellement, c'est un procédé malhonnête, mais on a déjà vu pire. Il est incapable de réfuter mon argumentation, alors il recourt à cette méthode qui lui fait honneur.

C'est le sale type qui me harcèle depuis des années qui en est l'auteur, le dénommé Coquéma, en quatre jours il m'a envoyé trois courriels. Demain nous aborderons son dernier courriel, il nous récite sa leçon que nous connaissons par coeur, mais qui semble fort incomplète au regard de la situation dans laquelle se trouve plonger le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde ou ce qu'on ose encore appeler ainsi.

Nous avons commis le crime impardonnable d'avoir l'audace de prétendre que certains facteurs et rapports au sein du capitalisme auraient évolué depuis un siècle ou un demi-siècle, ce qui ne surprendrait aucun esprit équilibré, ce n'est pas son cas et il est loin d'être le seul et nous allons voir immédiatement pourquoi. Notez bien que si cela avait été un de ses chers dirigeants qui avait commis cette analyse à ma place, il aurait applaudi des deux mains, cela en dit long sur sa personnalité ou plutôt son absence de personnalité, un trait partagé par de nombreux cadres ou dirigeants d'ailleurs.

Dans son courriel du 30 janvier que j'ai trouvé dans la boîte au lettre le 31 au matin (décalage horaire), il écrivait notamment à propos des banquiers de la Fed :

- "*Pourquoi d'ailleurs prendre des risques et ne pas créer suffisamment d'argent pour tous (un peu plus bien sûr pour les capitalistes eux-mêmes!) et ainsi éviter toute révolution , la période historique ne serait plus celle des guerres et des révolutions mais celle du communisme (tous les besoins satisfaits grâce aux planches à billets) sous direction des capitalistes eux-mêmes!!! Pourquoi n'y pensent-ils donc pas ?* "

Question très instructive, car elle démontre que son auteur ignore tout simplement sur quoi repose le pouvoir des capitalistes en général (et celui de l'oligarchie financière). Je vous fais remarquer une nouvelle fois que contrairement à mon détracteur je pars de ce qu'il a écrit et non de l'interprétation que j'en ferais, c'est aussi ce qu'on appelle partir des faits.

Ils ne peuvent pas distribuer de l'argent à tout le monde sans modifier du même coup les rapports entre les classes sur lesquels repose leur pouvoir auquel ils tiennent plus que tout, c'est d'ailleurs parce qu'ils savent qu'il est menacé qu'ils ont développé ce système financier, c'est tout bête n'est-ce pas. Développons. Leur objectif n'est pas de conserver les classes telles qu'elles existent mais de les liquider, car ils savent que ce rapport entre les classes est instable, repose sur un fragile équilibre que les contradictions du capitalisme mettent à mal lors de crises de plus en plus gigantesque et dont le contrôle risque de leur échapper à tout moment. Car la lutte des classes se poursuit, les poursuit, c'est leur bête noire, il leur faut donc par tous les moyens s'en émanciper, la liquider, en supprimer l'origine pour que leur pouvoir ne puisse plus être menacé, donc les classes et les rapports qui vont avec. C'est le scénario et la stratégie qu'ils ont conçus, ce n'est pas moi qui les ai inventés, je n'ai pas assez d'imagination pour cela, je ne fais qu'observer de quelle manière ils procèdent et vers quoi tend leur politique,

l'établissement d'un gouvernement mondial, d'un nouvel ordre mondial, une dictature mondial, ils n'ont cessé de démontrer qu'ils avançaient dans cette voie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il fallait être aveugle ou d'une mauvaise foi sans fondpour ne pas s'en être aperçu plus tôt. Ce fut le cas de nos dirigeants notamment.

Chacun connaît l'issue de la lutte des classes, la suppression des classes pour le meilleur ou pour le pire selon la classe qui la réaiserait. Marx et Engels l'avaient théorisée, alors dites-moi pourquoi notre ennemi n'en aurait-il pas fait de même en poursuivant un objectif diamétralement opposé au nôtre ? Et de quoi découlait-elle cette suppression des classes ? Du développement historique du capitalisme conduisant à terme au socialisme ou à la barbarie qui depuis porte un nom, le nouvel ordre mondial, sorte de monarchie absolue qu'incarnerait l'oligarchie financière flanquée d'une élite intellectuelle partageant son idéologie néolibérale. Je conçois qu'il soit contrariant ou déstabilisant de se retrouver face à une analyse où l'on met précisant un nom derrière chaque rapport ou développement. Notre argumentation et démonstration sont parfaitement structurées et cohérentes, et elles ont l'inconvénient j'en conviens volontiers quand on veut les démolir à tout prix de reposer sur des faits.

Nous sommes très loin de la suppression des classes (et du socialisme) telle que l'avaient envisagée Marx et Engels, et de leur côté les oligarques sont très loin de l'avoir réalisée également, donc ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit une fois de plus.

A vous entendre le fait d'énoncer cette réalité suffirait à reléguer le socialisme aux oubliettes, tel n'a jamais été mon propos, mais cela pourrait se produire si certaines conditions étaient réunies. Vous allez me répondre : vous voyez que vous dites que cela pourrait arriver, effectivement, vous avouez que notre combat est foutu d'avance, non mais nous pourrions être vaincus. Je crois que c'était Lénine qui disait que le marxisme était avant tout réaliste et qu'il ne fallait pas le confondre avec l'optimisme béat de l'opportunisme. Désolé je n'ai jamais prétendu que nous avions perdu la guerre de classe, vous devez confondre avec quelqu'un de votre entourage. Souvenez-vous ce que disait Lénine et Trotsky des Etats-Unis d'Europe ? Impossible, sauf si le mouvement ouvrier était vaincu. Tout stratège se doit d'envisager la victoire et la défaite de son armée pour organiser la retraite de ses troupes en bon ordre pour éviter de gaspiller inutilement des soldats, bien que sa stratégie s'inscrive dans la perspective d'une victoire dès lors que les conditions semblent réunies pour avoir une chance de l'emporter. Soyons lucide, réaliste au lieu de nous leurrer ou de nous raconter des histoires, procédé employé par les révisionnistes pour justifier leur politique opportuniste.

Passons au second point que je voulais aborder et qui est relié au précédent.

Au cas où vous ne l'auriez pas remarqué, apparemment non, nous assistons à une course contre la montre entre l'oligarchie financière et le prolétariat mondial pour détruire le capitalisme, car l'un et l'autre savent qu'à terme il est condamné, et seul l'un des deux protagonistes détiendra le pouvoir. La destruction de nos droits sociaux et politiques en est l'un des aspects les plus visibles, mais qu'on refuse d'inscrire dans une telle perspective. On préfère se réfugier derrière l'analyse marxiste des contradictions du capitalisme que l'on déforme au passage en lui faisant dire que mécaniquement les mêmes causes produiraient toujours les mêmes effets, ce qui peut se concevoir quand c'est réellement le cas, mais sera infirmé quand un nouveau facteur entrera en ligne de compte ou qu'un facteur ou un rapport aura évolué de telle sorte qu'il pourrait se traduire autrement ou contribuer à modifier les rapports précédemment observés qui se traduiraient par des effets nouveaux ou des conséquences inattendues, on appelle cela la dialectique appliquée aux faits ou le matérialisme dialectique avec lequel mon contradicteur est fâché ou n'a rien compris.

Reprenons, cette course contre la montre à laquelle se livrent nos deux classes en présence à pour objet le pouvoir, le pouvoir d'une minorité d'asservir l'humanité indéfiniment ou le pouvoir de l'humanité de conquérir sa liberté une fois débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme à l'origine de la servitude humaine.

Pouvoir qui ne se réaliserait pas dans des termes symétriques puisque si nous l'emportions les classes disparaîtraient et donc les oligarques aussi, alors que si c'était eux qui l'emportaient, ils deviendraient les maîtres du monde et nous continuerions d'exister à l'état d'esclaves pour les servir dépouillés de tout droit pour contester leur pouvoir absolu. Quand on dit que l'un et l'autre le savent, il faudrait plutôt dire qu'ils en ont parfaitement conscience, tandis que de notre côté on peine à en prendre conscience, c'est une litote, la preuve vous ne l'admettez même pas ou pour être plus précis, car cela vous ne le contestez pas forcément, vous refusez d'admettre qu'ils ont élaboré une stratégie pour mener cette guerre, or pour mener à bien une guerre, vaut mieux connaître la stratégie de notre ennemi, c'est d'ailleurs l'unique objet de tous ces articles, à moins de vouloir être vaincu à tout prix, ce qui en prendrait le chemin si on vous écoutait ou vos amis.

En fermant les yeux sur un aspect essentiel de la réalité, vous empêchez les masses d'en prendre conscience, donc de s'armer pour combattre notre ennemi.

Je sais que vous méprisez cet aspect du combat politique qui selon vous correspond à une conception de la lutte des classes purement mécanique, la lutte, la lutte, la lutte, par le seul fait de connaître une expérience les masses en mesureraient obligatoirement la portée, s'élèveraient automatiquementà un niveau de conscience supérieur par une opération du saint esprit dont vous seul avez le secret, car en réalité les choses ne se passent pas ainsi, hélas !

D'ailleurs c'est bien simple, là où nous reconnaissons un fait dans l'élévation de la conscience politique des masses, vous, vous n'y voyez qu'un phénomène subjectif ; selon nous, la situation serait (aussi) le produit de leur ignorance, dont un fait en produirait

un autre, la situation et l'ignorance des masses étant considérées tous deux comme des faits dans un rapport de cause à effet, mais lorsqu'on évoque la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses pour que la situation puisse évoluer favorablement, là vous déclarez forfait, l'élévation de leur niveau de conscience n'aurait aucun effet sur la situation donc inutile de s'y attarder, peu importe ce qu'elles ont dans la tête quand elles se mobilisent, à quel degré de conscience elles sont parvenues au début de leur combat, par miracle le plus arriéré des ouvrier va assimiler le socialisme d'un coup de baguette magique.

Vous comprendrez mieux pourquoi nous rejetons votre conception de la lutte des classes qu'incarne parfaitement le rejet de la théorie que je développe, qui en l'occurrence ici consiste à assimiler les facteurs subjectifs à des faits, car ils ont une double nature subjective et objective, pas seulement quand je le décrète mais en permanence puisque seule la réalité m'intéresse. Maintenant, que le rapport ou la combinaison qui existe entre facteur subjectif et objectif demeure obscure aux esprits bornés ou dogmatiques n'a rien d'étonnant, il est en grand partie responsable de la situation dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier.

Notre ennemi sait parfaitement à quel défi il va être confronté à court terme avec une population de plus de 7 milliards d'habitants. Il connaît sur le bout des doigts tout ce que vous avez débité sur la baisse tendancielle du taux de profit et je ne sais quoi encore, il possède à ce sujet des données que nous n'avons même pas. Ce que vous ne voulez pas admettre, c'est qu'il se sert des instruments à sa disposition pour détruire le capitalisme, dont le système financier sur lequel il compte pour le dépasser, s'en affranchir, se libérer de la lutte des classes. Vous avez raison, il dispose d'un pouvoir illimité en ayant le monopole de la création monétaire et le contrôle de la masse monétaire en circulation et il pourrait en user pour résoudre toutes les difficultés qu'il rencontre, sauf que c'est impossible, et pourquoi c'est impossible, parce que la liquidation du système capitaliste n'est pas une fin en soi pour lui, mais uniquement le moyen pour détenir le pouvoir politique absolu, ce qu'il vise ce n'est pas le pouvoir économique, il s'en fout, c'est le pouvoir politique qu'il vise, c'est son objectif final.

On disait plus haut qu'ils sont lancé dans une course contre la montre avec nous, ils se sont donnés deux ans pour conclure l'accord sur le marché unique transatlantique EU-UE, deux ans, ils n'arrêtent pas de le marteler, cela urge apparemment, tout comme l'union bancaire européenne et Bâle III qui serviront à liquider et fusionner des centaines de banques en Europe pour mieux contrôler ce secteur clé de l'économie, Goldman Sachs et Cie y travaillent jour et nuit pendant qu'on est en train de se chamailler entre nous.

Nous savons que le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, dès lors, soit ce sont eux qui s'en chargeront, soit ce sera nous, ce qui est nouveau dans la théorie que je défends, c'est que je prétends qu'ils sont en lice pour réaliser cet objectif, en me basant sur un facteur concret et non une hypothèse ou une vague idée, répétons-le à des fins diamétralement opposées aux nôtres.

Je vais vous dire un dernier truc. Ce qui défrise mes adversaires, c'est que ma théorie part des contradictions du capitalisme, elles y figurent du début à la fin, vous en êtes témoins dans chacun de mes articles je n'ai cessé de justifier le recours à ce système financier par l'oligarchie financière parce qu'elle sait pertinemment que le capitalisme court à sa perte et qu'ils veulent l'éviter à tout prix, pas pour le sauver, il est condamné, mais pour le liquider et asseoir définitivement leur pouvoir politique, j'ai intégré dans mon analyse celle de Marx, elle y figure en toutes lettres, j'ai simplement ajouter un facteur nouveau qui n'existait pas à son époque et qui permet de préciser de quelle manière va se dérouler la luttes classes et dans quelle direction peut évoluer le monde, la barbarie ou nouvel ordre mondial ou le socialisme.

Avouons au passage que notre ennemi à un coup d'avance, au moins. Je pourrais citer Engels à propos de l'embourgeoisement du prolétariat, la pourriture qui avait gangrené le mouvement ouvrier britannique, entre nous il ne s'en est jamais relevé, c'était à la fin du XIXe siècle, corrompu et nationaliste disait-il, en Allemagne c'est par le biais du parlementarisme et du syndicalisme que la social-démocratie a pourri sur place, à la même époque, je ne fais que citer Engels, jamais vous ne trouverez pareille citation chez mes adversaires, chez aucun, à croire qu'elle les viserait ou qu'elle les concernait quelque part, pareil, le prolétariat et le mouvement ouvrier allemand ne s'en remettront jamais et pire encore, idem en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce, sans oublier la France et son empire colonial... On a appris il y a quelques jours que le gouvernement américain avait déboursé 10 millions de dollars pour soudoyer des policiers syriens... En France les dirigeants syndicaux sont recyclés dans des missions ministérielles, des think-tanks, des conseils d'administration ou encore au Conseil économique et social et environnemental, corrompus jusqu'à la moelle, cela fait partie de la stratégie de notre ennemi, nos dirigeants s'en accommodent ou font l'autruche, l'Etat finance grâcement les syndicats, les achète en réalité, là encore personne ne trouve rien à y redire, ailleurs notre ennemi place ses hommes à la tête d'une banque centrale, d'un Etat, un candidat compte parmi ses proches des banquiers, quoi de plus naturel en somme, un parti compte des banquiers parmi ses dirigeants, quoi de plus naturel n'est-ce pas, et puisque ce parti se dit socialiste, on appelle à voter pour ses candidats, on le soutien, on va même jusqu'à leur demander de se conduire en socialistes quand ils sont élus ou deviennent ministres... On imagine le fou rire des oligarques qui doivent se dire : on a réussi à pourrir leur mouvement, ils sont complètement paumés, leur stratégie est viciée, mieux, ils n'en ont aucune, cela va nous faciliter la tâche et on en aura bien besoin car le plus gros reste à faire...

Ah heureusement quand même qu'il y a les crève-la-faim pour sauver la bonne conscience à nos dirigeants ou leur sauver la mise, n'est-ce pas monsieur Coquéma, oui vous ne devez pas en faire partie, hélas on aurait envie de dire, moi non plus, sauf que je ne me comporte pas en hypocrite. Ils vont se soulever et vous allez tous les voir scander : vive la révolution ! qu'ils avaient enterrée vivante pendant des décennies et des décennies, quelle honte ! Eh oui, comme notre cher vieux Karl, on compte sur eux pour régénérer le socialisme dont vous êtes indigne!

Cela va être dur, très difficile, parfois on n'ose même pas y penser et puis on se dit qu'il était prévu d'en passer par bien des sacrifices, en vies humaines bien sûr, sacrifices qui auraient pu être évités en partie si nous nous y étions pris autrement, car on est vraiment au ras du caniveau aujourd'hui sur le plan théorique et politique, l'état du mouvement ouvrier est misérable. Mais il y en a qui croient encore aux miracles, non cela ne nous fait pas marrer du tout, car c'est là-dessus que nos dirigeants ont bâti leur stratégie, et puis si les masses étaient défaites, ce serait la faute à pas de chance, ce jour-là il pleuvait... Dans tous les cas de figure, ils ont raison et ils auront toujours raison. Tenez, un miracle tout frais d'hier.

En Tunisie les partis de gauche viennent de demander à l'armée d'intervenir comme en Egypte pour dégager le gouvernement, parce qu'ils sont incapables de mobiliser les masses, de leur inspirer confiance, ils se sont trop longtemps fourvoyés avec le régime en place, celui de Ben Ali, et ils ne proposent aucune issue politique vraiment révolutionnaire ou socialiste aux masses...

Sans rire du tout encore une fois car la situation ne s'y prête pas vraiment, le même charlatan m'a envoyé un nouveau courriel qu'il termine ainsi : "*A la Quatrième Internationale et à ses partis de savoir répondre présents!*, ne perdez pas votre temps à les chercher vous ne les trouverez pas, entre nous, voilà qui fait une belle jambe à nos camarades tunisiens et égyptiens, je pense qu'avec une telle déclaration ils vont pouvoir se lancer à l'assaut du ciel (Marx lors de la Commune) et vaincre, il s'en remet à un fantôme, un ectoplasme, une organisation sclérosée, fossilisée, inexistante, une Internationale morte et enterrée le 20 août 1940. Vous pouvez commander votre cercueil avec ces gens-là.

Haut de page

Le 3 août 2013

CAUSERIE

Depuis avant-hier, la vermine qui me poursuit de ses courriels vénimeux m'en a encore envoyé trois autres, dont deux vendredi, un à 14h33, l'autre à 17h47, je vous les communiquerai et vous pourrez juger par vous-même que mes propos demeurent modérés. Il a manifestement pété un plomb. Apparemment pour lui et ses petits camarades je suis leur cauchemar.

Celui du vendredi 2 août 2013 de 14h33 commençais ainsi : "*Tardieu, ou la planche à conneries illimitée! On comprend mieux pourquoi il n'a eu que 7 réponses à ses sollicitations!* (le formulaire que j'avais mis en ligne et que seulement 7 militants m'avaient retournés - ndlr) *La réponse à ses délires il l'a, mais il a encore besoin qu'on lui coupe le sifflet ! je crois qu'il est sur la bonne voie!*", il voulait dire par là que j'étais en train de saborder notre portail et que j'allais ainsi disparaître, pas de bol, c'était une ruse pour qu'il nous montre qui il était réellement et les bonnes intentions qui l'animaient, c'est réussi au-delà de mes espérances ! J'ai dû mettre le paquet pour que cela marche, vous m'en excuserez.

Dans les jours qui viennent je vais finir le boulot, le broyer littéralement, ensuite on reprendra tranquillement notre travail, peut-être à un rythme moins soutenu, je dois préserver ma santé, ce que vous comprendrez très bien. Je mettrai ce soir en ligne de nouveaux articles, car au cours des derniers jours, de mon côté j'ai continué à bosser normalement.

Je vous souhaite un bon week-end ou bonnes vacances.

Suite sur les rapports entre mondialisation et mondialisme.

Je vous propose trois citations de Trotsky de la fin des années 30 issues du recueil de textes *Défense du marxisme* (en ligne dans le portail, page 16). Elles figuraient dans le même texte et je les présente par ordre chronologique. Mon bref commentaire figure à la suite de chacune d'entre elles.

1- "*Si l'on considère, au contraire, que la guerre actuelle (Seconde Guerre mondiale - Ndlr) provoquera non point la révolution mais la déchéance du prolétariat, il n'existe alors qu'une autre issue à l'alternative: la décomposition ultérieure du capitalisme monopoliste, sa fusion ultérieure avec l'Etat et la disparition de la démocratie, là où elle s'est encore maintenue, au profit d'un régime totalitaire. L'incapacité du prolétariat à prendre en mains la direction de la société pourrait effectivement dans ces conditions mener à l'émergence d'une nouvelle classe exploiteuse issue de la bureaucratie bonapartiste et fasciste. Ce serait, selon toute vraisemblance, un régime de décadence, qui signifierait le crépuscule de la civilisation.*"

La réalité telle qu'on a pu l'observer au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ne s'est pas traduite exactement de cette manière là. Il serait erronée de situer ce passage exclusivement dans le cadre de l'URSS de l'époque, peu importe, ce qui nous intéresse c'est de constater que Trotsky envisageait l'existence de conditions qui pourraient conduire à la "*déchéance du prolétariat*", à la "*disparition de la démocratie*", à l'établissement d'un "*régime totalitaire*" à l'échelle de l'humanité qui finalement coïnciderait avec le "*crépuscule de la civilisation*", ce que pour notre part nous avons envisagé, mais que l'enragé Coquema refuse d'admettre, sans doute que lui et ses amis politiques nous en toucheront deux mots lorsque la situation sera devenue irréversible.

La décadence de la civilisation humaine, en 2013 on y est, sauf que c'est l'oligarchie financière qui en est le maître d'oeuvre.

2- "*Même si les divers gouvernements fascistes réussissaient à établir chez eux un système d'économie planifiée, alors, à part l'éventualité, à la longue, d'inévitables mouvements révolutionnaires du prolétariat qu'aucun plan ne saurait prévoir, la lutte entre les Etats totalitaires pour la domination mondiale continuerait et même s'intensifierait de façon erronée. Des guerres dévoreraient les fruits de l'économie planifiée et détruiraient les fondements de la civilisation. Bertrand Russel croit, il est vrai, qu'un Etat victorieux pourrait, en conclusion de la guerre, unifier le monde entier dans un étau totalitaire. Mais même si une telle hypothèse se vérifiait, ce qui est plus que douteux, une "unification" militaire ne serait pas plus stable que la paix de Versailles. Les soulèvements nationaux et les pacifications qui s'ensuivraient déboucheraient sur une nouvelle guerre mondiale, qui pourrait creuser le tombeau de la civilisation. Ce ne sont pas nos voeux subjectifs, mais la réalité objective qui indique que la seule issue pour l'humanité est la révolution socialiste mondiale. L'alternative, c'est la rechute dans la barbarie.*"

Voilà une citation qui va faire jouir cet hystérique qui me poursuit de son fiel haineux, elle est conforme à ce que j'ai affirmé par ailleurs, y compris la dernière hypothèse "*la rechute dans la barbarie*" qui m'intéresse plus que son antithèse, à savoir "*la révolution socialiste mondiale*", pour la bonne raison que les masses n'en ont absolument aucune idée, ensuite parce que pour qu'il y ait révolution socialiste mondiale faudrait-il qu'il existe une Internationale construite sur les bases du marxisme et dont ce serait le programme, sauf qu'il n'existe à ce jour aucun section de cette internationale dans le monde, dans le cas contraire qu'on nous fournisse la liste de ces partis, leur nombre de militants, les actions qu'ils ont menées au nom de leur Internationale au cours des années ou des décennies précédentes.

3- "*Si le prolétariat mondial apparaissait effectivement incapable de remplir la mission que le cours du développement place sur ses épaules, il ne resterait alors rien d'autre à faire que de reconnaître ouvertement que le programme socialiste, construit sur les contradictions internes de la société capitaliste, s'est avéré une pure utopie. Il faudrait alors, évidemment, élaborer un nouveau programme "minimum" pour défendre les intérêts des esclaves de la société bureaucratique totalitaire.*"

Il nous faut admettre que le prolétariat mondial a été incapable jusqu'à nos jours de "*remplir la mission que le cours du développement place sur ses épaules*", ce que nos adversaires ne peuvent admettre car il leur faudrait du même coup admettre leur propre faillite politique. Ils prétendent incarner le proéltariat mondial et cette "*mission*", et tels des jésuitres dès lors cela leur suffit ou des imbéciles heureux, un luxe qu'ils peuvent se permettre, mais qui pour notre part se situe au-dessus de nos moyens !

Mon cher Léon, si tu me permets de poursuivre ta réflexion 75 ans plus tard et je pense que si tu étais parmi nous tu n'y verrais aucun inconvénient, bien au contraire, quitte à me corriger par la suite si nécessaire, nous ne sommes pas obligés non plus d'être d'accord sur tout, tu en conviendras aisément contrairement à mes procureurs ou dictateurs en herbe, il faudrait se poser la question de savoir pourquoi le prolétariat mondial n'a-t-il pas été capable de remplir sa mission historique, qu'est-ce qui a manqué, qui a fait défaut, ou nous nous sommes trompés, car nous avons une bonne part de responsabilité dans cette affaire 75 ans plus tard, ce serait la moindre des choses de le reconnaître et de se poser cette question que tout marxiste se poserait.

Maintenant tu émets une hypothèse terrible ou terrifiante en admettant que notre programme pourrait s'avérer utopique parce qu'il avait été "*construit sur les contradictions internes de la société capitaliste*", qu'est-ce à dire que notre programme était erronée ou plutôt que nous n'avons pas été capable de mesurer au fil du temp comment évoluaient les contradictions du capitalisme et que nous les aurions intégrées dans notre programme sans en tenir compte, à la manière des dogmatiques en quelque sorte, que nous serions passés à côté de quelque chose d'essentiel qui avait rendu notre programme caduc alors qu'il demeurait parfaitement valable par ailleurs, aurions-nous omis un ou des facteurs, des rapports qui au sein du capitalisme auraient à un moment donné évoluer d'une autre manière que ce que nous connaissions jusqu'alore ou que nous avions pris en considération ? C'est la thèse que je défend.

Pour finir, vous remarquerez que Trotsky une nouvelle fois envisageait bien la défaite du prolétariat mondial et l'établissement d'une dictature mondiale, il la concevait sous la forme d'une bureaucratie sur le modèle du stalinisme, sur le modèle du néolibéralisme le résultat sera le même, un régime totalitaire est un régime totalitaire, adapté à notre époque il porte un nom : le nouvel ordre mondial qui se met en place.

Je sais que vous ne partagerez peut-être pas mon analyse, maintenant, si vous observez bien ce qui s'est passé depuis 1945 en Europe et en France en particulier, méticuleusement le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde ont préparé les conditions de cette défaite finale, c'est ce que je n'ai cessé de vouloir mettre en lumière au cours de ces dernières années, en vain puisque tout le monde semblait satisfait de son sort ou de l'amélioration de la condition ouvrière qui avait eu lieu depuis 1945. Nos dirigeants ont endormi les travailleurs, ils les ont anesthésiés pour ainsi dire... et quand les Grecs se sont réveillés totalement désarmés, ils ont pratiquement perdu tous leurs acquis en moins de temps qu'il en fallait pour le dire ou s'en apercevoir, les Irlandais sont déjà passés par là en partie, les Portugais et les Espagnols aussi... La suite viendra.

C'était bien joué, avouons-le, un coup de maître. Qu'il nous soit permis de penser qu'il avait été préparé de longue date. Mais non, mais non, affirmerons nos adversaires, ils ont tout improvisé, ben voyons ! qui peut croire pareille baliverne, avouez plutôt que vous n'avez rien vu venir, soyez honnêtes pour une fois. On a tendance à confondre la lutte des classes telle qu'elle se déroule

et qui englobe des facteurs qui n'apparaissent pas forcément sur le devant de la scène mais qui ont toute leur importance dans les décisions politiques qui sont prises par ceux qui nous gouvernent, avec l'interprétation qu'en font certains qui n'est qu'une version édulcorée ou déformée de la réalité car elle correspond à leur conception de la lutte des classes et les besoins de leur appareil. Pendant 70 ans ils n'ont cessé de voir des révolutions partout, des révolutions politiques surtout, ils ont forcé le trait au point de défigurer la réalité et de la rendre incompréhensible, leurs interprétations du mouvement révolutionnaire de 1956 en Hongrie, du Printemps de Prague en Tchécolovaquie en 1968 et bien d'autres événements du même genre ne reflétaient pas les rapports réels qui existaient et exprimèrent au contraire un optimisme béat qui n'avait rien à voir avec le réalisme du marxisme. On en était venu à défendre des militants emprisonnés en URSS ou dans ses satellites qui étaient en réalité des pro impérialiste, des anticommunistes, ce que personnellement je ne découvrirai que bien plus tard. Aujourdhui ce sont les Américains qui ont pris la relève, et on ne devrait pas se poser de questions sur les manipulations dont nous furent l'objet ? Vaclav Havel un grand révolutionnaire, lisez donc ses déclarations et observez son parcours politique et vous aurez compris à quoi je fais référence ici, je n'invente rien hélas !

Pendant ce temps-là, pendant qu'on se gargarisait de réformes et autres acquis, notre ennemi oeuvrait à sa stratégie, il avançait tranquillement ses pions, construisait patiemment le monde infernal dans lequel il allait nous enfermer plus tard, des premières réunions sur l'avenir de l'Europe en 1948 au traité de Maastricht en 1992 il s'est écoulé 45 ans pendant lesquels on n'entendit pratiquement pas parler de l'Union européenne ou si peu, une entreprise totalitaire, tout le monde en convient depuis, mais un peu tard, trop tard, trop tard peut-être je n'en sais rien. Je n'ai absolument aucun souvenir d'avoir combattu sur ce thème quand je militais à l'OCI entre 1978 et 1981, comme j'ignorerai ce que signifiait la loi ou le décret instituant l'indépendance de la Banque de France en 1973, tiens, deux ans à peine après la fin de la convertibilité du dollar en or et un an après la création de la Commission Trilatérale, par qui déjà, un certain Rockeffeler.

Simple coïncidence que tout cela, à quoi bon s'en soucier n'est-ce pas, on n'a cessé de vivre dans cette insouciance de tout un pan du capitalisme que nos dirigeants avaient décrété insignifiant ou secondaire, sauf qu'en réalité il allait être déterminant pour la suite de la lutte des classes, on le découvrira en 1992, et encore bon gré mal gré, en ne dépassant pas la superficialité des choses, les masses évidemment furent prises à dépourvu, pas du tout préparées politiquement à aborder cette question, les uns et les autres jetèrent toutes leurs forces dans la bataille pour que le non l'emporte et ils furent vaincus, ils le justifièrent en mettant cette défaite sur le dos de la formidable machine à propagande du gouvernement Mitterrand et des médias, ils ne voulurent surtout pas y voir le signe annonciateur des défaites à venir tout aussi cuisantes que le prolétariat allait subir, ils n'en tirèrent absolument aucune leçon.

Voilà ce que je dénonce à travers ma théorie, dites-moi franchement, je ne devrais pas, ce serait un crime de dire la vérité aux militants et aux travailleurs, que ces dirigeants sont en train de creuser notre tombe ?

En guise d'épilogue.

Ce sont les mêmes banquiers anglo-saxons qui ont initié à un demi-siècle de distance le Traité de Rome et les "*négociations*" en vue d'un traité de marché unique transatlantique, les mêmes qui contrôlent la Fed depuis un siècle et qui possèdent la planche à dollars depuis 42 ans, qui ont créé le FMI, la Banque Mondiale, l'ONU, le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR, qui dictent la politique de l'OTAN, du Pentagone, de la CIA, du NSA, qui sont à la tête des plus importantes multinationales du monde dans tous les secteurs d'activité économique, des universités, des centres de recherche et des laboratoires (aux Etats-Unis), etc. Goldman Sachs dispose de 700 milliards de dollars, deux fois le budget de la France, sans même actionner la planche à billets ils ont plus de pouvoir que le cinquième ou sixième pays le plus riche du monde en terme de PIB, une paille, un détail, c'est secondaire, on s'en tape camarade, tu nous emmerdes avec ces histoires...

O.K. pas de problèmes, les travailleurs vont comprendre comment fonctionne la société et le monde en observant le jeu institutionnel qui ressemble de plus en plus à une mauvaise farce, ce qu'en disent les uns et les autres, comment ils se disposent les uns par rapport aux autres, contentons-nous des apparences, de l'immédiat, de ce qui tombe sous le sens, au-delà il faudrait réfléchir, il faudrait saisir des rapports qui semblent tellement éloignés de la réalité que vivent les travailleurs au quotidien qu'ils n'y comprendraient rien, vaut mieux s'en tenir au discours officiel et le commenté en guise d'analyse politique cela fera l'affaire...

Coquema a écrit dans son courriel fielleux d'hier à 14h33 : "*Tardieu, tout comme les capitalistes, méprise le peuple, les fonctionnaires embourgeoisés, la défense des acquis, les syndicats, les trotskystes, la Quatrième Internationale*", d'après vous, qui méprise qui, celui qui estime que les militants et les travailleurs les plus avancés sont capables de saisir ce que j'explique dans notre portail ou les dirigeants des partis qui estiment qu'ils n'en sont pas capables et qu'il vaut mieux leur cacher la vérité, qui prend qui pour des demeurés et n'oeuvre pas pour que tous ensemble nous évoluons ?

N'oubliez jamais que tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, c'est le principe dont se servent nos dirigeants pour tromper travailleurs et militants ou conserver leur pouvoir sur ces derniers, désolé de ne pas y recourir, relisez ce que disait Engels du prolétariat et du mouvement ouvrier britannique ou encore Lénine, j'ai repris la même méthode, c'est cela qui les indispose, car ils en sont incapables. Pourquoi ? Parce qu'ils devraient revoir leur analyse et leur stratégie et ils n'y tiennent pas, ils en vivent très bien et cela leur suffit. Si ce que j'écris vous indispose, un conseil, brûlez les oeuvres des marxismes car ils sont en grande partie la source de mon inspiration, à chaque pas vous y retrouverez ma démarche si vous les lisez attentivement.

Haut de page

Le 4 août 2013

CAUSERIE

J'actualiserai demain matin la rubrique Article de presse et d'autres articles que j'ai sous le coude viendront.

Quelques vidéos

1- José del Prado - L'ONU envisage l'utilisation de compagnies privées de mercenaires. - mondialisation.ca 02.08
http://www.youtube.com/watch?v=_zPVOAafbVg

- Le 31 juillet dernier, l'ONU débutait une session d'étude sur l'emploi de mercenaires. José L. Gómez del Prado, ancien président du Groupe de travail de l'ONU sur les mercenaires, explique comment les sociétés militaires et de sécurité privées ont créé le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées, une association cherchant à contrer les mécanismes de réglementation suggérés par son groupe de travail et à trouver une certaine légitimité auprès de l'ONU. Certaines entreprises membres de cette association ont commis de graves violations des droits humains.

- Pour plus de renseignements sur cette association (International Code of Conduct for Private Security Service Providers (ICoC)), voir leur site web : http://www.icoc-psp.org/

- Le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées est disponible en français à l'adresse suivante:http://www.icoc-psp.org/uploads/INTER…

- Rapport du Groupe de travail sur l'utilisation des mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes:http://www2.ohchr.org/french/issues/m…(mondialisation.ca 02.08)

2- L'inégalité du partage des richesses mondiales - Publiée le 17 juil. 2013
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=L4YFNuv0CFM#at=37

- Voici une vidéo qui traite de la (très équitable) répartition des richesses au niveau mondiale. Dans un monde où 1% des plus riches possèdent 43% des richesses mondiales pendant que 80% des plus pauvres en possèdent 6%, il est nécessaire de comprendre comment ce système fonctionne pour analyser ses conséquences. Ces deux petites vidéos nous ouvre la voix sur ce problème qui bien souvent est sous évalué par nous tous.

La première vidéo traite le problème à l'échelle mondiale tandis que la deuxième concerne l'inégalité du partage des richesses aux Etats-Unis.

3- Répartition de la Richesse - Publiée le 21 mars 2013
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=8di4o9coRUs

Les inégalités ne cessant d'augmenter. En 2013, alors même que plus de 880 millions de personnes vivent dans la pauvreté absolue avec moins de 1 dollar par jour, le monde n'a jamais compté autant de milliardaires en dollars. Ils sont 1.426 aujourd'hui contre 140 il y a 25 ans… (http://4emesinge.com)

4- Océans poubelles [documentaire complet] - Publiée le 29 avril 2013
http://www.youtube.com/watch?v=XANm9QASfrU

- Immerger des fûts de matières irradiées en pleine mer semble aujourd'hui scandaleux, mais cette technique a été par le passé considérée comme une forme de stockage scientifiquement justifiée : la radioactivité des déchets déposés à plus de 4 500 mètres de profondeur était censée s'éliminer par dilution. Il est désormais admis qu'elle ne fait que se répandre de manière incontrôlée. Dans quel état sont aujourd'hui ces barils, dont même les autorités ne connaissent pas la localisation exacte.

5- Tous Cobayes? - Sme len pokusné morcatá? - Publiée le 15 juil. 2013
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=L4YFNuv0CFM#at=37

Sommes-nous tous des cobayes ?

- Comment se fait-il que les OGM agricoles soient dans les champs et dans les assiettes alors qu'ils n'ont été testés que pendant trois mois sur des rats ? Comment se fait-il que l'énergie nucléaire soit toujours l'énergie du futur alors que les hommes ont vécu Tchernobyl et Fukushima ? Les conclusions seraient-elles accablantes? Pour son troisième film, Jean-Paul Jaud a donné la parole aux agriculteurs japonais de Fukushima, Sénégalais ou Français, aux scientifiques, aux politiques ou aux militants. Autant de personnes qui s'expriment librement sur ces deux problématiques majeures, les OGM et le nucléaire. (http://4emesinge.com)

Parole d'internaute.

A propos de la mise en examen pour corruption du maire PS de Clamart.

- "*Et oui la gauche peut se permettre de donner des leçons à la droite, car on voit que depuis que la gauche est au pouvoir la justice est beaucoup plus indépendante, que peut importe de savoir si la personne est de droite ou de gauche ou du fn ou autres si il a fait un délit il devra passer devant la justice comme tout le monde. Alors que lorsque c'était la droite les affaires étaient étouffées lorsque celui qui était incriminé était de droite.*"

Votre soi-disant gauche constituée uniquement d'affairistes est de passage. Elle a un statut d'intérimaire ou de suppléant, elle fait le sale boulot de la droite, mieux qu'elle d'ailleurs, elle n'a pas le statut de parti officiel de l'ordre, aussi elle a moins d'influence sur les magistrats ou les juges, cela donne à ces derniers l'occasion de satisfaire leur bonne conscience et de faire croire aux naïfs que nous serions dans une démocratie, bref, la droite comme la soi-disant gauche en sortent gagnants, la preuve, c'est que vous vous leurrez sur la nature réelle de la gauche.

Et la notion de droit, de justice ?

Vous vous demandez peut-être pourquoi je me suis intéressé à cette affaire, c'est parce que je pensais qu'il était utile de voir comment les uns et les autres la traitaient et quelle valeur ils accordent encore au principe de la justice. Ceux qui défendent le conducteur du train qui est selon nous indéfendable, il a commis une terrible faute professionnelle, sont les mêmes qui défendent les islamistes radicaux en France ou en Syrie ou qui ont défendu le mariage homosexuel, ceux qui gardent le silence sont à mettre dans le même paniers de crabes. Quand le principe du droit ou de la justice est bafouée, cela signifie que celui de la démocratie aussi. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on en soit ?

- Accident de train en Espagne : le contrôleur ne se sent pas coupable - Le Nouvel Observateur

Le chauffeur du train qui a déraillé le 24 juillet à Saint-Jacques de Compostelle assure qu'il n'arrive pas à expliquer comment l'accident qui a fait 79 victimes a pu se produire, affirmant qu'il «*n'a eu le temps de rien*».

«*Sincèrement (...) je ne suis pas assez fou pour ne pas avoir freiné*». Lors de son interrogatoire dimanche par le juge Luis Alaez, dont le site du quotidien El Pais a publié un extrait, le chauffeur du train qui a déraillé à Saint-Jacques de Compostelle, a raconté «*ne pas comprendre*» pourquoi il n'avait pu freiner à temps et empêcher la catastrophe qui a fait 79 morts.

«*Avez-vous activé le frein à un moment quelconque?*» , lui a demandé le juge. «*Quand c'était déjà inévitable*», a répondu Francisco José Garzon Amo. «*Avant que le train ne se renverse, j'avais tout activé et je vois que non, que non, que ça ne passe pas*». «*Je n'ai eu le temps de rien*», «*je ne le comprends toujours pas*», a-t-il ajouté quand le juge lui demandait pourquoi il n'avait pas réduit plus tôt la vitesse du train.

Le Tribunal supérieur de justice de Galice a par ailleurs indiqué mercredi que le conducteur avait reçu avant l'accident un appel du «*contrôleur de Renfe*», la compagnie espagnole des chemins de fer, «*qui était à bord du train*».

Les enregistrements des boîtes noires ont déjà révélé mardi que le conducteur du train parlait au téléphone avec un collègue et semblait consulter un plan au moment de l'accident. On a également appris que le train roulait à 192 kilomètres heure quelques kilomètres avant le lieu de l'accident, puis qu'il avait freiné avant de dérailler à 153 km/h dans un virage limité à 80 km/h. lefigaro.fr et AFP 31.07

L'accident est survenu à 20 heures 41 minutes 06 secondes, 11 secondes plus tôt, le conducteur avait raccroché après avoir parlé au téléphone, pendant une minute et 40 secondes, avec le contrôleur qui se trouvait dans le train. Le Nouvel Observateur 02.08

- Le chauffeur du train espagnol accidenté avait reçu des signaux - Reuters 02.08

Le conducteur du train avait reçu trois signaux d'avertissement peu avant l'accident, a révélé vendredi l'examen de la boîte noire.

Le contrôleur Antonio Martin, qui se trouvait à bord du même train, avait téléphoné au conducteur, Francisco Garzon, pour savoir à quel quai s'arrêterait le train à une gare sur la ligne.

"*A aucun moment, je ne me suis considéré coupable*"

Le contrôleur, en appelant la cabine de pilotage, souhaitait indiquer à son collègue sur quelle voie s'arrêter dans la gare de Pontedeume, située en fin de parcours, au-delà de Saint-Jacques, afin de faire descendre une famille.

Un appel non urgent donc, mais qui selon le juge ne rend pas le contrôleur responsable de l'accident.

Garzon a pris l'appel à 20h39 locales, alors que le train roulait à 199 km/h, selon les données renfermées dans la "*boîte noire*" et examinées vendredi. L'appel a duré moins de deux minutes et a pris fin 11 secondes avant que le train ne déraille dans un virage, toujours selon la boîte noire.

Le chauffeur a freiné à 20h40 alors que le train roulait à 195 km/h sur un tronçon où la vitesse était limitée à 80 km/h, mais il était déjà trop tard.

Des signaux d'avertissement ont retenti à 20h39, 20h40 et 20h41, mais les données de la "*boîte noire*" ne permettent pas de dire si ces signaux voulaient dire au chauffeur que sa vitesse était excessive. La télévision nationale espagnole a rapporté vendredi que le premier signal indiquait un feu vert sur la voie.

Le juge d'instruction a déclaré jeudi qu'il était malheureux que l'appel ait été passé à ce moment-là, mais que cela n'était pas pour autant un élément suffisant pour inculper le contrôleur. Reuters et AFP 02.08

Au lieu de se concentrer sur son travail, il prend un coup de fil et oublie de freiner, mais il n'est ni coupable ni responsable, c'est la faute à pas de chance, il racontera cela aux familles des victimes qui exigeront que justice soit rendue, cela va être difficile.

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite.

Ces articles ou extraits d'articles ne font que confirmer mon analyse et la stratégie adoptée par les maîtres du monde ou qui postulent à le devenir. On y reviendra plus tard.

Trois petits tours, un chèque et puis s'en vont...

- Tourre, ex-trader de Goldman, reconnu responsable de fraude - Reuters

Fabrice Tourre, l'ancien trader de Goldman Sachs jugé à New York, a été reconnu responsable de fraude pour le rôle qu'il a joué dans la conception d'un produit hypothécaire qui a coûté un milliard de dollars aux investisseurs.

"*Nous sommes satisfaits par la décision du jury*", a commenté Andrew Ceresney, codirecteur du service des contentieux de la SEC (Securities and Exchange Commission), le gendarme de Wall Street. "*Nous continuerons à poursuivre énergiquement ceux qui commettent des fraudes à Wall Street afin de les tenir pour comptables (de leurs actes) et les traduire devant la justice si nécessaire*", a-t-il ajouté.

La juge Katherine Forrest a demandé aux deux parties de présenter leurs propositions d'ici au 23 août pour fixer "*les prochaines étapes*" de la procédure, selon ses termes.

La magistrate déterminera la nature d'éventuelles sanctions financières contre Tourre dans ce procès civil.

Fabrice Tourre dément avoir commis des malversations. Son ancien employeur Goldman Sachs, initialement poursuivi pour les mêmes charges, a accepté de payer 550 millions de dollars en 2010 pour solder les poursuites à son encontre, sans reconnaître ou démentir les accusations.

Tourre a quitté Goldman Sachs en 2012 mais la banque a assuré les frais de sa défense.

"*En tant que société, nous continuons de concentrer nos efforts afin d'être plus transparent, plus responsable et plus réactif aux besoins de nos clients*", a déclaré un porte-parole de GS. Reuters 01.08

Ils sont juge et partie, donc pas de problèmes...

Eugénisme et dictature font bon ménage

- Monsanto achète les services de Blackwater, la plus grande armée mercenaire du monde - Mondialisation.ca, 02 août 2013

S'il manquait quelque chose à la néfaste société Monsanto, c'était une armée officielle d'assassins payés. C'est fait :

Monsanto est la société « *parapluie* » de Resident Evil mais dans le monde réel. Elle contrôle la distribution des aliments, partage des financiers avec l'industrie pharmaceutique et fabrique des armes nucléaires et bactériologiques.

C'est ce que révèle un article de Jeremy Scahill pour le journal « *The Nation* » dans lequel il informe que la plus grande armée mercenaire de la planète, le « *service* » criminel d'intelligence Blackwater (connue sous le nom de Xe services et plus récemment sous celui d'Academi), a été vendu à la société transnationale Monsanto.

C'est quand il était directeur de Total Intelligence Service en 2008, que Cofer Black (qui s'était fait connaitre par sa brutalité en tant que directeur de la CIA), contacta Monsanto. Monsanto s'offrit ses services pour espionner et infiltrer des organisations de droits de l'homme, des droits des animaux et des organisations ayant des activités anti transgéniques, en plus d'exercer un contrôle sur d'autres sociétés biotechnologiques et pharmaceutiques.

La société Monsanto n'assassine pas seulement des personnes avec ses produits chimiques mais aussi par balles et au moyen d' « *accidents* ». Ses victimes sont des journalistes, des activistes politiques, et tous ceux qui peuvent être un obstacle potentiel à ses plans d'expansion. Contacté par Scahill, le directeur de Monsanto, Kevin Wilson refusa de faire des commentaires ; toutefois, il fut confirmé plus tard à « *The Nation* » que Monsanto avait passé un contrat avec Total Intelligence en 2008 et 2009 mais, selon Monsanto , c'était seulement « *pour faire un suivi d'information publique de ses opposants*».. Le directeur de Monsanto crut bon de préciser que Total Intelligence était une société « *totalement séparée de Blackwater* ».

Mais Scahill possède des copies de courriers électroniques de Cofer Black envoyés après la réunion avec Kevin Wilson de Monsanto, ou il explique à d'autres ex agents de la CIA, que cette réunion avait mis en évidence le fait que Total Intelligence était devenu « *le bras d'intelligence de Monsanto* » pour espionner les activistes et faire d'autres actions comme par exemple intégrer légalement ces groupes.

Monsanto a payé 127.000 dollars à Blackwater en 2008, et 105.000 en 2009.

Il n'est pas surprenant qu'une entreprise amplement dédiée à la science de la mort, comme Monsanto, qui dès le début s'est consacrée à produire des poisons toxiques comme l'Agent Orange, les PCB (biphényles chlorés, des pesticides, des hormones, des graines génétiquement modifiées, et même la bombe atomique, s'associe avec une organisation d'assassins et de mercenaires.

Presqu'en même temps que la publication de cet article dans « *The Nation* », l'organisation des agriculteurs organiques Via Campesina, signala que la fondation Bill et Melinda Gates avait acheté 500.000 actions de Monsanto, au prix de plus de 23 millions de dollars faisant ainsi tomber leur masque de philanthropes. C'est encore une association de criminels qui n'a rien de surprenant.

Bill Gates contrôle plus de 90% du marché des licences dans le monde de l'informatique, en plus de promotionner des campagnes de vaccination pour les laboratoires génocidaires, tout en étant responsable d'expérimentation illégale de médicaments dans des pays sous-développés ; pendant que Monsanto contrôle 90% du marché mondial des graines transgéniques et des graines commerciales au niveau mondial, et a fondé « Pharmacia » qui appartient aujourd'hui à Pfizer.

En d'autres termes, il n'existe pas de pires monopoles dans le secteur industriel, ni d'aussi immenses. L'existence même de ces sociétés implique que la terre est sous le joug d'un régime financier totalitaire qui nie le principe de « *compétitivité de libre commerce* ». Bill Gates aussi bien que Monsanto sont extrêmement agressifs quand il s'agit de défendre leurs monopoles mal acquis.

Exécutant les ordres de la famille Rothschild, Bill Gates et Monsanto se consacrent à détruire l'agriculture organique dans le monde entier, ce quidébuta avec la création de l' « *Alliance pour une révolution verte en Afrique* » (AGRA) qui oeuvra comme un cheval de Troie pour enlever les graines traditionnelles aux pays Africains pauvres et les remplacer par des graines transgéniques. Pour cela, la fondation engagea Robert Horsch en 2006, qui était alors directeur de Monsanto. Maintenant Gates obtient de grands bénéfices en se soumettant aux politiques de dépeuplement mises en oeuvre par la banque sioniste mondiale. Mondialisation.ca, 02.08

Il y en a encore qui ne verront pas le lien entre les deux entreprises ou plutôt qui refuseront de le voir parce que cela ne coïncide pas avec leur analyse...

Les crises ont "***explosé depuis 1971***"

- Liste des crises monétaires et financières - http://fr.wikipedia.org

L'avant-propos au tableau qui figure dans ce fichier se passe de commentaire, notez bien l'année, 1971.

- Voici, ci-dessous, un ensemble de tableaux récapitulant les crises ayant durablement atteint le monde économique ou financier. On peut constater que leur nombre a explosé depuis 1971, année considérée comme le point de départ d'un ensemble d'évènements qui va engendrer la période d'instabilité financière mondiale que nous connaissons aujourd'hui. Cette instabilité est due à un nombre réduit de facteurs qui a contribué à bouleverser l'économie mondiale entre 1971 et les années 90. http://fr.wikipedia.org

Encore une fâcheuse coïncidence ! Bon, quand est-ce qu'on réécrit cette histoire, hein ? Comment ? On la fait passer à la trappe ? Pourquoi pas...

Heureusement que la Fed et sa planche à billets étaient là !"

- Attentats du 11 septembre 2001 - http://fr.wikipedia.org

Non seulement un certain nombre d'établissements financiers de première importance avaient des services divers dans les tours du World Trade Center et aux alentours, mais plusieurs noeuds de communication vitaux pour les systèmes de paiement et de compensation des marchés financiers furent touchés par l'attaque.

La banque centrale américaine, la Fed, a réagi avec une grande promptitude et une vigueur impressionnante. Elle a injecté immédiatement sans limite toutes les liquidités demandées par les banques qui étaient victimes d'une asymétrie dans leurs règlements, c'est-à-dire qui avaient des règlements à effectuer mais n'avaient pas encore été créditées par leurs autres contreparties.

L'injection fut si massive que le taux au jour-le-jour du marché interbancaire domestique américain, dit taux des Fed Funds, tomba à zéro pendant plusieurs jours. La Fed continua pendant plus d'une semaine à fournir à volonté les liquidités demandées par les banques, préférant ne pas jouer avec le risque systémique.

De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) accorda 130 milliards d'euros de liquidités supplémentaires aux banques européennes. Enfin, il y eut une baisse surprise concertée des taux directeurs de la Fed, de la BCE et de la Banque d'Angleterre. http://fr.wikipedia.org

Quelle coïcidence, quelle surprise !

De vrais magiciens ces banquiers, nous, nous sommes comme des gosses qui s'émerveillent devant un tel numéro d'illusionnisme, alors que mes contradicteurs sont des gens vieux, aigris, haineux, sans imagination et cela leur joue un bien vilan tour...

Secrètement !

- Pourquoi faut-il que les Etats payent 600 fois plus que les banques ? - minuit-1.blogspot.in - 03/01/2012

Ce sont des chiffres incroyables. On savait déjà que, fin 2008, George Bush et Henry Paulson avaient mis sur la table 700 milliards de dollars (540 milliards d'euros) pour sauver les banques américaines. Une somme colossale. Mais un juge américain a récemment donné raison aux journalistes de Bloomberg qui demandaient à leur banque centrale d'être transparente sur l'aide qu'elle avait apportée elle-même au système bancaire.

Après avoir épluché 20 000 pages de documents divers, Bloomberg montre que la Réserve fédérale a secrètement prêté aux banques en difficulté la somme de 1 200 milliards au taux incroyablement bas de 0,01 %.

Au même moment, dans de nombreux pays, les peuples souffrent des plans d'austérité imposés par des gouvernements auxquels les marchés financiers n'acceptent plus de prêter quelques milliards à des taux d'intérêt inférieurs à 6, 7 ou 9 % ! Asphyxiés par de tels taux d'intérêt, les gouvernements sont "*obligés*" de bloquer les retraites, les allocations familiales ou les salaires des fonctionnaires et de couper dans les investissements, ce qui accroît le chômage et va nous faire plonger bientôt dans une récession très grave.

Est-il normal que, en cas de crise, les banques privées, qui se financent habituellement à 1 % auprès des banques centrales,

puissent bénéficier de taux à 0,01 %, mais que, en cas de crise, certains Etats soient obligés au contraire de payer des taux 600 ou 800 fois plus élevés ? "*Etre gouverné par l'argent organisé est aussi dangereux que par le crime organisé*", affirmait Roosevelt. Il avait raison. Nous sommes en train de vivre une crise du capitalisme dérégulé qui peut être suicidaire pour notre civilisation. (http://minuit-1.blogspot.in)

La formule "*argent organisé*" est bien en-deça de la réalité depuis, donc les agissement des banquiers de la Fed sont bien pire encore que "*le crime organisé*". Tout le monde s'en fout monsieur Roosevelt, d'ailleurs tout le monde l'ignore ou presque et c'est bien ainsi comme cela, vaut mieux que les gens ne sachent pas qui fait leur malheur au quotidien ou les guerres, ils mourront un jour aussi ignorante que lorsqu'ils sont venus au monde et voilà.

Et tant pis pour toute cette misère inhumaine, ces innocentes victimes que l'on comptent par centaines de millions au fil des décennies, si elles permettent à certains de vivre bien ou de soulager leur conscience pourquoi pas... C'est horriblement sordide ! Assurément et c'est bien ce que nous dénonçons et contre quoi nous nous battons. Vous savez, quand on vous " *l'humain d'abord*", on ne vous dit pas si c'est les pieds devant et qui joue le rôle de bourreau et de croque-mort ni même celui de la vermine qui profitera de ses restes. Ah il y a du monde intéressés !

A croire que tout est parti de là !

- 1971-2012: La crise continue - republiquesouveraine.com 29.10.2012

Une année charnière : 1971

Le 15 Août 1971, Richard Nixon annonce au monde qu'il suspend la convertibilité du dollar en or : cette décision marque le début d'une révolution dans le système monétaire international.

La politique monétaire représente le cœur de l'économie, la monnaie en elle-même est plus qu'une unité de compte, elle est la matérialisation concrète de la richesse des nations. Et durant des siècles, l'or a été la principale richesse du monde ; dollar, livre-sterling, franc, toutes ces devises en papiers s'échangeaient notamment contre ce précieux métal. Mais deux guerres mondiales ont vidé les coffres des banques centrales des puissances belligérantes. Aussi, en 1944, les deux tiers des réserves d'or -autant dire les deux tiers de la richesse mondiale- étaient possédés par les États-Unis, ceux-ci ayant largement prospéré en vendant des armes.

Ce système traditionnel d'indexation de la monnaie papier sur l'or, l'étalon-or, ne pouvait donc plus perdurer. Étant les seuls en mesure de relancer l'économie mondiale, les Américains et leurs alliés vont réformer le système monétaire avant même que la guerre ne s'achève : ces accords seront ceux de Bretton Woods.

Le dollar devient dès cet instant la seule monnaie convertible en or. Les autres pays seront donc contraints de posséder, non plus de l'or, mais des dollars dans leurs coffres afin de donner une valeur réelle à leur devise nationale. Le taux de change entre les monnaies est fixé et ajusté par des accords entre nations ; ainsi, toutes devront acheter du dollar pour acquérir de l'or.

Néanmoins, les États-Unis, qui ne désirent pas que leur réserve fédérale se vide de ses lingots en cas de demande de leurs partenaires, vont proposer à ceux désirant échanger leurs dollars non pas des lingots, mais plutôt des bons du trésor américain, lesquels donnent droit à des intérêts. Ainsi, les pays qui possèdent du dollar possèdent, s'ils veulent l'utiliser, un pouvoir de créance sur le Trésor américain. Cela revient donc à faire du prêt avec intérêt aux États-Unis, pays qui émet la monnaie demandée et qui saura donc toujours satisfaire aux demandes de ses créanciers, sans pour autant toucher à ses réserves d'or.

Ce système est celui des Trente-Glorieuses, celui de la prospérité et du redressement d'après-guerre. Il fonctionne notamment car la stabilité économique du monde, la prospérité à l'Ouest, et la puissance des Américains sont de puissants dissuasifs pour tout allié désirant remettre en cause les accords monétaires. Mais cela ne va pas durer.

Cet étalon-or réformé, baptisé étalon change-or ou gold exchange standard, ne repose que sur la confiance que l'on accorde à un pays qui est alors au sommet de sa puissance, et qui plus est, meneur de la guerre froide qui oppose le bloc occidental au bloc soviétique ; et c'est précisément de là que viendront les outrances qui mettront fin à Bretton Woods.

La règle implicite du système exige que les États-Unis mènent une politique monétaire réaliste afin de préserver la valeur réelle du dollar ; toutefois, dans les années 60, la conquête de l'espace et la guerre du Vietnam vont requérir des sommes faramineuses.

Les USA émettent toujours plus de dollars, de l'argent dont on sait pertinemment qu'il excède les réserves d'or américaines et qui se déverse sur le monde, notamment sur les partenaires commerciaux de l'Amérique. Le taux de change étant fixe et à l'avantage des États-Unis, les pays amis qui reçoivent les capitaux américains, principalement l'Allemagne de l'Ouest, sont contraints d'avaler ces dollars et d'émettre de la devise nationale dans des proportions telles, que la politique inflationniste des Américains est finalement payée par ses alliés.

Ayant eux-mêmes rompu le lien de confiance, les États-Unis voient affluer sur eux les réclamations des Européens, lesquels exigent que leurs dollars ne soient plus échangés contre des bons du Trésor, mais bel et bien contre de l'or. À Washington, les dirigeants sont contraints de s'exécuter, jusqu'à ce que les réserves du pays atteignent leur seuil stratégique et que la conversion du dollar en or soit suspendue.

Le rideau se baisse sur le métal jaune qui perd définitivement son rôle dans le système monétaire international. Quant au dollar, il reste la monnaie de référence, tant pour le commerce international que pour les réserves de change des banques centrales du monde entier.

Mais l'énorme déficit commercial du pays oblige le gouvernement américain à dévaluer nettement sa monnaie. Cette politique a des conséquences profondes sur les échanges, notamment sur le prix du baril de pétrole qui se négocie toujours en billets verts. S'ajoute à cela le soutien américain à Israël alors que la guerre du Kippour vient d'éclater (1973). Tous les ingrédients sont ainsi réunis pour que commence la grande crise économique mondiale. (http://republiquesouveraine.com

Dites-donc, je m'adresse ici à mes adversaires, vous ne trouvez pas que cela fait beaucoup de gens d'horizons divers et avec lesquels je ne me suis pas concerté qui partagent la même analyse que moi, car ce que vous venez de lire n'est rien d'autre que ce que j'ai écrit ces derniers jours, j'ai été plus loin dans mon analyse je vous l'accorde et j'en ai tiré des conclusions qu'ils ne partageront pas, mais cela n'infirme en rien les faits rapportés ici et leur extraordinaire influence sur le cours de l'économie mondiale, non, vous n'êtes pas d'accord, vous ne voulez toujours pas en convenir, alors c'est incurable. Je vais ajouter d'autres articles que j'ai dégotés hier sur le Net. Je continue mes recherches.

ACTUALITE EN TITRES

Justice et politique.

- La grâce accordée à un pédophile fait scandale au Maroc - Liberation.fr

- France.Trois malfaiteurs relâchés par manque de places en prison - Liberation.fr

- Italie. Les partisans de Berlusconi menacent la coalition au pouvoir - Liberation.fr

- Chili: la justice classe une plainte des 33 mineurs de l'Atacama - AFP

Les travailleurs espagnols à l'ANI.

- Madrid doit stimuler l'emploi et la croissance, préconise le FMI - Reuters 02.08

L'obtension de son visa n'était-il pas conditionné à son silence ?

- NSA : un nouveau programme secret révélé par Snowden - Le Nouvel Observateur

La Russie a accordé un asile temporaire à M. Snowden, qui a quitté jeudi l'aéroport de Moscou où il était bloqué depuis plus d'un mois et se trouve désormais dans un lieu "*sûr*", mais inconnu. AFP 01.08

Comment ils pourrissent notre planète

- Les nappes phréatiques de Fukushima risquent de déborder - LeMonde.fr

- Le PDG d'Axa plaide pour le gaz de schiste et l'allégement des impôts - LeMonde.fr

- En RDC, le plus ancien parc naturel d'Afrique menacé par l'exploitation pétrolière - LeMonde.fr

Faux débat.

- Voile intégral : une loi difficilement applicable - LeMonde.fr

Loi ou pas loi, toute personne faisant l'objet d'un contrôle d'identité doit prouver que la photo qui figure sur ses papiers d'identtité correspond bien à son visage. Avec cette loi ils ont stigamisé les islamistes radicaux qui se posent en victimes innocentes et bons musulmans pour mieux légitimer leurs coutumes barbares. Les tiers-mondistes et autres gauchistes prennent leur défense

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Psychose. Conditionnement mondial ou coup de bluff. La CIA annonce qu'elle va passer à l'action. Heureusement que la NSA fait son travail !

- Al-Qaïda: Etats-Unis et Europe redoublent de vigilance - AFP

Alerte d'Interpol, fermeture des ambassades américaines dans les pays musulmans, Paris, Berlin et Londres qui en font de même au Yémen: les pays occidentaux redoutaient samedi des attentats d'Al-Qaïda, redoublant de prudence au Moyen-Orient et en Afrique AFP 02.08

- Les Etats-Unis alertent sur un risque d'attentat en août au Moyen-Orient et en Afrique du Nord - 20minutes.fr

Au lendemain de l'annonce de la fermeture pour raisons de sécurité d'une vingtaine d'ambassades dimanche, les Etats-Unis ont mis en garde vendredi contre des menaces d'attentats qu'Al-Qaïda pourrait perpétrer en août, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Le département d'Etat a diffusé vendredi un avis de prudence à l'attention de tous ses ressortissants dans le monde: des attentats sont possibles "*particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*", et Washington insiste également sur "*la péninsule arabique*".

Cette mise en garde a été lancée sur la base d'informations "*spécifiques et crédibles*", a précisé un responsable américain sous couvert d'anonymat.

"*Les Etats-Unis sont visés au quotidien par des menaces, mais cela atteint un nouveau seuil*", a ajouté Jason Chaffetz, un républicain qui a notamment critiqué l'administration Obama pour sa gestion de la sécurité dans ses ambassades.

"*Il y a une vraie menace au niveau mondial, nous devons prendre ces menaces très au sérieux*", a encore estimé M. Chaffetz, soulignant plus que jamais dans ces circonstances l'importance des programmes de surveillance antiterroriste. 20minutes.fr 02.08

Quand on a à l'esprit qu'Al-Qaïda est une création de la CIA et que la NSA a les moyens de contrôler les communications des dirigeants d'Al-Qaïda qui passent forcément par un serveur relié à un satellite occidental, on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit d'une manipulation qui va précéder une nouvelle offensive militaire américaine ou de déstabilisation quelque part dans le monde... A suivre.

Vaut mieux ne pas être de gauche.

- La situation économique s'aggrave selon sept Français sur dix - AFP

Sept français sur dix estiment que la situation économique s'aggrave, selon l'opinion exprimée dans un sondage CSA (pour l'Institut Montaigne et les Echos) qui tranche avec l'optimisme affichée par François Hollande.

70% des Français ont "*personnellement le sentiment que la situation économique en France est plutôt en train de s'aggraver*" tandis que 25% considère qu'elle est "*plutôt stable*" et seulement 4% qu'elle est "*plutôt en train de s'améliorer*".

Sans surprise, cette perception "*varie en revanche selon la proximité politique des Français*", les sympathisants de gauche se montrant moins pessimistes que les autres. Une proportion importante de ces derniers (46%) estime en effet que la situation est +plutôt stable+ (contre 44% voyant une dégradation) tandis que le pessimisme est largement majoritaire dans toutes les autres familles politiques : extrême-gauche (83%), MoDem (72%), droite (82%) et enfin Front national (92%). AFP 01.08

Il est dit que les "*sympathisants de gauche se (montreraient) moins pessimistes*", normal ils ne sont pas les plus mal lotis et se foutent bien que le reste de la classe le soit, leur niveau de conscience politique ne s'élève pas jusqu'à ce niveau-là...

- Hamon rappelle que les "***congés payés***", c'est la gauche - AFP

Le ministre de l'Economie sociale et solidaire, Benoît Hamon, s'est déclaré vendredi "*pas mécontent de partir en vacances*", rappelant que c'est "*la gauche qui a milité historiquement pour les congés payés*".

"*Comme tout le monde, je ne suis pas mécontent de partir en vacances*", a confié M. Hamon, avant le dernier conseil des ministre avant les vacances.

"*C'est quand même la gauche qui a milité historiquement pour les congés payés pour une raison assez simple: on a tous besoin à un moment de se reposer et de penser à autre chose que le travail*", a-t-il poursuivi. AFP 02.08

Les chômeurs qui sont victimes de la politique du gouvernement apprécieront ainsi que les millions de travailleurs et leurs familles qui n'ont pas les moyens de se payer des vacances.

Quant aux congés payés, ce sont les travailleurs par leur mobilisation qui l'ont imposé en 36, ils ne doivent rien au PS qui les a trahi et qui dans la foulée les a envoyés à la boucherie de la Seconde Guerre mondiale, un acquis du PS qui s'ajoutais à celui de la Première. Il est toujours bon de remettre les choses à leurs places.

La champ libre...

- OGM: le FN veut plus de marge de manoeuvre vis-à-vis de Bruxelles -AFP

Marine Le Pen, présidente du Front national, a dénoncé jeudi la décision du Conseil d'État d'annuler l'interdiction de cultiver en France le maïs transgénique MON 810 de Monsanto, y voyant un nouveau signe de l'absence de marge de manoeuvre par rapport à l'UE.

Après l'annonce de cette décision, pour non conformité au droit européen, les ministres de l'Agriculture et de l'Écologie, Stéphane Le Foll et Philippe Martin, ont rappelé "*l'engagement du gouvernement (de) maintenir le moratoire sur la mise en culture de semences OGM*". AFP 01.08

Hollande l'a confirmé depuis. De retour au pouvoir l'UMP n'aura plus qu'à s'appuyer sur la décision du Conseil d'État pour réintroduire en France le maïs transgénique MON 810 de Monsanto, à moins que des agriculteurs passent outre le moratoire décidé par le gouvernement...

Manipulation électorale.

- Delaunay (PS) : les personnes âgées, "***la clé***" des municipales de mars -AFP

Michèle Delaunay, ministre chargée des Personnes âgées, a estimé jeudi que les personnes âgées, qui "*jusqu'alors ont fait rempart au Front national*", seront "*la clé*" des élections municipales de mars 2014.

La ministre a indiqué sur i-télé avoir "*des inquiétudes*" sur la place du FN. Mais, a-t-elle dit, "*j'ai la conviction que les âgés, les personnes âgées, les 15 millions de ressortissants de mon ministère sont la clé de ces élections municipales*".

Constatant que "*jusqu'alors, ils ont fait rempart au Front national*", elle a dit "espérer et croire qu'ils ne cèderont pas aux sirènes du FN".

Evoquant la canicule et la nécessaire vigilance auprès des personnes âgées, Mme Delaunay a plaidé pour le développement de la télé-assistance, "*plutôt plus importante*" que les télé-alarmes pour protéger les maisons. "*Il vaut mieux protéger la grand-mère que l'argenterie de la grand-mère*", a-t-elle lancé. AFP 01.08

Les racketteurs du PS se chargent de "*l'argenterie de la grand-mère*" ou de taxer les retraités...

- Hollande annonce "***un plan de rattrapage***" pour les petites retraites des agriculteurs - AFP 02.08

François Hollande a annoncé vendredi lors d'une visite en Dordogne "*un plan de rattrapage*" pour les petites retraites des agriculteurs, pour lesquels sera désormais assurée une pension "*qui atteindra au moins 75% du SMIC*".

"*La situation des retraites agricoles n'est pas satisfaisante, il y aura donc un plan de rattrapage*", a déclaré le chef de l'Etat.

Selon la FNSEA, le syndicat majoritaire, plus d'1,2 million de retraités de l'agriculture ont une retraite moyenne de 722 euros par mois après une carrière complète.

Les trois-quarts du SMIC brut représenteraient une somme de 1.072,66 euros selon les calculs de l'AFP.

Le président de la FNSEA Xavier Beulin a salué cette mesure, sur BFM Business.

"*C'est une promesse du candidat Hollande, il la met en oeuvre, nous en sommes satisfaits*", a-t-il réagi. AFP 02.08

Dans un autre article de Reuters du 1er juillet on pouvait lire :

- Autre sujet sensible, il n'y aura pas d'alignement du mode de calcul des pensions de la fonction publique (sur la base des six derniers mois de carrière) sur celui du secteur privé (basé sur les 25 meilleures années).

Récapitulons : ils soignent les vieillards, les agriculteurs, les fonctionnaires, qui restent-ils à saigner ? Les patrons ? Diable, vous n'y pensez pas !

- L'idée d'un basculement sur la CSG ou la TVA d'une part de cotisations sociales - plutôt celles de la branche famille - en contrepartie d'une augmentation des cotisations retraite "*est en train de percer*", dit-on ainsi de source gouvernementale.

Cela éviterait de peser sur le coût du travail et la compétitivité des entreprises, ce que les organisations patronales, Medef en tête, veulent à tout prix éviter - une position que n'est pas loin de partager une partie au moins du gouvernement et de la majorité.

Un haut responsable gouvernemental salue d'ailleurs une "*ouverture*" dans les récentes déclarations du Medef envisageant une hausse "*limitée*" des cotisations de retraite en échange d'un basculement des cotisations familiales sur la CSG ou la TVA. Reuters 01.08

Réponse : tous les autres salariés, leur objectif étant de financiarisé toujours plus les retraites tout en s'assurant de la stabilité du régime en doudoyant certaines couches, la classe et les couches moyennes étant les principales visées, l'ensemble des travailleurs et des retraités imposables.

PS aux ordres de l'UE. Pire qu'une plaie purulente.

Mardi, la Commission européenne a imposé à la France de remettre sur le marché le traitement anti-acné Diane 35, largement prescrit comme pilule contraceptive avant son retrait en mai au vu des risques de thrombose.

La ministre de la Santé Marisol Touraine a mis en avant jeudi "*la sécurité renforcée*" autour du médicament Diane 35, un temps retiré du marché français au vu des risques de thrombose mais qui va y revenir sur décision de Bruxelles. "*Le volontarisme et l'initiative française (de saisir les instances européennes) a permis d'apporter une sécurité renforcée pour l'ensemble des citoyens européens*", a jugé la ministre sur RTL.

"*L'agence européenne a considéré que des restrictions devaient être apportées à la prescription de Diane 35 (...) que ce médicament présente un intérêt pour certaines formes d'acné, mais qu'il ne peut en aucun cas être prescrit systématiquement comme c'était le cas auparavant*", a-t-elle poursuivi.

"*La Diane 35 pourra être prescrite mais seulement en 2e intention, c'est-à-dire une fois qu'on aura essayé d'autres traitements*", a expliqué Marisol Touraine.

Par ailleurs, "*il devra y avoir une information sur les risques (...) avec notamment sur la boîte un logo indiquant que ce n'est pas un médicament comme un autre*".

Parce que voyez-vous, chaque médicament ne serait pas médicament différent des autres... Serait-ce à dire qu'on ferait croire le contraire aux patients moyennant un surcoût injustifié ?

En prévision d'une révolution ou d'une guerre civile

- Les forces spéciales, troupes d'élites, une priorité de la Défense - AFP

Les forces spéciales, troupes d'élites de l'armée française, se voient renforcées par le projet de loi de programmation militaire (2014-2019) présentée vendredi en Conseil des ministres, échappant aux nouvelles suppressions d'emploi (23.500).

Avec 1.000 hommes supplémentaires, en effet, leurs moyens sont accrus, après qu'elles ont t montré leur efficacité lors des opérations en Afghanistan, en Libye ou plus récemment au Mali, en termes "*de renseignement, d'éclairage aux autorités politiques, d'intervention rapide et de capacité de surprendre*", devenant ainsi "*une priorité de la loi*", selon un conseiller du ministre Jean-Yves Le Drian.

Actuellement ces forces regroupent environ 3.000 hommes surentraînés des trois armées, parachutistes, nageurs de combat, pilotes d'hélicoptères, capables d'intervenir sur tous les théâtres de guerre (terrestre, naval, aérien), ce qui en fait une force redoutable.

Selon l'universitaire Pascal Le Pautremat, moins d'une dizaine de pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie, Israël, notamment) possèdent des forces spéciales du niveau du contingent français. AFP 02.08

Quand les amis de monsieur Mélenchon ne sont pas frétentables, l'est-il ?

- Allemagne : Die Linke défend les services secrets - Mondialisation.ca, - 02.08

Extrait. Le parti Die Linke ("*La gauche*") est monté au créneau pour défendre les services secrets qui sont de plus en plus en difficulté suite aux révélations sur leur implication dans la surveillance de masse. Leur défense de l'Etat allemand et des services secrets dans diverses commissions parlementaires et institutions publiques montre le caractère réactionnaire de la politique deDie Linke.

Dans cette situation, Die Linke se rapproche de l'appareil d'Etat et a entrepris de couvrir la BND et les services d'espionnages intérieurs. De temps en temps, Die Linke lance une critique ponctuelle contre les services secrets et demande qu'ils soient mieux réglementés. De cette manière, ils cherchent à créer l'illusion que les services de renseignement peuvent être contrôlés et réformés par des moyens parlementaires. En fait, le parti travaille en étroite collaboration avec les services de renseignement.

Die Linke était et est toujours impliqué dans divers organes de l'Etat et est donc directement responsable de la gestion de diverses branches des services de renseignement. Leur membre Steffen Bockhahn siège à la Commission parlementaire de contrôle (PKG) à l'échelon fédéral. La PKG fournit une couverture pseudo-démocratique aux agences de renseignement allemandes. Ses membres peuvent visiter toutes les installations des services secrets, demander des inspections des fichiers et interroger le personnel ; cependant, ils sont tenus à une stricte confidentialité. En d'autres termes, la PKG est utilisée pour intégrer les députés dans les activités des agences de renseignement.

Bockhahn participe régulièrement aux réunions de la PKG et a dû par conséquent être informé à l'avance des intrigues des services secrets allemands. Contrairement à Edward Snowden, il adhère strictement aux protocoles de confidentialité. Dans un entretien figurant sur son site web, Bockhahn dit que quand cela concerne « *des informations vraiment sensibles,* » il faut accepter la confidentialité.

Bockhahn est un carriériste et un parvenu typique de Die Linke. Dans sa jeunesse, il était attiré par le mal nommé Parti du socialisme démocratique (PDS), qui avait succédé au parti d'Etat stalinien officiel de l'ancienne Allemagne de l'Est. Derrière sa rhétorique sur la démocratie et la liberté, le PDS prônait la restauration de l'économie de marché capitaliste. Il avait adhéré au PDS au lycée à 16 ans et avait longtemps été dans l'équipe du responsable fédéral du PDS, Dietmar Bartsch avant de prendre la direction de la section de Mecklembourg-Poméranie occidentale du parti.

Le représentant de Die Linke à la commission G10, Ulrich Maurer, a été encore plus clair à propos du travail des services secrets. Fin juin, s'exprimant à la radio Deutschlandfunk, il a dit qu'il supposait que les services secrets allemands opéraient dans le respect de la loi, et qu'ils fourniraient par conséquent les informations appropriées à la commission G10. « *C'est-à-dire, leurs demandes pour surveiller une personne doivent être bien fondées et présentées individuellement, et ensuite elles seront approuvées ou non.* » En examinant les demandes, la commission G10 n'« *opère pas sur la base de la méfiance,* » a-t-il affirmé.

La Commission G10 est plus petite que le PKG, et est nommée par celle-ci pour examiner les demandes des trois agences de renseignement pour surveiller les télécommunications et la poste. De cette manière, la participation de Maurer à cette institution directement et « *en confiance* » l'implique dans le travail des agences de renseignement. Mondialisation.ca - 02.08

Vive la gauche Syriza, Die Linke et le Front de gauche !

Hier, missionnaires et mercenaires, aujourd'hui humanitaires et agents de renseignement.

Travailleur humanitaire au XXIe siècle, un métier en danger? - AFP

En 2011, 308 travailleurs humanitaires ont été tués, enlevés ou blessés, un record, selon les dernières statistiques de Humanitarian Outcomes, un groupe de chercheurs basé aux Etats-Unis et dont les données sont suivies par l'ONU. La plupart des attaques ont lieu dans un petit nombre de pays: Afghanistan, Somalie, Soudan du Sud, Pakistan et Soudan.

Après un repli en 2010, le nombre total d'incidents contre les travailleurs humanitaires a repris du terrain, confirmant une tendance enregistrée depuis 2005, en particulier en ce qui concerne les enlèvements.

Selon les Nations unies, les enlèvements sont le type d'atteinte à la sécurité des agents qui connaît l'augmentation la plus rapide. Il y a eu ainsi 87 travailleurs humanitaires enlevés en 2012 contre 24 en 2002, selon Humanitarian Outcomes.

"*Nous étions pris dans des feux croisés il y a 10 ou 20 ans, maintenant nous sommes pris pour cible*", explique le patron du département des situations d'urgence au Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Amin Awad.

Au HCR, les délégués envoyés dans les situations d'urgence participent aussi à des jeux de rôle -- en Allemagne, Suède et Norvège. Prise d'otage, enlèvements, stress, tout est fait pour qu'ils soient "*prêts au pire*", explique M. Awad.

Pour sa part, l'ONU augmente aussi les préparatifs et a lancé en novembre 2011 une version révisée du cours de formation en ligne "*Sécurité de base en mission*". Et depuis cinq ans, le personnel envoyé sur les urgences reçoit en plus une formation spécifique, explique un porte-parole du Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), Jens Laerke.

A l'ONU, la formation pour le terrain "*s'est professionnalisée ces 4/5 ans, mais il y a encore du travail à faire*", reconnaît-il.

D'autres soulignent l'importance de défendre la neutralité des ONG afin de garantir leur sécurité. Mais, "*quand vous avez 10.000 ONG, les gens ne savent plus*" qui vous êtes, explique Philippe Ruscassier, en charge de la formation chez Médecins sans frontière (MSF) et qui a organisé des jeux de rôle pour l'institut de formation pour les métiers de l'humanitaire Bioforce à Lyon en France.

Mais malgré les dangers, le nombre d'ONG travaillant dans l'humanitaire n'a jamais été aussi élevé. On les trouve désormais presque partout sur la planète, et donc toujours plus exposées aux risques. AFP 01.08

Quand ils ne servent pas de vitrine à la CIA ou au MI6, ils servent à justifier des opérations militaires pour les délivrer d'organisations dites terroristes qui sont financées par les mêmes généreux donateurs, qui financent par ailleurs le Forum social mondial ou les altermondialistes...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

- L'UGTT donne une semaine au gouvernement tunisien pour partir - Reuters

L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a adressé vendredi un ultimatum au gouvernement dirigé par les islamistes modérés du parti Ennahda, lui donnant une semaine pour former un cabinet de techniciens face à la contestation qui sévit en Tunisie.

L'UGTT, qui compte quelque 600.000 membres, affirme qu'en cas de refus, elle sera "obligée d'envisager" d'autres options après avoir échoué à jouer un rôle de médiation entre le pouvoir islamiste et l'opposition laïque.

Les opposants tunisiens exigent une démission du gouvernement et une dissolution de l'Assemblée nationale constituante (ANC) alors que quelques semaines supplémentaires sont nécessaires pour rédiger la nouvelle loi fondamentale du pays.

L'UGTT, considérée comme proche de l'opposition, propose au pouvoir un compromis en instaurant un gouvernement technocratique tout en conservant l'ANC dont le calendrier de travail serait accéléré afin de doter la Tunisie d'une Constitution et d'un nouveau code électoral.

"*Nous allons poursuivre les négociations et si nos demandes de changement de gouvernement et d'application d'un calendrier par l'Assemblée constituante ne sont pas prises en compte, alors nous serons obligés d'envisager d'autres options*", a dit le secrétaire général adjoint Bou Ali Mbarki à la chaîne locale Nesma TV.

L'UGTT est l'une des forces politiques et économiques les plus puissantes de Tunisie.

Malgré la tentative de médiation, gouvernement et opposition ont paru durcir leurs positions jeudi, chaque camp appelant à une manifestation capable de rassembler un million de personnes cette fin de semaine.

Ennahda refuse de changer de Premier ministre et les opposants se montrent réticents à renoncer à leur demande de dissolution de l'ANC. Reuters 02.08

2- Iran

- Qu'a vraiment dit le président iranien sur Israël ? - Francetv info

Hassan Rohani a été accusé d'avoir comparé Israël à "*une blessure*" qui "*doit être éliminée*" lors d'un rassemblement pro-palestinien, mais ses paroles auraient été mal rapportées.

Le nouveau président iranien, Hassan Rohani, n'aurait pas appelé à l'élimination d'Israël, vendredi 2 août, comme annoncé plus tôt dans la journée. Les propos du président élu le 15 juin auraient été mal rapportés par certains médias locaux, comme le montrent des images diffusées par la télévision d'Etat.

Acte 1 : le départ de la polémique

Le nouveau président modéré iranien s'exprimait lors de la Journée de Jérusalem, un rassemblement pro-palestinien à Téhéran (Iran). Des médias locaux rapportent alors les déclarations du président iranien envers Israël : "*Le régime sioniste est une blessure infligée depuis des années au corps du monde musulman, et cette blessure doit être éliminée.*" Plusieurs quotidiens israéliens dont Haaretz (en anglais) se font l'écho de cette information.

Acte 2 : l'émoi israélien

Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, réagit immédiatement à ces propos prêtés à Hassan Rohani, estimant qu'il montre "*son vrai visage plus tôt que prévu*". "*Ces déclarations du président iranien devraient sortir une partie du monde de l'illusion dans laquelle il est plongé depuis l'élection en Iran*", ajoute Netanyahu.

"*Le président a changé en Iran, mais pas le but du régime, [qui est] de fabriquer l'arme nucléaire afin de menacer Israël, le Proche-Orient, et la paix et la sécurité du monde entier*", enchaîne le Premier ministre israélien. En juin, le monde avait salué en la personne de Hassan Rohani, l'élection d'un homme considéré comme modéré à la tête de l'Iran après les années de pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad.

Acte 3 : la véritable déclaration

Selon des images diffusées par la télévision d'Etat, vendredi dans la journée, Hassan Rohani a en réalité affirmé : "*Dans notre région, une blessure a été créée depuis des années dans le corps du monde islamique sous l'ombre de l'occupation de la terre sacrée de Palestine et de notre cher Qods (Jérusalem)*" par Israël.

Deux agences de presse iraniennes (Mehr et Isna) avaient ajouté dans leur version du matin que le président Rohani avait aussi déclaré : "*Et cette blessure doit disparaître.*" Dans l'après-midi, Isna a corrigé sa version en supprimant la mention "*doit disparaître*". Quant à Mehr, sa dépêche a été modifiée sans que l'agence donne d'explications. Francetv info avec AFP 02.08

Thierry Meyssan a sans doute raison de dire que ce sont les sionistes qui mènent la barque du monsialisme ou du néolibéralisme et qui décident en grande partie de la politique de Washingtion...

J'ai lu dans un article publié il y a trois jours que le ministre du Foreign Office britannique se disait prêt à reprendre des négociations directes avec Téhéran

---

SOCIAL

France

Des membres du comité de soutien des urgences de l'Hôtel-Dieu à Paris ont bloqué vendredi matin une tentative de déménagement d'une vingtaine de lits d'un autre service, celui de médecine interne, a-t-on appris auprès de la CGT.

"*Les membres du comité de soutien se sont rassemblés aux portes de l'hôpital pour empêcher le déménagement prévu en catimini de 17 lits du service de médecine interne, un des services d'aval des urgences*", a indiqué le syndicat CGT de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) dans un SMS envoyé à la presse.

"*Nous avons décidé de bloquer cette opération de démantèlement afin que l'hôpital du centre de Paris continue à soigner en toute sécurité*", ont indiqué par ailleurs dans un communiqué quelques membres du personnel soignant, dont le Dr Gérald Kierzek, l'urgentiste qui mène la résistance contre la fermeture des urgences du plus vieil hôpital parisien.

La direction de l'AP-HP et les responsables de la communauté médicale, qui ont un projet de reconversion de l'Hôtel-Dieu en "*Hôpital universitaire de santé publique*", dépourvu de lits, ont fait procéder depuis quelques mois à un déménagement progressif de plusieurs services de l'établissement.

Ils avaient décidé de fermer en dernier le service d'accueil des urgences le 4 novembre prochain. Mais la ministre de la Santé, Marisol Touraine, a décidé, le mois dernier, de repousser la date de fermeture à une date indéterminée, que l'on suppose postérieure aux élections municipales de mars 2014, ce conflit prenant un tour très politique.

La CGT et le Dr Kierzek ont interprété cette décision comme une prise en compte de leurs arguments pour conserver à l'Hôtel-Dieu une part d'hospitalisation classique.

Jeudi, la plus haute autorité médicale de l'AP-HP, le Pr Loïc Capron, président de la Commission médicale d'établissement (CME), a adressé par communiqué une mise en garde contre le risque sanitaire qu'il y aurait à ne pas fermer ces urgences rapidement, étant donné qu'il n'y a pratiquement plus de services d'aval (pour soigner les patients après leur passage aux urgences), à l'exception du service de médecine interne.

Les opposants à la fermeture estiment au contraire qu'en cette période de canicule, "*la nécessité du maintien des urgences avec ses lits d'hospitalisation à l'Hôtel-Dieu, apparaît plus que jamais comme essentielle*". AFP 02.08

Haut de page

Le 5 août 2013

CAUSERIE

Mon épouse a annulé son voyage en Inde au dernier moment car elle n'est pas en état de voyager selon son nouveau médecin. Elle a subi plusieurs analyses les derniers jours et les résultats étaient mauvais apparemment, je n'en sais pas plus. Elle est hospitalisée à partir d'aujourd'hui à l'hôpital d'Aubagne. Au téléphone en pleurant elle m'a dit que les médecins lui mentaient et qu'elle voulait savoir la vérité, en me demandant de ne pas l'oublier même si elle devait partir, entendez par là mourir. Voilà une semaine qui commence très fort.

Demain je publierai d'autres documents économiques de 2010 à 2013.

Je vous ferais remarquer au passage que la théorie que j'ai dévéloppée, il est est d'ailleurs exagéré de parler de théorie, disons plutôt le complément que j'ai apporté à mon analyse de la situation ne servait qu'à légitimer ou justifier la stratégie que je défends depuis des années, sa conclusion n'avait pas changé, à savoir qu'il nous faut construire un parti sur le modèle du parti bolchevik et qu'il faut aider les masses à élever leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société et du monde. En réalité, je n'ai fait qu'ajouter un facteur qui confirme les tâches que nous avons à accomplir dans la période actuelle.

On pourrait m'objecter que ce facteur contredit la théorie de l'effondrement du capitalisme de Marx. Or j'ai déjà précisé à plusieurs reprises que cet effondrement était déjà en train de se produire sous nos yeux (Irlande, Grèce, Portugal, Espagne, etc.), mais que jusqu'à présent il n'avait pas pris la forme qu'il avait emprunté lors des grandes crises du passé justement du fait de l'existence de ce facteur qui permettait d'en contrôler en grande partie le processus, le seul facteur demeurant inconnu ou incontrôlable demeurant le facteur social ou la réaction des masses qui comme chaque en sont les premières victimes, ce qui légitime le combat pour la révolution socialiste.

Hier j'ai lu plein d'articles économiques de 2010 à 2013, qui si les prédictions de leurs auteurs s'étaient réalisées nous serions déjà plongés dans une Troisième Guerre mondiale, je précise que ces auteurs étaient tous des économistes, des banquiers ou directeurs de grandes banques internationales, des experts en économie, des intellectuels de haut niveau. Vous vous souvenez sans doute que le journaliste économique Jovanovic nous prédisait la chute de l'économie mondiale chaque année

depuis 2008... qui n'est jamais venue telle qu'il l'entendait avec fermeture des bourses et de banques, etc. Bref, tout cela n'est pas très sérieux, cela me fait étrange de le dire alors que je ne suis ni un intellectuel ni un économiste. Cela dit, je n'ai pas besoin de la reconnaissance d'une institution ou d'un statut particulier pour réfléchir librement à la situation, modestement à mon niveau, on se passera aussi de l'autorisation de qui que ce soit n'en déplaise à certains.

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite.

Le 29 octobre 2010 un économiste ou ce qui y ressemble dénommé Onubre Einz publiait un article intitulé *La FED, les banques et la planche à billet aux USA : Réalité et fiction*. Dans son article il allait s'employer à nous démontrer "*l'irrationalité de l'expression planche à billet*" ou que la FED ne possédait pas plus de pouvoir sur la planche à billet des Etats-Unis que vous en avez sur votre propre banquier, bref que tout cela était de la "*fiction*".

Je dois vous avouer que je n'étais pas fier à la lecture des première lignes de son article, ni même à la fin, je me suis dit : voilà tu t'es planté en beauté, bravo, se vautrer de la sorte il faut le faire quand même ! J'étais dépité mais pas vraiment surpris car j'ai l'esprit ouvert au point de reconnaître immédiatement mon erreur et de me corriger, après tout il s'agit d'économie, je ne suis ni intellectuel ni économiste donc je devais admettre que je pouvais me tromper, et puis il y avait bien quelque chose d'extravageant dans cette histoire de planche à billet, j'avais été sceptique au départ à le croire, je m'étais tenu le même raisonnement que monsieur Coquema sans réfléchir plus que lui d'ailleurs, bref, n'étant pas du genre à me laisser abattre, je me suis dit que je ne pouvais pas en rester là et qu'une nouvelle lecture attentive s'imposait, car j'avais cru discerner malgré tout quelques failles dans la démonstration de cet économiste, en fait j'allais le relire trois fois de suite entre minuit et une heure du matin.

Je vous ferais remarquer au passage que j'ai procédé de la manière habituelle, qui a consisté à émettre une hypothèse ou une idée contraire à mon analyse pour en vérifier la validité ou l'infirmer si nécessaire, ce qu'aurait dû faire mon détracteur ce dont il a été incapable, sa démarche consistant uniquement à nier le point de départ de mon analyse et à me dénigrer, partant du principe qu'il détenait la vérité, et que cette vérité se plaçait au-dessus de toute analyse ou critique conformément à la méthode de ses dirigeants.

Maintenant nous allons voir que monsieur Einz avait emprunté la même démarche que mon adversaire, c'est-à-dire, que convaincu des "*illusions de la planche à billet.*" avant même toute analyse sérieuse ou refusant d'admettre qu'une hypothèse opposée pourrait être validée, il allait s'employer à nous en convaincre. Pour y parvenir ou confirmer la conclusion qu'il avait arrêtée avant toute analyse, il allait lui falloir tordre la réalité, la nier ou négliger volontairement certains faits qui invalidaient sa démonstration. Quand on veut réfléchir à une question dans la vie, vaut mieux le faire sans a priori, et en politique sans s'en remettre systématiquement à des principes élevés au rang de dogmes gravés dans le marbre.

On pourrait résumer en quatre points la méthode qu'il allait employer pour nous démontrer que la FED n'avait en réalité pour ainsi dire aucun pouvoir, et pour ne pas vous faire languir plus longtemps ou vous faire attendre la fin de cet article pour en connaître le dénouement, disons qu'il allait s'appliquer à absoudre la FED de tout péché car c'est pour lui une religion en lui reconnaissant des qualités extraordinaires, je n'exagère rien et vous pourrez en juger par vous-mêmes en lisant son article, nous avons à faire à un admirateur sans borne de la FED. Vous comprendrez mieux ainsi sa démarche et son aveuglement.

Commençons par ce qui serait faux d'après lui, rappelons pour situer notre affaire qu'elle concerne la crise née des subprimes aux Etats-Unis en 2008 et le traitement que la FED lui a accordé :

1- Le privilège d'émission monétaire de la FED lui permettrait de créer de la monnaie sans contrepartie est une vue de l'esprit, une invention.

2- Il n'y a pas eu explosion de la création monétaire.

3- Il n'y a pas eu augmentation de la masse monétaire en circulation.

4- La FED ne crée pas de monnaie, sauf quand la valeur de l'actif d'une banque à laquelle elle accorde des liquidités dépasse son passif, et cette valeur exédentaire aurait été insignifiante, donc elle n'a créé aucune monnaie.

5- Et pour finir, il n'y a pas d'inflation aux Etats-Unis (ou ailleurs créée par l'activité de la FED).

Les passages en italique correspondent au texte de monsieur Einz.

- "*Elle (le FED -ndlr) injecte de la liquidité dans l'économie en achetant des titres de dettes des agences et/ou de l'Etat fédéral et peut comme tel créer de la monnaie.*"

Voilà l'origine de sa confusion en admettant qu'il ne soit pas de mauvase foi, c'est l'inverse, la FED a créé de l'argent en échange des "*ressources des institutions bancaires*" qu'elle a vampirisées.

- "*Pour que les banques créent de la monnaie il faudrait que la somme de leurs actifs soit supérieure à la somme de leur passif.*

La réponse est positive si l'on examine la différence du passif et de l'actif des institutions de dépôts.

La différence entre l'actif et le passif des institutions de dépôts fait en effet apparaître une création monétaire cumulée variant entre 1600 et 2000 Md de $ entre 2006 et le T-2 2010."

La différence est donc de 400 milliards de $, mais il va s'employer à la diviser par 10 !

- "*Ces institutions appelées institutions de dépôts ont fourni des ressources à la FED excédant les montants légaux des réserves qu'elles doivent avoir en compte auprès d'elle. Ces réserves excédentaires ont été le moyen de financement de la FED qui a ainsi pu gonfler son bilan.*"

Bref, les institutions de dépôts sont pour les plus importantes d'entre elles celles qui dirigent la FED, elles ont fournis des montants erronés et la FED en aurait profité sans s'en apercevoir, elle n'y serait pour rien ! On se demandera au passage s'il veut nous prouver que la FED ne fabrique pas de la fausse monnaie ou s'il ne cherche pas plutôt à la disculper, la fin de notre article sera intéressante à ce titre.

- "*Le couple FED- institutions de dépôts n'a donc pas engagé les USA dans un déséquilibre actif-passif ou une création monétaire.*"

A l'aide d'une tautologie ou d'un sophisme il en déduit logiquement qu'il n'y a pas eu création monétaire, alors que les actifs ont dépassé les passifs après nous avoir expliqué que si un tel cas de figure se présentait il y aurait bien création monétaire ! Il n'est donc pas à une contradiction près.

Une différence de 2.500 milliards de $ entre les actifs et les passifs, une bricole "*ponctuelle*".

Le premier graphique concernant l'actif total des institutions de dépôts et le passif total des institutions de dépôts montre une augmentation des actifs entre 2007 et 2010 d'environ 2.500 milliards de dollars, il en concluera par une "*une augmentation ponctuelle des actifs totaux très nette en 2008*" qui en réalité s'est poursuivie, dans la suite de son article il s'emploie à le nier.

Ensuite, il n'est pas à une approximation près non plus, il "*paraît*" que, il n'en est pas sûr, il n'en sert rien, mais il nous assène une vérité et on devrait le croire sur parole.

- "*L'inscription des réserves excédentaires dans le total des actifs des institutions de dépôts paraît maîtrisée.*"

Qu'on se le dise. En réalité, elle sera fauduleuse ! Il minimise la "*monétisation*" par la FED au moyen d'un syllogisme : la monétarisation entraînerait de l'inflation, il n'y a pas eu monétarisation, donc il n'y a pas d'inflation. CQFD.

- "*La décision de la FED de substituer des achats de bons du Trésor aux dettes et RMBS des GSE ne pose à ce titre aucun problème car le bilan de la FED ne sera pas changé : l'actif de la FED devra rester proche de son passif. Le financement de l'achat de bons du Trésor par monétisation n'implique donc nullement l'appel à une mystérieuse planche à billet. Cette monétisation, de surcroît limitée, ne pourra pas avoir en elle-même d'effet inflationniste que l'on prête habituellement à la planche à billet car les USA ne s'apprête pas à faire tourner une quelconque planche à billet.*"

4.000 milliards de $ une broutille en face desquels la FED affiche un point d'interrogation, ce qui confirme qu'elle n'a de compte à rendre à personne. Le voilà qui extrapole et n'ayant pas de réponses aux questions qu'il se pose, il affecte un airdésabusé. Excellent.

- "*Nous serions fortement désireux de déterminer ce que recouvre la rubrique Autre. Mais la FED ne communique pas sur les 4000 Md de $ d'actifs des institutions de dépôts…Le quart des actifs des institutions de dépôts ne peut donc faire l'objet d'un commentaire. Il s'agit probablement de placements financiers spéculatifs et de crédits aux entreprises financières et non-financières. La FED s'est fait une particularité de ne pas identifier certaines classes d'actifs ou de patrimoine appartenant aux entreprises financières et non financières. Allez savoir pourquoi ?*"

Ne faisons par le procès de la « *monétisation* » de l'économie, cela n'existe pas davantage que la planche à billet nous dit très sérieusement monsieur Einz, circulez il n'y a rien à voir! Sauf, car il doit sentir qu'il a été trop loin et que le lecteur va peut-être finir par douter de la crédibilité de son argumentation, du coup il émet benoitement un doute, je vous rassure, auquel il ne donnera pas suite évidemment.

- "*Ou si la rubrique autre du passif des institutions de dépôts faisait apparaître une couverture dont la valeur est problématique. Mais il faudrait savoir ce qui se trouve exactement sous la rubrique autres.*"

Comme personne n'en saura rien, faisons comme si elle n'existait pas, après tout 4.000 milliards de $ qu'est-ce que c'est, hein ? davantage que le budget total des Etats européens par exemple.

La FED sauve les banques, mais son rôle n'aura été que "*ponctuel*", "*modeste*", elle serait intervenue "*très brièvement*", pas de quoi casser une patte à un canard, pourquoi s'y attarder franchement?

- "*Le passif interbancaire fait d'abord apparaître le rôle central des emprunts à la FED pour faire face aux difficultés des banques. (...) ... c'est la partie saine des institutions de dépôts et les banques étrangères qui sont venues au secours des banques ; la FED n'a joué que le rôle de médiateur ponctuel dans l'opération. Elle a donc bien agi comme une banque permettant un transfert de fond via la formation des réserves qui l'ont alimenté.*

Le développement rapide des Interbank liabilities montre que le gonflement du passif des institutions de dépôts n'aura fait que très brièvement appel aux capacités de la Réserve fédérale."

Les ressources des banques tombent soudain du ciel, quel monde merveilleux !

- "*Les ressources des banques ont ensuite fait appel à l'augmentation des dépôts stimulés par la crise soit que l'on assiste à la reformation d'une épargne des ménages, soit que les acteurs économiques financiers et non-financiers en augmentent le volume en réduisant leurs investissements ou leurs transactions.*

Dans les RPS, les fonds fédéraux sont marginaux et ne confère qu'un rôle modeste à la FED."

Il ne cesse de minimiser le rôle de la FED, c'est à croire qu'elle n'existerait pas que le capitalisme américain pourrait s'en passer et s'en sortir tout aussi bien. Tenez, monsieur Coquema, il faudrait l'inventer, Tardieu est très fort dans ce domaine avez-vous dit, pas bol, il y en a qui y ont pensé avant moi. Je vous cite, ne le prenez pas mal, vous allez devenir célèbre !

En examinant le dernier tableau qu'il fournit sur le passif des institutions de dépôts, on remarquera que les banques ont bénéficié de 972 milliards de $ de liquidités en 2008 (en jaune) pour assurer les transactions interbancaires et éviter une paralysie de l'économie ou son effondrement, qu'entre 2006 et 2010 les dépôts bancaires ont augmenté de 1.500 milliards de $, que les fonds hypothécaires ont bénéficié entre 2006 et 2010 de 1.000 milliards de $, et pour compléter le tableau, la ligne "*others*", autres crédit bancaires d'origine indéterminé a augmenté de 1.100 milliards de $ durant la même période, le tout pour ainsi dire par enchantement.

D'ailleurs, c'est avec désinvolture que l'auteur de cet article traîte ces 4 ou 5.000 milliards de $, admirez la formule qu'"*il n'est pas nécessaire de pousser plus avant le commentaire de ce tableau* après avoir minimisé le rôle de la FED.

Ce sont les économies des pays émergents et des pays qui financent la dette américaine ou dont les banques centrales possèdent un stock important de dollars qui font l'objet d'une forte inflation, ils sont même obligés d'acheter du dollar pour empêcher que leur monnaie soit réévaluée, mais cela il n'en parlera pas.

- "*Si les USA faisaient tourner la planche à billet, leur économie devrait connaître un niveau d'inflation sensible depuis le début de la crise. Or il n'en est rien.* "

Les Etats-Unis sont le seul pays au monde où les prix à la consommation n'augmentent pas, d'ailleurs c'est bien simple, il n'y a même pas de pauvres dans ce pays !

- "*Les effets inflationnistes de telles progressions (actifs bancaires - ndlr) sont quasiment nuls, cette nullité est d'autant plus forte qu'une large partie de ces crédits n'ont pas d'impact direct sur le coût de la vie.*"

Il nous confie un tour de passe-passe dont il ne tiendra pas compte non plus, "*la valeur des actifs immobiliers n'y est pas comptabilisée*".

- "*Les crédits à l'économie sont marqués par la baisse des crédits hypothécaires que vient compenser la montée des crédits à la consommation aux T-1 et T-2 2010. L'effet inflationniste de ces deux crédits est nul sur l'inflation car la valeur des actifs immobiliers n'y est pas comptabilisée.*

Et d'en déduire tranquillement.

- "*Le crédit distribué par les institutions de dépôts n'est pas inflationniste.*"

- "*La politique de la FED n'a donc pas été inflationniste.*"

Cela ressemble à la méthode Coué !

L'inflation a une origine bien connu qu'il faut combattre, là on commence à voir le bout du nez des intentions iédologiques qui animaient cet économiste.

- "*La seule inflation qui peut être faite est en dernière analyse causée par des dépenses publiques impactant fortement le pouvoir d'achat des ménages ou les investissements des administrations publiques. Les USA ne se sont pas placés jusqu'alors dans ce type de configuration. Ils pourraient être tentés de le faire en laissant filer l'inflation pour éviter la déflation des prix. Le déséquilibre des comptes de la FED ou des institutions de dépôts serait la traduction de ce revirement.*"

Dès lors sa conclusion ne vous étonnera pas, je vous l'avais fournie au début de l'article.

- "*L'expression planche à billet, couramment utilisée pour désigner les achats de la réserve fédérale se révèle être une fausse expression. Les institutions de dépôts ont bien fourni des réserves à la banque fédérale mais sans faire de création monétaire. L'expression création monétaire est donc une expression fausse d'un strict point de vue comptable. La FED et les banques n'ont pas fait de création monétaire pour assurer les opérations extraordinaires de la FED depuis 2008.*

Du point de vue de l'actif des banques, la crise a fait jouer un rôle important aux emprunts de la FED en 2008, mais depuis lors la stabilisation du bilan de la FED et la ventilation du total de ces actifs a évité une explosion du crédit et des investissements des institutions de dépôts. Loin d'être un facteur d'explosion du crédit, les besoins de la FED ont été remarquablement bien couverts par les aménagements des actifs entre investissements et crédit à l'économie. La crise générale du crédit à permis une absorption douce des besoins de la FED dès 2009."

Remarquable langue de bois, n'est-ce pas, en fait l'économie américaine au bord du gouffre s'est sauvée elle même grâce à un miracle, la FED y a contribué, mais si peu, si modestement que cela ne figurera dans aucun manuel scolaire ou d'économie. Et pour cause.

En réalité, la FED fait tourner la planche à billet à partir de rien, elle les fournit au Trésor qui va les transformer en obligations moyennant intérêts, le Trésor se charge de trouver des acquéreurs aux Etats-Unis et sur le marché mondial en échange de sa garantie, auxquels il paiera des intérêts et le tour est joué. C'est la dette américaine qui est à l'origine de la création monétaire et des intérêts que l'Etat verse aux banquiers, eux, ils ont juste eu à payer le papier et l'encre ! Quant au marché, la FED lui fournit des liquidités selon le même mécanisme à ceci près que des titres ou actifs remplacent les bons du Trésor. Et pour que le compte soit bon, les banquiers de la FED alimentent les propres banques qu'ils contrôlent et la boucle est bouclée.

J'ai gardé le meilleur pour la fin, la cerise sur le gâteau qui montre que l'article de monsieur Einz n'était qu'une pure construction destinée à nous induire en erreur et à camoufler le fonctionnement réel de la FED.

Pour conclure, il termine en nous dévoilant son penchant pour l'idéologique néolibérale qui transpirait tout au long de sa démonstration.

- "*Au-delà le choix d'une forte inflation supposerait la fin du modèle de croissance financiarisée que les années Reagan ont mis en place. La dépression finirait par tout emporter, y compris la prudence financière des USA dont témoigne ce post.*"

Autrement dit la FED, et tous les présidents américians depuis Reagan ont fait du bon boulot, continuez !

- "*Le risque réside toujours dans le financement de la dette souveraine par le marché et accessoirement par la FED. Un financement inflationniste supposerait d'une part de la création monétaire dans les conditions que nous avons précisées et d'autre part une fuite en avant dans le déficit public répondant aux exigences d'un redressement économique d'une économie en dépression. Faute de disposer des capacités financières nationales et du soutien mondial, cette forme de sortie de crise est peu probable.* "

La Chine et le Japon sont les principaux acquéreurs des bons du Trésor américain à hauteur d'environ 4.000 milliards de $, ils ont commencé à s'en délester au profit de la Grande-Bretagne qui a pris le relais, quand aux 13.000 milliards de $ restant c'est en grande partie la FED qui les possède, donc la FED n'en possède pas "*accessoirement*", qu'ils soient dissimulés dans différentes institutions financières ou banques monsieur Einz n'ira pas fouiller jusque là, il voulait juste nous prouver que la FED ne crée pas de monnaie, ne contrôle pas la masse monétaire en circulation, d'ailleurs elle n'a jamais augmenté, c'est plutôt raté. Osons affirmer au regard de la vidéo qui suit, qu'on ne peut pas avoir aucune confiance dans les comptes de la FED.

Le lien vers l'article de monsieur Onubre Einz :

- Le FED, les banques et la planche à billet aux USA : Réalité et fiction (criseusa.blog.lemonde.fr)(29.10.10)

Comme quoi le camouflage fonctionne bien, un internaute avait écrit le commentaire suivant, extrait :

- "*Merci pour cette mise au point. Je fais partie de ceux qui ignoraient la réalité et pensaient que la Fed avait opté pour une inflation « masquée » afin d'éviter l'implosion du système économique américain.*"

Un autre s'était montré plutôt perplexe face à cette démonstration à l'emporte-pièce :

- "*Il semblerait que vous ne teniez aucun compte des données financières réelles.*"

C'est un euphémisme !

Un troisième se voulait plus catégorique encore :

- "*Le point de départ de votre raisonnement est pour le moins contestable: vous réduisez la création monétaire aux pièces et billets en circulation, soit à l'agrégat M1. Ce que je peux comprendre, puisque M3, un instrument autrement plus précis, n'est plus publié par la Fed vu son extraordinaire expansion ces dernières années. En réalité, les risques inflationnistes sont calculés à partir de l'évolution de M3.*"

On va tous les mettre d'accord on regardant la vidéo suivante, comme dirait l'autre il n'y a pas photo.

9000 milliards de dollars volatilisés à la FED - Mise en ligne le 12 août 2009

https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Tpyot9UCCj8

Lors d'une commission du Congrès ou de la Chambre des Représentants, l'Inspecteur général de la FED dit qu'elle ne sait pas à qui a été distribué cet argent de poche et combien exactement, cette somme gigantesque figurait "*hors bilan*" selon un rapport de Bloomberg, elle dit "*nous n'avons pas de juridiction pour faire sortir et vérifier les activités bancaires de la FED*", le président de la commission lui pose à nouveau la question, elle répond qu'elle n'est pas en mesure de dire où sont passés ces 9.000 milliards de $, elle n'en sait fichtre rien, c'est extraordinaire, à voir absolument, elle est très courte.

Et monsieur Einz de nous assener ses certitudes qui n'engagent que lui, extravagantes ou ne correspondant manifestement pas à la réalité. Et voyez-vous monsieur Coquema, je n'ai pas divagué, je n'ai rien inventé. En fait j'aurais pu me contenter de cette vidéo mais j'aime bien réfléchir par moi-même, je sais que c'est un vilain défaut, je ne me contente pas du catéchisme selon saint Lambert ou Gluckstein qui nous ont menés là où nous en sommes, si vous me permettez de dire ce que je pense.

Du coup, je ne sais pas si cela vaut le coup de perdre mon temps à répondre à vos courriels.

Haut de page

Le 6 août 2013

CAUSERIE

J'ajouterai une quinzaine d'articles ce soir, plus un petit dossier sur le Moyen-Orient avec des articles du 27 juillet au 5 août.

Après correction des nombreuses fautes, j'ai mis en ligne au format pdf les 8 articles des derniers jours intitulés *Une nouvelle stratégie de la lutte de classe liée à une nouvelle analyse du capitalisme.*

Nous poursuivons ce matin.

Avant j'ai une question à vous poser :

En 2008, les conditions étaient réunies pour que l'économie américaine s'effondre et entraîne dans sa chute l'économise mondiale, nous sommes bien d'accord n'est-ce pas ? je parle au regard des autres crises semblables dans le passé, celle-ci

était encore plus gigantesque en réalité.

Vous avez pu constater comme moi que finalement il n'en a rien été, les bourses et les banques n'ont pas fermé, etc. Ils ont donc trouver le moyen de juguler cette crise avant qu'elle ne se répande comme une traînée de poudre et emporte tout sur son passage, nous somme toujours d'accord n'est-ce pas ?

Ma question est la suivante : Doit-on en tirer des leçons, en tenir compte au niveau de notre stratégie ? Vous avouerez que ce n'est quand même pas un crime de se poser cette question élémentaire, non ? Doit-on faire comme si finalement il ne s'était rien passé, minimiser cette crise, il y en a qui reculent devant rien pour avoir toujours raison, doit-on ignorer le rôle de la FED, notamment, etc. ? Peut-on tenir le même discours, la même ligne politique et la même stratégie avant et après ? Si non, on aura compris pourquoi, si oui, pourquoi, que nos dirigeants s'expliquent, ce serait la moindre des choses, non ?

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 9.

Un florilège des courriels de monsieur Coquema des derniers jours.

Notez bien les dates, je les fais figurer quand c'est nécessaire pour que le lecteur puisse suivre l'enchaînement de faits.

En comparant la manière dont il m'a traité le 2 août et ma réponse du lendemain dans le site et non par courriel, vous constaterez que j'ai encore fais preuve de mesure et d'indulgence envers ce type qui me harcèle depuis des années il faut le rappeler, il n'en était pas à son premier coup d'essai.

2 aout 14h33

- "*Tardieu, ou la planche à conneries illimitée!* "

- "*Débilité quand tu nous tiens!*"

- "*La hargne antitrotskyste malgré les grandes proclamations pour avancer masqué!* "

Il m'a traité de con illimité, de débile, d'antitrotkyste et pour finir de manipulateur. Et il voudrait que j'ouvre un forum !

Le lendemain, le 3 août, dans ma causerie j'ai écrit : "*Depuis avant-hier, la vermine qui me poursuit de ses courriels vénimeux m'en a encore envoyé trois autres*".

Le jour même à 14h13 il me répond dans un courriel :

- "*L'impuissance mène à l'insulte, c'est bien connu ("vermine", rien que ça!) Mais tu as l'excuse de l'isolement, propice au délire!*"

Vous préférez peut-être le terme de parasite !

Son entreprise depuis des années consiste à tenter de saper mon moral et à me faire taire, car mes analyses l'indisposent, ils ne les supportent pas manifestement. Il avait cru réussir cette fois, pas de bol, c'était une fausse bonne surprise que j'avais concocté pour qu'il nous montre de quoi il était capable et on a été servi.

Le lendemain, ayant rétabli le site tel qu'il était la veille, il est dépité et veut nous faire croire qu'il l'apprécie, il fallait oser, il l'a fait. Jugez vous-mêmes.

2 aout 14h33

- "*Il a encore besoin qu'on lui coupe le sifflet ! je crois qu'il est sur la bonne voie!*

- "*Il savourait son triomphe, enfin Tardieu va fermer sa grande gueule, ouf j'en suis venu à bout !*

3 aout 14h13

- "*Pour moi aussi, qui ne parle qu'en mon nom propre (je le précise, car les militants n'ont sans doute pas de temps à perdre), c'était un piège afin que tu continues à nous fournir en informations diverses et variées....quel gain de temps, je t'en prie, ne t'arrête pas!*"

Quel pauvre type, vous n'avez décidément aucune dignité ! Il se permet de me tutoyer, alors que je le vouvoie, mais cela n'a pas d'importance.

Je me demande à quoi peuvent bien lui servir les informations qui figurent dans mon site puisque il vient de nous démontrer qu'il était incapable d'évoluer, mais bon, il est bien connu qu'on ne se refait pas.

La NSA ou une autre agence de renseignement a pénétré le serveur (OVH) qui abrite le site, donc désormais ils possèdent votre nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, etc. ils savent tout sur vous monsieur Coquema, nous non à part votre nom et franchement c'est suffisant.

- "*Tardieu se comporte d'autre part en véritable délateur, n'hésitant pas à donner sur son site (public) les noms propres (Coquema et non pas Coquéma!), on voit la mentalité de quelqu'un qui n'est même pas capable de mener une discussion en face par face (par exemple sur un forum)*"

Poursuivons avant de répondre.

- "*Tardieu, tout comme les capitalistes, méprise le peuple, les fonctionnaires embourgeoisés, la défense des acquis, les syndicats, les trotskystes, la Quatrième Internationale (présente dans 50 pays)*"

Depuis août 2008 j'ai fourni aux lecteurs dans mes causeries tellement d'informations sur moi-même qu'ils en connaissent autant sur moi que moi-même, donc vous pourrez raconter ce que vous voulez sur moi, personne ne vous croira, vous vous êtes vous-même totalement discrédité, personne ne vous accordera le moindre crédit.

Quant au forum, c'est de la merde et il faut avoir du temps à perdre pour le gérer, je ne participe à aucun forum, ma page Facebook que je n'ai pas réussi à effacer est vide et je n'ai pas de compte Twitter ou autres "*réseaux sociaux*". Au fait, vous devriez conseiller au POI d'en créer un...

Il y en a un qui un jour a multiplié les pains, un autre les divisent, à chacun sa croix !

3.000 visites (environ) en mai 2012.
10.367 visites en mai 2013. 20.381 téléchargements.
14.100 visites en juin 2013. 27.440 téléchargements.
11.800 visites en juillet 2013. 25.355 téléchargements.

- "*Un cauchemar !!! Avec 7 adeptes en 5 ans! Il est beau le nouveau Marx!*"

Vous devez confondre avec vos dirigeants qui se prennent pour ses héritiers... N'oubliez pas feu-Lambert.

Passons. Je ne répondrai plus à ces courriels, depuis quelque temps déjà ils apparaissaient dans les spams et je les balançaient sans les ouvrir, on va reprendre cette bonne habitude, comme m'a dit un jour Eyschen, tu ne feras pas boire un âne qui n'a pas soif, monsieur Coquema n'aura pas de mal à imaginer de qui il parlait la réponse figure plus haut.

Le donneur de leçon ou la crécelle.

- "*Quand Tardieu aura compris que l'idéologie dominante est celle de la classe dominante, que seule une minorité construisant le parti révolutionnaire peut s'en émanciper (et pas totalement!) pour préparer, grâce au parti révolutionnaire (quelques milliers de bolcheviks seulement en février 17) la fusion entre le programme révolutionnaire et l'irruption de la classe ouvrière dans un processus révolutionnaire.*"

Après l'écrasement sangant de la révolution de juin 1848, Marx et Engels en avaient conclu que le coup de force blanquiste appartenait au passé et qu'il fallait changer de stratégie et doter le prolétariat d'une solide organisation, un parti et une Internationale ouvrière.

La révolution russe de 1917 prouva que la méthode était la bonne. Puis vint le stalinisme, l'antithèse du socialisme mais qui se drappa du bolchevisme ou léninisme pour conquérir et conserver le pouvoir. Plus tard les Chinois et les Cubains allaient les imiter, les staliniens.

Trotsky est disparu avant de nous livrer le fond de sa réflexion après avoir affirmé à plusieurs reprises face à la faiblesse politique du prolétariat qui allait être une des causes des défaites de toutes les révolutions en Europe et du pourrissement du mouvement ouvrier internationale par le stalinisme les deux étant liés, qu'il serait beaucoup plus difficile pour le prolétariat dans

l'avenir de vaincre, car il ne concevait pas le combat politique autrement que dans la perspective de la prise du pouvoir, objectif totalement abandonné par tous les partis depuis, et que pour y parvenir il faudrait impérativement élever la conscience des masses à un niveau supérieur à celle du prolétariat russe en1917.

Quelque part, et c'est l'interprétation personnelle que je fais de cette réflexion de Trotsky, cela revenait à dire que la méthode ou la stratégie adoptée en 1917 devait être modifiée si nous voulions avancer vers notre objectif, ce que le dévelopement des moyens de communication ou des médias n'a fait selon moi que confirmer, mais pas seulement, les modifications intervenues dans le mode de vie des travailleurs qui disposent de temps libre pour se distraire plus que pour se cultiver dans bien des cas, l'amélioration de leurs conditions d'existence qui allaient leur faire supporter un peu mieux le capitalisme et tendre à leur faire abandonner la perspective du socialisme, bref, plusieurs puissants facteurs allaient intervenir pour détourner les masses du combat pour le socialisme ou changer la société, et c'est effectivement ce qui s'est passé, certains pourront le nier, peu importe.

Du coup, le jour venu où le capital connaîtrait une nouvelle crise ou déciderait de siffler la fin de la récréation, personne ne comprendrait ce qui se passerait, voyez les Grecs qui ont tout perdu ou presque en un rien de temps, ils ont été incapables de d'organiser et de passer à l'offensive parce qu'ils n'y étaient pas préparés, ils ont tenté de résister, mais leur niveau de conscience politique était trop bas, tellement bas qu'ils n'ont pas réussi à se hisser au niveau des tâches politiques correspondantes à la situation. Après on peut nous raconter ce qu'on veut, ce sont les faits.

On va peut-être nous rétorquer que c'était inévitable que le cours de la situation emprunte cette direction, certes, à condition de ne pas la confondre avec l'interprétation qu'en feraient les masses et qui aurait pu être totalement diffférente si elles avaient eu un niveau de conscience plus élevé, on peut même avancer sans prendre un grand risque de se tromper, que le gouvernement n'aurait jamais pu poursuivre ses manipulations avec Goldman Sachs conduisant à l'effondrement de l'Etat grec si les masses avaient été en mesure de comprendre ce qui était en train de se produire, mais si maintenant on veut nous faire croire que du jour au lendemain on peut élever son niveau de compréhension à celui d'un militant conscient en partant de zéro ou presque, je m'incline.

Personnellement j'ai eu besoin de plusieurs années de travail acharné pour parvenr à mon niveau actuel, et voyez-vous je ne suis pas du tout persuadé que beaucoup de militants comprennent grand chose à la situation, je ne parle même pas de l'économie mondiale ou de la finance en particulier.

On peut se gargariser de formules apprises par coeur qui datent d'une époque déjà lointaine et qu'on répète sans cesse pour se convaincre qu'on a bien compris la situation ou qu'on a raison, d'ailleurs on se demandera ce qui l'emporte chez mes adversaires, réfléchir pour comprendre la situation ou trouver uniquement matière à justifier leur politique.

Je réaffirme la nécessité de construire un parti sur la base du léninisme, mais à côté il faudrait développer une structure qui permette d'accueillir des travailleurs qui ne sont pas prêts à assimiler le programme de la révolution socialiste, qui présentent des désaccords avec nous, qui ne veulent pas particulièrement rejoindre un parti ou se sentir lier à un parti, resterait à déterminer sur quelle base politique cette organisation ou association pourrait fonctionner en relation avec le parti tout en étant autonome, de manière à attirer des centaines de milliers de travailleurs et jeunes, véritable creuset pour construire pas à pas le parti, base politique qui incluerait la liquidation du capitalisme, on ne pourrait exiger moins, elle figure dans les statuts de plusieurs syndicats (à titre purement théorique évidemment), et sur le plan politique faire preuve de souplesse et s'en tenir à l'objectif qu'il faudrait un gouvernement et des institutions qui prendraient réellement en compte les droits et les besoins sociaux des travailleurs, leurs aspirations, puisqu'ils sont la majorité de la population. En procédant de la sorte on éviterait de les braquer sur les institutions de la Ve République, que de son côté le parti combattrait au quotidien dans la perspective de leur liquidation, on permettrait ainsi que la discussion demeure ouverte sur la participation ou non à ces institutions tout en les combattant, sachant que les travailleurs et les militants d'horizons divers ont des niveaux politiques différents ou n'interprètent pas les institutions de la même manière.

J'aurais tendance à dire que l'essentiel du fonctionnement de cette organisation ou de cette association qu'on pourrrait appeler quelque chose comme l'Association des sympathisants ou des amis du parti X ne serait pas tant dans son orientation politique ou les initiatives qu'elle serait amenée à prendre, que dans le programme de formation qui serait dispensée à ses membres selon le principe du volontariat, et les documents qui seraient produits et qui leur seraient destinés pour élever leur niveau de compréhension de la société. Limiter les contraintes ou ce qui peut passer pour une contrainte en rejoignant cette association pour libérer l'imagination des travailleurs et jeunes qui en feraient partie tout en les guidant ou en leur fournissant des points de repères pour qu'ils ne s'égarent pas, faire en sorte que chacun y participe à son niveau et échange ses expériences avec les autres membres de l'association, de manière à créer une dynamique qui donne à chacun envie de se rendre utile et d'aller de l'avant, quelque part il nous faudrait copier ce qui se fait dans le monde assiatif, en prendre le meilleur et rejeter le reste.

Développer la fraternité entre travailleurs et militants d'horizons divers qui ont en commun certaines valeurs ou règles, convictions, idées, certains principes, un profond respect de toutes les victimes du capitalisme mais aussi un attachement à l'Etat de droit, à la justice, ce qui ne veut évidemment pas dire soutenir l'Etat et la justice tels qu'ils existent bien que ce puisse être nécessaire contre ceux qui les bafouent mais à condition de s'attaquer à ceux qui sont responsables de cette situation-là.

On a besoin d'un parti qui soit un véritable bastion de la révolution socialiste, une véritable forteresse dans laquelle l'idéologie de la classe dominante n'ait aucune chance de s'implanter solidement, qu'elle puisse s'y infiltrer c'est inévitable puisqu'on recrute

des travailleurs qui ont différent niveau de conscience politique, un parti composé des éléments les plus conscients, les plus avancés, les plus combatifs de toutes les couches du prolétariat et de la petite-bourgeoisie et même au-delà, qui adhère au programme de la révolution socialiste, aux statuts du parti, qui s'engagent librement à élever leur niveau de conscience politique car c'est le travail de toute une vie et le parti ne peut pas se permettre de comporter dans ses rangs des militants qui ne donneraient pas pour objectif de progresser, c'est à eux de montrer l'exemple aux travailleurs et aux autres militants.

On ne devient pas ou on ne forge pas un militant conscient en quelques jours, un haut niveau de conscience politique n'est pas inné, cela ne s'improvise pas, cela nécessite des efforts, de s'imposer une certaine discipline et de s'y tenir. L'objectif est de garder les militants qu'on a conquis au parti ou qui l'on rejoint d'eux-mêmes, d'en finir avec le parti passoire qui gagne des milliers de militants pour en perdre autant quelque temps plus tard, et si Trotsky estimait qu'il faudrait élever considérablement le niveau politique des masses pour espérer un jour prendre le pouvoir, il est évident que cette élévation de la conscience des travailleurs devait se traduire en terme de construction du parti, sinon à quoi bon ou alors il faudrait réviser ou abandonner le léninisme et revoir la place déterminante du parti dans la révolution et la prise du pouvoir, tel n'est pas notre propos.

C'est la combinaison du parti et de l'association de ses sympathisans qui répond le mieux à la situation et aux tâches que nous avons à accomplir, qui à un moment donné s'ils étaient suffisamment développés pourraient entraîner dans leur sillage des millions de travailleurs et préparer les conditions nécessaires au renverserment du régime en place, c'est cette stratégie que je défends. J'ai bien conscience que cette stratégie ne correspond à aucune autre jusqu'à présent, à ma connaissance, et qu'elle va faire l'objet d'une polémique acharnée, à peine voie-t-elle le jour qu'elle fait de l'ombre à celle des autres partis.

Quand on y regarde de plus près, cette stratégie est basée sur les enseignements de la révolution russe de 1917, monsieur Coquema et d'autres ne cessent de répéter que nous serions toujours dans l'époque des guerres et des révolutions, nous leur répondons, comme lors de la révolution russe de 1917, donc nous demeurons fidèles au léninisme, ce qui n'est pas le cas des autres partis qui ont abandonné la construction d'un parti de type bolchevik ou communiste ou encore sur la base des principes retenus par Lénine, LO en est une caricature ou une secte, et nous n'avons fait qu'ajouter un seul facteur à notre stratégie, la nécessité d'aider les masses à élever leur niveau de conscience en les organisant dans une association pérenne.

On pourrait ajouter à propos de cette association qu'on ne peut pas se contenter de décrire comment fonctionne la société, la nature de l'idéologie dominante, quels en sont les relais et comment ils sont reliés à la classe dominante, aux partis et aux institutions, etc. il faut que que cette compréhension s'ancre profondément dans le cerveau des travailleurs de façon à saper les bases du régime sur le plan idéologique mais aussi psychologique, parce que les représentants de la classe dominante se jouent des émotions des travailleurs pour mieux les manipuler. Il n'y a pas d'un côté des mesures économiques, de l'autre des mesures politiques, et d'un autre côté encore un vaste conditionnement psychologique des masses, les trois aspects sont reliés entre eux, liés au même objectif, leur politique est savamment orchestrée de façon à berner les travailleurs ou faire en sorte qu'ils n'y comprennent rien ou encore les décourager d'y comprendre quelque chose, c'est la raison pour laquelle il faut accompagner la réflexion critique que les travailleurs peuvent se faire de la société, la traduire en terme conscient tout en leur offrant un cadre organisé où ils peuvent constater qu'ils ne sont pas les seuls à penser ainsi et en parler entre eux, d'une certaine manière Internet en est l'antithèse, vous, anonymes qui me lisez vous en êtes le meilleur témoignage qui soit, c'est aussi un moyen de rompre avec leur isolement, de les aider à prendre conscience qu'ils appartiennent à une classe sociale distincte, conscience à développer, tranquillement mais sûrement, en fait il n'y a que les social-libéraux, les staliniens et les représentants du parti officiel de l'ordre et les religieux qui l'ont compris dans un objectif diamétralement opposé au notre, nous, nous en sommes encore à nous demander si une telle association aurait une utilité. Je n'ai fait ici que dégrossir ce sujet, il faudrait le développer.

Le saviez-vous ?

Qui avait pris la tête de la campagne en faveur du mariage gay aux Etats-Unis ?

Réponse : le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein (lemonde.fr 05.08)

- Sur le plan politique, Goldman vire à gauche toute. Blankfein, père de famille hétérosexuel, prend la tête de la campagne en faveur du mariage gay. lemonde.fr 05.08

Ceux qui ont soutenu le mariage homosexuel sont-ils aussi "*à gauche*" que le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein ?

Avouez que c'est une question qu'on est en droit de se poser. Tenez monsieur Coquema, une remarque qui va vous plaire, seuls les eunuques du POI n'ont pas pris position sur cette question qui a quand même fait l'actualité pendant 6 mois, les faits que voulez-vous, les faits.

Lloyd Blankfein, l'insubmersible PDG de Goldman Sachs - lemonde.fr

(http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/08/05/goldman-sachs-fabrice-tourre-condamne-lloyd-blankfein-insubmersible_3457449_3234.html#xtor=AL-32280515)

Le succès d'anciens de la maison - Mario Draghi à la Banque centrale européenne, Mark Carney à la Banque du Canada, Mario Monti a la présidence du gouvernement italien - fait oublier le rôle clé de l'établissement dans le scandale du trucage des comptes grecs.

Mieux encore, Goldman a échappé à la vague de scandales qui ont récemment déferlé sur l'industrie bancaire. Du Libor (Barclays) à la "*baleine de Londres*" (JP Morgan) en passant par les agissements d'un trader fou (UBS), la coupe est pleine. lemonde.fr 05.08

ACTUALITE EN TITRES

Mais il y a un "***bémol***".

- Zone euro: retour confirmé à la croissance de l'activité privée - AFP

Reste un bémol: "*le marché du travail demeure la principale faiblesse de la zone euro, la hausse du chômage constituant un frein à la croissance et attisant les tensions politiques et sociales*", souligne M. Dobson. AFP

On vous l'avait bien dit que c'était utile à votre sérieux ma bonne dame !

- Fermeture d'ambassades : "*Le programme de la NSA prouve sa valeur*" - LeMonde.fr

- États-Unis - Menaces d'attentats : la NSA redore son blason - LePoint.fr

Les merdias ne craignent pas le ridicule. Il faudrait les boycotter, c'est possible, vous avez pu constater qu'à partir de quelques portails indépendants, on obtient toutes les informations qu'ils traitent, on peut désormais vraiment s'en passer.

Ils sont aussi nombreux que cela aux FN ?

- Le FN réclame la création de 40.000 places de prison - AFP

Pardi, les rentiers de la finance !

- Retraites: qui financera la pénibilité du travail? - L'Expansion.com

Taxomanie.

- +12,7% pour la taxe Chirac sur les billets d'avion : y a-t-il encore des prélèvements que le gouvernement n'a pas augmentés ?
- Atlantico.fr

Pardi !

- Le seul espoir pour l'Occident de rester puissant est-il... de créer l'Euramerique ? - Atlantico.fr

Le droit et la justice bafoués.

- Les représentants des services publics de plus en plus agressés - Liberation.fr

- Pompiers molestés à Toulouse: l'enquête s'annonce difficile - AFP

En Inde les policiers, les avocats et les juges sont corrompus. Un jour que je discutais avec un avocat, il me dit que j'avais le choix entre un bon et un mauvais avocat, en ajoutant sans attendre ma réponse que le bon n'était pas celui auquel je pensais. Pourquoi ? Parce que le bon c'est celui qui est corrompu, qui a corrompre le juge pour qu'il fasse pencher la balance de mon côté. Et si mon adversaire fait de même, il verra sa peine réduite et je serais partiellement satisfait. S'il verse au juge une somme beaucoup plus importante que moi, j'ai toute les chances d'être débouté de ma plainte ou de ne jamais obtenir réparation ou au mieux à la marge.

Pareil auprès de policiers, si vous ne les soudoyez pas, de victime vous pouvez vous transformer en coupable, cela m'est

arrivé plusieurs fois face à des voyous.

En Inde l'Etat de droit n'existe que sur le papier tout comme la justice, les agresseurs ne craignent rien la plupart du temps, la plupart des gens ne portent même pas plainte puisque cela ne sert à rien, ou alors c'est le début des emmerdes... pour vous !

Laissez faire en France, c'est en arrivé à la même situation que dans un pays comme l'Inde, c'est la raison pour laquelle je suis particulièrement sensible à cette question du respect du droit et de la justice.

Au téléphone il y a quelques jours mon épouse m'a raconté qu'elle avait été agressée à Aubagne dans la rue, quelqu'un a essayé de lui arracher la cordelette qu'elle avait autour du cou qui était de la même couleur qu'une chaîne en or, au bout se trouve un petit pendentif que le mari offre à son épouse le jour du mariage, l'équivalent de la bague de mariage si vous voulez, on appelle cela un tali. Elle s'est mise à hurler et son agresseur a pris la fuite, ensuite elle est allée porter plainte. Elle ne m'en avait pas parlé pour ne pas m'inquiéter, elle me racontera son histoire plus tard quand elle sera en mesure de voyager, d'ici un mois si tout va bien.

Attaquer des pompiers, c'est intolérable, 7 millions de chômeurs, c'est intolérable, les 500 plus riches en France se mettent 300 milliards d'euros dans la poche en 2012, c'est intolérable...

ACTUALITÉ DU JOUR

Etaler les coups pour que les masses les supportent mieux.

- FMI : le gouvernement doit "*réduire les dépenses plutôt que d'augmenter les impôts*" - Atlantico.fr

Le FMI salue les réformes amorcées par le gouvernement pour améliorer la compétitivité de l'économie française. Mais là, il insiste sur la nécessité d'en accélérer le rythme.

Selon le Fonds, l'écart par rapport au programme de stabilité pourrait être "*rattrapé par le maintien d'un rythme régulier d'ajustement structurel sur une période plus longue*".

Surtout, il juge que, avec un niveau de fiscalité record, le gouvernement français ne peut se permettre d'entretenir de doute sur l'évolution des impôts et doit se fixer des objectifs plus explicites en matière d'évolution des dépenses.

Pour ne pas compromettre une éventuelle reprise, qualifiée d'"*incertaine*", le FMI suggère au gouvernement de renoncer à de nouvelles hausses d'impôts et de se contenter de limiter ses dépenses. Ce dernier point représente à lui seuil deux tiers de l'effort de 20 milliards d'euros, prévu par le gouvernement. Francetv info et Reuters 05.08

Pas de répit, les sionistes-francs-maçons repartent à l'attaque du voile !

- Un rapport officiel préconise l'interdiction du voile à l'université - LeFigaro.fr

- «*On assiste à une montée des revendications religieuses*» - LeFigaro.fr

- Interdiction du voile: les universités n'ont jamais eu besoin d'une loi - L'Express.fr

Jean-Pierre Obin, Igen, auteur en juin 2004 d'un rapport sur "*Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires*". "*A l'époque, se souvient-il, le débat médiatique ne s'était pas porté sur les universités*". "*Les universitaires sont en effet très jaloux de cette autonomie, et très prudents sur les questions de laïcité. Le fait que des jeunes femmes voilées assistent à leurs cours ne les a jamais gênés. A la Sorbonne par exemple, qui dispose d'un département d'études islamiques, il était courant de croiser des jeunes femmes voilées dans les couloirs*".

Comment dès lors expliquer que le sujet fasse, dix ans après la loi de 2004, l'objet d'un avis alarmant du HCI? Une partie de la réponse tient à la personnalité d'Alain Seyksig, son auteur, président de la commission laïcité du HCI. Cet inspecteur général, franc maçon, est un ardent défenseur d'une conception très stricte de la laïcité. Inspecteur de l'Education nationale à Pantin (Seine-Saint-Denis), il s'était opposé à l'encadrement de sorties scolaires par des mamans voilées, un sujet qui fait régulièrement débat dans l'Education nationale. L'Express.fr 06.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Les détracteurs du gouvernement tunisien continuaient de manifester lundi et aucune issue négociée à la crise politique ne se dessinait, tandis que deux militaires tués lors de la traque d'un groupe "*terroriste*" ont été enterrés.

A Sidi-Bouzid, dans le centre-ouest du pays, la police a dispersé sans ménagement lundi quelques dizaines de manifestants qui ont tenté de pénétrer dans la préfecture régionale. Cette ville est le berceau de la révolution de janvier 2011, et le député Mohamed Brahmi, dont l'assassinat le 25 juillet a déclenché l'actuelle crise politique, en était originaire.

Une coalition hétéroclite d'opposition a organisé un nouveau rassemblement nocturne lundi à Tunis, comme tous les soirs depuis la mort de l'opposant attribuée à la mouvance jihadiste. Ils n'étaient que quelques centaines, alors que la semaine dernière ils étaient des milliers à se réunir.

Mais les opposants préparaient surtout une grande manifestation mardi pour réclamer la démission du gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda et la dissolution de l'Assemblée nationale constituante (ANC), deux revendications rejetées par le pouvoir, alors que le pays n'a toujours pas de Constitution et que les groupes jihadistes ne cessent de le déstabiliser.

La manifestation doit marquer les six mois depuis l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd le 6 février dernier. Elle répond aussi à un rassemblement de dizaines de milliers de partisans du pro-pouvoir samedi.

La puissante centrale syndicale UGTT, favorable à la démission du gouvernement, a apporté son soutien au rassemblement qui devrait être la dernière grande action du ramadan. Le mois de jeûne s'achève le 7 août, date suivie de quatre jours chômés.

Ennahda, qui propose un gouvernement de coalition élargi et des élections en décembre, a pour sa part indiqué lundi renoncer à ses manifestations quotidiennes devant l'ANC.

Si des consultations organisées par le pouvoir ont lieu régulièrement, aucune négociation pour définir un plan consensuel de sortie de crise n'a eu lieu.

"*Notre élite politique, qui a réussi le tour de force fantastique de scinder le peuple, n'a qu'un seul objectif: accaparer le pouvoir*", a jugé l'hebdomadaire Tunis-Hebdo. AFP 05.08

2- Egypte

L'armée et le gouvernement égyptien mis en place après le renversement, le 3 juillet, du président islamiste Mohamed Morsi va faire une offre de compromis aux Frères musulmans prévoyant de libérer un certain nombre de membres de la confrérie, a-t-on appris lundi auprès d'une source militaire de haut rang.

Le pouvoir proposera en outre de débloquer les avoirs gelés de la confrérie et lui offrira trois postes au sein du gouvernement intérimaire dans le but de sortir de l'impasse politique persistante.

Les permanences "*fréristes*" fermées après le 3 juillet rouvriront et la confrérie pourrait légaliser sa situation de manière à pouvoir présenter des candidats aux nouvelles élections.

"*L'initiative sera prise de manière à pouvoir mettre un terme à la crise et obtenir des Frères qu'ils cessent leurs sit-in de protestation*", a expliqué cette source.

Une source politique familière de la question a confirmé les détails de cette future proposition.

Quant à la source militaire, elle a souligné que le gouvernement intérimaire et l'armée n'avaient pas encore arrêté de position quant au sort à réserver à Mohamed Morsi, détenu au secret au Caire depuis sa destitution.

"*Nous souhaitons que le cours de la loi soit respecté tandis qu'au même moment, le gouvernement tente d'obtenir l'abandon de toutes les charges retenues contre lui*", a poursuivi la source militaire. Reuters 05.08

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Les conditions de crédit sont restées favorables aux Etats-Unis au deuxième trimestre malgré la hausse des taux d'intérêt sur le marché, selon une enquête trimestrielle de la Réserve fédérale auprès des gestionnaires de crédit des banques, publiée lundi.

Les banques ont assoupli les conditions de leurs prêts commerciaux et industriels et la demande de crédit des consommateurs américains a augmenté sur tous les segments du marché, y compris dans le secteur immobilier.

Une hausse des taux de crédit hypothécaires, provoquée en partie par l'annonce que la Fed pourrait bientôt commencer à réduire le montant de ses rachats d'actifs, avait fait craindre un coup d'arrêt au redressement du marché immobilier.

Le rendement des obligations à 10 ans du Trésor américain, taux de référence sur le marché du crédit aux Etats-Unis, oscille actuellement autour de 2,65%, en hausse d'un point de pourcentage en trois mois.

Mais selon l'enquête de la Fed publiée lundi, les prêts bancaires ne semblent pas être sérieusement affectés par cette hausse des rendements.

"*Les banques nationales, dans l'ensemble, ont indiqué avoir assoupli leurs conditions de crédit et rencontré une demande plus forte pour la plupart des catégories de prêts au cours des trois derniers mois*", rapporte la Fed dans son rapport.

De plus, selon la moitié environ des gestionnaires interrogés, la demande de crédits commerciaux dans le secteur immobilier a augmenté. Quelques grandes banques ont toutefois fait état d'une baisse de la demande de crédit des entreprises.

Le Fed continue à racheter chaque mois pour 85 milliards de dollars d'obligations afin de relancer la croissance et de réduire l'emploi, mais elle pourrait commencer à réduire ces rachats d'ici la fin de l'année. Reuters 05.08

2- Japon

Le FMI a pressé le Japon de mettre en oeuvre l'intégralité du plan de réformes économiques baptisé "Abenomics" pour que la croissance perdure, dans son évaluation annuelle de l'économie japonaise publiée lundi.

L'économie du Japon devrait afficher 2% de croissance en 2013, grâce aux mesures budgétaires et d'assouplissement monétaire, mais elle devrait ralentir à 1,2% en 2014, affirme le Fonds monétaire international.

Le FMI a souligné "*les changements spectaculaires*" et "*le programme ambitieux*" de la politique économique du Japon qui a permis "*à la conjoncture de s'améliorer considérablement*".

La croissance a grimpé à 4,1% en rythme annualisé au premier trimestre, a noté le chef de la mission du FMI au Japon Jerry Schiff, lors d'une conférence téléphonique lundi à Washington.

"*Après des décennies de lente déflation, la Banque centrale japonaise (BOJ) est entrée dans un nouveau territoire en visant une inflation de 2%*", souligne le FMI ajoutant que si la hausse des prix est encore à -0,3% sur un an en mai, elle est "en progrès constant depuis trois mois".

Le FMI prévoit une inflation remontant à 2,9% en 2014, notamment du fait de la hausse de la taxe sur la consommation.

Sans cet effet, l'inflation sous-jacente sera plutôt de 1,25%, dit le Fonds. Le yen apparaît très légèrement "*sous-évalué*" pour l'instant, ce qui "n'est pas problématique si les réformes économiques sont appliquées dans leur ensemble".

Le FMI enjoint ainsi le Japon de mettre en place les réformes structurelles et budgétaires prévues dans le troisième pan du programme à "*trois flèches*" des autorités nippones.

Les réformes "*doivent être concrètes et de grande envergure*", estime le FMI dans son avis, citant notamment une réforme du marché du travail ouvrant davantage l'emploi aux femmes.

"*Si les progrès ne sont pas complets sur les réformes structurelles et budgétaires, cela pèsera sur la confiance et mettra en danger la réussite de la nouvelle politique (...) en comptant trop sur la politique monétaire*", dit encore le FMI qui prévoit alors que "*cela aura des conséquences négatives pour le Japon et l'économie globale*".

L'institution assure en revanche que si "*une dérèglementation des services intérieurs et de l'agriculture intervenaient, accompagnées par une amélioration des marchés de l'emploi et une plus grande offre du capital-risque, il y aura possibilité d'une croissance de 2% pendant une décennie*".

En revanche, "*sans plan crédible*" d'assainissement budgétaire, en cas de "*programme Abenomics incomplet*", affirme un scénario du FMI, l'assouplissement de la politique monétaire "*peut devenir un fardeau et affecter le reste du monde avec un yen trop faible*". AFP 05.08

3- Sri Lanka

Le Sri Lanka a inauguré lundi son port le plus vaste, financé par la Chine, qui fait du pays une étape clé sur une route commerciale maritime majeure, et permet à Pékin d'assurer la bonne marche de ses navires.

Le président Mahinda Rajapakse a inauguré ce terminal géant de 500 millions de dollars (376,4 millions d'euros) en chargeant --symboliquement-- un conteneur sur le bateau M.V. CMA CGM Pegasus, une cérémonie retransmise en direct à la télévision.

L'Autorité des ports du Sri Lanka (SLPA), une agence publique, veut encore agrandir le port de Colombo, situé à mi-chemin sur la route commerciale entre l'Orient et l'Occident.

Le terminal international de conteneurs de Colombo (CICT) est détenu à 85% par l'entreprise publique chinoise China Merchant Holdings International, le reste étant aux mains de la SLPA. Le port a été conçu pour accueillir des porte-conteneurs géants, capables de transporter 18.000 conteneurs, une première au Sri Lanka.

En janvier, les autorités chinoises ont signé un accord pour acquérir le port pakistanais de Gwadar. Elles construisent par ailleurs un "*port sec*" (terminal pour les camions ou les trains) de 14 millions de dollars à Larcha, au Népal, près du Tibet.

Enfin, l'expertise et les financements chinois ont joué un large rôle dans la construction du port en eau profonde de Hambantota, dans le sud du Sri Lanka, qui a ouvert en 2012, un projet de 450 millions de dollars.

Les investissements chinois au Sri Lanka ont suscité quelques inquiétudes en Inde, le grand voisin de l'ancien Ceylan. Mais l'Autorité des ports srilankais estime que l'Inde devrait être un des grands bénéficiaires de l'ouverture de ce nouveau terminal.

Plusieurs cargos qui font escale à Colombo sont des navires indiens, a rappelé récemment Priyath Bandu Wickrama, le patron de la SLPA. Et les ports srilankais n'accueilleront pas de bâtiments militaires chinois, a-t-il ajouté. AFP 05.08

Haut de page

Le 8 août 2013

CAUSERIE

J'ai eu un problème informatique ces derniers jours, il faut dire qu'on a de nouveau des coupures de courant et à plusieurs reprises l'ordinateur s'est retrouvé éteint d'un seul coup, aussi j'ai constaté que des fichiers avaient disparu de mon disque dur, et comme je n'ai pas eu le temps d'y mettre de l'ordre depuis longtemps, j'ai du mal à m'y retrouver, il se peut que des fichiers aient disparu au moment où j'en chargeais dans le serveur du site, ce qui expliquerait que vous ne puissiez pas accéder à certains fichiers. Maintenant quand je réalise l'actualisation du site, je procède à un enregistrement toutes les minutes ou moins encore, et quand j'ai terminé, je mets une copie sur la clé USB, mieux je déconnecte cette clé quand je vais sur Internet pour que personne ne puisse y accéder. Mais c'est qu'ils vont nous rendre parano !

J'ai pris du retard en écrivant mes articles sur le mondialisme, je classerai les articles de juillet quand j'en trouverai le temps.

Allez, c'est le mois d'août, on a bossé comme un dingue toute l'année, on se détend, on se défoule !

Un peu de musique pour commencer, un guitariste génial dans la lignée de Joe Satriani ou Steve Vai, aussi talentueux, et un compositeur qui a de l'inspiration. Genre metal rock, à écouter très fort, oreilles sensibles s'abstenir. Hier en fin d'après-midi sur mon vélo d'intérieur situé mon bureau, le temps des deux premiers morceaux, j'ai parcouru 8 kilomètres en 15 minutes.

Avant j'avais fait une petite sieste car je suis crevé. Tous les jours sur les coups de 17h je suis pris de vertiges et cela depuis des mois, malgré tout je continue de bosser très tard, mais je dois me calmer.

John Petrucci — Suspended Animation (2005) [Full Album] - YouTube
http://www.youtube.com/watch?v=IUj6nDs_Mqg

Une copine m'a fait connaître Linkin Park, un mélange de grunge (Nirvana) et de rap, pour mettre de l'ambiance c'est terrible, merci ma chérie :

Linkin Park - 08 - In The End (Live - MTV World Stage 2011) HD
http://www.youtube.com/watch?v=R79zGqZWQ8E

Linkin Park - Live In Texas - From The Inside [HQ]
http://www.youtube.com/watch?v=iflr2S12N5w

Quand j'avais 10 ans j'ai été pris par cette musique, le rock, je ne savais pas pourquoi, j'en ignorais tout, j'écoutais cela à la télé et cela me plaisait c'est tout, pour mes parents c'était du bruit, un truc désagréable. Je n'aimais pas cette musique pour me distinguer de mes parents, c'était naturel. J'ai découvert les Beatles, les Stones et Hendrix quand j'étais gosse, je pense maintenant qu'ils étaient tellement différents de mes parents que c'est un peu pour cela que je les ai tout de suite adoptés, mais c'était totalement inconsciemment. Au même moment je prenais des cours de chant (gratuit parce que j'étais pauvre) à l'Opéra de Paris à cent mètres de chez nous, j'en étais encore aux vocalises mais je maîtrisais déjà bien le solfège. J'étais destiné à être chanteur à l'Opéra de Paris, quel destin, hélas loupé puique mes parents refusèrent que j'en fasse mon métier ! Mais bon, la musique c'était le seul truc que j'avais dans ma vie de gosse pauvre, nous habitions sous les toits dans une chambre de bonne au 6ème étage sans ascenseur et sans confort évidemment.

C'était ma grand-mère qui connaissait ce professeur de chant de l'Opéra qui m'avait présenté à ce vieux monsieur très bon qui ne m'a jamais posé de questions sur mon mode de vie, j'étais traité comme ses autres élèves. Mon horizon, je n'en avais pas, mon avenir, il était tout tracé, aller gratter à l'usine ou sur un chantier comme mon père, enfermé au 6éme étage au bout d'un couloir sinistre avec des parents arriérés pas de quoi développer les facultés ou l'imagination d'un gamin, alors voir apparaître à l'écran de la télévision Hendrix et surtout l'entendre, cela produit forcément un choc dans l'oreille et la tête d'un gosse, depuis cela ne m'a jamais quitté, même si je suis devenu fan de Beethoven, dont la vie m'a bouleversée. Vous voyez monsieur Coquema, mes lecteurs savent tout sur moi, et puis, si je les indispose je ne les oblige pas à se connecter à ce portail, cela aussi je l'ai répété une multitude de fois.

Une rumeur qui n'en était pas une.

J'avais vaguement entendu parler d'une rumeur sur la possible éviction programmée de DSK du FMI par les Américains sans savoir pourquoi, je n'avais donc pas donné suite à l'époque. Quand j'ai lu avant-hier soir l'article qui suit qui repose sur un rapport officiel des autorités russes, j'ai voulu en savoir plus et là j'ai découvert des articles qui dataient de mars 2011 qui relataient la même information, apparemment elle a été réactivée par les Russes, c'est sur le portail de la radio francophone d'Etat iranienne que je l'ai lu.

Il y a quelques jour je rappelais que la petite-fille de Roosevelt avait questionné les autorités américaines en 1974 pour savoir où était passé l'or confisqué aux Américains dans les années 30 et qu'elle n'avait obtenu aucune réponse. Dans la vidéo américaine *Les Maitres de la monnaie - Rothschild/Rockefeller. (1996)* un intervenant expliquait que l'or de Fort Knox avait été transféré depuis belle lurette dans les coffres de Rockefeller en Grande-Bretagne ou ceux de la Banque d'Angleterre ce qui revenait au même.

Qui a ruiné DSK et pourquoi ?

Un nouveau rapport préparé pour le Premier ministre Poutine par le Service de sécurité fédéral (FSB) dit que l'ancien chef du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a été inculpé et emprisonné aux États-Unis pour des crimes sexuels pour l'empêcher de révéler sa découverte du 14 mai : l' or des États-Unis situé au Bullion Depository à Fort Knox etait "*manquant ou porté disparu* ".

Selon ce rapport secret du FSB, M. Strauss-Kahn était devenu «*de plus en plus génant*» plus tôt dans le courant du mois les États-Unis ont commencé à retarder la livraison promis au FMI de 191,3 tonnes d'or convenu dans le deuxième amendement de l'accord signé par le Conseil exécutif en avril 1978 qui devaient être vendus pour financer ce qu'on appelle les droits de tirage spéciaux (DTS) comme une alternative aux monnaies de réserve. Ce nouveau rapport stipule Strauss-Kahn avait soulevé la question avec des fonctionnaires du gouvernement américain proche du président Obama, il a été "*contacté par la CIA qui a apporté la preuve que tout l'or détenu par les États-Unis* " avait disparu.

Strauss-Kahn reçoit la preuve de la CIA il prend donc des dispositions immédiates pour se rendre a Paris, mais lorsqu'il

est contactépar les agents travaillant pour la France de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et sachant que les autorités américaines étaient à sa recherche , il s'enfuit de New York vers l'aéroport JFK et les agents lui ordonnent de ne pas prendre son téléphone portable parce que la police des États-Unis pourrait suivre son emplacement exact.

Strauss-Kahn a été arrêté sur un vol Air France a destination de Paris, cependant, ce rapport dit qu'il a fait une «erreur fatale» en appelant l'hôtel à partir d'un téléphone dans l'avion et en leur demandant de lui faire parvenir sont téléphone portable qu'il avait oublié . Ainsi les agents américains ont été en mesure de repérer son appel et l'arrêter.

Durant la dernière quinzaine, le rapport stipule que, Strauss-Kahn a demande à son ami intime et banquier Mahmoud Abdel Salam Omar de récupérer aux États-Unis les éléments de preuve fournis par la CIA. Omar, cependant, et exactement comme Strauss-Kahn ,il a été accusé hier par les États-Unis pour délit sexuel envers une femme de chambre dans un hôtel de luxe, une accusation que les services du FSB a démenti . Omar est agé de 74-ans et est un fervent musulman.

Poutine , après la lecture de ce rapport secret a pris la défense de M. Strauss-Khan et devient le1er leader mondial à dire que le directeur du FMI a été victime d'un complot des Etats-Unis. Poutine a ajouté : "*Il est difficile pour moi d'évaluer les politiques des motifs cachés mais je ne peux pas croire à la version des faits tels qu'ils ont été présentés.*"

Intéressant à noter à propos de tous ces événements est que l'un des premiers États-Unis du Congrès, et en 2012 candidat à la présidence, Ron Paul] a longtemps affirmé sa conviction que le gouvernement américain a menti sur ses réserves d'or détenues à Fort Knox. et accuse la Réserve fédérale de cacher la vérité au sujet des réserves d'or américaines, il a présenté un projet de loi à la fin 2010 à la force une vérification d'entre eux , mais qui a été ensuite été battu par les forces du régime Obama.

Lorsque la question a été directement posée par des journalistes s'il croyait qu'il n'y avait pas d'or à Fort Knox Paul a donné la réponse incroyable, " *Je pense que c'est une possibilité.* " Il est également intéressant de noter qu'à peine 3 jours après l'arrestation de M. Strauss-Kahn, le député Paul a fait un nouvel appel aux États-Unis de vendre ses réserves d'or en disant : " Compte tenu du prix élevé et le problème de la dette énorme il faut par tous les moyens vendre au prix le plus haut. Cependant, des rapports des États-Unis diffusés en 2009 affirment qu'il n'y a pas d'or à vendre, en 2009 :

" En Octobre 2009, la Chine a reçu une cargaison de lingots d'or. L'or régule les échanges entre les pays pour payer leur dettes et le soi-disant équilibre du commerce. La plupart de l'or est échangé et stocké dans des coffres sous la supervision d'un organisme spécial basé à Londres, le London Bullion Market Association (LBMA). Lorsque l'envoi a été reçu, le gouvernement chinois a demandé que des tests spéciaux soient effectués pour garantir la pureté et le poids des lingots d'or. Quatre petits trous sont percés dans les lingots d'or et le métal est ensuite analysé.

Pour les effets pratiques sur l'économie mondiale devrait-il être prouvé que les États-Unis, en effet, a menti sur ses réserves d'or ? La Banque centrale de Russie hier a ordonné que le taux d'intérêt élevé de 0,25 à 3,5 pour cent et Poutine a ordonné l'interdiction d'exportation sur le blé et les céréales cultures a partir du 1er Juillet pour remplir les coffres du pays avec de l'argent qui, normalement, aurait du être versée aux États-Unis.

Les américains ont le droit de savoir que leur pays se prépare a un terrible effondrement économique de leur nation et ce sera plus tôt que prévu. french.irib.ir : source : http://nationalemancipe.blogspot.de

J'ignore pourquoi les Russes ressortent maintenant cette histoire ? Apparemment, Obama n'a pas apprécié !

Et ils ont la rancune tenace :

- Carlton: DSK accusé de proxénétisme par les magistrats de l'instruction - L'Express.fr 06.08

Sur les amis takfiris de Hollande-Fabius

Que font les takfiris en Syrie? (images sensibles)

CE QUE LES DJIHADISTES DE L'OTAN FONT VRAIMENT EN SYRIE
http://vimeo.com/71288625

Webmaster : Luc MICHEL

A partir de documents de la TV SYRIA, la chaîne d'état syrienne, de reportages des TV syriennes et de films videos saisis sur des terroristes de l'ASL et du JABHAT AL NUSRA, voici le véritable visage de la sale guerre menée par les affidés et les alliés des USA et de l'OTAN en Syrie : la pseudo ASL et les katibas et gangs djihadistes qui ont intégré ses rangs, dont le Front Al-Nusra (al-Qaida en Syrie). Une plongée souvent difficilement soutenable dans les crimes du terrorisme et les massacres du

djihadisme !L'Occident nous parle de « *combattants de la liberté* », partis « *aider les civils* » (sic) et « *bâtir la démocratie* » (sic). Cà ce sont les médiamensonges des presstitutes de la propaganstaffel de l'OTAN, les milliers de petits Goebels chargés de vendre aux opinions publiques américaines et européennes la sale guerre de l'OTAN en Syrie.

La réalité est toute autre. Radicalement opposée !

C'est celle que vous révèle pour la première fois dans toute son horreur « *Traveller to Syria* ». Vous y découvrirez la trajectoire sanglante des djihadistes et des gangs terroristes en Syrie. Vous y verrez une video saisie sur un terroriste montrant un des laboratoires clandestins où les djihadistes de l'ASL fabriquent leurs armes chimique.

Et vous comprendrez pourquoi après deux ans de ce cauchemar les Syriens sont prêts à voter, dans des élections libres, à 70% pour Bachar Al Assad ... http://french.irib.ir 31.07

L'ASL ET SES DJIHADISTES : REBELLES OU TERRORISTES ?
http://vimeo.com/71332985

Webmaster : Luc MICHEL

ATTENTION !

Images dures. Déconseillé aux âmes sensibles et aux moins de 18 ans /Version Arabe/Français

A partir d'un films video saisi sur un terroristes de l'ASL et du JABHAT AL NUSRA, voici un document brut, d'une violence insoutenable, qui montre le véritable visage des affidés et des alliés des USA et de l'OTAN en Syrie … Le massacre systématique d'un village et de ses malheureux défenseurs par les djihadistes du Front al-Nusra, intégré aux katibas de la pseudo ASL. !

L'ASL : DES « REBELLES » ET DES « REVOLUTIONNAIRES » ?

Les gouvernements de l'OTAN, les médias stipendiés aux ordres - tous « *embeded* » dans leurs têtes comme sur leurs comptes en banque -, et tous les porteurs de valise de l'Occident, nous l'affirment en chœur : « *les combattants de l'ASL sont des rebelles* », qui se battent « *pour défendre les civils syriens* » et « *établir la démocratie* ».

Un exemple : le Père Paolo Dall'Oglio, un jésuite qui avait pris fait et cause pour la rébellion et avait dû quitter la Syrie en juin 2012, expulsé, donne la version made in NATO de la guerre en Syrie : « *Le régime a essayé d'embarquer l'opinion publique internationale dans une interprétation de la révolution syrienne qui puisse démontrer qu'il ne s'agit pas d'une vraie révolution, mais d'une agression externe, masquée, sous couvert de révolution. Une révolution armée, islamiste, terroriste au service des intérêts de l'Occident pétrolier et de l'Etat sioniste. Cela, c'est le théorème du régime (…) Comprendre le mécanisme négationniste contre cette révolution me paraît très important* ».

Cette propagande occidentale est une gangrène mentale qui corrompt les têtes jusqu'au plus haut niveau. Ainsi le porte-parole du Parquet fédéral belge, compétent en matière de terrorisme et en charge du dossier brûlant des « *djihadistes belges* », le plus fort contingent des islamistes venus de l'UE combattre en Syrie, ose déclarer ce qui suit (La Libre Belgique, 16 avril 2013) : « *le parquet fédéral a souligné l'importance de s'attaquer aux structures et aux groupes qui permettent à des jeunes Belges de se rendre en Syrie. Il précise toutefois qu'il ne faut pas mettre tous les jeunes partis en Syrie dans le même panier, soulignant que certains cherchent à protéger la population civile (sic) et à renverser le régime en place pour le remplacer par un État démocratique (resic)* ».

… OU DES TERRORISTES AUX MAINS SANGLANTES ???

Le gouvernement syrien lui parle de « *terroristes* » et de légitime défense face à une agression étrangère. Qui a raison ? Qui dit la vérité ? Les djihadistes – ceux du Jabhat al-Nusra (al-Qaida en Syrie) ou de l'Etat islamique d'Irak et du Levant -, qui composent en mai-juin 2013 plus de 70% des forces de l'ASL selon des rapports des services ou des médias occidentaux eux-mêmes, sont-ils des « *révolutionnaires* » qui « *combattent pour la démocratie* » ?

Ce Film, document brut, saisi sur un membre de l'ASL, vous donnera la réponse ! Une réponse sans ambiguïté ni questionnement. Qu'en pensent les presstitutes des médias occidentaux ? Les politiciens de l'OTAN ?? Le Parquet fédéral belge ???

Le Père Paolo, lui, ne vous répondra pas. Il a été enlevé – comme des milliers de syriens - par ses amis « révolutionnaires et démocrates », « *des islamistes proches d'Al Qaïda* », dans la ville syrienne de Rakka, en zone ASL, annonce l'agence Reuters ce 30 juillet 2013 …

Je n'ai pas eu le temps de jeter un oeil à ces vidéos, ma connexion est trop lente et se bloque...

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 10.

1- Mais qui, pour quoi ?

Dans le numéro 263 d'*Informations ouvrières* figure un article dédié à la création de la FED le 23 décembre 1913, une sorte d'histoire romancée, car on y cherchera en vain le rapport entre la gestion de la crise de 1907 par JP Morgan qui en tirera profit, sans doute un don de la providence, une aubaine, un coup du sort qui a bien fait les choses, la crise permis d'éliminer ou d'affaiblir une bonne partie de ses concurrents, un pur coup du hasard encore une fois, JP Morgan était au bon moment au bon endroit, quelle chance, dites-donc il n'y a qu'à ces gens-là que cela arrive !

Autant nous rejetons les analyses qui ne prennent pas en compte la lutte des classes ou les contradictions du capitalisme, autant nous dénonçons les articles qui laissent à penser que les banquiers subiraient désoeuvrés la crise comme tout le monde ou en serait des victimes, sans avoir mis au point une stratégie pour en prendre le contrôle, l'alimenter si nécessaire, en tirer profit y compris sur le plan politique ou surtout sur le plan politique, et fait étrange mais qui là encore doit relever d'une pure coïncidence, ils en ressortent encore plus puissants. N'était-ce pas ce à quoi nous assistons depuis 2008 ?

Un exemple.

- "*Le cuivre, très utilisé par ces secteurs, connut une intense spéculation.* (Question spontanée: qui spécula ?) *Mais la production, c'est-à-dire les possibilités de profit, ne suivit pas. Faute d'une demande suffisante, les cours du cuivre s'effondrèrent, entraînant des pertes colossales, voire la faillite de banques et de fonds d'investissement confrontés à des retraits massifs de capitaux et de dépôts, qui se répercuteront sur des secteurs industriels, comme la métallurgie, qui ne trouvèrent plus de sources de capitaux.* (Question : qui fit faillite, qui racheta les banques et les fonds d'investissement qui firent faillite. Autre question : qui possédait des masses importantes de capitaux dans ces établissements, qui les retira ? Qui profita de la faillite d'entreprises de la métallurgie ? Carnegie, associé à J.P Morgan et Rockefeller. Et qui se présenta en sauveur suprême du système financier ainsi conduit au bord du gouffre : "John Pierpont Morgan, qui a donné son nom à sa banque, la J. P. Morgan".)"

Mais à part cela, cette crise fut uniquement le produit d'un déséquilibre entre l'offre et la demande, une contradiction du capitalisme nous dit l'auteur de cet article, un peu léger comme explication.

Les plus puissants banquiers devinrent incontournables à partir de cette crise de 1907, elle leur permit de renforcer leur pouvoir dans des secteurs clés de l'économie, la métallurgie, l'énergie et le transport ferroviaire, notamment. Sollicités par le pouvoir central pour remettre de l'ordre dans les finances et l'économie du pays alors qu'il n'existait plus de banque centrale, ils venaient de franchir une nouvelle étape vers la création de cette banque centrale dont ils prendraient la direction ou le contrôle, telle était leur stratégie politique. En 1910 ils se réunirent pour mettre au point les dernières touches à leur projet, et trois ans plus tard leur objectif était atteint.

Donc après qu'on ne vienne pas nous faire croire que tout ce qui se produit sur le plan économique ou politique découlerait uniquement des contradictions du capitalisme ou de la lutte des classes, on a là la preuve du contraire ou que cette explication est insuffisante, incomplète.

Lire plus loin comment J.P Morgan et Goldman Sachs sont en train d'évincer leurs concurrents dans le secteur de l'aluminium. Là on est le mercredi 7 août 2013.

Notre ennemi a développé une stratégie, il avance masqué pour atteindre son objectif, il se sert des contradictions du capitalisme pour y parvenir. Comment le combattre efficacement, comment définir une stratégie qui tient la route si nous n'en tenons pas compte, si les masses et les militants l'ignorent ? J'ai proposé d'introduire ce facteur dans notre conception de la lutte de classe, on m'a répondu que c'était un crime ! Je vais aller plus loin en prétendant que c'est la source de tous nos déboires, car de la sorte notre analyse de la situation se trouve faussée, donc tout ce qui suit l'est également, conception du parti, ligne politique, stratégie, programme, etc.

Vous vivez en France et vous êtes sur le terrain, ce qui n'est pas mon cas, vous devez avoir entendu dire des centaines de fois par des travailleurs que vous avez croisés qu'ils en avaient marre d'entendre parler de crise, qu'on se moquait d'eux, qu'ils n'y croyaient pas ou plus, qu'on les menait en bateau, qu'on ne leur disait pas la vérité, qu'on leur cachait quelque chose, que les riches se portaient bien, eux, sans qu'ils y comprennent grand chose, sans qu'ils saisissent l'origine de cette crise du capitalisme, mais à la limite sans être secondaire ce n'est pas l'essentiel, ils voient bien parallèlement que tout fout le camp, leurs acquis sociaux et politiques, leurs valeurs ou les principes auxquels ils tenaient jusqu'alors, qu'il y a de plus en plus de problèmes dans la société, de violences individuelles aveugles, de témoignages d'incivisme ou de manques de respect des autres, on les conduit à devenir angoissés, paranoïaques, schizophrènes, mais ils ne savent pas pourquoi la situation empire dans tous les domaines, ils ignorent qu'au-delà des effets de la crise du capitalisme cela correspond à une stratégie précise qui consiste

à affaiblir leur capacité de résistance et leur faculté à se soulever contre cet ordre infâme, ils n'en ont même pas l'idée, si vous leur dites, ils vont sans doute vous répondre naïvement : d'où tenez-vous cela, vous me racontez des blagues pour me faire peur ou m'embobiner, vous croyez vraiment, oui madame ou monsieur, c'est une certitude, ceux qui détiennent le pouvoir, les banquiers les plus puissants du monde, l'oligarchie financière, ont concocté cette stratégie et vous ignorez totalement de quoi ils sont capables et ce qu'ils ont déjà réalisé dans le passé d'aussi terrifiant, cela dépasse tout ce que vous pouvez imaginer, c'est la raison pour laquelle vous ne me croyez pas, sauf que ce que je vous raconte ce sont des faits madame, monsieur, des faits certifiés, on peut vous en donner les preuves, ce n'est pas de la théorie, une doctrine ou une interprétation partisane ou je ne sais quoi encore, c'est la stricte réalité dont vous devez absolument prendre connaissance, et quand vous en aurez parfaitement conscience, vous jugerez librement si vous devez vous associer à notre combat politique pour les abattre et prendre le pouvoir ou les laisser atteindre leur objectif sachant qu'il vous promette ainsi qu'à vos enfants ou petits-enfants une vie infernale dans un monde horrible à côté duquel celui dans lequel nous vivons aujourd'hui pourrait ressembler au paradis, réfléchissez bien si cela vaut la peine de vous engager dans ce combat ou si vous préférez subir, faites attention car leur pouvoir va devenir si important qu'il arrivera un jour si on les laissait faire où tout retour en arrière s'avèrerait impossible, réfléchissez tranquillement, je ne veux pas vous influencer, on va se revoir, je vais mettre à votre disposition tous les éléments en notre possession qui prouvent ce que je viens de vous dire, ensuite vous pourrez prendre votre décision en connaissance de cause, en toute conscience.

Voilà le discours qu'il faut tenir aux travailleurs et plus particulièrement aux jeunes. Voilà sur quelle base je propose de les associer à notre combat pour le socialisme, soit dans un parti, soit dans une association de sympathisants du parti, le but étant un jour d'être suffisamment nombreux pour peser réellement sur le cours de la situation et entrevoir le moment où nous prendrons l'initiative de poser la question de mettre fin à ce régime. Cela ne remet pas en cause le combat en défense de tous nos acquis, c'est un complément, une orientation générale, un nouvel axe politique du combat contre le capitalisme et les institutions qui inclut la stratégie de notre ennemi pour mieux le combattre.

Comment combattre et surtout vaincre un ennemi dont on ignore la stratégie ? Quel général d'armée partirait au combat et entraînerait ses troupes dans une guerre sans s'être posé au préalable cette question et avoir tenté d'y apporter une réponse la plus précise ou satisfaisante possible pour avoir une chance de l'emporter ?

Connaître son ennemi, c'est une chose, connaître ses intentions en est une autre qu'on a trop longtemps négligées, de la même manière qu'on a négligé nos faiblesses, ce qui revient au même ici. Imaginez que du jour au lendemain votre chef ou votre patron vous harcèle, critique tout ce que vous faites, cherche la petite bête pour vous pourrir la vie au boulot, alors que jusqu'à présent vous n'aviez jamais été confronté à ce genre de situation. Il va vous pousser à démissionner, et si vous ne le faites pas, il va vous pousser à la faute pour vous virer. Vous vous demandez pourquoi, vous ne comprenez rien, il n'est pas question de supprimer votre poste de travail, vous ne coûtez pas trop cher à l'entreprise, bref, c'est incompréhensible. Puis un cadre qui est une de vos relations vous apprends qu'il aurait surpris une conversation au cours de laquelle il avait entendu dire votre chef ou votre patron qu'il cherchait à caser quelqu'un de sa famille qui est au chômage. Du coup tout s'explique, vous prenez conscience que vous êtes la victime d'un scénario monté de toutes pièces. Dès lors vous avez le choix entre demander un entretien à votre patron ou votre chef en présence d'un représentant du personnel qui sera votre témoin et informer immédiatement l'inspection du travail, donc vous battre pour tenter de garder votre emploi, ou ne rien faire et attendre de vous faire virer.

Qu'est-ce qui a déterminé que vous ayez soudainement ce choix ? Parce que vous avez eu connaissance du véritable objectif de votre chef ou patron, sa stratégie devient parfaitement clair pour vous, alors qu'hier encore vous n'y compreniez rien, vous n'aviez aucun moyen de la contrer puisque vous en ignoriez le contenu et le véritable objectif.

Et bien, la méthode et la stratégie que je préconise, cette modification que je propose à notre conception de la lutte de classe revient à porter à la connaissance des travailleurs et des militants la stratégie de notre ennemi pour la rendre insupportable à leurs yeux et qu'ils réagissent. Quand on se pose une question et qu'elle demeure sans réponse, on est comme paralysé, on ne bouge pas, on n'ose pas s'aventurer, on attend, parfois indéfiniment, il peut arriver qu'on cesse de se la poser et on supporte notre existence sans rien dire ou faire, puis vient qu'on se la repose, sans réponse on replonge dans notre état léthargique, on se laisse aller, on prend la vie comme elle vient, on se décompose au même rythme que la société, rien ne nous semble normal, mais on n'y comprend rien, alors du coup, normalisation, banalisation, fatalité deviennent vos points de repère, à ce stade vous êtes pour ainsi dire foutu, c'est ce sur quoi compte notre ennemi pour anéantir notre résistance.

2- La preuve, en 2013.

- Manipulation des prix de l'aluminium: les plaintes se multiplient - AFP

Une deuxième plainte en nom collectif a été déposée aux États-Unis, accusant le London Metal Exchange (LME), les banques Goldman Sachs et JPMorgan Chase et le négociant de matières premières Glencore Xstrata d'entente illégale dans le stockage d'aluminium, a indiqué mercredi la Bourse de Hong Kong (HKEx).

La Bourse de Hong Kong, qui a racheté le LME l'année dernière, avait déjà fait part dimanche d'une plainte similaire dirigée seulement contre la première bourse mondiale des métaux et Goldman Sachs.

Selon eux, les accusés font gonfler les prix de l'aluminium en créant artificiellement des files d'attente par le contournement des règles du LME - qui oblige à livrer un niveau minimum de métal chaque jour - en déplaçant l'aluminium d'un entrepôt à l'autre.

"*La première évaluation de la direction du LME reste que les plaintes sont sans fondement et que le LME va les contester vigoureusement*", a déclaré la Bourse de Hong Kong dans son communiqué de mercredi.

Goldman Sachs et JPMorgan, qui détiennent des entrepôts agréés par le LME, ont également fait savoir qu'ils jugeaient cette plainte "*sans fondement*".

"*Il n'y a pas de queues dans nos entrepôts*", a par ailleurs précisé mercredi JPMorgan, en référence à l'attente de plusieurs mois que doivent supporter actuellement ceux qui veulent récupérer leur métal.

La prime payée par ceux qui veulent leur aluminium immédiatement se répercute sur l'ensemble du marché, augmentant le coût réel de ce métal par rapport à son prix sur le LME (1.783,75 dollars la tonne lundi à 14H00 GMT).

Les prix de l'aluminium auraient ainsi été gonflés de 3 milliards de dollars l'année dernière au niveau mondial, selon le brasseur américain MillerCoors.

Face à l'actuelle levée de boucliers, le LME a annoncé le mois dernier qu'il comptait changer ses règlements de livraisons, accusés d'avoir largement contribué aux retards et au goulot d'étranglement.

La bourse par laquelle transitent 80% des échanges mondiaux de métaux de base propose d'obliger les entrepôts où les délais dépassent 100 jours à livrer deux fois plus de métal qu'ils n'en reçoivent chaque jour. AFP 07.08

JPMorgan et Goldman Sachs achètent une grande partie de la production mondiale d'aluminium ou s'arrangent pour obtenir un droit de préemption sur la production d'aluminium à venir, ainsi ils peuvent en faire monter le cours ou le manipuler en asséchant le marché, et ils peuvent livrer rapidement leurs clients mettant en difficulté ou évinçant leurs concurrents qui font attendre leurs clients "*plusieurs mois*", si vous voulez être livrés rapidement dans l'avenir passer par JPMorgan et Goldman Sachs, tel était le message.

La proposition de la bourse revient à ruiner leurs concurrents ou augmenter leurs coûts de gestion, réduire leurs profits s'ils doivent stocker deux fois plus d'aluminium, ils seront doublement pénalisés grâce aux magouilles de JPMorgan et Goldman Sachs. Pour qui roule la bourse, qui détient le pouvoir sur la bourse ? Vous avez la réponse.

C'est la même méthode qu'ils ont utilisée un siècle plus tôt avec le fer, sauf que dorénavant ils disposent d'un capital illimité pour se livrer à ces opérations financières qui ne font que renforcer leur monopole et leur pouvoir.

3- Et le pouvoir ils le détiennent déjà, mais ils n'en ont pas encore assez.

- Bank of America poursuivie pour avoir menti sur les subprimes - L'Expansion.com

Les autorités américaines viennent de se décider à poursuivre Bank of America (BofA) pour avoir "*menti*" à des investisseurs en leur vendant plus de 850 millions de dollars de dérivés de crédits hypothécaires risqués, ou "*subprimes*", à l'origine de la crise.

Le département américain de la Justice (DoJ) et la SEC, le gendarme américain de la Bourse, ont annoncé en parallèle leurs poursuites contre la banque de Charlotte, en Caroline du Nord. Elle est accusée "*de ne pas avoir révélé des risques déterminants*" liés à ces produits et d'avoir "*mal représenté les prêts hypothécaires*" sur lesquels ils reposaient.

Cette nouvelle plainte s'ajoute à une litanie d'autres poursuites contre Bank of America, liées aux activités douteuses avant la crise financière de 2008 de sa filiale Countrywide. "*Bank of America a structuré, offert et vendu*" des titres financiers adossés à des prêts hypothécaires octroyés à des emprunteurs insolvables, mais présentés aux investisseurs comme des prêts "sûrs", estime le DoJ.

Bank of America est accusée d'avoir "*menti aux investisseurs sur le risque des prêts immobiliers auxquels étaient adossés*" les titres financiers structurés qu'elle vendait, "*d'avoir fait de fausses déclarations après n'avoir intentionnellement pas mené les recherches nécessaires sur la qualité de ces prêts, d'avoir placé des montants disproportionnés de prêts risqués émis par des organismes tiers dans ces produits structurés*", détaille le DoJ. L'Expansion.com 07.08

Là ils ont truandé de riches investisseurs. Cela leur apprendra à vouloir s'enrichir : trop de riches nuisent au hyper riches ! Que risque ces banquiers ? Une pacotille, ils sont tous en liberté !

Une stratégie à long terme

- La vente de médicaments sur Internet fait encore peur - 20minutes.fr

- Samsung donne un premier aperçu de sa future montre connectée - L'Expansion.com

J'avais fourni dans des causeries différentes explications pour justifier la décision qu'ils avaient prise de mettre Internet à la disposition de la population, elles étaient insuffisantes ou incomplètes, il y manquait l'essentiel que voici.

Tous les réseaux sont connectés entre eux, moteurs de recherche (Google, Yahoo, YouTube, etc.), support, réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.), entreprises de commerce en ligne (Amazon, etc.), de paiement électronique, tous les géants américains de l'informatique (IBM, Apple, etc.), les entreprises de télécommunication qui assurent la transmission des appels téléphoniques, et la connection à Internet (courriels), tous les serveurs du monde entier sont reliés à des satellites.

En poussant la population à acquérir un ordinateur pour ceux qui n'en possédaient pas encore un, un téléphone portable aussi performant qu'un ordinateur pour effectuer une multitude d'opérations, leur objectif est d'une part de réduire l'argent en circulation en recourant de plus en plus au paiement par carte bancaire via Internet, d'autre part de parvenir à un contrôle de la population dans des proportions inégalées à nos jours.

Ils sauront absolument tout sur vous, pas seulement vos déplacements ou qui vous fréquentez, mais aussi vos idées, tendances ou goût en tous genres dans tous les domaines, en recoupant les informations qu'ils auront collectées via votre téléphone portable (même éteint !) , votre ordinateur (même éteint), demain votre montre connectée.

Ils pourront les utiliser par exemple pour neutraliser d'éventuels opposants politiques en cas de nécessité, vous ne pourrez pas nier les faits puisqu'ils sauront tout sur vous, pour ajuster leur propagande politique et commerciale, vous influencer, conditionnez encore mieux les masses, les faire adhérer à leur idéologie néolibérale liberticide ou esclavagiste.

Ce qu'ils visent c'est le contrôle total de la population, aussi total que possible pour mettre en place leur gouvernement mondial et imposer leur nouvel ordre mondial, une dictature mondiale, estimant que nous serons impuissants à lutter contre un tel régime tyrannique disposant d'un pouvoir tentaculaire, absolu. Cela concernera les générations à venir, nos petits-enfants et arrières-petits-enfants, c'est le monde qu'ils leur préparent, c'est leur stratégie et leur objectif.

Maintenant on peut fermer les yeux et se boucher les oreilles pour fuir la réalité, ce serait la pire des réactions à avoir, au contraire, il faut absolument faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que la population en prenne conscience et se prépare à renverser cet ordre dictatorial en marche.

ACTUALITE EN TITRES

Ouf, le capitalisme ne s'est pas écroulé s'écrient de joie dirigeants anticapitalistes, révolutionnaires, trotskystes...

- Hollande manifeste à nouveau son optimisme sur la croissance - AFP

- L'économie britannique multiplie les signes de reprise - Reuters

- Italie: la pire récession qu'ait connu le pays s'atténue - AFP

- Le FMI déconseille à l'Allemagne l'excès d'austérité budgétaire - Reuters

Oui, parce que nos dirigeants mènent en permanence un double langage.

D'un côté, ils affirment être fidèles au marxisme qui inclut l'effondrement du capitalisme dans son analyse et donc de terribles épreuves et souffrances pour les masses, d'un autre côté, ils font tout pour que les masses y échappent ou soient épargnées et puissent supporter le mieux possible l'existence du capitalisme qui de fait devrait se perpétuer, y compris en période de crise, or elles ne peuvent l'être épargnées que si le capitalisme ne s'effondre pas, autrement dit, ils nous font croire qu'ils sont anticapitalistes, socialistes, trotskystes et j'en passe alors qu'ils ne sont que des réformistes bourgeois social-démocrates, une espèce qu'on avait cru en voie de disparition depuis que le PS avait adopté le social-libéralisme, c'était mal connaître les ressources de la petite bourgeoisie qui défend ses privilèges en cultivant in vitro la cellule souche de la social-

démocratie dégénérées pour son propre compte qui repose sur le maintien du régime en place

Enfumage mondial

- Prism : un patron du renseignement belge défend la NSA - LePoint.fr

- Londres et Washington évacuent leurs ambassades, Rome appelle à quitter le Yémen - Liberation.fr

- Washington a intercepté des messages de menaces d'Al-Qaeda - Liberation.fr

- Yémen: quatre membres présumés d'Al-Qaïda tués par un drone - AFP

- Italie: Levée de l'alerte à la bombe au consulat des Etats-Unis à Milan - 20minutes.fr

- Le Yémen dit avoir déjoué une tentative d'attentat - Reuters

Le capitalisme pour le meilleur et le pire

- Crise de l'oeuf: nouvelle action des producteurs à Carhaix AFP

Une vingtaine de producteurs d'oeufs a détruit mercredi soir "100.000 oeufs" devant le centre des impôts de Carhaix (Finistère), deuxième action de ce type en quelque 24 heures destinée à protester contre la faiblesse des cours.

"*On est à bout, ces oeufs-là, on est prêt à les donner à des pays en voie de développement, mais il ne faut pas qu'ils restent sur le territoire français*", a déclaré mercredi soir un porte-parole des manifestants, sous couvert d'anonymat.

Dans la matinée, Yves-Marie Beaudet, président de la section oeufs de l'Union des groupements de producteurs de viande de Bretagne et des Pays de Loire (UGPVB), qui représente 40% de la production française d'oeufs avec 20 millions de pondeuses, avait assuré que "*le prix moyen payé aux producteurs est tombé à 75 centimes le kilo (4,57 centimes par oeuf, ndlr) alors que le prix de revient est de 95 centimes*".

L'UGPVB avait souligné qu'elle ne s'associait pas aux opérations coup-de-poing.

Dans un communiqué publié mercredi matin, après la première action, un collectif informel de producteurs en colère avait demandé une application "*au niveau national*" de la réduction de 5% de la production, et la "*mise à disposition par l'Etat d'un endroit pour détruire ces oeufs*" avec "*contrôle et suivi de la disposition*". AFP 07.08

Ils étaient prêts à nous les donner, mais ils ont préféré les détruire, seule l'intention compte ! Je vais raconter cela à l'affamé du coin, ce n'est pas ce qui manquent ici, je doute qu'il témoignera de la sympathie pour la cause de ces éleveurs, qui produisent de la merde soit dit en passant dans des conditions infâmes.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le dictateur Obama est mauvais joueur en plus

1- Obama renonce au sommet de Moscou, camouflet pour Poutine - AFP

La Russie s'est dite "*déçue*" de cette décision qu'elle a interprétée comme un refus de Washington de coopérer avec elle "*sur un pied d'égalité*", tout en se disant toujours prête à travailler avec les Etats-Unis.

Washington n'a pas non plus fermé la porte à la coopération avec Moscou, disant maintenir la rencontre prévue en fin de semaine dans la capitale fédérale entre les secrétaires d'Etat et à la Défense américains et leurs homologues russes.

En outre, "*la décision décevante de la Russie d'accorder un asile temporaire à Edward Snowden a aussi été un élément que nous avons pris en considération pour évaluer l'état de nos relations*", a remarqué le porte-parole américain.

Mardi, M. Obama avait reproché à la Russie de revenir parfois à "*une mentalité de la Guerre froide*".

"*Ce que je dis en permanence (aux responsables russes), ce que je dis au président Poutine, c'est que c'est le passé et que nous devons penser à l'avenir. Et il n'y a pas de raison pour que nous ne puissions pas être en mesure de coopérer plus efficacement que nous ne le faisons*", avait-il déclaré lors d'un entretien télévisé.

Pour Steven Pifer, spécialiste de la Russie à l'institut Brookings de Washington, l'annulation d'un sommet d'aussi haut niveau est pour le moins "*inhabituelle*", mais pas surprenante vu les désaccords persistants entre les deux capitales où l'affaire Snowden ne constituait selon lui qu'un "*élément mineur*".

Les Américains "*ne voyaient pas l'intérêt d'un sommet qui n'aurait pas fait progresser les gros dossiers*" comme la sécurité et le commerce, explique cet expert à l'AFP. AFP 07.08

2- Snowden, lois anti-gays : Obama fustige la Russie - LePoint.fr

2.1- En ayant pris connaissance de cette controverse et de l'instrumentalisation que fait Obama (comme Hollande) du mariage homosexuel, vous croyez que cela va mettre la puce à l'oreille de la gauche, de l'extrême gauche et des gauchistes ? Si c'était le cas j'en aurais déjà des démangeaisons !

Glenn Greenwald, le journaliste américain qui a révélé le programme d'espionnage du web mis en place par les Etats-Unis grâce à des documents transmis par Edward Snowden, dit prévoir de faire de nouvelles révélations "*d'ici une dizaine de jours*".

Basé à Rio de Janeiro, le chroniqueur travaille pour le quotidien britannique The Guardian. Il a expliqué aux élus brésiliens qu'il avait sollicité l'aide de spécialistes pour comprendre certains des 15.000 à 20.000 documents secrets de la National Security Agency (NSA), un des services de renseignement américains, qu'Edward Snowden, ancien consultant de ces services secrets, lui avait transmis. Certains, a expliqué le journaliste, sont "*très longs et très complexes et prennent du temps à lire*".

Après avoir rencontré Edward Snowden en juin à Hong Kong, Glenn Greenwald a fait paraître dans The Guardian le premier d'une série d'articles qui ont secoué le monde.

Selon Glenn Greenwald, Edward Snowden prévoit de rester à Moscou "*aussi longtemps qu'il en aura besoin*" pour sa sécurité.

Il a critiqué les gouvernements pour ne pas avoir aidé Edward Snowden quand il était en fuite et alors que parallèlement ils dénonçaient publiquement le programme d'espionnage de leurs concitoyens sur internet.

Washington, a-t-il ajouté, travaille actuellement par des moyens diplomatiques à persuader les gouvernements de cesser de se plaindre sur ces programmes de surveillance.

"*Le gouvernement brésilien montre beaucoup plus d'irritation en public qu'il n'en montre dans ses discussions privées avec le gouvernement américain*", affirmé Glenn Greenwald à la presse. "*Tous les gouvernements font comme cela, même en Europe.*" Reuters 07.08

2.2- La Voix de la Russie tente d'élucider les causes profondes de ces démarches de la communauté internationale.

La formule par laquelle Washington a expliqué la suspension de l'activité de ses ambassades n'étonne pas. « *Bien que les buts concrets des terroristes soient inconnus, leurs intentions sont parfaitement claires* », a déclaré le général Martin Dempsey, président du Comité des chefs d'États-majors interarmées, à la chaîne ABC. Les portes de quatre ambassades sont déjà closes. Par ailleurs, la rapidité et la coordination avec laquelle les décisions de Londres, Ottawa, Paris et Oslo se sont succédé suscitent l'étonnement, fait remarquer Lev Korolkov, vétéran du Service du renseignement extérieur, expert des situations de crise.

« *La raison pour laquelle certains pays se sont soudainement mis à fermer leurs ambassades est obscure. Par ailleurs, auparavant la situation n'était pas moins sérieuse, car les signes d'attentats terroristes sont nombreux et réguliers. Dans la réalité, les menaces se concrétisent à hauteur de moins d'un pourcent. Après les explosions aux Etats-Unis et au Kenya, les actes terroristes ne se sont pas répétés.* »

« *Les Américains veulent résoudre deux tâches. La première est purement administrative. Noircis dans le scandale de l'affaire Snowden, les services américains NSA et CIA tentent de justifier leur activité en général et l'existence du renseignement électronique en particulier* », estime l'expert K. Bogdanov.

Entre temps, la campagne actuelle peut avoir un but complètement différent, qui reste inconnu. Selon M. Korolkov, malgré le retrait d'Afghanistan des troupes américaines annoncé par Washington, l'administration souhaite toujours maintenir sa présence

au Proche-Orient. Pour y parvenir, les structures de force américaines sont parfaitement capables d'organiser une provocation de ce type. french.irib.ir 07.08

Mimétisme parfait du cartel des banquiers anglo-saxons.

1- Etats-Unis: la politique monétaire accommodante reste nécessaire - AFP

Une responsable de la Banque centrale américaine (Fed) a estimé mercredi que le chômage demeurait "*préoccupant*" aux Etats-Unis et qu'une politique monétaire ultra-accommodante restait "*encore nécessaire*".

La banque centrale américaine s'engage à maintenir son taux directeur entre 0 et 0,25% au moins tant que le taux de chômage restera au-dessus de 6,5% (il s'est établi en juillet à 7,4%).

2- GB: la BoE lie l'avenir de ses taux à la baisse du chômage - AFP

A peine plus d'un mois après son arrivée à la tête de la Banque d'Angleterre (BoE), Mark Carney n'a pas déçu les attentes en liant tout resserrement de sa politique monétaire ultra-accommodante à la baisse du chômage.

Très attendue par le marché, la BoE a ainsi annoncé mercredi qu'elle n'envisagerait pas de relever son principal taux d'intérêt, actuellement au niveau exceptionnellement bas de 0,50%, ni de réduire ses injections massives de liquidités, tant que le taux de chômage sera supérieur à 7% au Royaume-Uni.

Cela ne devrait pas arriver au moins avant la fin du deuxième trimestre 2016, date limite des projections publiées mercredi par la BoE. Selon les dernières statistiques, le chômage s'est inscrit à 7,8% en mai.

Si la reprise économique venait à avoir besoin d'un nouveau coup de pouce, la Banque d'Angleterre pourrait même "*mettre en place de nouveaux rachats d'actifs*".

Pour venir en aide à une économie alors en profonde récession, la banque centrale avait abaissé en mars 2009 son taux d'intérêt directeur au niveau historiquement bas de 0,50% et mis en place un programme de rachats d'actifs - dit d'"*assouplissement quantitatif*" - dont le montant total a été progressivement relevé pour atteindre 375 milliards de livres (433,6 milliards d'euros) en juillet 2012. AFP 07.08

Mark Carney vient de chez Golman Sachs et Golman Sachs contrôle aussi la FED avec leurs amis, dites-le à Pierre Cise (Informations ouvrières), cela l'aidera à comprendre ce qui se trame ici.

Quand les syndicats négocient la liquidation des acquis des travailleurs.

- Portugal: négociations pour réduire les retraites des fonctionnaires - AFP

Le gouvernement portugais envisage à partir de 2014 de baisser jusqu'à 10% le montant des retraites des fonctionnaires de plus de 600 euros et de repousser à 66 ans l'âge légal de départ à la retraite pour tous les salariés.

Ces propositions, qui font actuellement l'objet de négociations avec les syndicats, s'inscrivent dans le cadre d'une réforme de l'Etat que le Portugal s'est engagé à soumettre à ses créanciers pour permettre de réduire les dépenses publiques de 4,7 milliards d'euros.

Fin juillet, le parlement avait déjà approuvé l'allongement de l'horaire de travail des fonctionnaires, qui passe de 35 à 40 heures hebdomadaires.

Par ailleurs, le gouvernement doit lancer à partir de septembre un programme qui doit permettre de réduire d'environ 30.000 le nombre de fonctionnaires sur un total de près de 700.000. AFP 07.08

Etait-ce le mandat d'un syndicat de "*négocier*" la liquidation des acquis des travailleurs ? Comment appelle-t-on déjà de tels syndicats, traitres, c'est bien cela n'est-ce pas ? On s'emploie à vouloir nous faire croire qu'ils pourraient servir la cause des travailleurs, alors que la réalité démontre le contraire.

En Italie, ce sont "*les trois confédérations syndicales ont signé le pacte pour la productivité, l'accord sur la représentativité et l'accord sur les contrats jeunes à 516 euros.*" (IO n°263 page 3, édito de D. Gluckstein)

En Grèce, ils ont finalement tout laisser passer. En Allemagne, ils ont accepté Hartz IV. En France l'ANI... Mais c'est

l'internationale des syndicats réactionnaires !

Le secrétaire d'Etat portugais au Trésor, Joaquim Pais Jorge, a démissionné mercredi 7 août de son poste, alors qu'il est soupçonné d'être impliqué dans une ancienne affaire de tentative de maquillage des comptes de l'Etat.

M. Pais Jorge, nommé fin juillet secrétaire d'Etat au Trésor, avait été de 1990 à 2009 un haut responsable de la banque américaine Citibank au Portugal. A ce titre, selon de récentes révélations de l'hebdomadaire Visão, il a participé en 2005 à des discussions avec des responsables du gouvernement socialiste pour proposer des swaps, des des crédits croisés, qui auraient pu permettre à l'Etat de faire apparaître dans sa comptabilité un déficit public réduit de 370 millions d'euros en 2005 et de 450 millions d'euros en 2006. La banque Goldman Sachs avait signé au début des années 2000 des contrats de ce genre avec la Grèce pour l'aider à abaisser son niveau de déficit. Le Monde.fr 07.08

Tiens donc, encore Goldman Sachs, la pieuvre porte bien son nom, non ? Chut !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- République Tchèque

- Le gouvernement tchèque n'obtient pas la confiance du Parlement - AFP

Le gouvernement d'experts tchèque de l'économiste Jiri Rusnok, proche allié du président de gauche Milos Zeman, a échoué mercredi à obtenir la confiance des députés, nouvelle étape de la crise politique tchèque qui peut déboucher à brève échéance sur des législatives anticipées. AFP 07.08

2- Tunisie

Les islamistes au pouvoir en Tunisie ont annoncé mercredi accepter la suspension de la Constituante et vouloir des pourparlers après une manifestation massive d'opposants et deux semaines d'une crise politique déclenchée par l'assassinat d'un député.

Le parti Ennahda a dit qu'il se soumettait à la décision du président de l'Assemblée nationale constituante, Mustapha Ben Jaafar, un allié laïque des islamistes, de geler les travaux de la Constituante jusqu'à l'ouverture de négociations avec les opposants au gouvernement.

"*En dépit de nos réserves (...) sur cette initiative, nous espérons qu'elle servira de catalyseur pour que les adversaires politiques s'assoient à la table du dialogue*", a annoncé le chef du mouvement, Rached Ghannouchi.

Le parti islamiste souhaite une "*solution consensuelle en cette période sensible*" et se dit favorable "*à la formation d'un gouvernement d'union nationale comprenant toutes les forces politiques convaincues de la nécessité d'achever le processus démocratique*".

Ennahda fixe aussi un calendrier de reprise des travaux de l'ANC, exprimant le voeu que la Constitution et la loi électorale soient adoptées "avant fin septembre 2013" et que des élections soient organisées "*avant la fin de l'année*".

Cette annonce intervient au lendemain d'une manifestation de dizaines de milliers de personnes réclamant la démission du gouvernement, jugé responsable de l'essor de la mouvance jihadiste accusée de l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd le 6 février et du député Mohamed Brahmi le 25 juillet.

La manifestation était organisée par une coalition hétéroclite d'opposition sans programme politique commun clair, allant de l'extrême gauche au centre droit et soutenue par les partenaires sociaux.

Les opposants ont refusé l'idée d'un gouvernement d'union dirigée par Ennahda et militent pour un cabinet de technocrates, mais il existe des désaccords. La puissante centrale syndicale UGTT et le patronat Utica ne veulent pas d'une dissolution de l'ANC.

La position qu'adoptera l'UGTT, qui compte un demi-million de membres capables de paralyser le pays, devrait être déterminante. M. Ben Jaafar a d'ailleurs fait du syndicat un arbitre en l'appelant à "*réunir autour de la table du dialogue tous les partis*".

Le secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abassi, a dit à la radio Express-FM, que son syndicat se réunirait "la semaine prochaine pour adopter les mesures nécessaires à l'intérêt du pays".

La Tunisie entamait jeudi une période de quatre jours chômés à l'occasion de la fin du ramadan.

Plusieurs dirigeants de l'opposition ont jugé "*positive*" mais "*insuffisante*" la décision de suspendre l'ANC. Ils ont promis de poursuivre des actions quotidiennes de contestation.

A Washington, la porte-parole du département d'Etat Jennifer Psaki a plaidé pour le "*dialogue*" entre les Tunisiens et a "*condamné le recours à la violence (...) qui n'a aucune place dans la transition démocratique de la Tunisie*".

A Washington, la porte-parole du département d'Etat Jennifer Psaki a plaidé pour le "dialogue" entre les Tunisiens et a "*condamné le recours à la violence (...) qui n'a aucune place dans la transition démocratique de la Tunisie*".

Des experts estiment que les deux camps en Tunisie devront revoir leurs positions.

"*La situation est grave mais elle bouge. Comme dans toutes les crises politiques, les deux camps arrivent avec des positions extrêmes antagonistes avant de trouver une solution (...). Ennahda a déjà commencé à changer sa position*", note le politologue Slaheddine Jourchi.

D'autant qu'"*aucun parti, Ennahda compris, ne peut ignorer la position de l'UGTT, qui est aussi celle de l'Utica. Ennahda ne peut pas continuer sans considérer que les forces (économiques et sociales) du pays ne sont pas d'accord avec lui*", souligne l'expert. AFP 07.08

3- Egypte

L'Union européenne et les Etats-Unis mettent en garde contre le risque d'une "*impasse dangereuse*" en Egypte, dans un communiqué commun publié mercredi 7 août. Un peu plus tôt dans la journée, des discussions ont échouéentre pro et anti-Mohamed Morsi.

Cette médiation internationale, organisée entre les autorités de transition et les islamistes fidèles au président destituté, devait trouver une issue pacifique à la crise en Egypte. Sans succès. Le pouvoir en place a accusé les Frères musulmans d'être responsables de cet échec et des "*événements et développements ultérieurs qui pourraient résulter*".

Le gouvernement égyptien a demandé mercredi aux partisans du président islamiste déposé par l'armée Mohamed Morsi de se disperser "*rapidement*" sur les deux places du Caire qu'ils occupent, menaçant de les déloger par la force après le ramadan qui prend fin dans la soirée.

L'UE et les Etats-Unis, de leur côté, ont prévenu le gouvernement égyptien qu'il avait une "*responsabilité particulière dans la sécurité et le bien-être de tous les citoyens*", et que la situation du pays ne pourrait progresser que par un "*processus politique pacifique dans lequel tous les partis puissent rivaliser sur un pied d'égalité*".

Alors que le secrétaire d'Etat John Kerry a surpris en assurant que l'armée avait "*rétabli la démocratie*" en évinçant M. Morsi, les sénateurs américains John McCain et Lindsey Graham ont toutefois utilisé le terme de coup d'Etat, déclenchant la fureur du gouvernement et de la presse égyptiens.

Après avoir rencontré le général Sissi et des islamistes, les deux sénateurs ont appelé à la libération de M. Morsi. Francetv info et AFP 07.08

ECONOMIE

Japon

Environ 300 tonnes d'eau contaminée se déversent chaque jour dans la mer depuis la centrale nucléaire accidentée de Fukushima. Ce chiffre a été donné par le gouvernement japonais, mercredi 7 août. Pire, l'exécutif est persuadé que les fuites durent depuis deux ans.

L'exploitant de la centrale, la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), se débat depuis mars 2011 pour faire face

aux conséquences de l'accident qui s'est produit à sa centrale nucléaire Fukushima Daiichi, à 220 km au nord-est de Tokyo, endommagée par un séisme et un tsunami géant. Le problème le plus aigu qu'elle rencontre depuis plusieurs semaines consiste à empêcher de l'eau souterraine contaminée par la forte radioactivité du site de fuir dans l'océan Pacifique.

Mercredi, le chef du gouvernement s'est engagé à accentuer les efforts pour limiter ces fuites, et a ordonné au ministre de l'Industrie d'agir en urgence. Le pompage des eaux souterraines devrait débuter au plus tard en décembre, a indiqué un responsable du ministère de l'Industrie. Mais Tepco ne devrait toutefois pas atteindre son objectif à cette date et ne pourrait pomper que 240 tonnes d'eau sur les 300. Le nettoyage du site devrait prendre une quarantaine d'années et coûter plus de huit milliards d'euros. Francetv info 07.08

D'ici quelque temps les cas de cancers vont exploser au Japon... Evitez tous les restaurants japonais, les produits made in Japan

Haut de page

Le 9 août 2013

CAUSERIE

On ajoutera une quinzaine d'articles ce soir ou demain matin.

On a essuyé un gros orage une bonne partie de la nuit , le premier depuis un an, du coup plus d'électricté, des infiltrations d'eau dans plusieurs pièces de la maison, bref, j'ai très peu dormi. A 2h40 j'ai préparé la trame de l'article qui suit. Je me suis levé à 7h et j'ai terminé ce boulot à 15h52 sans déjeûner à midi, pas faim et pas le temps. Je suis claqué !

Bon week-end à tous.

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 11.

Donc si on en croit mes adversaires, en réalité j'ai sur le dos la quasi-totalité du mouvement ouvrier à ma connaissance, les banquiers de la FED ou les plus puissants banquiers de la planète qui disposent d'une armée d'intellectuels à leur service aux Etats-Unis et à travers le monde, scientifiques, chercheurs, historiens, mathématiciens, économistes, bref, des universitaires bac + 7 ou 10, deux ou trois siècles selon les points de repères d'où l'on part après l'avènement du régime économique capitaliste, ces gens-là seraient des crétins finis qui n'auraient rien compris à son fonctionnement, son développement, son orientation, etc. tout cela leur échapperait encore au point qu'ils en seraient à bricoler en urgence une rustine quand la crise éclate ou refait surface.

Ils ont concentré une telle puissance qu'ils peuvent manipuler les cours de toutes les valeurs cotées en bourse, matières premières, monnaies, titres, obligations, etc., absolument rien n'échappe à leur contrôle, y compris la production dans tous les domaines tels, énergie, transport, communication, information, informatique, agroalimentaire, pharmaceuthique, etc., leur pouvoir est tentaculaire, mais voyez-vous ils ne s'en serviraient pas pour orienter le cours du capitalisme mondial, agir dans un sens précis sur les contradictions du capitalisme, ils les subiraient impuissants comme vous et moi, en fait le pouvoir extraordinaire qu'ils ont acquis ne leur servirait à rien ou si peu qu'il n'est pas besoin d'en parler, encore moins d'en tenir compte, voilà ce qu'on s'acharne à nous expliquer. Vous avouerez qu'une telle entreprise relève de la désinformation et qu'on ne puisse pas y adhérer.

En fait, tout ce qui s'est produit depuis un demi-siècle fut l'oeuvre des lois du capitalisme derrière lesquelles ne se tenait aucun acteur ou alors impotent, des marionnettes inconscientes qui ne pensaient qu'à profiter du système pour s'en mettre plein les poches sans se poser de questions ou penser plus loin. Finalement l'évolution du système économique capitaliste depuis le début ou le milieu du XIXe siècle n'aurait été que le produit de ces lois immuables qui fonctionneraient sur elles-mêmes sans que les modifications des rapports qui en découleraient ne se traduisent par une transformation des rapports entre les classes, absolument rien n'aurait changé depuis des siècles dans ces rapports, et si les banquiers anglo-saxons et leurs associés dictérent aux Etats leurs conditions au sortir de chaque guerre ou crise et renforcèrent leur pouvoir politique, ce fut le fruit d'un pur hasard dans lequel ils n'y étaient pour rien ou si peu, c'est le conte qui fait office d'analyse de la situation qu'on nous sort depuis 68 ans, qui a servi de trame au combat de l'avant-garde du mouvement ouvrier, et dont on en a encore eu un exemple hier.

Les banquiers n'auraient pas grand chose dans la tête, ils n'auraient surtout pas de suite dans les idées, aucune stratégie, ils gèreraient leurs affaires au jour le jour, tout ce qu'on peut vous présenter ici n'est que pure fiction ou pures coïncidences auxquelles il ne faut surtout attacher aucune importance. Attention, vous êtes en train de vous faire manipuler par l'auteur de ces ligne qui divague, il n'aime pas le peuple, les travailleurs, les fonctionnaires, le mouvement ouvrier, sa famille pas même son chien, il leur préfère les banquiers, n'est-ce pas monsieur Coquema ?

On continuera une autre fois après s'être posé quelques questions pour alimenter notre réflexion.

Les délocalisations qui ont commencé vers les pays d'Asie du Sud-Est au milieu des années 70, puis deux décennies plus tard vers la Chine furent décidées un beau matin sur un coup de tête, nos banquiers se dirent en essuyant une larme : il y en a marre de la baisse du taux de profit, on va prendre le taureau par les cornes et y remédier sur le champ. Eh hop, aussi vite dit aussi vite réalisé, le lendemain c'était fait... Pas vraiment, car entre le moment où une telle stratégie était imaginée, puis élaborée minutieusement et le moment où elle entrerait effectivement en application il s'était bien passé 10 ou 15 ans. D'ailleurs, il n'y a pas si longtemps, quand vous décidiez d'installer une usine dans un de ces pays, entre ce moment-là et la commercialisation des premières marchandises sorties des chaînes il s'écoulait généralement entre 3 et 5 ans, le temps d'acquérir les terrains, d'obtenir toutes les autorisations, les licences, de trouver le financement, de construire l'usine, d'installer les machines, recruter et former le personnel, etc.

C'est aussi du jour au lendemain, tenez encore sur un coup de tête que les banquiers de la FED décidérent que le dollar ne serait plus convertible en or, ils n'avaient pas du tout, mais alors pas du tout envisagé l'extraordinaire pouvoir qu'ils allaient pouvoir en tirer, un don du ciel qui fait parfois bien les choses.

Les attentats du 11 septembre 2001, ils les conçurent sur un coin de table dans un resort face à l'océan pacifique en admirant un superbe coucher de soleil, voilà ce qui les inspira soudainement, une boule de feu pareil à un boeing projeté sur une tour, comme quoi la nature fait bien les choses tout de même. Quant au discours de G.W. Bush qui s'en suivit immédiatement sur la lutte contre le terrorisme, il improvisa le bougre, il se demanda quel profit ses amis banquiers pourraient tirer d'un tel événement et il a inventé cette histoire à dormir debout. Le pire, c'est que l'histoire lui donna raison, le conditionnement des masses fonctionnant à merveille, hélas !

Tenez, un autre exemple en retournant en arrière, entre 1899 quand Théodore Herzl rédigea *L'État des Juifs*, puis quand vit le jour la déclaration de Balfour en 1918 dans laquelle la couronne britannique s'engageait à donner la Palestine aux Rothschild, et la création en 1948 de l'Etat d'Israël qui est la propriété des banquiers anglo-saxons sionistes de la FED à 50 ou 80% selon les sources, il s'était écoulé un demi-siècle. Ainsi ils étaient parvenus à leur fin, mais alors sans développer la moindre stratégie, encore un pur hasard.

Bref, depuis le début du XXe siècle on pourrait multiplier les exemples par centaines qu'on nous répondrait encore : mais non, mais non, qu'est-ce que vous allez imaginer là, ils n'ont rien planifié, rien programmé, rien orchestré, ils n'ont aucun moyen d'agir sur les lois ou les contradictions du capitalisme, ce sont des impuissants, ce sont des bricoleurs du dimanche. Au diable la dialectique !

Question : Quel crédit accorder à des gens qui vous tiennent un tel discours ? Combien êtes-vous à le partager encore ? Il serait peut-être temps de remettre les pendules à l'heure et de revoir sérieusement notre copie, vous ne trouvez pas ? Je me mets dans le lot évidemment, puisque pendant trop longtemps j'ai cru à leur fable.

Vous avez raison monsieur Coquema, je ne suis pas Marx ou Lénine et je n'ai jamais prétendu les égaler ni même leur arriver à la cheville, je me répète, je ne suis qu'un pauvre type exilé au bout du monde, d'accord je n'ai aucune légitimé si cela peut vous faire plaisir, mais dites-moi, les dirigeants qui nous ont induit en erreur pendant si longtemps en ont-ils une ? Je veux bien leur en accorder une, à condition qu'ils revoient leur copie immédiatement, je sais que cela paraîtra peut-être prétentieux, je vous dis le plus simplement possible ce que je pense, je vous accorde que je ne suis pas toujours très adroit dans ma manière de m'exprimer, mais les faits sont de mon côté alors je peux me le permettre. (A suivre)

Un complément tout chaud tout frais.

Là non plus, les banquiers ne savaient pas ce qu'ils faisaient en accordant des centaines de milliers ou davantage encore de crédits immobiliers à des clients à peine solvables, entre 250 et 500.000 dollars pour une maison.

Et quand ils titrisèrent ces titres pourris, là aussi ils ignoraient qu'un jour cela éclaterait à la figure de leurs clients. Ils s'en foutaient, cela leur aura permis de renforcer leur pouvoir en versant des milliers de milliards de liquidités sur le marché, sans s'oublier eux-mêmes au passage sinon à quoi bon, et cela continue depuis 5 ans !

Ceux qui sont parfaitement au courant sont d'ailleurs très inquiets des poursuites engagées contre JPMorgan par le ministère de la Justice du district Est de Californie, l'action JPMorgan cédait 0,09% après cette annonce, spectaculaire ! Les investisseurs savent qu'ils seront impunis, ils détiennent le pouvoir économique et politique.

- La banque JPMorgan visée par une enquête pénale sur les subprimes - AFP

La banque JPMorgan Chase, première banque américaine en termes d'actifs, fait l'objet d'une enquête criminelle aux Etats-Unis dans le cadre de ses ventes de produits hypothécaires risqués à des investisseurs avant la crise.

Dans un document boursier enregistré tard mercredi, elle explique qu'elle fait face à des "*enquêtes à la fois civile et pénale du*

ministre de la Justice du district Est de Californie à propos de titres obligataires adossés à des prêts immobiliers titrisés et vendus par la firme et ses filiales".

En mai 2013, JPMorgan Chase "*a reçu une notification de la part des bureaux d'enquête au civil indiquant qu'ils étaient parvenus à la conclusion préliminaire selon laquelle l'entreprise avait enfreint certaines lois boursières en relation avec des offres d'obligations adossées à des titres immobiliers risqués (subprime) entre 2005 et 2007*".

En outre, la banque a également "*reçu et répondu à un certain nombre de demandes d'informations et requêtes informelles d'autres institutions fédérales ou de certains Etats américains concernant des produits hypothécaires*", précise-t-elle.

L'effondrement de la valeur des innombrables dérivés hypothécaires immobiliers qui avaient été vendus à travers le monde a secoué les marchés internationaux et s'est traduite par une profonde crise économique dans de nombreux pays entre 2007 et 2009.

Six ans après, les grandes banques américaines sont loin d'en avoir fini avec les poursuites liées à leurs pratiques d'avant la crise.

Dans son document boursier, JPMorgan cite notamment des poursuites engagées par Deutsche Bank "*au nom de plusieurs fonds*" d'investissement, ainsi que "*d'autres actions qui en sont au stade préliminaire dans les tribunaux des Etats de New York et du Delaware*" (est des Etats-Unis) et qui accusent la banque d'avoir trompé les investisseurs sur la qualité de produits hypothécaires. (Deutsche Bank (Allemagne)? C'est l'une des banques qui est un pilier du cartel des banquiers avec la BNParibas (France et PAys-Bas), Barclays (Garnde-Bretagne). L'Etat du Delaware, c'est un paradis fiscal, quelle farce ! -ndrl)

JPMorgan Chase avertit en outre qu'elle pourrait faire l'objet d'autres plaintes liées aux obligations dérivées de prêts immobiliers.

Elle fait aussi l'objet de nombreuses plaintes liées à ses pratiques de saisies immobilières, notamment de la part des Etats de New York et du Massachusetts.

Dans le domaine de l'électricité, elle vient de se voir infliger une amende de 410 millions de dollars pour mettre fin à des poursuites d'un régulateur fédéral pour manipulations de prix, et fait l'objet d'accusations similaires dans le stockage d'aluminium.

L'action de JPMorgan Chase réagissait peu à ces informations lors des échanges électroniques, elle cédait 0,09% à 55,25 dollars vers 13H25 GMT. AFP 08.08

Quand se produit une chute, c'est qu'elle était prévisible ou devait se produire un jour, autant l'orchestrer, pour d'une part s'en tirer à bon compte et d'autre part en tirer profit. Et quand il n'y a pas de chute, c'est tout simplement parce qu'on a fait ce qu'il fallait pour qu'elle ne se produise pas, CQFD.

Il faut vraiment être aveugle pour ne pas voir comment ils manipulent les contradictions du capitalisme, qu'il ne s'agit pas de nier évidemment.

JPMorgan Chase va s'en tirer avec une amende dont cette banque aura elle-même fixée le montant et la vie continuera comme avant, sauf pour les millions d'Américains qui ont perdu leur maison, quant aux investisseurs privés riches et moins riches qui y auront laissé des plumes, on évitera de les plaindre.

Qui a dit ?

Question : Qui a annoncé hier l'assassinat du président syrien qui aurait été pris pour cible par 17 roquettes tirées par le groupe de combattants Ahrar al Chaam?

Réponse : La chaîne de télévision saoudienne Al Arabiya (french.irib.ir 08.08)

Rectificatif

- Academi (ex-Blackwater) n’a pas été revendu (correctif) - Réseau Voltaire

Dans une brève datée du 26 juillet 2013, nous indiquions que, selon SouthWeb, Academi (ex-Blackwater) avait été racheté par Monsanto [1].

Or, SouthWeb est revenu sur cette information pour la démentir. Selon lui, Monsanto a bien eu recours aux services de la plus importante armée de mercenaires du monde, mais uniquement à des fins de renseignement, et ne l’a pas acquise. Le site ne précise pas l’origine de son erreur.

Academi n'a donc pas fait l'objet de rachat depuis 2010. Réseau Voltaire 07.08

DOSSIER MOYEN ET PROCHE ORIENT DU 27 JUILLET AU 8 AOUT

1- Syrie

1.1- Our Boys Got the Cannibal !

Nos garçons (braves soldats de l'armée arabe syrienne) ont eu le cannibale ! Ainsi va la vie d'un chien. Ils finissent tous de la même manière ces "*résistants*" de Fabius. Abou Sakkar a enfin été tué. C'est l'Elysée qui pleure.

Souvenez-vous, ce clown avait éviscéré un soldat syrien, avant de manger son coeur et ses poumons devant les caméras de ses complices et le monde entier via Youtube. Il accusait ce soldat d'avoir violé une femme et qu'il avait horreur de ça. Pire, il avait donné une interview en direct sur la BBC, après son acte "*héroïque*". Un vrai honneur perdu de la chaîne britannique…La Syrie est en train d'être nettoyée et, le monde entier doit remercier le président Bachar al-Assad et la vaillante armée arabe syrienne. L'armée arabe syrienne avait juré de venger son soldat. C'est fait. La même promesse a été tenue par elle, hier. En effet, elle a promis de venger ses soldats tombés en héros à Khan al-Assal où, les terroristes sont entrés pour éliminer toutes les preuves d'utilisation d'armes chimiques. Ils sont désormais encerclés par l'armée syrienne. Nous n'avons pas voulu mettre la photo de mort de ce criminel… http://french.irib.ir 31.07

1.2- L'Union du Kurdistan de Syrie a lancé un appel de mobilisation général pour combattre "*les terroristes d'al Nosra*" . dans un communiqué , l'union demande à "*tous les jeunes kurdes de s'engager dans les combats contre Al Nosra et leurs alliés qaidistes en Syrie*".

L'union confirme l'enlèvement de 100 kurdes par les terroristes, la torture infligée à ces derniers : " l*e front Al Nosra contrôlent toujours une grande partie des villes Tal Abyaz et Raas al Aïn sur les frontières avec la Turquie et il tente de lancer des assauts contre les régions kurdes de la Syrie. En ce sens nous demandons à tous les jeunes kurdes de prendre des armes et de bouter les terroristes de nos régions*". Lundi de violents affrontemenst se poursuivaient pour la huitième journée consécutive entre les kurdes syriens et les terroristes dans la localité de Jabar Agha à Hassaka. http://french.irib.ir 30.07

1.3- Un centre américain de statistique vient de publier un bilan des terroristes arabes non syriens tués depuis 2011 dans des combats contre l'armée syrienne. le bilan est repris par le site syrien, Syria Al Aan. Voici les chiffres avancées par le centre: 1902 tunisiens, 1807 libyens, 1432 irakiens, 1002 palestiniens, 828 libanais ; 714 saoudiens ; 571 yéménites ; 412 marocains; 273 Algériens: 71 koweitiens ; 42 somaliens, 21 omanais 19 bahreinis ; 9 émiratis ; 8 qataris ; 3 soudanais ; un mauritanien .

Les takfiris tuniens occupent la tête de ce pelotons mortifère et ce au grand dam d'Ennahda, le parti au pouvoir qui a fait de la cause takfirie sa religion au risque de provoquer dans le pays des assassinats politiques comme celui de Brahmi qui vient de se produire. une autre remarque intéressant : les deux principaux pays arabes qui financent le terrorisme depuis 2011 en Syrie à savoir l'Arabie saoudite et le Qatar ne détient en fin du compte que le contingent le plus réduit: ils paient d'autres arabes pour aller se faire tuer. Une troisième et dernière remarque renvoie au nombre de takfiris libyens présent en Syrie. La guerre de l'Otan contre la Libye a fait de ce pays un stock d'armes grandeur nature pour tous les takfiris dui Moyen Orient et du nord de l'Afrique tout comme un caserne d'où sont exportés des combattants takfiris là où le besoin de l'Empire l'exige. http://french.irib.ir 29.07

1.4- Environ 100 terroristes se sont rendus à l'armée syrienne.

Selon le journal syrien Thawra, 53 terroristes se sont rendus à l'armée syrienne dans la province Deir Ezzor à l'Est de la Syrie et 53 autres se sont eux aussi soumis et cédé leurs armes à l'armée dans la province de Homs au centre du pays. De plus en plus de terroristes reviennent au peuple syrien ; 470 d'entre eux se sont rendus il y a quelque temps en deux étapes aux forces d'Etat à Damas et à Homs. Dans le même temps, le bureau local des affaires caritatives du Kurdistan irakien a annoncé dans un communiqué que 40 membres du groupe terroriste Front Al-Nosra qui s'étaient rendus en Syrie y avaient retourné. http://french.irib.ir 29.07

1.5- Le Pentagone et la CIA se démènent pour identifier les bons éléments parmi les rebelles mais leurs efforts se trouvent dans l'impasse, affirme le site israélien Israël Spy. Le site mentionne les propos d'un haut commandant de l'armée sioniste qui se dit inquiète de la situation prévalant en Syrie et affirme que "*les Américains se sentent eux aussi empêtrés dans une impasse identique*". Ce général sioniste est Aviv Kochavi, chef du renseignement de l'armée israélienne qui a confirmé mardi l'afflux des milliers de jihadistes vers la Syrie et le danger potentiel qu'ils représentent pour Israël. Il est possible que la Syrie se désintègre et qu'une grande partie de ce pays tombe entre les mains des groupes liés à Al Qaida". Israël Spy souligne les tracas militaires et sécuritaires que pourrait générer pour Israël la perspective d'une emprise qaidiste sur la Syrie. *"Le scénario d'un Emirat islamique en Syrie ne va pas sans poser une menace à long terme à la sécurité des Etats Unis et de leurs alliés car à ce rythme Al Qaida parvient à trouver une nouvelle base d'entrainement et de présence* ". "*Bachar Assad et son père Hafez n'ont cessé de vouer aux gémonies Israël et ce depuis 1970. Bachar tout comme son père est un allié de choix de l'Iran. Ce sont*

eux qui ont crée le Hezbollah à coup de soutien militaire et financier et pourtant personne ne souhaite désormais qu'Assad tombe".

Le site évoque les rapports datant de 2011 selon lesquels les experts jugeaient très positif le renversement d'Assad car en l'absence de ce dernier, l'Iran " *perdrait un allié de poids et que la Syrie serait trop occupée pour s'ingérer dans les affaires régionale*", et le site d'ajouter " *mais deux ans et demi plus tard, on s'aperçoit que la situation n'est pas aussi facile que cela et les analystes israéliens sont amenés à bien croire à ce proverbe " le diable connu est meilleur que le diable inconnu*". Les israéliens connaissent au moins Assad et ses tactiques, le site fait écho aux inquiétudes du renseignement isarélien qui estime que "*les violences en Syrie ne tarderont pas à s'étendre aux pays voisins.* " Les propos de Kochavi ont été formulés alors que ce dernier venait de rentrer d'une visite à Washington, une visite consacrée à l'échange d'informations avec les americains au sujet de la Syrie entre autre. "Ses visions portent donc des traces des inquiétudes exprimées à Washington". http://french.irib.ir 28.07

1.6- Selon le journal Al Diyar citant les services du renseignement jordanien un projet d'attentat contre Bachar Assad , un autre vient d'être déjoué. car ces services e, ont rensiegné les services secrets syriens. " *Le lundi 3 juin, les rebelles ont tenté d'attaquer l'avion présidentiel non loin de Lattaquié via un système de missiles anti aériens importés de Qatar*" selon Al Diyar, deux employés de la'éroport de Al Maza près de Damas cherchaient à appliquer l'attentat alors que l'avion présidentiel en plein vol. Les assaillants armés étaient liés à Al Nosra et à un certain nombre d'officiers déserteurs et voulaient tirer en direction de l'appareil en phase d'attérissage et alors qu'il se trouvait à 150 mètres du sol. Certaines parties liées à ce projet d'assassinat évoquent l'existence d'un groupe composé de neuf personnes impliquées dans ce projet d'attentat visant à éliminer assad pendant le weekend alors qu'il se trouvait dans la ville d'Al Waghaa près de la Méditerranée. Al Diyar affirme que le projet d'attentat aurait été l'oeuvre des services secrets qataro-turcs. http://french.irib.ir 28.07

1.7- Les changements survenus à l'échelle régionale et internationale semblent changer la donne en Syrie depuis plusieurs mois, de sortee que certains analystes parent maintenant du renforcement de la position du président Assad face à un Occident affaibli.

« *Des centaines d'individus rejoignent les rangs de l'armée syrienne pour se battre contre les terroristes et les rebelles liés aux groupes extrémistes qui sont proches d'al-Qaïda* », rapporte la presse internationale. Selon les commentateurs, c'est un signe du changement radical de la donne en Syrie en faveur du gouvernement du président Bachar al-Assad et de son armée. En réalité, les rebelles armés et les terroristes perdent de plus en plus leur espoir quant à une victoire importante face au peuple syrien. De nombreux hommes quittent leurs rangs et rejoignent l'armée syrienne.

La presse britannique a confirmé la nouvelle. Plusieurs journaux ont écrit que l'armée syrienne s'approche d'une victoire décisive face aux rebelles armés. En outre, le Premier ministre britannique, David Cameron, a avoué que le gouvernement syrien et l'armée de ce pays ont gagné la guerre contre les rebelles et les terroristes soutenus par les puissances étrangères.

En effet, depuis plusieurs mois le gouvernement et l'armée de la Syrie ont réussi à isoler les terroristes et les rebelles armés dans la plupart des régions syriennes. Mais ce qui donne plus d'importance aux victoires de l'armée syrienne c'est la répercussion de cette nouvelle dans la région où plusieurs pays arabes ou non arabes avaient décidé de soutenir les terroristes et les groupes armés jusqu'au renversement du gouvernement du président Bachar al-Assad. Plusieurs facteurs ont contribué au changement de la situation en Syrie :

- Les groupes kurdes syriens ont mis fin finalement à leurs doutes et ont rejoint les rangs de l'armée syrienne pour combattre les terroristes. Après leurs longues hésitations, les groupes kurdes qui essayaient de se mettre à l'abri des hostilités, ont décidé finalement de nettoyer les régions à population kurdes, situées dans l'est du pays de la présence des terroristes et des membres des groupes extrémistes.

Dans la ville de Ras al-Ein, les groupes kurdes ont pris position contre les terroristes liés à al-Qaïda. Leurs leaders ont annoncé qu'ils préfèrent se mettre du côté du gouvernement et de l'armée syriens contre les rebelles armés. Cependant certains groupes kurdes qui entretiennent des relations plus proches avec le gouvernement d'Ankara ont annoncé qu'ils poursuivront à lutter contre le gouvernement de Damas aux côtés des rebelles. Néanmoins la plupart des groupes kurdes ont compris qu'ils auraient intérêt à rester loyaux au gouvernement de Damas face à un ennemi commun : l'extrémisme.

- Autre événement qui a contribué au changement de la donne en Syrie, ce sont les événements qui se sont produits en Egypte. L'affaiblissement des positions des Frères musulmans égyptiens a eu un impact direct sur les groupes rebelles à l'intérieur de la Syrie. Les Frères musulmans semblent perdre du terrain en Tunisie aussi. Les protestations intérieures en Turquie et l'affaiblissement de la position du gouvernement du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, semblent également renforcer la position du gouvernement et de l'armée syriens face aux rebelles armés qui étaient soutenus tant par les gouvernements arabes que le gouvernement d'Ankara. http://french.irib.ir 28.07

1.8- Le journal britannique Daily Telegraph conseille aux pays occidentaux de se préparer à une victoire militaire d'Assad. " *Cette victoire ne marque pas seulement la défaite des opposants d'Assad mais celle des pays occidentaux anti Assad. c'est une victoire aussi de l'Iran et de la Russie* ". Dans un article signé Kafflein, le journal souligne "*la réddition des centaines de rebelles armés ces derniers jours, rebelles qui se font grâcier suivant l'armistice décrétée par Assad. Ce fait montre bien ce que j'ai prédit depuis des semaines, Assad est en train de gagner la guerre sanglante qui dure depuis plus de deux ans*". " *Les choses*

ont changé après la reprise de Qusseir sur les frontières du Liban . les circonstance sont tels qu'Assad ne cesse de prendre le dessus. L'opposition s'entre-déchire et l'ASL combat désormais Al Nosra et les Qaidistes et puis il y a l'Iran et la Russie qui ne cessent de renforcer leur soutien à Assad. " L'auteur souligne les propos de David Richards, ex-commandant de l'armée britannique qui avait dit : " *il n'existe aucune oreille sensible pour prêter attention aux demandes de Cameron et de Hague d'armer les opposants.*"

Et puis l'idée d'établir une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie est un casus bellis adressé à Damas non obstant le fait que la livraison d'armements aux rebelles pourrait profiter surtout aux extrémistes. Ce qui a d'ailleurs dissuader les occidentaux de s'engager en ce sens. Mais quel en a été le résultat? Les opposants d'Assad nous traitent de traitres et nous, nos dirigeants comme Cameron ne cessons de confirmer la montée en puissance d'Assad. Tôt ou tard, Assad proclamera sa victoire et ce seront alors les opposants qui devront chercher comment consoler leurs maux. Sur cette base, je crois qu'il est grand temps que les dirigeants occidentaux mettent en marche leur sens de discernement collectif et songent à la victoire d'Assad et à ses conséquences. Cette victoire va affaiblir d'une part la place d'Obama et de Cameron en termes de crédit international puisqu'ils ont sans cesse chercher à renverser Assad et de l'autre renforce la position de la Russie et de l'Iran, les deux principaux soutiens d'Assad. Partant de là la victoire d'Assad ne sera pas seulement la défaite de ses opposants syriens". http://french.irib.ir 27.07

1.9 - Les Etats-Unis et l'Otan ont formé, dès le déclenchement de la crise en Syrie, des escadrons de la mort, sous la supervision d'ex-ambassadeur US à Damas, Robert Ford.

C'est le Global Research, cité par la chaîne syrienne Al-Akhbariya, qui l'a révélé, faisant état de l'application du même scénario qui a eu lieu en El-Salvador. La mission des escadrons de la mort en Syrie qui bénéficient du soutien des Etats-Unis et de l'Otan, consiste à massacrer les civils, pour ensuite faire endosser ce crime à l'armée syrienne, selon le Global Research. « L'objectif, ajoute le Global Research, imputer à l'armée syrienne ces massacres, était d'influer sur l'opinion publique et préparer ainsi le terrain à l'ingérence étrangères. » « *Le massacre des civils dans la ville d'al-Houla, qui a été imputé à l'armée syrienne par les médias internationaux et que le secrétaire général de l'Onu avait dénoncé, était en réalité l'œuvre des escadrons de la mort, liés aux Etats-Unis et à l'Otan*, a révélé le Global Research.

«*Les escadrons de la mort ont commencé mi-mars 2011 leurs activités en Syrie, sous la supervision directe de Robert Ford, ex-ambassadeur de Washington à Damas*, a indiqué le Global Research. (french.irib.ir 06.08)

Précision. Le Global Research ou le portail Mondialisation.ca.

2- Arabie Saoudite

Une petite devinette : dans quel grand pays, ami de tous les pays bien gentils, un citoyen peut-il être condamné à sept ans de prison et 600 coups de fouet pour avoir ouvert un site internet appelant au respect de la liberté d'expression, et au recul du religieux sur la vie sociale ? Allez, c'est facile : c'est bien entendu chez nos amis saoudiens.

L'Arabie Saoudite est une démocratie vertueuse, pas comme les vilains dictateurs des environs. Certes, elle refuse ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, mais c'est parce que le respect des libertés individuelles y est tellement merveilleux que signer ces textes serait redondant. De même, permettre le recours devant le Comité des Droits de l'Homme de l'ONU serait un luxe bien inutile, ce qui n'est pas le genre de la maison. Ce pays est d'ailleurs tellement passionné par la démocratie qu'il finance des groupes de combattants allant affronter l'armée nationale syrienne, pour reverser un très vilain dictateur.

Oui, mais voilà... On ne se fâche pas facilement avec ce pays d'accueil pour les bases militaires US, bourré de pétrole et d'argent. Les droits de l'homme apprécié selon la stratégie militaire…

L'Arabie saoudite vient de lancer un gigantesque projet de métro à Ryad, pour 22,5 milliards de dollars, et les grands groupes mondiaux se sont précipités. Le français Alstom a récupéré un lot de 1,2 milliard de dollars pour la maintenance de ce métro… utilisé par les femmes si elles ont accompagnées ! La responsabilité des entreprises pour refuser de s'impliquer dans des projets qui violent les droits fondamentaux, c'est presque fait.. Mais ils ne perdent rien pour attendre, car question dignité de la femme, la France ne rigole pas : on a même des lois spéciales-dignité, parfaitement exportables, non ?

Mais l'actualité saoudienne, c'est aussi la condamnation hier de Raef Badawi, 29 ans, père de trois enfants, co-fondateur du site « *Réseau libéral saoudien* » par un tribunal de Jeddah à sept ans de prison et 600 coups de fouet. Selon son avocat, Walid Abualkhair, les faits reprochés sont uniquement la publication des textes sur ce site, pendant sa brève existence, textes dénonçaient le poids du religieux dans le domaine public.

Raef Badawi avait été arrêté le 17 juin dernier à Jeddah. Déjà un an en prison. En décembre, il avait été inculpé pour apostasie, passible de peine de mort en Arabie Saoudite, mais cette charge a été abandonnée. La condamnation vise la création

d'un site « *portant atteinte à la sécurité publique* ». Il avait contesté la Commission pour la Promotion de la Vertu et la Prévention du Vice, et avait publié des textes très critiques sur la Al-Imam Mohammad Ibn Saud Islamic University, décrite comme un « *repère de terroristes* ». http://french.irib.ir 31.07

3- Turquie

3.1 - Le Président turc, Abdullah Gül, a réduit les prérogatives de l'armée, dans ce pays.

Dans un projet de loi remis au parlement, l'année dernière, le rôle de l'armée a été diminué de manière drastique. En fait, le parlement turc, en modifiant une partie de la loi, qui pouvait aplanir le terrain à l'ingérence de l'armée dans la politique, a franchi un nouveau pas, pour restreindre l'influence politique de cet organe militaire. De l'avis des analystes, cette évolution n'est pas sans rapport avec la destitution de Morsi, par l'armée égytienne, et les hommes d'Etat turcs s'inquiètent de la répétition du scénario égyptien, dans leur pays. A ce propos, l'Associated Press a rapporté que les généraux de l'armée turque justifiaient, toujours, par ladite loi, leur ingérence, dans les affaires politiques concernant la protection de la laïcité par l'armée. Euronews, pour sa part, a rapporté, à ce propos, que l'armée turque, qui a renversé 4 gouvernements, au cours de ces 50 derniers années, a perdu son influence du passé, depuis l'avènement de l'AKP. Cette chaîne a ajouté que les milieux proches du gouvernement estiment que l'arrestation d'une autorité de haut rang de l'armée peut être considérée comme un progrès dans le domaine de l'établissement de la démocratie.

Atilla Sandiklin du Centre des Etudes stratégiques, «Bilgesam», a précisé que les réformes, dans le système judiciaire turc, simultanément au processus de son adhésion à l'Union Européenne, dans les dernières années de la décennie 1990 et au début de l'année 2000, ont été très importantes, pour renforcer le processus démocratique, en Turquie. Une source parlementaire turque a annoncé, vendredi dernier, que la nouvelle loi restreint le rôle de l'armée et la met sous le contrôle direct du ministère de la Défense. Cette source a ajouté qu'il y a un consensus entre les quatre groupes, qui sont chargés d'élaborer la nouvelle Constitution, d'autant plus que l'objectif est d'élaborer une Constitution civile et démocratique. L'état-major de l'Armée turque est sous le contrôle de la primature et le ministère de la Défense n'est pas en mesure de mettre en question les actes de l'armée. Le parti de la Justice et du Développement, (AKP), dirigé par le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, après sa venue au pouvoir, en 2012, a réussi à réduire l'influence politique des militaires, avec la révision de la Constitution et les enquêtes judiciaires, qui ont abouti à la mise en examen de centaines d'officiers, accusés de comploter contre le gouvernement. http://french.irib.ir 31.07

En résumé , l'Union européenne a soutenu le parti des Frères musulmans pour affaiblir la position de l'armée qui incarnait la laïcité, normal, elle a appelé à la libération de Morsi...

3.2 - La presse turque n'est plus trop tendre avec le premier ministre Erdogan qu'elle accuse de soutien aveugle aux Frères musulmans aussi bien en Syrie qu'en Egypte et ailleurs , ce qui a fini par "*isoler la Turquie*".

" *La position de la Turquie envers l'Egypte n'est pas conforme aux réalités égyptiennes*, affirme le journal Taraf, cité Al Alam. "*Nous parlons d'un Etat qui pèse beaucoup plus lourd que la Turquie. Il faut reconnaitre que les positions internationales consistent à marginaliser les Frères musulmans et Erdogan avec son obcession pro Frère ne fait qu'isoler la Turquie. La Turquie devra faire un retour salutaire à la vérité et à la sagesse*, affirme le journal. Un autre quotidien Yeni Chafagh traite de la question de la démocratie entre l'Occident et les arabes.

Le quotidien cite le haut conseiller d'Erdogan Ebrahim Ghalin qui critique les orientalistes occidentaux pour avoir accusé les musulmans d'être incapables d'accepter la démocratie. Or l'Egypte et la Tunisie ont bien montré que les musulmans et les Arabes savent se doter de la démocratie. la question est alors la suivante : est-ce que l'Occident a la capacité d'accepter la démocratie? Quand le hamas est arrivé au pouvoir l'occident l'a empêché de l'exercer, idem pour l'Egypte où l'Occident a provoqué le renversement de Morsi". Le conseiller d'Erdogan, toujours cité par le journal dénonce le coup d'état militaire et souligne que toutes les parties en pâtiront". Le journal Melliyat revient lui aussi sur les politiques d'Erdogan les qualifiant d'irréelles : " *Comment se fait-il que la Turquie a tendu pour elle même des pièges ? La Turquie va-t-elle tomber dans son propre piège?* s'interroge le journaliste Ghadri et de poursuivre : " *les évolutions anti-Frères ont commencé depuis le double attentat de Reyhanli, s'est poursuivi au Qatar puis en Egypte et l'axe Turquie/Qatar/Arabie a fini par être brisé et maintenant les secousses arrivent au nord de la Syrie. Ces évolutions ont marginalisé plus qu'à tout autre moment la Turquie et cet isolement terrifiant est la conséquence directe des politiques de l'AKP*" http://french.irib.ir 30.07

4- Iran

4.1 - American Enterprise a fait allusion, dans un article, à la présence puissante de la Marine iranienne dans la mer Méditerranée. L'institut a recommandé à l'administration américaine de rester vigilante face à la présence militaire et maritime des Iraniens en Méditerranée.

Selon un article, publié par American Enterprise, Institut de l'entreprise américaine pour la recherche sur les politiques, la RII a renforcé sa présence dans la mer Méditerranée. « *Hossein Salami, commandant adjoint du Corps des Gardiens de la*

Révolution islamique, a déclaré que la présence de la Marine iranienne en Méditerranée cherchait à assurer la sécurité et les intérêts nationaux de l'Iran ». « *Les agissements de l'administration américaine et du régime sioniste n'empêchent pas la présence de l'Iran en Méditerranée. En février 2011, les navires iraniens sont entrés en Méditerranée via le canal de Suez. Il s'agit de la première fois que les navires iraniens sont entrés dans cette zone depuis la victoire de la Révolution islamique* », a déclaré le général Hossein Salami.

L'auteur de l'article a ensuite reconnu que la présence des forces maritimes iraniennes en Méditerranée lancerait un défi pour l'administration américaine. « *La présence de l'Iran en Méditerranée représente un défi sécuritaire pour l'administration américaine car celle-ci craint ne plus pouvoir dominer les ressources gazières et pétrolières de la région. En plus, le régime sioniste craint que les relations entre la RII et le Hamas ne soit élargies via la Méditerranée* », poursuit l'article. « *La Marine et le Corps des Gardiens de la Révolution islamique ont renforcé leur présence dans la mer d'Oman, le Golfe d'Aden et la Mer Rouge. Entre autre, une base maritime soudanaise a permis aux navires iraniens d'entrer dans la mer Méditerranée pour ainsi se diriger vers la mer Rouge. C'est ainsi que les navires iraniens sont capables de circuler dans la mer Rouge*», indique l'article. L'auteur de l'article a ensuite conseillé à la Maison Blanche de rester vigilante envers la puissante présence de la Marine iranienne en Méditerranée. « *La Maison Blanche doit rester vigilante face au renforcement de la présence iranienne dans la zone méditerranéenne pendant la prochaine décennie. Au lieu de se focaliser sur la sécurité de ses forces maritimes, déployées dans le golfe Persique, l'administration américaine doit prendre compte de l'influence crescendo de la RII dans la zone méditerranéenne* ». http://french.irib.ir 30.07

4.2 - « *Israël est préoccupé par un éventuel accord entre l'Iran, l'Union européenne et les Etats-Unis » a écrit le quotidien israélien, Maariv. « Il y a quelques semaines, l'un des hauts responsables de l'organisation de renseignement et de sécurité d'Israël s'est déplacé, en Europe pour s'entretenir avec ses homologues européens de l'Iran » a précisé ce quotidien. Ce déplacement était motivé par des inquiétudes ressenties à Tel-Aviv, suite aux informations faisant état d'un un éventuel accord entre l'Iran et l'Europe avec le consentement des Etats-Unis* » précise encore Maariv. « *Ce responsable de renseignement israélien a entendu ses homologues européens lui dire qu'après l'élection de Hassan Rohani comme nouveau Président iranien, l'Union européenne, étant sous pression de son opinion publique, n'a d'autre choix que d'opter pour la solution douce et facile de la question du nucléaire de l'Iran* », a ajouté ce quotidien.

Toujours selon ce quotidien, ce reponsale israélien a été informé de la position de l'administration US à cet égard. « *Si le nouveau Président iranien, Hassan Rohani donne son accord à l'arrêt, ne serait-ce que pour quelques mois, de l'enrichissement de l'uranium à 20%, les Etats-Unis donneront leur aval à l'allègement des sanctions contre Téhéran* » révèle ce quotidien. Les autorités du régime israélien ont, à maintes reprises, annoncé qu'elles étaient mécontentes de l'élection de Hassan Rohani comme nouveau Président iranien, tout en exprimant leurs inquiétudes de voir l'Iran et l'Europe, parvenir à un accord diplomatique pour résoudre la question du nucléaire iranien. http://french.irib.ir 30.07

5- Israël

5.1 - La chaîne de télévision israélienne, Canal 2, a rapporté que le chef des services de renseignements israéliens (Mossad), Tamir Bardo a effectué une visite secrète il y a quelques semaines aux Emirats-arabes-unis.

Selon l'expert des affaires arabes de Canal 2, Ehod Yaari, "*la visite était officieuse*" et "*Bardo s'est réuni avec le prince héritier Mohamad ben Zayed alNahyan, ainsi qu'avec de haut responsables sécuritaires*".

Au cours de cette réunion, il a été surtout question de la situation en Egypte avant le coup d'état militaire et de la coopération dans les questions militaire et sécuritaire.

Toujours selon la même source, Bardo s'est réuni avec le responsable palestinien Mohammad Dahlan qui réside à Dubaï.

Canal 2 a cité des rapports turcs selon lesquels Bardo s'est rendu récemment à Ankara pour renforcer les relations avec les renseignements turcs.

Selon le quotidien turc Heryatt, Bardo s'est réuni en secret avec son homologue turc Haqan Vidane pour discuter des évolutions en Syrie et en Iran. Le quotidien a indiqué que Bardo et Vidane se sont échangés des informations de renseignements liées à la Syrie et au rôle iranien là-bas. http://french.irib.ir 29.07

5.2 - Patrick Maisonnave sera le prochain ambassadeur de France en «Israël». Il succède à Christophe Bigot en poste à «*Tel Aviv*» depuis 2009.

Patrick Maisonnave est un diplomate expérimenté qui connaît parfaitement la réalité géopolitique de l'entité sioniste puisqu'il est, jusqu'à présent, Directeur des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement, au sein du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes. Il est un chaud partisan de la lutte contre la prolifération nucléaire, et à ce titre, il ne peut que plaire à ses nouveaux hôtes qui ont fait de la menace iranienne le principal défi des prochaines années. «*Nous sommes très contents que le nouvel ambassadeur vienne de la Direction des affaires stratégiques du Quai d'Orsay, affirme un diplomate israélien au journal*

Le Figaro, car elle est très à l'écoute d'Israël», ajoute-t-il.

«*Patrick Maisonnave travaille activement dans la lutte contre la prolifération nucléaire (TNP). Son discours sur l'Iran devrait particulièrement être apprécié des israéliens pour qui Téhéran est la principale menace. Patrick Maisonnave comprend cette position et estime aussi que l'Iran représente un danger, et pas uniquement pour Israël, pour le reste du monde également*», rapporte le site d'informations israélien JSSNews.

Selon le JSSNews, «*M. Maisonnave connaît également le monde politique israélien. Il a rencontré à plusieurs reprises des leaders locaux, dont Tzipi Livni avec qui il s'entend particulièrement bien.*»

Patrick Maisonnave, grâce à sa carrière, «connaît parfaitement les enjeux géopolitiques d'Israël et du monde Arabe» ajoute le site. «*Il est très impliqué, à plusieurs niveaux, dans des discussions avec l'Egypte par exemple. Mais son domaine de prédilection c'est plus des pays particulièrement instables, comme la Pakistan.*»

Plus globalement, «*Patrick Maisonnave va suivre la politique étrangère de la France, mais à titre personnel, il ne se fait pas tellement d'illusions sur la paix au Proche-Orient*».

Patrick Maisonnave devrait présenter ses lettres de créances au président israélien Shimon Peres dans les prochaines semaines. Christophe Bigot devrait, de son côté, quitter ses fonctions d'ici la fin juillet. http://french.irib.ir 29.07

5.3 - En protestation contre la multiplication des cas de crimes et de violences, en Israël, (Palestine occupée), ces derniers jours, Tel-Aviv est le théâtre de manifestations de protestation.

"*En guise de protestation contre l'augmentation de cas de crimes, des manifestations ont eu lieu, dans la localité de Herzlia, dans le Sud de Tel-Aviv, pour réclamer l'instauration de la sécurité*", a écrit le quotidien sioniste, "*Yediot Aharonot*", dans son numéro d'aujourd'hui, dimanche. La multiplication des délits, des actes de corruption et des crimes, en Israël, suit, ces derniers temps, un processus accéléré. Ces délits, ces corruptions et ces crimes se sont propagés des instances et des politiciens israéliens au corps même de la société. La corruption financière et morale des autorités du régime sioniste tracasse, depuis longtemps, les tribunaux israéliens. L'ancien Chef du Mossad, Meir Dagan, a reconnu, ouvertement, il y a quelques temps, qu'Israël est au bord du gouffre et que ce qui le menace, actuellement, c'est son système politique. Ces dernières années, les autorités israéliennes occupant des postes-clés ont parlé de la mauvaise situation interne d'Israël et de son avenir sombre. Les mauvaises conditions politique et économique de ces dernières décennies se sont associées, avant de créer des crises sociales engendrant la pauvreté, la corruption, la prostitution et l'insécurité, dans la société hétérogène sioniste.

En 1948, en occupant la Palestine, ce régime s'est autoproclamé, alors qu'il était dépourvu des deux facteurs essentiels que sont le peuple et la patrie, pour former un Etat. C'est alors que les Sionistes, en occupant la Palestine et en massacrant et mettant en errance le peuple palestinien, ont, d'abord, usurpé leurs terres, avant de créer un peuple factice, pour ces territoires usurpés, en trompant des millions de Juifs, à travers le monde. La discrimination s'est, ainsi installée, dans une société malsaine, en mal d'identité, avec toute une série d'immigrants considérés comme des citoyens de seconde zone, ce malaise et ce mal-être conduisant, inexorablement, à décadence morale de la société. Selon les chiffres officiels de la police du régime sioniste, en raison de la multiplication, sans précédent, de la délinquance et des crimes, dans la société israélienne, le ministère de l'Intérieur du régime sioniste, en coopération avec la police, a déployé un maximum d'efforts, pour collecter les armes personnelles.

Le récent rapport de 2012 de l'Organisation "*Transparency International*" révèleque le régime sioniste occupe la 39ème place de l'indice de la corruption des responsables. L'augmentation des cas de prostitution, de toutes sortes de perversions morales et de corruption financière et sociale, ont transformé la Palestine occupée en une société, sans fondement éthique, dans la région, ce qui explique pourquoi la société est aux prises avec des maladies psychiques. Le chiffre élevé des cas de suicides et d'immolations par le feu, en Palestine occupée, met en exergue l'ampleur de l'immoralité qui règne dans la société sioniste. Le fait de reconnaître les anomalies, en Israël, veut dire que, sur la terre où coulent en abondance «*le lait et le miel*», promise aux immigrants sionistes, la sécurité est un cadeau précieux. Dans de telles conditions, une des autorités du régime sioniste a laissé entendre que «*la société israélienne se dirige vers la barbarie et que le crime y est devenu un problème de fond*». http://french.irib.ir 28.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Dans la poubelle des agents de l'impérialisme américain et du néolibéralisme.

1- Florence Aubenas : « ***En Syrie, il y a une chasse aux journalistes*** » - Leparisen.fr

Ex-otage en Irak, Florence Aubenas copréside le comité de soutien aux deux journalistes d'Europe 1, Didier François et Edouard Elias, enlevés en Syrie il y a tout juste deux mois.

"*... nous ne savons pas grand-chose, à part qu'ils ont été enlevés le 6 juin par des hommes cagoulés dans la région d'Alep. La grande difficulté avec la Syrie, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, c'est que les deux parties en conflit peuvent détenir des otages. Soit la rébellion, soit les forces gouvernementales. Ce qui rend les recherches plus compliquées et l'approche politique de la situation différente.*" (Quand on ne sait, on la ferme ! - ndlr)

"*... on s'est rendu compte qu'il y a une véritable chasse aux journalistes en Syrie*." (Le gouvernement syrien aurait tout intérêt à faire la chasse aux journalistes dans votre genre, à sa place nous le ferions aussi. Lire plus loin qui est Aubenas et pour qui elle roule. - ndlr)

"*Nous avons lancé une pétition qui vient de dépasser le cap des 5000 signatures (http://otagesensyrie.org). La France est un pays atypique en matière de prise d'otages. Il existe une réelle solidarité. Le comité prendra également une série d'initiatives, dont les plus spectaculaires auront lieu les 6 de chaque mois. En septembre, par exemple, on lancera une opération dans les mairies de France*". Leparisen.fr 08.08 (Il faut associer la population à l'entreprise djihadiste du gouvernement français en Syrie, CQFD. - ndlr)

Il y a quelques mois, Aubenas envoyée spéciale en Syrie pour le journal Le Monde affirmait qu'il n'y avait pas de mercenaires djihadistes étrangers en Syrie (l'article de presse figure dans les archives du site, ainsi que la causerie que j'y avais consacrée.), alors qu'on disposait d'une multitude de témoignages qui prouvaient le contraire, on sait que leur nombre était évalué à plus de cent mille contras venant de plus de 50 pays différents, le Réseau Voltaire avance un chiffre beaucoup plus important.

Tenez, la preuve que madame Aubenas est une faussaire par ses amis américains, notez la date, 2011 :

- Un centre américain de statistique vient de publier un bilan des terroristes arabes non syriens tués depuis 2011 dans des combats contre l'armée syrienne. le bilan est repris par le site syrien, Syria Al Aan. Voici les chiffres avancées par le centre: 1902 tunisiens, 1807 libyens, 1432 irakiens, 1002 palestiniens, 828 libanais ; 714 saoudiens ; 571 yéménites ; 412 marocains; 273 Algériens: 71 koweitiens ; 42 somaliens, 21 omanais 19 bahreinis ; 9 émiratis ; 8 qataris ; 3 soudanais ; un mauritanien . http://french.irib.ir 29.07

Elle a adopté la position du gouvernement Hollande-Fabius sur la question syrienne et continue à ses côtés son combat impérialiste contre le peuple syrien, comment ? En laissant entendre que le gouvernement syrien aurait enlever des journalistes, ce qui ne pourrait que desservir sa cause, tout comme l'emploi d'armes chimiques, Assad est inconscient, c'est bien connu. La tiers-mondiste Aubenas est une professionnelle, non pas dans le domaine du journalisme indépendant, mais dans celui de la manipulation grossière pour le compte de la main qui flatte son ignorance et qui la nourrit, détestable et infréquentable !

2- Laissez Snowden tranquille, réclament 157 ONG à Obama - liberation.fr

- Pour les ONG, le gouvernement américain devrait au contraire le protéger, au nom de la liberté d'expression. «Les dernières révélations d'Edward Snowden ont déclenché un grand débat public, nécessaire et tardif, sur les limites acceptables de la surveillance exercée dans un Etat démocratique», explique le collectif, qui dénonce une «tendance obsessionnelle du gouvernement américain à contrôler l'information». liberation.fr 08.08

Là l'opération consiste à définir "*les limites acceptables de la surveillance exercée dans un Etat démocratique*", autrement dit justifier l'existence d'un système policier consistant à surveiller la population sous un régime capitaliste, ce qui serait rendu tout à fait acceptable à partir du moment où on aurait décrété que cette surveillance s'effectuerait dans le cadre d'un "*Etat démocratique*", ce qui signifie qu'un tel Etat ou les bases d'un tel Etat existerait malgré tout aux Etats-Unis, alors qu'en réalité depuis des lustres nous sommes en présence d'une dictature.

Mieux encore, sachant les contradictions qui secouent actuellement le sommet de l'administration américaine, cette initiative et plus particulièrement son orientation tend à accroître la pression sur son aile conservatrice que représente Obama, au profit de sa tendance néolibérale qui lui reproche ses hésitations sur la Syrie et son manque de fermeté envers l'Iran, ses coupes dans le budget du Pentagone.

C'est aussi ignorer que le gouvernement américain ou plus largement l'administration américaine sont en réalité un mélange de démocrates et de républicains, qui ont été mis en place par les commanditaires de la CIA et de la NSA, et qu'ils en sont les présentants et non ceux de la population américaine. Finalement cette opération revient à couvrir la véritable nature des institutions américaines, dont le gouvernement, de manière à entretenir l'ignorance des masses américaines, mieux les manipuler.

Qui cela dérange-t-il ?

- Université: 78% des Français contre le port du voile en cours - AFP

Je me souviens de ma grand-mère Marguerite dans les années 60-70 qui arrivait chez nous après avoir été à la messe le dimanche matin et qui avait oublié d'enlever le foulard qui recouvrait sa tête, parfois elle le portait uniquement pour sortir, quand elle était plus jeune les femmes portaient souvent des chapeaux ou un simple foulard.

J'ai retrouvé une photo où je posais avec ma mère qui portait un foulard, je devais avoir 5 ans, il y a donc 53 ans. Dans des films de la Nouvelle vague des années 60 qu'ils repassent régulièrement sur TV5Monde Asie, on peut encore voir les principales héroïnes porter un foulard dans la rue ou dans d'autres lieux publics.

Qu'est-ce qu'on en a à faire qu'une jeune fille ou une femme porte un foulard sur la tête quand elle est en classe ou fait la classe ? Tandis que d'autres portent des jupes si courtes qu'on peut voir leur culotte, quand elles en portent évidemment, ou des décoletés si larges qu'on voit une partie de leurs seins ou encore des vêtements si transparents qu'on peut discerner ce qu'ils recouvrent, ne m'accusez pas de voyeurisme car en Inde du Sud cela n'existe pas.

Les musulmans doivent être une masse invisible, disparaître, c'est déja bien généreux qu'on les tolère, et adopter le code de conduite des athées radicaux, une autre forme de fondamentalistes à côté desquels les bigots catholiques sont plus tolérants. C'est une nouvelle fois stigmatiser davantage une religion, l'islam, plutôt que les croyants qui ne doivent avoir comme point de repère que l'idéologie de la classe dominante, tout comme le reste de la population.

Et puis quelle hypocrisie, à l'école ou à l'université, les gosses ou les jeunes comme les profs savent qui est chrétien, juif, musulman ou athée, quand on aborde des textes contenant des questions de société les élèves s'expriment librement devant leurs petits camarades, j'ai fait des remplacements d'une semaine (ou plus) au lycée Français de Pondichéry et au bout du cinquième jour je les connaissais tous, il faut dire que j'employais la même méthode que dans le site en m'exprimant très librement, cela les poussait à s'exprimer et tout se passait très bien. Quand j'ai fait les études dirigées pendant un an et demi, j'avais les mêmes gamins une heure par jour durant toute l'année scolaire, j'étais davantage en contact avec eux que tous leurs profs, je les connaissais par coeur, j'avais eu accès à leur fichier scolaire, j'avais rencontré leurs parents, je ne pouvais pas ne pas savoir qui était chrétien et qui était musulman par exemple, je n'en parlais jamais avec mes élèves, et je me souviens que lors de ma première apparition dans une classe, je me présentais, immanquablement il y avait un gosse pour me demander quelle était ma religion ou si j'en avais une, généralement comme j'étais Français, ils s'imaginaient que j'étais chrétien, alors quand je leur répondais que j'étais athée, je regardais leur visage, ils étaient surpris et parfois me posaient des questions, monsieur pourquoi vous n'avez pas de religion, je leur répondais que je n'en avais pas eu besoin pour apprendre à lire, écrire et compter et que depuis je m'en passais très bien, et s'ils insistaient, car c'était un truc qui les intriguait, j'ajoutais que cela ne m'avait pas empêché non plus de respecter les autres.

Jamais je n'ai abordé avec mes élèves une discussion du genre : pourquoi tu es catholique, protestant, musulman ou hindou, et pour cause, je le savais, parce que leurs parents l'étaient. Quant à savoir qu'est-ce qu'ils avaient compris de leur religion ou qu'est-ce qu'elle leur apportait, je me suis refusé d'entrer dans ce genre de discussions qui portaient forcément à polémique avec des enfants ayant entre 11 et 14 ans. C'est une affaire personnelle qui n'a pas lieu de faire l'objet d'une discussion dans une salle de classe selon moi. On est tous des camarades de classe et on est là pour acquérir des connaissances et avancer fraternellement ensemble. De mon côté, aussi puisque j'ai tiré des enseignements de ces expériences.

Parfois ils se chamaillaient, j'écoutais d'un air distrait ce qui se disait, et à la première attaque personnelle c'était terminé, je disais : stop, s'il te plaît peux-tu me répéter ce que tu viens de dire, j'ai mal entendu, quoi, comment, les gens comme lui, cela signifie quoi les gens comme lui, tu peux préciser s'il te plaît, non monsieur, ce n'est pas ce que je voulais dire, d'accord, j'aime mieux cela, on ne juge pas les idées ou les actes d'une personne en fonction de son appartenance à une communauté, etc., parce que tu crois que tous les gens qui appartiennent à la tienne ou qui te ressemblent se comportent correctement, non monsieur, donc tu as dit une bêtise, oui monsieur je m'excuse, bravo n'en parlons plus, cela arrive à tout le monde... Voilà ce que j'ai vécu en classe.

ACTUALITE EN TITRES

Pourvu qu'ils réfléchissent longtemps...

- Le Royaume-Uni réfléchit sérieusement à exploiter le gaz de schiste - L'Expansion.com

L'isolant qui a assuré la stabilité du régime pendant 68 ans.

- Dati : le front républicain est un "*voile intégral*" qui "*isole de la réalité*" - Francetv info

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

Le taux de chômage en Grèce a poursuivi sa montée en mai, à 27,6% de la population active contre 26,9% en avril, touchant principalement les jeunes dont plus de trois sur cinq sont sans emploi, a annoncé jeudi le service des statistiques grecques Elstat.

Au total, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi s'élevait en mai à 1,38 million, contre 1,33 million en avril. Les jeunes de moins de 24 ans sont les plus exposés, avec un taux de 64,9% en mai. AFP 08.08

Haut de page

Le 11 août 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter la quinzaine de nouveaux articles que j'ai chargés dans mon disque dur, ce sera dans la journée si l'électricité revient. Bon dimanche à tous.

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 12.

Partie rédigé le 10 août.

Le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, coopté à la dernière réunion de Bilderberg à Hertfordshire (Grande-Bretagne) début juin 2013 avait déjà participé à la réunion de Bilderberg de juin 2011, vient de procéder à l'achat du Washington Post.

Et le *Blog international du Collectif « Indépendance des Chercheurs »*, en réalité un blog du Courrier international propriété du groupe Le Monde de se poser une question : "*Mais que peuvent imposer aujourd'hui, au niveau mondial, les groupes et entités présents dans les rencontres de Bilderberg ?*" Leur personnel, leur idéologie par exemple, leur stratégie de gouvernement mondial sous prétexte de vouloir mettre fin aux inégalités dans le monde et aux guerres, instaurer la démocratie...

La question était mal posée, car les participants à ces réunions ont été minutieusement sélectionnés en raison du pouvoir qu'ils concentrent entre leurs mains ou de la place qu'ils occupent dans un secteur économique, autant que leur orientation politique qui peut servir l'intérêt de ses organisateurs ou leur stratégie, à laquelle chacun des participants sera appelé à adhérer s'il souhaite poursuivre sa carrière ou la voir briser nette. L'ex-directeur du Monde, feu Erik Izraelewicz, y fut invité par exemple.

L'heureux élu sélectionné pour participer à cette réunion où il sera amené à côtoyer les personnages les plus puissants de la planète, sera recruté ou non en fonction des idées qu'il exposera et d'autres critères attenants plus personnels encore, autrement dit son degré d'adhésion à l'idéologie néolibérale s'il ne l'avait pas encore adoptée et l'usage auquel ses maîtres l'ont réservé, cela peut paraître vulgaire comme démarche, en réalité c'est uniquement cynique, soit il fait l'affaire et il est destiné à connaître une brillante carrière, soit ils l'ignoreront dans le futur ou le jettent parce qu'il ne répond pas à la définition de fonction qu'ils avaient arrêtée pour lui.

A ces réunions les participants n'ont pas le même statut. Il y a le groupe dirigeant constitué de banquiers, reines ou monarques, aristocrates, présidents de multinationales, ex-dirigeants politiques au plus haut niveau, puis vient ensuite le second cercle dans lequel on trouve des idéologues, des intellectuels, des patrons de presse ou de grandes entreprises, et pour finir le troisième cercle constitué des prétendants ou les pions dont la prestation sera jugée par les deux précédents et qu'ils propulseront ou non à la direction d'une institution ou d'un gouvernement en fonction de leurs besoins.

C'est une sorte de séance de recrutement au cours de laquelle les candidats sélectionnés vont passer un grand oral qui sera ensuite jugé par leurs pairs à huis clos hors de leur présence, ils connaîtront le résultat de leur délibération plus tard.

Fillon et Pécresse figurèrent dans la sélection de juin 2013 ce qui est assez surprenant à première vue, pourquoi ne pas avoir plutôt invité Sarkozy ? Parce qu'il a déjà été au pouvoir et conserve ce statut, lui faire passer cet oral aurait été le rabaisser ce qui aurait été une erreur. Et puis il ne faut pas oublier que l'art de gouverner, c'est l'art de savoir bien s'entourer, le choix d'un

Premier ministre est primordial en France, apparemment ils ont voulu évaluer deux candidats pour savoir lequel ils soutiendraient plus tard ou imposeraient à Sarkozy s'il était élu en 2017. Pécresse pourrait-elle devenir la nouvelle Dame de Fer ? Quand ils ont recruté Thatcher, elle était inconnue, son grand oral les a convaincus et ils l'ont propulsée là où l'on sait. Schröder, Monti, Blair, Draghi et bien d'autres sont passé par là aussi, il n'y a pas si longtemps, et ce n'était pas pour taper une bavette entre gens biens sur le coin d'une table ou jouer au bridge.

Du coup la question posée au départ nous semblera bien naïve de la part de chercheurs qui se disent indépendants.

Mieux encore, cette question était complètement à côté de la plaque, car les banquiers et hommes d'affaires les plus puissants du monde qui sont animés par la même idéologie et luttent ensemble pour la même cause, n'envisagent pas de posséder le monde car ils savent très bien que c'est impossible, mais uniquement de le contrôler de façon à exercer leur pouvoir qui sera sans partage, absolue.

Aussi pour parvenir à cet objectif ils utilisent différents procédés qui vont de la dérégularisation financière qui leur permet de contourner les lois de l'économie capitaliste et d'exercer leur contrôle sur tous les secteurs clés de l'économie, à la mise en place d'institutions financières et politiques à la tête desquelles ils placent des hommes liges qui ont travaillé pour eux, qu'ils ont sélectionnés et formés, qui leur sont totalement dévoués, en passant par les Etats ou les gouvernements où ils pratiquent de même, un ministre des Finances, des Affaires étrangères ou de la Défense gagné à leur cause aura autant ou plus de valeur ou sera plus efficace parfois qu'un président ou un Premier ministre.

Il serait également erronée de présenter la réunion annuelle du groupe Bilderberg à laquelle assistent entre 120 et 130 convives comme un événement isolé, trois petits tours et puis s'en vont, les participants ont reçu leur feuille de route et bonne chance, non, cela ne fonctionne pas ainsi, en réalité, ils se réunissent en groupes plus restreints tous les trimestres et ils demeurent en contact tout au long de l'année à travers tout un ensemble d'institutions, d'organisations, comités, think-tanks auxquelles leurs membres participent ou qu'ils animent.

Il s'agit donc d'une organisation internationale (du capital) aux multiples ramifications dont l'existence ne se résume pas à ce qui peut transparaître ici ou là dans les médias, rarement d'ailleurs, ou sur Internet, elle a un fonctionnement permanent. C'est déjà une sorte de gouvernement mondial agissant dans l'ombre. Leur prêter de se conduire en dilettantes ou de n'être capables que de se livrer à de basses manoeuvres pour tenter d'orienter la marche du monde, serait sous-estimer ou méconnaître la nature de leur engagement, leurs réelles intentions et leur détermination à les imposer au reste du monde, à atteindre leurs objectifs politiques.

Je voudrais revenir sur l'info que nous avions évoquée le 5 août, à savoir :

9000 milliards de dollars volatilisés à la FED - Mise en ligne le 12 août 2009
https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Tpyot9UCCj8

9.000 milliards de dollars est une somme colossale chacun l'admettra. Cette information est venue aux oreilles de congressistes américains, comme quoi il y a des failles ou des fuites dans leur système, du coup je me suis demandé combien d'autres milliers de milliards de dollars avaient connu le même destin sans que personne n'en sache rien.

Je rappelle pour ceux qui n'ont pas lu la causerie du 5 août, que lors d'une commission du Congrès ou de la Chambre des Représentants, l'Inspecteur général de la FED qui était interrogée avait dit qu'elle ne savait pas à qui avait été distribué cet argent de poche et combien exactement, cette somme gigantesque figurait "*hors bilan*" de la FED selon un rapport de Bloomberg, répondant "*nous n'avons pas de juridiction pour faire sortir et vérifier les activités bancaires de la FED*", le président de la commission lui posant à nouveau la question, elle répondit qu'elle n'était pas en mesure de dire où étaient passés ces 9.000 milliards de $, qui en avaient profité et à quelle hauteur, elle n'en savait fichtre rien (sic!), le tout avec une désinvolture qui ne laissait aucun doute sur le pouvoir extraordinaire acquis par ces banquiers et les conclusions des travaux de cette commission qui seront enterrées, comment pourrait-il en être autrement ?

On avait bien la preuve sous les yeux ou dans nos oreilles que la FED fabriquait bien des montagnes de dollars à partir de rien et que les mêmes banquiers se les distribuaient discrètement en toute impunité.

Avec une telle somme vous avez de quoi renverser l'Union européenne ou la sauver, idem pour n'importe quel Etat dans le monde, y compris les Etats-Unis.

Vous pouvez prendre le contrôle de n'importe quel secteur économique, faire chuter ou grimper les cours de n'importe quelle valeur sans que les contradictions du capitalisme ou la lutte des classes n'entrent en jeu, on est bien d'accord. C'est tout ce que je voulais dire monsieur le procureur.

S'ils agissent de la sorte c'est pour renforcer leur pouvoir, ils ne poursuivent pas d'autres objectifs, faire votre bonheur ou le mien ou celui du reste du monde ne fait manifestement pas partie de leurs objectifs, ce sont de dangereux psychopathes, des

mégalomanes complètement détraqués qui préfèreraient encore faire tout péter que faire notre bonheur ou partager le leur, cela peut paraître absurde et cela l'est assurément, dément, ils le sont, mais c'est ainsi, ils ont montré dans le passé de quoi ils étaient capables en matière de cynisme destructeur à l'échelle du monde, puisque ce sont eux qui ont alimenté les usines d'armements des deux côtés pour que l'horrible carnage se prolonge, encore faut-il avoir connaissance des faits, les admettre pour comprendre à quoi nous avons à faire.

Vous ne voulez toujours pas admettre qu'ils sont en mesure d'agir sur les lois de fonctionnement du capitalisme ou ses contradictions alors qu'on a la preuve sous le nez. Lors de la Seconde guerre mondiale, il y avait une crise économique, les Etats étaient déjà endettés, ils allaient s'endetter en plus pour financer leur "*effort de guerre*", permettre que le carnage se poursuivent entraînant la destruction de gigantesques forces productives et moyens de production à travers tout l'Europe, la liquidation physique de dizaines de millions de producteurs, les banquiers anglo-saxons allaient fournir aux deux camps pétrole et matières premières, avec quel argent puisque leur richesse n'était pas illimitée, mais en procédant exactement de la même manière qu'aujourd'hui ou au milieu du XIXe siècle.

Pierre Cise précisait dans son article (IO n°263 page III) que : "*Cette masse de monnaie était émise sans qu'en contrepartie la réserve en or qu'elle était censée représenter existât vraiment*" quand il n'existait pas ou plus de banque centrale aux Etats-Unis, mais dites-moi, si au moyen d'un artifice ils peuvent alimenter une guerre, faire durer le plaisir (pour eux), là on sort des lois du fonctionnement du capitalisme, de ses contradictions, de la lutte des classes, on est en présence d'autre chose, s'ils peuvent manipuler le cours de l'histoire pour procéder à de gigantesques destructions pour s'enrichir, soumettre des Etats, accroître leur pouvoir économique et politique, non ? Si on était resté dans le cadre des lois du capitalisme, la guerre se serait arrêtée nette au bout de quelques mois faute de carburant, de fer, de cuivre, d'aluminium, etc. ou plutôt d'argent pour alimenter les usines d'armement, et payer la solde des soldats, non ? Mieux encore, si ces banquiers n'avaient pas financé la montée d'Hitler au pouvoir et son régime par la suite, il n'y aurait tout simplement pas eu de Seconde Guerre mondiale.

Les travailleurs et la plupart des militants ignorent ces faits, car il s'agit de faits prouvés et vérifiables et non une interprétation ou une théorie. Tout a été fait sciemment ou inconsciemment pour les maintenir jusqu'à présent dans l'ignorance du fonctionnement du monde, dès lors faut-il s'étonner qu'ils soient incapables de trouver la voie ou de renouer avec le socialisme ? (A suivre)

Un article pour alimenter notre réflexion.

- JPMorgan Chase: l'enquête se termine sur la "*baleine*" - AFP

L'enquête du régulateur boursier américain (SEC) touche à sa fin sur les pertes de 6 milliards de dollars subies l'an dernier par JPMorgan Chase, affaire dite de la "*baleine*" de Londres, affirment le Wall Street Journal et le New York Times jeudi.

La SEC devrait porter plainte au civil sur ces pertes monumentales, essuyées par le bureau londonien d'investissements en propre de la banque à cause de paris démesurés et ayant mal tourné dans les dérivés de crédits européens.

Selon le New York Times, citant des sources proches du dossier, la SEC devrait parvenir à un accord pour clore le litige cet automne avec la première banque américaine en termes d'actifs.

La SEC a enquêté pour savoir si des courtiers de Londres impliqués dans l'affaire de la "*baleine*", surnom donné au membre français de l'équipe Bruno Iksil, ont falsifié des données de courtage pour cacher les pertes enregistrées lorsque les paris sur les dérivés de crédit européens massifs ont mal tourné. La SEC pourrait en ce cas accuser la banque de contrôles laxistes et de négligence.

L'agence gouvernementale enquête depuis plus d'un an pour savoir si JPMorgan Chase a trompé les investisseurs entre la période où elle a pris connaissance de ces pertes et celle où elle en a révélé toute l'ampleur aux investisseurs.

Lorsque les premières informations sur ces pertes étaient sorties en avril 2012 dans la presse, le PDG Jamie Dimon les avait initialement minimisées en les qualifiant de "tempête dans un verre d'eau", avant de les révéler un mois plus tard. AFP 09.08

My dear, c'était juste une "*négligence*" ! Ou l'affaire de la "*baleine*" qui n'était pas plus grosse qu'un anchois !

Complément du 11 août.

- Banque: les Etats-Unis veulent arrêter 2 ex-employés de JPMorgan - AFP

Les autorités américaines veulent faire arrêter deux ex-employés de JPMorgan Chase liés aux pertes géantes de l'an dernier dans l'affaire dite de la "*baleine de Londres*", affirment vendredi deux quotidiens américains.

Ces deux hommes travaillaient dans le bureau londonien d'investissements en propre de JPMorgan, aux côtés de Bruno Iksil, le trader français surnommé "*la baleine de Londres*" pour les positions astronomiques qu'il avait prises dans les dérivés de crédits européens.

Le Wall Street Journal souligne pour sa part que Javier Martin-Artajo, qui supervisait la stratégie de trading, et Julien Grout, un trader, se trouvent probablement au Royaume-Uni ce qui nécessitera une collaboration avec les autorités britanniques ainsi qu'une procédure d'extradition.

M. Iksil lui-même ne devrait pas être inquiété, alors que certains de ses emails de l'époque semblent montrer qu'il a tenté de donner l'alarme sur le taille trop grande des positions prises sur le marché des dérivés. AFP 10.08

On est en droit penser que JPMorgan Chase leur a fourni les noms de deux lampistes qui feront l'affaire, le dernier paragraphe permet de comprendre pourquoi Iksil sera épargné.

Poursuivons.

Il n'y a pas d'électricité depuis plus de 12 heures donc je serai bref, ce qui suit devra être étayé par la suite, hier après-midi je me suis replongé dans le tome III du Capital de Marx d'où j'extraierai plus tard certains passages qui nous intéresse.

En gros, à l'époque de Marx et Engels les banquiers trichaient déjà en fabriquant parfois de la fausse monnaie, mais dans des proportions somme toute infimes ou limitées par rapport à ce qu'on peut observer de nos jours avec la FED notamment...

Les conséquences de ces "*tripatouillages*" (Marx) pour la classe ouvrière n'étaient pas du même ordre qu'aujourd'hui au point que ni Marx ni Engels ne se focalisèrent sur cette question, pas même Lénine plus tard si je ne dis pas de bêtises, et pour cause la condition ouvrière était tellement misérable à leur époque qu'un facteur l'aggravant à la marge n'était pas de nature à changer grand chose dans les rapports entre les classes ou la perception que pouvait en avoir la classe ouvrière, donc ce n'était pas un facteur suffisamment déterminant pour influencer leur conception de la lutte de classe ou la stratégie à adopter.

L'ouvrier travaillait 12 à 14 heures par jour toute l'année sans congés payés ni aucun droit social, il vivait dans un taudis ou il s'entassait dans une habitation sans confort, bref, on ne pouvait imaginer pire condition d'existence, alors les "*tripatouillages*" des banquiers ne pouvaient que s'ajouter à la haine qu'il en avait déjà, haine du patron, de l'aristocrate, du bourgeois, du riche, haine de l'exploiteur qui dans ces conditions était pour ainsi dire naturelle, un réflex spontané qui devait porter tout aussi naturellement la classe ouvrière vers le socialisme et c'est ce qui se produisit en effet....

Un siècle et demi ou deux plus tard on parle d'inégalités croissantes, d'esclavage, mais je crois qu'on ne s'imagine pas très bien ce que cela signifiait à l'époque de Marx et Engels, vous me direz que c'est normal que leur contenu ait évolué, certes et c'est normal même si leur signification est demeurée la même, cependant il faut essayer de se le représenter au XIXe siècle pour comprendre dans quelles conditions ce qu'on appelle le marxisme est né pour ne pas lui prêter ce qui n'y figurait pas ou le transposer littéralement à notre époque sans tenir compte des transformations qu' a connu la société, les classes, etc., or il semblerait que ce soit souvent le cas...

De nos jours, les banquiers centraux et particulièrement ceux de la FED ont les moyens d'influer sur le cours de l'évolution du capitalisme mondial, on ne peut même pas dire que les masses s'en foutraient parce qu'elles l'ignorent tout simplement. De plus, pour les trois-quarts au moins d'entre elles leurs conditions d'existence demeurent supportables ou ne se sont pas détériorées au point de ce poser ce genre de questions. En observant ce qui se passe en Grèce, on s'aperçoit que pour ne pas avoir été préparés à la situation qui les attendait, les masses sont incapables de retrouver le chemin du socialisme, elles ont encore les moyens de s'adapter à la nouvelle situation qui leur est imposée, qui est certes synonyme d'une importante régression sociale, de nombreuses privations ou frustration mais elles font avec...

Autrefois la prise de conscience des travailleurs et la nécessité du socialisme découlaient de leurs conditions d'existence épouvantables, changer la société était une nécessité absolue face au cauchemar qu'ils vivaient au quotidien. Aujourd'hui ce n'est pas ou plus le cas, ils supportent le capitalisme et ce qu'il leur impose comme sacrifices, ce sont d'autres travailleurs qu'eux dans le monde qui connaissent les horribles conditions d'exploitation et d'existence que leurs ancêtres ont vécues un ou deux siècles plus tôt, aussi pour trouver ou renouer avec la voie du socialisme c'est seulement par un effort intellectuel ou de réflexion qu'ils peuvent y parvenir.

Elever leur niveau de conscience politique ne vient plus du ventre comme autrefois pour la plupart des travailleurs, mais de la nécessité de conserver des conditions d'existence qui leur permettent de satisfaire leurs besoins qui se sont développés au cours du XXe siècles et de la lutte des classes, sans qu'ils se présentent avec autant d'acuité que les besoins élémentaires de survie pour lesquels les travailleurs luttaient un siècle et demi ou deux siècles auparavant.

Autrefois le travaillait éreinté à l'issue de sa journée de travail à rallonge rentrait chez lui, se lavait, mangeait ce qu'il y avait, puis il

allait se coucher exténuer, la surexploitation dont il était l'objet ne lui fournissait aucune compensation, en dehors de ses besoins élémentaires il ne pouvait en satisfaire aucun autre ou si peu. De nos jours, le travailleur dispose de temps libre, de congés payés, il peut se distraire, on fait tout pour cela d'ailleurs pour qu'il ne pose pas de question sur sa condition réelle et la marche du capitalisme et de la société, il a une vie plus facile, bref, il n'est pas porté spontanément à vouloir changer le monde.

Je terminerai là car je ne sais pas quand le courant va revenir.

Il ressort de ce qui vient d'être dit que la nécessité de passer au socialisme ne viendra pas à l'esprit du travailleur naturellement ou (forcément) porté par la détérioration de ses conditions d'existence, sauf pour les couches les plus mal lotis du prolétariat qui n'intéressent personne, cherchez l'erreur, elle ne pourra venir comme disait Lénine que de l'extérieur, du parti qui combat pour la révolution socialiste qui doit l'aider à élever son niveau de compréhension de la société et du monde, car tôt ou tard il connaîtra lui aussi le sort que les capitalistes ont réservé aux travailleurs grecs... Ainsi, c'est le cours du capitalisme mondial qui justifie une fois de plus le léninisme. A suivre.

On verra par la suite si on peut exploiter UTILEMENT des passages du Capital de Marx et Engels et non pour uniquement justifier une quelconque théorie ou ligne politique et prouver qu'on aurait absolument raison. Le problème quand on aborde des questions économiques, c'est qu'on est en présence de tant de forces contraires que pour être clair il faut faire long, donc y consacrer beaucoup de temps, si c'est pour déboucher sur une nouvelle controverse inutile, autant s'abstenir, il y a déjà suffisamment de questions sur lesquelles nous sommes en désaccord pour ne pas en rajouter, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Qui peut le croire ? Personne

1- Le président américain a promis davantage de transparence à ses concitoyens, notamment en réformant le Patriot Act qui prévoit la collecte des données téléphoniques. - Le Nouvel Observateur

Le président américain Barack Obama a annoncé vendredi 9 août une série de mesures visant à "davantage de transparence" mais démenti tout abus dans les programmes de surveillance de la NSA, après la polémique déclenchée par les révélations d'Edward Snowden.

"*Je vais travailler avec le Congrès pour mettre en place des réformes appropriées*" de la disposition du Patriot Act qui prévoit la collecte des métadonnées téléphoniques (durée des appels, numéros appelés) par la puissante agence de renseignement chargée des interceptions électroniques. Nous pouvons prendre des mesures pour mettre en place davantage de supervision, davantage de transparence et de garde-fous", a jugé Barack Obama lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche.

Le président a promis une "*nouvelle ère*" dans le renseignement avec une série de propositions pour garantir davantage de transparence. Parmi les mesures envisagées, le président américain a évoqué le renforcement de la supervision par la Cour de surveillance du renseignement étranger (la FISC), un tribunal secret de 11 juges qui autorise la NSA à réclamer auprès des opérateurs téléphoniques et internet les données de leurs clients. Jusqu'à maintenant les juges tranchaient sur des requêtes du gouvernement sans contradiction. Le président a dit qu'il envisageait d'instaurer une "*voix indépendante*" dans le dialogue avec la cour pour "*assurer l'équilibre entre sécurité et vie privée*".

Le programme de collecte des métadonnées téléphoniques est "*un outil important dans nos efforts pour prévenir les complots terroristes*", a rappelé Barack Obama, qui a réaffirmé que le gouvernement n'écoutait pas les appels téléphoniques des Américains. "Mais étant donné la taille de ce programme, je comprends les inquiétudes de ceux qui craignent des abus", a-t-il expliqué, assurant que les Etats-Unis ne souhaitaient pas espionner "*les citoyens ordinaires*".

Autre mesure, la divulgation "*d'autant d'informations que possible sur ces programmes*" de surveillance, a énuméré Barack Obama. "*Nous avons déjà déclassifié un nombre d'informations à propos de la NSA sans précédent. Mais nous pouvons aller plus loin*", a-t-il expliqué, évoquant notamment la justification juridique du programme de collecte des métadonnées. Enfin, la NSA (National Security Agency) nommera un responsable chargé de la vie privée et des libertés publiques tandis qu'un site internet qui "*servira de plate-forme à davantage de transparence*" sur "*ce que font et ne font pas*" les agences de renseignement, a annoncé le président. Le Nouvel Observateur avec AFP 09.08

Ah ben si c'est la NSA qui va nommer un "*responsable chargé de la vie privée et des libertés publiques*", les Américains peuvent être rassurer, vos libertés sont entre de bonnes mains, Obama s'en porte garant !

2- Les propriétaires des sites ont expliqué leur décision par des messages publiés sur leur site. -

Francetv info

L'ex-consultant de l'Agence nationale de sécurité (NSA) Edward Snowden en aurait fait usage pendant sa fugue à Moscou (Russie). Deux services de messagerie cryptées, lavabit et Silent Circle, ont été fermés par leurs propriétaires, vendredi 9 août. Ils ont justifié cette décision dans d'énigmatiques communiqués, sous-entendant qu'ils souhaitaient ainsi éviter de répondre à l'avenir à d'éventuelles demandes du gouvernement américain.

"*Ce genre de décision, fermer une activité légitime plutôt que de se conformer à une demande de renseignements de l'Etat, est très rare aux Etats-Unis, voire sans précédent*", a réagi l'avocat de la Fondation pour la liberté électronique, Kurt Opsahl.

Lavabit, lancé depuis le Texas il y a près de dix ans, a été fermé jeudi par son propriétaire, Ladar Levison, sans explications précises.

"*J'ai été contraint de prendre une décision difficile : devenir complice de crimes contre le peuple américain ou abandonner près de dix ans de dur labeur en fermant Lavabit*", explique Ladar Levison dans un dernier message publié sur son site. "Après mûre réflexion, j'ai décidé de suspendre les opérations", ajoute-t-il.

Le propriétaire semble toutefois suggérer ne pas pouvoir donner plus de justifications concernant cette fermeture inopinée. "*En l'état actuel des choses, je ne peux pas raconter ce qui m'est arrivé ces six dernières semaines, même si j'ai par deux fois fait les demandes nécessaires*", écrit-il dans la lettre. Le département de la Justice n'a, de son côté, pas fait de commentaire.

Silent Circle : "*nous n'avons pas reçu d'assignation*"

Le lendemain, un second service de mails cryptés, Silent Circle, a pris la même décision : "*Nous avons décidé qu'il est mieux pour nous de fermer Silent Mail maintenant. Nous n'avons pas reçu d'assignation, de mandat ou quoi que ce soit de la part d'aucun gouvernement et c'est pourquoi nous agissons maintenant*", écrit Jon Callas, son dirigeant. "*Vaut mieux prévenir que guérir*", poursuit-il. Francetv info avec AFP et Reuters 09.08

3- La NSA va faire le ménage.

La National Security Agency (NSA), en difficulté après la divulgation de documents secrets par son ancien consultant Edward Snowden, a annoncé jeudi son intention de supprimer 90% de ses administrateurs systèmes dans le but de réduire le nombre de personnes ayant accès à des informations sensibles.

La NSA est le service d'espionnage américain chargé de surveiller les communications électroniques étrangères. Son directeur Keith Alexander a expliqué lors d'une conférence à New York sur la cybersécurité que le renforcement de la sécurité serait réalisé grâce à l'automatisation d'une grande partie du travail.

"*Ce que nous sommes en train de faire -pas assez vite il est vrai- est de réduire nos administrateurs systèmes d'environ 90%*", a-t-il déclaré.

En automatisant l'essentiel du travail effectué pour l'instant par des employés et des consultants extérieurs, les réseaux de la NSA seront "*plus faciles à défendre et plus sûrs*" tout en gagnait en rapidité, a assuré Keith Alexander, sans mentionner le nom de Snowden.

Keith Alexander envisage aussi de rendre obligatoire la présence de deux personnes pour l'accès à certaines données informatiques de la NSA. Reuters 09.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie - Arabie saoudite

Vladimir Poutine n'a conclu aucun accord avec l'Arabie saoudite au sujet d'une éventuelle modération du soutien apporté par la Russie au président syrien Bachar al Assad, a déclaré vendredi le Kremlin.

Conseiller diplomatique du président russe, Iouri Ouchakov n'a toutefois pas formellement démenti le fait que l'Arabie saoudite avait présenté à Vladimir Poutine les grandes lignes d'un éventuel accord de ce type, qui inclurait notamment des contrats

d'armement avec la Russie.

Evoquant une dépêche de Reuters selon laquelle le prince Bandar, chef du renseignement saoudien, avait exposé des propositions en ce sens lors d'une rencontre avec Vladimir Poutine la semaine dernière à Moscou, Iouri Ouchakov a dit qu'aucun accord n'avait été discuté en détails.

"*Poutine n'a pas discuté d'un accord*", a dit le conseiller diplomatique du chef du Kremlin. "*Aucun point particulier sur un développement de la coopération militaire n'a été évoqué.*"

"*Cela a été une rencontre très riche et intéressante, de caractère philosophique*", a-t-il poursuivi, suggérant que les deux hommes n'étaient pas entrés dans les détails.

Selon des sources diplomatiques et proches de l'opposition syrienne, l'Arabie saoudite, qui soutient les insurgés cherchant à renverser Bachar al Assad, propose à la Russie de conclure un contrat d'armements majeur et de ne pas nuire à sa position de principal fournisseur de gaz naturel sur le marché européen.

En échange, elle demanderait à la Russie de réduire son soutien au régime syrien et de ne plus opposer son veto à un éventuel projet de résolution au Conseil de sécurité des Nations unies, où trois tentatives ont été mises en échec par la Russie depuis le début de la crise syrienne, en mars 2011 Reuters 09.08

"*Cela a été une rencontre très riche et intéressante, de caractère philosophique*", le prince d'Al-Qaida Bandar a dû beaucoup parler, trop, il est vrai que le régime wahabbite barbare est tout un poème sur le plan philosophique, d'où sans doute ce communiqué jésuitique du Russe.

Ces dégénérés prennent vraiment les Russes pour des abrutis pour leur proposer un tel deal, comme s'ils pouvaient leur accorder la moindre confiance.

ECONOMIE

1- Irak - Pétrole

PetroChina va s'associer à Exxon Mobil pour exploiter le gisement pétrolier géant West Qurna en Irak et est en négociations avec le russe Lukoil pour acquérir une part dans un deuxième projet sur place, apprend-on vendredi de sources industrielles.

La Chine est déjà le premier acteur dans l'exploitation de gisements pétroliers en Irak. Une présence dans West Qurna renforcerait sa domination et ferait de PetroChina, numéro un chinois du pétrole, le plus gros investisseur étranger dans les champs pétroliers irakiens.

West Qurna, situé dans le sud-est irakien, est au coeur de la stratégie de développement de l'Irak dans la production de pétrole, avec des réserves qui permettraient de pomper plus de cinq millions de baril par jour (bpj) et de rivaliser le gisement saoudien de Ghawar en Arabie saoudite, le plus riche au monde, une fois que les deux projets tourneront à plein régime.

"*PetroChina va participer au développement du gisement*", a déclaré vendredi une source industrielle proche de l'opération.

L'accord devrait être annoncé dans plusieurs semaines, a-t-on précisé de même source, sans plus de détail sur cet accord.

PetroChina est également en négociations avec Lukoil pour prendre une participation dans un autre projet d'exploitation du gisement, West Qurna-2, apprend-on d'une source proche du groupe pétrolier russe, qui n'a pas précisé le montant de la participation recherchée.

La Chine est le deuxième importateur mondial de pétrole après les Etats-Unis et la croissance de sa consommation de carburant tire le marché pétrolier depuis une dizaine d'années.

Confrontés à une baisse de la demande de pétrole importé par les Etats-Unis et l'Europe, les producteurs au Moyen-Orient, en Russie, en Afrique et en Amérique latine sont en concurrence active pour prendre une part du marché chinois en expansion.

West Qurna-2 devrait démarrer cette annéee et produire 500.000 bpj en 2014, via un investissement total de 30 milliards de dollars. Lukoil veut investir 5 milliards à lui seul en 2013. Reuters 09.08

Mais dites-moi, ils s'entendent comme larons en foire Chinois, Russes et Américains ?

2- Etats-Unis - Corée du Sud

La Commission américaine du commerce international (USITC) a interdit vendredi au groupe sud-coréen Samsung d'importer et de vendre aux Etats-Unis certains de ses appareils électroniques qui violent selon elle des brevets du rival Apple.

L'USITC a publié sur son site internet une décision "*interdisant à Samsung Electronics America et Samsung Telecommunications America de continuer à importer, vendre, et distribuer des articles qui enfreignent*" certains brevets du groupe informatique américain.

Ce dernier, qui avait saisi l'USITC en août 2011, n'a toutefois pas gagné sur toute la ligne: la Commission a estimé que seulement une partie des violations dont il accusait Samsung étaient avérées.

Pour quatre brevets, ses accusations ont été rejetées.

La décision ne prendra effet qu'après expiration du délai durant lequel le président Barack Obama peut y mettre son veto.

Ce droit est rarement utilisé, mais le gouvernement y a eu recours samedi dernier pour la première fois depuis 1987 afin d'annuler une autre décision de l'USITC. Celle-ci concernait aussi un conflit entre Apple et Samsung, sauf qu'il s'agissait d'appareils du groupe américain qui auraient été interdits à la vente car l'USITC jugeait qu'ils violaient des brevets du sud-coréen. AFP 09.08

On ne touche pas au marché américain, sauf si ce sont eux qui y ont intérêt et le décident.

Haut de page

Le 12 août 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter les infos d'hier, très peu en fait, ce sera pour demain.

D. Gluckstein a consacré son dernier éditorial (IO n°263) à la crise politique en Italie dont tout le monde se fout éperdument, non ? Cela vous intéresse-t-il ? Qui en parlent autour de vous? Personne. Question : Dans quel monde vit-il ? Institutionnel de toutes évidences.

De mon côté, vous ne pourrez pas dire que je me contente de balancer une idée en l'air en attendant de voir ce que cela va donner, pour produire un effet, et qu'on ne revient pas cent fois sur notre ouvrage, quitte parfois à devoir se corriger ou se contredire. On ne pense pas forcément à tout ce qu'on devrait spontanément quand on réfléchit à une question, qui plus est en étant obligé de penser ou de faire autre chose. Sans rire parfois il vaut mieux, la preuve, j'ai encore fait brûler la bouffe du chien car j'avais oublié que sa marmitte était sur le feu pendant que je bossais. Mais lui il est plus tolérant que vous monsieur Coquema, il a mangé son plat sans rechigner, il faut dire que j'avais pris la précaution de lui annoncer très hypocritement qu'en guise de menu il aurait le droit à une recette gastronomique : un gratin !

Allez souriez, décoincez-vous, c'est mauvais pour la santé de prendre la vie ainsi, surtout un lundi.

L'intermédiaire, le brocker en anglais, ou le métier de profiteur par excellence.

Nous dirions même plus. Les intermédiaires se sucrent des deux côtés ou doublement. Comment ? En bénéficiant d'un système décrété de droit divin qui légalise le racket ou l'imposture ou encore le vol des consciences des faibles d'esprit.

- "Dans le domaine économique, par exemple, financiers, gens de bourse, banquiers, négociants, marchands, etc., écrèment les affaires; en matière civile, l'avocat plume les parties sans les faire crier; en politique, le représentant l'emporte sur son commettant, le ministre sur le souverain, etc.; en religion, le médiateur éclipse Dieu pour être à son tour supplanté par les prêtres, intermédiaires obligés entre le bon pasteur et ses ouailles. " (K . Marx : Le Capital -Livre I – Section VIII)

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 13.

Précisions à propos des articles intitulés Une nouvelle stratégie de la lutte de classe liée à une nouvelle analyse du capitalisme.

Tous ces articles ont été rédigés à main levée, sans brouillon, trame ou plan, aucun support, chaque jour j'avais réfléchi à un aspect de la question que j'avais décidé d'aborder sans savoir où il me mènerait. Je n'avais aucun objectif précis en tête avant de les écrire en dehors de quelques faits qui mis en relation pouvaient constituer la trame d'une nouvelle analyse de la situation et déboucher éventuellement sur des propositions pratiques dans la mesure où ils n'avaient jamais été intégrés dans notre stratégie politique.

Partant de la méthode de Marx, je n'avais rien à prouver ou à inventer de particulier, je me destinais uniquement à prendre en compte dans mon analyse un certain nombre de faits que selon moi nous avions ignorés ou sous-estimés, rien de plus.

A propos des banquiers.

Depuis l'Antiquité chacun sait que ce sont des filous, le rappeler m'a semblé inutile, Marx citera dans le volume III du Capital Josias Child "*le père des banquiers modernes* qui sévissait en 1669. Il n'était pas erroné de rappeler que si les banquiers étaient très forts pour "*tripoter*" leurs comptes ou créer de la monnaie au-delà des dépôts qui figuraient dans leurs coffres, pour autant ils méconnaissaient le fonctionnement du capitalisme, ce que Ricardo et Smith confirmèrent, c'est seulement Marx et Engels qui parvinrent à découvrir et expliciter sur quoi reposait véritablement le système économique capitaliste (la plus-value qui naît du capital dès lors qu'il passe entre les mains du travailleur) et les forces motrices qui sont à l'origine de la civilisation humaine, personne d'autres avant eux y était parvenu, pas même un banquier. Que ce dernier le comprit ou l'admit sur le champ est une autre affaire, rien ne permet de le prouver, sauf à leur faire trop d'honneur en prêtant aux banquiers en général de disposer d'une intelligence supérieure. Que depuis ce ne soit plus le cas, on veut bien l'admettre, bien que...

De vulgaires et limités "*tripotages*" (Marx) des banquiers, vous avouerez en lisant la suite plus loin qu'on est passé depuis à une échelle de grandeur incommensurablement supérieur.

- Tooke montre dans la phrase suivante comment les crises sont exploitées par les financiers : « En 1847 les métallurgistes du Warwickshire et du Staffordshire durent refuser quantité de commandes parce que l'escompte aurait dévoré plus que leur profit. » (N° 5451) (K. Marx : Le Capital – Livre III – Section IV)

- Voici de quelle façon ces moments-là sont exploités : « Un jour (1839), un vieux banquier de la Cité causant avec un de ses amis dans son cabinet, souleva le couvercle du pupitre devant lequel il était assis et se mit à déployer des rouleaux de billets de banque. En voilà, dit-il d'un air tout joyeux, pour cent mille livres sterling. Ils sont là en réserve pour tendre la situation monétaire (to make the money tight) et ils seront tous dehors à 3 heures, cet après-midi. » (The Theory of the Exchanges, the Bank Charter Art of 1844, London, 1864 p. 81.))K . Marx : Le Capital -Livre I Section I)

- Le taux de l'intérêt général étant déterminé par le taux moyen du profit, il arrive très souvent que des tripotages sans nom se produisent lorsque l'intérêt est à un taux réduit. Tels furent en 1844 les tripotages sur les valeurs de chemins de fer. Ce ne fut que le 16 octobre 1844 que la Banque d'Angleterre éleva le taux de l'intérêt à 3 %. (K. Marx : Le Capital – Livre III – Section IV)

Cela dit, dès 1815-1817 le "*monde des affaires*" se lança dans des opérations (spéculatives) à crédit sur une vaste échelle qui allait déboucher sur la crise de 1925-26, lors de laquelle de nombreuses banques feront banqueroute et environ 3300 entreprises feront faillite. 1826 sera l'une des premières crises boursières de l'histoire. (wikipédia) Pas très fin nos banquiers, la FED a évité celle de 2008, disons qu'elle s'est donné les moyens de l'amortir, ce qui ne préjuge pas de la suite...

- The Currency Question Reviewed, etc., p. 61, 63 :

« Il est incontestable que les 1000 £ que je dépose aujourd'hui chez A seront mises en circulation demain et constitueront un dépôt chez B. Après-demain elles passeront à C, et ainsi de suite d'une manière indéfinie. Ces 1000 £ de monnaie peuvent donc, grâce à ces transferts successifs, représenter une somme indéterminable de dépôts, et c'est ainsi qu'il est possible que les neuf dixièmes des dépôts n'existent en Angleterre que dans les livres des banquiers, responsables chacun pour leur part... Il en est de même en Écosse où la monnaie en circulation (presqu'exclusivement en papier !) ne dépasse jamais 3 millions de £ alors que les dépôts s'élèvent à 27 millions. Aussi longtemps qu'il ne se produit pas une demande de restitution brusque et en masse des dépôts (a run on the banks), ces mêmes 1000 £ revenant sur leurs pas pourront avec la même facilité solder un nombre indéterminable de comptes. Je les donnerai aujourd'hui à un commerçant à qui je les dois ; celui-ci les emploiera demain pour payer la dette qu'il a à l'égard d'un troisième; ce dernier en fera usage après-demain pour se mettre en règle avec sa banque, et ainsi, passant de main en main et de banque en banque, ces 1000 £ solderont toute somme imaginable. »

[Nous avons vu que déjà en 1831, Gilbart savait que « tout ce qui facilite les affaires facilite la spéculation, les deux étant souvent si intimement liées qu'il est difficile de décider où finissent les affaires et où commence la spéculation. » Plus il est facile d'obtenir des avances d'argent sur des marchandises non vendues, plus de pareilles avances sont demandées, plus on est tenté, dans le seul but d'en obtenir, de fabriquer des marchandises ou d'en inonder des marchés éloignés. L'histoire du commerce anglais nous présente pendant la période allant de 1815 à 1817, un exemple frappant de la manière dont le monde des affaires d'un pays peut tout entier être pris d'un pareil vertige et de la fin qui attend des opérations de ce genre ; elle nous montre en même temps

ce dont le crédit est capable. (K . Marx : Le Capital -Livre I – Section VIII)

Autre point à préciser.

Effectivement, je vous concède que ce fut une erreur de remettre en cause la défense de personnes injustement emprisonnées pour leurs idées, même si elles sont pro impérialistes, de droites ou réactionnaires, je n'emploie pas le mot "*militants*" car ce n'étaient pas forcément des militants, seulement des intellectuels qui avaient osé s'exprimer librement, ce que le régime stalinien ne pouvait pas supporter.

J'ai commis cette erreur, car en écrivant ce passage j'avais autre chose en tête, je pensais à l'exploitation qui en avait été faite et les véritables motivations de ces batailles qui n'avaient pas forcément été révélées aux militants qui y avaient participé. Cette erreur a dû sembler incompréhensible à bien des lecteurs habitués à me lire et qui ont pu constater que j'avais pris la défense de personnalités ou de militants emprisonnés ou injustement poursuivis et qui n'étaient pas spécialement de gauche, socialiste ou révolutionnaire, les derniers en date, Snowden, Assange ou Maning.

Dernier point.

J'ai encore reçu deux courriels du petit monsieur qui me harcèle depuis des années, j'y réponds partiellement ici d'ailleurs. Comme tous les procureurs de son espèce sa méthode consiste à faire ressortir les faiblesses de mon argumentation ou certaines approximations signalées comme telles aux lecteurs en les prenant au premier degré ou pour des vérités absolues, à défaut de partir des faits qui sont à la base de mon analyse et qu'il se refuse à examiner sérieusement.

Mes articles n'avaient pas pour ambition de me faire passer pour ce que je suis pas, d'ailleurs je l'ai signalé dans un de ces articles, j'avoue que le titre que je leur ai donné a pu sembler exagéré, il était fait avant tout pour choquer l'esprit des militants et susciter la réflexion, après coup je ne le renie pas, puisque je suis en désaccord avec les stratégies que nous proposent tous les partis qui nous ont conduits où nous en sommes.

J'ai simplement introduit un nouveau facteur ou mis l'accent sur un facteur qui avait pris une tournure ou une proportion inconnu à ce jour, sans équivalent dans le passé, à moins que quelqu'un puisse nous prouver qu'il a déjà existé une arnaque d'une telle ampleur semblable à celle des banquiers de la FED, à ce jour, en tenant compte uniquement des données parvenues à ma connaissance leur arnaque se monte à 20.000 milliards de dollars. Récapitulons.

9.000 milliards de dollars se volatilisent en 2008 (vidéo 2009 du Congrès américain, en ligne dans le site), 4.000 milliards de dollars ne correspondent à rien dans son bilan (article en ligne dans la rubrique Economie), on arrive donc à un sous total de 13.000 milliards de dollars que la FED auraient imprimés sans aucune contrepartie et que le cartel des banquiers se seraient répartis. Il faut y ajouter les 7.000 milliards de dollars (évoqué dans une précédente causerie) qu'ils ont avoué s'être distribués pour assurer leurs positions sur le marché européen sans autorisation du Congrès, faute avouée déjà pardonnée n'en parlons plus, on atteint 20.000 milliards de dollars dont on a la trace ou plutôt donc l'existence a été confirmée, on n'invente rien.

Quoi qu'il en soit, mes détracteurs ont décrété que c'était une somme dérisoire qui n'était pas à même d'influencer le cours de l'économie mondiale ou la lutte des classes par voie de conséquence, elle représente un tiers du PIB mondial, un élément à la marge selon eux, il en faut plus pour que la dialectique fonctionne dans la tête de mes adversaires, la quantité qui à un certain stade se transforme en qualité, ce n'est pas vraiment le fort des têtes trop pleines pour qu'il en sorte quelque chose, de qualité bien sûr.

Si vous avez lu le passage précédent sur les banquiers, ce qui m'interroge, c'est qu'en 2008 on aurait dû assister à un formidable krach boursier aux Etats-Unis et dans le monde qui n'a pas eu lieu. Ils ont réussi à l'éviter, ce ne devait pas être le bon moment...

En guise d'épilogue quelques extraits du Capital pour nourrir votre réflexion, des extraits qui ont un rapport avec notre sujet.

1 - Déjà dans Josias Child, le père des banquiers modernes, nous trouvons que « 100 £ placées à 10 %, intérêt composé, se transforment en 102.400 £ en 70 ans. » (Traité sur le commerce, etc., par J. Child, traduit, etc., Amsterdam et Berlin, 1754, p. 115. Écrit en 1669.)

De son côté, l'Economist, dans le passage suivant de son numéro du 19 juillet 1859, nous montre comment la conception du Dr Price s'est infiltrée pour ainsi dire naturellement dans l'économie politique moderne :

« Le capital économisé augmenté de ses intérêts composés représente une somme tellement forte que toute la richesse du monde dont dérive le revenu serait insuffisante pour payer l'intérêt de cette somme. La rente n'est plus que le paiement de l'intérêt du capital qui a été engagé antérieurement dans la terre. »

Par conséquent toute la richesse qui pourra encore être produite appartient de droit au capital comme intérêts qui lui sont dus, et tout ce qu'il a reçu jusqu'à présent n'est qu'un acompte sur ce qui lui est dû. A ce Moloch appartient tout le surtravail que l'humanité pourra encore produire. (K . Marx : Le Capital -Livre I – Section VIII)

2- La production capitaliste et, même avant le régime capitaliste, le commerce en général nécessitent l'accumulation sous forme de trésor d'une certaine quantité d'argent, qui dans l'organisation actuelle est constituée par la partie du capital tenue en réserve à l'état de monnaie, comme moyen de paiement et d'achat. (K . Marx : Le Capital -Livre I – Section VIII)

3- Alors que dans le procès de reproduction l'argent n'apparaît que transitoirement, il est la forme permanente du capital sur le marché financier. Le capital-argent devient également une marchandise, parce que la plus-value qu'il engendre naît en argent et comme une vertu qui lui est inhérente, de même qu'il est du propre des arbres de croître. (K . Marx : Le Capital -Livre I – Section VIII)

4- (Pourquoi l'enrichissement des banquiers est inintelligible à première vue ?)

- Le capital productif d'intérêts est donc le capital fétiche, engendrant automatiquement de la valeur, substituant plus d'argent à de l'argent, sans qu'aucune trace en révèle le secret de l'opération, faisant du rapport social le rapport d'un objet (l'argent) à lui-même. La transformation effective de l'argent en capital cesse d'être visible. L'argent devient une valeur d'usage ayant comme la force de travail la propriété de faire naître de la valeur, de rendre plus qu'il ne contient, et c'est parce, qu'il a cette vertu qu'il peut être prêté, ce qui est la forme de la vente pour cette marchandise d'une nature spéciale. Il produit de l'intérêt comme un poirier produit des poires; comme tel il est mis en vente et la projection au dehors de sa propriété caractéristique est si pénétrante que le capital réellement productif, appliqué dans l'industrie ou le commerce, semble produire de l'intérêt, non parce qu'il est capital fonctionnant, mais parce qu'il est capital en soi, parce qu'il est capital-argent. L'intérêt, bien qu'il ne soit qu'une fraction du profit, de la plus-value que le capitaliste prélève sur l'ouvrier, apparaît, ainsi comme le produit immédiat du capital, et le profit devenu profit d'entreprise ne semble plus être qu'un accessoire, un ingrédient introduit dans le procès de reproduction. La transformation du capital en fétiche est alors complète. Il est exprimé par la formule A-A' qui en donne une expression inintelligible, qui dénature complètement le phénomène de production et qui montre le capital productif d'intérêts comme étant la forme la plus simple du capital, puisqu'il porte en lui-même les éléments du procès de reproduction, devenu inutile pour la mise en valeur de l'argent, c'est-à-dire de la marchandise. C'est la mystification capitaliste dans sa forme la plus brutale, sur laquelle les économistes vulgaires se sont jetés comme sur une proie, étant donné qu'elle fait perdre la trace de l'origine du profit et qu'elle rend celui-ci indépendant du procès de production, dont il est cependant le résultat. (K . Marx : Le Capital -Livre I – Section VIII)

5- (Pourquoi le capitalisme financier est l'idéal du capitaliste ou la forme idéale de l'exploitation capitaliste ?)

- Le capital productif d'intérêts est un objet et comme objet il est un capital. Il est prolifique ; à peine est-il donné en prêt ou engagé dans la production (il produit alors de l'intérêt et du profit d'entreprise), qu'il engendre de l'intérêt, soit qu'il dorme, soit qu'il veille, qu'il soit à la maison on en voyage, que ce soit la nuit ou le jour ; il est l'idéal du capitaliste thésauriseur. (K . Marx : Le Capital -Livre I – Section VIII)

6- (Une fois endetté, vous êtes la proie de l'usurier... à vie !)

- Le procès d'accumulation du capital peut être considéré comme une accumulation d'intérêts composés, étant donné que l'on peut désigner sous le nom d'intérêt la partie du profit (de la plus-value) qui est reconvertie en capital et qui sert à une nouvelle extorsion de plus-value. Cependant cette conception donne lieu aux observations suivantes :

1. Même quand on fait abstraction des troubles accidentels, on constate que pendant le procès de reproduction une grande partie du capital engagé est plus ou moins dépréciée, parce que la valeur des marchandises est déterminée, non par le temps de travail que leur production a coûté à l'origine, mais par le temps de travail que coûte leur reproduction, temps qui va en diminuant à mesure que grandit la productivité du travail social. C'est pour cette raison que lorsque la productivité sociale atteint un stade élevé de développement, le capital apparaît, non comme le résultat d'un long procès d'accumulation, mais comme le résultat d'un temps relativement court de reproduction.

2. Ainsi que nous l'avons démontré dans la troisième partie de ce volume, le taux du profit diminue à mesure qu'augmentent l'accumulation du capital et la productivité du travail social, c'est-à-dire que diminue le capital variable par rapport au capital constant. Pour que le taux du profit reste invariable lorsque le capital constant mis en oeuvre par un ouvrier se décuple, la durée du surtravail doit aussi devenir dix fois plus grande, si bien que les vingt-quatre heures de la journée finiraient par être insuffisantes.

7- (A l'origine de la FED et de la dette publique : la Banque d'Angleterre.)

- Le système du crédit public, c'est-à-dire des dettes publiques, dont Venise et Gênes avaient, au moyen âge, posé les premiers jalons, envahit l'Europe définitivement pendant l'époque manufacturière. Le régime colonial, avec son commerce maritime

et ses guerres commerciales, lui servant de serre chaude, il s'installa d'abord en Hollande (vous vous demandiez peut-être pourquoi la monarchie hollandais est omniprésente au côté des banquiers anglo-saxons de la FED, pourquoi la reine, qui vient d'abdiquer, était présente aux réunions du groupe Bilderberg, avait initié le mariage homosexuel, etc. vous avez en partie la réponse ici. - ndlr) . La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste.

La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public, voilà le credo du capital. Aussi le manque de foi en la dette publique vient-il, dès l'incubation de celle-ci, prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnables .

La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductive et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. Les créditeurs publics, à vrai dire, ne donnent rien, car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. Mais, à part la classe de rentiers oisifs ainsi créée, à part la fortune improvisée des financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation - de même que celle des traitants, marchands, manufacturiers particuliers, auxquels une bonne partie de tout emprunt rend le service d'un capital tombé du ciel - la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme, aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne.

Dès leur naissance les grandes banques, affublées de titres nationaux, n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public.

Aussi l'accumulation de la dette publique n'a-t-elle pas de gradimètre plus infaillible que la hausse successive des actions de ces banques, dont le développement intégral date de la fondation de la Banque d'Angleterre, en 1694. Celle-ci commença par prêter tout son capital argent au gouvernement à un intérêt de 8 %%, en même temps elle était autorisée par le Parlement à battre monnaie du même capital en le prêtant de nouveau au public sous forme de billets qu'on lui permit de jeter en circulation, en escomptant avec eux des billets d'échange, en les avançant sur des marchandises et en les employant à l'achat de métaux précieux. Bientôt après, cette monnaie de crédit de sa propre fabrique devint l'argent avec lequel la Banque d'Angleterre effectua ses prêts à l'État et paya pour lui les intérêts de la dette publique. Elle donnait d'une main, non seulement pour recevoir davantage, mais, tout en recevant, elle restait créancière de la nation à perpétuité, jusqu'à concurrence du dernier liard donné. Peu à peu elle devint nécessairement le réceptacle des trésors métalliques du pays et le grand centre autour duquel gravita dès lors le crédit commercial. Dans le même temps qu'on cessait en Angleterre de brûler les sorcières, on commença à y pendre les falsificateurs de billets de banque. Il faut avoir parcouru les écrits de ce temps-là, ceux de Bolingbroke, par exemple, pour comprendre tout l'effet que produisit sur les contemporains l'apparition soudaine de cette engeance de bancocrates, financiers, rentiers, courtiers, agents de change, brasseurs d'affaires et loups-cerviers.

Avec les dettes publiques naquit un système de crédit international qui cache souvent une des sources de l'accumulation primitive chez tel ou tel peuple. C'est ainsi, par exemple, que les rapines et les violences vénitiennes forment une des bases de la richesse en capital de la Hollande, à qui Venise en décadence prêtait des sommes considérables. A son tour, la Hollande, déchue vers la fin du XVII° siècle de sa suprématie industrielle et commerciale, se vit contrainte à faire valoir des capitaux énormes en les prêtant à l'étranger et, de 1701 à 1776, spécialement à l'Angleterre, sa rivale victorieuse. Et il en est de même à présent de l'Angleterre et des États-Unis. Maint capital qui fait aujourd'hui son apparition aux États-Unis sans extrait de naissance n'est que du sang d'enfants de fabrique capitalisé hier en Angleterre. K . Marx : Le Capital (Livre I – Section VIII)

En complément, une proposition.

Parole d'internaute

- "*Les pays européens restent muets devant cette révélation car en fait ils sont étroitement liés aux USA par le pacte du libéralisme mondial. Ces gouvernements sont liés par un objectif unique : la disparition de l'identité des peuples dans une mondialisation qui les réduit à des consommateurs, s'ils leurs restent du pouvoir d'achat. Consommateur sans passé, sans mémoire et sans liberté, pays sans frontières qui deviennent que des fragments de grands marchés qui accroissent leurs richesses.*"

C'est à peu près ce qu'ils nous ont concocté, vous y êtes presque.

Sans liberté signifiera sans droits sociaux ou politiques, société ou monde impitoyable dans lequel nous serons atomisé, où régnera l'individualisme à l'extrême, ce qui explique pourquoi les gouvernements et les puissants flattent, mieux, financent les organisations ou associations dites humanitaires qui sont l'antithèse de droits collectifs, des services publics ou qui se nourrissent des victimes de cette politique en traitant leur cas individuellement sans qu'aucun retour en arrière ou amélioration ne soit envisagé sur le plan collectif, au contraire le nombre de ses victimes ne cesse d'augmenter pour le bonheur de ces

vendeurs d'utopie ou d'illusions qui en vivent. Apparemment le cynisme de l'affaire leur échappe.

Les ONG et autres associations sont un des rouages de leur système conçu pour broyer tous nos droits, détourner les travailleurs et jeunes des partis ouvriers, du socialisme qui incarne la satisfaction des besoins sociaux élémentaires de l'ensemble de la population.

Pourquoi vouloir changer la société (capitaliste) quand celle-ci vous procure généreusement les moyens de panser les plaies qu'elle a elle-même produites, fortuitement ou par mégarde uniquement, soyez honnête nous dira le réactionnaire et admettez qu'elle est bien bonne et qu'elle a fait des progrès (humanistes) par rapport à autrefois où elle laissait crever ses innocentes victimes, qui par la fatalité du destin avaient eu la malchance de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment ou y avaient mis du leur pour en arriver à cette situation, il ne faudrait tout de même pas accabler à tort et à travers le système capitaliste de tous les maux dont souffre la société et le monde, si chacun y mettait du sien on n'en serait peut-être pas là.

C'est la bonne conscience ou le discours que cultivent ou dont se gargarisent les ongistes réactionnaires qui prolifèrent sur la misère du monde.

Autrefois, ce fut la situation misérable de la classe ouvrière qui alimenta la lutte de classe, obligea parfois le législateur à se fendre d'une loi instituant des droits sociaux collectifs. De nos jours nous assistons au mouvement inverse qui consiste à liquider tous les droits sociaux collectifs des travailleurs au profit de droits individuels précaires soumis aux lois du marché avec la complicité des dirigeants des syndicats et leurs pendants politiques, autrement dit à la marchandisation de tous les besoins sociaux dont seuls ceux qui en auront encore les moyens dans le futur en bénéficieront, au prix de lourds sacrifices, tandis que l'immense masse en sera privé et devra recourir à des expédients de fortune pour survivre.

Tous seront soumis à la même punition mais à des degrés divers en fonction de leur statut social, ce qui permettra à ce système de s'imposer petit à petit en dehors de toute issue politique ou alternative au capitalisme. En prendre conscience et renouer avec le socialisme est devenu une urgence absolue pour l'avenir de la civilisation humaine, expression qui ne méritait déjà pas son nom au regard de la barbarie qui n'a cessé d'accompagner son développement, mais qui sera devenu obsolète si un tel système finissait par s'imposer.

Chacun interprète la situation à sa manière, quand il pleut le touriste vomit le temps qu'il fait et l'agriculteur se réjouit (en Inde). Il en est de même de la survie du capitalisme et du passage au socialisme qui repose notamment sur l'ignorance des masses ou leur prise de conscience qu'il serait possible de vivre dans un monde meilleur et plus juste...

C'est assurément un des facteurs déterminants de la situation, le plus puissant qui permet au capitalisme de survivre, chacun en convient plus ou moins et en tirera des conclusions pratiques divergentes. Du coup on aurait pu imaginer que tous ceux, partis, syndicats, organisations ou associations à titres divers, intellectuels ou personnalités, etc qui sont favorables à la liquidation du système économique capitalisme rédigent un appel dans ce sens destiné à l'ensemble de la population, sans rien y faire figurer d'autres (à titre pratique) puisque ce serait à ce stade un élément de division qui interdirait à un tel appel de voir le jour.

Cette initiative pourrait être prise à l'échelle mondiale ou lancée dans un pays ou au niveau de l'Europe. Il s'agirait juste de faire le procès du régime capitaliste et de dire : stop, il faut trouver, il faut se donner les moyens de l'arrêter, tout de suite, le plus tôt possible...

Un manifeste pourrait voir le jour en soutien à cet appel qui devrait être forcément concis, un appel à tous les peuples à résister et à engager le combat contre le capitalisme et ses institutions dans chaque pays à l'échelle internationale.

Appel et manifeste qui comporteraient exclusivement des faits, des données chiffrées précis, qui seraient davantage économique et social que politique, puisque un profond désaccord existerait sur le plan politique sur la manière d'en finir avec le capitalisme... Il faudrait voir s'il serait possible d'y inclure la liquidation de toutes les institutions politiques qui servent les intérêts des capitalistes ou qui ont été créées à cet effet.

La question politique serait résolue ou tranchée au cours de la discussion ou de la réflexion qu'ils susciteraient ou alimenteraient dans toutes les couches et classes de la société, toutes les hypothèses, thèses, théories ou doctrines seraient à nouveau passés en revue, jusqu'à ce que la seule alternative cohérente et sérieuse au capitalisme émerge ou finisse par s'imposer, un peu comme ce fut le cas au cours de la seconde moitié du XIXe siècle.

Voilà une proposition qui me semble raisonnable et correspondre à la situation, à la tâche que nous avons à accomplir pour organiser les masses et élever leur niveau de conscience politique. Elle ne me semble pas extravagante ou coupée de la réalité, elle prend au contraire en compte la dislocation actuelle du mouvement ouvrier, son manque de repères politiques et ses profondes divisions sur ce plan-là.

La question que nous avons à résoudre est celle de la direction du mouvement ouvrier (international), son orientation et sa

stratégie politique pour pouvoir poser le plus consciemment possible la question du pouvoir qui concentre toutes les autres à partir de la réalité sociale et politique.

On peut imaginer facilement le formidable écho politique qu'aurait un tel appel en direction des masses, des peuples du monde entier à se soulever contre le capitalisme, l'intérêt qu'il susciterait dans chaque foyer, chaque atelier, chantier, bureau, école, université, l'espoir immense qu'il pourrait faire renaître que changer la société est finalement possible si on décidait de prendre notre sort en mains, en d'autres termes que le socialisme serait à la portée de notre main si on le décidait. (A suivre)

Questions sur les rapports entre les Etats-Unis et Cuba

Guantanamo - Ce centre de détention est situé sur un terrain de 121 km2 (soit 30 000 acres), actuellement loué par le gouvernement des États-Unis au gouvernement de Cuba. Cette location est effective depuis le 23 février 1903, sous la présidence de Theodore Roosevelt, et est inaccessible sauf par consentement des deux parties. Un loyer de 4 085 dollars US est payé tous les ans par chèque. Le chef cubain Fidel Castro a toujours refusé d'encaisser ces paiements (sauf celui de la première année de la révolution en 1959), car il n'accepte pas que l'un de ses plus grands ennemis dispose d'une base militaire sur son territoire. (wikipédia)

Pourquoi Castro n'a-t-il pas annulé ce contrat ou traité en 1959 ?

Cuba est un nain géographique, économique et politique à côté des Etats-Unis situé à proximité de ses côtes et très loin de l'ex-URSS.

Pourquoi les Américains ne l'ont-ils pas éliminé et intégré dans les Etats-Unis comme ils l'ont fait avec Porto Rico par exemple, alors qu'ils en ont eu l'occasion à une multitude de reprises ?

N'était-ce pas pour continuer à diaboliser le communisme dont le castrisme est le fossoyeur ?

Pourquoi personne ne pose-t-il pas ces questions ? C'est si embarrassant que cela ?

Le problème en Turquie : c'est le capitalisme.

Extrait. Le problème de fond a toujours été le même, la solution aussi : l'anticapitalisme avec comme objectif la mise en place d'une alternative réellement démocratique et socialiste.

Ce but n'est pas atteignable sans une organisation large et profonde de la société, une organisation populaire. La coordination au niveau internationale, avec un abandon du repli nationaliste, est également nécessaire. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, cependant nous devons faire attention à ne pas prendre des conséquences comme étant les causes des problèmes socio-économiques ou politiques. Le danger avec cette confusion est de tomber dans un réformisme illusoire qui ne fera que modifier la forme de ces problèmes, sans nous apporter la liberté pour laquelle nous nous battons. (La véritable cause du soulèvement populaire en Turquie? Le capitalisme- 07.0813 mondialisation.ca)

Commentaire.

"*Une organisation large et profonde de la société, une organisation populaire*" sur la base de la liquidation du capitalisme, c'est l'idée que j'ai avancée à plusieurs reprises, une véritable Internationale avec de véritables partis reposant sur le socialisme et non une entente internationale entre des gens qui ne combattent pas pour le même objectif politique.

Quand les politiques s'opposeront aux financiers - samedi 10 août 2013 - Le Grand Soir

Les liens qui existent entre le pouvoir politique et le pouvoir financier sont nombreux : dans chaque grande banque les énarques ont leur place, et les allers et retours entre le « public » et le « privé » sont devenus monnaie courante, à tel point qu'on leur a donné un nom : le pantouflage. Ces liens sont connus et forment aujourd'hui une véritable alliance malsaine et parfois illégale, comme nous le prouvent le grand nombre d'affaires « politico-financières » dont on nous accable régulièrement.

Mais cette alliance va à l'encontre des principes du système capitaliste et s'apparente à de la corruption : elle en est à la fois la cause et la conséquence, car elle crée les conditions d'un conflit entre l'intérêt général prétendument défendu par le politique et son intérêt particulier – que lui confère sa proximité avec le monde de l'entreprise (c'est d'ailleurs bien à cela que servent les lobbies qui font les lois à Bruxelles)

Au départ, cette alliance s'est opérée par la nécessité pour les pays riches de voir perdurer leur prédominance économique sur le reste du monde et éviter, ou retarder l'émergence inévitable de ceux qu'on appelait il y a encore peu les pays « sous-développés », « en développement » puis « émergents », et pour certains déjà « émergés ». N'étant pas en mesure de s'aligner sur

la compétitivité de ces derniers, les pays riches ont par cette alliance créé une communauté d'intérêts dans laquelle les riches obtiennent le pouvoir politique en offrant aux politiques une part de leur richesse : ils obtiennent ainsi le droit de modifier les Lois à leur avantage, tandis que les autres en bénéficient eux-mêmes en tant que riches. Ensemble ils modifient les règles de concurrence libre et non faussée pour en changer non pas la lettre mais leur esprit : à force de subventions, de règles particulières ou la création d'espaces « offshore », ils ont permis la conservation ou l'augmentation du niveau de vie de leurs populations tout en créant par la spéculation et le crédit une bulle financière scandaleusement explosive, si bien qu'aujourd'hui la totalité des avoirs représente je ne sais même plus combien de fois le PIB de la planète – nous vivons certes à crédit, assis sur du vent, mais notre pouvoir d'achat est toujours le plus élevé.

Et c'est bien ce que traduit le décalage entre l'économie réelle et les cours de la bourse : le chômage augmente partout, tandis que les grosses multinationales engrangent toujours plus de profits. Ce décalage provient de la corruption des règles « pures » du marché par le conflit d'intérêts que constitue l'alliance des pouvoirs politique et financier (aujourd'hui la concurrence n'est pas libre et elle est faussée), et conduit inévitablement à l'émergence d'une crise dont nous subissons actuellement les effets. Et ce n'est rien à côté de ce qui nous attend.

Car le fait est que cette alliance, en plus d'être immorale et même parfois illégale (le conflit d'intérêts est un délit), est contre nature (si toutefois on peut parler de la « nature » du capitalisme). Et c'est dans la résolution de cette crise que l'on constate à chaque fois, dans cette Histoire qui se répète (l'âme humaine semble d'ailleurs n'avoir à cette occasion pas subi les conséquences du conditionnement dont elle est pourtant assaillie), une rupture de la communauté d'intérêts qui finit par dégénérer nécessairement : quand les riches demandent plus de dérégulation le pouvoir politique se met le peuple à dos, et quand le peuple réclame plus de régulation ce sont les riches qui menacent de sanctions…

Les politiques se retrouvent donc coincés entre deux feux sans réussir jamais à contenter ni l'un ni l'autre, si bien qu'avec la perpétuation de cet « entre-deux » la situation continue de se dégrader jusqu'à un point de non-retour, point que nous avons déjà dépassé. Aujourd'hui nous en sommes au « sauve-qui-peut », et que l'on régule ou qu'on dérégule ne changera plus rien à l'affaire.

S'ensuivra une explosion finale qui seule permettra d'établir les bases d'un nouveau système, qu'il soit capitaliste ou pas : les riches réclameront un nouveau Bretton Woods, les politiques tenteront de nous vendre une bonne vieille dictature (à la Orwell ou à la Huxley), et les pauvres rêveront de la démocratie – encore.

Ce n'est qu'à l'occasion de cette explosion que les partisans de la démocratie auront une chance de se faire entendre, lorsque les tensions entre les deux « frères ennemis » de la politique et de la finance seront les plus fortes qu'ils pourront se faire une place dans l'opinion.

Et de ces trois options une seule l'emportera. Elle sera à l'origine de l'établissement d'une nouvelle société, d'un futur système dont les règles domineront le monde jusqu'à la fois suivante. Il faudra alors être prêts. Car ce moment approche.

Caleb Irri

Commentaire.

"*Futur système*" à la direction duquel se tiendra soit l'oligarchie financière triomphante instaurant enfin son nouvel ordre mondial ou dictature mondial, soit le prolétariat mondial vainqueur de la barbarie capitaliste instaurant son nouvel ordre mondial ou socialisme, puis communisme une fois éliminée l'exploitation de l'homme par l'homme, antichambre du règne enfin conquis de la liberté, du bien-être, de l'harmonie entre les peuples et la paix universelle.

ACTUALITE EN TITRES

Youpi !

- Les financières font leur come-back à Wall Street - Reuters

Tombé en disgrâce avec la crise de 2007-2008, le secteur financier est sur le point de retrouver les premiers rôles à Wall Street aux côtés des valeurs technologiques. Reuters 11.08

Lesquels, de droite ou de gauche ou les deux à la fois ?

- Interdire le foulard à l'université serait "*pain bénit*" pour les extrémistes - AFP

Pas seulement, n'oubliez pas le ministre de l'Intérieur...

Le ghetto et la roulette russe au programme de tours opérateurs.

- Des touristes dans les cités du 9-3 - AFP

- Meurtre d'un jeune à Pantin : un second suspect en garde à vue - LeParisien.fr

La queue en tête des médias...

- Haïti: des fiançailles d'homosexuels perturbées par des riverains en colère - L'Express.fr -

- Allemagne: l'Eglise protestante célèbre son premier mariage gay - L'Express.fr

Haut de page

Le 13 août 2013

CAUSERIE

Je mettrai en ligne ce soir une dizaine de nouveaux articles.

J'ai ressorti cette expression du Capital de Marx et Engels qu'il va falloir populariser, la bancocratie, la société ou le monde géré par les banquiers, tels qu'ils sont devenus, tels les conçoivent et que nous subissons quotidiennement.

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 14.

La difficulté à laquelle nous sommes confrontés ou le défit que nous devons relever consiste à prendre en compte ou à intégrer dans la stratégie politique du combat du mouvement ouvrier pour le socialisme à la fois les contradictions du capitalisme à l'époque de l'impérialisme et la stratégie politique de l'oligarchie financière disons occidentale sous la houlette du cartel des banquiers anglo-saxons s'inscrivant dans la perspective d'un gouvernement mondial.

Sous-estimer ou nier l'un ou l'autre de ces facteurs nous conduirait à l'impuissance et à la défaite.

Il faut arriver à bien discerner ce qui tient de l'un ou de l'autre dans les politiques des gouvernements ou les mesures qu'ils prennent, sachant qu'une mesure économique peut répondre à un problème strictement économique, mais que toutes les mesures économiques ne s'inscrivent pas forcément sur ce plan-là, elles peuvent avoir une portée politique ou avoir été décidées pour atteindre un objectif politique qui n'apparaîtra pas forcément clairement ou qui ne prendra forme que plus tard, un peu comme des maillons d'une longue chaîne conduisant à un objectif final. De la même manière toutes les décisions politiques n'ont pas forcément un caractère strictement politique, rarement même ou il est inavoué, leur objectif est le plus souvent économique, on ne dira pas social mais antisocial.

Nous savons que leurs décisions concernent les deux plans économique et politique, il faut donc arriver à comprendre comment se combine leur stratégie sur ces deux plans pour mieux les expliquer aux travailleurs et aux militants et mieux les combattre.

L'objectif politique que s'est fixée l'oligarchie financière ne garantit pas qu'elle pourra l'atteindre, jusqu'à preuve du contraire la réalisation d'un gouvernement mondial demeure une utopie et cessera de l'être que lorsqu'iil sera réalisé ou sur le point de l'être, il en est de même du socialisme, il nous faut l'admettre si on ne veut pas se leurrer et faire naître des illusions dans la tête des militants et des travailleurs, trouver la voie qui permettra de remettre le mouvement ouvrier sur le chemin du socialisme, ou à l'opposé sombrer dans la théorie du complot ou pour faire plaisir à monsieur Coquema l'ultra-impérialisme cher à Kautsky (lire plus loin).

Pour que le gouvernement mondial ou le nouvel ordre mondial voie le jour il faudrait que les oligarchies financières américaines, européennes, russes et chinoises fusionnent, chacunes flanquées de leurs satellites régionaux, or ils en sont encore loin en admettant que cela soit possible, pour le moment ils n'ont fait que planter les jalons pour y parvenir, l'UE et demain le marché unique transatlantique, transpacifique, l'Asean, le Nafta (E-U, Canada, Mexique), la Commission Trilatériale, etc.

Donc ce qui prédomine toujours aujourd'hui à l'échelle mondiale ce sont les contradictions du système économique capitalisme et

la lutte des classes, la lutte des différents impérialistes pour se tailler la plus grande part du gâteau, du marché mondial, même si les lois de fonctionnement du capitalisme sont faussées du fait du pouvoir acquis par le cartel des banquiers de la FED et leurs associés européens.

Nombreux sont ceux qui se gargarisent de formules appartenant à un lointain passé et devenues obsolètes et qu'ils sont incapables de replacer dans le contexte actuel en tenant compte des transformations qu'a connues le capitalisme et la société.

En 1916 Lénine écrivait que "*la décomposition (était) momentanée du mouvement ouvrier*" (en Grande-Bretagne, Allemagne, France notamment), apparemment elle a duré plus longtemps que prévu, ou encore que "*l'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années*", alors que cela fait un siècle que cela dure à l'échelle mondiale, le stalinisme étant passé par là pour renforcer le camp des opportunistes...

Voilà donc un facteur qu'il n'a pas pu prendre comme tel puisqu'il n'existait pas, ensuite on peut faire dire ce qu'on veut à Lénine ou m'imputer de souscrire à la thèse de l'ultra-impérialisme de Kautsky, alors que je ne partage ni son analyse qui nie les contradictions du capitalisme ni ses conclusions qui consistent à abandonner le combat pour le socialisme et s'inscrivent en totale contradiction avec les miennes.

Nous pourrions adopter ce passage de Lénine qui le confirme:

- "*Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.*

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle."

- "*... la "lutte" contre la politique des trusts et des banques, si elle ne touche pas aux bases de leur économie, se réduit à un réformisme et à un pacifisme bourgeois, à des souhaits pieux et inoffensifs. Eluder les contradictions existantes, oublier les plus essentielles, au lieu d'en dévoiler toute la profondeur, voilà à quoi revient la théorie de Kautsky, qui n'a rien de commun avec le marxisme.* "

S'attaquer au système mafieux du cartel des banquiers de la FED qui est la conséquence des "*contradictions existantes*", aux institutions financières et politiques qu'ils ont mises en place, celles qui sont officielles et celles qui le sont moins ou dont le fonctionnement demeure opaque, ne serait-ce pas la politique que je défends, la stratégie que j'ai adoptée ?

A suivre.

Populisme. Cela nous avait échappé.

Le Parti de gauche est patriote, nationaliste, garant de l'Etat bourgeois, mieux, de son armée, il en fait ici une démonstration éclatante. Le FN est social-national, le PG est social-nationaliste, à croire qu'ils ne pourraient pas exister l'un sans l'autre, sans faire d'amalgame, ils sont assurément complémentaire.

Vous constaterez dans cet article que le "*capitaine de pédalo* Hollande est secondé par le moussaillon Mélenchon.

Le Parti de Gauche - Samedi 6 Juillet 2013.

- Alors que François Hollande et le gouvernement s'enlisent dans leur alignement avec les Etats-Unis (espionnage contre les intérêts de la France, affaire Snowden, Grand marché transatlantique) et offensent l'Amérique latine et le gouvernement progressiste de Bolivie, une nouvelle information vient enfoncer le clou de la honte.

(Honte qui ne risquera pas davantage d'atteindre les dirigeants du PG et du FdG ! - ndlr)

La French American Foundation, officine américaine dont l'objet est d'inculquer aux dirigeants français une orientation pro-atlantiste, a livré les noms de son cru 2013 des "Young Leaders" (les "jeunes dirigeants").

C'est avec consternation que le Parti de Gauche constate la présence dans cette liste du Capitaine de frégate Philippe Naudet. Commandant du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) "Améthyste" – et présenté comme tel –, Philippe Naudet deviendra sûrement commandant d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE), puis, peut-être un jour, chef d'état-major des armées. Les Étasuniens ne font par leurs choix au hasard.

(Le PG se permet de mêler son grain de sel parce qu'ils sont intégrés jusqu'au coup dans les institutions de la Ve République au point de se prendre pour le chef des armées, une armée impérialiste et colonialiste, ce qui ne les rebute pas vraiment. Réactionnaire le PG, mais non, mais non ! -ndlr)

Révéler le nom d'un commandant d'un SNA est en soi une faute grave qui montre la légèreté avec laquelle les Etats-Unis et les dirigeants français qui s'en sentent proches traitent nos informations confidentielles.

(Notez "*nos informations confidentielles*", ils confirment ainsi que c'est bien leur armée. - ndr)

Pire : alors que l'on découvre l'ampleur de l'espionnage pratiqué par les Etats-Unis, le capitaine de frégate Philippe Naudet sera associé dans la promotion 2013 à Anne Neuberger , assistante spéciale du directeur de la NSA et membre du USCYBERCOM. Un de nos futurs commandants de SNLE travaillerait donc en partenariat avec un membre influent de l'agence à l'origine de l'espionnage massif subi par la France et l'Europe.

(Avec le PG le capitalisme n'a qu'à bien se tenir, le voilà qui revendique "*Un de nos futurs commandants*", de quoi prendre ses jambes à son cou et fuir en courant ce parti et le Front de gauche, de gauche ce sont eux qui le disent, là ils prouvent le contraire. - Ndlr)

Sur la même liste, on trouve également Mme Vanessa Scherrer, directrice adjointe à Science Po en charge de l'Ecole des affaires internationales. Dans le contexte actuel, une des responsables de la formation de notre futur corps diplomatique ne saurait participer à un organisme dont fait partie un dirigeant de l'agence qui nous espionne.

(Ils récidivent pour la troisième fois, "*notre futur corps diplomatique*" nommé le Bonaparte de service pour représenter l'impérialisme français à travers le monde. Le PG entend défendre les intérêts de la France des capitalistes dans lequel il se reconnaît, vaut mieux que ce soit lui qui l'affirme, on ne pourra pas nous accuser de le calomnier. - Ndlr)

François Hollande doit immédiatement exiger le retrait de cette organisation du capitaine de frégate Philippe Naudet, ainsi que de Mme Vanessa Scherrer.

(Pourquoi pas le retrait des cinq ministres du gouvernement Holande-Ayrault qui en font partie ? Ah parce que le président en fait partie aussi ! Mais dites-nous, c'était pas monsieur Mélenchon qui se voyait Premier ministre de ce ce président Young Leaders ? Cela ne l'a pas gêné quand il a appelé à voter pour lui non plus.)

La sémantique employée dans cet article trahit les véritables intentions et la véritable nature politique des dirigeants du Parti de gauche et du Front de gauches qui sont affichées ici et qui sont franchement... réactionnaires.

Un complément pour mieux cerner qui sont les « *Young Leaders* ».

1- Washington sur Seine ? Ces ministres de François Hollande qui ont été formés par les Américains - Atlantico.fr 22.05.12

- Exit Alain Juppé, Valérie Pécresse, Nathalie Kosciusko-Morizet, Laurent Wauquiez, Jeannette Bougrab...

« *Enfin des têtes nouvelles !* » entend-t-on ici ou là. Nouvelles ? Tout est relatif, quand on sait décrypter la liste ci-dessus : en fait, tous ces « *Young Leaders* » de l'UMP ont laissé la place à des « *Young Leaders* » du Parti socialiste. Car François Hollande et Pierre Moscovici depuis 1996, Marisol Touraine et Aquilino Morelle depuis 1998, Arnaud Montebourg depuis 2000 et Najat Vallaud-Belkacem depuis 2006, sont tous des « *Young Leaders* ».

Tous ont été minutieusement sélectionnés et « *formés* » par ce très élitiste réseau Franco-Américain, inconnu du grand public, sponsorisé entre autres par la banque Lazard. En d'autres termes, ils ont tous postulé et se sont fait parrainer pour être admis à suivre ce programme phare mis en place par la FAF, la French American Fondation.

La FAF est elle-même un organisme à cheval sur Paris et New-York, créée en 1976 conjointement par les présidents Ford et Giscard d'Estaing. A noter qu'entre 1997 et 2001, John Negroponte présida la FAF, avant de devenir entre 2005 et 2007, sous Georges Bush, le premier directeur coordonnant tous les services secrets américains (DNI), dirigeant l'US States Intelligence Community (qui regroupe une quinzaine de membres, dont le FBI et la CIA). Atlantico.fr 22.05.12

2- 1996, "***Young Leaders***" recrute François Hollande - alterinfo.net 24.10.12

- Le 18 mai 1976, à l'ambassade de France aux Etats-Unis, le président Valéry Giscard d'Estaing, le président Gerald Ford et le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, annoncent la création d'une fondation franco-américaine, la French-American Foundation (FAF) qui lancera le programme Young Leaders.

L'objectif, mettre en pratique les idées de l'économiste Milton Friedman de l'école de Chicago: baisse des déficits par le démantèlement des services publics au dépens de l'intérêt général... privatisation, déréglementation du droit du travail et réduction des dépenses sociales…pour le plus grand profit des multinationales.

Trois ans plus tôt, Henry Kissinger participait à l'organisation du coup d'état du 11 septembre 1973 au Chili, Augusto Pinochet étant chargé d'appliquer le programme de l'économiste Milton Friedman. alterinfo.net 24.10.12

Comme ils disent au PG pour en minimiser la nature, juste une "*officine américaine*" ayant "*une orientation pro-atlantiste*" ! Quelle escroquerie politique ce parti ! Populiste !

ACTUALITÉ DU JOUR

A quand l'explosion de la prochaine bulle financière ?

Une grille de lecture pour décrypter l'article suivant.

- Bruno Bertez : Malgré tout le respect que nous devons à Marc Faber, il enfonce un peu les portes ouvertes. Depuis la menace de faillite de LTCM en 1998, la doctrine des autorités monétaires se résume à ceci : toute crise peut être résolue par l'effondrement des taux d'intérêt et la création de liquidités. C'est ce que l'on a fait pour LTCM et cela a provoqué la crise de surévaluation du Nasdaq. Quand la crise des télécommunications a éclaté, le remède a été employé une nouvelle fois. On a effondré les taux d'intérêt et noyé les économies sous les liquidités. Cela a provoqué l'emballement immobilier, la bulle hypothécaire et cela a débouché sur l'insolvabilité connue sous le nom de crise des subprimes. Quand la crise des subprimes est arrivée en 2008, comme on pouvait s'y attendre, c'est toujours le même traitement qui a été appliqué, taux d'intérêt zéro, création de liquidités sous toutes les formes possibles et imaginables.

Comme vous le devinez, cet argent bon marché provoque de nouvelles distorsions et gonfle de nouvelles bulles : bulle des fonds d'Etat, bulle des emprunts de toutes sortes, y compris des emprunts à risque, bulle de tous les actifs financiers et, plus récemment aux Etats-Unis, regonflement d'une bulle des prix du logement.

La doctrine des autorités monétaires est bien établie : on ne s'oppose pas aux excès, on tente de nettoyer après les dégâts, lorsqu'ils se produisent. L'argent qui est créé par les Banques centrales, distribué quasi gratuitement, trouve d'abord le chemin des banques, puis celui du shadow banking system, puis celui de la grande communauté spéculative mondiale, les hedge funds, puis il se déverse sur les marchés. On comprend aisément que les bénéficiaires de cette manne sont, par définition et par construction, les personnes qui sont les plus proches à la fois du pouvoir politique et de la finance. Grâce à cet argent quasi gratuit, toute une classe de personnes peut acheter des actifs, spéculer, faire monter le prix des véhicules d'investissement. Par définition, ce sont les très riches, voire les ultra-riches, qui peuvent bénéficier de cette mécanique. Il faut être riche, solvable, près du pouvoir financier et du pouvoir politique, pour avoir la possibilité d'emprunter des montants importants.

La mécanique normale de transmission des politiques monétaires reste bloquée. Les banques ont pour objectif de réduire leur exposition, de limiter la taille de leurs bilans afin d'économiser leurs fonds propres ou afin de se mettre en conformité avec les ratios de Bâle. La mécanique traditionnelle de transmission permettait la croissance des prêts aux particuliers, c'est cette mécanique qui reste grippée. Les seules transmissions possibles des politiques monétaires sont le financement bon marché des dépenses publiques, la spéculation sur les marchés d'actifs avec son fameux corollaire, l'effet de richesse.

Toute la politique est conçue pour bénéficier au secteur financier. Afin que ceci soit acceptable socialement, on prétend que l'effet de richesse qui en résulte est favorable à la croissance et permet par conséquent de limiter le chômage. C'est un mensonge. Un dollar d'effet de richesse ne se traduit que par 0,02 dollar de demande. Chiffres fournis par les services de recherches économiques de la Fed elle-même. (...)

Bruno Bertez: Les effets de cette politique monétaire dissymétrique sont multiples, mais nous ne ferons que les évoquer.

D'abord, fabrication en séries de bulles d'actifs. On va de surévaluation en surévaluation, ce qui débouche sur des crises périodiques et de nouvelles phases de créations monétaires et taux zéro. C'est un cercle sans fin. Pour sortir des crises, on inflate

le prix de telle ou telle catégorie d'actifs. Il vient un moment où la surévaluation devient évidente, tout le monde se rue vers la sortie. Le système se bloque. On injecte des liquidités et tout repart pour un nouveau tour de manège. La finance déconnectée de l'économie est comme un cercle qui serait devenu vicieux. Plus on le caresse, plus il devient vicieux.

Ensuite, le système est devenu fragile et instable. Il faut imaginer les capitaux un peu comme les passagers d'un paquebot. La communauté spéculative mondiale est moutonnière, elle recherche les mêmes actifs au même moment. Elle se place sur le même côté du bateau et le fait chavirer. Fragilité et instabilité sont les deux conséquences évidentes de ces injections massives de liquidités.

Enfin, les injections massives de liquidités à taux quasi nul faussent l'ensemble des mécanismes économiques de ce que l'on appelle l'allocation du capital. Allouer le capital, c'est le diriger là où il doit aller, là où il est le plus utile et le plus rentable dans une optique de long terme, le tout dans la stabilité. Il est évident qu'à partir du moment où c'est la communauté spéculative mondiale qui joue aux dés, l'allocation du capital ne peut être que délirante : recherche de profits à court terme, faciles. Le long terme est systématiquement négligé. Tous les calculs économiques sont faussés.

Il faut dire un mot des conséquences sociales, bien que l'on en parle très peu. Les politiques monétaires expansionnistes, l'argent facile en quelque sorte, profite aux ultra-riches. C'est la raison fondamentale de l'accroissement des inégalités constatée au cours des vingt dernières années. Le patrimoine des ultra-riches fait boule de neige. Pour rentabiliser les actifs financiers, il faut pressurer le facteur travail, augmenter la productivité, peser sur les salaires. L'écart ne cesse de s'aggraver.

Atlantico: Comment remédier à ce déséquilibre pour que la politique monétaire profite à l'économie réelle, les entreprises, l'emploi et la croissance et non au seul secteur financier ?

Il n'y a aucun moyen de remédier à ces déséquilibres. Quand le vin est tiré, il faut le boire. On a choisi d'aller dans la voie de la création monétaire, des injections de liquidités et de l'argent gratuit, le système est « accro ». Si on rompait la chaîne du bonheur, la pyramide financière globale s'effondrerait dans un premier temps sous l'effet d'une crise de liquidités, dans un second temps, sous l'effet complémentaire d'une crise de solvabilité. Liquidités et solvabilité sont en fait deux phénomènes inséparables.

Théoriquement, on peut imaginer que d'autres utilisations des politiques monétaires sont possibles. C'est le point de vue défendu par l'Allemand Axel Weber, ancien patron de la Bundesbank. Il soutient que l'on a intérêt à nettoyer, à détruire, tout ce qui est pourri dans le système plutôt que de continuer à le pourrir en profondeur. Il soutient que ce que l'on fait maintenant est au détriment des générations futures. Il a encore défendu cette thèse la semaine dernière à la London School of Economics devant son opposant américain Lawrence Summers. Pour notre part, nous ne croyons plus à cette possibilité du retour en arrière. La communauté mondiale a brûlé ses vaisseaux. Atlantico.fr 04.04.2013

A retenir :

- L'argent qui est créé par les Banques centrales, distribué quasi gratuitement, trouve d'abord le chemin des banques, puis celui du shadow banking system, puis celui de la grande communauté spéculative mondiale, les hedge funds, puis il se déverse sur les marchés. On comprend aisément que les bénéficiaires de cette manne sont, par définition et par construction, les personnes qui sont les plus proches à la fois du pouvoir politique et de la finance. Grâce à cet argent quasi gratuit, toute une classe de personnes peut acheter des actifs, spéculer, faire monter le prix des véhicules d'investissement. Par définition, ce sont les très riches, voire les ultra-riches, qui peuvent bénéficier de cette mécanique.

- Pour rentabiliser les actifs financiers, il faut pressurer le facteur travail, augmenter la productivité, peser sur les salaires.

- Les financières font leur come-back à Wall Street - Reuters 11.08

-Tombé en disgrâce avec la crise de 2007-2008, le secteur financier est sur le point de retrouver les premiers rôles à Wall Street aux côtés des valeurs technologiques.

A leur pic du 1er juin 2007, les valeurs de l'indice sectoriel de la finance du Standard & Poor's 500 avaient une capitalisation boursière cumulée de 2.900 milliards de dollars (2.175 milliards d'euros), soit 30% de plus que le deuxième groupe le plus important, celui des techs.

La crise des subprimes a fait chuter leur valeur boursière de 2.400 milliards de dollars, 83% au total -à comparer à un plongeon de 58% pour l'indice S&P-500- et le secteur technologique est devenue la première pondération du S&P en mai 2008.

A son plus bas en mars 2009, la capitalisation boursière du secteur financier n'était plus que de 510 milliards de dollars, l'équivalent de la valeur boursière combinée des seuls groupes JPMorgan Chase & Co. et Citigroup avant la crise. Son poids dans le S&P était alors tombé à 8,9%, au plus bas depuis 1991, à l'époque de la crise des caisses d'épargne américaines (Savings & Loan).

L'ampleur de la chute rend ce come-back d'autant plus remarquable. Aujourd'hui, le secteur financier a retrouvé un poids de 16,6% dans le S&P, soit un petit point de pourcentage de moins que le secteur technologique, montrent les données de S&P Dow Jones Indices. Au début de cette année, l'écart entre les deux était encore de 3,5 points.

"*Le sentiment envers le secteur bancaire était tellement négatif que personne, à commencer par les grands gourous de la finance, n'a vu venir son redressement*", observe Dick Bove, analyste bancaire chez Rafferty Capital Markets à Tampa en Florida. "*Depuis quelques semaines, ils s'y sont enfin mis et tous saluent le grand retour en force des bancaires.*" Depuis le début de l'année, le compartiment financier a progressé de près de 25%, dépassé seulement par la santé et les biens de consommation.

Le mouvement est tiré pour l'essentiel par les grands noms du secteur. JPMorgan Chase, Citigroup et Bank of America ont gagné au moins 24% depuis le début de l'année ; Wells Fargo, devenue la première banque américaine par la capitalisation boursière, a pris pas loin de 27%, avec à la clé un record fin juillet.

Selon une enquête de StarMine, le secteur a encore un potentiel de hausse.

Cette filiale de Thomson Reuters a établi que le compartiment bancaire se traite à environ 76% de sa valeur intrinsèque, calculée à partir d'estimations des analystes et des prévisions des banques elles-mêmes. A cette aune, les valeurs technologiques sont au contraire survalorisées de 8%.

Des poids lourds du secteur comme Citigroup, Bank of America et AIG ont une valorisation plus attrayante que plus de 90% du marché. La valeur intrinsèque de Citigroup ressort ainsi à 88,57 dollars, soit 70% au-dessus de son cours actuel de 51,32 dollars. De même, StarMine a calculé une valeur intrinsèque de 25,62 dollars pour Bank of America, qui a clôturé vendredi à 14,45.

Traditionnellement, la bonne santé des valeurs financières à la Bourse est un signe encourageant pour l'économie, synonyme de hausse des prêts aux ménages et aux entreprises et donc de consommation, d'investissement et de création d'emplois.

Aujourd'hui cependant, leur retour en grâce s'opère dans un contexte réglementaire plus sévère, tandis que la justice continue d'enquêter sur les dérives à l'origine de la dernière crise avec, notamment, Bank of America et JPMorgan dans le collimateur.

Beaucoup d'analystes jugent néanmoins sain que le secteur financier retrouve les premiers rôles à Wall Street, à condition que sa valeur boursière n'enfle plus à des niveaux intenables.

"*Le problème de la refinanciarisation de l'économie américaine est qu'elle augmente le risque d'une nouvelle crise financière*", avertit Barry Ritholtz, directeur de recherche chez Fusion IQ à New York.

"*La crise a lancé le processus de définanciarisation, et maintenant on en revient à une refinanciarisation*."

Le précédent des technologiques reste dans tous les esprits. Juste avant l'éclatement de la bulle de la "nouvelle économie" en 2000, l'indice sectoriel des techs représentait 34,5% du S&P -un record qui n'a jamais été approché depuis, selon les données de S&P Dow Jones.

"*Les financières et les technologiques ont à peu près le même niveau, c'est le signe que le marché est équilibré*", se félicite Doug Cote, stratège chez ING U.S. Investment Management à New York. "*Ce sont traditionnellement les deux plus gros secteurs de la cote.*" Reuters 11.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Xénophobie, racisme et islamophobie.

1.1- Une juge fédérale américaine a estimé lundi contraire à la Constitution une pratique de la police new-yorkaise consistant à arrêter et fouiller un individu sur la base du soupçon.

La juge Shira Scheindlin a déclaré que la police de la ville avait transformé cette pratique en "*contrôle au faciès indirect*" en choisissant d'arrêter certains groupes raciaux.

Ce programme, lancé en 2002 et baptisé "*stop-and-frisk*" (littéralement arrêter et fouiller), a donné lieu à des

arrestations disproportionnées et discriminatoires de Noirs et d'Hispaniques sur lesquelles les plus hautes autorités de la ville ont "*fermé les yeux*", a-t-elle dit.

Ce type de contrôle permet aux forces de l'ordre d'arrêter ceux qu'ils soupçonnent d'activités illégales et de fouiller ceux qu'ils suspectent de détenir une arme.

"*Personne ne devrait vivre dans la peur de se faire arrêter n'importe quand lorsqu'il quitte son domicile pour effectuer des activités de la vie courante*", a estimé la juge.

Le maire de la "Grande Pomme", Michael Bloomberg, a immédiatement annoncé son intention de faire appel. "*La possibilité d'être contrôlé fait office de dissuasion*", a-t-il expliqué. Reuters 12.08

1.2- Les familles musulmanes habituées à faire leurs emplettes dans un centre commercial de Houston, au Texas, n'en ont pas cru pas leurs yeux cette semaine, ... à la vue d'un panneau effarant qui, en guise de bienvenue, leur interdisait brutalement de ne pas se garer sur le parking réservé à la clientèle.

"*Les musulmans ne doivent pas se garer dans le centre commercial Westview, sinon les voitures seront remorquées.*" Rappelant les heures sombres de la ségrégation et d'autres sinistres injonctions de la même veine, cette affiche discriminatoire l'affichait très mal et de manière très inattendue, provoquant stupeur et indignation chez les ménagères et fidèles clients musulmans de la grande surface qui en ont abandonné les caddies dans leur rangement.

"*Je suis extrêmement choqué parce que nous vivons dans une société qui est censée être tolérante, et c'est ce que nous prêchons tous*", a déclaré Yara Aboshady au micro de CNN.

Est-ce la proximité de la mosquée locale qui a inspiré au responsable du centre commercial, muré dans un silence qui en dit long, cette sommation qui fait froid dans le dos ? Pour l'heure, les non-dits sont assourdissants du côté des concepteurs de l'affiche qui usent et abusent de tous les faux-fuyants pour éviter de rendre des comptes, faisant pression sur leurs employés pour ne rien divulguer à la presse. Seul un ouvrier téméraire a affirmé avoir vu le propriétaire du supermarché, Steve Kwon, jouer les colleurs d'affiches.

Niant tout en bloc, hormis la présence de ces panneaux honteux qu'il a finalement retirés, Steve Kwon n'avouera pas ce qui l'a poussé à signer et à exposer ces affiches d'un autre âge, dégoulinant de haine refoulée… Quant à la communauté musulmane taraudée par les vraies motivations qui ont animé le directeur de leur supermarché favori, la blessure est à vif, certains jurant de ne plus y revenir. french.irib.ir 12.08

1.3- L'utilisation par les jeunes UDC lucernois de l'image d'une femme voilée menaçant un enfant sur une affiche pour parler du vote sur les langues à l'école soulève la polémique en Suisse alémanique.

La nouvelle affiche des jeunes UDC de Lucerne fait scandale en Suisse alémanique, selon la Neue Luzerner Zeitung de mercredi. On y voit une institutrice musulmane voilée à l'attitude menaçante envers un enfant et avec l'inscription: "Stop à la torture du bon allemand".

De nombreuses voix dénoncent un amalgame scandaleux. En effet, cette affiche a trait à la votation du 22 septembre, quand les Lucernois se prononceront sur l'initiative des jeunes UDC, qui demande que l'on ne parle plus que le suisse allemand dans les écoles enfantines.

Tout en rappelant le cas de cette institutrice de Krienz qui enseignait à l'école enfantine avec le foulard et pas en suisse allemand.

Les opposants dénoncent une stratégie gratuite pour gagner des voix et faire parler de l'initiative.

La présidente de la commission fédérale contre le racisme, Martine Brunschwig Graf, dénonce elle une instrumentalisation "d'une femme qui porte le voile pour animer la peur de l'islam". french.irib.ir 11.08

2- Syrie

2.1- Selon les sources syriennes, les allemands , koweitiens et saoudiens se trouvent parmi les terroristes tués dans la banlieue de Lattaquié.

La contre offensive de l'armée syrienne contre ce que les miliciens ont baptisé "*bataille de la libération des côtes*" se poursuit de plus bel et les soldats reprennent le contrôle des localités de cette région les unes après les autres. Abou Zeyd est l'un des terroristes allemands participant à la guerre contre l'armée syrienne qui a été tué ces derniers jours . Mansour al Anzi , le

terroriste koweitien et des terroristes saoudiens Mohamad Al Obayd Al Ghasimi, Omar Fayez Mota'b, Jarallah al Sairi se trouvent également au nombre des tués. 11 syriens ont été tués au cours des raids aux roquettes menés par des terroristes contre la ville de Al Salmiyeh dans la province de Hama. 20 civils ont également été blessés. french.irib.ir 12.08

2.1- L'ancien premier ministre israélien, Ehud Barak a appelé à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie. Tout en prétendant que la situation actuelle en Syrie est dangereuse, il a demandé aux instances internationales à accélérer le processus de la création d'une zone d'exclusion aérienne au Nord et au Sud de la Syrie. « *Il vaut mieux qu'au moment de l'annonce des zones d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie, nous devons, avant toute action, braquer nos yeux sur le Président russe, Vladimir Pouvoir et nous devons savoir qu'il réfléchit, vraiment, à quoi faire* ». a souligné l'ancien Premier ministre israélien. french.irib.ir 12.08

2.1- L'OTAN déploie des batteries de missiles "Patriot", dans les régions frontalières de la Turquie avec la Syrie. Selon YJC, qui citait la chaîne CCTV, 5 experts américains se sont rendus, vendredi, en Turquie, pour s'entretenir, derrière des portes fermées, avec leurs homologues turcs. Ils se sont rendus, ensuite, à l'endroit du déploiement des batteries de missiles "Patriot". Outre le Etats-Unis, les Pays-Bas et l'Allemagne participent, également, au déploiement des batteries de missiles "Patriot", en Turquie. Selon cette dépêche, des centaines d'experts et de techniciens se rendront, en Turquie, dans les semaines à venir, pour superviser le processus du déploiement des batteries de missiles "Patriot". Les alliés de la Turquie à l'OTAN prétendent s'inquiéter du tir de missiles Scud et d'autres armes non-conventionnelles, dans la guerre, en Syrie. french.irib.ir 11.08

3- Bahreïn

Un porte-avions américain est arrivé vendredi à Bahreïn et les unités spéciales de la Grande Bretagne envisagent de s'installer dans le Golfe persique, selon les sources bien informées. Le porte-avions USU Nimitz est arrivé, vendredi à Bahreïn, peu avant la diminution des mesures de sécurité, mises en place par les Etats-Unis qui sont allés jusqu'à fermer leurs ambassades, dans plusieurs pays de la région. Dans le même temps, un quotidien britannique a fait état de la présence, dans un proche avenir, des unités spéciales de la Grande Bretagne dans la région du Golfe persique pour combattre al-Qaïda. french.irib.ir 12.08

SOCIAL

1- France

Le prix moyen des fruits a flambé cet été de 14% et celui des légumes de 17% sur un an, selon une étude de Familles Rurales à paraître mardi dans La Croix, qui relève que les produits étrangers sont de plus en plus nombreux.

Le prix moyen d'un kilo de fruits atteint 3,78 euros en 2013, et 2,21 euros pour les légumes, mais les tarifs varient bien sûr selon les points de vente.

Un panier composé d'un kilo de chacun des 8 fruits et 8 légumes du panel coûte 43,05 euros en hard-discount, 51,57 euros en hyper ou supermarché et 55,24 euros au marché. Ce panier revient donc 12 euros plus cher au marché que dans un hard-discount.

L'écart de prix entre les fruits et légumes conventionnels et les produits biologiques reste important (70% plus cher pour les fruits bio et 73% de plus pour les légumes bio).

Pour cette étude, l'association Familles Rurales a déployé 76 veilleurs qui ont relevé les prix de 8 fruits et 8 légumes à deux dans 37 départements français, pendant les semaines du 10 au 16 juin et du 8 au 14 juillet. AFP 12.08

2- Afrique du Sud

Une syndicaliste a encore été abattue lundi à la tristement célèbre mine de Marikana, dans le nord de l'Afrique du Sud, régulièrement endeuillée par un sanglant conflit syndical, un an après une fusillade policière qui y a fait 34 morts.

Tuée devant chez elle, Nbongile Madolo était une responsable du Syndicat national des mineurs (NUM), l'ancienne organisation majoritaire. Elle avait la charge de six enfants.

Le NUM, proche du pouvoir, est opposé à Amcu, une organisation radicale qui a organisé la grande grève de 2012 et est devenu le syndicat principal à Marikana. Leur bataille prend souvent des allures de guerre des gangs.

Un autre phénomène vient encore davantage endeuiller la région: la multiplication des suicides. L'AFP en a compté sept. Deux témoins convoqués par la commission Farlam et deux survivants déboussolés de la tuerie du 16 août ont notamment mis fin

à leurs jours.

Amcu, insignifiant il y a encore un an, est devenu majoritaire dans la région minière où se situe Marikana. Il revendique maintenant 120.000 adhérents au niveau national, contre 270.000 au NUM.

Et dans les états-majors des syndicats ou de l'ANC -le parti au pouvoir, allié du NUM-, les discours restent guerriers.

"*Des membres de l'ANC nous ont traités de cafards, disant que nous devions être éradiqués. (...) Je suis sûr que tout le monde se souvient de ce qui c'est passé au Rwanda, où des gens ont été appelés cafards et serpents. Un million de gens sont morts*", a encore mis en garde vendredi le président d'Amcu Joseph Mathunjwa, cité dans la presse sud-africaine. AFP 12.08

Un amalgame pourri ! Les jaunes, c'est comme les collabos...

ECONOMIE

1- Bancocratie

Les banques ont fermé plus de 1.000 agences en France entre 2008 et 2012 et cette tendance ne devrait pas s'améliorer vu les nouveaux usages des clients et les plans d'économies annoncés.

Entre le début de la crise et la fin de l'année dernière, ce sont plus de 1.100 agences qui ont disparu dans l'Hexagone, indiquent les statistiques estivales de la Banque centrale européenne.

En outre, le réseau d'agences français est très dense comme le montre les statistiques de la BCE, qui place le pays à la première place de l'Union européenne en nombre d'agences (38.360).

Le dernier sondage de la Fédération bancaire française (FBF), réalisé en avril, montrait que seuls 17% des Français se rendaient plusieurs fois par mois en agence contre plus de la moitié (52%) il y a trois ans. Parallèlement, l'utilisation d'internet pour la gestion courante des comptes bancaires s'est banalisée.

Les syndicats du secteur s'inquiètent ainsi des conséquences pour l'emploi du redimensionnement du réseau, sachant que la banque emploie en France plus de 370.000 personnes, dont 80% dans la banque de détail.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, les banques ont fermé près de 20.000 agences entre 2008 et 2013, dont environ 15.000 dans la zone euro, relève la BCE.

Rien que l'année dernière, ce sont 5.500 agences qui ont fermé leurs portes dans l'UE, dont plus de la moitié en Italie et en Espagne. Ce dernier pays qui comptait le réseau bancaire le plus dense d'Europe lors de l'éclatement de la crise en 2008 et qui a subi de plein fouet l'éclatement de la bulle immobilière, a ainsi perdu près de 8.000 agences en 4 ans. Au Danemark, le nombre d'agences bancaires a chuté d'un tiers en quatre ans et d'un quart aux Pays-Bas depuis le début de la crise.

A l'inverse de la tendance, trois pays européens ont vu le nombre de leurs agences progresser sur la période analysée par la BCE: l'Irlande, l'Autriche et surtout la Pologne (+2.000). AFP et Reuters 12.08

2- Italie

La banque d'Italie a annoncé que l'endettement italien s'est établi fin juin à 2.075 milliards d'euros, après un accroissement de 86,5 milliards d'euros sur les six premiers mois de l'année. Selon la banque centrale, cela reflète une hausse du déficit budgétaire du secteur public et une hausse des liquidités du Trésor. AFP 12.08

3- États-Unis

Le déficit budgétaire des États-Unis s'est nettement aggravé en juillet sur un an sous l'effet d'une poussée des dépenses bien supérieure aux rentrées fiscales, selon des données publiées lundi par le département du Trésor américain.

Il s'est établi à 97,6 milliards de dollars, en augmentation de 40,2% par rapport à juillet 2012.

Portée par des hausses d'impôts et des coupes dans les dépenses, la trajectoire des finances publiques américaines reste

toutefois orientée à la baisse. Sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire, le déficit américain s'est élevé à 607,4 milliards, en baisse de 38% par rapport à la même période l'année précédente.

Le montant total des recettes budgétaires accumulées depuis le début de l'exercice budgétaire 2013 en octobre dernier (2.287 milliards) est même le plus haut jamais enregistré en juillet, a souligné le responsable de l'administration.

Pour l'ensemble de l'année, la Maison Blanche a abaissé ses prévisions et table sur un déficit de 759 milliards de dollars, 214 milliards de moins que sa première estimation qui était de 973 milliards de dollars. AFP 12.08

3- Iran

Téhéran et Moscou s'apprêtent à signer un accord portant sur la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Iran, rapporte dimanche l'agence Mehr citant le chef de la diplomatie iranienne Ali Akbar Salehi.

"*Téhéran a mené des consultations avec la partie russe et s'apprête à signer prochainement un accord d'entente prévoyant la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Iran*", indique l'agence. french.irib.ir 11.08

4- Inde

4.1- L'économie indienne traverse une mauvaise passe avec une production industrielle en baisse et une monnaie qui a touché des plus bas historiques, malgré les efforts du gouvernement pour redresser la situation.

La production industrielle indienne a reculé de manière inattendue de 2,2% en juin, selon des statistiques publiées lundi.

Malgré cette situation, la banque centrale indienne n'est pas en mesure de réduire les taux d'intérêt pour stimuler l'économie avec une monnaie, la roupie, qui frise des plus bas historiques.

Alors que les banques ont réduit les taux à long terme trois fois depuis début 2013, les coûts du crédit ont été renchéris récemment par les banques qui ont relevé les taux à court terme pour persuader les investisseurs de garder leur argent en Inde et juguler ainsi le déclin de la roupie.

Au vu de cette situation, les autorités indiennes ont décidé de réduire certaines importations pour réduire le déficit commercial, ce qui a alarmé les agences de notation et fait toucher le fond à la roupie.

Le ministre des Finances P. Chidambaram a souligné devant le Parlement que la banque centrale " *a pris un certain nombre de mesures pour relever les taux d'intérêt à court terme et que celà a jugulé la dépréciation de la roupie dans une certaine mesure*". "*Nous devons faire davantage pour réduire la volatilité du marché des changes et stabiliser la roupie*", a-t-il ajouté.

La banque centrale a indiqué quant à elle qu'elle ne pourra réduire les taux d'intérêt élevés pour stimuler l'économie que lorsque la roupie se sera stabilisée.

Selon le ministre, de nouvelles mesures pouraient être prises pour réduire les importations d'or, d'argent, de pétrole et de certains biens non essentiels.

L'or et le pétrole sont les deux matières qui grèvent le plus le déficit courant.

Le gouvernement pourrait aussi autoriser les sociétés d'Etat à lever des fonds à travers des obligations "*quasi-souveraines*".

Ces mesures permettraient de réduire le déficit à 70 milliards de dollars cette année, soit 3,7% du PIB contre un record de 4,8% du PIB l'année dernière.

Toujours selon M. Chidambaram, la croissance sera de tout juste 5,5% pour l'année fiscale.

Une note positive dans ce sombre tableau: les exportations ont augmenté de 11,6% en juillet aidées par une roupie dépréciée, celle-ci ayant perdu 5% de sa valeur le mois dernier. AFP 12.08

4.2- Les ventes d'automobiles ont de nouveau reculé en juillet, de plus de 7% sur un an, soit le 9è mois consécutif de baisse, selon les chiffres officiels publiés lundi, sur fond de ralentissement économique et de hausse du coût du crédit.

Les constructeurs ont vendu en juillet 131.163 véhicules, soit 7,4% moins qu'en juillet 2012, a indiqué la Société indienne

des constructeurs automobiles (Siam).

Cette chute neuf mois d'affilée est sans précédent dans ce secteur, thermomètre de l'état de santé économique du pays.

"Il y a une morosité générale en raison du ralentissement économique, des taux d'intérêt élevés et de la cherté du carburant", a dit à l'AFP Sugato Sen, le vice-directeur de la Siam.

Les perspectives sont bien loin des taux de croissance compris entre 20 et 30% lors de la décennie précédent, un bond qui avait bénéficié aux nombreux géants mondiaux du secteur attirés par ce marché juteux providentiel au moment où stagnaient les ventes de véhicules en Europe et aux Etats-Unis.

Les ventes de bus et de camions ont chuté elles de 14,9% en juillet, à 55.301 unités. Alors que celles de motocyclettes étaient quasi-stables (-1,5%) à 809.312 unités. AFP 12.08

4.3- L'Inde a dévoilé lundi le premier porte-avions construit par ses soins, dans un effort de modernisation de son équipement militaire qui provient en partie de l'Union soviétique, face à l'autre puissance émergente d'Asie, la Chine.

L'INS Vikrant, un bâtiment de 40.000 tonnes, entrera en service en 2018 une fois une batterie de tests effectués. Il marque l'entrée de l'Inde dans le club restreint des pays qui conçoivent et construisent leurs porte-avions, avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie et la France.

Le programme a coûté quelque 5 milliards de dollars et accumulé deux années de retard.

New Delhi investit des milliards de dollars dans la modernisation de son équipement militaire. Selon le cabinet KPMG, le pays va dépenser 112 milliards de dollars dans l'armement de 2010 à 2016.

Samedi, le gouvernement a annoncé que le premier sous-marin nucléaire bâti en Inde était prêt pour des essais.

Le pays possède actuellement un seul porte-avions, un vaisseau britannique de 60 ans, acquis en 1987 et rebaptisé INS Viraat, qui sera peu à peu abandonné au cours des prochaines années. AFP 12.08

Haut de page

Le 14 août 2013

CAUSERIE

Je ne sais pas si j'aurai le temps demain d'actualiser le site car ici ce sera day off, jour férié pour cause de commémoration de l'indépendance de l'Inde, le 15 août 1947. Il y aura quatre jours fériés en fait, dont ne profiteront que les fonctionnaires que le gouvernement choie. A cette occasion je me suis invité à midi chez mon beau-frère Kandavel.

Je l'aime bien lui, son épouse et leurs deux filles, lors de la rentrée scolaire je leur avais avancé 3.000 roupies pour acheter les manuels scolaires de Lombika et Kilomia, ils me les ont remboursés depuis, c'est le seul frère de mon épouse avec lequel nous avons encore des relations, les 4 autres encore en vie sont devenus de sales types infréquentables. Je compte questionner ma belle-soeur sur son boulot à l'usine. Je veux aussi vérifier que mes petites nièces connaissent par coeur God save the Queen, Commonwealth oblige !

Si les Indiens m'inspirent, en fait je les étudie à la manière d'un psychanalyste, la France déjà beaucoup moins. J'ai souhaité hier par téléphone un bon anniversaire à ma mère, 79 ans, elle m'a dit qu'en ce moment elle n'entendait parler que d'agressions et de meurtres au 20h, du coup c'est l'idée qu'elle se fait de la situation, génial, déprimant au possible, c'est voulu évidemment. Ici, je n'entends parler de rien, c'est préférable, je le sais, je me concentre sur notre affaire.

L'homme par nature est perfectible, ignorant, faible et pour faire bonne mesure hypocrite de préférence. Monsieur Coquema va en déduire que je déteste la terre entière, pas tout à fait je le rassure, ces derniers jours j'ai encore épargné deux belles araignées qui ne m'avaient rien fait, comme quoi.

Je ne sais plus qui a dit que la véritable connaissance commençait le jour où on prenait conscience qu'on ne savait rien, ceux qui parlent en notre nom feraient bien d'en prendre de la graine. Et n'allez pas croire que vous savez où commence l'intelligence, voilà qui permet de faire la liaison avec la suite.

ACTUALITÉ DU JOUR

Histoires de poubelles.

1- Leur vieux monde était destiné à y finir.

- Londres : des poubelles qui collectent les données des smartphones font scandale - Francetv info

Des poubelles "*intelligentes*" mais inquiétantes. Capables de recueillir des données de passants à partir de leurs smartphones, ces poubelles "*intelligentes*" provoquent un scandale à Londres, où elles sont installées.

Les poubelles, conçues pour résister à l'explosion d'une bombe, sont équipées d'un système wifi et d'écrans digitaux affichant des publicités ainsi que des informations financières et locales en temps réel, comme les perturbations dans le métro. Cet été, elles ont aussi été testées pour collecter les données des smartphones de passants. En l'espace d'une semaine en juin, elles ont enregistré plus d'un demi-million de téléphones.

Selon son fabricant, la société Renew, ces poubelles "*fournissent une vision sans précédent (...) - les points d'entrée et de sortie, le temps passé dans un endroit, les centres d'intérêt*" des utilisateurs de smartphones. Cette technologie pourrait, selon Renew, permettre de cibler des campagnes publicitaires en fonction par exemple du temps passé dans les commerces. Le client de tel café pourrait par exemple se voir proposer des publicités d'autres chaînes de boissons chaudes.

"*Peu importe ce que peut faire la technologie, a rétorqué un porte-parole de la City of London. Tout ce qui se passe dans les rues doit être fait avec précaution et avec le soutien d'un public informé.*" Kaveh Memari a insisté sur le fait que l'utilisation éventuelle des informations collectées par ces poubelles devrait se faire en accord avec des groupes de protection des données.

"*Les développements futurs [de ce dispositif] ne dépendront pas seulement de la technologie, mais surtout de la façon dont les gens réagissent vis-à-vis de cette technologie interactive*", a-t-il affirmé. Renew, qui a installé ces poubelles très sophistiqués dans la capitale britannique pendant les jeux Olympiques de Londres en 2012, compte vendre ce produit dans d'autres villes comme New York, Dubaï et Rio. Francetv info avec AFP 13.08

Bien entendu cela n'a rien à voir avec ce que nous expliquons dans le portail, à savoir qu'ils veulent tout savoir de la population, contrôler tous ses faits et gestes et même au-delà ses penchants, ses goûts, ses idées, etc. dans le cadre ou la perspective d'un gouvernement mondial ou une dictature mondial qui est leur objectif politique final, ce serait de la démence d'émettre cette idée, mais se donner les moyens de contrôler ainsi la population ne le serait pas.

Ils ont installé ce système de contrôle des déplacements de la population digne d'une dictature en violation de la démocratie la plus élémentaire, c'est-à-dire sans que cela ait fait l'objet d'une information à la population ou d'un rapport au Parlement qui n'a pas eu à se prononcer sur l'aspect liberticide de ce sytème d'espionnage.

Kaveh Memari utilise le conditionnel quant à un "*accord avec des groupes de protection des données*" auxquels ils ne diront pas tout ou qui sont de toutes manières corrompus par l'idéologie de la classe dominante, comment cela ? Parce que la constitution de ces "*groupes*" repose sur l'acceptation du principe que des données peuvent être collectées à l'insu de la population par le gouvernement ou ses agences, MI6, etc. et dorénavant par des sociétés privées sponsorisées par les multinationales.

Ils n'ont pas vocation à s'y opposer, bien au contraire, mais de faire en sorte que la population y soit associée en exerçant un droit de regard sur la portée (supposée) d'un tel système par exemple, dont l'usage serait encadré, son interdiction n'étant pas à l'ordre du jour, il suffirait que la population en soit informée pour qu'il soit légitimé et le tour est joué.

C'est en procédant de la sorte qu'ils détournent et violent la démocratie qui voudrait que la population se prononce pour ou contre la mise en service d'un tel système, ce qui n'est pas le cas ici.

On conçoit très bien que la destruction ou la neutralisation de ces poubelles serait oeuvre salutaire pour la démocratie et la liberté qu'ils nous restent à conquérir.

Leur société au lieu de pouvoir nous les offrir car la démocratie et la liberté sont incompatibles avec le régime capitaliste, s'emploie à les violer en faisant croire à la population qu'elles seraient menacées par un agent invisible ou extérieur, alors que ce sont ses représentants qui représentent ce réel danger et en sont les pires ennemis.

Renverser l'ordre établi réactionnaire, prendre le pouvoir politique pour changer la société, tel est notre objectif pour que la démocratie et la liberté qui étouffent dans le carcan de leur régime puissent enfin s'épanouir.

2- Si vous avez de l'argent en trop à foutre à la poubelle versez-le au NPA, non, envoyez-le moi !

Nous ne verserons pas un centime à des partis qui soutiennent les institutions de la Ve Républiques ou celles de l'Union européenne ou encore l'ONU, et se présentent aux élections municipales et/ou européennes. Nous ne verserons pas un centime à des partis qui font signer des pétititions en direction des élus du PS, qui organisent des délégations à l'Elysée ou à Bruxelles ou dans différents ministères, il faut être conséquent jusqu'au bout et assumer pleinement ses positions politiques.

Sauf situation exceptionnelle, jamais nous ne soutiendrons un candidat du PS, du PCF ou du FdG, sauf à reproduire sans cesse la même erreur qui dure depuis 70 ans. Si nous combattons pour que le mouvement ouvrier se remette sur les rails du socialisme et pour la construction d'un nouveau parti communiste (léniniste), il faut impérativement rompre avec toutes les formes d'opportunisme qui se présentent à nous, il faut savoir ce qu'on veut dans la vie.

On ne peut pas d'un côté combattre sur la ligne du programme de la révolution socialiste et d'un autre côté maintenir des rapports avec des partis ou des institutions qui nous ont menés là où nous en sommes et en sont l'antithèse, à un moment donné il faut choisir.

Les militants et les travailleurs doivent avoir à l'esprit tout ce que nous savons sur le PS et le PCF ou l'essentiel en remontant au début du XXe siècle, pour comprendre notre position qui pourrait passer pour extrémiste, tranchée elle l'est et nous le revendiquons, conséquente ou cohérente serait plus juste et j'explique pourquoi.

Le bilan, le passé, l'histoire de ces partis parlent d'eux-mêmes, instruments de la réaction pour subordonner le prolétariat au capitalisme et assurer la survie du régime en place, les institutions dont ils sont des rouages ou des piliers indispensables au maintien de l'ordre établi. Le PS a rompu définitivement avec le socialisme il y 99 ans, quant au PCF il n'a jamais été réellement un parti communiste (Lénine-Trotsky), c'était donc pure escroquerie de les présenter autrement.

Ce fut pourtant le cas pendant de longues décennies sous prétexte que des centaines de milliers de travailleurs y étaient organisés, et donc bourrés d'illusions dans ces partis et leurs dirigeants, il fut admis à tort que pour les conquérir à un parti révolutionnaire il fallait ménager leur susceptibilité et mettre en oeuvre une politique de front unique en direction de leurs dirgeants, qui finalement ne pouvait que renforcer leurs illusions au lieu de les combattre, puisque dans le même temps leur véritable nature traitre était soigneusement escamotée. Politique menée en pure perte de temps et d'énergie puisque militants et travailleurs finissaient toujours par se rendre compte un jour qu'ils avaient été trompés et qu'ils ne cessaient de les trahir parce qu'ils avaient abandonné le combat pour le socialisme ou que changer la société n'était plus vraiment leur objectif.

Bien entendu pour avoir mis en oeuvre une telle politique opportuniste, il ne fallait pas compter en tirer profit pour construire le parti. On notera au passage que la lutte de classe menée sur le front du réformisme ou du trade-unionisme permettra d'engranger des succès qui profiteront à la fois au PS et au PCF, mais aussi aux différentes organisations trotskistes, ainsi c'est en subordonnant davantage les masses à ces partis contre-révolutionnaires et au régime capitaliste que ces organisations se renforceront, provisoirement, et que l'illusion que leur politique était correcte allait empêcher toute discussion sur leur véritable orientation, soutenant le PS et le PCF à chaque élection depuis 1958.

Le désastre de cette politique, on allait le découvrir et le vivre plus tard, maintenant, depuis le tournant néolibéral des années 80-90.

Imaginez que pour traverser une rivière en crue un sauveteur vous tienne solidement par le bras et qu'au beau milieu il vous lâche, c'est exactement ce qui est arrivé au mouvement ouvrier au début des années 80, et personne n'était assez fort pour le sauver du sort qui l'attendait puisque tout le monde avait misé sur ce sauveteur, le PS et le PCF.

Poursuivons notre explication. Il y a évidemment un élément dont on ne peut pas faire l'économie et qui nous interdit de soutenir ces partis ou de nous adresser à leurs dirigeants si l'on veut être crédible, à savoir que leur abominable passé rejaillit toujours, comme un cadavre en décomposition qui a rompu ses liens usés par le temps et qui remonte à la surface au détour d'une polémique, lors d'une commémoration, d'une nomination, leurs adversaires de droite s'employant aussi à nous rafraîchir la mémoire, sans oublier Internet de nos jours où l'on trouve une multitude de portails et d'articles critiques qui rappellent leurs tristes faits d'armes, du soutien au colonialisme, à la guerre, en passant par leur misogynie ou leur racisme, xénophobie.

De nombreux travailleurs et militants découvrent petit à petit leur véritable histoire, elle pousse certains à tourner le dos au mouvement ouvrier hélas, c'est parce que nous combattons ce phénomène qu'il nous est impossible d'accorder la moindre circonstance atténuante à ces partis et à leurs dirigeants, ce qui peut demeurer incompréhensible si on les juge sur les réformes auxquelles ils ont été associés, alors qu'en réalité elles leur ont toujours été imposées par la mobilisation des masses et le développement de la lutte des classes, tandis qu'ils s'employaient à préserver l'essentiel, le régime, jamais d'eux-mêmes ils n'ont pris une mesure sociale ou politique pouvant porter atteinte à l'intégrité du régime en place, jamais, c'est cela qu'il faut se graver dans le cerveau.

En réalité, c'est le combat de l'ensemble du mouvement ouvrier qui a été subordonné (corrompu) à ces objectifs immédiats de réformes, sans se soucier de la nature du régime qui les appliquaient, de tel sorte que l'objectif du socialisme fut brader et passa à la trappe. Si vous vous demandiez quand et comment il avait fait pour disparaître, vous avez la réponse. C'est cette politique qui nous a conduit où nous en sommes. En pure perte puisque tout fout le camp, on aura eu tout faux sur absolument toute la ligne, allez donc demander aux Grecs qui ont été logés à la même enseigne ce qu'ils en pensent, quelle bénéfice ils en ont tiré, ce qu'il leur en reste, rien et ils n'ont même pas l'ombre d'un parti révolutionnaire auquel se raccrocher, on pouvait guère envisager pire incurie politique.

Quand on sait réellement à quoi s'en tenir à propos de ces partis et leurs dirigeants, a-t-on le droit de colporter la moinde illusion envers eux ? Notre réponse est non. Bien entendu on a parfaitement conscience que la plupart des travailleurs et des militants n'abordent pas ces partis exactement ou pas du tout de la même manière que nous, et que notre discours pourra leur sembler incompréhensible, aussi nous devons expliquer et expliquer encore sur quoi il repose, qu'on ne peut pas combattre pour le socialisme ou changer la société et en même temps ne pas combattre ceux qui avancent masquée et en sont de farouches ennemis. Mais notre discours peut être saisi par les éléments les plus avancés ou conscients des masses. On ne doit pas craindre de se retouver à contre-courant des masses quand il s'agit de conserver intact l'essentiel ou de le défendre, le programme de la révolution socialiste, notre idéal d'une société débarrassée du capitalisme et du règne de l'exploitation. A ne pas confondre avec la volonté de se couper des masses pour refaire le monde à huis clos qui est la pire attitude à avoir, car c'est se priver des moyens pour atteindre notre objectif, cela revient à l'abandonner. Notre discours ne s'adresse pas à une couche particulière de travailleurs, mais à l'ensemble des masses exploitées en intégrant les tâches politiques qu'elles ont à accomplir en fonction de la situation en nous appuyant sur les couches les plus avancées et non l'inverse ou celles qui sont subordonnées au capitalisme et qui espèrent (encore) en tirer profit.

On pourrait nous le reprocher par la suite, nous assimiler à des complices de ces partis et leurs crimes, nous juger indignes de confiance pour avoir été en collusion avec eux. Cela me fait penser à un père qui aurait menti inutilement à sa fille, et qui le découvrant un jour déciderait de le juger sévèrement pour l'avoir ainsi trompée, je vous rassure tel n'a jamais été mon cas, je le précise car ma fille me lit !

Le NPA soutient la guerre impérialiste contre le peuple syrien au côté de Hollande, Fabius, Obama, Cameron, Netanyahou, etc. il a soutenu le mariage homosexuel initié par la reine Beatrix des Pays-Bas, il soutient le communautarisme islamique radical, le féminisme dégénérée en écrivant par exemple "*militant(e)s*", il soutient la version officielle du 11 septembre 2001, il refuse d'admettre que l'oligarchie financière s'est dotée d'une stratégie politique conduisant à l'établissement d'une dictature mondiale, il va jusqu'à occulter totalement l'existence des institutions qu'elle a mises en place pour avancer vers cet objectif, Poutou a affirmé, en marge du défilé du 1er mai à Bordeaux soutenir le vote en faveur de Hollande au second tour de la présidentielle en 2012 , 10 ans plus tôt la LCR s'était illustrée en appelant à voter Chirac au second tour de la présidentielle, le NPA appelle à faire "*barrage à la droite*" à chaque élection refusant d'admettre que le PS est de droite, il refuse systématiquement de s'associer aux campagnes unitaires initiées par le POI y préférant la compagnie de la Fondation Copernic, etc. etc. etc.

Pas un centime pour un tel parti ! (pour rire, à moitié seulement) Pas un centime pour le djihad en Syrie !

Un extrait de deux articles de presse d'hier.

- Le Nouveau Parti anticapitaliste a lancé une souscription et espère rassembler un peu plus de 1 million d'euros notamment pour présenter des candidats aux élections de 2014.

Visant "*un peu plus de 1 million d'euros*", le NPA "*lance un appel au peuple de gauche*", pour que "*la voix anticapitaliste se fasse entendre*". "*On a besoin d'argent, ne serait-ce que pour se présenter aux municipales et aux européennes, un gros combat à mener*", a fait valoir M. Poutou.

L'objectif — récolter un million d'euros — pourrait paraître prudent ; mais, rapporté aux quelque 2 500 adhérents recensés en février 2013, cela représente tout de même 400 euros par tête. (Ils sont apparemment encore moins nombreux que ce qu'on pensait, une organisation sclérosée composée de dogmatiques. - ndlr)

Selon Thibault Blondin, membre de la direction du parti, pour ces dernières, le seul matériel officiel (bulletins de vote, affiches et professions de foi) coûte 1,5 million d'euros. (Foutre autant d'argent en l'air, celui des travailleurs, c'est dingue ! Vaudrait mieux dépenser cette argent dans des tracts, des brochures, tenez, dans une radio... L'histoire selon laquelle il faudrait participer aux élections pour toucher les électeurs, c'est une supercherie de bras coupés, vous avez toute l'année pour faire connaître votre parti et votre programme, sur les marchés, à l'entrée des boîtes, des gares, des supermarchés, dans les HLM, etc., cet argument est bidon, foireux, il ne sert qu'à couvrir votre conception institutionnelle de la lutte de classes, le NPA n'est pas seul dans ce cas-là. - ndlr)

Ce membre de la direction du parti se veut optimiste : «*Quand on voit que certains au PS ou au PC ont donné à l'UMP, on espère que des gens jugeront utile, [qu'ils soient ou non d'accord avec nous] que nous soyions là et qu'on puisse exister.*» (Ah ben ça c'est

la meilleure, voilà qu'ils en appellent à la générosité des électeurs de l'UMP, du PS et du PC, écrivez donc à leurs dirigeants, mendiez leur quelques sous, qui sait ? Ou alors à votre banquier ! - ndlr)

Avec un moindre écho médiatique, le NPA aura la tâche sans doute plus ardue. (Bon, Libération va vous faire un peu de pub, tous les médias se sont fendus hier d'un article pour relayer cette campagne financière du NPA, apparemment ils n'ont pas fait preuve de la même bonne intention envers le POI... - ndlr) Libération.fr et LeMonde.fr 13.08

Un titre trompeur, mensonger. Décryptage.

- Les Etats-Unis s'opposent à la fusion American Airlines-US Airways - AFP

Un article intéressant à lire en deux temps.

1- Le gouvernement américain a porté plainte mardi pour tenter d'empêcher la fusion entre les compagnies aériennes American Airlines et US Airways, car il craint des augmentations de prix pour les passagers.

"*Nous ne pouvons simplement pas approuver une fusion qui se traduirait par des tarifs plus élevés pour les consommateurs américains, des frais plus élevés et moins de services*", a résumé Bill Baer, un responsable de la division antitrust du département de la Justice (DoJ), lors d'une conférence de presse téléphonique.

Les Américains dépensent déjà plus de 70 milliards de dollars par an pour le transport aérien, et cette fusion, en réduisant la concurrence, risque d'entraîner "*des centaines et des centaines de millions de dollars*" de coûts supplémentaires, a-t-il prévenu.

AMR, maison mère en faillite d'American Airlines, et US Airways avaient annoncé en février leur intention de se marier pour donner naissance au premier transporteur américain et à un géant mondial du secteur. L'an dernier, elles avaient transporté à elles deux plus de 130 millions de passagers dans le monde et leur chiffre d'affaires cumulé dépassait 37 milliards de dollars.

Leur fusion s'avèrerait selon lui (le DoJ -ndlr) particulièrement problématique pour l'un des aéroports de la capitale, Washington Reagan National Airport: la nouvelle entité y contrôlerait 69% des créneaux d'atterrissage et de décollage, et aurait un monopole sur 63% des liaisons directes avec cet aéroport.

M. Baer a plus généralement évoqué "des inquiétudes multiples, au niveau national, local, des grandes villes, des petites et moyennes villes", soulignant, tarifs à l'appui, qu'US Airways concurrençait aujourd'hui souvent les vols directs des grandes compagnies avec des vols à correspondance bien moins chers.

Le DoJ fait aussi valoir que si la fusion a lieu, seulement quatre compagnies concentreront plus de 80% du transport aérien aux Etats-Unis, et pourront plus facilement se coordonner pour augmenter leurs prix ou introduire de nouveaux frais (sur les bagages enregistrés, les changements de vols...).

2- C'est foutu alors ? Pas vraiment, lisez la suite.

La plainte, à laquelle se sont associés six Etats américains, a été déposée devant un tribunal de Washington. C'est au juge que reviendra la décision finale. Les compagnies peuvent tenter de solder la procédure à l'amiable en proposant des aménagements à leur projet de fusion.

Pour Michael Sabino, professeur de droit à l'Université Peter Tobin College of Business, la plainte du gouvernement "*ne fera pas dérailler la fusion ni la sortie de faillite d'American*", mais vise surtout "*à obtenir des concessions et des cessions*" des deux compagnies. AFP 13.08

Si vous vous arrêtez de lire cet article à la fin de la première partie ou que vous ne retenez que cette partie, vous serez amené à vous dire : quelle grande démocratie l'Amérique, la division antitrust du département de la Justice a un sacré pouvoir, et si vous tenez compte de la suite vous arriverez à la conclusion exactement inverse, les grandes compagnies imposent leur loi et point de démocratie. Que l'AFP n'ait retenu que la seconde partie n'étonnera personne.

ACTUALITE EN TITRES

Allez, il faut savoir mettre de l'eau dans son vin...

- Risques de blanchiment d'argent dans les vignobles français - Reuters

Et c'est reparti ou plutôt ça continue...

Nous avions annoncé que leurs lois ne serviraient qu'à stigmatiser des minorités, que c'était leur objectif, qu'il s'agissait d'une vaste manipulation dans laquelle les uns et les autres étaient tombés, depuis on en a la preuve presque quotidiennement...

- Tweets homophobes : une plainte déposée contre Twitter - LeFigaro.fr

- Les gays prennent des risques - Liberation.fr

- Trappes : enquête sur l'agression présumée d'une adolescente voilée - LeParisien.fr

- Trappes: l'adolescent blessé à l'oeil mi-juillet porte plainte - AFP

- Projet d'attaque d'une mosquée : "*Les musulmans ont peur aujourd'hui*" - Le Nouvel Observateur

- Un homme interpellé à Avignon pour des tags islamophobes - Reuters

Pour Benoît Hamon, "*la stigmatisation systématique de l'islam, les amalgames entre islam et terrorisme ainsi que la violence verbale ordinaire à l'encontre des musulmans, permettent à certains de se sentir autorisés à franchir le cap de la violence physique*". Dans le communiqué, il rappelle "*la détermination du gouvernement à poursuivre tout auteur d'acte antimusulman*". AFP 13.08

Monsieur Hamon, c'est la politique de votre gouvernement favorable aux régimes dégénérés du Golfe (Qatar et Arabie saoudite notamment) qui en est la cause, qui légitime la prolifération en France de l'islamisme radical wahabbite, salafiste ou takfiris qui constitue une provocation ou une violation permanente des valeurs universelles de la République, des droits des femmes, des principes de la démocratie au nom du respect des droits d'une minorité ayant adhéré à une idéologie archaïque, moyennageuse, infâme, au point qu'elle puisse parfois déclencher une violence aveugle et nourrit au passage la haine, le racisme et la xénophobie qui sont les terrains d'élection de la politique de l'extrême droite, vous en partagez la responsabilité, mieux, vous en êtes à l'origine répétons-le.

Monsieur Hamon, ce sont vos lois qui stigmatisent l'ensemble des musulmans qui sont responsables de ces amalgames qui ne devaient pas manquer de survenir, le législateur, le PS le savait aussi bien que l'UMP, sauf que voila comme elles servent vos intérêts politiques qui sont identiques, vous n'avez pas aboli ces lois, ou alors il fallait avoir le courage de réprimer plus durement cette pratique barbare du port du niqab ou de la burqa, le voile étant autre chose que l'on peut accepter dès lors qu'il ne contribue pas à marginer les femmes qui le portent, si le port du voile était incompatible avec certaines activités, dans ce cas précis il faudrait l'interdire également.

Ma position a évolué sur cette question en fonction des développements qu'elle a pris ces dernières semaines (en France mais pas seulement), il faut dire aussi que jusqu'à présent je ne m'y étais pas vraiment intéressé par manque de temps. Dorénavant je pense que le port de la burqa ou du niqab doit être caractérisé comme un délit et doit être sanctionné très lourdement après un simple avertissement, suppression des droits civiques et emprisonnement immédiat en cas de récidive...

On ne peut pas admettre une telle pratique en 2013 qui nous renvoie des millènaires en arrière ou alors il faut abdiquer toutes nos valeurs et tous nos principes humanistes, tous les progrès de la civilisation humaine. Je vais aussi aborder ce sujet demain avec mes petites nièces (11 et 13 ans) scolarisées dans une école publique à Pondichéry. L'islamisme radical est à classer au même rang que l'idéologie d'extrême droite, leur céder du terrain est inconcevable.

Coupez-leur les deux... mains... au nom de l'égalité !

- Journée des gauchers: Pensez-vous qu'ils sont défavorisés? - 20minutes.fr

L'euthanasie : c'est la vie ! Vive le Dr Bonnemaison.

- Euthanasie : le Dr Bonnemaison renvoyé aux assises ? - Le Nouvel Observateur

Le parquet de Bayonne (Pyrénées-atlantiques) a requis le renvoi devant la cour d'assises du Dr Nicolas Bonnemaison, ex-médecin urgentiste dans cette ville, pour huit cas d'empoisonnements mortels de patients vulnérables, ont indiqué ses avocats. Le Nouvel Observateur avec AFP 13.08

Il n'y a rien de pire que de finir à l'état végétatif, d'être maintenu artificiellement en vie avec des tuyaux ou bourré de médicaments pour ne pas souffrir en attendant la fin, crever grabataire, vaut mieux partir d'un coup, brutalement, pendant son sommeil ou précipiter les choses, programmer le dernier voyage, quoi.

L'homme n'a pas été conçue par la nature pour vivre si vieux ou pas dans ces conditions. S'accrocher à la vie c'est vraiment vouloir finir comme on l'a commencée, à croire qu'elle n'a servi à rien. A moins qu'on ne s'en rende pas compte, on régresse inconsciemment, c'est terrible car en plus on devient un fardeau pour notre entourage, j'ajouterai, bien avant, quand tu deviens vieux, on te respecte si tu as du fric ou par intérêt, sinon on te néglige ou on te fait comprendre que tu appartiens déjà au passé.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- République tchèque

Le gouvernement tchèque, mis en minorité la semaine dernière au Parlement après un mois seulement au pouvoir, a remis mardi sa démission au président Milos Zeman.

Le Premier ministre Jiri Rusnok a été chargé d'expédier les affaires courantes jusqu'au déblocage de la crise politique, qui pourrait passer par des élections législatives anticipées.

Les députés ont refusé mercredi dernier leur confiance au gouvernement de Jiri Rusnok, économiste de gauche, qui n'a obtenu que 93 voix sur 200. Reuters 13.08

2- Tunisie

L'opposition tunisienne a revendiqué mardi soir des dizaines de milliers de manifestants à Tunis, maintenant la pression sur les islamistes au pouvoir dont elle réclame la démission depuis l'assassinat d'un opposant fin juillet qui a provoqué une profonde crise politique.

Les détracteurs du parti islamiste Ennahda qui dirige le gouvernement avait fait de cette manifestation mardi, à l'occasion de la journée de la femme, un test pour sa capacité à mobiliser, les fêtes de fin du ramadan la semaine dernière ayant porté un coup à la contestation.

Les opposants ont revendiqué des dizaines de milliers de participants, alors qu'un rassemblement rival, organisé par les islamistes, n'a réuni que quelques centaines de personnes dans l'après-midi à Tunis.

Le choix du 13 août est symbolique, cette date marquant l'adoption en 1956 d'une législation accordant aux femmes des droits sans pareil dans le monde arabe. Les islamistes d'Ennahda sont sans cesse accusés de vouloir revenir sur ces acquis.

Les slogans repris par la foule prônait dès lors les droits de la femme et dénonçaient Ennahda, tel "*La Tunisienne est libre, les frères musulmans dehors*" ou encore "*la Tunisienne est musulmane mais pas islamiste*".

Le Front de salut national, une coalition d'opposants allant de l'extrême gauche au centre droit, a pour sa part annoncé dans un communiqué le début d'une campagne "*Dégage*", slogan phare de la révolution de janvier 2011, visant les responsables régionaux nommés par Ennahda.

Cette coalition prépare aussi "*une mobilisation générale pour la semaine du départ (du gouvernement) à partir du le 24 août*", sans plus de précisions.

Elle réclame encore et toujours la dissolution de la Constituante et un gouvernement composé d'indépendants.

Ennahda a rejeté ces revendications, proposant en retour d'élargir son gouvernement à tous les partis. Les islamistes insistent sur sa légitimité issue de la Constituante élue en octobre 2011 mais dont les travaux ont pris près d'un an de retard faute de consensus sur la Constitution.

Le président Moncef Marzouki, un laïc allié des islamistes, a pour sa part exprimé une position très proche de celle d'Ennahda.

"*Il faut qu'il y ait un gouvernement d'union nationale où tous les partis politiques seront représentés dans la prise de décision*", a déclaré le président, dont les fonctions sont essentiellement honorifiques.

Il a aussi réclamé la reprise des travaux de l'ANC, gelés depuis une semaine par son président qui espère ainsi forcer les deux camps à négocier, sous l'égide du puissant syndicat UGTT. De premiers pourparlers entre Ennahda et la centrale syndicale n'ont conduit lundi soir à aucune avancée.

"*Nous espérons que la situation se clarifie à la fin de la semaine et qu'on arrivera à des solutions consensuelles*", a estimé le Premier ministre Ali Larayedh.

Sa position est cependant fragilisée par l'UGTT, forte de 500.000 membres, et le patronat Utica qui sont pour la mise en place d'un gouvernement de technocrates tout en étant favorable au maintien de l'ANC. AFP 13.08

3- Syrie

L'information a été diffusée lundi : les forces spéciales de l'armée britannique accompagnée des unités de l'armée française sont en route pour le golfe d'Aden où elles entendent mener des exercices baptisés Cougar 13 . Selon le site Al Taqqir, l'objectif de ces manoeuvres est de semer la panique dans les rangs d'Alm Qaida désormais bien actif dans la péninsule arabique.

Des navires de guerre britanniques ont commencé à appareiller lundi d'Angleterre pour des manoeuvres en Méditerranée, au cours desquelles une frégate, le HMS Westminster, doit faire escale à Gibraltar où les tensions avec l'Espagne est grandes. Ces exercices "*Cougar 13*", qui se déroulent en Méditerranée et dans le Golfe persique et impliquent quatre navires de guerre, sont prévus de longue date selon Londres, mais ils ont été interprétés dans la presse espagnole comme étant une tentative d'intimidation britannique.

Quant à la presse du Moyen Orient, la Grande Bretagne et la France prétexent la menace qaidiste pour avoir une présence militaire renforcée dans la région alors que celles-ci va de crise en crise. 700 soldats de la force d'intervention rapide se trouvent à bord de ces quatre navires britanniques qui sont accompagnés du porte avion Illastriad britannique et de son homologue français Charles De Gaule. Les exercices devront durer pendant quatre moins. Ce déploiement de troupes, jamais vu depuis des années au Moyen Orient et dans la peinsule pourrait selon les analystes anticiper une guerre totale que les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux cherchent à déclencher pour s'accaparer des ressources et des richesses de la région. french.irib.ir 13.08

4- Liban

Dans un geste d'ingérence sans précédent dans les affaires intérieures libanaises, l'ambassadrice américaine au Liban Mora Connelli a déclaré : « *Nous voulons un gouvernement libanais sans la présence du Hezbollah* ». Elle a déclaré que «*la coopération de Washington avec le futur gouvernement libanais dépendait de sa composition, de la déclaration ministérielle et de son fonctionnement* » a-t-elle dit encore. french.irib.ir 13.08

5- Libye

Les attaques contres les médias se multiplient à Benghazi. Lundi 12 août, la directrice du bureau de la chaîne privée Libya Al-Ahrar dans la grande ville de l'Est libyen a échappé de justesse à une tentative d'assassinat. D'après un journaliste de l'antenne, sa voiture "*a essuyé plusieurs coups de feu (alors qu'elle était en) route vers son bureau*". Après l'attaque, elle a "*reçu des menaces par téléphone lui indiquant qu'elle sera[it] tuée*".

Créée durant la révolte qui a renversé en 2011 le régime de Mouammar Kadhafi, la télévision Libya Al-Ahrar siège à Doha au Qatar. Menacé à plusieurs reprises, son personnel à Benghazi a été récemment obligé d'abandonner les bureaux qu'il ne fréquentait déjà que ponctuellement.

L'attaque visant Khadija Al-Ammami intervient trois jours après la mort à Benghazi d'Azzeddine Koussad, présentateur à la télévision privée Libya Al-Hurra, tué de plusieurs balles par des inconnus. Le Monde 13.08

Un coup des Saoudiens ou d'un groupe quelconque de barbares armés jusqu'aux dents...

SOCIAL

Afrique du Sud

Les syndicats de mineurs sud-africains ont rejeté mardi une nouvelle offre d'augmentation salariale de 5,5% de la part de l'industrie aurifère, menaçant de nouveau de grèves ce secteur crucial de l'économie sud-africaine.

Le puissant syndicat NUM, qui représente 64% des mineurs aurifères, et l'organisation plus modeste Solidarity ont jugé que cette nouvelle proposition était inacceptable.

"*Nous estimons qu'ils se ridiculisent*", a déclaré à l'AFP Lesiba Seshoka, porte-parole.

Le NUM demande une revalorisation de 60%, tandis que son rival l'AMCU exige +150%.

Le 24 juillet dernier, les syndicats avaient rejeté une précédente proposition de revalorisation salariale de la part du patronat à +5%, déjà améliorée par rapport à une offre initiale de +4%. Les deux parties avaient alors décidé de recourir à une procédure d'arbitrage leur permettant de discuter en présence d'un médiateur pendant une période de 30 jours.

La fixation d'une date-limite au 24 août pour la conclusion d'un accord signifiait que chacune des parties devait faire des concessions, a souligné le secrétaire général de Solidarity Gideon du Plessis.

"*Les employeurs devront offrir plus que ce qui a été prévu au budget*", a-t-il déclaré dans un communiqué.

"*Les syndicats devront obtenir mandat de leurs membres pour réclamer moins que ce que nos membres attentent actuellement pour que la grève soit évitée*", a ajouté M. Du Plessis.

Une hausse de 5,5% correspond "*à un montant garanti de 9.095 rands (690 euros) par mois pour un salaire de base*" a plaidé de son côté la Chambre des Mines dans un communiqué.

Le patronat a également évoqué la possibilité de négocier une participation aux bénéfices qui pourrait ajouté 1% supplémentaire aux salaires de base.

Selon M. Sheshoka, les mineurs poseront leurs outils en cas d'échec des négociations qui doivent se poursuivre la semaine prochaine.

"*Si nous ne trouvons pas d'accord, nous publierons une déclaration de non-résolution, ce qui signifie que nous pourrions nous mettre en grève*", a -t-il ajouté. AFP 13.08

Je ne connais pas le coût de la vie en Afrique du Sud donc je m'abstiens de tout commentaire, je note seulement l'écart énorme qui existe entre la proposition du patronat et les revendications des syndicats.

Haut de page

Le 15 août 2013

CAUSERIE

It's day off today because we celebrate the 66th Independance day of India.

But there is no true independance for the workers without leaving Commonwealth, FMI and UNO (ONU), fighting for there social rights with there unions and building a new Communist party. The political party in power in the coalition government ruling by the upper classes can't provide for workers needs and fight for socialism.

J'ai quand même réussi à actualiser le site avant de partir déjeuner chez l'un de mes beaux-frères. De nouveaux articles en ligne ce soir.

Au fur et à mesure que les droits de la majorité ou de l'ensemble de la population sont rognés ou bafoués, certaines minorités obtiennent de nouveaux droits. Du coup la majorité, des couches qui la composent ou d'autres couches minoritaires estiment injuste le traitement qui leur est réservé par le législateur et s'en prennent aveuglément aux minorités qui ont bénéficié de sa généreuse attention.

Généreuse attention du législateur qui n'était pas dénuée d'arrière-pensées politiques, ce dont le petit-bourgeois ou le gauchiste

se moquera éperdument ou n'aura pas conscience pour ne pas voir plus loin que le bout de son nez ou qui se moque de savoir dans quelles conditions ses besoins immédiats seront satisfaits ni par qui, ayant la fâcheuse tendance à prendre ses désirs pour la réalité, il se satisfera de les voir satisfaits sans se poser davantage de questions, quite à soutenir au passage un régime réactionnaire ou une dictature, ce n'est pas le genre d'arguments qui l'empêcheront de dormir, l'hypocrisie, la mauvaise foi ou la malhonnêteté intellectuelle lui permettront de justifier son attitude ou ses positions. Il ne vous aura pas échappé que c'est le même comportement (qui se moque de savoir dans quelles conditions ses besoins immédiats seront satisfaits ni par qui) qu'avait adopté le mouvement ouvrier et son avant-garde au cours de la seconde moitié du XXe siècle...

Ainsi c'est la différence de traitement dont fait preuve l'Etat au profit de certaines couches minoritaires aux détriments de la majorité, qui est à l'origine des affrontements qui peuvent se produire entre elles, du fait que la perception que la majorité peut avoir de ces minorités s'en trouve faussée, ce sont les représentants de l'Etat qui créent les conditions favorables à cet affrontement entre les différentes couches de la société pour conserver leur pouvoir ou appliquer pendant ce temps-là leur politique réactionnaire qui frappera l'ensemble des masses exploitées.

Croire dans ces conditions-là que l'acquisition de nouveaux droits en permettra le plein exercice est un leurre, sur le papier sans doute, dans la réalité certainement pas ou à vos risques et périls parce que les masses demeurent arriérées à des degrés divers.

L'hétérogénéité des masses et l'atomisation de la classe ouvrière se traduisent par des inégalités sociales croissantes entre leurs différentes couches, elles sont très loin d'être logées à la même enseigne, ces inégalités de traitement social et la situation propre à chaque couche se traduisent à leur tour par une intolérance vis-à vis de l'une ou l'autre de ces couches ou minorités, ce qui est inévitable puisqu'elles ignorent toujours quelle est l'origine réelle de leurs difficultés ou des problèmes qu'elles rencontrent dans la société, elles seront donc tentées de s'en prendre de préférence à celles que les médias et les partis de l'ordre leur donneront en pâture ou leur désigneront indirectement ou très hypocritement, c'est ainsi que le racisme, la xénophobie, l'homophobie, etc. acquièrent un caractère permanent qui a tendance à s'accentuer en période de crise du capitalisme, dès lors que ses représentants s'en servent pour passer cette crise sans encombre une fois profondément divisée les masses exploitées qui en sortiront encore plus affaiblies.

Autre chose.

En égypte, d'un côté les Frères musulmans ont profité de l'arriération des couches les plus faibles des masses exploitées pour les attirer vers eux, de l'autre côté une coalition hétéroclite de partis démocratiques bourgeois, laïcs, dits de gauche soutenus par l'ensemble des couches et des classes de la société, dont la bourgeoisie qui incarne le régime et de ce fait qui a le soutient de l'armée.

Les deux camps s'opposent alors qu'aucun d'eux n'entend rompre avec le FMI, l'UE, Washington, Israël et l'armée, du coup ce sont les masses les plus vulnérables qui vont payer et qui paient déjà le prix fort de la manipulation populiste orchestrée par les Fréres musulmans et de l'hypocrisie, de la collusion de la gauche avec le régime hérité de Moubarak soutenu par l'impérialisme américain.

Le rôle et la politique des Frères musulmans, qui n'existeraient pas sans le soutien politique et financier du Qatar et des Etats-Unis notamment, consiste uniquement à profiter de l'immaturité politique du mouvement ouvrier pour le diviser, faire en sorte que les différentes couches des masses exploitées s'affrontent entre elles, tandis que le régime en place continue de servir les intérêts de l'impérialisme anglo-saxon, français et autres.

Parole d'internaute.

(A propos de l'Egypte)

1- "*C'était inévitable. La répression de l'armée est atroce mais face à des suicidaires qui ont la prétention de se déclarer martyrs, pouvait-il en être autrement ? Les vrais bourreaux sont les extrêmistes qui ont placé des enfants, des femmes au cœur de ce conflit, boucliers humains à des fins médiatiques : ce qui prouve au monde entier, que ce groupe extrêmiste n'a jamais eu la moindre considération pour l'être humain.* "

Il ne vous a pas échappé qu'ils n'étaient pas plus musulmans que vous et moi, bravo !

2- "*On a le choix entre trois solutions ; les islamistes, l'armée, les démocrates : on choisit bien sûr les démocrates !*

Le petit problème, c'est que ce choix n'existe pour le moment pas, reste le choix entre deux solutions : les islamistes et l'armée. On choisit l'armée, bien sûr !"

Si un jour, je ne vous le souhaite pas, vous descendez dans la rue pour manifester et qu'elle vous tire dessus, je ne suis pas sûr que vous choisirez le camp de l'armée. Vous incarnerez la démocratie et l'armée le prétendra aussi notez bien, chacun à sa manière.

Quel est ce merveilleux pays ?

- Voilà un pays (...) qui joue un rôle pacificateur dans les relations internationales et qui est pourtant accablé par une classe politique toujours en verve quand il s'agit de clouer des Arabes au pilori.

Femmes ou hommes, on s'y sent en sécurité. Les rues sont sûres. Le Point.fr 14.08

Réponse : le Qatar, le micro-Etat sioniste arabe après celui d'Arabie Saoudite.

Plus pourri encore, l'auteur poursuit en se livrant à un amalgame ou l'un des termes fait défaut : le salafisme, le recrutement et l'armement d'une armée de djihaidistes par le ploutocrate dégénéré du Qatar, véritables mercenaires fanatiques pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon, français accessoirement qui sèment la terreur de Tripoli à Damas en passant par Le Caire ou Tunis.

- En réalité, tout le monde a compris que ce qui pose problème, aux observateurs, journalistes et autres acteurs de la vie politique, c'est l'islam. Le Point.fr 14.08

En réalité, c'est lui qui désigne quel doit être l'ennemi que la population en France (et ailleurs dans le monde) doit combattre, l'islam, donc l'ensemble des musulmans, alors que seuls les wahabbites, salafistes et takfiris posent problème dans la mesure où ils ont adopté une lecteur rigoriste, extrémiste, guerrière, djihadiste du Coran, qui dorénavant se répand dans les banlieues ouvrières ou les couches les plus faibles avec les conséquences que l'on connaît.

Le Point, un magazine à boycotter.

ACTUALITE EN TITRES

L'hypocrisie planétaire

- Egypte: un bain de sang condamné par la communauté internationale - L'Express.fr

- Avec les Frères musulmans, l'armée a aussi écrasé la démocratie naissante en Egypte - LeMonde.fr

- Au Caire, «*ils ont tiré sur des femmes et des enfants*» - Liberation.fr

Les vases communicants

- Réserve ministérielle : 27 millions d'euros distribués en toute opacité - LeMonde.fr

- Sarkothon: les 10,6 millions d'euros demandés bientôt atteints - L'Express.fr

A 13 ils deviendront obsédés, à 14 ils seront sevrés, à 15 dégoûtés, à 16 ils deviendront homos ou se feront eunuques !

- Suède. Les garçons commencent le porno à 12 ans - Le Nouvel Observateur

Je parle dans leur société en décomposition, et puis le porno est un truc franchement dégueulasse....

ACTUALITÉ DU JOUR

Un ange veille sur le régime : le PCF!

Le Parti communiste français (PCF) a estimé mercredi que le "*rebond d'activité est à analyser de près, sans rien occulter et sans angélisme*" après l'annonce d'une hausse du PIB de 0,5% au deuxième trimestre.

"*Ce rebond, plus fort que prévu, est à analyser de près, sans rien occulter et sans angélisme*", écrit dans un communiqué Olivier Dartigolles porte-parole du PCF. AFP 14.08

Pas besoin d'être "*de près*" pour s'apercevoir qu'il y a toujours autant de chômeurs et de travailleurs pauvres en France.

Qui y a cru un instant ? Personne, sauf les naïfs ou les ignorants.

Vendredi 9 août, lors d'une conférence de presse, Barack Obama jurait de réformer le Patriot Act et de mieux encadrer les activités de surveillance de l'Agence nationale de sécurité (NSA) américaine. Pour ce faire, il a promis la constitution d'un groupe d'experts pour auditer et évaluer les programmes de surveillance des communications menés par les Etats-Unis.

Le projet du président américain se précise : la Maison Blanche a chargé, lundi 12 août, un certain James Clapper de former ce groupe. C'est également à lui que les experts fourniront leurs conclusions provisoires – sous soixante jours – puis définitives, avant le 15 décembre.

Problème : James Clapper n'est autre que le directeur national du renseignement, qui coordonne les agences de renseignement américaines, dont la NSA. Il est placé directement sous l'autorité du président. Une personnalité fort peu représentative de l'"indépendance" pourtant annoncée vendredi par Barack Obama dans son discours.

James Clapper a par ailleurs avoué avoir menti devant les sénateurs à propos des programmes de la NSA. Lorsque ces derniers l'avaient interrogé à ce sujet, en mars, il avait répondu que la NSA ne récoltait aucune donnée sur les Américains. Plus tard, il avait admis que sa réponse était "clairement erronée". Tant pis pour la "*confiance du public*" appelée de ses vœux par le président lors de sa conférence de presse.

Enfin, comme le note le Washington Post, le mémo que lui a adressé la Maison Blanche ne fait pas mention de la présence de personnalités externes au renseignement, contrairement, là encore, à ce qu'avait annoncé le président américain lors de sa conférence de presse.

Et le quotidien américain de remarquer que ce comité rappelle celui établi en 1975 pour examiner les activités de la CIA. Trop proche de l'exécutif, il n'avait pas pu mener une véritable enquête approfondie. Le Monde 14.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

1.1- La dispersion sanglante des manifestations au Caire réclamant le retour du président déchu Mohamed Morsi et les violences à travers l'Égypte ont fait mercredi 278 morts, en grande majorité des civils, a annoncé le ministère de la Santé.

Détaillant le bilan, le porte-parole du ministère Mohammed Fathallah a précisé que 61 personnes avaient trouvé la mort sur la place Rabaa al-Adawiya, principal rassemblement pro-Morsi et 21 sur la place Nahda, où étaient également massés des pro-Morsi.

Mais le bilan est probablement bien plus élevé, un journaliste de l'AFP ayant décompté 124 cadavres sur la seule place Rabaa al-Adawiya, QG des manifestants pro-Morsi au Caire, où le ministère de la Santé a fait état de 61 morts.

En outre, 43 policiers ont été tués, selon le ministère de l'Intérieur. Le ministre de l'Intérieur Mohammed Ibrahim a précisé que "*dix-huit officiers de police, dont deux généraux et deux colonels, 15 agents, neuf conscrits et un employé civil de la police*" ont péri mercredi, a-t-il détaillé. La police et l'armée ont pris d'assaut deux places de la capitale occupées par les pro-Morsi.

"*Les instructions étaient de n'utiliser que les gaz lacrymogènes, pas d'armes à feu*", a assuré le ministre. "*Mais quand les forces de sécurité sont arrivées, elles ont été surprises par des tirs nourris*", a affirmé M. Ibrahim pour qui "*la police a fait preuve d'un maximum de retenue*".

Alors que le prix Nobel de la paix Mohamed ElBaradei a démissionné de son poste de vice-président, refusant *"d'assumer les conséquences de décisions avec lesquelles il n'était pas d'accord", le Premier ministre nommé par l'armée Hazem Beblawi a, lui, salué la police pour "sa très grande retenue*".

Dans un communiqué, le gouvernement a demandé aux partisans de Mohamed Morsi d'"*entendre la voix de la raison*" et a prévenu que les cadres des Frères musulmans seraient tenus responsables de "*toutes les émeutes et les violences*".

A l'issue d'une journée de heurts meurtriers, les autorités ont décrété l'état d'urgence et un couvre-feu dans la moitié des provinces, dont celles du Caire et d'Alexandrie (nord). Une heure après l'entrée en vigueur de ce couvre-feu, des responsables de la sécurité ont indiqué à l'AFP que le calme était revenu dans l'ensemble du pays.

Sur le plan international, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, issu de la mouvance islamiste, a exhorté le Conseil de sécurité des Nations unies et la Ligue arabe à intervenir pour mettre fin à un "*massacre*" et a dénoncé le "*silence*" de la communauté internationale.

Le Qatar, soutien régional de l'ancien gouvernement de Mohamed Morsi, a condamné les assauts contre les manifestants, et l'Iran a estimé que l'Egypte courait le risque d'une "*guerre civile*".

La Maison Blanche a condamné "*avec force*" le recours à la violence et s'est opposée au retour de l'état d'urgence dans le pays en proie à des heurts meurtriers. L'Union européenne a invité les autorités à faire preuve de retenue, tandis que la France a mis en garde contre "*un usage disproportionné de la force*".

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a également regretté "*que les autorités égyptiennes aient utilisées la force*" et a condamné "*dans les termes les plus forts*" la violence de l'intervention des forces de sécurité égyptiennes. Reuters et Lepoint.fr 14.08

1.2- Tous les voyants devraient être au rouge en ce qui concerne l'Egypte.

En effet la nomination par le ministre des affaires étrangères (AE) du pays du goulag levant John "*Skull & Bones* " Kerry de Robert Ford comme nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Egypte, est un signe gravissime de ce qui se prépare pour ce pays. Qui est Robert Ford ? Ancien ambassadeur américain en Syrie, il a été celui qui a déclenché le conflit armé en Syrie pour ses patrons de Washington, de Londres et de Tel Aviv en Juillet 2011. Robert Ford est l'élève très studieux d'une des pires âmes damnées qui ait jamais évoluée au ministère des AE yankee, nous avons nommé le tristement célèbre John "*Escadrons de la Mort*" Negronponte, qui a acquis ses lettres d'infâmie dans les années 1980 en créant les escadrons de la mort dirigés et formés par la CIA au Salvador et au Nicaragua ; escadrons de la mort qui firent régner la terreur dans une population civile malmenée.

John Negroponte est responsable de la mort de milliers de personnes "*disparues*" ou enlevées, torturées à mort par ses exécuteurs des basse œuvres. Negroponte était alors ambassadeur des Etats-Unis au Honduras et il mit en place ce qu'on appelle depuis "*la solution salvadorienne*" de contre-insurrection à grand renfort d'escadrons de la mort. Par la suite, en 2005, Negronponte a été le "*vice-roi*" d'Irak et est le responsable direct, par l'importation et la formation d'escadrons de la mort, du conflit irakien sunnite-chiite, qui n'existait pas avant l'invasion américaine du pays, ni même avant la déconfiture militaire américaine qui s'en suivit entre 2003 et 2005.

Là où Negroponte va… Vont également les escadrons de la mort! Ceci est devenu un adage bien connu. french.irib.ir 14.08

2- Syrie

Selon la presse israélienne, Israël vient de proposer un plan au chef d'état major US, le général Dempsey, qui vient en aide des " *rebelles syriens*".

Les nettes divergences entre la Russie et les Etats Unis éloignent chaque jour davantage les perspectives d'une solution de la crise syrienne, ce qui exhorte les Américains et leurs alliés régionaux et occidentaux à élargir leur soutien financier et armé aux terroristes syriens. The Independant, cité par Al Manar, a publié un rapport où il révèle l'existence de vaste réseaux de trafic d'armes occidentales en direction de la Syrie. Le journal se réfère aux documents et aux preuves fiables selon lesquels l'"*opposition armée à Assad*" a reçu une grande quantité d'armes et de munitions de la part des pays occidentaux. " *La Grande-Bretagne a envoyé depusi 2011 quelques 8 millions de livres sterlings aux opposants syriens -ndlr : qui sont en effet composés de qaidistes venus de l'extérieur- et la Grande Bretagne étudie actuellement l'envoie d'une plus grande aide militaire aux rebelles*".

Selon The Independent, " *la visite du chef d'état major us , le général Dempsey en Israël s'inscrit dans le même sens*" d'autres part, Yediot Aharonot fait état d'un plan conçu par l'armée sioniste qui concerne la Syrie, un plan " *en deux étapes*" que les israéliens viennent de remettre au général américain : il s'agit d'abord d'élargir le soutien à l'ASL et de créer pour ce faire une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie. Dans un second temps et après la chute probable d'Assad, le plan sioniste prévoit un soutien large aux courants laics pour contrecarrer la menace "*islamiste*". Les analystes relèvent que l'ASL ayant été quasiment anéanti, cette "*opposition*" armée qu'Israël soutient n'est rien d'autres que les terroristes qaidistes! french.irib.ir 14.08

3- Bahreïn

Dès les premières heures de la matinée, les Bahreïnis sont descendus dans la rue, partout, dans le pays, malgré toutes les mesures de sécurité draconiennes et les menaces du régime des Al-e-Khalifa.

Selon le reporter de la chaîne al-Alam, la ville de Karzakan est, depuis ce matin, témoin d'une manifestation pacifique de ses habitants, qui insistent sur leur droit à l'auto-détermination. A Shahrakan, qui est bouclée par les forces de sécurité du régime, les Bahreïnis ont organisé une manifestation d'envergure contre le régime. Les habitants de Mosala ont, eux-aussi, participé à la manifestation de ce 14 août, pour réitérer leurs revendications démocratiques de la révolution du 14 février. Les habitants d'al-Akar ont été dispersés par des gaz toxiques, tandis que, dans les villes de karana et d'Aldiya, les manifestants scandaient des slogans insistant sur la poursuite de la révolution du 14 février. A Aldaraz, les manifestants demandaient le changement immédiat du régime des Al-e-Khalifa. french.irib.ir 14.08

SOCIAL

1- Chili

Le syndicat représentant les quelque 2.500 salariés d'Escondida, la première mine de cuivre au monde contrôlée par le géant anglo-australien BHP Billiton dans le nord du Chili, a lancé mercredi un mouvement de grève de 24 heures pour réclamer une prime non versée.

L'arrêt de travail a débuté à 08H00 locales (12H00 GMT) après que la direction de la mine eut refusé de régler aux salariés une prime annuelle ne figurant pas sur leurs contrats et qui s'était élevée à environ 5.000 dollars par salarié l'année dernière.

"*C'est une prime qui est définie par l'entreprise et qu'ils ne veulent pas payer. Nous ne réclamons pas une somme précise mais que nous soit payée une prime comme tous les ans*", a expliqué à la presse locale Marcelo Tapia, porte-parole des travailleurs d'Escondida, n'excluant pas une éventuelle prolongation du mouvement.

M. Tapia a indiqué que leurs revendications comprenaient également la mise en place d'un système de contrôle des heures supplémentaires ainsi que le retrait de caméras de surveillance installées dans les camions de la mine.

De son côté, la direction n'avait pas immédiatement fait de commentaire sur ce mouvement ni précisé ses répercussions sur la production de la mine.

La production de sur le site d'Escondida a bondi de 28% en 2012, à 1,07 million de tonnes, enregistrant un bénéfice de 3,17 milliards de dollars, en hausse de 14,2% sur un an.

La mine, basée à Antofagasta (1.300 km au nord de Santiago du Chili), est la propriété de BHP Billiton (57,5%), de l'autre groupe anglo-australien Rio Tinto (30%) et des japonais de JECO Corporation (10%) et JECO 2 ltd (2,5%).

Le Chili est le plus important producteur de cuivre de la planète, couvrant un tiers de l'offre mondiale. AFP 14.08

2- Brésil

Le Brésil dénonce les abus de Samsung. Le Brésil a assigné le géant de l'électronique sud-coréen en raison des mauvaises conditions de travail que le groupe impose à ses employés d'une usine de la région amazonienne, a indiqué le gouvernement brésilien.

Selon le ministère brésilien du Travail, les ouvriers de l'usine de Samsung travaillent jusqu'à 15 heures par jour, dont 10 heures de travail debout et parfois jusqu'à 27 jours d'affilée.

L'enquête qui a permis de découvrir ces abus a été menée à l'usine de Manaus, l'une des plus importantes des 25 usines du groupe sud-coréen dans le monde. Cette usine emploie 6000 ouvriers et fournit des produits de Samsung dans toute l'Amérique latine. Le géant sud-coréen "*soumet ses employés à des risques pour leur santé du fait d'une activité répétitive et d'un rythme de travail intense sur les chaînes d'assemblage*", a précisé le ministère.

Selon un reportage posté sur le site internet du journal Tribuna Hoje, les ouvriers n'ont que six secondes pour emballer un téléphone, sa batterie, son chargeur, ses écouteurs et sa notice dans sa boîte. Les ouvriers doivent répéter cette action jusqu'à 6800 fois par vacation. De même, selon le journal, les ouvriers disposent de 4,8 secondes pour emballer un téléviseur dans son carton tandis que la production d'un smartphone, qui occupe plusieurs dizaines de travailleurs sur une chaîne de production, prend

un total de 85 secondes.

Samsung a indiqué dans un communiqué examiner ces accusations. "*Nous étudions la plainte dans le détail et nous promettons de coopérer pleinement avec les autorités brésiliennes*", a dit le géant sud-coréen. Le Brésil réclame 250 millions de réals (près de 82 millions d'euros) de "*dommages moraux collectifs*". Samsung fait également l'objet de 1200 plaintes individuelles des ouvriers de son usine de Manaus. L'Expansion.com avec AFP 14.08

3- Corée du Sud

Une nouvelle grève au sein de Hyundai pourrait être déclenchée la semaine prochaine. Les salariés du constructeur automobile sud-coréen Hyundai ont décidé ce mercredi par un vote de se mettre en grève revendiquant de meilleurs salaires et conditions de travail, juste un an après la fin du conflit le plus coûteux de l'histoire de l'entreprise. Ignorant un appel de l'entreprise, les syndicats de Hyundai et de sa filiale Kia Motors ont décidé de faire grève, mouvement qui débutera après une période légale de médiation de 10 jours.

Les syndicats de Hyundai réclament 130.500 wons (120 dollars) d'augmentation du salaire mensuel de base des travailleurs, une prime équivalente à huit mois de salaires, ainsi que le partage aux salariés d'une somme de 2,4 millions de dollars -- ou 30% du bénéfice net annuel du groupe de 2012. Les syndicats de Kia ont présenté les mêmes revendications.

La direction de Hyundai souhaitent éviter un arrêt coûteux de travail invoquant auprès des syndicats des salariés que la firme ne pourrait accéder à leurs exigences au moment même où la concurrence se fait de plus en plus rude et où la la croissance ralentit sur les marchés étrangers. "*Nous avons enregistré un recul de nos bénéfices en raison de la concurrence des marques étrangères dont les parts de marché augmentent et souffrons également d'une économie atone tant sur le marché national qu'international*", indique le communiqué de la société.

Le syndicat a organisé l'an dernier 28 grèves partielles entre juillet et septembre, réduisant la production de plus de 82.000 véhicules pour un coût de 1,7 milliard de wons (1,5 milliard de dollars). Les pertes dues aux grèves qui ont eu lieu au sein du groupe Kia en 2012 ont été estimées de leur côté à 1,03 milliard de wons. Hyundai a annoncé un bénéfice net en baisse de 1% au deuxième trimestre 2012 à 2.520 milliards de wons (1,7 milliard d'euros). L'Expansion.com avec AFP 14.08

ECONOMIE

France

La croissance est de retour au second trimestre 2013. Mais l'INSEE a aussi de moins bonnes nouvelles à annoncer. L'emploi salarié dans les secteurs marchands en France a perdu 27.800 postes au deuxième trimestre de cette année, après une baisse de 8.300 les trois mois précédents, selon ses estimations provisoires.

Au total durant les six premiers mois de l'année, l'intérim se maintient avec une hausse de 9.600 postes.

Dans l'industrie, l'emploi a reculé de 0,4% et dans la construction de 0,5% sur le trimestre.

Dans le secteur tertiaire l'emploi diminue légèrement.

Hors intérim, l'emploi marchand recule de nouveau ce trimestre (-24.200 postes, soit -0,2%) à un rythme proche de celui du trimestre précédent (-21.600 postes), selon l'Insee. L'Expansion.com 14.08

Haut de page

Le 16 août 2013

CAUSERIE

Le 16 août cela fait 19 ans que je vis en Inde, et 11 ans que je n'ai pas remis les pieds en France. C'est aussi l'anniversaire de Magueswary, mon épouse. Hier j'ai passé une journée au calme et dans la bonne humeur, en famille chez un de mes beaux-frères. Comme prévu j'ai demandé à mes petites nièces hindous comme cela se passait à l'école avec leurs petites copines musulmanes qui portent le niqab ou la burqa.

Elles m'ont répondu qu'elles devaient l'enlever une fois franchi le seuil de l'école et qu'elles le remettaient avant de sortir, car son port est interdit dans l'école publique à Pondichéry (Sud de l'Inde). Ces gamines ont le même âge que mes nièces, entre 11 et13 ans, aussi quand je leur ai demandé si elles savaient pourquoi elles portaient ce déguisement, elles m'ont répondu qu'elles n'en savaient rien mais que c'était leurs parents qui devaient leur imposer. Effectivement, on voit mal une gamine de cet âge-là décider d'elle-même de se cacher du regard des autres.

On nous a raconté que le port du niqab ou de la burqa protégeait les femmes du regard pervers ou de la convoitise des hommes, or là il ne s'agit pas de femmes mais de gosses, donc cette argumentation ne tient pas. Certains musulmans convertis à l'idéologie nauséabonde d'imams radicaux seront tentés de faire dans la surenchère pour montrer qu'ils sont de bons musulmans. On est toujours à la recherche de la reconnaissance d'une autorité supérieure, comme on est prêt à livrer son sort à un sauveur suprême, divin, empereur, monarque, président ou tyran.

Ici le port du niqab ou de la burqa dans la rue ne pose pas de problèmes puisqu'il n'y a pas de contrôles d'identité, sauf des conducteurs de motos qui pour la plupart n'ont pas de permis ou d'assurance pour les racketter.

Bref, la vie me semble bien plus paisible en Inde qu'en France...

L'info qui suit ne présente pas plus d'intérêt qu'une autre de la veille qui concernait une autre ville et que j'avais lu et téléchargé sans la mentionner dans les infos en bref, après avoir constaté qu'ils en paraissaient de semblables presque tous les jours. Je me dis que ces infos reprises en boucle par tous les médias qui s'en donnent à coeur joie, doivent figurer dans toutes les conversations en France, je parle chez les travailleurs et leurs familles, pas chez les militants qui se considèrent au-dessus de ces événements qu'ils traitent avec le mépris en mimant leurs dirigeants, ils vivent dans leur bulle, je ne parle pas de ceux du NPA, de LO ou du PCF qui font dans le communautarisme et qui se font les complices des autorisés qui piétinent nos valeurs et nos principes après avoir bafoué nos droits sociaux et politique.

On aborde ces questions de temps en temps car elles nous concernent tous, parfois directement comme je l'ai montré dernièrement, et puis je me dis que cette violence quasi quotidienne doit peser sur l'état d'esprit des masses et leur interprétation de la situation. Ici en Inde je ne peux pas me plaindre d'être victime du racisme ou de la xénophobie. Il arrive parfois que la situation s'y prête de manière très circonscrite quand les relations sont tendues, mais ils n'existent pas à l'état permanent pas plus qu'une tension ou un état de violence permanent comme on peut le voir en France.

Dans d'autres régions de l'Inde, dans le nord c'est différent, lorsque le BJP détient le pouvoir, c'est un parti bourgeois concurrent du parti du Congrès, plus à droite, à l'extrême droite même dans son discours hindouiste radical, il est accusé d'être à l'origine ou de soutenir des pogroms anti-musulman ou des rixes qui se terminent en massacres ou la destruction de mosquées ou de biens appartenant à des musulmans, il est flanqué de deux partis extrémistes hindous RSS et VHS qui prônent l'expulsion des musulmans au Pakistan ou au Bangladesh.

Un jour de guerre civile comme un autre... en France

- Pas-de-Calais: deuxième nuit sous tension à Avion - Lexpress.fr 15.08

- Les tensions à Avion ont débuté mardi en fin d'après-midi alors que des policiers se rendaient sur les lieux d'un accident, dans lequel un jeune, qui habiterait le quartier, avait été grièvement blessé après avoir percuté un véhicule en stationnement alors qu'il roulait à vive allure sur un scooter.

Les policiers avaient alors été pris à partie par des jeunes présents sur place, dans le quartier République. Au cours de la nuit, une cinquantaine de jeunes avaient brûlé quatre poubelles et deux véhicules de particuliers et avaient mis le feu à une friterie, où une bouteille de gaz a explosé, ainsi qu'à la réserve d'un magasin Leader Price.

Nouvelles échauffourés à Avion. Quatre personnes ont été interpellées dans cette ville du Pas-de-Calais, dans la nuit de mercredi à jeudi.

Le quartier sensible de la République a vécu sa deuxième nuit consécutive de tensions entre jeunes gens et policiers, pris pour cibles par des jets de pierres, a-t-on appris ce jeudi auprès de la préfecture.

"*L'agitation a repris en début de nuit dans le quartier République, vers 22h-23h quand un bus a essuyé des jets de pierres en rentrant au dépôt*", a expliqué la sous-préfète Simone Mielle. Jets de pierres et grenades lacrymogènes

"*Une centaine de jeunes a ensuite jeté des pierres et des projectiles divers en direction des forces de l'ordre. Celles-ci les ont dispersés par des moyens appropriés dont des grenades de gaz lacrymogène*", a-t-elle indiqué, précisant qu'il n'y avait "*aucun blessé*". "*Un conteneur poubelles a été incendié*", a-t-elle ajouté. "*La situation est revenue au calme progressivement*

vers 02h30-03h du matin", a-t-elle précisé. Lexpress.fr 15.08

Commentaire d'un internaute

- "*Et pendant ce temps notre Président donne des leçons de morale à l'ambassadeur d'Egypte...!*"

Rappel. Deux regards hypocrites sur la situation qui abordaient un problème bien réel que ni l'un ni l'autre ne se destinaient à résoudre sur le plan politique conformément aux besoins des travailleurs en France ou des candidats à l'immigration dans les pays concernés, le premier soutenant le régime en place, le second l'incarnant au plus haut niveau, l'impérialisme français.

Maintenant, si combattre pour le renversement du régime demeure la seule proposition que nous pouvons faire aux travailleurs face au problème soulevé ici, il n'en demeure pas moins qu'ils ne l'abordent pas vraiment dans ces termes qui nous renvoie à une date ultérieure indéterminée, et que lorsqu'ils nous en parlent ou évoquent leurs expériences, c'est maintenant ou en termes pratiques qu'ils attendent des réponses, notre discours politiques ou nos grandes théories ne les intéressent pas ou ne répondent pas à leurs questions. Aussi, il est facile de les escamoter et de fuir ses responsabilités, je parle des militants et des dirigeants, c'est l'attitude hypocrite adoptée par certains, d'autres tombent dans le communautarisme ou le tiers-mondisme et vont les traiter de racistes, d'autres enfin seront les plus droitiers et verseront carrément dans le racisme.

On voit ici que le piège tendu au militant ouvrier est triple, soit passer à nos yeux pour un indifférent ou un pure doctrinaire vivant dans sa bulle et déconnecté de la réalité auquelle les travailleurs sont confrontés, soit passer pour un partisan de l'immigration débridé dont les conséquences sociales sont intenables à terme, ce qui revient à s'en foutre et à donner tort aux travailleurs qui soulèvent cette question sous cet angle-là, soit enfin sombrer dans le racisme et tenir un discours semblable à celui de l'extrême droite. Alors quelle position et quel discours adopter ?

Répétons-le encore, il serait commode de se débarrasser de cette question en affirmant que c'est le régime qui est à l'origine de cette situation-là et qu'on n'a pas à s'emmêler, que seule à la limite nous concerne les conséquences du traitement qu'il y accorde et qu'il faut dénoncer et combattre, selon la bonne vieille méthode qui consiste à axer son action sur les conséquences de la politique du gouvernement sans s'attaquer aux origines des problèmes qu'elle engendre qu'on évoquera accessoirement pour faire bonne figure, mais pas seulement, car si chacun sait ou peut convenir que c'est la situation économique et sociale qui est à l'origine de toutes les dérives individualistes aveugles, parfois ou de plus en plus violentes, c'est encore l'ignorance des masses du fonctionnement de la société et du capitalisme qui ne leur permet pas d'interpréter la situation correctement ou autrement qu'en penchant vers le communautarisme ou le racisme.

Aussi face à un problème immédiat à résoudre qui les concerne quotidiennement, à défaut de pouvoir changer la société demain matin ni même de pouvoir infléchir son cours réactionnaire, au-delà de notre discours politique il nous faut leur proposer une interprétation qu'ils peuvent saisir, qui consiste à ne pas nier les problèmes tels qu'ils existent, personne ne peut nier qu'il existe désormais des zones de non-droit dans certains quartiers en France où la violence est quasi quotidienne, quand une paix relative règne dans ces quartiers, c'est parce que l'intimidation, la menace, l'autocensure ont pris le relais, un climat de peur permanent s'y est installé, et bien au-delà dès que vous sortez de chez vous pour aller en ville où que vous habitiez, cette situation est plus que le produit de la crise économique, une stratégie politique pour affaiblir la résistance des travailleurs qui en subissent les conséquences, les diviser en favorisant l'affrontement entre les différentes couches d'exploités de manière à pouvoir leur imposer plus facilement de nouveaux sacrifices, à l'ensemble des travailleurs pour le coup, stratégie politique qui a pour objectif la liquidation de tous leurs droits sociaux, mais pas seulement. Elle vise également au nom de l'égalité à la liquidation de tous leurs droits politiques en s'attaquant aux principes et aux valeurs de base de la démocratie et de la République que les représentants de l'Etat manipulent, tout en favorisant la ghettoïsation, le communautarisme, les idéologies politiques et religieuses les plus sectaires, violentes et réactionnaires, qui seront ressentis par une partie de la population comme des provocations intolérables auxquelles elle sera tentée de répondre par la violence, c'est à cette fin aussi, la destruction de nos droits politiques, que les représentants de l'Etat, la justice, se sont employés depuis des décennies en faisant preuve de laxisme face à la délinquance à aux actes d'incivisme qu'ils ont minimisés et de la sorte encouragés, ils concernent tous les classes et toutes les couches de la société il faut préciser.

L'ensemble de ces faits ont contribué à favoriser la haine de l'autre, un individualisme débridé, un repliement sur soi, à créer un climat nauséabond dans ce pays qui profite uniquement à la classe des capitalistes qui détient le pouvoir. L'attitude des gouvernements qui se sont succédés depuis 32 ans a contribué à affaiblir l'autorité de l'Etat, de ses représentants, tandis qu'il était de plus en plus soumis à la dictature de l'Union européenne devant laquelle tous les gouvernements et partis institutionnels ont abdiqué. Qu'est-ce qui demeure en place, comment cela se traduit-il ? Par la disparition du principe du droit et de la justice égal pour tous au profit de l'arbitraire et de la répression, pendant que caïds ou malfrats, dealers ou délinquants organisanés en bandes, imams radicaux, etc. ont pignon sur rue, font régner leurs lois et terrorisent les couches parmi les plus faibles en toute impunité.

On pourrait conclure en précisant que ce qui est en train de se produire est d'une gravité extrême pour la suite de notre combat, car dans le lot des représentants de l'Etat ou perçus comme tels qui se trouvent ainsi affaiblis ou remis en cause figure également les partis politiques dont les travailleurs se détournent, au profit d'organisations qui sont des appendices des multinationales, donc des grandes banques, ce qui est à relier au fait que l'affaiblissement de l'Etat ne se fait pas uniquement au profit de l'UE mais

des multinationales et des banques qui disposent de budgets supérieurs à l'Etat français et dont l'objectif politique est de détenir tout le pouvoir, conformément à la stratégie dont mes adversaires ne veulent pas entendre parler.

A de nombreuses reprises depuis des années on a été amené à évoquer la multiplication des contradictions et des paradoxes issus de la survie du capitalisme, de l'incapacité du prolétariat mondial de se doter d'une nouvelle direction en réalité, auxquels nous sommes confrontés, qu'il nous faut gérer au mieux, auxquels il nous faut répondre, ce qui n'est pas toujours facile ou compréhensible par tous, nous en avons parfaitement conscience, on pourrait nous accuser de nous renier ou de nous contredire, etc. or il faut bien avoir conscience de ce qui est en train de se passer.

Jusqu'à présent nous vivions dans une République démocratique bourgeoise dont l'origine remontait à la fin du XVIIIe siècle, République bien imparfaite on est bien d'accord, mais qui constituait cependant le socle du droit et de l'exercice de la démocratie, certes étriquée ou limitée, mais qui par rapport à l'Ancien Régime correspondait à une évolution politique favorable aux masses exploitées qui allait leur permettre de mener la lutte de classe contre leurs nouveaux maîtres afin d'acquérir de nouveaux sociaux et politiques. Aujourd'hui, c'est ce socle qui est attaqué par le gouvernement aux ordres des banquiers et des multinationales. On se doit donc de le défendre, non pas en nous tournant vers le passé ce qui reviendrait à défendre l'ordre établi, mais en se tournant vers le futur dans la perspective d'une République sociale qui étendrait l'application des principes de la République et les valeurs de la démocratie au-delà de tout ce que nous avons connu par le passé. A l'exception de l'extrême droite, peu importe que défend ces principes ou ces valeurs, qu'il soit attaqué et nous devons le défendre.

En lisant l'article sur le traité de Partenariat Trans-Pacifique en préparation, vous mesurerez peut-être mieux l'ampleur ou la gravité de la situation, de la menace qui pèse sur nous, sur l'humanité entière. A l'arrivée il n'est même plus question de politique, de partis, d'institutions, d'Etats, notions dépassées, enterrées, seule le loi des banquiers et des multinationales détenant tout le pouvoir faisant office de droit ou de justice. Mettez cela en relation avec ce qui est en train de se passer avec le saccage de la notion du droit et de la justice en France (partout en fait) et vous aurez compris que tout se tient et qu'il y a urgence à nous rassembler pour construire le parti socialiste révolutionnaire qui nous fait tant défaut.

Exiger le respect du droit ou de la justice aussi imparfait soient-il n'est pas réactionnaire contrairement à ce qu'on pourrait penser au premier abord, mais l'inverse, c'est contrer l'oeuvre de destruction à laquelle est en train de se livrer le gouvernement aidé en cela par la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, fournir aux masses les bases ou les principes élémentaires sur lesquels doit reposer son interprétation de la situation pour envisager de construire une société meilleure et plus juste.

Un dialogue imaginé à Avion à l'adresse des gauchistes.

- Vous en pensez quoi madame Choukra ?

- Moi quand je vois que des policiers viennent secourir un jeune qui s'est encastré tout seul dans une voitue en stationnement et qu'il va peut-être mourir, ces policiers vont peut-être lui sauver la vie et qu'ils se font caillasser, je dis que ce sont des voyoux, des vauriens, il faudrait les mettre en prison, et attendez après ils ont caillassé un bus ces abrutis, vous êtes d'accord avec moi monsieur le militant, n'est-ce pas ?

- C'est-à-dire...

- Quoi c'est-à-dire, vous n'allez pas me dire que vous êtes du côté de cette vermine, et ce n'est pas que des jeunes certains avaient la trentaine, des voyoux je vous dis.

- Je ne sais pas pourquoi ils...

- Non, mais je rêve, vous ne savez pas pourquoi quoi, pourquoi ces abrutis balancent des pierres sur des policiers qui viennent sauver la vie d'un gosse qui pourrait être mon fils, je rêve.

- Ne le prenez pas comme cela madame Choukra, j'essayais de comprendre...

- Non mais attendez, c'est qui le militant ici, c'est vous ou c'est moi, vous étiez venu ici pour m'expliquer quoi au juste, il n'y a rien à comprendre, c'est très clair, que ces voyoux avaient des excuses, qu'ils étaient au chômage patatiti patata, à d'autres, désolé je ne vois pas le rapport, mais où vivez-vous monsieur, qu'est-ce que vous avez dans la tête, restez ici quelques jours vous allez voir, c'est un cauchemar.

- Je veux bien vous croire

- Vous ne savez rien en fait, allez voir ailleurs avec vos beaux discours, nous ce qu'on veut maintenant ce sont des actes, on en a plus que marre, vous comprenez, non, vous ne pouvez pas comprendre vous êtes comme tous ces policitiens qui viennent ici avec leurs beaux discours et l'enfer continue.

- Non mais...

- Mais quoi, je ne vous écoute plus, partez monsieur, s'il vous plaît.

Le PCF s'inquiète d'une montée d'actes anti-musulmans - AFP 15.08

Hier il tenait un tout autre langage.

Le 6 janvier 1981, L'Humanité publiait la lettre qu'adressait Georges Marchais au recteur de la mosquée de Paris à propos de l'immigration : « *J'approuve le refus de Paul Mercieca de laisser s'accroître dans sa commune le nombre, déjà élevé, d'immigrés ; en raison de la présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés et de membre de leurs familles, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut les regarder en face et prendre rapidement les mesures indispensables. La cote d'alerte est atteinte […] C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage. Je précise bien : il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. Il faut résoudre l'important problème posé dans la vie locale française par l'immigration. Se trouvent entassés dans ce qu'il faut bien appeler des ghettos, des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés des divers pays. Cela rend difficile leurs relations avec les Français. Quand la concentration devient très importante […] la crise du logement s'aggrave ; les HLM font cruellement défaut et de nombreuses familles immigrées, plongées dans la misère, deviennent insupportables pour les budgets des communes.*»

De Gaulle et les musulmans

C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine, et de religion chrétienne ... Vous croyez que le corps français peut absorber dix millions de musulmans, qui demain seront peut-être vingt millions et après-demain quarante ? Si nous faisions l'intégration,(NDLRB. dans les départements français d'Algérie) si tous les Arabes et les Berbères d'Algérie étaient considérés comme Français, comment les empêcherait-on de venir s'installer en métropole alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé ? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées ! ». (Charles de Gaulle, rapporté par Alain Peyrefitte).

Un titre en complément.

Mais l'ignorance est aussi un vilain péché chez les athées !

- Les athées plus intelligents que les croyants ? - LePoint.fr 15.08

Ne vous marrez pas, la plupart des athées sont des gaullistes ou des staliniens ou des nostaliques des "*jours heureux*" où ils se tenaient par la main...

A propos du traité de Partenariat Trans-Pacifique.

- T.P.P. (Partenariat Trans-Pacifique) : Le Terrible Plan Ploutocratique - mardi 13 août 2013 - Le Grand Soir

- T.P.P. : Le Terrible Plan Ploutocratique.(legrandsoir.info) (13.08.13)

A lire absolument la bible de la déréglementation mondiale néolibérale, à côté l'Union européenne est un carcan insupportable pour les multinationales. C'est très sérieux, le traité de Partenariat Trans-Pacifique est en phase finale d'après ce que j'ai compris, tout ce que vous avez pu imaginer de pire dans absolument tous les domaines y est, il faut le lire pour le croire je vous assure, c'est démentiel, tout ce qu'ils nous ont concocté jusqu'à présent c'était le hors d'oeuvre, de la bricole, un détail, je parle de la dérégulation mondiale.

En gros ou pour résumer en quelques mots, les normes en vigueur dans n'importe quel des pays concernés par ce traité ou plutôt l'absence de normes, c'est là que réside l'astuce cynique, l'emporteront sur celles de tous les autres pays et auront valeur de loi ou de réglementation que personne ne pourra contester sous peine d'être frappé d'illégalité et d'être poursuivi en justice, ce qui logiquement favorisera les biens et les services les plus médiocres, produits dans les pires conditions qui soient dans tous les domaines, et encouragera tous les pays à les imiter. Il faut le lire pour le croire, mais apparemment une partie de ce dispositif est déjà en vigueur aux Etats-Unis, les Américains sont les cobayes du néolibéralisme.

Les Américains en sont à l'origine évidemment, y sont associés le Canada, le Mexique, le Pérou, le Chili, l'Australie, la

Nouvelle-Zélande, Singapour, Brunei, la Malaisie, et le Vietnam, le Japon devrait suivre assez rapidement. Vous pourriez vous dire que cela ne vous concernera pas, détrompez-vous, car simultanément par le biais du traité Trans-Atlantique de marché unique que les Américains auront signé avec l'Union européenne, le contenu du traité Trans-Pacifique s'appliquera également au pays de l'UE, peut-être pas d'un coup, mais en procédant par étapes. Aujourd'hui vous vous plaignez que l'étiquette qui se trouve sur un emballage est à rallonge où y figure un tas d'informations, demain elles auront totalement disparu, incroyable n'est-ce pas, sans doute, il s'agit d'un revirement à 180° comme on en a connus dans le passé.

Quand on dit qu'au-delà de la crise du capitalisme ils ont développé une stratégie terrifiante pour nous réduire en esclavage et qu'ils avancent vers cet objectif, on nous prend pour des cinglés ou des farfelus, cet article s'appuie sur une partie du contenu de ce projet de traité dont l'auteur a eu connaissance et non sur une théorie du complot ou du vent, il confirme que nous sommes en passe de perdre tous nos droits sociaux et politiques, tout moyen de contrôle et d'action sur la société.

Un complément d'actualité.

Un pilote de Ryanair licencié pour avoir critiqué la sécurité - Reuters

Ryanair a licencié l'un de ses pilotes et va l'attaquer en justice pour avoir mis en cause au cours d'une interview télévisée le respect des normes de sécurité par son employeur, a annoncé jeudi la compagnie aérienne.

La première compagnie à bas coûts d'Europe a rejeté ces dernières semaines des accusations formulées par certains de ses pilotes, qui disent avoir été incités à embarquer moins de carburant et avoir été dissuadés de signaler des problèmes de sécurité par des sanctions disciplinaires.

Ryanair a déclaré avoir licencié John Goss pour ses "*propos diffamatoires*" dans un documentaire sur la culture de la sécurité de la compagnie aérienne, diffusé cette semaine sur la chaîne britannique Channel 4.

Lors de cette interview, John Goss a déclaré avoir reçu une lettre critiquant son utilisation abusive de carburant. Selon lui, les pilotes de la compagnie ne font pas confiance au système de compte-rendus de sécurité de l'Autorité de l'aviation irlandaise (IAA).

A Paris, le ministre français des Transports Frédéric Cuvillier a demandé à la compagnie aérienne des éclaircissements sur la véracité des déclarations des pilotes.

Le ministre a indiqué avoir demandé à la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) de reprendre "tous les éléments de déclarations qui ont pu être faites par cette compagnie".

"*Je demande à la compagnie, compte tenu des déclarations de membres de cette compagnie, ce qu'il en est réellement*", a-t-il dit. Reuters 15.08

Demain, si le traité de Partenariat Trans-Pacifique était adopté en l'état et qu'il s'appliquait à tout Etat lié à un de ses signataires par un autre traité, par exemple les Etats-Unis et les pays de l'Union européenne une fois le traité de marché unique transatlantique signé, Ryanair pourrait attaquer l'Etat français pour diffamation pour avoir osé remettre en cause les normes de sécurité en vigueur dans cette compagnie aérienne, mieux encore, ces normes quelles qu'elles soient faisant office de lois dans tous les pays considérés, personne ne serait plus habilité à les contester, sauf à se retrouver poursuivi en justice pour avoir seulement osé formuler ce droit devenu illégal.

Vous aurez compris que ce ne sera plus les Etats ou le législateur qui rédigera les lois ou règlements mais les multinationales, les représentants d'un secteur économique donné en fonction uniquement de leurs intérêts sans que plus personne ne puisse les contester, pas même un Etat.

Voilà un exemple qui illustre en quoi consisterait la perte de tous nos droits sociaux et politiques. Aujourd'hui les gouvernements se pliant aux exigences des multinationales nous y préparent, il ne s'agit pas d'extrapolations, mais bien de la réalité, hélas !

ACTUALITE EN TITRES

En famille, on se demandera qui est l'extrême droite de qui.

- Delapierre (Parti de Gauche) voit en Valls «l'extrême droite du mouvement socialiste» - Liberation.fr 15.08

Un chèque et on n'en parle plus.

- USA: l'ex-magnat des médias Conrad Black paiera 4,1 M USD d'amende - netoo.fr

Conrad Black, qui avait créé un empire de médias avant d'aller en prison pour fraude, a accepté de payer une amende de 4,1 millions de dollars pour solder une procédure au civil lancée contre lui par le gendarme boursier américain, a-t-on appris jeudi auprès des autorités boursières... netoo.fr 15.08

Le coeur a ses raisons que la raison ignore, non, c'est l'inverse.

Cisco (télécoms américain), 10 milliards de profits (+...24%), 4.000 postes en moins : « on dirige avec son esprit, pas avec son coeur" (DG) latribune.fr 15.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Bancocratie.

Y aurait-il plus naïf que nos dirigeants ? La preuve que oui.

Précisions : Le titre de l'article de *La Tribune* ci-dessous est à lire... après coup ! Ils ne seraient pas risqués à pondre ce genre d'article plus tôt, ils ont attendu que la politique des banques centrales soient contestée pour leur emboîter le pas quelques années plus tard, si on n'y prêtait pas garde on pourrait les prendre pour des démocrates ces journalistes... aux ordres.

Et on constatera que ces journalistes économistes n'ont toujours pas pris la mesure, que la fonction des discours des banquiers centraux était justement de tromper ou d'endormir le bon peuple et les naïfs dont ils font partie, pendant qu'ils cagouillaient au profit des principaux banquiers qui profitaient de l'occasion pour renforcer leurs positions ou en tirer profit sur le plan politique.

1- Idée reçue : « *les banquiers centraux sont des gens sérieux* » - latribune.fr

Qui peut prétendre être plus sérieux qu'un banquier central ? Les hauts financiers sont rarement des joyeux drilles, et pèsent leurs mots, et, qui plus est, quand on a la responsabilité de la politique monétaire, autrement dit de la bonne marche de l'économie, de toute la zone euro, comme l'ont les dirigeants de la Banque centrale européenne, on ne se laisse pas aller à divaguer. Tout un chacun en est donc persuadé, les banquiers centraux, d'Europe ou d'Amérique du Nord, sont on ne peut plus fiables, aussi bien dans leurs actions que leurs propos. Et pourtant...

Quand, en juin 2010, le journal italien La Repubblica demande à Jean-Claude Trichet, alors à la tête de la BCE, s'il existe un risque de récession et de déflation, à la suite des coupes claires dans les budgets des pays en crise, il a une réponse tranchée. Sans appel. « *L'idée que des mesures d'austérité puissent provoquer une stagnation est fausse* », affirme-t-il. Vraiment, lui demande-t-on? « *Oui* », répond Trichet, qui ne doute pas un instant.

« *En fait, dans ces circonstances, tout ce qui peut aider à accroître la confiance des ménages, des entreprise et des investisseurs dans la viabilité des finances publiques est bon pour la croissance et la création d'emplois. Je crois fermement que, dans les circonstances actuelles, les politiques inspirant la confiance vont renforcer la reprise économique, pas la gêner, parce que la confiance est aujourd'hui le facteur déterminant* ».

Comment un expert en économie a priori aussi sérieux et reconnu que l'ex président de la BCE a-t-il pu se tromper à ce point ? D'où peut provenir un tel aveuglement ? Pourtant, Jean-Claude Trichet est alors un personnage... central dans la conduite de la politique économique. En fixant les taux d'intérêt, et le niveau de liquidité bancaire, bref, en déterminant, en toute indépendance s'agissant de la BCE, la politique monétaire, il détermine largement la conjoncture, avec les autres gouverneurs.

On pourrait penser que, s'ils peuvent s'enfoncer dans l'erreur dans le domaine de la politique budgétaire, au moins sont-ils d'une compétence imparable dans leur domaine propre, celui de la finance... En fait, c'est loin d'être toujours le cas.

Ainsi, Alan Greenspan, à la tête de la Fed explique-t-il en octobre 2005 que les crises financières sont désormais improbables. Pourquoi ? Parce que la dérégulation, « *associée à certaines technologies novatrices, a stimulé l'élaboration de produits financiers tels que les titres adossés à des actifs, les obligations structurées adossées à des prêts et les dérivés sur événement de crédit (CDS) qui permettent une meilleure dispersion du risque...* ».

Le banquier central fait là l'éloge d'instruments qui contribueront en fait puissamment à la crise financière, quelques mois plus tard... Il est très loin d'une telle préscience de la crise, quand il évoque au contraire « *des instruments de plus en plus complexes* » ayant « *contribué à la création d'un système financier bien plus flexible, efficace et donc plus résilient que celui qui existait voici à peine un quart de siècle* ».

Bref, les crises financières appartiennent au passé, affirme Greenspan. 22 mois plus tard, une des plus dévastatrices de l'histoire économique commençait... latribune.fr 14.08

Vous ne vouliez tout de même pas qu'ils vous révèlent quelle stratégie l'oligarchie financière avaient élaborée pour s'en mettre plein les poches pendant qu'elle était en train de pomper la plus-value de l'économie productive, mettre à genoux les Etats européens...

A lire en ayant à l'esprit les mille milliards de dollars qu'elles ont reçus de la BCE, et les paradis fiscaux dans lesquels elles ont toutes des comptes ou reposent, transitent, se volatilisent des centaines de milliards de dollars.

2- Les grandes banques européennes sortent du long tunnel de la crise - lesechos.fr

Leurs efforts pour améliorer la solvabilité et réduire les coûts ont payé. (Un métier de forçat que banquier ! -ndlr)

Les bénéfices nets repartent globalement à la hausse au deuxième trimestre malgré un environnement économique peu porteur. (Tous les signaux de l'économie sont au rouge, mais les bénéfices des banques repartent à la hausse, quoi de plus normal ; d'ailleurs quand on est journaliste économique aux ordres, on ne prête pas attention à ce genre de préoccupation qui se traduit par un chômage de masse, seul le sort des banquiers vous intéresse. -ndlr)

La spirale négative a finalement été enrayée. Les banques européennes retrouvent à la mi-2013 un peu de sérénité. Aucune mauvaise nouvelle ne les a fait replonger depuis le naufrage grec et la crise des dettes souveraines en 2011. Les grands établissements ont ainsi publié des résultats globalement en hausse au deuxième trimestre. « *Il ne faut pas crier victoire trop tôt, prévient Alex Koagne, analyste chez Natixis. Les banques continuent les efforts pour améliorer leur solvabilité, en réduisant la taille de leurs bilans et en mettant leurs résultats en réserve. Le niveau de provision a tendance à baisser, notamment en France, mais on constate aussi, par exemple en Italie, une remontée du coût du risque.* » (Quant au hors bilan qui sert à la spéculation, n'en parlons pas ! - ndlr)

Les banques françaises ont créé la surprise avec des résultats meilleurs qu'attendu. Après une année 2012 particulièrement difficile, Crédit Agricole SA, la structure cotée du groupe mutualiste, a ainsi multiplié son bénéfice net par plus de 12 au deuxième trimestre 2013. Tous les établissements de l'Hexagone sont parvenus à renforcer leurs structures financières et se sont lancés dans des programmes de réduction de coûts, sans couper massivement dans les effectifs. (Quand on vous disait que le gouvernement Hollande-Ayrault était le gouvernement des banques, personne ne voulait nous croire, sauf les banquiers ! Ils sont moins cons que nous ! - ndlr)

Des cures d'amaigrissement beaucoup plus agressives se sont en revanche multipliées à travers le continent. Ainsi, le britannique HSBC a fermé ou cédé 11 activités depuis le début de l'année et vise d'ici à 2016 une réduction d'effectifs de près de 20 % entre 2011 et 2016. Son concurrent RBS, nationalisé après son sauvetage, a réduit son bilan de 900 milliards de livres depuis 2008, au prix de 41.000 suppressions de postes. Mais au premier semestre, Royal Bank of Scotland est repassé dans le vert. (Les banques ont fermé plus de 7.000 agences et supprimer effectivement des dizaines de milliers de postes, mais c'était pour la bonne cause, normal de la part du journal patronal Les Echos - ndlr)

Même les banques allemandes, durablement secouées par les crises financières, donnent des signes de redressement. Le bénéfice net de la première d'entre elles, Deutsche Bank, a certes été divisé par deux au deuxième trimestre en raison de nouvelles provisions liées à des litiges juridiques (Libor, etc.). Les investisseurs ont toutefois apprécié les efforts de Commerzbank pour améliorer sa solvabilité ainsi que son plan de restructuration. Quant aux deux géants bancaires espagnols, Santander et BBVA, ils cumulent leurs puissants relais de croissance au Mexique et en Amérique du Sud à une forte baisse de leurs provisions en Espagne. (Au diable les tripatouillages du Libor, l'essentiel c'est que ça baigne pour les banquiers ! - ndlr)

Reste que les banques ne peuvent pas s'appuyer sur la croissance, dans un environnement européen récessif. Dans un contexte économique et réglementaire très contraint, comment les établissements pourront-ils améliorer leur rentabilité ? « *Dans le sillage des taux américains, on pourrait assister à une "pentification" des taux d'intérêt en Europe, c'est-à-dire que les taux longs augmenteraient plus vite que les taux courts, anticipe Alex Koagne. Cela se traduirait par une hausse des revenus nets d'intérêt, qui représentent 50 à 60 % des revenus des banques.* » (Ils contrôlent tous les rouages de l'économie, donc elles devraient s'en tirer, non ? - ndlr) lesechos.fr 14.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Des centaines de partisans des Frères musulmans égyptiens ont incendié un bâtiment officiel jeudi au Caire, tandis que des familles tentaient d'identifier des centaines de corps, au lendemain des violences qui ont fait au moins 623 morts et des milliers de blessés dans tout le pays selon le dernier bilan officiel.

A Alexandrie, la deuxième ville du pays, plusieurs centaines de personnes ont manifesté contre le démantèlement dans la violence la veille des campements installés par les Frères dans la capitale.

Ils ont réclamé le retour au pouvoir de l'ancien président Mohamed Morsi, issu de la confrérie, déposé le 3 juillet par l'armée et dont la détention a été de nouveau prolongée jeudi pour un mois.

Le ministère de l'Intérieur a lui prévenu que les forces de sécurité tireraient à balles réelles contre ceux qui s'en prendraient à elles ou à des bâtiments officiels, au lendemain de la proclamation de l'état d'urgence par les autorités.

Les partisans des Frères musulmans estiment que le véritable bilan des assauts des forces de sécurité est bien plus élevé que les 623 morts annoncés par le ministère de la Santé, certains évoquant 3.000 morts, alors que Reuters a compté 228 corps calcinés par le feu, entreposés dans la seule mosquée Al Iman, dans le nord-est du Caire.

Dans cette mosquée convertie en morgue improvisée, des familles tentaient d'identifier des corps mutilés ou carbonisés. A l'extérieur, plusieurs milliers de personnes manifestaient en criant: "*L'armée et la police ont les mains sales*".

Toute vérification indépendante du bilan était impossible en raison de l'ampleur prises par les violences dans de nombreuses villes égyptiennes.

Gehad el Haddad, porte-parole des Frères musulmans, a déclaré à Reuters que le mouvement avait subi "un coup sévère" mais que la colère suscitée en son sein par la répression était désormais "*incontrôlable*".

"*Après les coups, les arrestations et les massacres que nous subissons, l'émotion est trop forte pour être canalisée par qui que ce soit*", a-t-il ajouté, alors que les obsèques de nombreuses victimes des violences de mercredi devraient donner aux partisans de la confrérie de multiples occasions de se réunir lors des prochains jours.

Dans le quartier de Gizeh, des partisans de Morsi ont mis le feu dans l'après-midi à un bâtiment du gouvernorat.

Le calme était revenu dans la soirée dans la capitale égyptienne alors qu'en plus de l'état d'urgence, les autorités ont décrété un couvre-feu de 19h00 locales (17h00 GMT) à 06h00 dans onze des 27 provinces du pays, dont celle du Caire et de treize autres grandes villes.

Une source militaire a déclaré que les autorités ne tolèreraient plus aucun sit-in comparable aux deux campements démantelés mercredi mais que des manifestations pourraient avoir lieu en dépit de l'état d'urgence.

L'attitude du nouveau pouvoir a suscité des condamnations fermes dans le camp occidental, qui avait tenté en vain jusqu'à la dernière minute de favoriser une solution négociée.

Interrompant ses vacances à Martha's Vineyard, le président américain Barack Obama a déploré "*les violences exercées contre les civils*" et demandé la levée de l'état d'urgence. Il a également annulé les manoeuvres militaires égypto-américaines prévues le mois prochain en Egypte, sans exclure d'autres mesures.

Chuck Hagel, secrétaire d'Etat à la Défense, a prévenu par téléphone Abdel Fattah al Sissi que des "*éléments importants*" des relations militaires entre les deux pays risquaient d'être affectés, et le département d'Etat américain a annoncé qu'il réétudiait l'aide des Etats-Unis à l'Egypte "*sous toute ses formes*".

Chuck Hagel a néanmoins assuré Abdel Fattah al Sissi que le Pentagone maintiendrait des relations militaires avec l'Egypte, malgré l'annulation de l'exercice bilatéral.

De son côté, le président français François Hollande a convoqué l'ambassadeur d'Egypte en France et appelé à la levée de l'état d'urgence, estimant que "*tout doit être mis en oeuvre pour éviter une guerre civile*".

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait se réunir ce jeudi pour faire le point sur la situation en Egypte, à la demande de la France, du Royaume-Uni et de l'Australie. Un représentant de Catherine Ashton, porte-parole de la diplomatie de l'Union européenne (UE), a annoncé que plusieurs diplomates européens se réuniraient lundi, en vue d'un sommet exceptionnel des ministres des Affaires étrangères sur la crise égyptienen.

Dans le camp arabe, les Emirats arabes unis ont en revanche apporté leur soutien à la répression, jugeant que le pouvoir égyptien avait fait preuve d'un "*self-control maximum*".

Avec l'Arabie saoudite et le Koweït, les EAU ont promis une aide de 12 milliards de dollars à l'Egypte immédiatement après le renversement de Mohamed Morsi afin de surmonter des pénuries imminentes d'essence et de blé.

La dégradation de la situation pourrait avoir de nouvelles conséquences économiques: plusieurs multinationales, comme Electrolux, Royal Dutch Shell ou General Motors, ont interrompu leur production dans le pays jusqu'à nouvel ordre. Reuters 15.08

Les multinationales organisent le look out pour faire monter encore la pression...

SOCIAL

1- Etats-Unis

L'emploi US, pas aussi rose qu'il y paraît…

Sur les 162 000 emplois créés aux Etats-Unis en juillet, seulement 35% étaient à plein temps. Le site Zero Hedge a noté que les chiffres de juin étaient tout aussi inquiétants : les emplois à temps partiel ont explosé de 360 000, tandis que les emplois à plein temps ont chuté de 240 000. Ces chiffres viennent des données du BLS.

Il y a pire : 60% des emplois créés en juillet sont allés à des travailleurs âgés de plus de 55 ans. Seuls 15 000 ont été créés pour des travailleurs de 25 à 54 ans. Sur les quatre dernières années, l'emploi des plus jeunes a semblé ne faire qu'empirer. Les travailleurs entre 16 et 54 ans ont encore des millions d'emplois à récupérer suite au credit crunch de 2008.

Les Etats-Unis se transforment lentement en une nation de cuisiniers de fast-food et manutentionnaires — pour la plupart des seniors en "*retraite active*". Les implications pour l'économie sont graves.

La hausse vertigineuse des coûts de santé pour les entreprises est en partie responsable de cet état de fait : la loi (coûteuse) dit en effet que les employés travaillant plus de 30 heures par semaine doivent automatiquement bénéficier d'une couverture santé. Cela pèse sur l'embauche de travailleurs à plein temps, surtout dans les petites entreprises. Même le sénateur Max Baucus, l'un des architectes de cette loi, a déclaré "*je vois un gigantesque déraillement nous arriver droit dessus*", durant une audience le 17 avril.

La loi est en train d'être mise en place — elle le sera pleinement à partir du 1er janvier 2014 — et la majeure partie de l'économie continuera de souffrir. la-chronique-agora.com 07.08

2- Afrique du Sud

Le groupe minier sud-africain Sibanye Gold a annoncé jeudi qu'il prévoyait de supprimer 1.600 postes pour améliorer sa compétitivité dans l'exploitation des mines d'or.

Le sud-africain Gold Fields, parmi les plus importants producteurs d'or du monde, avait introduit en début d'année sur le Johannesburg Stock Exchange cette nouvelle société, Sibanye Gold, après une vague de grèves sauvages.

La nouvelle entreprise a déclaré vouloir revoir l'ensemble de ses activités pour accroître la "*durabilité*" de ses opérations.

Il s'agit de "*réduire les frais généraux*" et d'"*augmenter les rendements des opérations*", a déclaré le directeur général, Neal Froneman.

Mardi, les syndicats de mineurs sud-africains ont rejeté une nouvelle offre d'augmentation salariale de 5,5%, menaçant de nouveau de grèves ce secteur crucial de l'économie sud-africaine.

Le puissant syndicat Num, qui représente plus de 64% des mineurs du secteur, et l'organisation plus modeste Solidarity ont jugé que cette nouvelle proposition du patronat était inacceptable. Le Num demande une revalorisation de 60% des salaires, tandis que son rival l'AMCU exige une hausse de 150%. AFP 15.08

ECONOMIE

Grande-Bretagne

Y'aurait-il une bulle immobilière menaçante au Royaume-Uni ? Certains experts le craignent au regard des chiffres publiés ce mardi par l'organisme spécialisé dans l'immobilier Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS). Il anticipe une hausse des prix de l'immobilier à venir d'une ampleur jamais vue depuis 2006, selon le quotidien les Echos. Ce dernier ajoute que le nombre de ménages se renseignant pour acheter une maison a pour sa part connu sa plus forte hausse en 4 ans. Enfin, selon le spécialiste en crédit immobilier Halifax, le prix des logements au Royaume-Uni a bondi de 4,6 % en juillet, soit la plus forte hausse depuis 3 ans.

Tous ces chiffres s'expliquent en grande partie par deux mesures prises par Londres ces derniers mois. En juillet 2012, le gouvernement anglais a lancé un plan de soutien au financement de l'économie dans son ensemble nommé "Funding for lending" par le biais de la Banque d'Angleterre. Il permet notamment aux ménages souhaitant acheter de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 20% maximum de la valeur du bien, sous condition d'un apport minimum de 5%.

En mars 2013, le gouvernement anglais a ensuite annoncé son plan "*Help to buy*" destiné à garantir des prêts aux primo-accédants, et ciblant spécifiquement le marché immobilier en deçà de 600.000 livres (700.000 euros), dans l'immobilier neuf, et quelques mois plus tard dans l'ancien. En parallèle, le niveau des taux d'intérêt des crédits immobiliers a baissé jusqu'à 2.90% en mai, contre 3,25% en octobre dernier. latribune.fr 14.08

Résultat, les prêts immobiliers sont en forte hausse. Ils ont cru en mai de 19,7% à 58.242 unités, selon une étude de Standard & Poor's datant du 25 juillet. L'agence tempère cependant ces données en indiquant que le nombre de prêts accordés atteint "*à peine la moitié de ce qui a été constaté en 2006-2007*".

L'agence de notation voit tout de même la hausse des prix prospérer outre-manche, du fait de la faiblesse de l'offre et du fort soutien à la demande. S&P a ainsi rehaussé ses prévisions de prix pour 2013 et 2014 : "*Nous nous attendons maintenant à ce que les prix augmentent de 2,5% cette année et de 2,0% en 2014, alors que nous prévoyions des hausses de respectivement 1,5% et 1,0% dans nos prévisions publiées au deuxième trimestre*", indiquait l'agence le 25 juillet dernier. Elle a ajouté que les prix de l'immobilier étaient surévalués de 25% outre-manche. La bulle y est peut-être plus proche qu'on ne le pense...

Haut de page

Le 17 août 2013

CAUSERIE

Je rajouterai un douzaine de nouveaux articles ce soir.

Hypocrisie, rouerie, flatterie font bon ménage quand on veut se persuader qu'on a raison en faisant l'économie d'une réflexion approfondie et imposer son point de vue aux autres, n'est-ce pas ? C'est la méthode la plus communément répandue qui a l'art de faire des merveilles en pourrissant tout ce qu'elle touche, à commencer par soi, mais comme on sera le dernier à s'en apercevoir tout va bien !

En forme ce samedi matin, n'est-ce pas, je viens de me coltiner les infos d'hier. Allez on se détend un peu, c'est le week-end.

Qu'est-ce qu'il peut bien y avoir dans le cerveau atrophié et "***névrosé*** d'un sociologue ?

- Petites névroses modernes : Les ados capillo-centrés - lemonde.fr

- "*C'est encore à son cheveu qu'on différencie un homme distingué d'un savant fou, un enfant soigné d'une teigne qui se peigne avec un clou, un jeune homme ou une jeune fille " propres sur eux", d'un ado en crise*", souligne le sociologue Michel Messu, auteur d'Un ethnologue chez le coiffeur (éd. Fayard, 2013)

Gageons que ce sociologue est un adepte des soins capilaires les plus raffinés, à moins qu'il ne soit chauve, la lobotomie fait parfois des ravages à l'extérieur.

Vaut mieux être un "*savant fou*" qui sort des sentiers battus plutôt qu'un "*homme distingué*" trop propre sur lui pour être honnête, une "*teigne*" qui bien dirigé deviendra une graine de rebelle plutôt qu'un "*enfant soigné*" tout droit sorti des couches de sa mère et qui deviendra un salarié modèle ou un serviteur de l'Etat bien discipliné, un "*ado en crise*" qui cherche sa voie plutôt qu' un "*jeune homme ou une jeune fille "propres sur eux*"' qui feront de bons sujets ou des petits chefs tyrannisant leurs subalternes, bref, vaut mieux encore l'indépendance d'esprit que la convenance qui se complait dans le superficiel.

- Dans une étude réalisée en 2007, le sociologue Olivier Galland constatait que, chez les jeunes, le look arrivait, avec 23 %, en deuxième position des causes de stigmatisation... derrière le poids et la taille, mais bien avant la façon de parler, la situation familiale, les origines.

Normal, puisque l'apparence ou l'ignorance fait office de conscience dans votre société. Les relations furtives ne reposent que sur les apparences, même les sentiments en sont absents.

- "*La coiffure signe un style, relève Monique Le Dolédec. Elle permet d'entrer dans un cercle d'apparence.*" "*De la virilité ou de la féminité, de la jeunesse ou de la maturité, de la conformité ou de la protestation, de l'originalité ou du suivisme, dans tous les cas, le cheveu représente un objet de signification*", écrit Michel Messu. lemonde.fr 16.08

Tout morphème ou phonème ou objet est porteur de signification, il est très fort !

Dites-moi docteur est-ce grave, que dois-je faire : quand il fait chaud j'ai de préférence les cheveux plus courts que l'hiver, l'été je pourrais passer pour un expatrié et l'hiver pour un hippie post-soixante-huitard attardé ? J'ai une idée, je vais adopter la cagoule, la burqa ou le niqab !

Vous vous n'échapperez pas au cercle de la connerie qui a la forme d'une spirale sans fin, et cela c'est du solide ! Si vous voulez mesurer l'épaisseur des connaissances d'un socioloque, inutile de vous munir d'un instrument de mesure encombrant, elle est aussi fine que la couche superficielle des apparences qui sert à leurs analyses. Ne grattez pas au-delà, vous pourriez vous esquinter un ongle pour rien et avoir besoin d'une manucure pour vous rendre votre apparence originelle... ou originale.

Votre société passe son temps à faire une fixation sur le physique des hommes et les femmes et à les complexer, il est donc pratiquement normal qu'ils se sentent mal dans leur peau ou qu'ils y attachent une importance parfois démesurée. Et que dire quand on commence à se sentir vieillir ou devenir vieux, quelle horreur, on n'ose même plus se regarder dans un miroir !

On n'est pas prêt de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté !

Les apparences en guise de conscience, on ne peut imaginer matière plus volatile ou futile, donc impossible à saisir.

Si vous tenez à votre bien-être, alors détournez-vous de Facebook, ce n'est pas la "***vraie***" vie !

- "*Facebook ne rend pas plus heureux*" - Le Monde 15.08

"*En surface, Facebook fournit une ressource précieuse pour remplir le besoin de base des hommes d'avoir des liens sociaux*", constate Ethan Kross, psychologue de l'Université du Michigan (nord) et principal auteur d'une étude parue dans le journal scientifique PLOS. "*Mais plutôt que d'améliorer le bien-être des gens, l'utilisation de Facebook a l'effet inverse : elle l'empire*", souligne-t-il.

L'enquête a été menée auprès de 82 jeunes adultes disposant de smartphones et de comptes Facebook. Les chercheurs ont tenté d'évaluer leur bien-être en leur envoyant des textos cinq fois par jour durant deux semaines pour leur demander s'ils se sentaient seuls ou inquiets, combien de fois ils avaient visité le réseau social et communiqué "*directement*" avec d'autres personnes.

Les résultats ont montré "*que plus les personnes utilisaient Facebook à un moment donné, moins elles se sentaient bien le moment d'après lorsque nous leur envoyions un texto*", écrivent les chercheurs. "*Plus elles (l')ont utilisé durant les deux semaines, plus leur degré de satisfaction dans la vie a décliné au fil du temps*", ajoutent-ils.

A l'inverse, les interactions directes avec les gens, non par le biais des réseaux sociaux, ont conduit à améliorer ce bien-être personnel. "*Ce sont des résultats de la plus haute importance parce qu'ils touchent au cœur même de l'influence que peuvent avoir les réseaux sociaux dans la vie des gens*", souligne John Jonides, spécialiste des neurosciences à l'Université du Michigan, coauteur de l'étude.

Les scientifiques notent également que les personnes interrogées n'étaient pas plus enclines à utiliser Facebook lorsqu'elles se sentaient mal, bien qu'elles aient eu plus souvent recours au réseau social lorsqu'elles se sentaient seules.

Cette étude est publiée une semaine après une enquête de chercheurs britanniques pointant le fait que poster fréquemment des photos sur Facebook pouvait détériorer les relations humaines dans la "*vraie*" vie. Le Monde 15.08

Enfin les pieds sur terre ! Facebook participe du conditionnement psychologique (schizophrénique) des masses et de la destruction de tous les rapports sociaux dans la société. Facebook remplit la même fonction que les ONG, non pas à un niveau collectif mais individuel.

Facebook ne peut pas combler un vide ou un désert affectif, l'abscence de relations sociales directes.

Il est d'autant plus nocif qu'on n'entreprendra rien pour combler cette carence, on s'habituera à vivre de la sorte, complètement atomisé dans la société, de plus en plus coupé de la réalité, le champ de nos relations avec le monde extérieur se réduisant au stricte minimum obligatoire, notre lieu de travail et notre famille quand on n'est pas au chômage et qu'on a encore une famille.

Je boycotte Facebook, je suis totalement isolé dans mon trou en Inde, aussi je n'utilise Internet que pour actualiser le site et parfois pour chercher un renseignement utile, la composition d'un médicament par exemple, ou télécharger de la musique, sinon pour correspondre au lieu de passer par la poste.

J'ai pu comparer mon état après avoir envoyé un courriel à ma fille ou à sa mère ou après avoir parlé au téléphone avec elles, dans le cas du courriel cela ne me procurait aucun plaisir, alors qu'échanger quelques mots avec elles au téléphone me transportait de bonheur chaque fois ou de tristesse parce que nous sommes séparés.

Dans le premier cas il y a clairement absence d'émotions, on tape sur un clavier, on appuie sur une touche et c'est terminé, cela manque de musique, de poésie qui nous rend l'autre plus proche quand on entend le son de sa voix, cette voix qui exprime plus que ce qu'elle peut ou veut dire parfois...

Et pendant ce temps-là... il y avait un philosophe pour vanter les mérites politiques des "***réseaux sociaux***"!

- Michel Serres suggère de "*repenser la représentation politique*" - AFP 16.08

En 2025 : il sera mort d'ici là !

Le philosophe Michel Serres, reçu mardi par le Premier ministre pour parler de la France de 2025, s'est demandé s'il ne fallait pas, dans le monde hyperconnecté des réseaux sociaux, "repenser la représentation politique", vendredi sur France Inter.

Alors qu'on lui demandait s'il fallait supprimer l'Assemblée nationale, Michel Serres a estimé que ce n'était pas "*la question*".

"*La question c'est pas de la supprimer, c'est de savoir par quoi la remplacer. On ne peut pas supprimer quelque chose si on n'a pas la solution de remplacement*", a ajouté le philosophe, appelant plutôt à se pencher sur la notion de "*concentration*". AFP 16.08

On vient de voir ce qu'il en était de Facebook, alors qu'il nous soit permis de déclarer que dans le monde nécrosé des philosophes de nos jours, l'hyperphrénie tourne à l'hyperconnerie ! Il arrive un âge ou la "*concentration*" rime avec le vide. J'ai eu l'occasion de lire plusieurs articles ces derniers mois dans lesquels figuraient des déclarations de Michel Serres qui se terminaient invariablement de la même manière quand on lui demandait concrètement qu'est-ce qu'il proposait : rien ! C'est Onfray avec 35 ou 40 ans de plus !

Diluer le pouvoir politique pour le faire disparaître ou plutôt faire disparaître totalement nos droits politiques, c'est en bonne marche. Mais il est vrai qu'avec un peut d'imagination il serait possible d'accélérer ce processus, le traité de marché unique transatlantique y contribuera assurément, car une fois nos droits sociaux liquidés ou soustraits au pouvoir politique, à quoi bon posséder encore des droits politiques ?

ACTUALITE EN TITRES

Il y a des hauts...

- Hausse de près de 5% du marché automobile européen en juillet - Reuters

- Hausse de 5,9% des mises en chantier en juillet aux Etats-Unis - Reuters

- Excédent commercial de 17,3 milliards en juin dans la zone euro - Reuters

... il y a des bas...

- Inde: record de faiblesse pour la roupie, la Bourse s'effondre - AFP

L'internationales des barbares provocateurs se mobilisent.

- Le Hamas et les islamistes à Amman et à Khartoum manifestent pour Morsi - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Pas un cierge, pas une voix : A bas le PS, mobiliation générale de la gauche contre le gouvernement social-libéral-impérialiste et sa politique réactionnaire !

Harlem Désir, Premier secrétaire du Parti socialiste, a appelé la gauche "*à l'offensive contre le chômage, contre la résignation, contre la droite et l'extrême droite*", vendredi sur i>TELE.

"*J'appelle à une mobilisation générale en cette rentrée de la gauche, j'appelle la gauche à l'offensive, offensive contre le chômage, contre la résignation, contre la droite et l'extrême droite*" en vue des élections municipales de mars 2014, a lancé M. Désir.

"*Il faut faire attention à l'extrême division à gauche (...), ça serait un boulevard pour Copé et Le Pen aux prochaines élections municipales*", a-t-il dit. AFP 16.08

Toute alliance ou collusion avec le PS, toute adresse en sa direction constitue une trahison, un soutien au régime.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bahreïn

Des affrontements ont opposé dans la nuit de jeudi à vendredi des manifestants à la police dans des villages chiites de Bahreïn, où les forces de l'ordre avaient empêché cette semaine la tenue de rassemblements contre la monarchie sunnite, selon des témoins.

"*A bas Hamad*", scandaient les manifestants, en référence à Hamad ben Issa Al-Khalifa, le roi issu de la dynastie sunnite des Al Khalifa qui règne à Bahreïn, dont la majorité de la population est chiite.

Les manifestants ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les policiers qui ont riposté à coups de grenades lacrymogènes, de bombes assourdissantes et de tirs à la chevrotine, ont indiqué ces témoins sans faire état de victimes.

La police avait empêché mercredi des manifestants de répondre à un appel d'un groupe de l'opposition chiite, Tamarrod, de se rassembler près de l'ambassade américaine à Manama pour protester contre le pouvoir.

Le groupe bahreïni Tamarrod s'inspire du mouvement égyptien du même nom, à l'origine d'une mobilisation monstre dans la rue ayant conduit l'armée à déposer début juillet le président islamiste Mohamed Morsi.

Bahreïn, seule monarchie du Golfe dont la majorité de la population est chiite, est secoué par des troubles depuis février 2011.

Selon la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), au moins 80 personnes ont été tuées depuis le début de la contestation animée par les chiites contre la dynastie des Al-Khalifa. AFP 16.08

2- Turquie

Le premier ministre atlantiste de Turquie commence à avoir de sérieux problèmes qui font écho à son suivisme servile envers Washington dans le dossier syrien : le 7 août , le premier ministre a tenu une réunion urgente en présence du chef du renseignement turc MIT pour examiner le transfert de "*grande quantité de gaz sarin depuis la Libye vers la Turquie.* " Cette substance se trouve actuellement (le 7 aôut) en Georgie et en Bulgarie et ce transfert doit être suivi de près, a affirmé le chef de MIT à cette réunion. A l'annonce de cette nouvelle, le PM Erdogan aurait été pris de panique (!!) et aurait recommandé le transfert de ces renseignements à la partie russe et à l'UE.

Erdogan aurait dit que l'emploie de cette substance chimique sera catastrophique pour la Turquie beacoup plus que pour le régime Assad.

Il y a deux mois les forces de sécurité turques ont arrêté les membres d'Al Nosra en possession de deux kilogrammes gaz sarin à Adena. A l'époque la Russie avait exigé des explications à la Turquie. french.irib.ir 16.08

ECONOMIE

Inde

La roupie indienne a atteint vendredi un nouveau record de faiblesse face au dollar américain et la Bourse de Bombay a perdu près de 4%, signes de la défiance croissante des investisseurs à l'égard de l'économie du pays.

La roupie, qui affiche une des plus fortes baisses des grandes monnaies asiatiques cette année (-13% depuis janvier), est descendue à un nouveau plus bas de 62,03 roupies pour un USD sur le marché des changes.

La Bourse de Bombay a perdu 3,97% en clôture, sa plus forte baisse sur un seul jour depuis septembre 2011.

"*Les inquiétudes sur la roupie se répercutent sur la Bourse et les inquiétudes sur la Bourse se répercutent sur la roupie. C'est un cercle vicieux*", a déclaré un responsable du gouvernement à l'agence Press Trust of India, sous couvert de l'anonymat.

Depuis le 1er juin, les fonds étrangers ont retiré quelque 11,58 milliards de dollars (8,68 milliards d'euros) en actions et titres sur la dette, selon les statistiques officielles, en raison des inquiétudes grandissantes sur la faiblesse de l'économie indienne et la paralysie des réformes.

Pour Param Sarma, responsable du cabinet NSP Forex, "*il y a une absence totale de confiance sur les marchés. La crainte est que les mesures de la RBI (la Banque de réserve indienne) ne vont pas pouvoir soutenir la roupie*".

Mercredi encore, la banque centrale a institué un nouveau train de mesures pour contrôler les sorties de devises du pays, afin de réduire le déficit courant et enrayer la dépréciation de la monnaie.

Les entreprises indiennes ne peuvent désormais investir à l'étranger que 100% de leur valeur nette, contre 400% auparavant. Et les Indiens résidant dans leur pays ne pourront plus à l'avenir sortir du pays plus de 75.000 dollars par an, contre 200.000 précédemment.

Ces mesures "*ont inquiété car elles suggèrent qu'on peut apporter des capitaux en Inde mais qu'il est difficile de les en retirer*", a noté Sonam Udasi, chef de la recherche chez IDBI Capital. Les investisseurs estiment que "*les choses ne vont pas bien actuellement*" malgré le potentiel de forte croissance du pays, a-t-il ajouté.

Quelques jours auparavant, le gouvernement avait annoncé des restrictions pour freiner les importations de pétrole et d'or, deux postes qui grèvent le déficit courant du pays.

Le ralentissement de la croissance (à 5% sur l'année budgétaire 2012/13, taux le plus faible depuis dix ans), la faiblesse des exportations, la sortie des capitaux étrangers ainsi que le déficit courant (mesure la plus large des flux commerciaux) sont à l'origine des déboires de la monnaie indienne.

Les investisseurs, étrangers et nationaux, se plaignent aussi, depuis des mois, d'un agenda des réformes à l'arrêt, le gouvernement semblant préférer le statu quo avant les élections générales au printemps 2014.

La demande sur le dollar s'est également accrue dans la perspective d'une politique monétaire américaine moins accommodante au moment où l'économie américaine se reprend, notent les analystes.

Conséquence de la glissade de la roupie, une inflation qui s'accélère. Elle a atteint 5,79% en juillet, sur un an. Pour les seuls produits alimentaires, elle était de 9,74%.

Dans ces conditions, une baisse des taux d'intérêt par la Banque centrale parait peu probable, malgré la volonté du gouvernement de relancer la croissance. Une nouvelle baisse des prix risquerait en effet de peser encore un peu sur la roupie, doper les prix des produits importés et gonfler l'inflation, notent les économistes. AFP 16.08

C'est l'"*agenda des réformes à l'arrêt*" qui explique en partie cette situation, le FMI les réclame à cor et à cri. Et puis, comme en Chine ou en Russie, l'endettement de la classe moyenne la conduit à l'asphyxie, son pouvoir d'achat n'est pas illimité. La classe ouvrière est aussi très endettée, les fortes augmentations de salaires sont pratiquement annulées par l'inflation galopante. Le taux du crédit à la banque tourne autour de 12 à 16% pour l'achat d'un terrain ou la construction d'une maison, acheter à crédit est une ruine.

Heureusement que Manju (mon épouse) va bientôt arriver avec des euros !

On thésaurise, on ne fait aucune dépense inutile et on économise ce qui nous reste en fin de mois, placé à la banque entre 8 et 9% d'intérêts par an, cet argent permet d'amortir l'inflation en dehors de tout salaire ou retraite. Avec 6 millions de roupies en banque on pourrait nous croire riche, alors qu'en réalité on est locataire et on a un revenu qui nous situe dans la tranche la plus basse de la classe moyenne. On s'en sort parce qu'on ne balance pas le fric par la fenêtre, pas de resto, pas de vacances, pas de sorties (lesquelles d'ailleurs ?), pas d'achat de CD, livres ou je ne sais pas, côté fringue le minimum, même sur la bouffe on économise, le mouton, le porc, le foie de volaille, le requin ou le saumon, les grosses crevettes sont devenus hors de prix, alors on s'en passe, et pas de bagnole évidemment, pour quoi faire ? J'ai renoncé à changer de moto, elle va avoir 10 ans. Même sur le pinard j'économise, cinq à six boutelles par an et encore.

Non seulement il n'y a aucun capitaliste qui m'exploite depuis 1996, et en plus je suis un médiocre consommateur, j'ai tous les défauts, il n'y a que l'Etat qui s'enrichit sur mon dos (donc les capitalistes, merde !) en me versant 8,5% d'intérêts et en prêtant mon fric aux alentours de 15%.

Haut de page

Le 18 août 2013

CAUSERIE

J'ai actualisé partiellement le site, la suite demain et ce soir seulement de nouveaux articles.

Je suis désolé d'être obligé d'adopter une fois de plus un ton vindicatif, mais c'est l'actualité qui s'y prête. Je vous assure que je suis tout à fait calme, serein, posé, pas le moins du monde énervé, je suis trop épuisé pour cela, je préfèrerais me consacrer tranquillement à d'autres questions, mais je me sens obligé d'intervenir pour vous livrer des réflexions que je ne trouve pas ailleurs, ce que j'ai lu ne me convient pas.

Egypte

Je n'ai pas eu le temps d'intervenir sur l'Egypte.

Nous condamnons la violente répression déclenchée par l'armée, ainsi que les Frères musulmans qui se servent des masses les plus arriérées comme boucliers humains entre eux et l'armée d'une part, et pour s'attaquer aux masses qui s'étaient mobilisées par millions pour exiger le départ de Morsi pour n'avoir pas répondu à leurs revendications sociales, et pour avoir confisqué le pouvoir politique afin d'imposer un régime théocratique islamiste, archaïque, ultra réactionnaire, renvoyant la société égyptienne des siècles en arrière, ce que les masses ont majoritairement rejeté d'autre part. Morsi était un produit de Washington au même titre que l'armée égyptienne, leur alliance a volé en éclat provisoirement du fait de la mobilisation des masses, tandis que les autres partis démocratiques laïcs se reconnaissent dans l'armée, il n'y a donc pas d'issue dans un sens ou dans l'autre pour les masses égyptiennes, le régime va être obligé de leur faire des concessions (sociales) s'il veut rétablir l'ordre. On poursuivra plus tard je n'ai plus le temps.

Autre chose. Silence, chut !

Ceux qui adoptent le silence en guise de réponse aux conflits nés de certains rapports sociaux, pratiquent un jésuitisme ignoble qui consiste à laisser dire et faire, tout en comptant tirer profit de l'affrontement entre les différents protagonistes, ce qui explique pourquoi ils se refusent à prendre position. C'est évidemment la pire méthode, la plus démagogique et la moins pédagogique qui ne rendra service à personne à part eux-mêmes.

Personnellement elle m'inspire un profond dégoût, et qu'on ne vienne pas nous dire que ces questions n'auraient rien à voir avec la lutte des classes ou l'éducation des masses, la nécessité d'élever leur niveau de conscience politique.

Parole d'internaute. La valse des hypocrites

1- "*Valls chasse plutôt sur les terres des frères musulmans...*"

Exactement lorsqu'il refuse de trancher et estime que les islamistes radicaux auraient des circonstances atténuantes...

2- "*Mélenchon, dernier des Bolcheviks, crétin de luxe, devrait savoir que ce sont les pauvres qui subissent l'insécurité. Les "patrons du CAC 40" chers au Front de Gauche n'ont pas de dealers dans leur hall d'immeuble. Liliane Bettencourt ne se fait pas arracher son sac à main dans les couloirs du métro. Les "riches" ne prennent pas de balle perdue dans les quartiers nord de Marseille. Il devrait la fermer !*"

Correction, renégat du bolchevisme auquel sans doute n'a-t-il jamais rien compris ou si peu. Quant à vos remarques elles sont pertinantes, justes, mais laissez-le s'exprimer, plus il l'ouvre plus il s'enterre lui-même, il nous dévoile sa véritable nature d'aventurier, de dangereux charlatan auquel les médias offrent généreusement une tribune.

Prenez ses déclarations hors et en périodes électorale, et vous constaterez qu'ils changent de discours tout en continuant de soutenir le régime, cela ne saute pas forcément aux yeux, il ne va quand même pas s'en vanter. En les lisant attentivement ou en examinant les positions prises par les sénateurs de son parti, on comprend pourquoi il n'est pas dans l'opposition au gouvernement. Vous me direz qu'il suffit de penser qu'en étant flanqué du PCF, c'est impossible qu'il soit sur une ligne de rupture avec le régime ou le capitalisme.

L'avantage de former une coalition, le FdG, c'est qu'ils se partagent les rôles, le PG et le PCF peuvent tenir des positions diamétralement opposées sans que leur coalition n'éclate parce que sur le fond, le soutien au régime, ils sont sur la même longueur d'onde. Du coup on comprendra qu'il ne s'agissait que d'une posture qui ne portait pas à conséquence. Par exemple sur la Syrie, le PCF dénonce l'intervention de l'impérialisme dans ce pays alors que le PG la soutient, dans ce cas de figure la position minoritaire du PCF se trouve neutralisée par celle majoritaire dans le pays qu'a adoptée le PG et le tour est joué, l'un et l'autre s'en accommode très bien parce qu'ils se foutent éperdument du sort du peuple syrien comme de celui en général des travailleurs, ce qui semblera excessif à certains, mais qui en dernière analyse est la seule explication plausible ou cohérente. Ils sont toujours prêts à s'allier avec des organisations issues du PS ou qui entretiennent des relations avec le PS, mais pas avec le POI ou même LO, pourquoi selon vous, sinon parce que le POI est sur une ligne de rupture avec l'UE qu'ils ne supportent pas, ils soutiennent l'Union européenne, la BCE, l'euro, on peut ajouter l'ONU.

Les populistes ou gauchistes vont recevoir une sévère raclée aux prochaines élections car les travailleurs dans leur immense majorité privilégient l'Etats de droit ou l'ordre et rejettent l'injustice et l'anarchie qui ne profitent toujours qu'à une minorité.

Les travailleurs qui sont victimes d'injustices ou qui considèrent que leurs droits sont bafoués, réclament ou attendent du législateur qu'il les protège davantage et non le contraire. C'est ainsi, cela correspond à leur niveau de conscience politique. Ils refusent qu'une minorité impose sa loi à la majorité, ils rejettent massivement à la fois la politique de Mélenchon et de Le Pen, le premier opposant les intérêts de la majorité face à une minorité en favorisant cette dernière, le second procédant à l'inverse en stigmatisant les minorités pour mieux s'attaquer à l'ensemble des travailleurs, ce que ces derniers ne percevront pas forcément clairement. Du coup, ils peuvent être tentés de pencher davantage du côté du FN, puisque le PG et le FdG (et l'extrême gauche, les gauchistes) se présentent comme les défenseurs des minorités en toutes circonstances il faut le préciser pour bien comprendre notre position, aveuglément ou sans faire preuve du moindre discernement contrairement aux travailleurs qui ne sont pas plus racistes que vous et moi, mais que le législateur, le gouvernement et ses alliés du FdG conduisent à le devenir, disons occasionnellement, eux seuls (le gouvernement et ces partis) en portent la responsabilité, celle de l'UMP, de l'UDI et du FN étant établie, comment dire, naturellement.

- Mélenchon (PG): Marine Le Pen "*a contaminé Manuel Valls*" - AFP

- "*Mme Le Pen est à deux doigts de gagner son pari. Non seulement, elle a séduit la plus grande partie de la droite mais elle a aussi contaminé Manuel Valls*", affime l'ancien candidat à la présidentielle.

(Elle n'a pas eu besoin de le "*contaminer*", il l'était au départ mais pas dans le sens ou Mélenchon l'entend, on a le pire gouvernement sioniste de la Ve République, franc-maçon, les deux faisant la paire ou étant issus du même tonneau...

Ce n'est pas propre à Mélenchon ou au PG, tous les partis qui s'étaient encanaillés avec le PS pendant plus d'un demi-siècle, appelaient au front unique, soutenaient ses candidats à chaque élection, etc. nous font le même coup : le PS aurait changé, voyez-vous cela, en réalité ils feignent de découvrir la véritable nature réactionnaire de ses dirigeants. Apparemment cela marche, pendant un temps seulement puisque tous ces partis perdent leurs adhérents pour finalement stagner, végéter pour certains... Mélenchon a également déclaré hier qui confirme ce qui vient d'être dit : "*Pour la première fois un gouvernement qui se dit de gauche va faire reculer une conquête sociale. C'est un drame*", à propos des retraites, l'ANI, déjà envolé, les privatisations sour le gouvernement Chirac-Jospin auquel un certain Mélenchon participait, évaporées ! Mélenchon, c'est le genre d'illusionniste ou d'escroc qui refait l'histoire au fur et à mesure comme cela l'arrange en comptant sur l'amnésie générale. - ndlr)

- "*Or c'est lui qui donne le ton au gouvernement. Voyez comment il a pollué une partie de l'été avec la question du voile. Les musulmans dans notre pays font l'objet d'une stigmatisation insupportable. Lui a décidé de manière cynique d'utiliser cette situation malsaine pour installer son personnage : un dur et violent qui chasse sur les terres de Mme Le Pen*", ajoute-t-il.

(Mélenchon en février 2010 : "*En ce moment, on a le sentiment que les gens vont au-devant des stigmatisations : ils se stigmatisent eux-mêmes - car qu'est-ce que porter le voile, si ce n'est s'infliger un stigmate- et se plaignent ensuite de la stigmatisation dont ils se sentent victimes* " et trois ans plus tard les rôles seraient soudains inversés, il n'est plus à une contradition près, cependant il a raison de dénoncer le discours de Valls qui remplit le même rôle et double jeu que le général Sissi en Egypte ou encore Obama ou Hollande. On notera au passage que Valls n'a pas craint de froisser les pétromonarques dégénérés sunnites du Qatar ou d'Arabie Saoudite ou d'autre pays du Golf qui pratiquent la même politique du Maghreb au Républiques du Caucase

Le hijab (foulard) n'est pas la burqa ou le niqab, comme les Sikhs portent un turban sans que cela fasse polémique, or Mélenchon s'en était pris à la militante du NPA qui était candidate aux législatives dans le Vaucluse, estimant qu'elle violait les principes de la République et de la laïcité, devançant monsieur Valls.

La stigmatisation des musulmans commence quand on prend la défense de voyous ou d'islamistes radicaux qui sous prétexte qu'ils sont musulmans auraient des droits supérieurs au reste de la population. Cette position tend effectivement à faire (de) ou à présenter chaque musulman comme un délinquant ou un fanatique potentiel dans la mesure où il bénéficierait d'un régime de faveur de la part du législateur. -ndlr)

- M. Mélenchon s'en prend également au chef de l'Etat, affirmant que "*le premier pourvoyeur du Front national, c'est François Hollande par la démoralisation et la démobilisation qu'il répand*".

(La "*démoralisation*" et la "*démobilisation*" ne datent pas d'hier ou du 6 mai 2012, elles sont plutôt le produit de l'incapacité du mouvement ouvrier de se doter d'une nouvelle direction que n'incarnera jamais le PG, le PCF ou le FdG.

Que pourrait-il y avoir de plus démoralisant et de plus démobilisateur que d'avoir fait croire que Hollande et la majorité PS à l'Assemblée nationale tournerait le dos à la politique réactionnaire de Sarkozy et de l'UMP, alors que chacun savait qu'ils la reprendraient à leur compte, ce sont qui les criminels qui ont colporté cette illusion sinon ceux qui ont appelé à voter Hollande et PS en juin 2012. Au fait, je ne connais que des militants ou des travailleurs profondément démoralisée, et vous ?- ndlr)

- Le chef de l'Etat, selon M. Mélenchon, "*pratique une politique de droite. En un an, Hollande a plongé notre pays dans la déprime. Cet homme nous enlève le goût du futur! Tout cela pour un objectif servile: payer la dette. Il a rompu avec tout ce qui était le programme de la gauche traditionnelle mais aussi avec celui de la nouvelle gauche*", estime-t-il. Lexpress.fr et AFP 17.08

(On se demandait plus haut comment Menchon défendait le régime, ici on en a un exemple, en prétendant que Hollande "*pratique une politique de droite*" sans le caractériser de droite, lui et son parti, ce qui signifie que cela laisse la porte ouverte à un soutien au gouvernement ou aux candidats du PS lors d'élections en reprenant la rhétorique habituelle, donc ceux qui verraient une radicalisation dans le discours de Mélenchon ou un changement radical dans son positionnement face au PS se tromperaient lourdement.

Second exemple, connaissant la nature de parti bourgeois ou capitaliste du PS, "*le programme de la gauche traditionnelle*" n'a jamais été autre chose qu'une posture qui s'est révélée être une imposture par la suite, en 1981 Mélenchon le savait aussi bien que moi et d'autres militants, pas un seul militant ne s'attendait à l'époque à ce que Mitterrand et le PS rompent avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, mais depuis le renégat l'a oublié, il a une mémoirs sélective, il se fait faussaire ou négationniste pour l'occasion, quant à la nouvelle gauche, je ne vois pas de qui il veut parler, flanquée du PCF, issue de ses rangs ou du PS, c'est la même qu'autrefois, mieux, avec les mêmes dirigeants, dont Mélenchon justement.

On ne juge pas un parti à son programme, n'importe qui peut s'approprier le programme de la révolution socialiste, mais n'importe qui ne le mettra pas en oeuvre quotidiennement, on juge donc ses dirigeants à leur volonté de mettre en pratique au cours de la lutte de classe la théorie et le programme qu'ils prétendent défendre ou avoir adoptée. En observant de quelle manière ils s'en sortent ou passent cette épreuve, on peut déterminer qui ils sont vraiment et la nature de leur parti. - ndlr)

Autre chose. Un mot personnel

J'ai évoqué récemment l'agression dont mon épouse Magueswary a été victime à Aubagne, près de Marseille. Au téléphone hier elle m'a fourni quelques précisions.

Elle était seule à une station de bus lorsqu'une gitane accompagnée d'une jeune fille se présenta devant elle et lui demanda où se trouvait une pharmacie. Puis quelques instants plus tard elle lui sauta dessus et tira sur la cordelette qu'elle portait autour du cou pour tenter de lui arracher. Magueswary lui décrocha un grand coup de poing dans le nez et se mit à hurler : "*police, police, police*", la femme prit la fuite en direction d'une voiture qui l'attendait un peu plus loin et qui démarra en trombe, mon épouse n'a pas eu le temps de relever le numéro d'immatriculation de la voiture. Visiblement elle savait que les femmes indiennes mariées portent un petit pendentif en or d'1 ou 2 grammes au bout de cette cordelette, peut-être ont-elles la même tradition je n'en sais rien.

Les gitans sont nos frères temps qu'ils nous respectent, qu'ils respectent le droit en vigueur, dès lors qu'ils nous agressent ou qu'ils l'enfreignent, ils deviennent notre ennemi ou on ne peut plus les défendre, c'est clair. Il en va de même vis-à-vis de n'importe qui qu'il soit Français ou étranger, noir, jaune, rouge ou je ne sais quoi.

Nous les respectons, ils doivent nous respecter, ce principe n'est pas négociable, en aucune circonstance. Qu'ils soient victimes d'une agression ou de mauvais traitements de la part de membres d'extrême droite ou de la police et nous seront toujours à leur côté, c'est très clair aussi.

Les gauchistes et tous les populistes de gauche et d'extrême gauche, PCF, PG, FdG, NPA, LO considèrent qu'un de nos semblables qui nous agresserait ou transgresserait la loi aurait des circonstances atténuantes parce qu'il supporterait toute la misère du monde sur ses épaules du fait qu'il est d'origine étrangère, nous aussi nous devons quotidiennement supporter ce monde pourri, aurait-il des droits supérieurs aux nôtres, qu'est-ce qui justifierait qu'il pourrait nous agresser et qui plus est se poser en victime, absolument rien, cette prétention exorbitante est intolérable, elle pousse au crime et le justifie, parmi ces écervelés y en aura-t-il un pour justifier l'agression dont a été victime mon épouse, qu'il se nomme, pas un n'osera parce qu'en plus ce sont des couards, ce sont les premiers à se débiner lorsqu'il s'agit d'assumer leurs actes ou leur politique.

Je n'ai pas terminé. Là c'est mon épouse qui a été agressée. Si un travailleur que je ne connaissais pas me racontait une histoire semblable, quelle serait ma réaction ? Exactement la même. Et c'est l'attitude que les travailleurs attendent d'un militant ouvrier. Toute personne qui a titre individuel porte atteinte à l'intégrité d'autrui doit en assumer la responsabilité et les conséquences, y compris pénales. C'est injuste ? La société est injuste et on ne va pas y remédier maintenant, il faut faire avec. Elle nous protège aussi dans certaines circonstances et nous tenons ce droit précieux pour acquis, maintenant que ceux qui l'ignorent en fassent les frais leur incombe, dans la mesure où ils n'étaient pas sans ignorer que leurs forfaits ne demeureraient pas impunis s'ils venaient à se faire prendre.

En réalité, les militants doivent prendre conscience que ces vaillants défenseurs des droits politiques des travailleurs sont prêts à les brader à la première occasion, voilà ce dont ils font la démontration quotidiennement. Ils prétendent lutter contre l'extrême droite, alors qu'ils leur servent la soupe en prenant aveuglément la défense de personnes ne respectant pas le droit en vigueur, ils les encouragent à persévérer dans cette attitude ce qui ne leur rend pas service, ils desservent notre cause, ils donnent une image épouvantable du mouvement ouvrier, au point que ce sont nos droits à tous qui sont menacés, ce qui fait évidemment l'affaire du régime.

Demain le régime va les assimiler à des voyous et les matraquer, c'est déjà le discours de l'extrême droite, ils vont s'en défendre, le législateur leur rafraîchira la mémoire en leur ressortant tous les cas qu'ils ont soutenus alors que le droit avait été violé, ils répondront que c'était avec son consentement, il leur rétorquera que son interprétation du droit était guidé par l'intérêt général et que la leur ne correspondait pas à la réalité et que pour l'avoir ignoré ils s'étaient rendus coupables du même délit qui justifiait son attitude aujourd'hui envers eux, ils pourront le réfuter que le législateur demeurera inflexible en appliquant le droit tel qu'il le conçoit, c'est-à-dire arbitrairement. Pour la première fois ces militants se rendront compte de ce que cela signifie le droit, pour cela il aura fallu que l'autorité le viole et qu'ils en soient les victimes !

Et moi qui croyait que lorsqu'on est un intellectuel on n'avait pas besoin de vivre certaines situations pour les comprendre, je m'étais manifestement trompé sur leur compte. Je vais leur dire un truc parce que je les aime bien quand même, pas leurs dirigeants. Quand on a vécu un tas de difficultés et pire encore depuis sa naissance, plus particulièrement quand on était gosse et adolescent, cela va du ventre vide aux coups, on n'a pas besoin de nous faire un dessin pour nous représenter une scène de violence ou je ne sais quelle situation angoissante, la nuit on en a fait tellement de cauchemars que les émotions, les pulsions remontent à la surface aux premiers mots, aux premières images, par exemple on n'a jamais vécu la guerre mais on en devine l'horreur, on a acquis cette sensibilité qui vous fait sentir toutes sortes de situations sans même avoir besoin de les vivre, du coup elles vous sont intelligibles facilement ou plus facilement.

Un jour j'ai été surpris par le comportement d'un de mes vieux oncles particulièrement avare ou plutôt près de ses sous serait plus juste, riches et sans descendance, qui avait été réquisitionné pour le STO en Allemagne et qui était revenu avec tout juste la

peau sur les os, épouvanté pour avoir croisé à son retour des rescapés de camps de concentration aussi squelettiques que lui dont ils avaient entendu les récits horribles, et qui 40 ou 45 ans plus tard avait été ému aux larmes par le sort des Soudanais ou des Somaliens je ne sais plus au juste, au point de faire un don, je n'en revenais pas, j'ai cru sur le coup qu'il devait être devenu grabataire soudainement, ce geste de sa part m'avait étonné au plus au point, depuis en y repensant je l'ai compris.

J'ai corrigé plus haut parce qu'il n'avait pas été avare envers notre famille à qui il a fourni un toit gratuitement pendant 45 ans, la maison où habite ma mère, je lui serai reconnaissant toute ma vie. Parfois il savait que mes parents n'arrivaient pas à boucler les fins de mois quand j'étais gosse, on était au pain sec comme l'on dit, il aurait pu les aider un peu financièrement mais il n'en a rien fait, il a peut-être pensé que mes parents le prendraient comme une humiliation, c'est possible, en tout cas il était pingre et sa générosité subite à 80 ans environ m'a surpris.

Nous nous sommes écarté de notre sujet, mais je voudrais rajouter un mot. Si mon oncle était sensible aux difficultés des autres pour avoir subi ce qu'il y avait de pire ou presque, il aurait souhaité que je sois plus sérieux pour assurer mon avenir professionnel alors que je ne pensais qu'à faire la foire avec mes potes, bien que là aussi je me souviens qu'il me faisait des clins d'oeil quand mon père m'engueulait, tout en me glissant que je devrais essayer de composer travail et plaisir, sans insister car il était d'un caractère enjoué, c'était l'accordéoniste de la famille. Sa jeunesse avait été stoppée nette par la guerre, mais il avait été capable d'admettre que j'en profite un maximum sans me juger, quant à moi je n'avais pas à le juger non plus, bien qu'étant très con adolescent je fus tenter de le faire.

Moralité : Il ne faut pas hésiter à se remettre en question dans la vie pour ne pas finir comme un vieux con. En hommage à mon oncle Roger et ma tante Réjanne, ils approchent des 100 ans !

Autre chose. Accord de Partenariat Transpacifique.

Parole d'internaute

(A propos de l'Accord de Partenariat Transpacifique et du projet de traité de marché unique transatlantique)

- "*Quand j'en parle autour de moi, les gens ignorent tout ce qui se passe ..... c'est une catastrophe et personne n'est au courant, j'enrage et notre gouvernement continue à nous enfumer avec des c.....!!!!!!!!!!*"

Aussi longtemps que vous considèrerez que c'est "*notre*" gouvernement il en sera ainsi...

- A propos de l' Accord de Partenariat Transpacifique (PTP) - blogs.mediapart.fr 14.08

L'objectif de cet accord de libre échange, dont la base existe depuis 2005, est « *d'atteindre en 2015 des droits de douane égaux à zéro pour les pays de la zone. Ce traité couvre pratiquement tous les échanges de biens, les règlements de litiges, l'application des mesures phytosanitaires, les échanges de services, la propriété intellectuelle, les contrats gouvernementaux et les politiques liées à la compétition.* »

Monsanto en embuscade

Le degré de secret autour de cet accord est sans précédent. Au cours de sa négociation, le projet d'accord n'a fait aux Etats-Unis l'objet d'aucun débat public, ni dans la presse ni parmi les décideurs politiques. En revanche, « *six cent conseillers d'entreprises américaines ont contribué à l'élaboration du PTP* » affirme le journal Nation of Change. « *Tout au long des discussions transnationales, la majorité du Congrès a été tenue dans le flou, tandis que les représentants des entreprises américaines étaient consultés et au courant de chaque détail* » selon Barbara Chicherio, du Parti Vert américain.

S'il est ratifié, le PTP imposerait des dispositions réglementaires punitives qui donneraient aux multinationales un droit sans précédent. Ces entreprises seraient légalement fondées à exiger du contribuable une compensation financière si leurs représentants décidaient de politiques nationales s'apparentant à des barrières aux profits et à la vente des produits commercialisés par les multinationales. « *Cet accord cherche à établir de nouveaux droits supranationaux pour les entreprises visant à contourner les lois nationales et les cours de justice* » prévient Chicherio. Surtout il permettra d'intenter directement des procès aux gouvernements pour obtenir des compensations financières, « *compensations qui seraient directement puisées dans les poches du contribuable via le Trésor public* » poursuit la militante.

D'une façon surprenante, aucun chapitre précis relatif à l'agriculture n'apparaît dans le PTP. C'est parce que les règles affectant les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire ont été intégrées un peu partout dans le texte. Ces négociations ont été menées par Islam Siddiqui, principal négociateur dans le domaine de l'agriculture pour les États-Unis, qui n'est d'autre que l'ancien vice-président de CropLife America, le principal organe de lobbying des entreprises de biotechnologie dont Monsanto est l'un des leaders. Depuis les années Clinton, Islam Siddique s'emploie à défendre les biotechnologies dans le monde, alternant entre postes officiels au sein de la diplomatie américaine et lobbying stratégique pour le secteur privé. Durant toute sa carrière, il

s'est ouvertement opposé à toute politique d'étiquetage, reprenant l'argument des producteurs que la transparence sur les OGM reviendrait à « *suggérer un risque là où il n'y en a pas* ».

Les multinationales mettent les pays au pas

Bien que dans son ensemble le contenu du PTP reste encore partiellement caché, voici quelques points qui s'imposeront aux pays signataires et porteront irrémédiablement atteinte à leur souveraineté :

Le PTP risque d'ouvrir la porte aux importations sans résoudre les questions relatives à la sécurité alimentaire ou aux impacts environnementaux.

Les règles de passation des marchés publics interdisent toute discrimination basée sur la qualité de la production. « *Ceci signifie que des programmes publics qui favorisent l'utilisation d'une alimentation durable, biologique ou produite localement, pour les cantines scolaires pourraient être interdits* » affirme Barbara Chicherio au journal Nation of Change.

L'étiquetage des aliments contenant des OGM (Organismes génétiquement modifiés) ne sera pas autorisé, ou s'il est maintenu comme c'est le cas actuellement au Japon, cela pourrait donner lieu à des compensations financières pour les entreprises de biotechnologies se jugeant « *discriminées* ». La Nouvelle-Zélande et en Australie sont dans la même situation. Aux États-Unis, alors qu'une forte mobilisation en faveur d'un étiquetage des produits OGM a été enregistrée, 93% des américains y seraient favorables selon un sondage du NY Times, « *en cas d'application du PTP, l'étiquetage des produits OGM pour des aliments américains ne pourrait ne jamais être autorisé* » s'inquiète la militante américaine.

En novembre 2012, le Pérou a mis en place un moratoire de 10 ans sur les aliments et les plantes OGM. Il interdit l'importation, la production et l'utilisation des semences OGM dans les aliments afin de protéger la diversité agricole du Pérou. Que deviendra le moratoire mis en place par le Pérou avec le PTP ?

Au Vietnam, également signataire du PTP, une résistance croissante se développe contre les plans d'hégémonie agricole de Monsanto en raison de son lourd passé de producteur de l'Agent orange durant la guerre (1954-1975). Beaucoup estiment que Monsanto n'a aucunement le droit de faire du business dans le pays, alors que selon les estimations de l'ONU l'agent orange a tué 400 000 vietnamiens, provoqué des malformations chez 500 000 autres et contribué à développer des diverses maladies chez 2 millions d'autres.

Tirer les leçons des autres accords commerciaux avec les Etats-Unis

Dix ans après la mise en place de L'ALENA signé (Accord de libre-échange nord-américain) entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, plus d'un million et demi de fermiers mexicains ont fait faillite parce qu'ils n'étaient pas en mesure de rivaliser avec le maïs subventionné et OGM américain qui entrait sur le marché mexicain. En matière d'agriculture, ces accords commerciaux ont provoqué le déplacement de dizaines de millions de petits fermiers, contraints à l'immigration ou la misère des bidon-villes. La destruction des économies alimentaires locales a entraîné une forte hausse des prix (plus de 100%) jusqu'à provoquer la « *crise de la tortilla* » et ses émeutes de la faim en 2007. Vingt ans après la signature des accords, le Mexique est passé d'un pays auto-suffisant produisant l'intégralité de son maïs à un pays important maintenant au moins le quart de cet aliment de base, et 40% de son alimentation, depuis les Etats-Unis. En 2013, le Mexique devançait cependant les Etats-Unis sur une chose : le pays compte désormais le plus fort taux d'obésité au monde selon la FAO.

« *Alors que le Traité trans-pacifique est à de nombreux égards semblable à l'ALENA, il apparaît que les entreprises ont également su tiré les leçons des expériences précédentes. Elles peaufinent le PTP afin de s'assurer que les citoyens des pays impliqués n'aient aucun contrôle sur la sécurité alimentaire, sur ce qu'ils vont manger, sur le lieu où cette nourriture sera cultivée, sur les conditions dans lesquelles la nourriture sera cultivée et sur les restrictions d'utilisation d'herbicides ou de pesticides* » analyse Chicheria pour Nation of Change. « *Si le PTP est adopté, la porte sera alors encore plus ouverte aux abus envers les droits de l'Homme et de l'environnement* » poursuit-elle.

Dans un ultime avertissement, la militant prévient que « *les choses auxquelles nous devons nous attendre avec certitude sont les suivantes : plus d'exploitations agricoles à grande échelle et plus de monoculture ; la destruction des économies locale ; aucune donnée sur la façon dont notre nourriture sera cultivée ou sur ce que nous mangerons ; plus de déforestation ; une utilisation accrue des herbicides et des pesticides ; plus de pollution industrielle ; un nombre croissant de dépôts de brevets sur le vivant ; plus de plantes et d'aliments OGM ; aucun étiquetage des OGM contenus dans la nourriture.* »

Et demain l'Europe ?

Tout ceci représente un pas en arrière pour les droits de l'Homme et un pas de géant vers le contrôle de notre nourriture par Monsanto et toutes les multinationales de l'agroalimentaire américaines. Malgré ces conséquences désastreuses pour les Droits fondamentaux, ainsi qu'une perte de souveraineté alimentaire sans précédent, la plupart des américains comme les

citoyens des autres pays signataires ne sont courant ni de cet accord commercial, ni de ses effets plus qu'inquiétants, tous soigneusement maintenus dans l'ignorance la plus crue.

Début juillet 2013, les Etats-Unis ouvraient avec l'Union Européenne des négociations similaires pour répliquer l'accord trans-pacifique avec les pays européens sous le nom de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP ou TAFTA). De la même manière, l'accord est négocié dans le secret entre les dirigeants européens et les négociateurs américains, de la même manière les multinationales cherchent à imposer des normes moindres pour introduire leur produits en Europe, de la même manière, un système de compensation financière sera érigé en système d'assurance des actionnaires contre la décision des citoyens de se protéger contre des produits indésirables, au premier rang desquels les OGM. Monsanto n'aura alors aucun mal à venir collecter ses « *compensations* » dans les pays qui maintiendront un moratoire sur ses semences... Pourtant il existe une différence de taille : les négociations viennent tout juste de s'ouvrir pour aboutir en 2015 et déjà des informations fuites sur ces accords du TTIP. Les citoyens européens se montreront dès lors plus apte à se mobiliser pour éviter cette catastrophe annoncée. De plus, les élections du Parlement européen se tiennent en mai 2014, et « *ce seront ces eurodéputés issus du scrutin de 2014 qui auront, in fine, leur mot à dire* » comme le rappelait le journal Politis. La mobilisation ne fait donc que commencer !

Article tiré d'une traduction de Trans-pacific Partnership and Monsanto, dans le journal Nation of Change (24 juin 2013), et rédigé par Barbara Chicherio, trésorière du Gateway Green Alliance et membre du comité national du Parti vert des Etats-Unis. wikistrike.com/ blogs.mediapart.fr 14.08

Terrible, terrifiant ce traité, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Ils en sont l'aiguillon.

- Merkel appelle à combattre l'extrême droite - LePoint.fr

- Mélenchon (PG): Marine Le Pen "*a contaminé Manuel Valls*" - AFP

Et Mélenchon a "*contaminé*" le mouvement ouvrier ! Bon, il l'était déjà, il poursuit le boulot.

Hartz IV, Hartz IV, Hartz IV, à répéter en boucle au pas militaire, gauche, droite, gauche, droite, gauche, droite...

- La gauche rêve de battre Merkel pour une Allemagne plus juste - AFP

Haut de page

Le 19 août 2013

CAUSERIE

Des nouveaux articles en ligne plus tard ou ce soir, je casse la croute, il est déjà 14h ici, je dois arranger la viande que j'ai achetée hier au marché pour mon chien, laver la salade pour la semaine, me cuisiner un plat pour plusieurs jours, balayer...

Tartuferies mélenchonnes de la mi-août

Le PG incarne la frange de la petite-bourgeoisie et des intellecuels qui a compris que leurs intérêts ne seraient pas ou plus préservés par le PS, et qu'il leur fallait se rapprocher de la classe ouvrière sans se couper du régime auquel ils tendent la main pour garantir leurs privilèges, ayant reconnu depuis longtemps dans le PCF un allié du régime plutôt qu'un ennemi qui combattrait pour le renverser.

D'où l'alliance possible entre les deux partis (contre-révolutionnaires), qui ont comme autre point commun avec le PS d'avoir repris à leur compte le réformisme bourgeois que le PS a dû abandonner au moment ou l'oligarchie financière passait à l'offensive et la crise du capitalisme frappait à nouveau, dès lors qu'il était devenu ouvertement un parti social-libéral-impérialiste ou le suppléant du parti de l'ordre, et dont l'unique fonction serait d'assurer la stabilité et la continuité du régime en place, quite à s'attaquer aux privilèges de la petite-bourgeoisie ou de la classe moyenne.

Le PG et Mélenchon n'existerait tout simplement pas si la classe dominante qui contrôle les médias l'avait décidé, vous n'en entendriez pas davantage parler que du POI, du NPA ou LO. Si l'ensemble des médias répercutent chacune des déclarations de Mélenchon, lui offre une tribune ou lui ouvre les colonnes de leurs journaux généreusement, c'est uniquement parce que la classe dominante en tire profit. Personne n'aura la crédulité d'imaginer un seul instant que sans circonstance exceptionnelle pouvant à la limite justifier de lui donner la parole, ils lui feraient de la publicité gratuitement au nom de l'égalité de traitement entre partis ou forces politiques ou je ne sais quelle niaiserie démagogique du même ordre. Derrière chaque média il y a un banquier, ne jamais l'oublier.

Mais alors, s'ils ont tant besoin du PS, pourquoi se font-ils les relais du discours de Mélenchon qui attaque Hollande et le gouvernementn n'y aurait-il pas là une contradiction ? Cela donne un air, un parfum trompeur de démocratie au régime qui en a bien besoin tant son vernis démocratique est élimé, ensuite, cela permet de donner la parole à celui qui incarne les besoins des pans de la petite-bourgeoisie qui se reconnaît dans le PG et qui se sentent frustrés, au-delà même, de manière à les détourner de partis qui sont sur une ligne de rupture avec le régime et l'UE, principalement le POI.

Il est plus facile d'exister en tant que parti en axant sa politique sur les miettes que le régime peut concéder aux différentes classes ou à certaines de leurs couches, les supérieures de préférence, dès lors qu'elles se mobilisent, plutôt que d'intervenir dans la lutte des classes en axant sa politique sur un objectif à long terme qui ne rapportera rien ou si peu dans l'immédiat. D'où l'adhésion de tous les partis à la première méthode qui permet d'engrenger des succès partiels immédiats sans se soucier de savoir s'ils ne s'avèreront pas éphémères ou futiles par la suite, avant qu'ils ne soient remis en cause, et surtout si finalement elle ne s'oppose pas à la construction d'un véritable parti révolutionnaire, ces partis pouvant recruter lors de chaque bataille pour ensuite perdre les travailleurs qu'ils avaient recrutés et ainsi de suite, ce qui leur permet de vivoter et d'entretenir au moins leurs appareils, apparemment le seul objectif de leurs dirigeants, ce qui explique qu'ils égrainent sans cesse le même refrain.

Rappelons-nous que le plus grand danger qui pèse sur le régime serait une alliance de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie contre la classe dominante des capitalistes. Dans ces conditions, il vaut mieux que la petite-bourgeoisie déçue du PS ou de l'UMP se retrouve dans le PG ou le FN plutôt que dans un parti comme le POI. Il ne vous aura pas échappé que le PG et le FN sont deux partis auxquels les médias accordent plus d'audience que ce qu'ils représentent vraiment, alors qu'ils censurent le POI et LO, moins le NPA dont ils se servent également contre le POI.

Parole d'internaute

- "*Le PS ressort le vieux coup de bluff de Mitterrand sur le danger du FN...dont Jospin lui-même a récemment reconnu que c'était juste "du théâtre" (élection de Chirac avec 80% des voix !) . Le PS dit que Mélenchon "n'a d'ennemis qu'à gauche" ? C'est évidemment faux, puisque le PS n'est plus, depuis longtemps, un parti de gauche, mais une droite qui ne veut pas dire son nom et qui est entrée de plein pied en concurrence avec l'UMP pour des questions de pouvoirs personnels, uniquement. Même si on n'est pas d'accord avec les idées de Mélenchon sur beaucoup de points, on doit reconnaître qu'il a raison de classer le PS à droite, avec une réserve d'importance concernant le laisser-faire de plus en plus visible de la justice envers certaines populations (et sur ce point, Mélenchon se retrouve avec le PS !).*"

Dans quel sens "*le laisser-faire de plus en plus visible de la justice envers certaines populations*", car les uns et les autres tiennent un double langage selon les ciconstances ou le calendrier électoral ?

Il faut être plus précis. Mélenchon ne "*classe*" pas le PS à droite, mais sa politique qu'il critique, ce n'est pas du tout pareil, car cela laisse la porte ouverte à l'illusion que le PS pourrait faire une politique conforme aux intérêts des travailleurs, or c'est impossible, qu'il serait de gauche justement ou pourrait le redevenir, 99 plus tard, cela va être dur !

Ensuite le PS n'est pas seulement "*en concurrence avec l'UMP pour des questions de pouvoirs personnels*" mais parce que la situation l'oblige à monter au créneau, dès lors que l'UMP ayant été rejeté par les masses n'est plus en mesure de gérér la société pour le compte des capitalistes. Le PS en tant que parti de droite ou suppléant du parti de l'ordre prend logiquement le relais, les masses continuant d'ignorer sa véritable nature ou plutôt elle ne lui apparaît pas suffisamment clairement pour qu'elles le rejettent à son tour. N'oublions pas non plus que les candidats du PS aux législatives de juin 2012 n'ont recueilli qu'environ 25% des suffrages, ce qui signifient que d'immense pans des masses ont refusé de voter pour ses candidats, ce sont les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, des pans de la classe moyenne et de la petite-bourgeoisie qui ont voté pour ses candidats en juin 2012, dont une partie se reconnaît également dans le PG ou le FdG.

Si le petit-bourgeois ou le travailleur ayant adopté sa mentalité est capable de concevoir un plan de carrière à long terme, en politique de préférence il ne verra pas plus loin que le bout de son nez ou ses besoins immédiats qu'il entend satisfaire, dans les deux cas il aura un comportement individualiste ou corporatiste, que l'on retrouve en général chez le syndicaliste qui n'est pas plus à gauche que ses dirigeants ou qui n'a rien d'un révolutionnaire, croire le contraire serait se faire de graves illusions, sachant que c'est le fond de commerce du POI, du NPA et de LO, on comprend pourquoi de nombreux militants révolutionnaires ne se reconnaissent pas dans ces partis ou les aient quittés, on ne s'en réjouit pas particulièrement, il leur arrive ce qu'ils méritent voilà tout, eux seuls (leurs dirigeants) en portent la responsabilité.

- Le PS répond à Mélenchon et demande au PCF de réagir - AFP

-"*Jean-Luc Mélenchon n'a d'ennemis qu'à gauche, et cela commence à plus que se voir* ", a réagi dimanche dans un communiqué le porte-parole du PS, David Assouline.

"*Cette dérive politique semble ne plus avoir de limite. Peut-être veut-il tenter d'empêcher l'unité de la gauche si nécessaire face à la montée de l'extrême droite, et à celle que nous appelons de nos voeux pour les municipales, mais cette dernière provocation ne nous fera pas changer de ligne ni d'attitude parce que l'intérêt du pays comme celui des progressistes est dans le rassemblement*", poursuit le porte-parole.

(Décryptage. A qui s'adresse Assouline ? Aux "*progressistes*", le fond de commerce de la petite-bourgeoisie, de la classe moyenne, des intellectuels que le PS a en partie en commun avec le PG, il leur dit : Attention, Mélenchon est en train de scier la branche sur laquelle reposent vos intérêts, vous feriez bien de le rappeler à l'ordre. Quel objectif politique vise-t-il ? Les "*municipales*". Que représente réellement le PS ? Les intérêts de la classe qui détient réellement le pouvoir et pour laquelle il gouverne dans "*l'intérêt du pays*". - ndlr)

- "*Jean-Luc (Mélenchon) dit aujourd'hui ce que le peuple de gauche ressent, c'est-à-dire une exaspération, une déception immense*" par rapport à François Hollande et au gouvernement, a répondu sur BFM-TV, Olivier Dartigolles, le porte-parole du PCF. AFP 18.08

(Associer "*le peuple de gauche*" à "*François Hollande et au gouvernement*" quoi qu'il puisse être dit en amont ou en aval n'a aucune espèce importance, car cette liaison porte en soi la marque de l'imposture, de l'escroquerie politique, de la trahison pour ceux qui se reconnaissent dans le PCF. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Intox et conditionnement des masses

Allemagne - NSA

- Al-Qaïda plannifierait des attentats sur les TGV européens - L'Express.fr

D'après le quotidien allemand Bild, l'information sur ces projets d'attentats provient de l'Agence nationale de la sécurité américaine (NSA), qui a capté une conversation téléphonique il y a quelques semaines entre de hauts responsables d'Al Qaida. L'Express.fr 18.08

Qatar

- Le Qatar aide l'Egypte et non les Frères musulmans - AFP

- Etats-Unis: Al-Jazeera promet de révolutionner le journalisme de télévision - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Fabius remet le sort de l'Egypte entre les mains des chefs des terroristes d'Al-Qaïda et des Frères musulmans.

- Egypte: Paris fait pression sur Doha et Ryad pour intervenir - AFP

Les autorités françaises ont appelé dimanche l'Arabie saoudite et le Qatar à aider à trouver une solution à la crise en Egypte, en recevant successivement les chefs de la diplomatie de ces deux pays rivaux en lutte pour étendre leur influence régionale.

Alors que le Qatar, considéré comme le principal soutien des Frères musulmans, a vivement dénoncé l'intervention de la police égyptienne contre les partisans du président islamiste déchu Mohamed Morsi, l'Arabie saoudite a proclamé son ferme soutien au nouveau pouvoir égyptien "*face au terrorisme*".

Le ministre qatari a lui aussi souligné "*la nécessité de parvenir à une solution rapide à la crise et appelé au " dialogue entre tous les Egyptiens*". Toutefois, a-t-il insisté "*il faut que les détenus politiques soient libérés pour parvenir à une solution*".

M. al-Attiya a jugé "*erroné*" d'accuser le Qatar d'aider les Frères musulmans, affirmant que son pays n'avait "*jamais aidé une partie égyptienne ou un parti politique égyptien. L'aide a toujours été fournie à l'Egypte*", a-t-il assuré.

De son côté, le chef de la diplomatie saoudienne a jugé qu'il n'était "*pas anodin que 30 millions d'Egyptiens soient descendus dans la rue pour demander à leurs autorités de garantir leur sécurité" et d'"organiser des élections anticipées*", dans une allusion aux manifestations monstres qui ont conduit à la destitution du président Morsi par l'armée égyptienne.

Evoquant les violences meurtrières de la semaine, le prince Saoud Al-Fayçal a affirmé "*très bien comprendre que la liberté de manifester soit un droit garanti*" mais a souligné qu'"*en contrepartie, les manifestants doivent s'engager à ne pas porter atteinte à la vie des autres citoyens, à la propriété, et à ne pas avoir recours à la violence*". AFP 18.08

Le même prince Saoud Al-Fayçal qui a envoyé son armée réprimer les manifestations de chiites au Bahreïn et qui compte dans se geôle des prisonniers politiques pour avoir eu l'audace de critiquer le régime !

L'émir du Qatar ou le chef des barbares d'Al-Nosra en Syrie, qui a armé les groupes terroristes au Mali, etc.

Voilà pour les amis de Hollande et Fabius. Vous voulez devenir les amis de leurs amis, soutenez le PS et le gouvernement !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Hassine Abassi, secrétaire général de la puissante Union générale tunisienne du travail (UGTT), s'est dit prêt à user de l'influence de la principale centrale syndicale du pays pour sortir de la crise politique, mais il a réfuté tout parallèle avec la situation en Egypte.

L'opposition laïque tunisienne a menacé jeudi d'accentuer ses manifestations de protestation contre le gouvernement dominé par les islamistes d'Ennahda après le rejet par Rached Ghannouchi, le président de cette formation, de former un exécutif non partisan. (voir)

L'UGTT s'est ralliée la semaine dernière à cette revendication, consécutive à l'assassinat de deux responsables de l'opposition laïque, attribué à des salafistes. De nombreux observateurs évoquent désormais un "*scénario à l'égyptienne*", dans lequel le syndicat, qui revendique un million de membres, jouerait un rôle semblable à celui de l'armée en Egypte.

"*Notre situation est différente de celle de l'Egypte et je ne suis pas un autre Al Sissi*", a cependant déclaré Hassine Abassi dans une interview à Reuters, évoquant le général Abdel Fatah al Sissi, chef d'état-major de l'armée égyptienne, à l'origine de la destitution du président islamiste Mohamed Morsi, le 3 juillet.

"*Nous ne savons pas encore ce que nous ferons si cette impasse persiste, mais nous avons plusieurs options et nous avons les moyens de pousser tout le monde à participer à un dialogue*", a-t-il ajouté, précisant qu'il devait rencontrer lundi Rached Ghannouchi.

Hassine Abassi a prévenu que le gouvernement et l'opposition devaient trouver un accord "*d'ici quelques jours*" et a réitéré la volonté de l'UGTT de voir l'actuel exécutif dissous, en raison de ses "*erreurs économiques, sociales et politiques*", en particulier "*son incapacité à assurer la sécurité*".

Les propos de Hassine Abassi font écho à ceux de Rached Ghannouchi qui a prévenu jeudi que "*ceux qui veulent un nouveau Al Sissi en Tunisie devraient cesser de rêver*", alors que la répression accrue depuis mercredi par l'armée égyptienne contre les Frères musulmans a fait au moins 750 morts.

"*Ce qui se passe actuellement en Egypte devrait nous inciter à aller dans le sens du dialogue*", avait dit Rached Ghannouchi. "*Nous avons commis des erreurs mais cela ne mérite pas un coup d'Etat.*"

Contrairement à l'Egypte, pays arabe le plus peuplé avec 85 millions d'habitants, la Tunisie, qui ne compte elle que 11 millions d'habitants, possède une armée peu encline aux interventions politiques.

De plus, Ennahda gouverne avec deux partis laïcs de gauche, le Congrès pour la république (CPR) et Ettakatol, contrairement aux Frères musulmans égyptiens et leur branche politique, la Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ), qui avaient formé un exécutif presque entièrement composés d'islamistes après l'élection de Mohamed Morsi. Reuters 17.08

2- Australie

D'arès la presse anglophone, une politicienne australienne, Sherrilyn Church, a tenu des propos islamophobes en décrivant l'Islam comme une "*religion provenant de l'enfer*"... et en affirmant que "*la construction de mosquées dans le pays était de la haute trahison*".

La politicienne appartenant au parti dénommé Rise Up Australia Party, dont le slogan est "keep Australia australian" (Gardons l'Australie austtralienne) et se démarquant par son acharnement contre l'islam, a déclaré que sa priorité lors de l'élection est d'interdire la construction de mosquées dans le territoire au sud de Brisbane.

Selon le Courier Mail, elle a déclaré que l'islam n'est pas d'abord une religion, mais un système de droit car dans l'esprit islamique, l'existence d'une mosquée dans une zone signifierait que la charia est en application et alors le drapeau islamique serait brandi. french.irib.ir 18.08

SOCIAL

Allemagne

Le patron de la Deutsche Bahn, Rüdiger Grube, s'est excusé pour la première fois pour le chaos sur la desserte de Mayence (ouest), provoqué par le manque de personnel, dans un entretien à paraître dimanche.

Face au manque de personnel d'aiguillage à Mayence --à l'origine du chaos--, la direction de la Deutsche Bahn va examiner avec les syndicats où sont les besoins en personnel les plus criants au sein du groupe.

M. Grube a toutefois averti que le problème ne pouvait pas être résolu complètement immédiatement. "*On ne peut résoudre tout en appuyant sur un bouton. Exercer le métier d'aiguilleur, ce n'est pas comme retourner des saucisses dans une baraque à frites*", a-t-il observé.

Il a défendu sa décision de rappeler du personnel en vacances pour faire face à la situation: "*c'était correct, c'est correct. Et je ferais exactement comme cela si j'avais à le refaire. C'est une situation exceptionnelle*", a-t-il dit.

Il a également plaidé pour sa politique du personnel, affirmant que la Deutsche Bahn était l'entreprise qui recrutait actuellement le plus en Allemagne.

La desserte de Mayence, ville de 200.000 habitants et l'une des 16 capitales régionales allemandes, subit depuis le début du mois d'août diverses restrictions, en raison des vacances ou maladies du personnel du centre d'aiguillage.

Deutsche Bahn, mastodonte qui transporte 5,4 millions de passagers par jour et emploie 190.000 personnes rien qu'en Allemagne, est très régulièrement sur la sellette, comme il y a quelques années pour des problèmes à répétition sur le réseau de Berlin, ou encore à cause de la climatisation défectueuse de certains trains l'été. Un tiers des Allemands sont mécontents de son service, selon un sondage récent. AFP 17.08

ECONOMIE

1-Etats-Unis - Banque

Les autorités américaines ont ouvert une enquête sur l'embauche par JPMorgan d'un fils et d'une fille de dirigeants chinois

afin d'exploiter leurs relations avec les hautes sphères de Pékin pour développer ses activités en Chine, rapporte dimanche le New York Times.

Si l'entretien de liens étroits avec les responsables politiques est une pratique ancienne du secteur bancaire, elle est d'autant plus importante en Chine où les relations et les connexions jouent un rôle primordial dans la prise de décision financière.

Selon un article publié sur le site internet du New York Times, qui s'appuie sur un document gouvernemental confidentiel, la branche anti-corruption de la Securities and Exchange Commission est chargée de l'enquête.

Le quotidien new-yorkais indique que JPMorgan a embauché Tang Xiaoning, le fils de Tang Shuangning, ancien responsable de la régulation bancaire en Chine. Tang Xiaoning est désormais le président de China Everbright Group, un conglomérat financier contrôlé par Pékin.

Or, JPMorgan a justement obtenu une série de contrats de la part de ce conglomérat dans la foulée de cette embauche.

Le New York Times relève également que JPMorgan a embauché Zhang Xixi, la fille d'un haut responsable du chemin de fer chinois, aujourd'hui tombé en disgrâce, et que la banque a été invitée à participer à l'élaboration du projet de la mise en Bourse. Reuters 18.08

2- Inde

La roupie a perdu 57% de sa valeur face au billet vert depuis son niveau le plus haut en février 2008, lorsqu'elle valait 39,40 roupies pour un USD. Depuis début 2013, sa baisse s'est accélérée. Elle a reculé de 13% en moins de huit mois, soit la baisse la plus forte pour la monnaie d'un grand pays d'Asie (avec le yen japonais) sur cette période.

Samedi, le Premier ministre Manmohan Singh a tenté de calmer les esprits en assurant ne pas redouter une répétition de la crise de 1991, lorsque le pays avait été à deux doigts de faire défaut sur sa dette. "*Il n'est pas question de revenir à la crise de 1991*", a déclaré M. Singh, qui était alors ministre des Finances et qui est crédité d'avoir sorti le pays de la crise en engageant un vaste de programme de réformes.

Il a rappelé que les réserves en devises étrangères ne représentaient alors que 15 jours d'encours de paiements. "*Aujourd'hui nous avons de six à sept mois. Il n'y a donc pas de comparaison*", a-t-il affirmé.

"*Les autorités cherchent à réduire la volatilité sur le marché des changes, mais je crains que cela finisse par envoyer un signal de panique*", déclare Sonal Varma, économiste chez Nomura. Pour le moment, il n'y a cependant aucun signe de fuite des capitaux indiens.

Mais avec les élections prévues pour mai 2014, les économistes estiment que le gouvernement ne prendra pas de réformes décisives pour sortir l'économie de sa torpeur. "*Je pense que nous sommes en train d'entrer dans une phase de crise. Lentement mais sûrement*", soupire Param Sarma, du cabinet de consultants NSP Forex. AFP 18.08

Haut de page

Le 20 août 2013

CAUSERIE

De nouveaux articles ce soir. Les infos en bref demain.

Très vite sur l'Egypte, la situation est bloquée disions-nous, mais ils vont faire des concessions sur le plan social affirmions-nous il y a quelques jours, l'UE, les Américains et le FMI ne veulent pas casquer, ils menacent même de réduire leur "*aide*" au régime et à l'armée, pas de problèmes les pays du Golfe vont prendre le relais à coup de dizaines de milliards de dollars, ils n'ont pas le choix sauf à opter pour un régime militaire et un bain de sang. (A suivre)

J'ai rédigé les deux articles suivants rapidement, ils sont loin d'être satisfaisants, un brouillon à améliorer. Le second est plus intéressant selon moi.

Beaux parleurs

Après lecture je me suis refusé à publier une dizaine d'articles des portails legrandsoir.info, mondialisation.ca et french.irib.ir, soit qu'ils procédaient de la désinformation, soit qu'il y figurait des positions consistant à faire l'apologie de la politique que nous combattons. Je sais que j'en ai laissé passer (trop) du même genre par manque de temps pour les lire, j'en ai averti les lecteurs à plusieurs reprises.

Ce qui se passe avec les portails généralistes, c'est qu'ils ne filtrent pas les articles qu'ils publient ou donnent la parole à des personnes qui ne possèdent pas forcément les qualités requises pour traiter certains sujets, on y trouve tout et n'importe quoi, ce qu'illustrera l'article ci-dessous.

Dans le cas de portails politiques ou institutionnels, il suffit d'avoir à l'esprit le courant politique ou la classe qu'ils représentent pour situer la limite de leur impartialité. Il en va de même de certains portails à vocation informationnelle accessibles à tous ou gratuit ou uniquement sur abonnement et qui se prétendent indépendants, mais qui finalement sont à vocation commerciale dans la mesure où leur existence dépend de subventions de l'Etat et/ou du nombre de leurs abonnés qui adhèrent à leur ligne éditoriale qu'ils ne peuvent pas se permettre de modifier sous peine de perdre de nombreux lecteurs sans avoir la garantie d'en gagner d'autres au même titre que n'importe quel média.

Certains portails alimentés exclusivement ou presque par des articles rédigés par des auteurs extérieurs auront tendance pour augmenter leur audience à ne pas être trop regardant sur la qualité et le contenu des articles qu'ils publient.

Au nom de la liberté d'expression ou de l'égalité de traitement qui de plus en plus souvent confine à la démagogie et conduit à un éclectisme aveugle, débridé ou constitue l'antichambre du nihilisme, il est normal que les points de vue les plus divers puissent s'exprimer pour répondre aux besoins des lecteurs

- Les RG l'ont rêvé, Facebook l'a fait... Jean-Marc Manach - lundi 19 août 2013 - lemonde.fr/legrandsoir.info

- Jean-Marc Manarch raconte qu'il est "*à l'origine du scandale Amesys, et d'avoir contribué aux SpyFiles de WikiLeaks, qui visaient précisément à dénoncer les marchands d'armes de surveillance des télécommunications, cela fait 10 ans maintenant que j'explique aux journalistes comment protéger leurs sources, internautes comment sécuriser leurs ordinateurs, et protéger leur vie privée.*"

Donc les réseaux sociaux dont il prend la défense ne remplirait pas un rôle de "*surveillance*" de la population ! S'il le dit ! La fin est savoureuse, patience.

Il fultige le philosophe Raphaël Enthoven et l'écrivain et journaliste Brice Couturier (que je connais pas) "*visiblement peu au fait de ce qu'est l'Internet, de ses usages et de ce qui s'y passe vraiment (...) qui parlent sans savoir, se bornant à répéter des lieux communs, sans être drôle*", ils ont "*surtout démontré qu'ils ne connaissent rien de ce dont ils ont été amené à discuter*", car lui il sait. Quoi ? Patience vous le saurez à la fin de cet article.

- Comparer Facebook au fichier des RG témoigne, par ailleurs, d'une conception particulièrement biaisée, borgne, et élitiste, de la démocratie : la liberté d'expression n'est pas réservée aux journalistes, non plus qu'à ceux qui ont le privilège de pouvoir s'exprimer dans les médias dit "*grand public*", et c'est précisément ce que l'Internet révolutionne, comme l'avait très bien expliqué Daniel Kaplan.

Si ceux qui ont conçu et financé Facebook sont des démocrates, il faut absolument décerner le prix Nobel de la paix à la CIA et à la NSA ! Facebook est apparu à un moment où l'idéologie néolibérale adoptée par les dirigeants du vieux monde menace la société d'une désagrégation schizoïde, une fois les sciences sociales supplantées par le nihilisme, un homme et une femme ne sont pas différents, c'est uniquement le regard que l'on porte sur eux qui nous conduit à les considérer différents, il est vrai que pour l'usage auquel ils les destinent c'est largement suffisant comme définition, ce que bien sûr ils ignorent.

Engels avait souligné que sans l'esclavage la démocratie n'aurait pas vu le jour, la conception de la démocratie que l'on nous propose ici a pour pendant l'ignorance des masses qui en fait des esclaves deux milles ans plus tard, donc faire croire que la liberté d'expression dont elles bénéficient ici pourrait leur être profitable relève de l'imposture, car faut-il encore être capable de pouvoir en user à bon escient, sachant que ce n'est pas le cas, on devinera sans difficulté à qui elle profitera réellement.

- Les fichiers de police et de renseignement ont pour objet de surveiller des "*suspects*". L'Internet a pour objet, tout comme la démocratie, de permettre à tout un chacun de s'exprimer.

S'exprimer n'a en soi jamais rien changé à quoi que ce soit, ne garantit pas qu'un changement pourrait se produire conforme à la démocratie, ces derniers temps on avait cru observer que les principes élémentaires étaient systématiquement piétinés, on a dû rêver, on doit faire partie des gens qui "*parlent sans savoir*".

Les matins - Pierre Piazza par franceculture.

- Jean Marc Manach : Je ne suis pas d'accord parce que dans une société de surveillance type panoptique, il y a des forts qui surveillent des faibles, et qui jettent donc de la suspicion sur ceux qui sont surveillés, alors que sur les réseaux sociaux, c'est de la souveillance : tout le monde regarde tout le monde, ça relève de la transparence ; si les réseaux sociaux étaient l'équivalent des fichiers des RG, les dealers y partageraient la liste de leurs clients, ce qui n'est pas le cas : quand quelqu'un est dans l'illégalité il ne s'en vante pas ; ou alors il faudrait considérer que les médias, parce qu'ils informent, feraient comme les RG...

Facebook créé en collaboration avec la CIA ne s'inscrirait pas dans le type de "*société de surveillance type panoptique (où) il y a des forts qui surveillent des faibles*", d'ailleurs on se demande pourquoi ils ont créé les réseaux sociaux, ce devait être pour soulager la population du stress quotidien et lui permettre de s'épanouir, les maîtres du monde oeuvrent à votre bonheur c'est bien connu franchement.

On vit dans un monde dirigé par une mafia financière, des psychopathes complotant contre le reste du monde et comptant une armée de larbins institutionnels, médiatiques, intellectuels, policiers et " *tout le monde regarde tout le monde, ça relève de la transparence* ", la règle du jeu serait la même pour tous, ben voyons ! Il vit dans quel monde ce type là, son blog est hébergé par le journal Le Monde expert en désinformation et manipulation en tous genres. Les réseaux sociaux s'inscrivent dans la stratégie du contrôle de la population indispensable pour parvenir à instaurer un gouvernement mondial et maintenir une dictature absolue, ils font partie de ce dispositif. C'est le complément de la fiche de police.

On a à faire à un naïf ou un manipulateur, car si les hackers peuvent peuvent pénétrer dans votre ordinateur, les renseignements généraux aussi. Bon, à la fin il avoue que lui-même ne comprend rien à rien à cette histoire, pourquoi nous sommes tous fichés, finalement il termine son argumentation prononcée sur le ton méprisant du doctrinaire en faisant la démonstration qu'il appartient à cette catégoride de gens qui "*ne connaissent rien de ce dont ils ont été amené à discuter*", savoureux et pitoyable charlatan

- Jean Marc Manach : ça fait 10 ans que j'explique aux internautes comment sécuriser leurs ordinateurs, et comment protéger leur vie privée sur les réseaux sociaux ; je ne suis pas pour la transparence absolue, mais je suis contre le détournement d'usages ou de finalité des fichiers policiers, et je ne comprends toujours pas pourquoi on devrait ficher 60 millions de "gens honnêtes", ce qui est contraire à la Cour européenne des droits de l'homme.

Pardi, parce que les gens honnêtes représentent un danger potentiel pour le régime en place, et je ne suis pas sur qu'ils soient aussi nombreux à se reconnaître dans la Cour européenne des droits de l'homme qui est une institution illégitime.

On ne va pas s'éterniser sur cette tentative lamentable de réhabiliter les "réseaux sociaux" à l'heure où plus en plus de personnes s'en détournent.

De nos jours les manipuleurs en tous genres qui sévissent n'ont pas de bol, à peine ont-ils dégainé qu'une info tombe qui les contredit. Il faut dire qu'après les révélations de Snowden sur les actiivtés illégales de la NSA, tous les discours sur la confidentialité ou la sécurité des données figurant dans des pages Facebook sonnaient creux, mais apparemment monsieur Jean Marc Manach n'en a pas entendu parler !

- Facebook: un expert palestinien pirate le compte de Mark Zuckerberg - L'Expansion.com 19.08

Un expert en sécurité palestinien a réussi à pirater la page de Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, pour publier un message d'alerte sur la vulnérabilité du réseau social.

Après avoir détecté une vulnérabilité dans le réseau social Facebook, Khalil Shreateh, un palestinien expert en sécurité sur Internet, a piraté le compte de Mark Zuckerberg. Il a utilisé une faille qui permet à des utilisateurs de publier des messages sur la page d'autres membres de Facebook, même s'ils ne figurent pas dans leur liste d'amis.

Le pirate de 31 ans affirme sur son blog qu'il a été "*contraint*" de publier le rapport de la faille sur le profil Facebook de Mark Zuckerberg parce que le géant américain refusait de le payer.

Pas de récompense pour le hacker palestinien

Car Khalil Shreateh a contacté l'équipe de sécurité Facebook à laquelle il a signalé la "*faille*", une procédure qui permet, en principe, de recevoir une prime de 500 dollars environ. Manque de chance, un ingénieur de Facebook estime, dans un mail, qu'il ne s'agit "*pas d'une faille*", mais d'un piratage.

Exit les 500 dollars, l'expert en sécurité ne recevra pas de récompense. Facebook a en effet jugé que le chercheur avait enfreint les règles d'utilisation du site et n'avait en outre pas suivi les principes d'une "*divulgation responsable*".

Le compte Facebook de Khalil Shreateh a été désactivé par "*précaution*", et la faille a été corrigée depuis. L'Expansion.com 19.08

On devrait rencontrer des hackers et leur demander de nous former à leurs techniques, de les rendre publiques de façon à ce que chacun se mette à pourrir tous les ordinateurs des institutions, des entreprises du CAC40, des banques et des institutions financières, ne serait-ce pas faire oeuvre de résistance à leur projet totalitaire ?

Les bases sociales de l'abstence d'intégration.

Le droit et la forme juridique de l'Etat dans chaque pays est à la fois le produit du développement économique et de la lutte des classes, des rapports entre les classes

Prétendre refonder le droit ou l'infléchir en privilégiant des facteurs culturels ou religieux au détriment du développement économique et de la lutte des classes, des rapports entre les classes, conduit à la remise en cause des principes ou valeurs de la République au profit de facteurs subjectifs et arbitraires laissés à l'appréciation du législateur, dans la mesure où ces facteurs ne reposent pas sur une base matérielle, historique, sociale, mais sur l'ignorance, l'obscurantisme, des mythes et des légendes, des superstitions, etc. sur des rapports politiques et sociaux archaïques ou moyenâgeux.

Que les facteurs culturels ou religieux soient omniprésents dans le droit et les rapports de certains pays témoigne que leur développement économique et la lutte des classes n'ont pas atteint le niveau permettant aux valeurs de la République (et de la démocratie) de s'imposer, l'égalité de traitement entre les citoyens quelle que soient la classe sociale à laquelle ils appartiennent ou leur statut social, et ce n'est pas un hasard si c'est justement dans ces pays que l'Etat de droit n'existe pas ou si peu que les inégalités et l'injustice prédomine dans tous les rapports.

En Inde par exemple où je vis, j'en suis témoin quotidiennement, et parfois victime, car en tant qu'étranger je ne bénéficie pas d'un traitement de faveur mais bien au contraire, je suis un paria parmi les parias et je le resterai, malgré la Constitution qui n'est pas appliquée. Pourquoi ? Parce que le pays est demeuré sous-développé, donc les anciens rapports semi-féodaux l'emportent sur les valeurs républicaines ou démocratiques, comme autrefois le développement ne profite qu'aux nantis et en partie à la classe moyenne dont la mentalité n'a pas non plus évolué...

L'adoption des principes républicains et de la démocratie par la population immigrée ou originaire de l'immigration, le respect du droit et des représentants de l'Etat en échange du droit et des rapports qu'elle connaissait dans son pays d'origine dépend uniquement de son intégration sociale dans la société. Qu'elle soit impossible ou rendue impossible, et cette population ne se reconnaîtra pas dans le droit de son pays d'accueil, parce qu'elle vivra comme une injustice le sort qui lui est réservé, ce qui la conduira à adopter ou à revenir au droit et aux rapports de son pays d'origine, elle a tendance naturellement à se comporter comme dans son pays d'origine ou son comportement ne pose pas de problèmes, alors qu'en France il en ira tout autrement.

Dans les années 70-75 une partie de mes potes étaient originaires d'Algérie, ils étaient musulmans, leurs parents étaient musulmans, je fréquentais Abiba qui était algérienne et mulsulmane, je connais ses parents, j'étais invité chez elle et chez mes potes, les uns et les autres pratiquaient plus ou moins leur religion, il n'y avait pas de mosquée et d'imam dans les environs et ils s'en passaient très bien, ils pratiquaient leur religion chez eux comme le fait mon épouse qui est hindoue, cela ne leur posait aucun problème, encore jeunes ils faisaient des conneries puis ils se mirent à bosser, quittèrent la maison familiale et fondèrent une famille, ils étaient parfaitement intégrés sans avoir à renier leurs origines, leur religion ou leur culture berbère, ils retournaient parfois au bled pendant les vacances, mais certains traînaient les pieds, en Algérie ils se sentaient étrangers, c'est pour dire qu'ils se trouvaient bien en France, autant que possible car c'était tous des prolos. On discutait de tout cela très librement à l'époque.

Depuis ce qui a changé, c'est la crise sociale, le chômage de masse, les salaires qui stagnent, le coup de la vie qui a terriblement augmenté. Ils en furent les premières victimes, puis vint le temps des discriminations et du racisme qui refit surface. Sur ce, il y a eu la crise des années 90 en Algérie avec le FIS, des imams radicaux ont débarqué dans les banlieues ou quartiers à forte concentration d'immigrés musulmans, la stigmatisation des musulmans et la ghettoïsation s'est renforcée, vous connaissez la suite sur fond de chômage, précarité et pauvreté qui ont explosé.

Du coup se produit la régression du droit et des rapports sociaux que j'ai décrits plus haut. On en arrive à la terrible situation où deux conceptions du droit se côtoient qui toutes les deux dans la situation actuelle ne peuvent que broyer les populations concernées.

Valls défend la conception du droit qui existe en France, car il coïncide avec le maintien de la classe dominante au pouvoir, et face à ces populations désorientées il n'a que la résignation ou la répression comme réponse à leur offrir. Alors que nous, nous prenons position pour le respect du droit en vigueur qui garantit l'exercice de la lutte des classes dans la perspective du renversement du régime en place pour permettre à nos camarades travailleurs immigrés de pouvoir satisfaire leurs besoins sociaux, nous les appelons à rejoindre notre combat, c'est à nous aussi de les organiser, condition pour qu'ils tournent définitivement le dos aux rapports que leur proposent les religieux et qui conduisent au communautarisme, à eux ensuite de voir si la religion leur est nécessaire ou non dans le cadre d'une République sociale où leurs droits sociaux et politiques seront semblables à tout autre travailleur sans distinction. On poursuivra une autre fois si nécessaire.

Mon épouse qui est arriérée politiquement a parfaitement compris la profonde différence qui existe entre le droit et les rapports sociaux dans les deux pays, l'Inde et la France, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle elle ne veut plus vivre en Inde. Mais il lui arrive de plus en plus souvent de dire que la France ressemble de plus en plus à l'Inde, elle en est très choquée, elle se met en colère toute seule, elle fustige la bêtise et le laisser aller des "Français" qui ne comprennent rien à rien dit-elle. Autant elle est vindicative quand elle est en France, autant quand elle est en Inde elle se laisse aller elle-même comme écrasée par le système artibraire et corrompu qui règne ici, cela va très loin, elle reprend les habitudes que je lui ai connues il y a 24 ans en me disant que c'est normal parce qu'elle est Indienne, parfois jusqu'à la bêtise et cela m'agace, y compris dans les rapports avec sa famille ou les gens avec lesquels elle ne peut pas faire autrement, moi non plus et je m'y plie. Si je vous raconte tout cela c'est parce que je le vis, je comprends parfaitement ce qui se passe en France.

En France, c'est encore l'Etat de droit qui prédomine, en Inde ce n'est pas le cas, donc je n'ai pas les mêmes rapports avec les gens, en Inde c'est impossible de demander à un Indien lambda de respecter le droit quand personne ne le respecte où il ne sait même pas ce que cela veut dire, il faut sans cesse composer en repartant de zéro, genre : je ne vous ferai pas ce que je ne voudrais pas que vous me fassiez, alors s'il vous plaît ne me faites pas ce que vous ne voudriez pas que je vous fasse ou quelqu'un d'autre, généralement la personne acquiesce, il faut être très patient et rester de bonne humeur, en le disant sur le ton de la plaisanterie cela passe bien.

Les gens n'ont même pas idée de quoi on leur parle, chacun fait comme bon lui semble sans se soucier des autres, cela crée forcément des rapports difficiles ou conflictuels. Imaginez qu'ils débarquent en France et qu'ils soient rejetés, qu'ils n'arrivent pas à s'intégrer, à trouver un boulot, ils auront tendance à se comporter comme en Inde, les Français en seront choqués, tiendront des propos racistes, etc. Je pense souvent à cette situation, c'est terrible. Parfois mon épouse pète un cable, au téléphone j'essaie de recoller les morceaux, je lui dis : Manju tu ne dois pas parler comme cela, parfois elle est très vulgaire, je lui dis alors : est-ce que tu m'as déjà entendu parler comme cela des gens ou parler ainsi à des gens, non, alors fais attention à toi, il va t'arriver de gros problèmes, en Inde peut-être que les gens y sont habitués, les gens ont l'habitude de mépriser les autres et de s'insulter pour un oui ou un non, en France c'est différent, tu vas passer pour une femme sans éducation et infréquentable, quand elle est énervée, elle me répond, je m'en fous, je les emmerde, OK, je ne dis plus rien, elle se calme et me dit que j'ai raison. Imaginez un instant qu'elle évolue dans un milieu où au lieu de lui donner ces conseils on attise son ressentiment, mais elle va devenir dingue et en venir à insulter les gens dans la rue, elle va se faire taper dessus.

On doit répondre aux questions sociales et politiques que se posent les travailleurs, c'est entendu, mais on doit aussi aborder avec eux les questions de la vie quotidienne qu'ils se posent sans s'en tenir strictement à notre discours de militant qui ne correspond pas forcément ou rarement à leur manière d'aborder la réalité, c'est à nous d'enrichir notre discours sur le plan politique en y mêlant notre propre expérience de la vie, de la société, à condition toutefois d'en avoir tiré des enseignements.

On a traité ici des valeurs de la République et de la démocratie en général, sachant que le régime passe son temps à les bafouer ou ne s'y réfère pour qu'on les respecte, et le laisse appliquer tranquillement sa politique réactionnaire qui piétinent nos droits ou pour nous réprimer, lui seul en étant le garant ou l'idée restrictive et arbitraire qu'il s'en fait.

ACTUALITE EN TITRES

Intox et blague de fort mauvais goût. Le changement... c'était pour plus tard !

- Les ministres font leur rentrée à l'Elysée et planchent sur "*la France de 2025*" - Francetv info

- Ayrault annonce un programme pour la France dans 10 ans - Liberation.fr

Camarades chômeurs, précaires, pauvres : patience !

A force de ruminer on devient aigri.

- Désir se demande si Mélenchon n'a pas «*mâché trop de coca*» - Liberation.fr

Avec l'UE votre sécurité sera assurée, l'Etat de droit en danger.

- Marseille : un homme meurt criblé de balles au volant de sa voiture - Francetv info

- Le jeune homme poignardé dimanche matin à Marseille est mort - 20minutes.fr

- Meurtre de Jérémie à Marseille: la police explore une nouvelle piste - L'Express.fr

Autant baiser la patronne !

- Vie sexuelle épanouie : haut salaire garanti ? LePoint.fr -

C'est un raccourci populaire...

Autant réclamer une hausse des impôts !

- Journée mondiale de l'aide humanitaire: Donnez-vous aux organisations non gouvernementales? - 20minutes.fr

Au ras du caniveau.

- Seine-et-Marne: Yves Jégo se lance dans la caniverbalisation - 20minutes.fr

- En Seine-et-Marne, les crottes de chiens traquées par la vidéosurveillance - Francetv info

On est gouverné par des cinglés, qui en douterait encore ?

Le char de la Fortune.

- A Karachi, boom des véhicules blindés chez l'élite fortunée - AFP

Le grotesque est dépassée.

- Un Saoudien de 610 kilos hospitalisé - 20minutes.fr

Haut de page

Le 21 août 2013

CAUSERIE

Plus tard des articles de presse. J'ai ajouté 14 nouveaux articles

C'est quoi se battre dans le vide, brasser du vent, lutter pour des prunes, combattre pour que dal ?

Observez, écoutez, et vous aurez compris. Mais quoi ? Quel constat faites-vous ?

Les dirigeants et les représentants du vieux monde peuvent dire et faire ce qu'ils veulent pour ainsi dire, puisque rien ne change et tout empire, régresse en réalité. Pourquoi ? Parce que les masses sont toujours aussi ignorantes du fonctionnement du capitalisme, de la société et du vieux monde. Pourquoi ? Parce qu'on s'emploie à lui cacher la vérité, elles ignorent l'origine du problème auquel nous sommes confrontés, alors elles seront toujours incapables de s'y attaquer ou de préparer les conditions pour pouvoir s'y attaquer le moment venu, ce jour-là, elles n'y comprendront toujours rien et passeront à côté de l'occasion qui devait leur permettre de changer la société. Mais alors nous courrons à notre perte ? Assurément.

Serait-il possible d'inverser ce processus qui conduit à la généralisation ou à l'amplification de la barbarie ? Sans doute, faudrait-il sans cesse lier la ou les causes aux conséquences de la survie du capitalisme contre lesquelles nous combattons, subordonner notre combat à la prise de conscience de ce rapport qui inclut l'idéologie et la stratégie politique adoptées par notre ennemi pour conserver le pouvoir, or le mouvement ouvrier et son avant-garde ne veulent entendre parler de ni l'un ni l'autre, prise de conscience qui se traduirait concrètement par la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, ainsi au fil du temps nous réussirions à remplir les conditions indispensables pour se lancer à l'assaut du régime.

Tous les partis rejettent cette stratégie. Ils n'ont pas compris que s'attaquer aux conséquences de la survie du capitalisme ne garantissait en rien l'acquisition par les travailleurs de la prise de conscience des origines de leurs difficultés ou tout simplement ce qui se passe quotidiennement dans la société auquel ils ne comprennent rien ou presque.

Si vous demandez à un travailleur ou même à un militant pourquoi ils ont sorti de leur chapeau le mariage homosexuel, les plus avancés vous diront tout en la soutenant que c'était une opération de diversion pour faire passer leur politique antisociale , les plus arriérés vous répondront scandalisés que c'est pour flatter leurs électeurs ou parce qu'ils étaient eux-mêmes homosexuels, bref aucun n'aura compris que derrière cette vaste imposture ils visaient la destruction de tous les rapports sociaux sur lesquels le capitalisme s'est développé ou qui ont accompagné son développement, parce qu'ils ont pour stratégie de liquider tous nos droits sociaux et politiques, et que pour y parvenir il leur faut faire table rase du passé idéologique, des sciences sociales (et des religions) qui ont évolué au même rythme que la lutte des classes, que ce qu'ils visaient c'était l'anéantissement de tout repère social pour qu'il n'en demeure plus qu'un : le marché.

On va peut-être nous objecter que nous serions obnubilé par cette stratégie que l'on prête à l'oligarchie financière d'imposer un nouvel ordre mondial ou un gouvernement mondial et que pour avancer vers cet objectif politique elle combattrait sur tous les fronts en se servant de tous les moyens à sa disposition, et que notre argumentation ou notre démonstration partirait de ce postulat de manière à influencer le lecteur afin qu'il partage notre analyse et ses conclusions pratiques, qu'il prenne conscience de la stratégie de notre ennemi et l'intègre dans son combat politique, notre démarche servirait uniquement à justifier notre interprétation du monde tel que nous nous le représentons...

Nous inviterons nos détracteurs à écouter ou lire attentivement les discours qui sont tenus par l'ensemble des représentants de la classe dominante ou leur porte-parole, cela inclut les partis de droite (y compris le PS et ses satellites), l'immense majorité des intellectuels et l'ensemble des médias, presse écrite, télévision et radio dont les discours sont subordonnés à un seul et unique facteur : le marché. On y a été préparé de longue date quand ils ont introduit aux journaux télévisés et radiophoniques la tendance à la Bourse de Paris, cela remonte maintenant à des décennies sans que personne apparemment ne s'en étonne ou se pose davantage de questions.

On ne peut résoudre un problème sans discerner clairement son origine puis s'y attaquer. Il faudrait ajouter, définitivement. Or ce qu'on fait, c'est qu'on ne remonte pas à la source de notre problème, on continue de l'ignorer, du coup on est incapable d'extraire la cause de notre problème qui va se présenter à nouveau sous une forme différente et ainsi de suite jusqu'au jour où on aura moins la force de lutter contre et ils se mettront à proliférer, et parvenu à ce stade, effaré on se demandera comment cela a-t-il bien pu être possible ne comprenant rien à rien, ce qui est tout à fait normal.

Pendant qu'on s'est épuisé ou endormi ou laissé aller en se satisfaisant d'un traitement local et temporaire, notre ennemi continuait d'avancer tranquillement vers son objectif et se renforçait en prévision de la lutte de classes à venir, ce qui ne veut pas dire qu'il ne serait pas confronté à de terribles contradictions ou faiblesses, mais là encore, les évoquer ne signifie rien, la plupart d'entre nous s'en contentent, alors qu'il faut aller plus loin pour voir comment il compte y faire face, quels dispositifs ils ont imaginés selon les pays pour y remédier et de quelle manière ils s'intègrent (dans) ou s'articulent avec leur stratégie politique, comment ces dispositifs se combinent avec la politique des gouvernements qui leur sont soumis, la collaboration de classes et le conditionnement permanent des masses étant le meilleures armes à leur disposition pour préserver le régime en place, maintenir les travailleurs dans l'ignorance et parvenir à leurs fins.

En ne traîtant que les effets de la crise du capitalisme, non seulement on préserve les bases du capitalisme, on maintient les masses dans l'ignorance des causes réelles de leurs difficultés, ignorance qui va favoriser la collaboration de classes et permettre à la gigantesque entreprise de conditionnement des masses de fonctionner à merveille.

Qu'est-ce que j'essaie de faire dans le site sinon m'attaquer à la racine du problème que nous avons à résoudre sur tous les fronts ou plans, je montre comment à partir d'un titre d'article de presse le conditionnement des masses fonctionnent, souvent les infos à la télé ou à la radio sont guère plus longues ou développées, et puis un titre peut dire beaucoup de choses, il concentre parfois la situation, à lui seul il peut orienter un lecteur ou un auditeur.

Il faudrait préciser que les agences de presse fonctionnent comme des institutions de l'Etat. Quand on lit un article de l'AFP ou de Reuters on s'aperçoit que les journalistes emploient une rhétorique fidèle à l'idéologie dominante, au point que les médias de la presse écrite les reproduisent tels quels, y compris les journalistes du 20h, quand je regarde le journal à 20h30 sur TV5Monde Asie, à la virgule près je retrouve la dépêche que l'AFP ou Reuters a publié la veille ou le matin.

Parole d'internaute.

(A propos des retraites)

1- "*J'ai un couple d'ami - enseignants de lycée à la retraite à la carrière exemplaire avec 3 enfants , ils m'ont appris hier (avec un large sourire) , qu'à eux 2 , ils touchaient 6000 euro net (oui NET) de retraite.*"

Sans rire, il paraîtrait que cette couche de travailleurs serait portée à remettre en cause le régime en place, elle serait un foyer de futurs révolutionnaires, vous le croyez vous, moi pas du tout, par expérience.

2- "*Bref, le gouvernement semble avoir tranché entre hausse de la CSG et hausse de la durée de cotisation, ça sera les 2 !*"

3- "*Quant à un rapprochement des modes de calcul des pensions du public (six derniers mois de salaire) sur le privé (25 meilleures années), "c'est un faux-semblant" qui "ne servirait à rien" et "ne rapporterait pas un euro"*

Pas besoin de faire l'ENA pour sortir une contre-vérité."

Pensez à la stabilité du régime, à la nécessité de maintenir le PS à un certain niveau, ajoutez la division de la classe ouvrière, c'est aussi le fond de commerce des syndicats et des partis qui y sont liés et qui n'existeraient tout simplement plus sans les fonctionnaires, autant de raison pour les épargner, tant mieux pour eux, nous estimons que le statut des travailleurs du privé devrait être calqué sur celui du public, ce n'est pas la position des syndicats qui s'en foutent, ni celles des partis puisqu'ils les soutiennent, leur double langage n'y changeant rien.

Il y en aura encore pour déformer mes propos et en conclure que j'attaque les fonctionnaires, lire dans le site l'article que j'avais consacré au combat que devrait mener ensemble les travailleurs des secteur privé et public.

(A propos des Fréres musulmans)

1- "*Oui mais dans ce pays (Grande-Bretagne - ndlr) où "in god we trust", on ne remet pas en cause les règles de démocratie et des droits de l'homme : c'est toute la différence entre les valeurs judeo-chrétiennes et les valeurs salafistes. Cela dit, toutes les religions ont les mêmes droits, pourvu qu'elles restent discrètes et qu'elles se plient aux lois laïques. Les despotismes religieux du 12 ième siècles, c'est bon... c'est tellement limité comme échange, que seule la force peut se faire comprendre.*"

La remise en cause du droit et des valeurs républicaines et de la démocratie s'apparente à un retour à l'Ancien Régime

2- "*Ils ont une jolie devise... A méditer ... " Dieu est notre but, le prophète notre chef, le Coran notre constitution, le djihad notre voie, le martyr notre plus grande espérance." ... C'est clair, c'est net et c'est sans bavure ... Seul des occidentaux pratiquant la maltraitante de moucherons peuvent se poser des questions ...* "

Oui, mais voyez-vous comme ils se présentent comme des musulmans, si vous leur nier le droit de pratiquer leur religion telle qu'ils la conçoivent, on va vous accuser de vous attaquer aux musulmans, d'être islamophobe, raciste, etc.

3- "*Encore un portrait complaisant pour des extrémistes faits par les journalistes du Monde. Quels sont les desseins des gens de gauche en France ?*"

Vous voulez parler du PS, du FdG, du NPA et LO, faire la courte échelle à tout ce qui est assimilable à l'extrême droite, donc les islamistes radicaux, histoire de faire oublier leur politique, leur trahison ou leur incurie politique. C'est ainsi qu'ils soutiennent les barbares salafistes et autres en Syrie par exemple. Préparer les conditions d'une guerre civile du type de celle en Syrie, si nécessaire... Faire en sorte que les conditions nécessaires au renversement du régime soient impossible à réunir en divisant les masses le plus profondément possible... Ils sont aussi les fossoyeurs des valeurs ou principes de la République et de la démocratie. Ce sont des communautarismes ou ils le favorisent ce qui revient au même.

Pour eux quand un maghrébin, un Noir ou un arabe agresse un Blanc, c'est un fait divers, inutile d'en parler, eux ils se situent sur le terrain de la lutte des classes. Mais quand c'est un Blanc qui s'en prend à un maghrébin, un Noir ou un arabe, c'est un acte raciste, on peut remplacer le Blanc par un agent de l'Etat, un fonctionnaire.

Si demain je faisais une crasse à un Indien et qu'il me cassais la gueule, je crierais au rascisme ! Non, je fermerais ma grande gueule tellement j'aurais honte ! Et si je m'attaque à un flic et qu'il m'en colle une bonne, j'aurais plutôt intérêt à fermer ma gueule, déjà que je risquerais de ne pas voir renouvelé mon visa et d'être expulsé d'Inde, je lui adresserais mes excuses, ce serait con de se faire expulser pour une connerie, ma connerie, verbalement cela m'est déjà arrivé de m'en prendre vertement à des flics et de faire marche arrière ensuite en me rendant compte que j'avais été trop loin. En Inde vous pouvez tuer votre voisin, vous ne moisirez pas en prison plus de 2 ou 3 ans avec un bon avocat. Par contre, un de mes beaux-frères connaissait un groupe de voyous, un jour ils ont voulu faire sauter un commissariat, ils en ont pris pour 20 ans, on ne touche pas à la police ou aux représentants de l'Etat en Inde.

Mais en France apparemment les choses ne se passent pas de la même manière, ce sera le flic qui aura des comptes à rendre, putain, depuis le temps que je crève d'envie de m'en farcir, je vais rentrer rien que pour me donner ce plaisir. A ben non, merde, je suis Blanc, je l'avais oublié !

Le Monde se fait le porte-parole des Frères musulmans.

Ils auraient incarné le "*progrès*", le " *pouvoir civil*", et s'ils sont devenus violents, ce n'est pas de leur faute, c'est parce que le

régime les aurait agressés, et pour un peu " *leur identité victimaire*" ferait office de légitimité et la boucle est bouclée.

Le Monde qui n'est pas à un faux près ne s'étonne pas que leur "*confrérie*" ait été particulièrement "*discrète lors de la révolution*", en réalité à ce moment-là les Frères musulmans étaient qasi inexistant en Egypte, pour l'année suivante se retrouver aux commandes du pays, Le Monde ne se demandera pas comment une telle ascension a été rendu possible, les dirigeants du journal Le Monde figurent parmi les amis du Qatar et des Etats-Unis, on comprend pourquoi cet article comporte bien des lacunes ou autant d'imprécisions.

- (dans les années 30-40) Persuadés que l'Egypte pourra se débarrasser du colonialisme occidental si la société égyptienne se recentre sur ses valeurs musulmanes, les Frères musulmans entendent islamiser le pays dans une optique de progrès et de renaissance arabe.

Mais l'assassinat, en 1949, du guide suprême Hassan Al-Banna, (...) marque un tournant. Désormais, les Frères optent pour la violence politique, et créent une branche armée secrète et clandestine.

Sous Nasser (...) la répression des Frères est meurtrière : les années 1960 sont sanglantes et marquées par une chasse aux sorcières.

De ces années noires, ils tireront leur identité victimaire. La confrérie, qui entretient le mythe de la persécution, se fixe l'objectif politique de déloger les militaires, et de rétablir le pouvoir civil.

Si la confrérie se montre discrète lors de la révolution qui fait tomber le régime d'Hosni Moubarak, elle parvient à s'imposer comme un acteur politique incontournable. lemonde.fr 20.08

Allahou Akbar et hop un miracle se produit ! Il aura fait long feu le mirage !

A propos d'un article paru sur le site de la radio francophone iranienne d'Etat.

Non la religion ne dictera les rapports entre les sexes et ses codes archaïques ne se substitueront pas à la loi, au droit ou aux valeurs de la République.

Au fait, ils ont dû se raviser, je n'ai jamais reçu le petit cadeau qu'ils devaient m'envoyer, je ne sais pas si vous vous en souvenez, un calendrier, un magazine, une carte postale et un drapeau iranien, ils devaient être mal informés et quelqu'un a dû leur dire que j'étais un véritable communiste, quelle horreur !

- D'après la presse belge, un employé de confession musulmane qui a refusé de serrer la main de sa supérieure s'est vu retirer 5 jours de salaire !

Cette information est à prendre au sérieux, il est dorénavant obligatoire de serrer la main à une femme sous peine de se faire sucrer une partie de son salaire obtenu difficilement.

Ce cas très rare défraie la chronique en Belgique et provoque la colère des défenseurs du principe fondamental d'égalité hommes-femmes, comme si celle-ci était entravée par ce choix personnel et religieux.

Il faut dire que le pauvre employé est mal tombé… Viviane Teitelbaum est depuis février 2010 présidente du Conseil des Femmes Francophones de Belgique, et depuis octobre 2012, présidente du Lobby Européen des Femmes.

En clair, ce travailleur a subi les foudres d'une féministe acharnée.

C'est lors d'une rencontre avec le service "*propreté publique*" que l'échevine Viviane a été choquée par l'attitude d'un ouvrier : "*Quand je suis arrivée devant cette personne, effectivement, elle m'a dit 'je ne peux pas vous serrer la main parce que vous êtes une femme'. Voilà. Je pense que l'égalité homme-femme est quelque-chose qui aujourd'hui est acquis dans la constitution et qu'il faut respecter, quelles que soient ses origines, quelle que soit sa religion, sa tradition*".

L'étendard de l'égalité des sexes est vite dressé et agité à tout bout de champs lorsqu'il s'agit de s'en prendre à un religieux musulman.

Les rapports hommes femmes, notamment au travail, passent avant toute chose par un respect mutuel qui n'est en aucun cas défini par le fait de serrer une main.

Bien au contraire, le fait que cet homme ait refusé de serrer la main de cette femme prouve qu'il respecte la gente féminine en ne se soumettant pas à la norme actuelle, banalisant les contacts entre sexes opposés qui incitent à une proximité malsaine. french.irib.ir 19.08

La question n'est pas celle-ci, lorsqu'on vit dans un pays on se doit de respecter les codes culturels ou les coutumes, les moeurs de ses habitants ou celles et ceux qui sont communément admises.

En Inde, cela ne se fait pas de serrer la main d'une femme, donc je m'abstiens de le faire, sauf si elle me tend la sienne. Les gens enlèvent leurs chaussures avant de rentrer dans une maison, donc j'enlève mes chaussures quand je vais chez quelqu'un et quand un Indien entre chez moi, avant ils enlèvent ses chaussures.

En France, j'avais certains codes de conduite que je n'applique pas avec des Indiens quand je sais que cela peut les choquer, ils sont chez eux et je suis étranger, de plus même si ces codes ne portent pas à conséquences, je sais qu'ils n'ont pas un niveau de conscience suffisamment développé pour les accepter, donc je m'abstiens. Quand je vais manger chez des Indiens qui m'ont invité, je mange avec la main droite, cela m'arrive d'ailleurs chez moi, et quand des Indiens viennent manger chez moi, je ne leur impose pas de manger avec une fourchette, je ne les sors même pas.

Pour revenir à cet article, si la "*norme actuelle*" en Belgique ne plaît pas à ce monsieur et aux islamistes, qu'ils aillent voir ailleurs, c'est ce que je m'applique à moi-même quand parfois je dois me plier à des règles que la "*norme actuelle*" en Inde m'impose, si cela ne me plaît pas que je dégage en France et un Indien aurait raison de me le dire.

ACTUALITE EN TITRES

Amina ne rejoindra pas le NPA

- Amina quitte Femen, accuse le groupe d'islamophobie - 20minutes.fr

La militante tunisienne Amina Sboui, libérée début août après deux mois et demi de détention, a annoncé mardi quitter le groupe féministe Femen qu'elle accuse d'islamophobie et d'avoir un système de financement opaque. 20minutes.fr 20.08

Elle a déclaré qu'elle demeurait féministe et qu'elle était "*anarchiste*".

Quand on repense que le NPA, le FdG, etc. s'étaient retrouvés côte-à-côte avec les Femen...

Vous êtes au chômage : pensez-y !

- Emploi: il faut penser à long terme, selon Michel Sapin - AFP

Il le faut !

- Michel Sapin : "*Il faut une durée de cotisation qui soit plus longue*" - Le Nouvel Observateur

- Retraites: la hausse de la CSG, une "*option qui a sa cohérence*" - AFP

Nouvelle alerte.

- Défaillances d'entreprises: de plus en plus de salaires impayés - L'Expansion.com

- Le propriétaire de la tour "Gherkin" à Londres en faillite - Reuters

- La Grèce confiante sur la réalisation du plan de privatisations - AFP

- Vers un nouveau plan d'aide pour la Grèce ? - Reuters

- La croissance portugaise menacée par les mesures d'austérité - Reuters

- Les monnaies émergentes souffrent de la reprise américaine - AFP

- Inde: la roupie au plus bas, intervention de la banque centrale - AFP

- Le Japon enregistre son plus fort déficit commercial depuis 30 ans - L'Expansion.com

Impunité des banksters. Le crime financier ne paie pas, mon oeil ! Un "***gendarme***" bien intentionné.

- Energie: JPMorgan Chase visé par une nouvelle enquête américaine - AFP

Sans jamais passer par la case prison...

- Etats-Unis: amende de 18 millions de dollars contre un financier - AFP

Un ex-gérant vedette de fonds spéculatifs, Philip Falcone, a accepté de payer une amende de 18 millions de dollars et s'est vu imposer une interdiction d'exercer pendant 5 ans, afin de mettre fin à des poursuites du gendarme boursier américain (SEC).

Le financier américain a gagné des milliards de dollars en 2007 en anticipant la chute du marché hypothécaire aux Etats-Unis.

Il a admis avoir "*commis de multiples actes de mauvaise conduite ayant nui aux investisseurs et interféré avec le fonctionnement normal des marchés d'action*", ajoute la SEC.

Avouons que cela vaut le coup : "*gagner des milliards*" en procédant à des escroqueries et payer une amende de 18 millions de dollars, une bagatelle !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Le procureur militaire a requis lundi une peine minimale de 60 ans de prison contre le soldat Bradley Manning, accusé d'être à l'origine de la divulgation d'une masse d'informations confidentielles dans le cadre de l'affaire WikiLeaks.

"*Il a trahi les Etats-Unis*", a estimé le capitaine Joe Morrow dans ses réquisitions à l'encontre de Bradley Manning, qui comparaît devant une cour martiale. "*Pour cet acte de trahison, il mérite de passer la majorité du restant de sa vie en prison*".

Ce soldat de première classe de l'US Army âgé de 25 ans a été reconnu coupable en juillet de vingt chefs d'inculpation liés à la divulgation de plus de 700.000 dossiers classifiés, de vidéos et de télégrammes diplomatiques confidentiels mis en ligne par la suite par Julian Assange.

Le tribunal n'a toutefois pas retenu contre lui la charge la plus grave d'"*intelligence avec l'ennemi*", passible de la prison à perpétuité sans possibilité de mise en liberté conditionnelle. Reuters 19.08

Tout notre soutien au soldat Manning, il aurait mérité une campagne internationale pour exiger sa libération, mais bon cela fait partie des trucs rangés au musée de l'histoire du mouvement ouvrier internationale, l'internationalisme prolétarien n'est plus qu'un souvenir...

2- Syrie

2.1- Cité par Russia Today, le vice-ministre russe des Affaires étrangères a affirmé que la réunion préparatoire de Genève-2 devrait être organisée, la semaine prochaine, à La Haye, avec la participation des Etats-Unis et de la Russie. «*Cette réunion aura lieu au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères*», a-t-il ajouté. De l'autre côté, certaines sources ont fait part de la participation de Lakhdar Brahimi, envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, à cette rencontre. french.irib.ir 19.08

2.2- En Syrie, un certain nombre de tribus arabes, dans le nord-est, envisagent de mettre sur pied une brigade baptisée « *le martyr Abdel Hannan Matar* »afin de donner la main forte aux Kurdes dans la lutte contre les terroristes.

Des tribus arabes de la ville de Tal Tamar, située en banlieue de Hassaka, ont décidé de former une brigade, baptisée « *le martyr Abdel Hannan Matar* » pour pouvoir se ranger aux côtés des forces populaires kurdes contre les terroristes. Les tribus arabes ont annoncé que ladite brigade serait formée dans le village d'Arbouch, théâtre d'affrontements entre Kurdes et terroristes pour ainsi défendre les zones à peuplement kurde face aux groupes armés. Après avoir eu le vent des agissements des terroristes à Ras Al-Aïn, dont le pillage des maisons des civils, des tribus arabes ont décidé de se ranger aux côtés des combattants contre les terroristes. A noter qu'Abdel Hannan Al-Matar fut le chef d'une tribu arabe qui est tombé en martyre en luttant contre les terroristes. french.irib.ir 20.08

SOCIAL

1- Corée du Sud

Les salariés du constructeur automobile sud-coréen Hyundai Motor ont entamé mardi une grève partielle qui pourrait se durcir s'ils n'obtiennent pas de meilleures conditions de travail et rémunérations.

Quelques 12.000 salariés ont stoppé la production pendant deux heures dans l'après-midi dans l'usine d'assemblage du groupe à Ulsan.

Les syndicats ont précisé que cet arrêt partiel serait réitéré mercredi avant la reprise des discussions avec la direction.

Les syndicats de Hyundai et de sa filiale Kia Motors ont décidé le 14 août par un vote de se mettre en grève, mouvement qui devait débuter après une période légale de médiation de 10 jours.

Entre autres revendications, les syndicats réclament une augmentation du salaire mensuel des ouvriers de 130.500 wons (120 dollars) et également la redistribution aux salariés d'une somme de 2,4 milliards de dollars -- à savoir 30% du bénéfice net annuel du groupe de 2012.

Depuis le 9 mars, les 45.000 ouvriers syndiqués de Hyundai en Corée du Sud refusent par ailleurs de travailler le week-end pour protester contre l'entrée en vigueur d'une nouvelle organisation faisant baisser la rémunération les samedi et dimanche. Hundai a précisé ainsi avoir perdu environ 1.700 milliards de wons entre le 9 mars et le 1er juin. AFP 20.08

2- Afrique du Sud

2.1- Le numéro un mondial du platine, le sud-africain Amplats, a annoncé lundi qu'il prévoyait de supprimer 6.900 emplois à partir de septembre dans ses opérations minières sud-africaines.

"*Le nombre d'emplois opérationnels affectés est environ de 6.000. En plus de cela, environ 900 autres emplois seront affectés*", a indiqué la société dans un communiqué.

Le nombre définif de suppressions d'emplois dépendra, selon Amplats, "*des départs volontaires, retraites anticipées, et redéploiements en interne*".

"*Ce plan a pour objectif de restaurer la rentabilité du groupe afin de garantir son développement sur le long terme et sa compétitivité dans l'industrie mondiale du platine*", précise Amplats.

Les syndicats miniers sud-africains se sont aussitôt opposés au plan, menaçant de recourir à de nouvelles grèves, après celles très dures menées l'an dernier.

Cette décision va à l'encontre d'un accord négocié entre les organisations syndicales et la direction prévoyant seulement 3.000 suppressions d'emplois, a affirmé à l'AFP Lesiba Seshoka, le porte-parole du Syndicat national des mineurs (NUM).

"*Nous sommes choqués par un chiffre aussi important. C'est totalement inacceptable*", a ajouté le responsable du NUM, syndicat proche de l'ANC, le parti au pouvoir.

"*Nous essayons de contrôler la situation... si la société ne renonce pas à son plan, les mineurs se mettront en grève*", a réagi Gadaffi Mdoda, un responsable d'Amcu, autre syndicat minier plus radical.

Le groupe a réalisé en 2012 un perte nette de 1,468 milliard de rands (112 millions d'euros), contre un bénéfice de 3,566 milliards

en 2011.

Anglo American Platinum (Amplats) est une filiale à 80% du conglomérat minier Anglo American qui extrait près de 40% du platine dans le monde. AFP 19.08

2.2- Les 30.000 ouvriers de l'industrie automobile sud-africaine, en grève depuis lundi après l'échec de négociations salariales, veulent durcir leur mouvement qui paralyse la quasi totalité de la production, a annoncé mardi un responsable syndical.

"*La grève se poursuit*" et les responsables syndicaux ont organisé une téléconférence pour discuter des moyens d'"intensifier" la mobilisation, a affirmé à l'AFP Mpumzi Matungo, trésorier du syndicat national de la métallurgie Numsa.

Le syndicat a appelé "*à mener le combat jusqu'aux portes des usines en organisant des marches et des manifestations*".

Les ouvriers réclament une augmentation d'au moins 14% alors que les employeurs ont offert 8% avec effet rétroactif au 1er juillet. C'est ce désaccord qui a déclenché la grève lundi et aucune nouvelle discussion n'a été lancée depuis.

A Port Elizabeth (sud), ville côtière surnommée la "*Détroit de l'Afrique du Sud*", des milliers d'ouvriers ont défilé dans les rues en entonnant des chants révolutionnaires devant les usines de General Motors (GM), Ford et Volkswagen.

Ayanda Madlozi, un des grévistes, a expliqué à l'AFP vouloir "*un salaire qui permette de subvenir aux besoin de (sa) familles, pas des cacahouètes*".

Ils étaient également une centaine, en tee-shirts et bérets rouges, à chanter et danser devant l'usine Ford de Mamelodi, dans la banlieue de Pretoria.

Avec cette grève, l'Afrique du Sud, premier producteur automobile du continent africain, enregistre chaque jour un manque à gagner équivalent à 3.000 voitures soit 600 millions de rands (45 millions d'euros).

"*Le mode de fonctionnement du milieu syndical sud-africain a un effet dévastateur sur l'investissement international et la croissance*", a affirmé Denise van Huyssteen, porte-parole de GM.

L'industrie automobile sud-africaine exporte dans 148 pays, notamment aux Etats-Unis, dans l'Union européenne et dans le reste de l'Afrique, 60% de la production étant destinée à l'étranger. L'automobile contribue à environ 6% du PIB sud-africain et pour 12% aux exportations.

Plusieurs économistes soulignent cependant que la grève ne devrait pas durer, les constructeurs ne souhaitant pas froisser le gouvernement sud-africain qui leur accorde des droits de douane et un système de taxation avantageux.

"*Les constructeurs automobiles devraient tôt au tard accéder aux demandes des ouvriers*", a souligné Loane Sharp, analyste chez Adcorp, une société de services de l'emploi.

Plusieurs des grandes marques mondiales, dont BMW, Ford, General Motors, Renault, Mercedes Benz, Toyota et Volkswagen ont des usines en Afrique du Sud.

L'hiver austral, de juin à août, est traditionnellement l'époque des plus grandes grèves en Afrique du Sud, car c'est à ce moment là que se déroulent les négociations salariales par branche. AFP 20.08

ECONOMIE

1- Suède

Après l'Asie, H&M met le cap sur l'Afrique. Plus précisément, le géant suédois du prêt-à-porter étend son réseau de fournisseurs à l'Ethiopie. "*Des commandes tests ont été passées auprès de fournisseurs locaux qui doivent bâtir des usines d'ici à la fin de l'année*", affirme Le Figaro lundi 19 août. Mais Hennes & Mauritz ne sait pas encore combien de ces fournisseurs seront retenus et quand ces usines seront prêtes.

"*Nous sommes une entreprise vaste et nous cherchons constamment de nouveaux marchés d'achat potentiels pour garantir que nous avons la capacité de livrer les produits dans tous les magasins*", a expliqué une porte-parole du groupe, Camilla Emilsson-

Falk. L'Ethiopie dispose d'un savoir-faire historique dans le textile, le cuir et la chaussure depuis l'invasion italienne en 1935, mais reste l'un des pays les plus pauvres du monde.

"*Cette délocalisation vers les côtes africaines s'explique aussi par la flambée des salaires en Chine*", affirme de son côté Le Figaro. Comme ses concurrents, H&M avait finalement trouvé des usines dans d'autres pays asiatiques, où le salaire mensuel minimum est de 37 dollars. Mais le groupe a été mis en cause au Bangladesh, après que l'effondrement d'un immeuble vétuste abritant des ateliers de fabrication de vêtements a coûté la vie à plus de 1 200 personnes. Francetv info 20.08

37 dollars par mois de salaire, environ 30 euros, mais c'est une ruine pour ces esclavagistes des temps modernes ! La mondialisation, c'est le colonialisme au XXIe siècle.

2- Inde

La roupie indienne a atteint mardi un nouveau plus bas par rapport au dollar.

La monnaie la plus malmenée d'Asie a glissé mardi à 64,13 roupies pour un dollar au cours des échanges du matin

Les déboires de la roupie qui a perdu cette année 17% de sa valeur par rapport au dollar affectent désormais les marchés boursiers.

La Bourse indienne qui a cédé 7% au cours des trois derniers jours a reculé mardi de 1,83%.

Le rendement de l'obligation de référence (dix ans) a atteint 9,23% dans les échanges journaliers, un plus haut depuis cinq ans, ce qui émousse l'appétit pour la dette indienne, des craintes se faisant jour quant à l'économie indienne et à un défaut potentiel.

La baisse de la roupie nourrit l'inflation en relevant le coût de toutes les importations indiennes allant du pétrole aux légumes secs en passant par les grains. AFP 20.08

L'effondrement continue. Demain je vais aller faire un tour à ma banque (d'Etat), histoire de voir si les taux d'intérêt ont monté, si c'est le cas et que la hausse est conséquente, j'annule mes 8 plans d'épargne et je leur demande de m'appliquer le nouveau taux, c'est possible je l'ai déjà fait plusieurs fois en 17 ans, je perds un peu d'argent au moment de l'annulation mais à l'arrivée je gagne davantage, et puis je vais regrouper ces plans d'épargne, Chaque fois que j'ai un peu d'économie j'en ouvre un nouveau voilà pour l'explication. Cela va leur faire un peu de boulot, c'est gratuit pour le client.

Haut de page

Le 22 août 2013

CAUSERIE

Plus le temps de causer, encore une quinzaine de nouveaux articles ce soir ou demain matin, j'ai pris le temps de lire la plupart hier soir.

Juste une réflexion très vite écrite à même l'écran.

Qu'est-ce qui est "*choquant*" ou déplacé, certains diront insupportable, qu'un conducteur ivre et sans permis de conduire refuse de décliner son identité lors d'un contrôle de police ou que les policiers agressés se défendent comme ils peuvent ?

Je me demande comment font les facteurs pour distribuer le courrier dans certains quartiers, comment font les agents de l'EDF et de GDF pour relever les compteurs dans certains quartiers, je me demande comment font les médecins pour se rendre au chevet de leurs patients dans certains quartiers en sachant qu'ils prennent le risque d'être pris à partie, tabassés, dépouillés ou de prendre une balle perdue, ils sont courageux car c'est leur vie qui est en jeu l'air de rien.

On nous dira que tout cela n'est pas normal, la conduite des flics évidemment, merde, qu'est-ce qui est normal dans cette putain de société, hein dites-nous messieurs les gauchistes qui encouragez le communautarisme, l'islamisme radical, la délinquance, l'incivisme, l'absence d'Etat de droit, etc. et finalement le racisme, vous êtes des profs parfois par dessus le marché, mais alors les pires qui soient permettez-moi de vous le dire... Quant aux fouilles merde genre Mediapart qui ne font que du business (lire buzness) finalement, l'affaire Cahuzac montée en épingle, vous allez voir ce que vous allez voir, on a vu effectivement : un flop total qui n'a servi au gouvernement qu'à redorer son blason au moment où il en avait le plus besoin, et je ne parle même pas de la comédie d'un fort mauvais goût sur la dette, pitoyable !

Commentaire d'internaute

1- Merci Mediapart pour ce détail d'importance majeure. Cela change tout puisque c'est le conducteur qui a mordu le policier et pas la passagère. Non mais on croit rêver ! Si le policier avait touché avec sa matraque la tête de celle qui l'empêchait de faire son travail, il n'aurait pas eu besoin d'utiliser la bombe lacrymogène et cela aurait été autant d'économisé pour nos impôts.

2- Les policiers sont agressés et on inverse le problème avec la complicité des médias. Incroyable...

3- J'ai bien regardé la video, je ne vois pas ce qu'il y a de choquant! Si tous les flics faisaient leur travail comme ça, les racailles ne feraient pas la loi dans la rue.

4- La vidéos est choquante du fait de la rébellion violente des interpellés alcoolisés, et il n'y avait que deux policiers. En tous cas les fauteurs de trouble ont été interpellés. La police a fait son travail. On est moins sûr que la justice fera le sien.

Quelle justice ? Quelle justice sociale aussi, mais ne mélangeons pas tout. On y reviendra car c'est très grave ce qui se passe en France.

Ce matin j'ai eu maille à partir avec un Indien de mon âge.

J'étais allé payer mon abonnement à Internet, je faisais tranquillement la queue derrière une dame et autre monsieur, puis quand vint mon tour, cet Indien me passe sous le pif, je demande alors au caissier d'avoir l'amabilité de me servir avant ce monsieur qui venait d'arriver en signifiant à ce dernier d'attendre son tour. Mais c'est qu'il l'a mal pris, il m'a dit que je n'étais pas au bon endroit pour faire la queue, alors qu'il n'y avait que cette dame devant moi, elle attendait un document donc j'étais resté derrière elle au lieu de me glisser à côté d'elle face au caissier, je lui ai répondu qu'il était de mauvaise foi et que c'était ainsi qu'il le veuille ou non.

Je tends mon argent au caissier qui traite ma facture, l'autre reprend de plus belle en haussant le ton, là je me suis énervé et je lui ai balancé que s'il avait une bonne éducation il ne se comporterait pas de la sorte, que j'avais respecté cette dame en attendant mon tour et qu'il devait faire de même, il a insisté en me disant que c'était moi qui avait reçu une mauvaise éducation, chose qu'il ne fallait pas dire, je lui ai alors dit de la fermer ou de se tirer en lui disant que son comportement était celui des gens qui ne respectent rien ni personne. Il a continué, je lui ai balancé qu'avec des abrutis de son genre il était vain de discuter et je suis parti tranquillement et de bonne humeur, car j'avais feint d'être en colère en réalité. Entre temps un autre Indien qui n'avait pas assisté au début de la scène s'est emmêlé en prenant son parti, je lui ai dit aussi de la fermer car ils se ressemblaient, il y avait une vingtaine de personnes dans l'agence, des jeunes uniquement, ils ont observé la scène sans rien dire.

Bordel de merde, chacun à des droits et des devoirs dans la société qu'on soit blanc, noir, jaune ou rouge, pauvre ou riche ou je ne sais quoi, c'est la même chose pour tout le monde, sinon c'est la jungle. Ce monsieur parlait très bien anglais, il portait une chemise à manches longues caractéristiques des fonctionnaires ou des employés ayant un certain statut, du coup ils se croient tout permis, ils en imposent aux autres Indiens qu'ils considèrent inférieurs, comme de la merde en vérité, je les connais par coeur pour les pratiquer depuis 19 ans, avec moi cela ne marche pas ! J'étais à la bourre, il était déjà 13h30 et j'avais encore des courses à faire, il fallait que je casse la croute et j'étais loin d'avoir fini le boulot de la journée.

Ce genre d'incident m'arrive régulièrement, parfois je laisse passer, parfois non.

Pourquoi le Washington Post mettrait-il en difficulté la NSA ? Cela ne colle pas.

Il y a un aspect qui n'a pas été traité dans l'affaire de surveillance illégale opérée par la National Security Agency (NSA) et mérite qu'on s'interroge.

Il est étrange qu'Edward Snowden ait remis des documents au Washington Post qui en a fait état ou publié des extraits, le dernier article en date ou en ma possession date du 16 août, il y a donc 6 jours, alors que l'ex-patron du Washington Post a participé à plusieurs réunions du groupe Bilderberg, et son nouvel acquéreur, le patron d'Amazon a au moins une de ces réunions. Que le Washington Post serve de relais aux attaques contre la NSA ne colle pas avec les intérêts de ses mentors, à moins que...

Il faut préciser que le groupe Bilderberg piloté par le cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes a adopté l'idéologie néolibérale qui ne coïncide pas forcément avec les intérêts des Etats-Unis qu'incarne en principe le président des Etats-Unis.

A moins que le Washington Post alimente cette affaire pour affaiblir l'exécutif et vise Obama déjà embourbé dans plusieurs dossiers, l'Iran, la Syrie et l'Egypte notamment, avec la CIA, le Pentagone et le lobby sioniste sur le dos.

Barton Gellman a précisé dans le numéro du Washington Post du 16 août dernier que "*l'administration Obama n'a fourni presque aucune information publique sur le dossier de conformité de la NSA*", on peut se demander jusqu'à quel point Obama et

ses conseillers étaient informés des activités de la NSA, quand on a en mémoire que G. Bush avait été tenu à l'écart des préparatifs des attentats du 11 septembre 2001 dont il a immédiatement endossé les conséquences, ce qui expliquerait que son discours maladroit ou pratiquement improvisé ait contenu autant de contradictions, ce qu'ont relevé l'ensemble des commentateurs. C'était peut-être un moyen pour le forcer à couvrir la NSA en prévision d'autres couleuvres encore plus grosses à avaler ou une façon délicate de lui rappeler qui gouvernait les Etats-Unis.

Toujours est-il, il a été prouvé que ni l'administration Obama ni le Congrès ne contrôlaient les activités de la NSA, pas plus que celles de la CIA et sans doute du Pentagone. Alors qui dirige vraiment ce pays ? On a donné la réponse plus haut.

Hier j'ai écrit - de mémoire et elle est exécrable - que l'ex-patron et le patron actuel du Washington Post avaient participé à des réunions du groupe Bilderberg et qu'ils n'avaient pas vraiment intérêt à mettre dans l'embarras la NSA aux ordres des banquiers, et que leurs articles poursuivaient une autre fin.

J'ai retrouvé ce matin dans mon disque dur les informations qui confirment leur participation au groupe Bilderberg.

En 2011 et 2013 , Jeff Bezos, fondateur et président d'Amazon.com qui vient de racheter le Washington Post pour quelque 230 millions de dollars.

En 2013, Donald E. Graham, (ex-) président du Washington Post.

Quelques notes de lectures.

Qui jugera le criminel Nicolas Sarkozy ?

- La mort d'un seigneur : Jacques Vergès de Louis Dalmas - 19 août 2013 - mondialisation.ca

Extrait.

Enfin, Vergès ne manquait pas de férocité polémique. Avec son confrère et ami Roland Dumas, au moment de l'agression de Kadhafi menée par le sinistre duo de l'époque, il signe un superbe pamphlet intitulé "*Sarkozy sous BHL*" (Ed. P. G. de Roux), recensé dans notre n° 171 de novembre 2011.

"L'ouvrage des deux avocats est un régal de talent et de compétence. Dès le début, le ton est donné. Président de la République pour sept mois encore, ce sont deux Résistants qui vous écrivent pour vous dire que vous trahissez la France. Vous aimez vous présenter comme l'héritier légitime du général de Gaulle, vous mentez. (…) Et quand vous tentez de donner le change, vous en devenez ridicule. De Gaulle aimait s'entretenir avec Malraux, un écrivain à sa hauteur. Vous croyez l'imiter en vous montrant avec M. Lévy, un mythomane qui se prend pour Lawrence d'Arabie. Lévy d'Arabie, il y a de quoi rire ! C'est lui le vrai responsable de votre politique étrangère, réduisant le ministre à un rôle de phénomène de foire, avaleur de couleuvres. (…) Vous êtes la caricature de ce roi barbare qui répandit la guerre dans le monde d'alors (…) Vous êtes la réincarnation en format réduit d'Attila, le fléau de Dieu, vous êtes Attila le Petit.

On est déjà ravi de voir deux personnalités de cette stature ironiser sur une France devenue république bananière, dirigée par deux guignols de foire : Attila le Petit et Lévy d'Arabie.

Mais nos auteurs vont plus loin que la polémique. Ils dénoncent avec vigueur la nouvelle politique colonialiste de la France, menée au mépris de la légalité internationale. Et Ils justifient minutieusement la plainte déposée contre Sarkozy pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Leur impitoyable réquisitoire est développé sur le double terrain des faits et du droit.

En ce qui concerne les faits, le dossier de l'agression de la Libye est accablant. Londres, Paris et Washington y voient rappelé un véritable récital d'hypocrisie, d'incohérences et de mensonges. La violation du principe de non-ingérence figurant dans la Charte des Nations Unies ; la préparation à l'avance de la guerre à Kadhafi par des entretiens secrets ; les résolutions précipitées du Conseil de sécurité, votées sur la foi de rumeurs sans fondement ; la saisine de la Cour pénale internationale par un pays qui ne l'a pas reconnu (les Etats-Unis) pour des événements imaginaires dans un pays qui ne l'a pas reconnu non plus ; le maquillage moral en intervention humanitaire du bombardement de civils censés être "protégés" contre des exactions inexistantes ; la destruction sans nécessité militaire de tout édifice n'ayant pas d'utilité pétrolière (y compris écoles, quartiers d'habitation, hôpitaux) ; le ravage d'un pays prospère aux indices de civilisation les plus élevés du continent africain ; les massacres racistes et xénophobes perpétrés par les insurgés, provoquant la fuite de centaines de milliers de réfugiés, entre autres. Conclusion : Ces faits constituent des crimes au regard de la légalité internationale et du droit interne français.

(…) La fin de la démonstration est nette et sans appel : En conclusion, compte tenu de l'article 5 de la Constitution, en application de l'article 53-2 de la Constitution et conformément à l'article 689-11 (créé par la loi n° 2010-930 du 9 août 2010) du Code de Procédure pénale, Nicolas Sarkozy, au titre de chef de l'Etat et de chef des armées, peut être poursuivi et jugé par une

juridiction criminelle française pour s'être rendu coupable de l'un des crimes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale, le crime contre l'humanité, en application de la Convention portant Statut de la Cour pénale internationale du 18 juillet 1998, intégré dans le droit interne de la République française."

Un exemple d'une terrible confusion.

- Pour une humanité à visage humain d'Oscar Fortin - mercredi 21 août 2013 - legrandsoir.info

Extrait.

Il y a aussi, avec l'arrivée du pape François, une ère nouvelle qui s'annonce pour l'Église, alliée traditionnelle des forces de l'Empire. Beaucoup d'ingrédients indiquent que cette alliance tire à sa fin.

De fait, l'option pour les pauvres et avec les pauvres qu'il prêche ne pourra fraterniser longtemps avec les forces qui sont à la source d'une grande partie de cette pauvreté. L'appel à la charité dont elle se fait la promotrice pour résoudre les problèmes de pauvreté ne pourra résister longtemps à la nécessité de s'attaquer au système qui en est le germe et la principale cause.

Monsieur Fortin n'a pas compris que le message du pape ne s'adressait pas aux nantis qui n'écoutent pas ses discours ou s'en moquent, mais aux pauvres croyants qui doivent ses paroles et qui sont appelés à faire preuve de charité... envers les riches !

Comment avoir la naïveté de croire, c'est le mot qui convient, que l'Église pourrait cesser d'être l'"*alliée traditionnelle des forces de l'Empire*", après avoir rappelé que Jean-Paul II avait "*reçu la médaille de la liberté des mains de ce G.W. Bush, cet envahisseur d'Irak* " et que Benoit XVI avait célébré "*son anniversaire de naissance dans les jardins de la Maison Blanche en compagnie de plus de 10 000 invités, la plupart engagés dans les guerres criminelles ?*"

A prendre ses désirs (même les plus généreux) pour la réalité on en devient hélas aveugle ! Croire et non savoir induit toujours en erreur.

La dictature mondiale se met tranquillement en place.

- Washington reconnaît que la NSA a intercepté illégalement les e-mails des Américains - 20minutes.fr

Deux mois après les premières révélations d'Edward Snowden, l'administration de Barack Obama a reconnu mercredi que l'Agence nationale de sécurité (NSA) avait violé la loi entre 2008 et 2011 en interceptant illégalement des courriers électroniques d'Américains sans liens avec le terrorisme. 20minutes.fr 21.08

La méthode consiste à reconnaître avoir commis une faute en estimant que les esprits faibles s'en contenteront ou en déduiront qu'ils ne recommenceront plus ou qu'ils ont mis fin à ces activités illégales, alors qu'il n'en est rien. Nous n'extrapolons pas, vous lirez plus loin que Le Point qui n'est pas vraiment un ennemi de l'impérialisme américain le soutient.

L'article suivant du journal Le Monde le confirme également à sa manière, en affirmant que la NSA aurait la possibilité de surveiller au moins les trois quart du trafic sur Internet aux Etats-Unis, alors pour penser qu'elle s'en priverait il faudrait être bien naïf.

- La NSA serait en mesure de surveiller 75 % du trafic sur Internet aux Etats-Unis - Le Monde 21.08

La National Security Agency (NSA) a la capacité de surveiller 75 % du trafic sur Internet aux Etats-Unis, écrit mercredi 21 août le Wall Street Journal. Citant d'actuels et anciens responsables de la NSA, le quotidien souligne que ce chiffre est supérieur à celui qui avait été fourni par les autorités après les révélations d'Edward Snowden sur les programmes de surveillance américains.

Début août, la NSA jurait dans un communiqué de sept pages ne s'intéresser qu'à 1,6 % des données circulant sur Internet, dont seulement 0,025 % est "effectivement sélectionné pour un examen".

"*Autrement dit, si l'environnement mondial des communications était représenté par un terrain de basket classique, la collecte de la NSA équivaudrait à une surface de la taille d'une pièce de 10 cents sur ce terrain*."

Interrogée par Reuters, la NSA a affirmé que sa mission de renseignement "*se concentre sur la lutte contre les ennemis étrangers qui veulent porter atteinte au pays*". "*Nous défendons les Etats-Unis contre de telles menaces tout en travaillant avec acharnement à la protection de la vie privée des Américains. Ce n'est pas l'un ou l'autre. Ce sont les deux à la fois*". Le Monde 21.08

En réalité la véritable menace que l'administration américaine traque, ce sont les millions d'Américains armés jusqu'aux dents et qui

en proie à des difficultés financières ou sociales pourraient un jour se soulever, d'où la tentative infructueuse jusqu'à présent pour les désarmer. Ce sont les nantis qui complotent contre leur propre peuple et l'appauvrisse, le rende malade, leur pourrisse la vie qui craignent qu'un jour il se retourne contre eux.

- Big Brother ou le repli du libéralisme - Lepoint.fr

Les technologies de l'information ne sont pas devenues des outils de surveillance par hasard.

Les promesses embarrassées de Barack Obama ne doivent pas nous abuser. Les États-Unis ne démantèleront pas leur programme de surveillance. Pas plus que les autres pays, démocratiques ou non. Pas davantage qu'on ne supprimera les caméras de vidéosurveillance et les satellites qui enregistrent nos faits et gestes dans les lieux publics. Il nous faut vivre avec une idée étrange : où que nous soyons, nous n'aurons plus jamais la certitude de ne pas être exposés à la surveillance d'un autre. La vie privée a cessé d'exister, de façon subreptice, à mesure que les technologies de l'information ont transformé notre vie quotidienne. Transformation d'autant plus profonde qu'elle a été encouragée par les victimes consentantes que nous sommes : qui donc vivrait aujourd'hui sans téléphone portable ni Internet ?

L'Expansion.comSous l'angle des libertés individuelles, tout cela n'est guère réjouissant. Pourquoi la Chine encourage-t-elle l'explosion des réseaux sociaux et d'Internet, sinon pour mieux surveiller ses citoyens, grâce aux dizaines de milliers de "*cyberpatrouilleurs*" qui ont ainsi une vue imprenable sur le climat politique du pays ? L'affaire Prism constitue un point d'inflexion : chez nous aussi, le contrôle est désormais là, qui fait sentir son étreinte glacée derrière la liberté apparente qu'offrent ces technologies. Au point que nous regarderons bientôt nos téléphones non plus comme les complices de nos libertés, mais comme des mouchards dont il faut se défier. Ne parlons pas trop fort, mon BlackBerry va nous entendre ! Le pire, c'est que tout cela s'est construit sans coup de force. Nous avons nous-mêmes acheté les terminaux de communication pour accéder à ces réseaux qui offrent un potentiel de surveillance dont auraient rêvé les pouvoirs totalitaires du XXe siècle.

La liberté de l'information et celle de la finance marchent l'amble, la mondialisation financière n'est pas autre chose que celle de l'information. (...) Les instruments de liberté individuelle sont devenus des auxiliaires de l'ordre établi...

Dès le début, les outils possédaient une double nature. Si nous n'en avons exploité qu'une, c'est que l'humeur de la société était libérale, avec la montée en puissance des baby-boomers. Deux événements ont transformé l'idéologie dominante. D'abord, la mise en retrait progressive de la génération libérale, atteinte par la limite d'âge, au profit d'une nouvelle classe. Celle-ci semble bien moins contestatrice que son aînée. Ensuite - et surtout -, la crise économique mondiale, qui a changé le rapport de forces entre l'individu et la société, réhabilitant l'action de l'État, suscitant un besoin de protection qui s'est substitué au désir de liberté. Le libéralisme est une idée de beau temps. Les nouvelles technologies, qui servent toujours aveuglément leur maître, la société, seront donc moins libérales. Lepoint.fr 22.08

- Mark Zuckerberg lance un projet pour rendre internet accessible au monde entier - L'Expansion.com

De grands groupes technologiques internationaux (Facebook, Nokia, Ericsson, Samsung, Qualcomm, MediaTek, Opéra) ont lancé mercredi, à l'initiative du fondateur de Facebook, un partenariat mondial pour rendre accessible l'accès à internet aux plus pauvres, selon un communiqué. Ce projet baptisé Internet.org a pour but de réduire drastiquement le coût des services internet de base sur les téléphones mobiles dans les pays en voie de développement. S'ils ne sont pas partenaires à part entière, les réseaux sociaux Twitter et LinkedIn vont aussi collaborer.

"*Tout ce que Facebook a fait jusqu'à présent est de donner aux gens à travers le monde l'opportunité de faire connaissance*", a déclaré Mark Zuckerberg, cité dans le communiqué. "*Il y a de gros freins dans les pays en voie de développement pour se connecter et rejoindre l'économie du savoir. Internet.org est un partenariat global destiné à résoudre ces défis, dont rendre l'accès à internet accessible pour ceux qui ne peuvent pas se l'offrir*", a ajouté le fondateur et principal actionnaire de Facebook.

Aujourd'hui seuls 2,7 milliards de personnes, soit un peu plus d'un tiers de la population mondiale, ont accès à internet, rappelle le communiqué. Et le nombre de nouveaux connectés reste faible chaque année, déplorent les grands groupes partenaires de Internet.org.

"*Le but d'Internet.org est de rendre internet accessible aux deux-tiers de la population mondiale qui n'en disposent pas encore*", souligne le texte. Pour y parvenir, les sept groupes partenaires vont développer des projets communs, partager leurs connaissances et mobiliser industriels et gouvernements. Concrètement, ils veulent simplifier les applications mobiles pour les rendre plus efficaces et améliorer les composants des téléphones et des réseaux afin qu'ils soient plus performants, tout en consommant moins d'énergie. Ils envisagent aussi de développer des smartphones à bas coûts mais de "*haute qualité*" et des partenariats pour déployer largement l'accès à internet à des zones non encore desservies dans le monde.

De nouveaux modèles d'appareils seront fabriqués pour inciter les opérateurs télécoms à prendre part à l'initiative. Les portables intégreront aussi de plus en plus des langues locales.

Le partenariat Internet.org est calqué sur un autre projet déjà mené par Facebook, Open Compute Project, lancé en avril 2011, et visant à démocratiser et améliorer les matériels utilisés dans les "*data centers*" (centres de données), tout en les rendant moins gourmands en énergie. Accueilli avec scepticisme au départ, ce projet a séduit petit à petit les géants de l'industrie informatique.

Cette initiative intervient à un moment clé pour les groupes technologiques : les marchés matures sont saturés et ne présentent donc plus de potentiel de croissance important, alors que les zones pauvres comme l'Afrique, l'Amérique latine et certains pays d'Asie sont des réservoirs de nouveaux clients. L'Expansion.com avec AFP 21.08

C'est fou comme les plus riches de la planète sont des gens merveilleux, généreux et bourrés de bonnes intentions envers les plus pauvres, on les adore, pas vous ?

Vous avez bien lu " *les zones pauvres comme l'Afrique, l'Amérique latine et certains pays d'Asie sont des réservoirs de nouveaux clients*", ces populations n'ont parfois pas de quoi se nourrir mais elles seraient un nouveau marché porteur d'un "" au détriment des "*marchés matures (qui) sont saturés* et amenés à s'appauvrir dans le futur.

Pourquoi tiennent-ils absolument à ce que la planète entière soit connectée à Internet sinon pour mieux contrôler l'ensemble de la population. Quant à leur visée "*démocratique*" déjà employée par G. Bush puis Obama pour justifier la "*lutte contre le terrorisme*", personne n'y accordera le moindre crédit à l'heure où l'impérialisme américain est conspué dans le monde entier. Pas si sûr...

Le contrôle financier de la planète.

Bourses à vendre. Qui va en prendre le contrôle ? Devinez ?

C'est quoi l'enjeu ? Comment vous n'étiez pas au courant, vous ne lisez donc pas la presse ouvrière ? Comment elle n'en dit pas un mot ?

- Trois banques mandatées en vue d'une entrée en Bourse d'Euronext - Reuters

Leur commission sera de quelques millions de dollars mais là n'est pas l'essentiel, une broutille, opération pilotée par JP Morgan, là c'est déjà plus sérieux, toujours dans les bon coups...

- Inter ContinentalExchange (ICE) a mandaté trois banques pour préparer une introduction en Bourse d'Euronext une fois finalisé son rachat de NYSE Euronext, a-t-on appris de trois sources proches du dossier.

ABN Amro ainsi que Société générale et JP Morgan, les conseils existants de la fusion entre ICE et NYSE Euronext, seront coordinateurs de l'IPO d'Euronext, qui est l'opérateur entre autres des Bourses de Paris, Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne, ont ajouté les sources.

ICE a décidé d'introduire Euronext en Bourse lorsqu'il a scellé l'an dernier sa fusion avec NYSE Euronext, à la fois pour financer la transaction, pour amadouer les régulateurs en Europe et pour conserver un profil américain à la future entité, a dit une des sources.

ICE conservera cependant le Liffe, le deuxième marché européen des dérivés apporté par NYSE Euronext lors du mariage.

La valeur d'Euronext est estimée à 1,5 milliard d'euros, ont indiqué les sources, et l'opération est prévue pour le deuxième trimestre 2014.

(L'essentiel ici n'est la valeur d'Euronext mais son contrôle par un opérateur qui aura été désigné par JP Morgan qui fait partie du cartel des banquiers de la FED, on aura compris que derrière cet opérateur se tenaient ces banquiers ou leurs associés. -ndlr)

- En France, les autorités se sont montrées soucieuses d'éviter que l'opérateur de la Bourse de Paris passe sous contrôle étranger étant donné l'enjeu que celle-ci représente en termes de financement de l'économie, et Bercy a lancé une mission sur l'avenir de la place parisienne qui doit rendre ses conclusions à l'automne.

Les banquiers d'affaires s'attendent à une autre phase de consolidation dans le secteur au niveau mondial dans les mois qui viennent, les opérateurs boursiers cherchant à diversifier les activités pour augmenter leurs revenus. Et des acteurs importants comme l'américain Nasdaq et le britannique LSE sont sur les rangs, ont dit les trois sources.

"*L'Europe est pas mal active en ce moment mais on pourrait aussi voir une consolidation au sein de l'Europe de l'Est, en Asie et entre zones géographiques*", a dit l'une d'elles. "*Le jeu est pas mal ouvert.*"

Selon une source différente, les places asiatiques telles que Singapour, Séoul ou Hong Kong pourraient intéresser Nasdaq ou les opérateurs des Bourses de Tokyo et Shanghai. Nasdaq cherche aussi à s'étendre au Moyen-Orient et pourrait être intéressé par la Bourse de Dubaï, a ajouté la même source. Reuters 21.08

Revenons en arrière.

Le 16 août l'AFP a publié un article relatant l'autorisation donnée par le "*gendarme*" boursier américain (SEC) au rachat de l'opérateur boursier NYSE Euronext par son concurrent ICE, dans lequel figurait le fin mot de cette affaire qui apparemment n'a pas entraîné de réactions en chaîne ou fracassantes des médias, et pour cause, cette fusion met fin à "*200 ans d'indépendance de la Bourse de New York, qui a été créée à la fin du 18e siècle et porte le nom de NYSE depuis 1863*", vous pouvez ajouter les autres Bourses concernées, dont celle de Paris, comme vous le voyez, un simple détail disons technique pour l'économie américaine et européenne.

- Le gendarme boursier américain (SEC) a autorisé jeudi le rachat de l'opérateur boursier NYSE Euronext par son concurrent ICE, selon un document boursier publié vendredi sur son site internet.

Ce feu vert fait partie des autorisations nécessaires à la réalisation de cette opération de 8,2 milliards de dollars, qui avait été annoncée en décembre 2012. La Commission européenne, gardienne de la concurrence en Europe, avait notamment donné son aval fin juin.

La fusion va mettre un terme à environ 200 ans d'indépendance de la Bourse de New York, qui a été créée à la fin du 18e siècle et porte le nom de NYSE depuis 1863. AFP 16.08

Comment fonctionne le NYSE et le Nasdaq ?

Le NYSE, c'est la Bourse des grands-papas des banquiers et autres privilégiés dans laquelle des actions sont mises aux enchères avec des offres de ventes et d'achats en direct à main levée, c'est l'image du courtier avec son carnet ou le téléphone à la main.

Au Nasaq, les transactions électroniques sont réalisées presque uniquement par ordinateur à la nanoseconde, transitant par des courtiers, les ordres sont réalisés immédiatement sans passer par une mise aux enchères, les actions peuvent changer de main et de valeur une multitude de fois sans que la plupart des clients et des opérateurs en soient informés, sauf après coup en cas d'incidents graves, les transactions sont opaques pour l'investisseur lambda qui n'a aucun moyen de contrôle.

Le Nasaq est à l'origine de la manipulation électronique des cours et l'instrument des bulles financières.

- Le Nasdaq a été fondée était Gordon S. Macklin, une figure importante dans le domaine des valeurs mobilières à l'époque. Macklin a piloté le système informatisé qui a permis de trading à survenir entre les parties, un monde à part, connecté uniquement par la technologie, et sous sa direction le Nasdaq est devenu le troisième marché boursier dans le monde (le premier depuis, je crois. - ndlr). Macklin, a été membre du Conseil de WorldCom lorsque les irrégularités de comptabilité scandaleux a précipité la faillite de la compagnie. (Qui a commencé le Nasdaq ? - luttmanns.com)

On commence à flairer l'intérêt que représenterait l'acquisition des Bourses de Paris, d'Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne par le Nasdaq.

Qu'est-ce que l'ICE qui a fusionné avec le NYSE Euronext ?

- L'Intercontinental Exchange est également chambres de compensations des marchés de l'énergie, de l'agriculture, des CDS, des contrats d'indices actions et du Forex. L'ICE rend son marché accessible aux participants dans plus de 70 pays à travers son infrastructure technologique et sa plate-forme de négociation.

L'ICE propose aussi des contrats à terme sur le cacao, le coton, le café, l'avoine, le sucre, le canola et le jus d'orange et à Londres (ex-IPE), sur le pétrole (brent, mais aussi WTI), le gaz naturel, l'électricité et les émissions de CO2. trading-school.eu

Quelle est sa spécialité ? La spéculation sur le marché des produits dérivés. Et quelle est la banque qui est en pointe dans ce secteur ? Goldman Sachs qui y consacre quotidiennement 2.500 traders.

Un rappel.

- Avec le Nasdaq ou Francfort, la Bourse de Paris condamnée à un strapontin - lexpress.fr et AFP 01.04.2011

"*A chaque nouvelle consolidation, le rôle de Paris s'amenuise. En cas de rapprochement avec Deutsche Börse ou avec le Nasdaq, elle sera perdante dans les deux cas*", souligne Renaud Murail de chez Barclays Bourse.

"*La Bourse de Paris aura beaucoup moins son mot à dire, ce qui pose une question inquiétante: que reste-t-il de la puissance de frappe de la place financière parisienne au niveau mondial* "', interroge Christian Parisot, économiste chez Aurel.

Dans ce combat, engagé entre pôles financiers de la planète, le premier sang a coulé lors du rachat en 2007 d'Euronext (qui coiffe non seulement la bourse de Paris mais aussi celles d'Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne) par le NYSE.

Depuis, "*le centre de décision n'a jamais été à Paris, mais à New York, malgré les dénégations des dirigeants*", dit sur son blog Georges Ugeux, ancien vice-président de la Bourse de New York.

Paris, qui reste toute de même la quatrième place financière mondiale derrière New York, Londres et Tokyo, accumule plusieurs handicaps. Elle est notamment beaucoup moins attractive que Londres, Genève ou les places asiatiques en termes de rémunération et de fiscalité.

Depuis la crise, Londres est devenue encore plus nécessaire pour les banques d'investissement, entre autres parce que la majorité des "*hedge funds*" (fonds spéculatifs) y sont basés.

Une nouvelle fusion entre opérateurs boursiers ne devrait donc pas changer grand chose.

Cela va certes conduire à "*une nouvelle réduction des effectifs parisiens de NYSE Euronext et à une baisse des volumes de transactions, mais ceux-ci ont déjà été divisés par deux depuis les années 2000*", dit M. Murail.

"*A part cela que reste-t-il encore à perdre* ', ajoute-t-il. lexpress.fr et AFP 01.04.2011

Si le Nasaq appliquait demain les mêmes critères qu'aux Etats-Unis aux Bourses de Paris, Lisbonne, Bruxelles et Amsterdam, combient d'entreprises ne pourraient pas les remplir, devraient fusionner, se recapitaliser, modifier la composition de leur capital ou se retrouver éjectées de la Bourse ou disparaître ?

Critères d'admission au Nasdaq.

Se faire enregistrer auprès de la SEC : remplir le « registration statement »

Offrir un minimum de 1.1 million de titres au public

Le nombre d'actionnaires détenant plus de 100 titres doit être supérieur à 400

L'entreprise doit avoir généré un bénéfice d'au moins 1 million de dollars l'année précédant l'introduction, ou pendant deux des trois années la précédant.

Les titres détenus par le public doivent avoir une valeur minimale de 8 millions de dollars

Le prix par action doit être supérieur à 5 dollars

Il doit y avoir 2 teneurs de marché par titre offert (Les marchés américains - particuliers.lcl.fr)

Et où atterrissent ou par où passent les transactions du Nasdaq ? Par le Tel Aviv Stock Exchange.

Environ 3 200 titres sont inscrits sur le Nasdaq, représentant tous les secteurs de l'industrie et de 35 pays différents. La compagnie qui est chargé de la réalisation des transactions, le Nasdaq OMX, a confié la liste de ses titres au Tel Aviv Stock Exchange, un autre centre de technologie des communications. (Qui a commencé le Nasdaq ? - luttmanns.com)

Etonnant itinéraire ou étonnante trajectoire, non ?

En conclusion, on pourrait se contenter de reproduire ce passage qui résume bien l'enjeu de cette transaction :

"*En France, les autorités se sont montrées soucieuses d'éviter que l'opérateur de la Bourse de Paris passe sous contrôle étranger étant donné l'enjeu que celle-ci représente en termes de financement de l'économie, et Bercy a lancé une mission sur*

l'avenir de la place parisienne qui doit rendre ses conclusions à l'automne.", c'est le financement de l'économie, donc le budget de l'Etat, qui sera encore un plus soumis à la tutelle des marchés financiers, qui échappera au contrôle de ceux qui sont censés représentés les intérêts de la population au profit de l'oligarchie financière, les institutions n'ayant plus aucun pouvoir et donc les travailleurs aucun droit politique.

C'est dans ce cadre-là qu'on va vous appeler à voter en 2014 et les années suivantes. Serez-vous partant pour participer à cette mascarade, vous en faire le complice ?

Au fait, n'allez pas croire que notre ennemi aurait une stratégie en tête depuis des lustres et qu'il s'y tiendrait, qu'il n'avancerait pas tranquillement vers son objectif, il paraîtrait qu'on l'en empêcherait, si, si, puisqu'on vous le dit, on a ici la preuve du contraire une nouvelle fois, mais bon, tout le monde s'en fout alors n'en parlons pas, continuons comme si de rien n'était et qu'on avait rien vu rien entendu...

ACTUALITE EN TITRES

Il ne manquait plus que cela !

- La justice égyptienne ordonne la libération de Moubarak - Reuters

- Libération de Moubarak : «*Une mesure demandée par les Saoudiens*» - LeFigaro.fr

Dégonflés !

- L'UE renonce à réduire fortement son aide à l'Egypte - Reuters

Les Américains affaiblis ont désormais l'opinion publique mondiale contre eux.

- Les Etats-Unis ont rouvert leur ambassade au Yémen - Reuters

- NSA : Washington reconnaît une violation de la loi - Le Nouvel Observateur

- WikiLeaks: Bradley Manning écope de 35 ans de prison - AFP

- Affaire Snowden : Londres accusé de menacer la liberté de la presse - AFP

Goldman Sachs. Just one "***bug***" !

- La SEC examine les ordres de courtage erronés de Goldman Sachs - AFP

Des "*indications d'intérêt de la part de clients ont été transformées en ordres d'achat ou vente*" erronés sur les terminaux informatiques des traders à cause d'un "*bug*", avait expliqué une source au courant de la situation. AFP 21.08

Des traders de Goldman Sachs ont transformé des "*indications d'intérêt*" en décisions fermes et définitives à l'insue de leurs clients, ils appellent cela un "*bug*"! Apparemment l'arnaque était trop grosse pour passer inaperçue et l'autorité américaine des marchés boursiers (SEC) qui est pourtant aux petits soins avec Goldman Sachs a été obligée de réagir, elle doit conserver son semblant d'autorité et d'indépendance qui rassure les investisseurs...

ACTUALITÉ DU JOUR

Syrie, à court d'argument, un coup de bluff cynique.

- Syrie: L'opposition annonce 1.300 morts dans une attaque qui pourrait être au gaz toxique - 20minutes.fr

- Syrie: soupçons d'attaque chimique, réunion d'urgence à l'ONU - AFP

- Syrie : "*Cela ressemble très fortement à une intoxication par un neurotoxique*" - LeMonde.fr

- Paris, Londres et Washington vont saisir l'Onu sur la Syrie - Reuters

L'opposition syrienne a affirmé mercredi que le régime avait tué 1.300 personnes dans une attaque chimique près de Damas mais la Russie, allié de Bachar al-Assad l'a accusée d'avoir monté une provocation.

Même si le régime a catégoriquement démenti avoir utilisé des armes chimiques et que l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a évoqué un bilan d'au moins 136 morts, l'attaque est l'une des plus violentes du conflit et a suscité une vague de condamnations internationales.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a mené mercredi des consultations à huis clos, à la demande de cinq de ses membres (France, Etats-Unis, Royaume-Uni, Luxembourg et Corée du Sud).

Les membres du Conseil de sécurité veulent "*faire la lumière*" sur les accusations d'utilisation d'armes chimiques près de Damas et "*saluent la détermination*" de l'ONU à enquêter, a déclaré sa présidente, l'ambassadrice argentine Maria Cristina Perceval.

Plusieurs experts interrogés par l'AFP se sont montrés prudents. Paula Vanninen, directrice de Verifin, l'Institut finnois pour la vérification de la convention des armes chimiques, a déclaré "*n'être pas totalement convaincue*" qu'il s'agisse d'une attaque au gaz innervant.

"*Les personnes qui aident les victimes ne portent pas de vêtements de protection ni de masques et si c'était le cas, elles auraient été contaminées et victimes des mêmes symptômes*", a-t-elle relevé sur les vidéos.

Pour Gwyn Winfield, directeur du magazine CBRNe Wold, spécialisée dans les armes chimiques, "*il n'existe aucune information indiquant que les médecins ou des infirmières ont succombé, ce qui laisse à penser que ce n'est pas ce que nous considérons comme du gaz sarin militaire, mais pourrait être un gaz sarin dilué*", a-t-il indiqué à l'AFP

Le ministre israélien de la Défense, Moshé Yaalon, a pour sa part affirmé qu'il s'agissait bien d'une attaque chimique et que ce n'était "*pas la première fois*".

Les autorités syriennes ont cependant dénoncé des accusations "*nulles et non avenues et totalement infondées*", selon un communiqué de l'armée lu par un officier à la télévision.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a estimé que "*ces mensonges (...) visent à faire dévier la commission d'enquête de sa mission*".

Le Russie a elle aussi accusé l'opposition d'avoir "*planifié à l'avance une provocation*".

Le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague a cependant espéré que les alliés de M. Assad se "*réveillent*" et "*réalisent sa nature criminelle et barbare*", tandis que le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon se disait "*scandalisé*" et la chancelière allemande Angela Merkel évoquait "*un crime effroyable*". AFP 21.08

1.300 morts dont 1164 ressuscitent, des corps manipulés à mains nues sans protection, et Assad serait assez dingue pour attendre que les inspecteurs de l'ONU soient sur place pour lancer cette attaque au gaz sarin : grotesque manipulation ou intoxication ! L'oeuvre du désespoir des vaincus.

Commentaires d'internautes.

1- Comme c'est curieux !? Juste au moment où les inspections vont commencer, l'armée syrienne utiliserait des armes chimiques? Et après on s'étonne que Bachar ne veule pas des inspecteurs et des journalistes occidentaux en Syrie.Et notre Normal national qui réagit au quart de tour pour demander une enquête et orienter les inspecteurs vers ces cites.

2- Juste sous le nez de l'ONU. Bachar ne voulait pas faire de gros dégats avant, il a attendu la commission de l'ONU exprès pour déclencher l'attaque à gaz. Ca faisait partie de son plan génial, pour se faire lapider par la suite, vu qu'on va également nous apprendre qu'il est masochiste...

3- Intoxication. Bachar ne commettrait pas cette erreur... il sait très bien qu'il y aura enquête. Il y a eu bombardement de la part de l'armée -oui - mais les rebelles ont répandu après du gaz pour l'accuser.

4- Les rebelles capables d'actes de cannibalismes ne seraient pas à ça prêt. Bachar commence à avoir des soutiens intéressants, il ne se tirerai pas une balle dans le pied.

5- Assad à accueillis les pingouins de l'ONU par une démonstration de tir de roquettes de sarrazin, c'est ça oui.

6- Salaud de Bachar, il profite de l'arrivée des inspecteurs de l'ONU pour utiliser ses armes chimiques!

7- Quelle coïncidence ! une attaque - et de grande ampleur - aux armes chimiques, alors que l'Onu , est en Syrie pour enquêter sur leur usage !

8- On sent le désespoir chez les terroristes et tant mieux.

Apparemment le conditionnement des masses ne prend plus, en tout cas en s'y prenant de cette manière-là.

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

Le président du Medef Pierre Gattaz a plaidé mercredi pour une "*vraie réforme structurelle*" des retraites sans "*demi-mesure*", appelant le gouvernement à "*s'attaquer à ce sujet de manière résolue*".

M. Gattaz rappelle les propositions de son organisation: relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 63 ans et allongement de la durée de cotisation à 43 ans en 2020.

Concernant une éventuelle hausse des cotisations qui financent les retraites, il estime que les entreprises ont "*déjà largement participé à l'effort d'équilibre*" et qu'une réforme des retraites "*qui augmenterait les charges des entreprises se ferait donc au détriment de l'emploi*".

Il affirme une nouvelle fois la nécessité d'introduire "*une dose de retraite par capitalisation*" (placements financiers) et juge "*urgent de s'attaquer*" à la convergence des régimes de retraite, au nombre de 35.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault doit rencontrer lundi et mardi les partenaires sociaux pour dévoiler les grandes lignes de son projet de réforme, qui doit être présenté en Conseil des ministres le 18 septembre. AFP 21.08

2- Japon

Quelque 300 tonnes d'eau fortement radioactive ont fui de l'un des réservoirs de stockage de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima, a annoncé mardi le groupe Tepco, opérateur de la centrale.

La fuite annoncée mardi, qui est toujours en cours, est contaminée à un point tel qu'une personne se tenant à 50 centimètres recevrait en une heure une radiation cinq fois supérieure au niveau annuel maximum toléré au Japon pour les employés du secteur nucléaire.

Une telle radioactivité rendrait une personne malade après 10 heures, avec des nausées et une chute du nombre des globules blancs.

Après l'avoir nié pendant des mois, l'opérateur a admis en août que de l'eau contaminée s'échappant des réservoirs souterrains s'écoulait dans l'océan Pacifique.

Tepco, qui a jugé peu probable que la dernière fuite en date atteigne le Pacifique, situé à 500 mètres, a expliqué que les employés chargés de surveiller les réservoirs d'eau contaminée n'avaient pas remarqué la fuite "*à un stade précoce*".

La Corée du Sud a demandé au Japon d'expliquer plus clairement comment il comptait empêcher les eaux contaminées d'atteindre l'océan et les zones de pêche.

"*Ils doivent aussi faire en sorte que les informations soient rendues publiques, à travers le monde, étant donné que c'est la*

première fois dans l'Histoire que les eaux contaminées d'une centrale nucléaire coulent dans l'océan avec cette ampleur", a déclaré le porte-parole du ministère sud-coréen des Affaires étrangères.

Tepco utilise un système de fortune afin de maintenir les barres de combustible à une température suffisamment froide et stable. L'eau utilisée s'écoule ensuite dans des bassins souterrains, qui fuient depuis la catastrophe.

L'excès d'eau hautement contaminée est pompé et entreposé en hauteur dans des réservoirs en acier à l'écart des réacteurs, qui sont situés au bord du Pacifique. Tepco a commencé à installer des réservoirs plus solides, mais la fuite annoncée mardi provient de l'un des précédents modèles, plus fragiles. Reuters 20.08

On est en présence d'une question colossale, d'une gravité exceptionnelle, d'une importance capitale pour la survie de la population et les Japonais restent amorphes, ils sont tellement subordonnés au capitalisme et ignorant à un point tel qu'ils sont incapables de se mobiliser par millions contre le gouvernement, simple constat. Ils peuvent les envoyer à l'abattoir quand ils veulent, ils ne résisteront, c'est terrifiant. Et ils sont loin d'être les seuls dans ce cas dans le monde.

ECONOMIE

1- Inde

Après s'être stabilisée en début de journée, la devise s'est enfoncée, franchissant un nouveau record à la baisse. Elle a atteint 64,60 roupies pour un dollar américain.

La Bourse de Bombay, qui s'était elle aussi rétablie en début de journée après avoir perdu 6% sur les trois dernières séances, a finalement cédé 1,86% à la clôture.

La Banque de réserve indienne (RBI) avait indiqué mardi tard dans la soirée qu'elle allait injecter 80 milliards de roupies (940 millions d'euros) dans le système bancaire en achetant des obligations d'Etat à long terme, afin d'assouplir l'offre de crédits.

"*Il est important de répondre aux risques, pour la stabilité macro-économique, apportés par des déséquilibres extérieurs*", a souligné la RBI dans un communiqué. AFP 21.08

Certaines raisons de l'affaiblissement de la roupie n'ont en effet rien à voir avec l'Inde.

2- Kenya - Chine

À l'occasion de sa visite d'État en Chine, le président kényan Uhuru Kenyatta a conclu avec son homologue chinois, Xi Jinping, un accord d'une valeur de 5 milliards de dollars qui confirme limportance de la présence de la Chine au Kenya, première économie de l'Afrique de l'Est. Cette somme devrait être dépensée dans des projets d'énergie ainsi que dans une ligne ferroviaire qui relierait le port de Mombasa à Malaba, à la frontière avec l'Ouganda. Cette liaison devrait permettre un accès plus rapide du port vers les marchés de biens de la région, au Kenya, mais également en Ouganda, au Rwanda, au Burundi et en RD Congo, d'après le président Uhuru Kenyatta.

Le président chinois a également déclaré le 19 août que la Chine soutenait l'effort d'industrialisation du Kenya ainsi que son projet de mettre en place, à Nairobi une chambre de compensation pour les opérations en yuan. Le pays souhaite devenir un hub financier international.

Alors qu'on accusait la Chine de s'intéresser seulement aux matières premières du continent, Xi Jinping s'était engagé à aider l'Afrique à se développer lors de sa visite en mars dernier. Déjà investi dans de nombreux projets, notamment d'infrastructures, le pays est un acteur important de l'économie kényane et le président chinois envisagerait d'investir dans d'autres secteurs comme l'agroindustrie, la production d'engrais ou encore la technologie, selon le média national Kenya Broadcasting Corporation.

La visite de Kenyatta en Chine fait suite aux promesses qu'il a faites lors des élections présidentielles. Il s'était notamment engagé à collaborer étroitement avec la Chine, après que des élus américains, britanniques et européens avaient annoncé qu'ils limiteraient leurs liens avec le Kenya si Kenyatta était élu, en raison de sa mise en examen à La Haye. Ce dernier ainsi que son vice-président William Ruto sont inculpés par la Cour pénale internationale de crimes contre l'humanité pour avoir organisé les violences postélectorales de 2007 qui avaient fait plus de 1 500 morts.

Le président Kenyatta aurait invité la Chine à investir dans son secteur pétrolier, récemment découvert, dans la production d'électricité ainsi que dans le port de Lamu, au nord de Mombasa. D'une valeur de 25,5 milliards de dollars, le projet de Lamu

prévoit, entre autres, la construction d'une autoroute, d'une voie ferrée ainsi que d'un oléoduc en direction de l'Éthiopie et du Soudan du Sud. french.irib.ir 21.08

Haut de page

Le 23 août 2013

CAUSERIE

Jeudi soir 22h05

J'ai ajouté 24 nouveaux articles. Dans un des articles sur la Syrie les contras ont présenté aux médias une photos qui avait déjà servi en Egypte ! La suite est du même tonneau, à lire évidemment et à faire suivre partout autour de vous. A bas les salafistes sionistes Hollande-Fabius !

Je vais voir si je continue à bosser, à demain et portez-vous bien, j'ai plusieurs débuts de causeries sous le coude, un appel en direction des jeunes et de la population des quartiers déshérités où 50% des jeunes sont au chômage : faites comme en Egypte, descendez dans la rue, sans violence, occupez la place jusqu'à ce que le régime vous entende ou qu'il tombe ! Il n'existe pas d'autre alternative politique immédiate (à suivre).

Vendredi 16h20.

A bâtons rompus, entre nous.

La réflexion de certaines personnes tient d'une expérience livresque, d'autres d'une expérience de la vie, c'est davantage à cette catégorie que j'appartiens, non pas que la lecture de milliers de livres ne m'ait rien apporté, mais comme j'ai une mauvaise mémoire je ne peux guère y faire référence ou à la marge, et pour être tout à fait honnête je préfère m'en abstenir que vouloir me faire passer pour un lettré.

La substance que j'en ai tirée m'a servi de guide et m'a sauvé d'un égarement certain qui me pendait au nez comme tout un chacun, et m'a aidé à passer bien des épreuves en me permettant d'analyser chaque expérience et d'en tirer des enseignements. Voilà comment je me suis forgé.

On dit parfois qu'on lieu de chercher la paille qui obscurcit l'oeil du voisin, on ferait mieux de regarder la poutre qui nous bouche la vue ou quelque chose comme cela. Je l'ai traduit en me disant qu'il valait mieux s'analyser soi-même que de passer son temps à analyser les autres, ce qui sera permis d'envisager quand on se connaîtra suffisamment soi-même pour reconnaître dans les défauts des autres les siens. Du coup on acquiert un détachement vis-à-vis des autres qu'on ne confondra pas avec l'indifférence ou le mépris qui en sont justement l'antithèse, qui nous empêche de les juger.

Maintenant il est vrai que les mots ne traduisent pas forcément cet état de conscience, ils le trahissent même parfois quand on s'avère maladroit à exprimer ce qu'on voulait dire d'une certaine manière et non d'une autre, qui aurait été plus commode mais n'aurait pas produit le même effet, car l'on ne s'exprime jamais sans raison, qu'on en est conscience ou non, d'ailleurs ne dit-on pas parfois que nos paroles ont dépassé notre pensée.

Prenez le bavard que je suis parfois, c'est parce que je suis en mal de compagnie, donc je m'exprime en présence d'un interlocuteur ou d'un auditoire imaginaire, ce n'est pas de la folie mais exactement l'inverse, car si je disais que c'était une thérapie, ce serait admettre que la solitude serait une maladie, or c'est seulement un état d'être ou paraître serait bien futile. On pourrait continuer ainsi longtemps, et rétorquer que même chez un déséquilibré mental chaque activité comporte une utilité et une signification et correspond à un besoin, dont il n'a pas conscience et que le psychanalyste l'aidera à acquérir. Pour revenir à ce que je disais au début, je serais infoutu de vous sortir une citation de Freud ou de Reich dont j'ai étudié les enseignements pendant plusieurs années, mais assurément j'en ai conservé quelque chose qui me sera utile le restant de mes jours.

Hier je vous ai parlé d'un incident que j'ai eu avec un Indien, quelque part je l'ai mis en scène, car j'avais reconnu au premier coup d'oeil dans mon adversaire une personne arrogante ou méprisante, et il se trouve que c'est le genre de personnages que je ne supporte pas et qu'il me plaît de provoquer et de remettre à sa place.

Ce sont généralement des gens médiocres ou présentant une faiblesse psychologique qu'ils ne peuvent pas contrôler et qui explosent ou sont désemparés quand ils se trouvent confronter à une situation inattendue, quand il tombe sur quelqu'un qui leur résiste ou leur tient tête. Ils ne le supportent, s'emportent, se mettent à aboyer comme ce monsieur qui me gueulait littéralement dessus, alors que j'étais demeuré parfaitement calme me contentant seulement d'élever la voix, et il se trouve qu'elle porte, vous vous souvenez peut-être que j'étais destiné à chanter dans les choeurs de l'Opéra de Paris, je n'aboie pas,

je chante !

J'ai parfaitement contrôlé la situation, à un moment donné j'ai bien cru qu'il voulait me frapper le bougre, il était hors de lui, en furie, intérieurement je rigolais, je me serais cru au théâtre à jouer un personnage, c'était cocasse, dommage que je n'ai pas eu un témoin avec moi on aurait bien rigolé par la suite.

Je dois quand même vous avouer que j'avais en tête la situation en France qui me rend malade ou triste. Déjà que la Syrie me donnait des cauchemars, puis vint l'Egypte ou les masses sont divisées et s'affrontent, et maintenant c'est au tour de la France. Vous me direz que ce n'est pas nouveau et qu'il serait temps que je me réveille, vous auriez raison sans doute, je n'en ai pas pris conscience suffisamment rapidement ou je n'ai pas pris conscience à quel degré de décomposition en était arrivée la société, elle pourrit sur place, c'est plutôt mauvais signe entre nous, désolé monsieur Coquema de vous contredire, je ne vois pas l'ombre d'une raison d'être particulièrement optimiste pour la suite, même si nous n'avons pas encore perdu la guerre. Le "encore" pour signifier que c'est une hypothèse qu'il ne faut pas totalement évacuer, hélas, oui hélas ! Il y a tellement de raisons de se morfondre de nos jours qu'on en viendrait à s'apitoyer aux larmes sur le sort d'un malheureux chien qui se ferait écraser par une voiture, d'ailleurs c'est fort triste tellement c'est injuste.

Il nous faut voir les bons côtés de la société dit-on pour la supporter, certes j'entends bien, sinon ce ne serait pas des prisons qu'il faudrait construire mais des asiles psychiatriques ou agrandir les cimentières, mais on remarquera que c'est pour développer le fâcheux penchant d'en oublier un peu trop promptement les mauvais, vous connaissez la parade à cet argument, intarissable : avec ce qu'on en bave quotidiennement, on a bien le droit de souffler un peu ou de penser à autres choses, autrement dit, on est opprimé et exploité, ensuite on est harcelé par nos créanciers ou l'Etat qui nous rackette, et ce n'est pas terminé, on doit encore se taper notre lot d'emmerdements quasi quotidiens, aucun répit ou presque ne nous est accordé, et vous vous voudriez qu'on y consacre encore du temps par dessus le marché, qu'on réfléchisse à notre condition, mais on fait que cela...

Pas vraiment en réalité, c'est confondre la subir et agir pour la changer, d'ailleurs cela ne prouve pas qu'on y comprenne grand chose, si tel n'était pas le cas cela ferait belle lurette qu'on aurait réglé nos problèmes, il faut donc admettre qu'il faudrait consacrer un minimum de temps à y penser, et puis c'est agréable, cela fait du bien d'entrevoir l'espoir de mettre fin à notre cauchemar quotidien, non, c'est mieux que de se bourrer d'antidépresseurs ou de somnifères ? Certains ajouteraient de picoler ou de se défoncer. Et puis de nos jours il existe tellement de moyens à notre disposition pour oublier la réalité et nous distraire, mais aussi pour nous la rappeler, d'ailleurs on pourrait se demander s'ils ne sont pas intimement liés, qu'on n'a pas envie de s'y plonger davantage, on fait notre propre malheur, c'est entendu et n'en parlons plus, à quoi bon s'attarder sur cette question dont on ne détient pas la réponse, la vie est courte vous savez, alors laissons-nous vivre et advienne que pourra, et si un jour la vie devenait vraiment impossible, on aviserait.

Détrompez-vous, vous n'aviserez rien du tout, vous serez encore plus malheureux et vous ne saurez comment y remédier, il ne vous restera plus que vos yeux pour pleurer en prenant les choses de la sorte, d'ailleurs comment pourriez-vous les prendre autrement quand vous avez eu les moyens de le faire et que vous vous y êtes refusé obstinément, c'était chercher les complications inutilement, vous ne pensez pas ? Certains prétendent qu'il suffirait de se retrouver face à une situation donnée pour trouver le moyen d'en sortir, moi j'en connais plutôt qui y ont laissé la vie, si un tel miracle pouvait se produire, dites donc nos amis Grecs seraient déjà sauvés depuis longtemps, sauf que la descente aux enfers continue pour eux. Mais ils réagiront bien un jour, ils vont bien finir par prendre les armes, peut-être, encore faut-il savoir sur qui tirer ou dans quelle direction et non à l'aveuglette, ce n'est pas le genre de choses qui s'improvise voyez-vous, c'est une science, un art ! Rien que cela, mais où avez-vous la tête ? Vous avez raison, j'avais oublié qu'elle vous faisait fâcheusement défaut et que vous vous en portiez bien ainsi. Vous vous moquez. Non je pense à haute voix, excuserez-moi.

Réfléchir à la situation, comprendre comment elle évolue, c'est comme manier un bistouri ou se servir d'un lance-roquettes, cela ne s'apprend pas en claquant des doigts, quand vous versez de l'eau froide dans une casserole avant qu'elle arrive à ébullition il va se passer un certain temps, et si vous vous y prenez à la dernière minute avant de partir à un rendez-vous, soit vous vous passerez de thé, soit vous le boirez tiède, c'est dégueulasse, soit vous le boirez chaud et vous arriverez en retard à votre rendez-vous qui ne vous aura pas attendu. Il arrive qu'on n'arrive en retard à un rendez-vous de l'histoire ou pas préparé et qu'on le loupe, les conséquences en sont généralement catastrophiques et on le paie très très cher, pendant dans de très longues décennies qui n'en finissent pas, nous somme dans ce cas de figure aujourd'hui.

Rien ne sert de courrir, il faut partir à point, même cela on l'a désappris.

La roulette russe en guise d'issue politique, faites vos jeux messieurs dames !

Par le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) - Le 22 août 2013.

- Vidéos « *Une constituante ? Quelles modalités ? Le tirage au sort ?* »

Ouais, c'est ça, le coup de la pochette surprise ! Il fallait au moins être diplômé en économie ou enseigner à l'univesité pour pondre un truc pareil. Non mais, franchement, comment voulez-vous qu'on vous prenne au sérieux ? Dites plutôt que vous êtes paumés

ou que vous ne savez plus où vous en êtes cela vaudra mieux, soyez honnête, car là vous allez passer pour des charlatans.

Vous savez qu'à leur constituante tous les partis pourraient y concourir, imaginez que le numéro gagnant tombe sur un dirigeant du PS, de l'UMP ou du FN, ils auraient l'air malin ! Délirant !

Moi je prends le contre-pied de ces gens-là, l'air de rien il m'arrive de déconner, d'employer un langage léger, mais c'est volontaire, je sais ce que je fais, c'est pour parler très sérieusement de choses sérieuses, et jamais je me fous de mes lecteurs, jamais je ne leur ai sorti ce genre de conneries, excusez-moi mais c'est trop fort, une loterie pour désigner nos représentants, pour décider de notre sort et celui de millions de travailleurs, ils sont tombés sur la tête au M'PEP.

Tenez vous apportez de l'eau à mon moulin, j'ai toujours dit que c'était une tartuferie cette constituante, vous en faites la démonstration. Mais où est la démocratie là-dedans ? Pourquoi ne pas tirer les tarots pendant qu'on y est ou jouer cela sur le zinc d'un bistrot au 421, on croit rêver. Cela sert à cela un bac +7, ah ben merde alors, je n'ai rien perdu ! Vous comprenez peut-être mieux pourquoi les intellectuels m'exaspèrent.

Vous avez lu attentivement les milliers d'articles que j'ai mis en ligne, franchement, il y a des claques ou des coups de règles sur les doigts qui se perdent. Depuis que je mets des articles en ligne, j'ai dû rencontrer, allez ne soyons pas médisant, 3 ou 4 intellectuels, disons 5 sinon après j'aurais des remords, qui ne présentaient pas les caractéristiques des gens bornés, il faut dire que je suis très exigeant, je n'ai peut-être pas un niveau intellectuel très élevé mais j'estime que le leur doit être supérieur au mien, sinon à quoi bon, bref, qui ne sortaient pas une grosse perle à valeur négative, sans leur demander d'être socialistes ou marxistes, on reste dans le domaine de la logique, de la réflexion qui ne comporterait pas une grosse verrue au bout du nez et que son auteur n'aurait pas perçue, et on ne pouvait pas sérieusement leur prêter d'avoir voulu apporter une touche poétique à leur oeuvre, ou alors c'était inconscient et il faudrait leur pardonner, prenons garde de ne pas froisser la confrérie des poètes parmi lesquels on croise parfois de fameux intellectuels de gauche, autrefois, de nos jours je n'en sais rien.

La tendance et une stratégie pour le Moyen-Orient.

Faire son mea-culpa, amende honorable, acte de repentance, s'excusez publiquement, reconnaître un abus ou une erreur qui ne sera jamais volontaire mais le produit d'une indélicatesse individuelle, un cas isolé, une faiblesse inhérente au système et imprévisible qui sera corrigé, on vous le jure la main sur le coeur, en réalité ils ont en tête de mieux le vérouiller pour éviter dans le futur d'éventuelles failles ou fuites qui ternissent leur image, de manière à redorer son blason ou reconquérir la confiance de la population, se faire passer pour un honnête homme ou un véritable démocrate, quite à se contredire ou mentir effrontément dans la foulée, peu importe puisque si peu de gens connaissent la vérité, d'ailleurs toute l'opération sert à leur camoufler le plus longtemps possible afin de mieux continuer de les abuser et le tour est joué.

Leur pire ennemi, la réalité sociale bourrée de contradictions explosives à terme et ceux qui en rendent compte, contradictions qu'ils s'emploient à contrôler comme ils peuvent en sachant qu'ils n'y parviendront peut-être jamais totalement.

Dans son dernier éditorial D. Gluckstein met en relief "*la stratégie du bonneteau*" adoptée par le gouvernement français , la méthode Coué ayant ses limites, à l'heure où il s'apprête à poursuivre son offensive contre toutes les couches d'exploitées, on remarquera qu'il n'est pas le seul à l'avoir adopté de Washington au Caire en passant par Tel-Aviv ou Istanbul dont les dirigeants multiplient les discours contradictoires, les choses ne se passant pas exactement comme ils les avaient prévues ou plutôt se précipitant à un rythme qu'ils peines à suivre, aussi imprévisibles que la réaction du malheureux qui n'a plus rien à perdre et est prêt à tout pour survivre.

Sur la Syrie, ils ont commis une terrible erreur, il est possible de faire chuter un gouvernement, de balayer un chef d'Etat, mais pas de vaincre un peuple uni qui combat pour sa souveraineté contre l'envahisseur ou l'occupant, apparemment ils ont été mal renseigné sur la situation réelle en Syrie, on a envie d'en rire en pensant aux moyens colossaux qu'ils ont déployés pour contrôler la terre entière, ou alors ils avaient déjà oublié les enseignements de la guerre libératrice du Vietnam.

Je mets en ligne dans cette page un article d'une qualité exceptionnelle *Le Sinaï : Base américaine ?* de Nasser Kandil, rédigé le 13 août mais traduit puis publié le 21 août par le portail mondialisation.ca, vous le trouverez aussi au format pdf (Acrobat Reader).

Pour comprendre la situation et son orientation, on ne doit pas seulement prendre en compte la lutte des classes et les contradictions (du capitalisme) qui existent dans un pays sur le plan social et politique, il faut l'analyser à une autre échelle, mondiale, sur le plan économique, sinon on risque de se fourvoyer sur les intentions ou la stratégie de notre ennemi, donc y répondre par une politique inappropriée.

Extrait.

- "*Les discussions vont bon train dans les centres d'études US, les séminaires et ateliers sur le Sinaï et son importance stratégique. Certains chercheurs en arrivent à deux équations possibles qui se résumeraient à dire que la sécurité d'Israël dépend*

du Sinaï non du Golan syrien, et que la sécurité des gazoducs et oléoducs dépend du SinaÏ non de Homs en Syrie. D'autres planchent sur l'importance stratégique comparée entre Al-Qusayr en Syrie et le Sinaï en Égypte et, tenant compte des frontières terrestres et maritimes des deux pays, en arrivent à dire que le Sinaï est stratégiquement plus important que la Syrie.

Habituellement, une telle focalisation des centres de recherche sur un sujet donné n'est pas sans finalité et ne consiste pas à se contenter d'échanger les points de vue, réagir, ou exagérer un événement sécuritaire ou politique ; d'autant plus que les organisateurs de ces workshops sont aussi les décideurs en la matière.

(...)

Cette mainmise des États-Unis sur le Sinaï semble être devenue l'objectif stratégique du moment. À partir de là, il sera possible de compenser la perte des richesses pétrolières et gazières due à leur échec en Syrie. À partir de là, la sécurité d'Israël sera sous leur garde directe ainsi que celle de l'Asie, de l'Afrique et des pays du Golfe qui ne pourra pas échapper à leur vigilance. Ainsi, les États-Unis pourront dire qu'ils sont redéployés mais non vaincus !

Les yeux US sont braqués sur le Sinaï. Faisons-en autant, surtout les Égyptiens et leur Armée, maintenant que la mainmise sur le Sinaï risque de menacer la souveraineté de L'Égypte, laquelle souveraineté exige de se libérer des contraintes unilatérales imposées par « les accords de Camp David »."

Le long passage que je n'ai pas reproduit ici constitue la trame de fond de la stratégie américaine (et israélienne) qui se dessine sous nos yeux, je vous invite vivement à télécharger cet article car il permet de mieux comprendre l'accord passé entre les Américains et les Russes sur la Syrie, au détriment des Chinois et des Européens, les éternels dindons de la farce.

Si effectivement les Américains s'implantaient solidement et en masse dans le Sinaï en prévision de ne plus jamais en partir à une encablure d'Israël, il n'y aurait plus qu'à relier les deux entités pour que le voeu formulé par le sioniste J. Attali de transformer Israël en capitale du gouvernement mondial prenne forme. Comme quoi ils ont de la suite dans les idées.

Maintenant on va suivre attentivement la politique de l'armée égyptienne dont l'existence dépend du financement de l'impérialisme américain, acceptera-t-elle de se placer sous le commandement américain ou d'importantes fissures vont apparaître au sommet de l'appareil militaire qui pourrait faire capoter cette stratégie qui vise également la main mise sur l'Afrique, à suivre. Désormais nous analyserons toutes les déclarations des différents protagonistes (ils sont très nombreux) en ayant en tête cette stratégie. Ce serait une grave erreur de croire qu'ils n'en seraient pas informés, y compris le gouvernement français dont les dernières gesticulations guerrières sur la Syrie sonne comme le chant du cygne.

Le jeu de bonneteau consiste à tenir un discours pour que l'attention de la population se concentre dans une direction, tandis que les choses sérieuses se déroulent ailleurs, autrement dit, cela ne la concerne pas, elle n'a pas son mot à dire, selon la conception de la démocratie de nos gouvernants, elle en sera bien informée assez tôt, de préférence quand elle sera mise devant le fait accompli, comme presque toujours.

Dénoncer ce jeu de bonneteau, c'est bien, il ne concerne pas uniquement le gouvernement français ou les membres du PS, du FdG ou du Medef, les dirigeants des syndicats en ont fait leur spécialité depuis des lustres, et puis il faudrait peut-être aussi en tirer des leçons politiques, rompre avec ces partis, cesser de s'adresser à ses dirigeants, au président de la République, ce que vient encore de faire D. Gluckstein à propos d'Haïti, il ne manque pas une occasion pour pratiquer en réalité un double langage, à différents niveaux, du coup cela passe inaperçu, c'est bien joué, mais nous ne sommes pas dupes. Dire qu'il faut rompre avec les institutions pour immédiatement après s'adresser à Hollande, c'est incohérent, à un moment donné il faut choisir.

En défense de nos droits politiques

L'exercice du droit ou des valeurs républicaines tout comme les principes de la démocratie, les rapports sur lesquels ils reposent et qui les a vu naître sont devenus une entrave insupportable pour le capitalisme en crise et la mise en oeuvre de la stratégie de l'oligarchie financière.

A travers toutes ces affaires que certains classeraient volontiers dans la catégorie des faits divers, ce sont ces valeurs et ces principes qui sont visés par le gouvernement, le ministère de la Justice, la gauche, l'extrême gauche et tout ce que compte de gauchistes ou de parasites s'exprimant en notre nom dans le pays.

Ce n'est ni un fortuit ni anodin, si le traitement de ces faits conduit à l'affaiblissement du droit, donc des rapports sur lesquels il repose, donc de la démocratie, même en lambeau. Leur ouvrage consiste à s'acharner sur ce qu'il en reste au profit de l'arbitraire, du traitement subjectif ou émotionnel des faits totalement déconnecté des faits matériels avérés ou de la réalité, quand dans leur interprétation de la situation vient se greffer des éléments ou facteurs extérieurs qui n'ont rien à voir avec les événements, mais qu'on va s'employer à force de les marteler à présenter comme déterminants ou ayant eu une influence sur le comportement d'une personne afin de l'innocenter, modifiant totalement l'appréciation que le juge et ce qu'on appelle l'opinion

publique sera porté à avoir sur les faits en eux-mêmes qui se trouveront ainsi dévalorisés, cela va plus loin encore, au point d'en perdre la trace, de passer à la trappe, d'occulter l'origine d'un conflit ou d'une polémique.

Vous vous souvenez peut-être l'histoire du compagnon de ma fille qui avait monté une petite boîte de nettoyage et qui avait embauché le frère d'un de ses meilleurs amis qui était un rom devenu sédentaire, son frère rom également ayant besoin d'un emploi et d'une adresse pour obtenir la prolongation de son titre de séjour, ma fille et son compagnon que son cas avait ému l'embauchèrent et lui firent cadeau de 900 euros pour payer la caution de son appartement, ils lui firent des certificats, etc pour qu'ils obtiennent ses papiers et ne soit pas expulsé. Puis vint le jour où il cessa de bosser, garda la voiture de fonction tout en recevant son salaire, mon gendre essaya de le raisonner en vain, il lui adressa un avertissement et menaça de le licencier, ce type l'envoya baladé et le traîna aux prud'hommes. Au tribunal, il débarqua avec sa compagne enceinte jusqu'aux dents accompagné de plusieurs gosses en guenilles, etc. lui et sa compagne flanquée d'une syndialiste de la CGT s'employèrent à émouvoir le jury sur leur situation misérable face à un salaud de patron, un esclavagiste allèrent-ils jusqu'à dire, alors que le compagnon est Réunionnais et aussi noir qu'un Sénégalais, bref, ma fille et son compagnon se sont retrouvés accusés d'avoir abusé de cette personne, alors qu'il leur devait tout, c'est dingue mais c'est ainsi, le jury fut attendri par la comédie jouée par ce type et sa marmaille oubliant les faits.

Au passage je vais dire un mot à ces abrutis de gauchistes et anarchistes qui me sortent par les yeux de la tête, ce n'est certainement pas vous qui iriez donner 900 euros à un rom ou à tout autre personne dans la détresse que vous ne connaissez pas, lui filer un boulot et vous porter caution pour lui, alors fermez-là ou changez de refrain, car en réalité vous êtes les meilleurs alliés de l'extrême droite et du régime.

Autant vous dire que ma fille et son compagnon qui sont d'une honnêteté irréprochable, d'une bonté ou d'une gentillesse désintéressée que l'on rencontre très rarement, ont été terriblement choqués par cette expérience cauchemardesque, car l'affaire a duré plusieurs mois. Tout le monde s'en fout évidemment, et bien pas moi, et pas seulement parce que c'est ma fille, j'aurais exactement la même réaction avec n'importe qui dans une situation semblable, où la victime devient coupable ou est soupçonnée de culpabilité et le coupable blanchi ou reconnu irresponsable de ses actes en vertu de son statut d'immigré qui se situe dorénavant au-dessus des lois, qui fait office de loi. Je peux vous dire qu'en Inde en tant qu'immigré, je ne m'aviserai pas à tester cette "vertu" qui n'a aucune légitimité sous peine d'être expulsé manu militari ou emprisonné sur le champ.

De nos jours quand une personne issue de l'immigration commet un délit sous prétexte qu'elle connaîtrait des difficultés matérielles, financières, sociales ou morales au même titre que le patron voyou qui se dit harcelé par les banques, le fisc, ses employés, les syndicats, son épouse, sa famille et même ses proches, il devrait bénéficier de circonstances atténuantes, de la clémence de la justice, de la tolérance ou de la compassion de la part de la population, qui elle ne cumulerait pas frustrations, humiliations et des difficultés sans nombre au quotidien, les magistrats devraient consentir aux deux extrémités de l'échelle sociale le droit de s'exonérer en partie ou en totalité du devoir de respecter le droit établi que chaque citoyen respecte sous peine d'être poursuivi ou faire preuve d'une compréhension bienveillante quand ils l'enfreignent.

La culpabilité d'une personne qui a été prise en flagrant délit de manquement à la loi fera l'objet d'une manipulation qui servira à légitimer son acte. Comment ? Dès lors que ce délit sera accompagnée d'une provocation qui servira à déclencher une réaction qui viendra entraver l'examen impartial des faits, la justice ou la police s'interdira toute poursuite immédiate, puis cela se traduira par un acquittement ou une peine dérisoire.

Quelques réflexions

Quelques réflexions à creuser que je me suis faites ces derniers jours, le soir en sirotant mon cocktail, moment de détente que je m'accorde avant de manger et qui tient lieu de comité politique, où j'ai l'esprit plus libre que le reste de la journée où je suis trop pris par l'actualité et mon boulot.

1- On revendique davantage de droits et de liberté, c'est normal, naturel, mais il ne faut pas oublier de se poser les questions suivantes : Sous quel régime vivons-nous ? Qui gouverne ? Quelle classe détient le pouvoir ? Dans quelle perspectives faut-il situer ce combat si l'on ne veut pas que la classe dominante en tire davantage de profit ? Quelle orientation politique donner à ce combat ?

On doit le situer dans la perspective politique du renversement du régime incompatible avec l'exercice de ces droits ou de ces libertés, sachant à la fois qu'ils seront sans cesse remis en cause et que le renversement du régime n'aura pas lieu demain matin, aussi pour éviter toute confusion ou de colporter des illusions dans la tête des travailleurs auxquels nous nous adressons, il est de notre devoir de leur tenir ce discours, de préciser que notre combat consiste à se donner les moyens, à préparer les conditions politiques qu'il nous faudra réunir pour à la fois conserver nos droits et en acquérir d'autres ainsi que renverser le régime en place, conditions politiques dans lesquelles figure au premier plan la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire que nous les appelons à rejoindre.

Dans mon brouillon j'avais ajouté qu'il fallait absolument se fixer un objectif politique clair et saisissable par les masses, sachant que seules ses éléments les plus avançés seront susceptibles d'en comprendre la nature exacte et d'être recrutés, ce qui n'est

pas incompatible avec le fait de s'adresser à l'ensemble des travailleurs. Nous partons du principe que notre discours doit intégrer les différents niveaux de conscience des travailleurs, de manières à toucher ceux qui sont prêts à en découdre, qui ne supportent plus le régime en place, qui sont des révolutionnaires inorganisés si l'on veut sans préjuger des couches auxquelles ils appartiennent comme le font tous les partis qui ne sont pas capables d'organiser des milliers d'ouvriers parmi les couches les plus défavorisées. J'ajoutais encore qu'il fallait croire dans les masses, dans le socialisme, c'est la moindre des choses.

2- Vous n'avez pas remarqué que depuis qu'ils ont concocté des lois soit-disant favorisant l'égalité des droits, il y a une recrudescence du racisme, de la xénophobie, de l'homophobie, etc. ? Si j'étais homosexuel, je réfléchirais à deux fois avant de tenir mon compagnon dans mes bras ou de l'embrasser dans la rue sous peine de me faire agresser par un arriéré ou un fanatique de droite, d'extrême droite ou religieux.

3- Quand on écoute un immigré ou une personne issue de l'immigration, attention cela ne concerne que certaines personnes, de par son statut il serait intouchable, que vous critiquiez son manque de civisme et il vous traitera de sale raciste, c'est arrivé à mon ex-épouse qui partage totalement mes convictions politiques.

Mais dites-moi, ne serait-ce pas la même méthode qu'utilisent les sionistes qui vous traitent d'antisémite dès que vous critiquer Israël et la politique raciste de son gouvernement envers les Palestiniens ?

Finalement je pense que Thierry Meyssan doit avoir raison quand il affirme que la politique des Etats-Unis est dictée par le lobby sioniste, j'ajouterai celle du cartel des banquiers de la FED ou groupe Bilderberg dirigé par Rockefeller qui n'est pas juif, mais néolibéral et sioniste.

4- En 2005, lors des émeutes des banlieues en France, je n'avais pas pris la mesure exacte du problème. J'avais été en partie injuste envers le PT qui avait appelé indirectement au respect de l'ordre républicain.

Je dis en partie seulement car en temps que lecteur assidu d'Informations ouvrières à l'époque, depuis 2002, et après avoir soutenu le PT du 11 septembre 2001 à mai 2005, comment aurais-je pu savoir ce qui se passait réellement en France quand ce journal pendant des années n'y avait consacré aucune ligne, pas un mot, ils n'ont pas changé d'attitude depuis, c'est même le seul parti ou la seule formation politique en France qui ne s'est pas exprimé une seule fois en six mois sur le mariage homosexuel par exemple, chaucun a pu le constater.

J'ai été maintenu dans l'ignorance de ce qui se passait en France à l'époque où je n'avais pas de connexion à Internet et aucun rapport avec des gens en France ou très peu. En 2005, le PT était passé par un comité pour s'exprimer, or quand on a une position on se doit de l'assumer totalement, on sort une déclaration ou un communiqué, c'est la moindre des choses.

5- La différence entre moi ou nous car il y a de nombreux militants ou travailleurs qui partagent mes positions, les gauchistes et l'extrême droite, dans la manière de traiter les questions de société ou les rapports sociaux que nous avons évoqués plus haut.

Pour les gauchistes, quoi que fasse un jeune, un immigré ou une personne issue de l'immigration, c'est bien, c'est légitime, il a raison.

Pour l'extrême droite, quoi que fasse un immigré ou une personne issue de l'immigration, c'est mal, c'est répréhensible, illégal, son défaut c'est d'être immigré, d'être musulman, c'est ce qu'il est qui est un crime impardonnable.

Nous, nous faisons la distinction entre les jeunes, les immigrés et les personnes issues de l'immigration qui respectent le droit et les autres citoyens pour faire bref, et les délinquants, les voyous qui ne respectent rien ni personne.

Les permiers (jeunes ou immigrés) partagent notre point de vue, ils rejettent la violence individuelle ou aveugle et s'en remettent à la justice pour traiter les différents qui peuvent intervenir dans la société, justice qui malheureusement est très imparfaite.

Nous nous adressons à eux en priorité sur le plan politique. Quant aux seconds (jeunes ou immigrés) qui malgré tout sont des victimes du capitalisme, nous les appelons à faire preuve de solidarité entre eux pour surmonter cette épreuve difficile, injuste, détestable, on est bien d'accord, en leur disant que nous ne pouvons pas les suivre quand ils s'en prennent à n'importe qui ou à des biens publics sous des prétextes divers.

En luttant ensemble, ils peuvent exiger que l'Etat répare l'injustice monstrueuse qui leur est faite en prenant des mesures immédiates pour améliorer leur situation, mener des actions qui forcera l'Etat à plier et à leur accorder le minimum vital qui leur fait défaut pour vivre dignement, puisqu'il n'est pas capable de vous fournir un travail qui vous permettrait de vivre normalement.

Si l'ensemble de la population descendait dans la rue, jeunes et leurs parents, bloquaient la ville où ils habitent, paralysaient l'activité économique, sans recourir à la violence, de manière organisée et disciplinée, l'Etat se retrouverait en position difficile et obligé d'agir. Au-delà, s'il s'y refusait, on pourrait imaginer que des sit-in comme en Egypte, au niveau d'une commune, puis deux, trois, etc. pour enfin appeler tous les chômeurs et leurs familles à un grand rassemblement sur le Champs de Mars par

exemple, là où il y a la Tour Eiffel, leur mouvement bénéficierait d'une couverture médiatique mondiale, syndicats et partis ouvriers seraient obligés de vous soutenir, qui sait le régime pourrait vaciller, puis tomber.

Y aura-t-il un parti pour reprendre cette idée qui n'a rien d'extravagante, aussi pleine de danger pour le régime qu'en Egypte ou en Tunisie ?

Qu'on ne vienne pas me dire ensuite que j'aurais quelque chose contre les immigrés ou je ne sais quelle couche d'exploités, adressez plutôt ce reproche à ceux qui servent d'aiguillon à l'extrême droite qui se font les fossoyeurs de nos droits et du socialisme, car il est évident que l'immense majorité des masses partagent mes positions que celles des gauches de tous poils.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. "***La droite en avait rêvé, Hollande l'a fait***"

Bravo à Luc Ferry de dire tout haut ce que tous pensent tout bas dans son camp UMP-UDI-PS

- Luc Ferry, ancien ministre de l'Education nationale du gouvernement Raffarin, a estimé jeudi que l'action du président François Hollande allait "*dans le bon sens*" et pouvait "*s'avérer payante*" pour la croissance.

Parmi les "*bonnes choses*" mises en place par le gouvernement socialiste, le philosophe salue dans une interview au Parisien-Aujourd'hui en France "*l'accord sur la flexisécurité*" négocié dans le cadre de l'Accord national interprofessionnel (ANI) en début d'année: "*La droite en avait rêvé, Hollande l'a fait*".

M. Ferry estime également positifs les contrats de génération, "*qui sont ce qui peut se faire de mieux en termes d'emplois aidés*", et la volonté "clairement affichée" du président de "*réduire les déficits publics*". AFP 22.08

Vous vous le saviez avant le 6 mai 2012, n'est-ce pas, l'expérience, le flaire, un minimum de perspicacité, de logique, entre nous, l'UMP et le PS c'est comme cul et chemise, les deux piliers des institutions, nous on a à faire à des bras cassés, des culs-de jatte, des eunuques, des neurasthéniques, des lobotomisés, des manipulateurs, des falsificateurs, des illusionnistes, des aventuriers, des charlatans, qui continuent de colporter selon les cas des illusions dans le capitalisme, les institutions, le PS, les appareils des syndicats qu'ils ménagent, couvrent, pratiquant sans cesse un double langage pour qui sait lire ou n'a pas les oreilles bouchées, pratiquant le non-dit, procédant par syllogismes truqués, "ce qui peut se faire de mieux" pour aboutir à la situation inextricable dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier et le prolétariat, il fallait avoir assurément de l'expérience, du flaire, un minimum de perspicacité, de logique pour parvenir à un résultat aussi médiocre.

Jeu institutionnel en famille.

Jean-Luc Mélenchon se prononce pour des alliances avec les écologistes aux élections municipales du printemps 2014 en France et exclut tout accord avec le Parti socialiste dès le premier tour.

"*Je pense que nous pouvons dès le premier tour faire des listes avec des écologistes dans de très nombreuses villes*", a dit jeudi Jean-Luc Mélenchon sur France 2.

Harlem Désir, le Premier secrétaire du PS, dénonce "*l'opposition systématique*" du coprésident du Parti de gauche et juge l'union "*vitale pour la gauche*".

Si le candidat du Front de gauche à la présidentielle de 2012 exclut toute alliance avec le Parti socialiste dès le premier tour, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, est d'un avis différent.

"*L'objectif doit rester de faire élire des majorités de gauche en rassemblant communistes, Front de gauche, écologistes, socialistes et forces citoyennes pour empêcher droite et extrême droite de conquérir des villes*", dit-il dans un entretien publié jeudi dans Libération.

Le Parti de gauche et le PCF sont les deux principales composantes du Front de gauche, une coalition électorale dont Jean-Luc Mélenchon a porté les couleurs à la présidentielle de 2012.

Le Front de gauche a permis au PCF de stopper son déclin électoral mais les stratégies divergent entre partenaires pour les scrutins locaux car les communistes ont besoin d'accords avec le PS pour conserver leurs bastions électoraux.

Harlem Désir constate que le PCF n'est pas sur la même ligne que Parti de gauche. "*Nous gérons déjà avec les communistes, comme avec les écologistes, toutes les villes, les départements et les régions dirigées par la gauche*", dit-il dans un entretien publié jeudi par Le Monde, daté de vendredi. Reuters 22.08

Vous avez raison de le rappeler, vous gérez au quotidien la société des capitalistes puisque ce sont eux qui vous imposent le budget dont vous disposez, qui vous impose qui aura une HLM et qui restera dans un taudis insalubre (dont mon épouse à Aubagne, mairie PCF), qui aura une place à la crèche et qui n'en aura pas, etc. Vous avez joué le rôle des ONG avant l'heure quoi.

Allez, ils vont bien finir par s'entendre, il y a trop d'intérêts politiques en jeu, pour eux bien sûr.

Inormations ouvrières n° 265 page 4 le confirme.

Extrait.

- Jean-Luc Mélenchon, dans une interview au Journal du dimanche le 18 août minimisait d'avance son désaccord avec le PCF : « *Il y a une divergence, il ne faut pas la dramatiser. De toute façon, cela se décide localement. Pour moi, il faut être autonome pour mobiliser les forces déterminées à donner le coup de balai de la révolution citoyenne et de l'humain d'abord.* »

Le désaccord « *pas dramatique* » dont parle Mélenchon porterait donc sur l'alliance dès le premier tour avec un PS qui « *pratique une politique de droite* ».

Mais qu'en est-il du deuxième tour ?

Mélenchon est un type qui a des principes ou des convictions... à géométrie variable, "*autonomes*", selon qu'il y a des élections ou quelque chose à gratter ou non, sauf en ce qui concerne sa soumission au régime en place, ceci expliquant cela d'ailleurs.

Je ne comprends pas, qu'est-ce que vient faire ici le deuxième tour ? Parce que l'électorat populaire se porterait volontiers sur un candidat du PG ou du PCF plutôt que sur un candidat du PS ? Quel électorat en réalité ? Ira-t-il voter au moins, rien n'est moins sûr. L'électorat populaire ou les masses sont très hétérogènes, pourquoi se déplacerait-il davantage au second tour pour un candidat du PCF ou du PG plutôt qu'un candidat du PS, ce ne serait pas plutôt l'inverse des fois ? Nous appelons au boycott de ces élections, la gestion du régime, ce n'est pas notre truc !

Des récidivistes, comme quoi.. .

- Les banques à nouveau mises à l'amende en Grande-Bretagne - Reuters

L'assureur CPP et 13 grandes banques et sociétés émettrices de cartes de crédit verseront 1,3 milliard de livres (1,5 milliards d'euros) de dédommagements à sept millions de Britanniques auxquels ont été vendus des produits d'assurance litigieux.

Cette annonce faite jeudi par la Financial Conduct Authority (FCA) est une nouvelle pierre dans le jardin des banques britanniques, déjà mises à l'amende pour le même motif.

"*Sept millions de clients qui, globalement, ont souscrit et renouvelé 23 millions de polices d'assurance environ, recevront sous peu un courrier de CPP qui les tiendra informés du déroulement de la procédure*", a dit la FCA.

"*L'implication des banques et des émetteurs de cartes de crédit est le reflet du fait qu'ils ont présentés les produits de CPP à leur clientèle et qu'ils doivent donc partager la responsabilité de mettre les choses au clair.*"

Les banques et émetteurs de cartes de crédit impliqués sont Lloyds Banking Group, Barclays, Canada Square Operations, Capital One, Clydesdale Bank, Home Retail Group Insurance Services, HSBC, MBNA, Morgan Stanley, Nationwide, Santander, Royal Bank of Scotland et Tesco Personal Finance. Reuters 22.08

Cela fait 150 millions d'euros chacune en moyenne, elles s'en remettront, je voulais dire qu'elle remettront cela une troisième fois puisque apparemment cela rapporte plus que l'amende qu'elles ont à payer.

Il en tremble déjà !

- Suisse: procédure contre l'ex-président de la Banque nationale - AFP

Le ministère public de la Confédération helvétique a ouvert une procédure judiciaire contre l'ex-président de la BNS (Banque nationale suisse), Philipp Hildebrand.

M. Hildebrand est aujourd'hui vice-président du conseil d'administration du fonds d'investissement BlackRock. AFP 22.08

C'est à qui Blackrock ?

- Blackrock exerce une grande influence à Wall Street et à Washington D.C. et compte parmi ses actionnaires, les Rothschilds, Élisabeth II du Royaume-Uni, l'homme politique et homme d'affaires américain Al Gore, le baron pétrolier Maurice Strong, Warren Buffet, George Soros et l'homme d'affaires mexicain Carlos Slim. Wikipédia.

M. Hildebrand doit trembler de frayeur à l'idée des proursuites qui l'attendent avec les soutiens qu'ils possèdent !

Quand une agence de notation américaine s'attaquent aux cartel des banquiers de la FED !

Là aussi ces banquiers doivent être pris de panique, les agences de notation sont à leurs ordres... A moins que ce soit pour envoyer un signal, un signe précurseur...

- Etats-Unis: Moody's envisage d'abaisser la note de 4 grandes banques - AFP

L'agence de notation financière Moody's a annoncé jeudi qu'elle envisageait d'abaisser la note de quatre des plus grandes banques américaines en raison d'un moindre soutien financier attendu de la part du gouvernement des Etats-Unis à l'avenir.

Moody's "examine les notes de créances prioritaires et subordonnées des holdings des six plus grandes banques américaines, JPMorgan Chase, Wells Fargo, Goldman Sachs, Morgan Stanley, Bank of America et Citigroup.

Le premier facteur est "*une baisse du soutien (gouvernemental)*" qui pourrait se traduire par une "*plus forte possibilité de défaut*", le second étant "*le potentiel pour un démembrement plus ordonné*" en cas de faillite ainsi que des niveaux de capitaux exigés plus élevés. AFP 22.08

Bon, comment vont-ils orchestrer le prochain krach qui leur permettra de concentrer encore leur pouvoir et de s'enrichir encore plus

Numéro d'équilibriste ou d'illusionniste

Juste en dessous de 50 c'est le "*chos*" ou une catastrophe, juste au dessus de 50, youpi, l'économie mondiale "*repart*" !

- De la Chine à la zone euro, l'économie mondiale repart - Reuters

Mais...

L'économie mondiale est en mal de punch, plombée par des problèmes de dette qui ont semé le chaos dans la zone euro, alors que la Chine doit composer avec une demande moins tentée par ses produits, que ce soit en interne ou internationalement.

La zone euro devrait rester en récession toute l'année 2013, avec un PIB se contractant d'environ 0,5% selon les analystes, mais elle devrait voir le ciel s'éclaircir au second semestre avant de renouer pleinement avec la croissance en 2014, selon la plupart des prévisions économiques.

Sans rire.

L'indice Markit des directeurs d'achats (PMI) est ressorti à 51,7 contre 50,5 en juillet, au plus haut depuis juin 2011. Il a battu toutes les prévisions d'une enquête Reuters qui donnait une médiane à 50,9.

L'indice PMI composite de l'Allemagne a révélé un taux de croissance sans équivalent depuis sept mois. En France toutefois, l'activité a fléchi partout.

Pour la Chine, l'indice PMI manufacturier a inscrit un plus haut de quatre mois de 50,1 contre 47,7 en juillet.

Le niveau de 50 constitue la ligne de démarcation de ces indices entre croissance et contraction économiques.

C'est également un rappel que "*les risques de rechute existent*", souligne Johannes Gareis, de Natixis, alors que les analystes tablent à l'unisson sur une reprise lente et inégale.

Pas de bol...

Les PMI manufacturier et des services français ont été plus faibles que prévu et sont restés inférieurs à 50.

Au-dessus de zéro, c'est fantastique !

Selon Markit, l'indice composite paru jeudi, qui regroupe les secteurs secondaires et tertiaires de la zone euro, laisse présager une croissance de 0,2% à 0,3% durant le trimestre en cours, similaire à ce que donnait une enquête Reuters publiée durant le mois et qui donnait 0,2%.

Tout cela ressemble à un bricolage...

Les anticipations des sociétés de services de la zone euro ont fléchi par rapport à leur pic de 16 mois de juillet et les industriels ont réduit leurs effectifs à un rythme plus soutenu que le mois dernier.

Les usines chinoises ont également comprimé leurs effectifs ce mois-ci, pour cause de ralentissement de la croissance de la deuxième économie mondiale.

Quoi qu'il en soit, tout va bien...

Pour autant, le schéma global tiré des statistiques de jeudi est celui d'une économie mondiale qui s'extirpe du marasme.

Et surtout, surtout en zone euro...

"*Malgré le ralentissement du rythme de réduction des déficits, la politique budgétaire restera un frein à la croissance, en particulier dans les pays les plus fragiles*", souligne Martin Van Vliet d'ING. "*Le niveau du chômage (qui évolue à un niveau record et touche de plein fouet les jeunes, ndlr), les difficultés des marchés du logement et la faiblesse des conditions de crédit pèseront encore sur la demande intérieure dans de nombreux pays de la zone euro*", souligne l'analyste.

Une reprise durable est "*à portée de main*", avait estimé il y a une semaine le commissaire européen en charge des Affaires économiques, Olli Rehn, mais il avait invité la zone euro à ne surtout pas relâcher ses efforts et à "*maintenir le rythme*" des réformes économiques. Reuters et AFP 22.08

La preuve encore...

- La Turquie veut secourir sa devise dans la tourmente - AFP

- Athènes doit poursuivre sur la voie des réformes, dit Asmussen - Reuters

---

ACTUALITE EN TITRES

Très bonne idée.

- UE: l'Islande envisage de renoncer à l'adhésion - AFP

Intox

- Obama promet d'agir face à la "*crise*" du coût des études - AFP

Il va sans doute demander aux banques d'assouplir les conditions d'accès à un crédit d'études ou remonter le montant autorisé...

- 12 ans après le 11-Septembre, la "*menace est toujours là*", estime le patron du FBI - L'Express.fr

Le FBI, la CIA, la NSA, le Pentagone, le CFR, la FED, etc. effectivement la "*menace est toujours là* !

Lequel ?

- Un "*effet cocktail*" en vue pour la croissance française ? - Reuters

La couleur verte de la réaction.

- Fiscalité écologique: Pascal Durand demande de taxer le diesel en urgence - L'Expansion.com

- Le ministre de l'Ecologie annonce le retour de la taxe carbone - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Les Etats-Unis pourraient créer un nouvel Etat à la frontière entre la Hongrie et l'Ukraine afin d'appliquer un contrôle sur les livraisons de gaz en l'Europe, a supposé le colonel Sergueï Razoumovski, des services de renseignement ukrainien.

Après avoir obtenu l'indépendance pour la région de la Transcarpathie en Ukraine, les Etats-Unis pourraient prendre le contrôle d'une partie du gazoduc qui achemine le gaz russe vers l'Europe. La société roumaine SC Evergreen Robusiness SRL pourrait jouer le rôle d'intermédiaire.

Selon M. Razoumovski, des groupes de combattants tchétchènes « sont déjà en train d'être formés près de Vienne afin d'attaquer la Transcarpathie. » french.irib.ir 22.08

1.2- Le soldat américain Bradley Manning, reconnu coupable de la divulgation d'une masse d'informations confidentielles via le site internet WikiLeaks, a été condamné mercredi à 35 ans de prison par une cour martiale à Fort Meade, dans le Maryland.

Il a également été décidé que Bradley Manning serait renvoyé de l'armée pour "*indignité*".

Elizabeth Goitein, codirectrice du programme Liberté et Sécurité nationale au centre Brennan pour la justice, a jugé cependant la peine rendue contre Manning "*sans précédent*".

"*Cela représente plus de 17 fois la peine la plus longue jamais purgée*" pour avoir fourni des informations secrètes aux médias, a-t-elle fait remarquer. "*C'est comparable aux peines prononcées pour espionnage rémunéré par l'ennemi*".

Dans un communiqué lu par son avocat, Bradley Manning a déclaré qu'il avait choisi de divulguer les documents pour des raisons morales.

"*J'ai commencé à m'interroger sur la moralité de ce que nous faisions*", a-t-il déclaré. "*Nous avions oublié notre humanité.*" Reuters 22.08

Liberté pour le soldat Manning, à bas la dictature étasunienne !

2- Tunisie

Le parti islamiste Ennahda, au pouvoir en Tunisie, a donné jeudi son accord de principe à un plan de sortie de crise proposé par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT, la plus grande centrale syndicale du pays), qui prévoit la formation d'un cabinet de transition en vue de nouvelles élections.

Le président d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a déclaré que les négociations entre le pouvoir et l'opposition laïque devraient rapidement se mettre en place pour débloquer la vie politique tunisienne, paralysée depuis près d'un mois.

"*Nous allons très bientôt sortir de cette crise,*" a déclaré à la presse Rached Ghannouchi après un entretien avec Hassine Abassi,

le secrétaire général de l'UGTT. "*Nous acceptons dans son principe l'initiative de l'UGGT pour entamer le dialogue (avec l'opposition)*", a-t-il dit.

Les islamistes au pouvoir comme l'opposition s'accordent pour réclamer de nouvelles élections une fois achevée la rédaction d'une nouvelle Constitution, ce qui pourrait survenir dans les tout prochains mois, mais l'opposition ne fait pas confiance à Ennahda pour organiser un scrutin libre et équitable.

L'opposition a réagi à l'annonce de Rached Ghannouchi en estimant qu'il cherchait à gagner du temps et en réclamant qu'Ennahda abandonne le pouvoir dès maintenant. Dans un communiqué, le parti islamiste a déclaré qu'il resterait jusqu'à ce qu'un consensus soit trouvé sur la tenue d'élections.

"*Ennahda cherche une sortie de crise honorable pour éviter le sort des islamistes en Egypte*", a estimé un commentateur politique, Noureddine Mbarki. "*Cette décision intervient après de nombreuses interventions internationales, de la part de l'Europe en particulier.*"

L'UGTT, qui forte de son million d'adhérents joue les médiateurs entre le pouvoir et ses adversaires, propose la démission de l'actuel gouvernement et la mise en place d'un cabinet intérimaire "*neutre*" afin de préparer de nouvelles élections. Ennahda s'est rangé à cette idée cette semaine après l'avoir rejetée dans un premier temps.

"*La situation dans le pays réclame des sacrifices de la part d'Ennahda*", a déclaré Hassine Abassi à l'issue de sa rencontre avec Rached Ghannouchi. Il avait consulté la veille les partis d'opposition.

"*Ghannouchi a accepté l'initiative de l'UGTT mais il a posé quelques conditions et propositions pour entamer le dialogue que nous allons présenter à l'opposition*", a-t-il ajouté. Reuters 22.08

3- Syrie

Pour fuir Geneve II, Washington, Paris, Londres et leurs poulains, comme un seul homme, d'une seule et d'une même voix, ont réclamé une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'usage présumé d'armes chimiques en Syrie. Elle a commencé mercredi à 21 heures et s'est terminé avec un communiqué appelant les belligérants à cesser les hostilités, tout en précisant que l'utilisation des armes chimiques est une violation du droit international. Oui, des armes chimiques ont été utilisés, mais, pas par l'armée arabe syrienne mais par les terroristes selon les Russes.

Selon Alexandre Loukachevitch, représentant officiel du ministère russe des Affaires étrangères, un missile contenant une substance chimique toxique a été déployé par des rebelles dans la banlieue de Damas. Ce ne sont pas les militaires syriens qui ont tiré. D'ailleurs, la surprise vient du fait que, il n'y a que des civils tués. Où sont donc ces fameux résistants ?

Alexandre Loukachevitch a déclaré: « *Tout cela ressemble sérieusement à une tentative de créer à tout prix un prétexte pour obliger le conseil de sécurité de l'ONU à prendre le parti de l'opposition. Cela ruinerait les chances de convoquer la conférence de Genève alors qu'une rencontre entre les experts américains et russes est prévue pour la préparer* ». french.irib.ir 22.08

4- Israël

4.1- Très significatif! le député de la Knesset et ancien ministre israélien, Benjamin Ben Eleizer s'est réjoui de la libération annoncé de Moubarak :" *j'ai suivi son état et sa situation (de Moubarak) à travers les médias et je suis impatient de le retrouver*".Ben Eleizer connu pour sa longue amitié avec Moubarak a qualifié cette libération de " *parfaitement attendue*".

Avant la chute de Moubarak, Ben Eleizer avait estimé qu'il constituait un véritable étrésor stratégique" pour Israël. "*Je suis conscient à quel point les égyptiens sont impatients de revoir Moubarak à nouveau à la tête de l'Egypte.. C'est vrai qu'il a commis des erreurs mais il ne faut surtout pas oublier des acquis dont il était à l'origine aussi bien pour l'Egypte que pour Israël*". En vertu d'un verdict émis mercredi, Moubarak va être libéré mais il sera assigné à résidence. french.irib.ir 22.08

4.2- Le bouclier antimissile israélien Iron Dome a intercepté jeudi une roquette tirée depuis le Liban, a indiqué l'armée israélienne.

Une roquette a été interceptée par Iron Dome, a déclaré à l'AFP une porte-parole de l'armée, sans donner plus de détails. Une source de la sécurité libanaise a fait état de quatre roquettes tirées du sud du Liban vers Israël. ces roquettes pourront très bien avoir été tirés par les takfiris au service des intérêts sionistes qui cherchent à fournir le prétexte nécessaire au déclenchement de la guerre contre le Liban french.irib.ir 22.08

Haut de page

Le 24 août 2013

CAUSERIE

Je rajouterai des articles ce soir, pas de télé, soirée football sur TV5Monde Asie, qu'est-ce qu'on en a à foutre de Marseille - Valenciennes à l'autre bout du monde ? A croire que les expatriés sont des beaufs ? Bon, tout est possible.

Syrie.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), lire : Observatoire salafiste des droits de l'Homme ou du droit à la barbarie, soutenu par Hollande, Fabius, Cameron, Obama, etc. N'oubliez pas le NPA et le FdG...

Ils ne perdent pas une occasion d'arpenter les allées du pouvoir, sauf pour la Syrie.

Pour le retrait d'Haïti des troupes de la Minustah

Lettre au ministre des Affaires étrangères

"*(...) La souveraineté du peuple et de la nation haïtienne est bafouée. (...)*

Le 28 mai, le Sénat de l'Etat d'Haïti a voté une résolution « réclamant le retrait progressif et ordonné des forces de la Minustah » (voir copie jointe).

La France est partie prenante de la Minustah en Haïti, et l'histoire de nos deux pays sont liées.

La demande du Sénat d'Haïti, comme celle des organisations démocratiques du pays, doit être prise en compte pour le respect de la nation haïtienne, du droit de son peuple et de ses organisations à vivre dans un pays libre, émancipé de toute ingérence extérieure.

Dans ce cadre, monsieur le ministre, nous sollicitons un rendez-vous, si possible dans la deuxième quinzaine de septembre, pour vous exposer les éléments réunis par la conférence du 1er juin.

En vous remerciant de votre attention, nous vous prions d'agréer, monsieur le ministre, l'expression de notre considération."

Signé : Daniel Gluckstein, secrétaire national du POI

Nous sommes sûr que le va-t-en-guerre sioniste Fabius va être très touché par votre initiative et va s'empresser d'y répondre favorablement, si, si le même Fabius pour lequel Schivardi se serait bien désisté s'il avat pris position en faveur de la rupture avec l'UE, pour vous donner une petite idée des illusions qu'ils se trimballent et du niveau atteint par l'opportunisme.

Vous aviez raison monsieur Coquema la IVe Internationale existe, on vient d'en avoir la preuve ! Et dire que dans une semaine ils vont commémorer l'anniversaire de l'assassinat de Trotsky par Staline, mais vous l'assassinez une deuxième fois !

Ce n'est pas "***stupide***", c'est inhumain, barbare tout simplement !

Sur RMC et BFMTV, il a jugé "*stupide*" l'idée défendue par le président de la République, François Hollande, qu'il fallait répondre à l'allongement de la durée de la vie par un allongement de la durée de cotisation nécessaire pour toucher une retraite au taux plein. Reuters 23.08

Faire bosser et cotiser toute sa vie un travailleur qui crèvera peut de temps après avoir pris sa retraite, vous appelez cela comment ?

FED. A la Maison Blanche, la "***loyauté***" et la médiocrité l'emportent.

- Fed : une note embarrasse le favori d'Obama - Le Point.fr

Barack Obama peut-il nommer à la tête de la Fed un homme ayant permis l'existence des produits dérivés financiers ? C'est la question qui se pose alors qu'un journaliste d'investigation américain reconnu a mis en ligne un document qui pourrait bien faire du bruit. Dans une note confidentielle datée de 1997, Timothy Geitner, alors vice-secrétaire du Trésor américain, conseille à Larry Summers, son chef, de prendre contact avec quelques banquiers influents avant le dernier tour de négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui amèneront à la dérégulation financière, révèle Greg Palast sur le site de Vice.

Une preuve, si l'authenticité de ce document est prouvée, que le Trésor a consulté de grands établissements financiers avant de permettre la dérégulation du marché. L'une des conséquences, précise le journaliste, a été la création de produits dérivés, accusés par la suite d'avoir causé le séisme financier de 2008.

"*A la fin des années 1990, les dirigeants du Trésor américain ont secrètement conspiré avec une petite clique de banquiers influents pour réduire en morceaux la régulation financière à travers la planète*", écrit le journaliste. Dans le document apparaissent clairement le nom de cinq établissements : Bank of America, Citibank, Chase Manhattan, Goldman Sachs et Merrill Lynch. L'ancien secrétaire au Trésor donne le nom des banquiers à contacter, ainsi que leurs numéros - vérifiés par le journaliste. Si le contenu de cette note semble avoir déjà été évoqué, sa mise en ligne alors que le président Barack Obama doit bientôt nommer un successeur à Ben Bernanke à la tête de la banque centrale américaine, n'est certainement pas un hasard. Lawrence Summers est opposé à une autre universitaire, Janet Yellen, dans la course à la tête de la banque centrale américaine. Le Point.fr 23.08

Bien lire, ce n'est pas Timothy Geitner qui est un intime d'Henry Kissinger depuis les années 80, un des piliers du groupe Bilderberg, qui est à l'origine de cette attaque contre Larry Summers, mais bien un journaliste d'investigation qui a dégoté une note de sa main datant de 1997.

Lawrence Summers à participer à des réunions du groupe Bilderberg dirigé par les banquiers de la FED en 2008, 2009, 2010, il est donc la voix ou le porte-parole de l'oligarchie financière américaine, on est donc en droit de penser qu'au-delà des contradictions qui existent au sommet de l'Etat américain sur la politique étrangère des Etats-Unis entre différentes factions du capitalisme américain, un bras de fer est également engagé sur sa politique économique, dont la marge de manoeuvre est inexistante du fait du gouffre abîssal de l'endettement américain tous acteurs confondus, hormis le pouvoir sans contrôle que se sont octroyés les banquiers de la FED de faire tourner la planche à billets pour leur propre compte et décider comment la crise du capitalisme devrait évoluer, quant à savoir qui en ferait les frais, nous en connaissons tous la réponse, il suffit d'observer la politique mis en oeuvre par les différents gouvernements en Europe pour avoir la réponse à cette question.

Portrait.

- Lawrence Summers, économiste, représente la branche politique de l'oligarchie financière ou il fait partie des "*initiés*", conseil pour la banque Citigroup et le Nasdaq, autre "*avantage*", il fait partie du "*cercle habituel du pouvoir qui fait le lien entre Wall Street et Washington*".

Le magazine progressiste Mother Jones, qui fournit "*Six raisons pour lesquelles Larry Summers ne devrait pas être le prochain président de la Fed*". En plus de l'épingler pour son "*manque d'expérience au sein d'une banque centrale*", ses commentaires à la limite du sexisme sur le leadership féminin, et ses vues sur le rabotage des dépenses publiques, Mother Jones rappelle certains des faits d'armes peu glorieux de Summers. Secrétaire au Trésor dans les années 1990, il avait jugé "*non nécessaire de réguler les échanges de produits dérivés*", dont le rôle dans la crise des subprimes, en 2008, est largement avéré.

"*En 1999, il a également joué un rôle important pour convaincre le Congrès d'abroger le Glass-Steagall Act (qui oblige les banques à séparer leurs activités de détail et d'investissement)*", souligne le journal, et plus récemment, il s'est opposé à la règle Volcker (cantonnement des activités spéculatives des banques dans une structure dédiée). Son indépendance fait par ailleurs débat : citant un article du Wall Street Journal, Mother Jones évoque ses activités de conseil pour la banque Citigroup et le Nasdaq. Enfin, Larry Summers n'est pas non plus un très bon investisseur, se plaît à souligner le magazine, qui rappelle que lorsqu'il était président de l'université Harvard (2001-2006), il a fait perdre 2 milliards de dollars à l'institution par le biais d'"*un mélange risqué de titres, actions, fonds spéculatifs et investissements en private equity*".

- Janet Yellen, économiste, est vice-présidente du conseil d'administration de la Fed, n'a jamais travaillé pour Citigroup ou Goldman Sachs, autre "*défaut*", elle est "*hautement qualifiée, a le sens du service public et est indépendante de Wall Street*", on a lu à quel point Summers à côté est médiocre, mais les gens médiocres sont utiles comme lampistes à des hautes fonctions tandis que les commanditaires tirent les ficelles et sont tranquillement à l'abri.

Ce que confirme jusqu'à la caricature grotesque mais qui n'est pas sans intérêt Ezra Klein, journaliste et blogueur star des pages "*économie*" du Washington Post (invité régulièrement aux réunions du groupe Bilderberg - ndlr) qui a souligné à quel point l'écho médiatique de Janet Yellen est disproportionné par rapport à ses chances de l'emporter : "*Les supporters clés de Larry Summers sont concentrés dans et autour du gouvernement de Barack Obama, et ne s'expriment pas dans la presse*", "*la campagne pour Larry Summers se fait derrière des portes fermées*", écrit-il. M. Summers est un esprit brillant "*comme on n'en rencontre qu'une fois dans sa vie*", souligne Klein, et se confronter à lui est non seulement "*excitant, mais addictif*". "*La loyauté qui lui est accordée va très au-delà de ce que l'on peut observer en politique", conclut-il, en forme d'avertissement*", extraordinaire quand on a le CV en tête de ce personnage épouvantable, la loyauté est assurément une qualité indiscutable quand on se destine à faire un sale boulot et à en endosser la responsabilité à la place de ses maîtres, il faut dire que le risque demeure limité et relativement bien rémunéré, la médiocrité n'a pas de prix à ce niveau-là.

"*Elle a également réussi, plus que tout autre membre du FOMC (Federal Open Market Committee, organe de la Réserve fédérale),*

à prévoir la trajectoire de court terme d'indicateurs économiques majeurs", écrit un chroniqueur du blog Alphaville, du Financial Times.

Elle a notamment alerté sur le risque de bulle spéculative sur l'immobilier dès 2005, alors qu'elle était présidente de la Federal reserve bank of San Francisco. De plus, ses positions tranchent avec la doctrine anti-inflationniste qui sévit depuis plusieurs années dans les milieux économiques américains, une bonne chose pour le chroniqueur, qui s'étonne aussi des accusations de "*mollesse*", dont Mme Yellen fait l'objet : "*comme si posséder des qualités diplomatiques était une tare, comme si la discrétion était un signe de faiblesse*", ironise-t-il. (source : Le Monde 31.07.13)

En conclusion la FED a également besoin de s'entourer d'économistes de talent dont fait partie Ezra Klein, mais au poste de décision comme c'est souvent le cas au sein des Etats, vaut mieux un individu médiocre, un serviteur docile et loyal qui exécutera tous vos ordres sans broncher, c'est évidemment aussi l'avis d'Obama qui n'est pas plus une lumière que Bush.

Un rappel ou une vidéo et un documentaire.

"*Inside Job*" Director Charles Ferguson: Wall Street Has Turned US (sous-titrage disponible en français)
http://www.youtube.com/watch?v=byD4k-pumMo

Inside Job - Documentaire réalisé en 2010 par Charles Ferguson - telerama.fr

Vous n'avez pas tout compris des tenants et aboutissants de la crise financière de 2008 ? Rassurez-vous, vous n'êtes pas les seuls. Pour nous aider à y voir plus clair, voici Inside Job. Un documentaire détaillé et frondeur signé par un Américain, politologue de formation, Charles Ferguson, déjà remarqué pour son autopsie de la politique américaine en Irak (Irak, de la dictature au chaos). Wall Street n'a donc pas encore muselé tout le monde, et c'est bien le seul point rassurant.

Professeurs d'économie, dirigeants politiques, juristes, lobbyistes, consultants, journalistes, Américains, Européens ou Asiatiques : c'est un défilé impressionnant d'experts qui viennent ici témoigner, apportant leurs éclairages, parfois divergents, sur les différents épisodes politico-financiers ayant mené à ce gouffre vertigineux qui a englouti à ce jour des milliers de milliards de dollars. Le réalisateur refait l'historique, en remontant aux années 1980 de la « révolution Reagan », qui a inauguré cette redoutable dérégulation des marchés, nerf de la guerre. Et en continuant jusqu'aux répercussions récentes en Islande, pays réputé parmi les plus riches et les plus stables du monde, qui a connu un effondrement sans précédent de son système bancaire.

Les hedge funds, les subprimes, la « titrisation », les contrats dérivés... tous ces termes barbares sont expliqués par les intervenants, parfois à l'aide de tableaux, de manière claire. Et palpitante. On suit Inside job comme un thriller. Nerveux, vif. Vu l'aridité et la complexité du sujet, c'est une performance. Qui dit thriller dit figures du mal. Dans le genre, Henry Paulson (ex-secrétaire au Trésor), Larry Summers, Glenn Hubbard sont parfaits. On n'est pas près de les oublier. Agents influents de la dérégulation, ils sont aussi les symboles de l'impunité la plus obscène. Exemple : le plan de sauvetage opéré par Henry Paulson lui-même a permis de renflouer grassement la banque d'investissement Goldman Sachs (dont il est l'ex-pdg !), en liquidant définitivement son concurrent direct, Lehman Brothers, alors en pleine faillite. Quant à l'éminent professeur d'économie Glenn Hubbard, si sûr de son fait qu'il a accepté d'être interviewé, il incarne magnifiquement la collusion inquiétante entre élite intellectuelle et pouvoir financier, les conflits d'intérêts, l'idéologie ultralibérale véhiculée par l'université.

Un documentaire engagé, donc, sans être vraiment partisan - le film dépassant largement le clivage républicain/démocrate. C'est à ce point vrai qu'on est sidéré d'apprendre qu'un bon nombre de partisans de la dérégulation sous la présidence de George W. Bush sont passés entre les gouttes de la moindre contestation, et sont encore en place sous Obama...

En août dernier, Cleveland contre Wall Street, du Suisse Jean-Stéphane Bron, nous avait déjà sérieusement alertés. Plus démonstratif et plus analytique, Inside Job n'en est pas moins pertinent sur le sentiment de fuite en avant généralisée, le déni scandaleux de justice comme de réalité. Inutile de dire qu'on en sort accablé, mais aussi particulièrement remonté.

Commentaire d'internaute

1- " C'est un documentaire serré, méthodique, irrésistible, sur la genèse et les développements du dernier krach financier. Cela n'est pas facile, il faut s'accrocher, mais c'est passionnant. C'est aussi l'occasion d'admirer la plus belle brochette de têtes de noeuds vue depuis longtemps. Au moins, ces gens ressemblent à ce qu'ils sont. Qui ? Les banquiers, les traders, les analystes, les gestionnaires, les journalistes "économiques", les professeurs d'université au service du profit, les politiciens idem, etc. Tous plongés dans l'argent volé à ne plus que savoir en faire, corrompus et corrupteurs, débauchés prétentieux confis dans la cupidité, le pouvoir et le stupre. Riches et puissants, et tellement minables qu'on les dirigerait plutôt vers l'hôpital que vers la prison.

Une séquence croustillante : après avoir entendu un banquier lourdement enrichi au prix d'innombrables ruines jurer qu'il ne recommencera plus et appeler à lui faire confiance, un parlementaire d'une commission d'enquête lui demande si, aux braqueurs de banques qui, après quelques modestes butins en regard du sien, tiennent le même langage, il accorderait sa confiance.

Là encore, bien sûr, on retrouve la machine de guerre du capitalisme étasunien lancée avec la guerre froide, et le dogme néo-libéral porté aux nues. Stade suprême de la culture du profit contre les hommes et toute la biosphère, la dérégulation a été religieusement appliquée par Wall Street et la Maison Blanche, main dans la main. Républicains de Ronald Reagan (ancien propagandiste de la Croisade pour la Liberté, une opération de la jeune CIA) comme démocrates de Clinton, tous ont fait place nette aux pires spéculations et porté les discours économiques les plus toxiques – comme les produits financiers depuis cette époque. Conservateurs et travaillistes anglais, droitistes et socialistes français ont suivi comme un seul homme. Des dizaines de millions d'hommes ont perdu leur travail, leur retraite, leur maison, leur vie. Maintenant, ce sont des Etats détournés depuis longtemps qui, après avoir pris joyeuse part au délire, sont menacés de faillite et croient se sauver en pillant encore plus le bien commun et les pauvres pour augmenter le butin des spéculateurs. Mais, avant l'éclatement des bulles de la sottise financière, ce que ne dit pas le film, c'est combien de communaux, combien d'écosystèmes ont été ravagés avec d'autant plus d'entrain que la finance spéculative grossissait et alimentait les chantiers et les productions les plus débiles ? Ce que ne dit pas le film, c'est à quel point la biosphère a été blessée.

Que sont devenues les oppositions au capitalisme ?

Qu'est-il arrivé au mouvement planétaire qui dénonçait la dérégulation et proposait de tout re-réguler : le mouvement alternatif ?

Il n'y a pas eu de poursuites contre les promoteurs du casse planétaire. Seuls quelques maladroits sont tombés pour les autres. Les penseurs de la dérégulation et ses metteurs en scène caracolent toujours au top. L'équipe d'Obama est persillée de coupables de la période précédente.

Il faudrait compléter l'étude de Charles Ferguson par une investigation équivalente sur la genèse du néo-libéralisme et de la dérégulation. Lui, attribut prioritairement le délire à la cupidité. Il y a autre chose qui, sous un vernis culturel, est de l'ordre de l'abrutissement et du fanatisme.

Le néo-libéralisme et la règle de la dérégulation résultent de la culture amputée de l'intelligence sensible qui relie aux autres et à l'ensemble vivant, la biosphère. Il s'agit de cette idéologie mécaniste purement quantitative et méprisante vis à vis de "la Nature" (l'animal-machine de Descartes, etc.). Un certain développement de ce "mécanisme" est allé jusqu'à nier les relations d'interdépendance et de complémentarité du vivant, ses dynamiques holistiques productrices de plus de diversité, d'intelligence, de sensibilité, etc. Il a pour nom revendiqué avec fierté : la "culture anti-nature". Celle-ci prétend que l'Homme ne se réalise qu'en luttant contre la vie, qu'en s'affranchissant des régulations du vivant. Avec la cupidité, elle est la mère du néo-libéralisme et de sa politique de dérégulation. Déstructurer, défaire les interrelations sociales et écologiques, faire perdre jusqu'à leur mémoire, pour affaiblir les résistances et imposer le pillage impérialiste. La plupart des anti-écologistes sont infectés par la culture anti-nature. En France, nous avons une superbe collection d'anti-nature qui, depuis une trentaine d'années, après avoir organisé le sabotage du mouvement alternatif et sa relégation dans l'oubli, appartiennent aux différents pouvoirs néo-libéraux de droite et de gauche.

Trois décennies de dérégulation des esprits ont fait perdre le sens commun à la plupart, si bien que la confusion profite toujours aux escrocs. Il n'y aura pas de solution aux différentes "crises" financières et écologiques sans identification de la dérive culturelle qui les a générées. "

2- "Film remarquable. Il fait penser à "Mondovino" dans son approche de l'enquêtage (l'art de faire parler les responsables en flattant leur notoriété... suivi du plaisir de les voir s'empêtrer dans leurs justifications, voire de les faire "avouer")

Mais le sujet est autrement plus grave que dans Mondovino.

Et on en sort plus désespéré, en méditant sur le fait que les mêmes agences de notation qui ont été complices de la crise, lui ont malheureusement survécu, plus puissantes que jamais."

A propos de l'Egypte

- Egypte: les pro-Morsi désorganisés et décimés n'ont pas mobilisé - AFP

Ah bon ! J'ai pourtant cru qu'ils étaient des millions et des millions, au point que je me suis demandé si c'était une farce et où ils avaient bien pu passer, comment cela se fait-il que la répression aveugle de l'armée n'ait pas fait des dizaines et des dizaines de milliers de morts, étrange non ? Parfois en politique quand on a rien à proposer, pour le justifier d'une certaine manière ou le faire oublier on extrapole volontiers.

Ah les braves Frères musulmans, tout le monde les aime bien en vérité, surtout quand ils sont en famille, n'est-ce pas ?

- "*Le 14 août, cette même armée organisait un carnage sans précédent contre les partisans du président Morsi installés avec femmes et enfants dans les campements de Rabiya al- Adawiya, Al-Nahda et d'autres points au Caire.*" (Informations ouvrières n°

265 page 16)

Oui, ces barbares hors du temps se sont servis des vieillards, de leurs épouses et de leurs gosses comme boucliers humains face à l'armée, ce sont des monstres qui ont manipulé les couches les plus déshéritées du prolétariat des villes et des campagnes pour les livrer à un massacre qui devrait leur servir de leçon pour rester tranquille dans le futur, c'était le meilleur service qu'ils pouvaient rendre au régime pour faire refluer les masses, rien de telle qu'une sanglante répression.

En réalité l'armée et les Frères musulmans se partagent le sale boulot, l'un monte une provocation, l'autre réprime, et ainsi de suite jusqu'à temps que les masses se résignent à leur sort.

Ce que j'aime bien dans ce genre d'articles ce sont les éléments qui nous sont présentés de telle sorte qu'on serait censé apprendre quelque chose alors qu'en réalité les faits étaient déjà connus et remontaient à une date antérieure, jugez plutôt, les Frères musulmans étaient "bel et bien associés à l'état-major", pardi, c'est Morsi qui a nommé le général al-Sissi ministre de la Défense, on va très loin ainsi.

On append aussi que les masses égyptiennes ne s'étaient pas mobilisées par millions en 2011 puis dernièrement pour faire chuter seulement les dictateurs Moubarak et Morsi et en finir avec le régime (toujours) en place, mais avec le "*régime militaire*", donc avec le pouvoir de l'armée ou l'armée elle-même.

Or, au regard du développement des événements, je ne sais pas ce que vous en pensez, mais je n'ai pas du tout l'impression que cela corresponde au niveau de conscience politique des masses égyptienne, auquel cas elles auraient trouvé la voie de la révolution socialiste et pour le coup elles se seraient débarrassées du régime, des institutions et de l'armée, de la tutelle de Washington, de l'UE et du FMI.

Alors que les derniers développements pourraient servir de prétexte à l'impérialisme américain pour s'installer dans le Sinaï, et en ayant à l'esprit que se sont les Américains qui avaient installé Morsi et les Frères musulmans aux commandes sous la direction de l'armée égyptienne qu'ils financent, tous deux étant liés à l'Etat sioniste, on ne voit pas qui pourrait en Egypte remettre en cause le traité de paix israélo-égyptien de 1979

- "*C'est la crainte de la remise en cause du traité de paix israélo-égyptien de 1979 et de l'étroite coopération entre les militaires des deux pays, notamment dans la péninsule du Sinaï où opèrent des groupes djihadistes, qui affole les dirigeants.*"

Groupes djihadistes qu'ils ont constitué eux-mêmes, entraînent, arment et financent via le Qatar ou l'Arabie saoudite ou d'autres pays du Golfe ou de la région, qu'ils manipulent et qu'ils peuvent neutraliser ou exterminer quand ils le veulent comme on l'a vu au Mali. Mais bon, apparemment il faut que les militants et les travailleurs continuent de croire la version officielle du 11 septembre 2001 et l'histoire rocambolesque de la mort de Ben Laden qui justifie au passage la guerre sans fin contre le terrorisme initiée par Bush au nom de la démocratie puisque les dirigeants du POI y croient toujours. Ils ont oublié que l'argent n'avait pas d'odeur.

Cela fait penser à la mise en scène des médias après la prise d'assaut d'une "*flotille de la paix*" pour Gaza par l'armée israélienne et qui s'était soldés par la mort d'une dizaine deTurcs, à coup de déclarations Erdogan allait rompre les relations de la Turquie avec Israël patati patata, et finalement il n'en a rien été parce qu'ils sont les meilleurs alliés du monde, ce qu'ils ont démontré par la suite en s'attaquant tous deux à la Syrie.

Les wahabbites, salafistes et autres takfiris djihadistes sont des sionistes arabes, ce sont des mercenaires qui sont payés pour accomplir une mission, voilà tout. Quant à ceux qui manifestent une véléité d'indépendance, étant donné que tous ces groupes sont infiltrés par le mossad, la CIA et le MI6, ils peuvent les laisser agir si cela sert leurs intérêts, puis ils les livrent à la justice ou les liquident discrètement. Où est la menace pour l'impérialisme américain dans tout cela, qu'il se produise des bavures, cela arrive, mais ce n'est pas cela qui changera le cours de l'histoire.

Quant aux masses égyptiennes, 30% officiellement sont illettrées, elles demeurent en grande partie arriérées, et la classe moyenne ne vise que la satisfaction de ses besoins immédiats, elle n'a pas été capable jusqu'à présent de concevoir une issue politique en rupture avec la bourgeoisie et même l'armée ou de renouer avec le socialisme.

GMI. A lire, une excellente analyse (et une position) sur l'Egypte que nous partageons entièrement.

Égypte - Dehors la junte militaire ! Pour un parti ouvrier indépendant de toutes les fractions de la bourgeoisie ! - Collectif révolution permanente (GMI en France) - 22 août 2013.

Au moins, il existe une formation politique (GMI en France) qui s'inscrit dans la tradition du marxisme et relève le niveau théorique, merci à eux pour cet article dont on conseille la lecture attentive à tous les militants qui se connectent sur notre portail.

La stratégie du chaos et la dictature en guise de gouvernance.

Le capitalisme est face à une contradiction : répondre aux besoins grandissants des masses qui sont de plus en plus nombreuses à l'échelle mondiale, tout en continuant d'accaparer l'essentiel des richesses produites au profit d'une poignée de privilégiés.

On pourrait très bien imaginer que le chaos auquel nous assistons au Maghreb, au Proche et au Moyen-Orient pourrait préfigurer le nouvel ordre mondial qu'ils projettent d'instaurer, l'armée et des milices privées assurant l'ordre pendant qu'une guerre civile larvée sévirait, des pantins siégeant au niveau des institutions sans réelles pouvoir celui-ci étant transféré à des institutions supranationales régionales connectées à un centre de décision mondiale qui concentrerait tous les pouvoirs, les masses étant dépourvues de droits sociaux et politiques. Schéma qui se déclinerait à différents niveaux selon les régions ou les continents de manière à assurer un équilibre.

Quand on repense aux déclarations d'Obama et Kerry sur l'Egypte, on est en droit de se demander s'il s'agissait de déclarations contradictoires ou d'une partie de jeu de bonneteau pour reprendre le titre du dernier éditorial de D. Gluckstein ou les deux à la fois.

Aux Etats-Unis il y aurait un million de millionnaires en dollars, il existe aussi des riches en milliards de dollars et des hyper riches. Seuls ces derniers et peut-être quelques milliardaires moins fortunés font partie du premier cercle qui gouverne de fait les Etats-Unis ou concentre un pouvoir pouvant influer sa politique. Les centres de décisions les plus importants comme le FBI, la CIA, la NSA, le Pentagone, la FED, Wall Street, le Congrès et la Chambre des Représentants, le gouvernement et l'administration fédérale subissent des pressions de ces différentes couches de nantis, chacune voulant préserver ses privilèges et s'enrichir davantage, obtenir davantage de pouvoir encore, ainsi la politique économique et la politique étrangère des Etats-Unis se retrouve sans cesse tiraillée entre ces deux courants du capitalisme américain, les décisions, mesures ou lois que ces organismes ou institutions peuvent être amenées à prendre auront des répercussions sur leur richesse et leur pouvoir respectif, le reste leur importe peu.

L'oligarchie financière qui regroupe les banquiers et les plus riches pourraient voir un intérêt politique ou géopolitique à déclencher un chaos généralisé au Moyen-Orient, mais certains millionnaires qui se situent en dessous pourraient y perdre des plumes et même se retrouver ruinés et préfèreraient qu'une autre politique moins aventureuse et qui garantisse leurs revenus soit mise en oeuvre.

ACTUALITE EN TITRES

Vous avez dit "***jeu de bonneteau***" ?

- "*Pas de nouveaux impôts*" durant le quinquennat, selon Le Roux - Le Nouvel Observateur

- Vallaud-Belkacem: la taxe carbone n'est pas un nouvel impôt - AFP

- Philippe Martin annonce le retour de la taxe carbone - 20minutes.fr -

- Fabius au Proche-Orient pour évoquer le processus de paix - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Conditionnement des masses. Houra, les "***Français***" plébiscitent la politique réactionnaire de Sarkozy !

Et ce n'est pas un canular, juste une grossière manipulation ou une vaste entreprise de conditionnement des esprits, l'oeuvre du désespoir, comme en Syrie avec le gaz sarin soi-disant employé par le régime.

- Une majorité de Français contre un inventaire du quinquennat Sarkozy - L'Express.fr

Au total 77% ne jugent pas utile l'inventaire du mandat de Sarkozy qui finalement aurait été excellent, au point de se demander comment il se fait qu'il n'a pas été réélu !

-54% des personnes interrogées jugent "*pas justifié du tout*" (23%) ou "*plutôt pas justifié*" (31%) ce débat sur la précédente présidence.

- L'interdiction du voile intégral est plébiscitée (87% pour, 12% contre)
- Le service minimum dans les transports (78% pour)
- Les peines plancher pour récidivistes (78%)
- La baisse de la TVA dans la restauration (69% pour),
- La défiscalisation des heures supplémentaires (68% pour, 32% contre).
- La retraite à 62 ans (58% d'approbation)
- L'autonomie des universités (81% à droite, 50% à gauche)
- Le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (51% contre 49%)

Bref, Sarkozy nous manque !

Boycott des médias et des instituts de sondage !

Dommage qu'on ne puisse pas en faire autant avec le régime !

- Juppé appelle à s'affranchir des blocages de l'Onu sur la Syrie - Reuters

"*Je sais que le respect de la légalité internationale, c'est-à-dire l'autorisation dudit Conseil préalablement à tout emploi de la force, est un principe de base de notre diplomatie*", écrit le maire UMP de Bordeaux sur son blog.

"*Mais il n'est pas besoin d'invoquer Antigone pour se souvenir qu'il existe des lois non écrites qui l'emportent sur le droit positif. Il faut donc aujourd'hui s'affranchir des blocages onusiens et aider militairement la résistance syrienne*", ajoute-t-il.

France. La "***reprise***", la "***croissance***" approche...

- Entreprise cherche (jeune) travailleur gratuit - L'Express.fr

Profitant d'un vivier de candidats prêts à tout pour enrichir leur CV, certaines entreprises n'hésitent pas à leur proposer de travailler gratuitement ou presque. Des prestations bénévoles aux stages non-payés, les jeunes forment une cible de choix. Les arguments varient peu: "*Ce sera l'occasion de valoriser vos talents*", "*Nous vous citerions dans notre communication*", "*Nos moyens sont nuls mais nous devrions pouvoir donner une contrepartie au fil du temps*". La requête, elle aussi, est à peu près identique à celle-ci: "*Je cherche quelqu'un qui pourrait travailler rapidement, et surtout gratuitement*".

Depuis un an, le site web "*Ca te fera de la pub*" compile le pire des "*propositions de travail honteuses*" - prestations gratuites ou payées trois fois rien- reçues par des candidats à l'embauche, des travailleurs indépendants, ou glanées sur les réseaux sociaux (comme ci-dessous). Toutes émanent d'entreprises, d'associations ou de particuliers qui disent n'avoir à offrir au prestataire que de la "*visibilité*". Ou une somme dérisoire, bien en deçà des tarifs de la profession, comme ces musiciens à la recherche d'un vidéaste, "*prêts à dépenser un peu d'argent si cela est vraiment nécessaire*". L'Express.fr 23.08

Si on tente un commentaire, je sens qu'on va devenir vulgaire et violent...

Les esclavagistes passent à l'offensive. Fainéants ces jeunes , trop "***exigeants***" en terme de salaire et conditions de travail

- Italie: vif débat sur les emplois "*boudés*" par les jeunes chômeurs - AFP

Les esclavagistes passent à l'offensive. Fainéants ces jeunes , trop "*exigeants*" en terme de salaire et conditions de travailPlombée par un chômage record dépassant les 39,1% chez les jeunes actifs, l'Italie peine à faire concorder offre et demande sur le marché de l'emploi, alimentant de vifs débats.

Il n'en fallait pas beaucoup plus pour déclencher une polémique, dans une Italie à fleur de peau, engluée dans la récession depuis près de deux ans et déprimée par un chômage en hausse, atteignant déjà 12% au niveau national.

Giovanni Pagotto, gérant d'Arredo Plast Spa, qui fournit des produits plastiques à la chaîne suédoise Ikea, emploie une main d'oeuvre à 90% immigrée car il dit manquer de candidatures "*autochtones*".

Interrogé par l'AFP, il pense que les travailleurs italiens sont moins enclins à se plier aux contraintes horaires et à la pénibilité que les travailleurs étrangers recrutés à travers les agences d'intérim. (Chouette les négriers se goinfrent et les tiers-mondistes

sont satisfaits ! - ndlr)

"*Je ne crois pas une seconde à cette histoire*", s'insurge une jeune femme anonyme du Frioul (nord) sur le site du Corriere della Sera, assurant que "des milliers de jeunes au chômage envoient des CV sans recevoir de réponse". "*Quand j'ai perdu mon travail il y a quelques années, j'ai du bosser comme éboueuse, accrochée derrière les camions poubelles*", poursuit-elle indignée.

Pour certains jeunes blogueurs des sites du Fatto Quotidiano et Linkiesta, les cris d'alarme comme ceux de M. Pagotto ne sont autre que le fruit d'une propagande "*anti-crise*" orchestrée par des politiciens en panne de solutions.

Régulièrement, des centres d'études et autres organisations professionnelles font pourtant état de pénuries de main d'oeuvre. Ainsi 150.000 emplois -couturier, boulanger, menuisier- seraient "*snobbés par les Italiens*", selon un rapport de la fondation Studi Consulenti.

De même, il manquerait 6.000 "*pizzaiolos*" dans le pays natal de la "*margherita*", contraignant les gérants des 50.000 pizzérias italiennes à se tourner vers de la main d'oeuvre étrangère, selon la FIPE, une branche de Confcommercio. (Pizzaiolo = horaire infernal, station debout pendant des heures et salaire misérable. - ndlr)

Des jeunes trop exigeants?

Les jeunes Italiens serait-ils trop "choosy" -trop difficiles- comme l'avait assuré Elsa Fornero, ministre du Travail du gouvernement de Mario Monti, s'attirant les foudres de toute une génération de jeunes diplômés?

"*Il est vrai que les jeunes générations ont des attentes trop élevées concernant leur avenir professionnel*", confirme partiellement à l'AFP Daniele Marini, directeur de la fondation Nord Est, un observatoire socio-économique. Mais "*il ne faut pas généraliser*", tempère ce professeur, reconnaissant que le désintérêt des jeunes générations pour les professions manuelles "*ne relève pas de leur seule responsabilité*". (Qui dévalorise les professions manuels ? - ndlr)

"*A la télévision et dans les journaux, le travail est toujours illustré par des ouvriers travaillant sur des chaînes de montage, comme si on était encore au XIXe siècle!*" remarque le chercheur.

En outre, un système scolaire mal organisé en termes d'orientation professionnelle "*ne permet pas de préparer les jeunes aux métiers d'avenir*", relève Daniele Marini. (Si au moins on pouvait dissuader les jeunes de faire des études, on n'en serait pas là CQFD. - ndlr)

Une étude d'Union Camere publiée cette semaine montre que la pénurie ne touche pas que les métiers manuels. L'Italie manque aussi d'économistes, de managers, d'ingénieurs, de mathématiciens et de commerciaux, selon cette Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture. Pour 12% des postes offerts dans ces secteurs, les candidats sont "*introuvables*". AFP 23.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne dirige une station d'écoute secrète au Moyen-Orient pour intercepter une vaste quantité d'appels téléphoniques et de courriels qu'elle partage avec les agences de renseignements américaines, révèle vendredi le quotidien The Independent.

La station fait partie d'un vaste projet britannique d'écoute visant à intercepter les communications numériques qui dispose d'un budget d'un milliard de livres sterling (1,2 milliard d'euros), indique le quotidien, citant des documents obtenus par l'ancien consultant de l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) Edward Snowden.

The Independent, qui ne révèle pas comment il a eu accès aux informations relatives aux documents dérobés par Edward Snowden, indique que la Grande-Bretagne exploite des câbles sous-marins de fibre optique qui passent par le Moyen-Orient.

Les données recueillies par la station d'écoute, dont la localisation exacte n'a pas été révélée par The Independent, sont ensuite transmises au service de renseignements électroniques du gouvernement britannique (GCHQ) basé à Cheltenham, en Angleterre, et partagées avec la NSA.

Selon le quotidien, la station de contrôle des communications a été créée lorsque le travailliste David Miliband était secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, poste qu'il a occupé entre 2007 et 2010. LeMonde.fr 23.08

2- Bahreïn

Plusieurs milliers de Bahreïnis ont manifesté pacifiquement vendredi à la périphérie de la capitale Manama, en réclamant des réformes démocratiques, une dizaine de jours après la répression d'autres marches organisées par une organisation en ligne s'inspirant du mouvement égyptien Tamarod.

Agitant des drapeaux rouge et blanc du royaume et brandissant des photos de prisonniers politiques, les manifestants ont dénoncé le roi, Hamad bin Issa al-Khalifa, et son Premier ministre, cheikh Khalifa bin Salman al Khalifa.

"*Nous luttons pour notre liberté et notre dignité et nous n'oublierons jamais ceux qui ont sacrifié leurs vies*", ont repris les manifestants vendredi, à l'ouest de Manama. Les forces de police sont restées à distance du cortège de la manifestation, qui avait été organisée par les principales formations de l'opposition.

Le gouvernement bahreïni a fait adopter en juillet une loi interdisant toutes les manifestations dans la capitale. Le roi Hamad a dans le même temps durci les sanctions prévues par les lois antiterroristes.

Le 14 août, les autorités ont procédé à des tirs de gaz lacrymogènes et de grenaille pour disperser des manifestants qui avaient répondu à un appel en ligne à descendre dans la rue, lancé par un nouveau groupe militant s'intitulant Tamarod, du nom du mouvement égyptien de protestation contre le président Mohamed Morsi, déposé depuis lors par l'armée.

L'opposition bahreïnie réclame l'avènement d'une monarchie constitutionnelle et d'un parlement élu. Elle proteste contre la discrimination dont est victime, selon elle, la majorité chiite de la part du pouvoir sunnite. Reuters 23.08

3- Syrie

Le Pentagone déploie actuellement des moyens militaires afin de fournir des "*options*" à Barack Obama si le président américain ordonnait une intervention en Syrie, a déclaré vendredi le secrétaire à la Défense Chuck Hagel.

Si à ce stade aucune action militaire n'est décidée, les responsables militaires américains ont préparé toute une série d'"*options*" et mettent en place les moyens pour les mettre en oeuvre le cas échéant, a affirmé Chuck Hagel à la presse à bord de l'avion qui l'emmène en Malaisie.

A Washington, un responsable américain de la Défense a affirmé que la Marine avait ordonné le déploiement d'un destroyer supplémentaire en Méditerranée, portant à quatre le nombre des navires équipés de missiles de croisière Tomahawk. La VIe flotte américaine, responsable de la Méditerranée, a décidé de laisser sur zone l'USS Mahan, qui devait initialement retourner à son port d'attache de Norfolk sur la côte est américaine et être remplacé par l'USS Ramage.

Au total, quatre destroyers -- le Gravely, le Barry, le Mahan et le Ramage-- tous équipés de plusieurs dizaines de missiles de croisière Tomahawk, contre trois habituellement, vont donc croiser en Méditerranée. Ce renfort permet au Pentagone, d'agir plus rapidement en cas d'intervention.

Un pas que le président américain n'a pas franchi et contre lequel il n'a pas caché sa réticence lors d'un entretien vendredi sur CNN. "*Nous voyons des gens qui réclament une action immédiate. (Mais) se précipiter pour faire des choses qui tourneraient mal, nous embourber dans des situations très difficiles, peut nous entraîner dans des interventions très compliquées et coûteuses qui ne feraient qu'alimenter encore le ressentiment dans la région*", a argumenté Barack Obama. Lexpress.fr 23.08

ECONOMIE

1- FMI

La directrice générale du FMI Christine Lagarde a estimé vendredi que les mesures de soutien à l'économie des grandes banques centrales devraient un jour "prendre fin" tout en pointant les "risques" d'une telle échéance pour les pays émergents.

"*Le jour viendra où ces politiques d'assouplissement monétaire exceptionnel (...) devront prendre fin*", a-t-elle déclaré lors d'un discours à Jackson Hole (Wyoming, ouest des Etats-Unis). "*Tout comme leur lancement, la fin (de ces mesures) nous amènera sur un territoire inconnu*". (L'effondrement approche, ils y préparent les esprits, ils vont l'orchestrer, mais il n'est pas sûr

que les choses se passeront comme ils l'ont prévu, la lutte des classes est capricieuse, inattendue... - ndlr)

Afin de lutter contre la crise, les grandes banques centrales (Europe, Japon, Etats-Unis) ont massivement soutenu leur économie en maintenant leurs taux d'intérêts proches de zéro et en rachetant des actifs (créances immobilières, bons du Trésor...) pour desserrer le crédit. (Maintenant que tout ce beau monde est endetté jusqu'aux dents, lecoup de massue ! Attention, cela pourrait être un boomerang ! - ndlr)

L'annonce par la Réserve fédérale américaine (Fed) d'un prochain ralentissement de ses achats d'actifs inquiète les marchés et a récemment alimenté des mouvements de sortie de capitaux hors des pays émergents, notamment en Inde où le cours de la roupie a brutalement chuté.

"Même si elle est bien menée, la fin des politiques monétaires accommodantes pourrait bien se traduire par une difficile course d'obstacles" pour les pays émergents, a précisé Mme Lagarde devant un parterre de banquiers centraux, selon le texte de son discours transmis à la presse.

"*Cela représente des risques sérieux*" pour ces pays, a-t-elle ajouté. "*Même avec les plus grands efforts, le barrage pourrait ne pas être étanche*", a souligné la patronne du Fonds monétaire international (FMI).

La livre turque, le réal brésilien et le rouble russe ont eux aussi vu leurs valeurs s'affaisser à mesure que les investisseurs rapatriaient leurs fonds aux Etats-Unis pour profiter de la remontée des taux d'intérêts.

Le calendrier de la Fed reste toutefois encore incertain, certains responsables de la Réserve fédérale estimant qu'un ralentissement des achats d'actifs est pour "*bientôt*" tandis que d'autres appellent à la "*patience*".

"*Nous devons nous préparer pour ce jour, notamment parce que nous ne savons pas exactement quand il arrivera*", a noté Mme Lagarde. (Mon petit doigt me dit qu'il y en a qui le savent, à tout hasard ceux qui ont initié cette politique financière, le cartel des banquiers de la FED, et oui encore eux, je n'y peux rien, ce sont bien eux les maîtres du monde oui ou non. - ndlr)

La directrice générale du Fonds a toutefois ajouté ne pas être favorable à une "*fin précipitée*" des ces politiques non-conventionnelles qui restent, selon elle, "*nécessaires*" notamment en Europe ou au Japon. AFP 23.08

Le résultat : les taux d'intérêt vont augmenter, puis s'envoler, comme la dette des Etats, des entreprises, etc., à l'arrivée une situation incontrôlable et le krash final.

2- Argentine

L'Etat argentin a perdu vendredi son procès en appel contre une décision de justice américaine l'obligeant à payer 1,33 milliard de dollars (994 millions d'euros) à des fonds spéculatifs qui avaient refusé de subir de lourdes décotes lors de la restructuration de sa dette en 2001.

La décision rendue par une cour d'appel de New York est le dernier épisode en date d'un bras-de-fer entre le gouvernement argentin et la justice américaine qui, selon certains investisseurs, pourrait aboutir à un nouveau défaut de l'Argentine sur sa dette.

Elle a aussi eu des mots très critiques à l'encontre du gouvernement de la présidente argentine, Cristina Fernandez, qui avait qualifié les fonds impliqués dans l'affaires de "*vautours*" et avait promis de ne jamais les payer.

"*Les responsables argentins ont publiquement et à plusieurs reprises annoncé leur intention de défier tout jugement de cette cour et de la cour de district avec lequel ils seraient en désaccord*", a écrit le juge Barrington Parker.

L'Argentine n'a pas commenté la décision dans l'immédiat. Interrogé sur le sujet lors d'un déplacement au Chili, le ministre de l'Economie, Hernan Lorenzino, s'est refusé à tout commentaire.

L'affaire jugée vendredi fait partie des retombées du défaut de l'Argentine sur 100 milliards de dollars de dettes en 2001. Lors de deux opérations de restructuration de la dette qui ont suivi, en 2005 et 2010, les créanciers détenant environ 93% des dettes ont été indemnisés à hauteur de 25% à 29% de leurs créances.

Les porteurs de titres qui ont rejeté l'offre d'indemnisation, emmenés par les fonds NML Capital et Aurelius Capital Management, réclament depuis un remboursement intégral.

En novembre de l'an dernier, un juge américain leur avait donné raison en ordonnant à Buenos Aires de déposer 1,33 milliard de dollars sur un compte bloqué et en interdisant le remboursement de tout autre créancier tant que les fonds n'auraient pas

été payés. L'application de cette dernière décision pourrait donc déboucher sur un défaut de l'Argentine.

La décision d'appel est toutefois suspensive, ce qui écarte pour l'instant cette menace en attendant l'examen du dossier par la Cour suprême des Etats-Unis. La décision définitive pourrait n'intervenir qu'en juin de l'an prochain. Reuters 23.08

Haut de page

Le 26 août 2013

CAUSERIE

La causerie du jour est particulièrement consistante, je n'ai plus le temps d'actualiser les infos en bref, ce soir ou demain.
Bonne semaine à tous.

Pas touche à la Syrie, à bas le gouvernement des salafistes sanguinaires Hollande-Fabius ! Manifestation de soutien devant l'ambassade de Syrie.

A propos de la Syrie.

En titres. "***Aucun doute***" les criminels de guerre Fabius et Hollande sont bien "***responsables***".

Matracage : boycott des médias de la presse écrite et des ONG va-t-en-guerre !

- Syrie: vers un tournant majeur dans le conflit? - L'Express.fr

- Armes chimiques en Syrie : l'étau se resserre autour de Bachar al-Assad - Atlantico.fr

- Syrie : le crime de trop - Le Nouvel Observateur

- Armes chimiques: "*aucun doute*" sur la responsabilité de Damas, selon Fabius - AFP

- Syrie : "*tout concorde*" pour désigner Damas comme responsable des attaques - Francetv info

- Syrie : pour François Hollande, Damas est "*responsable*" de l'attaque chimique - Francetv info

- Attaque chimique en Syrie : "*tout conduit*" à penser que Damas est "*responsable*" - Le Nouvel Observateur

- Armes chimiques : Damas est responsable, affirme Paris - LePoint.fr

- Syrie: Les Etats-Unis prêts à agir si nécessaire selon Chuck Hagel - 20minutes.fr

- Syrie : Obama et Cameron examinent des options militaires - LePoint.fr

- Attaque chimique en Syrie : "*tout conduit*" à penser que Damas est "responsable" - Le Nouvel Observateur

- Washington : l'accès proposé par Damas n'est "*pas crédible*" - LePoint.fr

Parole de barbares.

- Syrie. Attaque chimique : Al-Nosra promet de se venger de Damas - Le Nouvel Observateur

Quand MSF couvrent les crimes de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

- Syrie: Médecins sans frontières confirme l'utilisation d'armes chimiques - L'Express.fr

Parole d'internaute.

1- "La Russie a fourni les images satellites aux Nations-Unies sur les auteurs de l'attaque chimique en Syrie

Selon un média algérien, Al Khabar, la Russie aurait produit, lors de la réunion en urgence du Conseil de Sécurité portant sur le massacre d'Al Ghouta, des images satellites montrant que 2 missiles chimiques auraient été tirés depuis une position rebelle.

Selon Al Khabar, citant une source diplomatique syrienne de haut niveau, la présentation par la délégation russe de ces images appuyant la version défendue par la Syrie expliquerait le rapport du Conseil, indiquant vouloir « découvrir la vérité sur l'accusation du régime syrien qu'il aurait utilisé les armes chimiques sur la campagne de Damas, et nous accueillons la décision de l'Organisation des Nations Unies pour enquêter sur cette affaire », la délégation italienne déclarant elle « la délégation syrienne a présenté une vision qui mérite que l'on s'attarde dessus ».

La France elle même aurait donné l'impression de prendre ses distances avec les rebelles, faisant porter la responsabilité intégrale des rapports qu'elle présentait sur la coalition de l'opposition.

Le diplomate aurait également indiqué que ce serait la Russie qui aurait exigé la tenue d'une enquête, et que les images satellites américaines seraient concordantes avec celles fournis par les Russes.

Elle a enfin indiqué, en réponse à l'évidente question « pourquoi les rebelles auraient ainsi agi » que le but était d'exploiter la présence de la commission d'enquête de l'ONU que Bashar el Assad vient d'accepter de recevoir en Syrie.

Cette info doit être vrai car j'en ai cherché rapidement l'origine sur le Net, elle provient d'un portail israélien ultra réactionnaire qui se revendique sioniste, donc favorable à une intervention (directe) militaire occidentale contre la Syrie."

2- "Mon collègue, Olivier Lepick, est l´un des grands spécialistes des armes chimiques en France. Il sait tout comme moi que tout ceci n´est que mise en scène et propagande atlantiste. On ne manipule pas des armes chimiques comme ça et les effets sont autrement plus dévastateurs que ce que l´on nous présente. Voir le bombardement des kurdes irakiens durant la guerre Iran-Irak. Mais le doute persiste quand même: les USA, l´Arabie Saoudite et Israel fournissent tout un arsenal meurtrier aux islamistes qui sont qualifiés de "rebelles". Tout est fait pour justifier aux yeux du grand public une nouvelle annexion et une nouvelle destruction d´un Etat indépendant."

Il est clair que ce sont les contras qui ont lancé cette attaque au gaz contre la population pour ensuite en faire endosser la responsabilité au régime et justifier une intervention militaire américano-franco-britannique.

3- "Pour commencer, Personne ne va pas attaquer la Syrie, pour 2 raisons : 1 - Vous avez trop parlé en disant vous allez le faire. Alors les Syriens sont prévenu aussi, Ils vont répondre directement et envoyer des missiles sur Israël Alors vous n'allez pas attaquer parce que pour l'occident la sécurite d'Israël vaut plus que les musulmans de la terre. 2- John Kerry vient d'appeler le ministre des affaires etrangères syriens aprés 25 mois de nous remplir la tête que le régime de M. Assad n'est pas legitime ? Pourquoi il est pas parti voir auprés des Zebirs de M. Hollande pour parler du futur alors. Bandes d'intégristes il faut nettoyer la terre d'eux et les Syriens vont le faire."

Rien n'est moins sûr, hélas, ce sont des cinglés, des ordures finies ce qu'on a toujours autant de mal à concevoir, je parle de Hollande, Fabius, Juppé, Obama, Cameron, etc.

Hollande fait partie de ces bêtes immondes, de ces monstres, de ces criminelles, pensez-y et demandez-vous ce que peuvent bien avoir dans la tête ceux qui acceptent d'avoir des relations avec lui, demandez-vous quelle est la nature de ces dirigeants et de ces partis qui pendant des décennies ont soutenu le PS, appelé à voter pour ses candidats, surtout n'oubliez jamais de vous poser ces question en regardant les images du peuple syrien massacré, que les militants de ces partis, se gravent ces images dans le cerveau et qu'ils en fassent des cauchemars jusqu'à temps qu'ils comprennent qu'il n'y a rien à attendre de tels partis

4- "L'objectivité des journalistes est un mythe. Soit parce qu'ils sont partie prenante dans l'affaire, soit parce qu'ils subissent des pressions de la part de lobbys ou de politiques, soit parce que "business is business" et qu'il faut vendre, et peut être décrocher un pulitzer.

Les exemples sont légions : De CNN pendant la guerre du golfe qui nous a montré des images tirées d'un jeux vidéo, en passant par les journalistes français qui nous ont montré un pélican victime de la marée noire du torrey Canyon en le faisant passer pour une image du koweit. jusqu'à ceux qui la veille du départ des vacances d'hiver annonçaient qu'il y avait un mètre de neige sur les pistes alors que de tout l'hiver il n'était pas tombé un flocon. Je pourrai citer des centaines de cas comme ceux-là et il y en à des milliers qu'on ne connait pas et qu'on a gobé. Au bout d'un certain laps de temps, parfois la vérité se fait jour, et dans ce cas, on a droit à des excuses bidons des explications fumeuses et on passe vite à autre chose."

Cela fait partie du conditionnement, de l'endoctrinement des masses auquel se livrent les gouvernements, leurs valets et les médias pour justifier les guerres. Il est vrai que sur le plan de la propagande, ils ont décuplé les moyens de communication dont

ils disposent pour tromper les peuples.

PS. Le parti de la guerre contre tous les peuples.

Alain Chouet est un ancien officier de renseignement français.

Il a été chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE de 2000 à 2002.

Alain Chouet : Il faudrait d'abord vérifier l'authenticité de cette information. On a affaire en Syrie à une véritable guerre civile compliquée par de nombreuses interventions étrangères et l'implication de volontaires djihadistes venus du monde entier. C'est évidemment un contexte propice à tous les excès dont les deux parties sont tout à fait capables. Mais cela ne justifie aucunement la façon dont la presse et les politiques occidentaux, en particulier français, traitent l'information en provenance de Syrie. Les informations - souvent de source unique - en provenance de l'opposition sont immédiatement acceptées pour argent comptant sans aucune analyse, regard critique ni recherche de confirmation ou de recoupement. Toute exaction est immédiatement imputée au régime sans la moindre vérification tandis que celles dont il est avéré qu'elles ont été commises par des mercenaires djihadistes ou des bandes criminelles locales (exécutions sommaires à base confessionnelle, enlèvements et meurtres de religieux ou de journalistes, pillages et rackets) sont systématiquement ignorées et passées sous silence. Atlantico.fr 23.08

Quand on voit le peu de cas que font Hollande et Fabius des principes, des valeurs et de la morale qu'ils sont censés incarner, en l'admettant, qu'ils n'ont aucun scrupule à mentir ouvertement et à faire preuve d'une malhonnêteté intellectuelle sans fond, à se comporter comme des vauriens finalement, les pires des ordures, on se dit que cela ne peut que déteindre sur l'ensemble de la société qui sera portée à les imiter en se moquant du qu'en-dira-t-on ou de ses conséquences.

Ce sont bien eux qui pourrissent la société et montrent un détestable exemple à la jeunesse de ce qu'il ne faut pas être ou faire, en n'hésitant pas à franchir le pas. Ce sont des fossoyeurs de la civilisation humaine.

Compte rendu d'une discussion avec une camarade.

J'ai eu hier soir une longue conversation au téléphone avec une camarade qui m'a dit en substance que tout le monde savait ce que je lui racontais, et que la question était de savoir qu'est-ce qu'on fait maintenant, qu'est-ce qu'on propose aux travailleurs. Elle m'a dit qu'elle n'avait pas de réponse à cette question et que le problème était que personne n'en avait, et que c'était bien là le côté dramatique de la situation.

Quand je lui ai dit que la seule chose que l'on pouvait proposer aux travailleurs était de construire le parti pour préparer les conditions qui nous permettraient de renverser le régime, elle a paru sceptique mais l'a admis, pour immédiatement me demander pour quoi faire, par quoi remplacer le capitalisme, les institutions. J'ai évoqué le socialisme ce qui l'a bien fait rire, car selon elle il n'y aurait rien de tel pour faire fuir les masses.

En fait, si je l'ai bien comprise, elle est d'accord pour construire le parti et enchaîner sur le socialisme, mais il n'y croit pas parce qu'il n'existe aucun parti et aucun parti capable d'incarner le socialisme. En conclusion, elle m'a dit en rigolant, bon, on est trois, on fait quoi maintenant. Il est vrai qu'on est très mal barré sur ce plan-là, on en est réduit au niveau zéro.

On peut se rassurer en se disant qu'il existe plein de militants révolutionnaires inorganisés ou disséminés dans une multitude de formations politiques, mais cela ne fait pas le compte, pour vaincre on a besoin d'une organisation disciplinée et centralisée qui soit en ordre de bataille, tout amateurisme, aventurisme, éclectisme, hésitation ou paralysie serait fatale à la révolution, les militants ne veulent pas l'admettre, et bien qu'on aille à la défaite et à l'abattoir.

J'ai expliqué à cette camarade que notre problème numéro un était notre crédibilité, notre capacité à trouver le langage approprié pour nous adresser aux masses, la bonne méthode pour exposer notre analyse de la société et notre interprétation du monde qui doit coïncider avec celle du marxisme que la plupart des militants ont caricaturé en en faisant un dogme pour ne pas l'avoir compris.

Je ne suis pas d'accord quand elle dit que les travailleurs auraient acquis une compréhension satisfaisante du fonctionnement de la société, je considère au contraire qu'ils ignorent toujours les origines de leurs difficultés ou les fondement de la société, or quand on ne connait pas l'origine d'un problème on demeure incapable de le résoudre, c'est en découvrant son origine qu'on peut se doter des moyens de le résoudre, c'est au cours de ce processus qu'émergent les moyens et la solution, à condition de mener son analyse jusqu'au bout.

Les travailleurs n'ont qu'une connaissance superficielle de la situation qui ne leur sert pratiquement à rien, comme elle m'a dit savoir que Sarkozy et Hollande c'était du pareil au même ne mène nulle part, disons que c'est insuffisant.

Notre ennemi est très déterminé, discipliné, ordonné, organisé, nous nous sommes exactement l'inverse, des anarchistes, lui il

avance sans cesse et nous nous ne cessons de reculer, on arrive au bord du précipice où il nous a acculés, je ne sais pas si beaucoup en ont vraiment conscience.

Il est vrai que lorsque l'on voit l'état, le comportement de tous les partis, leur politique, il y a de quoi être franchement découragé, d'enrager, d'être terrifié en observant la rapide décomposition de la société et du monde face à laquelle nous sommes réduits à l'impuissance, on se demande pourquoi on ne parvient pas à résoudre le problème de la direction du mouvement ouvrier, qu'est-ce qu'ont dans la tête tous ces dirigeants qui parlent en notre nom, pourquoi ne parviennent-ils pas au même constat que nous ?

J'ai dit à cette camarade au bord du désespoir et il y a de quoi l'être désespéré, que j'avais compté sur le sursaut de quelques dirigeants, en vain, elle n'y croit pas, plus personne n'y croit, je lui ai dit que c'était notre seul espoir car il ne fallait pas chercher ailleurs quelqu'un pour lancer un nouveau parti révolutionnaire. Elle m'a répondu qu'en repartant ainsi de zéro il nous faudrait des décennies et des décennies avant de pouvoir construire le parti, que ce serait trop long, trop tard, qu'on ne le verrait pas de notre vivant, bref elle il n'y croit pas, je lui ai répondu que cela pourrait aller beaucoup plus vite qu'on l'imagine car si c'était vraiment des dirigeants ayant les qualités requises pour accomplir cette tâche, très vite des milliers et milliers de militants et travailleurs rejoindrait ce parti et que la dynamique étant lancée on pourrait atteindre notre objectif en quelques années seulement.

Mélenchon était malheureusement le mauvais numéro mais il a prouvé que c'était possible, et si depuis les militants et les travailleurs qui l'avaient rejoint ou suivi lui ont tourné le dos, comme elle me l'a dit pour en avoir partie pendant un moment, c'est parce qu'il n'avait rien à leur proposer, aucune issue politique, ils ont rapidement compris qu'ils avaient à faire à un illusionniste, un de plus.

Quand dans la vie on est amené à prendre une décision qui va en changer le cours pour le restant de nos jours, on ne tergiverse pas pendant des mois ou des années, sinon l'occasion qui se présentait à nous disparaît ou va nous passer sous le nez, on doit savoir quel chemin on a envie de prendre ou non, à un moment donné il faut trancher, en politique c'est la même chose. Personnellement je suis prêt à m'engager immédiatement dans un parti qui présenterait les qualités requises que j'ai eu l'occasion de décrire une multitude de fois, je pense que des milliers de militants y sont prêts également, maintenant malheureusement force est de constater qu'il n'existe pas, nous sommes terriblement frustés, vivant en Inde et n'ayant pas l'étoffe d'un dirigeant pour créer ce parti, sans soutien, je ne peux aller au-delà. J'ai dit à cette camarade qu'à défaut de mieux il serait possible de militer au POI ou dans un groupe de militants issu de l'OCI, sans parvenir à la convaincre, il faut dire qu'après en avoir fait l'expérience on n'en voit pas vraiment l'intérêt, ce que je peux comprendre.

Ma chère camarade va me dire : tu vois, tu en arrives à la même conclusion que moi qu'il n'y rien à faire et qu'il n'y a pas d'issue, c'est une manière d'interpréter l'impasse dans laquelle nous sommes effectivement, j'en suis profondément désolé, mais cela n'invalide pas pour autant mon analyse et ses conclusions pratiques.

Il se trouve que j'avais rédigé le passage suivant la veille de notre discussion.

De la démocratie.

On nous dit que le peuple et seul le peuple doit incarner la démocratie, au diable le parti ! O.K. pourquoi pas, nous sommes prêts à étudier toutes les hypothèses qui se présenteraient à nous, c'est notre méthode.

Question : Intention généreuse mais qui nécessite certaines conditions préalables, non ? L'exercice de la démocratie serait-il inné chez le peuple ou nécessiterait-il une période d'apprentissage?

Le peuple c'est la démocratie, on a envie de dire, mais où avez-vous vu jouer cela, tous les jours il démontre le contraire. Comment cela? Mais en confondant ses intérêts avec ceux de la classe dominante minoritaire dans la société, on en a des exemples quotidiennement, c'est même chez lui un état quasi permanent.

Il ne peut y avoir de réelle démocratie dans un pays où les masses demeurent ignorantes, arriérées, ce ui n'a rien de péjoratif ou de méprisant dans ma bouche, quand elles sont conditionnées, il ne faut pas se leurrer, dans ce cas-la la démocratie tout comme le pouvoir lui échappe forcément, elles demeurent soumises à la classe dominante minoritaire dont le pouvoir politique incarne une démocratie tronquée, limitée, à sa mesure, à celle de ses propres besoins et il ne peut pas en être autrement aussi longtemps que les rapports entre les classes n'ont pas été inversés, que les exploités n'ont pas renversé l'ordre établi, liquidé les institutions antidémocratiques que le classe dominante avaient créées pour exercer son pouvoir économique et politique sur la classe dominée des exploités.

Mais alors qu'est-ce qui peut incarner la démocratie ? Le parti, le parti des masses exploitées qui incarne consciemment leurs intérêts de classe, qui d'autre pourrait se substituer au parti dans lequel se regroupent les éléments les plus avancés, les plus conscients des masses, qui ont conscience du développement historique du capitalisme qui impose la nécessité de passer au socialisme, du rôle révolutionnaire de la classe des exploités pour accomplir cette tâche sous peine de voir la société et le monde sombrer dans le chaos et la barbarie, qui ?

Personne, et l'on peut constater jour après jour que ceux qui refusent de le reconnaître ou qui cherchent une autre voie se fourvoient, finissent dans une impasse ou se joignent à des forces réactionnaires qu'ils estiment fréquentables parce qu'ils tiennent un discours critique envers le capitalisme ou les différents régimes en place qui s'avèrent inconsistants et incarnent finalement les intérêts de ces régimes lorsqu'on les analyse attentivement, on en a un exemple sous les yeux en Egypte ou en Tunisie.

Monsieur Mélenchon, jeudi dans Libération, a accusé Manuel Valls de "*reprendre les mots les plus infâmes de l'adversaire*", glissement sémantique inconscient je lui accorde, qui trahit cependant ses véritables intentions, car le capitalisme et ses représentants (dont le FN) sont plus que des adversaires, nos ennemis à mort, dont fait partie Valls évidemment.

L'incapacité de faire face à la question sociale nécessite pour le gouvernement (UMP ou PS) de mettre en oeuvre une politique intérieure qui contribuera à diviser profondément et opposer violemment les différentes couches d'exploités, afin qu'elles ne se rassemblent pas contre le régime en place et ne trouvent pas la voie pour le renverser.

Que l'UMP ou le PS soient dans l'impossibilité de résoudre la question sociale va de paire avec la politique néolibérale qu'ils ont adoptée, qui a pour pendant ou conduit à l'amplification des inégalités sociales et à l'aggravation des injustices dont seront victimes en premier lieu les couches les plus faibles et les plus défavorisées de la classe ouvrière, à commencer par les travailleurs et les jeunes issus de l'immigration.

Maintenant il nous faut voir comment ils s'y prennent et comment les différents acteurs qui interviennent sur la scène politique, partis et médias, les aident à appliquer cette politique réactionnaire.

La montée du chômage, de la précarité et de la pauvreté se traduit inéluctablement au fil du temps, de manière insidieuse, sans que l'on en perçoive clairement les signes ou que l'on prenne conscience de leur portée à terme, par d'une part la dislocation des valeurs et des principes collectifs républicains ou démocratiques sur lesquels reposaient les rapports sociaux, qui incluaient les rapports de la population à l'Etat et ses représentants, les rapports qui existaient entre les différentes couches sociales et à l'intérieur de celles-ci, que partageait l'ensemble des citoyens, d'autre part par une montée de l'individualisme aveugle et parfois violent, de la haine, de la délinquance, de la criminalité à tous les niveaux, rapports qui viennent se substituer aux précédents et qui au lieu de reposer sur une base de classe, reposent sur des facteurs communautaristes, ethniques, raciaux, religieux, voilà à quoi a conduit la politique des différents gouvernements qui se sont succédés depuis le milieu des années 70 ou le début des années 80 jusqu'à nos jours, avec en toile de fond ce que nous avons rappelé au début, la crise du capitalisme et sa traduction sur le plan social.

Le cadre étant planté, il est relativement facile d'observer que de l'extrême droite à l'extrême gauche tous les partis se sont accommodés de cette situation à des degrés divers en fonction de leur étiquette, de la classe ou des couches qu'ils représentaient, et même si nous en avions eu l'intention, il nous est impossible d'épargner ou de ne pas mettre dans le même lot ceux qui se terrent dans un silence coupable, qui par leur comportement s'accusent eux-mêmes, nous ne les jugeons pas, ils le font très bien eux-mêmes, c'est un simple constat.

Effectivement, il est plus facile de ne jamais aborder le problème posé par l'incivilité ou la violence qui se développe dans la société et auxquelles sont confrontés quotidiennement les travailleurs, dont ils parlent entre eux, comment pourrait-il en être autrement quand le gouvernement, les partis politiques et les médias leur servent en boucle du matin au soir, attitude qui consiste à dire finalement : ce n'est pas notre problème, débrouillez-vous, nous nous situons exclusivement sur le plan social ou politique et nous refusons d'aborder ce genre de discussions qui ne mènent nulle part...

En réalité, c'est le comportement de militants incapables d'assumer leur responsabilité et qui ont démissionné, car évidemment que le discours du ministère de l'Intérieur est politique. Comme nous l'avons écrit dans une précédente causerie, les travailleurs n'abordent pas cette question sous le même angle que le militant ou au même niveau, or il faut nous placer au niveau des travailleurs si on veut les comprendre pour commencer, ensuite les aider à élever leur niveau de conscience politique, les organiser.

Ils sont confrontés quotidiennement à des problèmes matériels ou pratiques, ils craignent pour leur sécurité ceux de leurs enfants, de leurs familles, de leurs proches, accessoirement du peu de biens qu'ils possèdent, ce n'est pas rien, c'est extrêmement grave, ils le vivent très mal, ils sont angoissés et c'est tout à fait normal, ils veulent que cesse cette situation au plus tôt, immédiatement si c'est possible, et je pense que lorsqu'on est confronté à ce genre de problèmes en principe on a tous la même réaction, on ne peut pas vivre sous une menace permanente sans réagir. A cette situation on leur répondra par de grands discours théoriques ou politiques dont ils n'auront que faire ou telle sera leur réaction. Il est vrai que dans ce cas-là il vaut mieux encore se taire !

Avez-vous imaginé un seul instant vivre dans un de ces quartiers, une de ces banlieues devenus des territoires de non-droit, où vous craignez de vous faire agresser en rentrant du boulot, où vous êtes obligé de stationner votre voiture à l'écart de votre cité pour qu'on ne vous la brûle pas, où vous craignez de vous faire caillasser en revenant de vos courses, où vous vous faites un sang du diable chaque jour quand votre enfant revient de l'école, et je ne parle même pas s'il sort le soir avec des copains ? Mais aussi dans les transports en commun, évitez les wagons vides ou peu remplis, évitez de les emprunter aux heures creuses, le soir, le dimanche, emmenez sur vous le strict minimum des fois que vous soyez racketté. Si vous n'habitez pas dans un de ces quartiers

ou une de ces communes, n'y mettez jamais les pieds, contournez-les en voiture. Etc.

Comment peut-on vivre comme cela, c'est la question que je me pose. Je me mets à la place des travailleurs qui y sont confrontés directement ou qui craignent un jour d'être victime de cette situation-là, donc la majorité d'entre eux, à moins de rester cloîtrer chez soi, mais c'est impossible.

Maintenant dès que les autorités prennent une mesure qui pourrait apaiser en partie ou temporairement les craintes de la population, une mesure forcément autoritaire ou répressive, la gauche, l'extrême droite et les gauchistes, mais aussi une partie de la droite, hurlent au fascisme ou à la dictature, car voyez-vous l'attitude des voyous ou des délinquants qui terrorisent la population serait en fait bienveillante à son égard, pleine de bonté, allez de compassion, et les travailleurs qui n'en sont pas persuadés et qui en sont victimes, qui n'aspirent qu'à la tranquillité et à vivre en paix seraient des salauds de réactionnaires, des racistes, des islamophobes, des anti-jeunes, tout comme les militants qui les soutiennent, que l'on rassure cette bonne conscience de gauche et de droite qui nous donne envie de vomir, une partie de plus en plus importante de ces travailleurs va se tourner vers l'extrême droite, ainsi ils pourront justifier leurs discours, attention après coup seulement, après les voir poussés dans les bras de l'extrême droite.

Rappelez-vous ce que nous avons dit plus haut que l'UMP ou le PS étaient dans l'impossibilité de résoudre la question sociale, c'est évidemment valable pour cette gauche et extrême gauche qui soutient ainsi le régime et qui est incapable de proposer une issue politique aux masses exploitées, car ils savent que ce ne sont pas les mesures policières prises par Valls qui vont venir à bout de la violence aveugle qui est la conséquence des difficultés sociales que rencontrent ces couches de travailleurs et jeunes, leur position revient à laisser pourrir la situation qui justement fait le jeu du régime et de l'extrême droite, elle ne sert qu'à camoufler leur trahison ou leur incurie politique, leur collusion avec le régime contre l'ensemble des travailleurs.

Pendant que les travailleurs ont en tête des problèmes de sécurité qu'ils estiment prioritaires parce qu'ils les subissent quotidiennement ou craignent d'en être les victime, leurs difficultés sociales passent au second plan.

Il y a encore plus cynique à gauche, ceux qui notamment réclament plus de policiers tout en soutenant le régime, le PCF par exemple, en période électorale. En fait, ils rejoignent l'UMP, l'UDI, Debout la République et le FN.

J'ai noté ceci aussi :

Valls serait pro-Arabe et anti-sioniste pour les uns, Valls serait anti-musulman ou islamophobe, raciste, sioniste pour les autres, intéressant, non ? Cherchez l'erreur !

Valls est un néolibéral, et comme tout néolibéral il est sioniste, normal puisque ce sont les deux versants d'une seule et même idéologie totalitaire, donc l'un ne va pas sans l'autre, ensuite il a été reconnue comme tel par ses pairs qui l'ont invité en juin 2008 à participer à la réunion du groupe Bilderberg à Chantilly en Virginie aux Etast-Unis, de là à être pressenti pour rejoindre le gouvernement présidé par Sarkozy il n'y avait qu'un pas qu'il n'a pas franchi, il sera bien plus utile comme ministre de l'Intérieur dans un gouvernement prétendument socialiste.

Rappelons au passage que parmi les membres actuels du gouvernement Michel Sapin en 1992 et Laurent Fabius en 1994 avaient participité à une réunion du groupe Bilderberg, je n'ai pas eu le temps de voir si d'autres ministres actuels les ont imités. Précison qu'avec 6 membres des Young Leaders (think-tank américain atlantiste ou néolibéral), et 3 anciens participants aux réunions du groupe Bilderberg, le gouvernement actuel est le plus impérialiste et réactionnaire de la Ve République.

Il y a quelques jours dans une causerie nous posions quelques questions : Sous quel régime vivons-nous ? Qui gouverne ? Quelle classe détient le pouvoir ? Quelle est la nature de l'Etat ? Nous ajoutions que nous devions tenir compte des réponses à ces questions avant de prendre position sur telle ou telle mesure ou loi sous peine de mêler notre voix à celle de la réaction.

Il est impossible pour nous d'exiger d'un gouvernement incarnant les intérêts de notre ennemi de classe qu'ils prennent en charge les besoins des travailleurs.

Il est également impossible pour nous de soutenir un gouvernement qui, par sa politique antisociale s'attaque aux fondements de la République et de la démocratie, à leurs valeurs et principes qu'ils piétinent en favorisant le communautarisme par le biais du chômage de masse, la généralisation de la précarité et de la pauvreté de couches entières de travailleurs qu'il conduit aussi à s'y attaquer inconsciemment, donc à s'en prendre à leurs propres droits et acquis politiques.

Face à la délitescence ou la désagrégation des rapports sociaux dans la société et au rejet qu'elle inspire à la majorité des travailleurs qui peut dégénérer en guerre civile, le gouvernement se trouve obliger de prendre des mesures conservatoires qui vont à l'encontre de sa politique pour tenter de stabiliser ou calmer la situation qu'il a lui-même créée ou favorisée, aussi il ne faut pas confondre les deux ou les mettre sur le même plan, les rejeter préférant que la situation pourrisse sur place ou les soutenir au nom de l'intérêt général qui se confond avec celui de la classe dominante, deux positions qui reviennent à faire le jeu du FN, de

l'UMP ou du PS.

Je vous avouerais qu'à ce stade de mon analyse je suis bien embarrassé pour adopter une position, car en étant à 10.000 kms de la France et sans y avoir mis les pieds depuis 11 ans, je crains de me fourvoyer dans un sens ou un autre, je ne sens pas suffisamment la situation, ce serait facile d'adopter une position de principe ou théorique qui ne serait qu'une simple posture, je ne vais pas me livrer à ce petit jeu misérable que je dénonce par ailleurs.

Je me demande jusqu'à quel point cette question touche les masses. Comment pourrais-je me fier à des partis qui analysent la situation en fonction de leur ligne politique ou pour la justifier? Je me dis que si cette question est devenue prioritaire pour une majorité de travailleurs qui vivent en ville, alors il faut s'abstenir de condamner les mesures prises par le gouvernement à condition qu'elles ne visent pas aveuglément l'ensemble d'une minorité ou d'une couche de travailleurs, si elles s'avèrent profitables à la majorité des travailleurs.

J'ai constaté une chose, lorsque Valls dit que les musulmans sont un atout pour la France, il se fait traiter de tous le noms par la gauche, l'extrême gauche ou les gauchistes, si on ne s'en tenait qu'à ce discours de Valls, il n'y aurait aucune raison de l'attaquer là-dessus. Quoique.

Mieux, les écervelés ouvriéristes et tiers-mondistes, ce sont les mêmes parasites démagogues qui pourrissent le mouvement ouvrier, ne relèveront pas qu'il y a quelque chose qui ne colle pas dans ce discours de Valls, peut-être a-t-il ajouté ceux qui veulent s'intégrer ou qui s'engagent à respecter les valeurs de la République, je n'en sais rien, car parmi ceux qui se disent musulmans, il y en a qui sont ouvertement des ennemis des valeurs de la République, des principes de la démocratie, mieux encore ou pire, qui se déclarent ennemi du reste de la population sans que cela ait à voir quelque chose avec leur situation sociale, les salafistes ou takfiris qui pronent la charia, l'enfermement des femmes derrière une burqa ou un niqab, partisans du djihad, qui déclarent que tous ceux qui n'ont pas adopté leur idéologie sont des infidèles et doivent se convertir ou péril, que le monde doit se plier à leurs lois dictées par Allah et qu'ils n'ont de compte à rendre à personne d'autre qu'à leur dieu, etc. je soupçonne Valls le sioniste ou l'arabo-sioniste pour l'occasion d'inclure ces "musulmans" sinon dans son discours, dans sa poilitique, là c'est une certitude car cela correspond à la politique étrangère du gouvernement qui soutient les pétromonarchies du Golfe.

Et pourquoi la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes ne le relèvent-ils pas ? Mais parce qu'ils soutiennent la politique du gouvernement au Moyen-Orient qui est totalement alignée sur cette de l'impérialiste américain. Quand Hollande reçoit les monarques dégénérés de Bahreïn, du Qatar et d'Arabie saoudite qu'ils présentent comme les "amis" de la France et lorsqu'il a soutenu l'attaque contre la Libye, l'élection de Morsi en Egypte et maintenant l'agression, la destruction de la Syrie, il envoie un message de bienvenue à l'idéologie que ces ploutocrates sanguinaires incarnent qui peut ainsi s'implanter ou prospérer tranquillement en France, en cela aussi il s'est appliqué à continuer la politique de Sarkozy.

J'aurais tendance à dire que l'on peut soutenir toutes les mesures du gouvernement, pas le gouvernement lui-même évidemment, qui vont à l'encontre de cette politique, où en quelque sorte il est obligé de faire marche arrière ou de temporiser, tout en expliquant ce qui vient d'être dit dans les paragraphes précédents.

J'ai quand même un truc en tête même si je suis loin de France. C'est le discours des quelques personnes avec lesquelles je suis en relation qui vivent dans des grandes villes ou villes moyennes en France. Que des femmes, et qui toutes ce sont faites agresser dans la rue. Pour elles il est clair que la police et la justice ne font pas leur travail, qu'elles sont laxistes et qu'elles ont reçu des ordres pour agir ainsi, elles ne se plaignent pas de la présence de la police bien au contraire, alors que toutes sont de gauches ou partagent mes idées politiques, et donc naturellement sous ce régime honnissent la police et l'armée.

Je lis quelques articles tous les jours qui traitent de ce problème, je m'attarde surtout sur les commentaires des internautes, j'essaie de faire la distinction entre ceux qui viennent de personnes engagées à droite ou à gauche, à l'extrême droite ils sont trop repérables pour qu'une confusion soit possible, et les internautes ou citoyens disons lambda, qui s'expriment naturellement, seuls les commentaires de ces derniers m'intéressent car ils peuvent refléter l'état d'esprit des masses. Si vous le voulez bien, j'en ai relevés quelques-uns et on pourrait les examiner ensemble, c'est un exercice qui ne manque pas d'intérêt.

Samedi lors de son passage à l'université d'été du PS à La Rochelle.

- M. Valls a aussi appelé à ne pas céder à la "*posture*" en matière d'immigration. Celle-ci doit être "*organisée, régulée*", "*ceux qui disent le contraire se bercent d'illusions*", a lancé le ministre, sans évoquer le regroupement familial.

(Il n'a pas tort, j'ai déjà dit un jour que si on prenait le pouvoir, immédiatement il faudrait fermer ou rétablir toutes les frontières. Si au nom du socialisme on s'engageait à satisfaire toutes les demandes de visas dans le monde, il faudrait en délivrer des dizaines ou des centaines de millions ! Vous comprenez pourquoi parfois on traite d'abrutis finis les gauchistes, ce n'est pas méchant et je le dis tranquillement, ces gens sont inconscients et dangereux pour la révolution, on aura à les traiter comme le fit Trotsky autrefois, ils roulent pour la réaction en fait.)

- M. Valls : "*Socialiste, de gauche et fier de l'être*"

(Hélas ! Vous n'avez pas remarqué que seuls les dirigeant su PS se disent socialiste à tort et à travers ? Qui défend le socialisme, les idées du socialisme, quel parti ose encore affirmer que sa ligne politique, ses positions, son programme sont fidèles au socialisme ? Pas un. Ceci explique sans doute cela, non ?)

- "*Cet été, j'achète Paris Match, je tombe sur Valls! J'achète Gala, je tombe sur Valls!*", raille une ministre. AFP (Une insulte à la civilisation cette ministre, on a les références qu'on peut !)

Commentaire d'internaute

1- "Une ministre dit : "Cet été, j'achète Paris Match, je tombe sur Valls! J'achète Gala, je tombe sur Valls!" Des lectures du niveau de ce gouvernement, hélas !"

Pourquoi hélas, tout est dans l'ordre des choses, ce ne sont que des exécutants, des pantins qui appliquent une politique qui leur est dictée par l'oligarchie financière dont les technocrates des différents ministères sont les petites mains.

2- "Il ne croit pas un instant que le FN puisse accéder au pouvoir (et pourtant). Mais en désignant le FN comme l'adversaire principal, il affaibli l'UMP et pense que si le PS se retrouve seul face au FN au deuxième tour. Il auront beau jeu de faire les pleureuses et d'appeler au front républicain."

C'est secondaire en réalité, diviser la classe est leur priorité et c'est le but ici encore. C'est certes un parti électoraliste, institutionnel, d'affairistes, mais quand vous vous penchez sur leur CV, vous vous apercevez qu'ils soient élus ou dans l'opposition cela ne change pas grand chose à leur situation, ils auront toujours de quoi vivre et un niveau de vie largement au-dessus de la moyenne de la population, leur avenir est assuré dans tous les cas de figure.

3- "Comment va-t-il faire pour être ferme avec les voyous ? il va forcément stigmatiser des communautés précises, et il sera accusé d'être raciste, facho, etc... Pauvre pays qui part bien en lambeau depuis 50 ans."

Pour reprendre le terme employé par cet internaute, le problème, c'est que c'est justement cette "*communauté*" qui cumule les handicaps et les difficultés pour s'intégrer dans la société, d'autres couches de travailleurs et notamment des jeunes qui ne viennent pas de l'immigration ne parviennent plus non plus à s'intégrer dans la société.

4- "L'immigration est pourtant une source de coûts très importants ; elle est utilisée par le grand patronat pour peser à la baisse sur les salaires et déstabilise en profondeur notre société et ses équilibres. L'assimilation n'est plus possible dans un tel contexte d'immigration de masse. Des mesures d'ordre constitutionnel, législatif et réglementaire doivent être prises au plus vite pour stopper aussi bien l'immigration légale que clandestine. "

Bravo, vous avez constaté comme moi que l'immigration, surtout clandestine, en réalité avec la complicité du régime, était davantage profitable aux patrons qu'aux travailleurs, allez donc expliquer cela aux gauchistes bornés et dogmatiques, ils vont vous traiter de raciste, ce sont les meilleurs alliés du patronat.

C'est plutôt dans le contexte de chômage de masse que l'immigration pose problème et non l'immigration en soi.

5- "Ils sont percutés par une voiture, roués de coups, et les chauffards leur tirent dessus aux urgences ! Ces gens ne sont plus des êtres humains, mais des animaux enragés. Il faudrait la plus grande sévérité envers ces fous dangereux. Ce n'est sûrement pas un petit bracelet électronique qui va les arrêter ...!"

Ce sont des barbares, à qui les gauchistes trouvent des circonstances atténuantes !

6- "En France, les droits de l'Homme, ce sont en fait les droits du criminel et le devoir pour les victimes d'avoir peur et de fermer leur gueule."

Vous avez tout compris, c'est la version des "droits de l'Homme" version gauchiste, c'est là qu'on s'aperçoit qu'ils rejoignent l'extrême droite qu'ils prétendent combattre !

7- "Les français en ont ras-le-bol de l'immigration mais trop de politiciens s'en moquent. Pas un jour ne passe sans qu'un immigré ou fils d'immigré ne soit impliqué dans un fait divers d'une extrême violence. Ça risque de finir en guerre civile cette histoire. Ou alors en 2017 il va y avoir des grincements de dents."

C'est programmé...

Surtout, ne vous représentez pas le PS tel qu'il est.

Je reproduis des extraits d'un article du Nouvel Observateur dont l'auteur se situerait à gauche ou au centre gauche, sans rire. Ce qui est intéressant c'est la mise en lumière par l'auteur que le gouvernement applique une politique néolibérale, normal pour des néolibéraux.

Si c'était moi qui l'affirmait, on m'accuserait d'exagérer, parce que le PS n'est tout de même pas aussi réactionnaire que cela, il l'est bien pire encore quand on écoute les déclarations de Hollande et Fabius sur la Syrie. Contrairement à ce qu'a dit Mélenchon, Hollande et son gouvernement ne font pas seulement une politique de droite, ils sont de droite, entre conservateurs et néolibéraux, ces derniers l'emportant au sein du gouvernement puisque trois participants aux réunions du groupe Bilderberg occupent des postes clés suivis de six membres (inclu Hollande) des Young Leaders, think-tank néolibéral.

Le néolibéralisme n'est pas une option parmi d'autres pour les dirigeants du PS, non, c'est devenu la marque de fabrique de sa direction et son orientation politique au tournant des années 80, quand ils ont affirmé publiquement que le PS adhérait à l'économie de marché, pour le meilleur et pour le pire, mais comme seulement le pire ne pourrait se produire par la suite, ils s'y sont adoptés, ils l'ont adopté, ils y seront fidèles jusqu'au bout car la demi-mesure n'existe pas, elle est interdite en la matière et toute trahison ou désertion peut s'avérer fatal pour ceux qu'elle tenterait, tout retour en arrière impossible et serait dévastateur, le PS venait de franchir une étape qualitatifve qui le plaçait désormais sur l'échelle de la réaction au même niveau que les atlantistes ou néolibéraux sein de la classe dominante.

Disons qu'avant 1983 le PS était déjà un parti de droite, après il n'essayera même plus de le camoufler, il en laissera le soin à d'autres à gauche ou à l'extrême gauche, il le revendiquera tout en continuant de tenir un double langage pour tenir son rôle au sein du régime, voilà pourquoi son étiquette socialiste lui est si utile. Hollande a rappelé qu'il était socialiste, Valls vient de lui emboîter le pas après avoir voulu changer le nom de son parti et faire disparaître toute référence au socialisme, ses maîtres à penser néolibéraux ont dû le briffer et lui faire comprendre que ce n'était pas encore le moment, ils lui ont pardonné cette erreur de jeunesse, toute adaptation à une idéologie réclame du temps, l'essentiel c'est qu'il n'ait pas démérité en reprenant sur le plan social la totalité des thèses néolibérales que le gouvernement met en oeuvre, d'où le soutien des médias, donc de l'oligarchie financière qui est aux commandes.

- "*Manuel Valls n'existe que dans et par les médias*" - nouvelobs.com 25.08

Retour sur l'été très médiatique du ministre de l'Intérieur avec Christian Salmon, auteur de "*La cérémonie cannibale*". - nouvelobs.com

Extraits commentés.

Pourquoi a-t-il eu besoin de rappeler à de nombreuses reprises qu'il était socialiste lors de son intervention à l'université d'été de La Rochelle ?

- Parce qu'il a un problème d'identification politique. Outre le marketing politique, Valls a appris une chose des spins doctors anglosaxons : la triangulation politique inventée par les conseillers de Clinton et mise en œuvre par Blair et son conseiller Alastair Campbell. Cela consiste à se placer au dessus des frontières politiques, adopter des éléments de programme et de langage empruntés au camp d'en face et se construire une image politique neutre, qui vous vaut l'adhésion d'une opinion de droite. Ainsi Valls n'hésite pas à affirmer que la politique de sécurité n'est ni de droite ni de gauche. Que les politiques d'ajustement néolibérales sont des politiques de bon sens. C'est ainsi qu'il en vient à dénoncer le "*laxisme*" de Christiane Taubira ou à évoquer une politique de répression lorsqu'un fait divers se produit. En lançant ces signaux à l'électorat de l'opposition, il bénéficie d'une cote favorable dans les enquêtes d'opinion et se hisse au rang de candidat incontournable dont la crédibilité est bâtie sur les sondages. C'est à dire sur des pieds d'argile.

(Que de confusions ou d'incompréhensions ! Evidemement que "*la politique de sécurité n'est ni de droite ni de gauche*", Valls a raison de son point de vue, puisque ce qu'il appelle la droite et la gauche sont en réalité les deux pendants sur lesquels repose la stabilité du régime, "*la politique de sécurité*" adoptée par n'importe quel gouvernement sous la Ve République ne peut avoir pour unique fonction que la préservation du régime, ainsi elle n'est "*ni de droite ni de gauche*", elle est réactionnaire et la boucle est bouclée. Cela devait suffire à comprendre depuis 1981 (pour ne pas remonter plus loin) que l'opposition droite et gauche était en réalité une immense supercherie, mais apparremment cela arrangeait ceux qui se définissaient de gauche ou d'extrême gauche de l'occulter. On voit aujourd'hui où cela nous a mené.

L'auteur à la suite de biens d'autres se livre à un amalgame insupportable, quand il affirme que les citoyens qui aspireraient tout simplement à vivre dans une société en paix aurait une "*opinion de droite*", car on imagine qu'une "*opinion de gauche*" y serait défavorable, on voit là l'absurdité qu'un tel raisonnement. Où va se nicher le gauchisme décidément ! - ndlr)

M. Valls se prétend de gauche. Mais il n'y a pas de politique de gauche sans un travail de déconstruction idéologique des

évidences partagées implantées dans les esprits depuis trente ans par la politique néolibérale. Déconstruction des politiques pénales d'enfermement et de répression systématique qui remettent en question le principe de l'individuation de la peine au profit d'une automaticité des peines planchers. Déconstruction d'un modèle de croissance et d'hyperconsommation au profit d'un autre modèle de transition écologique. Déconstruction des préjugés sur la fraude sociale, l'immigration, l'insécurité. Déconstruction enfin d'une démocratie médiatique conçue et organisée pour brouiller tout débat démocratique, et installer à coup de talk-show et d'éditoriaux les évidences partagées du néolibéralisme… C'est évidemment le contraire que fait Manuel Valls.

(Le gauchisme consiste à finir de pourrir dans la société ce qui ne l'a pas encore été, on en a un exemple ici. Le gauchisme consiste aussi à confondre en permanence l'effet et la cause, à confondre l'oeuf et la poule ! Ce n'est pas la politique néolibérale qui est à l'origine de la situation, mais la crise du capitalisme mondial, du coup il est vain de se lancer dans la déconstruction de quoi que ce soit qui serait issue de l'idéologie néolibérale. Le capitalisme en crise a engendré le néolibéralisme et non l'inverse.

Les rapports sociaux dans la société ne sont pas le produit d'une idéologie, mais de l'inégalité entre les classes sur laquelle repose le système économique capitaliste. L'action précède le verbe, tout comme ce ne sont pas les idées qui changeront le monde, mais l'action consciente, unie et organisée des masses... L'idéologie néolibérale ne fait qu'orchestrer ces rapports à tous les niveaux de la société une fois le capitalisme parvenu à un stade de décomposition ou de putréfaction avancé, ces rapports en sont le produit ou la traduction, c'est donc se leurrer que de croire qu'il serait possible de les modifier ou de les remplacer par d'autres rapports sans renverser les rapports sociaux établis entre les classes, sans que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique.

L'idéologie néolibérale n'est pas apparue et ne s'est pas développée à n'importe stade du développement du capitalisme, mais lorsque les contradictions du capitalisme étaient parvenues à un niveau tel que tout progrès social et toute expression indépendante de la démocratie devenaient des obstacles à la survie du capitalisme et devaient être remis en cause puis bannis. De même que le marxisme a vu le jour quand le cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme avait atteint son stade de développement ultime permettant à l'humanité d'envisager concrètement le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté. - ndlr)

François Hollande peut-il souffrir de cette stratégie ?

Le président avait réussi un été pas si mauvais en terme de stratégie, faisant le tour de la France avec un message social, une prophétie auto-réalisatrice sur la reprise de la croissance. Ce message a pourtant été perturbé par les mauvaises nouvelles annoncées par Pierre Moscovici et l'échappée de Manuel Valls sur les Roms, l'islam, l'immigration. Cela a créé un brouillage idéologique. L'hypothèse d'un Manuel Valls Premier ministre après un éventuel remaniement a aujourd'hui du plomb dans l'aile.

(Erreur, "*l'échappée de Manuel Valls sur les Roms, l'islam, l'immigration*" est venue en complément, mieux en soutien au discours creux et trompeur de Hollande, l'opération consistait à faire croire que la majorité de la population qui soutient Valls sur les questions de sécurité soutenait aussi Hollande sur le plan social dans la perspective de la rentrée sociale qui pourrait être explosive, bien qu'on a du mal à y croire.

L'auteur de cet article commet une seconde erreur en avançant l'hypothèse de Valls Premier ministre, Ayrault est bien plus utile en première ligne à ce poste, alors que contrairement à Valls, Fabius et Sapin il n'a jamais été recruté par les néolibéraux (à ma connaissance), c'est en quelque sorte la caution de gauche ou de la pluralité des courants au sein du PS indispensable pour qu'il remplisse correctement sa fonction au sein du régime. Le PS n'est pas le Labour Party ou le SPD, le mouvement ouvrier français et la tradition de la lutte des classe en France sont différents de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, quoiqu'il va arriver un moment où les différences vont s'atténuer au point de rendre possible la nomination d'un Premier ministre issu des rangs néolibéraux. Le moment est-il venu, rien n'est moins sûr, l'équilibre gouvernemental auquel Hollande et ses conseillers sont parvenu demeure l'essentiel pour assurer la stabilité du régime. - ndlr)

La principale leçon de cette université d'été, c'est que François Hollande est confronté à un choix. Il ne peut plus se contenter de faire une synthèse entre des courants de parti. Il s'agit d'adopter une stratégie politique cohérente. Qui a raison au sein du gouvernement et de la gauche en général ? Ceux qui s'efforcent de déconstruire les fondamentaux de la droite en matière de sécurité, de transition écologique, d'éducation, de politique pénale, de santé publique, d'immigration (Vincent Peillon, Cécile Duflot, Christiane Taubira, Philippe Martin…) ou ceux qui s'efforcent de trianguler l'opinion en consolidant et légitimant l'idéologie néolibérale, cette machine à fabriquer des histoires de victimes et de vilains, de héros méritants et de vils fraudeurs, de courageux travailleurs et d'étrangers profiteurs ?

(C'est ici caricaturer l'idéologie néolibérale qui en réalité se décline à tous les niveaux, économique, social et politique et qui touche à absolument tous les rapports dans la société. Quant à ces deux tendances qui s'affronteraient, elles ne concernent que l'intérieur du PS et le mouvement ouvrier minoritaire et qui plus est n'a rien de révolutionnaire, tandis que la majorité de la population serait plutôt de droite aujourd'hui à défaut d'issue politique et de parti pour l'incarner. Le "*choix*" de Hollande ne consiste pas à adopter une "*stratégie politique cohérente*", en soi elle l'est, il serait plutôt qu'elle ne l'apparaisse pas trop (marquée à droite, évidemment) de manière à faire vivre l'illusion que le PS et le gouvernement serait de gauche, il est condamné à cette posture. - ndlr)

Que peut faire le reste de gauche face à cette personnalité médiatique qui se distingue ?

- Valls/Taubira, la controverse médiatique de l'été, a tourné lors des journées de La Rochelle à un dilemme existentiel pour le gouvernement. A La Rochelle, Manuel Valls est apparu comme un cheval de Troie médiatique. Une sorte de Superman entouré de caméras, venu faire la démonstration de ses super pouvoirs en matière de sécurité.

Tous les observateurs ont noté en revanche le sérieux de l'intervention de Christiane Taubira qui tranchait avec les gesticulations de Manuel Valls. "*Plutôt convaincre que séduire*", s'est exclamé C. Taubira.

(En gros, pour Taubira l'équation est simple : les délinquants, on les laisse en liberté, on leur inflige une peine légère ou on les embastille pour de longues années. Pour Valls c'est plus compliqué, il peut prendre toutes les mesures policières qu'il veut, cela ne résout pas la question sociale qui est à l'origine de la délinquance, etc. c'est un cercle vicieux qui ne sera brisé qu'en renversant le régime en place. - ndlr)

Le gouvernement est-il capable d'avoir un discours politique structuré? Le parti socialiste peut-il être l'intellectuel collectif capable de déconstruire l'idéologie néolibérale qui s'est imposée à tous les gouvernements européens? Ou ne sera-t-il qu'un syndicat des sortants, un parti attrape-tout jouant du momentum médiatique pour accroître la confusion et tromper des électeurs réputés amnésiques et qui s'en vont toujours plus nombreux vers le Front national ? Pierre Bourdieu le rappelait quatre ans avant le 21 avril 2002 : "*C'est cette conception de la politique qui est depuis plusieurs années l'alliée la plus sûre du FN : instrumentale et cynique, plus attentive aux intérêts des élus qu'aux problèmes des électeurs…"* Voilà François Hollande prévenu. C'est l'électoralisme de la rue de Solferino et non le soi-disant laxisme de la Garde des sceaux qui est porteuse des futures catastrophes et aucun marketing électoral, aucun storytelling ne saurait l'éviter. nouvelobs.com 25.08

(Catastrophe sociale, assurément, mais je ne suis pas sûr que cela soit la préoccupation de l'auteur de cet article. Là encore il baigne en pleine confusion, en fait tout son article en est imbibée du début à la fin, le processus qui se déroule sous nos yeux est inévitable partant du constat que le gouvernement gère la société pour le compte de l'oligarchie financière au détriment de la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs, le PS, ses satellites et ses alliés de gauche et d'extrême gauche font forcément le jeu de l'extrême droite, ce n'est pas nouveau.

Ce qui induit en erreur l'auteur de cet article et avant lui Bourdieu, c'est qu'il fait une fixation sur la "*conception de la politique*" du PS qui peut varier en fonction du contexte, au lieu de s'en tenir à la nature du PS, parti capitaliste ou bourgeois, et qu'elle est intangible. - ndlr)

Une vidéo

Al GORE reconnait officiellement l'existence des épandages aériens / Chemtrails are for blocking the sun (video) - Internationalnews (http://www.internationalnews.fr)

Al Gore affirme que les chemtrails sont utilisés pour bloquer l'effet du Soleil, et que la pulvérisation de 90 millions de tonnes par jour de produits chimiques dans l'atmosphère est destinée à bloquer l'effet du Soleil. Vidéo mise en ligne en juin 2013.

Al Gore finally admits Chemtrails are for blocking the SUN it s nuts
http://www.youtube.com/watch?v=Di7TdO_cr1k

ACTUALITE EN TITRES

Un euphémisme !

- PS: 70% des Français trouvent le parti trop éloigné de leurs préoccupations - L'Express.fr

Tant mieux, car l'inverse serait préoccupant !

C'est leur unique priorité.

- La stabilité financière mondiale, priorité des banques centrales - Reuters

- Les rémunérations des patrons de Glencore Xstrata et Credit Suisse épinglées - AFP

A bas le féminisme institutionnel !

- Elles exigent "des femmes au Panthéon" - LePoint.fr

Un collectif de plus de 50 associations féministes demande à François Hollande d'introniser des femmes au Panthéon. LePoint.fr 25.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Le "***bruit et de la fureur***" des dictateurs qui appellent à bombarder la Syrie !

"*J'entends, sur la gauche de notre gauche une voix, une voix qui se présente comme celle du +bruit et de la fureur+, une voix qui refuse toute évolution et ne cesse d'appeler à une forme de résistance nostalgique*", a lancé le Premier ministre en clôture de l'université d'été du PS.

"*Je le dis avec force: la résistance ne peut pas être une fuite devant les réalités d'abord et devant les responsabilités ensuite*", a ajouté M. Ayrault, AFP

J'entends sur la droite de la droite une voix, une voix qui se présente comme celle du bruit de bottes et de la fureur des envahisseurs, des conquérants, des colonisateurs détruisant et massacrant tout sur leur passage et "*qui refuse toute évolution et ne cesse d'appeler à une forme de résistance nostalgique*" au progrès social en faveur de la régression sociale sans fin et de la plus terrible des barbaries, j'ai nommé monsieur Ayrault et son parti, ses satellites, tous ceux qui soutiennent le PS, qui s'apprêtent à lui apporter des voix en 2014.

Ayrault assume endosser la responsabilité des crimes commis par Hollande et son gouvernement, cela le range au rang des tyrans.

On va encore nous dire que c'est excessif, ceux qui le pensent sont des opportuistes ou des nantis, le plus souvent les deux à la fois, qui finalement n'en ont rien à foutre du sort du peuple syrien et des autres, aussi longtemps qu'ils n'en sont pas réduits à la misère ou que les bombes ne tombent pas sur leurs têtes tout va bien et le PS est un parti tout à fait fréquentable. Surtout ne nous faites pas le coup de changer d'avis demain, il sera trop tard, c'est maintenant qu'il faut rompre avec le PS et ses satellites, les appareils pourris des syndicats et les institutions.

Haut de page

Le 27 août 2013

CAUSERIE

Lundi 20h24.

Je zappe les infos de TV5Monde Asie dans 6 minutes.

Tous les partis ouvriers ont eu plus de deux ans pour mener une bataille sur la Syrie, aucun ne l'a fait. Cela donne une idée de leur décomposition, ils ont tous démissionné ou capitulé. J'ai été visiter leurs sites Internet, le néant, ces partis incarnent dorénavant le vide, l'ennemi a le champ libre.

Ils osent prétendent défendre l'indépendance de l'Etat contre l'UE, alors que lorsqu'un pays souverain qui n'a déclaré la guerre à personne est victime d'une agression impérialiste, ils se couchent tous devant leur propre impérialiste. On aura compris que la position que certains avaient adopté sur la Libye n'était en fait qu'une simple posture.

J'imaginais cet après-midi un conseil de guerre à l'Elysée :

- Alors comment la situation se présente ?

- A vrai dire idéalement.

- Mais encore ?

- L'ensemble des médias sont sur la ligne d'une intervention militaire, quant aux partis politiques soit ils observent une neutralité ou un silence bienveillant (POI, NPA, FdG, LO), soit ils nous suivent.

- Donc la voie est libre ?

- Parfaitement, même les syndicats sont muets, les ONG sont à nos côtés.

- Donc les masses nous sont acquises.

- Parfaitement.

- Bon, je téléphone à Obama et Cameron pour leur dire qu'on est prêt de notre côté.

Génial, non ? Merci à tous ces partis de nous offrir cet unième bain de sang, si, si, vous qui militez dans ces partis, vous pouvez féliciter vos dirigeants, n'hésitez pas si vous avez une boule dans l'estomac, cela vous soulagera.

Lundi 21h40 (en Inde).

Quelques infos sur la Syrie du 23 au 26 août 2013.

1- Des dizaines de membres de la milice terroristes Armée libre syrien, formés sous la supervision de la CIA et des commandos israéliens et jordaniens se sont infiltrés à partir du 15 août en Syrie avec pour l'objectif de lancer une vaste offensive contre Damas et Daraa, une localité non loin de la capitale. C'est Le Figaro qui confirme l'entrée des dizaines de terroristes que le journal affilie à l'ASL mais qui ne sont rien d'autre que des takfiris repêchés par le renseignement saoudien. Il s'agit des forces spéciales, entrainées depuis des mois dans des camps en Jordanie et qui marchent, selon le journal "*sur la capitale. 300 effectifs de cette force sont entrées le 17 août en Syrie et le reste, deux jours plus tard, le 19 août*".

Los Angeles Times avaient déjà fait état de l'entrainement de ces hordes takfiris par la CIA/Israël/Jordanie, aussi en Turquie. Les Etats Unis ont déployé 700 membres de leurs forces spéciales en Jordanie dans ce que Debkafile qualifie de " *Centcom*" et ces forces sont prêtes à intervenir ne Syrie à tout moment. Les analystes avaient fait état il y a quelques semaines d'un plan US/ Israël d'attaque terrestre contre la Syrie dont la première étape consiste à prétendre à l'existence d'une attaque chimique par l'armée syrienne contre la population. Il y a deux jours les médias arabes ont accusé l'armée d'Assad a lancer un raid au gaz sarin contre al Moazamiya, à rif de Damas où 1300 personnes auraient pér. Les images truquées circulent sur ce prétendu raid. Les Etats Unis ont-ils lancée leur attaque terrestre contre la Syrie? french.irib.ir 23.08

2- Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Jawad Zarif, a déclaré, lors d'un entretien téléphonique avec son homologue syrien, que l'Iran s'opposait à l'usage des armes chimiques, sous toutes ses formes, et le considère comme contraire aux principes humains.

Il a condamné, ensuite, l'usage, par les groupes terroristes, de ces armes, en Syrie, et a déclaré que cet acte est contraire à tous les principes humains et aux règles internationales. M. Zarif a ajouté que la crise syrienne ne serait résolue que par des moyens pacifiques et le dialogue, et que tout autre effort, pour mettre fin à la crise, en dehors de ce cadre, serait voué à l'échec et pourrait avoir des conséquences dangereuses. Au cours de cet entretien téléphonique, qui a eu lieu, samedi soir, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid al-Mouallem, a vivement démenti les allégations non fondées de l'opposition concernant l'usage des armes chimiques par le gouvernement de Damas, et l'a qualifié de nouveau complot contre le peuple et le gouvernement syriens. «Les groupes takfiris et les terroristes ont utilisé ces armes, et ont commis, ainsi, de terribles crimes de guerre», a-t-il ajouté. french.irib.ir 25.08

3- Les régimes arabes alliés des Etats Unis dans leur guerre contre la Syrie ont ouvert ces dernières semaines les portes de leurs prisons d'où sont partis des milliers de qaidistes à destination de la Syrie.

Selon Der Standard, journal autrichien, des centaines de quaidistes , en étroite coopération avec les services du renseignement des pays arabes du Golfe perique ont été libérés ou fui les prisons en Irak, au Pakistan, en Libye, en Arabie saoudite. Ces terroristes ont largement contribué aux attentats de ces derniers mois en Irak et au Liban. Les détenus qaidistes, ayant évadé des prisons en Irak et au Pakistan arrivent en Turquie avant de gagner la Syrie. french.irib.ir 25.08

4- La Russie n'entend faire la guerre à personne même en cas d'une intervention militaire extérieure dans le conflit syrien, a indiqué lundi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. "*Vous pouvez faire des conclusions à partir de notre position de ces dernières années quand le droit international a été grossièrement violé en Yougoslavie, en Irak et en Libye. C'est*

mauvais. Nous n'entendons toutefois faire la guerre à personne. Nous espérons toujours que nos partenaires occidentaux ne pratiqueront pas leur politique de façon réactive, mais stratégique", a déclaré M.Lavrov lors d'une conférence de presse convoquée d'urgence à Moscou.

C'est ainsi que le chef de la diplomatie russe a répondu au journaliste occidental tenant à savoir si Moscou était prêt lui-même à recourir à la force en cas d'une éventuelle intervention militaire en Syrie. french.irib.ir 26.08

5- Une réponse des Etats-Unis à l'attaque chimique présumée en Syrie de la semaine dernière ne nécessite pas de confirmation de l'ONU, a estimé lundi le sénateur républicain américain John McCain en visite de travail à Séoul."*Il est difficile pour moi de penser que Bachar el-Assad va autoriser l'ONU à enquêter sur quelque chose qu'il a fait et qui sera négatif pour lui, mais nous n'avons pas besoin de confirmation de l'Onu*", a déclaré le sénateur.

Selon lui, "*si les Etats-Unis se mettent en retrait et ne décident pas de véritables actions - il ne s'agit pas de juste lancer quelques missiles de croisière - alors notre crédibilité dans le monde sera encore plus entamée, si nous en avons encore*". french.irib.ir 26.08

6- Alors que les inspecteurs de l'ONU ont commencé leur enquête sur les accusations de massacre à l'arme chimique près de Damas, le ministre des affaires étrangères français, Laurent Fabius, a assuré sur Europe 1 que toutes les options restaient "ouvertes" et que la décision concernant une "*réponse proportionnée*" serait prise "*dans les jours qui viennent*". "*Il faut proportionner les réactions, mesurer, agir à la fois avec détermination et avec sang-froid, et c'est ça qui va être arbitré au cours des jours qui viennent. La seule option que je n'envisage pas, c'est de ne rien faire*". french.irib.ir 26.08

Ce serait plutôt devant le ministère des Affaires étrangères qu'il faudrait organiser une manifestion pour soutenir le peuple syrien...

Lundi 22h08

Pour plus de détails, le Cercle des Volontaires s'est entretenu avec Ayssar Midani, membre et fondatrice du Comité de Coordination pour la Défense de la Syrie, et qui se trouve actuellement à Damas.

1- Syrie : Des armes chimiques saisies chez les rebelles - la propagande occidentale perdure. - Publiée le 25 août 2013

http://www.youtube.com/watch?v=KSiyFS_xE8U

2- Attaque à l'arme chimique en Syrie ? Ayssar Midani décrypte la propagande occidentale depuis Damas - Publiée le 24 août 2013

http://www.youtube.com/watch?v=HaI5yHKeQKk

Mardi 0h45 (en Inde)

Propagande de guerre pour légitimiser le conflit syrien. Michel Collon

http://www.youtube.com/watch?v=TLV3_YF_mzs

Interviewé par la chaîne Russia Today sur l'utilisation des armes chimiques en Syrie (et par qui ?), Michel Collon expose brièvement les 5 principes de la propagande de guerre, qui permettent à chacun de repérer la désinformation, les intérêts cachés, la diabolisation de l'adversaire et le refus du débat public. Pourquoi, informés par les satellites russes qui montreraient que ce sont les rebelles qui ont employé ces armes, les Etats-Unis, la France et leurs alliés tirent leurs conclusions avant même toute enquête...

Mardi 15h30

Je n'ai plus de temps de causer. J'ai encore plusieurs articles sous le coude, dont un très important selon moi que j'intitulerai peut-être *Le fil est rompu*, je parle de la continuité du marxisme, il sera précédé d'un exercice sur la dialectique, cela m'est venu à 2h du matin avant que je m'écroule de fatique. Ne me demandez pas si je dors bien, il faut que je sois complètement crevé et c'est le cas.

On se disait ausi que tout le monde n'était pas logé à la même enseigne en Inde, comme en Grèce ou à Chypre...

La stabilité de l'ensemble du système financier mondial est menacée par le désengagement imminent des grandes banques centrales des politiques ultra-accommodantes, car les pays émergents ne peuvent pas empêcher des sorties de capitaux massives, ont averti samedi plusieurs participants à la conférence économique de Jackson Hole (Wyoming). Reuters 25.08

Le gouvernement a été décidé (...) des restrictions sur les sorties de capitaux pour les particuliers et les entreprises. AFP 21.08

Vous me direz qu'au niveau où est tombée la roupie, les particuliers comme moi ont plutôt intérêt à faire entrer des euros en Inde que le contraire. Donc surtout avant le 10 ou 11 septembre jour de l'arrivée de mon épouse en Inde, vous ne touchez à rien, je vais cavaler changer ces euros, chez un agent de change ou au black, tout dépendra.

Cuba complice de l'impérialisme américain ?

Il y a 10 ou 15 jours, feignant la naïveté je me suis demandé pourquoi Fidel Castro n'avait jamais mis fin au bail conclu avec les Américains au début du XXe siècle où allait être implantée la prison de Guantanamo, il a eu plus d'un demi-siècle pour récilier ce bail, à croire qu'une base américaine plantée en plein Cuba ne représentait pas vraiment une menace pour le régime en place, alors de là à penser qu'il y avait en réalité collusion d'intérêt entre les deux régimes, tout porte à le laisser supposer, l'existence de l'un justifie celle de l'autre et leur politique respective et tout le monde s'en porte bien au niveau des dirigeants de ces deux pays, non, vous ne pensez pas ?

Non, je ne vous sens pas convaincus, on vous a raconté trop d'histoires pendant trop longtemps, donc vous êtes totalement imbibés par le propagande officielle et vous croyez dur comme fer que Cuba et les Etats-Unis sont des ennemis jurés, un nouveau élément vient prouver le contraire.

- Edward Snowden, qui a obtenu un asile temporaire en Russie, a passé plusieurs jours au consulat russe à Hong Kong avant de se rendre à Moscou dans l'espoir de rejoindre un pays d'Amérique latine en passant par Cuba, a rapporté lundi le quotidien russe Kommersant.

Selon Kommersant, citant des "*sources informées*", l'ex-consultant du renseignement américain n'a cependant jamais pris le vol pour La Havane car les autorités cubaines, sous la pression des Etats-Unis, ont informé Moscou que le vol d'Aeroflot ne serait pas autorisé à atterrir s'il transportait M. Snowden.

Une source a précisé que Cuba, ainsi que d'autres pays, avaient été informés par Washington qu'il y aurait des "*conséquences fâcheuses*" s'ils aidaient M. Snowden. AFP 25.08

Les limites du castriste, quoi ! Un jour on apprendra qu'en réalité ils s'étaient tous défilés, les Morales, Maduro et Cie...

ACTUALITE EN TITRES

Avec le temps...

- Le marché de dérivés Eurex paralysé une heure par une panne - Reuters

- Weidmann (Buba): les taux de la BCE ne resteront pas toujours bas - AFP

- Les opérateurs boursiers BATS et Direct Edge fusionnent - Reuters

Belle vitrine !

- Facebook retire «*Mein Kampf*» de la liste des livres recommandés - 20minutes.fr -

Retraites. Un contre tous, devinez quel sera le perdant ?

- Réforme des retraites : Ayrault joue la carte de la concertation - LeMonde.fr

- Retraites : le patronat évoque une baisse du coût du travail - LeFigaro.fr

- Retraites : Ségolène Royal souhait "*un allongement modéré*" des cotisations - Atlantico.fr

Parole de patron.

- Souriez, c'est la rentrée : la science le dit, avoir plus de vacances ne rend pas plus heureux au travail - Atlantico.fr

Intox.

- En Inde, une loi inscrit la responsabilité sociétale dans la gouvernance des entreprises - Le Monde

J'ai lu l'article en question, la loi n'a aucune valeur coercitive, elle ne comprend aucune mesure obligatoire ou contraignante, c'est juste du vent !

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande-Fabius-Le Drian ou les néolibéraux djihadistes au pouvoir.

- Syrie : Le Drian au Qatar et aux Émirats - LePoint.fr

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, actuellement en visite au Qatar, se rendra mardi aux Émirats arabes unis (EAU) à la demande de François Hollande pour s'entretenir de la crise syrienne avec les responsables émiratis, a-t-on appris lundi dans son entourage.

Il s'agit du 4e déplacement aux Émirats du ministre de la Défense, et son 3e au Qatar, depuis son entrée en fonction en mai 2012.

"*Ce sont des pays qui interviennent diplomatiquement très fortement sur la question syrienne, avec lesquels nous avons une coopération stratégique très affirmée*", souligne-t-on dans l'entourage du ministre : "*Il est absolument nécessaire qu'on ait une conversation avec eux sur le sujet.*" Selon les experts, le Qatar et les EAU sont en pointe pour aider concrètement sur le terrain la rébellion syrienne face à l'armée du régime de Bachar el-Assad. LePoint.fr 26.08

Qatar, un régime de voyous adulé par le gouvernement français.

Les épouses de quatre Français retenus au Qatar ont appelé à l'aide lundi les autorités françaises, poussant un "*cri de colère*" selon leur avocat Frank Berton qui a qualifié ces hommes de "*séquestrés*".

L'avocat avait dénoncé samedi la situation de quatre Français victimes selon lui d'abus de confiance et d'escroquerie, de chantages en échange d'un visa de sortie du territoire, obligatoire dans le pays.

"*Ils pensaient qu'on allait se décourager*", a dit Johanna Belounis, épouse de Zahir Belounis, footballeur franco-algérien parti jouer au Qatar en 2007. Il a attaqué en 2013 son club qui ne lui a plus versé son salaire depuis 21 mois, mais on lui a expliqué qu'il devait retirer sa plainte pour obtenir un visa de sortie.

Pour Isabelle Marongiu, dont le mari est un entrepreneur qui a créé une société avec un Qatari, son mari est un "*vieux jouet sur une étagère*" que le Qatar aimerait bien jeter.

Après avoir investi plus de deux millions d'euros, ses partenaires ont exigé de reprendre ses parts gratuitement.

Jean-Pierre Marongiu a tenté de s'enfuir du Qatar en kayak, arrivant au Bahreïn où les autorités françaises l'ont remis à leurs homologues locaux, qui eux-mêmes l'ont livré aux gardes-côtes qataris, a accusé son avocat Frank Berton, qui a exprimé le souhait "*que les autorités françaises se bougent*".

"*L'ambassade de France n'a pas remis M. Marongiu aux autorités du Bahreïn*", a indiqué à l'AFP un porte-parole du Quai d'Orsay qui "dément formellement" cette accusation.

Dans une réponse lors d'un point presse électronique, le Quai d'Orsay a dit que l'ambassade de France au Bahreïn "*a tenté de le dissuader de rejoindre illégalement Manama pour se rendre à Nice, rappelant qu'une ambassade ne peut aider un de ses ressortissants à se soustraire à la justice*".

Un autre chef d'entreprise Nasser Al-Awartany et un entraîneur de football Stéphane Morello sont également représentés par l'avocat français, qui doit se rendre à Doha pour rencontrer les quatre hommes début septembre.

Me Berton a annoncé qu'une plainte au pénal serait déposée. Parmi les sponsors des quatre hommes, qui s'étaient portés garants pour leur venue au Qatar, se trouvent plusieurs membres de la famille royale.

"*On sait bien que c'est le combat du pot de terre contre le pot de fer. (...) C'est parce que c'est au Qatar qu'on n'en parle pas*", a dit l'avocat. AFP 26.08

Vite, il faut aussi attaquer l'Iran et l'Irak...

C'est Al Jazeera qui lance le premier cette information ahurissante. Interrogé sur le plateau d'Al Jazeera, "*l'ambassadeur*" de la coalition des opposants syriens, Nazar al Haraki dit avoir des preuves qui "*seront bientôt rendues publique et qui montrent que les missiles à tête chimiques ont été tirés depuis plusieurs zone en Syrie et à l'étranger vers la banlieue de Damas..... en Syrie, ces engins ont été tirés depuis Jabal Ghassiyoun par le régime Assad, le Hezbollah et les miliciens irakiens de Kataeb al Haqq et de Lawa al Abbas ! mais les missiles ont également été tirés depuis l'Iran ou l'Irak*". Ces propos ont provoqué quelques minutes de silence tant ils semblaient insanes au journaliste d'Al Jazeera lui même.

Plutôt dans la journée, le porte-parole de la coalition des opposants syriens arétendu au cours d'un point de presse avoir des documents qui prouvent l'iimplication du régime Assad dans le raid chimique contre Al Ghouta-est et Al Ghouta-ouest. Khaled Saleh a prétendu avoir reçu des documents et des preuves sur la culpabilité de l'armée syrienne via des "*éléments au sein du régime Assad*" qui "*n'osent pas se faire connaitre*" ... pour les analystes des questions internationales, le nouveau prétexte invoqué contre Assad vise à fournir le prétexte nécessaire pour justifier une intervention militaire en Syrie. french.irib.ir 24.08

Syrie. Conditionnement des masses ou comment justifier le massacre d'un peuple innocent.

A ma connaissance, le régime syrien n'a agressé aucun pays, pas plus que celui de S. Hussein ou de M. Kadhafi.

Ce qui est étrange, c'est que ce sont des régimes soi-disant démocratiques qui se livrent à ces agressions et se comportent pire que des régimes réputés tyranniques, à juste titre, au point de se demander comment il faut les qualifier, de la même manière, de dictatures, avec la puissance de feu supérieur permettant de procéder à de vastes destructions et massacres.

De la même manière que le mouvement ouvrier dans ces pays défendra les quelques bribes de démocratie ou de liberté qu'il leur aura été accordé, en France on procèdera de même sans jamais qualifier le régime de démocratique, pas plus hier qu'aujourd'hui ou demain, la démocratie demeurant à conquérir tout comme le pouvoir politique pour les masses exploitées, l'un n'allant pas sans l'autre.

On ne concèdera rien à la classe dominante qui ne porte pas le sceau de l'imposture, de l'infâmie, de l'oppression et de l'exploitation, de la barbarie. Nulle nostalgie chez nous, notre regard porte uniquement vers le futur, notre émancipation qu'il nous faut conquérir une fois balayé le vieux monde.

- Washington prépare le terrain pour une intervention en Syrie - 20minutes.fr

- Syrie : Washington ne doute plus de l'utilisation d'armes chimiques - Francetv info

- Armes chimiques : Damas devra "*rendre des comptes*", prévient Washington - LeMonde.fr

- Syrie : John Kerry dénonce «*le massacre aveugle de civils*» par des armes chimiques - LeFigaro.fr

- Le front occidental anti-Bachar affûte sa riposte - LeFigaro.fr

- La Turquie prête à rejoindre une coalition contre la Syrie - AFP

- Pour Lavrov, intervenir en Syrie sans accord de l'ONU serait "*une violation grossière*" du droit - LePoint.fr

- La Russie revendique son rôle d'allié indéfectible du régime syrien - LeFigaro.fr

A bas le féminisme et les féministes! Le formatage de la pensée unique de droite, de gauche et d'extrême gauche, à l'extrême droite ils ne pensent pas.

Tous ces mouvements qui mettent en scène des minorités, des couches ou des communautés qui sont victimes de discriminations, agissent comme des gendarmes ou des procureurs envers la majorité de la population dont l'état d'esprit n'est et ne peut être que le reflet des rapports sociaux (de production) qui sont à l'origine de la société basés sur les inégalités entre

les classes qu'ils reproduisent.

Le rapport dominant dominé, exploiteur exploité, étant à la base de la société capitaliste, on le retrouve au sein de tous les rapports sociaux dans la société, il concerne toutes les classes. Il faudrait qu'il existe une égalité entre les hommes et les femmes au sein de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie, et lorsqu'on observe ce qui se passe à l'intérieur de la classe dominante on s'aperçoit que ce n'est pas du tout le cas et qu'ils se moquent bien de ce principe, qui finalement a été élaboré et imposé aux classes inférieures uniquement pour les imprégner de l'idée qu'il existerait une égalité entre les classes et qu'elle devrait être respectée. Autrement dit, que les opprimés devraient se soumettre aux oppresseurs, puisque c'est la seule traduction possible ou le seul rapport qui peut exister entre les classes en régime capitaliste.

On notera au passage à quel point la confusion est entretenue entre défense des droits des femmes travailleuses et féminisme, quand on observe que l'égalité a donné son nom à des organisations d'extrême droite et d'extrême gauche, organisations d'extrême gauche qui ont repris à leur compte le discours des féministes réactionnaires, tout comme les partis d'extrême gauche d'ailleurs.

Le droit à l'égalité se traduit par la soumission de la majorité à la minorité, conformément aux rapports qui existent entre les classes, dans le cas des hommes et des femmes c'est différent puisqu'il existe pratiquement autant d'hommes que de femmes dans la société, selon les domaines dans lesquels ce principe se traduit, c'est le plus faible qui doit endurer le même traitement que le plus fort ou il voit attribuer un fardeau supplémentaire, on inflige aux femmes une double peine en faisant croire que ce serait un avantage, elles sont doublement exploitées au nom de l'égalité, un progrès social paraît-il, dont en réalité seront principalement victimes celles qui se situent en bas de l'échelle sociale, les couches moyennnes et la classe moyenne disposant des moyens d'atténuer cette peine, la classe dominante n'étant pas concernée évidemment. Voilà ce que couvre l'extrême gauche.

Le cadre.

La journaliste de France Inter, Clara Dupont-Monod s'entretenait avec une féministe.

- Féminisme : l'interview qui choque - lepoint.fr

Commentaire d'internaute.

1- Sacrilège ! Anathème ! Qu'on la lapide !

- "*... Osez charrier une féministe c'est sacrilège... Rappelons qu'en France le féminisme est officiellement considérée comme Grande cause Nationale PolitKement KorreKte, et qu'il est interdit de mettre une féminisme mal à l'aise en lui posant des questions déstabilisantes. Cette journaliste aurait dû se contenter de faire son travail, c'est à dire de poser la liste de questions préparées à l'avance par le MLF.*"

Les féministes sont des tyrans, vous avez raison !

2- L'interview qui choque qui ?

- "*L'interview qui choque ! Voila, tout est dit ! On choque quand on ne pose pas les questions que certains attendent ! Je croyais pourtant que l'interviewer était libre de ses questions !*

Mais au fait, qui est choqué ? Quelques dizaines de personnes ? Qui ensuite vont affirmer que tout le Web est en émoi ? Mais bien sûr ! Evidemment !

Allez vite, un sondage auprès des français pour savoir qui est vraiment choqué !"

Une vulgaire manipulation, qu'attendre de mieux ou de plus des médias franchement : boycott ! Ils existent dorénavant plein de portails où s'informer sur l'actualité, et il existe aussi mille manières de se divertir ou d'augmenter ses connaissances sans passer par les médias.

3- Elle s'est adaptée !

- "*J'ai écouté cette interview et franchement, je pense que cette journaliste a essayé de s'adapter à son interlocutrice dont les propos étaient pour le moins inconsistants.*

Sans doute avec un peu de maladresse due à son peu d'expérience.

Mais il est probable que le lobby féministe crée et va faire enfler cette polémique artificielle pour clouer au pilori cette femme dont le crime aura été de ne pas être béate d'admiration devant l'action de ce collectif féministe en faveur de l'entrée de femmes au Panthéon."

Ils vont la faire taire ou disparaître. Regardez, moi, il y en a qui en rêvent depuis des années, pas de bol je vais les pilonner et si la France attaque la Syrie, c'est un déluge qui va s'abattre sur eux.

Cela fait 99 ans que le PS est passé de l'autre côté de la barricade, Hollande aurait pu attendre pour bombarder la Syrie le 3 août 2014, pour commémorer au son du canon le centième anniversaire du passage de son parti dans le camp de l'ennemi.

4- Erreur...

- "*Je pense que la seule faute de Clara Dupont-Monot est de ne pas être formaté "pensée unique" des médias parisiens bobos et de la bien pensance féministe que représentait la pitoyable Pascale Clarck (qui m'avait fait fuir France Inter) ! Moi, j'ai trouvé sa première interview au contraire incisive et pas convenue ! Au moins elle ne se contentait pas de " passer les plats" avec une connivence lamentable dont "certains journalistes" sont aujourd'hui coutumiers !*"

Vous pouvez écrire entre guillemets "*certains journalistes*" à défaut de pouvoir en nommer, tout du moins au sein des médias nationaux aux mains de banquiers. Charles Enderlin en est un par exemple, un des rares rescapés du génocide sioniste des médias.

Attrape tout, attrape-nigauds

- Trappes: tentative de suicide de l'ado ayant porté plainte pour agression islamophobe - L'Express.fr

Les islamistes radicaux qui l'ont conditionnée sont les seuls responsables.

- "*Cri de colère*" des épouses de Français "*séquestrés*" au Qatar - AFP

Qu'elles s'en prennent à Hollande l'ami du régime salafiste du Qatar !

Marignan. Hommage à Jacques Blondel, salarié d'Air France sur le site aéroportuaire.

- Un silence religieux pendant une marche d'une demi-heure, puis deux minutes d'applaudissements sans discontinuer sur les lieux du crime: la population de Marignane a rendu un hommage émouvant lundi à Jacques Blondel, ce retraité tué jeudi en tentant d'interpeller deux braqueurs.

Ils étaient près de 2.000 à avoir répondu à l'appel lancé dès le jour du drame par le maire de la commune.

"*Jacques Blondel pourrait être notre père, nous avons l'âge de ses enfants. Tout Marignane ne parle que de cette histoire. C'est un héros, à l'ancienne cependant, car aujourd'hui on meurt pour cela. C'est honteux...*", expliquent ainsi les Marignanaises Morgane Noël, 21 ans et Marion Geay, 22 ans, agent administratif et employée de banque.

Marie-Thérèse et Claude, un couple de retraités, rose blanche en main. "*Il a été héroïque, mais il a pris des risques. Qu'aurait-on fait à sa place...? Nous lui rendons hommage, mais nous avons la haine*", disent-ils. Patrice, 40 ans, commerçant à Vitrolles, ville limitrophe, est venu pour "*faire prendre conscience aux politiques qu'ils doivent régler le problème de cette violence qui monte*". AFP 26.08

Monsieur Jacques Blondel était originaire du Burkina Faso, son assassin, Marwan Rezgui, 18 ans, a été arrêté la première fois à 15 ans, et depuis il a été condamnée 12 fois en 3 ans.

Comment se fait-il qu'il était en liberté ? En ajoutant toutes ses condamnations il aurait dû être en prison pour plusieurs années, non ? Parce qu'il était mineur ? Pour se comporter de la sorte, on n'est plus mineur, cette notion dans ce cas précis est obsolète, l faut changer la loi et établir la responsabilité à partir de 15 ou 16 ans.

Avant qu'il ne commette l'irréparable, la justice aurait dû lui proposer un travail payé au smic ou la prison. Or, leur justice est incapable de proposer cette alternative, elle est laxiste ou répressive, selon que cela l'arrange ou le gouvernement.

Je vous passe d'autres articles que j'ai téléchargé qui traite de cas similaire, c'est devenu quotidien. J'en reproduirai un seul plus loin car il est encore plus grave si on peut établir une échelle de valeurs dans ce domaine, disons que cela s'est passé dans un

hôpital, un cinglé qui se met à tirer jusqu'à temps que son arme s'enraye.

Commentaire d'internaute (chaque fois je corrige les fautes d'orthographe)

1- "*Mais où est SOS racisme et les extrémistes de gauche pour condamner ce meurtre odieux ?*

Aucun représentant du gouvernement ? Pour rendre hommage à cet homme courageux qui a voulu faire face à la délinquance que ce gouvernement collabo laisse croître ? Valls complice passif de ce crime odieux. Le gouvernement avec."

Tout à fait, ce sont des rats, ils sont à vomir, mais dites-vous bien que c'est voulu, calculé, c'est une stratégie pour monter la population contre la minorité musulmane ou les étrangers en général, stabilité du régime oblige, vous comprenez ?

2- "*Ou sont les Harlem Désir, Taubira et toute la clique collabos pro-arabes ?.....Si un jeune maghrébin avait été tué dans les mêmes conditions, toutes les rues seraient bondées d'humanistes bobos collabos et d'arabes en pleurs.....Par contre quand un arabe tue un sexagénaire accomplissant un acte de bravoure, il n'y a plus personne.....La France, quel pays de merde....*"

A qui le dites-vous ! Pensez à l'aspect social qui en est à l'origine, je ne pense pas que ces communautés aient souhaité un instant le sort qui leur a été réservé.

3- "*C'est à la photo que l'on voit l'absence totale de solidarité, de compassion et d'empathie de la "communauté" musulmane. Ils doivent être trop occupés à demander de pas faire d'amalgames et trouver des excuses aux braqueurs assassins.*"

C'est le boulot de la gauche, de l'extrême gauche et des gauchistes de trouver des excuses aux assassins, etc. comme ils en trouvent au gouvernement ou au PS depuis des lustres...

La peur au ventre.

- Des tirs dans un hôpital de Saint-Denis coutumier des tensions - AFP 26.08

Un homme devait être mis en examen lundi après avoir tiré trois fois sur un couple à l'entrée des urgences d'un hôpital de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Agé de 22 ans, le tireur doit être présenté à un juge d'instruction en vue de sa mise en examen pour "*tentative d'homicide*" sur les deux personnes visées, un conducteur avec lequel il avait eu un accrochage quelques heures avant et sa compagne.

A l'accueil des urgences de l'hôpital Delafontaine, trois impacts de balles tirées avec un pistolet automatique calibre 7,62 mm ont été relevés, deux au niveau du sol et le troisième à un mètre de hauteur.

L'homme, qui a 13 mentions à son casier judiciaire, la plupart remontant à sa minorité, est aussi accusé de détention et de transport non autorisés d'armes et de mise en danger de la vie d'autrui.

Deux aides-soignantes se trouvaient dans la salle d'accueil des urgences devant laquelle les coups de feu ont été tirés.

Lundi, la direction s'employait à rassurer le personnel de cet hôpital qui compte 80.000 passages annuels aux urgences adultes, gynécologiques et pédiatriques, au coeur d'un département confronté à un taux de délinquance élevé, et où de nombreuses armes à feu circulent.

"*Il y a un volume important de gens qui se présentent aux urgences (et) la sécurité est l'une de nos préoccupations : les équipes soignantes et de sécurité anticipent au maximum*", notamment pour réduire l'attente, source de frustration et de tension, explique à l'AFP la directrice adjointe de l'établissement, Catherine Vaucosant.

"*Ca relève d'un fait divers, mais c'est une goutte d'eau de plus dans le vase*", a déclaré le secrétaire général adjoint de la CGT à l'hôpital, Philippe Su, réclamant davantage d'effectifs médicaux et de sécurité. (Un "*fait divers*", une "*goutte d'eau de plus*" pour ce bureaucrate de merde ! - ndlr)

L'affaire a débuté vendredi soir vers 22 heures, quand le tireur, au volant d'une voiture volée, a percuté accidentellement celle de sa victime à Aubervilliers. "*Il a refusé de faire un constat et a pris la fuite*", a relaté une source judiciaire. Suivi et rattrapé par sa victime, il finit par lui donner rendez-vous plus tard dans la soirée, à Saint-Denis, pour faire ce constat.

A ce rendez-vous, l'homme est pris à partie par un groupe, auquel le tireur affirmera aux enquêteurs être étranger, et se fait frapper.

Il appelle les pompiers et se rend à l'hôpital Delafontaine.

Le tireur présumé a affirmé aux enquêteurs avoir été "*violenté*" par l'homme cible des tirs, qui aurait "tenté de lui extorquer de l'argent" pour réparer sa voiture après l'accident.

"*Tout en affirmant n'avoir pas voulu viser*" sa victime, l'homme a expliqué s'être rendu armé à l'hôpital "*pour ne pas rester dans une situation d'humiliation et régler le problème définitivement*". Selon les témoins de la scène, il ne s'est arrêté de tirer que lorsque son arme s'est enrayée. AFP 26.08

Question : "*L'homme (...) a 13 mentions à son casier judiciaire*", comment se fait-il qu'il soit en liberté ? Ah, c'est parce qu'il n'a pas encore buté quelqu'un !

Bancocratie. Quand JPMorgan Chase mène la danse.

1- Un système entièrement corrompu

L'enquête des autorités américaines sur la banque JPMorgan, soupçonnée d'avoir profité de l'embauche d'enfants d'influents responsables chinois, illustre une pratique très répandue parmi les firmes financières étrangères en Chine, désireuses de soigner leurs relations.

L'unité anticorruption de la Securities and Exchange Commission (SEC), gendarme des marchés aux Etats-Unis, a ouvert une enquête destinée à savoir si la banque d'affaires américaine n'a pas été indûment favorisée dans ses activités en Chine en raison de l'embauche d'au moins deux enfants de caciques du régime.

Pourtant, les attributions de postes à des jeunes gens aux puissantes connections familiales, "*prolifèrent*" dans le secteur financier en Chine, et "*tout le monde est impliqué dans ce genre de pratique*", a observé Andy Xie, analyste indépendant et ancien économiste de la banque américaine Morgan Stanley.

"*Tellement de gens ont du pouvoir et de l'influence que vous êtes amenés à recruter le fils de untel, la fille de untel. Cela finit par ressembler à un jeu (de stratégie) chinois*", poursuit-il.

La SEC s'intéresse notamment à l'embauche par JPMorgan du fils de Tang Shuangning, patron du conglomérat China Everbright Group - un des clients de la banque -, selon un document de l'enquête cité par le New York Times.

Un cadre d'Everbright Bank, une filiale, a assuré à un média officiel que le choix de JPMorgan par le conglomérat pour préparer sa future cotation à Hong Kong avait été décidé via un processus "*normal et ouvert*".

Toujours d'après le New York Times, JPMorgan aurait également engagé la fille d'un haut cadre de la compagnie nationale de chemin de fer, dont la banque a aidé l'introduction en Bourse.

Selon les experts, la question clef est de déterminer si de tels recrutements constituent une infraction à la loi fédérale punissant les pratiques de corruption des firmes américaines à l'étranger.

Or, en Chine, les frontières peuvent être poreuses entre le recrutement de la personne la plus compétente pour un poste, le choix d'un candidat en raison de ses connections familiales, et l'embauche d'une personne en contrepartie d'un accord commercial.

Les deux jeunes recrues de JPMorgan ont obtenu des postes à Hong Kong, et les documents obtenus par le New York Times ne suggèrent pas qu'elles étaient incompétentes, ni ne montrent de liens évidents entre leur embauche et d'éventuels bénéfices supplémentaires.

Cependant, ce n'est pas seulement une question de profit direct ou immédiat: "*La banque d'investissement en Chine est entièrement une affaires de relations*", a insisté un ancien banquier d'affaires dans le pays, parlant à l'AFP sous couvert de l'anonymat.

"*Les banques peuvent bien avoir des tas d'employés capables de calculer et d'obtenir des chiffres, mais si vous ne signez pas de contrat alors les calculs ne vous servent pas à grand chose*", a-t-il ajouté.

"*C'est tellement plus facile de recruter des personnes avec les bonnes connections*" susceptibles de faciliter des négociations au moment opportun, a-t-il conclu.

C'est d'ailleurs au grand jour que certaines grandes banques ont accueilli des enfants des plus hauts responsables politiques

du régime.

Ainsi, Margaret Ren, belle-fille de l'ancien Premier ministre et secrétaire du Parti communiste Zhao Ziyang, travaille aujourd'hui à Bank of America Merrill Lynch, après une carrière dans divers établissements financiers.

Alvin Jiang, petit-fils de l'ancien président Jiang Zemin, a quant à lui travaillé pour Goldman Sachs avant de rejoindre la firme d'investissement Boyu Capital.

Mais l'ouverture de cette enquête contre JPMorgan pourrait entraîner un début de remise en question, selon certains professionnels du secteur.

"*Des pratiques qui avaient été acceptées ou tolérées vont maintenant faire l'objet d'un contrôle accru*", a observé Simon Lance, directeur régional pour la Chine de la société international de recrutement Hays.

Echaudées, "*les entreprises en général vont réévaluer les risques associés*" avec leur façon de conduire leurs activités, a-t-il ajouté, pointant que ce type de recrutement n'est pas limité au secteur financier.

Le groupe pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline (GSK), actuellement sous le coup d'une grande enquête pour corruption en Chine, avait précédemment employé la fille de l'ancien secrétaire du Parti Hu Yaobang.

De même, la fille de l'ancien ministre des Finances Xiang Huaicheng travaille pour le cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers, selon un document transmis aux autorités de régulation.

L'affaire a déclenché des réactions au vitriol sur les réseaux sociaux chinois, prompts à dénoncer les privilèges des enfants d'apparatchik au détriment des jeunes talents sans relations.

"*JPMorgan n'a pas de chance d'être le seul à se faire prendre*", a commenté l'auteur d'un microblog sur Weibo, rappelant que c'est "*une tactique habituelle des banques*" mais aussi "*des entreprises d'Etat chinoises*".

De fait, "*si on commence à enquêter sur chaque cadre moyen en Chine continentale, il faut s'attendre à de stupéfiantes révélations*", a grincé un autre internaute. AFP 24.08

2- Une intention plutôt suspecte. Quel coup d'arnaque préparent-ils ?

La banque américaine JP Morgan Chase veut réduire ses interactions avec certaines banques étrangères afin de réduire les risques auxquelles elle est exposée et de renforcer ses contrôles internes, écrit le Wall Street Journal vendredi.

La première banque américaine en termes d'actifs examine actuellement ses interactions avec des milliers de banques partenaires étrangères pour lesquelles elle traite des transactions et réalise la compensation pour des paiements en dollars, ajoute le quotidien financier, citant un mémo interne.

La banque veut s'assurer que les institutions financières étrangères avec lesquelles elle travaille sont sûres, a indiqué une source proche du dossier citée par le Wall Street Journal.

"*Servir les institutions bancaires de nos correspondants bancaires continue d'être l'une de nos forces*", a commenté un porte-parole de JPMorgan Chase joint par l'AFP.

"*Il est important pour nous de faire une pause et d'évaluer nos activités, particulièrement dans certains marchés, pour nous assurer que nous sommes bien positionnés pour répondre à nos responsabilités à long terme*", a-t-il ajouté. AFP 24.08

Parce que voyez-vous JPMorgan Chase serait rempli de bonnes intentions envers ses "*correspondants bancaires*", ses clients... Il faut aussi penser à Bâle III, à l'Union bancaire européenne qui va consister à réduire le nombre de banques pour mieux les contrôler...

3- Pas "***négligeant***", simplement escroc, ouf !

Un juge américain a condamné la banque JPMorgan Chase à verser environ 50 millions de dollars au milliardaire Len Blavtnakik, estimant que l'établissement avait rompu son contrat en incluant dans un produit d'investissement trop d'actifs adossés à des prêts immobiliers à risques.

Dans une décision datant du 21 août mais rendue publique lundi 26 août, le juge Melvin Schweitzer de la cour suprême de l'Etat

de New York considère que M. Blavatnik, Américain d'origine russe, est en droit de réclamer un dédommagement de 42,5 millions de dollars auquel peuvent s'ajouter des intérêts annuels de 5 % depuis la fermeture du produit financier concerné en mai 2008.

M. Blavatnik, le propriétaire de Warner Music, avait déposé plainte contre JPMorgan en 2009 et cherchait à récupérer en tout plus de 100 millions de dollars qu'il estimait avoir perdu suite à un placement dans un produit géré par la banque. Lors de la conception de cet outil financier, sa société Acces Industries Group aurait spécifiquement demandé à ce qu'il ne contienne pas plus de 20 % de titres adossés à des prêts hypothécaires. Mais la banque a dépassé cette limite en investissant par ailleurs dans des produits adossés à des titres hypothécaires à haut risque (subprime) qu'elle recensait sous un autre nom.

Lorsque la bulle immobilière américaine a explosé en 2007, la valeur de ces titres dérivés s'est effondrée, entraînant des milliards de dollars de pertes pour les investisseurs et propageant la crise financière la plus grave depuis 1929. JPMorgan Chase "*ne partage pas l'interprétation que la Cour a fait du contrat passé*" avec l'entreprise de M. Blavatnik et "*étudie les suites à donner au jugement*", a indiqué dans un communiqué un de ses portes-paroles, Doug Morris. L'établissement se réjouit toutefois que le juge ait "*rejeté les accusations de négligence*" dans la gestion du produit d'investissement, a-t-il ajouté. lemonde.fr 26.08

Extraordinaire, merci à Doug Morris pour cette sortie magistrale, chez JPMorgan Chase ils n'en ont rien à foutre d'être accusés de manipulation, disons le mot, d'escroquerie, du moment qu'on ne les accuse pas de "*négligence*", le sérieux de leur banque en serait entamé et les investisseurs qui sont de grands naïfs, si, si, il n'y a pas que chez nous qu'on en trouve à la pêle, pourraient en être contrariés et aller voir ailleurs. Heureusement que ce juge fait bien son boulot, entre nous, sous la table cela mérite bien une belle commission, il a été parfait.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- États-Unis

L'agence de sécurité américaine NSA a forcé l'accès au système de vidéo-conférence interne des Nations unies, a rapporté dimanche l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, citant des documents confidentiels de l'agence.

Cette interception de communications a engendré une "*hausse spectaculaire de la quantité de données issues de téléconférences et permis de décrypter ces données*", est-il écrit dans un document de la NSA cité par l'hebdomadaire.

L'agence, qui est depuis plusieurs mois au coeur des fuites de documents secrets par Edward Snowden révélant l'ampleur du système de surveillance des États-Unis, a pénétré dans le système de l'ONU pendant l'été 2012, selon le Spiegel. En trois semaines, le nombre de communications décryptées par ses services serait passé de 12 à 458.

L'hebdomadaire cite un autre rapport interne selon lequel la NSA aurait surpris les services secrets chinois en train d'espionner les communications des Nations unies en 2011.

Le Spiegel affirme également que la NSA surveillait l'Union européenne après son déménagement dans de nouveaux bureaux à New York en septembre 2012 et détenait des plans de ses locaux. AFP 25.08

2- Egypte

Le procès de Mohamed Badie, guide suprême des Frères musulmans, et de ses deux principaux adjoints, Khaïrat al Chater et Rachad Bayoumi, a été ajourné dès son ouverture dimanche en Egypte, où s'est parallèlement ouvert celui en appel de l'ex-président égyptien renversé en 2011, Hosni Moubarak.

Les trois dirigeants des Frères musulmans, poursuivis pour incitation au meurtre lors des troubles qui ont précédé la destitution par l'armée, le 3 juillet, du président Mohamed Morsi, issu lui-aussi du mouvement islamiste, n'ont pu assister à l'audience pour des raisons de sécurité et leur procès a été reporté au 29 octobre, a-t-on appris de source judiciaire.

Quant à Hosni Moubarak, remis en liberté jeudi après l'abandon d'autres charges fondées sur des soupçons de corruption et placé en résidence surveillée dans un l'hôpital militaire, il a comparu sur un fauteuil roulant aux côtés de ses fils Gamal et Alaa, et de l'ancien ministre de l'Intérieur Habid al Adly.

A l'issue de trois heures d'audience, le juge a ajourné le procès de Moubarak au 14 septembre.

Dès sa remise en liberté jeudi, le gouvernement de transition, constitué sous l'égide du général Abdel Fattah al Sissi, chef d'état-major de l'armée, a usé des pouvoirs qui lui ont été conférés dans le cadre de l'état d'urgence pour obtenir son assignation à résidence. Cette mesure vise manifestement à ménager une partie de l'opinion.

Parallèlement, les arrestations d'islamistes se poursuivent. Les autorités égyptiennes ont arrêté dimanche un islamiste proche du frère du chef d'Al Qaïda Ayman al Zaouahri pour avoir livré des armes aux partisans de Mohamed Morsi, a-t-on appris auprès des services de sécurité.

Daoud Khairat a été interpellé au Caire dans le quartier de Nasr. Il est décrit par les autorités comme le "*bras droit*" de Mohamed al Zaouahri, le frère du chef d'Al Qaïda, qui a lui-même été arrêté en Egypte le 17 août.

Un des fils de Mohamed al Beltagi, membre éminent des Frères musulmans, a été arrêté dans la ville de Beni Souef, dans le Sud de l'Egypte, ont indiqué les forces de sécurité. Reuters 25.08

3- Syrie

Les chefs d'état-major de plusieurs pays occidentaux et musulmans commencent ce lundi à Amman une réunion de deux jours pour examiner les retombées du conflit en Syrie, selon un responsable jordanien.

Vendredi, un responsable jordanien avait annoncé la tenue dans les prochains jours d'une réunion à Amman à l'invitation du chef d'état-major jordanien Mechaal Mohamed el-Zeben et du chef du Centcom, le commandement américain chargé de 20 pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale, le général Lloyd Austin.

Cité par l'agence officielle Pétra, ce responsable non identifié du commandement des forces armées jordaniennes faisait état de la participation du général Dempsey, chef d'état-major interarmées, ainsi que des chefs d'état-major d'Arabie saoudite, du Qatar, de Turquie, de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne, d'Italie et du Canada.

Un responsable du gouvernement jordanien a affirmé que cette réunion se tiendrait lundi et mardi à Amman. AFP 25.08

4- Arabie saoudite

Les Etats Unis ont signé un accord d'une valeur de 640 millions de dollars pour la vente des bombes à fragmentation à l'Arabie saoudite. selon Foreign Policy, 83 pays du monde ont interdit l'usage de bombe à fragmentation. Washington vend 1300 bombes à fragmentation à Riyad alors qu'il critique l'usage de ce même engin en Syrie. french.irib.ir 24.08

5- Liban

L'armée libanaise a annoncé avoir intercepté jeudi 22 août à Hasbaya un pick-up transportant une grande quantité des masques à gaz. «*Le conducteur N.H a été arrêté alors que la cargaison a été confisquée et délivrée aux parties concernées*», a déclaré la troupe dans un communiqué. Une enquête a été ouverte pour démasquer les dessous de la question.

Parallèlement, le site Al-Ahednews a rapporté citant des sources de sécurité que les services de renseignements ont fait une incursion dans la nuit de jeudi à vendredi dans la maison de la personne arrêtée où 2700 masques à gaz ont été saisis.

Selon les sources, la personne arrêtée n'est qu'un intermédiaire qui facilite le transfert de ces équipements depuis les faubourgs de Chebaa, passant par le Mont Cheikh, vers la région de Beit Jan dans le Golan occupé. french.irib.ir 23.08

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Le gouvernement sud-africain a appelé les travailleurs à rester calmes et à éviter toute violence lundi, alors que des dizaines de milliers de personnes sont en grève dans le pays, notamment dans les BTP et l'automobile.

"*Le gouvernement constate qu'un certain nombre de grèves ont actuellement lieu dans le pays, et appelle tous les travailleurs à exercer leur droit de grève de façon non-violente*", a-t-il indiqué dans un communiqué.

"*Employeurs et travailleurs sont invités à engager un dialogue sensé afin d'arriver rapidement à un accord*", a-t-il ajouté.

L'hiver austral, de juin à août, est traditionnellement l'époque des grandes grèves en Afrique du Sud, car c'est la période des négociations salariales. Ces mouvement sociaux s'accompagnent régulièrement d'intimidations et de violences entre syndicats rivaux ou envers les non-grévistes.

Quelque 90.000 employés des BTP ont cessé le travail lundi, selon le syndicat NUM. Ils demandent une augmentation de 13%, quand le patronat ne propose que 6%, c'est-à-dire plus ou moins le niveau actuel de l'inflation en Afrique du Sud.

Des échauffourées ont fait deux blessés sur un chantier à Johannesburg, selon la police.

Les 30.000 travailleurs de l'automobile en grève depuis une semaine, qui paralysent la production nationale, pourraient mettre prochainement fin à leur mouvement après que les constructeurs ont offert une augmentation de 10%.

Le syndicat de la métallurgie Numsa a indiqué lundi que la consultation était en cours et qu'il annoncerait mercredi s'il appelle à la fin du mouvement. "*Nous réfutons toutes les insinuations disant que nous avons accepté une offre. De telles insinuations sont toxiques et malveillantes à l'extrême*", a-t-il relevé.

Des centaines de techniciens de la compagnie nationale aérienne sud-africaine South African Airways (SAA) se sont en outre mis en grève lundi pour obtenir des salaires plus élevés.

"*Nos membres sont en grève pour une augmentation de salaire à deux chiffres, de 12%*", a expliqué à l'AFP Vincent Masoga, le porte-parole du syndicat des transports Satawu.

Quelque 1.300 techniciens chargés de la maintenance des avions de SAA participent au mouvement, selon lui. Ces techniciens travaillent également pour le compte d''autres compagnies aériennes, dont British Airways et Qantas.

SAA a offert une augmentation salariale de 6,5%, selon le syndicat.

Les syndicats NUM, Numsa et Satawu font partie de la confédération Cosatu, alliée de l'ANC, le parti au pouvoir.

Ces grévistes sont susceptibles d'être rejoints dans les prochains jours par les ouvriers du textile et des mines d'or. AFP 26.08

2- Colombie

Des dizaines de milliers de paysans poursuivaient lundi leurs manifestations et blocages de routes entamés il y a une semaine et ont annoncé qu'ils ne cesseront le mouvement que lorsque des négociations nationales seront ouvertes avec le gouvernement.

Sept jours après le début du mouvement, auquel d'autres catégories se sont jointes ponctuellement, le président colombien Juan Manuel Santos et son ministre de l'Agriculture Francisco Estupiñán ont accepté de se réunir avec des représentants paysans à Tunja, dans la province de Bocaya, où les protestations sont les plus virulentes.

Les manifestants y bloquent notamment une route par laquelle transite une bonne partie de l'approvisionnement alimentaire destiné aux 7,3 millions d'habitants de la capitale, où les premières pénuries commencent à se faire sentir.

Mais ces pourparlers ne sont pas vus d'un bon oeil par la Table nationale de dialogue agraire, qui coordonne ce mouvement d'une durée illimitée. Son porte-parole Eberto Diaz a annoncé que le mouvement ne sera suspendu que si des négociations sont ouvertes au niveau national.

"*Le gouvernement s'agite et cherche des interlocuteurs, tentant de forcer les négociations régionales. Mais la grève est nationale, le gouvernement est le seul à ne pas vouloir le voir. Dès l'ouverture de pourparlers nationaux, nous serons disposés à lever les manifestations*", a-t-il déclaré à l'AFP.

De son côté, le président Santos a annoncé dimanche qu'il privilégierait des pourparlers régionaux tout en posant comme préalable la levée des barrages routiers.

Ce mouvement a reçu la semaine dernière le soutien de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) en marge de pourparlers de paix entamés en novembre à La Havane. Lundi, les autorités ont annoncé l'arrestation la veille d'un leader syndical paysan, Hubert Ballesteros, pour ses liens présumés avec les Farc.

Selon M. Diaz, un total de 200 manifestants ont été blessés et 250 interpellés après des heurts avec les forces de l'ordre. Lundi, ce mouvement rassemblant 200.000 paysans se poursuivait dans 11 des 32 provinces du pays.

Trois manifestants ont également été tués dans des circonstances encore non clairement établies. Le défenseur du Peuple Jorge Otalora a dénoncé des "*abus*" de la police. Une enquête a été ouverte suite à plusieurs témoignages de violences policières.

Les paysans colombiens protestent pour réclamer l'établissement de prix planchers pour certains produits ainsi que la baisse des prix des intrants agricoles. Les petits agriculteurs veulent aussi des garanties en matière d'accès à la terre et de constitution de réserves paysannes, sortes de communautés autonomes, une politique favorable aux mineurs de petites exploitations, ainsi que de meilleurs services publics dans les campagnes.

Ils dénoncent également les Traités de libre commerce signés par la Colombie, qui selon les paysans ouvrent la voie à un dumping sur les produits importés et empêchent de subventionner les secteurs productifs nationaux.

Des mineurs indépendants et des syndicats de chauffeurs routiers et d'employés des secteurs de la santé et de l'éducation sont venus grossir à plusieurs reprises les rangs des manifestations avec d'autres revendications. AFP 26.08

ECONOMIE

1- La Bourse ou la vie

Wall Street a terminé en baisse lundi, réagissant aux déclarations dans l'après-midi du secrétaire d'Etat américain John Kerry qui estime que la communauté internationale doit s'unir pour demander des comptes sur le recours à l'arme chimique en Syrie. Reuters 27.08

2- Etats-Unis

Le plafond légal de la dette des Etats-Unis sera atteint "*mi-octobre*" et doit être relevé par le Congrès avant cette date pour éviter un défaut de paiement du pays, a indiqué lundi le secrétaire américain au Trésor.

"*Le Congrès doit agir avant la mi-octobre*" afin de "*supprimer la menace d'un défaut de paiement*", écrit Jacob Lew dans une lettre envoyée aux responsables du Congrès et rendue publique par le ministère.

"*A cette date, les Etats-Unis auront atteint la limite de leurs possibilités légales d'emprunter et le Trésor devra financer le gouvernement avec les seules liquidités dont il disposera*", poursuit-il.

M. Lew précise dans sa missive que le Trésor ne sera, après cette date, plus en possession que de 50 milliards de dollars dans ses caisses, un montant que les dépenses nettes de l'administration peuvent "parfois" dépasser en une seule journée.

"*Si les investisseurs venaient à ne plus vouloir prêter de l'argent aux Etats-Unis, les Etats-Unis pourraient être confrontés à une pénurie de liquidités immédiate*", a détaillé le secrétaire au Trésor.

Le plafond de la dette est depuis plusieurs années l'objet d'une intense bataille à Washington. Majoritaires à la Chambre des représentants, les républicains ont jusqu'à présent refusé de le relever durablement et croisent régulièrement le fer avec l'administration Obama sur cette question.

Ce plafond avait été atteint une première fois au début de l'année avant d'être temporairement relevé par le Congrès en février à environ 16.700 milliards de dollars, son niveau actuel.

Pour éviter de dépasser cette nouvelle limite, l'administration a eu, depuis, recours à des mesures extraordinaires (suspension du paiement de certains fonds...) afin de repousser l'échéance.

Jusqu'à présent, l'administration estimait que ces mesures ne permettraient à l'Etat de faire face à ses obligations financières que jusqu'au début septembre.

Un autre débat budgétaire explosif attend l'administration Obama. D'ici au 1er octobre, républicains et démocrates devront se mettre d'accord sur les recettes et les dépenses avant l'entrée dans la nouvelle année budgétaire.

Faute de consensus, l'État fédéral sera contraint de fermer ses services administratifs "*non-essentiels*". Certains républicains ont menacé de ne pas céder car le 1er octobre doit aussi entrer en vigueur un volet majeur de la réforme de l'assurance-maladie, pièce maîtresse du bilan social du président. AFP 26.08

"*Si les investisseurs venaient à ne plus vouloir prêter de l'argent aux Etats-Unis, les Etats-Unis pourraient être confrontés à une pénurie de liquidités immédiate*", mais qui sont-ils, les mêmes qui détiennent la planche à billets à la FED.

Ils ont donc entre leurs mains le sort des Etats-Unis et du reste du monde, car si l'économie américaine s'effondrait d'un seul coup, elle entraînerait automatiquement dans sa chute l'économie mondiale. Cela signifie aussi que ce cartel de banquiers à le pouvoir de déclencher une dépression quand il le souhaite, selon le contexte politique internationale qui devra leur permettre d'accroître leur pouvoir, ils n'ont jamais agi autrement depuis un siècle. Cela figure dans leur stratégie globale.

Il paraît que ce serait sans importance qu'on le sache ou non, qu'on sache qui concentre le pouvoir, qui détient le pouvoir d'orienter l'évolution du monde, dans quelle direction, qui est chargé d'appliquer cette politique et comment ils s'y prennent, où ils veulent en venir, leur objectif ou leur stratégie politique, l'argent n'étant que le nerf de la guerre pour mener à bien leur plan de contrôle ou de domination du monde.

En réalité, on n'aurait pas besoin de savoir quel est notre véritable ennemi ni sa stratégie pour le combattre et le vaincre ou alors les masses auraient le pouvoir inné de le deviner, on se demandera si un tel miracle était possible pourquoi nous en sommes là, d'ailleurs on se demande même pourquoi on écrit ses lignes et on se donne tant de mal pour faire avancer les choses.

Haut de page

Le 28 août 2013

CAUSERIE

J'ai eu une journée très chargée et je ne pourrai pas actualiser le site avant ce soir. Pourtant j'ai bossé jusqu'à plus d'une heure du matin et je me suis levé à 6 heures.

J'ai dû aller faire des courses car il le faut bien parfois, et comme hier il y avait encore eu une grève générale d'une journée, qui ne sert strictement à rien sauf à faire gagner une journée de salaire aux patrons, c'était la énième depuis le début de l'année, je ne les compte plus, ce matin c'était la cohue partout, c'est là qu'on voit ce que signifie la surpopulation (en Inde), j'ai mis deux heures pour faire trois malheureuses courses sur mon trajet et je n'ai déplacé la moto qu'une seule fois, j'ai fait le plus vite possible, embouteillages monstres, même à pied il était impossible de se faufiler dans les rues, bloqué sous un soleil de plomb, poussière et pollution maximum, je suis rentré éreinté !

J'ai quand même ajouté 22 nouveaux articles. Je ne veux pas bâcler l'actualisation du site aujourd'hui, car on aborde la question syrienne et c'est trop grave pour se permettre de la traiter à la légère. Mélenchon s'est encore livré hier à un show médiatique misérable, écoutez attentivement ce qu'il dit, comme tous les autres partis le PG laisse le champ libre à Hollande pour bombarder la Syrie, c'est terrible camarade, on se dit toujours qu'on a touché le fond puis on s'aperçoit qu'on continue de s'enfoncer, préparez-vous au pire, mais gardez le moral quand même, nous n'y sommes pour rien, seuls nos dirigeants portent l'entière responsabilité de la situation.

A plus tard j'ai du boulot et rien à manger pour ce soir.

Mercredi 23h40 (en Inde)

Pas le temps de traiter tous les sujets d'actualité, demain la suite.

La palme de l'opportunisme revient au POI qui a sorti à propos des armes chimiques qui ont été utilisées par les contras pour l'imputer au régime et entraîner une riposte militaire occidentale : "*personne ne sait à l'heure actuelle ce qui s'est passé en Syrie*". Il sont les seuls dans le monde, car il suffisait de se demander à qui profite le crime pour avoir la bonne réponse. Ce serait l'UMP qui aurait sorti une infâmie pareille on aurait hurler à bas l'UMP !

Quand le lien entre le cerveau de l'intellectuel et le ventre du malheureux est rompu : c'est la faillite du mouvement ouvrier

Avant que la ligne soit coupée, mon épouse actuellement à Aubagne m'a dit : "mais ici les gens ne votent pas, tous les gens avec qui je parle ne votent pas, ce n'est pas obligatoire en France", en Inde non plus mais c'est fortement recommandé, car les partis

ont accès aux listes d'émargement. Elle allait partir au Resto du Coeur où elle a repris le bénévolat quelques heures par semaine histoire d'être utile à quelque chose, sinon elle pousse la chaise-roulante de sa copine Irène, 93 ans, jusqu'à l'église du coin ou elle lui rend de petits services. Elle me fait marrer en me disant : tu vois je fais comme toi !

Elle ne fréquente que des pauvres, des miséreux, les couches les plus basses de la société. Effectivement, pourquoi iraient-ils voter puisque ceux qui seront élus ne prendront pas en charge leurs besoins, tandis que voter pour d'autres candidats ne leur serviraient à rien non plus puisqu'ils ne seront pas élus ! Et puis ils n'ont pas envie de cautionner des élus et des institutions, un système économique injuste qui les maintient dans la pauvreté ou leur permet tout juste de survivre pour garantir la paix sociale. Leur logique est imparable ou implacable, elle vient des tripes, d'en bas, alors que celle de ceux qui sont censés les représenter vient d'en haut, de leur cerveau formaté par le régime en place auquel ils se sont adaptés. Plus loin nous aurons un exemple.

Vous me direz que le ventre quand il est vide n'est pas forcement le meilleur conseiller, certes, mais le cerveau non plus quand il est trop plein !

Pour qu'un parti ouvrier soit équilibré et se construise au lieu d'être une passoire, de végéter ou de se décomposer, il faudrait qu'il arrive à compter dans ses rangs autant d'ouvriers que d'intellectuels, pour cela il faudrait modifier notre conception de la lutte de classe et prendre en compte les profondes transformations que la société a subies depuis plus d'un demi-siècle, or, comme on en a toujours été incapable, sauf au PC qui n'a jamais été un parti communiste (Lénine-Trotsky), il ne compte pas, on n'a pas été foutu de le construire.

Si les idées ne nourrissent pas notre homme, cela dépend lesquels, à ne penser qu'à se goinfrer on finit par ne plus être capable de penser ! C'est dommage pour tout le monde.

A propos du site et plus encore

Passage rédigé mardi soir.

En remontant dans les statistiques du site jusqu'en décembre 2012, j'ai pu observer que vous avez été 750 à télécharger le même fichier, en admettant qu'un lecteur sur 2 ou 3 l'ait téléchargé, cela donne entre 1.500 et 2.250 militants différents qui se connectent sur le site.

Hier, sans doute en rapport avec les dernières menaces de guerre contre la Syrie, lundi le nombre de visiteurs est monté à 663. Notre portail est plus populaire que celui du POI, du NPA ou de LO, vous me direz qu'il n'y a aucun mérite à cela !

Je vous avouerais que je m'attendais au contraire après mes dernières prises de position, j'ai pilonné les gauchistes et assimilés et généralement cela ne plaît pas trop aux militants, sauf à ceux qui sont capables de faire la part des choses, bravo à vous ! Certains pensent que je méprise les militants ou les travailleurs, à tort acr en réalité je démontre que j'ai confiance en eux et leurs qualités tant intellectuelles qu'humanistes

Je vous le dis tout de suite, dans les prochaines semaines ne vous attendez pas à ce qu'on porte autant d'intérêt à la situation en France qu'à celle qui existe en Syrie et au Moyen-Orient qui pour nous est prioritaire.

Je ne vous ai rien épargné sur le mariage homosexuel, le féminisme, l'écolocratie, le tiers-mondisme nauséabond, etc. je n'avais pas le choix, avec la guerre impérialiste contre la Syrie je vais sortir l'artillerie lourde contre tous les partis du mouvement ouvrier puisque pas un n'a pris à ce jour position au côté du peuple syrien, non pas même monsieur Mélenchon ou Laurent qui manient le double langage, je ne sais pas si vous avez conscience de ce que cela signifie, le mouvement ouvrier en France est décimé, anéanti, quasiment mort, ce que vous prenez pour des partis ne sont plus que des cadavres pris de compulsions hystériques après avoir été décapités, quand et comment, par le réformisme, puis le stalinisme, la Deuxième Guerre mondiale et enfin le mondialisme et le néolibéralisme dont il ne pouvait rater le tournant.

C'est la véritable nature de ces partis et de leurs dirigeants qui s'expose au grand jour. Je connais des militants que cela rend complètement dingue, qui ne peuvent plus se contenir, qui explosent littéralement, je les comprends. Pour les anciens qui étaient habitués aux grandes manifestations contre les guerres impérialistes, se voir ainsi empêchés d'exprimer leur soutien internationaliste au peuple syrien est une expérience traumatisante, une terrible déception. Inutile de se gargariser avec les déclarations d'un Mélenchon postulant au poste de Premier ministre d'un président salafo-sioniste, Hollande, on n'a pas la mémoire courte. Quand a-t-il appelé à une manifestation pour soutenir le peuple syrien dans son combat héroïque ? Jamais. Aucun parti à ce jour. C'est en ayant cet élément-là en tête que nous aborderons leurs prises de position quand elles existent.

Donc assez de discours, vous connaissez la formule : socialiste en parole, impérialiste en acte, elle s'applique à Mélenchon (et Laurent) et aux autres dirigeants. Ne pas condamner le soutien de l'impérialisme français qui est déjà impliqué dans la guerre contre le peuple syrien, c'était déjà soutenir l'impérialisme français et anglo-saxon qui détruisent la Syrie et massacre

les Syriens par l'entremise des contras enrôlés, financés, entraînés, armés par leurs amis qataris, saoudiens, turcs, jordaniens, israéliens.

On va essayer de soulager un peu ces camarades, on partage leur rage et leur profonde tristesse, leur désespoir, il faut tenir le coup, pas de bêtises, l'adversité est un défit à relever qui peut nous grandir si on l'affronte courageusement, ce n'est pas facile, quant à la haine, libérons-là une fois pour toute sur le PS qui est au pouvoir et la vermine qui le soutiennent et concentrons-nous sur la situation pour garder la tête hors de l'eau, avec ces histoires de gaz on est au bord de l'asphyxie, il faut libérer un peu de pression pour remonter ou rester à la surface et ne pas couler, nous n'y sommes pour rien.

Je sais camarades, c'est dramatique d'être réduit à l'impuissance, d'être les otages d'ignares ou de traitres, matraquez-les, politiquement j'entends, si vous en trouvez le courage, sinon ne nous en occupons pas, laissons-les végéter ou pourrir dans leur jus, guettez le moindre appel à la mobilisation et participez-y en défendant vos idées, soyez-en fier, vous n'avez rien à vous reprocher, et au point où nous en sommes, vous pouvez envoyer chier sans sommations les donneurs de leçons, on est en guerre, guerre de classes, guerre contre l'opportunisme qui prend une tournure des plus cynique. Et si vous vous trouvez vraiment très mal, un conseil d'ami, allez au cinéma, écoutez un peu de musique, changez-vous les idées, pensez à autre chose, c'est ce que je fais parfois, y compris sur le coup de 1 ou 2 heures du matin, tenez il est déjà 1h35, mais là je vais bientôt aller me coucher je suis parfaitement calme et crevé.

Le saviez-vous ?

Le déshonneur en famille.

Sarkozy accorda la Légion d'honneur à Robert Ménard à la demande de Bernard Kouchner.

Robert Ménard, ex-président de Reporter sans frontière, auteur de Vive Le Pen ! et Vive l'Algérie française !, admirateur de l'OAS et de la CIA . Il va se présenter aux élections municipales en 2014 à Béziers avec le soutien du Front national.

Kouchner, dirigeant du PS et néolibéral, initiateur du "droit d'ingérence" en 2005 dont s'est prévalu Sarkozy plus tard pour bombarder la Libye et que Hollande ressort pour bombarder à son tour la Syrie, décidément, on nous avait caché que c'était la même famille. Pourquoi ? Je vous laisse le deviner, la réponse figure plus loin.

Les masses rejettent la guerre contre la Syrie. A bas Hollande et Obama!

- France. "En France, Le Figaro , édité par le marchand d'armes Dassault, a posé la question à ses lecteurs : au bout d'une journée, ils étaient 79,60 % à s'opposer à la guerre contre 20,40 % à la soutenir." (Réseau Voltaire 27.08 - Thierry Meyssan : *Les Occidentaux sont-ils prêts à bombarder la Syrie ?*)

Etats-Unis. Quelque 60 % des Américains interrogés pour un sondage Reuters-Ipsos se disent hostiles à une intervention de leur armée en Syrie, même si les allégations d'attaque chimique par le régime de Damas étaient avérées. 9 % seulement des personnes interrogées dans cette étude, réalisée entre le 19 et le 23 août, soit après le raid du faubourg de la Goutha, pensent que Barack Obama se doit d'agir. lemonde.fr 27.08

Le président du Venezuela prend position contre une intervention militaire occidentale en Syrie.

Les Etats-Unis voudraient déchaîner une nouvelle guerre mondiale, a déclaré samedi le président du Venezuela Nicolas Maduro, cité par les médias locaux.

"*Il semblerait que les Etats-Unis veulent déchaîner la grande guerre mondiale*", a indiqué le chef de l'Etat vénézuélien. Selon lui, les autorités américaines font pression sur le monde arabe et la Syrie.

"*Actuellement, les médias du monde entier se sont attaqués au gouvernement syrien, nous sommes au bord de la guerre ouverte contre la Syrie, mais nous ne lâcherons pas le peuple syrien*", a déclaré M.Maduro.

"*La Syrie est la base de stabilité du monde arabe, elle résiste aux attaques et l'expansion*", a-t-il ajouté. fr.rian.ru 25.08

De la dialectique.

Quand on me dit qu'on n'en a rien à faire des réunions du groupe Bilderberg, de la Commission Trilatérale, du CFR (Council of Foreign Relations), que cela n'a aucune importance que l'on sache ce qui s'y passe et qui y participent, que les masses le savent ou non cela ne présente aucun intérêt, etc. je me dis qu'il faut remettre les choses à leurs places et qu'il y a quelque chose qui ne colle pas.

Peu importe ici qui ou quoi cela concerne, ce qui est intéressant c'est d'analyser à partir de cet exemple ce qui soutend une telle démarche que l'on retrouve ailleurs, qui alimente le scepticisme qui réduit à l'impuissance, qui en est l'expression.

Tout d'abord, si tout le monde devait se foutre comme on me l'a dit tel quel de ces institutions, on se demande bien pourquoi elles existeraient, dont certaines depuis plus d'un demi-siècle, pourquoi ceux qui les ont fondées s'acharnent à les faire fonctionner.

Ensuite, on se demandera pourquoi lorsque trois people se retrouvent à la terrasse d'un café cela fait l'objet d'un papier des médias, là quand 120 à 130 personnalités parmi les plus puissantes ou les plus influentes du monde se retrouvent annuellement pendant trois jours à huis clos dans le plus grand secret dans un hôtel, les médias pratiquent le black out, n'y consacrent même pas une ligne, quoique les temps changent depuis Internet, cette année le Nouvel Observateur a consacré un long article lors de la dernière réunion du groupe Bilderberg qui s'est tenu en juin dernier en Grande-Bretagne, pourquoi, sauf exception qui confirme la règle la totalité des médias passent-ils sous silence cet événement de portée mondiale, puisque ces personnages traitent de l'avenir du monde et ont la possibilité d'en influencer le cours ?

En fait, on nous demande de les imiter, on leur donne raison, le sort de l'humanité n'est pas votre affaire, circulez il n'y a rien à voir, voilà l'attitude qu'on nous demande d'observer et qu'on légitime. Je suis désolé, je ne suis pas d'accord, on a le droit, on a le devoir de tout faire pour savoir ce qu'ils trament dans notre dos. Pourquoi ? mais pour pouvoir mieux les combattre dès lors qu'on connaît leurs intentions, leurs objectifs, leur stratégie, cela me semble être la moindre des choses. Là encore, on me rétorque que cela n'a aucune importance, en fait rien n'a d'importance, les masses en savent suffisamment ou déjà trop, le problème serait ailleurs. Si c'était le cas, elles auraient déjà trouvé la voie pour en finir avec le régime en place, elles auraient balayé tous les obstacles qui se dressaient sur leur chemin puisqu'elles étaient censées en avoir conscience ou connaissance, or ce n'est pas le cas et elles en font la démonstration, aussi cette argumentation ne correspond pas à la réalité.

Pas plus les masses que nos dirgeants n'en ont conscience, ce qui explique la situation dans laquelle nous nous trouvons. Car eux aussi ils ont adopté cette attitude qui consistait à se détourner de ces institutions dès lors qu'elles avaient un fonctionnement occulte ou qu'elles étaient réservées à une élite qui ne pouvait se prévaloir d'aucune légitimité, puisque leurs membres étaient recrutés uniquement par cooptation, ce seraient une sorte de clubs privés très sélects comme bien d'autres où l'on prend le thé et on joue au bridge entre gens du même monde, pas de quoi casser une patte à un canard, restons dans le cadre strictement institutionnel établi, reconnu, et ne nous posons pas davantage de questions, tel est leur message. Tel est bien le problème.

On s'imagine à tort que la dialectique serait quelque chose de mystérieux, de compliqué, de savant, inaccessible, alors qu'en réalité c'est la chose la plus simple qui soit qu'absolument tout le monde peut saisir.

Souvenez-vous de Marx donnant des conférences dans le saint empire germanique sur le thème Travail, salaire, profit devant un parterre de menuisiers au milieu du XIXe siècle, des ouvriers qui devaient sans doute être illettrés ou analphabètes ou tout du moins arriérés, et dont le nombre de participants ne cessaient d'augmenter à chaque conférence... Si Marx leur avait tenu le discours de nos dirigeants, ils n'auraient rien compris et plus personne ne serait venu assister aux conférences suivantes.

Tout le monde connaît Marx ou croit le connaître plutôt. Comment a-t-il pu tenir en haleine et enthousiasmer un tel auditoire ? Comment a-t-il bien pu faire pour aborder un sujet aussi ardu et pas forcément en rapport direct avec les préoccupations immédiates de ces ouvriers au point qu'ils en redemandaient ? Possédait-il une recette miracle ? Oui et non, la dialectique matérialiste et rien d'autre.

Chacun sait que Marx et son compagnon Engels, on peut les citer ensemble tellement leur mode de pensée fonctionnait à l'unisson, chacun sait qu'ils n'ont rien inventé, rien créé, ils ont seulement découvert quelles étaient les lois de fonctionnement du capitalisme et mis en lumière quels étaient les principaux facteurs qui avaient été les moteurs de la civilisation humaine à travers les milliénaires passés jusqu'à leur époque et la nôtre maintenant.

Comment ont-ils fait pour les découvrir ? A l'aide de la méthode de la dialectique matérialiste, en partant des faits, ensuite à partir des facteurs qui composaient ces faits ils se sont posés une multitude de questions pour comprendre les rapports qu'ils entretenaient, leur évolution, leur transformation, pour remonter jusqu'à leur origine, leur expression la plus simple, la plus élémentaire, leur forme originelle, une fois parvenu à cet objectif ils étaient parvenus à reconstituer tout le processus qui avait été mis en oeuvre pour constituer la situation qu'ils avaient sous les yeux ou pour traiter un sujet particulier et qui dès lors n'avait plus de secret pour eux, dit autrement, ils étaient parvenus à relier l'effet à la cause qui leur semblait obscure ou qu'ils ignoraient au départ, à saisir le fil qui les reliait de manière à rendre l'ensemble du processus parfaitement compréhensible, la logique interne au déroulement de l'histoire de l'humanité et au-delà leur apparaissait clairement, pour finir il ne leur restait plus qu'à théoriser leur découverte et le socialisme scientifique était né. Formidable aventure dans l'inconscience de l'humanité n'est-ce pas ?

Ce qu'ils nous ont transmis, c'est cette méthode pour interpréter le monde, le sonder, l'interroger, observer à notre tour de quelle manière il évolue et se transforme en quantité et en qualité, or nous avons été incapables d'utiliser correctement cette méthode depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous ne nous sommes pas posés les bonnes questions ou suffisamment

de questions, nous nous sommes arrêtés à mi-chemin entre l'effet et la cause, ce qui m'a fait dire que le fil du marxisme avait été rompu. Nous ne sommes jamais parvenus à la profondeur de pensée de Marx et Engels et nous nous sommes fourvoyés dans le trade-unionisme, le réformisme bourgeois, le corporatisme, les uns se plaçant sous l'influence des staliniens, les autres sous celles des réformistes ou de la social-démocratie dégénérée, pour finir dans les deux cas dans une impasse, au mieux, par l'abandon du socialisme ou une une trahison qui ne veut pas dire son nom au pire. (A suivre

A propos de la question syrienne. Le mouvement ouvrier a capitulé en rase campagne.

Avant-hier soir, au son des canons de l'impérialisme américano-européen-sioniste qui menacent de résonner dans le ciel de la Syrie les prochains jours, je me suis connecté sur les portails nationaux du PG, du POI, du NPA et de LO pour voir s'ils avaient sorti un communiqué, une déclaration, un appel en soutien au peuple syrien : rien (sauf LO le lendemain, en pire, lire plus loin), ils ont tous déserté, Hollande bénéficie de leur neutralité ou de leur silence complice. On viendra plus loin aux misérables gesticulations des uns et des autres.

Vous avez là sous les yeux l'illustration de l'analyse qui figure plus haut.

De quel côté se situent ces partis ? Du côté de la guerre ! Honte à eux, lâches, traitres, agents de l'impérialisme, je ne m'étais pas trompé. Sous Sarkozy, c'était facile pour certains de prendre position contre le bombardement de la Libye, au nom d'un principe, sous Hollande, apparemment le même principe n'est plus de rigueur, vous me direz, ils ont encore le temps d'opter pour une position de façade qui ne leur coûtera rien, ils n'ont jamais levé le petit doigt en deux ans pour la Syrie, à vomir tous ces partis, mille fois hélas !

Nouvelles des sociaux-impérialistes.

PCF - 26 août 2013

- "*L'escalade de la confrontation militaire provoquée par le régime syrien suscite de très graves inquiétudes. Les bombardements à l'arme chimique, dont la responsabilité est attribuée au régime de Bachar Al Assad, ont fait franchir un pas spécifique et particulièrement criminel dans l'horreur.* "

On relèvera simplement que c'est le régime qui est responsable. Tout le reste est du baratin de stalinien pur jus.

LO - 27 août 2013

- "*Une intervention militaire, quelle qu'elle soit, qu'on dit d'avance symbolique, ne libérera pas la population de ses oppresseurs, quels qu'ils soient.*"

Quel niveau de connerie ! Un "*symbolique*" rayer un pays de la carte, autrement dit, ils n'en ont rien à foutre à LO !

Le passage suivant a été rédigé jeudi, le précédent mercredi soir.

POI - Informations ouvrières n°266 page 16 - 28 août 2013

Ils se sont fendus d'un article insupportable... en dernière page, alors que la question syrienne est absolument sur toutes les lèvres, à croire qu'ils veulent encore se distinguer, dans le mauvais sens comme nous allons le voir.

Ce parti adopte la pire des positions, celle des lâches qui laissent les mains libres à Hollande pour bombarder la Syrie. Chacun se souviendra qu'on nom d'un "*principe*", le POI avait condamné le bombardement de la Libye par Sarkozy, mais voilà, ce sont leurs amis du PS qui sont au pouvoir, du coup le même principe passe à la trappe. Ainsi le POI et ses dirigeants confirment la caractérisation qu'on a pu en faire, là ils franchissent ouvertement la ligne de la trahison en se plaçant au côté de l'impérialisme français, nos condoléances à nos camarades du POI qui se connectent sur notre portail, vos dirigeants sont indignes de vous, de nous, des travailleurs, et d'aller se prosterner le 31 août sur la tombe de Lev Davidovitch Bronstein dit Léon Trotsky, honte à eux !

Dans l'article à vomir signé Marguerite Leuwen, pas un mot sur tous les éléments que nous citons plus loin qui prouvent que ce n'est pas possible qu'Assad soit responsable d'avoir utilisé des armes chimiques au moment même où les inspecteurs de l'ONU étaient à pied d'oeuvre en Syrie. En occultant les faits, la vérité le POI se range ainsi dans le camp des impérialistes qui imputent cette attaque au gaz au régime de Damas pour justifier une intervention militaire contre le peuple syrien.

Elle écrit : "*Ce n'est pas une découverte que le régime syrien est capable d'organiser de sanglants carnages*", c'est bien le discours d'Obama et de Hollande, on est bien d'accord, il en est capable, donc c'est lui à défaut de prouver le contraire parce qu'on

ne le veut surtout pas.

Elle insiste plus loin : *"La violence et la barbarie de ce côté-là (des contras - ndlr) n'ont rien à envier au régime de Bachar el-Assad*" qu'elle place sur le même pied, comme le font ceux qui diabolisent le régime pour justifier l'armement des djihadistes, puis une intervention militaire directe.

Elle se livre ensuite à une grossière falsification des faits "*Celui qui paie la sanglante note est le peuple syrien, qui est entre ces deux feux*.", alors que l'on sait que sans le soutien de la majorité des syriens cela fait belle lurette que le régime se serait disloqué ou serait tombé ensuite.

En fait, c'est elle qui imite Obama, Hollande et Fabius en versant une "*larme de crocodile*" sur le sort du peuple syrien, dont elle se sert pour justifier son refus de condamner par avance toute intervention militaire occidendale, elle est aussi ou plus cynique encore, c'est terrible pour les militants du POI !

- "*C'est pourquoi la réaction des grandes puissances se lamentant sur le sort du peuple syrien ressemble à des larmes de crocodile.*", on croirait du Arthaud, elle fait feu de tout bois, et elle n'hésite pas un instant à occulter les preuves qui accablent les salafoistes-sionistes-al-qaïdistes dans l'utilisation de gaz toxiques ou mortels

Elle ne sait pas ce qui s'est passé, ce que l'on ne peut pas croire, elle feint de ne pas le savoir, elle qui dans cet article dit savoir beaucoup de choses fait preuve d'une mauvaise foi accablante, pourquoi, mais pour justifier la neutralité affiché par le POI qui revient à soutenir Hollande, qui ne dit rien consent.

- "*Tout le monde a vu avec indignation les images de cadavres de femmes et d'enfants, mais, personne ne sait à l'heure actuelle ce qui s'est passé en Syrie.*"

"*personne ne sait à l'heure actuelle ce qui s'est passé en Syrie*", quel cynique mensonge, pourriture, personne ne serait poser la simple question : A qui profite le crime ? Tout le monde connaît la réponse à cette question à laquelle un enfant de 8 ans pourrait répondre.

Qui avait intérêt à utiliser des armes chimiques au moment même où les inspecteurs de l'ONU étaient à Damas ? Certainement pas le régime, il aurait résisté contre cette agression pendant plus de deux ans, il aurait pris soin de ne pas commettre cette erreur qu'il savait fatale d'utiliser des armes chimiques, il venait de remporter d'importantes victoires militaires et il était en train de lancer une offensive de grande envergure dans la banlieue de Damas et il l'aurait sabordé pour tuer des civiles au risque de déclencher une intervention militaire occidentale, il faut être complètement abruti pour prêter une telle intention au président syrien.

Poser cette question, "*qu'est-ce qui c'est passé*" comme le fait Marguerite Leuwen sert uniquement à camoufler la vérité, c'est emboîter le pas à Obama et Hollande notamment. Apparemment le POI a choisi son camp, on n'a pas à se poser la question ! J'attendais ce moment depuis des années.

Ce n'est pas fini. Dire que "*personne ne sait à l'heure actuelle ce qui s'est passé en Syrie*", c'est aussi prendre pour des abrutis les militants de son parti, nous aussi et tous les travailleurs, c'est une insulte à l'intelligence humaine.

D'où sort-elle cette Marguerite Leuwen ? Elle a dû être propulsée à la direction du POI par D. Gluckstein, qui lui-même a été désigné par feu P. Lambert comme son hérité, qui lui non plus jamais vraiment rien su sur rien.

On se dit qu'en présence de dirigeants qui sont incapable de répondre à une question aussi élémentaire, on se demande comment pourraient-ils trouver les réponses à des questions complexes ou compliquées ou qui posent des difficultés ? Comment pourraient-ils se poser des questions, les bonnse questions ? Impossible, ils ne sont même pas capables de percevoir ce qui se passe sous leurs yeux, ils sont totalement déconnectés de la réalité, ils vivent dans le monde qu'ils se sont forgés, ce sont uniquement des manoeuvriers qui oeuvrent pour entretenir leur appareil et soutenir le régime, le socialisme et construire un parti révolutionnaire n'a jamais été leur objectif, j'en avais déjà la conviction depuis de longues années.

Les militants les perçoivent tels qu'ils voudraient qu'ils soient, cela fonctionne de la sorte, ils leur prêtent des qualités qu'ils n'ont pas, on vient d'en avoir la preuve, et ceux qui finissent par s'en rendre compte ou qui acquièrent une certaine indépendance d'esprit, un certain niveau théorique démissionnent, une décison salutaire pour eux.

Elle conclut son article en refusant de condamner l'emploi de la force militaire contre le peuple syrien, elle se borne à un constat que l'on retrouvait ces derniers jours dans Libération, Le Figaro, Le Point, Le Monde, L'Express et Le Nouvel Observateur. Les militants du POI qui ne veulent pas prendre de bombes sur la tête ou qui veulent garder les mains propres peuvent aller se réfugier dans le groupe GMI...

- "*Il est une chose qui doit être réaffirmée, quelle que soit la barbarie des régimes : l'intervention des grandes puissances, loin*

de résoudre la situation dramatique des peuples, ne fera que l'aggraver. Toute l'histoire récente des interventions militaires le démontre."

PG - 27 août 2013

Le double langage habituel mais plus masqué car la manipulation est décidément trop grossière.

- Interrogé sur BFMTV/RMC, Jean-Luc Mélenchon a déclaré que l'intervention militaire française en Syrie serait "*une erreur gigantesque*", il n'est jamais avare de superlatif pour se donner un air radical, reste à voir dans quel sens, et d'ajouter "*cette fois-ci, c'est le gaz et les Syriens qui sont un prétexte pour les uns et les autres pour un jeu de dominos*", renvoyant dos-à-dos la responsabilité de l'utilisation de gaz et de cette guerre, argument qui est justement l'élément déclencheur qu'avait besoin l'impérialisme occidental pour bombarder la Syrie, en refusant de poser la question de savoir qui l'a utilisé et qui y avait intérêt à ce moment précis du conflt pour immédiatement accuser le régime d'Assad qu'ils ne parviennent pas à renverser depuis plus de deux ans, c'est le discours d'Obama.

- Il faut travailler "*à une solution politique*" a demandé le dirigeant du Front de Gauche. nouvelobs.com 27.08

Qu'est-ce que cela signifie, que ceux qui ont agressé la Syrie ou soutenu son agression, y participent déjà depuis plus de deux ans auraient l'intention de favoriser ou pourrait participer à "*une solution politique*", alors qu'ils ont affirmé dès 2011 devant le monde entier que leur seul objectif politique était le départ du président syrien Al Assad, par n'importe quel moyen, y compris la force ?

Voilà le double langage de Mélenchon démasqué, c'est au peuple syrien uniquement de décider de son propre sort : les mercenaires étrangers dehors !

Ce n'est pas tout. Le régime syrien n'a attaqué aucun Etat, ce sont les régimes du Qatar, d'Arabie saoudite, de Turquie, Israël, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France qui ont pris l'initiative d'attaquer la Syrie en armant et infiltrant dans ce pays des bandes de barbares fanatiques et sanguinaires pour s'attaquer au régime en place, détruire la Syrie et massacrer son peuple. Mélenchon le passe soigneusement sous silence, on comprend pourquoi, il en est complice.

Ce n'est pas tout. Tout le monde sait qu'il était totalement impossible que le régime ait été assez stupide pour employer des armes chimiques au moment même où des inspecteurs de l'ONU étaient sur place, alors qu'il venait de remporter de nouvelles batailles importantes contre les contras dans la banlieue de Damas. Cette affaire d'armes chimiques est arrivée alors qu'il était en train de lancer une vaste offensive pour en finir une fois pour toute avec les 25.000 mercenaires installés dans la banlieue de la capitale, elle avait pour objectif notamment de briser cette offensive. Mélenchon n'y a pas fait référence, lui qui se veut le champion du "*bon sens*", là apparemment sa logique ne dépasse pas celle du primate du temps des cavernes !

Ce n'est pas tout. Les Russes et les Américains disposent d'images satellites très précises où l'on peut distinguer d'où ont été tirées au moins deux missiles ou obus contenant ce gaz, or il ne s'agissait pas d'une position tenue par l'armée syrienne nationale, donc ces tirs ne pouvaient être que l'oeuvre de son ennemi. Mélenchon n'a pas relaté cet élément, ne serait-il pas au courant ? Il est comme Marguerite Leuwen, il ignore ce qui s'est passé !

Ce n'est pas tout. Des soldats syriens ainsi que des civils sont morts gazés dans plusieurs endroits de la Syrie ces derniers jours, personne n'en parle et apparemment cela n'intéresse pas les inspecteurs de l'ONU, ni Mélenchon évidemment.

Ce n'est pas tout. Hier sur BFMTV et RMC Mélenchon a adressé la recommandation suivante à Hollande et à son gouvernement de va-t-en-guerre dont il rêvait de faire partie : "*Prenez tous le temps du sang-froid*" (AFP), alors qu'ils font état d'un cynisme sans fond depuis plus de deux ans en soutenant et participant à l'agression contre la Syrie, autrement dit il les présente sous un jour qui ne correspond pas à la réalité, c'est une manière comme une autre de soutenir Hollande.

En conclusion.

L'objectif de l'utilisation d'armes chimiques par les salafistes et Cie. et de l'imputer au régime est de parvenir à renverser le rapport de force sur le terrain favorable à ce dernier, pour permettre aux ennemis d'Assad d'arriver en position de force à la conférence dite de Genève II et exiger son départ, en admettant que cette conférence figure encore dans l'agenda des Américains.

Précédemment c'est encore le gouvernement français qui fut en tête de ligne pour torpiller la première conférence prévue et qui n'a pas pu avoir lieu, puisque les ennemis du régime n'était pas en situation de faire prévaloir leur supériorité sur le terrain pour exiger le départ d'Assad. L'objectif demeurant aujourd'hui de le désigner comme le seul responsable de cette guerre et de sa prolongation, l'obstacle au retour à la paix civile en Syrie.

En complément : Soutien unanime des médias à la guerre contre le peuple syrien.

- Le projet de frappes "*punitives*" en Syrie se précise - Reuters -

- Les Etats-Unis plantent le décor d'une intervention - AFP

- Syrie : le compte à rebours a commencé Olivier Ravanello - Le Monde

- Syrie: Paris "*prêt*" à intervenir militairement pour "*punir*" Assad - AFP

- Une réplique militaire contre la Syrie ne serait qu'"*une question de jours*" - LeMonde.fr

- Intervention militaire en Syrie : plans de bataille Libération.fr - Liberation.fr

- Syrie : l'inévitable intervention - Le Nouvel Observateur -

- Syrie : "*Le régime syrien est responsable de l'usage d'armes chimiques*" - LePoint.fr

- Syrie: Damas devra "*rendre des comptes*" sur l'utilisation d'armes chimiques - L'Express.fr

- Syrie : quatre scénarios pour une intervention militaire - Francetv info

- L'Arabie saoudite pour une action "*décisive*" contre Assad - Reuters

- Boycott de tous les médias, n'achetez plus un journal ou un magazine, passez le message autour de vous.

L'imposteur et l'infâme : dehors!

Ce sont vos amis les barbares djihadistes. Alors il faut bombarder l'Elysée, Matignon, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel...

Syrie: «*La France est prête à punir ceux qui ont pris la décision infâme de gazer des innocents*», dit Hollande 20minutes.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Timing. Vont-il à nouveau déclencher un cataclysme mondial ?

- La peur du risque fait son retour sur les marchés - Reuters

- Les craintes sur la Syrie jettent un froid sur les marchés financiers - AFP

- Les banques en avance sur les délais de Bâle III - Reuters

- JPMorgan prié de payer 6 milliards dans un dossier de "*subprime*" - Reuters -

- "*Baleine de Londres*": un ex-trader de JPMorgan Chase arrêté - AFP

- Un ex-trader de JPMorgan recherché aux Etats-Unis arrêté à Madrid - L'Expansion.com

- Le Nasdaq et le Nyse en désaccord sur la panne de jeudi - Reuters

- La récession (1,6%) en Espagne plus forte qu'annoncé en 2012 - L'Expansion.com

- France. Logements neufs: le nombre de permis de construire accentue son recul - L'Expansion.com

- Turquie: la livre perd encore du terrain - AFP

Le doigt dans l'engrenage des retraites par points.

- Un compte pénibilité devrait être créé en 2015, selon Mailly - Reuters

Question : quel parti va rompre avec les appareils à cette occasion ? Aucun, même la guerre déclenchée par le PS contre le peuple syrien ne les fera pas rompre avec ce parti. Leur politique internationale est la continuité de leur politique nationale, comme la guerre est la continuité de la politique sous une autre forme.

Qui en doute ?

- Et si la réforme des retraites faisait finalement consensus? L'Expansion.com

Comme sur la Syrie...

Prosélytisme islamique ou quand l'obscurantisme devient envahissant pour les musulmans

Roissy-en-Brie : 20 000 habitants, une moquée à 2,8 millions d'euros, pour en contruire une à Paris cela dépassait le milliard ! Ils font vraiment tout pour traîner les musulmans dans les mosquées, alors que jusqu'à présent ils s'en passaient très bien. Mon épouse est hindoue pratiquante, et à Aubagne elle se passe très bien du temple, elle va à l'église le dimanche matin !

- Le sultanat d'Oman verse 1,8 million d'euros pour finir de bâtir une mosquée près de Paris - LeMonde.fr

Mohamad Nasereddine, président de l'Association culturelle musulmane de Roissy-en-Brie (ACMRB) a précisé que le transfert de fonds, qui représente deux tiers d'un budget de 2,8 millions d'euros, a eu lieu en juin et que le pays du Golfe n'avait demandé aucune contrepartie. Un million d'euros a par ailleurs été récolté grâce aux dons des fidèles.

Jusqu'à présent, les musulmans des environs de Roissy-en-Brie, dans le département de Seine-et-Marne, se réunissent dans une salle "*pas du tout adaptée*" d'une centaine de mètres carrés, indique la municipalité de cette ville de 20 000 habitants. lemonde.fr 27.08

En année pleine 0,1% du nombre d'unions !

- Mariage gay: au moins 1600 unions en 2013 - L'Express.fr

En moyenne entre 2000 et 2011 (Insee) il y a eu en France entre 350 et 450.000 unions (mariages et Pacs inclus), faites le calcul sur la base de 4.000 unions gays par an, cela donne entre 0,1 et 0,05%, c'est pour satisfaire le droit à l'égalité de cette infime infime miniorité qu'ils ont divisé les masses.

D'après vous n'existerait-il pas en France des minorités infiniment plus nombreuses dont les droits sont bafoués, qui pourraient en réclamer mais qui ne sont jamais satisfaits sous ce régime, non ?

Moi je suis divorcé et remarié, j'avais divorcé au bout de 8 ans après 10 ans de vie commune, je me suis remarié en 1990. Pour vivre avec Magueswary et obtenir un visa pour vivre en Inde le mariage était obligatoire, sinon je ne me serais jamais remarié, la première fois c'était uniquement pour payer moins d'impôts ! Je suis contre le mariage, pour l'amour libre, peace and love, je déconne, c'était quand j'étais jeune Woodstock, etc.

La durée des Mariages en France

5 ans : 18,86 %
5 ans à 9 ans : 27,041 %
10 ans à 14 ans : 19,42 %
15 ans à 19 ans : 14,2 %
20 ans à 24 ans : 10,76 %
25 ans à 29 ans : 6,94 % (source : planetoscope.com)

Vaut mieux encore rester pauvre !

- Inde: "*Le développement émanera du savoir de chacun et surtout des plus pauvres*" - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Bancocratie

1- Quand la pieuvre marchande.

- JPMorgan prié de payer 6 milliards dans un dossier de "subprime" - Reuters

Les autorités américaines réclament à JPMorgan Chase & Co au moins six milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) pour mettre fin aux procédures judiciaires engagées à son encontre dans un dossier lié aux crédits immobiliers "*subprime*", a-t-on appris de source proche du dossier.

La banque juge ce montant trop élevé, a précisé la source, qui n'était pas autorisée à s'exprimer publiquement.

La Federal Housing Finance Agency (FHFA), l'autorité fédérale du marché du crédit immobilier, a engagé il y a deux ans des poursuites contre JPMorgan au sujet d'environ 33 milliards de dollars d'obligations adossées à des prêts immobiliers. Seize autres institutions financières sont poursuivies dans le même dossier.

Le Financial Times a le premier évoqué le montant réclamé à JPMorgan sur son site internet mardi. Reuters 27.08

S'il vous plaît monsieur le juge, ayez la bonté de nous épargner on vous en sera reconnaissant, on est prêt à casquer, on pourrait couper la poire en deux à 2 milliards de dollars, plus votre commission cela va s'en dire, à charge de revanche car on sera hélas amené à se revoir...

2- Les lampistes.

- "*Baleine de Londres*": un ex-trader de JPMorgan Chase arrêté - AFP

Les autorités américaines sont parvenues à faire arrêter mardi un ex-trader de JPMorgan Chase, Javier Martin-Artajo, accusé d'avoir dissimulé d'énormes pertes de courtage dans l'affaire de la "*baleine de Londres*", et elles négocient avec son ancien subordonné Julien Grout.

Sur la base d'un mandat d'arrêt international, la police espagnole "*est parvenue à localiser la personne recherchée par la justice américaine et, après avoir discuté avec lui, a obtenu qu'il se présente à un commissariat*" de Madrid où il a été arrêté, explique la police.

Les autorités américaines ont engagé des poursuites au pénal le 14 août contre Javier Martin-Artajo, qui dirigeait la stratégie de courtage d'une unité londonienne du service d'investissement en propre de JPMorgan, et le Français Julien Grout, responsable des bilans de courtage quotidiens de l'unité.

Ils sont tous deux accusés d'avoir masqué sciemment des pertes de courtage dans des dérivés risqués de crédits européens qui se sont accumulées début 2012. Ils risquent chacun aux Etats-Unis un maximum de 65 années de prison et 5 millions de dollars d'amende.

M. Martin-Artajo est aussi accusé d'avoir fait pression sur ses subordonnés, M. Grout et Bruno Iksil, un autre Français, qui a placé sur le marché les ordres de courtage qui ont mal tourné, coûtant au total 6,2 milliards de dollars à la première banque américaine.

Au printemps 2012, les positions de M. Iksil étaient si énormes que les autres traders du marché ont affublé le trader de l'étiquette de "*baleine de Londres*", un surnom devenu celui de toute l'affaire.

En avril 2013, le PDG de JPMorgan, Jamie Dimon, avait tenté de minimiser les pertes du service incriminé lors d'une conférence d'analystes, les qualifiant de "*tempête dans un verre d'eau*". Il a depuis admis que l'épisode était "*le plus embarrassant de toute sa carrière*".

Julien Grout ne devrait, lui, pas être arrêté pour l'instant.

Il se trouve en France, un pays qui "*n'extrade pas ses ressortissants*" vers les Etats-Unis, a expliqué son avocat, Edward Little, joint par téléphone.

"*Nous négocions avec les Etats-Unis sur la manière de procéder. La seule manière par laquelle il reviendrait aux Etats-Unis, c'est si nous pouvons parvenir à un accord raisonnable sur une caution*", a ajouté M. Little.

Les avocats de M. Martin-Artajo de même que le bureau du procureur fédéral de Manhattan (New York) n'étaient pas joignables dans l'immédiat. Un porte-parole de JPMorgan a décliné tout commentaire.

Bruno Iksil a pour sa part signé un accord avec les Etats-Unis, qui estiment qu'il avait tenté de sonner l'alarme sur les dangers de masquer les pertes de courtage qui s'accumulaient. Il a collaboré à l'enquête des autorités et ne sera pas poursuivi.

Les pertes de la "*baleine*" n'ont pas empêché JPMorgan Chase de générer un bénéfice "record" de 21 milliards de dollars en 2012 mais ont terni la réputation de la banque, objet de plus en plus de poursuites sur différents fronts. AFP 27.08

Bon, c'est le bénéfice déclaré 21 milliards de dollars, hors paradis fiiscaux et autres bénéfices engrangés dans une multitude d'entreprises dans lesquelles JPMorgan Chase a des participations ou que ses principaux dirigeants contrôlent, bref une "*tempête dans un verre d'eau*" !

Pour la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Suisse se sera pour plus tard ! S'ils le veulent bien !

Les grandes banques de la planète seront sans doute en conformité avec les nouvelles règles de fonds propres de Bâle III bien avant la date limite de la fin 2018, a fait savoir mardi le Comité de Bâle.

Dans un rapport destiné aux chefs d'Etat et de gouvernement du G20 qui seront réunis en Russie les 5 et 6 septembre, le Comité, chargé d'édicter les nouvelles règles, explique que sur une période de six mois à fin décembre 2012, le ratio de fonds propres '*dur*' moyen des grandes banques mondiales était passé de 8,5% à 9% des actifs pondérés du risque.

Seuls deux pays membres du Comité - la Turquie et l'Indonésie - n'ont pas encore promulgué les textes d'application de Bâle III, qui exige de toutes les banques d'avoir constitué un ratio de fonds propres dur de 7% au moins d'ici décembre 2018, soit le triple du pourcentage prévalant avant la crise financière de 2007-2009.

Le déficit de capital des banques qui étaient en dessous des 7% était de l'ordre de 200 milliards d'euros au total en juin 2012 mais il a depuis sensiblement diminué, a précisé le Comité, sans être plus précis.

"*C'est une évolution positive qui permettra de bâtir un système bancaire résistant et d'améliorer la confiance du public envers les ratios réglementaires*", a dit dans un communiqué Stefan Ingves, président du Comité.

Il a ajouté que le Comité examinait également les moyens de parer aux variations "*excessives*" naissant des différentes méthodes de calcul du risque employées par les banques pour déterminer leurs niveaux de capital.

En Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Suisse, les banques sont instamment priées de se mettre à niveau avec d'autres dispositions de Bâle III, gouvernant en particulier le ratio de levier, qui mesure le niveau des fonds propres à constituer en fonction des engagements de la banque non pondérés des risques. Reuters 27.08

A retenir : tout ce cirque servirait à "*améliorer la confiance du public*" dans les banques, ben voyons : des mafieux !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Chine

L'internet chinois a été touché par une attaque informatique, "*la plus importante qu'il ait jamais connue*". Elle a fortement perturbé l'accès aux sites hébergés dans le pays, a indiqué une agence semi-gouvernementale.

Les sites dont l'adresse possède l'extension "*.cn*" ont été visés par une attaque de déni de service (DDoS) pendant environ deux heures le matin du dimanche 25 août, a précisé le Centre chinois d'information sur les réseaux internet (CNNIC).

Une attaque de déni de service consiste à inonder de requêtes un serveur informatique au point de bloquer ou de perturber

largement son fonctionnement. Une seconde attaque quelques heures plus tard a gagné en intensité, pour constituer "*la plus sévère attaque jamais subie*" par l'internet chinois.

Washington a dénoncé à de multiples reprises des attaques informatiques venant de Chine et visant des sites web d'organisations gouvernementales américaines. En mars 2013, le président Barack Obama a directement mis en cause les autorités chinoises pour ces actions. De son côté Pékin s'est toujours défendu, arguant que la Chine elle-même était victime d'attaques informatiques. L'Expansion.com 27.08

ECONOMIE

Espagne

La récession est plus forte que prévu en Espagne. Le pays, qui a replongé en récession en 2011, a enregistré en 2012 une chute de 1,6% de son Produit intérieur brut (PIB). AFP 27.08

Haut de page

Le 29 août 2013

CAUSERIE

Jeudi 1h du matin en Inde

Dernières infos Syrie

"***Aucun bateau de guerre n'a le droit de passer par le canal de Suez, pour attaquer la Syrie***" (ministre égyptien de la Défense)

"*Aucun bateau de guerre américain ou navire britannique ou autre n'est autorisé à passer par le canal de Suez*", a ordonné le ministre égyptien de la Défense.

Selon Farsnews, citant Reuters, le général Abdel-Fattah al-Sissi a insisté pour qu'aucune autorisation ne soit donnée aux bateaux de guerre qui entendraient attaquer la Syrie. La décision a été prise, dans le cadre du respect du gouvernement égyptien envers l'accord de défense commun signé entre l'Egypte et la Syrie, annonce l'agence Reuters, ce qui rend difficile aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne une attaque contre la Syrie, selon cette même agence. french.irib.ir 28.08

Les missiles syriens sont braqués sur les puits de pétrole saoudiens

A la suite de la multiplication des spéculations sur l'éventualité d'une intervention militaire occidentale sous la houlette des Etats-Unis contre la Syrie, certaines sources militaires ont annoncé que Damas est prête à affronter tout scénario éventuel et que les missiles de ce pays sont pointés vers les champs pétrolifères et les raffineries saoudiens.

L'Arabie a annoncé soutenir financièrement et en pétrole tout pays entreprenant une action militaire contre la Syrie, ont affirmé des sources politiques saoudiennes. Les missiles Scud de la Syrie sont plus modernes que ceux du régime de Saddam et plus proches des frontières israéliennes, or l'utilisation de ces missiles par la Syrie dépassera les attentes des responsables israéliens, a écrit Aharonot, a-t-on appris d'Al-Alam. Simultanément aux menaces militaires proférées par les Etats-Unis contre la Syrie, les armées de l'Arabie, de la Jordanie, de la Russie et de l'Irak sont en état d'alerte total. french.irib.ir 28.08

Guerre contre la Syrie: Poutine prêt à attaquer l'Arabie saoudite

Selon les sources syriennes, le président russe Poutine est déterminé à prendre pour cible l'Arabie saoudite, si les Etats Unis attaquaient militairement la Syrie ! Suivant la campagne médiatique intense entretenue depuis quelques jours par les médias mainstream contre la Syrie, les Etats Unis et leurs alliés seraient prêts à lancer des raids aux missiles contre la Syrie d'ici quelques heures. Dampress affirme que le chef du Kremlin est prêt à donner aux gros bombardiers russe l'ordre de bombarder l'Arabie saoudite, si les Etats Unis prennent pour cible de leurs missiles la Syrie. les tensions sont à leur plus haut point entre la Eussie et les Etats Unis depuis que Washington s'est mis en ordre de bataille et a mobilisé ses alliés contre Damas.

Lavriv a qualifié toute attaque contre la Syrie d'erreur historique et Moscou dit ne pas croire un seul mot à la version US avancée sur les raids chimiques du 21 août contre la banlieue de Damas. les analystes ont mis en garde l'Arabie saoudite et les Etats Unis, deux protagonistes de la guerre contre une troisième guerre mondiale qui pourrait être déclenchée si Washington tire

en direction de la Syrie. french.irib.ir 28.08

Divers scénarios de Téhéran en cas d'une intervention militaire contre la Syrie

A en juger les prises de position des officiels américains, le compte à rebours est déclenché une d'une action militaire contre la Syrie: l'une des premières questions qui vient à l'esprit des analystes est celle-ci : quelle sera la réaction de l'Iran en qualité d'allié le plus fidèle de la Syrie depuis qu'est déclenchée la guerre anti syrienne. Les réactions possibles ?

1- silence : selon les analystes occidentaux, si les frappes US durent trois ou quatre jours de façon à ne pas inverser le rapport des forces entre l'Etat et l'opposition, la RII se contentera d'une condamnation verbale. la RII permettra ainsi à Obama de tenir sa promesse de punir un Assad qui a franchi la ligne rouge. les analystes occidentaux, ce silence s'expliquerait de deux façon : l'arrivée au pouvoir du modéré Rohani et les négociations entre l'Iran et les six qui s'annoncent prochainement. L'Iran ne voudrait jamais détruire les chances d'une reprise avec l'Occident pour cause d'une attaque de peu d'envergure contre la Syrie.

2- Intervention indirecte : Si l'attaque américaine contre la Syrie dépasse le niveau de « la punition » et s'avère beaucoup plus sérieuse et modifie les équations et les rapports de forces entre les forces de l'armée syrienne et les rebelles et favorise la chute du gouvernement de Bashar al-Assad, l'Iran envisagerait, dans ce cas-là, l'option de « *la confrontation indirecte et informelle* ». Dans un tel cas, le Hezbollah et les groupes palestiniens, comme le « *Jihad islamique* » et « *le Front pour la libération de la Palestine-Commandement général*», entreront en action pour que les rapports de forces ne soient pas perturbés en défaveur du gouvernement syrien.

3- Intervention directe : Un tel scénario, l'expérience de la politique étrangère de la République islamique d'Iran au cours de ces 34 dernières années le dit, semble peu probable. Une telle option est envisagée, seul dans le cas où les Etats-Unis ou l'Otan décident de renverser le régime de Bashar al-Assad. Dans un tel cas, non seulement l'Iran, mais aussi la Russie et la Chine interviendront pour faire face à la mise en ordre de bataille internationale contre la Syrie. french.irib.ir 28.08

Jeudi 13h20 en Inde

Le site est actualisé partiellement, la suite plus tard dans la soirée. A plusieurs reprises mon ordinateur s'est bloqué ce matin, j'epère qu'il ne va pas me lâcher maintenant, ce n'est vraiment pas le bon moment, j'ai tout sauvegarder sur une clé USB. Je n'ose même plus l'éteindre !

L'opération de récupération a commencé.

Nous ne sommes pas dupes, les grandes déclarations contre la guerre avec la Syrie vont se multiplier. Mais le mal est fait ou plutôt les discours et articles des derniers jours des uns et des autres ne laissaient aucun doute sur les réelles intentions de leurs auteurs et leur véritable nature, c'est ce que nous retiendrons pour la suite de notre combat et que certains ne comprendont pas.

Car nous ne participons pas à un combat qui aurait pour but d'atteindre uniquement des objectifs immédiats, si c'était une suite de batailles qui devaient nous permettre d'atteindre notre objectif, si cela devait suffire avec les milliers et milliers de combats auxquels a participé le mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle et demi, cela fait belle lurette qu'on l'aurait atteint, mais pour parvenir à réunir les conditions subjectives indispensables pour pouvoir changer la société, dont le parti est un élément déterminant au même titre que le soulèvement révolutionnaire des masses, ce qui demeure notre objectif, nous avons besoin d'un parti (révolutionnaire, communiste) et de dirigeants qui subordonnent leur politique à cet objectif, le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par les masses exploitées, et non des calculs ou des manoeuvres d'appareils soumis à des rapports institutionnels qui finalement nous ont conduit à la situation actuelle.

Non, nous n'avons commis aucune erreur politique hier, car leurs déclarations des derniers jours qui étaient révélatrices de la nature de ces partis, personne ne pourra les effacer ou les faire disparaître ou faire comme si elles n'avaient jamais existé.

"***Personne ne sait à l'heure actuelle ce qui s'est passé en Syrie***." (POI - Informations ouvrières n°266 page 16 - 28 août 2013)

PCF (http://www.pcf.fr)

- Syrie: toute la vérité doit être établie sans délais sur ce qui s'est passé dans la banlieue de Damas

Extrait.

- Les informations et les terribles images de Syrie montrant les victimes et l'ampleur des bombardements perpétrés par le régime de Bachar Al Assad sur la population civile des faubourgs de Damas suscite l'horreur et la consternation. L'opposition syrienne

indique que ces bombardements auraient causé la mort de 500 à 1300 personnes.

Le Secrétaire général de l'ONU a appelé à une enquête immédiate sur ces faits et en particulier pour savoir s'il y a eu ou pas des bombardements massifs à l'arme chimique. Le Conseil de Sécurité, devant la gravité des événements, a demandé que la lumière soit faite sur ces accusations de recours à l'arme chimique. Les autorités syriennes doivent permettre toutes les investigations nécessaires.

Commentaire d'un militant PCF.

- Le type même de communiqué sortie tout droit du quartier général de l'OTAN. Les exemples de manipulations par l'occident de l'information pour justifier son aventurisme sont nombreux. Ce genre de communiqué n'a rien à voir avec le sort du malheureux peuple syrien. Il vise simplement à ne pas froisser et à faire acte d'allégeances au P.S municipales oblige. www.pcfbassin.fr

J'ai posté sur le Net à la suite de plusieurs articles sur la Syrie

- A qui profite le crime, utiliser des armes chimiques au moment même où les inspecteurs de l'ONU sont à Damas ? Certainement pas au régime d'Assad mais à ses ennemis occidentaux, CQFD.

- Fabrication de preuves. Le magazine Foreign Policy publié jusqu'à fin 2009 par la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale à Washington, D.C.. (wikipédia)... une couverture de la CIA. (source : Réseau Voltaire)

Question pour les nuls.

Pourquoi se focalisent-il sur la question : des armes chimiques ont-elles été utilisées oui ou non, alors que les preuves existent que tel a bien été le cas? Mais uniquement pour ne pas avoir à se poser la suivante : qui les a utilisées et et qui y avait intérêt? Réponse : les opposants au régime qui ont décidé de le fair tomber, l'axe américano-franco-britannique-sioniste.

Intox. Autre méthode de falsification et de conditionnement des masses.

Quand la certitude remplace les faits.

LePoint.fr - "*À l'heure, lundi matin, où je remets cette chronique, pas de vraie incertitude sur l'origine des tirs qui ont provoqué, mercredi dernier, dans la banlieue de Damas...*"

Alors que des images satellites transmises par les Russes aux Américains et aux occidentaux montrent que ces tirs provenaient d'une position occupée par les djihadistes et non par l'armée nationale syrienne.

La fabrication des preuves impliquant le régime syrien.

Titres des médias scélérats.

- Syrie: le renseignement américain a écouté l'armée - AFP

- Armes chimiques : le renseignement américain a espionné l'armée syrienne - Francetv info

- Armes chimiques en Syrie: la "preuve" des renseignements américains - L'Express.fr

- Les Etats-Unis auraient intercepté des conversations "paniquées" de l'armée syrienne - LeMonde.fr

L'origine de cette usine à gaz : un magazine américain sioniste porte parole de l'aile néolibérale de la CIA et du Pentagone. Une révélation fabriquée ou la révélation du crime prémédité contre la Syrie par l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

- Syrie: un appel intercepté par les Etats-Unis prouve l'utilisation de gaz neurotoxique - Slate.fr

Notre partenaire Foreign Policy révèle en exclusivité la preuve qui a fini de convaincre les Américains que le régime de Bachar el-Assad a bien mené une attaque chimique de grande ampleur près de Damas.

Mercredi 21 août, dans les heures qui ont suivi l'horrible attaque à l'est de Damas, un responsable du ministère de la Défense syrien a échangé un coup de téléphone paniqué avec un dirigeant d'une unité qui s'occupe des armes chimiques, lui demandant des réponses autour d'une attaque au gaz neurotoxique qui a fait plus de 1.000 victimes.

Nous sommes en mesure de révéler que ces conversations ont été entendues par des services de renseignement américains. (S'ils le disent, c'est que c'est forcément vrai, qui peut les croire ? Des crédules uniquement où ceux qui y ont intérêt évidemment. - ndlr)

Mais l'interception, si elle donne quelques réponses, pose aussi des questions sur les coupables de ce massacre chimique. L'attaque du 21 août est-elle le résultat de l'action d'un officier syrien qui aurait outrepassé ses pouvoirs? Ou était-elle dirigée explicitement par des membres importants du régime d'Assad? «On ne sait pas très bien qui avait le contrôle, explique un responsable du renseignement américain. Y a-t-il une sorte d'autorisation générale pour utiliser ces choses? Ou y a-t-il des ordres explicites pour chaque attaque?» (Là ils supputent, ils échaffaudent une théorie, ils extrapolent, ils brodent pour tenter de rendre leur scénario crédible, bref ils plantent un décors pour donner l'apparence de la réalité, ils procèdent comme Al Jazeera qui avait reproduit une place de Tripoli ou Damas au Qatar, ils l'inventent quoi. - ndlr)

Les analystes américains ne sont pas sûrs non plus des raisons exactes derrière l'attaque, si tant est qu'il y en avait. Il s'agit peut-être d'un général qui a mis en marche un plan de bataille établi de longue date; ou d'un mauvais calcul du gouvernement d'Assad. (Les généraux syriens sont tellement abrutis qu'ils auraient pu faire n'importe quoi, c'est la thèse qu'ils soutiennent à défaut de mieux, ce qui prouvent que le régime ne leur a fourni aucun prétexte pour l'attaquer militaire, donc ils les inventent. - ndlr)

Quelle que soit la raison, l'attaque a déclenché l'indignation dans le monde entier, et l'administration Obama est désormais sur le point de lancer sa propre attaque en Syrie. (...) (Extraordinaire, là ils se vendent, peu importe "*la raison*" qu'il en existe ou pas, on va la créer de toutes pièces et les médias prendront le relais pour conditionner les masses. Souvenez-vous de ce qu'on a affirmé à plusieurs reprises : leur détermination est sans faille et leur cynisme sans fond. - ndlr)

Les communications interceptées racontent une autre histoire (que celle du régime - ndlr), celle d'un gouvernement syrien clairement à blâmer. slate.fr 28.08 (Seules les preuves que l'on a fabriquées doivent être reprises par les médias et les différents gouvernement occidentaux, c'est à eux que s'adresse ce message, il a été entendu 7/7. - ndlr)

Question qu'est-ce que Foreign Policy ?

- Foreign Policy est un magazine américain bimestriel créé en 1970 par Samuel P. Huntington et Warren Demian Manshel. Il était publié jusqu'à fin 2009 par la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale à Washington, D.C.. Il a été racheté par The Washington Post Company fin septembre 2009. (Wikipédia.htm)

Extrait de la causerie du 22 août.

Le Washington Post lié au groupe Bilderberg dirigé par le cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes qui planifient les guerres de l'impérialisme américain, etc. les maîtres du monde...

En 2011 et 2013 , Jeff Bezos, fondateur et président d'Amazon.com qui vient de racheter le Washington Post.

En 2013, Donald E. Graham, (ex-) président du Washington Post.

Question : qu'est-ce que la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale ?

- Au début des années 70, Thomas L. Hugues (ancien directeur du renseignement au département d'État) devient président de la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), tandis que Milton Katz (ancien agent de l'OSS, puis responsable des programmes joints de la Fondation Ford et de la CIA, puis John W. Douglas (ancien attorney general adjoint) en sont directeurs. (...)

En 1991, alors que l'Union soviétique disparaît, Morton I. Abramowitz (ancien directeur du renseignement du département d'État) est élu président de la fondation Carnegie. Il désigne Robert Carswell (un ancien agent du Bureau du renseignement de la Navy qui fut le principal négociateur lors de la crise des otages en Iran), comme directeur. (...)

En 1993, la Carnegie ouvre une filiale à Moscou. Celle-ci joue un rôle de conseil auprès du président Boris Eltsine dans le processus de privatisation de l'économie ex-soviétique, grâce à l'interface de personnalités comme Yegor Gaidar. Elle est alors accusée d'être un cheval de Troie de la CIA. (...)

En 1997, Jessica T. Matthews (ancienne directrice des Affaires globales au Conseil de sécurité nationale) est élue présidente. Elle nomme bientôt William H. Donaldson (membre des Skull & Bones [5] et intime de la famille Bush, futur président de

la Commission des opérations de Bourse -SEC) comme directeur. (...)

La Carnegie est aujourd'hui une des fondations les plus riches des États-Unis. (...)

C'est le seul think tank états-unien, spécialisé en politique étrangère, destiné à un public global. (source : http://www.voltairenet.org/article14683.html)

Voilà l'origine de cette machination, on n'a même pas besoin de se demander au profit de qui.

Les sionistes passent à l'offensive médiatique.

-Syrie : les Français divisés sur une opération - LePoint.fr

45% d'entre eux s'y déclarent favorables alors que 40% y sont opposés, selon un sondage CSA pour le site d'information Atlantico. LePoint.fr 28.08

Question : qu'est-ce qu'Atlantico.fr ?

Vous vous souvenez de l'affaire du "*Mur des cons*", c'était le portail Atlantico.fr qui en avait été à l'origine, y officie notamment Gilles William Goldnadel président de France-Israël et d'Avocats Sans Frontières deux officines sionistes (voir les causeries du 19 février et du 24 avril 2013), vous pouvez ajoutter J.Attali, etc.

Imposture et récipération. Obama, I have a dream : the war !

- Barack Obama appelle à poursuivre l'oeuvre de Martin Luther King - Reuters

- Syrie, Guantanamo, affaire Snowden... le crépuscule d'Obama - L'Express.fr

Titres. Reculade ou posture ?

On dirait qu'ils ont poussé le bouchon un peu trop loin ou qu'ils ont surestimé l'effet produit par leur propagande de guerre vite dévoilée ou éventée, et puis ce n'est peut-être pas le bon timing, en ont-ils vraiment mesurer toutes les conséquences ?

Il faut dire aussi qu'après les mensonges grossiers de Bush sur l'Irak, de moins en moins de gens les croient, l'honneur en revient uniquement à ceux qui ont refusé de soutenir la version officielle de la Maison Blanche du 11 septembre 2001, donc en aucun cas au mouvement ouvrier, il faut hélas le rappeler. Les faits, tous les faits, quoi.

- Syrie : les États-Unis écartent une action unilatérale - LePoint.fr

- Syrie - Fabius : "*La France prendra, le moment venu, les décisions qui s'imposent*" - LePoint.fr

- Syrie : la France prendra une décision «*le moment venu*» - Liberation.fr

- Syrie : «*Ne rien faire est aussi risqué qu'agir*» - LeFigaro.fr

- Syrie: Ayrault "*informera*" lui-même le Parlement mercredi prochain - AFP -

- Syrie: les politiques enflamment Twitter pour revendiquer une non-intervention - L'Express.fr

- #NonALaGuerreEnSyrie : un mot d'ordre qui agrège les extrêmes - LeMonde.fr

Parole d'internaute

1- "*Que tous ceux qui en appellent à bombarder les syriens se mettent un peu à leur place : subir des bombardement pour donner l'avantage à des groupe comme l'EEIL et/ou Al Nosra dont le but final est d'imposer à tous de vivre comme le prophète Mahomet (les salafistes) ou d'être chassés de leur pays car n'étant pas de leur religion ni même de leur "courant" religieux (les takfiristes)? Car à y regarder de près, le régime syrien, si brutal soit-il, est et reste laïc, gage pour tous de vivre ensemble.*"

2- "*Je suis contre cette guerre, non par principe, mais parce qu'elle va faire le jeu des islamistes. Dictature pour dictature, celle de la charia ne sera pas meilleure…*"

Parole au vice-ministre des Affaires étrangères syrien.

- La Syrie accuse l'Occident d'avoir encouragé les rebelles à utiliser du gaz sarin - LePoint.fr

"*Les groupes terroristes ont fait usage de gaz sarin avec les encouragements américain, britannique et français*", a affirmé le vice-ministre des Affaires étrangères.

Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Meqdad a accusé l'Occident d'avoir encouragé les rebelles à utiliser du gaz sarin à plusieurs reprises en Syrie. "*Les groupes terroristes (terme désignant les rebelles dans la terminologie officielle) ont fait usage de gaz sarin dans plusieurs points du pays (...), avec les encouragements américain, britannique et français*", a-t-il dit aux journalistes.

Parlant aux journalistes à la fin de son entretien à l'hôtel Four Seasons de Damas avec la responsable de l'ONU pour le désarmement Angela Kane, le ministre syrien a mis ces pays en garde. "*Il faut que cessent les encouragements de ces pays occidentaux, car en défendant ces terroristes et en adoptant leurs propos, ces groupes retourneront prochainement les armes chimiques contre les peuples d'Europe.*"

Angela Kane se trouve à Damas en compagnie d'experts des Nations unies qui enquêtent sur une attaque présumée aux armes chimiques le 21 août près de Damas. Auparavant, l'ambassadeur de Syrie à l'ONU Bachar el-Jaafari avait affirmé dans une interview reprise mercredi par l'agence Sana que "*beaucoup de données (tendaient) à prouver l'innocence du gouvernement syrien*" et avait dénoncé "*une accusation fallacieuse*".

Ces données prouvent également que les "*groupes armés ont utilisé des armes chimiques dans le but d'entraîner une intervention militaire étrangère et une agression contre la Syrie*", a assuré l'ambassadeur. LePoint.fr 28.08

Un rapport de cause à effet immédiat qui va leur compliquer la vie

- Pétrole : la perspective d'une intervention militaire en Syrie fait grimper les prix Francetv info

Le pétrole a ouvert en nette hausse à New York, mercredi 28 août, à 110,46 dollars le baril. Soit son plus haut niveau en dix-huit mois. Selon les experts, le cours du pétrole Brent pourrait atteindre 125 dollars le baril en cas de frappes aériennes occidentales contre la Syrie. Et cette hausse pourrait continuer dans le cas d'une contagion du conflit au Moyen-Orient. Francetv info 28.08

Dernier echo des sociaux-impérialistes

LO

- Hollande chef de guerre, le retour - 28 août 2013

Pour LO, le responsable : c'est Bachar Al-Assad ! No comment. Si, le bombardement de la Syrie est légitime.

- "*À la suite d'Obama, Hollande se prépare, et prépare l'opinion, à intervenir en Syrie. Les puissances impérialistes envisagent d'envoyer leurs avions ou des missiles de croisière bombarder des installations militaires. Les massacres perpétrés par Bachar Al-Assad sont horribles. Mais les bombardements prétendument « ciblés » ne résoudront rien. Ils aggraveront un peu plus le sort de la population, comme l'ont fait les autres interventions en Irak, Afghanistan ou en Libye.*

Bachar Al-Assad est un dictateur sanguinaire soutenu, jusqu'à ces dernières années, par les pays riches dont la France. Au défilé du 14 juillet 2008, il était l'invité d'honneur de Sarkozy. Aujourd'hui, ces mêmes pays riches se posent en justiciers. Ils ne feront qu'ajouter la destruction à la destruction."

Plus minable, plus crétin, plus réac, impossible ! C'est LO, quoi !

PG

-Non à l'escalade militaire en Syrie ! - Mercredi 28 Août 2013

Le Parti de Gauche laisse planer le doute que le régime serait à l'origine de l'emploi d'armes chimiques, tout comme Obama, Cameron, Hollande, puis en affirmant que "*tout doit être fait pour l'arrêter*", il emboîte le pas aux va-t-en-guerre qui ne cessent de le marteler et qui justifient ainsi une attaque occidentale sur la Syrie, bref, le PG en est le porte-parole. Tout le reste est du baratin.

"*... le Parti de Gauche dénonce le massacre à l'arme chimique de centaines de civils syriens le 21 août. Cette escalade dans l'horreur est inadmissible. Tout doit être fait pour l'arrêter.* "

Le Parti de Gauche s'en remet à l'ONU qui a légitimé toutes les guerres impérialistes depuis sa création, autrement dit, il soutient la guerre tout en prétendant être contre. Vous avez compris pourquoi le PG fait bon ménage avec le PC, ils sont aussi pourris !

"*Le Parti de Gauche demande une nouvelle fois un règlement négocié du conflit dans le cadre de la seule institution internationale légitime, l'ONU...*"

"*Le Parti de Gauche appelle également à se joindre au rassemblement qui aura lieu ce jeudi 29 août à 18h30, Fontaine des innocents à Paris à l'appel du Mouvement de la Paix.*"

Qu'est-ce que le Mouvement de la Paix?

L'arrière-cour de l'ONU ! Qu'est-ce que cela pouvait être d'autres selon vous après ce qui vient d'être dit ?

- Le Mouvement de la paix est une organisation pacifiste française qui s'inscrit dans la promotion de la culture de Paix initiée par l'ONU. Elle a été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par de grands courants de la Résistance, notamment ceux d'inspiration communiste, chrétienne ou de libres penseurs, elle est directement liée au Mouvement mondial des partisans de la paix, dont le but est la lutte pour la paix. (source : wikipédia)

Le Mouvement de la paix est une organisation initiée par les staliniens (Charles Tillon) à l'issue de la Seconde Guerre mondiale qui sera dirigée (en 1948) par Yves Farge, nommé préfet de la région Rhône-Alpes par le général de Gaulle à la Libération.

Wikipédia précise que "*les statuts de ce tout jeune mouvement*" aura pour vocation l'intention vénérable de "*préserver l'esprit unitaire de la Résistance*" autrement dit la collaboration de classes entre gaullistes, socialiste, communiste et syndicaliste, quel programme ! Vous me direz qu'ils y sont parvenus jusqu'à nos jours, avec le résultat que l'on sait, on en est quotidiennement les victimes, y compris le peuple syrien !

Le Mouvement de la paix n'aura de cesse après avoir été inféodé au Kremlin, ce qui provoquera le départ d'une partie de ses membres, une fois l'URSS disparu, il n'aura de cesse de s'adresser à l'ONU, sa nouvelle maison mère.

Maintenant, s'il n'y a pas d'autres moyens de descendre dans la rue pour manifester son rejet de la guerre contre la Syrir, nous appelons tous les militants et travailleurs à partiiper à toutes les manifestations qui pourraient être organisées en France sans tenir compte de la nature de leurs organisateurs, sauf d'extrême droite évidemment. On invite les militants a utilisé l'argumentation figurant dans le portail dans leurs discussions avec des militants ou des travailleurs, de leur donner son adresse éventuellement.

"Faire vivre et Renforcer le PCF "

- Syrie : Stop à l'escalade dans la barbarie - 28 août 2013

Ils sont tous sur la même longueur d'onde, ils s'en remettent à l'ONU.

- "*Avant même les conclusions de la mission de l'ONU, seule habilitée à mener une telle enquête sur l'utilisation des armes chimiques, la France, les USA et leurs alliés membres de l'OTAN, déclarent avoir des certitudes.*"

Nous avons au moins une certitude : c'est que ce sont les djihadistes qui ont utilisé des armes chimiques, dire qu'on n'a paurait pas de certitudes, revient à camoufler celles que l'on possède, donc à soutenir le camp de la guerre.

La réaction se déchaîne ensuite, ils font un amalgame entre les alliés de la Syrie et ses opposants, la pire pourriture qui soit, qui a sorti la grosse connerie que le stalinisme était mort, jugez plutôt.

- "*Il y a deux ans, un soulèvement citoyen pacifiste exigeait plus de démocratie et de progrès social en Syrie. Le régime syrien de Bachar El Assad a répondu par une répression féroce refusant toute possibilité de dialogue et provoquant l'escalade d'une guerre civile dans laquelle se sont engouffrées des puissances et des forces politiques régionales (Iran, Turquie, Arabie*

Saoudite, Qatar, Hezbollah…) et permettant aux militants les plus radicaux rescapés des interventions militaires en Irak, Afghanistan, Libye, Mali de se mettre au service des uns ou des autres."

Il fallait bombarder la Syrie plus tôt !

- "*Prétextant un blocage au Conseil de sécurité de l'ONU de la part de la Chine et de la Russie, les puissances occidentales membres de l'OTAN n'ont pris aucune initiative pour résoudre politiquement ce conflit.* "

Mais il s'y emploie : il prépare la guerre !

- "*Le Mouvement de la Paix demande au gouvernement français de renoncer à l'emploi des forces armées, de faire respecter le droit international et de prendre toutes les initiatives politiques possibles pour obtenir un cessez-le-feu.* "

Il faut chasser Assad, Obama ne demande pas mieux !

- "*Le Mouvement de la Paix demande la reprise du plan de Kofi Annan avec des moyens humains renforcés pour parvenir à une transition démocratique en Syrie et permettre une stabilisation de la région.*"

Plus pourri tu meurs ! Stalinien jusqu'au bout des ongles for ever !

POI

Extrait du communique du POI du 28 août : *Non à l'intervention militaire en Syrie ! Non à la guerre !*

Le POI s'en remet à l'ONU, comme le PG.

- "*On se rappelle que les armes de destruction massive ont été, en 2003, le prétexte à une intervention militaire en Irak. Aujourd'hui, sans même attendre les résultats de la commission d'enquête de l'ONU qu'elles ont elles-mêmes commanditée, les grandes puissances décrètent qu'il faut « punir » le régime, donc procéder à des frappes aériennes contre le peuple syrien.*"

Il renvoie dos-à-dos le régime et les contras, alors que la majorité des syriens soutiennent le régime, cela revient donc tirer une balle dans le dos du peuple syrien ! Ils ne vous diront jamais que le régime a distribué des armes à la population pour se défendre après l'avoir organisé en milices sous commandement de l'armée pour combattre à ses côtés les djihadistes. Parole de faussaires. Tout le reste est du baratin de burreaucrates véreux et corrimpus.

- "*Les grandes puissances, qui, il y a peu, invitaient régulièrement le président el-Assad en France, aux Etats-Unis et ailleurs, font mine de « découvrir » aujourd'hui qu'il s'agit d'un régime violent. De l'autre côté, ceux qui sont présentés comme l'« opposition » — financée par l'Arabie Saoudite et soumise aux groupes djihadistes comme al-Nosra qui se réclame officiellement d'al-Qaida — ne sont pas moins violents que le régime.*"

Ils ne sont même pas capables de caractériser cette guerre, guerre impérialiste, guerre de rapine, guerre coloniale à l'instar de celles menées par l'impérialiste français au XIXe siècle jusqu'au milieu du XXe siècle (Algérie, Vietnam, etc.) . Normal, une bonne partie des adhérents de ce pays viennent de partis qui les ont soutenues.

- "*Le POI s'inscrit dans la tradition du mouvement ouvrier et démocratique qui lutte contre la guerre, pour la paix et le droit des peuples. Il affirme, sur la base de l'expérience de ces vingt dernières années, que toute intervention militaire non seulement ne règlera pas la situation dramatique des peuples mais l'aggravera et entraînera inévitablement demain de nouvelles interventions militaires, de nouvelles guerres, de nouvelles violences. Nous réaffirmons notre opposition à toute intervention militaire contre la Syrie qui ajoutera à la violence actuelle de nouvelles violences.*

Nous nous prononçons contre toute frappe militaire, contre toute intervention, toute ingérence. Nous sommes inconditionnellement du côté du peuple syrien qui traverse un moment tragique de son histoire. Mais nous avons confiance dans la capacité des peuples du monde à ouvrir une issue malgré la barbarie. Le POI condamne la volonté du gouvernement Hollande-Ayrault de s'engager dans l'aventure militaire contre le peuple syrien."

Vous avez rompu avec "*la tradition du mouvement ouvrier et démocratique*", vous n'en êtes pas digne pour n'avoir à aucun moment fait campagne au côté du peuple syrien depuis plus de deux ans que cette guerre dure avec le soutien de Sarkozy, puis Hollande, ce n'est là que posture ou imposture.

Haut de page

Le 30 août 2013

CAUSERIE

Vous trouverez plus loin l'actualisation qui date d'hier soir. Je vais prendre une douche et casser la croute si vous voulez bien.

Vendredi 11h30 en Inde

De très nombreuses infos sur la Syrie dans deux heures environ, avec en cadeau un scoop, sans plaisanter, je ne vous en dis pas plus, c'est tout à fait génial, cela vient de Tsahal... D'ailleurs j'ai envoyé immédiatement des courriels à plusieurs journalistes indépendants dans le monde avec lesquels je suis plus ou moins en contact pour les informer, personne n'a encore fait état de cette info, aucune agence de presse ou aucun média évidemment.

Vendredi 12h15 en Inde

J'ai bossé à la vitesse d'un missile !

Nous laisserons tomber un certain nombre de sujets, telle la question des retraites, qui pour nous est secondaire par rapport à la situation en Syrie. Des articles de presse et une vingtaine de nouveaux articles dans quelques heures.

Fabrication de preuves. Tsahal à la manoeuvre

Cette info date de 4 jours, on nous a raconté que c'était la NSA qui avait intercepté une conversation téléphonique entre des militaires syriens après l'attaque au gaz le 20 août, en réalité il s'agissait de Tsahal, le pire ennemi d'Assad, j'ai découvert cela par hasard sur le net ce matin, un mensonge de plus.

Hier en titre : Shimon Peres : "*Israël n'est pas impliqué en Syrie*" - LePoint.fr

- Tsahal indique que gouvernement syrien est responsable - Jewish new one

(http://fr.jn1.tv/video/news/tsahal-indique-que-gouvernement-syrien-est-responsable.html)

- Les Forces de défense israéliennes affirment avoir intercepté des communications du gouvernement syrien qui démontrent que le régime de Bachar al-Assad est derrière la récente attaque chimique qui a fait des centaines de morts parmi les civils dans un pays dévasté par la guerre. fr.jn1 27.08

L'ennemi juré d'Assad qui veut sa peau, cela se passe de commentaire, faire circuler cette info de premier ordre.

Parole d'internaute

1- "*Les masques tombent*"

2- "*Le pire ennemi des guerres, c'est la vérité*."

3- "*Ils deviennent de plus en plus grotesques!*"

Vous avez raison, alors que la majorité de la population est vaccinée contre la propagande toxique officielle depuis les grossiers mensonges de Bush sur l'Irak, elle a montré qu'elle ne croyait pas un mot des arguments fabriqués sur l'emploi de gaz par le régime syien martelés en boucle par Obama, Hollande et Cameron flanqués des médias aux ordres, le plus grotesque et le plus cynique est à mettre au compte de ceux qui ont osé prétendre que personne ne savait ce qui s'était passé, qui avait employé des armes chimiques le 20 août dernier contre la population de la banlieue de Damas, qui avait intérêt à lancer cette terrible accusation.

Tous les partis ouvriers sans exception ont renvoyé dos-à-dos la responsabilité de l'emploi de gaz toxique contre la population civile syrienne, vous avez pu lire les deux derniers jours leurs déclarations ou communiqués, vous avez les preuves sous le nez que ces partis sont vendus au capital et au régime en place en France, voilà le principal enseignement que nous tirons de cette expérience.

Aux militants d'en tirer la conclusion qu'effectivement il est urgent de construire un nouveau parti ouvrier, révolutionnaire, sur les bases du marxisme ou du socialiste, ayant comme programme celui de la révolution socialiste internationale. Ce n'est pas là une lubie ou une obsession, cette affirmation repose sur un constat, des faits établis, tous les partis existant actuellement ont faili et trahi notre cause.

Fabrication de preuves, suite.

- Rien n'impliquerait directement Assad dans l'attaque chimique - Reuters

Les Etats-Unis et leurs alliés n'ont aucune preuve que le président Bachar al Assad ait personnellement ordonné l'attaque chimique du 21 août sur une zone rebelle de la banlieue de Damas, ont déclaré jeudi des responsables des services de sécurité américains.

Mais il ne fait guère de doute que cette attaque, qui aurait fait des centaines de morts, a été menée par les gouvernementaux et le régime en porte donc la responsabilité, ajoutent-ils.

Marie Harf, porte-parole du département d'Etat, a affirmé mercredi que seul le régime syrien disposait des moyens de mener l'attaque "*massive et à grande échelle*" du 21 août.

"*Les Etats-Unis, en fin de compte, tiennent donc le président Assad pour responsable de l'utilisation d'armes chimiques par son régime contre son propre peuple, d'où que soient venus les ordres*", a-t-elle souligné.

Selon des sources proches des services de renseignement américains, la décision de recourir aux armes chimiques pourrait avoir été prise par un commandant militaire sur le terrain, sans qu'il y ait eu un ordre formel venu du gouvernement.

Les communications entre le haut commandement de l'armée syrienne et la ligne de front qui ont été interceptées après l'attaque ne mettent pas clairement en cause Assad ou son entourage, ajoute-t-on de même source. Reuters 29.08

Les Russes ont remis aux Américains et aux différents gouvernements ainsi qu'à l'ONU des images satellites prouvant que ce n'était pas l'armée d'Assad qui avait tiré deux obus à tête chimique sur la banlieue de Damas le 2 août dernier. J'ai vu ces images sur le site de la radio francophone iranienne où figuraient le lieu exacte, le jour, l'heure, les minutes et les secondes au moment oû ces deux obus ou rockets ont été tirés.

Maintenant on pourrait dire que ces images ont été fabriquées, pourquoi pas, on doit envisager toutes les hypothèses.

Les Américains qui sont à court d'arguments pour obtenir le soutien de la population occidentale à une intervention militaire contre la Syrie, prétendent que ce serait des militaires de l'armée nationale syrienne qui aurait pu prendre cette décision sans en informer leurs supérieurs ou le président syrien. Si tel était le cas, soit Assad va les traduire en cour martiale et ils seront fusillés, soit ce sont des traitres aux régimes et ils subiront le même traitement.

Or, Assad n'a pas mentionné ces cas de figure, c'est la première chose, et si tel avait été le cas il se serait empressé de sanctionner ces militaires. Le second point que l'on peut souligner, c'est que si tel avait été le cas, c'était au président syrien, chef des armées, de décider de la réponse à apporter contre ces militaires.

Donc, jusqu'à présent le dernier argument avancé par les Américains ne tient pas plus que les précédents. Quant aux soi-disant écoutes téléphoniques de militaires syriens, ils doivent être de la même teneur : fabriquées.

Comme le dit un internaute : "*En résumé : Pour les Américains logiquement ce n'est pas lui, mais puisque c'est l'homme à abattre à tout prix, alors c'est lui!*"

Parole d'Internaute

(J'ai corrigé les innombrables fautes d'orthographe et parfois la ponctuation pour rendre lisible ces commentaires)

1- "*« Rien n'impliquerait Assad dans l'attaque chimique.. » par contre tout porte à croire que les barbouzes du Mossad et de la Cia ne sont pas étrangers dans la fourniture d'échantillons de gaz sarin aux cinglés tortionnaires et assassins du peuple syrien plus communément appelés « Rebelles » suivant l'expression consacrée dans les médias menteurs occidentaux....*"

2- "*La vérité commence à apparaitre, c'était trop gros. Aprés le coup de l'Irak , ils ont cru pouvoir recommencer le même cinéma avec les même mensonges et se sont pris les pieds dans la ficelle . Et cette andouille de Hollande a trempé dans la combine. C'est indigne*"

3- "*Il faut arrêter avec les formulations du genre : "il ne fait guère de doutes que..." Soit vous avez des preuves irréfutables, soit vous n'en n'avez pas. On ne déclenche pas une guerre sur des suppositions, mais sur des certitudes. Ou alors, c'est qu'on est un irresponsable, ou pire encore, un manipulateur.*"

4- "*Ce commandant sur le terrain n'a pas pris l'argent des rebelles? Ca sent les rebelles et Al-Qaida qui jouent derrière le rideau.*"

5- "*Bien sûr que non , c'est juste une provoque des rebelles qui on assassiné les leurs pour faire intervenir les forces internationales, vieux comme le monde*"

6- "*Timissoara, les armes de destructions massives de l'Irak, le bateau vietnamien qui avait attaqué le navire américain! Que de mensonges lourds de conséquences pour les peuples concernés. Et en plus ils arrivent à dormir, ces donneurs de leçons. Ecoeurants, et ça dirigent des pays "civilisés"*."

7- "*Apres avoir vu la vidéo des soi-disant gentils, je pense que ça serait un coup monté d'eux même pour accélérer la mise en place du CNS et grand amis de la France, quitte à sacrifier 3000 civils pour la cause !*"

8- "*Grossière manipulation de la part des pays occidentaux... Leur stratégie en plus d'être confuse n'est absolument pas crédible... C'est invraisemblable d'accuser Assad sans preuves et de pourtant continuer à menacer un Etat souverain et indépendant. Les Américains se ridiculisent complètement et leurs alliés avec...*"

9- "*Y a deux jour Hollande voulait punir Assad , maintenant il veut une solution politique depuis que les Anglais et les Américains hésitent !*"

10- "*Un groupe terroristes qui combat en Syrie , avait était interpelé en Turquie avec des armes chimiques donc on n'accuse pas s'en preuve*"

11- "*Je ne vois pas Assad utiliser l'arme chimique sachant qu'il savait que le monde réagirait et alors qu'il était en très bonne posture*"

12- "*Je crois qu'il est possible si ce n'est vraisemblable que ces gazages sont l'oeuvre de l'opposition rebelle. De facon à ce que l'occident réagisse militairement . Obama ne disait-il pas qu'il y avait une ligne rouge à ne pas depasser? Je me trompe peut-être mais que ces exactions aient eu lieu le jour où les inspecteurs arrivaient en Syrie me semble plus que suspect. Assad, tout criminel qu'il soit, n'est pas un idiot et peut-on imaginer ce calendrier plausible ? Oui , si c'est l'oeuvre des opposants, non si cela vient de lui.*"

Bravo, tout est dit ici.

Sur cent commentaires postés à la suite de l'article précédent, plus de 90% faisaient preuve de lucidité. Il ne faut pas prendre les masses pour plus ignorantes qu'elles ne le sont, c'est une très grave erreur, y compris dans nos rangs, il ne faut ni surestimer ni sous-estimer leur niveau de conscience ou de compréhension.

Maintenant il est vrai aussi et il faut en tenir compte, que toutes les couches d'exploités ne réagissent pas de la même manière ou n'ont pas le même niveau de conscience, cela aussi on le néglige ou on n'en tient pas compte...

Dans le camp des dictatures occidentales

- Le Parlement inflige un camouflet à David Cameron sur la Syrie - Reuters

La motion présentée par le Premier ministre britannique David Cameron sur une intervention militaire en Syrie a été rejetée jeudi soir par la Chambre des Communes, par 285 voix contre 272.

Après ce revers, David Cameron a promis de tenir compte du "*scepticisme*" de l'opinion publique et du Parlement à propos d'une action militaire en Syrie et a ajouté qu'il agirait en conséquence.

Le Premier ministre britannique prônait une action "*ciblée*" contre le régime de Damas mais il a dû faire face à la fronde des députés travaillistes et de plusieurs dizaines d'élus de son Parti conservateur qui lui ont demandé de tenir compte des "*leçons de l'Irak*".

Selon un sondage YouGov publié jeudi, 51% des Britanniques interrogés sont hostiles à une attaque de missiles contre le régime de Damas et seulement 22% y sont favorables.

La Chambre votait sur une motion gouvernementale mettant en garde Bachar al Assad et autorisant le "*principe*" d'une opération militaire.

Même si ce vote était non contraignant et si Cameron peut théoriquement se passer du feu vert du Parlement pour ordonner une intervention en Syrie, il paraît politiquement difficile pour le Premier ministre d'aller à l'encontre la volonté de la représentation nationale. Reuters 29.08

Offensive sioniste en France

Hollande met la DGSE au service de l'Etat sioniste.

- Christophe Bigot nommé directeur à la DGSE - Réseau Voltaire

François Hollande a nommé l'ambassadeur de France en Israël, Christophe Bigot, directeur de la stratégie à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), à compter du 1er septembre.

Ancien collaborateur de Bernard Kouchner, Christophe Bigot est un ardent « *promoteur* » de la relation franco-israélienne. Il déterminera la stratégie des services secrets militaires extérieurs de la France. Réseau Voltaire 29.08

- Syrie: Rony Brauman explique son soutien à une intervention - Slate.fr

Le portail sioniste et néolibéral Slate.fr s'était déjà illustré hier en reproduisant les allégations américaines faisant état d'écoutes téléphoniques interceptées et mettant en cause l'armée syrienne dans l'utilisation de gaz en Syrie le 20 août dernier.

Rony Brauman, l'ancien président de Médecins sans frontières, explique ce jeudi 29 août dans une interview au journal Le Monde pourquoi il est favorable à des frappes ciblées en Syrie. Selon lui, «*un palier a été franchi*» par Bachar el-Assad avec l'arme chimique («*l'arme de l'épouvante*»), «qui appelle une réaction».

Interrogé sur les différences entre la situation de la Libye en 2011, époque où il s'était opposé à l'intervention occidentale, et celle de la Syrie en 2013, il répond:

«*Ni les justifications ni les objectifs ne sont les mêmes qu'en Libye. J'étais d'ailleurs partisan d'un recours militaire en Libye tant que la menace d'un massacre de la population de Benghazi me semblait crédible. C'est quand j'ai constaté que cette menace était inventée pour justifier une entrée en guerre de l'Otan destinée à renverser le régime que j'ai condamné cette intervention.*» Slate.fr 29.08

C'est le genre d'intellectuel gravitant dans un milieu nauséabond qui n'apprend rien ou ne retient rien d'une expérience relativement récente. C'est facile de s'excuser chaque fois après coup pour se faire passer pour ce qu'on n'est pas, nous ne sommes pas dupes, flanqué de Koucher, vous êtes décidément un sale type, à bas MSF !

Le journal Le Monde à la rescousse d'Al-Qaida et des mercenaires wahabbites-salafistes-takfistes.

- La responsabilité du massacre de la Ghouta ne peut pas être imputée aux djihadistes - LeMonde.fr

Si, pour les experts en armement et les bons connaisseurs de la Syrie, la responsabilité du régime de Bachar Al-Assad dans les massacres à l'arme chimique du 21 août est incontestable, certains doutes subsistent et s'instillent dans les esprits, à l'appui de nombreuses allégations d'observateurs, "*analystes*" et hommes politiques qui interrogent la responsabilité présumée de groupes djihadistes. Telle est la position du député de l'Essonne Nicolas Dupont-Aignan qui, en réaction aux velléités du gouvernement français de prendre part à la riposte contre le régime de Damas, s'est empressé de mettre des "*groupes islamistes*" sur la sellette. De prime abord, ces doutes paraissent légitimes en raison de la propagande médiatique du régime, qui nie toute responsabilité, de la gravité des faits et de l'imminence d'une très probable expédition punitive contre Damas, mais ils n'en demeurent pas moins illégitimes car infondés, incohérents et périlleux.

Sur quoi reposent ces allégations ? Sur des images satellitaires que Moscou prétend détenir, censées prouver que les deux missiles chargés d'agents chimiques proviendraient de zones contrôlées par l'Armée syrienne libre. Or, aucune de ces images, que la Russie aurait fournies aux Nations unies, n'a été révélée au grand public. (Stratégie de communica, pauvre conne, je les ai vues sur un portail iranien accessible à tous. - ndlr)Ensuite, ces images font état de deux tirs de missile, alors que, sur place, les activistes parlent de vingt-trois missiles retrouvés sur sept points d'impact. Au vu du nombre de victimes, de personnes contaminées et de la taille des missiles utilisés, qui par ailleurs n'ont pas pu être identifiés par les experts balistiques, il paraît très improbable que la quantité d'agents chimiques contenue dans deux missiles suffise à provoquer les dégâts observés. Enfin, la Russie n'est pas un acteur neutre dans le conflit syrien, puisqu'elle soutient le régime de Damas.

Ces allégations se fondent aussi sur le décalage entre l'heure à laquelle les vidéos du massacre auraient été postées sur YouTube (le 20 août) et l'heure réelle du massacre (à partir de 2 h 45 le 21 août), à l'appui duquel certains, dont la Russie, ont prétendu que l'attaque chimique n'était qu'une mise en scène des rebelles. Mais cette affirmation omet de prendre en compte les sept heures de décalage horaire entre le lieu d'origine du serveur YouTube, basé aux Etats-Unis, et la Syrie. En d'autres termes, toutes les vidéos postées jusqu'à 7 heures du matin sont datées de la veille.

Ces allégations reposent également sur des "*preuves*", photos à l'appui, recueillies par une unité du régime syrien qui, lors d'une "*patrouille*" dans des tunnels prétendument contrôlés par les insurgés, serait tombée sur un stock d'armes, de bidons de poudre où était inscrit au feutre noir "*Fabriqué en Arabie saoudite*", de masques à gaz et de gants, qui constitueraient la preuve "*irréfutable*" que les commanditaires de cette attaque sont des groupes rebelles islamistes. Nul besoin d'être expert en balistique pour constater que ces armes ne ressemblent pas à celles retrouvées sur le terrain et qu'elles n'ont pas la capacité de provoquer un massacre d'une telle ampleur.

Par ailleurs, si le régime détenait des preuves irréfutables de la responsabilité de groupes islamistes, pourquoi avoir mis cinq jours à autoriser la commission d'experts de l'ONU, arrivée le jour du massacre de la Ghouta à Damas pour enquêter sur d'autres sites, à se rendre sur les lieux ? Enfin, pourquoi s'être acharné à bombarder pendant cinq jours les zones touchées par ces attaques chimiques ?

Outre ces éléments factuels, il est difficile de comprendre quel serait l'intérêt des djihadistes incriminés à mener une opération de ce type. (parce qu'Assad y aurait eu intérêt, quelle abrutie ! - ndlr) Faire porter la responsabilité du massacre au régime pour provoquer une intervention étrangère ? Cela défierait toute logique. (Obama n'attendait que cela, ignare. -ndlr) D'abord, dans la terminologie des djihadistes, l'inaction occidentale a jusqu'à présent été un argument pour optimiser leur potentiel de recrutement puisque, selon eux, elle serait la preuve de la connivence entre l'Occident – en particulier l'"*axe du Mal*" (les Etats-Unis et leur allié Israël) – et le régime de Bachar Al-Assad qui massacre son peuple dans l'indifférence la plus totale des pays occidentaux. D'ailleurs, sur le terrain, de nombreux néophytes djihadistes affirment que l'élément déterminant qui les a poussés à basculer dans les rangs de Jabhat Al-Nosra et consorts est le sentiment d'avoir été abandonnés par les démocraties occidentales dont ils défendaient les valeurs. Ensuite, pourquoi vouloir donner à cet "*axe du Mal*" qui, dans la hiérarchie des ennemis, se trouve au sommet un prétexte pour "*envahir*" la Syrie ? Enfin, si les djihadistes avaient les moyens de mener une telle opération, pourquoi ne pas avoir utilisé ces armes chimiques contre les contingents du régime, contre des civils "*nusayris*", ces alaouites qu'ils diabolisent, ou contre les caciques au pouvoir ? (Parce que cela les aurait accusé, quelle conne! - ndlr) Rappelons que, au début des années 1980, les djihadistes syriens de l'avant-garde combattante n'avaient montré aucun scrupule à exécuter sommairement des centaines de civils alaouites dans des villages côtiers. (Vous avez raison de le rappeler car nombreux sont ceux qui l'occulte, particulièrement le mouvement ouvrier et ces intellectuels à la mémoire sélective, c'est ce qui a déclenché la répression de 1982 (par Assad père) qui déjà à l'époque avait été présentée comme le massacre de population innocente. Il est bon de remettre les choses à leurs places. - ndlr)

Aucun des arguments employés par les défenseurs de la thèse d'un massacre djihadiste ne fait sens. Ce qui rend le propos périlleux, car il vise à convaincre la communauté internationale, en instillant le doute dans l'opinion publique, de fuir ses responsabilités devant les crimes de guerre commis par le régime syrien depuis plus de deux ans. La "*ligne rouge*", conforme aux traités internationaux sur l'usage d'armes chimiques contre des populations civiles, si partialement qu'elle ait été tracée, puisqu'elle occulte les innombrables massacres commis par le régime syrien, a bel et bien été franchie.

Les massacres du 21 août démontrent que le régime, qui procède par paliers de violence dans l'usage de la répression pour tester les réactions de la communauté internationale, vient de franchir un nouveau seuil. Une réaction de force de la communauté internationale, pouvant prendre la forme de frappes ciblées contre les infrastructures militaires et contre l'arsenal d'armes chimiques du régime, s'impose comme un devoir humanitaire, faute de quoi ce nouveau palier de violence, s'il reste impuni, risque de devenir une norme en Syrie.

Nora Benkorich (Chercheuse à la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France)

Quelle pourriture ! Je crois que c'est la pire saloperie que j'ai lu ces derniers jours.

Commentaire d'internaute

1- "*Et bien personnellement, cette tribune me fait douter encore plus du bien fondé d'une intervention occidentale. Les arguments sont tellement creux... Si on suit le raisonnement (boiteux) de l'auteur, les djihadistes sont en Syrie car les occidentaux n'y sont pas alors qu'ils partagent les mêmes valeurs...! N'importe quoi...Franchement, à qui profite le crime? Quel est l'intérêt d'utiliser des armes chimiques (au niveau stratégique)? Et comment cet auteur peut-être si sûre d'elle? Elle y était?*"

2- "*Un autre son de cloche est celui du procureur suisse Carla Del Ponte, chef de la mission indépendante de l'Onu en Syrie qui, lors d'une précédente attaque au gaz sarin en mai 2013, l'avait attribuée aux rebelles; un article du Monde de l'époque en avait fait état. (faire google) Une réitération de cette attaque par les mêmes rebelles, histoire de susciter l'intervention américaine est finalement plus plausible qu'une initiative d'Assad voulant taquiner les mêmes américains.*"

En titres. On y va ou on n'y va pas ?

- Syrie: Rony Brauman explique son soutien à une intervention - Slate.fr

- Hollande reste ferme mais veut une issue politique en Syrie - Reuters

- Syrie: punir et "*trouver une sortie de crise*", dit Vallaud-Belkacem - AFP

- Syrie : cinq bonnes raisons de ne pas faire la guerre - LePoint.fr

- Syrie : «Les choses ne sont plus aussi claires» pour NKM - Liberation.fr

- Syrie: Le Parlement britannique s'oppose à une intervention, les tractations à l'ONU se poursuivent - 20minutes.fr

- Syrie: l'allié italien ne sera pas au rendez-vous - LeFigaro.fr

- Wall Street en hausse avec le PIB, prudence sur la Syrie - Reuters

---

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- JPMorgan lance une enquête interne pour corruption en Chine - AFP

La première banque américaine, JPMorgan Chase, a lancé une enquête interne sur des soupçons de corruption en Asie, en particulier sur des recrutements d'enfants de dirigeants chinois dans le but d'obtenir des contrats, écrit le Wall Street Journal AFP 29.08

Les résulats de cette "*enquête*" aura force de loi, CQFD. Génial, non ?

- Portugal: la Cour constitutionnelle censure une mesure d'austérité - AFP

- Paradis fiscaux: trois nouveaux pays sur la liste française - L'Expansion.com

- Retraites : "*On retrouve le sens du progrès*", estime Aubry - AFP

- Snowden: des documents montrent le rôle des satellites pour traquer Ben Laden - L'Express.fr

- Syrie : 48 heures de frappes et le régime tombera, juge un ex-général syrien - LePoint.fr

Mais si, mais si..

- Pourquoi le Medef ne croit pas à la baisse du coût du travail - L'Expansion.com

... il suffisait de le demander pour être servi...

- Coût du travail: il y aura bien allègement, assure Touraine - AFP

... et c'est le genre de promesse qu'ils sont capables de tenir, les seules...

- La hausse des cotisations patronales sera compensée dès 2014, selon Moscovici - Liberation.fr

... un syndical patronal à la rescousse...

- Coût du travail: la CFDT favorable à un transfert partiel sur la CSG - L'Expansion.com

... et les traitres !

- Le coup de gueule d'un vice-président du Medef contre les entreprises françaises - LeMonde.fr

... pourquoi pas ?

- Baisse des charges patronales : peut-on aller plus loin sans augmenter les impôts ? - Francetv info

En famille.

- Moscovici lance une opération séduction à l'université du Medef - Francetv info

- Face au Medef, Cazeneuve défend la politique budgétaire - AFP

Catégorie poussin

- Copé/Fillon, le combat des chefs à l'heure de la rentrée - Liberation.fr

La police de la pensée

- Propos homophobes sur Facebook : un jeune homme en garde à vue - Le Nouvel Observateur

Au moins Fesse bouc sert à quelque chose !

- Des "*mini-cerveaux*" obtenus à partir de cellules souches - Le Nouvel Observateur

Pendant qu'ils s'emploient à tenter de lobotomiser la population avec leur propagande ultra réactionnaire, les OGM et autres saloperies chimiques dans l'agriculture, l'alimentation et les médicaments...

- Grèce : traque aux faux diplômés de la fonction publique - LeMonde.fr

Le FMI a déclaré la chasse ouverte...

- Des soldats israéliens punis pour avoir dansé avec des Palestiniens - LeParisien.fr

Shalom et soutien à ces braves soldats !

Quand il y a du fric à se faire

- L'avocate qui veut poursuivre Cantat s'étonne de l'inertie du parquet - AFP

- De plus en plus d'abus de faiblesse sur des personnes âgées - AFP

- Découverte d'un trafic de viande de cheval - LeFigaro.fr

- Combien les fraudeurs coûtent-ils à la SNCF et à la RATP? - L'Expansion.com

Assurément beaucoup moins que la guerre et la fraude des nantis !

Lâchez-nous !

- Economie: la "*vulnérabilité*" de l'Inde s'est aggravée, selon le FMI - AFP

Ils veulent nous saigner !

- Une croissance défaillante ne laissera aucun répit à la roupie - Reuters

Il faut dire que les travailleurs indiens sont déjà tellement exploités qu'il leur est impossible d'en rajouter une couche.

Confirmation.

- Plus d'une banque privée suisse sur quatre va disparaître d'ici 3 ans - L'Expansion.com

Nous avons expliqué dans des causeries précédentes que Bâle III et l'Union bancaire européenne avaient pour objectif de réduire le nombre de banques en Europe et dans le monde afin que le carter des banquiers internationaux de la FED puissent plus facilement les contrôler...

Après la répression : défoncez-vous !

- Washington va tolérer le cannabis à usage récréatif dans deux Etats LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Grèce

Près de 1.500 fonctionnaires, selon la police, la plupart professeurs du secondaire et agents de divers ministères, ont manifesté jeudi à Athènes contre les "mutations et licenciements" décidés par le gouvernement dans le cadre de la restructuration du secteur public.

"*Aucun licenciement, aucune mutation*", "*Tous dans la lutte contre les licenciements*", lisait-on sur les banderoles des manifestants qui ont défilé dans le centre de la capitale et jusqu'au parlement sous une chaleur accablante.

Le ministère de l'Education a publié jeudi une liste de 3.495 professeurs des matières dites "*secondaires*" (langues étrangères, dessin, musique, théâtre, informatique) qui sont mutés soit dans le primaire, soit dans des services administratifs.

"*C'est un coup important pour l'enseignement secondaire, les heures de langue sont réduites, des matières sont supprimées, et l'horaire des profs a augmenté de deux heures par semaine pour remplir les vides provoqués*", déplore Eleni Zografaki, membre du conseil d'administration du syndicat des professeurs du secondaire (Olme). AFP 29.08

2- Colombie

Une cinquantaine de manifestations de paysans étaient prévues jeudi dans les principales villes de Colombie, dont sept pour la seule capitale, Bogota, pour réclamer notamment un soutien accru au secteur agricole.

Les paysans ont lancé le 19 août un mouvement illimité dans l'ensemble du pays avec des manifestations et des blocages de routes. Jeudi, 72 barrages entravaient la circulation sur 37 artères de huit régions du pays, selon le ministère de l'Intérieur.

Le président Juan Manuel Santos, qui se bornait jusqu'à présent à vouloir négocier - sans succès - région par région, a officiellement reconnu jeudi que le secteur était "*en crise*" et a formulé plusieurs propositions dans une allocution télévisée jeudi matin.

Au sujet des 48 manifestations urbaines autorisées de jeudi, le président colombien a demandé qu'elles "*se déroulent de manière tranquille et pacifique*". Ces marches, comme d'autres ces derniers jours, doivent être soutenues par les syndicats du secteur pétrolier, des transporteurs routiers et de l'enseignement public ainsi que par des étudiants.

Les paysans colombiens protestent pour réclamer l'établissement de prix planchers pour certains produits ainsi que la baisse des prix des intrants agricoles. Les petits agriculteurs veulent aussi des garanties en matière d'accès à la terre et de constitution de réserves paysannes, sortes de communautés autonomes, une politique favorable aux petites exploitations, ainsi que de meilleurs services publics dans les campagnes.

Ils dénoncent également les Traités de libre échange signés par la Colombie, qui selon les paysans ouvrent la voie à un dumping sur les produits importés et empêchent de subventionner les secteurs productifs nationaux. AFP 29.08

Rupture de tous les Traités de libre échange...

Jeudi 23h20 en Inde.

Comme il est très tard j'ai mis la suite de la causerie du 29 à la date du 30. Je suis claqué !

Si vous voulez intervenir sur le Net à la suite d'articles ou dans des forums, posez une seule question à propos de l'emploi d'armes chimiques le 20 août (notamment) : A qui profite le crime, qui perd du terrain, qui est en train de gagner la guerre en Syrie, qui a intérêt à inverser le rapport de forces ?

On reviendra sur la situation demain, ce qui est intéressant également, c'est la position de l'armée égyptienne.

Au fait, pour les jeunes, pendant plus de 10 ans on a eu un militaire à la tête de la France, un général qui apparaissait en uniforme à la télé, Charles de Gaulle, ouais, comme en Egypte, un vrai général, si, si. Un militaire au sommet de la Ve République, oui comme dans bien des dictatures à travers le monde soft ou hard, dures ou molles, démocratiques ou barbares.

En France les uns et les autres s'en sont accommodés, il était même très populaire dites donc, si, si, sans plaisanter, chez mes parents sa photo (prise sous les arcades de la rue de Rivoli à Paris) trônait dans la salle à manger, mon père menuisier en bâtiment l'appelait affectueusement Charlot ou le Grand Charles. C'est la dégradation de la situation sociale qui a eu raison de lui en 1969.

Quant à sa popularité, elle est demeurée intacte, d'ailleurs, pourquoi croyez-vous qu'ils sont si nombreux à y faire référence ou à se réclamer de son héritage. Hélas, sans doute, mais c'est la réalité, personnellement je ne suis pas du tout sûr que la majorité des égyptiens rejettent l'armée, en vérité je suis même convaincu du contraire au regard des nombreux articles et témoignages que j'ai lus, et surtout des faits qui tendent à le prouver. Mantenant on sait que les Frères musulmans ont truqué les élections de 2012 et qu'ainsi Morsi a bénéficié de quelque 6 millions de voix supplémentaires, sans ces voix c'était son concurrent issu de l'armée qui aurait été élu. D'où je tiens cette info, devinez : des militaires eux-mêmes qui n'ont pas voulu invalider l'élection de Morsi par crainte d'une situation à l'algérienne (en 92 avec le FIS), bonne tactique, il s'est grillé lui-même et un an plus tard ils l'ont déposé.

C'est marrant le nombre de gens qui prêtent aux masses un état d'esprit ou un niveau de conscience qui ne correspond pas à la réalité, mais plutôt à ce qu'ils pensent eux-mêmes. Quand on lit des articles, on lit souvent ce qu'on veut bien lire, c'est souvent inconscient, une multitude de fois j'ai expliqué qu'à force de raconter de gigantesques mensonges aux travailleurs, il arrivait un moment où ils se bouchaient les oreilles et ne voulaient plus rien entendre, qu'ils devenaient hermétiques à tout argument ou raisonnement, parce qu'ils étaient arrivés à la conclusion qu'on se moquait d'eux, et que ce moment-là était terriblement dangereux pour ceux qui nous gouvernent et qu'ils le savent. Les problèmes sociaux servent d'amplificateur.

Cela dit, s'ils ne parviennent pas à transformer cet état d'esprit en véritable prise de conscience, si cette certitude ne se transforme pas en conviction profonde et ancrée en eux, quelque temps plus tard, il sera à nouveau facile de les berner et d'abuser de leur ignorance, de les manipuler... Souvenez-vous de la multitude de revirements auxquels nous avons assisté dans le passé, en France, en Allemagne, etc. en fait tout au long de l'histoire, cela saute aux yeux, mais ce n'est pas le cas de tout le monde, je l'ai en mémoire, c'est gravé dans mon cerveau et cela influence mon analyse des rapports entre les classes, quand j'analyse la situation dans un pays ou pour analyser la réaction des masses suite à un événement important, je n'enfourche pas le premier commentaire optimiste ou pessimiste venu, je n'ai pas de réaction épidermique, je suis devenu insensible au changement de température en vivant en Inde !

De Gaulle le "*libérateur*" de Paris, tu parles il est arrivé quand la bataille était terminée, peu importe, les masses l'ont porté en triomphe. L'armée égyptienne chasse Moubarak, puis Morsi, alors vive l'armée, même s'ils n'ont pas d'idées précises dessus ou qu'ils honnissent le régime qui repose sur l'armée, c'est peut-être paradoxal mais c'est ainsi. Regardez en Syrie, le syrien lambda n'a pas d'intérêt particulier à soutenir l'armée, sauf que le pire l'attend s'il ne le fait pas, alors ne lui demandez pas de crier demain à bas l'armée, il va falloir attendre un certain temps avant qu'il reprenne ses esprits ou comprennent vraiment où sont ses intérêts.

On nous fait marrer avec la démocratie, ils voient des dictateurs partout sauf dans leur propre pays, où il n'y a pas plus de démocratie que de beurre en branche, du moment qu'ils ont un niveau de vie confortable ou peuvent glisser leur petit bulletin de vote dans l'urne tous les cinq ans ou descendre dans la rue trois ou quatre fois par ans. Combien de principes ou de valeurs vidés de leur contenu sont ainsi brandis en exemple, pendant qu'en réalité leurs antithèses sévissent.

C'est une opération de diversion de traiter d'un tas de pays et de se lamenter parce qu'ils y règnent des dictateurs, il est 0h33, je suis plus que claqué et je vais me soulager deux minutes avant d'aller me coucher, ils nous font chier cette bande d'incapables

qui parlent en notre nom, la terre entière est couverte de dictateurs, mais ils ne voient que ceux qui sont en Syrie, en Egypte, en Tunisie, en Iran, en Turquie, en Irak, mais pas en France, pas en Grande-Bretagne, pas en Italie, pas en Espagne et surtout pas aux Etats-Unis, cherchez l'erreur et vous aurez compris pourquoi nous en sommes là et pourquoi il n'existe pas d'Internationale ouvrière.

J'allais oublier l'Inde où je vis avec ces centaines de millions de pauvres et miséreux, la plus grande démocratie du monde, quelle connerie, quelle supercherie ! mais on n'est pas en état d'avoir mieux, bien qu'on combatte pour le socialiste, ça c'est un truc qu'ils ne peuvent pas comprendre, alors ils décrètent que c'est une démocratie, en fait ils ne savent ce que c'est au juste, quel régime il existe dans ce pays, ce qu'il y a dans la tête des masses, elles ne le savent pas elles-mêmes, mais eux ils le savent, ils leur prêtent des idées qui sont les leurs mais cela ne correspond pas à la réalité, ils me répondront : comment pouvez-vous le savoir, mais parce que j'en fais l'expérience moi-même, je ne vous raconte pas le nombre de fois où j'ai pu me méprendre à propos de ce que pensaient les Indiens que j'avais croisés, même encore maintenant cela m'arrive souvent de me planter, j'oublie qu'on n'a pas vraiment le même niveau de conscience, c'est con, c'est élémentaire, cela fait réfléchir et on apprend plein de choses...

Bonaparte fait dans le voyou de bas étage

François Hollande a reçu le chef de la Coalition nationale syrienne (CNS), Ahmed Jarba, jeudi 29 août à l'Elysée.

Parole d'internaute

- "*François Hollande sait-il que son interlocuteur a été condamné pour trafic de drogue en Arabie Saoudite et en Syrie, et poursuivi pour avoir dirigé des bordels à Damas?*"

Où est le problème franchement? Vous connaissez mal Hollande et le PS !

- "*Guerre d'un autre âge, financée par des pétromonarchies moyenâgeuses, soutenue par une France en crise qui se cherche des boucs émissaires pour endormir le peuple qui ne sait plus à quel saint se vouer et qui s'enfonce doucement dans la misère.*"

Quelle misère ? Mais monsieur, le mondialisme, c'est le retour vers l'Ancien Régime, en plus sophistiqué sur le plan de la propagande et de la barbarie.

Il ne s'agit plus d'armes chimiques, ni de "***considérations d'ordre humanitaire***".

- Syrie. Hollande : la communauté internationale doit porter un "*coup d'arrêt*" à la violence - LePoint.fr -

Obama a déclaré que l'utilisation d'armes chimiques par Damas mettait en danger les alliés et les intérêts des Etats-Unis au Proche-Orient. Reuters 29.08

En attendant, business is business.

- La France signe un contrat d'un milliard d'euros avec l'Arabie saoudite - Francetv info

La France renforce ses liens économiques avec la péninsule arabique. Un contrat de plus d'un milliard d'euros a été signé avec l'Arabie saoudite afin de moderniser quatre frégates et deux pétroliers-ravitailleurs, rapporte La Tribune, jeudi 28 août. "*Selon des sources concordantes, la société ODAS, qui représente dans le royaume les intérêts des industriels français de DCNS, Thales et MBDA, a signé en août avec Riyad un contrat (...) de plus d'un milliard d'euros*", précise le quotidien économique. Francetv info 28.08

Tous les peuples contre la guerre de rapine des brigants impérialistes contre le peuple syrien

Un autre sondage, de l'institut IFOP (réalisé par Internet du 26 au 28 août) publié par Le Figaro, confirme ce résultat : 55 % des interrogés se disent favorables à une intervention "militaire des Nations unies" en Syrie, contre 45 % opposés.

Mais l'IFOP a posé une seconde question, demandant cette fois à son panel s'il était favorable à un engagement militaire de la France, dans le cadre onusien. Et le résultat est plus tranché : 59 % des personnes interrogées sont cette fois défavorables à une telle intervention, contre 41 % favorables.

Aux Etats-unis, un sondage commandé par Reuters et réalisé par Ipsos entre le 19 et le 23 août montrait que 60 % des Américains étaient hostiles à une intervention de leur pays, seuls 9 % souhaitant que le président Obama agisse.

L'institut a demandé à son panel s'il serait favorable à une intervention s'il était prouvé que Bachar Al-Assad avait bien utilisé des armes chimiques. Dans ce cas, seuls 25 % des sondés seraient favorables à une intervention, contre 46 % opposés. Des chiffres en baisse par rapport à la précédente enquête, réalisée plus tôt durant l'été. Autre question : l'approbation de l'envoi d'armes aux rebelles syriens ; là encore, l'opinion américaine y est majoritairement opposée, avec 27 % favorables et 47 % contre.

Une autre enquete, cette fois de YouGov (qui utilise une méthodologie différente, en interrogeant des panels très fournis) montre un même niveau d'opposition, avec seulement 15 % de personnes favorables à une intervention, 59 % contre, et 26 % incertains. Cette même enquête montre aussi le niveau de scepticisme de l'opinion quant à l'usage d'armes chimiques : si 55 % des sondés estiment que le gouvernement syrien a usé de telles armes, 21 % pensent que les rebelles syriens en ont également fait usage.

En Grande-Bretagne non plus l'opinion ne semble pas souhaiter d'intervention. Une autre enquête YouGov, réalisée les 26 et 27 août, montrait que seuls 23 % des sondés étaient favorables à l'envoi d'armes aux rebelles, contre 50 % opposés. Même chose pour l'usage de l'aviation britannique pour établir une zone d'exclusion aérienne (42 % contre, 34 % pour) ou pour des tirs de missiles depuis la mer (25 % pour, 50 % contre).

Autre question posée par YouGov : les révélations sur l'usage d'armes chimiques par le régime syrien n'ont changé l'opinion que de 24 % des Britanniques quant à la nécessité d'une intervention ; 40 % s'y disent toujours opposés.

En Allemagne, enfin, 58 % des personnes interrogées se déclarent également opposés à une intervention militaire, d'après un sondage réalisé pour la chaîne de télévision publique ZDF. Le Monde 29.08

Derniers échos du mouvement ouvrier en déroute.

M'PEP

- Pour une solution pacifique en Syrie - 28 août 2013

Ils donnent la parole à "*l'opposition syrienne*", les mercenaires d'A-Qaïda, Al-Nosra, salafistes etc. qui pour le M'PEP tout comme Obama, Cameron et Hollande auraient une quelconque légitimité pour représenter le peuple syrien. Le pire est à venir.

- "*Des armes chimiques (gaz toxiques) auraient été utilisées le 21 août à Damas, et auraient provoqué, selon l'opposition syrienne, la mort d'un millier de personnes. Nul ne sait à ce jour quels sont les auteurs de ces actes barbares.* "

On ignore à qui profite le crime, Assad et ses généraux sont des abrutis finis, permettez-nous de penser que ce serait plutôt ceux qui le ne pourront jamais parvenir à le faire croire à qui ce soit que le sont.

Peut importe que tout le monde connaisse à l'avance la réponse à la question A qui profite ce crime, il faut à tout prix que le doute persiste en faisant un amalgame entre les contras et les représentants légitimes de la Syrie.

- "*Les deux camps qui s'opposent en Syrie ont largement démontré qu'ils étaient capables des pires atrocités : le régime dictatorial de Bachar el-Assad comme les groupes criminels islamo-fascistes qui dominent désormais la rébellion. Les deux camps se renvoient la responsabilité de ces meurtres.* "

Il en appelle à la coalition militaire occidentale, qui seule pourrait "*protéger les populations*", qui d'autres pourraient le faire ?

- "*La première chose à faire consiste à protéger les populations*."

Plus pourri encore, ils réclament des zones d'exclusions aériennes reprenant le discours des Saoudiens notamment.

- "*C'est à cet effort urgent que devrait se consacrer la communauté internationale. Elle devrait obtenir des belligérants l'ouverture de « couloirs humanitaires », terrestres et aériens, afin de faire parvenir aux populations ce dont elles ont besoin.*"

Et pour conclure, n'allez surtout pas imaginer qu'ils vont reconnaître au peuple syrien le droit de régler lui-même et lui seul avec l'appui de ses alliés et le soutien du mouvement ouvrier international le problème auquel il est confronté, leur discours est digne de Ban Ki-moon.

- "*Le M'PEP se joint à tous ceux qui exigent une solution pacifique et politique au conflit dans le respect de la souveraineté du peuple syrien.* "

Il est urgence d'attendre...

Les puissances occidentales, Etats-Unis en tête, temporisaient jeudi sur une possible attaque militaire contre la Syrie, tout en affichant, comme le président américain Barack Obama, leur volonté de donner "un coup de semonce" à Damas pour l'usage d'armes chimiques.

L'idée sous-jacente est que le gouvernement syrien "*reçoive un message assez fort sur le fait qu'il ferait mieux de ne pas recommencer*" à utiliser des armes chimiques, a-t-il expliqué. "*Si nous envoyons un coup de semonce pour dire +arrêtez+, nous pouvons avoir un impact positif sur notre sécurité nationale à long terme*", a encore argumenté le président.

Le Royaume-Uni de son côté ne va pas lancer d'action militaire en Syrie avant d'avoir eu connaissance des résultats des experts de l'ONU qui enquêtent sur place sur l'attaque du 21 août, selon une motion du gouvernement qui doit être soumise jeudi à un vote du Parlement.

A Paris, le porte-parole du gouvernement français, Mme Najat Vallaud-Belkacem, a estimé jeudi matin que la riposte militaire préparée par les Occidentaux à l'attaque chimique est "*compliquée à construire*". AFP 28.08

L'accord impossible.

Les membres permanents du Conseil de sécurité ne sont pas parvenus mercredi à s'accorder sur une résolution britannique justifiant une action armée en Syrie, Londres assurant qu'elle n'aurait pas lieu avant que les résultats de l'enquête de l'ONU soient connus.

Les ambassadeurs russe et chinois ont quitté la salle où se tenaient ces consultations à huis clos au bout d'une heure et quart. Les représentants des trois autres pays sont restés un peu plus longtemps mais sont sortis sans faire de déclaration.

Selon le gouvernement britannique, le texte devait autoriser "*toutes les mesures nécessaires en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU pour protéger les civils contre les armes chimiques*" en Syrie. Ce chapitre prévoit des mesures coercitives pouvant aller jusqu'à une opération militaire.

Peu de temps après la fin de la réunion, le département d'Etat a fait savoir qu'il ne voyait "*aucune issue possible*" au projet britannique en raison de l'opposition de la Russie.

Se disant convaincus de la responsabilité du régime de Bachar al-Assad dans cette attaque, Washington, Paris et Londres se sont déclarés prêts à agir, non pas pour le renverser mais pour le "*dissuader*" d'avoir de nouveau recours à des gaz toxiques dans la guerre civile.

Face au bruit de bottes, le pouvoir syrien a démenti tout recours aux armes chimiques, accusé les rebelles et expliqué que les Occidentaux "*inventent*" des prétextes pour attaquer. AFP 28.08

L'artillerie lourde prend la mer

La Russie va envoyer "*dans les prochains jours*" un bateau de lutte anti-sous-marine et un bateau lance-missiles en Méditerranée, au moment où des pays occidentaux se préparent à de possibles frappes contre la Syrie, a annoncé jeudi une source militaire russe.

"*La situation qui se complique dans l'est de la Méditerranée exige de notre part une certaine adaptation des forces navales. Un bateau de lutte anti-sous-marine et un bateau lance-missiles vont s'ajouter dans les prochains jours à la flotte*" russe déjà présente dans cette région, a précisé cette source au sein de l'état-major des forces armées. AFP 28.08

Les dictateurs rabaissent leur caquet

Le chef de l'Etat a réaffirmé, jeudi, que la France "*apporterait toute son aide, son soutien politique, mais aussi son aide humanitaire et matérielle*", mais il n'a pas fait mention d'une augmentation du "*soutien militaire à la Coalition nationale syrienne*", comme il l'avait annoncé mardi.

Cette intervention nettement plus mesurée fait écho aux dernières déclarations de Barack Obama et David Cameron. Depuis mercredi, Londres et Washington, qui affirmaient n'avoir aucun doute sur la culpabilité du régime d'Assad quant à l'utilisation d'armes chimiques, tempèrent leurs discours au sujet d'une intervention militaire qu'on disait "imminente". M. Obama a insisté sur le fait que sa décision n'était "*pas encore prise*".

Les dirigeants américains, britanniques et français doivent en effet faire face à la frilosité de leurs oppositions, sans compter

les sondages très négatifs sur une possible intervention militaire. Il faut ajouter à cela le blocage au Conseil de sécurité de l'ONU, qui a rejeté une résolution britannique condamnant le régime syrien. Le Monde 29.08

Londres, partisan au départ d'une action sans même attendre les conclusions des experts en armes chimiques de l'Onu, a changé de position en estimant que les Quinze du Conseil de sécurité de l'Onu devraient d'abord examiner les conclusions des inspecteurs. Devant les Communes, David Cameron a déclaré qu'il serait "*impensable*" d'agir militairement en Syrie en cas d'"opposition écrasante" au sein des Quinze.

L'opposition travailliste britannique a décidé jeudi après-midi de voter au Parlement contre une motion du gouvernement qui prévoit le principe d'une intervention militaire en Syrie, a indiqué une source au sein du parti. AFP et Reuters 29.08

Ils sont divisés.

- Sur la Syrie, l'UE divisée, l'OTAN hors-jeu - Le Monde 29.08

Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne n'ont pas prévu de débattre ensemble de la Syrie avant une réunion informelle prévue de longue date, le 6 septembre, à Vilnius, en Lituanie. "*Que pourraient-ils faire avant cela, sinon constater, une fois encore, leurs divisions ?*", interroge en souriant un diplomate...

Du côté socialiste, les élus français "*se félicitent de la détermination et des initiatives de François Hollande*" et demandent à l'Union d'être "*à la hauteur de la situation, sous peine de discréditer ses discours*". Le reste du groupe semble plus circonspect : faute de "preuves solides", on créera "*plus de violence et de souffrance*", estime, par exemple, l'élue belge Véronique De Keyzer.

Une réunion des ambassadeurs auprès de l'OTAN, mercredi 28 août, a, elle, évité l'écueil des divergences : la discussion a été suffisamment générale pour que l'on y évite toute confrontation. A ce stade, toute implication directe de l'Alliance atlantique est écartée et le dossier syrien est dès lors resté un "*point annexe*" à l'agenda. Un communiqué du secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, a conclu en jugeant "*inacceptable*" l'usage d'armes chimiques, qui ne peut, a-t-il dit, "*rester sans réponse*". Dans l'immédiat, l'OTAN "*poursuit ses consultations et examine de près la situation*". Le Monde 29.08

Autres infos.

1- Le bateau se dirigeait de Djibouti vers la Méditerrané et il a été empêché de jeter l'encre dans la mer rouge. Le Caire a officiellement pris position contre la possible attaque US contre la Syrie. Le tamarrod égyptien réclame la fermeture du canal de Suez et les activistes nationalistes égyptiens condamnent cette possible attaque qu'ils considèrent comme dirigée contre l'Egypte. french.irib.ir 29.08

2- Aucun pays ne pourrait pas attaquer arbitrairement d'autres pays, a martelé le représentant de la Syrie auprès de l'Onu, Bachar Jaafari. A l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité sur un projet de résolution anti-syrien, parrainé par l'Angleterre, Bachar Jaafari a déclaré devant les journalistes : nous avons demandé, dans une lettre au secrétaire général de l'Onu et au président du Conseil de sécurité, aux Nations unies d'inspecter les trois régions dans la banlieue de Damais qui ont été les 22, 24 et 25 août la cible des attaques chimiques.

« *Du gaz sarin a été employé dans ces attaques, des soldats de l'armée syrienne l'ont inhalé et sont pour l'heure hospitalisés*», a indiqué Bachar Jaafari, réitérant : « *depuis le déclenchement de la crise jusqu'à présent, nous avons envoyé 420 lettres au secrétaire général de l'Onu et aux membres du Conseil de sécurité, dans lesquelles nous avons expliqué la situation et les événements en Syrie, pour cette raison personne ne pourrait prétendre qu'elle n'était pas au courant.* » french.irib.ir 29.08

3- Selon le site d'information Annashra, Adnan Mansour, chef de la diplomatie libanaise en dénonçant les menaces militaires américano-occidentales contre la Syrie sous prétexte d'usage d'armes chimiques, a martelé que son pays était contre l'utilisation de l'espace aérien libanais pour attaquer la Syrie. french.irib.ir 29.08

Il y a de l'eau dans le gaz...

- Une action en Syrie semble repoussée de plusieurs jours Reuters

- Sur la Syrie, l'UE divisée, l'OTAN hors-jeu LeMonde.fr

- Syrie: l'opposition britannique contre la motion du gouvernement AFP

- Syrie: pour la presse, la guerre d'Irak rattrape les dirigeants occidentaux LEXPRESS.fr

- Shimon Peres : "*Israël n'est pas impliqué en Syrie*" LePoint.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Incroyable, sans blague !

- Climat : une "*pause*" du réchauffement liée au refroidissement du Pacifique, selon une étude - Francetv info

La trahison permanente

- Retraites: la CGT menace d'un "*rapport de force durable*" - AFP

C'est le minimum !

- Réforme des retraites : condamnés à travailler jusqu'à 70 ans ? - Francetv info

Tiens donc ?

- Les naturalisations repartent à la hausse, 14% en un an - AFP

- Manuel Valls veut doubler le nombre de naturalisations - LeFigaro.fr

100.000 pour 46.000 en 2012.

Son objectif, transmis aux préfets, est de revenir à au moins 100.000 acceptations de dossiers par an. Sous l'effet de la loi Guéant, celles-ci s'étaient effondrées, passant de 95.000 en 2010 à 46.000 en 2012.

On s'en serait douté dites donc.

- L'Egypte n'envisage pas de dissoudre les Frères musulmans - Reuters

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Etats-Unis

Des milliers d'employés de McDonald's et autres chaînes de restauration rapide ont prévu jeudi 29 août une nouvelle journée de grève aux États-Unis pour réclamer de meilleurs salaires et un meilleur traitement. Les grévistes réclament un salaire minimum de 15 dollars de l'heure, soit plus du double de l'actuel salaire minimum de 7,25 dollars payé par de nombreux fastfoods, et la possibilité de se syndiquer.

Le mouvement, qui avait démarré en novembre à New York avec 200 grévistes, s'est depuis élargi. En juillet, sept villes y ont participé, dont New York, Chicago et Detroit, et jeudi, les organisateurs du mouvement prévoyaient des grévistes dans une cinquantaine de villes, dont New York, Boston, Chicago, Denver, Detroit, Hartford, Houston, Los Angeles, Memphis, Milwaukee, Oakland, Raleigh ou Tampa. Le Monde 29.08

Obama, rien ne va plus au pays du Big Mc, vous avez de quoi vous inquiéter, hésiter...

Haut de page

Le 31 août 2013

CAUSERIE

Samedi 15h en Inde

J'ai perdu trois heures à résoudre un problème informatique, j'ai dû aller à Pondichéry acheter un cable reliant le disque dur à la carte mère, puis démonter et nettoyer la carte graphique (affichage), ouf, ça marche !

J'ai plein de nouveaux articles à ajouter.

Le site est actualisé partiellement, la suite dans 1 ou 2 heures.

Le temps passe et la fabrication des preuves devient de plus en plus maladroite et laborieuse

Un "rapport" dont l'origine est tsahal ne peut être que fabriqué, c'est la première chose.

Ensuite, soit on a une certitude, soit on n'en a pas, dire qu'on a "*un degré élevé de certitude*" revient à admettre qu'il existerait un doute réduisant toute certitude à néant ou revient à admettre qu'on n'en a pas, mais qu'on s'emploie à convaincre la population qu'on a suffisamment pour justifier une intervention militaire, CQFD.

- La Maison Blanche a rendu public un rapport du renseignement américain concluant, avec une "*forte certitude*", que le régime syrien de Bachar Al-Assad était responsable de l'attaque aux armes chimiques du mercredi 21 août, dans la banlieue de Damas.

Le rapport conclut avec "*un degré élevé de certitude*" que l'armée syrienne a utilisé des armes chimiques à de multiples reprises depuis un an, et notamment le 21 août dans la banlieue de Damas. Reuters et AFP 30.08

Analyse.

Ils craignent un embrasement de la région (Maghreb, Moyen et Proche-Orient) autant que les masses qui rejettent la guerre contre la Syrie.

Ils ne craignent pas vraiment le mouvement ouvrier qui a déserté, qui a capitulé, je parle de ses dirigeants, mais on peut aussi ajouter une grande partie des militants qui en appellent à l'ONU qui a soutenu toutes les guerres depuis sa création, il ne reste comme véritables opposants à la guerre que les militants qui s'en tiennent au droit du peuple syrien de disposer de lui-même et de rejeter hors de la Syrie les contras ou mercenaires étrangers armés par le Qatar et l'Arabie Saoudite agissant pour le compte des Etats-Unis, d'Israël, de la France et de la Grande-Bretagne.

Ils craignent les masses qui sous aucun prétexte ou aucun mandat ne veulent de la guerre, en cela les masses sont révolutionnaires que ces partis vendus à l'impérialisme franco-sioniste.

Pourquoi craignent-ils les masses quand bien même elles demeurent inorganisées et ne répondent pas (pour le moment) aux appels à manifester contre la guerre ?

Parce qu'ils craignent par dessus tout qu'elles rompent avec les institutions et tous les partis qui sont censés les représenter ou plutôt, déferlent à un moment donné et ne les écoutent plus, que leur mobilisation dégénère en un mouvement (révolutionnaire) incontrôlé, submerge les appareils, il faut avoir en permanence à l'esprit la crise sociale qui sert de toile de fond à la situation des masses et les formidables tensions qui existent dans la société.

Ils sont lucides, ils craignent plus les masses déchaînées que leurs partis valets de l'impérialisme.

Que les masses se coupent de ces partis, qu'elles rompent avec les institutions ne serait pas forcément le signal d'une révolution, mais cela indiquerait que des couches pourraient chercher une issue pour en finir avec le régime qu'elles honnissent, période qui pourrait être caractérisée comme pré révolutionnaire et pendant laquelle un parti révolutionnaire pourrait se construire, constituer un pôle de regroupement pour les pans entiers des masses devenues révolutionnaires, condition, qui si elle était remplie, constituerait une terrible menace pour le régime.

Dès lors on comprend pourquoi ils y réfléchissent à deux fois avant de se lancer dans cette guerre.

Il semblerait qu'ils n'aient été guidés que par la stratégie arrêtée par l'aile la plus droitière de l'impérialisme américain, les néolibéraux et le lobby sioniste qui siègent à la CIA, au Pentagone jusqu'au sommet de l'adminstration américaine incluant l'ensemble des institutions, porte-parole des banquiers anglo-saxons-sionistes de la FED.

Ils ont sous-estimé les conséquences politiques qui résulteraient de cette guerre, la réaction des masses.

C'est une très grave erreur de leur part, car jusqu'à présent leur offensive contre le prolétariat mondial s'était plutôt soldée par des avancées significatives. Ils rencontraient certes des résistances, mais avec le soutien des dirigeants corrompus des partis ouvriers et des syndicats ils parvenaient toujours à leurs fins, par étapes successives, par petits bouts, ils finissaient par détruire nos droits sociaux et politiques. Avec cette guerre ils prennent le risque de foutre en l'air cet équilibre qui leur était favorable et que cela débouche sur une recomposition du mouvement ouvrier ou une radicalisation des masses contre le capitalisme et ses institutions, ce pourrait être l'élément de trop qui pourrait inciter des pans entiers des masses exploitées à rompre avec leur idéologie au profit du socialisme, puisqu'il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme. C'est dialectique, à un moment donné la quantité se transforme en qualité.

Quel parti ouvrier va prendre la mesure de ces rapports et de la situation ainsi créée s'ils entrent en guerre contre la Syrie ? Quel parti va dire clairement aux masses que le PS est un parti de droite, du capital, réactionnaire ? Quel parti va rompre avec les appareils pourris des syndicats ? Quel parti va rompre avec les institutions et refuser de participer aux élections municipales et européennes qui ne peuvent servir qu'à légitimer la Ve République et l'UE ?

Le camp de la guerre contre le peuple syrien.

PS. 1914-2013 : toujours impérialiste.

- Va-t-en guerre ou réticents : la gauche est-elle devenue plus interventionniste qu'il y a 30 ans ? Atlantico.fr

Hier soir une camarade qui est plutôt posée m'a dit au téléphone qu'elle connaissait des gens qui avaient non seulement voté Hollande, mais qui s'étaient battus pour faire voter Hollande et qui depuis en sont arrivé à un niveau de dégoût incroyable, des membres de la couche moyenne qui n'ont rien de révolutionnaire ou d'extrémisme.

On parle d'une ordure, d'une pourriture finie, de la pire saloperie qui soit, d'un ultra réactionnaire, d'un réactionnaire sur toute la ligne, d'un dictateur, je pense qu'effectivement on peut lui attribuer ces différents qualificatifs ou lui reconnaître ces qualités. Nous, nous conterons du néolibéral, sioniste par nature, un dictateur, et par extension à son parti, le PS.

Retour en arrière.

Nos dirigeants qui sont subordonnées au PS et au PC se sont employés systématiquement à induire en erreur militants et travailleurs en maquillant la véritable nature de ces partis, sinon comment auraient-ils pu s'y prendre pour s'en accommoder, front unique oblige à toutes les sauces, soit ils les ont présentés sous un jour avantageux, soit ils les ont diaboliser.

Il faut qaund même qu'on se souvienne que c'est avec le soutien de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme que dans les années 70 les représentants officiels du capital ont commencé à mettre en oeuvre l'idéologie néolibérale, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans plusieurs pays d'Amérique latine, dont le Chili de Pinochet et l'Argentine de Videla, deux terribles dictatures militaires.

Depuis, cette idéologie a gagné l'ensemble des pays européens dans lesquels figurent des partis de l'Internationale socialiste passée dans le camp du capital (PS, PSOE, PASOK, etc.) et du cadavre de l'Internationale communiste stalinisée (les différents partis dit communistes anciennement liés au Kremlin du temps de l'URSS), avec leur soutien il est important de préciser, sinon on ne peut pas comprendre pourquoi aujourd'hui ce sont des partis comme le PS, le Labour Party, le SPD, le PASOK, le PSOE, etc. qui appliquent cette politique néolibérale.

Il serait erroné de voir dans cette adaptation au néolibéralisme de la part de ces partis uniquement un tournant dans leur politique ou une simple adaptation à la crise du capitalisme, c'est ce qu'on a voulu nous faire croire, les dirigeants qui se réclamaient du trotskisme, en réalité leur comportement est conforme à leur nature et à la politique de soutien au capitalisme qu'ils n'ont eu de cesse de pratiquer depuis un siècle.

Certains découvrent surpris, choqués, effrayés la véritable nature fondamentalement réactionnaire du PS, je parle de travailleurs inorganisés des couches ou des classes moyennes qui jusqu'à présent soutenaient le PS ou entretenaient de graves illusions dans ce parti, à l'occasion de la prise de position de Hollande et son gouvernement pour la guerre contre le peuple syrien au côté de l'impérialisme américain, ou simplement en examinant attentivement la politique antisociale qu'il applique depuis mai 2012.

Le NPA plus réactionnaire qu'Obama et Hollande

- NPA. Contre toute intervention militaire. Soutien total à la révolution syrienne. - Mercredi 28 août 2013

Comme la "*révolution syrienne*" est une pure invention du camp des va-t-en-guerre, le NPA fait pire qu'Obama, Cameron et Hollande réunis ! Quant à être "*contre toute intervention militaire*", en réalité le NPA vise l'Iran et le Hezbollah qui soutiennent le peuple syrien contre ses agresseurs, lire plus loin.

En fait, cet article ne figurait pas encore sur leur site Internet national le 30 août, il est post-daté. L'essentiel est ailleurs.

Eux ne s'embarrassent pas des précautions prises par Obama ou Hollande : c'est le régime de Damas qui a utilisé des armes chimiques contre la population civile le 20 août un point c'est tout, pas besoin de preuves même fabriquées, lisez et jugez vous-même.

- "*Le régime de Bachar Al Assad ne cesse d'élever le niveau des massacres qu'il organise contre son propre peuple. Ainsi les bombardements récents dans des zones civiles autour de Damas, utilisant des armes chimiques, emplissent une nouvelle fois d'horreur et de rage contre l'hypocrisie des grandes puissances qui aboutit à ces crimes contre l'humanité.*"

Souligner "*l'hypocrisie des grandes puissances qui aboutit à ces crimes contre l'humanité*" revient à dire que ce n'était pas nécessaire d'attendre pour bombarder la Syrie, quelle pourriture ! A bas le NPA, ils sontpire que le PS, EELV, le PCF et l'UMP réunis ! C'est la déclaration la plus réactionnaire que j'ai lue depuis 11 jours.

La suite est du même tonneau.

- "*Nous dénonçons la complicité directe des gouvernements de la Russie et de l'Iran qui encourage les crimes d'Al-Assad.*" A bas le NPA, le parti de la guerre contre le peuple syrien ! Ce sont vraiment des ordures.

Et encore.

- "*Mais nous réaffirmons que les grandes puissances occidentales, en refusant de livrer les armes que réclament depuis tant de mois les structures collectives de lutte dont s'est doté ce peuple, portent aussi une lourde responsabilité dans la perpétuation du régime assassin, tout en contribuant au développement de courants obscurantistes religieux qui constituent un second ennemi mortel pour le peuple syrien.*"

Les "*structures collectives de lutte*", ce sont les mercenaires sanguinaires qui égorgent hommes, femmes et enfants, détruisent systématiquement le pays. A bas le NPA !

Et encore.

- "*Maintenant, les USA, la France et la Grande Bretagne annoncent leur volonté d'intervenir directement dans le conflit par des bombardements ciblés. Nous refusons absolument une telle politique dans laquelle le président Hollande se met à l'avant-garde sans aucune consultation démocratique.*"

Après une "*consultation démocratique*", la coalition militaire occidentale aurait la légitimité pour bombarder la Syrie. A bas le NPA !

Le NPA, c'est l'extrême droite du mouvement ouvrier ! Il faut les briser. La tendance Claire du NPA ne fait pas mieux, elle a publié les déclarations des partis de l'Internationale stalinienne qui en appelle à l'ONU. Plus décomposé tu meurs !

C'est excellent, au moins les militants vont y voir plus clair.

Le camp des opposants à la guerre contre le peuple syrien.

- Syrie : 64 % des Français opposés à une intervention militaire - Le Monde 30.08

Près de deux Français sur trois (64 %) sont opposés à l'intervention militaire en Syrie d'une coalition internationale incluant la France, selon un sondage BVA pour i-Télé-CQFD et Le Parisien-Aujourd'hui en France publié samedi 31 août.

A la question de savoir s'ils approuvent ou non "*une intervention militaire d'une coalition militaire en Syrie composée notamment de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis contre les forces de Bachar al-Assad*" (l'enquête a commencé avant le "non" du Parlement britannique jeudi soir), 64 % des sondés répondent par la négative - 30 %"plutôt pas favorable" et 34 % "*pas du tout favorable*". Seuls 34 % approuvent (8 % "*tout à fait favorable*" et 26 % "*plutôt favorable*"), tandis que 2 % ne se prononcent pas.

Selon le sondage BVA, l'opposition à cette intervention est particulièrement forte chez les sympathisants de droite (74 % sont

contre). Parmi les sympathisants de gauche, les sentiments sont très partagés (50 % pour, 49 % contre). Le Monde 30.08

Intéressant de constater que ce sont les sympathisants de gauche qui sont les plus favorables à cette guerre, normal le mouvement ouvrier et la majorité du prolétariat sont bourgeois (Engels), pro capitaliste, de droite. On a confirmation de ce que nous n'avons cessé d'affirmer, mais qu'aucun parti ne veut prendre en compte dans ses analyses, sauf quand il s'agit de soutenir le régime en place, tout est dans l'ordre des choses, quoi.

- Les "***preuves***" américaines, "***des mensonges***" pour le régime syrien - AFP 30.08

Les "preuves" avancées par les Etats-Unis sur une prétendue implication du pouvoir syrien dans une attaque chimique le 21 août ne sont que "des mensonges", a déclaré vendredi le ministère syrien des Affaires étrangères.

"*Ce que l'administration américaine a qualifié de preuves irréfutables (...) n'est rien de plus que d'anciennes histoires diffusées par les terroristes (ndlr: les rebelles) depuis plus d'une semaine, avec tout ce qu'elles comportent de mensonges, de fabrications et d'histoires montées de toutes pièces*", a déclaré le ministère dans un communiqué lu à la télévision officielle syrienne.

Le ministère des Affaires étrangères s'est dit "étonné" par le fait "*qu'une superpuissance trompe son opinion publique de cette manière naïve en s'appuyant sur des preuves inexistantes*".

Le ministère "*s'étonne de même que les États-Unis fondent leurs positions de guerre et de paix sur ce qui est diffusé sur des réseaux sociaux et des sites internet*", poursuit le communiqué. AFP 30.08

En titre

- Syrie : 64 % des Français opposés à une intervention militaire - LeMonde.fr

- Syrie : les Etats-Unis ont la "*forte certitude*" que Damas a eu recours à des armes chimiques - LeMonde.fr

- Syrie : Hollande et Obama partagent "*la même certitude sur la responsabilité du régime*" - LePoint.fr

- Syrie: comment François Hollande s'est forgé une conviction - Lexpress.fr

- La France, nouvelle "*plus ancienne alliée des Etats-Unis*" LeMonde.fr -

- Syrie: déterminée, la France devient l'allié principal des Etats-Unis - AFP

- Pour Ankara, une action contre Damas doit mettre fin au régime - Reuters

- L'Egypte s'oppose à une intervention internationale en Syrie - LeMonde.fr

Pour cause de politique intérieure...

- Syrie: "*Les militaires cherchent à forcer la main d'Obama*" - Le Nouvel Observateur

Le camp des néolibéraux, des sionistes.

Les merdias expriment des regrets

- Syrie: mode d'emploi pour convaincre les Français de partir en guerre - Slate.fr

- La tragédie syrienne : un monde « *zéro-polaire* » sans gendarme - Rue89

Vendredi après-midi

Je suis obligé de passer à la date du 31 pour que vous vous y retrouviez. Ce sera tout pour aujourd'hui.

Pour vous éviter d'avoir à le dire.

Mais c'est qu'on devient bon, franchement avouez-le, j'ai reçu un message d'un portail connu mondialement qui ignorait l'info de Tsahal, son responsable m'a répondu dans l'heure qui suivait " très important, merci" ! Dorénavant cette info va faire le tour du monde, génial, non ?

Tout cela m'a mis d'excellent humeur, et il y en a encore pour penser que ce qu'on fait ne sert à rien, défaitiste va !

Nos dirigeants n'ont rien appris en 40 ans, ils viennent une nouvelle fois de le démontrer, ils font preuve d'un obscurantisme effrayant, nous nous apprenons à la vitesse de la lumière. Eux ils revendiquent les philosophes des Lumières, nous nous revendiquons le marxisme.

Au passage, c'est Mélenchon qui est une "*erreur gigantesque*" !

Le 28 août

- Syrie: le renseignement américain a écouté l'armée - AFP

- Syrie: un appel intercepté par les Etats-Unis prouve l'utilisation de gaz neurotoxique - slate.fr

Le 27 août

- Tsahal indique que gouvernement syrien est responsable - Jewish new one

C'est marrant, mes détracteurs sont muets tout d'un coup, auraient-il avalé une grosse couleuvre qui leur resterait coincée au fond de la gorge ou se seraient-il empoisonnés avec leur venin ?

On va matraquer ces dirigeants indignent de parler en notre nom. Précision, ce qui suit vaut pour tous les partis, hélas !

POI - IO n°266 page 16 Marguerite Leuwen

Sans blague : "*... Bachar el-Assad était même l'invité d'honneur du président Sarkozy à la tribune présidentielle lors du défilé du 14 juillet 2008*."

Communiqué du POI du 28 août.

Rendez-vous compte ma bonne dame : "*Les grandes puissances, qui, il y a peu, invitaient régulièrement le président el-Assad en France, aux Etats-Unis et ailleurs, font mine de « découvrir » aujourd'hui qu'il s'agit d'un régime violent.*"

S'ils "*font mine*", les guillemets à "*découvrir*" relèvent d'un style emphatique, ils étaient inutiles, passons.

Ce qu'ils ne vous diront pas, après coup j'entends, c'est pourquoi ils avaient eu cette attitude envers Assad. Pardi, pour le moment venu lui jouer le même mauvais tour qu'à S. Hussein et M. Kadhafi, Assad a visiblement retenu la leçon car il n'avait pas envie de connaître le même sort, alors que les dirigeants n'en ont tiré aucun enseignement, ils sont complètement aveuglés, gangrenés par leur dogmatisme et leurs manoeuvres d'appareils.

Ce n'est pas fini. La meilleure c'est qu'ils le savent puisqu'ils ont produit antérieurement des articles sur le remodelage du "*Grand Moyen-Orient*" par l'impérialisme américain, mais voilà quand ils se retouvent face à la réalité, ces connaissances ne leur servent plus à rien, à moins qu'elles ne servent pas leur ligne poilitique subordonnée au régime.

Il est vrai aussi qu'ils ont quémandé des rendez-vous à Hollande et Fabius, donc s'ils ne veulent pas être éconduits ils ont intérêt à modérer leur critique de la politique internationale du gouvernement.

Ce n'est pas fini. Et puis faire référence au remodelage du "*Grand Moyen-Orient*" présente un risque pour eux dans la mesure où ils ont adopté la version officielle (de Bush) sur le 11 septembre 2001, car cette stratégie remonte justement à cette époque.

Souvenez-vous, 10 jours seulement après ce coup d'Etat sioniste perpétré aux Etats-Unis, le Général Wesley Clark se voyait remettre la liste de 7 régimes du Moyen-Orient que l'impérialisme américain devrait faire tomber dans les 5 ans à venir, dont la Syrie. Cette info est tombée dans le domaine public depuis au moins 7 ans (voir les vidéo ci-dessous).

Général Wesley Clark - L'origine des guerres en Irak, Libye et les autres. (02.3.2007)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2vWe0cVdYRI

General Wesley Clark. War plan, seven countries in five years. (en anglais) (30.09.2006)

http://www.youtube.com/watch?v=iuVVml5Dp2s&NR=1&feature=endscreen

Donc quand Assad fut reçu en 2008 par Sarkozy ou aux Etats-Unis, personne n'était censé ignorer parmi nos dirigeants (au-delà du POI évidemment) ce qu'ils avaient derrière la tête, sauf à prendre les Rockefeller, Rothschild et Cie pour des rigolos qui un jour concevaient une stratégie pour l'abandonner sur un coup de tête, alors que depuis plus d'un siècle le cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes ont fait preuve d'une détermination sans faille.

Vous me direz qu'ils vont jusqu'à ignorer l'existence du groupe Bilderberg, de la Commission Trilatérale, du Council Foreign Relations (CFR) notamment, tous fondés par ces mêmes banquiers qui les dirigent toujours, qui définissent la stratégie de la poitique économique et étrangère des Etats-Unis et bien au-delà, alors comment voulez-vous qu'ils en tiennent compte et y comprennent quelque chose quand le moment venu ils passent à une nouvelle étape de leur plan pour dominer le monde.

On nous dit souvent, martelons-le, que ces institutions n'auraient aucun intérêt, etc. sauf que les faits démontrent justement le contraire d'une part, et quand on les prend en compte dans notre analyse, on parvient plus facilement à comprendre ce qu'ils trament ou ce qui se passe sous nos yeux. Oui car se contenter de commentaires ou répéter ce qu'on peut lire dans les médias ou encore analyser la situation après coup ne présente aucun intérêt quand c'est sur le champ qu'on a besoin de comprendre ce qui est en train de se passer, de façon à définir une position correcte et pratique. On s'arrêtera là pour le moment.

Qu'est-ce qu'on vient de faire ici ? Un exercice de dialectique. Utile la dialectique, non ?

Attention, le mouvement ouvrier se mobilise ! Pour quoi et pour qui au fait ?

- Pacifistes, militants de gauche, pro-Assad, Kurdes : quelques centaines de personnes se sont retrouvées à Paris jeudi soir pour protester contre une éventuelle action militaire en Syrie, a constaté un journaliste de l'AFP.

250 manifestants, selon une source policière, se sont rassemblés dans le quartier des Halles, au coeur de la capitale, à l'appel du Mouvement de la Paix, une organisation pacifiste historiquement proche du parti communiste, prise de cours par l'afflux de mouvances divergentes.

Les pacifistes et militants de gauche ont appelé à une application du plan Annan, du nom de l'ancien médiateur international et secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, qui prévoyait notamment un cessez-le-feu entre les différents partis pour ouvrir la voie à un dialogue politique.

"*On est en train de répéter les mêmes erreurs qu'on a faites partout depuis 10 ans*", déplore Christophe Ventura, responsable international au Parti de gauche. AFP 29.08

Monsieur Christophe Ventura, gardez ce "*on*" pour vous et vos amis du PS et du PCF, 10 ans il a dit, alors ajouter l'UMP, on a l'impression qu'il parle au nom du gouvernement (et du précédent), vous avez remarqué, cela en dit plus que de longs discours sur les véritables intentions de l'intéressé. Le "*on*", c'est pour la France car il n'est pas sur un terrain de classe, ou si, le mauvais.

On constatera qu'ils n'ont même pas mobilisé leurs propres militants, apparemment leur objectif n'était pas un rassemblement de masse, il ne faut pas gêner Hollande.. et l'ONU, on comprend.

On ne dialogue pas avec des barbares qui massacrent hommes, femmes et enfants : on les abat !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre 2013

CAUSERIE

Je suis peut-être passé à côté de certains sujets d'actualité, on verra cela plus tard, j'ajouterai encore une douzaine de nouveaux articles. Quel boulot ! Je suis épuisé, mais c'est pour la bonne cause, parole de rentier !

Il est urgent de remettre les pendules à l'heure.

Un internaute : L'Amérique, cette belle démocratie, celle qui a été la première à lancer la bombe atomique sur des civiles. Rien de neuf !

Etat guerrier, terroriste, mafieux, cybercriminel, etc. cette dictature cumule les vertus, démocratiques évidemment.

Ne rigolez pas, tous les partis du mouvement ouvrier considèrent le régime en place aux Etats-Unis comme une démocratie, tous sans exception, alors qu'aux Etats-Unis même cette version est contestée depuis des lustres, sans doute par des gauchistes, ah ces intellectuels critiques, quelle vermine ! Moi je pencherais plutôt pour nos dirigeants, ils viennent d'en faire la démonstration...

On défend les journalistes et les intellectuels indépendants ou qui par leur liberté de parole tentent de l'être et qui nous rendent bien service. C'est en grande partie grâce à eux qu'ils n'ont pas encore bombardé la Syrie, pas nos dirigeants qui sont en dessous de tout.

Au téléphone hier une camarade m'a dit : non mais parce que tu crois qu'on vit dans une démocratie en France ? Mais elle n'existe pas, nulle part dans le monde d'aiileurs. J'ai de nombreux amis ou des connaissances qui sont de gauches et qui partagent tous cette caractérisation, pour eux en France le régime est ouvertement une dictature, ne sachant pas comment se situer, car ne pouvant pas se dire dire socialistes ou communistes de crainte d'être confondus avec les militants du PS ou du PCF, ils se disent plutôt anarchistes, ils n'ont rien trouvé de mieux, ils sont complètement déboussolés... Nous voilà bien !

On a eu une conversation très intéressante qui m'a fourni un autre éclairage sur la situation, en fait les informations qu'elle m'a fournies confortent ma propre analyse, les faits tels qu'ils se produisent ou existent et non les interprétations qu'en donnent nos dirigeants qui sont tronquées ou falsifiées. Je ne vais pas m'étendre maintenant, j'ai du boulot chez moi (lire plus loin dans les infos en titre). Juste un mot sur la stratégie des maîtres du monde.

Ils ont attaqué les Grecs une fois leurs droits politiques détruits du fait que tous les partis dits ouvriers étaient désormais totalement soumis au capitalisme et à l'ordre établi, aux institutions en place ou dilués dans l'Union européenne. Ils avaient ainsi

le champ libre pour s'attaquer à leurs acquis sociaux et du même coup ils ont fait baisser leur niveau de vie de 20 à 50% ou plus selon les cas.

On peut dire qu'ils sont parvenus (ou presque puisque ce processus est encore en cours, privatisation, saccage de la fonction publique, etc.) à leurs fins. Relevez bien ce schéma :

1- Liquidation des droits politiques des masses, en douceur ;

2- Liquidation des droits sociaux des masses, par étapes ou morceaux, par pans entiers ;

3- Baisse drastique du niveau de vie des masses ;

4- Droits sociaux individualisés et accessibles en fonction du statut, du salaire ou des revenus.

Sans droit politique vous ne pouvez pas vous opposer efficacement à la remise en cause de vos acquis, aux contre-réformes, de plus quand les syndicats sont tous corrompus, vous êtes réduit à l'impuissance.

Plus la crise du capitalisme s'approfondira, plus la politique du gouvernement sera antisociale, réactionnaire, plus les appareils des syndicats seront amenés à la prendre en charge, plus se posera avec acuité pour le parti révolutionnaire la nécessité de rompre avec ces appareils et de créer un nouveau syndicat ouvrier qui ne soit pas inféodé aux besoins du capitalisme. Aucun parti ne s'y est résolu, rejettant au passage les recommandations de Trotsky en la matière. En fait de défense de l'indépendance des syndicats, ces partis (POI, NPA et LO) ont bradé la leur, en admettant qu'ils aient été indépendants un jour, ce que je conteste, ce qui a totalement échappé aux militants à partir du moment où leurs dirigeants avaient braqué leur regard sur les rapports des syndicats au patronat ou à l'Etat les détournant ainsi de leurs propres rapports aux appareils des syndicats, du PS et du PCF, du patronat et de l'Etat, comme s'il était acquis que ces partis étaient indépendant du capital, ses représentants et ses institutions, alors que cela n'a jamais été le cas en réalité.

De la même manière, ils ont conservé les mêmes rapports avec le PS et le PCF, que le PS applique une politique néolibérale, impérialiste, ultra réactionnaire n'y changeant absolument rien, le POI a demandé audience à Hollande et Fabius notamment donc je n'invente rien. Chez PSA on a pu observer les liens de soumission de l'appareil de LO à celui de la CGT et au PCF, ne parlons pas du NPA qui en accusant Assad d'avoir utilisé des armes chimiques s'est placé directement dans le camp de la réaction.

Donc pour ce qui est de nos droits politiques, l'affaire est entendue, ils ont été liquidés. Tout reste à reconstruire, le parti.

Pour ce qui est de nos droits sociaux, l'affaire est en cours.

Quant au niveau de vie, l'immense majorité de la population a encore de quoi vivre normalement, de nombreuses couches vivent même dans l'opulence ou peuvent encore économiser en fin de mois, elle est embourgeoisée et ne montre pas un empressement débordant pour se mobiliser sur les questions sociales, encore moins politiques.

Maintenant il y a une explication à cela. Quand on observe de quelle manière ils ont procédé en Europe, ils ont commencé par s'attaquer à un pays peu peuplé et réputé pour être un des plus corrompus de l'UE, dont la composition des masses favorisaient leur plan, 20 à 25% étaient des petits patrons, même si on peut les ranger dans le prolétariat, ils ont plutôt l'état d'esprit du patron ou du bourgeois, les fonctionnaires étaient nombreux et très bien payés, bref il allait être relativement facile de s'attaquer successivement à chaque couche d'exploités qui n'avaient pas vraiment de liens entre eux.

Ils ont tenté le coup et cela a relativement bien fonctionné jusqu'à présent, avec des résistances bien sûr, mais le résultat est là, et comme il s'est avéré qu'il se situait au-delà de leurs espérances les plus folles, simultanément pour ainsi dire ils se sont attaqués à leur niveau de vie, réussissant d'une pierre deux coups, tout cela sans que le régime ne soit ébranlé ou paralysé ou si peu, finalement tout est rentré dans l'ordre, l'ordre règne et c'est l'essentiel pour eux, tout le reste on le laissera à nos dirigeants qui se sont gargarisés à voir dans la situation en Grèce une suite de crises politiques, comme en Italie, qui dans le contexte qu'on vient de décrire n'étaient finalement que des épiphénomènes pour détourner leurs militants de l'essentiel. Il ne s'agit pas de nier les contradictions du capitalisme ou des différents régimes en place, mais de les aborder telles qu'elles se présentent et pas autrement.

Ils ont agi aussi violemment ou rapidement contre les masses grecques parce que la situation était relativement stable dans les autres pays de l'UE.

Les masses de chaque pays ne sont pas logées à la même enseigne, de même que le capitalisme de chaque pays ne pèse pas le même poids sur le marché mondial ou sur le plan politique, n'a pas la même tradition de la lutte des classes. Ils savent qu'en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France, les trois pays les plus peuplés et puissants de l'UE, le prolétariat

est embourgeoisé, les syndicats sont complètement pourris, les partis ouvriers aussi, bref aucun danger ne pouvait venir de ce côté-là.

Ensuite ils se sont attaqués au Portugal, là encore sachant que le grand voisin Espagnol ne bougerait pas, donc ils ont appliqué les mêmes recettes qu'en Grèce. Avant ils s'étaient attaqués à l'Irlande mais modérément finalement, il faut dire que pour les multinationales l'Irlande est déjà un paradis fiscal, ceci doit expliquer cela.

Ensuite est venu le tour de l'Espagne, mais sans appliquer leur politique avec la même violence qu'en Grèce ou au Portugal, ils n'en sont qu'à la moitié du chemin. Après ce fut au tour de l'Italie et de la France, mais là encore en procédant prudemment, dans ces deux pays le patronat et les syndicats dits ouvriers ont signé d'importants accords portant sur les conditions de travail et la baisse des rémunérations mais qui en réalité ne s'appliqueront vraiment que dans le futur, aux futurs embauchés, quoi qu'ils concernent les travailleurs qui se retrouvent aujourd'hui au chômage partiel, seules les contre-réformes des retraites portent à conséquence immédiatement dans tous les pays, mais la plupart des travailleurs ne s'en rendent pas vraiment compte puisqu'ils n'étaient pas sur le point de partir à la retraite, c'est quand ils vont devenir vieux et qu'ils seront usés qu'ils vont comprendre ce qu'avaient signifié ces accords sclélérats passés entre le patronat et les syndicats.

Une fois qu'ils seront parvenus à liquider l'essentiel des droits sociaux des travailleurs, leurs droits collectifs ayant disparu au profit de droits individuels, la classe ouvrière sera pour ainsi dire atomisée, elle sera détruite en tant que classe, sur son lieu de travail chacun bénéficiera d'un statut individuel auquel sera lié un certain traitement, certains droits, pour accéder à des droits sociaux dans la société, se soigner par exemple ou prendre sa retraite, la satisfaction de ses besoins sociaux élémentaires dépendront uniquement de conditions financières individuelles, on peut ajouter aussi se nourrir, se vêtir, accéder à la culture, être logé décemment, etc., à ce stade il ne leur suffira plus qu'à agir sur ces conditions (les prix) pour sélectionner ceux qui pourront satisfaire leurs besoins élémentaires s'ils se plient aux devoirs qu'ils leur imposeront (durée du travail, niveau de rémunération, etc.) et ceux qui en seront privés, ils auront ainsi acquis un pouvoir ou un moyen de contrôle sur les masses qui sera total, leurs droits politiques ayant disparu depuis longtemps et leurs droits sociaux étant totalement individualisés, les masses seront dans l'impossibilité de se rassembler ou de se soulever contre les conditions qui leurs seront imposées et la dictature règnera.

Observez attentivement ce qui se passe en Grèce ou aux Etats-Unis qui l'ont précédé, et vous comprendrez que cette stratégie n'est pas une vue de l'esprit mais qu'elle est bien en train de s'appliquer méthodiquement. Maintenant ils ne sont pas au bout de leur peine pour l'imposer dans tous les pays, la lutte des classes n'a pas dit son dernier mot.

En France, ils ne s'attaquent pas directement au niveau de vie des masses, bien qu'il y ait des millions de pauvres, à ceux là ils distribuent encore des allocations, des subventions ou des aides en tous genres pour que la paix sociale règne, non, ils s'attaquent à leur statut social, à leurs droits sociaux, parfois en compensant les pertes qui accompagnent leur liquidation, compensations qu'ils pourront toujours réduire ou supprimer plus tard, c'est très vicieux comme procédé mais très fin, les masses ne réagissent pas ou peu du coup, les appareils syndicaux font le sale boulot pour lequel ils sont payés par l'Etat et le patronat, c'est quand ils en auront terminé avec nos droits sociaux qu'ils s'attaqueront au niveau de vie des masses, procéder simultanément serait trop dangereux et ils l'ont bien compris, de même qu'ils épargent en partie les fonctionnaires sur les retraites, pour mieux cogner sur le secteur privé, tout est une question d'équilibre, et comme en Grèce ou au Portugal, quand ils en auront terminé avec le privé, ils s'attaqueront aux fonctionnaires, c'est programmé, c'est une certitude absolue, tout le monde y passera.

On a vu que leur stratégie prenait en compte la situation à l'intérieur de chaque pays, l'hétérogénéité des masses, qu'ils prenaient aussi en compte la situation des différents pays, en attaquant certains pendant qu'ils en épargnaient d'autres provisoirement, tout cela est évdemment calculé, orchestré au niveau du FMI, de la Banque Mondiale et Bruxelles, aux niveaux des idéologues du néolibéralisme, tout comme les attaques successives contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la partition du Soudan, le Mali, la Syrie, avant le tour du Liban et de l'Iran, on peut peut-être ajouter l'Algérie.

Ne cherchez pas une telle analyse chez les partis ouvriers, vous n'en trouverez que des morceaux dans le meilleur des cas, ce qui ne présentent aucun intérêt, puisque tous les facteurs ou rapports que nous avons passés en revue sont liés, et c'est seulement en les liant entre eux que l'on peut saisir la situation, donc combattre efficacement pour le socialisme.

Leur stratégie mise à mal. Hypocrisie ou grossier mensonge.

Relevé dans un article publié hier par *Le Grand Soir*.

- "*Depuis deux ans, tous clament à plein poumon que Bachar al-Assad doit « tomber »; que son régime doit disparaître. Aujourd'hui, ils disent ne pas viser la chute de al-Assad ou du régime, mais plutôt, de ne pas laisser impuni les attaques aux gaz toxiques dont ils l'accusent sans preuves mais avec « certitude ».*"

Personne n'est dupe, c'est extrêmement grave pour eux, pour la suite sur le plan politique, des faits tous aussi monstrueux les uns que les autres tendent à prouver que les dirigeants du vieux monde mentent effrontément à la population, qu'ils se comportent comme de véritables dictateurs et qu'en réalité ce sont eux qui terrorisent le monde entier, qui sont à l'origine de ce qu'ils appellent

les organisations terroristes, Al-Qaida et Cie.

Plus ils s'enferrent dans leur mensonge, plus la population prend conscience qu'elle est dirigée par des dictateurs, de dangereux psychopathes, des ordures capables d'un cynisme sans fond, ce qu'elle ignorait encore la veille ou en partie, ce qui devrait l'amener à réviser son interprétation du monde, à revister avec un regard critique le passé, le XXe siècle avec toutes ses guerres et ses crises, bref à accroître sa compréhension du monde dans lequel elle vit et qu'il faut changer impérativement si elle ne veut pas que l'humanité sombre dans la pire des barbaries, soit livrée au chaos et à la guerre.

Ce devrait être le devoir d'un parti ouvrier révolutionnaire de délivrer cet enseignement aux masses et aux militants, sauf que voilà ils sont tous corrompus par le capitalisme et à la solde de leur régime, aussi, il sera difficile aux masses de parvenir au bout de leur analyse de ce qu'elles sont en train de vivre actuellement et bien des jours sombres nous attendent encore, cela dit l'espoir demeure encore de pouvoir vaincre le vieux monde, reste à voir si nous allons enfin pouvoir construire ce parti en rompant avec la politique des trois courants se réclamant du trotskisme depuis 1945 qui nous a mené où nous en sommes aujourd'hui.

Les sionistes en France rabaissent leur caquet.

J'ai visité hier après-midi (14 heures en France) la page d'accueil de trois sites sionistes, Atlantico.fr (Gilles William Goldnadel), Causeur.fr (Elisabeth Lévy) et Slate.fr (Jacques Attali), le premirer n'a rien publié de nouveau et préfère se faire discret, le second la ramènait pour donner la parole à un opposant à la guerre dans tous les cas de figure, sans rire le vice-président du FN, le troisième a sorti deux articles contradictoires histoire de ne pas prendre partie, bref ils battent en retraite !

Leur dernière trouvaille : mon petit doigt me l'avait dit !

- Syrie: les États-Unis savaient qu'une attaque chimique était imminente - Slate.fr

Et les preuves ? Mais quelles preuves, vous êtes fou ou quoi ils ne vont pas les révéler, c'est la sécurité des Etats-Unis qui est en jeu... Ah oui, on n'y avait pas pensé !

De plus en plus grotesque, le site Slate.fr est celui d'Attali notamment.

En désespoir de cause, il ne leur reste plus qu'à faire valoir que les « *intérêts cruciaux* » des États-Unis seraient menacés par le régime d'Assad ! C'est extraordinaire, car cela signifie que se jusfierait ainsi la guerre contre une multitude d'Etat souverain ou indépendant comme le Liban, l'Iran, la Chine ou la Russie par exemple. Les États-Unis se posent donc en dictateur à l'échelle mondiale, ce qu'ils étaient déjà, mais là c'est sans artifice.

Les exterminateurs ont la mémoire courte, pas forcément les peuples

- "*Nous ne pouvons accepter un monde où les femmes et les enfants et des civils innocents sont gazés à une échelle terrible*", a déclaré Obama à la presse. Reuters31.08

- L'Agent Orange et la guerre du Vietnam. - vendredi 23 août 2013 - legrandsoir.info

De 1962 à 1971, on estime que 80 millions de litres de défoliant ont été déversés sur 3.3 millions d'hectares de forêts et de terres. Plus de 300 villages ont été contaminés et 60% des défoliants utilisés étaient de l'Agent Orange, représentant l'équivalent de quatre cents kilos de dioxine pure. Or, selon une études de l'université Columbia (New York) publiée en 2003, la dissolution de 80 grammes de dioxine dans un réseau d'eau potable pourrait éliminer une ville de 8 millions d'habitants...

(En 2013). Le Vietnam estime que 150 000 enfants souffrent aujourd'hui de malformations dues à l'Agent Orange et que 800 000 personnes sont malades… legrandsoir.info 23.08

- Agent Orange, chronique 11 : Le retour. - 01 août 2013 - mondialisation.ca

Pendant la guerre du Viêt Nam, l'armée américaine a dispersé 12.000.000 de litres [un minimum de 84 millions, prouvés] d'herbicide, un impact sur la santé de près de 3 millions de personnes [actuellement, mais en tout, bien davantage], principalement des paysans, et citoyens vietnamiens, causant des malformations congénitales sur environ 500 mille enfants. En outre, l'effet du produit chimique sur l'environnement est profond et durable.

Plus de 2,5 millions d'hectares de terres ont été contaminées et détruites par la pulvérisation de millions de litres de défoliants, principalement l'Agent Orange, qui contient de la dioxine, le poison le plus toxique et durable au monde. Les forêts couvraient 60 % du sud du pays – dont 5,8 millions d'hectares de forêt primitive et un demi-million d'hectares de forêts tropicales. mondialisation.ca 01.08

Dans notre portail il y a quelque 12 articles sur ce sujet à la rubrique Vietnam.

Comme quoi on ne se fait pas des idées.

Je ne suis pas le seul à m'insurger contre les prises de position infâmes des partis du mouvement ouvrier, l'exemple mentionné ci-dessous concerne le PCF, une pétition de l'Humanité *Arrêtons les délires du Président F. Hollande* par Mauris Dwaabala - samedi 31 août 2013 - legrandsoir.info

Il termine ainsi : "*Ils mettent tout le monde dans le même sac, pour ne garder au bout du compte qu'une population, à laquelle il souhaite le plus grand des biens : être invertébrée afin que sous la houlette des grandes puissances impérialistes elle puisse jouir pleinement de la démocratie telle qu'elle règne aujourd'hui en Irak, en Afghanistan, ou en Libye après leurs interventions musclées mais ravageuses.*

C'est cette position que défend dans le fond la conclusion de la pétition dans une jactance qui n'est que langue de bois."

L'auteur de cet article l'a signée malgré tout, nous, nous ne la signerons pas, même sous la torture !

C'est terminé, jamais plus nous ne cautionnerons sous aucun prétexte le PS ou le PCF.

(hier soir sur les coups de minuit) Je suis crevé et je n'ai pas toute ma tête pour analyser à fond la signification de ces prises de position (des différents partis sur la Syrie), cependant j'ai des réflexions qui me viennent spontanément à l'esprit et qu'il va falloir creuser.

Au mieux ils pratiquent un double langage qui revient à laisser les mains libres à Hollande, au pire si l'ONU estime qu'une riposte militaire s'impose contre la Syrie, ils l'approuveront considérant qu'elle est légitime, entre les deux se glissent les manoeuvriers professionnels qui ne savent pas quoi penser, notez bien, tous se prononcent contre une intervention militaire franco-américaine ! Comment est-ce possible ?

Parce que leur discours s'adresse à la fois au régime auquel ils font allégeance, et à leurs militants à qui ils doivent faire croire qu'ils sont des dirigeants au service des travailleurs et du socialisme, de valeureux internationalistes, il contient donc deux niveaux de lecture qu'il faut bien distinguer pour ne pas se laisser abuser. C'est de cette manière qu'ils ont réussi à les tromper pendant de longues décennies, j'en ai fait partie.

Et les masses qui rejettent massivement toute attaque contre la Syrie ? Qui ? Les masses ? Pour eux elles n'existent pas, dans leur discours vous ne trouverez aucun passage qui y fait référence ou seulement à la marge et ce n'est pas un hasard.

Excusez-moi, mais ils n'en ont strictement tous rien à foutre des masses, des travailleurs. Qu'ont-ils fait pour les mobiliser ? Rien. A quel moment ont-ils lancé une campagne en faveur du peuple syrien depuis deux ans ? Jamais.

Leurs derniers tours d'illusionnisme foireux.

Ce n'est pas la première attaque avec des armes chimiques en Syrie, on le savait déjà, et on savait également qu'une nouvelle attaque avec ces armes allait avoir lieu, toujours pareil sans fournir la moindre preuve, sauf celle qu'ils s'emploient à fabriquer, mais qui une fois examinées attentivement perdent l'une après l'autre toute crédibilité.

- Comme Moscou, Pékin a souligné qu'il fallait établir clairement les faits - à savoir la responsabilité du régime syrien dans les attaques chimiques - avant de décider toute action, comme l'a dit le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, lors d'un entretien téléphonique avec son homologue français Laurent Fabius. Lefigaro.fr 31.08

- Frappes en Syrie: la Maison Blanche demande formellement le soutien du Congrès - L'Express.fr

Dans l'impossibilté d'obtenir l'unanimité au Conseil de sécurité de l'ONU pour bombarder le peuple syrien du fait de l'opposition de la Russie et la Chine, en quête de légitimité, pour réaliser ce coup de force militaire contre la Syrie ils ne peuvent évidemment pas se tourner vers leur population respective puisqu'elles sont massivement opposées à toute entrée en guerre (officielle) des Etats-Unis et de la France contre la Syrie, dès lors pour contourner la démocratie qui est leur pire ennemi, ils vont tenter de faire voter leurs parlements sans être vraiment sûrs qu'ils soient acquis à la guerre, pendant ce temps, on ne parle pas des preuves introuvables qui impliqueraient le régime syrien dans l'utilisation d'armes chimiques en Syrie.

La supercherie dévoilée.

Et pour cause, les preuves s'accumulent démontrant que ce sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et leurs alliés du Golf dont l'Arabie Saoudite (sans doute aussi la Turquie et Israël) qui seraient impliqués dans la fourniture d'armes chimiques aux contras combattant le régime syrien.

- Des rebelles syriens ont admis à un journaliste de l'Associated Press qu'ils étaient responsables de l'attaque chimique du 21 août. Ces révélations pourraient rendre complètement invalide l'attaque des États-Unis sur la Syrie.

L'incident du 21 août dernier où des armes chimiques ont fait entre 355 et 1300 morts dans la banlieue Est de Damas aurait été produit par des rebelles syriens selon le très crédible journaliste Dale Gavlak, correspondant au Moyen-Orient pour l'Associated Press. (...)

Le 24 août, l'armée syrienne avait découvert de tunnels appartenant aux rebelles, possédant des matières premières pour la fabrication de bombes chimiques, des masques à gaz et des antidotes. Les inscriptions tracées sur les tonneaux indiquent qu'ils ont été fabriqués en Arabie saoudite.

La Russie, quant à elle, a délivré au Conseil de Sécurité de l'ONU des images satellitaires montrantMade in Saudi Arabia que les deux missiles avaient été tirés à partir de zones sous contrôle des rebelles.

Le rôle présumé de l'Arabie Saoudite dans la fourniture d'armes aux rebelles n'est pas une surprise étant donné les révélations plus tôt cette semaine à l'effet que les Saoudiens ont menacé la Russie d'attaques terroristes aux Jeux olympiques d'hiver à Sotchi l'an prochain, à moins qu'ils n'abandonnent leur soutien au président syrien.

Le journal Telegraph a rapporté que le prince Bandar aurait dit à Vladimir Poutine que les groupes tchétchènes qui menacent la sécurité des jeux sont contrôlés par eux (Saoudiens).

Dale Gavlak (...) a été correspondant au Moyen-Orient pour l'Associated Press depuis deux décennies et a aussi travaillé pour National Public Radio (NPR) et écrit des articles et nouvelles pour la BBC.

Le site sur lequel l'histoire est apparue à l'origine - Mint Press (qui est actuellement en panne en raison d'un trafic énorme) est une organisation médiatique légitime fondée dans le Minnesota. french.irib.ir 31.08

Que dire de ce mail compromettant des Anglais pour la fourniture des armes chimiques ?

Phil

We've got a new offer. It's about Syria again. Qataris propose an attractive deal and swear that the idea is approved by Washington.

We'll have to deliver a CW to Homs, a Soviet origin g-shell from Libya similar to those that Assad should have. They want us to deploy our Ukrainian personnel that should speak Russian and make a video record.

Frankly, I don't think it's a good idea but the sums proposed are enormous. Your opinion?

Kind regards

David

David Goulding | Business Development Director

Marvic House, Bishop's Road, London, SW6 7AD, United Kingdom

t :+ 44 (0)20 7610 0111 dl:+44 (0)1522 754 361 m: + 44 (0)7817 981 237

e : dgoulding@britamdefence.com | www.britamdefence.com

The information contained in this email may be confidential and is for the exclusive use of the addressee. If you are not the addressee the retention, distribution or copying of this email is prohibited. If you are not the addressee please advise the sender and delete immediately. french.irib.ir 31.08

D'autres articles sur la Syrie et la région

1- Les inspecteurs de l'ONU ont effectué une troisième visite, jeudi, sur les lieux du bombardement du 21 août. Trois jours de suite sur le même site. Est-ce parce qu'ils connaissent déjà les responsables des attaques sur les autres sites et qu'ils ne veulent pas y trouver ces « *preuves-là* »?

Leur mission, cependant, est de confirmer s'il y a vraiment eu « *attaque aux gaz toxiques* » à cet endroit. La réponse est évidente et c'est : Oui. Mais comment une réponse positive à cette question, pourrait-elle permettre au Président Obama de « punir » les coupables si le mandat de l'équipe de l'ONU n'est pas du tout de tenter de les identifier?

Ils feront un premier compte rendu « oral » à Ban Ki-moon. On peu se demander pourquoi. Est-ce que les USA sont tellement pressés de publiciser leur décision appuyée par leurs « *intérêts cruciaux* » dont parle le Président Obama.

Il est évident pour tous que si les USA décide d'une frappe, ce sera à cause des « *intérêts cruciaux* » du pays et non par obligation de ne pas laisser « *impuni* » une attaque aux gaz toxiques comme le Président ne cesse de le clamer. D'ailleurs il y a eu plusieurs attaques aux gaz toxique ailleurs sur la planète, à différentes périodes, sans que les USA ne s'en mêlent (sauf pour l'agent orange au Vietnam). Les attaques en question ne touchaient donc pas, à l'époque, les « *intérêts cruciaux* » des États-Unis (encore une fois, sauf pour l'agent orange au Vietnam).

Autre incongruité qui démontre le cynisme des hommes de pouvoir : Depuis deux ans, tous clament à plein poumon que Bachar al-Assad doit « *tomber* »; que son régime doit disparaître. Aujourd'hui, ils disent ne pas viser la chute de al-Assad ou du régime, mais plutôt, de ne pas laisser impuni les attaques aux gaz toxiques dont ils l'accusent sans preuves mais avec « *certitude* ». french.irib.ir 31.08

2- Selon le journaliste américain, Robert Fisk, la principale cible, c'est l'Iran, pas la Syrie. « *Les missiles de croisière qui sont, nous en avons la certitude, pointés vers les anciennes villes du monde, n'ont rien à faire contre la Syrie, ces missiles sont là pour nuire à l'Iran. Ils sont dirigés contre la République islamique d'Iran et ce à un moment où un Président modéré est arrivé au pouvoir et on pourrait espérer davantage de stabilisation. L'Iran est ennemi d'Israël. Donc, l'Iran est considéré, également, comme l'ennemi des Etats-Unis. Par conséquent, les missiles sont pointés vers le seul allié arabe de l'Iran, c'est-à-dire, la Syrie* » a écrit ce journaliste américain. french.irib.ir 31.08

3- Les autorités russes ont réitéré à multiples reprises qu'il n'est pas question qu'il s'engage directement dans une confrontation armée contre les Etats Unis si ces derniers venaient à déclencher une action militaire contre la Syrie.

Et alors comment se fait-il que la Russie ne cesse d'envoyer ses bâtiments de guerre en Méditerranée? pour l'analyste des questions géopolitiques, Ghadiri Abyaneh, "*les Etats Unis se sont laissés piégéer par les israéliens car la guerre qui va commencer contre la Syrie est une guerre israélienne. (...) Si la Syrie est attaquée, il va sans dire qu'Israël sera pris lui aussi pour cible des missiles (...) ces missiles pourront être tirés par la Syrie ou le hezbollah ou même l'Iran. Mais la Russie? que va-t-elle faire?*"

Les analystes ne cessent de souligner que la Russie aidera l'armée d'Assad à tenir. mais comment ? Ghadiri abyaneh estime qu'il "*est probable que les navires russes entrent directement en action non pas en tirant contre les navires Us mais en interceptant les missiles que ces derniers tirent en direction de la Syrie* ". Les heures à venir montreront à quel point cette prédiction est vraie. french.irib.ir 31.08

4- Le chef d'une délégation parlementaire iranienne, Allaeddine Boroujerdi, en visite à Damas, a affirmé samedi que l'Iran «*avait informé officiellement les Etats-Unis*» en 2012 que les groupes rebelles syriens avaient en leur possession des armes chimiques, a rapporté l'agence officielle Irna.

«*L'année dernière, nous avons officiellement informé les Etats-Unis que, selon nos informations, les groupes terroristes possédaient des armes chimiques, mais malheureusement les Etats-Unis n'ont pas tenu compte de cet avertissement*», a déclaré Boroujerdi, président de la Commission des Affaires étrangères du parlement, qui s'est rendu samedi matin à Damas à la tête d'une délégation parlementaire.

Boroujerdi a ajouté que l'Iran condamnait «*l'utilisation d'armes chimiques par les groupes terroristes contre la population syrienne*». L'Iran, principal allié régional de Damas, a multiplié ces derniers jours les mises en garde contre toute action militaire contre la Syrie évoquée par les Etats-Unis, la France et la Turquie.

Téhéran affirme que les groupes islamiques rebelles ont utilisé des armes chimiques pour provoquer une action militaire occientale contre le régime du président Bachar al-Assad. 20minutes.fr 31.08

En titre

- Syrie: Obama écarte une frappe imminente à la surprise générale - AFP

- Frappes en Syrie: la Maison Blanche demande formellement le soutien du Congrès - L'Express.f

- Syrie: Le débat au Congrès sur une éventuelle intervention militaire américaine demandée par Obama débutera le 9 septembre - 20minutes.fr

- Intervention en Syrie: Hollande sous la pression de l'opposition - AFP

- Syrie: Borloo appelle Hollande à imiter Obama et à faire voter le Parlement - AFP

- Syrie: Jacob (UMP) réclame un vote de confiance de l'Assemblée - L'Express.fr

- Syrie: un duo improbable pour une équation impossible - Slate.fr

« *Apprenez que tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute* » (La Fontaine).

- Syrie: Washington flatte Paris, son "*plus vieil allié*" - AFP

- Bayrou accuse Hollande de livrer la Syrie aux "*fondamentalistes*" L'Express.fr

- Syrie: la France ne peut agir sans feu vert de l'ONU selon VGE AFP

Intox. Les Russes comme les Iraniens demandent qui les a utilisées et qui y aurait eu intérêt.

- Des armes chimiques en Syrie ? Une "*absurdité totale*", selon Poutine - LePoint.fr

Puisque l'on sait depuis le début que des armes chimiques ont bien été utilisées, en tout cas pour ce qui me concerne, en faisant dire à Poutine qu'il le nierait, ils cherchent à le discréditer, à le faire passer pour un menteur, et s'il ment sur l'utilisation d'armes chimiques pourquoi ne mentirait-il pas non plus lorsqu'il affirme que le régime n'est pas impliqué dans ces attaques, c'est une manoeuvre malhonnête pour que la population rejoigne le camp de la guerre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Choisissez votre camp. La dictature et la guerre est incompatible avec la liberté d'expression.

François Hollande a renouvelé vendredi ses avertissements à l'adresse des ministres responsables des dissonances qui ont perturbé la rentrée politique, laissant entendre, dans un entretien au Monde, que leur présence au gouvernement n'était pas immuable.

"*Il a rappelé ses exigences en terme d'efficacité*", juge un de ses proches qui insiste sur le fait que le président demande "*unité et cohésion*" à son équipe. Reuters 30.08

Traduisons : l'"*efficacité*" consiste dans l'"*unité et (la) cohésion*", autrement dit à appliquer la politique que j'ai définis un point c'est tout, toute critique, toute hésitation, toute remarque, tout épanchement personnel ou état d'âme est à bannir, vous avez bien compris, l'"*efficacité*" réside dans l'absolutisme, la soumission totale, alors dorénavant fermez-là ou vous dégagez, j'ai déjà fait un exemple, ce ne sera pas le dernier si nécessaire, vous voilà avertis.

La gauche : ce sont des nantis !

La méthode malhonnête de nos dirigeants consiste à prendre les chiffres bruts sans les analyser. Vous allez comprendre pourquoi ils ne se livrent jamais à des analyses entre les classes et surtout à l'intérieur des classes, pourquoi leurs analyses sont forcément erronées (la plupart du temps) ainsi que les conclusions pratiques qu'ils en tirent, sans parler de leur conception de la lutte de classe, dès lors que la base sur laquelle repose votre analyse, cela se répercutera dans tous les domaines, théorique, politique, organisationnel, pratique, normal.

Rappel d'hier.

- Syrie : 64% des Français opposés à une intervention militaire - Francetv info

Comme les Américains, les Français sont majoritairement hostiles à une intervention militaire en Syrie. Selon un sondage BVA pour i-Télé-CQFD et Le Parisien-Aujourd'hui en France publié samedi 31 août, ils sont près de deux sur trois (64%) à y être opposés.

D'après cette même enquête, réalisée jeudi et vendredi, 58% des Français ne font pas confiance au président François Hollande pour mener cette possible action militaire de la France, contre 40% d'un avis contraire.

Toujours selon le sondage BVA, l'opposition à cette intervention est particulièrement forte chez les sympathisants de droite (74% sont contre). Parmi les sympathisants de gauche, les sentiments sont très partagés (50% pour, 49% contre).

- Retraites : 62 % des Français contre la réforme LePoint.fr -

Une majorité de Français (62 %) se dit défavorable à la réforme des retraites, selon un sondage BVA pour l'émission CQFD de i>Télé, publié samedi. À la question "*D'après ce que vous en savez, diriez-vous que vous êtes favorable ou opposé aux décisions prises par le gouvernement ?*", 62 % des personnes interrogées se sont dites "*opposées*", 35 % "*favorables*".

Les sympathisants de gauche sont sept sur dix à soutenir la réforme des retraites (69 %), tandis que neuf sympathisants de droite sur 10 la réprouvent (89 %). Selon ce sondage, plus des deux tiers des Français estiment que la réforme n'est pas juste (67 %), contre 30 % d'un avis contraire. LePoint.fr - 31.08

C'est marrant on retrouve ici le même schéma que lors du sondage sur la guerre contre la Syrie, à croire que les réactionnaires ne sont pas ceux qu'on croit. Voilà qui conforte une fois de plus notre analyse, à force on va finir par penser qu'on aurait raison, cela en devient gênant... pour les militants du POI, du NPA et de LO, accessoirement du FdG et d'autres formations politiques issues du PCI-PT qui rejettent notre analyse et évidemment nos conclusions. Notre avantage, attendez il faut que je réfléchisse, c'est que c'est compliqué, ah oui, les faits, rien que les faits !

A croire que ce sont les partis de droite qui vont organiser une manifestation contre cette guerre et que nous n'aurons pas d'autre choix que d'y participer, ce serait le comble !

Non, mais, est-ce que vous voyez où nous ont mené les Lambert-Gluckstein, les Krivine-Besancenot, les Laguiller-Arthaud, vous pouvez ajouter Mélenchon, Laurent, Autain, etc. ?

Allons plus loin. Pour tromper les militants, ils utilisent brut ces sondages ou ces rapports, ils ne vous diront pas ce qu'il y a derrière, rien de cacher simplement la réalité que vous ne devez pas prendre en compte

---

ACTUALITE EN TITRES

L'Empire. En état de guerre permanent contre le monde entier.

- Washington "*cyberguerrier*", selon les dossiers Snowden - LePoint.fr

Tient donc, on est en plein dedans !

- La voie libérale n'a jamais été essayé en France - LeMonde.fr

C'est le capitalisme qui est synonyme de voleur

- "*Le mot banquier est devenu synonyme de voleur*" - L'Express.fr

Le degré atteinte par la décomposition de la société.

- Pour 73% des profs, le métier s'est dégradé - L'Express.fr

Vous pouvez ajouter le mouvement ouvrier en remplaçant le 7 par un 9.

Stabilité. Enfin une bonne nouvelle !

- Zone euro : le chômage stable au niveau record de 12,1 % - LeMonde.fr

Une de plus pour rien.

- Grèce: appel à 48h00 de grève des fonctionnaires mi-septembre - L'Expansion.com

Intox.

- Microsoft et Google s'engagent dans le procès de l'espionnage de la NSA - L'Expansion.com

Ce sont les mêmes qui sont aux commandes, ils vont se faire un procès entre eux, c'est comme lorsque la SEC ("*gendarme* " de Wall Street) s'attaque à J-P Morgan ou Goldman Sachs...

A bas la dictature, à bas le PS, à bas l'UE !

- Harlem Désir plaide pour une Europe "*synonyme de progrès social*" - AFP

Hélas !

- Les femmes au foyer de moins en moins nombreuses - 20minutes.fr

Moi, je suis un "*homme au foyer*" depuis plusieurs décennie et je m'y trouve très bien, je suis parfaitement épanoui, j'ai trouvé mon équilibre entre les tâches ménagères et autres responsabilités du foyer ainsi que mon activité politique, je ne me sens pas frustré, rabaissé ou humilié de ne pas être exploité par un patron ou l'Etat, bien au contraire ! A bas le féminime, idéologie de réacs !

Dites-moi, qu'est-ce qu'il y aurait de dégradant à s'occuper de son foyer et de ses enfants, qu'on soit une femme ou un homme, ce qui laisse du temps pour se consacrer à d'autres activités, je voudrais qu'on m'explique, je ne comprends. Ce que je sais en revanche c'est que ce sont des réacs qui l'ont pensé et que cela a été repris en coeur par la soi-disant gauche et le mouvement ouvrier.

On y reviendra une autre fois. En attendant, une autre certitude qui repose sur des faits.

Ils ont fait en sorte de développer de nouveaux besoins et parallèlement ils ont élévé le coup de la vie, de telle sorte qu'il est difficile ou pratiquement impossible pour un couple ayant un ou plusieurs enfants de pouvoir vivre avec un seul salaire, comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis depuis des décennies, ce qui ne doit pas être une simple coïcidence.

En réalité, ils nous ont imposé un certain mode de vie (et de pensée) qui a un rapport avec la survie du capitalisme et leur stratégie...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

Selon le Washington Post, le programme d'accès aux données des opérateurs et des entreprises internet coûterait à l'agence de renseignements près de 300 millions de dollars en dédommagements.

L'agence de renseignement américaine NSA, au coeur des révélations d'Edward Snowden sur l'espionnage informatique organisé par les Etats-Unis, verserait des centaines de millions de dollars chaque année aux enteprises dont elle se sert pour intercepter les données, selon un document budgétaire auquel a eu accès le Washington Post.

Le document indique que le budget du programme s'élève à 278 millions de dollars cette année. Les révélations précédentes avaient établi que les opérateurs télécoms, notamment, collaboraient avec la NSA et étaient dans l'obligation de le faire, mais pas qu'ils en tiraient profit. L'Expansion.com 30.08

SOCIAL

1- France

Les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires de la fonction publique ont appelé agents et retraités, vendredi, à la mobilisation et à la grève le 10 septembre "*pour rejeter le projet de réforme des retraites porté par le gouvernement Ayrault*".

"*Ce projet de loi qualifié de juste par le gouvernement, accroît en réalité la fragilisation de notre système de retraites*", estiment, dans une déclaration commune, les quatre organisations syndicales de fonctionnaires, qui se rallient ainsi à l'appel à la mobilisation lancé en juillet par leurs centrales.

"*L'annonce d'un allongement de la durée de cotisation à 43 ans en 2035*", pour ceux nés en 1973 et après, "*constitue une provocation et une véritable hypocrisie*", affirment-elles.

"*Cet allongement recule de fait l'âge de départ à la retraite et signe inévitablement la baisse des pensions pour tous les futurs retraités*", affirment les quatre organisations.

Pour les syndicats, "*le gouvernement fait le choix de réduire le pouvoir d'achat des salariés et des retraités et déroule un tapis rouge pour le monde de l'entreprise qui sera le seul à bénéficier d'une mesure de compensation en échange de la hausse des cotisations patronales*".

Ils insistent également sur l'urgence "*d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose de revaloriser réellement le SMIC et d'en finir avec le gel du point d'indice*".

Toutefois, les syndicats de la fonction publique "*se félicitent (...) de l'abandon de certaines options par le gouvernement (..) comme, par exemple, la mise en cause du calcul de la pension sur les six derniers mois*" et "*prennent acte des mesures concernant la pénibilité et les injustices faites aux femmes et aux temps partiels*".

Le gouvernement a dévoilé mardi sa réforme des retraites qui va mettre à contribution actifs, entreprises et retraités, officialisant un allongement de la durée de cotisation afin de combler un déficit évalué à 20 milliards d'euros en 2020. AFP 30.08

2- Colombie

Le président colombien Juan Manuel Santos a ordonné le déploiement de militaires à Bogota et sur les principales routes du pays en réponse au mouvement paysan lancé il y a 12 jours et aux troubles qui ont fait deux morts jeudi en marge de manifestations à Bogota.

"*Hier (jeudi), j'ai ordonné la militarisation de Bogota et je ferai de même dans toute municipalité ou région où la présence de nos soldats sera nécessaire*", a déclaré vendredi M. Santos dans une déclaration radio-télévisée.

Un total de 50.000 soldats seront également déployés en province pour "*assurer la mobilité sur nos routes*" et des "*pont aériens*" pourront être organisés pour assurer l'acheminement de denrées qui commencent à manquer dans certaines villes, du fait des blocages routiers mis en place depuis le 19 août par les paysans en colère, a ajouté le président colombien.

"*Il est inacceptable que les actes de certains affectent gravement la vie de la majorité*", a-t-il insisté au lendemain d'une journée marquée par une cinquantaine de manifestations dans les principales villes du pays, dont certaines ont débouché sur des heurts entre policiers et manifestants.

A Bogota, les affrontements de jeudi ont fait deux morts, selon M. Santos. La municipalité avait fait état mercredi soir de 147 blessés, et la police de 40 arrestations après ces heurts qui ont été suivis de scènes de pillage dans le centre-ville.

Les paysans colombiens ont lancé depuis une douzaine de jours un mouvement à durée illimitée dans l'ensemble du pays pour réclamer l'établissement de prix planchers pour certains produits ainsi que la baisse des prix des intrants agricoles. Leurs actions, soutenues par d'autres catégories, ont été marquées par des heurts avec les forces de l'ordre qui ont fait un total de quatre morts et plus de 500 blessés, selon des sources concordantes.

Dans un communiqué, les leaders paysans de Boyaca, région clé pour l'acheminement des denrées alimentaires vers la capitale, ont annoncé vendredi la levée des blocages dans cette zone suite à des "*accords partiels*" avec le gouvernement.

Le ministre de l'Intérieur Fernando Carrillo a salué cette levée, mais rien n'indiquait vendredi si les protestataires des autres

régions allaient imiter leurs homologues de Boyaca.

Eberto Diaz, porte-parole de la Table nationale de dialogue agraire, qui coordonne le mouvement, a annoncé que les leaders paysans avaient entamé une "*réunion d'évaluation*" pour déterminer leurs actions à venir.

Le président Santos a officiellement reconnu jeudi que le secteur était "en crise" et a formulé plusieurs propositions aux protestataires, dont des mesures pour contrôler le prix des engrais et des intrants. Vendredi, il a laissé entendre que la balle était désormais dans le camp des paysans car les concessions du gouvernement étaient "sur la table".

Après les troubles de jeudi, le ministre de la Défense Juan Carlos Pinzon avait pointé du doigt la responsabilité des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), rébellion issue d'une insurrection paysanne qui soutient le mouvement. Les Farc mènent depuis fin 2012 des négociations de paix avec le gouvernement délocalisées à Cuba.

De son côté, le président conservateur n'a pas mentionné les Farc mais s'en est pris au mouvement de gauche radicale Marche Patriotique, qui selon lui souhaite conduire le gouvernement dans "*une impasse*". D'après M. Santos, cette organisation noyaute les manifestations mais "*ne s'intéresse pas*" aux paysans.

"*C'est totalement faux*", a protesté Cesar Pachon, porte-parole des paysans de Tunja, capitale de la province de Boyaca. "*Nous nous connaissons tous depuis toujours, ici nous sommes tous des paysans*", a-t-il assuré à la radio RCN, démentant tout lien avec Marche patriotique.

"*Nous maintenons notre disposition au dialogue avec les vrais paysans*", a assuré pour sa part le président colombien.

Parmi les revendications des paysans, figurent des garanties en matière d'accès à la terre et de constitution de réserves paysannes, sortes de communautés autonomes, une politique favorable aux petites exploitations, ainsi que de meilleurs services publics dans les campagnes.

Les manifestants dénoncent également les Traités de libre échange signés par la Colombie, qui selon les paysans ouvrent la voie à un dumping sur les produits importés et empêchent de subventionner les secteurs productifs nationaux. AFP 30.08

ECONOMIE

Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne est la première destination des investisseurs américains pour les actifs financiers, devançant notamment la France, qui arrive en cinquième position, a indiqué vendredi le département du Trésor des Etats-Unis.

Au total, les investisseurs américains détenaient fin 2012 pour 1.129 milliards de dollars d'actifs financiers en Grande-Bretagne, majoritairement sous la forme d'actions (758 milliards) et pour le reste sous la forme d'obligations à court et à moyen terme, a précisé le Trésor dans un communiqué.

Le Canada arrive en deuxième position avec 808 milliards d'actifs détenus par les Américains, suivi par les Iles Caïmans (784 milliards), paradis fiscal ou certains grands groupes implantent des filiales afin de réduire leurs impôts.

Le Japon se place en quatrième position avec 521 milliards de dollars d'investissements, selon le Trésor. Avec 375 milliards d'actifs détenus par des Américains, dont 257 en actions, la France arrive en cinquième position de ce classement, loin devant la Chine (17e) ou la Russie (28e).

Selon le rapport du Trésor, la valeur totale des actifs étrangers détenus par des investisseurs américains a augmenté de 16,9% entre décembre 2011 et décembre 2012 pour atteindre 7.941 milliards de dollars. AFP 30.08

Haut de page

Le 2 septembre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles, ce sera pour ce soir. Je vous donnerai demain les statistiques de fréquentation de site au mois d'août.

L'"*esprit munichois*" (H. Désir), c'est la marque de fabrique du PS, le parti de la guerre impérialiste ! A bas le PS et le gouvernement social-néolibéral-sioniste-impérialiste!

Des partis capitalistes.

Dans les infos en bref à la suite d'un article sur la Roumanie j'ai écrit : à bas l'Internationale socialiste des capitalistes ! On cherche un moyen de broyer le PS qui se prétend socialiste tout en nous réclamant du socialisme, la solution résiderait peut-être à associer le capitalisme au socialisme chaque fois qu'on évoque un parti de l'Internationale socialiste, cela donnerait le parti socialiste des capitalistes et de l'autre le parti socialiste des travailleurs, ainsi la frontière qui sépare les classes serait respectée et chacun figurerait dans le camp qu'il incarne vraiment.

Cela pourrait aussi donné le parti communiste des capitalistes ou les partis de gauche des capitalistes, et dès lors que ces partis n'entendent pas rompre avec le capitalisme ou ont abandonné le combat pour le socialisme, cette dénomination serait explicite, coulerait de source, s'imposerait sans qu'il soit nécessaire de se lancer dans un long discours pour justifier cette caractérisation. Et on ferait l'économie de guillemets, ce qui serait beaucoup plus clair pour tout le monde ! Je suis un partisan de l'ordre, là au moins chacun serait à la place légitime qui lui revient. On peut aussi simplifié en recourant à un oxymore et dire le PS capitaliste.

Les Etats-Unis ou l'ordre mondial assuré par une " ***superpuissance bienfaisante***".

Obama à défaut de preuves pour imputer au régime d'Assad l'utilisation d'armes chimiques le 21 août, se retrouve court d'arguments pour justifier une attaque contre la Syrie, alors il en fabrique :

- Le régime syrien constituerait une menace pour la "*sécurité des Etats-Unis*", en quoi, mystère ! Ses intérêts.

- Ne pas agir contre le régime syrien serait une marque de faiblesse des Etats-Unis, à l'heure où sur tous les fronts son hégémonie est contesté., surtout vis-à-vis de ces ennemis, l'Iran, le Hezbollah et la Russie.

- Sans rire, les guerres de rapines menées par les Etats-Unis seraient justifiées au nom de la "*morale*", qui ont toutes en réalité un contenu purement mercantile...

Selon l'analyste Janine Digiovanni. «*Les gens comme Samantha Power (ancienne journaliste marquée par la Bosnie et le Rwanda, devenue la conseillère d'Obama pour les droits de l'homme; - ndlr) continuent de dire à juste titre que le pays a la responsabilité morale d'agir puisqu'elle se veut la superpuissance bienfaisante comme pendant la guerre froide. Mais les Américains ne sont plus certains d'en être capables.*» lefigaro.fr 01.09

La méthode d'Obama-Hollande-Cameron : un simple syllogisme.

1- Le régime syriens possède un stock d'armes chimiques ;

2- Une arme chimique a été utilisé le 21 août dans la banlieue de Damas ;

3- C'est le régime syrien qui l'a utilisée.

La formule est donc : si le régime syrien dispose d'armes chimiques c'est pour les utiliser, le 21 août dernier un gaz a été utilisé, c'est le régime qui l'a utilisé.

Le syllogisme est la formule préférée et la plus commode de tous les faussaires et falsificateurs, nous en avions donné un aperçu à nos lecteurs dès 2008, et à plusieurs reprises par la suite. Allez un petit pour la route, c'est fastoche : nous ne soutenons que des partis de gauche, le PS est de gauche, nous soutenons le PS, celui-là il date d'un siècle !

Quand les principes ne sont qu'une façade.

On ne sait pas ce qui s'est passé, parce que si on le savait cela changerait tout. Cela signifie quoi, sinon que ceux qui tiennent ce discours sont prêts à soutenir ou légimiter une guerre impérialiste contre la Syrie. Hollande appréciera.

Enfonçons le clou.

Cela signifie que si Obama parvenait à fournir des preuves crédibles de l'implication du régime syrien dans l'attaque chimique du 21 août, peu importe de quelle manière il parviendrait à les produire, à les fabriquer en réalité, il faudrait les considérer comme crédibles et faire taire son esprit critique, ne pas se poser de questions.

C'est l'attitude que les mêmes dirigeants ont eu après le 11 septembre 2001, où jusqu'à présent ils soutiennent la thèse officielle présentée par G.W. Bush, et ce n'est pas un cas isolé. Si vous examinez leur interprétation du cours de l'histoire au XXe siècle vous n'y trouverez nulle part l'implication politique de l'oligarchie financière ou seulement à la marge, alors qu'elle a joué sans cesse un rôle central, déterminant ne serait ce que dans le déclenchement des crises, des dépressions et des guerres au XXe siècle. De la même manière qu'elle est à l'origine de la fondation de la totalité des institutions financières et politiques internationales.

Chaque fois, soit on nous a raconté des histoires dans lesquelles n'intervenaient que certains acteurs, soit ils ont ignoré des pans entiers de l'histoire qui avaient largement contribué à la forger, faussant ainsi l'analyse qu'on devait en avoir ou nous induisant en erreur pour interpréter le monde et son évolution, de telle sorte qu'effectivement à un moment donné on devait arriver au constat qu'on ne savait pas vraiment ce qui s'était réellement passé.

De notre côté, nous sommes parvenus à relier l'ensemble des facteurs qui participent à la formation de la situation, ce qui nous permet de déterminer avec précision la nature, la signification et la portée de chaque mesure économique, sociale ou politique prise par un gouvernement ou une institution, ajoutons toutefois en principe, faut-il encore qu'on ait acquis suffisamment de connaissances sur l'histoire d'un pays ou qu'on possède l'historique d'une question venant à l'ordre du jour, ce qui peut s'acquérir en très peu de temps de nos jours en se connectant sur Internet, tout le matériel est à notre disposition, ensuite ce n'est qu'une question de temps pour traiter n'importe quel sujet. Précisons encore, que cela peut prendre un certain temps quand on est isolé comme moi et qu'on peut passer à côté de certaines données, alors que les dirigeants d'un parti se réunissant pour discuter d'une question précise bénéficieront des connaissances de chacun, ce qui en principe doit leur permettre de se prononcer sur le champ.

Et il est de droite.

- Kosovo, Mali, Libye, Syrie : On a déjà vu le film ! par Éric Zemmour 31 août 2013 - voltairenet.org

- Depuis l'attaque du Kosovo, la première guerre humanitaire de l'Histoire, l'Occident ne fait plus la guerre pour défendre ses intérêts, mais prétend défendre sa morale en faisant la police. Le résultat est une destruction systématique de tout ce qui avait été patiemment construit, au détriment des Etats eux-mêmes, et au profit de quelques intérêts privés.

Qui sont les complotistes, les conspirateurs ?

Ceux qui sans fournir la moindre preuve matérielle vérifiables de l'utilisation par le régime syrien d'armes chimiques décident de sa responsabilité pour justifier ensuite de bombarder la Syrie, ou ceux qui s'appuyant sur l'absence de preuves impliquant le régime syrien, estiment que se sont les opposants au régime qui ont fait usage de telles armes pour l'imputer au régime d'Assad et fournir ainsi un prétexte aux puissances occidentales belliqueuses pour bombarder la Syrie ?

Qui a vendu des armes chimiques au régime syrien ? Pardi, ceux qui l'accusent sans preuve de les avoir utilisées.

- Syrie: Paris va déclassifier des documents secret-défense - 20minutes.fr

Le gouvernement va déclassifier prochainement des documents secret-défense sur l'arsenal d'armes chimiques détenu par le régime de Bachar al-Assad en Syrie, a-t-on indiqué dimanche de source gouvernementale.

Une récente note des services de renseignement français, dont le contenu est dévoilé par le Journal du Dimanche, fait état notamment de «*plusieurs centaines de tonnes d'ypérite*» et «*gaz sarin*», soit un stock total dépassant les 1.000 tonnes d'agents chimiques. «*Les citations de la note sont exactes*», a précisé à l'AFP cette source gouvernementale. 20minutes.fr 01.09

La Constitution de la Ve République conçue pour une dictature.

La dictature, c'est la Ve République et tous les partis qui y participent, qui la soutiennent.

C'est marrant, il semblerait qu'il y en ait qui découvrent que nous vivons véritablement sous une dictature, parfois il s'agit de militants qui ont dépassé la cinquantaine. Ils peuvent se demander pourquoi les institutions n'ont-elles pas été traitées comme telle par les partis dits ouvriers, c'est-à-dire en refusant d'y participer et d'avoir la moindre relation avec le régime en place et ses représentants.

Nous les invitons vivement à creuser cette question et à observer le comportement actuel des dirigeants de leur parti sur d'autres questions que la Syrie. Ce n'était pas par hasard si dans de précédentes causeries depuis 2008, j'ai appelé les militants à faire l'inventaire de la lutte des classes depuis 1945, à passer en revue les positions adoptées par les différents partis depuis 68 ans, j'avais une petite idée en tête

La question syrienne alimente la crise que traverse tous les partis politiques.

Outre "*l'esprit et la lettre de la Ve république*" qui selon Valls "*doivent être respectés*", autrement dit son aspect purement monarchique, bonapartiste ou dictatorial, qui confère au président de la République le pouvoir extraordinaire ou absolu de décider seul de l'entrée en guerre du pays contre un autre Etat et d'entraîner ainsi dans une aventure guerrière l'ensemble de la population, cet aspect dictatorial de la forme du pouvoir exercé par la classe dominante était la marque de fabrique du gaullisme. Alors que bon nombre de gaullistes refusent aujourd'hui de cautionner une guerre contre la Syrie, la question syrienne alimentant la crise du régime et constitue un nouvel élément de désagrégation du parti de l'ordre, et au-delà nourrissant les contradictions de formations politiques se réclamant du gaullisme, en fait, de tous les partis politiques sans exception qui ont tissé des liens avec les institutions de la Ve République ou entretiennent des rapports avec des partis qui y participent, aucun parti n'y échappe..

- Syrie: "***On ne change pas la Constitution en fonction des événements***", dit Valls - AFP

- Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a affirmé dimanche, au sujet du vote du Parlement réclamé par l'opposition sur l'opportunité de frappes contre la Syrie, qu'on ne "*change pas la Constitution en fonction des événements*".

"*Le Parlement était déjà convoqué mercredi prochain -- il n'y avait aucune obligation à le faire -- pour un débat, une information, sans vote*", a-t-il déclaré au Grand rendez-vous Europe 1 - iTélé - Le Monde. Mais "*la Constitution de la Ve République ne prévoit pas de vote préalable*".

"*La fonction présidentielle, il faut la préserver*", a-t-il insisté. "*On ne modifie pas la pratique de la Constitution de la Ve République en fonction de l'humeur des uns et des autres ou de ce qui se passe dans le monde*".

S'adressant à l'opposition, il a ajouté: "*L'esprit et la lettre de la Ve république doivent être respectés et je m'étonne qu'un certain nombre de personnes, qui par ailleurs se réclament du gaullisme, mettent en cause ce qui est un fondement même du rôle du chef de l'Etat en matière de politique étrangère et en matière de politique de défense*". AFP 01.09

Merci monsieur Valls de ce rappel, la Constitution de la Ve République est fondament antidémocratique.

On attend de voir quel parti ouvrier va saisir la balle au bond pour attaquer la Constitution de la Ve République, non en fait ce sera pas nécessaire, aucun ne s'y risquera !

Comment se faire passer pour un opposant à la guerre tout en la légitimant. Mode d'emploi de "***simplet***".

- Syrie : Europe Ecologie demande un vote du Parlement - LeParisien.fr

- Syrie: Mélenchon veut un vote et dénonce l'atlantisme de Hollande - AFP

Invité du "Grand Jury" RTL-LCI-Le Figaro, Jean-Luc Mélenchon, hostile à une intervention militaire en Syrie, a accusé dimanche François Hollande de mener une politique "*un peu simplette*" d'alignement sur les Etats-Unis et a dit douter qu'il "*maîtrise sa position*" sur le conflit syrien.

(Comme si le doute était permis, il épargne Hollande au passage. -ndlr)

Quant à un vote sur une participation française à une intervention armée, réclamé publiquement par la droite, Jean-Luc Mélenchon considère que "*cela va de soi*" et que l'argument constitutionnel avancé par l'exécutif est "*tout à fait incroyable*".

(Non, normal on croirait qu'il ignore le contenu de la Constitution de la Ve République, quel charlatan ! Il s'en remet à l'Assemblée nationale composé presque exclusivement de députés réactionnaires de droite et de gauche ! Il aurait souhaiter que la France entre en guerre contre la Syrie, qu'il n'aurait pas dit mieux. - ndlr)

"*Les Anglais auront voté, les Allemands vont voter, les Nord-Américains vont voter, le seul pays où on ne vote pas, et où une personne toute seule décide, c'est nous!*", a-t-il lancé.

(Alors que la majorité de la population de tous ces pays est contre l'entrée en guerre de leur pays contre la Syrie, si les députés ou congressites réactionnaires en décident autrement, la guerre se trouvera légitimée et la démocratie une fois de plus piétinée, Mélenchon le revendique ! - ndlr)

"*Le président de la République est le chef des armées, il n'est pas le monarque qui décide de la guerre. La guerre ou la paix, c'est le Parlement qui le décide*", a-t-il poursuivi, rappelant le vote qui avait présidé à la première guerre du Golfe (1990-1991) sous mandat de l'Onu.

(Voilà ce que Mélenchon voudrait réitérer : Wikipedia - Mercredi 16 janvier 1991 : le Parlement français vote en faveur de l'engagement militaire français dans le Golfe (523 pour, 43 contre et 2 abstentions à l'Assemblée ; 290 pour et 25 contre au Sénat). - ndlr)

Quant à l'attaque de Harlem Désir contre l'opposition de droite, réservée sur une intervention, Jean-Luc Mélenchon estime qu'elle "*n'a pas de sens*".

"*Ça n'a pas de sens de traiter de 'munichois' quelqu'un qui n'est pas de votre avis*", a-t-il commenté. (Lui, il le méprise ! - ndlr)

"*Je rappelle à Harlem Désir que quand il était contre la première intervention dans la Guerre du Golfe (...) et que SOS Racisme manifestait dans les rues aux cris de 'Mitterrand assassin', lui aussi n'aimait pas qu'on le traite de munichois*", a-t-il poursuivi.

(Rappeons aux militants amnésiques du PG et du FdG que Mélenchon militait au PS à cette époque et qu'il n'a pas trouvé utile de démissionner de ce parti de la guerre. Il en faut plus pour l'attendrir qu'une guerre, la remise en cause de ses prébendes par exemple. -ndlr)

"*Répéter l'Histoire et considérer que Bachar al Assad représenterait pour nous un danger équivalent à ce qu'était le nazisme est absurde. C'est une relativisation du nazisme qui est intolérable*", a affirmé Jean-Luc Mélenchon. Reuters 01.09

(Ce qui est intéressant ici et dévoile encore plus l'affreux personnage qui se cache derrière le masque de gauche qu'il arbore, c'est qu'il reprend la même sémantique, le dernier argument d'Obama, selon lequel le régime syrien constituerait une menace pour la "*sécurité des Etats-Unis*", donc il faut le liquider par n'importe quel moyen. - ndlr)

Le PCF des capitalistes est évidemment sur la même longueur d'onde que Mélenchon, Chevènement, Copé, Borloo, normal en famille.

- A l'universités d'été du PCF Pierre Laurent a plaidé pour un vote du Parlement sur une éventuelle intervention en Syrie. (lemonde 01.09)

En titre.

- Syrie: Hollande désormais contraint d'attendre Washington - AFP

- Syrie: l'opposition se démarque clairement de Hollande - AFP

- Hollande le "*va-t-en-guerre*": "*seul*" et "*piégé*", selon la presse - L'Express.fr

- La Ligue arabe divisée sur une intervention occidentale - LeMonde.fr

- Syrie : les faucons libéraux en première ligne à la Maison-Blanche - LeFigaro.fr

- Ryad prône une intervention internationale en Syrie - Reuters

Autre article sur la Syrie

"*Paris, par ses actions, à l'encontre de la Syrie, soutient des organisations, comme Al-Qaïda, qui mènent la guerre contre les autorités syriennes*", a déclaré, dimanche, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Moqdad, lors d'un point de presse, à Damas.

"*Les politiciens français ont trompé le peuple français et se sont comportés de façon irresponsable. Ils ont falsifié les faits et soutiennent des organisations, comme Al-Qaïda*", a indiqué le diplomate. Selon lui, le Président français, François Hollande, "*et son ministre des Affaires étrangères trompent le peuple français, pour justifier leur politique erronée, en Syrie. Ils échoueront*".

french.irib.ir 01.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui sont les comploteurs, les conspirateurs, devinez ?

L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) espionne tous azimuts : le siège des Nations unies à New York, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), mais aussi le ministère des affaires étrangères français, écrit dimanche l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, qui cite des documents classés "*très secret*" de juin 2010 fournis par Edward Snowden. Ce qui tombe plutôt mal au moment où, dans la crise syrienne, Paris est sur la même longueur d'ondes que Washington.

Les services américains seraient parvenus à casser le réseau privé virtuel qui relie le ministère des affaires étrangères aux ambassades et aux consulats. Un autre document montre qu'au mois de septembre 2010, la NSA s'est intéressée aux communications de l'ambassade à Washington (nom de code de l'opération : "Wabash") et à la représentation aux Nations unies, à New York (nom de code de l'opération : "Blackfoot"), en y plaçant des micros. Outre la diplomatie, les espions de la NSA s'intéressent aussi et sans surprise aux secrets de l'industrie militaire française, relève le Spiegel. Lemonde.fr 01.09

Avec les réseaux sociaux vous n'êtes plus qu'"***un marché stratégique***".

- Grâce à la pub, Twitter accélère la monétisation de son audience - AFP

La vidéo d'un but de l'Equipe de France sponsorisée et précédée de la publicité d'un annonceur sera bientôt visible par les utilisateurs de Twitter dans l'Hexagone, "*un marché stratégique*" où le réseau social veut intensifier la monétisation de son audience.

Après les Etats-Unis, où se trouve le siège du réseau social, le Canada et le Japon, la France est le quatrième pays où ce produit publicitaire appelé "*Twitter Amplify*" est proposé en partenariat avec TF1 Publicité qui commercialisera le dispositif à partir de lundi.

"*Les personnes sont ciblées en fonction des sujets de leurs tweets ou des comptes qu'elles suivent*", explique à l'AFP Glenn Otis Brown, directeur des contenus sponsorisés et des parrainages chez Twitter, qui compte quelque huit millions d'utilisateurs actifs en France.

"*Par exemple, lors de la diffusion d?un match de l'Equipe de France, un joueur marque un but. TF1, en tant qu'éditeur, publie un tweet auprès des abonnés à son compte @TF1 avec l'extrait vidéo*", raconte à l'AFP Laurent-Éric Le Lay, directeur général de TF1 Publicité.

"*Grâce à notre partenariat avec Twitter, le tweet sera amplifié avec ses outils de viralisation. Il va apparaître dans le fil de beaucoup d'autres abonnés, donc être beaucoup plus visible et beaucoup plus cliqué*", ajoute-t-il à propos de ces extraits vidéos de moins de 30 secondes, précédés de 8 secondes de publicité.

Le lien entre Twitter et la télévision se fait de plus en plus étroit. Mercredi, le réseau social a racheté Trendrr, une start-up basée à New-York et spécialisée dans l'analyse en temps réel des messages échangés autour des programmes télévisés.

En France, Olivier Gonzalez, un spécialiste de la monétisation de l'audience numérique via la publicité et les paiements, vient de prendre la tête du bureau parisien. Après la phase de séduction avec le petit écran, Twitter passe à l'étape supérieure, juge Bertrand Villegas, fondateur de The Wit, une société d'étude des médias internationaux.

Ce type de dispositif alliera, selon lui, "*la puissance du média télé à la finesse de ciblage de Twitter*".

Pour Benoît Raphaël, l'ex-rédacteur en chef du Post.fr et consultant réseaux sociaux, Twitter développe ce que l'on appelle le "*marketing en temps réel*".

"*Twitter propose un modèle publicitaire basé sur l'engagement et l'interaction des internautes pour inclure les marques dans leur conversation qui a lieu en temps réel*", déclare-t-il à l'AFP.

"*Il y a de très grosses attentes pour Twitter*", confirme Véronique Bergeot, la directrice générale de Social Moov, qui fourni aux marques des conseils et des outils technologiques pour diffuser de la publicité sur les réseaux sociaux, dont Facebook.

"*En tant que marque, on n'a pas besoin de dépenser des millions pour avoir une bonne visibilité auprès d'une audience très qualifiée. Par exemple, un trending topic (sujet le plus discuté à un moment donné, ndlr) sponsorisé pendant 24 heures c'est environ 5.000 euros en France contre 200.000 dollars aux Etats-Unis. Mais les prix ne devraient pas tarder à monter*", a-t-elle ajouté à propos d'un autre produit publicitaire de Twitter, le trending topic sponsorisé, qui était déjà disponible en France.

"*Je suis convaincue de l'utilisation des réseaux sociaux en complément de la télévision. Il y a un vrai prolongement. C'est là où les chaînes vont pouvoir réinventer la relation avec les utilisateurs. Il y a un boulevard pour les marques si elles travaillent en relation avec les agences ou les boîtes de production en amont. Ca va s'accélérer*", estime Claudie Voland-Rivet, directrice marketing et innovation de l'Union des annonceurs (UDA). AFP 01.09

Une de mes relations m'a appris hier qu'elle avait vidé sa page Facebook, faites-en autant, fuyez Twitter et Facebook... C'est marrant, j'ai remarqué que c'était le moment qu'avaient choisi certains partis pour s'y mettre, ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas, ou si ce sont eux l'erreur !

Que ceux qui ont voté pour la restauration de cette église paient la note !

- Des villageois bretons plébiscitent la sauvegarde de leur église - AFP

Les habitants de Plouagat, un bourg breton de 2.600 habitants dans les Côtes d'Armor, ont plébiscité dimanche la restauration de leur église, menacée d'effondrement, lors d'un référendum organisé par la municipalité avant d'engager de coûteux travaux, une question à laquelle sont confrontées de plus en plus de collectivités.

La restauration de l'église Saint-Pierre, composée d'éléments datant des XVe et XVIIIe siècles et d'un clocher achevé en 1879, a été souhaitée par 82,5% des votants lors de ce scrutin officiel qui a mobilisé un peu plus de 50% des 2.016 électeurs inscrits.

Depuis la loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat, les communes ont la charge de la plupart des bâtiments religieux, notamment quand ils ne sont pas classés, comme c'est le cas de l'église de Plouagat.

Face aux coûts engendrés, et alors que seuls 4,5% des Français vont encore à la messe le dimanche - une désaffection qui n'épargne pas la Bretagne, vieille terre catholique -, plusieurs communes ont déjà fait le choix de raser purement et simplement des églises. Cela a été le cas de cinq d'entre elles depuis le début de l'année, notamment à Breuil (Allier) et à Béziers (Hérault).

Promis lors des municipales de 2008 et organisé dimanche, le référendum de Plouagat a donc tranché en faveur d'une restauration. Le quorum des 50% des inscrits ayant été atteint, le résultat de ce scrutin supervisé par la préfecture des Côtes-d'Armor s'impose légalement au conseil municipal.

"*Je suis satisfait de la mobilisation des électeurs, et le résultat correspond à ce à quoi je m'attendais*", a déclaré le maire Paul Kervarec à l'AFP après la proclamation des résultats. AFP 01.09

A retenir : Depuis la loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat, les communes ont la charge de la plupart des bâtiments religieux, notamment quand ils ne sont pas classés.

Je sens que je vais participer aux prochaines élections municipales ou que je vais rejoindre les rangs de la Libre Pensée car j'ai soudain un faible pour les églises, les mosquées, les synagogues, les temples...

ACTUALITE EN TITRES

Cette minorité-là ne présente aucun intérêt...

- Des milliers d'enfants handicapés privés de rentrée scolaire - Le Nouvel Observateur

Vous êtes trop bon monseigneur !

- Les petites retraites revalorisées au 1er avril "*comme prévu*" - AFP

Putain, qui a osé dire qu'ils ne tenaient pas leurs promesses ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi, écarté du pouvoir par l'armée le 3 juillet, va être traduit devant la justice pénale pour répondre des accusations d'incitation et d'exercice de la violence, a annoncé le procureur égyptien, dimanche.

Le procureur Hecham Barakat a ordonné le renvoi de Morsi et 14 autres membres des Frères musulmans pour "*avoir commis des actes de violence et avoir incité au meurtre et aux brutalités*", précise l'agence de presse officielle égyptienne.

Les actes d'accusation font référence aux exactions commises aux abords du palais présidentiel en décembre 2012, alors que des manifestants s'étaient rassemblés pour protester contre les nouveaux pouvoirs réglementaires que le chef de l'Etat s'était octroyés. Reuters 01.09

2- Libye

Le président du comité intérimaire de la haute sécurité nationale de la Libye a fait part d'une attaque à l'obus de mortier contre les locaux du siège du premier ministre.

Ce dimanche matin, des hommes armés ont pris pour cible de leurs obus de mortier contre le siège du premier ministre à Tripoli, capitale libyenne avant de prendre la fuite, a-t-on appris d'al-Youm al-Sabaa. Cette attaque n'a laissé de victimes. Les forces de sécurité se sont déployées sur les lieux, selon cette source. Depuis des mois qui se sont écoulés de la victoire de la révolution libyenne, ce pays n'a pas encore retrouvé le calme et la stabilité et certains endroits dont Tripoli et Benghazi et l'Est de la Libye sont toujours le théâtre des affrontements. french.irib.ir 01.09

3- Roumanie

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche dans toute la Roumanie pour défendre l'environnement et dire "*non*" aux gaz de schiste et à un projet canadien de mine d'or utilisant de grandes quantités de cyanure.

A Bucarest, 4.000 manifestants selon la gendarmerie, 7.000 selon les organisateurs, ont sillonné le centre-ville jusqu'au siège du gouvernement où ils ont scandé des slogans contre le projet de mine d'or de la société canadienne Gabriel Resources dans le village de Rosia Montana, en Transylvanie (nord-ouest).

"*Nous ne voulons pas de cyanure, nous ne voulons pas de dictature*" ou encore "*Unis, nous sauverons Rosia Montana*", scandaient les protestataires, dont de nombreux jeunes et des familles.

"*Le droit à un environnement sain est violé et nous protestons contre le fait que le gouvernement ait approuvé cette semaine un projet de loi spécial déclarant la mine d'intérêt national*", a-t-elle ajouté.

Ce projet va être soumis au Parlement qui tranchera, a indiqué le Premier ministre Victor Ponta.

Les manifestants ont accusé le gouvernement d'avoir trahi ses promesses en accordant des permis à la compagnie américaine Chevron pour l'exploration des gaz de schiste et en déclarant "*priorité nationale*" le projet minier.

La coalition de centre gauche du Premier ministre Victor Ponta s'opposait à ces projets avant d'arriver au pouvoir. Les manifestants ont aussi critiqué l'opposition et le président Traian Basescu pour leur soutien à ces projets.

La mine de Rosia Montana, qui pourrait produire jusqu'à 300 tonnes d'or, serait la plus grande d'Europe, selon la compagnie, et nécessiterait l'utilisation de 12.000 tonnes de cyanure par an en moyenne.

Des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs grandes villes du pays, de Cluj (nord-ouest) à Iasi (nord-est) en passant par Timisoara (ouest).

A Barlad, une petite ville du nord-est de la Roumanie, plus de 3.500 personnes ont défilé, dans deux cortèges, contre le projet d'exploration des gaz de schiste du géant américain de l'énergie Chevron.

De nombreux prêtres de l'église orthodoxe, religion majoritaire en Roumanie, étaient dans les cortèges.

"*Gaz de schiste = mort*", ont clamé des manifestants brandissant un cercueil dans le village de Banca, en banlieue de Barlad.

Chevron a obtenu en juillet des permis d'exploration des gaz de schiste dans trois villages de la région de Barlad avec l'ambition d'y développer ensuite l'extraction par fracturation hydraulique ou "*fracking*".

Cette méthode jugée dangereuse par les défenseurs de l'environnement consiste à injecter à très haute pression de l'eau mêlée à du sable et des produits chimiques pour libérer le gaz de la roche.

Chevron assure de son côté respecter "*les normes les plus élevées en termes de sécurité et d'environnement*".

"*Beaucoup de manifestants ne sont pas ici aujourd'hui seulement pour des raisons écologiques mais parce qu'ils ont l'impression d'avoir été trompés*" par les hommes politiques, a estimé le sociologue Mircea Kivu. AFP 01.09

Comment un gouvernement de gauche aurait trahi ses promesses, non, pas possible, en Roumanie aussi, partout en somme, à bas l'Internationale socialiste des capitalistes !

4- Sénégal

Le président sénégalais Macky Sall a limogé dimanche le Premier ministre Abdoul Mbaye à peine plus d'un an après avoir nommé cet ancien banquier sans étiquette à la tête du gouvernement, a annoncé le porte-parole de la présidence.

La raison de ce départ n'a pas été communiquée.

Son remplaçant, ainsi qu'un nouveau gouvernement, seront nommés sous peu, a déclaré le porte-parole de la présidence, Abou Abel Thiam.

Abdoul Mbaye, 60 ans, avait été nommé Premier ministre en avril 2012. Après avoir fait des études de commerce en France et au Sénégal, il avait travaillé à la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'ouest (BCEAO) à Dakar. On lui attribue le mérite d'avoir redressé plusieurs banques privées au Sénégal.

Macky Sall avait remporté l'élection présidentielle très disputée de mars 2012 contre le président sortant Abdoulaye Wade, sur un programme de lutte contre la pauvreté et la corruption. Reuters 01.09

Haut de page

Le 3 septembre 2013

CAUSERIE

On ajoutera une douzaine de nouveaux articles ce soir, comme pratiquement tous les jours.

Depuis que Hollande a été élu nous tirons à boulets rouges dessus ainsi que le PS. Si parfois nous avons fait dans l'exagération, c'était parce que nous savions que le pire était à venir, nous voulions vous mettre en condition pour affronter cette situation. Vous avouerez tout de même qu'en réalité c'était tout à fait justifié. Ensuite nous avons réglé son compte à l'illusionniste, au charlatan Mélenchon, au tribun plus populiste que populaire. Maintenant c'est au tour des micro-partis qui gravitent autour du PS et du PCF tels des appendices putréfiés qui pendent lamentablement à leur basques.

Nous ne ferons pas dans la dentelle, parce qu'aujourd'hui c'est un luxe que les syriens ne peuvent pas s'offir. Nous n'en avons pas envie, nous enrageons comme bien des travailleurs et des militants, et nous n'avons aucune raison de prendre un ton léger pour parler de choses graves, terribles quand on doit les subir au quotidien, la guerre.

Une camarade me disait il y a quelques jours qu'elle était prise de tremblement rien que d'y penser, que cela la rendait folle alors qu'elle vit tranquillement en France, nous n'avons donc aucune raison d'épargner ces partis, ils ont pris leur responsabilité, nous assumerons les nôtres jusqu'au bout. Nous devons garder notre sang froid et demeurer lucide, souvenez-vous, combien de fois nous avons dit qu'il fallait regarder la réalité en face aussi terrible soit-elle, que nos dirigeants s'y refusaient, certains ont dû se dire que j'étais gonflant à rappeler cette évidence, je ne me posais pas en donneur de leçons, je voulais juste vous tenir en éveil

pour que vous ne soyez pas surpris le jour où nous sortirions l'artillerie lourde pour les pilonner, car ils parlent en notre nom, nous sommes les otages de ces tout petits partis, certains en ont conscience d'autres non, nous nous ferons davantage l'écho de ceux qui en ont conscience et tant pis pour les autres, ils n'auront qu'à essayer de prendre le train en marche et de suivre, rien ni personne ne nous fera taire ou renoncer au combat que nous menons pour notre émancipation, pour le socialisme. C'est la guerre, donc nous emploierons le langage de la guerre.

Cette camarade qui a à peu près mon âge, entre 50 et 60 ans, m'a dit aussi qu'elle n'en avait rien à foutre des retraites, des salaires (elle est à peine au-dessus du smic) et de tout le reste, la guerre m'a-t-elle dit, quand il y a la guerre toutes ces questions n'existent plus, tu n'y penses plus, c'est marrant elle causait comme une Syrienne, cela m'a bouleversé, je me suis dit qu'elle avait raison, que dans l'attente du déclenchement de ces effroyables bombardements on était tous Syriens ou Syriennes, que plus rien d'autres n'avait d'importance, et que pour être à la hauteur de nos responsabilités on devait mener cette guerre à Hollande et au PS, à tous les partis qui soutiennent le régime.

Je me fais l'écho d'un discours que m'a tenu un autre camarade au téléphone. Chacun a besoin de se lâcher, de se soulager car la pression est énorme sur la tête des militants, on le comprend. Moi je suis tranquillement installé en Inde, peut-être plus pour très longtemps...

Hollande et sa cour sont des ordures finies, ils n'appartiennent pas à l'espèce humaine, certains le découvrent effarés, ils sont déboussolés, terriblement choqués, même sans avoir d'illusion dans Hollande et le PS, ils ne s'imaginaient pas qu'ils puissent se conduire comme les pires dictateurs de l'histoire, et vous êtes encore loin d'avoir tout vu en la matière, c'est la pire pourriture qui soit, socialistes, libres penseurs, francs-maçons, on vous avait prévenus, n'est-ce pas, vous vous souvenez on passait pour des gauchistes, des extrémistes, les faits nous donnent une nouvelle fois raison, on va finir par en faire un complexe !

On vous avait dit aussi que les partis ouvriers et les syndicats s'emploieraient à cadenasser le mouvement ouvrier si Hollande était élu, comme en 81 avec Mitterrand, vous en avez la preuve sous le nez. Vous me direz qu'après le TSCG et l'ANI, en principe vous deviez l'avoir compris : quoi qu'ils fassent aucun parti n'a rompu avec Hollande, le PS et les appareils vendus des syndicats, le PS et le FdG, les appareils ne rompront jamais avec le capitalisme et les institutions et le POI, le NPA et LO ne rompront jamais avec eux, ils sont reliés par un seul fil, le même fil : le régime qu'ils soutiennent. Simple constat. Amer, sans doute. Si au moins cela débouchait sur une recomposition du mouvement ouvrier on serait rassuré, mais rien n'est moins sûr jusqu'à preuve du contraire, hélas !

Ils ne savent pas ce qui s'est passé dans la banlieue de Damas le 21 août dernier, nous, nous avons très bien compris ce qui se passe.

Ils se prononcent contre la guerre... tout en fournissant des arguments au camp de la guerre.

Souvenez-vous de ce que nous écrivions il n'y a pas si longtemps : au premier coup de canon, ce sera la débandade, ils éclateront, ils se volatiliseront, ils déserteront...

De qui parlent-on ici ? De tous les partis ouvriers en France sans exception.

Récapitulons.

Les uns laissent planer un doute sur la responsabilité du régime syrien dans l'emploi d'armes chimiques le 21 août dernier dans la banlieue de Damas. Pourquoi ? En quoi la réponse à cette question devrait-elle changer quelque chose, sinon à justifier une riposte militaire occidentale au cas où cette attaque serait imputée au régime ?

Ils peuvent ensuite affirmer qu'ils sont opposés à toute intervention militaire occidentale contre la Syrie, dès lors qu'ils se placent sur le même terrain que les ennemis de la Syrie en reprenant à leur compte l'argument qui selon eux la justifierait, cela revient à leur laisser les mains libres pour agir, c'est un soutien au camp de la guerre impérialiste contre le peuple syrien

Pour les autres, d'emblée et sans la moindre preuve, il ne fait aucun doute que le régime syrien porte la responsabilité de cette attaque chimique, dès lors ils n'ont jamais été contre toute intervention militaire occidentale contre la Syrie, au contraire ils en acceptent la perspective à condition qu'elle soit légitimée par l'ONU ou leur Parlement, deux institutions illégitimes, ainsi ils se situent dans le camp de la guerre impérialiste contre le peuple syrien

Enfonçons le clou.

Pendant que la gauche et l'extrême gauche se fendent de déclarations ou communiqués alambiqués laissant supposer que le régime syrien aurait pu utiliser des armes chimiques contre la population civile, désertent en réalité, capitulent honteusement laissant les mains libres au camp de la guerre, on a peine à y croire, on s'étouffe, c'est le camp de la réaction, de la droite et même de l'extrême droite qui se mobilise et fournit des arguments prouvant l'innocence du régime syrien ou démontant la

grossière machination mise au point par Washington, Riad et Tel-Aviv pour justifier une offensive militaire contre la Syrie. Assad n'était pas assez dingue pour commettre cette grossière erreur qui aurait correspondu à un suicide, à son arrêt de mort, pour nos dirigeants prononcer l'arrêt de mort du mouvement ouvrier n'est pas vraiment un problème.

Pour nous, militants ouvriers marxistes-léninistes, communistes ou trotskistes, faut-il ajouter révolutionnaires et internationalistes, farouchement anti-impérialistes, il ne fait aucun doute que ce sont les phalangistes islamistes agissant pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste qui ont commis cet effroyable crime afin de l'imputer à l'armée nationale syrienne et déclencher ainsi une riposte militaire des Américains et de leurs alliés.

Nous défendons le droit du peuple syrien à son auto-détermination et nous soutenons l'unité et la souveraineté de la Syrie et de son peuple qu'incarne le président Bachal Al-Assad dans lequel se reconnaissent l'immense majorité des Syriens. Ainsi, en adoptant cette position, nous nous plaçons inconditionnellement au côté du peuple syrien et non contre le peuple syrien.

La Syrie est un Etat indépendant et souverain qui n'a attaqué aucun Etat, aucun peuple.

L'ennemi des populations laborieuses françaises, britanniques, américaines est dans leur propre pays, c'est leur propre bourgeoisie ou leurs propres capitalistes, leur propre gouvernement, leurs propres institutions, leur propre Constitution qui a pour corollaire leur propre exploitation et oppression ainsi que les peuples des pays dominés, des pays riches en matières premières partout dans le monde pour le compte de l'oligarchie financière qui contrôle les plus importantes banques, multinationales, le cours des monnaies, des taux de change, des valeurs cotées en Bourse, les médias, qui impose mille privations, souffrances et guerres à tous les peuples de la planète.

Les Etats qui entendent imposer leur loi à la Syrie sont ceux qui se sont rendus coupables des plus effroyables crimes et boucheries de toute l'histoire de l'humanité depuis des siècles, et ils entendent continuer. Il ne se passe pas un jour sans que la dictature américaine commettent de nouveaux crimes quelque part dans le monde, en Afghanistan, au Yémen, au Pakistan, de même, quotidiennement l'Etat sioniste persécute les Palestiniens sans qu'aucun Etat n'intervienne, leur morale et leur sens de la justice s'arrêtent aux frontières de cette monstruosité qu'est Israël.

L'enjeu de cette agression contre le peuple syrien est financier et politique. On dit aussi géostratégique ou géopolitique. Elle a été planifiée conformément à une stratégie que les banquiers anglo-saxons-sionistes ont défini de longue date, qui consiste à contrôler toutes les richesses produites dans le monde, et pour se faire soumettre tous les Etats à leur politique, instaurer un contrôle totale sur la population, qui conduit à concentrer tous les pouvoirs entre leurs mains de façon à pouvoir imposer une dictature mondiale dont ils seront les maîtres ou les monarques absolus, c'est leur objectif politique.

Pourquoi associons-nous toujours ou très souvent le sionisme à l'impérialisme anglo-saxon ? Pas seulement parce que les principaux banquiers de la Fed (et au-delà) sont sionistes, des juifs qui se sont convertis au christianisme ou qui ont renié le judaïsme ou encore qui s'en servent comme couverture pour couvrir leurs crimes, y compris contre les juifs, mais parce que c'est le lobbying sioniste très puissant aux Etats-Unis qui détermine en grande partie la politique de ce pays, d'où quelque part l'embarras actuel d'Obama sous l'effet de cette extraordinaire pression qui peut se faire menaçante.

Pour ces banquiers et le lobbying sioniste, la politique étrangère du gouvernement des Etats-Unis ne doit pas servir les intérêts des Américains, mais ceux d'Israël, autrement dit leurs propres intérêts et rien ni personne d'autres, en dernier lieu elle doit coïncider avec leur stratégie politique et l'établissement d'un gouvernement mondial qu'ils dirigeraient, tout le reste ne les intéresse pas.

Ils sont si puissants qu'ils ont réussi à orchestrer le coup d'Etat du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, ce qui signifie qu'ils contrôlent la CIA et le Pentagone, le commandement de l'armée américaine. On pourrait en déduire qu'ils détiennent tous les pouvoirs et peuvent faire ce qu'ils veulent quand ils le décident, en réalité les choses sont plus compliquées que cela, ce qui explique d'ailleurs leur volonté d'attaquer la Syrie pour ne pas avoir réussi à faire capituler Assad par un moyen disons pacifique ou à le dissuader de rejoindre leur camp ou de céder sa place par des moyens diplomatiques et financiers.

Leur problème est davantage à l'extérieur qu'à l'intérieur des Etats-Unis. Les peuples demeurent insoumis, ils réclament de nouveaux droits, défendent ceux qu'ils sont parvenus à acquérir par leur lutte de classe, leurs besoins ne cessent d'augmenter, alors que l'oligarchie s'accapare toujours plus de richesses, la crise du capitalisme ne permet pas de faire face à cette équation qui devient un danger mortel pour eux, il leur faut donc piétiner la démocratie, guerroyer pour les soumettre à leur dictature, ce qui n'est pas sans rencontrer de nombreux obstacles. Ils bénéficient de la complicité du mouvement ouvrier corrompu pour mener à bien leur affaire, jusqu'au jour où de nouveaux courants politiques voient le jour et parviennent à rassembler les masses autour d'eux, cela prend du temps, beaucoup de temps, trop de temps même, une course contre la montre est engagée entre le camp du socialisme et celui de la barbarie qu'incarne l'idéologie néolibérale qui rappelons-le a été mise au point par des sionistes, le sioniste n'est rien d'autre que la théologie du néolibéralisme.

Les travailleurs et les militants doivent impérativement savoir pour comprendre ce qui se passe vraiment, ce qui se trame dans leur dos et que leur taisent leurs dirigeants, à savoir qu'on n'est pas face à un processus inconscient et incontrôlé ou en présence

d'un ennemi qui se débattrait juste pour survivre ou surmonter les contradictions du capitalisme, maladroitement, férocement, cyniquement, non, on doit affronter une véritable machine de guerre qui a été conçue pour broyer tous les peuples, broyer tous leurs droits sociaux et politiques, condition à remplir pour que notre ennemi puisse assurer sa survie, asseoir définitivement son pouvoir politique, il s'agit donc d'une lutte à mort et sans merci qui ne comportera à l'arrivée qu'un vainqueur et un perdant, sans rémission cette fois.

Ce que nous avons à affronter c'est une stratégie bien arrêtée qui doit signer notre arrêt de mort, notre défaite définitive, l'impossibilité de conquérir notre émancipation, de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, et la mort de la liberté porte un nom : dictature.

A nous de savoir maintenant ce que l'on veut, soit on se rassemble pour construire ce foutu parti révolutionnaire pendant qu'il en est encore temps, soit on signe notre arrêt de mort.

On en revient là, cela vous étonne, vous allez peut-être penser qu'on fait une fixation sur ce facteur, que c'est une obsession de névrosé ou de dogmatique, pourtant on pense avoir prouvé qu'on n'appartenait pas à cette catégorie de militants, mais où vouliez-vous qu'on atterrisse, où ? Et ne me dites pas qu'on a déjà essayé cette solution, j'espère que vous ne pensez pas aux partis qui existent aujourd'hui et qui sont la honte de l'histoire du mouvement ouvrier, qui ont tous fait faillite. Nous avons tout essayé sauf le parti tel que nous le concevons, sur la base des principes du léninisme mais adapté aux conditions de notre époque, en définissant une stratégie qui tiennent compte des spécificités de la société telle qu'elle existe aujourd'hui et surtout de la stratégie de notre ennemi. Nous n'avons jamais été capable d'organiser les masses, des ouvriers, de simples employés, qu'on ne nous raconte pas d'histoires.

Communiqué commenté de la CGT du 28 août 2013

- Le bilan de ces affrontements est effroyable et il est de la responsabilité de l'ONU de rechercher d'urgence les solutions pour arrêter les massacres et éviter un embrasement régional qui pourrait avoir des conséquences dramatiques pour la paix dans le monde.

(Ils s'en remettent à l'ONU qui a légitimé toutes les guerres impérialistes depuis sa création, le génocide du peuple palestinien. - ndlr)

La population syrienne ne peut être prise en otage alors qu'elle n'aspire qu'à vivre en paix et souhaite voir la démocratie s'instaurer dans le pays.

(Qu'est-ce à dire ? Ils nient que l'immense majorité de la population soutient le régime dans sa guerre contre les contras. Ensuite, ils reprennent à leur compte le discours qu'Obama ou la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes en France qui estiment qu'il serait possible d'instaurer une démocratie dans un pays dominé ou sous-développé, alors qu'elle n'existe même pas en France ! - ndlr)

La France ne doit pas participer à des initiatives de ce type mais elle s'honorerait à faire jouer son poids sur le plan international, pour imposer un cessez-le-feu et un règlement négocié au conflit syrien entre tous les belligérants pour l'instauration d'une réelle démocratie dans le pays.

(Impossible, et puis c'est uniquement aux Syriens de décider de leur propre sort. - ndlr)

De nombreuses pressions peuvent être exercées sur le régime pour le contraindre à s'asseoir à une table de négociation sans l'utilisation de moyens militaires qui ajouteront encore à la détresse de la population et ne seront qu'une escalade de plus dans les affrontements en cours.

(Ce serait le régime qui serait à l'origine de cette guerre, de sa poursuite depuis deux ans, agressés par des dizaines de milliers de mercenaires étrangers armés, il aurait dû renoncer à l'emploi de moyens militaires pour les combattre et défendre la souveraineté de la Syrie. Bref, c'est le régime qui est responsable de la situation actuelle, il est donc normal de le "*punir*". - ndlr)

Une vidéo.

Syrie : les « *rebelles* » tirant des obus chimiques - Proof That Syria Rebels Using Chemical Weapons - Publié le 25 août 2013

http://www.youtube.com/watch?v=cbOZBODPU64

En très bref...

- Mikhaïl Gorbatchev opposé à une intervention en Syrie...

- Washington : manif anti guerre devant la Maison Blanche....

Fabrication de preuves.

A la question : Qui, les preuves, ils sont incapables de répondre, d'en fournir qui impliquerait le régime syrien dans l'attaque du 21 août dernier, leur dernière trouvaille serait que des Etats lui auraient vendu des substances chimiques permettant de fabriquer des armes chimiques, secret de polichinelle qui ne répond pas à la question posée, rien ne prouve qu'il les aurait utilisées ce jour-là.

Affirmation gratuite et criminelle.

- L'attaque chimique perpétrée le 21 août par le régime syrien aurait fait "au moins 281" morts - LePoint.fr

- L'attaque chimique du 21 août près de Damas a été perpétrée par le régime syrien et a fait "*au moins 281*" morts, notamment parmi la population civile, selon des informations des services de renseignement français rendues publiques lundi par le gouvernement. - LePoint.fr 02.09

En réalité ils ne possèdent aucune preuve.

On voit monter en première ligne les services de renseignement français et américains, alors qu'en réalité ce sont les services israéliens, tsahal, qui leur a tendu la perche en prétendant avoir intercepté une ou des conversations entre militaires syriens prouvant que c'était bien eux qui avaient utilisé un gaz le 21 août.

J'ai recontacté Thierry Meyssan en lui demandant de mettre l'accent sur cet élément, car en dernier recours c'est le dernier argument qu'ils vont utiliser, tous les autres étant tombés à l'eau. C'est extrêmement important de relier ce qui est en train de se passer à l'Etat sioniste qui en est à l'origine, on s'en explique en détail plus loin. Cela prouve que c'est une machination, un coup monté pour abattre le régime syrien, avant de s'attaquer au Liban puis à l'Iran.

Commentaire d'internaute.

1- "*Leurs preuves ça fait penser à Collin Powel à la tribune de l'ONU avec ces fioles soi-disant de gaz provenant des stocks de Saddam.*"

Exactement, on a les preuves (témoignages oraux de djihadistes repentis ou de leursparents ou proches auxquels ils sont confiés, vidéos tournées par eux-mêmes, reportages réalisés par des journalistes syriens acceompagnant de militaires de l'armée nationale syrienne.) que les djihadistes étaient en possession de bonbonnes de gaz et de toutes sortes de matières chimiques permettant de fabriquer des armes chimiques.

- "*Au moins 281" morts pour la France et au moins "1429 morts" pour les USA... qui dit vrai? Ca sent vraiment l'arnaque tout ça.*"

- "*Chacun donne son chiffre , c'est du n'importe quoi : 281, 354, 1429 ...*"

Vous savez pourquoi ? Parce que maintenant il parle à Washington d'utilisation d'armes de destruction massive, 1429 morts cela fait plus sérieux que les 281 ou 354 avancés par diverses sources. C'est comme le coup du 11 septembre 2001, deux avions qui s'écrasent sur le WTC en faisant quelques dizaines ou centaines de morts, ce n'est pas suffisant, les plastiquer et arriver à des milliers de morts, c'est déjà plus consistant, plus sérieux pour envisager la suite, la guerre permanente à tous les Etats qui ne se plient à leurs exigeances économiques et politiques.

Vous savez qu'on peut se procurer en quincaillerie les produits chimiques nécessaire à la fabrication d'une bombe et que sur Internet figure le mode d'emploi pour en fabriquer une du genre de celle utilisée récemment à Boston.

Par ailleurs, la plupart des produits chimiques entrant dans la compostion des armes chimiques sont utilisés dans de nombreux domaines, en médecine, en agriculture, dans l'industrie, ils nous font ici le même coup que l'usage du nucléaire iranien à des fins civils.

A court d'argments, ils tentent d'en fabriquer, mais la formule est éventée.

- Londres aurait autorisé la vente de gaz chimique à la Syrie en 2012 - Lemonde.fr

Le quotidien britannique The Independent a révélé que le gouvernement britannique a autorisé une entreprise, le 17 janvier 2012, à livrer à la Syrie du fluorure de sodium et de potassium. Il s'agit de substances chimiques pouvant servir à créer des

agents neurotoxiques similaires au sarin, du gaz que le régime de Damas aurait utilisé contre la population syrienne.

Le ministre du commerce Vince Cable a reconnu dans une lettre écrite l'année dernière mais publiée seulement maintenant que cette autorisation, était restée valable pendant six mois. Mais les livraisons n'avaient en fin de compte pas été finalisées. Le ministère précise toutefois que "*ces agents chimiques étaient destinés à une utilisation civile*".

C'est d'ailleurs ce qu'a révélé la Suisse suisse lundi. Le régime de Damas aurait tenté d'approcher des fabricants suisses par le biais de sociétés écrans, avant que Berne ne soit alerté de la manœuvre par "un pays partenaire".

Le gouvernement suisse a précisé avoir rejeté à quatorze reprises l'exportation de matériel sensible à destination de Damas, lors des quinze dernières années.

Selon une porte-parole du secrétariat d'Etat à l'économie, le matériel en question - une pompe à vide, des valves et un bioréacteur - aurait pu permettre de mettre au point des armes de destruction massive. "*Il y avait des raisons de [le] croire*", a-t-elle précisé. Lemonde.fr 02.09

S'ils le disent, il faudrait les croire, comme Bush ou Cheney !

En titre

- Syrie : Ayrault promet aux parlementaires une "*transparence totale*" - LePoint.fr

- Syrie: Ayrault tente de convaincre du bien-fondé d'une action - AFP

- Syrie : "*preuves*" à l'appui, le gouvernement veut convaincre d'agir - LeMonde.fr

- Syrie : Ayrault assure que la France n'agira pas "*seule*" - Francetv info

- Syrie :l'opposition reste prudente face aux preuves - LeFigaro.fr

- Syrie: les députés UMP réticents à un engagement de la France en l'état - LeFigaro.fr

- Le chef de l'Otan sûr que l'attaque chimique est le fait d'Assad - Reuters

- Syrie : la France diffuse six vidéos sur l'horreur d'une attaque chimique Francetv info

- L'attaque chimique perpétrée le 21 août par le régime syrien aurait fait "*au moins 281*" morts - LePoint.fr

... du coup...

- Syrie : Guigou et Rebsamen ne voient pas l'utilité d'un vote - Le Nouvel Observateur

Rappel : Guigou fait partie de la Commission Trilatérale présidée par... Rockefeller...

Commentaire d'internaute

1- "Attaque chimique , c'est sûr mais qui est responsable ?

On a déjà vu des groupes tuer les leurs afin de faire accuser l'autre.. Je n'ai confiance en personne là-bas."

Vous avez raison ce sont des barbares, comme ceux qui nous gouvernent ajoutons.

2- "La propagande Socialiste est en marche pour nous conduire à la guerre !

Pas besoin de longs discours pour que le peuple soit persuadé que l'arme chimique sur les populations est une Horreur !

La vrai question est de savoir qui a réellement lancé cette attaque chimique ! Hollande et sa clique, comme Obama ou Cameron n'ont aucune preuve convaincante que ce soit assad, surtout que d'autres pays dont la Russie prétendent le contraire ...

Et sans mandat de l'ONU, Hollande n'a aucune légitimité à lancer une attaque quelconque, même comme premier toutou d'Obama !

Les Français devraient se mobiliser dans les rues pour bloquer le cycle infernal de la guerre moyen grossier de Hollande pour tenter de cacher la catastrophe de sa politique intérieure !"

3- "*Oui, ça prouve que des armes chimiques ont été utilisées, mais ça ne prouve pas que ce n'est pas les rebelles qui les ont utilisées !*"

Bravo pour votre perspicacité !

Qui a dit que cela n'avait aucune importance de savoir ou non que notre ennemi agissait selon une stratégie ?

- Le Trésor américain accusé d'avoir vendu le monde aux banquiers SA . - Rue89/wikistrick 26.08

Commentaire publié à la suite de cet article publié dans la rubrique Articles de presse.

Quand on croit que le monde est gouverné à l'aveuglette par des gens qui peuvent commettre de graves erreurs ou imprudences, on se dit qu'on est mal gouverné, que les choses pourraient aller mieux mais pire aussi, on est disposé à prendre son mal en patience ou à leur trouver des excuses en estimant que personne n'aurait peut-être fait mieux à leur place.

Mais lorsque qu'on sait qu'ils suivent une stratégie et que c'est délibérément qu'ils nous pourrissent la vie, là on change de registre, on n'est plus vraiment enclin à faire preuve de patience ou de compréhension, cela change du tout au tout le regard que l'on portait jusqu'à présent sur la situation.

Est-ce que vous saisissez l'extrême importance de dévoiler cette stratégie (néolibérale) aux masses ? Demandez-vous aussi pourquoi les dirigeants du POI, du NPA et de LO s'y refusent obstinément ? Je vous laisse vous poser les questions suivantes qui coulent de source.

ACTUALITE EN TITRES

Bravo ! Chez nous la courbe est inverse !

- Souscription UMP: 10,9 millions d'euros et 45.000 nouveaux adhérents - AFP

Intox

- Italie: entrée en vigueur d'une taxe sur les transactions à haute fréquence - AFP

L'esclavage, c'est leur truc !

- Berger place la rentrée de la CFDT sous le signe de l'emploi - Liberation.fr

... mais...

- Baisse du coût du travail: la CFDT condamne le discours du Medef - L'Expansion.com

Explication. L'emploi à n'importe quelles conditions, ils savent faire en signant des accords scélérats sanctionnant la précarité, quant au coût du travail ou la hausse des salaires, là ils ne savent plus comment faire, laissent faire, résultat : des emplois à bas coût, la revendication du patronat est satisfaite.

Vous voyez que les syndicats jaunes et traitres servent à quelque chose, mauvaises langues !

Parole trahie d'un imposteur.

- Rentrée scolaire: Jean-Marc Ayrault loue l'enseignement professionnel -L'Express.fr

- Marseille: un enseignant se suicide, mettant en cause l'évolution du métier -AFP

Un professeur d'électronique d'un lycée marseillais a mis fin à ses jours dimanche, "*le métier tel qu'il est devenu*" ne lui étant "*plus acceptable en conscience*". AFP 02.09

Tout est under control.

- Halte à la mystification : la crise n'est pas terminée, et les Français vont continuer à en souffrir - Atlantico.fr

- Les principales Bourses européennes se reprennent - Reuters

- La crise au secours du climat ? -Liberation.fr

Selon le cabinet Carbone 4, les émissions totales de gaz à effet de serre (GES) liées à la consommation des Français ont stagné depuis 5 ans. Liberation.fr 02.09

Chouette des hausses de salaires en perspective et la paix sociale !

- Le bénéfice de la RATP en forte hausse -LeMonde.fr

- La RATP pour une hausse du prix des amendes -Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afghanistan

Au moins, 74 chars et camions des troupes américaines déployées, en Afghanistan, ont été détruits par les effectifs des Talibans, selon leur Porte-parole, Zabihollah Modjahed.

L'opération de lundi des Talibans contre une grande base américaine, à Tourkham de Nangarhar, dans l'Est de l'Afghanistan, a provoqué 12 explosions, détruisant 74 chars et camions, sans savoir le nombre des pertes en vie humaine occasionnées par cette attaque. french.irib.ir 02.09

SOCIAL

Afrique du Sud

Dès grèves affectaient lundi les secteurs de la construction et de l'industrie automobile, tandis que des dizaines de milliers de salariés des stations-service se préparaient à se joindre au mouvement, ont annoncé les syndicats et les employeurs.

Les quelque 72.000 employés des stations-service ont quant à eux indiqué qu'ils voulaient engager d'ultimes négociations avant de débrayer, a annoncé le syndicat Numsa.

S'ils se mettaient en grève, les employés à la pompe priveraient de carburant les consommateurs.

"*Nous aurons des discussions avec les employeurs mercredi et jeudi. Si rien n'en sort, la grève sera lancée le 9 septembre*", a précisé le porte-parole de la Numsa Castro Ngobese.

Dans le secteur de la construction elles continuaient à paralyser l'activité dans la plus grande économie d'Afrique après que plus de 45.000 salariés du secteur ont débrayé, selon une porte-parole du secteur.

"*Entre 39 et 55% des travailleurs ne se sont pas présentés sur leur lieu de travail, du coup les entreprises sont affectées dans tout le pays*", a indiqué la Fédération sud-africaine des Ingénieurs Civils et Entrepreneurs, a précisé Mme Annemie Cowley.

Le syndicat the National Union of Mineworkers (NUM), qui représente également les travailleurs de la construction, a rejeté une offre de 10% d'augmentation de salaire pour les ouvriers non qualifiés, estimant que cette augmentation était trop faible.

Selon le porte-parole de la NUM Lesiba Seshoka, cité par l'agence Sapa, "*il n'y a pas de reprise du travail en vue tant que les employeurs n'auront pas accepté nos revendications*".

Quelque 30.000 travailleurs du secteur automobile ont maintenu leur leur mouvement qui a paralysé cette industrie, exigeant au moins 10% d'augmentation de salaire pour les trois prochaines années.

Le patronat offre une augmentation de 10% pour la première année, mais moins pour les années suivantes.

Entretemps, les salariés des mines d'or vont se mettre en grève mardi soir après l'échec des négociations menées avec la Chambre des mines.

Sept mines d'or ont proposé des augmentations de 6,5%, mais les syndicats rivaux avaient demandé des augmentations allant de 60 à 150%.

Pour sa part, le géant minier Anglo American Platinum a licencié lundi 3.300 salariés dans le cadre de sa restructuration.

Les instances du syndicat majoritaire de cette mine, la Association of Mineworkers and Construction Union (AMCU), étaient réunies pour discuter d'une action inter-sectorielle, a déclaré à l'AFP son président, M. Joseph Mathunjwa. AFP 02.09

Haut de page

Le 4 septembre 2013

CAUSERIE

Un premier jet à midi heure locale, en Inde, la suite plus tard, dont une vingtaine de nouveaux articles.

Tout est dit ici. A défaut de preuves introuvables contre le régime d'Assad, un "*faisceau de présomptions*" suffira pour justifier la guerre contre le peuple syrien. Nous sommes déjà sous une dictature mondiale.

"*Il ne sert à rien d'attendre des preuves irréfutables de l'implication de Damas, car elles n'arriveront jamais (...). En revanche, il existe un tel faisceau de présomptions qu'il ne fait aujourd'hui aucun doute que le régime syrien est à l'origine de l'attaque chimique de la Ghouta.* " Olivier Lepick, spécialiste des armes chimiques à la Fondation pour la recherche stratégique. (Le Nouvel Observateur 03.09)

Lire plus loin l'extrait de cet article.

DÈRNIERES INFOS SUR LA SYRIE

No war against Syria !

- Les Américains sont opposés à une attaque en Syrie - Libération.fr

Les Américains apparaissent largement opposés à des frappes de leur pays contre le régime syrien, révèlent deux sondages (Pew Research Center et ABC/Washington Post) publiés mardi, au moment où l'administration Obama mène campagne pour obtenir un feu vert du Congrès pour lancer une telle opération. Libération.fr 03.09

L'oligarchie financière sioniste décide la guerre.

Peu importe, la guerre contre la Syrie est quasiment actée, le cartel des banquiers sionistes de la Fed qui contrôlent les institutions américaines en ont décidé ainsi. N'avaient-ils pas déjà décidé des précédentes et au-delà tout au long du XXe siècle ?

- Les dirigeants du Congrès soutiennent Barack Obama sur la Syrie - Reuters 03.09

Près d'une semaine avant la rentrée du Sénat, la commission des affaires étrangères du Sénat américain est parvenue, mardi 3 septembre, à un accord sur un projet d'autorisation de l'usage de la force armée en Syrie.

Le projet fixe une limite de 60 jours à une éventuelle intervention militaire en Syrie, avec la possibilité d'une prolongation unique et sous conditions de 30 jours. Il interdit également l'envoi de troupes au sol.

Cette version du texte remplacerait celle envoyée au Congrès par la Maison Blanche samedi, et qui était considérée comme donnant trop de latitude au président.

"*La commission des affaires étrangères du Sénat a élaboré une autorisation du recours à la force militaire qui reflète la volonté et les inquiétudes des démocrates et des républicains*", a annoncé le président de la commission, le démocrate Robert Menendez, dans un communiqué.

La résolution "*n'autorise pas l'utilisation des forces armées américaines sur le sol en Syrie dans le but d'opérations de combat*", précise le document. L'intervention devrait, en outre, être "*limitée*", selon le texte de compromis.

Le texte sera soumis mercredi au vote des membres de la commission sénatiorale. S'il est adopté, il sera alors transmis en séance plénière au Sénat, qui reprend ses activités lundi prochain. lemonde.fr 03.09

Obama, chef de guerre al-qaïdiste !

- Un soldat de la marine américaine, dont la photo anonyme a été postée sur le compte Twitter @NewsNinja2012, et relayée sur le site Zero Hedge a écrit : «*Je ne me suis pas engagé dans l'armée pour me battre aux côtés d'al-Qaida dans la guerre civile syrienne*». Slate.fr 03.09

La dictature américaine championne du monde hors catégorie en matière de destruction massive à l'aide d'armes chimiques

Article réalisé à partir de l'article : Agent Orange, chronique 12 : Quand l'hôpital se fout de l'infirmerie. - Global Research, septembre 01, 2013

- 27 août 2013 : « *le président Obama pense que ceux qui ont recours aux armes les plus atroces contre les populations les plus vulnérables de la planète doivent rendre des comptes* », rapporte le secrétaire d'État, John Kerry, à propos des attaques chimiques en Syrie.

Le 10 août 1961, la dictature américaine inaugurait la guerre chimique contre tout un peuple, le peuple vietnamien

- Le 10 août 1961, les États-Unis ont commencé à pulvériser l'agent orange (Monsanto - Gates et Rockefeller parmi les principaux actionnaires - ndlr) au Viêt Nam, dans une campagne appelée «*Opération Ranch Hand* ». La pulvérisation a duré près de 10 ans (80 millions de litres - ndlr) et a abouti à la mort et l'invalidité de plus de 3 millions de Vietnamiens, y compris les enfants et petits-enfants de ceux qui furent directement exposés.

En outre, ce défoliant mortel a gravement endommagé l'environnement du Viêt Nam. Une superficie de 7,5 millions d'hectares fut pulvérisée affectant près de 26.000 villages et hameaux. De vastes zones contiennent encore des « *points chauds* » de contamination. (Source: Association vietnamienne des victimes de l'agent orange/ dioxine) Global Research 01.09

Pour une recomposition du mouvement ouvrier sur la base du socialisme.

Le seul avantage d'une telle situation, c'est qu'elle permet de remettre les pendules à l'heure, de régler nos comptes à la ribambelle d'opportunistes qui polluent le mouvement ouvrier, qui l'a pourri.

Comment manipuler les militants ou se faire passer pour ce qu'on n'est pas.

On ne l'a pas dit ,et c'était un tort croyant que cela allait de soi, si l'on condamne avec une telle véhémence les déclarations de tous les partis ouvriers, c'est parce qu'elle contiennent toutes un élément qui indique qu'ils ne feront rien pour mobiliser les masses et les rassembler contre les gouvernements français et américain pour empêcher cette guerre contre le peuple syrien.

Elles contenaient toutes un élément pioché dans le camp de la réaction qui ne peut que diviser ou décourager les militants.

Un simple mot, une courte expression, une brève référence, le tout très anodin, glissé dans un texte de 20 lignes ou plus, parfois plusieurs pages, mais qui pour le lecteur avisé que sont ceux qui nous gouvernement et leurs conseillers qui épluchent quotidiennement la presse et la littérature produite par tous les partis, fournit une indication précieuse au gouvernement sur l'état d'esprit et la détermination de leurs dirigeants à lutter contre une mesure annoncée par exemple...

Pour nous, il permet de dévoiler la véritable nature de ces dirigeants et de leurs partis. Il existe évidemment d'autres moyens pour y parvenir, là en l'occurence on traite un élément en temps réel, sur le fait, on a la preuve sous le nez ou en mémoire. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'on extrairait un élément de son contexte ou qu'on procèderait par abstraction, au contraire ce qui lui donne toute sa signification c'est justement qu'on mentionne à quel moment précis il apparaît, à côte de quoi il figure, en mentionnant la position qu'ils arborent, leur opposition à la guerre disent-ils, en réalité sous certaines conditions ou pas vraiment que révèle cet élément.

Le reste du temps, on réunit l'ensemble des éléments de même nature qu'on a récoltés au fil du temps ou qu'on a été pioché dans les archives, dans le passé, c'est ainsi qu'on peut se forger une conviction qui ne repose pas sur des éléments subjectifs, mais sur des faits, pour ensuite caractériser ces partis et leurs dirigeants.

Cette méthode est sans cesse utilisée par tous les partis, habituellement on la dénonce en évoquant leur double langage, en fait leurs dirigeants comptent sur l'ignorance, le manque d'attention ou la faiblesse du niveau théorique des militants qui n'y verront que du feu, rien quoi, donc qui loueront la prise de position de leurs dirigeants. C'est du domaine de la manipulation. On y reviendra une autre fois en expliquant comment ils interprétent la situation et pourquoi ils l'interprètent précisément de cette manière.

La gauche aussi pourrie que la droite, on vous l'avait bien caché ou minimisé, on pour les dirigeants trotskistes notamment.

On vous a caché que depuis un siècle, ce qu'il appelle la gauche, la gauche des capitalistes au pouvoir avait toujours été synonyme de guerre. Ce n'est pas seulement le capitalisme qui porte en lui la guerre, mais ses représentants quelque soit leur étiquette.

L'aventure franco-américaine en Syrie : Un remake de Mayssaloun - Mondialisation.ca, 01 septembre 2013

Extrait.

L'alignement de la France une tradition de la Gauche

- Le président français tient à « *punir* » le président Assad, le choix délibéré de ce mot est là pour blesser , on punit un élève, un être inférieur à soi. Curieusement les pouvoirs de gauche à une propension à casser de l'arabe et à le punir . Souvenons la gauche de Guy Mollet (SFIO) avec un certain François Mitterrand s'était illustré pour avoir à la guillotine 200 patriotes algériens pendant la révolution. A la même période s'alliant à la perfide Albion et avec l'aide d'Israël , ils partirent « punir » l'Egypte en 1956. Vingt cinq plus tard le même Mitterrand devenu président est allé guerroyer dans les sables irakiens en 1991. Il n'est donc pas étonnant que l'actuel président continue le sacerdoce en allant punir Bachar Al Assad. Mondialisation.ca 01.09

Quel palmarès ! Et ce n'est qu'une infime partie de leurs crimes.

Voilà le parti avec lequel on vous a appelé à réaliser le front unique, à voter pour leurs candidats pendant plus d'un demi-siècle. Et ceux-là osent se revendiquer du marxisme et du trotskisme, honte à eux ! Vous comprenez maintenant pourquoi ils ne tiennent pas à faire l'inventaire de la lutte des classes depuis 1940 ? C'est leur incurie politique, leur faillite politique qui serait dévoilée au grand jour.

Le Conseil national de la résistance et le premier gouvernement constitué à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ne fut pas en reste, cela les staliniens et gaullistes ne les ne s'en vanteront pas.

Georges Stanechy - http://www.legrandsoir.info/syrie-la-france-asservie.html

- Inaugurant une trentaine d'années d'occupation française, l'implacable application de La Loi du Plus Fort, dans la sauvagerie d'une colonisation méprisante face au Peuple Syrien qui jamais ne l'accepta. Révoltes multiples, répressions sauvages. C'est ainsi qu'en 1945, le lendemain de l'armistice de la 2° guerre mondiale, la France tirait encore au canon sur la population de Damas : Le 29 mai 1945, après dix jours de manifestations ininterrompues, les Français, sous l'ordre du général Oliva-Roget bombardent Damas pendant 36 heures d'affilée. Les morts et les blessés se comptent par centaines. (..) Il est vrai que l'encre à peine séchée de l'armistice du 8 mai 1945 avec l'Allemagne, la France tout juste libérée, nos Gouraud de l'époque couraient, fusaient dans tous les sens, pour « *reprendre en main notre empire colonial* » qui montrait quelques velléités d'indépendance. Ce furent des semaines et des mois d'atrocités depuis l'Indochine jusqu'au Cameroun, avec les sommets de l'horreur dans les tueries à Sétif en Algérie et à Madagascar. Des massacres de populations par dizaines de milliers. Le

Peuple Syrien ne put échapper à cette folie répressive. Mais, quelle que soit son appartenance ethnique et religieuse, il a toujours résisté. La France ne l'a jamais supporté. legrandsoir.info

Un rappel utile aux nostalgiques des "*jours heureux*" (M'PEP) !

Merci à la gauche, à l'extrême gauche, en particulier aux trotskistes, à tous les fourvoyeurs du socialisme qui ont voté ou appelé à voter Hollande et pour les candidats du PS, leurs satellites et leurs alliés.

En titre

- Syrie et ailleurs : les choix occidentaux sous influence des pétromonarchies du Golfe Alexandre Del Valle - Atlantico.fr -

- Obama : Bachar al-Assad doit «*rendre des comptes*» - Libération.fr

- Syrie : l'UMP exigera un vote si la France intervient sans l'aval de l'ONU - LeMonde.fr

Parole d'internaute

1- "*Sur ce qui s'est passé le 21 aout, pourquoi n'appliquez vous pas le même sens critique que sur les allégations occidentales ?*

Qu'il y ait eu des victimes de gaz, personnes ne le conteste. Mais dans quelles conditions ? Une attaque massive de l'armée régulière syrienne sur la zone est bien possible, avec des armements conventionnels, et un millier de morts ou plus avec un bombardement est très cohérent. Si au milieu de ca un accident en manipulant du gaz de combat est survenu chez les rebelles, gazant un certain nombres de victimes, la tentation peut être trop belle pour présenter l'ensemble des victimes (de l'attaque régulière) comme celle d'une attaque massive au gaz, alors que seules un nombre limité de victimes auraient été effectivement touché par du gaz... En dehors des protagonistes, personne ne peut aujourd'hui prétendre à une version irréfutable de ces évènements.

Ce qui est sûr, c'est que l'armée régulière Syrienne dispose d'un armement conventionnel puissant et peut sans problème raser un quartier sous les bombes, sans utiliser de gaz. Quel serait l'intérêt pour elle de pratiquer une attaque massive au gaz (à la diffusion toujours délicate à contrôler), en milieu ouvert et dense, faisant courir des risques aux populations qui soutiennent le régime ainsi qu'à ses propres troupes qui combattaient dans la zone rebelle à ce moment. C'est juste ridicule !

Il est également indiscutable que les rebelles ont à certaines occasions utilisé des armes chimiques, pourquoi n'y a t'il pas de « ligne rouge » pour eux ?

Ils ont également commis d'innombrables crimes de guerre, sinon contre l'humanité (massacre de civils, tortures et barbaries diverses qu'ils diffusent à profusion sur le net, chacun peut voir cela). Pourquoi ces crimes là seraient plus acceptables que ceux attribués au regime d'Assad ? "

2- "*Je m'attendais à du sérieux ; eux, le Gouvernement nous a servi rien d'autre que de la Propagande comme celle qui nous distillent depuis presque deux ans et demi mais aucune preuve ! Tous ces mois à diaboliser, à nier parfois l'évidence des massacres perpétrés par les Rebelles/Terroristes (des journalistes allemands ont fait leur travail d'investigation en montrant que la Violence n'était pas systématiquement ou l'Occident la situe, mais aussi abondamment chez ceux que nous formons, armons et légitimons dans leur tueries, mais qui nous combattons dans d'autres régions du Monde !). Le 27 Aug 2012 un site djihadiste turque affirme que des armes chimiques ont été trouvés dans une base de l'Armée loyaliste près d'Alep tombe dans les mains des Rebelles.*

Le 19 Mars 2013 une attaque à l'Arme chimique près d'Alep tue des civils et 16 soldats. Une condamnation de l'attaque au niveau Occidentale, aurait probablement calmé le jeu, mais l'Occident Coloniale, n'a rien vu ! HONTE ! Le Monde Occidentale a été hypocritement silencieux, pire, nos Gouvernements ont retardé de presque "cinq mois" l'arrivée des Inspecteurs de l'ONU ! Début du mois d'Avril la police turque avait arrêté un des nos protégé en possession de 5 kg de gaz sarin ! NSNBC international basé au Danemark, avait publié le 7 Juillet un Rapport le voici : les oppositions militaires et politiques soutenues par l'Étranger, planifiaient pour Aout et Septembre, une escalade politique et militaire contre la Syrie et que l'utilisation de l'arme Chimique justifierais alors, la demande pour une no-fly zone, l'ouverture de couloirs Humanitaires et une intervention Militaire !

SVP, n'oubliez pas que les USA ont usé et abusé de l'Arme Chimique (Agent Orange) pendant leur guerre au Vietnam, initié aussi, par un mensonge. La France n'a jamais soutenu une large coalition pour punir les USA de ce comportement INDECENT ! Deux poids deux mesures, comme d'habitude quand l'Occident est impliqué dans le DESHONNEUR !"

3- "*Je ne comprends pas cette propension aux mensonges et à la manipulation de l'opinion.*

C'est le mal du pouvoir, l'atavisme des dirigeants.

Quelle perversion de vouloir dissimuler la vérité à des fins politiques, pour se donner une stature internationale et marquer des points dans sa cote de popularité.

Mais que l'on dise la vérité, que l'on connaisse les tenants et les aboutissants de cette affaire. Que l'on nous explique ce qui se cache derrière, la motivation, l'enjeu stratégique géopolitique.

Nous sommes un peuple éduqué non ?

Je trouve que les élites de ce pays méprisent son peuple et ça c'est très dangereux !"

La réaction médiatique.

- Attaque chimique en Syrie : pourquoi l'article soupçonnant les rebelles n'est pas crédible - rue89.com 03/09/2013

Alors pourquoi ? C'est simple : "*Ces témoignages dessinent un scénario très différent de celui qu'avancent Barack Obama ou François Hollande*", c'est donc inacceptable. Mais encore : parce que c'est "*un article à charge contre l'Arabie saoudite*", un crime, puisque l'Arabie saoudite est l'allié n°1 des Américains depuis que le Qatar a été renvoyé aux vestiaires.

Boycott du Nouvel Observateur et de Rue89 !

Une vidéo.

Terroristes tchétchènes en Syrie - Publiée le 10 mars 2013
http://www.youtube.com/watch?v=aN0enezKkfs

Un rappel (http://www.lepartidegauche.fr)

- En 1988, la CIA aidait encore Saddam Hussein à organiser une attaque chimique contre l'Iran. En 2002, lors de l'affaire des courriers à l'anthrax, l'enquête, qui visait initialement les réseaux d'Al-Qaïda, s'arrêta vite quand on découvrit que le produit était issu des laboratoires de l'armée états-unienne (le coupable désigné se serait suicidé). En ce moment, l'Irak subit la pollution causée par les missiles à uranium appauvri utilisés par l'armée états-unienne. Ajoutons que la Syrie n'est pas le seul pays à n'avoir pas signé ou ratifié la convention de 1993 qui fait obligation de détruire les stocks d'armes chimiques. La presse va-t-en-guerre ne cesse de citer la Corée du Nord mais oublie souvent deux grands Etats de la région : l'Égypte et Israël. Deux pays alliés historiques des Etats-Unis…

Leur allié, ce sont les instutions politiques du capital.

PG - Notre allié c'est le droit - 02.09

Quel droit, celui du peuple syrien à disposer de lui-même ? Pas vraiment, aux différents impérialistes d'en décider à sa place :

-" *... Ensuite il faudra travailler à rapprocher les positions. Là encore, la France peut nouer un dialogue nouveau avec la Russie, à condition de ne pas soutenir comme l'a fait Hollande au dernier sommet de l'OTAN le projet états-unien de bouclier anti-missiles qui vise à la priver de sa capacité de dissuasion nucléaire.* "

Mais encore, de quel droit, dans quel cadre ? Mais celui de l'ONU voyons :

"*... Jamais jusqu'ici nous n'avions épousé la thèse selon laquelle l'utilisation du droit de veto reconnu par le droit international...*" lepartidegauche.fr 02.09

Echo de différents partis.

Tendance Claire du NPA

- Cela ne signifie aucun soutien à Bachar El-Assad et nous condamnons sans ambiguïté les prétendus partis révolutionnaires ou de gauche, issus généralement du stalinisme, qui soutiennent le dictateur au moment où il massacre son peuple en osant le présenter comme anti-impérialiste ou progressiste. Mais il est crucial que son renversement soit réalisé par le peuple syrien lui-

même, qui poursuit sa lutte héroïque malgré les manipulations dans ses propres rangs et la confusion extrême. http://tendanceclaire.npa.free.fr 31.08

Rappelons que selon la CIA, que l'on ne pourra pas accuser de collusion ou de complaisance envers Assad, a reconnu récemment que plus de 70% de la population syrienne soutenait la guerre que mène l'armée nationale syrienne contre les djihadistes qui détruisent le pays et se livrent à des massacres de civils, tout au plus les opposants au régime en janvier 2011 représentait 10% de la population, c'est un peu léger pour faire une révolution, on n'est plus au temps de Blanqui depuis quand disait Engels, juin 1848, mais bon, il y en a toujours pour avoir un certain retard à l'allumage.

Personnellement je n'ai trouvé aucun parti ou formation politique qui présentait Assad comme anti-impérialiste ou progressiste.

Autrefois, il suffisait qu'un parti dominé soit attaqué par un parti dominant pour qu'on en prenne la défense, sans se poser la question de savoir quel régime existait dans ce pays, forcément un régime bourgeois pas vraiment démocratique, généralement de type féodal ou semi-féodal, un brin esclavagiste ou dictatorial selon les critères d'aujourd'hui.

De nos jours, apparemment cette formule a fait son temps, nos internationalistes de salles de classe trient les Etats qui doivent être défendus contre une agression à visée impérialiste et ceux qui ne le méritent pas parce qu'il y aurait un dictateur ou un tyran à sa tête. Quand Marx et Engels soutèrent officiellement et pas en cachette pour ne pas se faire réprimander par des révolutionnaires d'opérette Bismarck et l'unité de la toute jeune nation allemande, les malheureux, ils devaient ignorer la personnalité du Kaïser qui était le plus farouche ennemi du socialisme, voila les fondateurs du socialisme scientifiques ravalés au rang de réactionnaires !

Pendant la Seconde Guerre mondiale en France, des militants de toutes tendances politiques se sont rassemblés pour lutter ensemble contre le régime de Vichy et le régime nazi, et les militants de gauches ou d'extrêmes gauches qui ont participé à ce combat n'étaient pas des salauds de vendus à la bourgeoisie ou au capital. Tout comme Marx et Engels le firent quand Bismarck retourna ses armes contre la République française, une fois la guerre terminée chacun repris le combat sur son terrain de classe respectif, sauf les sociaux-démocrates et les staliniens qui prolongèrent la partie... jusqu'à nos jours !

L'essentiel aujourd'hui pour les travailleurs syriens, c'est de sauvegarder l'indépendance et la souveraineté de leur pays qui constitue le cadre dans lequel ils pourront reprendre avec plus d'acharnement la lutte de classe contre le régime d'Assad, or lui seul incarne l'unité de la Syrie et est en mesure de rassembler autour de lui l'immense majorité des Syriens pour liquider les djihadistes et mettre fin à cette guerre et empêcher les Français et les Américains de le livrer aux barbares comme en Libye ou de lui réserver le même sort qu'en Irak ou les différentes communautés s'affrontent dans une guerre civile sanglante sans fin.

Personne d'autre qu'Assad n'est en mesure d'incarner l'unité de la Syrie ou des différentes communautés qui la composent, c'est ainsi et il faut faire avec. On n'a même pas à se lamenter en se disant que c'est regrettable, c'est un paradoxe de l'histoire voilà tout. On ne soutient pas Assad le dictateur, mais Assad le garant de l'unité de la Syrie, maintenant libre à ceux qui n'ont rien d'autres à faire que de se livrer à un amalgame malhonnête, cela leur retombera dessus un jour ou l'autre, ils n'ont déjà aucune crédibilité auprès des travailleurs.

On se trouve en présence de militants ultra dogmatiques qui prennent leurs désirs pour la réalité, qui refusent de prendre en compte les rapports entre les classes, qui tournent le dos systématiquement à la réalité, ils inversent l'ordre des priorités et finalement ne comprennent rien à rien ce dont ils font la démonstration lorsqu'ils affirment à propos d'Assad " *il est crucial que son renversement soit réalisé par le peuple syrien lui-même*", ce serait préférable effectivement, pure sophisme en réalité puisque le peuple syrien est très loin de réunir les conditions pour y parvenir, on se demande ce que cela vient faire dans l'analyse de la situation à ce stade, sauf à faire entendre une voix de plus qui souhaite le renversement du régime syrien au moment où l'impérialisme américano-franco-sioniste s'apprête à passer à l'action militaire pour y parvenir, c'est finalement mêler sa voix à la leur au pire moment qui soit, dans le genre opportuniste ce n'est pas mal.

Une formation qui s'intitule Communiste bolchevik, inconnue.

Eux aussi, comme Mélenchon et la confrérie des illusionnistes réunis, ils réclament le respect du "*droit international*" ou s'en remettent à l'ONU.

On ne l'a pas encore dit par manque de temps, on ne peut pas tout dire en une seule fois, la référence à l'ONU a une signification politique. Cette institution a été fondée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale à l'initiative des Etats-Unis, le grand vainqueur de la guerre, flanqué de quatre autres puissances impérialistes, France, Grande-Bretagne, Chine et Russie, qui ont constitué le Conseil de sécurité qui n'a absolument aucune légitimité il faut préciser, sinon la puissance de leurs canons, c'est un pouvoir extraordinaire qu'ils se sont octroyés sans que personne ne le remette en cause, mieux à peu d'exceptions près ils y font tous allégeance, ce qui paraît à peine croyable quand on y pense, au passage cela montre à quel point ils sont subordonnés au capitalisme.

Ils font dont appel aux cinq puissances impérialistes parmi les plus puissantes de la terre pour décider du sort d'Etats, de nations,

de pays, de peuples, à leur place, on croit rêver, mais on ne rêve pas malheusement. Qu'ils décident la paix et la paix règnera, qu'ils décident la guerre, et la guerre s'imposera à tous, elle sera légitime. Autant dire qu'il n'y a absolument rien à attendre de partis ou de formations politiques quelle que soit leur dénomination qui s'en remettent à l'ONU. Nous, nous ne lui reconnaissons aucune légitimité, cette institution doit être liquidée, c'est non négociable.

Il en va de même des institutions de la Ve République et de l'UE évidemment.

- Urgent : les pays impérialistes en déclin se préparent à piétiner de nouveau le droit international en brandissant la menace de frappes contre la Syrie.

Non pas pour punir Bachar-al Assad, mais plus probablement les 70 % de syriens qui, comme le reconnaissait récemment l'OTAN, le soutiennent.

Il faut dire que les "*rebelles*", que seuls 10 % des syriens soutiennent, sont aux abois et ont perdu "la bataille pour les cœurs et les esprits" ! http://www.communisme-bolchevisme.net/

Une tendance maoïste (http://servirlepeuple.over-blog.com)

- Ce serait donc acté : devant une attaque à l'arme chimique, dont on ne débattra pas ici de qui en est l'auteur (régime ou 'rebelles'), les deux étant tout aussi probables l'un que l'autre, on s'acheminerait donc dans les prochains jours vers des '*frappes ciblées*' pour '*punir*' le régime social-fasciste de Bachar el-Assad.

Bon, on se félicitera si les Français et les Américains débarrassent le peuple syrien d'un régime social-fasciste : c'est le maoïsme, la version chinoise du stalinisme.

Dans un autre article plus éloquent encore. Courant de la Gauche Révolutionnaire, Damas, 22 août 2013

Là ils ne font pas dans la dentelle, ils diabolisent le régime syrien et apporte de l'eau au moulin de ceux qui veulent le renverser, qui au fait, le peuple syrien, certainement pas il n'en a pas les moyens et il est derrière Assad, qui d'autres alors, vous avez deviner qui peut s'atteler à cette tâche sinon la coalition militaire dirigée par les Américains. C'est toujours le maoïsme.

- Le régime dictatorial poursuit sa politique d'extermination de notre peuple. L'aube du 21 août 2013 a vu mourir de centaines de Syriens...

Le massacre et la coercition de notre peuple se poursuivent, perpétrées par la machine de mort et de destruction d'un régime qui dépasse le fascisme par sa sauvagerie. C'est une tragédie que le monde n'a pas connue depuis bien longtemps, la tragédie d'un peuple insurgé pour sa liberté et sa libération des griffes d'un régime dictatorial, sauvage de par sa répression et sauvage de par son exploitation des opprimés de notre pays, au service des intérêts d'une petite clique de bourgeois....

Cet acte criminel et odieux de la clique au pouvoir contre des civils isolés s'inscrit avec cynisme vis-à-vis de l'existence humaine... http://servirlepeuple.over-blog.com

Bon, heureusement que personne ne les prend au sérieux, sauf le NPA, ils font la paire.

Absence de preuves impliquant le régime syrien dans l'usage d'armes chimiques.

- Syrie : "*Déclassifier des documents pour prouver que des politiques disent vrai, c'est inédit*" - Francetv info

"*Ce document n'est pas une preuve, pas même un rapport brut des services de renseignement français*", affirme au Point.fr Éric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R). "*Il s'agit d'une synthèse gouvernementale de plusieurs papiers des services de renseignement afin de manipuler l'opinion et les parlementaires*", estime le spécialiste. Le Point.fr 03.09

Un coup pour rien

- Attaque chimique en Syrie : ces preuves qui n'en sont pas - LePoint.fr

Du coup ils en refabriquent...

- Armes chimiques en Syrie : la preuve par l'image - Le Nouvel Observateur

Pourquoi s'acharner à fournir des preuves, puisque un "*faisceau de présomptions*" fera l'affaire.

"*Il ne sert à rien d'attendre des preuves irréfutables de l'implication de Damas, car elles n'arriveront jamais, à moins que l'on ait eu sur le site de l'attaque un radar de détermination de trajectoire balistique*", note Olivier Lepick, spécialiste des armes chimiques à la Fondation pour la recherche stratégique (...). "*En revanche, il existe un tel faisceau de présomptions qu'il ne fait aujourd'hui aucun doute que le régime syrien est à l'origine de l'attaque chimique de la Ghouta. En ce sens, les faits militaires rapportés par la note française et les conclusions tirées ne souffrent aucune contestation.*" Le Nouvel Observateur 03.09

Précision.

- Syrie - Les déclarations de MSF ne peuvent pas cautionner une action militaire - 3 septembre 2013 - legrandsoir.info

MSF. Ces deux derniers jours, le gouvernement américain et des responsables d'autres pays ont fait référence à des rapports émanant de différents organismes, dont Médecins Sans Frontières (MSF), tout en indiquant que l'utilisation d'armes chimiques en Syrie était « *indéniable* » et pour désigner les auteurs de l'attaque.

MSF souligne aujourd'hui que ses informations médicales ne peuvent être utilisées comme preuve pour attester l'origine précise de l'exposition à un agent neurotoxique ni pour attribuer une responsabilité. legrandsoir.info 03.09

Il n'empêche que les fondateurs de MSF, Bernard Kouchner et Rony Brauman justifient toutes les guerres de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

Haut de page

Le 5 septembre 2013

CAUSERIE

Actualisation partielle du site, la suite dans deux heures environ, elle figurera à la suite, plus des articles de presse et de nouveaux articles de portails indépendants.

Ils poursuivent leur stratégie.

Ce qui est intéressant à analyser, ce sont les raisons pour lesquelles ils veulent renverser le régime d'Assad. Qui les analysent ? Mais tout le monde voyons, vous ne lisez pas. Non, je passe ma journée à dormir à l'ombre d'un cocotier !

Faudrait-il au départ savoir de quoi et de qui on parle, si on pense au gaz et au pétrole, ainsi qu'à l'impérialisme américain, on a faux sur toute la ligne.

Ah ben nous voilà bien ! Vous voulez dire mal car vous croyiez connaître la réponse. C'est effectivement ce que tout le monde répète en choeur, parfois avec quelques variantes. Vous avez raison, et bien cessons de penser comme tout le monde si nous voulons vraiment savoir ce qui se passe et ce qui se trame. Je vous garantis qu'on s'en porte mieux. Cela nous servira à quoi ? A rien, d'ailleurs il n'a jamais servi à rien de savoir quoi que ce soit si on ne savait pas quoi en faire, on se demande même pourquoi la civilisation humaine s'est développée, on aurait dû rester percher sur un arbre ou terrer au fond d'une grotte.

Le gaz et le pétrole sont secondaires, les Américains n'en ont pas besoin, ils ont déjà ce qu'il faut et il en regorge encore dans les sous-sols de la planète, ils en ont découvert récemment au large d'Israël, du Liban, de la Syrie, de la Grèce, etc. et ce sont leurs compagnies qui l'exploitent avec d'autres, tenez avec les Russes, Rosnef associé à BP par exemple, ce n'est donc pas la bonne raison.

Ils convoitent le contrôle politique du monde. Qui cela, les Américains ? Non l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, les sionistes qui sont à l'origine du néolibéralisme, l'idéologie qui sert de support à leur stratégie de nouvel ordre mondial, de gouvernement mondial, de dictature mondiale, vous n'avez pas senti ces derniers jours comme un parfum nauséabond de dictature mondiale qui envahissait la planète ?

Ils veulent liquider Assad pour les mêmes raisons qu'ils ont liquidé S. Hussein et M. Kadhafi, vous pouvez ajouter Ben Ali et Moubarak, Morsi ne faisait pas parti de leur scénario, mais ils ont dû s'y résoudre, et ils retourneront au Soudan, ils n'ont pas terminé le boulot, il y en a d'autres en Afrique qui vont sauter, plus tard, Mougabé par exemple. Regardez la situation qu'ils ont créé en Somali et en Irak, elle leur convient parfaitement.

Il leur faut des Etats soumis où qu'ils ont mis eux-mêmes en place, qu'ils contrôlent, un point c'est tout, pour eux il n'existe pas d'alternative. Instaurer un gouvernement mondial, une dictature mondiale, signifie qu'il ne doit exister aucun Etat indépendant, tous doivent être sous leur coupe et fonctionner selon la politique qu'ils ont définie, ils ne tolèrent aucun écart, et en cas de véléité d'indépendance ils les écrasent comme des mouches !

Il y a plus de deux ans j'ai écrit qu'ils iraient jusqu'au bout et que je ne donnais pas cher du régime syrien, ils ont été jusqu'à financer le régime nazi et l'extermination des juifs, c'était des banquiers juifs à l'origine, qui le sont toujours ou qui se sont convertis, peu importe, cela ne compte pas pour eux, il n'y a que pour ceux qui en parlent que cela compte et ils les laissent dire puisque cela fait leur affaire, le monde est rempli de gens qui s'écoutent parler et croient détenir la vérité, ceux qui détiennent le pouvoir les manipulent, bref, c'était pour dire que leur détermination était infaillible et leur cynisme sans limite, à côté la cruauté est un coup de canif insignifiant à la morale, mal les connaître serait assurément fatale !

On a fait comme Marx lors de la Commune, on savait d'avance le sort de la Syrie scellé, mais on a mené le combat à ses côtés, que pouvions-nous faire d'autres ? On va payer très très cher le fait de refuser d'admettre que depuis les années 70 on est passé d'un système capitaliste en décomposition ou en péril à un monde en perdition, et qu'au-delà du capitalisme et ses contradictions, ils avaient décidé de mettre en oeuvre une stratégie pour s'en affranchir, pour être plus précis on devrait plutôt dire qu'ils sont passés à une nouvelle phase de leur plan, qu'ils ont accéléré la mise en oeuvre d'une stratégie qui a été conçue il y a fort longtemps, et dont les contours se sont affinés ou leur sont apparus plus nettement au fil du temps, car eux-mêmes ne maîtrisaient pas tous les facteurs qui composaient la situation mondiale, il fallait bien que les conditions soient réunies pour aller de l'avant, si besoin était, ils les ont créées.

On nous parle sans cesse de la crise du capitalisme, ce serait elle aussi qui serait à l'origine de la guerre contre la Syrie, elle est devenue un object de culte, on l'agite dans tous les sens, mais finalement le capitalisme ne s'effondre pas, pas de bol ! On se demande ce qu'ils vont trouver ensuite pour expliquer la situation dans laquelle nous sommes. La meilleure c'est qu'il peut s'effondrer, à la manière d'une démolition contrôlée, et là tout heureux nos détracteurs en pisseraient de joie dans leur culotte croyant nous avoir pris en défaut, et de trouille car ce sont des chiasseux, alors qu'en réalité les maîtres du monde s'en serviraient pour accroître encore leur pouvoir, cet effondrement qu'ils auront retardé de quelques années ou décennies serait un nouveau pas franchi vers l'établissement d'un gouvernement mondial, tous les acteurs ayant trempé dans cette crise étant discrédités, les Etats en premier lieu, saufs eux, comme toujours, banquier est un sacerdoce !

Quand j'ai affirmé que leur stratégie était de liquider le capitalisme, je me suis fait traiter d'abruti, je n'en attendais pas moins. Vous savez que la lutte des classes est le pendant du capitalisme, par contre mes détracteurs admettent que la lutte des classes pourraient disparaître, qu'ils ne disent pas le contraire ils ne cessent de le répéter, par exemple en mettant en avant la nécessité de combattre pour l'indépendance des syndicats, on est bien d'accord n'est-ce pas, alors je voudrais qu'on m'explique comment le capitalisme pourrait survivre si la lutte des classes disparaissait, ou plutôt, est-ce que le système économique qui existerait une fois la lutte des classes liquidée mériterait encore la même caractérisation, appellation, dénomination, appelez cela comme vous voudrez, serions-nous encore sous le même régime économique ou social ou il s'agirait de tout autre chose ? On pourrait aborder cette question sous un autre angle, opposé. Si le socialisme avait vaincu à l'échelle mondiale et que la lutte des classes s'était éteinte, serions-nous encore sous un régime socialiste ou serions-nous passé à la seconde étape du communisme qui doit nous permettre d'accéder au règne de la liberté ? C'est dialectique, quelque part c'est élémentaire, mais nos grands intellectuels en sont dépourvus apparemment où elle est bien déformée dans leur tête.

Vous aurez observé que les oligarques abordent la question de la guerre contre la Syrie en se foutant pas mal de la crise du capitalisme, de l'instabilité sociale ou politique qui règne dans telle ou telle pays, du rejet de la guerre par les peuples, ils s'en tapent parce qu'ils savent qu'ils n'ont aucun pouvoir politique, il leur a déjà été confisqué ou ceux qui l'incarnent sont corrompus, des jaunes, des traitres ou des ignares. Ils appliquent leur stratégie, point barre. Maintenant les choses peuvent se passer autrement que ce qu'ils ont imaginé, souhaitons-le, c'est tout ce qu'on peut espérer, et qu'un sursaut populaire survienne qui oblige le mouvement ouvrier à réagir et ainsi de suite. Il faut être parfaitement lucide, on part avec un sérieux handicap, mais on ne veut pas s'avouer vaincu, on n'en a pas le droit, chacun doit être à son poste de combat, au côté du peuple syrien, pour le socialisme.

Si on avait eu leur stratégie en tête et qu'on s'était intéressé de plus près à ce qu'ils tramaient depuis des décennies, on aurait pur construire le parti et l'Internationale sur les bases du léninisme, le léninisme, c'est l'antithèse du néolibéralisme, c'est ce qui le caractérise le mieux de nos jours, mais paradoxalement c'est ce dont nous sommes le plus éloignés, dont on a une image caricaturale, un peu comme ceux qui diabolisent l'oligarchie financière au lieu de comprendre les véritables intentions qui l'animent qui sont suffisamment cyniques pour qu'on n'ait pas besoin d'en rajouter, le léninisme incarnant la rupture brutale, violente, sans condition avec le capitalisme et ses institutions, la révolution socialiste pour y parvenir, donc la guerre sans merci à notre ennemi, ce qui effarouche les âmes sensibles qui auront tout lieu de l'être si un jour des bombes se déversaient sur leur tête, nous nous préférons prendre les devants et les lancer sur celle de notre ennemi, certains conçoivent le militantisme comme un suicide, nous comme un combat à mort en espérant bien en sortir victorieux. Il faut être suicidaire pour suivre les dirigeants que nous avons aujourd'hui, nous nous tenons à la vie ou à périr pour la bonne cause, avouez qu'une confusion en la matière serait dramatique, c'est là toute la différence.

On poursuivra une autre fois, il est déjà 0h40.

La stratégie de notre ennemi nous pose problème pour ne pas l'avoir étudiée suffisamment à fond, il faut en convenir. On ignore comment il compte s'y prendre, on ignore les rapports qui existent entre les différents moyens qu'ils a mis au point ou développés pour avancer vers son objectif, par quelles étapes ils comptent passer.

Avant d'écrire cet article j'avais un autre truc en tête que j'ai laissé de côté. Ils détruisent nos droits collectifs pour les remplacer par des droits individuels qui au bout du compte n'en sont pas, en réalité on se retrouve sans droit, mais on n'arrête pas de nous dire qu'on acquiert de nouveaux droits, c'est très habile et sournois. Je pensais à l'Inde où les travailleurs n'ont pas de droits sociaux, sauf les fonctionnaires et les salariés des grandes et moyennes entreprises, et encore dans ces dernières ils sont très limités. Tu n'as pas de droits, je me suis demandé ce que cela signifiait, en fait, les travailleurs se retrouvent dans la même situation que leurs ancêtres qui vivaient sous un régime féodal, sans droit.

On compare parfois le gouvernement mondial que l'oligarchie financière veut instaurer à une monarchie absolue, on dit aussi qu'on retourne à l'Ancien Régime avec la régionalisation, etc. c'est bien le type de rapports sociaux ou de régime qui caractérise leur projet.

Deux vidéos

1- Témoignage de l'ex-otage Jonathan Alpeyrie, photojournaliste retenu en otage par les terroristes (vidéo) - Publiée le 30 août 2013

http://www.internationalnews.fr/article-temoignage-de-l-ex-otage-jonathan-alpeyrie-photojournaliste-retenu-en-otage-par-les-terroristes-vi-119805226.html
http://www.youtube.com/watch?v=c7Id2HeOan8

L'histoire de la captivité et de la libération du photographe franco-américain Jonathan Alpeyrie, détenu pendant 81 jours Il avait été enlevé fin avril par les "rebelles" en Syrie.

Le 29 avril, Jonathan Alpeyrie a décidé de se rendre dans la banlieue de Damas, il avait un contact avec une brigade d'une vingtaine d'hommes, avec qui devait passer une journée. il est tombé dans un piège et trahi par son fixeur, qui l'a vendu, à un checkpoint, des hommes cagoulés nous ont sortis du véhicule.

Jonathan Alpeyrie revient sur les simulacres d'exécution dont il a été l'objet et les chrétiens qu'il a vu torturés à côté de lui

Je n'ai pas pu visionner cette vidéo car ma connexion est trop lente, je ne vous l'ai pas dit mais depuis deux semaines, c'est la galère, je perds un temps fou. internationalnews.fr

2- Syrie: les terroristes islamistes d'Al Nosra à solde de l'Occident brûlent vifs trois civils/Al-Nusra terrorists burn 3 Syrians alive (video)

http://www.youtube.com/watch?v=_7_isdYThwE&feature=player_embedded
http://www.moslempress.com/al-nusra-terrorists-burn-3-syrians-alive2/

Cette vidéo montre les militants d'Al Nosra, un groupe affililié à Al Qiada, mercenaire des USA et de la France, brûler vif trois Syriens après les avoir aspergés d'essence. Enfin, cela n'est pas pire finalement que les crimes contre l'Humanité des Etats-Unis en Iraq (armes à l'urnaium appauvri, à la fois chimiques et radioactives), à Hiroshima, au Viet Nam (Agent Orange...) et ailleurs, et ceux des Israéliens avec leurs bombes au phosphore sur la population civiles de Gaza... Rien que de très banal après tout... internationalnews.fr

Réaction. Le camp de la guerre contre tous les peuples.

Le Parti socialiste des capitalistes dans le camp de la guerre contre la Syrie. Il en rajoute même une couche.

- Intervention en Syrie : le PS en rang derrière Hollande - Liberation.fr

Dans un communiqué, le Parti socialiste «*appelle à une réponse internationale ferme et forte contre le régime syrien*».

Le Parti socialiste, réuni mardi en bureau national, a apporté son soutien à François Hollande dans sa «*détermination*» à «*faire cesser les crimes du régime de Bachar Al-Assad*» en Syrie.

«*La responsabilité du régime de Bachar al-Assad est établie et ne fait aucun doute : le Parti socialiste appelle à une réponse internationale ferme et forte contre le régime syrien pour qu'il soit mis fin à l'utilisation des armes chimiques*», poursuit le parti dans son communiqué.

Le parti estime également que le débat parlementaire prévu ce mercredi, à partir de 16 heures, va permettre de «*créer les conditions d'un rassemblement du pays sur la question syrienne, dans le respect du cadre constitutionnel régissant l'engagement de la France dans une action armée*».

«*Le Parti socialiste soutient la démarche du président de la République François Hollande qui, en mettant tout en œuvre pour arrêter le régime de Bachar al-Assad dans sa course vers la destruction de son propre peuple, défend les droits de l'homme, agit pour la paix dans le monde et protège la sécurité des Français*», conclut le communiqué. Liberation.fr 04.09

A bas le PS ! Pas une voix, pas une signature, pas un soutien, à bas le front unique avec le PS !

Leur seul objectif : renverser le régime en place et obtenir le départ de Bachar al-Assad. Les preuves.

Notez bien qu'en cela, ils ont adopté la stratégie des néolibéraux, de l'oligarchie financière anglo-saxon-sioniste.

Hier à à l'Assemblée nationale.

1- Malek Boutih a affirmé que le but reste de "*dégager Al-Assad, même si Hollande ne peut pas le dire pour l'instant en raison du droit international.*" AFP 04.09

Le masque tombe (pour ceux qui ne savait pas encore à quoi s'en tenir).

2- Lors d'un débat sans vote sur la Syrie au Parlement français, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a déclaré qu'il "*n'y aura pas de solution politique*" s'il n'y a pas un "*coup d'arrêt*" aux "*agissements du régime*" syrien. AFP 04.09

Hollande a tout fait pour qu'il n'y ait pas de "*solution politique*" en Syrie, il avait même pris la tête des opposants à la présence de l'Iran à la Conférence de Genève et il n'a cessé de répéter que toute "*solution politique*" impliquant le maintien en place d'Assad serait impossible. C'est dans cette perspective que s'inscrit la déclaration de cet héraut de la guerre contre la Syrie.

3- Le Premier ministre a souligné que l'attaque du 21 août "*constitue, en ce début du siècle, le plus massif et le plus terrifiant usage de l'arme chimique*".

(Il a oublié les bombardements de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye à l'aide d'uranium appauvri qui produit à long terme un massacre sans commune mesure avec l'utilisation du gaz sarin ou assimilé. Voilà qui est réellement "*terrifiant*", d'être gouverné par des monstres. - ndlr)

Outre l'obligation morale de répondre à cette attaque, le chef du gouvernement a également fait valoir que "*ne pas réagir*" militairement en Syrie reviendrait à "*fermer la porte à un règlement politique du conflit*", seul à même de déboucher sur "*un départ*" de Bachar al-Assad du pouvoir. AFP 04.09

(Il a été prouvé que les djihadistes avaient utilisé des armes chimiques contre la population civile et l'armée nationale syrienne, sans parler de leurs innombrables massacres plus horribles les uns que les autres de femmes et d'enfants, il a été prouvé qu'ils possédaient des stocks de produits chimiques permettant de fabriquer de telles armes, des témoignages et des preuves matériels existent, mais là le gouvernement français ferme les yeux et les oreilles, la "*morale*" n'a pas d'emprise, n'a pas lieu d'être invoqué, parce qu'elle mettrait en cause les ennemis du régime qu'il soutient, régime dont Hollande à la suite des néolibéraux ou sionistes s'est juré la chute, CQFD. -ndlr)

Fabrication de preuves.

1- Un témoignage "***anonyme*** qui fait état de "***signes***"...

- Un responsable occidental ayant requis l'anonymat a fait état de signes selon lesquels les autorités russes seraient bel et bien convaincues de la responsabilité de l'armée syrienne, mais ne veulent pas le faire savoir. (Reuters 04.09)

Remarquable, on ne peut imaginer témoignage plus imprécis, fabriqué de toutes pièces n'hésitons pas à le dire, par l'agence de presse américaine Reuters qui sert de relais à la propagande des va-t-en-guerre néolibéraux de la CIA, du Pentagone et de la

FED, il ne faut jamais oublier le cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes sinon on ne comprend rien à notre affaire.

Tout comme l'AFP en France, Reuters est une agence totalement dévouée aux intérêts de l'oligarchie financière.

Tenez un exemple tout frais mettant en cause l'AFP.

- Quand l'AFP supprime une photo de François Hollande - Le Nouvel Observateur

Sur cette photo il sourit aux anges, c'est vrai qu'il y a de quoi de la part d'un dictateur, alors que le bruit des canons est déjà dans toutes les oreilles. Mais surtout il avait l'air particulièrement niais.

2- Une "***erreur***".

- Syrie : l'attaque du 21 août pourrait être due à une "*erreur*" de dosage - Le Monde 04.09

Nouvelle version. Il y a quelques jours ils avaient émis l'hypothèse que ce serait des soldats syriens qui auraient de leur propre chef décidé d'utiliser des armes chimiques sans en référer à leurs supérieurs hiéarchiques, apparemment ils ont rapidement abandonné cette version puisque pour qu'elle soit sanctionnée il aurait fallu qu'Assad désigne les coupables et les traduisent en cour martiale.

Maintenant ce serait bien le régime d'Assad qui aurait fait le coup, mais par "*erreur*" ! La méthode ici consiste à le reconnaître coupable, mais pas responsable, il serait irresponsable, or on ne peut pas laisser un irresponsable qui peut décider de l'emploi d'armes chimiques à la tête d'un Etat, il faut qu'il dégage par n'importe quel moyen, il représente une menace pour la sécurité du monde et la boucle est bouclée.

- L'ampleur de l'attaque chimique du 21 août qui a fait plusieurs centaines de morts principalement dans la Ghouta orientale pourrait être due à une "*erreur*" de dosage, selon le chef des services de renseignement allemand Gerhard Schindler. (A défaut de preuves sur place, chaque Etat sort ses barbouzes ! - ndlr)

... les services de renseignement allemand, le BND, partage la position américaine, selon laquelle le régime de Bachar Al-Assad serait responsable de cette attaque, et donc de l'utilisation illégale d'arme chimique. (Normal, les deux régimes sont liés depuis plus d'un siècle, leurs banquiers depuis bien plus longtemps. - ndlr)

Le quotidien allemand Der Spiegel explique qu'un réunion à huis-clos a eu lieu pour informer les députés allemands des éléments dont dispose le BND. Gerhard Schindler a ainsi révélé que, si ses services ne disposent pas encore de preuve formelle, l'analyse des premiers éléments à leur disposition montre une implication évidente du régime de Damas. (Remarquable, l'implication du régime de Damas est "*évidente*", bien qu'ils "*ne disposent pas encore de preuve formelle*" pour étayer cette affirmation, leur invention quoi. -ndlr)

Seul Damas dispose en effet de gaz tel que le sarin, ainsi que des moyens logistiques utilisés lors de l'attaque, tels les petits missiles de 107 mm déployés sur la Ghouta. Selon M. Schindler, l'ampleur de l'attaque n'aurait pas été planifiée et pourrait être la cause d'une erreur de dosage du gaz. (Nouvelle fausse information, les djihadistes ont été pris à au moins deux reprises en possession de ce gaz, dont une fois en Turquie. - ndlr)

De plus, selon la BND, une telle attaque aurait pu avoir pour but d'intimider les rebelles, Bachar Al-Assad voulant remporter la bataille pour Damas. lemonde.fr 04.09

Intimider des mercenaires sanguinaires qui massacrent, égorgent, brûlent vifs hommes, femmes et enfants et pas seulement des militaires syriens, ben voyons ! - ndlr)

3- Ils ont dégoté un "***spécialiste***" !

- Syrie: l'attaque chimique de Bachar el-Assad, un «coup magistral» - Slate.fr

Au cours des deux semaines qui se sont écoulées depuis les attaques au gaz dans la banlieue de Damas (...) beaucoup de gens se sont demandé ce qui avait bien pu passer par la tête de Bachar el-Assad.

(Leur postulat : c'est Assad, affirmation sans preuve qui disqualifie la suite de cet article, mais voyons comment ils procèdent pour lui imputer ce massacre, c'est très instructif sur la monstrosité des médias, et slate.fr en particulier, un portail sioniste. -ndlr)

La question de la motivation a même poussé certains commentateurs à se demander si le gouvernement syrien avait vraiment perpétré l'attaque, ou si les rebelles eux-mêmes n'avaient pas essayé de déclencher une intervention internationale.

(Une fois qu'ils ont imputé cette attaque à Assad, ils émettent une hypthèse contradictoire qu'ils vont s'empresser de balayer ou de faire passer à la trappe. C'est une méthode, qui a défaut de preuves ou d'éléments matériels sert à tromper les esprits faibles ou naïfs, c'est du domaine de la manipulation des esprits. - ndlr)

Pour mieux comprendre ce qui peut avoir motivé Assad, j'ai parlé avec le spécialiste des sciences politiques Alastair Smith, de la NYU, co-auteur avec Bruce Bueno de Mesquita de The Dictator's Handbook. Ce livre de 2011 est une analyse brutalement cynique des raisons pour lesquelles les autocrates agissent comme ils le font.

(Chacun y va de son "*spécialiste*", ils ne les ont pas forgés pour des prunes, il faut bien que le moment venu ils servent à quelque chose, il s'agit généralement d'illustres inconnus. - ndlr)

Selon Smith et Bueno de Mesquita, les dirigeants sont motivés quasi-uniquement par le désir de rester au pouvoir. Pour comprendre leur comportement, il faut regarder leur «coalition gagnante», la petite équipe de soutiens qui leur permet de rester à leur poste.

(Or le régime syrien bénéficie du soutien de plus de 70% de la population selon la CIA, pour une "*petite équipe de soutiens*", ils repasseront. On peut ajouter le Hezbollah, l'Iran, l'Egypte, l'Algérie et la Russie, qui ne comptent pas, sont insignifiants. Que font-ils ici ? Ils occultent une partie de la réalité qui les dérange parce qu'elle constitue un démenti imparable à leur interprétation fallacieuse, fabriquée de toutes pièces. - ndlr)

La suite est du même tonneau en plus tordu, plus cynique, niant que la majorité des Syriens soutiennent le régime : Assad aurait gazé des civiles pour montrer aux Alaouites et aux communautés minoritaires qui le soutiennent ce qui les attendrait si elles l'abandonnaient, si les contras prenaient le pouvoir, ils ont oublié les sunnites qui rejettent le salafisme et le takfirisme et qui sont aussi considéré par les djihadistes d'Al-Nosra et Al-Qaïda comme des indidèles qui doivent se convertir à leur idéologie barbare ou périr.

«*Soyez brutaux. Utilisez tous les moyens à votre disposition pour trouver de l'argent, trouvez des alliés internationaux pour vous financer, et utilisez des techniques de répression brutales parce que cela va marcher. S'il n'avait pas été brutal, il ne serait plus là.*»

(On a vraiment à faire à de dangereux psychopathes. Ils expliquent qu'Assad aurait utilisé des armes chimiques pour que les Américains interviennent, ce qui obligerait la Russie et l'Iran à le soutenir davantage, on ne peut imaginer stratégie plus débile et suicidaire, mais le camp de la réaction ne manque pas d'imagination. - ndlr)

Il ne manquait plus que la minable racaille : les ONG !

- La Coalition contre les armes à sous-munitions, qui regroupe 350 organisations de la société civile de plus de 90 pays, accuse le gouvernement de Bachar Al-Assad de faire un "*usage massif*" d'armes de ce type.

Le rapport 2013 "*détaille l'usage massif d'armes à sous-munitions par le gouvernement syrien au cours de la seconde moitié de l'année 2012 et de la première moitié de l'année 2013*", indiquent les experts. L'utilisation par la Syrie, Etat non signataire de la Convention, de grandes quantités de ces armes a fait "*de nombreuses victimes civiles*" : au moins 165, sur les 190 victimes de ces armes clairement identifiées dans le monde. (Ils sont allés sur le terrain de guerre pour les compter, si, si. -ndlr)

Au 31 juillet 2013, 112 Etats ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions ou y ont adhéré ; elle interdit complètement l'utilisation, la production, le transfert et le stockage de ces armes.

Dix-sept pays, principalement en Asie et en Europe, continuent d'en produire ou se réservent le droit d'en produire à l'avenir. Parmi ces Etats producteurs, seuls trois sont connus comme ayant utilisé ces armes dans le passé : les Etats-Unis, Israël et la Russie. Le rapport 2013 est publié en vue de la quatrième réunion des Etats parties à la Convention, qui aura lieu à Lusaka, en Zambie, du 9 au 13 septembre. lemonde.fr 04.09

Quel torchon pouvait donner cette info aujourd'hui ? Le Monde. Tiens donc, cette Convention va se tenir juste au moment où la coalition militaire occidentale risque de déclencher un déluge de feu et de sang sur la Syrie. Simple coïncidence.

Le Monde : boycott !

Le camp de l'opposition à la guerre contre la Syrie

1- Le gouvernement syrien.

- Damas qualifie de "*honteuse*" la position de la France - AFP 04.09

- Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Moqdad, a affirmé dans une interview exclusive à l'AFP mercredi que la position de la France envers la Syrie était "*honteuse*", estimant que Paris était "inféodé" à Washington.

"*Il est honteux que le président français (dise) +si le Congrès approuve, je vais en guerre, sinon je n'irai pas+, comme si le gouvernement français n'avait pas son mot à dire*", a affirmé M. Moqdad.

Il faisait référence au Congrès américain qui doit voter sur le principe d'une intervention militaire en Syrie à à la demande du président Barack Obama. AFP 04.09

Mais vous ne connaissez pas la meilleure, il y en a en France qui ont voulu nous faire croire que Hollande avait reçu un mandat des travailleurs, non mais attendez, parce que si tel avait été le cas il aurait pu l'honorer, incroyable n'est-ce pas ?

Non, ils n'allaient pas clamer sur tous les toits qui était vraiment Hollande et le PS, et ce qui allait se passer une fois qu'il serait élu, ils en sont les complices, oui j'entends ces révolutionnaires, anticapitalistes, trotskistes, socialistes, communistes. Pour qui roulent-ils ? Pour leur propre compte et celui du régime dont dépend leur situation, pour qui voudriez-vous que ce soit d'autres franchement ? Depuis quand ? Au bas mot, plus d'un demi-siècle. Etonnant découverte, n'est-ce pas ?

Et les transfuges du PS et du PCF, ils ne savaient pas... Quoi ? Le passé de leur parti, leur épouvantable histoire. Mais mon pauvre, ils s'en foutent, ils s'en contre-foutent oui, mieux ils le revendiquent ! Tout comme ceux qui les ont accueillis dans leurs partis, non mais qu'est-ce que vous croyez, eh l oh, il faut redescendre sur terre...

Le gouvernement russe.

A la veille du sommet du G20 à Saint-Pétersbourg, Vladimir Poutine souffle le chaud et le froid sur le dossier syrien.

Après avoir laissé entendre qu'il pourrait accepter une action militaire validée par l'Onu, il a prévenu mercredi qu'un feu vert unilatéral du Congrès américain à l'usage de la force contre la Syrie constituerait un "*acte d'agression*".

"*Tout ce qui est hors du Conseil de sécurité est une agression, exceptée l'autodéfense. Ce que le Congrès et le Sénat américain font maintenant revient par essence à légitimer une agression. C'est par principe inadmissible*", a-t-il affirmé, accusant par ailleurs le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, d'avoir menti sur le rôle d'Al Qaïda dans le conflit.

"*Ils ont menti à merveille, évidemment. J'ai vu les débats au Congrès. Un parlementaire a demandé à M. Kerry : 'Est-ce qu'Al Qaïda se trouve là-bas ?' Il a dit : " Non, je vous dis en conscience que ce n'est pas le cas "*, a poursuivi le président russe, lors d'une réunion de son conseil des droits de l'homme au Kremlin, à la veille du G20 de Saint-Pétersbourg.

"*Les unités d'Al Qaïda sont le principal maillon militaire et ils le savent. C'était déplaisant et surprenant pour moi - nous leur parlons avec l'idée qu'il s'agit de gens convenables. Or il ment et il le fait en connaissance de cause. C'est triste*", a-t-il ajouté.

Dans un entretien accordé à l'agence de presse AP et à la première chaîne de télévision russe, Vladimir Poutine avait auparavant indiqué qu'il n'excluait pas de donner son accord à une opération militaire en Syrie s'il était démontré que Damas a utilisé des armes chimiques.

Il a toutefois manifesté clairement son désaccord avec les Etats-Unis et des leurs alliés européens, qui tiennent le régime syrien responsable du bombardement au gaz neurotoxique du 21 août dans la banlieue de Damas, dont le bilan s'élève à 1.400 morts selon Washington.

"*Nous n'avons aucune donnée montrant que ces substances - on ignore s'il s'agit d'armes chimiques ou simplement de substances chimiques dangereuses - ont été utilisées précisément par les forces gouvernementales*", a souligné le président russe.

L'air confiant et détendu, Vladimir Poutine a estimé qu'il revenait à ses interlocuteurs étrangers de démontrer la culpabilité de Bachar al Assad. Moscou soupçonne ouvertement les rebelles d'avoir eux-mêmes eu recours à des armes chimiques pour déclencher une intervention étrangère.

Evoquant les vidéos montrant des enfants tués lors des bombardements chimiques, le président russe a parlé d'une "*compilation réalisée par des bandits liés à Al Qaïda*".

Il a en outre dit que Moscou avait d'ores et déjà livré des composants du système de défense antimissile S-300 à la Syrie.

"*Nous avons fourni des composants séparés, mais la livraison n'est pas achevée ; nous l'avons désormais suspendue. Mais, si nous assistons à des initiatives qui violeraient les règles internationales en vigueur, nous envisagerons d'aller de l'avant, y compris en livrant des armes aussi sensibles*", a-t-il expliqué. Reuters 04.09

Dernières infos

1- Selon le journal World Tribun, le plan d'attaque terrestre des Etats Unis contre la Syrie vient d'échouer. En dépit des prétentions des stratèges américains, ce plan qui visait à employer un point frontalier entre la Syrie et la Jordanie comme point de départ à un vaste assaut terrestre contre la capitale Damas avec l'objectif de renverser le régime Assad a échoué.

" *C'est l'armée arabe syrienne qui a repoussé les terroristes, les mêmes qui ont tenté de pénétrer une localité frontalière de la Syrie d'où lancer une attaque terrestre contre la Syrie ". "Les Etats-Unis, selon le journal, ont tenté de lancer des centaines de terroristes entrainés par la CIA à l'assaut d'une ville du sud de la Syrie , situées sur les frontières jordaniennes. les terroristes placés sous commandement des Etats Unis voulaient reprendre le contrôle de plusieurs quartiers de la ville en question pour lancer ensuite leur attaque contre la capitale" "les forces de l'ASL n'ont pas pu pénétrer plus loin qu'à une dizaine de kilomètres à l'intérieur de la Syrie avant de se heurter à la résistance de l'armée arabe syrienne. Les assauts ont été multiples mais ont été repoussés à chaque reprise* " dit le journal.

Le journal discrédite ainsi la version officielle soutenue par la Maison Blanche qui rejette toute intervention terrestre en Syrie. Toujours d'après le journal, " *les forces de l'ASL ont utilisé les missiles anti char, anti avion ainsi que des systèmes de vision nocturne et tout ceci sous la supervision des agents de la CIA*". french.irib.ir 04.09

2- La Russie continue de fournir en Syrie des armes de défense, a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères syrien Faisal al-Mikdad.« *La Russie nous fournit jusqu'à présent des armes pour que nous puissions nous défendre* », a indiqué le vice-ministre. Selon lui, Moscou et Téhéran seront du côté du gouvernement syrien en cas du début de l'opération militaire en Syrie. french.irib.ir 04.09

3- Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Mekdad a mis en garde que son pays pourrait très bien attaquer aussi bien la Turquie que la Jordanie si elles participent à une action militaire contre la Syrie.

« *Mon pays ripostera, non seulement contre Israël, mais contre nos deux voisins turc et jordanien, s'ils participent à une action militaire dirigée par les Etats-Unis* », a-t-il assuré dans un entretien accordé au journal américain Wall Street Journal.

En appelant à un dialogue avec les Etats-Unis, le responsable syrien a dit espérer que « *les députés américains seront sages et écouterons la voix de la justice, et non celle des provocations* ».

Selon lui, si une guerre en venait à être déclenchée, personne ne pourrait plus la contrôler.

Mekdad a affirmé que rien ne changera la position de son pays , quand bien même une troisième guerre mondiale serait déclenchée.

« *Nous pensons qu'après toute attaque contre la Syrie, il en découlera surement un chaos dans toute la région si ce n'est plus que cela* », a-t-il estimé.

Il a également affirmé que le pouvoir syrien mobilisait ses alliés face à Washington et ses alliés.

"*Les Etats-Unis mobilisent actuellement leurs alliés en vue d'une agression contre la Syrie. Je pense que, de son côté, la Syrie a le droit de mobiliser ses alliés et que ces derniers lui offrent toutes sortes de soutien*", a-t-il dit sans vouloir donner de détail.

"*L'Iran, la Russie, l'Afrique du Sud et des pays arabes ont refusé cette agression et sont prêts à faire face à cette guerre que vont déclarer les Etats-Unis et ses alliés, y compris la France, contre la Syrie*", a indiqué M. Mekdad.

Selon lui, "*la position russe est inchangée. C'est une position responsable (d'un pays) ami qui est en faveur de la paix*", a-t-il dit. french.irib.ir 04.09

4- La quasi totalité de la Syrie a été privée mercredi de courant à la suite d'un attentat contre une ligne de haute tension dans le centre du pays, a affirmé le ministre de l'Électricité.

Une attaque terroriste contre une ligne de haute tension dans la région centrale a provoqué une coupure de courant dans la

plupart des gouvernorats syriens, a déclaré Imad Khamis, cité par la télévision d'État.Le terme terroriste désigne dans la terminologie officielle les rebelles syriens

Le ministre a promis que le courant serait rétabli progressivement dans les prochaines heures. french.irib.ir 04.09

4- Le président américain a assuré les élus américains et les membres de son administration sur les frais de la guerre qu'il s'apprête à lancer contre la Syrie :" *ce sont les arabes qui paient les frais de la guerre de leur poche* ".

Selon Al Manar de la Palestine, " *le Qatar et l'Arabie saoudite sont les principaux sponsors de cette éventuelle intervention militaire" " notre guerre n'exercera aucune pression supplémentaire sur les caisses d'état*", aurait-il dit aux membres du congrès. Obama aurait dit que les frais de deux ans et demi de guerre qui consistent à recruter les terroristes et à acheter des armements et à construire des bases d'entraintement ont été tous assumés par les alliés arabes des Etats Unis. Les pays arabes du golfe Persique ont crée des " *soupapes économiques*" pour aider les pays qui encisagent de participer à la guerre contre la Syrie, selon le journal. french.irib.ir 04.09

5- Les raisons élaborées par John Kerry, pour une éventuelle action militaire anti-syrienne, semblent être une histoire fictive. L'expert des questions du Moyen-Orient et rédacteur en chef du journal Veterans Today, Gordon Duff a critiqué dans un article les récents propos du Secrétaire d'Etat américain, John Kerry. « *Les informations fournies par John Kerry au sujet de l'utilisation, par le gouvernement syrien, des armes chimiques, constitue une histoire bien méritée, un calendrier précis, un scénario riche en nuances narratives, mêlé à la ruse et à la dissimulation* », affirme Gordon Duff.

- En arrière-plan :

En mai 2013, la police turque arrête quelques rebelles syriens transportant de la substance chimique, gaz sarin, vers la Syrie. Les médias du monde ont annoncé qu'ils avaient été arrêtés, mais l'origine de la substance chimique n'a jamais été révélée. Les personnes arrêtées ont disparu et on n'a plus rien entendu, depuis, sur cet événement. Mais les inspecteurs onusiens ont examiné, depuis, 5 cas d'utilisation de l'arme chimique, et ont conclu que les rebelles avaient utilisé ces munitions. Cet événement, John Kerry l'a effacé de sa mémoire.

- Problèmes de narration :

John Kerry a élaboré des chiffres précis, au sujet des pertes en vie humaine : des adultes et des enfants. Donner des chiffres, c'est toujours le meilleur choix. « *C'est abominable de mourir avec le gaz sarin* », a dit aussi John Kerry, mais les photos montrant les victimes de la substance chimique datent du mai 2013, et concerne le gaz sarin utilisé par les rebelles.

- Argent et Politique :

Sans les menaces concernant l'intervention militaire contre la Syrie dont on est maintenant témoin, une vague de bons sentiments envers le nouveau « gouvernement de l'équilibre et de la modération » en Iran, aurait fait réduire le prix des carburants, et cela, juste avant les vacances d'été : le pire moment qu'on puisse imaginer. Cette intervalle du temps, les compagnies pétrolières en abusent afin de réduire les prix au niveau des consommateurs, empochant ainsi des milliards de dollars et dans le même temps, avec la connivence de leurs amis au « *haut niveau* », maintiennent le Moyen-Orient dans une situation de conflictualité, pour retracer l'avenir du brut, très cher évidemment.

- On manque d'ennemi !

Selon ce conseiller de la technologie de défense et anti-émeute, "*le grand problème de John Kerry et de Barack Obama, c'est qu'ils manquent d'ennemi, juste au moment où l'influence américaine dans le monde est en déclin*".

La menace nucléaire iranienne paraissant, aussi, fictive, les fausses accusations autour du programme nucléaire pacifique de Téhéran ne séduiront plus personne. Ceci dit, « *inventer les raisons* », pour larguer quelques missiles de croisière vers la Syrie, s'impose de toute évidence. Lorsqu'il n y a aucune menace étrangère, il faut inventer un ennemi, sinon, le peuple américain se réveillera et comprendra la réalité.

La plus vive inquiétude du gouvernement américain n'a, en fait, rien à voir, avec la Syrie. L'équipe sécuritaire d'Obama l'a informé d'une plus grande menace, une menace qui pourrait transformer, les USA, avant la fin de cette deuxième décennie du 21ème siècle, en un pays du tiers monde !

La Chine et la Russie œuvrent en coordination et renforcent leur poids au travers du monde. La Chine exerce une influence presque sur toute l'Asie et toute l'Afrique. Les efforts washingtonien pour réarmer le Japon face à cette situation sont limités et tardifs. En plus, la Chine s'est également activée en Asie centrale et en Amérique latine, l'arrière-cour des Etats-Unis. En ce qui concerne la Russie, il faut dire qu'une union européenne divisée et désunie signifierait le renouvellement de l'influence russe

sur toute l'Europe. La Russie s'occupe de renforcer ses liens avec l'Iran ; elle entretient aussi des relations avec l'Irak. L'alliée proche de la Syrie, la Russie a formulé des critiques virulentes conter Israël. Et une Europe frappée par la crise financière pourrait voir, en Vladimir Poutine, un responsable concerné et un sauveur.

Dans l'éventuelle action militaire contre la Syrie, Obama et Kerry voient un moyen d'humilier Poutine, de montrer qu'il est un tigre du papier, avant que la Russie ne puisse devenir suffisamment puissante pour se substituer à l'influence déclinante de Washington. Ce scénario révèle pourtant un risque assez dangereux qu'est la consolidation de l' « *axe absurde : Israël-Turquie-Arabie* » ; ces trois pays ambitieux vont si loin dans la cupidité, mais sans perspicacité...' french.irib.ir 04.09

6- Le représentant de la Syrie, auprès de l'ONU, a évoqué l'opposition américaine au dialogue, en tant qu'unique option du règlement de la crise syrienne.

Bachar al-Jaafari a souligné, lors d'un entretien avec CNN, l'opposition américaine au règlement négocié de la crise sévissant dans son pays. «*Damas a demandé, à maintes et maintes reprises, à Washington, d'avoir une contribution constructive, dans le règlement de la crise syrienne, mais Washington a rejeté cette proposition, optant plutôt pour des mesures, comme la fermeture de son ambassade, à Damas, le blocage des canaux diplomatiques et la concentration de ses efforts sur le soutien aux terroristes déployés en Syrie*», a fait remarquer Bachar al-Jaafari, qui a balayé d'un revers de main les allégations, selon lesquelles les forces syriennes étaient impliquées dans l'attaque chimique du 21 août, dans la banlieue de Damas. «*Tout le monde connaît la nature des gaz chimiques employés, à l'instar des services secrets britanniques, qui se sont, clandestinement, infiltrés, à Khan Assal, dans la banlieue d'Alep, où ils y ont fait des prélèvements ; et c'est sur la base de ces mêmes données qu'ils ont désigné les terroristes responsables du crime commis à Khan Assal*», a réitéré Bachar al-Jaafari. french.irib.ir 04.09

7- Les forces irakiennes ont abattu un drone saoudien à l'Est du pays.

Une chaîne de télévision syrienne rapporte l'information, en se référant aux dires du gouverneur de la province de Ziqar, au Sud-est de l'Irak. « *Un drone saoudien survolant la prison de Nasseriya dont il prenait des images, a été abattu par les forces irakiennes*", précise le communiqué du governerat.

Selon une autre dépêche, les forces irakiennes ont aussi tué 70 terroristes et arrêté 2000 autres dont certains des Saoudiens, dans le cadre de leurs opérations visant à assurer la sécurité de la frontière irako-syrienne. french.irib.ir 04.09

En titre

Il parle au nom du "***monde***". Le vieux monde s'est trouvé un nouveau dictateur.

- "*Le monde a fixé une ligne rouge*", dit Obama sur la Syrie - Reuters

J'invite les militants du POI, du NPA, de LO et éventuellement du FdG à relire la littérature publiée par vos partis avant la première élection d'Obama. Ils peuvent faire de même avant l'élection de Mitterrand en 1981 ou de Hollande en 2012.

Si, si, c'est nécessaire, indispensable pour faire le ménage dans le mouvement ouvrier, à moins que vous ne préféreriez qu'on en reste là, parce que la situation actuelle vous conviendrait parfaitement, on n'ose pas le croire un instant.

Au bout du silencieux. I shoot the sheriff...

- Syrie - Obama : le monde ne doit pas rester "*silencieux*" face à la "*barbarie*" - LePoint.fr

Les néolibéraux ont conquis le pouvoir aux Etats-Unis.

- Une commission du Sénat américain autorise la force en Syrie - Reuters

- Etats-Unis: le républicain James Comey prend la direction du FBI - lexpress.fr

En France, c'est le PS qui les représente.

- Syrie: Washington assure être en train de bâtir une coalition, notamment avec Paris - L'Express.fr

Hollande leur a volé la vedette, ils auraient tant voulu prendre cette décision à sa place.

- Syrie: Jacob (UMP) exprime un "*triple refus*" à "*une riposte*" - AFP

- Borloo: intervention impossible en Syrie sans coalition, sans preuves - AFP

Grande-Bretagne

- Sans frappe américaine, Damas récidivera, prévient Cameron - Reuters

Russie

- Syrie: "*Poutine réaffirme la position qu'il tient depuis le départ*" - Le Nouvel Observateur

- Poutine : les Américains sont "*occupés à légitimer une agression*" - LePoint.fr

ONU

- Syrie : pas d'intervention sans autorisation de l'ONU, clame Ban Ki-moon - LePoint.fr

Presse néolibérale, de gauche ou Rothschild press.

- Intervenir en Syrie, la morale contre le droit ? - Liberation.fr

Vous en pensez quoi de la morale des marchands de canons, de ces colonisateurs, de ces esclavagistes, de ces responsables de génocides, de ces affameurs, de ces envahisseurs, de ces impérialistes, de ces criminels, de ces monstres.

C'est là leur conception de la morale : exploitation, oppression, répression, torture, massacres, guerres, génocides, extermination de peuples entiers, famines, destructions de pays entier...

Oui, c'est le vieux monde pourri avec lequel on nous demande de nous accommoder, de fréquenter ses représentants, de voter pour eux, non mais réveillez-vous !

Notre position : rompre avec le capitalisme et ses institutions, les appareils des syndicats, immédiatement, sans condition, ce n'est pas négociable !

Libération : Boycott !

Barbarie. Le saviez-vous ?

L'UE remet à l'industrie de la tauromachie une enveloppe généreuse de 100 millions de livres (130 millions d'euros) de subventions par an, ce, tandis que des millions de familles à travers l'Europe luttent pour joindre les deux bouts.

Une nouvelle recherche suggère également que l'industrie de la tauromachie survit uniquement grâce à ce financement. WikiStrike.com 01.09

Haut de page

Le 6 septembre 2013

CAUSERIE

J'ajouterai des articles plus tard, je suis crevé, j'ai sauvegardé l'intégralité du disque dur de l'ordinateur sur des clés USB jusqu'à 2h du matin, dans l'attente qu'il me lâche d'un jour à l'autre.

Ce matin mon épouse m'a téléphoné pour savoir si elle devait allait acheter le logiciel Adobe Acrobate, je lui ai répondu qu'à 650 euros, on va essayer de s'en passer, je n'ai pas l'intention de dépenser plus de fric pour le site.

Votre connexion Internet est trop lente, ils le savent et s'en moquent éperdument, vous souscrivrez l'abonnement le plus cher, illimité. En Inde voilà ce que cela donne, en anglais.

Do you know why your connection is working slow ? The reply.

- Reliance Netconnect is a shared resource service; the speed will depend on a variety of factors like:

1- The number of voice and data users in your area
2- Signal strength available at the time of connection
3- The site you are visiting
4- Your computer configuration
5- Network load
6- Internet traffic

Ce qu'il faut retenir ce sont les points 1 et 6, plus il y a d'internautes connectés et plus ils ouvrent de pages volumineuses, plus votre connexion ralentit, voire se coupe.

Donc si vous voulez télécharger des fichiers volumineux, il vous reste la tranche horaire entre disons 2h et 6h du matin !

Autre chose.

J'ai lu dans un article une caractérisation qui n'était pas : démocratie néolibérale pour parler des régimes qui existent en occident et ailleurs dans le monde. On peut lui opposer la démocratie socialiste, on va y réfléchir.

Autre chose.

Attention, les manipulateurs professionnels sont mobilisés. Une question essentielle à se poser : quels enseignements politiques doit-on tirer de la position du PS sur la Syrie ?

Partant de là, des dizaines de questions doivent surgir spontanément ou presque selon le degrè de conscience politique de chacun, nous avons abordé la totalité de ces questions depuis 2008. Surtout, soyez très attentif, il y en a une particulière qui ne sera abordée par aucun parti ouvrier : la nature du PS. Elle n'a pas changé depuis un siècle, elle a évolué, le PS a toujours été dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, tout comme le PCF, vous pouvez ajouter ses acolytes du FdG.

Et le POI, le NPA et LO ? On dit communément que ce sont des partis centristes qui peuvent évoluer à gauche, mais pour être liés au PS, au PCF, aux institutions et aux appareils corrompus des syndicats depuis plus d'un demi-siècle, tirer avantage de ces rapports, il est permis, il est même recommandé d'en douter fortement, et je suis modéré en disant cela. A eux de rompre avec eux, ensuite on verra s'il y a lieu de modifier la caractérisation qu'on en donne.

Dans son dernier éditorial (IO n°267), D. Gluckstein écrit :

"*C'est pourquoi le Parti ouvrier indépendant se prononce pour la rupture avec ces institutions*", mais le POI est incapable de rompre avec les partis PS-PCF qui y participent ainsi qu'avec les appareils vendus des syndicats, c'est une simple posture ou une imposture.

Notons toutefois qu'il fait référence à deux reprises à la Réserve fédérale (FED) dans la responsabilité de la guerre et de la misère qui accablent les peuples, reste à savoir s'il en tiendra compte pour modifier à 180° la stratégie de son parti ou de son courant politique ou si c'était juste un numéro d'illusionniste, la suite nous le dira.

Image vue ce matin sur le Net

Un étudiant brandit un faux pistolet (à un balcon. -ndlr) lors d'une manifestation contre le système éducatif dans la capitale du Chili, le 5 septembre. LeMonde.fr 05.09

Effectivement, il va bien falloir qu'on en arrive là... Comment voulez-vous prendre le pouvoir autrement ?

Dans le camp de la guerre contre le peuple syrien.

1- Le Pentagone a dû retirer les déclarations du Secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel concernant l'envoi des armes chimiques par la Russie vers la Syrie. " *Hagel a fait allusion aux liens d'armements conventionnels reconnus entre la Syrie et la Russie*" a déclaré aux journalistes, le porte-parole du Pentagone, George Littlle, à l'issue de la réunion du Congrès sur la Syrie.

S'exprimant devant le comité des Affaires extérieures du Sénat et en réponse à la question du sénateur de l'Etat de Caroline du

nord qui l'avait interrogé sur le fait de savoir d'où viennent ces armes, Chuck Hagel avait répondu : " *Il est caché à personne qu'Assad dispose d'une grande quantité d'armes chimiques*". Et ce sénateur l'a interrogé pour savoir si ces armes sont venues d'un pays particulier ou pas, et le Secrétaire américain à la défense lui avait répondu : " *Ce sont les Russes qui fournissement ces armes, les autres mettent ces armes chimiques à la disposition du gouvernement syrien. Et eux-mêmes, ils produisent certaines armes chimiques. Pour l'heure, la Russie apporte divers types d'assistance à la Syrie et lui fournit des équipements militaires*". A prétendu le porte-parole du Pentagone. french.irib.ir 05.09

2- Une source à l'armée russe a déclaré que les navires de guerre de la Russie pouvaient entrer en action pour répliquer à toute attaque militaire contre la Syrie.

Selon l'agence Fars News citant le site internet de Russia Today, une source du commandement de l'armée russe a annoncé que les bâtiments de guerre déployés en Méditerranée pouvaient réagir en cas de frappes contre la Syrie.

Cette source de l'état-major russe a ajouté que la présence russe à l'est méditerranéen suffisait à faire cette mission, mais s'il le fallait, les navires et les sous-marins russes pouvaient influer sur la situation sur le terrain. Par ailleurs, le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé mercredi qu'au cas où le réacteur neutronique minuscule de Damas serait frappé, ses retombées seraient catastrophiques. french.irib.ir 05.09

Un constat mais pas de preuves de l'implication du régime syrien.

- Attaque chimique en Syrie : la Grande-Bretagne dit avoir de nouvelles preuves - Francetv info

Dans le sillage de la France, la Grande-Bretagne affirme avoir de nouvelles preuves qu'une attaque chimique a été menée le 21 août dans les faubourgs de Damas, en Syrie. Des experts du centre de recherche militaire de Porton Down, près de Salisbury, ont analysé des échantillons rapportés de la zone visée, tenue par les rebelles syriens. Ils ont conclu à la présence de sarin, un gaz innervant, a expliqué le Premier ministre britannique David Cameron sur BBC TV. Francetv info avec AFP 05.09

Hypocrisie. Ils ont tout fait pour en arriver là.

En début d'après-midi, le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy, s'est clairement désolidarisé de l'initiative franco-américaine. «*Il n'y a pas de solution militaire en Syrie*», a-t-il déclaré. «*La solution doit être politique*» et s'inscrire dans le cadre de l'ONU, a martelé le représentant de l'UE à Saint-Pétersbourg. Après avoir qualifié de «*crime contre l'humanité*» les attaques chimiques du régime syrien, Van Rompuy s'est refusé de donner le moindre feu vert politique à des frappes militaires. «*Quant à savoir quelle sera la réaction de l'UE, s'il y a une intervention militaire de la France, nous ne savons pas encore, nous y travaillons...*», a-t-il ajouté. liberation.fr 05.09

Les masques tombent.. Le ver était dans le fruit dès le départ disions-nous. C'était entièrement justifié.

Les Verts sont des réactionnaires, mieux, vous lirez plus loin qu'ils le revendiquent.

- Placé justifie le soutien des Verts à une intervention - lefigaro.fr

A la surprise générale, les écologistes se révélèrent les plus motivés des va-t-en-guerre.

François Hollande n'aura en effet pas eu longtemps à attendre avant d'obtenir le soutien des Verts pour l'opération militaire qu'il souhaite engager à Damas. Dès le début de la semaine, le sénateur écolo Jean-Vincent Placé l'assurait: «*Nous soutenons le président dans une réponse proportionnée et ferme*.»

Jusqu'alors, les Verts étaient plutôt réputés pour leur engagement pacifiste et antimilitariste. Mais ils font désormais partie de la majorité présidentielle, disposent de deux ministères et sont, à ce titre, tenus à la solidarité gouvernementale.

Et à en croire le patron des sénateurs EELV, l'ensemble de l'appareil écolo souscrit à ce raisonnement qui les amène à soutenir l'idée d'une intervention militaire en Syrie: «*notre secrétaire national, Pascal Durand, les présidents des groupes dans les trois Assemblées, Daniel Cohn-Bendit, Barbara Pompili, François de Rugy, moi-même, Eva Joly, notre candidate à l'élection présidentielle, Noël Mamère, qui a parfois une parole plus libre, l'ensemble du bureau exécutif du mouvement*», a énuméré le sénateur.

Noël Mamère, justement, expliquait mercredi qu'en Syrie la communauté internationale était «*aujourd'hui dans un piège*». «*Oui, il faut une intervention, a martelé le député Vert sur BFMTV, mais, comme dans toute intervention, il faut préparer le jour d'après.*»

Unanimité suspecte des écolos à bombarder la Syrie? En fait, les Verts se sont beaucoup plus souvent engagés à soutenir

des opérations militaires que ne peut le laisser penser leur image de pacifistes en claquettes. En 1999, ils avaient déjà soutenu l'intervention militaire au Kosovo. Plus récemment, en 2011, Noël Mamère et François de Rugy avaient même voté pour la prolongation des opérations militaires en Libye engagées par Nicolas Sarkozy. «*On nous reproche souvent ce côté droit-de-l'hommistes, mais cela nous amène justement à être interventionnistes*», explique le patron des députés écolos à l'Assemblée nationale.

Avec l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit, il s'apprête à prendre une initiative forte pour appeler les écolos à soutenir l'idée d'une intervention militaire en Syrie. lefigaro.fr 05.09

En famille

Jeudi, David Cormand, délégué EELV aux élections, était présent à l'inauguration du nouveau siège (dans le 18e arrondissement de Paris) du PG. AFP 05.09

Etre pour ou contre guerre, cela n'a pas d'importance, c'est du pareil au même pour cette vermine...

Dans le camp des opposants à la guerre contre la Syrie

- Iran: polémique après une phrase sur la Syrie attribuée à Rafsandjani - AFP

Une petite phrase attribuée à l'ex-président Akbar Hachemi Rafsandjani, admettant que le pouvoir syrien avait utilisé des armes chimiques contre sa population fait polémique en Iran malgré plusieurs démentis officiels.

"*Le peuple syrien qui a été la cible d'une attaque chimique de la part du pouvoir doit faire maintenant face à la menace d'une intervention étrangère*", aurait affirmé dimanche l'ex-président modéré lors d'un déplacement en province, selon l'agence non officielle Ilna.

Mais l'agence a rapidement supprimé la mention "*de la part du pouvoir*" et le ministère des Affaires étrangères a démenti qu'il ait prononcé une telle phrase.

La vidéo, prise de loin à l'aide d'un téléphone portable, ne permet pas de confirmer que M. Rafsandjani est l'orateur. La voix semble être celle de l'ex-président.

"*Nous attendons un démenti de M. Rafsandjani en personne et une prise de position claire*", a réagi le député conservateur Alireza Zakani, demandant une enquête du ministère des Renseignements, selon le quotidien Arman.

"*Le son attribué à M. Rafsandjani contient des propos inexacts et dangereux, nous espérons que c'est un faux*", a-t-il ajouté.

Un autre député conservateur, Ali Motahari, a également demandé des explications, estimant que "*la vidéo semble vraie*". Il a ajouté que M. Rafsandjani "*voulait peut-être ouvrir un autre chemin*" pour la diplomatie iranienne.

"*Ces propos ne signifient pas un soutien aux Etats-Unis, nous soutenons toujours le gouvernement syrien*", a précisé au journal Etemaad le député, connu pour ses positions critiques.

Un dignitaire religieux, l'ayatollah Youssef Tabatabaie-nejad, a affirmé avoir eu l'assurance que la vidéo était un faux.

"*J'ai posé la question directement à M. Rafsandjani et il m'a dit que le son était un faux et qu'il n'avait pas accusé le gouvernement syrien d'avoir utilisé des armes chimiques contre sa population*", a-t-il déclaré dans Arman.

M. Rafsandjani aurait ainsi dit à l'ayatollah: "*J'ai dit que les Etats-Unis utilisent le prétexte que le gouvernement syrien avait attaqué sa population avec des armes chimiques. J'ai dit que les Américains l'avaient dit et ce n'est pas ma position*". AFP 05.09

Voilà qui fait le régal de l'AFP.

En titre

- Syrie : la solution politique est "*la seule voie*" possible pour la Chine - LePoint.fr

- Pourquoi la plupart des pays émergents sont contre une intervention en Syrie - LeMonde.fr

- Obama isolé sur la Syrie à l'ouverture du G20 - Reuters

- Syrie : François Hollande lâché par l'Europe au G20 - LeFigaro.fr

- Fillon dénonce la position de Hollande sur la Syrie - Reuters

François Fillon a réaffirmé jeudi à Lyon la position de son camp contre l'intervention militaire française en Syrie sans mandat de l'Onu en raillant la position de François Hollande et du gouvernement.

"*Dans l'opposition, François Hollande accusait son prédécesseur d'être à la traîne des Etats-Unis. Le voici aujourd'hui devançant leurs attentes*", a poursuivi François Fillon. Reuters 05.09

Normal.

ACTUALITÉ DU JOUR

La démocratie, aujourd'hui comme hier une supercherie, demain une imposture sous une dictature néolibérale mondiale.

Qui a dit ?

Quelle doit être la démocratie juste de demain?

Réponse. Le nouveau Grand Maître du Grand Orient, première obédience française, dirigeant d'entreprise de 54 ans, Daniel Keller. L'Express.fr 05.09

Comment donner un visage humain, acceptable, optimiste, autrement dit trompeur du capitalisme rendu au stade du néolibéralisme, de la putréfaction de la société ou la généralisation de la barbarie, ou comment faire pour que les nantis de la classe dominante, de la petite-bourgeoisie ou de la classe moyenne, des couches moyennes, les intellectuels profitent de leurs privilèges et se donnent bonne conscience pendant que l'immense majorité de l'humanité croule sous mille souffrances, la guerre ?

Le pire cynisme ne se trouve pas forcément dans les discours des chefs de guerre, mais chez les néolibéraux qui avancent masqués.

L'Express. Un "*humanisme de combat*", dites-vous. De quoi s'agit-il?

Nous sommes confrontés à un anti-humanisme irrationnel, qui exacerbe les passions déraisonnables. A un moment où se développe une crise politique, économique et sociale, il faut redonner goût à l'humanisme de combat, car l'humanisme à des ennemis qu'il faut avoir le courage d'affronter.

(Qui peut croire un instant qu'ils puissent "avoir le courage d'affronter" l'oligarchie financière et ses agences du crime organisé, CIA, etc. ? - ndlr)

L'Express. Quels sont ces ennemis?

Les nationalismes en Europe, l'extrême droite en France, que l'on a inconsciemment banalisée. Ce sont des menaces, des dangers potentiels. Comme les intégrismes, ou certaines religions pareilles à un nouvel opium, un pansement à la crise.

(L'extrême droite : c'est l'impérialisme rendu au stade du néolibéralisme, leurs représentants politiques, les médias, le cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes et non le FN, c'est le sionisme et non la religion catholique ou l'islam. Pour ne pas être l'ennemi du néolibéralisme et du sionisme, la franc-maçonnerie en est le complice, CQFD. - ndlr)

L'Express. Vous souhaitez que le GODF soit indépendant des partis. Il ne l'a donc pas été assez?

Je n'ai rien contre les partis politiques. Sans eux, il n'y pas de démocratie. Mais le GODF n'a ni les qualités ni les capacités d'un parti politique. Nous ne cherchons pas la conquête du pouvoir.

(Sans les partis politiques, "*il n'y pas de démocratie*", mais ce qui est étonnant, c'est que même avec eux "*il n'y pas de démocratie*", sauf évidemment pour les gens comme Daniel Keller, les patrons, et encore. Comment il explique cela ? Il ne l'expliquera pas puisqu'il est convaincu de vivre en démocratie, finalement la société telle qu'elle est lui va très bien.- ndlr)

L'Express. Vous avez jugé que le GODF n'était pas assez distant du PS...

Il nous faut être plus en amont des partis politiques. Sur nos valeurs, sur des questions sociétales, nous avons vocation à "*challenger*" les partis politiques, le PS ou un autre. Je rêve d'une situation où le GODF serait en mesure de les interpeller, de manière critique, sur la base de nos projets.

(Qu'est-ce que cela signifie "*être plus en amont des partis politiques*", sinon que la franc-maçonnerie se destine de les influencer, de les gangrener ? En "*amont*", on trouve toutes sortes d'idéologues (de droite comme de gauche) qui se retrouvent dans des think-tanks, des clubs ou comités de réflexion (sic!), des fondations, des instituts, qui en réalité participent à l'élaboration de la politique que le gouvernement va appliquer conformément à la stratégie néolibérale, ils en définissent les étapes et les moyens, ils se répartissent les rôles et les fonctions, ils fonctionnent sur le même principe que le groupe Bilderberg à un échelon inférieur, ces organismes sont autant de maillons de la chaine néolibérale dont l'objectif est la destruction ou la spoliation de nos droits politiques et sociaux.

Quand il dit "*sur des questions sociétales*", nous avons vocation à "*challenger" les partis politiques*", il veut dire par là leur forcer la main si besoin était, orienter leurs dirigeants dans une direction précise ; c'est ainsi que plus d'un a été surpris que le PS mette à l'ordre du jour la question du mariage homosexuel dont personne ne parlait juste avant qu'elle vienne brutalement sur le tapis. On a pu observer par la suite que cette question n'était pas venue sur le devant de la scène politique par hasard, mais qu'elle avait été coordonnée à l'échelle mondiale, Obama s'en faisant le relais suffisait à savoir quelle en était l'origine. - ndlr)

L'Express. Un GODF davantage "poil à gratter"?

Oui. Nous avons l'opportunité de challenger les partis politiques, et ceux qui exercent le pouvoir, en posant de longs desseins.

(La stratégie du néolibéralisme et le sionisme, l'idéologie et la théologie des banquiers qui allaient devenir les plus puissants du monde dès le XVIIIe siècle ont effectivement posé "*de longs desseins*" au moment même où la franc-maçonnerie voyait le jour, en Grande-Bretagne (en Ecosse), quelle coïncidence, dans le pays qui allait adopter le premier le capitalisme, puis devenir la première puissance impérialiste et coloniale de la planète, il se trouve que cette stratégie a aussi pour objet ou finalité de "challenger les partis politiques", les institutions politiques qui jusqu'à présent n'auraient pas existé sans eux, les Etats, qu'ils projettent de détruire ou de se soumettre en les intégrant dans des institutions supranationales qu'ils ont créées à cette fin et qu'ils contrôlent, question : ne poursuivriez-vous pas le même objectif par hasard, je pose cette question au regard de la politique suivie par le gouvernement dont la plupart des membres se trouvent être des franc-maçons, comme la plupart des présidents américains qui se sont succédés ? - ndlr)

L'Express. Contribuerez-vous à l'amélioration de l'image de la franc-maçonnerie française?

Je souhaite donner envie à ceux qui m'écoutent de rejoindre la franc-maçonnerie. Les partis politiques sont en crise, ils n'ont jamais eu aussi peu de militants, c'est le cas aussi des associations. La franc-maçonnerie est une espérance pour l'avenir et aussi une voie destinée à améliorer la société. L'Express.fr 05.09

(Quand on voit que la société va à vau-l'eau et que le monde s'enfonce chaque jour un peu plus dans la barbarie et la guerre, on doit en conclure que l'"*espérance pour l'avenir*" ne peut pas concerner ceux qui en sont victimes, et que ce discours s'adresse à ceux qui doivent en tirer profit, histoire de dire, rejoignez-nous, rangez-vous du bon côté, on est en présence d'une formidable imposture. - ndlr)

Qui a dit le gouvernement des capitalistes ?

- Le gouvernement veut réduire le taux d'impôt sur les sociétés - LeMonde.fr

Selon Les Echos, le gouvernement envisage aussi de raboter une niche fiscale bénéficiant aux salariés couverts par les contrats collectifs des complémentaires santé.

Non, certainement pas celui qui fait Lepaon devant le gouvernement !

- Lepaon: la CGT fait la "*différence*" entre un gouvernement de gauche et de droite - AFP

Quelle différence entre un gouvernement impérialiste qui bombarbe la Libye et un gouvernement impérialiste qui bombarde l'Irak,

le Mali, et demain la Syrie ? Aucune, sauf que le second est plus hypcrite et cynique. Quelle différence entre un gouvernement qui revendique des millions de chômeurs, et un gouvernement qui revendique encore plus de chômeurs ? Aucune, sauf que le second est plus hypcrite et cynique. Faut-il continuer ?

Ce qui est excellent dans cette déclaration, c'est que ce lieutenant du capital se contredit.

- "*Il y a une différence entre la gauche et la droite. Considérer que c'est la même chose c'est permettre au Front national d'emporter la mise. Jamais la CGT ne fera ce jeu*", a affirmé le secrétaire général de la CGT dans une interview à L'Humanité Dimanche publiée jeudi.

(On a vu plus haut que notre pire ennemi n'était pas le FN, mais le néolibéralisme et ses représentants, dont le PS, ce sont eux que ce vendu épargne ici. Ceux qui agitent le FN veulent nous détourner des véritables questions qu'il faut se poser. - ndlr)

Selon lui, "*avec ce gouvernement tel qu'il est, les choses peuvent avancer si l'on crée les conditions, le rapport de force pour cela. Il faut aider la gauche à avoir une politique de gauche*".

(On retrouve l'argument favori des staliniens, si les "*choses*" n'avancent pas bien que de notre côté nous ayons "*crée les conditions*" pour qu'elles avancent, ce sera de la faute des travailleurs, de qui voulez-vous que ce soit, pas du gouvernement puisqu'il est de "*gauche*". En caractérisant de gauche le gouvernement, il fait justement en sorte que les conditions pour avancer n'existent pas puisque la majorité des travailleurs estiment à juste raison qu'il est de droite. - ndlr)

(C'est maintenant qu'on se marre, si je puis dire. Lisez attentivement, c'est un modèle du genre, vous retrouvez là la politique menée par les syndicats et les partis dits ouvriers depuis 70 ans qui nous a conduit à la situation actuelle. - ndlr)

"*La pénibilité, l'égalité hommes-femmes, la droite n'a jamais voulu même en entendre parler*", relève M. Lepaon en référence aux mesures contenues dans le projet de réforme des retraites. Il estime que la CGT est "pour quelque chose" dans l'avancée obtenue sur la pénibilité.

Il craint toutefois que "*les entreprises qui vont financer en partie la pénibilité ne récupèrent en échange 35 milliards d'euros par le biais de transferts de cotisations de la branche famille*". "*Il y a sur cette question un sujet d'affrontement avec le gouvernement*", affirme-t-il. AFP 05.09

Dites-vous bien qu'en dehors des acquis sociaux qui ont été arrachés par la lutte de classe, par une grève longue ou générale ou une mobilisation de masse, tout ce que les capitalistes et leurs gouvernements successifs nous ont concédé d'une main, ils l'ont compensé ou ils nous l'on repris de l'autre, et que cette politique a préparé les conditions leur permettant de s'attaquer à la totalité de nos doits sociaux, plus tard, quand les conditions politiques seront réunies, ce qui est le cas de nos jours puisqu'il n'existe pas un seul parti dans lequel les masses se reconnaissent.

ACTUALITE EN TITRES

Voilà qui va leur compliquer la tâche, tant mieux !

- Chypre: rejet de deux projets de loi sur le secteur bancaire - AFP

Le Parlement chypriote a rejeté jeudi soir deux projets de lois concernant le secteur bancaire, dont l'adoption conditionne le versement d'une deuxième tranche d'un plan d'aide de 10 milliards d'euros. AFP 05.09

Spéculation effrénée

- L'homme qui voulait être le plus riche du monde est au bord de la faillite - LeFigaro.fr

En 18 mois, la fortune du brésilien Eike Batista est revenue de 30 milliards de dollars à moins de 900 millions, selon Forbes, qui raconte sa chute. LeFigaro.fr 05.09

Rien de tel qu'un banquier !

- IBK nomme le banquier Oumar Tatam Ly premier ministre du Mali - LeMonde.fr

M. Ly a travaillé notamment à la Banque mondiale, puis à la présidence de 1992 à 1994 durant le mandat d'Alpha Oumar Konaré, notamment comme chef du bureau d'analyse et de prospective. Il a intégré la BCEAO en 1994, où il gravit les échelons jusqu'à devenir directeur de cette banque pour le Mali en 2008, puis conseiller spécial du gouverneur. LeMonde.fr 05.09

On a gardé le meilleur pour la fin : il est né à Paris le 28 novembre 1963...

Non, sans blague !

- La NSA américaine est capable de déchiffrer les échanges cryptés sur Internet - L'Express.fr

Le droit à la paresse. Faites la grève du zèle...

- L'absentéisme dans les entreprises a fortement augmenté en 2012 - AFP

- En panne d'envie : comment les Français font pour être les plus productifs au monde en étant les Européens qui aiment le moins travailler - Atlantico.fr

Seuls 7% des Français déclarent avoir une "*forte*" motivation au travail, contre 92% qui font état d'une motivation "*moyenne*" ou "*faible*", selon un sondage du quotidien Les Echos publié en avril 2012. Atlantico.fr 05.09

Il y a de quoi...

- PSA prônerait une modération salariale sur trois ans - Reuters

- - Deux tiers des mères célibataires sont pauvres - L'Expansion.com

- Le chômage, toujours en hausse à 10,5%, régresse chez les jeunes - AFP

Ils y pensent...

- Privatiser l'école en France? Pas tout à fait une fiction - Slate.fr

La droite l'avait rêvée, la gauche capitaliste l'a réalisée. La contre-réforme permanente.

- Retraites: le texte de la réforme prêt, un comité de surveillance créé - AFP

En fait je n'avais pas compris, j'ai confondu cotiser 37,5 annuités et prendre sa retraite à 37,5 ans, mais bon, finalement 20 ans plus tard je ne le regrette pas ! Ne soyez pas jaloux, demandez des comptes à nos dirigeants, la retraite permanente, ils connaissent.

Intox. Réchauffé, déjà tourné.

- Montebourg s'en prend à la "*mauvaise finance*" - AFP

Elle se généralise, donc tout est normal !

- "*L'exposition à la violence des personnels hospitaliers n'est pas spécifique à Marseille*" L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Chili

Des dizaines de milliers d'étudiants chiliens ont manifesté, jeudi 5 septembre, dans le centre de Santiago pour demander une réforme du système éducatif hérité de la dictature d'Augusto Pinochet. Les manifestants, 80 000 personnes selon les organisateurs et 50 000 selon la police, portaient des pancartes demandant la "*fin de l'éducation du tyran*".

La manifestation intervient à moins d'une semaine de la commémoration du 40ème anniversaire du coup d'Etat du 11 septembre 1973, lorsque le gouvernement du président socialiste démocratiquement élu, Salvador Allende, a été renversé par un coup d'État militaire dirigé par le général Augusto Pinochet, qui est resté au pouvoir jusqu'en 1990.

Depuis 2011, les étudiants chiliens ont réalisé près d'une centaine de manifestations pour demander au gouvernement de Sebastian Piñera, premier président de droite depuis la fin de la dictature en 1990, une réforme du système éducatif, cher et inefficace selon eux.

Le gouvernement chilien a présenté plusieurs projets de loi à destination du système universitaire, prévoyant notamment de diminuer le coût des crédits contractés par les étudiants pour financer leurs études, mais sans parvenir à calmer la fronde.

La gratuité des études fait d'ores et déjà partie du programme électoral de l'ex-présidente socialiste Michelle Bachelet, candidate à la présidentielle du 17 novembre prochain et favorite dans les sondages. lemonde.fr 05.09

Chili : Michelle Bachelet, la «socialiste», «candidate de Washington»? - Mondialisation.ca, 21 mars 2013

Extraits.

C'est dans ce contexte que le parti socialiste s'est affirmé en 2000 avec Ricardo Lagos et en 2004 avec Michelle Bachelet dans le cadre d'une coalition comme ce fut le cas pour Allende avec l'Unité populaire. (...)

Avec l'arrivée du socialiste Ricardo Lagos et celle de Michelle Bachelet, nous entrons dans une nouvelle ère, celle de la démocratie, vêtue du socialisme, mais guidée par des fidèles au néolibéralisme. Dans les deux cas, ils ont plutôt servi le régime néolibéral avec ici et là quelques initiatives cosmétiques. Il ne fait aucun doute que Salvador Allende doit se retourner dans sa tombe, lorsqu'il regarde ces socialistes, genre sépulcres blanchis. Rien en eux, pour en faire des alliés surs du socialisme du XXIè siècle, tel que proposé par Chavez. Washington ne pouvait trouver mieux avec ces deux personnages pour assurer sous une couverture socialiste, les paradigmes du néolibéralisme.

Ricardo Lagos a eu une carrière politique davantage dans la diplomatie internationale. Lui-même se définit moins comme un socialiste que comme un indépendant de gauche. Il est incorporé au groupe Forum2000regroupant des hommes politiques et intellectuels, surtout de droite, pour soutenir et défendre la démocratie néolibérale, à savoir celle qui est au service des oligarchies et de l'empire.

Ricardo Lagos est un membre actif Forum2000 et participa auForum2000 à Prague, en octobre 2007. Pour en savoir plus sur ce FORUM2000, je vous invite à aller directement au sitequi en définit les objectifs et qui en indique les principaux partenaires.

Un Forum regroupant ce qu'il y a de plus représentatif des démocraties néolibérales, n'ayant rien à voir avec le socialisme qui en modifie les paradigmes. Ceux et celles qui participent à ces rencontres, sous l'égide de FORUM2000, sont des convaincus du système capitaliste, sous sa forme néolibérale. Pour eux, tous les moyens sont bons pour barrer la route à ceux et celles qui voudraient en modifier les paradigmes.

Je me permets de rappeler ici une anecdote de ce qui s'est passé à la rencontre du FORUM2000, à Prague, à l'automne 2007. À l'époque, Michaëlle Jean, ex-journaliste de Radio-Canada, devenue par la grâce d'un premier ministre généreux, Gouverneure générale du Canada, fut invitée à présider la séance d'ouverture de ce Forum. En marge de ce forum, une rencontre privée, regroupant des membres haut placés de l'Administration étasunienne et de certains autres pays, s'est réalisé pour discuter d'un plan visant à faire échouer le référendum qui était en pleine opération au Venezuela et pour discuter de la manière de se défaire de Chavez.

On se souviendra que Michelle Bachelet, alors qu'elle était présidente pro temporelle d'UNASUR, avait reçu le vice-président des États-Unis, Joe Biden, sans en informer ses collègues d'UNASUR et sans y inviter ceux et celles qui auraient souhaité y participer. Chavez, Morales, Correa furent ignorés.

Lorsque le roi d'Espagne, lors du XVIIe Sommet ibéroaméricain, réalisé au Chili, en novembre 2007, eut l'indécence de dire à Chavez de se la fermer, alors que ce dernier avait la parole, la socialiste Michelle Bachelet qui présidait cette rencontre se garda bien de rappeler au dignitaire qu'ici, les présidents peuvent s'exprimer comme ils l'entendent et qu'ils doivent être respectés. Elle n'en fit rien.

Si le peuple chilien ne prend pas note du détournement de sens donné au mot socialiste, il se retrouvera avec Michelle Bachelet comme présidente un peu comme le peuple français se retrouve, aujourd'hui, avec le socialiste François Hollande, véritable marionnette caricaturale de la volonté de Washington.

En Amérique latine, l'empire veut garder les territoires reconquis par des coups d'État militaires et poursuivre son action pour reconquérir ceux qui lui ont échappé.

Une louve déguisée en brebis est plus dangereuse qu'une louve à corps découvert.

L'article en entier : http://www.luttedeclasse.org/dossier3/chili_1_210313.pdf

---

Mercredi, avec un peu d'avance. Il est 16h40 ici en Inde.

J'ai ajouté 15 nouveaux articles, je n'ai pas eu le temps de tous les lire. J'ai des problèmes avec le disque dur de mon ordinateur, à mon avis il est en train de me lâcher parce que pour l'ouvrir correctement je dois m'y reprendre entre 3 et 10 fois ! Si le problème venait d'ailleurs il serait permanent. Je consacrerai ma soirée à télécharger l'intégralité du disque dur sur des clés USB, d'ici là je ne l'éteint plus.

Autre problème informatique important. J'ai été repéré par Adobe qui me laisse 4 jours avant de m'empêcher d'utiliser Acrobate Pro qui me sert à convertir des fichiers. Il faut que je vois si je peux m'en sortir avec le portable sans me connecter à Internet ou si une ancienne version ferait l'affaire. L'informaticien que je connaissais à déménager et je ne connais plus personne dans ce domaine, en dernier recours j'achèterai ce logiciel, c'est très cher, mais bon, il faut bien que mes économies servent à quelque chose, la bonne cause. J'aurais bien dit à mon épouse de s'en charger, mais cela va être juste, elle embarque le 10 pour l'Inde et je ne veux pas qu'elle cavale à Marseille, déjà qu'elle sera dans un avion qui va survoler le Moyen-Orient le 11 septembre, vous voyez ce que je veux dire, un missile perdu c'est vite arrivé...

Et puis le 11 on fêtera mes 58 ans !

A plus et portez-vous bien, gardez le moral, c'est difficile, mais on n'a pas le choix.

Jeudi 22h05 en Inde

Le reste de l'actualisation du site. On va consacrer toute notre énergie et notre temps à la question syrienne.

La causerie et les articles de presse ont été formatés en pdf (Acrobat Reader). Vous excuserez les fautes, je ne relis presque plus rien faute de temps. Et la fatigue.

Il y a eu 12.700 connexions au site en août, et vous avez téléchargé 28.873 documents. Les stats en haut de la page si vous voulez vérifier. Et dire que je suis tout seul à faire ce boulot de dingue ! Sans pub, sans prosélytisme, sans réseaux sociaux, sans parti, sans soutien, sans liens dans d'autres portails ou exceptionnellement...

ACTUALITE EN TITRES

Syrie.

- Syrie : pour Khamenei, les armes chimiques sont "*un prétexte*" pour attaquer la Syrie - LePoint.fr

- Thierry Meyssan, l'ami français de Bachar el-Assad - LePoint.fr

Toujours orduriers ces médias de merde. Il dénonce une fois de plus le "*complotiste*" Meyssan. Qui complote aujourd'hui : ceux qui prétendent que le régime syrien aurait utilisé des armes chimiques sans fournir la moindre preuve et qui passent leur temps à essayer d'en fabriquer , ou ceux qui s'en tiennent simplement aux faits ?

Le Point : boycott !

Même une chaîne de télévision israélienne sioniste se sent obligée de le reconnaître.

- Le Congrès américain examine actuellement la proposition de l'administration Obama de procéder à une action militaire contre Assad, en réponse à son utilisation présumée d'armes chimiques. http://fr.jn1.tv - 05.09

Le cheval de trois de Hollande. Trois petits tours et puis s'en vont...

- Retraites: Mélenchon, Laurent et Besancenot manifesteront contre la réforme le 10 septembre - Lexpress.fr 04.09

Vu d'ici, en Inde, mais aussi de Damas... Ils feraient mieux de répondre à l'appel du POI sur la Syrie !

On s'en doutait !

- Les Femen ? "*Des salopes*", selon l'instigateur du mouvement - Le Nouvel Observateur

Victor Svyatski explique que l'origine du mouvement n'a rien d'une volonté d'émancipation féministe. Il admet avoir fondé le mouvement "*pour avoir des filles*". Le Nouvel Observateur 04.09

Les complices d'hier et d'aujourd'hui.

- A Oradour-sur-Glane, Hollande main dans la main avec le président allemand - 20minutes.fr

Intox

- Bruxelles s'attaque à la "*finance de l'ombre*" en commençant par les fonds monétaires - L'Expansion.com

Vive la croissance !

- La précarisation du marché de l'emploi s'intensifie - L'Expansion.com

- 82,4% des embauches au premier trimestre 2013 étaient des CDD - L'Express.fr

- Les effectifs d'apprentis dans le bâtiment ne cessent de chuter - L'Expansion.com

Par qui les négriers du bâtiment les remplacent-ils, devinez ? Ah bon, comment, vous ne saviez pas que le patronat plébiscite l'immigration illégale ! Vous devriez vous renseigner au lieu d'écouter les gauchistes...

Tant mieux !

- "*La finance dérégulée nous condamne aux krachs*" - L'Expansion.com

- Le danger venait du sud : le nouveau plan d'austérité portugais pourrait bien être plus ravageur pour la zone euro que le précédent - Atlantico.fr

- Le déficit commercial américain s'est aggravé en juillet - L'Expansion.com

Le 74 a la cote !

- 74% des Français pour un vote au Parlement sur la Syrie, selon CSA - Reuters

- 74% des Français ne sont pas satisfaits de la réforme des retraites - Liberation.fr

Quand on vous le dit !

- Facebook nuirait-il à la santé des jeunes ? - LePoint.fr

Ah bon, comme c'est étonnant !

- Record de témoignages de victimes d'homophobie - LeMonde.fr

Les supprimer ferait gagner plus de temps encore !

- Des programmes d'histoire-géo allégés : «*Les profs étaient obligés d'aller trop vite*» - Liberation.fr -

Ouf, nos dirigeants ne soutiennent pas le régime pour rien !

- Retraites: la hausse des cotisations des fonctionnaires pourrait être étalée - L'Expansion.com

Sans blague !

- Après avoir été décriées, des mesures de Sarkozy remises à l'ordre du jour - LeFigaro.fr

La lobotomie est un droit!

- La scientologie invoque la liberté religieuse devant la Cour de cassation - AFP

Quand la théorie du vide fait le plein !

- "*Soyons optimistes sur notre capacité à le devenir davantage*" - L'Express.fr

C'est comme le secret commercial, bancaire ou défense nationale.

- Peut-on clamer publiquement que son patron est un escroc ? - LeMonde.fr

Pas d'excuses !

- Chili : les juges s'excusent pour leur inaction sous Pinochet - LeMonde.fr

Qu'ont-ils dans la tête ? Réponse.

- Le Parlement britannique, source de 300.000 connexions à des sites pornos - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Merci patron !

Les fonctionnaires ignorent qu'ils ont un patron, pas tous la preuve...

- En modifiant ses questionnaires, l'Insee fait virtuellement baisser le chômage - Le Monde

S'il a de l'humour, François Hollande peut dire merci à l'Insee. L'Institut national de la statistique a annoncé, jeudi 5 septembre, que le président de la République était parvenu à inverser – virtuellement – la courbe du chômage. Une inversion qui se serait miraculeusement produite début 2013. Alors que le taux de chômage au premier trimestre avait été annoncé en mai à 10,8 % pour la France entière, l'Insee estime désormais qu'il était plus proche des 10,5 %.

Mais, malheureusement pour le président de la République, cette inversion ne traduit aucune réelle amélioration sur le marché du travail. De simples changements de formulations dans les nouveaux questionnaires, introduits depuis janvier, ont créé un tel changement dans les réponses des Français interrogés que le taux de chômage a artificiellement reculé de 0,3 point par rapport à l'ancien questionnaire. En mai, l'Insee avait été contraint de décaler la publication de plusieurs indicateurs détaillés en raison de ces anomalies.

Un enquêteur de l'Insee ne vous demandera plus, par exemple, si vous étiez "*à la recherche d'un emploi, même à temps partiel ou occasionnel* ", mais si vous étiez "*à la recherche d'un emploi*" tout court. Associée à d'autres, cette modification a suffi à faire pencher quelques "*oui*" du côté du "*non*". Et à ainsi faire sortir 90 000 Français, virtuellement, des chiffres du chômage.

Pour parer aux critiques, l'institut a toutefois décidé de prendre une décision inédite : il publiera désormais, et pour quelques trimestres encore, deux taux de chômage différents, l'un calculé sur le nouveau questionnaire, plus bas, l'autre calculé à partir du taux de chômage de l'ancien questionnaire virtuellement prolongé, plus élevé. lemonde.fr 05.09

L'Insee ne vaut guère mieux que l'AFP : corrompu, à la botte du régime !

LGBT : des dégénérés, une télévision sioniste ne s'y trompe pas.

- Obama va rencontrer des militants russes en vue du G20 - fr.jn1.tv

Les groupes de défense des droits de l'homme disent que le président américain Barack Obama, qui est attendu pour assister au sommet les 5 et 6 septembre, a invité une poignée de militants jeudi pour discuter de la situation des droits de l'homme en Russie et des nouvelles lois qui selon les critiques du Kremlin violent les droits des homosexuels et limitent les organisations non gouvernementales.

Les dirigeants du monde sont confrontés à des appels d'organisations des droits de l'homme pour presser le président russe Vladimir Poutine sur le sort de la communauté LGBT en Russie, qui fait face à des amendes et des arrestations si elle viole la nouvelle loi interdisant la diffusion de "*propagande homosexuelle*". La directrice de projet de l'organisation "*Coming Out*" de Saint-Pétersbourg, affirme que les lois visent à étouffer la communauté LGBT. Elle dit que les lois créent un climat de peur. fr.jn1.tv 05.09

Jewish News One est une télévision israélienne sioniste, qu'elle se fasse le porte-parole des dégénérés et des provocateurs de la LGBT n'a rien d'étonnant, comme la gauche et l'extrême gauche en France. Cela vous étonne ?

Haut de page

Le 7 septembre 2013

CAUSERIE

On actualisera le reste demain. J'ai ajouté des articles sur la Syrie.

Une seule et unique question doit être posée dans toutes les discussions avec des travailleurs ou des militants :

QUI A UTILISÉ DES ARMES CHIMIQUES LE 21 AOÛT DERNIER DANS LA BANLIEUE DE DAMAS, OÙ SONT LES PREUVES QUI IMPLIQUENT LE RÉGIME SYRIEN, OÙ, LESQUELLES ?

Inutile de discuter si votre interlocuteur refuse de répondre à cette question, nous savons tous que ces preuves n'existent pas, sinon Obama et Hollande les auraient déjà produites depuis qu'ils ont appelé à bombarder la Syrie, c'est la première chose qu'ils auraient faite.

Bon week-end à tous et gardez le moral, le pire serait de ne pas tirer tous les enseignements politiques de cette expérience, si elle ne servait à rien, j'ai envie d'ajouter comme ce fut malheureusement le cas depuis des lustres...

Rompre avec le capitalisme, ses institutions, ses représentants, les appareils des syndicats : une nécessité impérieuse, une condition préalable à la refonte du mouvement ouvrier sur des bases indépendantes de l'Etat, socialiste, à la construction du parti...

J'éteins l'ordinateur, il y a un gros orage.

A bas la guerre contre la Syrie, à bas Hollande, son gouvernement et le PS !

- Les Français en majorité contre une action en Syrie, selon Ifop - Reuters

Les deux tiers des Français sont opposés à une intervention militaire internationale en Syrie.

Sur 972 personnes interrogées entre mardi et vendredi, 64% se déclarent hostiles à une telle intervention, contre 36% d'un avis contraire, ce qui constitue un renversement de l'opinion publique française sur cette question.

Début août, 55% des personnes interrogées par l'Ifop pour le site internet Atlantico étaient favorables à ce type d'action.

Le pourcentage de personnes hostiles à une intervention militaire internationale en Syrie est même désormais légèrement supérieur en France à ce qu'il est en Allemagne (63%).

Quant à une participation éventuelle de la France à une telle action, les Français interrogés sont massivement contre: 68%, soit neuf points de plus qu'il y a un mois.

"*Voilà qui ne va pas simplifier la tâche de François Hollande*", commente l'Ifop. "*Alors que l'isolement du président de la République grandit sur le dossier syrien, il est désormais lâché par son opinion publique.*" Reuters 06.09

Faites tomber les masques. La gauche n'était que la droite, aucune différence, si en pire, masquée y compris par l'extrême gauche ou les trotskistes.

Un internaute rappel.

- "En voyant ces deux grands leaders socialistes (Hollande et Fabius. - ndlr) on voit que le Parti Socialiste ne changera jamais:

1947: bombardement du port d'Haiphong pendant une interruption des négociations entre le Mal Leclerc et Ho Chi Minh. Leclerc décède dans l'accident de son avion qui le ramène en France. Ce bombardement déclenche la guerre d'Indochine qui durera sept ans avec la France puis dix ans de plus avec les Etats Unis. La gauche vient de revenir au pouvoir en France avec Léon Blum comme chef du gouvernement.

1954, novembre: Mitterrand, ministre de l'intérieur du gouvernement de gauche Mendès France déclare que les attentats perpétrés en Algérie par le FLN méritent une seuleréponse "*la guerre*". Envoi de l'armée en Algérie. Puis du contingent jusqu'à 550.000 hommes. Début de la guerre d'Algérie qui durera huit ans.

1956: expédition franco-britannique de Suez pour "*punir*" Nasser d'avoir nationalisé le canal. Parachutage de troupes sur le canal, prise de contrôle des villes le bordant. Les troupes françaises doivent être rapatriées sous la menace conjointe des USA et de l'URSS!

1981: retour des socialistes au pouvoir et retour des expéditions extérieures culminant avec l'engagement de François Mitterrand, devenu Président de la République, auprès de George Bush Sr dans la première guerre du Golfe contre l'Irak. L'aviation française est employée notamment pour mitrailler les malheureux trouffions de Saddam qui, défaits par les bombardements alliés, fuient en débandade sur les toutes les routes.

2012: retour des Socialistes au pouvoir. Et déjà guerre au Mali, intervention en Centrafrique et maintenant notre Président Normal qui joue les va-t-en guerre de pointe contre la Syrie!" Fin.

Question : les adhérents du PS, ceux qui ont milité dans ce parti pendant des décennies, les transfuges du PS, ceux qui l'ont soutenu pendant plus d'un demi-siècle, ignoraient-ils le macabre passé du parti qu'ils avaient rejoint ou qu'ils soutenaient ? Qui peut le croire ? Et la liste fournie ici n'est pas exhaustive, très loin de là.

Front de gauche. Pourquoi ils ne mobiliseront pour soutenir le peuple syrien contre la guerre d'Hollande.

- Les députés du Front de gauche écrivent au Congrès américain sur la Syrie - lemonde.fr 06.09

Nulle part vous ne trouverez mentionné la responsabilité des Etats-Unis (notamment) dans l'agression armée dont a été victime la Syrie depuis deux ans et demi et donc la situation actuelle. Les quelque 110.000 mort sont à mettre au compte de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste sans oublier l'impérialisme français.

LETTRE OUVERTE DES DÉPUTES FRONT DE GAUCHE AUX CONGRESSISTES AMÉRICAINS

Chers amis, Chers collègues,

(Cela commence par une histoire d'amour ! - ndlr)

Dans un Moyen-Orient poudrière, où les intérêts en présence dépassent largement les seuls enjeux intérieurs syriens, le déclenchement d'une intervention militaire telle qu'envisagée par les Etats-Unis d'Amérique présente un risque d'embrasement sans précédent. D'un Liban morcelé à un conflit israélo-palestinien non résolu, d'un Iran facteur d'instabilité à l'activisme des monarchies absolutistes du Golfe, les dangers d'une guerre généralisée sont d'autant plus forts que les contours et les buts de cette intervention restent flous. Il s'agirait d'une opération qui s'inscrirait clairement en dehors de toute légalité internationale.

(Un, ils procèdent à un amalgame entre l'Iran qui soutient le régime syrien et les monarchies sunnites alliées des Etats-Unis qui sont des ennemis déclarés de l'Iran et de la Syrie au côté d'Israël, monarchies sunnites ont joué un rôle majeur dans le

recrutement, l'entraînement, le financement, l'armement et l'infiltration de quelque 100.000 mercenaires djihaistes en Syrie pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

Deux, à les écouter les Etats-Unis ne seraient pas déjà impliqués en Syrie !

Trois, "*les contours et les buts de cette intervention*" ne sont pas "*flous*", le Général Martin Dempsey, chef d'état-major des armées des États-Unis les avaient indiquées clairement quand il avait appelé à la «*coopération momentanée entre l'opposition syrienne modérée et les extrémistes dans la mesure où ils servent un but commun qu'est le renversement du régime du président Assad*».

Quatre, en se situant sur le terrain de la "*légalité internationale*" qui est forcément commandée par les intérêts d'un impérialisme ou un autre ou une coalition impérialiste, ils justifient qu'un impérialiste puisse décréter que ses intérêts ou sa sécurité prime sur toute autre considération, ils fournissent un prétexte à la dictaure américano-sioniste pour bombarner le Syrie.

Ils s'en remettent à une "*légalité internationale*" qui a été forgée par ceux qui se sont rendus coupables d'avoir mené ou orchestré en sous main, l'immense majorité des guerrres et des génocides qui ont eu lieu à travers le monde depuis la création de l'ONU, principe qu'ils n'ont eu de cesse de l'enfreindre, en premier lieu Israël, l'ennemi juré de la Syrie et de l'Iran. - ndlr)

Nous souhaitions vous faire part de notre opposition à cette intervention militaire en Syrie et notre attachement à ce que l'ONU poursuive et amplifie ses efforts pour une paix juste. Tout acte unilatéral porterait irrémédiablement un coup fatal à ce processus, comme l'a justement rappelé son secrétaire général Ban Ki-moon.

(Un, ils passent sous silence que les Américains ont tout fait pour empêcher tout règlement politique du conflit en Syrie entre les différents protagonistes syriens.

Deux, en réclamant une "*paix juste*", ils sous-entendent qu'il pourrait exister une paix injuste, c'est le discours repris par tous les opposants au régime syrien qui s'opposent au maintien au pouvoir de Bachar Al-Assad, pour lesquels il est exclu qu'il puisse faire partie d'une solution politique, autrement dit une "*paix juste*" ne pourrait être possible qu'une fois le régime tombé, l'objectif des Américains, voilà ce que réclame le FdG qui s'en fait leur porte-parole. - ndlr)

Sortir le peuple syrien de l'enfer de la guerre civile marquée par près de 100 000 morts, nous partageons tous cette urgence humaine. Pour autant une intervention militaire ne ferait qu'éloigner cet horizon, en accentuant les affrontements et le chaos. Le peuple syrien, les civils, hommes, femmes, enfants, seraient les grands perdants, car une intervention militaire ne permettra, en rien, de renverser le régime despotique de Bachar el-Assad. En rien elle ne fera progresser l'indispensable transition démocratique dans ce pays.

(Qu'ils partagent les mêmes préoccupation que l'impérialisme américain, on s'en doutait ! Ils se placent ouvertement sur le même terrain que l'impérialisme anglo-saxon-sioniste dont l'objectif est de "*renverser le régime despotique de Bachar el-Assad*" et de favoriser la " *transition démocratique dans ce pays*", à la virgule près c'est le discours du camp de la réaction. Tout le reste ou la suite de leur lettre n'est que du baratin, l'essentiel vient d'être dit, ils soutiennent une intervention militaire contre le peuple syrien - ndlr)

Seule une solution politique, forgée dans de nouvelles négociations entre les parties dans le cadre de l'ONU, peut ouvrir la porte à un apaisement du conflit. C'est d'ailleurs la position de nombreux pays membres de l'alliance atlantique qui ont signifié ces derniers jours leur refus d'intervenir en Syrie.

(Les voilà qui en appellent à "*l'alliance atlantique*", à l'OTAN ! Le sort de la Syrie appartient uniquement au peuple syrien. Ce n'est manifestement pas la position du FdG qui a aucun moment ne mettra en lumière le rôle des Américains au côté des contras. Au moins vous savez dans quel camp se situe le FdG. - ndlr)

Depuis plusieurs années, dans l'ensemble du monde arabe, les peuples se sont soulevés avec en commun une même soif de justice, de liberté. Cependant, ce bel et fragile espoir démocratique demeure sous la menace des forces obscurantistes. Ce risque existe hélas aussi en Syrie. Les précédentes ingérences dans le monde oriental n'ont-elles pas montré qu'elles conduisent à conforter les pires extrémismes, plutôt qu'à enraciner la démocratie et le développement ?

(En lisant leur interprétation des soulèvements populaires qui ont secoué le Maghreb depuis trois ans, on doit admettre qu'ils sont bien entre "*collègues*", on pourrait croire que derrière "*la menace des forces obscurantistes*" ne se trouveraient pas justement les Etats-Unis et Israël, c'est beau la solidarité ! Même en Syrie dites donc, ils font très forts, ils sont pire encore que les médias aux ordres qui ont publié quelques articles le prouvant.

A les entendre, la CIA et le Pentagone (vous pouvez ajouter le MI6 et le Mossad) ne savaient pas ce qu'ils faisaient en développant Al-Qaïda et tout un tas de mouvements terroristes dans le monde, en réactivant les Frères musulmans, tenez, mieux encore, ils y

sont étrangers, les Américains en sont les victimes, eux qui étaient animés uniquement de bonnes intentions, par exemple "*enraciner la démocratie et le développement*", c'est beau comme un conte de fées dites-nous. Vous avez là la véritable nature réactionnaire du Front de Gauche. - ndlr)

Chers collègues, vous aurez l'opportunité dans quelques jours, à l'initiative du Président Barack Obama, de vous prononcer sur le bien fondé d'une intervention militaire en Syrie, à l'instar du vote devant la chambre des communes au Royaume-Uni. En France, aussi regrettable que ce soit, notre Parlement ne sera pas associé à ce choix fondamental.

(C'est une histoire d'amour avec les barbares ! Qu'ils en appellent aux institutions de la Ve Républiques, une autre dictature, après en avoir appelé à l'ONU et à l'OTAN, c'était la moindre des choses. - ndlr)

Dans cette situation, qui fait exception au sein des grandes démocraties, nos regards se tournent vers vous. Nous comptons sur votre choix éclairé. Evitons au monde de plonger dans un engrenage guerrier dont nul ne connait l'issue. Gardons-nous de rallumer l'idée funeste du « choc des civilisations ».

(Rectifions, il n'existe pas de démocraties dans les pays occidentaux, mais uniquement des dictatures qui selon les circonstances peuvent plus ou moins le maquiller habillement ou agir au grand jour.

Comment peut-on qualifier des régimes qui passent outre la volonté de la population qui rejette la guerre de démocraties ? Des dictatures. Vous avez là la conception de la démocratie du FdG. En caractérisant les régimes dictatoriaux néolibéraux occidentaux de démocratie, le FdG ménage ces régimes, camouflent leur véritable nature, s'en fait le complice. Gageons que ceux qui ont voté toutes les guerres impérialistes, Afghanistan, Irak, Kosovo, Libye, etc. ferons preuve d'un "*choix éclairé*". En matière d'obscurantisme on ne peut pas imaginer pire. - ndlr)

Parce qu'il existe entre nos deux peuples, malgré nos différends, une longue amitié ouverte en 1778, nous espérons que notre voix en faveur de la paix pourra trouver Outre-Atlantique l'écoute dont elle est privée en France.

(Pour finir et c'était la moindre des choses, ils emploient le langage des impérialistes quand ils écrivent "*qu'il existe entre nos deux peuples, malgré nos différends*", nous, travailleurs, militants du mouvement ouvrier français et international, nous n'avons aucun "*différend*" avec aucun peuple, aucun travailleur, pas plus aux Etats-Unis que dans le monde, nous sommes unis par les mêmes intérêts de classe, par le même objectif : en finir avec la barbarie capitaliste .

Travailleurs du monde entier unissez-vous pour abattre le capitalisme et ses institutions, c'est la seule solution pour imposer la paix et l'harmonie universelle entre les peuples. Tous au côté du peuple syrien contre l'impérialisme franco-américano- sioniste !

Avec notre entière considération et nos salutations distinguées. François ASENSI - Alain BOCQUET - Marie-George BUFFET - Jean-Jacques CANDELIER - Patrice CARVALHO - GabyCHARROUX - André CHASSAIGNE - Marc DOLEZ - Jacqueline FRAYSSE - Nicolas SANSU

Syrie : L'OTAN appelle à la guerre.

Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a appelé jeudi la communauté internationale à surmonter ses divisions et à répondre fermement aux attaques présumées à l'arme chimique en Syrie.

"*J'appelle la communauté internationale à surmonter ses divisions sur la Syrie. La communauté internationale a la responsabilité d'imposer et de faire respecter une interdiction internationale des armes chimiques contre l'utilisation des armes chimiques*", a déclaré M. Rasmussen à son arrivée à une réunion informelle des ministres de la Défense de l'UE.

"*C'est la raison pour laquelle les attaques à l'arme chimique en Syrie ne peuvent pas être ignorées. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'une réponse internationale ferme face à ces attaques*", a-t-il ajouté.

"*Si l'on n'agit pas cela enverra un signal dangereux aux dictateurs du monde entier leur indiquant qu'ils peuvent utiliser des armes chimiques et peut-être d'autres armes de destruction massive sans aucune réaction de la communauté internationale*", a lancé le chef de l'OTAN. french.irib.ir 06.09

Amalmages et manipulations, le PS capitaliste et les médias aux ordres en première ligne.

Ils sont passés à la vitesse supérieure, outre la fabrication de preuves impliquant le régime syrien dans l'emploi d'armes chimiques le 21 août dernier qui demeure infructueuse, ils s'attachent maintenant au conditionnement psychologique des masses pour les convaincre du bien-fondé de la guerre contre la Syrie.

- Des anti-mariage gay se remobilisent contre une intervention en Syrie - LeMonde.fr

Là il s'agit de faire un amalgame de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par la droite.

- La Syrie, terre de mission des conspirationnistes - lexpress.fr

Ils s'en prennent aux journalistes qui ont révélé (notamment) le complot du 11 septembre 2001 et que Al-Qaïda était une création de la CIA, il s'agit de journalistes français, belges et canadiens, vous aurez reconnu les portails où nous nous approvisionnons en articles.

Ils ont le tort de rejeter la thèse de Washington-Paris-Londres-Tel Aviv imputant à Assad l'emploi d'armes chimiques contre la population civile.

L'Express les a traités de "*Bacharophiles*", leur article est ordurier, normal

L'Express : boycott !

- Mobilisation pour la libération de 2 journalistes otages en Syrie - AFP

- Le PS se mobilise pour les deux journalistes otages en Syrie - LeFigaro.fr

Plus sordide tu meurs ! A l'origine un comité de soutien et un appel d'une officine financée par la CIA, Reporters sans frontières (RSF).

Ils utilisent le cas de deux journalistes otages depuis trois mois des djihadistes pour mobiliser... en faveur de la guerre !

Parmi les réacs qui parainnaient l'évènement : Valérie Trierweiler, Alain Juppé (UMP), Bertand Delanoë (PS)...

A Lille, Serge July avait souligné dans la matinée que Didier François, grand reporter à Europe 1, et Edouard Elias, un photographe indépendant missionné par la radio, enlevés le 6 juin sur la route d'Alep, "*sont détenus par un groupe qui se réclame de la résistance*".

"*Nous ne pouvons espérer qu'une seule chose, c'est d'abord que Bachar al-Assad reçoive de la part de la communauté internationale la réponse appropriée pour arrêter ces horreurs et notamment l'utilisation des armes chimiques, et que, si c'est bien la résistance qui détient les deux journalistes, qu'elle en tire toute conséquence pour pouvoir leur permettre de retrouver la liberté*", a déclaré le maire de Lille, Martine Aubry. AFP 06.09

Fabrication de preuves.

Le langage des "***signes***" fera office de preuves à ceux qui ne le connaissent pas..

- De "*nombreux signes*" montreraient que Damas est responsable des attaques chimiques LePoint.fr

"*De nombreux signes nous permettent de conclure que les armes chimiques ont été utilisées par le régime*" de Bachar el-Assad, a déclaré vendredi devant la presse Juozas Olekas, le ministre lituanien de la Défense, en rendant compte de la réunion des ministres européens de la Défense.

Un diplomate européen a indiqué, sous le couvert de l'anonymat, que les preuves présentées ces derniers jours par les services de renseignements de différents pays avaient convaincu les pays européens de l'implication du régime. "*Les seules interrogations qui restent sont : la décision a-t-elle été prise par Assad ou à un niveau militaire ?*" a-t-il indiqué.

"Mais aucun ministre n'a indiqué que son pays exprimerait sa condamnation s'il y avait une action armée", a précisé ce diplomate. lepoint.fr 06.09

Pas d'enquête pour établir la responsabilité de l'utilisation d'armes chimiques, elle est établie d'avance.

Rappelons que les inspecteurs de l'ONU se sont rendus en Syrie à la demande du gouvernement syrien et que cette demande avait été formulée plusieurs mois à l'avance pour constater que des militaires et des civiles avaient été gazés par les djihadistes, en vain.

De là à penser que l'utilisation d'armes chimiques par les contras à ce moment précis avait été programmée pour correspondre

à l'arrivée des inspecteurs de l'ONU à Damas pour l'imputer au régime, parce que la tactique des va-t-en-guerre de la CIA et du Pentagone était enfin prête pour lancer une attaque contre la Syrie, il n'y a qu'un pas que nous franchissons puisqu'il n'existe aucune autre explication crédible.

- Armes chimiques : Fabius veut que l'UE reconnaisse "*au minimum*" la responsabilité de Damas - LePoint.fr

M. Fabius devant des journalistes. Mais "*ils (les inspecteurs de l'ONU. -ndlr) ne sont pas chargés d'enquêter*" sur "*l'autre question, qui est déterminante, et sur laquelle nous avons des preuves: mais qui a commis ce massacre chimique?*".

"*Beaucoup de gens disent: +il faut attendre le rapport des inspecteurs+, mais il y a un risque d'être déçus*", a conclu M. Fabius. AFP 06.09

Le "*minimum*" pour ce porte-parole de la dictature néolibérale, ce sera ce que tout le monde sait, à savoir que des armes chimiques ont été utilisées le 21 août dernier, mais pas qui les a utilisées.

Parole d'internaute

S'il y avait un début de preuve sérieux, ce qu'on pourrait appeler " *un signe*", on nous l'aurait déjà martellé... Mais non, à la place on a des rapports issus de différents pays, et des video des rebelles datant de janvier 2013, d'autres de fin décembre 2012, qui expliquent et montrent que les rebelles savent fabriquer et utiliser desa armes chimiques...

Le prix Nobel de la guerre peine à convaincre

S'exprimant en Russie à l'issue du sommet du G20, le président américain a dit qu'il prononcerait une allocution à la nation mardi de la Maison blanche.

Depuis qu'il a annoncé à la surprise générale qu'il sollicitait l'avis du Congrès, Barack Obama et son administration mènent une intense campagne auprès des parlementaires, dont bon nombre sont réticents à l'idée d'un usage de la force contre Bachar al Assad, accusé d'utilisation d'armes chimiques.

Les sondages montrent en outre que les Américains s'opposent fermement à un tel engagement militaire après les guerres en Irak et en Afghanistan.

"*En ce qui concerne le vote et la procédure au Congrès, je savais que ce serait une tâche ardue*", a déclaré le président américain à Saint-Pétersbourg.

"*Je comprends le scepticisme. Je crois qu'il est dès lors très important pour nous de nous efforcer de défendre systématiquement notre point de vue auprès de chaque sénateur et de chaque membre du Congrès. Et c'est ce que nous faisons*", a-t-il ajouté.

Malgré les efforts de la Maison blanche, le sort de la demande adressée par Barack Obama au Congrès dépend toujours du grand nombre de parlementaires indécis, aussi bien dans son propre camp démocrate, qui contrôle le Sénat, que chez ses adversaires républicains, majoritaires à la Chambre des représentants.

Des élus craignent que des frappes, même limitées, en Syrie n'entraînent les Etats-Unis dans une guerre longue et n'enflamment l'ensemble de la région.

Le Congrès reprend ses travaux lundi après sa pause estivale. Le Sénat pourrait voter en séance plénière dès mercredi.

Barack Obama peine également à rallier la communauté internationale à sa position, hormis la France.

"*Etant donné la paralysie du Conseil de sécurité sur cette question, si nous voulons véritablement faire respecter l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques, alors une réaction internationale s'impose et cela ne viendra pas d'une initiative du Conseil de sécurité*", a dit le président américain.

Il a en revanche refusé de dire s'il agirait militairement en Syrie en cas de vote négatif du Congrès.

"*Le président dispose évidemment de l'autorité nécessaire pour agir, mais il n'a ni le désir ni l'intention d'user de cette autorité si le Congrès ne le soutient pas*", a déclaré Tony Blinken, conseiller adjoint à la Sécurité nationale, au micro de la National Public Radio. Reuters 06.09

Le problème n'est pas de savoir si les démocrates seraient moins réactionnaires que les républicains, ils le sont autant que le PS ou l'UMP, ils craignent qu'à force de mentir aux Américains, ils ne veulent plus rien entendre, qu'il devienne de plus en plus difficile de les manipuler et qu'ils finissent par envisager de se soulever contre le régime...

En titre

- Obama parlera mardi de la Syrie, le Congrès indécis Reuters -

- Obama salue l'engagement de la France pour une réaction "*forte*" en Syrie - AFP

- Hollande critique "*Le Figaro*" pour son entretien avec Al-Assad - LeMonde.fr

- Syrie: pourquoi Bachar el-Assad n'est pas inculpé pour crimes de guerre - Slate.fr

Et Bush, Obama, Sarkozy, Hollande, etc. ?

Haut de page

Le 8 septembre 2013

CAUSERIE

J'ai supprimé la rubrique *Liens* du portail et je vais supprimer la rubrique *Tribune libre*.

Hier soir mon convertisseur de courant qui me délivre de l'électricité via 2 batteries en cas de coupure de courant a brûlé, cela fera le 5e que je change en 12 ans ! C'est de ma faute, il pleuvait et d'un coup des trombes d'eau se sont abattues avec de fortes rafales de vent, j'étais en train de bosser, j'ai à peine eu le temps d'aller fermer les fenêtres et de me précipiter vers la petite terrasse où se trouvait cet appareil qu'il s'est retrouvé sous la flotte, je me pointe devant au même moment de la fumée en sort, des étincelles et il cramait ! Le propriétaire a eu la bonne idée d'installer la prise où le brancher à l'extérieur, c'est à moi de modiifier l'installation pour l'installer à l'intérieur de la maison et je n'en ai jamais eu le temps.

Puis ce matin, ce fut au tour de la machine à laver de débloquer, à cause de l'humidité, elle est installée dehors aussi sur une autre terrasse, c'est le seule endroit où je pouvais l'installer, sinon là aussi c'était à moi de faire des travaux. Les deux terrasses possèdent un toit mais elles sont ouvertes sur le jardin.

Il y a quelques jours, en plus de mes soucis avec Adobe, c'est le module de Mozilla (DownLoadHelper) qui me permet de télécharger des vidéos qui avait disparu, je l'ai téléchargé à nouveau hier soir. De plus ma connexion Internet est de plus en plus lente, la galère ! Plus mon disque dur qui déconne.

Bref les emmerdements s'enchaînent ! A côté de la guerre, on n'ose même pas se plaindre, on aurait honte ! La plupart des portails se focalisent sur la Syrie, c'est bien, le reste est secondaire.

Qui a dit ?

"*Toute proposition de nouvelle loi ou réglementation du commerce présentée par les capitalistes doit toujours être reçue avec la plus grande circonspection [...]. Elle vient d'une catégorie d'hommes dont l'intérêt n'est jamais exactement identique à celui du public, qui gagnent en général à tromper et à même à opprimer le public et l'ont d'ailleurs trompé et opprimé à de nombreuses reprises.*"

Réponse : Adam Smith.

Marx et Engels iront plus loin en affirmant qu'il était impossible de soutenir des mesures, lois ou réglementations qui proviendraient d'un régime ou un gouvernement capitaliste, car ce serait porter atteinte au combat que mènent les socialistes pour aider les masses à perdre leurs illusions dans les institutions en place qui incarnent le capitalisme, une autre attitude contribuerait au contraire à renforcer leurs illusions dans le régime donc à les éloigner du socialisme.

Tous ceux qui depuis 70 ans ont affirmé qu'ils soutenaient les réformes mises en oeuvre par les différents gouvernements qui se sont succédés sous la IVe et la Ve République ont rompu avec le marxisme. On peut donc affirmer que ceux qui les ont soutenues tout en se présentant comme des marxistes ou les continuateurs du marxisme étaient des imposteurs.

Il s'en trouve pour vouloir "***faire réfléchir Obama et Hollande***".

Tendance Claire du NPA : Syrie : la vidéo qui devrait faire réfléchir Obama et Hollande (05/09)

En voilà qu'ils se posent en conseillers d'Obama et Hollande !

Dans leur portail, ils publient des articles d'opposants à Assad qui auraient vu d'un bon oeil le bombardement de la Syrie par les Américains et leurs alliés si cela pouvait les aider à prendre le pouvoir. Or, ils ne représentent rien de plus qu'eux-mêmes... Qu'ils nous disent quelle grande ville, quelle région de la Syrie ils contrôlent ? Aucune parce que la population ne les suit pas, elle est à plus de 75% derrière le régime à lutter contre une armée de contras.

Ces "*opposants*" au régime ont fait le jeu des djihadistes en croyant qu'ils pourraient les aider à renverser le régime... Comment ont-ils pu croire un seul instant que des mercenaires prônant la charia, un Etats islamiste, un régime archaïque, moyennageux, barbare pourraient s'accomoder de militants combattant pour un Etat laïque, socialiste ? Finalement, ils ont servi à diviser la résistance aux barbares qu'incarne le régime, on se félicitera qu'ils ne soient pas plus nombreux. Il y a parfois des confusions qui peuvent s'avérer dangereuses, criminelles, c'était le cas ici.

Ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là, il existe plein d'organisations ou tendances en France (et ailleurs) qui parce qu'ils incarnent la classe oublient qu'ils sont une poignée insignifiante, en réalité ce qu'ils font, c'est que dans leur analyse des rapports entre les classes ils inversent les rôles ; souvenez-vous à les entendre la grève générale était possible demain matin, là c'est la révolution ou le renversement du régime syrien, tunisien, égyptien, etc.

En y regardant de plus près, on s'aperçoit qu'ils imitent les dirigeants de partis ouvriers (leurs anciens dirigeants parfois) qui ont pour seul objectif des résultats immédiats, qui ne veulent pas prendre en compte le principal facteur qui caractérise la situation : le manque de préparation des masses, leur niveau de conscience qui n'a pas évolué ou si peu, l'absence du parti qui en est le produit, ils ne veulent pas admettre, du coup ils veulent se substituer aux masses et partent dans des délires qui les éloignent un peu plus de la réalité et des masses. Continuez dans cette voie et on ne s'en sortira jamais.

Vous avez en tête le slogan selon lequel tout serait possible tout de suite, mettre fin aux licenciements, etc. baliverne en fait, et bien prendre le pouvoir en Syrie ou en Tunisie ou encore en Egypte est de la même veine.

Voyez comment procède notre ennemi. Sur quel plan s'attaque-t-il aux masses avant de passer aux choses sérieuses ? Certainement pas frontalement. Il procède sur le plan idéologique, de la propagande, psychologique, du conditionnement des masses, ils balancent un tas d'idées, qui petit à petit avec l'aide des partis du capital et des médias finissent par s'imposer, par s'incruster dans leur cerveau des travailleurs et surtout des militants parce qu'ils ont une conception de la lutte de classe institutionnelle, et quand ils estiment qu'elles sont bien mûres, que les conditions sont réunies, ils pondent une loi, la majorité s'y rallie et le tour est joué. Dans le pire des cas les masses ne réagissent pas ou faiblement, ce qui revient au même.

Nous au contraire, on estime que le combat pour élever le niveau de compréhension du monde des travailleurs est secondaire, généralement il passe carrément à la trappe, les militants, eux, savent, c'est suffisant, ils vivent dans une bulle, dans un monde à part, ils sont étrangers aux masses et n'y comprennent rien finalement ou très peu, non le militant est fait pour des tâches et des combats plus nobles, supérieurs, il ne se voit pas aborder une question en la reprenant de zéro, la décortiquer comme faisaient Marx et Engels, en fait il en est incapable, il n'a pas été formé pour manier le matérialisme dialectique mais pour répéter à longueur de temps les mêmes mots d'ordre, il récite le même refrain à perte de temps qui n'a plus d'effet qu'une prière...

Il laisse le terrain libre aux populistes et autres illusionnistes tel Mélenchon. Se mettre au niveau des travailleurs, leur tenir un langage compréhensible qu'ils peuvent saisir, leur délivrer un discours qui les aide à avancer, qui surtout leur donne envie d'avancer, d'en savoir plus, voilà la tâche à laquelle il faut s'atteler sans délai, c'est la seule manière de leur inspirer confiance et de les recruter, de construire le parti, tout en participant à la lutte des classes évidemment.

Le point fort de notre ennemi, c'est qu'il aborde les masses telles qu'elles sont, pour les manipuler, nous, nous devons les aborder de la même manière pour les aider à progresser, donc dans un but opposé, sans reprendre sa méthode car cela ne marchera pas, vous pouvez raconter des histoires à des travailleurs et les recruter jusqu'au jour où ils s'en aperçoivent et disparaissent, et s'ils vous lâchent aussi, c'est justement parce qu'ils se rendent compte qu'ils n'ont pas progressé eux-mêmes, sur le plan individuel, c'est la seule satisfaction que le militant peut tirer de son engagement dans un parti, s'il en est frustré, un jour ou l'autre la lassitude prend le dessus et il se barre, c'est normal.

Pourquoi les partis sont-ils repliés sur eux-mêmes ? Pour que les militants aient l'impression de se sentir très forts, qu'ils se persuadent sans effort qu'ils ont raison, qu'ils appartiennent à une espèce à part, supérieure, ce n'est que pure masturbation intellectuelle ou manipulation psychologique, mais là encore cela ne marque qu'un temps.

Regardez, je suis tout seul dans mon trou à l'autre bout du monde, pourquoi je ne me lasse pas, je n'ai même pas les capacités intectuelles qui pourraient me conduire à me convaincre que j'aurais raison, je ne passe pas mon temps à répéter le même refrain, on a abordé des centaines de questions, on progresse, on avance, même si dans ma situation cela ne peut déboucher sur rien, je pourrais être frustré, mais j'ai passé le cap de ce genre d'expérience pour en avoir tiré des enseignements il y a bien longtemps, il n'y a de pire dans la vie que de ne pas tirer d'enseignements de ses expériences, je n'ai pas vraiment la vie que j'avais rêvé d'avoir, comme la plupart d'entre vous, je n'y pense même plus, cela appartient définitivement au passé, on a le droit de revenir sur un certain nombre de questions pour tenter de les approfondir, c'est même recommandé, mais on ne doit pas faire une fixation dessus, sinon on finit névrosé, aigri, triste quoi.

Personnellement j'ai abordé à nouveau une multitude de sujets, un tas de nouvelles questions aussi, j'ai lu, étudié, réfléchi, je me suis posé des milliers de questions, je voulais comprendre tout simplement, je ne suis pas parti du principe que je savais quelque chose mais plutôt que je ne savais rien, j'ai laissé de côté mes principes, mes connaissances et tout le reste pour pouvoir penser librement sans jamais savoir où cela me mènerait. C'est passionnant comme démarche, c'est excitant, c'est parfois ingrat ou épuisant, il faut être patient, mais quelle satisfaction quand on arrive au bout d'une question, en fait on peut toujours aller plus loin, les militants doivent acquérir cette valeur et la faire partager au plus grand nombre autour d'eux, cela suffit à vous soutenir toute une vien car cela devient une habitude, on finit par penser sans effort, ce qui est incroyable pour quelqu'un comme moi qui vient de si loin, pour avoir été totalement arriéré à 19 ans, comme je l'ai dit des fois, abruti au dernier degré.

Pensez à cela, si l'homme est le produit le plus perfectionné qu'ait créé la nature, ce qu'il y a de plus élevé dans une vie ou sur terre, c'est en lui uniquement qu'il peut le trouver ou se le procurer. Rapportez cela à chaque travailleur que vous croisez ou chaque militant avec lequel vous discutez et qui ne soit pas borné, et vous verrez qu'on peut réellement changer le monde. C'était le jour du Seigneur, alors je vous ai délivré un message humaniste, le plus élevé qui soit, amen, je déconne.

Vous savez, on a beaucoup de peine quand on voit ce qui se passe dans le monde, je pense à la Syrie évidemment, on est profondément triste, mais on n'a pas le droit de le dire, on garde cela pour soi, cela nous rend malade, alors pour dépasser cet état rien de tel que de se mettre au service du socialisme qui incarne dans la société l'idéal humaniste le plus élevé.

Bon, face à la médiocrité du vieux monde réactionnaire, on a essayé de prendre de la hauteur.

A bas la guerre contre la Syrie, à bas Hollande et son gouvernement, à bas le PS et ses satellites !

Plus de deux Français sur trois (68%) sont contre un engagement militaire de la France en Syrie dans l'hypothèse d'une intervention armée internationale, selon un sondage Ifop pour Le Figaro publié ce samedi. Une hausse de neuf points par rapport au sondage du 29 août.

Parmi les opposants, on compte 48% de sympathisants de gauche, 76% de sympathisants UMP et 83% de sympathisants FN. libération.fr 08.09

D'après une amie et camarade que j'ai contactée hier par téléphone, la population ne serait pas vraiment contre la guerre, elle craint surtout qu'elle dégénère en guerre mondiale et que la majorité qui finalement ne s'en tire pas trop mal jusqu'à présent y aurait plus à perdre qu'à y gagner. Cela coïncide assez bien avec l'embourgeoisement des masses et du mouvement ouvrier, leur conscience politique reposant davantage sur des intérêts purement corporatistes ou individualistes.

L'absence de mobilisation du mouvement ouvrier au côté du peuple syrien depuis plus de deux ans confirme qu'il est complètement décomposé, inféodé au régime, plus encore depuis que Hollande a été élu.

Fabrication de preuves contre le régime syrien.

Voilà un article de l'agence de presse de la CIA et du Pentagone, d'ailleurs l'auteur cite un ex-membres de la CIA et un ancien expert du renseignement américain.

L'apparence d'objectivité sert souvent à couvrir les plus grotesques manipulations ou mensonges, on en a un exemple éloquent ici.

N'ayant pas le temps de commenter en détail cet article, j'ai mis en rouge et en caractère gras les passages les plus significatifs et j'ai ajouté de brefs commentaires.

Ce qui est intéressant, c'est que tout au long de cet article on a le droit à des allégations étayées par aucune preuve, aucun témoignage, aucun nom, absolument rien, et la fin est remarquable car il y est affimé que quoiqu'il en soit le régime syrien est coupable d'avoir utilisé un gaz le 21 août dernier.

- Le lien entre Assad et l'attaque au gaz difficile à établir - Reuters 08.09 (Autant dire impossible. - ndlr)

Alors que les Etats-Unis menacent d'attaquer la Syrie, Washington et les services de renseignements alliés sont toujours en train de savoir qui a ordonné l'attaque au gaz neurotoxique du 21 août dernier dans le secteur de la Ghouta près de Damas.

(Là ils entraînent le lecteur sur une fausse piste ou une piste qu'ils vont abandonner à la fin, puisque c'est une histoire inventée de toutes pièces, ils savent que ce sont des djiahistes qui ont employé un gaz, mais évidemment ils ne peuvent pas le révéler. - ndlr)

Pour l'instant, aucun lien direct menant au président syrien Bachar al Assad ou à ses proches n'a été publiquement démontré. Selon certaines sources américaines, les spécialistes du renseignement ne sont pas certains que le président syrien ait été au courant de l'opération avant son lancement.

Les Etats-Unis estiment bien Bachar al Assad responsable de l'attaque même s'il ne l'a pas directement ordonnée, mais ils n'on pas été capables de décrire la chaîne de commandement.

Pour le gouvernement syrien, et pour la Russie son allié, les rebelles sunnites sont responsables de l'attaque.

"*Le processus de décision à un haut niveau dans les gouvernement étrangers est toujours une cible de renseignement difficile. En général, un petit nombre de personnes sont concernées, le niveau de sécurité opérationnelle est élevé et l'infiltration, par des moyens humains ou techniques, est difficile*", commente Paul Pillar, ex-expert de la CIA pour le Proche-Orient.

Le Centre d'études et de recherches scientifiques (CERS), l'organisme syrien que les Occidentaux estiment être responsable du développement des armes chimiques et qui a des liens directs avec l'entourage d'Assad, a vraisemblablement joué un rôle dans l'attaque du 21 août, estiment des sources occidentales.

Selon elles, le personnel du CERS a sans doute participé à la préparation des munitions dans les jours qui ont précédé l'attaque.

Selon certaines sources européennes et américaines, cette unité a sans doute été impliquée dans le mélange des produits chimiques pour l'attaque du 21 août. Il est possible aussi qu'elle ait joué un rôle plus important en préparant l'attaque et en la mettant en oeuvre.

"*La meilleure preuve liant le régime (syrien) à l'attaque à un haut niveau est l'implication du CERS, le centre scientifique qui a créé le programme (des armes chimiques) et qui le gère. Le CERS travaille pour le bureau du président et lui rend compte*", commente Bruce Riedel, un ancien expert du renseignement américain pour la région et conseiller occasionnel de la Maison blanche.

(C'est comme si on disait qu'Obama ou Hollande étaient en relation permanente avec les laboratoires qui travaillent pour l'industrie de guerre, qu'ils leur rendaient des comptes et qu'ils suivraient leurs travaux... Décidément, ils ne savent plus quoi inventer. - ndlr)

Selon les autorités américaines, Amr Armanazi, le responsable syrien décrit comme le directeur du CERS par un document du département d'Etat il y a un an, n'est pas directement impliqué.

(Formidable, ils ne savent pas qui a fait le coup, mais sur un ton catégorique il épargne un acteur important, veulent-ils le recruter ? - ndlr)

Pour dire que Bachar était responsable, les Etats-Unis se sont essentiellement fondés à l'origine sur des informations données par des témoins ou par des ONG, ainsi que sur de très nombreuses vidéos sur YouTube.

(Autant dire ceux qui y avaient intérêt, on comprend pourquoi ils ont dû abandonner ce genre de preuves bidons. Aucune ONG n'a affirmé que le régime était impliquée, elles ont seulement admis l'usage de gaz qui est un secret de polichinelle. La preuve que du gaz a bien été utilisée se transforme en preuve que le régime en est responsable, une pure manipulation. - ndlr)

Et ils n'ont pas pour l'instant présenté au grand public d'échantillons scientifiques ou de renseignements prouvant que du gaz sarin a bien été utilisé par le gouvernement syrien.

Les Etats-Unis n'ont pas non plus donné le nom de dirigeants ou de commandants syriens qui auraient donné le feu vert pour tirer les roquettes remplies de gaz sur Ghouta.

(Si effectivement des militaires syriens avaient pris une telle initiative, Assad se serait empressé de les traduire en cour martiale et de les faire exécuter pour stopper nette cette histoire. - ndlr)

Selon une analyse du Congressional Research Service, une émanation de la Bibliothèque du Congrès, le rapport du gouvernement américain qui résume les conclusions des services de renseignements, conclut que les responsables

du gouvernement syrien "*ont dirigé*" l'attaque du 21 août. Mais, dit cette analyse, il n'y a pas de preuve indiscutable pour dire qui l'a ordonnée. Reuters 08.09

Rappelons à toute fin utile qu'il aurait été suicidaire pour le régime syrien d'utiliser des armes chimiques sous le nez des inspecteurs de l'ONU présent à Damas, et que les seuls qui y avaient intérêt étaient les djihadistes barbares manipulés par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

Les sionistes à l'offensive

1- Les médias israéliens demandent à ce que l'administration Obama attaque militairement la Syrie en se passant du mandat du congrès.

La chaine 10 de la TV israélienne demande désormais à Obama de "*passer immédiatement à l'action après le vote du sénat et sans attendre que les congessistes se prononcent sur l'offensive anti syrienne*" Yediot Aharonot fait appel à l'AIPAC, puissant lobby pro israélien aux Etats Unis. La presse orale et écrite aux Etats-Unis a violemment critiqué Obama ces derniers jours pour avoir reporté l'action militaire contre la Syrie, quitte à soumettre toute démarche en ce sens à l'approbation du congrès. french.irib.ir 07.09

2- Président Poutine est sûr que Kerry a menti à propos de Syrie

Alors que les États-Unis se préparent à lancer une attaque militaire potentielle sur la Syrie en attendant l'approbation du Congrès, il semble que les déclarations faites par le secrétaire d'État américain, John Kerry, sur les groupes d'opposition modérés à l'influence croissante en Syrie, sont en contradiction avec les rapports de renseignements américains et européens.

Kerry a déclaré au Comité des relations étrangères du Sénat que " *l'opposition s'était progressivement définie par sa modération, et par l'ampleur de ses membres , ainsi que par son adhésion au processus démocratique*". Mais, les estimations de sources de renseignements et d'experts non gouvernementaux disent tous les deux que les extrémistes islamistes en Syrie restent de loin les forces rebelles les plus féroces et les mieux organisées du pays.

Le Président Russe, Vladimir Poutine, fervent détracteur de l'intervention internationale en Syrie, et allié de longue date du pays du Moyen-Orient, a même dit que Kerry "*mentait*" concernant le témoignage syrien.

Même s'il est vrai que les islamistes radicaux ne sont pas les plus nombreux parmi les rebelles, les experts disent que des groupes tels que le Front d'Al-Qaïda ou d'Al Nusra, sont beaucoup mieux organisés, armés et entraînés.

Les extrémistes ont réussi à établir une présence solide dans de nombreuses parties de la Syrie notamment à Homs et dans la province d'Idlib, attirant les djihadistes étrangers qui espèrent établir la charia en Syrie. Toute action militaire des États-Unis peut, par inadvertance, aider les djihadistes dans cette quête, prolongeant alors un conflit qui a déjà fait plus de 100.000 victimes dans le pays. fr.jn1.tv 6 septembre 2013

UE. D'un prix Nobel de la guerre à un autre.

Si de "*fortes présomptions*" suffisent à justifier une guerre, c'est qu'ils ont déclaré la guerre à tous les peuples de la planète.

- Syrie: L'Europe appelle unanimement à une «*réponse claire et forte*» - 20minutes.fr

Les pays de l'Union européenne se sont entendus samedi sur le fait que le monde "*ne peut rester les bras croisés*" et qu'une réaction claire et forte est nécessaire pour empêcher de nouveaux bombardements à l'arme chimique en Syrie, a déclaré Catherine Ashton.

"*(Le gouvernement syrien) est le seul à posséder des armements chimiques et les moyens de les utiliser dans une quantité suffisante*", a-t-elle dit. (Un mensonge grotesque, les preuves du contraire existent. -ndlr)

"*L'UE souligne (...) la nécessité de tenter de régler la crise syrienne via les procédures des Nations unies*", a-t-elle dit. (Deuxième grossier mensonge, il faut traduire : une fois qu'on aura liquidé Assad qui incarne un Etat indépendant et souverain qui ne rentrait pas dans la stratégie d'un nouvel ordre mondial où la notion même d'Etat aura disparu. - ndlr)

"*Nous sommes très satisfaits de la déclaration sur la Syrie publiée aujourd'hui à l'issue de la réunion, une déclaration forte sur la nécessité de faire rendre des comptes*", a dit John Kerry, présent à Vilnius.

"*Le signal d'une Europe unie dans sa position à l'égard de ce terrible conflit constitue un soutien incommensurable. Le*

succès enregistré à Vilnius prouve combien l'Allemagne a eu raison de militer en premier lieu pour une position européenne commune", a réagi la chancelière allemande dans un communiqué.

Les "*28*" ont aussi affirmé qu'ils étaient d'accord pour dire qu'il existe de "*fortes présomptions*" sur la responsabilité du régime de Bachar al-Assad dans le massacre de centaines de civils au moyen d'armes chimiques le 21 août et sur le fait que les auteurs doivent être traduits devant la Cour pénale internationale. Reuters 07.09

Parole de barbares. L'internationale salafo-wahabbite-takfiriste appelle les dictateurs à la guerre.

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui regroupe Bahreïn, le Koweït, Oman, les Emirats arabes unis, le Qatar et l'Arabie saoudite, a exhorté dans un communiqué publié à Ryad la communauté internationale à intervenir immédiatement en Syrie pour "*délivrer*" le peuple syrien de la "*tyrannie*" de son gouvernement. Reuters 07.09

Quelques infos complémentaires.

1- Le patrouilleur de la flotte russe de la mer Noire Smetlivy mettra le cap sur la Syrie vers le 12 septembre, a annoncé vendredi à Moscou un représentant haut placé de la Marine russe.

"*Le patrouilleur viendra compléter le groupe naval russe en Méditerranée. Il quittera Sébastopol entre le 12 et le 14 septembre*", a indiqué le responsable à RIA Novosti. Le grand navire de débarquement de la flotte russe de la mer Noire "Nikolaï Filtchenkov" a pour sa part quitté le port de Sébastopol à destination de Novorossiïsk, où il fera une escale de ravitaillement avant de partir vers la Syrie.

Selon le responsable, le croiseur lance-missiles Moskva arrivera quant à lui dans la partie orientale de la Méditerranée le 17 septembre. Deux autres navires de la flotte russe de la mer Noire, la vedette lance-missiles Ivanovets et le navire lance-missiles Chtil sont attendus au large de la Syrie le 29 septembre. D'autre part, une source militaire bien informée a souligné que la DCA syrienne était capable d'abattre tous les avions qui violent l'espace aérien de ce pays ainsi que la moitié des missiles Tomahawk. french.irib.ir 07.09

2- 10 mille effectifs des forces du Hezbollah sont déployés à Damas pour empêcher la chute de l'Etat d' Assad, lors de l'attaque éventuelle des Etats-Unis, ont fait part des sources concordantes libanaises.

Le Hezbollah libanais s'apprête à 2 missions importantes en Syrie lors de l'attaque américaine contre ce pays, selon ces sources. La première mission consiste à empêcher la chute de Damas par les opposants syriens. À cet effet environ 10 mille effectifs des forces du Hezbollah libanais sont déployés à Damas. La 2ème mission consiste à être disponible à répondre par missiles à Israël en cas où la situation s'aggrave en Syrie et simultanément à l'attaque éventuelle des Etats-Unis, ont précisé ces sources. french.irib.ir 06.09

3- Ce sera une véritable bataille martime qui va se déclencher si les Etats Unis commettaient la folie d'attaquer la Syrie.

Selon le site Telegrafist.org , l'armée populaire chinoise vient d'envoyer un navire de guerre aux large de la Syrie et ce navire ne sera pas le dernier. Le navire de guerre chinois est en phase de traverser le canal de Suez via la mer Rouge et il va très bientôt se déployer vers la Méditerranée pour appareiller longeant les côtes israéliennes et libanaises vers la Syrie. Les sources chinoises affirment que l'envoie de ce bâtiment ne suit aucun objectif de guerre et il n'est contre aucun Etat mais qu'il s'agit uniquement d'une mission de supervision des mouvements maritimes des Etats-Unis et de la Russie dans cette zone extrémement explosive. La Chine dit vouloir expédier d'autres navires de guerre dans la Méditerranée mais elle n'en a pas révélé les détails. french.irib.ir 06.09

Syrie en titre.

- Syrie: "*Hollande rabaisse la France au rang de vassal*" - L'Express.fr

- Syrie: 68% des Français contre l'engagement militaire de la France - AFP

- Syrie : Hollande refuse de tenir compte des sondages - LeFigaro.fr

- Hollande salue la position commune de l'Europe sur la Syrie - Reuters

"*Il y a des indices qui vont dans le sens de la responsabilité du régime syrien, nous avançons*", a répété samedi François Hollande.

"*Il n'y aura pas de solution militaire en Syrie. Il y aura une action militaire, il y aura une pression militaire conduisant à une*

solution politique et dans les meilleurs délais. C'était ce que voulaient les Européens", a-t-il ajouté. Reuters 08.09

Traduction : S'il "*n'y aura pas de solution militaire en Syrie* cela signifie que Hollande exclut que le régime puisse mettre fin ou gagner cette guerre, et c'est la raison pour laquelle notre "*action militaire*" conduira à une "*solution politique*" tout autant impossible à trouver temps que Assad reste en place, qui sera d'autant plus facilité qu'il aura été liquidé.

Ode à la guerre des marchands de canon.

- "*L'industrie de défense, un atout pour l'économie française qu'il faut préserver*" - LeMonde.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Politique monétaire: les Etats-Unis chercheront à ne pas nuire aux BRICS - L'Expansion.com

- Obama promet au Brésil et au Mexique une enquête sur la NSA - Reuters

- Jean-Marc Ayrault réclame un SMIC européen pour éviter les "*distorsions de concurrence*" - Atlantico.fr

- Marseille : Ayrault veut «*amplifier la bataille contre les trafiquants*» - Liberation.fr

Enfin des bonnes nouvelles !

- Un G20 qui au moins avance sur les questions économiques - AFP

- La réforme des retraites positive mais insuffisante, juge Fitch - Reuters

- Norvège: découverte de pétrole dans le nord de la mer de Barents - AFP

- Pause fiscale: les entreprises peuvent y croire, pas les ménages - L'Expansion.com

- Sauvetage de la banque BMPS: accord entre Rome et Bruxelles - AFP

Il voulait dire : pas question de diminuer le nombre de chômeurs

- Berger (CFDT): pas question de diminuer les droits des chômeurs - AFP

Vous, oui, les patrons, non !

- Les patrons qui ont échoué ne seront plus fichés à la Banque de France - Atlantico.fr

Et pourtant ce n'est pas faute d'essayer de les convaincre du contraire !

- L'écrasante responsabilité des partenaires sociaux dans le désamour des Français pour le travail - Atlantico.fr

Comme quoi il faut sortir du règne de la nécessité.

- Bernard Vivier : « *Les accords de compétitivité sont devenus une nécessité* » - LeParisien.fr

- PSA: la direction demande la suppression de diverses primes - L'Expansion.com

Rappelons qu'en refusant de rompre les relations avec le patronat et le gouvernement qui s'attaquent systématiquement à tous nos droits sociaux, les dirigeants de tous les syndicats ont délibérément décidé de se placer dans le camp des ennemis des travailleurs, ce sont tous des agents du capital.

Question. Selon vous, comment faut-il caractériser les partis ouvriers qui refusent de rompre avec les appareils pourris des syndicats, le patronat, le gouvernement ?

- Des profs de langue sommés de diviser leur salaire par deux pour garder leur job - L'Expansion.com

Les 35 professeurs de langue d'une école de management bordelaise font l'objet d'un chantage à l'emploi: soit ils acceptent de travailler quasiment à moitié prix, soit ils vont voir ailleurs.

Un petit nombre a accepté, d'autres ont refusé, et la plupart, déconcertés, n'ont toujours pas donné de réponse. M. Belletante, le directeur général de l'école, explique qu'à Marseille en 2010, après le même changement de statut d'Euromed, 70% des professeurs ont accepté une solution similaire. L'Expansion.com 07.09

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille.

- Gattaz, Lepaon et Berger devant les Journées parlementaires socialistes - AFP

Le président du Medef, Pierre Gattaz, ainsi que les numéros un de la CGT et de la CFDT, Thierry Lepaon et Laurent Berger, s'exprimeront pour la première fois, par vidéo, devant les journées parlementaires des groupes socialistes à Bordeaux (23 et 24 septembre -ndlr), a-t-on appris de sources concordantes.

Le PS. Social-national.

"*Dans notre conception de la réforme, le compromis social (...) est un axe fondateur de notre politique de réformes. Il repose sur le compromis social et national*", a-t-on souligné de source parlementaire socialiste en expliquant les invitations adressées au président du Medef et aux deux responsables syndicaux.

A huis clos.

Les travaux débuteront lundi à huis clos, répartis entre plusieurs commissions, comme celle de la commission des Affaires sociales, en présence du ministre du Travail, Michel Sapin, et de la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine.

La commission des Finances se penchera en particulier sur le "*financement de l'économie, compétitivité des entreprises et reprise de l'emploi*", en présence du ministre de l'Economie, Pierre Moscovici.

Les interventions de Pierre Gattaz, Thierry Lepaon et Laurent Berger sont attendues mardi en séance plénière et ouverte à la presse.

Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, celui du Budget, Bernard Cazeneuve, et celui du Redressement productif, Arnaud Montebourg, y prendront la parole avant que Jean-Marc Ayrault ne prenne la parole pour clôturer les travaux. AFP 06.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Le gouvernement égyptien a décidé de dissoudre les Frères musulmans en tant qu'organisation non gouvernementale, rapporte le journal officiel "*Al Akhbar*", vendredi.

La mesure devrait être officiellement annoncée la semaine prochaine, précise-t-il.

"*La décision du ministre a été publiée mais elle ne sera annoncée qu'en début de semaine prochaine lors d'une conférence de presse*", écrit le journal, citant le porte-parole du ministre de la Solidarité sociale, Hany Mahana.

La décision s'applique à l'ONG qui avait été officiellement enregistrée par la fraternité au mois de mars en réaction à une procédure judiciaire qui estimait que le mouvement ne possédait pas de statut légal.

L'organisation des Frères musulmans a été fondée en 1928 et a été dissoute en 1954 par l'armée au pouvoir. french.irib.ir 06.09

SOCIAL

Grèce

Environ 17.000 personnes, selon la police, ont manifesté samedi soir à l'appel des syndicats à Salonique (nord) contre les politiques d'austérité, qui se poursuivent en Grèce depuis quatre ans.

"*Tous ensemble pour battre la rigueur et la pauvreté*" était inscrit sur la banderole principale des centrales du secteur privé GSEE et du public Adedy, a constaté un journaliste de l'AFP.

Environ 4.500 policiers ont été déployés à Salonique, deuxième ville grecque dans le nord, pour assurer la sécurité, selon une source policière.

Outre le cortège principal des syndicats, trois autres rassemblements ont eu lieu, dont celui de la gauche extraparlementaire, des associations et partis qui s'opposent à l'installation des mines d'or dans la région proche de Chalcidique et du syndicat communiste Pame.

Des employés des deux usines d'équipement de défense, contrôlées par l'Etat, Elvo (fabrication de véhicules) et HDS (industrie aérospatiale), et de la compagnie métallurgique Larco, qui seront privatisées, ont également manifesté en arborant des drapeaux noirs.

La grogne sociale commence de nouveau à monter surtout après la vague des mutations dans la fonction publique, entamée récemment par le gouvernement dans le cadre de la restructuration du secteur public.

Le syndicat des professeurs du secondaire Olme devrait observer une grève après la rentrée scolaire le 11 septembre et l'Adedy suivra avec des arrêts de travail les 18 et 19 septembre. AFP 08.09

J'ai censuré les déclarations du populiste Alexis Tsipras, Syriza.

Haut de page

Le 9 septembre 2013

CAUSERIE

Il s'agit d'un premier jet, la suite plus tard, je dois aller faire des courses car je n'ai plus rien à manger, sauf du riz évidemment, et mon épouse arrive après-demain.

J'ajouterai une douzaine d'articles plus tard dans la journée.

Bon courage à tous et gardez le moral.

Dans l'adversité il faut être fort, digne, il faut se montrer encore moins intraitables envers les lâches et les traîtres, les manipulateurs, les charlatans, les opportunistes de toutes espèces.

Le POI s'est adressé au Front de Gauche qui s'est adressé aux membres du Congrès et de la Chambre des représentants américains, Front de Gauche qui en appelle à "*l'alliance atlantique*", autrement dit à l'OTAN ! Cherchez l'erreur. Il n'y en a pas !

Posez cette question à toutes les personnes, tous les militants que vous croisez :

QUI A UTILISÉ DES ARMES CHIMIQUES LE 21 AOÛT DERNIER DANS LA BANLIEUE DE DAMAS, OÙ SONT LES PREUVES QUI IMPLIQUENT LE RÉGIME OU DES MILITAIRES SYRIENS, OÙ, LESQUELLES ?

Il n'existe aucune preuve à ce jour, et si elles existaient les dictateurs Hollande et Obama se seraient empressés depuis longtemps de les brandir à la face du monde entier.

A bas Hollande et son gouvernement social-libéral-impérialiste-sioniste, à bas le PS et les institutions de la Ve République ! Pour une République sociale débarrassée de cette pourriture !

Vive le peuple syrien uni contre la barbarie ! Prolétaires du monde entier unissez-vous pour renverser la barbarie capitaliste, rangez-vous sous le drapeau de la révolution socialiste internationale !

J'ai supprimé la rubrique *Tribune libre*.

Je me suis connecté sur plusieurs portails de groupes ou de militants issus de l'OCI-PCI, ils n'ont rien publié depuis plus de deux mois, apparemment ils sont en vacances ou plutôt les enseignants et les syndicats auxquels ils consacrent leur militantisme étaient en vacances.

On attend des explications des dirigeants qui se réclament du trotskisme et qui depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ont soutenu le PS et/ou le PCF, ont appelé sans cesse au front unique avec le PS notamment, qui ont appelé à voter pour leurs candidats à chaque élection, qui ont soutenu le mot d'ordre gouvernement PS-PCF, qui après avoir appelé à voter pour Mitterrand en 81 ont soutenu la candidature Hollande en appelant à "*chasser Sarkozy*", ont soutenu les candidats du PS en juin 2012, n'ont de cesse de réclamer des audiences à Hollande, Fabius et d'autres ministres, qui ont refusé obstinément de caractériser le PS comme un parti bourgeois ou capitaliste, ennemi des masses exploitées et du socialisme, le supplétif du parti de l'ordre en période de crise du capitalisme pour mieux s'attaquer aux droits des travailleurs et faire la guerre aux autres peuples.

Ils n'ont eu de cesse d'épargner le PS et les appareils des syndicats auxquels ils sont organiquement liés depuis des lustres, dont ils tirent avantages et prébendes, de tenir un double langage que le front unique devait camoufler ou faire oublier. Ils n'ont eu de cesse de lorgner vers leurs militants, cadres ou élus qui ont milité pendant des décennies au PS en recrutant certains d'entre eux sans qu'ils n'aient jamais renié publiquement leur engagement dans ce parti qui a soutenu les guerres coloniales ou impérialistes lorsqu'il ne les avait pas déclenchées lui-même, qui a toujours combattu au côté du capital contre la classe ouvrière.

Ils ont tout fait pour que son sordide passé ne remonte pas à la surface, en vain, aujourd'hui sa véritable nature réactionnaire, impérialiste, néolibéral s'expose au grand jour. Oui, le PS vous donne envie de vomir aujourd'hui, dites-vous bien qu'il n'a jamais changé depuis le 3 août 1914, que c'était bien ce parti pour lequel on vous a appelé à voter, à porter au pouvoir, on vous a manipulé, on nous a trompé, délibérément, en connaissance de cause, les militants et les travailleurs doivent impérativement en prendre conscience et se poser la question de la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire dont le drapeau sera sans tâche, celui de tous ces partis transpirent la trahison, la collusion avec l'ennemi de classe, il ne peut inspirer confiance à aucun militant ou travailleur, dans le cas contraire, cela signifierait que vous n'en avez rien à faire du sort du peuple syrien.

Il n'y a pas pire dans la vie et dans celle d'un militant que d'être incapable de tirer les enseignements (politiques) d'une expérience, et ce qui se déroule en ce moment sous nos yeux en est une au combien enrichissante ou au contraire qui sera fatale à ceux qui sous des prétextes divers refuseraient de regarder la réalité en face, c'est le moment ou jamais, car il n'existe rien de pire que la guerre comme expérience dans la vie d'un homme ou d'un peuple. (A suivre)

Parole d'internaute.

- "Il y a bien eu une attaque chimique, ok. Mais par qui a t elle été perpétrée? Nous ne le savons pas! Toute cette propagande des Américains et de Hollande pour nous faire admettre à tout prix que la faute vient de Bachar al Assad commence à être trop lourde... c'est du bourrage de crâne! On nous montre en boucle sur les chaines d'infos les victimes de ces armes chimiques, soutenant que la faute en incombe au régime... mais heureusement, l'émission "sept à huit" nous a montré l'autre facette!

Et les Syriens... qu'en pensent ils? Préfèrent-ils garder Assad ou le remplacer par les rebelles barbares qui exécutent à tour de bras dans leurs "tribunaux islamiques", voulant imposer la charia au monde entier? Il faudrait peut être leur demander leur avis avant d'aller mettre notre nez dans leurs affaires..."

Deux vidéo

RT. Des boucliers humains autour des sites stratégiques en Syrie Publié le 5 septembre 2013
http://www.youtube.com/watch?v=985AI_ztREU

RT. Les égorgeurs amis de Fabius attaquent Maaloula Publié le 6 septembre 2013
http://www.youtube.com/watch?v=wZotKxZbbEo&list=UU0Bx9l6H4uTV23izwnSTnEA

Dernières infos sur la Syrie

Une confirmation. Leur seul objectif : créer les "***conditions pour le départ (du président syrien) Bachar el-Assad***".

Certains, comme l'Armée syrienne libre (ASL), une nébuleuse de brigades rebelles réunies sous un commandement commun et soutenues par Washington, considèrent cette éventuelle intervention comme l'occasion de faire basculer la situation en leur faveur. Aux États-Unis mêmes, des partisans de frappes contre le régime Assad estiment que leur objectif doit être de donner un coup de pouce aux rebelles sur le terrain après plus de deux ans de combats. Le sénateur républicain John McCain a ainsi assuré cette semaine qu'il fallait un changement sur le terrain pour créer les "*conditions pour le départ (du président syrien) Bachar el-Assad*" et qu'aucune stratégie ne pouvait contourner cette réalité.

Dans certaines régions, les bénéficiaires éventuels apparaissent plus clairement, comme autour de Damas, où, même si plusieurs dizaines de groupes liés à l'ASL opèrent au sein d'alliances mouvantes, la Brigade al-Islam prédomine. Dans d'autres régions, la situation n'est pas aussi claire, et les nombreux groupes djihadistes présents sur le terrain, dont certains affiliés à al-Qaida, pourraient bénéficier de frappes américaines autant que les rebelles soutenus par les États-Unis. Parmi ces groupes djihadistes se trouvent le Front al-Nosra, qui a fait allégeance au chef d'al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, et l'État islamique d'Irak et du Levant (EIIL), branche irakienne d'al-Qaida qui a pris de l'essor récemment en Syrie. "*Une action militaire occidentale bénéficierait potentiellement à tout groupe armé en Syrie*", insiste M. Lister. lepoint.fr 08.09

Simulacre d'hésitation et propagande de guerre

Les Etats-Unis n'ont pas exclu dimanche de revenir vers le Conseil de sécurité des Nations unies pour tenter d'obtenir le vote d'une résolution sur la Syrie après la publication du rapport des inspecteurs de l'Onu sur l'attaque chimique présumée du 21 août à Damas.

Face à l'opposition à une opération militaire de la Russie et la Chine, et aux réticences exprimées par de nombreux autres pays et par les opinions publiques française et américaine, François Hollande s'est dit favorable à ce que le Conseil de sécurité de l'Onu soit une nouvelle fois saisi, malgré le veto prévisible de Moscou et Pékin.

"*Concernant la proposition du président Hollande sur l'Onu, le président (Barack Obama) et nous tous écoutons avec attention ce que nous disent nos amis*", a déclaré John Kerry.

Washington n'a pour le moment aucune intention de soumettre une résolution au vote, a toutefois précisé un officiel américain à l'issue de la conférence de presse.

Les inspecteurs des Nations unies pourraient rendre leur rapport cette semaine, à peu près au moment où le Congrès américain votera pour autoriser ou non des frappes contre la Syrie. Reuters 08.09

Ils ont décidé d'y aller coûte que coûte

Le président français François Hollande a promis de s'adresser à son opinion, mais après le vote du Congrès et la remise du "*rapport des inspecteurs*" de l'ONU qui ont enquêté sur l'attaque du 21 août.

Le rapport des inspecteurs de l'ONU ne devrait pas, comme l'a souvent rappelé Ban Ki-moon, dire qui en est l'auteur.

Pour M. Kerry en revanche, les Etats-Unis n'attendront pas ce rapport s'ils doivent frapper. AFP 08.09

Ils veulent rayer la Syrie de la carte.

Des frappes plus longues et plus intenses que prévues contre la Syrie. Alors que les présidents français et américains s'emploient à convaincre leurs alliés de la nécessité de frapper le régime de Bachar Al-Assad, l'armée américaine revoit ses plans. Selon le Los Angeles Times (en anglais) dimanche 8 septembre, les stratèges américains préparent une campagne de trois jours.

"*Il y aura plusieurs salves et une évaluation après chaque raid, mais le tout limité à 72 heures et une indication claire lorsque nous aurons terminé*", a déclaré au journal un officier au courant des plans militaires. L'intervention prendrait la forme d'un massif barrage de tirs de missiles, suivi rapidement par d'autres attaques sur des cibles manquées ou non détruites après l'attaque initiale.

Cette opération ne devrait pas modifier le rapport de force sur le terrain

La participation de bombardiers de l'armée de l'Air, aux côtés du porte-avion USS Nimitz et des autres navires stationnés en Méditerranée et en mer Rouge, est désormais envisagée. Deux officiers américains ont déclaré au journal que la Maison Blanche avait demandé une liste d'objectifs élargie pour inclure "*beaucoup plus*" que la liste initiale d'environ 50 objectifs. Francetv info avec AFP 08.09

Pas de preuve contre le régime syrien...

- Pas de preuves d'une attaque chimique, dit Bachar al Assad Reuters

Bachar al Assad a une nouvelle fois nié dimanche ces accusations. "*Il n'y a aucune preuve que j'ai utilisé l'arme chimique contre mon propre peuple*", a-t-il déclaré dans une interview réalisée à Damas et qui sera diffusée lundi par la chaîne de télévision américaine CBS. Reuters 08.09

Alors il faut en fabriquer...

- Syrie : nouvelles révélations sur les attaques chimiques - LePoint.fr

- L'attaque chimique en Syrie peut-être effectuée à l'insu d'Assad - Reuters

L'attaque chimique du 21 août près de Damas a peut-être été commise sans l'aval du président syrien Bachar al Assad, avance dimanche le Bild am Sonntag, en s'appuyant sur des informations des services secrets allemands.

Selon des messages interceptés par l'espionnage allemand, des officiers supérieurs syriens ont demandé à plusieurs reprises ces quatre derniers mois au palais présidentiel de pouvoir recourir à l'arme chimique, et la réponse a toujours été négative, écrit l'hebdomadaire.

Ceci pourrait signifier qu'Assad n'a pas approuvé personnellement l'attaque du 21 août.

Selon le Bild am Sonntag, les échanges radio ont été interceptés par un navire de reconnaissance allemand, l'Oker, croisant au large de la côte syrienne. Reuters 08.09

... aussi contre l'Iran...

Le Wall Street Journal a rapporté jeudi que les Etats-Unis avaient intercepté un ordre émanant d'un dirigeant iranien appelant des activistes en Irak à mener des attaques contre des intérêts américains à Bagdad en cas d'opération militaire en Syrie. Reuters 08.09

Obama et Hollande alliés des barbares du Front al-Nosra.

Le chef du Comité national de coordination pour le changement démocratique, de la coalition des opposants syriens a annoncé avoir à sa disposition des documents établissant la liaison entre l'administration américaine et le Front al-Nosra.

J'ai en main des preuves qui prouvent la liaison entre les Etats-Unis et les terroristes d'al-Nosra et Ahrar ash-Sham, a annoncé Haytham al-Manaa à Russia Today. Malheureusement, un groupe d'inféodés à l'étranger est l'intermédiaire entre la Maison Blanche et la Syrie qui n'a aucun intérêt à une évolution démocratique en Syrie, a-t-il ajouté. Ce qui a rendu complexe la situation en Syrie, c'est l'absence d'une décision claire de la part des Etats-Unis envers la Syrie en raison de leurs relations régionales et internationales, a-t-il souligné. french.irib.ir 08.09

Qui en doutait ? L'Egypte au côté des Américains et de l'Arabie saoudite.

Selon le journal Al Jomhouriya, Mahab Mamich, président de l'organisme chargé de la gestion du canal de Suez vient d'affirmer que l'Egypte bloquerait le canal de Suez que sur des Etats contre lesquels il est en guerre ouverte (...) en ce sens, les navires de guerre américains sont autorisés à traverser le canal en question et à partir en guerre contre la Syrie. french.irib.ir 08.09

Ils témoignent et prennent position contre la guerre.

Memorandum d'anciens du renseignement à Obama :

"*Nous avons le regret de vous informer que certains de nos anciens collègues nous disent, catégoriquement, que [...] l'intelligence la plus fiable montre que Bachar al-Assad n'était pas responsable...*" http://www.liveleak.com/view?i=4fe_1378659262

Noms des expéditeurs :

Veteran Intelligence Professionals for Sanity" (qu'on pourrait traduire par "les Professionnels Vétérans du Renseignement pour le bon sens"). Thomas Drake, Senior Executive, NSA (former) Philip Giraldi, CIA, Operations Officer (ret.) Matthew Hoh, former Capt., USMC, Iraq & Foreign Service Officer, Afghanistan Larry Johnson, CIA & State Department (ret.) W. Patrick Lang, Senior Executive and Defense Intelligence Officer, DIA (ret.) David MacMichael, National Intelligence Council (ret.) Ray McGovern, former US Army infantry/intelligence officer & CIA analyst (ret.) Elizabeth Murray, Deputy National Intelligence Officer for Middle East (ret.) Todd Pierce, US Army Judge Advocate General (ret.) Sam Provance, former Sgt., US Army, Iraq Coleen Rowley, Division Council & Special Agent, FBI (ret.) Ann Wright, Col., US Army (ret); Foreign Service Officer (ret.)

Lu dans divers articles ou commentaires d'internautes.

1- Il y aura probablement des frappes, mais ni Washington et encore moins Paris ne pourront se prévaloir d'une «coalition internationale». Et encore moins de la «*communauté internationale*». Quant à l'argutie selon laquelle la Russie et la Chine «*bloquent*» le Conseil de sécurité, elle ne convainc même pas ceux qui l'émettent. Il suffit de faire le compte du nombre de fois où les Américains ont utilisé le droit de veto pour défendre Israël pour s'en rendre compte.

2- Les sanglants mensonges sur l'Irak nous rappellent que ces services fabriquent des preuves pour donner des arguments aux décideurs politiques ou pour les inciter à aller dans le sens de la guerre.

3- Accepter une attaque contre la Syrie parce que la CIA ou un autre service a la «*conviction*» que le régime syrien a utilisé des armes chimiques, c'est tout simplement concéder que ces services sont des anges qui ne disent que la vérité, ne mentent jamais, ne manipulent jamais.

4- Les deux agents sionistes Kerry et Fabius poussent à une déclaration de guerre avant même tout vote et tout rapport de l'ONU.

5- L'incitation à la guerre est un crime de guerre en droit international, pour le compte d'une puissance étrangère (Israël) une trahison en droit national .

6- Tandis que le Don Quichotte d'outre-Atlantique freine des quatre fers, le Sancho Pança de la Corrèze piaffe d'impatience de charger des géants qu'il prend pour des moulins à vent.

En titre.

- Syrie : Obama va devoir convaincre le Congrès et l'opinion - Le Nouvel Observateur

Le président américain enregistre six interviews ce lundi pour persuader du bien-fondé d'une intervention. Le Nouvel Observateur 08.09

- Washington n'exclut pas de revenir vers l'Onu sur la Syrie - Reuters

- Syrie : Fillon votera contre une intervention française - Le Nouvel Observateur

- Syrie : pour Fillon, "*punir*" le régime syrien "*n'a pas beaucoup de sens*" - Francetv info

- Dray: sur la Syrie, Fillon ne se comporte pas en "*homme d'Etat*" - AFP

Qui contestait que Dray était une pourriture de sioniste ?

- Syrie: Royal estime que Hollande "*a fait le bon choix*" - Le Nouvel Observateur

- Syrie: Copé n'exclut pas de voter en faveur de frappes militaires ciblées - L'Express.fr

- Syrie: Borloo veut que Hollande saisisse l'Assemblée générale de l'ONU - AFP

Médias pourris

- Syrie: Bachar al-Assad n'aurait pas approuvé l'attaque chimique - Lexpress.fr

Le Président syrien Bachar al-Assad a nié à la chaîne CBS être impliqué dans l'attaque chimique du 21 août. Des écoutes de l'armée allemande tendraient à confirmer qu'il n'a pas donné personnellement son aval à l'armée.

Quand l'Otan assassine quasi-quotidiennement des civils innocents depuis plus de 10 ans.

- Des civils afghans tués dans une frappe de l'Otan, selon Kaboul - Reuters

Haut de page

Le 10 septembre 2013

CAUSERIE

Lundi 23h22 en Inde

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

La Syrie accepte « ***l'offre de paix*** » US

Interrogé ce matin lors de son escale à Londres sur ce qui permettrait à la Syrie d'éviter la guerre, le secrétaire d'État John Kerry a répondu « *Bien sûr, il pourrait remettre chaque élément de son arsenal chimique à la communauté internationale dans la semaine à venir - le remettre, tout cela sans retard et autoriser une vérification totale, mais il n'en a pas l'intention et c'est impossible à faire* ».

Saisissant au vol ce qui n'était au départ qu'une boutade, le ministre russe des affaires étrangères, Sergey Lavrov, a décidé d'en parler à son homologue syrien de passage à Moscou.

À 15h30 (Temps universel), Walid Mouallem a donné une conférence de presse dans laquelle il a indiqué que, dans un souci d'apaisement, son pays acceptait de confier pour destruction tout son arsenal chimique aux Nations Unies et d'adhérer à la Convention internationale prohibant ces armes. Réseau Voltaire 09.09

Le mondialisme n'a pas encore gagné la guerre.

- Syrie: Pourquoi le Congrès américain pourrait mettre plus longtemps que prévu à se décider - 20minutes.fr 09.09

Selon le Washington Post, seuls 23 sénateurs (sur 100) et 25 représentants (sur 435) se sont prononcés pour le moment en faveur d'une intervention. 20minutes.fr 09.09

La suite demain.

Mardi 15h25 en Inde

Je n'ai pas encore trouvé le temps d'ajouter de nouveaux articles (25), d'ici une heure.

Après les services de renseignement américain, on a eu le droit aux français, puis aux britanniques et enfin aux allemands, alors que c'était les Israéliens qui avaient été à l'initiative de cette info impossible à prouver, et donc abandonnée. Entre temps ils se sont contredits, les Israéliens accusant le régime, les Allemands le dédouanant, peu importe, à défaut de preuves, il fallait tenter le coup.

Faire porter le chapeau à Assad est compromis par le fait que des parents originaires de Lataquié (fief d'Assad situé à plusieurs centaines de kilomètres de Damas) ont reconnu leurs enfants parmi ceux gazès (?) le 21 août dans la banlieue de Damas, info confirmée par les autorités syriennes, ces gosses avaient été enlevés par les djihadistes barbares.

La question à l'ordre du jour est d'empêcher les tenants du mondialisme de faire un nouveau pas en avant, de les stopper en empêchant le régime syrien de tomber entre leurs mains. Que le régime d'Assad soit infréquentable, ce n'est pas un scoop, qu'une puissance ou une coalition de puissances menacent militairement tous les pays du monde, voilà un danger bien plus grave qui menace l'humanité entière, son existence à terme. Leur infliger une défaite, peut-être provisoire, les obliger à se découvrir,

à montrer leur vrai visage, voilà qui est fort instructif pour la suite du combat de tous les peuples pour leur émancipation. Nous, nous n'analysons pas la situation par le petit trou de la lorgnette confortablement installé dans un bureau ou une salle de classe, c'est toute la différence avec les opportunistes, et puis nous vivons dans un pays qui a bien des égards ressemble plus à la Syrie qu'à la France, cela aide à prendre du recul.

Rappelons qu'hier encore on défendait un pays dominé qui était agressé par un pays dominant ou impérialiste, pays dominé qui n'avait rien à envier au régime d'Assad soit dit en passant, apparemment il y en a beaucoup parmi nous qui ont une mémoire très sélective, de nos jours la gauche, l'extrême gauche trouve cela normal. Les idées de la classe dominante se sont infiltrées jusqu'au sommet du mouvement ouvrier et ont fini par le pourrir. On y reviendra.

Quelques réflexions inspirées de la situation mondiale.

- Ils s'acharnent à détruire tous les droits politiques et sociaux des travailleurs qui en avaient acquis dans les pays dits développés, ce n'est pas pour en concéder à ceux des pays en voie de développement.

- Chacun cherche à comprendre ce qui se trame derrière la guerre contre la Syrie... Hier j'ai parcouru rapidement quelques centaines de commentaires sur Internet à la suite d'articles de presse. A part deux ou trois qui n'étaient pas très loin de la bonne réponse tous les autres étaient à côté de la plaque.

Les militants qui se connectent régulèrement sur le site et qui lisent attentivement les causeries sont en mesure de répondre à cette question, n'est-ce pas ? Non ? Franchement c'est fastoche, demandez-vous qui détient le pouvoir aux Etats-Unis, qui sont les maîtres du monde et vous aurez la bonne réponse. Vous voyez de qui je veux parler n'est-ce pas ? Maintenant reliez cette réponse aux infos de la causerie d'hier et vous pourrez vérifier que c'est effectivement la bonne réponse.

Souvenez-vous aussi ce que nous avons dit à plusieurs reprises, que le chemin qui mène au mondialisme était semé d'embuques, qu'ils étaient loin d'avoir gagné la guerre, n'en déplaise à Warren Buffet.

- Chacun va aussi se demander ou devrait se poser la question suivante : mais comment se fait-il que les congressistes et les membres de la Chambre des représentants qui sont 100% réactionnaires, qui ont soutenu toutes les guerres des Etats-Unis s'opposeraient-ils à une intervention américaine en Syrie ? Si finalement une majorité s'y opposait, certains ne se la poseraient pas et en déduiraient à la hâte que c'est parce que ce sont des démocrates, des humanistes, des gens bien quoi, et que les Etats-Unis sont une démocratie, et bien oui, pendant qu'on y est il faut aller au bout de sa pensée.

Sauf que voilà, cela ne colle pas du tout avec la réalité ou ce qu'ils sont, ce serait une fois de plus prendre ses désirs pour la réalité ou se rassurer en se disant que le vieux monde n'est pas aussi pourri qu'on veut bien le dire. Pendant ce temps-là cela ne les gêne pas que les Etats-Unis bombarde et massacre les populations civiles en Afghanistan, au Pakistan et au Yémen, par exemple, un exemple parmi des dizaines ou des centaines d'autres. Cela c'est le genre d'arguments avec lequel des charlatans comme la Gauche anticapitaliste peuvent s'accommoder, des gens que cela arrange de ne pas penser plus loin que le bout de leur nez, autant dire pas du tout ou si peu

C'est l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste qui pousse à la guerre contre la Syrie et l'Iran, pas pour des raisons financières ou pas seulement, cet aspect est secondaire, mais pour des raisons spécifiquement politiques qui rentrent dans l'agenda de sa stratégie politique et c'est facile de le démontrer.

Il y a dit-on un million de millionnaires en dollar aux Etats-Unis, ce sont des riches, somme toute de petits riches qui s'enrichissent à partir du capitalisme productif et en partie à partir du capitalisme spéculatif, ce sont les principaux clients des grandes banques comme Goldman Sachs, Citigroup, J-P Morgan, etc., les investisseurs qu'on retrouve à Wall Street, une grande partie de leur fortune repose sur l'économie réelle, donc ils n'ont pas envie que les Etats-Unis se lancent une nouvelle fois dans une guerre coûteuse qui pourrait à terme justifier de la part du gouvernement de ponctionner leur fortune, une guerre qui pourrait avoir des répercussions négatives sur l'économie et se traduire là encore par une baisse de leurs revenus, pire, elle pourrait se solder par un désengagement de certains investisseurs qui pourrait entrâiner un mouvement de panique à Wall Street, ils pourraient se retrouver ruiner ou en difficulté très rapidement et ils n'y tiennent pas du tout, mais alors pas du tout, tel est le message qu'ils ont adressé aux congressistes et aux membres de la Chambre des représentants. Eux, leur fortune, ils la doivent à l'exploitation mais surtout à la spéculation, elle est fragile, elle peut s'écrouler en un rien de temps sans qu'ils puissent se raccrocher à quoi que ce soit.

Quant aux oligarques, aux très riches, aux hyper riches, aux banquiers de la Fed et le premier cercle qui leur est lié, pour eux la situation se présente tout autrement. Leur dépendance à l'économie productive ou réelle est relative ou relativisée du fait qu'ils ont les moyens d'agir sur le levier de l'économie spéculative ou financière, ils en sont les maîtres, ils possèdent la planche à billets, vous comprendrez aisément que cela change du tout au tout la manière d'aborder la réalité et qu'en comparaison nos petits riches sont bien fragiles ou démunis, en fait ils sont manipulés, la plupart le savent et cela les arrangent... jusqu'à un certain point seulement, ils s'imaginent détenir du pouvoir, ce qui n'est pas totalement faux, mais pas totalement vrai non plus. Ils en ont sur le plan politique quand une décision politique engage directement le Congrès et la Chambre des représentants,

comme c'est le cas aujourd'hui sur la Syrie, mais ils n'en ont pas quand les banquiers influencent le cours de l'économie de telle sorte que le gouvernement et les élus des deux chambres sont placés devant le fait accompli et se trouvent obliger de soutenir la politique qui découle des magouilles des oligarques, or c'est celle-ci qui détermine aussi bien la politique économique que la politique étrangère des Etats-Unis, et influence même le cours de l'histoire mondiale.

Nous avons vu dans de précédentes causeries comment les banquiers pouvaient influencer le cours de l'économie en créant des milliers et milliers de milliards de dollars dans le dos du Congrès et de la Chambre des représentants. S'ils en ont le pouvoir, sans détenir toutefois tout le pouvoir politique jusqu'à présent, à leur grand dam d'ailleurs, on comprendra qu'en dernier ressort ils sont les véritables maîtres de la situation. Rappelons au passage aussi que la stratégie du mondialisme a pour objectif de leur permettre d'acquérir ce pouvoir politique absolu.

A ce stade, si vous vous demandiez encore ce qu'il restait de la démocratie aux Etats-Unis, et bien vous en avez retrouvé la trace ici dans la concurrence que se livrent les riches et les hyper riches, les millionnaires et les milliardaires en dollar. Vous penserez peut-être que cela n'a pas grand chose à voir avec le peuple américain, effectivement, lui il est hors course depuis belle lurette, il ne sert que de force d'appoint aux uns ou aux autres pour que leur politique l'emporte, c'est tout, ne cherchez pas ailleurs la démocratie aux Etats-Unis, elle n'existe pas.

C'est l'oligarchie financière qui pousse à la guerre à des fins politiques, pour liquider un Etat, un tout petit Etat de 22 millions d'habitants qui ose lui résister et qui donne un mauvais exemple aux autres. Elle se fout de ses matières premières, c'est une fausse piste, faites le tour du monde, cela sera rapide, et demandez-vous combien d'Etats dans le monde résiste à l'emprise américaine, à part la Russie et la Chine, et encore, il faut relativiser là aussi, combien sont-ils, à part l'Iran et la Syrie, accessoirement le Liban à cause de la présence du Hezbollah, cherchez bien, en existe-t-il d'autres ? L'Inde. Elle est plus anarchique qu'insoumise ou indomptable en réalité. L'Afrique du Sud, le Brésil, l'Argentine, le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur et quelques autres Etats de moindre importance en Amérique latine, ils sont tous dépendants du marché mondial dominé par les Américains et les Européens, en réalité ils leur mangent dans le creux de la main, ils ont tous signés des accords multilatéraux avec les Etats-Unis, ils commercent tous avec eux, ils participent tous à l'OMC, ils sont tous (à vérifier) liés aux FMI, à la Banque mondiale, à des institutions supranationales ou soit les Etats-Unis sont présents, soit où d'autres pays liés aux Etats-Unis sont présents, ils n'ont finalement d'indépendance que l'apparence.

La Syrie est un pays laïc où se côtoient et vivent en paix plusieurs religions depuis des lustres, pour les tenants de l'idéologie néolibérale cette situation est inacceptable, puisqu'elle inclut la liquidation des religions et toute forme de représentation du monde qui ne serait pas conforme à celle que le marché doit incarner uniquement à terme, qui exclut de près comme de loin toute référence à la lutte des classes ou plutôt à l'existence des classes, l'humanité étant vouée à se transformer en un immense troupeau de serfs ou d'esclaves destinés uniquement à produire et consommer ce qui est strictement nécessaire à leur reproduction ou leur survie tandis que les oligarques et l'élite intellectuelle qui superviserait cette nouvelle organisation du monde vivraient dans l'opulence comme des monarques absolus. Dans ce shéma, pas plus les sciences sociales que les religions n'ont leur place, aucun idéal, aucun espoir ne doit naître dans la tête de l'esclave, il ne lui est pas nécessaire de penser, d'en savoir plus que ce qui est nécessaire aux tâches quotidiennes qu'il a à accomplir, tout le reste est superflu et doit disparaître, il lui est interdit de réfléchir et on va faire en sorte qu'il n'en soit plus capable ou que l'envie lui en passe, vous constaterez que dans de nombreux domaines, parallèlement à la liquidation de nos droits politiques et sociaux, ils sont très actifs. Bref, la Syrie est un mauvais exemple, il faut que cela cesse, c'est intolérable, voilà ce qu'ils ont décrété.

Maintenant, en admettant qu'ils ne fassent pas cette guerre, ils ne lâcheront pas le morceau pour autant, jamais, ils prendront leur mal en patience ou ils liquideront Assad par un autre moyen, ils ont une longue expérience derrière eux dans ce domaine.

Encore un mot.

On nous dit que les Etats-Unis se sont affaiblis, qu'ils ont dû réduire leurs dépenses militaires, c'est vrai, pour la même raison qu'évoquer plus haut, le clan des millionnaires et la classe moyenne américaine en ont marre de casquer pour les banquiers. C'est en rapport avec les contradictions du capitalisme auxquelles ils sont liés.

Obama s'est engagé à réduire la dette, mais en réalité elle continue d'augmenter, et si demain les banquiers mettent le couteau sous la gorge des millionnaires et de la classe moyenne et leur disent : soit on arrête tout et vous plongez, soit on en rajoute une couche, soyez sûrs qu'ils vont s'écrier : banco, allongez la monnaie, et les revoilà partis à faire chauffer la planche à billets. Ils les feront plonger, mais quand eux l'auront décidé et seulement à condition d'être certain d'en tirer profit, d'accroître leur pouvoir politique puisque c'est la seule chose qui leur fait encore défaut, le pouvoir absolu. Les oligarques sont pris à la gorge par la crise du capitalisme, ils craignent plus que tout qu'elle leur pète à la figure en dehors de tout contôle, c'est leur cauchemar. Et si on enrage à ce point, c'est parce qu'on sait que ce risque existe, et que malheureusement nous ne nous y sommes pas du tout préparer.

Tenez une info qui confirme ce qui vient d'être dit.

- Wall Street optimiste, doutant de la concrétisation de frappes contre la Syrie - AFP 10.09

Wall Street a fini en nette hausse lundi, les investisseurs profitant d'un relâchement des tensions sur la Syrie pour acheter dans la foulée de bonnes nouvelles économiques mondiales: le Dow Jones s'est arrogé 0,94% et le Nasdaq 1,26%. AFP 10.09

- A propos de la démocratie, on découve qu'elle est piétinée, c'est extraordinaire, en réalité le capitalisme à l'origine en est l'antithèse, car lorsqu'on dit qu'il repose sur l'inégalité (de droits) entre les classes, on ne fait que mettre en lumière qu'il repose sur le pouvoir que s'octroie par la force la minorité sur la majorité, donc le capitalisme est en soi antidémocratique. Et lorsqu'on lui reconnait au cours de sa phase ascendante des valeurs progressistes ou démocratiques, il ne faut jamais oublier de mentionner que ce fut toujours au détriment de son anti-thèse, la classe ouvrière qui revendique aujourd'hui le pouvoir politique.

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Syrie. Tout est résumé en une phrase :

- Si l'objectif avoué de l'intervention n'est pas de renverser Bachar el-Assad, il en va tout autrement de sa finalité politique. lemonde.fr 09.09

Des organisations qui se revendiquent du trotskisme tiennent finalement le même discours, en pratiquant le double langage habituel qui consiste à se dire opposer à toute intervention militaire occidentale, tout en affirmant qu'il faut chasser Assad du pouvoir, or c'est justement l'objectif que ce sont fixés les dictateurs Obama et Hollande, d'ailleurs l'hypocrisie ou la crasse ignorance rivalisant il paraît évident qu'ils sont les seuls à pouvoir atteindre cet objectif en bombardant et envahissant la Syrie.

Nous ne mettrons pas leur tract en ligne, tout comme nous ne publierons plus leur littérature dans le futur.

Quel nouveau coup tordu vont-ils inventer ?

Washington - Les Etats-Unis sont prêts à discuter avec la Russie pour déterminer si leur proposition de placer l'arsenal chimique syrien sous contrôle est digne de foi, a déclaré lundi un conseiller du président américain Barack Obama.

Ce conseiller, Ben Rhodes, a toutefois prévenu sur la chaîne MSNBC que Washington ne relâcherait pas pour autant la pression sur Damas et se méfiait d'une tactique destinée à retarder l'échéance de frappes contre le régime Assad.

«*Je pense qu'il va nous falloir rester en contact avec eux (les Russes) et d'autres pays pour évaluer le sérieux de cette proposition*», a ajouté M. Rhodes, conseiller adjoint de sécurité nationale du président Barack Obama.

«*En même temps, ce sera très important de ne pas relâcher la pression*» sur le régime syrien, a prévenu M. Rhodes, en soulignant que Washington ne prendrait en considération l'initiative russe «*que s'il s'agit d'une proposition digne de foi*».

«*Nous ne voulons pas qu'il s'agisse d'un nouvel exercice destiné à retarder*» les échéances, a encore dit le conseiller du président américain en faisant part du «*scepticisme*» du gouvernement américain.

De son côté, la porte-parole adjointe du département d'Etat, Marie Harf, a estimé que «*tout ce qu'Assad a fait ces deux dernières années a été exactement le contraire*» d'une mise sous contrôle de son arsenal chimique.

Elle aussi a fait part du «*scepticisme*» des Etats-Unis, tout en estimant que toute mesure visant à contrôler les armes chimiques du gouvernement Assad représenterait «*une mesure positive*».

Dans la foulée, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé à la création de zones supervisées par les Nations unies en Syrie où les armes chimiques du pays pourraient être détruites. AFP 09.09

Dans le camp des agents de la guerre contre la Syrie

Syrie: lettre ouverte aux parlementaires français - lexpress.fr 09.09

Plusieurs personnalités syriennes, francosyriennes et françaises lancent un appel aux députés et sénateurs français afin que soit donné un coup d'arrêt au désastre en Syrie. lexpress.fr 09.09

Cette lettre ne fait que reprendre la propagande officielle, en plus nauséabond encore, on a à faire à la pire pourriture qui soit. Ce qui est dit plus loin se trouve également dans cette lettre. Un extrait de cet appel au bombardement de la Syrie par les Américains et les Français.

- "*En Syrie, seul le régime possède la technologie nécessaire à la fabrication des gaz toxiques. Lui seul est doté d'armes chimiques dont il possède un stock utilisable à grande échelle. Seul le régime syrien possède l'arsenal balistique pour les transporter. De toute urgence, ce régime doit être privé de toute espèce d'armes non conventionnelles, mais aussi de son écrasante puissance de frappe aérienne et balistique.*"

On trouve parmi ces réacs :

- une sociologue et féministe, un archéologie, un poète (sic !), un Maître de conférences, un comédien et metteur en scène, encore une doctorante (psychopathol), féministe, un chercheur, membre d'ATTAC, une éducatrice, militante des droits de l'Homme, conservateur du patrimoine (un croquemort sans doute !), un Enseignant à Sciences Po, artiste dramatique, un journaliste, un ancien directeur du Festival d'Avignon, un mathématicien, un écrivain, professeur de sociologie politique, un ancien diplomate, un juriste directeur d'entreprise, un ingénieur-chercheur, conservateur de bibliothèque, un écrivain et journaliste, un écrivain, un autre journaliste et écrivain, une musicienne comédienne, une enseignante, encore un poète, un autre professeur de science politique, un éditeur, un chercheur au CNRS, une chercheuse, un militant syndicaliste étudiant, encore un professeur, un ancien élève de l'ENA, professeur associé à l'université, un auteur, metteur en scène, comédien, un professeur de médecine, urgentiste, un artiste peintre, un cinéaste, un photographe, encore un professeur d'université, un professeur émérite des universités, un autre professeur des universités, encore un journaliste, une réalisatrice, un archéologue , un professeur de sociologie politique, un architecte, j'ai gardé le meilleur pour la fin vous vous doutez bien :

- Monzer Makhous, Ambassadeur de la Coalition nationale de la révolution et de l'opposition syrienne en France

- Farid-Frédéric Sarkis, universitaire, franco-syrien, conseiller municipal EELV

- Jack Ralite (PCF), ancien ministre, ancien sénateur.

C'est à vous dégoûter d'être intellectuel !

Commentaire d'internaute à la suite de cette lettre.

1- (A propos d'Assad) ""*sa responsabilité dans l'usage d'armes non conventionnelles est établie." Ah bon ? Ces signataires ont donc les "preuves" de ladite responsabilité, que nos gouvernants ne possèdent pas ?* "

C'est un grossier mensonge, ce sont des ordures finies, rien ne les arrête.

2- "*Costumes de Roger Hart... Decors de Donald Cardwel... Mise en scène et dialogues de Bernard Henry Levy...*"

Bravo, bonne répartie !

3- "*Je reconnais là le discours stérile des agents de l'Etat ou des partis politiques payés à pourrir les forums de discutions et les pages Facebook des personnes qui veulent simplement s'exprimer. Ils répondent immédiatement et cherchent par tous les moyens à polluer l'ambiance pour que ceux qui seraient intéressés quittent la discussion. Je les connais parfaitement pour avoir subit leurs agissements sur ma page Facebook "Corruption de l'Etat français" durant des mois. J'ai finalement arrêté de publier car cela devenait trop fatigant de faire en permanence la Police. Ces mêmes personnes voudraient faire croire qu'elles défendent les droits de l'homme en Syrie alors qu'elle tuent la liberté d'expression en France.*"

Ce sont tous des nantis, tous corrompus par le système, ils ne sont pas plus heureux pour autant quand on constate à quoi sert leur statut social, ce sont des gens éminemment médiocres.

Se réjouir du vote du Parlement britannique tout en soutenant le soulèvement syrien - gauche-anticapitaliste.org - 5 septembre 2013

- Le meilleur moyen de «*punir*» le régime syrien est de permettre au soulèvement populaire de le briser, et non de bombarder le pays. (...)

(Il est inexistant le "*soulèvement populaire*", hyper minoritaire, aussi minoritaire que votre courant politique ! Quelle ville, quelle région contrôle-t-il ? Aucune. - ndlr)

Cependant, en refusant au courant majoritaire de l'opposition syrienne les armes défensives antiaériennes et antichars...

(C'est Al-Nosta, Al-Qaïda, les salafistes-takfiristes, les mercenaires étrangers barbares sanguinaires qui massacrent, égorgent,

brûlent vifs, torturent, décapitent, exécutent sommairement hommes, femmes et enfants qui constituent la principe force armée face au régime, même les Américains et les Israéliens l'admettent, bande d'ignares. -ndlr)

Les puissances occidentales se seraient-elles véritablement souciées du peuple syrien – ou, même, Washington aurait-il été plus intelligent en cherchant à créer les conditions pour le compromis qu'il recherche – il leur aurait été facile d'équiper l'opposition syrienne avec des armes défensives et de permettre ainsi au soulèvement de renverser le cours de la guerre de façon à provoquer une rupture du régime. Sans un tournant décisif dans la guerre civile syrienne au détriment du régime, ce dernier restera intransigeant et uni autour du clan Assad et la guerre se poursuivra avec ses conséquences terribles.

(Ne serait-ce qu'imaginer, je dis bien imaginer que l'impérialisme aurait du soutenir "*'opposition syrienne*" en dit long sur sa nature "*révolutionnaire*", autant prêter des intentions démocratiques à Obama ! - ndlr)

C'est cette réalité qui réfute l'argument qu'avancent beaucoup de personnes bien intentionnées, selon lequel des livraisons d'armes à l'opposition syrienne ne feraient qu'augmenter le nombre des victimes. Au contraire, c'est précisément l'avantage du régime en armement qui fait que la guerre se poursuit et que le nombre des pertes humaines augmente. (...)

(Plus de 75% de la population syrienne soutient le régime qui incarne la souveraineté et l'unité de la Syrie selon la CIA, tandis que l'opposition syrienne ne représente qu'elle-même ou une couche de la bourgeoisie syrienne qui aspire au pouvoir, qui a pactisé avec la pourriture salafiste. En tant de guerre et de révolution, les gauchistes qui prennent leurs désirs pour la réalité deviennent souvent les pires réactionnaires. - ndlr)

Face aux horribles crimes perpétrés par le régime Assad, avec le soutien de la Russie, de l'Iran et des alliés de celui-ci, il est du devoir de toutes celles et ceux qui affirment défendre le droit des peuples à l'auto-détermination d'aider le peuple syrien à obtenir les moyens de son autodéfense.

(On croirait le discours d'Obama ou Hollande ! Pas un mot sur les contras, dans leur article pas une fois il ne cite l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, Israël. Cet article tient de la manipulation.

Nous soutenons inconditionnement le régime, l'armée et le peuple syrien qui combattent ensemble pour la souveraineté, l'unité et l'indépendance de la Syrie- ndlr)

Conditionnement ou manipulation des masses.

Tout ce que compte le néolibéralisme d'instituts, fondations, think tanks est mobilisé pour promouvoir la guerre contre la Syrie. La totalité des médias se mettent à leur service. Chacun y va de son "*expert*", de son "*spécialiste*", de son "*chercheur*" pour faire sérieux et accréditer l'idée que bombarder la Syrie serait une nécessité, alors que ces gens-là n'ont absolument aucune légitimité pour évoquer cette question et ne représentent que leurs maîtres qui les rétribuent. Le dernier exemple en date.

- Syrie: «***L'administration Obama n'a pas abattu ses dernières cartes***» - 20minutes

Martin Michelot, chercheur au German Marshall Fund, décrypte les enjeux du débat au Congrès et l'argumentaire du président américain...

Qu'est-ce que le German Marshall Fund ?

- Le German Marshall Fund of the United States est une institution américaine de politique publique qui vise à promouvoir les relations transatlantiques... (wikipedia)

Qui la dirige ?

Craig Kennedy, Président du German Marshall Fund of the United States, est également membre du comité scientifique de la Fondation Thomas Fordham, de l'Institut Rocky Mountain et de l' European Foundation Center à Bruxelles.

Ivan Vejvoda, vice-Président du German Marshall Fund of the United States est un ancien directeur de la Fondation Soros à Belgrade (1998-2002)

La cerise sur le gâteau, qui l'a créé ? Un autre prix Nobel de la paix, un social-démocrate, cela ne s'invente pas.

Willy Brandt en 1972. N'allez pas croire que la social-démocratie était déjà pourrie jusqu'à l'os il y a 41 ans, vous auriez encore 58 ans de retard !

A titre posthume et c'était bien la moindre des choses :

Un bâtiment du Parlement européen à Bruxelles porte son nom et à Francfort, la place où se situent la BCE et l« 'Euro géant » a été nommée Willy Brandt Platz. (wikipédia)

Les capitalistes sont reconnaissants envers ceux qui leur ont rendu de fiers services.

Que dit notamment ce "*chercheur*".

- "*Obama peut convaincre ses opposants ou les indécis en mettant en avance l'importance cruciale d'une Amérique forte qui pèse dans le concert mondial et qui se maintient dans ce rôle de leader des droits de l'homme et des droits fondamentaux, notamment par rapport à la Russie et la Chine.*"

- "*... on voit que certains membres de l'administration Obama ont aussi commencé à mentionner la menace que représente l'influence du Hezbollah au Liban et les éventuelles conséquences qu'une percée des fondamentalistes religieux peut avoir sur l'influence des Etats-Unis dans la région, mais aussi les risques que cela pourrait faire peser sur Israël. Les arguments d'Obama sont donc ici bien moraux et éthiques...*"

L'impérialisme américain qui n'a cessé de guerroyer sur tous les continents depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale "*leader des droits de l'homme et des droits fondamentaux*" et garant de la moral et de l'éthique, il fallait oser le dire !

En titre

- Les Américains de plus en plus hostiles à une action en Syrie - Reuters

L'hostilité des Américains à une intervention militaire en Syrie grandit malgré les efforts déployés par le président Barack Obama pour tenter d'obtenir l'approbation du Congrès pour des frappes contre le régime de Bachar al Assad, montre lundi un sondage Reuters/Ipsos.

D'après cette étude menée du 5 au 9 septembre, 63% des Américains sont contre une intervention des Etats-Unis en Syrie. Ils étaient 53% dans un précédent sondage effectué fin août, une semaine après l'attaque chimique du 21 août dans la banlieue de Damas que l'administration américaine impute au gouvernement syrien.

Parallèlement, le soutien des Américains à une intervention militaire contre le régime de Bachar al Assad est passé de 20% à 16%.

Même si on leur prouvait que les forces de Bachar al Assad ont utilisé des armes chimiques contre leur propre peuple, seuls 26% des Américains prôneraient une action de leur pays, contre 52% qui y seraient hostiles, en hausse par rapport aux 44% de fin août. Reuters 09.09

- Syrie: Seuls 35% des Français approuvent une intervention militaire - Le Nouvel Observateur

- Syrie: Washington accueille avec prudence la proposition russe - AFP

- La France juge recevable l'initiative russe sur la Syrie - Reuters

Un cas pathologique grave. Hystérique, psychotique, paranoïaque.

Pourquoi les rénégats sont-ils généralement les pires réactionnaires ? Parce qu'ils doivent démontrer en permanence qu'ils ont bien changé de camp.

- Syrie: Cambadélis évoque les "*conséquences d'une non-intervention*" - AFP

"*La non-intervention - au nom d'arguments qui sont peut-être défendables - aura des conséquences incalculables sur le plan et militaire et géopolitique*", a-t-il mis en garde.

"*Il s'agit de nous aider nous-mêmes*" : "*à partir du moment où dans une guerre civile, un Etat, même un groupe puisse utiliser l'arme chimique, cela veut dire que demain d'autres*" peuvent "*utiliser*" cette arme, a poursuivi M. Cambadélis.

"*Cela veut dire que la défense française est relativisée, cela veut dire que l'Europe peut être un jour ou l'autre à portée de ces*

armes", a-t-il conclu, convaincu que le Congrès américain se laissera convaincre du bien-fondé de l'intervention en Syrie, dans le contexte pétri de "*patriotisme*" des commémorations du 11 septembre. AFP 09.09

- Syrie: le Belge libéré dimanche dédouane le régime d'Assad - AFP

- "*C'est un devoir moral de le dire. Ce n'est pas le gouvernement de Bachar Al-Assad qui a utilisé le gaz sarin ou autre gaz de combat dans la banlieue de Damas. Nous en sommes certains suite à une conversation que nous avons surprise*", a-t-il dit sur la télévision belge RTL-TVI. Pierre Piccinin n'a pas donné de détails sur les circonstances ou les auteurs de cette conversation qu'il dit avoir entendue.

Immédiatement la racaille journalistique s'est mobilisée pour affirmer qu'il s'agissait d'une "*personnalité controversée*

- Dans un portrait très négatif que lui a consacré Le Monde (article abonnés) en juin 2012, Pierre Piccinin était qualifié de "*touriste de la guerre*". "*Passionné par le monde arabe, dont il n'a jamais jugé utile d'apprendre la langue*", cet homme de 40 ans est "*obsédé par les théories du complot*", selon le journal. Ses déclarations récentes sur l'attaque chimique en Syrie sont donc commentées avec prudence par le pouvoir belge. "*Les propos de M. Piccinin n'engagent que lui-même*", souligne le gouvernement.

Comme ceux d'Obama ou Hollande d'ailleurs ! Ce témoignagne serait d'autant plus crédible, apparemment, qu'il fut une époque où ce journaliste avait pris partie pour le "*soulèvement populaire contre le régime baasiste*". S'il avait accusé le régime, il aurait été accueilli à bras ouverts par les va-t-en-guerre contre la Syrie.

- Au moment de son enlèvement, il effectuait son septième séjour en Syrie depuis le début des troubles en 2011. Il avait défendu, dans un premier temps, des thèses proches de celles du régime de Bachar Al-Assad. Mais après avoir été enlevé et torturé aux côtés de rebelles pendant six jours, en mai 2012, il avait pris la défense du soulèvement populaire contre le régime baasiste. Francetv info avec AFP 08.09

Que cela ne tienne :

- Le témoignage d'un déserteur des forces armées syriennes, arrêté pour avoir refusé de tirer sur des civils - Slate.fr

Quels "*civils*", qui pointaient leurs armes sur les militaires qui défendent l'unité et la souveraineté de la Syrie ? L'idée ici est de faire croire que l'armée nationale syrienne serait une bande de criminels de guerre qui tueraient des civils désarmés aux coins d'une rue qui ne leur auraient rien fait. Dans ce cas-là on se demande pourquoi plus de 70% de la population les soutiens et un grand nombre de Syriens participent à cette guerre à leur côté contre les envahisseurs, source la CIA pour rappel.

Parole d'internaute récoltée ici ou là à la suite de différents articles

1- Nous aimerions bien voir ces preuves attestant qu'Assad a utilisé ces armes chimiques contre les islamistes avant que la guerre ne soit déclarée.

Mais des vraies preuves et pas des ersatz comme a utilisé Bush pour déclarer la guerre en Irak disant que ce pays détenait des armes de destructions massives.

2- J'ai vu sur slate un article et une photo de John Kerry dinant avec Bachar à Damas en 2009 avec leurs épouses respectives à la suite de quoi Kerry a toujours dit que son hôte était un homme charmant ...C'est quoi tout çà ?

3- Fabius sur la syrie ...vu sont va t'en guerre faut le mettre en prison ce type c'est un assasin !

4- C'est ça allons soutenir les mouvements islamistes affiliés à Al-Quaida et que tous nos journaleux bobo gaucho qualifient pudiquement de "rebelles" !

5 -Quel cinema ces socialistes quand je pense qu'ils sont contre la peine de mort pour les assassins de femmes et d'enfant et qu'ils soutiennent des gens qui égorgent pour un oui ou pour un non.

6- C'est quand même triste de se rendre compte que le peuple est plus avisé que ses gouvernants. Ça fait peur aussi. Nous sommes dirigés par des blaireaux.

Non, vous n'y êtes, nos gouvernants ne sont pas mal avisés, ils ont d'autres objectifs politiques en tête et que vous ignorez apparemment, rassurez-vous, vous n'êtes pas le seul.

7- Mais bien sûr! C'est la solution la plus raisonnable pour 2 raisons :

La première c'est qu'ils ne peuvent pas donner au monde de leçon de démocratie et ensuite quand il y a un problème dire : "Ici c'est moi qui commande ! Si vous êtes contents c'est bien, sinon c'est pareil" Quelle façon de concevoir la démocratie est celle-ci ?

Et la seconde, c'est qu'ils risquent d'avoir les peuples (y compris le leurs) qui se révoltent contre leurs décisions !

Lorsqu'on veut donner une leçon de morale, il faut d'abord agir moralement soi-même ! Je ne veut pas dire par là qu'il ne faut pas punir Assad ! Mais pour qu'Assad soit puni, il faut avant tout être absolument sûr que ce soit lui qui ait commis ce crime ! Sinon c'est celui qui veut punir qui commet un crime!

Hollande et son gouvernement sont des criminels, vous avez parfaitement raison, ajoutons que ce n'est pas nouveau !

8- François Hollande devant la cour pénale internationale ?

Le 11 juin 2010, lorsque le crime d'agression a été inséré dans le Statut de Rome comme l'un des crimes relevant de la CPI et pour lequel s'exerce sa compétence .

Bien que ni la Syrie ni les États-Unis ne soient parmi les 122 États ayant intégré la CPI (de sorte que seul un renvoi par le Conseil de sécurité des Nations Unies peut donner une compétence à la CPI sur leurs citoyens ou les crimes commis sur leur territoire) , la France en tant qu'État fait partie de la CPI.

L'article 8 bis (1) du Statut de Rome , ajouté en 2010, se lit comme suit : « Aux fins du présent Statut, le 'crime d'agression' signifie la planification, la préparation, le lancement ou l'exécution par une personne effectivement en mesure d'exercer un contrôle ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État, d'un acte d'agression qui, par sa nature, sa gravité et son ampleur, constitue une violation manifeste de la Charte des Nations Unies. » Sont inclus à l'article 8 bis (2) (b) et dans la liste suivante les actes constituant une 'agression' : « le bombardement par les forces armées d'un État contre le territoire d'un autre État ou l' emploi de toutes armes par un État contre le territoire d'un autre État ».

En l'absence d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant « l'action militaire » contre la Syrie, ces dispositions correspondent « comme un gant » à l'agression en cours de planification par les présidents Obama et Hollande. Même l'avocat de la défense le plus imaginatif aurait du mal à imaginer un moyen de défense .

La CPI est naturellement très gênée par le fait très dérangeant que, après plus d'une décennie d'existence, elle n'a mis en accusation que des Africains. Pour une question d'impératif institutionnel et pour la propre crédibilité de la cour, il y a une nécessité impérieuse de mettre en accusation des non-Africains dès que le champ de compétence de la cour, la gravité et l'exemplarité d'un crime le permettront.

Rien ne pourrait autant renforcer la crédibilité de la cour qu'un acte d'accusation contre un chef d'État ou de gouvernement de l'une des grandes puissances occidentales.

Dans le même temps , rien ne pourrait mieux contribuer à renforcer le concept et la stature du droit international, la conviction que le droit international n'est pas simplement (comme il a tendance à l'être) un bâton avec lequel les riches et les puissants frappent les pauvres et les faibles, mais que même les riches et les puissants ne jouissent pas de l'immunité et de l'impunité devant les règles du droit international.

En effet, rien ne pourrait améliorer de façon plus efficace les chances de voir un jour un monde plus pacifique.

Pour toutes sortes de bonnes raisons, il est à espérer que, en fin de compte, François Hollande ne fasse pas le choix de participer à la « planification , la préparation , le déclenchement ou l'exécution » du crime d'agression contre la Syrie. Mais si jamais il passait outre, alors son transfert devant le tribunal de La Haye pourrait être le seul résultat positif d'une telle folie.

Vous rêvez à haute voix ! Seul un tribunal révolutionnaire populaire pourrait le juger pour ses crimes...

9 -OBAMA CRIMINEL DE DROIT INTERNATIONAL

Les USA sont un Etat terroriste au même titre que Al-Qaïda et les rebelles qu'ils soutiennent et forment depuis des années pour déstabiliser la Syrie

1: il s'agit d'une ingérence dans les affaires d'un pays souverain

2:le terme de rebelle est une dénomination trompeuse : il s'agit des groupes terroristes formés par les puissances de l'extérieur (USA, France, Grande Bretagne, certains pays arabes Arabie Saoudite , Quatar...) , Israel (des espions sont infiltrés dans les troupes rebelles...)

3: Ces groupes que les puissances de l'extérieur appelle "Rebelles" sont des terroristes qui ont commis de nombreuses exactions...voir les nombreuses vidéos...

La propagande occidentale se complait à les appeler des rebelles or ce ne sont que des terroristes dont le but est de déstabiliser un régime en place.

4 Kerry a reconnu que certains Etats arabes rembourseraient en intégralité les frais de guerre et d'invasion (les USA un pays mercenaire à la solde des Etats qui payent le plus)

5 Il est a souligné que les lobbys Juifs influencent Obama et le poussent à une agression contre la Syrie (voir les rôles de la PNAC et AIPAC dans l'agression de l'Irak)

Obama devrait être traduit devant la cour Internationale de Justice, au même titre que Hollande, Cameron et les partis qui ont financé, engagé ces groupes de mercenaires.

6 Ces Etats devront répondre en cas d'agression de toute destruction de bien culturel patrimoine de l'humanité

Alors que la Syrie compte chaque jour plus de victimes, l'Unesco redoute une destruction du patrimoine culturel et architectural du pays.

Six sites historiques syriens, menacés par les combats, viennent d'être inscrits sur la liste du "Patrimoine mondial en danger" par l'Unesco. Les anciennes villes d'Alep, de Damas et de Bosra, l'oasis de Palmyre, le Krak des Chevaliers et Qal'at Salah El-Din, ainsi que les villes antiques du nord du pays ont, en effet, tous été placés en vigilance.

Au nom de quel droit, des pays étrangers pourraient former des groupes de mercenaires pour faire des exactions dans un pays laique et souverain.

Il reviendra à la Cour Internationale de Justice d'examiner les actions d'Obama, Hollande, Cameron et tous les responsables de ces troubles dans un pays souverain.

Nul n'est au dessus de la loi.

Le fait que certains des pays ont l'appellation "démocratie" ne les exempte pas de toute responsabilité et impunité.

Ils devront être tenu responsables au même titre que les criminels qu'ils ont formé et financé....

Ne rien faire c'est laisser le monde sous l'emprise d'un Arbitraire Insupportable, au bon vouloir d'un Despote sans foi ni loi.

Faîte comme le colibri, la Vérité est maîtresse de la Loi

La Parabole du colibri :

Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés et atterrés observaient, impuissants, le désastre. Seul le petit colibri s'active, allant chercher quelques gouttes d'eau dans son bec pour les jeter sur le feu. Au bout d'un moment, le tatou, agacé par ses agissements dérisoires, lui dit : « Colibri ! Tu n'es pas fou ? Tu crois que c'est avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ? ».

« Je le sais, répond le colibri, mais je fais ma part ».

Rien ne sert de courir il faut partir à point (Jean de la Fontaine) la Vérité (la Tortue) arrive toujours première face au Lièvre (le Mensonge)

Faire prévaloir le Droit face à la Force et à l'Arbitraire est une constance du peuple des Lumière...

Cette Lumière est partout dans le monde

L'ONU doit agir dans ce sens...

10 - Les USA sont les moins Légitimement et Moralement fondés à critiquer la Syrie sur de prétendu emploi d'armes chimiques (il s'agit d'une accusation pure et simple; de plus les rebelles financés par les usa ont reconnus leur responsabilité...)

L'Histoire a montré que ce pays a utilisé des armes chimiques contre des civils innocents à plusieurs reprises.

La ligne roude "the red line" a été franchie de manière dramatique par l'hypocrisie des USA

1 Les produits chimiques utilisés pendant la guerre au Vietnam, Cambodge, Laos et pays alentours 75.710.000 litres de produits chimiques déversés, selon le Département de la Défense des USA. Comprenant: des herbicides, défoliants, gaz asphyxiants, gaz lacrymogènes, gaz neuro-toxiques et des insecticides.

Herbicides et défoliants :De 1961 à 64, l'Agent Pourpre, l'Agent Rose et l'Agent Vert furent utilisés, puis l'Agent Orange et d'autres substances.

400 000 personnes furent tués, 500 000 bébés furent atteints de problèmes graves et 2 millions de personnes ont eu des cancers ou des maladies graves.

2 Israël utilise des bombes incandescentes contre la population civile de Gaza » dénonce le Centre palestinien pour les droits de l'homme.

L'armée israélienne a utilisé du phosphore blanc, qui a un important effet incendiaire, dans des zones résidentielles et civiles de la ville de Gaza densément peuplées. Lorsqu'il entre en contact avec la peau, le phosphore blanc brûle le muscle en profondeur jusqu'à l'os, et il continue de brûler les tissus tant qu'il est en présence d'oxygène.

1100 morts palestiniens 13 israéliens

3. Washington attaque les civils iraquiens avec du phosphore blanc en 2004 à Fallujah en tant qu'arme incendiaire contre la population civiles sans distinction femmes enfants

4. La CIA aide Saddam Hussein à massacrer des iraniens et kurdes avec des armes chimiques en 1988 (utilisation du gaz Sarin, gaz moutarde, gas nerve) 5000 morts et 10 000 personnes atteintes gravement, des milliers de personnes sont mortes les années suivantes.

5. L'armée américaine teste des armes chimiques sur les résidents pauvres à Black St. Louis Neighborhoods en 1950 parmi les victimes 70 % étaient des enfants de moins de 12 ans

6 La police utilise du Tear Gas contre des manifestant en 2011 "Tear Gas" ce sont des gaz lacrymogènes superpuissants et dangereux risque de mort , incapacité permanente, perte de la vue, fracture du crâne...

7. The FBI attaque homme, femme , enfants avec le "With Tear Gas" à Waco en 1993 le Tear Gaz est hautement inflammable contre femmes enfants et des bébés en toute connaissance de cause 49 femmes et hommes furent tués et 27 enfants (dont des bébés)

8. Les militaires us utilisent de l'uranium appauvri en 2003 en Irak

Pendant l'invasion de l'Irak, les usa ont utilisé de l'uranium appauvri, les particules de l'uranium appauvri sont hautement cancérigènes (le cas des cancers a été multiplié par 4 à Bassorah.)

Selon les experts l'oxyde d'uranium, sous forme de poussière est dangereuse par contamination et indigestion et il faut 4, 5 milliards d'années pour réduire de moitié sa radioactivité...

ils ont laissé une terre dévastée et tués des millions de personnes... (nombre total de morts en Irak 1,455,590 dont 500 000 enfants toutes armes confondus)

9. Les militaires us tuent des centaines de milliers de civils japonais avec du Napalm de 1944 - 1945

Le Napalm, est fait pour brûler à une température précise et coller aux objets et aux personnes.raids sur Tokyo brûlant

100,000 personnes

10 les usa utilise la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki en 1945

Le mémorial pour la paix d'Hiroshima avance le chiffre de 140 000 morts,

Le Département de l'Énergie des États-Unis (70 000 personnes pour Hiroshima et de 40 000 Nagasaki.)

Source google pour plus de détails :

10 Chemical Weapons Attacks Washington Doesn't Want You to Talk About

By Wesley Messamor

2003, utilisation avouée par les Us d'armes chimiques dans la bataille de Faloudja en Irak...Silence de la part de la communauté internationale. 2008 : Utilisation massive de phosphore blanc par israel sur des civils palestiniens...

Aucune réaction de la communauté internationale...

11- C'est justement ce soutien des pays arabes évoqué aussi bien par Kerry et Hollande qui me tracasse. Que je sache la Syrie est certainement avec le Liban le pays le plus tolérant en matière de religion. Pas d'obligation de porter le voile (d'ailleurs à Damas on en voit beaucoup moins qu'ailleurs) la communauté catholique est parfaitement admise etc...

Ceci dit Bachar el Assad n'est pas un enfant de chœur , loin de là. Ses services secrets sont parmi les plus répressifs au monde.

Toute la question est de savoir ce qui va se passer après la chute de Bachar el Assad.... Un nouveau régime islamiste encore plus répressif et intolérant notamment à l'égard des femmes et des autres religion? Et que feront alors Kerr et Hollande? Rien, c'est ça qui nous pend au nez!

12- Les exactions des rebelles syriens diffusés sur YouTube

Plusieurs vidéos montrant des rebelles syriens jetant des corps du toit d'un bâtiment ou égorgeant sauvagement un homme ont circulé lundi sur Internet.

13- Obama, les principaux partis américains, le PS, l'UMP, Hollande; l'islam majoritaire. Ils ont voulu punir sans preuves, ils ont soutenus les rebelles musulmans qui massacrent les minorités. Les uns pour de l'énergie, les autres pour la conquête du monde. Les populations mondiales ont réagi sur le net pour dire non. Et voilà un résultat, une bataille pour la justice remportée:

lci.tf1.fr/monde/moyen-orient/syrie-l-onu-accuse-les-rebelles-d-utiliser-du-gaz-sarin-7956953.html La lutte n'est pas terminée. Il faut maintenant continuer le mouvement qui passera par le déboulonnage de ces figures qui se prennent pour des dieux de la guerre, une politique de coopération plutôt que de guerre.

14- L'AIPAC doit vraiment mettre le paquet sur l'administration obama. C'est un truc de fou, non seulement l'accusation et peut être mensongère et éhonté. Mais en plus ils veulent aider des islamistes. C'est l'amérique qui se mord la queue, elle, elle bombarde à travers le monde et tue des potentielles dit, terroristes. Mais va aider, de vrais terroristes que l'amérique avec la France, ont eux même mit en place en Syrie. Quel monde de ravagés, mais bon sang, quant Obama, Hollande et tout les membres de l'AIPAC, seront mort. Bénéficieront ils de leurs politiques ?

15- USA of Murders @ Terrorism

obamassacre...

obama a du sang sur les mains depuis longtemps, une goutte de plus pour la cupide Amérique du Nord n'est rien au détriment des millions de vies sacrifiées

Les usa, sont des Vampires assoiffés de sang, ils en veulent toujours plus... et ces 3 accolytes Obama, Hollande, Cameron n'ont aucun scrupule...

_24 enfants kurdes décapités par les rebelles syriens dont une femme et son enfant de 40 jours

_les modérés que defendent mcCain éxécutions de 7 militaires syriens par les Rebelles watch?v=YYTkttBBIfs

- une jeune chrétienne de 15 ans à été violée pendant 7 jours par les rebelles puis executée rapporté par les médias japonais le mois dernier source The Examiner /media-blackout-syrian-rebels-gang-raped-executed-15-year-old-girl

_une fatwa autorise le viol des femmes Alaouites

Un Cheikh jordanien, Yasser al Ajlouni, qui soutient la lutte armée menée par les combattants du front al Nosra et de l'ASL, a prononcé récemment une fatwa autorisant ces derniers à violer les femmes Alaouites en Syrie. 2 avril 2013

_tapez sur google vous avez la video...attention images chocs

Des rebelles syriens ont décapité le prêtre catholique François Murad. article parue le 2 juillet 2013

_Members of the Free Syrian Army reportedly attacked the Christian-dominated al-Duvair village in Reef on the outskirts of Homs on Monday, where they massacred its citizens, including women and children, before the Syrian Army interfered.

Tout le monde a compris que les usa poursuivent l'objectif d'attaquer la Syrie depuis des années dans le cadre du PNAC et de l'AIPAC, qu'ils ont tout fait pour créer et envenimer la situation. (lobbys juifs)

16- A la suite des images du massacre de la Ghouta publiées par l'Armée syrienne libre (ASL) et reprises par les autorités américaines et françaises, des familles alaouites de Lattaquié ont porté plainte pour assassinats, selon le Réseau Voltaire.

Ces vidéos ont été postées sur YouTube avant l'événement qu'elles décrivent. On peut y voir des enfants étouffer d'une intoxication chimique qui ne peut être du gaz sarin (ce gaz provoque de la bave jaune et non blanche).

Selon Réseau Voltaire, les enfants ne correspondent pas à un échantillon de population : ils ont presque tous le même âge et ont les cheveux clairs. Ils ne sont pas accompagnés par leur famille en deuil.

Il s'agit en fait d'enfants enlevés par des djihadistes deux semaines auparavant dans des villages alaouites aux environs de Lattaquié, à 200 kms de la Ghouta.

« Contrairement aux affirmations de l'ASL et des services occidentaux, les seules victimes identifiées du massacre de la Ghouta sont donc issues de familles soutenant le gouvernement syrien. Les personnes qui posent dans les vidéos en s'indignant des « crimes de Bachar al-Assad » sont en réalité leurs assassins », précise Réseau Voltaire.

17- Syrie : un rapport russe accuse les terroristes d'une attaque chimique en mars 2013

Les Russes ont remis un rapport à l'ONU mais il est ignoré par les autres membres du conseil. C'est un rapport détaillé de 100 pages fournissant une analyse détaillée des armes utilisées lors de l'attaque mi-mars d'Alep. La conclusion est que les armes étaient bricolées et étaient similaires à celles utilisées par le front al Nusra, un des groupes les plus radicaux, lié à Al Qaïda. Les enquêteurs ont également trouvé des traces d'hexogène utilisé pour libérer les produits chimiques, et qui n'est pas employé dans l'armée.

Obama aurait contacté Nathanyahu afin que celui-ci fasse un lobbying auprès du Congrès pour que celui-ci donne son feu vert à l'intervention militaire.250 dirigeants juifs américains interviendraient auprès du Congrès américain. Les USA ? C'est ce qu'on appelle un pays souverain et laïque.

18- Le Monopole de la Propagande de la Presse Occidentale (ou du Mensonge ^^)

DAMAS (Douma), Syrie – L'incroyable monopole de l'OSDH (organisation syrienne du droit au mensonge) pour désinformer sur la situation en Syrie se poursuit. Toute honte bue, la presse mainstream, qui refuse de parler de la découverte d'un vaste charnier dans la campagne de Lattaquié où, leurs poulains ont tué des villageois sans défense, s'accroche à un nouveau mensonge: l'utilisation des gaz neurotoxiques. Visiblement, la presse mainstream et son agent informateur Rami Abdel Rahmane, de son vrai nom Oussama Ali Suleiman, ne savent plus où donner de la tête puisque leurs protégés reculent de plus en plus…

Selon donc cette affirmation gratuite, refusant la défaite, les terroristes affirment: "Après minuit, les forces du régime ont intensifié leurs opérations militaires dans les zones de la Ghouta orientale et la Ghouta occidentale, dans la région de Damas, en ayant recours à l'aviation et aux lance-roquettes, ce qui a causé plusieurs dizaines de morts et de blessés". Pire, ajoutent-ils, avec l'utilisation d'armes chimiques. Pour quel intérêt la presse peut-elle reprendre ce genre d'affirmation mensongère et en faire ses UNES ?

Quel intérêt aurait le Gouvernement syrien d'utiliser des armes chimiques au moment même où des observateurs de l'ONU viennent justement enquêter à propos ? Cherchez l'erreur. Pourquoi la presse ne fait pas état de la présenc de ces gens actuellement sur le terrain en Syrie ? C'est pourtant simple: c'est une tentative désespérée des terroristes pour qu'on leur viennent en aide. Ce genre d'escroquerie dont les titres de la presse font croire qu'il y a danger, n'est pas/plus du journalisme.

Le Nouvel Obs: "SYRIE. Attaque meurtrière aux gaz neurotoxiques dans la région de Damas" (désinformation 8h34)

Le Nouvel Obs: SYRIE. A Damas, "un massacre commis par le régime à l'aide de gaz toxiques" (désinformation 10h37)

Le Nouvel Obs "Syrie: au moins 100 morts dans des bombardements près de Damas" (changement de braquet, plus d'armes chimiques 10h51)

Le Nouvel Obs: "SYRIE. Plus de 1.300 morts dans une attaque à l'arme chimique, affirme l'opposition"

Le Parisien: "L'armée aurait utilisé des gaz toxiques ce matin près de Damas". (équilibré)

L'Express: "Syrie: de nouveaux bombardements meurtriers à l'arme chimique" …(désinformation)

BFMTV: "Syrie: une attaque au gaz neurotoxique fait au moins 213 victimes"(désinformation)

Le Monde: "Syrie : des opposants dénoncent une attaque chimique sur Damas"(prudence)

Le Monde: "Syrie : l'armée accusée de bombardements massifs et d'attaques chimiques" (prudence)

Ce qui est grave dans certains de ces titres, c'est de faire croire qu'on a des preuves. Mais, dès que vous lisez juste les premières phrases, vous tombez sur la sempiternelle phrase, "selon l'OSDH" du frère musulman revendiqué, Rami Abdel Rahmane.

Le Gouvernement syrien est tellement bête que, alors que les émissaires onusiens sont sur leur sol, à Damas, organise une série d'attaques au gaz innervant, à quelque encablures de Damas, à Douma. La presse mainstream prend vraiment ses lecteurs pour des demeurés…Le plus risible étant que, une arme de destruction massive ne peut seulement tuer 231 personnes mais des milliers. Soit, ces gens sont tellement aux abois qu'ils ne savent plus à quels saints se vouer, soit, c'est juste pour amuser la galerie…

/armes-chimiques-syrie-douma-la-nouvelle-escroquerie-de-la-presse-mainstream-via-losdh/

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent...

- Les frères Koch rachètent Molex pour 7,2 milliards de dollars - AFP

- Le distributeur Neiman Marcus racheté pour six milliards - Reuters

- Moody's: Nokia sort gagnant de la vente de ses téléphones à Microsoft - AFP

- Groupama cède sa participation dans Eiffage - Reuters

Battre en retraite jusqu'à ce que mort s'ensuive !

- 81% des Français inquiets pour leur retraite - Le Nouvel Observateur

- Retraites: Les salariés dans la rue mardi pour la première mobilisation de la rentrée - 20minutes.fr

- Retraites: peu de perturbations attendues dans les transports - AFP

Les barbares sont dans la place !

- Un parc immobilier de 6 milliards d'euros pour le Qatar en France - Reuters

Cadeau !

- Michel Sapin: une hausse de la Prime pour l'emploi "*sur la table*" - AFP

Et combien sous la table ?

Sans blague, pas pour tous, alors pourquoi apprendre à lire et écrire à tous les enfants franchement ?

- Savoir lire et écrire, le b.a.-ba pour beaucoup de métiers - L'Express.fr

Vous feriez bien d'y penser et de passer à l'acte à l'AFP !

- Près d'un actif sur trois a déjà pensé au suicide - AFP

Lèche-cul, jaune, mouchard !

- Comment mieux se faire apprécier dans son travail - Atlantico.fr

Alors fermez-là !

- Pour les partis allemands, le bruit est l'ennemi à abattre - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

Plusieurs milliers de Tunisiens ont manifesté, samedi 7 septembre dans la soirée, pour réclamer la chute du gouvernement dirigé par le parti islamiste Ennahda. La foule a défilé jusqu'à la place du Bardo, aux portes de Tunis, devenue théâtre de protestations quasi permanentes depuis la mort de l'opposant Mohamed Brahmi, abattu de quatorze balles tirées à bout portant, le 25 juillet.

"*Le sang a coulé, plus de légitimité pour Ennahda*", "*Brahmi martyr, sur tes pas nous marcherons*", "*A bas les oppresseurs du peuple, à bas la bande des Frères*", a scandé la foule, faisant référence aux liens entre Ennahda et les Frères musulmans d'Egypte. La famille de M. Brahmi et les proches de Chokri Belaid, un autre opposant de gauche assassiné en février, ont pris la tête de la marche, soigneusement encadrée par la police.

Le Front du salut national (FSN), qui chapeaute le mouvement de protestation, a affirmé que la date symbolique du quarantième jour depuis le décès de Brahmi – qui marque la fin du deuil –, signifiait une "*nouvelle étape de mobilisation*" pour la chute du cabinet et la dissolution de l'Assemblée nationale constituante (ANC), dont les travaux ont été suspendus après son boycott par plusieurs députés.

Les islamistes ont déjà rejeté ces revendications, proposant à la place d'élargir la coalition au pouvoir et d'organiser des élections à la mi-décembre. Beji Caïd Essebsi, le chef de Nidaa Tounès, principal rival d'Ennahda, a affirmé son engagement avec le FSN "*pour sortir la Tunisie de l'ornière*" et "*dévoiler les commanditaires de l'assassinat de nos martyrs*", a-t-il martelé en direction de la foule. lemonde.fr 08.09

SOCIAL

Afrique du Sud

Plus de 160.000 travailleurs seront en grève la semaine prochaine en Afrique du Sud, les pompistes et les employés d'entreprises liées à l'automobile venant s'ajouter à partir de lundi aux ouvriers du BTP en arrêt depuis douze jours.

Des grèves massives frappent depuis août l'économie sud-africaine, la première d'Afrique: des dizaines de milliers de salariés ont cessé le travail dans les mines d'or, le BTP et le secteur automobile pour réclamer des hausses de salaire.

Lundi, environ 73.000 employés des stations-service ou d'entreprises liées à l'automobile vont cesser le travail, pour obtenir une augmentation salariale et de meilleures conditions de travail, après l'échec de négociations cette semaine avec le patronat, a annoncé le Syndicat national des employés de la métallurgie (Numsa).

Ils devraient manifester au Cap et à Johannesburg en début de semaine puis dans d'autres villes. Leur mouvement de grève pourrait fortement perturber les transports.

"*Nous voulons un accord à deux chiffres. Nous voulons fondamentalement améliorer les conditions des travailleurs*", a déclaré à l'AFP le secrétaire général du Numsa, Irvin Jim.

Les pompistes gagnent entre 14 et 17 rands (de 1,40 dollar à 1,70 dollar - soit entre 1 et 1,30 euro) de l'heure, selon le syndicat.

Ce nouveau mouvement de grève intervient alors qu'environ 90.000 travailleurs du BTP sont en grève depuis douze jours, selon le syndicat NUM (National Union of Mineworkers).

"*La grève continue*", a déclaré à l'AFP le représentant du NUM aux négociations, Bhekani Ngcobo.

Les ouvriers du bâtiment gagnent un salaire de base de 4.000 rands (300 euros) et réclament une hausse de 800 rands, selon le syndicat. Le patronat du secteur propose une augmentation de 400 rands, a précisé Bhekani Ngcobo.

La production redémarre progressivement en revanche dans plusieurs secteurs.

Les grèves sont désormais terminées dans le secteur de l'or, qui emploie 140.000 personnes et représente 3% du PIB, après un accord salarial dans les mines d'Harmony Gold.

"*Les adhérents du NUM ont accepté la même offre (une hausse salariale de 7,5 à 8%, ndlr) que celle qui a été faite par les autres producteurs du secteur, et ont repris le travail*", a déclaré Harmony Gold, troisième producteur d'Afrique du Sud et cinquième producteur mondial d'or, dimanche dans un communiqué.

"*La majorité a accepté l'offre*", a déclaré le secrétaire général du NUM, Frans Baleni, à l'agence de presse sud-africaine Sapa.

Mais le syndical rival du NUM, l'AMCU (Association of Mineworkers and Construction Union), qui n'avait pas participé au mouvement de grève, a rejeté la hausse de 8% et évoqué le lancement d'une nouvelle action dans le secteur de l'or.

Cet accord "*vaut pour le NUM, pas pour l'AMCU*", a déclaré à l'AFP l'un des responsables nationaux de l'AMCU, Dumisani Nkalitshana.

Les mineurs membres de l'AMCU --syndicat minoritaire dans le secteur-- ont voté dimanche "*pour une grève*" mais aussi pour des négociations avec la Chambre des mines, a-t-il indiqué.

Si les discussions échouent, l'AMCU déposera un préavis de grève, a précisé son président, Joseph Mathunjwa. Le syndicat réclame un quasi-doublement du salaire de base des mineurs.

La situation devrait redevenir normale dans le secteur automobile, les négociations patronat-syndicat ayant abouti à un accord après trois semaines de grève.

La plupart des 30.000 grévistes ont accepté l'offre patronale --une augmentation de 11,5% cette année et de 10% tous les ans jusqu'à 2015--, a indiqué le Numsa.

Les discussions se poursuivent avec les salariés de l'usine BMW de Pretoria et de l'usine Toyota près de Durban (est).

L'industrie automobile représente 6% du PIB et environ 12% des exportations du pays. AFP 08.09

Haut de page

Le 11 septembre 2013

CAUSERIE

Mercredi 14h en Inde

Je ne comprends pas pourquoi le régime syrien ne se sert pas de l'argument des milliers de djihadistes étrangers qu'il a fait prisonniers, et autant de témoignages et de preuves matérielles qui prouvent l'implication de plusieurs pays dans l'agression dont est victime la Syrie, dont la France et les Etats-Unis, Israël, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar notamment.

Si cette guerre n'avait pas lieu, c'est Hollande, le pantin de Washington, qui en sortirait défait pour s'être investi à fond dans cette aventure criminelle. Il a révélé au monde entier sa vrai nature qui est celle d'un dictateur, un agent de l'oligarchie financière, qui n'a absolument rien à voir avec le socialisme. Idem pour le PS et ses satellites, ses alliés qui en ont appelé à "*l'alliance atlantique*", à l'Otan, mais aussi tous les partis ouvriers qui ont manié le double langage et démontré qu'ils étaient à la remorque du PS et du régime, une confirmation en somme.

Nous nous félicitons de ne pas avoir appelé à voter Hollande ou à "*chasser Sarkozy*" ce qui hypocritement revenait au même. C'est l'hypocisie, la lâcheté, l'esprit du manoeuvrier qui caractérise le mieux nos dirigeants qui sont indignes de parler en notre nom et au nom du socialisme. Souhaitons qu'ils en sortent aussi affaiblis que Hollande et son gouvernement, le PS. Il y a urgence à recomposer le mouvement ouvrier sur des bases saines, sans caractérisation politique précise du PS et du PCF, sans rupture avec les appareils des syndicats, les institutions et l'ensemble des représentants du capital, ce sera impossible. On a envie de dire, à bas les conciliateurs, les compirateurs qui trompent travailleurs et militants.

On a l'avantage sur le peuple syrien de pouvoir construire rapidement un véritable parti ouvrier indépendant de l'Etat des capitalistes, qui le moment venu sera en mesure de poser la question de la conquête du pouvoir, qui revendiquera le pouvoir pour instaurer une République sociale débarrassée du capitalisme dans la perspective d'une fédération des Républiques sociales d'Europe, antithèse de l'Union européenne incarnant les intérêts de l'oligarchie financière. Il est faux d'affirmer que ce serait la Grèce qui aurait servi de laboratoire au néolibéralisme qu'ils veulent imposer à tous les peuples en Europe, ce sont les masses américaines qui lui ont servi de cobayes au point qu'elles sont dépourvues de droits sociaux et politiques, endettées jusqu'aux dents et qu'elles ne peuvent survivre qu'à crédit car il leur est impossible de vivre avec leurs revenus, elles sont pieds et mains liées au régime capitaliste comme aucun peuple dans le monde, et terriblement malheureuses évidemment. Malgré tout, elles ont trouvé l'énergie pour s'opposer à cette guerre infâme, ce qui signifie que bien que le mouvement ouvrier soit défait ou en piteux état, les masses américaines à l'instar de celles du monde entier revendiquent leur indépendance de classe, cela pourrait être le signal d'un renouveau du mouvement ouvrier américain, et international.

Il faut aider les travailleurs à tirer les enseignements de cette expérience, sinon elle n'aura servi à rien. A suivre

Vous trouverez plus loin l'actualisation du site réalisée à 0h10 ce matin.

Inconditionnellement au côté du peuple syrien.

Une habitante de Maaloula (village chétien) situé à 55 km au Nord de Damas, . Elle a témoigné en direct ce dimanche 8 septembre :

- "*Maudit soit la démocratie que l'Amérique et la France veulent nous apporter.*"

Vous pouvez aussi maudire ces "*révolutionnaires*" en France qui en fait ont la même attitude, par ignorance et dogmatisme. Ils ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre que si le régime en place n'est pas démocratique ou pas suffisamment démocratique, c'est uniquement parce que la majorité des masses exploitées syriennes ne sont pas prêtes à imposer un régime plus démocratique, encore moins un régime socialiste.

Ils voudraient qu'une infime minorité à leur image instaure un régime socialiste, on se demande où il faut avoir la tête pour prétendre que ce serait possible, alors que manifestement les conditions sont très loin d'être réunies. Quand vous leur faites remarquer, ils vous disent que vous tourner le dos au programme de la révolution socialiste, que vous êtes une saloperie de suppôt au tyran Assad, un traîtres.

Nous ne faisons que tenir compte du niveau de conscience des masses et des rapports qui existent entre les classes en Syrie, ajoutons dans des conditions tout à fait particulière qui nous oblige à reléguer temporairement au second plan notre combat contre le régime, la priorité étant d'affronter l'armée d'envahisseurs barbares pour délivrer le pays de cette terrible menace qui pèse sur son unité, sa souveraineté et son indépendance, conditions sans lesquelles tout combat du mouvement ouvrier

sera impossible dans le futur, si un régime féodal islamqie sous le règne de la charia sur le modèle de l'Arabie saoudite venait à être instauré.

Nous ne sommes pas responsable de la situation telle qu'elle existe, c'est-à-dire si le combat pour sauver le peuple syrien coïncide avec le maintien au pouvoir d'Assad, c'est ainsi, désolé, on ne peut pas refaire l'histoire d'un pays à volonté, on le prend tel qu'il est, c'est un paradoxe, un mauvais tour que nous joue l'histoire, on peut dire les choses ainsi tranquillement, c'est juste un constat.

Quand on est habitué à regarder la réalité en face au lieu de prendre ses désirs pour la réalité, cela ne pose aucun problème et on peut très facilement s'en expliquer et assumer pleinement notre position. Notre combat se situe résolument au côté du peuple syrien, sans conditions.

En France, ces militants font le jeu du régime et de l'extrême droite, en Syrie (et ailleurs) ils font le jeu des contras qui vous massacrent madame, ainsi va le gauchisme.

Confirmation.

- Wall Street termine en hausse rassurée sur la Syrie - AFP

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

1- "*Le compromis russe est une échelle qui va permettre à toutes les parties de redescendre des arbres où elles s'étaient perchées*", ironise l'expert en relations internationales David Shain dans le quotidien israélien Maariv.

"*D'un côté, Assad va pouvoir continuer à gouverner, la Russie et l'Iran vont sauver leurs interêts (...) De l'autre Israël ne sera plus menacé par les armes chimiques syriennes, les affiliés d'Al-Qaïda ne pourront pas pour le moment prendre le contrôle de la Syrie, et le Congrès américain n'aura pas à avaliser une autre aventure au Moyen-Orient*", résume-t-il.

"*Poutine nous donne l'opportunité de ne pas faire ce que nous devions faire et que nous n'avions pas très envie de faire*", renchérit Dominique Moisi de l'Institut français des relations internationales.

Premier vainqueur: Moscou, allié inoxydable de Damas et acteur clé du dossier, qui tire - pour le moment - magistralement son épingle du jeu.

"*C'est une aubaine pour la Russie. Internationalement, elle apparaît comme le conciliateur*", analyse Alisa Lockwood, chercheuse au centre de réflexion IHS Jane's à Londres. Moscou gagne aussi en prestige auprès de l'opinion russe, apparaissant comme "*un acteur fort sur la scène internationale*", ajoute-t-elle.

La proposition russe offre aussi une porte de sortie bienvenue au président américain Barack Obama, dont les vélléités d'intervention en Syrie se heurtent à une forte opposition de l'opinion publique et à un possible rejet par le Congrès américain, très divisé.

M. Obama a d'ailleurs réagi rapidement en y voyant une "*possible percée*".

Au Capitole, on réclame désormais une pause afin que l'administration puisse étudier dans le détail l'offre russe.

Le Sénat a repoussé la perspective d'un vote sur la résolution de la Maison blanche autorisant le recours à la forme armée contre la Syrie. Les responsables du Congrès souhaitent voir ce que donnera la proposition de Moscou et attendent la réaction de l'opinion publique à l'allocution présidentielle.

Le chef des sénateurs républicains, Mitch McConnell, a annoncé qu'il s'opposerait à la résolution car à ses yeux, aucun intérêt vital de sécurité nationale n'est en jeu.

À la Chambre des représentants, certains élus, comme le démocrate James Moran, "*n'imaginent même pas qu'il y aura un vote sur la question*" étant donné la forte opposition au projet, de la part des démocrates comme des républicains.

Le porte-parole du président, Jay Carney, a déclaré que Barack Obama continuerait d'encourager le Congrès à approuver l'usage de la force. Concernant l'initiative russe, il a salué un "*développement positif*" et le "*résultat évident des pressions qui ont été exercées sur la Syrie*".

"*Il notera aussi, comme il l'a fait la nuit dernière en réponse aux questions des chaînes de télévision, qu'il y a des progrès possibles sur le front diplomatique en raison de la menace crédible que constitue la force militaire américaine.*"

Le président républicain de la Chambre des représentants, John Boehner, qui a annoncé la semaine dernière qu'il voterait en faveur de la résolution, a demandé à Obama de se montrer plus convaincant, notant que l'opinion y était toujours défavorable.

Du côté des partisans d'une action plus résolue contre le gouvernement syrien, le sénateur républicain John McCain s'est dit "extrêmement sceptique" quant aux chances de réussite d'une solution diplomatique, ajoutant cependant que ce serait une erreur de ne pas essayer.

"*Certains d'entre nous sont prêts à travailler sur une modification de la résolution du Congrès qui fixerait des dates butoir et des conditions strictes*", a-t-il dit sur CBS.

Il s'agirait d'imposer une date butoir à la Syrie pour qu'elle restitue ses armes chimiques. Ce projet de résolution est défendu par huit sénateurs, quatre démocrates et quatre républicains, dont John McCain.

Le cas est plus complexe pour la France, qui a clamé haut et fort sa détermination à "*punir*" le régime syrien, s'est placée dans la position de l'allié numéro un des Etats-Unis après la défection britannique, et se retrouve quelque peu isolée, concède une source proche du dossier.

"*Les Russes sont roublards, Obama est faible, et nous on a une position juste mais on n'a pas les moyens de se faire respecter seuls*", regrette cette source.

Paris est d'ailleurs une des capitales qui a accueilli avec le plus de réserves l'initiative russe, posant des "*conditions*" et annonçant qu'elle allait déposer un projet de résolution contraignant au Conseil de sécurité de l'Onu pour crédibiliser la proposition de démanteler l'arsenal chimique syrien.

Autre pays soulagé, l'Allemagne, dont la chancelière Angela Merkel, très opposée à une intervention, a été critiquée pour ses "*zigzag*", en s'associant avec 24 heures de retard à une déclaration de 11 pays du G20 appelant à une "réponse internationale forte" après l'attaque chimique du 21 août qui a fait des centaines de morts près de Damas.

"*L'Allemagne est très contente de la proposition russe*", souligne Henning Riecke, de l'institut allemand de politique étrangère DGAP. AFP et Reuters 10.09

2- La Syrie se dite prête à coopérer. Le ministre des Affaires étrangères syrien, Walid Mouallem, a affirmé mardi soir que le pays était d'accord pour montrer ses armes chimiques et cesser la production de ces armes. La Syrie souhaite même "se joindre à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques", selon lui.

Paris, Londres et Washington doivent présenter une résolution commune dès mardi, selon David Cameron. Des "*discussions informelles*" sur un projet français de résolution ont eu lieu, mais les négociations s'annoncent extrêmement difficiles. En parallèle, des sénateurs américains préparent une version modifiée d'une résolution pour autoriser le recours à la force en Syrie en cas d'échec du plan russe.

Le projet français prévoit le "*contrôle et le démantèlement*" des armes chimiques syriennes. Il implique la mise en place d'un "*dispositif complet d'inspection et de contrôle*", selon Laurent Fabius. Il serait adopté sous "*chapitre 7*" c'est-à-dire qu'il autoriserait en dernier recours l'usage de la force pour contraindre Damas à respecter les obligations mentionnées dans le texte.

Le chef de la diplomatie russe a jugé "*inacceptable*" le projet français, lors d'un entretien téléphonique avec son homologue français, Laurent Fabius. Francetv info 10.09

3- Le président US affirme que son épouse s'oppose) une intervention militaire en Syrie. " *même Michelle est contre une action militaire unilatérale contre la Syrie*", a-t-il dit au cours d'un entretien accordé à une chaine locale. " *mes filles tout comme une majorité des américain sont contre la guerre*".

Le Congrès Us va se prononcer au cours d'un premier vote jeudi sur l'opportunité d'une action militaire . la proposition russe qui prône de placer sous la supervision de l'ONU les armes chimiques syriennes a nettement réduit les tensions autour de la Syrie. french.irib.ir 10.09

En titre

- Syrie: Obama demande au Sénat américain de faire une pause - AFP

- Syrie: La diplomatie mondiale troublée par le jeu russe - 20minutes.fr

- Syrie : un large soutien à la proposition russe - LeFigaro.fr

Les dictateurs français font du zèle.

- Syrie : Hollande convoque un conseil de défense restreint - LePoint.fr

- Syrie : Hollande de nouveau pris à contre-pied - LeFigaro.fr

Fabius veut imposer de nouvelles conditions à Assad, ainsi s'il les rejetait le compte à rebours d'une intervention militaire pourrait reprendre. Il veut le traduire devant la Cour pénale internationale qui n'a aucune légitimité, pas plus que le Conseil de sécurité de l'ONU ou l'ONU tout court, toujours sans preuve qu'il serait impliqué dans l'utilisation d'un gaz le 21 août dernier.

La réaction médiatique

- Syrie: "*On dilue le problème*" - Le Nouvel Observateur

- Syrie: Assad le victorieux - L'Express.fr

Visiblement cela les fait chier ces réacs pourris qu'Obama et Hollande ne bombardent pas la Syrie, boycottez ces magazines.

La réaction façon ongiste.

- Attaques chimiques en Syrie: Human Rights Watch accuse à son tour le régime d'Assad - Slate.fr -

Commentaire d'un internaute qui reprend des extraits de cet article.

1- " "*suggèrent fortement*" le fortement ne change pas un suggère en accusation.

2 - "*Le rapport précise que l'ONG, n'ayant pas eu un accès direct aux lieux des attaques, se base sur des interviews avec des témoins et des docteurs locaux*".

Pas d'accés direct donc on suggère sur des preuves indirects ...

Bien partons en guerre.

3 - "«*l'opposition syrienne n'a pas les capacités de conduire une opération d'une telle ampleur avec des agents chimiques*»

Avec 3 Milliards de Dollars du Qatar + l'appui occidental, je pense FORTEMENT que l'opposition syrienne à la capacité de conduire cette opération. "

Mieux encore, c'est du personnel envoyé par l'Arabie saoudite ou le Qatar qui fait ce boulot sordide, et ceux qu'ils appellent "*les rebelles*" ou les "*révolutionnaires*, les opposant syriens au régime, sont parfaitement au courant, mais ils gardent le silence, ils sont complices du gazae de civils par ces mercenaires étrangers.

4 - "Pourquoi vous ne parlez des 2 journalistes Italien et Belges libérés Dimanche qui accusent LES REBELLES (il était sur place donc preuve direct et ils peuvent difficilement être critiquées pour leurs éventuelles partialités).

Vous avez le même discours que tous les médias Francais, des mensonges et des approximations qui infine desservent la cause des Syriens car peut-être que virer Bachard serait une bonne chose pour eux.

Mais le bien-être du peuple Syrien est-il vraiment une priorité pour les "*Amis de la Syrie*" ? "

Vous avez raison de poser cette question, ils s'en foutent autant que nos gauchistes en France.

La réaction façon "experts".

- Olivier Lepick : «*Une dizaine d'années pour détruire les armes chimiques syriennes*» - LeFigaro.fr

Trop long, pas le temps d'attendre : il faut bombarder la Syrie tout de suite !

ACTUALITE EN TITRES

Ah la crise !

- Maserati voit ses ventes presque tripler en 2013 - Reuters

Même leurs rejetons ne pensent qu'à cela !

- Quand les fils de ministres sont rattrapés par des affaires d'argent - Francetv info

En quoi pourrait-il pu les "***effrayer***" ? Rien.

- Mélenchon n'effraie plus les socialistes - LeFigaro.fr

Il a même repris la sémantique d'Obama :

- Pour Mélenchon, la proposition russe est "*tout à fait positive*" - AFP

Il voit également dans l'initiative russe un moyen d'amorcer un "*désarmement*" dans un monde "*en danger de surarmement*", en particulier au Moyen-Orient.

"*Si les Russes nous aident à faire en sorte que les Syriens n'aient plus de stocks chimiques*", alors "*les Américains doivent nous aider à ce que les Egyptiens et les Israéliens n'en aient pas non plus : de cette manière on aura fait un progrès collectif dans la région*", a-t-il déclaré. AFP 10.09

L'illusionniste dans toute sa splendeur ou laideur car le sujet est grave.

Il parle en représentant de la classe dominante, car je ne vois pas en quoi nous serions concernés par la décision des différents pays de posséder des stocks d'armes en tous genres ni même d'agir sur leur décision, à moins de considérer qu'on serait en mesure de traiter d'égal à égal avec leurs représentants, ce qu'un Mélenchon peut très bien faire puisqu'il leur ressemble tellement. Mélenchon parle au nom de la "*France*" !

Ce n'est pas fini, on va l'achever. Et puis il est préférable que ce soit de grandes puissances qui détiennent des stocks d'armes phénoménaux de quoi faire péter plusieurs fois la terre, eux au moins ils ont une conduite responsable, que dis-je exemplaire, ils savent en faire bon usage ! Sans parler qu'ils les fabriquent, au point où en est rendu Mélenchon, quelle importance franchement. Ce n'est au poste de Premier ministre qu'il devrait postuler, mais à celui de ministre de la Défense.

Intox. Ses dirigeants sont des sionistes.

- Charte de la laïcité: Valls veut rassurer la communauté juive - AFP

Les syndicats ne mobilisent même pas leurs troupes

- Retraites: 155.000 manifestants selon l'Intérieur, 370.000 pour la CGT - AFP

Quand le patron de droit divin est de retour...

- "*Beaucoup de travailleurs refusent de s'absenter quand ils sont malades*" - L'Express.fr

Il y a quelques jours ils annonçaient le contraire.

- Pas d'embellie pour la popularité de Hollande - Francetv info

Un aveu. Vendu !

- En cas de face à face FN/UMP, Besancenot (NPA) ne choisit pas - AFP

Olivier Besancenot, du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), a expliqué mardi qu'en cas de duel entre un candidat FN et un candidat UMP, il ne choisirait pas car "*on a déjà donné*", après des propos controversés de François Fillon sur le sujet.

Interrogé dans l'émission Mardi politique RFI/Libération/AFP pour savoir s'il choisissait entre un candidat FN et un candidat UMP lors des prochaines élections municipales, Olivier Besancenot a répondu "*non, on a déjà donné*".

"*J'ai fait ça en 2002, je m'en souviens*", a-t-il précisé faisant référence au second tour de la présidentielle de 2002 qui avait opposé Jacques Chirac à Jean-Marie Le Pen, alors président du Front national.

Interrogé auparavant sur son choix entre un candidat PS et un candidat FN, il a répondu "*je suis un militant anti-fasciste donc en général on fait barrage à l'extrême droite*", avant de reconnaître qu'il voterait PS. AFP 10.09

Nous, nous ne voterions pas. Pourquoi ? Parce que nous ne soutenons pas le PS, et maintenant si le candidat du FN était élu, c'est qu'il devait l'être. Alors évidemment cette position nécessite une explication. C'est justement cette explication que Besancenot, Gluckstein et Arthaud ne veulent pas entendre, raison de plus pour en dire deux mots.

Si les conditions permettent l'élection d'un candidat du FN par exemple, il faut se demander en quoi consistent ces conditions, pourquoi est-ce possible, quelle est l'état d'esprit des masses, quels rapports ont-elles avec les différents partis, comment interprètent-elles la situation, pourquoi s'abstiennnent-elles ou pourquoi refusent-elles de voter pour le candidat du PS, qui, quelle classe, quelles couches votent PS, pourquoi, qu'en attendent-elles, ont-elles des illusions dans le PS, à quel niveau, etc. ?

Comme vous venez de le constater cela pose un certain nombre de questions, or ni Besancenot, ni Gluckstein et ni Arthaud ne veulent se les poser, encore moins y répondre, car les réponses qu'ils pourraient y apporter, soit elles seraient en contradiction avec leur politique, avec leur conception de leurs rapports au PS, aux masses, en fait avec l'ensemble de leur interprétation de la situation où l'analyse qu'ils en donnent, y compris leur conception de la lutte des classes, soit elles les confirmeraient, mais dans ce cas-là il faudrait qu'ils le justifient, ce qui de notre point de vue est impossible, aussi ils prendraient le risque de se contredire, de se vendre si vous voulez, vous aurez compris que ce serait un exercice fort risqué pour eux eux, aussi ils préfèrent ne pas se poser ces questions, ils se camouflent derrière un principe et on n'en parle plus.

Ils ont tous insisté sur le fait qu'il fallait chasser Assad du pouvoir, tout de suite, sans délai, sans se poser d'autres questions, vous pouvez le vérifier leurs articles sont sur Internet dans les portails de leurs partis, sans savoir si les masses en seraient capables ou non, cette question ne les intéresse, elle intéresse Obama et Hollande cela suffit amplement, voilà ce qu'il fallait en conclure, c'est leur véritable position, le reste était du baratin, ce sont des agents de l'impérialisme français. Poser toutes ces questions serait prendre le risque de se démasquer ou d'être démasqué.

En direct : Olivier Besancenot, invité de «Mardi Politique». Suivez l'émission sur RFI, en partenariat avec «Libération» et l'AFP à partir de 19h10. libération.fr 10.09

C'est beau quand même, le journal de Rothschild qui offre une tribune au NPA. L'idiot utile, voilà qui résume le NPA.

Il a voté et appelé à voter Chirac quand il n'y avait pas péril en la demeure, il était sûr d'être élu confortablement face à Le Pen, et quand il s'agit de se placer au côté du régime syrien parce qu'il pèse vraiment une grave menace sur le peuple syrien, il choisi le mauvais camp. Vous avouerez que ces gens-là sont des charlatans. Ne remettez jamais votre sort entre les mains du NPA.

Vite, il faut les exterminer !

- Asie-Pacifique : 1/4 des hommes avoue avoir déjà commis un viol - Le Nouvel Observateur

Les chacals

- Standard and Poor's abaisse la note de la dette de l'Argentine AFP

En dormant !

- Comment les 1% les plus riches gagnent vraiment leur argent - Atlantico.fr

Le vernis démocratique craque de partout

- Accord entre le Parlement et la BCE sur la supervision bancaire - Reuters

Parole de banquier.

- La taxe sur les transactions financières serait illégale - LeMonde.fr

Le capitalisme est légal, le vol de notre force de travail est légal, l'exploitation et l'oppression sont légaux, cela suffit amplement.

Mercredi 0h10 en Inde

J'ai ajouté 27 articles, je n'ai pas mis en ligne 4 articles après une lecture rapide, j'ai reçu 4 documents de formations politiques que je ne mettrai pas en ligne, toujours la même rhétorique insipide qui ne présente aucun intérêt. Et puis je n'ai plus envie de leur faire de la pub, après le mariage homosexuel, leur déversement gauchiste lors de l'affaire Méric, et maintenant la Syrie, trop c'est trop. Une camarade m'a dit hier au téléphone : je ne comprends pas pourquoi tu perds ton temps avec ces partis (POI) que personne ne connaît, dont tout le monde se fout et qui ne représentent qu'eux-mêmes. Je pensais que cela pouvait intéresser des militants, et puis je m'en servais comme support pour traiter une question, mais c'est vrai qu'on peut procéder autrement et s'en passer.

Elle a raison, on a mieux à faire à essayer de comprendre la situation et à en rendre compte, ce qui n'est pas toujours facile.

Tenez, j'ai trouvé semble-t-il une excellente formule lapidaire : les journées d'action sont décidées par les appareils des syndicats... pour les appareils et personne d'autres, pardon j'oubliais le régime.

C'est comme pour la Syrie, hier les journées d'action c'était de la merde, l'horreur, un truc de traîtres, que n'a-t-on pas entendu à leur sujet quand je militais, et puis voilà que le jour est venu d'y participer et même de mettre la main à la pâte...

Autre chose, on va causer un peu entre potes.

Mon épouse arrivera sur les coups de 9h du matin, je devrai défaire ses valises, le ravitaillement, 50 kilos de bouffe qui devra me faire 8 à 10 mois, cela va faire juste, je déconne, dont 10 litres d'huile d'olive, 2 bouteilles de pinard, non, je ne ferai pas de mélange ! quelques fromages, un peu de charcuterie et plein de boîtes de pâté pour agrémenter mes salades de crudité, des anchois, des capres et des olives, sans oublier les pâtes, les cornichons, la moutarde, des trucs très cher ici en Inde, bref de la bouffe bien franchouillarde, de prolo quoi, plus toujours quelques surprises, chaque fois je suis comme un gosse qui découvre ses cadeaux, en plus cela tombe bien c'est mon anniversaire, 58 balais, d'ailleurs c'est le truc que je vais faire à mon réveil, balayer et laver toute la maison, quelle corvée ! Ben non, je n'ai pas pris d'esclave pour le faire à ma place, je suis radin, je garde mon fric, je déconne, je n'ai pas changé de vie depuis que je vis en Inde, je préfère laver moi-même la cuvette des toilettes, il faut s'assumer camarades.

Je ne suis pas un "expat" comme disent les Blancs ici, un colon, j'ai mes principes, les jeunes vont penser que c'est un truc de vieux cons, désolé, je les trimballe depuis que j'étais jeune, si des jeunes pensent cela, c'est qu'ils n'ont pas de principes et alors je les plains sincèrement. Mais c'est vrai aussi que c'est un truc de vieux, qui vient de nos parents, alors qu'ils n'étaient pas si vieux que cela lorsqu'ils me les ont inculqués, ils étaient même plutôt jeunes. Jeune, vieux, ouais physiquement ce n'est pas pareil, on ne s'arrange pas vraiment en vieillissant, mais quelque part dans la tête c'est toujours un peu la même chose, heureusement bordel, car sinon la vie serait horriblement triste, surtout avec leur société de plus en plus pourrie.

Tenez, on se détend un instant je suis de bonne humeur, profitons-en, je déconne, je le suis la plupart du temps, je suis un nantis et j'en ai pleinement conscience, sans culpabilisé, c'est mérité. Vous savez comment les Indiens nous appellent, qui cela, nous les Blancs, des "vélai cara", j'écris cela phonétiquement, cela veut dire la peau blanche, cara veut dire peau et vélai blanc, moi je les appelle pour les faire marrer des "carupa cara", des peaux noires, il n'y a rien de raciste là-dedans, il n'y a que des cons pour voir du racisme partout, ils nous font vraiment chier ces bonnes consciences qui veulent virer Assad pour mettre à la place un des sbires de Cameron ou d'Obama, Hollande est hors course. Il a bien la gueule du cocu celui-là, vous me direz que Royal aussi, avec ma copine au téléphone on s'est demandé quel était le plus con des deux et on n'est pas parvenu à les départager !

Oui ces bonnes consciences, ces grands révolutionnaires qui nous gonflent grave avec leur rhétorique qui semble sorti d'outre-tombe tellement ils l'ont rabâchée, rongée par les vers, ils sont sclérosés au dernier degré, quand il s'est agi de faire voter Mitterrand et de le porter au pouvoir, cela ne les a pas gênés qu'il ait été décoré de la francisque par Pétain, sans parler de son passé criminel pendant la guerre d'Algérie et j'en passe, une véritable ordure en vérité, là leurs putains de principes dites-moi, ils se sont bien assis dessus, cela les arrangeait comme cela les arrangerait que la Syrie soit bombardée , Assad dégagerait enfin. en fait, ils ont eu raison de bombarder l'Irak et la Libye sans oublier l'Afghanistan, car qui d'autres auraient pu dégager les talibans, S. Hussein, M. Kadhafi et demain peut-être Assad, hein je vous le demande, ils ont bien écrit que c'est ce qu'ils voulaient n'est-ce pas, je l'ai lu ce matin. Et bien moi je préfère encore les talibans, S. Hussein, M. Kadhafi et B. Al-Assad, car personne n'a à

se subtituer aux peuples eux-mêmes, il faut avoir un esprit policier ou une drôle d'interprétation de l'évolution des peuples et des civilisations pour concevoir qu'un élément extéreur pourrait s'en charger à leur place, ils vont hurler et rétorquer qu'ils n'ont jamais dit cela, non pas tout à fait il est vrai, à demi-mot, c'est encore pire et c'est pour cela que je les assassine ici, et ce n'est qu'un début.

Voyez-vous, cette histoire de guerre, cela m'excite, me stimule, je trouve profondément dégueulasse de prétendre être contre cette guerre et en même temps fournir un prétexte au va-t-en-guerre pour la faire, la justifier quelque part, Assad est un tyran, un dictateur, il doit dégager disent-ils, parole d'impuissants, de larves incapables de s'assumer en réalité et qui secrètement, plutôt maladroitement en l'occurrence se réjouissent que les Américains le liquident. Ce sont les mêmes militants, on devrait dire aventuriers qui soutiennent les islamistes radicaux, salafistes, en France, au nom de l'égalité, les gauchistes provocateurs, le lobbying homosexuel des couches de la bourgeoisie dégénérées, le féminisme qui là encore est portée par une couche de la bourgeoisie, pareil pour l'écologie, ils en tiennent une sacrée couche, à chaque manipulation ou provocation orchestrée par le régime ils ne marchent pas, ils courent !

Vous croyez qu'ils se sont posés une seule fois la question de savoir pourquoi Assad existait en Syrie, pourquoi il était au pouvoir, c'est impossible. En vivant en Inde, j'ai parfaitement à l'esprit ce qui se passe dans la tête d'un Indien, peu importe la classe à laquelle il appartient ici, je connais bien le pays, je partage leur vie quotidiennement, je ne fréquente pas les Blancs, les Français, les étrangers, bien que je milite pour un gouvernement socialiste ouvrier et paysan en Inde, je me dis qu'étant donné les rapports entre les classes, le niveau de développement du pays et le degré de conscience des Indiens, il est pratiquement impossible d'avoir un gouvernement meilleur que celui qui existe aujourd'hui dans l'étata actuel des choses, alors que je le considère horrible par ailleurs ou selon mes critères politiques. Sauf que moi je ne confonds pas l'analyse que je peux faire de la situation à partir de mes critères politiques, et la situation telle que se la représente un travailleur indien à partir de son niveau de conscience qui n'est pas le même que le mien, qui en est très éloigné, il n'a pratiquement pas de conscience de classe, il n'a aucun droit, donc dans ces conditions il faudrait qu'on nous explique comment il pourrait en être autrement, sauf exception qui confirme la règle ; on vous montre une grève dans une usine (Maruti) en Inde ou vous lisez un article sur ce sujet et vous vous dites, la classe ouvrière indienne se soulève ou se mobilise, tu parles sa situation est mille fois pire qu'en France et on est 1,2 milliard ! En Afrique du Sud c'est différent, à cause de l'apartheid les ouvriers sont très politisés et syndiqués, je ne connais pas bien ce pays, peut-être qu'il ne s'agit que de certaines couches qui concentrent des centaines de milliers d'ouvriers, alors que le reste du prolétariat végète ou demeure très arriéré...

En France c'est totalement différent, on a l'avantage d'avoir accumulé une extraordinaire expérience de la lutte des classes depuis près de deux siècles, on devrait être à la pointe du combat pour la révolution socialiste et en fait en est à la traîne, on a perdu le fil des enseignements que nous ont légués les marxistes, c'est désolant, on a laissé filer plus d'un demi-siècle sans rien avoir appris, c'est terrible, c'est cela, on a toujours été à la traîne des évènements au point qu'on ne comprend même plus où nous en sommes. Je ne voudrais pas paraître prétentieux, je ne sais pas ce que vous en pensez, mais j'ai l'impression que depuis quelque temps on a sérieusement remonté la pente et on a fait mieux que cette ribambelle de charlots qu'on a comme dirigeants. Je ne vais pas faire le mariole ce n'est pas mon genre, je ne sais pas si vous vous souvenez de ce que j'ai écrit à propos d'une troisième guerre mondiale il y a quelques mois ou davantage, j'ai affirmé que ce ne serait pas l'intérêt de l'oligarchie financière parce qu'elle avait réalisé d'important progrès vers l'établissement d'un gouvernement mondial, elle en est loin encore, mais elle progresse, pas à pas, elle a marqué des points significatifs, c'est indéniable depuis 1945, tout où presque lui a réussi, donc elle n'a pas intérêt à tout foutre en l'air maintenant. Ces gens-là sont peut-être des psychopathes, mais ils ont la tête sur les épaules, ils savent attendre leur heure comme ils l'ont démontré à de nombreuses reprises dans le passé, ils sont capables de reculer, mais jamais ils ne renonceront, et j'avais prévu qu'ils iraient jusqu'au bout sur la Syrie, ce ne sera peut-être pas pour cette fois-ci, ce sera pour plus tard, ils vont modifier leur stratégie et ils repartiront au combat. Je n'ai suivi les analyses de personne et j'ai eu raison. Meyssan a commis une légère erreur en pensant que les Américains et les Russes étaient tombés d'accord, en fait il fallait dire qu'ils étaient condamnés à s'entendre, à quelle occasion cela allait se produire personne n'en savait rien. Il y a encore des pans entiers de la situation mondiale qui nous échappe, sur lesquels je ne sais pas quoi penser, il y a des gens qui ont réponse à tout, ils ont bien de la chance, ce n'est pas mon cas.

La question que je me pose et à laquelle je n'ai pas de réponse satisfaisante pour le moment est la suivante : je me demande jusqu'à quel point les Russes et les Chinois sont impliqués dans la stratégie de l'oligarchie financière anglo-saxonne dite de nouvel ordre mondial, y sont-ils impliqués, apparemment oui, mais trop d'éléments nous échappent pour définir avec précision les contours de cette collaboration, tout ce que vous et moi savons jusqu'à présent est du domaine du lieu commun, par exemple leur coopération industrielle, commerciale ou financière, moi je parle sur le plan politique (institutionnel) et de l'évolution de la mise en place de la même politique dans chaque pays, un peu comme on peut l'observer en Europe ou on s'emploie dans tous les domaines à copier les Américains, mieux, parfois on les devance, les laquais font du zèle, ils profitent de conditions favorables pour avancer, liquider nos droits essentiellement, tous nos droits, moyennant un nouveau de vie élevé cela passe comme une lettre à la poste, c'est bien joué, c'est de cette manière qu'ils ont laminé les masses américaines. A suivre.

Haut de page

Le 12 septembre 2013

CAUSERIE

La suite de l'actualisation du site plus tard, à la date de demain, il est déjà 18h en Inde. De nouveaux articles ce soir.

La phrase du jour : il y a de l'eau dans le gaz !

Une vidéo

Le massacre de la ghouta, Les contradictions des services secrets occidentaux - Publiée le 9 sept. 2013
http://www.youtube.com/watch?v=MeCJuGYILMg&list=UU3TR6S1FgdXmtbBPMvAabYg

Une bonne question mal posée.

- Pourquoi le marché du pétrole ne croit pas à une intervention en Syrie Atlantico.fr

Qui, ceux qui détiennent les compagnies pétrolières, Rockefeller et Cie, les banquiers, ou les "*petits*" investisseurs, ces millionnaires qui font fructifier leur fortune en la plaçant sur les marchés les plus rentables et les plus sûrs ?

Il aurait fallu dire que les uns n'y croyaient plus, l'effet de gaz s'est éventé, tandis que les seconds étaient majoritairement opposés, cette guerre aurait pu déstabiliser l'économie mondiale très fragile...

Comment le POI légitime le dictateur Hollande.

Le POI radicalise son discours pour mieux masquer son cours droitier et son soutien au régime, à une dictature, à un dictateur, il faut appeler les choses par leurs noms.

D. Gluckstein dans son dernier éditorial a qualifié Hollande de "*président-Bonaparte*", et dans le même temps ce parti fait signer une pétition, une "*Lettre ouverte au président François Hollande*", dans laquelle il est dit que "*avec ou sans vote de l'ONU, avec ou sans vote au Parlement, l'intervention contre la Syrie est illégitime*".

Qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique?

Il faut en déduire que le destinataire de cette "*lettre*" serait malgré tout légitime pour décider ou non une intervention militaire contre la Syrie, comme du sort en général des travailleurs, alors que nous ne lui reconnaissons aucune légitimité. C'est ici qu'intervient la soumission du POI au régime qu'il prétend combattre.

Contrairement au POI dont la politique s'inscrit dans le cadre du respect de la Constitution de la Ve République qui est à l'origine du pouvoir et de la légitimité que peut revendiquer le Bonaparte de service, nous refusons de nous situer sur ce terrain-là qui incarne à la fois la domination d'une classe sur une autre, la classe des exploiteurs sur celles des exploités, et les intérêts de la classe dominante, Hollande étant le représentant de cette classe à la tête de l'Etat, en aucun cas il ne peut incarner les intérêts des travailleurs, sauf à vouloir les tromper à la fois sur sa nature politique et celle de l'Etat.

L'entreprise du POI sert uniquement à masquer cet aspect essentiel des rapports entre les classes et l'Etat.

Cela fait deux ans et demi que l'Etat français intervient en Syrie, et maintenant le POI sort une pétition, alors que chacun sait que la majorité de la population est contre une intervention militaire en Syrie, cela ne s'appelle même plus prendre le train en marche ou avoir un train de retard, cela s'appelle de la récupération, quelle honte d'être tombé si bas !

A propos des armes chimiques utilisées le 21 août dernier dans la banlieue de Damas.

- "*Dans cette confusion, il est difficile de savoir ce qui s'est vraiment passé...*" (IO n° 268 Page 11)

Le POI persiste et signe en tenant hypocritement le même discours d'Obama et Hollande, il n'attribue pas au régime syrien l'emploi de ces armes, il laisse subsister le doute que ce serait possible. Vous aurez observé qu'il n'en fallait pas plus aux va-t-en-guerre pour déclarer qu'il fallait bombarder la Syrie, qui ne s'embarrassaient pas de savoir si des preuves existaient ou non, si nécessaire ils s'emploieraient à en fabriquer autant qu'il en faudrait pour justifier leur intervention militaire contre la Syrie.

Laisser la voie ouverte à une telle perspective est donc criminel, c'est laisser persister le moindre doute sur l'origine de cette attaque chimique qui ne pouvait profiter aux agresseurs de la Syrie, et qui s'empresseraient de l'attribuer au régime, ce qu'ils ne manquèrent pas de faire. C'est faire preuve d'un manque absolu de discernement ou de la logique la plus élémentaire, ne

parlons pas de stratégie militaire car au POI ils doivent ignorer ce que signifie cette expression, ce qui est certain en revanche, c'est que la position du POI témoigne d'un parti pris qui devait profiter aux va-t-en-guerre, à Hollande qu'il soutient ainsi.

Cette position est d'autant plus intenable et grotesque qu'il était suicidaire pour le régime d'utiliser des armes chimiques sous le nez des inspecteurs de l'ONU présent à Damas, au moment même où l'armée nationale syrienne venait de remporter d'importantes batailles militaires contre les envahisseurs et était en train de lancer une vaste offensive justement dans la banlieue de la capitale contre les quelque 25.000 djihadistes qui ne cessent de lancer des attaques contre la capitale.

Fabrication de preuves.

Le néolibéral sioniste Fabius en chef de guerre.

Le rapport des inspecteurs de l'ONU sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie sera rendu public «*probablement lundi*», a déclaré jeudi le chef de la diplomatie française Laurent Fabius.

«*Il va dire qu'il y a eu un massacre chimique. (...) Il y aura certainement des indications*» sur l'origine de ce massacre, commis le 21 août près de Damas et qui a fait des centaines de morts, a-t-il ajouté.

«*A partir du moment où seul le régime avait les stocks, les vecteurs et intérêt à le faire, on peut tirer la conclusion*», a déclaré M. Fabius pour qui la responsabilité du régime de Bachar al-Assad ne fait pas de doute, alors que le président russe Vladimir Poutine a accusé les rebelles d'avoir commis ce crime, dans une tribune au New York Times.

«*Ce n'est pas la réalité. C'est une version que développent les Russes depuis très longtemps. (Poutine) est dans son jeu*», a indiqué M. Fabius. 20minutes.fr 12.09

Parce que la "*version que développent* Obama et Hollande-Fabius "*depuis très longtemps*, ne ferait pas leur "*jeu*", il faudrait les croire sur parole...

A défaut de preuves, ce rapport va fournir des " *indications*" sur les auteurs de cette attaque chimique que chacun pourra interpréter à sa manière...

Quant au dernier argument, il tombe à l'eau, il est dépasse le ridicule, il est grotesque, Assad était bien le dernier à qui aurait profiter cette attaque, d'ailleurs on dirait même qu'il en était la cible principale, non ?

Fabius est un bouffon, un sordide bouffon.

Le portail slate.fr du sioniste J. Attali dépité participe à la maoneuvre

- Exclusif: le rapport de l'ONU va mettre en cause le régime Assad dans l'attaque chimique - slate.fr 11.09

Les inspecteurs de l'ONU ont collecté «*quantité*» de preuves sur l'utilisation de gaz innervant qui désignent le président syrien Bachar el-Assad comme l'utilisateur d'armes chimiques contre sa propre population, selon une source diplomatique occidentale interrogée par Foreign Policy.

(Affirmation sans preuve, c'est cette voix anonyme "*occidentale*" - c'est bien pratique pour raconter ce qu'on veut - qui "*désigne*" Assad. - -ndlr)

L'équipe d'inspection, dont on s'attend à ce qu'elle remette, lundi 16 septembre, son très attendu rapport sur l'attaque chimique du 21 août dans la banlieue de Damas au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, ne va pas directement accuser le régime syrien d'avoir gazé son propre peuple, selon trois diplomates des Nations unies liés à l'enquête. Mais elle va fournir un acte d'accusation solide constitué d'un faisceau de preuves —collectées à partir de l'examen des roquettes ayant contenu les gaz, des munitions tirées et de tests de laboratoires sur des prélèvements du sol, du sang et de l'urine des victimes— qui convergent toutes vers une culpabilité du gouvernement syrien.

(Ils écrivent que ce rapport "*ne va pas directement accuser le régime syrien*", ce qui laisse entendre qu'ils étaient arriver à la conclusion qu'il était bien responsable mais qu'ils n'avaient pas le droit de le dire, non, parce que voyez-vous ils auraient des scrupules ou ils ne tiendraient pas à l'avouer, ben voyons, cela tourne à la mauvaise farce, on s'y attendait.

Une fois de plus, ils ne disposent d'aucune preuve accusant le régime syrien, alors ils les remplacent par "*un faisceau de preuves* aussi fluide qu'un gaz invisible et insaisissable à la main, un mirage, une illusion ou un miracle qui n'a pas encore eu lieu, pas de bol ! Bref, ils ne savent plus quoi inventer pour soutenir leur thèse haineuse et guerrière. -ndlr)

«*Je sais qu'ils ont des échantillons très riches —biomédicaux et environnementaux— et qu'ils ont interrogé des victimes, des médecins et des infirmières*», explique un diplomate occidental. «*Il semble qu'ils sont satisfaits de la quantité de preuves qu'ils ont*», ajoute-t-il. Le diplomate, qui a refusé de parler officiellement compte tenu du secret autour de l'enquête de l'Onu, ne peut pas identifier l'agent chimique détecté par les experts mais déclare:

«*Vous pouvez déduire l'identité de l'auteur par le type de preuves*.»

(Passons sur le fait que ces "*experts*" sont forcément indépendants et ne subissent aucune pression pour rendre un rapport conforme à l'objectif poursuivi par ses commanditaires, leurs chefs.

A défaut d'élément concret, matériel, palpable qui ne laisserait aucun doute, ils procèdent par "*déduction* sans qu'il faille se poser de questions sur les réelles intentions de ceux qui se livrent à ce mauvais numéro d'illusionnistes et qui pourraient orienter leur "*déduction* dans un sens, car ces gens-là, ceux qui nous gouvernement et qui interprèteront ce rapport sont au-dessus de tout soupçon, ils ne mentent jamais, ils ont une conception de la morale ou de l'éthique exemplaire, aller penser qu'ils l'interprèterait comme cela les arrange serait leur faire un procès d'intention inacceptable, CQFD. - ndlr)

Pourtant, selon les termes de leur mandat, les inspecteurs de l'Onu ne sont autorisés qu'à se prononcer sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, pas sur les responsabilités. Si les diplomates occidentaux se disent confiants quant au fait que le rapport des Nations unies va renforcer l'argumentaire contre le gouvernement syrien, ils ne s'attendent pas à ce qu'il change fondamentalement le cours des efforts diplomatiques pour contenir la menace des armes chimiques en Syrie. «*Ca ne va pas changer la donne*», a déclaré un diplomate.

(C'est extraordinaire, car on vient de voir qu'ils attribuaient cette attaque à Assad, pour immédiatement après rappeler que le but de ce rapport n'était pas de déterminer qui était responsable de l'utilisation d'un gaz le 21 août dernier, effectivement valait mieux pas car cela aurait mis en évidence que le régime syrien n'y était pour rien. Pure tartuferie, quoi ! slate.fr 11.09

D'ailleurs, très maladroitement ils vendent la mèche, à quoi bon le savoir maintenant puisque la baudruche s'est dégonflée depuis que le régime syrien a annoncé qu'il acceptait de détruire son stock d'armes chimiques, cet argument est tombé à l'eau et ne peut plus être invoqué pour justifier le bombardement de la Syrie, il va falloir trouver autre chose, employer un autre moyen pour liquider Assad, puisque c'est leur véritable objectif politique, le seul. Ils disent en gros ici : on a tenté un coup, cela a foiré lamentablement, passons à autre chose. - ndlr)

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Poutine met en garde Obama avant le sommet américano-russe - lemonde.fr 12.09

Les négociations entre Russes et Américains sur le dossier syrien ne passent pas que par la voie diplomatique. Moscou veut aussi en appeler à l'opinion publique. Dans une tribune publiée jeudi 12 septembre sur le New York Times, le président russe Vladimir Poutine expose sa vision du conflit syrien : ce seraient les rebelles qui auraient organisé l'attaque chimique du 21 août.

Intitulé "*La Russie plaide pour la prudence*" – avec en sous-titre : "*Ce que Poutine a à dire aux Américains à propos de la Syrie*" –, ce plaidoyer intervient quelques heures avant un sommet crucial entre Moscou et Washington sur un plan russe de démantèlement de l'arsenal chimique syrien.

Dans cette adresse au "*peuple américain et à ses dirigeants*" rédigée à la première personne, Vladimir Poutine affirme que pour éviter une nouvelle guerre, toute décision doit être prise sous l'égide des Nations unies. C'est pourquoi l'usage de la force en dehors de l'ONU serait "*un acte d'agression*", selon le président russe.

Mais le président russe va plus loin, niant la responsabilité du régime de Bachar Al-Assad dans l'attaque chimique du 21 août qui a fait plusieurs centaines de victimes près de Damas. Alors que Paris et Washington sont convaincus de la responsabilité du régime, Moscou soutient son allié syrien, qui a jusque-là toujours démenti ces accusations. Il accuse au contraire les rebelles d'avoir fomenté l'attaque. "*Il y a toutes les raisons de croire que [le gaz toxique] a été utilisé non pas par l'armée syrienne, mais par les forces d'opposition, pour provoquer une intervention de leurs puissants soutiens étrangers, qui se seraient mis du même côté que les fondamentalistes*", écrit Vladimir Poutine.

"*Les rapports selon lesquels les rebelles sont en train de préparer une nouvelle attaque – cette fois contre Israël – ne peuvent plus être ignorés*", ajoute-t-il.

Pour toutes ces raisons, le président russe appelle les Etats-Unis à adopter le projet de démantèlement de l'arsenal syrien, formulé par la Russie et actuellement en discussion à l'ONU.

Au passage, Vladimir Poutine en profite pour critiquer le discours que Barack Obama a tenu à la nation américaine mardi soir :

"*Je suis plutôt en désaccord avec le discours d'Obama sur l'exception américaine, affirmant que la politique des Etats-Unis est 'ce qui fait que l'Amérique est différente. C'est ce qui nous rend exceptionnels.' C'est très dangereux d'encourager les gens à se considérer comme exceptionnels, quelle qu'en soit la raison.*"

En réponse à ces provocations, la Maison Blanche a seulement déclaré à CNN :

Vladimir Poutine "*a fait sa proposition et est à présent pleinement investi dedans. C'est bien. C'est la meilleure réaction possible. Il est compètement investi dans le désarmement de la Syrie, et c'est potentiellement une meilleure solution que l'intervention militaire – qui ne nous débarrasserait pas des armes chimiques*". lemonde.fr 12.09

Quatre étapes pour le plan russe anti-armes chimiques - libération.fr 12.09

Le quotidien «*Kommersant*» dévoile les grandes lignes du programme prévu par Moscou pour démanteler l'armement chimique de la Syrie.

Le plan de contrôle des armes chimiques en Syrie, remis par la Russie aux Etats-Unis, comprend quatre étapes, dont la première est l'adhésion de Damas à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, a rapporté jeudi le quotidien russe Kommersant. Selon le journal, ce plan détaillé a été remis aux Américains mardi. Moscou a annoncé mercredi l'avoir transmis à Washington.

La première étape du plan prévoit l'adhésion de Damas à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, a précisé une source diplomatique à Kommersant. La Syrie devra ensuite révéler la localisation de son arsenal d'armes chimiques et le lieu de leur fabrication. La troisième étape consiste à autoriser les inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à pénétrer en Syrie pour les examiner. Enfin, la dernière étape consistera à décider, en coopération avec les inspecteurs, la manière dont il faudra détruire ces armes.

Kommersant précise qu'il n'a pas encore été décidé qui se chargerait de la destruction des armes. Mais le quotidien rapporte qu'il n'est pas exclu que les Etats-Unis et la Russie puissent le faire conjointement. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et le secrétaire d'Etat américain John Kerry vont se rencontrer à Genève jeudi dans l'après-midi pour évoquer ce plan.

Selon Kommersant, ce sont les Etats-Unis qui ont réclamé des pourparlers avec la Russie après avoir reçu une copie contenant les détails du plan russe. L'accueil favorable réservé par Washington à cette initiative semble éloigner la perspective de frappes contre le régime syrien, accusé d'être responsable d'une attaque chimique perpétrée le 21 août près de Damas, qui a fait plusieurs centaines de morts. libération.fr 12.09

Terrorisme d'Etat.

Les Etats-Unis ont commencé à livrer des armes aux rebelles syriens, a annoncé mardi un représentant de l'insurrection lors d'une conférence de presse à Washington.

"*Les Etats-Unis fournissent une aide non-létale (...) et aussi une certaine assistance létale au CMS*", a déclaré Khaled Saleh, évoquant le Conseil militaire suprême qui supervise les opérations de l'Armée syrienne libre (ASL).

Les Américains ont décidé de franchir le pas "*parce qu'ils sont convaincus que les mécanismes mis en place par le CMS ont été bien testés et qu'ils sont sûrs que les armes ne tomberont pas entre de mauvaises mains*", a-t-il poursuivi.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a quant à lui indiqué mardi que Washington cherchait à accroître son aide à l'opposition armée. Reuters 11.09

D'autres infos sur la Syrie.

Secret de polichinelle. Les faux ennemis.

- Syrie : le mutisme d'al-Qaida face aux Américains - lepoint.fr 11.09

L'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) et le Front Al-Nosra, deux des principaux groupes djihadistes qui se battent en Syrie contre le régime du président Bachar el-Assad, se sont abstenus de tout commentaire, les experts estimant qu'ils ne souhaitent pas reconnaître l'aide que pourrait leur apporter un de leurs principaux ennemis, les États-Unis.

Les groupes djihadistes "*proclament leur haine de l'Occident, mais on voit qu'ils restent bien silencieux alors qu'il s'agit de frapper militairement un pays arabe*", selon un responsable irakien sous couvert d'anonymat. Ils restent silencieux "*parce que les frappes vont les aider*" militairement, ajoute-t-il. Ihsan al-Chammari, un professeur de sciences politiques à l'université de Bagdad, estime aussi que toute action qui "*affaiblit Assad leur permettra de gagner du terrain, ce qui fait qu'ils gardent le silence sur la question des frappes*". "*De tels groupes, notamment l'EIIL et Al-Nosra, ont tout à y gagner*", dit-il. Les frappes ne sont toutefois plus d'actualité, tout du moins dans l'immédiat. lepoint.fr 11.09

La France et les Etats-Unis sont des Etats terroristes, CQFD.

La guerre contre les contras se poursuit

L'armée syrienne a une nouvelle fois repris le contrôle du village chrétien de Maaloula nettoyant plusieurs de ses quartiers de la présence des terroristes takfiris.selon Al Mayadin, l'armée syrienne a expurgé des quartiers dont s'étaient emparés des terroristes en y commettant des pillages et des meurtres.les takfiris menacent les chrétiens du village et exiegnt d'eux qu'ils renoncent à leur religion et se convertissent au salafisme. french.irib.ir 11.09

Ils se partagent le règne de la terreur

Les dissensions continuent à désunir les rangs des terroristes en Syrie. Selon une source locale, les miliciens liés à l'ASL envisagent de se rallier contre l'ASL. "*Descendants du prophète*" et " *Disciples du juste*" sont deux milices de l'armée libre syrienne qui, suites à de profondes dissensions, comptent se dissocier de l'ASL pour s'unir à Al Nosra.

Les divergences entre les terroristes takfiris et ceux de l'ASL s'accroissent de jour en jour. Récemment, l'un des chefs terroristes de l'Etat islamique en Irak et au Levant a enlevé puis tué 12 membres de l'ASL. D'autres membres de l'ASL sont détenus par les qaidistes qui les torturent, selon des témoins. french.irib.ir 11.09

Autodéfense d'un pays dominé.

Les systèmes de défense anti-missile russe soutiendront la Syrie en cas d'attaque.

Selon *Al Alam*, citant les sources médiatiques la Russie a élargi son soutien militaire à la Syrie car le président Poutine en a décidé ainsi. Al Alam qui cite *Al Akhbar* souligne que l'un des navires russes qui vient de traverser le détroit de Bosphore transporte des véhicules blindés pour l'armée syrienne. ... les services secrets US sont à la recherche des stocks de missiles syriens et l'arme chimique n'est qu'un prétexte pour localiser ces arsenaux de missiles. ... c'est la Russie qui a installé un bouclier anti-missile autour de la capitale Damas. french.irib.ir 11.09

Soutien à la résistance contre l'envahisseur.

Damas a signé de "*gros contrats*" avec l'Iran, son principal allié régional, portant sur des produits alimentaires et médicaux, a affirmé l'agence officielle syrienne Sana mardi.

"*Le gouvernement a signé de gros contrats avec l'Iran pour fournir le marché syrien avec tout ce dont il a besoin en terme de produits alimentaires et médicaux*", a indiqué Sana.

Une source gouvernementale a déclaré à l'AFP que "*les contrats signés la semaine dernière visent à alimenter le marché syrien avec toutes sortes de biens, afin que les gens ne souffrent pas de pénuries*". L'Iran avait ouvert en mai deux lignes de crédit pour 4 milliards de dollars pour Damas, puis une autre de 3,6 milliards en juillet. french.irib.ir 11.09

L'Etat sioniste, mythe et réalité

Quel "***bonheur***" de vivre au pays de l'apartheid !

Cette année, le rapport annuel de bonheur mondial a classé Israël comme le onzième pays le plus heureux dans le monde, devant d'autres nations comme les États-Unis ou le Royaume-Uni, et loin devant ses voisins du Moyen-Orient.

Le rapport était fondé sur des données recueillies entre 2010 et 2012 à partir de 156 pays. Chaque nation a été classée sur une "*échelle d'évaluation de la vie*", allant de 1 à 10, et mesurant des facteurs tels que la santé, la sécurité d'emploi, la liberté politique et l'absence de corruption du gouvernement.

Les trois premières places reviennent au Danemark, à la Norvège et à la Suisse. Les Pays-Bas, la Suède, le Canada, la

Finlande, l'Autriche, l'Islande et l'Australie complètent le top dix. Israël a sauté 3 places dans le classement en comparaison au rapport de l'année dernière.

L'un des objectifs du rapport était de contester l'association de la richesse et du bonheur, et même si les premiers pays sont généralement riches, les facteurs sociaux jouent le plus grand rôle dans la détermination du bonheur de chaque pays. http://fr.jn1.tv 11.09

Gaz-a

Un document découvert récemment de l'Agence centrale de Renseignements américaine, révélé lundi par le magazine Foreing Policy, montre que l'agence US détient une preuve formelle remontant au moins aux années quatre-vingt qu'Israël possède un stock d'armes chimiques et biologiques.

La révélation tombe au moment même de l'emploi prétendu d'armes chimiques par le gouvernement syrien le 21 août, bien que rien ne soit avéré quant à leur utilisateur, que l'on ne sache pas vraiment si c'est le régime ou si ce sont les rebelles qui ont perpétré l'attaque, où même si c'était un accident.

Alors que le Président américain Barack Obama menaçait, pour cette attaque, d'aller faire la guerre avec la Syrie, le gouvernement syrien niait toute responsabilité, et il a accepté une proposition du gouvernement russe d'ouvrir ses magasins d'armes chimiques à une inspection internationale et de les détruire.

Le document révélé lundi par le magazine Foreign Policy montre que, en plus de la constitution d'un arsenal nucléaire estimé à trois cents armes nucléaires durant les années soixante et soixante-dix, l'armée israélienne a développé des réserves importantes d'armes chimiques et biologiques.

Le document, de 1983, stipule que les satellites espions des États-Unis ont identifié « *un centre de fabrication et un centre de stockage probablement de produits neurotoxiques CW (chemical weapon)… dans la zone sensible de stockage de Dimona, dans le désert du Néguev. D'autres fabrications d'armes chimiques existeraient aussi au sein d'une industrie chimique israélienne bien développée.* »

« *Même si nous ne pouvons confirmer si les Israéliens possèdent des agents chimiques mortels » ajoute le document, « plusieurs indicateurs nous amènent à penser qu'ils ont à leur disposition au moins des agents neurotoxiques persistants et non persistants, du gaz moutarde, et plusieurs agents anti-émeutes, ainsi que les systèmes de lancement appropriés.* »

La seule page d'un rapport plus important de la CIA a été découverte à la bibliothèque Ronald Reagan en Californie, dans sa forme non censurée ; le rapport a été publié il y a plusieurs années aux Archives nationales, mais après avoir été sévèrement censuré.

Selon l'article de Foreign Policy, « *L'historien israélien Avner Cohen, dans son livre de 1988, Israël et la Bombe, écrit que le Premier ministre israélien David Ben Gourion a ordonné en secret qu'un stock d'armes chimiques soit constitué environ au moment de la guerre de 1956 entre Israël et l'Égypte. La CIA, d'un autre côté, a cru qu'Israël n'avait pas commencé de travailler sur les armes chimiques jusqu'à la fin des années soixante ou au début des années soixante-dix.* »

L'article inclue l'appréciation suivante du rapport de la CIA de 1983 : « *Israël, se trouvant entouré sur ses frontières d'États arabe avec des capacités naissantes en armes chimiques, est devenu des plus en plus conscient de sa vulnérabilité aux attaques chimiques. Ses sensibilités ont été galvanisées par la saisie d'une grande quantité d'équipements liés aux armes chimiques soviétiques durant les deux guerres israélo-arabes de 1967 et du Yom Kippour en 1973. Par conséquent, Israël a entrepris un programme de préparations à une guerre chimique dans les zones offensives et les zones protégées.* »

Le gouvernement israélien a sévèrement critiqué le gouvernement syrien pour son usage allégué d'armes chimiques il y a trois semaines, et il a encouragé la promesse du Président Obama de répondre militairement.

Israël a signé la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, mais la Knesset (parlement) israélienne n'a jamais ratifié le traité. Israël n'a jamais non plus ouvert son centre nucléaire ni ses réserves d'armes chimiques aux inspections internationales. french.irib.ir 11.09

Une "*révélation* qui n'en était pas vraiment une et qui ne coûtait rien, l'Etat sioniste n'ayant respecté aucune résolution de l'ONU depuis 1948, il s'en tape complètement que le monde entier sache qu'il possède des armes chimiques, biologiques, nucléaires, de la part de Foreign Policy c'était juste histoire de se faire passer pour des gens impartiaux, c'est raté !

Le magazine Foreign Policy publié jusqu'à fin 2009 par la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale à Washington, D. C.. (wikipédia)... une couverture de la CIA. (source : Réseau Voltaire)

Syrie en titre

- Poutine met en garde Obama avant le sommet américano-russe - LeMonde.fr

Dans le "*New York Times*", le président russe appelle les Américains à abandonner l'idée d'une intervention militaire en Syrie. LeMonde.fr 11.09

- Armes chimiques : Washington salue les propositions "*très précises*" de la Russie - LeMonde.fr

- Syrie : le président américain échoue à convaincre l'opinion et les élus - LeFigaro.fr

- Syrie : Paris envisage toujours l'option militaire - LeFigaro.fr

Les pires réacs avec les wahhabites, salafistes, takfiristes, les Frères musulmans, normal, c'est le PS (dites parti salafiste dorénavant) !

- Juppé sur la Syrie: "*ne pas baisser la garde*" face au régime - AFP -

L'UMP n'est pas en reste, normal.

- Les opinions publiques opposées à une intervention en Syrie - Liberation.fr

Merde alors, pas de bol !

Il faut des preuves !

- Syrie: Paris prend la Russie "au mot" mais il faut des "*actes*" - AFP

La réaction médiatique

- Syrie: les promesses jamais tenues de Bachar el-Assad - L'Express.fr

- Syrie : «*Sans menace d'intervention, il ne se passe rien*» - LeFigaro.fr

- Syrie : un rapport accuse les deux camps de crimes LeMonde.fr -

La réaction médiatique, ils craquent !

- Syrie: mais que fait Barack Obama? - Slate.fr

- Arrêtez de qualifier la proposition russe de «*solution*» pour la Syrie! - Slate.fr

Parole de barbares

- L'opposition syrienne: Assad doit «*rendre des comptes*» - Slate.fr

Tout le monde le sait en France, sauf, le POI, le NPA, LO, le FdG, cherchez l'erreur. Il n'y en a pas, ce sont eux l'erreur!

- Syrie : les rebelles ont utilisé l'arme chimique pour provoquer une intervention, selon Poutine Francetv info avec - AFP

Suivez la piste, ils ont de la suite dans les idées...

- Syrie : Paris déterminé à sanctionner l'usage d'armes chimiques - Francetv info

Avant-hier, c'était Hollande et Fabius qui déclaraient qu'il faudrait traduire Assad devant la Cour pénale internationale, une institution illégale. Deux jours plus tard :

- Syrie: crimes contre l'humanité et crimes de guerre, selon l'ONU - AFP

- De plus en plus de crimes de guerre en Syrie, dit l'Onu - Reuters

Haut de page

Le 13 septembre 2013

CAUSERIE

Vendredi 16h20 en Inde

J'archiverai plus tard les articles des différentes rubriques, utilisez les liens pour naviguer plus facilement dans la page d'accueil, c'est un peu encombré et je m'en excuse, accordez-moi quelques jours.

Je n'ai pas eu le temps d'actualisé les articles de presse, ce sera pour ce soir, 4 articles.

Vous trouverez en ligne 31 nouveaux articles qui vous dissuaderont de dire "*je ne sais pas ce qui s'est passé*". Vous aurez remarqué au passage que j'estime les militants capables de faire la part des choses, je ne les prends pas pour des abrutis contrairement à mes détracteurs, je ne l'ai jamais pensé en réalité, pas plus les travailleurs qui heureusement ne se sont pas dit : Assad est un horrible tyran, un dictateur, il faut y aller, bombardez-le et qu'on n'en parle plus, heureusement ils n'ont pas eu ce réflexe droitier du mouvement ouvrier.

Vous comprenez à quoi cela sert d'élever le niveau de conscience des masses, pas à faire des miracles mais presque parfois. Demandez-vous pourquoi les partis ouvriers se détournent systématiquement de ce facteur, que craignent-ils, que les travailleurs et les militants deviennent trop intelligents, trop conscients, qu'ils en savent trop ? D'autres questions devraient vous venir spontanément à l'esprit à partir de là, par exemple, ces partis combattent-ils pour le même objectif que nous, sont-ils vraiment au service des travailleurs, de la cause du socialisme ? Il y a lieu d'en douter fortement, non, c'est mon avis personnel que je n'oblige personne à partager je précise.

Ces partis et formations politiques pensaient que les militants allaient les suivre, pas de bol, c'est raté ! Marx et Engels ont défendu l'unité de l'Allemagne au coté de Bismarck (qui dans l'horreur valait bien Assad), nous, nous défendons l'unité de la Syrie au côté d'Assad. D'après vous qui peut se revendiquer du marxisme, ceux qui clame qu'il faut chasser Assad du pouvoir ou ceux qui remette cela à des jours meilleurs comme le firent Marx et Engels ?

J'y reviens longuement dans la causerie qui va suivre, je broie les opportunistes, ces trotskistes qui ont rompu avec le marxisme (depuis la mort de Trotsky). J'expliquerai qu'en réalité ils soutiennent Hollande, vous verrez la démonstration est implacable, un excellent exercice de dialectique.

La suite de l'actualisation du site dans une heure environ, il ne me reste plus qu'à faire le formatage du texte.

La suite de l'actualisation du site à 16h en Inde

Alors camarades, pas envie de faire un front unique avec le dictateur Hollande, le PS, le POI et ses satellites ? Pas envie d'adhérer aux partis de la guerre, de leur verser un peu de fric, NPA, LO, FdG, M'PEP ? Non, vous avez raison, bravo ! Gageons que leurs positions scandaleuses vont alimenter la crise qui les ronge de l'intérieur. Ils s'autodétruisent en fait.

La formule du jour : La démocratie est maintenant la culture de l'hyper finance. Elle est la « *démocratie* ». (L'émergence de la dictature démocratique - Gaëtan Pelletier - Le Grand Soir 11.09)

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE.

Syrie: Assad pose ses conditions, divergences entre Américains et Russes - AFP 12.09

Américains et Russes ont entamé jeudi à Genève des pourparlers cruciaux sur la Syrie, en affichant d'entrée leurs divergences, peu après l'engagement de Bachar al-Assad de placer son arsenal chimique sous contrôle international, mais seulement si les Etats-Unis ne menacent plus son pays et cessent de livrer des armes aux rebelles.

Le chef de la diplomatie américaine John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov ont donné le ton lors d'une conférence

de presse conjointe, avant le début des négociations qui s'annoncent difficiles.

"*Nous allons travailler pour parvenir à un accord de principe afin de résoudre une fois pour toutes le problème des armes chimiques en Syrie, via l'adhésion de la Syrie à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (...). Nous partons du principe que le règlement de ce problème rend toute frapppe sur la Syrie inutile*", a ainsi estimé M. Lavrov.

"*Les déclarations du régime syrien ne sont pas suffisantes à nos yeux et c'est pourquoi nous sommes là pour travailler avec les Russes*", lui a répondu John Kerry, qui a assuré que l'armée américaine "*maintenait la pression sur le régime syrien*".

Et alors que Sergueï Lavrov lui faisait part de ses espoirs de concrétiser leurs attentes respectives lors des discussions, John Kerry a affiché un scepticisme peu diplomatique: "*Vous voulez que je vous croie sur parole ? C'est un peu tôt pour cela*"...

"*Les attentes sont fortes (...). Cela doit être réel, cela doit être complet, cela doit être vérifiable, cela doit être crédible. Ensemble, nous allons tester la capacité du régime syrien à tenir ses promesses*", a souligné le secrétaire d'Etat américain, qui n'a pas commenté les propos tenus quelques heures plus tôt par Bachar al-Assad.

Celui-ci s'était engagé à envoyer aux Nations unies les documents nécessaires pour signer l'accord sur l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques, lors d'un entretien à la chaîne publique russe Rossia 24, mais il avait aussi demandé en échange des concessions importantes à Washington.

"*Quand nous verrons que les Etats-Unis veulent effectivement la stabilité dans la région, cesseront de menacer et de chercher à attaquer, et de livrer des armes aux terroristes, alors nous considèrerons que nous pouvons mener le processus jusqu'au bout*", avait déclaré Bachar al-Assad, alors que le Washington Post a révélé mercredi soir que les premières livraisons américaines d'armes légères et de munitions aux rebelles ont débuté il y a deux semaines. AFP 12.09

Damas membre de la CIAC, selon l'ambassadeur syrien à l'Onu - Reuters

La Syrie est désormais membre à part entière de la Convention pour l'interdiction des armes chimiques (CIAC), a estimé jeudi l'ambassadeur syrien à l'Onu.

Les Nations unies avaient auparavant annoncé avoir reçu de Damas un document relatif à son adhésion à la CIAC, conformément aux promesses de Bachar al Assad.

"*Les armes chimiques syriennes sont un simple moyen de dissuasion contre l'arsenal nucléaire israélien*", a poursuivi le diplomate, brandissant ce qu'il a présenté comme un rapport de la CIA sur les armes chimiques de l'Etat hébreu.

"*Il s'agit d'une arme de dissuasion et le moment est venu maintenant pour le gouvernement syrien d'adhérer (à la Convention) pour montrer que nous sommes hostiles à toutes les armes de destruction massive*", a-t-il ajouté. Reuters 12.09

Chez les barbares.

- Les rebelles syriens rejettent le plan russe sur les armes - Reuters

Normal.

Un titre trompeur, un contenu réactionnaire, une méthode, le tout conforme au stalinisme.

- M'PEP. Syrie : des médias en position de tir - 12 septembre 2013

Pour commencer un amalgame.

- "*Un terrible conflit plonge le peuple syrien dans d'atroces souffrances alimentées par des interventions extérieures : le Hezbollah libanais et des groupes islamistes iraniens qui soutiennent Bachar ; des groupes criminels islamo-fascistes venant de plusieurs pays et qui veulent remplacer le régime syrien par un régime appliquant la charia.*"

Traduction : il aurait été préférable que le Hezbollah libanais et des groupes islamistes iraniens n'interviennent afinque les "*groupes criminels islamo-fascistes*" puissent s'emparer du pouvoir.

Les faussaires en action.

- Les États-Unis et certains de leurs alliés se préparent à se mêler à ce conflit..."

Alors que chacun sait à travers une multitude de témoignages et faits relatés par des dizaines de journalistes ou observateurs ou simplement en lisant attentivement les déclarations provenant des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de France, d'Israël, de Jordanie, d'Arabie saoudite, Qatar ou Turquie parus dans les médias dans le monde qu'ils sont directement impliqués dans ce conflit depuis le premier jour, mieux qu'il était impliqué dans sa préparation selon R. Dumas.

Ils ont recruté, formé, financé, armé une armée de mercenaires provenant de plus de 70 pays selon le Réseau Voltaire relatant les données fournies sur l'identité des djihadistes arrêtés ou tué par les autorités syriennes, et chaque jour d'importantes quantités d'armes sont saisies par l'armée nationale syrienne provenant d'Arabies saoudite, du Qatar et d'autres pays de la région.

Tous ces faits sont parfaitement connus, alors pourquoi le M'PEP fait-il comme s'il n'était pas au courant sinon parce qu'il soutient les agresseurs de la Syrie, les véritables envahisseurs qui ont lancé cette offensive sur la Syrie, Obama, Cameron, Netanyaou et Hollande.

Mais la meilleure, c'est qu'ils le savent, plus loin ils écrivent :

- "*Ces derniers groupes ("criminels islamo-fascistes") venant pour beaucoup de l'étranger ne bénéficient que d'un très faible soutien de la part de la population syrienne, qui les sait financés par les régimes féodaux des Émirats, armés par la CIA et infiltrés par Al Qaida.* "

Le double langage quasi permanent, le fait de mêler quelques vérités ou faits réels à de grossiers mensonges ou des faits invérifiables ou en recourant à d'autres méthodes comme celle des sous-entendus, toute cette panoplie du parfait opportuniste ne sert qu'à embrouiller les militants et à camoufler leur véritable nature ainsi et surtout leur refus de rompre avec le capitalisme et ses représentants, ses institutions, l'ONU par exemple.

Le M'PEP le confirme en s'en remettant à l'ONU.

- "*L'ONU se donne pour objectif d'empêcher les conflits, d'en limiter les effets et de tout faire pour y mettre fin. Elle a ordonné une enquête pour savoir qui se livre à des atrocités sur la population civile au moyen d'armes chimiques - interdites par la convention de Genève de 1949 concernant la protection des personnes en cas de conflit armé.*"

L'ONU a légitimé toutes les guerres impérialistes depuis sa création au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à aucun moment elle n'a condamné les Etats-Unis et leurs alliés pour avoir agressé, envahi, détruit des pays entiers, massacré des millions de civils innocents à travers le monde, d'Etats qui ne les avaient pas agressés, qui ne leur avaient pas déclaré la guerre. L'ONU s'est accommodé du fait que l'Etat sioniste n'a jamais respecté les centaines de résolutions votées en assemblée plénière depuis 1948.

Le M'PEP l'ignorerait-il ? Bien sûr que non, ainsi il légitime toutes ces guerres et tous ces crimes en falsifiant le rôle tenu par l'ONU depuis sa création. Ce sont des révisonnistes qui passent leur temps à réécrire l'histoire.

Le M'PEP se fie aux enquêteurs que l'ONU a désigné elle-même et dont on peut douter (sic!) fortement de l'indépendance ou de l'impartialité.

L'ONU est une institution supranationale fondée à l'initiative et pour les véritables maîtres du monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les puissants banquiers de la Fed qui se seront enrichis pendant cette guerre et qui mettrons ce trésor de guerre au service des différents Etats capitalistes pour assurer leur reconstruction (plan Marshall notamment) et qui procèderont à la relance de l'économie mondiale.

L'ONU placée sous la coupe du Conseil de sécurité constitué des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, de la Grande-Bretagne et de la France, cinq Etats impérialistes, cette instance qui fonctionne plus ou moins comme un gouvernement mondial s'est donnée pour objectif de se soumettre la totalité des autres Etats de la planète, de se partager leurs richesses.

L'ONU et le Conseil de sécurité n'ont aucune légitimité en dehors de celle que lui accorde les gouvernements impérialistes des pays les plus puissants, jamais, en aucune circonstance on ne s'adressera à cette institution qui est une arme de guerre contre tous les peuples, contre la révolution socialiste internationale. Telle est notre position, et elle n'est pas négociable.

Comme toujours dans ce genre d'articles, il arrive un moment où leurs auteurs vont se vendre avant de vous présenter leurs positions.

- "*On regrettera que des organisations opposées à la guerre adoptent le même comportement que les grands médias, en considérant, par principe, sans attendre les résultats de l'enquête des inspecteurs de l'ONU, que le régime de Bachar el-Assad*

n'est pas coupable de l'utilisation d'armes chimiques. Nul ne connaît la vérité pour le moment. Les deux parties en conflit sont toutes les deux techniquement et moralement parfaitement capables de commettre de tels actes."

Pour le M'PEP seule l'ONU est légitime pour affirmer ce qui s'est passé le 21 août dernier dans la banlieue de Damas, toutes les preuves matériels impliquant les djihadistes diffusés par plusieurs sources n'ont aucune valeur à leurs yeux, le M'PEP adopte ici la même attitide infâme qu'Obama et Hollande, c'est parfaitement clair, la soumission du M'PEP à l'ONU est totale, une et indivisible ! Le moment est arrivé de laisser tomber le masque de ce mouvement contre-révolutionnaire, réactionnaire. Allez, on rentre au bercail.

- "*Le M'PEP s'associera à toutes les manifestations contre la guerre. Il soutient les revendications du Mouvement de la Paix :*"

Mouvement de la Paix qui avait rassemblé dernièrement 250 personnes pour manifester contre la guerre, impressionnant n'est-ce pas, attendez avant de vous marrer, c'est que maintenant le PCF revendique le recul des va-t-en-guerre, là vous pouvez vous lâcher c'est à en tomber à la renverse, ces gens-là sont des manipulateurs professionnels, plus pourris et cyniques c'est impossible.

La suite, leurs revendications sont conformes au stalinisme, on ne se refait pas.

Mais attention, s'il y a un piège, grossier, ils emploient une méthode qui relève du domaine du double langage ou comment dire, des positions contraditoires sont proposées qui ne se neutralisent pas vraiment ou dans un sens bien précis, au profit de celles qui sont réactionnaires. Prenons un exemple plus simple pour bien comprendre comment fonctionne ce procédé, cela vous servira dans le futur.

D'un côté le POI traite Hollande de "président-Bonaparte", cela ne coûte rien, ne mange pas de pain, Hollande s'en fout, quant à nous où aux travailleurs ils ne trouveront rien à redire à cette caractérisation à l'emporte-pièce, c'est comme prêcher des convertis, et d'un autre côté il fait signer une lettre contre la guerre qu'il se destine à porter au dictateur qu'il légitime au passage, il est là le piège pourri, il sert à rabattre les travailleurs vers Hollande, pour le compte de Hollande, du PS, du régime, le camp de la guerre contre la Syrie.

Pour comprendre la politique du POI et la nature contre-révolutionnaire de ses dirigeants il faut avoir à l'esprit qu'elle s'inscrit sur le long terme, elle vise la stabilité et la survie du régime en place et rien d'autre, sinon on va lui prêter des vertus qu'elle n'a pas et se faire manipuler.

A l'arrivée, c'est ici l'essentiel qu'il faut bien comprendre, se graver dans le cerveau, le POI fait signer une lettre contre la guerre en soutenant le régime qui est pour cette guerre, inutile de se demander qui sort gagnant de cette opération, on va s'y coller pour aider ceux qui ne s'y retrouveraient pas, comme le POI n'a aucun pouvoir pour influer sur le cours de la situation, cela revient à laisser Hollande faire ce qu'il veut une fois légitimé par cette pétition, il en sort même renforcé, il peut remercier le POI, ne vous en faites pas pour cela, ils savent s'y faire et possèdent une très longue expérience dans ce domaine.

Le PCF ou le M'PEP procède de la même manière ici. Il présente deux propositions correctes mais qui finalement sont déjà partagées par la majorité des masses, donc cela ne leur coûte rien, les cinq autres servent à témoigner leur soumission à leurs maîtres, à charge de revanche, qui leur rendra bien par de menus services, etc.

Les propositions acceptables.

- "*Non à toute intervention armée en Syrie ;*"

Précisons occidentale, vous verrez plus loin pourquoi.

- "*Non à la participation de la France à une action militaire ;*"

Non à TOUTE participation militaire ou ingérence de la France dans les affaires de la Syrie, c'est mieux.

Les propositions totalement inacceptables.

- "*Négociation et mise en œuvre d'un processus de paix inspiré de Genève II, avec un cessez le feu immédiat* ";

Non, c'est uniquement au peuple syrien de décider de son sort !

- Non à toute ingérence militaire étrangère ;

Là ils visent la Russie, l'Iran, le Hezbollah, il s'agit d'une "*ingérence*" officielle, pendant que l'Arabie saoudite et d'autres pays continuerait de fournir officieusement des armes aux djihadistes.

- "*Embargo sur les armes de toutes provenances ;*"

Les armes déclarées, une nouvelle fois ils visent la Russie qui fournit légalement des armes à la Syrie, tout en sachant que le camp adverse en reçoit illégalement, il s'agit donc de favoriser le camp des mercenaires djihadistes et de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste. Ils ne sont pas opposés à cette guerre, ils partagent l'objectif d'Obama et Hollande en réalité.

- "*Organisation des secours aux populations syriennes par les grandes ONG internationales ;*"

ONG qui sont toutes sans exception à la solde de l'impérialisme américain, financées par lui, quand elles ne sont pas des agences de la CIA, USAIDS par exemple. Là aussi, toutes les données sur ces ONG figurent dans le Net, il suffit de les consulter pour connaître la véritable nature de ces ONG.

- "*Cessation des entraves au droit à l'information ;*"

On aurait presque envie de leur dire de la fermer ! Ils sont parmi les premiers à manipuler l'information ! - "*Saisine du Tribunal Pénal International pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.*"

Il n'a aucune légitimité, il doit être aboili ! C'est le discours de Fabius !

Faites le compte, il n'y a pas photo, on est bien en présence d'imposteurs qui prétendent parler au nom des travailleurs, alors qu'ils sont au côté de leur ennemi.

Dictature. Le PS fait du zèle, normal.

- Des élus parisiens exigent le gel des avoirs de l'oncle de Bachar el-Assad - LeFigaro.fr

Le socialiste Christian Sautter, adjoint au maire en charge de l'emploi et ancien ministre du Budget, a alerté par mail tout un réseau d'amis et de proches sur la situation. LeFigaro.fr 12.09

Commentaire d'internaute

1- C'est vraiment du grand n'importe quoi ! Il est exilé depuis 1982, et maintenant, certains veulent saisir ses biens et les reverser aux rebelles, tout en sachant qu'une grande partie des rebelles sont des terroristes. Et d'un autre côté, on laisse le Qatar investir à tours de bras en France, en leur faisant des cadeaux fiscaux. Quel drôle de monde que le nôtre !

2- ça tourne vraiment à la dictature la france...

Heureux de vous l'entendre dire, si même des lecteurs du Figaro s'en aperçoivent, c'est qu'il y a lieu de s'inquiéter. Le PS est un parti antisocialiste qui favorise l'instauration d'une dictature en France et cela depuis 1914.

ACTUALITE EN TITRES

Cadeau !

- Nouvelles aides pour l'industrie agroalimentaire - Reuters

Plus tard, je ne dirai pas non.

- Diesel: "*pas le moment de rajouter une taxe*" selon Pierre Laurent - AFP

L'offensive continue.

- Portugal: le gouvernement taille dans les pensions des fonctionnaires - AFP

Le gouvernement portugais a adopté jeudi en conseil des ministres une mesure d'austérité très contestée visant à effectuer des coupes de près de 10% dans les pensions des fonctionnaires supérieures à 600 euros par mois.

Ce projet de loi a fait l'objet d'âpres négociations avec les syndicats.

Selon Helder Rosalino, secrétaire d'Etat à l'Administration publique, la mesure concerne selon lui les deux tiers des 468.000 fonctionnaires à la retraite.

Le gouvernement a également modifié une mesure visant à licencier des fonctionnaires sans affectation, qui a été censurée fin août par la Cour constitutionnelle.

Selon la nouvelle mouture, les fonctionnaires en disponibilité recevront pendant douze mois 60% de leur salaire, puis 40% "*pendant une période indéterminée"*. Ils ne pourront donc plus être mis à la porte, mais les coupes salariales seront plus élevées que prévu dans la première version du projet.

Dans le cadre de la réforme de l'Etat, le gouvernement souhaite supprimer quelque 30.000 postes de fonctionnaires, sur un total de 575.000 comptabilisés fin juin. Depuis 2005, 173.000 postes ont déjà été détruits dans la fonction publique. AFP 12.09

Avec la complicité de syndicats corrompus tout est possible. Chut, ils sont "*indépendants*" ! De l'Etat bien sûr !

- Bientôt un Grec sur trois au chômage ? - LePoint.fr

Le taux de chômage sur la péninsule a atteint un nouveau record, à 28 %. Des estimations prédisent que ce taux va encore grimper l'année prochaine.

Près de six jeunes de moins de 24 ans sur dix n'ont pas d'emploi, soit 58,8 %.

Selon l'étude annuelle de l'institut de recherche de la centrale syndicale GSEE, publiée il y a une semaine, le taux de chômage atteindra de 29 à 30 % à la fin de l'année et 31,5 % en 2014, des taux qui renverront le pays à la situation qu'il connaissait en 1961 : la Grèce présentait alors la structure d'un pays en voie de développement marqué par une forte émigration. "*Les politiques conduites durant la période 2010-2013 ont ramené l'économie grecque et le niveau de vie de la majorité des citoyens à un passé lointain*", estiment les analystes de cet institut. Ce serait aussi près de trois fois le taux du chômage français actuel... LePoint.fr 12.09

On pourrait appeler cela d'effondrement contrôlé du capitalisme orchestré par Goldman Sachs et Cie. relayé par l'UE, la BCE dirigé par un ex-banquier de Goldman Sachs.Voilà qui confirme notre analyse.

- Christian Noyer prône davantage d'économies et de réformes - Reuters

La France doit s'attaquer vraiment à la réduction de ses dépenses et baisser le nombre de ses fonctionnaires pour redresser des finances publiques très fragiles, estime le gouverneur de la Banque de France.

Pour réduire les dépenses, Christian Noyer estime qu'"il faut aujourd'hui reprendre la réduction des effectifs globaux" des fonctionnaires, arrêtée par François Hollande, contraindre l'évolution des rémunérations et limiter l'indexation sur l'inflation de certaines dépenses sociales.

Pour redresser la compétitivité des entreprises, "*il faut alléger les charges liées aux facteurs de production*" et "*alléger les réglementations fiscale et sociale, la bureaucratie qui étouffe les plus petites entreprises*", ajoute-t-il. Reuters 12.09

Ne vous bilez pas, il y viendra ou son successeur...

- Grande-Bretagne: prochaine privatisation de Royal Mail - AFP

Il ne sera pas dépaysé !

- Le prince William quitte la RAF pour se consacrer au caritatif - Reuters

C'était un aveu : l'Etat terroriste est responsable de la paureté...

- Obama avait-il raison en reliant terrorisme et pauvreté, quelques jours après le 11-Septembre? - Slate.fr -

Recyclage des truands.

- Financement de la campagne Balladur: Mongin et Bazire mis en examen - AFP

Deux ex-collaborateurs d'Edouard Balladur, le PDG de la RATP Pierre Mongin et le dirigeant de LVMH Nicolas Bazire, ont été mis en examen jeudi par les juges qui cherchent à savoir si les fonds spéciaux de Matignon ont servi à un financement occulte de sa campagne présidentielle de 1995. AFP 12.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police turque est à nouveau intervenue jeudi 12 septembre au soir à Istanbul pour disperser avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau des milliers de personnes qui manifestaient pour dénoncer la mort d'un jeune protestataire lundi.

Pour le deuxième soir consécutif, des incidents ont opposé les forces de l'ordre à quelque 2 000 à 3 000 personnes dans le quartier de Kadiköy, sur la rive anatolienne du Bosphore, un quartier considéré comme un fief de l'opposition.

La police a fait usage de gaz lacrymogène, de canons à eau et tiré des billes en plastique pour empêcher les manifestants de s'approcher du siège local du Parti de la justice et du développement (AKP). Les incidents se sont poursuivis pendant plusieurs heures.

Des affrontements similaires se sont déroulés mercredi soir dans le même quartier de Kadiköy et mardi autour de l'emblématique place Taksim d'Istanbul.

Selon les médias turcs, des incidents ont également opposé policiers et manifestants jeudi soir à Ankara, la capitale turque, et Antakya, au sud du pays, où Ahmet Atakan, un jeune de 22 ans a perdu la vie lundi soir lors de heurts avec la police. Sa famille affirme qu'il a été tué par un projectile tiré par la police, ce qu'a démenti le ministre de l'intérieur Muammer Güler.

Ce décès a entraîné une recrudescence de l'agitation dans toute la Turquie, faisant planer la menace d'une reprise de la fronde antigouvernementale sans précédent qui a agité toute la Turquie en juin. A six mois des élections municipales, le premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a accusé jeudi le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), d'être à l'origine de ce regain d'agitation. Lemonde.fr 13.09

2- Chili

Quarante-deux policiers ont été blessés et 264 personnes arrêtées lors des violentes manifestations qui ont marqué, dans la nuit de mercredi à jeudi à Santiago, la commémoration du coup d'Etat contre Salvador Allende il y a 40 ans, selon un bilan officiel.

Ce bilan, publié jeudi, ne précise pas le nombre de manifestants blessés durant ces heurts qui se sont produits dans la périphérie de la capitale chilienne.

Parmi les policiers blessés, six ont été grièvement atteints par balles ou par des jets d'acide, a dit le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Andrés Chadwick.

Le chef de la police de la région de Santiago, le général Rodolfo Pacheco, figure parmi les blessés et souffre d'un "*traumatisme cérébral*" après avoir été touché par un cocktail Molotov.

Le ministre a ajouté que 264 manifestants avaient été arrêtés.

Trois autobus et sept minibus ont d'autre part été incendiés en plus de cinq voitures particulières dans ces violences qui avaient commencé en début de journée mercredi.

Afin de limiter les débordements, récurrents à cette date anniversaire, les autorités avaient mis en place un plan spécial comprenant le déploiement de 8.000 policiers supplémentaires dans la capitale.

Des incidents se sont également produits dans les villes de Valparaíso (120 km à l'ouest de Santiago) et Concepción (500 km au sud). AFP 12.09

SOCIAL

France

Une cinquantaine de personnes travaillant pour un sous-traitant du Park Hyatt Paris-Vendôme ont manifesté jeudi devant cet hôtel parisien, situé rue de la Paix, pour dénoncer leurs conditions de travail et réclamer d'être embauchées par le palace, a constaté une journaliste de l'AFP. «*Nos conditions de travail sont déplorables. C'est de l'esclavage moderne. Nous sommes payées à la tâche et non à l'heure. On peut même nous obliger à venir travailler pendant nos jours de repos*», a affirmé à l'AFP Debora Follot, femme de chambre depuis deux ans de l'hôtel cinq étoiles.

Il y a «*près de 70% de grévistes*», selon Debora Follot.

Pour Claude Levy, de la CGT, syndicat qui appelait les salariés à la grève, «*c'est le seul grand hôtel parisien qui sous-traite son personnel*». «*Nous demandons l'embauche immédiate des salariés, le 13e mois et le paiement de toute heure supplémentaire*», a-t-il indiqué. «*Il est inacceptable de constater dans un palace des violations quotidiennes du Code du travail et un statut social aussi bas*», a-t-il ajouté, en précisant que «*l'entreprise avait parfaitement les moyens avec un chiffre d'affaire réalisé en 2012 de 41,6 millions d'euros*». 20minutes.fr 12.09

Vous êtes pauvre et vous devez le rester, c'est tout, et même si on est riche, très riche, hyper riche, vous devrez rester pauvre.

Vous vous souvenez du crétin qui me harcelait pas mail et qui croyait avoir trouvé une faille dans ma démonstration sur le mondialisme et son objectif, qui m'avait objecté que si si les banquiers de la Fed pouvaient fabriquer de la fausse monnaie en quantité illimitée il n'y aurait aucune raison pour qu'ils ne la distribuent pas généreusement à tous les pauvres de la planète histoire d'être tranquille.

C'était bien mal les connaître et n'avoir rien compris à leur stratégie, indirectement on en a la preuve ici ; un palace destiné à une clientèle hyper riche engrange d'énormes profits et surexploite le petit personnel que ses propriétaires traitent comme des esclaves, normal.

Ce n'est pas toujours le cas notez bien, certains riches traitent généreusement leur personnel de maison pour se faire passer pour des philanthropes ou s'acheter une bonne conscience pour pas cher finalement, ou par crainte de se faire voler !

Vendredi 0h40 en Inde

Demain avant midi je mettrai en ligne 25 nouveaux articles dont la plupart sur la Syrie. Il est 0h40, je viens encore de bosser pendant 3h40 et je suis crevé.

J'ai commencé de rédiger une nouvelle analyse de la situation en rapport avec la Syrie, car il y a certains points que l'on doit éclaircir, avant de continuer je dois lire quelques articles histoire de récolter des informations complémentaires.

L'intervention militaire occidentale est écartée pour le moment, on ne peut que s'en féliciter.

Tout le mérite revient à l'héroïque peuple syrien victime d'atrocités commis par les mercenaires salafo-takfiristes soutenus par Obama et Hollande, aux peuples du monde entier qui ont manifesté leur rejet de cette guerre impérialiste ainsi que le double langage des partis du mouvement ouvrier, aux journalistes et aux intellectuels qui ont participé à l'émergence de la vérité contre l'ensemble des médias vendus à la cause de la guerre.

Quelques vidéos

Nous conseillons à ceux qui "*ne savent pas ce qui s'est passé*" (POI) le 21 août 2013 dans la banlieue de Damas de bien regarder ces vidéos.

RT. Poutine au G20 :l'attaque chimique est une provocation des 'rebelles' en Syrie - Publiée le 12 sept. 2013
http://www.youtube.com/watch?v=9m2l17jKBEA

Ce n'est pas le gouvernement Assad qui a utilisé le gaz sarin - Publiée le 9 sept. 2013
http://www.youtube.com/watch?v=ykjx1vrEyH4

Un enfant "*rebelle*" décapite un homme âgé - Publiée le 4 sept. 2013 - Internationalnews
http://www.youtube.com/watch?v=4nCfk7eEsOw

US-backed Takfiri militants behead 2 Christians including priest in Homs - 28 juin 2013
http://www.presstv.ir/detail/2013/06/28/311232/usbacked-takfiris-behead-priest-in-homs/

Fabriquer la contestation en Syrie (documentaire de Lizzie Philan, VOSTF) - Publiée le 26 mai 2013 - Internationalnews
http://www.youtube.com/watch?v=ECiZHvb6280

Ce documentaire décrit la guerre psychologique menée par les médias principaux pour faciliter le renversement du gouvernement syrien selon l'agenda occidental. Il montre comment les médias ont contribué directement à l'effusion de sang en Syrie.

Il dé-construit les principales allégations présentées par ces acteurs, à savoir que le gouvernement syrien aurait systématiquement réprimé des manifestations pacifiques perdant ainsi sa légitimité. Il montre comment de telles allégations ne sont donc que de la propagande destinés à servir les intérêts de la politique étrangère de leur pays.

Ce documentaire comprend :

-la preuve de faux rapports diffusés / publiés par CNN, BBC, Al Jazeera et d'autres ;

-des entretiens avec un échantillon de la population syrienne : un acteur, un artisan, un journaliste, un résident de Homs et un militant qui ont tous été touchés par la crise.

Quelques articles en rapport avec la Syrie.

Le locataire du Château est un "***roquet frétillant***.

L'enchaînement des événements, ces der nières quarante-huit heures, ayant trait à la crise syrienne ont, ce qui n'est pas une surprise pour ceux qui ne se trompent pas sur ses enjeux, confirmé que seuls l'Amérique et la Russie détiennent la clef d'une solution à cette crise. Ils ne sont pas non plus surpris qu'il ait semé la confusion au sommet de l'Etat français où l'on a été à mille lieues de penser que Russes et Américains conviendraient d'un scénario de sortie de cette crise sans consultation et négociation avec Paris.

François Hollande et son ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius ont du mal à digérer la mise à l'écart de la France des tractations secrètes entre Moscou et Washington qui a abouti au coup de tonnerre diplomatique qu'ont été l'annonce de la proposition russe de placer sous contrôle international l'arsenal chimique syrien, l'accueil approbateur qu'elle a reçu de la part du président américain et son acceptation instantanée par Damas.

L'ignorance dans laquelle ils ont été tenus les a placés dans l'humiliante posture de se contenter de prendre acte d'un scénario pour l'écriture duquel ils n'ont été ni consultés ni avisés qu'il se préparait. Ce traitement, le président français aura du mal à le digérer et encore plus à l'expliquer à son opinion nationale après lui avoir martelé que la France joue un rôle décisif dans la crise syrienne qui en fait un acteur incontournable sans lequel rien ne peut s'envisager pour y mettre terme.

Les partisans du président Hollande se sont insurgés de le voir comparé à Tony Blair à qui ses détracteurs avaient collé le qualificatif de « *caniche* » de George W. Bush pour son suivisme déshonorant à l'égard de celui-ci et de sa politique criminelle à l'endroit de l'Irak et de son peuple. Ils constatent atterrés que leur héros s'est mis dans une posture encore plus humiliante à l'égard d'Obama dans la crise syrienne que celle de l'ex-Premier ministre britannique, et sans lui valoir, ce qui est plus grave dans son cas, d'être traité par le président américain en allié stratégique à mettre dans le secret des tractations qu'il a avec son homologue russe sur le dossier syrien sur lequel celui-ci a engagé la crédibilité de la France dans l'arène internationale.

Pris de court par l'initiative russe et l'empressement d'Obama à la considérer comme « *potentiellement positive* », Hollande et Fabius ont tenté un baroud d'honneur visant à créer l'illusion que la France est en capacité de faire obstacle à l'accord du deal russo-amércain sur lequel ils n'ont pas été consultés. Il a pris la forme d'un projet de résolution française auprès du Conseil de sécurité de l'ONU dont le contenu provoquant et arrogant a été aussitôt qualifié « *d'irrecevable* » par les Russes. Son baroud d'honneur ayant tourné au pétard mouillé, Paris va devoir essuyer un autre camouflet humiliant, celui de se ranger au projet

de résolution américaine rédigée avec l'accord tacite de Moscou.

Au fin fond de la solitude diplomatique qui est celle de la France, l'on ne voit pas Hollande la découpler de son puissant allié américain. « *Flamby* » n'en est pas à un aplatissement près. Dans cet exercice, il a incontestablement ravi la palme à Tony Blair. Plus que « *caniche* », il s'est fait roquet frétillant. french.irib.ir 12.09

Que dire de ceux qui servent la soupe à Hollande, qui le ménagent, qui ménagent leurs propres intérêts, qu'y a-t-il de plus bas ou près du caniveau ? Comment peut-on vivre en étant comme cela, c'est un truc qui m'épate, je me demande comment ils font, cela me dépasse, vous voyez qu'on n'a pas toujours réponse à tout, parfois cela vaut mieux !

Le chef du renseignement saoudien plébiscité par Hollande et Obama est un criminel de guerre.

Les médias arabes évoquent depuis deux jours les efforts destinés à traduire en justice le chef du renseignement saoudien, Bander Ben Sultan, pour crime de guerre. L'institut d'études et d'informations du monde unique, composé des dizaines d'avocats envisagent de porter plainte contre le chef du renseignement saoudien pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Syrie. D'autres charges pèsent aussi contre lui, selon ces avocats : soutien financier au terrorisme, planification d'actes terroristes, chantage des institutions juridiques... l'institut en question s'empare en effet de l'initiative d'un personnage médiatique arabe bien connu, Nazal Kablan.

Le dossier qui se constituera contre Bandar, comporte de nombreux éléments qui plaident tous en faveur de la culpabilité de celui que les arabes surnomment " *prince des complots*". L'institut en question emploie des dizaines de conseillers juridiques et entend traduire en justice internationale le Saoudien pour les crimes qu'il a commis depuis plus de deux ans en Syrie. french.irib.ir 12.09

ACTUALITE EN TITRES

La démocratie en marche !

- Jordanie. Un député tire à la Kalachnikov au Parlement - Le Nouvel Observateur

- Libye: le torchon brûle entre le Premier ministre et les Frères musulmans - AFP

Au pays des oligarques.

- Plus de 300 milliardaires en Chine - LeMonde.fr

Crise du capitalisme

- Les destructions d'emplois s'intensifient malgré la reprise de la croissance - L'Expansion.com

- Emploi : 34 600 postes détruits en France dans le secteur marchand au 2e trimestre - Francetv info

Merci patron, non, merci LO, appendice du stalinisme.

- Usine PSA d'Aulnay: inquiétudes sur la mise en oeuvre des reclassements - AFP

Le PS poursuit et amplifie la politque de l'UMP

- Loyers: les députés décident de pénalités pour les retards de paiement - AFP

- Budget: des tailles dans la dépense, les mesures déjà contestées - AFP

Comment enseigner ce qu'on ignore ? La version officielle de G. W. Bush fera l'affaire.

- Comment enseigne-t-on le 11-Septembre aux élèves français? - Slate.fr

Les professeurs d'histoire sont dans leur immense majorité des fonctionnaires bêtes et disciplinés qui ne veulent pas avoir

d'histoires, ils sont payés pour soutenir la version livrée sur un plateau par leur employeur et les éditeurs de manuels scolaires, l'ensemble étant lié aux commanditaires du coup d'Etat du 11 septembre 2001. Ce sont des serviteurs de l'Etat au sens où l'entendait Lénine au début du XXe siècle...

Intox

- USA: le sauvetage de l'économie "*moins coûteux que prévu*" en 2008 - AFP

Le plan de sauvetage de l'économie américaine, lancé il y a cinq ans après la faillite de Lehman Brothers, a "*bien*" marché et a "*été moins coûteux*" que prévu, ont assuré mercredi de hauts responsables du Trésor.

Baptisé TARP ("*Troubled Asset Relief Program*"), ce programme d'aide centré sur les banques et le secteur automobile aura coûté 421 milliards de dollars qui ont aujourd'hui été intégralement remboursés aux autorités, ont affirmé ces hauts responsables sous couvert de l'anonymat.

Sûr ?

Du côté de l'industrie automobile, où le gouvernement est venu au secours de General Motors et de Chrysler, le Trésor s'attend en revanche à une perte d'environ 15 milliards de dollars.

"*Le coût d'une non-intervention aurait été bien plus lourd en terme d'emplois et de retraites perdus*", a néanmoins certifié le responsable du Trésor.

L'Etat américain détient encore quelque 10% de titres GM en circulation, contre deux tiers au pire de la crise.

Le volet d'aide à l'immobilier est lui aussi lourdement déficitaire et pourrait coûter entre 16 et 38 milliards de fonds publics, selon le Trésor. Le TARP ne comprend par ailleurs pas les 188 milliards de dollars déboursés pour le sauvetage des géants du refinancement immobilier Fannie Mae et Freddie Mac. AFP 12.09

Et à coup sûr ils en oublient encore ! Pas le temps d'entrer dans les détails.

Quel rapport n'est pas nuisible en régime capitaliste ? Aucun !

- Un salarié sur deux estime que le travail nuit à la santé - Le Nouvel Observateur

Peut-on encore douter que les sionistes sont à l'origine de la stratégie tendant à imposer une dictature mondiale ?

- Ecoutes numériques : la NSA aurait transmis ses données à Israël - LeMonde.fr

Les sionistes ont inventé le néolibéraliste et la stratégie de gouvernement mondial qui impose comme préalable pour se réaliser un contrôle total de la population. Ils se leurrent sur leur capacité à y parvenir, même désarmées sur le plan politique et organisationnel les masses ont démontré avec l'affaire syrienne qu'elles étaient encore capable de tirer les enseignements des expériences récentes qu'on leur a imposées pour refuser d'être manipulées et de soutenir une guerre qui n'était pas la leur.

Israël est le centre mondial de la contre-révolution, de l'offensive néolibérale à l'échelle mondiale, c'est aussi le centre de recrutement et de formation des intellectuels d'origine juive passés au sionisme et farouches réactionnaires, antisémites, racistes, xénophobes, anticommunistes, qui composent une multitude de fondations, instituts, cercles, think tanks qui déversent à longueur de temps leur haine dans les médias qui soutiennent la même idéologie. Avec l'extrême droite dont ils sont les alliés, ils sont la pire vermine que l'espèce humaine a engendrée.

Les tortionnaires auront tout fait supporter à leurs victimes en effet !

- Chili: Julio Iglesias, un instrument de torture à l'époque de Pinochet - 20minutes.fr

Enfin une bonne nouvelle !

- "*Taratata*" revient le 18 octobre sur Internet - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Le doigt, la main, le bras, tout y passera.

Un débrayage d'une à deux heures des équipes du matin et de l'après-midi a perturbé la production de l'usine du constructeur PSA à Mulhouse (Haut-Rhin), mercredi, à l'appel des syndicats CFDT, CGT et CFTC, a-t-on appris auprès des syndicats et de la direction.

Ce mouvement de grogne entendait mettre en garde la direction du groupe automobile qui a proposé jeudi dernier un gel des augmentations générales de salaires, des hausses limitées en 2015 et 2016 et la suppression de certains avantages sociaux dans le cadre de l'accord de compétitivité en cours de négociation.

"*Les propositions de la direction faites lors de la réunion du 5 septembre, se traduiraient par une perte importante de rémunération et une dégradation des conditions de travail. Elles ont été vécues par les salariés comme une provocation*", a déclaré la CFDT dans un communiqué.

Les syndicats ont fait état de 500 grévistes sur les deux lignes de montage le matin et de 350 l'après-midi.

La direction de l'usine alsacienne chiffrait de son côté le nombre de grévistes à 400 le matin, moitié moins l'après-midi.

"*Nous avons perdu 120 voitures, pour moitié des 2008 (un véhicule qui monte actuellement en cadence), ce qui est très dommageable pour le site*", a indiqué à Reuters un représentant de la direction.

Le débrayage de ce mercredi ne concernait que Mulhouse, une usine réputée plutôt calme. Reuters 11.09

A plusieurs reprises et à nouveau ces derniers jours nous avons expliqué en quoi consistait la stratégie néolibérale : destruction des droits politiques, liquidation des droits sociaux, et pour finir baisse drastique du niveau de vie une fois les deux premières conditions remplies, vous en avez ici la démonstration, et ce n'est qu'un début, en Grèce ils sont parvenu à la généraliser ou presque, au Portugal en grande partie aussi, moins pour le moment en Espagne et en Italie, mais cela figure bien à leur programme.

Certains s'imaginaient que nous versions dans la théorie du complot en reprenant dans notre analyse cette théorie néolibérale, je comprends qu'il y ait eu des raisons d'être sceptique au début, je l'ai été moi-même, mais comme je voulais en savoir davantage avant de me prononcer, j'ai étudié à fond sur quoi elle reposait pour voir s'il s'agissait de quelque chose de sérieux ou d'une supercherie ou une divagation d'illuminés, je suis arrivé à la conclusion qu'elle constituait l'axe de combat de l'oligarchie financière qui domine le capitalisme mondial de nos jours, et qu'on la retrouvait dans pratiquement toutes les politiques sociales ou politiques mises en oeuvre par de très nombreux pays et institutions.

J'ai reproduit la déclaration du représentant de la direction de PSA parce qu'elle fournit un éclairage particulier sur l'objectif que le néolibéralisme s'est fixé, elle confirme aussi ce qui a été dit dans les deux paragraphes précédents, à savoir que demain le travailleur devra adopter le mode de pensée d'un esclave servant exclusivement les besoins de ses maîtres, et qu'en aucun cas il ne devrait ou il ne pourrait adopter un mode de pensée indépendant parce que les conditions seront réunies pour l'en empêcher ou l'en dissuader, car c'est seulement en échange de sa soumission totale à cette exigence qu'il pourra prétendre survivre.

Avec la complicité des syndicats traîtres et jaunes

Le syndicat majoritaire de l'usine d'Aulnay-sous-Bois et le maire socialiste de la ville ont appelé mercredi PSA à mettre "*un coup d'accélérateur*" pour éviter aux 3.000 salariés de se retrouver à Pôle Emploi après la fermeture du site, prévue début 2014.

"*On entend le tic-tac de l'horloge qui tourne*" et les salariés ont peur de "*mourir à petit feu*", alors qu'une première phase du plan social, dite "*volontaire*", doit se terminer le 31 décembre, a déclaré Tanja Sussest, déléguée du syndicat SIA, lors d'une conférence de presse à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

La direction a communiqué mardi au comité d'entreprise le chiffre de 2.177 salariés reclassés en interne ou en externe, a-t-elle dit.

Ce chiffre inclut selon elle 850 personnes qui n'ont signé qu'une déclaration "*d'intention*" en vue d'un reclassement ou d'un départ

dans une autre entreprise, et seuls 1.331 salariés ont effectivement retrouvé du travail, chez PSA et ailleurs, a cependant précisé Mme Sussest.

"*Il reste encore 1.500 personnes sur site qui n'ont pas de solution, les plus fragiles, ceux qui ont le moins de compétences (...) Ça va être de plus en plus tendu*", a-t-elle ajouté.

Seule "*une trentaine*" de salariés de PSA Aulnay ont retrouvé un emploi chez les gros employeurs publics ou parapublics de la région (RATP, SNCF ou Aéroports de Paris), où des centaines de reclassements étaient espérés, selon le maire PS Gérard Segura.

la dernière voiture doit sortir du site d'Aulnay fin octobre 2013, avant une fermeture définitive de l'usine en 2014. A partir du 1er avril, la direction pourra légalement envoyer des lettres de licenciements. Le groupe a toutefois promis de ne pas recourir aux licenciements secs.

De son côté, le maire a fait part de ses inquiétudes sur l'implantation prévue sur le site d'une plateforme logistique censée recruter 540 anciens de PSA Aulnay en 2015.

Les demandes de permis de construire qui avaient été déposées par l'entreprise ID Logistics pour s'implanter "*ont été retirées*", sans que M. Segura puisse dire si le projet était compromis, ou si de nouvelles demandes allaient être déposées.

Alors que la mairie espérait attirer des entreprises "*à forte valeur ajoutée*" sur les 170 hectares du site, stratégiquement placés au nord de Paris, à ce jour, "aucune autre solution sérieuse" que la plateforme logistique n'a été évoquée, a-t-il souligné. AFP 11.09

Haut de page

Le 14 septembre 2013

CAUSERIE

Le front Al-Nosra, Al-Qaïda, les régimes féodaux du Golf, les djihadistes wahhabites, salafistes, takfiristes porte-parole de la démocratie selon Hollande.

Question : Comment faut-il caractériser le PS et ses satellites sur le plan politique ? Qui ose encore prétendre qu'il seraient de gauche ? A bas le PS, EELV et le PRG ! A bas la réaction !

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Les négociations de Genève sur la Syrie à un "***point crucia***l" - Reuters

Les négociations américano-russes de Genève sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien en sont à un "*point crucial*" et se poursuivront samedi, a-t-on appris auprès d'un représentant des Etats-Unis sur place.

Les deux délégations "*s'approchent d'un accord*" sur la taille de cet arsenal, a-t-il précisé, s'adressant à la presse. Reuters 13.09

Syrie la pression s'accentue sur Al-Assad, accusé de crimes contre l'humanité - francetvinfo.fr

Alors que le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon accuse Bachar Al-Assad de "*crimes contre l'humanité*", la communauté internationale ne relâche pas la pression sur Damas. Même si les premières discussions américano-russes à Genève ont été jugées "*bonnes et constructives*" par le secrétaire d'Etat américain John Kerry, vendredi 13 septembre, les Etats-Unis n'écartent toujours pas leur menace d'une action militaire unilatérale contre la Syrie.

"*Je pense que le rapport sera un rapport accablant, accablant sur l'utilisation d'armes chimiques, même si je ne peux pas dire cela publiquement avant de l'avoir reçu.*" C'est ce a déclaré le secrétaire générale de l'ONU Ban Ki-moon vendredi, accusant Bachar Al-Assad d'avoir "*commis de nombreux crimes contre l'humanité*". Si les inspecteurs des Nations unies n'ont pas pour mission de dire qui est derrière l'attaque chimique du 21 août près de Damas, les conclusions de ce rapport s'annoncent sévères pour le régime syrien. (Ils accusent le régime syrien sans preuve. -ndlr)

Washington souffle le chaud et le froid sur les négociations diplomatiques en cours pour le démantèlement des armes chimiques syriennes. De hauts responsables de l'administration du président américain estiment qu'il sauront d'ici à deux semaines si les discussions en cours avec les Russes ont des chances d'aboutir. De son côté, Barack Obama a répété vendredi que tout

accord sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien devait être "*vérifiable et contraignant*".

Parallèlement, les chefs de la diplomatie américaine et russe ont exprimé vendredi l'espoir qu'une avancée sur les armes chimiques de la Syrie favorise la tenue d'une conférence de paix. John Kerry a précisé avoir convenu avec son homologue russe Sergueï Lavrov d'une nouvelle réunion "*à New York autour du 28 septembre*", en marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU, pour essayer de fixer une date pour une conférence de paix sur la Syrie.

Paris, allié depuis le début de Washington dans ce dossier, ne relâche pas non plus la pression sur le régime de Bachar Al-Assad. François Hollande, qui recevait les chefs des diplomaties saoudienne, jordanienne et des Emirats arabes unis vendredi, a appelé à "*renforcer le soutien international à l'opposition démocratique*" en Syrie. Le ministère des Affaires étrangères français a de son côté fait savoir que l'adhésion annoncée par la Syrie à la Convention d'interdiction des armes chimiques était "*insuffisante*" et insisté sur la nécessité d'un texte "*contraignant*" au Conseil de sécurité de l'ONU. (Le dictateur Hollande reçoit les chefs des barbares qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple, normal. Alors camarades du POI et ses satellites trotskistes, pas tentés pour un petit front unique avec le parti de Hollande ? - ndlr)

A la Maison Blanche, on reconnaît toutefois que Moscou n'acceptera pas une résolution du Conseil de sécurité contenant une menace de recours à la force contre la Syrie en cas de non respect de ses engagements sur les armes chimique. La possibilité d'inclure dans le texte d'autres moyens de pression, comme des sanctions, est évoquée. francetvinfo.fr 13.09

C'est à cette institution illégitime, monstrueuse, que s'en remettent le Front de Gauche, le M'PEP et d'autres pour trouver une issue à la guerre en Syrie. Question : le Front de Gauche, le M'PEP quelle légitimité d'où leur vient-elle ? Des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme.

Les terroristes ont fait usage d'armes chimiques, en Syrie - french.irib.ir

"*Les terroristes ont fait usage d'armes chimiques, en Syrie*", a déclaré le représentant de la Syrie, auprès des Nations Unies.

"*La difficulté principale, en Syrie, est la présence des groupes terroristes étrangers issus de 83 pays*", a estimé, hier, jeudi, Bachar al-Jaafari, lors d'une conférence de presse, à New York, a-t-on appris de la chaîne de télévision Sky news. "*Les terroristes sont soutenus, militairement et financièrement, et s'infiltrent, en Syrie, avant de se livrer à des actes terroristes*", a-t-il précisé. "*Il faut juger les terroristes, en vertu des résolutions du Conseil de sécurité et du chapitre VII de la Charte des Nations Unies*", a-t-il affirmé, avant d'ajouter : "*Certains groupes terroristes sont liés à l'Arabie. La Syrie demande aux médias de jouer un rôle positif et de réunir la Russie, la Syrie et les Etats-Unis, autour d'un processus constructif, pour la mise en œuvre du plan russe visant à résoudre la crise syrienne*", a-t-il souligné. french.irib.ir 13.09

Mise au point. Aux "***historiens***" et dirigeants falsficateurs qui pullulent dans nos rangs.

Hafez al-Assad fut présenté par la gauche, l'extrême gauche, les trotskistes, les gauchistes, comme un tyran, un boucher, un nouveau Hitler disaient-il à l'époque, pour avoir commis une terrible répression contre le soulèvement du peuple syrien en 1982 à Hama, etc.

La confrérie des bonnes consciences et des gauchistes réunie tenait déjà à l'époque le même discours qu'elle tient aujourd'hui contre le régime d'Assad qu'ils s'emploient à diaboliser, criminaliser, oui, exactement comme le font Obama, Hollande, Cameron, l'émir du Qatar, le monarque de Riad, le Premier ministre isaraélien ou encore Ban Ki-moon depuis hier.

Sauf que voilà, ce qui s'est passé en 1982 en Syrie ne correspond pas à ce qu'on nous a raconté à l'époque et que les gauchistes continuent de répéter en boucle, en réalité, c'est une provocation contre le régime du même type que celle à laquelle nous avons assisté au début de 2011 qui s'était produite en 1982, qui si elle avait été menée à bien aurait conduit à une situation semblable à celle que connaît aujourd'hui la Syrie, à savoir qu'il s'était agi au départ d'un mouvement de contestation du régime qui avait été manipulé par les Frères musulmans que devaient s'en servir pour entraîner la chute d'Hafez al-Assad et installer à la place un régime féodal islamique.

A l'époque Hafez al-Assad pressentant le danger que représentait pour la Syrie et son régime un tel mouvement à la tête duquel se trouvait les Frères musulmans, les barbares salafo-takfiristes, il décida de procéder à une répression féroce qui se solda par 10 à 25.000 morts selon les estimations nous dit-on (rappel de l'AFP 13.09), que l'on comparera aux 100.000 morts actuels, les centaines de milliers de blessés, les 2 ou 3 millions de réfugiés et la destruction au trois quart du pays, ses infrastructures, routes, ponts, écoles, hôpitaux, etc. tout en sachant que la note va encore augmenter temps que cette guerre ne sera pas terminée.

Etait-ce à dire qu'Hafez al-Assad avait pris une bonne décision, je ne dirais pas les choses de la sorte, je dirais plutôt que Bachar al-Assad n'a pas vraiment pris la mesure de l'attaque qui était dirigée contre la Syrie début 2011 parce qu'il n'avait pas pris au sérieux la menace qui pesait sur son régime depuis le 11 septembre 2001 ou plus précisément depuis 2006 qu'il était avéré que la Syrie était inscrite sur la liste des régimes à abattre par les néolibéraux sionistes.

On pourrait toujours extrapoler et considérer qu'aussi bien Hafez que Bachar al-Assad étaient responsables de la situation en Syrie et des conditions (des masses) qui avaient permis aux Frères musulmans de monter cette provocation, il est juste d'affirmer sur le plan historique que partout dans le monde quel chef d'Etat, quel gouvernement n'est pas responsable de la situation qui existe dans leur pays, des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, ils sont tous inféodés au capitalisme qui doit disparaître et leurs régimes doivent être liquidés.

Maintenant sur le plan politique on n'aborde pas la situation sous le même angle, mais telle qu'elle existe à un moment donné. Confondre les deux ou faire abstraction de la réalité peut conduire à adopter une position erronée qui fera le jeu de notre ennemi. Nos détracteurs s'emploient en réalité à réécrire l'histoire parce qu'ils sont incapables de s'en tenir à la réalité qu'ils méconnaissent ou déforment à souhait parce qu'ils se comportent en vulgaires dogmatiques, allons plus loin, pour justifier leurs positions, ils se découvrent, leur véritable nature remonte à la surface, ils en arrivent à soutenir ouvertement le camp de la réaction, à reprendre son discours, à se transformer en faussaires.

Les Lambert-Gluckstein, Krivine-Besancenot, Barta-Laguiller, Mitterrand-Hollande, Mélenchon, Laurent et ses prédécesseurs, la liste n'est pas exhaustive, tous ont opté pour cette méthode.

Dans ces partis les historiens remplissent le même rôle que les experts, inspecteurs, scientifiques à l'ONU.

Questions : d'après vous, que faut-il penser de tels dirigeants, ne poursuivaient-ils pas tous le même objectif? Cet objectif pouvait-il être conforme aux besoins des travailleurs, s'inscrire dans la continuité du marxisme ou plutôt en rupture avec le marxisme, le socialisme ?

Fabrication de preuves.

Le ministre de la Guerre Le Drian avoue que les barbouzes français seraient sur place en Syrie. Ce qui est étrange (sic!), c'est qu'à ce jour ils n'ont présenté aucune preuve matérielle pouvant impliquer le régime d'Assad dans l'attaque chimique du 21 août dernier.

- Syrie: l'attaque chimique à Damas détectée le jour même par la France - AFP

L'attaque chimique du 21 août dans la banlieue de Damas, attribuée au régime syrien, avait été détectée le jour même par la Direction du renseignement militaire (DRM) français, a déclaré vendredi le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian.

"*Grâce à nos services de renseignements, nous disposons de moyens à cent pour cent français pour apprécier la situation en Syrie et décider de notre politique*", a souligné Jean-Yves Le Drian.

La Direction du renseignement militaire (DRM) a deux missions essentielles: le soutien aux forces françaises en opérations et la veille stratégique. AFP 13.09

Cela signifie que le gouvernement français est directement impliqué dans l'agression d'un Etats indépendant et souverain qui ne lui a pas déclaré la guerre et qui n'a pas attenté à ses intérêts. En soi, c'est une déclaration de guerre de la France à la Syrie.

Les deux candidats du néolibéralisme

- François Hollande au 20H de TF1 dimanche pour parler emploi, sécurité et Syrie - L'Express.fr

Al-Jazeera n'était pas disponible...

- Fillon persiste et signe sur son rejet d'un "*front républicain*" face au FN - Francetv info

Pourquoi a-t-il "*changé*", que s'est-il passé ? En juin 2013 il a participé (ainsi que Pécresse) à la réunion du groupe Bilderberg, il a peut-être compris que s'il voulait se présenter en 2017 à l'élection présidentielle et avoir une chance d'être élu, donc bénéficier du soutien de l'appareil de propagande des banquiers qui font ou défont les président, les médias, il lui faudrait aller plus loin et boire jusqu'à la lie le calice empoisonné de l'idéologie néolibérale.

C'est peut-être aussi une manière de le tester sachant que le néolibéralisme et le sionisme d'une part, et l'extrême droite d'autre part font bon ménage ou partagent le même objectif politique, seules les méthodes présentent une différence et encore, liquider les droits des travailleurs, leurs organisations et partis, instaurer une dictature de fer. Tenez comme dans l'Etat sioniste où les Palestiniens sont traités comme des chiens, enragés.

Infos supplémentaires sur la Syrie.

Hollande chef des djihadistes et porte-parole mondial du clan néolibéral sioniste.

- Paris juge les concessions de Damas sur les armes chimiques insuffisantes - LePoint.fr

- Syrie: Hollande appelle à "*renforcer*" le soutien à l'opposition - AFP

- Syrie: l'attaque chimique à Damas détectée le jour même par la France - AFP

Comment diaboliser, criminaliser le régime syrien.

- Que signifie la moustache de Bachar el-Assad? - Slate.fr

Quel message Bachar el-Assad veut-il envoyer au monde avec sa moustache et ses changements réguliers de pilosité faciale? Slate.fr 13.09

Il s'agit ici de l'identifier à Hitler. Rien n'arrête cette pourriture, ils avaient utilisé le même procédé à propos de Saddam Hussein pour convaincre la population de soutenir leur intervention militaire contre l'Irak.

Notons au passage que les partis et formations politiques dites de gauche ou d'extrême gauche qui mettent l'accent sur Assad le "*tyran*" apporte de l'eau au moulin de la pire réaction.

Le dogmatisme et l'impuissance à laquelle il conduit trouve leur expression dans le gauchisme qui aboutit à les placer au côté de la réaction contre le peuple syrien et ses intérêts fondamentaux qu'incarne le régime de Bachar Al-Assad.

Vous comprendrez pourquoi avec de tels dirigeants (depuis 70 ans), il était impossible de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

L'offensive de la réaction médiatique et ongiste relayée par l'ONU continue.

- La Syrie disséminerait son arsenal chimique à travers le pays - Reuters

Une fausse information déjà démentie par les Américains !

- A ce sujet, ces responsables ont assuré que les Etats-Unis avaient surveillé de très près les stocks d'armes chimiques syriens et que les récents mouvements de ces derniers allaient plutôt dans le sens d'un regroupement que d'une dispersion. AFP 13.09

Avant-hier nous écrivions : Suivez la piste, ils ont de la suite dans les idées... La preuve.

- Ban Ki-moon accuse Bachar Al-Assad de "*crimes contre l'humanité*" - LeMonde.fr

- Syrie : Al-Assad a "*commis de nombreux crimes contre l'humanité*", selon Ban Ki-moon - Francetv info

Il faut absolument faire passer Assad pour un monstre pour renverser l'opinion de la majorité de la population qui est contre la guerre.

- L'aviation d'Assad pilonne délibérément les hôpitaux, selon l'Onu - Reuters

- Syrie: le gouvernement a exécuté 248 personnes dans deux villes en mai, selon HRW - Slate.fr

A propos de Human Rights Watch.

- Le journaliste néerlandais Paul Treanor affirme que HRW est « *une entreprise conjointe de George Soros et du Ministère américain des affaires étrangères* » . Ainsi, l'organisation elle-même annonçait en 2010 recevoir 100 millions de dollars de George Soros via l'Open Society Institute. (source : Wikipedia)

Parmi ses fondateurs.

Natan Sharansky, anti-communiste et sioniste.

En 1988, Sharansky est élu président du Zionist Forum, une organisation d'anciens activistes sionistes soviétiques. Sharansky travaille également pour The Jerusalem Report (http://www.jrep.com) .

En 1989, le Président américain Ronald Reagan le récompense en le décorant de la médaille de la paix.

Il est l'un des fondateurs et le président de l'association One Jerusalem qui promeut la souveraineté israélienne sur Jérusalem unifiée.

Il fut ministre israélien à quatre reprises.

Il démissionne du gouvernement le 2 mai 2005, pour protester contre l'expulsion des colons israéliens conformément au plan de désengagement des territoires occupés. (source : Wikipedia)

Qui en est son Secrétaire général ?

Kenneth Roth (Directeur exécutif)

Qui est Kenneth Roth ?

Son lien avec le milliardaire américain George Soros confirmé.

- In 1987, Roth was hired by Aryeh Neier to be deputy director of HRW and since 1993 (when Neier left to become head of George Soros' Open Society Institute), Roth has been the organization's executive director. (source : Wikipedia)

Cela suffira pour cerner à quel genre d'ONG (sioniste) nous avons à faire, revenons à notre sujet.

Quelles "*personnes*" ? Des barbares sanguinaires et ceux qui avaient choisi de se ranger à leur côté, c'est la guerre, il faut les liquider.

Vous aurez remarqué que malgré la multitude de témoignages rapportés par des sources très diverses sur les massacres et les atrocités commis par ces contras, aucune ONG, aucun gouvernement ne leur intente un procès, ils ont choisi leur camp, celui de la barbarie.

Après cela on nous demande de voter en 2014 pour légitimer les institutions de la Ve République et l'Union européenne, c'est grotesque, infâme, cynique : boycott !

Ce n'est pas fini.

- Patrimoine français d'un oncle d'Assad: des associations portent plainte - AFP

Transparency International France (TIF) et Sherpa.

Qu'est-ce que Transparency International ?

- Selon Thierry Meyssan, l'association vouée à dénoncer les secrets et éliminer la corruption, serait elle-même « *opaque* » , écrivait-il, en 2007. Sa très importante section américaine serait manipulée par l'association National Endowment for Democracy (NED). L'action de Transparency International viserait, toujours selon Meyssan, à « *ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises multinationales en accusant de corruption les gouvernements qui leur résistent et, en définitive, de favoriser la globalisation économique .* »

Le lien historique entre l'association et le gouvernement US est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement US, et dont le siège est situé à Washington .

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes. Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale. (source Wikipedia)

Qu'est-ce que Sherpa ?

L'Association de juristes Sherpa, qui s'est notamment illustrée à travers son rôle dans l'affaire des Biens Mal Acquis... Ils sont en faits les supplétifs de la CPI !

Pas le temps de chercher des infos sur Internet ma connexion est trop lente, j'ai lu dans la présentation d'un autre artcicle que cette ONG poursuivait les mêmes objectifs que Transparency International, vous pouvez le vérifier vous-même, on y reviendra.

ACTUALITÉ DU JOUR

Il a reçu des ordres, il les exécute.

Sans-papiers : Hollande promet de simplifier les procédures de régularisation - LePoint.fr

Maintenant tout le monde ou presque, à part le POI, a parfaitement compris que Hollande ne prend aucune décision qui ne lui aurait pas été soufflée par ses maîtres à penser, les idéologues du néolibéralisme. Aussi il est très instructif de constater qu'il satisfait une revendication qu'ils partagent apparemment. Chacun en tirera les conclusions qu'il veut.

Le populiste Mélenchon pris en flagrant délit.

Tout...

- Municipales: Mélenchon fait confiance aux communistes pour trancher "*du bon côté*" - AFP

... et son contraire...

- Mélenchon : «*Pierre Laurent se fait des illusions sur les socialistes*» - LeFigaro.fr

Excellent n'est-ce pas ? Vous êtes génial monsieur Mélenchon, mais entre nous, un piètre illusionniste, on ne peut avoir toutes les qualités monseigneur, on comprend, on comprend !

De préférence et c'est même recommandé, on fait confiance à quelqu'un qui est capable de faire preuve de discernement, par contre quelqu'un qui est bourré d'illusions n'est pas digne de confiance car à tout moment ses illusions peuvent l'induire en erreur et lui faire commettre inconsciemment des actes contraires à vos intérêts.

Mélenchon fait "*confiance*" à Pierre Laurent qui "*se fait des illusions sur les socialistes*", cela n'a pas d'importance, au premier abord on serait tenté de voir là une contradiction, en réalité pas du tout, l'un et l'autre s'en foutent puiqu'ils roulent tous les deux pour le PS, dans le cas contraire le FdG n'aurait jamais vu le jour ou il aurait déjà éclater.

Le PS tout comme le PG roulent à la fois pour eux et pour le régime en place.

Leur démarche et leur objectif sont les mêmes, ils sont donc faits pour s'entendre. Pour être plus précis, ils sont complémentaires, le PS au pouvoir s'emploie à ménager le fond de commerce du PG et le sien en même temps, celui du PG étant celui du PS de la veille.

Pour le compte du PS, donc du régime, l'alliance du PG avec le PCF dans le FdG, leur discours qui se veut radical sert de rabatteur de la classe ouvrière, des couches moyennes, des pans de la classe moyenne ou de la petite-bourgeoisie qui seraient tentés de chercher une voie pour rompre avec le capitalisme.

Le FdG a pour fonction de neutraliser toute opposition au régime, de marginaliser le POI, le NPA et LO, d'empêcher qu'un véritable parti ouvrier révolutionnaire se construise, et qui à terme pourrait constituer un pôle de rassemblement pour l'ensemble des masses exploitées, c'est une coalition fondamentalement contre-révolutionnaire, antisocialiste, particularité qu'elle partage avec le PS et ses satellites.

Mélenchon est un imposteur, un charlatan, un escroc, un populiste, que dire d'autre d'un personnage qui hier se voyait bien Premier ministre du président-dictateur Hollande et qui ose reprocher à Laurent d'avoir des illusions dans le PS, sinon qu'on assiste là à une mauvaise comédie jouée par de piètres comédiens, nous ne faisons ici que nous baser sur les faits.

La servilité sans fond du régime envers l'UE s'étale au grand jour.

Il est vrai qu'après l'affaire syrienne où le monde entier a pu observer que la France était dirigée depuis Washington ou Tel-Aviv, Hollande et ses ministres n'ont même plus besoin de faire semblant d'être indépendants de Bruxelles.

- France: pour Bruxelles, les réformes économiques sont insuffisantes - AFP

- Les réformes entreprises par la France sont insuffisantes pour relancer durablement la croissance et l'emploi, a estimé vendredi la Commission européenne malgré les efforts du ministre des Finances Pierre Moscovici pour la convaincre du contraire.

"*La France va dans la bonne direction en matière de réformes, mais il y a encore beaucoup à faire*", a lancé le commissaire européen chargé des Affaires économiques, Olli Rehn, donnant le ton à son arrivée à une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Vilnius. (La France n'est pas encore la Grèce, hélas ! - ndlr)

"*Il reste beaucoup à faire pour rétablir la compétitivité, créer des fondations solides pour la croissance économique et la création d'emplois*", a-t-il énuméré. (Le marché aux esclaves, voilà la véritable source de croissance ! -ndlr)

Mais pour financer les retraites, outre un allongement de la durée de cotisation, le gouvernement Ayrault a décidé d'augmenter les cotisations sociales payées par les employeurs et les salariés.

Or, dans ses recommandations à la France émises au printemps, la Commission européenne avait insisté sur la nécessité d'éviter de recourir à de telles mesures, estimant qu'il fallait au contraire réduire le coût du travail. (Petits cachottiés, le gouvernement s'y emploie, il va baisser de 4%. - ndlr)

Cet échange intervient deux jours après que la France a dévoilé son budget prévisionnel pour 2014, qui prévoit 15 milliards d'euros d'économies dans les dépenses.

Un aspect sur lequel M. Moscovici a insisté vendredi, expliquant que ces économies représentaient un effort structurel "*dans la ligne des recommandations de la Commission*". (Qui en douterait ? - ndlr)

"*Nous allons continuer à travailler avec la Commission*", a-t-il dit, qualifiant ses échanges avec M. Rehn de "*toujours constructifs*" et assurant qu'il n'y avait "*aucune mésentente, aucune suspicion*" entre Paris et Bruxelles. (Heureusement encore ! -ndlr)

Il a estimé qu'il fallait éviter d'instaurer "*un jeu de rôles dans lequel la Commission taperait sur la France, et en France on taperait sur la Commission*". Il a aussi fustigé le "*French bashing*", refusant que la France soit "*le mouton noir de l'Europe*". ("*Taper* sur la Commission, quelle horreur, qui y penserait un seul instant franchement, tout les peuples l'adorent, la vénèrent, non ? -ndlr)

La meilleure preuve que la France est crédible, a relevé le ministre, c'est que "*les taux d'intérêts sont bas*", signe de la confiance que lui accordent les marchés.

Des propos qui répondent peut-être indirectement aux critiques formulées jeudi par Jörg Asmussen, membre du directoire de la Banque centrale européenne. Ce dernier a estimé que le gouvernement français allait "*devoir accélérer le rythme des réformes*" et faire "*plus pour améliorer la compétitivité*" du pays.

Reste à savoir si la France saura se montrer suffisamment persuasive pour que la Commission accorde en novembre un blanc-seing à son projet de budget, comme elle est appelée à le faire cette année pour la première fois.

La Commission a désormais le pouvoir d'exiger des changements dans les budgets présentés par les pays de la zone euro s'ils ne respectent pas les objectifs de déficits fixés. Elle vérifiera aussi en novembre si le projet de budget va dans le sens des recommandations qu'elle a rendues en mai.

Après ses échanges avec M. Moscovici vendredi, M. Rehn n'a pas varié dans son analyse. "*Je m'en tiens à ce que j'ai déjà dit*", a-t-il insisté: "*il est important que la France ait entamé des réformes substantielles, mais elle doit faire beaucoup plus*". (On fait ce qu'on peut ! -ndlr)

Le ministre français, qui rencontrera M. Rehn dans les prochaines semaines, s'est montré serein. "*Si les règles ne sont pas respectées il faut s'adapter, mais j'ai la conviction tranquille que les règles sont respectées*". (Pour sûr ! - ndlr) AFP 13.09

ACTUALITE EN TITRES

En famille.

- François Hollande au 20H de TF1 dimanche pour parler emploi, sécurité et Syrie - L'Express.fr

- Cannes : des collégiennes de bonne famille escort girls «*pour le fun*» - LeFigaro.fr

- L'immobilier de luxe redémarre à Paris grâce à de riches réfugiés - AFP

Le Parti antiSocialiste s'en charge.

- "*L'armée ne fait plus de maintien de l'ordre en France depuis 1914*" - LeMonde.fr

Parole de fossoyeurs du mouvement ouvrier ou les rabatteurs du PS à l'oeuvre.

- Les syndicats s'alarment d'un "*discours du FN qui porte*" - LeMonde.fr

- Le PS redoute l'effondrement de son électorat - LeFigaro.fr

Confirmation. Obama : l'homme de la Fed.

Quand vous lisez et analyser une déclaration d'Obama ayez toujours à l'esprit qu'il est l'homme du cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes de la Fed. Si parfois il semble être autre chose, c'est parce qu'ils ne maîtrisent pas la totalité des contradictions du capitalisme, il leur faut manoeuvrer, louvoyer.

- Barack Obama choisirait Lawrence Summers pour la Fed - Reuters

Barack Obama va nommer l'ancien secrétaire au Trésor Lawrence Summers comme prochain président de la Réserve fédérale en remplacement de Ben Bernanke, croit savoir vendredi le journal japonais Nikkei. Reuters 13.09

Rappel causerie du 24 août 2013

Barack Obama peut-il nommer à la tête de la Fed un homme ayant permis l'existence des produits dérivés financiers ? C'est la question qui se pose alors qu'un journaliste d'investigation américain reconnu a mis en ligne un document qui pourrait bien faire du bruit. Dans une note confidentielle datée de 1997, Timothy Geitner, alors vice-secrétaire du Trésor américain, conseille à Larry Summers, son chef, de prendre contact avec quelques banquiers influents avant le dernier tour de négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui amèneront à la dérégulation financière, révèle Greg Palast sur le site de Vice. Une preuve, si l'authenticité de ce document est prouvée, que le Trésor a consulté de grands établissements financiers avant de permettre la dérégulation du marché. L'une des conséquences, précise le journaliste, a été la création de produits dérivés, accusés par la suite d'avoir causé le séisme financier de 2008.

"*A la fin des années 1990, les dirigeants du Trésor américain ont secrètement conspiré avec une petite clique de banquiers influents pour réduire en morceaux la régulation financière à travers la planète*", écrit le journaliste. Dans le document apparaissent clairement le nom de cinq établissements : Bank of America, Citibank, Chase Manhattan, Goldman Sachs et Merrill Lynch. L'ancien secrétaire au Trésor donne le nom des banquiers à contacter, ainsi que leurs numéros - vérifiés par le journaliste. Si le contenu de cette note semble avoir déjà été évoqué, sa mise en ligne alors que le président Barack Obama doit bientôt nommer un successeur à Ben Bernanke à la tête de la banque centrale américaine, n'est certainement pas un hasard. Lawrence Summers est opposé à une autre universitaire, Janet Yellen, dans la course à la tête de la banque centrale américaine. Le Point.fr 23.08

Bien lire, ce n'est pas Timothy Geitner qui est un intime d'Henry Kissinger depuis les années 80, un des piliers du groupe Bilderberg, qui est à l'origine de cette attaque contre Larry Summers, mais bien un journaliste d'investigation qui a dégoté une note de sa main datant de 1997.

Lawrence Summers à participer à des réunions du groupe Bilderberg dirigé par les banquiers de la FED en 2008, 2009, 2010, il est donc la voix ou le porte-parole de l'oligarchie financière américaine, on est donc en droit de penser qu'au-delà des contradictions qui existent au sommet de l'Etat américain sur la politique étrangère des Etats-Unis entre différentes factions du capitalisme américain, un bras de fer est également engagé sur sa politique économique, dont la marge de manoeuvre est inexistante du fait du gouffre abîssal de l'endettement américain tous acteurs confondus, hormis le pouvoir sans contrôle que

se sont octroyés les banquiers de la FED de faire tourner la planche à billets pour leur propre compte et décider comment la crise du capitalisme devrait évoluer, quant à savoir qui en ferait les frais, nous en connaissons tous la réponse, il suffit d'observer la politique mis en oeuvre par les différents gouvernements en Europe pour avoir la réponse à cette question.

Portrait.

- Lawrence Summers, économiste, représente la branche politique de l'oligarchie financière ou il fait partie des "*initiés*", conseil pour la banque Citigroup et le Nasdaq, autre "*avantage*", il fait partie du "cercle habituel du pouvoir qui fait le lien entre Wall Street et Washington".

Le magazine progressiste Mother Jones, qui fournit "*Six raisons pour lesquelles Larry Summers ne devrait pas être le prochain président de la Fed*". En plus de l'épingler pour son "*manque d'expérience au sein d'une banque centrale*", ses commentaires à la limite du sexisme sur le leadership féminin, et ses vues sur le rabotage des dépenses publiques, Mother Jones rappelle certains des faits d'armes peu glorieux de Summers. Secrétaire au Trésor dans les années 1990, il avait jugé "*non nécessaire de réguler les échanges de produits dérivés*", dont le rôle dans la crise des subprimes, en 2008, est largement avéré.

"*En 1999, il a également joué un rôle important pour convaincre le Congrès d'abroger le Glass-Steagall Act (qui oblige les banques à séparer leurs activités de détail et d'investissement)*", souligne le journal, et plus récemment, il s'est opposé à la règle Volcker (cantonnement des activités spéculatives des banques dans une structure dédiée). Son indépendance fait par ailleurs débat : citant un article du Wall Street Journal, Mother Jones évoque ses activités de conseil pour la banque Citigroup et le Nasdaq. Enfin, Larry Summers n'est pas non plus un très bon investisseur, se plaît à souligner le magazine, qui rappelle que lorsqu'il était président de l'université Harvard (2001-2006), il a fait perdre 2 milliards de dollars à l'institution par le biais d'"*un mélange risqué de titres, actions, fonds spéculatifs et investissements en private equity*".

Ainsi va leur monde...

- La justice européenne remet en cause l'interdiction de la vente à découvert - L'Expansion.com

- Espagne: nouveau record de la dette publique - AFP

- Zone euro: réunion fin novembre sur les budgets nationaux 2014 - AFP

- Pourquoi les inégalités de revenus se creusent en France - L'Expansion.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

La police anti-émeute est intervenue vendredi après-midi sur la place centrale de Mexico, le "Zocalo", pour déloger les enseignants qui l'occupaient depuis des semaines afin de permettre la tenue des festivités du jour de l'Indépendance dimanche et lundi, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Plusieurs centaines de membres de la police fédérale sont intervenus, accompagnés d'engins blindés, après l'ultimatum lancée par les autorités aux enseignants, mais rejeté par des responsables de la Coordination nationale des travailleurs de l'enseignement (CNTE). AFP 13.09

Haut de page

Le 15 septembre 2013

CAUSERIE

Complément à 17h50 heure locale.

J'ai corrigé 4 erreurs de liens et mis en ligne 17 articles dans un nouveau dossier (dossier6). A demain.

J'ajouterai une douzaine de nouveaux articles dans 2 heures.

Bon dimanche à tous et que la paix soit avec vous... Allez, soyons de bonne humeur camarades !

L'Inde : une "***démocratie***"... pour les oligarques.

J'ai voulu regarder une vidéo : « *Evasion fiscale, le hold-up du siècle* » : le docu d'Arte en intégralité

Message affiché à l'écran : Erreur : Cette vidéo n'est pas disponible dans votre pays.

Un rapport de cause à effet.

Les dirigeants de droite assument être de droite, ceux d'extrême droite assument être d'extrême droite, mais les dirigeants de gauche et d'extrême gauche sont incapables d'assumer être de gauche ou d'extrême gauche parce qu'il leur faut pour cela assumer la politique et les crimes de partis antisocialistes qu'ils ont classés à gauche, le PS et le PCF notamment.

Du coup la politique de leur parti ou de leur formation politique est totalement faussée par ce rapport erroné, leurs analyses et leurs conclusions sont influencés par ce rapport auquel ils se raccrochent, cela se traduit pas la nécessité selon eux d'intégrer ces partis dans leur tactique et leur stratégie, alors qu'ils sont inféodés au régime en place et des ennemis de la classe ouvrière, autrement dit, au lieu de combattre ces partis et les illusions que les masses pourraient avoir dans ces partis, ils leur accordent un sursis et leur promettent un bel avenir tout en alimentant les illusions des masses dans ces partis au lieu de les aider à s'en détacher si cela n'était pas déjà fait, ils rabattent les masses vers ces partis pour le compte du régime.

Dans la gestion de la question syrienne, le POI, le NPA, LO et d'autres formations viennent de le démontrer. Comment ?
En diabolisant le régime syrien exactement comme l'ont fait Obama, Cameron et Hollande notamment pour justifier leur guerre contre la Syrie auprès de la population.

On a pu ainsi observer que ceux qui se déclaraient pour et contre cette guerre avaient finalement utilisé les mêmes arguments qui en principe devaient profiter à ceux qui détenaient le pouvoir de décider ou non du déclenchement des bombardements sur la Syrie, et c'est en grande partie le rejet unanime de cette guerre par tous les peuples qui les en a dissuader, et non la position des partis du mouvement ouvrier.

L'autre élément qui semble-t-il a fait reculer le camp de la guerre a été la détermination de la Russie de défendre jusqu'au bout le régime syrien, y compris en prenant le risque de déclencher une guerre mondiale, ce qui apparemment ne faisait pas partie du scénario envisagé par les banquiers néolibéraux anglo-saxons-sionistes qui sont aux commandes aux Etats-Unis.

Vous vous souvenez peut-être, il y a 10 ou 15 jours environ, plus tôt j'avais affirmé dans une causerie que les néolibéraux ne souhaitaient pas aller jusqu'à une guerre mondiale, parce qu'ils estimaient que leur projet de gouvernement mondial avait bien avancé depuis 1944 et qu'ils auraient plus à perdre qu'à gagner à se lancer dans une telle aventure maintenant, on vient donc d'en avoir la confirmation. Il y a beaucoup de gens qui extrapolent sur la situation, qui se lancent dans de grandes analyses ou théories et qui très souvent racontent n'importe quoi sans se donner la peine ensuite de vérifier si leurs pronostics s'étaient avérés justes ou erronés, surtout quand ils s'étaient fourvoyés. Dans les deux cas j'assume, car mon objectif n'est pas d'avoir raison ou de me faire passer pour je ne sais quoi, un intellectuel y a peut-être intérêt pour exister ou affirmer sa personnalité, je n'en suis pas un dont je n'ai pas cette contrainte ou je ne suis pas tenté par cette déviation, mon seul intérêt est de comprendre, mieux maîtriser dans quelle direction s'oriente le capitalisme mondial dominé par l'oligarchie financière pour le combattre plus efficacement.

Pour revenir à notre sujet, ceux qui diabolisent le régime d'Assad tout en se prononçant contre la guerre font le jeu de Hollande et Obama parce qu'ils sont inféodés au PS et au régime en place, leur attitude est l'expression d'un rapport de cause à effet.

Allons plus loin, leur position qui ne se limite pas à un mot d'ordre mais qui inclut la totalité de leurs déclarations ou communiqués, repose sur un rapport de cause à effet qui a été fabriqué par les va-t-en-guerre et qu'ils ont adopté, soit (POI) en prétendant ne pas savoir qui était à l'origine de l'attaque chimique le 21 août dernier dans la banlieue de Damas, soit (NPA, LO) en l'attribuant d'office au régime syrien emboîtant le pas à Obama et Hollande notamment.

Or, cette attaque chimique est justement le prétexte, la cause avancée par les puissances occidentales et la Ligue Arabe qui a eu pour conséquence ou effet de justifier leur décision de bombarder la Syrie, ici le rapport de cause à effet est direct. Comment ce rapport se présente-t-il du côté du régime syrien ? Assad savait que l'utilisation d'armes chimiques serviraient de prétexte à une attaque américaine contre la Syrie, il savait que cette cause produirait cet effet, là ce rapport est encore plus flagrant, impossible de passer à côté ou de ne pas l'avoir en permanence à l'esprit, donc il est totalement inconcevable que le régime ait employé du gaz le 21 août ou un autre jour d'ailleurs.

En prétendant ne pas savoir ce qui s'est passé le 21 août ou en attribuant cette attaque chimique au régime syrien, le POI, NPA, LO et d'autres formations politiques ont tout simplement démontré que leurs dirigeants refusaient de prendre en compte un rapport de cause à effet qui était d'une complexité enfantine, ce qui peut paraître effarant à première vue, mais qui lorsqu'on prend en compte leur rapport au PS et au régime s'explique parfaitement. Ils se sont faits faussaires pour l'occasion en faisant abstraction d'un rapport de cause à effet qui ne méritait même pas d'explication pour que chacun comprenne au premier coup d'oeil la relation qui existait entre eux, et le mérite en revient aux masses d'avoir compris ou pressenti qu'elles étaient à nouveau en présence d'une manipulation orchestrée par Washington et Tel-Aviv pour les conduire à soutenir une nouvelle guerre, une de plus et elles ont dit stop.

Ces dirigeant et formations politiques ont nié la réalité, ils lui ont tourné le dos parce qu'elle ne leur convenait pas, elle ne convenait pas à Hollande, donc elle ne pouvait pas leur convenir, voilà la vérité.

Les mêmes dirigeants et partis soutiennent toujours la version officielle de G.W. Bush du 11 septembre 2001 qui a permis de justifier la "*guerre contre le terrorisme*" et de rayer de la carte l'Afghanistan, l'Irak et la Libye en attendant le tour de la Syrie, du Liban et de l'Iran, le cas du Soudan n'étant pas totalement réglé. Là aussi nous étions en présence d'un rapport de cause à effet dont la relation était fort simple à comprendre, il suffisait de se demander à qui profite le crime pour en connaître immédiatement le commanditaire ou l'organisateur. Ainsi ces dirigeants démontrent qu'ils ne soutiennent pas seulement Hollande et le régime en France, mais le capitalisme à l'échelle mondiale.

Je vous propose un extrait d'un article d'un portail animé par des anarchistes, comme quoi nous ne sommes pas sectaire ou dogmatique, qui fournit une analyse et des éléments de réflexions qui peuvent intéresser les militants qui veulent apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir (Lénine).

- Il y a 12 ans**...** Le 11 Septembre - 11 Septembre 2013 - resistance71.wordpress.com

Le mensonge et la propagande continuent de plus belle, mais fait unique depuis plus de dix ans: l'intervention militaire programmée et provoquée en Syrie au moyen de nouveaux mensonges et attaque fausse-bannière à l'arme chimique, enrobée comme à l'accoutumée, de la même couche propagandiste va t'en guerre, servie ad nauseam par les merdias complices, semble avoir été stoppée par une opinion publique internationale éveillée plus massivement aux turpitudes criminelles des criminels en charge de nos pseudo-démocraties illusoires autant qu'obsolètes.

Il aura fallu 12 ans (1 cycle) et l'invasion, destruction de 3 pays, un 4ème en cours de destruction, pour qu'enfin s'élève la voix des peuples au dessus de la cacophonie pseudo-diplomatique du politique en charge.

Mieux vaut tard que jamais, certes, mais l'heure est venue maintenant en cet anniversaire de l'élément catalyseur qui a permis depuis 2001, cette poussée ignoble de bellicisme, de mensonge, et de crimes sous de faux-prétextes, pour que les peuples forcent la vérité au grand jour sur ces attentats, qui ont vus trois tours du WTC de New York être pulvérisées par démolition contrôlée en ce funeste jour du 11 Septembre 2001 et qui vît la mort de près de 3000 personnes, sacrifiées à l'autel des intérêts particuliers du petit nombre et de leur démente idéologie de "*dominance totale*" mondiale afin d'imposer le fascisme global transnational, tel que ne le rêvait même pas Mussolini lui-même.

Nous l'avons dit à maintes reprises sur ce blog. Les attentats du 11 Septembre 2001 sont l'élément clef à exposer afin de tirer le paillasson de dessous les pieds de l'oligarchie et de son projet de Nouvel Ordre Mondial, qui n'est rien d'autre que la planification d'un génocide massif à l'échelle planétaire, qui a du reste déjà commencé.

Les invasions de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye et ce qui se passe actuellement en Syrie, n'ont pu être possibles qu'à cause du 11 Septembre 2001 (grâce au 11 septembre disent les oligarques).

Faire enfin éclater la vérité sur ce crime mettra un terme définitif aux agissements extrémistes actuels des criminels de l'ombre. Ensuite viendra le temps du choix d'un nouveau paradigme sociétal pour l'humanité.

L'heure arrive… Enfin ! (resistance71.wordpress.com)

Juste un mot.

Effectivement, on peut dire les choses de cette manière-là, ceux qui adhèrent à la version officielle de ce coup d'Etat (inside job) ont un rapport totalement faussé à la réalité, ils sont donc dans l'impossibilité d'analyser correctement la situation mondiale et de déterminer dans quelle direction elle pourrait évoluer, ils sont également incapables de définir une stratégie pour construire le parti et préparer les masses à passer à l'assaut de l'ordre établi, ce qui ne leur pose pas vraiment un problème puisque ce n'est pas leur objectif.

L'auteur a raison de préciser "*grâce au 11 septembre disent les oligarques*" car depuis ils s'en vantent ouvertement, mais nos dirigeants continuent de le nier, une telle dénégation est tout à fait extraordinaire, elle est du domaine du négationnisme.

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

- Les dessous du tir des deux missiles en Méditerranée. - Almanar.com publié par Le Grand Soir du 13 septembre 2013

Une source diplomatique éminente a révélé que « *la guerre américaine contre la Syrie a commencé et a terminé au moment du tir des deux missiles balistiques qui sont tombés dans la mer* » ! Selon le quotidien libanais assafir, citant cette haute source, « *les deux missiles ont été lancés par les forces américaines d'une base militaire de l'OTAN en Espagne. Ils ont été détectés par les radars russes immédiatement. Les batteries de défense russe les ont confrontés. Un missile a explosé en l'air alors que l'autre a été dérouté et est tombé ensuite en mer* ».

Et la source d'ajouter : « *Le communiqué publié par le ministère russe de la défense sur la détection de deux missiles balistiques lancés en direction de la Méditerranée a négligé de souligner deux informations : le lieu du tir des missiles, et leur interception* ».

Pourquoi ? Parce qu'immédiatement après cette opération militaire, la direction des renseignements russes a contacté les renseignements américains pour les informer que « *frapper Damas équivaut à frapper Moscou et nous avons omis la phrase de l'interception des deux missiles du communiqué que nous avons publié pour sauvegarder les relations bilatérales et pour ne pas provoquer plus d'escalade. Pour cette raison, vous devez revoir rapidement votre politique et vos intentions envers la crise syrienne et vous devez réaliser qu'il vous est impossible d'éliminer notre présence en Méditerranée* ».

« *Cette confrontation directe non annoncée entre Moscou et Washington a augmenté la confusion de l'administration d'Obama qui est devenue plus convaincue que la partie russe est prête à aller jusqu'à la fin en ce qui concerne la cause syrienne, et a montré que seule une initiative russe pourra sauver la face de l'administration US et que la volonté de la Russie décidera de la paix ou de la guerre en Syrie* ».

La même source a poursuivi : « *Après qu'Israël a démenti sa connaissance au sujet du tir des missiles dans son premier communiqué, Washington a demandé de Tel Aviv de revendiquer les tirs des missiles pour la sauver de cette position, surtout que ce tir était le signal de lancement de l'offensive contre la Syrie. Il était prévu que le Président américain participe au sommet du G-20 pour mener des négociations sur le sort du président syrien Bachar el-Assad* ».

« *Après la confrontation balistique entre les Etats-Unis et la Russie, Moscou a augmenté ses experts militaires en Syrie, et a multiplié ses pièces militaires et ses navires pour renforcer sa présence militaire en Méditerranée, et a choisi d'annoncer son initiative sur la fin de l'offensive contre la Syrie après le sommet du G-20. Cette décision a été prise suite à des réunions avec la partie syrienne qui a donné son accord sur la proposition russe de placer les armes chimiques sous contrôle international et d'adhérer à la convention de la non-prolifération d'armes chimiques* ».

« *Les premiers résultats de la confrontation balistique américano-russe furent le vote de la chambre des communes britannique sur le refus de participer à la guerre en Syrie, une décision qui a été suivie par des positions eurpéennes, notamment la position de la chancelière allemande Angela Merkel* », a encore révélé ladite source.

source : assafir

http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=130437&frid=18&a...

Je mettrai cet article en ligne au format pdf plus tard dans la journée. Les néolibéraux ont présumé de leur pouvoir, ils ne pensaient pas que les Russes seraient prêts à une confrontation directe qui aurait signifié le début de la troisième guerre mondiale, ils ne pensaient pas qu'ils soutiendraient Assad jusqu'au bout, ils ont eu tort.

- Les USA agiront si la diplomatie échoue en Syrie, dit Obama - Reuters 14.09

Barack Obama a salué samedi l'accord russo-américain conclu à Genève sur la destruction des armes chimiques syriennes mais a déclaré que les Etats-Unis restaient prêts à agir en cas d'échec de la diplomatie.

Dans un communiqué, le président américain ajoute que Washington va continuer de travailler avec la Russie, la Grande-Bretagne, la France et les Nations unies pour s'assurer que le gouvernement syrien remplira ses engagements.

Mais si la diplomatie échoue, a-t-il souligné, "*les Etats-Unis restent prêts à agir*".

"*Même si nous avons accompli des progrès importants, il nous reste bien plus de travail à faire*", a insisté Barack Obama, dont l'approche du dossier syrien a été vertement critiquée aux Etats-Unis.

Après avoir mis les forces américaines sur le pied de guerre à la suite de l'attaque chimique du 21 août près de Damas, le président démocrate a ensuite, et à la surprise générale, demandé au Congrès d'autoriser le déclenchement de frappes militaires contre le régime de Bachar al Assad.

La proposition russe de mise sous contrôle international et de destruction de l'arsenal chimique syrien, finalisée samedi à Genève par John Kerry et Sergueï Lavrov, a enfin conduit Obama à demander au Congrès de ne plus voter afin de laisser une chance à la diplomatie.

Les sénateurs républicains John McCain et Lindsay Graham ont vivement réagi samedi à l'accord de Genève qui, affirment-ils, va conduire à une "*impasse diplomatique*".

"*Assad va se servir de ces mois qu'on lui accorde pour gagner du temps et tromper le monde en se servant de toutes les ficelles utilisées naguère par Saddam Hussein*", dénoncent les deux sénateurs.

"*Il faut renoncer délibérément à toute forme d'incrédulité pour penser que cet accord est autre chose que la première étape d'une impasse diplomatique dans laquelle Bachar al Assad et Vladimir Poutine entraînent l'administration Obama*", ajoutent-ils.

John Kerry a souligné à Genève qu'il n'y avait pas d'accord avec la Russie sur la nature des mesures qui pourraient frapper le régime syrien en cas de manquement aux dispositions de l'accord sur le démantèlement de son arsenal chimique.

"*En l'absence d'une menace de recours à la force, je ne vois pas trop comment il sera possible d'obtenir que les Syriens se conforment aux clauses de cet accord*", a déclaré pour sa part le sénateur républicain Bob Corker.

Obama a pris le soin de souligner que la coopération internationale se poursuivrait pour garantir que le processus de démantèlement des armes chimiques syriennes soit "*vérifiable*" et que le régime Assad s'exposera à des conséquences "*s'il ne se conforme pas au cadre convenu aujourd'hui*".

Le Pentagone a annoncé pour sa part que le dispositif militaire mis en place par l'armée américain près de la Syrie restait inchangé. Reuters 14.09

Infos complémentaires sur la Syrie

Le groupe d'«*opposition syrienne*», «*Etat islamique en Irak et au Levant*» (EIIL), branche irako-syrienne d'Al-Qaïda, a annoncé le début des hostilités contre son ex-allié, l'Armée syrienne libre (ASL), rapporte samedi 14 septembre le quotidien Al-Watan Al-Arabi.

C'est la première confrontation ouverte au sein de la «*rébellion*» en Syrie. Selon une déclaration du groupe terroriste mise en ligne sur un site extrémiste, l'EIIL projette une «*opération punitive*» contre L'ASL dans la banlieue est d'Alep.

«*Cette campagne baptisée Lutte contre le mal visera les agents du régime syrien ainsi que les membres de l'Armée syrienne libre qui perpètrent des attaques contre les militants de l'Etat islamique*», lit-on dans la déclaration.

De fait, l'ASL et l'EIIL sont à couteaux tirés après le meurtre de Kamal Hamami, un important chef de l'ASL, par des extrémistes dans le nord-ouest de la Syrie. Plus connu sous son nom de guerre Abou Bassir al Ladkani, Kamal Hamami a été tué jeudi 11 juillet dans le grand port syrien de Lattaquié par des miliciens de l'EIIL. Dès lors, les heurts entre les deux groupes sont devenus de plus en plus fréquents.

L'EIIL est né en avril 2013 d'une scission avec Jabat-Al-Nosra. Il est formé à plus de 80 % de combattants étrangers (irakiens, libyens, tunisiens, etc.) et des desperados qui haïssent l'ASL, qu'ils accusent d'être liée aux Saoudiens et aux Américains. C'est une organisation sectaire dirigée par un émir à qui les membres doivent prêter allégeance. french.irib.ir 14.09

Parole de barbare

- Assad aurait mis à l'abri son arsenal au Liban et en Irak - Reuters

Le chef du Conseil militaire suprême de l'opposition syrienne, le général Selim Idris, a affirmé samedi que le président Bachar al Assad transférait depuis quelques jours des armes chimiques au Liban et en Irak afin de les mettre hors de portée des inspecteurs de l'Onu. Reuters 14.09

C'est étrange les satellites espions américains, israéliens, français, britanniques, etc. n'ont rien détecter !

ACTUALITE EN TITRES

Manipulation. Qu'il reste à droite où il a toujours été !

- A la Fête de l'Humanité : "*Hollande doit revenir à gauche*" - LeMonde.fr

Commentaire d'un internaute avisé :

- "*Revenir ? Mais a-t-il jamais été de gauche ?*"

Rien n'est simple.

- De nouvelles joutes budgétaires se préparent aux Etats-Unis - Reuters

- Union bancaire: la Commission européenne confiante sur un compromis - AFP

- Des réformes nécessaires pour doper l'économie de la zone euro - Reuters

Le monde est dirigé par des dépravés.

- Médicaments : vers un indice d'efficacité sur les boîtes ? - Le Nouvel Observateur

Quel monde de dépravés ! Cela signifie qu'ils vont continuer de vendre des médicaments qui sont inefficaces, qui ne servent à rien, sauf à engraisser les trusts pharmaceutiques. Il est plus que temps de balayer le vieux monde de sa pourriture !

Intox

- La CE assure que le projet de taxe financière va de l'avant - Reuters

Quelle menace ! Oui, électorale.

- 65% des Français ont une mauvaise opinion de Marine Le Pen - AFP

Enfin, 74% des Français ne font "*pas confiance à Marine Le Pen pour gouverner le pays*" contre 25%. (1% ne se se prononcent pas). AFP 14.09

Pour l'heure, la vrai menace pour les travailleurs, c'est le PS et les partis qui refusent de rompre avec lui...

Manipulation, Facebook à la manoeuvre.

- Braqueur tué à Nice: la page Facebook de soutien au bijoutier a-t-elle été truquée? - L'Express.fr

De nombreux internautes se sont étonnés samedi de la rapidité fulgurante à laquelle la page Facebook de soutien au bijoutier de Nice engrange "*de likes*". L'Express.fr 14.09

Ce sont les administrateurs de Facebook qui les auraient fabriqués selon certains internautes...

ACTUALITÉ DU JOUR

Désordre au parti de l'ordre

- Fillon est plus indulgent avec le FN, les électeurs UMP approuvent - Francetv info

- Borloo: «*L'UMP comme incarnation de la droite et du centre est morte cette semaine*» - 20minutes.fr

Le président de l'UDI, Jean-Louis Borloo, a estimé ce samedi à Poitiers que l'UMP avec comme «*prétention d'incarner la droite et le centre est morte cette semaine*» après le changement de cap de François Fillon sur le Front National.

Ils n'ont plus de «*doctrine*», a jugé Jean-Louis Borloo. L'UMP n'a plus de «*colonne idéologique*».«*Jamais des candidats UDI ne pourront soutenir une candidature Front National*», a-t-il dit.

«*Je ne peux pas trop en dire de mal, ce sont nos partenaires on ne peut pas gouverner sans eux*», avait-il ajouté avant de se montrer plus incisif sur la fin de son discours, devant un peu plus d'un millier de militants et sympathisants UDI au Palais des Congrès, sur le site du Futuroscope de Poitiers. 20minutes.fr 14.09

Les "*centristes*" ont toujours été les plus farouches défenseur de l'UE, les plus réactionnaires, non ?

Ils sont toujours du "***bon côté***" : du régime en place !

- Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent font la paix à la Fête de l'Humanité - Francetv info

Chez les communistes, les militants doivent s'exprimer sur la question en octobre. "*C'est eux maintenant qui ont la question dans leurs mains. Moi, j'ai confiance, qu'est-ce que vous voulez que je fasse d'autre ? A chaque fois, ils tranchent du bon côté donc je me dis que cette fois-ci aussi*", a déclaré l'ancien candidat du Front de gauche à l'élection présdidentielle. Francetv info 14.09

Pour comprendre cette nouvelle mélenchonade, il faut remplacer les militants par les dirigeants, ce qui n'empêche pas les militants du PCF d'être manipulés par leurs dirigeants...

Populisme-Manipulation - récupération électorale

- Manifestation contre le Front national à Marseille - 20minutes.fr

Dix-mille personnes, selon les organisateurs, 1.200 à 1.300, selon la police, ont manifesté samedi à Marseille contre la tenue de l'université d'été du FN ce week-end dans la cité phocéenne à l'appel de mouvements associatifs et de partis de gauche.

«*Pas de quartier pour les fachos, pas de fachos dans les quartiers*», pouvait-on notamment lire sur les banderoles. Le parti communiste, le NPA étaient présents ainsi que la CGT et des mouvements de lutte contre l'homophobie.

Dans le même temps, les députés Sandrine Mazetier, Malek Boutih et Patrick Mennucci, candidat à la primaire PS pour les municipales à Marseille, organisent un colloque sur le thème «*ne laissons pas Marseille au FN*». 20minutes.fr

Là le rapport est clair : collusion d'intérêt... d'appareils ! Le gauchisme ou populisme de gauche : l'aiguillon de la réaction.

Ouvriers ou employés qui avez marné toute votre vie pour payer votre modeste habitation, salauds de prévilégiés !

- Un rapport propose de taxer les propriétaires - wikistrike.com

Dans une note remise au premier ministre, mardi 10 septembre, le Conseil d'analyse économique (CAE) recommande d'augmenter la fiscalité sur l'immobilier.

En France, depuis 1965, les propriétaires occupant leurs propres logements sont exonérés de fiscalité (hors taxe foncière), de même que les plus-values immobilières des propriétaires occupants. De plus, il existe de multiples dispositifs de déduction fiscale (Scellier, Duflot, etc.).

La recommandation du CAE est sans ambiguïté : augmenter la fiscalité sur l'immobilier, taxerles propriétaires occupants, actualiser les valeurs locatives pour accorder la taxe foncière à la valeur effective des propriétés.

En Octobre 2012, le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg avait déjà suggéré de taxer le secteur de l'immobilier.

"*On doit aller chercher dans les secteurs abrités de l'économie pour relancer l'investissement productif (…) par exemple le secteur bancaire (…) je pense aussi à l'immobilier… on gagne beaucoup dans l'immobilier !*", avait-il déclaré dans le grand rendez-vous Europe 1/iTélé/ Le Parisien.

Au même moment, des rumeurs affirmaient que l'Élysée planchait sur la création d'une taxe qui frapperait tous les biens immobiliers non loués par leur propriétaire mais aussi sur les résidences principales si l'emprunt du logement est remboursé.

Dans son édition du 12 août 2012, le journal Libération faisait part d'une idée proposée par un groupe de sympathisants PS, Front de gauche et d'EELV, et remis au Président de la République. de soumettre à l'impôt sur le revenu des « *revenus fictifs* », que constitue selon eux l'absence de loyer pour les millions de propriétaires ayant remboursé leur emprunt. Voici le passage :

« *Plus audacieuse, l'idée de soumettre à l'impôt sur le revenu les «revenus fictifs», que constitue l'absence de loyer pour les millions de propriétaires ayant remboursé leur emprunt, rapporterait 5,5 milliards par an.* ». wikistrike.com 11.09 (Sources : Conseil d'analyse économique (CAE) / Le Monde / Le JDS)

Donc si vous êtes un ouvrier ou un employé et que vous avez terminé de payer votre appartement ou votre petit pavillon ou que vous avez hérité de l'habitation de vos parents, vous (ou vos parents) avez payé deux fois votre habitation en comptant les intérêts qui n'étaient pas des « *revenus fictifs* » mais bien réels qui tombaient dans la poche des banquiers rentiers, vous ne payez pas de loyer, ce n'est pas normal, vous êtes un nantis, il faut vous taxer.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie - Tunisie

Une opération de transfert d'armes et de munitions en grande quantité est en préparation en Libye vers l'Algérie ou la Tunisie, ont révélé des sources sécuritaires algériennes à leurs homologues tunisiennes.

En effet, dans une correspondance adressée aux autorités du pays voisin, la Tunisie, l'Algérie prévient qu'une une importante opération de contrebande d'armes est en train d'être préparée sur le sol libyen en vue de son exportation.

L'opération en question, consiste, selon des sources concordantes, à transférer ces armes vers l'Algérie ou la Tunisie d'où l'appel lancé par les autorités algériennes à leurs homologues tunisiennes à redoubler la vigilance afin de faire échouer ce plan des groupes armés qui auraient enrôlé des individus évadés récemment de prisons libyennes pour le besoins de faire passer cette cargaison d'armes vers la Tunisie ou l'Algérie.

Les auteurs de cette opération sont tentés de profiter des tensions entre deux tribus libyennes au niveau des frontières avec l'Algérie et la Tunisie pour mettre en pratique leur plan.

L'Algérie a, pour sa part, renforcé la surveillance des ses frontières au niveau de cette zone par la multiplication des patrouilles aériennes et au sol. Une surveillance menée conjointement, de l'autre coté de ses frontières, avec les forces de sécurité tunisiennes. french.irib.ir 14.09

SOCIAL

Pologne

Plus de 100.000 syndicalistes ont manifesté samedi à Varsovie contre la politique économique et sociale du gouvernement libéral de Donald Tusk, qu'ils considèrent comme le grand responsable des difficultés des Polonais alors que l'économie du pays marque le pas.

"*On devient des esclaves dans notre propre pays!*", s'est indigné Piotr Duda, chef du syndicat Solidarité, principal organisateur de la manifestation. "*On en a assez du mépris du pouvoir envers le monde des ouvriers!*", a-t-il averti.

"*On n'acceptera plus de politique qui ne mène qu'à la misère et à la pauvreté. On va chasser ce gouvernement qui n'agit pas dans les intérêts des salariés*", a pour sa part lancé Jan Guz, chef du syndicat OPZZ, autre centrale syndicale présente à la manifestation.

"*C'est la dernière sonnette d'alarme au gouvernement*", a-t-il ajouté, menaçant le gouvernement de lancer une grève générale à travers tout le pays.

La manifestation de samedi organisée par trois centrales syndicales est le point culminant de quatre jours de protestations organisées dans Varsovie.

Quelque 100.000 personnes, selon les autorités y ont participé, environ 150.000 selon Marek Lewandowski, porte-parole de Solidarité, ce qui en fait, a-t-il affirmé, une des "*plus importantes depuis plusieurs années*".

Les syndicats exigent l'abaissement de l'âge de la retraite à 65 ans, reculé à 67 ans par le gouvernement Tusk, et une hausse du salaire minimum. Ils dénoncent la précarité de l'emploi et une récente loi qui autorise un temps de travail extensible, et accusent le chef du gouvernement au pouvoir depuis 2007 de faire la sourde oreille à leurs revendications.

Le chef du gouvernement est le principal visé par les attaques des syndicalistes. "*Nous voulons le départ de Donald Tusk. C'est le seul moyen de changer la politique sociale en Pologne*", a déclaré Lewandowski.

"On veut un gouvernement à nous, qui prendra en compte les intérêts des travailleurs, qui nous comprendra, pour pouvoir vivre dignement", a déclaré à l'AFP Ryszard Szyszka, un cheminot de Kielce (sud) qui gagne 2.500 zlotys (595 euros). Le salaire moyen net en Pologne étant de 4.900 zlotys.

Beaucoup de militants de Solidarité souhaitent le retour au pouvoir du parti conservateur de Jaroslaw Kaczynski Droit et Justice (PiS).

Dans les sondages, l'avance dont bénéficiait le parti de M. Tusk, la Plateforme civique (PO), sur son principal rival PiS a fondu, PO étant crédité de 21% à 25% des intentions de vote contre 23% à 34% pour le PiS.

Et sur le terrain, la PO a perdu récemment quelques élections locales partielles, remportées par le PiS, la prochaine bataille se jouera à Varsovie le 13 octobre lors d'un référendum pour un départ anticipé de la maire libérale de la capitale Hanna Gronkiewicz-Waltz.

Au Parlement, la coalition gouvernementale composée des libéraux et du parti paysan PSL, ne dispose plus que d'une majorité fragile.

La coalition au pouvoir ne dispose plus que de 232 voix, soit une de plus que la majorité absolue. AFP 14.09

"*On veut un gouvernement à nous, qui prendra en compte les intérêts des travailleurs*", ce bureaucrate syndical a raison, avec Hollande et son gouvernement, Schröder et son gouvernement, Blair et son gouvernement, Papandréous et son gouvernement, Suares et son gouvernement, Zapatero et son gouvernement, etc. "*les intérêts des travailleurs*" étaient pris en compte !

Il voulait juste dire que ce serait plus facile d'appliquer une politique néolibérale sous un masque socialiste.

"*On en a assez du mépris du pouvoir envers le monde des ouvriers!*" a dit le chef de Solidarité (avec les patrons et l'Eglise catholique), parce que Hollande, Schröder, Blair, Papandréous, Suares, Zapatero et consorts ne méprisent pas les travailleurs, non ils ont piétiné leurs droits politiques et sociaux...

ECONOMIE

1- Chypre

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé la semaine dernière la nomination d'un ancien cadre de la banque américaine Lehman Brothers au poste de représentant permanent du FMI à Chypre.

L'Italien Vincenzo Guzzo, qui a pris ses fonctions à Nicosie le 9 septembre, est un docteur en économie, qui travaille depuis quatre ans au FMI après avoir été banquier d'investissement Lehman Brothers et économiste chez Morgan Stanley et Merril Lynch,

Au FMI, il faisait déjà partie de l'équipe dédiée à Chypre et avait auparavant travaillé sur une série de pays, dont le Yémen, l'Islande et l'Italie.

M. Guzzo pilotera un fonds de 10 milliards d'euros (dont 1 milliard du FMI) couplé à des réformes structurelles comme des suppressions d'emplois dans les banques, des privatisations et des hausses d'impôts.

La Commission européenne a annoncé dans un rapport d'étape que le programme d'ajustement économique est sur la bonne voie. Pourtant, les privatisations, les hausses d'impôts, les licenciements et les contrôles des capitaux ont accentué la récession au deuxième trimestre, avec une contraction de près de 6% du produit intérieur brut (PIB). Le taux de chômage atteint un niveau jamais vu à plus de 17%. lejournaldusiecle 13.09 (Sources : Trends / RFI / Le JDS)

2- Espagne

Afin de réduire son déficit public, autour de 8 %, et une dette publique colossale qui pèse 90 % de son PIB, le gouvernement espagnol de Rajoy préconise de vendre une partie de son patrimoine public.

Le patrimoine de l'Etat espagnol est constitué d'un ensemble très hétéroclite : 15 000 biens immobiliers dont des palais, des édifices historiques, mais aussi des terrains industriels, des lotissements qui ne sont pas terminés, des hectares de terres et des quartiers entiers, ainsi que des parcs naturels.

Les importantes difficultés budgétaires qui ont amené le gouvernement espagnol à faire des coupes dans la santé ou dans l'éducation, contraignent aujourd'hui celui-ci à tailler dans son patrimoine.

Au total, 30 % des biens de l'Etat sont mis en vente et cela pourrait rapporter 40 milliards d'euros d'ici 2015 selon une estimation optimiste, car beaucoup d'économistes tiennent à souligner qu'en cette période, les prix sont à la baisse et que cette opération sera moins "*rentable*" que prévue.

Par exemple, le parc naturel de Los Alcornocales, un immense massif forestier subtropical dans un territoire montagneux de 14 000 hectares, est mis en vente. Aucun nom ne circule, mais les futurs acquéreurs seront certainement des investisseurs allemands, russes ou chinois. lejournaldusiecle 13.09 (Sources : El Mundo / Le JDS)

Haut de page

Le 16 septembre 2013

CAUSERIE

On aura compris après lecture de l'article où était révélée en détail l'affaire des deux missiles lancés par les Américains contre la Syrie et interceptés par les Russses, qu'Obama était prêt à aller jusqu'au bout, et que ce n'était certainement pas le rejet de la guerre par la majorité des peuples dont le peuple américain qui l'aurait arrêté ou fait changer brusquement d'avis, mais le déclenchement d'une troisième guerre mondiale qui ne faisait apparemment pas partie du scénario ou du mandat qui lui avait été confié par l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

INFOS SUR LA SYRIE

Réunion des chefs de guerre au chenil du fg Saint-Honoré.

- Syrie: Hollande reçoit Kerry et Hague lundi matin - AFP

Le roquet donne de la voix

- Kerry : la menace du recours à la force en Syrie demeure - LePoint.fr

- «*L'option militaire doit demeurer*» en Syrie, estime François Hollande - 20minutes.fr

- Syrie: Paris pousse pour un texte fort à l'ONU après l'accord de Genève - 20minutes.fr

- La Syrie salue l'accord russo-américain sur ses armes chimiques LeMonde.fr

Damas se félicite d'"*une victoire pour la Syrie*", mais les Etats-Unis et la France ont prévenu que l'option militaire restait sur la table. LeMonde.fr 15.09

- Syrie : l'ONU reprend la main, le spectre des frappes s'éloigne - LeFigaro.fr

Un grossier mensonge, un de trop !

- Féroce bataille de com' sur la Syrie : comment se construisent les discours en temps de guerre - Atlantico.fr

Extrait. Interview de Pierre Péan, un journaliste d'investigation français qui a publié une vingtaine d'ouvrages.

Atlantico. Dans votre ouvrage, vous dites qu'on a passé sous silence les exactions des indépendantistes kosovars mais les nouveaux médias permettent de montrer en un temps record les exactions commises par l'armée syrienne comme celles des rebelles. Peut-on supposer que sans l'existence de ces outils, il aurait été plus aisé pour les rebelles de maintenir une représentation plus manichéenne du conflit ?

Pierre Péan. Cela me semble évident même si la nouvelle façon engagée, militante, de faire du journalisme sur tous les sujets tournant autour des droits de l'Homme conduit éditorialistes, journalistes et reporters à grossir les exactions et les crimes de ceux qui sont réunis derrière la bannière du Mal, et à atténuer ceux des combattants du Bien. Et donc à ne pas traiter objectivement les faits collectés par les nouveaux médias.

Atlantico. La démocratisation des nouvelles technologies a-t-elle changé la manière de construire les discours des puissances en temps de guerre ? Est-il devenu beaucoup plus difficile aujourd'hui de faire accepter à l'opinion publique une version unique d'un conflit ?

Pierre Péan. Hier comme aujourd'hui, les grandes puissances ont la possibilité de mobiliser la plupart des mass-médias au nom de la morale. Le discours a peu changé encore que cette fois-ci le mot génocide n'a pas été utilisé comme cri de ralliement. Un autre a fait son apparition : la punition. La plupart des journalistes ont relayé la communication gouvernementale, sans pour autant convaincre l'opinion publique. Le matraquage a été impuissant. Les citoyens-lecteurs-auditeurs n'ont pas oublié qu'ils ont été bernés à propos du Kosovo, de l'Afghanistan et de la Libye et savent comment a tourné la guerre d'Irak. Les politiques et les journalistes devront s'habituer à ce que les peuples n'ont pas la mémoire courte.

Atlantico. A la différence du Mali, dans quelle mesure peut-on dire que François Hollande a échoué dans sa communication pour faire accepter la guerre ?

Pierre Péan. Un seul chiffre suffit pour répondre à cette question : 68% des Français sont contre la guerre-punition qui ne résoudra rien tant du processus militaire régional et international en cours que sur les plans politique et diplomatique.

Atlantico. En temps de guerre, ou de pré-conflit comme c'est le cas actuellement, existe-t-il dans nos sociétés occidentales une part de censure ou de propagande dans la communication gouvernementale ?

Pierre Péan. Il n'y a pas de guerre sans censure et propagande… Mais celles-ci sont de natures différentes pour imposer, aujourd'hui, le devoir d'ingérence. Il est et il sera de plus en plus délicat d'imposer à l'opinion publique que ces guerres soient faites exclusivement au nom de la morale. Ils lisent et voient à la télé suffisamment de documentaires et de films qui montrent que les grandes puissances n'oublient pas d'imposer leurs intérêts vitaux et leur vision du monde. Il n'est pas possible de croire que la guerre qui va être lancée contre Bachar el-Assad relève de la seule « *punition* ». Atlantico.fr 15.09

Pour le moment la « *punition* » elle est pour Obama et Hollande et cela nous va très bien.

Confimation. Obma, Cameron et Hollande arment des barbares au nom de la démocratie.

Les terroristes d'Etat Obma, Cameron et Hollande ont choisi le camp des mercenaires sanguinaires du front Al-Nosra et de l'Etat islamique en Irak et au levant (Al-Qaida) détruisant la Syrie et massacrant son peuple pour instaurer un régime féodal basé sur la charia contre une république laïque.

- Selon une étude britannique, près de la moitié des rebelles syriens sont des islamistes radicaux - Le Monde 16.09

Une étude conduite par l'institut britannique de défense IHS Jane's, publiée lundi 16 septembre par le Daily Telegraph, estime que près de la moitié des forces rebelles qui combattent le régime de Bachar Al-Assad en Syrie est constituée de djihadistes et d'islamistes membres de groupes extrémistes. L'étude est basée sur des entretiens avec des combattants rebelles et des estimations des services de renseignement.

Quelque 100 000 rebelles sont engagés dans le combat, rapporte le quotidien britannique. Mais ces combattants se seraient

divisés en près de 1 000 groupes différents depuis que la guerre civile a éclaté, il y a deux ans et demi.

Parmi eux, quelque 10 000 combattants, venant de plusieurs pays, font partie de groupes liés à Al-Qaida, tandis qu'entre 30 000 et 35 000 autres sont des islamistes membres de groupes extrémistes – différents des djihadistes en ce qu'ils sont uniquement centrés sur le conflit syrien, d'après les experts de l'IHS.

"*L'insurrection est maintenant dominée par des groupes qui ont au moins un point de vue islamiste sur le conflit*", juge Charles Lister, auteur de cette étude. "*L'idée que ce sont plutôt des groupes laïcs qui dirigent l'opposition n'est juste pas confirmée*", ajoute cet expert. "*Si les Occidentaux apparaissent comme n'étant pas intéressés à faire tomber Assad, les islamistes modérés vont alors probablement basculer dans le camp des extrémistes*", avertit encore M. Lister.

Le Daily Telegraph, qui relève la prédominance grandissante de deux groupes – le front Al-Nosra et l'Etat islamique en Irak et au levant – rapporte notamment que "*Al-Qaida a assassiné plusieurs commandants rebelles de l'Armée syrienne libre dans la province de Lataqia au Nord ces dernières semaines, et les habitants disent avoir peur que cela fasse partie d'une campagne visant à gagner un contrôle total sur ce territoire*". lemonde.fr 16.09

Les véritables opposants au régime d'Assad sont au côté de l'armée qui défend l'unité et la souveraineté de la Syrie, reste une poignée de "*rebelles*" parmi lesquels on trouve un peu de tout, ils ont été recrutés par certaines couches de la bourgeoisie opposés au régime, comme on le voit ici et qui confirme ce que nous savions déjà, ils constituent une infime minorité de la population, quelques dizaines de milliers sur 22 millions d'habitants.

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'on puisse lire dans un article d'un des principaux médias va-t-en-guerre que le front Al-Nosra et l'Etat islamique en Irak et au levant (Al-Qaïda) forment le gros des combattants contre le régime, que Hollande (notamment) soutient en soutenant l'opposition au régime d'Assad.

Hollande en chef des "*djihadistes et d'islamistes membres de groupes extrémistes*" combattant pour la démocratie en Syrie, on comprend qu'il ne puisse pas incarner la démocratie en France !

L'Iran dans le viseur américano-sioniste.

- L'Iran aurait tort de se croire à l'abri, affirme Barack Obama - Reuters

Barack Obama a affirmé avoir échangé des lettres avec le président iranien Hassan Rohani et a averti que sa réticence à frapper la Syrie n'amoindrissait pas la menace américaine d'user de la force s'il faut empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire.

Je pense que les Iraniens comprennent que la question du nucléaire est un problème bien plus important pour nous que celui des armes chimiques, a dit le président américain lors d'un entretien avec la chaîne américaine ABC diffusé dimanche, au cours duquel il a confirmé pour la première fois avoir contacté Hassan Rohani.

Je l'ai contacté. Et lui aussi. Nous ne nous sommes pas parlés directement, a précisé Barack Obama. Interrogé pour savoir si le contact s'était fait par lettres, le président Obama a acquiescé.Le président américain a bien distingué la gestion du dossier des armes chimiques syriennes de celui du nucléaire iranien.La menace contre Israël, que le nucléaire iranien pose, est bien plus proche de nos intérêts. Une course aux armes nucléaires dans la région serait quelque chose de profondément déstabilisant, a-t-il dit. J'ai le sentiment que les Iraniens ont bien compris que ce n'est pas parce que nous n'avons pas frappé (la Syrie) que nous ne frapperons pas l'Iran, a-t-il poursuivi. french.irib.ir 15.09

« *Nous sommes à la recherche d'une autorisation de frappe contre l'Iran pour s'assurer qu'ils reçoivent un avertissement clair et que le scandale, dit celui de la Syrie, ne nous fait pas sombrer dans l'erreur concernant l'Iran* » a prétendu, samedi, le sénateur républicain de l'Etat de Caroline du Sud, Graham Lyndsey. french.irib.ir 15.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand business rime avec populisme. Ils sont tous corrompus.

- Selon Mediapart, Serge Dassault «*admet avoir payé*» pour une victoire électorale - Slate.fr

Pouquoi ce titre ? Serait-il un cas isolé ? Tous les partis institutionnels touchent de l'argent de l'Etat (à notre dépend et malgré nous), donc tous les élus qui participent à cette mauvaise farce que l'on nomme démocratie parlementaire peuvent admettre avoir été payés pour leur "*victoire électorale*".

Qu'on ne se trompe pas Mediapart roule pour le régime, il fait partie des officines qui fournissent un vernis démocratique au régime. Ce qu'ils dénoncent fait beaucoup de bruit... mais ne change absolument rien. Un numéro d'illusionnisme comme il en existe beaucoup d'autres de nos jours. Apparemment il est possible d'en vivre, c'est l'essentiel...

Autrefois, il y a fort longtemps, quand il demeurait une trace du marxisme dans le mouvement ouvrier le parlementarisme était vilipendé, depuis tous les partis y participent et chacun l'a justifié à sa manière.

Extrait de *L'Etat et la révolution* - Lénine

- "Les ministres et les parlementaires de profession, les traîtres au prolétariat et les socialistes "pratiques" d'à présent ont entièrement laissé aux anarchistes le soin de critiquer le parlementarisme; et, pour cette raison d'une logique surprenante, ils qualifient d'"anarchiste" toute critique du parlementarisme ! ! On ne saurait s'étonner que le prolétariat des pays parlementaires "avancés", écoeuré à la vue de "socialistes" tels que les Scheidemann, David, Legien, Sembat, Renaudel, Henderson, Vandervelde, Stauning, Branting, Bissolati et Cie, ait de plus en plus souvent accordé ses sympathies à l'anarcho-syndicalisme, encore que celui-ci soit le frère jumeau de l'opportunisme. (Pas étonnant qu'ils fassent bon ménage avec les "trotskistes" au sein du POI avec la bénédiction de leur chef feu P. Lambert, ils avaient au moins un point commun : l'opportunisme. - ndlr)

Mais, pour Marx, la dialectique révolutionnaire n'a jamais été cette vaine phraséologie à la mode, ce hochet qu'en ont fait Plékhanov, Kautsky et les autres. Marx a su rompre impitoyablement avec l'anarchisme pour son impuissance à utiliser même l'"écurie" du parlementarisme bourgeois, surtout lorsque la situation n'est manifestement pas révolutionnaire; mais il a su, en même temps, donner une critique véritablement prolétarienne et révolutionnaire du parlementarisme. (Depuis le parlementarisme bourgeois est devenu uniquement une tribune de la réaction, une chambre d'enregistrement des mesures antisociales déjà décidées par le Bonapartate de service ou Bruxelles, y participer ne peut servir qu'à le légitimer et alimenter les illusions dans le régime qui est fondamentalement antidémocratique. - ndlr)

Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques.

Mais si l'on pose la question de l'Etat, si l'on considère le parlementarisme comme une de ses institutions, du point de vue des tâches du prolétariat dans ce domaine, quel est donc le moyen de sortir du parlementarisme ? Comment peut-on s'en passer ?

Force nous est de le dire et redire encore : les enseignements de Marx, fondés sur l'étude de la Commune, sont si bien oubliés que le "social-démocrate" actuel (lisez : l'actuel traître au socialisme) est tout simplement incapable de concevoir une autre critique du parlementarisme que la critique anarchiste ou réactionnaire. Certes, le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organismes représentatifs et le principe électif, mais à transformer ces moulins à paroles que sont les organismes représentatifs en assemblées "agissantes". "La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois." (...)

Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, n'est plus. Nous ne pouvons concevoir une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans organismes représentatifs : mais nous pouvons et devons la concevoir sans parlementarisme, si la critique de la société bourgeoise n'est pas pour nous un vain mot, si notre volonté de renverser la domination de la bourgeoisie est une volonté sérieuse et sincère et non une phrase "électorale" destinée à capter les voix des ouvriers, comme chez les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, chez les Scheidemann et les Legien, les Sembat et les Vandervelde."

Plus loin Lénine donnait une définition du "*parlementarisme bourgeois — qui unit la démocratie (pas pour le peuple) à la bureaucratie (contre le peuple)*", l'antithèse du "*démocratisme prolétarien, qui prendra immédiatement des mesures pour couper le bureaucratisme à la racine et qui sera à même de les appliquer jusqu'au bout, jusqu'à la destruction complète du bureaucratisme, jusqu'à l'établissement complet d'une démocratie pour le peuple.*"

La dictature néolibérale va-t-elle s'attaquer à l'aristocratie ouvrière ?

- La Cour des comptes veut revoir l'organisation du travail chez EDF - AFP

Selon les Echos, le premier président la Cour des Comptes, Didier Migaud, a envoyé une note de quatre pages au gouvernement sur ce sujet.

Dans celle-ci, il demande notamment qu'une "*réflexion*" soit engagée au niveau du groupe et avec les organisations syndicales sur le "*le bilan de l'aménagement du temps de travail, la cartographie des métiers et l'organisation du travail, dans la perspective d'une meilleure disponibilité et de gains de productivité*".

Selon cette note que les Echos se sont procurée, les 62.150 salariés d'EDF ont chacun travaillé 1.548 heures en 2011, contre 1.570 pour l'ensemble des industries électriques et gazières et 1.607 prévues par le droit du travail. Chez RTE (8.800 salariés), le nombre d'heures travaillées cette année-là tombe à 1.500.

Enfin, la Cour estime que le régime des heures supplémentaires (72 heures par agent en moyenne) au sein d'EDF est "*exorbitant*" au regard du droit commun. AFP 15.09

Nous ce que nous trouvons "*exorbitant*", c'est que les syndicats ne se soient jamais battus pour que l'ensemble des travailleurs aient les mêmes droits basés sur ceux qui ont les droits les plus favorables.

ACTUALITE EN TITRES

Alors qu'il en est l'allié, le complice.

- Pierre Laurent accuse le PS de faire monter le FN - lefigaro.fr

...tout comme les gauchistes

- Affaire Méric : 9 militants anti-fascistes interpellés après une échauffourée - Francetv info

Les autorités, qui craignaient des affrontements entre militants anti-fascistes et groupes d'extrême droite, avaient interdit vendredi quatre manifestations prévues le lendemain à Paris. Neuf militants anti-fascistes ont été interpellés samedi 14 septembre à Paris après une échauffourée, survenue en marge d'une marche en hommage du militant d'extrême gauche Clément Méric, tué en juin.

Dès vendredi, la préfecture de police de Paris (PP) avait annoncé avoir engagé une procédure d'interdiction de quatre manifestations prévues samedi. L'une d'entre elle avait été initiée par des groupes anti-fascistes. Il s'agissait d'une marche en hommage à Clément Méric, tandis qu'une autre, organisée par des groupes d'extrême droite.

Selon la police, les jeunes militants anti-fascistes ont jeté des chaises dans un café du XVe arrondissement de la capitale, sans qu'une véritable bagarre n'éclate, avant de prendre la fuite, puis d'être interpellés et placés en garde. Francetv info avec AFP

Quelle est l'utilité de telles actions ? A qui cela profite-t-il ? Qui s'en fait le relais ? Qui manipule les gauchistes ?

Leur "*marche*" était interdite et pourtant elle a eu lieu, donc avec la complicité du préfet de police de Paris et du ministère de l'Intérieur, du coup certains d'entre eux se sont crus autoriser à se transformer en casseurs et apparemment à provoquer des éléments d'extrême droite présent dans ce café.

En quoi cela profite-t-il au mouvement ouvrier ? En rien, au contraire sans raison ou inutilement les gauchistes s'emploie à en donner une image détestable, ils font le jeu du régime.

Président des banquiers et des marchands de canon (les mêmes) c'est plus précis et au combien juste.

- Hamon : «Hollande président des patrons ? C'est absurde» - LeParisien.fr

La dictature de Bruxelles ne doit pas subir d'entraves.

- Berlin envisage une union bancaire sans révision du Traité - Reuters

Intox

- La BCE dispose de marges de manoeuvre sur les taux, dit Praet - Reuters

La Banque centrale européenne dispose de marges de manoeuvre pour contrer d'éventuels effets pervers de la politique monétaire américaine, assure le chef économiste de l'institut de Francfort... Reuters 15.09

- Les Verts posent un ultimatum - LeFigaro.fr

Pas assez discret avant, c'était un énorme risque pour après...

- Etats-Unis: Larry Summers renonce à diriger la Fed - AFP

Larry Summers, ancien secrétaire américain au Trésor, a retiré sa candidature à la succession de Ben Bernanke à la présidence de la Réserve fédérale (Fed), a annoncé dimanche le président Barack Obama.

"*Plus tôt aujourd'hui, j'ai parlé avec Larry Summers et j'ai accepté sa décision de retirer son nom de la candidature à la présidence de la Réserve fédérale*", a indiqué M. Obama dans un communiqué. La décision de M. Summers de retirer sa candidature avait été annoncée un peu plus tôt par le Wall Street Journal. AFP 15.09

C'est la deuxième cinglante défaite pour Obama et le camp des néolibéraux (mondialistes) en huit jours.

Parole de réacs

- Comment la lutte contre les profiteurs et les assistés est devenue une des priorités principales des Français - Atlantico.fr

A bas les rentiers, à bas les banquiers, expropriation et saisie de tous leurs biens et avoirs !

Haut de page

Le 17 septembre 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté quelques nouveaux articles.

J'ai d'énormes problèmes avec ma connexion Internet, hier soir j'ai dû aller me coucher faute de pouvoir ouvrir la moindre page et ce matin j'ai rencontré le même problème pendant deux heures. Chez Reliance où j'ai souscrit un abonnement illimité on m'a carrément dit que c'était normal que ma connexion ralentisse passé 5 Giga Octets, or j'en suis à 15 et je dois attendre le 23 septembre pour retrouver une vitesse normale ! Avant-hier j'ai mis 50 minutes rien que pour recharger la page d'accueil du site au lieu de 10 secondes en temps normal.

En fait j'ai remarqué un truc, c'est que ma connexion fonctionnait à peu près correctement n'importe quand, c'est imprévisible, leurs explications sont bidons. Je ne peux pas changer de fournisseur, Reliance est encore ce qui fonctionne le mieux où j'habite, ce sont des voisins qui me l'ont dit, ils ont essayé tous les fournisseurs, porter plainte, etc. en vain.

Autre déboire, j'ai voulu télécharger des vidéos de concerts, impossible SEM (Sony) les a bloquées, y compris celles que j'ai téléchargées il y a à peine deux semaines, bientôt plus rien ne sera gratuit sur le Net...

Lisez les derniers articles sur la Syrie publiés par le Réseau Voltaire, ils sont excellents. Comme dirait l'autre : il n'y a pas photo ! Sauf pour ceux qui soutiennent Hollande et la guerre, tout en prétendant le contraire de préférence.

Une vidéo

11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor (1/3) - By ReOpen911
http://www.dailymotion.com/video/x14gtd7_11-septembre-le-nouveau-pearl-harbor-1-3_news#from=embediframe

Fabrication de preuves

Assertion en guise de preuve.

- Attaque chimique en Syrie: Le rapport de l'ONU montre la responsabilité d'Assad, selon les Etats-Unis - 20minutes.fr

La Maison Blanche a estimé lundi que le rapport de l'ONU sur l'attaque chimique du mois dernier en Syrie démontrait que le régime de Bachar al-Assad en portait la responsabilité. «*Les informations dans ce rapport, indiquant que du gaz sarin a été lancé au moyen de fusées sol-sol que seul le régime possède, montre clairement qui est responsable*» de cette attaque, a affirmé le porte-parole de l'exécutif américain, Jay Carney.

Les experts de l'ONU qui ont enquêté en Syrie sur l'attaque du 21 août -qui a fait plus de 1.400 morts selon Washington-, ont trouvé des «*preuves flagrantes et convaincantes*» de l'utilisation de gaz sarin, selon leur rapport publié lundi. La première page du rapport, remis dimanche au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon par le chef des inspecteurs Aake Sellström, ajoute que «*des armes chimiques ont été utilisées sur une échelle relativement grande*» au cours du conflit syrien «*contre des civils, y compris des enfants*». Le document précise que l'attaque a été perpétrée à l'aide de «*roquettes sol-sol contenant du gaz sarin*». Ban Ki-moon a qualifié lundi l'utilisation d'armes chimiques en Syrie de «*crimes de guerre*». 20minutes.fr 16.09

Car les régimes turc et saoudien ou israélien ne possède pas de "*roquettes sol-sol*"...

Inutile de commenter, nous disposons de suffisamment de preuves prouvant qu'on est en présence d'une machination étasunienne pour justifier une guerre contre la Syrie, je vous invite à télécharger et lire les articles qui figurent dans la rubrique Syrie, tout y est.

Au fait, ceux (FdG, M'PEP, etc.) qui en appellent à l'ONU doivent être satisfaits, non ? Dans quel camp sont-ils : au côté du peuple syrien ou contre en s'en remettant à l'ONU ?

Fabius en chef des terroristes.

- Syrie: Le rapport de l'ONU «*ne laisse aucun doute sur l'origine de l'attaque*» du 21 août (Fabius) - 20minutes.fr

Le rapport des experts de l'ONU sur l'attaque chimique du 21 août près de Damas «*ne laisse aucun doute*» sur son origine et «*renforce la position de ceux qui ont dit que le régime est coupable*», a estimé lundi le chef de la diplomatie française Laurent Fabius.

«*Le contenu du rapport est accablant, confirme l'emploi massif de gaz sarin (...), tout ça ne laisse aucun doute sur l'origine de l'attaque*», a déclaré Laurent Fabius sur la radio RTL, estimant que ce rapport «*renforçait la position de ceux qui ont dit le régime est coupable*». 20minutes.fr 16.09

La pire pourriture le PS, n'est-ce pas? Il faut le mateler.

L'ONU ne désarme pas et en rajoute une grosse couche.

- L'ONU enquête sur 14 cas d'attaques chimiques en Syrie - Reuters

Provocation. Il aurait violé l'espace aérien turc... mais il s'écrase en Syrie !

- Syrie : la Turquie affirme avoir abattu un hélicoptère syrien - Francetv info

La Turquie a abattu, lundi 16 septembre, un hélicoptère militaire syrien, qui avait violé son espace aérien, a déclaré un vice-Premier ministre turc. Détecté dans l'espace aérien turc à 14h20 (13h20, heure de Paris), l'hélicoptère MI-17 syrien "*a été averti de manière répétée*" par la défense aérienne turque, "*mais comme la violation continuait, il est tombé en territoire syrien à 14h25 après avoir été touché par des missiles*" tirés par des avions turcs, a précisé Bulent Arinc. Francetv info et AFP 16.09

En titre

- La France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni à l'unisson sur la résolution de l'ONU sur les armes chimiques - 20minutes.fr

- Syrie: Paris, Londres et Washington pour une résolution "*forte*" - AFP

- Syrie : Washington, Paris et Londres pointent la responsabilité d'Assad - LeParisien.fr

Pas de bol !

- Attaque chimique en Syrie: Un rapport pour rien - 20minutes.fr

- Aux Etats-Unis, la rhétorique guerrière ne fait plus recette - LeMonde.fr

Que l'humiliation retombe sur ceux qui ont appelé à voter Hollande ou à "***chasser Sarkozy***" pour porter son clone au pouvoir !

- Syrie : la triple humiliation de François Hollande - LePoint.fr

Comment se refaire une santé. Vérité. Ils y viennent les propagandistes de la guerre...

- La rébellion syrienne dominée par les islamistes? - 20minutes.fr

- Syrie : près de 50% des rebelles seraient des djihadistes ou des islamistes radicaux - Atlantico.fr

- La rébellion syrienne à moitié composée d'islamistes - Liberation.fr

Boycott de la totalité des médias aux ordres, presse, télévision, radio !

ACTUALITE EN TITRES

Ce n'est pas pour autant le crépuscule du néolibéralisme.

- Wall Street ouvre en hausse après le retrait de Summers - Reuters

Taxer les pauvres pour engraisser les nantis.

- Le gouvernement va durcir le bonus-malus automobile - AFP

Vases communicants. Il suffit de le demander...

- José-Manuel Barroso : "*La France doit réduire les charges qui pèsent sur les entreprises !*" - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Les prédateurs

- Bill Gates reste l'Américain le plus riche selon le magazine Forbes - AFP Le co-fondateur de Microsoft Bill Gates reste en 2013 l'Américain le plus riche, avec une fortune estimée à 72 milliards de dollars, six de plus que l'an dernier, selon le nouveau classement annuel du magazine Forbes publié lundi.

Les 400 Américains les plus riches cumulent désormais une fortune de 2.000 milliards de dollars, contre 1.700 l'an dernier, un record absolu, qui s'explique par la force de la bourse et du marché immobilier selon le magazine.

C'est la 20e année consécutive que Bill Gates est l'homme le plus riche des Etats-Unis.

Comme l'an dernier, le 2e du classement est Warren Buffett, à la tête du conglomérat de presse Berwshire Hathaway. Avec 58,5 milliards de dollars, soit 12,5 milliards de plus qu'en 2012, c'est celui qui s'est le plus enrichi. Vient ensuite Larry Ellison, le co-fondateur du géant des logiciels Oracle, 3e avec 41 milliards (sans changement). C'est le seul, dans les 10 premiers, qui n'a pas vu sa fortune augmenter.

Les frères Koch, Charles et David, sont à la 4e place ex aequo, avec une fortune de 36 milliards chacun.

Le maire de New York Michael Bloomberg est 10e (31 milliards, +6).

Le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg 29 ans, est cette année le 2e de ceux dont la fortune a le plus augmenté (19 milliards, +9,6). L'an dernier, l'entrée mitigée de sa société en bourse lui avait à l'inverse fait perdre 8,1 milliards.

Au total, 314 milliardaires ont vu leurs revenus augmenter. Trente seulement sont moins riches que l'an dernier, et 22 ont une fortune inchangée. AFP 16.09

Juge et partie. Un maquereau pour une "***baleine***".

- JPMorgan va payer au moins 700 millions de dollars d'amendes - AFP

La banque américaine JPMorgan Chase devrait payer au moins 700 millions de dollars d'amendes dans le cadre d'un accord à l'amiable avec les autorités dans l'affaire de la "*baleine de Londres*", ont indiqué mercredi des sources proches du dossier.

Des porte-parole de la banque, du département de la Justice (DoJ) et du gendarme boursier américain ont refusé de commenter. AFP 16.09

Intox. Dirigeants syndicaux, patrons, Parti socialiste et communiste des capitalistes : front unique avec la troïka !

- La troïka des créanciers du Portugal face à la grogne anti-austérité - AFP

La troïka des créanciers du Portugal (UE, FMI, BCE) a commencé lundi à étudier à la loupe le programme de rigueur du pays sous perfusion financière, au moment où se multiplient les appels en faveur d'un assouplissement de la cure d'austérité.

Syndicats, patronat et opposition sont unanimes à réclamer davantage de souplesse pour les comptes.

"*Le Portugal s'en sortira seulement s'il obtient plus de temps pour équilibrer ses comptes publics. Il faut dire cela à la troïka*", a insisté Antonio José Seguro, secrétaire général du Parti socialiste, principale formation de l'opposition. (Le PS des capitalistes demande un délai, il ne rejette jette pas les mesures prônées par la troïka. - ndlr)

"*Les politiques d'austérité ont creusé le déficit et généré plus de dette, plus d'inégalités, plus de pauvreté. Il y a des gens qui ont faim. Il faut revoir le mémorandum*", a réclamé Arménio Carlos, secrétaire général de la CTPP, principale confédération syndicale du pays, proche du Parti communiste. (Le PC des capitalistes ne jette pas le mémorandum, il demande à ce qu'il soit revu. -ndlr)

"*Il faudra qu'on nous explique comment on va pouvoir passer d'un déficit de 5,5% en 2013 à un déficit de 4% en 2014. Jamais on n'a assisté à une aussi forte réduction du déficit*", a renchéri le chef du patronat portugais Antonio Saraiva.

Syndicats et patronat s'exprimaient lundi à l'occasion d'une réunion avec M. Portas consacrée aux négociations avec les créanciers. Mardi, ce sera au tour de la troïka de prendre le pouls des partenaires sociaux lors d'une réunion prévue au Conseil économique et social de Lisbonne. AFP 16.09

Syndicats et patronat réunis avec les représentants du gouvernement et de la troïka pour "*négocier*" de l'application des mesures d'austérité adoptées contre les travailleurs portugais.

Il faut abolir cette institution de collaboration de classes, le Conseil économique et social au Portugal comme en France.

Qui ose prétendre que les syndicats n'auraient pas déjà intégrés les institutions, qui ose prétendre qu'ils seraient indépendants ? Des escrocs, des faussaires, des agents du régime, du capital.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

La police grecque a tiré des grenades lacrymogènes pour disperser une soixantaine d'agents de sécurité scolaire qui tentaient d'occuper le ministère de la Réforme administrative dans le centre d'Athènes, lundi.

Ces agents, qui assurent la sécurité autour des établissements scolaires, sont concernés par un plan de réformes prévoyant des suppressions de postes et une mobilité imposée dans la fonction publique.

Les enseignants du secondaire ont entamé une grève illimitée pour protester contre ces mesures qui concernent également les employés de la principale caisse de sécurité sociale grecque, l'AKI, qui envisagent de rejoindre le mouvement.

Le projet de mobilité professionnelle imposerait aux enseignants de changer d'affectation et d'être transférés dans un autre établissement du pays au risque d'être licenciés en cas de refus.

Le syndicat des enseignants du secondaire, Olme, a entamé lundi une grève roulante de cinq jours tandis que leurs collègues du primaire ont prévu un arrêt de travail de trois heures.

Olme devrait se joindre à la grève de 48 heures organisée mercredi et jeudi à l'appel du principal syndicat de la fonction publique Adedy.

Les médecins des hôpitaux publics prévoient trois jours de grève à partir de mardi. Les avocats cesseront également le travail pendant deux jours pour dénoncer les réformes touchant leur profession.

Athènes doit imposer ce plan de mobilité à 25.000 fonctionnaires d'ici la fin de l'année date à laquelle ils feront l'objet d'une évaluation et se verront proposer d'autres emplois sous peine d'être licenciés.

La Grèce doit obligatoirement supprimer 15.000 postes au sein de l'administration sur la période 2013-2014. Reuters 16.09

Haut de page

Le 18 septembre 2013

CAUSERIE

Il est 13h10 en Inde.

Pas le temps de causer.

Je casse la croute et je file au marché faire quelques courses, c'est ouvert toute la journée. Je mettrai quelques articles en ligne ce soir.

Quelques chiffres à tomber à la renverse.

La satisfaction des besoins de 7 milliards d'habitants est incompatible avec l'enrichissement d'une poignée de parasites cupides et cyniques, le capitalisme doit disparaître.

1.426

Selon le classement du magazine américain Forbes , le monde n'a jamais compté autant de milliardaires: ils sont 1426 cette année, 200 de plus que l'an dernier. Un record absolu depuis trente ans. Tous ensemble, ces ultrariches pèsent cette année 5400 milliards de dollars (contre 4600 milliards l'an dernier). Les quatre pays qui comptent le plus de milliardaires sont les États-Unis (442), la Chine (122), la Russie (110) et l'Allemagne (58).

Côté français, avec une fortune de 30 milliards de dollars (+ 6 milliards sur un an), Liliane Bettencourt occupe la 9e place. Le patron de LVMH, Bernard Arnault, suit juste derrière en 10e position (-6 places) avec une fortune de 29 milliards de dollars. AFP

L'évolution du nombre de milliardaires dans le monde de 2003 à 2013 (sources : Forbes)

2003 : 476
2004 : 587
2005 : 691
2006 : 793
2007 : 946

2008 : 1.125
2009 : 793
2010 : 1.011
2011 : 1.021
2012 : 1.226
2013 : 1.426

... l'enseignement le plus précieux est que, pour cette catégorie des 400 plus riches, la crise financière n'est qu'un lointain souvenir du point de vue de leur fortune, puisque celle-ci est globalement supérieure à ce qu'elle était en 2007.

Trois facteurs ont contribué à rendre les plus riches encore plus riches. La hausse de la Bourse, d'abord. Le Dow Jones a plus que doublé depuis 2009. L'économie sort de sa convalescence, mais surtout, la Bourse a bénéficié d'un afflux de liquidités sans précédent grâce aux politiques accommodantes de la Banque centrale américaine. Or 90 % des actions aux Etats-Unis sont détenues par les 10 % les plus riches. Deuxième facteur, la reprise des prix de l'immobilier, qui a créé un effet richesse, dont les plus fortunés ont été les principaux bénéficiaires. Enfin l'augmentation des profits des entreprises a permis de distribuer des dividendes généreux, tandis que la montagne de cash qu'elles ont accumulé les a incitées à racheter leurs propres actions, pour ensuite les annuler et augmenter ainsi mécaniquement la valeur de la part des actionnaires.

Dans la dernière édition de leur étude sur les inégalités aux Etats-Unis, les économistes Emmanuel Saez et Thomas Piketty notent que 1 % des Américains les plus riches captent un cinquième du revenu total de la nation. Il s'agit du taux le plus élevé depuis 1913, date de la création par le gouvernement américain d'un impôt sur le revenu. Dans cette analyse, parue début septembre, M. Saez, économiste à l'université de Berkeley (Californie), explique que la Grande récession n'a que temporairement affecté les revenus les plus élevés et qu'elle n'a pas remis en question la part grandissante qu'ils occupent dans la richesse nationale depuis les années 1970. Le revenu des 0,01 % les plus riches a augmenté de plus de 32 % rien qu'en 2012. Les 1 % les plus privilégiés ont vu leur richesse plonger de 36 % pendant la récession, pour ensuite augmenter de 31 % en moyenne au cours de la reprise.

Les Américains sont donc loin d'être tous égaux face à la reprise. Pour les 99 % autres pour cent, le revenu a plongé de 12 %, mais ne s'est regonflé que de 0,4 % depuis. C'est-à-dire que le pourcentage le plus privilégié a capté 95 % des gains de la reprise, pointe encore M. Saez. Pis, quand on affine le panel, on se rend compte que 0,1 % des plus riches (ceux qui ont un revenu annuel supérieur à 1,9 million de dollars) ont capté plus de 60 % des gains de la reprise. lemonde.fr 16.09

80,6 milliards d'euros

Vendredi 13 septembre, selon Les Echos :

- Les entreprises du CAC 40 vont dégager, en cumul, un bénéfice de 80,6 milliards d'euros en 2013 (estimation) en augmentation de 16%, contre 69,4 milliards en 2012

- Ces mêmes entreprises vont redistribuer en 2014 quelques 39,9 milliards de dividendes à leurs actionnaires.(estimation) contre 37,8 milliards en 2013. wikistrike 16.09

94,4%

94,4% des sommes débloquées par l'État espagnol au titre de l'aide d'urgence de 2011 ont été consacrées au secteur bancaire, indique le blog économique espagnol El Salmon, après analyse d'un rapport publié par la Comisión Nacional de la Competencia (Commission nationale pour la compétitivité, CNC):

« *84,20 milliards d'euros ont été utilisés pour couvrir la honte du système bancaire espagnol, soit 7,8% du PIB espagnol de la même année, ce qui signifie que chaque Espagnol a contribué en 2011 à hauteur de 1.781,33 euros pour sauver le secteur bancaire. D'autre part, les principales victimes de la crise économique, les citoyens et kles entreprises, n'ont perçu que 4,5 milliards d'euros pour atténuer les effets dévastateurs de la crise à venir, ce qui montre bien où sont les priorités dans ce pays* ».

Selon Mike "*Mish*" Shedlock, ce pourcentage peut facilement être étendu à d'autres pays, et en particulier aux Etats-Unis. « *Ce qui est surprenant, c'est l'admission implicite de vol du gouvernement, explicitement pour porter secours aux banques, au détriment des travailleurs et des autres classes* », écrit Shedlock. Quelques aient été les conséquences d'une absence d'intervention pour sauver les banques, nous y aurions tous gagné si ces plans de secours n'avaient pas eu lieu, conclut-il. express.be - wikistrike 16.09

Un voeux pieux, une chimère, une illusion.

- "*Ce qu'il nous faut, ce sont des Nations unies qui ne seraient plus corrompues par les cinq membres permanents du Conseil*

de sécurité." (Pressions sur l'OMS (Uranium appauvri et cancers en Irak - Internationalnews)

Mais quand cesseront-ils de remettre le destin des peuples dans le capitalisme ?

Il y en a plus que marre de ces intellectuels qui critiquent tous les partis ouvriers et qui finalement se comportent de la même manière ou pire encore.

Tous les portails qui se prétendent critique envers le capitalisme sur lesquels vous pouvez vous connectez colportent jour après jour les mêmes illusions criminelles dans le capitalisme et ses représentants, ses institutions, quand comprendront-ils qu'ils doivent disparaître, qu'aucun compromis n'est possible avec notre ennemi, que leur faut-il de plus, une guerre mondiale, apparemment deux ne leur ont pas suffi.

C'est le problème avec des gens qui ne sont ni marxistes ni socialistes et qui ne vivent pas au quotidien les multiples souffrances des masses. Ils abordent leurs difficultés sur le plan intellectuel, ils les conceptualisent, mais dès qu'ils doivent se situer sur le plan pratique ils sont nuls, archi-nuls. On en a encore la démonstration ic. Vous savez pourquoi ? Parce qu'il n'existe pas de voie indépendante du capital en dehors du marxisme et du socialisme, du coup ils s'en remettent à une institution du capital, c'est imparable, inéluctable !

Leurs études ou analyses relatant les méfaits du capitalisme ne servent strictement à rien, c'est comme pisser dans un violon, on leur dit ici, tout le monde s'en fout et les intéressés s'en contrefoutent royalement. C'est exaspérant d'observer qu'ils sont incapables d'en tirer des enseignements.

Même sur le rejet de la guerre contre la Syrie par la majorité des masses, qu'on ne nous raconte pas d'histoires, combien de travailleurs se sont connectés sur des portails réfutant les allégations américaines et françaises, combien, une infime minorité, oui, une infime minorité. Hier j'ai eu ma mère au téléphone, elle à 79 ans, elle est toujours complètement arriérée, elle n'a pas d'ordinateur, elle a voté Sarkozy parce qu'elle vote pour le parti "gaulliste" depuis 1962, je m'attendais à ce qu'elle me dise qu'elle était plutôt favorable à cette guerre, et bien non, elle m'a dit que ce serait une abomination et qu'elle était contre.

En réalité des millions de travailleurs sont contre cette guerre uniquement parce qu'ils estiment que Hollande leur ment, comme il leur ment sur le chômage, les retraites, etc., parce que son prédécesseur n'a cessé de leur mentir, peut-être tout simplement parce qu'ils ont l'impression plus ou moins consciemment que cette guerre est le prolongement de la guerre que leur livre le capital au quotidien. On peut même ajouter qu'ils ont pris pour argent comptant les prises de position des partis ouvriers qui se sont prononcés contre la guerre, sans se poser d'autres questions comme nous le faisons ici.

Ils doivent être une infime minorité à s'être posées les questions que nous nous posons, à savoir qu'il n'existe aucune preuve impliquant le régime syrien dans l'attaque chimique du 21 août dernier. Si seulement ceux qui se sont posés ces questions étaient contre la guerre, ils seraient une minorité, or ils sont une majorité, leur conviction repose donc sur autre chose comme nous avons essayé de le démontrer plus haut.

Il existe une multitude d'intellectuels animés de bonnes intentions à travers le monde qui veulent venir en aide aux masses, c'est généreux leur part, nous leur disons ceci : vous voulez vraiment nous aider, alors rompez avec le capital et ses institutions, nous vous demanderons rien de plus pour le moment.

Pour la petite histoire, l'auteur de cet article a travaillé pour les Nations Unis à la fin des années 90, ceci explique cela.

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Les sionistes choisissent le camp d'Al Qaïda et le revendiquent.

- Israël dit pour la première fois souhaiter la chute d'Assad - Reuters

Israël souhaite depuis longtemps la chute du président Bachar al Assad, déclare son ambassadeur à Washington dans une interview au Jérusalem Post qui marque une rupture avec la position officielle de l'Etat juif depuis le début du conflit en Syrie.

Selon Michael Oren, Israël juge préférable une victoire des rebelles, même si certains d'entre eux sont liés à Al Qaïda, à l'alliance actuelle entre le régime de Damas et Téhéran.

"*Nous avons toujours préféré les méchants qui ne sont pas soutenus par l'Iran aux méchants qui sont soutenus par l'Iran*", résume le diplomate israélien, précisant qu'il s'agissait de la position du gouvernement avant le début du soulèvement en Syrie, en mars 2011, et qu'elle n'a pas changé depuis.

"*Le plus grand danger pour Israël, c'est l'arc stratégique qui s'étend de Téhéran à Damas et Beyrouth. Et nous pensons qu'Assad est la pièce centrale de cet arc*", dit-il. Reuters 17.09

Commentaire d'internaute

1-Israël niait une quelconque relation avec la guerre en Syrie il y a 4 semaines.

2-Si nous comprenons, c'est pour Israël qu´ils combattent en réalité. C'est bien de le savoir de la bouche même des responsables israéliens...

3-Bien sür il préfère des rebelles terroriste djihadiste pour ensuite attaquer ce pays sous prétexte de lutter contre le terrorisme et ensuite créer son neverland le grand Israël

4-« *La carte actuelle de la Palestine a été dessinée sous le mandat britannique. Le peuple juif possède une autre carte que les jeunes et les adultes doivent s'efforcer de mener à bien : celle du Nil à l'Euphrate* ». Ben Gurion.

5-« *Si j'étais un leader arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël. C'est normal, nous avons pris leur pays. C'est vrai que Dieu nous l'a promis, mais en quoi cela les concerne ? Notre dieu n'est pas le leur. Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce de leur faute ? Ils ne voient qu'une seule chose : nous avons volé leur pays. Pourquoi devraient-ils l'accepter ?*" David Ben Gurion, le premier ministre israélien, cité par Nahum Goldman dans le paradoxe juif, p. 121.

6-« *La seule solution est Eretz Israel (Grand Israël), ou au moins Eretz Israel Ouest (toutes les terres à l'ouest du Jourdain), sans les arabes. Il n'y a pas de place pour un compromis sur ce point. Nous ne devons pas laisser un seul village, pas une seule tribu* ». Joseph Weitz, directeur du Fond national juif, 1973

- Syrie: la France et la Russie échouent à s'entendre - AFP

La France et la Russie ont fait mardi à Moscou le constat de désaccords persistants sur la Syrie, tant sur la question de la responsabilité du régime dans l'attaque chimique du 21 août que sur l'adoption d'une résolution contraignante pour Damas.

Dans le même temps, la Russie, qui est le principal soutien du régime syrien et a joué un rôle central en lançant la semaine dernière une initiative sur le démantèlement de son arsenal d'armes chimiques, a indiqué mardi soir poursuivre ses efforts diplomatiques en dépêchant à Damas un vice-ministre des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, qui devait rencontrer mardi soir le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem.

Plus tôt dans la journée, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avait affirmé devant son homologue russe Sergueï Lavrov que le rapport publié la veille par l'ONU ne laissait "*aucun doute sur la responsabilité du régime de Damas*".

"*Nous avons les raisons les plus sérieuses de penser que c'était une provocation*", a rétorqué Sergueï Lavrov.

Quant à la résolution "*forte et contraignante*" que Paris a dit lundi vouloir faire adopter d'ici la fin de la semaine au Conseil de sécurité de l'ONU, M. Lavrov a de facto écarté qu'elle puisse prévoir le recours à la force.

"*La résolution qui devra approuver la décision de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ne sera pas sous chapitre 7*", le chapitre de la charte de l'ONU qui prévoit des sanctions et jusqu'au recours à la force, a déclaré M. Lavrov.

"*Nous l'avons dit clairement à Genève, et il n'y a rien de tel dans le document que nous avons adopté* ", a-t-il ajouté, évoquant l'accord conclu samedi avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry sur la mise en oeuvre d'un plan de démantèlement des armes chimiques syriennes.

Ce n'est que dans un deuxième temps, si l'une ou l'autre des parties enfreint les engagements pris, que le Conseil de sécurité pourra envisager une action, a-t-il souligné.

S'exprimant plus tard devant des journalistes, M. Fabius a laissé la porte ouverte à une "*discussion*" à ce sujet.

"*Qu'il y ait une résolution au Conseil de sécurité, M. Lavrov n'en disconvient pas. Après, quels sont les termes de cette résolution, il faut en discuter*", a-t-il dit.

Le ministre russe et son homologue français, venu à Moscou pour tenter d'infléchir la position de la Russie, ont souligné avoir l'objectif commun de trouver une solution politique afin de mettre fin au bain de sang en Syrie.

Mais ils ont admis avoir des divergences persistantes.

"*Nous avons certaines divergences sur la façon d'atteindre*" ce but, a déclaré M. Lavrov.

M. Fabius a, lui, évoqué des "*différences d'approche sur les méthodes*".

Moscou, indéfectible allié du régime syrien, affirme que l'accord conclu à Genève avec le secrétaire d'Etat John Kerry, dont le texte est imprécis sur ce point, ne prévoit pas dans l'immédiat de menacer Damas.

Concernant le rapport des inspecteurs de l'ONU sur l'attaque à l'arme chimique qui a fait près de 1.500 morts selon Washington le 21 août près de Damas, Moscou n'avait cessé d'exprimer ses doutes quant aux accusations portées contre le régime.

M. Lavrov avait estimé samedi que le dossier syrien était pétri de "*mensonges et falsifications*".

Le présentant lundi aux 15 membres du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a décrit un rapport dont "*la lecture donne le frisson*", et a qualifié l'attaque de "*crime de guerre*".

M. Ban a lui-même demandé au Conseil de sécurité de prévoir des "*conséquences*" dans "*une résolution claire*" si Damas ne respecte pas le plan de démantèlement de son arsenal chimique.

Le secrétaire général n'a toutefois pas parlé de frappes militaires.

L'option armée "*reste sur la table*" pour les Etats-Unis, a assuré de son côté une porte-parole du département d'Etat, Marie Harf, plaidant elle aussi pour une résolution à l'ONU prévoyant des "*mécanismes d?exécution les plus forts possibles*".

Paris a par ailleurs annoncé une réunion internationale fin septembre à New York avec l'opposition syrienne, qui refuse l'initiative russo-américaine qui a écarté la menace de frappes.

Rien n'assure que Moscou prendra part à ce nouveau rendez-vous des "*Amis de la Syrie*", 11 pays soutenant l'opposition dans une guerre qui a fait 110.000 morts en deux ans et demi. AFP 17.09

Syrie en titre

- Syrie : n'oublions pas le programme d'armes biologiques - LeMonde.fr

- Attentat à la voiture piégée à la frontière syro-turque - Reuters

- Syrie: l'opposition demande une résolution de l'ONU - Lexpress.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

La dette, sa cause et mimétisme transatlantique.

- Etats-Unis: le secrétaire au Trésor appelle à relever le plafond de la dette - AFP

- Etats-Unis: la santé va creuser le déficit public à long terme - AFP

- Sécu: la Cour des comptes presse le gouvernement d'assainir la situation - AFP

Un monde mafieux

- La SEC sanctionne 22 courtiers pour ventes à découvert illicites - Reuters

- Evasion fiscale: 1.605 dossiers présentés spontanément au fisc - AFP

- 233% : le taux marge potentiel des opticiens selon l'UFC-Que Choisir - Atlantico.fr

- 10 milliards de fraude à la TVA, idem pour l'IS, selon Moscovici - Reuters

Les esclavagistes donnent de la voix

- Le Medef dénonce la "*surfiscalité*" française Reuters

- Jean-François Roubaud, CGPME : "*Nous n'accepterons pas 1 euro d'augmentation de la fiscalité*" - Atlantico.fr

- Le Medef prône 20 milliards d'euros de dépenses publiques en moins par an - Liberation.fr

- Les Emplois d'avenir "*marchent très bien*", selon Sapin - AFP

Un business particulièrement rentable.

- Les plus de 80 ans avalent en moyenne dix médicaments par jour - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Une mélenchonade qui fait pschitt !

- Fillon : "*J'ai combattu le FN toute ma vie, je n'ai pas l'intention de changer*" - LeMonde.fr -

- François Fillon: "*Je ne voterai jamais pour un candidat du FN*" - L'Express.fr

- Fillon: "*combattre*" le FN mais "*s'adresser*" à ses électeurs - AFP

Pas de quoi en faire un plat, il a cru bien faire en reprenant la méthode de Sarkozy, les élections municipales et européeennes ne sont pas pour demain, il est juste partie un peu trop tôt.

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du parti de gauche (PG). « *Fillon a commis un crime contre l'esprit.*» Il «*a exprimé quelque chose qui est déjà dans le fond de l'air depuis un moment, c'est que les digues ont sauté entre ces deux familles de la droite (UMP et FN) (...). C'est extrêmement dangereux (...). Ca se paye, tout ça. Le pays est défiguré par ce genre de tentations*». 20minutes.fr 17.09

Quand il ne se voit pas en Premier ministre du dictateur Hollande, en ministre de la Défense, autrement dit de la guerre, voilà le renégat qui se pose en procureur de la pensée, lui qui en a appelé à l'Alliance atlantique (OTAN) pour régler le conflit syrien dans une lettre adressée aux parlementaires américains, il se fait paysagiste d'un pays "*défiguré* " parce que le parti de l'ordre aurait frayé avec l'extrême droite, ce qui constituerait un "*crime contre l'esprit.*...

Quel scoop ! En réalité cette accusation devrait être adressée à tous les partis institutionnels et ceux qui les ont soutenus un jour ou l'autre, car au-delà du fait qu'ils font le lit de l'extrême droite, ils participent à la mise oeuvre d'une politique qui l'air de rien conduit au même résultat que si l'extrême droite était au pouvoir, seuls les moyens ou la méthode change. A l'arrivée, ce sont nos droits politiques et sociaux qui sont liquidés les uns après les autres, mais de cela Mélenchon s'accommode très bien, sinon son alliance avec le PCF serait impossible.

Le stade des "*tentations*" a été franchi depuis des lustres par le PS et le PCF quand ils devinrent des alliés ou des représentants du capital, pas en "*esprit*" en pratique.

Vous avez dit banksters ?

- Barclays va rembourser des clients après des "*erreurs*" - AFP

La banque Barclays va devoir rembourser certains de ses clients après avoir commis des "*erreurs*" sur les intérêts de leurs prêts, a-t-elle indiqué mardi, une nouvelle embarrassante pour l'établissement britannique déjà empêtré dans plusieurs affaires.

En examinant les informations envoyées à ses clients concernant les intérêts, Barclays "*a trouvé des erreurs techniques*" et a "*identifié un certain nombre de problèmes au niveau des informations contenues dans certains relevés et avis d'arriérés liés aux prêts des clients*", a indiqué un porte-parole du groupe.

"*En raison de ces erreurs de notification, des intérêts n'étaient pas dus sur certains comptes durant la période au cours de laquelle Barclays a fait cette erreur (...) et les clients ont le droit de voir leurs intérêts remboursés*", a-t-il ajouté.

La banque, qui a prévenu l'autorité en charge des questions de crédit, est en train de mettre au point un plan de remboursement "*aussi rapidement et efficacement que possible*" et examine d'autres activités, comme les cartes de crédit, dans lesquelles des erreurs similaires auraient pu avoir lieu.

Le porte-parole de la banque s'est refusé à donner tout chiffre mais selon le quotidien britannique The Times, 300.000 clients de la banque auraient été affectés et la facture pourrait s'élever à 100 millions de livres.

Le réputation de Barclays est déjà entachée par plusieurs affaires, dont le scandale de la manipulation du taux interbancaire Libor, ainsi que les ventes abusives d'assurance-crédit et de produits de couverture contre les variations des taux d'intérêt qui lui ont coûté plusieurs milliards de livres en amendes et remboursements. AFP 17.09

En écrivant "*certains clients*" l'AFP minimise cette arnaque à grande échelle qui concernerait 300.000 clients. Barclays prend les devants pour éviter une amende qui lui coûterait plus cher et ternirait encore davantage son image.

Il fallait bien faire un choix

- Les Pays-Bas vont acheter 37 chasseurs américains F-35 - Reuters

Les Pays-Bas vont acheter 37 chasseurs F-35 de Lockheed Martin pour équiper leur armée de l'air, ont dit mardi à Reuters deux sources proches du dossier.

Le Pentagone évalue le prix du F-35 à 85 millions de dollars - un tarif en chute libre depuis cinq ans - mais pour décrocher le marché, les appareils ont été proposés à La Haye à un prix 10% inférieur, a dit à Reuters une source proche du dossier.

Le gouvernement néerlandais a prévu 4,5 milliards d'euros dans son budget pour le renouvellement de sa flotte de chasse, auxquels il faut ajouter 270 millions d'euros de coûts d'entretiens d'annuels.

Si la commande de F-35 est confirmée, les Pays-Bas seraient le septième pays à faire confiance à Lockheed Martin après la Grande-Bretagne, l'Australie, l'Italie, la Norvège, Israël et le Japon. Washington essaie de convaincre le Canada de rejoindre cette liste. Reuters 17.09

- Les Pays-Bas se dirigent vers la fin de l'État providence - AFP

"*L'État providence classique se transforme lentement mais sûrement en une société de participation*", a déclaré le roi Willem-Alexander lors d'un discours adressé au deux chambres du parlement à l'occasion de la présentation du budget 2014 par le gouvernement néerlandais.

"*A tous ceux qui le peuvent, il est demandé de prendre ses responsabilités pour sa propre vie et pour son entourage*", a ajouté le roi, dont le discours avait été écrit, comme chaque année à cette occasion, par le Premier ministre, Mark Rutte en l'occurrence.

Lors de cette journée extrêmement protocolaire qui voit le roi défiler dans les rues de La Haye dans un "*Carrosse d'Or*", le souverain a assuré le passage à une société de participation est particulièrement visible dans les secteurs de la sécurité sociale et des soins de santé sur le long-terme.

"*L'État providence classique de la deuxième moitié du vingtième siècle est parvenu à des règlementations sur ces terrains qui sont devenues intenables dans leurs formes actuelles*", a soutenu Willem-Alexander, roi d'un pays qui a dans le passé symbolisé l'État providence.

Après le discours du roi, le ministre des Finances Jeroen Dijsselbloem a présenté le budget de la cinquième économie de la zone euro pour 2014, avec l'austérité en maître mot.

"*L'équilibre n'est pas encore revenu dans notre économie*", a déclaré Jeroen Dijsselbloem, également président de l'Eurogroupe, lors d'un discours adressé au parlement. L'économie néerlandaise est en récession depuis quatre trimestres.

Le budget doit être encore approuvé par le parlement alors que la coalition au pouvoir n'a pas la majorité au Sénat.

"*Un solution rapide et sans douleur n'existe pas*", a ajouté M. Dijsselbloem, se référant aux 6 milliards d'euros de coupes budgétaires supplémentaires prévues par le gouvernement pour 2014.

Celles-ci viennent s'ajouter à d'autres vastes programmes d'austérité (hausse de la TVA, baisse de l'aide aux pays en voie de développement, etc.) mis en place depuis le début de la crise financière pour compter, ensembles, pour 30 millions d'euros d'économies en 2014.

Les mesures annoncées mardi comprennent, entre autres, des coupes dans le budget alloué aux soins de santé et à la sécurité sociale. Le pouvoir d'achat des Néerlandais devrait diminuer de 0,25% en 2014, mais permettre de ramener le déficit public à 3,3% en 2014. AFP 17.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Les autorités égyptiennes installées par l'armée ont porté mardi de nouveaux coups aux Frères musulmans en gelant les avoirs de leurs chefs et en arrêtant leur porte-parole, deux mois et demi après la destitution du président issu de leurs rangs, Mohamed Morsi.

La justice a validé le gel des avoirs d'une quinzaine de figures des Frères musulmans, la plupart déjà incarcérées; elle a bloqué l'argent du Guide suprême, Mohamed Badie, jugé pour "*incitation au meurtre*" de manifestants, et a surtout gelé les avoirs de son adjoint, Khairat al-Chater, considéré comme le grand argentier de la confrérie.

Le Parquet avait réclamé que soient également gelés, entre autres, les avoirs du leader salafiste Hazem Abou Ismaïl et du prédicateur pro-Morsi, Safwat Higazi, également détenus. La justice a aussi suivi.

C'est dans dans le faubourg de Nasr City au Caire que la police a arrêté mardi le porte-parole Gehad el-Haddad, très actif sur les réseaux sociaux, notamment en anglais, et qui s'exprimait régulièrement dans les médias. AFP 17.09

2- Tunisie

Une grève des journalistes tunisiens a été largement suivie mardi pour dénoncer les pressions du système judiciaire et du gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda, après la multiplication de poursuites relevant, selon des ONG, de la liberté d'expression. «Pour le moment le taux de participation dépasse les 90% mais il n'est pas encore définitif», a déclaré à l'AFP Mongi Khadraoui, secrétaire général du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) en milieu d'après-midi.
Ce responsable a aussi accusé la direction de la radio publique, suspectée de connivence avec les islamistes d'Ennahda, d'avoir tenté de casser la mobilisation. «Il y a eu une tentative de casser la grève à la radio nationale en utilisant des collaborateurs extérieurs mais elle a échoué car les techniciens ont refusé de coopérer avec eux», selon lui.

Quelque 250 personnes, journalistes, politiques et représentants du milieu associatif, ont manifesté dans l'après-midi à Tunis devant le siège du SNJT en soutien aux grévistes. «*Liberté, liberté pour la presse tunisienne*» ou encore «*Le peuple veut (Le Premier ministre Ali) Larayedh devant le juge*», ont-ils scandé. Les quotidiens de Tunisie titraient pour leur part tous sur ce débrayage. «*On peut étouffer les libertés, on peut rétablir insidieusement l'ordre de la terreur mais on entendra le tocsin de la révolte*», martèle pour sa part La Presse. Les radios n'ont diffusé que des informations liées au débrayage. L'agence officielle TAP a de son côté indiqué n'assurer qu'«un service minimum couvrant uniquement les événements d'extrême urgence».

La grève a été décidée après qu'un journaliste, Zied el-Heni, a été incarcéré vendredi puis libéré sous caution lundi pour avoir accusé un procureur d'avoir falsifié des preuves pour impliquer un cameraman dans un jet d'oeuf contre un ministre. Elle intervient aussi sur fond de poursuites judiciaires à répétition contre des médias, des journalistes et des artistes, si bien qu'une partie de la société civile craint un retour des méthodes du président déchu Zine el Abidine Ben Ali.

«*C'est une grève pour défendre la valeur de la liberté, la liberté de la presse et d'expression qui sont les plus importants acquis de la révolution» de janvier 2011, a dit à l'AFP M. el-Heni. «Les citoyens, les ONG venus ici sentent que le fait de menacer la liberté de la presse menace leur liberté à eux*», a-t-il dit. Le SNJT accuse depuis des mois les islamistes de pressions sur la presse et

de chercher à contrôler les lignes éditoriales des médias publics à travers les nominations de directions dociles. Une première grève en octobre 2012 avait déjà été très suivie.

Les défenseurs des droits de l'Homme soulignent que le gouvernement, la justice et la police appliquent systématiquement aux médias le code pénal hérité du régime déchu au lieu de deux décrets post-révolutionnaires bien moins répressifs organisant la liberté d'information. Contrairement aux dispositions pénales, ces décrets prévoient notamment que la diffamation et les délits de presse ne sont pas passibles de peines de prison ferme.

Depuis août, outre les poursuites contre M. el-Heni, le caméraman ayant filmé un jet d'oeuf contre un ministre a été emprisonné trois semaines durant et reste inculpé. Un syndicaliste des forces de l'ordre a été placé en détention pour avoir accusé dans les médias un procureur de se soumettre au bon-vouloir du pouvoir. Deux rappeurs, aujourd'hui en cavale, ont aussi été condamnés à 21 mois de prison ferme, sans avoir été informés de la tenue de leur procès pour des chansons jugées diffamatoires par la police. Les autorités et Ennahda ont multiplié les communiqués ces derniers jours, assurant n'avoir aucun lien avec l'ensemble de ces poursuites, soulignant que la justice était indépendante. 20minutes.fr 17.09

Haut de page

Le 19 septembre 2013

CAUSERIE

Je suis trop fatigué pour causer, depuis plusieurs jours je ne me sens pas très bien, j'ai présumé de mes forces apparemment. On vit dans un monde dirigé par des cinglés qui sont épaulés par une armada de dingues, salopards et autres ordures en tous genres qui avancent masqués, c'est épuisant de les combattre quotidiennement. Cela ne me laisse guère de répit pour penser à autres choses à vrai dire. Parfois on se sent seul, très seul quand il faut combattre sur tous les fronts à la fois, notre ennemi et l'opportunisme.

On reviendra sur tout cela demain ou d'ici dimanche, il y a beaucoup de choses à dire sur le comportement révélateur des uns et des autres.

Le chiffre du jour : 191

Selon les données de l'observatoire Trendeo, 191 usines ont mis la clef sous la porte depuis le début de l'année 2013. L'observatoire indique que, depuis le début de la crise, pour deux usines qui ferment, une seule est recréée.

En effet, depuis 2009, 1.253 fermetures d'usine ont été recensées dans l'Hexagone pour seulement 640 créations. Une situation qui ne devrait pas s'améliorer, l'observatoire indique que depuis le début de l'année, les créations de site industriel sont en recul de 25%. Atlantico.fr 18.09

La presse aux ordres, combien ça coûte ?

- Entre 2009 et 2011, les aides à la presse ont coûté 5 milliards d'euros à l'Etat. Pour le seul budget 2013, elles pèsent 684,3 millions d'euros.

Si l'on rapporte ces chiffres à chaque exemplaire diffusé, le montant des subventions est "*significatif*". Il oscille entre 4 centimes d'euros pour Le Parisien et grimpe jusqu'à 48 centimes pour L'Humanité. Le Monde est subventionné à hauteur de 19 centimes par exemplaire, Le Figaro à 17 centimes, Libération à 27 et La Croix à 32 centimes. Francetv info avec AFP 18.09

On comprend pourquoi ils soutiennent tous la dictature en place : ils en vivent !

LES DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Bien que cela n'ait strictement aucune importance je tenais à apporter la précision suivante.

A plusieurs reprises j'ai indiqué que Marx avait soutenu Bismarck dans sa guerre pour sauver l'unité de l'Allemagne, or je n'ai jamais réussi à remettre la main sur le passage en question malgré plusieurs recherches. Pire, au cours d'une lecture hier je suis tombé sur une lettre où Marx vilipendait les lasalliens qui avaient pactisé avec Bismarck en échange d'éventuelles (hypothétiques !) concessions pour la classe ouvrière, procédé que Marx condamna, il rompit avec eux. Marx ne remettait pas en cause l'unité de l'Allemagne, mais la manière brutale par laquelle Bismarck y était parvenu, par "*le fer et le sang*", comme toutes les nations modernes d'ailleurs.

Ai-je confondu avec Mehring, je n'en sais rien, pourtant, bien que j'aie une affreuse mémoire, je ne vois pas pourquoi j'aurais conservé si longtemps en mémoire ce passage alors que je suis infoutu de me souvenir de la moindre citation au mot près.

Peu importe, cela ne change rien à ma position, puisque nous sommes en présence d'une situation inédite, aucun marxiste dans le passé n'a eu à traiter une invasion par des mercenaires armés en provenance de 83 pays pour abattre le régime en place dans un pays, et chaque fois dans le passé que la CIA s'est livrée à un coup d'Etat contre une nation indépendante et souveraine nous l'avons soutenue contre l'impérialisme américain.

Nous non plus nous ne tendrons pas la main à Assad (geste qu'avait fait Lassale à Bismarck) ou nous ne vanterons pas ses qualités s'il en a, nous nous contentons du service minimum qui est de soutenir la Syrie contre une armée de brigands ou de barbares pour le compte des néolibéraux sionistes.

Contre l'éclatement de la Syrie, pour la défense de cette République laïque, contre l'instauration d'un régime féodal basé sur la charia, nous avons choisi notre camp, et s'il coïncide avec la souveraineté de la Syrie et de son peuple qu'incarne le régime en place, nous le revendiquons.

A ceux qui nous accuseraient de soutenir Assad, nous leur disons ceci : seul le peuple syrien ne pourrait venir à bout d'une armée de mercenaires soutenus par les impérialistes américain, britannique, français, israélien, plus la Turquie, les pays du Golfe et l'Union européenne, seul le régime syrien et son armée ne pourrait pas l'emporter non plus, c'est seulement la résistance de ces deux composantes unis contre l'envahisseur qui permettra d'en venir à bout, la lutte de classe du prolétariat syrien a pour contenu politique à ce moment précis le combat pour sauvegarder la souveraineté et l'indépendance de la Syrie, tout autre objectif politique étant momentanément neutralisé ou repoussé à des jours meilleurs. On peut ne pas le comprendre quand on vit dans un pays en paix, dans un pays en guerre une telle erreur serait fatale.

1- Moscou juge partial et politisé le rapport de l'Onu sur la Syrie - Reuters

La Russie a intensifié ses critiques mercredi contre le rapport des experts de l'Onu sur les armes chimiques en Syrie, le jugeant partial, préconçu et politisé, ce qui augure mal des négociations en cours aux Nations unies sur une résolution sur les Occidentaux veulent contraignante à l'égard de Damas.

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a promis de présenter au Conseil de sécurité des preuves, reçues des mains du gouvernement syrien, démontrant que les rebelles ont eu recours à des armes chimiques dans les environs de Damas.

Dans leur rapport publié lundi, les experts de l'Onu ont confirmé qu'un bombardement au gaz sarin avait bien eu lieu le 21 août dans la périphérie de Damas, à l'aide de missiles sol-sol, sans toutefois désigner explicitement un responsable.

Les pays occidentaux estiment que ce rapport ne fait que les renforcer dans leur conviction que c'est le régime de Bachar al Assad qui est responsable de l'attaque du 21 août qui a fait, selon Washington, 1.400 morts dont plus de 400 enfants.

La Russie, alliée indéfectible de Damas qui avait parlé la veille de "*provocation*" de la part des rebelles, a fait part mercredi de sa déception.

"*Nous sommes déçus, c'est le moins qu'on puisse dire, de l'approche adoptée par le secrétariat de l'Onu et les inspecteurs de l'Onu qui ont préparé un rapport de manière sélective et incomplète*", a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères lors d'une visite à Damas.

"*Sans recevoir un tableau complet de ce qui se passe ici, il est impossible de caractériser la nature des conclusions auxquelles sont parvenus les experts de l'Onu autrement que par les adjectifs politisé, préconçu et partial*", a ajouté Sergueï Ryabkov, cité par l'agence de presse officielle russe RIA.

Il a ajouté que les autorités syriennes lui avaient fourni des preuves de l'utilisation d'armes chimiques par les insurgés.

Réagissant aux commentaires de Moscou, où il était mardi, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, s'est déclaré "*surpris par l'attitude russe car ils ne mettent pas en cause le rapport mais l'objectivité des inspecteurs*".

"*Or, je crois que personne ne peut mettre en cause l'objectivité de personnes désignées par l'Onu*", a ajouté le chef de la diplomatie française après un entretien avec son homologue espagnol, José Manuel Garcia-Margallo.

Des diplomates des cinq membres permanents du Conseil de sécurité - Etats-Unis, Russie, Chine, France et Grande-Bretagne - ont commencé mardi à débattre d'un projet de résolution d'inspiration occidentale sur la destruction des armes chimiques syriennes.

Ils devaient poursuivre leurs discussions mercredi.

Les débats portent sur un texte présenté par Washington, Paris et Londres, qui plaident pour une résolution "*robuste*" et "*contraignante*" obligeant Damas à renoncer à son arsenal chimique sous peine de s'exposer à une action militaire toujours sur la table.

La Chine et la Russie ont jusqu'ici toujours refusé de voter des textes hostiles à Damas et Moscou a immédiatement réitéré son opposition à la position prise par le P3 (les trois membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité de l'Onu). Reuters 18.09

2- Les Etats-Unis ont, vivement, critiqué, mardi, le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, qui a réaffirmé que l'attaque chimique du 21 août, en Syrie, n'était pas le fait du gouvernement de Damas, mais une "*provocation*".

"*Il nage à contre-courant de l'opinion publique internationale et, de manière plus significative encore, à contre-courant des faits*", a fustigé la Porte-parole du département d'Etat, Jennifer Psaki, trois jours après un accord américano-russe sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien. Dans la foulée, le porte-parole de la diplomatie russe a critiqué le secrétaire au Foreign Office, William Hague, qui avait nié, mardi, la possibilité de la participation des opposants syriens à l'attaque chimique, dans la banlieue de Damas. Hague a mis en doute, dans une récente interview à la BBC, que l'opposition syrienne ait des armes chimiques. Cette déclaration intervient, peu après l'entretien téléphonique des deux ministres russo-britannique des Affaires étrangères autour du dossier syrien. http://french.irib.ir 18.09

3- Damas a mis à la disposition de Moscou des documents établissant l'implication des terroristes dans l'attaque à l'arme chimique, a rapporté, d'autre part, CNN, citant l'agence de presse russe. Les experts onusiens devront se rendre de nouveau, la semaine prochaine, en Syrie, a annoncé le journaliste de CNN à Beyrouth. Les experts ont annoncé que leur mission reste inachevée. La Russie a annoncé aux inspecteurs qu'elle disposait des documents prouvant l'implication des terroristes dans l'attaque chimique. http://french.irib.ir 18.09

4- Moayad Joma, un Israélien récemment débarqué en Syrie via les frontières turques, a été tué dans des combats contre l'armée arabe syrienne. C'est Times of Israël qui rapporte cette information tout en reconaissant que l'israélien combattait le "*régime Assad*" depuis plusieurs mois déjà. " *Il était arrivé début août en Syrie, probablement en provenance de la Syrie*". Selon le journal, " *deux autres arabes israéliens accompagnaient probablement Joma dans son voyage jihadiste en Syrie. La famille de Joma vient de recevoir des photos de ce dernier et a confirmé son identité.*" C'est la premier fois que la mort d'un israélien est confirmé en Syrie.

Mais d'où tient Israël ses informations? Très absorbé par son aide effective aux takfiris salafistes et à l'ASL dans leur combat contre Assad, le régime sioniste semble ignorer que le salafisme croit à une vitesse exponentielle sous son nez. les services de renseignement syriens, qui ont agi de façon très perfomante depuis le début du conflit, envoient des informations sur l'identité des terroristes qaidistes présent en Syrie à tous les pays du monde, y compris aux pays ennemis.

La Syrie a aidé aussi au rapatriment des corps des terroristes. Elle détient une archive très complète sur l'identié la mission et les liens de ces mercenaires qu'elle compte publier le temps venu dans l'objectif d'éclairer l'opinion publique occidentale sur la réalité des liens de leurs dirigeants avec le terrorisme et le mensoge que constitue la guerre "*humanitariste*" et "*anti terroriste*" des Etats Unis et de leurs alliés. http://french.irib.ir 18.09

5- Le refus américain d'aller droit à la guerre contre le régime syrien alors que Washington laissait croire le contraire ne passe pas. L'Arabie saoudite est en tête des Etats-Alliés qui, pris de rage, clament à qui veut l'entendre sa colère. son minsitre des AE, Saoud al Fayçal a fait de la guerre anti syrienne une affaire d'honneur, multipliant des contacts par ci par là pour mettre sur pied une nouvelle coalition de guerre et s'attaquer ainsi "*au régime syrien*".

Selon Khabar presse de Beyrouth, depuis que les Russes ont mis en avant le plan de désarmement chimique de la Syrie, Fayçal ne passe pas un seul jour sans réfléchir à la manière dont il faut procéder pour former une coalition "*arabe*" de guerre et lancer une offensive d'envergure dans l'unique objectif de renverser le régime Assad bien que sur le terrain ce soit toujours l'armée arabe syrienne qui l'emporte sur les mercenaires des Al Saoud. " *Fayçal a d'ailleurs contacté à plusieurs reprise le secrétaire d'Etat John Kerry, lui faisant part de la décision de Riyad d'impliquer dans cette future coalition arabe de guerre la Turquie*", elle aussi profondément déçue et gravement préoccupé de voir Washington abandonner si perfidement ses alliés sur le quai. " *Fayçal a proposé à Kerry de baisser sensiblement les cours du pétrole si la commission d'enquête onusienne accusait directement Assad d'avoir gazé son peuple*". " *Fayçal aurait même demandé à Kerry que les Etats Unis exercent des pressions sur le conseil de sécurité pour qu'il vote le chapitre sept, si Washington n'a pas l'intention de mettre à exécution sa menace et d'attaquer la Syrie*".

Et puis Fayçal de poursuivre : " *L'Arabie saoudite n'acceptera à aucun prix que le régime Assad reste au pouvoir, il veut son renversement, un point c'est tout et s'il ne parvient pas à son objectif, Riyad fera tout pour affaiblir Damas, redoublera son aide militaire aux rebelles, leur livrera des armes létales pour qu'ils détrônent Assad*". A en juge la teneur des conversations de Fayçal et Kerry, la partie saoudienne semble être à bout, ses projets de devenir l'unique puissance régionale étant

désormais menacés. http://french.irib.ir 18.09

"***Comme prévu***".... le POI s'enferre dans le pire opportunisme qui soit.

Le POI s'attarde sur l'accord entre Washington et Moscou duquel la France a été évincée, il donne la parole à différents éditorialistes (Libération, Le Figaro) à un "*témoin*", sans fournir la moindre analyse sur la situation.

Les lecteurs d'Informations ouvrières (n°269 paru le 18 septembre) ne sauront pas qu'est-ce qui s'est réellement passé à propos des deux missiles américains lancés contre la Syrie puis détruits avant d'atteindre leurs cibles, chapitre qui fut semble-t-il déterminant et qui a conduit les Américains à modifier au dernier moment leur stratégie alors que le compte à rebours du bombardement de la Syrie était sur le point de toucher à sa fin.

On pourrait imaginer que Russes et Américains auraient pu s'entendre pour monter de toutes pièces ce scénario, mais à l'examen des déclarations russes cela ne tient pas.

Poutine n'aurait pas été jusqu'à déclarer aux Américains que bombarder Damas c'était comme bombarder Moscou et qu'il ne le permettra jamais, que pour les Russes Damas était l'équivalent de Tel-Aviv pour les Américains, autrement dit en menaçant de bombarder Israël si les Américains bombardaient la Syrie, déclaration qui aurait été perçue à Washington comme une déclaration de guerre contre les Etats-Unis, ce qui n'a pas été le cas, les Américains étant trop occupés à faire redescendre la pression entre les deux pays et ne tenant pas à s'étendre sur l'affaire de ces deux missiles que les médias s'étaient empressés d'enterrer parce qu'elle n'était pas vraiment à l'avantage de Washington.

Informations ouvrières fait donc l'impasse sur cet épisode qui est déterminant pour comprendre le revirement soudain de la situation en faveur de la Syrie, en cela il se comporte comme les médias nationaux aux ordres. Il fait aussi l'impasse sur le rejet de la guerre par tous les peuples qui n'a pas faibli, mais qui a constitué un élément secondaire.

Une question sans réponse.

"*A n'en pas douter, avec l'Arabie Saoudite, la « coalition française » est un modèle de lutte pour la démocratie. Que dire d'un tel gouvernement ?*"

Le POI est incapable de le caractériser sur le plan politique ainsi que le PS... Pourquoi ? Parce qu'il les soutient. Comment ? La réponse immédiatement.

Le POI produit un faux. Chacun a encore en mémoire les déclarations de Hollande et de Fabius affirmant que la résolution du conflit syrien passait par le départ d'Assad, que leur objectif était d'obtenir son départ. Le gouvernement soutient activement depuis deux ans et demi les mercenaires djihadistes qui ont envahi la Syrie. Le gouvernement français est l'allié indéfectible des Américains et des sionistes, des sionistes arabes contre la Russie et l'Iran qui soutiennent le régime syrien. Etats-Unis, Israël, Turquie, Jordanie, Qatar, Arabie saoudite et la plupart des pays du Golfe ainsi que la Ligue Arabe soutiennent, financent et arment les barbares que les occidentaux nomment insidieusement "*rebelles*" qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple. Chacun a également en tête les multiples déclarations de Hollande et Fabius appelant à livrer des armes aux djihadistes, et chacun sait que l'armée française intervient déjà sur place au côté de ces barbares. Et bien tenez-vous bien, il paraîtrait que le gouvernement français leur appliquerait le même traitement qu'au régime syrien et aux Russes !

Pourquoi cet amalgame ? Mais pour plaire au dictateur qui trône à l'Elysée qui d'un coup de baguette magique aurait mis ces trois acteurs sur le même plan, une falsification monstrueuse de la vérité. Avant même que Hollande et Fabius fassent soudainement volte-face pour faire oublier leur soutien à ces bandes criminelles armées, le POI les blanchit, le statut de laquais institutionalisé depuis le 6 mai 2012 a assurément de l'avenir sous la Ve République.

"*Comme prévu, les Occidentaux, et surtout le gouvernement français, accusent le régime, les Russes, la rébellion*."

La conclusion ne pouvait être que du même tonneau, constitué d'un nouvel amalgame entre interventionnisme (Etats-Unis) et l'ingérence (Russie).

Or une simple observation de la situation en Syrie permet de cerner au premier coup d'oeil qu'il est impossible de les situer au même niveau, et donc de les caractériser de la même manière ou de leur attribuer une portée identique ce qui relève d'une analyse frauduleuse qui étrangement rejoint celle d'Obama et de Hollande : si les Russes et les Iraniens ne se mêlaient pas des affaires syriennes, jamais un tel conflit n'aurait eu lieu, il n'y aurait jamais eu de guerre, car voyez-vous jamais les Américains, les sionistes et leurs laquais arabes ne seraient intervenus pour déstabiliser le régime en place et le faire chuter, voilà la théorie que soutient ici le POI.

Question : A qui devrait-elle profiter d'après vous ? Aux ennemis de la Syrie. Faut-il en déduire que le POI serait un ennemi du

peuple syrien (notamment) ?

"*L'interventionnisme et l'ingérence conduisent toujours à plus de guerre, à plus de violence, plus de morts, et le peuple syrien en est toujours la victime.*"

Le problème posé est ici est intéressant car il illustre de quelle manière des intellectuels bornés ou dogmatiques, des bureaucrates coupés de la réalité abordent ou interprètent la situation, pour finalement adopter une position réactionnaire.

Car si "*ingérence*" russe et iranienne que le POI dénonce il n'y avait pas en Syrie, cela laisserait le champ libre au camp "*interventionniste*" des américains et leurs alliés. Notre propos n'est pas de soutenir l'ingérence russe ou iranienne en Syrie, mais de partir de la réalité des forces en présence et de montrer que sans elle la question syrienne serait déjà réglée en faveur de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste au détriment du peuple syrien. L'ingérence russe et iranienne est un fait et non un voeu de notre part, aussi nous l'incluons dans notre analyse de la situation en notant qu'elle est un élément en faveur du combat que mène le peuple syrien.

Si nous nous plaçons résolument au côté du peuple syrien, on ne peut pas en même temps dénoncer ceux qui le soutiennent et favoriser ainsi ses pires ennemis, à un moment donné il faut choisir. Il s'agit là d'une position tactique, temporaire, transitoire qui tient compte des rapports en présence sur le terrain, et non qui s'inspirerait de je ne sais quelle théorie ou quel principe qui serait figé dans le marbre et qui devrait s'appliquer ici, attitude adoptée par le POI. En fait, ils ne veulent pas se mouiller, mais ils le sont.

Que sur un plan historique le peuple syrien n'ait rien de bon à attendre du régime impérialiste russe ou de la théocratie iranienne, c'est l'évidence même, on ne peut pas concevoir qu'ils les aideront à combattre pour le socialisme et en finir avec le régime en place.

En réalité, les dirigeants du POI démontrent ici qu'ils sont incapables d'analyser la situation dans un pays.

A la camarade qui m'a conseillé de ne pas perdre mon temps avec des formations politiques insignifiantes, l'exercice auquel nous venons de nous livrer ne concerne pas uniquement le POI mais pratiquement tous les partis ouvriers et une grande partie de portails animés par des intellectuels ou des journalistes qui font preuve du même manque de discernement ou pire encore.

Syrie en titre

- Moscou juge partial et politisé le rapport de l'Onu sur la Syrie - Reuters

- SYRIE. Sur quoi s'appuie Moscou pour accuser les rebelles ? - Le Nouvel Observateur

- Syrie : pour l'Otan, "*l'option militaire doit rester sur la table*" - LePoint.fr

- Un immeuble de Manhattan, détenu par l'Iran, confisqué par Washington - LeMonde.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Ils font la pluie et le beau temps...

Oh !

- Etats-Unis: la Fed abaisse sa prévision de croissance pour 2013 et 2014 - L'Expansion.com

Ah !

- Wall Street salue par des records la constance de la Fed - Reuters

Wall Street a terminé mercredi à des niveaux record, saluant le fait inattendu que la Réserve fédérale ait décidé de ne pas réduire ses rachats d'actifs obligataires, poursuivant ainsi un programme qui a permis à la Bourse de gagner plus de 20% depuis le début de l'année. Reuters 18.09

Wall Street a terminé mercredi à des niveaux record, saluant le fait inattendu que la Réserve fédérale ait décidé de ne pas réduire

ses rachats d'actifs obligataires

Ah !

- Banque d'Angleterre: statu quo monétaire voté à l'unanimité - AFP

Ah !

- Le CAC 40 au plus haut depuis septembre 2008 - Reuters

Ah !

- Espagne: nouveau record des créances douteuses en juillet - AFP

Intox

- Indices bancaires: Bruxelles tire les leçons du scandale du Libor - AFP

- Transparence de la vie publique: projet de loi post-Cahuzac voté - AFP

- Affaire Cahuzac: L'enquête parlementaire s'apprête à blanchir le gouvernement - 20minutes.fr

- PS: l'aile gauche du PS pour une "*politique économique nouvelle*" - AFP

La Cour des comptes n'a aucune légitimité

- L'absentéisme «élevé» des personnels techniques des lycées d'Ile-de-France - LeFigaro.fr

Pas un centime, pas une paisa !

- Pour aider les assos caritatives, Franprix propose d'arrondir votre ticket de caisse - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Entre démoralisation et désespoir orchestrés, ils se partagent les rôles

Journée d'action en soutien aux appareils vendus des syndicats et au régime.

- La CGT a proposé mercredi aux autres syndicats de poursuivre la mobilisation sur la réforme des retraites, avec une semaine d'action du 7 au 11 octobre, au moment où le projet de loi sera en examen à l'Assemblée nationale, et une nouvelle journée de grève et de manifestations.

Par ailleurs, "*au cours des prochains jours, la CGT invite les syndicats et les salariés à interpeller leurs députés sur le contenu de la réforme*" des retraites qui a été présentée mercredi matin en Conseil des ministres.

Jeudi, des organisations de jeunesse, appuyée par la CGT, ont réuni quelque 200 personnes non loin de l'Elysée pour un rassemblement festif: "*un pot de non-départ à la retraite*". AFP 18.09

- Retraites: Laurent Berger fustige le "*syndicalisme de la désespérance*" - L'Expansion.com

Entre les syndicats réformistes et les syndicats contestataires, la rupture est consommée. Le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger, défend le projet de loi sur l'avenir des retraites, une réforme qu'il juge "*équilibrée*", et s'en prend au "*syndicalisme de la désespérance*", dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de mercredi.

"*J'en ai assez du syndicalisme de la désespérance. Quand on obtient ce qu'on demande, on l'assume. Et l'on ne va pas chercher ailleurs des motifs d'insatisfaction*", affirme Laurent Berger. L'Expansion.com 18.09

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

Environ 20.000 fonctionnaires en grève ont défilé mercredi à Athènes et dans d'autres villes grecques contre une réforme brutale du secteur public, dans un climat alourdi par le meurtre d'un rappeur antifasciste par un néonazi présumé. Selon la police, 10.000 personnes ont défilé dans la capitale et quelque 7.000 à Salonique, deuxième ville grecque, située dans le nord.

A Athènes, la plupart des manifestants étaient des enseignants et des employés des hôpitaux et des collectivités locales. Ils ont défilé dans le calme à la mi-journée, dans le centre-ville interdit à la circulation. «*Luttons sans relâche contre les politiques d'austérité. Non aux licenciements et aux redéploiements, non à la casse des services publics, non a la destruction de l'État social*», lisait-on sur la principale banderole de la centrale du secteur public, Adedy. Cette grève de 48 heures, qui est montée en puissance depuis lundi au fil d'arrêts de travail sectoriels dans l'administration, entend défendre les milliers d'emplois de fonctionnaires menacés de changements d'affectation ou de suppression pure et simple, dans le cadre des engagements de la Grèce vis-à-vis de ses créanciers.

«*Nous dénonçons le meurtre commis par Aube dorée, dont les violences se multiplient*», s'époumonait dans un micro un représentant de l'Adedy. Le meurtre de Pavlos Fyssas, un musicien et militant antifasciste âgé de 34 ans, tué à coups de stylet par un homme identifié, selon la police, comme étant un membre présumé du parti néonazi Aube dorée, a donné à la manifestation un double visage.

«*Nous manifestons en masse contre les politiques d'austérité, mais nous devons aussi faire front contre les fascistes et Aube dorée, qui sont manipulés par le régime actuel pour faire taire toute résistance des citoyens*», estimait dans le cortège athénien Panayiotis Mouzios, président du syndicat des ingénieurs du service public. Plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme, antiracistes et de gauche ont appelé à «*un rassemblement antifasciste*» à Keratsini, mercredi soir. «*C'est l'heure de punir les assassins néonazis de l'Aube dorée*», indiquait dans un communiqué le Mouvement contre le racisme et la menace fasciste.

Pour ces militants, la responsabilité de la montée en puissance de l'Aube dorée incombe au gouvernement du Premier ministre conservateur Antonis Samaras et «*aux pogroms de la police contre les immigrés*», au cours d'opérations réalisées ces derniers mois à Athènes. Outre les écoles et les hôpitaux, l'ensemble du secteur public a fonctionné au ralenti, avec un trafic ferroviaire très réduit, en particulier entre la capitale et l'aéroport. 20minutes.fr 18.09

Haut de page

Le 20 septembre 2013

CAUSERIE

Pas de causerie, on essuie une grosse tempête, un cyclone ? J'essaierai de finir l'actualisation du site plus tard si le courant revient, j'ai une dizaine d'articles à ajouter, plus des articles de presse.

Vive l'ONU, vive l'internationale capitaliste !

Le revirement qui s'est produit ces derniers jours dans le traitement international de l'affaire syrienne a remis en selle l'ONU, du coup il y en a (M'PEP) qui n'ont pas perdu un instant pour nous ressortir la Charte de la Havane de 1948 qui est une pure imposture politique, une de plus. Il faut s'attendre à ce que tout ce que comporte le mouvement ouvrier de staliniens, néo staliniens et staliniens repentis s'y mettent en choeur dans les jours ou les semaines à venir, sans parler des réformistes bourgeois, démocrates et sociaux-libéraux

Tous ceux qui se réclament de l'ONU ou s'en remetttent à cette institution fondée sous l'égide de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, qui réclament à cor et à cri l'application des traités signés dans ce cadre sont des traîtres, des ennemis ou de faux amis de la classe ouvrière et du socialisme.

Cela représente beaucoup de monde de droite et d'extrême droite comme de gauche ou de la "*gauche de la gauche*", comme quoi ils se situent bien sur le même terrain de classe qui ne peut pas être celui des exploités qui luttent pour leur émancipation du capital

et ses institutions.

La collaboration de classes ne s'arrête pas aux frontières du minuscule hexagone qu'est la France.

Du traité de Maastricht en 1992 au TSCG en 2012, on s'aperçoit que le PS a adopté le néolibéralisme et qu'il a favorisé la mise en oeuvre d'une politique antisociale et réactionnaire qui devait conduire à la liquidation de nos droits sociaux et politique, il s'est sans cesse comporté comme le parti de l'ordre, comme un parti parfaitement capitaliste n'ayant aucun lien ou rapport avec la classe ouvrière.

Si on examinait attentivement les lois et mesures adoptées entre 1945 et 1992, on s'apercevrait qu'elles ont toute favorisé la collaboration de classes et consacré la division et l'affaiblissement de la classe ouvrière préparant ainsi le terrain à la remise en cause de ses droits le moment venu, elles ont servi à renforcer la classe des capitalistes et à désarmer politiquement le prolétariat en le subordonnant davantage au capital. Tous les partis sans exception ont mis la main à la pâte, tous ont collaboré à cette entreprise détestable avec le PS, le PCF, les appareils des syndicats, qui nous a mené à la situation actuelle.

Le plus extraordinaire mais qui finalement n'a rien de surprenant dans une société composée en majorité de nantis ou de gens dont le niveau de vie est relativement confortable ou bien supérieur à ce qu'on peut trouver ailleurs dans le monde, c'est que la plupart des militants s'en accommodent fort bien, Ils trouvent cela tout à fait normal parce qu'ils y trouvent leur compte ou parce qu'ils ne souhaitent pas se pencher sur le passé par crainte de devoir admettre qu'ils s'étaient complètement fourvoyés, qu'ils avaient été trompés par des dirigeants ignares puis vendus ou pour ne pas avoir à justifier leur propre capitulation, il leur faudrait réviser entièrement leurs analyses, leur interprétation du monde et leur conception de la lutte des classes...

Effectivement, il leur faut passer par cette expérience douloureuse et désagréable, car pour prétendre faire table rase du passé, du vieux monde, il faut d'abord commencer par se défaire de ses propres illusions, à eux de savoir ce qu'ils veulent vraiment, laisser le champ libre à la barbarie, ce à quoi conduit leur combat actuel qui rime avec impuissance ou combattre pour que le socialisme vainc.

Nous l'avons affirmé à de multiples reprises, nous persistons et signons, il faut réduire en poussière le PS et le PCF, sur tous les fronts il faut démasquer leur imposture et de quelle manière ils servent le régime en place et prépare les conditons de la prochaine offensive du capital, il faut les broyer, démolir minuitieusement toutes leurs argumentations et démonstrations, montrer comment ils manipulent différentes couches de travailleurs, il faut avoir sans cesse à l'esprit que chaque fois qu'ils se prévalent de servir la cause des travailleurs c'est en réalité systématiquement pour mieux les enterrer ou préparer leurs tombes, les tromper, cela dure depuis qu'ils sont passés de l'autre côté de la barricade, donc depuis des lustres, jamais, jamais nous n'aurions dû leur reconnaître une qualité, un avantage, jamais, c'était déjà trahir notre cause, les militants doivent en prendre conscience.

Regardez on soutient Assad aujourd'hui uniquement parce qu'il incarne l'unité de la Syrie, ce que nous soutenons en réalité, c'est seulement l'unité et la souveraineté de la Syrie, à aucun moment nous ne soutenons Assad en tant que président de l'Etat syrien ou représentant d'une couche de la bourgeoisie syrienne.

Hier j'ai lu attentivement l'interview qu'il a donné à un journaliste de CBS, une chaîne de télévision américaine. C'est un médecin de formation, il est instruit et possède une grande culture, il est parfairement au fait de la situation mondiale et il l'a prouvé à plusieurs reprises, en l'écoutant je me suis fait la réflexion qu'il avait un niveau intellectuel supérieur à Obama et Hollande, il a tenu des propos cohérents, son discours était riche, précis et structuré, Hollande n'aurait jamais pu se livrer à un tel exercice, c'est un minable, un raté à côté. Il a parlé en chef d'Etat indépendant, il a démontré que c'était bien lui et personne d'autre qui était aux commandes de l'Etat, ni Obama ni Hollande ne pourraient en dire autant et s'ils s'y risquaient leurs argumentations pour le prouver tourneraient au ridicule, au grotesque. Bref, il a affirmé qu'il avait parfaitement conscience de la situation et qu'à aucun moment il n'avait envisagé, encore moins souhaité la tournure qu'elle avait prise depuis deux ans et demi en Syrie, on a même perçu qu'il s'avouait impuissant à mettre fin à cette guerre rapidement qu'il n'avait jamais voulue.

Parvenu à la vingt cinquième et dernière page de cet interview, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il avait été sincère et que si j'avais à me prononcer entre lui, Obama et Hollande, il me paraissaît le plus sympathique et le moins à blâmer dans l'affreuse tragédie que vit le peuple syrien. Cela étant, à aucun moment ces considérations ne rentreront en ligne dans l'appréciation que nous porterons sur son régime, elles nous auront servi à mieux comprendre pourquoi il avait tenu aussi longtemps et pourquoi l'immense majorité de la population syrienne toutes classes confondues le soutenait et menait cette guerre à ses côtés.

On reviendra une autre fois sur tous ces pays sous-développés ou dans lesquels les masses paysannes occupent encore une place importante, masses le plus souvent demeurées arriérées, pays où règnent encore des rapports féodaux ou semi-féodaux, où différentes couches de la bourgeoisie s'affrontent ou se coalisent selon les circonstances et qui peuvent déstabiliser l'Etat ou les institutions, manipuler d'importantes masses de la population, créer des situations insurrectionnelles dans certaines régions qu'elles contrôlent et forçant les forces de l'ordre ou l'armée à intervenir, se livrer à des provocations en tous genres, organiser des grèves générales, encourager le communautarisme religieux, ethnique, etc. on assiste à tout cela en Inde aussi.

Ceux en France qui se prononcent sur la Syrie n'y connaissent absolument rien la plupart du temps, les autres tiennent des discours hyper dogmatiques insipides que je me refuse dorénavant de mettre en ligne, je parle de partis ou de formations politiques qui donnent une image épouvantable du mouvement ouvrier. Le monde tel qu'ils se le représentent de leur bureau ne ressemble pas du tout à la réalité, déjà qu'ils sont incapables de cerner l'état d'esprit et le niveau de conscience des travailleurs en France ou les rapports entre les classes dans ce pays, alors on se demande comment ils pourraient parvenir à mener à bien un tel exercice avec un pays qui ne ressemble en rien à la France.

On va arrêter là, avant juste un truc qu'il faut que je vous dise, c'est mon intime conviction, c'est la conlusion à laquelle je suis parvenue, en somme, les dirigeants de tous ces partis et de ces formations politiques prennent leurs désirs pour la réalité ou leur représentation du monde pour le monde tel qu'il serait, alors qu'il est bien différent dans les faits. Toute leur politique porte l'emprunte de cette identification à eux-mêmes, elle est structurée à partir de l'idée qu'ils se font de la réalité et non à partir de la réalité. Ensuite ils passent leur temps à justifier cette idée qui serait la vérité, tels des philosophes qui ont créé un système et s'abattent dedans, ainsi quand ils vous parlent de la situation, ce n'est pas de la réalité dont ils vous parlent mais de l'idée qu'ils en ont ou qu'ils s'en font. Quant à la réalité, vous n'en saurez jamais rien, ils ne vous en diront jamais rien, sauf sous la contrainte des événements ou la pression des masses, en règle générale ils la fuient comme leur ombre. Si vous avez en tête les précédentes causeries, les exemples qui le démontrent ne manquent pas, vous pourrez y puiser abondamment.

Puisque j'ai évoqué les faits, un dernier mot.

Ce que j'ai apprécié dans le discours d'Assad et qui en a fait la valeur ou l'intérêt, c'est que sans cesse il a remis le journaliste en place en lui demandant de prendre en compte uniquement les faits et non les allégations des uns et des autres. Il faut dire que ce journaliste pouvait se contenter d'élucubrations car cela ne changerait rien à sa médiocre existence, alors qu'à la place qui était la sienne, Assad avait plutôt intérêt à tenir compte de la réalité pour mener à bien cette guerre et éventuellement sauver sa peau.

Vive l'ONU, vive l'internationale capitaliste ! (suite)

La liste qui suit est très loin d'être exhaustive des crimes contre les peuples qui ont été commis par les différents impérialistes ou régimes dictatoriaux dans le monde dans le cadre de l'ONU ou avec sa bénédiction depuis sa création au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, on pourrait évoquer par exemple l'apartheid en Afrique du Sud ou en Israël.

Liste des pays bombardés par les Etats-Unis sous prétexte d'y établir « la démocratie » (Obama veut son 35e - 18.09.2013 - Kamel MOULFI - legrandsoir.info)

1. Chine 1945-1946
2. Corée 1950-1953
3. Chine 1950-1953
4. Guatemala 1954
5. Indonésie 1958
6. Cuba 1959-1960
7. Guatemala 1960
8. Congo belge 1964
9. Guatemala 1964
10. République dominicaine 1965-1966
11. Pérou 1965
12. Laos 1964-1973
13. Vietnam 1961-1973
14. Cambodge 1969-1970
15. Guatemala 1967-1969
16. Liban 1982-1984
17. Grenade 1983-1984
18. Libye 1986
19. El Salvador 1981-1992
20. Nicaragua 1981-1990
21. Iran 1987-1988
22. Libye 1989
23. Panama 1989-1990
24. Iraq 1991
25. Koweït 1991
26. Somalie 1992-1994
27. Bosnie 1995
28. Iran 1998
29. Soudan 1998
30. Afghanistan 1998
31. Serbie 1999

32. Afghanistan 2001
33. Iraq 2003
34. Libye 2011
35. ?

Vive l'ONU, vive l'internationale capitaliste ! (suite)

Marché de dupes, numéro d'illusionnisme, charlatanerie, imposture (encore, eh oui !), je vous propose un extrait de la Charte de la Havane de 1948 qui semble sortie du chapeau d'un prestitigiditateur vivant sur une autre planète que la nôtre et qui voudrait qu'on le prenne au sérieux. Entendez par là qu'il faudrait ignorer l'évolution du capitalisme mondial au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler, ignorer l'évolution du monde, de la démographie mondiale, bref ignorer les contradictions du capitalisme qui sont inscrites dans les rapports qui en sont à l'origine, les inégalités entre les classes qui est sa marque de fabrique, ses lois de fonctionnement qui en découlent...

Pure aventurisme en vérité, voilà où en sont réduits des intellectuels bac + 10, des opposant déclarés au capitalisme qui en réalité s'en accommodent car il n'y a rien de sérieux dans tout cela. A les entendre il serait possible de réformer le capitalisme, de lui donner une visage humain, de partager les richesses entre tous, de satisfaire tous les besoins des 7 milliards d'habitants que compte la planète, bref pourquoi combattre pour en finir avec le capitalisme puisqu'il permettrait de réaliser le socialisme, ne vous marrez pas, parole de mililants qui se disent socialistes ou communistes, en réalité des agents du capital.

C'est le M'PEP qui est à cette initiative.

Annexe 21 : Charte de la Havane de 1948 : statuts de l'Organisation internationale du Commerce

ACTE FINAL

CHAPITRE I

BUT GÉNÉRAL ET OBJECTIFS

Article premier.

RECONNAISSANT que les Nations Unies sont résolues à créer les conditions de stabilité et de bien-être qui sont nécessaires pour assurer des relations pacifiques et amicales entre les nations,

LES PARTIES à la présente Charte s'engagent à coopérer entre elles et avec les Nations Unies dans les domaines du commerce et de l'emploi

En se proposant le but général suivant :

Atteindre les objectifs fixés par la Charte des Nations Unies, particulièrement le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social envisagés à l'article 55 de cette Charte.

A CET EFFET, elles prennent individuellement et collectivement l'engagement d'encourager les mesures nationales et internationales qui permettront d'atteindre les objectifs ci-après :

1. Assurer une ampleur toujours croissante du revenu réel et de la demande effective, développer la production, la consommation et les échanges de marchandises, et contribuer ainsi à l'équilibre et à l'expansion de l'économie mondiale.

2. Aider et stimuler le développement industriel ainsi que le développement économique général, particulièrement en ce qui concerne les pays dont le développement industriel est encore à ses débuts, et encourager le mouvement international des capitaux destinés aux investissements productifs.

3. Faciliter à tous les pays l'accès, dans des conditions d'égalité, aux marchés, aux sources d'approvisionnement et aux moyens de production qui sont nécessaires à leur prospérité et à leur développement économique.

4. Favoriser, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, la réduction des tarifs douaniers et des autres entraves au commerce, ainsi que l'élimination des discriminations en matière de commerce international.

5. Permettre aux différents pays, en multipliant les possibilités d'accroissement de leur commerce et de développement de

leur économie, d'éviter le recours à des mesures qui pourraient désorganiser le commerce mondial, réduire l'emploi productif ou retarder le progrès économique.

6. Faciliter, grâce au développement de l'entente mutuelle, des consultations et de la coopération, la solution des problèmes intéressant le commerce international dans les domaines de l'emploi, du développement économique, de la politique commerciale, des pratiques commerciales et de la politique des produits de base.

EN CONSÉQUENCE, elles instituent par les présentes l'ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE, par l'entremise de laquelle elles coopéreront, en leur qualité de Membres de cette Organisation, en vue d'atteindre le but général et les objectifs énoncés dans le présent article.

Tout le monde il est beau, il est bon, il est gentil, quel monde merveilleux sous l'égide de l'ONU, il va falloir qu'on l'explique aux peuples qui figurent dans la liste ci-dessus !

Les différents impérialistes, les riches, très riches, hyper riches, les 1.416 milliardaires de la planète, les banquiers, les dirigeants des multinationales, etc. tout ce beau monde va dans un geste d'une générosité, d'une bonté incommensurable applaudir à toute rompre et se défaire de sa fortune pour faire plaisir à Nikonoff !

La duplicité élevée au rang de vertu. Ils sont les plus mal placés pour l'ouvrir.

Violente charge de John McCain contre Vladimir Poutine - Reuters

Le sénateur républicain de l'Arizona John McCain a accusé jeudi le président russe Vladimir Poutine de s'allier à des tyrans et de gouverner son pays par la violence et la corruption.

Dans une tribune publiée sur le site d'information russe Pravda.ru, le candidat malheureux à la présidentielle de 2008 face à Barack Obama reproche violemment à Poutine son soutien au président syrien Bachar al Assad.

Poutine "*n'améliore pas la réputation de la Russie dans le monde. Il la détruit. Il est devenu l'ami des tyrans et l'ennemi des opprimés, il a perdu la confiance des nations qui veulent un monde plus sûr, plus pacifique et plus prospère*", écrit le très conservateur McCain.

Dans une tribune publiée la semaine dernière par le New York Times, le président russe avait dénoncé le risque d'escalade en cas d'attaque américaine en Syrie.

"*Le président Poutine et ses associés (...) ne respectent pas votre dignité, ils n'acceptent pas que vous ayez votre mot à dire. Ils punissent les dissidents et emprisonnent les opposants. Ils truquent les élections, ils contrôlent vos médias*", ajoute le sénateur américain à l'adresse des Russes. Reuters 19.09

François Fillon critique la position de la France sur la Syrie devant Vladimir Poutine - Francetv info

L'ancien Premier ministre, François Fillon, a critiqué, jeudi 19 décembre lors du forum de Valdaï (Russie), la position de la France, favorable à des frappes contre le régime de Bachar Al-Assad.

"*Je souhaite que la France retrouve son indépendance et sa liberté de jugement et d'action dans cette crise*", a-t-il déclaré devant le président russe Vladimir Poutine, allié indéfectible du régime syrien et principal adversaire de la France et des Etats-Unis sur ce dossier.

Les réactions n'ont pas tardé. Sur Twitter, le député socialiste Arnaud Leroy n'a pas hésité à qualifier son collègue de l'Assemblée nationale de "*laquais de la Volga*", l'un des fleuves russes. 19.09 Francetv info avec AFP

A vomir, n'est-ce pas ? Il n'y en a pas un de récupérable dans ce parti pourri.

Dans le monde des espèces les députés et sénateurs du PS se situent bien plus bas que les laquais, la vermine, la pourriture, t encore c'est faire offense aux bactéries dont l'espèce humaine est issue, ils ne peuvent pas ouvrir la bouche sans qu'ils remplissent l'atmosphère de miasmes pestilentiels.

Du refuge du dictateur

Aux victimes du terrorisme de l'Etat français en Syrie ?

- Terrorisme: les associations demandent à l'Etat de faire plus pour les victimes - AFP

A Doha et Riad !

- Hollande: Paris cherche "*les meilleurs contacts*" pour retrouver les otages - AFP

Hollande où la guerre permanente

- La France va livrer des armes aux rebelles syriens - LePoint.fr

- Hollande : "*nous aurons sans doute à être davantage présents*" en Centrafrique - LeMonde.fr

«*La France restera aux côtés du Mali tant qu'il sera menacé*», promet Hollande - LeParisien.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Le Sénat entre asile et maison de retraite pour serviteurs zélés du régime

- Les sénateurs votent le non-cumul des mandats... sauf pour eux - Francetv info

La dictature fait des émules, normal.

- Samaras : la Grèce ne tolérera pas que "*les nazis minent la démocratie*" - LePoint.fr

Le nazisme est le complément politique naturel de la démocratie version néolibérale ou social-néolibérale, en Grèce comme en France. Papandréous et Samaras n'ont pas fini le boulot, liquider les organisations et partis ouvriers, l'extrême droite se porte candidat pour en venir à bout et faire régner la terreur, normal.

Comment diviser pour mieux régner

- Retraites: 3,3 millions de salariés concernés par le compte pénibilité - AFP

- Gel des pensions : les députés PS veulent épargner plus de retraités - LeFigaro.fr

L'esprit militarisé et discipliné du germain remonte loin...

- 53% : la part des salariés allemands qui n'ont jamais manqué un jour de travail de leur vie - Atlantico.fr -

Même la viande avariée peut rapporter !

- Marché du vieillissement: signature d'un contrat de filière en octobre - AFP

Un patron !

- "*Qui ne s'est jamais senti coupable dans son travail?*" - L'Express.fr

Confirmation. Elle doit renoncer à la religion !

- Pour le pape, l'Eglise doit renoncer à son "*obsession*" du dogme - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Jamie Dimon, PDG de JPMorgan, 1 milliard de dollards d'amende : bof, une "***tempête dans un verre d'eau***" !

- La "*Baleine de Londres*" coûte près de 1 md de dollars d'amendes à JPMorgan - AFP

La facture de l'affaire de la "*baleine de Londres*" continue de s'alourdir pour JPMorgan Chase, qui va payer 920 millions de dollars d'amende à quatre régulateurs, mais qui reste encore la cible d'autres enquêtes.

En vertu d'accords à l'amiable annoncés jeudi, la banque accepte de payer aux Etats-Unis 200 millions de dollars au gendarme boursier (SEC), 300 millions au régulateur bancaire (OCC) et 200 millions à la Réserve fédérale (Fed). En Grande-Bretagne, elle versera 220 millions de dollars à l'autorité boursière FCA.

JPMorgan a salué jeudi dans un communiqué "*une étape majeure dans les efforts (...) pour mettre ces problèmes derrière elle*", assurant qu'elle continuait "*de coopérer aux enquêtes en cours*".

JPMorgan a parallèlement écopé jeudi de 80 millions d'amendes supplémentaires et de l'obligation de rembourser 309 millions à des clients de sa filiale Chase pour de mauvaises pratiques dans les cartes de crédit.

"*Les problèmes régulatoires et légaux vont probablement durer plus longtemps qu'attendu*", prévient la société de courtage Sterne Agee dans une note, jugeant toutefois que les coûts associés devraient reculer en 2014 et 2015.

"*Nous avons accepté notre responsabilité et reconnu nos erreurs dès le départ, nous en avons tiré les leçons et nous avons travaillé pour les réparer*", a assuré jeudi Jamie Dimon, qui avait notamment vu en janvier son bonus réduit de moitié à cause de l'affaire de la "*Baleine*".

Pour le chef de l'OCC, Thomas Curry, "*les amendes de près d'un milliard de dollars et les pertes de plus de 6 milliards (...) servent de rappels importants pour tous les banquiers*".

L'amende de la SEC est l'une des plus élevées de l'histoire de cet organisme et "*sans précédent*" pour des contrôles internes, selon George Canellos.

Joe Rundle, un analyste de la société financière ETX Capital, relativise néanmoins le montant de l'amende "*pour une banque d'une capitalisation de 200 milliards de dollars*", estimant que "*le plus grand dommage est bien sûr pour la réputation de JPMorgan*" et de la City de Londres "*enlisée dans un scandale financier après l'autre*". AFP

Cette amende va représenter 0,5% de la capitalisation de JPMorgan, Jamie s'en tape complètement, à part cela ils ne sont pas les maîtres du monde !

Haut de page

Le 21 septembre 2013

CAUSERIE

Pas le temps de mettre en ligne de nouveaux articles, plus tard ce soir ou demain matin. 8.700 connexions au portail depuis le 1er septembre et plus de 18.000 documents téléchargés.

Je n'ai pas été très bien ces derniers jours, mal dans le dos, énorme fatigue, etc. dans cette causerie je me rattrape, je recommence à faire surface mais je n'ai pas encore tout à fait récupéré, la haut la machine redémarre poussivement !

Je mets en garde les camarades qui n'ont déjà pas trop le moral, cette causerie va vous dégoûter un peu plus des partis du mouvement ouvrier, je n'y suis pour rien, croyez bien que je préfèrerais vous annoncer de bonnes nouvelles, hélas ce n'est pas pour demain la veille, apparemment !

Guerre à l'opportunisme !

S'en remettre à l'ONU comporte une double signification politique.

Tout d'abord c'est substituer une institution internationale du capital aux peuples pour décider de leur sort à leur place, c'est déposséder les peuples de ce droit politique, c'est donc subordonner les droits et besoins des peuples à ceux du

capitalisme mondial, c'est subordonner le mouvement ouvrier international aux partis et représentants du capitalisme mondial

Ensuite, c'est affirmer que les peuples et le prolétariat en particulier sont incapables de mener le combat pour en finir avec le capitalisme et de vaincre leur ennemi, de prendre le pouvoir politique pour changer la société et le monde, c'est déclarer que cette tâche est au-dessus de leurs forces et qu'ils ne sont pas historiquement en mesure de l'accomplir, autrement dit c'est tourner le dos au socialisme qui repose notamment sur cette condition, c'est les inviter à s'accommoder, à collaborer au capitalisme, à adopter son idéologie à laquelle ils doivent se soumettre, c'est donc abandonner le combat pour le socialisme, c'est capituler sur toute la ligne devant le capital, c'est se comporter comme un de ses agents.

Faire signer une pétition en direction de Hollande aussi.

Comme dans le cas de l'ONU ou d'une autre institution du capital, s'adresser au Bonaparte de service, au dictateur qui trône au Château, c'est le légitimer, c'est légitimer le pouvoir que lui confère la Constitution de la Ve République, c'est légitimer les institutions de la Ve République qu'il incarne au plus haut niveau. Dès lors on comprendra qu'à partir d'une telle position, tout discours sur l'abolition de ces institutions se trouvera neutralisé, n'aura aucune valeur, aura été énoncé pour la forme afin de masquer cette capitulation politique devant les institutions et son monarque.

On retrouve là les deux éléments contradictoires du double langage auquel les militants sont familiers. Ils sont la marque des traîtres qui tout au long de la seconde moitié du XXe siècle se sont présentés aux masses sous différents masques, socialiste, communiste, maoïste, trotskiste.

Comme dans le cas précédent, s'adresser à l'ennemi déclaré de la classe ouvrière pour satisfaire un de ses besoins ou lui octroyer un droit a pour fonction, non pas de combattre les illusions qu'elle pourrait avoir en lui, au contraire une telle initiative sert à les alimenter, à les faire naître ou renaître dans celui qui représente ou incarne les besoins et les droits de son ennemi, la classe des capitalistes.

Cette posture ou plutôt imposture conduit la classe ouvrière à concéder qu'il serait finalement normal qu'un Bonaparte ou un monarque concentre le pouvoir entre ses mains et décide à sa place de son destin, que de temps en temps il est bon de lui rappeler qu'il en est le garant car il aurait la facheuse tendance à l'oublier, quel dommage vraiment qu'il ne soit pas parfait estime sa cour qui est à l'origine d'une telle pétition ! Ainsi, non seulement la classe ouvrière se trouve déposséder de tout pouvoir politique, mais elle devrait s'en accommoder, en bon serviteur ou serf zélé elle devrait adresser ses lettres de doléances ou de créances à sa majesté, qui selon son humeur s'en servira pour sécher quelques larmes hypocrites ou comme papier toilette, entre nous, elles ne méritent pas mieux et c'est bien à ce niveau que se situe une telle action politique, on ne peut guère tomber plus bas.

Bien entendu, il est parfaitement possible de recueillir l'opinion ou l'avis, l'idée que se font les travailleurs sur une question précise sans avoir à l'adresser au monarque du fg Saint-Honoré ou à je ne sais quel ministre. A quoi cela servirait-il donc ? A se compter, à prendre conscience qu'on n'est pas seul à penser d'une certaine manière, à briser notre isolement, à prendre confiance dans la force que représente notre classe, à se rassembler, à s'organiser pour défendre notre point de vue, nos intérêts de classe, prendre conscience qu'on appartient à une classe distincte qui à ses propres besoins et droits sociaux et politiques, éventuellement, mais j'ai cru comprendre que c'était accessoire, secondaire sans intérêt pour les militants, contruire un véritable parti révolutionnaire qui renoue avec le marxisme et le socialisme.

Il faut bien comprendre ce qu'il y a de pernicieux dans cette démarche, le cynisme qui en est à l'origine.

Aussi bien sur le plan personnel que politique le doute est une faiblesse.

Terrorisme d'Etat. Al Qaïda est au pouvoir aux Etats-Unis, en France, en Arabie saoudite et bien entendu en Israël.

Hollande n'est fait que poursuivre à la lettre la politique impérialiste de Sarkozy

Armes chimiques : Paris préparait une action militaire en Syrie depuis début 2012 - LePoint.fr

Les préparations à une opération militaire française contre le régime de Bachar el-Assad ne datent pas d'hier. Dès janvier 2012, près de six mois avant l'arrivée de François Hollande à l'Élysée donc, des plans de frappes ont commencé à être étudiés par le CPCO (Centre de planification et de conduite des opérations) de l'état-major des armées. Alors que le conflit en Libye venait tout juste de se terminer, les Français préparaient déjà conjointement des plans de frappes avec les Américains et les Britanniques (que les militaires, les diplomates et les espions appellent entre eux le P3), bientôt associés à deux autres grands pays alliés, dont on tait le nom. On parle alors de P3+... LePoint.fr 20.09

Armer les barbares, semer le chaos, un autre prétexte pour intervenir... plus tard.

- Hollande pour des livraisons d'armes contrôlées en Syrie - Reuters

- La livraison "*contrôlée*" d'armes en Syrie jugée compliquée - Reuters

- Les groupes d'Al Qaïda en Syrie attirent de nouveaux combattants - Reuters

Ensuite, au tour de l'Iran...

- Six mois avant une bombe atomique iranienne, prévient Israël - Reuters

- Nucléaire: les avances de Rohani "*pas suffisantes*" pour Washington - AFP

- Paris accueille les ouvertures iraniennes avec scepticisme - LeFigaro.fr

En attendant ils peuvent contempler leurs créatures et leurs oeuvres

- Yémen: des attaques spectaculaires imputées à Al-Qaïda font 56 morts - AFP

- Boko Haram a tué près de 160 personnes dans le nord du Nigeria - Reuters

- Afghanistan: 18 policiers tués dans une embuscade - AFP

- Le Pakistan va libérer l'ancien numéro deux des talibans afghans - AFP

- Irak : attentat meurtrier dans une mosquée - LeMonde.fr

- Des Tunisiennes feraient le "*jihad du sexe*" en Syrie Francetv info avec - AFP

- Au cœur du procès de Trappes, la "*légitimité*" du contrôle d'identité des femmes en voile intégral - LeMonde.fr

Non, c'est la "*légitimité*" de la barbarie qu'incarnent le wahhabisme, le salafisme et le takfirisme et que le journal Le Monde soutient tout comme Hollande...

ACTUALITE EN TITRES

La tête du président nigérien Issoufou est-elle déjà mise à prix par Hollande ?

- Le Niger lance un audit des mines exploitées par Areva - Reuters

La monarchie est héréditaire, pas seulement à l'Elysée.

- Une partie du "*trésor des rois de France*" revient aux héritiers du comte de Paris - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand l'éthique se fait dictature. Les mères maquerelles PS, PCF, PG, UMP, UDI du régime passent à l'attaque.

Un seul mot d'ordre pour contrer cette offensive de la réaction : Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme !

- Prostitution : mobilisons-nous pour une loi d'abolition ! - LeMonde.fr 20.09

Parmi les premiers signataires : Roselyne Bachelot, ancienne ministre (UMP), Marie-Jo Zimmermann, députée (UMP), Sophie Auconie, députée européenne (UDI), Jérôme Guedj, député (PS) Marie-Georges Buffet, députée (PC), Pierre Laurent, sénateur (PC), Martine Billard, co-présidente du Parti de Gauche.

Il s'agit d'élus ayant signé une lettre scélérate dans laquelle on peut lire :

- "*L'abolition du système prostitueur ne fera certes pas disparaître la prostitution du jour au lendemain. Mais elle engagera résolument la société tout entière aux côtés des victimes de ce système d'exploitation et contre ceux qui en tirent profit*."

Autrement dit ce sont les représentants des partis qui soutiennent le "*système prostitueur*" qu'est le capitalisme qui entendent criminaliser ceux qui en sont les victimes, victimes des rapports sociaux d'exploitation sur lesquels est basé le capitalisme et qu'il reproduit à tous les niveaux de la société ces rapports, donc en premier lieu entre les hommes et les femmes.

Soutenir le capitalisme et le régime en place, c'est se prostituer pour un poste, un mandat, un statut, des prébendes, c'est le seul talent qu'on reconnaîtra à ces élus et ces partis.

On retrouve ici même crasse méthode sordide que celle employée pour justifier les guerres contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie : l'hypocrisie, l'imposture, pire encore, culpabiliser la population, car ce serait "*l'absence d'une prise de conscience collective*" qui serait responsable de la prostitution et non le fait que leur société pourrie n'ait pas en mesure de proposer à l'ensemble des femmes (et des hommes, des jeunes) un travail et un salaire qui leur permettrait de s'épanouir et de vivre décemment, à entendre ces ordures nous serions tous responsables du chômage de masse, de la précarité généralisée et de la pauvreté qui frappent des millions de travailleurs dans ce pays, de tous les maux dont sont victimes les travailleurs et qui ne sont que le produit de la survie du capitalisme en putréfaction.

- "*Nous déclarons haut et fort qu'il est lâche et hypocrite de se réfugier derrière le "consentement" des personnes prostituées pour s'empresser de ne rien faire. Nous savons pertinemment que le "consentement" n'a de sens qu'au regard des options et alternatives réelles de chacun-e. Or, face aux tentatives de banalisation du "travail sexuel" et en l'absence d'une prise de conscience collective et de moyens effectifs, un très grand nombre de personnes prostituées ne dispose d'aucune alternative réelle à la prostitution.*"

Parce que demain grâce à cette lettre ou une loi les femmes qui se prostituent verront leurs problèmes sociaux réglés d'un coup de baguette magique et abandonneront cette pratique, voilà ce que ces menteurs professionnels osent vouloir faire croire à la population.

Dans le passage suivant la limite du cynisme est franchie, on a à faire à des monstres, des barbares, jugez vous-même.

Notez bien qu'ils sont parfaitement conscients quand ils s'expriment, la référence aux "*inégalités*" de plus en plus insupportables dans la société est là pour le prouver. Et si cela ne suffisait pas à vous les rendre infréquentables, ils vont jusqu'à faire un parallèle avec " *loi de la jungle*" qui permet aux " *plus forts (d'être) libres d'exploiter les plus faibles*", autrement dit le système capitaliste auquel ils ont tous adhéré.

Pire encore dans l'abjection, système d'exploitation auquel ces femmes qui se prostituent "*consentent*", donc vous et moi, tous les travailleurs au passage qui une nouvelle fois seraient responsables de cette situation ou de ces rapports qu'ils n'ont jamais choisi librement, mais que leur société infâme leur a imposés, nous impose.

Pire, oui c'est encore possible, ces salopards le revendiquent, ils sont "*fier-e-s*" du "*choix du contrat social*" qu'ils prétendent proposer à ces femmes alors qu'ils ne sont pas capables de proposer un travail avec un salaire décent aux millions de chômeurs, voilà une pure supercherie.

- "*Que certain-e-s consentent à travailler pour moins que le smic ou à se séparer un organe pour survivre, n'a jamais justifié les salaires en dessous du smic ni l'achat d'un organe. Nul ne doute plus du fait que, face aux inégalités, ce seront toujours les plus vulnérables qui en seront réduits à sacrifier leur force de travail ou leur intégrité physique. Si certains font le choix de la loi de la jungle – que les plus forts soient libres d'exploiter les plus faibles tant que ceux-ci, sans alternatives, y consentent –, nous sommes fier-e-s de faire le choix du contrat social et d'un projet de société progressiste*."

Mais comment cela est-ce possible direz-vous, comment une telle infâmie est possible de nos jour ? Vous avez pu observer que tous les partis institutionnels (union nationale) participent à cette nouvelle offensive contre l'ensemble des travailleurs qui seraient responsables de la prostitution, contre ces femmes qui feraient leur propre malheur par leur consentement. De plus, le PS, le PCF et le PdG font constamment l'objet d'attention ou d'approche de la part des autres partis, POI, NPA et LO. Ainsi ils ont le champ libre, la réaction se sent pousser des ailes, plus rien ne les arrête, il n'existe plus d'opposition organisée en France, ils en profitent, ils se lâchent. Ils se comportent tous comme des maquereaux ou des prostitués pour le compte du régime, en réalité de l'idéologie néolibérale qui est derrière cette offensive, le réel commanditaire, comme dans le cas du mariage homosexuel, etc.

J'ai expliqué la teneur de cette lettre à mon épouse. Ensuite je lui ai dit ceci : tu vois la table là, ces ordures qui ont signées cette lettre sont tranquillement attablées, députés, sénateurs, élus du PS, PCF, PG, UMP, UDI, ils sont responsables du chômage et de la prostitution, mais pour eux un chômeur est un fainéant, une prostituée une grosse salope, les uns et les autres se complaisent dans leur situation, c'est de leur faute. Ces élus se goinfrent comme des porcs et quand ils ont terminé leur festin leur cour rapplique pour récolter les miettes, finir les assiettes et les fonds de bouteilles, pas un ne manque à l'appel, pas un ne refusera d'en faire partie, ils sont comme cela, oui et cela est dur à digérér, tous pourris jusqu'à la moelle, il n'en reste pas un pour sauver l'honneur du mouvement ouvrier, moi je refuserai de m'asseoir à leur table, je refuserai de leur serrer la main, je refuserai de leur adresser la parole, jamais, tu entends jamais, et bien il n'existe aucun partie qui ait cette attitude, absolument aucun, ils sont tous corrompus, vendus, Manju, c'est terrible, tu comprends maintenant pourquoi la société et le monde ne peuvent être que de plus en plus pourris, et on est encore loin d'avoir tout vu, car cela va empirer, c'est obligatoire.

S'il vous plaît ne me demander ce qu'il faudrait faire, vous le savez aussi bien que moi mais personne ne veut s'y résoudre et c'est bien là le problème, rompre avec tous ces partis et en construire un nouveau, que voulez-vous faire d'autres, dites-moi,. Je vais vous dire encore un truc, dans ce portail nous avons évoqué à de nombreuses reprises le passé, chaque fois sur la base des faites portés à notre connaissance, mais en réalité nous n'avons fait pratiquement qu'effleurer l'histoire des différents parts et courants du mouvement ouvrier depuis 1945, ce qui nous reste à mettre au grand jour est immense et nous réserverait des surprises dont nous n'avons pas idée, tout ce que nous savons, c'est que cet inventaire confirmerait, amplifierait considérablement le jugement sans appel que nous avons porté sur ces partis et courants.

Si vous militez au POI, au NPA ou à LO, demandez donc à vos dirigeants ce qu'ils en pensent. Le POI s'adresse à nouveau au dictateur va-t-en-guerre Hollande, ce parti compte ou comptait (?) des milliers de militants ou adhérents provenant du PS, selon Schivardi qui les avait évalués à 3 ou 4.000, quand ils militaient au PS ce parti était déjà aussi pourri qu'aujourd'hui, il est pourri depuis un siècle faut-il rappeler à ceux qui ont la mémoire courte, certains y sont restés des décennies, dites-nous, nous sommes prêts à tout entendre, quand avez-vous lu quelque part que l'un d'entre eux auraient avoué s'être fourvoyé en adhérent au PS, auraient renié son passage dans ce parti, quand, qui, où, à quelle occasion, nous attendons votre réponse, à notre connaissance jamais, idem pour ceux qui viennent du PCF, pire encore, ils en chantent les exploits passés alors qu'il a toujours été un parti contre-révolutionnaire, tout comme le PS. Mes camarades du POI compendront peut-être mieux la position de leur direction sur la Syrie une fois qu'ils se seront posés ces questions.

Au NPA et à LO l'affaire est réglée, leurs dirigeants ont tenu à la virgule près le discours d'Obama et Hollande ou Netanyahu qui veulent avant tout renverser le régime syrien, il n'y a rien à récupérer dans ce parti, ce sont des réactionnaires et ils le revendiquent : poubelle !

C'est aussi au nom de l'"*éthique*" qu'ils soutiennent toutes les guerres impérialistes contre les peuples.

- "*Ce que nous exigeons aujourd'hui, c'est la mise en place, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, d'une politique réellement abolitionniste permettant de tarir les entrées dans la prostitution et de multiplier les possibilités d'en sortir. Il s'agit d'un devoir éthique.*" Le Monde 20.09

Il s'agit bien de criminaliser la prostitution, les prostituées. Comment ? En décrétant qu'une fois adoptée sur le papier une politique prétendument " *réellement abolitionniste*" la prostitution n'aura plus lieu d'exister. Ce qui signifie que celles qui s'y adonneront malgré tout seront considérées comme des hors la loi susceptibles d'être réprimées par le législateur.

Un complément. Dans le registre de la pourriture, demandez le vert.

Du kaki du chef de guerre au vert de la livrée du valet.

- Hollande annonce une contribution carbone sans préciser son taux - Reuters

- Conférence environnementale : la reculade des Verts en trois actes - Francetv info

- Environnement: Durand (EELV) satisfait des annonces de Hollande - AFP

- Durand (EELV) a reçu un message d'Ayrault démentant vouloir sa tête - AFP

- Transition énergétique : EELV salue le cap fixé par Hollande - Le Nouvel Observateur

Ces gens-là n'ont aucune dignité, ils empestent l'opportunisme par toutes les pores de leur peau. A bas l'écologisme et l'écosocialisme, à bas la réaction !

Intox. Les complices des nazis

Au même moment des dizaines de milliers de manifestants drapeaux géants déployés et brassards nazis au bras paradaient dans New York et d'autres grandes villes américaines, vu sur une vidéo en ligne sur YouTube un film du début des années 30

- Découverte à Bruxelles du premier film américain antinazi - Reuters

Le premier film américain mettant le monde en garde contre les dangers du nazisme, sorti un an à peine après l'arrivée de Hitler au pouvoir, a été retrouvé dans les archives de la Cinémathèque de Bruxelles.

"*Le règne de terreur de Hitler*" ("Hitler's reign of terror") a été tourné par Cornelius Vanderbilt, l'un des héritiers de la richissime famille d'industriels américains, qui se trouvait en Allemagne en 1933, année de l'arrivée au pouvoir des nazis.

Le film qui dure un peu moins d'une heure montre notamment des rassemblements du parti nazi, des autodafés de livres "*contraires à l'esprit national*" et des destructions de magasins juifs.

Lors de la première à New York, début 1934, il avait été très bien accueilli, explique Bruno Mestdagh, l'un des responsables de la Cinémathèque belge.

"*L'ambassade d'Allemagne à Washington avait protesté et le film avait ensuite été censuré et adapté. La nouvelle version avait rencontré moins de succès*", ajoute-t-il. Reuters 20.09

On ne nous dit pas si ce richissime héritier avait lui aussi financé la montée de Hitler au pouvoir puis le régime nazi, entre nous, où aurait-il pu faire un meilleur placement, y compris pendant la guerre, comme ce fut le cas notamment des banquiers anglo-saxons-sionistes de la Fed d'origine juive, les pires antisémites.

Que Washington ait répondu favorablement à la protestation des nazis donne une idée assez précise du niveau auquel se situait la collusion entre les intérêts des deux régimes.

Les banquiers de la Fed financeront les deux camps avant et pendant la guerre histoire de tirer profit des deux côtés à la fois. Vous trouverez toutes ces infos, images et commentaires en français, dans les adresses de vidéos qui figurent dans le site et d'autres encore sur le Net. Attention, vous vous croiriez à Berlin en 1933, les gratte-ciel sur les images prouvent que ces images d'époque ont bien été tournées à New York. Cela ne figure dans aucun manuel d'histoire, pas même dans celui de votre parti.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

Les islamistes d'Ennahda, principale force de la coalition gouvernementale en Tunisie, ont donné jeudi leur accord de principe à la proposition de sortie de crise formulée par le syndicat UGTT.

Le plan élaboré par la centrale syndicale prévoit la démission de l'actuel gouvernement, la formation d'un cabinet de transition chargé de superviser la tenue de nouvelles élections.

"*Notre réaction à l'initiative du syndicat a été positive en tant que plate-forme de dialogue avec les partis politiques*", a dit Ameur Larayedh, l'un des principaux dirigeants d'Ennahda.

"*Nous avons des réserves, mais nous sommes prêts à discuter de ces points dans le cadre d'un dialogue, dont nous nous attendons à ce qu'il commence probablement mardi prochain*", a-t-il déclaré à Reuters.

Secrétaire général du Congrès pour la République (CPR), partenaire d'Ennahda dans la coalition gouvernementale, Imed Daïmi a lui aussi apporté son soutien au plan présenté par l'UGTT.

L'opposition laïque n'a pas fini d'examiner ce projet, ont dit des responsables. Reuters 20.09

SOCIAL

Vietnam

Le groupe public vietnamien de construction navale Vinashin, dont la quasi-faillite a gravement entaché la réputation financière du pays, a annoncé le licenciement de 14.000 personnes dans le cadre d'une restructuration qui verra la réduction totale de ses effectifs de 70%.

Le conglomérat était apparu au bord de la faillite en 2010 avec plus de quatre milliards de dollars de dettes, exposant au grand jour la faiblesse du secteur public, clé de l'économie vietnamienne, et provoquant une vive inquiétude des investisseurs étrangers.

Vinashin, qui employait 60.000 personnes en 2008, compte actuellement un peu plus de 26.000 salariés et va garder 8.000 personnes au terme de sa restructuration, à une date non précisée, a indiqué le groupe dans un communiqué publié lundi sur son site internet.

Sur les 18.000 postes supprimés, 14.000 personnes, dont beaucoup n'avaient plus aucun travail à faire, vont être licenciées, a précisé le texte, sans évoquer le sort des 4.000 autres emplois.

Le journal d'Etat Lao Dong s'est élevé jeudi contre ce plan qui touche une main d'oeuvre qualifiée non responsable des difficultés du groupe.

Vinashin "*avait l'habitude de recevoir un traitement préférentiel pour surmonter les difficultés. Alors pourquoi n'y a-t-il pas de plan pour aider 14.000 employés, licenciés en raison de responsables irresponsables et corrompus?*", a-t-il ajouté.

Avant son effondrement, Vinashin était décrite comme un fleuron de l'industrie et revendiquait des milliards de dollars de commandes, mais s'était en fait engluée dans des mauvais choix, des diversifications et des activités déficitaires.

Le scandale avait fragilisé le Premier ministre Nguyen Tan Dung et entaché l'image financière du Vietnam. Les agences de notation internationales avaient abaissé plusieurs de leurs notes, citant Vinashin comme un facteur de risque pour son secteur bancaire et un révélateur de la faiblesse de son appareil productif.

Une dizaine d'anciens responsables du groupe ont depuis été condamnés, pour certains à de lourdes peines de prison. AFP 19.09

Haut de page

Le 22 septembre 2013

CAUSERIE

Samedi 21h20 en Inde

J'étais en train de formater les adresses des nouveaux articles quand je me suis aperçu que j'avais commis une erreur dans l'adresse de plusieurs fichiers qui ne se trouvent pas dans le dosssier5 mais le dossier6.

La suite dans une heure environ.

Haut de page

Le 23 septembre 2013

CAUSERIE

QUELQUES INFOS SUR LA SYRIE

- La Syrie a remis à temps l'inventaire de ses armes chimiques - AFP 21.09

La Syrie a remis l'inventaire attendu de son arsenal chimique à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)

samedi, dans le délai imparti par l'accord russo-américain du 14 septembre, un signe apparent de collaboration du régime de Damas.

L'accord de Genève, élaboré tandis que Washington menaçait la Syrie d'une action militaire en réponse à une attaque chimique meurtrière le 21 août, stipule que l'arsenal chimique de Damas doit être détruit d'ici la fin du premier semestre 2014. AFP 21.09

- L'Occident aveuglé sur la Syrie, fait du chantage à la Russie - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a accusé dimanche les Etats-Unis de faire du chantage à la Russiepour qu'elle soutienne une résolution dure à l'ONU contre la Syrie, et reproché à l'Occident d'être aveuglé par l'idée d'un changement de régime dans le pays déchiré par la guerre. Nos partenaires américains commencent à nous faire du chantage: si la Russie ne soutient pas une résolution en vertu du chapitre VII au Conseil de sécurité de l'ONU, nous arrêterons de travailler à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), a déclaré M. Lavrov dans une entrevue avec Channel One, selon les agences russes.

Selon M. Lavrov, l'OIAC est sur le point de prendre une décision sur la Syrie, mais le processus est menacé par la position arrogante de certains partenaires occidentaux.Ils ont besoin du Chapitre VII, qui prévoit en cas de violation des lois internationales des mesures coercitives, y compris des sanctions et la possibilité de recourir à la force, a-t-il dit.Washington, Paris et Londres veulent une résolution très ferme, éventuellement sous le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies - une démarche que M. Lavrov juge contraire à l'accord historique sur le désarmement chimique de la Syrie, obtenu avec son homologue américain John Kerry à Genève le 14 septembre.Nos partenaires sont désormais aveuglés par leur objectif idéologique de changement de régime (en Syrie), a ajouté le chef de la diplomatie russe. Tout ce qu'ils disent, c'est que Bachar al-Assad doit partir. french.irib.ir 22.09

Intox et imposture.

Ici le procédé consiste à affirmer qu'on serait prêt à partager un objectif avec un tiers, tout en lui posant des conditions totalement inacceptables pour qu'il y adhère, sans s'attarder sur leur caractère arbitraire ou unilatéral qui correspond aux besoins de celui qui les formule, de façon à faire reporter sur ce tiers la responsabilité de l'impossibilité d'atteindre cet objectif ou l'échec d'un accord entre les deux parties.

- L'opposition syrienne prête à participer à "Genève 2" - Reuters

Le président de la Coalition nationale syrienne (CNS), Ahmed Djarba, s'est dit prêt à participer à une conférence sur la paix à Genève si elle vise à instaurer un gouvernement de transition doté de pleins pouvoirs.

Cette proposition est contenue dans une lettre adressée au Conseil de sécurité des Nations unies par les opposants à Bachar al Assad et datée du 19 septembre.

Exprimant pour la première fois un engagement clair en faveur de l'initiative conjointe de la Russie et des Etats-Unis, Ahmed Djarba y "*réaffirme sa volonté de s'engager dans une future conférence de Genève*".

Mais, ajoute le texte, "*toutes les parties doivent accepter que le but de la conférence sera l'établissement d'un gouvernement de transition disposant de pleins pouvoirs exécutifs*" comme cela était stipulé lors du premier cycle de négociations sur la Syrie organisé à Genève l'an passé.

Insurgés et adversaires d'Assad ont insisté sur le fait que l'actuel président syrien ne pourrait jouer aucun rôle dans ce gouvernement de transition.

Dans le courrier adressé à l'Onu, Djarba demande également que toute résolution du Conseil de sécurité sur la destruction des armes chimiques syriennes soit prise en vertu du chapitre VII de la Charte de l'Onu qui prévoit un recours à la force en cas de non application des dispositions.

Djarba demande enfin que le Conseil de sécurité prenne "*les mesures nécessaires*" pour imposer un cessez-le-feu dans le pays et pour procéder à la libération de milliers de militants pacifiques. Reuters 22.09

En complément sur la Syrie

1- 42 membres de l'ASL ont été décapités vendredi à Al Bab dans la province d'Alep, une localité transformée en un arène où s'affrontent l'ASL et l'Etat islamique en Irak et au Levant.

L'ASL vient de lancer un sévère avertissement à " *toutes les milices étrangères* " pour qu'elles quittent au plus vite la Syrie. "

nous demandons à tous les combattants étrangers, islamistes ou pas, de quitter dans les plus brefs délais le sol syrien à défaut de quoi elles seront combattus" a dit Fahd al Masri au cours d'un entretien avec Sky News . " *Ces organisations terroristes seront boutés hors de la syrie, ils devront quitter la Syrie, car les syriens ne veulent pas d'eux en raison de leur action*". Les analystes voient à travers cet appel un avertissement turc contre l'Arabie saoudite. french.irib.ir 21.09

2- Dans le gouvernorat de Damas, la milice de l'ASL qui se trouve dans une mauvaise posture s'est mise au « *recrutement obligatoire* » dans les rangs des jeunes vivants dans la région de la Ghouta orientale.

Dans un communiqué datant du 20 septembre 2013, et signé par les brigades et les bataillons en action dans la Ghouta orientale, les jeunes nés entre 1983 et 1994 sont appelés sans tarder à rejoindre leurs rangs dans un délai ne devant dépasser les 24 heures qui suivent. Parmi les signataires figurent Les forces Maghawir de l'ASL, le comité religieux de la Brigade de l'Islam, et 8 autres milices.

« *Vu que nos combattants sur les fronts ont un besoin incessant d'aide continue... et pour ne pas laisser aucun front sans garde ou contrôle* », explique le texte. « *Seront capturés tous ceux qui désistent à leur devoir de jihad* », menace-t-il. Les forces gouvernementales mènent une attaque importante dans cette région où elles ont réalisé des avancées importantes, après avoir été freinées par l'attaque chimique qui leur a été imputées. french.irib.ir 20.09

Qui a dit ?

- "*le travail d'un responsable public c'est de convaincre*" les concitoyens, "*c'est mon travail*" ?

Réponse : Le petit notable de province Arnaud Montebourg, invité de l'émission politique "12/13 dimanche" sur France 3. (AFP 22.09)

Si la politique qu'il appliquait correspondait réellement aux besoins de la majorité de la population, elle serait convaincue d'avance, si ce n'est pas le cas, c'est que la politique qu'on lui propose ou qui est appliquée viole ses besoins ou ses aspirations, elle est antidémocratique. Le ministre veut lui appliquer de force au moyen de mensonges et en la culpabilisant.

Mieux encore, qu'on ne vienne pas lui reprocher de recourir à cette méthode détestable, il y est obligé pour le bien de la population qui ignore où se situe ses intérêts, lui il le sait forcément sinon il ne serait pas ministre.

On en est présence d'un mécanisme où les rôles sont inversés, ce n'est pas le ministre qui se plie à la volonté de la majorité de la population, mais c'est à cette dernière de se plier aux exigences, aux diktats d'un ministre, d'un gouvernement, d'un président.

Cet affairiste fait ici la démontration que sa conception de la démocratie et le régime riment avec dictature.

Du coup on en vient à se poser de nouvelles questions sur la démocratie.

La démocratie violée au nom de la morale.

Au départ je voulais consacrer ce passage à répondre à la dernière offensive de la réaction qui a réalisé l'union nationale contre les prostituées (lire la causerie d'avant-hier) et au-delà en réalité, mais je n'ai pas trouvé le temps de traiter ce sujet comme il se devait, je suis épuisé. On poursuivra demain ou les jours suivants car ce que recouvre cette question est très important. Ces catins du régime veulent policer les moeurs, généralement ils précèdent la venue des gardiens de camps de concentrations.

En période de réaction sur toute la ligne, de guerre, on peut ajouter de décadence d'un mode de production entré en putréfaction qu'incarne le néolibéralisme, la démocratie est piétinée, la morale sert des desseins guerriers et le bon sens le plus élémentaire devient une denrée rare, tout comme le discernement, l'honnêteté intellectuelle et l'esprit critique qui admet l'existence de rapports et de besoins contradictoires dans une société basée sur l'inégalité entre les classes, la lutte des classes.

- "*La démocratie et la morale "généralement admise" ne sont pas les seules victimes de l'impérialisme. Le bon sens "inné à tous les hommes" est sa troisième victime.* " (L. Trotsky Leur morale et la nôtre)

L'approche morale d'une question à caractère social tend à se substituer à un ou des facteurs objectifs, au développement de rapports sociaux qui sont le produit de l'évolution du capitalisme en putréfaction, de telle sorte qu'on évitera de se pencher sur leur origine pour ne pas avoir à établir la responsabilité du capitalisme ; au lieu de partir des faits on se penchera sur leurs conséquences qui seront traitées comme des abstractions coupées de la réalité, ce qui est normal, pratique ou préférable puisqu'il est impossible d'y remédier, à l'arrivée ce seront ses victimes qui seront déclarées coupables.

- "*Le bon sens procède au moyen de grandeurs invariables dans un monde où il n'y a d'invariable que la variabilité. La dialectique,*

au contraire, considère les phénomènes, les institutions, les normes dans leur formation, leur développement et leur déclin. L'attitude dialectique envers la morale, produit fonctionnel et transitoire de la lutte des classes, parait "amorale" aux yeux du bon sens. Il n'y a pourtant rien de plus dur, de plus borné, de plus suffisant et cynique que la morale du bon sens ! " (L. Trotsky Leur morale et la nôtre)

Aux "***apôtres de l'esclavage et de la soumission***"

- "*L'évolutionnisme bourgeois s'arrête, frappé d'impuissance, sur le seuil de la société historique, ne voulant pas admettre que la lutte des classes soit le ressort principal de l'évolution des formes sociales. La morale n'est qu'une des fonctions idéologiques de cette lutte. La classe dominante impose ses fins à la société et l'accoutume à considérer comme immoraux les moyens qui vont à l'encontre de ces fins. Telle est la mission essentielle de la morale officielle. Elle poursuit "le plus grand bonheur possible", non du plus grand nombre, mais d'une minorité sans cesse décroissante. Un semblable régime, fondé sur la seule contrainte, ne durerait pas une semaine. Le ciment de l'éthique lui est indispensable. La fabrication de ce ciment incombe aux théoriciens et aux moralistes petits-bourgeois. Ils peuvent faire jouer toutes les couleurs de l'arc-en-ciel ; ils ne sont, tout compte fait, que les apôtres de l'esclavage et de la soumission*". (L. Trotsky Leur morale et la nôtre)

Le marxiste révolutionnaire : où est-il passé ?

"*Le marxiste révolutionnaire ne saurait aborder sa tâche historique sans avoir rompu moralement avec l'opinion publique de la bourgeoisie et de ses agents au sein du prolétariat. Cette rupture-là exige un courage moral d'un autre calibre que celui des gens qui vont criant dans les réunions publiques : "A bas Hitler, à bas Franco!" Et c'est justement cette rupture décisive, profondément réfléchie, irrévocable, des bolcheviks avec la morale conservatrice de la grande et aussi de la petite-bourgeoisie, qui cause une frayeur mortelle aux phraseurs de la démocratie, aux prophètes de salons, aux héros de couloirs. De là leurs lamentations sur l'"amoralisme" des bolcheviks.*" (L. Trotsky Leur morale et la nôtre)

Comme ils sont nombreux dans nos rangs les "*phraseurs de la démocratie*" , les "*prophètes de salons*", les " *héros de couloirs*", il aurait pu ajouter de salles de classes.

Les conditions pour qu'elle existe n'ont jamais été remplies.

On nous la sert à toutes les sauces, tout le monde s'en réclame de l'extrême droite à l'extrême gauche. Elle existerait dans tous les pays dits développés et dans certains pays dits émergents, dans une moindre mesure ou pas du tout dans les pays étiquetés sous-développés.

La démocratie étant l'exercice du pouvoir par la majorité de la population implique qu'au moins une condition soit remplie, à savoir que la population possède un niveau de connaissance ou de conscience de la société et du monde, leur histoire et leur évolution, pour se prononcer sur les questions sur lesquelles elle est amenée à se prononcer qui recoupent ses besoins ou aspirations, afin d'élir ses représentants qui les incarneront ou y apporteront les réponses appropriées telles qu'elle les avait envisagées.

Or cette condition n'existe pas, n'a jamais existé, jamais la majorité de la population d'un pays n'a développé un niveau de conscience coïncidant avec la compréhension du fonctionnement de la société. On en veut pour preuve que les masses exploitées sont toujours incapables de reconnaître quel parti politique incarne réellement leurs besoins ou aspirations. Elles n'ont pas davantage de conscience de classe ou ceci explique cela. Si dans les pays dits développés elles demeurent dans leur immense majorité ignorantes ou arriérées, alors que dire de celles qui vivent dans les pays dits émergents ou sous-développés, comment pourraient-elles incarner la démocratie ou y prétendre sauf à se méprendre sur son contenu.

Du coup, quel que soit le pays considéré, il est normal que ce qu'on appelle la démocratie se confonde en réalité avec les intérêts de la minorité de la classe exploiteuse au détriment de ceux de la classe des exploités, et prenne de ce fait la forme et le contenu d'une dictature, dont les contours seront plus ou moins marqués en fonction du développement économique de chaque pays ou de son arriération ou encore du niveau de décomposition atteint du capitalisme.

Je n'ai pas le temps de me lancer dans un long développement sur cette question, j'ai par contre un exemple (personnel) sous les yeux pour justifier le rejet de la démocratie telle que la conçoivent disons les militants les plus progressistes et qu'ils voudraient voir appliquer indistinctement au monde entier.

J'estime avoir acquis quelques connaissances et atteint un certain niveau de conscience. Je vis avec une femme profondément arriérée dont la mère était analphabète et illettrée et ayant vécu jusqu'à l'âge adulte dans un tel milieu totalement isolé du reste du monde. Il nous arrive très souvent de devoir trancher un certain nombre de questions qui parfois engagent notre mode de vie, notre avenir. Evidemment nous n'avons pas du tout la même perception de la réalité de la société dans laquelle nous vivons, pendant que je l'interprète sur le terrain de la lutte des classes, chez mon épouse c'est plutôt son état d'esprit du moment qui va déterminer de quelle manière elle va aborder une question, donc ce sera totalement imprévisible et aléatoire, sa motivation dépendra de critères qu'elle ne maîtrise pas et sera dans une large mesure inconsciente, ne pouvant pas le justifier, elle aura tendance à vouloir m'imposer son point de vue, toute discussion étant quasiment impossible ou très difficile.

Un nombre de fois incalculable elle m'a soumis des propositions qui allaient manifestement à l'encontre de nos intérêts, pourquoi, mais parce qu'elle n'en mesurait pas la portée ou les conséquences à venir, je n'ai pas eu d'autres choix que les rejeter fermement, à aucun moment je n'ai cédé. On pourrait me reprocher d'avoir agi comme un dictateur ou un tyran, de ne pas être un démocrate ou de ne pas pratiquer la démocratie sous mon propre toit, en effet et je le revendique, d'autant plus que souvent toute discussion était impossible, je prenais une décision seul et elle était irréversible. Il faut bien avoir conscience de ce que cela signifie et de la gravité de cette question, car si je l'avais écoutée aujourd'hui nous n'aurions plus une roupie en banque, nous serions à la rue, elle aurait ruiné notre existence et pire encore.

Vous vous demandez peut-être si j'ai évoqué cette question avec mon épouse. Evidemment, et vous seriez surpris par sa réaction car à l'arrivée elle m'a donné raison, ce n'est pas parce qu'elle est arriérée qu'elle ne serait pas capable de comprendre ce qu'on lui explique dès lors qu'on fait l'effort de se mettre à sa portée, elle a son amour-propre et mon propos n'était pas de la choquer ou de la culpabiliser, encore moins de la mépriser, cela dit pour une chose qu'elle a compris il en existe encore mille autres qui pour elle demeurent obscures, il ne faut jamais se leurrer sur le niveau de conscience des masses, mais il ne faut pas non plus les condamner à l'obscurantisme comme le font les partis du mouvement ouvrier dont le comportement est insupportable.

Il faut apprendre à regarder la réalité en face, être lucide, sinon notre interprétation de la situation est totalement faussée, cela vaut pour la Syrie par exemple, vous avez pu observer comment tous les partis se sont fourvoyés, ils ont refusé de tenir compte des rapports qui existent en Syrie, de la composition du peuple syrien, etc. ils ont tous versé dans l'opportunisme à des degrés divers.

Je vais vous dire un dernier truc à propos de mon épouse. Quand à la suite d'un viol odieux le gouvernement de Delhi a annoncé qu'il allait donner plus de pouvoir aux femmes, mon épouse s'est exclamée devant le poste de télé : "surtout pas, les femmes sont pires que les hommes, elles n'ont pas été à l'école, elles sont bêtes et jalouses, elles n'ont rien dans la tête". C'était le cas encore de sa génération, depuis la situation a évolué, mais il est vrai que la plupart des femmes se marient très jeunes, ont leur premier enfant dans la foulée et arrêtent leurs études très tôt. Elles ne sortent plus de chez elles, tandis que les hommes travaillent, lisent le journal et discutent, ils sont généralement plus évolués, bon, il ne faut pas prendre cela à la lettre, c'est encore une fois tout relatif, par rapport aux femmes indiennes qui sont très arriérés, ils le sont un tout petit peu moins.

Je n'ai pas le temps de poursuivre ici, il faut comprendre aussi que dans un pays où le pouvoir est totalement coupé des masses, on se demande à quoi bon savoir ceci ou cela, cela servira à quoi, à rien, du coup si les connaissances ne servent à rien, à quoi bon leur attacher de l'importance, quand vous discutez un peu sérieusement avec un Indien, vous l'observez et vous vous dites que cela rentre par une oreille et ressort aussitôt par l'autre chez lui, il vous prête une attention polie mais il se fout de ce que vous lui dites, d'ailleurs il ne comprend pas pourquoi vous avez emmagasiné ces connaissances qui ne vous servent pas davantage qu'à lui, il n'aura pas plus de considération pour vous pour autant, votre intelligence entre guillemets est une perte de temps et d'énergie, au mieux vous êtes pour lui une curiosité, un mystère, presque un cas pathologique qui ne mérite pas le respect puisque pour lui seul ce qui est utile sur le plan pratique présentera un intérêt à ses yeux, il se fout du reste et son univers ne va pas au-delà, alors le sort du pays, de sa classe ou je ne sais quoi, tenez le nucléaire, il en est à mille lieux !

Quand j'aborde la question de la démocratie j'ai cette expérience gravée dans la tête, je me dis que ce n'est pas possible de laisser des gens aussi arriérés décider pour l'ensemble de la population ou le sort d'un peuple, d'une nation. La compaison s'arrête là, car si les décisions que je prends seul correspondent à nos intérêts communs, il va de soi que la minorité qui dirige chaque pays ne prendra pas en compte les intérêts de l'ensemble de la population, sauf circonstance exceptionnelle, par exemple en Syrie aujourd'hui, cet exemple n'est peut-être pas le plus approprié puisqu'en réalité Assad représente plus qu'une minorité mais l'unité de l'ensemble des minorité qui constituent le peuple syrien, s'il ne représentait qu'une secte ou éthnie ou une communauté il aurait déjà été balayé du pouvoir depuis longtemps, cependant en temps normal il incarne les intérêts de la bourgeoisie syrienne ou une de ses couches et se maintient au pouvoir grâce à son appareil répressif.

Maintenant le peuple syrien est tellement hétérogène qu'il est quasiment impossible qu'un régime se maintienne en place sans être constamment remis en cause par une ou l'autre couche de la bourgeoisie qui regroupe derrière elle une partie des masses, de sorte qu'il sera soit livré à une instabilité permanente, soit dirigé d'une main de fer, sans parler des Etats voisins hostiles à la Syrie qui ont intérêt à le déstabiliser ou le faire chuter. Bref, dans un tel pays comme dans bien d'autres dans la région, en Afrique ou en Asie, vouloir instaurer la démocratie ou permettre à chacune des composantes de la société de participer au pouvoir ne ferait qu'attiser la convoitise de chacune d'entres elles qui rendrait le pays ingérable, autrement dit, ce serait l'ensemble des Syriens qui y auraient plus à y perdre qu'à y gagner, on a l'expérience de l'Irak et de la Libye qui le prouve si nécessaire.

Dans ces pays c'est la profonde arriération des masses qui permet de les manipuler si facilement pour en faire des djihadistes ou des kamikazes. Seule la classe dominante plus cultivée ou certains éléments de celle-ci flanqués de la petite-bourgeoisie est en mesure de diriger de tels pays, les éléments conscients au sein du prolétariat représentant une infime minorité, ils doivent se compter sur les doigts d'une main, à ne pas confondre avec certaines couches des masses plus nombreuses qui sont elles-mêmes manipulées par les staliniens et l'extrême guache gauchiste pour le compte d'autres couches de la bourgeoisie qui s'estiment lésées par le régime et s'en servent pour obtenir une plus grosse part du gâteau, ce sont ces couches qu'appuient le mouvement ouvrier français qui réclame la chute d'Assad en choeur avec Obama et Hollande.

En Inde où je vis on retrouve tous ces rapports, il n'existe aucun parti incarnant véritablement les intérêts historiques du

prolétariat qu'exprime le marxisme.

De tous les partis qui sont au pouvoir ou qui se sont succédés au pouvoir dans tous les pays du monde, aucun n'incarne la démocratie, tous sans exception incarnent une démocratie étriquée, limitée, déformée, une dictature qui coïncide avec les intérêts de la classe des capitalistes, quelle qu'en soit la forme politique, monarchie constitutionnelle ou république parlementaire fortement teintée de bonapartisme ou de monarchisme dans laquelle l'armée joue un rôle en fonction de l'hétérogénéité plus ou moins importante qui compose le pays.

Au mieux et à titre exceptionnel il arriva une seule fois dans le passé qu'une minorité consciente organisée incarnant les intérêts de la majorité parvienne au pouvoir, le parti bolchevik de Lénine.

- "*A l'époque de son ascension révolutionnaire, c'est-à-dire quand il représenta réellement l'avant-garde prolétarienne, ce fut le parti le plus honnête de l'histoire. Quand il l'a pu, il a naturellement trompé les classes ennemies ; puis il a dit la vérité aux travailleurs, toute la vérité, rien que la vérité. Grâce à quoi, uniquement, il a conquis leur confiance comme nul autre parti au monde.* " (L. Trotsky Leur morale et la nôtre)

ACTUALITE EN TITRES

Bonne nouvelle pour les supporters du SPD !

- Merkel remporte les législatives mais devra s'allier aux sociaux-démocrates - AFP

Ils sont solubres dans le capitalisme depuis un siècle : la fusion est réussie !

- Montebourg: "*s'il reste encore des courants au PS, il faut les dissoudre*" - AFP

Arnaque et racket. Qui va casquer, devinez ? Non, pas les nantis.

- Transition énergétique: le Medef "*rassuré*" sur la démarche - AFP

A bas EELV, l'écologisme, le capitalisme vert, l'écosocialisme!

Les proviseurs et professeurs trouvent cela normal, c'est inhumain vous avez raison.

- «*Ma fille pèse 30 kg et son cartable entre 10 et 15 kg, selon les jours*» - 20minutes.fr

Grotesque sans frontière.

- Record du plus gros cornet de frites: la France détrône la Belgique - L'Express.fr

- Oktoberfest : à Munich, le prix de la bière défie les lois de l'économie - Atlantico.fr

L'Oktoberfest s'ouvre ce week-end à Munich pour deux semaines de festivités. Paradoxe : chaque année, le prix de la bière augmente plus vite que l'inflation sans entraver la progression du nombre de litres bus. Atlantico.fr 22.09

Ainsi va leur monde...

- Irak: 12 morts dans un attentat contre des funérailles à Bagdad - AFP

- Yémen: Des attaques imputées à Al-Qaida font 56 morts - 20minutes.fr

- Pakistan : 78 morts dans l'attentat le plus sanglant commis contre des chrétiens - AFP

- Attaque terroriste au Kenya : le bilan passe à 43 morts et 200 blessés - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande le président de l'oligarchie néolibérale : "***La finance on ne lui demande pas d'être vertueuse, on lui demande d'être fructueuse***"

Seule l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste dispose d'une stratégie sur le long terme : instaurer une dictature mondiale dit nouvel ordre ordre mondial ou gouvernement mondial. Le capitalisme n'en a pas : il est condamné à s'effondrer et à disparaître si on s'en chargeait.

La méthode consiste ici à accoler arbitrairement une qualité à une proposition, de telle sorte qu'il reviendra à ses détracteurs de prouver ou de faire la démonstration qu'elle était usurpée, histoire de décourager ceux qui n'auraient pas de temps à consacrer à cet exercice ingrat et qui peut s'avérer long, aussi pour contourner cet obstacle il suffit de déterminer les réelles intentions de son auteur, ce qui sera relativement facile ici, puisque nous avons à faire à un banquier qui se revendique sioniste, donc néolibéral, Hollande les adore autant que Sarkozy assurément ! Vous aurez remarqué qu'ils ont les mêmes conseillés que Mitterrand, pure coïncidence, si, si...

Attali s'est fixé comme objectif de redorer l'image de l'oligarchie financière, voyons comment il s'y prend.

Il accuse "*les sociétés*" et "*les Nations*" de se focaliser de plus en plus sur le court terme selon ses termes, alors qu'en réalité c'est l'oligarchie financière qui leur impose ce rythme, crise du capitalisme oblige notamment. Il leur reproche en même temps de ne pas prendre en compte le "*long terme*", attitude qui serait " *la cause principale de la crise actuelle*", or il se trouve et cela il ne peut évidemment pas l'avouer, que les décisions à court terme prises par les différents gouvernements correspondent à un objectif à long terme que s'est fixé l'oligarchie financière et auquel ils ont tous adhéré.

Pêle-mêle il balance un certain nombre de propositions qui concernent différents acteurs dont les intérês sont opposés, selon le sens de l'équité que l'on connaît aux représentants de la finance ces propositions auraient la vertu d'être équilibrées, alors qu'il n'en est rien évidemment, ceux qui en tireraient profits et ceux qui seront lésés sont en réalité toujours les mêmes, vérifions-le.

Il préconise par exemple de mettre à la disposition des capitaliste l'épargne des masses qui pourront en tirer des profits substantiels, tandis que l'épargne rapporte des cacahuètes aux masses ; endetter les plus pauvres à un taux usuraire pour qu'ils soient encore plus enchaînés au capitalisme et se retrouvent dans l'impossibilité de se rebeller contre le système économique, quant aux contraintes ou exigences qui concerneraient les capitalistes ils sont du niveau de la tarte à la crème, "*poursuivre et amplifier la lutte contre les paradis fiscaux*" et réguler "*la rémunération des dirigeants*" des entreprises... qui justement disposent de comptes dans les paradis fiscaux !

On comprend dès lors que Hollande se soit exclamé que "*La finance, on ne lui demande pas d'être vertueuse, on lui demande d'être fructueuse*", merci pour elle, il est parfait en président des banquiers et des rentiers !

Et pour que la société toute entière adhère à cette stratégie à long terme rien de tel qu'un grand "*débat participatif sur l'économie positive*" en y associant partis dit abusivement ouvriers et syndicats en se servant du Conseil économique, social et environnemental et la boucle est bouclée.

Normaliser le néolibéralisme, quoi.

- Attali remet à Hollande 45 propositions sur l'"*économie positive*" - AFP

L'économiste Jacques Attali a présenté samedi à François Hollande une série de propositions prônant un "*capitalisme patient*" (Traduire : Déterminé et cynique. -ndlr), inscrivant son action sur le long terme et soucieux de préserver l'avenir (Traduire : Celui des capitalistes. - ndlr), seule façon de parvenir à une société moins dépendante de la "*tyrannie du précaire*" (Traduisez : Sous la coupe d'une tyrannie définitive, une dictature absolue. - ndlr) et de la "*myopie actionnariale*" (Trop de riches se mêlent de ce qui ne les regardent pas.- ndlr).

"*L'absence de prise en compte du long terme est la cause principale de la crise actuelle. Il est très inquiétant de voir les sociétés, les Nations de plus en plus focalisées sur le court terme*", a expliqué devant la presse l'ancien conseiller de François Mitterrand.

"*L'économie positive est une économie qui réoriente le capitalisme vers la prise en compte des enjeux du long terme (...) Elle vise (...) à rendre compatibles l'urgence du court terme et l'importance du long terme*" (Parce que le capitalisme qui rime avec barbarie aurait encore un avenir, qui plus est qui serait "*positif*" ! -ndlr) , explique l'ouvrage.

L'un des préalables est de "*bâtir un capitalisme patient, à travers une finance positive, qui retrouve son rôle de support de*

l'économie réelle" (Ben voyons, Goldman Sach et JP Morgan et consorts abandonneraient la spéculation... - ndlr) , souligne en particulier le rapport.

"*La finance est à si court terme. C'est parce qu'il y a une tyrannie du court terme dans toutes les dimensions de nos sociétés qu'on a eu la crise de 2007-2008*", a insisté Jacques Attali devant François Hollande.

C'est pourquoi plusieurs des propositions portent sur les questions financières: "*rediriger l'épargne et les investissements vers les activités positives*" (portant sur le long terme), "*favoriser le développement de la microfinance*", "*poursuivre et amplifier la lutte contre les paradis fiscaux*", "*indexer la rémunération des dirigeants sur la positivité de l'entreprise*".

A ce dernier sujet, le document remarque que "*les stock-options et modes de rémunération annexés au cours de la Bourse alignent les incitations des dirigeants sur celles des actionnaires. Ils freinent les stratégies de long terme des entreprises*".

Le rapport préconise aussi que la France milite au niveau européen ou du G20 en faveur du renforcement des actionnaires de long terme, dont les droits de vote "*pourraient être proportionnels*" aux titres détenus mais aussi à la durée de détention. L'objectif étant de "*mettre fin à la myopie actionnariale*".

Jacques Attali considère d'ailleurs que la définition même de l'entreprise dans le Code civil doit être modifiée, étant actuellement tournée vers "*l'intérêt de ses associés capitalistes*".

Un tel amendement "*forcera les dirigeants d'entreprises (...) à avoir des comptes à rendre à d'autres qu'aux actionnaires et à faire en sorte que d'autres indicateurs se développent et à la finance d'être responsable*", a-t-il relevé.

"*La finance, on ne lui demande pas d'être vertueuse, on lui demande d'être fructueuse*" (C'est bien ce que se disent les banquiers, ses amis ! - ndlr), a commenté François Hollande.

Le document préconise la création d'un "*Conseil du long terme*", qui prendrait en compte les intérêts des générations futures et qui pourrait voir le jour "*à partir du Conseil économique, social et environnemental*" (Cése), une institution controversée.

Il a souhaité aussi la promotion d'un grand "débat participatif sur l'économie positive, qui pourrait faire, a-t-il dit, l'objet de propositions françaises au niveau de l'UE. AFP 21.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

Réagissant au refus des Etats-Unis d'autoriser le survol de leur territoire au Président Nicolas Maduro, le gouvernement vénézuélien a, officiellement, porté plainte contre ce pays, aux Nations unies.

Les Etats-Unis ont refusé au Président du Venezuela, Nicolas Maduro, le survol de leur territoire, lors de son voyage, à destination de la Chine, prévu, à partir de samedi, a indiqué, jeudi, le ministère vénézuélien des Affaires étrangères, une décision qualifiée d'"*insulte*" et de "*faute grave*" par Caracas. Le président vénézuélien a également accusé Washington de refuser la délivrance de visas à la délégation vénézuélienne, pour l'Assemblée générale de l'ONU. Le Chef de la diplomatie vénézuélienne, Elias Jaua, a déclaré espérer que les autorités américaines "*corrigeront l'erreur*".

De son côté, le Président bolivien, Evo Morales, un proche du gouvernement vénézuélien, a demandé "*ne réunion d'urgence*" du Celac (Communauté des Etats latino-américains et caribéens, qui regroupe 33 pays), pour évoquer la décision américaine et réclamer le "retour immédiat" des ambassadeurs des Etats-Unis. french.irib.ir 22.09

SOCIAL

Bangladesh

- Bangladesh : des ouvriers du textile manifestent pour un salaire minimum - Francetv info 21.09

Il s'agit de la première manifestation à grande échelle depuis la demande des syndicats d'un salaire mensuel minimum de 100 dollars (74 dollars). Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh ont bloqué des routes et attaqué des usines en dehors de la capitale Dacca samedi 21 septembre. Les manifestants, parfois armés de bâtons, ont débrayé dans des dizaines d'usines de confection travaillant pour des grandes marques occidentales, et ont défilé des heures durant dans les principales zones industrielles de Gazipur, Mouchak et Ashulia.

Le Bangladesh est le deuxième exportateur de vêtements au monde, fournissant notamment des grands noms tels que l'américain Walmart, le français Carrefour ou encore le suédois H&M. Pilier de l'économie, le secteur avec ses 4 500 usines représente 80% des exportations annuelles s'élevant à 27 milliards de dollars.

Mais la grande majorité des 3 millions de travailleurs ne gagnent qu'un salaire de base mensuel de 3 000 taka (38 dollars, 28 euros) - soit un des plus bas au monde - à la suite d'un accord tripartite entre les syndicats, le gouvernement et les fabricants signé en août 2010. Francetv info 21.09

Haut de page

Le 24 septembre 2013

CAUSERIE

Je suis toujours en petite forme et je dois dire que la présence de mon épouse depuis le 11 septembre perturbe mon travail, je n'arrive plus à me concentrer sur un sujet.

Je mettrai ce soir une douzaine de nouveaux articles en ligne.

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Bachar al Assad ne craint pas le projet de résolution - Reuters

Le président syrien Bachar al Assad dénonce le comportement des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne qui souhaitent autoriser l'Onu à recourir à la force si Damas ne respecte pas son engagement à démanteler son arsenal chimique.

"*Si les Etats-Unis veulent trouver des excuses pour entrer en guerre, ils les trouveront, ce qui n'a jamais mis fin à la guerre*", déclare le président syrien dans une interview à la télévision d'Etat chinoise CCTV diffusée lundi.

Bachar al Assad affirme que ce projet de résolution ne l'inquiète pas et que la Chine et la Russie "*jouent un rôle positif au Conseil de sécurité des Nations unies pour garantir qu'aucune excuse ne sera utilisée pour entreprendre une action militaire*".

Dans un article publié sur le site internet de la chaîne publique, Bachar al Assad est cité disant: "*Je ne suis pas inquiet. Depuis son indépendance, la Syrie a respecté tous les traités qu'elle a signés. Nous honorerons tous ce que nous nous sommes engagés à faire.*"

"*Qui plus est, je veux dire qu'en soumettant ce projet au Conseil de sécurité, ou en plaidant pour que les Etats-Unis et la Russie trouvent un accord, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne cherchent à se draper dans les habits du vainqueur dans une guerre contre la Syrie, leur ennemi imaginaire.*" Reuters 23.09

Je pense sérieusement que si nous avions disposé d'un parti et que Hollande avait décidé de bombarder le peuple syrien, nous serions intervenus militairement en France, comment...

Syrie /Guerre : Riyad multiplie les offres - french.irib.ir 23.09

Décidément Riyad n'en revient pas d'avoir à renoncer à la guerre ! selon Al-Shargh al-Ossat al -Jadid, citant les sources diplomatiques, l'Arabie saoudite a proposé aux Etats Unis et à Israël une aide de 200 milliards de dollars en échange d'une action militaire US contre la Syrie. Cette offre, si elle est acceptée, vient s'ajouter à des milliards de dollars déjà déopensés par Riyad tout au long de 30 mois de guerre anti-syrienne.

Selon ces sources, Riyad s'est empêtré dans des dépenses folles qui totalisées, semblent suffisantes pour déclencher la

croissance dans plusieurs pays arabes. " *L'aide de 200 milliards de dollars est certe séduisante mais elle est loin de pouvoir vaincre les craintes des Etats-Unis, et d'Israël à avoir à déclencher une guerre anti-syrienne dont les impacts iront vite se déteindre sur tous les pays de la région. En Israël, non plus l'humeur n'est pas trop "pro guerre", le front intérieur israélien n'étant pas prêt à faire face à une avalanche de missiles*". french.irib.ir 23.09

Tous contre la classe ouvrière !

"*Die Linke est la seule opposition en Allemagne, la seule contre tous*" - Gregor Gysi, fondateur du PDS, puis qui a contribué à la fondation de Die Linke - 23 septembre 2013 - legrandsoir.info

Interview, extraits.

55, 60, non 65 ans !

- "*Nous voulons l'introduction, dans toute l'Allemagne (...) la retraite à 65 ans.*"

Et dans le cas où la productivité baisserait ou stagnerait faudrait-il repousser l'âge de départ à la retraite ? Comment cela non, en reprenant votre argumentation ce serait parfaitement légitime :

- "*Nous affirmons que la hausse de la productivité permet au contraire de financer les retraites avec un âge de départ fixé à 65 ans au plus tard.*"

Bon, ce que j'en dis, c'est juste histoire de causer, en réalité je vais vous avouer un truc, je n'en ai vraiment rien à foutre, l'important c'est de participer, surtout si cela rapporte quelque chose, vous voyez ce que je veux dire... La suite le confirme, comment dire, magistralement

Il dit que "*la plupart des souhaits de Peer Steinbrück, le candidat du SPD, sont similaires à ceux d'Angela Merkel* ", donc le SPD serait infréquentable ou toute alliance avec lui serait compromise, détrompez-vous, pas du tout.

A la question : "*Dans ces conditions, aucune coalition avec le SPD et les verts ne serait possible*", le philistin répond : "*Nous sommes prêts à discuter pour voir si nous pouvons nous mettre d'accord sur un contenu. Il faudra, certes, accepter quelques petits compromis. Mais les plus grands pas en ce sens, c'est le SPD qui devra les effectuer. C'est sûr !*", ben voyons c'est le genre de la maison, le SPD a gouverné en alternance avec la CDU/CSU depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale pour le compte du capitalisme allemand, mais tout peut arriver, parole d'illusionniste, "*Mais le SPD doit maintenant prendre des décisions claires*" car voyez-vous jusqu'à présent le doute était encore permis... un siècle plus tard. Il poursuit dans le même registre : " *S'il veut poursuivre dans cette voie, il doit s'allier à la CDU*" comme quoi il a parfaitement conscience de la nature sociale du SPD, mais répétons-le, il s'en tape complètement, d'ailleurs " *S'il veut se corriger, s'il veut, au moins, redevenir social-démocrate, alors, nous pouvons discuter*", extraordinaire, il faut dire que plus haut il avait rappelé que le score réalisé par Die Linke dans l'ex-RFA lors des précédentes élections "*relevait presque du miracle*", donc ce message et la politique de Die Linke s'adresse à ceux qui sont portés à y croire, disons-le carrément, relève de la supercherie, de l'escroquerie politique, en France on y est habitué avec Mélenchon.

Quel rapport avec les intérêts des travailleurs allemands et le socialisme ? Aucun.

Quelques réflexions politiques

1- L'implosion de l'URSS n'a pas été le point de départ de la décomposition du mouvement ouvrier, elle a permis de révéler au grand jour qu'elle concernait également son avant-garde, les trois courants qui se réclamaient du trotskisme qui en réalité avaient rompu avec le marxisme dès la disparition de Trotsky et que ceux qui s'intitulaient ses héritiers étaient des usurpateurs ou des agents du capital.

2- Il semble incompatible de se fixer comme objectif d'élever le niveau de conscience des masses sans rompre avec le capital et ses représentants, ses institutions, d'où le mépris qu'inspire cet objectif à tous les partis qui sont liés au régime en place ou aux partis qui en assurent la stabilité, qui oeuvrent à sa survie. Quand ils ne traitent pas les questions de société en se plaçant sur le même terrain que les ennemis des masses, Ils préfèrent les ignorer.

Si vous avez lu hier les extraits de Leur morale et la nôtre de Trotsky ou que vous êtes familiarisé avec la rhétorique qu'employaient Marx, Engels ou Lénine, vous aurez constaté qu'on ne la retrouve dans absolument aucun parti alors qu'elle véhiculait leur idéologie. Si je n'ai pas leur talent ou leurs qualités pour rivaliser avec eux sur ce plan-là, j'ai décelé dans leur sémantique la marque de leur indépendance de pensée qui n'avait rien d'un effet de style et faisait merveille dans leurs polémiques.

Lire les oeuvres des marxistes, leur correspondance, etc. c'est automatiquement se placer sur le terrain de classe des plus farouches ennemis du vieux monde, qui ne leur ont rien concédé, c'est adopter un mode de pensée qui est sain, propre, salutaire, dont on peut être fier, qu'on peut adopter à souhait, jamais on ne risque de sombrer dans la médiocrité, le mépris, d'être trompé ou abusé, c'est un vrai bonheur.

3- Quand les représentants de la classe dominante et leurs domestiques en appellent à la morale, à l'équité, à l'égalité, à la justice sociale, c'est pour mieux faire passer leur politique réactionnaire qu'ils dotent ainsi de vertus usurpées, qui en sont absentes ou en sont l'antithèse en réalité, c'est de la sorte qu'ils comptent abuser les masses, les manipuler pour les faire adhérer à leur objectif (immédiat) qu'ils se passent bien de leur dévoiler.

Ce serait une grave erreur politique de considérer ou de traiter séparément chacune des offensives de la réaction contre différentes couches de travailleurs, car elles sont reliées entre elles par un fil que leurs auteurs s'emploient à rendre invisible et constituent en fait les différentes étapes d'une seule et même stratégie, qui correspond à son tour à une idéologie déterminée qui incarne les besoins de l'oligarchie financière qui domine ou étend son pouvoir à l'ensemble du capitalisme mondial à l'époque de l'impérialisme.

L'oligarchie financière apparaît à la fois comme le fossoyeur du capitalisme et son sauveur, c'est cette contradiction qu'on a du mal généralement à saisir dès lors qu'on refuse d'admettre qu'elle a mis au point une stratégie politique pour tenter de sauver le capitalisme du péril qui le menace, stratégie qui vient se heurter violemment aux contradictions du système capitaliste dont elle ne contrôle pas tous les facteurs à l'échelle mondiale, la manière dont elle avait décidé de traiter la question syrienne par exemple, par la guerre, en est une illustration.

Bien les représentants de la classe dominante et leurs larbins soient guidés par cette stratégie, tout doit être fait pour la rendre invisible, insaisissable par les masses, empêcher qu'elles en prennent conscience afin d'éviter qu'elles se rassemblent et que la lutte contre cette stratégie devienne l'axe central de leur combat politique. Pourquoi ? Parce que au-delà du fait que derrière cette stratégie se tiennent ses véritables commanditaires, l'oligarchie financière qui au plus haut degré concentre les contradictions du capitalisme, ce sont les fondements du capitalisme qu'il s'agit de protéger des masses. Pourquoi ou comment sont-ils menacés ?

Il arrive un moment où la crise du capitalisme atteint un tel niveau, que les mesures prises par les différents gouvernements qui favorisent ouvertement le développement des inégalités au profit des rentiers et des banquiers choquent la majorité des masses, elles seront portées à se demander ou il faut les encourager à se demander ce qui a été à l'origine du processus qui a conduit à cette situation, qui, si elles menaient cette réflexion jusqu'au bout leur permettrait d'atteindre les inégalités entre les classes qui sont à l'origine du système économique capitaliste, en quelque sorte elles pourraient parvenir à faire le lien entre la cause et ses conséquences, elles pourraient comprendre que c'était finalement les inégalités sur lesquelles reposait le capitalisme qui était responsable de leur situation, de la décomposition de la société et non telle ou telle mesure ou loi, ces inégalités qui existaient au départ entre les classes allaient déterminer les inégalités qui allaient se développer plus tard, s'amplifier jusqu'à atteindre le degré insupportable qu'on leur connaît aujourd'hui, du coup il semble logique que pour se débarrasser une fois pour toute de ces inégalités il faille en finir avec ce système économique.

De leur côté les capitalistes avouent ouvertement que leur seul objectif est de s'enrichir encore plus et que le bien-être de la population ou le progrès social est secondaire pour eux ou passe littéralement à la trappe. Ce qui est intéressant ici, c'est qu'ils proclament ou revendiquent en réalité quelle est la raison d'être du système économique pour les capitalistes : s'enrichir au détriment du reste de la population sans se soucier de son sort ou des conséquences sociales qui en découleront, rien d'autre à leurs yeux n'a d'importance, telle est le contenu de leur morale cynique en passant.

On admettra que quelque part ils découvrent leur jeu, de la même manière que la mondialisation dont ils ont fait la promotion devait avoir pour seul objectif d'exploiter, de surexploiter des masses toujours plus grandes de prolétaires, tandis qu'ils s'attaqueraient au coût du travail et au niveau de vie de ceux des vieux pays capitalistes, s'en serviraient comme prétexte pour liquider leurs droits sociaux et politiques, l'enrichissement des plus riches devant être la norme avec pour pendant à l'autre pôle la paupérisation généralisée des masses exploitées.

Tout cela les travailleurs l'ont plus ou moins à l'esprit, ils savent dorénavant qu'ils ne travaillent pas pour un monde meilleur ou plus juste mais pour un monde où se développe inexorablement les inégalités, les injustices et la barbarie.

Maintenant si le capitalisme mondial a pu prendre ce tournant sans rencontrer de véritables obstacles, c'est parce que le mouvement ouvrier international a capitulé, a été défait, est totalement gangrené par l'idéologie dominante et a rompu avec le socialisme, il a été incapable de se reconstituer sur de nouvelle base ou de renour avec le marxisme et ses enseignements à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, qui avait constitué une terrible défaite pour le prolétariat mondial.

Au sein du mouvement ouvrier, ceux qui apparaissent comme les plus à gauche se gargarisent de la résistance des masses, des quelques victoires qu'elles peuvent rencontrer ici ou là sur le plan social, leur combat ne va jamais au-delà, ils ont totalement déserté le combat sur le terrain politique depuis des lustres, or l'issue de la guerre de classe qui se joue sous nos yeux ne se situera pas sur le terrain social mais bien sur le terrain politique, et c'est bien sur ce terrain-là qu'il n'existe aujourd'hui

aucune issue, que les masses se retrouvent totalement désarmées justement pour résister au rouleau compresseur du néolibéralisme qui broie les uns après les autres tous nos droits sociaux, car il se sert du pouvoir politique à cette fin, il l'a conquis dans le but de nous réduire en esclave et d'instaurer une dictature absolue, c'est l'objectif final de sa stratégie.

Cela dit la guerre de classe n'est pas terminée, la lutte des classes existe encore, les masses ne sont pas résignées à vivre toujours plus mal et aux quatre coins du monde elles réclament avec de plus en plus d'impatience leur dû. Les partisans du mondialisme sont loin d'avoir gagné la partie. Ils ont beau avoir mis au point une stratégie qui devrait à terme les affranchir des contradictions mortelles du capitalisme, ils doivent encore les affronter là où ils viennent justement de les développer, dans les pays dits émergents (Brésil, Afrique du Sud, Chine, Inde, etc.) où la lutte des classes va devenir de plus en plus radicale exactement comme autrefois en Europe, les mêmes causes engendrant les mêmes effets, ces pays se développent sur le plan économique alors les masses exigent leur part du progrès social. C'est également valable dans tous les pays du Moyen et Proche-Orient, du Maghreb, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, sur tous les continents les masses exploitées exigent que leurs besoins légitimes soient satisfaits, ce qui est évidemment incompatible avec l'enrichissement illimité ou dans des proportions gigantesques de quelques millions de privilégiés à travers le monde.

C'est pour s'émanciper de cette contradiction qui conduit les masses à s'organiser et à se soulever contre le capitalisme et ses institutions, qu'ils ont élaboré cette stratégie consistant à spolier les masses de tout pouvoir politique qu'ils concentreraient entre leurs mains à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent ils ont réussi à avancer dans la réalisation de leur projet aux Etats-Unis, au Japon et en Europe uniquement, ils disposent aussi de quelques pions sur tous les continents, ils n'en sont qu'à la phase préliminaire qui consiste à fonder des institutions supranationales qui à terme viendraient se substituer aux Etats et à leurs institutions, là pour le coup tous les pays ont répondu présent, y compris la Chine et la Russie. Il leur reste juste à régler la question de la répartition des richesses et du pouvoir entre eux qui apparemment continue de leur poser de graves problèmes, c'est le plus gros morceau ou obstacle à la réussite de leur entreprise machiavélique. Car pour le moment chaque puissance prétend encore oeuvrer pour ses propres intérêts, si le prolétariat mondial ne venait pas bouleverser leur plan, il y a fort à parier qu'une fois ces pays ayant rejoint le niveau de développement des pays capitalistes les plus avancés, leur puissance ou richesse étant de force ou de niveau comparable, plus aucun obstacle ne viendrait barrer la route à leur entente ou leur partage du monde, du pouvoir politique qu'ils assumeraient ensemble sur les cendres du mouvement ouvrier, de la lutte des classes et du socialisme.

Cette stratégie incarne à la fois les besoins de l'oligarchie financière et du capitalisme avec lequel elle se confond ainsi que l'objectif politique qu'elle s'est fixée qui requiert au préalable pour être atteint la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques.

Nous avons évoqué deux facteurs, l'oligarchie financière et le capitalisme, dont le fonctionnement ou les moyens et la finalité sont différents. Le sort du capitalisme dépend de ses lois de fonctionnement qui comportent des contradictions qui le minent à terme ou le conduisent à connaître des crises de plus en plus vastes et profondes, préparent son effondrement, situation périlleuse qui pourrait lui être fatale si le prolétariat parvenait à saisir cette occasion pour tenter de prendre le pouvoir. La crise du capitalisme s'exprime sur le plan social et alimente la lutte des classes.

Pour contrecarrer les revendications des masses et leur potentiel à se mobiliser ils ont corrompu le mouvement ouvrier, y compris son avant-garde, ils leur ont ôté tout pouvoir politique puisqu'aucun parti susceptible de les rassembler n'existe plus de nos jours, et les seuls partis qui pourraient prétendre un jour remplir ce rôle sont eux-mêmes subordonnés au PS, au PCF et aux appareils vendus des syndicats, aux institutions, au capitalisme.

Avant, pendant les trois décennies qui ont suivi la guerre, c'est la classe ouvrière à l'exception de ses couches les plus défavoriées qui le sont restées qu'ils ont corrompue en lui octroyant un niveau de vie nettement supérieur, à cette occasion la division entre travailleurs du secteur privé et public fut renforcée, celle entre ouvrier des villes et des campagnes persista, celle entre l'aristocratie ouvrière et le reste de la classe fut remise en cause avant de se recomposer dans de nouveaux secteurs économiques, de nos jours seule cette couche supérieure de la classe ouvrière et une partie des fonctionnaires se mobilisent, mais uniquement sur le plan social avec un contenu corporatiste, sur le plan politique c'est le désert.

Le haut niveau de vie de la majorité des masses parmi lesquelles se trouvent les syndiqués, leur hétérogénéité et leur profonde division a permis aux différents gouvernements qui se sont succédés depuis trois décennies, y compris celui en place aujourd'hui, de s'attaquer à l'ensemble des droits sociaux des travailleurs sans entraîner une mobilisation de l'ensemble de la classe, les masses privilégiées pouvant amortir l'effet des contre-réformes sans que leur niveau de vie ne s'en ressente pendant que l'armée de réserve se comptait en millions ainsi que les travailleurs pauvres maintenus à flot à coup d'allocations et aides diverses, l'objectif de la classe dominante était partiellement atteint étape par étape s'attaquant à la réglement du travail, au contrat de travail, au coût du travail, aux retraites, etc. bref, à tous les droits sociaux des travailleurs sans entraîner de grève générale ni insurrection ni même une recomposition du mouvement ouvrier, les tenants du néolibéralisme peuvent s'estimer satisfaits des progrès réalisés, surtout que simultanément l'UE renforçait son pouvoir politique sur l'Etat.

Dans certains pays cette politique a été poussée plus loin, Grèce, Portugal, Espagne, Italie, sans que leur régime n'en soit ébranlé encore moins menacé. On peut donc en déduire que les conséquences sociales des contradictions du capitalisme en crise ou au bord de l'effondrement, on devrait peut-être dire que cet effondrement s'est produit mais que ce processus a été parfaitement maîtrisé grâce à la neutralisation du mouvement ouvrier, à la collaboration ou la complicité de ses dirigeants, donc the situation is under control, il n'y a pas de quoi s'affoler.

Quant à la situation du système financier, des banques, c'est la même chose, là ils ont mis le paquet à coup de dizaines de milliers de milliards d'euros oude dollars, ils font leur salade tranquillement sans que personne ne mette le nez dedans, ils sont juges et parties, ce sont eux qui détiennent le pouvoir, font les présidents et les parlements, je parle des dirigeants des banques les plus puissantes, y compris en France, ce sont des gangsters, des mafieux, que craignent-ils, absolument rien, ils s'attaquent aux finances des Etats, leur imposent leur politique, leurs guerres, il n'y a que les peuples qu'ils n'ont pas encore maté qui leur posent des problèmes, le peuple syrien par exemple. L'union bancaire européenne devrait voir le jour début 2014 et le traité de marché unique transatlantique en 2015, ça baigne quoi ! Quant à l'épisode syrien n'est que partie remise, ils ne désarment jamais, jamais en un siècle ils n'ont renoncé à une étape importante de leur plan, à moins qu'ils s'entendent avec les Russes qui leur concèderont autre chose en échange et l'affaire sera réglée, à leur avantage réciproque puisqu'à l'arrivée les Russes font partie de leur stratégie.

La démocratie n'a jamais existé et n'existe pas disions-nous hier, on pourrait ajouter que l'oligarchie financière ne pourra mener son plan à son terme qu'à condition que les masses demeurent ignorantes de ce qui se trament dans son dos et qu'elles demeurent incapables de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, socialiste.

Une assemblée, qu'on l'appelle populaire, constituante ou autre ne pourra jamais incarner la démocratie parce que les partis qui la composeraient n'adhèreraient pas à la définition de la démocratie, ne soutiendraient pas les intérêts de la majorité de la population, il faudrait qu'ils aient rompu avec le capitalisme, or ce sera toujours impossible parce qu'ils y sont liés organiquement.

Seul un parti composé de militants conscients exprimant les intérêts historiques du prolétariat peut incarner la démocratie qui coïncide avec les besoins et les aspirations de l'ensemble de la population, à l'exception des capitalistes évidemment. Sans ce parti ayant conquis la confiance des masses, jamais nous ne vaincrons.

ACTUALITE EN TITRES

Question déplacée. De 83 pays officiellement.

- De la Syrie au Kenya, d'où viennent vraiment les menaces islamistes aujourd'hui ? - Atlantico.fr

Minoritaire au Bundestag, quelle grande victoire !

- Merkel tend la main aux sociaux-démocrates pour une coalition - AFP

Avec 41,5% des voix et 311 sièges sur les 630 que comptera le prochain Bundestag, chambre basse du Parlement allemand, les conservateurs (CDU/CSU) de la chancelière ont enregistré leur meilleur résultat depuis la réunification allemande en 1990.

Ayant déjà l'expérience, concluante pour elle, d'une coopération gouvernementale avec le SPD lors de son premier mandat (2005-2009), il est naturel que la chancelière se tourne vers lui en priorité.

"*Merkel n'aurait pas trop de mal à trouver un compromis sur le salaire minimum, les retraites ou les impôts*" avec le SPD, selon l'hebdomadaire Die Zeit.

La CDU devra en tout cas vivre avec la pression d'une majorité mathématique des partis de gauche dans les deux chambres du Parlement (Bundestag et Bundesrat). L'attelage SPD-Verts associé à la gauche radicale Die Linke dispose de 319 sièges sur 630 au Bundestag.

S'ils s'alliaient, ils seraient en mesure à tout moment de faire tomber Angela Merkel. Le SPD comme les Verts ont toujours rejeté cette éventualité, estimant que Die Linke n'était pas "*mûre*" pour gouverner. AFP 23.09

Que le SPD préfère gouverner avec la CDU qu'avec Die Linke pour lequel nous n'avons aucune sympathie est dans l'ordre des choses, à droite. Dites-le au passage aux disciples de feu P. Lambert, ils l'ignorent peut-être encore.

La folie des grandeurs et apothéose de la mégalomanie.

- Apple a vendu 9 millions de nouveaux iPhone en 3 jours - AFP

- STX France a commencé la construction du plus grand paquebot du monde - L'Expansion.com

Si vous avez du temps à perdre...

- Retraites: FO appelle à un rassemblement national le 15 Octobre près de l'Assemblée - L'Expansion.com

Vous ne pourrez pas nous culpabiliser : on a reconnu la réaction!

- Le Giec insiste sur la responsabilité de l'homme sur le climat - Reuters

Haut de page

Le 25 septembre 2013

CAUSERIE

Avec 30 minutes d'avance, heure locale, il est 23h30 à Pondichéry, 20h en France, ah c'est l'heure du 20H, je ne voudrais pas vous déranger, à plus tard.

J'ai ajouté 21 articles. Good night !

Mercredi 17h30 heure locale

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

1- La Syrie est désormais le théâtre d'une troisième et nouvelle guerre, celle qui vient se greffer sur le conflit Assad/Terroriste, Assad /Occident-arabe-turcs : cette guerre là implique les terroristes et les terroristes seuls.

Selon Al Mayadin, les affrontements l'Etat islamique en Irak et au Levant d'une part l'ASL de l'autre dans le nord et l'est de la Syrie entrent bientôt dans son premier mois . L'ASL a réussi à repousser les miliciens de l'EIIL de la localité de Hazanou , au nord ouest d'Idleb, ainsi que de la banlieue d'Alep. A Idleb, de violents combats se poursuivent toujours entre l'ASL et l'EIIL qui pour dire vrai, rend largement service aux soldats de l'Armée nationale, favorisant le terrain à l'avancée des unités d'infanterie et d'artillerie lourde sur le terrain. A Alep, les deux groupes terroristes, ASL et EIIL se livrent des combats à Al Bab.

Les affrontements ont éclaté quand l'EIIL a tenté de s'infiltrer dans la ville et à en bouter les miliciens de l'ASL. Parallèlement à cette guerre sans merci opposant l'EIIL qaidiste à l'ASL minoritairement laïc et majoritairement qaidiste aussi, il y a une autre confrontation qui se déroule entre Al Nosra et les kurdes syriens. Le gros des affrontements se déroulent à Ghatma au nord d'Alep. A New York, le président turc a annoncé avoir peur du conflit ASL/EIIL qui " *s'approche à grand pas des frontières turques*". Gül a prononcé ces phrases sans peur du ridicule alors que la Turquie s'est érigée depuis 2011 en un principal soutien d'Al Qaida dans la région en abritant sur son sol des dizaines de bases d'entrainement où les terroristes sont entrainés armées et nourris avant d'êre envoyés en Syrie. Bref les terroristes de l'EIIL sont tout proche des frontières turques et tentent de reprendre le contrôle de la ville de Aazaz aux terroristes de l'ASL, proche eux aussi d'Ankara. A Raqa, cette fois, les kurdes syriens ont tenté de contrôler la vilel de Rabssa , avant de se heurter à la résistance des terroristes d'Al Nosra qui bien que déclaré parias par le département d'Etat continuent à circuler librement entre la Syrie et la Turquie où ils s'arment et reprennent force. A Hasaska, l'EIIL s'est emparé du centre de commandement d'Al Nosra à Al Chadadi.

Bref, dans les rangs des terroristes, tout le monde tire sur tout le monde .... cette seconde guerre inter terroriste s'est intensifiée au lendemain du désistement des Etats Unis à s'engager dans une action militaire directe contre la Syrie, ce qui ne cesse d'étonner les analystes. En effet l'annonce d'une action militaire US contre la Syrie a déclenché un repli tactique des milices terroristes, ce qui a rendu plus facile leur élimination par l'Armée arabe syrienne ... le jeu double de Washington? pas forcément dans la mesure où le repli de ces terroristes signifie plus tôt leur extension vers des pays voisins Irak, Turquie ... et même au delà l'Asie centrale. Poutine a vu juste ce que font les Américains en ce moment même au Moyen Orient , leur permettra à vendre leurs armes pour bien longtemps.... french.irib.ir 24.09

2- Un journaliste égyptien a levé le voile sur l'aide de 3 milliards de dollars octroyé par le Qatar aux terroristes en Syrie.

Le petit pays qu'est Qatar, plus grand soutien aux groupes terroristes, a octroyé une aide de 3 milliards de dollars à ces derniers en Syrie, a déclaré Sana al-Saïd lors d'un entretien avec l'agence de presse syrienne SANA. Le rôle destructif du Qatar en Syrie ne se limite pas aux armes ; les médias liés à ce pays oeuvrent à propager de fausses informations, à manipuler les réalités, a-t-il ajouté. Le Qatar s'ingère avec l'argent dans les affaires intérieures des autres pays et en soutenant les terroristes, apporte son aide aux Etats-Unis dans l'objectif de créer les troubles, le chao et l'instabilité dans la région dans le but de restructurer un

nouvel Moyen Orient dans le droit fil des intérêts du régime sioniste. Au cours des années 2012 et 2013 le Qatar a mis via la Turquie plus de 70 convois aériens d'armes à la disposition des terroristes syriens, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. french.irib.ir 24.09

Syrie en titre

Aucun doute concernant Hollande : Impossible de trouver plus hypocrite et malsain !

- ONU: Hollande teste la sincérité du nouveau pouvoir iranien - AFP

Mimétisme. Le maître et son laquais.

- Syrie: Obama réclame une résolution "*ferme*" assortie de "*conséquences*" - AFP

- Syrie: Sur CNN, François Hollande plaide pour la fermeté - 20minutes.fr

Révélation (sic!). Marche arrière en bon ordre, les médias aux commandes.

- Syrie : d'importants groupes rebelles prônent la loi islamique - LeMonde.fr

Iran. Mimétisme. Le maître et son laquais.

- François Hollande à l'ONU: la France attend de l'Iran "*des gestes concrets*" - L'Express.fr

Obama a déclaré qu'il attendait des "*actes*" de la part de l'Iran.

Qui dirige les Etats-Unis ?

- Israël redoute une rencontre Obama-Rohani - Reuters

- Obama et Rohani: petits pas diplomatiques, sans poignée de main - AFP

L'hypothèse d'un possible entretien avec le président américain Barack Obama, évoquée un temps, a finalement été écartée. AFP 24.09

Pacifiste en temps de paix, va-t-en-guerre en temps de guerre.

Noam Chomsky le "*pacifiste*" en temps de paix... se fait guerrier en temps de guerre, rien de plus normal, il est loin d'être le seul dans ce cas-là, c'est même une spécificité reconnue aux pacifistes. Il en va de même de ceux qui se réclament de la morale, de principe ou de valeurs en général, qui à la première occasion ou difficulté rencontrée les piétinent allègrement.

Ce qui est réellment pitoyable, c'est que des intellectuels vouent littéralement un culte à des chercheurs ou des scientifiques qui ne manquent certainement pas de qualité ou de talent dans leur domaine de prédilection, mais qui au-delà ou dès qu'ils doivent traiter de questions politiques se fourvoient ou s'avèrent aussi ignorants que le citoyen lambda, dès lors prêter une quelconque légitimité à leurs analyses ou conclusions relève de l'aventurisme ou dénote un manque de sérieux dans leur démarche.

Dans l'article *Le « discours en triple saut » de Noam Chomsky* signé Pierre Gustave et publié le 20 septembre par le portail Investig'Action, on peut lire :

- "*... autant la position pacifiste de Chomsky ne fait aucun doute pour nous, autant il est clair que les propos qu'il tient et la façon dont il pose la situation en Syrie amène directement le lecteur ou l'auditeur à une confusion troublante, voire même vers une impasse dangereuse.*"

Sauf que voilà, dans l'interview que Noam Chomsky a donné à LMaDO et que le même portail a publié le 12 septembre dernier, article que je me suis refusé à publier dans notre portail et vous allez tout de suite comprendre pourquoi, Chomsky justifiait la décision d'Obama de bombarder la Syrie, donc ce qui "*ne fait aucun doute pour nous*", c'est qu'on était en présence d'un va-t-en-guerre, dès lors on se demande comment l'auteur de cet article a pu lui reconnaître la qualité de pacificiste sachant qu'il ne partage certainement pas la définition que j'en ai donné plus haut, pour lui un pacifciste c'est une personne qui est opposée à la guerre en toutes circonstances, après avoir reproché à Chomsky d'avoir basé sa position sur le rejet des faits qui justifiaient le rejet de cette guerre il continue malgré tout d'en faire un pacificiste, ce qu'il n'est pas en réalité.

Chomsky s'est employé à justifier sa position en reprenant textuellement l'argumentation d'Obama contre le régime syrien, il a même été plus loin en niant l'implication des Etats-Unis et d'Israël au côté des djihadistes qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple depuis plus de deux ans, deux éléments qui sont de notorités publiques, Chomsky est plus qu'un simple menteur, il est le porte-parole de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, donc chercher par tous les moyens à l'épargner relève de l'imposture.

Comment comprendre, quand l'auteur de cet article affirme que la position défendue par Chomsky "*amène directement le lecteur ou l'auditeur à une confusion troublante, voire même vers une impasse dangereuse*", c'est pire que cela, il les invite ouvertement à soutenir la politique guerrière d'Obama contre la Syrie, ce qui rend Chomsky infréquentable ou le renvoie dans le camp des ennemis du peuple syrien, ajoutons et américain.

Hier j'avais téléchargé de nombreux articles de plusieurs portails, je me suis refusé à en mettre neuf en ligne, soit qu'ils ne présentaient aucun intérêt, soit que leur contenu contenait des illusions ou pouvait induire gravement en erreur les lecteurs, généralement ce sont des articles dans lesquels les auteurs font de la propagande pour le mouvement altermondialiste ou les héritiers du stalinisme ou de façon détournée pour un des régimes en place ou encore l'idéologie dominante.

Qu'aucun article ne nous convienne totalement, sauf exception qui confirme la règle est normal, puisqu'en dehors de deux ou trois auteurs aucun ne se situe sur le terrain du marxisme, tous proposent des analyses qui finissent dans une impasse ou dans les bras de l'ONU, tous s'accommodent du capitalisme et ses institutions, on peut le vérifier quotidiennement.

On pourrait se demander pourquoi le marxisme a-t-il ainsi pratiquement disparu, c'est simple à comprendre, parce qu'il se confond avec le socialisme, et comme tous ces intellectuels identifient le socialisme au stalinisme ou le maoïsme ou une autre de ses versions et qu'ils rejettent le socialisme, ils rejettent du même coup le marxisme.

Il faudrait les informer que le socialisme est la conclusion théorique et pratique du marxisme, conclusion qui découle de l'analyse du développement historique du capitalisme qu'ils feraient bien d'étudier, ils se rendraient compte alors que le stalinisme n'avait aucun rapport avec le socialisme, mais qu'il était bien le produit du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme, la décomposition, la dictature que le stalinisme incarne (dans le mouvement ouvrier) est avant tout celle de la société capitaliste qui n'a pas plus d'avenir que le stalinisme (ou le maoïsme, le castrisme), l'avenir appartient au socialisme.

Le stalinisme est la négation du socialisme, il a ceci en commun avec le capitalisme qu'il incarne la barbarie et ce n'est pas un hasard puisque l'impossibilité dans laquelle nous sommes aujourd'hui de passer au socialisme se traduit par le développement de la barbarie à l'échelle de la planète.

En ce qui nous concerne, notre légitimité nous la puisons dans notre classe et son combat, dans la place qu'elle occupe au sein de la production et le rôle historique qui lui revient au cours du développement des forces productives à l'échelle de l'humanité, nous n'avons pas besoin de nous référer à des gens comme Chomsky pour légitimer nos positions ou les défendre.

Que des intellectuels se placent résolument au côté de la classe ouvrière et rejoignent le combat de l'avant-garde socialiste révolutionnaire, ils seront accueillis les bras ouverts, qu'ils choisissent de rester en dehors de notre combat et préfèrent s'accommoder du capitalisme, s'ils sont honnêtes nous tenterons de les amener au socialisme, s'ils ne le sont pas nous les combattrons impitoyablement.

Personnellement je ne me suis jamais penché sur Chomsky, j'avais simplement noté que des gens que j'estimais infréquentables y faisaient référence, donc je m'en méfiais comme de la peste, j'avais apparemment raison.

Roms. L'imposture. Ils roulent pour les esclavagistes.

Dominique Voynet (EELV), mardi sur France Inter : "*C'est difficile de reprocher aux personnes de ne pas s'intégrer quand on leur refuse le droit de travailler*". lemonde.fr 24.09

Passons sur le fait qu'en France il n'y a pas de chômage, pas de crise du logement, pas de crise sociale, c'est le paradis, l'eldorado.

En réalité c'est faux, les Roms qui disposent d'une autorisation de travail et un titre de séjour peuvent "*obtenir un emploi sur une liste de 300 métiers dans des secteurs en manque de main-d'œuvre, comme le BTP, l'agriculture ou l'hôtellerie.* " (lemonde.fr 24.09)

Question : Pourquoi y a-t-il 6 ou 7 millions de chômeurs en France ou plus et ces emplois ne sont-ils pas pourvus ?

Pas en raison du manque de qualification des chômeurs, car il serait étonnant que les Roms postulant à ces emplois aient reçus une formation ou disposent de diplômes. Ce serait plutôt parce qu'il s'agit d'emplois fictifs ou dont les conditions de travail et les rémunérations correspondantes sont jugées insupportables par les travailleurs auxquels Pôle emploi pourrait les proposer. Ce

sont des contrats de travail précaires, des CDD, qui peuvent s'avérer rapidement épuisant physiquement pour un salaire misérable, de plus ils ne permettent d'avoir une vie de famille ou de vivre décemment quand on a un loyer à payer, des charges fixes importantes à régler chaque mois, alors qu'un Rom qui vivra dans un bidonville et devra accepter n'importe quel travail pour obtenir le renouvellement de son titre de séjour sous peine d'être expulsé se contentera des conditions que les négriers des temps modernes leur imposent.

Donc, la soit-disant générosité des ouvriéristes et tiers-mondistes envers les Roms sert en réalité à couvrir la pire exploitation qui soit en France. Cette opération contribue à l'offensive du capital contre la réglementation du travail en vigueur et les droits des travailleurs pour les rabaisser davantage, car si les Roms acceptent ces emplois, c'est que finalement ce sont des emplois comme les autres et les travailleurs qui vivent en France et sont au chômage sont des fainéants, des profiteurs.

Et puis, si ces emplois sont des emplois comme les autres, pourquoi ne pas appliquer les mêmes normes à d'autres secteurs économiques, pourquoi ne pas généraliser la baisse du coût du travail et exiger que les travailleurs acceptent n'importe quelle condition de travail.

Trotsky disait que le "*marxisme (...) exprime les intérêts historiques du prolétariat, (et que) la fin est justifiée si elle mène à l'accroissement du pouvoir de l'homme sur la nature et à l'abolition du pouvoir de l'homme sur l'homme.*"

Je me demande en quoi l'afflux de Roms ou de travailleurs immigrés dans un pays où il y a un chômage de masse correspond aux "*intérêts historiques du prolétariat*", il semblerait plutôt que ce soit l'inverse, qu'il favorise les intérêts des esclavagistes, accroit au lieu de participer à son abolition le "*pouvoir de l'homme sur l'homme*".

Sur le plan social c'est un moyen de pression supplémentaire sur les travailleurs, et sur le plan politique c'est une véritable catastrophe qui les poussent dans les bras de l'extrême droite ou les conduit à l'abstention, à se détourner de la politique.

Qu'une fois de plus la gauche, l'extrême gauche, les gauchistes, les tiers-mondistes de merde soient en première ligne pour réfuter cette argument et favoriser les plans de la réaction qui poursuit une stratégie sur le long terme n'a rien d'étonnant.

Le "***miracle***" allemand, mythe et réalité. Vive la croissance de la pauvreté... et de la richesse !

- Le déclin de l'Europe - Sejo VIEIRA - samedi 21 septembre 2013 - legrandsoir.info

Extrait.

La croissance et la prospérité allemande ne bénéficient que les riches ! Les patrons et les exécutifs des grosses entreprises qui, en 1987, gagnaient, en moyenne, 14 fois plus que leurs employés de la base, gagnent maintenant 44 fois plus.

« *Statistiquement* » le chômage est en régression. Mais l'augmentation des postes de travail concerne le travail à temps partiel, un astucieux expédient qui dispense, pratiquement, les patrons de payer des charges sociales. Ainsi, contrairement à la France qui créa 2 millions d'emplois à temps plein, et très peu à temps partiel, l'Allemagne créa 2 millions d'emplois à temps partiels et très peu à temps plein. Tandis qu'en France, en dix ans, le salaire mensuel augmenta de 11 %, en Allemagne il baissa, en terme nominal, de 7,5%, ce qui signifie une forte baisse du pouvoir d'achat des classes moyennes.

N'oublions pas que 25% de ses salariés travaillent à temps partiel, dont 7 millions touchent de très bas salaires, 20% touchent des salaires inférieurs au SMIC français, 40% ont un salaire net mensuel inférieur à 1000 euros. Par rapport à la France où, entre 2005 et 2010, il y eut 8% de plus de pauvres, en Allemagne ils augmentèrent 50% pendant la même période.

"*La politique de déflation salariale menée en Allemagne provoqua un accroissement des inégalités de revenus, à une vitesse jamais vue, même durant le choc de l'après réunification*" (Rapport OIT, 24/01/2012).

ACTUALITE EN TITRES

Offensive contre la démocratie. Pourquoi ne pas adopter le droit de vote dès la naissance ?

- Bientôt une "*pré-majorité*" fixée à 16 ans ? - Francetv info

Plus on est jeune, moins on a d'expérience de la société, plus on est manipulable...

Accorder des droits aux esclaves pour mieux les maintenir en esclavage...

- Travailler après 21 heures, droit au travail contre code du travail - L'Expansion.com

Normal, ce sont tous des chiens !

- A Bordeaux, Moscovici ménage les niches - Liberation.fr

Pour quelques milliards de plus... "***à l'amiable***"

- JPMorgan propose 3 milliards de dollars pour solder des enquêtes - AFP

La banque américaine JPMorgan a proposé de payer environ 3 milliards de dollars pour mettre fin à l'amiable à une série d'enquêtes des autorités américaines, affirme mardi le Wall Street Journal en citant une source proche du dossier. AFP 24.09

C'est la bonne voie...

- Grèce et troïka prévoient une récession de 4,0% en 2013 - Reuters

Ils roulent pour leurs boutiques et le régime.

- Les syndicats en ordre de bataille pour contrer l'influence du FN - AFP

A six mois des élections municipales, les syndicats se mettent en ordre de bataille pour contrer l'influence grandissante du Front national et trois d'entre eux, la CGT, la FSU et Solidaires, ont déjà prévu une réunion publique en janvier pour démonter les "*thématiques*" de l'extrême droite. AFP 24.09

Francine Blanche, membre de la direction de la CGT a dénoncé le "*repli sur soi du pays et la sortie de l'euro et de l'Union européenne*" en bon lieutenant de l'Union européenne, normal la direction de la CGT est inféodée au capital, réactionnaire. Leur campagne n'est pas contre le FN mais bien contre les travailleurs qui n'ont aucun avenir avec l'UE.

Réaction. Le prétexte de l'emploi sert aussi à justifier de nouvelles taxes.

- Des sénateurs proposent une taxe sur les jeux vidéos - Francetv info

Des sénateurs (EELV et UMP) préconisent la création d'une nouvelle taxe sur la vente de jeux vidéos, dans un rapport d'information présenté mardi 24 septembre. Le dispositif permettrait de financer des mesures d'aide à la production française de ces jeux.

"*La question de l'emploi est centrale*", mais les jeux vidéo représentent aussi "*la première pratique culturelle des Français, on ne peut pas laisser ce secteur au bord de la route*", selon André Gattolin (EELV). Francetv info avec AFP 24.09

On s'abstiendra de les plaindre.

- Le lourd chagrin des classes moyennes… et surtout des cadres - Atlantico.fr

Aucun droit progresse dans le monde, sauf ceux des riches qui s'enrichissent toujours plus.

- Les droits des femmes progressent difficilement dans le monde - Reuters

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

En grève pour la deuxième fois depuis le début du mois, les fonctionnaires grecs tentaient mardi de peser sur les discussions en cours entre le gouvernement et les créanciers internationaux du pays qui portent notamment sur une vaste réforme du service public.

Plusieurs milliers de personnes ont commencé à défiler en fin de matinée dans le centre de la capitale grecque, à l'appel de l'Adedy, principal syndicat des fonctionnaires, qui a lancé un mot d'ordre de grève de 48h00 mardi et mercredi.

Une précédente mobilisation de 48h00, la semaine dernière, avait été accompagnée de manifestations rassemblant environ 20.000 fonctionnaires.

Hôpitaux, ports, services des impôts et des collectivités locales fonctionnaient également mardi au ralenti. Lundi, deux institutions de l'enseignement supérieur, l'Ecole polytechnique et l'Université d'Athènes, ont annoncé qu'elles allaient contester la réforme du service public devant les tribunaux.

La centrale syndicale du public n'a toutefois pas convaincu son homologue du privé, GSEE, de se joindre à la mobilisation et d'appeler à une grève générale des salariés et fonctionnaires.

En dépit de la mobilisation sociale, cette restructuration de la fonction publique est cependant l'un des chantiers les plus avancés et les moins épineux entre le gouvernement et la troïka. AFP 24.09

Haut de page

Le 26 septembre 2013

CAUSERIE

Je fais face à plusieurs problèmes informatiques qui perturbent mon travail et ma vie quotidienne aussi. Mon ordinateur démarre parfois du premier coup, parfois au bout de dix essais, mon portable se bloque aussi, un problème système apparemment, ma connection Internet est quasiment inutilisable pendant des heures, voire la journée entière, c'est très aléatoire, le signal de réception est trop faible, je ne peux rien y faire, sauf déménager sur la terrasse, redescendre puis remonter, l'escalier qui mène à la terrasse est en colimaçon et il est situé derrière la maison, pratique quoi, le tout sous 35°C, et pour finir les coupures de courant sont reparties de plus belles ! J'ai cavalé à deux reprises à Pondichéry, une fois chez mon fournisseur Internet pour vérifier mon modem (clé USB), une autre fois pour acheter une rallonge de 10 mètres, mais apparemment le cable made in China doit être de trop mauvaise qualité ou le signal est trop faible, les deux conjugés sans doute, bref j'ai perdu une demi-journée.

Hier soir sur la terrasse entre 21h et 23h30 j'ai réussi à télécharger un tas d'articles que je mettrai en ligne demain. Je me suis fait plaisir aussi en téléchargeant 3 morceaux de concerts de Joe Satriani. Parfois la présentation n'est pas excellente parce que j'ai dû recourir à plusieurs programmes pour les formater, quelle galère ! Il faut en vouloir ! Du coup je n'ai rien pu écrire alors que la forme revient, je parle de la haut, de la machine à penser dialectiquement, parfois sous le coup de la fatique c'est l'horreur je ne trouve pas les mots qu'il faut, alors je n'insiste pas.

Juste une toute petite question politique avant de se quitter pour alimenter votre réflexion : Faut-il regretter le "*consensus*" qui existe entre le PS et l'UMP ? Quelle signification politique devrait-on donner à ce regret s'il était formulé ? Quelle en serait le contenu politique, quelle en serait son origine ? Quelle en serait la portée, de quelle manière s'exprimerait-il sur le plan pratique ? Que recouvrirait-il en réalité, comment le caractériser sur le plan politique ?

Vous avez le droit de vous poser les mêmes questions à propos des initiatives du POi en direction de Hollande et ses ministres. J'allais oublier de vous dire que c'était D. Gluckstein qui avait formulé ce regret dans son dernier éditorial (IO n°270 paru hier), on y reviendra.

DERNIERES INFOS DE SYRIE

1- Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu sont parvenus à un accord sur les fondements d'une résolution sur l'élimination de l'arsenal chimique syrien, a-t-on appris mercredi de sources diplomatiques.

Cet accord a été conclu à l'issue d'un entretien entre les ministres des Affaires étrangères des cinq pays -Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne et Chine- et le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, ont précisé deux diplomates.

Selon ces sources, le projet de résolution pourrait être présenté rapidement aux 15 membres du Conseil de sécurité et les cinq permanents se réuniront à nouveau vendredi pour discuter de l'organisation à Genève d'une conférence de paix en Syrie. Reuters 25.09

2- Des inspecteurs des Nations unies sont revenus mercredi à Damas pour poursuivre leur enquête sur l'utilisation supposée d'armes chimiques dans le conflit syrien. Reuters 25.09

3- L'Académie de défense en Grande Bretagne évalue à "*100.000*" le nombre de terroristes takfiris présent en Syrie

" *Les jihadistes sont venus de 83 pays du monde. plus de 6000 jordaniens se trouvent parmi ces jihadistes. 285 jihadistes jordaniens ont été tués jusqu'ici et 120 autres sont portés disparus. ces 100000 takfiris sont répartis en 1000 groupes différents composés de combattants originaires de tous les pays arabes sauf Djibouti. 10000 combattants sont qaidistes et entre 30 à 35000 sont des islamistes takfiris*". french.irib.ir 25.09

4- Le Caire :"***la Syrie combat des terroristes étrangers***".

C'est la première fois que la diplomatie égyptienne prend si clairement positrion en faveur de la Syrie : " *La Syrie fait face aux combattants venus pour la plus part de l'extérieur du pays*" a affirmé Nabil Fahmi, ministre des AE. " *Il s'agit d'un défi de taille auquel fait face la Syrie mais qui risque de surcroit de s'étendre à l'ensemble de la région*"

"*L'Egypte souhaite que les pourparlers de Genève II s'organisent au plus vite pour qu'une solution politique soit trouvée à la crise car celle-ci est devenue un enjeu géopolitique à l'échelle de la planète. Tout effort destiné à désintégrer la Syrie est un effort qui vise en réalité à démembrer tous les Etats de la région*", a fait remarquer le ministre avant d'ajouter : " *l'opinion internationale égyptienne est plus que jamais histile aux politiques de Washington et les aides financières et militaires des Etats Unis ne pourront pas influer sur les décisions de l'Etat égyptien ou les dénaturer*" interrogé sur les tensions grandissantes avec la Turquie le ministre a affirmé : " *les dirigeants égyptiens subissent de très fortes pressions de la part des égyptiens pour rompre leurs relations avec la Turquie car la population s'oppose fermement à la position d'Ankara et ses soutiens aux Frères musulmans*" french.irib.ir 25.09

Roms. Sans rire, quand gauche, extrême gauche et gauchiste partagent les"bonnes" intentions d'une des institutions les plus réactionnaires du monde.

Franchement, pourquoi se poser des questions, ces gens-là ne sont-ils de grands internationalistes, des progressistes, des démocrates, des humanistes, non ?

- Le « *constat accablant* » d'Amnesty International sur la situation des Roms en France - Rue89.com

- Roms: la France rappelée à l'ordre par Bruxelles - AFP

Si les principes de libre circulation et de la liberté de résider dans un autre pays "*ne sont pas respectés, la Commission utilisera tous les moyens à sa disposition*", a déclaré dans un premier temps le porte-parole de la Commission, Olivier Bailly, en réponse à une question sur d'éventuelles sanctions.

Tout en soulignant la "*responsabilité des pays d'origine*", le premier secrétaire du PS, Harlem Désir, a déclaré ne pas croire "*aux théories selon lesquelles certaines populations ne pourraient pas être intégrées*". AFP 25.09

Qu'en est-il des 6 ou 7 milllions de chômeurs en France, des quelque 3 millions de mal logés, rien n'est fait pour les "*intégrer*" dans la société, alors que signifie cet engouement pour les Roms, la bonne conscience de la gauche, l'extrême gauche, les gauchistes, tous incapables de rompre avec le capitalisme et ses institutions (nationales ou internationales), ses partis, le PS ?

- Les Roms en Europe : les mensonges français - Le Point.fr 25.09

"*Si je ne me trompe, il y a de l'élection dans l'air en France. À chaque fois qu'on ne veut pas parler de choses importantes comme le budget ou les dettes, on trouve les Roms. Nous avons des règles européennes qui ont été signées par la France, des règles sur la libre circulation des citoyens européens.*" Ce n'est pas la première fois que Viviane Reding intervient dans des polémiques françaises autour de la libre circulation. Cette fois, c'est sur France Info que la commissaire européenne à la Justice, qui est aussi vice-présidente de l'institution, s'est lâchée, en réponse aux propos de Manuel Valls affirmant que les Roms ont vocation à retourner en Roumanie ou en Bulgarie et jugeant leur mode de vie "*en confrontation*" avec celui des Français.

La Commission précise : "*Le traitement de la communauté rom par certains États membres n'est pas digne de ce que nous voudrions voir en Europe au XXIe siècle.*" Le Point.fr 25.09

Vous connaissez tous l'orientation fondamentalement antisociale et réactionnaire de l'UE, alors que cache son indignation du sort des Roms, dont finalement elle ne se préoccupe pas davantage que celles des travailleurs en général, sauf pour leur pourrir un peu plus la vie tous les jours. Quel est son objectif ? Qui peut croire un instant qu'il aurait un contenu social ? Quelle est sa

stratégie politique ? Les militants feraient bien de se poser ces questions au lieu de perdre leur temps avec les déclarations électoralistes de Valls, Aubry, etc.

Une indication, au PS ils se partagent les rôles qui tient du double langage, mais l'essentiel c'est qu'au bout du compte il gère la société pour le compte des capitalistes, c'est la stratégie des néolibéraux qu'il applique au gouvernement...

ACTUALITE EN TITRES

Ils craquent !

- EELV: Durand explique pourquoi il quitte la tête des Verts - 20minutes.

- Mamère claque la porte d'EELV, en pleine tourmente - AFP

Une histoire entre cocus.

- Pour Mélenchon, les parlementaires communistes "*n'en font qu'à leur tête*" - lexpress.fr

Surtout aux esclaves chinois...

- Apple, une mondialisation qui profite à tout le monde - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Il ne faut pas laisser passer cette terrible injustice !

- Londres conteste en justice la limitation des bonus des banquiers - Reuters

Le Trésor a saisi la Cour européenne de justice, plus haute juridiction de l'UE, au sujet de cette mesure qui visera principalement, dans les faits, des banquiers en poste à la City de Londres, le premier centre financier de l'UE.

La limitation des bonus, entérinée en avril par le Parlement européen, doit prendre effet à partir des sommes allouées au titre de 2014. Elle prévoit que les primes versées aux banquiers ne pourront dépasser le montant de leur salaire, ce seuil pouvant être doublé si une majorité d'actionnaires y est favorable.

Le ministre britannique des Finances, George Osborne, s'était opposé à la mesure dès le début en estimant que Bruxelles allait trop loin dans les réformes censées empêcher une répétition de la crise financière.

Londres a pris les devants en allongeant le versement des bonus sur plusieurs années, mais ne veut pas entendre parler de plafonnement.

Le Royaume-Uni, qui se prépare à un référendum sur l'Europe en 2017, a de plus en plus recours à la Cour européenne de justice pour combattre des décisions qui ne lui sont pas favorables. Il conteste par exemple le projet de taxe sur les transactions financières, à laquelle il ne sera pourtant pas assujetti, en estimant qu'elle aura un impact sur certains marchés à Londres. Reuters 25.09

Ah ces socialistes... banquiers !

DSK tient la banque. L'ancien patron du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, devient banquier d'affaires en prenant la tête de la société financière luxembourgeoise Anatevka, le 18 octobre. A cette occasion, l'établissement fondé par le financier Thierry Leyne va être rebaptisé Leyne, Strauss-Kahn & Partners ou LSK, selon un communiqué.

Le groupe compte une centaine de collaborateurs répartis dans six pays (Luxembourg, Belgique, Monaco, Israël, Suisse et Roumanie).

L'ancien présidentiable socialiste cumule désormais les responsabilités : mi-septembre, il a accepté de conseiller le gouvernement serbe pour trois ans, officiellement sans rémunération, afin de l'aider à sortir du marasme l'économie de son pays. En juillet, Dominique Strauss-Kahn avait été nommé membre du conseil de surveillance de deux institutions financières détenues à majorité par les pouvoirs publics russes. Quelques jours après, les juges d'instruction français ont décidé son renvoi devant la justice pour "*proxénétisme aggravé*" dans l'affaire du Carlton de Lille. Francetv info 25.09

Un gouvernement antisocial, de droite.

Budget 2014: 13.123 postes supprimés dans les ministères non prioritaires

Le projet de budget 2014, présenté mercredi, prévoit la suppression de 13.123 postes dans les ministères non prioritaires, au profit de la création de près de 11.000 postes dans l'Education, la Justice, et la Police, afin d'assurer une stabilité des effectifs.

La masse salariale de l'Etat est quasiment stabilisée et les dépenses de fonctionnement des ministères sont globalement réduites de 2%, portant l'effort global à 2,6 milliards d'euros, précise le projet de loi de finances présenté en Conseil des ministres. La masse salariale devrait s'élever à environ 81 milliards (contre 80,6 mds en 2013), selon le ministère de la Fonction publique.

En 2014, "*13.123 emplois seront supprimés dans les secteurs qui ne concourent pas aux missions prioritaires, soit un taux d?effort de 2,3%*", indique le projet de loi qui précise que cet effort concerne "*pour 7.881 postes le ministère de la Défense*" et pour 2.564 postes le ministère des Finances.

"*Les autres ministères participeront à l'effort de stabilisation de l'emploi public à hauteur de 2.678 postes*", ajoute le texte.

A l'inverse, le budget prévoit 10.979 créations de postes, dont 9.984 pour l?Éducation (éducation nationale et universités), 405 postes pour la police et la gendarmerie et 590 pour la justice.

Le solde pour 2014 est donc négatif de 2.144 postes, contre 1.287 en 2012.

La fonction publique d'Etat compte près de 2,4 millions d'agents, sur un total de 5,2 millions de fonctionnaires avec l'hospitalière et la territoriale.

En ce qui concerne la masse salariale, le projet de budget précise que sa quasi-stabilisation (+0,2%) est notamment permise par la limitation des mesures catégorielles à 270 millions d'euros en 2014, contre près de 550 millions par an entre 2008 et 2012 et 310 millions en 2013.

Les enveloppes catégorielles qui étaient "inéquitablement réparties" *sont "aujourd?hui recentrées sur les salaires les plus modérés*", précise le texte.

Le budget confirme l'annonce du 20 septembre concernant les agents les moins bien payés. Les fonctionnaires de la catégorie C, soit près de la moitié des quelque 5 millions d'agents, se verront ainsi attribuer au 1er janvier 2014 des augmentations allant de 4,6 euros à quelque 46 euros mensuels. AFP 25.09

Régime drastique pour les dépenses d'assurance maladie en 2014

L'assurance maladie, dont les comptes se sont dégradés en raison de la crise, va lancer des mesures d'économies axées notamment sur l'hôpital et le prix des médicaments, afin de réduire le déficit de la Sécurité sociale à moins de 13 milliards d'euros.

Cette branche a subi une baisse de ses recettes en 2013, en raison de la hausse du chômage, qui a limité le montant des cotisations.

En 2014, les économies s'élèveront à 2,9 milliards d'euros pour cette branche, soit la moitié de celles réalisées sur la dépense sociale (5,8 milliards d'euros).

Dans une interview à paraître jeudi dans les Echos, la ministre de la Santé Marisol Touraine a indiqué qu'un "*effort*" de 440 millions d'euros serait demandé aux hôpitaux.

Dans son récent rapport sur la Sécurité sociale, la Cour des comptes avait ciblé les hôpitaux, où elle avait constaté des "*gisements d'économies*".

La baisse des prix des médicaments permettra d'économiser un milliard d'euros, a précisé la ministre. Une économie de 120 millions est prévue sur les dispositifs médicaux (fauteuils roulants, appareils orthopédiques, pansements...).

Après la réforme des retraites, qui rapportera 2,5 milliards d'euros aux régimes de base en 2014, et celle de la famille, c'est donc la branche assurance maladie qui supportera l'essentiel des efforts pour renflouer les comptes.

Les dépenses d'assurance maladie (Ondam) ne devront pas progresser de plus de 2,4% en 2014, soit un niveau inégalé fixé dans un budget depuis 1998.

Cet objectif "*implique un effort d?économie particulièrement ambitieux car l'évolution des dépenses tendancielles est proche de 4%*", précise le gouvernement.

Ces dernières années, la hausse des dépenses de santé a été systématiquement inférieure aux prévisions du budget.

Ce sera encore le cas en 2013, où elles représenteront 175 milliards d'euros, soit 500 millions d'euros de moins que l'objectif (+2,7%).

Ces bons résultats permettent donc à l'exécutif de revoir à la baisse l'objectif pour 2014 par rapport à ses prévisions pluriannuelles (+2,6%), comme le recommandait la Cour des comptes.

D'autres économies sont attendues dans le champ social avec la renégociation de la convention d'assurance chômage, à hauteur de 300 millions d'euros.

Et un gain de 500 millions d'euros est attendu sur les frais de gestion des caisses de Sécurité sociale. AFP 25.09

Intox. Le chômage a baissé : "***hausse exceptionnellement forte des sorties de Pôle emploi***"

- Recul du chômage en août, le gouvernement prudent. - Reuters

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans emploi) a diminué de 1,5% en août, soit de 50.000, pour s'établir à 3.235.700 en France, enregistrant son premier recul depuis avril 2011, selon les données publiées mercredi par le ministère du Travail.

Les statistiques du mois d'août "*peuvent être affectées par une hausse exceptionnellement forte des sorties de Pôle emploi pour défaut d'actualisation*", qui correspondent au cas où le demandeur d'emploi n'a pas actualisé sa déclaration de situation mensuelle, relèvent la Dares et Pôle Emploi en charge de la publication de ces données.

Les sorties de Pôle Emploi sous ce motif ressortent à 277.500 contre 200.000 le mois précédent et pour la période correspondante un an auparavant.

"*Le soixante millième emploi d'avenir a été conclu lundi et chaque jour entre 500 et 600 contrats sont signés*", précise le ministère qui estime ce rythme en ligne avec l'objectif de 100.000 contrats signés d'ici la fin de l'année.

Pour Eric Heyer, économiste à l'OFCE, la prévision de croissance de 0,9% retenue par le gouvernement pour bâtir le budget 2014 ne suffira pas à empêcher des destructions d'emplois.

"*Traditionnellement, les entreprises françaises recommencent à créer des emplois lorsque la croissance dépasse 1,5%*" a-t-il rappelé lors d'une présentation à la presse.

L'OFCE chiffre à plus de 250.000 les sureffectifs dans les entreprises françaises au sortir de la crise en raison de destructions d'emploi de moindre ampleur que lors des phases de ralentissement précédentes.

"*Il faudrait 1,6% de croissance sur 2014, 2015 et 2016 pour faire repartir l'emploi dans le secteur privé*", estime-t-il.

Il est possible, selon lui, que le chômage baisse dans les prochains mois, mais cette baisse ne pourra être décrite comme une inversion de la tendance.

"*Ce sera une baisse sous perfusion d'emplois aidés*", résume-t-il. Reuters 25.09

Intox. Pendant qu'ils livrent des tonnes d'armes aux " ***terroristes et (autres) voyous***" en Syrie.

- Les Etats-Unis signent le traité sur le commerce des armes conventionnelles - AFP

Les Etats-Unis ont signé mercredi à l'ONU le premier traité réglementant le commerce international des armes conventionnelles, un texte âprement négocié auquel il se sont longtemps opposés.

Avec 30% d'un marché de quelque 90 milliards de dollars, les Etats-Unis sont le premier exportateur d'armes au monde.

Adopté le 2 avril par l'Assemblée générale de l'ONU après sept années de négociations, ce traité est le premier texte international majeur sur le désarmement depuis le traité sur l'interdiction des essais nucléaires de 1996.

"*L'objectif est d'éviter que les armes ne tombent entre les mains de terroristes et d'acteurs voyous*", a déclaré le secrétaire d'Etat John Kerry après avoir signé le document au siège de l'ONU, à New York.

"*Ce traité renforce notre sécurité et la sécurité mondiale sans affaiblir le légitime commerce international d'armes conventionnelles*", a-t-il ajouté, saluant "*une étape significative*".

L'objectif du traité, qui doit encore être ratifié par le Congrès américain, est de moraliser les transactions: chaque pays signataire devra évaluer avant toute transaction si les armes vendues risquent d'être utilisées pour contourner un embargo international, violer les droits de l'homme ou être détournées au profit de terroristes ou de criminels.

Les armements couverts vont du pistolet aux avions et navires de guerre, en passant par les missiles. Le traité porte sur tous les transferts internationaux (importation, exportation, transit, courtage), sans toucher aux législations nationales sur l'acquisition et le port d'armes.

Les Etats-Unis ont obtenu que les munitions soient traitées à part, avec des contrôles moins complets. Le texte laisse aussi ouverte la possibilité que certaines aides militaires bilatérales soient exemptées.

Lors de l'adoption du texte à l'ONU, la Russie avait fait part de ses réserves, déplorant des "*lacunes*", comme l'absence de contrôle spécifique des livraisons d'armes aux rebellions ou des "*critères d'évaluation du risque pas assez clairs*".

Preuve des résistances que suscite ce texte dans un pays où le droit de porter une arme est inscrit dans la constitution, John Kerry s'est quant à lui surtout employé, dans son discours, à rassurer ses concitoyens sur la portée du document.

"*Ce traité ne diminuera la liberté de personne*", a-t-il martelé. "*De fait, il reconnaît le droit, pour les individus comme des Etats, d'obtenir, de posséder et d'utiliser des armes pour des raisons légitimes*". "*Nous n'envisagerions jamais de soutenir un traité qui ne soit pas en adéquation avec les droits des citoyens américains*", a-t-il ajouté.

Le texte n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifié par 50 Etats. Cinq pays l'ont fait à ce jour, l'Italie étant le dernier en date.
AFP 25.09

Au tour du Soudan,deuxième et troisième acte

Les manifestations anti-gouvernementales ont gagné en ampleur mercredi au Soudan, paralysant la capitale et tournant à l'émeute dans certains quartiers, au troisième jour d'un mouvement de contestation qui a déjà fait trois morts.

Ces protestations, provoquées par la décision lundi du gouvernement de lever les subventions sur les prix des carburants, sont les plus importantes dans ce pays depuis l'arrivée au pouvoir du général Omar el-Béchir en 1989.

Des manifestations, à caractère spontané selon des militants, ont éclaté mercredi dans plusieurs quartiers de Khartoum, dont certains proches du centre, selon le correspondant de l'AFP.

"*Liberté, liberté*", "*le peuple veut la chute du régime*", scandaient les manifestants, dont beaucoup d'étudiants, reprenant le slogan phare du "printemps arabe".

Ils ont lancé des pierres sur la police, qui a répliqué en tirant des grenades lacrymogènes.

Les magasins étaient fermés à Khartoum et sa ville jumelle, Oumdurman. Plusieurs routes étaient coupées, les manifestants ayant mis le feu à des pneus usagés ou des branches d'arbres, et une épaisse fumée noire se dégageait de plusieurs quartiers de la capitale.

Des manifestants ont mis le feu à plusieurs voitures sur le parking d'un grand hôtel situé à 500 mètres de l'aéroport de Khartoum et à une station-service sur cette même route, selon le correspondant de l?AFP.

Les forces de l?ordre sont intervenues pour disperser les manifestants à coups de grenades lacrymogènes et une vingtaine de personnes ont été arrêtées.

Dans le quartier de Khartoum Bahri, un témoin a affirmé avoir vu six voitures incendiées par les manifestants.

La police bloquait à la mi-journée une partie de l'axe routier menant à l'aéroport, et les transports publics ne fonctionnaient pas en milieu de journée.

"*Je dois faire dix kilomètres à pied. C'est vrai que les manifestants défendent nos droits, mais ils nous rendent la vie plus difficile*", a affirmé Ahmad Amer, un employé qui rentrait chez lui après son travail.

Face à l'extension des troubles, les autorités ont annoncé la fermeture des écoles à Khartoum jusqu'au 30 septembre.

Les connexions internet étaient en outre coupées dans la capitale, selon plusieurs utilisateurs, mais il n'était pas possible de déterminer s'il s'agissait d'une panne ou d'une coupure délibérée de la part des autorités.

Des appels à manifester contre le gouvernement avaient circulé sur les réseaux sociaux.

Un étudiant qui participait aux manifestations à Oumdurman, Omar Mohammed Ahmed Al-Khidr, a été tué mercredi, a affirmé sa famille à l'AFP. Et la police a fait état d'un mort dans la capitale, tué selon elle lors d'une tentative de pillage.

Mardi, des manifestants avaient pillé et incendié le siège du Parti du congrès national, au pouvoir, à Oumdurman, selon des témoins.

Les manifestations qui y avaient éclaté mardi, ainsi qu'à Khartoum, se sont prolongées jusqu'à l'aube.

Les protestations ont fait tache d'huile dans le pays, et des centaines de personnes, dont des étudiants, ont marché mercredi à Port-Soudan, unique port du pays à un millier de kilomètres au nord-est de Khartoum, selon des témoins qui ont indiqué que la police a dispersé les manifestants à coups de grenades lacrymogènes et de matraques.

Quelques centaines d'étudiants ont également manifesté à Atbara, à 400 km au nord de Khartoum, selon des témoins.

Les manifestations avaient commencé lundi à Wad Madani, chef-lieu de la province d'Al-Jazira au sud-est de Khartoum, où un manifestant a été abattu par des inconnus, selon la police.

Elle a indiqué qu'un groupe de manifestants dans cette province avait tenté mardi "*de prendre d'assaut les bâtiments de la télévision et de la compagnie d'électricité*", et des blessés légers dans les rangs des manifestants et de la police ont été signalés.

Le mouvement de protestation a également touché la région du Darfour, dans l'ouest du pays.

Le gouvernement a annoncé lundi une forte hausse du carburant à la suite de la suspension des subventions de l'Etat, dans le cadre d'une série de réformes économiques.

En 2012, des violentes manifestations contre le régime de M. Béchir avaient déjà eu lieu après l'annonce de mesures d'austérité similaires, dont des hausses d'impôts et du prix du pétrole.

Khartoum a perdu des milliards de dollars de revenus pétroliers depuis l'indépendance il y a deux ans du Soudan du Sud, qui a récupéré près de 75% de la production de brut du Soudan d'avant la sécession.

Depuis, le Soudan est touché par une inflation galopante et connaît une grave pénurie de dollars pour financer ses importations.
AFP 25.09

Vous n'avez rien remarqué ? Le même cocktail que les "*printemps arabes*" : la mise en scène des réseaux dits sociaux, un homme non identifié qui tire dans la foule, cela ne vous rappelle pas Damas il y a deux ans et demi ? De plus le journaliste de l'AFP a écrit "*les manifestations anti-gouvernementales ont gagné en ampleur mercredi au Soudan*", or sur la photo prise à Khartoum on voyait à peine quelques centaines de manifestants, un millier tout au plus, le Qatar n'a pas encore eu le temps de fabriquer des manifestants comme il l'avait fait pour la Syrie.

Cette info est à relier à la suivante.

Le président soudanais Omar Al-Béchir, sous le coup de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), a finalement renoncé à se rendre à New York pour l'assemblée générale des Nations unies, a annoncé l'ONU mercredi 25 septembre.

"*Le service du protocole a confirmé que le Soudan avait annulé la participation du président Béchir à l'assemblée générale*", a indiqué un porte-parole de l'ONU.

Le président soudanais, qui devait prononcer un discours jeudi, sera remplacé par son ministre des affaires étrangères, Ali Karti, qui s'exprimera vendredi à la tribune. La volonté affichée par Omar Al-Béchir de participer à l'assemblée avait plongé l'ONU et les Etats-Unis, pays hôte, dans l'embarras.

M. Béchir fait l'objet de mandats d'arrêt datant de 2009 et 2010 de la CPI pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide dans le conflit du Darfour, une vaste région de l'ouest du Soudan.

En tant que pays hôte, les Etats-Unis sont a priori tenus de faciliter la venue des dirigeants mondiaux au siège des Nations unies à New York, un territoire extra-national, mais Washington s'est engagé à soutenir l'action de la CPI, sans toutefois en être membre. lemonde.fr 25.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bolivie

Le président bolivien Evo Morales a suggéré mercredi de changer le siège des Nations unies pour éviter un "*chantage*" des Etats-Unis, pays hôte de l'ONU, pour la délivrance de visas ou le survol de leur territoire.

"*Il est important d'envisager de changer le siège des Nations unies*", a-t-il déclaré dans un discours devant l'assemblée générale à New York. "*Ce siège devrait se trouver dans un territoire, un Etat qui a ratifié tous les traités des Nations unies*".

M. Morales s'est déclaré "*solidaire*" de son homologue vénézuélien Nicolas Maduro, qui a accusé les Etats-Unis d'avoir mis des obstacles à sa venue au siège de l'ONU pour l'assemblée générale. "*Comment pouvons-nous être en sécurité dans une réunion à l'ONU à New York ?*", s'est-il exclamé. "*Ici on ne nous garantit pas des visas ou des autorisations de survol, nous sommes menacés et soumis à des chantages au visa*".

Il n'a pas indiqué où il souhaitait transférer le siège de l'ONU mais a précisé qu'il ne pensait pas à la Bolivie ni à aucun pays d'Amérique latine.

La semaine dernière, les autorités vénézuéliennes avaient accusé les États-Unis d'avoir refusé à Nicolas Maduro le survol de leur territoire durant son voyage vers Pékin, une décision qualifiée d'"*insulte*" et de "*faute grave*" par le Venezuela.

Les États-Unis avaient démenti ces accusations, en assurant avoir autorisé ce survol et en niant par ailleurs tout refus de visas à une délégation de Caracas à l'ONU, un autre motif de mécontentement du pouvoir vénézuélien. M. Maduro est finalement arrivé mercredi au Venezuela après un voyage officiel en Chine sans faire étape à New-York. lemonde.fr 25.09

2- Egypte

La police égyptienne a fermé le siège du journal des Frères musulmans au Caire, dernière étape de la campagne de répression menée par les nouvelles autorités en place depuis la destitution du président Mohamed Morsi par l'armée le 3 juillet.

Selon une source du ministère de la Sécurité du Caire, cette intervention fait suite à la décision de justice rendue lundi, qui interdit les activités des Frères musulmans en Egypte. La cour a également ordonné au gouvernement de confisquer les fonds appartenant à la confrérie et d'administrer ses avoirs gelés.

"*La décision rendue par le tribunal fait suite à des accusations d'incitation à la violence et de terrorisme ces dernières années*", a précisé une source sécuritaire. Reuters 25.09

Haut de page

Le 27 septembre 2013

CAUSERIE

La forme revient, j'ai presque retrouvé tous mes moyens, je n'ai plus que des problèmes matériels à régler. Pour utiliser ma connexion Internet je m'installe avec le portable sur la terrasse située devant la maison, cela fonctionne moins vite que sur la terrasse au premier étage, mais cela fonctionne, j'ai même télécharger 10 morceaux de concerts hier soir jusqu'à minuit, Joe Satriani, Slash et Queen.

La grande illusion, un nouvel exemple.

Un article publié par mondialisation.ca que je ne mettrai pas en ligne.

Titre - Encore un rapport de l'ONU qui appelle au soutien de l'agriculture paysanne et de l'agroécologie: c'est le moment d'agir ! - 25 septembre 2013

Extrait.

- La Via Campesina, GRAIN et ETC saluent un nouveau rapport de la CNUCED... Plus de 60 experts internationaux ont contribué à ce rapport, publié la semaine dernière.

Qui sont-ils ?

Via Campesina est le mouvement mondial des paysannes et des paysans qui luttent pour la souveraineté alimentaire. GRAIN et ETC Group sont des organisations internationales qui se battent contre le système alimentaire industriel et qui apportent leur soutien aux alternatives paysannes. Leurs forces sont désormais jointes en un partenariat visant à faire progresser l'agroécologie paysanne.

La CNUCED est la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

IL Y EN A PLUS QUE MARRE, MARRE, MARRE DE TOUS CES GENS-LA !

Les meilleures intentions du monde n'ont jamais fait une politique correcte.

Lu dans un article : "*"Etre de gauche", c'est avoir un coeur solidaire ce n'est pas patauger dans les marécages pourris qui font le jeu du Front National.*"

Non monsieur, "*être de gauche*" c'est être moins borné ou ignorant que la moyenne qui se contente de grandes déclarations, d'être socialiste en parole et impérialiste ou réactionnaire en acte, qui ignore tout de ce dont il parle, qui est incapable de se poser des questions, qui prend ses désirs pour la réalité comme le premier petit-bourgeois venu ou parvenu, qui est incapable de réfléchir au fait qu'un principe, une règle, une mesure, une loi, une valeur n'auront pas le même contenu sauf sur le papier, la même portée, les mêmes conséquences pratiques ou ne se traduiront pas de la même manière dans la vie quotidienne quand ils sont édictés, prônés, défendus par des représentants du capital, un gouvernement, un ou des partis inféodés au capital, qui incarnent le néolibéralisme, la réaction ou quand ils sont mis en oeuvre par un Etat, un gouvernement ouvrier, des représentants de la classe ouvrière ayant rompu avec le capital ou qui appliquent un programme social et politique conforme aux intérêts historique de la classe ouvrière, le programme de la révolution socialiste.

Non monsieur, "*être de gauche*", surtout quand on prétend parler au nom des masses exploitées ou du socialisme, ce n'est pas une qualité innée, on ne naît pas, on ne devient pas spontanément de gauche, socialiste, non monsieur, c'est un état qui se cultive, qui se mérite, qui nécessite des efforts, d'étudier le socialisme dans les oeuvres des marxistes, parfois des sacrifices, nos rangs regorgent de gens qui se disent de gauche et qui sont en réalité des réactionnaires, inconsciemment pour ce qui concerne les mlitants, déjà moins quant il s'agit de leurs dirigeants qui sont corrompus par le capital en réalité, cela se corrige, il faut avoir du courage, être discipliné, être méthodique, rigoureux, appliqué, non monsieur n'importe qui ne peut pas s'improviser porte-parole de la gauche, des travailleurs.

Je vais vous dire un truc monsieur et cela vaut pour tous ceux qui partagent votre point de vue, vous vous en prenez à M. Valls, bien. Pourquoi au juste. Je vais vous le dire. Parce que vous voudriez le changer. Comment cela ? Quelque part je comprends que son discours vous incommode et vous avez parfaitement raison, cela dit vous vous trompez totalement en l'attaquant, vous manifestez ainsi des illusions dans ce personnage nauséabond comme vous en avez ou vous en avez eu dans Hollande et le PS, dans le cas contraire vous n'auriez pas cette réaction. Regardez moi, est-ce que je m'emporte contre Valls? Non, il

est parfaitement dans son rôle, je ne me suis jamais fait la moindre illusion dans le PS contrairement à vous, donc tout ce qui arrive et peut arriver ne me surprendra pas, c'est dans l'ordre des choses voyez-vous. Si je peut me permettre un conseil d'ami, vous devriez profiter de cette expérience pour en tirer cet enseignement que le PS est de droite, un parti bourgeois, capitaliste et qu'il faut rompre avec lui, ses dirigeants, ses élus, aussi à l'intérieur des syndicats, ainsi vous pourriez "*être de gauche*".

Quand vous aurez tiré cet enseignement, appliquer-le au siècle qui vient de s'écouler, à la lutte des classes, vous comprendrez mieux pourquoi on est arrivé à confondre la droite et la gauche ou plutôt à continuer de faire cette distinction qui ne concernait que les apparences, la partie superficielle des choses, de la réalité, vous allez vraiment apprendre des milliers de choses, c'est fantastique je vous assure, tout va devenir très clair petit à petit dans votre tête.

Ceux qui se plaignent du consensus entre l'UMP et le PS sont des manipulateurs professionnels qui désespérément tentent de sauver les apparences trompeuses du PS, ils vous trompent sciemment, le PS est parfaitement dans son rôle, à sa place, il agit en conformité avec sa nature sociale de parti capitaliste, c'est ainsi qu'il faut le caracatériser et pas autrement sauf à vouloir continuer à colporter auprès des travailleurs et des militants des illusions criminelles dans ce parti social-libéral-impérialiste.

Un dernier truc très vite, je dois sortir, demandez-vous ce que représentent Le Pen et Valls dans ses dernières déclarations et demandez-vous ce que représente l'Union européenne qui soutient les Roms, demandez-vous ce qui incarne le passé et ce qui incarne le futur, tous les deux aussi réactionnaires notez bien, d'après vous laquelle de ces couches de la réaction détient le pouvoir aujourd'hui et dicte sa loi aux travailleurs, représente le plus grand danger pour les travailleurs, leurs droits sociaux et politique, Le Pen et l'extrême droite, éventuellement Valls ou les néolibéraux que représentent l'UE ? Demandez-vous toujours avant de commencer à réfléchir à une question : qui détient le pouvoir, qui décide quoi ? Vous verrez cela facilite grandement la compréhension de la situation et cela aide à "*être de gauche*.

Quant à vos questions de "*coeur*", elles ne seront réglées que lorsque nous aurons pris le pouvoir, pas avant. Dans le cas contraire cela voudrait dire que les représentants de la réaction pourraient les régler à notre place, vous ne l'imaginez pas un instant, n'est-ce pas ? On mène le combat politique avec sa conscience et non avec son coeur, souvenez-vous en.

Le saviez-vous?

- Le grand tabou américain : de ce que l'on (ne) dit (pas) quand on parle de crimes de guerre de William Blum - 25 septembre 2013 - mondialisation.ca

Extrait

"... combien de temps encore Amnistie Internationale continuera-telle à salir son image en niant l'évidence ? A savoir que Manning rentre dans la catégorie des Prisonniers d'Opinion. Quiconque visite le site d'Amnistie Internationale à la recherche de Prisonniers d'Opinion en trouvera un grand nombre, dont plusieurs cubains. Existe-il un lien entre l'oubli de Manning et le fait que la Directrice Exécutive d'Amnistie Internationale, Suzanne Nossel, ait pris ses fonctions actuelles tout de suite après son départ du Département d'Etat Américain, où elle occupait le poste de Vice-Secrétaire Adjointe en charge des Organisations Internationales ?

(...)

En attendant, l'autre grande organisation internationale de défense des droits de l'homme, HRW, a vu le Directeur du bureau de Washington, Tom Malinowski, être nommé par Obama, Secrétaire d'Etat Adjoint en charge de la Démocratie, des Droits de l'Homme et du Droit du Travail. Est-il vraiment exagéré d'attendre d'un haut fonctionnaire à la tête d'une organisation de défense des Droits de l'Homme qu'il refuse de travailler pour un gouvernement qui a le plus enfreint les Droits de l'Homme au cours des cinquante dernières années ? Et si cette nomination vous semble écoeurante, il vous faut considérer la torture comme le meilleur exemple de la cruauté humaine. Qui d'autre que les Etats-Unis a été le plus impliqué dans cette horreur ? Allant même jusqu'à l'enseigner, fournissant manuels et équipements, créant des centres de torture un peu partout dans le monde, séquestrant des personnes pour les conduire vers ces lieux, incarcération, alimentation forcée, Guantanamo, Abu Ghraib, Bagram, Chili, brésil, Argentine, Chicago…"

On comprend pourquoi toutes les ONG sont pourries jusqu'à la moelle. Elles sont copiées sur le modèle des syndicats dégénérés et des partis ouvriers qui collaborent avec le capital...

Le chiffre du jour : 16 100 000 000 000 dollars.

Selon un rapport officiel du gouvernement, la Réserve fédérale a fait 16 100 000 000 000 dollars (16 mille milliards) de prêts secrets aux grandes banques au cours de la dernière crise financière. (lire l'article complet dans cette page).

A nos détracteurs : avions-nous rêvé dites-nous ? Ah ben non, ils n'ont pas pensé à nous dans leurs largesses monsieur Coquema, comme c'est dommage n'est-ce pas, à vous surtout ! Réfléchissez, demandez-vous ce qu'ils ont bien pu faire de tout ce

fric et est-ce que cela n'aurait pas un rapport de cause à effet avec le fait que le capitalisme ne s'est pas encore effondré. Nos détracteurs qui possèdent la vérité prétendent que non. A suivre plus loin.

Propagande, mensonge d'Etat. Selon l'Elysée : "***Il n'y aura d'inversion durable***"... que le temps d'une minable opération de communication médiatique.

Titres de presse.

- Baisse du chômage : miracle ou mensonge ? - Le Nouvel Observateur

- La baisse du chômage n'est pas une «*aberration statistique*», selon Michel Sapin - Liberation.fr

- Chômage : "*encourageant*", mais il faut rester "*prudent*" dit Hollande - Le Nouvel Observateur

- Baisse du chômage: ni "*aberration statistique*", ni inversion durable - AFP

La réalité des chiffres.

Chiffres invraisemblables, + 38,8% de radiations pour défaut d'actualisation ce mois d'aout, même pourcentage d'augmentation de 38.8% sur 12 derniers mois.

Soit 77 700 radiés de + que le mois précédent pour ce seul motif !! + d'une sortie sur 2 de chez pôle emploi.

362 500 radiations en tout, en 1 seul mois, du jamis vu encore.

Radiations des listes A,B,C,(D,E) de Pôle Emploi par motifs, Aout 2013 :

- Défauts d'Actualisation : 277 500, 52,8 % des sorties des listes. (+ 38,8% sur 1 an)

- Radiations Administratives (les punis) : 40 600, 7,7 % des sorties.

- Autres Cas (mystérieuse rubrique, les morts, suicidés, emprisonnés ?) : 44 400 et 8,4 % des sorties.

soit 362 500 radiés des listes (68,9 %) pour autres motifs que :

- Stages parking : 30 700, 5,8 % des sorties.

- Arrêts maladie, maternité etc : 36 600, 7% des sorties.

- Reprises d'emploi déclarées : 95 700, ne représentent que 18,2 % des sorties des listes de pôle emploi.

Quelques chiffres qui parlent :

Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 14,3 % sur 1 an

Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 18 % sur 1 an

Chômage des 50 ans et +, + 11,9 % sur 1 an

+ d'1 chomeur inscrit à pôle emploi sur 2 (51,8 %)ne perçoit AUCUNE INDEMNITE, ni ARE (allocation retour à l'emploi), ni allocation de solidarité (ASS, AER ...) agoravox.fr - wikistrike.com 26.09

(source : http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/PI-Mensuelle-GWS085_2_.pdf)

Faites tomber les masques. Pour qui roulent-ils ? La réaction.

Vous aimez les manipulations, vous adorerez celle-ci. Au passage, ce sont les mêmes organisations qui défendent les Roms, la guerre contre la Syrie, qui ont soutenu le mariage homosexuel, qui attaquent régulièrement la Russie, l'Iran, Cuba, le Venezuela,

la Bolivie, la Chine, etc. Cherchez l'erreur, il n'y en a pas : ce sont des lieutenants de la réaction sous un masque humanitaire.

- Maroc : poursuite des manifestations de soutien à Ali Anouzla - lemonde.fr

Directeur de la version arabophone du site d'informations Lakome, Ali Anouzla a été arrêté le 17 septembre à Rabat "*à la suite de la diffusion (...) d'une vidéo d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) incitant à commettre des actes terroristes*" au Maroc, selon le procureur général du roi. Cette vidéo, intitulée "*Maroc : le royaume de la corruption et du despotisme*", cible exclusivement ce pays, une première. Elle appelle au djihad et fustige la monarchie marocaine.

Reporters sans frontières (RSF), Amnesty International et Human Rights Watch (HRW) ont dénoncé cette arrestation.

Ali Anouzla est "*un prisonnier de conscience, détenu uniquement pour avoir exercé sa profession de journaliste*", a estimé Amnesty, selon qui ces poursuites "*sont destinées à le punir pour la ligne éditoriale indépendante*" de son site. lemonde.fr 26.09

Dorénavant il faut traiter avec la plus grande prudence l'annonce de manifestations aux quatre coins du monde, il faut en vérifier les origines et si c'est impossible ou insuffisant, il faut aller voir ce qu'en disent les uns et les autres.

Il nous est arrivé de nous fourvoyer dans le passer ou d'être trompés par les agences de presse AFP et Reuters aux ordres avant de corriger le tir, cette époque aussi est terminée.

Russie: détention de 17 militants de Greenpeace, dont 13 étrangers - AFP

Dix-sept militants de Greenpeace -treize étrangers et quatre Russes - ont été placés jeudi en détention pour deux mois en Russie pour "*piraterie*", crime passible de 15 ans de prison, après une opération contre une plateforme de Gazprom dans l'Arctique.

Invoquant le droit maritime, les Pays-Bas ont déjà demandé aux autorités russes de libérer l'équipage.

Le gouvernement néerlandais envisage même d'engager une "*procédure légale (contre l'arrestation de l'équipage) y compris devant le Tribunal international de l'ONU pour le droit de la Mer*", a annoncé mercredi le chef de la diplomatie néerlandaise Frans Timmermans.

L'ONG Reporters sans frontières (RSF) s'est de son côté dite "*choquée*" par le placement en détention provisoire du photojournaliste Denis Siniakov, qui a travaillé dans le passé au bureau de l'AFP à Moscou.

"*En portant contre le photographe et les militants une accusation aussi absurde que celle de 'piraterie', le Comité d'enquête russe criminalise le journalisme aussi bien que le militantisme*", a poursuivi l'ONG dans un communiqué.

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré mercredi que les militants n'étaient pas des "*pirates*", mais s'en est pris aux méthodes de Greenpeace et a estimé que les militants qui étaient à bord de l'Arctic Sunrise avaient enfreint le droit international. AFP 26.09

DERNIERES INFOS DE SYRIE

1- Le quotidien libanais AlAkhbar a révélé dans son édition de jeudi, que le président syrien Bachar Assad semblait très satisfait de l'accord conclu entre Moscou et Washington sur les armes chimiques.

« *Nous possédons un millier de tonnes d'armes chimique qui constitue un véritable fardeau pour nous. Leur destruction nécessite beaucoup d'argent, prendra plusieurs années et pose un bon nombre de problèmes au niveau écologique. Qu'ils (les Occidentaux) viennent les prendre* », a dit M.Assad à ses visiteurs cités par AlAkhbar.

Et d'ajouter: « *l'arsenal chimique n'est pas leur objectif. Ils veulent changer l'équilibre de force et protéger « Israël ». Nous avons renversé la table et jeter la balle dans leur camp. Ils ont alors été embarrassés devant l'opinion publique américaine et européenne, même au sein de l'administration américaine* ».

M.Assad rappelle que « *ce genre d'armes dissuasif a été fabriqué dans les années 80 pour contrer l'arme nucléaire israélienne. Actuellement, cet armement n'est plus dissuasif. Nous possédons aujourd'hui des armes beaucoup plus importantes et sophistiquées capables d'aveugler Israël en un instant.* »

Les forces russes combattront sur le sol syrien

Le président syrien a en outre fait état d'un « niveau sans précédent » de coopération et de coordination entre Damas et Moscou. « *La Russie s'est engagée à intervenir avec force en cas de guerre contre la Syrie (…) Les forces russes se déploieront sur le sol syrien pour combattre à nos côtés* », a-t-il révélé.

Sayed Nasrallah est le maitre des fidèles

S'agissant de l'Iran et du Hezbollah, M.Assad s'est dit confiant du front de la résistance. Et d'ajouter : « *je suis rassuré que le maitre des fidèles (en allusion à Sayed Nasrallah) est capable de contenir les répercussions de toute agression contre la Syrie…* ».

« *Israël n'est plus comme avant. Vu sa faiblesse, cette entité combat à travers ses alliés. Il essaie de pousser les Etats-Unis vers une guerre dans la région, et use des membres de « l'islam américain », des groupes de takfiris, pour nous combattre. Ces gens là, sont dans cette période les ennemis directs de la Syrie*».

L'Arabie a franchi transgressé tous les tabous

Le président syrien n'a pas du tout confiance dans les autorités saoudiennes qui ont « *transgressé tous les tabous* ».

Et ne « *s'attend pas à quelque chose de positif de sa part* ».

M.Assad a en outre révélé que les délégations européennes, dont certaines liés à des renseignements, se bousculent en Syrie dans une tentative de reprendre contact avec Damas.

Source : AlAkhbar traduit par AlManar french.irib. 26.09

2- Un récent sondage, publié par YouGov montre que les Américains plébiscitent, et de façon très écrasante, le président russe Vladimir Poutine, comme étant été le leader politique le plus efficace lors de la crise des armes chimiques syriennes. Loin devant le président Obama.

A la question de savoir quel est l'homme politique qui a été le plus efficace lors de la crise des armes chimiques syrien, 49 pour cent des Américains ont plébiscité le président Vladimir Poutine, tandis que seulement 25 pour cent ont voté pour Barack Obama. Comme d'habitude, François Hollande est bon dernier. french.irib. 26.09

ACTUALITÉ DU JOUR

L'art de l'enfumage.

- La Fed admet des problèmes de communication sur sa politique - Reuters

On pourrait croire qu'ils sont acculés, ils le sont d'une certaine manière.

S'ils cessent d'alimenter le marché en liquidités (déguisé dans le rachat de titres pourris et de bon du Trésor), c'est la paralysie qui guette l'économie américaine, puis son effondrement entraînant avec elle l'économie mondiale, par le biais de la hausse des taux d'intérêt qui va faire exploser la dette des Etats, de tout le système gangrené par une dette mondiale gigantesque évalué par The Economist à 52.000 milliards de dollars.

S'ils continuent d'alimenter le marché en liquidités et de financer la dette américaine, celle-ci va encore augmenter, c'est un cercle vicieux rendu possible par les faux monnayeurs de la Fed.

Il est difficile de comprendre le fontionnement et les conséquences de ce mécanisme du fait que l'ensemble des données officielles ou disponibles sont faussées, les gangsters de la Fed fabriquant de l'argent qu'ils se distribuent sans même qu'il figure dans leur comptabilité ou que le Congrès en soit informé de l'aveu même de l'inspectrice générale de la Fed lors de son audition par une commission du Congrès, donc je n'invente rien, cependant pour se livrer à une analyse et un pronostic il nous faut des faits, on part de faits sinon on extrapole ou on raconte n'importe quoi. Essayons de comprendre à quel jeu ils se livrent.

J'ai observé que la Fed prêtait de l'argent au Trésor américain et qu'ensuite la Fed rachetait chaque mois au gourvernement fédéral des dizaines de milliards de bons du Trésor. Autrement dit, la Fed prête de l'argent à l'Etat qu'elle n'a pas et qu'elle a fabriqué, puis elle lui rachète, donc en principe cette somme devrait être soustraite de la dette de l'Etat, mais rien n'est moins sûr, j'ai cru comprendre que c'était le contraire car qui dit rachat ne dit pas forcément annulation, en principe encore une fois, elle

devrait s'additionner à celle de la Fed, on assisterait donc à un transfert déguisé au moins pour une partie de la dette de l'Etat vers la Fed. Cette somme figure-t-elle au bilan de la Fed ou s'épavore-t-ellle comme les dizaines de milliers de milliards qu'ils ont créés de toutes pièces à partir de rien ?

Ce qui est possible aux Etats-Unis dirigés par un cartel de banquiers mafieux ne l'est pas dans le reste du monde, la clé des questions qu'on se pose et de la situation réside ici. Le monopole de la création monétaire dont disposent les banksters de la Fed et l'hégémonie du dollar sur le marché mondial leur permet de gangrener et de contrôler l'économie des pays qui leur sont soumis, l'Europe en premier lieu et le reste du monde ensuite. Les Américains s'en servent pour affaiblir leurs adversaires qui sont aussi leurs alliés ainsi que leurs ennemis, tant sur le plan économique que politique. Ils contrôlent la plupart des marchés ou leur dictent leur loi grâce à leur position dominante ou leur puissance financière. C'est là qu'interviennent les milliers de milliards que les banquiers américains se sont distribués.

Ils leur servent à vampiriser les économies des autres pays, et selon la stratégie politique qu'ils ont décidé d'appliquer à chaque pays, de les soutenir ou au contraire de les étrangler pour les forcer à appliquer une violente politique d'austérité, leur objectif étant d'obtenir la liquidation des droits sociaux et politiques de l'ensemble des travailleurs à travers le monde à l'image de la situation aux Etats-Unis.

Quand on dit que les Etats-Unis concentrent les contradictions du système capitaliste, on ajoute qu'ils ont exporté ces contradictions en Europe ou à travers le monde, qu'ils se servent des autres pays pour les régler à leur place car ils n'en sont pas capables chez eux, qu'ils emploient la manière forte ou recourent à des menaces pour y parvenir en cas de résistance de certains Etats.

Maintenant il est parfaitement clair que s'ils n'avaient pas inondé le monde de fausse monnaie le système capitaliste se serait déjà effondré depuis deux, voire trois décennies. Ce qui est intéressant à relever, c'est qu'ils le maintiennent en vie artificiellement par le biais d'un endettement mondial vertigineux qui n'a été rendu possible que par le biais de la création de fausse monnaie, tandis que le système capitaliste ne peut fonctionner qu'à crédit, comme tout système économique, à ceci près qu'aujourd'hui les capitalistes se sont octroyés ou s'octroient un tel niveau de richesses au-delà de celles que le système capitaliste peut produire, de telle sorte que la part des profits qui doivent revenir aux producteurs des richesses, les travailleurs, doit être réduite à une portion de plus en plus congrue, ils se sont tellement gavés qu'ils ont déjà hypothéqué ou engliouti, en grande partie dilapidé les richesses à venir.

Parvenu à ce stade, ils ne peuvent plus faire marche arrière, même s'ils se montraient moins cupides ou renonçaient à une part importante de leur profit, ils ne pourraient pas venir à bout de ce gigantesque endettement mondial ni même le réduire de façon conséquente, car pour continuer à fonctionnner ou ne pas se retrouver paralysé le système capitaliste à besoin en permanence de recourir au crédit donc à l'endettement.

Ils ont toujours su que le système capitaliste était voué dans l'avenir à connaître de nouvelles crises toujours plus profondes, violentes et incontrôlables, c'était inéluctable, l'analyse marxiste se trouve ainsi vérifiée une fois de plus, c'est la raison pour laquelle ils ont échafaudé une stratégie pour tenter de se soustraire à ses contradictions et au-delà de ce système lui-même qui porte en lui sa mort, sa négation, le socialisme.

C'est dans ce contexte qu'il fallait analyser leur aventure syrienne (notamment) et qu'il faut analyser l'ensemble de leur politique à l'échelle de chaque pays et du monde.

Soit ils cessent de maintenir le système capitalisme en survie artificielle et il s'effondre, il peut être liquidé sous les coups de la lutte de classe du prolétariat mondial s'il renoue avec le socialisme et se dote d'une nouvelle direction.

Soit ils tentent désespérement de dépasser ce système en instaurant une dictature mondiale basée sur la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques, dont le chaos actuel et les guerres auxquelles nous assistons constituent les contours, ainsi que les institutions supranationales qu'ils ont créées et dont ils s'emploient à renforcer le pouvoir politique, qui n'ont pas vocation à se substituer aux Etats comme les sociaux-patriotes et autres souverainistes ou nationalistes n'arrêtent pas de nous le rabâcher, même si c'est un aspect de ce processus qui nous est présenté de façon déformé pour masquer leur capitulation devant les régimes en place , institutions supranationales qui ont surtout pour fonction à terme de neutraliser ou de liquider la lutte des classes, de la rendre impuissante sur le plan politique, ce qui revient au même.

Une "***bonne***" intention suspecte. La banalisation de la pauvreté à défaut de la combattre en militant pour l'abolition du capitalisme.

- Les discriminations envers les pauvres pourraient être mieux reconnues - AFP

Humiliés, méprisés, présumés incapables de prendre des décisions... Les pauvres subissent des discriminations qui doivent être sanctionnées au même titre que celles subies du fait de la race ou du sexe, a estimé jeudi la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH).

Afin "*de reconnaître le préjudice subi par les personnes en situation de pauvreté*", la commission recommande d'intégrer le critère de "*discrimination fondée sur la précarité sociale*" dans l'article 225-1 du code pénal et dans la loi du 27 mai 2008. Celle-ci considère comme une discrimination le fait de traiter différemment une personne "*sur le fondement de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race, sa religion, ses convictions, son âge, son handicap, son orientation ou identité sexuelle ou son sexe*".

"*Il y a urgence à alerter sur ce type de discrimination*", explique à l'AFP la présidente de la CNCDH Christine Lazerges. "*C'est au Parlement de réfléchir à la façon dont il faut rédiger la loi*", poursuit la présidente de la CNCDH qui souhaite qu'un député ou un sénateur s'empare de cette question.

La commission, composée de 64 personnalités et représentants d?organisations issues de la société civile, dont ATD Quart-Monde, le secours catholique ou le secours populaire, s'est elle-même saisie de la question.

"*Cette humiliation est très emblématique*", déplore Geneviève de Coster, représentante d'ATD Quart-Monde à la CNCDH.
La discrimination à l'égard des pauvres "*n'est pas reconnue*", et "*c'est une telle violence pour les gens qu'ils se taisent et n'en parlent pas*", regrette-t-elle.

Il y a aussi, par exemple, "*les habitants de certains quartiers qui, en raison de leur seule adresse, se heurtent à des refus de paiement par chèque, des refus de livraison de colis par La Poste, des refus de visites à domicile de médecins ou de prise en charge de taxis*".

Mme Lazerges cite aussi les cas de "*refus d'un prêt bancaire*" ou de "*refus d'accepter un enfant à la cantine car un de ses parents est au chômage*".

"*Nous savons que ce n'est pas parce que ce critère de discrimination sera introduit que les problèmes s'évanouiront car en matière de discriminations, les poursuites sont difficiles et les condamnations rares*", reconnaît la présidente de la CNCDH. "*Mais ça peut donner à réfléchir*" et cela permettra d'organiser des "*testings*". AFP 26.09

Il y a certes des gens généreux et sincères qui militent dans ces organisations, nous leur disons qu'ils sont manipulés par les représentants de la classe des riches au pouvoir et le législateur qui pour se donner bonne conscience ou plutôt se faire passer pour des humanistes à moindre coût parce qu'en réalité ils n'ont pas de conscience à part servir les intérêts de la classe dominante qui leur rend bien, se servent d'eux pour rendre la pauvreté plus acceptable sans jamais la réduire.

Le PS et le gouvernement aiment les pauvres, c'est touchant n'est-ce pas... à condition qu'ils acceptent de le rester et qu'on n'entende pas parler d'eux. Ces organisations servent à cela aussi.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. 1, non 3, non 11, leur chiffre porte-bonheur !

- JPMorgan discute avec la justice d'un accord à 11 milliards de dollars AFP -

Le patron de JPMorgan Chase, Jamie Dimon, a rencontré jeudi à Washington le ministre américain de la Justice Eric Holder pour discuter d'un accord amiable pourrait atteindre le montant record de 11 milliards de dollars.

Le montant de l'accord à l'amiable en discussion, qui serait un record pour une banque, représenterait environ la moitié des bénéfices annuels de la banque. AFP 26.09

Instrumentalisation. Surenchère et hypocrisie

- Qui a le plus peur de l'islam, L'Express, Minute, Le Point ou Valeurs Actuelles? - Slate.fr

La surenchère pour les magazines cités, l'hypcrisie pour les sionistes de Slate.

Les bourgeois pas concernés dans leur mode de vie

- Les écologistes dans la tourmente, Duflot attaque Valls - AFP

Les écologistes sont tellement réactionnaires qu'il leur faut masquer leur vraie nature.

Je ne sais pas si beaucoup comprennent ce qui se passe réellement. En réalité Duflot adopte la même position que l'UE qui incarne le néolibéralisme, la pire réaction, Valls aussi, sauf que lui il doit gérer au quotidien une situation qui devient incontrôlable, c'est moins confortable...

Chose promise, chose due...

- Paris reçoit un satisfécit de Bruxelles sur le projet de budget 2014 - Liberation.fr

Vous voyez que Hollande et le PS tiennent leurs promesses, mauvaises langues va !

Conditionnement des masses.

Qu'on l'applique à ceux qui y sont favorables.

- Une majorité de Français favorable au travail de nuit - LeMonde.fr

- 64% des Français pour une ouverture des magasins après 21h - Le Nouvel Observateur

Plus de collaboration de classes

- Moins de grèves et plus de négociations collectives en 2011 - AFP

Les morts vivants, les derniers producteurs...

- Emploi: 310.000 seniors de plus sur le marché du travail en 2012 - AFP

... donc très logiquement...

- Le moral des Français continue de s'améliorer en septembre - Le Nouvel Observateur

La stratégie politique néolibérale dans tous ses états.

- Attaque du Westgate: le Kenya enterre ses morts et attend des réponses - AFP

- Russie: détention de 17 militants de Greenpeace, dont 13 étrangers - AFP

- Un tribunal russe reporte l'audience d'une Pussy Riot - 20minutes.fr

- L'ex-oligarque russe Mikhaïl Khodorkovski lauréat du prix Walesa - Reuters

- Au Soudan, des manifestations persistantes contre le régime d'Al-Bachir - LeMonde.fr

- Peine de 50 ans de prison confirmée contre Charles Taylor - Reuters

- Irak: au moins 20 morts dans des attentats sur des marchés - AFP

- Cachemire: double attaque contre des postes de sécurité, 9 morts - AFP

- Maroc : poursuite des manifestations de soutien à Ali Anouzla - lemonde.fr

L'Etat terroriste américain dicte sa loi.

- ONU: Maduro renonce à venir à New York par crainte pour sa vie - AFP

- L'embarrassant Al-Béchir n'ira finalement pas à New York - LeMonde.fr

En famille.

- Al-Qaida va-t-il cesser de ménager Israël? - Slate.fr

Il leur faut un ennemi...

- Israël craint de se retrouver isolé face à l'offensive diplomatique de l'Iran - L'Express.fr

En fait, comme dans tous les pays, l'ennemi des masses israéliennes et palestiniennes est à l'intérieur...

Elles sont plus forte psychologiquement et cyniques aussi.

- Pourquoi les femmes sont moins corrompues que les hommes dans les démocraties - Slate.fr

Confirmation. D'où venait cette opération ? La réponse.

- Le républicain George Bush témoin d'un mariage homosexuel - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

Le Venezuela veut porter plainte contre Airbus pour un problème sur l'avion présidentiel - LePoint.fr

Le Venezuela s'apprête à porter plainte contre le groupe européen d'aéronautique Airbus pour une éventuelle défaillance de l'avion présidentiel vénézuélien, en dépit d'une révision qui avait duré cinq mois en France, a indiqué mercredi son président Nicolás Maduro.

"*Nous sommes en train de préparer des actions judiciaires contre le fabricant Airbus pour cette défaillance*" détectée sur une aile de l'avion après des tests réalisés à la suite d'opérations de maintenance qui ont duré cinq mois en France, a dit M. Maduro dans un discours public.

Maduro, qui exerce la présidence du Venezuela depuis le 19 avril, a utilisé pour certains de ses voyages présidentiels un appareil baptisé "*Alba*" (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) de l'aviation cubaine.

Il a expliqué qu'il n'avait pas pu utiliser l'Airbus 319 présidentiel, en raison d'une "*grave défaillance technique*" détectée sur une aile, en dépit d'opérations de maintenance qui avaient duré cinq mois en France. "*C'est très grave*", a déclaré le président. L'opposition et certains médias avaient critiqué Maduro pour ne pas avoir pris l'avion présidentiel et utilisé à la place un appareil cubain, dont la location est évaluée à environ 250 000 dollars par jour. LePoint.fr 26.09

Un assassinat prémédité maquillé en accident ?

SOCIAL

Bangladesh

La plupart des usines textiles au Bangladesh ont rouvert jeudi au terme de cinq jours de manifestations violentes, après la promesse d'une augmentation des salaires mais aussi la menace par le gouvernement de réprimer toute nouveau mouvement de protestation.

La fédération des travailleurs du textile et de l'industrie du Bangladesh a indiqué avoir reçu l'assurance que les salaires seront augmentés en novembre, alors que les salariés du textile ont manifesté pendant cinq jours pour obtenir un salaire mensuel de 100 dollars.

"*Les ouvriers sont maintenant convaincus que leur paye va être augmentée d'ici novembre*", a dit le responsable de la fédération, Babul Akter, à l'AFP.

Le gouvernement a menacé de son côté mercredi soir de sévir contre toute nouvelle manifestation.

"*Le textile est une industrie nationale*", a dit le ministre de l'Intérieur, Khan Alamgir.

"*Ceux qui agiront contre cette industrie seront considérés comme opposés à la nation*", ajoutant que "toute tentative de destabiliser le secteur sera empêché par toute force", a-t-il ajouté.

Une vingtaine d'usines sur les 4.500 installées dans le pays étaient encore fermées jeudi, selon la police et les fabricants.

"*La plupart de nos usines ont rouvert et les ouvriers ont repris le travail. Le déploiement de gardes semble avoir fonctionné*", a dit Reaz-Bin-Mahmood, vice-président de l'association des fabricants et exportations de textile du Bangladesh.

Selon lui, les cinq jours de manifestation ont touché la production dans au moins 500 usines pour un coût d'environ 40 millions de dollars.

Le montant de la hausse des salaires promise reste inconnu. Les ouvriers réclament un quasi-triplement à environ 100 dollars tandis que les industriels ont rejeté la demande, affirmant qu'ils pouvaient augmenter les salaires de seulement 20%, en raison de la conjoncture économique mondiale morose. AFP 26.09

ECONOMIE

1- Economie mondiale

L'alerte que vient de lancer la BRI la semaine passée dans un rapport signé de son chef Jaime Caruana est rouge cramoisi. Une vague immense, un véritable mur de dette, en train de se ruer sur nous. Un véritable crash cyclonique à nos portes.

Et ce n'est pas le recul mortifié de Ben Bernanke, patron de la Fed américaine, renonçant mercredi à limiter comme promis l'injection massive de 85 milliards de dollars chaque mois pour soutenir l'économie défaillante de son pays, qui va arranger quelque chose.

Célébrée par toutes les places boursières en état hallucinatoire avancé, cette annonce n'a pourtant rien de reluisant : elle reconnaît l'impuissance de l'ex-puissance américaine à redresser sa situation économique compromise sans injections permanentes de stimulants artificiels. Parallèlement, et malgré ces injections massives de liquidités, la Fed revoit une nouvelle fois à la baisse sa prévision de croissance pour 2013.

William White, ancien économiste en chef de la BRI, confirme les prévisions sinistres de Caruana. Nous sommes retournés à une situation pire que celle qui prévalait à la veille de l'effondrement de Lehman Brothers en 2008, affirme-t-il.

« *Toutes les déséquilibres antérieurs sont toujours là. Les niveaux d'endettement public et privé ont augmenté de 30 % par rapport à ce qu'ils étaient alors.* »

Au final, selon le compteur affolé de The Economist, la dette mondiale court à grand pas vers le chiffre totalement extravagant de 52 mille milliards de dollars :

C'est dire le poids des chaînes qui nous lient à nos prêteurs. C'est dire encore plus l'hécatombe qui menace ces derniers quand déferlera sur eux le tsunami impitoyable de cette dette infernale.

En plein débat mouvementé sur un plafond de la dette une nouvelle fois pulvérisée (au 15 octobre, c'est pliée, selon leurs propres spécialistes), le Congrès US va probablement voter un nouveau déplafonnement de dernière minute. Que peut-il faire d'autre, sinon exploser instantanément ? Pas grave, même si, aux dires de William White, cette politique de folie scie les pieds aux pays émergents :

« *Nous avons ajouté un tout nouveau problème avec des bulles sur les marchés émergents qui ponctuent un cycle d'expansion-récession.* »

Le Japon va poursuivre son hara-kirienne fuite en avant. Endetté à 211 % de son PIB, il doit consacrer plus de la moitié de ses rentrées fiscales à rembourser les seuls intérêts de sa dette actuelle. Et 46 % de son budget 2013 ne peut être financé que par de la dette supplémentaire. Mais pas grave tant que les médias fermeront les yeux sur le seul résultat probant de cette politique : uneaugmentation conséquente du déficit commercial.

En Chine, les dettes privées sont passées de 8 à 23 milliards de dollars depuis 2008. Mais pas grave, tant que les ex-apparatchiks communistes pourront nous refourguer des chiffres de croissance que plus personne n'est en mesure de valider.

En Europe, le ratio d'endettement a augmenté en un an de 88,2 à 92,2 %. Mais pas grave tant que chanteront les sirènes ridicules de quelque président français claironnant que la crise est derrière nous.

Bref, devant nos pieds, des gouffres en pagaille sont en train de s'ouvrir. Les acteurs sont tétanisés, dépassés depuis belle lurette. Que vont-ils faire ? Rien. Rien d'autre que d'assister impuissants au passage du cyclone dévastateur en tentant juste de reculer en catastrophe l'inéluctable trépas de leur système.

Rien d'autre que de se donner le droit, comme vient de le proposerune directive de l'Union européenne dans le plus assourdissant des silences médiatiques, de saisir d'autorité les comptes bancaires des particuliers pour combler, en vain, ses trous béants (la garantie des 100 000 euros a bon dos).

Sauf que désormais, cette issue fatale n'est plus seulement annoncée par quelques observateurs esseulés, mais par les plus hauts responsables au cœur même de leur empire condamné. wikistrike.com 22.09

2- Ukraine - Chine

L'Etat chinois vient de faire l'acquisition de près de 30.000 km² de terres arables en Ukraine, soit un domaine cultivable aussi grand que la Belgique tout entière...

Les besoins alimentaires de la Chine semblent être à ce point démesurés que l'État n'a apparemment d'autres choix que de cultiver également en dehors de ses frontières, relaie le site Quartz. Par cet accord commercial étonnant, l'Ukraine prévoit donc de céder à la seconde puissance mondiale 5% de son territoire, 9% de ses terres arables et une superficie équivalente à la Belgique pour combler les besoins gargantuesques de l'Empire du milieu.

Ce contrat commercial conclu entre l'entreprise chinoise gouvernementale XPCC et son homologue local KSG Agro survient alors que l'Ukraine vient de lever l'interdiction pour les étrangers d'acheter des terres sur le territoire national. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué mais l'on sait déjà que l'Ukraine recevra en contrepartie un prêt de trois milliards de dollars pour développer son industrie agricole, améliorer son équipement en la matière et son réseau routier.

L'initiative chinoise a évidemment été largement commentée. D'aucuns y voient les dérives du néo-colonialisme perpétré dans les régions affaiblies du globe par les grandes puissances ou les pays émergents qui viennent y puiser les ressources nécessaires aux besoins sans cesse plus conséquents de leur population.

Dans ce domaine, la Chine fait figure d'épouvantail, affirme Quartz. La première population mondiale dévore en effet un cinquième des ressources alimentaires mondiales mais se contente pourtant d'en produire moins d'un dixième. Et pour combler ce déséquilibre, l'État s'empare de terres cultivables aux quatre coins du monde... 7sur7.be - wikistrike.com 22.09

3- Espagne - Portugal

Après les aéroports régionaux et les trains à grande vitesse, c'est au tour des autoroutes espagnoles de déposer le bilan. Le journal El Pais a rapporté qu'un certain nombre des régies d'autoroutes construites au cours des 15 dernières années, la plupart autour de Madrid, sont tombées en faillite. Parmi elles, on compte l'autoroute entre Madrid et Tolède, celle qui relie Ocaña et La Roda, et l'autoroute de Vera à Alicante.

Au total, les dettes se montent à 3,6 milliards d'euros; l'Etat en est le garant en dernier ressort. Le gouvernement du premier Ministre Rajoy a déjà versé 900 millions d'euros d'aides sous forme de prêts.

Dès qu'une régie d'autoroute est déclarée en faillite et mise en liquidation, les créanciers peuvent solliciter la garantie de l'Etat. Mais plutôt que d'adopter ce scénario, le ministère des Travaux publics a prévu la création d'une holding pour reprendre le contrôle des sociétés d'autoroute en faillite et il a déjà investi 600 millions d'euros pour fournir les capitaux de cette instance.

Les autoroutes à péage ont été planifiées et réalisées sous le mandat de l'ex-Premier ministre José Maria Aznar. Le but était d'inciter les projets de construction le long de ces axes routiers. Mais la circulation réelle sur ces routes n'a jamais atteint les prévisions de trafic qui avaient été faites à l'époque, probablement en raison de la crise. En pratique, la plupart du temps, certaines de ces routes sont même quasiment désertes. En outre, les droits d'expropriation se sont avérés plus importants que prévu, induisant des coûts bien plus élevés que ce qui avait été budgété pour la construction de ces autoroutes.

Le mois dernier, le Financial Times avait rapporté ce même problème d'inutilisation des autoroutes dans le Portugal voisin. Les autoroutes désolées sont un symptôme de plus de la grave récession qui secoue le pays, mais elles témoignent aussi des mauvais choix d'utilisation de l'argent des contribuables par les gouvernements successifs. Depuis 1986, le Portugal a reçu 96 milliards d'euros d'aide de l'UE pour lui permettre de rattraper les grands pays européens. Lisbonne a rajouté 86 milliards d'euros, et 25% du total de ces fonds ont été investis dans le réseau routier. Le pays compte 3.000 kilomètres d'autoroutes, alors qu'il n'en comptait que 300 km à cette époque. Cela correspond quasiment au double de la densité moyenne en Europe. Désormais, le Portugal a 4 fois plus de kilomètres d'autoroute par habitant que la Grande-Bretagne, et 60% de plus que l'Allemagne. Express.be - wikistrike.com 25.09

Haut de page

Le 28 septembre 2013

CAUSERIE

J'ai enfin réglé l'essentiel de mes problèmes informatiques et j'ai réinstallé (et nettoyé à fond, ce n'était pas du luxe !) mon bureau. A l'aide d'un cable de 50cms j'ai réussi à glisser le modem (clé USB) dehors et cela fonctionne. Il ne faut pas qu'il pleuve !

Deux articles mis en ligne dans le site que je vous conseille de lire.

1- Le crash boursier est à nos portes et les experts radotent de Robert Bibeau - vendredi 27 septembre 2013 - legrandsoir.info

2- Un nouvel ordre pour un nouveau monde de Sejo VIEIRA - vendredi 27 septembre 2013 - legrandsoir.info

Extrait.

En 1968, pendant une réunion du très discret groupe Bilderberg, une personnalité américaine, George Ball, sous-secrétaire d'État aux affaires Economiques dans le gouvernement de J.F.Kennedy et administrateur des banques Lehman Brothers et Kuhn Loeb, suggéra la création d'un conglomérat multinational qui chercherait à acquérir les grands patrimoines mondiaux, par coercition économique sans avoir besoin d'utiliser des moyens militaires. Comme une pieuvre, il tendrait ses tentacules en tous les pays du monde, incorporant, à travers des fusions et des acquisitions, tous les actifs possibles jusqu'à soumettre les États-nations à une banque Centrale Privée.

C'est à partir des années 70 que de groupes privés commencèrent à agir sur les politiques des états et à mettre à profit les avantages de la nouvelle panacée du capitalisme, la mondialisation. Cependant, l'idée d'une "*stateless global governance*", un gouvernement mondial, sans l'intervention des étatsnation n'était pas une nouveauté.

Au début du XXème siècle, John F. Hylan (1868-1936), maire de New York de 1918 à 1925 avait averti : « *La véritable menace pour nos républiques est le gouvernement invisible qui comme une pieuvre géante étend ses tentacules gluants autour de nos villes, états et nations.* »

En 1950, un membre du Council on Foreign Relations (CFR), James Paul Warburg, dans un discours prononcé au Sénat américain, déclara : « *Nous aurons, un jour, un gouvernement mondial que nous le voulions ou non. La seule question à se poser, c'est de savoir si le Gouvernement Mondial sera instauré par l'adhésion, ou par la conquête.* »

Norman Cousins (1915-1990), directeur honoraire de l'organisation Planetary Citizens for the World We Chose, revint sur ce sujet en 1985, en avouant : « *Le Gouvernement Mondial arrive. A vrai dire, il est inévitable. Aucun argument pour ou contre lui ne peut changer ce fait.* »

En Juin 1991, le banquier David Rockfeller se laissa aller à des confidences, dans une réunion de la Commission Trilatérale : « *Nous remercions le Washington Post, le The New York Times, le Time Magazine et d'autres grandes publications, dont les directeurs, en respectant notre demande de totale discrétion, le long de ces quarante années, permirent que nous développions notre plan pour le monde, ce qui n'aurait pas été possible si nous avions été, pendant tout ce temps sous les feux de la rampe. Mais*

le monde est, maintenant, plus sophistiqué et prêt pour une gouvernation mondiale. La souveraineté d'une élite supranationale, composée par des intellectuels et des banquiers est préférable à toutes les souverainetés qui ont dirigé les nations, ces derniers siècles. »

Le 23 Septembre 1994, le même individu déclarait : « *Une si opportune occasion, pendant laquelle un ordre mondial pacifique et interdépendant peut être construit ne se présentera pas une autre fois. Nous sommes au début d'une transformation globale. Ce, dont nous avons besoin, c'est d'une crise appropriée, et les nations accepteront le Nouvel Ordre Mondial.* » En Février 1999, pendant une interview au Newsweek) il affirma : « *Quelque chose devra remplacer les gouvernements politiques. Le pouvoir prive, est, me semble-t-il, l'entité la plus adéquate pour accomplir ce projet.* »

Accusé de fomenter une conspiration pour implanter un nouvel ordre, ce banquier confia dans son livre de mémoires, publié en 2002 : « *Il y a des gens qui croient que nous, ma famille et moi-même, faisons partie d'une conspiration secrète qui a pour but, organiser un plan contre les intérêts des États-Unis, nous désignant comme des conspirateurs et nous accusant de concevoir une politique global plus intégrée dans une structure économique mondiale. Si c'est de cela dont on parle, je me déclare coupable et fier de l'être.* »

Deux membres importants de l'administration Clinton, Carroll Quigley, conseiller du président et Strobe Talbot, secrétaire d'état se prononcèrent, aussi, sur l'avènement d'une gouvernation mondiale. Le premier révéla l'existence d'une élite de plusieurs nationalités, financière, anonyme, dont le but, serait, dit-il, de « *créer un système mondial de contrôle financier aux mains des privés, capable de dominer, comme un tout, la politique de chaque pays et l'économie du monde, un contrôle, type organisation féodale, dans laquelle toutes les banques centrales du monde agiraient d'une forme concertée, par des accords secrets.* »

Strobe Talbot, lui, prédit : « *Au prochain siècle, les nations comme nous les connaissons seront désuètes. Tous les états reconnaîtront une seule autorité centrale. La souveraineté nationale n'était pas une si bonne idée après tout.* »

« *L'État-nation en tant qu'unité fondamentale de l'organisation sociale de l'homme, cessa d'être la principale force créative. Maintenant, les banques et les entreprises multinationales agissent et planifient en termes qui dépassent les concepts politiques d'un État-nation.* » (Zbigniew Brzezinski). Conseiller en sécurité nationale des Etats-Unis, pendant la présidence de Jimmy Carter (entre 1977 et 1981).

C'est à partir de 1913 que les successifs gouvernements de l'Amérique, alors, considérée, déjà, comme la plus grande puissance économique du monde, acceptèrent de se soumettre aux règles d'Wall Street, le saint des saints de la puissante banque globale.

Déjà au début de l'ère industrielle, les banques, d'abord en Angleterre, ensuite aux États-Unis, commencèrent à rassembler des forces de manière à constituer des conglomérats puissants capables d'influencer et même de diriger les politiques des grandes puissances.

En 1906, après une décennie d'euphorie boursière sur les places de New York et Londres, un réseau de 98 banques américaines, parmi les plus riches, créa un club privé qui se proposait d'agir comme une espèce de « *pouvoir de l'ombre* ».

Mais, suite au crash de 1929, divers mécanismes de régulation du système bancaire furent activés, afin de parer aux habituelles pratiques frauduleuses des banquiers. Il y avait urgence à protéger les dépôts bancaires pour sauvegarder l'épargne des citoyens.

La banque d'affaires Goldman Sachs, une des banques visées, conciliait en une unique institution, dans une claire violation de la loi, les activités de dépôt, d'investissements et d'assurances.

Dès l'entrée en fonctions du président Franklin Roosevelt, le congrès adopta la loi Glass-Steagall, connue aussi par Banking Act of 1933. Elle faisait partie des différentes mesures gouvernementales d'assainissement du système financier. Elle réaffirmait surtout la souveraineté de la nation, en ce qui concerne le contrôle de la monnaie.

Quand les banquiers comprirent qu'ils allaient perdre leurs habituels bénéfices, ils tentèrent par tous les moyens de « *assassiner* » la nouvelle loi. Soixante-dix ans durant, ils dépensèrent des millions de dollars pour la faire annuler. Ils finirent par y arriver, avec la bénédiction du président Ronald Reagan. En 1982, la loi Garn-St-Germain fut promulguée, permettant ainsi, de déréguler à nouveau le système bancaire et le système financier.

Parmi les grands manipulateurs du système financier global, la Goldman Sachs, fondée en 1869, est une des grandes étoiles de l'univers de la Banque globale. Banque d'affaires spécialisée dans le financement des grosses entreprises, son pouvoir est visible en toutes les situations de crise et de rupture des économies nationales. Dérégulation des marchés, attaque à la monnaie européenne et crise grecque sont quelques-uns de ses faits les plus récents. En 2008, quand éclata la crise des

subprimes, on savait peu de choses sur la Goldman Sachs.

On sait maintenant que ce vedettariat subit lui vient de ses relations hautement placées dans les sphères de la politique mondiale : commissaires de l'Union européenne, secrétaires d'État du Trésor américain et directeurs de banques centrales travaillèrent pour la Goldman.

Henry Paulson fut son numéro deux, avant de devenir secrétaire au Trésor de George W. Bush ; Robert Rubin fut patron de la Goldman, après avoir été secrétaire du Trésor de Bill Clinton ; Donald Sutherland, ex-commissaire européen, président de la Goldman Sachs international ; Mario Draghi, le nouveau président de la BCE, ex-gouverneur de la Banque d'Italie, viceprésident de la Goldman Europe International et ex-commissaire européen ; Mario Monti, le premier-ministre qui remplaça Berlusconi, ex-commissaire européen, conseiller en affaires à la Goldman ; Lucas Papademos qui remplaça, au début de la crise grecque, le premier-ministre sortant fut un ancien fonctionnaire de cette banque. À travers ce réseau impressionnant de relations, cette institution devint une des plus importantes banques mondiales. La crise bancaire, en 2008, l'aida à consolider ses positions internationales, la fortifia et l'installa confortablement dans la antichambre des maîtres du monde.

Banquiers, patrons des multinationales, gestionnaires de fonds d'investissements, poids lourds de l'oligarchie mondiale, voilà la fine fleur des oligarques qui tirent les ficelles au sein du Pouvoir Privé Global.

Des gens de bien ? Voyons ! Pendant leurs réunions dans les grands sanhédrins de la mondialisation, ils se conduisent comme des gentlemen. Dans les coulisses de la grande arène de la concurrence et de la compétition, ils révèlent leur vraie nature, deviennent des combattants impitoyables, de vrais assassins. Ils bataillent entre eux, au sein des groupes, des entreprises, se jettent comme des carnassiers sur leurs rivaux et les dévorent. Tout est permis pour aiguiser leur faim de gains, alimenter leur voracité : fusions, alliances, manoeuvres spéculatives, crises financières, crashs boursiers. Leurs maximes sont « *dévorer ou se faire dévorer, tuer ou se faire tuer* », « *gagner les marchés* », « *anéantir les concurrents* ».

Dans la jungle où ces gens déambulent, un implacable darwinisme arbitre leurs guerres fratricides. Les vainqueurs constitueront le noyau de l'ordre nouveau. Celui-ci épuré, fortifié, débarrassé des faibles, des indécis, rassemblera, alors, la natte des puissants, prêts à avancer et à anéantir - c'est ça l'objectif - l'humanité inutile, celle qui est en trop !

Pour vaincre les forces ennemies - les classes moyennes mondiales-, les ploutocrates devront s'unir. Aucun d'eux, isolé, n'y arrivera pas. L'union fait la force. C'est une question de bon sens. Regardez comment agissent les loups devant une proie de grande taille capable de se défendre, ils appliquent des stratégies de groupe.

Pour comprendre la logique et la détermination du front belliciste néolibéral, il suffit d'évoquer les totalitarismes de jadis : le goulag staliniste, la bestialité nazi, le génocide perpétré par les illuminés khmers rouges, les génocides en Afrique, et plus récemment, dans les Balkans, entre 1991 et 2001, les « *nettoyages* » ethniques et nationalistes. N'oublions pas que dans la « *démocrate* » Angleterre, en plein XXème siècle, les revendications des catholiques irlandais furent réprimés dans le sang et dans le martyre et, que les successifs gouvernements des États-Unis imposèrent au monde, pendant des décennies des guerres et des interventions militaires en d'abjectes croisades au nom d'une prétendue liberté. Notre histoire récente est jalonnée, hélas, des pires monstruosités politiques, idéologiques et religieuses. Ce nouveau totalitarisme est un héritier idéologique digne des totalitarismes du XXème siècle.

Jean Jaurès disait : le capitalisme c'est la guerre. Le néolibéralisme c'est le génocide !

Dans leur marche vers le Pouvoir Absolu, les nouveaux maitres du monde ne peuvent se passer d'une cohorte de fidèles et dévoués apparatchiks. Véritables rouages de la grande machinerie totalitaire, ils assureront la liaison entre le haut de la pyramide et les autres niveaux : idéologues, gourous, leaders charismatiques, chefs religieux, chefs de guerre, commissaires politiques, commis d'état, gestapistes/kgbistes, technocrates, politiciens, gestionnaires de grandes banques et entreprises, économistes, propriétaires des médias, journalistes. Une partie significative de cette armée de l'apocalypse, prête pour porter la guerre aux classes moyennes de l'occident appauvri, oeuvre déjà au sein des principales organisations néolibérales : FMI, OMC, Banque Mondiale, FED, Commission Européenne, BCE, OCDE, European Round Table.

Très prochainement, après le total anéantissement de toutes les structures de défense des citoyens libres, les états se verront dépossédés de leurs principales prérogatives politiques et sociales. Ils ne garderont que de simples fonctions administratives, parmi lesquelles les coercitives (tribunaux et police). Ils cesseront d'être des états-nations, deviendront des états policiers. Puis, petit à petit, la citoyenneté étant disparue définitivement, ils finiront par se transformer en d'immenses comptoirs commerciaux. L'empire aura triomphé. (La suite au format pdf-Acrobat Reader dans le portail à la rubrique économie)

Vous avouerez que c'est un peu plus consistant que la "*salade*" que nous livrent nos dirigeants, d'un clin d'oeil on comprend qui gouverne le monde, comment et pour qui, dans quelle direction le vieux monde s'oriente invariablement depuis un siècle, avec une accélération depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en réalité lors de chaque crise du capitalisme ils réalisent un pas en vant vers leur objectif final. Non sans soucis puisque la lutte des classes n'a pas disparu, les peuples résistent aussi, mais s'ils demeurent désarmés politiquement ils seront finalement vaincus et ils ne s'en relèveront pas.

Je vous conseille aussi de lire ou de relire attentivement *Leur morale et la nôtre* de Trotsky (disponible dans le portail à la page marxisme), c'est un ouvrage très court, voyez en particulier comment ils parlaient des masses, sans illusions, sans les ménager ni les mépriser évidemment, rien à voir avec le discours larmoyant et misérable de ses "*héritiers*", un discours sans complaisance, lucide, réaliste ce qu'est avant tout le marxisme.

On peut vaincre définitivement notre ennemi, le socialisme peut l'emporter, à condition de revenir au marxisme, de partir de la réalité, des faits dans leur totalité, y compris ceux qui sont désagréables à regarder ou à aborder, la vie, la société, les classes sont ainsi faites et comportent le meilleur et le pire, si on refuse de reconnaître que le pire existe, comment le combattre efficacement, par la dénonciation stérile comme le font les gauchistes ou les petits-bourgeois farcis de bonne conscience à cent balles, certainement pas, ils rendent service à notre ennemi en réalité, il nous faut être sincère, honnête jusqu'au bout, profondément modeste sinon c'est impossible, c'est aussi impossible de se mettre au niveau des travailleurs, de leur inspirer confiance, de construire le parti.

Si vous ne posséder pas ces qualités, comment voulez admettre vos erreurs, que vous vous êtes fourvoyés, que vous vous êtes laissé embraquer dans une mauvaise direction pendant de longues années ou des décennies, c'est inconcevable. On connaît parfaitement le danger qui guette la civilisation humaine, le péril qui guette l'humanité entière, à nous de voir si on a la volonté et le courage, la détermination de mener le combat politique pour le socialisme avec la rigueur qui s'impose et de la manière la plus désintéressée qui soit, je parle des intérêts individuels qu'on pourrait en retirer ou en attendre, ou si on se complaît dans nos erreurs ou notre insouciance qui finalement laisse le champ libre à la barbarie.

Il est parfaitement clair au regard du bilan de l'avant-garde de la classe ouvrière au bout de 70 ans, que le résultat est quasiment nul, chacun peut en faire le constat, il y a donc un problème quelque part. Il y a urgence à revoir notre méthode, tranquillement, sans se livrer à une chasse aux sorcières, on ne fera le procès d'aucun dirigeant en particulier, on ne demande à aucun dirigeant de se livrer à une séance d'autocritique en public, non, on leur demande simplement de rectifier le tir car ils se sont écartés de l'objectif de notre combat, or quand on a dévié de cet objectif, c'est qu'on a aussi abandonné la méthode ou les moyens qui permettaient de s'en rapprocher, qu'on n'a pas su les adapter aux transformations de la société et du monde, on a été incapable de réaliser pas à pas des progrès vers la réalisation de cet objectif qui a fini par s'évanouir ou disparaître de la tête des militants, la perspective du socialisme semble plus lointaine que jamais pour la plupart d'entre eux. Ils n'y croient plus, du coup inconsciemment ce n'est plus l'objectif pour lequel ils combattent, peut-être pensent-ils sincèrement combattre dans cette perspective, mais la manière dont ils s'y prennent démontrent qu'ils s'en sont éloignés au contraire.

Intégrer la stratégie de l'oligarchie financière dans notre combat politique est une nécessité à plus d'un titre, d'une part parce qu'elle correspond à l'orientation du capitalisme mondial, d'autre part parce que nous poursuivons le même objectif mais symétriquement opposé au sien, ils veulent instaurer un nouvel ordre mondial où la lutte des classes aura disparu à leur profit qui se traduirait par une dictature absolue, alors que nous combattons pour balayer le vieux monde et instaurer un nouvel ordre mondial au profit de la masse des exploités qui se traduirait par une société meilleure, plus juste, à terme débarrassée des inégalités et des injustices, des guerres, de l'exploitation de l'homme pas l'homme et de l'oppression qui va avec, autrement dit des classes, des Etats, des frontières, de l'argent, de la lutte des classes, de la démocratie, de la politique.

C'est à cet objectif, à cette stratégie, à cet idéal que les masses doivent adhérer pour contrer et vaincre ceux de son ennemi. On doit combattre à armes égales ou situer notre combat au même niveau que notre ennemi, sinon nous ne pourrons pas le vaincre, c'est cela que nos dirigeants doivent comprendre, on doit se battre classe contre classe, en théorie et en pratique, stratégie néolibérale contre stratégie socialiste, il n'existe pas d'autre voie, pas d'autre stratégie, pas d'autre objectif.

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Pour le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, c'est l'occasion d'"*éliminer un des plus grands arsenaux chimiques, dans une des régions les plus instables du monde*". Mais il y aura des "*conséquences*" pour le pouvoir syrien s'il ne respecte ses engagements, a-t-il prévenu. La résolution prévoit dans ce cas la possibilité pour le Conseil de prononcer des sanctions, mais elles ne seront pas automatiques, et nécessiteront une deuxième résolution – ce qui laisse à Moscou une possibilité de blocage.

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a bien insisté : il faudra "*prouver à 100 %*" que Damas ne joue pas le jeu et les sanctions devront être "*proportionnelles*" aux violations. Il a toutefois assuré que dans ce cas, "*le Conseil de sécurité des Nations unies (...) se tiendra prêt à prendre des mesures dans le cadre du Chapitre VII*" – qui prévoit un possible recours à la force si un pays viole ses engagements internationaux.

L'ambassadeur syrien à l'ONU a vertement critiqué, vendredi soir à New York, la diplomatie française qui a selon lui commis "*beaucoup d'erreurs*" dans le dossier syrien. L'ambassadeur, Bachar Jaafari, s'est montré particulièrement irrité par le fait que la France ait organisé, jeudi, avec la participation du ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, une réunion avec l'opposition syrienne qui a fait salle comble dans les bâtiments de l'ONU. Le président de la Coalition nationale syrienne, Ahmad Jarba, s'y est longuement exprimé, évoquant la situation humanitaire dans son pays.

Par cet événement, "*la diplomatie française agit de façon plus amatrice que professionnelle*", a déclaré l'ambassadeur après le vote de la résolution sur les armes chimiques par le Conseil de sécurité. "*Je conseille aussi au ministre français des affaires étrangères de lire la résolution avec attention*", a-t-il poursuivi. "*Cette résolution interdit au gouvernement français d'inciter au terrorisme, d'inciter à la violence en Syrie. Elle interdit à Paris et au ministre des affaires étrangères de contribuer à aggraver la situation militaire en Syrie en procurant des armes et un soutien politique*" à l'opposition, a-t-il ajouté. lemonde.fr 28.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Roms. Facteur d'ajustement structurel de la communication d'un président-dictateur illégitime.

Sauf les banquiers, les rentiers, les parasites en tous genres qui les représentent !

- Roms: "*Nul peuple n'est délinquant ou marginal par nature*" - AFP

Le candidat était contre, le président est pour, normal, il gère la société comme son prédécesseur.

- Roms : les positions changeantes de François Hollande - lemonde.fr

Tandis que la polémique provoquée par les propos de Manuel Valls continue à agiter la majorité, François Hollande aurait soutenu, dès mardi, en petit comité, la position de fermeté de son ministre de l'intérieur, a rapporté Europe 1, ce jeudi 26 septembre. Le président de la République aurait déclaré que "*la majorité des Roms a vocation à être raccompagnée dans son pays d'origine*" et que "*seule une minorité [d'entre eux] cherche à s'intégrer*". "*Arrêtons les débats sémantiques, il y a un consensus sur la réalité*", dit également au Monde (lien abonnés) un membre de l'entourage du président. "*Les Roms ne sont globalement pas dans une logique d'intégration*", ajoute un conseiller.

- 30 juillet 2010 : François Hollande ne réagit pas au discours de Grenoble
- 12 septembre 2010 : il critique la circulaire sur l'expulsion des Roms
- 30 juillet 2011 : Hollande se positionne à nouveau contre la circulaire
- 12 février 2012 : il faut fermer les camps de Roms "*quand il y a un risque pour la population*"
- 27 avril 2012 : "*On ne peut pas accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution*"
- 9 septembre 2012, François Hollande défend le ministre de l'intérieur. lemonde.fr 27.09

Les instituts de sondage et la manipulation des masses appelés à la rescousse.

- Les propos de Valls sur les Roms approuvés par une large majorité, selon un sondage - lemonde.fr

Selon le sondage BVA réalisé vendredi, seul 21 % des personnes interrogées pensent qu'il a tort, 2 % ne se prononçant pas. Une écrasante majorité – 93 % – estime en outre que les Roms "*s'intègrent mal dans la société française*". Enfin, ce sondage confirme la popularité du ministre de l'intérieur : 19 % le jugent "*pas assez à gauche*", 9 % "*trop à gauche*", et 67 % "*juste comme il faut*". lemonde.fr 27.09

Ce sondage comporte deux parties.

La première concerne l'intégration des Roms, quasi impossible dans la société telle qu'elle est aujourd'hui, c'est valable pour les 10 millions de travailleurs pauvres et leurs familles que compte le pays, les 3 millions de mal logés, les 100.000 SDF, etc.

La seconde concerne la "*popularité*" du ministre de l'ordre établi qui peut faire l'objet d'une lecture contradictoire, soit que la majorité de la population aurait conscience d'appartenir à une classe distincte, ce dont on doutera fortement, soit qu'elle s'est droitisée, ce qui est plus probable, elle défend son bout de gras et est sensible au discours stigmatisant une minorité ou une autre.

L'objectif de Bruxelles, c'est qu'à terme l'ensemble des travailleurs aient un niveau de vie semblable à celui des Roms ou des travailleurs immigrés illégaux ou sans papiers, c'est la raison pour laquelle elle favorise leur implantation dans les différents pays européens où le niveau de vie des travailleurs demeure supérieur.

C'est un moyen de pression comme un autre pour niveler vers le bas le coût du travail et le niveau de vie de la classe ouvrière, cela rentre dans sa stratégie de destruction de nos droits sociaux.

Si tous les travailleurs ou une grande partie d'entre eux pouvaient survivre dans des conditions similaires aux Roms ou avec un

niveau de vie comparable, il serait possible d'abaisser le coût du travail de 30 à 70%, en fait pour le ramener au niveau de celui de la Grèce qui dans sa descente aux enfers a rejoint celui des pays comme la Roumanie, la Bulgarie, etc.

Il n'y a jamais rien de gratuit dans une mesure ou une déclaration de l'UE, elle correspond toujours à un besoin ou une stratégie politique, ne pas l'avoir en tête peut donner lieu à de graves confusions.

CDU - SPD = même combat, même camp, celui du capital.

- Allemagne: les sociaux-démocrates étudient l'offre de coalition de Merkel - AFP

Un éventuel accord de gouvernement avec la CDU de la chancelière Angela Merkel, s'il est possible, sera de toute manière soumis à la mi-novembre au vote des 472.000 membres du Parti social-démcocrate (SPD), a décidé vendredi la direction du SPD.

Réunis à Berlin, 200 dirigeants du parti d'opposition ont autorisé leur président, Sigmar Gabriel, à engager des discussions exploratoires avec les conservateurs, qui ont largement remporté les élections législatives de dimanche dernier mais n'ont pas de majorité absolue au Bundestag et doivent former une coalition pour gouverner.

"*Le SPD a décidé qu'il était prêt à engager des discussions exploratoires avec Mme Merkel*", a dit Sigmar Gabriel à l'issue d'une réunion de quatre heures, alors que des militants hostiles à une "*grande coalition*" avec les conservateurs manifestaient bruyamment devant le siège du parti.

Si un accord est trouvé avec les conservateurs, les membres du parti seront appelés à se prononcer en novembre, juste avant le congrès du SPD qui se tiendra à Leipzig du 14 au 16.

Une "*grande coalition*" CDU-SPD a déjà dirigé l'Allemagne de 2005 à 2009 mais, selon un sondage publié vendredi, les deux tiers des militants du SPD sont opposés à cette idée.

D'après cette enquête de l'institut Forsa, 65% des militants et 70% des cadres du parti y sont hostiles.

Les cadres du SPD se rappellent que l'expérience de la législature 2005-2009 avait conduit à un net repli électoral du parti lors du scrutin de 2009, passant en quatre ans d'un peu plus de 34% des voix à 23%, son plus mauvais score de l'après-guerre. Reuters 27.09

Vous aurez compris où se situent leur motivation.

ACTUALITE EN TITRES

Une provocation en appelle une autre et ainsi de suite...

- Femen: seins nus sur la Seine en soutien à Greenpeace - AFP

En famille. Mimétisme.

- Roms: «*Reding, dégage*», lance un député UMP à la vice-présidente de Commission européenne - 20minutes.fr

- Roms : Claude Bartolone s'en prend violemment à Viviane Reding - LePoint.fr

- Sur Roms et Valls, Duflot a eu raison de l'ouvrir - Rue89 (Nouvel Observateur)

Vases communicants.

- Travail dominical : "*10.000 emplois supplémentaires*" pour le Medef - Le Nouvel Observateur

Les patrons font leur loi.

- Castorama et Leroy Merlin prêts à ouvrir ce dimanche malgré l'interdiction - AFP

- Relations commerciales: Bercy perd une bataille en justice contre Leclerc - AFP

- Google ne s'est pas plié à l'ultimatum de la Cnil - Reuters

Même pas peur !

Pourquoi il existe encore, il n'a pas encore été privatisé ?

- Obama au congrès : "*Ne fermez pas l'Etat !*" - LeMonde.fr

Ils finiront bien par s'entendre sur le dos du peuple iranien et ceux de la région

- Barack Obama parle au président iranien, une première depuis 1979 - Reuters

- Nucléaire: discussions "*très constructives*" entre l'Iran et l'AIEA - AFP

Les porte-parole de la réaction aux avant-postes

- Une cinquantaine de morts au Soudan, selon deux ONG - Reuters

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Slovénie

Le gouvernement slovène va devoir réduire les salaires des fonctionnaires de 1 à 5% afin de pouvoir se conformer à une décision de la Cour suprême, a annoncé vendredi le ministre de l'Intérieur, Gregor Virant. La Cour a confirmé une décision de justice selon laquelle le gouvernement doit verser jusqu'à 170 millions d'euros de hausses de salaires impayées pendant la période 2010-2012, a indiqué le ministre.

"*Nous ne pouvons obtenir l'argent nécessaire qu'en réduisant les salaires dans le secteur public*", a-t-il ajouté aux journalistes. La Cour suprême a donné raison à un syndicat de la fonction publique qui avait attaqué en justice le gouvernement de centre gauche de Borut Pahor (2008-2012) pour avoir omis de verser une hausse de salaires négociée dans le secteur public. Bien que la décision de justice ne concerne que les salariés membres d'un syndicat, soit environ 20% des fonctionnaires, le gouvernement reversera cette hausse de salaire à l'ensemble des 160.000 fonctionnaires, a indiqué Gregor Virant.

Le Premier ministre Alenka Bratusek (centre gauche) a confirmé que le gouvernement devait "*absolument trouver une solution*" à ce problème, mais a averti que cela ne devrait avoir aucun impact sur le déficit public, prévu à 3,5% du Produit intérieur brut (PIB) pour 2014. "*Si nous devions payer cette somme immédiatement, nous serions contraints d'abaisser de 5% les salaires dans la fonction publique. Mais si nous étalons le paiement sur plusieurs années, cela pourrait ne représenter qu'une baisse de 1%*", a précisé Gregor Virant, ajoutant que le gouvernement allait négocier une solution avec les syndicats.

La décision de la Cour suprême intervient au lendemain de déclarations de Alenka Bratusek évoquant la "*possibilité*" d'un recours à une aide européenne pour assainir le secteur bancaire du pays selon l'issue des tests de résistance des banques. Au printemps, la Slovénie, petit pays de deux millions d'habitants, a souvent été cité comme un potentiel candidat à un plan de sauvetage en raison des difficultés de son secteur bancaire, en grande partie public et lourdement endetté. Dans le cadre de mesures d'austérité, les salaires des fonctionnaires ont été réduits de 8% en 2012 et de 5% cette année. Le gouvernement s'était engagé à ne pas procéder à de nouvelles coupes avant la fin 2014. 20minutes.fr 27.09

2- Espagne

Le gouvernement espagnol a approuvé vendredi un budget 2014 s'appuyant sur la reprise économique alors que le pays entrevoit la fin de la récession, sans oublier la rigueur, qui reste "*nécessaire*" pour continuer d'assainir les comptes.

"*C'est un budget responsable et réaliste dans lequel nous cherchons l'équilibre entre la nécessaire austérité et le soutien à la reprise*", a expliqué la porte-parole du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria.

La potion, amère socialement avec 150 milliards d'économies programmées entre 2012 et 2014, semble porter ses fruits, mais le pays continue de se serrer la ceinture, pour ramener comme promis son déficit public à 6,5% du PIB en 2013 puis à 5,8% en 2014.

En 2014, les budgets des ministères sont ainsi réduits de 4,7% (BIEN 4,7%), même si les sommes allouées aux bourses, à la recherche et développement, à la culture et au logement augmentent.

Dans cette cure de rigueur, fonctionnaires et retraités sont les premiers mis à contribution et "*perdront du pouvoir d'achat*", a dénoncé le syndicat UGT dans un communiqué : ce budget "*n'est pas celui de la reprise, mais de la continuité d'une politique économique qui insiste sur les coupes*", a-t-il regretté.

Les 2,6 millions d'employés administratifs verront leur salaire gelé pour la quatrième année consécutive, une décision vivement critiquée par le syndicat CSI-F pour qui "*le gouvernement prolonge la récession pour les employés publics*" et affirme que les fonctionnaires ont déjà subi "*plus de 30% de perte de pouvoir d'achat*" depuis cinq ans.

Les plus de neuf millions de retraités espagnols seront eux aussi contraints, encore un peu plus, à la rigueur, avec la réforme approuvée vendredi. Leur pensions ne suivront plus le rythme de l'inflation.

Cette indexation était "*la seule manière de garantir leur capacité d'achat*", a rappelé UGT, qui a calculé qu'"*au cours des dix prochaines années, selon des estimations prudentes, la réforme du gouvernement fera perdre aux retraités entre 20 et 28% de leur pouvoir d'achat*".

"*C'est une réforme inutile et malvenue*", a estimé le syndicat CCOO, qui a, quant à lui, chiffré la perte de pouvoir d'achat entre 14,8% et 28,3% en quinze ans. AFP 27.09

Haut de page

Le 29 septembre 2013

CAUSERIE

Parole d'internaute

(A propos de la Grèce, lire plus loin l'article dans l'actualité en bref)

1- "*La démocratie grecque..?*

Heu, depuis quand ce pays est-il démocratique?"

La "démocratie" est un mot, un concept qui sert d'alibi aux politiciens pour cacher leur turpitudes, il me semble!"

C'est une façon de dire les choses, insuffisant, cette imposture a un rapport avec les fondements du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme...

2- "*Grèce pays le plus corrompu de l'U.E." ?*

Tiens...

Voilà une affirmation qui demanderait démonstration...

Pour un nombre sans cesse croissant de citoyens, c'est au sein des instances européennes qu'il y a la plus forte concentration de corrompus, de pourris et de profiteurs..."

On veut bien vous croire sur parole, ajouter les institutions de la Ve République et ses partis, toutes les institutions internationales du capital et le compte sera bon !

3- "*Les Grecques sont au fond du trou ils ne risquent plus rien...soit c'est un coup d'Etat, soit ils finiront en esclavages dans les mains des Bankers ".*

Vous ne pensez pas que c'est qui nous attend tous en Europe ? Moi si !"

Dans les deux cas, la même terrible punition : la liberté d'expression ou nos droits politiques liquidés.

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi nous en sommes rendus là ?

- Ouverture le dimanche: Hamon juge "*inadmissible*" que Leroy-Merlin défie la justice L'Expansion.com

"*Qu'on dise qu'on n'appliquera pas une décision de justice, ça c'est insupportable*', a-t-il dit sur France Info. Reuters 28.09 Fermeture à 21H: des salariés de Séphora attaquent les syndicats du commerce en justice L'Expansion.com -

Les avocats respectifs des salariés et de la direction de Sephora ont fait valoir que le personnel travaillant le soir allait subir "*une atteinte immédiate au contrat de travail*" à cause de l'action de l'intersyndicale du commerce, le Clic-P (CGT, CFDT, FO, Seci-Unsa, SUD et CGC).

Les avocats ont également contesté la légitimité des syndicats du commerce, leur reprochant de n'avoir aucun représentant parmi les salariés du magasin des Champs-Elysées.

De leur côté, les avocats des syndicats ont jugé cette demande "*farfelue*" et estimé que Sephora "*utilisait des salariés pour faire une opération de communication*". La juge des référés s'est elle interrogée sur la "*demande précise*" des plaignants.

"*On ne comprend pas la décision de la cour d'appel, nous demandons juste de pouvoir continuer à travailler*", a affirmé lors de l'audience Olivier Martin, porte-parole de la CFTC, premier syndicat chez Sephora.

De son côté, Karl Ghazi, de la CGT du commerce, a regretté l'action des personnels de Sephora qui "*sont là sur un affreux malentendu*". "*C'est l'ensemble des salariés du commerce qui est concerné par cette décision. Il s'agit bien de l'intérêt collectif des salariés et pas de la somme d'intérêts particuliers*", a-t-il ajouté. L'affaire a été mise en délibéré. L'Expansion.com 28.09

Ils ont créé une situation de crise sociale permanente, cela s'est traduit par la désorganisation de l'ensemble de l'économie qui a pris la forme d'un chômage de masse, la crainte de tomber dans la précarité et la pauvreté qui incite les travailleurs à accepter n'importe quelle condition de travail et de rémunération comme l'exigent les patrons négriers. Une fois rendus à ce stade de subordination au capitalisme qui a pris de plus en plus la forme d'un individualisme effréné en l'absence d'issue politique qui aurait forcément un caractère collectif, certains travailleurs en arrivent à considérer que la réglementation du travail qui avait vocation à préserver leurs droits collectifs constitue dorénavant une entrave à la satisfaction de leurs besoins sur le plan individuel du fait qu'aucun progrès social n'est à attendre dans cette société rongée par le néolibéralisme, ils sont donc amenés à se placer sur le terrain des patrons qui en profitent et en redemandent évidemment, aidés en cela par des syndicats jaunes ou maisons.

C'est la dislocation en marche de la classe orchestrée par les dirigeants syndicaux qui en est responsable, dans la mesure où il aurait été possible de s'y opposer efficacement s'ils n'avaient pas été corrompus, ils auraient alors attiré vers eux des millions de travailleurs au lieu que le mouvement inverse ait été enregistré depuis 30 ou 40 ans.

Comment ne pas arriver à une situation où les syndicats sont ainsi contestés alors que dans le privé ils ne représentent plus que 5% des travailleurs?

Les dirigeants syndicaux ont été et sont toujours les fossoyeurs des syndicats, et parvenu à la situation actuelle où leur existence est remise en cause, pour qu'on ne les accuse pas d'en porter la responsabilité, certains se veulent radicaux ou tiennent (déjà) trop tard un discours qui ne passe plus.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'ils ont créé eux-mêmes la situation qui conduit aujourd'hui des travailleurs à contester des droits qui en principe leur sont favorables collectivement pour leur préférer des droits individuels, qui signifieront à terme la liquidation de tous leurs droits sociaux et l'impossibilité de faire valoir le moindre droit y compris sur le plan personne, une fois les syndicats liquidés et réduits pour ainsi dire en esclavage ou à la merci des patrons qui disposeront de tous les droits, alors qu'ils n'en auront plus aucun. Ce processus est en cours et bien avancé ce que prouve cet exemple.

Attention, camarades, d'autres dirigeants vont radicaliser leurs discours, ne soyez pas dupe de cette manoeuvre d'appareils, ils vont intervenir alors qu'il est déjà trop tard pour inverser le cours des choses ou plutôt.

Il faut dorénavant s'y prendre autrement pour gagner la confiance des travailleurs, changer radicalement d'approche ou de méthode avec les travailleurs, leur dire tout ce que vous venez de lire ici et dans les précédentes causeries, leur dire la vérité, toute la vériité, ne rien leur cacher, pas même nos erreurs, c'est seulement la stricte vérité sur la situation pour qu'ils en comprennent les tenants et les aboutissants qui permettra de les faire adhérer à une perspective politique, sinon ils vous tourneront le dos.

N'allez pas imaginer que vous pourriez convaincre qui que ce soit, ce procédé n'a aucune valeur à terme, vous devez seulement leur fournir les éléments qui alimenteront leur réflexion et les conduira aux mêmes constats et aux mêmes conclusions politiques que vous, uniquement si vous avez été capable de vous mettre à leur niveau et de vous en tenir aux faits, si vous partez dans de grandes théories, ce sera foutu, ils auront l'impression que vous voulez les tromper ou ils n'y comprendront rien, ce qui reviendra au même, ils ne vous écouteront pas et votre militantisme ne servira strictement à rien.

On ne peut qu'aider les travailleurs à comprendre la situation, à se forger une conviction, personne ne peut le faire à leur place, c'est ce que les militants et les dirigeants ont le plus de mal à admettre ou pratiquer. Dites-vous bien, gravez-vous cela dans le crâne, quand vous croisez un travailleur, il vous écoute poliment, mais il n'a aucune raison de vous croire sur parole, encore moins aujourd'hui que jamais dans le passé.

On dit qu'on ne peut pas faire une révolution sans les masses, de la même manière on ne peut pas remporter une révolution avec des masses ignorantes ou lorsque les militants du parti qui est censé incarner ses intérêts historiques n'en ont pas conscience ou n'ont pas développé cette conscience, l'objectif de notre combat et les moyens de l'atteindre...

Avoir confiance dans les masses est une chose, c'est facile d'affirmer qu'on a confiance en elles, cela ne coûte rien, en réalité cette confiance n'a rien de spontané, elle s'acquiert, elle se cultive, elle ne peut être que le produit d'un processus conscient, sinon elle repose sur du vent, c'est juste une disposition d'esprit généreuse teintée d'inconsistance, une posture qui se transforme souvent en imposture avec le temps.

En fait, c'est beaucoup plus difficile de faire en sorte que cette confiance dans les travailleurs se traduise par des actes ou se retrouve dans les tâches que se fixent le parti, qu'elle leur soit véritablement profitable, qu'elle soit efficace, seule la progression de la construction du parti permet d'en prendre la mesure, et si cela s'avère si compliqué que cela pour un militant mais aussi pour un dirigeant qui subit aussi la pression de l'idéologie dominante, c'est parce que le processus conscient qu'on a évoqué englobe la compréhension de l'évolution de l'ensemble rapports dans la société et des facteurs qui les composent.

Autrement dit à tout moment elle peut être ébranlée ou remise en cause, de la même manière que le mouvement des masses connaît des périodes de flux et de reflux révolutionnaires ou réactionnaires qu'il faut savoir interpréter au risque justement de perdre cette confiance dans les masses qui est le point de départ (et d'arrivée) du socialisme. Appliqué sur une longue période, cela explique pourquoi la quasi totalité des intellectuels qui se disent de gauche, anticapitalistes ou anti-impérialistes à travers le monde, la plupart sont sincères et honnêtes, n'ont pas assimilé correctement ces flux et reflux, leurs causes réelles, et se détournent des masses, du socialisme, cela explique pourquoi leurs analyses aboutissent dans une impasse politique (l'ONU très souvent), ils sont incapables de renouer avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917 qu'incarnait au plus haut degré le parti bolchevik, il ne leur vient pas à l'idée que c'est ce parti qui fait défaut aujourd'hui et qu'il faut impérativement construire pour vaincre le capitalisme, ils n'ont pas intégré les leçons de la Commune de Paris de Marx et Engels, ils n'ont rien compris ou pas grand chose à la révolution russe, comment elle a pu être victorieuse, comment le parti bolchevik sur un programme purement socialiste a pu emporter la confiance de la majorité des masses, ils n'ont pas compris que cette victoire aurait été impossible si l'un de ces eux facteurs avait fait défaut, que c'était la fusion entre le parti et les masses qui avait permis à la révolution socialiste de triompher de ses ennemis.

Quand vous lisez les articles que je mets en ligne qui proviennent de sources ou d'auteurs très divers, observez bien leurs conclusions, ils atterrissent tous dans une impasse, ils y manquent les masses et le parti, ils ont une conception du monde purement intellectuel, alors que c'est uniquement l'action pratique des masses avec leur parti qui pourra changer le monde et non des idées représentées par une poignée d'intellectuels, mêmes les mieux inspirés du monde.

1- Pour qui roulent-ils ?

- Des mal-logés manifestent à Paris contre le projet Duflot - AFP

Quelques dizaines de personnes, dont des familles, s'inquiètent du texte défendu par la ministre du Logement, Cécile Duflot, et adopté le 17 septembre en première lecture par l'Assemblée nationale. AFP 28.09

Voilà qui va faire trembler le gouvernement ? Mais était-ce vraiment l'objectif ? Qu'est-ce que le DAL ?

Droit au logement (DAL)

L'association Droit au logement fait partie des réseaux No Vox (réseau d'associations issu du premier Forum social européen)

A l'initiative des futures composantes de la Gauche plurielle de Gouvernement, dont le PS, SOS Racisme, Alain Krivine, Henri Malberg, François Breteau, Jean-Baptiste Eyraud fonde alors l'association Droit Au Logement (DAL) en octobre 1990 et en devient le porte-parole. (wikipédia)

Où va se nicher la collaboration avec le PS, n'est-ce pas ?

2- Pour qui roulent-il ?

- Le vote des 16-18 ans rejeté par 4 Français sur 5, selon l'Ifop AFP

Quelque 82% des sondés se disent opposés à une telle perspective, 46% y étant même "*très opposés*", tandis que seules 18% des personnes interrogées y sont favorables ou très favorables (3%), selon cette étude.

Le taux d'adhésion n'est guère plus élevé que la moyenne dans le segment le plus jeune de l'échantillon, les 18-24 ans (22%), relève l'institut.

Au regard de la proximité politique, l'adhésion à l'abaissement de l'âge de vote "apparaît nettement plus forte à gauche (28%) qu'à droite (10%)", note l'Ifop. Si les scores atteignent 36% chez les sympathisants d'Europe Ecologie Les Verts, ils ne sont que de 9% chez les soutiens du Front national.

Mardi, la ministre de la Famille Dominique Bertinotti avait indiqué réfléchir à un statut de "*pré-majorité*" pour les 16-18 ans, tout en soulignant que "*le temps de la décision n'est pas encore là*". AFP 28.09

Une fois de plus un sondage qui montre que les sympathisants dits de gauche sont en réalité gangrenés par l'idéologie dominante.

Ce qui n'a rien d'étonnant, ils sont à l'image des partis et des dirigeants qui se revendiquent de gauche (PS, FdG) ou d'extrême gauche (NPA, LO et d'autres formations trotskistes), qui lorqu'ils ne font pas le lit de l'extrême droite ou de la réaction qu'ils prétendent combattre, sont les plus influencés par l'idéologie néolibérale qu'ils confondent avec une démarche progressiste, c'est dire à quel point ils sont éloignés du socialisme ou ils y sont étrangers.

Sur un autre sujet, la Syrie, mais dans le même registre, Lucien Gauthier a eu raison de préciser dans le n°270 d'Informations ouvrières : "*Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Turquie, al-Qaida, Etats-Unis, et maintenant le gouvernement français, pour aider la « révolution syrienne »... sous les applaudissements de la gauche et de l'extrême gauche ?*", révolution syrienne qui n'a jamais existé autre part que dans la tête de des néolibéraux américains et sionistes, de l'émir de Doha et du monarque de Riad.

La gauche et de l'extrême gauche sont dans tous les coups pourris petits et grands fomentés par les banquiers anglo-saxons-sionistes dont le gouvernement et le PS notamment sont les porte-parole en France. Ils participent activement au pourrissement de la situation à leur côté et qui laisse les travailleurs désarmés politiquement pour défendre leurs droits et entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme. La gauche et de l'extrême gauche servent ainsi de relais à la réaction au sein du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, les dénoncer et les combattre est une nécessité.

Lucien Gauthier a rappelé à juste titre la nature du régime en place à Damas, cela dit il a commis une erreur en parlant de "*guerre civile*" en Syrie, c'est davantage une agression étrangère, une invasion de mercenaires barbares dont est victime le peuple syrien et qui l'a poussé à se réfugier derrière Assad pour se défendre, il n'avait pas le choix hélas !

3- Pour qui roulent-ils ?

- "*Marche des salopes*" contre les agressions sexuelles et le sexisme - AFP

Une centaine de personnes ont défilé à Paris. AFP 28.09

Relevé à Strasbourg : «*les mentalités n'évoluent pas avec la seule force des lois*», a fait valoir une femme au micro. AFP. Alors à quoi servent les lois dans ce domaine ? A rien.

Allons plus loin. Si des lois ne servent à rien, cela signifie que rien ne sert à rien, dont le combat politique pour renverser l'ordre établi qui est responsable des problèmes que rencontrent les femmes ne sert à rien non plus.

Vous en doutez, vous avez tort, observez, c'est la situation qui prévaut désormais aux Etats-Unis où l'individualisme et

la consommation effrénés ont remplacé la politique, la criminalité sous toutes ses formes y est plus développée que partout ailleurs dans le monde.

C'est le genre d'organisations liées au régime en place qui ont pour unique fonction de culpabiliser la population au lieu de s'attaquer au capitalisme et ses institutions, aux rapports sociaux de production qui sont à l'origine de tous les rapports dans la société, rapports qui sont à l'image de la décomposition, de la putréfaction du capitalisme. Elles servent à détourner les travailleurs, les femmes en particuliers des véritables causes de leurs problèmes, tout comme l'écologisme, le féminisme, etc.

Pire, elles se veulent évoluées ou progressites, alors qu'elles sont arriérées. Comment cela ? En prétendant qu'il devrait être possible de s'habiller comme elles l'entendent sans que cela porte à conséquence, donc sans tenir compte que dans la société telle qu'elle existe aujourd'hui plein d'hommes sont frustrés sur le plan sexuel ou interprètent certaines tenues vestimentaires comme une invitation à passer à l'acte.

Leur attitude est provocatrice et irresponsable, dangereuse pour la vie des femmes qui les imiteraient, oui elles poussent au harcèlement sexuel ou au viol. On est en présence du mécanisme classique des provocateurs professionnels : provocation-réaction-répression-indignation-mobilisation-répression qui sert chaque fois à détourner les travailleurs des véritables responsables des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Bien entendu qu'une femme est libre de s'habiller comme elle l'entend, je n'ai jamais affirmé le contraire, mais il faut qu'elle sache que c'est à ses risques et périls, au lieu de lui dire que c'est son droit le plus absolu et qu'elle doit le faire respecter, ce qui est évidemment impossible dans cette société dirigée par des psychopathes, elle doit bien réfléchir avant de s'habiller aux conséquences possibles que ses actes peuvent entraîner. C'est ainsi, un rappel à l'ordre salutaire à la réalité qui ne correspond pas aux désirs de la petite-bourgeoise, de l'état de la société dans laquelle nous vivons.

Pour conclure, qu'elles aient ou non conscience d'être manipulées ces salopes sont dangereuses et réactionnaires, vous en doutez, en voici la preuve si nécessaire :

Entendu à Lyon : «*Il y a beaucoup de progrès à faire. (...) C'est aussi incroyable qu'il y ait encore des viols dans les RER, les trains, alors qu'on pourrait mettre des caméras*» (AFP), à défaut de s'attaquer à l'ordre établi qui constitue la réelle menace pour les femmes, ils optent pour une société entièrement sous surveillance, une population totalement sous contrôle.

Cela ne vous fait-il pas penser aux programmes liberticides développés par les néolibéraux pour réunir les conditions qui vont de pair avec l'établissement d'une dictature mondiale une fois nos droits politiques et sociaux liquidés, ce genre d'organisations n'y collaborent-elles pas ?

4- Pour qui roulent-ils ?

- Paris: pyramide de chaussures contre les mines et bombes à sous-munitions - AFP

Chaussons, bottines et tennis s'accumulaient samedi place de la Bastille à Paris en soutien à l'association Handicap International contre les mines antipersonnel et bombes à sous-munitions qui continuent à tuer et mutiler dans le monde.

"*Le but, c'est de dire à la communauté internationale, à l'État français que les citoyens sont à nos côtés pour en finir avec cette guerre des lâches, cette situation qui continue*", a expliqué à l'AFP Jean-Marc Boivin, directeur général de l'ONG.

En Syrie, des bombes à sous-munitions ont été déversées, qui risquent de faire de nouvelles victimes lorsque les réfugiés syriens retourneront chez eux, alerte M. Boivin.

L'ONG compte intervenir en Syrie dès que les conditions seront réunies pour déminer les terrains et informer les populations, comme elle le fait actuellement en Libye, depuis la chute du régime de Kadhafi.

Des pyramides de chaussures sont érigées samedi dans trente villes de France et les souliers récoltés seront remis à des associations pour être redistribuées ou recyclées. L'ONG incite les badauds à signer une pétition adressée aux États. Deux millions de signatures ont été recueillies depuis 1995. AFP 28.09

Une "*pétition adressée aux États*" qui produisent, stockent, utilisent, vendent ces armes à travers le monde, ben voyons, vous voudriez en somme que la population adhère à l'illusion criminelle que le capitalisme pourrait revêtir un jour un visage humain ou aussi "*propre*" que ses guerres à l'uranium appauvri ou au phosphore, qu'il pourrait se passer de guerre et de son industrie d'armement, mais ce ne serait plus le capitalisme alors.

Qu'est-ce que c'est Handicap International ?

Lu dans leur portail ce matin.

- Au coeur de l'actualité, l'utilisation de mines et de BASM par les forces armées syriennes démontre que la mobilisation ne doit pas faiblir. handicap-international.fr 29.09.2013

Ils participent ainsi à la meute des chiens enragés qui ont décidé d'en finir avec la Syrie et non le régime syrien, sinon il faudrait qu'ils manifestent la volonté d'en finir avec le régime d'Obama, de Hollande, de Netanyahu et bien d'autres dictature à travers le monde, impossible quand on s'adresse à "*la communauté internationale*" et à "*l'État français*", lorsqu'on les légitime et leur demande de cesser d'être ce qu'ils sont.

Handicap International (wikipedia)

Handicap International est une organisation non gouvernementale créée en 1982 à Lyon par deux médecins français (Jean-Baptiste Richardier et Claude Simonnot) et un technicien (Yves Gaumeton), tout d'abord pour venir en aide aux personnes réfugiées dans des camps au Cambodge et en Thaïlande.

L'organisation est co-lauréate du Prix Nobel de la paix 1997.

Au niveau international, elle a participé au processus d'élaboration de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptée par l'assemblée générale des Nations unies, le 13 décembre 2006.

Le 30 mai 2008, à Dublin, 111 États ont adopté le texte d'un traité international d'interdiction des BASM. Handicap International se félicite de ce texte qui bannira toutes les BASM

L'association est lauréate en 2011 du prix de la fondation humanitaire Conrad N. Hilton, d'un montant de 1,5 million de dollars américains.

Conrad Nicholson Hilton, Senior (1887-1979) est un homme d'affaires américain fondateur de la chaîne des hôtels Hilton.

Convention sur les armes à sous-munitions.

Le processus menant à la Convention sur les armes à sous-munitions, communément appelé Processus d'Oslo, a pris alors forme les 22 et 23 février 2007 à Oslo. Elle concernait un engagement de 46 Etats seulement.

Par la suite, ces États se sont rencontrés à Lima (Pérou) en mai 2007 et à Vienne (Autriche) en décembre de la même année. Le 22 février 2008, les États participants se sont mis d'accord sur la Déclaration de Wellington qui précise les principes qui devront se retrouver dans le texte de la future Convention7.

Le texte final de la Convention a été discuté et accepté par les délégations de 109 États réunis à Dublin à la fin du mois de mai 2008 ; il a été ouvert à la signature le 3 décembre suivant.

Parmi les 7 États qui ont utilisé des armes à sous-munitions et n'ont pas souscrit à la Déclaration de Wellington :

États-Unis
Israël
Arabie saoudite

Parmi les 7 États (européens) qui ont utilisé des armes à sous-munitions et ont souscrit à la Déclaration de Wellington :

France
Royaume-Uni
Pays-Bas

Parmi les 11 pays (européens) qui ont produit des armes à sous-munitions et ont souscrit à la Déclaration de Wellington :

France
Royaume-Uni
Allemagne
Espagne
Italie

Suède

Parmi les 17 pays qui ont produit des armes à sous-munitions et n'ont pas souscrit à la Déclaration de Wellington :

Etats-Unis
Israël

Parmi les 75 États détiennent des stocks de sous-munitions

États-Unis
Royaume-Uni
Israël
Arabie saoudite
Émirats arabes
Jordanie
Oman
Turquie
France
Allemagne
Espagne
Italie
Norvège
Pays-Bas
Portugal
Suède
Suisse

Parmi les 111 États qui ont souscrit à la Déclaration de Wellington et participé à la réunion de Dublin soutenant ainsi le projet de Convention et qui manquent à l'appel :

Arabie saoudite
États-Unis
Israël

(Source : wikipédia)

Alors pour qui roulent-ils ? La France, l'Arabie saoudite, les États-Unis et Israël principalement, tenez quelle coïncidence, ce sont les quatre principaux pays engagés dans la destruction de la Syrie, on peut ajouter le Qatar, la Turquie, et la Grande-Bretagne. C'est le même genre d'ONG que RSF, MSF, HRW, etc.

En famille

- Allemagne: le SPD va négocier avec les conservateurs de Merkel - AFP

Les sociaux-démocrates allemands ont décidé vendredi soir d'entamer des discussions avec les conservateurs d'Angela Merkel en vue de former éventuellement un gouvernement de "*grande coalition*".

Cinq jours après les élections législatives qui ont vu Angela Merkel rater de peu la majorité absolue, le Parti social-démocrate (SPD) s'est dit "*prêt à des discussions*" avec la chancelière, a indiqué son président, Sigmar Gabriel.

Il a insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas pour l'instant d'entamer des négociations sur un programme de coalition, mais seulement "*de discussions exploratoires*".

Réunis en mini-congrès à Berlin, quelque 250 délégués du SPD ont ainsi accepté la recommandation de la direction même si la perspective d'une alliance avec l'Union chrétienne-démocrate (CDU) divise le parti.

Malgré son score élevé aux législatives dimanche dernier, Angela Merkel a besoin d'une majorité au parlement et pouvoir gouverner. Elle a tendu la main au SPD lundi dernier.

"*Nous allons dans ces discussions avec plein de confiance en nous*", a martelé M. Gabriel, semblant vouloir montrer que le SPD négocierait cher sa participation à un futur gouvernement Merkel.

La première rencontre entre les deux partis devrait se tenir dès la semaine prochaine, selon la presse. Les sondages montrent que les Allemands souhaitent majoritairement être gouvernés par cette "*grande coalition*". Après son score décevant de dimanche (25,7% des voix), le SPD était contraint de se pencher sur une éventuelle alliance avec son rival conservateur, avec qui il a déjà gouverné entre 2005 et 2009.

Du coup, Sigmar Gabriel a souligné que son parti ne craignait pas éventuellement d'atterrir dans l'opposition si jamais la CDU choisissait de négocier avec les Verts. "*Nous ne sommes pas dans un jeu de concurrence*", a-t-il dit, précisant que le SPD ne craignait pas non plus de participer à un gouvernement si l'accord de coalition respectait les thèmes défendus par la social-démocratie. "*Nous ne craignons pas de nouvelles élections si les négociations échouent sur le contenu*", a également affirmé le président du SPD.

Le SPD veut également organiser un référendum au sein du parti sur le résultat d'éventuelles négociations avec les conservateurs.

Cette consultation des quelque 470.000 membres du SPD serait une première dans l'histoire de cette formation et devrait avoir lieu avant le congrès du parti à Leipzig, prévu du 14 au 16 novembre.

Les discussions de coalition "*risquent d'être les plus dures de l'histoire de la République fédérale*", a prédit le quotidien populaire Bild. En 2005, quelque deux mois s'étaient écoulés entre les élections et la prise de fonction du gouvernement.

"*Au sein du SPD, personne n'a envie d'aller dans cette coalition*", a prévenu le vice-président du groupe parlementaire, Hubertus Heil, avant la réunion.

Les conservateurs ont fait un premier pas en direction des sociaux-démocrates cette semaine, en ouvrant la porte à une discussion sur des hausses d'impôts pour les hauts revenus, qu'ils excluaient jusqu'ici.

Et "*ils devront ouvrir d'autres portes*", a estimé Andrea Römmele, politologue à l'université de Mannheim, dans un entretien à la télévision ARD, citant "*le salaire minimum généralisé et les possibilités de places en crèche, thèmes chers au SPD*"

Une alliance avec les Verts, affaiblis après leur score piteux de dimanche dernier (8,4%), semble encore plus complexe à nouer, tant ces derniers sont éloignés des conservateurs sur les questions sociétales. Un grand écart avec la CSU, branche bavaroise de la CDU, paraît particulièrement difficile. La direction des Verts s'est toutefois déclarée vendredi prête elle aussi à mener des discussions exploratoires.

Dans un sondage diffusé vendredi par la télévision publique ARD, 48% des personnes interrogées plaident pour une "*grande coalition*", et seuls 18% souhaitent un gouvernement réunissant les conservateurs et les Verts. AFP 28.09

A retenir, plus le temps pour un commetaire : "*Nous ne sommes pas dans un jeu de concurrence*", a-t-il dit, précisant que le SPD ne craignait pas non plus de participer à un gouvernement si l'accord de coalition respectait les thèmes défendus par la social-démocratie.

Effectivement, ils ne sont pas en "*concurrence*", ils sont complémentaires...

ACTUALITE EN TITRES

Intox. Faux masque.

- Roms : Benoît Hamon dénonce les propos de Manuel Valls - LeMonde.fr

Réunie dans les Landes autour du courant de Benoît Hamon, l'aile gauche du Parti socialiste a voulu prouver qu'elle ne désarmait pas sur ses valeurs. LeMonde.fr 28.09

Où est le lézard ? N'importe qui, même le plus fieffé salopard peut affirmer qu'il a des valeurs, l'essentiel est de se demander lesquelles et quelle cause doivent-elles servir. S'agissant du PS, le doute n'est pas permis : la réaction.

Après la Syrie, au tour du Soudan ? L'engrenage de la manipualtion ?

- Soudan: des milliers de manifestants fustigent Béchir "*l'assassin*" - AFP

- La police intervient contre des anti-Bachir à Khartoum - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

1- Vaste coup de filet contre le parti Aube dorée en Grèce - Reuters

La police grecque a arrêté samedi le chef ainsi qu'une douzaine d'autres responsables et de membres de la formation d'extrême droite Aube dorée, à la suite du meurtre d'un rappeur antifasciste, qui a provoqué un tollé et des manifestations à travers le pays.

La police grecque enquête sur d'éventuels liens entre Aube dorée -dont des membres sont entrés pour la première fois au Parlement en 2012- et le meurtre du rappeur Pavlos Fissas, alias Killah P, tué par un néonazi se réclamant du parti d'extrême-droite.

Les personnes arrêtées -le leader du parti ultranationaliste, Nikolaos Mihaloliakos, son porte-parole, Ilias Kasidiaris, deux autres députés et dix membres du mouvement- sont accusées d'avoir formé une organisation criminelle, a précisé la police.

Ils doivent être présentés à la justice dans le week-end pour se voir notifier les charges retenues contre eux, a-t-elle ajouté. "*La démocratie grecque est solide*", a dit de son côté le ministre de la Justice, Haralambos Athanassiou. "*Tous ceux qui ont été arrêtés bénéficieront d'un procès équitable.*"

La police a saisi trois armes à feu au domicile de Nikolaos Mihaloliakos, en précisant qu'il n'avait pas de permis de port d'armes.

Plus de 10.000 Grecs ont manifesté mercredi à Athènes pour dénoncer l'assassinat de Pavlos Fissas, 34 ans, le 17 septembre, et des affrontements ont éclaté entre protestataires et forces de l'ordre qui leur interdisaient l'accès au siège d'Aube dorée.

Aube dorée, qui réfute le qualificatif de néonazi et dément toute implication dans le meurtre de Pavlos Fissas, a brandi la menace d'une démission collective de ses 18 députés si la répression continuait, ce qui entraînerait des élections partielles à haut risque pour la coalition gouvernementale au moment où Athènes pourrait avoir à négocier un troisième plan d'aide avec ses créanciers internationaux.

"*Honte à eux, le peuple portera Aube dorée plus haut*", a lancé à la presse un des députés, Ilias Panagiotaros, juste avant son arrestation.

Plusieurs centaines de sympathisants d'Aube dorée se sont rassemblés devant le siège de la police à Athènes, scandant des slogans et agitant des drapeaux grecs. Sur son site internet, la formation extrémiste a appelé à des manifestations de soutien à son dirigeant.

Le Premier ministre, Antonis Samaras, a exclu la tenue d'élections législatives anticipées après ces arrestations, et a assuré que son gouvernement voulait avant tout assurer la stabilité du pays.

"*L'affaire est maintenant devant la justice*", a-t-il dit à la presse à l'issue d'une réunion consacrée aux arrestations, le plus important coup de filet visant un parti politique depuis la chute du régime des colonels en 1974.

"*Justice, stabilité, sans élections*", a-t-il souligné à sa sortie de la réunion, au cours de laquelle il a tenu informés des représentants de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), les principaux créanciers du pays, de la situation après le coup de filet.

Le ministre des Finances, Yannis Stournaras, a lui aussi a assuré qu'"*il n'y a aucun risque de déstabilisation*".

Aube dorée était créditée de 14% des intentions de vote dans les sondages réalisés avant le meurtre de Pavlos Fissas, mais ce chiffre est tombé à 6,8% dans une enquête publiée cette semaine.

Les élus grecs ne peuvent pas être déchus de leurs droits civiques ou de leurs sièges tant qu'ils n'ont pas été condamnés définitivement par la justice, mais le gouvernement d'Antonis Samaras a rédigé un projet de loi qui pourrait mener à

la suspension du financement public d'Aube dorée si la police établit un lien entre le parti et l'assassinat de Pavlos Fissas. Reuters 28.09

2- Bruits de bottes à Athènes : l'armée envisage-t-elle vraiment une OPA sur la démocratie grecque ? - Atlantico.fr

Un groupe de réserviste des forces spéciales d'élite a appelé cette semaine au coup d'Etat militaire en Grèce, via un blog. Au même moment, le rapport du think tank Demos, commandé par le Parlement européen dénonce l'instabilité croissante dans le pays.

Atlantico : Un rapport commandé par le Parlement européen au think tank Demos vient de mettre en lumière la situation inquiétante de la Grèce. Présentée comme le pays le plus corrompu de l'Union européenne, la Grèce glisserait peu à peu vers un désordre tant politique, économique que social. La situation est telle qu'un groupe de réserviste des forces spéciales a annoncé, via un blog, la tenue d'un prochain coup d'Etat. La démocratie grecque serait-elle en danger ?

Joëlle Dalègre: Pays le plus corrompu ? Je l'ignore, disons que depuis que l'Etat tente de faire la chasse aux mauvais ou non payeurs, la corruption apparaît en pleine lumière mais, hélas, d'autres en Europe, semblent aussi atteints. La Bulgarie ou la Roumanie font encore pire, je crois, que la Grèce. Et où en est l'Italie ?

Le désordre, oui et la Grèce glisse vers un menaçant chaos. La faute à qui ? Aux memorandums européens et aux pressions permanentes exercées qui désorganisent le peu de choses qui fonctionnaient. Elles donnent au peuple l'impression qu'il n'y a plus de gouvernement grec mais quelques personnes qui cherchent à appliquer les exigences européennes.

Désordre politique évident puisque le gouvernement réunit deux partis théoriquement opposés mais jugés à parts égales responsables de la situation actuelle du pays. Deux partis qui ne collaborent que pour éviter de nouvelles élections et qui ont supporté jusqu'à aujourd'hui l'existence d'un parti qui se dit néonazi. Ce même parti qui tabasse depuis longtemps les immigrés de la rue et même les Grecs qui les soutiennent (avant d'en arriver au meurtre). Quant au parlement qui accepte la présence de députés tondus, tatoués, qui injurient leurs collègues et crient Heil Hitler !..

Chaos social dans un pays qui frôle les 30% de chômeurs (qui se retrouvent très vite sans indemnité), où une part importante de la population n'a plus de sécurité sociale (les chômeurs de longue durée, les immigrés, les travailleurs au noir, une part des Grecs rentrés de l'ex-URSS ou d'Albanie), où les jeunes sont pour plus de la moitié d'entre eux, au chômage... chacun se débrouille comme il peut, le travail non déclaré fleurit plus que jamais, le troc se développe, les contrôleurs chargés de verbaliser les magasins qui ne donnent pas de tickets de caisse (TVA) sont chassés parfois par les clients, les Universités se mettent en grève pour protester contre les mises à pied du personnel administratif, les archéologues pleurent de voir leurs chantier non gardés et livrés au pillage...

Désordre administratif aussi puisqu'on supprime des postes sans changer les règles compliquées de fonctionnement, d'où des queues infinies dans tous les services publics !

L'annonce d'un coup d'Etat doit-elle être prise au sérieux ? Existe-t-il aujourd'hui des groupes possédant l'influence et les moyens nécessaires pour faire tomber le gouvernement actuel ?

Pour l'annonce du coup d'État, j'ai encore des doutes. L'armée d'aujourd'hui est formée par une génération élevée dans la détestation des Colonels et ne me semble pas prête. En revanche, chez les plus anciens (réservistes), il existe toujours des nostalgiques des Colonels, des hommes à poigne, d'autant plus nostalgiques que les années 1940 sont passées et qu'ils ne se souviennent que de : "*pas de mendiants, pas grévistes ni de chômeurs, pas d'étrangers*", en oubliant la conjoncture économique de l'époque qui explique ces absences ! Ces anciens, qui obtiennent le soutien d'une part des policiers qui, dans la même nostalgie, votent et soutiennent l'Aube Dorée (en arrivant toujours en retard quand les affrontements sont terminés ou en ne trouvant pas de témoins, ou bien en perdant des témoignages) peuvent être très dangereux. Mais il existe aussi en Grèce une gauche forte et vigilante et je ne pense pas réellement qu'un coup d'Etat puisse réussir, l'armée devrait tirer, je ne pense pas qu'elle soit prête à ça. En revanche, faire tomber le gouvernement actuel, c'est facile, il chancelle ; il suffit d'une exigence supplémentaire de la Troïka qui est en plein examen. Le gouvernement ne cesse de retarder, de négocier, de discuter pour limiter les demandes précisément parce qu'il est conscient du degré d'exaspération de la population, soumise à des pressions continuelles depuis trois ans.

La Grèce fut dominée par un pouvoir militaire entre 1964 et 1973, instauré par un coup d'Etat. Existe-t-il aujourd'hui des groupes nostalgiques de la dictature des colonels ? Quelle image conserve la société grecque de cette période ? Et pourrait-elle approuver un coup d'Etat militaire ?

Oui, des nostalgiques, pour les raisons citées plus haut. Comme il y a des nostalgiques de Mussolini. De plus, les plus jeunes qui ne l'ont pas connue, n'ont qu'une vision "*familiale*", soit tournée vers le regret du bon vieux temps tranquille, soit au contraire tournée vers le rejet d'une période de dictature sous domination américaine. La partie qui pourrait approuver un coup d'Etat militaire existe mais je ne pense pas qu'elle soit majoritaire, néanmoins il n'est pas besoin d'avoir la majorité avec soi pour réussir...

Cette annonce, doublée du rapport inquiétant du think tank Demos qui présente la Grèce comme le pays le plus corrompu d'Europe, illustre-t-elle l'échec du gouvernement actuel ?

Illustre aussi ses efforts. C'est grâce à ces efforts que viennent à la lumière et dans la presse les nombreux cas de fraude fiscale de haut vol (pas les déclarations de TVA des restaurateurs), que des procès pour corruption bien antérieure à 2009 peuvent avoir lieu. Je ne pense pas que la corruption ait augmenté depuis 4 ans.

Peut-on sortir d'une telle crise ? Et par quels moyens ?

Sans pouvoir prédire l'avenir, disons que le pays, l'économie et les investisseurs, la population également auraient besoin de certitudes. Il faut qu'ils sachent réellement quels impôts seront à payer, et dans quelles conditions (actuellement les changements sont quasi mensuels sur le sujet). Quelles seront les conditions sociales garanties ou non dans l'avenir ? Quel salaire espérer (les baisses successives laissent croire qu'elles peuvent encore s'aggraver) ? Et ils ont besoin aussi de sentir du respect de la part de la Troïka, besoin de croire en leur gouvernement. Sur le plan politique, il faudrait également aux hommes politiques en place un peu plus de courage qu'ils n'en ont (pourquoi laisser prospérer depuis plusieurs années l'Aube Dorée ?), bien que leur place ne soit pas enviable.

Concernant les moyens économiques pour sortir de cette crise, je ne suis guère compétente mais il y a des investisseurs très intéressés par la position de la Grèce au seuil de l'Europe orientale et orthodoxe, des Grecs de la diaspora prêts à aider et à investir. Il faut aussi leur donner confiance.

L'auteur de cet article :

Joëlle Dalègre est maître de conférences à l'INALCO, spécilisée en civilisation de la Grèce. Elle est notamment l'auteur de La Grèce inconnue d'aujourd'hui, de l'autre côté du miroir, l'Harmattan 2011, 252p. En collaboration avec 4 doctorants ou docteurs de la section grecque de l'INALCO. Atlantico.fr 28.09

Commentaire rapide.

Le plus grand danger vient de la part de ceux qui pourraient confondre un régime militaire avec le "*bon vieux temps tranquille*", en premier parmi la petite-bourgeoisie...

Effectivement la Nouvelle Démocratie et le PASOK "*ont supporté jusqu'à aujourd'hui l'existence d'un parti qui se dit néonazi*", cela en dit plus que de longs discours sur la pourriture du PASOK, le PS grec quoi, membre de l'Internationale socialiste des capitalistes.

Haut de page

Le 30 septembre 2013

CAUSERIE

Il arrive qu'il y ait trop de sujets d'actualité à traiter en même temps et qu'on doive s'y reprendre à plusieurs reprises ou par petits bouts, je fais ce que je peux et je rectifie parfois des passages qui m'ont semblé incorrecte par la suite.

Demain je mettrai au propre deux causeries, l'une sur les dernières élections en Europe et celles des dernières années en relation avec la crise du capitalisme, l'autre sur la place et la caractérisation politique du PS.

Quelques mots à propos des Roms.

En Inde où ils existent des millions de Roms ou assimilés de nationalité indienne, le gouvernement a décidé de leur construire des maisons, de leur octroyer des allocations et de les aider à s'intégrer dans la société, donc de les sédentariser. C'est effectivement le seul moyen pour qu'ils puissent vivre disons mieux, je n'irais pas jusqu'à dire décemment, car les solutions temporaires sont synonymes de précarité et ne règlent aucun problème.

Actuellement ce sont des populations miséreuses qui vivent dans des conditions épouvantables et elles sont rejetées par le reste de la population, alors qu'elles sont les populations autochtones de l'Inde, parfois issues de régions différentes. La question de l'habitat est primordiale...

En France, le gouvernement propose à certaines familles de Roms des solutions temporaires ou il les loge dans des appartements où ils devront payer un loyer, mais sans travail, comment feront-ils pour s'en acquitter, impossible, alors elles seront à nouveau expulsées et ainsi de suite.

Les Roms sont confrontés à la même question de l'emploi que des millions et millions de travailleurs au chômage. La satisfaction de ce droit est incompatible avec la survie du capitalisme, il doit donc disparaître.

ACTUALITÉ DU JOUR

Quel est le véritable danger : l'extrême droite ou le néolibéralisme ?

- Roms: Valls juge les critiques de Duflot «*insupportables*» - 20minutes.fr

- Les Roms redonnent de la voix à l'aile gauche du PS - LeFigaro.fr

- Cambadélis : "*Les polémiques entre ministres deviennent intolérables*" - Le Nouvel Observateur

- Roms: pour Mélenchon, Valls "*dit la même chose que l'extrême droite*" - AFP

Avant de répondre à Mélenchon, une question : Qui est au pouvoir, qui représente le plus grand danger pour les travailleurs, pour les valeurs de la République ou les principes de la démocratie aussi galvaudés ou dévoyés soient-ils, l'extrême droite et le FN ou le tandem PS-UMP qui incarne le néolibéralisme, l'oligarchie financière, les multinationales, lequel des deux gouverne et s'emploie à liquider nos droits sociaux et politiques ?

Vous allez pouvoir constater ci-dessous que pour Mélenchon ce n'est pas Hollande et son gouvernement ni le PS le véritable danger pour les travailleurs, il les ménage, il détourne ainsi l'attention des travailleurs vers un autre acteur, l'extrême droite, mieux ou pire encore, il s'emploie même à colporter des illusions dans la politique qu'ils pourraient appliquer. Comment procède-t-il ?

Pour l'occasion, il se sert des propos d'un ministre, Valls en l'occurrence, en procédant à un amalgame avec l'extrême droite. Ensuite ? Ensuite, quoi, rien. Pourquoi vous vous attendiez à une suite ? Mais il ne peut pas y en avoir pour le Front de Gauche qui est inféodé au régime. Pourquoi, de quelle suite parlez-vous ? C'est simple à comprendre.

Qu'a dit Valls ? Que les Roms ne voulaient pas s'intégrer en France. En réalité ce qui se passe, c'est que le gouvernement actuel comme son prédécesseur est incapable de répondre de manière satisfaisante aux besoins des Roms tout comme à ceux des travailleurs en général parce qu'il incarne les besoins des banquiers et des multinationales, il a choisi son camp, celui des ennemis de la classe ouvrière à laquelle appartiennent les Roms.

Voilà ce que ne peut pas dire Mélenchon et chacun comprendra immédiatement pourquoi, car il lui faudrait lui-même rompre avec le capital et ses institutions, or il en est totalement incapable, le Parti de Gauche, le Front de Gauche et toutes ses composantes sont liés organiquement au capital, aux institutions de la Ve République, à l'UE, à l'ONU, rompre avec eux signerait leur arrêt de mort.

Allons plus loin. Au sein du capitalisme ils existent différents courants qui représentent différentes couches de capitalistes en fonction de leur importance ou de leurs besoins. Ces différents courants sont représentés à l'intérieur de l'UMP, de l'UDI et du PS. Le courant néolibéral incarné par l'oligarchie financière est le plus puissant d'entre eux de nos jours, il a conquis la direction de ces partis, lorsqu'ils sont au pouvoir ils appliquent sa politique, s'ils en déviaient, ils seraient immédiatement rappelés à l'ordre ou sanctionnés par Bruxelles (la Commission européenne) ou Franckfort (BCE) ou encore Washington (FMI, Banque mondiale).

C'est ce courant néolibéral qui incarne l'extrême droite du capitalisme et non le FN.

Le courant néolibéral met en oeuvre une politique selon un objectif précis qu'il s'est fixé d'atteindre, son action se situe sur le plan stratégique, elle est subordonnée à cette stratégie. Il concentre au plus haut degré les contradictions du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, le pouvoir économique et financier, il incarne la maturité et la putréfaction du système capitalisme, la survie du capitalisme en dépend alors qu'il s'emploie à détruire les bases sur lesquelles il repose, cette autodestruction du capitalisme est pour ainsi dire inscrite dans ses gènes, elle est le produit de son développement historique qui conduit à la barbarie ou peut conduire au socialisme si les travailleurs s'emparent du pouvoir politique.

La crise générale du capitalisme, son effondrement, l'impossibilité de satisfaire les besoins d'une population de plus en plus nombreuse peuvent s'avérer fatals pour le capitalisme, aussi le néolibéralisme s'est donné pour objectif de supprimer les conditions menant à cet effondrement, de s'émanciper des contradictions qui minent ce système économique basé sur

les inégalités entre les classes en soutenant artificiellement son secteur financier et en neutralisant la lutte des classes.

Ce processus est en cours depuis les années 70-80 mais rencontre sans cesse de nombreux et nouveaux obstacles sur sa route, les besoins des masses à travers le monde se développant plus rapidement que les progrès qu'ils réalisent dans la réalisation de leur projet de gouvernement mondial. Chaque nouvelle étape dans cette voie prend plus de temps que prévu au fur et à mesure que le nombre d'acteurs qui doivent être impliqués dans leur plan devient plus nombreux, chacun de ces acteurs étant chacun leur tour confronté aux conséquences de la crise du capitalisme qui se traduit par une grave crise sociale alimentant la lutte de classe du prolétariat dans leur pays respectif pouvant déboucher sur une crise politique ou une situation incontrôlable.

Leur problème vient du fait qu'ils ne peuvent pas d'un coup liquider le système capitaliste pour le remplacer par un autre système économique. Chaque coup qu'ils portent au système capitaliste se traduit par une amplification de l'ensemble de ses contradictions à l'échelle mondiale, il leur faut donc agir de plus en plus ouvertement sur le plan politique pour contenir les tensions qui sont issues de leur politique économique, s'immiscer dans les partis politiques (et les institutions) qui sont inféodés au capital pour qu'ils acceptent de mettre hors la loi tout ce qui peut incarner la démocratie, neutraliser par tous les moyens possibles et imaginables les droits politiques des travailleurs, corrompre tous leurs partis, les syndicats, les subventionner, les associer au fonctionnement des institutions, se servir des think-tanks qui partagent leur idéologie, des ONG qu'ils financent ou qui sont acquises à leur cause pour les diviser, affaiblir organisations et partis ouvriers afin de réduire au maxium leur capacité à mobiliser les masses, empêcher par tous les moyens que les masses se rassemblent en les conditionnant par le biais des médias, lancer des campagnes sur des questions sociétales, sur les droits des minorités ou de certaines communautées pour que leurs différentes couches s'affrontent, etc.

L'ensemble de cette politique pour être efficace doit apparaître la plus cohérente possible et être subordonnée à un seul et unique objectif ou une seule stratégie avouée ou non. Habituellement ce qui se passe, c'est qu'ils ont adhéré à cette stratégie, mais chacun la présente à sa manière de telle sorte que travailleurs et militants croient qu'ils sont en présence de stratégies différentes, alors que ce n'est pas le cas, tout est fait pour qu'ils confondent tactique et stratégie et ne s'y retrouvent pas, au point de considérer de gauche une politique ou une mesure de droite, c'est là que Mélenchon et consorts rendent des services inappréciables au néolibéralisme.

C'est également le cas de l'extrême droite qui n'a pas de stratégie indépendante, elle doit son existence au secteur le plus réactionnaire du capital s'agissant du FN, son secteur financier, donc les néolibéraux justement. A sa façon et à la place qui est la sienne, l'extrême droite remplit la même fonction que le Front de Gauche ou l'extrême gauche au profit des néolibéraux.

Mélenchon s'attarde sur le discours de Valls ou de l'extrême droite, mais il se garde bien d'évoquer ce qu'il y a derrière, et pour cause, on en viendrait à tirer les mêmes conclusions à propos de son parti ou du Front de Gauche.

"*Ce qu'a dit (Manuel) Valls, n'est pas acceptable*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche lors de l'émission 12/13 Dimanche sur France 3, "*il dit la même chose que l'extrême droite*" au sujet des Roms.

(Mélenchon a dit la même chose que l'UE, que faut-il en conclure ? -ndlr)

Il a par ailleurs estimé que Cécile Duflot qui a critiqué Manuel Valls et en a appelé à François Hollande, peut rester au gouvernement "*si elle est assez intrigante et opportuniste pour le faire, mais normalement elle devrait exiger en tant que partenaire de la majorité que le Président désavoue les propos de Manuel Valls*".

(En la matière il est vrai qu'il en connaît un rayon ! - ndlr)

Pour l'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle, François Hollande a "*lui-même créé les conditions d'une division permanente (...). Il a validé les propos de Manuel Valls*". AFP 29.09

(Mélenchon fustige la division de la gauche, comme quoi il se situe bien dans le même camp que Hollande, dont acte, cela a valeur d'aveu. - ndlr)

Qu'est-ce qui encourage les patrons à faire preuve de tant d'audace ? Un gouvernement des patrons.

Si on ne peut pas donner raison aux patrons hors la loi de Castorama et Leroy Merlin, on ne peut pas désavouer les travailleurs qui souhaitent travailler volontairement le dimanche, par contre on doit condamner tout travail contraint le dimanche.

Pourquoi nous en sommes rendus là disions-nous hier, toute la question est là, et ce n'est certainement pas Mélenchon qui y répondra pour en être complice après avoir milité 30 ans au PS et avoir proposé sa candidature au poste de Premier ministre de Hollande qui poursuit la politique antisociale de ses prédécesseurs.

Monsieur Mélenchon est complètement coupé de la réalité que vivent les travailleurs et ne comprend rien à leur état d'esprit quand

il dit : "*Une toute petite partie des gens qui travaillent le dimanche le fait parce que cela leur convient (...) mais tous les autres sont contraints*". En réalité, ce n'est pas " *parce que cela leur convient*" que des salariés travaillent le dimanche, mais parce qu'ils y sont contraints financièrement ou parce que pour eux augmenter leur revenu compte plus que toute autre chose.

Pire, il démontre qu'il est complètement à côté de la plaque et ne comprend décidément rien à la situation quand il déclare que "*pour créer des emplois, il faut augmenter les salaires parce que les gens consommeraient davantage*", sauf que s'ils consomment des marchandises qui sont importées cela ne créera pas un seul emploi mais permettra aux patrons de la distribution de s'enrichir davantage.

Il s'en prend également aux travailleurs qui vont faire des courses ou des achats le dimanche, il faudrait se demander pourquoi. Cela m'est arrivé dans le passé quand je vivais en France, cela correspondait uniquement à des achats exceptionnels ou de grosses dépenses, un meuble, une machine à laver par exemple. Le samedi on faisait les courses alimentaires qu'on n'avait pas eu le temps de faire le reste de la semaine parce qu'on travaillait, une situation que n'a jamais connu Mélenchon et ses semblables.

En Inde à quelques exceptions près, toutes les boutiques et tous les magasins sont ouverts 7j/7, pourquoi, parce que les Indiens travaillent 6j/7, donc le samedi inclu. En France de plus en plus de travailleurs travaillent aussi le samedi, parfois à tour de rôle, dans les services notamment, tandis qu'une infime minorité travaillent quatre jours et demi par semaine, la majorité travaillent du lundi au vendredi inclu.

En Inde, le dimanche il y a foule au supermarché Nilgiris de Pondichéry, donc il m'arrive d'y faire mes courses l'après-midi quand c'est plus calme, il faut dire aussi qu'en dehors du commerce les Indiens ne travaillent pas et les écoles sont fermées le dimanche, donc la circulation qui ici est hyper dangereuse est beaucoup moins dense, c'est un facteur que je prends en compte quand je dois sortir, le reste de la semaine il faut bien choisir son créneau horaire pour faire une course sinon c'est l'enfer !

Pour revenir en France, il est vrai que tout déplacement, forcément en voiture, prend du temps, tous les magasins ne sont pas forcément situés au même endroit ou dans le même périmètre, certains figurent à la périphérie des villes dans des zones industrielles à l'écart de tout autre commerce où on y met guère les pieds, sauf pour procéder à des achats particuliers, c'est le cas des magasins en question.

J'ai l'impression qu'on est encore en présence d'un faux débat ou d'un numéro d'illusionnisme pour éviter de parler de l'essentiel, le discours de Mélenchon qui se veut radical sert uniquement à faire oublier sa capitulation sur des questions bien plus importantes : sa participation aux élections municipales et européennes, son refus de rompre avec l'euro, la BCE, l'UE, l'ONU par exemple. Si l'idéologie néolibérale gagne du terrain inconsciemment parmi la population, ces institutions et les partis qui y participent ou les soutiennent n'y seraient-il pas pour quelque chose par hasard ? On ne demandera pas à Mélenchon, encore moins à Hollande de se poser cette question...

Les patrons donnent de la voix, le gouvernement s'empressent de les recevoir, il leur donne raison.

- Travail dominical : le gouvernement change de ton - Atlantico.fr

- Le gouvernement veut «dialoguer» sur le travail dominical - Liberation.fr

- Malgré l'interdiction de travail dominical, 14 magasins Castorama et Leroy Merlin ouvrent en Ile-de-France - Francetv info

- Travail le dimanche: réunion lundi à Matignon "*pour faire évoluer les choses*" - L'Expansion.com

La ministre de la Santé Marisol Touraine a annoncé dimanche que Jean-Marc Ayrault réunirait lundi "les ministres concernés" pour "*faire évoluer les choses*" dans le dossier du travail. L'Expansion.com

- Ouverture dominicale de Castorama et Leroy Merlin: réunion lundi à Matignon - AFP

Jean-Marc Ayrault réunira lundi les ministres concernés par le travail dominical, suite au mouvement de fronde des enseignes de bricolage Castorama et Leroy Merlin qui ont ouvert dimanche 14 magasins pourtant frappés d'une interdiction d'ouverture.

"*Le Premier ministre doit réunir demain les ministres concernés pour faire éventuellement évoluer les choses*", "*à l'évidence le statu quo n'est pas tenable*", a déclaré en fin de journée la ministre de la Santé Marisol Touraine.

Seront ainsi présents à cette réunion lundi à 09H30 (07H30 GMT) les ministres Michel Sapin (Travail), Benoît Hamon (Consommation), Sylvia Pinel (Commerce) et Pierre Moscovici (Economie), a précisé Matignon à l'AFP.

"*Il y a des salariés qui ont envie de travailler dimanche, des gens qui ont envie de faire leur courses le dimanche*", "*le*

précédent gouvernement a laissé s'empiler des règles, des lois, à l'arrivée on n'y comprend plus grand chose", a résumé Marisol Touraine, soulignant cependant qu'"*on ne peut pas accepter que des entreprises ne respectent pas des décisions de justice*".

La porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, a pour sa part précisé que, certes, la discussion s'engageait sur la question, "*mais en gardant à l'esprit que l'intérêt des salariés reste de préserver le droit à un repos dominical*". La concertation doit permettre de "*mieux définir le régime des exceptions*" mais "*ça ne passera pas nécessairement par une loi, c'est prématuré de répondre à ça*", a-t-elle prévenu.

La nouvelle d'une réunion a été accueillie positivement par les groupes Castorama et Leroy Merlin.

"*Nous sommes contents que les choses avancent, cela fait cinq ans que nous avons des difficultés avec la loi actuelle*", a commenté à l'AFP une porte-parole de Castorama, tandis que Leroy Merlin s'est également dit "*content de voir que le gouvernement a entendu ce qui s'est passé aujourd'hui. On espère qu'il va écouter nos solutions, et aussi dialoguer avec nous*", selon un porte-parole.

Dimanche matin, cinq enseignes Castorama et neuf Leroy Merlin ont ouvert leurs portes malgré l'ordonnance du tribunal de commerce de Bobigny, en date de jeudi, les menaçant d'une astreinte de 120.000 euros par magasin et par jour s'ils ne cessaient pas leur ouverture dominicale.

Pour justifier leur bravade, les directions de deux groupes dénoncent l'"*imbroglio hallucinant*" qui règne entre les différentes autorisations d'ouverture et dérogations.

Ainsi, le magasin Leroy Merlin d'Ivry-sur-Seine, l'un des neuf de l'enseigne frappés d'une interdiction d'ouvrir par le tribunal de commerce, a obtenu samedi après-midi une dérogation de la préfecture pour son ouverture.

Dès dimanche matin, la ministre du Commerce et de l'Artisanat Sylvia Pinel avait concédé qu'il y avait une "*complexité de la législation*" qui débouchait sur "*un millefeuille réglementaire qu'il faut absolument clarifier, mais sans polémique*", et avait annoncé la première que le gouvernement allait se "*concerter avec les professionnels pour avancer sur la question de l'ouverture du dimanche*".

Le ministre du Budget Bernard Cazeneuve, tout en se disant "*défavorable*" à la généralisation du travail le dimanche, avait aussi reconnu qu'il y avait des "*situations particulières*", s'interrogeant sur la possibilité "*d'engager la discussion*".

La loi autorise les commerces à ouvrir le dimanche mais sous certaines conditions (zones touristiques, périmètres de consommation exceptionnels, ou encore commerces alimentaires jusqu'à 13H00). AFP 29.09

A retenir : ces patrons se sont mis hors la loi quoi qu'il en soit, cependant ils ne seront pas sanctionnés pas pour le moment, ils sont seulement sous le coup d'une menace à payer "*une astreinte de 120.000 euros par magasin et par jour s'ils ne cessaient pas leur ouverture dominicale*"

ACTUALITE EN TITRES

Il reste l'asile psychiatrique, la camisole de force, la castration tout court ou chimique !

- Prostitution: Najat Vallaud-Belkacem veut la sanction mais pas la prison pour le client - L'Express.fr

Au moyen-âge obscurantisme rimait avec lobotomie.

- Selon un cheikh saoudien, «*conduire une voiture est dangereux pour les ovaires des femmes*» - Slate.fr

Reproduction incestueuse du chromosome de la manipulation.

- Quand la science tente de déterminer si la violence est contagieuse - Atlantico.fr

Ainsi va leur vieux monde

- Nigeria: 40 étudiants tués dans l'attaque du dortoir de leur collège - AFP

- Attentat à Peshawar, au Pakistan, 33 morts -Reuters

- Attentat dans une mosquée chiite d'Irak, 40 morts et 50 blessés - Reuters

Quand ils ne peuvent plus gouverner comme avant...

- Législatives en Autriche, la grande coalition menacée - Reuters

- Municipales au Portugal: le gouvernement sanctionné - AFP

- Crise politique en Italie: Enrico Letta s'en remet au Parlement - AFP

- États- Unis : une crise budgétaire largement artificielle - LeFigaro.fr

La voix du néolibéralisme.

- Nétanyahou veut mettre en garde Obama contre Rohani - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Autriche

La grande coalition entre sociaux-démocrates et conservateurs en Autriche devrait se maintenir au pouvoir à l'issue des élections législatives de dimanche, mais elle essuie parallèlement un revers cuisant avec la forte montée de l'extrême droite.

Selon les résultats officiels provisoires publiés dimanche soir par le ministère de l'Intérieur, sans les votes par correspondance qui seront dépouillés vendredi 4 octobre, les sociaux-démocrates (SPÖ) du chancelier sortant Werner Faymann arrivent en tête avec 27,10% des suffrages, soit une baisse de plus de deux points comparé aux 29,26% de 2008. Son traditionnel allié gouvernemental, le Parti populaire (ÖVP, démocrate-chrétien), accuse un recul similaire à 23,81%, comparé aux 25,98% en 2008.

Les deux grands partis du centre devraient néanmoins assurer la reconduction d'un gouvernement de coalition, pour laquelle Werner Faymann, âgé de 53 ans, s'est prononcé dès dimanche soir, alors que l'ÖVP s'est murée à ce sujet dans un prudent silence: avec 50,91% des suffrages, ils comptent 99 sièges sur les 183 que compte le Conseil national, la chambre basse du Parlement autrichien, alors que la majorité absolue est de 92.

Le SPÖ et l'ÖVP enregistrent leur plus mauvais score depuis l'avènement de la 2e République, après l'effondrement en 1945 de la dictature nazie, alors que les Autrichiens ont privilégié depuis 68 ans les alliances entre ces deux formations, gage de stabilité dans le pays et reflet d'un large consensus social.

La seule alternative arithmétique à une grande coalition serait un gouvernement rassemblant les démocrates-chrétiens, l'extrême droite et la liste du milliardaire eurosceptique austro-canadien Frank Stronach, une alliance pour le moins hypothétique.

Le scrutin est marqué par la forte progression du principal parti d'extrême droite FPÖ, qui gagne près de quatre points à 21,40% (17,54% en 2008).

Le milliardaire austro-canadien Frank Stronach recueille 5,79% des suffrages alors qu'il était crédité de 12% d'intentions de vote il y a un an. Le fondateur du géant mondial de l'équipement automobile Magna s'est décrédibilisé au cours de la campagne par ses surprenantes suggestions, notamment le rétablissement de la peine de mort pour les tueurs professionnels, la création d'un euro différent pour chaque pays ou son évocation d'une invasion de l'Autriche par la Chine.

Mais son arrivée sur l'échiquier politique autrichien a cependant permis de brider la progression du FPÖ et elle est aussi en partie responsable de la piètre performance du BZÖ, parti fondé à la suite d'une scission du FPÖ par le charismatique dirigeant populiste Jörg Haider, décédé dans un accident de voiture en 2008: avec seulement 3,63% des voix, le BZÖ est éliminé du Parlement alors qu'il avait encore obtenu 10,70% en 2008.

Le nouveau petit parti libéral NEOS, pro-européen et soutenu par l'industriel autrichien du bâtiment Hans Peter Haselsteiner, crée de son côté la surprise en réussissant à passer la barre des 4% nécessaires pour entrer au Parlement (4,80%).

Les Verts, auteur d'une efficace campagne anti-corruption, enregistrent le meilleur score de leur histoire (11,46%), mais en-dessous des sondages qui les créditaient de 14 à 15%.

Quelque 6,4 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour élire les 183 députés de leur Conseil national, la chambre basse du Parlement. La participation devrait avoir baissé de deux points, après 78,82% en 2008. AFP 29.09

2- Portugal

Le gouvernement de centre droit au Portugal a été sanctionné dimanche dans les principales villes du pays lors des élections municipales, premier test pour la politique d'austérité menée depuis deux ans, selon des estimations.

Le Parti social démocrate (PSD) du Premier ministre Pedro Passos Coelho a perdu le contrôle de trois grandes villes: Porto, Sintra et Vila Nova de Gaia, et s'est fait distancer à Lisbonne, fief du Parti socialiste.

Le maire socialiste sortant de Lisbonne, Antonio Costa, a été réélu pour un troisième mandat avec une large avance (51 à 55% des voix) sur le candidat de la coalition au pouvoir, Fernando Seara (21 à 24%), indiquent les sondages sortie des urnes publiés par la chaîne de télévision publique RTP.

A Porto, la grande ville du nord du pays, le candidat indépendant Rui Moreira a créé la surprise en s'imposant devant Luis Filipe Menezes, candidat du PSD, avec 36 à 40% des voix contre 22 à 25%.

"*Il est clair que c'est une grosse défaite pour le PSD*", a jugé Luis Marques Mendes, ancien président du parti au pouvoir devenu commentateur politique.

"*Qu'ils soient de droite ou de gauche*", les Portugais espéraient une sanction du gouvernement pour avoir appliqué à la lettre la cure d'austérité prescrite par la troïka des créanciers, avait commenté auparavant à l'AFP le politologue Antonio Costa Pinto.

Les élections se déroulaient sous le regard de la troïka (UE-FMI-BCE), présente à Lisbonne depuis deux semaines pour un nouvel examen du plan d'aide de 78 milliards d'euros dont bénéficie le pays depuis 2011.

Impopulaire, M. Passos Coelho a affirmé à plusieurs reprises qu'il ne démissionnerait pas, quel que soit le résultat des élections. Il a néanmoins reconnu dimanche qu'"*il y a toujours une lecture nationale à faire du scrutin municipal*".

Le PSD a également perdu la mairie de Sintra, grande municipalité de la banlieue de Lisbonne où le candidat socialiste Basilio Horta et l'indépendant Marco Almeida étaient au coude à coude. Le candidat du gouvernement, Pedro Pinto, ne recueillait que 13 à 16% des voix.

A Vila Nova de Gaia, autre bastion de la droite situé dans la banlieue de Porto, le socialiste Eduardo Rodrigues s'est largement imposé avec 38 à 42% des voix, selon les sondages.

De nombreux Portugais ont opté pour l'abstention ou le vote blanc pour marquer leur désaccord avec la classe politique.

D'autres électeurs ont choisi de voter pour l'opposition de gauche.

Quelque 9,5 millions d'électeurs étaient appelés à voter pour élire leurs représentants dans 308 mairies. Lors des dernières municipales en 2009, le taux d'abstention avait atteint 41%.

Le nombre record de candidats indépendants (80 contre 54 en 2009) a compliqué la donne pour les partis traditionnels. Les indépendants se sont démarqués de la classe politique afin de capitaliser sur la grogne anti-austérité.

Car les mesures de rigueur que le Portugal a adoptées en échange de l'aide internationale sont de plus en plus contestées par la population. AFP 29.09

Bahreïn

Un tribunal de Bahreïn a condamné dimanche à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison 50 militants chiites accusés de diriger la contestation contre la monarchie sunnite dans le royaume, en collusion avec un pays étranger qui serait l'Iran.

Ces militants étaient jugés pour avoir formé et animé le "*Collectif du 14 février*" qui organisait sur les réseaux sociaux la

contestation chiite contre la monarchie sunnite dans ce petit Etat du Golfe.

Ils ont été reconnus coupables d'avoir "*eu recours au terrorisme*" et "*d'intelligence avec un Etat étranger*", selon une source judiciaire.

Au total, 16 personnes ont été condamnées à 15 ans de prison, quatre à dix ans, et les trente autres à cinq ans de détention.

Parmi ces dernières figure une femme arrêtée en avril sur le circuit de Sakhir près de Manama pendant le Grand prix de F1, selon la source judiciaire.

Le "*Collectif du 14 février*" a joué un rôle de premier plan dans la contestation contre la monarchie des Al-Khalifa depuis le soulèvement du 14 février 2011 maté dans le sang un mois plus tard.

En annonçant en juin le démantèlement du groupe, les autorités avaient accusé ses dirigeants d'être à la solde de l'Iran et d'être responsables de violences.

Le procès survient sur fond de tensions à Bahreïn où des chiites ont encore manifesté vendredi près de Manama, pour protester contre l'arrestation d'un dirigeant du principal groupe de l'opposition, la formation chiite Al-Wefaq. Khalil Marzouk est détenu sous l'accusation d'"*incitation au terrorisme*".

Confronté à la persistance de la contestation chiite, le pouvoir a alourdi en été les peines pour les auteurs de violences et introduit la peine de mort ou la prison à perpétuité en cas de morts ou de blessés.

Par ailleurs, une cour d'appel de Manama a réduit dimanche de 10 ans à 2 ans de prison la peine prononcée contre deux policiers jugés pour avoir battu à mort un manifestant pendant les protestations de 2011.

Bahreïn, situé stratégiquement dans le Golfe face à l'Iran, abrite le quartier général de la Ve flotte américaine.

Ce royaume, la seule monarchie du Golfe où la majorité de la population autochtone est chiite, a interdit fin mai aux mouvements politiques d'avoir des contacts avec le Hezbollah chiite libanais.

Treize dirigeants de l'opposition, détenus depuis 2011 pour complot contre l'Etat, purgent de lourdes peines de prison, allant jusqu'à la perpétuité. Ces peines ont été confirmées en janvier par la Cour de cassation, dernier recours juridique.

Selon la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), 89 personnes ont été tuées à Bahreïn depuis le début de la contestation. AFP 29.09

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2013

CAUSERIE

Les articles de presse et les causeries de septembre sont disponibles au format pdf (Adobe Reader). Apparemment Adobe n'a pas mis sa menace à exécution et je continue d'utiliser Acrobat. Par contre j'ai de nouveaux soucis avec ma connexion Internet qui devient lente n'importe quand. Je mettrai en ligne une vingtaine d'articles ce soir.

La forme revient, mais la présence de mon épouse perturbe mon travail. Je ne suis pas satisfait des dernières causeries.

Juste un mot et on y reviendra plus tard plus en détail, il n'y a pas de changement de stratégie de la part des Américains, seulement un changement tactique, ce qu'ils ne pourront pas réaliser par la force ou la guerre, ils l'obtiendront par la voie politique sur le dos de tous les peuples, y compris syrien et iranien.

Leur objectif demeure l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière, il suffira de garantir la satisfaction des besoins de la classe dominante des Etats sur lesquels les Américains ne peuvent pas étendre leur domination politique pour qu'ils acceptent de rejoindre des structures supranationales qu'ils contrôleront ensemble et le tour sera joué.

Il ne faut pas se leurrer sur la nature des Etats russe, chinois, iranien ou syrien qui finalement ont tout intérêt à s'entendre ou à s'associer aux Américains et aux Européens pour assurer la pérennité du pouvoir de leur classe dominante qui dépend ou coïncide avec celle du capitalisme sous une forme ou une autre. Cela dit la guerre économique qu'ils se livrent va continuer et rien ne dit que cette alliance politique ou plutôt ce compromis fragile ne volera pas en éclats, notamment sous les effets de la lutte des classes. A suivre.

Note de lecture

D. Gluckstein a eu raison d'écrire (Informations ouvrières n°270, éditorial) :

- "*C'est prendre une grave responsabilité que de vouloir enfermer les revendications ouvrières dans la subordination à un gouvernement qu'on nous présente comme « différent », puisque « de gauche », alors que, chacun le constate, il se contente de continuer, en pire, la politique de Sarkozy dans le cadre fixé par la Banque centrale européenne et le FMI.*"

Alors il faut aller jusqu'au bout et cacactériser ce gouvernement, caractériser politiquement le PS comme un ennemi des travailleurs, un parti de l'ordre bis ou le supplétif du parti de l'ordre officiel, l'UMP, il tient le rôle de l'UMP quand celui-ci n'est plus à même de le remplir. Il faut rompre avec ce parti social-libéral-impérialiste, avec Hollande et son gouvernement.

Est-ce bien cela qu'il a voulu dire ? Vérifions-le, il a écrit ensuite:

- "*Seule l'indépendance politique de la classe ouvrière, refusant toute subordination à ce gouvernement aux ordres du capital financier, et se libérant du carcan de l'Union européenne, ouvrira la voie à une solution conforme à la démocratie et aux besoins de l'immense majorité.*"

Mais comment aider à préserver "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*" en légitimant Hollande, en s'adressant à lui par voie de pétition comme s'il pouvait servir les intérêts des travailleurs et n'était pas "*aux ordres du capital financier*", de l'Union européenne, ne serait-ce pas colporter les pires illusions dans le Bonaparte de service, les institutions, ce qu'elles représentent justement, au lieu d'aider les masses à "*trouver la la voie à une solution conforme (...) aux besoins de l'immense majorité*" qui passe par la rupture avec les institutions de la Ve République et ses partis ?

Qu'a-t-il voulu dire en écrivant plus haut :

- "*En France comme dans toute l'Europe, n'est-ce pas ce consensus qui, voulant tout sacrifier au « sauvetage de l'euro », menace d'effondrement les fondements de la démocratie ?*", sinon qu'il refuse de rompre avec le PS et Hollande, car au lieu de regretter ce consensus, il devrait plutôt expliquer qu'il est conforme à la nature du PS qui ne fait là que remplir son rôle de parti de l'ordre, condition pour que "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*" puisse s'affirmer. De très nombreux travailleurs le pressentent, alors au lieu de conforter leur perception du PS qui est correcte mais insuffisante, pourquoi adopter un comportement qui consiste à les jeter dans les bras du PS ou à réintroduire dans leur tête un doute sur ce parti ?

Ne serait-ce pas parce que le mouvement ouvrier est à la remorque du PS et du PCF que "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*" demeure un voeu pieux, une chimère ? Le PS et du PCF n'incarnent-ils pas l'antithèse de "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*", de la démocratie, n'incarnent-ils pas tous les efforts entrepris par la classe dominante pour interdire au prolétariat de trouver "*la voie à une solution*" politique à la crise du capitalisme ?

L'incapacité des masses à trouver "*la voie à une solution*" politique à la crise du capitalisme n'aurait-elle rien à voir avec son incapacité à affirmer son "*l'indépendance politique*" ou l'inverse, ne serait-ce pas l'absence d'indépendance politique de la classe ouvrière qui serait à l'origine de son incapacité à trouver la voie à une solution politique conforme à ses besoins ?

Qu'est-ce que vient faire ici le consensus entre le PS et l'UMP, en quoi les masses devraient-elles le regretter, en quoi devrait-elle s'impliquer pour l'empêcher, ne vaut-il pas mieux que le PS se démasque ou avance démasqué ? Gluckstein le regrette-t-il ? Pourquoi ? Que craint-il ? Il dit craindre l'effondrement des "*fondements de la démocratie*", mais ne sont-ils pas le produit de la division de la société en classes aux intérêts antagoniques, ne prennnent-ils pas racine dans les inégalités qui sont à l'origine du capitalisme et de son effondrement, cette démocratie qui a un caractère de classe il faut le préciser, n'est-elle pas une imposture, un simple vernis qui jusqu'à présent a permis d'assurer la stabilité des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, la survie du régime, l'effondrement des "*fondements de la démocratie*" ne coïnderait-il pas avec l'effondrement du capitalisme que nous devrions attendre, encourager, espérer ardemment au lieu de le craindre pour en finir une fois pour toute avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, peut-on imaginer un seul instant que les masses trouveront "*la voie à une solution*" politique à la crise du capitalisme si on ne les prépare pas à affronter cette situation, si on cherche à l'éviter, il faudrait qu'il nous dise ce qu'il veut vraiment s'il le sait ou pour quel objectif politique il combat. J'aurais tendance à dire qu'il craint l'affrontement entre les classes.

Pour notre part, nous nous félicitons du consensus PS-UMP, il est dans l'ordre des choses, surtout qu'ils ne changent rien, c'est parfait, les choses seront plus claires dans la tête de tous les travailleurs, c'est bien aussi notre objectif n'est-ce pas ? Les travailleurs doivent savoir qu'il n'existera aucune solution politique conforme à leurs intérêts incluant le PS, le PCF et leurs satellites respectifs, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes et le parti qu'ils doivent contruire. Ce n'est pas la voie adoptée par le POI, cette voie est rejetée par tous les partis, donc nous sommes dans une impasse politique et nous allons y rester, pour le pire uniquement il ne faut pas se leurrer, jusqu'à quand, nul ne le sait.

Il arrive dans la vie qu'on se retrouve confronté à ce genre de situations qui peuvent être résolues en se posant des questions ouvertes ou fermées, questions fermées auxquelles on répond par oui ou par non, il faut trancher et on n'a pas le choix, la décision est brutale, questions ouvertes qui laissent entrevoir des perspectives qui peuvent variées en fonction de l'évolution du cours des choses, on peut louvoyer, on dispose d'une marge de manoeuvre, là dans le cas présent nous sommes face à une question fermée, rompre ou ne pas rompre avec le PS (et du PCF) et la caractérisation politique erronée qu'on en donne, avec l'interprétation du rôle qu'on lui prête qui est fausse, qui fausse notre perception de la situation, des institutions, des rapports entre les partis, les classes, notre conception de la lutte des classes, notre intervention dans la lutte des classes, notre intervention auprès des travailleurs, la perception qu'on en a, l'impasse politique qui en découle se traduit ou se répercute à tous les niveaux, voilà selon nous ce qui explique en grande partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui.

Gluckstein, parce qu'il craint l'effondrement des "*fondements de la démocratie*" il s'adresse à Hollande qui devrait en être le sauveur, il craint l'effondrement du capitalisme qui en est le pendant parce qu'il se rend bien compte que nous ne sommes pas prêts,

les travailleurs ne sont pas prêts à affronter cette situation, ce qu'il ne comprend pas apparemment c'est que cette situation qui conduit à la putréfaction de tous les rapports sociaux (comme aux Etats-Unis) est en train de se produire sous nos yeux depuis plusieurs décennies, pas d'un seul coup brutal comme ce fut le cas autrefois mais étape par étape, couche par couche, secteur par secteur, pan par pan tous nos droits sociaux et politiques sont en train d'être liquidés les uns après les autres. En Grèce ou au Portugal déjà la situation des travailleurs est comparable à celle qui accompagne traditionnellement chaque dépression, leurs salaires sont réduits de 25 à 50% et une grande partie de leurs acquis ou droits sociaux sont partis en fumée, ils sont retournés 30, 40 ans en arrière ou davantage encore, tandis que la démocratie est muselée, pour ainsi dire inexistante, ils peuvent descendre dans la rue par centaines de milliers ou millions dans la rue autant de fois qu'ils veulent cela ne change absolument rien, ne sert strictement à rien, le rouleau compresseur du néolibéralisme écrase tout sur son passage et progresse...

L'amélioration des conditions de la classe ouvrière au cours de la seconde moitié du XXe siècle a tellement été ancrée dans le cadre du capitalisme et ses institutions politiques que les travailleurs sont incapables d'entrevoir une issue politique au-delà du capitalisme, sur leur propre terrain de classe, ils vouent littéralement un culte au capitalisme, car tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, toute issue politique qu'on leur propose qui ne se situe pas dans ce cadre ou en rupture avec le capitalisme leur paraît farfelue, dangereuse, incohérente, ils considèrent toujours que le capitalisme est synonyme de progrès ou de réformes sociales progressistes. La faute à qui, sinon au mouvement ouvrier qui n'a pas mené son combat dans la perspective du socialisme ou qui a abandonné cette perspective et s'est adapté au capitalisme.

Au cours de la lutte de classes, seule une minorité de travailleurs se sont organisés et mobilisés tandis que l'ensemble bénéficiaient du produit de leurs luttes, ce sont ceux-là qui tirent aujourd'hui la classe en arrière tandis que son avant-garde ne comprend pas que l'époque où il suffisait de poser une revendication et que quelques dizaines ou centaines de milliers de travailleurs se mobilisent pour qu'elle aboutisse est définitivement révolue, les couches supérieures ou privilégiées du prolétariat se satisfont de leur situation et ne se mobilisent que sur un plan strictement corporatiste pour défendre leurs acquis, les autres couches sont peu ou pas organisées et ne se mobilisent pas ou alors en désespoir de cause quand elles se retrouvent acculées le dos au mur ou vouées au chômage, dans les deux cas, dans tous les cas quelle que soit l'évolution de leur situation ou le sort qui leur est réservé ils le doivent au capitalisme plus qu'à la prise de conscience d'appartenir à une classe qui a une tâche historique à accomplir, puisqu'ils sont incapables d'envisager leur avenir autrement que sous un régime capitaliste, pour eux le socialisme n'est même pas une utopie, il ne veut absolument rien dire, ils en ignorent tout.

Ce qui peut paraître incroyable, c'est que des dirigeants se soient laissé aller à marcher dans cette combine, alors qu'ils savaient ou devaient savoir que tout ce que les capitalistes concédaient aux travailleurs d'une main un jour, ils leur reprendraient de l'autre le moment venu ou à la première occasion, chacun savait que la phase ascendante du capitalisme était achevée depuis le début du XXe siècle et que le stade (suivant) de l'impérialisme coïncidait avec l'entrée dans sa phase descendante qui devait le conduire au chaos et ramener l'humanité au stade de la barbarie, que dans ces conditions aucune réforme sociale ou politique n'était acquise définiivement et que pour cette raison on ne pouvait ou plutôt, on ne devait à aucun prix les concevoir autrement que dans la perspective de la liquidation du capitalisme avant qu'il prenne les devants et revienne sur ces concessions ou ces acquis de la lutte des classes, qu'il valait mieux plus de défaites ou que la condition ouvrière s'améliore plus lentement mais sur des bases saines, c'est-à-dire accompagnée d'une progression de la conscience politique des masses liée à l'idéal du socialisme, de manière à aborder la prochaine crise du capitalisme dans les meilleures conditions possibles, à y préparer les masses...

Evidemment il n'était pas question de compter sur le PS ou le PCF pour adopter cette stratégie puisqu'ils étaient totalement inféodés au capitalisme, c'était à l'avant-garde de s'en saisir tout en construisant le parti, sauf qu'elle a préféré adopter une stratégie de front unique en direction de ces partis qui s'est traduite par la politique qu'on a décrite plus haut, purement trade-unioniste ou réformiste bourgeoise compatible avec celle du PS et du PCF (et des appareils des syndicats), conforme au mouvement spontané des masses qui faisait la part belle à leurs illusions au détriment de l'élévation de leur niveau de conscience politique ou du socialisme qui passait complètement à la trappe, vous connaissez la suite.

On continuera une autre fois.

Le chiffre du jour. 395,7 milliards de dollars.

C'est la gigantesque somme dépensée à ce jour par le gouvernement américain consacrée au F-35 Lightning II confiées au géant de l'aéronautique Lockheed Martin et cinq de ses principaux sous-traitants Northrop Grumman, BAE Systems, L-3 communications, Honeywell et United Technologies, l'avion de combat qui doit remplacer une grande partie de la flotte américaine et dont le coût dépasse de 70 % le budget initial attribué en 2001.

L'Inspection générale du Pentagone a recensé 343 problèmes liés à la conception et à la réalisation du F-35 Lightning II dans un document rendu public lundi 30 septembre, sans compter le retard pris dans la mise en service de l'appareil repoussée au mieux en 2016. (source : Le Monde 01.10)

Quand l'opium du peuple a comme une odeur de gaz...

- Taxe à 75%: le cadeau à 24 millions d'euros du gouvernement au PSG - slate.fr

Le gouvernement vient de mettre en place un véritable bouclier fiscal pour les quelques clubs les plus riches, au premier rang desquels le PSG. S'ils devront bien payer 75% d'impôts sur la part des revenus annuels supérieure à un million d'euros de leurs joueurs et entraîneurs, cette contribution sera plafonnée à 5% de leur chiffre d'affaires.

Pour le PSG, qui devrait réaliser 393 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013, il s'agit ni plus ni moins d'une économie de 24 millions d'euros.

L'idée de taxer à 75% la part des revenus supérieure à 1 million d'euros avait été annoncée en direct à la télévision par François Hollande pendant la présidentielle 2012, devenant l'une des mesures les plus débattues de la campagne.

Une nouvelle version à laquelle la Ligue de football professionnel (LFP) avait immédiatement réagi par la voix de son président, Frédéric Thiriez, qui avait estimé que le gouvernement allait «étrangler» les clubs de football français, déjà en difficulté financière pour beaucoup. Selon lui, le coût de la nouvelle taxation allait s'élever à 82 millions d'euros pour les clubs de L1.

Il faut dire que les clubs de football sont particulièrement touchés: selon un document interne de la LFP que nous nous sommes procurés, 114 joueurs ou entraîneurs de Ligue 1 ont un salaire annuel supérieur à 1 million d'euros, soit plus de 10% de l'ensemble des dirigeants et salariés que le gouvernement pense toucher avec la taxe (environ 1.000 personnes selon Bercy).

Le gouvernement a donc décidé d'aménager un plafonnement, geste ouvertement adressé aux clubs de foot, même si Valérie Fourneyron et son collègue ministre de l'Economie Pierre Moscovici ont tous deux pris soin de préciser, pour ne pas faire de jaloux, qu'il s'appliquera bien à toutes les entreprises et pas seulement au secteur du football. Résultat: les clubs de L1 devraient payer un total de 44 millions d'euros en vertu de la taxe sur les très hauts revenus, contre plus de 80 millions initialement prévus.

Reprenons le calcul. Le PSG a une masse salariale estimée à 171 millions d'euros pour la saison 2013-2014, selon le même document interne de la LFP.

L'application de la taxe à 75% sur les 21 salariés (joueurs et entraîneur) concernés de son effectif aurait dû lui coûter 43,5 millions d'euros d'impôts (Les Echos avaient d'ailleurs fait le même calcul en avril dernier). Il aurait par exemple eu à payer 10,5 millions d'euros pour Zlatan Ibrahimovic, qui vient de signer un nouveau contrat avec un salaire net de 15 millions d'euros annuels.

Grâce au plafonnement aménagé spécialement pour les clubs de football, le club ne devra s'acquitter finalement que de l'équivalent de 5% de son chiffre d'affaires, soit 19,5 millions d'euros. Il vient donc d'économiser 24 millions d'euros, soit un peu plus que le budget des plus petits clubs de L1 (Bastia, Ajaccio et Guingamp).

Au final, seuls six clubs de L1 bénéficieront de ce rabais selon les calculs de la LFP. Le PSG (-55%), Lyon (-57%) et Marseille (-60%) obtiennent la meilleure baisse d'impôt, tandis que Lille et Rennes (-37% chacun) et dans une moindre mesure Bordeaux (-18%) voient aussi leur situation s'améliorer. Le PSG réalise à lui tout seul 56% des 43 millions d'euros d'économies effectuées par tous les clubs de Ligue 1 concernés par le plafonnement. smate.fr 30.09

Il précise que l'AS Monaco n'est pas concerné puisqu'enregistré fiscalement à Monaco, un paradis fiscal !

ACTUALITÉ DU JOUR

Girouette sans direction.

Les électeurs portugais ont sévèrement sanctionné le Parti social-démocrate (PSD, droite) au pouvoir en raison de sa politique d'austérité, selon les premiers résultats partiels du scrutin municipal de dimanche.

Selon des résultats encore très partiels au niveau national, le Parti socialiste obtient nettement plus de 40%, alors que les sondages lui octroyaient 38%.

Le plan d'aide de 78 milliards d'euros accordé par le Fonds monétaire international et l'Union européenne a été accordé au Portugal en 2011 alors que les socialistes dirigeaient le pays, mais c'est le gouvernement PSD qui a dû appliquer les coupes budgétaires et hausses d'impôts réclamées par les créanciers internationaux. AFP 30.09

Ne cherchez pas une logique ou une quelconque trade de conscience politique dans les résultats de ces élections car il n'y en a pas, les travailleurs portugais se sont certes massivement abstenus ou ont voté blanc, on ne dispose toujours pas des chiffres définitifs, 41% s'étaient abstenus en 2009, notons simplement qu'une majorité d'entre eux qui avaient voté PSD en 2009 ont voté Parti socialiste en 2013, alors que c'est le Parti socialiste qui avait "négocié" avec le FMI et l'UE le plan d'austérité dont ils sont victimes quand il était au pouvoir en 2011.

C'est fou le nombre de travailleurs qui choisissent d'aller mourir au Qatar !

276 travailleurs népalais sur 370.000 sont morts en 2012 au Qatar, dont 75% de "*mort naturelle*" ! Il faut préciser que les Népalais (ou les Indiens) qui partent travailler au Qatar sont généralement jeunes et tous doivent être en bonne santé et en état de travailler, cela va de soi.

- Mondial de foot: le Qatar dément les accusations d'esclavagisme - AFP

Le coordinateur de la communauté népalaise au Moyen Orient, Narinra Bad, a affirmé qu'en 2013, 151 Népalais étaient décédés au Qatar, "*dont 15 sur leur lieu de travail*". Le reste, selon lui, sont décédés de mort naturelle ou dans des accidents de la route ou autres.

"*Pour toute l'année 2012, le nombre de morts parmi les Népalais au Qatar était de 276, dont 55, soit vingt pour cent, sont décédés sur leur lieu de travail*", a-t-il ajouté.

Il a affirmé que la situation des ouvriers népalais au Qatar était "*similaire à leur situation dans les autres pays du Golfe*".

"*Nous ne pouvons pas dire que les conditions de travail sont exemplaires, et les Népalais font face à des défis pour ce qui est du logement, des visas et des salaires*", a-t-il reconnu.

Dans la plupart des pays du Golfe, les ouvriers expatriés vivent dans des cités dortoirs, touchent des salaires assez bas et travaillent plusieurs mois de l'année dans des conditions climatiques extrêmes.

Une délégation internationale de syndicalistes se rendra le 7 octobre au Qatar pour "*constater les conditions de travail des migrants*", avait indiqué vendredi à l'AFP un des futurs participants à cette visite, Gilles Letort, de la Fédération nationale CGT des salariés de la construction. AFP 30.09

Ils vont envoyer au Qatar une délégation de pieds nickelés qu'ils vont balader...

Le PASOK mise sur le soutien du parti néonazi Aube dorée aux institutions.

"*Les scénarios sur des élections anticipées sont inexistants, ce serait dangereux pour l'économie et la stabilité politique et sociale du pays*", a dit M. Vénizélos (PASOK), vice-président du gouvernement et ministre des Affaires étrangères.

"*Personne ne peut provoquer une crise parlementaire*", a ajouté M. Vénizélos en soulignant qu'il ne croyait pas que les députés d'Aube dorée "*allaient oser démissionner*".

A la suite d'un rapport du ministre de l'Ordre public, Nikos Dendias, selon lequel l'action d'Aube dorée "*mine l'État de droit et porte atteinte aux droits de l'Homme, à la sécurité nationale et à la tradition démocratique*", une vaste enquête judiciaire est en cours depuis la semaine dernière.

"*Le gouvernement a la volonté de surmonter non seulement la crise mais aussi la crise des valeurs en Grèce*", a affirmé M. Vénizélos tout en déplorant "*le retard pris*" par les autorités d'agir contre cette formation. AFP 30.09

Au PASOK cela ne les gêne pas le moins du monde que la stabilité du régime repose sur la présence de députés néonazi au parlement. Au moins si on se demandait d'où ils tiennent leur légitimité, maintenant on le sait. Après ils prétendent avoir des "*valeurs*", représenter "*la tradition démocratique*", on comprend qu'avec de tels défenseurs elle soit en permanence piétinée.

Nous disions que les partis de l'Internationale socialiste jaune frayaient la voie au fascisme, à la dictature, aux pogroms, quand ils ne s'accommodent pas de la présence de partis ouvertement fascistes dans leur pays dont ils ont favorisé le développement et partagent la responsabilité de leurs crimes.

Coup foireux. Tartuffe gouverne en France !

- Chômage: les bons chiffres d'août amplifiés par un bug - AFP

Grosse déconvenue pour le gouvernement: Pôle emploi a révélé lundi qu'un grave bug chez SFR a largement contribué à gonfler le recul des inscrits en août qui, sans cet incident, aurait été moitié moindre.

"*En l'absence de ce dysfonctionnement*", la baisse d'août aurait été "*comprise entre 22.000 et 29.000*" pour les demandeurs d'emploi de catégorie A (sans activité), estiment Pôle emploi et le ministère du Travail.

Toutefois, cette baisse "*reste très significative*" et "*la plus importante depuis décembre 2007*", a réagi le ministère du Travail. AFP 30.09

Il semblerait qu'ils soient encore incapables de fournir un chiffre définitif, ce qui est pour le moins étonnant leurs services étant entièrement informatisés, à moins qu'ils en soient encore à la calculette ! Le ridicule ne tue pas, hélas !

Qui ne risque rien n'a rien !

Une réforme financière mondiale "***inachevée***"...

L'économie mondiale fait encore face aux "risques" d'une nouvelle faillite d'un géant bancaire cinq ans après la chute de Lehman Brothers aux Etats-Unis, regrette le Fonds monétaire international (FMI) dans un rapport paru lundi.

"*Il y a encore de nombreux établissements financiers d'importance systémique dont le champ d'action s'étend à l'ensemble du globe*", assure le Fonds dans ce rapport publié en prélude à ses prévisions économiques mondiales la semaine prochaine.

Cinq ans après la faillite du géant bancaire Lehman Brothers, étincelle de la crise, le Fonds note que les progrès sur la réforme financière mondiale restent "*inachevés*".

"*L'économie mondiale reste donc exposée aux risques qu'un de ces établissements financiers d'importance systémique fasse faillite*", écrit le Fonds. AFP 30.09

... qui profite à qui ?

Deux milliards de dollars. C'est la somme mirobolante que va gagner, mardi 1er octobre, le milliardaire américain Warren Buffett, cinq ans après avoir investit ses billes dans Goldman Sachs.

Tout commence le 27 septembre 2008, quelques jours après la faillite de Lehman Brothers, premier domino de la plus grave crise financière depuis le krach de 1929. Afin d'aider Goldman Sachs, star des banques d'affaires en difficulté, et redonner confiance aux investisseurs, Warren Buffett investit 5 milliards de dollars, sous la forme de warrants (bons de souscription), qui donnent à Berkshire Hathaway, son fonds d'investissement, le droit d'acheter 43,48 millions de dollars d'actions ordinaires de Goldman Sachs au prix de 115 dollars par action, et ce jusqu'au 1er octobre 2013.

En mars 2013, il annonce qu'il va transformer ces bons de souscription en actions de Goldman Sachs. Cette opération lui permet d'augmenter sa participation dans la banque, sans pour autant injecter de nouveaux capitaux.

Le montant de l'opération, qui arrive donc à échéance mardi, correspond au prix moyen de l'action Goldman Sachs sur les dix derniers jours précédant le 1er octobre, multiplié par 43,48 millions. Ainsi, Warren Buffet devrait obtenir une part dans la banque d'affaires correspondant à environ 2 milliards de dollars.

Trois ans plus tard, Buffett avait justifié cet investissement devant la commission d'enquête sur la crise financière en expliquant avoir parié sur le fait que Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale, et Henry Paulson, alors secrétaire au Trésor mais aussi ancien président de Goldman Sachs, "*feraient tout ce qu'il faudrait pour stabiliser l'économie*", et donc, entre autres, éviter que les grandes banques ne subissent le même sort que Lehman. lemonde.fr 30.09

On a lu plus haut que le FMI estimait que le risque existait toujours que d'autres banques connaissent le même sort que Lehman Brothers, et le journaliste enthousiaste à l'idée que l'économie mondiale était sauvée de conclure "*Pari réussi*", alors qu'en fait le rentier Warren Buffett démontre plutôt le contraire en ayant empoché 2 milliards de dollars après en avoir inverti 5 cinq ans plus tôt.

Il faudrait qu'on nous explique sur quoi repose un tel gain qui est entre deux et trois fois supérieur à la croissance mondiale au cours de cette période, cela représente également un profit de 8% par an en moyenne, auquel il faut ajouter la plus-value qui retourne en principe dans le circuit du capital, on ne voit pas comment un tel niveau de profit a pu être créé en moyenne, à moins

que ce soit une avance sur d'hypothétiques profits à venir, comme dans le cas des subprimes...

ACTUALITE EN TITRES

A bas le code du travail responsable du chômage s'écrient les néolibéraux !

- De l'air : 10 exemples qui font du code du travail une entrave à l'emploi - Atlantico.fr

Vivre pour travailler un point c'est tout !

- Travail dominical: en 2008, le PS s'opposait à la "*civilisation du supermarché*" - L'Express.fr

- Le dimanche, une passion française - Rue89

- Jacques Attali: Vive le dimanche - Slate.fr

Entre travail et esclavage...

- Entre travail et vie privée, une frontière de plus en plus floue - L'Express.fr

Briseurs de grève.

- Amazon délocalise en Europe de l'Est pour contourner les grèves en Allemagne - L'Expansion.com

Fanatisme religieux. Discrimination... au nom de l'égalité.

- Une salle de gym pour femmes crée la polémique - LePoint.fr

Le maire du Raincy, Eric Raoult, demande la fermeture de l'établissement pour des raisons de sécurité. La gérante dénonce un geste islamophobe. LePoint.fr 30.09

Bientôt ils imposeront des bus, des wagons, des places réservées à chaque sexe comme dans les régimes féodaux... A bas l'obscurantisme et le fanatisme religieux, le salafisme !

En Inde, en principe les femmes s'asseoient d'un côté de l'allée centrale du bus, les hommes de l'autre côté, sauf quand les rangées sont pleines d'un côté on a le droit de poser ses fesses de l'autre côté. Il ne faut pas toucher la main d'une femme, il faut éviter de la regarder dans les yeux, etc.

Au rebut. La régression ou décomposition sociale touche dorénavant tous les rapports.

- Les discriminations liées à l'âge sont en hausse régulière - LeMonde.fr

Merde, je deviens vieux ! En Inde ce n'est pas mieux, c'est même pire, normal.

En voilà un qui a compris dans quelle direction évoluait le capitalisme mondial.

- Le PDG de Cisco voit sa rémunération augmenter de 80% - AFP

Le PDG de l'équipementier en télécoms américain Cisco, John Chambers, va voir sa rémunération annuelle bondir de 80%, selon un document boursier publié lundi. AFP 30.09

Qu'est-ce qui le justifie ? Rien. Erreur, ils détiennent le pouvoir !

Acharnement sioniste

- La justice française lance une enquête contre l'oncle de Bachar al-Assad - Libération.fr

- Israël : la France sacrifie une diplomate - LePoint.fr

- Netanyahou veut mettre en garde Obama contre l'"*offensive de charme*" iranienne - LePoint.fr

- Iran. Pour les Israéliens, il faut contrer Téhéran - Le Nouvel Observateur

En famille : tous pour un, un pour tous, tous pourris !

- Enrico Letta peut-être sauvé par des dissidents du PDL - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le chef de la diplomatie syrienne a dénoncé lundi à la tribune des Nations unies l'"invasion" de son pays par des "*terroristes étrangers*" issus de plus de 83 pays, établissant un parallèle avec les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

"*Les habitants de New York ont assisté aux dévastations du terrorisme et se sont brûlés au feu de l'extrémisme et du bain de sang, tout comme les Syriens aujourd'hui dans leur pays*", a déclaré Walid al Moualem devant l'Assemblée générale annuelle des Nations unies.

"*Comment certains pays, frappés par le même terrorisme que nous subissons aujourd'hui en Syrie, peuvent-ils affirmer se battre contre le terrorisme partout dans le monde tout en lui apportant leur soutien dans mon pays ?*", a-t-il dit en rejetant l'idée selon laquelle il existerait un courant modéré de la rébellion syrienne que les pays occidentaux disent vouloir appuyer.

"*Les affirmations sur l'existence d'activistes modérés et d'activistes extrémistes sont une plaisanterie de mauvais goût. Le terrorisme c'est le terrorisme, un point c'est tout. On ne peut pas le diviser en une aile modérée et une aile extrémiste*".

L'orateur a aussi fait référence aux images d'horreur mises en ligne il y a quelques mois sur internet montrant un insurgé dévorant, apparemment, le coeur éviscéré d'un soldat loyaliste.

"*Des scènes de meurtre, de massacre et de coeurs humains dévorés par des hommes ont été diffusées à la télévision sans émouvoir les consciences. Des têtes de civils innocents ont été rôties pour avoir tout bonnement bafoué l'idéologie extrémiste et les positions déviantes d'Al Qaïda*".

Il a poursuivi : "*En Syrie (...), il existe des assassins qui démembrent des corps humains encore vivants et envoient ces parties à leur famille parce qu'il s'agit simplement de citoyens qui défendent une Syrie unie et laïque*".

Le ministre syrien des Affaires étrangères a déclaré par ailleurs que son gouvernement respecterait ses devoirs découlant de l'adhésion de Damas à la Convention internationale sur les armes chimiques proscrivant l'usage de ces dernières.

Mais il a répété que ce sont les insurgés, et non les forces fidèles au président Bachar al Assad, qui ont eu recours à des gaz de combat.

"*Des terroristes, qui ont utilisé des gaz toxiques dans mon pays, ont reçu des agents chimiques de la part de pays de la région et occidentaux bien connus de nous tous*", a-t-il dit. Reuters 30.09

1.2- Les ministres iranien et syrien des Affaires étrangères se sont entretenus, en marge de la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, des questions intéressant les deux parties, et, notamment, de la crise syrienne.

Selon l'IRNA, lors de cette rencontre Mohammad-Jawad Zarif et Walid Al-Mouallem se sont entretenus des évolutions les plus importantes de la région, et, notamment, des voies pouvant conduire au règlement de la crise syrienne, ainsi que de l'adhésion de ce pays au Traité de Non-prolifération des armes de destruction massive, (TNP), avant de mettre l'accent sur la tenue, le plus tôt possible, de la Conférence de Genève II, avec la participation des représentants de Damas et des groupes d'opposition. Les

deux parties ont demandé, également, le règlement de la crise, par les voies diplomatiques. french.irib.ir 29.09

2- Moyen-Orient

Les Etats Unis d'Amerique réapprennent aux peuples du Moyen-Orient la nouvelle géographie de leur région en publiant dans les colonnes de New York Times une "*nouvelle carte de la région*". Le Moyen Orient rêvé par les Etats Unis est composé de 14 pays issus de la dislocation de 5 pays le composant à l'origine. Suivant donc les stratèges américains, " *la Syrie se divisera au moins en trois entités, selon les divisions ethno-confessionnelles. les trois entités auront respectivement une identité alaouite, kurde et sunnite . Les alaouites contrôleront, fidèles à la tradition en vigueur depuis des décennies les régions côtières de la Syrie. Les kurdes syriens s'en sépareront pour rallier avec les kurdes irakiens. L'entité sunnite pourrait aussi faire sécession du reste de la Syrie et se fusionner avec les provinces sunnites irakiennes*".

Le journal s'intéresse ensuite à l'Irak à proprement parler : " *Les kurdes du nord de l'Irak rejoindront les kurdes syriens . les sunnites du centre de l'Irak se rallieront aux sunnites syriens et le sud de l'Irak sera exclusivement chiite*" mais le journal n'oublie pas non plus la Libye qu'il place au cœur du Moyen Orient à naitre : " *En raison des rivalités régionales et tribales très intenses n la Libye peu se diviser en deux entités historiques, Tripolitaine et Cyrénaïque avec un troisième pays, Fezzan*" le journal n'oublie évidemment pas l'Arabie saoudite où " *il y a depuis très longtemps des divergences internes (ndlr : depuis que les Etats Unis s'y sont intéressés) et cette question pourrait en cas du transfert du pouvoir à la prochaine génération des princes des Saoud être résolue. En fait, les divergences tribales, les divergences sunnito chiites et les défis économiques menacent l'intégrité territoriale de ce pays"*.

NY Times s'intéresse ensuite au Yémen et écrit : " *un référendum aura lieu dans le sud du Yémen et puis ce pays arabe le plus pauvre sera scindé en deux. une partie ou tout le sud du Yémen pourrait rejoindre l'Arabie Saoudite.*" Et le journal finit cette analyse en beauté en annonçant la raison de tous ces changements géographiques et géostratégiques : " *l'Arabie saoudite commerce avec le monde extérieur via la mer et un accès direct à la mer d'Arabie réduira la dépendance de ce pays (gros producteur du pétrole) au Golfe persique et neutralisera en grande partie le pouvoir de nuisance de l'Iran qui menace de fermer le détroit d'Hormuz*". french.irib.ir 30.09

3- Iran

3.1- Après les déclarations plus ou moins "*récidivistes*" de la conseillère d'Obama pour la sécurité nationale, Susan Rice qui affirme qu'Obama " *n'a jamais reconnu à l'Iran le droit à l'enrichissement*", voici les déclaration du secrétaire Kerry qui contredit Mme Rice. Au cours d'un entretien accordé à CBS news, John Kerry s'est arrangé du côté de Rohani qui estime "*possible*" une entente avec les américains dans trois à six mois à venir : " *Et cette entente pourrait ne pas se réduire au nucléaire. Elle pourrait être un accord sérieux et global entre l'Iran et les Etats Unis* ". " *De bonnes relations diplomatiques avec l'Iran autour du nucléaire pourrait accélérer le processus de la normalisation des liens et améliorer les relations de part et d'autre*".

Kerry n'a pas oublié non plus la question des sanctions et en miroitant une levée des sanctions "qui pourrait effectivement avoir lieu" a affirmé : " *Si les Etats Unis et l'Iran parviennent à un accord , les sanctions pourront aussi être levées*". Selon les analystes, la levée des sanctions promises par Washington est difficielemnt rélaisable dans la mesure où une grande partie des mesures prises contre l'Iran ont la force de loi. french.irib.ir 30.09

3.2- A quelques heures de son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, Netanyahu a affirmé à la presse qu'il n'hésiterait pas de se dissocier de toute initiative diplomatique si les négociations nucléaires avec l'Iran n'aboutissent pas à l'arrêt du programme iranien".

Ces déclarations qui donnent plus que jamais à Netanyahu l'allure d'un guerrier "*décalé*" ne semblent pas pouvoir convaincre une presse israélienne très hostile qui reproche à l'intéressé son aveuglement stratégique, son incapacité à voir venir les changements stratégiques d'envergure. Arouzt Sheva, rapporte ne ce sens les propos de Moshé Figilin, lé député de la Knesset qui tout en fustigeant Netanyahu affirme : " *la politique iranienne de Netanyahu s'est effondrée et la légitimité d'éventuelles frappes US contre l'Iran n'est plus. je dirai même que la définition même de la menace nucléaire iranienne ne tient plus*". Pour ce député, " *les efforts de Netanyahu destinés à internationaliser la crise nucléaire iranienne sont condamnés d'avance. Au lieu de faire face lui même à al menace iranienne, Netanyahu a évoqué ce sujet à l'échelle internationale mais le contexte international a changé et avec la nouvelle perspective des liens irano occidentaux, une action militaire anti iranienne n'est plus d'actualité.*". " *L'un des impacts de la défaite de la politique iranienne de Netanyahu est qu'on parle aujourd'hui davantage de Dimona que de la centrale iranienne de Bouchehr et ceci signifie l'effondrement thématique de la politique iranienne de Netanyahu*".

Mais Aroutz sheva n'est pas seul à fustiger " Bibi" : J Street est une conférence annuelle où se rassemblent les partisans inconditionnels d'Israël mais J Street de cette année s'est transformé à un chœur de voix hostiles à Netanyahu. Selon Yediot Ahoronot, Zahwa Gaelon , chef du marti Meretz s'est réjoui de la perspective d"une amélioration des relations entre Téhéran et Washington " estimant qu'il s'agit là d'un pas franchi vers un Iran sans nucléaire . " *Il est grand temps de Netanyahu cesse de faire le moral à la communauté internationale et de s'intéresser davantage aux problèmes domestiques d'Israël* ". Haaretz cite Shelly Yachimovich, chef du parti travailliste et orateur de cette même réunion : Israël se doit de prêter attention aux messages de Téhéran et essayer les voies diplomatiques et une fois ces voies essayées parler de " *toutes les options sont sur la table*". "

J'invite surtout Netanyahu à s'intéresser davantage à la question palestinienne".

Que montre l'ensemble de ces commentaires ? La crédibilité des arguments avancés par Netanyahu est bien mise en cause par les israéliens eux mêmes. En effet les efforts de Netanyahu pour faire de l'Iran le principal problème des israéliens, de vouloir fuir toutes les autres difficultés au nom de la menace iranienne commencent à prendre de l'eau. french.irib.ir 30.09

4- Venezuela

Le président du Venezuela Nicolas Maduro a ordonné, lundi 30 septembre, l'expulsion de trois diplomates de l'ambassade des Etats-Unis à Caracas, accusés de sabotage économique et électrique menés avec l'opposition. "*Ils ont 48 heures pour quitter le pays. (...) Yankees go home !*", a déclaré le président dans un discours public.

Nicolas Maduro a accusé les diplomates de s'être réunis "*avec l'extrême droite vénézuélienne*" afin de "*la financer et de mener des actions pour saboter le système électrique et l'économie*" du pays. "*Peu importe les actions qu'entreprend Barack Obama ! Nous ne permettrons pas qu'un gouvernement impérialiste (...) stoppe les entreprises, coupe l'électricité pour éteindre tout le Venezuela*", a-t-il lancé.

Le Venezuela a été le théâtre début septembre d'une gigantesque panne d'électricité, que les autorités ont mis sur le compte d'un "*sabotage*". Le pays souffre également de pénuries alimentaires et de produits de consommation courantes, le gouvernement accusant l'opposition – et ses alliés américains – de spéculer afin de tenter de le discréditer.

En mars, deux attachés militaires américains à Caracas avaient été sommés de quitter le pays, déjà sous le coup d'accusations de conspiration contre le gouvernement, héritier de l'ancien président Hugo Chavez, décédé le 5 mars. En représailles, Washington avait renvoyé deux diplomates vénézuéliens quelques jours plus tard. Etats-Unis et Venezuela n'ont plus d'ambassadeurs respectifs depuis 2010.

En parallèle de ces expulsions, et alors que le gouvernement tente de pallier les pénuries dont souffre le pays, l'Etat vénézuélien a lancé une procédure administrative contre la chaîne de télévision privée Globovision pour avoir diffusé un reportage qualifié de potentiellement "angoissant" pour la population. Ce week-end, Nicolas Maduro avait demandé au parquet général de "*punir*" les médias provoquant des "*achats compulsifs*".

Diffusée dimanche, une émission du programme Caso de investigación "*a présenté des informations liées à la pénurie supposée [...] de véhicules comme de produits alimentaires dans le pays*", a déclaré le directeur de la Conatel, qui régit les médias vénézuéliens. Si le "*délit de provocation à l'anxiété*" était constitué, la chaîne encourrait une amende représentant jusqu'à 10 % de ses revenus bruts.

Il s'agit de la première procédure administrative à l'encontre de Globovision depuis son rachat en début d'année par des actionnaires locaux proches des milieux boursiers et du secteur des assurances, qui, selon l'opposition, sont liés à de hautes figures du pouvoir en place. Suite à ce rachat, la chaîne avait "*recentré*" sa ligne éditoriale et s'était séparée de plusieurs animateurs et journalistes trop critiques vis-à-vis du gouvernement. Présente à l'antenne depuis 1994, Globovision, dernière chaîne d'opposition à grande écoute au Venezuela, est coutumière des amendes et procédures administratives, et a plusieurs fois été menacée de fermeture par l'ancien président Hugo Chavez. lemonde.fr 30.09

SOCIAL

Grande-Bretagne

Les chômeurs britanniques de longue durée seront désormais obligés de faire des travaux d'intérêt général pour ne pas risquer de perdre leurs indemnités, a annoncé lundi le ministre des Finances conservateur, George Osborne. «*Personne ne recevra quelque chose sans contrepartie*», a lancé le chancelier de l'Échiquier au cours du congrès annuel du parti conservateur à Manchester, dans le nord de l'Angleterre. «*Pour la première fois, tous les chômeurs de longue durée qui sont capables de travailler devront faire quelque chose en échange de leurs allocations et afin qu'on les aide à trouver un emploi*», a-t-il ajouté.

A partir du mois d'avril, début de la prochaine année budgétaire, les chômeurs de longue durée devront consacrer 30 heures par semaine à des travaux d'intérêt général (ramasser les poubelles dans la rue, cuisiner pour les personnes âgées ou travailler dans une organisation caritative...) ou se rendre tous les jours dans leur Agence pour l'emploi. Les chômeurs souffrant d'alcoolisme ou analphabètes seront de leur côté aidés.

Les demandeurs d'emploi qui contreviendraient une première fois à ces nouvelles règles perdraient quatre semaines d'indemnités chômage. Une deuxième infraction entraînerait la perte de trois mois d'indemnités.

Baptisé «*Help to Work*», ce nouveau dispositif concernera tous les chômeurs n'ayant pas retrouvé d'emploi après deux ans au sein du programme gouvernemental de soutien et de formation. Cette nouvelle mesure rentre dans le cadre de la réforme globale des aides sociales par le gouvernement de David Cameron, qui juge qu'un système trop généreux n'incite pas les Britanniques à travailler. AFP 30.09

ECONOMIE

Espagne

La dette publique de l'Espagne, qui ne cesse de gonfler depuis le début de la crise en 2008, frôlera les 100% du PIB en 2014, des chiffres bien supérieurs aux prévisions précédentes malgré un budget 2014, présenté lundi au parlement, toujours empreint de rigueur.

Alors que la dette espagnole était de 40,2% au moment de l'explosion de la bulle immobilière en 2008 et avait encore fini 2011 à un niveau relativement bas en Union européenne (68,5% du PIB), elle a explosé depuis. Elle est passée à 85,9% fin 2012 et à 92,2% fin juin 2013, alors que le précédent budget du gouvernement conservateur prévoyait une dette de 90,5% pour fin 2013.

Le gouvernement table désormais sur une dette de 94,2% du PIB cette année et de 99,8% à la fin 2014. Il anticipe des besoins bruts de financement de 243,888 milliards d'euros pour 2014 contre 207,173 en 2013, soit une hausse de 17,7%.

En termes budgétaires, les intérêts de la dette en 2014 devraient s'élever à 36,590 milliards d'euros, soit 3,49% du PIB.

L'Espagne, qui a dû recourir à un sauvetage pour ses banques en 2012.

La rigueur reste de mise et commence à porter ses fruits, a assuré Cristobal Montoro, le gouvernement espérant ramener, comme promis à l'Union européenne, son déficit public à 6,5% du PIB en 2013 puis à 5,8% en 2014.

La potion reste amère socialement avec 150 milliards d'économies programmées entre 2012 et 2014, notamment pour les fonctionnaires et les retraités. En 2014, les 2,6 millions d'employés administratifs verront leur salaire gelé pour la quatrième année consécutive.

Le gouvernement, qui avait fait du maintien du pouvoir d'achat des plus de 9 millions de retraités une promesse, a prévu de désindexer de la hausse des prix les pensions de retraite. Elles augmenteront de 0,25% en 2014 pour une inflation de plus de 2% en moyenne depuis le début de l'année. AFP 30.09

Haut de page

Le 2 octobre 2013

CAUSERIE

Je suis en train de formater les adresses des nouveaux articles que je vais mettre en ligne dans 30 à 40 minutes. Il est 16h50 heure locale, 3h30 de moins en France.

13.300 connexions au portail en septembre et 28.110 téléchargements, bravo à vous ! Continuons le combat !

Ouf !

842 millions de personnes ont encore souffert de faim chronique au cours de la période 2011-2013.

La grande majorité des personnes qui souffrent de la faim, soit 827 millions d'entre elles, vivent dans des pays en voie de développement, notamment Asie du Sud, où elles sont le plus nombreuses, et en Afrique, dont un habitant sur cinq ne mange pas à sa faim. AFP 01.10

Quel soulagement, n'est-ce pas !

Ici en Inde où je vis depuis près de 20 ans, on ne voit pas des hommes, des femmes ou des enfants squelettiques ou en train de crever comme des chiens dans la rue comme en Afrique. Il y a plus un problème de sous-alimentation et d'hygiène, de pauvreté.

Quand on pense à nos malheureux amis Africains on a mal au bide, on a les tripes qui se nouent, on ne peut plus bouffer, ça nous monte au cerveau, on a envie d'exploser et de prendre les armes pour mettre fin à cette horrible injustice, mais ce ne serait pas la bonne solution, pas encore, il faut être patient.

A l'ONU ils comptent les centaines de millions de miséreux à travers le monde comme ils comptent les millions de tonnes de soja ou de maïs, d'acier ou de barils de pétrole. Comment comprendre qu'il y en a encore pour s'en remettre à cette institution infâme, criminelle ? Qu'ont-ils vraiment dans le cerveau, qu'ont-ils dans le coeur, une pierre, le coeur à gauche, la raison à droite, un oeil attendri et larmoyant penché sur la misère du monde et l'autre sur leur compte en banque ou leur petit confort matériel, leur statut social. On n'en voudra pas aux travailleurs ou aux militants évidemment, mais à leurs dirigeants.

ACTUALITE EN TITRES

Un aveu ou un scoop !

- Bercy admet que l'âge effectif de départ à la retraite va augmenter - Francetv info

Vive le front unique !

- Une majorité d'élus "*berlusconiens*" contre la chute de Letta - Reuters

Tant va la cruche à l'eau

- Travail du dimanche : les tergiversations du gouvernement - LeMonde.fr

- Roms, diesel, réforme pénale : quand Ayrault recadre sa majorité - Francetv info

- Les députés PS en ont ras le bol des couacs - LeFigaro.fr

- Les écolos appellent le gouvernement à revoir sa "*feuille de route*" - AFP

- Eva Joly : «*Duflot doit comprendre que le pouvoir se partage*» - LeParisien.fr

... qu'à la fin elle se casse !

- Hollande, un président de plus en plus "maxi-énervé" - L'Express.fr

- François Rebsamen accuse les écologistes d'être des «partenaires agaçants» Liberation.fr -

- Roms : ambiance «*pourrie*» en vueau Conseil des ministres LeFigaro.fr

- Travail dominical: l'UMP est divisée sur l'idée d'une nouvelle loi - L'Express.fr

- Le parti de Silvio Berlusconi menacé d'éclatement - Reuters

Enfin la croissance... du chômage !

- Le chômage en Italie revient à son pic du mois de mai, à 12,2% - Reuters

Enfin la démocratie !

- La torture est répandue dans les prisons libyennes, selon l'Onu - Reuters -

- Près de 1 000 morts en septembre dans les violences en Irak - LeMonde.fr

Il n'y a que les responsables qui ne sont pas en fuite...

- Nouvelle fuite d'eau radioactive à Fukushima - Reuters

Monstrueuse perspective.

- Dix milliards d'humains en 2050, selon l'INED - LeMonde.fr

Syrie en titre

- La Russie doute d'une conférence sur la Syrie mi-novembre - Reuters

Le sionisme ou la haine.

- Syrie : victoire de la barbarie - LePoint.fr

- Laurent Fabius dénonce les persécutions contre les chrétiens d'Orient - Liberation.fr

- Syrie : HRW dénonce les attaques du régime contre les écoliers - LePoint.fr

- Israël : un Iran nucléaire serait aussi dangereux que "*cinquante Corée du Nord*" - LePoint.fr

Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, a affirmé mardi que son pays était prêt à agir "*seul*" pour empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. LePoint.fr 01.10

- Israël se dit prêt à agir "*seul*" pour empêcher l'Iran d'avoir la bombe nucléaire - Francetv info

- Rien ne justifie qu'on baisse la garde face à l'Iran - Le Nouvel Observateur

- Nucléaire : le ton se crispe entre Washington et Téhéran - Le Point.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Dans la poubelle du vieux monde. La faim dans le monde recule de pair avec la pauvreté, dixit l'ONU.

Les Etats-Unis vont ouvrir le premier magasin uniquement fourni en nourriture périmée

Un nouveau magasin aux prix très bas ouvrira à Boston en 2014, il a pu acheter des produits dont la durée de vie utile vient d'expirer, mais qui sont toujours commestibles.

On pourra y trouver principalement du chocolat, des pétales de maïs, des yaourts, du lait, des œufs, des légumes ainsi que des fruits. Le projet de l'homme d'affaires Rauch Doug appelé «*Le tableau quotidien*» («La Table Daily»), est un hybride de supermarché et de restaurant, car il proposera également un service de cuisine qui vous proposera soupes, salades et plats mijotés avec produits préparés qui sont habituellement rejetées.

L'idée d'ouvrir un magasin de ce type vient du grand nombre de gens qui jettent la nourriture à la poubelle tous les jours. Un rapport de 2012 a révélé que les consommateurs jettent jusqu'à 40% de sa nourriture.

La semaine dernière, un nouveau rapport détaillé revient sur la futilité des dates d'expiration des denrées alimentaires. Les chercheurs ont conclu que l'étiquette avec la date indiquée amène les consommateurs à se tromper et à considérer que nombre d'aliments sont avariés alors qu'ils sont parfaitement propres à la consommation.

Rauch estime également que de nombreux repas bon marché qui sont disponibles sont souvent insalubres. Pour cette raison, le

projet visera à fournir de la nourriture saine et pas chère aux clients. Par exemple, 4,5 litres de lait coûteront 1 $.

Comme prévu, le premier supermarché avec des produits périmés s'ouvrira dans une banlieue ouvrière de Boston. Source: Actualidad.rt - wikistrike.com 30.09

Quelle généreuse intention ! Et dire qu'on faisait un procès d'intention au capitalisme en lui prêtant un visage inhumain, on en aurait presque honte, presque...

Qui est subordonné à qui ou à quoi ?

Attaquer l'Union européenne ne sert strictement à rien, c'est aux institutions de la Ve République et ses partis qu'il faut s'attaquer, c'est notre position et elle est justifiée.

Qui décide pour qui ? Question insuffisante. Qui décide de se subordonner à qui ? C'est déjà plus précis.

Le gouvernement et le parlement acceptent de se plier au diktat de Bruxelles, de voir spolier son pouvoir politique au profit d'une institution suprantationale, non élue, antidémocratique, qui représente les intérêts des banquiers et des multinationales, applique la politique néolibérale de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Ainsi Hollande et son gouvernement, le Parlement acceptent d'incarner ces intérêts contre ceux des travailleurs, ils ne peuvent donc pas prétendre les représenter, encore moins figurer dans leur camp, ce sont leurs ennemis, point barre, ce n'est pas discutable ou négociable, ni compromis ni collusion ou collaboration, relations avec nos ennemis, toute autre attitude reviendrait à figurer dans leur camp, à oeuvrer contre les intérêts des travailleurs, non, il n'existe pas de demi-mesure en la matière.

- C'est inédit au Parlement français. Pour la première fois, nos élus vont être sous l'œil de Bruxelles pendant toute la procédure budgétaire qui vient de s'ouvrir. Bénéficiaire d'un sursis de deux ans pour atteindre la limite des 3% de déficit, Paris va devoir prouver à la Commission européenne qu'elle est en bon chemin pour remettre ses comptes d'équerre. L'affaire est prise très au sérieux : Pierre Moscovici en personne a apporté sa copie à Bruxelles le jeudi 26 septembre, lendemain de la présentation en Conseil des ministres.

Un nouveau texte au nom barbare, « *two-pack* » est entré en vigueur. Désormais, les équipes du Commissaire à l'économie Olli Rehn peuvent demander à chaque membre de la zone euro de rectifier son budget, avant même que celui-ci soit voté par les élus nationaux. Depuis quelques jours, trois experts travaillent à plein temps sur les chiffres hexagonaux. « *On est à fond et eux aussi* », précise un Bercy boy.

« *La Commission est comme un notaire qui vérifie que les engagements pris sont bien tenus, observe l'euro député conservateur Alain Lamassoure, par exemple qu'il y a bien une réduction effective des dépenses, et pas une moindre augmentation.* » La pression politique est forte : la Commission publiera un rapport courant novembre. « *Comme c'est la première fois, elle va vouloir marquer son territoire* », prévoit un conseiller ministériel, pour qui certains parlementaires vont tomber de haut. Ce n'est pas le cas de Christophe Caresche, député socialiste, membres des commissions des finances et des affaires européennes. Lui s'étonne, en revanche, d'un « *problème de synchronisation. Le rapport arrivera au moment où on aura bien avancé dans nos travaux* ». Pour l'élu, l'affaire, « *qui se joue entre Bercy et Bruxelles, est opaque. Sans doute, parce que le gouvernement ne veut pas donner l'impression d'être sous tutelle* ». Economiste au think tank Bruegel, Nicolas Véron relativise. « *La Commission est là pour rappeler des vérités pas toujours agréables à avaler. Mais celles-ci tiennent davantage du gros bon sens que de l'idéologie austérienne* ».

Source : Challenges - wikistrike.com 01.10

Le "***refus de la marchandisation du corps et de respect de l'autre***" commence par l'abolition du capitalisme, puis de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le PS entend criminaliser essentiellement des femmes, qui pour cause de difficultés pour s'insérer dans la société, la pauvreté ou le dénuement qui les frappent, en arrivent à se prostituer, alors que le PS (tous les partis institutionnels) est responsable de cette situation en tant que gestionnaire de la société, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire ne changeant rien puisqu'il soutient en permanence le régime en place depuis un siècle.

Si on devait appliquer le principe du "*refus de la marchandisation du corps et de respect de l'autre*", on devrait commencer par abolir le capitalisme et tous les partis qui le représentent dont le PS notamment, on pourrait ajouter qu'en guise de Prostitution Sociale ce parti est sans doute le mieux placé.

Les travailleurs sont obligés de vendre leur force de travail pour survivre aux conditions qui leur sont imposées par les capitalistes ou leur Etat sans que ces derniers se soucient le moins du moins du monde du "respect" de leurs besoins ou aspirations légitimes.

Les travailleurs sont donc victimes des mêmes rapports que rencontrent les prostituées, ni les uns ni les autres ne les légitimant, ils les subissent.

Quant aux clients des prostituées que le PS, dans l'incapacité de sublimer ou de refouler leurs pulsions sexuelles naturelles, placés dans une situation où ils sont dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins sexuels avec une partenaire consentante du fait qu'elle leur fait défaut, ils optent pour une solution de rechange qui va en faire des criminels aux yeux du PS et tout ce que compte de frustrés ou de mal baisées de gauche, d'extrême gauche, la bande de réactionnaires habituels qui va soutenir son initiative.

Les clients des prostituées ne souffrent pas de désordres psychiques, ce ne sont pas des malades mentaux, mais seulement des hommes, mettons de côté les pervers qui sont un cas à part ou qui ont un sexe à la place du cerveau ou lui accorde une place démesurée dans leur vie, genre DSK qui est plus proche du bonobo que de l'homo sapien.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, ils n'existent aucune liberté dans leur société dirigée par des psychopathes en tous genres, névrosés, psychotiques, schizophrènes, paranoïaques, hystériques, mégalomanes, dictateurs, et tous les rapports qui existent nous sont imposés, sont subits en réalité, ils sont calqués sur les rapports entre les classes à la base du régime capitaliste entre exploiteurs et exploités, qui se traduit par dominants et dominées, et par extension par puissants ou forts et faibles, supérieurs et inférieurs, et par un coup de force législatif ou institutionnel par légitime et illégitime, légal et illégal.

Maintenant qu'un homme ne puisse pas résister à la pression de ses pulsions sexuelles et décident de les satisfaire en passant par une prostituée, aura sur le plan clinique ou social un comportement comparable à une personne atteinte de désordre psychique sans pour autant en faire un malade mental répétons-le ou un détraqué sexuel.

C'est comme s'ils avaient décidé de criminaliser toutes les personnes atteintes de déséquilibres mentaux ou victimes de leur incapacité à gérer les rapports au monde extérieur qui leur ont été imposés et qu'ils ont intériorisés au point de le percevoir d'une manière si déformée, qu'il leur est devenu impossible de vivre dans la société et d'assumer leurs pulsions ou besoins. On peut ajouter que dans leur société, la perception que l'homme a de lui-même, aux autres hommes, aux femmes, est complètement pervertie ou faussée du fait de l'existence des classes qui lui ou leur impose des rapports spécifiques qui ne correspondent pas à leur nature, aux conditions nécessaires pour qu'ils s'épanouissent.

Dans leur société en pleine décomposition, la satisfaction du besoin sexuel est liée à des rapports affectifs qui dans bien des cas n'existent pas parce que les hommes et les femmes se retrouvent à vivre seuls. Même lorsqu'ils vivent en couple, cela constitue une violation de la nature biologique de l'homme et de la femme que de vouloir leur interdire d'avoir des rapports sexuels en dehors de leur couple, car les pulsions sexuelles sont avant tout de nature biologique et non sociale, qu'elles soient orientées ou maîtrisées et prennent une connotation sociale ou remplissent une fonction sociale ne leur ôte pas pour autant leur caractère biologique ou naturel qui prédomine chez l'homme et la femme.

La société divisée en classes sociales, les classes dominantes successives et les religions ont édicté des règles imposant des rapports spécifiques aux hommes et aux femmes en violation avec ce principe naturel qu'ils n'ont eu de cesse de réprimer violemment. Tout comme les rapports entre les classes qu'ils ont imposés par la force, les hommes et les femmes n'ont pas eu d'autres choix que de se conformer à ce modèle de rapports. Rapports qu'il était d'autant plus facile d'imposer quand le sort des femmes dépendaient des hommes qui seuls travaillaient, et chez les paysans c'était l'obscurantisme religieux qui s'imposait encore plus brutalement. Sauf que depuis que le capitalisme est entré dans la phase finale de sa crise, ce sont tous les rapports qu'il a façonnés au cours de son développement ou qu'il avait maintenus ou adaptés à ses besoins qui ont tendance à se disloquer, rendant encore moins tenables l'existence des rapports entre les sexes qui s'étaient maintenus par la force d'inertie de l'histoire ou du passé.

Les couples étaient maintenus artificiellement en vie selon le principe qu'on était uni pour le meilleur et pour le pire, et que l'affection et l'attirance réciproque qui existaient au moment de formation d'un couple devaient durer et traverser toutes les tourmentes qu'il traverserait tout au long de son existence, qu'un homme et une femme, mais c'est valable pour deux personnes du même sexe, connaîtraient forcément la même évolution tandis que leurs rapports demeureraient figés, insensibles aux caprices du temps et de leurs expériences respectives, la manière dont ils les interprèteraient, bref, absolument rien, imperturbablement rien ne devrait remettre en cause l'affection et l'attirance qu'ils se portaient au départ, certains le prétendent hypocritement, or l'homme ou la femme, la société, le monde, la nature, l'univers, rien ni personne ne se comporte de cette manière, cette interprétation s'inscrit en totale contradiction avec le processus dialectique qui régit leur comportement.

Les procureurs de droite comme de gauche qui s'attaquent à l'ensemble de la population ou une de ses couches en particulier sont des réactionnaires. J'ai écris de droite et gauche, non pas que le PS serait de gauche, mais parce qu'ils sont à mettre dans le même sac... à merde ! Excusez-moi, cela soulage, marre de ces relents réactionnaires quasi-quotidiens.

- Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a décidé mardi de déposer prochainement une proposition de loi visant à abolir la prostitution, en abrogeant le délit de racolage public et en sanctionnant les clients par une contravention.

"*L'achat de services sexuels est une violence faite aux personnes prostituées, qui sont à 85% des femmes. Il n'est pas*

compatible avec les valeurs d'égalité, de refus de la marchandisation du corps et de respect de l'autre qui sont les nôtres", écrit le PS dans un communiqué.

De nombreuses associations réclamaient l'abrogation du délit de racolage passif institué le 18 mars 2003 et pénalisant "*le fait par tout moyen, y compris par une attitude même passive, de procéder publiquement au racolage d'autrui en vue de l'inciter à des relations sexuelles en échange d'une rémunération*".

Le futur texte vise à améliorer les mesures de protection et de réinsertion en faveur des personnes prostituées, en abrogeant le délit de racolage public et en leur facilitant l'accès à un titre de séjour, à un soutien financier et à un logement.

Il a aussi pour objet de réduire la demande d'achat de services sexuels en sanctionnant les clients par une amende de 1.500 euros maximum. (En réalité, ils encouragent le viol. - ndlr)

Plusieurs pays pénalisent le recours à la prostitution comme l'Islande, la Norvège et la Suède. D'autres, comme la Grande-Bretagne ou la Finlande, pénalisent les clients de prostituées victimes d'exploitation.

Selon un rapport rédigé par Maud Olivier, environ 20.000 personnes se prostituent en France, dont 85% de femmes. Reuters 01.10

Quelles "*valeurs d'égalité*" quand il existe un chômage de masse, 10 millions de pauvres ? A bas le PS !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

La Maison blanche a ordonné lundi la fermeture partielle des services d'un Etat fédéral américain privé de budget, une première depuis dix-sept ans et le résultat de trois ans de divisions entre le Congrès et Barack Obama.

C'est la première fois depuis l'hiver 1995-96 qu'intervient une telle fermeture des services fédéraux, qui pourrait mettre un million de fonctionnaires au chômage technique.

Le Congrès, divisé entre une Chambre des représentants à majorité républicaine et un Sénat majoritairement démocrate, avait jusqu'à minuit heure de Washington (mardi 04h00 GMT) pour s'entendre sur un budget, même provisoire, mais aucun compromis n'a émergé.

Poussés par leur aile droite, les républicains insistaient pour inclure dans la loi de finances une clause retardant la mise en oeuvre de la réforme de l'assurance-maladie, l'emblématique "*Obamacare*" intouchable aux yeux du président et des démocrates.

En fin d'après-midi, Barack Obama s'est adressé aux journalistes pour évoquer les conséquences d'une fermeture des services fédéraux et dénoncer une nouvelle fois l'attitude du camp républicain poussé selon lui par "*sa droite extrême*", allusion au mouvement ultraconservateur du Tea Party qui fait campagne depuis trois ans contre le président, sa réforme de l'assurance-santé et le gouvernement fédéral.

L'enjeu politique est particulièrement important pour le Parti républicain qui tentera l'an prochain de reprendre le contrôle du Sénat. Les sondages montrent qu'ils seront probablement davantage tenus pour responsables de ce 'shutdown' que les démocrates.

"*Il y aura un gagnant et un perdant*", prédit le sondeur Peter Brown. "*Obama et les démocrates ont un léger avantage.*"

Pour le stratège républicain John Feehery, il est surtout étonnant que la crise n'ait pas éclaté plus tôt. "*Nous avons un gouvernement divisé avec des vues diamétralement opposées. Il fallait une crise pour obtenir quelque résultat*", a-t-il dit.

Devant les journalistes, Barack Obama a voulu rassurer la population en déclarant qu'en cas de 'shutdown', le courrier serait toujours distribué, les prestations sociales, aux pauvres et personnes âgées notamment, continueraient d'être versées mais il a averti qu'une fermeture des services gouvernementaux aurait un "*impact économique très réel sur les gens*".

A l'attention des républicains, le président a souligné que la réforme du système de santé prendrait effet ce mardi comme prévu, quelles que soient les tentatives de l'opposition.

Les Américains sont divisés sur la question de savoir s'il faut lier le financement de la réforme de la santé à celui des activités gouvernementales, mais ils sont plus nombreux à penser que la paralysie budgétaire est imputable aux républicains (25%) plutôt qu'à Obama (14%), même si 44% d'entre eux jugent que tout le monde est à blâmer, selon un sondage Reuters/Ipsos.

La fermeture des services fédéraux durera jusqu'au vote d'une nouvelle loi de finances par le Congrès, ce qui pourrait prendre des jours voire des semaines. Le précédent 'shutdown' avait eu lieu sous la présidence de Bill Clinton du 16 décembre 1995 au 6 janvier 1996 et mis 800.000 fonctionnaires au chômage technique.

Ce bras de fer au Capitole augure mal d'une autre échéance cruciale pour les finances publiques américaines.

Les élus doivent se mettre d'accord pour relever le plafond de la dette fédérale, qui est pour l'instant de 16.700 milliards de dollars (12.325 milliards d'euros). Faute d'accord à la mi-octobre, les Etats-Unis seront contraints de faire défaut sur une partie de leurs obligations. Reuters 01.10

2- Venezuela

En réponse à l'expulsion de trois diplomates américains du , le département d'Etat américain a annoncé mardi 1er octobre au soir que trois diplomates vénézuéliens étaient expulsés des Etats-Unis. lemonde.fr 01.10

3- Syrie

3.1- Le Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a déclaré que l'équipe des inspecteurs onusiens, au cours de leur deuxième visite, en Syrie, ne s'est pas rendu dans les régions où l'arme chimique a été utilisée, dont Khan al-Assal, près d'Alep.

Lavrov a ajouté que les experts russes avaient annoncé, après l'examen de Khan al-Assal, que les terroristes y avaient utilisé, le 19 mars, les armes chimiques. Lavrov s'est demandé comment les experts onusiens pourront présenter un rapport complet, détaillé et impartial, sur l'utilisation des armes chimiques et leurs utilisateurs, s'ils ne visitent pas toutes les régions concernées. french.irib.ir 01.10

3.2- Le chef d'état major interarme, le général Dempsey a reconnu vouloir créer une armée syrienne "*modérée*" en coopération avec les alliés arabes et européens des USA. Selon Washington Post, Dempsey qui se rendait en Corée du sud a annoncé entretenir des contacts avec "*les alliés*" en vue de créer cette armée : "*nous avons obtenu une précieuse expérience pour créer des formations militaire (des milices terroristes?- french.irib.ir) et nous en avons discuté avec nos partenaires arabes et européens.*"

"*A l'aide des facteurs économiques nous essayons de connaitre des opposants modérés de créer une armée pour influer le conflit.*" Dempsey a affirmé que son pays comptait maintenir la présence de ses navires de guerre en Méditerranée. french.irib.ir 01.10

3.3- Il y a quelques jours une information étonnante est tombée sur les télex : plus de trente milices takfiris et qaidistes ont annoncé leur séparation de la coalition des opposants syriens, dirigée par le pro saoudien Ahmad Jarba : Front Al Nosra, Etat islamique en Irak et au Levant Brigade al Towhid, Brigades Al Farough, Armée de Mohamed, Brigade du chaam islamique, ... figurent entre autre au nombre des milices qui ont participé à ce "*véritable coup d'état anti coalition*" . Qette décision a été prise en réaction à l'annonce faite par Jarba de sa participation aux pourparlers de Genève II : "*Jarba n'est pas le représentants de nos intérêts*", ont dit ces milices sur leurs sites webs. selon les analystes, le fait que la liste des "*milices rétives*" soit rapidement rendue public vise en réalité à discréditer la coalition de Jarba, à en amoindrir le poids au cours des pourparlers de Genève II. Mais qui est derrière ce coup de force ? Il suffit de regarder la composition des milices en question : elles sont formées en majorité de frères musulmans, soutenus par le Qatar et la Turquie et leur désistement ne peut signifier que les querelles d'intérêts entre Riyad et Doha est entré dans une nouvelle phase. Mais à quoi renvoie exactement ce désistement ? A la colère de l'axe Doha/Ankara contre l'Arabie saoudite et les Etats Unis. Les deux plus malheureux alliés des Etats Unis dans la guerre contre la Syrie entendent ainsi se venger du coup fourré dont ils sont victime : un Hamad Al Thani poussé à la retraite et un Erdogan défié par la rue turque ne peuvent oublier la trahison d'Obama et sa décision de laisser aux Saoudiens la gestion du dossier syrien. D'où ce coup d'état anti Jarba. Mais quels seront les impacts de ce coup de force ?

1- La sécession d'une trentaine de milice réduit sensiblement la marge de manœuvre de la coalition des opposants syrien à Genève II car le territoire syrien contrôlé par l'ASL proche de la coalition ne constitue que 20% de l'ensemble de territoire syrien et sans les takfiris et les qaidistes, la chance de marchandage de Jarba et ses acolytes est presque nulle.

2- Cette séparation provoque une multiplication des groupes armés. A Genève II, il devrait y avoir le feu vert à la formation d'une armée secrète composée de soldats de l'armée arabe syrienne et de miliciens ayant conservé leurs liens avec l'armée nationale. l'ASL semble être tentée par entrer dans une coalition avec l'armée arabe syrienne. Cette armée secrète devrait par la suite combattre le terrorisme takfiri et qaidiste. Si cette perspective venait à être réalisée, cela signifierait en pratique l'élimination du Qatar et de la Turquie de l'équation syrienne. C'est d'ailleurs une possibilité reconnue par l'accord russo-américain.

3- Les analystes voient dans ces mesures l'expression d'une certaine volonté américaine de voir les terroristes takfiris et qaistes s'éliminer en Syrie car leur présence à proximité d'Israël ne peut qu'être une menace pour ce dernier . la sécurité du régime sionistes est la ligne rouge pour Washington.

4- C'est une bouffée d'air fraiche pour l'armée arabe syrienne que de voir les milices s'entretuer et s'anéantir mutuellement . Les combats entre l'EIIL et la milice de Tempête du nord en est un exemple manifeste.

Mais tout n'est pas rose dans cette histoire. les qaidistes et les salafistes venus sur ordre de Riyad en Syrie pour y établir un Etat salafiste ne lâcheront pas de sitôt prise. Ainsi que le confirme Moscou, le contrôle des terroristes en action en Syrie échappe désormais à tout contrôle. Ni les Américains ni les saoudiens n'arrivent désormais pas à maitriser la colère et la frustration des bandits, des paumés qui suivant un plan parfaitement fou de l'impérialisme US finissant ont débarqué en Syrie avec l'espoir d'y trouver le paradis. au seul d'une solution diplomatique à la crise syrienne, cette crise. french.irib.ir 01.10

3.4- Selon le journal koweitien, Al Qabas," *Washington et Moscou cherchent une solution politique pour la crise syrienne et en ce sens, ils comptent sur l'ex ministre syrien de la défense, le général Ali Habib pour qu'il prenne la tête du conseil militaire, en charge de gérer la Syrie post Assad*".

Le journal ne cite pas les sources qui ont fait cette révélation "*le général Habib devrait dirigé la Syrie après le départ d'Assad en 2014. Le projet semble avoir déjà obtenu le feu vert de plusieurs pays occidentaux. Le conseil que WRusses et Américains comptent propulser à la tête de la Syrie en qualité d'instance décisionnelle pourrait comprendre certains généraux et officiers de l'armée arabe syrienne ainsi que ceux de l'ASL. Le conseil militaire serait donc large de façon à diriger le pays dans les étapes difficiles qui suivront après le départ d'Assad . Le général Ali Habib s'est dissocié du régime Assad mais il n'a pas quitté la Syrie pour la Turquie au contraire d'autres officiers déserteurs. Habib est allé d'abord à Moscopu avant de se rendre à Paris où il réside actuellement*". Habib a été commandant en chef de l'etat major syrien jusqu'en 2009 et à partir de cette date jusqu'en 2011, il a dirigé le ministère de la Défense. Depuis 2011 il s'est dissocié du gouvernement et a quitté la Syrie peu de temps après le début des violences.

Au contraire de la version avancée par le journal koweitien, le général Habib a vécu quelques semaines en Turquie avant de prendre le chemin de Moscou puis celui de Paris. A Paris, il s'est affiché à plusieurs reprises avec l'opposition anti-Assad mais en 2011, et après son limogeage il a apparu à la TV, évoquant sa maladie comme cause de son retrait de la vie publique. Mais les Syriens accepteront-ils que le général Habib prenne leur destin entre ses mains sur ordre de Moscou et de Washington ? Et si Assad parvenait à être réélu? Ces questions attendent bien leur réponse. french.irib.ir 01.10

(Note : tous les articles signés french.irib.ir sont bourrés de fautes, la ponctuation et la mise en page sont fantaisistes, ils ne mettent pas souvent la majuscule en début de phrase, je corrige une partie, je perds mon temps à vous rendre ces articles présentables, merde !)

SOCIAL

France. Journée de démobilisation générale.

Les unions régionales d'Ile-de-France de quatre syndicats - CGT, FO, FSU, Solidaires - appellent à un rassemblement le 10 octobre devant le ministère du Travail et un autre le 15 sur le pont de la Concorde pour s'opposer à la réforme des retraites en débat à ces dates à l'Assemblée nationale.

Les unions d'Ile-de-France des quatre syndicats appellent à «*un rassemblement interprofessionnel, ponctué par une conférence de presse, le 10 octobre, devant le ministère du Travail, à partir de 12h30*», indiquent-elles dans un communiqué.

Par ailleurs, la CGT, la FSU et Solidaires d'Ile-de-France appellent à «une journée de mobilisation» le 15 octobre avec un rassemblement et une manifestation régionale à 12h30 au départ de St Augustin (VIIIe arrondissement).

"*Ils rejoindront le rassemblement unitaire, initié par FO, sur le pont de la Concorde - face à l'Assemblée Nationale*», ajoute le communiqué. Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, avait déjà appelé la semaine dernière à un rassemblement le 15 octobre, à proximité du Palais Bourbon et invité les autres syndicats à se joindre à cette action.

«*Le débat parlementaire qui s'ouvre le 7 octobre sur le dossier retraite doit être l'occasion pour les salariés de se faire entendre», affirment les quatre syndicats qui appellent à refuser «la contre réforme des retraites*».

Des appels unitaires à se mobilier existent également dans les départements, affirme le communiqué. 20minutes.fr 01.10

ECONOMIE

Japon

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe a annoncé mardi une décision qu'aucun de ses prédécesseurs n'avaient osé prendre au cours des 15 dernières années : le relèvement du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) afin de commencer à reprendre le contrôle de finances publiques à la dérive.

Dans la foulée de la publication par la Banque du Japon (BoJ) d'une enquête trimestrielle montrant que les grandes entreprises n'ont jamais été aussi optimistes depuis six ans, Shinzo Abe a précisé que la TVA passerait de 5% à 8% à partir du 1er avril 2014.

La hausse de la TVA est censée augmenter les recettes fiscales de l'Etat de 8.000 milliards de yens par an (environ 61 milliards d'euros -ndlr).

L'endettement du Japon représente aujourd'hui plus de 200% du produit intérieur brut (PIB), ratio, de loin, le plus élevé parmi les pays développés. Et le déficit budgétaire est de l'ordre de 10% du PIB, proportion particulièrement élevée pour une nation qui a été relativement préservée de la crise financière de 2007-2009.

Une partie des mesures de relance profitera aux particuliers, comme le coup de pouce prévu à ceux qui veulent acheter une maison, mais l'essentiel du dispositif a été pensé en fonction des entreprises.

Comme la hausse de la TVA touchera, elle, directement les consommateurs, certaines voix critiques ne manqueront pas de s'élever pour dire que les mesures du Premier ministre, résumées sous le terme "Abenomics", favorisent le patronat au détriment du salariés. Reuters 01.10

Haut de page

Le 3 octobre 2013

CAUSERIE

Concernant les photos des enfants en haut de la page d'accueil du site, elles proviennent de l'étude d'investigation indépendante menée par ISTEAMS, une équipe d'observateurs interconfessionnelles religieux et laïcs des communautés et des centres spirituels dans et à l'extérieur de la Syrie, ainsi que des journalistes. L'article entier sera mis en ligne ce soir.

La seconde photo est extraite d'un article publié hier ou avant-hier aux Etats-Unis de Investigative Reporter, NBC News : *Not one of 'bad guys,' but Syrian rebel group proclaims 'anti-American' bent*, je mettrai en ligne cet article en entier ce soir ou demain.

Question : certains affirment que le gouvernement Obama est anti-américain, comme le précédent avec Bush puisqu'il soutient les ennemis des Etats-Unis, alors vrai ou faux ? Si c'est vrai, pour qui gouverne-t-il ?

Deux nouvelles vidéos.

11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor (1/3) - Vidéo Dailymotion
http://www.dailymotion.com/video/x14gtd7_11-septembre-le-nouveau-pearl-harbor-1-3_news

11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor (2/3) - Le Pentagone et le Vol UA93 - Vidéo Dailymotion
http://www.dailymotion.com/video/x1555k3_11-septembre-le-nouveau-pearl-harbor-2-3-le-pentagone-et-le-vol-ua93_news

Vous remarquerez que je suis rétabli, je parle de là-haut, la tête, regardez pas au-dessus il n'y a rien, je déconne, c'est la grande forme qui revient. J'ai été léger sur certains sujets récemment à cause de la fatigue, c'est terrible de vieillir, merde.

Je n'ai pas eu le temps de finaliser la réparation des liens erronés qui renvoient vers des fichiers introuvables. Vous ne me facilitez pas le boulot en ne m'avertissant pas, je n'en corrigerai qu'une partie. Je vais modifier mon organisation à partir d'aujourd'hui, au

lieu de classer 500 fichiers ou plus dans un dossier, je vais créer un nouveau dossier à partir du centième article ainsi je pourrai plus facile contrôler leurs adresses, repérer et corriger les erreurs, quand il y a entre 700 et 1.800 fichiers dans un dossier c'est quasiment impossible sauf à y passer des jours et je n'ai pas le temps. Il faut rationaliser le boulot au maximum, se faciliter la tâche et gagner en efficacité, c'est cela le socialisme !

Ce soir j'ajouterai encore une quinzaine d'articles, ceux que je n'avais pas eu le temps de mettre en ligne hier, après lecture j'ai eu raison, ils ne valaient pas le coup ou étaient davantage une source d'embrouille que de connaissance ou d'info.

ACTUALITÉ DU JOUR

Sur le qui-vive, contesté, illégitime, le président-dictateur et sa cour.

François Hollande a sommé "*pour la dernière fois*" mercredi ses ministres de cesser de se quereller et a exigé de son Premier ministre Jean-Marc Ayrault qu'il coordonne mieux la communication d'un gouvernement qui enchaîne les "*couacs*".

Le président français a profité du conseil des ministres pour procéder à un rappel à l'ordre sur le dossier des Roms et imposer sur son équipe indisciplinée son autorité jugée défaillante par l'opposition et une grande partie des médias.

"*Je suis attaché à la délibération collective. Mais le débat doit se situer à l'intérieur du gouvernement, non sur la place publique*", a dit François Hollande, qui entend "*mettre un terme définitif*" à cette "*polémique*".

"*Si un problème surgit, il doit être soumis à mon arbitrage*", a lancé, selon son entourage, le chef de l'Etat avant de critiquer implicitement Jean-Marc Ayrault en conseil des ministres pour son incapacité à tenir ses troupes.

"*Je demande donc au Premier Ministre d'assurer encore davantage la coordination du travail et de l'expression du gouvernement*", a-t-il dit de même source.

Les services de Jean Marc Ayrault se sont immédiatement exécutés puisque, dans une note adressée à tous les conseillers en communication des ministres et publiée sur europe1.fr, son conseiller en communication leur annonce qu'il leur faudra désormais une autorisation avant de donner une interview.

"*Participer à un gouvernement n'efface pas les sensibilités, mais impose la stricte application des règles que je viens d'énoncer*", a-t-il ajouté selon son entourage.

Pour le président français, c'est "*encore plus vrai dans la période que nous vivons ensemble depuis 16 mois*", "*où il nous faut demander des efforts aux Français pour rétablir la situation économique et financière, et où tout doit être fait pour retrouver la croissance et l'emploi*".

"*J'ai reçu mandat pour redonner aux Français confiance dans leur destin. Il n'y aura ni relâchement, ni diversion*". Reuters 02.10

Parmi ceux qui s'accommodent de Hollande et son gouvernement social-impérialiste, le soutiennent en prétendant ne pas être dans l'opposition, qui multiplient les prétextes pour s'adresser à eux et les légitiment ainsi, font allégeance au pouvoir en place, certains se demandaient hypocritement quel était le mandat de Hollande, d'autres prétendaient que son contenu lui avait été donné par les électeurs qui avaient voté pour lui en 2012, nous, nous avons toujours soutenu une autre version, le seul mandat qu'il a, qu'il pouvait avoir et qu'il appliquerait correspondait aux besoins des banquiers, des capitalistes, il n'en existait pas d'autres.

Hier il a tenu à le préciser lui-même ou à le rappeler plutôt : Les "*efforts*" demandés aux "*Français*" doivent servir à "*rétablir la situation économique et financière*", autrement dit soutenir les banques et permettre aux actionnaires d'augmenter leurs dividendes, aux entreprises leur profit, ce qu'il a appelé "*redonner aux Français confiance dans leur destin*", mission impossible s'agissant des travailleurs, discours s'adressant de préférence à ses véritables commanditaires ou maîtres et non à ceux qui ont voté pour lui et qui n'ont pas ou plus aucune "*confiance*" dans un président aux ordres de Washington, Bruxelles ou Franckfort.

Question sur laquelle nous reviendrons : qu'est-ce qui l'emporte, ce que Hollande dit de lui-même, ce que les uns et les autres disent de lui ou ce qu'il est vraiment ?

A mon avis, c'est la troisième version qui est la bonne. Avez-vous remarqué que dans le traitement de l'ensemble des questions, informations ou sujets qui viennent à l'ordre du jour ou qui vous sont proposés à la réflexion, chaque fois c'est cette version qui est systématiquement écartée, aussi bien par les médias que les partis politiques, pratiquement sans exception. Vérifiez-le vous-même, s'il vous plaît.

Comment ils alimentent le communautarisme.

- Les enfants seront obligés de manger du porc à la cantine pour cause de laïcité - french.irib.ir 02.10

Dans un courrier du Directeur général de la ville (Lézignan - ndlr), on lit que dorénavant " *le service de restauration scolaire est service public facultatif […] que les agents sont tenus de servir le même repas aux enfants en application du principe de laïcité*" et que "*le service ne vous convient pas il vous appartiendra de prendre vos dispositions pour assurer la restauration de votre enfant.*"

La lettre est claire, les parents musulmans et juifs devront désormais se débrouiller seuls pour nourrir leurs enfants à midi. La laïcité exclusive a de nouveau frappé. Ainsi les repas alternatifs "*sans viande*" qui étaient proposés jusque là n'existeront plus. french.irib.ir 02.10

Deux remarques.

La première, c'est que ces enfants n'en mourront pas s'il leur arrive de manger du porc, au XXIe siècle suivre ce genre de préceptes est faire preuve de fanatisme ou de crasse ignorance que manger du porc ou de la viande pourrait influencer en quoi que ce soit les idées auxquels on croit ou le comportement mental de celui qui en consomme.

La seconde, c'est que le Directeur général de la ville de Lézignan aurait pu opter par exemple pour des repas végétariens moins coûteux et qui auraient satisfait tout le monde. Car personne n'est obligé de manger de la viande à chaque repas. Il a préféré adopter une position qui fournit un prétexte aux communautaristes de monter au créneau pour exiger des droits particuliers au nom une nouvelle fois de l'égalité. Principe que toutes les religions foulent aux pieds en imposant à leurs propres fidèles des codes de conduites arbitraires ou des interdits dont ils ne sont pas censés comprendre la légitimité ou le bien-fondé du fait qu'il n'existe dans la nature aucun exemple comparable. Hormis sous le joug des religions jamais le comportement de l'homme ne s'est trouvé confronté à une telle dictature lui imposant les aliments qu'il pouvait ou non consommer, c'est sa nature biologique et son libre choix en fonction du lieu où il se trouvait, qui ont toujours dicté ses goûts ou ses préférences en matière d'alimentation et non une autorité divine ou supérieure.

L'intolérance est le principe le mieux partagé et unanimement adopté par toutes les religions et sectes, d'où notre combat contre toutes les religions ou croyances sectaires.

Cette info vient du portail français www.islametinfo.fr, dont la devise ne me concerne pas, ne concerne pas mon épouse française de nationalité et hindou qui vit en France, ne vous concerne pas, ne concerne aucun Français sans distinction de classe sociale, ne concerne aucun républicain, aucun laïc, encore moins un athée, elle concerne uniquement une communauté bien spécifique, celle des personnes de confession musulmane dont les droits seraient supérieurs : " *« Par le Musulman, pour le Musulman », la devise d'Islam&Info est bien sûr celle d'un choix d'excellence pour la communauté.*"

Cette info a été grâcieusement relayée par la radio francophone des mollahs de Téhéran french.irib.ir qui mène une croisade religieuse à travers le monde contre, non pas la laïcité ou la République, mais contre l'athéisme.

Brider les esprits, les enfermer dans un carcan, tout comme la démocratie, la liberté en général, tel est l'objet de la religion, au profit de la classe dominante qui dispose du pouvoir et délègue aux religieux la fonction d'enrégimenter, conditionner les esprits, une fois accepté ce principe dans certains domaines de la vie quotidienne, pourquoi ne pas l'accepter dans la vie en général, pourquoi revendiquer des droits, franchement, c'est une atteinte intolérable au pouvoir temporel et intemporel qui guide votre existence de votre naissance à votre mort...

Entre nous, le combat pour la laïcité, c'est comme la libre pensée, c'est de la foutaise ou de la poudre aux yeux, une escroquerie politique, on y reviendra.

"*C'est tout sauf un mouvement spontané*"

Le travail du dimanche et de fin de journée la semaine devrait être purement et simplement interdit avec obligation pour les patrons d'augmenter les salaires de l'ensemble des salariés pour compenser la perte de salaire correspondant.

On ne peut pas admettre les arguments avancés par les salariés qui veulent travailler le dimanche ou en fin de soirée.

L'argument selon laquelle cette interdiction entraînerait une perte de chiffre d'affaires et de rémunération ne tient pas, car toutes les entreprises se trouveraient dans la même situation, et si un client veut acheter un râteau et bien il ira l'acheter dans une des entreprises qui commercialise ce produit lors de ses heures d'ouverture sans qu'aucune ne soit avantagée ou désavantagée par rapport aux autres.

Un autre aspect de la propagande de la réaction : son intervention dans les contributions figurant à la suite des articles.

Un internaute a écrit :

- "*Travailler le dimanche pour vendre des clous est indispensable?*"

Un autre lui a répondu 14 minutes plus tard

- "*Pose-toi plutôt la question de savoir si c'est indispensable de vendre des clous, quel que soit le jour. Quand c'est pour pouvoir bouffer, je répondrais volontier que oui.*"

L'individualisme doit dicter sa loi, si j'ai besoin de clou le dimanche ou le mercredi à 23h, il est normal, que dis-je, impératif que je puisse me les procurer immédiatement.

Prendre ses désirs pour la réalité et les voir satisfaits, c'est possible uniquement quand cela arrange les patrons, le gouvernement, quand cela coïncide avec un besoin adopté ou exprimé par l'idéologie dominante.

Et si ce n'est pas possible, vous faites comment ? Vous attendez que le premier magasin soit ouvert ou vous profitez de votre pause le midi pour faire cet achat si urgent ou vous vous y rendez après que vous avez achevé votre journée de travail, et si ce n'est pas possible à cause des horaires de fermeture ou de votre temps de transport, vous attendrez samedi pour acheter vos clous si indipensable à votre bien-être.

- "*Le travail de nuit reflète l'évolution des mœurs*" - Francetv info

- Travail dominical: Les salariés de Castorama et Leroy Merlin se mobilisent - 20minutes.fr

- Le mouvement des Bricoleurs du dimanche financé et encadré par leurs entreprises - Francetv info

Le mouvement des Bricoleurs du dimanche, favorable au travail dominical, n'a rien de spontané. Selon le Huffington Post, ces salariés, qui ont manifesté mercredi 2 octobre près de Matignon contre la décision de justice interdisant à quinze magasins Leroy Merlin et Castorama d'ouvrir le dimanche, sont fortement soutenus par les deux entreprises.

«*On avait des réunions avec l'agence de com' (Les Ateliers Corporate - ndlr) au début du mouvement, fin 2012. Mais maintenant on n'a plus besoin d'eux, on s'organise par nous-mêmes*», assure Gérald Fillon, le porte-parole du mouvement. Le directeur associé de la boîte de communication, Stéphane Attal, était pourtant présent lors de la manifestation. Tout comme l'était un directeur d'un magasin concerné par la fermeture dominicale. Mal à l'aise, Stéphane Attal refuse de parler aux médias.

Leroy Merlin et Castorama financent les tee-shirts, les pancartes des manifestants et leurs déplacements. Les deux groupes ont également formé certains employés aux rouages de la communication. Contacté par le Huffington Post, l'un d'entre eux raconte que le directeur de son magasin "*est venu [le] voir pour [lui] demander de participer à une formation*".

Une centaine de salariés des différents magasins concernés ont participé à cette formation sur la communication de crise et les moyens d'action pour se faire entendre. "*Certains ont eu l'impression que le débat était orienté et qu'ils nous menaient là où ils le voulaient*", reconnaît ce salarié.

"*La démarche répond à une réelle demande, mais c'est tout sauf un mouvement spontané*", poursuit-il, avant de comparer cette mobilisation aux autres combats salariaux et syndicaux : "*Si je demande une augmentation de salaire, jamais mon patron ne m'autorisera à interpeller les clients dans l'enceinte du magasin*". Francetv info et 20minutes.fr 02.10

En complément.

Main d'oeuvre gratuite, emplois sous-payés, conditions de travail insupportables, statut inférieur, patrons de droit divin...

- Près d'un tiers des PME disent ne pas trouver d'apprentis - AFP

Menaces et licenciements déguisés

Dans 29 % des cas, les salariés déclarent par ailleurs s'être sentis «*contraints par leur employeur à quitter l'établissement*»

On connaissait le succès des ruptures conventionnelles, ce dispositif créé en 2008 qui permet à un salarié et à son employeur de rompre à l'amiable : en 2012, 320.000 de ces accords ont été conclus, soit 11 % de plus que l'année précédente. Mais l'on manquait de données sur les raisons conduisant à une telle issue. Une étude publiée mercredi par la Dares (organe statistique du ministère du Travail) permet d'en savoir plus.

Selon le sondage mené pour l'occasion, 48 % des salariés ayant réalisé une rupture conventionnelle entre avril et juillet 2011 l'attribuent à une volonté commune du salarié et de l'employeur. Pour 38 %, elle a résulté d'un choix du salarié ; enfin 14 % jugent que la volonté de l'employeur a été prépondérante. Ils sont toutefois 29 % à s'être sentis «*contraints par leur employeur à quitter l'établissement*». Un chiffre important, alors que le risque d'un détournement de la rupture conventionnelle a été identifié dès le lancement du dispositif, moins risqué juridiquement qu'un licenciement.

Du côté des motifs, la «*mésentente*» du salarié avec sa hiérarchie ou ses collègues est évoquée par 52 % des sondés. Ils sont 39 % à mentionner «*le salaire ou le contenu*» de leur travail, 37 % un projet personnel ou professionnel, 24 % des difficultés économiques dans l'entreprise, 21 % des raisons familiales ou de santé. Quant aux raisons de préférer la rupture conventionnelle à d'autres modes de rupture, 69 % évoquent le bénéfice des allocations-chômage (que ne permet pas la démission). Immédiatement après la rupture enfin, 25 % des salariés ont immédiatement retrouvé un emploi, et 60 % en cherchaient un. Liberation.fr 02.10

Intox. Banquiers mafieux américains, qu'est-ce qui a changé ? Rien, normal !

- Bank of America trouve un accord avec New York sur les saisies immobilières - AFP

- Saisies immobilières abusives : New York poursuit Wells Fargo - lemonde.fr 02.10

L'Etat de New York a annoncé, mercredi 2 octobre, qu'il engageait des poursuites contre la banque américaine Wells Fargo pour violation d'un accord de 2012 censé mettre fin à des pratiques abusives lors de la saisie de logements.

L'objectif de ces poursuites contre le premier prêteur immobilier du pays est "*qu'un juge fédéral oblige la banque à respecter ses engagements*", explique le ministère de la justice new-yorkais. La concurrente Bank of America, qui était menacée de poursuites pour les mêmes raisons, avait dit pour sa part dès mardi soir avoir trouvé un accord amiable avec les autorités.

"*Nous sommes satisfaits d'avoir résolu sans procédure judiciaire les problèmes mis en avant par le ministre de la Justice de New York concernant les modifications de prêts ou les autres aides que les fournisseurs de prêts immobiliers fournissent aux propriétaires d'habitations en difficultés*" pour payer leurs échéances, a indiqué un porte-parole de la banque à l'AFP.

Le scandale des saisies immobilières douteuses avait éclaté à l'automne 2010 dans une Amérique à peine sortie de la crise financière au cours de laquelle des millions de personnes avaient été expulsées de leur logement car elles étaient incapables d'en rembourser le crédit. Wells Fargo, Bank of America et trois autres institutions financières (JPMorgan, Citigroup et Ally Financial) étaient notamment accusées d'avoir saisi des logements alors que les dossiers comportaient des documents signés automatiquement ("*robot-signing*") ou validés sans la présence obligatoire de notaires.

En février 2012, les cinq banques avaient obtenu l'arrêt des poursuites avec un accord amiable à quelque 25 milliards de dollars, prévoyant notamment des allègements de prêt ou l'indemnisation des propriétaires de logements indûment saisis. En mai 2013, le ministère de la justice de l'Etat de New York avait toutefois menacé de relancer des poursuites contre Bank of America et Wells Fargo pour avoir enfreint "*de façon répétitive*" cet accord. Il a relevé "*des centaines de violations*", a-t-il souligné mercredi.

Après plusieurs mois de discussions avec les autorités de l'Etat de New York, Bank of America s'est entendue avec elles sur une amélioration de ses pratiques quant il s'avère nécessaire de modifier les conditions d'un prêt immobilier.

L'accord prévoit selon le ministère "*une solide série de réformes*" pour notamment faciliter le recours des emprunteurs en difficultés à des conseillers indépendants ou pour réexaminer régulièrement la procédure au sein d'un groupe de travail commun entre la banque et l'Etat de New York. Les mesures pourront le cas échéant être étendues à d'autres Etats, mais si elles échouent, l'Etat de New York se réserve le droit de relancer des poursuites.

Wells Fargo, affirmant son respect de l'accord de 2012, se dit pour sa part "*très déçue*" de la voie choisie par l'Etat de New York. "*Nous mettons en place continuellement de nouvelles mesures favorables aux consommateurs*", a assuré un de ses porte-parole. Lemonde.fr et AFP 02.10

Des banquiers Wells Fargo, Bank of America, JPMorgan, Citigroup et Ally Financial ont été jugés et envoyés en prison, pensez-vous, aucun. Quant à l'"*accord amiable*" de quelque 25 milliards de dollars passé avec les autorités, une pacotille à côté des milliers de milliards en jeu. Et les derniers accords obtenus portent des engagements, alors que ces banques n'ont jamais tenu leurs engagements dans le passé ou elles se sont employées à les détourner.

Donc, c'est juste de l'intox, cela ne rendra pas les maisons aux millions d'Américains qui ont été saisis et jetés à la rue et dont la vie est désormais brisée.

Réaction. Profession : provocateur professionnel

Le dissident aveugle chinois Chen Guangcheng, réfugié depuis mai 2012 aux Etats-Unis, va rejoindre trois institutions américaines, dont un mouvement conservateur, ont annoncé ses proches.

Le militant des droits de l'homme va rejoindre le Witherspoon Institute, connu pour son opposition au mariage homosexuel et à l'avortement, la Catholic University of America, et la Lantos Foundation for Human Rights and Justice, un mouvement de défense des droits de l'homme fondé par le démocrate Tom Lantos.

Bob Fu, fondateur du mouvement chrétien de défense des droits de l'homme China Aid, a indiqué que Chen allait rejoindre ces institutions "*allant d'un bout à l'autre du spectre politique et des idéologies*". AFP 02.10

ACTUALITE EN TITRES

Extraordinaire, la baudruche se dégonfle, le régime est sauvé, ouf !

- Revirement de Berlusconi, Letta obtient la confiance - Reuters

Vive la croissance... du chômage !

- Le chômage repart à la hausse en septembre en Espagne - Reuters

Syrie

- Le régime syrien évalue le coût de la guerre à 19 milliards d'euros - LeMonde.fr

- Les grandes puissances en "*bonne voie*" sur la Syrie, dit Poutine - Reuters

- Nouveaux combats entre rebelles et islamistes en Syrie - Reuters

La réaction, ses provocations et ses provocateurs.

- Etats-Unis: la NSA nie espionner les Américains sur les médias sociaux - AFP

- Etats-Unis: Chen Guangcheng rejoint un mouvement conservateur - AFP

- Saisie record de cocaïne : Maduro accuse l'agence antidrogue américaine - LeMonde.fr

- Libye : l'ambassade russe à Tripoli prise d'assaut - LeMonde.fr

- La justice russe inculpe des militants de Greenpeace - Reuters

- Le réalisateur du film islamophobe «*L'Innocence des musulmans*» annonce son come-back - 20minutes.fr

- Irak: un hélicoptère militaire abattu, 13 morts dans les violences - AFP

- Yémen: 4 militaires tués dans une attaque d'Al-Qaïda - AFP

- Au Vietnam, le blogueur Quoc Quan condamné à 30 mois de prison - LeMonde.fr

Véritables mouvements sociaux ou mouvements infiltrés et grossières manipulations ?

- Brésil : les enseignants du public en grève se heurtent à la police - LeMonde.fr

- Brésil : des Indiens tentent de forcer l'entrée du Parlement - LeMonde.fr

Je n'ai pas traité ces deux infos faute d'éléments suffisants et pas le temps d'en chercher, on verra par la suite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Mexique

Des affrontements entre des groupes de manifestants et la police ont fait au moins 50 blessés mercredi en fin d'après-midi la fin d'un défilé de plusieurs milliers de personnes à Mexico en commémoration du 45ème anniversaire de la tuerie d'étudiants en 1968.

Selon le groupe de défense de liberté de la presse Article 19, au moins sept journalistes ont été blessés par des policiers et deux arrêtés alors qu'ils couvraient l'événement.

Quatre journalistes de l'AFP ont pour leur part été légèrement blessés: deux photographes et un rédacteur par la police et un vidéaste a été attaqué par des individus provenant d'un petit groupe exhibant des drapeaux anarchistes. Le vidéaste, frappé au cou, a eu sa caméra brisée.

Les affrontements ont commencé après qu'un groupe de manifestants a lancé des pierres et des cocktails molotov contre la police qui a répliqué avec des gaz lacrymogènes.

M. Serrano a indiqué à la radio Formula que les manifestants défilaient pacifiquement "*mais il y avait quelque 200 à 250 anarchistes qui ont attaqué la police*".

Les affrontements ont eu lieu après que des milliers de manifestants ont quitté la Place des Trois Cultures, dans le quartier de Tlatelolco, où est intervenue la tuerie du 2 octobre 1968.

Ce jour-là l'armée ouvrit le feu sur plusieurs milliers de manifestants. Le bilan officiel est jusqu'à présent de 40 morts, mais des organisations civiles citent des chiffres allant jusqu'à 300 morts. AFP 02.10

2-Grèce

Union nationale contre les nazis qu'ils ont laissé agir en toute impunité pendant des années jusqu'à leur permettre d'accéder au Parlement.

Le chef du parti néonazi grec Aube dorée a été présenté mercredi soir à un juge d'Athènes qui devait l'inculper, alors que quatre députés de son parti l'ont été quelques heures plus tôt, pour appartenance à une "*organisation criminelle*".

Nikos Michaloliakos, qui est en garde à vue, a été transporté au tribunal vers 19H30 (16H30 GMT), alors que les autorités grecques poursuivent leurs démarches pour faire taire Aube dorée, après le meurtre le 18 septembre d'un rappeur antifasciste par un membre de ce parti, dans une banlieue d'Athènes.

Aucune indication n'a été donnée quant à la durée prévisible de la comparution, à l'issue de laquelle le prévenu devait être inculpé et éventuellement maintenu en détention.

Plus tôt dans la journée, quatre députés du parti ont été inculpés d'appartenance "*à une organisation criminelle*".

Trois d'entre eux ont bénéficié d'une liberté conditionnelle, tandis que le quatrième, Yannis Lagos, a été placé en détention provisoire.

Yannis Lagos est mis en cause dans le meurtre du musicien antifasciste, Pavlos Fyssas.

Les mises en liberté conditionnelles ont surpris les observateurs, qui tablaient plutôt sur une incarcération préventive de tous les parlementaires, dans l'attente de leur procès.

Pour l'ancien recteur de l'Université de droit d'Athènes Michalis Stathopoulos, "*la détention préventive est imposée dans des cas extrêmes, et dépend de l'importance des preuves*".

Le meurtre du musicien antifasciste a bouleversé la Grèce, poussant les autorités à passer à l'offensive pour la première fois contre Aube dorée (Chryssi Avghi), qui a multiplié dans une quasi impunité ces dernières années des actes de violence contre migrants et militants de gauche.

Les trois députés en liberté conditionnelle ont interdiction de quitter le pays, et la justice a infligé à l'un deux, Ilias Kassidiaris, porte-parole du parti et soupçonné d'être responsable de l'entraînement paramilitaire des militants, une caution de 50.000 euros.

Ils ont quitté le palais de justice le sourire aux lèvres: "*le chef d'accusation va s'écrouler, vous êtes de petits valets*", a lancé l'un deux aux journalistes. Et Ilias Kassidiaris s'en est pris à un cameraman, à coups de pied et en l'insultant.

Le gouvernement s'est pour sa part voulu rassurant. "*Le front social et politique contre le nazisme et ses représentants est unanime*", a affirmé le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou.

Au total six des 18 députés du parti avaient été arrêtés le week-end dernier dans un vaste coup de filet de la police anti-terroriste, dont Nikos Michaloliakos, et son adjoint Christos Pappas, lequel déposera jeudi.

Une instruction complexe attend les juges d'instruction qui vont devoir rassembler des charges précises. Un rapport de la Cour suprême a lié Aube dorée à trois tentatives d'homicide et de nombreuses agressions surtout contre des migrants.

Après des années de tolérance vis-à-vis des néonazis, le gouvernement s'est engagé à déposer au parlement un projet de loi antiraciste qui incrimine directement les actes xénophobes et nazis.

Elaboré initialement par les socialistes et la gauche, ce projet de loi avait été torpillé par les conservateurs. AFP 02.10

Pendant ce temps-là le gouvernement de coalition droite-gauche continue d'appliquer tranquillement le programme destructeur des droits sociaux des travailleurs grecs du FMI et de l'UE, c'est l'essentiel...

3- Gambie

Le gouvernement de Gambie a annoncé mercredi 2 octobre au soir le retrait de ce pays du Commonwealth, organisation anglophone, avec effet immédiat, sans fournir d'explication.

"*Le gouvernement se retire du Commonwealth en tant que membre et décide que la Gambie ne sera jamais membre d'une institution néo-coloniale, et ne fera jamais partie d'une institution qui représente un prolongement du colonialisme*", affirme-t-il dans ce communiqué, précisant que la décision est prise "*avec effet immédiat*". lemonde.fr 02.10

4- Syrie

Lors d'une attaque effectuée par l'armée syrienne contre un lieu de rassemblement d'un certain nombre de chefs de l'Armée Syrienne Libre, dite ASL, dans la banlieue de Lattaquié, 32 d'entre eux ont été tués et plusieurs autres ont été blessés.

Selon le site d'informations d'Al-Alam citant la chaîne syrienne Al-Khabar, l'armée syrienne a réussi à cibler nombre d'officiers de haut rang et des chefs de l'ASL. Ces personnes réunies en présence d'une équipe de journalistes étrangers, ont été attaquées par les avions de chasse syrienne. french.irib.ir 02.10

Haut de page

Le 4 octobre 2013

CAUSERIE

La causerie se limitera à des commentaires à la suite de différents articles ci-dessous. J'ai ajouté 16 nouveaux articles hier soir.

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- François Hollande relance le référendum d'initiative populaire - LeFigaro.fr

Normal quand on est de droite.

- Cambadélis (PS) appelle à proclamer que le FN "*est d'extrême droite*" - AFP

Ce sont vraiment des abrutis finis, car s'ils demandaient aux électeurs du FN ou à de simples citoyens ce que signifie être d'extrême droite, 90% ou plus seraient infoutus de répondre correctement à cette question.

Peut-on être de gauche et légitimer l'UE ?

- Le Grec Alexis Tsipras pourrait conduire la gauche radicale aux européennes - LeMonde.fr

Ne pas craindre d'être à contre-courant des masses...

- Pour 50% des Français la politique de Hollande pas assez favorable aux entreprises - AFP

- Travail dominical: 66% des Français approuvent l'ouverture illégale des magasins - L'Expansion.com

- Travail dominical: FO se dit prêt à un "*moratoire*" sur ses actions judiciaires - L'Expansion.com

- Deux tiers des Français se disent plus proches de Valls que de Duflot - Le Nouvel Observateur

Quand il n'y a pas d'issue à l'horizon : c'est chacun pour soi, on ne peut pas cautionner un tel état d'esprit, encore moins l'encourager.

C'est normal !

- 260 tonnes : la quantité d'armes chimiques que possède encore la France - Atlantico.fr

Ne détiennent-ils pas le pouvoir ?

- Taxe sur le résultat d'exploitation: le Medef fait plier Bercy - L'Expansion.com

- Travail dominical: Castorama et Leroy Merlin font appel - L'Expansion.com

- BP obtient un répit sur les dommages de la marée noire de 2010 - Reuters

- Les créanciers intransigeants sur le déficit du Portugal - Reuters

Dictature mondiale.

- Enfants-soldats : Washington annonce des sanctions contre le Rwanda - LeMonde.fr

- La Russie condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme - L'Express.fr

- Roms: "*L'union européenne doit enfin faire respecter des droits fondamentaux*" - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand la haine du prolétariat et l'hystérie conduit à la pire confusion et... à l'extrême droite.

On se croirait revenu quelque quarante-cinq ans en arrière, lorsque la droite gaulliste, tétanisée par Mai 68, exorcisait sa grande peur de la "*subversion*". Ou plus simplement quand, il y a trente-deux ans, elle voyait dans la foulée de l'élection de François Mitterrand les chars russes défiler sur les Champs-Elysées.

En 2013, l'UMP voit de nouveau rôder le spectre du bolchevisme. Ils sont pas moins de dix-sept sénateurs, dont les anciens ministres Gérard Longuet – qui se rappelle ainsi ses jeunes années passées au mouvement d'extrême droite Occident – et Henri de Raincourt, à cosigner, mercredi 2 octobre, un communiqué titré "*De l'assistanat au collectivisme*".

Oui, affirment-ils, la France est en train de sombrer dans le collectivisme. Les preuves ? "*Le tiers-payant généralisé, une garantie universelle pour le paiement des loyers et, enfin, un RSA jeune.*" Autant de mesures de transition gravées dans le marbre du manifeste du Parti communiste et de la Révolution permanente...

"*Face à la gauche de la gauche et ses alliés verts, qui en demandent toujours plus, les socialistes vont jusqu'au bout de l'assistanat et de la déresponsabilisation de la société française, poursuivent-ils. Nous basculons vers le collectivisme dont le modèle, de triste mémoire, s'est effondré à l'est de l'Europe, il y a plus de vingt ans*."

Pour ces sénateurs, c'est clair : la France, aujourd'hui, c'est les soviets plus l'écologie. François Hollande a habilement dissimulé ses noirs desseins. On le croyait converti à une pâle doxa social-libérale. C'était pour mieux distiller dans les veines de la société française le sournois poison d'un marxisme-léninisme teinté de vert.

"*Il est temps que les Français se réveillent et c'est notre rôle, opposition nationale, de tirer le signal d'alarme*", proclament en conclusion ces vaillants lanceurs d'alerte convaincus d'avoir débusqué la taupe qui dévaste le champ de nos institutions. Quoique, "*opposition nationale*", c'est un vocable qui évoque quelques réminiscences un brin connotées. Simple hasard ? lemonde.fr 03.10

Hollande et son gouvernement poursuivent et amplifient la politique antisociale et impérialiste de leurs prédécesseurs, ils s'attaquent à absolument toutes les couches de travailleurs. Cependant pour assurer la stabilité du régime il leur faut se prémunir d'une explosion sociale qui viendrait des couches les plus défavorisées du prolétariat, c'est ainsi qu'ils multiplient les mesurettes ou mesures à la marge dans leur direction pour assurer la paix sociale tout en matraquant l'ensemble des travailleurs. Ce sont ces mesures désuettes que ces réactionnaires dénoncent, qui sont de trop, insupportables et qui ruinent l'avenir du pays et ses entreprises, et non la politique ultralibérale du gouvernement favorable aux actionnaires, ils lui reprochent de ne pas en faire assez en direction des banquiers et des capitalistes, alors qu'ils se sont montrés particulièrement généreux envers eux depuis un an et demi.

Un gouvernement qui appliqueraient le programme du Manifeste du Parti communiste de Marx et Engels et celui de la Révolution permanente de Trotsky exproprierait banquiers et capitalistes du CAC40 sans leur verser le moindre centime, renationaliserait tout ce qui a été privatisé depuis 25 ans, rétablirait l'intégralité des services publics tels qu'ils existaient il y a 25 ans, romprait avec l'Union européenne, la BCE et l'euro, retrouverait le monopole de battre la monnaie, liquiderait la totalité des institutions de la Ve République, romprait avec l'Otan et l'Onu, ajoutons avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël qui sont leur 51e et 52e Etats, notamment.

C'est bien parce que le gouvernement social-impérialiste en place est incapable d'appliquer un tel programme et que la réaction ayant reconnu un des leurs, un gouvernement de droite, qui ne rompra jamais avec le capital et les institutions de la Ve République, hier Hollande s'est employé à le rappeler bruyamment, qu'elle se sent autoriser à l'attaquer violemment, à proférer à son encontre des menaces à peine déguisées, qui si elle en avait les moyens le renverserait par la force.

Contre ces nostalgiques des groupes fascistes auxquels ils appartenaient dans les années 60-70, nous défendons, non pas ce gouvernement que nous combattons et qui fait le lit de la pire réaction par sa politique antisociale, réactionnaire, impérialiste, mais le communisme, le bolchevisme, le programme de la révolution socialiste qui incarne les tâches historiques que le prolétariat doit accomplir pour s'émanciper du capitalisme, en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si nous ne soutenons pas ce gouvernement, nous ne soutenons pas non plus les mesures qu'il est amené à prendre en faveur de certaines couches de travailleurs, et même s'il devait appliquer une réforme progressiste nous ne la soutiendrions pas car elle servirait à couvrir ses attaques contre l'ensemble de nos droits sociaux, ce serait uniquement une opération de diversion pour diviser la classe ouvrière et remettre une couche de verni démocratique sur son masque élimé sous lequel se cache en réalité un représentant de la classe des capitalistes, la réaction. Par contre nous attaquerions férocement ceux qui s'en prendraient à ces mesures ou cette réforme (hypothétique).

Ainsi nous aidons les travailleurs à n'avoir d'illusions dans ni l'un ni l'autre, la réaction sous ses différents masques, à ne rien en attendre, à ne rien exiger d'eux, à se situer exclusivement sur son terrain de classe et à mener leur combat en toute indépendance politique pour avancer sur la voie qui les conduira à prendre conscience que seule le renversement du régime en

place et la prise du pouvoir politique permettront de créer les conditions favorables à la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, pour y parvenir ils doivent construire le parti ouvrier révolutionnaire qui les mènera à la bataille et à vaincre leur ennemi de classe, c'est le principal enseignement de la révolution russe de 1917, du bolchevisme que nous revendiquons.

Oui, seul un véritable parti communiste ou bolchevik permettra de venir à bout du capitalisme et ses institutions, de mater la réaction.

Le FN est d'extrême droite, ainsi que certains courants de l'UMP.

Marine Le Pen a déclaré jeudi sur BFM TV que le fait de qualifier son parti d'extrême droite était "*une manière de mener une guerre sémantique contre le FN*".

La présidente du Front national a réitéré sa menace de poursuivre en justice ceux qui continueraient à accoler ce qualificatif à sa personne et son parti.

"*Il y a là un véritable scandale, stop, je saisirai les tribunaux sur ce sujet*", a-t-elle lancé. AFP 03.10

Aujourd'hui, le véritable danger ce n'est pas le FN, ce sont les partis et les courants politiques qui incarnent le néolibéralisme qui est aux commandes du capitalisme et impose son idéologie en se parant des oripeaux de la démocratie bourgeoise.

Il n'existe pas plus de frontière entre la droite et l'extrême droite qu'entre la politique et la guerre. Quand les intérêts fondamentaux de la classe des capitalistes sont en péril, du jour au lendemain ils deviennent tous d'extrême droite, les exceptions confirment la règle.

Il n'existe pas de bons et de mauvais patrons, il n'existe pas une droite acceptable et une droite infréquentable, il existe des patrons et leurs représentants qui sont de droite que nous combattons. Il n'existe pas un bon et un mauvais capitalisme, il existe le capitalisme que nous combattons pour l'abolir. Ce n'est pas négociable, aucun compromis, aucune collusion n'est permise.

Le combat politique, c'est classe contre classe, c'est cela le socialisme. Certains à de multiples occasions ou de façon quasi permanente ont pris l'habitude de s'allier avec des courants de droite pour mener ensemble le combat contre le gouvernement ou les institutions sur des revendications ou des questions spécifiques. Notre époque ne manquant pas d'occasions où des courants de droite incarnant certaines couches du capitalisme subissant les effets dévastateurs du néolibéralisme s'en prennent aux gouvernements qui mettent en oeuvre cette politique, certains partis ou certaines formations politiques de gauche mènent une sorte de front unique avec des représentants de ces courants de droite.

On pourrait penser qu'ils pourraient y laisser leur âme, en réalité c'est mal poser la question et confondre cause et conséquence. C'est parce que ces partis de gauche ont été incapable de mener le combat politique sur le terrain de classe de la classe ouvrière ou ont abandonné le combat pour le socialisme qu'ils ont pu s'allier de manière permanente avec des représentants de droite, qu'ils ont recherché ces alliances, sans que la classe ouvrière ou le mouvement ouvrier en tire profit ou fasse un pas vers l'objectif de son combat ou qu'ils puissent construire le parti. Cette démarche n'a servi qu'à alimenter la confusion qui règnait déjà dans la tête des militants, dans la tête desquels le scepticisme ou le doute s'était profondément enraciné sur la capacité des masses à réaliser leurs tâches historiques, la gangrène du réformisme et l'idéologie dominante ayant fait leur oeuvre, les associer à des élus, des cadres,des militants de droite, PS inclu, devait constituer une solution de rechange à leur incapacité à s'adresser aux masses et à construire le parti.

On retrouve cette démarche, on pourrait dire cette logique, jusque dans leurs programmes où ils ne peuvent entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme sans y associer le PS et donc ses satellites qui sont à l'origine des partis bourgeois, ainsi que le PCF, qu'il s'agisse de fonder un nouveau Conseil de la résistance ou un nouveau Front populaire ou encore une Assemblée constituante qui finalement serait de même nature, tandis que seul des organismes politiques indépendants issus du mouvement révolutionnaire des masses renversant les institutions en place permettrait de s'attaquer réellement aux fondements du capitalisme afin de pouvoir commencer à réduire les inégalités et les injustices en satisfaisant les besoins élémentaires des travailleurs, d'avancer vers le socialisme. On ne peut pas imaginer un seul instant avancer dans cette voie en demeurant lié à des partis du capital, de droite, en prônant des perspectives politiques qui sont synonymes de défaites, de trahisons ou dont la majorité des partis qui les incarneraient représenteraient l'ancien régime. Ce sont les expériences passées de la lutte des classes qui nous l'enseignent.

Et puis, observez de quelle manière se comporte la réaction, chaque fois qu'elle doit tenir compte de la lutte des classes ou de la résistance des masses elle est comme paralysée, elle hésite à mettre en oeuvre son programme, elle reporte certaines mesures antisociales ou elles en diminuent la portée, quand elle n'est pas libre de ses mouvements ou ne prend pas la liberté de s'en tenir aux besoins de la classe qu'elle représente, elle piétine, elle est incapable de faire un pas vers son objectif, elle doit passer des concessions à contrecoeur, elle doit s'y reprendre à plusieurs fois, c'est si laborieux qu'elle se fait tancer par ses maîtres qui s'impatientent.

Il lui faut se soustraire de la pression des masses pour aller franchement de l'avant, agir à sa guise en entourant son action d'un

épais voile de fumée, qui lorsqu'il se dissipera, il sera alors trop tard pour faire marche arrière, elles encaisseront le mauvais coup sans pouvoir réagir ou cela ne servira à rien, aucun gouvernement n'est revenu sur les mesures réactionnaires adoptées par ses prédécesseurs. Il lui faut agir sans tenir compte de la lutte des classes, faire comme si la classe des exploités n'existait pas, c'est le seul moyen pour qu'elle applique son programme, avec l'aide des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers qui font partie du voile de fumée évoqué plus haut. Elle s'en tient à un plan d'action, à une stratégie en tentant de balayer ou contourner tous les obstacles qui se dressent sur son chemin, elle ne s'embarrasse pas de principes et fait preuve de détermination et d'un cynisme consommé. Chaque fois qu'elle associe les représentants de la classe ouvrière à sa politique, c'est pour mieux lever l'obstacle déjà évoqué, c'est la classe des exploiteurs qu'elle représente qui en sortira gagnante, à tous les coups, cela se juge sur le long terme, et chacun peut se rendre compte que tous nos droits foutent le camp au fil du temps.

Il faut être "*aveugle et sourd*", le titre du dernier éditorial de D. Gluckstein, pour prétendre que l'objectif du combat du mouvement ouvrier serait de "*reconquérir la démocratie politique*", alors qu'elle n'a jamais existé ou n'a servi que les intérêts de la classe dominante, qui s'en est justement servie pour liquider tous nos droits sociaux et politiques. Il témoigne ainsi de la nostalgie d'une époque définitivement révolue, quand le capital surmontait artificiellement chaque crise en en faisant payer le prix aux travailleurs du monde entier ou au prix d'une augmentation de la productivité qui a temporairement fourni un sursis au capital tout en précipitant ou préparant les conditions de son effondrement sur une plus grande échelle encore.

Il fait partie de ceux qui veulent faire tourner la roue du capitalisme en arrière au lieu de la laisser s'emballer pour tout emporter sur son chemin, y compris les conditions de sa propre survie. Il oublie de préciser que la démocratie politique a coïncidé à la fois avec la période ascendante du capitalisme qui appartient à un passé lointain et la collaboration de classe qui l'a accompagnée, la lutte de classe du prolétariat ayant été sans cesse dévoyée par les appareils traîtres, la démocratie politique avait un contenu de classe qui correspondait aux besoins de la classe dominante et elle a permis d'assurer la stabilité du régime en place, qu'elle convienne au POI et à leurs amis de droite, c'est leur droit, pour notre part on évitera d'y faire référence sans en rappeler constamment la nature politique.

Le passé ne nous intéresse que pour les leçons qu'on peut en tirer, en aucun cas nous nous tournons vers lui, notre regard est fixé sur la ligne d'horizon du futur qui de toute évidence ne peut pas appartenir au capitalisme, sauf à engendrer la fin de la civilisation humaine.

Ayant fait référence au dernier éditorial de Gluckstein, on pourrait ajouter un mot très bref.

Il confirme ce que vous avez lu plus haut, jugez plutôt, ensuite on y revient :

- "*En France, selon un sondage, 10 % des électeurs envisagent de voter aux élections municipales de mars prochain pour « apporter leur soutien au président de la République ». Donc 90 % n'envisagent pas de motiver leur vote par un quelconque soutien à François Hollande.*

Et pourtant, aveugle et sourd, le gouvernement poursuit."

Qu'a-t-il exprimé ici sinon un regret (contenu dans "*et pourtant*") que le gouvernement ne tienne pas compte de l'avertissement que constitue ce sondage pour changer de politique ? Ecrivez-moi si vous faites une autre interprétation. Tout le reste de son éditorial est du baratin à nos yeux.

Gluckstein et les siens s'affolent en observant la tournure des choses et effectivement il y a de quoi, mais il est un peu tard, trop tard pour y changer quoi que ce soit, son parti (et ex-PT, PCI, OCI aussi) en porte en grande partie la responsabilité, autrefois marginal, incapable de se développer, aujourd'hui réduit à l'impuissance, il voudrait freiner des quatre fers pour empêcher le rouleau compresseur du néolibéralisme de tout emporter sur son passage, d'où les adresses (pétitions, délégations) à Hollande et à différents ministres qui ne servent strictement à rien, sauf à nourrir des illusions dans le PS et le régime, ils étaient prêts à bombarder la Syrie quand bien même 65 de la population ou plus y était opposé, on se demandera lequel des deux est le plus "aveugle et sourd". Ils n'ont pas de politique de rechange au POI (et ailleurs) en dehors du front unique PS-PCF depuis 68 ans, c'est elle qui nous a menés où nous en sommes, mais ils persistent, tenez elle est le dernier vestige ou avatar de la démocratie politique décomposée qu'il invoque.

Autre idée colportée par le POI qui est erronée : les travailleurs et le mouvement ouvrier ne seraient pas vaincus, la preuve ils résistent... A la marge ils résistent comme ils peuvent, sur l'essentiel ils sont réduits à l'impuissance et vaincus.

Depuis que l'URSS n'existe plus, le PS n'a plus besoin de faire semblant d'être un parti socialiste et le PCF d'être un parti communiste, de se positionner au côté de la classe ouvrière, cela fut nécessaire tant que l'URSS incarnait dans l'imagination collective le communisme ou le socialisme pour attirer vers eux les travailleurs qui cherchaient une voie politique au-delà du capitalisme pour finalement les détourner ou les dégoûter du socialisme qu'ils identifiaient au capitalisme ou au stalinisme selon l'angle où les travailleurs abordaient ou se représentaient le socialisme. De ce fait, le PS et le PCF étaient obligés de leur donner le change, en traînant les pieds ou sans jamais remettre en cause la stabilité du régime en place. Ainsi la lutte des classes étaient plus vivantes qu'aujourd'hui, les travailleurs utilisaient ces canaux pour se mobiliser, la période étant favorable

au profit, les luttes se ponctuaient souvent par des avancées sociales substantielles, ainsi les apparences étaient sauves. Et puis cela coupait l'herbe sous le pied à ceux qui se revendiquaient de la révolution d'Octobre, les trois courants trotskistes, OCI, LCR et LO qui apparaissaient comme des gauchistes ou des extrémistes. Ces organisations trotskistes furent de la fête au côté du PS et du PCF, dans les syndicats ou lors des élections en appelant à voter pour leurs candidats.

Mais depuis la disparition de l'URSS qui a été interprétée et vécue par les travailleurs comme la faillite du socialisme, le PS et le PCF n'ont plus besoin de cacher leur véritable nature politique. Le premier apparait comme un parti bourgeois ou capitaliste du fait qu'il avait déjà rejoint le camp du capitalisme (en 1914) avant la révolution russe de 1917, le second doit continuer de se présenter comme un parti ouvrier pour ne pas disparaître pour avoir vu le jour en 1920 dans la foulée de la révolution d'Octobre, même s'il a totalement renié le communisme, le bolchevisme, les enseignements de la révolution russe ou le léninisme, le marxisme, en réalité ses pires ennemis une fois stalinisé au milieu des années 20.

Du coup les travailleurs se retrouvent aujourd'hui sans partis dans lesquels ils pourraient se reconnaître, je passe toutes les trahissons du PS et du PCF intervenues jusqu'à leur dernière métamorphose qui en quelque sorte est davantage un retour aux sources lorsqu'on connaît bien leur histoire. Lénine et Trotsky par exemple ont toujours soutenu que le PC n'avait jamais été un parti communiste, et ils n'auront jamais eu confiance dans les dirigeants de la SFIO avant leur trahison de 1914...

Donc les travailleurs ne peuvent plus utiliser ces canaux pour se mobiliser puisque le PS et le PCF sont montés au créneau pour défendre l'ordre établi depuis le début des années 80, ils ont gouverné ensemble pour le compte des capitalistes, et depuis ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que les masses se rassemblent contre les institutions qu'ils soutiennent à bout de bras. Les travailleurs sont donc sans direction, sans partis, ils ne peuvent plus se mobiliser et pour beaucoup en ont été découragés. La voie à la réaction est libre.

C'est pour ainsi dire pire que s'ils avaient subi une défaite, ils sont totalement déboussolés, désorientés, sans perspective, sans idéal, ils engrangent défaite après défaite. Alors si on applique à ce processus dialectique la loi de la transformation de la quantité en qualité, on est en droit d'en déduire qu'ils ont été défaits et qu'ils n'arrivent pas à s'en remettre. L'admettre peut permettre de corriger le tir, le nier consistera à reproduire sans cesse les mêmes erreurs, c'est ce à quoi s'emploient malheureusement les dirigeants du POI, du NPA et de LO.

Il ne reste plus qu'à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur les bases des enseignements de la révolution russe de 1917, et qui intègrera l'inventaire et tirera les leçons de la lutte des classes du XXe siècle à nos jours.

La Talonnette bientôt devant des juges d'instruction.

Un nouveau front judiciaire se concrétise pour Nicolas Sarkozy : des magistrats ont obtenu jeudi le feu vert pour déterminer si l'ex-chef de l'État s'est rendu complice d'une violation du secret de l'instruction en marge de l'affaire Karachi.

"*M. Sarkozy devra s'expliquer devant des juges d'instruction pour des faits de violation du secret de l'instruction, du secret professionnel, et de recel, qui lui sont reprochés*", a déclaré à l'AFP Me Olivier Morice, avocat des familles à l'origine de la procédure.

Cette enquête étant couverte par le secret de l'instruction, de nombreuses voix, notamment au sein des syndicats de magistrats, avaient dénoncé une intrusion de l'exécutif dans une procédure judiciaire.

Et des familles de victimes de l'attentat de Karachi avaient saisi la justice. Leur première plainte ayant été classée sans suite, elles ont attendu la fin du mandat de M. Sarkozy pour l'attaquer à nouveau en juin 2012 pour complicité de violation du secret de l'instruction.

Trois juges d'instruction, dont la doyenne Sylvia Zimmermann, avaient contre l'avis du parquet pris la décision d'enquêter.

Mais le ministère public avait fait appel, invoquant le principe constitutionnel d'"*irresponsabilité pénale*" du chef de l'État, selon lequel ce dernier n'a pas à répondre ni pendant, ni après son mandat, des actes commis dans l'exercice de ses fonctions.

Le parquet avançait que les faits dénoncés par les plaignants s'inscrivaient "*dans la recherche d'une protection de l'intégrité de son image de chef de l'État*", donc dans le cadre de son mandat.

Un argument contesté par les trois juges d'instruction qui arguaient au contraire dans leur ordonnance, consultée par l'AFP, qu'à "*le supposer établi, le fait de permettre la divulgation d'informations issues d'une instruction en cours n'entre pas dans les fonctions du président de la République*".

Jeudi après-midi, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris, réunie à huis clos a tranché, et autorisé les juges à enquêter sur l'ex-président, selon des sources proches du dossier.

"*C'est un double désaveu pour le procureur de la République de Paris et pour le parquet général et c'est une victoire pour les familles des victimes qui souhaitent demander des comptes à Nicolas Sarkozy*", a réagi Me Morice.

"*Les familles constatent que pour faire avancer la recherche de la vérité, elles auront dû agir seules contre le ministère public. Elles en sont indignées et espèrent que le ministère public n'aura pas l'indécence de former un pourvoi en cassation*", a-t-il ajouté.

Le parquet général a cinq jours pour saisir éventuellement la haute juridiction.

Outre M. Sarkozy, l'enquête vise également l'ancien conseiller presse de l'ex-chef de l'État Franck Louvrier, ainsi que l'ancien ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, pour "*violation du secret professionnel, recel et complicité*", ainsi qu'"*entrave au déroulement des investigations*". AFP 03.10

Le parquet général et le procureur de la République de Paris sont au service des institutions de la Ve République et de ses serviteurs dont faisait partie l'ancien chef de l'Etat, ils appartiennent tous à la même famille, donc lorsque l'un d'entre eux est mouillé dans une affaire, ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour lui venir en aide et le blanchir.

Sauf qu'ici ils font face à l'acharnement de familles de victimes qui n'ont pas l'intention de laisser enterrer une affaire qui les a profondément meurtrie puisqu'ils ont perdu l'un de leurs parents, les relations incestueuses entre les représentants de l'Etat à différents niveaux ne les concernent pas, elles exigent la vérité...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

La justice a inculpé jeudi et placé en détention provisoire le chef d'Aube dorée, Nikos Michaloliakos, une étape majeure dans l'offensive déclenchée par les autorités pour tenter d'éradiquer ce parti néonazi, accusé de nombreuses violences et qui s'est nourri de la crise.

Quelques heures plus tôt, il avait été inculpé de direction d'"*organisation criminelle*", après plusieurs heures d'audition par deux juges d'instruction.

Nikos Michaloliakos, 56 ans, un admirateur des colonels ayant instauré la dictature en Grèce (1967-1974), tient les rênes de ce parti depuis 1980.

Les magistrats ont achevé jeudi soir les auditions marathon des six députés néonazis interpellés au cours d'une vaste opération de police le week-end dernier. Outre M. Michaloliakos, deux autres élus ont été envoyés derrière les barreaux en attendant un probable procès, dont le numéro 2 d'Aube dorée, Christos Pappas. AFP 03.10

2- Venezuela

Après avoir expulsé lundi trois diplomates américains du Venezuela, le président Nicolas Maduro continue de s'attaquer aux Etats-Unis qui, selon lui, veulent nuire à l'image du Venezuela. M. Maduro a en effet affirmé mercredi 2 octobre que l'agence antidrogue américaine (DEA) pourrait être impliquée dans l'envoi à Paris depuis Caracas d'une cargaison de 1,3 tonne de cocaïne.

"*Quel hasard que survienne ce cas de trafic de drogue, ce fameux cas avec Air France ! (...) Attention à ne pas être entre les mains de la DEA ! Nous enquêtons, attention que ça ne soit pas la DEA qui soit impliquée derrière les mafias !*", a-t-il déclaré.

Le 11 septembre, un vol d'Air France au départ de Caracas a atterri à Paris-Roissy avec plus d'une 1,3 tonne de cocaïne répartie dans une trentaines de valises. Vingt-trois personnes, dont un employé de la compagnie aérienne et plusieurs militaires, ont été arrêtées et placées en détention au Venezuela. En France, cinq personnes ont été incarcérées – trois Italiens et deux Britanniques.

"*Ils disent que derrière cette affaire il y a la mafia italienne. Toutes ces mafias sont amies avec la DEA (...) travaillent avec la DEA, font partie du système de la DEA, tous les capos, les Colombiens, les Mexicains, etc., c'est une grande entreprise*", a ajouté

le président.

M. Maduro a averti que le narcotrafic disposait d'"*un grand pouvoir*", qui pourrait être utilisé "*par ce secteur qui monte des dossiers contre le pays pour dire que (nous sommes) un narco-état*".

"*Un narco-état, le Venezuela ? Nous qui battons des records de capture de trafiquants, qui battons des records de saisies de drogue, qui avons rompu avec la DEA qui est une véritable multinationale du trafic de drogue !*", s'est-il exclamé. lemonde.fr 03.10

SOCIAL

France

Le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon a promis jeudi des "*renforts*" pour la mise en place de la semaine de 4,5 jours dans les écoles d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), où deux établissements sur trois étaient fermés ou fortement perturbés jeudi en raison d'une grève contre cette réforme.

La mairie et les grévistes avaient annoncé en matinée un total de 21 établissements fermés, mais le rectorat a précisé que seules 13 écoles étaient closes "*à 100%*" et 8 "*fortement perturbées*". Au total, 72% des enseignants d'Aubervilliers étaient en grève, a précisé le rectorat.

"*C'est une réforme ambitieuse mais il n'y a ni les moyens humains ni en termes de locaux (...) Les enfants sont très fatigués et les enseignants stressés*", a déclaré Martine Caron, du syndicat SNUipp-FSU.

Interrogé sur ce sujet en marge d'un déplacement à Caen, le ministre de l'Education Vincent Peillon a promis "*des renforts*" à Aubervilliers qu'ils "estimeront" eux-mêmes.

"*L'idée est bien que nous mobilisions tout ce dont nous disposons de moyens humains à l'Education nationale pour aider Aubervilliers à sortir de ce moment et à réussir la réforme des rythmes*", a ajouté le ministre.

Pour Vincent Peillon, "*la qualité des activités proposées par le maire*" (PS) à Aubervilliers n'est pas en question. C'est le nombre d'enfants qui sont venus s'inscrire (aux activités après l'école, ndlr) qui déborde la capacité des services locaux".

Les parents d'élèves de la FCPE eux ont dénoncé la "*confusion et le désordre*" dans les écoles d'Aubervilliers depuis la mise en place de la réforme, "*résultat de l'entêtement de la mairie*" selon eux.

"*On fait face à une certaine résistance mais on est en train de gagner la partie*", a estimé de son côté le maire socialiste. "*Face au début de réussite de la réforme, les opposants se sont dit qu'il fallait lancer un mouvement le plus vite possible*", a-t-il déclaré à l'AFP.

Selon lui, un mois seulement après la rentrée, il est trop tôt pour juger que les enfants sont plus fatigués que l'an dernier. Il estime aussi que les professeurs ont leur responsabilité dans les difficultés d'organisation des ateliers, 30% d'entre eux refusant en primaire de laisser leur classe "*même vide, en dehors du temps scolaire*".

Un service d'accueil d'urgence a été prévu dans d'une des écoles d'Aubervilliers pour les enfants qui ne pouvaient être gardés chez eux, selon la mairie.

Aubervilliers a mis en oeuvre la semaine de quatre jours et demi dès la rentrée 2013, sur le même modèle qu'à Paris, avec des activités deux fois par semaine en fin de journée et la classe le mercredi matin.

La réforme des rythmes a fait l'objet d'une réunion mercredi à l'Elysée face au mécontentement de certains enseignants et de parents, tout comme de certains maires qui réclament une remise à plat du financement. L'opposition s'est emparée du sujet, dénonçant le manque de moyens selon elle de la réforme. AFP 03.10

Les enseignants rejettent cette contre-réforme, elle doit être abrogée, ce n'est pas négociable.

Vous aurez noté que Martine Caron du syndicat SNUipp-FSU tient le même discours que Peillon ou "*l'opposition*", pour lesquels le problème viendrait d'un "*manque de moyens*".

Haut de page

Le 5 octobre 2013

CAUSERIE

J'ai corrigé une erreur dans un commentaire figurant dans l'article sur Hollande et la Constitution, j'ai terminé l'actualisation du site par cet article hier et c'était un peu bâclé.

Pas le temps de causer, je dois aller faire des courses, sinon je serais obligé de les faire dimanche ! J'ajouterai une dizaine d'articles ce soir. On essayera de faire un point politique demain ou lundi.

Lisez les brefs articles sur l'Italie et l'Allemagne et posez-vous la question : à quoi cela sert-il d'aller voter ? Ce qui est terrifiant, c'est qu'aucun parti ne tient compte de la modification intervenue dans les rapports entre les classes et aussi avec les institutions au cours des 30 dernières années. Leur position n'a pas changé comme s'il ne sétait absolument rien passé, c'est édifiant. Il faut participer aux élections, il faut voter, un point c'est tout, vous ne trouverez pas trace de discussions dans leurs journaux sur cette question. On y reviendra.

Syrie

1- Le président syrien accuse la Turquie d'abriter des "*terroristes*" syriens et l'avertit du prix élevé qu'elle paiera pour son soutien aux rebelles qui le combattent.

Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision turque Halk TV qui doit être diffusé vendredi, Bachar al Assad qualifie le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, de "*fanatique*" et accuse la Turquie d'autoriser le passage vers la Syrie de "*terroristes*" qui veulent attaquer l'armée et les civils syriens.

"*Il n'est pas possible de mettre le terrorisme dans sa poche et de l'utiliser comme une carte parce que c'est comme un scorpion qui n'hésitera pas à vous piquer à la première occasion*", y déclare Bachar al Assad, selon une transcription de l'entretien, publiée sur le site internet de la chaîne.

"*Dans un proche avenir, ces terroristes auront un impact sur la Turquie, et la Turquie le paiera d'un prix élevé*", affirme le président syrien.

"*Avant le conflit, Erdogan ne parlait jamais de réformes ni de démocratie, ces questions-là ne l'intéressaient pas (...). Erdogan voulait seulement le retour des Frères musulmans en Syrie, tel était son objectif principal*", ajoute-t-il.

La Turquie, membre de l'Otan, est aujourd'hui l'un des pays les plus critiques envers Bachar al Assad. Ses dirigeants affichent leur soutien à l'opposition syrienne tout en démentant fournir des armes aux rebelles.

Les autorités turques s'inquiètent de l'influence croissante des fondamentalistes musulmans au sein des rebelles syriens. Le mois dernier, l'organisation radicale affiliée à Al Qaïda Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) s'est emparée d'Azaz, une localité syrienne située à cinq km de la Turquie. Depuis, des affrontements à répétition ont lieu entre l'EIIL et la brigade locale Tempête nordique.

"*Actuellement, la Syrie s'achemine vers une guerre intercommunautaire*", a estimé Recep Tayyip Erdogan dans une interview diffusée jeudi soir par la télévision turque. "*Voilà le danger qui nous guette!*" Reuters 04.10

Guerre "*intercommunautaire*" qu'il a lui-même encouragée, alimentée...

2- En Syrie, la tension entre les éléments appartenant à Al-Qaïda et les rebelles est montée d'un cran.

Selon l'édition anglophone de la chaîne de télévision Al-Jazeera, une bande, composée de divers groupes de rebelles, a demandé à Al-Qaïda de quitter la région de Homs, alors que les deux parties sont en guerre, aux alentours d'Alep. L'union et la lutte contre Al-Qaïda se sont transformées en slogan principal d'un certain nombre de groupes rebelles, en Syrie, qui réclament la fin des affrontements des éléments d'Al-Qaïda, actifs, en Syrie, sous le nom de «l'Etat islamique en Irak et au Levant», avec les autres groupes rebelles. Le Conseil militaire de Homs est, entre autre, un groupe rebelle, qui vient de faire cette demande à Al-Qaïda.

Ce groupe est composé des rebelles actifs, à travers la province de Homs, qui réclament le départ des éléments d'Al-Qaïda. A Idlib, aussi, six bandes rebelles ont appelé les Qaïdistes à se soumettre à un cessez-le-feu avec l'ASL et à quitter la localité d'Izaz. french.irib.ir 04.10

3- Le parlement national turc a adopté, jeudi soir, le projet de loi autorisant des opérations extra-frontalières contre la Syrie.

Lors de sa réunion d'hier, jeudi soir, et à l'issue des déclarations des représentants opposés et partisans, le parlement national turc a prolongé d'un an l'autorisation des opérations extra-frontalières contre la Syrie. Les Parti au pouvoir «*Justice et développement*», (AKP), «*d'action nationaliste*», ont donné leur accord à ce projet de loi, et les Partis «*Républicain du Peuple*», (CHP), «*Pour la paix et la démocratie*», (BDP), s'y sont opposés. Kemal Kiliçdaroglu, le chef du parti opposé «*Républicain du Peuple*», (CHP), s'était opposé, en ces termes, aux politiques du gouvernement d'Erdogan : "*Aucun des citoyen turcs ne s'intéresse à la guerre avec la Syrie et n'est en faveur de la guerre*". french.irib.ir 04.10

Parole d'internaute

(Les trois premiers commentaires d'internautes sont composés d'extraits de documents en anglais que j'ai traduits.)

1- Fatwa d'oulama de Damas : « *Il est légal de confisquer les biens appartenant aux chrétiens, aux Alawites et aux Druze pour acheter des armes* »

Damas (Agence FIDES) – La vie pour les minorités religieuses syriennes devient de plus en plus difficile et dans ce conflit ce sont les secteurs les plus vulnérables de la société.

Comme FIDES a appris que 36 oulamas (chefs religieux musulmans) de Douma, une des plus importantes banlieues de Damas, a publié une « *fatwa* » (un décret religieux) qui légitime le droit des musulmans sunnites de saisir et prendre possession des biens, maisons, des propriétés appartenant aux chrétiens, Druze et Alawite et des membres d'autres minorités religieuses «*qui ne professent pas la religion sunnite du prophète* ».

Le fatwa invite ouvertement « *à boycotter et briser toutes les relations avec les habitants de Damas qui ont trahi les révolutionnaires ou les ont abandonnés* ».

La propriété confisquée, selon la fatwa – dont FIDES a reçu une copie – sera employée en partie « *pour acheter armes en partie pour aider des orphelins, les pauvres, les familles des martyres et des veuves. Nous faisons appel à nos personnes pour s'accrocher à nos traditions islamiques et pour aller régulièrement à la maison de dieu (mosquées) afin de sauvegarder notre âme et la société* », dit le texte de l'oulama. (google search friendsofsyria)

2- Le Président du Parti républicain turc Kemal Kilicdaroglu a affirmé que la Turquie, pendant le règne du Parti de la justice et du développement, est devenue un Etat qui importait le terrorisme et ceci créerait des problèmes au pays.

« *Al-Quaida a parlé de la période limitée pendant laquelle la Turquie ouvrait ses frontières à leurs combattants en direction de la Syrie, était normal à la lumière de l'appel du gouvernement turc en direction des membres d'Al-Quaida de venir en Turquie, leur fournissant une formation et leur offrant de l'argent et des armes pour plus tard les envoyer en Syrie*» Kilicdaroglu a dit lors d'une interview à TV en réponse à une déclaration de la police à Ankara.

Il a ajouté que cette déclaration démontrait la coopération qui existait entre le gouvernement d'Erdogans et l'Al-Quaida.

Les autorités supérieurs turcs, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, ont à plusieurs reprises admis qu'ils ouvraient les frontières de la Syrie à ceux qui souhaitaient passer illégalement la frontère sous prétexte de répondre aux besoins humanitaires des populations déplacés. (/friendsofsyria.co/2013/10/04/turkish-republican-peoples-party-turkey-became-state-which-imports-terrorism/)

3- Les extraits du rapport des observateurs de la Ligue arabe sur la Syrie montrent clairement que les médias officiels racontent seulement une partie de l'histoire et exagérent la violence commise par le gouvernement d'Al-Assad et sa police et ses militaires.

Le rapport mentionne qu'" *une entitée armée*" tue des civils et des policiers et conduit des attaques terroristes visant des civils innocents. Les dommages causés par ces attaques sont attribués au gouvernement d'Al-Assad et employés pour mettre en accusation la Syrie devant les Nations Unies.

Rebelles dans Idlib, Syrie. Les preuves révèlent qu'ils sont soutenues par la CIA, le MI6, et le Mossad.

Selon le rapport de ligue arabe, « *l'armée libre syrienne* » et « *les groupes armés de l'opposition* » sont responsable de nombreux massacres.

En janvier, il a été signalé que le MI6, la CIA, et le SAS britannique étaient en Syrie et collaboraient avec l'armée syrienne libre et le Conseil National syrien pour renverser le régime d'Al-Assad. L'armée syrienne libre est largement identifiée comme une création de l'OTAN. Elle est composée en grande partie de militants des Frères musulmans – eux-mêmes une création des services secrets britanniques – financée, soutenue, et armée par les Etats-Unis, l'Israël, et la Turquie.

Ce rapport confirme celui établi en novembre de l'année dernière par le journaliste Webster Tarpley, qui a visité le Moyen-Orient et la Syrie.

« Ce que les Syriens lambda de toutes les ethnies disent au sujet de cela, c'est qu'ils se font tirés dessus par des tireurs isolés. Les gens ont affirmé que les tireurs isolés qui tiraient sur des civils étaient des terroristes, un terrorisme aveugle qui avait pour seul objectif de déstabiliser le pays. Je n'appellerais pas cela une guerre civile – c'est un terme très maladroit (ou trompeur). Ce que vous traitez ici sont des escadrons de la mort, vous avez à faire à des commandos de la terreur ; c'est une méthode typique de CIA. Dans ce cas c'est une réalisation commune de la CIA, du MI6, du Mossad, et l'argent provient d'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et du Qatar », Tarpley a dit à RT.

Tarpley a dit que les Etats-Unis encourageait « *un modèle failli de la révolution colorée, soutenu par des troupes de terroristes – les gens d'Al-Quaida et les Frères musulmans* » afin « *de provoquer des heurts au Moyen-Orient selon des lignes ethniques.* »."

4- "*Le terrorisme islamiste, c'est la nouvelle armée des USA/OTAN/ISRAEL et ses alliés/vassaux. La création de Al-Qaïda contre l'URSS en Afghanistan et son utilisation ultérieure partout autant que nécessaire, ce sont des faits acceptés à ce jour par tous ceux qui ne sont pas des analphabètes secondaires.....*

Faire s'entretuer les arabes entre eux, les africains entre eux, ... une des stratégies prioritaires

Utiliser la stratégie du chaos, la stratégie du pompier pyromane,... contre tout pays non aligné, nationaliste, panarabe, panafricain, laïc, multiculturel, multireligieeux (Syrie, Libye, Irak.. demain l'Algérie) ... pour changer son régime contre un régime "ami" (Arabie Saudite, Turquie, Qatar, Maroc...) même si féodal ou semi-féodal.

Utiliser la haute technologie militaire pour détruire les infrastructures des pays ciblés (Syrie, Libye, Irak, Afghanistan,...) sans tenir compte de la souffrance de la population civile .... une forme de crime de guerre et de génocide.

Erdogan, les Frères Musulmans, Al-Quaida,... sont les amis naturels "démocrates" des 'oligarchies occidentales au service de l'Empire (USA/OTAN/ISTRAEL)... nous les nouveaux esclaves lobotomisés par la propagande de guerre et la manipulation du cartel des medias...

L'Empire ne veut pas des Peuples /Pays Souverains avec des citoyens libres / critiques, mais de citoyens moutons / consommateurs ... c'est tout."

(j'ai corrigé l'orthographe et parfois la ponctuation)

ACTUALITE EN TITRES

L'"***apothéose***" de la collaboration de classes : la grande boucherie !

- Marc Ferro : "*La guerre de 14-18, c'est l'apothéose de l'unité nationale*" - LeMonde.fr

Vive la reprise... des suppressions d'emplois en masse !

- La reprise est là, mais pas au point de relancer l'emploi - AFP

- Air France prévoit 1.800 suppressions de postes au sol - Reuters

Vive la croissance... par le bas !

- Faut-il libéraliser les professions réglementées pour doper la croissance? - L'Expansion.com

En famille.

- Cazeneuve encourage la taxation du diesel... en 2015 - L'Expansion.com

- Malgré l'interdiction, Castorama et Leroy Merlin vont ouvrir dimanche - L'Expansion.com

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice n'envoient pas les CRS pour faire respecter une décision de justice à ces voyous ?

- A Chelles et Collégien, les Leroy Merlin ouvriront grâce aux maires - LeParisien.fr

Quel parti les maires, devinez ? PS.

ACTUALITÉ DU JOUR

A la bonne heure, quel soulagement !

- Allemagne: Merkel et le SPD engagés pour former un gouvernement - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel a conclu vendredi de premières discussions avec ses rivaux sociaux-démocrates sur la possibilité de former un gouvernement commun avec la promesse de se revoir le 14 octobre.

Quelle que soit l'issue des tractations, les députés allemands se réuniront pour leur séance constitutive le 22 octobre, soit un mois après le scrutin. Mais le gouvernement sortant restera opérationnel, sans limite de temps, jusqu'à l'entrée en fonction d'un nouvel exécutif. AFP 04.10

Cela fait un siècle que la social-démocratie allemande est morte, le SPD est une escroquerie permanente tout comme le PS en France depuis la même date.

Cela sert à quoi d'aller voter ? Les maîtres du nouvel ordre mondial aux commandes de l'Italie.

Question valable en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Belgique, en France, aux Etats-Unis, etc.

- Italie: un cadre du FMI nommé pour contrôler la dépense publique - AFP

Un des hauts responsables du Fonds monétaire international (FMI), Carlo Cottarelli, va quitter l'institution pour rejoindre le gouvernement italien où il sera en charge de la dépense publique, a annoncé le Fonds vendredi.

Directeur du département des questions budgétaires au Fonds, M. Cottarelli a été nommé par le gouvernement italien "*commissaire pour la réforme de la dépense publique*" et quittera ses fonctions actuelles le 22 octobre, selon le communiqué du FMI.

Cet ancien cadre de la Banque d'Italie et de la compagnie énergétique Eni avait rejoint le FMI en 1988 où il a notamment supervisé le lancement du rapport annuel de "*surveillance budgétaire*" qui dissèque les niveaux d'endettement et de déficit des 188 Etats-membres de l'institution. AFP 04.10

Voter en Europe pour un parti de l'Internationale social-libérale-impérialiste, c'est voter néolibéral, c'est remettre le pouvoir à l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste. Voter pour les partis de la "*gauche radicale*" revient strictement au même, puisque sans rompre avec l'UE, le FMI et l'ONU ils sont condamnés à faire la même politique. Voter UMP ou FN, également, évidemment.

Le fer de lance de la réaction mondiale, du sionisme : le PS.

- Conseil de sécurité de l'ONU: La France demande à réformer le droit de veto - 20minutes.fr

Chez les Frères...

- Fabius insiste sur la nécessité de réformer le droit de veto à l'ONU - Liberation.fr

En complément

- Israël candidat au Conseil de sécurité pour 2019-2020 - Reuters

Israël a annoncé jeudi son intention de briguer un siège de membre du Conseil de sécurité pour la période 2019-2020, même si des diplomates aux Nations unies prédisent que la tâche sera rude pour l'Etat juif.

L'obtention d'un siège de membre non permanent du Conseil nécessite une majorité des deux tiers à l'Assemblée générale des Nations unies, qui compte 193 pays membres. Les candidatures sont proposées par les cinq groupes régionaux de l'Assemblée mais l'élection se déroule en assemblée plénière.

Le représentant d'Israël à l'Onu, Ron Prosor, a déclaré que son pays serait en compétition avec l'Allemagne et la Belgique pour les deux sièges attribués au groupe "*Europe occidentale et autres groupes*" que l'Etat juif a rejoint provisoirement en 2000, puis définitivement en 2004. Géographiquement, l'Etat juif devrait appartenir au groupe Asie-Pacifique mais les pays musulmans ont bloqué son admission.

La plupart des 120 pays membres du bloc non-aligné à l'Assemblée sont peu enclins à soutenir Israël voire ouvertement hostiles à l'Etat juif, relèvent cependant les diplomates.

En novembre 2012, l'Assemblée générale a accordé aux Palestiniens le statut d'observateur à l'Onu, initiative à laquelle s'opposait fermement Israël, par 138 voix pour, 41 abstentions et neuf voix contre.

"*Nous donnerons tout pour gagner. C'est une question de temps*", a déclaré Ron Prosor à Reuters.

Le Conseil de sécurité de l'Onu compte, outre ses cinq membres permanents (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni), dix membres non permanents siégeant pour deux ans. Reuters 04.10

Morales a suggéré de déménager le siège de l'ONU, Ron Prosor ou Fabius ou encore Attali pourrait proposer Jérusalem ou Tel-Aviv...

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Le nouveau plan de départs volontaires chez Air France concernera 1.826 postes au sol dont 582 affectés au hub de Paris-Charles de Gaulle et 591 dans ses escales de province, a annoncé vendredi la compagnie à l'issue d'un Comité centre d'entreprise.

Direction et représentants du personnel d'Air France étaient réunis pour examiner ces nouvelles suppressions sur les quelque 2.800 additionnelles prévues dans le cadre de Transform 2015, vaste plan destiné à redresser le groupe franco-néerlandais Air France-KLM à l'horizon 2015.

"*Certaines de ces mesures donneront lieu à des négociations avec les partenaires sociaux. Ces négociations devront aboutir avant la fin de l'année, afin que les plans d'action puissent être mis en oeuvre dès le début de l'année 2014*", a prévenu la compagnie.

S'agissant de ses personnels navigants, elle chiffre le sureffectif à 350 pour les pilotes (équivalents temps plein) et à 700 hôtesses et stewards. Les mesures de traitement de ce sureffectif "*seront présentées ultérieurement*".

Le PDG de la compagnie aérienne, Frédéric Gagey, a en outre évalué à 150 millions d'euros les gains en année pleine de ces 1.800 suppressions de poste. Il escompte à 60 millions d'euros le gain d'une meilleure organisation des services et du travail en fonction du caractère saisonnier de l'activité, notamment dans les trois bases de province, Nice, Marseille et Toulouse, a indiqué de son côté le représentant CFDT, Michel Salomon.

"*Transform 2015 fonctionne et nos premiers efforts commencent à payer. Il faut les poursuivre et les amplifier*", a estimé le PDG. AFP 04.10

Avec le soutien des partenaires antisociaux cela devrait bien se passer...

Haut de page

Le 6 octobre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne de nouveaux articles, ce sera pour ce soir ou demain matin. Je ne vous remercie pas pour ne jamais m'indiquer les erreurs de liens que vous rencontrez, j'ai décidé moi aussi de ne pas y consacrer du temps. Quand un lien ne répond pas, tapez le titre de l'article dans Google et vous obtiendrez ce document à partir du portail qui l'avait publié en premier.

Un bref commentaire à la suite de l'article mis en ligne hier *Et si Karl Marx revenait?* de RaphaëlL Didier, économiste.

- "*Si Karl Marx, mort un an avant que la loi Waldeck-Rousseau de 1884 n'autorise à nouveau les syndicats ouvriers, revenait parmi nous, il serait surpris de voir que le capitalisme existe toujours, lui qui pensait que ses contradictions conduiraient à terme à sa disparition.*"

Marx n'a jamais prétendu que le capitalisme disparaîtrait de lui-même, il a déduit de ses contradictions qu'elles conduiraient à la barbarie ou au socialisme, selon que la classe ouvrière serait capable ou non de le renverser et de prendre le pouvoir politique, ce qui n'est pas la même chose. Il a sous-estimé les capacités du capitalisme à repousser toujours plus loin les limites de ses propres contradictions qui se traduisent malgré tout par de nouvelles crises, et la capacité du prolétariat à accomplir ses tâches historiques.

Cela dit son analyse demeure juste, ainsi que ses conclusions qui ont été vérifiées tout au long de la lutte des classes au cours du XXe siècle à nos jours. Un siècle s'étant écoulé, il faudrait actualiser ou compléter ses travaux ainsi que ses enseignements. Si les fondements du capitalisme et les rapports entre les classes qui en étaient à l'origine n'ont pas changé, le capitalisme et les classes ont connu de profondes transformations à l'échelle mondiale, certains aspects du capital qui étaient en gestation à son époque se sont développés depuis, certains facteurs ne remplissent plus exactement le même rôle qu'autrefois, bien des rapports ont évolué au sein du capital.

Hier j'ai lu plusieurs articles dans lesquels les auteurs affirmaient que l'hégémonie de l'impérialisme américain était remise en cause, que son rôle d'hyper puissance était terminé ou sur le point de l'être, que nous allions assister à une modification des rapports entre grandes puissances au détriment des Etats-Unis, que c'était un pays en crise, puissant mais aux pieds d'argile, etc. ils ont déduit cela de son recul dans l'affaire syrienne, je vous avoue que cela m'a laissé perplexe. Pourquoi ?

A en croire ces auteurs les Etats-Unis auraient perdu une guerre, aussi je me suis demandé si la guerre était la continuité de la politique sous une autre forme ou plutôt la continuité de l'économie sous une autre forme pour atteindre un objectif politique.

Pour mieux excercer leur contrôle sur cette région du monde, les néolibéraux avaient imaginé qu'ils pourraient y parvenir par la guerre, sauf qu'apparemment cela va s'avérer impossible en empruntant cette voie-là, ailleurs qu'au Moyen et au Proche-Orient ils obtiennent de bien meilleurs résultats en empruntant plutôt la voie politique.

Il leur suffirait d'intégrer le Liban, l'Irak, l'Iran et la Syrie dans une institution politique régionale englobant l'ensemble des pays de la région y compris ceux du Golfe qu'ils superviseraient discrètement moyennant leurs agents dans la place, Israël, l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Jordanie, les Emirats arabes unis, le Koweit, pour soumettre tous ces régimes à leur idéologie ou dictature, ce qui serait possible s'ils garantissaient aux classes dominantes des différents Etats de conserver leur statut et leurs privilèges, ces dernières finiraient par adhérer à leur idéologie ou plan de gouvernement mondial auquel elles seraient associées au même titre que celles qui existent ailleurs dans le monde, tous leurs peuples seraient sous contrôle et sans droits politiques et sociaux comme c'est déjà la cas aux Etats-Unis et en Europe notamment et le tour serait joué. Il leur faut simplement changer de tactique sans changer de stratégie car je ne les vois pas l'abandonner en si bon chemin. Il leur faut juste modifier le rôle que remplissent certains acteurs ou la plupart même en leur faisant miroiter le bénéfice qu'ils pourraient en tirer à terme. C'est l'aspect le plus compliqué, car il leur faudra se renier, mais bon, ils ne sont pas à cela près après tout.

Quant aux Russes et aux Chinois, ils ont tout intérêt à s'entendre avec les Américains, les Européens ne comptent pas, ils auraient tout intérêt à ce que cette région du monde soit stable sur le plan politique. Evidemment aussi longtemps que ce puzzle ne sera pas complet, la rivalité ou la concurrence que se livrent les différentes puissances continuera d'exister, mais au lieu qu'elle se fasse au détriment de l'une ou l'autre, ce sera uniquement le prolétariat mondial qui en ferait les frais, aucune d'entre elles n'aura intérêt à une guerre dévastatrice, la course aux matières premières pourraient se solder par des accords

commerciaux préservant leurs intérêts respectifs...

Ce que les auteurs de ces articles ont oublié, c'est la crise du capitalisme, la lutte des classes qui l'accompagne, qu'elle alimente, ceux qui dirigent le monde savent que le capitalisme est condamné à disparaître, qu'il se rapproche du moment où une crise économique mondiale peut éclater et l'emporter, condition que Marx ne pouvait pas entrevoir à son époque, il estimait que le capitalisme allait d'une crise à une autre et que c'était au cours d'une de ces crises aux conséquences sociales terribles pour la classe ouvrière qu'elle en viendrait à s'emparer du pouvoir politique, or ce cycle semble avoir atteint sa limite, les crises qui apparaissaient à son époque dans un intervalle de 10 ans, se produisent dorénavant dans un délai plus bref, mieux, le capitalisme est devenu incapable de surmonter ces crises, il est entré dans un cycle de crise permanente qui nécessite de sa part de prendre des mesures toujours plus brutales contre la classe ouvrière, pas partout à la fois, sur tel ou tel continent ou dans tel ou tel pays, à tour de rôle il s'attaque à tous els droits du prolétariat mondial.

La mondialisation correspond en fait à la crise mondiale du capitalisme, qui peut se résoudre dans un sens ou dans l'autre selon la capacité d'une classe de l'emporter définitivement sur l'autre, du pouvoir qu'elle a concentré entre ses mains pour anéantir l'autre littéralement, on en a un aperçu à travers la détermination de la classe dominante de détruire systématiquementtous nos droits sociaux et politiques, c'est une lutte à mort, finale qui est engagée et non un énième épisode de la lutte des classes tel qu'on l'a connue dans le passé, Marx ne pouvait pas concevoir de quelle manière ce féroce combat se livrerait, il n'a pu que l'esquisser.

Je suis revenu sur l'aspect économique du combat que se livrent les différentes classes et puissances parce que les classes ne le perçoivent pas de la même manière. La classe dominante a conscience que c'est un moyen pour elle de conquérir le pouvoir politique en soumettant les masses (et les Etats) à sa dictature. Elle inscrit son combat économique dans une perspective politique, tandis que les travailleurs continuent de combattre au jour le jour pour défendre leurs acquis sociaux ou pour obtenir de nouveaux droits sociaux sans aucune perspective politique, en vain la plupart du temps, pire encore, ils perdent tous leurs acquis les uns après les autres, ils sont manifestement handicapés par l'absence de perspective politique à leur combat, les syndicats et leurs partis vendus au capital font tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'ils ne renouent pas avec le socialisme qui est l'ennemi mortel du capitalisme.

Le capital est organisé à tous les échelons, de l'entreprise au niveau mondial, il dispose d'une multitude d'institutions financières et politiques (plus les médias, les instituts de sondage) qui sont toutes subordonnées à leurs intérêts, alors que le prolétariat ne dispose d'aucune organisation ou aucun parti indépendant, encore moins une Internationale, tous les outils dont ils disposent sont faussés, gangrenés, inutilisables en l'état pour espérer vaincre son ennemi, s'il ne se dote pas de nouveaux syndicats et de nouveaux partis ouvriers révolutionnaires, il sera défait, brisé, réduit en esclavage, c'est ce qui le guette de plus en plus. (A suivre)

Dictature. Droit divin. Intouchable. L'Etat terroriste américain "***légalement protégé de toute accusation d'agression***".

Plusieurs civils afghans tués dans une frappe de l'OTAN - Lemonde.fr

"*La nuit dernière, vers 23 heures, cinq civils âgés de 12 à 20 ans étaient en train de chasser des oiseaux avec des fusils à plomb, à environ huit kilomètres de Jalalabad [la capitale provinciale] quand ils ont été visés par une frappe aérienne des forces étrangères*", a déclaré le porte-parole de la police locale, Hazrat Hussain Mashreqiwal. "*Leurs corps ont été transportés à l'hôpital de Jalalabad*", a-t-il ajouté. La mort des cinq civils a également été confirmée par Ahmad Zia Abdulzai, le porte-parole du gouvernement local. Lemonde.fr 05.10

Extrait de l'article *L'ère des drones* publié le 3 octobre par legrandsoir.info

Steven Garbas : Est-ce qu'un jour, dans un lointain futur, on pourrait accuser légalement Obama en raison de son étroite association avec la liste des personnes à abattre [« *kill list* »].

Noam Chomsky : Je suis certain qu'il le sait. Je soupçonne que c'est la raison pour laquelle il a bien pris soin de disculper tous les gouvernements antérieurs. Pas de poursuites contre Dick Cheney ou contre George Bush, ou Rumsfeld, pour torture, encore moins pour agression. Nous ne pouvons même pas parler de cela. Apparemment les États-Unis sont légalement protégés de toute accusation d'agression.

En fait, on ne le sait pas trop, dans les années 1940 les États-Unis se sont protégés légalement. Les États-Unis ont participé à l'instauration du droit international en 1946, mais ils avaient mis une réserve : les États-Unis ne pourraient pas être accusés de violer les traités internationaux. Ce qu'ils avaient à l'esprit bien sûr c'était la Charte de l'ONU, base du droit international moderne, ainsi que la Charte de l'OÉA, la Charte de l'Organisation des États américains. La Charte de l'OÉA comporte une claire stipulation proscrivant aux pays d'Amérique latine toute forme d'interventionnisme. Il était clair que les États-Unis n'allaient pas être tenus par cette limitation. Et la Charte de l'ONU, ainsi que les principes de Nuremberg, qui y ont été introduits, condamnait sans ambiguïté l'agression, elle est assez bien définie. Et ils l'ont compris, bien entendu. Ils pouvaient lire les propos du procureur spécial états-unien à Nuremberg, Justice Robert Jackson, qui parlait éloquemment au Tribunal. Il disait que des condamnations à mort étaient prononcées premièrement parce que ce qui avait été commis c'était « *le plus grand*

crime international », le crime d'agression, et bien d'autres crimes encore ; et on « tendait à ces personnes un calice empoisonné, et si nous nous en servons, nous devons être soumis au même jugement ; ou sinon tous ces procès sont une farce ». Ce n'est pas très bien exprimé, mais ça devrait être évident. Or il y a une clause qui exclut les États-Unis.

En fait les États-Unis se tiennent en dehors d'autres traités. Presque tous. Si vous jetez un oeil à quelques unes des conventions internationales qui sont signées et ratifiées, il y a presque toujours une clause qui dit « *non applicable aux États-Unis* ». On dit que ce n'est pas directement applicable [« *non-self executing* »]. Cela signifie que la législation doit être spécifiée dans le pays.

INFOS SUR LA SYRIE

Un commando saoudien impliqué dans l'attaque chimique contre Ghouta

« *Une équipe, intitulée Opération noire, liée aux services de renseignement de l'Arabie saoudite, était impliquée dans l'attaque chimique contre la banlieue de Damas* », a révélé Russia Today.

La chaîne de télévision Russia Today, citant les sources diplomatiques en Russie, se réfère aux images collectées à partir de diverses sources diplomatiques, pour prouver que « *l'équipe de l'Opération noire* » de l'Arabie saoudite s'était infiltrée en Syrie via la frontière jordanienne, peu avant l'attaque chimique contre la banlieue de Damas, sous la direction de la brigade du «*Drapeau de l'Islam* ».

Des sources avaient déjà rapporté que les roquettes aux ogives chimiques, qui ont pris pour cible la banlieue de Damas, avaient été tirées à parti des régions, contrôlées par la brigade du «*Drapeau de l'Islam* », qui est l'un des groupes armés syriens liés à l'ASL dont le commandant est le fils d'un des oulémas salafistes de l'Arabie saoudite.

Par ailleurs, le quotidien britannique *Daily Telegraph* vient de révéler que des millions de livres des aides humanitaires, collectés par les organisations caritatives pour les déplacés et les Syriens touchés par la guerre, sont mis à la disposition des terroristes, actifs en Syrie. french.irib.ir 05.10

Tenez, c'est marrant, ni l'AFP ni Reuters n'ont repris cette info pourtant d'une importance capitale, ni Obama ni Hollande, comme c'est étrange...

Assad ne négociera avec les rebelles que s'ils déposent les armes - Reuters

Le président syrien Bachar al Assad exclut de négocier avec les rebelles tant que ces derniers ne déposeront pas les armes et affirme que la Russie soutient plus que jamais son gouvernement.

Dans une longue interview au magazine allemand Der Spiegel, Assad ajoute qu'il ne croit pas à un règlement du conflit par le biais de négociations avec les insurgés.

"*Selon moi, une opposition politique ne porte pas d'armes. Si quelqu'un dépose les armes et veut retrouver la vie quotidienne, alors on peut discuter*", dit-il.

Le président américain Barack Obama n'a "*même pas l'ombre d'une preuve*" de l'utilisation d'armes chimiques par les forces gouvernementales syriennes, assure encore Bachar al Assad.

"*Il n'a rien d'autre à offrir que des mensonges*", ajoute le président syrien qui voit dans les Russes "*de vrais amis*".

"*Ils comprennent bien mieux ce qui se passe réellement ici. Les Russes sont bien plus indépendants que vous en Europe, qui vous positionnez tellement par rapport aux Etats-Unis*", dit-il.

"(Le président russe Vladimir) Poutine est plus que jamais déterminé à nous soutenir. Il sait, de par son propre combat contre le terrorisme en Tchétchénie, ce que nous vivons ici", estime Bachar al Assad.

Le chef de l'Etat syrien annonce que des élections présidentielles auront lieu deux mois avant la fin de son mandat, qui s'achève en août prochain, et laisse planer le doute sur sa candidature.

Sa démission est la principale pierre d'achoppement dans les tractations diplomatiques en vue d'une solution politique au conflit qui a fait plus de 115.000 morts et forcé six millions de Syriens à fuir leur foyer.

L'opposition soutenue par des pays arabes et occidentaux estime en effet que toute négociation de paix doit nécessairement aboutir au départ de M. Assad, tandis que le régime et ses alliés, en particulier la Russie, refusent toute condition préalable.

"*Si j'ai le sentiment que le peuple syrien veut que je sois président dans une prochaine étape, je me porterai candidat*", a affirmé M. Assad dans un entretien à la chaîne d'opposition Halk-TV diffusé vendredi soir par l'agence officielle Sana.

"*Si la réponse est non, je ne le ferai pas*", a-t-il ajouté, précisant que sa réponse serait "*plus claire dans les quatre ou cinq mois*". Son mandat actuel expire en 2014.

Dans cette même interview, M. Assad a accusé les rebelles, qu'ils qualifient de "*terroristes*" d'aspirer à créer un "*Etat islamique*" en Syrie. "*Ils n'ont rien à avoir avec l'islam, ils viennent du monde entier, de plus de 80 pays pour mener le jihad (guerre sainte) et créer cet Etat*". AFP et Reuters 05.10

Conditionnement et manipulation. La présentation falacieuse de l'AFP. Deux paragraphes décryptés.

- Le conflit en Syrie est né il y a deux ans et demi d'une révolte pacifique (Pacifique : des manifestants ont tiré sur les forces de l'ordre avant d'en tuer plusieurs) réprimée dans le sang (Répression somme toute mesurée au regard des dizaines de policiers et militaires tirés comme des pigeons par des snipers) et devenue insurrection (Instrumentalisée par des mercenaires armés à la solde du Qatar, des terroristes étrangers qui n'avaient rien de manifestants) pour renverser le régime (Un chef d'Etat élu, un Etat souverain et indépendant, un pays disposant d'institutions, de partis politiques et de syndicats) à de M. Assad, qui a refusé à maintes reprises de quitter le pouvoir.

Sa démission (Prétention exhorbitante mise en avant puis soutenu par Washington, Tel-Aviv, Riad, Londres, Doha et Paris) est la principale pierre d'achoppement (Aucun chef d'Etat élu n'accepterait de démissionner sous la menace de terroristes) dans les tractations diplomatiques en vue d'une solution politique au conflit qui a fait plus de 115.000 morts et forcé six millions de Syriens à fuir leur foyer. (Seuls les djihadistes barbares et les Etats qui les soutiennent sont responsables de cette situation, la Syrie n'a attaqué aucun pays et vivait en paix avant cette agression étrangère.)

De sacrés salopards ces journalistes de l'AFP.

Réaction de la Maison Blanche à la candidature éventuelle d'Assad aux présidentielles

L'idée de la participation de Bachar al-Assad aux élections présidentielles syriennes est outrageante a estimé dans un communiqué la Maison Blanche. french.irib.ir 05.10

Un complément sur les relations Iran-Israël.

L'ex-ministre iranien de la Défense Ahmad Vahidi, le général a déclaré que «*le lobby sioniste et l'entité israélienne cherchent à entraver tout accord irano-argentin concernant l'attentat contre le centre juif AMIA à Buenos Aires en 1994 faisant 85 morts* ».

Dans une interview avec le magazine iranien Traz , le général Vahidi a déclaré que «*l'entité israélienne et le lobby sioniste s'acharnent à exercer des pressions sur le gouvernement argentin*», révélant que « *la présidente argentine Cristina Kirchner et le ministre des Affaires étrangères argentin, avaient réussi il y a plusieurs mois, de trouver une entente avec les responsables iraniens afin de clore l'affaire. Toutefois, le lobby sioniste était intervenu pour faire pression sur le gouvernement argentin pour garder le dossier ouvert* ».

L'ancien ministre de la défense a souligné que «*les Iraniens ont demandé aux Argentins de fournir des preuves convaincantes prouvant l'inculpation de l'Iran dans l'attentat, sauf que le gouvernement argentin a révélé que la partie israélienne n'avait pas réussi à fournir des preuves et des documents au sujet des allégations contre l'Iran* ». french.irib.ir 05.10

Ils ont bien financé le régime nazi et commis depuis bien d'autres assassinats de juifs et d'attentats dans le monde qu'ils ont attribué à la Libye, au Hezbollah, à l'Iran, ils ne sont plus à un crime près ...

ACTUALITE EN TITRES

Vite la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, mobilisez-vous !

- Manifestation à Orange contre le départ de la Légion - L'Express.fr

Les 900 légionnaires du premier Régiment étranger de cavalerie doivent quitter Orange en 2014, ce qui pourrait entraîner la destruction de 700 à 1000 emplois.

D'après la chambre de commerce et d'industrie du Vaucluse, entre 4000 et 5000 emplois indirects sont liés au fonctionnement de la caserne et "700 à 1000 emplois peuvent disparaitre" à sa fermeture. L'Express.fr 05.10

Tours d'illusionnistes

- Lampedusa: le PCF dénonce des politiques européennes "*sécuritaires et égoïstes*" - AFP

En finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale, avec l'UE, l'ONU ? Vous n'y pensez pas, il faut oeuvrer pour le réformer, il faut faire avec, c'est cela le socialisme, l'écosocialisme, le socialisme du XXIe siècle à la mode de gauche ou d'extrême gauche.

- PS: "*Les valeurs de gauche s'érodent depuis longtemps*" - L'Express.fr

Un euphémisme, une escroquerie politique, elles ont toujours servi à la stailité du régime en place...

- "*Le PS peut redevenir un parti de masse capable de gagner la bataille culturelle*" - LeMonde.fr

Pour le compte du néolibéralisme, de l'idéologie sioniste, de l'oligarchie financière, de son nouvel ordre mondial, c'est ce qu'il s'est employé à démontrer depuis mai 2012. Avec le concours de la "*gauche de la gauche*" et l'extrême gauche devenu aussi réactionnaires.

Déstabilisation, infiltration, instrumentalisation... Une seule et unique stratégie.

- Attentats en Irak : 73 morts, dont près de 50 pèlerins chiites - LeMonde.fr

- Centrafrique: plongée en plein chaos - L'Express.fr

- Une quinzaine de soldats libyens tués dans une attaque - LeMonde.fr

- Egypte: les Frères Musulmans appellent à la poursuite des manifestations - L'Express.fr -

- Plusieurs civils afghans tués dans une frappe de l'OTAN - LeMonde.fr

- Somalie : opération commando des forces spéciales américaines contre les shebab - LeParisien.fr

- Kenya: Une vidéo inédite de l'attaque terroriste du centre commercial de Nairobi - 20minutes.fr

- Roms: l'émoi des camarades socialistes du Danube - L'Express.fr

- Greenpeace mobilise pour ses militants emprisonnés en Russie - Liberation.fr

- Les manifestations perdent de la vigueur au Soudan - Reuters

- Cuba: les boutiques de mode importée prêtes à la résistance - AFP

- La Chine emploie deux millions de personnes pour censurer Internet - L'Expansion.com

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Manipulation, conditionnement.

Le mouvement ouvrier cadenassé, le prolétariat livré au néolibéralisme.

Comment se faire passer pour ce qu'on n'est pas en détournant l'attention de ce que l'on est vraiment. Comment se faire passer pour ce qu'on n'est pas pour ne pas se voir accuser de l'être. Mode d'emploi.

- Dans son discours prononcé au gymnase parisien Japy, lors d'un forum de mobilisation contre les "*extrémismes*", le patron du PS, Harlem Désir, a battu le rappel samedi face à la montée du Front national, fustigeant, devant des ministres socialistes et des syndicalistes, "*un parti d'extrême droite*", "*de menteurs*" et "*d'incompétents*".

(Plus "*menteurs*" que les dirigeants du PS, impossible, ajoutons plus cyniques. Qui imaginera que ceux qui conspuent le mensonge seraient des menteurs eux-mêmes ? La méthode est élimée, certes, on pourrait penser au premier abord qu'il serait ridicule d'y recourir car chacun a en mémoire les grossiers mensonges de Hollande par exemple, malgré tout bien des travailleurs demeurent naïfs ou ont la mémoire courte, mais l'essentiel est ailleurs.

S'ils recourent à ce procédé, c'est parce qu'il leur est utile pour rassembler auteur d'eux tous ceux qui leur ressemblent, qui n'ont pas plus de scrupules ou de principes ou qui partagent leur morale immonde pour être de fieffés menteurs et en tirer profit exactement comme eux, vous en trouverez un apperçu à la fin de cet (extrait) article.

Finalement, il s'agit de rassembler tous ceux qui se disent de gauche et qui sont aussi pourris qu'eux, qui partagent la même idéologie, les mêmes méthodes pour travestir la politique qu'ils mettent en oeuvre et la présenter sous un angle favorable, conforme à ce qu'ils sont censés représenter et la boucle est bouclée. - ndlr)

Le Premier secrétaire a encore accusé tour à tour le FN d'"*être un parti xénophobe*", "*un parti sexiste qui compare le mariage pour tous à la polygamie*", "*un parti de menteurs, qui se disent sociaux auprès des ouvriers du Nord et ultra-libéraux auprès des patrons et commerçants du Sud*". (Ce qu'il dénonce, c'est la méthode du PS, le FN n'a pas l'exclusivité du populisme ! - Ndlr)

Le FN, a-t-il insisté enfin devant plusieurs centaines de personnes, est un "*parti d'incompétents, dont la gestion municipale a été une catastrophe*".

(C'est là le seul talent qu'on reconnaîtra au PS, de savoir gérer la société pour le compte des capitalistes, des néolibéraux plus précisément. - ndlr)

Certains "*nous disent que rappeler les valeurs de la République ne suffit pas*", a-t-il poursuivi. "*C'est une évidence et le combat contre l'extrême droite doit se mener sur tous les plans, celui des réponses à la crise, celui de l'emploi*"...

(L'imposture est sans limite, inutile de commenter. -ndlr)

Secrétaire national du PS aux élections, Christophe Borgel a raillé ceux qui considèrent que moins on parle du FN, mieux c'est. "*On peut avoir l'attitude de l'autruche*", "*c'est un débat vieux comme la montée de l'extrême droite. Je n'ai jamais vu que de ne pas parler de quelque chose qui existe le fasse disparaître. On fait de la politique, pas de la magie*".

(La preuve, c'est que le PS existe encore ! Car effectivement, c'est bien pour l'avoir ménagé et enterré tous ses crimes, au nom du front unique qu'ils peuvent encore tenir ce genre de discours.

En fait le PS et ceux qui l'ont soutenu "*on fait de la politique*" en recourant à un tour de "*magie*" pour empêcher qu'un véritable parti ouvrier voie le jour tout en prétendant vouloir le construire, l'illusion a été si parfaite que dans la réalité il n'existe pas. - ndlr)

Très applaudis et évoquant leurs expériences de syndicalistes sur le terrain, un représentant de la CFDT, Thierry Cadard, et un autre de la CGT, Pascal Debay, ont mis en garde contre une telle approche exclusive, en relevant qu'il y avait maintenant au sein des entreprises une "*libération de la parole*" vis-à-vis des thèmes défendus par le FN.

"*Réaffirmer les valeurs sans avancer sur l'effectivité des droits des salariés, cela peut être contre-productif. Il ne suffit pas d'affirmer les valeurs républicaines. Il faut les faire vivre*", a lancé le syndicaliste. AFP 05.10

(Comment "*faire vivre*" un cadavre... après avoir bradé les "*droits des salariés*" autour d'une table de "*négociation*" au profit du patronat ! - ndlr)

Front de gauche : "***le rassemblement au delà de lui-même***"... à droite !

Comment s'allier à un parti social-libéral-impérialiste sans l'être soi-même ?

Réponse : Impossible évidemment. Peu importe le TSCG, l'ANI, la contre-réforme des retraites, Peillon, de la décentralistation, le budget d'austérité, la guerre contre le peuple malien, la servilité envers l'UE et la BCE, l'alignement total sur Washington sur

la Libye, le Mali, la Syrie... du moment que la soupe est bonne !

Voilà pour la politique du Front de gauche.

Le PCF n'a jamais été un parti communiste (Lénine-Trotsky), incapable de rompre avec le capital à l'instar de la SFIO à partir de 1920, pratiquement immédiatement il deviendra un parti stalinien, ensuite après avoir été un satellite du Kremlin à l'époque de l'URSS, après sa dispartion c'est sans peine qu'il apparaîtra comme un parti réformiste bourgeois, et une fois le néolibéralisme parvenu aux commandes du capitalisme anglo-saxon et que le PS s'y soit converti, il ne trouvera rien de mieux à faire que soutenir ce parti, ainsi tout est dans l'ordre des choses.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a affirmé samedi lors du discours de clôture des rencontre nationales durant lesquelles ont été choisis les chefs de file pour les villes de plus de 20.000 habitants avant validation dimanche par le Conseil national, que le "*maître-mot n'est pas autonomie*", mais "*rassemblement*" pour les élections municipales, prenant le contre-pied de son partenaire, le Parti de gauche qui appelle à l'autonomie au premier tour.

Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, partenaire du PCF au sein de Front de gauche, appelle à une autonomie au premier tour des municipales alors que les communistes qui gèrent de nombreuses villes avec les socialistes sont favorables au "*cas par cas*".

Quant aux alliances entre écologistes et le Front de gauche qui s'élaborent dans certaines villes, "*c'est exactement ce que nous voulons, que le rassemblement soit le plus large possible*", a expliqué le secrétaire national du PCF.

"*Si nous renonçons à ça, c'est que nous renonçons à faire bouger les lignes dans la gauche*", a assuré Pierre Laurent qui a rappelé avoir été à l'origine des Assises pour une VIe République en juin auxquelles avaient participé les dirigeants d'EELV dont Pascal Durand le secrétaire national ainsi que des membres de l'aile gauche du parti socialiste.

(Car le PS et EELV sont de gauche, voter le TSG, prôner le bombardement de la Syrie, c'était être de gauche, qu'est-ce qu'on est sot ! -ndlr)

"*Il faut un Front de gauche capable de penser le rassemblement au delà de lui-même*", a-t-il dit.

(Toujours plus à droite, comment pourrait-il en être autrement ? -ndlr)

Sur la méthode pour aborder les municipales, Pierre Laurent s'est dit "*confiant*". "*Nous sommes tranquilles, la méthode est claire, simple, limpide : c'est la démocratie*".

Il a le mot pour rire, car pour être "*claire, simple, limpide*", cela l'est au-delà de nos espérance, on l'en remercie au passage, aucun militant ouvrier n'aura plus aucun doute sur la nature de l'engagement politique du Front de gauche allié du PS et ses satellites tous plus droitiers les uns que les autres. Si c'est là la manifestation de la "*démocratie*", c'est qu'elle est bien morte.

La "*méthode*" consiste à s'allier à un parti qui applique la même politique néolibérale que son précédesseur mais en y ajoutant une touche personnelle basée sur une imposture, autrement dit à associer les travailleurs aux intérêts des capitalistes que le PS et ses satellites incarnent au nom de la croissance, de l'emploi, du progrès social, de l'intérêt général, de la nation, de la France, bref, la conception de la démocratie de P. Laurent a comme une odeur d'union nationale qu'incarne à lui seul ce rassemblement constitué du PS, ses satellites et le Front de gauche, union nationale ou alliance entre les classes et démocratie étant synonyme et compatible comme chacun sait ou devrait le savoir.

L'expression politique des travailleurs passe à la trappe, c'est bien l'objet de cette opération, leur interdire de s'exprimer sur leur terrain de classe indépendant, confisquer leur droit politique au profit de leur ennemi de classe, en cela le contrat passé entre le néolibéralisme ou le mondialisme et le PS, ses satellites et ses alliés est rempli.

La tyrannie des ONG. Les provocateurs du mondialisme en action.

Près de deux semaines après l'assaut du bateau de Greenpeace Arctic Sunrise par les services de sécurité russes, l'ONG internationale organise, samedi 5 octobre, une journée de mobilisation à Moscou et dans le monde pour demander la libération de ses 28 militants et deux journalistes emprisonnés en Russie.

Des rassemblements sont également prévus dans une quinzaine de villes françaises, mais également en Suède, aux Pays-Bas et en Argentine.

Les trente membres d'équipage ont été inculpés jeudi de "piraterie" et risquent jusqu'à quinze de prison pour pour une opération contre une plateforme pétrolière dans l'Arctique.

A l'heure actuelle, seuls les Pays-Bas – l'Artic Sunrise battait pavillon néerlandais – ont pris position publiquement et demandé qu'ils soient relâchés. La Haye a en effet entamé vendredi une procédure juridique, estimant que l'arraisonnement du bateau et l'arrestation de l'équipage sont "illégaux" car les Russes auraient dû demander aux Pays-Bas la permission d'interpeller l'Arctic Sunrise.

Greenpeace a immédiatement "*applaudi*" la décision néerlandaise. "*Les Pays-Bas ont pris une position ferme en vue de la défense de la loi et du droit à la protestation pacifique*", a déclaré Jasper Teulings, avocat de Greenpeace, cité dans un communiqué.

La France a indiqué mercredi que les ambassades des autres pays concernés "se concertaient" sur le sujet. En France, 18 manifestations sont organisées dans tout le pays. lemonde.fr 05.10

Si une telle action avait été lancée contre une installation pétrolière américaine, britannique, hollandaise ou française, immédiatement les chefs de guerre de ces pays auraient fait intervenir leurs commandos ou militaires et les auteurs de cette opération auraient été interpelés sans ménagement et incarcérés. Mais lorsque la Russie réagit de la sorte, ce n'est pas normal, c'est le comportement d'une dictature.

Si une telle action avait été lancée contre une installation pétrolière américaine, britannique, hollandaise ou française, immédiatement les chefs d'Etat du pays concerné aurait rappelé que personne sous aucun prétexte ne devait violer la sacro-sainte propriété privée, mais là s'agissant d'une entreprise russe ils estiment que cette opération est légale.

Si au cours d'une manifestation un Palestinien tirait sur la police en Israël, il serait qualifié de terroriste, un ennemi de la démocratie, il serait abattu sur le champ, quand au cours d'une manifestation un homme armé tire sur la police en Syrie, c'est un militant qui exerce son droit légitime à la démocratie contre un régime tyrannique, il mérite des éloges.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

En Tunisie, Ennahda va quitter le pouvoir. Le parti islamiste qui dirige le gouvernement s'y est engagé samedi 5 octobre. Il cherche ainsi à résoudre une grave crise politique.

Deux ans après la victoire de son parti aux élections, le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, et les dirigeants des partis d'opposition ont paraphé une feuille de route. Elle prévoit la désignation avant la fin de la semaine prochaine d'un Premier ministre indépendant. Il aura deux semaines pour former son cabinet.

L'équipe dirigée par Ennahda devra alors se retirer. Le document signé indique que "*le gouvernement donne sa démission dans un délai ne dépassant pas trois semaines*" après la première séance du "dialogue national" inaugurée samedi pour résoudre la crise politique déclenchée par l'assassinat le 25 juillet du député Mohamed Brahmi. La date fatidique reste cependant incertaine, des responsables islamistes considérant que le compte à rebours débutera le jour où l'ensemble des forces politiques se réuniront à la table des négociations, une date encore indéterminée, et non à compter de la signature. Francetv info 05.10

Haut de page

Le 7 octobre 2013

CAUSERIE

INFOS SUR LA SYRIE ET L'IRAN

Syrie: la conférence Genève II peut-être en novembre, dit Brahimi - AFP

Interrogé lors d'une émission de la chaîne TV5 et de la radio RFI , l'émissaire spécial pour la Syrie de l'ONU et de la Ligue arabe Lakhdar Brahimi a martelé : "*il ne faut pas que les jihadistes remplacent le régime actuel*". "*Les Russes et les Occidentaux*

sont d'accord. Il faut qu'il y ait un processus qui finira par des élections, organisées sous contrôle international, qui permette au peuple syrien de s'exprimer", a-t-il indiqué. AFP 06.10

Autrement dit, Russes et Américain ne peuvent pas se passer d'Assad...

Marche arrière toute.

Selon certaines sources diplomatiques, les délégations de plusieurs pays européens se sont récemment rendues à Damas , transmettant à Assad des messages consistant à signifier un changement de position vis à vis de Damas. Selon Al chargh al jadid, plusieurs délégations européennes affirment que l'Europe est revenue sur ses pas vis à vis d'Assad et de son gouvernment. Ces pays qui accusaient il n'y pas si longtemps Assad de génocide affirment désormais que la Syrie est en guerre contre le terrorisme. certains de ces pays reconnaissent avoir commis des erreurs contre La Syrie et qu'ils sont désireux de renouer leurs liens avec la Syrie d'assad.

Les messages européens appellent à une coopération avec le gouvernement Assad en matière de lutte contre le terrorisme : ces pays souhaitent avoir des renseignement au suejt de ceux de leurs ressortissants qui combattent l'Etat et l'armée syriens en Syrie sous la bannière de takfirisme. les délégations européennes ont fait l'amande honorable : " *au début de la crise syrienne, nous avons reçu de fausses informations et puis nous avons été avides des avantages que les Etats Unis nous promettaient* "

Et la réponse syrienne : " *toute normalisation interviendra à condition que vous annonciez officiellement votre nouvelle position, que vous condamniez l'envoie d'armes aux terroristes et que vous apposiez votre veto sur tout projet de résolution en ce sens*". Les délégations européennes auraient demandé un délai disant qu'elles avaient peur de changer de cap officiellement mais qu'elles souhaitaient garder leurs contacts avec Damas". french.irib.ir 06.10

Le sionisme dicte sa loi à Washington

"*L'Iran est "à un an ou plus" de pouvoir se doter d'une bombe atomique*", vient de prétendre le Président américain, Barack Obama, malgré toutes les précisions et affirmations des responsables iraniens, réitérant la nature pacifique des activités nucléaires iraniennes.

Lors de son interview avec l'Associated Press, publié, samedi, le président américain a dit que, selon les évaluations des services de renseignements américains, l'Iran a, seulement, quelques mois, avant de pouvoir se doter d'une bombe atomique. Obama avait reçu, lundi, à la Maison Blanche, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, qui s'était exprimé, le lendemain, à la tribune des Nations unies, en disant qu'Israël ne laissera pas l'Iran se doter de l'arme nucléaire. french.irib.ir 06.10

Pour qui roulent-ils ?

Propos de Éliane Assassi (présidente du groupe FdG au Sénat) et de André Chassaigne (président du groupe FdG à l'Assemblée nationale) relevés par Mauris Dwaabala, lors des journées des parlementaires communistes, républicains, citoyens et du Parti de gauche qui se sont ouvertes le dimanche 25 septembre à Auray (Morbihan). (source : « C'est difficile, mais il n'y a pas d'autre choix. » - mercredi 2 octobre 2013 - legrandsoir.info)

- Nous ne mettons pas sur le même plan les choix faits sous Sarkozy et ceux du gouvernement Ayrault...

(C'est la même politique, mais la signification ne peut être la même pour pouvoir soutenir le gouvernement, CQFD. -ndlr)

- Nous ne sommes pas dans l'opposition, mais nous pensons qu'il est possible de mettre en oeuvre dans notre pays une réelle politique de gauche. Tout notre engagement de parlementaires vise à faire vivre cette alternative, cette ambition...

(S'ils ne sont pas dans l'opposition, c'est qu'ils soutiennent le gouvernement. Leur rôle consiste à faire croire jusqu'à la fin du mandat de Hollande et de cette législature que tout est possible même si cela ne se produira jamais, peu importe, l'essentiel c'est que les naïfs y croient. Ceux qui en tirent profit trouvent ainsi une justification pratique à leur soutien au gouvernement. - Ndlr)

- Notre responsabilité n'est pas de passer notre temps à dire que ce que fait le gouvernement socialiste n'est pas bien, mais de faire la démonstration que d'autres choix à gauche sont possibles.

(Idem, l'essentiel c'est de le dire et de le faire croire, peu importe le résultat. - ndlr)

- Mener le débat public sur les choix du gouvernement et leurs impasses, redonner de l'espoir en montrant que d'autres voies peuvent être ouvertes à gauche constituent notre ligne de conduite pour faire bouger les choses dans notre pays...

(Idem, l'espoir fait vivre et peu importe s'il ne se concrétise jamais. - ndlr)

- Nous ne voulons pas du retour de la droite et nous ne voulons pas que l'extrême droite s'installe en force dans notre pays. C'est pourquoi nous faisons attention à ne pas nous situer dans l'opposition, mais à être la force qui porte l'idée qu'une autre politique de gauche est possible...

(Quoi qu'il arrive ils soutiendront le gouvernement parce qu'ils ne veulent pas "du retour de la droite", vous voyez que c'est utile de ne pas qualifier le PS de droite. L'idée n'a jamais nourri son homme- ndlr)

- La colère populaire doit être une colère constructive. C'est la force des communistes de travailler à cela, de voir la situation dans son mouvement avec toutes ses contradictions et ses possibilités. C'est difficile, mais il n'y a pas d'autre choix...

(Il n'y a pas d'issue politique pour les travailleurs, ils doivent subir la politique de ce gouvernement et tant pis si c'est la même que son prédécesseur. - ndlr)

Voila tout le Front de gauche est résumé ici.

En complément : ils font feu de tout bois et bouffent à tous les râteliers.

Pour Mélenchon, Hollande est «*un homme d'embrouille*» 20minutes.fr 06.10

- François Hollande «a trompé beaucoup de monde et il continue», affirme le leader du Parti de gauche, selon qui le chef de l'Etat «*n'est pas un homme de synthèse, c'est un homme d'embrouilles*». «*Le désespoir qu'il répand sert la soupe aux Le Pen*», poursuit-il.

Selon lui, «*un budget de récession pire encore que les précédents*». «*Ce gouvernement a deux bêtes de somme : les ouvriers et les classes moyennes ! Comme la droite, pour lui le grand ennemi, c'est le coût du travail. Pas celui du capital*». 20minutes.fr 06.10

Traduction de ce numéro d'illusionnisme : Si Hollande avait été "*un homme de synthèse*" tel que Mélenchon l'entend, le Front de gauche aurait pu participer à son gouvernement et Mélenchon redevenir ministre.

Nulle "*embrouille*" dans le discours et le comportement de Hollande, au contraire il est clair et parfait dans son rôle. L'"*embrouille*" existe plutôt dans le cerveau très tordu de Mélenchon, l'"*embrouille*" a consisté à présenter Hollande et le PS autrement que ce qu'ils étaient, à leur attribuer des intentions politiques qu'ils n'ont jamais eu, uniquement pour qu'il soit élu et qu'il obtienne la majorité à l'Assemblée nationale pour pouvoir gouverner, le Front de gauche apparaissant comme son allié naturel et tirant profit de cette situation au passage pendant les cinq ans à venir.

Il ne faut pas écouter Mélenchon, c'est un charlatan, il n'est bon qu'à brasser du vent, il a passé 30 ans à le faire quand il était au PS et il continue depuis, et quand il semble dire quelque chose d'intéressant, en réalité ils enfoncent des portes ouvertes, la portée de son discours ne dépasse pas celui de sa voix.

Par exemple, il n'arrête pas de dire que Hollande ou le gouvernement sont "*comme la droite*", mais si vous lui demandez s'ils sont de droite il répond négativement, il ne peut pas franchir le pas et les caractériser de droite. Pourquoi ? Pour une raison bien simple, parce qu'il apparaîtrait qu'il l'est également puisqu'il est incapable de rompre avec eux, il les soutient en réalité, il le dit lui-même quand il refuse de se situer dans l'opposition au gouvernement, il est son allié, il ne peut pas davantage rompre le cordon ombilical avec le PS qu'avec le capital, l'euro, la BCE, l'UE, l'ONU, c'est là l'origine politique de son soutien à Hollande et son gouvernement, lui et son parti, le Front de gauche n'a de gauche que le nom, ils sont tous liés au régime en place auquel ils doivent leur existence.

Voilà la conclusion à laquelle les militants et les travailleurs ne doivent pas parvenir. Elle est là la véritable "*embrouille*" qui consiste à maquiller pas spécialement la réalité des rapports qui existent entre le Front de gauche et le PS, le capital et ses institutions qu'il revendique en grande partie, mais leur véritable signification politique qui ne laisse aucun doute sur la nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire du Front de gauche.

Un complément qui tombe à pic

- Rennes: accord EELV-Front de Gauche pour les municipales - AFP 06.10

Question : Comment peut-on se qualifier de gauche et s'allier avec un parti qui soutient la politique social-libéral-impérialiste de Hollande depuis le 6 mai 2012, TSCG, Syrie, etc ?

Confirmation. En famille. Union nationale. PS, EELV, Front de gauche : à droite toute derrière l'UMP !

Ils font bien le lit de l'extrême droite.

Quel dommage que EELV ait présenté un candidat ! Sinon le candidat présenté par le PCF aurait pu être présent au second tour et être éventuellement élu grâce aux voix des électeurs qui s'étaient portés sur le candidat de l'UMP, pas de bol, ce sont les électeurs du PCF et du PS, ajoutons de l'extrême gauche, qui sont appelés à voter UMP, c'est beau quand même le "*front républicain*". Ne dites surtout pas qu'ils figurent tous dans le même camp, ils vont hurler à la calomnie.

- L'extrême droite est arrivée largement en tête dimanche du premier tour de l'élection cantonale partielle de Brignoles (Var), avec près de 49,5% des voix, PS et PCF réagissant à l'élimination de la gauche en appelant "à faire barrage au FN".

(Boycott du second tour à Brignoles ! - ndlr)

Ce scrutin, marqué par une forte abstention de 66,65% (contre 56,86% et 61,89% lors des précédentes élections de 2011 et 2012), sonne comme un coup de semonce pour l'UMP et le PS à 150 jours des élections municipales.

La candidate UMP Catherine Delzers est arrivée en deuxième position avec 20,8% des voix, dans ce canton gagné par la gauche en 2012.

Le candidat du Parti communiste, Laurent Carratala, soutenu par le Parti socialiste, a obtenu 14,6% des voix, et la candidate d'Europe Ecologie Les Verts, Magda Igyarto-Arnoult, 8,9%.

"*La gauche est éliminée dès le premier tour de l'élection cantonale partielle de Brignoles. Ce résultat doit sonner comme un sévère avertissement pour tous les partis de gauche : lorsque le Front national est fort, la division produira souvent le même résultat. La conséquence est simple : au second tour les électeurs n'ont le choix qu'entre l'UMP et le FN*", écrit le PS dans un communiqué.

(S'il avait le "*choix*" entre le PS et le FN, cela ne changerait rien puisque le PS fait la même politique que l'UMP. C'est là qu'on se rend compte ce qui signifie l'absence de droits politiques pour les travailleurs. Même pas besoin d'une dictature militaire ou d'un régime tyrannique pour parvenir au même résultat. Résultat que nient tous les partis notez bien, sans rire, nous sommes en démocratie, la preuve le droit de vote existe encore.

Non, ne vous marrez pas, c'est le genre d'arguments qui a servi de toile de fond aux trotskistes pendant 68 ans dans leurs analyses et qui a déterminé leur politique, leurs rapports aux institutions et ses différents partis. Pourquoi nous en sommes là, ceci explique en grande partie cela, leurs dirigeants en portent la responsabilité. - ndlr)

"*Le FN est fort de l'abstention en général, et en particulier à gauche. S'il progresse en pourcentage, il obtient moins de voix qu'à la présidentielle ou aux législatives*", analyse le PS.

(Ce résultat et l'abstention exprime le rejet par la majorité des travailleurs de la politique réactionnaire du PS. Ils démontrent aussi qu'il n'y a pas une adhésion massive aux idées nauséabondes du FN.

Cela met en lumière au passage que les discours du PS, de la gauche et de l'extrême gauche tournés contre le FN sont du domaine de l'instrumentalisation et ne servent qu'à camoufler leur véritable nature ou celle de leur politique qui s'inscrit dans le cadre du régime en place.

Le double langage permanent de la gauche et de l'extrême gauche, qui en sont arrivés à verser dans une sorte de populisme vulgaire allant jusqu'à reprendre à leur compte les thèmes des néolibéraux, est ainsi sanctionné. -ndlr)

Le Parti communiste a lui aussi appelé les électeurs à faire "*barrage*" au FN et accusé Europe Ecologie-Les Verts de "*porter la responsabilité*" de l'élimination de la gauche, alors que le parti écologiste n'avait en 2012 pas présenté de candidat.

(Bien que le PC n'incarne pas le communisme, ce qui n'est pas le cas de tous ses militants, c'est suffisant pour que EELV qui est une formation politique férocement anticommuniste, ne manque pas une occasion de le démontrer et de prendre le relais du PS sur ce plan-là.

A Rennes ils ont réalisé un accord avec le Front de gauche, sans le PCF, ils ont reconnu dans les autres composantes du Front de gauche de farouches ennemis du communisme, dont le parti de Mélenchon. Ajoutons que si dans certains cas le PCF peut s'allier à EELV, c'est bien parce que ce parti est aussi l'ennemi du communisme, apparemment il n'y a que les militants du PCF qui ne s'en soient pas encore aperçus. - ndlr)

Le PS et le PCF avaient appelé la semaine dernière au "*rassemblement*" et demandé le retrait de la candidature écologiste, craignant une élimination du candidat communiste dès le 1er tour. AFP 06.10

(Au regard du tapage qui est fait autour des résultats de cette élection et qui était parfaitement prévisible, on est porté à penser que cette opération a très bien pu être orchestrée par les états majors de ces partis afin d'en tirer profit par la suite, pour rendre plus crédible l'axe du "*rassemblement*", du vote "*utile*" en faveur du candidat investi par le PS ou le Front de gauche et soutenu par ces formations politiques, bref sauver le PS, parti du gouvernement et de la "*majorité*" parlementaire d'une cinglante défaite électorale annoncée.

Ils ne sont pas à un coup tordu près, ils sont prêts à tuer père et mère et leurs enfants si nécessaire pour parvenir à leurs fins, l'ignorer serait une grave lacune politique. Vous avez pu observer de quelle manière ils ont traité la question syrienne, cela devrait vous suffire comme preuve, si nécessaire encore une fois. - ndlr)

Crise ouverte au parti de l'ordre. Le PS est en meilleure position pour garantir la stabilité du régime.

- Fillon se voit de facto en compétition avec Sarkozy - Reuters

François Fillon se déclare "*de facto*" en compétition avec Nicolas Sarkozy pour l'élection présidentielle de 2017, jugeant qu'il n'y a pas beaucoup d'autre alternative à droite.

Dans le Journal du dimanche, l'ancien Premier ministre UMP estime que les sondages les départageront pour savoir qui est le mieux placé pour battre le président François Hollande.

"*Je ne peux pas assumer toutes les conséquences d'une candidature à la présidentielle et ne pas être en conflit avec Nicolas compte tenu de son état d'esprit*", dit-il. "*On est de facto en compétition.*"

François Fillon dit préparer un programme "*de vraie rupture*", jugeant que durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, la droite n'a "*pas réalisé la rupture promise*".

Parmi ces réformes, la baisse du coût du travail, la fin des 35 heures, la réduction du nombre des fonctionnaires et la fusion régions-départements.

C'est la première fois que l'ancien chef du gouvernement rompt publiquement avec Nicolas Sarkozy. "*Pendant cinq ans, j'ai été loyal envers Nicolas. J'ai retenu mes critiques et mes remarques. Peut-être trop d'ailleurs. Ensuite, il y a la défaite. J'ai continué à aller le voir. Pendant chacune de nos rencontres, Nicolas me disait : 't'es le meilleur, c'est ton tour'. Il m'encourageait. Et puis, à peine sorti, il recevait mes amis pour me critiquer. A un moment, on en a marre*", a fait valoir l'ancien Premier ministre. Reuters 06.10

Instrumentalisation.

- Roms: une "*Roma Pride*" à Paris contre la "*stigmatisation*" - AFP

Organisée et financée notamment par le Mouvement Antiraciste Européen EGAM, dont le président, Benjamin Abtan, est un ancien conseiller Société civile et droits de l'Homme de Bernard Kouchner.

Une organisation qui pue à plein nez le néolibéralisme.

L'EGAM (European Grassroots Antiracist Movement), qui fédère les plus grandes organisations antiracistes de plus de 30 pays sur tout le continent, structure l'engagement de la société civile européenne pour l'Egalité, contre le racisme, l'antisémitisme, les discriminations raciales et le négationnisme. (source : http://leplus.nouvelobs.com/benjamin-abtan)

Qu'est-ce que c'est ?

Parmi ses "*partenaires*" :

- Le Mouvement Européen International (MEI) est une fédération d'associations et de particuliers qui oeuvre depuis plus de 50 ans en faveur de l'intégration européenne et de la « *voie fédérale* ». (http://www.citizensforeurope.eu)

Ce portail (citizensforeurope.eu) qui fait la promotion de MEI se présente ainsi :

- Linking Europe : des acteurs de la société civile qui font vivre l'Europe !

Les organisations citoyennes présentes sur Citizensforeurope.eu constituent avec d'autres les forces vives de la société civile européenne. Citizensforeurope.eu présente ces organisations citoyennes pour mieux les faire connaître et les aide à créer des synergies entre elles.

Et que trouve-t-on parmi ces "*organisations citoyennes*" ? 270 organisations, syndicats, instituts, fondations, think tank tous pro Union européenne. J'en ai listé quelques unes :

Réseau Européen des Instituts de recherche sur la Politique Economique
Réseau européen d'action sociale
Observatoire social européen
Nouvelle Europe
Mouvement Européen France
L'Institut Européen de promotion de la Démocratie
Maison de l'Europe - Paris
Auto-stigmatisation.
Ligue Européenne de Coopération économique
Le Conseil de Lisbonne pour la compétitivité économique le renouvellement social
Jeunes européens fédéralistes (JEF)
Je veux l'Europe
Institut Pour la Démocratie en Europe
Institut Robert Schuman pour l'Europe
Fondation Robert Schuman
Initiative internationale pour repenser l'économie
Groupe de Contact de la Société Civile Européenne
Gouvernement pour vous
Forum Permanent de la société civile européenne
Forum Européen Pour la liberté dans l'enseignement
Forum civique européen
Forum Europe des Cultures
Fondation Génération Europe
Fondation Nouvelle Economie
Europe Avenir
Démocratie Internationale
Confédération européenne des syndicats
Centre d'études sur le fédéralisme
Centre d'études politiques européennes
Centre Euro-régional pour la Démocratie
Centre européen Robert Schuman
Centre pour la réforme Européenne
Cercle des Européens
Citoyens de l'Europe
Alternatives Européennes
Association des Chambres de Commerce et Industries Européennes
Assemblée des Régions d'Europe
Association des Représentants de Groupes d'Intérêts Accrédités auprès du Parlement Européen
Association d'études politiques transeuropéennes
Association pour la Démocratie
Campagne pour une initiative citoyenne européenne proche du citoyen
Centre de Recherche Socio-Economique
Laboratoire Européen d'anticipation politique - Europe 2020
Les amis de l'Europe
Lobby européen des femmes
Sauvons l'Europe
Young European Leadership

- Impressionnant n'est-ce pas ? Ils sont mieux organisés que nous ? Eux, ils se donnent les moyens de vaincre, nous, nous donnons les moyens d'être vaincus, le résultat n'étonnera personne.

ACTUALITE EN TITRES

Toujours plus liberticide

- L'Union européenne veut durcir la législation antitabac - LeFigaro.fr

Ils instrumentalisent et encouragent la délinquance

- Probation, aménagements de peine : les principaux points du projet de réforme pénale - LeFigaro.fr

Auto-stigmatisation.

- Paris : Une décision capitale pour les Gay Games 2018 - 20minutes.fr

La délégation française aux Gay Games est encadrée par la Fédération sportive gaie et lesbienne (FSGL) sous le nom Équipe France. La FSGL est à la fois membres de l'Inter-LGBT. (wikipedia)

En réalité, il se trouve que ceux qui sont les champions des inégalités sont justement ceux qui prétendent lutter pour l'égalité des droits, cela vous étonne, nous non. Vous n'êtes pas au bout de vos surprises.

Pourquoi ne pas déclarer hors la loi la pauvreté ?

- Claude Bartolone veut interdire la mendicité avec mineurs - LeFigaro.fr

Un Etat terroriste en état de guerre permanent

- Kerry: Les Etats-Unis «*ne cesseront jamais*» la traque des extrémistes - 20minutes.fr

- Des combats entre Boko Haram et l'armée nigériane font 20 morts - Reuters

- Egypte: au moins 44 morts en marge de manifestations pro-Morsi - Lexpress.fr

- Irak: 30 personnes, dont 10 écoliers, tuées dans des violences - AFP

- L'Amérique frappe al-Qaida en Libye et en Somalie - LeFigaro.fr

- Netanyahu demande aux Palestiniens de reconnaître Israël comme un Etat juif - AFP

Intox et conditionnement

- Regain de popularité du gouvernement espagnol après les scandales - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Etats-Unis: "*le Congrès joue avec le feu*" sur la dette, selon le Trésor - AFP

Le gouvernement fédéral américain est partiellement paralysé depuis mardi dernier, faute d'accord au Congrès sur le budget de l'exercice budgétaire 2014.

John Boehner, président républicain de la Chambre des représentants, entend conditionner tout accord sur la dette à une réforme des grands programmes américains de retraite (Social Security) et de santé pour les plus de 65 ans (Medicare), jusqu'ici épargnés par l'austérité, sans augmenter les impôts.

M. Obama refuse au contraire de négocier tant que le plafond de la dette n'est pas relevé.

"*Comment peut-on augmenter la limite de la dette et ne rien faire sur les problèmes sous-jacents?*", s'est demandé M. Boehner sur la chaîne ABC.

"*Mon objectif n'est pas de provoquer un défaut de paiement des Etats-Unis. Mon objectif est d'avoir une conversation sérieuse sur les choses qui creusent le déficit et augmentent la dette. Et le refus du président de s'asseoir et d'avoir une conversation fait peser sur notre pays le risque d'un défaut*", a-t-il dit.

M. Boehner a rappelé qu'à plusieurs reprises, notamment sous les présidences de George H. W. Bush et Bill Clinton, les relèvements du plafond de la dette s'étaient accompagnés de compromis budgétaires.

"*Chaque président dans l'histoire récente a négocié sur la limite de la dette. La limite de la dette a été utilisée pour imposer des grandes réformes à Washington. Et devinez quoi, George? Elle va être utilisée une nouvelle fois*", a-t-il lancé au journaliste qui l'interrogeait, George Stephanopoulos. AFP 06.10

Ils font en sorte qu'Obama comme Bush et Clinton leur lâche quelque chose, il aura résisté, eux auront insisté, les uns et les autres s'en sortiront bien et la vie va continuer comme avant, le contraire serait étonnant...

SOCIAL

Roumanie

Des milliers de Roumains sont de nouveau descendus dans la rue dimanche pour crier leur colère contre le gouvernement de centre gauche accusé de favoriser un projet canadien de mine d'or contesté par les scientifiques.

Ces manifestations qui ont débuté il y a plus d'un mois sont d'une ampleur sans précédent depuis les années 1990 et se sont transformées en contestation d'une classe politique accusée de mépriser l'intérêt public.

"*Au départ, nous sommes venus pour dire notre opposition au projet de mine d'or mais nous protestons aussi contre toute cette cascade d'irrégularités de la part du gouvernement, ce projet de loi adopté juste pour l'intérêt de la compagnie canadienne, le non respect de la transparence et des citoyens, le feu vert donné aux gaz de schiste*", dit à l'AFP une manifestante, Clara Boboc, économiste de 30 ans venue avec son bébé et son compagnon.

"*Ce mouvement s'est transformé en explosion sociale*", ajoute-t-elle."*Nous espérons qu'en Roumanie les hommes politiques vont enfin nous entendre*".

Dimanche, outre des slogans contre le projet de mine d'or de la société canadienne Gabriel Resources dans le village de Rosia Montana (nord-ouest), les quelque 7.000 personnes qui ont défilé durant des heures dans les rues de Bucarest ont aussi protesté contre les gaz de schiste, demandé la démission du gouvernement et réclamé le respect de l'indépendance de la justice après la mise à l'écart cette semaine d'un procureur réputé pour sa lutte contre la corruption.

A Cluj (nord-ouest), ils étaient plus de 4.000 et plusieurs centaines dans d'autres grandes villes de Roumanie.

La société canadienne Gabriel Resources veut ouvrir la plus grande mine d'or à ciel ouvert d'Europe à Rosia Montana.

Le projet nécessite l'utilisation de 12.000 tonnes de cyanure par an, la destruction de vestiges romains et le déplacement de plusieurs centaines d'habitants.

Alors qu'il avait promis de bloquer cette entreprise quand il était dans l'opposition, le Premier ministre Victor Ponta et son gouvernement ont adopté fin août un projet de loi qui ouvre la voie à l'exploitation du gisement.

Pour entrer en vigueur, le texte doit être encore approuvé par le parlement. AFP 06.10

Haut de page

Le 8 octobre 2013

CAUSERIE

Mondialisme et esclavagisme

Je vous propose une sorte de dossier réalisé hier soir après la diffusion (en différé) sur TV5Monde Asie d'un numéro de *Complément d'enquête* consacré aux délocalisations en Afrique, particulièrement en Ethiopie, ce sujet m'avait échappé et je tenais à me rattraper

Titres de presse d'août et septembre 2013

- Vers une délocalisation d'H&M en Ethiopie ?

- H&M délocalise en Ethiopie pour fuir la hausse des salaires en Chine

- Délocalisation. La Chine mise sur la pauvreté en Éthiopie

- De la Chine à l'Afrique, le grand remue-ménage des délocalisations ...

- L'Ethiopie, nouvel eldorado des industries textiles européennes ?

Extraits d'articles de presse.

Un regard sur le "*commerce équitable*", les multinationales, le capitalisme à "*visage humain*. Bienvenue en enfer !

1- La Chine, bientôt confrontée à une prochaine pénurie de main d'œuvre à cause de sa politique d'enfant unique, est vivement encouragée par Robert Zoellick, président du groupe de la Banque mondiale, à transférer en Afrique une partie de ses activités industrielles à forte intensité de main d'œuvre.

Selon les Nations Unis, entre 2010 et 2025, le nombre de Chinois âgés de 15 à 24 ans va chuter de 62 millions pour se stabiliser à 164 millions de personnes ayant les aptitudes optimales pour occuper un emploi industriel.

Cette analyse que M. Zoellick a partagée avec les hauts responsables chinois la semaine dernière permettra à la Chine d'augmenter la productivité de ses entreprises en les orientant vers les segments à plus forte valeur ajoutée et en maintenant la croissance de son économie.

L'Afrique qui ne représente que 1 % environ de la production manufacturière mondiale, pourrait bénéficier de la modernisation et de la diversification de sa structure industrielle, pour autant que des infrastructures et un cadre incitatif soit mis en place : adéquation formation emploi, environnement législatif sécurisé, stabilité politique…

Le transfert de 6% des emplois industriels chinois à faible valeur ajoutée en Afrique entrainera, d'après M. Zoellick, une hausse de l'offre de travail de 50% en Afrique. Notons que la Chine dispose de 85 millions d'emplois industriels à faible valeur ajoutée et l'Afrique d'environ 10 millions. agenceecofin.com 06.09.2011

Vous lirez plus loin que Robert Zoellick vient de rejoindre... Goldman Sachs ! Un retour à la source...

2- « *Depuis la suppression des taxes d'importation négociée par Pékin en contrepartie de son aide financière, les produits « made in China » déferlent sur le continent africain. Avec sa croissance démographique, l'Afrique est un bassin de consommation qui incite à produire localement. Il y a donc une place à prendre, mais peu de gens y croient pour le moment* », estime Mark Bohlund, spécialiste de l'Afrique subsaharienne chez IHS Global Insight, une société d'analyse économique.

L'implantation en Afrique est donc une stratégie gagnant-gagnant pour les Chinois, qui profitent sur les deux tableaux des règles de la mondialisation. Mais quel sera le bénéfice pour les pays hôtes ? Il est à craindre que la plus grande partie des recettes d'exportation de ces entreprises sous contrôle asiatique soit transférée en Asie. L'Afrique compte pour 14 % de la population mondiale, mais fournit seulement 1 % de la production manufacturière de la planète. Le Monde - info-afrique.com 22.12.2012

3- Publiée en 2011 une étude de la Banque mondiale comparant plusieurs pays africains à la Chine et au Vietnam, a montré que l'Éthiopie était d'ailleurs le seul pays capable de concurrencer les pays asiatiques pour des productions à haute intensité de main d'œuvre (comme l'habillement ou la fabrique de meubles). Ces projets montrent que des pays africains peuvent s'engager à

leur tour dans le "*vol des oies sauvages*" qui a débuté avec le Japon, qu'ont suivi ensuite les Nouveaux Pays industriels d'Asie et ensuite les pays du Sud-Est asiatique et la Chine.

L'Afrique n'est pas la seule région du monde susceptible d'attirer des délocalisations d'entreprises chinoises ou de filiales étrangères implantées en Chine. Ces investisseurs regardent d'abord en Asie du Sud-Est (Vietnam, Cambodge mais aussi le Myanmar) et en Asie du Sud (Bangladesh). atlantico.fr 21.08.2013

4- Le numéro 2 mondial de l'habillement a annoncé, la semaine dernière (mi-août 2013 - ndlr), son intention d'ouvrir prochainement de nouvelles usines dans ce pays d'Afrique de l'Est.

Jusqu'ici, le groupe fabriquait l'essentiel de sa production en Chine et au Bangladesh. Dans une interview au Financial Times donnée le 15 mai dernier, Karl-Johan Persson, le patron de Hennes & Mauritz s'était d'ailleurs engagé à demander au gouvernement bangladeshi d'augmenter le salaire minimum en vigueur dans le pays. Une annonce qui faisait suite à l'effondrement d'un immeuble à Dacca, la capitale du Bangladesh, survenu le 24 avril dernier, dans lequel 1.125 employés de différents groupes textiles européens - dont H&M - ont trouvé la mort. Un drame qui avait fait ressortir la polémique sur les conditions de travail de ces salariés asiatiques.

Est-ce, au final, cette possible augmentation qui a encouragé la marque à localiser une partie de ses nouvelles usines en Ethiopie, où la main d'oeuvre reste moins cher qu'en Asie ? Dans un communiqué cité par Le Monde, H&M justifie cette décision en expliquant chercher "*constamment de nouveaux marchés d'achat potentiels*" pour garantir les capacités de livraison de ses "*produits dans tous les magasins*".

D'après une étude du cabinet Bernstein, rapportée par le Wall Street Journal, les coûts de fabrication étaient, en 2011, près de deux fois moins élevés en Ethiopie qu'en Chine. "*H&M ne fait que suivre une tendance lancée par les Chinois qui ont créé une zone industrielle en Ethiopie*", rapporte Pierre Jacquemot, chercheur spécialiste de l'Afrique à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques). Les usines textiles ont d'abord quitté la Chine pour les pays d'Asie du Sud comme le Laos, la Birmanie et le Cambodge. Ensuite, elles sont parties pour l'Ile Maurice et maintenant l'Ethiopie", ajoute-t-il.

L'Ethiopie, qui compte quelques 85 millions d'habitants, est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il n'appartient pas à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'après la Banque mondiale, le revenu moyen annuel par habitant atteignait 370 dollars (276 euros) en 2012, contre 1.257 dollars (938 euros) en moyenne chez ses voisins. Selon les informations mises en ligne sur le site de l'ambassade de France à Addis-Abeba - la capitale - l'industrie ne représente que 15% du PIB. Le pays tire l'essentiel de ses revenus de sa production agricole, notamment de l'exportation de café.

Sa situation économique s'améliore, malgré tout, rapidement. L'Ethiopie a connu une croissance annuelle moyenne de 9,9% entre 2004 et 2012, contre 5,4% chez ses voisins. D'après le cabinet Bernstein, le coût de fabrication dans le pays a augmenté de 18% en 2011, contre seulement 7,7% en Chine. A ce rythme, les coûts de productions seront, en 2019, plus cher en Ethiopie que dans l'Empire du Milieu. "*Ce n'est pas encore fait. De toute façon, il s'agit de productions bas de gamme, qui pourront être délocalisées très facilement*", note Pierre Jacquemot. Le "*Made in Ethiopia*" pourrait bien ne pas figurer très longtemps sur les vêtements du géant de l'habillement... latribune.fr 23.08.2013

5- En Ethiopie, un partenariat Public-Privé entre le gouvernement éthiopien et les investisseurs chinois a permis d'entreprendre la construction d'une zone industrielle qui devrait permettre a terme, l'installation de 80 usines et la création de 20.000 emplois, son coût : 250 Millions de dollars.

L'Ethiopie a mis a disposition du foncier bon marché, la fourniture gratuite d'électricité et 4 ans d'exonérations fiscales. Située a 30 kilomètres au sud d'Addis Abéba, la zone accueille déjà plusieurs cimenteries, une chaine de montage automobile, une fabrique de plastique et un groupe chinois de fabrique de chaussures. Ce dernier compte comme clients, des marques occidentales, notamment Calvin Klein ou Guess et prévoit d'investir jusquà 2 Milliards de dollars jusqu'à porter vers l'Europe et l'Amérique du nord, une production quoi ambitionne qui ambitionne d'atteindre un volume annuel de 4 Milliards de dollars.

Ces partenariats sino-africains sont ambitieux, mais certains facteurs peuvent ralentir la mise en ouvres de ses projets : les différences culturelles, la barrière de la langue, la non prise en compte par les entreprises chinoise es aspects environnementaux et sociaux, ainsi que la difficulter a opérer des transferts de technologies. afroconceptnews.com 03.10.2013

6- Surtout, les Chinois cherchent à délocaliser les activités les plus polluantes, comme la teinture du textile ou la production de caoutchouc : un moyen de respecter les normes environnementales en Chine sans remettre en question ni les méthodes, ni les volumes de production.

L'Afrique, surtout, est au cœur d'un questionnement des grands groupes mondiaux. Turcs et Israéliens commencent à y installer une partie de leurs activités, notamment dans le textile. supplychainafriconseil.over-blog.com 01.09.2013

Commentaire

Lu dans un autre article : Ce qui les attire en Ethiopie est le montant des salaires, jusqu'à 4 à 5 fois moins cher qu'en Chine. On doit ajouter les coûts de production, la fiscalité. Ils tentent par tous les moyens de freiner ou contenir la baisse tendancielle du taux de profit qui ronge le capitalisme. Comme nous l'avions indiqué dans de précédentes causeries ou des articles antérieurs, le processus mis en oeuvre dans le développement du capitalisme dans n'importe quelle région du monde au XXIe siècle est soumis aux mêmes contradictions que celles rencontrées au XIXe et au XXe siècle en Europe, aux Etats-Unis et ailleurs, le développement économique alimente la lutte des classes et se traduit par une hausse des salaires, du coût du travail et de la production.

A des degrès divers ce processus est largement engagé en Asie, il s'accélère en Amérique latine, il ne leur reste plus que l'Afrique comme continent sous-développé et réserve d'esclaves. Dans un proche avenir ce sera terminé, ils auront brûlé leur dernière cartouche, ils n'auront plus aucun moyen pour affronter la menace mortelle qui pèse sur le capitalisme que concentre la baisse tendancielle du taux de profit, et les gains qu'ils pourraient réalisés en améliorant la productivité ne feraient qu'accélérer cette tendance car ils se traduiraient pas une nouvelle baisse du capital variable dans la plus-value produite tandis que les coûts de production ne feraient qu'augmenter.

Pour comprendre comment ça marche, prenons un exemple très simple. Observez ce qui se passe chez les agriculteurs, ils ont des coûts de production de plus en plus élevés, ils ont dû se moderniser pour rester compétitif et ne pas disparaître, s'endetter sur de longues années, et quand ils ont vendu leur récolte, une fois réglés toutes leurs factures il leur reste tout juste de quoi survivre et encore. Ils s'en sortent parce qu'ils sont endettés, si leur banquier leur avait refusé un prêt, ils n'avaient plus qu'à cesser leur activité, et si demain les cours du blé, du maïs, etc. s'effondraient ils vendraient à perte, ils ne pourraient plus rembourser leur prêt et seraient déclarés insolvables, en faillite.

Les cours ou les prix des matières premières augmentent, tant que leurs produits trouvent des acheteurs sur le marché parce que leur niveau de vie augmentent tout va bien, mais lorsque le niveau de vie de la population stagne ou diminue ou lorsque le nombre d'acheteurs diminuent du fait du chômage tout va mal, c'est l'ensemble de l'économie qui est au bord de la paralysie, menacé d'asphyxie, qui risque de s'effondrer.

Quand vous mettez une heure au lieu de 8 pour fabriquer une paire de chaussures, la force de travail qui sera inclue dans la production d'une paire de chaussure qui est à la base du profit ou du taux de profit sera plus importante dans la seconde, elle sera divisée par 8 dans la première, celle-ci sera fabriquée à l'aide d'une machine perfectionnée dans laquelle son propriétaire aura dû investir une somme importante, il aura dû s'endetter pour l'acquérir et payer des intérêts à son banquier par dessus le marché, tandis que la seconde sera fabriquée à la main et n'aura nécessité aucun investissement lourd. Dans le premier cas le taux de profit s'effondre, tandis qu'il est préservé dans le second.

Mais si maintenant l'ouvrier qui fabrique la première paire de chaussures à un salaire divisé par 5 ou par 10 par rapport à celui qui la fabrique à la main en 8 heures, son patron verra son taux de profit s'accroître considérablement. Certaines usines chinoises ont commencé à tourner en employant un maximum de main d'oeuvre parce qu'elle ne leur coûtait presque rien par rapport à un investissement dans des machines ultra modernes à plusieurs millions d'euros. Désormais, une fois encaissés de gigantesques profits, ils ont investi dans des machines qui réalisent le même travail, ils produisent plus encore à une cadence beaucoup plus élevée ce qui leur a permis d'augmenter les salaires sans que leur profit diminue en volume, leur coût de production a augmenté et leur taux de profit a commencé à diminuer, tandis qu'ils accumulent un capital toujours aussi important. Pour employer ce capital et tenter de maintenir leur taux de profit, il leur faut réduire leur coût de production, dont la masse salariale, si en Chine cela devient impossible, ils peuvent encore délocaliser leur production dans des pays accommodant sur le plan de la fiscalité où la main d'oeuvre est également moins chère, dans certains pays en Asie ou en Afrique.

Mais lorsque les salaires et le niveau de vie auront augmenté dans tous les pays à la surface de la terre, il leur restera quoi comme solution pour maintenir leur taux de profit, augmenter la durée journalière du travail, baisser les salaires, affronter directement la classe ouvrière dont les besoins ne cessent de croître à l'échelle mondiale ? Parfois on se demande pourquoi ils poussent à une consommation à outrance, mais c'est justement parce que le taux de profit est désormais trop bas (en moyenne à l'échelle de capitalisme mondial) pour assurer le renouvellement du capital, c'est seulement en volume qu'ils y parviennent, il faut donc produire et consommer toujours plus, j'ai schématisé pour faire simple. Marx expliquait que l'accumulation du capital était le pendant de la baisse tendancielle du taux de profit, plus l'un augmente plus l'autre diminue, ce qui explique aussi pourquoi l'économie de guerre, le gigantesque gaspillage ou destruction de forces productives, de marchandises en tous genres sur un niveau monstrueux, alors que des centaines de millions d'hommes manquent de tout, vivent misérablement.

Une partie de ce numéro de *Complément d'enquête* était consacrée à l'implantation d'usine chinoise en Ethiopie, c'est effroyable ce qu'ils leur font subir, 66 heures de travail par semaine, voire davantage, pour un salaire mensuel de 40 dollars. Ils font régner la terreur dans leurs usines, ils vont jusqu'à frapper les ouvriers, les virer sans leur verser leur salaire, les conditions de travail sont épouvantables, le comble du cynisme est atteint, ce qui ne m'étonne pas, un tel régime (chinois) ne pouvait que produire des tyrans. Je me suis dit qu'à côté les travailleurs indiens étaient relativement bien traités, qu'ils avaient même de la chance par rapport à leurs collègues chinois et africains traités comme des esclaves. Carrefour est intéressé par ces conditions de production en Ethiopie a dit un contremaitre d'une usine appartenant à un Turc, comme bien d'autres multinationales

occidentales. Cela m'a inspiré la réflexion suivante : Carrefour, Leclerc, Auchan, etc. réalisent d'énormes profits en pressurisant les producteurs en France et ailleurs dans le monde, ils paient des impôts et emploient de la main d'oeuvre en France, ils mettent sur le marché des marchandises abordables pour la majorité de la population, ainsi l'époque coloniale n'est pas terminée et tout le monde en profite en toute insouciance ou inconsciemment, pendant que la stabilité du régime est assurée, les seuls perdants ou victimes sont toujours les mêmes, mais il paraît que le régime éthiopien est une démocratie, l'honneur ou la bonne conscience est sauve, ouf !

Hier, les dirigeants du mouvement ouvrier pouvaient prétendre que les réformes dont ont bénéficié les travailleurs en France avaient été financées grâce aux gains en productivité réalisés, ce qui n'était vrai qu'à moitié déjà à l'époque puisque la plupart des matières premières étaient importées, dorénavant et depuis déjà un moment cela l'est moins encore, il leur est impossible d'utiliser cet argument puisque une grande partie des marchandises commercialisées en France sont produites ailleurs dans le monde.

Hier les réformes pouvaient apparaître comme le produit de la répartition des richesses produites en France, la juste part revenant aux travailleurs en quelque sorte, ce qui leur permettait de les justifier et de ne pas passer pour des traîtres au socialisme, tout du moins aux yeux de ceux qui en profitaient ou qui ignoraient tout du socialisme, aujourd'hui, alors que le taux de profit en France doit flirter avec la barre du zéro, il leur sera difficile de ne pas admettre que le réformisme qu'ils revendiquent ne peut être financé autrement que par la mise en esclavage de centaines de millions de travailleurs en Asie et en Afrique notamment, que c'est seulement ou en grande partie en profitant de cette situation-là qu'il est possible de maintenir le niveau de vie des travailleurs en France.

Pourquoi affirmons-nous que la défense des acquis sociaux des travailleurs en France doit être subordonnée au combat pour en finir avec le régime capitaliste ? Pour plusieurs raisons dont la capacité que recelle le capitalisme de s'accommoder de ces acquis sociaux et d'en faire supporter le prix à d'autres peuples exploités dans le monde, des peuples plus faibles, sans défense ou démunis, ce que font également les Chinois en allant exploiter les Africains. L'internationalisme de nos dirigeants riment plutôt avec social-patriotisme en la matière. Que le gouvernement entreprenne une réforme ou le patronat satisfasse une revendication et nos dirigeants sont comblés, ils ont évité aux travailleurs de subir les conséquences de la crise du capitalisme c'est l'essentiel, leur objectif est atteint, ils n'en ont pas d'autres en réalité, et peu importe si ce sont d'autres travailleurs qui en feront les frais ailleurs dans le monde, chacun voit midi à sa porte et personne n'y peut rien, ils ont rempli leur mission on ne peut rien leur reprocher, personne n'ira s'interroger sur leur étrange conception du socialisme qui en réalité n'a plus grand chose à voir avec celle de Marx et Engels.

Les travailleurs chinois s'éloignent du socialisme parce que le profit qu'ils étaient en droit d'attendre de la propriété collective des moyens de production leur a toujours échappé, leur a été confisqué par une caste bureaucratique, au point qu'ils s'accommodent de la propriété privée des moyens de production qui leur procure davantage de liberté et un niveau de vie meilleur, tandis que les travailleurs français n'ont pas d'autre perspective que de subir une terrible régression dans tous les domaines de leur existence sans être capables de renouer avec le socialisme dont ils s'éloignent également un peu plus chaque jour.

Beaucoup de femmes, souvent très jeunes, sont employées dans ces usines chinoise, turques, pakistanaises ou indiennes, la main d'oeuvre la plus docile et la moins payée, moins que moins, quoi.

Extrait d'un article que j'avais rédigé et publié le 14 octobre 2005

... dans un rapport du Fonds des Nations-unis consacré à la violence sexuelle envers les femmes et à la pauvreté, ils voudraient nous faire croire qu'ils entendent lutter efficacement contre l'inégalité entre les sexes. De quoi s'agit-il en réalité ?

Le 13 octobre sur TV5 Asie, Olivier Brasseur l'un des rapporteurs à l'ONU sur l'"État de la population mondiale" a expliqué qu'en donnant une instruction aux femmes, particulièrement en Afrique et en Asie, cela leur permettrait d'être autonome et de travailler pour subvenir à leurs besoins sans dépendre de personne. L'intention est respectable, mais s'agit-il bien de cela ?

En réalité, chacun sait qu'à chaque fois qu'une femme travaille, sa rémunération est de 50 à 70% inférieure à celle d'un homme en Asie ou en Afrique, elle est de 30% inférieure en France, donc l'objectif de l'impérialisme mondiale n'est pas de combattre la pauvreté et les inégalités entre les sexes comme il ose cyniquement le prétendre, mais de mettre sur le marché du travail une main d'œuvre plus nombreuses dont le coût sera encore plus bas que ce qu'il est pour un homme à travail égal, sans parler de la concurrence avec les travailleurs de sexe masculin que cela engendrera, et dont la conséquence se traduira immédiatement par une tendance générale à la révision des salaires vers le bas et au chantage à l'emploi pour les hommes menacés d'être remplacés par des femmes.

Accroître la concurrence entre les travailleurs afin d'en tirer un meilleur profit, voilà le seul objectif de ce rapport. Cet exemple illustre bien que l'impérialisme est en permanence à la recherche de solutions nouvelles pour tenter d'assurer sa survie, car il est menacé jusque dans ses fondements.

Quand Olivier Brasseur parle de "*clé du développement*" pour l'Afrique notamment, à travers cette mesure qui consisterait à donner un semblant d'instruction aux femmes, en réalité elles sauraient tout juste capables de lire et d'écrire, donc elles seraient encore

loin d'être capables de se forger librement leurs propres opinions, on est en droit de penser que ce serait toujours les mêmes qui profiteraient de ce développement, c'est-à-dire les multinationales et les bourgeoisies compradores de l'impérialisme mondiale, alors que la très grande majorité de la population demeurerait dans l'indigence et la précarité absolue.

Bien entendu qu'il faudrait que la totalité des femmes de la planète puissent accéder à l'instruction et à la connaissance, d'une part, mais il ne s'agit pas vraiment de cela ici, et d'autre part, faudrait-il encore que cela puisse réellement servir aux femmes, et donc que cette instruction soit de qualité.

Pendant ce temps-là, ces honnêtes gens continuent de placer des fils barbelé le long de leurs frontières, de construire des murs toujours plus hauts pour empêcher l'immigration des peuples qu'ils ont livrés volontairement à la misère, à la famine et à la guerre civile.

N'est-il pas temps, plus que temps d'en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale...

INFOS SUR LA SYRIE

Kerry loue Assad !

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a loué lundi le "*consentement de la Syrie*" qui a permis d'entamer en un "*temps record*" la destruction de ses armes chimiques.

"*Le processus a démarré en un temps record et nous en sommes reconnaissants à la Russie, pour sa coopération, mais bien entendu aussi envers la Syrie, pour son consentement*", a déclaré M. Kerry lors d'une conférence de presse conjointe à l'issue d'un entretien avec son homologue russe Sergueï Lavrov sur l'île indonésienne de Bali.

"*Je pense qu'il est extrêmement significatif que hier, dimanche, une semaine après l'adoption de la résolution (de l'ONU), des armes chimiques ont été détruites. Je pense que c'est à mettre au crédit du régime de Damas, franchement. Il s'agit d'un bon début et nous l'accueillons favorablement*".

M. Kerry a ajouté que lui-même et M. Lavrov étaient "*d'accord pour dire que la solution n'est pas militaire*" en Syrie. "*Nous partageons le même intérêt pour ne pas avoir des extrémistes radicaux dans un camp ou l'autre qui bénéficieraient d'un statut ou d'une position plus importants en Syrie*".

M. Lavrov s'est pour sa part dit "*satisfait*". "*La Russie fera tout ce qui est en son pouvoir pour que Damas poursuive sa coopération sans aucun changement*", a-t-il dit. french.irib.ir 07.10

Syrie : Washington renonce définitivement à une action armée?

C'est ce que dit en tout cas John Kerry : " *Les Etats Unis sont d'accord avec la Russie sur l'inopportunité d'un scénario militaire comme étant une solution à la crise en Syrie*". c'est à l'issu de sa visite avec Serguey Lavroc que Kerry s'exprimait, en émettant le voeux de voir la conférence de Genève II se tenir au mois de novembre. " *Nous allons faire des efforts pour cette conférence ait lieu bien que ce soit au secrétaire général Ban Ki Moon, et à son émissaire Ebrahimi qu'il appartient de décider de sa date*".

"*Au cours de ma rencontre avec Lavrov on a examiné les voies politiques destinées à mette un terme à la crise syrienne. et les Etats Unis et la Russie sont d'accord pour affirmer qu'un scénario militaire ne pourrait offrir la solution à la guerre en Syrie. c'est à la fois impossible et inadmissible*". Pour les analystes politiques, il s'agit là d'un revirement des Etats Unis après la campagne médiatique guerrière qu'ils ont menée au moins de septembre contre la Syrie avec en perspective une action militaire propre à anéantir l'armée syrienne et les infrastructures du pays. french.irib.ir 07.10

Un PDG saoudien arrive en Syrie pour y créer un Califat

Le PDG de l'office de l'électricité de l'une des villes saoudiennes a quitté son pays pour aller se battre en Syrie l'armée arabe syrienne et y créer un '*califat islamique*". Selon Asia News qui cite les sites pro salafistes, l'ingénieur Al Ghawasi al Baghami , pdg de la section de l'électricité de la localité de Tarba, nommé au mois de mars dernier à ce poste se trouve en Syrie pour y établir un califat. Des informations ont fait également état de la présence de plus en plus visibles des militaires saoudiens dans les rangs des terroristes d'Al Nosra et de l'EIIL. french.irib.ir 07.10

Alep : les officiers saoudiens commandent Al Nosra.

Selon les agences de presse locales, un officier saoudien a été tué dimanche dans des combats contre l'armée arabe syrienne non loin du sud d'Alep. Sayf Joman alMaliki combattait dans les rangs d'Al Nosra Al Maliki servait l'armée saoudienne avant son

départ pour la Syrie et il opérait sur la base aérienne de Jedda. L'officier était entré en Syrie par voie légale.

Les dernières informations font état de la présence d'un bon nombre d'officiers saoudiens dans les rangs des terroristes d'Al Nosra et de l'Etat islamique en Irak et au Levant, ce qui lmarque un tournant dans la guerre de Riyad contre Damas. Pour les Syriens, cette présence signie ni plus ni moins un engagement militaire directe de l'Arabie saoudite d'autant plus que ces officiers bénéficient pendant leur "*séjour*" en Syrie de congé payé et s'ils se font tuer en cours de combat, l'armée saoudienne leur attribue le titre de martyr ce qui permet à leur famille de bénéficier des avantages. french.irib.ir 07.10

En titre

Les uns cherchent un compromis acceptable...

- USA et Russie pour une conférence sur la Syrie en novembre - Reuters

- Les USA n'excluent pas la présence de l'Iran à Genève II - Reuters

- Syrie: la coopération de Damas dans la destruction des armes chimiques saluée - AFP

... les autres leur sapent le boulot...

- Paris et Ryad veulent renforcer l'opposition syrienne - Libération.fr

Le sionisme et le sionisme arabe font bon ménage, le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius-Le Drian, le plus réactionnaire et sioniste de la Ve République.

ACTUALITÉ DU JOUR

Brignoles. Intox. Faites tomber les masques.

C'est vrai qu'ils ne donnent pas envie de voter, ils servent même de repoussoire, ce sont eux les fossoyeurs de la "*démocratie*". Ils nous inspirent tous un profond dégoût, à vomir. Je comprends d'ex-camarades ou des travailleurs qui me disent : plus rien à foutre, hélas !

Pour le PS, c'est la faute à Mélenchon, pour Mélenchon c'est la faute à Hollande, pour le PCF c'est la faute à Hollande et à EELV, et pour EELV, c'est la faute au PCF et au PS, autant dire qu'ils sont tous coupables. De quoi ?

De soutenir le régime et les institutions en pleine décomposition, ils en rajoutentune couche en appelant à voter pour le candidat UMP, à l'exception de Mélenchon, ce qui provoque une crise dans son propre parti et au sein du Front de gauche, crise qui finalement profitera aux partis qui sont engagés dans le mondialisme.

Le Parti de gauche n'a pas plus de principes ou de scrupules que les autres partis quand il s'allie à EELV qui s'était prononcé pour le bombardement de la Syrie ou qui a voté le TSCG notamment, et puis il participe au gouvernement social-libéral-impérialiste Hollande-Ayrault.

Les travailleurs se rendent bien compte qu'aucun de ces partis ne leur propose une perspective politique qui romprait avec celle qui est mise en oeuvre depuis des décennies par l'UMP ou le PS, tandis que leurs conditions d'existence ne cessent de se dégrader. Ceux qui vont encore voter le font pour tenter de sauver les avantages qu'ils ont encore, leur niveau de conscience politique ne va pas au-delà, ils ont un réflexe purement corporatiste, conservateur, il ne faut pas se leurrer.

A Brignoles lors du premier tour, ils ont estimé qu'aucun parti ne représentait véritablement leurs besoins, au second ils n'auront même pas à se poser cette question. Le second est le produit du premier qui a témoigné que le processus conduisant à la liquidation des droits politiques des masses était bien engagé, les effets destructeurs de leur subordination au capital et la faiblesse de leur niveau de conscience politique n'a pas fini de faire des ravages, on en a ici qu'un avant-goût. Tous les partis dits de gauche et d'extrême gauche en porte la responsabilité.

- Brignoles: "*Le FN, premier parti de France*" pour Marine Le Pen - L'Express.fr

- Cantonale à Brignoles: Le FN à 40% des voix, l'extrême droite tout proche de la barre des 50% - 20minutes.fr 49,5% de 33,35%

= 16,5%

- Municipales : un Français sur 4 prêt à voter pour le FN - Le Nouvel Observateur

En tablant sur un taux d'abstention de 50% en moyenne, cela donne 12% environ, à 60% d'abstention cela donne 15%.

- Le nombre d'électeurs ayant voté FN a légèrement baissé au cours des trois scrutins, passant de 2757 suffrages en 2011 à 2734 en 2012 et 2718 dimanche. lefigaro.fr 07.10

Certains vont broder à l'envers sur le résultat du FN en expliquant qu'il n'a pas progressé, en réalité il a à peine baissé, il demeure stable, pas de quoi en faire un plat.

Le candidat UMP soutenu par le PS, ses satellites et le Front de gauche (à l'exception du PG apparemment, à vérifier) également par un dissident du FN.

Dispard, évincé, s'est présenté sous l'étiquette du Parti de la France. Il a totalisé 9,1 % (612 voix) et ayant «*été exclu du FN*», il a appelé à «*voter pour la candidate UMP*». Le Parti de la France de Carl Lang, qui le soutenait, pour sa part, a recommandé de se reporter sur le candidat FN, ce sur quoi mise Laurent Lopez.

Quelques réactions.

PS

David Assouline, porte-parole du PS, a vu lundi un «*coup de semonce*» dans le score du FN, et la preuve de la nécessité de l'unité de la gauche dès le premier tour. «*Ca vérifie ce que nous disons depuis plusieurs mois: quand le FN est fort, haut, il faut absolument l'unité de la gauche dès le premier tour*», a commenté le sénateur sur Europe 1.

Assouline juge qu'«*à force de taper sur le président et le PS, Mélenchon ne fait qu'installer un climat de confusion qui profite au FN*».

«*Si on additionnait les voix du Parti communiste et des Verts, là on était au deuxième tour*», a observé l'élu de Paris. Appelle-t-il à voter UMP à Brignoles, comme le PS l'a annoncé dès dimanche soir ? «*Bien sûr, sans aucune hésitation, pour nous c'est une question de principe*».

«*Nous sommes tous, de manière collective, responsables de cette défaite*», nuance Cédric Omet, secrétaire de la section socialiste de Brignoles par ailleurs directeur de cabinet du maire. «*Les citoyens nous ont fait comprendre que si nous voulons gagner une élection nous devons nous rassembler. C'est la leçon pour les prochaines municipales…*», conclut-il. 20minutes.fr et lefigaro.fr 07.10

Pour Cambadélis si la gauche est divisée, elle accentue l'idée que cela ne vaut pas la peine d'aller voter. L'électorat républicain n'a plus d'enthousiasme.

Comment combattre le FN? D'abord, il serait bon que les républicains des deux bords s'accordent sur la nocivité de cette formation politique. Ensuite, il faut assécher le FN, et l'endiguer. L'assécher, en luttant contre le chômage et l'insécurité, et en prônant une autre Europe. L'endiguer par le front républicain que nous allons encore pratiquer, nous socialistes, à Brignoles, dimanche prochain. Il faudra aussi faire en sorte de rassembler les gauches et les écologistes au premier tour des élections à venir. Car nous sommes dans une tendance lourde de montée en Europe de la xénophobie, de l'islamophobie, de l'amertume sociale face à la politique d'austérité et de réduction des déficits, et du désespoir face à des lendemains qui déchantent. lefigaro.fr 07.10

A la fin des années 30 et au cours des années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, aux Etats-Unis ils ont diabolisé le communisme, toute leur propagande touraniat autour de la menace que représentait le bolchevisme, les "*rouges*", des barbares, à l'arrivée il n'est plus resté que deux partis en lice le Parti démocrate et le Parti républicain qui tous les deux étaient financés et représentaient différents courants du capitalisme américain. La lutte contre le communisme leur a permis d'éliminer pratiquement tous les autres partis privant ainsi les travailleurs américains de toute représentation politique, c'était leurs droits politiques qui venaient de disparaître du même coup. En France, c'est le FN qui tient le rôle d'épouvantail pour parvenir au même résultat, ne laisser en lice que l'UMP et le PS.

EELV.

Responsable des élections chez Europe Écologie-Les Verts, David Cormand n'est pas dupe de la dénonciation du PCF… «*En juin 2012, aux législatives, rappelle-t-il, c'est la présence d'un candidat Front de gauche, en plus d'un candidat divers gauche, qui*

a empêché notre candidate écologiste de participer au deuxième tour où l'UMP a affronté le FN…» Pour Cormand, il importe surtout d'observer cette fois-ci «*la démobilisation massive de l'électorat de gauche*». À la première cantonale de 2011, souligne-t-il, «*le PCF avait rassemblé plus de 30% des voix et les écologistes plus de 10%*». Il n'y a donc «*pas d'automaticité à ce que la présence des écologistes empêche les communistes de se qualifier*».

David Cormand, membre de la direction d'EELV, délégué aux élections et relations extérieures interviewé par le Nouvel Observateur.

- Cette succession de partielles montre le même symptôme : les électeurs de François Hollande en 2012 ne se déplacent plus pour voter pour un candidat de gauche, quel qu'il soit. A Villeneuve, c'était le PS. Là, c'est le candidat Front de gauche.

Aux municipales, il n'y aura pas le même risque d'élimination puisqu'il ne faut que 10% des suffrages exprimés pour se maintenir. Avant, il fallait l'union de deux partis de gauche, maintenant il faudrait que toute la gauche s'unisse… Même si on avait fait cela à Brignoles, on serait arrivés sous le score du candidat frontiste !

Pour enrayer la montée du FN, il n'y a pas de formule magique ni de martingale, il ne suffit pas d'empiler les logos des partis. On ne peut pas forcer les gens à venir voter pour nous s'ils n'en ont pas envie. Ce qui ne va pas, c'est que les signaux envoyés par la majorité gouvernementale ne correspondent pas aux attentes des Français. François Hollande a dit : mon ennemi c'est la finance et il applique un socialisme de l'offre, avec le Crédit impôt compétitivité, la fragilisation des acquis sociaux sur les retraites, le traité budgétaire européen qui dit austérité à tous les étages, y compris en France…

lefigaro.fr - «*Le Parti communiste a décidé d'un candidat et d'une suppléante sans discussion ni avec nous ni avec les socialistes qui nous soutenaient*», a déploré Magda Igyarto-Arnoult (EELV)

«*La ligne du bruit et de la fureur incarnée par Mélenchon au Front de gauche ne fonctionne pas, pas plus que la politique menée par le gouvernement depuis un an et demi*», dénonce Cormand, soutenant une sorte d'entre-deux des écologistes. lefigaro.fr et nouvelobs.com 07.10

PCF

«*C'est la sanction de la politique menée par le gouvernement*», s'est insurgé Laurent Carratala qui rejette la responsabilité de cet échec cuisant sur la candidate EELV.

PG

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de Gauche, a assuré lundi que "*le principal pourvoyeur des voix du FN est à l'Elysée*", et a refusé de choisir entre ce parti et l'UMP au second tour de la cantonale du Var.

"*Je suis totalement consterné et très inquiet, bien sûr*", a dit l'eurodéputé, interrogé par France Inter sur la partielle de Brignoles qui a vu le FN arriver largement en tête du premier tour, la gauche étant éliminée du second tour.

"*Je vois bien que le Front national a une capacité de mobilisation indemne d'une élection à l'autre, il retrouve ses voix*" et "tout le reste s'effondre. Ceux qui votaient à gauche ne vont pas voter, traînent des pieds", selon M. Mélenchon.

Pour lui, "*la question n'est pas de mobiliser face au Front national*", ça "c'est une considération d'ordre politicien", c'est "*mobiliser pour que quelque chose change dans ce pays, parce que la vie est insupportable*", a argumenté l'ex-candidat à l'Elysée.

"*Pour l'instant*", selon lui, "*l'impression*" est que c'est "*du côté du Front national que se trouverait l'énergie, et pas du nôtre*". Pas seulement les socialistes, a-t-il observé. "*Nous aussi, le Front de gauche, par notre confusion, notre irrésolution, nous donnons l'impression de ne pas savoir où nous allons*".

La cause de cette avancée du FN, selon lui ? "*La division, sur le fond, de la gauche, le désespoir, la résignation. On élit un président de la République social-démocrate et que fait-il? Il démantèle les acquis sociaux du pays*", a-t-il dit en citant notamment la réforme des retraites.

"*Les gens vivent le contraire de ce à quoi ils s'attendaient: pourquoi est-ce qu'on câline sans arrêt les patrons?*".

"*Le Front national prospère sur la résignation et la désorganisation, du fait que le principal pourvoyeur de ses voix est à l'Elysée*", a encore accusé M. Mélenchon.

Convié à choisir entre FN et UMP au second tour, il a répondu : "*c'est la peste ou le choléra, c'est tous les mêmes, ils racontent les mêmes choses*", ils sont "*aussi anti-sociaux les uns que les autres*".

A la suite de ces propos, le maire (PG) de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), Joseph Rossignol a indiqué dans un communiqué son intention de quitter la formation de M. Mélenchon.

"*Je suis en complet désaccord avec la position du co-président de mon parti, le Parti de gauche, n'appelant pas à un front républicain contre l'extrême droite au second tour des élections cantonales de Brignoles, cautionnant ainsi l'idée qu'il puisse y avoir une politique menée par la France en dehors des trois valeurs fondamentales de notre République*", a fait valoir M. Rossignol qui fut l'un des tout premiers élus à adhérer au PG lors de sa création. AFP 07.10

Quant le patronat gouverne ou la politique économique du gouvernement dictée par le patronat. Comme larrons en foire.

- Comment Bercy a échoué à rendre l'impôt «*intelligent*» pour les entreprises - Liberation.fr

Après avoir tenté dans la précipitation de remodeler sa nouvelle «*taxe sur l'excédent brut d'exploitation*», Bercy y renonce finalement sous la pression des organisations patronales.

Intox. Comment masquer la collusion du gouvernement avec le patronat ?

- Impôt sur les sociétés: la surtaxe devrait s'élever à 11% - AFP

Le Figaro, qui ne dévoile pas ses sources, indique que cette surtaxe, "*concernant les entreprises de plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires, va plus que doubler, passant de 5% à 11% de l'Impôt sur les sociétés*".

Le journal précise que la mesure est temporaire, devrait durer 2 ans, et doit rapporter 2,5 milliards en 2014, soit autant que l'impôt sur l'EBE supprimé.

Pierre Moscovici a reconnu lundi que le patronat avait "*préféré*" une augmentation de la surtaxe sur l'impôt des sociétés plutôt que la nouvelle taxe sur l'excédent brut d'exploitation. (Ah ben alors si c'est le dispositif "*préféré*" des patrons, adjugé, vendu, on n'en parle plus ! - ndlr)

"*A l'issue de la négociation, c'est le dispositif qu'ils ont préféré*", a déclaré le ministre en marge d'un déplacement sur le thème des Jeunes entreprises innovantes, à propos du patronat, violemment opposé ces dernières semaines à la création de cette nouvelle taxe.

Ce dispositif "*ne vient pas du gouvernement, c'est à partir de la concertation, de la discussion avec les entreprises, les PME, la CGPME, le Medef et l'Afep (association française des entreprises privées)*" qu'il a été décidé, a ajouté M. Moscovici.

Le Medef s'est félicité de l'abandon de la taxe sur l'EBE, tout en déplorant l'alourdissement temporaire de l'impôt sur les sociétés. AFP 07.10

Ce dispositif "*ne vient pas du gouvernement*", il a été décidé par le patronat, c'est écrit en toutes lettres. Alors qui gouverne ? Les capitalistes.

Pourquoi ce dispositif a les faveurs du patronat, je n'en sais rien et je n'ai pas le temps de me pencher sur ce sujet, l'essentiel était de constater que c'était le patronat qui l'avait imposé et non le gouvernement. Au fait, y en a-t-il encore dans nos rangs pour se demander quelles sont les véritables intentions du gouvernement ?

Et ils ne peuvent pas s'en passer.

- Montebourg fait appel à Carlos Ghosn pour son projet de relance industrielle - L'Expansion.com

Monsieur Ghosn, n'oubliez pas vos émoluments au passage...

La Banque mondiale ou Goldman Sachs, c'est du pareil au même...

L'ancien président de la Banque mondiale va conseiller Goldman Sachs - LeMonde.fr

La banque américaine Goldman Sachs a annoncé lundi 7 octobre avoir recruté comme conseiller l'ancien président de la Banque mondiale Robert Zoellick. A Washington, il sera investi des questions stratégiques mondiales et supervisera le travail de

ses seize conseillers internationaux.

Robert Zoellick avait achevé en juin 2012 un mandat de cinq ans à la tête de la Banque mondiale. Auparavant, il avait déjà travaillé pendant un an pour Goldman Sachs, comme vice-président chargé de l'international, et occupé divers postes dans les administrations Bush et Reagan.

La nouvelle recrue "*a une connaissance extraordinaire de l'économie mondiale et s'est consacré à aider les économies émergentes à atteindre leur plein potentiel*", a commenté le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, cité dans le communiqué. "*Son expérience et son avis seront importants pour nos clients et pour les aider à identifier des opportunités de croissance dans le monde*."

Robert Zoellick a salué pour sa part "*la portée mondiale*" de la banque, disant vouloir "*l'aider à servir ses clients dans un contexte économique mondial changeant et difficile*". LeMonde.fr 07.10

Zoellick va mettre au service de Goldman Sachs son expérience et les tuyaux pourris acquis à la Banque mondiale pour mieux piller l'Afrique notamment, une bonne affaire assurément.

ACTUALITE EN TITRES

Jus d'y cieux ou crise de foi...

- Bettencourt : les juges pas entièrement convaincus de la bonne foi de Sarkozy - Liberation.fr

Parce qu'il pourrait être de "*bonne foi*", on croit réver, mais non...

.... ça mijote...

- Les casseroles judiciaires de Nicolas Sarkozy - LePoint.fr

... et ça sent le roussi...

- Non-lieu pour Sarkozy: le chemin du retour en politique est à peine plus dégagé - L'Express.fr -

Instrumentalisation. Ils se déchaînent.

- Pour 59% des Français, le racisme a augmenté ces 30 dernières années - 20minutes.fr

- Réforme pénale: 75% des Français doutent de son efficacité contre la délinquance - AFP

- 63% des Français favorables à la peine de probation - Le Nouvel Observateur

- 70 % des Français jugent les associations antiracistes inefficaces - LePoint.fr

Entre nous, leurs dirigeants sont racistes ou sionistes, les deux à la fois, ce sont souvent les mêmes ou cela revient au même, l'un se nourrit de l'autre...

Qu'on se le dise : la croissance des profits méritent des sacrifices.

- La zone euro retrouve la croissance mais pas l'emploi - AFP

- BMPS: suppressions d'emplois supplémentaires, bénéfice en hausse - AFP

- Alcatel-Lucent : 900 licenciements et plusieurs fermetures de sites - LeParisien.fr

- Apple et ses taxes : l'Etat américain ne trouve rien à redire - LeMonde.fr

- L'ancien président de la Banque mondiale va conseiller Goldman Sachs - LeMonde.fr

Par millions et milliards, ça baigne pour eux !

- Un diamant blanc vendu plus de 30 millions de dollars à Hong Kong - AFP

- "*Record historique*" pour le marché de l'art contemporain - AFP

- Allemagne: le fondateur des supermarchés Aldi toujours plus riche - AFP

- L'Afrique compte au moins 55 milliardaires - LeMonde.fr

Normal, même le PSOE a conservé les institutions fondées sous le franquisme

- L'Espagne se refuse à juger le franquisme - LePoint.fr

Malgré les pressions de l'Argentine et de l'ONU, les autorités espagnoles refusent de revoir la loi d'immunité qui protège les tortionnaires de la dictature. LePoint.fr 07.10

Instrumentalisation, provocation, répression ?

- Plus de 10 000 personnes manifestent à Rio en soutien aux enseignants en grève - lemonde.fr

Selon les syndicats des enseignants, en grève depuis deux mois, quelque 50 000 personnes avaient répondu aux appels à manifester diffusés sur les réseaux sociaux. Aux cris de "*Ce gouvernement va tomber ! Dehors Cabral et Paes !*" (Sergio Cabral, gouverneur de Rio, et Eduardo Paes, le maire de la ville), les milliers de manifestants, professeurs et sympathisants, ont marché calmement jusqu'à la place Cinelandia, où se trouve le Conseil municipal.

Mardi dernier le Conseil municipal a été voté un plan de carrière rejeté par les professeurs.

Selon le syndicat des enseignants, ce plan de carrière ne concerne en effet que ceux qui travaillent 40 heures par semaine dans la même école, soit 7 % d'entre eux. lemonde.fr 07.10

Donc si on comprend bien, une partie des 7 % d'enseignants concernés manifestent aux crix de "*ce gouvernement va tomber ! Dehors Cabral et Paes !*". Question : Qui les manipulent ?

C'est bizarre, à part en Libye et en Syrie où une poignée de manifestants exigeaient soi-disant un changement de régime, vous connaissez la suite, dans 99,99% des cas partout dans le monde quand une infime couche de travailleurs se mobilisent sur des revendications sociales ils n'exigent pas la chute du gouvernement, qui plus est quand il est censé les représenter, non ? Je ne sais pas ce que vous en pensez, cela me paraît pas clair, à suivre.

La même stratégie.

- Etats-Unis: la Cour suprême refuse d'examiner la dette argentine - AFP

- Paris organisera les Gay Games 2018 - 20minutes.fr

- Irak: des attentats font au moins 19 morts dans la province de Bagdad - AFP

- Plus de 50 morts dans des heurts à travers l'Egypte - Reuters

- La malnutrition responsable de la mort de centaines d'enfants en bas âge au Niger - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne

Les sociaux-démocrates allemands du SPD semblent prêts à rejouer le scénario de la "*grande coalition*" gauche-droite avec Angela Merkel après avoir renoncé ce week-end à la hausse de la fiscalité qu'ils réclamaient pendant la campagne électorale.

Deux semaines après avoir perdu les législatives face aux conservateurs CDU-CSU d'Angela Merkel, le SPD ne parle plus de façon désobligeante de l'idée de devenir le partenaire minoritaire dans un gouvernement de grande coalition comme cela fut le cas lors du premier mandat de Merkel, de 2005 à 2009.

Vendredi, après une première réunion avec la chancelière et les dirigeants de la CDU-CSU, le président du SPD, Sigmar Gabriel, et ses alliés ont expliqué qu'un relèvement de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu n'était pas gravé dans le marbre si le camp conservateur proposait d'autres moyens pour financer les infrastructures et l'éducation.

Pendant la campagne électorale, le SPD avait promis s'il revenait au pouvoir de faire passer la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu de 42% à 49% pour les foyers ayant des revenus annuels supérieurs à 100.000 euros.

"*Pour nous, la hausse des impôts n'est pas une fin en soi*", a déclaré Sigmar Gabriel. "*Si la CDU-CSU ne le veut pas, elle doit expliquer quelle alternative il y a pour financer ce travail*". "*Je préférerais voir le SPD dans un gouvernement à faire de la politique qu'à l'extérieur à regarder.*"

Reste à savoir si la base du SPD, qui sera consultée sur tout projet de participation au gouvernement, est en harmonie avec la direction et si les 472.000 membres du parti donneront leur aval à une grande coalition.

La grande peur des militants du SPD est en effet de voir leur identité encore un peu plus diluée en partageant le pouvoir avec une Angela Merkel particulièrement populaire.

"*C'est surprenant de voir le SPD si impatient d'être dans le prochain gouvernement*", note Gero Neugebauer, professeur en sciences politiques à l'Université libre de Berlin. "*Mais ce ne sera pas facile pour Gabriel de vendre cela à sa base*."

Pour Thomas Jäger, professeur de sciences politiques à l'université de Cologne, les dirigeants du SPD ont changé parce qu'ils ont compris que leurs alliés traditionnels, les Verts, étaient désormais en compétition avec eux pour le pouvoir.

"*Si les Verts avaient refusé de parler à Merkel, le SPD aurait eu davantage la main*", estime-t-il. "*Maintenant, ils sont concurrents. Les dirigeants du SPD veulent être au pouvoir. Il reste à voir s'ils peuvent persuader les membres (du parti) que c'est la bonne décision.*"

Les Verts et le SPD, qui ont gouverné ensemble entre 1998 et 2005, sont toutefois conscients de la possibilité qu'Angela Merkel joue les deux partis l'un contre l'autre pour obtenir le meilleur accord possible pour la coalition qu'elle dirigera.

"*La probabilité d'une coalition avec les Verts est passée ces derniers jours de 'théorique' à " 'concevable'* ", a déclaré ce week-end le ministre conservateur de l'Environnement Peter Altmeier au magazine Der Spiegel.

Il est loin le temps où la CDU qualifiait les Verts de dangereux extrémistes. "*Nous n'avons pas plus de différences avec les Verts qu'avec le SPD*", a ainsi déclaré au magazine Focus Armin Laschet, vice-président de la CDU et membre de son aile progressiste.

Il a souligné que la question du nucléaire, qui avait pendant longtemps divisé les Verts et la CDU-CSU, n'a plus lieu d'être, la chancelière ayant décidé de sortir du nucléaire en réaction à la catastrophe de Fukushima au Japon en mars 2011.

Les Verts ont en outre voté toutes les mesures présentées par Angela Merkel pour lutter contre la crise de l'euro. En au niveau local, les Verts ont déjà travaillé avec le camp conservateur. Ils ont dirigé Hambourg avec la CDU jusqu'en 2011. Reuters 07.10

Excellent cet article, n'est-ce pas ? Ils sont bien tous dans le même camp, on n'a pas rêvé dites-nous, ils le disent eux-mêmes. Est-ce que les trotskistes du POI (CCI) vont continuer de soutenir le SPD comme ils l'ont fait depuis 1945 ?

SOCIAL

France

Les salariés se savaient en sursis car le groupe ne gagne plus d'argent depuis 2007. Le couperet est finalement tombé. L'équipementier en télécommunications Alcatel-Lucent va supprimer 15 000 postes dans le monde, dont 900 en France. En quasi-faillite il y a un an, le groupe franco-américain va fermer les sites de Toulouse (Haute-Garonne) et Rennes (Ille-et-Vilaine), et céder ceux d'Eu (Seine-Maritime) et Ormes (Loiret), a indiqué lundi soir le site du quotidien les Echos.

Le journal économique ne cite pas ses sources mais précise que «en parallèle, le groupe, qui emploie aujourd'hui 72 000 personnes dans le monde, compte créer 5000 autres emplois».

Et précise qu'en France « *900 départs sont prévus, soit 10% des effectifs, et 900 autres seront touchés, soit par le biais de mutations en raison de fermetures de sites, soit par l'externalisation de certains postes comme dans les services informatiques. Ces salariés seront repris par des prestataires.*» Le site parisien de Suffren (VIIe) devrait lui quitter la capitale afin de baisser les coûts de fonctionnement.

Ces informations sont confirmées de source syndicale, ces chiffres étant présents dans les documents transmis aux élus en prévision du comité de groupe européen, ce mardi. Ces suppressions de postes viennent s'ajouter aux 5000 déjà prévues dans le monde dans un précédent «*plan d'amélioration de la performance pour l'année 2013*».

Le directeur général d'Alcatel-Lucent, Michel Combes, avait dévoilé en juin son plan stratégique pour sortir l'équipementier télécoms de la crise. Il était toutefois resté muet jusqu'ici à propos des conséquences sociales du plan.

Situé dans la circonscription du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le cas du site de Orvault (Loire-Atlantique) et ses 150 employés n'a pas encore été tranché.

L'équipementier devrait aussi recruter 200 personnes qui s'inscrivent dans la nouvelle stratégie de développement du groupe, basée sur un recentrage sur les activités de l'accès à très haut débit et le transport de données par câbles terrestres et sous-marins. leparisien.fr 07.10

Haut de page

Le 9 octobre 2013

CAUSERIE

De nouveaux articles ce soir, sauf en cas de coupure de courant.

ACTUALITE EN TITRES

Front unique des travailleurs des secteurs public et privé pour en finir avec les institutions de la Ve République et le capitalisme.

- Le rythme des fermetures d'usines ne ralentit pas - Reuters

- Alcatel supprime 10.000 postes pour réduire ses coûts - Reuters

- Les syndicats de Bercy dénoncent un budget 2014 "*assassin*" - L'Expansion.com

- Frédéric Oudéa, Société Générale : "*Nous allons progressivement réduire le nombre d'agences*" - Atlantico.fr

- Les taxes foncières en hausse de 21% en cinq ans - LeParisien.fr

Les signes d'un régime corrompu.

- Une ancienne sous-préfète de Grasse en garde à vue pour corruption - LeMonde.fr

- Chez Guerini, arrosage à tous les étages - Liberation.fr

- Des documents saisis à la mairie de Levallois-Perret - 20minutes.fr

- Levallois : le train de vie des Balkany intrigue la police - LeFigaro.fr

- Serge Dassault veut faire taire mediapart - Liberation.fr

- Affaire Cahuzac: fin des travaux sans scoop, la commission divisée - AFP

- Procès UIMM: la CFDT métallurgie dénonce des "*allégations nuisibles*" - AFP

- Démission du préfet accusé de faire payer ses PV par l'Etat - Liberation.fr

- Soupçons d'espionnage : perquisition chez Ikea à Franconville -Liberation.fr

- Travail dissimulé : amendes confirmées pour Air France et Cityjet - Liberation.fr

- La femme de Bruno Le Maire rémunérée comme assistante parlementaire - Francetv info

Mission impossible

- Hollande et Valls veulent répondre à la colère des Français par des résultats - AFP

- Hollande mise sur ses résultats pour contrer le Front national - LeFigaro.fr

- François Hollande bat le record d'impopularité de Nicolas Sarkozy - 20minutes.fr

Mission réussie

- Armement et politique étrangère : relations au beau fixe entre Paris et Riyad - LeMonde.fr

L'objectif est le même, seul la méthode est différente.

- Thierry Mandon (PS) : le FN est «*un parti national-fasciste*» - Liberation.fr

Et le PS est un parti social-libéral-impérialiste, qui applique à la lettre l'idéologie néolibérale. L'objectif du néolibéralisme qu'incarne la politique du PS, c'est de liquider les droits sociaux et politiques des travailleurs, la lutte des classes au profit de l'oligarchie financière. L'objectif de l'extrême droite, c'est de liquider les organisations et les partis du mouvement ouvrier pour parvenir au même objectif que le néolibéralisme.

Aux Etats-Unis il existe un parti nazi, il n'a aucun élu, pas besoin : les républicains et les démocrates font très bien le sale boulot pour le compte de l'oligarchie financière et le mouvement ouvrier est réduit à une portion congrue, à l'échelle du pays, il est quasi inexistant, objectif atteint.

Chez les truands.

- Hauts-de-Seine : "*C'est l'histoire d'un clan qui trafique de l'argent*" - LeMonde.fr -

- Compte suisse et détournement de fonds publics pour les Balkany? - L'Express.fr

- Deux journalistes du Monde soupçonnent Sarkozy d'avoir eu un compte en Suisse - L'Express.fr

Après vous !

- Gérard Longuet : Christiane Taubira «fait» le Front national - Liberation.fr

Gérard Longuet, ex-Occident, ex-cofondateur du FN si je ne me trompe pas...

Le parquet est vendu !

- Affaire Bettencourt : pas d'appel du parquet contre le non-lieu de Sarkozy - Francetv info -

Vive la République sociale !

- Patrons: «*Je suis devenu un esclave de la République*» - 20minutes.fr

La valeur du dollar : au-dessous du prix de l'encre pour le fabriquer.

- Le nouveau billet de 100 dollars passe à la couleur - LeFigaro.fr

La modestie n'est pas un signe extérieur de richesse.

- Aston Martin abandonne son petit modèle Cygnet, échec commercial - Reuters

- Rolls-Royce envisage de sortir un 4x4 - L'Expansion.com

Quelle question incongrue, bien sûr !

- Le raid américain en Libye était-il bien légal? - 20minutes.fr

Au détecteur de cons ou d'ordures, les ploutocrates du Golfe seraient imbattables, hors catégorie !

- Le Koweït a mis au point un détecteur de gays pour repérer (et virer) les expatriés homosexuels - Slate.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment ils se partagent les rôles et soutiennent la politique du gouvernement.

- Retraites : l'allongement de la durée de cotisation voté à l'Assemblée - Liberation.fr

L'allongement progressif de la durée de cotisation jusqu'à 43 ans en 2035, l'un des points névralgiques et controversé de la réforme des retraites du gouvernement Ayrault, a été voté cette nuit à l'Assemblée nationale.

L'article 2 du projet de loi prévoyant la hausse de la durée de cotisation d'un trimestre tous les trois ans à compter de 2020 a été adopté par 101 voix contre 64. Le Front de Gauche, les écologistes et la droite ont voté contre. Liberation.fr 08.10

De Brignoles au parlement, voilà le résultat de la "*révolution citoyenne*", la "*révolution par les urnes*" chère à l'illusionniste Mélenchon. Elle n'aura jamais lieu, c'est une supercherie.

Comment le Front de Gauche, les écologistes et la droite peuvent-ils se retrouver ensemble contre une mesure, alors que théoriquement ils sont censés représenter deux classes antagoniques ? En voilà un mystère ! Comment est-ce possible ? C'est oublié qu'ils ont quelque chose en commun. Mais quoi diable ? Ah c'est un sacré mystère, religieusement gardé, même par ceux qui ne sont pas directement impliqués ici. Pourquoi avons-nous dit qu'ils soutenaient la politique du gouvernement même en votant contre ? Attention on brûle, on approche de la bonne réponse.

Pardi, parce qu'en participant à ce vote, à cette mauvaise farce, ils légitiment les institutions, Hollande et son gouvernement, l'ensemble de sa politique, les mesures ou lois déjà adoptées et celles à venir, puisque personne n'est en mesure de s'y opposer dans le cadre du parlement car le PS à la majorité absolue, ils se plient au jeu institutionnel, au parlementarisme bourgeois autrefois décrié par le mouvement ouvrier et auquel tous les partis participent de nos jours, cela inclu absolument tous les partis puisqu'ils participent tous aux élections, absolument aucun ne peut affirmer : pas nous, tous soutiennent le régime en place depuis des lustres en se camouflant sous différents masques, il y en a autant que de courants dans le mouvement ouvrier et à l'extérieur.

Comment expliquer autrement que le Front de gauche puisse voter contre des mesures proposées par le PS et ne pas figurer dans l'opposion (Mélenchon), il faut alors se poser la question : en opposition à quoi ? Réponse : aux institutions, au capital, au régime, et là on comprend la signification de ce qu'ils veulent dire en prétendant ne pas faire partie de l'opposition et pourquoi aussi ils peuvent se retrouver avec l'UMP et l'UDI.

Parti de l'ordre. Hésitation entre un pur-sang psychotique à un bourrin névrosé ?

Avant de lire la suite, rappelons que Pécresse et Fillon ont été invités à la dernière réunion du groupe Bilderberg en juin 2013 en Grande-Bretagne

- Pécresse sur un retour de Sarkozy: "*temps de latence*" pour l'UMP - AFP

Un retour de M. Sarkozy ? "*Ce sera son choix*", a éludé celle qui a soutenu François Fillon à l'automne 2012 pour la tête de l'UMP, "*aujourd'hui, nous avons un temps de latence, nous ne sommes pas devant le choix de notre leader*".

"*Nous avons une procédure que nous avons adoptée pour le déterminer, ça s'appelle les primaires, ce sera en 2016, nous devons à nos candidats aux municipales d'être très unis*", a-t-elle dit. AFP 08.10

Soutenir François Fillon face à l'hystérique Copé était faire preuve de sagesse et de lucidité. Le retour de Sarkozy étant fortement improbable, le groupe Bilderberg a pu inviter Pécresse et Fillon pour juger sur pièce lequel des deux canassons serait susceptible de faire l'affaire et de remplacer Hollande en 2017.

Autre hypothèse, ils ont pu vouloir évaluer lequel des deux pourraient être le mieux placé pour remplir les fonctions de Président et de Premier ministre, Pécresse remplaçant Copé incompétent pour remplir une de ces fonctions dans la lignée de Sarkozy, elle est acquise au néolibéralisme et pourrait s'avérer être une nouvelle Thatcher, tandis que Fillon pourrait faire l'affaire en cas de défection de Pécresse ou remplir le rôle de Premier ministre une seconde fois, à condition qu'il vire plus à droite et se montre déterminé à appliquer l'idéologie néolibérale sans état d'âme.

Maintenant il est clair que si Sarkozy se présentait aux primaires de l'UMP contre Fillon, c'est Sarkozy qui serait investi, et Fillon battu ne pourrait pas devenir son Premier ministre après les dernières sorties de Fillon contre Sarkozy, dans ce cas-là on ne voit pouquoi il aurait été pressenti pour occuper une importante fonction par le groupe Bilderberg, à moins que ce ne soit pas Sarkozy qui se présenterait contre Fillon mais Pécresse, leur présence à la réunion du groupe Bilderberg aurait eu pour fonction de tester ce tandem et de confirmer l'accord passé entre eux en 2012, d'en tester la solidité ou la viabilité, leur opposition n'étant que pure comédie pour berner les adhérents de l'UMP afin de mieux les entraîner sur la voie du néolibéralisme qui n'a pas ou plus d'alternative au sein du parti de l'ordre.

- Fillon : "*Je suis mieux placé que Sarkozy pour 2017*" - Francetv info

Selon Valeurs actuelles, M. Fillon aurait affirmé: "*aujourd'hui, je crois que je suis mieux placé que Nicolas Sarkozy pour l'emporter en 2017. Si je ne le pensais pas, je ne serais pas candidat*".

Mais son porte-parole Jérôme Chartier a affirmé à l'AFP que c'était inexact. Répondant au journaliste de l'hebdomadaire qui lui demandait +est-ce que vous pensez aujourd'hui (...) que vous êtes le mieux placé pour faire gagner la droite en 2017? J'imagine que vous ne seriez pas candidat si vous ne l'étiez pas?+, M. Fillon a dit: "*bien sûr, je ne le serais pas*".

"*En même temps*", a-t-il dit selon M. Chartier, "*je ne suis pas prétentieux, je sais que tout cela est difficile, j'imagine bien qu'il puisse y avoir d'autres candidatures, mais il semble que pour le moment, je ne voie pas d'autres candidatures qui portent à la fois une rupture appuyée sur une expérience solide du gouvernement et du parlement*".

Et M. Fillon tire à boulets rouges sur l'ancien président: "*Quand on perd une élection, il est impossible de dire qu'on a fait une bonne campagne (...) On a le devoir d'en analyser les raisons. On est obligé de se remettre en cause, sinon, c'est un bras d'honneur aux Français*".

L'ancien Premier ministre va encore plus loin dans ses critiques que dans son interview au Journal du Dimanche du 6 octobre, où il avait déclaré être "*de facto en compétition*" avec M. Sarkozy, parlant même d'un affrontement "*inévitable*".

"*Moi, en 2007, j'ai totalement soutenu Sarkozy, mais cela ne veut pas dire que son projet était totalement le mien. Il était le leader, mais sur beaucoup de sujets, j'aurais aimé faire les choses différemment, notamment sur la dette, les déficits, les finances publiques*", affirme-t-il.

S'il reconnaît que "*Sarkozy allait dans la bonne direction*", il estime que "*ces priorités, qui sont les miennes, n'étaient pas au coeur de son programme*".

Et M. Fillon de poursuivre: "*Je ne suis pas né en pensant que la présidence de la République était mon destin, et je suis d'ailleurs choqué que l'on puisse raisonner de cette manière*", une autre pique à M. Sarkozy. "*Pour moi, la vie politique, ce n'est pas un spectacle. Un homme politique n'est pas une star, ses convictions et sa détermination ne se mesurent pas au nombre de*

ses émissions télévisées", assène-t-il, visant là encore l'exposition médiatique permanente de M. Sarkozy lorsqu'il était président.

Par contraste, l'ancien chef de gouvernement, blessé d'avoir été qualifié de "*collaborateur*" par M. Sarkozy quand il était à Matignon, fait valoir qu'il a "*toujours fait preuve de réserve et de modération dans (son) expression publique*". "*Cela a pu donner de moi une image d'effacement, mais je crois qu'elle a, finalement, plus de qualités que de défauts*", car "il faut de l'humilité et de la dignité dans la fonction ", ainsi que de "*l'exemplarité*", argumente-t-il.

M. Fillon semble douter d'un retour de M. Sarkozy en politique. "*Comme l'histoire l'a démontré, il est très difficile de revenir quand on a été battu*", dit-il. Cependant, si M. Sarkozy revenait, il n'exclut pas de se présenter lui aussi. "*La droite a bien gagné en 1995, malgré le fait qu'elle avait deux candidats*".

Autre grief, M. Fillon affirme qu'il n'a "*pas été satisfait du discours de Nicolas Sarkozy devant le conseil national*" de l'UMP, le 8 juillet dernier.

"*On a eu droit à un meeting dans une salle avec une +claque+ mise en place. Nicolas Sarkozy avait le droit de s'exprimer, mais là, ce qu'il nous a dit, c'est: +je vais revenir, en attendant, soyez sages !+ Ce n'est pas possible! On a besoin d'une opposition qui travaille et se prépare*", martèle-t-il. AFP 08.10

Sarkozy a commis un nombre d'erreurs incalculables pendant 5 ans. Surnommé le président "*bling-bling*", n'hésitant pas à se vanter de ses liens avec le milieu de la finance ou des affaires, ainsi il a exposé ses mentors ou leur milieu à la critique pendant toute la durée de son quinquennat, alors que la modestie et la discrétion s'imposaient à la fonction qu'il occupait, aucun chef d'Etat dans le monde n'avait osé avant lui aller aussi loin et exposer les liens qui existaient entre le politique et la finance ou les entreprises du CAC40. C'est dans ce contexte ou en réponse au comportement irresponsable de Sarkozy qu'il fallait analyser le discours de Hollande au Bourget contre la finance, Hollande voulait simplement donner un gage à l'oligarchie financière qu'il protègerait ses intérêts en toute discrétion, et non que Hollande s'attaquerait à la finance, intention qui est étrangère au PS et ses satellites ou alliés.

Comme il a été indiqué plus haut, Fillon va trop loin dans la critique de Sarkozy pour qu'on puisse envisager qu'il redevienne Premier ministre si Sarkozy se représentait et était élu à la présidentielle de 2017. En même temps, il a pu se permettre cette sortie peut-être parce qu'il sait que Sarkozy ne se présentera pas aux primaires de l'UMP en 2016, et s'il doit jouer un rôle important par la suite, il lui faut rompre avec Sarkozy ou s'éloigner le plus possible de celui qui incarne la défaite et qui s'est grillé tout seul aux yeux de ses mentors, il doit démontrer à ces derniers qu'il possède bien toutes les qualités qui faisaient défaut à Sarkozy sans posséder ses piteux et dangereux défauts.

L'oligarchie financière avait lâché Sarkozy au profit de Hollande, les médias qui lui étaient acquis l'ont matraqué lors de la campagne électorale. Sarkozy n'a pas été à la hauteur de la tâche qu'elle lui avait confiée en dehors de la liquidation de Kadhafi qui pourrait s'avérer avoir été une plus grave erreur encore. Sarkozy était grillé, ils l'ont manipulé, ils le ménageront aussi longtemps qu'il conservera une importante influence au sein de l'UMP, puis il passera au second plan ou on n'en entrendra plus parler, à moins qu'ils lui fassent payer le prix de leurs propres erreurs, on n'a jamais vu l'oligarchie financière accusée du moindre crime au cours du XXe siècle et il n'y a pas lieu que cela change demain.

Qui est responsable ?

Sans qualification, sans diplôme, sans travail, sans retraite, sans rémunération, sans biens, de quoi vivent-ils ?

- Toulouse : 3 tonnes de métaux saisies dans des camps de Roms - AFP

C'est une camarade que j'ai eu au téléphone qui s'est posée cette question. Elle a eu des démêlés avec des Roms, mon épouse a été agressée à Aubagne par une Rom, des centaines de témoignages du même genre existent. Ils mendient, volent, se prostituent pour survivre. C'est un triste constat.

Le vieux monde en est responsable, ajoutons ceux qui le soutiennent, la gauche, l'extrême gauche, les gauchistes à la bonne conscience, j'allais oublier l'Union européenne.

La méthode de l'Union européenne relayée par ces dangereux parasites du mouvement ouvrier consiste à reconnaître des droits au Roms que les Etats ne sont pas en mesures d'assumer ou qui en amont nécessite au préalable de satisfaire d'autres droits qu'ils ne peuvent pas leur accorder, le droit au travail et de pouvoir vivre décemment de son salaire notamment.

Parmi l'un des droits que l'UE reconnaît aux Roms figure celui de refuser de se sédentariser, de se fixer à un endroit, de continuer de vivre comme au siècle dernier alors que les transformations subies par la société ne le permettent plus manifestement, dès lors les droits que les Roms revendiquent viennent heurter le mode de vie des populations des différents pays où ils sont de passage ou voyage car souvent ils restent dans le même pays tout en se déplaçant sans cesse.

C'est donc l'UE qui dresse les Roms contre le reste de la population ou l'inverse, volontairement afin de créer un climat délétère, de diviser la population, de l'accuser de racisme, de xénophobie et j'en passe, ce qui est fort utile en période de crise sociale pour mieux excercer son contrôle sur l'ensemble de la population et la détouner des difficulté sociales auxquelles elle est confrontée, ainsi la classe dominante peut conserver le pouvoir.

La gauche, l'extrême gauche et les gauchistes donnent de la voix, dénoncent le discours ou les méthodes de Valls mais ils s'accommodent de la politique antisociale du gouvernement auquel appartient Valls et qui est responsable du chômage de masse, de la précarité et de la pauvreté. Comment cela ? De mille manières, un exemple très simple.

Ils ont appelé à voter Hollande, ils ont soutenu le PS en 2012 lors des élections législatives, ils s'apprêtent à récidiver lors des municipales et des européennes, or quand on prétend être en désaccord avec une politique et la combattre, on ne soutient pas les partis et les institutions qui mettent en oeuvre cette politique ou qui l'incarnent, on refusent tout accord politique avec ces partis et on ne participe pas à ces institutions, on ne peut pas avoir un pied de chaque côté de la barricade, il faut choisir son camp.

L'Union européenne, les institutions de la Ve République, le PS et ses satellites au pouvoir incarnent la politique antisociale qui interdit au Roms comme à des millions de travailleurs de ce pays d'avoir un travail et de pouvoir en vivre décemment, ils incarnent ainsi les conditions sociales qui sont à l'origine de la chasse au Roms, aux Arabes, aux immigrés, aux étrangers en général, on peut y ajouter la stigmatisation des pauvres, des vieux, des malades, des handicapés, des jeunes, des retraités, des fumeurs, des buveurs d'alcool, etc. ils haïssent l'ensemble de la société à l'exception des riches ou des nantis, la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes dénoncent les conséquences de la politique du gouvernement sans jamais s'attaquer à leurs causes parce qu'ils sont incapables de rompre avec le capital, ses institutions et ses partis dont le PS.

La CIA et le Mossad recrutent et forment des terroristes prêts à intervenir dans le monde entier.

- Syrie: Les Français candidats au djihad toujours plus nombreux - 20minutes.fr

- Djihadistes français qui rentrent de Syrie : Le casse-tête des juges - 20minutes.fr

D'après Manuel Valls, ils seraient une cinquantaine à être revenus dans l'Hexagone, sur les 150 à 200 Français partis faire le djihad en Syrie. Bien que cités par un officiel, ils sont difficilement vérifiables, les agents du renseignement extérieur ayant des difficultés à suivre ces Français qui ont passé la frontière pour se rendre sur la ligne de front.

Avant de partir, ou à leur retour, la France peut-elle les poursuivre?

En théorie, oui. Une nouvelle loi, promulguée en 2012, relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme, prévoit de poursuivre «*des actes de terrorisme commis à l'étranger par des Français ou des personnes résidant habituellement en France*». Elle permet aussi de «*poursuivre les personnes ayant participé à des camps d'entraînement terroristes à l'étranger alors même qu'elles n'auront pas commis d'actes répréhensibles sur le territoire français*». Autrement dit, si la police réunit la preuve que des Français ont pris contact pour aller combattre ou ont combattu aux côtés de djihadistes en Syrie, elle peut les présenter à leur retour à un juge antiterroriste qui pourra à son tour les poursuivre. Face à la difficulté de réunir ces preuves, la loi permet même à la police d'utiliser les informations de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Pourquoi les juges ne poursuivent pas les djihadistes français rentrés de Syrie?

La position diplomatique de la France est compliquée puisqu'elle défend l'armée syrienne libre (ASL) qui se bat aux côtés de djihadistes contre Bachar al-Assad. Ces mêmes djihadistes sont la cible des Français au Mali. On imagine mal un juge poursuivre en l'état un Français parti combattre Bachar al-Assad. «*En même temps, la France ne peut pas dire "allez-y, partez en Syrie faire la guerre à Bachar"*», commente une source policière.

Le député UMP Alain Marsaud a alerté la Garde des Sceaux à ce sujet. «*Lorsque ces djihadistes reviennent en France, ils ne peuvent être interpellés, mis en garde à vue, et éventuellement mis en examen car il est considéré qu'ils agissent dans le cadre d'une action certes violente, mais dans la droite ligne de celle de la diplomatie française. Comme il apparaît difficile d'établir si ces personnes ont fait " le coup de feu" aux côtés d'Al-Qaïda ou d'Al-Nostra, organisation considérée comme terroriste ou auprès de l'armée syrienne libre soutenue par la France, la justice française estime ne pas avoir à connaître de ces faits*», avait soulevé l'élu dans une question publiée au journal officiel le 10 septembre. «*Doit-on considérer dès lors que ces personnes seraient partie prenante ou le bras armé de notre action diplomatique en Syrie et seraient, en quelque sorte, des collaborateurs occasionnels du service public de l'engagement de la France en Syrie?*», se demandait-il, recommandant une évolution de la législation antiterroriste. Un mois plus tard, Christiane Taubira ne s'était toujours pas exprimée à ce sujet.

Louis Caprioli, ancien sous-directeur chargé de la lutte contre le terrorisme à la Direction de la surveillance du territoire (DST), aujourd'hui conseiller spécial chez GEOS, société de sécurité privée, leader européen de la gestion et de la prévention

des risques, estime qu'en attendant une réforme de la loi, les juges pourraient poursuivre sur le fondement de la du 14 avril 2003 relative à la répression de l'activité de mercenaire, punissant de cinq ans de prison et de 75.000€ tout combattant étranger aux parties en conflit. «*On est dans le cadre d'un djihad international. Cet appel d'air international rend la situation beaucoup plus dangereuse aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2001, avant le 11 septembre*», conclut Louis Caprioli. 20minutes.fr 08.10

Hollande ou le président des djihadistes, loué par l'émir du Qatar, puis par le monarque d'Arabie saoudite aux ordres de l'Etat sioniste...

- Un cadre d'Al Qaïda expulsé du Pakistan vers la France - Reuters

Lors de son arrestation au Pakistan, la radio RFI expliquait qu'il avait vécu une partie de sa vie à Hambourg en Allemagne et fréquenté la mosquée al-Qods où se retrouvaient avant 2001 les responsables des attentats du 11-Septembre.

Naamen Meziche y aurait connu Mohammed Atta, considéré comme le responsable de ces attaques.

Il était chargé de recruter de nouveaux aspirants au djihad venant d'Europe, et aurait planifié plusieurs attaques sur le continent européen et en Australie, calquées sur celles de Bombay qui avaient fait plus de 140 morts en novembre 2008, disait la radio. Reuters

Comme on a les preuves que le Mossad a épaulé les branches de la CIA et du Pentagone qui ont été mêlées à la préparation du coup d'Etat du 11 septembre 2001 et que les présumés terroristes mis en cause avaient été manipulés pour commettre ces soi-disant attentats, le lien avec l'un d'entre eux fait de Naamen Meziche une de leur recrue. Rapatrié en France, il leur sera apparemment plus utile dans ce pays qu'au Pakistan. Il n'est pas certain que la DGSE le sache, à moins qu'elle décide de le recruter, ce ne sera pas la Mehra boire !

La dictature de l'oligarchie financière passe par ses institutions, FMI et Banque mondiale. Deux nouveaux exemples.

1- La Serbie adopte des mesures d'austérité pour "***éviter la faillite***" - AFP

Le gouvernement serbe a adopté mardi des mesures d'austérité pour parer à la crise économique, éviter la faillite et regagner la confiance des institutions financières internationales et des créditeurs.

Parmi ces mesures, le ministre des Finances, Lazar Krstic, a annoncé l'augmentation de la TVA pour les produits de base de 8 à 10% tout comme la diminution, voire l'annulation, des subventions accordées aux entreprises d?État.

"*Sans ces mesures, on va faire faillite dans les deux prochaines années*", a affirmé le ministre lors d'une séance du gouvernement ouverte à la presse.

Avec l'augmentation de la TVA, le gouvernement obtiendra quelque 200 millions d'euros supplémentaires par an, a prévisé M. Krstic.

Le gouvernement a également décidé mardi d'opérer à partir de 2014 des coupes salariales dans l'administration publique pléthorique du pays, qui emploie environ 600.000 personnes.

Les fonctionnaires, payés plus de 60.000 dinars (environ 520 euros), verront leur rétribution diminuée de 20% et ceux dont les salaires sont supérieurs à 100.000 dinars de 25%.

Le gouvernement vise des économies annuelles d'environ 150 millions d'euros, soit 0,3% du PIB.

L'analyste économique Vladimir Vuckovic a fait valoir que les mesures du gouvernement représentaient un "pas solide dans la bonne direction". Il a néanmoins estimé que le gouvernement aura à surmonter beaucoup de défis "*politiques et sociaux*" dans la mise en oeuvre de son plan.

Ces mesures d'austérité interviennent alors que la Serbie a renoué cette semaine le dialogue avec le Fonds monétaire international (FMI) dans l'espoir d'un éventuel accord qui renforcerait la confiance des potentiels investisseurs et créditeurs.

L'analyste économique, Anika Pavicevic, note que la mise en oeuvre de ces mesure d'austérité sera saluée par les créditeurs internationaux mais estime que de bons résultats doivent être "*réalisés très vite*" si la Serbie veut obtenir une assistance financière du FMI.

L'influent vice-Premier ministre, Aleksandar Vucic, avait indiqué en septembre avoir demandé aux Émirats Arabes Unis un crédit de "*deux ou trois milliards de dollars à un petit taux d'intérêt sur 20 ou 30 ans*".

Une partie de ce montant irait au remboursement des crédits, contribuerait à alléger la pression sur la dette publique et la différence serait injectée dans l'économie, selon lui.

"*Cela nous permettra d'avoir un accord avec le FMI (...) et devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) vers la fin de l'année*", avait-il même affirmé.

Aucune information sur cette demande n'a été depuis communiquée. Tout comme aucun détail sur le résultat des dernières discussions entre Belgrade et le FMI n'a été rendu public.

Avant cette visite, le FMI avait toutefois souligné que, sans mesures d'austérité, le déficit budgétaire risquait de s'élever à 8,3% du PIB.

Le FMI avait gelé l'octroi d'un prêt de réserve pour une période de 18 mois en raison du non-respect par les autorités de Belgrade de certaines conditions, notamment sur le déficit budgétaire qui ne devait pas dépasser 4,25% du PIB, alors que la dette publique devait être limitée à 45% du PIB.

En avril, la Russie avait accordé à la Serbie un prêt de 500 millions de dollars mais avait lié le versement d'une tranche de ce crédit à la conclusion d'un accord avec le FMI sur un plan d'aide.

En novembre, la Banque mondiale (BM) avait elle aussi indiqué être prête à octroyer un crédit de 314 millions d'euros à la Serbie pour soutenir son budget, à condition que Belgrade signe d'abord un accord avec le FMI. AFP 08.10

2- Japon: le FMI juge des réformes structurelles "***essentielles***" - AFP

Le FMI souligne que le Japon a besoin notamment de reculer l'âge de la retraite, d'élever le taux d'activité des femmes aujourd'hui nettement moindre que dans la plupart des autres nations développées, et d'augmenter la productivité.

Les membres de l'aile libérale du parti de M. Abe voudraient que soient assouplies les conditions d'emploi sous contrat à durée indéterminée.

Selon des économistes, la protection excessive des salariés à temps plein expliquerait actuellement la montée du travail précaire, privilégiée par des entreprises pour éviter de trop se lier les mains.

Le FMI appelle en outre le pays à "*abaisser ses barrières commerciales pour les produits et les services*" importés. Depuis l'arrivée de M. Abe, le Japon a entamé formellement des négociations de libre-échange avec l'Union européenne, d'une part, et avec onze pays de la région Asie-Pacifique, d'autre part, dont les Etats-Unis. Le succès de ces discussions semées d'embûches est néanmoins loin d'être assuré.

L'endettement public du pays approche 250% de son produit intérieur brut (PIB), rappelle le FMI, une semaine après que M. Abe a décidé de relever de 5% à 8% la taxe sur la consommation (équivalente à la TVA française).

Cette hausse, qui interviendra en avril 2014, est "*un pas dans la bonne direction*", a salué l'institution, mais le gouvernement n'en doit pas moins "*rapidement présenter un plan détaillé pour consolider sa situation budgétaire à moyen terme*", a-t-elle prévenu.

Le FMI a estimé en outre que la BoJ pourrait devoir augmenter davantage le montant des actifs financiers qu'elle rachète sur les marchés, afin d'aider l'inflation à décoller. AFP08.10

Traduction : Prenez l'administration américaine et la Fed comme exemple...

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

1- Les taxes foncières en hausse de 21% en cinq ans - leparisien.fr

Et le constat est édifiant. Même si la taxe foncière ne devrait pas atteindre des sommets cette année avec la perspective des municipales, elle a déjà largement augmenté au cours de ces cinq dernières années. Selon l'UNPI, Paris, Argenteuil, Saint-Denis, Nantes et Rouen sont les villes où ces taxes ont le plus augmenté. La hausse est de 9,4% par an dans la capitale. De la même manière, les habitants de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) ont vu cet impôt grimper de 31% en 5 ans. Mais la palme revient à Amiens où le montant de la taxe foncière n'est pas à moins de 1 322 euros.

Pour justifier ces augmentations, les élus qui cherchent a développer leur commune avec de nouvelles dépenses (école, installations sportives,...) doivent trouver des financements via cette taxe foncière depuis la suppression de la taxe professionnelle. La hausse est aussi liée à la crise de l'immobilier. Les droits de mutation, c'est-à-dire le pourcentage touché par la commune sur chaque transaction en lien avec son territoire , sensiblement diminué.

Pour l'UNPI, cette situation ne peut pas durer. « *On est à 21%, explique Jean Perrin, son président sur RMC. C'est le double de l'inflation ou de l'augmentation des revenus ou des retraites. Ça peut aller jusqu'à 500, 600 euros de plus à payer. Il y a des propriétaires qui vont devoir vendre la maison pour payer les impôts. C'est inadmissible, inconcevable. Il y a eu des transferts de charge de la part de l'Etat, les collectivités qui ne peuvent plus s'endetter car elles sont au maximum mais qui veulent continuer à faire des projets donc elles augmentent les taxes sur les propriétaires, mais à ce moment-là ce sont ces derniers qui ne peuvent plus suivre* ».

Pour mémoire, la taxe foncière est due par les propriétaires ou les usufruitiers d'un bien immobilier (maison, appartement ou terrain) au 1er janvier 2013. Elle doit être acquittée même si le bien a été vendu en cours d'année 2013. En attendant, si vous êtes propriétaire d'un bien immobilier, vous avez jusqu'au 15 octobre pour payer la taxe foncière ou jusqu'au 20 octobre si vous payez directement en ligne sur impots.gouv.fr. leparisien.fr 08.10

2- Anticoagulant Pradaxa : des familles de personnes décédées portent plainte

Les familles de quatre personnes décédées début 2013, qui prenaient l'anticoagulant de nouvelle génération Pradaxa, ont décidé de porter plainte contre le laboratoire allemand Boehringer Ingelheim qui le commercialise. Ces personnes, âgées de 78 à 84 ans, étaient originaires des régions de Lille, Strasbourg, Paris et Grenoble

Les plaignants visent aussi l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), à qui il est notamment reproché d'avoir méconnu les principes de précaution et de prévention, a précisé leur avocat, Me Philippe Courtois, mercredi 9 octobre, qui appelle toutefois à "*ne pas arrêter son traitement sans avis médical*".

Ces plaintes pour homicide involontaire interviennent moins d'un mois après une mise en garde de l'ANSM sur cette nouvelle classe d'anticoagulants (NACO) apparus en 2008, prescrits pour prévenir les accidents vasculaires cérébraux, notamment après une opération de la hanche ou du genou ou chez les personnes souffrant de fibrillation auriculaire, un trouble du rythme cardiaque.

Fin septembre, le Syndicat des jeunes biologistes médicaux qualifiait de leur côté leur commercialisation d'"*aberration médicale d'une extrême imprudence*". Les nouveaux anticoagulants remplacent petit à petit les antivitamines K (AVK), à la différence qu'ils ne nécessitent, a priori, pas de suivi médical particulier.

En 2011, le laboratoire Boehringer Ingelheim indiquait qu'il avait enregistré au moins 260 décès "*suspects*" par hémorragie chez des patients traités avec son anti-coagulant Pradaxa. Selon l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), 13,3 % des personnes âgées de plus de 65 ans ont été exposées au moins une fois à un anticoagulant en 2011. lemonde.fr 08.10

ECONOMIE

Etats-Unis

- Etats-Unis : Janet Yellen en passe d'être nommée à la tête de la Fed - lemonde.fr

Cette économiste respectée, âgée de 67 ans et vice-présidente à la Fed depuis quatre ans, était la favorite de la course depuis le renoncement de Larry Summers, actuel numéro deux de la Banque. L'ancien conseiller économique de M. Obama, artisan du plan de soutien à l'économie au plus fort de la crise financière en 2009, était en effet critiqué par l'aile libérale du Parti démocrate, qui lui reproche notamment ses liens étroits avec Wall Street et ses positions passées en faveur de la dérégulation des marchés.

Nommée vice-présidente du directoire de la Fed en 2009, elle était une des meilleurs alliés de Ben Bernanke, soutenant sa

politique exceptionnelle d'assouplissement monétaire. Elle est entrée dans cette institution financière par la petite porte, dès 1977, au sein des effectifs de chercheurs économistes qui fournissent analyses et statistiques au directoire de la Banque centrale.

Titulaire d'un doctorat d'économie, elle a eu pour mentor, à l'université de Yale, James Tobin, prix Nobel d'économie connu pour son idée de taxe sur les transactions internationales. Le président démocrate Bill Clinton la choisit en 1994 pour être un des gouverneurs de la Fed, où elle votera parfois contre les décisions de son tout puissant président, Alan Greenspan. En 1997, M. Clinton lui demande de prendre la tête du Cercle des conseillers économiques de la Maison Blanche, où elle succède au prix Nobel de l'économie Joseph Stiglitz, critique du libéralisme à outrance.

En 2004, Mme Yellen revient à la Réserve fédérale où elle préside jusqu'en 2010 l'antenne régionale de San Francisco. Certains lui reprocheront de n'avoir pas su tirer à l'époque la sonnette d'alarme sur la bulle immobilière dans les Etats de Californie, Nevada et Arizona, au cœur du désastre des prêts à risque, les subprimes. "*Avions-nous une compréhension totale des défaillances du système de titrisation et de la façon dont cela allait affecter le système financier dans son entier ? Non*", a-t-elle reconnu plus tard. Pourtant, dès la fin 2007, elle est l'une des premières au sein de la Fed à diagnostiquer que "*les possibilités d'un étranglement du crédit et que l'économie glisse dans la récession sont des plus réelles*". lemonde.fr 08.10

Haut de page

Le 10 octobre 2013

CAUSERIE

Mercredi 23h30 (heure locale), 20h à Paris.

J'ai ajouté 26 nouveaux articles. La suite... dans quelques heures...

Jeudi 17h (heure locale).

En raison de la réorganisation de mon emploi du temps, dorénavant le site sera actualisé en fin de journée, donc environ 5 ou 6 heures plus tard, sauf les jours où l'actualité est peu chargée.

Ce qui se passe, c'est que j'ai décidé de me refaire une santé, je ne peux plus vivre à 58 ans continuellement au bord de l'épuisement et pris de vertiges à longueur de journée, je vous assure que je n'exagère rien, je crois qu'à ma place plus d'un s'affoleraient. De plus, depuis neufs jours j'ai cessé totalement de consommer de l'alcool, j'ai supprimé le cocktail du midi et les deux que je m'enfilais tous les soirs, cela peut paraître peu, mais la Vodka est un alcool fort, en plus avec la chaleur qui règne ici plus la cigarette c'était trop, la machine finissait par donner des signes inquiétants de fatigue et seule l'augmentation de la dose d'alcool aurait pu prolonger son fonctionnement , or je n'ai pas envie de finir alcoolique, j'ai donc supprimer l'alcool, et je n'ai pas fumé un pétard depuis décembre dernier.

Depuis je me sens mieux, je commence à mieux dormir, le cerveau s'en passe très bien, il se porte même mieux apparemment, reste cette terrible fatigue, j'ai accumulé un retard de sommeil de plusieurs années à cause du site. Ce matin j'ai émergé à 9h30, il est 17h et je ne me sens pas encore trop crevé. Il faut dire que j'avais bossé jusqu'à 2h du matin, ce qui n'est pas très sérieux.

Bref, vous vous en foutez, dorénavant je terminerai l'actualisation du site après avoir dîné, cela me laissera le temps de penser à certains articles pour peaufiner mes commentaires, le soir je n'ai rien à faire, TV5Monde Asie est de plus en plus nul. Et puis cela me permettra de m'occuper un peu de mes affaires dans l'après-midi, car le soir c'est impossible. Quand on se néglige soi-même, on finit par négliger les autres, c'est détestable.

Donc à tout à l'heure, d'ici 22 ou 23h en Inde, vers 20 ou 21h en France.

23h15, le boulot est terminé, le temps de le charger dans le serveur.

Je n'ai plus le temps de commenter les deux articles de presse que j'ai mis en ligne dans la page d'accueil, demain.

Le chiffre du jour : 39,9.

- 39,9 milliards d'euros de dividendes devraient aller directement dans les poches des actionnaires en 2014, au titre de l'exercice 2013. Soit 5% de plus que l'année dernière. Ce qui ferait de 2014 la deuxième année d'augmentation du versement de dividendes, à la même hauteur que 2010 (40,2 milliards d'euros distribués). Cette estimation est livrée ce samedi par le

quotidien Les Echos, en collaboration avec FactSet et Primeview.

(Le CAC 40 va distribuer 40 milliards de dividendes - 8 octobre 2013 - legrandsoir.info)

Qui a écrit ?

Même en "*rêve*", le PS n'est pas de gauche.

- « *Finis les rêves, enterrées les illusions, évanouies les chimères. Le réel envahit tout. Les comptes doivent forcément être équilibrés, les prélèvements obligatoires, les effectifs de la police renforcés, la Défense nationale préservée, les entreprises modernisées, l'initiative libérée.* »

Hollande dans *La Gauche bouge* en 1983, publié sous un pseudonyme.

Comment qualifier ceux qui s'interrogèrent au lendemain de son élection et les mois qui suivirent sur ses véritables intentions, qui feignirent cyniquement de l'ignorer, qui aujourd'hui lui adressent des pétitions, demandent à le rencontrer, pour lui dire quoi, que les "*rêves*" sont finis, que les "*illusions*" sont enterrées, de qui, de ses amis les banquiers ou des travailleurs ? Vous connaissez la réponse.

Qui a dit ?

Qui a dit que le PS était un parti de gauche ? Fusillé !

- "*Je demande à l'État de faire de Marseille un véritable laboratoire contre le crime, un laboratoire avec de nouveaux moyens technologiques. Maintenant, on a des drones, et on va s'en servir*"

Réponse : L'un des prétendants à l'investiture du PS pour les élections municipales à Marseille, Eugène Caselli.

Il a comparé de manière provocatrice la situation en France à celle du Mexique, où une guerre civile entre les divers grands gangs de la drogue et leurs alliés dans l'appareil d'État a coûté la vie à 60 000 victimes. «*C'est tout à fait sérieux et d'ailleurs, ça se fait à Mexico*», a-t-il écrit dans le quotidien local La Provence, pour justifier ses projets de déployer des drones en France.

Jean-Noël Guèrini, président PS du département des Bouches-du-Rhône (qui comprend Marseille) a approuvé le projet et serait prêt à y investir 1 million d'euros. Guèrini fait actuellement l'objet d'une enquête pour trafic d'influence et association de malfaiteurs.

Cette proposition de surveiller les gens de Marseille avec des drones fait partie d'une tentative plus large du PS de militariser la société française. La sénatrice PS Samia Ghali a déjà demandé à l'armée d'intervenir à Marseille, au motif de lutter contre la criminalité.

De même, la présidente PS de la région Poitou-Charentes et candidate à la présidentielle de 2007, Ségolène Royal, s'est prononcée en faveur du déploiement de l'armée en France le mois dernier. Elle a demandé «*pourquoi ne pas imaginer une coopération entre la police et l'armée pour saisir les armes de guerre*» utilisées dans les règlements de comptes entre truands. (...)

En fait, ce sont le PS bourgeois «*de gauche*» et les autres forces de la pseudogauche qui le soutiennent, comme le Parti communiste français ou le Nouveau parti anti-capitaliste, qui jouent maintenant le rôle principal dans la mise en place d'une surveillance accrue de la population.

La décision de ne plus utiliser l'armée ou des technologies militaires pour les missions de police en France métropolitaine a été une concession de la classe dirigeante qui n'a pu être obtenue qu'en réaction à la révolution d'octobre en 1917.

L'historien Jean-Marc Berlière a récemment accordé un entretien au Monde où il rappelle qu'entre l'écrasement sanglant de la Commune de Paris en 1871 et la première guerre mondiale de 1914-18, la bourgeoisie utilisait régulièrement l'armée pour des missions de police, notamment pour écraser des grèves.

Il notait: «*Les missions de maintien de l'ordre sont impopulaires: l'armée n'y reçoit que coups, insultes et crachats. Et des tueries comme celles qui se produisent périodiquement (Fourmies, Narbonne) ternissent gravement son image, déjà largement entamée par le soupçon de collusion sociale et politique qu'entraîne son engagement dans les grèves aux côtés du patronat. Au vu du contexte international et de la "revanche" contre l'Allemagne, l'antimilitarisme, alimenté par l'impopularité des missions de maintien de l'ordre exécutées par la troupe, devient un problème préoccupant.*»

Face à une forte opposition au capitalisme et à la guerre dans la classe ouvrière après le massacre inutile de millions de gens dans la première guerre mondiale – qui a trouvé sa plus haute expression dans la révolution bolchevique et l'arrivée au pouvoir de la classe ouvrière en URSS – la classe dirigeante a cessé de se servir de l'armée pour les missions de police intérieure, établissant une gendarmerie mobile à la place. Elle ne faisait plus confiance à l'armée pour tirer sur les travailleurs.

Comme l'a dit Berlière: «*Le risque politique était trop grand: quelle serait l'attitude des soldats?*» Ce genre de calculs, toutefois, ne vient plus à l'esprit de l'élite politique chauvine d'aujourd'hui, qui va des dévots de l'ordre au PS comme le ministre de l'intérieur Manuel Valls aux forces néo-fascistes du Front national de Marine Le Pen. Les initiatives de la bourgeoisie pour déployer une technologie militaire automatisée contre la population sont un avertissement adressé à la classe ouvrière. Celle-ci sera opposée, dans les luttes sociales à venir, à une classe dirigeante qui se prépare à une répression de masse contre l'opposition populaire.

(Des patrouilles de drones en France? - Pierre Mabut et Alex Lantier - 7 octobre 2013 - french.irib.ir)

Vive la révolution bolchevik !

Qui profitent de la confusion ?

Parole d'internaute

- "*Il faut vivre en Thaïlande pour comprendre que sans argent et sans papiers, on ne survit pas. Ici l'étranger n'est respecté que s'il a de quoi subvenir à ses besoins et un travail qui n'entre pas dans le périmètre des occupations réservées aux Thaïlandais.* "

Moi, je suis marié depuis 1990 avec une femme d'origine indienne, je vis en Inde depuis 1996, je viens d'obtenir un visa de 15 ans que je dois faire valider tous les 5 ans et je n'ai pas le droit de travailler. De quoi je vis, comment je vis, les autorités s'en foutent, je n'ai pas le droit de travailler, ce qui signifie que pour subvenir à mes besoins je dois percevoir un revenu à l'étranger, retraite, dividendes, peu importe. On m'a demandé toutefois de fournir le nom d'une personne à titre de caution financière sans exiger le moindre document, j'ai donné le nom et les coordonnées d'un de mes beaux-frères qui n'a pas un centime en banque, les autorités n'ont procédé à aucune vérification, en cas de problème, il suffirait que je verse un bakchich au fonctionnaire qui me poserait un problème pour qu'il soit réglé.

Il m'est arrivé de travailler en Inde pendant plusieurs années comme prof de français à l'Alliance française puis au lycée français, mais c'était illégal.

Les autorités en Europe et particulièrement en France sont les plus laxistes du monde en matière de politique d'immigration, non pas par générosité envers la misère du monde dont ils sont les complices ou les responsables, mais parce que cela arrange le patronat et sert de moyen de pression contre les travailleurs tant sur le plan social que politique, ils s'en servent pour dresser les travailleurs les uns contre les autres, les diviser pour mieux les soumettre à leur dictature, appliquer leur politique qui consiste à liquider tous leurs droits sociaux et politiques.

Dans ce contexte auquel il faut ajouter la crise du capitalisme, qui ne fait qu'accentuer les contradictions et alimenter les tensions entre les différentes couches de travailleurs, tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche se servent de ces antagonismes qui existaient et qu'ils ont montés en épingles en stigmatisant certaines couches de la population pour mieux manipuler la population en général. Dans le cas de la gauche et l'extrême gauche pour se la mettre à dos.

Notons que si la droite et l'extrême droite assument leurs discours nationalistes et les mesures policières qui les accompagnent, à ne pas confondre avec la responsabilité de la situation sociale actuelle qu'ils rejettent, la gauche et l'extrême gauche sont incapables d'assumer à la fois leur soutien à l'immigration illégale et les conséquences qui en découlent qu'ils rejettent sur la droite, et quant à la responsabilité de la situation sociale actuelle ils la partagent avec la droite, y compris ou surtout le PS qui en fait partie, PS qui est pire à lui tout seul que la droite et l'extrême droite réunis, car il tient sans cesse une double attitude, encourageant par ci l'immigration illégale, ne serait-ce qu'en soutenant Schengen, poursuivant la politique répressive de l'UMP par là, autrement dit il se sert de son soi-disant penchant de gauche pour alimenter son penchant de droite qui l'emporte sur celui de gauche, et c'est dans cette combine pourrie que marche la gauche et l'extrême gauche. Il ne faudrait pas croire qu'ils seraient manipulés à leur insue, leurs dirigeants savent très bien ce qu'ils font, ils manipulent sciemment travailleurs et militants et font donc le jeu de la droite et de l'extrême droite.

Du coup aux yeux de la population, ce sont ceux qui assument ce qu'ils disent et ce qu'ils font qui ont leur préférence, paraissent plus crédibles ou correspondent à leurs attentes, et comme la gauche et l'extrême gauche en sont incapables car embourbés dans leurs contradictions, mensonges, reniements, trahisons, et s'emploient eux-mêmes à faire monter l'extrême droite, il est normal qu'à un moment donné l'extrême droite apparaisse comme le sauveur suprême pour des millions de travailleurs, je rappelle au passage aux gauchistes, que le terme travailleur ne se réduit pas au smicard ou à l'ouvrier, mais s'étend à tous ceux qui produisent ou participent au cycle du capital avec leurs têtes ou leurs bras, ce qui inclut tous les travailleurs manuels et intellectuels sans distinction de revenus, toutes les couches exploitées.

Il ne faut pas perdre de vue que nous sommes en présence d'une population qui n'a pas de conscience de classe, conditionnée par des siècles de capitalisme, donc qui est facilement manipulable, or la manipulation la plus élémentaire consiste à lui tenir un discours rudimentaire qui correspond à son niveau de conscience, dans lequel elle se reconnaîtra volontiers dès lors qu'on lui présente comme s'il venait d'elle, autrement dit la manoeuvre consiste à lui dire ce qu'elle voulait entendre et le tour est joué, elle se reconnaît dans ce discours et y adhère, alors qu'en réalité son interlocuteur n'a fait que mettre au premier plan son ignorance pour mieux la manipuler et l'entraîner sur son propre terrain.

C'est la méthode du populiste ou du démagogue. Il y a cependant une différence dans la manière dont la droite et la gauche l'utilisent par rapport à l'extrême droite du fait que seule l'extrême droite n'a jamais gouverné. Tandis qu'il est possible d'opposer aux discours de la droite et de la gauche leurs bilans, leurs expériences passées au gouvernement, de les confrondre à leurs contradictions, l'extrême droite bénéficie de l'avantage du doute, bien qu'elles aient géré plusieurs municipalités ou possèdent des élus au niveau régional ou européen, l'espoir fait vivre et rêver, un véritable cauchemar à l'arrivée en réalité !

Quant à l'extrême gauche elle est inaudible, quand elle ne soutient pas ouvertement le PS et Hollande, sur la Syrie par exemple, elle sombre dans le gauchisme qui fait le jeu de l'extrême droite, d'avant-garde elle est devenue le produit dégénéré le plus indigeste du capitalisme au point de reprendre à son compte les thèmes avancés par le néolibéralisme, fossoyeur du socialisme révolutionnaire, elle a revêti les habits les plus grotesques de la réaction jusqu'à en être la caricature.

Ce qui caractérise la situation, c'est la confusion politique qu'entretiennent les uns et les autres.

Cette confusion se trouve accentuée du fait que sur les questions politiques ou sociales viennent se greffer des questions sociétales ou sociales annexes qui divisent chaque camp ou la plupart des partis, à l'exception de l'extrême droite qui en profite une fois de plus. La mise en avant de ces questions sociétales, qui conduit à stigmatiser des couches minoritaires de la société, correspond à une stratégie politique pour déstabiliser et diviser tous les partis pendant que le gouvernement (et l'UE) applique tranquillement la politique ultra réactionnaire des néolibéraux.

Et quand on se donne la peine de chercher qui est à l'origine de ces campagnes (qui ne se limitent pas à un seul pays), quel en est le réel bénéficiaire, on s'aperçoit que ce se sont les néolibéraux qui manipulent certains éléments de ces couches qui en sont les véritables commanditaires et tirent les ficelles, qui en tirent profit sur le plan politique, puisque ces questions sociétales ou sociales annexes et le traitement qu'ils lui ont réservé sont guidés par des intérêts purement idéologiques et correspondent finalement aux besoins politiques de l'oligarchie financière, qui a fait du combat contre la lutte des classes et la démocratie sa priorité, son principal objectif politique, car c'est seulement la lutte des classes qui permet à la démocratie d'exister même réduite à sa plus simple expression, l'existence de syndicats et de partis ouvriers.

Or, la démocratie et la lutte des classes sont aujourd'hui incompatibles avec la politique de régression sociale sans fin que l'oligarchie financière doit imposer au prolétariat pour assurer la survie du capitalisme ou pour mener à bien sa stratégie qui passe par la liquidation de la démocratie et de la lutte des classes, des syndicats et des partis ouvriers, afin de réduire en esclavage l'ensemble des masses exploitées qui seront soumises à sa dictature absolue, son nouvel ordre mondial comme elle l'appelle.

On comprend dès lors pourquoi elle met en avant ces questions sociétales ou ces questions sociales annexes sur lesquelles viennent se briser tous les partis et qui divisent toutes les classes à l'exception de la couche supérieure de la classe dominante, l'oligarchie financière. Elles participent à la dislocation des partis ouvriers principalement mais pas seulement, elles viennent brouiller un peu plus les frontières qui délimitaient chaque classe au profit de la couche qui détient le pouvoir.

Je n'ai pas le temps d'aller plus loin, en réalité la confusion est encore plus étendue, la droite et la gauche se retrouvent sur des questions politiques, l'euro, l'UE par exemple, tandis que l'extrême droite et l'extrême gauche se retrouvent sur les mêmes questions, chaque fois en leur réservant un traitement différent ou dans une perspective politique différente, en apparence seulement, peu importe ici, les masses ne retiennent que les grandes lignes, les mots d'ordre et sur ce plan-là il existe une simulitude entre la droite et la gauche d'un côté, l'extrême droite et l'extrême gauche de l'autre.

Et si on associe des questions sociétales, sociales et politiques la confusion sera poussée à l'extrême selon les thèmes abordés, droite et extrême droite se retrouvent ensemble sur le mariage homosexuel ou la question des Roms ou de l'immigration, mais ils divergent sur l'UE et l'euro, la Syrie ; la gauche et l'extrême gauche se retrouvent ensemble sur le mariage homosexuel, le féminisme, l'écologie, sur la question des Roms, mais divergent sur l'UE et l'euro, la Syrie ; quant au PS, il se retrouve avec la gauche et l'extrême gauche sur le mariage homosexuel, le féminisme, l'écologie, divergent sur l'UE et l'euro et soutient les mêmes positions que l'UMP et l'UDI, il se retrouve avec la droite et l'extrême gauche sur la Syrie, avec la gauche et la droite sur l'ONU...

Franchement, il faut comprendre les travailleurs qui se demandent à quoi cela rime et qui ne veulent plus aller voter, c'est une réaction plutôt salutaire face à cette misérable mascarade.

Finalement, le FN est un parti raciste, xénophobe, homophobe, nationaliste, patriotique, d'extrême droite, et s'il ne peut pas l'assumer dans ces termes, il l'assume à travers son discours, ce qui revient au même et c'est ce que retiennent ses électeurs ou électeurs potientiels. Tandis que la gauche qui est incapable de rompre avec le capital et ses institutions est incapable de lutter contre l'extrême droite, elle est incapable de se présenter comme une alternative crédible au PS ou à la droite du fait de sa soumission au régime ce que dénonce justement l'extrême droite, l'extrême gauche se traînant à ses basques ou à celles du PS, ils fournissent bien des arguments à l'extrême droite pour apparaître plus à gauche, un comble, ils font bien le lit de l'extrême droite et fournissent au passage en période pré électorale un excellent prétexte au PS pour appeler au rassemblement de toute la gauche derrière lui pendant qu'il continue d'appliquer son programme de démolition antisociale et la boucle est bouclée.

Quelques éléments d'actualité pour alimenter la réflexion qui confirmeront ou infirmeront notre analyse.

Exrême droite : le FN est l'"***original***" et l'UMP la "***copie***".

UMP. Un aveu de taille.

Alain Juppé sur son blog, hier, en référence à Fillon et ses propos sur le FN : "*... en nous précipitant dans le piège de nos relations avec le Front National, nous décomplexons notre propre électorat qui cède de plus en plus aisément à la tentation de préférer l'original à la copie* ". leparisien.fr 09.10

Excellent monsieur Juppé, il est plus en forme que l'UMP !

Qui fait le lit de l'extrême droite ?

PS.

- Sondages: Hollande et Ayrault au plus bas à 29% d'opinions favorables - AFP

- Le FN à 24% aux Européennes, en tête pour la première fois - Le Nouvel Observateur

Hollande : Tout se passe dans votre tête mal foutue !

De quoi les travailleurs sont-ils responsables ? Du racisme, de ne pas supporter le traitement antisocial qu'il leur fait subir, de vieillir, les travailleurs cumulent toutes les tares et le capitalisme aucune.

Ce ne serait pas spécialisement la crise économique qui serait en cause, en sortirait-on que cela ne changerait rien au comportement de la population, ni même la mondialisation, mais l'idée négative que s'en font les travailleurs à travers les conséquences qu'elle leur fait subir quotidiennement et qu'ils devraient considérer salutaires ou prendre du bon côté, avec philosophie on suppose, tout comme l'UE d'ailleurs qui est accusée "*à tort*" d'accentuer les antagonistes entre les différentes couches de travailleurs ou encore l'ouverture des frontières, qui, si elle a permis de favoriser la concurrence qui existait entre les travailleurs ne doit pas être accusée non plus d'être un facteur propice au développement de la xénophobie ou du raciste, bref les travailleurs se font des idées détestables inutilement, car ils n'ont aucune raison de craindre de perdre leur emploi, surtout au profit de leurs petits camarades des pays émergents, quel comportement "*égoïste*", voila un "*conservatisme*" qui n'a vraiment pas lieu d'être, bref, en termes de mépris et de cynisme il bat tous les records, on n'attendait pas mieux de la part d'un chef de guerre engagé au côté de l'Arabie Saoudite pour détruire Syrie.

- François Hollande estime que la montée du nationalisme et du populisme en Europe ne résulte pas seulement de la crise économique mais d'autres facteurs comme "*la peur du déclin*", "*le rapport à l'islam*", "*le vieillissement de la population*", dans une interview à des journaux français et belges à paraître jeudi.

"*Né il y a déjà deux décennies*", le nationalisme "*tient au manque de perspective et de dynamique collective. S'ajoute la peur du déclin, alors que certains pays vivent avec douleur la confrontation à la mondialisation*", affirme le président de la République dans cet entretien accordé au Nouvel observateur ainsi qu'à deux quotidiens belges, Le Soir et De Standaard.

"*Et puis parlons franchement, ajoute-t-il, l'Europe est associée, bien à tort, à l'ouverture des frontières et donc à l'immigration*". (Schengen a été le pendant de la dérégulation financière... - ndlr)

Selon M. Hollande, "*ce qui nourrit le populisme, c'est également le rapport à l'islam*", "*les craintes des travailleurs face aux restructurations industrielles, la peur de beaucoup face à la montée en puissance des pays émergents, le conservatisme lié en partie au vieillissement de la population*". Et "*la xénophobie fait le reste*".

"*Alors, sortir de la crise est nécessaire, mais il faudra faire bien davantage pour diminuer les égoïsmes nationaux et les*

aspirations identitaires", conclut le président de la République, confronté depuis le début de son quinquennat à une importante poussée du Front national dans plusieurs scrutins locaux. AFP 09.10

Voilà un discours qui devrait convaincre de nouveaux travailleurs à voter FN.

Une nouvelle mesure européenne scélérate cette fois contre la classe moyenne à l'initiative de l'eurodéputée PS Bernadette Vergnaud, rapporteuse du texte.

Vous aurez remarqué que le PS est en tête de ligne de la réaction sur tous les fronts.

- Le Parlement européen a adopté mercredi 9 otobre, à une très large majorité, de nouvelles mesures favorisant la mobilité professionnelle dans l'UE. La principale innovation de cette directive révisée est la création d'une carte électronique afin d'aider les professionnels européens à s'établir plus facilement dans un autre Etat membre. Ils gagneront ainsi du temps pour faire reconnaître leurs qualifications.

Cette directive doit également empêcher que des professionnels de santé, soumis à des sanctions disciplinaires dans leur pays, ne transfèrent leur cabinet dans un autre Etat de l'UE. Désormais, les 28 devront être informés de telles condamnations dans un délai de trois jours.

Les eurodéputés ont adopté par 596 voix contre 37 et 31 abstentions cette directive révisée, qui doit encore recevoir l'aval du Conseil représentant les Etats avant d'entrer en vigueur.

Ce vote a été salué par le commissaire européen chargé du marché intérieur, Michel Barnier, pour qui ce texte "*facilitera les procédures de reconnaissance pour les professionnels qui souhaitent s'installer ou fournir leurs services dans d'autres Etats membres, tout en garantissant un niveau élevé de protection des consommateurs et des citoyens*".

De son côté, l'eurodéputée socialiste française Bernadette Vergnaud, rapporteuse du texte, a salué des dispositions qui "*amélioreront fortement la mobilité et la sécurité des Européens*".

Sa compatriote Constance Le Grip, du groupe conservateur PPE, a salué "*des réponses concrètes pour faciliter la vie des citoyens européens et promouvoir l'emploi*".

Le texte comprend d'autres dispositions, comme des cadres communs de formation et des stages à l'étranger pour les jeunes diplômés souhaitant exercer une profession réglementée. La Commission va d'ailleurs mettre en place une base de données publique des quelque 800 professions réglementées dans l'UE. Chaque Etat devra prouver que sa décision de réglementer tel ou tel métier est proportionnée et non discriminatoire. lemonde.fr 09.10

Le leitmotiv de l'emploi et de la "*protection des consommateurs et des citoyens*" sert en réalité à camoufler la mise en concurrence de professionnels qui n'ont pas forcément suivis les mêmes formations ou n'ont pas développé les mêmes valeurs, ce qui correspondra à une offre de service de moindre qualité au rabais, ce qui contribuera à faire baisser le niveau de vie de la classe moyenne.

C'est appliquer aux services la concurrence qui existe déjà dans le domaine de la plupart des marchandises qui a permis de liquider des pans entiers de l'industrie. Marchandises made in China par exemple de qualité médiocre. En Inde je suis confronté à ce problème dans tous les domaines, produits de qualité médiocre et services encore plus déplorables, au point je m'en passe autant que faire se peut.

Si gérer la société pour le compte du capitalisme nourrit son appareil, pourquoi s'en passer, et au diable tout le reste !

Au terme de plusieurs mois de réflexion, le Parti communiste français (PCF) a décidé de faire liste commune à Paris avec le PS lors des municipales de 2014. La décision a été prise à la suite du conseil départemental du PCF qui l'a annoncée ce matin lors d'une conférence de presse. «*Il y a eu un débat réel et animé autour de cette question au sein du parti*», explique Ian Brossat, président du groupe PCF au conseil de Paris. La résolution a en effet été adoptée à 67% par la direction du parti, avec 31% de vote contre et 2% d'abstention.

«*Il y a des avancées réelles dans nos discussions avec le PS qui reprend un certain nombre de nos exigences comme l'objectif de 30% de logements sociaux dans la capitale, la mobilisation des logements vacants, la gratuité des premiers mètres cubes d'eau ou la mise en place de halles alimentaires*», détaille Ian Brossat. (Au diable la politique social-libérale-impérialiste du PS ! Ils figurent bien dans le camp de la réaction. - ndlr)

Un accord qui s'explique aussi par la garantie pour le PCF d'obtenir, en cas de victoire de la gauche en mars 2014, 13 conseillers de Paris et 32 conseillers d'arrondissement. Le conseil départemental du PCF rejette ainsi la possibilité de faire liste commune avec le Parti de gauche (PG). «*Le fait que les autres composantes du Front de gauche ne s'engagent pas à s'inscrire dans une majorité municipale affaiblit la capacité de listes du Front de gauche à être perçues comme utiles par les Parisien-ne-s*», précise un document du PCF. (Question : A qui est "*utile*" la politique du gouvernement, aux travailleurs ou aux banquiers, aux rentiers ? Rien à foutre au PCF, normal. - ndlr

Du côté du Parti de gauche, cette décision est «*incompréhensible et regrettable*», confie Alexis Corbière, secrétaire national du PG. Le premier adjoint à la mairie du 12e estime en effet que cet accord «*manque d'ambition: rien n'est fait pour faire vraiment baisser le prix des loyers et l'objectif de 30% de logements sociaux n'est fixé que pour 2030. Quand à l'obtention de 13 conseillers de Paris, on aurait pu avoir plus en faisant une liste Front de gauche autonome.*»

Reste que ce sont les adhérents du PCF qui vont trancher au cours d'un vote qui se tiendra du 17 au 19 octobre. Ils vont d'ailleurs recevoir un bulletin où vont être indiquées les deux propositions (liste commune avec le PS ou liste autonome avec le Parti de gauche) avec le choix du conseil départemental. Et rien ne dit qu'ils suivront la volonté de la direction. «*Ca s'annonce quand même serré, confie un membre du PCF. Il y a eu plusieurs villes de provinces où il y a eu des surprises*.» 20minutes.fr 09.10

Le Front de gauche est bien attelé au PS, le PCF et tous ces parasites ne doivent leur survie politique qu'au soutien qu'ils apportent au régime, qu'ils rompent avec lui et ils disparaissent, et ceux qui renâclent ou font preuve de mauvaise volonté sont promis au même sort. Le PCF a été le cocu du PS, le PG sera le cocu du PCF, on en rigole d'avance.

Le Front de gauche va-t-il éclater ? Rien n'est moins sûr, cela signerait l'arrêt de mort du PG qui n'a déjà plus aucun député. Le Front de gauche sert de rabatteur électoral pour le compte du PS.

Imposture. Ils le martèlent à l'unisson : Le PS est de gauche. Comment soutenir le régime en prétendant le combattre.

Titre en première page du n°272 d'*Informations ouvrières* (POI).

- "*Pour la première fois depuis cinquante ans, la gauche va voter l'allongement du départ à la retraite*" (Europe 1)

Parce que voyez-vous, la gauche, c'est le PS, sans rire, finalement le POI ne fait guère mieux que le Front de gauche qui déclare que la politique de Hollande est de droite mais qu'il est de gauche, on ne s'était pas trompé sur la nature de ce parti et des "*trotskistes*" qui l'animent.

Jamais je n'aurais repris tel quelle cette citation, qui plus est en première page. Le POI participe bien à la manipulation des masses qui consiste à présenter le PS comme un parti de gauche, un parti ouvrier, à colporter cette illusion criminelle qui est en grande partie responsable de la situation du mouvement ouvrier, de son pourrissement.

Il faudrait ajouter que le PS s'est employé systématiquement à faire passer toutes les contre-réformes des retraites qui ont été adoptées depuis 1995. Et un beau matin, par une journée grise, maussade et pluvieuse, froide et triste, le PS est devenu un parti antisocial, anti-ouvrier, antisocialiste, réactionnaire. Il l'est depuis un siècle en réalité.

En dénaturant le PS ou en lui accordant une nature qui n'est pas la sienne, les dirigeants du POI s'emploient sciemment à induire en erreur les travailleurs et les militants, ils se font les complices d'un parti qui incarne et défend les intérêts du capital, ils remplissent une fonction contre-révolutionnaire au sein de l'avant-garde du mouvement ouvrier qu'ils contribuent à liquider, c'est un courant liquidateur.

C'est un parti réformiste petit-bourgeois démocratique, nous confirmons ici la caractérisation politique que nous en avions déjà donnée.

Et ce n'est pas un hasard si dans la foulée D. Gluckstein a une nouvelle fois consacré son éditorial au PS et au PCF, traduisez la gauche et leurs dirigeants dont il ne peut décidément pas se passer. Mais là où on est obligé de sourire, c'est lorsqu'on constate que la perspective politique du POI est tellement opportuniste que le PCF se permet de reprendre à son compte un des mots d'ordre de son parti sur l'Europe en évoquant la perspective de "*peuples libres*".

Gluckstein le funambule s'empresse de préciser que sans remettre en cause l'euro elle sera irréalisable, puis pour agrémenter cet argument il pousse le vice jusqu'à affrmer qu'"*une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe* " suppose une multitude de conditions, il n'a pas été avare en la matière, sauf une, se libérer du carcan du capitalisme, il en a même oublié ses institutions nationales qu'il fait passer à la trappe régulièrement, de la même manière que l'opposition irréductible entre les classes est noyée dans une entité générique, nationale, patriotique : le peuple.

Si la référence au peuple de préférence aux classes est compatible avec le réformisme, ce dernier l'est moins avec la survie du capitalisme en crise, avec une classe dominante conservant le pouvoir, contradiction contenue dans cette formulation que cet effet d'annonce est censé résoudre ou faire oublier, car il ne peut pas exister de "*peuple libre*", sans renverser la classe dominante au pouvoir ou sans une révolution prolétarienne qui portera au pouvoir la classe ouvrière. Se rendre libre de ce qu'on voudra, si on demeure incapable de se libérer du capitalisme, nulle liberté en réalité, c'est une escroquerie politique.

Qu'il nous soit permis d'aller plus loin et d'affirmer que la liquidation de l'UE sans la liquidation du capitalisme pourrait se traduire par un affrontement général entre les différents impérialistes européens comme ce fut déjà le cas à deux reprises au XXe siècle, ainsi Gluckstein apparaît comme un dangereux aventurier. Pourquoi en arrive-t-on à cette absurdité ? Parce que nous n'avons jamais été capable de développer une politique indépendante du PS et du PCF, au-delà de rompre avec le capital et de le combattre, on en vient à s'en détourner pour imputer tous les malheurs qui nous accablent à une institution qui n'est qu'un instrument au service du capital mais pas le capital lui-même, qui à la limite peut se contenter des institutions de la Ve République qui ont démontré qu'elles étaient suffisamment flexibles pour s'adapter à toutes les directives de l'UE, au néolibéralisme.

Les travailleurs sont subordonnés au capitalisme à travers les rapports de production qu'ils subissent quotidiennement et qui dans une large mesure conditionnent leur mode vie et de pensée, et non par le biais de l'idée qu'ils se font d'une institution, en réalité les rapports qu'ils entretiennent avec elles sont le produit de l'interprétation qu'ils donnent des rapports sociaux (de production) qu'ils subissent, la manière dont ils les vivent, tout part d'un rapport de classe, entre les classes qui est à l'origine du capitalisme, ne pas en avoir conscience, et il sera impossible de s'en émanciper, de s'en libérer, on en revient à ce qu'on disait plus haut, point de liberté, diluer les classes, ce rapport antagonique entre les classes dans le "*peuple*", c'est interdire aux exploités de prendre conscience de leur appartenance à une classe distincte qui doit combattre pour le pouvoir politique ou subir la sort que leur réservent les exploiteurs.

Briser les chaînes de l'exploitation capitaliste en conquérant le pouvoir politique, ensuite on pourra entrevoir la liberté, et c'est seulement à l'échelle mondiale qu'elle se réalisera véritablement ou pleinement.

J'ai l'impression que nous perdons notre temps ici, parce que d'une part les conditions objectives ne sont pas remplies pour que les travailleurs prennent conscience des rapports sociaux de production qui existent, cela tient à l'hétérogénéité des masses exploitées, la majorité peut encore supporter le traitement que lui inflige le capitalisme, donc ce n'est pas le genre de question qu'elle est tentée de se poser, d'autre part, si on envisageait de passer outre cette condition qui n'est pas mûre en mettant au premier plan les conditions subjectives, on ne serait pas plus avancé car les travailleurs sont toujours aussi ignorants du fonctionnement de la société et du capitalisme et ils demeurent très faiblement organisés, donc en l'absence du facteur objectif on ne peut pas compter sur le facteur subjectif pour avancer la question de la prise du pouvoir politique, même si elle doit figurer dans notre propagande sous la forme d'une République sociale. Il n'est pas interdit de penser que le facteur subjectif pourrait se développer rapidement à partir des couches pour lesquelles le facteur objectif est mûr, encore faudrait-il être capable de s'adresser à elle et de les organiser, sauf que voilà, ces couches n'intéressent personne, sauf l'extrême droite, chercher l'erreur. Ce n'est pas en s'adressant aux couche qui ont un réflexe purement corporatiste qu'on y arrivera. Le jour où les dirigeants d'un parti ouvrier l'auront compris, l'humanité aura fait un grand pas en avant !

Nous combattons au côté du peuple syrien contre les envahisseurs tout en sachant que le maintien de la souveraineté et de l'indépendance de la Syrie n'apportera pas la liberté au prolétariat syrien, nous n'avons jamais colporté la moindre illusion dans ce domaine. Il lui faudra s'organiser, construire son parti révolutionnaire et préparer les conditions politique pour affronter le régime en place et le renverser, c'est seulement ensuite quand il aura pris le pouvoir politique qu'il pourra commencer à entrevoir ce que signifie la liberté, le chemin sera long...

Qu'on ne vienne pas nous dire que la Syrie n'a jamais vraiment été souveraine ou indépendante, quel Etat l'est vraiment de nos jours, tous sont liés à un impérialisme ou aux banquiers internationaux.

INFOS SUR LA SYRIE, L'IRAN ET L'ARABIE SAOUDITE

1- "*Moscou ne permettra à aucun pays d'attaquer la Syrie* "

Selon Al Mayadin qui cite le chef d'éta major de l'armée russe, la Russie ne permettra à aucun état d'intervenir militairement en Syrie. " *au cours de la récente crise , la Russie a annoncé à plusieurs reprise son intention de rester jusqu'au bout aux côtés du régime Assad et nous reconnaissons avoir envoyé une aide militaire massive à l'armée syrienne. la Russie ne permettra pas qu'un seul missile s'abatte sur la Syrie*" french.irib.ir 09.10

2- "*Ria Novosti*" reprend les propos du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, selon qui, il serait possible de parvenir, en six mois, à un accord, sur le dossier nucléaire iranien.

«*La Russie en est arrivée à cette conclusion qu'il serait possible de parvenir entre six à neuf mois à un accord à l'amiable, à propos du nucléaire iranien*», a déclaré Sergueï Lavrov, cité par "Ria Novosti". Lavrov a, aussi, démenti les allégations, selon lesquelles l'Iran cherchait à duper la communauté internationale. «*Aucun appareil de renseignement, à l'échelle planétaire, ne pourrait avoir*

une telle conclusion. Nous avons parlé, ces derniers temps, avec nos collègues américains ; ils étaient, eux aussi, du même avis que l'Iran n'avait pris aucune décision de militariser son programme nucléaire», a précisé Sergueï Lavrov. Il a, ensuite, appelé à l'abrogation des sanctions anti-iraniennes. french.irib.ir 09.10

3- C'est l'ex conseiller pour la sécurité nationale US, Eliot Abrahams qui y va de sa solution : cité par Debkafile, il affirme que seule une action militaire israélienne contre l'Iran obligera les Etats Unis à renoncer à une entente avec les iraniens et opter pour un alignement sur Israël. " *Je crois que l'absence d'un accord israélo américain ne peut empêcher l'entente Téhéran /Washington. La seule chose qui le peut ce sont des frappes militaires israéliennes contre les sites nucléaires iraniens, frappes qui seront soutenues par les Etats Unis très probablement*". french.irib.ir 09.10

4- Les services du renseignement hollandais viennent d'imposer une mesure qui pourrait servir d'exemple à tous les autres services du renseignement européens : empêcher le retour de tous les ressortissants hollandais d'origine arabe qui combattent en Syrie sous la bannière du takfirisme. Les services du renseignement, AIVD, et ceux de coordination nationale de lutte contre le terrorisme dits NCTB ont tenu plusieurs réunions dans le sens de davantage de coopération avec les renseignements européens. L'ordre des débats tournait autour de la présence des ressortissants hollandais d'origine arabe dans les combats en Syrie. Leur nombre serait de 1317 personnes dont 51 auraient été tués. Selon une décision des participants à ces réunions, ces ressortissants salafistes n'ont plus l'autorisation de renter aux Pays-Bas. Ces personnes ont été majoritairement identifiées avec les membres de leur famille.

La réunion a également décidé de ce qu'une fois la crise syrienne terminée, ces takfiris soient légalement poursuivies et jugés. Des Hollandais d'origine arabe et de confession salafiste ayant servi en Syrie, s'ils rentrent au pays après la fin de la crise, devraient apporter des bracelets électriques. La réunion a également arrêté des moyens légaux pour répondre à d'éventuelles reproches que les ONG des droits de l'homme pourraient adresser au gouvernement néerlandais. french.irib.ir 09.10

5- Londres vend des armes à matière fissile à Riyad

Selon Daily Miror, le gouvernement de sa Majesté Elizabeth II vient de décider de livrer des armes à deuterium , une matière nucléaire au régime saoudien. Outre ces armes, la Grande Bretagne vendra des bombes fumigène, des grenades de gaz lacrymogène, de la substance chilique, des missiles et des équipements de répression policière et des pièces de drone au régime " *démocratique*" de Riyad.

Tout récemment, la Grande Bretagne a livré l'autorisation d'exportation de 50000 armes à feu. Ce sont des armes surveillées depuis 2010 et 1900 d'entre elles seront d'abord envoyées en Egypte sous surveillance . Deuterium est une substance ultra dangereuse de nature nucléaire que la Grande Bretagne a décidé d'exporter à l'Arabie saoudite. Londres a aussi décidé de vendre des pièces de drone et de certains modèles de bombe et de missiles aux turcs. ces exportations ont ét décidées alors que la Grande Bretagne fait partie des pays qui critiquent la répression des manifestations en Turquie. Une commission du parlment a demandé le mois dernier au gouvernement de s'expliquer sur les raisons qui l'ont conduit à vendre des armements pour une valeur de 80 millions de livres sterling. french.irib.ir 09.10

ACTUALITE EN TITRES

Au niveau du caniveau, il n'y a que des rats !

- Les députées de gauche se mobilisent contre le sexisme - LeFigaro.fr

- Un député UMP sanctionné après son comportement sexiste - Reuters

- Cris de poule à l'Assemblée: le député UMP fautif sera privé d'une partie de son salaire - L'Express.fr

Non, je ne regrette rien...

- Sondage: Une majorité de Français "*ne regrette pas Nicolas Sarkozy*" - AFP

Une majorité de Français, 54%, déclare ne pas regretter Nicolas Sarkozy comme président de la République, selon un sondage L'opinion en direct de l'institut CSA pour BFMTV. AFP 09.10

La panique...

- Laurent Wauquiez souhaite la révision des accords de Schengen - LeMonde.fr

L'ancien ministre chargé des affaires européennes plaide pour le rétablissement des frontières avec certains pays du Sud. LeMonde.fr 09.10

Ce sera possible...

- Le FMI juge possible d'augmenter les impôts et de taxer davantage les plus riches - LeMonde.fr

Chouette, le FMI devient réformiste ! Et demain socialiste !

... peut-être ben que oui, peut-être ben que non...

- La Fed plus divisée que jamais sur la poursuite de l'aide - AFP

... si on risque de tout perdre...

- FMI: la stabilité financière mondiale menacée par l'endettement et la Fed - AFP

La stabilité financière dans le monde reste sous la menace d'un changement de cap de la politique monétaire aux Etats-Unis et de l'endettement massif des pays riches, a estimé le FMI mercredi. AFP 09.10

... mais d'ici là...

- Cazeneuve assure que les impôts sur les entreprises baisseront en 2014 - AFP

... il y a des beignes qui se perdent !

- Cazeneuve aux patrons : «*Je tends la main, pas la joue*» - Liberation.fr

En attendant, ça baigne, au présent s'il vous plaît, pas au conditionnel !

- Evasion fiscale: 10 à 20 milliards d'euros pourraient être récupérés - AFP

Entre 10 et 20 milliards d'euros pourraient être récupérés par an par l'Etat si la France mettait en place des mesures de lutte contre l'évasion fiscale comparables à celles de ses voisins européens, selon un rapport parlementaire publié mercredi. AFP 09.10

Leur monde est devenu invivable, faisons table rase !

- Les relations au travail se sont dégradées estiment 74 % des actifs - AFP

Intox

- Une loi sur la transparence financière au Vatican - Reuters

- La Suisse s'engage à lutter contre l'évasion fiscale - AFP

Youpi, ultra riche, "***ultra heureux***" !

- La mondialisation «*ultra heureuse*» selon Jean-Claude Trichet - Slate.fr

- 1% de la population détient 46% de la richesse mondiale - Reuters

Le péril jaune... de l'intérieur...

- La Chine devient le premier importateur mondial de pétrole - L'Expansion.com

Le titre se veut ironique évidemment, en fait on se régale de ce nouvel épisode du capitalisme mondial, la fin est proche, il

faut l'espérer...

Plainte contre Mélenchon.

- Plainte contre l'ONU à New York, après l'épidémie de choléra en Haïti - AFP

Mélenchon loue l'ONU, alors qu'elle a une influence particulièrement néfaste pour tous les peuples, criminelle... sauf pour les sionistes. Mais Mélenchon soutient les Palestiniens, oui, comme moi je soutiens le pape !

Vite sortez vos mouchoirs...

- Golan: un soldat israélien légèrement blessé, un autre commotionné - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Libye

Le Premier ministre libyen Ali Zeidan, a été enlevé ce jeudi à l'aube par un groupe armé et a été "*conduit vers une destination inconnue*", a annoncé le gouvernement.

"*Le chef du gouvernement de transition, Ali Zeidan, a été conduit vers une destination inconnue pour des raisons inconnues par un groupe*" d'hommes qui seraient des ex-rebelles, a indiqué le gouvernement dans un bref communiqué sur son site internet. lexpress.fr 09.10

2- Azerbaïdjan

Le président sortant de l'Azerbaïdjan Ilham Aliev, au pouvoir depuis qu'il a succédé à son père en 2003, a remporté une large victoire mercredi soir avec plus de 84% des suffrages d'une présidentielle sous contrôle, selon des résulats partiels.

Son principal adversaire de l'opposition, Jamil Hasanli, ne totalisait que moins de 5% des voix, selon ces résultats partiels.

La participation a atteint 72% des 5 millions d'électeurs, a indiqué la Commission électorale centrale à la clôture du scrutin.

Dix candidats étaient en lice pour la présidence de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud riche en hydrocarbures, même si personne n'avait d'illusions sur l'issue du scrutin.

Les opposants ont fait état de nombreuses irrégularités mercredi, affirmant que les mêmes électeurs votaient plusieurs fois dans différents bureaux de vote.

"*Des fraudes massives ont eu lieu dans tout le pays*", a affirmé l'état-major du candidat d'opposition Jamil Hasanli dans un communiqué.

L'opposition "*ne reconnaît pas les résultats de cette élection qui n'a été ni libre ni juste*", a ajouté l'état-major.

M. Aliev, 51 ans, a succédé à son père en 2003 et a été réélu en 2008 pour un deuxième quinquennat, avant d'obtenir par référendum en 2009 la levée de la limitation à deux mandats présidentiels consécutifs.

Il n'a guère fait campagne, ses partisans affirmant que ses résultats économiques parlaient pour lui.

Grâce aux milliards de dollars de la manne pétrolière, le niveau de vie dans ce pays d'un peu moins de 10 millions d'habitants a crû régulièrement ces dernières années.

Avant M. Aliev, son père Heydar Aliev, ancien du KGB (Sécurité d'Etat du temps de l'URSS) et membre du Politburo du Parti communiste de l'Union soviétique, avait dirigé l'Azerbaïdjan presque sans interruption de 1969 à 2003.

Près de 52.000 observateurs locaux et internationaux surveillaient le déroulement de l'élection, et l'OSCE doit donner une conférence de presse jeudi à Bakou.

Les opposants et Amnesty International ont dénoncé une campagne de répression à l'approche du scrutin, avec nombre d'arrestations et des lois pour bâillonner toute critique jusque sur l'internet.

Habituellement divisée, l'opposition, dont la plus grande partie avait boycotté l'élection de 2008, a réussi en mai à s'entendre pour soutenir un candidat commun, Jamil Hasanli, historien et ancien député.

Lors de brèves apparitions dans des débats, M. Hasanli, 61 ans, a accusé Ilham Aliev d'avoir laissé fleurir la corruption, et a estimé que seule la fraude pouvait apporter la victoire à ce dernier.

"*Si les élections étaient libres, démocratiques et honnêtes, je les remporterais, je n'en ai aucun doute*", a affirmé M. Hasanli à l'AFP.

Malgré la présence d'observateurs étrangers, la critique du scrutin risque d'être peu relayée en raison de l'importance stratégique des hydrocarbures de l'Azerbaïdjan pour les Européens.

Selon les experts, Ilham Aliev devra continuer sa politique prudente, préservant les ventes de pétrole à l'Europe et l'alliance avec les Etats-Unis, tout en évitant d'irriter le grand voisin russe. AFP 09.10

SOCIAL

France

Pas question ! La petite commune de Janvry (Essonne) refuse d'appliquer la réforme des rythmes scolaires en 2014. Son maire, Christian Schoettl (Nouveau Centre), en appelle carrément "*à la désobéissance civile*", mercredi 9 octobre.

Confirmant une information du Parisien, l'élu explique que le conseil municipal du village d'environ 550 habitants a voté lundi soir une délibération intitulée "*Rythmes scolaires : c'est non !*" "*Nous sommes républicains. Quand il y aura une loi, on l'appliquera. Là, ce n'est qu'un décret mal-ficelé (...) Je suis dans la désobéissance civile et je l'assume*", revendique ce maire.

De toute façon, pour lui, "*on assiste sur un certain nombre de communes qui ont appliqué la réforme par loyauté ou par militantisme, à un véritable désastre*". La réforme ne fait en tout cas pas l'unanimité. Un Français sur deux y est même opposé.

Alors même pas peur, le maire ? "*Ca m'intrigue de voir s'ils vont envoyer les CRS*." Il dénonce la "*fracture entre communes riches et pauvres [les communes devant rémunérer les animateurs pour les activités périscolaires]*" induite par une réforme faite, selon lui, au "*mépris des intérêts de l'enfant*". Il encourage d'ailleurs d'autres maires à suivre l'exemple de Janvry "*pour faire reculer Peillon*". Francetv info 09.10

Qatar

Une délégation syndicale internationale chargé d'enquêter sur le conditions de travail des ouvriers immigrés au Qatar, pays hôte du Mondial de football 2022, s'est vu refuser mercredi 9 octobre l'accès à un chantier près de Doha. "*Je ne peux pas vous autoriser à visiter ce site sans coordination préalable*", a déclaré un responsable aux visiteurs, qui n'étaient pas attendus sur ce site qui relève d'une coentreprise des groupes français Vinci et qatari Diyar.

Pour Ampet Yuson, membre de la délégation, ces déplacements programmés ne servent qu'à "*monter ce qu'il y a de mieux*" au Qatar.

Le président du Comité national qatari des droits de l'homme, qui relève du ministère de l'intérieur, Ali Al-Merri, a émis des doutes sur l'objectif de cette mission, dont il assure pourtant l'organisation. "*L'amélioration des conditions des travailleurs n'est pas leur objectif véritable*", a-t-il déclaré. "*Nous leur avons pris des rendez-vous (...), mais ils veulent voir n'importe quel responsable à n'importe quel moment*", a-t-il déploré.

Un sous-secrétaire d'Etat au ministère du travail, Hussein Al-Mollah, a expliqué à la délégation que les entreprises au Qatar respectaient "*à 99 % le Code du travail [local]*". "*Nous intervenons lorsque le travailleur présente une plainte*", a-t-il déclaré. Mais la réalité est tout autre. "*Si je me plains auprès des autorités qataries, mon employeur me renvoie dans mon pays*", assurait mardi un ouvrier indien arrivé il y a quatre mois au Qatar, où il travaille pour un sous-traitant local. lemonde.fr 09.10

Bangladesh

Un vaste incendie dans une usine textile du Bangladesh qui fournissait indirectement du tissu à de grandes marques internationales a fait sept morts mercredi, nouvelle illustration des carences de sécurité de l'industrie textile du pays.

Les pompiers ont lutté toute la nuit contre le feu qui a ravagé l'usine Aswad Knit Composite à Sripu, un immeuble de deux étages situé dans la banlieue de Dacca.

Un correspondant de l'AFP a trouvé sur place des carnets de commandes datés de septembre contenant des noms de clients dont l'américain Gap, le britannique Next, le suédois H&M, l'australien Target et le français Carrefour. Un livret d'échantillons à la marque George (groupe Walmart) a aussi été trouvé.

Gap, Carrefour, Next et H&M ont démenti se fournir directement auprès de cette usine, qu'aucun d'eux n'avait par conséquent audité, mais ont indiqué qu'ils avaient un accord de sous-traitance avec sa maison-mère Palmal Industries, un des principaux fabricants textiles au Bangladesh.

"*Cette usine ne fabrique pas de vêtements pour H&M, aussi nous n'inspectons pas cette usine*", a dit une porte-parole de H&M, Andrea Ross, par mail à l'AFP. Elle a reconnu que l'usine fournissait indirectement du tissu et du fil à H&M. Mais "*nous n'avons pas de relation d'affaires directe avec l'usine concernée*", a-t-elle dit.

Un responsable de Gap au Bangladesh, sous couvert d'anonymat, a fourni une réponse semblable.

Carrefour a également indiqué qu'il n'avait pas de relation directe avec l'usine mais que son fournisseur Aswad Composite Mills 2 s'approvisionnait en tissus auprès d'elle.

Le britannique Next a déclaré qu'une fois la cause de l'incendie connue, il reverrait ses procédures et la nécessité de contrôler plus avant la chaîne de ses fournisseurs.

Walmart a aussi confirmé que certains de ses fournisseurs utilisaient des tissus provenant de l'usine Aswad. Le groupe américain a précisé dans un communiqué que s'il effectuait des contrôles dans les usines de confection avec lesquelles il travaille, ses contrôles ne s'étendaient pas aux usines qui fabriquent les tissus utilisés par ses fournisseurs. Il a suggéré que ce soit le Bangladesh qui s'en charge.

"*Etant donné la situation particulière de la sécurité au Bangladesh, nous pensons que le gouvernement et l'industrie du textile devraient réfléchir à étendre leurs programmes de sécurité à ce niveau de la production*", a déclaré Walmart.

Selon des ouvriers, le feu semble avoir été déclenché mardi soir par un problème sur une machine à tricoter qui avait déjà pris feu à plusieurs reprises dans le passé.

Le bilan relativement peu élevé s'explique par le fait que la plupart des 3.000 employés de l'usine avaient déjà quitté leur travail au moment du déclenchement de l'incendie, selon le responsable de la police. AFP 09.10

ECONOMIE

Etats-Unis - Fed

Le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) est plus divisé que jamais sur le fait de savoir combien de temps doit durer son soutien exceptionnel à la reprise, selon les minutes de sa dernière réunion publiées mercredi.

Sur les 17 membres du FOMC réunis le 18 septembre, une majorité étaient d'accord pour diminuer l'aide cette année et la conclure au milieu de 2014, "*quelques uns*" préféraient attendre plus tard et d'autres auraient aimé qu'elle s'achève bien avant le milieu de 2014, indique le compte-rendu de la Réserve Fédérale.

"*Il a été noté que le report*" de l'annonce d'une réduction des achats d'actifs à "*plus tard cette année, voire après, pouvait avoir des conséquences importantes sur l'efficacité de la communication*" de la Fed, ajoute encore le compte-rendu.

Sur les taux directeurs eux-mêmes, qui sont maintenus proches de zéro depuis fin 2008, douze participants au Comité ne voient pas de hausse avant 2015, deux autres pas avant 2016 et trois jugent qu'il faudra les relever dès 2014.

Les dernières réunions du FOMC en 2013 sont prévues les 29 et 30 octobre ainsi que les 17 et 18 décembre sous la houlette de Ben Bernanke qui devrait encore en présider une en janvier 2014 avant de passer la main à Janet Yellen. Celle-ci a été officiellement choisie mercredi par le président Obama pour être la première femme à diriger la Réserve fédérale. AFP 09.10

A retenir : Leur compte-rendu s'attarde sur les conséquences de la communication de la Fed plutôt que sur les effets de la poursuite des achats d'actifs jusqu'à la fin de l'année, "*voire après*"... ou une date indéterminée qui va demeurer secrète, car elle pourrait coïncider avec le signal de départ de l'effondrement de l'économie mondiale...

Haut de page

Le 11 octobre 2013

CAUSERIE

Il est 0h10, samedi, il me reste une heure pour ajouter une vingtaine d'articles. A plus tard et bon week-end.

Qui a dit ?

- « *Si nous ne suivons pas les préceptes de notre boussole morale intérieure et nous ne défendons pas la vie humaine, alors son anarchie menacera la paix et la démocratie du Nouvel ordre mondial naissant que nous voyons maintenant, cette longue vision rêvée pour qui nous avons tous travaillés depuis tellement longtemps.* »

Réponse : George W. Bush (janvier 1991).

Un cauchemar !

Le saviez-vous ?

Le lobbying sioniste a pignon sur rue à Strasbourg. J'étais passé à coté de cette info.

Agoravox - Le 16 février (2012) a été inauguré dans une relative discrétion médiatique le parlement Juif européen, et pour cause !

Ce parlement est situé à Strasbourg dans les mêmes batiments que l'actuel parlement européen (des 27 pays de l'Union européenne)

Ces 120 représentants de ce parlement Juif (l'appellation en soi sonne déjà comme une provocation) devraient donc être des délégués de ces 27 pays ?

Que nenni, ils proviennent de 47 pays différents, certains ne sont donc pas membres de l'UE et il y en a même comme du Kazkhstan qui ne sont pas situés en Europe !

Cette intronisation d'un parlement à la fois confessionnel et supra-européen au sein même de ce qui est sensé être le véritable Parlement européen est une parfaite infâmie, une abjecte trahison de nos clercs qui démontrent une fois de plus leur totale soumission à l'emprise mondiale exercée par "*un peuple intelligent, sûr de lui et dominateur*" agoravox.tv 24.02.2012

Non pas un "*un peuple intelligent, sûr de lui et dominateur*", mais le sionisme qui a inventé le néolibéralisme pour instaurer une dictature mondiale ou nouvel ordre mondial. Pour eux les juifs servent juste de cobayes, de chair à canon ou à chambres à gaz, ne confondez pas, les sionistes sont les pires antisémites, les êtres les plus déterminés, cyniques, machiavéliques et cruels qui n'ont jamais existé.

L'existence de ce parlement juif européen est une infâmie et une terrible provocation, qu'il ait été autorisé à s'installer dans l'enceinte même des batiments du parlement européen en dit davantage que de longs discours sur la collusion qui existe entre les dirigeants européens et les gouvernements de l'UE avec le sionisme. Son existence fournit un excellent argument à l'extrême droite et aux antisémites en général.

Une Vidéo

(Je ne l'ai pas visualisée car ma connexion était trop lente.)

USA : Opérations secrètes, trafic de drogue international, hydrocarbures et guerres (Vidéo)

Thinkerview - Interview de Peter Dale Scott - Publiée le 28 sept. 2013
http://www.youtube.com/watch?v=i4dcmJALM8k

Peter Dale Scott, professeur émérite de Littérature anglaise à l'Université de Berkeley, Californie. Il a travaillé durant quatre ans (1957-1961) pour le service diplomatique canadien. Expert dans les domaines des opérations secrètes et du trafic de drogue international. Il est connu pour ses positions anti-guerre et ses critiques à l'encontre de la politique étrangère des États-Unis. Interview en français réalisé le 23 Juin 2013 à Berkeley USA.

L'Union Européenne n'a pas de "***valeurs***, sauf à en prêter au néolibéralisme.

Titre de Libération.

"*Le drame de Lampedusa n'est pas une fatalité. L'Union Européenne doit sortir de sa logique sécuritaire et renouer avec les valeurs qu'elle prétend défendre.*"

Titre de michelcollon.info

L'UE doit sortir de sa logique sécuritaire et renouer avec les valeurs qu'elle prétend défendre. 10 octobre 2013

Mais elle les respecte, tenez elle a rappelé à l'ordre Valls et Hollande sur les Roms. L'UE est responsable des quelque 21 millions de chômeurs dans les 28 pays qui la composent, en réalité près du double, dès lors comment le gouvernement français qui compte à lui seul entre 5 et 7 millions de chômeurs pourraient-ils procurer un travail avec un salaire suffisant pour faire vivre une famille aux Roms, autrement dit leur donner les moyens de s'intégrer, impossible.

De la même manière que l'UE n'entend pas lutter contre le chômage en Europe, elle est une émanation du capital au service du capital. C'est grotesque de s'adresser à elle. Cela revient à faire passer l'UE pour ce qu'elle n'est pas et ne sera jamais, c'est n'avoir aucune conscience de classe ou adopter celle de la classe dominante qui légitime l'UE.

On n'a rien à demander ou à exiger de l'UE, ni même às'adresser à elle, on doit la combattre et lui imposer nos revendications, les seules valeurs qu'elle connaît ce sont celles du profit, apparemment il y en a qui ont du mal à s'y faire, c'est exactement la même chose avec l'ONU qui aurait vocation à répandre la paix sur terre, alors qu'elle a vocation à soutenir toutes les guerres impérialistes. On a à faire à des alchimistes qui veulent transformer le plomb en or, c'est incroyable d'être aussi naïf.

Les intellectuels ont tendance à prendre leurs désirs pour la réalité, ce sont des enfants gâtés qui ont le loisir de se faire des illusions, un ouvrier pas, en observant une barre en plomb posée sur un établi il proclamera que c'est du plomb et que cela ne deviendra jamais de l'or, et qu'il ne faudrait pas le prendre pour un abruti et on n'en parle plus, on passe à autre chose, l'affaire est réglée, point barre, merde ! Ils ont quoi dans la tête ces gens-là ?

Ils interpellent les gouvernements, les chefs d'Etat (de guerre), les élus, les institutions du capital, non mais on croit rêver, dans quel monde vivent-ils ces gens-là ?

Devinette.

Si je vous vole votre portefeuille, vous allez me considérer comme un voleur, eux non, pourquoi ? Pardi, pour qu'il leur rende ! Cela résume de façon lapidaire l'idéologie à laquelle sont attachée les intellectuels, les petits-bourgeois, les privilégiés, les corporatistes, l'aristocratie ouvrière, les couches moyennes, bref, tous ceux qui ont remis leur sort entre les mains du capitalisme. Ils n'en ont pas forcément conscience.

Un intellectuel est forcément très intelligent, mais il peut encore évoluer, c'est tout le mal qu'on lui souhaite. Je suis plus en forme à 1h10 du matin qu'à 8 heures du matin, je ne suis pas un intellectuel et mon cerveau est un peu lent à l'allumage, l'inertie de sa classe.

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils sont compatibles ou interchangeables.

1- L'UMP et le PS "***convergent sur un grand nombre de points***", un euphémisme !

Lu dans un blog de L'Express le 10.10

- Il (l'UMP - ndlr) va désormais falloir compter avec le parti de Marine Le Pen pour remporter les élections et battre la gauche. Les élections ne se gagnent plus au centre depuis que les deux grands partis, l'UMP et le PS, convergent sur un grand nombre de points. lexpress.fr 10.10

2- Allemagne: Merkel et les Verts étudient une possible alliance - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel et les Verts ont décidé de se revoir mardi afin de poursuivre des "*discussions*" sur un éventuel gouvernement commun, une hypothèse vue néanmoins avec scepticisme dans les deux camps.

Qualifiant "*les discussions*" du jour "*de très professionnelles*", le secrétaire général des chrétiens sociaux (CSU, parti frère bavarois de la CDU), Alexander Dobrindt, a également plaidé pour une nouvelle rencontre avec les Verts.

Saluant "*l'atmosphère positive et l'ambiance aimable*", le coprésident du parti des Verts, Cem Özdemir, a souligné la nécessité de se réunir de nouveau. L'autre coprésidente des Verts, Claudia Roth, a expliqué que tous les thèmes "*n'avaient pas pu être discutés jusqu'au bout*", lors de cette rencontre de plus de trois heures.

Vendredi dernier, les conservateurs avaient décidé de poursuivre leurs discussions avec les sociaux démocrates du SPD. Une deuxième réunion est prévue entre ces deux partis lundi, la veille de la rencontre avec les Verts.

Jusqu'ici, jamais au niveau national, Verts et conservateurs n'ont gouverné ensemble, même s'ils l'ont fait au niveau régional, dans la ville Etat de Hambourg (nord).

Les Verts ont déjà été aux affaires, gouvernant avec le SPD de 1998 à 2005, et ces anciens anti-militaristes avaient alors envoyé la Bundeswehr en Afghanistan.

"*Le chemin qui nous sépare des Verts est un peu plus long que celui qui nous sépare du SPD*", a d'ailleurs souligné M. Dobrindt, secrétaire général de la CSU, après la rencontre.

Quelle que soit l'issue des tractations, les députés allemands se réuniront pour leur séance constitutive le 22 octobre, soit un mois après le scrutin. Mais le gouvernement sortant restera opérationnel, sans limite de temps, jusqu'à l'entrée en fonction d'un nouvel exécutif.

Pour la CDU, "*gouverner avec des Verts à 8% (serait) bien plus agréable qu'avec un SPD à 26%*", relevait un éditorialiste sur le site web de l'hebdomadaire Der Spiegel.

Entretenir l'hypothèse d'un accord possible avec les Verts permet en tous les cas à la CDU de maintenir la pression sur le SPD et de l'empêcher d'être trop gourmand dans d'éventuelles négociations. Les Verts représentent aussi une éventuelle solution de rechange en cas d'échec. AFP 10.10

A retenir : Le SPD et les Verts ont déjà gouverné à différents échelons avec la CDU/CSU, ils sont dans le même camp, celui des ennemis des travailleurs allemands.

Un socialiste allemand veut succéder à José Manuel Barroso à Bruxelles - lefigaro.fr

La gauche a désormais un favori pour succéder l'an prochain à José Manuel Barroso: le social-démocrate allemand Martin Schulz se jette tête baissée dans la course européenne, il est l'actuel président du Parlement européen

Le suffrage universel et les élections européennes établiront, dès le mois de mai, un rapport de force politique. Mais ce sont vingt-huit chefs d'État aux intérêts divergents qui devront s'entendre sur le nom, à huis clos.

À la dimension partisane du choix viendra alors s'ajouter un solide marchandage paneuropéen...

À vingt-huit et quelle que soit la couleur politique, c'est toujours un prêté pour un rendu… lefigaro.fr 10.10

A retenir : Martin Schulz se propose de continuer la politique de José Manuel Barroso, de la même manière que le SPD a poursuivi

la politique de la CDU quand il était au pouvoir en Allemagne.

PS, EELV, PG, PCF, FdG, ces partis ou leurs dirigeants ont déjà gouverné ensemble... et avec le RPR (ex-UMP)

Pour Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, le débat avec son partenaire le Parti du gauche, sur la stratégie à adopter pour les élections municipales "*ne justifie en rien la remise an cause (...) du Front de gauche*".

"*Il y a un débat qui se concentre sur la stratégie municipales dans une partie des grandes villes de France. Nous l'assumons*", explique Pierre Laurent dans une interview à l'Humanité à paraître vendredi.

"*Il ne justifie en rien la remise en cause de la dynamique unitaire et absolument nécessaire du Front de gauche*", ajoute le secrétaire national du PCF.

"*Et encore moins des déclarations d'exclusion du Front de gauche prononcées par certains contre d'autres. Qui aurait d'ailleurs ce pouvoir?*", ajoute-t-il.

Alors que les dirigeants communistes parisiens se sont exprimés majoritairement pour une alliance avec les socialistes, à Marseille, le choix d'une liste autonome avec les autres forces de Front de gauche remporte les suffrages.

Ce sont les militants communistes qui trancheront.

Le Parti de gauche a averti jeudi le PCF, son principal partenaire au sein du Front de gauche, que l'avenir de cette alliance était "*en cause*" si les communistes persistaient dans leur volonté d'union au premier tour avec le PS à Paris. AFP 10.10

Il faut "***associer***" les "***citoyens***" à la gestion du capitalisme à travers la gestion municipale, la droite en rêve !

Les communistes marseillais ont annoncé jeudi opter pour des «*listes de rassemblement populaire*» au sein du Front de gauche aux municipales à Marseille, se ralliant au Parti de gauche (PG) qui avait dit en juin souhaiter des listes autonomes par rapport au PS. Près de sept adhérents cotisants sur 10 ont participé à la consultation interne au PCF, et 92,5% des votants ont «*confirmé leur attachement au Front de gauche, leur refus des compromissions et du clientélisme*», a précisé Jean-Marc Coppola, chef de file des communistes pour les municipales, dans un communiqué. «*Ils ont redit avec force leur volonté de contribuer à la défaite de la droite et au recul de l'extrême droite en proposant une alternative de gauche, offensive sur les contenus et exigeante sur la nécessité d'un vrai changement*», ajoute-t-il, prônant «*la constitution de listes aux portes grandes ouvertes*» aux collectifs de citoyens, militants politiques, associatifs et syndicaux.

«*Je ne vois pas de présentation par les candidats et candidates socialistes aux primaires de marqueurs de gauche, que ce soit sur le fond de leurs propositions, mais surtout dans leur démarche. Les citoyens restent pour eux des spectateurs, ils ne cherchent pas à les associer, c'est une différence fondamentale*», a-t-il dit à l'AFP pour justifier son refus de l'union au premier tour avec le PS. «*Aujourd'hui on ne peut qu'être satisfait de ce choix*», a réagi Marie Batoux, porte-parole du Parti de gauche à Marseille et membre du bureau national. Liberation.fr 10.10

Il faut croire qu'à Paris le PS a présenté des *marqueurs de gauche* !

Confirmation. Ils tiennent trop à leurs prébendes.

Igor Zamichiei, secrétaire départemental PCF, anticipant les critiques sur un "*risque d'éclatement du Front de gauche*", a déclaré à la presse ne pas "*penser que (c'était) un risque réel*".

Le chef de file des députés Front de gauche, André Chassaigne, a même affirmé jeudi tenir au Front de gauche comme à la "*prunelle*" de ses yeux, en justifiant les alliances PCF-PS pour les municipales par le besoin de "*rassemblement*" à gauche. AFP 10.10

Se "*rassembler*" avec le parti qui poursuit la politique de Sarkozy : Ah bas le PCF et le Front de gauche ! Ah bas la collaboration de classes !

Un fin stratège ou plutôt une manoeuvre grotesque.

"*Il est évident que le PS compte sur cette manoeuvre politique pour parvenir enfin à diviser le Front de gauche et affaiblir sa lisibilité nationale en le faisant disparaître à Paris*", a assuré Eric Coquerel (PG) dans son communiqué. AFP 10.10

En réalité, c'est exactement l'inverse : l'alliance avec le PS à la vertu d'apparaître comme un facteur de division à l'intérieur du Front de gauche pour contraindre ses composantes à s'entendre car aucun ne souhaite son éclatement, et une fois uni pour le meilleur et le pire, c'est le PS qui en tire bénéfice, CQFD.

Non mais attendez, ces gens-là les Coquerel et Cie. prennent les militants pour des abrutis, les leurs le sont peut-être, qu'ils les méprisent ainsi n'aurait rien d'étonnant.

Au nom de la laïcité.

1- Le gouvernement finance le sionisme

Au lendemain du lancement de la charte de la laïcité par le Ministre de l'Education Vincent Peillon, le journal Libération nous apprend que l'Etat français subventionnera à hauteur de 2 millions d'euros le Centre Européen du Judaïsme. Un cadeau qu'a confirmé Manuel Valls à la cérémonie du nouvel An Juif (Roch Hachana) sur le terrain du futur Centre Européen du Judaïsme dans le XVII de Paris.

D'une superficie de près de 5000 m², le Centre Européen du Judaïsme est projet de taille, il comprendra une synagogue, un hall d'exposition, des salles de réunion et des bureaux. Il devrait au plus tôt voir le jour à l'automne 2015. Selon la fondation du Judaïsme français, ce projet répond à manque de structure communautaires juives dans l'Ouest parisien. Plus globalement, le centre ambitionne de devenir le coeur du judaïsme en France et en Europe.

Outre les faveurs de la République française laïque, Libération indique que le conseil régional d'Ile de France participera à hauteur de 700 000 euros au projet. La mairie de Paris propriétaire du terrain a elle aussi indiqué qu'elle soutenait la construction du Centre.

Laïcité ? circulez il n'y a rien à voir. Ces mêmes qui donnent la leçon aux musulmans en tentant de limiter toute forme de visibilité de l'islam au nom de la laïcité, n'hésitent pas à subventionner des projets religieux via l'argent du contribuable. Il existe en France, des concepts derrière lesquels se cachent la classe politique pour mieux discriminer, la laïcité en fait partie. ajib.fr 20.09

Mes recherches sur Internet pour trouver l'article original de Libération sont demeurées infructueuses, apparemment ils se sont empressés de le faire disparaître, le banquier sioniste Rothschild à qui appartient ce journal appréciera.

2- Le gouvernement finance la formation d'imams.

La formation débouchant sur un diplôme universitaire de «Religion, liberté religieuse et laïcité» assurée par l'université Lyon III, l'Université Catholique de Lyon et l'IFCM est entièrement financé sur fonds publics : 83.000 euros par le biais de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), 10500 euros par l'Etat. Deux publics distincts sont concernés : les agents de l'Etat, et les imams, aumôniers et responsables associatifs musulmans.

Dans son discours, le ministre s'est un peu emmêlé les pinceaux lorsqu'il a déclaré aux dirigeants des universités et de l'ICFM présents : «*Il faut former des imams français et c'est ce que vous êtes en train de faire*». Si c'était le cas, ce serait, pour le coup, une grave entrave à la loi interdisant à l'Etat tout financement des cultes. Libération.fr 10.10

Cadeaux aux patrons, le ministre du Budget : "***c'est plus que ces dernières années***".

- Le Medef pour créer un million d'emplois, sous conditions - Reuters

Le président du Medef se fixe pour objectif la création d'un million d'emplois nets en cinq ans en France en contrepartie d'un geste du gouvernement pour alléger la pression fiscale et réglementaire sur les entreprises.

"*La mobilisation des patrons devrait être de créer de l'emploi et pour faire ça, nous avons besoin absolument de conditions fiscales, sociales, réglementaires, qui doivent aller dans le sens de cette création d'emplois*", a-t-il justifié.

Dans une interview publiée jeudi dans Libération, le ministre du Budget, Bernard Cazeneuve, affirme sa volonté de passer de "*la culture de la confrontation à celle du compromis*" avec les chefs d'entreprise tout en prévenant que s'il "*a raison de tendre la main*", le gouvernement ne doit pas "*tendre la joue*".

"*Nous nous sommes retrouvés face à des postures, chacun voit que le monde patronal est encore dans la dynamique de l'élection interne au Medef. (...) C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'être patients et persévérants*", déclare-t-il.

S'il veut "*repositiver*" le monde de l'entreprise, qui "*a 80% des solutions des problèmes du pays en main*", le gouvernement doit aussi "*avoir le courage politique d'optimiser la dépense publique du pays*", a insisté Pierre Gattaz.

Réponse de Bernard Cazeneuve : "*Nous ferons 15 milliards d'économies en 2014. On peut penser que ce n'est pas assez, mais pas nier que c'est plus que ces dernières années*".

"*Je crois qu'il y a urgence, il y a des chefs d'entreprise qui en ont marre. Il faut écouter cette urgence, et j'espère qu'il n'y aura pas 'carton rouge', car je ne veux pas être le patron des patrons en colère*", a conclu Pierre Gattaz. Reuters 10.10

Jésuitisme et nihilisme

Le nihiliste n'est pas celui qui ne croit à rien, mais celui qui ne croit pas à ce qui est. (A. Camus, l'Homme révolté)

L'association du jésuitisme au nihilisme va plus loin encore dans la négation ou la déformation de la réalité, elle consiste à ne pas croire ou à nier les conséquences de ces qui est.

Récupération et manipulation. Un sondage qui n'a rien d'anodin. Opération sous fausse bannière lancée par l'association Voisins solidaires.

- Entreprise : aimez-vous vos collègues de bureau ? - LePoint.fr

Non, je les déteste !

- Quel est le profil du collègue le plus insupportable? - L'Expansion.com

Celui qui renifle, se racle la gorge sans arrêt, rote, pète, se met les doigts dans le pif, se gratte le cul, pue la sueur ou l'eau de Cologne à la Lavande, bouffe un sandwich au camembert à 10h, vous raconte sa vie...

- De l'art de fayoter au bureau - L'Express.fr

Arriver avant son chef ou partir le dernier, finir son boulot avant les autres et en redemander, demander à son chef s'il va bien, lui souhaiter une bonne journée ou une bonne soirée, de passer un bon week-end ou de bonnes vacances...

- Comment supporter ses collègues (même ceux qui sentent mauvais) - Francetv

On ne les supporte pas, on les subit, comme le reste d'ailleurs, on n'a pas le choix !

Mais qu'est-ce que cela peut leur foutre bordel !

Comment lisser les problèmes engendrés par la survie du capitalisme qui se traduit par la décomposition de tous les rapports dans la société, comment mieux supporter, s'adapter à cette société pour ne pas avoir envie de la remettre en cause, et surtout comment tenter de régler ses problèmes sur le plan individuel au lieu d'envisager une solution collective, comment vivre avec et s'estimer heureux parce qu'en défintif il n'existe pas de solution immédiate...

Comment rechercher en soi la solution aux problèmes sociaux produits par le capitalisme car finalement nous sommes responsables individuellement, comment vivre dans un état de culpabilité permanente... Quand vous rencontrez un problème au cours de votre vie, ne cherchez pas à l'extérieur, ne vous posez pas de questions sur la société, la réponse est en vous, vous en êtes responsable, tout comme le miséreux est responsable de son état, quelque part il l'a bien cherché, qu'il se démerde pour en tirer avantage, avec un peu d'effort et de volonté il devrait y arriver et supporter sa condition dans la bonne humeur, le bonheur est à la portée de tous qu'est-ce que vos croyez tas d'ignorants, elle n'est pas belle la société, et le monde n'est-il pas formidable, la vie est belle pour qui sait l'apprécier à sa juste valeur, amen.

C'est l'association Voisins solidaires qui avait commandé ce sondage.

Qu'est-ce que Voisins solidaires ?

Une association créée en 2007 par Atanase Périfan...

Qui est Atanase Périfan ?

Atanase Périfan, né en 1964, est adjoint, sans étiquette, au maire du 17e arrondissement de Paris, chargé de la solidarité, de la

famille et de la proximité. Il est élu depuis 1989. Il est le créateur de la Fête des voisins, qui a lieu depuis 2000 le dernier vendredi du mois de mai, ainsi que de l'association Voisins Solidaires. Il préside la Fédération européenne des solidarités de proximité.

Il fait bon vivre en France et dans l'UE.

Il a eu l'idée de la création de la Fête des voisins - Immeubles en fête en 1990 dans le 17e arrondissement de Paris en découvrant une femme âgée décédée depuis 2 mois. En 1999, il lance officiellement dans le 17e l'opération « Immeubles en Fête - la Fête des Voisins » puis en 2000 en France. En 2003, il l'étend à l'Europe avec la « Journée européenne des voisins ». En 2008, plus de 8 millions de personnes y ont participé, 1000 villes et bailleurs sociaux en ont été partenaires dans 20 pays de l'Union et 9 pays dans le reste du monde.

En mai 2005, il publie Pas de quartier pour l'indifférence : pour en finir avec la France dépressive.

Comment expliquer une telle expansion, qui l'a financé, l'Etat, l'UE, des fidèles fortunés ?

Le 10 octobre 2013, il est désigné tête de liste UMP dans le 20e arrondissement pour les élections municipales de 2014 à Paris.

Atanase Périfan est orthodoxe et sa femme catholique. Ils ont choisi de s'engager en lien avec la Communauté du Chemin Neuf.

La Communauté du Chemin Neuf est une communauté catholique à vocation œcuménique. Née d'un groupe de prière charismatique en 1973, elle compte près de 2 000 membres permanents dans 28 pays, et 12 000 personnes au service des missions de la communauté. Son principal fondateur est le père jésuite Laurent Fabre.

En 1971, le jésuite Laurent Fabre, alors séminariste, rencontre au séminaire diocésain de Lyon un étudiant jésuite américain, Mike Cawdrey, qui connaît le Renouveau charismatique américain. Celui-ci le convainc, ainsi que Bertrand Lepesant (plus tard fondateur de la Communauté du Puits de Jacob), de prendre deux jours de prière pour demander l'Esprit-Saint au Touvet. Deux jeunes protestants américains, arrivant de Taizé et partant en pèlerinage à Jérusalem, sont également invités. Lors de ce weekend, les deux Français reçoivent le Baptême dans le Saint-Esprit. À la suite de cette expérience, ils fondent un groupe de prière charismatique situé montée du Chemin Neuf .

La communauté se revendique également d'une spiritualité ignatienne qui pratique les exercices spirituels de Saint Ignace de Loyola...

Parmi ceux-ci j'ai trouvé cette prière qui relève de la lobotomie ou du lavage de cerveau, puisque le fidèle est appelé à faire don de sa volonté, de sa liberté, de sa mémoire, de tout ce qui pouvait faire de lui un homme libre et un esprit critique, il est rendu à l'état de légume et son cerveau est prêt à être formaté selon les critères des hommes d'église qu'il a en face de lui :

"*Prends Seigneur et reçois toute ma liberté, ma mémoire, mon intelligence et toute ma volonté, tout ce que j'ai et possède. Tu me l'as donné: à Toi, Seigneur, je le rends. Tout est tien ; disposes-en selon ton entière volonté. Donne-moi ton amour et ta grâce. C'est assez pour moi*" (source :Wikipedia)

Je ne suis pas sûr que sa volonté m'autorise à continuer, qu'est-ce que vous en pensez ? On s'en tape !

Ce n'est pas pour rien que les USA sont le pays de la Liberté. On y a la liberté d'être pauvre et de mendier. (Un internaute) A condition d'avoir un permis !

- Une ville américaine invente le permis de mendier - LeFigaro.fr

Dans la ville de Middle Township, aux États-Unis, demander une pièce dans la rue devient tout aussi réglementé que de pratiquer la chasse, la pêche ou de conduire un véhicule: dans cette commune du New Jersey, il faudra bientôt un permis pour pratiquer la mendicité.

À l'origine de la mesure, une augmentation des cas de mendicité agressive. Le chef de la police locale s'alarme. Il affirme ainsi recueillir de «*nombreuses plaintes de personnes suivies sur le chemin de leur voiture*» ces derniers mois par des mendiants demandant «*trois ou quatre fois de suite de l'argent*». Une situation qui, selon lui, justifie la curieuse mesure adoptée par le conseil municipal.

Le permis sera gratuit et renouvelable. Il faudra seulement en faire la demande par écrit. Chaque permis sera délivré au cas par cas après avoir été soumis à l'examen minutieux de la police municipale.

Seulement, la volonté des élus ne s'arrête pas là. Une longue liste d'interdictions est liée au projet: interdiction de mendier à moins de 30 mètres d'un distributeur de billets, de mendier aux fenêtres des véhicules, de mendier dans les transports publics ou aux

arrêts, entre 20 heures et 8 heures du matin, sur une propriété privée, à moins de 8 mètres de la sortie d'une entreprise. Elle prohibe également le fait d'arrêter les passants ou les véhicules. Les ONG ne sont pas visées par ces mesures.

L'amende, en cas d'absence de permis, s'élève à 250 dollars à la première arrestation et jusqu'à 1000 à la troisième, assortis de 30 jours de prison et de 15 jours de travail d'intérêt général. La mesure doit entrer en vigueur le 27 octobre. LeFigaro.fr 10.10

Le "***calmar géant***" étouffe le monde entier.

- Goldman Sachs n'a pas rompu avec sa stratégie de lobbying haut de gamme - lemonde.fr

Le recrutement par Goldman Sachs de l'ancien président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, au poste de chef des conseillers internationaux ne manquera pas de relancer la polémique sur le réseau d'influence de la banque d'affaires américaine.

En particulier, Goldman Sachs veut en finir avec l'étiquette de "*calmar géant enroulé sur le visage de l'humanité* " apposée en 2009 par Matt Taibbi, spécialiste des enquêtes au long cours du magazine américain "*Rolling Stone*", en raison de son réseau d'influence unique au monde.

Il faut dire qu'on trouve un certain nombre d'anciens de la banque américaine à la tête de la Banque centrale européenne (Mario Draghi), de la Banque d'Angleterre (Mark Carney) ou du gouvernement italien (Mario Monti entre 2011 et 2013), ou encore au sein du gouvernement britannique de David Cameron. De quoi alimenter les pires théories du complot anglo-saxon qui fourmillent sur internet.

Il y a aussi urgence à se faire pardonner l'aide apportée, en 2000, par la banque au gouvernement grec pour maquiller ses comptes, contribuant ainsi, une décennie plus tard, au torpillage de la monnaie unique.

Le capitalisme d'accès que représente le "*gouvernement Goldman*" a toutefois mangé son pain blanc. Les complicités anciennes se révèlent moins utiles face à des politiciens sensibles à l'impopularité des professionnels de la finance, tenus pour responsables des politiques d'austérité provoquées par la crise.

Le carnet d'adresses ne suffit plus sur une planète financière complexe et technique et face à une nouvelle génération d'industriels moins pétris de respect pour l'establishment financier.

Enfin, les gouvernements veillent à se tenir à l'écart des conflits d'intérêt face à l'irruption de nouveaux acteurs comme les ONG, les groupes d'actionnaires, les investisseurs institutionnels et les médias qui réclament des comptes.

Mais dans les pays émergents, les missi dominici issus de la politique comme de la haute fonction publique ont encore leur utilité. La nomination de Robert Zoellick s'inscrit dans ce cadre.

L'ancien patron de la Banque mondiale, qui fut auparavant le représentant des Etats-Unis au commerce international, a ses entrées à Pékin, à Delhi, à Brasilia ou à Moscou.

L'entregent considérable et la connaissance des coulisses des Etats lui permettent d'appeler directement les décideurs. Sa vaste expérience facilite l'obtention de mandats.

Au demeurant, Goldman Sachs n'est pas la seule à recentrer ses efforts de lobbying haut de gamme sur les pays émergents. Telle est aussi la mission de l'ex-premier ministre britannique, Tony Blair chez JP Morgan, de l'ancien ministre britannique du commerce, lord Mandelson chez Lazard, de l'ancien chancelier allemand, Gerhard Schröder chez Rothschild, ou de l'ex-patron de la BERD, Jean Lemierre chez BNP Paribas. lemonde.fr 08.10

Le Monde écrit "*De quoi alimenter les pires théories du complot anglo-saxon qui fourmillent sur internet*", qui sont parfaitement justifiés d'une part parce que Goldman Sachs le nie, d'autre part parce que tous les gouvernements et tous les partis le nient aussi, on pourrait ajouter que la population ou les travailleurs l'ignorent aussi, on est donc en droit de parler de complot contre le prolétariat mondial, contre l'humanité entière au profit de l'oligarchie financière et ses larbins de l'élite intellectuelle dont fait partie Le Monde.

ACTUALITE EN TITRES

Seul le profit compte pour eux, rien ne les arrête.

- Montebourg fait la promotion du nucléaire français en Turquie - L'Expansion.com

- La France veut doubler ses exportations vers l'Irak - AFP

Les ennemis de la démocratie.

- Jean-François Copé : "*Hollande instrumentalise le FN*" - Le Nouvel Observateur

- 53% des sympathisants UMP favorables à un accord avec le FN - 20minutes.fr

- SOS Racisme va demander l'annulation de l'arrêté «anti-bivouac» à Nice - Liberation.fr

- Roms : le Mrap va porter plainte contre Manuel Valls - LeFigaro.fr

- Les médias sociaux sont-ils un allié de la démocratie? - L'Express.fr

- Une majorité de Français opposée à la clause de conscience des maires - LePoint.fr

Résister ne suffit plus, il faut passer à l'offensive.

- La vente des machines d'une entreprise en liquidation bloquée par ses ex-employés - Liberation.fr

- Des salariés "*humiliés*", bloquent l'abattoir de Lampaul-Guimiliau - AFP

- Saint-Nazaire appelle l'Etat à la rescousse - Liberation.fr

- Manifestation des salariés du pôle presse de Lagardère Active - LeMonde.fr

- Les salariés d'Alcatel-Lucent ont bloqué une usine près d'Orléans - LeMonde.fr

Corrompus, voyous, dépravés

- Bernard Tapie soupçonné de fraude fiscale - Liberation.fr

- Michèle Alliot-Marie visée par une enquête sur des mouvements de fonds suspects - LeMonde.fr -

- Le chef du protocole du ministère de l'Intérieur mis en cause pour des pratiques sexuelles extrêmes - 20minutes.fr

La vie de château !

- Pour près de 7 millions d'euros, vivez comme le marquis de La Fayette dans votre hôtel particulier du XVIIIème - siècle Atlantico.fr

- «*Une concentration extrême du patrimoine*» - Liberation.fr

Intox

- Comment l'Etat n'a pas su empêcher que la fraude fiscale et le blanchiment ne deviennent un sport de compétition en France - Atlantico.fr

- La taxe à 75% durcie en commission à l'Assemblée - Reuters

- Bernanke, l'homme qui a permis d'éviter que 2008 ne se transforme en une réédition de la crise de 1929 - Atlantico.fr

Question incongrue !

- Dix ans de radars automatiques : la nécessité de renflouer les caisses a-t-elle pris le pas sur la sécurité routière ? - Atlantico.fr

Ils ne méritent que le mépris des femmes.

- «*Les femmes sont loin d'être irréprochables au volant*» - 20minutes.fr

- Route : les femmes envoient plus de SMS au volant que les hommes - Le Nouvel Observateur

- Femme et chef d'orchestre ? Le compositeur Bruno Mantovani n'y croit pas - LeMonde.fr

- Une «*femme du XXe siècle*» susceptible d'entrer au Panthéon ? - Liberation.fr -

- Hollande encouragé à ne faire entrer que des femmes au Panthéon - L'Express.fr

- "*Une femme du XXe siècle*", profil type pour entrer au Panthéon - LeMonde.fr

- Eva Braun, Golda Meir, Indira Gandhi, Thatcher, que des femmes admirables, pour Merkel il faudra encore attendre un peu, mais en attendant Judith de Bavière (805-843) Reine des Francs Impératrice d'Occident ou encore Gerberge de Saxe elle aussi Reine des Francs pourrait faire l'affaire, bien qu'il persiste un doute sur la date de sa mort 969 ou 984, mais bon, depuis elle est bien trépassée ! Hollande pourrait opter pour Marie-Antoinette, mais au moment de recoller la tête au tronc il faudrait qu'il crie « Vive la République ! » et ça il en serait incapable ! (Cri poussé par son bourreau, Henri Sanson, en brandissant sa tête au peuple - wikipedia)

Ne tapez pas "*femmes dictateurs dans le monde*" les moteurs de recherche vous sortiront uniquement la listes des "*femmes de dictateurs*", la femme dictateur, dominatrice n'existe pas.

Barbarie

- Etats-Unis: Des condamnés à mort exécutés avec des anesthésiants pour animaux - 20minutes.fr Les Etats américains, confrontés à une pénurie de barbituriques pour conduire leurs exécutions, n'ont d'autre choix que de se tourner vers des produits non homologués, au grand dam des prisonniers qui craignent de mourir dans des souffrances atroces.

Deux hommes ont été exécutés mercredi au Texas et en Arizona, par l'injection à dose létale d'un anesthésiant pour animaux, qui avait été fabriqué par un préparateur en pharmacie non agréé au niveau fédéral. Les deux condamnés avaient sans succès porté l'affaire en justice -jusque devant la Cour suprême pour l'un d'entre eux- arguant que la préparation n'avait été ni testée ni approuvée et qu'elle risquait de leur faire subir un «*châtiment cruel*» interdit par la Constitution.

- Les rebelles syriens ont exécuté 67 civils de la confession d'Al-Assad, selon HRW - AFP

- Pakistan: au moins 9 morts et plus de 60 blessés dans des attentats - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Le numéro 2 du Pentagone démissionne - lemonde.fr

Le numéro deux du Pentagone, Ashton Carter, a démisionné de son poste, a annoncé jeudi 10 octobre le secrétaire à la défense Chuck Hagel.

M. Carter devait rester à son poste encore deux mois pour aider le Pentagone pendant la paralysie des administrations centrales, faute d'accord budgétaire au Congrès. Il occupait ce poste depuis octobre 2011, et a donc également servi le prédécesseur de M. Hagel, Leon Panetta, sous l'autorité duquel il disposait de davantage d'autonomie, ont rapporté certains médias. M. Carter avait même figuré sur une liste de potentiels secrétaires à la défense pour succéder à M. Panetta.

Mais M. Hagel a davantage de mainmise sur les dossiers et avait défini de manière plus limitée le rôle de M. Carter, qui était limité au budget de la défense, selon d'anciens responsables et la revue Foreign Policy.

Avant ce poste, M. Carter travaillait comme premier acheteur d'armes en tant que secrétaire adjoint chargé des acquisitions, de la technologie et de la logistique, supervisant un projet d'achat d'armements lourds pour l'Afghanistan.

Ancien professeur à Harvard, diplômé d'un doctorat en physique théorique à l'université d'Oxford, M. Carter a déjà travaillé au Pentagone sous le président Bill Clinton dans les années 1990 et est considéré comme un expert en contrôle des armes. "*Il possède une connaissance inégalée de chaque facette des entreprises de défense en Amérique, pour avoir travaillé directement et indirectement pour onze secrétaires à la défense*", a précisé M. Hagel. lemonde.fr 11.10

2- Israël

-Israël "*au seuil de frappes aériennes contre l'Iran*".

Selon le journal World Tribune, Netanyahu serait au seuil de déclencher une offensive aérienne de vaste envergure contre l'Iran. Le journal qui cite le centre d'études politiques aux Etats-Unis, mentionne le nom de Gate Astun, l'un de ses analystes pour affirmer que *"l'insistance mise par Netanyahu sur une action armée contre l'Iran rend plus plausible la possibilité que ces attaques aient lieu tout prochainement* ". " *Pour lancer ses frappes, les israéliens viennent de recevoir des américains, des missiles balistiques, des F15 et F16 , des dispositifs de cyberguerre* ".

Le journal dont des extraits sont largement repris par Al Arabiya poursuit : " *la rencontre Iran/5+1 qui aura lieu les 15 et 16 octobre, sera la dernière chance pour l'Iran en vue de parvenir à un accord avec l'Occident sur son nucléaire car Israël est déterminé à empêcher par tous les moyens possibles l'Iran d'accéder à la bombe atomique*". Le journal cite aussi un autre analyste militaire israélien Jacov qui souligne la panique de Netanyahu : " *Netanyahu sait que Washington cherche à alléger les sanctions contre l'Iran et il sait aussi que les iraniens se sont engagés idéologiquement et religieusement à détruire Israël*".

Les analystes politiques estiment que ces informations visent surtout à faire fléchir l'Iran au seuil de nouvelles négociations nucléaires et à aplanir le terrain à ce que Téhéran jette du leste. dans ce même sens, certains commentateurs soulignent que Netanyahu, secoué par la perspective d'un rapprochement Iran/Etats-Unis, croit que le seul moyen de saper une telle entente serait celui d'attaquer l'Iran . C'est seulement à ce prix qu'il réussirait à liguer les Etats-Unis sur Israël et à empêcher une entente. mardi le secrétaire à la défense Chuck Hagel a réaffirmé que son pays n'autorisera jamais l'Iran à avoir sa bombe atomique. french.irib.ir 10.10

SOCIAL

1- France

Grand Paris : la facture sera salée pour les usagers - lefigaro.fr

2,42 euros. C'est le prix qu'il faudra payer en 2025 pour un ticket de métro, selon les nouvelles dispositions proposées mardi en conseil régional. Pour financer les travaux du Grand Paris, une augmentation des tarifs des transports publics est à l'étude, selon . A raison de 3% par an pendant 12 ans, cela représente une hausse globale de... 42%!

Il faudrait ainsi débourser 161,40€ en 2025 pour avoir accès aux cinq zones du passe Navigo, qui coûte aujourd'hui 113,20€. Et 92,82€ pour seulement deux zones, contre 65,10€ à l'heure actuelle. La facture sera même encore alourdie par la hausse de la TVA sur les transports, qui passera de 7 à 10% au 1er janvier prochain.

Une possible hausse des tarifs a été confirmée à demi-mots par le Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif), qui définit les tarifs des différents moyens de transport fraciliens et les programmes d'investissement. Les chiffres évoqués par Le Parisien-Aujourd'hui en France «*ne sont pas forcément faux*», révèle le syndicat. Ils font partie des scénarii envisagés au cours du débat d'orientation budgétaire qui s'est ouvert mercredi. «*Mais rien n'est décidé*», prévient-il. Les tarifs définitifs ne seront connus qu'après le vote du conseil d'administration qui aura lieu en décembre.

Le Grand Paris comprend notamment un supermétro qui doit desservir 72 nouvelles gares autour de la capitale. Estimé à 26 milliards d'euros, le projet représente 4,5 milliards d'investissements pour le Stif. La fixation des tarifs est réalisée «*dans un souci de développement de l'offre afin d'améliorer la qualité du service, souligne encore le Stif. C'est pourquoi nous avons besoin de ressources.*» lefigaro.fr 10.10

2- Grèce

Le chômage a atteint 27,6% de la population active en juillet. Quant à la production industrielle, elle a chuté de 7,2% en août, son quatrième mois consécutif de repli.

Chez les jeunes Grecs, le taux de chômage atteint 55,1%. Reuters 10.10

3- Madagascar

Quatre millions d'habitants des zones rurales de Madagascar sont en situation d'insécurité alimentaire suite à la récolte réduite de riz de cette année, ont mis en garde mercredi deux agences spécialisées de l'ONU.

"*La production de riz, l'aliment de base, et de maïs a souffert de conditions météorologiques capricieuses et d'une invasion de criquets. L'insécurité alimentaire risque de toucher 9,6 millions d'autres personnes*", estiment l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un rapport conjoint.

Ce document attribue la mauvaise campagne agricole à plusieurs facteurs: des conditions météorologiques irrégulières l'an dernier, des cyclones en début d'année qui ont causé des inondations, suivis d'une période de faible pluviosité.

Le rapport mentionne également les dégâts provoqués par une invasion acridienne qui a eu le double effet de provoquer des dégâts aux cultures et de dissuader les agriculteurs de semer, selon les deux agences spécialisées qui ont leurs sièges respectifs à Rome.

La production rizicole a fléchi de 21% cette année, selon leurs chiffres, ce qui entraînera un déficit national de riz de 240. 000 tonnes. Quant à la production de maïs de 2013, elle ne saura satisfaire les besoins intérieurs et on estime à 28. 000 tonnes les besoins d'importation pour combler le déficit, ajoutent les deux agences, qui ont effectué une mission sur l'île.

Un programme triennal de lutte antiacridienne, mis en oeuvre par la FAO et le gouvernement malgache, a démarré sur l'île fin septembre avec des opérations aériennes visant à identifier et localiser les populations de criquets. Les traitements devraient débuter d'ici fin octobre sur plus de deux millions d'hectares de terres infestées.

"*La nourriture est la principale dépense d'environ un tiers des ménages qui y consacrent jusqu'à 75% de leur budget*", précise le rapport FAO-PAM.

Les difficultés actuelles de Madagascar traduisent des années de déclin économique, l'aggravation de la pauvreté, des services publics limités et une série de catastrophes naturelles qui ont pesé sur les moyens d'existence et les stratégies d'adaptation des habitants, selon les deux agences.

Dans ce contexte, le PAM et la FAO fournissent une aide alimentaire aux catégories les plus vulnérables, ciblée sur les besoins particuliers des enfants et des femmes enceintes ou allaitantes. french.irib.ir 09.10

Haut de page

Le 12 octobre 2013

CAUSERIE

Samedi 1h41.

J'ai ajouté 31 nouveaux articles et j'ai corrigé 4 liens erronés dans les articles d'octobre.

Samedi 22h35. Le boulot est terminé.

Depuis que j'ai arrêté le pétard (un minuscule stick en réalité pour me détendre et mieux dormir) en décembre, j'ai gagné en énergie. Depuis 15 jours que j'ai complètement arrêté l'alcool, je redouble d'énergie, et si je ne traînais pas cette vieille fatigue derrière moi je crois bien qu'on pourrait passer au double turbo, c'est génial !

Je n'y croyais pas pour tout vous dire, on est con parfois, je n'ai pas un complexe d'infériorité, mais connaissant mes faiblesses et mes lacunes je pensais les combler par des ersatz, je ne pensais pas que j'avais les qualités pour me débrouiller sans rien, bon cela ne va pas chier loin ce que je fais, ce ne sont pas mes détracteurs qui diront le contraire, eux font cent fois pire, mais à

la différence de moi ils en sont satisfaits, alors je ne suis jamais satisfait de mon boulot ou pas totalement, on ne peut pas être exigeant envers les autres sans l'être soi-même où alors on est un charlot, un branleur, il est tard alors je me lâche un peu.

C'est difficile de penser qu'on est capable de quelque chose, surtout quand on ne bosse pas. Si parfois je peux passer pour prétentieux, c'est bien mal me connaître et me comprendre, en réalité pas du tout, c'est plutôt l'inverse, je me sous-estime en permanence, et quand j'avance c'est parce que je suis pris dans un processus qui me porte à aller de l'avant, car si cela ne tenait qu'à moi je ferais du sur-place, ce n'est pas que je suis incapable de prendre une décision mais je suis rarement sûr que c'est la bonne.

J'ai beaucoup bougé dans ma vie, mais en réalité j'étais voué à passer ma vie et à travailler au même endroit sans que cela ne me pose un problème, je suis hyper casanier et je n'avais pas du tout l'âme d'un voyageur, j'ai déménagé environ 25 fois, bossé dans 45 boîtes et j'ai atterri en Inde, j'ai fait tout le contraire de ce pourquoi j'étais fait, c'est curieux quand même, ce n'est pas une question existentialiste puisque je peux très bien expliqué pourquoi les choses se sont pas de la sorte, au-delà de ma volonté, j'ai plutôt subi ce qui m'est arrivé, la part de décision est infime dans ce qui m'est arrivé, mais parfois déterminante, et c'est là que sans le vouloir je dois avouer que j'ai eu du bol, cela me dépasse, ce qui m'incite d'ailleurs à être extrêmement modeste.

Je pense que le simple fait de se poser un tas de questions sur tout ce qui nous arrive constitue un enseignement d'une qualité irremplaçable, c'est peut-être cela la véritable école de la vie, la meilleure, à condition d'être honnête avec soi-même, on ne l'est pas toujours, mais on doit s'efforcer de s'améliorer sur ce côté-là aussi.

S'il devait y avoir une morale à cette histoire, elle serait diamétralement opposée à celle des croyants qui se délestent de leur volonté pour la remettre entre les mains d'un dieu. Moi je la mets au service des expériences que je suis amené à vivre, ce qui me permet d'accroître mon niveau de conscience, et ce qui est extraordinaire ou paradoxal, c'est que je n'en ai pas conscience sur le coup, mais plus tard, il y a un décalage. En réalité ce qui se passe, c'est que lorsqu'on prend une décision ou une nouvelle direction qui le plus souvent nous est plus ou moins imposée, on ne se rend compte des conséquences qu'elle a sur notre vie ou la manière dont on la vit au fil du temps qu'au bout d'un certain temps. Il y a bien prise de conscience parce qu'on continue de se poser des questions mais on n'est pas en permanence en train de s'interroger sur notre comportement ou notre état d'esprit, on ne passe pas notre temps à s'observer, c'est quand on prend le temps de se poser ou qu'on fait le point de la situation, qu'on réfléchit à sa vie qu'on prend conscience du chemin parcouru et comment on l'a vécu, on peut renouveler l'expérience à intervalles réguliers et rapprochés, c'est une bonne méthode pour progresser pas à pas et ne pas s'égarer, la vie est pleine d'embûches si on n'y prend pas garde.

C'est une bonne méthode à condition de ne pas en abuser et de ne pas rester bloquer sur soi. La vraie vie se déroule dans la société, au contact des autres, de la nature. C'est cet échange permanent qui nourrit et enrichit notre expérience, on n'apprend pas à se connaître en se regardant le nombril, mais en observant les réactions qu'on a au contact du monde extérieur, sinon on se coupe de la réalité et on peut sombrer dans la folie.

Dans une vidéo consacrée à une communauté créée par des étrangers en 1973, Auroville, inspirée par un philosophe indien sri Aurobindo et fondée par une de ses disciples française qui se faisait appelée la Mère, une sorte d'illuminée baba cool des années 68 qu'ils ont fini par déifier littéralement, c'est à une encablure de chez moi, dans cette vidéo un Indien a répondu à une question d'un journaliste qu'Aurobindo valait mieux que Marx parce qu'il fallait commencer par changer les hommes et non la société, parce que les problèmes auxquels étaient confrontés les hommes étaient en eux et non à l'extérieur, en réalité le problème est le rapport qu'entretiennent les hommes à la société et qui se trouve être faussé du fait de leur ignorance ou inconscience.

Le journaliste lui a fait remarquer que cela risquait de prendre beaucoup de temps au regard de la population mondiale. Cet Indien lui a répondu que ce n'était pas un problème puisque l'homme existe depuis des millions d'années. En observant son cadre de vie cossu, on pouvait immédiatement en déduire qu'il n'était pas vraiment dans le besoin et qu'il pouvait tranquillement attendre la fin de sa vie, alors que ce n'est pas le cas de centaines de millions d'Indiens qui quotidiennement se demandent comment ils vont pourvoir à leurs besoins et ceux de leurs familles.

Il a convenu tout de même que ce serait mieux si on pouvait s'arranger pour changer à la fois l'homme et la société. Si j'avais été en face de lui je lui aurais dit qu'en changeant la société c'était la vie de centaines de millions d'hommes qui pouvaient changer dans un lapse de temps très court et ainsi abréger leurs souffrances, tandis qu'avec sa méthode ils n'en verraient jamais le bout, d'où la supériorité incontestable du marxisme, du socialisme et du communisme.

Je suis en forme, non ? Le combat continue, c'est le boulot de toute une vie, Freud ou Marx, au choix ou ensemble.

Les Pays-Bas sont omniprésents, mais aussi discrets qu'un banquier.

J'ai mis en ligne la liste des participants aux réunions du groupe Bilderberg de 2006 à 2009, je vous conseille vivement de les télécharger ainsi que les listes des dernières années et d'y jeter un oeil attentif, vous ferez des découvertes intéressantes et plus encore.

Si vous n'avez pas de temps à y consacrer, télécharger uniquement celle de 2009, la liste de ses participants est stupéfiante et au combien révélateur de la nature du groupe Bilderberg né en 1954 aux Pays-Bas, un pays minuscule, à peine plus important que la Suisse, un micro-Etat comme le Luxembourg ou le Qatar par exemple.

La liste de 2009 fourmillait de têtes couronnées, de présidents d'institutions, d'ex-chefs d'Etat ou d'anciens ministres, mais aussi de ministres en poste, de parlementaires en fonction, oui, c'est cela le plus extraordinaire dans cette liste, on peut ajouter des chefs de partis et bien sûr des banquiers et des dirigeants de multinationales, de médias, des industriels. Franchement quand j'ai observé cette liste pour la première fois j'ai été stupéfait, je me suis dit : voilà le gouvernement mondial il existe, tu l'as sous les yeux. On y reviendra dès que j'en trouverai le temps.

En attendant, un oeil sur les Pays-Bas qui abrite l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC) qui vient de recevoir le prix Nobel de la Paix et qui abrite un nombre incroyable d'organisations internationales de premier plan que ne peut pas justifier son poids économique ou sa puissance militaire. Commençons par la liste des participants hollandais aux réunions du groupe Bilderberg entre 2006 et 2009, certains sont des piliers de cette institution opaque.

Bilderberg 2006

NL, Netherlands, H.M. the Queen of The
NL, Halberstadt, Victor – Professor of Economics, Leiden University; Former Honorary Secretary General of Bilderberg Meetings
NL, Kleisterlee, Gerard J. – President and CEO, Royal Philips Electronics
NL, Verhagen, Maxime J.M. – Parliamentary Leader, Christian Democratic Appeal (CDA)
NL, Wellink, A.H.E.M. – President, De Nederlandsche Bank

Bilderberg 2007

Queen Beatrix Reine des Pays-Bas
Prince Bernhard Co-fondateur du Groupe de Bilderberg, ancien officier SS
Victor Halberstadt Professeur d'économie à l'université de Leiden (Pays-Bas) et ex secrétaire général des meetings du Bilderberg
John Kerr of Kinlochard Président de Royal Dutch Shell plc (the Netherlands)

Bilderberg 2008

NLD Orange, H.R.H. the Prince of
NLD Balkenende, Jan Peter Prime Minister
NLD Timmermans, Frans Minister of European Affairs
NLD Goddijn, Harold CEO, TomTom
NLD Halberstadt, Victor Professor of Economics, Leiden University; Former Honorary Secretary General of Bilderberg Meetings

Bilderberg 2009

Beatrix - reine des Pays-Bas
Ernst Hirsch Ballin - ministre de la Justice des Pays-Bas
Gerardus Johannes Wijers - ex-ministre de l'économie des Pays-Bas
Victor Halberstadt - professeur de sciences économiques Université de Leiden
Jeroen van der Veer - président de Royal Dutch Shell

Les organisations internationales

Conférence de La Haye de droit international privé (HccH)
Cour Internationale de Justice (CIJ)
Cour Permanente d'Arbitrage (CPA)
Cour Pénale Internationale (CPI)
Tribunal Pénal International pour l'Ex-Yougoslavie
Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL)
Tribunal des Réclamations Iran / Etats-Unis
La Cour spéciale pour la Sierra Leone,
Agence des C3 de l'OTAN
Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT)
Europol Europol Headquarters, The Hague, Netherlands
Agence Spatiale Européenne (ESA/ESTEC), à Noordwijk
Académie de droit international de La Haye
Conférence de La Haye de droit international privé, l'Office européen des Brevets

Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques

La Coalition académique de La Haye (« Academic Coalition of The Hague ») : l'institut Grotius -qui dépend de l'Université de Leiden, l'institut Asser, la Fondation Carnegie, l'Institut des Etudes Sociales, l'institut Clingendael et, depuis 2005, l'Institut de La Haye pour l'internationalisation du droit. En 2011, s'est en outre créé l'Institut pour la Justice Globale.

Edifiant n'est-ce pas ?

Pourquoi ? Parce que c'est une monarchie ? Parce que les monarchies sont liées aux banquiers anglo-saxons-sionistes ? Par quels liens au juste ? Idéologiques. A garder en mémoire pour la suite.

Parole d'internaute.

(Commentaires suite à un article du journal Le Monde qui rendait compte de nouveaux actes barbares monstrueux commis par les mercenaires djihadistes qui massacrent la population civiles hommes, femmes et enfants en Syrie... et soutenu par Hollande-Fabius et Le Drian, notamment.)

1- "Ces faits sont connus depuis longtemps. Leur dénonciation par la courroie de transmission HRW indique simplement le changement de position des USA qui lâchent la rébellion."

Correct.

2- "Ceux qui s'intéressent vraiment au conflit syrien savent depuis longtemps que la barbarie des rebelles est sans commune mesure avec la violence de l'armée qui les combat. L'armée est encadrée et assez disciplinée, la rébellion veut le djihad mondial, dont la Syrie n'est qu'une étape. Les fous d'Allah qui la composent sont animés d'une haine mystique de tout ce qui n'est pas eux. C'est une force obscurantiste et génocidaire, soutenue par la France."

Correct.

3- "Devant ces massacres, les commanditaires devront rendre des comptes puisqu'il s'agissait visiblement d'une action planifiée d'épuration ethnique de la part des combattants de la liberté. Ces commanditaires se trouvent dans les pays gérontocrates du Golfe mais on peut aussi trouver les responsables dans nos propres capitales occidentales. "

Hollande et Fabius par exemple, notamment.

4- "Le Monde devient un journal d'information sur le conflit en Syrie et non plus un journal de propagande au service de Qatar et du Quai d'Orsay, ce qu'il était depuis plus de deux ans ; il faudrait que la rédaction s'explique sur cette falsification volontaire des événements alors que la réalité était aisée à connaître et à vérifier."

Vous rêvez éveillé, ces gens-là se comportent comme les ploutocrates du Golfe, de Washington ou Tel-Aviv ou encore de la Fed, ils n'ont de compte à rendre à personne.

5- "Le Monde déconne, ou plutôt il masque l'information dans un sens partisan (seul Bachar Al Assad a commis des crimes contre l'humanté bien sûr !) "

Non, vous croyez, Le Monde ?

6- "Question : est-ce que les gouvernants Français qui ont soutenu et continuent de soutenir les rebelles, seront accusés de complicité de crimes contre l'humanité ? Non, je plaisante !"

Même les dirigeants du NPA !

INFOS SUR LA SYRIE ET LA RÉGION

Lettre de l'émir du Qatar à Assad.

C'est sans doute un tournant !!selon les sources palestiniennes, l'un des membres du comité central du Fatah a rencontré il y a quelques jours le président syrien pour lui remettre le message du nouvel émir du Qatar Tamim c'est le journal AsSafir qui fait l'écho de cette rencontre pendant laquelle Abbas Zaki s'est entretenu avec Bachar Assad tout en lui transmettant le message de Tamim.

Dans son message, l'emir, mis à côté dans le dossier syrien par les Etats Unis qui ont préféré "*déléguer leurs pouvoirs* " aux saoudiens demandent à ce que les relations soient améliorées avec Damas. la rencontre qui a eu lieu le 7 octobre n'avait, selon AsSafir aucun rapport avec les conditions des palestiniens de Ramallah ou des réfugiés palestiniens de Syrie et était exclusivement consacrée aux relations Qatar/Syrie. Toujours à en croire Assafir l'emir Tamim avait rencontré Mahmoud Abbas au mois d'août dernier et lui avait demandé de tenter une reprise des liens auprès de Damas. Tamim aurait demandé à Abbas de dire à Assad que la politique étrangère du qatar avait changé de nature et que l'émirat adopterait pour une approche différente en Syrie qui se mettrait peu à peu sur place. french.irib.ir 11.10

Le renseignement turc infiltré de pro Assad?

Un tribunal en Turquie a condamné à des peines de prison un certain nombre d'agents de renseignement turcs qu'il a reconnu coupables d'avoir livré le général déserteur Hossein Harmoush, fondateur de l'ASL aux autorités syriennes.

Ces agents ont remis en août 2011 le général en question à Damas et ils écopent aujourd'hui jusqu'à de 20 ans de prison. Il s'agit de sept personnes qui selon le tribunal ont livré le militaire en échange de grosses sommes d'argent . le général a été arrêté en 2011 alors qu'il visitait un camp de réfugiés syriens sur les frontières turco syriennes. Le fait que le verdict soit rendu public à présent est bien significatif. Certaines informations font état de la présence d'un nombre de plus en plus grand des partisans d'Assad au sein du renseignement turc. french.irib.ir 11.10

Le chef "***français*** " de l'EIIL tué à Alep.

L'armée nationale syrienne a pris pour cible de ses attaques cinglantes les repaires des terroristes de l'Etat islamique en Irak et au levant à Al Safira d'Alep tuant entre autre le chef "*français*" des terroristes qaidistes, surnommé Abou al Ghagha al Fransi. Selon Al Alam ce ressortissant français à été tué dans de violents combats dans la localité stratégique de Al Khanasser à rif d'Alep.

Les affrontements se poursuivent à rif de Damas, sur l'axe Zalka et les positions terroristes sont copieusement pilonnées. Les soldats de l'armée nationale ont pris le contrôle du pont stratégique de Zamalka et non loin de Al Sanaviyah à Harssata, des dizaines de miliciens ont été tués. A Zamalka, les soldats continuent à progresser surtout vers Douma à rif de Damas. Les unités de l'armée à Alep mènent la vie dure à l'EIIL et la saignée est grave dans les rangs des qaidistes. A Homs à Al Rastan, les terroristes ont été attaqués sur la route Moshrafa Tabiliseh . Les terroristes ont tiré des roquettes contre la cité Al Ansheaat provoquant la roposte de l'armée syrienne french.irib.ir 11.10

Les USA supprime l'armée israélienne de la liste des 10 premières armées du monde

Les Etats Unis viennent de supprimer l'armée israélienne de la liste des 10 armées les plus puissantes du monde! Globale Fire Power qui classifie chaque année les meilleures armées du monde ne mentionne pas dans son classement de 2013 l'armée israélienne tandis qu'il accorde la première place à l'armée égyptienne parmi les armées arabes.

Selon ce classement, l'armée US est placée en haut du peloton et viennent ensuite les armées, russe, chinoise, indienne, britannique, française, allemande, sud coréenne, italienne et brésilienne. le 11 rang est occupé par la Turquie, le 12eme par Le Pakistan et c'est seulement au treizième rang que se situe l'armée israélienne. french.irib.ir 11.10

La réaction se montre sous son vrai jour.

Pauvres cons, vous voyez où cela vous a mené de vous révolter, de vous soulever, de revendiquer une vie meilleure et de vous attaquer aux inégalités et aux injustices, de réclamer de nouveaux droits, vous allez en baver encore plus...

C'est un torchon du capitalisme financier dont le cynisme est sans limite qui vous le dit, vous feriez mieux d'accepter sans broncher le sort misérable qu'on vous a réservé, les curés ajouteraient parce que le bonheur est en vous-même. Et pour vous en sortir les banquiers de HSBC vous proposent avec une pointe d'ironie d'accepter une réduction de votre salaire et la suppression des subventions que l'Etat vous verse en échange d'un emploi... d'esclave !

A vous de choisir, ils veulent faire votre bonheur, tandis que vous vous acharnez à faire votre malheur en vous révoltant, pauvres bougres, vous ne méritez pas mieux...

- Le Printemps arabe, une révolution à 800 milliards de dollars - Slate.fr

«*Dans son rapport de recherche, HSBC prédisait qu'à la fin de l'année 2014, le produit intérieur brut des sept pays les plus touchés -Egypte, Tunisie, Libye, Syrie, Jordanie, Liban et Bahreïn- sera de 35% inférieur à ce qu'il aurait été si les révoltes de 2011 n'avaient pas eu lieu.*»

Comme le souligne le blog Beyond BRICs du Financial Times, le choix des pays est quelque peu étonnant. La Jordanie est relativement stable par rapport au Yémen par exemple. Pourquoi la Jordanie et pas le Maroc ou l'Algérie par exemple. Pourquoi pas les pays du Golfe qui ont dépensé des milliards pour faire en sorte que leurs populations ne se soulèvent? Beyond BRICs écrit:

«*Les dégâts pour le monde arabe ne concernent pas simplement le PIB. Le chômage est resté haut en Tunisie et en Egypte, une situation assez ironique quand on sait que le niveau élevé du chômage a été présenté comme une des causes de la révolution dans ces deux pays. En Egypte, le chômage, qui était autour de 9% de 2007 à 2010, est de 13% au premier trimestre de cette année.*»

HSBC écrit dans son rapport: «*La faible croissance économique et la perturbation des mécanismes de collecte des impôts ont pesé lourdement sur les recettes, tandis que les coûts croissants de couverture de la dette et l'augmentation des dépenses sur les subventions et les salaires ont fait monter le total des dépenses.*» Slate.fr 11.10

En fait, ces banquiers pleurent sur les dizaines milliards de dollars que ces révoltes ou mouvements révolutionnaires leur ont coûtés.

ACTUALITÉ DU JOUR

AUTOCRATIE. LA RÉACTION MONDIALE S'OCTROIE DEUX PRIX OU LA CONSÉCRATION D'UNE DOUBLE IMPOSTURE.

Syrie et prix Nobel de la paix : Pyromanes et pompiers.

- Le Nobel de la paix à l'OIAC, pour être sûr de ne pas se tromper - Slate.fr

- Prix Nobel de la paix à l'OIAC : "*Un retour à l'esprit Nobel*" - Francetv info

- L'OIAC, discret lobby de la paix - LeFigaro.fr

Le choix du comité Nobel, a souligné son président Thorbjörn Jagland, est un moyen d'inviter les détenteurs de gros stocks d'armes chimiques tels que les Etats-Unis et la Russie à les détruire, "*en particulier quand ils demandent à d'autres, comme la Syrie, de le faire*".

"*Nous avons maintenant l'occasion de nous débarrasser de toutes les catégories d'armes de destruction massive (...) Y parvenir serait un grand événement historique*", a-t-il ajouté.

L'OIAC, dont le siège est à La Haye, a été fondée en 1997 avec pour mission d'éliminer tous les arsenaux chimiques de la planète. Elle emploie un demi-millier de personnes et dispose d'un budget annuel inférieur à 100 millions de dollars.

Selon son directeur général, 80% des stocks d'armes chimiques placées sous le contrôle de l'OIAC, à l'exception de l'arsenal syrien, ont été détruits. Reuters 11.10

En complément.

Hollande : le Nobel est une "*consécration*" pour l'action de la France en Syrie - LePoint.fr

La Syrie est quasiment détruite, cela méritait bien une "*consécration*"...

- À Paris, le président François Hollande a adressé ses félicitations à l'OIAC et rappelé que la Convention internationale sur les armes chimiques qu'elle est chargée d'appliquer a été signée en 1993 dans la capitale française.

"*Je souhaite que cette distinction la renforce dans sa mission pour l'élimination complète et définitive des armes chimiques dans le monde entier*", dit-il dans un communiqué. Reuters 11.10

Un internaute du Figaro a bien résumé l'état d'esprit ambiant, celui que partage la droite et la gauche, qu'ils s'acharnent à imposer aux travailleurs.

- "*L'ONU et ses diverses manifestations (UNICEF,UNESCO, OMS etc...) est la plus grande œuvre que l'humanité ait engendré pour tenter de contrer les travers propres aux humains. oui certaines maladies ont été éradiquées, d'autres sont en voie de l'être, oui, des guerres ont eu lieu mais elles ont été moins meurtrières que les conflits qui ont eu lieu auparavant. C'est loin d'être parfait, parce que c'est une œuvre titanesque. C'est trop facile de critiquer toujours tout. cette organisation mérite son prix. Le monde est moche oui, mais il serait encore bien davantage sans l'ONU*."

Apparemment ce monsieur ne sait pas que l'ONU a soutenu toutes les guerres impérialistes depuis sa création, il ne se rend pas compte non plus à quel point le vieux monde peut être injuste, infâme, cruel, barbare. Il n'a pas dû être confronté aux multiples difficultés et aux terribles souffrances qu'endurent plusieurs milliards d'hommes, femmes et enfants quotidiennement dans le monde.

L'ONU est une création des banquiers anglo-saxons-sionistes qui oeuvrent, en secret, au bien-être de l'humanité, c'est bien connu, qu'est-ce qu'on est con de ne pas nous en apercevoir chaque jour en prenant des nouvelles du vieux monde.

Un autre internaute du Figaro a été plus perspicace ou lucide

- "*Mais inutile de s'étendre sur les prix Nobel qui ne sont que des certificats de bien pensance participant au lavage de cerveau ambiant à coup de politiquement correct et de droit de l'hommisme. Le comité Nobel serait réellement préoccupé par la paix et non par la propagande, il retirerait son prix à Obama.*"

Prix Sakharov. Les talibans : leur créature barbare.

Mise en scène grotesque. Comment instrumentaliser les victimes de leurs créatures monstrueuses pour justifier leur guerre à tous les peuples.

- Malala Yousafzaï reçoit le prix Sakharov - Liberation.fr

La Pakistanaise Malala Yousafzaï a été couronnée jeudi du prix Sakharov à seulement 16 ans.

Depuis janvier 2009, cette jeune Pakistanaise alimente un blog publié sur le site de la BBC en ourdou, la langue nationale. Sous le pseudonyme de Gul Makai, elle y décrit le climat de peur régnant dans sa vallée où les talibans empêchent les jeunes filles d'aller à l'école.

L'adolescente publie cette semaine son autobiographie Moi, Malala, best seller annoncé traduit dans plus de cinq langues.

Malala Yousafzaï, qui se destine à une carrière politique, est désormais la grande favorite pour le prix Nobel de la paix décerné demain. Les talibans ont réagi à cette récompense, affirmant qu'elle «n'a rien fait» pour mériter le prix Sakharov. Liberation.fr 10.10

La ficelle était un peu grosse.

A mesure que Malala était statufiée en icône en Occident, célébrée par le show-business (Madonna, Angelina Jolie) ou des poids lourds politiques (Hillary Clinton, Gordon Brown), une certaine perplexité a commencé à poindre au Pakistan. Et le doute s'est insinué. Les tenants de la théorie du complot – un sport national au Pakistan – sont alors passés à l'offensive.

Pourquoi l'Occident se prend-il de passion pour cette jeune Pakistanaise ? Et pourquoi Malala se tait-elle sur les enfants victimes des drones américains frappant chaque semaine les zones pachtounes frontalières de l'Afghanistan ? Il n'en fallait pas davantage pour que la jeune fille se fasse accuser d'être une "*agente américaine*", manipulée pour servir les funestes desseins de l'Occident contre les musulmans en général et le Pakistan nucléaire en particulier. Lemonde.fr 11.10

La méthode de la CIA.

Ils fabriquent un monstre, les talibans (ou Al-Qaïda) qui produit des crimes épouvantables, qu'ils manipulent ou dont ils perdent en partie le contrôle, ce qui les arrange bien pendant un temps avant de l'éliminer si nécessaire, qu'ils dénoncent ensuite, ce qui sert à couvrir leurs arrières, à se présenter comme des défenseurs de la démocratie au côté de leurs victimes, et à nier la théorie du complot dont les accusent ceux qui n'ont pas compris l'ensemble du mécanisme qui en réalité est rudimentaire et relève de la provocation, mais qui peut s'avérer plus complexe quand s'y mêlent des agents infiltrés ou recrutés sur place à l'insu des autres membres de leurs organisations.

Les Américains et les Britanniques se sont servis de Malala contre les talibans qui est leur créature, effectivement ils la manipulent, rien ne les arrête, de sorte qu'on ne les accuse pas d'en être les complices et qu'ils puissent poursuivrent leur

guerre planétaire "*contre le terrorisme*", c'est élémentaire en somme.

Un coup médiatique un peu trop tapageur qui risquait de mettre en péril leur stratégie.

- Pourquoi le Nobel a préféré l'obscure OIAC à la médiatique Malala - Rue 89 Le Nouvel Observateur

Malala et les bons sentiments occidentaux. (C'est le Nouvel Observateur qui le dit - ndlr)

La communication de Malala est en effet assurée, comme le faisait observer il y a quelques jours le Globe and Mail de Toronto, l'un des rares journaux à le souligner, par la société internationale de relations publiques Edelman qui compte parmi ses gros clients Starbucks et Microsoft, conseillée par le groupe de consulting McKinsey...

Le lancement cette semaine de « *Moi, Malala* » (éd. Calmann-Lévy), le livre manifeste de la jeune fille, n'avait rien à envier à la promo d'un blockbuster hollywoodien, avec la sélection de quelques interviews par pays, des passages télé prestigieux (Jon Stewart aux Etats-Unis), et la machine à rumeurs sur le Nobel.

Cela n'enlève rien au message et à la personnalité de la jeune fille, mais ça enlève à la spontanéité de l'émotion collective qui l'entoure. Rue 89 Le Nouvel Observateur 11.10

Comment salir l'encombrant Snowden. Question "***intégrité***", Le Monde repassera.

Deux articles dans l'ordre chronologique de leur parution, notez le changement de ton.

-Snowden reçoit un prix pour "*son intégrité dans le travail de renseignement*" - LeMonde.fr

L'ancien consultant du renseignement américain, Edward Snowden, a reçu jeudi 10 octobre un prix remis annuellement par une association américaine composée notamment d'anciens membres de la CIA pour "*son intégrité dans le travail de renseignement*".

"*The Government Accountability Project*", une organisation fondée par des anciens de l'agence américaine de sécurité nationale (NSA), de la CIA, du FBI ou encore du ministère de la justice américain, a remis ce prix à Moscou où Edward Snowden, recherché par les Etats-Unis pour ses révélations sur la surveillance électronique américaine, vit en exil.

L'association a expliqué sur son site que cette récompense "*était annuellement décernée par des officiers à la retraite de la CIA à des membres de la communauté du renseignement pour leur intégrité dans leur travail*". Aucun détail n'était donné sur les circonstances de la remise de ce prix. LeMonde.fr 10.10

Fabrication de preuves. Comment les croire sur parole, qu'ils publient ce rapport.

Dans cet article ils passent successivement de "*soupçons de la CIA*" à "*un changement net dans le comportement et les habitudes de travail*" de Snowden qui ne constituent pas une preuve. Il a quitté la CIA en 2009 pour la NSA et pendant 5 ans son "comportement" et ses "*habitudes de travail*" n'auraient jamais éveillé le moindre "*soupçon*" chez ses supérieur, leurs agents ne feraient l'objet d'aucun contrôle, personne ne peut le croire évidemment, autrement dit, Snowden agissait très dicrètement, comme une taupe ou un espion au service d'une puissance étrangère, il était animé par un état d'esprit diabolique anti-américain, donc toutes les accusations portées contre lui sont amplement justifiées et la boucle est bouclée.

- Edward Snowden a été soupçonné, quand il travaillait pour la CIA, d'avoir tenté d'accéder illégalement à des documents pour lesquels il n'était pas habilité, mais un rapport de son supérieur a été ignoré, a rapporté vendredi le New York Times.

Alors que l'ex-consultant du renseignement américain a reçu jeudi un prix remis annuellement par une association américaine composée notamment d'anciens membres de la CIA pour "*son intégrité dans le travail de renseignement*", le quotidien affirme que le supérieur de Snowden avait écrit un rapport critique sur lui en 2009 alors ce dernier s'apprêtait à quitter son poste à Genève, document dans lequel il notait un changement net dans le comportement et les habitudes de travail du jeune informaticien.

Le rapport du supérieur de Snowden et les soupçons de la CIA ne semblent pas avoir été transmis à la NSA, selon le New York Times.

Ceux-ci ne sont apparus que lors de l'enquête menée après les premières révélations de Snowden sur le programme de surveillance américain, a ajouté le journal. Ce rapport aurait dû être le premier signal d'alerte sur les futures intentions de Snowden, et une occasion de revoir les habilitations de Snowden ou de mettre son travail à la NSA sous une surveillance plus stricte, souligne le New York Times. lemonde.fr 11.10

Fabrication de preuves. Afghanistan, Irak, Libye, Soudan, Syrie, Liban, Iran, le compte est juste, la croisade néolibérale continue.

Croisade anti-chiite et anti-Hezbollah.

- Un cinquième suspect inculpé pour l'assassinat de Rafic Hariri - LeMonde.fr 10.10

Le Qatar à la rescousse.

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a inculpé une cinquième personne, Hassan Habib Merhi, dans le cadre du procès contre les assassins présumés de l'ancien premier ministre libanais, Rafic Hariri,en 2005.

Ce nouveau suspect "*est accusé d'avoir été impliqué dans l'attentat du 14 février 2005 à Beyrouth*", a indiqué le Tribunal, créé par l'ONU à la demande du Liban. Cette instance veut notamment juger quatre membres du Hezbollah, le puissant parti chiite, pour cet attentat qui a coûté la vie à Rafic Hariri et à 22 autres personnes. Le procès devrait débuter le 13 janvier 2014.

D'après les médias libanais, M. Merhi, dont l'acte d'accusation avait été confirmé en juillet de manière confidentielle, fait également partie du Hezbollah. A 47 ans, il est accusé de "*plusieurs crimes, dont celui de complot en vue de commettre un acte de terrorisme*", selon le TSL, qui siège à La Haye.

M. Merhi aurait "*coordonné la préparation*" d'une fausse cassette vidéo, transmise le jour de l'attentat à la chaîne arabe Al-Jazeera, contenant une fausse revendication de l'attaque, "*en vue de soustraire les auteurs du complot à la justice*".

Le TSL, pomme de discorde au Liban, est la bête noire du Hezbollah, qui l'accuse d'être le fruit d'un complot "*israélo-américain*" visant à le détruire. Le parti chiite a donc exclu de remettre au TSL les quatre premiers suspects, qui doivent être jugés par contumace. Un mandat d'arrêt avait été transmis aux autorités libanaises début août, mais celles-ci n'ont pas transféré le nouvel accusé, qui reste "*introuvable*", selon le procureur. lemonde.fr 10.10

L'Arabie saoudite à la rescousse.

- Liban: une vidéo d'exécutions de Syriens attribuées au Hezbollah - AFP

Une vidéo qui semble montrer des combattants du Hezbollah chiite libanais en train d'exécuter des rebelles syriens grièvement blessés a choqué au Liban, menaçant d'aggraver les tensions communautaires dans le pays.

Sur la vidéo, on peut voir des hommes armés, vêtus de treillis, dont l'un au moins arbore le brassard jaune habituellement porté par les membres du Hezbollah, sortir plusieurs corps ensanglantés d'un van et les abattre.

L'authenticité de la vidéo d'1,40 minutes n'a pu être confirmée, et on ignore où et quand elle a été tournée.

Selon la chaîne de télévision Al-Arabiya, les images pourraient avoir été tournées durant la bataille de Qousseir, une ville stratégique à la frontière avec le Liban reprise par les troupes syriennes aux rebelles avec l'aide du Hezbollah.

Les médias libanais n'ont presque pas diffusé cette vidéo, soit par incapacité à confirmer son authenticité, soit par peur de raviver ces tensions.

Note : Al-Arabiya est une chaîne d'information saoudienne, en arabe, fondée le 3 mars 2003 par un émir de la famille royale saoudienne. La chaîne appartient au groupe MBC et son siège est basé à Dubaï aux Émirats arabes unis. (wikipedia)

En complément. Le sionisme assumé.

- Hollande assure Netanyahou de "*toute sa fermeté*" à l'égard de l'Iran -LePoint

Tout cela pour ça ?

L'ex chef du conseil de sécurité intérieure israélienne, le général Giora Eiland fait un aveu de taille : si une nouvelle guerre venait à avoir lieu entre Israël et le Hezbollah, le résultat ne sera pas différent de ce que nous avons vécu pendant la guerre de 33 jours en 2006.

Eiland qui s'exprimait devant l'institut de recherche Begin Sadat a appelé les autorités sionistes à " *changer de stratégie de guerre face au hezbollah*". Le général a évoqué les tactiques nécessaires à ce qu'Israël puisse gagner dans une nouvelle guerre face au Hezbollah avant de souligner : "*en dépit d'un vaste soutien occidental, Israël n'a pas pu gagner la guerre en 2006. Et depuis, le Hezbollah a mieux renforcé que nous ses capacités tactiques. Ce que nous devrons faire c'est nous préparer pour remporter toute nouvelle guerre non pas au terme de 33 jours mais en trois jours* " la réunion à laquelle participait Eiland reflète en effet les inquiétudes que nourrit Israël au sujet de sa sécurité, estime Al Manar qui commente cette réunion.

La Syrie, le renforcement de l'axe de la résistance, le nucléaire iranien figuraient aussi à l'ordre des débats. la puissance balistique du Hezbollah a aussi fait l'objet des analystes des participants. Selon les experts, c'est au regard des performances inégalées du Hezbollah au cours des combats en Syrie que les Israéliens brosse ce sombre tableau sur leurs capacités à faire face au Hezbollah dans toute guerre à venir. french.irib.ir 11.10

COMMENT ILS FONT LEUR SALADE

Désir est déjà prêt à voter Sarkozy et méprise "***l'électorat populaire***".

Votez Hollande, c'était voter Sarkozy !

- Interrogé ce matin sur Itélé, le premier secrétaire du parti socialiste, Harlem Désir, a déclaré qu'en cas de 2ème tour aux élections présidentielles entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen, il voterait pour le premier. «*La réponse est claire, quand il y a un risque de l'extrême-droite, il n'y a pas d'hésitation. Nous voterions pour Nicolas Sarkozy.*»

Chacun se souvient que lors de la campagne électorale de 2012 le PS n'a pas cessé de marteler que Sarkozy ou Le Pen c'était pratiquement du pareil au même, qu'il marchait sur les plates-bandes du FN, qu'il flirtait avec l'extrême droite, etc., oui mais c'était en 2012, depuis les électeurs ont subi un lavage de cerveau auquel tous les partis de gauche et d'extrême gauche ont largement contribué, y compris le POI pour lequel le gouvernement actuel serait de gauche. Du coup, il peut se permettre cette grotesque imposture, il n'a même pas besoin de justifier son choix, ce qui est normal quelque part puisque le PS est le supplétif de l'UMP au pouvoir le temps d'une mandature.

- Par ailleurs, interrogé sur le glissement de l'électorat socialiste vers le parti frontiste, Harlem Désir a déclaré que : «*l'électorat populaire, comme d'autres, est attiré par le populisme. La réponse (à la montée du FN), ce sont les résultats de toutes nos mesures et la fermeté sur nos valeurs: pas de bouc-émissaire, pas de repli sur soi ni de sortie de l'euro...*» Le Figaro.fr 11.10

L'électorat populaire qu'il méprise tant s'abstient ou vote pour des partis qui revendiquent une autre politique qu'ils n'appliqueront jamais, parce qu'ils ne parviendront jamais au pouvoir ou parce qu'ils ne s'en donneront jamais les moyens s'agissant de la gauche ou de l'extrême gauche.

L'électorat populaire est abusé ou n'en a pas conscience. Désir le sait mais il ne peut pas trop insister là-dessus parce que le PS est également dans l'imposture, du coup sa réponse consiste à se livrer à une surenchère sur ce plan-là en vantant les mérites de la politique du gouvernement que justement les travailleurs rejettent et qu'il n'en changera pas, il ne peut que l'assumer à défaut de pouvoir se déjuger.

Augmenter la subvention du Mrap et il se montrera compréhensif. Attention, à trop charger la barque, elle chavire !

Allusion sordide volontaire aux immigrés qui se sont noyés au large de Lampedusa dont ils n'ont rien à foutre. Il faut être lucide, c'est leur fond de commerce, le Mrap, SOS racisme, etc. servent uniquement à manipuler les travailleurs et particulièrement les jeunes à qui leur monde donne envie de vomir ou de se révolter et qu'ils conduisent dans une impasse politique.

- Désir "*regrette profondément*" la plainte du Mrap contre Valls - AFP

Harlem Désir, le Premier secrétaire du PS, a dit vendredi "*regretter profondément*" la plainte annoncée par le Mrap contre Manuel Valls pour ses propos sur les Roms.

"*Je regrette profondément cette décision, elle n'est absolument pas fondée*", a déclaré l'eurodéputé sur i>TELE.

"*Manuel Valls est un républicain et rien, ni dans ses propos ni dans son action, ne peut justifier une telle plainte*", selon M. Désir.

"*Il faut que cessent ces polémiques. Ce que met en oeuvre Manuel Valls, c'est la politique du gouvernement et de la République*", a fait valoir l'ancien président de SOS Racisme.

Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, a lui aussi déploré l'initiative du Mrap, "*une très belle association*", mais "*elle est tellement faible aujourd'hui qu'elle fait des choses comme ça qui sont incompréhensibles*".

"*On n'arrivera jamais à démontrer la moindre particule de racisme*" chez le ministre, a affirmé le député de Seine-Saint-Denis sur Europe 1. AFP 10.10

Non, il est sioniste, il a participé à la réunion du groupe Bilderberg en 2008, comme tous ses participants il hait l'espèce humaine à part ses semblables et ses maîtres à penser.

Un rejet plus que durable : définitif !

Kalfon. «*Le PS risque un divorce durable avec ses électeurs*» - Lefigaro.fr

François Kalfon, conseiller régional d'Ile-de-France, cofondateur de la Gauche populaire et secrétaire national adjoint du PS aux élections.

Extrait de l'interview au Figaro.

Kalfon : "*La politique que nous menons n'est pas vraiment comprise*". Au contraire, mieux, elle est subie et les travailleurs n'en veulent pas ou plus.

Question du Figaro. Les catégories populaires sont-elles perdues pour le PS?

Réponse de Kalfon. Pour la gauche, y renoncer reviendrait à renier son identité même. Je ne peux pas m'y résoudre. À l'évidence, nous ne répondons pas suffisamment à la perte de repères généralisée et au désordre libéral et à ses conséquences, comme l'insécurité, qui frappe d'abord les catégories populaires. Il faut donc un sursaut car si nous n'y prenons garde, nous courons le risque d'un divorce durable.

La rupture ou le "*divorce*" est consommée, mais tous les parasites qui se situent à gauche ou à l'extrême gauche vont continuer comme ils l'ont fait pendant un siècle de redorer le blason du PS, ils pratiquent la méthode de l'amnésie, du lavage de cerveau, de l'embrigadement qui n'est pas propre aux sectes. C'est une imposture, une escroquerie politique.

Un parti qui a trahi a définitivement "*renié son identité*", il y a 99 ans en ce qui concerne le PS, aucun retour en arrière n'est possible, il ne peut plus se réclamer de la classe ouvrière et du socialisme et il doit être caractériser politiquement comme un parti social-libéral-impérialiste, on peut ajouter à forte connotation sioniste pour être plus précis encore.

Le PS oeuvre quotidiennement à "*la perte de repères généralisée et au désordre libéral*" et il n'a pas attendu d'arriver au pouvoir pour s'y appliquer minutieusement, il en est l'expression lui-même, avant même le parti officiel de l'ordre, l'UMP, c'est lui qui a véhiculé le premier les thèmes sociétaux que les néolibéraux ont mis en avant justement pour détruire les "*repères*" qui étaient le produit de la lutte des classes au cours des deux siècles précédents ou instrumentalisé des couches minoritaires afin de dresser la majorité de la population contre elle pour mieux la diviser, briser sa résistance au "*désordre libéral*" que le PS perpétue, amplifie.

Comme quoi cette rupture est définitive et ils le savent très bien, la preuve quand il dit "*Prenons quand même conscience que les Français ne se nourrissent plus de simples paroles mais qu'ils demandent désormais des preuves.*" en matière de progrès social, or il est impossible qu'ils avancent dans cette voie, la crise du capitalisme leur interdit, et puis c'est incompatible avec la stratégie néolibérale à laquelle le PS a adhéré, le capitalisme n'en a pas d'autre ou de rechange, il entraîne l'humanité dans le chaos et la barbarie avec lui.

Dans ce contexte et cette perspective le PS ne peut qu'accompagner quand il est dans l'opposition parlementaire ou appliquer quand il est au pouvoir cette politique dévastatrice de tous nos droits sociaux et politiques, de toutes nos valeurs, tous nos principes, de la civilisation humaine.

Que dire du PS qui instrumentalise le FN depuis 40 ans !

Kalfon. "*La vérité c'est que l'UMP a perdu son âme gaulliste et républicaine en poursuivant sans limite les idées du FN.*"

On appelle cela dire une vérité pour en cacher une autre inavouable.

Finalement, pris à son propre piège ou dans l'impossibilité de faire disparaître les contradictions du PS, il nous livre un aveu qui confirme que la déchéance de ce parti est sans rémission possible.

Question du Figaro. Y a-t-il à gauche la tentation d'instrumentaliser le FN?

Réponse de Kalfon. Peut-être que cette tentation existe. Mais je mets en garde les apprentis sorciers qui s'y livreraient: dans la situation que nous connaissons, le départ des électeurs des partis politiques classiques vers le FN risque bien d'être un aller sans retour.

Ce n'est pas un risque mais une certitude ou alors ils se réfugieront massivement dans l'abstention, ce qui fera l'affaire du PS qui restera seul en lice face à l'UMP. C'est leur objectif, comme aux Etats-Unis qui leur sert de modèle politique, où il n'existe plus que le parti démocrate face au parti républicain, les autres partis étant tellement marginaux qu'ils n'ont absolument aucun élu, c'est comme s'ils n'existaient pas ou plus, seuls les partis du capital sont aux commandes, ils peuvent donc décider de faire la politique la plus réactionnaire, antisociale et impérialiste qui soit sans être inquiétés, l'opposition a été neutralisée, la lutte des classes pour ainsi dire liquiditée ou réduite à une portion congrue, c'est le triomphe de la dictature néolibérale, dont en France le PS est l'un des instruments, des piliers.

Le plus effarant est de constater qu'aucun parti ouvrier ne s'aperçoit du réel danger qu'il représente, ils en sont restés à la lutte des classes du premier quart du XXe siècle, ils ont un siècle de retard et ils osent se dire l'avant-garde, c'est édifiant...

Union européenne. Quand l'instigateur du populisme... le dénonce, histoire qu'on ne l'accuse pas d'en est responsable.

- Un vendredi de barrage contre le populisme - lenouvelobs.com

"*Réinventons l'Europe*", c'est le thème des Journées de Bruxelles organisées par le "*Nouvel Observateur*" les 10, 11 et 12 octobre.

Opération patronnée par le groupe Bilderberg et la Commission trilatérale auxquels les différents intervenants ont participé ou appartiennent à une ou deux exceptions près histoire de réunir les conditions d'un débat qui n'en est pas vraiment un.

Des débats sur l'Europe organisés par "*Le Nouvel Observateur*" au cours desquels interviendront Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Delors, Herman Von Rompuy, Felipe Gonzalez, Elisabeth Guigou, Thomas Piketty, Hubert Védrine, Mario Monti... Extraits commentés.

Le public de ces Journées est majoritairement pro-européen. Mais pas avare de critiques pour autant. "*Il faut se fédérer, sinon on ne vaudra jamais rien face aux Américains*", plaide Maxime, la soixantaine, à la sortie du débat sur "*L'Union européenne est-elle condamnée au chômage ?*"

(Elle en est responsable et l'encourage. Voilà comment ils manipulent la population, quelle crasse ignorance, plus l'UE se fédère plus elle ressemble aux E-U qui sont les champions du monde des inégalités sociales et des injustices. - ndlr)

Tous sont ravis de prendre part aux débats, avec l'idée de rendre cette construction européenne plus concrète.

(Des "*débats*" entre europhiles, soumis au carcan de l'UE. - ndlr)

La discussion de ce vendredi qui a certainement le mieux illustré cette volonté s'est nouée autour de "Peut-on encore aimer l'Europe ?"

(L'UE est haïssable ! - ndlr)

Un intervenant : "*La construction européenne n'est pas démocratique, a attaqué ce dernier. Les Néerlandais et les Français ont voté non au Traité constitutionnel, on l'a eu quand même, emballé différemment. Les Irlandais n'ont pas voulu du Traité de Lisbonne, on les a fait revoter.*"

Réponse de Sylvie Goulard du MoDem : "*Deux pays ont dit non et 18 ont voté oui. Le oui des autres ne représente-t-il donc rien ? C'est un Traité à destination de tous les Européens, au nom de quoi deux peuples auraient-ils pris en otage les autres ? C'est cela, votre conception de la démocratie ?*" Applaudissements nourris dans la salle.

(L'Europe n'existe pas, c'est un coup de force, les peuples qui ont dit non n'auraient pas dû se voir imposer ce traité, c'est cela le respect de la démocratie, le contraire est une dictature. - ndlr)

Norman Manea, un écrivain roumain : "*Il faut placer au centre la notion de citoyenneté. Ce n'est pas la religion ou l'appartenance à un groupe qui doit définir un individu, mais la reconnaissance d'une appartenance à un ensemble citoyen. Il faut miser sur ce qui nous rassemble.*" Michel Onfray tempère : "*Dans le village d'où je viens, qui compte 500 habitants, beaucoup de gens ont le*

sentiment d'être minoritaires. Ils se disent 'La tolérance c'est bien, mais qui s'occupe de moi ?' Les agriculteurs sont une minorité, qui n'est pourtant pas considérée comme telle. Il y a des minorités très puissantes, bien représentées, qui font même plier la majorité. Et puis il y a les minorités invisibles. Leur permettre d'exister, ce serait déjà faire beaucoup en termes de culture." lenouvelobs.com 11.10

(Le tour de prestigiditation consistait à faire disparaître les Etats et les citoyens qui en font partie au profit d'une entité qui n'existe pas, l'Europe et encore moins ses citoyens, et pour réussir ce tour de passe-passe il fallait introduire ou imposer un intrus, l'UE.

Ce qu'ils prônent tous, c'est la dissolution des classes sociales au profit de la citoyenneté européenne derrière laquelle se tient les intérets des banquiers et des multinationales, c'est devenir un de leurs sujet, comme dans une monarchie absolue, c'est la négation de la lutte de classes et de la démocratie au profit d'une dictature mondiale. -ndlr)

En complément.

- Six Français sur 10 jugent négative l'Union européenne - Reuters

LE MONDE DES BANQUIERS

Les dividendes continuent de tomber dans les poches des actionnaires.

- En pleine tourmente judiciaire, JPMorgan enregistre une perte rarissime - AFP

La banque JPMorgan Chase a enregistré au troisième trimestre sa première perte depuis près de 10 ans, plombée par des dépenses juridiques qui s'accumulent en raison d'une avalanche de poursuites des autorités américaines.

La banque est tombée dans le rouge à cause d'une charge juridique massive de 9,2 milliards de dollars avant impôts. Au total, les réserves juridiques du groupe s'élevaient à 23 milliards de dollars à la fin du trimestre.

La banque a, à mots à peine déguisés, plaidé la clémence du gouvernement, avec lequel elle négocie un accord amiable qui pourrait atteindre 11 milliards de dollars, voire plus.

M. Dimon a appelé à "*un accord amiable juste et raisonnable*" sur les problèmes liés aux titres dérivés de prêts hypothécaires qui "*prenne en compte les circonstances exceptionnelles des (rachats) de Bear Stearns et Washington Mutual, réalisés à la demande ou sous l'impulsion du gouvernement des Etats-Unis*".

De nombreux prêts de mauvaise qualité ont été hérités de Bear Stearns et Washington Mutual, rachetées en 2008 pendant la crise. La banque les a revendus à de nombreux investisseurs privés et aux organismes de refinancement publics Fannie Mae et Freddie Mac, qui ont alors essuyé des pertes massives et ont dû être renfloués par l'Etat.

Hors éléments exceptionnels, le groupe affiche toutefois un bénéfice de 1,42 dollar par action, dépassant les prévisions de Wall Street. AFP 11.10

Mon cher monsieur Dimon, il suffit de nous dire ce que vous entendez par "*un accord amiable juste et raisonnable*, nous sommes prêts à faire preuve de mansuétude à votre égard au regard du fait que vous avez été berné par Bear Stearns et Washington Mutual, vous ne pouviez pas savoir que ces actifs étaient pourris, vous avez des circonstances atténuantes, nous en tiendrons compte rassurez-vous, nous sommes là pour vous aider et non pour vous créer des problèmes...

Licenciée de la Fed pour avoir osé accuser Goldman Sachs.

- A New York, la Fed en plein conflit d'intérêt avec Goldman Sachs - lemonde.fr

Pendant deux ans, une inspectrice de la branche new-yorkaise de la Réserve fédérale (Fed) s'est inquiétée de ce que Goldman Sachs n'a pas les procédures adéquates pour se prémunir contre les conflits d'intérêts et a alerté son institution pour qu'elle prenne des mesures et vote la baisse d'une note confidentielle que la Fed attribue à la banque d'affaires américaine.

La dégradation de la note qu'attribue la Fed à un établissement financier entraîne en général des mesures coûteuses pour mettre en place les recommandations du régulateur et d'autres sanctions réglementaires, tout aussi onéreuses. Sauf que personne ne sait, en l'occurence, si le vote a de fait conduit à un changement de notation : l'inspectrice chargée du dossier, Carmen Segarra, a en effet été licenciée après avoir refusé de modifier ses éléments d'enquête, comme le lui demandaient ses supérieurs.

Elle a porté plainte jeudi 10 octobre et accuse la Fed d'être elle-même en plein conflit d'intérêt : "*Il y a un historique des employés qui sont venus de Goldman à la Fed et vice-versa. La direction travaillait chez Goldman*", pointe Mme Segarra, dénonçant à mots à peine couverts les liens étroits que le gouvernement américain, le Trésor et la Fed entretiennent avec l'établissement new-yorkais. Mme Segarra affirme en outre que son renvoi viole une loi fédérale qui protége les inspecteurs pointant des irrégularités dans le cadre de leur travail.

Ancienne des universités Harvard et Columbia, passée par la Société Générale, Citigroup et Bank of America, Carmen Segarra n'est pas exactement une débutante à Wall Street. Spécialisée dans le droit des affaires, elle a été embauchée, aux côtés de plusieurs autres anciens de la finance en 2011, pour appliquer la loi Dodd-Frank sur la réforme et la réglementation du secteur financier.

Dès son arrivée à la Fed, des enquêtes sur trois potentiels conflits d'intérêt concernant Goldman Sachs lui ont été confiées. Conformément aux directives de la Fed de New York, les banques sont tenues d'avoir "*des processus pour gérer le risque de conformité dans toute l'entreprise, à la fois entre les activités de trading, de support, les départements juridiques et administratifs*". Un porte-parole de Goldman, Michael DuVally, a réagi en déclarant que son entreprise n'avait pas connaissance de discussions internes à la Fed de New York et a réaffirmé que la firme avait "*une approche globale de la gestion des conflits à travers des politiques et des infrastructures au niveau du groupe et au niveau des divisions*".

Sauf que Mme Segarra affirme exactement le contraire : "*J'irais même jusqu'à dire qu'ils n'ont jamais eu une politique de prévention des conflits d'intérêt*", a-t-elle écrit à Michael Silva, un haut dirigeant de la Fed de New York, chargé des relations avec Goldman Sachs.

Le procès, s'il a lieu, donnerait un aperçu des relations souvent opaques entre le public, en particulier les organismes de réglementation, et le privé, via le système de "*revolving door*", c'est-à-dire d'allers et retours entre la banque et la haute administration. Pour ne citer qu'un exemple, Henry Paulson a été le président de Goldman de 1999 à 2006, avant d'être nommé secrétaire au Trésor par George W. Bush. Et l'actuel directeur de la Fed de New York est un ancien de Goldman, William Dudley. (Vous voyez, il n'y a pas de "*complot*" ici, c'est exact, ils sont complices. Le complot, c'est quand la Fed est incapable de justifier devant une commission du Congrès la disparition de 9 mille milliards de dollars ou encore 4.000 milliards de dollars qui figurent dans son bilan suivis d'un point d'interrogation ou encore quand elle distribue aux plus grandes banques plus de 20.000 milliards de dollars sans que le Congrès en soit informé, etc. - ndlr)

La banque n'a certes pas été reconnue coupable de délit d'initié dans la vente des produits pourris Abacus, taillés sur mesure pour des investisseurs pariant à la hausse sur le marché immobilier : Goldman Sachs a payé 550 millions de dollars pour solder les poursuites sans reconnaissance de culpabilité, mais ses méthodes douteuses ont été exposées au grand jour.

Selon le blog financier du New York Times, DealBook, des bruits courent dans la banque centrale régionale sur l'employée licenciée et son goût supposé pour les théories du complot. Pourtant, selon des documents internes consultés par le journal, lors d'une réunion en mars 2012, une vingtaine de personnes de la Fed de New York ont conclu à un manquement de Goldman dans ses procédures de prévention des conflits d'intérêt et donné leur accord de principe pour baisser la note de Goldman.

Au final, des échanges de courriels entre Carmen Segarra et son supérieur prennent une autre tournure et témoignent d'une remise en cause du travail de l'inspectrice : le site Internet de Goldman Sachs mentionne effectivement une politique concernant les conflits d'intérêt, et cela est, pour Michael Silva, suffisant. lemonde.fr 11.10

S'attaquer au tout puissant cartel des banquiers de la Fed vous vaudra automatiquement d'être accusé de conspirer contre les intérêts suprêmes des Etats-Unis... alors que la Fed représente uniquement les intérêts de l'oligarchie financière.

ACTUALITE EN TITRES

Ils résistent, mais cela ne suffit plus...

- Hôtel Lutetia: manifestation de salariés, inquiets pour leur avenir - AFP

- Débrayages dans les usines de PSA après des annonces sur la production - AFP

- Abattoirs Gad : le plan de continuation validé, 889 emplois supprimés - Francetv info

- 400 salariés mis en congé chez ArcelorMittal à Fos - Reuters

Les chaînes.

- S'endetter, la meilleure façon de se constituer un patrimoine - LeFigaro.fr

Rien à voir avec vos conditions de travail.

- Le mal de dos serait génétique : en quoi ça va aider à le soigner - Atlantico.fr

Impunité, on comprend pourquoi il défend les institutions héritées du franquisme

- Espagne: la justice renonce à convoquer Mariano Rajoy - AFP

Les néolibéraux sur tous les fronts.

- Moscou charge la barque de l'«*Arctic Sunrise*» - Liberation.fr

- Aux Pays-Bas, un diplomate russe arrêté pour avoir brutalisé ses enfants - LeMonde.fr

- Militant détenu en Russie: la direction de Greenpeace France reçue par Fabius - AFP

- La justice espagnole va enquêter contre Hu Jintao pour "*génocide*" au Tibet - LeMonde.fr

Haut de page

Le 13 octobre 2013

CAUSERIE

Traiter l'info internationale au quotidien n'est pas un exercice sans risque, c'est de plus en plus compliqué et cela prend énormément de temps, on est pratiquement obligé de se transformer en journaliste d'investigation, je veux dire par là que tant d'acteurs interviennent qu'il faut en rechercher le véritable profil, et puis il faut faire appele à plusieurs sources et recouper les infos, tout vérifier si possible.

Voilà les procédés sur lesquels on tombe quotidiennement, la liste n'est pas exhaustive : récupération, conditionnement, instrumentalisation, intox, manipulation, mise en scène, fausses infos, vidéos truquées, citation tronquée, etc.

Et quand on traite des questions politiques, il faut remettre chacun à sa place pour ne pas se faire manipuler, on est obligé de procéder à des rappels régulièrement pour que les lecteurs y comprennent quelque chose, tout est complètement embrouillé à souhait, peu de gens doivent vraiment s'y retrouver, ce n'est pas possible autrement : le PS se comporte comme la droite, mais il se prétend de gauche, en réalité il est bien de droite, pour le PG le PS n'est pas de droite mais sa politique l'est, le POI et le PCF sont sur la même longueur d'onde, pour les médias le PS est de gauche, le FdG est d'extrême gauche, du coup le NPA et LO doivent être à l'ultra gauche, non, c'est encore autre chose, et pour finir le PS fait une politique de droite au gouvernement mais pas localement, on peut ajouter que Hollande et son gouvernement font une politique de droite, mais les députés du PS ne sont pas de droite quand ils la soutiennent, bref, c'est le grand délire !

J'ai oublié de préciser hier, mais nous avions déjà abordé cette question en détail lors d'une récente causerie qu'Israël pouvait conserver ses armes chimiques et bactériologiques sans que l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, les Etats-Unis, la France ou l'UE ne trouvent à y redire.

Le chiffre du jour. 0,001387015

C'est le pourcentage qui possèdent une fortune supérieure à 50 millions de dollars (environ 37 millions d'euros) sur les sept milliards d'habitants qui composent la population mondiale et dont l'essentiel se concentre aux Etats-Unis. (source : rapport annuel du Crédit Suisse)

Vous avez dit inégalité ? Jamais dans le passé la richesse mondiale a été ainsi concentrée en si peu de mains, ce qui suffit à démontrer que le combat politique qui se réduit à une meilleure répartition des richesses est un leurre, a fait faillite, est une imposture.

Rompre avec le capitalisme et ses institutions, ses partis, combattre pour l'abolir est la seule voie conforme aux intérêts des travailleurs du monde entier, toute autre politique n'est qu'opportunisme, charlatanisme, trahison.

ACTUALITÉ DU JOUR

Instrumentalisation électorale et manipulation des masses. Des associations au service du néolibéralisme forment un front unique.

Sept associations antiracistes françaises sont convenues samedi de former un front plus uni contre le racisme qui, selon elles, gagne du terrain sans que la classe politique et les médias soient suffisamment vigilants à ce sujet.

"*Il s'est passé quelque chose aujourd'hui et c'est important car il y a le feu à la maison*", a déclaré Alain Jakubowicz le président de la Licra (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme), à l'initiative de ce regroupement inédit à l'occasion des universités d'automne de son association qui se tiennent chaque année au Havre (Seine-Maritime).

Abordant la question du Front National et du second tour de la cantonale partielle de Brignoles (Var) que le parti de Marine Le Pen pourrait remporter, la présidente de SOS Racisme, Cindy Leoni, a appelé les médias à "*ne pas se laisser aller dans les commentaires*" sur une éventuelle forte poussée du FN aux prochaines élections municipales et européennes de 2014. AFP 12.10

Vous avez bien lu, SOS Racisme appelle les médias à faire l'impasse sur un des aspects de la situation, donc à en fausser délibérément l'interprétation qu'on pourra être amené à en faire pour des raisons purement électoralistes, permettre aux deux piliers des institutions de la Ve République de rester en liste au second tour des élections de 2014, gage de la stabilité du régime.

Vous aurez compris pourquoi ces organisations pourries ne s'insurgeront pas contre l'interprétation volontairement manipulée de la situation en Syrie par exemple dont se rendent coupables les médias, médias qui systématiquement déforment les faits dès lors que la réalité va à l'encontre de la politique ou des intérêts des puissances occidentales, des gouvernements français, américain ou sioniste.

Pourquoi ? Parce que si les médias rendent compte des intentions de vote des électeurs en faveur du FN qui pourraient être en hausse, cela pourrait conduire d'autres électeurs à franchir le pas et à les rejoindre, ce que ces appendices de l'UMP-PS veulent absolument éviter.

Mélenchon n'a semble-t-il pas compris comment devrait se traduire à terme l'évolution de la situation politique en France (et dans le monde) dans le cadre de la survie du capitalisme. Leur modèle idéologique, c'est le néolibéralisme, leur théologie, c'est le sionisme ou la consécration du nihilisme, leur objectif : l'établissement d'un gouvernement mondial qui implique la liquidation de la lutte des classes et de la démocratie qui en est le produit sous la forme de droits politiques pour les travailleurs organisés en partis et syndicats.

Dans cette perspective politique, il ne peut rester que deux partis en lice, l'UMP et le PS, tous les autres sont voués à disparaître ou à demeurer insignifiants, dans l'impossibilité d'accéder au pouvoir par la voie légal du parlementarisme, et si possible de ne compter aucun député, exactement comme c'est le cas aux Etats-Unis.

Les travailleurs et la plupart des militants ignorent qu'ils existent une multitude de partis dans ce pays, tous sont marginaux, ils n'ont qu'une existence locale réduite, les médias font en sorte que personne n'en connaisse l'existence dans le reste du pays et à l'extérieur. L'objectif des républicains et des démocrates a été de liquider le Parti communiste américain et les partis trotskistes, tous les autres partis en fait, ils y sont parvenus, certains existent encore à l'état végétatif, ils sont complètement décomposés...

Observez en Europe ce qui reste de ces partis quand ils n'ont pas totalement disparu, quand ils ne se sont pas dissouts dans d'autres formations politiques, mieux dans le parti social-libéral, ex-social-démocrate, vous constaterez qu'il n'existe déjà plus que deux partis en lice dans chaque pays, le parti officiel de l'ordre, l'UMP, la CDU/CSU, le Parti conservateur, le Parti populaire, la Nouvelle démocratie, etc; et son supplétif, le PS, le SPD, le Labour Party, le PSOE, le PASOK, etc. Le PS doit liquider le PCF, tout comme l'UMP a liquidé l'UDF (à développer).

Mais ce n'est pas tout à fait vrai, il faut être plus précis ou il faut nuancer ici sans que cela ne change quoi que ce soit, il existe encore dans certains pays des partis dits communistes (France, Grèce, etc.) et d'autres partis issus des partis de l'ordre ou de leurs supplétifs ou même des PC ou de l'extrême gauche, tels les Verts, Die Linke, Syriza, Le Front de gauche qui ne sont en réalité que des appendices des partis sociaux-libéraux, dont la survie est assurée articifiellement en échange de leur soutien électoral aux partis méres, les partis sociaux-libéraux.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que ces partis n'ont aucune assise populaire, ce ne sont pas des partis de militants, une grande partie de leur influence est le produit du soutien que leur accorde les médias, leur audience et donc leur existence en dépendent ainsi que les strapontins que leur réserve le parti social-libéral, sans les postes qu'il leur concède généreusement et sans son soutien électoral ce qu'il appelle aujourd'hui la gauche n'aurait absolument aucun élu, aucun député et sénateur en tout cas, elle n'existerait pas ou plus ou elle serait réduite au niveau du POI, du NPA ou de LO, ce qui revient au même.

Les Verts ou EELV, Die Linke, Syriza, Le Front de gauche, etc. ne sont pas des créations spontanées, leurs fondateurs ont pris soin avant de se lancer dans cette aventure entre guillemets de s'assurer qu'ils pourraient en vivre ou que leurs arrières étaient assurés par la maison mère, ils ont trop peu d'adhérents pour financer leur fonctionnement, leurs permanents, locaux, etc.

En France, EELV et le Front de gauche existent de par la volonté du PS mais aussi de l'UMP, car et ce qu'il faut comprendre, c'est qu'ils en ont encore besoin, la France n'est pas les Etats-Unis, notre histoire de la lutte des classes et l'histoire même du pays sont différentes de celles des Etats-Unis (pays de colonisation, d'immigrés européens), cela vaut pour la plupart des pays de l'UE.

En Europe, les partis sociaux-libéraux peuvent s'accommoder d'appendices écologistes ou de gauche aux alentours de 10%, ils peuvent s'en servir en cas de besoin pour constituer une majorité parlementaire, ils peuvent éventuellement les intégrer dans leur gouvernement. Dans le cas contraire ils s'allieront avec le parti de l'ordre au parlement ou ils constitueront une coalition avec lui au gouvernement, ils pourront aussi profiter de la neutralité bienveillante du parti de l'ordre passé dans l'opposition pour faire adopter sa politique au parlement.

Un large éventail de manoeuvres s'offrent à eux, tandis qu'ils manipulent leurs appendices. iIs détiennent le pouvoir et ils peuvent en faire ce qu'ils veulent, les faire monter ou précipiter leur chute en fonction des circonstances, l'objectif étant de les maintenir à un niveau suffisamment bas pour qu'ils ne deviennent jamais un obstacle à la stabilité du régime.

Sur le plan institutionnel, l'idéal serait qu'ils ne possèdent plus aucune représentation, mais dans les faits c'est quasiment impossible, pour que la collaboration de classes soit efficace ils doivent leur concéder une existence institutionnelle à laquelle sont liées les prébendes de ces partis qu'il faut bien financer d'une manière ou d'une autre, disons légalement.

Le Parti de gauche de Mélenchon n'a plus aucun député, c'est déjà cela de gagner pour le PS. Qu'il ait encore quelques sénateurs ne pourrait plus durer longtemps si Mélenchon ne cessait pas de vociférer contre Hollande et son gouvernement.

Quant au PCF, passé sous la barre des 5% aux élections présidentielles et dans l'impossibilité à lui seul à former un groupe parlementaire, il doit sa survie au PS, puis à Mélenchon qui pourrait rapidement s'avérer plus encombrant qu'autre chose et dont il pourrait finir par se débarrasser.

Mélenchon se croit indispensable pour le PCF, grave erreur, aveuglé par sa notoriété largement fabriquée par les médias, il va jusqu'à en ignorer la nature qui n'a pas changé, il n'a rien retenu des leçons du passé dans les autres pays quand les PC ont décrété leur auto-liquidation, parce que totalement inféodés aux régimes en place, pour répondre aux exigences nées de la crise du capitalisme, assurer la stabilité de ses institutions l'exigeait, de plus ils étaient incapables de se réformer et de se situer sur le terrain du socialisme.

Ce sont des partis contre-révolutionnaires qui ont pour seule vocation de faire barrage à la révolution socialiste et à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Mais dès lors que la menace de la révolution socialiste s'estompe ou s'éloigne, le PC n'a plus aucune raison d'exister, il sera dès lors rabaissé à une portion congrue et maintenu à l'état végétatif pour être éventuellement réanimé artificiellement en cas de besoin si les masses reprenaient le chemin de l'offensive contre le capital.

On comprend dès lors que dans le scénario concoté par le PS (et l'UMP) ou plutôt l'évolution de la situation politique dont tiennent compte le PS et l'UMP dans leur stratégie, il n'y a aucune place pour le développement d'un parti comme le Parti de gauche ou le Front de gauche ou encore EELV, au contraire, s'ils pouvaient s'en passer définitivement cela ferait leur affaire. Voilà ce que Mélenchon n'a pas compris ou qu'il ignore ainsi que les militants du Front de gauche qui se font manipuler.

Pour en revenir à l'initiative de la LICRA et le discours tenu par la représentante de SOS Racisme, l'ensemble poursuit le même objectif, instrumentaliser la montée de l'extrême droite qui demeure hypothétique ou une vue de l'esprit comme on a pu le constater en analysant les résultats de l'élection municipale de Brignoles de la semaine dernière, c'est en réalité uniquement l'abstention massive qui donne l'impression d'une poussée de l'extrême droite, je parle sur le plan électoral, pour que les électeurs se sentent menacer par quelque chose qui n'existe pas et aillent voter "*utile*" en masse pour un des partis républicains en 2014, le PS ou pour l'UMP, les deux piliers du régime qui constituent la majorité et l'opposition parlementaire et qui ainsi se partagent le pouvoir depuis 1958, éventuellement pour les candidats du Front de gauche quand le PS ne présente pas de candidats contre eux.

On peut ajouter qu'appeler les médias à "*ne pas se laisser aller dans les commentaires*" sur une éventuelle forte poussée du FN

aux prochaines élections municipales et européennes de 2014 concernera tous ceux qui font leur fond de commerce de cette soi-disant poussée du FN et qui au passage en rendent Hollande et son gouvernement responsables, ce qui signifie que pratiquement tous les discours provenant de partis catalogués à gauche et qui critiquent la politique du gouverment devraient être censurés, leurs porte-parole ou dirigeants boycottés, ainsi seule la pensée unique dont ces organisations sont les porte-parole devrait avoir le droit de cité. Les européennes étant mentionnées dans cet appel, il faut donc en conclure que sont concernés par cette censure tous les partis de gauche, d'extrême gauche ou d'extrême droite qui se prononcent contre l'UE et l'euro.

A l'arrivée le PS et l'UMP pourraient comprendre quel bénéfice ils pourraient tirer de cet appel sur le plan idéologique, mais ce serait sans compter que ce sont essentiellement des partis d'affairistes, ils seront donc tentés de privilégier les intérêts (électoraux) immédiats de leur parti à la stratégie du néolibéralisme, on pourrait terminer en disant que c'est presque une chance !

Pour conclure, derrière ces misérables associations pourries jusqu'à l'os se cachent de zélés porte-parole du néolibéralisme et plus d'un travailleur ou jeune se fait avoir par leurs discours.

En complément

- Chez Mélenchon, l'alliance du PCF avec le PS à Paris ne passe pas - AFP

Les dirigeants du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, réunis samedi à Clermont-Ferrand, ont de nouveau manifesté leur colère après le choix de la direction du PCF, leur partenaire au sein du Front de gauche, de faire alliance avec le PS aux municipales à Paris.

"*En fait je mâche des cendres. Jamais je n'aurais cru que tout ce que nous avons construit pourrait s'échouer comme ça, dans un imbroglio municipal misérable où les gesticulations publiques couvrent les arrangements les plus sordides*", écrit-il.

(Vous avez bien lu, jamais Mélenchon "*n'aurait cru*", il ne s'agit pas de "*croire*" mais de savoir ce qu'on fait surtout quand on prétend parler au nom des travailleurs et du socialisme, croire est le comportement d'un aventurier, d'un charlatan, d'un ignorant ou d'un croyant monsieur Mélenchon. Au fait, les cendres correspondent à quoi, au cadavre encore fumant et puant du stalinisme avec lequel vous vous êtes encanaillé ? On lui souhaitera une bonne digestion. - ndlr)

"*Jamais je n'aurais cru que les suffrages conquis de haute lutte dans la présidentielle serviraient à marchander sur mon dos, et sur celui de tous les partenaires du Front de gauche, des sièges dans des assemblées et dans des sociétés d'économie mixte!*", ajoute le coprésident du Parti de gauche.

(Il récidive, on a à faire à un croyant, laïc, bien qu'au bout de 30 ans ou plus l'opportunisme a valeur de sacerdoce, il nous en a caché bien des choses monsieur Mélenchon... - ndlr)

Pour Martine Billard, coprésidente du PG, la décision du PCF "*brouille*" le message et "*perturbe les électeurs qui ne vont plus voter et restent chez eux, on l'a vu à Brignoles*".

(Franchement, ils n'ont pas attendu cet épisode lamentable qui était couru d'avance pour refuser d'aller voter, y compris pour les candidats du Front de gauche. Au contraire, la décision du PCF ne "*brouille*" pas le message, elle est parfaitement claire et permet de remettre les choses à la place qui leur revient, c'est excellent au contraire, on conviendra que le PG qui couvre cette escroquerie politique ne soit pas de cet avis.

Ils passent leur temps à camoufler leurs véritables natures et intentions, à mentir effrontément aux travailleurs et aux militants, mais il arrive toujours un moment en politique (comme dans la vie) où ils se démasquent eux-mêmes parce qu'ils se retrouvent acculés. A entendre les dirigeants du PG ils ignoraient tout des intentions des dirigeants du PCF, non mais à qui ils veulent faire croire un mensonge pareil, à moins qu'ils soient complètement aveuglés par leur dogmatisme, en raccourci, abrutis. - ndlr)

"*Nous avons créé ensemble le Front de gauche parce que nous avons considéré qu'il y avait besoin d'une démarche autonome. Rompre cette démarche fragilise le FG*", a-t-elle assuré à la presse.

(Imposture, quand on examine le comportement du Front de gauche (lors de la présidentielle et des législaltives de 2012 ils ont appelé à voter Hollande et pour les candidats du PS au second tour, notamment) depuis sa création et son programme, on s'aperçoit qu'il n'a jamais été autonome de quoi que ce soit, sauf du socialisme.

Le PCF n'a rien rompu du tout, sa décision s'inscrit dans la continuité du soutien que vous avez toujours apporté au régime, autrement dit, si faire liste commune avec le PS aux municipales à Paris peut lui assurer de conserver la mairie de Paris et au-delà permet de renforcer ce parti qui est un pilier du régime, la direction du PCF n'a aucune raison de refuser une telle alliance. En réalité, c'est le PG qui pris à son propre piège fait preuve d'hypocrisie et non le PCF qui reste fidèle à lui-même. - ndlr)

"*On est actuellement affaiblis par le débat au sein du PCF*", a reconnu Eric Coquerel, secrétaire national du PG, "*pour la première fois, nous risquons que des partis du FG aient deux stratégies différentes*".

(C'est le but pauvre pomme ! - ndlr)

"*Le Front de gauche est en train de changer de nature. Il y a quelque chose qui est en train de se chercher dans le paysage politique du pays*", souligne Gabriel Amard, secrétaire national aux élus du PG

(Ah bon ! Mais dites-nous quelle est sa véritable nature ? Ils se sont vendus, on connaît la réponse. Ne cherchez pas l'erreur, c'est vous ! - ndlr)

Le PCF, qui dirige plusieurs villes, seul ou avec le PS, "*a cru que la municipales pouvait être une parenthèse, un moment hors sol entre les législatives et les européennes*", analyse-t-il. "*Ils se sont trompés parce qu'un maximum de gens vont exprimer leur opinion*" vis-à-vis du gouvernement, juge Gabriel Amard.

(Un fin analyste celui-là : ils seront tentés de s'abstenir ! - ndlr)

"*Il faut que le PCF comprenne que son incohérence de vouloir aller avec les socialistes localement tout en tapant sur le gouvernement se retourne contre lui*", a avancé aussi Martine Billard en citant le cas de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où le PS présente contre le maire PCF sortant un candidat qui a reçu le soutien de plusieurs caciques socialistes.

(Rien n'arrête ces gens-là, on prend les paris, au lendemain ou le soir même du premier tour ils vont en choeur appeler à voterpour les candidats du PS restés en lice ou à "*battre la droite*". Au bout du compte le PG aura eu le même comportement que le PCF. S'agissant de Saint-Denis, référez-vous à ce vous avez lu plus haut sur l'attitude des PC. - ndlr)

"*Les électeurs du Front de gauche n'iront pas voter pour une liste dirigée par les socialistes*", met également en garde Eric Coquerel.

(Pas du tout ! - ndlr)

Martine Billard assure que des listes autonomes sont déjà annoncées dans une centaine de villes. AFP 12.10

Hypocrisie. Il dit tout haut ce que nombreux pensent tout bas.

- Un sénateur UMP "*regrette*" Kadhafi en Libye, le PS s'indigne - Le Nouvel Observateur

Le président de la commission des finances du Sénat, Philippe Marini, a écrit samedi 12 octobre que l'afflux de réfugiés à Lampedusa lui faisait "*regretter la disparition du régime Kadhafi en Libye*". Une sortie qui a immédiatement suscité une réaction indignée du PS.

"*L'afflux des réfugiés africains à Lampedusa et bientôt chez nous me fait regretter la disparition du régime Kadhafi en Libye!*", écrit le sénateur sur son compte Twitter.

(Un peu tard : - ndlr)

Dans un communiqué, l'une des porte-parole du Parti socialiste, la sénatrice Laurence Rossignol, écrit que Philippe Marini, "*déjà soutien actif du dictateur syrien Bachar El Assad, manifeste une grande sympathie pour les dictateurs qui massacrent leurs peuples*".

(Quand on a un chef d'Etat issu de son parti qui s'entend comme larrons en foire avec les ploutocrates dégénérés saoudien et qatari, chef d'Al-Qaïda et des Frères musulman, des barbares de Front Al-Nosra, responsables de la destruction de la Syrie et qui massacrent son peuple, notamment, on a la décence de la fermer ! -ndlr)

"*Là où les humanistes voient d'abord un drame humain, lui ne voit qu'immigration clandestine et invasion*", poursuit le PS.

(Il est vrai que la coalition américano-franco-britannique-européenne-sioniste-saoudienne-qatari-turque fait oeuvre d'humanisme en soutenant une cohorte de djihadites salafistes, takfiristes sanguinaires qui ravagent la Syrie.

Quant au "*drame humain*", il est le produit de la politique de votre gouvernement et des institutions internationales que vous soutenez et qui est responsable aussi bien du chômage de masse, de la misère et du sous-développement dont sont victimes ces populations. S'il faut chercher des responsables des terribles malheurs qui accablent ces populations, c'est dans votre parti

qu'on les cherchera en premier pour prétendre par dessus le marché les représenter. - ndlr)

"*Sa vison d'une Europe idéalement entourée de dictateurs chargés de l'isoler de la misère du sud devrait faire honte à l'UMP. Nous demandons solennellement à Jean-François Copé de s'en désolidariser et les condamner*", conclut-elle. Le Nouvel Observateur 12.10

(Elle oublie de mentionner qu'au même titre que le PS que les partis de bien des dictateurs dont elle parle étaient affiliés à l'Internationale socialiste-libérale. Il faut aussi rappeler que lorsque Mitterrand était au pouvoir ou quand Jospin était Premier ministre, ils ont continué d'avoir des relations avec les dictateurs africains et ailleurs dans le monde.

La réaction du PS est normale. Il est fidèle à lui-même. Il est à la pointe de la réaction internationale. Il est le porte-parole zélé de la stratégie néolibérale qui sème la guerre et la désolation sur tous les continents.

On prend les paris, 90% des Libyens regrettent Kadhafi.

La palme de l'hypocrisie au plus Cohn des Bendit.

- Drames de l'immigration: «*Il faut ouvrir l'Europe*», estime Cohn-Bendit - 20minutes.fr

«*Il faut ouvrir l'Europe, donner une possibilité légale de rentrer en Europe, tant qu'on ne le fera pas, on aura les horreurs de Lampedusa: Les responsables ce n'est pas l'Europe, ce sont les gouvernements des différents pays (...) ce sont les ministres de l'Intérieur des Etats européens, le ministre français, le ministre allemand (...) qui décident d'une politique aberrante d'immigration qui fait que des gens meurent*», a déclaré Daniel Cohn-Bendit, en marge d'un colloque de Libération sur l'Energie à Toulouse. 20minutes.fr 12.10

Non, c'est la politique coloniale des Etats et des multinationales occidentales qui maintiennent les pays dits du Sud dans un état de sous-développement qui est responsable de cette situation, et c'est sur ce plan-là qu'il faut une solution. Or c'est impossible sans renverser l'ordre établi dans les différents pays de l'UE et sans rompre avec l'UE, politique que rejette cet histrion de droite, porte-parole néolibéral.

Ouvrez les frontières, demain la demande sera dix fois, cent fois supérieure à l'offre d'emploi, les salaires seront divisés par deux, trois, quatre, la demande de logements sera dix fois, cent fois supérieure à l'offre et les prix des loyers seront multipliés par deux, trois, quatre... On continue ou on arrête ? Chacun aura compris qu'on est en présence d'une vaste et cynique instrumentalisation de la misère du monde dont Cohn-Bendit est également responsable. C'est le seul moyen qu'il lui reste pour afficher une bonne conscience à cette pourriture.

INFOS SUR LA SYRIE ET LA RÉGION.

Bandar Sultan en France, les non dit d'une visite "***singulière***".

De nouvelles révélations vient d'être faites par Al Manar sur les deux dernières visites du chef du renseignement saoudien en France.

Dans un rapport, la chaine libanaise se penche sur les détails de ces deux visites. la première a eu lieu deux jours après la reprise de la ville stratégique de Qusseir par l'armée arabe syrienne et les combattants du Hezbollah tandis que le second voyage est intervenu au mois de juillet. Pendant le premier déplacement, Bandar s'est fait accompagner par le ministre saoudien des AE, Saoud al Fayçal et une grande délégation composée de dizaines de princes, du jamais vue de mémoire de français. Les entretiens se sont déroulés entre Bandar /Fayçal et le président Hollande.

Selon Al Manar qui reprend des sources françaises, Bandar aurait dit à Hollande : " *M le président, il faut empêcher que la défaite de Qusseir soit reconduit. Il faut surtout empêcher qu'Alep soit perdu. Et nous sommes prêts à toute coopération pour arriver à cette fin et une coopération économique en ce sens pourrait profiter à nos intérêts réciproques*."

C'est au cours de cette rencontre que les deux parties sont tombées d'accord sur la vente des satellite de surveillance militaire à l'Arabie saoudite et la firme française Euro Spatial a été chargé pour accomplir cette mission. Au lendemain du départ de Bandar et de Fayçal, une délégation de la firme en question s'est rendue d'ailleurs en Arabie saoudite. Et la seconde visite en juillet? Cette visite-là selon Al Manar aurait été consacrée au Hezbollah. Les rencontres se sont déroulées juste avant la décision de l'UE d'inclure le Hezbollah sur la liste des organisation terroristes. Bandar a plaidé justement sa cause anti-Hezbollah auprès de Hollande en affirmant que la résistance libanaise présentait une menace pour les intérêts de l'Arabie saoudite dans la région et qu'il faudrait bloquer l'extension de son influence.

Mais Bandar aurait dit des choses encore plus grave. Il aurait évoqué la perspective d'un retrait saoudien du camp des pro

américains de la région : " *nous autres Saoudiens, comment pourrons-nous faire confiance aux Etats-Unis alors qu'ils n'ont pas empêché la chute de Hossni Moubarak . Est-ce que les Etats-Unis sont prêts à défendre l'Arabie saoudite contre une action militaire venue de la part de ses ennemis ?* " aurait même demandé Bandar à Hollande. Al Manar qui cite toujours les sources françaises proches de ces rencontres posent une question décisive : " *la question qui se pose en toute acuité à Riyad est la suivante : les hésitations d'Obama en Syrie, son refus de s'engager dans une action militaire contre Assad ont été faits en dépit de la demande saoudienne* ".

Selon les sources françaises, le roi Abdellah d'Arabie, d'habitude très hostile aux descendants de Sultan Ben Abdel Aziz aurait décidé de mettre de l'eau dans son vin et d'opter pour une coopération plus constructive avec Bandar Sultan par crainte du Hezbollah. Le roi est sûr néanmoins d'une chose : si l'Arabie saoudite perd la guerre en Syrie, sa prochaine guerre contre le Hezbollah aura lieu sur les frontières saoudo-yéménites. french.irib.ir 12.10

Pari syrien de Riyad : transformer "Jarba" en un nouveau "***Al Sissi***".

Selon Raï Al Youm, l'Arabie saoudite cherche désormais une "*égyptisation*" de la Syrie avec en toile de fond " *Al Sissisation*" du chef de la colaition des opposants syriens, Ahmad Al Jarba! Mais qui devra jouer le rôle de l'armée égyptienne. Selon le journal, le secrétaire d'Etat Kerry vient de saluer Assad pour avoir coopéré au démantèlement des arsenaux chimiques syriens, ce qui a attisé les la déception et la colère des faucons saoudiens. L'entente US avec l'axe de la résistance s'est élargie quand Rohani et Obama se sont entretenus au téléphone à New York pendant 15 minutes. L'association Al Sara, spécialisée dans l'analyse des rapports de force au Moyen Orient s'intéresse au froid jeté sur les liens irano saoudiens : " *les Etats Unis semblent avoir accordé ses pas avec un nouvel acteur régional, Iran.* " l'Association résume la crise relationnelle Washington/Riyad en trois points :

1- l'Egypte constitue le noyau des divergences USA/Arabie saoudite . Riyad a soutenu le coup d'état militaire anti Morsi au contraire des Etats Unis.

2- l'accord Russie/USA sur le désarmement chimique syrien est un autre sujet de friction car il a été conclu à l'insu de Riyad . C'est un accord qui a légitimé Assad

3- les pourparlers Iran-USA constituent un vrai cauchemar pour les saoudiens et il est possible que ce dialogue réduit l'influence saoudienne.

Selon les observateurs, la stratégie saoudienne en Syrie et dans la région est en phase d'échouer. En ce sens les saoudiens envisagent de créer une armée islamique dite " *Jeysh al Islam*" composée de plus de 50 milices islamiques modérées pour contrer l'accord Russie /USA . Riyad veut armer cette armée de missiles anti avion allant à rebours de l'exigence américaine.

L'Arabie saoudite s'est emparé de la coalition des opposants syriens et en choisissant Al Jarba à la tête de cette coalition, il a mis en échec les Frères musulmans au sein de cette coalition pour aider ses partenaires libéraux. Riyad a réduit à néant l'influence du Qatar. Cette emprise saoudienne n'a pas trop longtemps duré car la Turquie, allié du Qatar a incité l'ASL à ne pas reconnaitre la CN. Un autre facteur d'affaiblissement de Riyad au sein de cette coalition a été la ténacité de Doha qui continue toujours à soutenir les Frères syriens au détriment du rôle de l'influence de l'Arabie saoudite.

Selon un ministre arabe interrogé par le journal, " *la plus grave erreur de Riyad face à la Turquie aura été commise en Jordanie. En Jordanie, les Saoudiens ont réduit l'influence d'Ankara et les détracteurs de Bandar Sultan, le chef du renseignement saoudien, le rend responsable de cette erreur. Les proches de Bandar eux reconnaissent au contraire en lui l'homme qui a détrône les qataris en Syrie et a pris en charge ce dossier.* "

Mais les Saoudiens comptent-ils se laisser faire. Après avoir été trahis par les Etats-Unis, les Saoudiens s'apprêtent aujourd'hui à lancer une contre-attaque encore plus sauvage que ce qu'ils font depuis 2011 en Syrie. Et c'est là que prend sens la présence de Salman Ben Sultan, le frère de Bandar qui s'est installé depuis un an en Jordanie où il veut mettre en place et armer ce qu'il appelle déja l'armée de "*l'islam ou Jaysh al Islam*".

L'Arabie saoudite cherche a transformé Ahmad al Jarba en un nouveau Al Sissi. Riyad estime pouvoir reconduire en Syrie son exploit égyptien. Jaysh al Islam devra alors jouer le rôle de l'armée égyptienne, un jeu trop risqué, selon les analystes qui soulignent l'extrême complexité du dossier syrien et le peu de chance qu'une telle option a de s'imposer. french.irib.ir 12.10

Des takfiris tchéchènes à l'assaut de l'Irak

Le commandant en chef des forces terrestres de l'armée irakienne a fait état de la mort de sept terroristes tchéchènes tués dans un assaut contre le siège des forces armées au sud de la ville de Mossoul. "*Les forces de l'armée irakienne ont repoussé un assaut terroriste contre le siège de la bataillon 51 de l'armée irakienne. Les forces armées contrôlent totalement la zone et l'attaque terroriste a été neutralisée*". french.irib.ir 12.10

ACTUALITE EN TITRES

Un bon prétexte.

- Etats-Unis: Boeing menace de mettre des salariés en congé sans solde - AFP

L'avionneur américain Boeing a affirmé samedi qu'il pourrait renvoyer des salariés chez eux sans les payer si la crise sur la dette et le budget aux Etats-Unis se prolongeait. AFP 12.10

Sioniste au quotidien- Valls sur le tournage d'un film consacré à l'affaire Ilan Halimi - AFP

Le tournage d'un film sur l'affaire Ilan Halimi, un jeune juif séquestré, torturé et tué en 2006, a reçu samedi la visite du ministère de l'Intérieur, Manuel Valls. AFP 12.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- Les anti-indépendantistes catalans manifestent à Barcelone - lemonde.fr

Ils étaient entre 30 000, selon la mairie de Barcelone, et 160 000 participants, selon l'organisation "*Som Catalunya, Somos España*" (nous sommes la Catalogne, nous sommes l'Espagne), soutenue par le Parti populaire (PP, droite au pouvoir).

En marge de ce grand rassemblement, quelques centaines de manifestants ont défilé, sous haute surveillance policière, dans le centre de Barcelone. Ils se sont rassemblés à l'appel de l'organisation d'extrême droite "*L'Espagne en marche*" qui regroupe des petits partis comme la Phalange, l'Alliance nationale ou encore le Mouvement catholique espagnol.

La Catalogne est en proie à une forte poussée indépendantiste depuis plus d'un an, et le président de la région, Artur Mas.

Une réponse aux indépendantistes qui ont formé symboliquement le 11 septembre, pour le Jour de la Catalogne, une immense chaîne humaine de plusieurs centaines de milliers de personnes du nord au sud de cette importante région du nord-est de l'Espagne. lemonde.fr 12.10

C'est la droite et l'extrême droite qui défend l'unité de l'Espagne contre la gauche et l'extrême gauche qui se rangent au côté de l'Union européenne et les néolibéraux qui veulent la liquider...

Le monde à l'envers quoi, la réaction qui va passer pour progressiste, génial ! Sur le plan social ce sera plus difficile ! C'est sur ce plan-là que la gauche et l'extrême gauche se rattrapent si on peut dire, il faut le dire très vite en réalité (sic!), du coup c'est l'embrouille complète.

Tout mouvement politique a un contenu social (Marx).

Sauf qu'ici, si le mouvement politique a un contenu progressiste ou plutôt qui incarne la résistance de la population espagnole opposée à la tendance dislocatrice de la nation espagnole encouragée par l'UE qui prône l'Europe des régions, son contenu social est franchement réactionnaire dans la mesure ou le Parti Populaire du Premier ministre espagnol applique la politique de la troïka.

C'est parce qu'il n'existe pas de parti ouvrier incarnant à la fois les intérêts politiques et les besoins sociaux du prolétariat, que le contenu politique de son combat peut être récupéré par la droite qui incarne la réaction sociale ou qui instrumentalise ses intérêts politiques pour mieux faire passer sa politique antisociale. Les partis sociaux-démocrates devenus sociaux-libéraux remplissent mieux sur le plan politique le rôle du parti de l'ordre au côté de l'UE.

2- Union africaine

L'Union africaine (UA) a décidé que le président kényan Uhuru Kenyatta ne devrait pas se rendre devant la Cour pénale internationale (CPI), où son procès doit s'ouvrir le 12 novembre, tant qu'une requête d'ajournement formulée par l'UA n'a pas reçu de réponse, a annoncé samedi le chef de la diplomatie éthiopienne.

"*Ce dirigeant élu devrait gouverner son pays*", a déclaré à la presse le ministre éthiopien des Affaires étrangères, Tedros Adhanom Gebreyesus, "*ce que le Sommet (de l'UA) a décidé c'est que le président Kenyatta ne devrait pas comparaître tant que nos requêtes n'ont pas reçu de réponse*". AFP 12.10

SOCIAL

Niger

Des milliers de personnes ont manifesté samedi 12 octobre dans la cité minière d'Arlit dans le nord du Niger contre le groupe nucléaire français Areva, qui exploite depuis plus de quarante ans l'uranium dans cette zone désertique, a-t-on appris auprès des organisateurs.

"*L'objet de la manifestation qui a regroupé quelque 5 000 personnes est de soutenir le gouvernement dans ses prochaines discussions avec Areva au sujet de notre uranium*", a indiqué Azaoua Mamane, l'un des organisateurs. Les manifestants - élus locaux et membres de la société civile, auxquels se sont joints des habitants -, ont défilé dans les rues de la ville en scandant des "*slogans anti-Areva*", qu'ils accusent de "*polluer*" leur environnement déjà très hostile. M. Mamane reproche également à Areva de "*provoquer la radioactivité*" et "*de ne s'être guère soucié des préoccupations quotidiennes des habitants*".

Il dresse un bilan accablant de la présence du groupe nucléaire français sur le sol nigérien depuis près d'un demi-siècle :

"*La population a hérité de 50 millions de tonnes de résidus radioactifs stockés à Arlit et Areva continue de pomper gratuitement 20 millions de mètres cubes d'eau par an pendant que la population meurt de soif. Les rues et les habitations d'Arlit sont construits à l'aide de résidus radioactifs et la nappe phréatique usée et contaminée s'assèche par la faute d'Areva*".

Le premier ministre du Niger, Brigi Rafini, a affirmé au début du mois que le Niger va "*passer au peigne fin*" ses contrats miniers avec Areva qu'il juge "*déséquilibrés*". lemonde.fr 12.10

ECONOMIE

1- Iran

La France, réduite à l'état de larbin des Etats-Unis autant sous Hollande que sous Sarközy, a sacrifié une partie de son économie et de ses ouvriers sur consigne de Washington :

« *Le président Obama a donné l'ordre de cesser l'activité en Iran, on n'a pas le choix* », avait déclaré le 26 juillet, Carlos Tavares, directeur délégué de Renault, avec une certaine amertume. Faute de quoi, l'alliance Renault-Nissan aurait été interdite de vente sur le marché américain.

Auparavant, en 2012, c'est Peugeot qui avait fait les frais de la politique américaine et de la lâcheté française, avec des conséquences terribles : en quittant l'Iran, PSA avait du renoncer à son premier marché à l'international. Dans la foulée, Peugeot avait annoncé la suppression de 8 000 postes et la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois… « *Pour le premier semestre 2012, on a constaté une baisse des ventes de 240 000 véhicules par rapport à 2011* », avait rapporté le délégué CGT d'Aulnay, avant d'ajouter que « *ce chiffre comprenait les 200 000 véhicules que Peugeot aurait dû vendre en Iran.* »

Et voilà qu'anticipant un dégel entre Washington et Téhéran, les entreprises américaines ont discrètement repris pied en Iran, vaste marché de 80 millions de consommateurs. «*La plupart des secteurs de l'économie américaine, y compris des sociétés cotées au Nasdaq, ont envoyé ces derniers mois des émissaires en Iran*», affirme un industriel français, familier de la République islamique, au Figaro.

La filière automobile iranienne est particulièrement courtisée par General Motors. Le géant américain est entré en contact avec Iran Khodro, qui travaillait jusqu'en 2012 avec Peugeot pour fabriquer des modèles 206 et 405 que le groupe français a cessé de

livrer à l'Iran à cause des sanctions occidentales imposées à Téhéran… «*Depuis au moins six mois que les émissaires de General Motors se rendent en Iran, ils n'en sont plus au simple repérage du marché*», avertit l'industriel.

Avec un ton menaçant (décret Executive Order Act 13645 signé le 3 juin dernier par Barack Obama), les Etats-Unis ont « *fait le ménage* » sur le marché iranien, et maintenant prennent le relais.

Les gouvernements de trahison français ont obéi au doigt à l'oeil et ont même devancé les exigences américaines, quitte à sacrifier les ouvriers français et mettre à mal l'économie… Pour le résultat que l'on sait. contre-info.com - wikistrike 06.10

2- Etats-Unis

Quelques heures avant que le Congrès ne ferme le gouvernement fédéral et mette des centaines de milliers de travailleurs fédéraux au chômage technique, le Pentagone a fait tranquillement une virée shopping et a dépensé plusieurs milliards (ndt: rien que ça...et quand vous allez voir la liste des achats, vous allez voir à quoi ils préfèrent utiliser leur argent).

Le ministère de la Défense a attribué 94 contrats totalisant plus de 5,5 milliards de dollars en tout, des camions Mercedes-Benz, des robots sous-marins en passant par un nouveau gymnase à l'Air Force Academy , complété par un studio de télévision (ndt: sans doute une priorité nationale?) , rapporta Foreign Policy.

Puis quelques heures plus tard, le gouvernement a fermé et 400.000 employés civils du DOD ont été mis hors jeu jusqu'à nouvel ordre .

Le Pentagone utilisent des centaines de millions de dollars de contrats pré-approuvés avec des entreprises tous les jours , mais il en consacre généralement plus le dernier jour de l'exercice fiscal.

Cette fois, cependant , c'est une autre histoire , puisque le Congrès n'a toujours pas approuvé un budget pour financer le gouvernement pour la nouvelle année, laissant tous les ministères et travailleurs fédéraux dans les limbes jusqu'à ce que le moratoire sur au Capitole s'achève.

Voici un échantillon de ce qui était dans le panier des achats du DOD lundi soir :

2,5 milliards de dollars - pour «pièces de rechange » utilisées par l' Armée, la Marine , l'Air Force et le corps des Marines. Le contrat a été attribué par la Defense Logistics Agency (DLA).

230 millions de dollars pour la poursuite du fonctionnement de la station radar que l'Agence de défense antimissile utilise pour détecter les lancements de missiles balistiques. Le contrat a été attribué à Raytheon.

200 millions de dollars pour des gilets pare-balles et gilets tactiques fabriqués par Federal Prisons Industries afin d'être vendus à d'autres pays.

139 millions de dollars pour un sonar fait par Lockheed Martin qui permet aux destroyers de détecter les sous-marins et les mines sous-marines.

66 millions de dollars pour un nouveau quai de carburant à la base navale de Point Loma .

65 millions de dollars pour des casques militaires de BAE systems basé en Arizona, et utilisé par l'armée, la Navy, l'Air Force et les Marines .

64 millions de dollars à Lockheed Martin pour aider les satellites espions d'exploitation qui sont équipés de caméras infrarouges .

49 millions de dollars à Boeing pour développer une version améliorée du MH- 6 Little Bird, un hélicoptère de l'armée .

49 millions de dollars pour 16 drones MQ- 9 Reaper de General Atomics pour la France.

40 millions de dollars pour des grenades offensives qui permettent aux utilisateurs de choisir le niveau de souffle nécessaire à la situation. Le contrat a été attribué à Nammo Talley basé en Arizona.

19 millions de dollars pour des lits pliants dédiés à la Navy, l'Armée, les corps des Marines et l'Air Force. (ndt: 19 millions pour des lits pliants?)

18 millions de dollars pour un robot sous-marin qui peut secourir l'équipage d'un sous-marin endommagé jusqu'à 2.000 mètres sous l'eau .

15 millions de dollars pour un volume d'hélium.

9 millions de dollars pour les vestes de terrain pour la Police nationale afghane.

9 millions de dollars pour le nouveau gymnase de l' Air Force Academy , qui comprendra la formation au CrossFit , un club de triathlon et un studio de télévision (pour une raison inconnu) .

7,5 millions de dollars pour 60 camions Mercedes-Benz pour l' US Africa Command (AFRICOM) .

6 millions de dollars pour les miroirs de télescope thermiquement sensibles créées par Trex Enterprises. thefiscaltimes.com - wikistrike 06.10

Haut de page

Le 14 octobre 2013

CAUSERIE

Depuis hier, ils ont entamé les travaux de construction d'une maison dans le terrain mitoyen de celui où j'habite, du coup j'ai déménagé mon bureau dans ma chambre à l'autre extrémité de la maison pour ne pas être dérangé quand je travaille. On a tous notre lot d'emmerdements, j'ai été tranquille deux ans, un miracle, cela ne pouvait pas durer.

Dommage ma chambre est petite, 12m² seulement, alors que mon bureau faisait plus du double. Avantage, je suis plus isolé dans la maison, moins dérangé et la pièce dispose de la climatisation en cas de besoin. Et puis, si un jour je tombe de fatigue, je ne risquerai pas un accident de travail, je tomberai sur le lit, il est à 50cms de mon siège ! Autre avantage, si avant de m'endormir j'ai une idée lumineuse qui me vient à l'esprit, ce qui est souvent le cas et je l'ai oubliée le matin suivant, je pourrai me lever et la noter dans mon carnet.

Le saviez-vous ?

(Cette info nous avait échappée, une confirmation après coup pour nous.)

MSF participe bien en "*secret*" à la guerre en Syrie au côté de l'armée française. La preuve.

- Médecins sans frontières monte un hôpital secret en Syrie - Lenouvelobs.com et Sipa 21.08.12

Médecins sans frontières (MSF) a annoncé mardi avoir transformé une villa inhabitée en hôpital d'urgence "*secret*" dans une enclave rebelle du nord de la Syrie, avec l'aide d'une association de médecins du pays.

Le Dr Holte a précisé que si de petits hôpitaux de campagne font leur apparition en Syrie, peu d'entre eux disposent des ressources de celui qu'a installé MSF.

L'armée française a pour sa part dépêché une équipe de médecins à la frontière syro-jordanienne ce mois-ci pour mettre en place un hôpital mobile pour les réfugiés.

Le président français, François Hollande, recevait une délégation du Conseil national syrien (CNS) mardi à l'Elysée. Lenouvelobs.com et Sipa 21.08.12

Tandis que les sionistes soignent les barbares djihadistes en Jordanie, MSF remplit la même fonction en "*secret*" à l'intérieur même de la Syrie. Le caractère "*secret*" de la présence de MSF en Syrie ajouté à la localisation de son point de chute ne laisse aucun doute sur le camp que soutient cette ONG.

Comment MSF a pu passer la frontière syrienne ? Avec l'aide des services secrets français ? Qui l'a aidé à transporter son matériel, qui s'est occupé de la logistique sur place ? Bref, qui avait tout organisé avant son arrivée en Turquie ? Erdogan, ce grand "*démocrate*" et "*ami*" du peuple syrien ?

Les valeurs du profit à tout prix ne mérite pas de guillements.

La seule et unique voie : rompre avec l'Union européenne et en finir avec le capitalisme. Ajoutons qu'il ne peut pas y avoir de demi-mesures, ils doivent disparaître et laisser place au socialisme.

- *Tragédie de Lampedusa : Europe où sont tes "valeurs" ?* - Chems Eddine Chitour - 13 octobre 2013 - legrandsoir.info

Quelques brefs extraits choisis.

- "*Il vient que la forteresse Europe (...) se barricade plus que jamais.* "

- "*Il est vrai qu'il n'y a pas de solution évidente, surtout que l'austérité, le chômage et la malvie commencent à envahir l'Europe.* "

- "*Assurément, les valeurs de l'Europe étaient factices.* "

- "*Il faut espérer – encore un voeu pieux...*"

C'est incroyable, monsieur Chitour arrive à la conclusion très juste que "les valeurs de l'Europe étaient factices", mais malgré tout il faudrait continuer d'espérer, espérer quoi, il n'y a absolument rien à attendre de l'UE.

On aura compris que monsieur Chitour se retrouve dans une impasse politique, parce qu'il ne veut pas rompre avec l'UE, mais ce n'est pas l'essentiel ici pour nous. Ce qui nous intéresse c'est pourquoi, comme la plupart des intellectuels, il ne peut pas se résoudre à admettre qu'il faut liquider l'UE. Son interprétation de l'UE est incomplète.

Dans cet article il nous fournit une liste de ses méfaits ainsi qu'une analyse de sa politique en relation avec le sujet traité. Bien, il a le mérite de partir des faits, mais il ne remonte pas à leur origine, il faut entendre par là qu'il demeure toujours dans le traitement de conséquences qui à leur tour deviennent les causes qui produisent de nouveaux effets et ainsi de suite, de sorte qu'un lecteur ordinaire se verra comblé en ayant l'impression que l'auteur a traité son sujet à fond, alors que ce n'est pas le cas, et un lecteur un peu plus exigeant restera sur sa faim et arrivera à la conclusion que monsieur Chitour n'a fait qu'enfoncer des portes ouvertes ou son analyse n'a pas dépassé le niveau d'un simple constat.

Certes, son constat ou le tableau de la situation qu'il dresse est plus honnête et plus complet que ceux que fournissent habituellement les médias qui eux s'emploient systématiquement à déformer la réalité, mais il y manque la profondeur d'analyse qui l'amènerait à comprendre la nature politique de l'UE qui est définitivement inconciliable avec la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs, que ce soit dans les 28 pays de l'UE ou les pays dans le monde qui sont soumis à la dictature des puissances occidentales et leurs multinationales.

L'UE ne peut pas être à la fois au service des banquiers et leurs multinationales d'un côté, et au service des travailleurs de l'autre, c'est l'un ou l'autre. Et comme l'UE n'a pas été fondée par le mouvement ouvrier européen mais par un cartel de banquiers et d'industriels, cette institution supranationale du capital ne peut qu'incarner les intérêts du capital.

Pour analyser n'importe quel discours, fait en général ou attribué à telle ou telle institution, il faut toujours avoir à l'esprit ou se demander quelle en est la nature, à quoi il se rattache, quel lien ou quel rapport il a avec les principaux facteurs qui composent la situation, quelle est la nature de cette institution, de ce parti, sinon on se condamne à produire une interprétation incomplète qui ne servira à rien, comme c'est le cas dans cet article ou pire, elle sera erronée.

Mais une interprétation incomplète peut également s'avérer extrêmement nuisible ou dangereuse, car elle peut renforcer l'impression chez les travailleurs ou militants qu'il n'y a finalement rien à faire, qu'on est en présence d'un pouvoir, d'un ennemi ou d'une institution si puissants qu'on ne pourra jamais les vaincre et qu'il vaudrait peut-être mieux composer avec eux que de les affronter ou de rompre avec eux, cette conclusion s'imposera implicitement aux lecteurs de cet article mais pas expressément dans ces termes, ce processus demeurera largement inconscient.

Pour conclure, ce genre d'articles sera utile aux lecteurs dans la mesure où il lui permettra d'acquérir certaines données ou de se remémorer certains faits mais c'est tout, sur le plan de la compréhension des rapports qui existent entre la situation actuelle ou les difficultés que rencontrent les travailleurs et la nature de l'UE, il n'aura pas avancé d'un pouce. La suite demain.

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui est à l'origine du refus du Conseil national syrien de participer à la conférence de paix Genève-2

Hollande-Fabius associés au monarque de Riad ou quand les sionistes français associés aux sionistes arabes font le jeu d'Israël.

- Syrie: l'opposition en désaccord sur la participation à la conférence de paix - Lexpress.fr

Sur la photo illustrant cet article figurait Georges Sabra au côté du ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius le 29 juin 2012 à Paris (AFP)

Le Conseil national syrien, le groupe le plus important de l'opposition, ne participera pas à la conférence de paix Genève-2, et menace de se retirer de la coalition anti-régime si celle-ci y prenait part, vient d'affirmer son chef. "*Le CNS, qui est le plus grand bloc politique au sein de la Coalition, a pris la ferme décision (...) de ne pas aller à Genève vu les circonstances actuelles*" sur le terrain en Syrie, a affirmé à l'AFP le chef du Conseil Georges Sabra, dans un entretien téléphonique. "*Cela veut dire qu'il ne restera pas au sein de la Coalition si celle-ci y va*", a-t-il ajouté. La Coalition a fixé comme condition à sa participation à une telle conférence le départ du président Bachar al-Assad.

"*Si la Coalition décide d'y aller, nous, nous n'irons pas*", a martelé M. Sabra,invoquant les souffrances endurées par la population en raison de la guerre menée par le régime contre les rebelles.

Le CNS, au sein duquel siègent notamment les influents Frères musulmans de Syrie, a été la tête de file de l'opposition contre le régime en place à Damas, avant de rejoindre laborieusement en novembre 2012 plusieurs nouveaux groupes pour former la Coalition nationale de l'opposition. Il rassemble les "*faucons*" de l'opposition, qui refusent toute négociation de paix avant le départ de M. Assad du pouvoir.

La Russie et les Etats-Unis souhaitent convoquer à la mi-novembre une conférence internationale de paix sur la Syrie, dite Genève-2, qui vise à réunir à une même table le régime syrien et l'opposition pour trouver une solution politique.

Le CNS a pris la décision de boycotter Genève-2 après deux jours de réunion à Istanbul. Elle intervient à la veille d'une rencontre entre le secrétaire d'Etat américain John Kerry et Lakhdar Brahimi, l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, sur la préparation de Genève-2. M. Sabra a accusé la communauté internationale d'avoir laissé le régime impuni après l'attaque chimique du 21 août près de Damas qui a fait des centaines de morts et a été attribuée à l'armée syrienne par l'opposition et des pays occidentaux.

La décision du CNS risque d'approfondir encore les divisions au sein d'une opposition déjà très fragmentée et affaiblie par un désaveu des principaux groupes rebelles armés sur le terrain. Des combats entre anti-Bachar ont fait cinquante morts hier. Lexpress.fr 13.10

Hollande-Fabius vont tout faire pour tenter de saborder la conférence dite de Genève-2 parrainée par Washington et Moscou pour qu'elle n'ait pas lieu, car son issue entérinera définivement la mise hors course de la France, une nouvelle humiliation pour le tandem de va-t-en-guerre français.

L'engagement de Hollande au côté des marionnettes de l'opposition syrienne qu'ils manipulent.

- L'opposition syrienne reçue ce mardi à l'Elysée - nouvelobs.com 21.08.12

- Syrie : Hollande «*encourage*» le CNS à fédérer l'opposition - leparisien.fr 21.08.12

- Syrie : Hollande adoube l'opposition - JDD - 18.11.12

- L'opposition syrienne se réunira à Paris fin janvier - Reuters 20.01.13

- À Paris, le chef de l'opposition syrienne réclame plus de soutien - Le Point.fr 24.07.13

- Hollande reçoit jeudi le chef de la Coalition nationale syrienne - europe1.fr 27.08.13

Hollande, tout comme l'Arabie Saoudite ou l'Etat sioniste refuse tout accord politique de l'opposition syrienne avec Assad.

Entretien avec le Conseil National Syrien - www.elysee.fr 21.08.12

Extrait. Le Président de la République a reçu aujourd'hui une délégation du Conseil National Syrien, conduite par son président, le Dr Abdel Basset SAYDA. Il a salué le rôle central que cette instance joue au sein de l'opposition syrienne. (...)

Dans le prolongement de la réunion du groupe des Amis du Peuple Syrien à Paris, le 6 juillet dernier, la France continuera de jouer un rôle de premier plan pour progresser vers une transition politique en Syrie qui suppose le départ de Bachar AL ASSAD. www.elysee.fr 21.08.12

Sauf que voilà, le départ d'Assad n'est plus envisagé par les Américains...

Qu'est-ce que le Conseil National Syrien ? Extrait.

Créée il y a une semaine à Doha, au Qatar, la Coalition de l'opposition syrienne.a été reconnue mardi par la France comme "*seule représentante légitime du peuple syrien.*"

Le CNS n'est pas véritablement le groupe d'opposition syrienne, cependant il est généralement reconnu comme la "*principale coalition d'opposition*", selon les mots de la BBC.

Le *Washington Times* le décrit comme "*un groupe de coordination des factions rivales, basé en dehors de la Syrie*". Ce qui est certain, c'est que le CNS est le groupe d'opposition qui a les relations les plus fortes et les plus fréquentes avec les puissances occidentales et qui a ouvertement appelé à une intervention étrangère dès les premiers moments de l'insurrection.

En Février 2012, à l'ouverture du Sommet des Amis de la Syrie en Tunisie, William Hague, a déclaré: "*Je vais rencontrer les dirigeants du Conseil National Syrien dans quelques minutes … Avec les autres nations, nous traiterons désormais avec eux et les reconnaîtrons en tant que représentant légitime du peuple syrien.*"

Le plus ancien porte-parole officiel de la CNS est l'universitaire syrienne Bassma Kodmani, vivant à Paris.

Kodmani est membre du bureau exécutif et chef des affaires étrangères pour le Conseil National Syrien. Elle est donc assez proche du cœur du pouvoir du CNS, et elle est la plus virulente porte-parole du conseil. Cette année, ce fût sa deuxième participation à la réunion du Groupe Bilderberg. Lors de la conférence 2008, Kodmani a été répertoriée dans la liste des français; en 2012, ceci avait disparu et fût inscrite dans la liste des "internationaux" – son pays natal était alors devenu le monde des relations internationales.

En 2005, Kodmani a travaillé pour la Fondation Ford au Caire, où elle a été directrice de sa gouvernance et du programme sur la coopération internationale. La Fondation Ford est une vaste organisation, dont le siège est à New York, et où Kodmani était déjà assez haut placée.

En Février 2005, les relations entre les États-Unis et la Syrie se sont effondrées, et le président Bush a rappelé son ambassadeur à Damas. Un grand nombre de projets de l'opposition datent de cette période.

"*L'argent des États-Unis pour les figures de l'opposition syrienne a commencé à couler sous la présidence de George W. Bush après qu'il ait effectivement gelé les relations politiques avec Damas en 2005*", explique le *Washington Post*.

En Septembre 2005, Kodmani a été nommée directrice exécutive de l'Initiative de Réforme Arabe (IRA) – un programme de recherche initié à l'origine par le puissant lobby américain lobby, le Council on Foreign Relations (CFR).

Le CFR est un think tank élitiste ayant pour but d'analyser la politique étrangère américaine et la situation politique mondiale, et l'Initiative de Réforme Arabe est décrit sur son site Internet comme un "projet du CFR". (Pour lire la suite : *Qui est vraiment l'opposition syrienne ? Qui la finance ? Qui sont ses représentants ?* - Le Journal du Siècle 23.07.12)

(J'ai ajouté cet aticle très intéressant dans le portail à la rubrique Syrie, au format pdf, il manque les images que je n'ai pas réussi à capturer.)

Excellent, n'est-ce pas ? Voilà les hommes de paille de Washington que Hollande et Fabius soutiennent et financent, arment...

Brignoles. Quel dommage que le candidat de l'UMP n'ait pas été élu !

Le titre résume l'enseignement qu'on peut tirer de cette farce électorale d'un très mauvais goût : ce sont les fossoyeurs des valeurs les plus élémentaires de la République qui font le lit de l'extrême droite, qui dénoncent sa victoire électorale à Brignoles, Peillon en tête qui organise la destruction de l'école publique avec sa contre-réforme rejeté dans tout le pays.

Vous lirez ci-dessous que le PS et ce qui ose encore s'appeler la gauche regrette que le candidat de l'UMP qu'ils ont soutenu n'ait pas été élu, selon eux cela aurait été une grande victoire pour la République... bananière, ainsi ils témoignent qu'ils incarnent bien le régime, la gauche contrairement au PS ne figure pas dans le même camp que l'UMP, elle fait en sorte que les intérêts des capitalistes soient préservés ainsi que la stabilité des institutions en se partageant rôles, places et prébendes, et tout parti qui soutient le PS se trouve dans la même situation, dont le PG associé au PCF dans le FdG, sans parler qu'ils appelleront tous à soutenir les candidats du PS qui se retrouveront au second tour des élections en 2014 comme en 2012, comme toujours dans le passé, rien de changer et on se lasse de le répéter.

Hier j'ai eu au téléphone une camarade indifférente qui m'a dit que tout cela ne l'intéressait pas. C'est vrai que les militants et les travailleurs en ont plus que marre de leur comédie, cela fait déjà plus d'une décennie qu'ils étaient passés du "*front républicain*" avec le PS à celui avec le parti de l'ordre, quand ils ont appelé à voter Chirac en 2002 ou quand ils avaient accepté d'être ministre lors de son premier mandat en 1995. Blum avait ouvert la voie à Pétain, Hollande pourrait bien porter au pouvoir Marine Le Pen en 2017.

Le Front de Gauche doit plus que jamais proposer une alternative claire, dénuée de toute ambiguité vis à vis de la politique d'austérité et au profit des plus riches du gouvernement. (PG. Election du FN à Brignoles 13.10)

- Le candidat du Front national a remporté dimanche l'élection cantonale partielle de Brignoles (Var) avec 53,9% des voix, un scrutin qui a vu l'échec du front républicain en dépit d'une mobilisation plus importante.

Lors de cette élection très attendue des états-majors politiques avant les municipales de mars, Laurent Lopez a recueilli au second tour 5.031 voix, contre 4.301 pour son adversaire UMP Catherine Delzers (46,1%), selon la préfecture du Var.

Après un 1er tour marqué par une très forte abstention, les électeurs se sont plus fortement mobilisés dimanche. Le taux de participation a atteint 47,47% (selon les chiffres définitifs de la préfecture), en hausse de 14 points par rapport au 6 octobre, où seulement 33,40% des électeurs s'étaient rendus aux urnes.

Pour le second tour, la candidate UMP a profité d'une meilleure mobilisation et d'un bon report de voix, après que le PS, le PCF et les Verts eurent appelé à un "*front républicain*" pour "*faire barrage*" au FN.

(Cela en dit long sur le niveau politique de ces électeurs. - ndlr)

Mme Delzers doublant la mise entre les 20% du 1er tour et le second, n'a pu toutefois combler son retard.

Mais l'électorat FN est également resté très mobilisé, plaçant le candidat FN en tête, entre 48% des voix et 56%, dans les six communes du canton, en particulier dans les communes les plus aisées autour de Brignoles.

Larmes aux yeux, les sympathisants de gauche avaient du mal à cacher leur déception.

(De gauche, vous êtes sûr ? - ndlr)

Le premier secrétaire du PS Harlem Désir a déploré la victoire du FN, "qui rappelle à la gauche l'impérieuse nécessité de son rassemblement dans les territoires" où le parti d'extrême droite est fort, en relevant que "*la candidate UMP arrive devant le candidat du Front national dans les principaux bureaux de vote de gauche du canton*".

(Comme quoi le PS est compatible ou soluble dans l'UMP, Hollande poursuit la politique de Sarkozy. Les 55% d'électeurs qui se sont abstenus ou une grande partie d'entre eux ne s'y sont pas trompés, y compris ceux qui ont voté pour le candidat du FN. - ndlr)

Originaire de Brignoles ou elle se trouvait dimanche , la présidente de SOS Racisme, Cindy Leoni, a estimé au contraire que la leçon de Brignoles "*c'est la défaite de la droite et de la gauche*" car c'est aussi "la base de l'UMP qui glisse vers le FN". Et l'UMP "*a tout à y perdre*", a-t-elle ajouté. AFP 13.10

(Pour un peu elle volerait au secours de l'UMP ou verserait une larme après sa défaite ! On a là la véritable nature de SOS racisme, ils rament pour le régime en place. - ndlr)

- La victoire du candidat Front national, Laurent Lopez, à la cantonale partielle de Brignoles est "*une mauvaise nouvelle pour la démocratie et pour la République*", a commenté dimanche 13 octobre le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon sur BFM/LePoint/RMC.

(Vous et votre parti n'avez jamais cessé de les piétiner en réalité, vous êtes donc responsable de l'élection du candidat du FN à Brignoles. - ndlr)

"*Cette affaire, qui nous mine de l'intérieur, c'est quel avenir pour la France ? Sortir de l'euro ? Désigner en permanence des boucs émissaires ? Celui qui vient de perdre son emploi ? Ou celui qui est d'une autre religion que la nôtre ou d'une autre couleur de peau ?*", a-t-il continué. Le Nouvel Observateur avec AFP 13.10

(On se fout de l'avenir de la France et de votre discours collaborationniste qui a un relent d'union nationale nauséabond, c'est vrai que l'euro est une réussite... pour les riches, ceux pour lesquels vous gouvernez, quant à désigner des boucs émissaires, vous êtes les champions en la matière en manipulant des minorités pour dresser la majorité de la population contre elles, et pour ce qui est de la perte d'emploi, cela ne risque pas de vous arriver, mais il faut reconnaître au PS le talent d'accompagner les fermetures d'usines ou d'entreprises comme personne d'autres, et pour finir avec le gouvernement le plus ouvertement sioniste de la Ve République vous endosser le rôle de provocateur de premier plan, quand le ministre de l'Intérieur ne stigmatise pas une communauté entière soutenu par Hollande, décidément vous êtes très mal placé pour critiquer qui que ce soit, on aura du mal à imaginer pire démagogie. - ndlr)

J'ai voulu vérifier si le FN avait gagné des voix lors de ce scrutin, la réponse est affirmative au regard des résultats suivants que j'ai relevé dans le portail du ministère de l'Intérieur. Par rapport à la cantonale de 2011, le FN a gagné 624 voix, soit 15%.

Cantonale 2eme tour 2011 : 4 407 voix
Législatives 2eme tour 2012 : 1 917 voix
Présidentielle 1er tour 2012 : 2 445 voix

Un modeste "***provincial***" qui ne fait pas partie de "***l'aristocratie politique***"... mais qui a été invité à la réunion du groupe Bilderberg en 2009.

- Xavier Bertrand s'affiche comme le candidat de l'unité - Reuters

L'ancien ministre UMP Xavier Bertrand s'est présenté dimanche comme le candidat de l'unité en vue des primaires de son parti en 2016, affirmant avoir le sentiment d'être mieux placé que Nicolas Sarkozy et François Fillon pour l'emporter lors de l'élection présidentielle de 2017.

"*Je suis candidat à l'élection présidentielle et cela passe bien évidemment par les primaires qui seront organisées par l'UMP*", a dit le député de l'Aisne au Grand Jury Europe 1/Le Monde/i>TÉLÉE.

"*Je pense qu'aujourd'hui je peux incarner une méthode et une ambition différentes des autres candidats dont on parle aujourd'hui*", a-t-il ajouté, se présentant entre autres comme un "*provincial*" ne faisant pas partie de "*l'aristocratie politique.*"

"Si nous continuons les divisions pendant trois ans, pendant quatre ans, nos électeurs vont nous tourner le dos et ce sera la question de notre présence au second tour de la présidentielle qui sera posée", a-t-il ajouté.

Invité de la radio RCJ dimanche matin, le député UMP de l'Yonne Guillaume Larrivée, proche de Nicolas Sarkozy, a appelé Xavier Bertrand à ne pas aller trop vite. "*Je pense que chacun doit rester humble*", a-t-il dit. "Et si je me permettais de donner un conseil à Xavier Bertrand, qui a plein de qualités, qui est expérimenté, qui a fait du bon travail quand il était ministre des Affaires sociales de Nicolas Sarkozy, c'est de ne pas aller plus vite que la musique." Reuters 13.10

Quand le peuple américain se réveillera...

Il semblerait qu'il commence à comprendre ce qui se passe dans son propre pays, la propagande gouvernementale et de médiatique ne suffit plus, une bonne nouvelle dont on avait déjà eu des échos mais qui demandait confirmation, c'est fait avec le rejet massif d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient en son nom. Espérons que cette nouvelle période politique qui s'ouvre se traduira par la montée en puissance du mouvement ouvrier américain...

Kerry : ouverture progressive de la "*fenêtre diplomatique*" avec l'Iran - LeMonde.fr

A deux jours de négociations internationales cruciales à Genève sur le dossier nucléaire iranien, le secrétaire d'État américain John Kerry a estimé, dimanche 13 octobre, que la fenêtre diplomatique avec l'Iran était "*de plus en plus ouverte*".

"*Mais je veux que vous sachiez que nos yeux sont également ouverts*", a lancé le chef de la diplomatie américaine à l'adresse des quelque 1 600 délégués du groupe de pression américain pro-israélien AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), une puissante organisation juive américaine qui tenait son sommet annuel.

"*Alors que nous recherchons un règlement pacifique au programme nucléaire iranien, les mots doivent être suivis d'actes*", a répété

M. Kerry en allusion à la volonté d'ouverture diplomatique manifestée par l'Iran depuis un mois et le bon accueil des États-Unis.

"*Quel que soit l'engagement avec l'Iran, nous sommes pleinement conscients des besoins de sécurité d'Israël*", a affirmé le secrétaire d'État devant l'APAIC. lemonde.fr 13.10

L'APAIC est un lobby sioniste très puissant et très riche aux Etats-Unis, elle a infiltré toutes les institutions. Cependant les sionistes sont une infime minorité dans ce pays, et Obama doit gérer plus de 312 millions d'Américains, alors quand l'immense majorité rejette la guerre et témoigne de plus en plus son avertion envers sa politique, signe précurseur ou manifestation de son indépendance, entre l'APAIC et le peuple américain qui pourrait bien finir par remettre en cause la stabilité du régime, le choix d'Obama est vite fait, en réalité il n'a pas trop le choix.

En complément, je vous invite à lire cet article très intéressant rédigé par un ex-membre de l'APAIC, en ligne dans le site à la rubrique politique.

Comment l'AIPAC a perdu son emprise (Washington Spectator) - M.J. Rosenberg, - dimanche 13 octobre 2013 - legrandsoir.info

---

ACTUALITE EN TITRES

Grillés encore plus vite que Sarkozy

- Cote de popularité: Hollande en baisse de 3 points (26%), Ayrault aussi (29%) - AFP

Le parti des patrons.

- Primaires du PS à Aix-en-Provence : un ancien PDG et un avocat au second tour - LeMonde.fr

Réaction néolibérale internationale.

Pas d'amnistie pour les porte-parole d'une institution illégitime au service de l'impérialisme anglo-saxon.

- Amnesty déplore l'appel de l'Union africaine à l'immunité des hommes d'Etat - LeMonde.fr

Voua savez là la véritable nature réactionnaire d'Amnesty.

Instrumentalisation des minorités. Comme partout dans le monde.

- Afrique du Sud: Valérie Trierweiler rencontrera un couple de lesbiennes - AFP

Les droits des homosexuels sont garantis par la loi en Afrique du Sud. Mais dans la pratique, de nombreuses lesbiennes des townships sont victimes de graves discriminations. AFP 13.10

Les colons Hollande-Fabius "***exigent***".

- Paris va envoyer des troupes en Centrafrique - AFP

Le chef de la diplomatie française Laurent Fabius a annoncé dimanche à Bangui l'envoi de troupes supplémentaires en Centrafrique tout en exigeant l'organisation d'élections AFP 13.10

Les dictateurs Hollande-Fabius traitent toujours les différents Etats africains qui faisaient partie de l'empire colonial français comme des dominions.

Le luxe est indécent, la luxure est vulgaire.

- Les Champs-Elysées, avenue «*vulgaire et chère*» que les Parisiens évitent - Slate.fr

Haut de page

Le 15 octobre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter deux infos, l'annonce du prix Nobel d'économie à trois Américains, j'ai parcouru rapidement deux articles, à se tordre de rire, le second relatif à la création d'un nouveau parti en Espagne par des "*Indignés*, le Parti X, cet article date de plusieurs jours il faut que je le retrouve.

Comment se faire passer pour ce qu'on n'est pas. La méthode : le partage des rôles et des positions à géométrie variable.

- Des syndicats français boycottent le Forum mondial de la sécurité sociale au Qatar - AFP

Le prochain forum de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) aura lieu du 10 au 15 novembre à Doha, au Qatar, riche pays du Golfe accusé d'exploiter la main d'oeuvre employée sur des chantiers du Mondial 2022.

«*Un certain nombre d'organisations de salariés ont fait part de leur désaccord sur ce choix (du Qatar, ndlr) lié aux conditions de travail des migrants*», a annoncé Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) lors d'une conférence de presse lundi. Les cinq syndicats de salariés représentatifs (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO) siègent au sein des organismes de Sécurité sociale.

«Nous respectons leur choix», a dit Jean-Louis Deroussen à la presse après avoir justifié le choix de Doha.

«*Le Qatar est un État membre de l'AISS, le Qatar est membre de l'ONU, le Qatar est membre de l'OIT. Il a postulé comme tous les pays membres de l'AISS peuvent le faire, le Qatar a postulé pour l'organisation de ce forum et donc il a été retenu*», a-t-il dit. Fondée en 1927, l'AISS regroupe 360 organismes de protection sociale de plus 150 pays.

"*Selon un communiqué, onze administrateurs ont voté contre (trois CGT, deux CFTC, cinq UNAF, une personne qualifiée), huit pour (trois FO, trois CFDT, deux personnes qualifiées), deux ont pris acte (deux CGC) et douze* "n'ont pas pris part au vote" *(six Medef, deux UPA, trois CGPME, une profession libérale).* " AFP 14.10

Les syndicats siègent dans les organismes de Sécurité sociale comme les actionnaires siègent au conseil d'administration d'une entreprise cotée en Bourse, ils en acceptent l'orientation. En échange de leur participation au côté du patronat à ces organismes dont le budget est adopté chaque année par le gouvernement et le parlement à sa botte, ils perçoivent d'importants avantages en nature ou financiers qui profitent également aux appareils de certains partis ouvriers dans la mesure où les permanents syndicaux sont également des cadres ou des dirigeants de ces partis.

C'est ainsi que la collaboration de classes est institutionnalisée depuis 1945 et s'étend aux institutions internationales du capital, puisque l'OIT est une émanation de l'ONU. Dès lors évoquer des syndicats ou des partis ouvriers indépendants est une supercherie politique qui ne sert qu'à masquer leurs rapports, leurs liens permanents avec le capital sans lesquels leur existence pourrait même être remis en cause.

Refuser de participer à ce forum ne témoigne pas de l'indépendance des syndicats dans la mesure où leur absence à cette manifestation n'aura aucune répercussion et ne remettra pas en cause la participation du Qatar à l'AISS, cette mise en scène doit servir uniquement à nourrir l'illusion que les syndicats seraient indépendants et à camoufler leur véritable nature ou orientation selon les syndicats, réformiste bourgeois, patronaux ou jaunes, contre-révolutionnaires ou antisocialistes.

Quand le droit est supérieur ou incompatible avec le niveau économique de la majorité de la société, le législateur se fait dictateur.

Jusqu'à présent les rapports entre les différents membres qui composent la société reposaient sur l'interprétation des rapports des hommes avec le monde extérieur. Cette interprétation est demeurée largement inconsciente jusqu'à nos jours, puisque la compréhension de ces rapports n'est pas une faculté innée chez l'homme, il doit l'acquérir au cours de sa vie ou vivre jusqu'à son dernier souffle sous l'emprise de l'ignorance de sa véritable condition, ce qui est le sort de la plupart des hommes.

Au fur et à mesure du développement des forces productives et des changements intervenus dans le mode de production qui leur correspondait (pour faire bref), c'est l'ensemble de ces rapports qui évoluèrent ou connurent de profonds bouleversements, y compris celui entre les hommes et les femmes, leur rôle et leur place dans une société dorénavant divisée en classes sociales aux intérêts opposés, rapports dont l'Etat est chargé d'assurer la stabilité en privilégiant les intérêts de la classe dominante.

Cette classe dominante par le biais de l'Etat ou du législateur à sa solde a codifié les rapports entre les classes en leur donnant un contenu juridique pour à la fois les légitimer et contraindre la classe dominée à respecter son état ou admettre sa condition inférieure. Quant aux rapports spécifiques entre les hommes et les femmes, si à l'état originel ils répondaient à des critères naturels, au fur et à mesure que les rapports des hommes à la nature ou à leur environnement prenait un tour social, en se spécialisant dans une ou des activités qu'ils se répartirent lors de la première division du travail que connut l'humanité, ces rapports entre les deux sexes allaient évoluer et s'adapter au développement des forces productives.

Les transformations qui allaient intervenir dans les rapports entre les hommes et les femmes qui servaient de supports à la culture ou aux moeurs des différentes civilisations, de lois ou de code de conduite, étaient la conséquence à un moment donné du développement des forces productives pour leur permettre de franchir une nouvelle étape, les anciens rapports entre les hommes et les femmes constituant désormais un obstacle ou un frein à l'évolution ou l'essor de la société.

Donc c'était les rapports sociaux de production et leur évolution qui précédaient la décision du législateur de procéder à des modifications des rapports entre les deux sexes. A cette occasion il pouvait faire preuve d'audace et anticiper la prochaine évolution du mode de production en vigueur, sans pour autant envisager de changements radicaux qui auraient été rejetés violemment par la population et l'Eglise, c'est ainsi que sur le fond depuis le passage du matriarcat au patriarcat et la main mise de l'Eglise sur les consciences, ces rapports demeurèrent pratiquement inchangés depuis quelque deux mille ans.

Les femmes participent aux rapports sociaux de production depuis la nuit des temps contrairement à ce que des ignorants ou des manipulateurs affirment, ne serait-ce que pour survivre et se reproduire ou assurer la reproduction de l'espèce humaine comme le faisait remarquer Engels. Ce fut là l'expression la plus élémentaire de la division du travail entre les hommes et les femmes à l'aube de la civilisation humaine, les hommes étant bien obligés de subvenir aux besoins des femmes et des enfants quand ils n'étaient pas en mesure de les assurer eux-mêmes.

Depuis sous les différents mode de production les femmes ont toujours travaillé et assumé un rôle social dans la société.

La division du travail qui s'est instauré très tôt entre les hommes et les femmes et les rapports entre eux qui en découlèrent, prirent en compte le rôle spécifique que chacun remplissait de par leur nature différente, dont celui de la femme d'enfanter et par extension d'élever ses enfants, pendant que l'homme allait chasser ou partait à la guerre sa compagne s'occupait du foyer familiale, l'un et l'autre remplissaient un rôle spécifique qui se complétait et permettait d'assurer leur survie et leur descendance. Plus tard l'homme passa à l'agriculture qui nécessitait également une grande dépense physique, la femme ajouta à ses fonctions domestiques la garde des animaux domestiques ou l'entretien d'un petit troupeau de bovins ou d'ovins. Puis, lorsque le régime féodal prit fin, les hommes partirent travailler dans les mines et les usines, les besoins en main d'oeuvre du capitalisme pour se développer étant supérieurs à tous les modes de production du passé, les femmes partirent également travailler à l'usine pendant que les enfants étaient envoyés dans les mines. Généralement lorsque la femme travaillait quand elle n'avait pas encore d'enfants, sinon elle restait au foyer pour les élever et s'occuper des affaires de sa petite famille.

On en arriva au cours de la seconde moitié ou plutôt vers la fin du XXe siècle à la généralisation du travail des hommes et des femmes, au nom de l'égalité des droits entre les sexes, généralisation du travail des femmes rendue possible du fait du développement du secteur tertiaire principalement.

L'évolution du statut des femmes qui allaient pouvoir accéder aux mêmes fonctions que les hommes dans la société, allait se produire au détriment de leur fonction spécifique qui a été largement caricaturée pour leur faire accepter l'abandon progressif de leur rôle de mère, ainsi que le rôle complémentaire qu'elles remplissaient au côté des hommes, le législateur allant jusqu'à dénoncer ces rapports sous la pression du lobby féministe véhiculé par l'idéologie néolibérale, et considérer qu'ils sont de nos jours inutiles, voire nuisibles après les avoir dénaturés à l'excès. A l'étape suivante qui était prévisible depuis les années 80, il en vint à louer les bienfaits de l'homosexualité qu'il plaça sur le même pied d'égalité de droit que l'hétérosexualité.

Depuis la nuit des temps jusqu'à notre époque, l'évolution des rapports entre les hommes et les femmes et de leurs statuts dans la société a été le produit du développement des forces productives et du passage d'un mode de production à un autre, or ce qui vient de se produire est l'inverse. Le législateur a procédé à un coup de force en introduisant des modifications importantes dans les rapports entre les deux sexes sans que les rapports sociaux de production n'aient changé, du coup la majorité de la population est encline à conserver le même état d'esprit ou les mêmes réflexes comportementaux qu'autrefois, à considérer que rien ne justifie une telle évolution.

Cela va plus loin encore, puisqu'il s'attaque également aux rapports entre les parents et leurs enfants, aux rapports entre les hommes et leur sexualité qu'il entend modifier, qu'ils criminalisent au moyen de lois liberticides ou répressives.

Pour ne prendre qu'un exemple, l'Etat s'immisce dans les rapports entre les parents et leurs enfants en tentant de leur imposer un modèle d'éducation pour lesquels la plupart ne sont pas prêts ou qui ne peut concerner que les familles de nantis auxquelles la bonne conscience ne coûte rien ou plutôt qu'elles peuvent monnayer à moindre frais, dans la mesure où elles bénéficient d'un statut social (matériel et financier) supérieur à la moyenne de la population composée de prolétaires qui leur permet de concevoir

une telle évolution de ces rapports ou d'en profiter directement, puisque la société se montre particulièrement généreuse envers eux ou les favorise. Dit autrement, la modification de ces rapports entre les parents et les enfants est incompatible avec les conditions matérielles d'existence de la majorité de la population, conditions matérielles qui déterminent en grande partie leur niveau de conscience.

Si ces modifications peuvent être envisagées favorablement par les classes et les couches privilégiées, elles se traduisent par la dislocation des rapports entre les parents et leurs enfants dans les familles les plus désavantagées de la société et bien au-delà d'ailleurs, dans la mesure où elles conduisent à affaiblir l'autorité des parents sur leurs enfants, ces parents étant incapables aussi bien sur le plan matériel qu'intellectuel d'assumer une telle évolution de ces rapports ou du droit.

On dit que le droit ne peut être supérieur au développement économique, dans le cas contraire, cela entraînera des tensions extrêmes dans les rapports entre les classes et à l'intérieur même des classes jusqu'à pénétrer les rapports les plus élémentaires de la société et les mettre en péril, entraîner leur dislocation... On est dans ce cas de figure ici, cette démonstration est valable pour traiter toutes les questions de société que le PS et le gouvernement mettent en avant depuis le l'élection de Hollande, on en a encore quelques exemples effrayant dans l'actualité du jour. (A suivre.)

Je rajoute un passage plus tard en fin de soirée.

On dit que le droit ne peut être supérieur au développement économique en parlant d'un pays, mais c'est valable aussi dans un pays comme la France où il existe des inégalités croissantes entre les classes, et où finalement une majorité des masses est exclue du développement économique, du progrès social qui en réalité n'existe plus puisque tous les services tendent à être soumis à la marchandisation, sans même parler du bien-être ou du développement harmonieux de chacun, la satisfaction des besoins élémentaires de la population n'est pas un droit reconnu par le législateur, elle est fonction des revenus de chacun, or il existe dans ce pays des millions de pauvres et autant qui doivent se résoudre à bien des sacrifices pour ne pas le devenir, de telle sorte qu'une grande partie de la société se retrouve soumise à des conditions économiques (inférieures) sans rapport avec l'évolution du droit.

Dit autrement, la majorité de la population se sent étangère à cette évolution du droit qu'elle ne peut pas suivre, puisqu'au contraire ses conditions d'existence ne cessent de se dégrader, finalement et c'est bien ainsi qu'il faut l'interpréter car c'était l'intention de départ du législateur, l'évolution du droit se fait contre la majorité de la société, c'est elle qui est visée, pour briser sa résistance à la destruction de tous les rapports qui existaient jusqu'à présent, rapports qui étaient issus du développement du capitalisme et de la lutte des classes, qui avaient un contenu de classe ou reproduisait les rapports entre les classes pour leur substituer des rapports purement mercantiles, dénués de tout contenu social, la société (et le monde) devant se composer uniquement de serfs ou d'esclaves sans autres droits que ceux que leur accorde leur revenu en fonction de l'intérêt qu'en retire l'oligarchie financière qui gouverne le monde.

L'évolution du droit est dictée jusque dans les moindres détails par cette stratégie néolibérale. Croire que l'évolution du droit serait favorable aux femmes, aux homosexuels, aux travailleurs immigrés ou je ne sais qui est une pure vue de l'esprit, elle est foncièrement réactionnaire. Comment peut-on imaginer un seul instant le contraire lorsqu'on observe quotidiennement que la politique mise en oeuvre par tous les gouvernements est réactionnaire sur toute la ligne.

En complément.

Avant de lire ces titres, je précise que j'ai été un enfant battu et que je n'ai jamais élevé la main sur ma fille, sans doute parce que j'ai eu la chance, le privilège d'élever mon niveau de conscience politique, ce qui n'est pas donné à tous les prolétaires.

Aussi je ne condamnerai pas ce père qui a frappé son fils, je condamne l'Etat et les partis institutionnels qui assurent la survie du capitalisme, interdisant aux masses exploitées d'accéder à un niveau de conscience supérieur en leur interdisant d'accéder à des conditions matérielles d'existence permettant le développement de rapports harmonieux entre les parents et leurs enfants sans recourir à la violence.

C'est un luxe au-delà des moyens de la condition misérable dans laquelle vous maintenez les masses.

- Y a-t-il une manière éthique d'élever ses enfants? - Slate.fr

Double peine.

- A Limoges, 500 euros avec sursis pour une fessée - Francetv info

Un père a été condamné pour avoir donné une fessée déculotée à son fils de 9 ans. Francetv info 14.10

En fait ce père est divorcé et c'était la mère qui avait la garde de leur fils. Lors de la visite de leur fils chez son père le jeune garàon

a refusé de dire bonjour à son père qui l'a mal pris et s'est emporté, la mère en a profité pour porter plainte comme son ex-compagnon, pour finir la justice a sanctionné l'attitude du père sans trop se poser de questions. On imagine que cela va servir à améliorer les relations entre le père et son gamin.

Je n'aurais jamais accepté que mon père soit jugé et sanctionné pour m'avoir cogné sans raison, il rentrait du boulot exténué et énervé et pour un rien il me frappait, c'était quasi-quotidien, on était très pauvre et parvenir à boucler les fins de mois était problématique, très compliqué, voire impossible. Alors quand on a un gosse qui vous répond, qui se fout de vous ou qui ne file pas droit, cela défoule de passer ses nerfs dessus. Gosse je craignais mon père mais je l'aimais bien quand même, beaucoup moins plus tard, jusqu'à ne plus voir du tout ou presque mes parents, ils n'ont jamais vu ma fille qui a aujourd'hui à 32 ans.

C'est très tard que j'ai compris que mes parents avaient été incapables d'agir autrement avec moi, parce qu'ils étaient demeurés arriérés, mais surtout parce que la société s'était employée à leur pourrir la vie en les maintenant dans un état de pauvreté permanent, à défaut de pouvoir répondre au formidable défit que représentait la prise en charge des besoins d'un enfant, ils allaient employer le seul moyen qu'il leur restait, la violence, les châtiments.

Je n'en veux plus à mes parents, et je pense que si j'avais été à la place du ou des juges qui ont infligé cette amende stupide à ce père de famille, je lui aurai tenu ce langage en présence de son ex-épouse et de son gosse, ainsi ils auraient pu comprendre comment une telle situation avait pu se produire et qu'il ne servait à rien de culpabiliser le père, la mère ou le gamin qui avait peut-être manqué de respect à son père, c'est ce que le père a dit au tribunal, parce qu'en définitif c'était la société telle qu'elle est ou qu'elle est devenue qui a favorisé l'émergence de tels rapports, où la frustration et l'humiliation engendrées par une expérience mal vécue ou douloureuse peuvent transformer l'amour en haine et se traduire par des actes violents inutiles ou que chacun regrette par la suite.

Encore une fois leur justice scélérate criminalise le comportement de parents, car c'est valable pour le père ou la mère qui peut frapper son enfant, qui agissent conformément à leur niveau de conscience ou à l'éducation qu'ils ont reçue et qu'ils reproduisent parce qu'ils n'ont pas eu les moyens ou l'opportunité d'évoluer.

Leur justice veut imposer par la loi et par la force un changement dans le comportement ou la mentalité de la population, cela vaut envers les femmes, les homosexuels, les immigrés ou tout autre minorité ou communauté minoritaire, alors que les conditions d'existence de la majorité des masses n'a pas évolué et leur état de conscience qui va avec non plus.

On aurait pu se contenter de dire que leur justice était dégueulasse, mais on ne serait pas plus avancé pour autant, or il faut que les militants et les travailleurs comprennent bien ce qui est en train de se passer, puisque ce processus de criminalisation et de culpabilisation de la population de la part du législateur est devenu permanent, particulièrement depuis que le PS est au pouvoir. C'est un moyen comme un autre de faire en sorte que les différentes couches de la population se dressent les unes contre les autres, se divisent pour gouverner tranquillement.

Réseaux de "***traite et de proxénétisme***" : le PS et les institutions de la Ve République !

- Dépôt de la proposition de loi sur la prostitution - Liberation.fr

La "*proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel*" prévoit notamment la création d'une amende de 1.500 euros sanctionnant le recours à la prostitution, doublée en cas de récidive.

"*L'interdiction de l'achat d'un acte sexuel est à ce jour la mesure la plus efficace pour réduire la prostitution et dissuader les réseaux de traite et de proxénétisme*", affirme l'exposé des motifs. Liberation.fr 14.10

A défaut de changer la société de telle sorte que les hommes et les femmes puissent satisfaire leurs besoins sexuels et vivre en harmonie, ils criminalisent la prostitution qui est un substitue.

Ils ont poussé le cynisme jusqu'à reconnaître que leur loi infâme ne mettra pas fin à la prostitution, qui pour ces femmes palie l'absence de conditions leur permettant d'avoir une vie décente "*qu'il convient de protéger plutôt que d'interpeller*" est-il précisé dans leur proposition de loi.

Dans une société d'esclaves et d'oligarques, il n'y aura plus que chez ces derniers que la filiation existera : une monarchie absolue héréditaire.

- Droits des femmes : la France lève ses réserves à une Convention de l'ONU - Liberation.fr

La ministre française des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, a officialisé cette décision lors d'une brève cérémonie au bureau des affaires juridiques de l'ONU. Liberation.fr 14.10

Mais qu'est-ce qui justifiait les réserves émises en 1981 qui avait empêché Mitterrand de signer cette Convention ?

Et qu'est-ce qui 30 ans plus tard a permis de lever ces réserves, je vous le donne en mille ?

La France a levé lundi ses dernières réserves à une Convention de l'ONU sur les droits des femmes datant de 1981, à la suite de l'adoption de la loi française sur le mariage pour tous.

La France avait émis certaines réserves, dont l'une limitait la possibilité pour les parents de décider à égalité du nom de famille de leur enfant. La Convention accorde en effet «*les mêmes droits personnels au mari et à la femme, y compris en ce qui concerne le choix du nom de famille*» (article 16).

La loi française ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels, promulguée en mai dernier, a rendu caduque cette réserve en modifiant la transmission du nom de famille. Liberation.fr 14.10

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées et leur politique correspond bien à une stratégie générale arrêtée de longue date.

Militarisation ou violation de la liberté de pensée

- Élue, militante, conseillère municipale... Racontez-nous comment le sexisme est présent dans la vie politique locale 20minutes.fr

Question à cent balles : Pensez-vous que sans changer les rapports sociaux de production dont découlent tous les rapports dans la société, il soit possible de modifier radicalement ces derniers et de réaliser ainsi les objectifs du socialisme ? Si vous répondez oui, inscrivez-vous vite à l'UMP, à UDI, au PS ou à l'un des partis dits de gauche, c'est que vous y avez votre place.

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui l'aurait cru franchement ?

- UIMM: Gautier-Sauvagnac confirme les dons en liquide aux syndicats - AFP

L'ancien patron de l'UIMM Denis Gautier-Sauvagnac a confirmé lundi devant le tribunal correctionnel de Paris que les syndicats étaient bien les bénéficiaires des enveloppes d'argent liquide de la puissante fédération de la métallurgie.

Interrogé en début d'audience lundi sur les destinataires de ces fonds, Denis Gautier-Sauvagnac est revenu sur ses précédentes déclarations.

"*En réalité, je reconnais que je n'ai pas été assez clair jusqu'à présent et je confirme ici les propos d'Arnaud Leenhardt*", a-t-il déclaré.

Arnaud Leenhardt, un de ses prédécesseurs à la tête de la puissante Union des industries et métiers de la métallurgie (1985-1999), avait affirmé mercredi que les bénéficiaires des enveloppes d'argent liquide étaient "*les cinq syndicats représentatifs*".

"*Ce sont bien les syndicats, comme il l'a dit*", a acquiescé Denis Gautier-Sauvagnac qui s'était jusqu'alors toujours refusé à se prononcer sur ce sujet.

"*Ces contributions étaient une forme d'appui que, depuis des décennies, l'UIMM apportait à des organisations de salariés et patronales*", a-t-il ajouté.

Il a précisé que ces aides se présentaient sous deux formes.

La première, sous forme de chèques, "*concernait des achats d'espaces publicitaires à prix d'or ou des location de stands, également à prix d'or, ou encore l'achat de journaux syndicaux*", a raconté l'ancien patron en précisant qu'il s'agissait en réalité "*d'une façon d'habiller les contributions*" de sa fédération.

"*Mais cela n'était pas suffisant, c'était un prétexte qui avait ses limites*", a-t-il poursuivi en précisant que le reste des aides étaient données "*en liquide*" de façon "*plus discrète*".

Stands à la fête de L'Huma

"*C'était en quelque sorte une forme d'abonnement. Mon prédécesseur m'avait indiqué les montants qu'il fallait verser et je m'y suis tenu*", a-t-il dit.

Les bénéficiaires étaient aussi "*les syndicats étudiants*", a affirmé Dominique de Calan, ex-délégué général de l'UIMM.

"*Dire que l'UIMM finançait des stands à la fête de l'Huma n'était pas pensable*", a-t-il répondu. "*Si cela s'était su, je pense que certains auraient perdu leur emploi, leur mandat (...) et je ne vois pas comment les syndicats étudiants qui passaient leur temps à nous crier dessus pourraient reconnaître avoir été aidés*", a-t-il ajouté.

(Désolé pour les militants du PCF qui en diffusant l'Huma croyaient oeuvrer pour le communiste, ils ignoraient que leur ennemi le finançait, une gigantesque escroquerie politique et une tragique méprise en somme. - ndlr)

"*Dans un climat général de lutte des classes, les syndicats auraient été mis au ban de la société*" s'il avait été dit qu'ils recevaient de l'argent du patronat, a-t-il insisté.

La chef comptable de l'UIMM Dominique Renaud, qui allait régulièrement retirer "*de 30.000 à 200.000 euros*" (environ 2 millions par an) en liquide dans "*un sac à main*" dans les quatre comptes Epim de l'UIMM à la demande de Denis Gautier-Sauvagnac, a raconté à l'audience ne pas s'être posée de question.

"*Dès mon arrivée à l'UIMM en 1976, j'ai tout de suite eu le sentiment qu'il ne fallait pas poser de question, sous peine de paraître indiscrète*", a-t-elle expliqué.

Interrogée sur la destruction de pièces comptables, elle a répondu qu'on lui avait dit que "*s'il y avait un problème, il fallait détruire les reçus*". Muette devant les enquêteurs, elle a justifié qu'après "*trente ans de silence*", il lui avait été difficile de parler à "*des gens qu'elle ne connaissait pas*".

"*Mais c'était tout de même des policiers*", lui a fait remarquer la présidente.

Le secrétaire général de la CGT métallurgie, Philippe Martinez, a de son côté nié sur France Info l'implication de son syndicat. "*Ce que nous voulons savoir c'est : à qui ont été données ces sommes? Quand? Comment? Sous quelle forme? Pour l'instant on ne sait rien*", a-t-il réagi.

"*Il faut des sommes, des noms dans les syndicats - si les syndicats sont touchés - et dans les partis politiques*", a-t-il ajouté. AFP 14.10

Philippe Martinez est un malin, Dominique Renaud a répondu aux juges que les pièces à conviction avaient été détruites.

Tous corrompus, quoi, on le savait. Mais il existe encore des syndicats indépendants clame le POI, sauf des sources qui les financent ! Allez messieurs les trotskistes : vive la lutte des classes et le socialisme !

Fric-fracturation idéologique d'une aventurière.

- Refus du gaz de schiste: Anne Lauvergeon dénonce un "*crime contre l'esprit*" - L'Expansion.com -

Anne Lauvergeon, qui a rendu à François Hollande un rapport sur l'innovation en France, estime que ce serait un "*crime contre l'esprit*" de ne pas réfléchir à l'exploitation des ressources en gaz de schiste. (Un "*crime contre l'esprit*", rien de moins, alors elle est bonne à tuer ! - ndlr)

L'ancienne présidente d'Areva, Anne Lauvergeon, a prôné la recherche et l'expérimentation en matière de gaz de schiste, estimant que l'avis du Conseil constitutionnel n'entravait rien, dimanche sur Europe 1.

Selon elle, "*il faudrait qu'on équilibre par un principe d'innovation*" le principe de précaution ancré dans la Constitution. Sinon, "*l'application du principe de précaution, c'est on s'assied sur un trottoir et on attend la fin*", a-t-elle estimé.

Evoquant l'exemple de la Grande-Bretagne, elle a prôné la création en France d'une "*fabrique de consensus, un lieu où il y ait des parlementaires de gauche, de droite, des entreprises, des partenaires sociaux... pour créer des consensus de long terme*". L'Expansion.com avec AFP 14.10

Dans la liste des participants à la réunion du groupe Bilderberg en 2006 : F, Lauvergeon, Anne – Chairman of the Executive Board, AREVA.

Un Internaute fournit la bonne réponse.

- "*Mais qu'est ce qu'elle raconte là? C'est la fracturation hydraulique qui est interdite parce que l'on en connaît les effets dévastateurs et la pollution gravissime des eaux souterraines qu'elle entraîne quasi systématiquement et celà pour le très long terme... Pour le moment il n'existe aucune méthode qui soit à la fois efficace et non polluante...expérimenter? C'est prendre des risques énormes, la France est un petit pays densément peuplé contraîrement aux USA, on ne peut donc pas se permettre de perdre des ressources en eau, même localisées...*

Même des forages géothermiques effectués en France, et qui utilisent les mêmes méthodes de fracturation, ont dû être stoppés en urgence à cause de l'infiltration d'eaux fortement salées et de la mobilisation de fractures géologiques (tremblements de terre).

Happy news, «***happy few***» !

Les ultrariches, ou «individus extrêmement fortunés» selon la définition du Rapport sur la richesse dans le monde publié par Capgemini et RBC Wealth Management, disposent d'un capital disponible d'au moins 30 millions de dollars (22,1 M€). Qu'ils n'hésitent pas à utiliser pour enrichir leur patrimoine immobilier de luxueuses villas. Le nombre de ces «*happy few*» a grimpé de 11% entre 2011 et 2012, dopant le marché de l'immobilier de luxe. lefigaro.fr 14.10

Le tapis rouge est de sortie depuis samedi à Cannes, mais pas pour les stars du festival de cinéma. C'est le gratin de Bollywood, l'équivalent indien d'Hollywood, qui s'est donné rendez-vous sur la Croisette. Deux riches familles d'Inde célébrent en grande pompe le mariage de leurs enfants, Kunal Grover et Ria Dubash.

Le faste des trois jours donne le tournis. Les 604 chambres et les 91 suites des hôtels cinq étoiles Carlton et Marriott ont toutes été réquisitionnées, pour que les centaines d'invités puissent se reposer entre les soirées grandioses prévues par les mariés. La première est organisée à La Napoule, au bord de la Méditerranée, une autre au château Diter à Grasse et la dernière au casino Palm Beach de Cannes. «*Première impression géniale*», a commenté l'un des invités sur Twitter, photographiant sa chambre d'hôtel.

Sur la Croisette, le mariage ne passe pas inaperçu. Deux places du boulevard ont été privatisées pendant le week-end, ainsi qu'une quarantaine d'emplacements de parking. «*Ils paieront tous les frais relatifs à l'occupation du domaine public et à la mobilisation de policiers municipaux*», a précisé l'hôtel de ville à Métronews .

Lakshmi Mittal, le PDG d'ArcelorMittal, serait de la partie. Le milliardaire n'en est pas à son premier mariage pharaonique en France. Il aurait lui-même déboursé plus de 55 millions d'euros en 2004 pour le mariage de sa fille au château de Vaux-le-Vicomte et à celui de Versailles.

«*C'est un bon coup de com' pour la ville*», confie un membre de la mairie. En remettant la Médaille d'or de la ville à la mère du marié et une broche en forme de Palme d'or à la belle-mère, le maire Bernard Brochand espère inscrire Cannes au rang des destinations privilégiées des jeunes (et riches) mariés Indiens. Selon la presse locale, les retombées économiques de telles festivités seraient considérables. Plusieurs millions d'euros ont déjà été dépensés par les familles des mariés, sans compter les dépenses des invités sur place. lefigaro.fr 14.10

Quand l'UMP porte la culotte !

Le député PS Jean-Christophe Cambadélis sur Europe 1 : Quant au Front républicain, "*il est boitillant*" et d'ailleurs pour le construire "*il faut être deux. Pour l'instant, seul le PS le porte, puisque l'UMP le refuse*". AFP 14.10

Fastoche, l'UMP porte la culotte, le PS la baisse.

ACTUALITE EN TITRES

Le populisme d'Etat.

- «*Pourquoi pas*» des Roms dans le XVIe pour Jean-Marc Ayrault - Liberation.fr

Selon lui, «*il n'y a pas de raison si les conditions d'accompagnement sont réunies*». Il a rappelé que ces «*conditions d'accompagnement*» étaient le logement, l'école, la santé et le travail. Liberation.fr 14.10

Comme ces conditions ne sont pas prêtes d'être réunies pour les Roms dans ce ghetto des riches, il fallait traduire pourquoi au lieu de lire pourquoi pas.

Pour faire oublier l'alliance permanente UMP-PS.

- Ayrault évoque le "*risque d'une alliance*" entre UMP et Front national - AFP

- Après Brignoles, le PS souligne l'échec du front républicain - LeFigaro.fr

Bien au contraire, objectif atteint, en vous alignant sur la politique de l'UMP vous frayez la voie à l'extrême droit, bravo !

Etre au PS est une tare !

- Samia Ghali : "*Tous les jours, on me trouve des défauts*" - Le Nouvel Observateur

Mais madame, la prostitution n'est pas un crime.

- Primaires PS à Marseille: «*Obama a fait une campagne de proximité, on n'a pas parlé de clientélisme*», explique Ghali - 20minutes.fr

Ils ont la modestie dans le sang au PS !

Faites tomber les masques : Unis sur l'objectif, bravo !

- Victoire FN à Brignoles : carton jaune pour l'UMP et le PS, divisés sur les remèdes - LeParisien.fr

- A Brignoles, la hausse de la participation a profité au FN - LeMonde.fr

Alors c'est que l'heure du socialisme a sonné !

- PS : «*Tous les indicateurs électoraux sont dans le rouge*» - LeFigaro.fr

Pour un peu le Figaro le regretterait, il faut dire aussi que ce n'est pas leur couleur favorite !

Rejet des partis institutionnels.

- Brignoles : «*Le front républicain est aux urgences*» - LeFigaro.fr

Ne vous inquiétez, la gauche et l'extrême gauche va venir à son secours et le régime sera sain et sauf...

La soupe est bonne...

- Les écologistes devraient voter le budget 2014, malgré des "*réserves*" - LeMonde.fr

Leurs "*réserves*" concernent peut-être le papier hygiénique des institutions de la Ve République qui ne doit pas estampillé : papier recyclé !

Quand un Etat qui soutient et arment des terroristes en Libye, en Irak, en Syrie...

- Dix Kurdes jugés à Paris pour financement du PKK - Liberation.fr

Les dix prévenus kurdes de nationalité turque sont accusés d'avoir participé au financement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) par l'intermédiaire de la maison du peuple kurde (MPK) de Marseille.

Le PKK est considéré comme un mouvement terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis. Liberation.fr 14.10

A Marseille le PS soutien la mafia, Al-Qaïda en Syrie, les Frères musulmans en Egypte, etc.

Heureusement que l'économie n'est pas une science exacte !

- Trois Américains prix Nobel d'économie pour leurs travaux sur les marchés financiers - Francetv info

Quel héroïsme !

- Wall Street résiste à l'absence d'accord sur la dette à Washington - AFP

Une annexe de Bruxelles...

- La Cour des comptes demande aux collectivités d'appuyer sur le frein de la dépense - Liberation.fr

On l'a dans l'oignon !

- Le prix de l'oignon alimente l'inflation en Inde - L'Expansion.com

L'oignon, condiment essentiel à l'alimentation en Inde, a vu son prix multiplié par 4 en une année. Cette augmentation symbolise la hausse de l'inflation dans le pays, qui dépasse les 6%. L'Expansion.com 14.10

L'inflation réelle dépasse 10%, la preuve, si vous placez votre argent en banque, on vous verse 9% d'intérêt annuel.

- En septembre, le nouveau gouverneur de la Banque centrale indienne Raghuram Rajan avait créé la surprise en relevant le principal taux directeur d'un quart de point à 7,50% en raison de l'inflation. L'Expansion.com 14.10

C'est le taux en vigueur pour les placements à 3 mois.

Ceux des riches évidemment.

- La Commission européenne juge les impôts trop élevés en France - Reuters

Peillon vous adresse un bras d'honneur.

- Rythmes scolaires : la réforme «*victime de son succès*» selon Peillon - Liberation.fr

Le pré carré de la France en Afrique : un cimetière.

- Pourquoi la France vole au secours de la Centrafrique - LePoint.fr

Paris a convaincu l'ONU de l'urgence d'une intervention avant d'annoncer l'envoi de troupes supplémentaires sur place. LePoint.fr 14.10

Tiens donc, rien de changé !

- La NSA collecte des millions de listes de contacts d'emails - LeMonde.fr

Ces listes contiennent davantage d'informations que les métadonnées téléphoniques. Des dizaines de millions d'Américains sont concernés par cette collecte. LeMonde.fr 14.10

L'Internationaliste socialiste de l'ordre.

- Les deux principaux partis autrichiens acceptent de négocier - Reuters

Le chef de file des sociaux démocrates autrichiens (SPÖ) et son homologue conservateur du Parti populaire (ÖVP) ont accepté lundi d'entamer des discussions en vue de la formation du prochain gouvernement. Reuters

Le condtionnel est malveillant.

- Arafat pourrait bel et bien avoir été empoisonné - LePoint.fr -

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Selon le journal libanais AsSafir, le roi Abdellah de Jordanie s'est entretenu au téléphone la semaine dernière avec le président syrien Bachar Al Assad et a tenté de le rassurer sur l'engagement d'Amman à ne pas compromettre une solution à la crise syrienne. " *La Jordanie a pris des mesures pour empêcher l'infiltration des groupes armés sur le sol syrien*", aurait même dit le roi à Assad, alors que depuis deux ans la Jordanie abrite des camps d'entrainement des terroristes takfiris et qu'elle sert aussi de voie de transit pour les armes à destinantion des miliciens en guerre contre l'Etat et l'armée syriens.

AsSafi affirme que le contact téléphonique du roi Abdellah est loin d'être le seul en provenance d'un pays ennemi : la plupart des pays arabes et occidentaux ont repris leurs contacts avec Damas ou bien qu'ils procèdent via des canaux sécuritaires. Ce sont surtout les européens qui utilisent ces canaux non diplomatiques pour entrer en lien avec Damas. Quant au Qatar, AsSafir confirme une reprise des contacts diplomatiques avec la Syrie. french.irib.ir 14.10

2- Iran

2.1- L'ancien inspecteur de l'Agence internationale de l'Energie atomique, (AIEA), Hans Blix, a déclaré que, dans le cas d'un accord des pays négociateurs avec l'Iran, cet accord remplacerait les résolutions onusiennes.

Selon l'IRIB, au seuil du nouveau tour des négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1, à Genève, dans une interview avec la BBC, Hans Blix a prévu qu'aucun des membres des 5 + 1 ne s'oppose à l'enrichissement de l'uranium à 5% par l'Iran. Blix a ajouté que l'éventuel accord remplacerait les résolutions onusiennes. D'autre part, selon Farsnews, qui citait Russia Today, Serguei Ryabkov, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré : "*La demande faite aux Iraniens de transférer l'uranium enrichi à l'étranger ne doit pas être mise en avant, comme la pré-condition des négociations nucléaires*". «*Le fait que Téhéran ne veuille pas négocier, au sujet de l'enrichissement de l'uranium à 20 % n'est pas un obstacle, pour le début des négociations, dans l'optique de Moscou*», a-t-il renchéri. french.irib.ir 14.10

2.2- La chaine Al Arabiya vient de réagir avec humeur à la plus récente sortie de Kerry au sujet du dégel Iran/USA selon laquelle " la fenêtre de la diplomatie s'ouvre peu à peu entre les deux Etats.

Selon la chaine , Israël s'entraine à lancer des frappes aériennes unilatérales contre l'Iran. Le reporter de la chaine, Hana Mohamad évoque ainsi les récents exercices aériens menés par Israël impliquant les F16 ainsi que des testes de missiles balistique effectués par Israël : "*Alors que le monde entier a les yeux rivés sur Genève où auront lieu dès mardi les nouveaux pourparlers Irans/les six et que les analystes croient que ce dialogue aboutrirait, Israël prépare à lancer une action unilatérale contre l'Iran et c'est dans ce sens qu'il faut comprendre les manoeuvres aériennes menées la semaine dernière par l'Armée de l'Air israélienne. Pour les analystes, il s'agit d'un message de guerre adressé directement à Téhéran d'autant plus que les israéliens ont mené leurs exercices de vol de longue distance et ce, dans le ciel de la Grèce.* "

Israël, ébranlé à l'idée d'une reprise des relations entre l'Iran et les Etats Unis a lancé un ultimatum : '*la réunion Iran/5+1 est la dernière chance de l'Iran pour arriver à un accord nucléaire avec l'Occident et démanteler ainsi son programme nucléaire*" . Passé cette occasion, Netanyahu s'est promis d'agir de son propre chef et démanteler en lieu et place des iraniens, le programme nucléaire de l'Iran. Personne à commencer par les israéliens eux même ne croit à ce genre de baliverne. Quant à Al Arabiya, il reflète le point de vue de la famille régnante qui souhaite de tout son coeur que cette action militaire ait lieu. french.irib.ir 14.10

Haut de page

Le 16 octobre 2013

CAUSERIE

Plus le temps de causer, et puis la France empeste jusqu'ici à 10.000 kms, parfois on n'en peut plus...

Trop tard pour mettre en ligne une vingtaine de nouveaux articles, ce sera pour tout à l'heure, il est déjà 0h40.

Qui a dit ?

- «*On n'est pas là simplement pour être les mécaniciens de la chose économique*»

Réponse : Le président PS de l'Assemblée, Claude Bartolone, lundi à Bondy, en Seine-Saint-Denis. AFP 15.10

Un aveu, oui, nous PS nous gérons bien la société pour le compte des capitalistes et nous en sommes fiers.

Quelle modestie de mauvais goût franchement, attention, quand un col blanc met les mains dans le cambouis ça fait tâche !

Quelle est la "***logique***" de ***l'emploi et la croissance***" version P. Moscovici ?

Réponse : "*Quand vous baissez le coût du travail, vous créez de l'emploi dans le pays.*".

C'est bien celle du Medef n'est-ce pas ?

En votant PS, vous votez pour le Medef. Et quand vous votez pour un parti qui appelle à voter pour le PS, vous votez aussi pour le Medef. En fait, c'est comme si le mouvement ouvrier et son avant-garde avait adhéré au Medef depuis des lustres, non ? Non, OK, alors on continue comme avant, mais il faut assumer dans ce cas-là, soyez honnête et n'oubliez pas de dire aux travailleurs que vous creusez leurs tombes...

C'est dur parfois de regarder la réalité en face, n'est-ce pas ?

Le saviez-vous ?

Encore une monarchie qui a un faible pour les pires dictateurs.

Adolf Hitler a été un temps nommé (pour le prix Nobel de la paix - ndlr) en 1939 par Erik Brandt, membre du Parlement suédois, avant que celui-ci ne soit revenu sur sa décision quelques jours plus tard . Mais aussi Benito Mussolini (en 1935) ou encore Joseph Staline (en 1945 et en 1948) (source : Wikipedia)

Le Comité Nobel n'a pas plus de légitimité que l'ONU, l'Otan ou l'UE, ou encore le FMI ou la Banque mondiale. Il est une officine de propagande au service du capitalisme mondial.

La première cérémonie de remise des prix Nobel eut lieu à l'Académie Royale de Musique à Stockholm en 1901. Depuis 1902, les prix sont officiellement décernés par le roi de Suède. (source : Wikipedia)

La Suède est une monarchie constitutionnelle.

La Suède a joué un rôle ambigu dans le déroulement de la guerre : tout en collaborant avec l'Allemagne nazie en l'approvisionnant en minerai de fer... (source : Wikipedia)

Une nouvelle vidéo sur la Syrie

Documentaire: Fabriquer la contestation : La verité en Syrie
http://www.youtube.com/watch?v=ECiZHvb6280

L'art de mal poser une question.

- L'inégalité est-elle un choix de société conscient ? - Atlantico.fr

Non, l'inégalité entre les classes constitue le fondement du capitalisme, entre ceux qui détiennent les moyens de produire les richesses et qui s'accaparent les richesses produites, et ceux qui ne détiennent rien d'autre que leur force de travail pour survivre et qui doivent se contenter des miettes que leur octroient généreusement les exploiteurs.

Faire croire que l'inégalité constituerait un choix, c'est également la théorie que défend la confrérie des opportunistes du mouvement ouvrier pour justifier leur capitulation ou leur trahison. Vous remarquerez au passage qu'ils partagent cette théorie avec

les plus farouches partisans du capitalisme.

Cette théorie consiste à faire croire aux militants que les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés seraient le produit d'une mauvaise gestion ou d'une stratégie erronée, qu'ils seraient dus à la cupidité ou à l'avidité des capitalistes ou encore aux mauvaises intentions qui les animent envers les travailleurs, et qu'il suffirait qu'ils modifient leur comportement ou rectifient l'orientation de leur politique économique pour que leurs problèmes soient résolus, sans que soient remis en cause les fondements du capitalisme et ses institutions politiques.

Mais comment ces lieutenants du capital s'y prennent-ils pour le justifier ? C'est très simple, en recourant à la démagogie, ils procèdent par abstraction, ils isolent une partie du tout et l'interprètent à leur manière.

Ils partent d'un état de fait choisi arbitrairement, par exemple la situation actuelle qu'ils comparent à une situation antérieure (plus favorable) pour donner un gage d'objectivité à leur argumentation, mais sans tenir compte de l'ensemble du processus dont la situation analysée découle, et surtout sans jamais remonter aux rapports qui en sont à l'origine, puis ils lui font dire ce qu'ils veulent en empruntant un ton savant ou avec force références à la manière d'un historien pour en imposer aux ignorants qu'ils pourront berner de la sorte, en pratique cela donne ceci : au départ le capitaliste a la volonté de s'enrichir, donc les décisions qu'il sera amené à prendre devront servir à atteindre cet objectif, son enrichissement personnel, il suffirait qu'il modère ses besoins ou son appétit pour le profit pour que tout le monde y trouve son compte. Au passage, ainsi le capitalisme réaliserait les objectifs du socialisme.

On est là en présence d'une interprétation du capitalisme purement subjective, qui n'a rien de rationnelle, qui repose sur une analyse tronquée de la réalité, qui ne tient compte que de faits ou de rapports minutieusement sélectionnés et non de la totalité des facteurs ou des rapports qui composent la réalité, une interprétation qui prend soin d'escamoter l'accumulation primitive du capital entre les mains du capitaliste qui ne fut un don ni de la nature ni de dieu, mais bien le produit de l'exploitation des générations passées de travailleurs ou d'un processus antérieur par lequel son ascendance s'était rendue maître de terres, du bien collectif en somme, peu importe ici de quelle manière, la terre au départ n'appartenant à personne, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

C'est ainsi que rien ni personne ne peut justifier l'existence du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme, en dehors du processus historique inconscient avec lequel se confond le développement des forces productives qui a servi de toile de fond au développement de la civilisation humaine et qu'il s'agit de nos jours de dépasser sous peine que l'humanité sombre dans le chaos et la barbarie. La volonté du capitaliste est inséparable de ce processus inconscient qui se nourrit de la propre inconscience des masses, et entretenir l'illusion que les difficultés que rencontrent les masses seraient le produit de la volonté des capitalistes ne sert qu'à les maintenir dans cet état d'inconscience ou d'ignorance des rapports sociaux ou matériels qui en sont à l'origine et dont ils doivent se débarrasser.

Par la rente foncière, l'exploitation capitaliste ou la tonte des coupons, le capitaliste ne fait que faire fructifier son bien pour vivre confortablement ou davantage encore, mais aussi pour assurer son avenir et celui de sa descendance, et comme il est obligé de suivre le cours du développement du capitalisme pour ne pas disparaître, il lui faut accumuler toujours plus de capital, qu'il transforme à son tour en moyens de production ou qu'il place en Bourse pour spéculer et ainsi de suite.

C'est ainsi que la volonté du capitaliste de s'enrichir toujours plus ne naît pas dans son cerveau contrairement à ce qu'on pourrait croire ou ce qu'on nous raconte pour nous induire en erreur, elle prend racine dans les rapports sociaux auxquels le capitalisme est soumis, rapports qui incluent les contradictions qui remontent à ses origines ou ses fondements ainsi que celles de son fonctionnement interne qui en sont issues et auxquelles il ne peut pas échapper, on peut ajouter l'évolution du capitalisme mondiale sur laquelle il n'a aucun pouvoir ou qu'il subit. Bref, on aura compris qu'en réalité cette volonté correspond uniquement à un instinct de survie du capitaliste, c'est sa raison de vivre, sa volonté se confond avec elle, elle en est l'expression, car le reste du temps elle n'a pratiquement aucune emprise sur le cours des choses, elle doit s'adapter aux développements des contradictions évoquées plus haut, elle en est le produit et le moyen et non l'origine, bien que certaines mesures prises peuvent freiner ou accélérer la crise du capitalisme.

Notre propos n'est pas de nier l'intervention du capitaliste dans le processus économique, mais de préciser la place qui lui revient, et sachant qu'il subit plus qu'il ne maîtrise les contradictions du capitalisme, sa volonté a davantage tendance à suivre les événements qu'à les précéder, ce qui explique pourquoi il lui arrive de prendre la forme d'actes compulsifs, autoritaires, sordides ou cyniques.

ACTUALITÉ DU JOUR

Retraites. C'est passé sans "***effervescence dans la rue***" et sans "***bataille de tranchées dans l'hémicycle***".

Les députés ont adopté mardi en première lecture le projet de loi sur les retraites, avec les seules voix socialistes, tandis que plusieurs milliers de manifestants contestaient devant l'Assemblée nationale et en province cette réforme qualifiée d'"*erreur historique*".

La réforme, la première d'un gouvernement de gauche sur ce sujet depuis la retraite à 60 ans en 1982, a été approuvée par 270 voix pour, 249 contre et 49 abstentions. La très grande majorité du groupe socialiste a voté pour, et les élus UMP, UDI, Front national et Front de gauche contre. Les écologistes, les radicaux de gauche et 17 socialistes se sont abstenus.

Avant le vote, la socialiste Annick Lepetit s'était félicitée qu'il n'y ait eu "*ni effervescence dans la rue, ni bataille de tranchées dans l'hémicycle*".

Les syndicats réformistes, la CFDT en tête, ont souligné eux les résultats obtenus par la concertation.

Le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger s'est targué d'avoir "*pesé*" et obtenu des mesures de "*justice sociale*".

Après une mobilisation en demi-teinte le 10 septembre, les quatre syndicats opposés à la réforme (CGT, FO, FSU et Solidaires) ont voulu peser jusqu'au bout sur les députés. Plusieurs milliers de manifestants, 15.000 selon FO, se sont retrouvés place de la Concorde, face au Palais Bourbon, à la mi-journée. La CGT a évalué à "plusieurs dizaines de milliers" dans le pays le nombre de personnes descendues dans la rue. AFP 15.10

Vous aurez noté que ce sont les abstentionnistes qui ont permis à ce texte de passer, tous du PS ou satellites du PS.

Il faut ajouter que des députés du courant du PS "*Maintenant la Gauche*", vous savez la soi-disant gauche du PS qui justifie toutes les compromissions avec ce parti de droite depuis des lustres, ont voté le texte en revanche, précision fournie par L'Express qui indique que le détail des votes des députés figure sur le site de l'Assemblée nationale.

Le PS est de droite, c'est un "***secret***" bien gardé par tous les trotskistes.

Interrogé mardi sur i>TELE sur l'absence de grandes manifestations contre la réforme des retraites, M. Besancenot a évoqué un "*espoir secret du PS*".

"*Chaque fois ils nous font le coup, quand ils sont au pouvoir, de compter sur un sentiment de culpabilité, chez ceux qui ont le coeur à gauche, en disant qu'on ne peut pas quand même leur réserver le même sort qu'à un gouvernement de droite. (...) Mais nous, on l'a dit, sur la question des retraites par exemple, à Sarkozy en 2010, +on ne vous fera pas un seul cadeau+, à Hollande, il faut lui dire +on ne vous fera pas un seul cadeau+*". AFP 15.10

Il a dit "*chaque fois*", pourtant vous avez bien soutenu Hollande et le PS en 2012, comme toujours dans le passé, cela signifie que vous n'en avez jamais tiré de leçons, et vous récidiverez en 2014...

Vous n'en avez pas plus que marre de cette comédie lamentable ?

Les services du ministère de l'Intérieur font du zèle encouragés par les sorties de M. Valls

On se souvient que la police de Sarkozy avait été jusqu'à mener la chasse aux sans-papiers devant les écoles, celle de Valls lui emboîte le pas. Maintenant ce qui est insupportable, c'est la récupération politique qui est faite de cette histoire.

- Collégienne rom expulsée: le PS veut des explications - AFP

Une version des faits...

Le porte-parole du PS David Assouline a demandé mardi que les responsabilités soient "*clairement établies*" après l'expulsion dans des conditions controversées d'une collégienne rom kosovare, la semaine dernière dans le Doubs.

Il faisait référence à l'expulsion vers le Kosovo, le 9 octobre, de Leonarda, une adolescente de 15 ans, qui faisait l'objet avec ses parents et ses cinq frères et soeurs, d'une obligation de quitter le territoire après avoir été déboutée de ses demandes d'asile.

"*Manuel Valls a beau jeu de décréter que les Roms ne veulent pas s'intégrer, alors même qu'il les pourchasse jusque dans les écoles*", s'est insurgé le PG dans un communiqué, estimant que "*la lepénisation des esprits a décidément pris ses quartiers place Beauvau*".

"*Les circonstances et les responsabilités qui ont amené la préfecture à prendre une telle décision doivent être clairement établies*",

a affirmé quant à lui M. Assouline dans une déclaration à l'AFP.

Le PS juge "*choquantes*", a dit M. Assouline dans une déclaration à l'AFP, les conditions dans lesquelles la collégienne a été remise à la police alors qu'elle participait à une sortie scolaire à Pontarlier, dans le Doubs.

"*Faire descendre d'un bus par les forces de l'ordre une élève devant l'ensemble de ses camarades de classe est insupportable et inacceptable*", a estimé M. Assouline.

... et les faits.

Le secrétaire général de la préfecture du Doubs, Joël Mathurin, a expliqué à l'AFP qu'il ne s'agissait pas "*de l'arrestation d'une jeune fille dans sa classe*".

La mère et cinq de ses enfants étaient dans leur logement à Levier (Doubs) le matin de l'expulsion, mais Leonarda, élève de 3e au collège André Malraux de Pontarlier, ne s'y trouvait pas car elle était partie en excursion avec sa classe.

"*La maman a joint sa fille sur son téléphone portable pour lui dire qu'elle devait les rejoindre et l'adolescente est descendue du car scolaire où elle se trouvait, en toute discrétion. Elle a été prise en charge par les policiers et ramenée à sa mère avant de partir pour Lyon et de décoller avec sa famille en direction du Kosovo*", a indiqué M. Mathurin.

"*Les choses se sont déroulées sans coercition et sans incident. C'est un éloignement triste, mais tous les recours légaux avaient été utilisés*", a-t-il ajouté.

Selon le récit d'une enseignante présente dans le car, rendu public par le Réseau éducation sans frontières (RESF), c'est le maire de Levier qui a téléphoné à l'adolescente et parlé ensuite aux professeurs pour leur demander d'arrêter immédiatement le véhicule.

"*Je lui ai dit qu'il ne pouvait pas me demander une telle chose car je trouvais ça totalement inhumain*", a raconté cette enseignante, Mme Giacoma, citée par RESF.

Selon son récit, l'autocar s'est finalement arrêté sur le parking d'un autre établissement scolaire, le collège Lucie Aubrac de Doubs, où des policiers sont venus chercher la jeune fille, hors de vue de ses camarades. AFP 15.10

Ils ont l'art de monter en épingle des cas individuels dont les médias se font l'écho bienveillants, pour mieux faire oublier que sur le plan collectif ce sont des capitulards, des traîtres.

Le choix de se mettre volontairement dans une situation illégale est du ressort individuel, en Inde on m'a demandé d'être le complice d'une telle situation, j'ai refusé. Il ne faut pas confondre le cas d'un militant pourchassé dans son pays ou en danger et qui se réfugie dans un autre pays et demande le droit d'asile, celui-là je le soutiendrai sans réserve, et le cas de personnes qui décident de quitter leur pays pour des raisons individuelles et qui s'établissent illégalement dans un autre pays en sachant qu'elles prennent le risque d'être expulsées à tout moment, celles-là je ne peux pas les soutenir, elles prennent leur responsabilité et les assument jusqu'au bout quelle que soit l'issue de leur aventure.

Si on doit en arriver à soutenir toute action illégale entreprise à des fins individuelles autant dire qu'on ne reconnaît plus le bien-fondé de l'existence des Etats de droit et on revendique la loi de la jungle qui finalement ne profite qu'aux puissants. C'est la position de la gauche, de l'extrême gauche et des gauchistes qui ne font que précipiter la fin des Etats des droits au profit d'une dictature mondiale.

Je vis depuis de longues années dans un pays où l'Etat de droit est réduit à une portion congrue, et bien je peux vous dire qu'on a vite fait de cerner les limites de nos droits et de notre liberté, et sans aller jusqu'à se livrer à des activités illégales on en vient à réfléchir à deux fois sur les rapports que l'on peut avoir avec une personne qui pourraient être interprétés d'une façon inattendue et vous porter gravement préjudices, car en l'absence de droits toute situation conflictuelle peut dégénérer et prendre des proportions qui n'auraient pas lieu d'être dans un Etat de droit qui en quelque sorte vous protège.

Ceux qui se posent en justicier en prenant partie pour la misère du monde, sont justement ceux-là qui le reste du temps refusent de rompre avec le vieux monde pourri et de s'y attaquer résolument, ce sont de dangereux aventuriers qui me dégoûtent au plus haut point, leur bonne conscience est à vomir.

Les travailleurs pauvres pas concernés ?

Cet article comporte trop d'éléments approximatifs pour qu'on puisse s'y retrouver.

Classes moyennes, riches, entreprises : qui va payer plus d'impôts ? - lenouvelobs.com 15.10

Désormais, il apparaît clairement que les hausses d'impôts touchent tous les ménages imposables, c'est-à-dire ceux qui ont un revenu mensuel moyen supérieur à 1.700 euros net, soit la moitié des foyers fiscaux.

Les classes moyennes ? En France, tout le monde - ou presque - a le sentiment d'appartenir à cet ensemble fou, y compris les ménages statistiquement classés comme "*les plus aisés*". Qu'en est-il réellement ? D'un point de vue statistique, rappelle-t-on à Bercy, on fait partie des 20% les plus riches en France à partir de 35.000 euros de revenu annuel par foyer soit 2.920 euros par mois. Pour le ministère du Budget, la cible est identifiable et identifiée : "*Ces 20% supportent les deux tiers des hausses de prélèvements.*"

C'est indéniable. Une note de l'Institut des Politiques publiques l'indique clairement : plus on est aisé, plus l'écart entre l'impôt 2013 et l'impôt 2012 est important. Les contribuables dont l'impôt sur le revenu est compris entre 1.700 et 3.000 euros en moyenne ont vu leur impôt sur le revenu augmenter de 3% entre 2012 et 2013. Les ménages qui gagnent entre 3.000 et 13.500 euros par mois (les 19% les plus aisés) voient, eux, la facture fiscale s'alourdir de 5%. Une augmentation qui peut être beaucoup plus élevée pour certaines familles. Le plafonnement du quotient familial joue à plein à partir d'un revenu mensuel net de 5.660 euros. Un couple avec un enfant verra son impôt augmenter de 336 euros. Et un couple avec deux enfants gagnant 6.433 euros par mois paie 672 euros supplémentaires. Ce plafonnement sera encore durci l'an prochain, lorsque le plafond sera ramené à 1.500 euros. Cela concerne 12% des ménages avec enfant. Les plus aisés, bien sûr.

Pour les 1% des ménages aux revenus les plus élevés (au-delà de 13.500 euros net par mois), l'impôt augmente en moyenne de 9%, sous l'effet de la nouvelle tranche à 45% (qui touche les revenus supérieurs à 150.000 euros) ou du plafonnement à 10.000 euros des niches fiscales (contre 18.000 euros). Celui-ci, se félicite-t-on à Bercy, devrait rendre imposables quelques milliers de contribuables qui échappaient jusqu'à présent à l'impôt sur le revenu. La réforme de l'ISF - et la contribution spéciale de la première année du quinquennat - a aussi accru l'impôt des plus riches.

Enfin, certains ménages argentés ont eu une petite surprise à la lecture de leur avis d'imposition pour 2013 : il ne comprenait pas une, mais deux lignes. En plus de l'impôt sur le revenu, il affichait les contributions sociales (CSG et CRDS) sur les revenus locatifs et les revenus de portefeuille boursier. D'habitude, ils recevaient cet avis en octobre pour paiement mi-novembre. En n'envoyant qu'un seul avis, le fisc économise un million d'euros, sans compter le décalage de trésorerie puisque les contribuables paieront plus tôt. "*Certains contribuables sont venus nous voir pour demander un délai de paiement, qui leur a, en général, été accordé*", explique un agent du fisc. Ils sont toutefois encouragés à "*mensualiser*" leurs prélèvements.

"*Cette addition des deux impôts donne à beaucoup un sentiment d'asphyxie*", reconnaît-il, même si l'impôt aurait été dû de toute manière. Sentiment d'autant plus juste, admet-on à Bercy, que les contributions sociales sont passées de 13,5% à 15,5%.

Les entreprises sont-elles favorisées ?

C'est une critique qui monte au sein même de la majorité parlementaire. Certains députés, notamment ceux qui se sont regroupés au sein de la Gauche populaire, dénoncent sans pincettes l'influence des lobbys patronaux à Bercy ou à l'Elysée. "*Les décisions sont concentrées entre les mains d'un seul homme, interpelle Laurent Baumel, député d'Indre-et-Loire et fondateur de la Gauche populaire. Cela accroît les possibilités de pression de ceux qui ont les moyens de les exercer : marchés financiers, milieux d'affaires... mais le peuple n'arrive pas à se faire entendre.*"

Le message envoyé à Hollande est clair : écouter les députés et pas seulement le secrétaire général adjoint de l'Elysée, Emmanuel Macron... Déjà, plusieurs députés sont dans les starting-blocks pour redéfinir le périmètre du crédit d'impôt compétitivité emploi, qui réduit l'impôt sur les sociétés de 20 milliards d'euros et doit être financé en partie par une hausse de TVA au 1er janvier. Ils voudraient en rendre une partie aux ménages sous forme de pouvoir d'achat. Même si le dispositif a été voté il y a à peine neuf mois, ils regrettent aujourd'hui le déséquilibre entre les prélèvements à venir sur les ménages et ceux qui toucheront les entreprises. "*Il y aura l'an prochain 3 milliards d'euros de fiscalité en plus, note Marion Cochard, économiste à l'OFCE, mais cela masque une baisse de 9 milliards pour les entreprises et une hausse de 12 milliards pour les ménages.*" Douze milliards qui se décomposent en 6 milliards de TVA, presque 5 milliards de hausse d'impôt sur le revenu, et 1,3 milliard de hausse de droits de mutation et des cotisations retraite...

"*La logique qui nous anime, ce n'est pas* "les entreprises contre les ménages" *ou* "les patrons contre les consommateurs", *c'est l'emploi et la croissance*", défend Pierre Moscovici. "*Quand vous baissez le coût du travail, vous créez de l'emploi dans le pays.*"

Moscovici anticipe, il cale son langage sur le nouvel ordre mondial que les néolibéraux veulent instaurer dans lequel il n'existerait plus de classes sociales, donc plus de lutte des classe, mais où demeureraient uniquement d'un côté des "*ménages*" qui seraient aussi des "*consommateurs* et non des producteurs ou des ouvriers, et de l'autre des "*entreprises*" et des "*patrons*" de droit divin.

Quant à sa logique elle a le mérite d'être claire : il y aura création d'emploi à condition que le coût du travail soit abaissé, on n'a pas

le choix dès lors qu'on accepte de se fondre dans l'économie mondiale dans laquelle les travailleurs du monde entier sont en concurrence, autrement dit la baisse du niveau de vie des travailleurs est inévitable, inexorable.

Un aveu. La fraude patronale à grande échelle a été encouragée par l'UE et les gouvernements successifs.

Désaccord européen sur le statut des "*travailleurs détachés*" - lemonde.fr

Les 28 Etats membres espèrent toujours trouver une issue favorable à cette réforme controversée avant les élections européennes en mai 2014. Elle prévoit notamment que les travailleurs provisoirement détachés dans un autre pays européen soient traités sur un pied d'égalité.

Les principaux axes de la directive concernent la responsabilité conjointe du salarié et de ses sous-traitants, une meilleure protection – et information – des travailleurs, la clarification des règles européennes afin que le détachement ne serve pas principalement à contourner les dispositions légales en vigueur, et le renforcement des contrôles.

(On a bien lu, ils reconnaissent que le "*détachement*" (a servi) principalement à contourner les dispositions légales en vigueur", n'est-ce pas, sans que les entreprises mises en cause ne soient sanctionnées. La libre circulation des hommes à l'intérieur de l'UE ne répondait pas à des préoccupations d'ordre humaniste, au contraire elle n'a servi qu'à accroître la concurrence entre les travailleurs pour à l'arrivée faire baisser le coût du travail. - ndlr)

Ils sont un million en Europe à être "*détachés*". Proportionnellement, la Pologne, l'Allemagne, la France, le Luxembourg et le Portugal sont les Etats européens qui comptent le plus de travailleurs de ce type. Et le secteur de la construction est, de très loin, le plus concerné avec 250 000 personnes détachées au total, devant l'agriculture et les transports.

Certains Etats membres des anciens pays de l'Est craignent qu'un renforcement des moyens de contrôle n'aille à l'encontre de la libre circulation des travailleurs. Le Royaume-Uni, de son côté, n'est pas favorable à un surcroît de réglementation. lemonde.fr 15.10

ACTUALITE EN TITRES

Manipulation et instrumentalisation. D'une provocation à une autre.

- Recours d'écologistes contre l'arrêté «*anti-bivouac*» d'Estrosi - Liberation.fr

- Expulsion d'une collégienne rom: "*politique inhumaine*" pour le Parti de Gauche - AFP

- La «*Marche des Beurs*»: Trente ans plus tard, déluge de commémorations - 20minutes.fr

- Le Mans : des basketteuses autorisées à jouer voilées - LePoint.fr

- Grévistes de la faim à PSA : Pierre Moscovici interpellé par le Parti de gauche - LeMonde.fr

- Funérailles houleuses en Italie pour le SS Erich Priebke - Reuters

- Des islamistes seraient victimes des exactions de l'armée au Nigeria - LeMonde.fr -

Les mains sales. C'est la fonction qui veut cela et c'est bien payé en plus.

- "*Le gouvernement nous laisse le sale boulot*", lâche un député PS, Ayrault le recadre - Francetv info

Ils ne valent pas mieux.

- Traitée de "*salope*" par un attaché parlementaire socialiste, Marion Maréchal-Le Pen veut des sanctions - L'Express.fr

Une argumentation politique toujours aussi rigoureuse et percutante !

- Retraites: pour Besancenot, la réforme est "*une vraie saloperie*" - AFP

Parti de l'ordre (officiel)

Ils se déchirent entre eux, à la bonne heure !

- Dominique Tiberi mène la fronde contre NKM - LeFigaro.fr

- Municipales à Grenoble: l'UMP retire l'investiture à sa tête de liste - AFP

Intégrisme. La compatibilité est exemplaire.

- Hortefeux : «*Nicolas Sarkozy est le seul capable de faire reculer le Front national*» - LeFigaro.fr

Une main d'oeuvre bon marché pendant au moins trois ans...

- Le Medef propose de former 100.000 apprentis de plus par an - Reuters

Même avec la meilleure volonté du monde...

- Union bancaire européenne : la route est encore longue mais l'Europe n'a pas le choix - Atlantico.fr

- La France attirante pour seulement 13% des entreprises américaines - AFP

- Hausse de 7,5% des défaillances d'entreprises au 3e trimestre - Reuters

Résistance.

- Retraites: Plusieurs milliers de manifestants à Paris contre la réforme - 20minutes.fr

- Gad: "*à deux doigts de la liquidation*", selon le maire de Landivisiau - AFP

- Alcatel-Lucent: la direction défend son plan, les salariés dans la rue - AFP

- Nexans accroît son capital et supprime 206 postes en France - Reuters

- Natixis va annoncer 700 suppressions de postes - Reuters

- Sony va supprimer 154 emplois en Alsace - L'Expansion.com

- France Télévisions : des suppressions de poste qui ont du mal à passer - LePoint.fr

- Plan social à l'Hôtel Lutetia: appel à la grève "*totale*" jeudi - AFP

- Des éboueurs licenciés pour avoir refusé de travailler le dimanche - LeParisien.fr

- Mouvement de grève à "*Courrier international*" - LeMonde.fr

La stratégie néolibérale de la marchandisation des droits sociaux

- Santé: Plus d'un Français sur trois a renoncé à des soins faute de moyens - 20minutes.fr

La saignée continue.

- Portugal: nouvelle cure d'austérité en 2014 - AFP

- Irlande: nouveau budget d'austérité avant la sortie du plan d'aide - AFP

En adoptant l'idéal du socialisme !

- "*Mon travail ne sert à rien, comment lui redonner du sens?*" - L'Express.fr

Nouvelles du nouvel ordre mondial néolibéral.

L'anticommunisme primaire toujours d'actualité.

- Les porteurs d'emprunts russes assignent la Russie pour obtenir leur remboursement - 20minutes.fr

La dette de l'Ancien régime tsariste avait été annulée par le gouvernement bolchevik en 1917, de la même manière que si nous prenions le pouvoir nous ne rembourserions pas un centime de la dette de l'Etat capitaliste aux marchés financiers qui saignent les travailleurs depuis 1973.

Mieux, nous abolirions la dette des ménages, des travailleurs envers les banquiers rentiers, ainsi que celle des artisans, des petits paysans, des PME pour les gagner à la révolution socialiste...

Tribunale d'exception, illégale et prison secrète.

- L'ex-président libérien Charles Taylor transféré dans une prison britannique - AFP

Près de douze ans après la fin de la guerre civile en Sierra Leone, l'ancien président du Liberia Charles Taylor a été transféré mardi dans une prison britannique tenue secrète pour y purger sa peine de 50 ans de prison.

M. Taylor est le premier ex-chef d'État à être condamné par la justice internationale depuis le tribunal militaire de Nuremberg qui jugea les dignitaires nazis au lendemain de la Seconde guerre mondiale. AFP 15.10

Le tribunal militaire de Nuremberg a "*oublié*" de juger les banquiers sionistes qui ont financé le régime nazi, notamment. Une parodie de justice dans les deux cas.

Le sionisme : l'idéologie la plus criminelle de tous les temps.

- Israël demande la fermeté face au nucléaire iranien - Reuters

- Iran: Netanyahu ne renonce pas à une "*attaque préventive*" - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Naissance en Espagne du Parti X, issu de la mouvance des Indignés - AFP 08.10

Une mouvement citoyen, le Parti X, a été lancé mardi en Espagne, avec des ex-membres du mouvement des Indignés, né en 2011, et dénonçant, comme lui, «*une classe politique corrompue et incapable*» de sortir de la crise. «*La majeure partie des personnes du réseau citoyen Parti X, bien que pas toutes, nous nous sentons du 15M*», le mouvement des Indignés lancé le 15 mai 2011, explique le parti sur son site internet.

Comme pour les Indignés, ce parti fonctionne avec des personnes qui «*travaillent*» sur des tâches précises et ne dispose d'aucun organe dirigeant ou de listes en vue des prochaines échéances électorales. «*Nous n'avons pas de liste fermée comme les autres partis*», a expliqué à l'AFP une porte-parole, le nouveau parti se voyant plus comme «*un groupe de pression*». Quant au programme, «*nous proposons un plan d'urgence de sortie de crise. Nous pensons que c'est le moment d'une réponse citoyenne et que les conditions sont réunies*», a affirmé l'une des intervenantes, lors de la présentation du nouveau parti.

Le projet de programme affiché sur le site est d'ailleurs ouvert aux amendements des citoyens, ont souligné les intervenants. «*Nous voulons que les coupables de la crise soient jugés et un plan d'action pour les citoyens (un Nuremberg financier et un plan Marshall adapté au 21è siècle)*», affirme le parti sur son site internet.

Le mouvement citoyen des Indignés, qui avait campé pendant un mois sur la place centrale de la Puerta del Sol à Madrid, était devenu le symbole d'un ras-le-bol de la classe dirigeante qui avait surpris un pays où, malgré la crise, le mécontentement s'était jusque-là peu exprimé. Mais il avait ensuite perdu en visibilité, ses membres refusant souvent de fournir leur nom et de désigner des listes de dirigeants comme les autres partis politiques dont ils dénonçaient le fonctionnement opaque et corrompu.

«*Depuis le début, l'une des demandes récurrentes était de " montrer des visages ". Aujourd'hui, nous commençons à le faire avec les premiers noms de la commission anticorruption*», affirme le Parti X. Parmi eux, figure notamment le Français Hervé Falciani, ex-informaticien de la banque HSBC Genève qui a divulgué en 2008 des fichiers bancaires permettant de découvrir des milliers d'évadés fiscaux dans le monde et ayant mené au redressement fiscal de fraudeurs français. AFP 08.10

Il n'est nulle part question de rompre avec le capitalisme ou même les institutions héritées du franquisme, «*un groupe de pression*» qui espère obtenir quelques privilèges supplémentaires du régime pour la classe ou les couches moyennes qu'ils représentent en échange de sa neutralité ou son soutien. Ils militent pour leurs propres intérêts corporatistes.

2- Chine

Les Etats-Unis accusent la Chine de fabriquer des armes antisatellites

Les États-Unis considèrent que les trois satellites chinois orbitalisés cet été font partie d'un programme de développement d'armement antisatellite, a rapporté le rédacteur en chef du service information du site Internet du Washington Free Beacon Bill Gertz, célèbre pour ses relations dans le gouvernement et les agences de renseignement américain. Selon certains experts, la Chine pourrait en effet disposer de satellites tueurs datant de l'époque soviétique.

Trois satellites, SY-7, CX-3 et SJ-15 a été lancés par une seule fusée-porteuse CZ-4C. Les premières informations sur leurs manœuvres en orbite ont été diffusées par les agences en août. Ces satellites effectuaient des manœuvres d'approche, et l'un d'eux, équipé par bras robotisé, a attaqué un autre satellite.

Selon les sources officielles, les lancements des satellites avaient un but scientifique, notamment liées à la maintenance des engins spatiaux. Les tests du bras robotisé correspondent tout à fait à cette description. Un instrument de ce type se trouvait notamment à bord des vaisseaux spatiaux américains Space Shuttle. Il a été utilisé notamment pour l'entretien et le retour des satellites sur Terre, même si ce genre de systèmes est réputé peu fiable et est très coûteux. La technologie de rapprochement peut certes avoir un but militaire. En URSS, on développait ce genre de « *satellites-chasseurs* » pour se rapprocher des appareils spatiaux de l'ennemi et les détruire par explosion. A en juger par le rapprochement des satellites, notamment d'un satellite lancé en 2005, les Chinois ont brillamment accompli leur mission.

Ainsi, outre les systèmes antisatellites construits sur la base de missiles DF-21 et éventuellement DF-31, qui, en décollant de la Terre, visent les appareils satellites de l'ennemi avec une ogive cinétique, la Chine peut disposer de satellites tueurs du modèle soviétique. Ces satellites peuvent être mis en orbite en cas de tensions militaires et y rester longtemps en attendant l'ordre de leur d'utilisation. En théorie, ces systèmes peuvent viser des cibles à des altitudes plus élevées que les systèmes construits sur la base des missiles balistiques.

Dans le même temps, la destruction d'un satellite à l'aide d'armes antisatellites peut être facilement prouvée et du point de vue juridique, ces actions sont considérées comme un acte de guerre. La Chine pourrait donc envisager des options moins dures pour mettre hors service les satellites de l'ennemi, notamment en perturbant leur fonctionnement, sans les détruire. Capturer le satellite de l'ennemi à l'aide d'un manipulateur, le désorienter et détruire certaines de ses fonctionnalités sont des moyens moins radicaux et souvent plus appropriés. Dans certains de ces cas, l'ennemi ne se rendra même pas compte que le satellite a été attaqué.

Pour la Chine, les armes antisatellites sont une riposte asymétrique destinée à contrer la suprématie technique américaine. Le concept chinois d'exploitation des réseaux électroniques implique la conduite simultanée d'une guerre électronique, mais aussi des attaques contre les systèmes de communications, de l'intelligence et du contrôle, tout comme des attaques des réseaux informatiques. Ce concept joue un rôle central dans les différents scénarios de conflits envisagés par Pékin. Une attention toute particulière est accordée au brouillage électronique et à la destruction des satellites ennemis, procédés naturels et inévitables dans de telles conditions. On peut en conclure que Chine possède le programme le plus puissant de construction d'armes antisatellites dans le monde. french.irib.ir 15.10

On doit avouer parfois être à mille lieues de s'imaginer ce que leurs esprits tordus, belliqueux et guerriers sont capables d'inventer pour conserver leur pouvoir dans le rapport de forces qui les opposent, et quel gigantesque gâchis au passage !

ECONOMIE

Prix Nobel d'économie.

La spéculation intellectuelle récompensée et la spéculation financière banalisée.

L'Académie explique qu'Eugene Fama, 74 ans, fait partie des économistes qui ont mis en évidence dans les années 1960 l'immense difficulté de prévoir à court terme l'évolution des cours, en mettant en particulier l'accent sur la rapidité avec laquelle sont intégrées les nouvelles informations.

Favori de longue date du prix, Eugene Fama, que certains qualifient de père de la finance moderne, a en outre décrit les mécanismes par lesquels des groupes d'actions peuvent enregistrer de meilleures performances que l'ensemble des marchés.

"*L'application la plus évidente des recherches de Fama, c'est l'idée qu'on ne peut pas battre les marchés*", explique Peter Englund, membre du comité d'attribution du prix. "*Il est impossible de prouver que l'analyse des actions en vaut la chandelle*."

(C'est l'art du sophisme récompensé, extraordinaire, arrivé à 74 ans un type qui nous dit qu'il est arrivé à la conclusion qu'il est impossible de prouver quelque chose, peut importe de quoi il s'agit puisque la conclusion de ses travaux est creuse, vide, et le voilà porté au pinacle par ses pairs qui doivent être aussi misérables que lui. - ndlr)

Il est souvent décrit comme le père de l'hypothèse d'efficience des marchés. Ses travaux sont des classiques pour tout étudiant en finance. (Normal que les économistes en général soient aussi nuls. - ndlr)

Il a une réputation d'homme inébranlable dans ses convictions libérales. En 2010, dans un entretien avec le New Yorker, il défendait l'idée que la grande crise des années 2008 2009 n'avait pas pour origine le marché immobilier, pas même les bulles spéculatives sur les marchés, mais les cycles économiques. "*Le reste du monde s'est converti à la notion selon laquelle les marchés sont plutôt bons pour allouer les ressources*", disait-il, argumentant contre la régulation publique.

(Il a fait ses études à Chicago, s'il n'appartient pas à l'école des Chicago Boys de M. Friedman, sa conception de l'économie a largement été influencée par l'idéologie néolibérale qu'elle avaient théorisée. - ndlr)

Au début des années 1980, Robert Shiller, âgé de 67 ans, a, lui, découvert que les cours des actions étaient plus faciles à estimer sur plusieurs années, car même s'ils fluctuent bien plus que les dividendes versés par les entreprises, il existe une corrélation entre les deux.

(Quelle découverte prodigieuse ! -ndlr)

C'est l'un des pionniers de la finance comportementale, qui estime que la rationalité des individus n'est pas systématique. L'Académie explique que l'économiste a montré que "*le rapport entre les cours et les dividendes a tendance à baisser lorsqu'il est élevé et à augmenter lorsqu'il est bas*", ce qui s'applique par ailleurs à d'autres actifs que les actions.

(Encore un truisme, il est logique que plus les cours sont élévés plus les dividendes diminuent puisque le rapport entre le cours des actions se trouve de plus en plus éloigné de l'économie réelle qui ne fonctionne pas selon les mêmes lois que la Bourse, vous pouvez faire passer le cours d'une action de 10 à 100 dollars, si l'entreprise en question devait dégager un profit de 500.000 dollars, il n'y a aucune raison qu'elle dégage un dollar de plus de profit. On peut ajouter que la hausse du prix des actions signifient qu'une grande partie du profit est détournée de l'économie productive vers l'économie spéculative, cela se traduira par une stagnation des investissements, donc du profit à attendre qui stagnera ou baissera, donc quand le cours des actions est plus bas cela peut signifier que davantage de plus-value a été réinvestie dans la production, dont il est logique d'en attendre un rendement supérieur, donc des dividendes supérieures, pas besoin d'avoir fait de longues études pour comprendre cela. Maintenant cette logique peut être totalement faussée mais par forcément, car l'argent qui se déverse à flot sur les places boursières peut provenir d'autres sources. - ndlr)

"*Il y a en ce moment une hausse très rapide des cours, et je crois qu'elle est en partie accélérée par la politique de la Fed*", a-t-il dit à Reuters. "*Cette crise financière, que nous avons traversée au cours des cinq dernières années, elle semble refléter une incompréhension de l'évolution des prix*."

"*Quand les prix des actifs se mettent à s'emballer, ce devrait être une cause d'inquiétude*", a-t-il ajouté. "*Les autorités monétaires devraient remédier à des mouvements excessifs de prix.*"

(C'est la cavalerie, cette hausse est créé artificiellement et alimente la dette qui est le volant d'entraînement de l'économie capitaliste, une nouvelle bulle spéculative qui viendra à éclater. -ndlr)

M. Schiller est le plus connu des trois lauréats 2013 parmi le grand public, s'exprimant régulièrement à la télévision sur l'état de l'économie américaine. Il a conçu un indice sur les prix de l'immobilier aux Etats-Unis, appelé Case-Shiller, et publié chaque mois par l'agence d'évaluation financière Standard and Poor's. Cet indice a appuyé sa démonstration selon laquelle le secteur financier américain avait alimenté une bulle spéculative et risquait une catastrophe, qui s'est effectivement produite en 2007-2008 lors de la "*crise des subprime*".

Son livre "*L'Exubérance irrationnelle*" (2006), dont le titre reprenait une formule célèbre du président de la Fed Alan Greenspan, a été un grand succès de librairie.

(Des devins ces économistes qui ne prévoient rien mais décrivent ce qui est en train de se produire sous nos yeux, des enfonceurs de portes ouvertes, ils nous font penser à ceux qui passent leur temps à prédire que le capitalisme va s'effondrer et le jour où cela se produit s'exclament : on vous l'avait bien dit pour justifier leur statut !

En 2011, il était considéré comme l'une des 50 personnalités les plus importantes du monde de la finance, selon Bloomberg.

Le troisième économiste récompensé, Lars Peter Hansen, 60 ans, a "*développé une méthode statistique qui est particulièrement bien adaptée pour tester les théories rationnelles sur les prix des actifs*", aux côtés d'autres chercheurs, selon les termes de l'Académie. Reuters et Lexpansion.com 15.10

Haut de page

Le 17 octobre 2013

CAUSERIE

Jeudi 16h20 heure locale.

J'ai ajouté 26 nouveaux articles, dont un rapport intéressant (en français) sur la richesse mondiale en 2013. J'ai bien avancé dans l'actualisation du site, il me reste à la formater, mais surtout je dois traiter le plus rigoureusement possible cette misérable polémique à propos d'une famille Rom dont le cas est une nouvelle fois instrumentalisé par la vermine de gauche et d'extrême gauche, ces tiers-mondistes de merde, ces fourvoyeurs du socialisme qui se présentent comme de grands humanistes et internationalistes, alors qu'en réalité ils ne font que favoriser la mise en oeuvre de la politique réactionnaire de l'Union européenne, ils se font les porte-parole de l'idéologie néolibérale qui sert de support à cette politique qui a pour but la destruction de l'Etat de droit au profit de la pire des barbaries.

C'est le manque de maturité du prolétariat qui se traduit par l'absence tragique de son parti révolutionnaire, qui permet au parti de l'ordre (UMP, UDI) et à l'extrême droite, au MRC ainsi qu'au ministre de l'Intérieur et une grande partie du gouvernement d'apparaître comme les défenseurs de l'Etat de droit qui n'est évidemment pas la panacée en régime capitaliste, mais qui garantit encore l'exercice de la lutte des classes qui a permis à la classe ouvrière au cours du XXe siècle de conquérir des droits sociaux et politiques, que les uns et les autres (au PS ou à l'UMP, au FN) s'entendent à liquider, il n'y a que sur les moyens pour y parvenir qu'ils divergent, on peut ajouter que la position de chacun, au pouvoir ou dans l'opposition facilite la répartition des rôles à laquelle ils se livrent.

La gauche et l'extrême gauche se font les fossoyeurs de l'Etat de droit, donc de tous nos droits, ils remplissent cette fonction qui est dévolue par nature à la droite et à l'extrême droite.

C'est quand même extraordinaire, cela ne m'était pas venu à l'esprit avant, en fait ils reprennent la même méthode que Bush et Obama qui au nom de la démocratie et de la liberté, de valeurs humanistes, se sont employés à détruire des pays en voie de développement qui à un moment donné aurait pu s'élever au niveau de la démocratie (bourgeoise) et permettre à la lutte de classe de s'exercer et au prolétariat de conquérir de nouveaux droits sociaux et politiques. Dans certains pays, les avantages sociaux que les régimes en place accordaient aux travailleurs étaient de trop, il fallait stopper ce processus, si nécessaire en recourant à la force, aux bombardements pour les renvoyer des décennies en arrière... Et quand la gauche et l'extrême gauche soutient la politique de Hollande en Syrie, c'est cette oeuvre de destruction qu'ils accompagnent ou dont ils se font les complices, pire encore, qu'ils réclament !

Ici, dans cette affaire de Roms, la soi-disant gauche du PS, la gauche et l'extrême gauche ne font que compléter l'oeuvre de démolition sociale à laquelle ils se livrent déjà dans les syndicats et sur le plan politique quotidiennement au côté du PS, au côté ou au sein des institutions. La suite dans 5 ou 6 heures.

Vendredi 0h50 heure locale

L'actualisation du site est terminée, cela a été laborieux et je ne suis pas satisfait.

Vade retro, satana, sort de mon corps !

Pour se marrer, bien que ce n'est pas tout à fait le sujet, heureusement que Dieu a créé la femme ! C'est pour faire chier les féministes que je ne peux pas encadrer.

Dieu est parfait et l'homme est un être perfectible, faible et vil, si bien qu'il se laisse facilement tenter par le malin qui le pervertit. L'homme a tous les torts et doit se repentir, faire pénitence, souffrir pour racheter le péché originel dont il est le fruit. Ce n'est pas Dieu qui soumet l'homme à la tentation, c'est l'homme perverse par nature. C'est dans sa nature, mais alors pourquoi Dieu l'a-t-il fait si imparfait, ne dit-on pas qu'il est à l'image de Dieu ? C'est justement en commettant le péché originel qu'il est devenu imparfait et la raison pour laquelle il doit passer son existence à expier cette faute.

Et le monde extérieur, la société, ses inégalités et ses injustices, sa cruauté, ne sont-ils pas responsables de sa tentation à adopter un comportement injuste ou cruel ? Que nenni, la tentation, le diable est en lui, dans l'homme...

Finalement si Dieu est amour et perfection, c'est que la haine et tout ces vices sont engendrés uniquement par l'homme, inutile de chercher des excuses dans le monde extérieur aussi abominable soit-il, ils sont en lui, et inutile de vouloir changer la société pour qu'elle soit meilleure et plus justes, c'est lui qui doit changer, amen, vous pouvez me trancher la tête !

- Le "*Notre Père*" modifié : "*Cette traduction est plus fidèle au message*" - Francetv

La nouvelle traduction de la Bible, qui contient une version remaniée du "*Notre Père*", a été validée par le Vatican, a indiqué la Conférence des évêques de France (CEF) lundi 14 octobre, confirmant une information du Progrès. Elle sera présentée lors de l'assemblée plénière de la CEF, à Lourdes, et diffusée à partir du 22 novembre.

Le "*Notre Père*", la prière la plus récitée par les chrétiens, qui figure dans les Evangiles selon saint Matthieu et saint Luc, évolue. La phrase "*Et ne nous soumets pas à la tentation*" devient "*Et ne nous laisse pas entrer en tentation*".

Pourquoi cette modification ? Que va-t-elle changer pour les millions de catholiques francophones ? Francetv info a interrogé l'abbé Pierre Amar, prêtre du diocèse de Versailles et rédacteur sur Padreblog.fr.

Pierre Amar : Tout le monde s'accordait à dire depuis longtemps que la formulation était maladroite et ambiguë à cause des imprécisions de la traduction depuis le texte hébreu. Même les enfants m'interrogeaient sur le sens de cette phrase. La formulation "*Et ne nous soumets pas à la tentation*" laisse penser que Dieu puisse pousser à la tentation, alors que ce n'est pas du tout le message. Dieu ne pousse pas au péché. Il ne nous donne pas d'épreuve ou d'obstacle, mais il nous accompagne dans l'épreuve et la traverse avec nous. Ainsi, "Et ne nous laisse pas entrer en tentation" est bien plus fidèle au sens initial.

Mais il existe d'autres exemples maladroits. On utilise notamment la formule "*sacrement de réconciliation*" pour la confession. Mais la "*réconciliation*" implique des torts partagés, alors que Dieu n'a pas de torts, il n'y a donc pas besoin de se réconcilier avec lui.

"*Et ne nous laisse pas entrer en tentation*" sous-entend que Dieu nous aide à tenir bon dans l'épreuve. Dieu n'est pas piégeant, il est aimant.

Ce changement va permettre de reparler de ce qui fait le cœur de notre religion, de redire que Dieu n'est pas un chef, ni un despote, ni un patron, mais un père qui aide ses enfants. Francetv 16.10

Pour aboutir à ce tour de passe-passe sémantique, on nous dit, que "*pour cette nouvelle traduction, il a fallu dix-sept années de travail à une équipe de traducteurs. C'est très long*", on veut bien le croire ma foi !

Il faut dire que pour culpabiliser davantage les croyants qui sont aussi hypocrites que la moyenne soit dit en passant, cela valait le coût de se donner autant de peine puisque toute peine mérite salaire, faire durer le plaisir n'était pas une torture mais plutôt une bénédiction, entre nous heureusement que les hommes sont imparfaits sinon il n'y aurait pas inventé les riches et les pauvres, et faire preuve d'un tel acharnement ne pouvait être que l'oeuvre d'esprits remplis de compassion envers les maîtres d'un système économique qui en tireraient profit, ce qui d'ailleurs est amplement mérité tant il transpire la bonté et la générosité, le bonheur qu'il sème sur terre jusqu'au ciel, amen.

Qu'il nous soit permis d'être tenté d'en rire !

Affaire de la famille Rom kosovare expulsée.

Etait-ce le produit de la "*crise morale du capitalisme*" comme certains l'affirment ou plutôt le signe de sa décadence et de sa décomposition, de sa faillite qui le rend étranger à toute valeur humaniste ? La putréfaction du capitalisme entraîne dans son sillage celle des partis dits de gauche et d'extrême gauche.

Autre aspect de cette affaire.

Il s'agit d'une opération de déstabilisation où les soi-disant valeurs humanitaires, démocratiques ou républicaines sont instrumentalisées et servent à détruire ce qui reste de l'Etat de droit au profit d'une dictature, puisque l'Union européenne en est complice.

Autres angles pour aborder cette affaire.

Ils se servent des enfants pour inspirer la pitié, pour contourner le droit et le justifier : c'est infâme, écoeurant, dégueulasse, cynique au possible !

Ils jouent sur la fibre émotionnelle à la manière des médias qui n'ont de cesse de s'en servir pour mieux manipuler, conditionner les masses, pour les faire adhérer à la politique réactionnaire du gouvernement. Ce sont ceux-là mêmes qui dénoncent bruyamment ces officines de propagande de la classe dominante et leurs méthodes, qui n'hésitent pas à les emprunter à leur tour pour camoufler leur propre soumission au régime en place, leur propre responsabilité de la situation actuelle.

Contenu politique.

En quelque sorte le capitalisme devrait adopter un visage humain, faire preuve d'humanisme et remettre des papiers à tous les immigrés illégaux, leur fournir un logement et un travail. C'est généreux, mais voilà il en est incapable, il n'est pas capable de l'assumer pour ses propres travailleurs, dont des millions sont mal logés ou à la rue et sont au chômage. Qu'est-ce qu'on fait alors, on s'unit pour en finir avec le capitalisme qui est incompatible avec le droit au logement et au travail pour tous, on rompt avec les institutions de la Ve République et l'Union européenne ? Non répondent en choeur la gauche et l'extrême gauche. Si non, c'est que la situation telle qu'elle est leur convient finalement, ils ne combattent pas pour en créer les conditions politiques qui permettraient d'en finir avec le régime, ils instrumentalisent les difficultés que rencontrent les travailleurs pour mieux les convaincre qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme et qu'ils doivent subir le sort qu'il leur réserve, pire, ils les dressent les uns contre les autres pour le compte du régime qu'ils soutiennent, car la majorité des travailleurs qui sont confrontés à des problèmes de logement ou de travail depuis de longues années et toutes sortes de difficultés ne peuvent pas comprendre ou admettre pourquoi leurs besoins devraient passer à la trappe, tandis que ceux des immigrés illégaux devraient être satisfaits en priorité, ils considèrent ce traitement comme injuste et injustifié car eux aussi dans leur pays ils connaissent une situation extrêmement difficile.

C'est la gauche et l'extrême gauche qui encouragent ces travailleurs à avoir cet état d'esprit, ce sont eux qui créent les conditions qui conduisent les différentes couches de travailleurs à s'affronter entre elles, à se diviser parce que les masses exploitées ne sont pas suffisamment hétérogènes, ils en rajoutent. Idem pour le racisme, la xénophobie, l'homophobie, l'islamophobie, etc. Ils se foutent complètement de la crise sociale qui sévit dans le pays, voilà la vérité.

C'est un autre aspect de la collaboration de classes. Que disent les syndicats dans lesquels ils militent ? Il faut accepter de réduire le coût du travail pour défendre l'emploi, au lieu d'exiger des augmentations de salaires et la création d'emplois. Pourquoi ? Pour la même raison, parce qu'ils se refusent d'affronter le gouvernement et le patronat. Pourquoi ? Quelle question, mais parce qu'ils y sont soumis ! Tenez, ils viennent d'avoir le soutien du Medef (à lire plus loin) qui lui sait parfaitement à quoi s'en tenir, les patrons ne sont pas comme ces abrutis !

La gauche et l'extrême gauche font le lit de l'extrême droite.

Hollande va accueillir en France 500 "réfugiés" syriens. Ils ne parlent pas français, comment vont-ils faire pour vivre, où vont-ils vivre, qui va payer ? L'Etat, le même Etat qui soutient les barbares qui détruisent la Syrie et provoquent cette exode de la population syrienne. Mais l'Etat c'est qui ? Ce sont les travailleurs qui paient impôts et taxes, Etat qui refuse de fournir un logement à plus de trois millions de travailleurs de ce pays, qui refuse de fournir un travail à 5 ou 7 millions de travailleurs de ce pays, voilà des arguments rêvés pour l'extrême droite, et après cela ils prétendent la combattre, en réalité c'est tout le contraire qui se produit.

La parole à la défense

La collégienne kosovare dont l'expulsion a provoqué une vive polémique a dit mercredi au micro de France Inter, depuis le Kosovo : "*Tout ce que je veux, c'est, avec ma famille, venir en France, recommencer les cours pour avoir un avenir. Le truc le plus important, c'est l'école*", a déclaré Leonarda, une Rom kosovare de 15 ans, qui vivait à Levier (Doubs) et faisait l'objet avec

ses parents et ses cinq frères et soeurs d'une obligation de quitter le territoire après que la famille eut été déboutée de ses demandes d'asile.

La jeune fille est revenue dans son témoignage sur les circonstances de son expulsion. "*A sept heures et demie, j'ai eu un appel, c'est l'ancien maire de Levier (où résidait la famille de Leonarda, ndlr) qui m'a appelée, il m'a demandé où j'étais*", a-t-elle expliqué. AFP 16.10

Leonarda a dit " *je veux*", dès lors l'Etat de droit doit se plier à sa volonté et disparaître. J'imagine que si demain en Inde j'enfreins la loi et que je me fais prendre, il me suffira de dire au juge : " *je veux*" que vous m'autorisiez à faire ce que je veux et il m'accordera sa bénédiction, ben voyons, je moisirai en tôle ou ils m'expulseront ouais et j'accepterais ce verdict évidemment.

Il y a quelques jours mon épouse m'a demandé d'aider un Indien qui voulait trouver une femme française pour partir en France, un copain de son frère, alors qu'il a une bonne situation ici. Il a tout ce dont rêve un Indien, un bon salaire, un emploi garanti à vie, une protection sociale, il aura une retraite, il est propriétaire de sa maison, il a des économies, il est encore jeune, sauf que voilà il ne veut pas se marier avec une femme indienne car il craint que sa belle-famille lui pourrisse la vie et lui pique son fric. J'ai dit à mon épouse que ce n'était pas un argument suffisant et que je ne l'aiderai pas, mieux, je vais tout faire pour le décourager de partir en France, il ferait une grosse connerie.

Un Indien, c'est fait pour vivre en Inde ! Qu'est-ce qu'ils font dès qu'ils arrivent en France ? Ils se précipitent dans les magasins indiens pour acheter des DVD et des revues indiennes, ils se rendent dans les quartiers fréquentés par les Indiens parce que l'Inde, leur culture, etc. leur manque, non mais attendez, je connais l'histoire par coeur depuis le milieu des années 80. Sont-ils plus heureux en France qu'en Inde ? Même pas ! Regardez, moi, pendant des années j'a rêvé de repartir en France. Pourquoi ? Parce que je n'étais pas plus heureux en Inde qu'en France, puis j'ai dû me faire à l'idée que je devais y renoncer définitivement pour des raisons matérielles et financières. Je rappelle que tous les Indiens et Sri Lankais que j'ai aidés à partir en France ou tous ceux que j'ai connus en Inde qui sont partis s'installer en France n'avaient aucun problème pour vivre dans leur pays, tous avaient de l'argent ou des biens immobiliers, des terres, aucun n'étaient pauvres, qu'ils soient partis légalement ou avec un simple visa touristique.

Le contexte.

La famille de l'adolescente "*avait été déboutée de tous ses recours et avait donc épuisé les voies pour pouvoir bénéficier d'un droit de séjour sur le territoire national*", assure aussi préfecture. Selon les informations qu'elle a diffusées dans un communiqué, peu après son entrée irrégulière en France le 26 janvier 2009, la famille Dibrani dépose une demande d'asile. Sept mois plus tard, le 20 août, cette première demande est rejetée par l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Et l'est à nouveau en appel, un an et demi plus tard, le 31 janvier 2011, par la CNDA (Cour nationale du droit d'asile). En mars 2011, la famille dépose un réexamen de son dossier d'asile. A nouveau rejeté. Avant que la préfecture ne prononce, le 29 septembre 2011, un refus de séjour assorti d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Ce que le tribunal administratif a confirmé le 26 janvier 2012, avant que la cour administrative d'appel de Nancy ne fasse de même le 21 février 2013.

Ces recours n'ayant pas abouti, les parents de Leonarda sollicitent ensuite une régularisation au titre de la circulaire Valls du 28 novembre 2012 relative à "*l'admission exceptionnelle au séjour des étrangers en situation irrégulière*". Nouvel échec. La famille, assure la préfecture, "*ne remplissait pas les critères de résidence prévus par cette circulaire*". Elle argue aussi du fait qu'elle présentait "*d'insuffisantes perspectives d'intégration sociale et économique.*" Un nouveau refus de séjour avec obligation de quitter le territoire leur est notifié en juin. Début septembre, le père de famille fait l'objet d'un contrôle d'identité en gare de Mulhouse. En situation irrégulière, il est conduit en CRA (centre de rétention administrative). Les enfants ne pouvant plus être conduits en rétention avec leurs parents depuis la circulaire Valls du 6 juillet 2012, les enfants Dibrani et leur mère sont assignés à résidence à Levier, dans le Doubs, dans un centre d'hébergement. Le père de famille est expulsé mardi 8 octobre. Sa femme et ses enfants le lendemain.

La PAF (Police de l'air et des frontières) disposait de billets d'avion pour un départ le jour-même à 13h au départ de Lyon. Leonarda est donc débarquée du bus scolaire et récupérée par la police. "*L'éloignement s'est réalisé sans coercition, dans le plus grand calme*", insiste la préfecture, précisant que l'adolescente a "*attendu les forces de l'ordre à l'écart du bus avec son professeur, le plus discrètement possible*". nouvelobs.com 16.10

Au fait, tous les jours en France il y a des familles avec des enfants qui sont expulsées de leur logement, elles se retrouvent sur le trottoir, la loi est appliquée, infâme certes, où sont alors les gauchistes ? Tous les jours il y a des pères ou des mères de famille qui ont des enfants et qui perdent leur boulot, qui sont jetés à la rue aussi, le droit s'impose, injuste certes, où sont alors les gauchistes ? Même les médias sont absents.

Un fusible

Un préfet dont le parcours commence à être évoqué par certains socialistes, et qui pourrait devenir un «*fusible idéal*» si «*les choses tournent mal*», a estimé ce matin le journaliste Marc Fauvelle sur France Inter. Stéphane Fratacci a en effet été le

secrétaire général du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire de Nicolas Sarkozy, dont la création avait entraîné une polémique nationale et avait été critiquée par le rapporteur spécial de l'ONU contre le racisme.

Une chose est sûre, Stéphane Fratacci s'est spécialisé sur les questions d'immigration et des expulsions. Il a occupé le poste de directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur de 2001 quand Daniel Vaillant était le locataire de la place Beauvau à 2006 et y est resté avec Nicolas Sarkozy. Une de ses missions était de préparer et de mettre en œuvre la législation sur de nombreuses questions, dont les «*procédures concernant l'éloignement du territoire français pour des motifs d'ordre public des ressortissants étrangers*». Le service assure par exemple l'harmonisation entres les procédures suivies par les différents préfets en la matière.

En 2010, alors qu'il était en poste au ministère de l'Immigration, il déclarait son souhait que «soit portée une grande attention à la situation des mineurs étrangers isolés». Slate.fr 16.10

Quelques titres de presse

- L'expulsion de la collégienne kosovare vire au feuilleton politique - LeMonde.fr

- "*Je veux revenir en France*", lance la collégienne kosovare expulsée - Francetv

- La collégienne kosovare expulsée raconte sa "*honte*" - Reuters

- Harlem Désir : "*La collégienne kosovare doit pouvoir revenir dans sa classe*" - LePoint.fr

- Léonarda : «*Nous vivons sous la dictature de l'émotion*» selon Chevènement - AFP

- Mobilisation pour un lycéen parisien expulsé en Arménie - Liberation.fr

Quelques réactions politiques.

PS- «*Je comprends toutes les émotions» suscitées par cette expulsion, mais «cette reconduite à la frontière s'est déroulée dans le respect du droit, dans le respect des personnes*», déclare Manuel Valls lors d'un déplacement à Lorient, tout en demandant «*que chacun garde son sang-froid*». «*Ne doutez pas un seul instant que les règles de droit public sont appliquées avec intelligence, discernement, humanité (...) par mes services*», a-t-il ajouté.

La gauche «*ne saurait transiger avec les valeurs, sous peine de perdre son âme*», souligne sur Twitter le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone.

Sur i>TELE, Bruno Le Roux, patron des députés PS, met en cause le préfet. «*Il y a dans cette procédure une faculté de discernement offerte au préfet*», a poursuivi Bruno Le Roux, en se demandant s'il y avait vraiment «*nécessité*». «*Il ne faut pas aller chercher les enfants à l'école*», a insisté le proche du chef de l'Etat. Là «*c'était le temps scolaire. On peut attendre, on peut différer*».

Le porte-parole des députés PS Thierry Mandon a de son côté affirmé : «*On doit dans la République, surtout lorsqu'il s'agit d'enfants, appliquer la règle, mais on doit le faire avec du coeur, un peu de finesse et d'intelligence. A l'évidence, ceux qui ont géré cette situation sur le terrain en ont manqué.*» Faut-il sanctuariser l'école? «*Non, il faut arrêter d'interdire, d'autoriser... Il faut responsabiliser. Ceux et celles qui incarnent la République sur le terrain doivent veiller au respect des règles de droit, mais doivent aussi comprendre que la devise républicaine se termine par fraternité.*»

Jean-Marc Ayrault promet à l'Assemblée nationale que l'arrêté d'expulsion de Léonarda sera annulé si l'enquête administrative sur cet éloignement, dont les résultats seront connus «*dans 48 heures*», montrait qu'une «faute» avait été commise. «*S'il y a eu faute, l'arrêté de reconduite à la frontière sera annulé. Cette famille reviendra pour que sa situation soit réexaminée en fonction de notre droit, de nos pratiques et de nos valeurs*», assure le Premier ministre.

Harlem Désir estime que la collégienne expulsée doit pouvoir «*revenir dans sa classe*». «*Aujourd'hui, le gouvernement demande une enquête administrative urgente, c'est un premier pas. En attendant, Leonarda doit pouvoir revenir dans sa classe*», juge-t-il.

Deux nouveaux responsables du PS tweetent pour exprimer leur fort mécontentement. «*Manuel Valls qui justifie l'expulsion de #Leonarda ! Quand est-ce qu'on prend une mesure d'éloignement du gouvernement à l'encontre de Valls ?*», lance Frédéric Hocquard, secrétaire national du PS à la Culture.

«*Perso, je ne me vois pas rester à la direction du PS si rien n'est fait pour #Léonarda j'en tirerai les conséquences*», souligne quant à lui Stéphane Delpeyrat, secrétaire national du PS à la Recherche, évoquant la «*goutte d'eau*» qui fait déborder le «*vase*».

La députée PS de Paris Sandrine Mazetier appelle sur Twitter à la sanction du préfet ayant décidé de l'expulsion.

MRC- Les chevênementistes soutiennent Manuel Valls. «*Le ministre de l'Intérieur n'a pas commis de faute dans cette affaire : il doit donc être soutenu*», a considéré le MRC, membre de la majorité, dans un communiqué, précisant qu'il «*ne s'associe pas aux appels à une redéfinition de la politique migratoire de la France*». «*L'expulsion de la jeune Leonarda Dibrani émeut une partie de la gauche, qui a pris dans l'opposition des réflexes assez confortables sur les questions migratoires*», a raillé Jean-Luc Laurent, président du MRC.

Un rappel opportun effectivement. Il y aurait tant à dire !

Le président d'honneur du mouvement, l'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, a pour sa part observé sur BFMTV que «*nous vivons sous la dictature de l'émotion*». «*Il arrive un moment où il faut bien appliquer la loi*», a-t-il déclaré, soulignant qu'«*une attitude responsable s'impose et doit être rappelée à un certain nombre de députés de gauche*».

Ecologiste- Noël Mamère, député écologiste de Gironde, mais qui n'appartient plus à EELV «*demande la démission de Manuel Valls*». «*Lorsqu'on procède de cette manière, cela veut dire que le mal est déjà fait. Le Premier ministre pourra ramer autant qu'il voudra, il ne rattrapera pas cette faute, parce qu'elle s'est commise dans une certaine atmosphère, un certain état d'esprit, une certaine ambiance qui est particulièrement délétère.*» a-t-il dit.

Mamère ne peut pas savoir ce que c'est que démissionner, il ne s'est jamais engagé autrement que pour sa pomme, il est comme Mélenchon, il n'y a que la couleur qui change... de la pomme.

EELV- Les coprésidents du groupe écologiste à l'Assemblée, Barbara Pompili et François de Rugy, réclament un réexamen du dossier de la famille de Léonarda. Exprimant leur «*solidarité envers les enseignants et les élèves du collège légitimement choqués*», ils condamnent «*fermement les explications données par le ministère de l'Intérieur*» et demandent que les responsabilités au sein de la préfecture du Doubs soient établies. «*Nous demandons instamment que la situation de cette famille soit réétudiée en vue d'un retour rapide en France*», ajoutent-ils dans un communiqué.

Il bafoue le droit. Cette affaire a été jugée, tous les recours ont été épuisés, aucun élément nouveau ne justifie qu'elle soit rejugée, le droit est un bien collectif supérieur au droit individuel qui sera parfois ou souvent bafoué en régime capitaliste, c'est ainsi, pour qu'il en soit autrement, il faut renverser le régime en place et prendre le pouvoir pour instaurer une société plus juste, je ne pense pas que ces deux-là y soient favorables, ils vivent trop bien sous le capitalisme.

PCF- Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, «*exige*» de François Hollande «*un engagement solennel et immédiat de stopper toute expulsion de jeunes étrangers scolarisés*». Dans un communiqué, le sénateur de Paris écrit : «*L'expulsion de la jeune collégienne Leonarda est une honte pour la République*» et «*les conditions de cette expulsion ajoutent à l'indignité de cet acte qui disqualifie les politiques conduites par Manuel Valls*».

Les familles dans l'illégalité ont été encouragées par les tiers-mondistes à scolariser leurs enfants de manière à ne plus pouvoir être expulsables, à instrumentaliser leurs gosses, c'est la généralisation de ce procédé que revendique la racaille stalinienne.

PG- Jean-Luc Mélenchon «*exige*» mercredi la démission de Manuel Valls, «*ministre indigne de la République*». Le ministre de l'Intérieur «*a justifié cet acte ignoble*», accuse le PG dans un communiqué. «*Trop c'est trop. Le Parti de gauche exige la démission de Manuel Valls, ministre indigne de la République*».

Mélenchon et son parti sont des imposteurs qui ne sont pas dignes de se prétendre de gauche. Mélenchon a oublié que le droit s'applique de la même manière à tous dans une République, lui il en fait une lecture à géométrie variable, comme cela l'arrange, tout comme ci-dessous l'UMP.

Toutes ces bonnes consciences qui se disent de gauche, si la loi et le droit en vigueur ne leur conviennent pas, qu'attendent-il pour engager le combat pour renverser l'ordre établi ? Ah cela ne fait pas partie de leur programme...

UMP- Christian Jacob, président du groupe UMP, estime quant à lui : «*Avoir aujourd'hui des ministres ou le président de l'Assemblée qui en appellent à une approche de gauche, ça veut dire quoi ? La France, c'est la République, on applique la loi ou on ne l'applique pas, et ici, dans cette maison, on doit tous se rassembler pour appliquer la loi.*»

Lui, il n'en fait pas un plat, l'UMP et le PS sont déjà suffisamment "*rassembler*" le reste du temps, non ?

Bernard Accoyer, ancien président du palais Bourbon : «*Il y a des lois, qui sont justes, ce qui fait que la France peut arriver à un équilibre, et en particulier lutter contre l'immigration clandestine (...) Ceux qui sont chargés de les faire respecter sont les préfets et les forces de l'ordre, et la justice est là pour leur donner des directives. C'est exactement ce qui s'est déroulé. Si on commence par faire des exceptions, c'est peut-être un peu dur de le dire, on ne maîtrisera plus rien*».

Et c'est bien parce que l'UMP et le PS ainsi que ses satellites ont piétiné les valeurs de la République qu'ils sont battus par le FN, un simple constat. Nous ne défendons pas les valeurs de leur République étriquée ou bananière de monsieur Accoyez ou Jacob, nous défendons les valeurs de la République dans la perspective d'une République sociale ou socialiste, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Debout la République- Le président de Debout la République Nicolas Dupont-Aignant, a également commenté : «*Avec l'ouverture incontrôlée de toutes les frontières, on a allumé une mèche et certains paraissent surpris que des bombes explosent à répétition. L'affaire de Leonarda en est une nouvelle illustration. (...) La gauche, drapée dans sa confortable bien-pensance, pousse des cris d'orfraie. (...) Français, Roms, africains échoués et morts à Lampedusa, nous sommes tous des victimes. Nous sommes tous les victimes de l'Union européenne et de sa loi de la jungle.*»

Medef- Sur Twitter, l'ex-patronne du Medef Laurence Parisot juge l'expulsion de la collégienne «*insupportable*». (source : libération.fr 16.10

Chouette, le patronat au visage humain, il pourra remercier les gauchistes d'avoir ouvert leurs grandes gueules...

ACTUALITÉ DU JOUR

Cynisme. Un risque "***pour la santé publique***" non sanctionné mais ponctionné.

- Assemblée: le projet de budget de la Sécu 2014 adopté en commission - AFP

La commission des Affaires sociales de l'Assemblée a adopté mercredi le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2014, après y avoir ajouté une taxe sur les boissons énergisantes et la réaffectation de crédits à la dépendance.

Mardi, la commission avait voté la création d'une taxe sur les boissons énergisantes comme le Red Bull, à hauteur d'un euro par litre, sur proposition du rapporteur Gérard Bapt (PS), qui en attend 60 millions d'euros de recettes annuelles. Le député de Haute-Garonne, qui s'était heurté à la censure du Conseil constitutionnel l'an dernier, a motivé différemment sa mesure, en s'appuyant sur le récent rapport de l'agence sanitaire Anses soulignant le risque de ces boissons pour la santé publique. AFP 16.10

On reviendra sur ce mécanisme qui consiste à autoriser la vente d'un produit présentant des risques pour la santé. Si vous tombez malade, ce ne sera pas parce qu'ils ont autorisé la vente de ce produit, mais parce que vous l'avez acheté et consommé. Mais s'il n'avait pas été mis en vente, je n'aurais pas pu l'acheter et je ne serais jamais tombé malade. Sauf que le fric, c'est le fric, le marché, c'est le marché, vous comprenez, il n'y a rien au-dessus, vous pigez ?

Le sionisme ne supporte pas la moindre critique qu'il amalgame à de l'antisémitisme.

L'affaire a commencé par un banal conflit autour d'une fillette. La grand-mère, défendue par Me Dubruel, avait attaqué la mère en correctionnelle mi-2012 en l'accusant de ne pas respecter son droit de visite. Point.fr 16.10

- La démarche jugée antisémite, l'avocat est radié - Francetv info

Pour Me Alexis Dubruel, le juge Albert Lévy ne pouvait pas trancher dans une banale affaire de droit de visite autour d'une fillette car le père d'une des parties se prénommait Moïse. "*Il y a lieu de s'en tenir à de simples constatations patronymiques et 'prénonymiques'*", écrivait l'avocat qui demandait la récusation du magistrat sur la base de son nom à consonance juive.

Cette affaire avait ému la magistrature lyonnaise, solidaire d'Albert Lévy, cible à plusieurs reprises d'attaques antisémites. Finalement, mercredi 16 octobre, l'avocat a été purement et simplement radié du barreau. Le conseil régional de discipline a suivi les réquisitions du bâtonnier de Lyon et de l'avocate générale en jugeant que la démarche de l'avocat était antisémite.

Me Alexis Dubruel défendait une grand-mère qui souhaitait faire valoir un droit de visite à sa petite fille.

Niant toute motivation antisémite, à l'audience, l'avocat radié a expliqué avoir soupçonné une "*coloration communautariste*"

dans l'attitude du juge. Selon son récit, le magistrat avait "*fait un large sourire à la prévenue*" à l'énoncé du prénom de son père (Moïse) et, parallèlement, s'était montré "*très agressif*" avec sa propre cliente, "*terrorisée*". Francetv info 16.10

C'est le genre de détail qui ne s'invente pas, un peu comme l'air entendu que peuvent manifester deux complices qui prétendent ne pas se connaître ou n'avoir aucun intérêt en commun, on peut être confronter à ce genre de situations dans la vie en général.

Défendant Me Alexis Dubruel, Dominique Inchauspé avait réclamé "*la mansuétude*" du conseil de l'Ordre, affirmant que son client avait "*surréagi*", de façon "*un peu irrationnelle*", dans un dossier qui l'occupait depuis plusieurs années. Francetv info 16.10

Me Alexis Dubruel a dit tout haut ce que de les lâches disent tout bas ou entre eux loin des oreilles des chiens de garde de l'ordre du régime inflitré par le sionisme jusqu'au sommet de l'Etat, aujourd'hui avec le gouvernement actuel ce n'est plus un secret pour personne.

L'avocat Me Alexis Dubruel avait émis un simple constat qui pouvait être certes jugé de mauvais goût ou porter à confusion, l'incident aurait pu en rester là. Mais c'était sans compter sur la hargne d'un juge qui n'admettait pas qu'on ose mettre en cause son impartialité, il a donc instrumentalisé ce banal épisode pour le monter en épingle et se payer la tête de cet avocat qui aurait dû savoir ou avoir à l'esprit que la haine coule dans les veines des sionistes.

Ce juge a pu être encouragé à libérer sa haine contre cet avocat par les multiples manifestations bienveillantes de Hollande et Valls envers la communauté juive, en réalité en direction des sionistes, tandis qu'ils affichent leur soutien à l'Etat israélien et ont calqué leur politique au Moyen-Orient sur celle des sionistes.

L'UE est un cadeau pour les patrons, empoisonné pour les travailleurs.

- Les cadeaux fiscaux aux entreprises se multiplient en Europe - L'Expansion.com

En France, quelque 10 milliards d'euros d'impôts supplémentaires pour les ménages l'an prochain, tandis que les entreprises bénéficieront d'une baisse équivalente de leurs impôts grâce au crédit d'impôt compétitivité.

La France n'est pas la seule à mener une politique fiscale favorable aux entreprises. Le gouvernement italien a adopté mardi soir un projet de budget pour 2014 prévoyant une baisse de la fiscalité sur le travail afin de soutenir la reprise économique espérée vers la fin de l'année : 5 milliards d'euros d'allègements fiscaux sur trois ans pour les travailleurs et 5,6 milliards pour les entreprises.

Le Portugal, lui, va beaucoup plus loin: le budget 2014 du pays prévoit de réduire progressivement le taux de l'impôt sur les sociétés, de 25 à 23% l'année prochaine et à un taux de l'ordre de 17 à 19% en 2016. Le manque à gagner fiscal pourrait atteindre 70 milliards d'euros en 2014. "*Avec cette diminution graduelle de l'impôt, le Portugal aura le même niveau de compétitivité fiscal que des pays comme la Pologne ou la République tchèque*", a fait valoir le secrétaire d'Etat aux Affaires fiscales, Paulo Nuncio, lors de la présentation de la réforme.

L'Irlande a refusé de relever son taux qui est actuellement de 12,5% en dépit d'un septième budget d'austérité pour 2014 qui va essentiellement peser sur les ménages. L'Expansion.com 16.10

Intox. Condamnée mais pas dissoute, elle pourra continuer de sévir.

La scientologie définitivement condamnée pour "*escroquerie en bande organisée*" - Francetv info

A l'audience du 4 septembre, les avocats de la scientologie avaient invoqué une atteinte à la liberté religieuse alors que, pour l'avocat général près la Cour de cassation, seules "des infractions à la loi pénale" sont à l'origine de sa condamnation. Le magistrat avait donc préconisé le rejet des pourvois de l'organisation.

Classée en France parmi les sectes par plusieurs rapports parlementaires, l'Eglise de scientologie est considérée comme une religion aux Etats-Unis et dans quelques pays européens, comme l'Espagne, l'Italie, la Hollande ou la Suède.

La cour d'appel de Paris avait confirmé, le 2 février, la condamnation des deux structures parisiennes de la scientologie, le Celebrity Centre et sa librairie SEL, à des amendes de respectivement 200 000 et 400 000 euros.

Reprochant aux prévenus d'avoir profité de la vulnérabilité d'anciens adeptes pour leur soutirer de fortes sommes d'argent, la justice avait condamné cinq scientologues. Parmi eux, Alain Rosenberg, "*dirigeant de fait*" de la scientologie parisienne, et Sabine Jacquart, une ex-présidente du Celebrity Center. Ils ont écopé de deux ans de prison avec sursis et 30 000 euros d'amende pour "*escroquerie en bande organisée*". Francetv info16.10

Vous aurez noté au passage que l'Eglise de scientologie bénéficie de la mansuétude de 5 Etats, dont le chef de fil du néolibéralisme, les Etats-Unis, et trois monarchies, l'Espagne, la Suède et les Pays-Bas, très liées à l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, pilier du groupe Bilderberg, qui jouent un rôle de précurseurs en matière d'intégration de l'idéologie néolibérale dans tous les rapports de la société conformément à la stratégie du nouvel ordre mondial définie par l'oligarchie financière.

A propos des Pays-Bas, un minuscule Etat sans proportion avec l'importance que lui donnent les institutions internationales contrôlées par l'impérialisme américain, on vient d'apprendre ceci à propos de la Syrie :

- La Néerlandaise Sigrid Kaag, une idéaliste amoureuse du Moyen-Orient, a été officiellement nommée à la tête de la mission conjointe ONU-OIAC, qui devrait compter à terme une centaine de personnes. AFP 16.10

Vous parlez, "*une idéaliste amoureuse du Moyen-Orient*", franchement qui pourrait la soupçonner de manquer d'impartialité ou d'avoir été nommée tout à fait pas hasard, hein ?

ACTUALITE EN TITRES

Résistance internationale.

- PSA: débrayages dans des usines contre le projet d'accord social - AFP

- Air Liquide: un site bloqué par des salariés en réponse au plan social - AFP

- Portugal: annonce d'une nouvelle cure de rigueur, la grogne monte - AFP

- Les salariés de Royal Mail votent la grève pour le 4 novembre - Reuters

- Manifestation dénudée d'étudiants en Colombie - Liberation.fr

- Des Indiennes manifestent en Equateur contre un projet pétrolier - Libération.fr

- Roumanie: un village en révolte contre Chevron et les gaz de schiste Adrian Arnautu - AFP

- Violentes manifestations en Chine après le passage du typhon Fitow - LeMonde.fr

Un test. Le traité transatlantique de marché unique E-U-UE en passe d'être adopté en douce.

- Libre-échange Canada-UE: accord en vue, selon Harper - AFP

Pour rappel le Premier ministre canadien Harper, c'est le Bush canadien, un chantre du néolibéraliste.

Un devoir pour les néolibéraux.

- Pourquoi les Etats-Unis doivent fusionner avec le Canada - Slate.fr

Non, pas possible ?

- La NSA a largement exagéré le nombre d'attentats qu'elle aurait déjoués - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Etats-Unis

1.1- Quel suspense !

Le Congrès américain a relevé mercredi 16 octobre le plafond de la dette des Etats-Unis jusqu'au 7 février, après l'adoption par la Chambre des représentants d'un texte écartant le risque d'un défaut de paiement, et que le président Barack Obama va promulguer.

Les élus de la Chambre ont voté par 285 voix contre 144 en faveur du texte adopté peu auparavant par le Sénat, et qui rouvrira aussi la totalité de l'Etat fédéral, partiellement fermé depuis le 1er octobre.

Le président Barack Obama a annoncé mercredi qu'il promulguerait le texte dès qu'il lui parviendrait. - AFP 16.10

1.2- Quand le Pentagone se prend pour Iron Man !

L'armée américaine travaille au développement d'une armure "*révolutionnaire*" baptisée "*Tactical Assault Light Operator Suit*" (ou Talos) destinée à équiper ses soldats. Une armure bourrée de technologies de pointe qui s'inspirerait du fameux bouclier d'Iron Man.

Pour tous les fans, préparez-vous, Iron Man pourrait bien débarquer. Du moins presque. Les chercheurs de l'Armée américaine ont semble t-il décidé de puiser dans les films de science-fiction pour mettre au point des technologies, elles bien réelles. Après s'être inspirés de la cape d'invisibilité d'Harry Potter, les ingénieurs cherchent aujourd'hui à développer une armure high-tech capable de donner "*une force surhumaine*" à ses soldats. Et avec une telle idée, quoi de mieux que les films pour trouver de l'inspiration ? Les chercheurs auraient ainsi jeté leur dévolu sur Iron Man, mais couplé à un semblant de Terminator. Tout cela pour concevoir une armure qui serait déployée sur toute une armée.

Des milliers de Tony Stark

L'armure a été baptisée "*Tactical Assault Light Operator Suit*" ou Talos, une référence aux automates de bronze qui protégent Europa, maîtresse de Zeus dans la mythologie grecque. Elle devrait être équipée d'un exosquelette permettant de transporter de lourdes charges et un équipement conséquent. Elle possédera également une protection pare-balles particulièrement renforcée. Un "*bouclier liquide*", où le liquide deviendrait solide avec une charge magnétique ou électrique, aurait également été évoqué. Ce qui n'est pas sans rappeler... Terminator. En parallèle, un puissant ordinateur capable, entre autres, de contrôler les signes vitaux et d'orienter les soldats devrait être intégré, explique l'US Army. "*Certaines des technologies envisagées pour le Talos comprennent une armure avancée, des ordinateurs permettant au soldat de savoir où il se trouve à tout moment sur le champ de bataille et de communiquer avec le commandement, ainsi qu'un système d'alimentation électrique et un squelette extérieur très mobile*", précise l'Armée de Terre américaine citée par le Huffington Post.

Mais toutes les technologies ne sont pas totalement inédites. L'affichage sur un écran placé dans le casque d'un soldat de l'emplacement des forces sur un champ de bataille, notamment, est déjà employée par les pilotes du nouveau chasseur F-35. L'armée cherche toutefois à aller plus loin, inspirée par les recherches sur l'interface homme-machine qui se multiplient ces derniers temps. Dans cette optique, le commandement des opérations spéciales américaines, qui supervise les commandos d'élite (les "*Navy SEAL*" et les "*Army Rangers*"), a lancé un appel aux chercheurs pour qu'ils présentent des projets sur des technologies pouvant être incorporées dans "*une armure de combat intelligente*". L'amiral William McRaven s'est, en effet, dit "*très attaché*" au projet. "*J'aime à penser que le dernier membre d'un commando perdu au combat sera bien le dernier et je pense que nous pourrons y parvenir*", a t-il indiqué. Les projets, qui devront tenir compte des contraintes budgétaires, pourront être présentés jusqu'en septembre 2014.

Ensuite, le Pentagone et les autorités militaires décideront comment procéder pour la recherche, le développement et l'ingénierie, a indiqué Roger Teel, porte-parole du commandement de l'Armée de terre. Toutefois, il est encore trop tôt pour estimer le coût d'un tel projet, précisent les responsables militaires. L'Armée américaine a d'ores et déjà diffusé une vidéo de démonstration de cette armure de combat. Elle montre un soldat mitraillé pratiquement à bout portant et mais qui reste indemne, les balles rebondissant sur sa protection. Malgré la référence au film Iron Man et à la mythologie, les responsables militaires ont tenu à souligner le réalisme des technologies qu'ils souhaitent mettent en œuvre. En l'occurrence, il ne sera pas question de voler à la Iron Man... french.irib.ir 16.10

2- Allemagne

Les Verts allemands ont rompu mercredi les discussions de coalition avec les conservateurs de la chancelière Angela Merkel, qui a maintenant pour seule option les sociaux-démocrates comme partenaire gouvernemental.

Le secrétaire général de la CDU, M. Gröhe a souligné "*l'intensité*" des négociations et le "*grand respect mutuel*" entre ces formations, qui sont pourtant considérées comme assez éloignées l'une de l'autre.

Et le secrétaire général du parti frère bavarois (CSU) --plus conservateur que la CDU et donc encore moins proche des Verts--, Alexander Dobrindt, s'est dit "*positivement surpris du sérieux des discussions*".

Selon lui, les conservateurs n'ont pas trouvé d'"*obstacles insurmontables*" lors des discussions avec les écologistes.

Angela Merkel doit désormais tenter de former un gouvernement avec les sociaux démocrates avec lesquels les discussions se poursuivront jeudi, pour la troisième fois consécutive.

Le SPD décidera dimanche lors d'une convention réunissant quelque 200 délégués s'il accepte de mener des négociations avec la CDU.

Parmi les points auxquels les sociaux-démocrates tiennent particulièrement: l'instauration d'un salaire minimum généralisé, l'une de leur promesse phare. La CDU lui préfère jusqu'à présent un salaire minimum négocié par branche et par région.

Les conservateurs ont récemment assuré que l'Allemagne saurait avec qui la CDU négocierait un gouvernement d'ici la séance constitutive du Bundestag, qui aura lieu mardi 22 octobre.

Une majorité d'Allemands souhaitent une "*grande coalition*" --c'est-à-dire une alliance conservateurs et SPD-- selon les sondages.

En 2005, plus de deux mois s'étaient écoulés entre les élections et la prise de fonction d'Angela Merkel à la tête d'une grande coalition. AFP 16.10

3- Syrie

Les comités populaires palestiniens viennent de l'annoncer : le compte à rebours pour une libération du camp des réfugiés palestiniens de Yarmouk en Syrie a commencé . cela fait des mois que les terroristes takfiris se sont emparés du camp au prix de provoqué l'exode des milliers de palestiniens du camp et il est grand temps que le camp revient à ses vrais propriétaires à savoir les palestiniens. les palestiniens s'accrochent violemment avec les takfiris dans différentes localités du camps à l'heure qu'il est.

Selon Fars, l'armée syrienne appuie les palestiniens à l'aide de ses unités d'artillerie qui pilonnent les positions des nosratistes. french.irib.ir 16.10

4- Israël

C'est le journal Yediot Ahoronot qui répond dans un article publié ce mercredi : " Que va faire Israël si l'Iran devient nucléaire ? Rien! il ne se passera rien de particulier et Israël ne pourra rien faire d'extraordinaire si ce n'est de retourner à ses moutons et de continuer à vivre comme avant. L'Iran et l'Occident iront vers un accord à l'amiable, un accord acceptable et raisonnable pour les deux parties et en tout cas douloureux pour nous. La question est dés lors la suivante comment tolérer un Iran nucléaire ? Cet Iran dont nous parlons est moins l'Iran géographique que la menace que représenterait contre Israël un Iran doté de capacité nucléaire. Cet Iran-menace est cet axe sécuritaire autour duquel ont tourné les politiques des gouvernements israéliens de ces dernières années. Notre situation ressemble à celle que nous avons vécue au lendemain de la seconde intifada ; les Israéliens ont fait comme si de rien était. La même chose va se produire aujourd'hui et alors que l'Iran s'approche à grand pas de la capacité de se doter d'armes atomiques. La technologie nucléaire iranienne n'aura aucun effet sur notre quotidien. Et pourtant nous avons peur de la menace iranienne sinon le prix du logement n'aurait pas progressé de 70% ces derniers temps. Si nous n'avions pas peur nous les israéliens, nous n'aurions jamais mis de côté autant de devise étranger pour aller faire la queue devant les ambassade étrangères et demander à quitter pour de bon Israël. Ceci dit "*la menace* "iranienne est une source de revenue en Israël et les israéliens en tirent des bénéfices. selon un dernier sondage le taux de la satisfaction des israéliens a augmenté de 90% en une décennie et les israéliens sont à 60% plus satisfaits des conditions économiques du pas.

Peut être que nous sommes tous aveugles car nous sommes visiblement incapable de tirer des leçons de l'histoire. les peuples n'ont pas en général une vision juste des événements qui vont leur arriver. Ils ne peuvent pas bien percevoir l'avenir qui les attend. On peut le dire très franchement que les Israéliens, au contraire de leur gouvernement, ont depuis longtemps accepté un Iran nucléaire même si cet Iran là se dote de bombe atomique. c'est une réalité qui peut se dérouler bientôt sous nos yeux : l'Iran pourrait bientôt être une réalité sécuritaire à ne pas ignorer dans notre région. Quelle est d'ailleurs cette réalité ?

La Syrie sans ses arsenaux chimiques sans une vraie armée combattante, n'est que l'ombre d'elle même. L'Iran, jadis un acteur de poids du front de l'est, n'a plus d'armée digne de ce nom. Le Hamas a subi des coups décisifs et il est paralysé en ayant perdu son richissime sponsor qatari. L'Egypte est scindée en deux entre les Frères musulmans et l'armée et elle est si affaiblie qu'elle ne peu d'avoir les yeux que pour ses problèmes domestique. La Libye n'est plus un Etat . Mais regardez en face le Hezbollah? Où il en est ? L'Iran s'est transformé lui aussi en une superpuissance qui veut reconstituer son économie et faire en une nuit un chemin qui durer en principe 100 ans. La réalité sécuritaire du Moyen Orient telle qu'elle s'offre aujourd'hui à nos yeux est moins dangereuse pour nous. En effet il n'a jamais existé de paradis autour d'Israël. jamais le calme et la sécurité n'ont pas été

notre environnement dans l'horizon proche, il n'existe non plus aucune solution pour résoudre la crise israélo palestinienne. Les palestiniens ont perdu leurs protecteurs arabes et désormais ils essaieront eux-mêmes de résoudre leur problèmes ce qui rend les choses plus compliqués pour nous. Le monde de l'Islam non plus n'est pas plus tendre avec nous qu'il y a des années ? Bref il fait que nous nous rendions à l'évidence : Israël est beaucoup plus petit pour pouvoir refuser de se résigner aux réalités ambiantes : il faut accepter que l'Iran est une puissance nucléaire et que c'est à nous de changer. french.irib.ir 16.10

SOCIAL

1- Portugal

La nouvelle cure d'austérité annoncée mardi par le gouvernement portugais pour l'année prochaine a déclenché une montée de la grogne sociale, avec l'appel de plusieurs syndicats à la grève et à des manifestations.

Le Front commun des syndicats de l'administration publique et le Syndicat des cadres techniques de l'Etat (STE), les deux principaux syndicats du secteur, ont appelé mercredi à une grève des fonctionnaires pour le 8 novembre prochain.

Les syndicats du secteur des transports ont également annoncé "*une quinzaine de grèves pour la période allant du 25 octobre au 8 novembre*" ainsi qu'une "*manifestation nationale à Lisbonne le 9 novembre*", a indiqué José Manuel Oliveira, coordinateur de la Fédération des syndicats des transports et des communications.

Les syndicats de la poste ont quant à eux prévu une grève le 25 octobre après la décision du gouvernement de privatiser le groupe postal par une mise en bourse de 70% de son capital avant la fin de l'année.

Les syndicats entendent protester contre les nouvelles mesures d'austérité dévoilées dans le projet de budget pour 2014 qui toucheront de plein fouet les fonctionnaires. Le Portugal, sous assistance financière, est tenu de respecter un objectif de déficit public de 4% du PIB en 2014.

Le projet de la loi des Finances prévoit des coupes sévères dans les dépenses publiques et des réductions des salaires des fonctionnaires allant de 2,5% à 12% pour les revenus mensuels supérieurs à 600 euros bruts.

Le gouvernement prévoit également de réduire de 2% en 2014 les effectifs de la fonction publique sur un total actuellement de 575.000. Depuis 2005, 173.000 postes de fonctionnaires ont déjà été supprimés.

"*Les travailleurs n'en peuvent plus. Les fonctionnaires sont les cibles principales de ce budget*", a dénoncé Ana Avoila, coordinatrice du Front commun des syndicats, qui appartient à la CGTP, principale confédération syndicale du pays, proche du Parti communiste.

Ce budget "*est une attaque brutale contre les fonctionnaires*", a estimé Helena Rodrigues, vice-présidente de la STE, proche de l'UGT, l'autre grande centrale syndicale, plus modérée et proche des socialistes.

Pour samedi, la CGTP a convoqué deux grandes manifestations à Lisbonne et Porto (nord), pour protester contre "l*'appauvrissement des travailleurs*".

Le syndicat voulait défiler sur les ponts des deux principales villes du pays. Mais, à Lisbonne, la manifestation prévue sur le Pont 25 Avril a été interdite par le ministère de l'Intérieur pour des raisons de sécurité.

Le rassemblement aura finalement lieu dans le quartier d'Alcantara, à la sortie du célèbre pont lisboète. De nombreux manifestants traverseront le pont en autocar, un passage qui sera accompagné d'un concert de klaxons pour protester contre l'interdiction du ministère.

Arménio Carlos, secrétaire général de la CGTP, n'a pas exclu de convoquer prochainement une nouvelle grève générale, après celle de juin dernier, qui avait mobilisé 50% des salariés, selon les syndicats. AFP 16.10

2- Italie

Le gouvernement italien a adopté mardi soir un projet de budget pour 2014 prévoyant une baisse de la fiscalité sur le travail qui devrait selon lui soutenir la reprise économique espérée vers la fin de l'année.

La loi de stabilité (loi de finances 2014) et le cadre pluriannuel 2014-2016, dont les grandes lignes avaient été présentées en début de soirée par le président du conseil Enrico Letta, visent à "*favoriser la croissance et promouvoir l'emploi*" et "*signalent un tournant*" par rapport aux dernières années, a indiqué le gouvernement à l'issue du conseil des ministres.

"*Avec les mesures prises démarre un parcours de réduction de la charge fiscale sur les familles et les entreprises*", selon son communiqué.

Le texte devait être validé avant minuit mardi pour être envoyé dans les temps à Bruxelles.

La loi prévoit 27,3 milliards d'euros d'interventions sur trois ans, dont 11,6 milliards pour 2014. La plus grande partie (14,6 mds) est composée de dégrèvements fiscaux destinés aux familles et aux entreprises (via notamment une baisse de la fiscalité sur l'emploi); 11,2 milliards iront aux actions sociales, projets d'investissements et engagements internationaux; 1,5 milliard d'euros en investissements locaux et remboursements de dettes commerciales, détaille le gouvernement.

Le mouvement patronal Confindustria avait auparavant appelé à une baisse beaucoup plus importante des charges pesant sur l'emploi.

M. Letta a insisté sur le fait que la loi ne sera pas financée par des coupes budgétaires dans le secteur social et notamment sanitaire, a-t-il insisté, alors que la presse italienne ces derniers jours avait fait état de baisses draconiennes de budget dans ces domaines, provoquant d'intenses polémiques.

Pour 2014, elle le sera pour l'essentiel par des baisses de dépenses publiques touchant l'Etat et les régions et par des ventes et réévaluations de biens immobiliers, a-t-il expliqué. Une série de privatisations sont prévues d'ici à la fin de l'année, qui devraient contribuer à réduire la dette publique en 2014, 2015 et 2016. Le gouvernement compte également sur les retombées provenant d'une réévaluation de la valeur de la Banque d'Italie.

Le texte, qui doit encore être revu et approuvé par le Parlement, vise un déficit public de 2,5% en 2014, a dit M. Letta, se félicitant que ce budget "*soit le premier qui ne commence pas par des coups de ciseaux ou de nouveaux impôts pour Bruxelles*".

La loi fixe aussi le cadre de la "*service tax*", nouvel impôt destiné à remplacer l'IMU, une taxe immobilière très impopulaire abolie cet été. Elle couvrira le coût du ramassage des déchets et les services communaux.

Le ministre de l'Economie Fabrizio Saccomanni a noté de son côté que "*cette manoeuvre renforçait le potentiel de croissance économique et stimulait la reprise*" attendue pour le tournant de l'année. "*Nous n'aurons pas une croissance à la chinoise, mais je suis sûr que cette intervention fera sortir l'Italie de la récession*", a-t-il dit. AFP 16.10

Haut de page

Le 18 octobre 2013

CAUSERIE

Il faut vraiment avoir le moral pour traiter l'actualité française qui est vraiment nauséabonde. Je crois qu'il n'y a rien de tel pour dégoûter les travailleurs de la politique. Moi-même cela m'épuise ! il est presque minuit je vais me coucher.

Les paroles et les actes.

Dans son éditorial du 17 octobre le Secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a écrit :

"*Ce qui est facteur d'espoir, c'est notre capacité à résister, notre capacité à dire NON, notre capacité à ne jamais baisser les bras et à ne pas nous inscrire dans le cercle des bien-pensants du libéralisme économique ou du capitalisme libéral.*"

Voilà pour le baratin. Maintenant passons aux actes si vous le voulez bien ou quand le non se transforme en son contraire.

- Deux syndicats de PSA Peugeot Citroën laissent entendre qu'ils pourraient signer l'accord de compétitivité proposé par la direction du groupe automobile pour ses usines françaises.

"*Aujourd'hui se dégage une ligne favorable à une signature du nouveau contrat social*", a déclaré à Reuters Christian

Lafaye, représentant de Force ouvrière, qui est le deuxième syndicat chez PSA. "*Cependant, il reste quelques sites qui, pour des raisons de temps, n'ont pas encore pu consulter leurs bases locales*."

Serge Maffi, délégué du SIA-GSEA, quatrième syndicat de PSA, a tenu des propos allant dans le même sens....

FO détient 19% des voix chez PSA et le SIA 14,5%. En additionnant les suffrages de ces deux organisations, la barre des 30% nécessaires pour que l'accord soit validé serait franchie.

PSA, confronté à d'importantes difficultés financières et à des surcapacités en Europe, aimerait signer l'accord d'ici la fin du mois. En échange de la promesse de maintenir tous ses sites français d'ici 2016, le groupe demande un quasi-gel des salaires en 2014 et une plus grande flexibilité dans les cadences et la mobilité entre sites, afin d'ajuster sa production aux aléas de la demande. Reuters 16.10

Quand on compare les paroles et les actes, c'est une épreuve terrible pour les manipulateurs et les faussaires, l'épreuve de vérité, quoi.

République et démocratie sous un faux masque. Qui n'ose rien n'a rien.

- "*Non à la stigmatisation des gens en précarité. La France est une République laïque, démocratique et sociale, c'est l'article I de notre Constitution. Il faut qu'on se le rappelle tout le temps, c'est un levier de l'action, de l'engagement*", a déclaré Jean-Marc Ayrault jeudi à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère. Reuters 17.10

De quelle République, de quelle démocratie sociale s'agit-il quand il y a entre 5 et 7 millions de chômeurs dans le pays, 10 millions de pauvres avec leurs familles, plus de 3 millions de familles mal logées, plus de 120.000 clochards, quand un travailleur sur trois n'a plus les moyens de se soigner ?

Mauvaise volonté

On a vu avant-hier que le capitalisme et les inégalités sociales qui en découlaient n'avaient pas pour origine la volonté d'un homme, mais correspondaient au développement des forces productives parvenues à un certain stade dans le cadre de rapports sociaux reposant sur l'inégalité existante entre les classes.

On a vu également que la raison d'être du capitalisme et sa finalité coïncidaient avec l'accumulation du capital ou le profit que s'accaparent les capitalistes au détriment de la masse des producteurs de richesses, les travailleurs.

On a vu aussi que c'était l'accumulation primitive du capital ou la concentration du capital sous la forme de terres ou de rentes foncières qui était à l'origine du passage du mode de production de type féodal au mode de production capitaliste, pour faire bref.

Si c'est bien le développement des forces productives (et la lutte des classes) qui est responsable de l'évolution des rapports sociaux de production, donc des facteurs objectifs ou matériels, il va de soi que ce processus dialectique n'aurait pas pu se réaliser sans qu'un facteur subjectif intervienne, la volonté des membres de la classe dominante. De la même manière que pour maintenir son entreprise à flot ou développer son affaire, faire en sorte d'assurer sa pérennité, il va de soi que le capitaliste doit en manifester la volonté, sauf à souhaiter sa propre faillite ou disparition en tant que capitaliste, ce qui serait absurde.

Mais apparemment l'absurde ne fait pas peur à monsieur Coquema qui continue de me harceler par courriel. Il a vu dans ma démonstration une contradiction avec l'argumentation que j'ai développée au cours des mois précédents, qui consistait à affirmer que l'oligarchie financière avait mis au point une stratégie qu'on appelle néolibérale, qui devrait conduire à l'établissement d'un gouvernement mondial ou à un nouvel ordre mondial, l'antithèse du socialisme mais aussi du capitalisme d'une certaine manière, ce qu'il réfute.

Parce que selon lui, seules les contradictions du capitalisme seraient à l'oeuvre, et toutes les mesures qu'ont pu prendre les banquiers de la Fed depuis 2008 pour ne pas remonter plus loin dans le temps, seraient conformes aux lois de fonctionnement du capitalisme qui existent depuis plus de deux siècles, aux rapports qui existent entre le secteur de l'économie productive et celui de l'industrie financière qui finalement n'auraient pas vraiment évolués, en aucun cas ces lois n'auraient été violées par les banquiers de la Fed, pas plus depuis 2008 que depuis le début des années 90 ou même le début des années 70 lorsqu'ils se libérèrent du carcan de l'économie réelle ou productive ou de ses limites, sans que celles-ci ne disparaissent, j'ai beau le préciser à chaque fois, mon détracteur s'emploie à faire croire le contraire, quand ils mirent au point des outils financiers leur permettant de se lancer dans une spéculation effrénée et opaque, quand ils en arrivèrent pour finir à se distribuer illégalement ou sans aucun contrôle des dizaines de milliers de milliards de dollars, on en a les preuves, elles existent, elles proviennent du Congrès américain, j'ai fourni les sources (vidéos) dans le site...

Evidemment, là aussi la volonté a joué un grand rôle, et dire qu'on en arrive à devoir expliquer quelque chose d'aussi élémentaire, c'est misérable. L'oligarchie financière a manifesté la volonté de sauver l'économie mondiale qui menaçait de s'écrouler, quoi de plus normal, de plus banal en somme, ce qui ne remet pas en cause l'analyse du système capitaliste fournie par Marx et Engels, bien au contraire.

Ce qui est extraordinaire là aussi, c'est qu'on ne parvienne pas à admettre ou comprendre qu'à un moment donné la quantité se transforme en qualité dès qu'il s'agit du fonctionnement du capitalisme, dont les fondements sont demeurés les mêmes, mais dont les lois de fonctionnement ont pu connaître de profondes modifications du fait de la modification de certains rapports particulièrement avantageux pour les banquiers. Et quelle était la nature de ces rapports ? Economique mais aussi politique.

Dès lors que la classe ouvrière avait été incapable de se doter d'une nouvelle direction et où la menace de la révolution socialiste s'éloignait, la crise du capitalisme qui venait à terme au début des années 70, pouvait déboucher sur une modification des rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes dans la perspective rapprochée de la désintégration de l'URSS en faveur de la couche supérieure de la classe dominante, l'oligarchie financière, qui devait profiter de cette aubaine à la fois pour accroître son pouvoir au sein de la classe dominante et imposer de plus en plus aux Etats (ses débiteurs), à leurs partis et institutions, et à l'ensemble du capitalisme sa politique ou stratégie néolibérale, ce qui lui permettrait une fois qu'elle aurait conquis ce pouvoir de manipuler davantage l'économie en sa faveur sans que personne n'ose s'y opposer, tout en renforçant son pouvoir politique à travers l'ensemble des institutions supranationales qu'elle contrôlait déjà, dont UE.

Toutes ces mesures financières qui allaient gangrener l'économie mondiale n'étaient pas sans contradictions et produire des effets inattendus ou incontrôlables, elles nourrissaient la crise du capitalisme tout en précipitant à terme la dislocation du marché mondiale. La nouvelle impulsion qu'ils ont donnée à l'économie mondiale devait correspondre à l'évolution ou l'orientation du capitalisme qui conduit à une nouvelle concentration des richesses entre les mains d'une infime minorité de capitalistes dans le monde, au lieu qu'elle se produise disons naturellement au profit d'une nouvelle crise du capitalisme dont l'issue aurait été incertaine, ils ont tenté d'en prendre le contrôle, comme lors de chaque crise, ils ont profité de la crise rampante du capitalisme pour avancer sur tous les fronts grâce à la collaboration du mouvement ouvrier corrompu, mais sans toutefois être parvenus à leurs fins du fait de la résistance des travailleurs, par crainte que les masses retrouvent brutalement le chemin de la lutte des classes et submergent des syndicats et des partis ouvriers dans lesquels elles ne se reconnaissent pas ou plus.

La volonté de l'oligarchie financière est venue butter sur celle des travailleurs qui refusent d'être réduits en esclavage, et dans chaque camp ce sont bien des conditions matérielles qui ont été à l'origine de leur détermination et non l'inverse. La stratégie néolibérale de l'oligarchie financière est sans doute vouée à l'échec parce qu'elle repose sur l'inversion de ce rapport. Elle peut enregistrer des avancées tant que les travailleurs n'ont pas pris conscience de cette stratégie et de leur objectif, conditionnés et noyés sous la propagande gouvernementale et des médias qui la relaient sans parler des larbins du régime, mais il arrivera un moment où là encore la quantité se transformera en qualité, où les travailleurs décideront qu'ils ne peuvent plus endurer davantage de sacrifices, où tous leurs discours démagogiques, populistes, tous leurs grossiers mensonges tomberont dans l'oreille d'un sourd qui ne voudra plus en entendre davantage et se soulèvera pour prendre son destin entre ses mains et renverser l'ordre établi. C'est l'hypothèse la plus optimiste, mais il en existe une autre malheureusement qui l'est beaucoup moins.

On sait que le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, on sait aussi que la crise du capitalisme peut conduire au socialisme si certaines conditions sont réunies, comme elle peut conduire à la disparition de la civilisation humaine, c'est ce qu'expliquait déjà Marx et Engels. Mais la disparition de la civilisation humaine ne signifie pas pour autant la disparition de l'espèce humaine qui pourrait connaître un sort autrement dramatique ; l'humanité étant livrée au chaos et une guerre perpétuelle, à la barbarie orchestrée par une féroce dictature, l'antithèse absolue du socialisme dans la mesure où les travailleurs réduits en esclavage n'auraient plus aucune emprise sur leurs conditions d'existence pour envisager un changement de société, cela aussi est envisageable. Quelque part c'est déjà ce que nous sommes en train de vivre, il faut être aveugle pour ne pas s'apercevoir que tous les éléments concourant à créer une telle situation sont en train de se mettre en place les uns après les autres, que telle est l'orientation du capitalisme mondiale. On peut admettre que ce soit plus visible dans certains pays ou certaines régions du monde que d'autres et que des militants aient des difficultés à en prendre conscience.

Le socialisme est une nécessité historique, pas une obligation, et si c'est ainsi que les marxistes l'ont défini c'est après avoir analysé les conditions qui pourraient empêcher le socialisme de voir le jour, parce que ces conditions existent, et aujourd'hui c'est le néolibéralisme qui incarne le mieux les conditions opposées à l'émergence du socialisme.

Il est impératif de bien mettre les choses à leurs places et de ne pas inverser les rapports qui existent entre les conditions matérielles qui sont à l'origine d'un processus dialectique et les éléments subjectifs qui peuvent en déterminer l'orientation. Pourquoi est-ce si important ? Tout simplement parce que la moindre confusion entre les deux peut avoir des conséquences dramatiques et conduire à s'écarter de son objectif politique ou à en changer, à combattre contre ses intérêts ou celle de notre classe, inconsciemment.

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur justice. Un juré a été poursuivi pour avoir osé dénoncer les infractions commises par la présidente de la cour.

- L'ex-juré jugé pour violation du secret du délibéré se défend - AFP

En novembre 2010, Thierry Allègre, chef cuisinier de 44 ans, est tiré au sort pour siéger à la cour d?assises. Le procès, un viol sur mineur, est particulièrement difficile. Dans sa plaidoirie, l'avocat de l'accusé, Me Hubert Delarue, évoque la possibilité de voter blanc, une éventualité qui existe et qui bénéficie au mis en cause lors du décompte des voix.

"*Mais la présidente de la Cour nous a dit qu'on ne pouvait pas voter blanc*", explique Thierry Allègre.

"*Et pour quelle raison ne pas lui avoir demandé pourquoi?*", rétorque le procureur, André Ribes.

"*Vous êtes un pauvre citoyen et une autorité vous dit de ne pas voter blanc! Vous la croyez! C'est comme si un maitre d'école dit +L'Amérique est à l'Est de la France+, l'enfant le croira!*", lui répond le prévenu, qui comptait pas moins de cinq avocats pour le défendre.

Thierry Allègre a également critiqué le peu de formation accordée aux jurés, qui sont des milliers en France chaque année: "*Une vidéo de 20 minutes, sans mention du vote blanc, c'est un peu léger*".

Convaincu que l'accusé aurait été acquitté si la présidente avait accepté le vote blanc, Thierry Allègre écrit début 2011 une lettre à la magistrature, restée sans réponse.

Il décide alors de dévoiler les infractions commises selon lui par la présidente de la cour, aujourd'hui à la retraite, dans une interview au Parisien.

"*Si on avait accepté les votes blancs, aujourd'hui il serait libre*", a-t-il martelé, évoquant aussi un vote à main levée au commencement du délibéré à la demande de la magistrate professionnelle, ce qui est interdit.

Le procès en question doit être jugé une quatrième fois, en avril 2014, à la cour d'assises de Créteil.

Une témoin, appelée à la barre, a également confirmé que la magistrate professionnelle avait demandé aux jurés d'écarter la possibilité du vote blanc en début de délibéré.

Le procureur a lui longuement rappelé l'importance du secret du délibéré, clef de voûte d'une justice pénale sereine selon lui, "*afin que les jurés ne soient soumis à aucune pression*".

Certes, a dit le procureur, M. Allègre "*n'est pas le voyou que l'on voit dans les tribunaux correctionnels, mais il a violé la loi et a mis en danger l'institution (judiciaire). Pour moi, son choix est condamnable, car il a prêté serment, en conséquence de quoi je requiers trois mois de prison, avec sursis*".

Le jugement sera rendu le 28 novembre à 13H30.

Commentaire d'internautes.

1- "*En clair, on orientait les jurés qui normalement doivent juger en leur âme et conscience sur la façon de faire leur vote. Combien d'innocents ont été condamnés à cause de ce genre de pratique ?*"

2- "*Il a mis en danger l'institution? Tu parles! il met en danger la réputation d'une magistrate, et ça, ils ne le tolèrent pas!*"

3- "*Force est de reconnaître que le citoyen Allègre est plus honnête que la magistrate professionnelle, qui plus est Présidente de Cour d'assise, qui veut manifestement une condamnation alors que la loi ne lui donne qu'une voix identique à celle de chaque juré. Elle ne fait que présider les débats, mais certains Présidents influencent les jurés. Rappelons qu'en Cour d'assise, il y a 9 jurés tirés au sort et 3 magistrats professionnels ; chacun vote à bulletin secret autant de fois qu'il le faut jusqu'à ce qu'il y ait au moins 8 voix favorables pour chaque chef d'inculpation et au moins 8 voix favorables pour la durée de la peine (on diminue la peine petit à petit tant qu'il n'y a pas les 8 voix favorables au moins).*"

Instrumentalisation de l'esclavage et propagande. Qui pilote cette info, pour le compte de qui ? Les mêmes.

- 30 millions de personnes réduites en esclavage dans le monde - AFP

Walk Free, une nouvelle organisation basée en Australie, soutenue par l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et le co-fondateur de Microsoft et philanthrope Bill Gates, autant dire le clan Rockefeller et Cie.

Quel pays visent-ils ?

Pour la plupart, ce sont soit des pays qui figurent parmi les ennemis des Etats-Unis, soit des pays qui présentent un intérêt géopolitique ou dont les matières premières sont convoitées dont la main d'oeuvre bon marché ou encore, des pays à fort potentiel de développement ou demeurés sous-développés et sur lesquels les prédateurs des multinationales américaines espèrent bien étendre leur hégémonie, pêle-mêle, Inde, Chine, Nigeria, Ethiopie, Russie, Thaïlande, République démocratique du Congo (RDC), Birmanie et Bangladesh en tête. S'y ajoute leurs cibles de premier choix : Quatorze pays africains - dont la Mauritanie, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Gabon et le Sénégal. AFP

Leur définition de "*l'esclavage moderne*".

La définition de l'esclavage moderne est quelque peu différente de celle qui avait cours au XVIIIe siècle, du temps de la traite négrière. "*L'esclavage moderne est une situation où les gens sont sous l'emprise de la violence. Ils sont contraints de prendre des emplois ou d'accepter des situations où ils sont économiquement exploités. Ils ne sont pas payés ou alors reçoivent le minimum pour survivre et ne sont pas libres de partir*", selon Nick Grono. AFP

Leur définition de "*l'esclavage moderne*" pourrait s'appliquer en réalité à des centaines de millions de travailleurs dans le monde, pour un peu à l'immense majorité des travailleurs qui sont contraints d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quelles conditions de rémunération et de travail, au mieux un emploi disponible sur le marché du travail proche ou éloigné de leur domicile, correspondant ou non à leur qualification, encore moins à leur choix personnel, dans presque tous les cas de figure un travailleur n'est pas "*libre de partir*" quand il le souhaite, il doit d'abord trouver un autre emploi, ce qui est de plus en plus problématique avec le chômage de masse et l'insécurité sociale qui accompagne chaque contrat de travail, en réalité la plupart du temps les travailleurs sont enchaînés à leur poste de travail, ils n'ont pas le choix et seul les esclavagistes dispose du droit de décider quand ils doivent "*partir*", être virés ou leurs postes de travail supprimés.

Si on devait s'en tenir à la définition de "*l'esclavage moderne*" fournie par cette officine néolibérale, la "*violence*" exercée par le capitalisme ne concernerait qu'une infime minorité de travailleurs dans le monde qui seraient soumis à des conditions extrêmes d'exploitation, tandis que l'immense majorité des travailleurs dans le monde seraient soumis à des conditions d'exploitation acceptables, le licenciement ou la fermeture brutale d'une entreprise ne constituant pas une "*violence*" subie par les travailleurs, pas plus que les normes de productivité ou d'exploitation, le harcèlement et les menaces exercés par la hiérarchie, la mobilité imposée, etc.

De même que l'exploitation ne concernerait qu'une infime minorité de travailleurs répertoriés comme esclaves, les 99, 99% restant n'étant nullement exploités par les capitalistes puisque le revenu que ces derniers leur octroient généreusement leur permettrait de satisfaire des besoins au-delà de ce qui est nécessaire à leur survie, portion de leur revenu justement sur laquelle lorgne le néolibéralisme et qu'il entend réduire, car elle correspond à des besoins qu'il estime superflus ou non indispensables.

Autrement dit, à les entendre, en dehors de ces esclaves, les travailleurs n'ont pas à se plaindre de leur sort, ils ne sont pas exploités puisque qu'ils reçoivent un revenu qui couvre leurs besoins élémentaires et bien au-delà, c'est bien la raison pour laquelle il n'est pas justifié que l'Etat intervienne dans le domaine social ou réglemente certains secteurs économiques de manière à rendre accessible à tous des services sociaux que les travailleurs ont les moyens de se payer.

Donc, finalement cette définition de l'esclavage moderne qui nous est proposée de manière anodine au premier regard, volontairement, alors qu'on ne leur a rien demandé, pour un peu cette ONG soutenue par le richissime "philanthrope" Bill Gates et l'ex-secrétaire d'Etat du chef de guerre Obama, Hillary Clinton, tous deux membres du groupe Bilderberg, du premier cercle du cartel des banquiers anglo-saxons et des dirigeants des plus puissantes multinationales qui sont responsables de toutes les guerres dans le monde, du sous-développement et de la surexploitation, de cet esclavage qu'ils dénoncent et dont ils sont les principaux bénéficaires, cette définition sert en réalité de support à la propagande néolibérale qui n'a pas pour objectif de réduire l'esclavage, mais de l'étendre au monde entier en participant à la destruction des droits sociaux et politiques des travailleurs dans les pays où ils en possèdent encore.

En se présentant comme les pourfendeurs de l'esclavagisme moderne, personne n'irait imaginer qu'il s'agit d'une opération orchestrée par les esclavagistes eux-mêmes et destinée à couvrir leurs crimes ou leur responsabilité de l'esclavagisme moderne, ainsi que leurs véritables intentions qui consistent à étendre leurs forfaits au reste de la planète.

Les pires prédateurs ou affameurs de l'humanité se présentent sous un faux masques et poussent le cynisme jusqu'à instrumentaliser le pire produit de leurs activités criminelles, les masses les plus miséreuses de la planète.

Tous ceux qui sur le plan économique ou politique ont des intentions inavouables, malfaisantes et sordides qui ne doivent pas parvenir aux oreilles des travailleurs empruntent cette méthode à travers le monde pour camoufler leur véritable nature et s'exonérer de toute responsabilité des malheurs et des souffrances qui accablent l'humanité, pour continuer en toute impunité à sévir et empocher les bénéfices de leurs actes infâmes ou criminels, faire en sorte que rien ne change le plus longtemps possible, que le vieux monde capitaliste pourri survive.

Les ONG sont une bonne couverture assurément. Prétendre parler au nom des travailleurs ou du socialisme également. Tous les jours maintenant nous sommes confrontés à cette situation que les travailleurs et les militants doivent démêler impérativement pour comprendre ce qui se passe réellement.

L'imposture permanente qui caractérise leur comportement ou le mécanisme qu'ils utilisent est de mise parce que le capitalisme à bout de souffle ne peut plus offrir le moindre espoir de progrès social aux masses exploitées. On pourrait contester cette dernière affirmation, en effet, mais ce serait faire l'impasse sur les immenses sacrifices que les travailleurs doivent concéder par ailleurs pour obtenir une amélioration de leur condition d'existence qui est toute relative.

J'ai connu l'Inde il y a 24 ans où ma belle-famille pauvre parvenait malgré tout à subvenir à ses besoins élémentaires, alors qu'un seul ou deux de mes beaux-frères travaillaient seulement pour nourrir 8 personnes, aujourd'hui ils travaillent tous, ils ont tous un emploi précaire, certes sur le plan matériel ils vivent mieux, mais ils sont tous exploités, même leurs épouses puisqu'ils se sont mariés depuis, ils sont tous endettés aussi, ils ne disposent plus de temps libre comme autrefois pour profiter un peu de la vie, leur vie est devenu un véritable cauchemar, ils ont perdu leur joie de vivre ou leur insouciance ; hier leur cauchemar concernait davantage le futur que le présent, aujourd'hui leur cauchemar se confond avec le présent et l'avenir, ils n'ont aucun droit et l'Inde compte plus de milliardaires, c'est déjà cela...

Pour bien montrer qu'il s'agit d'une opération de propagande abordons la fin de cet article de l'AFP

Peu importe si ce calcul est bidon, ils le disent eux-mêmes, c'est juste un prétexte, c'est moi qui le rajoute, c'est ce qu'il faut en déduire.

- Calculer le nombre d'esclaves est un exercice extrêmement complexe, reconnaît l'organisation. "*Il est difficile d'obtenir des données car il s'agit d'un crime caché. C'est un peu comme mesurer la violence conjugale ou le trafic de drogues*", estime Nick Grono. AFP

Même en France, où les ont-ils dénichés, en Guyane, comment ont-ils fait ?

- La France, elle, pointe au 139e rang sur 160 pays, avec environ 8.500 personnes réduites en esclavage, selon l'organisation. AFP

Leur objectif figure en filigrane mais de manière détournée quand ils évoquent les "*ressources*" pour remédier à l'esclavage, on peut imaginer qu'il suffit qu'un esclave dispose d'un contrat de travail et soit payé des clopinettes comme au Bangladesh par exemple pour changer de statut ou de catégorie.

Au fait, la gauche et l'extrême gauche ne se saisissent pas de cette info, 8.500 esclaves ce n'est pas rien ? Non car voyez-vous s'il en avait dégoté un ou deux à la rigueur, ils n'auraient pas dit non, mais 8.500 c'est au-dessus de leurs forces... Bon ça va, on a compris.

Quant à la "*volonté politique*", c'est un argument pour faire pression sur certains Etats ou gouvernements triés sur le volet pour leur imposer des normes qui ne correspondent pas au niveau de développement de leur pays ou les montrer du doigt, les jeter en patûre aux médias qui s'en empareront pour déclencher une campagne internationale contre eux, de sorte que pour qu'elle cesse, ils n'auront plus qu'à accepter non pas d'améliorer la conditions de leurs travailleurs dont les uns et les autres se foutent bien, mais de se plier à d'autres exigences politiques tenues secrètes ou discutées par ailleurs avec l'impérialisme américain, car les Américains sont la seule puissance à agir de la sorte dans le monde, à profiter de leur hégémonie mondiale.

- "*Les lois existent, mais les moyens, les ressources et la volonté politique manquent, estime Walk Free. L'objectif de ce classement est de changer la situation*". AFP 17.10

Affaire Leonarda (suite)

- Le père de Leonarda avoue avoir menti aux autorités françaises - Le Nouvel Observateur

- Expulsion de Leonarda: son père Resat accusé de violences sur ses filles - L'Express.fr

- Le père de Leonarda, un homme violent qui a eu des démêlés avec la justice - 20minutes.fr

- Leonarda : RESF et l'enseignante avaient donné leur accord à l'expulsion - LeFigaro.fr

- Leonarda serait italienne ! - LePoint.fr

- Le père de Leonarda dit avoir menti aux autorités françaises - Reuters 17.10

Le père de Leonarda Dibrani, la collégienne expulsée de France avec sa famille, a déclaré jeudi à Reuters avoir menti aux autorités françaises sur l'origine kosovare de sa femme et de ses enfants pour tenter d'obtenir l'asile.

"*Toute la famille, ma femme et mes enfants, sont nés en Italie. Ils n'ont rien à voir avec le Kosovo*", raconte Reshat Dibrani à Reuters. "*Ils sont nés en Italie et puis nous sommes venus en France. Nous avons menti aux autorités en disant que nous étions du Kosovo.*"

"*Nous demandions l'asile en France et nous avons dû détruire nos papiers italiens pour ne pas être renvoyés en Italie*", a précisé en albanais cet homme de 43 ans. "*Nous avons dit que nous avions fui le Kosovo.*"

Le gouvernement kosovar verse une aide mensuelle de 150 euros pour leur hébergement au deuxième étage d'une maisonnette dans un quartier populaire de Mitrovica, ville du nord du Kosovo.

"*Nous ne savons pas quoi faire avec cette famille. Elle n'est pas du Kosovo*", confie un responsable kosovar sous couvert de l'anonymat. "*Il n'y a que le père qui soit né au Kosovo*."

Reshat Dibrani dit avoir quitté le Kosovo en 1973 ou 1974 et être prêt éventuellement à y rester, mais pas ses enfants.

"*Les enfants ont peur parce qu'ils ne connaissent pas la langue, ici. Ils pleurent nuit et jour. Ils disent, 'Papa, qu'est-ce que tu nous as fait ?' Je leur dit que ce n'est pas ma faute mais celle de la France*", déclare-t-il.

La maisonnette est envahie de journalistes français.

Personne dans la famille ne semble en effet parler albanais. Les enfants parlent français, italien et un peu rom. Leurs noms - Maria, Leonarda, Roki, Ronaldo, Hasani et Medina - sonnent pour la plupart italien.

Selon la presse française, le père a eu en France des démêlés avec la justice pour des violences présumées sur sa fille et de petits larcins, et n'a guère montré en quatre ans de présence sur le sol français de volonté concrète d'intégration. Reuters 17.10

- Leonarda : ce que dit le dossier de la préfecture du Doubs - Le Monde 18.10

Selon la synthèse de la préfecture, Resat Dibrani, 45 ans, son épouse Gemilja, 40 ans, et leurs sept enfants, dont un majeur de 24 ans, sont entrés illégalement sur le territoire français le 26 janvier 2009. Ils ont depuis vu toutes leurs demandes de reconnaissance du statut de réfugié refusées. La raison en est simple, résume un proche de l'affaire : "*leur dossier n'est pas bon*".

Leur première demande, quelques jours après leur arrivée, le 30 janvier 2009, est refusée par l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA), puis en appel par la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) le 31 janvier 2011. Le 28 avril 2011, la préfecture du Doubs émet un premier arrêt d'obligation de quitter le territoire français (OQTF), mais la famille court-circuite cette décision en sollicitant la réouverture de sa demande d'asile un mois plus tôt. Celle-ci est encore rejetée par l'OFPRA, puis de nouveau en appel.

Le 21 janvier 2013, la famille Dibrani demande le réexamen de sa situation en vertu de la circulaire du 28 novembre 2012, dite circulaire Valls, qui précise les critères à remplir pour prétendre à une admission exceptionnelle au séjour.

Parmi les critères retenus pour l'admission exceptionnelle au séjour figurent une bonne capacité d'insertion dans la société française et la maîtrise orale – au moins élémentaire – de la langue française. Mais lors de l'entretien de Mme Dibrani en préfecture le 19 mars 2013 pour étayer sa demande de réexamen, "*il a été constaté qu'elle n'a pas une connaissance, même sommaire, de la langue française*", relève la préfecture, qui conclut : "*L'intéressée n'atteste d'aucun effort en vue de son insertion dans la société française*".

Autres critères cumulatifs : être installé sur le territoire français depuis au moins cinq ans et y avoir au moins un enfant scolarisé depuis plus de trois ans. Au moment de leur demande de réexamen, les Dibrani ne sont en France que depuis quatre ans.

Il faudrait alors que la famille puisse fournir les preuves que leur sécurité est menacée au Kosovo, ou qu'il existe un risque réel de rupture de la scolarité de leurs enfants, ce qu'ils ne parviendront pas à faire. Une tâche d'autant plus ardue que le 18 mars 2011, le Kosovo a été ajouté à la liste des pays "*sûrs*".

Les Roms ne savent pas toujours lire et écrire et viennent d'une culture peu administrative, note un proche du dossier. La famille Dibrani a donc versé très peu de pièces écrites, et celles qui l'ont été n'ont guère convaincu l'administration française. Parmi les rares documents figurant au dossier, deux lettres : la première a été écrite par un certain M. Jahic. "*Non traduite en français, elle ne peut qu'être écartée*", selon la note de la préfecture.

Concernant la seconde lettre, écrite par le frère de Resat Dibrani, la préfecture relève "*que seul le prénom de son auteur est lisible sur la copie de la pièce d'identité, ce qui ne permet pas de s'assurer du lien collatéral entre ces deux personnes*". De plus, la préfecture trouve "*surprenant qu'un courrier adressé à un membre proche de la famille soit dactylographié et ne comporte pas de signature manuscrite de son auteur*".

En conséquence, la préfecture estime qu' "*il n'est nullement démontré, à l'aide de preuves matérielles et circonstanciées, que leur vie familiale ne puisse se poursuivre dans leur pays d'origine*", et "*qu'il n'est pas démontré que les enfants ne pourraient reprendre leur scolarité au Kosovo*", malgré le fait que ces derniers affirment ne parler que le romani.

Le 19 juin 2013, la préfecture publie un arrêté d'OQTF dans un délai de trente jours, faute de quoi la famille sera reconduite d'office. Ce sera chose faite pour le père le 8 octobre, et pour la mère et ses enfants le lendemain, au terme d'une intervention polémique dans le car scolaire de Leonarda. Le Monde 18.10

- Consigny : Leonarda, symptôme de l'incohérence socialiste - lepoint.fr 17.10

L'affaire Leonarda est clivante, symptomatique des contradictions internes à la gauche, et elle pose des questions multiples, sur l'immigration, bien sûr, mais aussi, de façon plus générale, sur l'action publique.

Si la majorité ne parvient pas à s'entendre sur un sujet comme l'immigration, c'est parce qu'elle manque de cohérence : elle est à la fois anti-libérale et sans-frontiériste, elle veut plus d'État, mais celui-ci ne doit pas avoir de territoire délimité d'action ou, s'il en a, ne doit pas y être souverain, par exemple ne pas avoir d'armée, comme le réclame M. Duflot, et en tout cas pas de frontières auxquelles raccompagner des étrangers. Cela revient à vouloir qu'il n'y ait pas d'État du tout, ce en quoi les socialistes et leurs alliés rejoignent les libertariens américains, à l'opposé exact de tout ce qu'ils professent.

(On retiendra que le PS veut "*qu'il n'y ait pas d'État du tout*" au profit des régions et de l'Union européenne, la politique néolibérale. Leur contradiction entre les paroles et les actes au profit de ces derniers puisque seuls les actes comptes à l'arrivée les classe parmi l'aile la plus droitière de la réaction, les néolibéraux qui dominent l'UE. - ndlr)

La question de cette élève kosovare expulsée est une fausse question. C'est un miroir aux alouettes. Même s'il y a bien une vraie question dans la fausse, celle de la façon dont elle a été interpellée (si cela a en effet eu lieu dans les conditions brutales décrites par la presse, il faudra supprimer à l'avenir ce type de procédure), c'est un écran de fumée, parce que l'immigration de masse en France ne vient pas du Kosovo. La gauche semble être incapable d'aborder ce sujet autrement qu'en évoquant l'Europe de l'Est, alors que la grande majorité des étrangers venus s'installer en France depuis les années 1970 viennent d'Afrique, qu'il s'agisse du Maghreb ou de l'Afrique subsaharienne. Pourquoi craint-elle la vérité ? Pourquoi cherche-t-elle toujours à emprunter des détours ? Si seule l'extrême droite regarde le réel en face, il ne faut pas s'étonner que le peuple, confronté à ce réel et pas au monde imaginaire des socialistes, vote pour elle.

(Exact, ils font le lit de l'extrême droite, le PS comme la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes. - ndlr)

Le conflit qui semble sous-tendre l'actualité récente est celui qui oppose ceux qui pensent que nous formons encore une collectivité à ceux qui estiment qu'il n'y a plus de pouvoir politique, plus vraiment de nation, les fameux citoyens du monde, c'est-à-dire Yannick Noah, l'icône de la campagne de François Hollande, main dans la main avec Goldman Sachs (toujours ces contradictions).

(Un constat accablant qui n'a pas empêcher la gauche et l'extrême gauche d'appeler à voter Hollande ou à "*chasser Sarkozy*", ce qui hypocritement revenait au même. Ces gens-là ne mènent pas un combat politique pour la "*collectivité*" ou plutôt pour défendre les droits politiques ou sociaux collectifs des travailleurs, ils défendent uniquement leur bout de gras, ce sont des corporatistes, ils ne défendent que les intérêts de leurs appareils, leurs intérêts individuels et ils se foutent du reste, de sont des charlatans, des aventuriers, ils ne sont pas digne de parler au nom des travailleurs et du socialisme, ce sont des imposteurs. - ndlr)

Voulons-nous, par exemple, décider collectivement qu'en France on ne travaille pas le dimanche, ni après 21 heures ? Je n'ai pas de religion bien arrêtée sur cette question, je suis plutôt libéral, j'aurais tendance à considérer qu'il faut laisser les travailleurs travailler et les entrepreneurs entreprendre, mais je n'ai pas vu non plus les Parisiens errer comme des zombies, morts de faim, parce que Monoprix avait fermé avant minuit, ni sentir tellement mauvais à force de déambulation parmi des rues éteintes qu'il

leur faille se précipiter chez Sephora à 4 heures du matin sur les Champs-Élysées, pas plus que, le dimanche après-midi, je n'ai eu l'impression que des gens se soient cogné la tête contre des murs faute d'avoir pu acheter des clous chez Castorama. Cette frénésie anti-choix politique est absurde, qu'il s'agisse de politique migratoire ou de politique économique - ou alors, supprimons directement l'État français, pourquoi pas, il coûte tellement cher.

(L'hypocrisie et la couardise sont les marques de fabrique du PS, ce sont des rats, même pas des chiens comme disait Marx à propos des Versaillais, ils appartiennent à une espèce inférieure, répugnante, quoique le rat présente au moins la qualité d'être comestible, alors qu'eux nous donnent envie de gerber, le rat des champs et non celui des villes qui grouillent dans leurs poubelles remplies jusqu'à la gueule, la gueule ils n'ont que cela.

Non mais attendez, pourquoi n'ont-ils pas trancher sur les ouvertures noctures ou le travail le dimanche? Pour que les travailleurs se déchirent sur ces questions et que le patronat en profite pour rafler la mise, s'engoufre dans cette brèche pour tailler en pièces la législation du travail. -ndlr)

De la même façon, peut-on encore décider, rationnellement, sans dureté aveugle mais sans émotion non plus, de qui entre et qui n'entre pas sur le territoire français ? A-t-on encore le droit d'édicter, collectivement, des critères pour cela, voire des chiffres, un nombre de personnes à ne pas dépasser par an ? A-t-on la possibilité légale de dire que, l'intégration des étrangers fonctionnant mal depuis une trentaine d'années, il faut fermer la porte le temps de laisser la République adopter les nouveaux venus ? Ou bien est-ce que ça aussi, au nom de la débandade générale, doit nous échapper ?

(Entre sa véritable nature et son masque, le PS est pris à son propre piège. L'imposture fonctionne temps qu'il est dans "l'opposition parlementaire" et le masque tombe dès qu'il est au pouvoir, sa nature réactionnaire est révélée au grand jour. C'est imparable, c'est également valable pour EELV, le PCF et le PG (Mélenchon) qui ont accepté des postes ministériels sous Chirac. Quand ils sont dans "*l'opposition*", ils sont de gauche et dès qu'ils sont au pouvoir on s'aperçoit qu'ils sont tous de droite en réalité, puisqu'ils poursuivent la politique de la droite, y compris sur la question de l'immigration qui évidemment se posait déjà en 1995. - ndlr)

Le grec Thucydide écrit quelque part que "*tout être va jusqu'au bout du pouvoir qu'il peut détenir*". Le rôle de l'État, pour les libéraux comme pour les sociaux-démocrates, c'est de donner aux individus l'autonomie nécessaire à leur liberté, à l'exploitation maximale de leurs propres capacités. Le choix entre ces deux grands courants de pensée diverge quant aux moyens, mais il se rejoint sur la fin. (Merci pour cette confirmation, ils poursuivent bien le même objectif. - ndlr) Le problème est que la politique de M. Valls ne s'inscrit pas réellement dans cette idée de volonté collective transformée en actes. Elle n'est pas réelle. Il ne conduit pas réellement de politique, ou pas de politique réelle. Donc il n'est pas un responsable politique au sens vrai de l'expression. Le problème est que M. Valls est plus proche du ventilateur que du ministre : il brasse de l'air. Ses déplacements et ses discours constituent exclusivement une entreprise de communication, d'ailleurs fort coûteuse tant elle réclame de moyens logistiques. Il n'y a rien derrière, et lui-même n'est pas inquiet de la sécurité des Français. Il s'en moque. Il est inquiet de son agenda politique, du chemin à baliser jusqu'à la magistrature suprême. C'est une machine efficace, à l'américaine, c'est le ventilateur sans pales de Dyson.

(Exact, j'en étais arrivé à la même conclusion, à savoir que l'attitude de Valls était purement électoraliste, puisqu'il est incapable de rompre avec le capital, on ne lui demandera jamais, il poursuit la politique de Sarkozy, que peut-il faire d'autre, rien, il n'a pas le choix. Et ces salopards de la soi-disant gauche du PS seront bien heureux si le PS en tire profit sur le plan électoral en 2014, c'est valable pour les parasites de gauche et d'extrême gauche qui récupèreront des miettes au passage, eux non plus n'ont aucun intérêt à une défaite électorale du PS aux municipales et aux européennes, ne comptez pas sur eux pour l'avouer. Valls rame pour le PS qui est un des piliers du régime, voilà tout. -ndlr)

La question de ce qu'il faudrait faire pour redonner une réalité à l'action publique est pourtant fondamentale et actuelle, à l'heure où la dérégulation du secteur privé, en particulier s'agissant de la sphère financière, a montré ses dangereuses limites. Décidons-nous encore de quelque chose par les voies démocratiques ? Si oui, le faisons-nous à échelle nationale ou européenne ? Jugeons-nous encore que la politique doit aussi s'occuper de symboles, de valeurs, de culture, que par conséquent il faut délimiter des symboles, des valeurs et une culture français, c'est-à-dire une identité nationale, ou bien que la politique doit restreindre son champ d'action au dynamisme économique et à la réduction des inégalités ? Ce sont toutes ces questions qui se cachent derrière l'actualité récente, et personne n'y répond.

(Décider de quoi, la démocratie est morte, non pas parce qu'aucun parti ne l'incarnerait, mais plutôt parce qu'aucun parti n'est reconnu comme l'incarnant. Pourquoi ? Parce que la démocratie ne se pose pas dans des termes généraux mais selon un contenu de classe, dont les partis et les masses sont à cent lieues. - ndlr)

Instrumentalisation des lycéens.

La politique du PS apparaît comme opposée aux valeurs de gauche, du coup, tous ce que compte la "*gauche*" se mobilise pour que l'illusion que le PS serait de gauche soit sauvée, la survie du régime en dépend. Par ironie du sort, ils jouent le même rôle que Valls.

- «*Avec ou sans papiers ils sont comme nous, ce sont des élèves*» - Liberation.fr

- Affaire Leonarda : la mobilisation lycéenne est-elle politique ? - francetvinfo.fr

Jean-Luc Mélenchon, leader du Parti de gauche, sera présent vendredi auprès des lycéens, à Paris. "*Demain il faut y être. Ecoutez-moi bien, les gens qui m'écoutez, demain si vous le pouvez, c'est votre devoir d'être dans la rue avec nos jeunes*", a-t-il déclaré au micro de BFMTV

Joint par francetv info, le MJS explique qu'il n'a pas appelé à manifester, mais qu'il n'empêche pas les jeunes socialistes de battre le pavé.

La Fidl et l'UNL confirment également à francetv info la présence à leurs côtés des Jeunes communistes de Paris, des jeunes du NPA, avec qui ils échangent très régulièrement.

Le dernier mot revient à la Fidl et confirme ce qui a été dit plus haut :

Pour la Fidl, il est normal que le MJS n'appelle pas à manifester contre un gouvernement socialiste. francetvinfo.fr 17.10

On ne pouvait pas passer à côté de cet argument.

"*Si on était intervenus à 6 heures du matin en tirant tout le monde du lit, on aurait dit que tout s'était bien passé ?*", a demandé Nicolas Comte, porte-parole du premier syndicat des gardiens de la paix Unité-SGP. Point.fr 17.10

Effectivement, on n'aurait jamais entendu parler de cette histoire. Tous les jours il y a des immigrés clandestins qui sont expulsés sans que cela ne fasse la Une de l'actualité.

Pour se détendre, on a le droit d'en rire.

- Copé accuse Hollande de «*faire monter le Front national*» - LeFigaro.fr

- Manuel Valls répond à ses détracteurs : «*Je suis de gauche*» - LeParisien.fr

Il faut bien qu'il serve à quelque chose. Toute peine mérite salaire.

A quoi sert le Front de gauche ? C'est, peu ou prou, ce que doivent se demander ces derniers jours la plupart des militants engagés dans les partis qui le composent. Si l'on écoute le charismatique tribun du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, l'objectif est de monter une grande force politique de gauche, indépendante et opposée aussi bien à la droite et au FN qu'au Parti socialiste, lequel est accusé d'être un "*traître*" partisan de l'austérité.

Le PCF, lui, voit dans cette alliance un moyen de faire pencher la balance à gauche, en mettant la pression sur le gouvernement, tout en nouant des alliances locales avec le PS. C'est ce que souhaite Pierre Laurent, le secrétaire national du Parti communiste, notamment à Paris. Son objectif est de "*renforcer le nombre d'élus communistes et du Front de gauche, pour ensuite s'appuyer sur le niveau local afin de mener la bataille nationale*", comme il l'explique à L'Humanité.

(Pour accompagner le capitalisme en faisant semblant de le combattre nécessite d'avoir des élus et mérite salaire, c'est le minimum. C'est ça le communisme à la mode du PCF. - ndlr

Le Parti de gauche, qui compte peu d'élus, imagine une stratégie très différente, destinée à arriver en force en mai 2014 pour les élections européennes, son objectif prioritaire. Jean-Luc Mélenchon compte ainsi sur l'électorat déçu par le PS pour faire du Front de gauche une force politique de premier plan, égale au PS. Hors de question, dès lors, de s'afficher à côté d'un socialiste au premier tour, quitte à sacrifier les places des élus communistes. "*Va, crève avec tes places !*" avait d'ailleurs lancé Mélenchon aux socialistes, lors d'un meeting à Rennes (Ille-et-Vilaine), le 5 juin. Parce que le PCF n'est pas un bon camarade

(Au premier tour non, au second oui, bref, l'air de rien ils rament pour leur pomme... et le PS, chut ! - ndlr)

Côte à côte avec le Parti de gauche dans les meetings et les manifs, comme à la Bastille le 5 mai, mais pas toujours solidaire avec les mélenchonistes dans les municipalités. C'est le positionnement bancal de la direction du PCF aujourd'hui. Paris en est l'exemple parfait : à l'Assemblée, les députés PCF votent contre le budget 2014 du gouvernement socialiste, pendant qu'à la mairie, les communistes locaux négocient leur soutien à la candidate PS Anne Hidalgo, contre cinq membres supplémentaires au Conseil de Paris, d'après Libération.

(Touche pas à mon bout de gras, sinon la soupe serait fade ! - ndlr)

Pour justifier cette contradiction, Pierre Laurent estime qu'il faut distinguer les questions nationales des problématiques locales. "*Autant au niveau du gouvernement, nous ne trouvons aucune écoute, autant à Paris nous sommes entendus et respectés depuis deux mandats dans la majorité municipale.*" Une valse avec le Parti socialiste qui semble éloignée du dernier texte d'orientation politique du Front de gauche, signé par le PCF, intitulé "*Imposer une alternative à l'austérité*".

(Traduction au niveau du gouvernement on n'a rien à espérer, on se brûlerait les ailes si on acceptait d'y entrer, par contre au niveau municipal on fait discrètement avec la politique du gouvernement et on peut récupérer des sièges au passage, cela ne se refuse pas. -ndlr)

Cette contradiction est une question de survie pour le parti de la place du Colonel-Fabien. Car, comme l'expliquait Europe 1 en février, avec seulement sept députés et dix-neuf sénateurs, le parti communiste a besoin de ses 8 800 élus locaux pour survivre. Pourtant, ce choix est bien le signe d'un parti "*mourant*", selon Gérard Grunberg, interrogé par francetv info : "*Il meurt parce qu'il est incapable d'avoir une vraie stratégie, estime le politologue du Centre d'études européennes de Sciences Po Paris. Il est, comme toujours, coincé entre l'obligation d'être dans la lutte contre l'austérité et l'impossibilité d'aller jusqu'à la rupture avec le PS. Sa direction n'est pas bonne et mène le parti, et le Front de gauche, dans le mur.*"

(Très juste, ils sont inacapables de rompre avec le PS, ils rament donc pour le régime dont dépend leur survie, tant qu'il en aura besoin. - ndlr)

Au départ, le Front de gauche était une alliance de circonstances, née pour les élections européennes de 2009. Avec des résultats limités : 6,05% des suffrages, selon Le Figaro. Mais un score bien meilleur que les 1,93% de la communiste Marie-George Buffet à la présidentielle de 2007. Depuis, chaque scrutin, local et national, a permis au Front de gauche d'améliorer ou de stabiliser son score.

(Le Front de gauche est un front contre-révolutionnaire. Il a pour fonction d'empêcher qu'un véritable parti ouvrier révolutionnaire se construise, il récupère ou retient des travailleurs et des jeunes qui entendent s'opposer au capitalisme mais qui ignorent tout du socialisme, il a pour fonction de les détourner du socialisme - ndlr)

Mais cette alliance a été conclue sur un socle fragile. Le Front de gauche n'est pas un parti politique classique. On n'y adhère pas, et surtout, aucune discipline de parti ne peut être imposée. La solidité de l'ensemble ne tient qu'à la dépendance mutuelle de ses membres. "*S'ils décident de se passer de Mélenchon, les communistes reviendront à des scores proches des 2%, prédit Gérard Grunberg à francetv info. Mélenchon, s'il s'en va comme il a quitté le PS en 2008, il attirera toujours un peu, mais il n'aura plus les nombreuses troupes du PCF derrière lui.*"

(Ils sont condamnés à s'entendre ou à disparaître, c'est ce que j'avais écrit il y a quelques jours. Dans le meilleur des cas ils végèteront. - ndlr)

Quel que soit le choix des militants communistes vis-à-vis du PS, le Front de gauche ne sortira pas grandi de cette crise d'adolescence, cinq ans après sa naissance. S'il survit, son image aura de toute façon été écornée auprès d'un électorat qui, d'après L'Humanité, est en demande d'"*unité*". francetvinfo.fr 17.10

(L'Humanité se contentera bien d'une "*unité*" sans principe. -ndlr)

Ils ont tout pourri ! Ils le disent eux-mêmes.

La pollution de l'air, causée par les transports, la production d'électricité et les émissions industrielles et agricoles, devrait être déclarée cancérigène pour l'être humain, recommande le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC).

L'agence dépendant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait cette recommandation en s'appuyant sur des données récentes : quelque 223.000 personnes sont mortes en 2010 dans le monde d'un cancer du poumon provoqué par l'inhalation de substances toxiques contenues dans l'air ambiant.

Dans un communiqué publié jeudi après une semaine de séminaire réunissant des scientifiques, le CIRC préconise que la pollution atmosphérique et les particules solides ou liquides en suspension dans l'air soient classées dans le groupe 1 des substances cancérigènes pour l'homme.

Ce groupe 1 regroupe une centaine de substances connues pour leurs effets cancérigènes comme l'amiante, le plutonium, le poussière de silice, les radiations d'ultraviolet et la fumée de cigarette. Reuters 17.10

ACTUALITE EN TITRES

Youpi !

- L'accord budgétaire propulse Wall Street à un record - Reuters

- Le bénéfice de Google grimpe de 36% au 3e trimestre - AFP

Résistance internationale

- Chili : les étudiants de nouveau dans la rue à un mois de la présidentielle - LeMonde.fr

- Canada : heurts entre policiers et opposants au gaz de schiste - LeMonde.fr

Gauchisme. Infiltration policière et provocation.

- Les manifestations dégénèrent au Brésil - lefigaro.fr

Stratégie mondiale néolibérale

- La NSA au cœur des assassinats ciblés américains - LeMonde.fr

- Onze Nobel prennent la défense des militants de Greenpeace - Reuters

- L'Arabie saoudite entre au Conseil de sécurité de l'ONU - Liberation.fr

- Irak: Plus de 40 morts dans une série d'attentats - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

La chancelière allemande Angela Merkel et les dirigeants du Parti social-démocrate (SPD) se sont mis d'accord jeudi pour engager des négociations en vue de former une coalition de gouvernement.

Les dirigeants des chrétiens-démocrates (CDU/CSU) et des sociaux-démocrates "*sont parvenus à la conclusion de recommander aux instances de leurs partis l'ouverture de négociations de coalition*", a déclaré le secrétaire général de la CDU (Union chrétienne-démocrate), Hermann Gröhe, au cours d'un point de presse à l'issue de trois heures de discussions avec une délégation du SPD, jeudi.

Le président du SPD, Sigmar Gabriel, affichait le même optimisme prudent. "*Le groupe de négociateurs du SPD a décidé à l'unanimité que le lancement de négociations de coalition avait du sens*", a-t-il expliqué dans un point de presse séparé. "*Une base commune peut être trouvée*" avec le parti conservateur, a-t-il estimé.

Il a affirmé que les conservateurs de Mme Merkel "*savaient qu'un salaire minimum généralisé de 8,50 euros par heure (...) était une condition sine qua non sans laquelle une coalition avec le SPD n'aurait aucun sens*".

Ce salaire minimum, dans un pays qui en est dépourvu, était une des promesses phares du SPD pendant la campagne des législatives. Les conservateurs plaident en faveur d'un tarif différencié, négocié par les partenaires sociaux par branche et par région.

"*Il y a naturellement toute une série de domaines (...) où les positions de départ sont divergentes, comme chacun le sait, et que les négociations devront aborder*", a reconnu M. Gröhe, citant le salaire minimum, mais aussi la politique fiscale et budgétaire. Le SPD souhaite des hausses d'impôts, rejetées par Mme Merkel.

En matière de salaire minimum, les conservateurs avaient cependant ouvert une brèche jeudi. Dans le quotidien de Munich Süddeutsche Zeitung, Horst Seehofer, président de l'Union chrétienne-sociale (CSU), parti frère de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), s'est dit prêt à dire oui au salaire minimum.

Premier grand dirigeant des conservateurs à faire preuve d'une certaine souplesse, il a toutefois posé comme condition que le SPD renonce à son projet de hausses d'impôts.

La CDU va maintenant organiser vendredi une conférence téléphonique pour demander le feu vert de sa direction fédérale pour entamer les négociations.

De son côté, le SPD réunit une convention de 200 délégués dimanche pour avaliser cette décision. AFP 17.10

2- Arabie saoudite

L'Arabie saoudite entre au Conseil de sécurité de l'ONU - libération.fr

L'Arabie saoudite a été élue, pour la première fois, membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, de même que le Tchad, le Chili, le Nigeria et la Lituanie. Ces cinq pays ont été élus jeudi par l'Assemblée générale de l'ONU pour un mandat de deux ans qui commencera le 1er janvier 2014. Sur les 193 pays membres de l'Assemblée, l'Arabie saoudite a obtenu 176 voix, le Tchad 184, le Nigeria et le Chili 186 et la Lituanie 187.

Le Conseil, qui compte 15 membres, renouvelle chaque année cinq de ses dix sièges de membres non permanents, sur une base régionale. Les pays choisis n'avaient pas de rivaux dans leurs régions respectives. Ils remplaceront à partir de janvier le Maroc, le Togo, le Pakistan, le Guatemala et l'Azerbaïdjan. Les cinq autres membres non permanents sont le Rwanda, l'Argentine, le Luxembourg, la Corée du sud et l'Australie. Leur mandat s'achève à la fin 2014.

Les cinq membres permanents, qui ont un droit de veto et une influence prépondérante au Conseil, sont les Etats-Unis, la Chine, la France, la Russie et le Royaume-Uni. Certains des nouveaux arrivants ont des intérêts particuliers dans des dossiers suivis de près par le Conseil, notamment la Syrie et l'Iran pour l'Arabie saoudite, qui soutient l'opposition armée au régime de Bachar al-Assad et se pose en rival régional de Téhéran. Le Tchad et le Nigeria participent à la Minusma, la mission de stabilisation de l'ONU au Mali. libération.fr 17.10

Que des va-t-en-guerre parmi les nouveaux prompus, chouette alors monsieur Mélenchon, l'ONU est sur la voie de la démocratie...

3- Syrie.

Syrie. La «*rébellion* » vole en éclats...

Environ 70 groupes armés du sud de la Syrie ont rejeté l'autorité de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution, principale force d'opposition, et annoncé la création de leur propre "*Conseil révolutionnaire*", écrit le quotidien arabophones Ach-chark al-Awsat.

"*Nous, chefs de groupes militaires et révolutionnaires des provinces du sud, annonçons la formation du Conseil de commandement de la révolution (…) et retirons notre reconnaissance à tout groupe prétendant nous représenter*", a indiqué le porte-parole des insurgés dans une vidéo publiée sur Internet, précisant que près de 70 groupuscules avaient signé cette déclaration.

Selon les commandos syriens, la Coalition n'a pas réussi à réaliser les tâches confiées.

Une dizaine de groupes d'opposition du nord du pays s'étaient antérieurement retirés de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne, appelant à la formation d'un Conseil islamiste qui regrouperait plusieurs groupes, dont le Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda.

Le schisme au sein de l'opposition anti-Assad s'est accentué à la veille de la tenue de la conférence de paix dite Genève-2, prévue, selon les dernières données, les 23-24 novembre prochain. Outre des groupes armés, plusieurs structures politiques de l'opposition syriennes ont également rejeté l'autorité de la Coalition syrienne suite à son feu rouge à un dialogue avec le régime de Bachar el-Assad.

Le CNS a déclaré dimanche dernier son intention de boycotter la conférence de paix dite Genève-2 et de sortir de la Coalition si celle-ci y participe.

La Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne a été formée en novembre 2012 à Doha, au Qatar. french.irib.ir 17.10

4- Turquie

La Turquie a pris pour cible les positions du groupe terroriste « L'Etat islamique en Irak et au Levant », dans le nord syrien.

« *En réponse à un tir d'obus mortier en provenance de la Syrie vers le territoire turc, l'artillerie de l'armée turque a pris pour cible cet objectif*", a annoncé mercredi le QG de commandement de l'armée turque, dans un communiqué. « *L'artillerie turque a tiré à quatre reprises contre les positions des terroristes de l'Etat islamique en Irak et au Levant, dans le nord syrien*", ajoute le communiqué. french.irib.ir 17.10

5- Israël

Obama a-t-il vendu Israël à l'Iran?

Une affaire d'espionnage irano-israélo-turque fait depuis quelques heures le tour des médias occidentaux. Voici d'abord un compte rendu de cet article : Selon le journaliste d'investigation de Washington Post, David Ignatus, les renseignements israéliens dirigent une partie de leur réseau d'espionnage en Iran, à partir de la Turquie, base qui favorisait des allers-retours relativement faciles, grâce à sa frontière commune avec l'Iran. L' "*incident*" qu'évoque le journaliste daterait du début 2012 : Il illustre, à sa façon, la guerre secrète sans merci qui se joue, derrière le rideau des "*négociations*" américano-iraniennes autour du programme nucléaire iranien et de ses relais à double-fond, au sein même de l'OTAN (Turquie NDLR). Et le journaliste affirme : " *Le fait que l'Amérique d'Obama ait joué, à fond, la carte frelatée d'un rôle prédominant d'Ankara, dans la résolution de la crise syrienne, comme dans l'installation de son système d'alerte précoce du bouclier anti-missiles, en Turquie, donne une indication de la position de faiblesse de l'Administration Obama, face à ce défi, comme une partie de son soutien aux Frères Musulmans d'Egypte et d'ailleurs, capitalisé dans les comptes de la politique turque au Moyen-Orient...*". Mais quelle a été à l'origine cette affaire d'espionnage? Le chef du renseignement turc a dénoncé le nom de 10 iraniens espions pro israéliens au renseignement iranien.

Ignatus cite des sources bien informées, qui décrivent l'action turque comme une perte « *significative* » de renseignements et un « *effort pour nuire par n'importe quels moyens aux Israéliens* ». "*La colère d'Israël, au sujet de cette compromission délibérée , peut aider à comprendre pourquoi le Premier Ministre Binyamin Netanyahu s'est, à ce point, retranché derrière son refus de présenter ses excuses à Erdogan, à propos de l'incident de la flottille pour Gaza de mai 2010* », l'article déclare t-il. Netanyahu a fini par céder aux atermoiements d'Obama, en présentant des excuses par téléphone, en mars, après que le Président américain ait négocié une formule de compromis. Bien que les responsables américains conçoivent cette façon de griller un réseau israélien comme une perte considérable de sources de renseignements, ils se sont abstenus de protester directement auprès des responsables turcs, raconte Ignatus.

Selon ce reportage, Israël pense que c'est le chef des renseignements turcs, Hakan Fidan, d'origine chi'ite (toujours une perception confessionnelle de la réalité du Moyen Orient NDLR) , qui est le chef d'orchestre de cette trahison, du fait de ses liens d'amitié avec Téhéran, depuis de longues années. On dit que des officiers des services extérieurs d'Israël, non sans facéties, décrivaient à des responsables de la CIA, il y a déjà, quelques années, Fidan comme "*le chef d'antenne du MOIS à Ankara*", faisant ainsi directement référence au Ministère iranien des Renseignements et de la Sécurité. Mais les Etats-Unis ont continué de commercer avec Hakan Fidan sur des dossiers sensibles. Mais Ignatus fait remarquer que le Mossad, après plus de 50 ans de relativement bonne coopération avec la Turquie, n'aurait jamais imaginé que les Turcs, du fait de leur intégration dans l'Alliance Atlantique (OTAN), puissent se permettre de « *vendre* » des agents israéliens à une puissance hostile. Fidan est le principal conseiller d'Erdogan. Il est devenu chef du MIT en 2010 –soit l'année de l'envoi du fameux navire Mavi Marmara, visant à écorner l'image internationale d'Israël – après avoir été un simple sous-officier de l'armée turque et obtenu une licence de l'université du Maryland et un Doctorat à Ankara. Dès que Fidan a pris en main les services turcs, « *il a déconcerté les alliés de la Turquie –essentiellement l'OTAN- en transmettant des informations sensibles à l'Iran, recueillies par les Etats-Unis et Israël* », selon un profil récemment établi par le Wall Street Journal.

Quelles conclusions peut-on tirer de cet article? Israël n'arrive pas à digérer les événements qui se sont succédés ces dernières semaines et qui ont fini par l'isoler sur la scène internationale : son fond commerce à savoir la menace nucléaire iranienne sur quoi Netanyahu a si longtemps misé a perdu toute efficacité et Netanyahu accuse Obama d'en être le responsable. les effets d'un possible accord sur le nucléaire iranien avec l'Occident, d'un possible rapprochement Iran. USA ont poussé les israéliens à formuler des hypothèse aussi incongrue que : le chef du renseignement turc est pro iranien, ou pire, c'est Obama qu'a décidé de ce que ce pro chiite dirige le renseignement turc à la fois pour rouler dans la farine Erdogan mais aussi Israël. french.irib.ir 17.10

6- Irak

L'exécution d'un contrat prévoyant des livraisons d'armes russes à l'Irak a commencé, a annoncé Ali al-Moussaoui, conseiller du premier ministre irakien, précisant que Moscou et Bagdad avaient signé ce contrat en 2012. "*Il y a eu en effet des doutes concernant ce document. Cependant, avant sa mise à exécution, le président Vladimir Poutine et le premier ministre irakien Nouri al-Maliki ont convenu de le réviser afin de prévenir toute irrégularité. Voici pourquoi la transaction a finalement été bouclée. Sa réalisation est en cours*", a déclaré M. al-Moussaoui dans une interview à la chaîne de télévision russe Russia Today (RT).

Evoquant les clauses du contrat, le conseiller du premier ministre a souligné que le document portait principalement sur les armes destinées à la lutte contre les terroristes. D'un montant de 4,3 milliards de dollars, le contrat russo-irakien prévoit, entre autres, la livraison de plus de 10 hélicoptères Mi-28NE Night Hunter dotés de tous les armements conçus pour ce type d'appareils. Une source proche des milieux de la coopération technico-militaire a fait savoir à RIA Novosti qu'un groupe de pilotes irakiens avait achevé en août 2013 ses entraînements sur des hélicoptères de la famille Mi."*Conclu dans le cadre de l'accord de plusieurs milliards de dollars, le premier contrat avec l'Irak prévoit la livraison de plus de dix hélicoptères d'attaque Mi-28NE "Chasseur de nuit" " (Havoc, selon la classification de l'Otan)*", a indiqué l'interlocuteur de l'agence.

En 2012, la Russie et l'Irak ont conclu un accord sur l'achat d'armes russes pour 4,3 milliards de dollars.La Russie place de grands espoirs dans ces contrats d'armement avec Bagdad. Ils lui permettraient de renouer des liens étroits avec l'Irak, son ancien allié de l'époque soviétique, perdus avec la chute du régime de Saddam Hussein en 2003. french.irib.ir 17.10

7-Angola

Sur le continent africain, l'Algérie est un bon client de l'industrie militaire russe, l'Angola l'est aussi. Il faut dire que, depuis son indépendance acquise par rapport au Portugal en 1975, ce pays a été soutenu par l'Union soviétique et ses satellites, étant donné que le régime alors en place, issu du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), s'inspirait du marxisme-léninisme.

Aussi, il n'est guère surprenant d'apprendre que Luanda a passé commande pour plus d'un milliards de dollars de matériels militaires d'origine russe. Les contrats ont été signé à l'occasion d'une visite, la semaine passée, de Dmitri Rogozine, le vice-premier ministre russe Dmitri Rogozine.

Selon un porte-parole de Rosoboronexport, l'agence chargée de l'exportation des équipements militaires russes, il est ainsi question de livrer 18 avions de combat de type Su-30K pour environ 500 millions de dollars.

Ces appareils ont d'abord servi au sein des forces aériennes indiennes à la fin des années 1990 avant d'être retournés à à l'usine de maintenance de Baranovitchi, en Biélorussie dès la mise en service de la version MKI, plus perfectionnée. Ils avaient ensuite été proposés, sans succès, au Vietnam et au Soudan. Le montant du contrat comprend la maintenance et l'armement de ces chasseurs.

En outre, l'Angola a passé commande de pièces de rechange pour des matériels datant de la période soviétique (et ils sont nombreux), des armes légères, des munitions, des blindés, des canons et des hélicoptères de transport Mi-17. Aucune précision n'a été donné sur les volumes à livrer. Enfin, il a été convenu de construire dans le pays une usine destinée produire des cartouche.

Les forces aériennes angolaises mettent en oeuvre des MiG-21 Fishbed, des MiG-23 Flogger et quelques Su-27 Flanker acquis auprès de la Biélorussie, ainsi que des Sukhoi Su-22 Fitter et des Su-25 Frogfoot pour l'attaque au sol. Cependant, il est difficile d'établir un inventaire précis des matériels en dotation, ou du moins en état de vol. Si les appareils d'origine soviétique sont prédominants, Luanda a toutefois cherché à diversifier ses sources d'approvisionnement, en commandant plusieurs avions du constructeur brésilien Embraer (EMB-314 et EMB-312) ou de l'avionneur suisse Pilatus (PC-7).

En 2013, les forces armées angolaises ont bénéficié d'un budget de 5,7 milliards de dollars, soit 8,26% du budget national. Le pays peut compter sur d'importantes ressources pétrolières (9 milliards de barils de réserves prouvées, production de 1,91 million de barils par jour en 2008) ainsi que sur l'exploitation de mines de diamants. french.irib.ir 17.10

SOCIAL

Grèce

Le syndicat grec du secteur public Adedy a appelé jeudi à une grève de 24 heures le 6 novembre pour "*renverser les politiques d'austérité*", se ralliant ainsi au mouvement annoncé la veille pour la même date par la centrale du privé GSEE.

Il s'agira de la deuxième grève générale en Grèce, en moins de quatre mois.

"*La commission exécutive d'Adedy a décidé une mobilisation de 24 heures le 6 novembre pour lutter contre les nouveaux licenciements et mises en disponibilité dans le secteur public, que le gouvernement a consentis à la troïka*" des créanciers (UE-FMI-BCE), indique un communiqué de l'Adedy.

Mercredi, la GSEE avait appelé à une grève de 24 heures contre "*le cauchemar du chômage et la dérégulation du marché du travail*".

La GSEE proteste contre l'avant-projet de budget pour 2014, qui "*détruit les droits sociaux*".

Le syndicat Pame, affilié au Parti communiste, appelle aussi à la grève, le même jour. AFP 17.10

Haut de page

Le 19 octobre 2013

CAUSERIE

Plus le temps d'ajouter un mot.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le Nouvel ordre mondial en marche. Nouvelle terrible défaite pour le mouvement ouvrier européen.

- L'UE et le Canada scellent leur accord de libre-échange - AFP 18.10

Pourquoi l'AFP a-t-elle précisé que les "*détails de l'accord n'ont pas été dévoilés, mais il aborde dans les grandes lignes l'accès aux biens et aux services, la transparence et la protection des investissements, la coopération dans la réglementation ainsi que l'ouverture des marchés publics*", sinon que le contenu de ce traité comporte des clauses qui constituent de nouvelles atteintes aux droits des travailleurs en Europe ?

La politique canadienne est largement calquée sur celle des Etats-Unis qui consiste à déréguler tous les secteurs de l'économie au profit des multinationales et qui se trouve totalement sous l'emprise de l'oligarchie financière. C'est le premier chapitre du traité transatlantique conduisant à l'établissement d'un marché unique UE- et E-U qui vient d'être signé.

Notre ennemi avance. On peut se gargariser de la résistance des travailleurs, mais force est de constater qu'elle ne suffit pas pour empêcher le nouvel ordre mondial de se mettre en place.

En toile de fond : les élections de 2014 et la cinclante défaite du PS annoncée.

Caporaliser les esprits, le dernier carcan à la mode version PS, gauche et extrême gauche.

Tous les facteurs sont défavorables au PS qui poursuit sur tous les plans la politique de l'UMP, amplifie même son offensive contre la classe ouvrière. Pour gouverner Hollande, sa cour et ses valets ont recours à la méthode exécrable qui consiste à orchestrer, encourager la stigmatisation de couches minoritaires pour briser l'unité des masses qui rejettent sa politique antisociale, réactionnaire, impérialiste.

Il semble ne plus y avoir de limite à leur démagogie qui dorénavant s'attaque à la liberté d'expression qu'ils criminalisent, et nous n'exagérons rien, les exemples que nous fournissons quotidiennement tirés de l'actualité sont là pour le prouver si nécessaire.

Evidemment, ils ne vont pas dévoiler leurs véritables intentions, aussi ils s'emploient à présenter cette offensive sous un angle favorable pour que les esprits faibles ou naïfs y adhèrent, par exemple au nom de la démocratie ou des valeurs de la République ou encore de la gauche, en s'en prenant de préférence aux propos tenus par des éléments de la société par nature infréquentables, afin qu'elle ne soit pas contestée ou histoire de se rallier la gauche et l'extrême gauche ou encore les gauchistes qui ne demandent pas mieux, elle concerne en premier lieu l'extrême droite ou éventuellement mais plus rarement l'UMP, sinon des personnes qui affichent leur opposition au gouvernement et au PS.

En réponse, le FN profite de cette occasion pour exiger de ne plus être catalogué à l'extrême droite, considérant que cette référence serait contraire à sa nature, alors qu'elle est parfaitement justifiée, ce que le PS et ses appendices lui refusent, ce qui permet au FN de se poser en victime d'une injustice causée par un régime arbitraire et prend à témoin la population, qui en indélicatesse envers le gouvernement et le PS sera tentée de donner raison au FN, c'est ainsi que le FN sort gagnant de cette opération de diabolisation.

On s'aperçoit ici que jusque dans les moindres détails ils font le lit de l'extrême droite, selon le mécanisme bien huilé qui consiste à vider l'UMP de ses électeurs (potentiels) pour qu'ils se reportent sur le FN, afin qu'au deuxième tour des élections les électeurs n'aient plus le choix qu'entre un candidat du PS ou de la gauche et un candidat représentant l'extrême droite, sachant que la majorité des électeurs sont plus portés vers la démocratie que vers la dictature ou le fascisme ils voteront en majorité pour le candidat du PS ou de la gauche qui sera ainsi élu, celui de l'UMP ayant été éliminé au premier tour.

Autrement dit, la diabolisation du FN et la menace qu'ils brandissent que ses candidats soient élus, servent à la fois à faire monter le PS et à affaiblir l'UMP, sauf que voilà, les choses ne se passent toujours de cette manière, parce qu'une partie des électeurs se portent malgré tout vers le FN, tandis que celle qui se portait sur l'UMP continue de voter pour ce parti, parfois justement pour faire barrage au candidat du FN, le PS ou la gauche se retrouvant le dindon de leur propre farce leur candidat étant éliminé au pemier tour, comme en 2002 ou récemment à Brignoles, par les électeurs potentiels du PS ou de la gauche se sont abstenus massivement ou ont décidé de voter pour l'UMP ou le FN en réaction à la politique du gouvernement qu'ils rejettent.

Le PS et la gauche semble ne pas pouvoir échapper à cette équation électorale qui est le produit de la crise du capitalisme, de la situation politique et de la politique réactionnaire mise en oeuvre par le gouvernement.

Du coup, le PS multiplie les attaques tout azimut contre le FN qu'il ne s'agit pas ici de défendre vous l'aurez bien compris, si nous dénonçons les attaques liberticides contre la liberté de pensée auxquelle se livrent le PS, c'est pour protéger les travailleurs et les militants qui ne partagent pas la conception des rapports qui existent dans la société ou tels que le PS s'est employé à les modifier et qu'il entend leur imposer par la force via une législation de plus en plus restricitive en matière de liberté de pensée et répressive.

Ce que je veux dire par là, c'est qu'un travailleur tienne des propos racistes, xénophobes, homophobes, misogynes, etc. ne me gêne pas particulièrement, j'en entends depuis 58 ans, depuis que je suis né et je continuerai d'en entendre (en Inde davantage encore et je devrais clouer au pilori tous les Indiens ou presque, cela fait beaucoup de monde, non ?) , c'est simplement la preuve que leur niveau de conscience n'a pas évolué.

Or aujourd'hui, ce contre quoi je m'élève, c'est devenu un délit, l'ignorance ou l'inconscience est un crime, c'est effarant et très inquiétant, seules des dictatures osaient jusqu'à présent élever l'arbitraire à ce niveau-là et se servir du glève de la justice pour chatier la moindre déviation à l'ordre établi. Ils peuvent être poursuivis en justice ou l'opprobre peut s'abattre sur eux pour avoir simplement tenu des propos qui dépassent leur pensée la plupart du temps ou qu'ils sont incapables de justifier de manière cohérente, seuls les dirigeants d'extrême droite et leurs disciples sont capables de théoriser le racisme, la xénophobie, etc.

Le pauvre bougre qui croule sous les difficultés et qui n'a aucun espoir d'en voir le bout un jour, pour se soulager va tomber sur le premier bouc émissaire qui lui vient à l'esprit, dont les uns et les autres n'ont cessé de faire la promotion pendant des décennies. Ce sont eux qui ont inscrusté dans son faible cerveau que l'étranger, l'immigré, le Noir, l'Arabe, le Juif, l'homosexuel, la femme n'étaient pas tout à fait comme lui, comment aurait-il pu admettre qu'il était normal qu'ils acquièrent des droits ou de nouveaux droits, alors qu'il a l'impression (justifiée) de n'en avoir aucun ou que les siens sont en permanence bafoués, en réalité ce sont eux qui sont de véritables xénophobes, racistes, antisémitiques, homophobes, misogynes, ce qu'ils n'avoueront publiquement, parfois ils l'ignorent eux-mêmes.

Criminaliser la parole ou l'écrit, c'est porter une atteinte intolérable à la liberté de pensée, laisser faire sans réagir ou l'accepter, c'est mettre le doigt dans l'engrenage qui pourrait aboutir à museler le mouvement ouvrier ou toute opposition au régime, il faut aussi avoir à l'esprit que dans certains pays la moindre critique publique envers le souverain ou le Premier ministre suffit à vous envoyer en prison parfois pour de longues années, c'est la même méthode qu'emploie aujourd'hui en France le PS soutenu par la gauche et l'extrême gauche, les militants doivent en avoir pleinement conscience. Parfois il a pu leur sembler exagérer que l'on parle de dictature à propos de la France ou qu'on versait dans la fiction, là il s'agit bien de la réalité.

Si les cas qui sont évoqués ci-dessous ne concernent que l'extrême droite, ce n'est pas de mon fait, c'est l'actualité qui est ainsi faite, je tenais à le préciser pour éviter toute confusion entre nous, et spécialement en direction de ceux qui sont plein de bonnes intentions à mon égard.

La police de la pensée et instrumentalisation du FN

A entendre ces dirigeants ou élus du PS, ils seraient au-dessus de tout soupçon, ils seraient d'une moralité à toutes épreuves, des gens bourrés de principes ou de valeurs, alors qu'en réalité c'est tout le contraire, ils ne cessent d'en faire la démonstration ou de les piétiner, ils sont donc les plus mal placés pour donner des conseils aux autres, encore plus pour s'ériger en

procureurs généraux, on en a horreur, démontrant quotidiennement qu'ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante tout en se présentant sous un faux masque qui craque de partout d'ailleurs, cette imposture permanente suffit à les cataloguer parmi l'espèce la plus répugnante du genre humain au même titre que ceux qu'ils dénoncent, puisque finalement ils jouent un rôle complémentaire.

1- Le porte-parole du PS Rihan Cypel porte plainte contre Gollnisch - LePoint.fr

L'eurodéputé avait qualifié l'élu socialiste de "*Français de relativement fraîche date*" et lui avait demandé, à ce titre, "*une certaine décence*". LePoint.fr 18.10

Allusion anodine montée en épingle. Qu'est-ce qui est le plus dangereux : un type d'extrême droite qui affiche ses convictions, ou un malfaiteur qui se présente sous un faux masque ? Je trouve très bien que l'extrême droite affiche la couleur, ses idées nauséabondes, sinon on pourrait croire qu'elle les a abandonnées.

Si on suit jusqu'au bout le raisonnement de ces salopards du PS, ce serait mieux si le FN ne laissait pas transparaître dans son discours sa véritable nature, il pourrait au moins tromper les travailleurs en y mettant les formes en prenant exemple sur nous ; on a l'air propre à l'extérieur et on est pourri à l'intérieur, ainsi personne ne peut rien nous reprocher.

2- Quand une fonctionnaire fait de la pub au FN - LePoint.fr

Une "*enquête disciplinaire*" est ouverte à l'encontre d'une inspectrice régionale des douanes qui a envoyé un communiqué de presse du parti frontiste via son mail professionnel. LePoint.fr 18.10

Commentaire d'internautes.

1- "*Je dis bizarre parce que certains fonctionnaires s'affichent à la TV dans des syndicats que l'on sait à gauche, appellent à voter Hollande, voir affichent leur appartenance à gauche au PS, Front de gauche chez les Verts, et là parce que elle est FN ils vont sanctionner, deux poids deux mesures.*"

2- "*Je me souviens être passé quasiment en procès dans mon établissement scolaire pour avoir demandé qu'on enlève des affiches du NPA et de LO. Ma réponse, à l'époque, avait été : "accepteriez-vous de la même façon que le FN fasse sa pub dans la salle des profs ? " Bien sûr, on m'avait répondu que "cela n'avait rien à voir". Mais un autre enseignant s'est fait conspuer parce qu'il lisait Le Figaro, alors que ses collègues trouvaient normal d'apporter Libération et de le lire ouvertement.*

Si l'on pouvait enfin sortir de cette dictature, ce serait salutaire."

Vous baignez dans un milieu de privilégiés à l'esprit corporatiste comme j'ai pu le constater moi-même en enseignant dans un lycée, dont la conscience pratique consiste à se dire de gauche, alors qu'en réalité leur conception de la gauche ne dépasse pas celle étriquée du petit-bourgeois qui vit confortablement dans une société avec laquelle il s'accommode très bien finalement, je parle en règle générale chez les enseignants, leur conscience de classe se situe au même niveau que celle de l'aristocratie ouvrière.

Ils ont le droit d'instrumenatliser le FN. Ils s'octroient certains droits en échange de quoi personne ne se penchera sur la nature du PS, de la gauche ou de l'extrême gauche qui roulent pour le régime.

3- Propos racistes sur Facebook: un conseiller régional frontiste condamné - AFP

... pour avoir laissé deux internautes publier sur son mur Facebook des commentaires à connotation raciste. AFP 18.10

Je ne m'intéresse pas du tout à ce qui se passe sur Facebook ou Twitter, cependant j'ai cru comprendre en lisant plusieurs articles de presse qu'y fleurissaient des milliers de pages ou messages à caractère racistes, xénophobes, antisémites, etc. sans que tous leurs auteurs soient pourchassés et condamnés, alors pourquoi cela tombe-t-il sur ce type-là sinon pour des raisons purement politiques ou électoralistes ?

4- Taubira insultée: le Défenseur des droits en appelle au procureur de Paris - AFP

Le Défenseur des droits, Dominique Baudis, a écrit vendredi au procureur de la République de Paris pour dénoncer une provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence après les propos d'une candidate FN comparant la ministre de la Justice à un singe.

"*Ces actes et ces propos me paraissent pouvoir relever de la provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence, de la diffamation et de l'injure, délits prévus et réprimés par les articles 24 alinéa 8, 29, 32, alinéa 2 et 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse*", écrit le Défenseur des droits, dans cette lettre dont l'AFP a eu connaissance.

Le Front national a suspendu vendredi la candidate, évoquant une "*erreur de casting*". Interrogée par l'AFP, celle-ci s'est défendue d'être raciste, reconnaissant seulement des paroles "*maladroites*".

Christiane Taubira a reçu vendredi le soutien du Premier ministre et du parti socialiste, pour lequel le FN, qui "*se garde bien d'une condamnation sur le fond*", n'a "*pas changé*". Les associations antiracistes ont également condamné les paroles de la candidate, montrant qu'à travers elles, "*on voit le vrai visage du Front national*". AFP 18.10

Et le vrai visage du PS, quand est-ce qu'on le condamne ?

Apparemment cette candidate du FN avait traité Taubira de singe, elle ignorait qu'il en existait aussi des blancs, tout comme ces macaques du PS. Citations extraites du Grand Robert.

Il paraît que la sœur du père Rouget a eu pendant sa grossesse un regard de quelque singe, disait-on; son fils ressemble à un macaque. (Balzac, la Rabouilleuse)

(…) un nègre imberbe, à figure de macaque trop gras (…) (Loti, les Désenchantées)

A quand un autodafé des oeuvres de Balzac organisé non pas par les nazis mais le PS ?

Leur justice est impuissante ou compatissante envers les puissants, brutale et expéditive envers les faibles.

Affaire Leonarda Dibrani. (suite -2)

Faire feu de tout bois. Alors que Peillon organise le saccage de l'école.

- La porte-parole du Parti socialiste, Laurence Rossignol, s'indigne : "*On est au cœur du cœur des valeurs de la gauche : l'école comme sanctuaire*". AFP 18.10

Il faudrait aussi préciser que ces "*humanistes*" du PS ne remettent pas en cause la politique d'immigration du gouvernement qui est calquée sur celle de Sarkozy, ils s'insurgent contre l'intervention de la police dans le cadre du temps scolaire pour procéder à l'expulsion d'une enfant dont la famille était frappée d'un arrêt d'expulsion.

- Pour le ministre de l'éducation, Vincent Peillon, c'est le lieu et le moment de l'interpellation qui posent problème.

- Le ministre délégué à la ville, François Lamy, estime quant à lui que "*la souplesse nécessaire n'a pas été appliquée*".

Même son de cloche à EELV

- "*Il semble que cette intervention sur le temps scolaire soit une erreur*", ajoute Cécile Duflot, ministre du logement.

- La sénatrice écologiste Esther Benbassa estime qu'"*on ne peut humainement se contenter d'appliquer la loi sans discernement, sans appréciation au cas par cas*".

PS et Front de gauche unis pour une opération blanchiment ou comment redorer son blason et récupération politique.

Comment se faire passer de gauche quand on ne l'est pas sur le plan politique et social. Mode d'emploi.

- La porte-parole du Parti socialiste, Laurence Rossignol, s'indigne : "*On est au cœur du cœur des valeurs de la gauche : l'école comme sanctuaire, la protection des enfants scolarisés. Si on lâche sur ça, pourquoi continuer à se dire de gauche ?*"

- "*Quand on est de gauche et qu'on entend cette histoire, on ne peut qu'avoir des hauts-le-cœur*", s'insurge Emmanuel Maurel, leader de l'aile gauche du PS.

- "*Il y a la loi. Mais il y a aussi des valeurs avec lesquelles la gauche ne saurait transiger. Sous peine de perdre son âme*", a tweeté le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone.

- La candidate socialiste à la mairie de Paris, Anne Hidalgo, demande, elle aussi, "*le retour de Khatchik Khachatryan ainsi que celui*

de Leonarda Dibrani" et s'explique : "*Quand les lois prêtent à interprétation, il nous faut revenir à nos valeurs, aux valeurs de la République.*"

Je vais vous dire un truc qu'aucun de ces hypocrites n'osera dire, avec 7 gosses, les seules valeurs que connaissent la famille Dibrani et qui sont apparemment plus avantageuses en France qu'en Italie se résument aux allocations familiales, aux allocations logements, à l'attribution d'une HLM, d'aides en tous genres en provenance d'un tas d'associations, le tout permettant de vivre mieux que partout ailleurs en Europe ou au Kosovo sans travailler ni même avoir à se donner la peine d'apprendre trois mots de français ou de s'intégrer dans ce pays, la France, dont ils n'ont absolument rien à foutre.

A l'époque du franc quand j'enseignai à l'Alliance française puis au lycée français de Pondichéry, j'ai été amené à rencontrer de nombreux Indiens de nationalité française, j'en ai connu certains de plus près, j'ai été invité chez eux, j'ai même logé chez un d'entre eux. Avec la responsable des cours à l'Alliance, elle aussi une franco-pondichérienne, on était devenus amis, on était tombé d'accord en observant le comportant de ces Français d'origine indienne revenus vivre à Pondichéry qu'ils n'avaient retenu qu'une chose de la France et de sa culture : le franc ! Pour le reste, quoi le reste, ils n'avaient pas évolué, il n'était pas plus évolué que l'Indien lambda qui était profondément arriéré, pire, ils étaient devenus racistes envers les Indiens mais aussi envers les Français !

- Le premier secrétaire du Parti socialiste, Harlem Désir, "*a demandé le retour en France de Leonarda, et soutenu le mouvement lycéen qui s'est formé jeudi 17 octobre dans plusieurs villes de France*", indique le site Internet du PS.

- Le député de Seine-Saint-Denis, Daniel Goldberg, déclare, sur Twitter, "*la France que j'aime [est] à la tête des lycéens mobilisés dans les rues de Paris*". Le PCF soutient la mobilisation et appelle à manifester. Le coprésident du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a appelé à manifester avec les lycéens : "*C'est votre devoir d'être dans la rue avec nos jeunes.*" Le Monde.fr avec AFP 18.10

- "***Affaire Leonarda: maladresse ou coup monté?***" - lexpress.fr

A mon avis les policiers ont exécuté un ordre sans se soucier du contexte, ne sachant pas qu'il y avait des tiers-mondistes de merde qui se tenaient en embuscade près à tout pour se faire de la pub et monnayer par la suite l'accompagnement de la politique du gouvernement.

Autre élément qui confirme la manipulation, ce n'est qu'une semaine plus tard que cette histoire est montée en épingle et que la polémique démarre, entre temps les différents acteurs ont eu le temps de se concerter pour mettre au point la tactique à adopter pour en tirer le meilleur profit possible. Eh oui, avec les moyens de communication dont on dispose aujourd'hui, il ne faut que quelques minutes pour diffuser une info sur le Net,Twitter ou Facebook, et non une semaine.

Précision, j'ai trouvé dans un article du Figaro le timing exact de cette opération.

- Lundi dernier, sur un blog hébergé par Mediapart, le collectif Réseau éducation sans frontières (RESF) publiait un long article intitulé «*Leonarda, 15 ans, arrêtée et expulsée pendant une sortie scolaire*». Le lendemain, l'information est relayée par le Parti de gauche qui diffuse un communiqué fustigeant «*la politique inhumaine*» du ministre de l'Intérieur et la «*lepénisation des esprits*». La nouvelle inonde les réseaux sociaux. L'affaire Leonarda est partie. lefigaro.fr 17.10

Lundi, c'était le 14, elle a été expulsée le 9, ils ont mis cinq jours pour monter leur coup.

Qui est RESF ?

- D'une vingtaine de membres au départ, dont les syndicats enseignants, la FCPE mais aussi la Ligue des droits de l'homme ou le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, RESF compte aujourd'hui plus de 220 collectifs et soutiens. Il bénéficie du soutien de personnalités comme Jeanne Balibar, Mathieu Amalric, Josiane Balasko, Charles Berling, ou encore Laurent Cantet. Le collectif organise régulièrement des «parrainages» de sans-papiers. Cet engagement peut aller jusqu'à cacher des sans-papiers, «protégés par toute la communauté». lefigaro.fr 17.10

Une communauté de parvenus.

Il faut ajouter à la liste des soutiens : Le NPA, le MJS, le PCF, le Parti de gauche, le PS, les Verts, les Alternatifs, l'OCML VP (maoïste), Alternative libertaire, SUD, la CGT, la FSU, le SGEN-CFDT, la FSE, la CNT, la FIDL, le Syndicat de la magistrature, l'UNEF, ATTAC, SOS Racisme, etc. (source : Wikipedia)

A voir cette liste, on se dit qu'il existe tellement d'organisations qui se disent de gauche ou d'extrême gauche, qu'on a du mal à comprendre comment le gouvernement peut appliquer sa politique antisociale...

Si vous lisez attentivement l'article consacré au RESF sur Wikipédia, vous vous apercevrez que cette association se livre à des actions illégales en toute impunité et qu'elle peut le revendiquer sans être inquiétée par les autorités qui en sont donc les complices depuis 2004. Voilà qui pourrait faire jurisprudence pour d'autres associations ou organisations qui enfreindraient la loi dans un tout autre domaine. Avec de bons avocats ou en préparant bien sa défense, n'importe quel accusé pour avoir commis un acte illégal en France pourrait dès lors bénéficier d'un acquittement.

Qui est à l'origine de cette instrumentalisation ?

Créé en 2004 pour défendre les élèves sans-papiers, le Réseau éducation sans frontière (RESF) a joué un rôle-clé dans cette polémique. D'abord parce que c'est eux qui révèlent l'histoire de Leonarda sur un blog hébergé par Mediapart dans un post intitulé «*Leonarda, 15 ans, arrêtée et expulsée pendant une sortie scolaire*». Le compte Twitter du site d'info puis le Parti de gauche relayeront l'histoire.

Ensuite, de nombreux professeurs membres de RESF semblent avoir bien connu la famille. 20minutes.fr 18.10

Réponse : des intellectuels qui n'ont aucune conscience de classe (sic!) et qui se font gauchistes à leurs heures, qui partagent les mêmes fondamentaux que la gauche ou la droite qui consistent à ne surtout pas remettre en cause l'existence du régime en place, relayés par des adeptes du business-info qui roulent également pour le régime et dont l'indépendance ne sert finalement que leurs propres intérêts matériels, relayé par les parasites du Parti de gauche, qui étrangers aux masses et empêtrés dans ses contradictions au point de ne pas pouvoir les mobiliser ou paraître crédible à leurs yeux, a trouvé là en désespoir de cause un moyen inespéréré de montrer au PS qu'il existait et que son pouvoir de nuisance certes limité pouvait s'avérer redoutable pour déclencher ou alimenter une polémique et qu'au besoin il pouvait déstabiliser le gouvernement d'une part, au moment où les adhérents du PCF votent en interne pour des listes communes avec le PS ou autonomes aux élections municipales de 2014, histoire de leur forcer la main et de faire pencher la balance en faveur de listes autonomes du PS, donc contre la direction de leur parti, mais il n'est pas sûr que cette manoeuvre réussisse, elle pourrait même créer l'effet inverse, car le PS s'est largement désolidarisé de Valls au nom de ses "*valeurs de gauche*" auxquels il a tourné le dos il y a un siècle, peu importe, il faut bien entretenir l'illusion et c'était le moment ou jamais, valeurs que Valls revendiquent aussi, il faut brasser large pour tenter d'éviter une cinglante défaite électorale en 2014, manoeuvre d'autant plus illusoire que la nature des adhérents ne les porte pas à adopter les principes de l'internationalisme prolétarien que les gauchistes pourraient invoquer pour soutenir cette famille italienne et non kosovarde ou Roms, d'autre part.

Ce qu'il faut bien se graver dans la tête, c'est que tous ces salopards n'en ont vraiment strictement rien à foutre de cette jeune fille et sa famille, la preuve, par exemple ils soutiennent la politique criminelle du gouvernement social-impérialiste Hollande-Fabius allié à Doha, Riad, Tel-Aviv sur la Syrie qui contribue à l'exode de centaines de milliers de Syriens dont des milliers ont déjà atterri en France, 3.000 officiellement en attendant les 500 nouveaux annoncés, le sort du peuple syrien ne les intéresse pas, leurs engagements politiques sous de faux masques ne sont faits que de sordides calculs politiques, de misérables calculs financiers s'agissant de cette association ou de ce média.

Sans le financement de l'Etat, de l'UE et du patronat, ni ce parti, ni ce média, ni cette association n'existeraient ou alors ils seraient tellement insignifiants que personne n'en entendrait parler et leur pouvoir de nuisance serait réduit à néant, ce qui de notre côté nous arrangerait bien, dès lors vous comprenez d'où vient leur pouvoir et à quoi ils servent, certainement pas notre cause.

En titre

- Sondage : 65% des Français opposés au retour de Leonarda - LeParisien.fr

- Manifestations pour Leonarda et Khatchik, Valls rentre plus tôt des Antilles - AFP

- Rythmes scolaires : 112 écoles parisiennes perturbées par la grève - leparisien.fr

Au fait, les lycéens, quand seront-ils en grève contre la "*réforme*" Peillon ?

- Leonarda : une partie de la gauche soutient les manifestants contre Valls - LeMonde.fr

- Le père de Leonarda entend revenir en France "*par tous les moyens*" - LePoint.fr "*Si je ne peux revenir légalement en France, je passerai par les forêts*" - Le Nouvel Observateur

- Le père de Leonarda : «*Valls est obligé de dire OK !*» - LeFigaro.fr

Les médias ayant pris connaissance des mensonges du père de Leonarda ont commencé à faire volte-face, comme sur la Syrie, le vent tourne, il tourne casaque avec.

Acharnement. Ils inventent un nouveau délit : le "***suicide forcé***"

Kristina Rady: les neuf personnes qui pourraient témoigner contre Bertrand Cantat lexpress.fr

Le parquet de Bordeaux a lancé, jeudi 17 octobre, de nouvelles investigations concernant les causes de la mort de Kristina Rady, ex-femme du chanteur Bertrand Cantat, retrouvée pendue à son domicile au mois de janvier 2010. La secrétaire générale du parquet, Agnès Auboin, affirme à L'Express qu'il s'agit d'une "*audition de témoin [son dernier compagnon, François Saubadu] sur réquisition du procureur*" et non d'une "*enquête préliminaire*" comme indiqué jusqu'ici par certains médias, dont Europe 1, repris par L'Express.

François Saubadu et son avocate, Me Yael Mellul, estiment en effet que le décès de Kristina Rady pourrait constituer un "*suicide forcé*" en raison de violences psychologiques et physiques exercées contre elle par Bertrand Cantat.

Quelle suite attendre de l'initiative du parquet de Bordeaux ? "*Après l'audition de M. Saubadu, nous saurons quels sont les éléments nouveaux qu'il affirme pouvoir présenter à la justice, explique Agnès Auboin, la secrétaire générale. Pour que nous les prenions en compte, il faudrait qu'ils soient attestés, que M. Saubadu fournisse des preuves de ce qu'il avance. Par la suite, le procureur décidera, ou non, de l'ouverture d'un complément d'enquête, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire*". lexpress.fr 18.10

Question : François Saubadu de quoi se mêle-t-il, a-t-il des problèmes d'argent, veut-il récupérer les deux enfants qu'il a eu avec son ex-épouse et qui vivent légalement avec Bertrand Cantat ? Dans ce cas-là ce serait à ces enfants de dire avec qui ils veulent vivre, et s'ils n'ont pas manifesté jusqu'à présent le désir de vivre avec leur père géniteur, c'est qu'ils se trouvent très bien avec le second époux de leur mère.

Comment le parquet peut-il seulement envisager de donner suite à une telle plainte ? Ce serait uniquement sur la base de témoignages oraux rapportés des années après les faits

---

ACTUALITE EN TITRES

Front néolibéral. Décadence et décomposition de la civilisation humaine.

La loi ou démissionner.

- Mariage gay : les maires ne pourront pas invoquer la clause de conscience - Liberation.fr

- Le Conseil constitutionnel estime que les représentants de l'Etat doivent appliquer la loi. Liberation.fr 18.10

Ils n'auront pas à supporter de demi-soeur ou demi-frère dans l'avenir

- Pour la première fois, une femme adopte les enfants de son épouse - Francetv info

- Le tribunal de Lille (Nord) a accordé à deux femmes, jeudi 17 octobre, "*l'adoption plénière*" de deux enfants. Francetv info 18.10

Et pour cause : ils seraient battus !

- Ayrault veut dissuader ses ministres d'être candidats en 2014 - LeFigaro.fr

Par et pour Fabius, encore un cadeau pour les riches.

- Les députés baissent la TVA à l'importation des œuvres d'art - LeMonde.fr

Quand Hollande-Fabius sont devenus les meilleurs alliés d'un Etat barbare qaïdiste-salafiste.

- Syrie: Paris "*partage la frustration*" de Ryad sur la paralysie de l'ONU - AFP

La France partage la "*frustration*" de l'Arabie saoudite à l'égard de la paralysie du Conseil de sécurité de l'ONU dans la crise

syrienne, a déclaré vendredi le ministère des Affaires étrangères, après le refus de Ryad de siéger dans cette instance.

"*Nous partageons sa frustration après la paralysie du Conseil de sécurité mais nous avons précisément pour y répondre une proposition de réforme du droit de veto*", a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, Romain Nadal, lors d'un point-presse. La France a proposé en septembre le non recours au droit de veto par les 5 membres permanents (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Chine) du Conseil en cas de "*crime de masse*". AFP 18.10

Le droit de veto accordé au 5 membres permanents du Conseil de sécurité s'imposait tant que la Russie et la Chine (notamment) ne contestait pas l'hégémonie américaine sur le reste du monde, mais maintenant que ce n'est plus le cas cette clause favorable aux puissances occidentales et aux Etats-Unis qui en ont usé et abusé, les Américains y ont eu recours 83 fois depuis que l'ONU existe, cette clause doit être abrogée puisque la Chine et la Russie s'en servent pour préserver leurs intérêts géostratégique (en Syrie par exemple).

La jaunisse a encore frappé.

- PSA : FO et la CFTC signent l'accord de compétitivité - Francetv info

Pacotille !

- JPMorgan va payer 4 milliards de dollars pour mettre fin à des poursuites - AFP

- Immobilier: HSBC condamnée à 2,4 milliards de dollars aux Etats-Unis - AFP

Le doute n'est plus permis...

- Espagne: nouveau record des créances douteuses en août, à 12,12% - AFP

Il fait bon vivre à travailler dans une multinationale américaine...

- Chez IBM, plus de candidats au départ que de postes à supprimer - Liberation.fr

Rien d'autre que le fric !

- Repenser l'Etat-providence français pour plus de flexibilité et plus de solidarité - Atlantico.fr

- De l'absurdité de vouloir empêcher les gens de gagner de l'argent tout en prônant les vertus de l'ascenseur social - Atlantico.fr

Ce n'est pas Merkel qui le contredira.

- L'Allemagne doit "*se battre pour l'Europe*", dit Gabriel du SPD - Reuters

La stratégie du chaos

- Les drones ont tué au moins 400 civils au Pakistan depuis 2004 - LeMonde.f

- Libye : le chef de la police militaire abattu à Benghazi - LeMonde.fr

- Tunisie : le président Marzouki dégagé par ses forces de l'ordre - Libération.fr

- Irak: les violences font 19 morts, dont douze dans un attentat - AFP

- Manifestations pro-Morsi en Egypte, assassinat dans le Sinaï - Reuters

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Italie

Un premier syndicat appelle ce vendredi à la grève et à des manifestations, et d'autres organisations pourraient suivre en début de semaine prochaine, pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement de coalition droite-gauche d'Enrico Letta.

Le mouvement, déclenché à l'initiative de l'organisation syndicale Cobas, classée à l'extrême-gauche, devait entrainer des perturbations dans le secteur public: écoles, administration, hôpitaux et transports.

Trois autres confédérations syndicales plus importantes, la CGIL, la CISL et l'UIL, décideront lundi de l'opportunité de déclencher une grève générale.

Le gouvernement a adopté mardi un budget 2014 qui fait quasiment l'unanimité contre lui, tant chez les syndicats que le patronat et la classe politique, y compris parmi les partis membres de la coalition gouvernementale.

Il a été particulièrement mal accueilli par les organisations syndicales, qui espéraient un assouplissement des mesures d'austérité que connaît le pays depuis plus de deux ans.

Les syndicats dénoncent notamment la poursuite du gel des salaires dans la fonction publique et estiment que la baisse de l'impôt sur le revenu envisagée par le gouvernement n'est pas au rendez-vous.

Le tir de barrage suscité par la publication du budget augure mal de la discussion au parlement pour sa ratification, à moins que le texte ne soit largement amendé par les élus.

En attendant les débats dans les deux chambres, la parole est à la rue. Les mouvements d'extrême-gauche et les anarchistes appellent à un défilé samedi dans la capitale.

Certains militants ont prévu de camper durant la nuit devant la basilique Saint-Jean-de-Latran, lieu de rassemblement traditionnel pour les grand-messes syndicales. Reuters 18.10

2- Chypre

Le Parlement chypriote a voté tard jeudi une loi discutée depuis plusieurs mois qui impose une baisse des loyers allant jusqu'à 20% afin d'amortir les effets des mesures d'austérité que l'île au bord de la faillite a dû prendre.

Pour les particuliers, les loyers allant jusqu'à 300 euros seront diminués de 15%, et les loyers plus élevés de 20%, avec un plafond à 120 euros.

Pour les baux commerciaux, la baisse sera de 15% pour les loyers de moins de 600 euros et de 20% pour les loyers plus élevés, avec un plafond de 250 euros de baisse pour les loyers allant jusqu'à 2.000 euros et de 400 euros.

Cette loi entre en vigueur au 1er novembre pour un an, et concerne tous les baux signés avant le 1er octobre 2012 -- à condition que le locataire ait payé ses loyers et qu'il n'ait pas déjà bénéficié d'une baisse équivalente dans les 12 derniers mois. AFP 18.10

ECONOMIE

Etats-Unis

La dette publique des Etats-Unis a dépassé l'ancien plafond légal que le Congrès a accepté de suspendre mercredi au terme d'une intense crise politique, selon des données publiées vendredi par le Trésor américain.

La dette accumulée par l'Etat fédéral américain atteignait jeudi 17.027 milliards de dollars alors que la limite légale était précédemment fixée à près de 16.700 milliards de dollars, selon le dernier décompte publié sur le site du ministère. AFP 18.10

Haut de page

Le 20 octobre 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté 27 nouveaux articles dont le rapport de IGA sur l'affaire Leonarda (rubrique politique).

L'actualisation du site d'ici ce soir seulement, il est 13h50, je n'ai ni pris ma douche et ni déjeûner, on est dimanche et je voudrais bien souffler un peu.

A mon avis, l'ampleur prise par l'affaire Leonarda dépasse ce que leurs auteurs avaient envisagé en prenant la tournure d'une crise politique ouverte au sein du gouvernement et du principale pilier du régime, le PS, puisque la totalité des composantes de l'association RESF sont liés de prêts ou de loin au PS.

Mélenchon et sa clique de bras coupés du PG ont cru bon de s'en saisir à des fins purement électoralistes, le vote de la majorité des adhérents du PCF en faveur d'une liste commune avec le PS au premier tour de l'élection municipale de 2014 témoigne que cette opération a lamentablement échoué, notamment.

C'était méconnaître ou ne pas tenir compte de la nature sociale de la majorité des adhérents du PCF, qui préfèrent brader des principes auxquels ils ne tiennent pas vraiment ou qui ne constituent pas le socle de leurs convictions politiques ou encore dont ils ignorent tout, au profit d'avantages en nature que le PS leur accorderait ou aux couches privilégiées auxquelles ils appartiennent, ils n'ont pas réagi en se situant sur le terrain de classe du prolétariat, mais en adoptant une position corporatiste qui en est l'antuthèse, en cela ils ont été fidèles à la nature de leur parti et de ses dirigeants.

A l'inverse le pronostic que nous avions formulé s'est avéré juste. A suivre dans environ 5 ou 6 heures.

La suite 23h20 en Inde

La guerre contre la Syrie en vidéos

Les djihadistes européens en Syrie (vidéos) - http://www.internationalnews.fr

1- L'armée libre syrienne infestée par les djihadistes : reportage algérien - Publiée le 7 févr. 2013
http://www.youtube.com/watch?v=xpw9dcIaZ7k

Courts extraits d'un reportage sur la chaîne algérienne Echourouk de Novembre 2012 sur l'importance de la mouvance takfiriste à l'intérieur de l'opposition armée à l'état arabe syrien. Des tunisiens, aussi des français, des allemands et mêmes des chiliens viennent se battre pour restaurer le Califat islamique.

2- Abu Abd Al-Rahman, un djihadiste français en Syrie, et son message au président François Hollande. - Publiée le 11 juil. 2013
http://www.youtube.com/watch?v=JTc2kwTWdf8

Une vidéo, diffusée sur internet, montre un djihadiste Français en Syrie appelle le président Hollande à se convertir à l'islam et les musulmans français à rejoindre le djihad en Syrie...

"*O mes frères de France, mes frères d'Allah de France, d'Europe, et du monde entier, Inch'Allah, le djihad en Syrie est obligatoire, le djihad en Syrie est obligatoire pour restaurer un Califat afin que la parole d'Allah soit la plus élevée, Inch'Allah..*"

3- Les djihadistes français en Syrie. (Grand angle, 18-09-2013) - Publiée le 20 sept. 2013
http://www.youtube.com/watch?v=e81MWPNvvPQ

Mort d'un Roubaisien de 20 ans, "combattant" djihadiste en Syrie.

Sofiane D., un Roubaisien de 20 ans, est mort à Alep, le 2 septembre dernier. Sa famille a été alertée par un « *compagnon d'arme* » du jeune garçon. Leur avocate s'est rapprochée du Ministère de l'Intérieur.

C'est une petite maison en briques rouges, dans une rue tranquille du Nouveau-Roubaix, à deux pas de l'Usine, que le jeune Sofiane a grandi. Là où vit encore sa famille, aujourd'hui partagée entre colère, douleur et questionnement. Le jeune Roubaisien âgé de 20 ans est mort en Syrie aux côtés des troupes rebelles. Rien d'officiel pour l'instant. Pas étonnant étant donné le contexte syrien.
« *Début septembre, la maman de Sofiane a reçu un coup de téléphone en pleine nuit, explique une source proche du dossier. Une personne lui a signifié que son fils était mort lors de combats. Qu'il avait été enterré immédiatement, qu'elle ne devait*

effectuer aucune démarche pour le faire rapatrier ». Au bout du fil, un « *compagnon d'arme*» chargé d'alerter la mosquée que le jeune homme fréquentait et sa famille. « *C'est toujours dans cet ordre qu'ils procèdent*», explique un proche. Depuis cet appel, plus aucune nouvelle. « *Dans quelles circonstances est-il mort ?, s'interroge Me Cécile Carrillon, l'avocate de la famille roubaisienne. On ne connaît pas la date exacte du décès -- on évoque le 2 septembre à Alep --, les circonstances, la véracité des faits. Que faisait-il exactement en Syrie ? Je me suis rapprochée du Parquet de Lille pour purger les dossiers en cours le concernant. Je vais également écrire au Ministère de l'Intérieur pour connaître les démarches à effectuer pour obtenir un certificat de décès. À l'heure actuelle, pour l'État français, Sofiane est toujours en vie. Un long combat s'annonce, c'est aussi ça le drame pour cette famille*».

Djihadiste convaincu ou jeune garçon en manque de repères et en quête de sensations fortes ? Quels étaient ses ressorts ? Étaient-ils seulement religieux ? Difficile d'établir le véritable profil du jeune garçon. « *Même s'il s'agissait d'un gamin extrêmement intelligent, le conflit en Syrie lui échappait totalement, explique une source judiciaire. Il ne connaissait certainement ni les tenants, ni les aboutissants de cette guerre*».

Un risque d'embrigadement signalé au parquet de Lille

Fin juillet, alors que le jeune Sofiane avait disparu des radars locaux, une note avait été adressée au parquet des mineurs de Lille. Y était évoqué un risque « *d'embrigadement*» du jeune homme, décrit comme « *écorché vif*». Officiellement, il avait quitté la France pour l'Algérie. « *Depuis qu'un éducateur m'a appris son décès, je ne cesse de m'interroger, confie un magistrat. Quand il était en France, Sofiane était un peu paumé. Je me souviens d'un grand blond aux yeux verts. Pratiquant musulman classique, il ne parlait que quelques mots d'Arabe. Comment a-t-il fait pour comprendre les ordres qu'il recevait ? Comment a-t-il pu comprendre les signes de danger ? C'était quand même un gamin qui était fusionnel avec sa mère, qui n'avait quasiment jamais quitté Roubaix. J'ai la sensation d'un formidable gâchis*».

Il se murmure que d'autres Roubaisiens sont présents actuellement en Syrie parmi les 120 Français officiellement sur site. D'autres seraient revenus du conflit. « *On se pose pas mal de questions, reconnaît un avocat pénaliste. Au moins deux jeunes ont récemment disparu de la circulation. Leurs avocats envisageaient d'écrire au parquet de Lille pour exprimer leurs inquiétudes*». « *Il est important d'en parler, dit un proche du dossier. Pour qu'il parte en Syrie de cette façon, c'est que des gens ont su l'approcher, lui parler et lui faire admettre que la vraie vie était ailleurs. Il faut aussi que les parents de Roubaix ou d'ailleurs connaissent cette vérité et qu'ils prennent garde*».

Selon les chiffres du ministère de l'intérieur, 120 Français seraient actuellement « *sur site*» et une cinquantaine « *sur la route*». Une autre cinquantaine serait déjà revenue de Syrie et plus d'une centaine aurait manifesté leur volonté d'y partir. Si l'on ajoute la dizaine de morts attestés lors des combats et un homme placé en détention, on estime à 350, le nombre de ressortissants Français liés de près ou de loin à la guerre en Syrie. Texte: http://www.lavoixdunord.fr/region/mor...

4- 400 Français sont partis mener le djihad en Syrie depuis le printemps 2011 - Publiée le 10 oct. 2013
http://www.youtube.com/watch?list=UUPoU04CP9GF3bLYgPlvvZXQ&v=M-zPXL0tQ3k

Selon une note confidentielle de la DCRI, que "RTL" s'est procurée, 130 Français seraient partis faire le djihad en Syrie. Ils sont toujours plus à partir au combat en Syrie. Le nombre de Français menant la guerre sainte à Damas continue d'augmenter, selon une note confidentielle de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), que RTL s'est procurée. D'après les services de renseignement, 400 Français sont partis vers Damas pour y mener la guerre sainte. 400 depuis le printemps 2011, c'est-à-dire depuis le début du conflit syrien.

Le chiffre de la DCRI comptabilise les 130 djihadistes actuellement sur place, des hommes qui combattent les troupes de Bachar Al-Assad aux côtés des rebelles. Il inclut également des ressortissants en transit dans le pays, comme pour fournir une aide logistique à leurs frères d'armes, ceux qui sont finalement revenus dans l'Hexagone ainsi qu'une douzaine de djihadistes tués au combat.

Bien plus qu'en Afghanistan et au Pakistan

Le chiffre est impressionnant, surtout à côté d'un autre, lui aussi établi par les services anti-terroristes : ces 15 dernières années, seuls 40 Français sont officiellement partis dans les zones tribales afghanes et pakistanaises. Mais la région était bien plus difficile d'accès et la radicalisation de l'islam - notamment chez de jeunes convertis - ne faisait que commencer.

INFO RTL - 10/10/2013

Hicham de 19 ans, originaire de Vilvorde, est parti faire le djihad en Syrie. Témoignage de sa mère - Publiée le 10 oct. 2013
http://www.youtube.com/watch?list=UUPoU04CP9GF3bLYgPlvvZXQ&v=nmkWTKn-VaM

Son fils est parti mener le djihad en Syrie. Leila raconte la conversion rapide du jeune homme à l'islamisme et témoigne

du "*cauchemar*" qu'elle vit au quotidien.Elle témoigne parce qu'elle veut éviter aux autres mères son calvaire. Leila ne dort plus depuis que son fils Hicham, 19 ans, a pris la route pour la Syrie afin d'y mener le djihad. Là où elle vit, à Vilvorde, en Belgique, elle est loin d'être la seule dans ce cas : trente garçons sont partis.

Leila, elle, ne comprend pas. Mère de quatre enfants, dans une famille parfaitement intégrée, elle n'aurait jamais pu imaginer un tel embrigadement. "*La conversion de mon fils a commencé en avril quand il a commencé à prier, avant il ne priait même pas*", explique-t-elle au micro de RTL. "Aller cinq fois par jours à la mosquée, ça, ça a été le grand changement."

A partir de là, il a suffit de quelques semaines. "*On a fêté la fin du ramadan le 9 août*", se souvient Leila. "*Le mardi matin, quand j'ai vu qu'il n'était pas dans son lit, là j'ai su qu'il était parti. On a attendu 48 heures et on a contacté la police.*" Le surlendemain, Hicham envoie un premier message à sa famille, via Facebook. "*On a dû insister et à la fin il nous a dit 'je suis en Syrie' et là le monde s'est écroulé*", raconte Leila. "*Mon fils jurait par dieu qu'il n'allait pas partir en Syrie, je ne le reconnais plus.*"

Leila a parlé deux fois à son fils depuis son départ

Elle lui parle par deux fois au téléphone. "*La première fois, il m'a dit 'allô maman' avec un sourire, comme si de rien n'était*", se rappelle-t-elle. "*J'étais tellement fâchée. Je lui ai dit 'tu oses nous appeler avec le sourire jusqu'aux oreilles alors qu'on est tous par terre ici' et là je lui ai dit 'ne m'appelle plus jamais' et j'ai raccroché*."

Hicham lui parle une seconde fois, grâce à l'intermédiaire de son frère. "*Je lui ai parlé autrement, comme une mère parle à quelqu'un qui est parti faire la guerre*", explique Leila. "*Il m'a dit 'écoute maman, ne t'inquiète pas pour moi, je suis ici, je suis heureux'. Il m'a dit qu'il s'occupait un peu de la maintenance, donc il prépare à manger, qu'il n'avait pas encore reçu d'ordres de ses activités futures.*"

Sa mère tente de le convaincre de revenir. Hicham refuse. "*Il m'a dit 'non maman, j'ai émigré, la démocratie c'est haram, c'est péché et je ne peux pas revenir, c'est à toi de changer'. 'Prie, lis beaucoup le Coran et c'est comme ça que tu vas guérir'*", relate Leila. "*C'est comme si cette personne-là n'était plus mon fils. Pour moi, il est devenu une machine qu'on a remontée et ils ne peuvent plus avoir de sentiment ni de compassion. Pour moi ils ont été lobotomisés*."

Elle témoigne pour éviter d'autres départs

Elle se dit certaine qu'une organisation est derrière tout cela, avec des recruteurs. "*Pour moi ce sont des manipulateurs d'une intelligence inouïe*", estime Leila. En échec scolaire depuis plusieurs mois, Hicham a été approché dans un bar à chicha. "*Je pense que ça a marché parce qu'il était fragile au départ et maintenant qu'il a trouvé quelqu'un qui s'intéresse à lui, qui le rend un peu comme un héros, je crois que pour lui, c'est la voie qu'il cherchait.*"

La mère de famille vit avec la culpabilité. "*Je m'en veux parce que c'est comme s'il s'était sacrifié pour nous en disant je n'ai pas ma place, je vais la prendre ailleurs*", affirme-t-elle. "*Mon combat c'est de prévenir les gens. (...) Le radicalisme est très mauvais.*"

"*Beaucoup de gens nous ont reproché d'aller voir la police. Même des parents dont les enfants sont partis en Syrie, en nous disant 'vous ne vous rendez pas compte, si jamais ils reviennent, ils vont être catalogués terroristes'*", raconte Leila. "*Je m'en fous, je veux revoir mon fils*", balaye-t-elle. "*Je veux que stoppe l'hémorragie de l'envoi de tous ces jeunes. Ils n'ont rien à faire en Syrie. Ce n'est pas notre combat. Pour nous, c'est un vrai cauchemar.*"

Comme Hicham, ils sont plus d'une centaine de Belges à être partis combattre en Syrie, 113 en France selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, plus de 600 à l'échelle européenne. Pour les services anti-terroristes, l'éventuel retour en Europe - au sein d'un groupe terroriste - est devenu un enjeu majeur.

DOCUMENT RTL , 09/09/2013

ACTUALITÉ DU JOUR

Suite de l'affaire Leonarda et analyse politique.

De plus en plus isolé, une fois de plus Hollande a pris une décision qui va à l'encontre de la majorité, autrement dit il bafoue la démocratie, que l'on partage ou non la position qu'il a adoptée, c'est ainsi que la plupart des travailleurs l'analyseront, donc elle contribue à affaiblir davantage le PS, ses satellites et ses alliés au profit de l'UMP, l'UDI et le FN.

Il a pris la pire décision en la matière en accordant à cette fille de rester en France mais sans ses parents, on admirera au passage

le cynisme dont il a fait preuve à cette occasion qui coïncide parfaitement avec le personnage, au-delà c'est l'ensemble du gouvernement et le PS qui sont frappés d'indignité, ce qui évidemment n'est pas pour nous déplaire, il va falloir que l'on remercie Mélenchon pour cette grotesque manoeuvre qui permet de faire tomber un peu plus les masques derrière lesquels les uns et les autres camouflent leur véritable nature et intentions politiques.

La manière dont Hollande a traité cette affaire montre aussi à quel point il est vulnérable et empétré dans des contradictions insolubles, entre ce qu'il s'emploie à paraître et ce qu'il est vraiment, qui finalement alimente la crise politique rampante du régime. Sa popularité étant déjà au plus bas autour de 25%, on ne voit pas comment il pourrait s'en remettre, d'autant plus que sur le plan international aussi il a adopté la pire position qui soit sur la Syrie en continuant de soutenir l'Arabie saoudite, à croire que ce sera le dernier chef d'Etat dans le monde à soutenir les barbares djihadistes qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple, ne tenant compte ni du fait qu'ils ont été lâchés par les Américains, du rapprochement de la Jordanie et du Qatar avec Assad, qui devrait être suivi par la Turquie qui vient de bombarder des positions occupées par l'Etat islamique en Irak et au Levant dans le nord de la Syrie (french.irib.ir 17.10), bref, il est de plus en plus isolé sur le plan international et sur le plan intérieur, il incarne la politique antisociale de son prédécesseur rejetée par la majorité des masses, qui se traduit par des tensions incontrôlables aussi bien au sein de son gouvernement que dans son propre parti ou sa "*majorité*" parlementaire.

Voilà à quoi ils en sont rendus : à longer les murs !

- Samedi matin, l'Elysée avait pourtant soigneusement orchestré la communication de l'exécutif. Rentré précipitamment des Antilles pour prendre connaissance du rapport de l'Inspection générale de l'administration (IGA) sur les circonstances de l'expulsion de la collégienne, Manuel Valls a fait son entrée au Palais présidentiel par une porte dérobée.

Il y a rejoint, autour du chef de l'Etat, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon qui ont, comme lui, discrètement quitté le palais présidentiel, une manière de ne pas donner à cette réunion de travail les allures d'une réunion de crise. AFP 19.10

Valls confirme à sa manière notre analyse.

- "*Les critiques ne m'atteignent pas*", affirme pour sa part M. Valls au JDD après des jours de polémiques et de manifestations. "*Je ne répondrai pas aux attaques stériles*", ajoute-t-il. "*Quand elles viennent de notre propre camp, je le déplore, car cela nous affaiblit collectivement*". AFP 19.10

Le nous vaut aussi pour les satellites et les alliés électoraux du PS.

J'ai téléphoné en France ce soir, mon interlocutrice m'a dit qu'elle n'entend plus parler que de cette histoire, du coup elle a décidé de ne pas s'y intéresser estimant à juste titre qu'elle avait été commanditée, téléguidée. Lors des prochaines élections les masses écoeurés au dernier degré auront le même réflexe et s'abstiendront.

En titre. Une grossière instrumentalisation électoraliste qui tourne au fiasco politique

- L'Iga juge l'expulsion de Leonarda conforme à la réglementation - Reuters

- Hollande : "*Si Leonarda en fait la demande, un accueil lui sera réservé, à elle seule*" - Francetv info

- Affaire Leonarda: Hollande veut contenter tout le monde, mais ne satisfait personne - L'Express.fr

- Le mauvais choix de Hollande - Liberation.fr

- Affaire Leonarda : 74% des Français approuvent Manuel Valls - Le Nouvel Observateur

- Expulsions: Valls publie la circulaire durcissant l'interdiction d'intervention à l'école - L'Express.fr

- Leonarda : 65 % des Français contre une annulation de l'expulsion - LePoint.fr

- Affaire Leonarda : un rapport accablant pour la famille - Le Nouvel Observateur

- Leonarda: "*Je n'irai pas seule en France, je n'abandonnerai pas ma famille*" - AFP

Face à la crise sociale le PCF se déchire.

Ce titre résume la situation à l'intérieur du PCF suite au vote interne de ses adhérents qui sont partagés entre deux méthodes, qui finalement recoupent deux objectifs sur lesquels ils se rejoignent.

Le premier, conserver un certain nombre d'élus pour pouvoir continuer d'exister en tant que parti.

Le second lié indirectement au premier, faire en sorte de pouvoir faire pression sur le gouvernement pour préserver les privilèges de l'aristocratie ouvrière ou lui soutirer quelques miettes, soit en se soumettant docilement au PS, solution qui dans la meilleure hypothèse limiterait le risque de perdre encore des élus, soit en s'alliant avec les autres composantes du Front de gauche, solution qui présentait davantage de risques. La majorité a préféré adopter la première solution suivant ainsi la direction de leur parti.

Ainsi le PCF sera laminé en même temps que le PS lors des élections de 2014, ils pourront se consoler en observant que le PG aura subi le même traitement.

Autre enseignement, grâce au PCF, à charge de revanche, les dirigeants du PS peuvent à nouveau claironner qu'ils sont de gauche, alors que le gouvernement va poursuivre la politique réactionnaire de Sarkozy.

- Les adhérents parisiens du PCF ont voté à 57% pour des listes communes avec le Parti socialiste dès le premier tour aux municipales à Paris, à la grande joie d'Anne Hidalgo (PS) qui réussit cette union comme Bertrand Delanoë en 2001 et 2008.

A côté des listes EELV, la candidate PS devra aussi affronter celles de Danielle Simonnet (Parti de gauche), mais cette dernière se retrouve donc privée de son principal allié au sein du Front de gauche né en 2009.

"*C'est pour moi une immense joie et une très grande fierté. C'est un formidable message qui est adressé à toute la gauche parisienne*", a réagi Anne Hidalgo samedi soir à l'annonce des résultats, rappelant les 13 années de gestion commune PS-PCF qui "*ont profondément changé Paris*".

A l'inverse, Danielle Simonnet, qui est secrétaire nationale du PG, a regretté la décision des communistes, qualifiée d'"*erreur politique*". "*Sans doute que le poids mis dans ce choix du secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a été trop lourd pour permettre aux partisans communistes d'une liste Front de gauche de l'emporter*", a-t-elle dit.

A ce choix pro-PS, comme le stipulait le bulletin de vote soumis aux adhérents, était assorti un accord "*Paris 2014-2020*" avec les socialistes, prévoyant que 13 sièges soient réservés au PCF au Conseil de Paris (contre 8 aujourd'hui, sans compter les deux élus PG).

En définitive, au terme d'un vote de trois jours dans les sections d'arrondissement, 57% des près de 1.200 votants ont coché cette première option,et 43% celle de l'autonomie avec les autres principales composantes du FG, a annoncé samedi soir lors d'une conférence de presse Igor Zamichiei, patron de la fédération PCF de la capitale.

Une majorité moins nette que celle dégagée lors du vote du conseil départemental, preuve qu'il y a eu "un fort débat" chez les militants, a reconnu M. Zamichiei.

Après le vote des dirigeants parisiens du PCF, rendu public le 9 octobre, Eric Coquerel, du Parti de gauche, avait affirmé que "*l'avenir du Front de gauche est en cause*". Jean-Luc Mélenchon, coprésident du PG, avait déploré "*un exemple désastreux*".

Ces derniers jours, sur fond d'affaire Leonarda, les proches de Jean-Luc Mélenchon avaient continué d'attiser la colère d'une partie de la gauche contre le gouvernement et ses "*amis*" comme Mme Hidalgo.

"*Alors que la jeunesse se lève contre les conséquences inhumaines de la politique de Manuel Valls, est-il possible concrètement de faire des listes communes avec ses amis à Paris ?*", a demandé vendredi sur son blog Alexis Corbière, un des deux conseillers de Paris du PG avec Mme Simonnet.

(Alexis Corbière est un crétin né, il raconte n'importe quoi, au PS ils ont pris soin de se partager les rôles ou plutôt, ce parti est ainsi fait que des positions opposées peuvent s'y exprimer, sans que toutefois cela ne porte à conséquence sur le fond, car la candidate PS à la mairie de Paris, Anne Hidalgo, a demande "*le retour de Khatchik Khachatryan ainsi que celui de Leonarda Dibrani*" et s'explique : "*Quand les lois prêtent à interprétation, il nous faut revenir à nos valeurs, aux valeurs de la République.*" (AFP 18.10), pas de bol décidément. Ils sont pris à leur propre piège et on en rigole, ils sont tous de misérables manipulateurs. - ndlr)

Pour Ian Brossat, chef de file des communistes parisiens, qui siège aux cotés de M. Corbière et Mme Simonnet au Conseil de Paris, l'affaire Leonarda n'aura finalement pas eu tellement d'incidence sur le vote.

(C'est exactement ce que j'avais écrit la veille. - ndlr)

En revanche "*les propos tenus par les responsables du Parti de gauche ces dernières semaines ont contribué à braquer les communistes*", analysait-il samedi soir.

(Là aussi, mon pronostic est confirmé. La majorité des adhérents du PCF ne sont pas des révolutionnaires mais des conservateurs. - ndlr)

Pourquoi le choix de l'union avec le PS? "*Si on veut faire un rassemblement majoritaire, il n'y a personne à exclure et actuellement l'attitude du Parti de gauche c'est plutôt l'exclusion*", a répondu à l'AFP Gérard Pellois, adhérent de la section PCF du XIXe. "*L'alliance avec le PS, moi je considère aussi que c'est un front de gauche*", a ajouté cet employé de banque à la retraite. AFP 19.10

Pour ces partis pourris et leurs dirigeants, il n'y a que les postes et les prébendes qui vont avec qui les intéressent, ils sont comme les tondeurs de coupon qui essaiment les conseils d'administration des entreprises privées. Les appendices du PS, leurs satellites et alliés agissent à la manière des lobbies sur le PS, tout comme les appareils des syndicats envers tous les partis et le patronat. C'est un échange de bons procédés : je te communique mes besoins, tu m'accordes le minimum acceptable, pour mon appareil et pour sauver la face auprès de mon troupeau d'ignorants que je mène en bâteau, et je te soutiens, ils se foutre strictement du reste : les travailleurs et les militants, CQFD.

Les fossoyeurs du communisme ont encore frappé.

Quand je lis "*les communistes*" à propos du PCF, je me dis que c'est normal que les masses aient une répulsion instinctive envers le communisme auquel ce parti est étranger, les travailleurs ne le sachant pas, ils auront spontanément un réflexe de méfiance ou de rejet envers les militants qui se réclament du communisme.

La principale fonction du PCF est de détourner les travailleurs du socialisme scientifique, de les en dégoûter, ce à quoi ils réussissent très bien quand on écoute les discours de leurs militants, qu'ils aient voté dans un sens ou un autre.

Leur véritable nature : Chiens de garde du capital.

Arnaud Leenhardt, l'un des prédécesseurs de Denis Gautier-Sauvagnac à la tête de l'UIMM (1985-1999), a affirmé le 9 octobre que les bénéficiaires des enveloppes d'argent liquide étaient « *les cinq syndicats représentatifs … Ce sont bien les syndicats, comme il l'a dit* ». Il s'agit de la Confédération générale du travail (CGT), la Confédération française démocratique du travail (CFDT), la Confédération française de travailleurs chrétiens (CFTC), la Confédération générale des cadres (CGC) et la Confédération générale du travail - Force ouvrière (CGT-FO)

Monsieur Leenhardt a justifié ainsi ces versements de dizaines de millions d'euros? 16,5 millions d'euros en liquide pour uniquement la période 2000 à 2007 : « *Le patronat avait besoin de syndicats qui soient solides. Quand on a des grèves avec séquestration, on est bien content d'avoir un syndicat capable de canaliser ces débordements et de favoriser une reprise du travail* », en somme, les syndicats transformés en chiens de garde de la propriété privée des moyens de production. (source : WSWS 18 octobre 2013)

ACTUALITE EN TITRES

L'état d'esprit des masses dévoilé.

- Salariée voilée : 87 % des Français donnent raison à la crèche Baby-Loup - LePoint.fr

Sur ce sujet, commente l'étude BVA, "*le consensus est presque total*" : à gauche (75 %) comme à droite (89 %), et "*dans tous les milieux sociaux*" (83 % auprès des cadres et 86 % auprès des ouvriers).

... et 84 % se disent favorables à une loi interdisant les signes religieux ou politiques dans les entreprises privées. LePoint.fr 19.10

Pas de quoi entrer en transe !

- Des "*trans*" défilent à Paris pour réclamer des droits - AFP

13 milliards, une bricole !

- JPMorgan paierait 13 milliards de dollars pour clore un litige - Reuters

La banque américaine JPMorgan Chase & Co est parvenue à un accord préliminaire avec le département américain de la Justice et verserait 13 milliards de dollars pour mettre fin à des procédures judiciaires liées à la crise des "*subprimes*", a-t-on appris samedi de source proche du dossier.

Les autorités américaines ont lancé plusieurs enquêtes sur les pratiques commerciales de la banque, soupçonnée notamment d'avoir trompé des clients sur la nature de certains produits financiers.

Vendredi, certaines sources avaient rapporté que JPMorgan Chase avait conclu un accord provisoire de quatre milliards de dollars pour mettre fin aux poursuites de l'agence fédérale de financement du logement (Federal Housing Finance Agency, FHFA) qui l'accusait d'avoir trompé les sociétés publiques de refinancement sur la qualité des titres adossés à des prêts hypothécaires qu'elle leur a vendus lors la bulle immobilière.

Cette somme devrait être comprise dans l'accord global de 13 milliards passé avec le ministère de la Justice. Reuters 19.10

La réaction européenne communie.

- Merkel plaide pour plus de pouvoirs à la Commission européenne - AFP

- Et Bruxelles envisagea un nouvel élargissement... l'Europe a-t-elle perdu tout sens commun ? Gérard Bossuat et Christophe Bouillaud - Atlantico.fr

A sept mois des élections européennes, la Commission recommande d'octroyer le statut de pays candidat à l'Albanie et d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine. Atlantico.fr 19.10

- Le pape reçoit le président de la BCE Mario Draghi - Reuters

Libertinage : le fond de teint du néolibéralisme.

- Tout le monde devrait se maquiller. Y compris les hommes - Slate.fr

Et porter une perruque, des bas et se poudrer comme sous l'Ancien régime

Les chiens valent mieux que ceux qui nous gouvernent !

- Brésil : une manifestation pour la défense de la cause animale dégénère - LeMonde.fr

Une manifestation contre l'utilisation de chiens pour des tests pharmaceutiques a dégénéré samedi dans l'Etat de Sao Paulo et s'est terminé en heurts entre manifestants. LeMonde.fr 19.10

La stratégie du chaos

- Somalie: 15 tués dans un attentat suicide revendiqué par les shebab - AFP

- Syrie: attentat sanglant près de Damas, Brahimi en tournée régionale - AFP

- Dix islamistes tués par les forces de sécurité en Tunisie - Reuters

- Les drones ont tué au moins 400 civils au Pakistan depuis 2004 - Reuters

- Russie : l'appel à l'aide d'une Pussy Riot - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Canada

- Canada: Ottawa attaque Québec sur son droit à l'indépendance - AFP

Ottawa a demandé d'invalider la loi provinciale qui accorde au Québec le droit de décider de son indépendance, a révélé samedi un magazine canadien.

"*En vertu de la Constitution du Canada, le Québec est une province du Canada et la loi contestée ne peut en aucun cas constituer le fondement juridique d'une déclaration unilatérale d'indépendance*", ont écrit les avocats du gouvernement conservateur de Stephen Harper dans un document obtenu par l'hebdomadaire anglophone "*Maclean's*".

Adoptée par le gouvernement indépendantiste de Lucien Bouchard en 2000, la loi 99 stipule que "*lorsque le peuple québécois est consulté par un référendum (...) l'option gagnante est celle qui obtient la majorité des votes déclarés valides, soit 50% de ces votes plus un vote*" et de façon général que "*le peuple québécois peut, en fait et en droit, disposer de lui-même*".

Le procureur général du Canada conteste notamment le fait qu'un résultat de 50 % plus une voix serait suffisant pour déclarer l'indépendance de la province. Les avocats ont soumis la requête mercredi, le jour même où le Premier ministre Harper avait prononcé son septième discours du Trône.

La loi 99, ou "*Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec*", avait été adoptée en réponse à la "*loi sur la clarté*" du gouvernement libéral de Jean Chrétien, alors Premier ministre du Canada.

Cette dernière décrète qu'Ottawa n'est obligé de négocier la sécession d?une province que si la réponse obtenue au référendum est claire et que la question posée l'est tout autant.

C'est la première fois en six ans que le gouvernement conservateur de Stephen Harper affronte le Québec sur la question de la souveraineté. En 2006, M. Harper avait fait adopter une motion reconnaissant que les "*Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni*".

"*C'est à la nation québécoise de décider de son avenir politique*", a réagi le ministre québécois délégué aux Affaires intergouvernementales, Alexandre Cloutier, sur le réseau social Twitter.

"*Nous nous défendrons avec les meilleurs juristes*", a-t-il ajouté.

Les Québécois se sont prononcés à deux reprises sur la question de l'indépendance de la province francophone en 1980 et en 1995 par référendum à l'issue desquels le "*non*" l'a chaque fois emporté. AFP 19.10

Je me pose une question : En principe on devrait être contre l'indépendance du Québec, de la même manière qu'on est contre l'indépendance de la Bretagne, de la Bavière, du Pays Basque, etc. Maintenant le Quebec par sa superficie, sa population et ses ressources est difficilement comparable à une de ces régions européennes. Compte tenu de l'existence du NAFTA ou traité des pays d'Amérique du Nord associant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, qui constitue à terme la disparition du Canada, compte tenu de la puissance des Etats-Unis qui veut lui imposer son modèle économique basé sur la déréglementation tout azimut qui se traduirait par une régression sociale comparable à celle qu'ont connu les Américains, il se trouve que cette revendication exprime le plus haut degré de conscience atteint par les masses québéquoises qui refusent ce traité et ses conséquences désastreuses pour leur niveau de vie et leur environnement, en quelque sorte cette revendication constitue un obstacle et une menace susceptible de faire voler en éclat ce traité ou de le remettre en cause, c'est à travers elle que s'exprime la résistance des masses québéquoises, les priver de cette perspective pourrait les conduire à une dangereuse forme d'apathie politique comparable à ce qui existe aux Etats-Unis, constituerait une terrible défaite pour elles dont il leur serait difficile de se relever, aussi la question est de savoir si cette revendication est légitime ou non au regard de la situation telle que je viens de l'établir très brièvement.

Poser ainsi l'indépendance du Québec, elle n'aurait rien à voir avec la dislocation des Etats telle que les Etats-Unis l'ont orchestrée au Moyen-Orient par exemple, puisqu'elle serait le produit de la résistance à l'impérialisme américain et à la classe dominante au Canada, et non le produit d'un coup de force imposé par une puissance étrangère ou une minorité de la population. Par ailleurs, j'avais déjà indiqué dans une précédente causerie que la désintégration des Etats-Unis ne constituerait pas forcément une régression politique dans la mesure où dans sa forme actuelle il était difficile, voire impensable d'imaginer que les travailleurs pourraient vaincre un jour le formidable appareil militaro-policier fédéral, alors qu'il serait plus facile ou envisageable de renverser l'appareil répressif d'un seul Etat, par exemple celui du Texas. Reste à savoir quel est le contenu social et politique précis de la revendication de l'indépendance du Québec et qui en serait bénéficiaire. Un parti ouvrier révolutionnaire pourrait s'en

saisir en lui donnant un contenu anti-impérialiste dans la perspective d'une République sociale débarrassée du capitalisme. A suivre.

2- Maldives

La police a empêché samedi le déroulement du premier tour de l'élection présidentielle aux îles Maldives, dont le favori est l'ancien président Mohamed Nasheed, a annoncé la commission électorale.

Le surintendant en chef de la police, Abdulla Nawaz, a dit avoir agi ainsi afin d'empêcher "*des troubles potentiels dans le pays si on laisse l'élection avoir lieu*", bien que la Cour suprême ait autorisé dans la matinée de samedi le premier tour à se dérouler comme prévu.

Un éventuel second tour était programmé le 4 novembre.

C'est la deuxième fois en quelques semaines que le scrutin censé refermer la parenthèse ouverte par l'éviction de Mohamed Nasheed, victime en février 2012 d'une mutinerie au sein des forces de police après vingt mois d'exercice du pouvoir, est empêché d'aller à son terme.

Les Maldiviens avaient déjà voté le 7 septembre pour élire leur président, mais les résultats du premier tour, qui avait vu Mohamed Nasheed arriver en tête avec 45,45% des voix, avaient été invalidés un mois plus tard par la justice.

La Cour suprême s'était appuyée sur un rapport de la police faisant état de 5.500 bulletins de vote douteux, alors que le scrutin ait été jugé libre et équitable par les observateurs internationaux, dont des délégations des Nations unies et de l'Union européenne.

Samedi, la police a encerclé les bureaux de la commission électorale, empêchant celle-ci de faire son travail, selon son président.

"*L'élection ne peut pas se dérouler si la police l'empêche*", a expliqué Fuwad Thowfeek en exprimant devant la presse sa frustration de voir la police "*outrepasser son autorité*".

"*C'est un jour sombre pour la démocratie*", a renchéri un autre membre de la commission électorale, Ali Mohamed Manik. Reuters 19.10

Coup d'Etat policier dans un micro-Etat qui en dit long sur l'incompatibilité de la démocratie dans le monde avec la survie du capitalisme.

3- Syrie

3.1- Rif de Damas, Idleb, Alep, Homs …

Depuis la bataille stratégique de Qusseir perdue par l'ASL, l'Armée Arabe Syrienne accumule les victoires et sur tous les fronts c'est la débandade pour les '*rebelles*' pro-occidentaux de l'ASL et leurs ex alliés djihadistes. Selon un processus bien connu, le terrorisme se substitue donc à l'affrontement militaire perdu ou en passe de l'être.

Le terrorisme est l'arme des faibles et des perdants… (french.irib.ir 19.10)

3.2- Avec le renforcement du blocus des terroristes dans la région du Ghouta oriental, à Rif de Damas, la dernière ligne de secours des terroristes s'est totalement coupée, ce qui est le signe du déclenchement imminent de la bataille dans la région de Midea, dernier bastion des éléments armés. Il reste peu de régions au Ghouta oriental pour être nettoyées des terroristes et libérées par l'armée syrienne.

Pour l'heure, l'armée a assiégé de deux côtés le Ghouta. «*Seul un petit groupe des hommes armés se trouve dans cette région, un grand nombre des terroristes ont été tués ou bien ils se sont livrés*", a précisé une source proche de l'armée syrienne. « *La bataille de Midea est plus que jamais proche. Si les conflits sont transférés à la région d'Al-Nashabiya, cela signifie que les groupes terroristes sont totalement éliminés à Midea*", ajoute la même source. (french.irib.ir 19.10)

3.3- A quelques semaines de la tenue des pourparlers de Genève II, l'armée arabe syrienne s'apprête à lancer une vaste offensive dans la localité de Al Qalamoun à l'est de la Syrie, ce qui a dors et déjà provoqué la panique dans les rangs des terroristes. Selon Al Akhbariya, les opérations de l'armée syrienne, non loin des frontières libanaises ont suscité de vrais tapages médiatiques anti Hezbollah dans les médias anti Assad. Selon les informations qui parviennent de la Syrie, " *la bataille de Al Qalmoun vise à anéantir la menace terroriste contre le Liban et du coup c'est encore le nom du Hezbollah qui est évoqué comme principale force laquelle devrait appuyer l'armée syrienne dans cette future bataille*".

"*Cette bataille est destinée à nettoyer les régions montagneuses syriennes qui surplombent le Liban de la présence des terroristes. C'est d'ailleurs à partir de cette même région que l'une des voitures piégées s'était rendu à Al Zahiya - fief du Hezbollah au sud de Beyrouth- avant d'exploser. Les terroristes à l'origine de cet attentat anti Hezbollah avaient même fait passer un message au mouvement chiite le menaçant de davantage d'attentats si le Hezbollah ou l'armée arabe syrienne ou les deux venaient à participer à une quelconque opération contre leurs « forces » de Al Qalamoun. Ceci étant dit l'armée arabe syrienne s'apprête à lancer son offensive contre cette région et à remporter une victoire identique à celle de Al Qusseir*" Al Akhbariya ajoute : " *la nouvelle de cette future opération d'envergure a déstabilisé les jihadistes takfiris retranchés à Al Qalamoun. Les militaires syriens sont décidés en tout cas à couper tout lien entre les terroristes de cette localité et leurs sources au Liban et à empêcher désormais les infiltrations.* "

Les terroristes, quant à eux, ont leur moral à zéro. et ils sont inquiets de voir le scénario de Al Qusseir se reproduire à Al Qalamoun. Surtout que l'échéance de Genève II s'approche et que " *la libération* " de Al Qalamoun permettra à Assad de renforcer sa position. En ce sens, Al Arabiya et Al Jazeera ont mis tout dans la balance pour éviter un effondrement moral des troupes jihadistes car ces médias le savent, la chute de Al Qalamoun assène un coup fatal à l'ASL et ses résidus dans cette localité ultra stratégique. (french.irib.ir 19.10)

4- Qatar

A en croire les médias arabes de la région, le jeune émir du Qatar a donné l'ordre de l'arrestation de son père, Hamad Al Tjanio et son premier ministre Jassem Al Thani. Le site 6 Octobre citant des témoins oculaires à la cour des Al Thani rapporte une véritable scène de ménage familiale avec deux acteurs principaux, Tamim Al Thani et son père Hamad. selon le site, " l'actuel émir qatari et son père se sont très violemment disputés au point que Tamim a perdu patience et a tiré à bout portant sur son père".

Selon ces mêmes témoins, " *la dispute a éclaté au sujet de nombreux voyages de la mère de l'actuel émir et de l'ex premier ministre Jassem Al Thani à l'étranger, voyages qui les a même menés à Tel-Aviv*". Le site de 6 octobre poursuit : " *Mozah détient une usine de fabrication du vin non loin de Tel-Aviv et c'est ce même sujet qui a vraisemblablement déclenché le dispute. Les tirs ont retenti à l'intérieur du palais et Tamim a ouvert le feu sur son père*".

L'ex émir Hamad Al Thani aurait été arrêté sur l'ordre de son fils tout comme Hamad Ben Jassem Al Thani, ex premier ministre et ministre des AE. Les deux personnages seraient détenus dans l'une des prisons de Doha. L'émir Hamas a abdiqué sous pression des Etats Unis au mois de juin au profit de son fils Tamim. Ce "*shift power*" quelque peu cavalier a été qualifié par les analystes de coup d'état en douce de Cheikha Mozah et de son fils contre Hamad. Depuis le départ de Hamad, l'international akhvaniste a perdu son principal protecteur avec dans la foulée la perte de poids politique des Frères musulmans dans les pays du printemps arabe. (french.irib.ir 19.10)

Ah ben alors, si vous éliminez le peu d'amis qui restent dans le monde à Hollande et Fabius... Quelle perspicacité ! Vous avouerez que ces deux-là ont un sacré flair, moins que des pigeons... Il en faut bien...

SOCIAL

1- Italie

Des dizaines de milliers de manifestants se sont mobilisés au Portugal et en Italie samedi afin de protester contre les nouvelles mesures d'austérité annoncées par leurs gouvernements afin de maîtriser les déficits publics.

En Italie, quelque 70.000 personnes selon les syndicats, 50.000 selon les autorités, ont protesté à Rome, où un important dispositif policier avait été déployé de crainte d'incidents. AFP 19.10

2- Portugal

Au Portugal, les manifestants ont défilé sur les ponts des deux plus grandes villes, Lisbonne et Porto, à l'appel de la CGTP, la principale centrale syndicale de ce pays, proche du Parti communiste.

A Porto, des milliers de personnes ont traversé à pied le pont do Infante qui relie les deux rives du Douro, le fleuve qui arrose cette cité du nord, tandis que sur l'île de Madère des centaines de personnes ont également manifesté.

Dans la capitale portugaise, les protestataires ont franchi le célèbre pont du 25 Avril, du nom de la révolution qui a renversé la dictature salazariste en 1974, à bord de quelque 400 autocars. Les organisateurs n'ont pas communiqué d'estimations sur le nombre des participants.

"*Menteurs !*", "*Dehors !*", "*Le peuple est en colère !*", scandaient les protestataires, qui s'étaient rassemblés dans le quartier d'Alcantara à Lisbonne.

"*Il est urgent de changer de politique*" ou "*Face aux injustices, la révolution est une obligation*", proclamaient des banderoles en tête de cortège déployées par des retraités en colère.

Dans le même temps, une colonne d'autocars a traversé le pont au ralenti, au milieu d'un concert de klaxons. A leur arrivée, ils ont été accueillis par les applaudissements des manifestants.

"*Mon fils, mon petit-fils et mon arrière-petit-fils sont au chômage. J'ai des raisons d'être inquiète !*", s'exclame Olga Costa, une femme de 71 ans qui touche une retraite mensuelle d'à peine 371 euros.

"*Je dois travailler dans sept endroits différents pour m'en sortir*", confie, un peu plus loin, une femme de ménage qui a fait le déplacement depuis Aveiro (centre).

"*Le budget du gouvernement pour l'année prochaine, cible encore les classes modestes et pauvres. C'est injuste*", lâche Eugenia Leal, professeur dans une école lisboète.

"*Je ne pense pas que les choses vont s'améliorer dans ce pays !*", constate Marta Tavares, une étudiante en communication, âgée de 19 ans. "*Je vais devoir émigrer!*", dit-elle.

"*C'est une journée historique*", s'est félicité Arménio Carlos, secrétaire général de la CGTP, qui a annoncé une nouvelle manifestation pour le 1er novembre.

Au Portugal, il s'est agi de la première grande mobilisation après qu'une nouvelle cure d'austérité a été dévoilée mardi dans le projet de budget pour 2014 qui touchera de plein fouet le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des retraités.

Parmi les mesures les plus contestées figurent des réductions des salaires des fonctionnaires allant de 2,5% à 12%, ainsi que les coupes de près de 10% dans les retraites des anciens salariés du secteur public.

L'organisation de cette journée de mobilisation avait été marquée par le bras de fer qui a opposé la CGTP et le gouvernement sur le parcours choisi pour cette manifestation à Lisbonne.

"*Le gouvernement a tenté de nous empêcher, mais le pont ne lui appartient pas*", a lancé le leader syndical. AFP 19.10

ECONOMIE

Luxembourg

Le Luxembourg, où des élections législatives se déroulent dimanche, a beau être un des pays les plus riches du monde, il est rattrapé par la crise, avec une croissance en berne et une progression du chômage et de la pauvreté.

Le Grand-Duché affiche de loin le PIB par habitant le plus élevé de l'Union européenne. Le salaire minimum y est de 1.921 euros par mois et le seuil de pauvreté est fixé à 1.639 euros.

Mais le PIB a stagné l'an dernier et le chômage a atteint près de 7% de la population active cet été. Un taux qui grimpe à près de 19% pour les jeunes.

Un rapport du service national de statistiques vient de souligner "*l'aggravation des inégalités de niveau de vie*" depuis le début de la crise financière, un tassement des revenus et du pouvoir d'achat, de 5% inférieur à son niveau de 2009.

En dépit de transferts sociaux assez généreux, la population en situation de "*risque de pauvreté*" augmente. Elle était supérieure à 15% l'an dernier, avec de fortes disparités entre nationaux (7%) et étrangers, pour lesquels le taux est trois fois supérieur aux Luxembourgeois.

Comme beaucoup de petits pays, le nombre d'étrangers est très élevé, à plus de 44% de l'ensemble des habitants, dont plus du tiers sont des Portugais, traditionnellement employés dans le secteur du bâtiment.

Parallèlement, un système éducatif inadapté ne parvient pas à former suffisamment de profils très qualifiés, ce qui oblige les employeurs à aller chercher une partie de leur main d'oeuvre à l'étranger. Quelque 150.000 frontaliers viennent travailler chaque jour au Luxembourg, dont plus de la moitié de Français et quelque 40.000 Belges.

Le logement constitue un autre point noir de la situation sociale du Grand-Duché. Les prix de l'immobilier ont flambé depuis 10 ans, atteignant les niveaux des grandes capitales européennes et obligeant même les plus modestes à se loger hors des frontières, en France, en Belgique ou en Allemagne.

Alors que les prix des logements ont presque triplé entre 1995 et 2010, selon la Banque centrale, le parc social est sous-dimensionné avec un peu plus de 4.000 logements. Cela représente seulement 3% du parc immobilier résidentiel du pays, contre 17% en France et jusqu'à 32% aux Pays-Bas. Selon l'organisation Caritas, il en faudrait 26.000 supplémentaires pour faire face aux besoins.

Le retard dans l'offre de logements locatifs sera difficile à rattraper, d'autant que les rentrées fiscales restent incertaines pour l'avenir, avec la fin programmée du secret bancaire qui a contribué à l'enrichissement du pays. Le secteur financier assurait encore en 2008, avant la crise, près de la moitié des recettes fiscales du Grand-Duché.

Le problème du logement a été l'un des principaux thèmes de la campagne électorale qui s'achève, les adversaires du Premier ministre sortant Jean-Claude Juncker lui reprochant d'avoir cautionné une politique libérale qui a fait le jeu des promoteurs immobiliers. AFP 19.10

Ah ben, si même les paradis fiscaux sont "*rattrapés par la crise*", c'est que tout fout le camp et que l'heure de la fin va bientôt sonner !

Haut de page

Le 21 octobre 2013

CAUSERIE

Hollande a été humilié, il est la risée du monde, comment va-t-il pouvoir gouverner jusqu'en 2017.

Qui a dit ?

Mélenchon, Laurent ? Non, un autre curé de "*L'humain d'abord*" (Lisez : l'Humanité d'abord, organe du PCF)

- "*Nous ne voulons pas de ce système économique mondialisé qui nous fait tant de mal. Hommes et femmes doivent être au centre (du système économique) comme Dieu le veut, et non pas l'argent*"

Réponse : François, non, pas le locataire du Palais, franchement ce n'est pas drôle, le pape voyons, il y a un mois lors d'un déplacement en Sardaigne, et gageons qu'il a tenu ce discours à Mario Draghi qui lui a rendu visite samedi au Vatican, l'ange qui veille sur la BCE...

ACTUALITÉ DU JOUR

L'affaire Dibrani, suite.

Et la misérable comédie médiatico-politique continue en prenant un tour pathétique. Ils ne savent plus quoi inventer, mais le pire c'est que cela marche, disons auprès des écervelés ou des nantis, les mêmes petits-bourgeois qui étaient favorables au bombardement de la Syrie par la France, manipulant la jeunesse par nature généreuse et opposée à l'arbitraire.

Par la presse nous avons appris que la famille Dibrani avait eu des démêlés avec les autorités italiennes quand elle séjournait dans ce pays, qu'elle aurait fait de fausses déclarations sur son identité arrivée en France, que par la suite le père aurait été poursuivi après avoir commis plusieurs infractions à la loi, vol, agression, etc. que cette famille ne souhaitait manifestement pas s'intégrer en France, que leur fille séchait régulièrement les cours, ses notes devaient sans doute être proche de zéro et on comprend sa répulsion a continué à aller à l'école, le gosse le vit comme une humiliation quotidienne, Leonarda était en 4e ou 3e, à ce niveau-

là quand on ne maîtrise pas la langue il est totalement impossible de suivre les cours, c'est le prof diplomé dans l'apprentissage du français langue étrangère et qui a enseigné au lycée de Pondichéry qui parle, et voilà que cette famille à peine débarquée au Kosovo se retrouve mêlée à une affaire de violence dont évidemment elle est la victime innocente, ce qui justifierait son retour en France et la boucle est bouclée.

Le brave citoyen français lambda à l'esprit étroit généralement parce qu'il n'a jamais vécu dans un pays sous-développé, émergent ou en proie à la guerre dans lesquels la violence est omniprésente, sera facilement abusée par la présentation des faits qui sont soumis à son interprétation par les agences de presse ou les médias, dans la mesure où il y manque le contexte dans lequel ils ont eu lieu et dont il n'a pas connaissance, il sera donc amené à se faire une idée de la siituation qui ne correspondra pas vraiment à la réalité, mieux, son appréciation de la situation sera orienté en fonction de l'objectif que le rédacteur de cet article se sera fixé et qu'il ignore, bref il sera facilement manipulable, et c'est bien le cas ici.

Sauf qu'à force de mentir effrontément, ouvertement aux masses, en camouflant maladroitement leurs mensonges en recourant à des arguments falacieux et grotesques, dorénavant elles marchent de moins dans cette combine, elles ont appris à se méfier, elles ne prennent plus pour argent comptant ce que le gouvernement, les partis de droite ou de gauche et les médias leur racontent, c'est le prélude à une situation où elles ne voudront plus rien entendre et elle n'en feront plus qu'à leur tête, chaque jour qui passe, chaque nouvelle affaire ou polémique nous rapproche du moment où les masses vont déferler par millions dans la rue, les tenants du régime ont de quoi en faire des cauchemars.

L'abstention massive aux différentes élections expriment cette défiance grandissante à l'égard de tous les partis qui soutiennent ou incarnent l'ordre établi que les masses supportent de moins en moins, dit autrement, la crise politique rampante qui mine les institutions s'exprime à travers le rejet de tous les partis institutionnels qui soutiennent le régime en place, jusqu'à présent sans que les masses trouvent la voie qui leur permettrait d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme, dont les effets se font sentir dorénavant dans leur vie quotidienne au point d'en avoir la nausée, tous les partis de gauche et d'extrême gauche se mobilisant pour leur interdire de la trouver, jusqu'à quand pourront-ils protéger le régime de l'insurrection révolutionnaire qui couve, force est de constater que tous les efforts qu'ils déploient alimentent la crise du régime au lieu de l'atténuer, à nous d'aider les travailleurs à trouver cette voie et de renouer avec la tradition du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle, avec le socialisme.

Le capital et ses représentants sont nos ennemis au même titre que les opportunistes que nous devont combattre avec le même acharnement pour aider les masses à briser les obstacles qui se dressent sur la voie de la révolution socialiste.

Les opportunistes instrumentalisent les besoins des minorités, les manipulent, pour finalement qu'elles se retrouvent stigmatisées dans une société où l'évolution des mentalités dépend avant tout de l'évolution de leurs conditions matériels d'existence et non de l'évolution de la législation qui vient heurter violemment leur mentalité qui n'a pas davantage évolué que leurs conditions d'existence.

Au lieu de se situer sur un terrain de classe, ils adoptent l'attitude bornée du sociologue pour lequel la société se compose non pas de classes sociales aux intérêts antagoniques, mais est divisée en communautés distinctes qui seraient régies par leurs propres codes, lois, besoins ou droits qui devraient être satisfaient sans tenir compte de la nature du régime en place qui régit les rapports sociaux entre les classes, donc sans se coucier de savoir si ces rapports seraient compatibles ou non avec l'exercice de ces droits, pire encore, ils estiment que ces droits sont légitimes et peuvent déroger au droit commun, qu'ils doivent s'imposer à la collectivité dès lors qu'une minorité le décide et est soutenue par le législateur, que la majorité de la population l'approuve ou non ils s'en moquent, violant ainsi un principe élémentaire de la démocratie au nom de l'égalité, mécanisme infernal déjà utilisé pour liquider les droits collectifs des masses qui se trouve ainsi légitimé.

Les innombrables implications qui découlent de ce processus de destructuration du droit collectif sont d'une extrême gravité, car elles aboutissent en dernier lieu à sa liquidation purement et simplement dans la mesure où la population se retrouve privée du droit de décider collectivement de l'orientation générale qu'elle souhaite donner à la société, en se servant du droit revendiqué par des minorités ou des couches spécifiques de la société qui sont instrumentalisées, manipulées à leur insue.

L'essentiel ici n'est pas tel ou tel droit en particulier que nous soutenons par principe, mais le processus qui conduit à l'absence de droit en général qu'incarne l'impossibilité pour la majorité de la population de décider de quelle manière les rapports doivent ou peuvent évoluer dans la société et plus généralement de son propre sort sur le plan social et politique, qui en dernier lieu constitue le but que s'est fixé le législateur, le gouvernement, l'Union européenne qui soutiennent ce processus ou les couches de la classe dominante qui en sont à l'origine. Il s'agit d'ancrer dans le cerveau des masses qu'elles n'ont finalement aucun droit, que seul le législateur en a et décide à leur place, afin de préparer le terrain à la destruction des droits qu'il leur reste.

Que le gouvernement et ses prédécesseurs ne tiennent pas compte des besoins des masses, qu'ils piétinent ou liquident leurs droits collectifs comme celui à la retraite par exemple, qu'elles soient obligées de le subir est une chose, de notre côté, réduits à l'impuissance malgré tous les efforts que nous avons déployés pour ne pas en arriver à cette situation, nous sommes bien obligés de nous en tenir à la réalité et de constater que les rapports entre les classes demeurent favorables à la classe dominante, maintenant que des associations à caractère soi-disant humanitaire ou des partis se revendiquant de la classe ouvrière se saisissent des droits ou besoins des minorités mis en avant par des couches de la bourgeoisie ou de la petite-

bourgeoisie subordonnée au capitalisme pour légitimer leur satisfaction par le biais d'un processus antidémocratique qui aboutit à légitimer ou banaliser son recours par le gouvernement, contribue à spolier l'ensemble des travailleurs du droit de décider de leur propre sort, pire, à justifier le recours à ce procédé qui aboutit à la liquidation de tous leurs droits sociaux et politiques sans qu'ils aient leur mot à dire.

Voilà ce qui se produit quand on est incapable de se situer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, qu'on entend parvenir à satisfaire des besoins ou obtenir certains droits dans le cadre du capitalisme, alors qu'en réalité ils sont incompatibles avec le capitalisme, dans le cas contraire il faudrait admettre que l'exercice de la démocratie serait compatible avec la survie du capitalisme, or il démontre quotidiennement que c'est impossible.

Cette démarche des opportunistes est comparable à celle qu'ils adoptent sur le plan social et politique en général.

Sur le plan social en s'accommodant du chômage de masse, de la généralisation de la précarité et de la pauvreté qui frappent des millions de travailleurs, en demandant au régime de bien vouloir contribuer à l'amélioration de la condition des masses et de réaliser progressivement les objectifs du socialisme, ce qu'il est évidemment incapable de faire, ce que chacun peut constater. Dans les syndicats cela se traduit par un consensus avec le patronat, par la signature d'accords consacrant la liquidation de droits collectifs sous prétexte que des droits individuels nouveaux y figureraient, alors qu'ils sont plus hypothétiques qu'autre chose ou ne concerne qu'une minorité de travailleurs encore une fois, on retrouve bien là la même méthode à l'oeuvre.

Sur le plan politique en s'accommodant des institutions nationales, européennes et internationales auxquelles ils participent ou qu'ils soutiennent, auxquelles ils s'adressent en leur demandant de bien vouloir prendre en compte les droits des travailleurs dont elles n'ont que faire puisqu'elles ont toutes été créées comme des instruments de combat politique contre les intérêts et les droits des travailleurs. Là encore ils prétendent que la participation à ces institutions permettraient d'obtenir des droits nouveaux pour les travailleurs, qui en réalité ne concerneront qu'une minorité, tandis que la majorité de leurs droits disparaissent, en réalité par leur présence dans ces institutions ou le soutien qu'ils leur apportent ils légitiment la destruction de nos droits politiques.

Ainsi va la collaboration de classes qui n'a fait que s'amplifier, se diversifier au cours des dernières décennies, s'adaptant à la crise du capitalisme et à la stratégie mise en oeuvre par la classe dominante dominée par les néolibéraux que finalement les uns et les autres ont adoptée.

Leur objectif est de diviser les masses, briser leur résistance, faire en sorte que les frontières entre les classes soient de plus en plus floues, brouillées, disparaissent, afin de permettre au capitalisme de se survivre à lui-même, et peu importe les conséquences pour les travailleurs et leurs familles. Ils pousseront le cynisme jusqu'à s'apitoyer lamentablement sur leur sort pour mieux masquer leur trahison ou leur véritable nature, leurs intentions inavouables. Ils recourront à tous les procédés malhonnêtes possibles pour parvenir à leurs fins, la liste est longue, tous les jours on en a un large aperçu dans nos causeries et je vous y renvoie : provocation, manipulation, instrumentalisation, info tronquée, fausse bonne ou mauvaise nouvelle, mensonge en tous genres, réécriture de l'histoire, fausse référence, fausse modestie, témoignage bidon, interprétation falacieuse, coup tordu, affaire montée de toutes pièces, manoeuvre d'appareil, etc.

En désespoir de cause face à des masses dont l'impatience se manifeste de plus en plus ouvertement, l'imposture semble être devenue la norme à droite, l'extrême droite, à gauche et à l'extrême gauche, au gouvernement évidemment.

L'article de l'AFP du 20.10. Extrait.

- La famille de Leonarda Dibrani, l'adolescente rom expulsée de France vers le Kosovo, a été agressée ce dimanche après-midi par des inconnus à Mitrovica, ville du nord de ce territoire où ils résident depuis leur expulsion le 9 octobre, a-t-on appris de source policière.

«*Les Dibrani se promenaient dans Mitrovica avec leurs enfants lorsqu'ils ont été agressés par des inconnus*», a dit à l'AFP une source policière ayant requis l'anonymat. La mère de Leonarda, Xhemaili, 41 ans, «*a été giflée et a été hospitalisée, tandis que les enfants, traumatisés, se trouvent dans un commissariat de police*», a-t-on ajouté de même source.

Le père de famille, Resat Dibrani, 47 ans, se trouve à l'hôpital de Kosovska Mitrovica auprès de son épouse, a-t-on précisé. «Cela démontre que les Dibrani ne sont pas en sécurité ici», a dit à l'AFP une source policière ayant requis l'anonymat.

Cependant, selon un responsable de la police kosovare, l'agression serait liée à une dispute conjugale. «*L'incident s'est produit entre deux familles, les Dibrani et les Bislimi. Il s'est avéré que M. Bislimi avait été l'époux de Xhemaili Dibrani il y a 25 ans et nous supposons que ce fait a été à l'origine de l'incident*», a déclaré à la presse dimanche soir à Kosovska Mitrovica, le capitaine Ahmet Gjosha.

«*Nous prenons cette affaire très au sérieux. Une enquête a été ouverte avec la participation d'un procureur*», a-t-il souligné. Ahmet Gjosha a ajouté que les Bislimi avaient été rapatriés de Suisse il y a quatre mois. Le policier a précisé que quatre

personnes avaient été interpellées à la suite de cet incident, qui, selon les premiers éléments de l'enquête n'aurait pas de rapport avec l'expulsion des Dibrani de la France. AFP 20.10

Mise en scène relayée par la totalité des médias.

- Leonarda et sa famille agressées au Kosovo Francetv info avec - AFP

- La famille de Leonarda Dibrani agressée au Kosovo - 20minutes.fr

- Leonarda agressée avec sa famille à Mitrovica - Le Nouvel Observateur

- Leonarda et sa famille agressées au Kosovo - Liberation.fr

- Leonarda aurait été agressée à Mitrovica - LePoint.fr

- Leonarda Dibrani et sa famille agressées à Mitrovica au Kosovo - L'Express.fr

- Etudiants et lycéens estiment que François Hollande n'a pas répondu à leurs demandes - LeMonde.fr

Cette affaire alimente la crise du régime, au PS, à gauche.

- L'affaire Leonarda secoue la majorité - Reuters

- Mélenchon: "*La confusion est à son comble à la tête de l'Etat*" - AFP

- Cacophonie chez les écologistes après l'affaire Leonarda - Francetv info

- La gestion de l'affaire Leonarda «*fait monter le FN*», accuse Jean-François Copé - 20minutes.fr

Et l'abstention.

En complément

Un internaute rapporte :

- "*A l'international c'est la stupéfaction. Hollande est très affaibli et sans autorité pour de nombreux journaux étrangers . A commencer par Der Spiegel c'est peu dire.*"

- L'impopularité de François Hollande au plus haut - Reuters

Comme en septembre, le nombre de Français satisfaits de François Hollande reste à 23%, soit un plus bas record sous la Ve République. Reuters 20.10

Pour qui, que craignent-ils donc ?

- Colère des Français : attention, danger ! - LePoint.fr

Commentaire d'internaute

1- "*On a jamais été aussi proche d'une catastrophe majeure. Mon métier me fait rencontrer beaucoup de monde issu de toutes les couches sociales. Partout les mêmes réactions. On est au bord d'un conflit qui va mettre le pays à genoux avec des conséquences gravissimes.* "

2- "*Il n'y a pas besoin de rapports des préfets pour se rendre compte du ressenti des français. Il suffit de discuter quelques secondes avec son voisin, sa boulangère, son cousin, son collègue de travail, son pharmacien... Etc. Il suffit de lire les forums des différents journaux pour se rendre compte à quel point la teneur des commentaires a évolué en un peu plus d'un an. Il suffit d'écouter le français lambda pour comprendre qu'il ne supporte plus l'environnent dans lequel il est obligé de vivre, tant du point de vue financier que du point de vue philosophique. J'ai très peur que tout cela finisse très, très, mal.*"

3- "*Ecoutez les conversations dans la rue, on'étonne même que les gens ne soient pas déjà dans la rue. Tout ce que le gouvernement a fait a aggravé la situation au lieu de la redresser. L'apparent calme qui règne fait craindre le pire, çà peut péter d'un jour à l'autre.*"

Singeries et instrumentalisation.

Taubira comparée à un singe : après la réponse de la ministre, le FN va porter plainte - Francetv info

La ministre de la Justice, Christiane Taubira, dans le site du quotidien régional Le Dauphiné.

- "*On sait bien ce que le FN pense : c'est les Noirs accrochés aux branches des arbres, les Arabes à la mer, les homosexuels dans la Seine, les juifs au four, voilà les pensées profondes de ce parti*". Francetv info 20.10

Elle manque singulièrement d'humour, les Noirs descendent des arbres, dans la nuit des temps il n'existait pas de Blancs, les Arabes étaient d'excellents navigateurs, les homosexuels savent nager et les juifs ont donné de très bons boulangers.

On sait tout ce que vous dites sur les dirigeants du FN, c'est le rebut de l'humanité, alors pourquoi le répéter encore, pour qu'on oublie que vous détenez le record de détenus en France, que vous n'avez pas rétabli les tribunaux que votre prédécesseur a fermés, que la justice est toujours aussi lente, qu'il y règne la pagaille, qu'elle protège les puissants et pénalise les plus pauvres, etc. ?

Et puis sa repartie dénote une méconnaissance du FN. J'en veux pour preuve qu'il y a des Noirs au FN, quand j'étais technicien, un jour que j'avais été réparé un copieur Canon au siège de ce parti à Saint-Cloud, le "Paquebot", j'y avais croisé un monsieur Noir, costume cravate qui m'avait salué poliment, comme je ne suis pas un rustre je lui avais rendu son bonjour, je n'allais pas l'insulter. Plus tard en connaissant des Indiens de nationalité française dont la plupart votaient à droite ou à l'extrême droite, en les écoutant parler des Indiens j'en arrivais à la conclusion qu'ils étaient devenus racistes envers les Indiens qu'ils traitaient comme de la merde, en fait peut-être pas, ils considéraient seulement que ceux qui avaient un statut inférieur aux leurs ne méritaient pas qu'on les respecte, à peu près au même moment j'observerai que c'était tous les Indiens bénéficiant d'un statut supérieur qui avaient cette mentalité détestable, j'en ai bien connu certains, ils étaient puants. Et puis madame Taubira ne devrait pas oublier que l'esclavage existait chez les Noirs avant la colonisation par les Blancs qui ont pris le relais ou généraliser ce mode d'exploitation, ce sujet est tabou chez eux évidemment. Et puis le racisme n'est pas l'apanage exclusif des Blancs, c'est plutot celui des ignorants ou des arriérés, qu'ils soient riches ou pauvres.

Serais-je raciste, xénophobe, homophobe, antisémique ?

Où j'habite on partage l'espace avec quelques familles de singes, mais pas chez moi.

Mon épouse est noire, mon gendre et ma petite-fille que j'adore aussi, une perle, j'avais autrefois de bonnes relations avec mes potes Arabes et ici j'entretiens de bonnes relations avec les musulmans, quand j'habitais à Clichy tous les week-end on allait au quartier indien en passant par Barbès, par plaisir salam malikoum salam, je ne manque jamais de saluer un vendeur de salades et de coriandre fraîche au marché vêtu d'un sari flamboyant, maquillé, recouvert de bijoux, un collier de jasmin dans ses beaux cheveux longs et ondulés, fin, grâcieux, plein de charme, il est très beau en fait et je lui ai déjà dit, et pour finir quand je travaillais au lycée français je n'ai eu qu'un seul pote, un prof de français juif et homosexuel qui vivait à Pondichéry depuis des années, et quand on se rencontre en ville, on va boire un coup ensemble et on taille une bavette.

Pour mon épouse les Africains ressemblent plus au singe que les Indiens, je lui ai fait remarqué que cela dépendait desquels, certains Indiens du sud de l'Inde (d'origine dravidenne) présentent une morphologie identique aux Africains, nez épaté, cheveux crépus, machoire inférieure avancée et lèvres proéminentes notamment, en ajoutant que l'on retrouve ces mêmes détails chez certains Blancs sans qu'on les remarque forcément, sauf quand on croise un Blanc en Inde du Sud où la population est colorée, ses traits ressortent. Madame Taubira manque de culture, elle devrait savoir qu'il existe aussi des singes blancs, mais aussi des lions ou des éléphants.

Mon épouse est arriérée, alors il nous arrive de blaguer là-dessus, on se moque l'un de l'autre. Un jour je lui ai dit que tout cela était vraiment des conneries puisque le berceau de l'humanité se situe dans la Corne de l'Afrique et qu'à l'origine l'homme était noir de peau et que sans les Noirs on n'existerait pas, on descend tous de Noirs ; elle pourrait être raciste envers les Africains, d'où ce petit rappel pour remettre les choses à leurs places. Un jour en s'engueulant elle m'a traité de sale Blanc, c'est un truc que je n'oublierai jamais, même si je ne lui en veux pas. Dans nos veines le sang à la même couleur pour conclure.

Hormis les 10 ans que j'ai passé avec mon-épouse, j'ai vécu toute ma vie dans un milieu ouvrier profondément arriéré, donc rien ne me choque, j'ai tout entendu, je ne m'élève pas en procureur pour autant, parfois je laisse passer, parfois non. On ne peut pas changer l'état d'esprit des masses sans que leurs conditions d'existence rompent avec le passé, et encore il faudrait du temps, c'est ainsi, on peut faire toutes les lois qu'on veut, cela ne changera strictement rien, cela produira même l'effet inverse. S'abaisser à cette polémique minable comme le fait madame Taubira, tient de l'instrumentalisation à des fins électorales

et rien de plus.

Qui aurait imaginé que les masses allemandes fortement organisées dans le Parti ouvrier social-démocrate allemand et les syndicats jusqu'au début des années 30 allaient être entraînées par le fascisme quelques années plus tard et donner dans le racisme et l'antisémitisme ?

Selon les circonstances l'homme est capable du meilleur comme du pire, à nous de faire en sorte qu'elles soient favorables au meilleur. Le PS, la gauche et l'extrême gauche, sans parler de la droit et l'extrême droite s'emploient à ce qu'il soit capable du pire, le défit à relever est immense, raison de plus pour le relever.

ACTUALITE EN TITRES

C'est le plus mafieux qui l'emporte.

- Patrick Mennucci vainqueur de la primaire socialiste à Marseille - Reuters

Patrick Mennucci a gagné le droit d'affronter le maire sortant UMP de Marseille Jean-Claude Gaudin en remportant dimanche au second tour la primaire. Reuters 20.10

Les liquidateurs. Une raison de plus pour boycotter les élections européennes.

- Le Parti Breton présent aux européennes de 2014 - AFP

"*Vous voulons incarner le choix d'un avenir raisonné pour la Bretagne et les Bretons*", écrit Yves Pelle, le président du Parti Breton, dans un communiqué.

(Quand la raison fait office de programme, il faut s'attendre au pire. - ndlr)

"*La Bretagne traverse une crise économique sans précédent qui démontre de façon criante, s'il fallait un nouvel exemple, l'incapacité de l'Etat Français et du pouvoir régional socialiste installé à Rennes à se doter d'une vraie stratégie de développement pour notre territoire*", explique-t-il.

(Il fallait trouver un histrion pour instrumentaliser les conséquences de la crise du capitalisme qui frappent violemment les travailleurs de cette région, c'est fait et c'est un professionnel qui plus est. Le PS qui dirige cette région n'est qu'un prétexte à ce laudateur de l'Union européenne farouchement anticommuniste. - ndlr)

"*Ils sont les véritables responsables de l'impasse dans laquelle les Bretons ont été menés*", ajoute M. Pelle.

(Faux, c'est le capitalisme dont l'Union européenne est le porte-drapeau en Bretagne comme ailleurs, et dont le PS n'est qu'un instrument servile. - ndlr)

"*Comme nos voisins basques, catalans, écossais, flamands, nous soutenons le projet d'une Europe fédérale qui viendra équilibrer le pouvoir des états centralisateurs et uniformisateurs*", poursuit-il, mettant l'accent sur sa foi en une "*Europe politique renforcée ouverte au monde, porteuse de paix et garante de l'épanouissement de toutes les cultures et identités*". AFP 20.10

(Tout le contraire de qu'elle est depuis sa création, mais bon, quand on est réactionnaire onfait feu de tout bois. C'est le genre de partis qui s'accommode très de la dictature de l'UE. - ndlr)

Dans le cadre de ce régime, tout tout de suite, c'est impossible ou bien c'est réactionnaire.

- Travail le dimanche: la SNCF souhaite une dérogation pour les gares - AFP

La SNCF a émis le souhait que les gares bénéficient des mêmes dérogations autorisant le travail le dimanche pour tous les types de commerces que celles accordées aux aéroports. AFP 20.10

Commençons par abattre le régime en place, et une fois que les rapports entre les classes seront favorables à la classe ouvrière il sera possible de réorganiser la société conformément à ses besoins, avant toute réorganisation ne pourra se faire que contre

ses intérêts.

La dictature de l'immédiat, du besoin que l'on doit satisfaire à tout prix maintenant, sur le champ, sans se soucier du reste comme si on était le seul au monde, on en a décidé ainsi.

C'est le propre de la mentalité du petit-bourgeois faiseur de dictateur qui prend ses désirs pour la réalité, qui trépigne, tape du pied, pleurniche, se plaint quand les choses ne se passent pas comme il le voudrait, il rend la vie impossible à son entourage ou aux autres, individualiste effréné, mal dans sa peau, éternel insatisfait, la terre entière devrait être à ses pieds, si nécessaire en piétinant les droits des autres dont il se contrefout.

On retrouve cette mentalité au PS, sous prétexte de satisfaire ses besoins décrétés soudainement légitimes, la législation du travail devrait être amputée, liquidée au besoin. Un jour des camarades m'avaient fait la leçon pour me convaincre que le PS n'était pas un parti bourgeois, que sa nature était plutôt petite-bourgeoise. Or le PS se sert de la petite-bourgeoisie pour mieux mettre en oeuvre sa politique réactionnaire au service de la bourgeoisie. Comment cela ?

En affirmant que les revendications de la petite-bourgeoisie sont légitimes parce qu'elles auraient un caractère social, progressiste ou humaniste, ce qui lui permet de prétendre représenter des valeurs de gauche et se présenter comme tel devant les électeurs, alors qu'en réalité le reste de sa politique qui concerne l'ensemble des travailleurs est de droite, antisociale, rétrograde, réactionnaire. Que le PS revête le masque de la petite-bourgeoisie, celui d'un parti ouvrier, d'un parti de gauche ou je ne sais quoi, peu importe, il n'en demeure pas moins qu'il est de droite et que c'est à partir de cette caractérisation ou de sa véritable nature qu'il faut le combattre sur le plan politique. Et évidemment n'avoir aucun lien avec ce parti.

Normal, ils ont été prévenus !

- Suisse : les fraudeurs ferment leurs comptes et louent des coffres - LePoint.fr - il y a 20 heures

Jusqu'à la prochaine fois...

- Paralysie américaine: "*plus jamais ça!*", prévient le secrétaire au Trésor - AFP

Stratégie du chaos

- Syrie: au moins 31 morts dans l'attentat de Hama - AFP

- Relance de l'aide antiterroriste des Etats-Unis au Pakistan - LeMonde.fr

- Egypte : une fusillade fait trois morts au Caire - LeMonde.fr

- Boko Haram tue une vingtaine de personnes au Nigeria - Reuters

- Irak: 49 morts dont 34 dans un attentat suicide à Bagdad - AFP

- Les djihadistes profitent du chaos libyen, estime Tunis - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

- Allemagne: feu vert du SPD pour négocier une coalition avec Merkel - AFP

Les délégués du Parti social-démocrate allemand (SPD) ont avalisé dimanche à Berlin à une écrasante majorité la décision de leurs dirigeants d'engager des négociations avec les conservateurs de la chancelière Angela Merkel en vue de former un gouvernement.

"*Nous voulons commencer des négociations en vue d'une coalition et nous accrocher à l'objectif de les mener à bien*", a

déclaré Sigmar Gabriel, président du SPD, lors d'une conférence de presse à l'issue d'un vote conforme à ce qui était attendu.

Il a réitéré sa promesse d'organiser un référendum auprès des quelque 470.000 adhérents pour faire approuver un éventuel accord de coalition.

Ce qui ne va pas de soi. A l'heure actuelle une grande partie des militants sont opposés à une "*grande coalition*" semblable à celle du premier gouvernement Merkel (2005-2009), qui a abouti à un effondrement électoral du parti. Les Allemands pourraient donc être de nouveau appelés aux urnes.

Sur les 229 délégués appelés à se prononcer sur l'entrée officielle dans des négociations avec les Unions chrétiennes CDU/CSU, 196 ont voté pour, 31 contre et 2 se sont abstenus, a détaillé M. Gabriel.

"*Je suis sûr que nous arriverons à des compromis équitables*", a déclaré à l'agence de presse allemande DPA le secrétaire général de la CDU, Hermann Gröhe. AFP 20.10

2- Syrie

2.1- Syrie: la conférence de Genève 2 aura lieu le 23 novembre

Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil Elarabi a annoncé dimanche que la conférence de Genève 2, destinée à faciliter la fin du conflit syrien, aurait lieu le 23 novembre."*J'ai discuté du dossier syrien avec Lakhdar Brahimi, émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie, et il a été décidé que la réunion de Genève aurait lieu le 23 novembre*", a dit le chef de la Ligue arabe au cours d'une conférence de presse commune avec Brahimi, au Caire.Lakhdar Brahimi a cependant déclaré que la date n'avait pas été "*officiellement fixée*". Il a précisé qu'il se rendrait au Qatar, en Turquie, en Iran et en Syrie, ainsi qu'à Genève pour rencontrer des responsables américains, russes et des représentants du Conseil de sécurité de l'Onu. french.irib.ir 20.10

2.2- Les USA prêts à livrer "***Riyad Asaad***" et "***Salim Edriss***" à Damas.

Selon le site AlWatan Voice, l'accord américano russe sur la Syrie prévoit l'arrestation et la remise de ceux des dirigeants de l'opposition pro occidentale syrienne qui sont impliqués dans l'effusion du sang des citoyens syriens! Selon le site, la Syrie et les Etats Unis seraient tombés d'accord via une médiation russe pour que les dirigeants et les éléments de l'opposition extérieur impliqués dans des massacres de civils syriens soient livrés au régime Assad par le biais d'Interpol. La Syrie aurait même chargée une équipe spécialisé dans le droit international d'identifier les figures de l'opposition ayant un rôle dans le meurtre de civils syriens. cette enquête concerne de près les dirigeants de l'ASL.

La liste noire en question compte de nombreux opposants d'Assad qui résident à l'étranger et la Syrie aurait même entré en contact avec Interpol. Selon cette information, Interpol aurait donné son aval à cette demande. Selon le plan russo -américain dont les pans entiers se révèlent désormais, un gouvernement de transition va être formé avec la participation des opposants et dont la première fonction serait de lutter contre le terrorisme. Danscette perspectives, les unités de l'ASL se rallieront l'armée arabe syrienne pour traquer et capturer les terroristes de l'EIIL, du front Al Nosra et d'autres groupes salafistes en guerre contre l'armée syrienne. à ce rythme Riyad Asaad ou Selim Edriss auront du pain sur la planche. french.irib.ir 20.10

2.3- Syrie : La mort du général Jameh Jameh vengée

Dans la foulée des opérations de ratissage à Al Hosseyniya , à al Zababiyaet, à Al Boyouza dit triangle de la mort pour les terroristes, l'armée arabe syrienne a débarqué à Beit Saham au sud de Damas. les soldats de l'armée ntionale mènent une vaste offensive à al Hajira non loin de zeynabiya. à Deir Ezzour, l'armée syrienne a intensifié ses opérations après le meurtre par les terroristes du général de brigade Jame Jama, commandant de renseignement de l'armée syrienne à l'est du pays . Al Nosra a subi de très lourdes pertes à Al Sankha, à Tyyeba, à Al Rachedin. Al Sankha, des dizaines de terroristes saoudiens , libyens et jordaniens ont été liquidés. french.irib.ir 20.10

2.4- 37 morts, dans un attentat, à Hama : des terroristes, envoyés en masse, depuis le Caucase et l'Europe

37 citoyens syriens ont été tués, et des dizaines d'autres, blessés, dans une explosion terroriste à la voiture piégée survenue, près de la société de Maknaneh, aux alentours de la ville de Hama.

Une source responsable a fait savoir qu'un terroriste s'est fait exploser, dans un camion, portant à bord 1.5 tonne d'explosifs, près de l'entrée-Est de Hama, du côté de Salamiyeh. Par ailleurs, le quotidien français, "*Le Monde*", citant les services de renseignements français, a fait état d'une vague, sans précédent, de l'arrivée de terroristes, en territoire syrien. Selon ce quotidien, ces terroristes sont envoyés, depuis le Caucase et l'Europe, pour rejoindre les autres groupes terroristes opérant à l'intérieur du territoire syrien. french.irib.ir 20.10

SOCIAL

Italie

Des centaines de personnes ont annoncé dimanche qu'elles continueraient à camper sur la place Porta Pia dans le centre de Rome pour protester contre l'austérité, les expulsions et pour des logements moins chers.

Une rencontre est prévue mardi entre le ministre des Infrastructures et des Transports, Maurizio Lupi, et une délégation de manifestants afin de débattre des revendications de ces derniers.

"*Nous laisserons les tentes en place jusqu'à notre rencontre avec M. Lupi, mardi, lorsque nous organiserons une autre manifestation pour faire entendre notre voix*", a déclaré Luca Fagiano, un représentant des organisateurs de la manifestation.

"*Reprenons la ville*", peut-on lire sur une banderole plantée dans le camp qui bloque une artère importante de Rome. Une autre banderole proclame : "*Stop aux expulsions et aux saisies*".

"*Le camp n'est pas un point d'arrivée, mais le départ de la révolte*", affirme un slogan sur le site web des organisateurs de la manifestation, la Coordination citoyenne de lutte pour le logement.

Des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté samedi pacifiquement dans la capitale italienne afin d'attirer l'attention sur le coût social de la crise économique. Quelques manifestants ont ensuite érigé des tentes. AFP 20.10

Haut de page

Le 22 octobre 2013

CAUSERIE

Le rôle des puissances occidentales dans le déclenchement de la guerre contre la Syrie se retourne contre eux.

Ironie de l'histoire.

A partir d'une manipulation et de l'infiltration d'une poignée d'opposants au régime syrien début 2011, ils ont entrepris de détruire la Syrie et de massacrer son peuple afin d'aboutir à la chute d'Assad. Sauf que les choses ne se sont pas déroulées comme ils les avaient prévues, deux ans et demi plus tard Assad est toujours en place grâce au soutien de l'immense majorité du peuple syrien opposé à la remise en cause de l'intégrité et de la souveraineté de la Syrie au profit de l'établissement d'un régime islamiste vassal de l'Etat sioniste.

Du coup, ils voudraient bien se sortir de se bourbier et mettre fin à cette guerre qu'ils ont eux-mêmes déclenchées, d'où l'annonce d'une nouvelle conférence de paix à Genève. Sauf que voilà, pour conclure un traité de paix il faut être deux au moins.

D'un côté, il y a bien le gouvernement légitime de la Syrie représenté par son président qui a été élu par les Syriens, mais de l'autre côté de la table il n'y a personne, il n'existe pas d'opposition au régime syrien qui pourrait se prévaloir d'une quelconque légitimité, tout ce qu'ils ont trouvé pour représenter cette "*opposition*" ne se trouve pas en Syrie, mais à Londres, des hommes de paille de Cameron, Obama et Hollande qui n'ont aucune légitimité aux yeux du peuple syrien, pire, ils sont accusés d'être la façade légale des mercenaires sanguinaires recrutés, entraînés, financés et armés par le Qatar et l'Arabie saoudite pour le compte des puissances occidentales.

Cette soi-disant opposition exige que le départ d'Assad figure au programme de cette conférence, alors que les Américains et les Russes y sont opposés de crainte que l'Etat syrien ne s'effondre et tombe entre les mains des barbares djihaidistes dont ils ont perdu en partie le contrôle, au risque d'embraser toute la région. Face à cette menace ou ce chaos que les Américains ont eux-mêmes provoqué, ainsi qu'à la détermination de la Russie et ses alliés des Brics de soutenir le régime syrien jusqu'au bout, on peut ajouter le rejet de tous les peuples d'une intervention militaire occidentale contre la Syrie, la responsabilité dans ce conflit des Etats occidentaux flanqués de ceux du Golfe et Israël apparaît de plus en plus clairement, au point de constituer un obstacle à la conclusion d'un tel traité, dans la mesure où ce devraient être eux qui devraient s'asseoir de l'autre côté de la table face à

Assad puisque c'étaient eux la seule véritable opposition au Président syrien, il existe bien des opposants au régime en Syrie, mais comme ils ne représentent qu'une infime minorité organisée, il est impossible sérieusement de leur faire jouer le rôle d'opposition ayant tenu tête à l'armée nationale syrienne depuis début 2011, alors que les Syriens savent très bien que cela ne correspond pas à la réalité, sans que cette conférence tourne au ridicule.

Cependant les Américains n'ont pas le choix, soit il leur faut convaincre leurs fantoches basés à Londres d'accepter leurs conditions, ce qui implique le maintien d'Assad au pouvoir, soit ils viennent en aide militairement au gouvernement syrien pour éliminer les terroristes qu'ils ont eux-mêmes introduits en Syrie, hypothèse qui peut paraître invraisemblable, mais pourquoi pas, dans ce cas-là cette conférence n'aurait pas lieu. Autre hypothèse qui rejoint la précédente, les Américains et leurs alliés du Golfe cesseraient de fournir des armes et de soutenir les djihadistes, ce qui mécaniquement conduirait à leur liquidation ou leur fuite de la Syrie, ensuite seulement pourrait se tenir une conférence de paix à laquelle pourrait participer des organisations présentes en Syrie opposées au régime mais qui ne souhaitait pas instaurer la charia en Syrie.

Parole d'internaute

1- Le sionisme arabe au service de la stratégie du chaos.

- "Faflsification. Le «*wahabo-takfirisme*»; la grande arnaque pour abrutir et dominer ! - Publié le juin 5, 2013 - Par Djerrad Amar,

Pour contourner l'Islam qui interdit d'entrer en guerre sainte contre d'autres musulmans ou de tuer sans un motif certifié valable et autorisé, les 'wahabites' ont trouvé avec les 'takfiristes' l'alliance idéale et le moyen approprié pour combattre tous les pays musulmans qui n'entrent pas dans leur giron.

Le « *Wahabisme* » est une doctrine rigoriste en référence à Ibn Abdelwahab (1703-1792) qui est le fondateur. Elle combat tous les musulmans qui ne s'y soumettent pas en les considérants apostats. Après sa condamnation, il fuit en se fixant à Dariya où il trouve chez les ben Saoud un soutien. Ces derniers trouvent en lui et son idéologie un moyen de combattre les tribus afin de les assujettir à leur pouvoir politique et religieux. Ainsi se forma le Royaume d'Arabie Saoudite avec son système qui perdure jusqu'à nos jours.

Le « *Takfirisme* » est mouvement sectaire fondé en 1971 par Moustafa Choukri. Il qualifie de mécréante la société musulmane et d'hérétiques tous les musulmans ne partageant pas leur point de vue. Leur assassinat est de ce fait licite.

Il n'est donc pas étonnant que ces deux idéologies similaires, violentes, se rejoignent pour faire union – en cohabitant en bonne intelligence – contre tout État musulman qui n'entre pas dans leur doxa. Les riches familles royales saoudiennes étant wahabites et alliées aux intérêts américains et sionistes, il est logique qu'elles s'accaparent ces mouvements pour en faire un instrument politique et un moyen militaire à leur service.

Pour l'Occident – dont les intérêts vitaux se situent principalement chez les arabo-musulmans, surtout pour ce qui est de l'énergie – il ne peut trouver meilleurs alliés, le moins couteux, pour sécuriser ses approvisionnements et maintenir son influence que les Arabes eux-mêmes. D'où leur division et leurs antagonismes qu'ils cachent derrière des organisations et ligues de façade qui se sont avérées des attrape-nigauds, des instruments dévoyant la cause, voire des moyens d'autodestruction.

Le '*wahabo-takfirisme*' sert les intérêts occidentalo-sionistes. C'est la raison pour laquelle ils le soutiennent, l'encouragent et l'arment. Cette idéologie est un dispositif d'importance dans leur stratégie de domination.

Des séries de concepts, de qualificatifs et de termes ont été érigées '*bons*' à utilisation ou '*interdits*' d'usage afin de promouvoir ces groupes de tueurs et leurs '*faits*' de guerre.

C'est ainsi que la majorité des médias occidentaux dits « *mainstream* » ont été mis au service de cette cause avec pour mission de mentir, berner, tromper, faire diversion, falsifier. Faire tout pour ne pas percevoir la réalité. Ces médias évitent d'utiliser, par exemple, à l'endroit des wahabo-takfiristes, les termes comme « *terroristes* », « *assassins* », « *islamo-fascistes* » ou tout autre qualificatif fort, mais qui étaient d'usage quand il s'agissait de les combattre. Ils font croire, sournoisement, que c'est pour ne pas froisser les musulmans sachant bien que ces derniers en utilisent de plus tranchants à leur égard. Il s'agit bien sûr d'une tromperie, car les décideurs occidentaux veulent cacher une stratégie consistant à instaurer le chaos dans certains États musulmans en manipulant les franges les plus ignorantes et les plus extrémistes par leurs comportements immondes et absurdes avec l'assistance, l'assentiment et la couverture religieuse de certaines monarchies arabes. Ces '*wahabo-takfiristes*', pour l'écrasante majorité des musulmans, sont non seulement loin des préceptes de la religion islamique, mais encore loin de les représenter." Fin.

Attention monsieur, vous parlez des amis de Hollande-Fabius et d'Israël...

Effectivement, les massacres de civils notamment d'une cruauté inouïe commis par ces barbares les classent au même rang que

les nazis, il ne faut pas hésiter à le dire et le répéter.

2- Les médias sous influence sioniste

- "*Simple question à un €, si un chef bédouin bien gros et gras, venait en France, la journaliste de TF1 lui poserait-elle la question de, êtes-vous démocrate dans votre désert ? La même chose si Nathan du pays aux kibboutz foisonnant venait en France, la même journaliste lui poserait-elle la question embarrassante de, êtes -vous contre l'apartheid dans votre sionistan ?*

Conclusion, presque toute la planète est gérée par des régimes anti-démocratique par ci et par là, pour des choses différentes, pour ceci et celà."

C'est exact à des degrés divers. Il ne peut pas exister de véritables régimes démocratiques, car cela signifierait que c'est la majorité du peuple, la masse des exploités qui détiendraient le pouvoir politique, or c'est le cas dans aucun pays du monde.

PS. Assumer leurs actes et ce qu'ils sont vraiment, ils en sont incapables.

1- Marseille Dimanche soir, au moment des résultats de la primaire PS à Marseille, la perdante Samia Ghali a reproché en direct au président François Hollande et au Premier ministre Jean-Marc Ayrault d'avoir soutenu son rival Patrick Mennucci.

Pire, ces deux noms jetés en pâture à des supporters déçus ont aussitôt été hués et sifflés, sous l'oeil des caméras, sans que la finaliste ne bronche.

Des "*huées qui n'étaient pas supportables, mais qui n'étaient pas non plus significatives*", a laborieusement tenté de relativiser lundi le Premier secrétaire du PS Harlem Désir.

2- Affaire Leonarda. L'intervention du chef de l'Etat samedi autorisant la jeune collégienne rom kosovare à revenir en France, mais seule, était censée clore la polémique.

Mais, après Harlem Désir a dasavoué de fait la position présidentielle en demandant que la fratrie et la mère de Leonarda puissent aussi rentrer.

Le porte-parole des députés PS Thierry Mandon a critiqué "*l'intervention extrêmement surprenante d'Harlem Désir qui a tout brouillé, une demi-heure seulement après les propos présidentiels*". "*C'est plus qu'une erreur, une faute*", a-t-il dit, se félicitant toutefois que M. Désir soit revenu sur ses propos lundi.

3- Les écologistes ont diffusé un communiqué déplorant le caractère "*inhumain*" des propos de François Hollande... Signe de la nervosité ambiante, ils ont ensuite précisé qu'il s'agissait d'une "*initiative personnelle*" d'une porte-parole.

4- Ayrault lâche enfin le morceau.

Le Premier ministre, en déplacement à Copenhague, a demandé de "*revenir à l'essentiel*" et de mettre "*fin à toutes les exploitations politiques et politiciennes*". "*Il y a beaucoup trop de passion et un manque de sang-froid qui s'est développé ces dernières heures*", a-t-il dit.

"*Tout le monde est perplexe. Personne ne sait comment on se sort de tout cela. Je n'ai jamais vu un truc pareil*", confiait un cadre socialiste à l'AFP lundi. "*Il y a un cocktail qui fait que cette situation est inédite*", ajoutait-il.

5- Hollande acculé, réunion impromptue à huis clos.

Pour sa part, François Hollande a reçu lundi, selon des sources concordantes, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. La teneur de leur entretien, non inscrit à l'agenda officiel du chef de l'Etat, n'a pas été dévoilée.

6- Analyse. "*François Hollande a une autorité affaiblie depuis un certain temps. Quand le locuteur est délégitimé, toute prise de parole lui attire des critiques supplémentaires*", abonde Philippe Braud, professeur émérite à Sciences-Po.

Pour Bruno Jeanbart (OpinionWay), une digue a cédé et "*l'impopularité du chef de l'Etat donne le sentiment à la majorité qu'on peut facilement s'opposer au pouvoir*".

Fait nouveau, relève M. Jeanbart: "*Les critiques viennent davantage du coeur de la gauche*", alors qu'au début du quinquennat on entendait surtout l'aile gauche du PS et les écologistes. AFP 21.10

Parole d'internaute

- "*Encore une preuve supplémentaire du fait que lorsqu'on gouverne un pays on perd toute notion des priorités du pays.*

Mettre en branle 3 ministères, anticiper le retour de voyage officiel d'un ministre, commander un rapport spécial sur les conditions de l'expatriation, mettre en place une intervention télévisée en direct du chef de l'Etat, et tout ça pour la seule et unique raison que cette demoiselle s'est faite "interpelée" lors d'une sortie scolaire !!!!!

Avec le recul, c'est juste de la folie. Et après on viendra nous expliquer que ce gouvernement est plus proche des français que le précédent, qu'à contrario du précédent, ce Président n'interviendra pas à chaque sursaut de l'information, non mais franchement qu'ils ouvrent les yeux, ils sont encore pire dans le grotesque et le ridicule.

Et je ne parle même pas de l'argent qu'a dû coûter cette affaire à l'Etat. Je suis sûr qu'il y a de quoi héberger toute la famille à nos frais pour 5 ans de plus.

Avec ce gouvernement et ce chef de l'état même quand tu te dis qu'ils ont touché le fond et ne peuvent plus que faire mieux, ils arrivent encore à creuser pour s'enterrer plus profond, c'est juste inimaginable."

Vous avez raison, il faut supprimer la fonction de Président de la République, il faut en finir avec ce régime bonapartiste et antidémocratique.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande. Le masque est tombé.

Revue de presse

- Leonarda : la presse condamne l'intervention de Hollande - libération.fr

- Le Figaro: «*Le Fiasco*».

- Libération : «*Une séquence (...) dévastatrice*».

- La Croix : «*une bien piètre image de la décision politique*».

- Sud-Ouest : «*état de déliquescence dans lequel se trouve la majorité.*».

«*Dix-huit mois après l'élection de François Hollande, il nous aura donc été donné d'assister à ce naufrage :*

- Le président de la République française qui s'abaisse, et abaisse la France avec lui, à consacrer toute affaire cessante une intervention en direct à la télévision à une banale expulsion - parfaitement régulière de surcroît - soudain érigée sous la loupe médiatique en affaire d'Etat.

- Une gamine de 15 ans qui prend à partie le chef de la cinquième puissance économique mondiale et qui lui fait la leçon avec une insolence confondante...», résume le Figaro. libération.fr 21.10

Hypocrites et manipulateurs

- Leonarda et les hypocrites - lenouvelobs.com

Une fois la cabale des dévots apaisée, on réalise que le tableau réel n'a rien à voir avec celui qu'on a dénoncé. Il apparaît que les procédures légales ont été respectées, que le père de la jeune fille a menti aux autorités dans l'espoir d'obtenir le statut de réfugié, qu'il n'a été victime d'aucune persécution qui aurait pu justifier sa demande, qu'il a refusé plusieurs fois les offres d'emploi qu'on lui avait faites et que sa démarche avait surtout pour objet d'obtenir par la tromperie les prestations sociales réservées aux vrais réfugiés. Le comportement de cette famille, il faut le dire tout net, nuit à la cause de l'immigration et porte atteinte à l'honneur d'innombrables étrangers honnêtes et respectueux des lois qui ne demandent qu'à travailler tranquillement en France.

La défendre, c'est enfourcher le mauvais cheval et offrir à Marine Le Pen des arguments qu'elle n'a même pas besoin de formuler pour en tirer bénéfice. Les protestations des grandes consciences apparaissent maintenant pour ce qu'elles sont : au mieux des envolées ridicules, au pire des constructions rhétoriques, instrumentalisant le cas d'une jeune fille pour nuire à un adversaire politique, en l'occurrence Manuel Valls.

Quant à l'assimilation de la politique de Manuel Valls avec celle du Front national, elle est honteuse. Jean-Luc Mélenchon, auteur de cette nouvelle injure, fait semblant de n'avoir pas lu le programme du FN sur l'immigration. Entre la suppression du droit du sol, le refus de toute régularisation, l'arrêt de l'immigration légale, l'instauration d'une politique générale de préférence nationale, le FN veut faire voter l'une des législations les plus répressives de la planète, qui mettrait la France au ban de l'Europe. Là encore, c'est banaliser ce projet que de faire croire qu'il est déjà en place.

La France accueille chaque année plus de 10.000 réfugiés, chiffre honorable en regard des normes européennes. Les candidats à l'asile sont plus de 60.000 par an. Ils bénéficient de garanties de droit et d'une aide sociale. Chacun sait qu'une partie de ces demandes ne reposent sur aucun argument crédible et visent seulement à détourner la procédure. Tactique compréhensible quand on est acculé à l'exil par la misère. Mais tactique à laquelle les autorités ne peuvent souscrire, sauf à confondre soudain les vrais réfugiés et les faux, ce qui n'introduirait qu'iniquité et confusion.

Une partie de la gauche a décidément du mal à assumer la difficile tâche de gouverner. Elle a le plus grand mal à reconnaître que la régulation nécessaire de l'immigration suppose la reconduite à la frontière des étrangers qui ne respectent pas les lois. C'est particulièrement vrai en matière de droit d'asile. Si les reconduites à la frontière sont supprimées, il est clair que cette procédure deviendra ingérable. Cette politique peut être discutée mais elle n'a rien de scandaleux. Certains pays sont plus libéraux, d'autres moins. Mais cette législation est en vigueur depuis longtemps. Elle n'a pas été modifiée substantiellement sous Hollande, ce qu'on sait depuis le début. Une partie du PS fait mine de la découvrir, comme si ces députés et ces militants ignoraient tout du travail quotidien de l'Office des réfugiés, des juges, des préfets et de la police, à qui revient la difficile tâche d'appliquer la loi. Que n'ont-ils protesté dès le début de la législature ! On dit que les protestataires viennent de la tendance de gauche du PS. Erreur : ils viennent de la tendance Tartuffe. lenouvelobs.com 21.10

En gros, ils emboîtent le pas à l'Union européenne dont les bonnes intentions sont bien connues de tous, ils portent atteinte au droit d'asile, ce sont des imposteurs, des hypocrites, des lâches, ils sont incapables d'assumer leur subordination au capitalisme, de même que revenir sur les lois adoptées par Sarkozy, ils font le lit de l'extrême droite, bref, le PS, la gauche et l'extrême gauche sont détestables, on ne parlera pas de l'UMP, de l'UDI ou du FN qui font officellement partie de nos ennemis, en ce qui nous concerne.

Quand on doit prendre partie sur une question et qu'on craint d'être manipulé ou de se tromper de camp, on doit se demander quelle est la position adoptée par le fer de lance de la réaction, en principe en adoptant une position opposée on est sûr de ne pas se tromper. On aura la surprise, je parle ici pour ceux qui ne le savaient pas encore, de constater qu'il arrive que le PS est plus de droite encore que l'UMP, dès lors imaginer un instant qu'il serait de gauche devient impossible. Penchez-vous sur le passé du PS, vous verrez que cela ne date pas d'hier...

Hypocrisie et crasse ignorance. Quand la réalité s'impose même à ceux qui passent leur temps à s'en détourner.

- Immigration : RESF se dit floué par la gauche - libération.fr 21.10

(Non, aux mieux ils sont floués par leurs propres illusions, au pire ce sont de cyniques manipulateurs qui par expérience devaient savoir que le PS n'avait de gauche que le nom. - ndlr)

- Après dix-huit mois de pouvoir socialiste, les membres du Réseau Education sans frontières (RESF) font un constat amer : rien, ou presque, n'a changé en matière de politique migratoire.

(Normal, le PS et ses satellites sont au pouvoir pour poursuivre la politique de l'UMP, l'ignoraient-ils ? S'ils l'ignoraient, c'est grave, car c'est faire preuve d'une telle indigence ou ignorance politique qu'on se demander qu'est-ce qui les autorise à représenter une couche de travailleurs ou à parler en leur nom, quelle est leur légitimité ? Pour moi, ils n'en ont aucune. - ndlr)

- Aux yeux de Brigitte Wieser, responsable à Paris, «*les lois sarkozystes sont toujours appliquées, mais par un gouvernement qui se dit de gauche, et qui les critiquait il y a quelques années*». «*Cette idée selon laquelle il n'y a qu'une seule voie possible en matière de migrations est irresponsable, abonde son collègue Richard Moyon. Cela obère l'avenir.*»

(Ce n'est pas une question subjective, de responsabilité ou de volonté, mais le maintien en place du capitalisme qui interdit de changer les rapports sociaux qui existent dans la société. - ndlr)

En clair, avec sa ligne mêlant «*fermeté et humanité*», le gouvernement ferait le jeu de la droite et de l'extrême droite.

(Il n'a pas le choix puisqu'il est incapable de rompre avec le capital et ses institutions. -ndlr)

- «*Il y a évidemment le spectre du Front national derrière tout ça, juge Marie-Pierre Barrière, militante dans la Marne. En période de crise, l'administration ne veut pas donner l'image d'une France accueillante pour les autres.*» Brigitte Wieser ne désespère pourtant pas : «*L'emballement autour de Léonarda est peut-être dû à un ras-le-bol chez les gens de gauche, notamment après les sorties de Valls sur les Roms.*» Gérard Colo, membre du réseau dans le Val-de-Marne, précise : «*Le vivier associatif est en train de se retirer du PS. Il y a un sentiment de trahison.*» libération.fr 21.10

(Ce n'est pas que l'administration ne veut pas, c'est qu'elle ne peut pas, et pour refuser de l'admettre parce qu'ils sont eux-mêmes subordonnées au capitalisme et ses institutions, logiquement à l'étape suivante ils sont amenés à s'écarter de la réalité et reprennent leurs désirs qui un jour dans un futur indéterminé deviendra peut-être la réalité, ce qui ne les empêche pas de vivre, car dans le cas contraire, si la réalité quotidienne que vivent ces petits-bourgeois était insupportable sur le plan matériel, ils n'abandonneraient pas aussi facilement le terrain de la réalité et y chercheraient une issue politique.

Le "*vivier associatif*" est un panier de crabes au contenu réactionnaire dans la mesure où il est lié au PS qui l'est lui-même, ils le disent eux-mêmes.

Les ONG et les associations à but humanitaire ne se sont pas constituées sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, elles ont été créées pour offrir une alternative aux syndicats et aux partis ouvriers corrompus par le capital sur la base de la collaboration de classes dans la mesure où elles sont financées par l'Etat à différents niveaux, soutenus par les médias jusqu'aux partis de droite pour certaines d'entre elles. Elles ont été constituées sur cette base pour accélérer ou achever la dislocation du mouvement ouvrier, elles sont l'antithèse de la lutte des classes, d'où la sympathie et bien au-delà dont elles bénéficient de la part des néolibéraux qui les manipulent à l'occasion selon leur stratégie. Elles servent à détourner les travailleurs et jeunes de la lutte des classes, à les détourner du combat classe contre classe, du socialisme, elles sont foncièrement réactionnaires sous leur masque progessiste, humaniste, de gauche. - ndlr)

Gesticulation d'un pantin.

- Espionnage: Hollande fait part à Obama de sa "*profonde réprobation*" AFP

François Hollande "*a fait part de sa profonde réprobation à l'égard de ces pratiques, inacceptables entre alliés et amis, car portant atteinte à la vie privée des citoyens français*".

MM. Obama et Hollande "*sont convenus de travailler ensemble pour établir les faits et la portée exacte des activités de surveillance révélées par Le Monde*", souligne le communiqué.

"*Ils ont souligné que les opérations de collecte de renseignement devaient être encadrées, notamment dans un cadre bilatéral, pour servir efficacement la seule lutte qui vaille, c'est-à-dire la lutte contre le terrorisme*", a précisé la présidence française.

"*Les Etats-Unis et la France sont des alliés et des amis, et entretiennent une relation de travail étroite sur de nombreuses questions, dont la sécurité et le renseignement*", avait insisté la Maison Blanche.

Plus tôt lundi, l'administration américaine avait minimisé cette nouvelle controverse sur les opérations de renseignement américaines à l'étranger, assurant que Washington y récupérait des données de même nature que "*tous les pays*".

Selon le journal français Le Monde, l'agence de sécurité nationale américaine (NSA) a effectué par exemple 70,3 millions d'enregistrements de données téléphoniques de Français entre le 10 décembre 2012 et le 8 janvier 2013. Le Monde cite des documents de l'ancien consultant de l'agence américaine Edward Snowden, à l'origine de révélations en juin. AFP 21.10

La réprobation appartient au discours qui ne coûte rien et n'a aucune portée quand il n'est pas suivi d'effets ou d'actes, en attendre du docile valet de Washington serait se faire de graves illusions sur la nature et les intentions de Hollande, mais qui en a encore aujourd'hui ?

Deux Etats terroristes et barbares qui luttent pour la démocratie en Syrie.

Hollande-Fabius : on a les amis qu'on peut.

Un poète qatari qui rêvait d'un printemps arabe reste en prison - Liberation.fr

Au Qatar, être artiste, militant ou simplement rendre publiques ses opinions politiques peut coûter très cher. La Cour de cassation de Doha a confirmé hier la peine de quinze ans de prison prononcée en appel contre un poète pour un texte critiquant le pouvoir

et espérant l'arrivée d'un printemps arabe dans les monarchies du Golfe. Les juges ont fait preuve de mansuétude car en première instance, la perpétuité avait été prononcée à l'encontre de Mohamed al-Ajmi. Pourtant, les Qataris se posent en champions de ces soulèvements par le biais de leur chaîne satellitaire, Al-Jezira. Liberation.fr 21.10

Arabie: pas d'amélioration des droits de l'Homme, selon Amnesty - AFP

Amnesty International a dénoncé la "*situation désastreuse*" des droits de l'Homme en Arabie saoudite où l'organisation ne constate aucune amélioration en la matière, alors que l'ONU doit faire le point lundi sur les avancées du royaume dans ce domaine.

"*L'Arabie saoudite a totalement échoué à donner suite à ses promesses de remédier à la situation désastreuse des droits de l'Homme*", faites lors de la réunion en 2009 du groupe de travail du Conseil des droits de l'Homme chargé de l'Examen périodique universel, écrit Amnesty dans un communiqué.

"*Les autorités saoudiennes n'ont réussi à appliquer aucune des principales recommandations (qui lui avaient été faites) pour améliorer la situation dans le pays*", ajoute l'organisation de défense des droits de l'Homme.

"*Non seulement ces autorités n'ont pas agi, mais elles ont accru la répression*", accuse le directeur d'Amnesty pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord, Philip Luther, cité dans le communiqué.

L'organisation indique avoir soumis à la réunion de Genève une contribution sur "*la répression en cours, y compris les arrestations et détentions arbitraires, les procès inéquitables, la torture et autres mauvais traitements*" dans le riche royaume pétrolier.

"*Pour tous les militants pacifiques qui ont été arbitrairement arrêtés, torturés ou emprisonnés en Arabie saoudite, la communauté internationale se doit de demander des comptes*" aux autorités de ce pays, souligne M. Luther.

L'organisation cite notamment le cas des deux fondateurs de l'Association saoudienne pour les droits civiques et politiques (Acpra), Abdallah al-Hamed et Mohamed al-Qahtani, condamnés le 9 mars respectivement à 10 ans et 11 ans de prison, peines suivies d'une interdiction de quitter le territoire pendant 10 ans.

"*Ce sont des prisonniers d'opinion. Ils doivent être libérés immédiatement et sans condition. Leur militantisme pacifique contre les violations des droits de l'Homme mérite d'être salué, et non pas puni. Le seul coupable ici, c'est le gouvernement*", estime M. Luther.

Outre "*la torture et les mauvais traitements en détention, une pratique courante menée dans l'impunité*", Amnesty dénonce aussi "*la discrimination systématique à l'égard des femmes*". Dans le royaume saoudien, elles "*ont besoin de la permission d'un tuteur de sexe masculin avant de se marier, voyager, subir certaines interventions chirurgicales, prendre un emploi rémunéré ou s'inscrire à l'université*", tout comme il leur est interdit de conduire.

L'organisation dénonce aussi "*les abus contre les travailleurs étrangers (...), qui ne sont pas protégés par le code du travail et sont vulnérables à l'exploitation*", et elle stigmatise "*la discrimination*" à l'égard de la minorité chiite, dont des membres sont la cible "*d'arrestations et de détentions arbitraires sous le soupçon de participer ou de soutenir des manifestations ou d'exprimer des opinions critiques à l'égard de l'Etat*".

En outre, poursuit-elle, "*l'Arabie saoudite reste l'un des cinq premiers pays au monde à exécuter la peine capitale, appliquée à un large éventail de crimes non létaux comme l'adultère, le vol à main armée, l'apostasie, le trafic de drogue, les enlèvements , les viols, et la sorcellerie*".

"*Les châtiments corporels sont largement utilisés en Arabie saoudite, y compris la flagellation et l'amputation*", conclut Amnesty International dans son communiqué.

En complément, commentaire d'un internaute.

- "*Les monarques du Golfe sont, après l'entité sioniste, parmis les pires tyrans de cette époque.*"

ACTUALITE EN TITRES

Intox.

- Espionnage: Hollande fait part à Obama de sa "*profonde réprobation*" - AFP

- Loi famille: les pistes de Dominique Bertinotti pour une "*vraie politique de gauche*" - L'Express.fr

- Le Parlement européen veut des sanctions pour protéger les données sur Internet - LeMonde.fr

- L'Otan conseillera la Libye en matière de sécurité - Reuters

Dictature. L'Empire étend sa toile sur le monde entier

- Les États-Unis espionnent comme "*tous les pays*", affirme la Maison-Blanche - LePoint.fr

- NSA: «*C'est dans la nature des choses d'espionner, même ses amis*» - 20minutes.fr -

- Washington ne compte pas cesser d'espionner ses alliés - LeFigaro.fr

Leur créature

- Les Occidentaux tentent de ressouder l'opposition syrienne - LeFigaro.fr

Quand le PS vous propose de devenir capitaliste, au nom du socialiste, cela va de soi.

- Fioraso lance un plan pour aider les étudiants à monter leur entreprise - LeMonde.fr

Les jeunes diplômés pourront continuer à bénéficier du statut d'étudiant, et de la couverture sociale qui y est attachée, à la condition de s'inscrire à un diplôme. LeMonde.fr 21.10

Ils soignent leur électorat, bon, ce qu'il en reste...

Tout en finesse.

- Le célèbre épicier de luxe français Hédiard en dépôt de bilan - AFP

L'enseigne de luxe Hédiard, déficitaire depuis six ans, a déposé le bilan lundi, avec l'espoir de trouver un repreneur pour les épiceries fines et ses 160 salariés, afin de succéder à l'actionnaire russe milliardaire Sergeï Pougatchev.

Tout en finesse.

- Agroalimentaire: 5.000 emplois menacés, selon les industriels - AFP

L'ONU, fer de lance de la guerre... idéologique.

- L'ONU utilise Google pour dénoncer le sexisme - LePoint.fr

La stratégie du chaos

- Attentat en Russie: L'explosion d'un bus fait cinq morts - 20minutes.fr

- Greenpeace : La Haye saisit le Tribunal international du droit de la mer - LePoint.fr

- Irak: une série d'attaques tue 49 personnes - L'Express.fr

- Soudan du Sud : l'attaque de trois villages fait près de 50 morts - LeMonde.fr

- Pakistan : au moins six morts dans un attentat contre un train - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Luxembourg

Le Luxembourg se dirigeait lundi soir, au lendemain des élections législatives, vers l'éviction du pouvoir des chrétiens sociaux de Jean-Claude Juncker au profit d'une coalition inédite réunissant libéraux, socialistes et Verts.

Les deux chefs des libéraux (DP) et des socialistes (LSAP) ont annoncé dans la soirée que leurs instances dirigeantes avaient donné "*mandat*" pour l'ouverture de négociations afin de former une telle coalition de gouvernement.

Les discussions doivent débuter mardi après-midi.

A eux trois, libéraux, socialistes et Verts ont obtenu dimanche 32 députés, soit plus que la majorité des 60 sièges à la chambre.

Dimanche soir, M. Juncker qui, à près de 59 ans, est le doyen des dirigeants européens, avait revendiqué le rôle de formateur, en soulignant que le parti chrétien social (CSV) était "*le parti le plus important*".

Mais ce rôle lui est clairement contesté par les libéraux. "*Le CSV est le perdant. Une majorité de 32 députés est une majorité parlementaire, et c'est ce qui compte*", a déclaré le chef du DP, Xavier Bette, qui pourrait à 40 ans devenir le prochain Premier ministre.

Le CSV a obtenu dimanche 33,7% des suffrages, en recul de plus de 4 points, et 23 sièges, soit trois de moins.

Il reste loin devant les libéraux (DP), qui sont cependant les grands vainqueurs du scrutin, avec un gain de plus de 3 points et quatre sièges. Ils ont obtenu 13 députés. Les socialistes (LSAP) sont parvenus à conserver leurs 13 sièges malgré une érosion en voix. Les Verts ont obtenu six sièges (-1).

Une coalition à trois contre le CSV, évoquée avec insistance depuis des semaines, serait un coup de tonnerre dans le ciel politique luxembourgeois.

Les chrétiens sociaux sont au pouvoir sans interruption depuis 1944, sauf entre 1974 et 1979, où les libéraux avaient déjà fait alliance avec les socialistes. M. Juncker est au gouvernement depuis 30 ans, et Premier ministre depuis près de 19 ans, ce qui l'a longtemps fait considérer comme "*inoxydable*".

Mais "*il faut une autre politique pour sortir le pays de la crise*", a affirmé M. Bettel lundi soir. Il a souligné qu'il dirigeait la ville de Luxembourg avec les Verts depuis deux ans et que "*cela se passe bien*". Il s'est dit convaincu que cela "*se passera bien aussi*" avec les socialistes.

"*Nous avons discuté au cours de la journée avec les deux partis et nous nous sommes rendu compte que nous avions le plus de points en commun avec ces deux partis*", a déclaré le chef de file de ces derniers, Étienne Schneider, ministre sortant de l'Économie, cité par le site du Luxemburger Wort.

Deux autres options restent possibles. La première serait une coalition de droite entre les chrétiens sociaux et les libéraux, comme entre 1999 et 2004. L'autre serait la reconduction pour cinq ans supplémentaires de l'alliance traditionnelle de centre gauche entre le CSV et les socialistes. Mais ce sont eux qui avaient lâché M. Juncker cet été en mettant en cause sa responsabilité dans un scandale du service de renseignement. AFP 21.10

Vous aurez remarqué que chaque fois que les conditions sont favorables, la droite, les écologistes et le parti social-libéral gouvernent ensemble. Ces partis appartiennent au camp de nos ennemis.

2- Syrie

Dans une interview diffusée lundi 21 octobre par la chaîne libanaise Al-Mayadeen, Bachar Al-Assad a affirmé que les "*conditions n'étaient pas encore réunies*" pour des négociations avec l'opposition pour mettre un terme à la guerre civile qui déchire le pays depuis près de trois ans.

Evoquant la conférence de Genève-2 voulue par la Russie et les Etats-Unis, pour tenter de trouver une solution au conflit

en réunissant représentants du régime et de l'opposition, le président syrien a affirmé: "*aucune date n'a été fixée, et les conditions ne sont pas encore réunies si nous voulons qu'elle réussisse*".

"*Ces forces représentent-elles le peuple syrien ?*"

"*Quelles sont les forces qui y prendront part ? Quel lien ont-elles avec le peuple syrien ? Ces forces représentent-elles le peuple syrien, ou représentent-elles les Etats qui les ont inventées ?*", s'est-il interrogé. "*Comment ces forces peuvent-elles représenter le peuple syrien si elles vivent à l'étranger ? Elles n'osent pas venir en Syrie*", a-t-il poursuivi.

Bachar Al-Assad n'a jamais reconnu le Coalition de l'opposition syrienne, qui réclame son départ, et l'accuse de travailler sous les ordres de pays occidentaux et de la région. Francetv info 21.10

3- Iran

3.1- Le président russe et le Premier ministre indien ont, dans un communiqué commun, mis l'accent sur le droit de l'Iran à utiliser, pacifiquement, l'énergie atomique.

Selon l'IRNA, citant Ria Novosti, ce communiqué, qui a été signé, à l'issue des entretiens de Vladimir Poutine et de Manmohan Singh, au Kremlin, ajoute que les parties russe et indienne reconnaissent le droit iranien, pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, conformément aux engagements internationaux. Les dirigeants russe et indien ont appelé, également, l'Iran à coopérer davantage avec l'ONU et l'AIEA. Poutine et Singh ont réitéré, également, leur soutien au règlement final de la question nucléaire iranienne, par les voies diplomatiques. french.irib.ir 21.10

3.2- Les importations pétrolières chinoises, en provenance de l'Iran, ont augmenté, en septembre, de 24%, en comparaison avec la même période, l'année dernière.

Selon la chaîne libanaise, Al-Mayadeen, la Chine a importé, en septembre, quotidiennement, plus de 475.000 barils de pétrole iranien. Ce pays a importé, en septembre, 9% de plus de pétrole iranien, en comparaison avec le mois d'août. La Chine, qui est le plus gros client du pétrole iranien, a acheté, dans les 6 premiers mois de 2013, 16 millions de tonnes de pétrole iranien. french.irib.ir 21.10

SOCIAL

Italie

Les trois principales centrales syndicales d'Italie ont appelé lundi à une série de grèves et de manifestations dans les prochaines semaines pour amender en profondeur le projet de budget 2014 du gouvernement d'Enrico Letta.

Le principe de ces arrêts de travail de quatre heures, par secteurs jusqu'à la mi-novembre, a été acté lors d'une réunion des dirigeants des trois syndicats, a déclaré Luigi Angeletti, le secrétaire général de l'Union italienne du travail (UIL).

Le gouvernement a adopté mardi un budget 2014 qui fait quasiment l'unanimité contre lui, tant chez les syndicats que le patronat et la classe politique, y compris parmi les partis membres de la coalition gouvernementale.

L'UIL, la CGIL et la CISL réclament que le projet soit modifié en profondeur avant son examen par le parlement, qui doit l'approuver avant la fin de l'année. Les trois centrales s'abstiennent toutefois d'appeler à une grève générale.

"*Nous avons choisi de ne pas appeler à une grève générale parce que nous avons devant nous le temps du débat parlementaire et nous pensons que notre forme de mobilisation sera plus utile*", a déclaré Susanna Camusso, la secrétaire générale de la CGIL (Confédération générale italienne du travail).

"*Nous voulons obtenir des résultats au Parlement jusqu'au 15 novembre, quand la procédure d'examen de la loi sera bien avancée, ensuite nous verrons*", a-t-elle dit.

Un petit syndicat classé à droite, l'UGL, a décidé de participer au mouvement de contestation. Reuters 21.10

Journées d'action bidons contre grève générale, ces lieutenants du capital sont fidèles à eux-mêmes, au point que même un syndicat de droite les rejoint.

Les dirigeants syndicaux vendus emploient les mêmes méthodes dans tous les pays pour faire passer la politique antisociale du gouvernement, vous l'avez remarqué : au lieu d'appeler à la mobilisation unitaire des masses sur leur propre terrain de classe, ils brisent leur indépendance de classe en les dirigeant vers les institutions et les soumettant à leur carcan, institutions qui incarnent les intérêts de la classe des exploiteurs, de leur ennemi. Pour les démobiliser, les démoraliser, casser leur résistance, les diviser, il n'y a pas mieux.

ECONOMIE

1- France

Agroalimentaire: 5.000 emplois menacés, selon les industriels AFP

La course au prix le plus bas entre les enseignes risque de coûter 5.000 emplois dans l'industrie agroalimentaire, selon l'association des professionnels du secteur alors que s'ouvrent les négociations commerciales avec la grande distribution.

"*La Bretagne n'est que la première victime*", a mis en garde lundi l'Association nationale des industries alimentaires (Ania) en assurant que "*350 entreprises vont mettre la clé sous la porte*" dans un secteur victime de "*l'une des crises les plus graves de son histoire*".

"*Avec la course permanente au prix le plus bas, c'est l'investissement, l'innovation, l'exportation, l'emploi et donc le pouvoir d'achat que l'on détruit*", affirme-t-elle dans un communiqué.

Le taux de marge brute des entreprises a subi une "*nette dégradation de -14,3 points depuis 2008*", selon l'Ania, qui attribue cette chute entre autres à l'impossibilité de répercuter les hausses de matières premières, à des demandes de réduction des prix démesurées sans contrepartie, ainsi qu'à des "*pressions psychologiques sur les fournisseurs*".

Les industriels dénoncent du même élan la Loi de modernisation de l'économie (LME), censée réguler les relations producteurs/distributeurs: "*Après avoir fragilisé tous les maillons de la chaîne, cette loi pousse désormais les fournisseurs de la grande distribution à la faillite*".

"*La spirale infernale de la guerre des prix qui a été permise, puis encouragée par la LME, ne peut plus durer*" s'écrient-ils.

Pour le président de l'Ania, Jean-Philippe Girard, le "*gouvernement doit prendre ses responsabilités*" et faire en sorte que "*les droits des entreprises soient respectés*" .

L'Ania représente plus de 10.000 entreprises dans 22 fédérations différentes. AFP 21.10

2- Brésil

Brésil: Européens et Chinois s'allient pour exploiter le plus riche champ pétrolier - AFP

L'exploitation du plus grand gisement pétrolier du Brésil a été attribuée lundi à un consortium formé par le Brésilien Petrobras (40%), Shell et Total (20% chacun) et les chinois CNPC et CNOOC (10% chacun), a annoncé lundi l'Agence Nationale de pétrole (ANP).

Ce consortium a été le seul à présenter une offre pour exploiter sur 35 ans ce gigantesque champ pré-salifère de 1.500 km2 dont les réserves enfouies sous une épaisse couche de sel entre 5 et 7 km sous le niveau de la mer, sont estimées entre 8 à 12 milliards de barils de brut.

Les entreprises ont proposé la part minimum de 41,65% d'excédent brut d'exploitation de pétrole (profit oil)exigée par le gouvernement brésilien dans l'appel d'offre pour remporter l'enchère.

"*Libra marque un partage des eaux entre le passé et l'avenir*", a déclaré le ministre des Mines et de l'Energie Edison Lobao, qui a souligné qu'avec Libra le Brésil est passé de "*12 milliards de barils de réserves de brut confirmées à plus de 25 milliards*".

Ce champ pétrolier devrait produire 1,4 million de barils de brut par jour dans cinq ans, alors que la production actuelle totale du Brésil est de 2 millions de barils/jour.

Les enchères se sont déroulées dans un contexte tendu marqué par des heurts entre forces de l'ordre et manifestants dénonçant une "*privatisation du pétrole*".

L'exploitation de Libra nécessitera des investissements d'au moins 280 milliards de dollars, selon un communiqué de l'ANP.

Le consortium devra en outre verser à la signature du contrat prévue dans un mois 15 milliards de réais (6,9 milliards de dollars) à l'Etat brésilien.

Libra va générer des recettes de "*300 milliards de réais (138 mds USD) en royalties pour l'Etat brésilien, qui gagnera en plus 600 milliards (300 mds USD) en +profit oil+ sur 30 ans*", a ajouté Magda Chambriard.

Ces coûts élevés expliquent en grande partie que les majors américaines aient boudé cette mise aux enchères.

L'exploitation de Libra représente un grand défi technologique qui mobilisera de 12 à 18 plateformes et jusqu'à 90 navires pétroliers.

Le géant pétrolier brésilien Petrobras, contrôlé par l'État, est le seul opérateur obligatoire dans la concession de Libra, conformément à la loi spéciale adoptée en 2010 pour l'exploitation des gisements du Pré-Sal. Les royalties dégagées par Libra seront destinées au développement des secteurs de l'Education (75%) et de la Santé (25%). AFP 21.10

Haut de page

Le 23 octobre 2013

CAUSERIE

Hollande et PS s'étaient présentés sous un faux masque élimé devant les électeurs qui n'étaient pas complètement dupe de l'imposture. Tous ceux qui les ont soutenus se retrouvent dans la même posture plutôt inconfortable un an et demi plus tard. Ils sont eux-mêmes tiraillés entre l'impossibilité de rompre avec le PS et le régime et la fausse image qu'ils donnent d'eux-mêmes à leur troupe ou en public.

Du coup, ils se retrouvent à la même enseigne que le PS, leurs masques craquent de partout sous le coup de leurs contradictions qu'ils ne parviennent plus à camoufler, au point d'en arriver à assumer des positions ouvertement réactionnaires qui coïncident avec celles des néolibéraux bien qu'elles passent pour être de gauche, et ce qui est intéressant, c'est que c'est à ce point précis qu'elles viennent percuter celles du gouvernement qui est dans l'impossibilité d'assumer jusqu'au bout son ralliement au néolibéraliseme, par exemple sur la question de l'immigration qui a pris une tournure explosive mais pas seulement, Bruxelles dit : laissez entrer et s'installer dans votre pays autant d'immigrés clandestins potentiels qu'en compte la terre entière ou d'étrangers venant d'autres pays européens, alors que cette situation est quasiment ingérable sur le plan social, elle est un facteur de dislocation des institutions jusqu'au sommet de l'Etat parce qu'aucun parti ne peut l'assumer, le pays, les rapports entre les classes, aucune classe ne peut le supporter, on arrive au même constat avec le chômage et la pauvreté.

La situation peut se transformer en pogroms et guerre civile ou en révolution, selon que le facteur de l'immigration domine tous les autres ou au contraire si les masses parviennent à faire le lien entre cette question et leurs revendications sociales et la crise du capitalisme à laquelle elles doivent trouver une issue politique.

Quelques vidéos

11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor (3/3)
http://www.dailymotion.com/video/x166zox_11-septembre-le-nouveau-pearl-harbor-3-3_news

Voici donc la troisième et dernière partie du documentaire “11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor” de Massimo Mazzucco. Après les deux premières qui traitaient de l’aspect “aviation” et des événements survenus au Pentagone et en Pennsylvanie, ce dernier volet donne une nouvelle une fois la parole aux défenseurs de la version officielle (les ‘débunkers‘) au sujet de la chute des Tours Jumelles et du Bâtiment 7. Nous verrons en détail quels problèmes posent les explications officielles sur les explosions avant, pendant et après les effondrements, sur les éjections de matières bien visibles (les fameux ‘squibs’), sur l’acier fondu retrouvé au WTC, sur les températures extrêmes constatées, sur la chute libre du Bâtiment 7, et sur bien d’autres points soulevés depuis douze ans par les chercheurs et les experts dans le monde entier.

Ce film en forme de réquisitoire méticuleux et impitoyable est sans aucun doute, comme le dit le Pr David Ray Griffin ”*le film sur le 11-Septembre que nous attendions tous*.”

Je l'ai téléchargé et visionné, et c'est vrai que qu'à l'issue de ce documentaire et des deux précédents qui étaient déjà excellents, il ne reste plus rien de la version officielle qui dès le départ était grotesque, qui s'est avérée antiscientifique, et qui pour finir est littéralement ridiculisée, pulvérisée. Il faut être d'une mauvaise foi sans limite, un incurable sceptique ou être borné au dernier degré pour soutenir encore la version de l'administration américaine.

Les dépenses hors de contrôle du Pentagone
http://www.dailymotion.com/video/xrvp0a_les-depenses-hors-de-controle-du-pentagone_news

En 1990 le Congrès adoptait une loi qui contraignait toutes les agences fédérales incluant le Département de la Défense, à établir un audit financier annuel, depuis le Département de la Défense à dépenser 10.000 milliards de dollars sans avoir produit le moindre audit.

Vous apprendrez que la Pentagone est incapable de dire à quoi correspondent depuis 2000 sur 7.600 milliards de dollars des dépenses s'élevant à 2.300 milliards de dollars, ou comment le Pentagone signe des contrats avec des entreprises privées atteignant parfois 140 milliards de dollars sans passer par des appels d'offre publics...

Le tout à l'insue du Congrès ou des institutions américaines, comme si le Pentagone recevait ses ordres ou obéissaient à une autorité supérieure au gouvernement des Etats-Unis, à moins qu'un cercle de généraux en fasse partie.

Cela vous fera penser aux dizaines de milliards de dollars que le cartel des banquiers de la Fed ont fabriqués et qu'ils se sont distribués discrètement, après il sera encore interdit de parler de complot contre le peuple américain, contre tous les peuples du monde en réalité.

11/9 : La lanceuse d'alerte Sibel Edmonds publie ses mémoires "*Classified Woman*"
http://www.dailymotion.com/video/xrny2k_11-9-la-lanceuse-d-alerte-sibel-edmonds-publie-ses-memoires-classified-woman_news

L'art de se contredire.

M'PEP- "*Bien sûr, la « mondialisation » est inhérente au capitalisme : « la tendance à créer un marché mondial est incluse dans le concept même de capital » (Karl Marx). Cependant, la «mondialisation » n'en est pas pour autant la résultante inéluctable d'un déterminisme économique intrinsèquement lié au système capitaliste, elle n'en est pas la suite logique et prévisible. Elle n'est donc absolument pas un phénomène spontané et naturel, indépendant de toute volonté politique*."

Confusion, elle n'est ni "*un phénomène spontané et naturel* ni le produit d'une "*volonté politique*", elle est strictement "*inhérente au capitalisme*" qui se traduit au niveau de la volonté politique de ses dirigeants par l'adoption d'une idéologie (néolibérale) correspondant à l'orientation de l'évolution du capitalisme mondial parvenu au stade de développement atteint de nos jours dans la perspective d'assurer sa survie. Ainsi la volonté politique, la forme et le contenu politique que prend la domination de classe des capitalistes s'adapte au fil du temps à l'évolution du capitalisme mondial et non l'inverse.

Compte tenu de la baisse tendancielle du taux de profit moyen à l'échelle mondiale, le capitalisme est voué à connaître de nouvelles crises d'une ampleur colossale, pour assurer leur survie ou continuer d'accumuler du capital chaque capitaliste ou multinationale doit jouer sur le volume des profits réalisés, donc produire toujours plus et vendre plus, d'où cette course effrénée à la "*croissance*", s'accaparer des parts de marché toujours plus grandes ou le contrôler pour en tirer le meilleur profit possible, ils y sont condamnés sous peine de disparaître, donc contrairement à ce qui est dit ici qui en fait rompt avec l'analyse de Marx, la mondialisation, la concentration et la rationalisation à outrance de la production et des capitaux entre quelques mains est bien le produit du développement historique du capitalisme.

Si vous prenez toutes les entreprises du CAC40 qui exportent ou sont fortement liées au marché mondial, coupez-leur la branche exportatrice ou soustrayez toutes leurs activités financières à l'étranger, ramenez-les à la taille d'une simple entreprise nationale ou se contentant du marché national pour écouler leurs marchandises ou leurs services, très rapidement elles seront asphyxiées par le volume de leur endettement et leur incapacité à engranger un volume de profit compensant leur taux de profit trop faible, elles devront augmenter leur prix et seront dans l'impossibilité de rivaliser avec des entreprises concurrentes étrangères ne présentant pas ces inconvénients, elles perdront des parts de marché, seront absorbées ou disparaîtront.

Toute entreprise capitaliste est vouée à s'endetter pour investir, se moderniser, devenir plus productive ou compétitive, renouveler la gamme de ses produits ou de ses services, grossir, trouver de nouveaux marchés ou périr, effectivement la mondialisation est "*inhérente au capitalisme*" et elle n'est pas un "*phénomène spontané et naturel*", elle est le résultat d'un mécanisme, d'un processus implacable, infernal même, qui fonctionne selon les propres lois du système capitaliste. (A suivre, je n'ai plus le temps de continuer)

INFOS SYRIE

Le président syrien, Bachar Assad accuse l'Arabie saoudite de soutenir le terrorisme en Syrie. - french.irib.ir

« *Un certain nombre de pays tels que la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite soutiennent au niveau financier et d'armement les groupes armés et terroristes en Syrie*", a réitéré Bachar Assad dans une interview avec la chaîne Al-Mayadine. En réponse à la question consistant à savoir s'il se présente aux élections présidentielles de 2014 et si les conditions sont réunies pour tenir ces élections, Bachar Assad a indiqué qu'il n'était pas contre sa candidature à la future présidentielle.

Quant au règlement négocié de la crise syrienne, le président Assad a affirmé que le gouvernement ne négocierait pas avec ceux qui perpètrent des opérations terroristes en Syrie. En ce qui concerne les divergences entre la Syrie et les Etats-Unis, Bachar Assad a précisé : les Etats-Unis supposent que le monde entier devrait être au service des intérêts américains, c'est là que réside le point de divergence dans les relations Damas-Washington. french.irib.ir 22.10

Ils voudraient que le régime syrien dépose les armes

Même sans armes chimiques, l'arsenal syrien reste redoutable Reuters

Le 29 septembre, Bachar al Assad affirmait au monde sa détermination à détruire son arsenal chimique dans une interview à la télévision italienne, mais le matin même ses forces avaient manifestement recours aux armes conventionnelles les plus destructrices utilisées depuis le début du conflit en Syrie.

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a conclu à partir d'éléments et de témoignages recueillis sur place que les 14 personnes tuées ce jour-là à Rakka avaient été victimes de bombes thermobariques, dont l'effet de souffle est bien supérieur à celui des armes traditionnelles. Reuters 22.10

La conférence de Genève compromise.

- Syrie. "*Si on ne parle pas du régime, pourquoi aller à Genève ?*" - Le Nouvel Observateur

- Syrie : pour Paris, Bachar Al-Assad "*ne peut jouer aucun rôle*" dans la transition - Francetv info

- Londres veut que toute l'opposition syrienne se rende à Genève - Reuters

- Pour les "*Amis de la Syrie*", Assad n'aura "*aucun rôle dans le futur gouvernement*" LeMonde.fr

Onze pays occidentaux et arabes ont solennellement réaffirmé mardi à Londres que le président Bachar al-Assad ne jouerait "*aucun rôle*" dans le futur gouvernement syrien, dans le cadre d'efforts pour convaincre l'opposition de participer à une conférence de paix à Genève.

L'assurance concernant la mise à l'écart du chef de l'Etat syrien est inscrite dans le communiqué final de la brève réunion des ministres des Affaires étrangères du groupe dit "*des amis de la Syrie*", qui rassemble les principaux pays soutenant l'opposition syrienne.

Le communiqué des "*Amis de la Syrie*" rappelle que la conférence de paix doit être l'occasion "*de former un Gouvernement de Transition doté de pleins pouvoirs exécutifs, y compris la sécurité, la défense et les structures de renseignement*".

"Quand le gouvernement de transition sera établi, Assad et ses proches associés ayant du sang sur les mains n'auront aucun rôle à jouer en Syrie", dit le texte.

Les signataires réitèrent par ailleurs "*leur inquiétude grandissante face à la progression de l?extrémisme et des groupes extrémistes*" sur le terrain syrien. L'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIIL), le front al-Nosra, affilié à al-Qaïda, les hommes du Hezbollah iranien et les autres combattants étrangers "*menacent les forces modérées ainsi que l'intégrité territoriale et la sécurité régionale et internationale*", déclare le communiqué.

Le rendez-vous de mardi regroupait les chefs de la diplomatie des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, d'Allemagne, d'Italie, de Turquie, d'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, du Qatar, de l'Egypte et de la Jordanie. La Russie, proche allié de Damas, favorable à une conférence à Genève, était absente.

Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a de son côté jugé que "*les onze*" n'avaient jamais été aussi "précis sur la préparation et les conditions de Genève-2".

Le rendez-vous de Londres a aussi été "*positif du point de vue de la coalition*", a-t-il ajouté.

Lundi soir, le président Assad avait rendu la donne un peu plus compliquée en estimant que les conditions n'étaient "*pas encore réunies*" pour garantir le succès des négociations.

Il avait aussi annoncé qu'il était prêt à se présenter à l'élection présidentielle de 2014. "*Cette guerre n'en finira pas tant qu'il est là où il est*", avait aussitôt réagi le secrétaire d'Etat américain John Kerry.

Pour finir, M. Assad a adressé un rappel à l'ordre à l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, qui effectue actuellement une nouvelle tournée de la région. "*Un médiateur doit être neutre*", a-t-il dit. AFP 22.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Stratégie du chaos entretenu de l'intérieur.

Réfléchissez bien, vous tenez vraiment à être de gauche, vous en êtes bien sûr, alors soit on va vous en dégoûter pour le restant de vos jours, soit on va vous pousser à devenir de droite, voire à adhérer à l'extrême droite. Et si vous résistez, vous allez adhérer au néolibéralisme par le biais de manipulations diverses dont vous vous ferez les complices, à votre insue bien entendu.

Ne vous rendant compte de rien ou croyant bien faire, il suffira qu'un parti étiqueté à gauche reprenne à son compte une revendication censée être de gauche pour que vous lui emboîtiez le pas sans même réfléchir à la situation, à la nature du régime en place et aux rapports qui existent entre cette revendication et l'orientation politique actuelle du capitalisme et ses institutions, sans vous demander si le contenu de cette revendication pourrait changer au regard des facteurs qui viennnent d'être cités et se retourner en son contraire, donc s'inscrire dans un tout autre objectif que celui de votre combat politique. Cette suite d'impostures et d'ignorances conduit à un désastre politique.

- Les Verts ouvrent un nouveau front à gauche - LeFigaro.fr

- Jean-Vincent Placé a appelé les lycéens à manifester pour le retour de Leonarda. LeFigaro.fr 22.10

Niveau zéro. Ils sont nerveux, fébriles et perdent leur sang froid. Susceptibilité à fleur de peau

- Les accusations de "*machisme*" s'invitent de nouveau à l'Assemblée - AFP

La présidente de séance à l'Assemblée nationale, Laurence Dumont (PS) a déploré mardi que de nouveau "*le machisme*" soit "*en route*", après une remarque de Bernard Accoyer (UMP) sur le "*niveau*" de l'intervention de la ministre de la Santé Marisol Touraine.

Alors que le ministre du Budget Bernard Cazeneuve relayait Mme Touraine pour présenter le projet de budget de la Sécurité sociale, M. Accoyer, ex-président de l'Assemblée, s'est exclamé depuis les bancs de l'opposition: "*c'est quand même d'un autre niveau*".

Laurence Dumont (PS), qui présidait la séance et avait dû calmer à plusieurs reprises l'assistance, a aussitôt soufflé: "*le machisme est en route*".

Dans l'entourage de M. Accoyer, on a précisé que sa remarque "*n'avait rien à voir avec une quelconque forme de machisme*", le député de Haute-Savoie appréciant simplement davantage M. Cazeneuve que Mme Touraine. "*Si Marisol Touraine avait été un homme, il aurait dit la même chose*". AFP 22.10

Il s'agit d'une accusation outrancière ou sans aucun rapport avec le discours tenu qui s'apparente à un procès d'intention.

L'illusionniste pète un cable.

Manipulation, provocation, répression, mobilisationt démoralisation, le gauchisme à l'oeuvre.

Il ne s'agissait pas d'une manifestation, mais de l'occupation illégale d'un lieu public, Mélenchon fait feu de tout bois.

- Mal-logés délogés à Paris : Mélenchon dénonce la «*brutalité de Valls*» - Liberation.fr

Samedi, les forces de l'ordre ont encerclé un campement de familles qui demandaient un relogement. Plusieurs personnes ont été légèrement blessées.

Le coprésident du Parti de gauche «*demande l'ouverture immédiate d'une enquête sur les conditions de cette répression et la chaîne de décision qui a conduit à une telle atteinte à la liberté de manifestation*». Liberation.fr 22.10

Quand on veut jouer au provocateur, on assume.

Aveu. Une inquiétude qu'on ne partagera pas.

- Mélenchon: Hollande est un "*président-fusible*" AFP

François Hollande, "*c'est le président-fusible maintenant. Ce n'est plus le Premier ministre ni le ministre de l'Intérieur*", a déclaré M. Mélenchon devant la presse à Strasbourg.

Il a dit voir dans cela un "*renversement de situation, qui peut faire sourire mais qui en même temps inquiète sur la stabilité de la Ve République.(...) La règle voudrait que ça se constate, et qu'on ait un incident de parcours*", a-t-il ajouté.

Selon M. Mélenchon, la Ve République "*ne peut tourner*" avec un président qui "*s'affaiblit de jour en jour avec ses pratiques*". AFP 22.10

D'ailleurs, même qu'on n'en dort plus la nuit, imaginez un peu "*la stabilité de la Ve République*" serait menacée, Mélenchon va voler à son secours, car si elle coulait il se noierait avec.

Que ne vont-ils pas évoquer ou inventer pour faire parler d'eux, se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, se faire du fric ou diffuser leur propagande ?

- Des inspecteurs du travail s'enchaînent aux grilles du PS - Le Nouvel Observateur

- Conflans-Sainte-Honorine : Philippe Esnol quitte le groupe PS du Sénat - LeParisien.fr

Il a choisi de rejoindre le rassemblement démocratique social européen (RDSE), composé majoritairement d'élus du Parti radical de gauche (PRG). LeParisien.fr 22.10

Tension et gesticulation chez les godillots et les suppôts des sociaux-libéraux.

- Moscovici tance «*la gauche qui proteste*» - Liberation.fr

Elle est inquiète en vue des élections de 2014, mais il a raison Moscovici, la gauche est mauvaise joueuse.

- Après l'affaire Leonarda, les députés PS sommés de resserrer les rangs - Francetv info

- À l'Assemblée, l'aile gauche du PS refuse de «*faire bloc*» - LeFigaro.fr

- Les Verts, (nouvelle) épine dans la majorité Le Nouvel Observateur

- Laurent: Valls banalise des idées nourrissant la montée de la droite et du FN - AFP

Alors qu'en réalité la montée de la droite et du FN est le produit de l'incapacité de son parti et du FdG à rompre avec le capital et ses institutions pour proposer une issue politique dans laquelles les travailleurs se reconnaîtraient.

- Ecoutes américaines: Laurent (PCF) met en cause la "*dignité*" des dirigeants français - AFP

Ils n'en ont pas plus que lui, lisez ci-dessous.

- Espionnage américain: Pour le PCF, «*la France doit quitter l'Otan*» - 20minutes.fr

Et récemment dans une lettre adressée aux congressistex américains, dans laquelle le FdG les invitait à ne pas voter

le bombardement de la Syrie, il en appelait à... l'Alliance atlantique, à l'Otan, qui elle était favorable au bombardement de la Syrie !

Intox ou "***escalade***" sous l'égide de la "***lutte contre le terrorisme***", les Etats-Unis en tremble.

- Espionnage: Paris veut des explications de Washington mais pas l'escalade - AFP

Paris a renouvelé mardi ses demandes d'explications aux Etats-Unis concernant le vaste programme d'espionnage de la NSA en France, sans vouloir cependant entrer dans une "*escalade*" avec Washington.

"*Nous ne sommes pas naïfs, nous considérons que la lutte contre le terrorisme est une nécessité (mais) une chose est la lutte contre le terrorisme, autre chose est l'espionnage systématique de dizaines de millions de données*", a déclaré Laurent Fabius

Paris a demandé aux autorités américaines l'assurance que les interceptions de communications n'avaient "*plus cours*". (Pas de problèmes, ils vont vous fournir toutes les garanties que vous voudrez, c'est vraiment nous prendre pour des abrutis. - ndlr)

La présidence française a indiqué que MM. Obama et Hollande "*sont convenus de travailler ensemble pour établir les faits et la portée exacte des activités de surveillance révélées par Le Monde*". (Vous pouvez vous fier à la bonne volonté d'Obama, Hollande se ridiculise un peu plus chaque jour. - ndlr)

Mais au delà des manifestations d'indignation, la France n'a pas l'intention de déclencher une "*escalade*" avec son puissant allié.

"*Je ne crois pas qu'il faille aller vers une escalade*", a déclaré la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem. (On est est certain et on n'a jamais imaginé le contraire ! -ndlr)

Elle a estimé que "*le plus important*" est "*le travail entrepris au niveau européen pour que l'Europe se dote (d'une) directive sur la protection des données personnelles*", mais aussi "*qu'elle obtienne des éclairages utiles de la part des Etats-Unis*". (Qui ça, Bruxelles, Washington, quoi ! Elle a le sens de l'humour noir en guise d'éclairage ! - ndlr

La porte-parole a été rejointe sur ce point par Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne, qui a appelé les dirigeants de l'UE à "*passer aux actes*" lors de leur sommet en fin de semaine pour protéger les données des citoyens et sanctionner les infractions des géants de l'internet. AFP 22.10 (La parole d'une aristocrate est sacrée, les données des citoyens seront protégés par l'UE qui s'empressera de les mettre à la disposition des Américains conformément à leur accord passé dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la boucle sera bouclée, d'ailleurs on n'aura plus qu'à la boucler, car on ne pourra pas invoquer le viol ou le vol de données personnelles, elles auront été transmises aux Américains dans un cadre légal et transparent. Avant ils le faisaient dans notre dos, là ils le feront ouvertement. - ndlr)

De simples squatters délogés, comme cela arrive tous les jours en France, tandis que des milliers de familles sont expulsées pour impayés chaque années.

- A Montreuil, dix-neuf familles expulsées, et «*aucune solution de relogement*» - Liberation.fr

Alors que le bailleur social décrit un «*bâtiment vétuste*» et s'appuie sur un arrêté d'expulsion, les habitants, majoritairement ivoiriens, ont été surpris et sont désemparés.

Ce mardi matin vers 6 heures, les forces de l'ordre ont délogé les locataires du 56 rue Irène et Frédéric Jolliot-Curie à Montreuil (Seine-Saint-Denis). En tout, 19 familles, majoritairement ivoiriennes, dont des enfants et plusieurs femmes enceintes. D'après les témoignages des habitants et des militants de Droit au logement (DAL), une vingtaine de cars de CRS ont procédé à cette expulsion décidée par le tribunal d'instance de Montreuil le 24 septembre dernier. Un départ forcé et inattendu pour la plupart, apparemment sans violence mais qui a privé ces familles de la plupart de leurs affaires disparues au garde-meuble. «*Beaucoup ont perdu leurs affaires dans la précipitation et pour l'instant il n'y aucune solution de relogement*», témoigne Anissa, militante au DAL.

Cet immeuble gris de cinq étages appartient au bailleur social I3F, le plus important d'Ile-de-France, qui possède plus de 21 000 logements en Seine-Saint-Denis.

Quand I3F a acquis le bâtiment en juillet 2011, il n'y restait déjà plus que sept locataires, tous relogés depuis. Tout au long de l'été, le chantier a pris de retard avec l'arrivée inattendue de familles à la recherche d'un toit, de plus en plus nombreuses. Le bouche-à-oreille a fonctionné à plein régime, les portes murées ont été ouvertes, et la procédure d'expulsion a été lancée par le bailleur. Liberation.fr 22.10

Les médias ne fournissent pas des infos innocemment, ils en ciblent certaines qui seront ensuite reprises en boucle, qui

après tourneront à la polémique et ainsi de suite...

Plus de 5 milliards d'habitants sont susceptibles de prétendre au droit d'asile économique.

- Lyon : 300 demandeurs d'asile albanais relogés sur une ancienne friche SNCF - lefigaro.fr

Précédant une décision de justice attendue ce mercredi, la préfecture du Rhône a annoncé vouloir reloger 300 demandeurs d'asile albanais dans la ville d'Oullins. Au grand mécontentement du maire de la commune choisie.

«*Ils y seront logés dans de bonnes conditions, dans des modules adaptés à l'hébergement provisoire des personnes sans abri, avec des chambres, sur un terrain gardienné*», a dit le préfet à l'AFP. «*La loi qui n'est pas discutée impose à l'État de loger tous les demandeurs d'asile officiels*".

Outre le terrain d'Oullins, le préfet a annoncé qu'il allait mettre à disposition 250 places supplémentaires, notamment dans des casernes ou des logements Adoma. lefigaro.fr 22.10

Question d'un internaute.

- "*Quid des SDF francais ?*

Auront-ils également "des modules adaptés à l'hébergement provisoire des personnes sans abri, avec des chambres, sur un terrain gardienné" Mr le Prefet. Non ? Pourquoi ?"

C'est voulu pour que vous deveniez raciste ou xénophobe ou les deux à la fois.

Gad n'a pas tout dit

- En Bretagne, les salariés de deux abattoirs du groupe Gad en viennent aux mains - LeMonde.fr

Les abattoirs bretons Gad font appel à des intérimaires roumains - Francetv info

Après la fermeture du site de Lampaul-Guimiliau (Finistère) et le transfert de son activité, l'entreprise a embauché des intérimaires qui touchent moins de 600 euros mensuels, a calculé Le Parisien . Car ces travailleurs, embauchés par des sociétés d'intérim roumaines, récupèrent auprès de ces dernières beaucoup moins que ce que "*leurs services sont facturés, soit 1 425 € brut pour 151,67 heures travaillées*". "*C'est tout simplement illégal !*", explique Philippe Dingeon, responsable du département politique à la Direction générale du travail, au Parisien. De plus, ces intérimaires nomades vivent dans des conditions souvent précaires, a constaté le quotidien. "*Ils dorment au camping ou à huit ou dix dans une maison.*"

Selon la direction de la société, ce recours à ces travailleurs intérimaires est une situation provisoire, en attendant la mise en place de la proposition de reclassement pour 343 employés de Lampaul. Mais dans un contexte où l'entreprise vient de supprimer 900 emplois dans le Finistère, la situation crée des tensions. "*Ils pensent que les intérimaires étrangers gagnent plus qu'eux*", explique Sandrine Piehry, déléguée CFDT de Gad, dans Le Parisien.

Il s'agit d'un "*dumping social inacceptable*", dénonce dans Le Parisien François Roux, délégué général de l'organisation professionnelle Prisme, qui regroupe des entreprises d'intérim françaises.

Plus largement, la situation de Gad fait écho à un problème plus vaste, celui du statut des "*travailleurs détachés*" entre Etats de l'Union, encadré par une directive européenne de 1996. Les ministres du Travail européens réunis mardi 15 octobre ne sont pas parvenus à un accord sur ce sujet sensible. En question, une réforme controversée qui prévoit que les travailleurs provisoirement détachés dans un autre pays européen soient traités sur un pied d'égalité, rappelle Le Monde.

En attendant, le nombre d'intérimaires venus des pays de l'Est en France a explosé de 3 300% en moins de 10 ans, selon Le Parisien . Et pour cause, les sociétés d'intérim roumaines ou polonaises offrent des services très compétitifs, avec peu de formalités administratives, des faibles charges, tout en garantissant la qualité de la main d'œuvre. Dans un rapport parlementaire, le sénateur communiste Eric Bocquet parle de "réel problème politique" et avertit des risques de "*comportements xénophobes*" en période de crise. Francetv info 22.10

Amnesty International. Une dénonciation en trompe-l'oeil.

- Pakistan: les drones américains tuent toujours plus de civils - L'Express.fr

- Pakistan. Les Etats-Unis coupables de crimes de guerre ? - Le Nouvel Observateur

Pour Mustafa Qadri, analyste pour Amnesty International au Pakistan, les 45 attaques de drones perpétrées par les Etats-Unis dans le Waziristan-Nord entre janvier 2012 et août 2013 soulèvent de très nombreuses questions en terme de respect du droit international et, pour 9 d'entre-elles, pourraient s'apparenter à des crimes de guerre ou à des exécutions extrajudiciaires.

"*Il existe des menaces réelles contre les États-Unis et ses alliés dans la région, et dans certaines circonstances les frappes de drones sont peut-être légales. Mais il est difficile de croire qu'un groupe d'ouvriers ou une femme âgée entourée de ses petits-enfants puissent mettre quiconque en danger, et encore moins représenter un danger imminent pour les États-Unis*", explique Mustafa Qadri à l'occasion de la sortie d'un rapport sur cette question. Depuis 2004, entre 2.000 et 4.700 personnes, dont des centaines de civils, selon différentes évaluations, ont été tuées par plus de 300 tirs de drones américains dans les zones tribales du nord-ouest pakistanais, principal bastion dans la région des talibans et d'autres groupes liées à Al-Qaïda situé à la lisière de l'Afghanistan.

Or, le droit international prohibe tout homicide arbitraire et limite l'utilisation légale de la force meurtrière intentionnelle à des situations exceptionnelles. Dans un conflit armé, seuls les combattants et les personnes qui participent directement aux hostilités peuvent être directement visés. En dehors de tout conflit armé, la force intentionnellement meurtrière n'est légale que lorsqu'elle est strictement inévitable pour protéger contre une menace de mort imminente. Dans certaines circonstances, un homicide arbitraire peut constituer un crime de guerre ou une exécution extrajudiciaire, c'est-à-dire des crimes relevant du droit international.

Dans son rapport d'une soixantaine de pages intitulé "*Will I be next ?*" (Serai-je le prochain ?), Amnesty International appelle les Etats-Unis à rendre publiques les informations sur ces tirs pour savoir s'ils respectent le droit international, ce qui pourrait être le cas, par exemple, s'ils visent à neutraliser une menace imminente pour Washington.

"*Le secret entourant le programme des drones donne au gouvernement américain un droit de tuer supérieur aux tribunaux et aux normes fondamentales du droit international*", soutient Mustafa Qadri. "*Les autorités américaines doivent ouvrir leur programme de drones à un examen indépendant et impartial*", ajoute l'organisation dans son rapport.

Dans ce rapport d'une soixantaine de pages, l'ONG détaille non seulement les assassinats de personnes qui n'ont clairement rien à voir avec Al-Qaïda – comme celui, le 24 octobre 2012 d'une femme de 68 ans, Mamana Bibi, dans un village du district tribal – mais également l'absence de poursuites possible ou de dédommagement des familles ou encore la crainte dans laquelle vivent les civils depuis des mois en raison des drones.

Pour l'ONG, il est urgent que les Etats-Unis mettent fin au "*secret*" qui entourent leurs tirs meurtriers et jugent les responsables de ces frappes "*illégales*". Le Nouvel Observateur 22.10

Il aurait dû utiliser le singulier : Obama.

Tandis qu'ils ont laissé prospérer un parti ouvertement néonazi

- Le Parlement grec adopte un texte suspendant l'aide de l'Etat au parti néonazi - AFP

Le Parlement grec a adopté dans la nuit de mardi à mercredi un texte suspendant l'aide de l'Etat au parti néonazi Aube dorée, dont six députés sont inculpés pour "*constitution d'organisation criminelle*".

Le texte a été adopté par 235 voix sur les 300 de l'Assemblée, soit par la coalition gouvernementale droite-socialistes, et le principal parti d'opposition la Gauche radicale, Syriza.

Le texte prévoit "*la suspension de toute aide de l'Etat à un parti dont le dirigeant (...) ou un dixième des élus sont poursuivis pour constitution ou participation à une organisation criminelle*", ce qui est le cas d'Aube dorée.

L'adoption de cet amendement s'inscrit dans le cadre de l'offensive du gouvernement contre le parti néonazi Aube dorée. Les autorités ont lancé une vague d'arrestations dans les rangs des militants néonazis après l'assassinat le 18 septembre d'un rappeur antifasciste par un membre de ce parti.

A la faveur de la crise et de ses retombées sociales qui frappent la Grèce depuis quatre ans, le parti Aube dorée est entré au Parlement pour la première fois aux dernières élections en juin 2012 ayant obtenu 7% des voix. L'aide de l'Etat aux partis est proportionnelle à leur score électoral.

Depuis plusieurs années le parti néonazi est accusé de nombreuses violences surtout contre des immigrés et des militants de

gauche. L'assassinat du musicien Pavlos Fyssas à la sortie d'un bar dans la banlieue ouest d'Athènes a provoqué un électrochoc en Grèce et a contraint les autorités à agir pour la première fois contre les néonazis. AFP 22.10

La responsabilité du PASOK et de Nouvelle Démocratie est totale.

Pour le meilleur... et pour le pire.

- L'inventeur du web soutient Snowden et tacle la NSA - nouvelobs.com

Si les geeks se demandaient ce que Sir Tim Berners Lee, l'inventeur du web, pensait de l'affaire Prism et de celui par lequel le scandale est arrivé, Edward Snowden, ils seront rassurés : Sir Tim est du coté du "*whitleblower*", le lanceur d'alerte, comme on l'appelle en anglais. Invité d'honneur du "*Abu Dhabi Media Summit*", consacré aux opportunités du monde numérique, il a tenu le mardi 22 octobre, pour l'ouverture de cette conférence à manifester son soutien à Snowden et à condamner en prime l'action de la NSA (National Security Agency) américaine : "*Clairement, nous avons tous besoin de protéger notre vie privée quand nous sommes sur le net, même s'il faut aussi équilibrer ce besoin avec celui de notre protection en tant que citoyen. Mais les services secrets américains sont allés bien trop loin, en oubliant que les citoyens ont aussi des droits. Il faudrait que, sauf circonstances absolument exceptionnelles, les utilisateurs d'internet aient le droit de communiquer, sans qu'un organisme puisse intercepter leurs communications*", estime Sir Tim Berners-Lee. Pour lui, cela doit passer par la création d'une agence indépendante, qui accorderait le droit d'espionner nos actes aux services secrets et aux polices uniquement quand cela serait absolument justifié. Cela veut donc dire créer un nouveau type de droit international, qui serait garant du droit des citoyens à la protection de leur vie privée.

Dans le cas Snowden, l'inventeur du web estime que l'équilibre entre les droits de la police, et celui des citoyens a été rompu. "*Quand nous avons affaire à un lanceur d'alerte, qui a d'abord tenté de changer les choses de l'intérieur et qui pense agir dans l'intérêt de tous les humains, qui agit de façon responsable, qui fait attention dans les documents qu'il communique à la presse, qui tente de faire le moins de mal possible et de respecter un équilibre, alors je crois qu'il faut lui fournir une protection parce que nous ne pouvons faire aucune confiance aveugle à aucun système établi. Nous devons protéger les lanceurs d'alerte*". nouvelobs.com 22.10

En complément.

- NSA : Washington dénonce les informations "*inexactes*" du "*Monde*" - LePoint.fr

- Un collaborateur d'Obama limogé pour son activité cachée sur Twitter - LeMonde.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Mediabusiness

- Tapie attaque Mediapart en diffamation - LePoint.fr

Mediapart accuse son fils d'avoir fui en Belgique l'enquête judiciaire et le fisc. LePoint.fr 22.10

Le cynisme dans sa nudité.

- Facebook interdit le nu, mais autorise le meurtre - LePoint.fr

Depuis que le réseau social a décidé d'autoriser de nouveau la diffusion de vidéos violentes, des images de décapitation enflamment la polémique. LePoint.fr 22.10

L'inversion du chômage est indispensable juge Hamon - Liberation.fr

Résistance.

- Alcatel: des centaines de manifestants défilent à Nantes - AFP

- Les salariés de La Redoute manifestent à Roubaix - Liberation.fr -

Une broutille.

- 103 milliards de dollars : ce qu'ont dépensé les banques américaines en amendes diverses depuis 2008 - Atlantico.fr

Selon Bloomberg, depuis 2008, les banques américaines ont dépensé 103 milliards de dollars en règlements de litiges et amendes diverses. Atlantico.fr 22.10

Ah la voilà la vrai croissance, la sortie de crise est proche !

- Les Grecs sont 40% plus pauvres qu'en 2008 - Reuters

Guerre idéologique

- La Chine mise en cause à l'Onu sur les droits de l'homme - Reuters

- Aung San Suu Kyi reçoit son prix Sakharov, 23 ans après - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Municipales en Israël: un scrutin boudé par les électeurs - AFP

Les Israéliens ont voté mardi pour désigner leurs maires et leurs conseils municipaux, un scrutin qui a été boudé par la population, sans illusion sur des autorités locales jugées largement corrompues.

Un second tour aura lieu le 5 novembre dans celles où aucun candidat à la mairie n'aura franchi le seuil de 40% des voix.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé un taux national de participation de 42,6 % un peu plus d'une heure avant la fermeture des urnes. A Jérusalem, le taux de participation final s'est établi à 40% et à 31% à Tel-Aviv.

La désaffection des Israéliens pour le scrutin s'explique en partie par les multiples scandales de corruption au niveau municipal.

Alors que les révélations continuent dans le procès de l'ancien maire de Jérusalem Ehud Olmert, accusé de corruption dans un scandale politico-financier, plusieurs édiles mouillés dans des affaires de trafic d'influence ont été mis en examen cette année.

Selon un récent sondage, près des deux tiers (63%) des Israéliens pensent que leur mairie est corrompue. AFP 22.10

2- Turquie

Le Congrès américain a annulé, lundi soir, un contrat de vente de drone à la Turquie. - french.irib.ir

Le Congrès américain a annulé, lors d'une session tenue lundi soir, un contrat destiné à vendre des drones à la Turquie. Selon le Washington Post, cette décision a été prise suite à la révélation par Ankara de l'identité des espions israéliens à l'Iran. french.irib.ir 22.10

SOCIAL

Portugal

- Au Portugal, la contestation anti-austérité gagne les forces de l'ordre - Libération.fr

Les syndicats des forces de l'ordre portugaises ont annoncé mardi leur intention de manifester le 21 novembre à Lisbonne, afin de protester contre les mesures d'austérité prévues par le budget de l'Etat pour 2014. Les mesures de rigueur annoncées pour l'an prochain, qui toucheront particulièrement les fonctionnaires et les retraités, vont «*déstabiliser le fonctionnement des polices*» et engendrer «*une dégradation de la sécurité publique*», ont fait valoir les syndicats dans un communiqué. «*Prendre des mesures sans avoir conscience de leurs conséquences pour le pays est irresponsable*», a ajouté la Commission de coordination des syndicats les plus représentatifs de la police nationale, de la gendarmerie et autres forces de l'ordre.

L'Association nationale des sergents des Forces armées, qui représente quelque 4 500 militaires, a de son côté annoncé un rassemblement à Lisbonne pour le 12 novembre, également pour protester contre les mesures inscrites au budget 2014. En novembre dernier, des manifestations contre la rigueur budgétaire avaient mobilisé environ 5 000 militaires et un millier de policiers à Lisbonne.

La centrale syndicale, proche du Parti communiste, a annoncé une nouvelle manifestation à Lisbonne pour le 1er novembre, jour où le budget doit être voté en première lecture au Parlement. De nouvelles manifestations sont prévues dès samedi dans une douzaine de villes du pays, à l'appel du mouvement citoyen «*Que se lixe a troïka*» («*Que la troïka aille se faire voir*»), de la mouvance des Indignés.

Ce climat social tendu sera en outre marqué par une grève des fonctionnaires le 8 novembre et par une série de grèves dans les entreprises publiques de transports. Avant cela, les syndicats de la poste ont annoncé une grève vendredi pour s'opposer au projet de privatisation du groupe postal. Libération.fr et AFP 22.10

Haut de page

Le 24 octobre 2013

CAUSERIE

Mise au point. Le populisme de gauche a envahi le mouvement ouvrier.

Autant le droit d'asile politique doit s'appliquer et être défendu sans réserve, dans la mesure où il concerne des militants du mouvement ouvrier menacés ou pourchassés dans leur pays où règne une dictature ou un régime despotique, tyrannique, la décison de s'exiler leur est imposée.

On peut étendre le droit d'asile politique temporairement aux populations qui fuyaient la guerre civile dans leur pays où qui vivaient dans des pays sujets à une agression étrangère comme c'est le cas de la Syrie par exemple, sachant que ces guerres civiles ou ces agressions étaient commanditées par les puissances occidentales, qu'elles y étaient mêlées ou qu'elles les manipulaient, il est donc normal qu'elles assument l'exode d'une partie de la population civile de ces pays.

Autant nous rejetons le droit d'asile économique qui est le produit d'une décision individuelle qui pourrait concerner des milliards de travailleurs et leurs familles de par le monde dont les conditions d'existence sont le produit du capitalisme ou la conséquence de sa survie, cette décison de s'exiler est davantage un choix personnel, qui si on poussait à fond le raisonnement de ceux qui le soutiennent aboutirait à admettre par exemple qu'un travailleur français pauvre ou au chômage pourrait demander l'asile en Norvège.

On ne peut pas invoquer la corruption généralisée, la violence sévissant à l'état latent ou des rapports sociaux contraignant, archaïques, etc. qui existent dans une multitude de pays à travers le monde, répétons-le des milliards de travailleurs y sont soumis quotidiennement depuis des générations ou des siècles, pour légitimer le droit d'asile. Il faut singulièrement manquer de discernement pour soudainement ne plus tenir compte de la réalité ou plutôt être d'une malhonnêteté intellectuelle incroyable pour en faire abstraction et ainsi réécrire l'histoire. Attitude qui est commandée par des intérêts purement électoraux ou d'appareils qui n'a rien à voir avec la prise en compte des besoins des travailleurs ou la cause du socialisme.

L'amalgame entre droit d'asile politique et droit d'asile économique et le soutien à ce dernier ne peut qu'alimenter le racisme et la xénophobie qui porteront gravement atteintes aux militants bénéficiant du droit d'asile politique.

Le populisme ou la démagogie dans ce qu'elle a de plus répugnante a franchi une nouvelle étape et concerne désormais absolument tous les partis ouvriers avec l'affaire Leonarda dans la mesure où il y a des enseignants à la direction du POI (IO n° 274), NPA et LO notamment.

Pourquoi populisme ? Parce que tous ces gens à la bonne conscience, au grand coeur, qui se veulent généreux et remplis de

bonnes intentions envers la misère du monde, quand elle vient d'ailleurs de préférence, refusent ou sont incapables de prendre en compte celle qui s'étale quotidiennement sous leurs yeux, on en veut pour preuve leur incapacité à s'adresser aux couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, à les organiser, qui traduit sur le plan politique leur refus de rompre avec le capital, ses partis et ses institutions qui sont responsables de toutes les difficultés que rencontrent ces millions de travailleurs pour seulement survivre, ainsi que toutes les souffrances qu'ils doivent subir du fait de la décomposition de tous les rapports sociaux de la société.

Il est plus confortable de se pencher sur la misère du monde et de la manipuler à sa guise que de la combattre dans son propre pays, on retrouve ici ches les populistes de gauche le refus de combattre sa propre bourgeoisie, contre les institutions de la Ve République au profit de la troïka, balader les travailleurs à Bruxelles, Franckort, Washington ou New York les dépaysent pendant que leur détermination se diluent tranquillement, de telle sorte que lorsqu'ils doivent combattre contre les institutions de la Ve République ils n'en ont plus la force et ils se demandent bien pourquoi puisqu'on n'a pas cesser de leur répéter que le mal qui les frappait venait d'ailleurs, de si loin, inaccessible en somme, rien de tel pour assurer la survie du régime en place, le soutenir l'air de rien, les détourner du véritable objectif politique du combat de la classe ouvrière.

Les meilleures intentions du monde n'ont jamais fait ou remplacer un programme politique, cela aussi les militants l'ont oublié semble-t-il.

On reviendra là-dessus plus tard.

La société OVH qui héberge le site n'est plus en mesure de fournir de statistiques sur la fréquentation de notre protail depuis le 14 octobre suite à un gros problème sur l'un de ses serveurs.

La suite de l'actualisation du site plus tard.

Jeudi 17h à Pondichéry

Illustration de la photo en Une de la page d'accueil

L'oeuvre de Delacroix fait ici'object d'une récupération et d'un détournement crapuleux dans la mesure où ni Hollande ni le PS ne peuvent prétendre incarner l'esprit et les valeurs révolutionnaires défendues par les révolutionnaires de 1830.

Eux qui n'ont de cesse d'afficher leur soumission totale à Bruxelles et Washington, au Medef, ne peuvent même pas prétendre incarner le courage, tout au plus la lâcheté teintée d'hypocrisie enrobée d'un cynisme digne de représentant de l'Ancien régime.

Marie-Ségolène Royal peut représenter la bourgeoisie décadente, corrompue, décomposée du XXIe siècle, on dit aussi la réaction décomplexée, à la rigueur son armée, mais certainement pas le peuple ou les classes populaires tant elle est en étrangère aussi bien par son milieu que par ses idées qui n'ont rien de révolutionnaire, seule à la place qui est la sienne une simple d'esprit ou une mégalomane pouvait avancer une prétention aussi déplacée. On la savait démagogue, hautaine, méprisante, elle n'a pas eu besoin de faire preuve de courage pour franchir la baricade du ridicule, puisqu'il appartient à son camp et il colle si bien à la peau de son parti, il en est même devenu le symbole

Quelques mots sur l'oeuvre de Delacroix extraits du portail Wikipédia.

- Le peintre a fait connaître sa toile comme une allégorie inspirée par l'actualité la plus brûlante . Elle a pour cadre les trois journées du soulèvement populaire parisien contre Charles X, les 27, 28 et 29 juillet 1830, connues sous le nom des Trois Glorieuses.

Le 25 juillet, Charles X publie quatre ordonnances dans le but d'écraser l'opposition libérale. Ces mesures comprenaient la suspension de la liberté de la presse périodique, la dissolution de la Chambre des députés des départements, la réforme du suffrage censitaire favorable à l'aristocratie et convocation des collèges électoraux pour le mois de septembre. L'opposition appelle à la désobéissance. Les classes moyennes et le peuple de Paris se révoltent. La capitale se couvre de drapeaux tricolores et de barricades. Le peintre a nommé sa toile 28 juillet, date cruciale de la prise de l'hôtel de ville par les émeutiers. À la faveur de trois jours d'émeutes, Charles X abdique. Louis-Philippe prête fidélité à la Charte révisée le 9 août, inaugurant la « *Monarchie de juillet* ».

Le personnage central féminin attire tous les regards. La Liberté emprunte autant à la statuaire antique – drapé, pieds nus, poitrine offerte – qu'aux représentations de la femme du peuple à la lourde musculature et à la peau hâlée10. Elle emprunte de même aux allégories sereines et hiératiques de la Liberté et de la République qui voient le jour après 1789, comme celles d'Antoine-Jean Gros ou de Nanine Vallain. Elle est ici tant une idée qu'une personne réelle, à mi-chemin entre le tangible et l'idée. C'est cette superposition de références et cette incertitude qui marque Heinrich Heine qui donne un long commentaire littéraire de l'œuvre : « *une douleur impudente se lit dans ses traits, au total bizarre mélange de Phyrné, de poissarde et de déesse*

de la liberté ». Curieusement, cette figure allégorique se mêle aux hommes et participe directement aux combats. Elle rassemble le peuple, les faubourgs et la bourgeoisie déclassée dans un même lyrisme révolutionnaire, portée par la construction pyramidale.

Pilier et piédestal, le peuple, dont la misère est sublimée par l'action héroïque, y est représenté comme un élément actif de la révolution. Cette lecture des événements de 1830 a, d'ailleurs, indisposé le premier public bourgeois, qui reprocha à la Liberté et aux protagonistes leur « *saleté* »

Le lyrisme et la violence à l'œuvre dans la toile ont tout d'abord surpris le public. Mais c'est surtout l'image qu'il est donné du peuple et plus généralement de combattants des journées de juillet qui a scandalisé la critique. « *Vraiment, M. Delacroix a peint notre belle révolution avec de la boue.* » Les détails morbides, les représentations sans concession du sale choquent les partisans d'un nouveau régime qui souhaite apaiser les classes populaires et donner une image idéalisée des combats. (Wikipedia)

L'article que lui a consacré généreusement Le Figaro.

- Ségolène Royal pose en Liberté guidant le peuple - Lefigaro.fr

Pour illustrer un entretien dans Le Parisien magazine consacré au courage en politique, l'ex-candidate à la présidentielle a accepté de prendre la pose en s'inspirant du célèbre tableau de Delacroix.

«*J'entends déjà dire que je me prends pour Jeanne d'Arc*», a lâché Ségolène Royal lors de la prise de vue. Lucide mais décomplexée. Vêtue d'une robe blanche, pieds nus et drapeau tricolore dans les mains, l'ex-candidate à la présidentielle a accepté de poser en Liberté guidant le peuple dans le numéro à paraître du Parisien magazine, révèle Le Lab. Elle y donne une interview intégrée dans un dossier consacré au courage en politique, titrée «*Osez, Monsieur le président*». La phrase pourrait être d'elle. «*Il faut savoir prendre des décisions difficiles, au risque de n'être pas entendu par tous. Oser des réponses neuves quand les anciennes ne fonctionnent plus. Et prendre le risque de décisions impopulaires*», assure-t-elle.

Avant la séance photo, organisée le 15 octobre par le photographe Ed Alcock, Le Parisien magazine lui a proposé plusieurs références susceptibles d'incarner cette notion de courage, comme Simone Veil en 1974 prônant la légalisation de l'IVG, ou le groupe féministe des Femen. Mais son choix s'est immédiatement porté sur le célèbre tableau de Delacroix, peint en 1830, symbole à la fois révolutionnaire et républicain.

(Il n'y a pas d'époque pour être rétrograde ou incarner les Versaillais. - ndlr)

Un modèle pour l'ancienne compagne de François Hollande, qui revendique avoir défendu, depuis 2007, «*un certain nombre d'idées anti-conformistes qui ont, depuis, fait leur chemin dans [s]on camp politique: la sécurité, l'ordre juste, la nation* ». La présence du drapeau français n'est également pas anodine pour celle qui avait appelé, lors de sa campagne, à «*reconquérir les symboles de la nation*». Enfin, le symbole féminin, évident: «*On a souvent dit que, en 2007, j'étais trop en avance sur mon époque. La France n'était pas encore prête à imaginer une femme présidente de la République*», assure aujourd'hui Ségolène Royal. Lefigaro.fr 23.10

Depuis 2007, pour un peu elle revendiquerait à la fois le bilan politique de Sarkozy et de Hollande, ce qui serait somme toute normal puisque Hollande a poursuivi la politique réactionnaire de son prédecésseur, "*l'ordre juste*" règne, c'est l'essentiel !

Le chiffre du jour : 2,28.

- Le PDG de Facebook, patron le mieux payé d'Amérique du Nord - LeMonde.fr

Le patron-fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, arrive en tête de la liste des patrons les mieux payés d'Amérique du Nord, publiée mercredi 23 octobre par la société de recherche GMI Ratings, avec une somme record de près 2,28 milliards de dollars en 2012. LeMonde.fr 23.10

Non, ils n'ont pas confondu les millions et les milliards.

Autant dire que tous les discours sur le combat contre les inégalités ou le partage de richesses sont du domaine de la supercherie politique, de la trahison. Seul le combat politique orienté dans la perspective de la liquidation du capitalisme correspond aux besoins des travailleurs et est conforme au socialisme.

Les néolibéraux sont bien à l'origine de la "***théorie conspirationniste***" en Syrie et ailleurs (et pas les seuls).

Bien que la fabrication de preuves contre le régime ait fait long feu, ils ont encore suffisamment d'imagination pour inventer une "*nouvelle théorie conspirationniste*".

En réalité, ce qu'ils décrivent complaisamment comme une "*nouvelle théorie conspirationniste*" serait rien de moins que le produit de la politique harsardeuse du Qatar et de l'Arabie saoudite qui ont envoyé en Syrie des barbares armés pour semer la terreur dans ce pays et le détruire, et la manière dont tactiquement Assad et les généraux syriens s'en sont servis pour combattre d'autres barbares cette fois syriens, les Frères musulmans également armés par le Qatar, la Turquie et les puissances occidentales notamment. Face à des barbares sanguinaires, le cynisme du régime ne nous choque pas en période de guerre.

L'archaïsme politique, le fanatisme idéologique et la cruauté de ces mercenaires syriens et étrangers ont eu pour conséquence contrairement aux effets qu'ils en escomptaient, de convaincre la majorité des Syriens de se ranger derrière Assad qui apparaissait ainsi comme le moindre mal.

- Syrie: EIIL, le petit groupe de djihadistes qui inquiète tout le monde - Slate.fr

Un soir, j'étais assis dans un café, en terrasse, où un homme grisonnant fumait tranquillement le narguilé, projetant d'épais jets de fumée par les narines. Il se faisait appeler Abou Abdoul, combattant au sein d'une brigade affilée à l'Armée Syrienne Libre (ASL), les forces modérées soutenues par l'Occident. Nous nous mîmes à parler des djihadistes, puis il changea brusquement de sujet. «*Il te demande de ne pas mentionner le nom de sa brigade, me déclara alors mon interprète. Tout le monde a peur de l'EIIL (Etat Islamique en Irak et au Levant lié à Al-Qaïda).*»

L'EIIL a détourné l'attention de la guerre entre le régime et les rebelles, et a apporté comme jamais de l'eau au moulin d'Assad qui affirme en permanence qu'il n'est pas confronté à des adversaires politiques mais à des «terroristes», comme l'a encore récemment déclaré son ministre des Affaires étrangères, Walid al-Mouallem aux Nations Unies.

Voilà pourquoi à Antakya (un village en Turquie proche de la frontière avec la Syrie - ndlr), chacun pense que l'EIIL est une des armes secrètes du régime. Tout ceci sonne comme une bonne vieille théorie conspirationniste, mais j'ai pu m'entretenir avec des diplomates occidentaux qui tiennent cette théorie comme plausible, à défaut d'avancer la moindre preuve. Au cours de l'été 2012, Assad a fait libérer de nombreux djihadistes qui avaient combattu au sein d'al-Qaïda en Irak et dont on soupçonne qu'ils ont aidé à la formation de l'EIIL.

Des journalistes, des activistes et des combattants ont également remarqué que tandis que l'artillerie du régime pilonnait le quartier-général de l'ASL à Alep, le camp de l'EIIL, pourtant situé à côté, ne reçut pas le moindre projectile avant que les djihadistes ne s'en aillent; il en fut de même au sein de la ville très contestée de Raqqa, à l'Est de la Syrie. L'EIIL a pour sa part très peu fait pour libérer des secteurs tenus par le régime; mais s'est emparé de Raqqa et de la ville frontalière d'Azaz, arrachées aux forces de l'ASL.

Tout ceci n'est peut-être, en effet, qu'une nouvelle théorie conspirationniste. Aaron Zelin, spécialiste de la Syrie et qui suit de très près la dynamique des groupes rebelles, rejette cette idée qu'il décrit comme «*moitié vœu pieu, moitié délire*». Mais ce qui ne fait pas de doute, c'est l'effet d'entraînement de l'EIIL et de son Islam radical. J'ai parlé à un groupe de combattants blessés évacués et soignés dans une clinique de la ville turque de Reyhanli, à quelques kilomètres de la frontière avec la Syrie.

L'un d'eux, qui se faisait appeler Abou Abbas, avait usé les bancs de l'université al-Baath de Homs en compagnie de mon interprète, Rifaie Tammas. Il y suivait alors un master en littérature anglaise. Rifaie fut choqué de l'entendre défendre l'EIIL et affirmer que ce groupe combat les modérés parce que ces derniers sont les marionnettes des Américains.

L'islamisation grandissante de la rébellion a quelque chose à voir avec l'EIIL, mais bien davantage avec l'amertume croissante des rebelles à l'égard de l'Occident et des groupes d'exilés qui passent leur temps à se quereller dans le confort d'hôtels égyptiens ou turcs et qui les ont abandonnés. Le discours des islamistes – et pas seulement l'EIIL – consiste à dire: «*Nous ne pouvons plus nous tourner que vers Dieu*».

Les rebelles modérés sont de plus en plus isolés. Le 24 septembre, 13 groupes de combattants –dont le Jabhat al-Nosra, affilié à al-Qaïda, les brigades salafistes et d'autres groupes plus classiques – ont publié une proclamation commune dans laquelle ils font vœu d'opérer dans un «*cadre islamique*» fondé sur «*la charia, seule source de législation.*» Dans le même temps, ces groupes ont coupé tout lien avec le Conseil National Syrien (CNS), le groupe d'exilés soutenu par l'Occident. Leur pacte ressemblait davantage à un geste de solidarité que de désespoir.

Les choses auraient pu en être autrement. Le président américain Barack Obama aurait pu soutenir les modérés s'il avait fourni des armes aux rebelles il y a plus d'un an, comme le lui suggérait Hillary Clinton, sa secrétaire d'Etat. En refusant de le faire, il a discrédité le CNS, s'est aliéné de nombreux groupes de combattants et a provoqué un vide que l'EIIL a comblé au fur et à mesure. (Donc, demain si nous prenons les armes pour faire respecter la démocratie, nous serons qualifiés de "*rebelles modérés*" par l'auteur de cet article, James Traub James Traub qui contribue au New York Times Magazine et tient une chronique hebdomadaire dans Foreign Policy, nous dit le portail Slate. fr de Copé et Attali notamment, deux publications liées aux banquiers de la Fed qui nous adresserons leurs félicitations... ou plutôt leurs drones ou leurs tueurs de la CIA ! - ndlr)

Aujourd'hui, à cause, pour une large part, de cet échec, Obama a de bien meilleures raisons de refuser une assistance militaire américaine aux rebelles. Le président ne va pas fournir du matériel à une rébellion qui se défie à ce point des valeurs occidentales.

Surtout, la crainte de voir des armes perfectionnées tomber dans les mains d'extrémistes, sans doute surestimée il y a 18 mois, ne peut plus être écartée désormais. Les combattants et activistes à qui j'ai parlé insistent pourtant sur le fait que la seule manière de vaincre l'EIIL et le régime consisterait à obtenir un flux constant d'armes et de munitions. Ils ont raison, mais ils ne parviendront pas à convaincre Washington de le faire. Et les conséquences d'une hypothétique victoire militaire apparaissent de plus en plus dangereuses.

Imad Dahro, ancien général de la police nationale syrienne ayant fait défection l'an dernier m'a assuré, comme d'autres, que le régime s'effondrerait si les Américains se décidaient à lancer une vaste campagne de frappes de missiles. «*Et après, lui ai-je demandé? La myriade de groupes rebelles dans le nord ne risque-t-elle pas de s'entre-déchirer?*» Il réfléchit un moment avant de me dire: «*Peut-être*».

Pour résumer, la montée en puissance de l'EIIL a beaucoup aggravé la situation pour les rebelles, considérablement aggravé la situation pour l'Occident et immensément aggravé la situation pour le régime. J'ai entendu de nombreux Syriens évoquer l'idée de la mise sur pied de brigades non-radicales, avec un noyau formé par des troupes de l'ASL, qui se regrouperaient pour combattre l'EIIL.

Ce n'est qu'à cette condition qu'elles pourront entreprendre un effort concerté pour mener la guerre contre le véritable ennemi: le régime. Ce qui est certainement vrai, c'est que les rebelles n'obtiendront pas une aide majeure de l'Occident tant qu'ils seront incapables d'inverser le processus d'islamisation, quand bien même certaines brigades continueront de recevoir ponctuellement des armes et des munitions en provenance de l'Arabie saoudite, du Qatar et d'autres pays.

Mais cette radicalisation a plus de chances d'augmenter que de diminuer. Les extrémistes étrangers vont continuer d'affluer en Syrie (un récent article du magazine Der Spiegel estimait qu'au sein de la ville syrienne d'Atmeh, face à celle de Reyhanli, de l'autre côté de la frontière, les djihadistes étaient au nombre de 1.000).

Assad va continuer d'exploiter la focalisation de tous sur les armes chimiques pour continuer de perpétrer des atrocités contre les réfugiés syriens. Les rebelles vont continuer d'encaisser les coups et d'infliger des pertes. Le torrent continu de réfugiés va déstabiliser davantage encore le Liban et la Jordanie.

Obama n'a jamais avancé l'argument que l'intérêt national des Etats-Unis était d'empêcher une telle débâcle, par des moyens militaires comme diplomatiques. Mais il est peut-être déjà trop tard. Slate.fr 23.10

Il est quand même bon de se rappeler qu'Assad et le Parlement syrien ont été élus dans des conditions démocratiques proches de celles qui existent en France, puisqu'il y figure des élus de l'opposition et que les partis ouvriers avaient présenté leurs candidats, dont le Parti communiste syrien.

Qu'ensuite ce sont des djihadistes syriens qui représentaient une infime minorité de l'opposition syrienne, ainsi que des mercenaires étrangers infiltrés en Syrie qui ont commencé les hostilités amées ou se sont déclarés des ennemis en guerre contre le Président élu et son gouvernement, en réalité contre l'immense majorité du peuple syrien qui a aucun moment n'a manifesté son intention de mener une guerre armée contre le régime pour le renverser.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande a-t-il été élu pour propulser le candidat Valls du groupe Bilderberg (2008) ?

- Les Français préfèrent Valls à Hollande pour 2017 - Reuters

Un tiers des Français (33%) souhaitent que Manuel Valls soit le candidat socialiste à la présidentielle de 2017, loin devant François Hollande (9%), selon un sondage Harris Interactive pour le Figaro magazine et LCP diffusé jeudi. Plus grave pour l'exécutif, 80% d'entre eux estiment que François Hollande ne gagnerait pas face à un candidat de droite. Seul Manuel Valls pourrait avoir une chance de l'emporter (54%), seuls 16% des sondés pensant la même chose du chef de l'Etat.

"*Et si, pour la première fois depuis 1974, un président sortant n'était pas en situation de se représenter pour un second mandat ?*", s'interroge Le Figaro magazine. Reuters 23.10

Et encore, si Hollande tient jusqu'en 2017 !

Conditionnement. Elle n'est pas belle la vie, hein ?

- Etes-vous heureux au travail comme 73% des Français? - L'Express.fr

- Pour vivre heureux, soyons prof, agriculteur ou cadre de la fonction publique - 20minutes.fr

Derrière les enseignants, les fonctionnaires et les agriculteurs qui trustent les premières places du classement, on retrouve les artisans ou commerçants et les médecins, heureux à 84%. Même les policiers, gendarmes et douaniers pourtant prompts à dénoncer leurs conditions de travail se sentent satisfaits de leur situation à 76%. Dans le bas du classement, on retrouve les agents d'entretien (56%) et les ouvriers dans l'industrie (62%). 20minutes.fr 23.10

Etrange, non ? Pas tant que cela au regard de la question qui leur était posée et qui a donné lieu à un amalgame ou faisant appel aux illusions qu'entretiennent la majorité des travailleurs sur la société et les rapports qu'ils entretiennent avec elle, c'est du domaine de la manipulation encore une fois, la voici :

- «*Diriez-vous que votre activité professionnelle vous passionne vraiment?*». «*Diriez-vous que votre travail est vraiment reconnu par vos supérieurs hiérarchiques?*»

François Miquet-Marty, directeur associé de l'institut Viavoice note que «*Même si, bien sûr, le niveau de rémunération joue sur la satisfaction, le bonheur au travail repose sur trois éléments clés: la passion pour son métier, le sentiment d'être utile à la société et le sentiment de reconnaissance, notamment par sa hiérarchie.*» 20minutes.fr 23.10

Ma réponse. Je ne vois pas comment mon activité professionnelle pourrait me passionner dans la mesure où je ne l'ai pas choisie ou dans les conditions dans laquelle je dois l'exercer ; mon travail ne peut pas être reconnu par ma hiérarchie qui m'en demande toujours plus ; et je ne vois pas comment je pourrais être utile à une société en pleine décomposition, qui développe tant d'inégalités et d'injustices.

Les 30% restant sont toujours les mêmes.

- Un tiers des Français peinent à payer la facture d'énergie - Liberation.fr

Le taux grimpe à 43% chez les locataires, selon une étude commandée par «*60 Millions de consommateurs*». Liberation.fr 23.10

Et ils sont mauvais joueurs en plus !

- Les Français manifestent toujours aussi peu d'intérêt pour la Bourse - LeMonde.fr

L'UDF réactivée en réponse à l'implosion de l'UMP

- Le contrat d'alliance MoDem-UDI est prêt, dit François Bayrou - Reuters

Le contrat devant sceller l'alliance entre le MoDem et l'UDI (Union des démocrates et indépendants) de Jean-Louis Borloo est prêt et devrait être signé dans les prochains jours, a annoncé jeudi François Bayrou.

Cet accord scelle le rapprochement de "*deux mouvements politiques qui ont compris que séparés, ils ne pèseraient pas assez*", a-t-il souligné. "*Ils ont trouvé chacun leur voie avec une estime dans l'opinion mais pas assez pour changer les choses*."

"*La loi électorale est telle que les mouvements singuliers ont beaucoup de mal à y trouver leur place, injustement*", a-t-il ajouté. Reuters 23.10

Ah ben si c'est par simple calcul électoraliste, on comprend, quelle noble intention, morale évidemment ! (A suivre)

Intox. Et qui détient le pouvoir au sein de l'Union européenne ? Réponse : la Commission européenne.

- Le parlement européen demande la suspension de l'accord Swift - Reuters

Le Parlement européen a demandé mercredi la suspension de l'accord sur la transmission de données financières de l'Union européenne vers les Etats-Unis, dit accord Swift, en réaction aux activités d'espionnage attribuées à Washington en Europe.

Il demande aux Etats membres de confier une enquête sur les allégations d'Edward Snowden à Europol, l'agence européenne chargée de la coopération policière, qui était chargée de contrôler le respect des termes de l'accord.

Dans l'attente, les eurodéputés demandent à la Commission européenne de suspendre l'accord, une demande que Bruxelles n'est pas tenu de satisfaire. Reuters 23.10

La dernière précision est excellente. Commission européenne mise en place par les chefs d'Etats des 28, eux-mêmes vassaux de l'oligarchie financière et la boucle est bouclée.

ACTUALITE EN TITRES

Le roquet dit je veux, son maître dit nous voulons.

- Renseignement: Hollande demande "*une coopération*" avec les Américains - AFP

- NSA : Hollande veut une «*coopération bilatérale*» avec le renseignement américain - 20minutes.fr

Se coucher !

L'Europe face aux batailles du numérique : entre fiscalité des géants du web et protection des données, de quoi l'Union est-elle capable ? - Atlantico.fr

Concurrence acharnée... pour faire monter le FN

- Propos islamophobes : 2 policiers ont été entendus par l'IGPN - Le Nouvel

- Taubira comparée à un singe: Le Cran porte plainte contre l'ex-candidate FN - 20minutes.fr

- Garde à vue levée à Toulouse pour une connaissance de Merah - 20minutes.fr

- Attaque du RER D à Grigny: la relaxe d'un prévenu confirmée en appel - L'Express.fr

- Deux étudiantes militantes de l'Unef agressées à Paris : l'extrême droite pointée du doigt - Francetv info

Etrange : pas entendu parler en France !

- Irlande : deux enfants roms rendus à leurs familles après des tests ADN concluants conor Barrins - AFP

Ils osent tout.

- Droit du sol : Taubira dénonce les "*calculs électoraux*" de l'UMP - Francetv info

- Noël Mamère: A EELV, «*on gueule pour amuser la galerie*» - 20minutes.fr

Alors fermez-là !

Suggestion. Il pourrait adhérer au POI !

- "*Pour Arnaud Montebourg, l'Europe est seule responsable de la montée du FN*" - L'Express.fr

On achève bien les chevaux.

- Abattoirs Gad: les licenciés obtiennent des compensations - L'Expansion.com

- Goodyear: la CGT lâche du lest après avoir rencontré Montebourg - AFP

Racket du gouvernement des banquiers.

- Les prélèvements relevés à 15,5 % sur certains produits d'épargne - LeMonde.fr

Escroquerie. Tout est à jeter dans ce domaine-là !

- La BCE va éplucher le bilan des banques de la zone euro - AFP

- Bank of America responsable des escroqueries de Countrywide - Reuters

- Zone euro : les banques ont encore besoin d'être recapitalisées - LeMonde.fr

- La Bourse salue les perspectives d'économies chez PSA et l'accord de compétitivité - L'Expansion.com

- iPad Air et iPad mini: Apple préfère la marge aux volumes - L'Expansion.com

Fastoche avec un taux de profit record dégagé par des esclaves chinois.

Où est la vérité ?

- Pakistan: Sharif demande à Obama la fin des frappes de drones - AFP

- Islamabad soutiendrait les frappes de drone américaines - LeMonde.fr

Même si Islamabad dénonce publiquement ces accusations, le "*Washington Post*" cite jeudi des documents secrets qui montreraient l'inverse. LeMonde.fr 23.10

C'est possible, mais comme ces documents sont "*secrets*", ils ont très bien pu être inventés aussi.

La palme de la falsification de la réalité et l'Otan appelé à la rescousse.

- Chute de Kadhafi en Libye: un 2e anniversaire sans faste ni enthousiasme - AFP

Mardi, le gouvernement s'est contenté de féliciter le peuple, dans un communiqué, pour ce "*jour décisif qui a mis fin à la tyrannie et au despotisme et a ouvert une nouvelle ère de liberté, de justice et d'égalité*". AFP

La preuve si nécessaire.

- En attendant, la feuille de route de la transition comprenant les échéances électorales devant doter le pays d'institutions pérennes est sérieusement compromise.

Et les autorités n'ont toujours pas réussi à former une police et une armée professionnelles.

Mardi, elles se sont félicitées de la suite favorable donnée par l'Otan à leur demande de leur fournir du conseil sur la mise en place d'institutions de défense. AFP 23.10

Ziggy t'es merveilleux !

- David Bowie : l'Anglais le mieux habillé - LeMonde.fr

Le BBC History Magazine a déclaré David Bowie "*le Britannique le mieux habillé de tous les temps*". Le chanteur, âgé de 66 ans, dépasse haut la main la reine Elizabeth I (2e place avec 13,6 % des suffrages) ou le roi Henri III (7e place). LeMonde.fr 23.10

En l'absence de véritables concurrents, quoi !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- «Seuls les Syriens» peuvent choisir leur dirigeant - Liberation.fr

Le ministère syrien des Affaires étrangères a répété mercredi dans un communiqué qu'aucun étranger ne serait impliqué dans les décisions concernant l'avenir et la direction du pays dévasté par la guerre. «*Seuls les Syriens peuvent choisir leur dirigeant et décider du présent et de l'avenir de la Syrie. Les Syriens ne laisseront aucune partie étrangère s'imposer (...) dans le choix d'un gouvernement, ou déterminer ses pouvoirs et ses tâches*», a affirmé le ministère. Liberation.fr 23.10

1.2- Syrie : les rebelles provoquent une gigantesque coupure de courant - Francetv info

Des quartiers de Damas et de nombreuses régions ont été plongés dans le noir. Une attaque menée par des rebelles près de la capitale a provoqué, mercredi 23 octobre, une coupure électrique en Syrie. "*Une attaque terroriste contre un gazoduc alimentant la centrale dans le sud du pays a provoqué une coupure du courant dans les provinces, et les travaux pour le réparer sont en cours*", a déclaré le ministre de l'Electricité.

Un journaliste de l'AFP à Damas a pu voir une énorme boule de feu se dégager depuis une zone près de l'aéroport international de Damas, situé à proximité de la centrale. Il a aussi confirmé la coupure de courant dans la capitale syrienne. Francetv info 23.10

2- Iran

- Kerry et Netanyahu divergent sur le nucléaire iranien - Reuters

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, ont exposé mercredi à Rome leurs divergences sur le nucléaire iranien, le second réclamant un démantèlement véritable des structures développées par Téhéran.

"*L'Iran ne doit pas avoir la capacité de mettre au point des armes nucléaires, ce qui signifie que les Iraniens ne devraient pas avoir de centrifugeuses d'enrichissement (de l'uranium), qu'ils ne devraient pas avoir de réacteur à l'eau lourde produisant du plutonium, qui ne sert qu'à des armes nucléaires*", a dit Benjamin Netanyahu à la presse.

Le Premier ministre israélien a souligné que l'Iran devait se débarrasser de l'intégralité de ces stocks de matériaux fissibles ainsi que de ses installations nucléaires souterraines qui, a-t-il dit, "*ne sont souterraines que pour une seule raison : des usages militaires*".

John Kerry a estimé pour sa part que l'Iran pourrait démontrer le caractère pacifique de son programme nucléaire en adhérant par exemple aux normes internationales suivies par d'autres nations.

"*Nous poursuivrons une initiative diplomatique tout en gardant les yeux grand ouverts, conscients qu'il sera vital pour l'Iran d'être à la hauteur des normes que suivent d'autres nations ayant des programmes nucléaires afin de prouver que ces programmes sont véritablement pacifiques*", a-t-il dit alors qu'il rejoignait Benjamin Netanyahu à la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à Rome.

Le chef de la diplomatie américaine a dit attendre des autorités iraniennes des actes qui démontreront "*de façon claire comme le jour, indéniable et infaillible*" que ses activités nucléaires visent bien, comme l'affirme Téhéran, les usages civils de l'atome.

La semaine dernière à Genève, l'Iran et le P5+1 ont négocié pour la première fois depuis l'accession au pouvoir de Rohani. Un nouveau cycle de discussions est programmé pour le début du mois prochain, toujours à Genève.

L'Iran revendique le droit de retraiter et enrichir de l'uranium à des fins civiles dans le cadre du Traité de non-prolifération (TNP) de 1970 censé éviter la prolifération des armes nucléaires.

Les Etats-Unis lui contestent la caractère automatique de ce droit au motif que Téhéran est en violation de certaines de ses obligations.

Depuis 2006, le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté à plusieurs reprises des résolutions exigeant de l'Iran l'arrêt du processus d'enrichissement de l'uranium de même que ses activités impliquant la technologie des réacteurs à l'eau lourde.

Mais des experts occidentaux reconnaissent, de même que certains diplomates en privé, qu'il n'est plus réaliste d'espérer que l'Iran mettra un terme à ses activités d'enrichissement.

Tout accord, disent-ils, devrait dès lors chercher à fixer des limites strictes et vérifiables au nombre de centrifugeuses opérationnelles en Iran et à la production d'uranium faiblement enrichi. Reuters 23.10

3- Chine-Inde

- Accord sino-indien sur la frontière himalayenne - Reuters

La Chine et l'Inde ont signé mercredi un accord destiné à calmer les tensions au sujet d'un contentieux vieux de plusieurs décennies sur le tracé de leur frontière dans la chaîne montagneuse de l'Himalaya.

La Chine revendique plus de 90.000 kilomètres carrés de territoire disputé par l'Inde dans l'est de l'Himalaya, tandis que New Delhi accuse Pékin d'occuper 38.000 km2 de sol indien sur le plateau de l'Aksai Chin dans l'ouest de la chaîne.

Un accord de coopération sur la défense a été signé mercredi à Pékin entre Li Keqiang, Premier ministre chinois, et Manmohan Singh, son homologue indien, pour que les deux pays se préviennent mutuellement en cas de patrouilles militaires et évitent ainsi des affrontements.

"*Je suis sûr que cela aidera à préserver la paix, la tranquillité et la stabilité dans nos zones frontalières*", a déclaré Li Keqiang.

L'accord prévoit également l'instauration d'une ligne d'appels d'urgence entre les deux états-majors et l'exercice d'une "*retenue maximale*", en cas de confrontation.

Au printemps, les forces chinoises ont établi un camp à une dizaine de kilomètres à l'intérieur du territoire revendiqué par l'Inde, dans le désert himalayen de Ladakh et l'armée indienne a réagi en installant à son tour un campement provisoire à environ 500 mètres de celui des Chinois.

Les deux pays ont décidé de retirer leurs troupes après plusieurs semaines et d'éviter le risque d'accrochages dans cette zone désertique située à 5.000 mètres d'altitude. Reuters 23.10

Haut de page

Le 25 octobre 2013

CAUSERIE

Pas envie de causer, on fera un point plus tard, à quoi bon d'ailleurs puisque le populisme a envahi nos rangs, le résultat c'est que d'ex-militants ou des travailleurs qui seraient prêts à d'organiser y renoncent complètement écoeurés, et puis je suis trop crevé. C'est peut-être dû au fait que je n'ai pas bu une goutte d'alcool depuis un mois, je n'ai plus qu'à vaincre la cigarette, mais là c'est une autre paire de manches !

J'ajouterai une vingtaine de nouveaux articles en fin de journée.

ACTUALITE EN TITRES

Un FO syndicat ouvrier ?

- PSA décroche à son tour un accord de compétitivité - Reuters

PSA Peugeot Citroën a signé jeudi son "*contrat social*" avec les syndicats (FO et SIA-GSEA. -ndlr), dernière entreprise en date à obtenir des concessions sur les salaires et la flexibilité du travail pour tenter de conserver une base compétitive en France. Reuters 24.10

Quelle noble intention... patronale !

Productivité.

- "*Trois PV*" par jour ou les CRS seront privés de repos - LePoint.fr

Face à la hausse des accidents, un officier des CRS a fixé un objectif très clair à ses hommes: au moins trois PV par jour et par homme. LePoint.fr 24.10

Les vases communicants.

- Bernard Tapie aurait bénéficié d'un abattement fiscal de plus de 50 millions d'euros - Francetv info

Selon "*Libération*", l'ancien ministre du Budget Eric Woerth a offert entre 54 et 83 millions d'euros de réduction fiscal dans l'affaire de l'arbitrage Adidas. Francetv info 24.10

Il consomme, une source de profit.

- Pour des intellectuels, l'animal ne doit plus être considéré comme un meuble - 20minutes.fr

Ils pourrait élever le statut social du chien à celui de garde-meuble dans le cas de ces intellectuels.

Mystification.

- "*L'entreprise doit contribuer au développement humain*" - L'Express.fr

Vous êtes sûr qu'elle ne contribue pas plutôt au développement des inégalités qui n'a rien d'humain ?

Il n'y aura pas de miracle.

- L'Espagne toujours malade du chômage malgré la sortie de récession - AFP

Les Vingt-huit chiens de garde d'une dictature impériale.

- Les Vingt-huit se gardent d'appeler les Etats-Unis à cesser leurs activités d'espionnage de pays alliés - LeMonde.fr

Eugénisme. La palme du cynisme de la semaine.

- Fukushima: l'idée d'un retour des populations évacuées fait débat - AFP

Peut-on faire revenir des gens dans les zones de Fukushima évacuées après l'accident nucléaire de mars 2011?
L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pense que oui, ce qui ne convainc pas tout le monde au Japon. AFP

Personne ne veut habiter une zone radioactive.

"*Personne ne veut habiter dans une zone radioactive, mais il y a pourtant des gens qui veulent revenir chez eux*", reconnaît Mme Takada, une spécialiste auprès de Greenpeace Japon, pour qui "*c'est respectable et dans ce cas, il est important de leur proposer différents modes de soutien et de les en informer*". AFP 24.10

Une façon comme une autre de s'attaquer à la surpopulation...

ACTUALITÉ DU JOUR

La confiance aveugle.

- Les Français ont moins confiance dans les associations - LeFigaro.fr -

Plus d'un Français sur deux (52%) dit faire confiance aux associations, un taux en légère diminution par rapport à 2012 où il était de 56%. Mais ces résultats sont à nuancer. En effet, plus de 8 Français sur 10 (84%) déclarent faire confiance aux associations de défense des consommateurs soit une tendance en hausse de 3 points par rapport à 2012. Alors que dans le même temps, les partis politiques ne recueillent plus la confiance que de 14% des personnes interrogées, en baisse de 9 points par rapport à l'année dernière.

Les critères jouant le plus sur la confiance sont le contrôle exercé sur les associations (77%), la rigueur de leur gestion (70%) et l'efficacité de leurs actions (70%). Du côté des donateurs, ceux-ci privilégient les dons en nature tels que vêtements et nourriture (72%), tandis qu'ils sont 49% à donner de l'argent et 17% de leur temps (bénévolat).

Avec environ un sixième de sa population qui se déclare bénévole, la France pointe au 6e rang d'un classement de vingt pays mondiaux établi par le cabinet Deloitte et publié à l'occasion du 8e Forum national des associations et fondations organisé à Paris. La Norvège arrive première avec 52 % de sa population engagée bénévolement, suivie du Royaume-Uni (30%) et de la Suède (28%). En queue de classement, on trouve le Maroc (4%), l'Inde (2%) et le Japon (1%).

En France, on recense 1,3 million d'associations pour 65 millions d'habitants, contre 580.000 pour 82 millions d'habitants en Allemagne, et 193.000 pour 63 millions d'habitants au Royaume-Uni. LeFigaro.fr 24.10

Mon épouse est bénévole dans deux associations depuis plusieurs années, elle m'a raconté qu'une grande partie des dons en nature étaient détournés et faisaient l'objet d'un commerce, entre autres scandales. Je n'ai pas le temps de vous raconter ici son expérience, c'est effarant.

Vaut mieux se débarrasser de l'étiquette PS pour se faire réélire.

Un deuxième maire claque la porte du PS - lefigaro.fr

En moins de 24h, deux maires ont renié le PS. Après le départ du sénateur-maire socialiste de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) Philippe Esnol, parti gonfler les rangs du Parti des radicaux de gauche, l'édile de Fleury-Mérogis (Essonne), David Derrouet, a annoncé jeudi qu'il quittait à son tour le parti, estimant que François Hollande s'était détourné de ses promesses de campagne. Annonçant officiellement son départ sur sa page Facebook jeudi, il a appelé «*ceux qui veulent construire un autre modèle de développement économique et industriel*» à se rassembler.

«Il y a une collusion terrible entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. On fait payer la fraude fiscale, les délocalisations et donc la hausse du déficit aux classes moyennes avec une hausse des impôts qui va ralentir la croissance et accroître la crise. C'est un non-sens», a-t-il déclaré jeudi. «*Je souhaite être en cohérence avec mes convictions et n'étant pas schizophrène, je ne peux pas faire le grand écart entre ce que je fais et ce que je dis*», a ajouté David Derrouet, déclarant que François Hollande «*se comporte comme un monarque républicain*» qui «*décide de tout*».

Relevant une «*hémorragie de militants*», David Derrouet avertit: «*Il se pourrait bien qu'il y ait également une hémorragie d'élus. Certains ne veulent pas bouger avant les municipales, mais je pense qu'après, certains vont se sentir plus libres*». lefigaro.fr 24.10

En attendant qu'un nouveau modèle de "***croissance***" se mette en place : taillable et corvéable à merci.

- Chômage: retour de balancier en septembre et nouveau record AFP

En partie "*contre-effet*" du bug d'août, le nombre des demandeurs d'emploi sans activité a bondi de 60.000 en septembre pour établir un nouveau record (3,29 millions).

En incluant l'Outre-mer, Pôle emploi recensait au total fin septembre 5,1 millions d'inscrits, avec ou sans activité réduite, dont 2,1 millions depuis plus d'un an.

Le principal instrument du gouvernement pour faire baisser le chômage reste les contrats aidés, en attendant que la reprise de l'activité économique soit assez forte pour créer des emplois.

La durée des contrats subventionnés classiques a été allongée et surtout, plus de 70.000 emplois d'avenir, destinés aux jeunes peu ou pas qualifiés, ont été signés depuis novembre 2012. AFP

Le gouvernement invente le racket rétroactif à la française

Il n'a pas inové en la matière, les Etats-Unis sont coutumiers du fait.

- Taxation rétroactive des gains de l'épargne: "*désespérée*", mais bien légale - L'Expansion.com

La non-rétroactivité des lois est un principe général du droit. Mais selon le Conseil constitutionnel, elle n'a de valeur constitutionnelle qu'en matière répressive. Dans sa jurisprudence, il a donné au législateur la possibilité "*d'adopter des dispositions fiscales rétroactives*". Il suffit d'avoir "*un motif d'intérêt général suffisant*". Le Conseil n'a pas reconnu l'exigence de "*sécurité juridique*" comme un principe constitutionnel.

D'autre part, nous précise Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE, il ne s'agit pas de taxer les gains réalisés avant la mise en vigueur de la mesure. Seules les plus-values réalisées à partir du 26 septembre 2013, date à laquelle la mesure a été rendue publique, sont concernées.

Pourquoi ne prendre en compte le rendement des placements qu'à partir de 1997? Le projet de loi expose ainsi que les prélèvements s'appliqueront "*à une assiette unique, définie par celle de la contribution sociale généralisée, à savoir les gains acquis depuis 1997*". Selon Henri Sterdyniak, c'est parce que l'administration fiscale ne connaît la valeur des produits de placements que depuis leur assujettissement à la CSG en 1997. La mesure aurait même pu s'appliquer à des placements antérieurs si leur valeur de départ avait été fiscalement établie. L'Expansion.com 24.10

Une de mes deux soeurs appartient à la classe moyenne, voici un extrait du courriel qu'elle m'a envoyé hier.

- "*... en ce moment nous devenons des vrais vaches à fric ! Nous faisons que payer des taxes supplémentaires. Avec C. nous commençons à envoyer le maximum d'argent au Portugal, au moins nous ne sommes pas taxés comme en France.*

Nous nous demandons si nous n'allons pas vendre notre maison, car entre les impôts locaux et la taxe foncière les montants deviennent de plus en plus importants, à Montesson pour les 2 nous avons dû débourser 5 800 €, nos économies diminuent tous les ans pour payer ces taxes.

Sans compter les impôts sur le revenu qui ont augmenté et en plus maintenant ils vont nous taxer sur le PEL et l'assurance vie à 15,5 %, je vais tous fermer.

Nous allons regarder également si nous ne ferions pas mieux de fermer la société (rénovation dans le bâtiment je précise) et en ouvrir une au Portugal, car même de ce côté-la, les impôts et taxes n'arrêtent pas."

J'ai plus de bol en Inde, je viens de placer en banque (d'Etat) 300.000 roupies supplémentaires à 8,75% d'intérêt l'an sur 5 ans, net d'impôt, d'ailleurs en dehors de la TVA, je ne paie pas d'impôt, même pas l'eau, pas d'assurance pour la maison que je loue, rien en dehors de l'assurance de la moto qui est fonction de sa valeur et elle va avoir 10 ans, je vais payer entre 12 et 15 euros en février prochain, une ruine !

Commentaire d'internaute.

Je ne vis pas en France, j'ai sélectionné ces commentaires car je pense qu'ils doivent refléter l'état d'esprit ambiant qui règne au sein de la classe moyenne ou couche moyenne et de la petite-bourgeoisie.

1- Loi votée par 64 voix contre 22= 86 : Où sont les 491 autres députés ?

Qui ?

2- Trop de gens ont peur de la rue, trop ont peur de leurs pertes économiques dans l'aventure de l'explosion sociale. Il n'empêche: cette mesure est un vol légalisé.

Comme le capitalisme !

3- C'était donc ça la fameuse pause fiscale du gouvernement ?

Vous vous attendiez à quoi au juste, à un miracle ?

4- Celà fait plus de 30 ans que je vote indéfectiblement PS aux seconds tours à toutes les élections. Ce coup bas des députés PS à l'épargne des classes moyennes dont je fais partie me révolte. Je n'ai jamais rechigné à payer mes impôts, et depuis des années, je modère mes dépenses pour stocker mes économies sur un contrat d'assurance vie en prévision de ma retraite. Alors quoi ? Je

vais payer 2 fois des impôts ? Une première fois sur mon salaire, et une 2e fois sur ce qui me reste ? Et rétroactivement en plus ! Aucun gouvernement, de droite comme de gauche ne s'est depuis 30 ans attaqué à ce point à l'épargne des classes moyennes. Je n'ai qu'un mot : socio-traitres ! C'est terminé. Je voterai désormais pour n'importe qui, mais plus pour le PS.

Socio-traitres, vous êtes encore loin de la réalité, vous manifestez là encore une illuision dans le PS.

5- J'ai vendu des produits d'épargne sous le couvert de la loi qui les a exonérés de taxes après 8 ans. Que vont penser les clients (des salariés et retraités comme vous et moi) qui m'ont fait confiance ? Or ce gouvernement fait fi de ces avantages fiscaux pour les personnes ayant respectées ce laps de temps. Avons-nous à faire à des pilleurs de grands chemins qui cherchent par tous les moyens à ne pas respecter les lois antérieures en prônant des mesures de rétroactivité depuis 1997 ?

Si vous le dites. Guerre de rapine à l'extérieur, au Mali, en Libye, en Syrie, guerre de rapine à l'intérieur, c'est la même politique monsieur.

6- Le gouvernement a franchi la ligne rouge. Beaucoup de petits épargnants s'en souviendront. Quand on sait que c'est la masse populaire qui l'a élu, la sanction sera implacable. Grincements de dents en perspective. A commencer par les élections municipales de 2014, un avant goût du chaos qui ne profitera même pas à la droite...

Rançonner la classe moyenne, l'appauvrir comme ils le font déjà des travailleurs en général, c'est à la fois le produit de la crise du capitaliste qui n'a pas d'issue, sauf à le renverser, et leur stratégie pour que seule l'oligarchie règne en maître absolue.

7- Pourquoi les oeuvres d'art ne sont pas taxées et que c'est toujours le petit peuple qui paye la note ? A présent les Français vont regarder à deux fois avant de signer un contrat avec une banque, nous avons un Etat de voleurs, quand un contrat a été signé il ne faut pas revenir dessus, les prochaines élections vont mettre un terme à toute cette forfaiture.

Vous vous faites des illusions,vous feriez mieux de vous concentrer sur la question que vous vous êtes posé au début : Pourquoi font-ils toujours payer les pauvres, tandis que les riches s'enrichissent toujours plus ? C'est leur système économique en faillite qui le veut ainsi. On le garde ou on s'en débarrasse, choisissez.

8- Ce qui est légal aujourd'hui sera illégal demain et vice versa. Ce qui ne changera jamais c'est l'hypocrisie des élus. Droite, gauche blanc bonnet, bonnet blanc. Il faut une vraie révolution économique, culturelle et redéfinir la vraie démocratie, celle originelle où les élus sont les représentants du peuple. Comment révoquer un élu qui ne respecte pas ses engagements ?

Pardi, en le décrétant ! Mais qui peut le décréter sinon un gouvernement ouvrier révolutionnaire.

9- C'est vrai que le gouvernement actuel s'y prend avec talent pour désespérer les classes moyennes : la punition électorale va être historique !

C'est effectivement vraisemblable. Le pays va devenir ingouvernable, en haut ils ne pourront plus gouverner comme avant, et en bas on ne pourra plus vivre comme avant, la conjonction de ces conditions politiques est nécessaire pour que survienne une révolution, plutôt une bonne nouvelle, non ?

Espionnage: La NSA a mis sur écoute 35 dirigeants de la planète

Un responsable de l'administration américaine a transmis les numéros de téléphone de 35 dirigeants de la planète à l'Agence américaine de sécurité nationale (NSA) qui les a placés sur écoute, révèle le Guardian ce jeudi grâce à des documents transférés par Edward Snowden.

Cette nouvelle révélation intervient au moment où l'Allemagne se montre scandalisée par les révélations sur une possible surveillance du portable de la chancelière Angela Merkel par les Etats-Unis.

vait effectivement espionné dans le passé les communications de Angela Merkel.

Dans ce document interne daté du 27 octobre 2006, la NSA «*encourage les hauts responsables des branches de l'exécutif qu'elle compte parmi ses clients comme la Maison Blanche, le département d'Etat et le Pentagone, a partager leurs carnets d'adresse avec l'agence*».

A lui seul, un haut responsable, dont ni l'identité ni la fonction ne sont révélées, a transmis «*200 numéros, dont 35 de dirigeants de la planète*», sans que l'on sache desquels il s'agit, se félicitent les responsables de la NSA dans le document. Ils expliquent toutefois que la surveillance de ces numéros de téléphone n'a donné que peu de résultats. 20minutes.fr 24.10

Intox. La réponse est contenue dans la question.

- Espionnage: la Cnil s'interroge sur l'existence éventuelle d'un Prism français - AFP

Lisez bien, la Cnil avoue ne rien contrôler du tout pour aussitôt se "*réjouir*" des garanties que lui aurait fournies le Parlement européen, qui la veille avait démontré qu'il ne contrôlait rien lui même en demandant à la Commission européenne de suspendre l'accord Swift. (lire la causerie du 23). Décidément ils ne savent même pas mentir !

- La Commission nationale de l'informatique et des libertés a saisi le Premier ministre et les ministres de l'Intérieur et de la Défense d'une demande de précisions sur l'éventuelle existence d'un dispositif d'espionnage français équivalent au programme américain Prism.

"*La Cnil a saisi le Premier ministre, ainsi que les ministres de l'Intérieur et de la Défense, d'une demande de précisions sur l'éventuelle existence d'un programme français similaire au programme Prism, qui serait ainsi réalisé en dehors du cadre juridique prévu par le législateur*", dit l'institution dans un communiqué.

La Cnil, qui "*ne peut contrôler, de manière générale, les fichiers de renseignement*", a par ailleurs "*proposé au gouvernement de renforcer son pouvoir de contrôle en la matière*".

Fin juillet, les responsables du renseignement français avaient nié intercepter toutes les communications, comme l'avançait le quotidien Le Monde. Le journal avait écrit le 4 juillet que la France disposait d'un système d'écoutes illégal et clandestin comparable à celui des États-Unis.

L'institution réitère dans ce communiqué ses inquiétudes concernant Prism. Ce programme, supervisé par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA), "*constitue une violation de la vie privée des citoyens européens d'une ampleur inédite et illustre concrètement la menace que représente la mise en place d'une société de surveillance*".

Elle propose des solutions pour prévenir ces risques et demande notamment "*que tout transfert de données relatives à des citoyens européens à la demande d'États tiers soit subordonné à l'autorisation des autorités des pays des citoyens concernés*", rappelle-t-elle.

"*Les amendements adoptés par la commission +LIBE+ du Parlement européen, le 21 octobre, sur ce projet de règlement, montrent que ces préoccupations ont été entendues*", se réjouit l'institution. AFP 24.10

L'impérialisme américain mène une croisade planètaire pour la démocratie, sauf aux Etats-Unis.

- Aux Etats-Unis, la série noire des adolescents armés - Francetv info

Ils ont entre 11 et 14 ans et portent déjà des armes. En moins d'une semaine aux Etats-Unis, quatre adolescents ont été interpellés ou tués les armes à la main. Mercredi 23 octobre, un garçon de 11 ans a été arrêté pour tentative de meurtre dans son école de Vancouver (Washington). Il avait sur lui un pistolet, 400 cartouches de munitions et plusieurs couteaux.

Des quatre incidents, celui de Vancouver est le seul à ne pas avoir fait de blessés. Lundi, un adolescent de 12 ans a tué un professeur qui essayait de le maîtriser, alors qu'il avait commencé à tirer sur ses camarades d'un collège de Sparks (Nevada, ouest). Il s'est ensuite suicidé en retournant l'arme contre lui.

Une enseignante tuée dans le Massachusetts

Le lendemain, un adolescent de 13 ans a été abattu par la police en Californie alors qu'il se promenait dans la rue avec ce qui semblait être un fusil. La police lui a ordonné de lâcher son arme "*et immédiatement après, les officiers ont tiré à plusieurs reprises sur le sujet et l'ont touché*", selon le shérif du comté de Sonoma. L'arme s'est avérée être un fusil à plombs.

Enfin, mercredi, une enseignante de 24 ans a été tuée par un adolescent de 14 ans dans un lycée de Danvers (Massachusetts, nord-est). La police a retrouvé du sang dans les toilettes et découvert le corps de la jeune femme dans les bois à proximité. Francetv info 24.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Sans complexes, derrière son regard bleu profond, Pedro Pablo Peña, le président du petit parti Alianza Nacional, n'hésite pas à se revendiquer fasciste, néonazi, représentant d'une extrême droite marginale en Espagne mais qui espère se nourrir de la crise et des tensions indépendantistes.

Sous l'oeil attentif des jeunes sympathisants réunis dans le petit local, à Madrid, du parti qu'il a fondé en 2006, cet avocat ennumère les grandes lignes de son idéologie: "*Nation, race et socialisme*".

A ce jour, la mouvance néonazie, héritière du franquisme, reste très minoritaire en Espagne, avec à peine 0,3% des voix aux législatives de 2011 et seulement quelques dizaines d'élus municipaux dans les régions de Valence, de Madrid et en Catalogne.

De fait, en Espagne, c'est le Parti populaire, l'une des deux grandes formations parlementaires, au pouvoir depuis 2011, qui recueille traditionnellement les votes des secteurs les plus conservateurs.

Le PP, successeur d'Alianza Popular, fondé en 1976 par l'ex-ministre franquiste Manuel Fraga, "*est parvenu à intégrer des secteurs de la société qui auraient pu rejoindre ces mouvements (d'extrême droite), mais se retrouvent dans une partie de son discours*", remarque Fernando Vallespin, professeur de Sciences politiques à l'Université autonome de Madrid.

Récemment, plusieurs épisodes isolés ont d'ailleurs rappelé que la droite traditionnelle espagnole n'a jamais totalement rompu avec le franquisme.

Le 12 octobre, jour de la fête nationale espagnole, Alianza Nacional a participé à une manifestation à Barcelone contre les aspirations à l'indépendance de la Catalogne, qui a rassemblé environ 400 personnes agitant le drapeau de l'Espagne franquiste.

"*Je ne vois pas en Espagne de mouvements ou de partis à l'image de ceux que nous voyons ailleurs en Europe, qui aient la capacité de déstabiliser le système politique*", souligne Fernando Vallespin. Pour lui, cependant, c'est sur le thème de l'unité nationale, plus que sur l'immigration, que l'extrême droite peut espérer se faire entendre.

"*Ce à quoi nous aspirons, c'est récupérer une partie du peuple espagnol qui croit encore dans les valeurs du peuple espagnol: l'honnêteté, la discipline, le patriotisme, la religion, la virilité*", remarque Pablo Peña.

Pour séduire cet électorat, Alianza Nacional mise sur l'action sociale. "*La crise peut nous aider*", assure l'avocat, qui a chargé deux jeunes militantes, Adriana Truchado, 22 ans, et sa cousine de 17 ans, Andrea Martinez, de mettre en place ce programme.

De la nourriture, des vêtements, des fournitures scolaires, même un berceau s'entassent dans l'appartement d'Adriana, dans un quartier ouvrier du nord de Madrid. Les bénéficiaires seront des familles de chômeurs, à la condition expresse qu'il s'agisse d'Espagnols. AFP 24.10

2- Turquie

Un groupe de musiciens et d'artistes turcs a créé un parti politique, le Parti Gezi, du nom du petit parc d'Istanbul dont la destruction annoncée a déclenché la vague de contestation antigouvernementale sans précédent de juin dernier. «*Nous voulons tous vivre dans un pays démocratique. Pour faire valoir nos revendications, nous sommes descendus dans le rues et nous avons perdu des vies (...) Il est temps maintenant d'entrer au Parlement*», proclament les dirigeants du nouveau mouvement dans un communiqué publié sur leur page Facebook.

La présidence du Parti Gezi, qui a été officiellement enregistré le 1er octobre auprès du ministère turc de l'Intérieur, a été confiée à un talentueux guitariste et compositeur rock âgé de 37 ans, Cem Köksal. Le mouvement a l'intention de présenter des candidats aux élections législatives de 2015 avec l'ambition de réviser la Constitution turque pour la rendre «*plus démocratique*». Liberation.fr 24.10

3- Syrie

3.1-"*Les Etats Unis se rendent peu à peu à l'évidence : ils sont incapables de renverser le régime syrien et ils ont toujours l'Iran en face d'eux et pas à leurs côtés*". C'est en ces termes que le journal iseraélien Haaretz fait le point sur la situation en Syrie sous l'intitulé " *Soutien à Assad? Nouvelle preuve de l'échec des rebelles*" : le journal aborde les négociations qui se déroulent en ce moment entre l'ASL et le régime Assad, négociations qui ont tout pour convaincre l'administration US de leur incapacité à provoquer la chute d'Assad. Haaretz évoque la double paralysie américaine sur le terrain du combat : la montée en puissance

des courants takfiris d'une part et la faiblesse crioissante de l'ASL de l'autre : A cet égard il est fort possible que les Etats Unis parviennent à la conclusion suivante : il n'y plus aucun groupe pour prendre en main la révolution en Syrie.

Cet aspect de la chose a l'inconvénient de pousser les Etats Unis à abandonner le projet de démocratisation de la Syrie à croire que le temps n'est pas venu pour que la Syrie se démocratise. Les efforts de l'opposition anti-Assad à l'étranger ne sont pas d'ailleurs de narture à susciter trop d'espoir à Washington et les négociations des officuiers de l'ASL avec le régime non plus.

Haaretz fait allusion au rapport du célèbre jourtnaliste de *The Independant*, Robert Fisk qui avait fait état la semaine dernière de la rencontre de deux figures célèbres de l'ASL avec les commandants de l'armée arabe syrienne. : Au cours de cette rencontre les deux parties ont abordé la possibilité de l'amorce du dialogue national qui se ferait très probablement dans la foulée d'une réddition des forces de l'ASL en échange de la protection de leur vie et de leur biens. L'ASL pourra selon la teneur de ces négociation prendre part au processus de la démocratisation du pays et sans exiger le départ d'Assad oeuvrer dans le cadre de la campagne électorale à venir pour que leurs candidats soient élus. Haaretz s'inquiète de ce que ces évolutions finissent par décevoir les Etats Unis et les convaincre du fait qu'en Syrie Il n'existe pas le potentiel révolutionnaire nécessaire. Cette chose pourra aussi dissuader les Améraicains d'aider au renversement Assad puisque ce dernier pourrait être remplacer par Al Qaida .

La guerre en Syrie entre bientôt dans sa troisème année avec le spectre d'Al-Qaïda de plus en plus puissant sur une Syrie en voie de démembrement. Les Américains finiraient très probablement par renoncer à renverser Assad croyant qu'une Syrie sous la dictature d'Assad est mieux qu'une Syrie qaidisée. Les Américains pourront aller même vers une entente avec la Russie pour fixer le sort des Qaidistes. french.irib.ir 24.10

3.2-Quelle objectitivité ? Dis-moi qui t'héberge et te finance, je te dirai dans quel camp tu es.

- Syrie : Radio Rozana, les ondes de la guerre - lepoint.fr

La radio de l'opposition émet 6 heures par jour depuis Paris en diffusant les reportages de ses correspondants qui suivent le conflit dans le pays.

Rozana (le nom signifie "*la fenêtre qui laisse passer la lumière*" en arabe) est une radio "*réalisée par les Syriens, pour les Syriens*" et qui se veut indépendante de toutes les factions de l'opposition. "*Nous voulions donner la parole à toutes les opinions et parler des sujets sensibles, comme la religion, les minorités ou encore la place des femmes*", explique Lina Chawaf. Le projet a séduit plusieurs partenaires, dont Canal France International (CFI), une structure financée par le ministère français des Affaires étrangères et chargée d'aider à la formation de jeunes médias à l'étranger.

C'est alors qu'intervient CFI. "*Nous avons organisé deux formations d'une dizaine de jours à la frontière turque. Tous les correspondants n'ont pas pu venir à cause de la guerre. Quand on leur a demandé de se présenter, c'était très émouvant. La plupart avait dû braver des dangers inimaginables pour être là, traverser des lignes de front, sortir clandestinement*", met en avant Nour Hemici, chargée de projet de CFI. lepoint.fr 22.10

4- Etats-Unis

Le général à la tête de l'Africom a assuré mercredi, lors d'une conférence de presse, que le Pentagone n'envisageait pas de supprimer le commandement militaire des Etats-Unis pour l'Afrique malgré la perspective de nouvelles coupes budgétaires. Le budget annuel de l'Africom s'élève à 296 millions de dollars, un somme qui ne pourrait même pas financer les frais de l'une des bases américaines à Djibouti, selon les rapports parvenus. La présence du commandement militaire américain en Afrique, constitue un soutien militaire et fait avancer les politiques du département d'Etat américain sur le continent noir. « *Depuis toujours, les Etats-Unis avaient des intérêts en Afrique. Ce qui est nouveau depuis les cinq dernières années est que nous sommes plus directement engagés, mieux coordonnées* » que par le passé, a affirmé la secrétaire d'Etat adjointe pour l'Afrique, Linda Thomas-Greenfield, lors de cette même conférence. Ces dix dernières années, l'armée américaine a tissé un réseau logistique à travers toute l'Afrique de l'Est notamment, avec des accès sécurisés à des ports et aéroports stratégiques. Cette présence a suscité de nombreuses réactions.

Dans le même temps, la prétention de lutter contre la présence d'Al-Qaïda en Afrique qui représente la principale menace pour la sécurité sur ce continent, sert de bon prétexte à la présence militaire des Etats-Unis en Afrique. De son coté, Washington a cherché à profiter au maximum de cette prétention. En donnant des promesses d'aides commerciales, en matière technologique et militaires, l'administration d'Obama a tenté de préserver les intérêts de Washington en Afrique et d'atténuer la vague de pessimisme vis-à-vis des agissements américains sur ce continent.

De l'avis des experts ce constat a rendu plus difficile la confrontation avec l'influence de la Chine. Et ce alors que l'une des raisons de la création de l'Africom, est de faire face à l'influence chinoise sur ce continent outre la poursuite des objectifs et revendications militaires des Etats-Unis. Avec son influence en Afrique, la Chine a compromis le plus grand objectif américain sur ce continent noir qui est l'accès au pétrole. En tout état de cause, après le Moyen Orient qui est considéré comme la plus grande source de pétrole et de gaz dans le monde, le continent africain recèle la plus grande part des ressources naturelles de gaz

et de pétrole.

Sous sa présidence, ex-président américain, George Bush avant affirmé en 2003 que dans un proche avenir 25% de l'importation américaine de pétrole proviendrait du continent africain. Et ce alors que la Chine envisage élargir ses relations avec l'Afrique et sans tenir compte de certaines considérations politiques fréquentes, elle a développé ses relations économique avec les pays africains. Cette démarche a amené les pays occidentaux à considérer la Chine comme in rival qui cherche sa part des ressources africaines et opter pour le militarisme. De l'avis des experts l'envoi de drone américains, et l'ingérence flagrante en Somalie et dans les autres régions en conflits révèlent bien les politiques à longue terme des Etats-Unis dans la région. french.irib.ir 24.10

5- Russie

L'agitation islamiste dans le Caucase est une vieille affaire.

Elle a commencé dès les Années 30 et a été organisée par le IIIe Reich et le Parti nazi allemand pour déstabiliser l'URSS. Elle a alors culminé lors de la seconde guerre mondiale en 1941-44 qui a même vu de nombreux musulmans '*soviétiques*' combattre avec les Nazis, y compris dans la Waffen SS. Parmi les collaborateurs des nazis les Frères musulmans, organisé en réseaux par les nazis, depuis leur centrale de Munich. Cfr. le livre enquête « *Une Mosquée à Munich. Les Nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident* » de Ian Jonhson (JC Lattès).

Les islamistes instrumentalisent le "*grand jeu*" géopolitiques contre la Russie.

En 1945, les réseaux musulmans sont repris en mains par les Américains et engagés dans la guerre froide contre l'URSS. La fin de celle-ci ne marque pas la fin mais un nouveau départ. Car les géopoliticiens US, dont Brezinski, l'auteur du « *Grand Echiquier* », ont repris le programme géopolitique du théoricien nazi Rosenberg et leur but final est l'éclatement de la Fédération de Russie. Le Caucase russe, ventre mou de la Russie, est l'un des fronts privilégiés de cette guerre sourde. Les deux guerres de Tchétchénie – 1994 et 1999 (gagnée par Moscou) -, l'agitation au Dagestan en sont les manifestations.

Derrière les ennemis de la Russie : USA, NATO, Saoudiens qui ont pris en mains les djihadistes du Caucase. Vilnius en Littuanie abrite leurs moyens de communication sur le Net. Quand à la Géorgie, ses services secrets offrent réseaux, filières …

La guerre d'agression contre la Syrie est en partie une projection du conflit du Caucase russe. Les djihadistes caucasiens y combattent dans une grosse katiba de l' « *Emirat Islamique du Caqucase* ». Et les ennemis de Damas entendent bien exporter le conflit en Russie pour punir Moscou. Des sources diplomatiques évoquent même en coulisse des menaces directes du prince saoudien Bandar Sultan, patron des services spéciaux de Riad et véritable dirigeant des terroristes islamistes et des djihadistes en Syrie, sur les JO de Sotchi …

Les islamistes à l'originde de l'attentat de Volgograd….

Une kamikaze originaire du Daguestan, république instable du Caucase russe, a tué ce lundi six personnes en se faisant exploser dans un autobus rempli d'étudiants à Volgograd, « *un attentat qui a ravivé les craintes concernant la sécurité à 100 jours des JO de Sotchi* » selon l'AFP. "*Six personnes ont été tuées ainsi que la femme kamikaze*" dans l'explosion survenue vers 14H00 locales (10H00 GMT) à Volgograd (ex-Stalingrad, sud), a indiqué à l'AFP un porte-parole du comité d'enquête russe. "*L'enquête a été ouverte pour attentat terroriste, meurtre et trafic d'armes et d'explosifs*", a ajouté un responsable du comité d'enquête, Vladimir Markine, dans un communiqué.

Selon les informations diffusées par la branche locale du comité d'enquête, la kamikaze "*s'est récemment convertie à l'islam*". Il s'agit de Naïda Assialova, 30 ans, habitante de Makhatchkala, capitale du Daguestan, république instable du Caucase, proche de la Tchétchénie, a précisé M. Markine. Selon les enquêteurs, elle avait fait ses études à Moscou où elle a fait la connaissance de Dmitri Sokolov, son futur époux, qu'elle a "enrôlé" dans la mouvance islamiste armée. "*Sokolov s'est rendu au Daguestan. Aujourd'hui il est recherché comme membre d'un groupe armé de Makhatchkala*", a indiqué la branche locale du comité d'enquête.

La Russie a été frappée depuis 1999 par une série d'attentats sanglants, plusieurs d'entre eux étant commis par des femmes-kamikaze, arme privilégiée de la rébellion islamiste. Cette rébellion a notamment revendiqué un double attentat suicide en mars 2010 dans le métro de Moscou (40 morts) et un autre à l'aéroport Moscou-Domodedovo en janvier 2011 (36 morts).

Après la première guerre de Tchétchénie (1994-1996), la rébellion s'est rapidement islamisée – sous l'impulsion des Américains et des Saoudiens - et a de plus en plus débordé hors des frontières de cette petite république pour se transformer au milieu des années 2000 en un mouvement islamiste armé actif dans tout le Caucase du Nord.

Le chef des islamistes du Caucase russe Dokou Oumarov, ennemi numéro un du Kremlin, avait appelé en juillet dans une vidéo à des attaques contre les JO de Sotchi (sud), qui s'ouvrent le 7 février, pour empêcher "*par tous les moyens*" la tenue de cet

événement. Oumarov a à maintes reprises déclaré qu'il voulait porter le terrorisme partout en Russie. Ils ont menacé Sotchi, mais pas seulement". "*Nous vivons avec la menace terroriste et cette attaque nous le rappelle*", affirme un expert russe.

Il s'agit sans aucun doute d'un avertissement de Bandar Sultan, dont le récent voyage à Moscou s'est mal déroulé, à Poutine sur la Syrie. Mais connaissant le maître du Kremlin, il s'agit vraiment d'une faute qui ne restera pas sans réponse. french.irib.ir 24.10

ECONOMIE

Groenland

- Groenland: London Mining remporte la première grande concession minière - AFP

Le Groenland a annoncé jeudi avoir accordé sa première grande concession minière à une compagnie minière britannique qui va avoir recours à des travailleurs chinois.

London Mining a indiqué dans un communiqué qu'il était autorisé à exploiter pendant 30 ans un gisement de minerai de fer à 150 km au nord-est de la capitale Nuuk, qui devrait produire 15 millions de tonnes par an.

Le Groenland, territoire autonome du Danemark, compte fortement sur ses ressources en minerais pour développer une économie qui dépend des subsides versés par Copenhague et de la pêche.

Lors des élections législatives en mars, les Groenlandais ont porté au gouvernement des sociaux-démocrates qui ont promis de tirer parti fiscalement de l'intérêt de groupes étrangers pour le sous-sol de l'île.

La majorité des ouvriers devraient être chinois, London Mining ayant indiqué en 2010 que "*l'implication de groupes chinois devraient selon les prévisions permettre des économies de coût importantes*".

La compagnie table sur 810 emplois au plus fort de l'exploitation de la mine, dont il estime que 55% pourraient être occupés par des Groenlandais. AFP 24.10

Haut de page

Le 26 octobre 2013

CAUSERIE

Vendredi 22h20 à Pondichéry

J'ai ajouté 23 documents et quelques liens ont été réparés.

Vendredi 23h55 à Pondichéry

J'ai eu le temps de lire quelques articles que j'avais mis en ligne plutôt et de télécharger deux morceaux de Michael Angelo Batio plus un de Steeve Vai en concert à Jakarta en 2013,

J'ai remis la Tribune libre à la demande de plusieurs militants. Celle d'août a été archivée. J'ai mis ce que j'avais conservé dans mon disque dur uniquement. Maintenant je vais pouvoir écouter un peu de musique pour me détendre.

Samedi 17h15

Le site est actualisé et je n'ai pas envie d'ajouter un mot, je serais forcément désagréable.

Le saviez-vous ?

- Même dans ses rapports à l'Associated Press, MSF reconnaît qu'il opère dans six hôpitaux en zone rebelle. Dans l'article de

Tony Cartalucci, intitulé "*Les médecins derrière les plaintes contre les armes chimiques aident les terroristes*" (“Doctors” Behind Syrian Chemical Weapons Claims are Aiding Terrorists), il est fait mention que derrière l’apparente indépendance de MSF, cette ONG est subventionnée par les intérêts de financiers qui supportent l’action militaire occidentale contre la Syrie.

MSF est financé par les mêmes groupes financiers qui soutiennent la politique étrangère de Wall Street et de Londres qui appelle au changement de régime en Syrie et en Iran.

Le rapport annuel de MSF en 2010 inclus parmi ses donateurs : Goldman Sachs, Wells Fargo, Citigroup, Google, Microsofft, Bloomberg, le capital de Bain de Mitt Romney et une myriade d’autres groupes financiers. MSF fait figurer aussi au sein de son conseil des banquiers tel que Elizabeth Beshel Robinson de Goldman Sachs.

(source : Médecins Sans Frontières : Une branche médicale de la machine de guerre en Syrie - 10.10.2013 - Comité Valmy)

Avec de tels parrains, MSF est une organisation malfaisante et mafieuse. On en apprend de belles tous les jours. Il n'y aurait rien d'étonnant à cette ONG serve aussi de couverture aux services de renseignement français et d'autre pays, israéliens par exemple compte tenu qu'elle a été crée et dirigée par des sionistes déclarés.

ACTUALITE EN TITRES

Période électorale. Il n'est pas gonflé.

- Armée: Le Drian donne un "*ballon d'oxygène*" aux bases militaires - AFP

Dommage que l'exécution soit reportée...

- Le juge Burgaud fait un procès à Bertrand Tavernier - LePoint.fr

Fabrice Burgaud, qui a instruit l'affaire d'Outreau, avait initialement déposé plainte pour "provocation au crime", pour les propos tenus le 10 avril par le réalisateur dans l'émission "*C à vous*" sur France 5. Bertrand Tavernier évoquait le film "*Présumé coupable*", dans lequel l'huissier Alain Marécaux, l'un des acquittés de l'affaire d'Outreau, est incarné par Philippe Torreton. Le réalisateur avait notamment déclaré: "*C'est quelqu'un que vous avez envie d'exécuter le juge d'Outreau.*" Il avait aussi accusé le juge d'avoir "*cassé des vies*", "*détruit des gens*". LePoint.fr 25.10

On croit rêver, un procès pour une simple pensée exprimée au cours d'une émission et que tout le monde a oublié depuis longtemps ou que personne n'avait retenue. Que Tavernier dénonce cette dictature des juges sans scrupules, des crapules à l'image du régime.

Un ghetto dans le ghetto

- A Paris, le XVIe fait une petite place aux HLM - Liberation.fr

Ticket gagnant.

- L'Eurostar fait de la pub pour l'exil fiscal - Francetv info

"*En avez-vous assez de payer trop d'impôts en France ?*" Cette publicité, repérée vendredi 25 octobre par un passager de l'Eurostar dans Metropolitan, le magazine distribué à bord, est une véritable invitation à l'exil fiscal. Francetv info 25.10

Charettes

- Hochtief supprimerait jusqu'à 2.000 emplois en Europe - Reuters

- Electrolux va supprimer 2.000 postes - Reuters

- Volvo va supprimer deux mille emplois dans le monde - LeMonde.fr

Les temps sont durs...

- Vivendi rembourse 1,5 milliard d'euros d'obligations - AFP

- Samsung augmente ses bénéfices de 25% au dernier trimestre - L'Expansion.com

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Un os à ronger pour les courtisans de l'ONU.

L'Allemagne et le Brésil travaillent par ailleurs à la préparation d'une résolution à l'ONU sur la protection des libertés individuelles, qui devrait être présentée au comité des droits de l'homme de l'Assemblée générale des Nations unies, sans mentionner spécifiquement les Etats-Unis. Elle visera à élargir aux activités sur Internet le "*pacte international relatif aux droits civils et politiques*", voté en 1966 par les Nations unies et entré en vigueur en 1976 pour protéger les droits individuels.

Le Brésil et l'Allemagne souhaitent que soit fait référence à Internet dans l'article 17 du pacte, selon lequel "*nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation*". lemonde.fr 25.10

Manipulation. Faire sauter le vérou de la lutte des classes.

Qui n'a pas envie de dénoncer les "*élites sclérosées*" qui dominent la vie politique en France dont il faudrait "*épousseter*" la pensée en prise à un "*appauvrissement des neurones*" ? Qui serait contre des "*réformes pérennes*" en économie ou en politique qui remettraient en cause la "*domination exercée par une minorité uniforme et unicolore*" au profit du "plus grand nombre (et) de faire briller leur différence" ?

Et par quoi passerait ces "*réformes*" ? Par "*l'université ou militer pour un peu de discrimination positive*", afin d'aboutir à une situation où "*l'élitisme pour tous*" serait la règle.

Mais pourquoi au fait ? Mais pour lutter contre "*le déclin de la France dans le monde*" qui est la conséquence du conservatisme de ses élites.

Et qui se livre à ce constat relayé par Libération, le journal de gauche du banquier Rothschild ? Je vous le donne ne mille : Les Anglo-Saxons !

Reprenons.

Leur méthode a consisté à présenter un constat accablant que chacun pourrait faire de son côté sur les élites qui dirigent ce pays, sans être demandeur de ces "*réformes*" en ce qui nous concerne, histoire d'amener le lecteur à partager les conclusions que Libération tirent de ce constat.

Sauf que voilà, une fois qu'on a pris connaissance des auteurs de ce constat et qu'on se remémore l'idéologie à laquelles ils adhèrent, on en arrive à se dire qu'on était en présence d'un procédé malhonnête tendant à masquer les véritables intentions de ses auteurs, car le lecteur lambda ne fera pas forcément le lien avec leur idéologie dont ils font la propagande à longueur de temps.

Maintenant, de quelle manière s'y prennent-ils pour le manipuler ?

Ils vont focaliser l'attention du lecteur sur la discrimination sexuelle ou raciale, autrement dit, ils se servent des droits bafoués de certaines couches de la population ou de certaines minorités que réprouvent généralement leurs lecteurs, non pas pour qu'ils en acquièrent forcément, non pas pour s'attaquer à ce qu'ils appellent le déclin de la France, ils visent en réalité le conservatisme politique qui en est le véritable responsable à leurs yeux, afin de le briser au profit de l'idéologie néolibérale chère à l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et dont Libération est le porte-parole.

Le titre de cet article lapidaire se réduisait à un seul mot "*Alarmant*" devait provoquer une réaction brutale chez leslecteurs qui seraient amenés à envisager un changement radicale, une rupture avec un modèle économique et politique, donc idéologique, pour en adopter un autre, qui ici est à peine effleuré mais suffisamment pour qu'on sache ce qu'il recouvre ou qu'on devine son inspiration, le néolibéralisme.

En résumé, on est en présence d'une instrumentalisation des droits des femmes et des minorités au profit du néolibéralisme.

Quand ils dénoncent les "*élites sclérosées*", ce ne sont pas les élites en tant que telles auxquelles ils s'attaquent dont font partie les dirigeants des médias, mais leur proportion à manquer de détermination pour s'attaquer frontalement aux droits sociaux des travailleurs, aux rapports entre les classes qu'ils continuent d'incarner malgré eux parce qu'ils ne peuvent pas d'un coup se débarrasser du mouvement ouvrier ou anéantir plus d'un siècle de lutte des classes, ils doivent composer avec les classes qui résistent au rouleau compresseur néolibéral, d'où cette propriété dépréciative qu'ils leur collent. Et s'ils instrumentalisent les droits des femmes et des minorités c'est uniquement pour tenter d'enfoncer un coin, d'ouvrir une brèche dans cette résistance de la classe ouvrière et de la classe moyenne, pour la briser, pour les affaiblir et les diviser de telle sorte que le néolibéralisme puisse s'imposer plus facilement.

Ce que ne comprennent pas ou plutôt ne veulent pas comprendre la gauche et l'extrême gauche, c'est que marcher dans cette combines pourrie contribue à favoriser les plans infâmes des néolibéraux. Ils s'en tiennent aux apparences, aux généreuses intentions affichées par les néolibéraux ou leurs porte-parole, l'obtention de nouveaux droits ou l'égalité des droits pour telle ou telle couche ou minorité, alors qu'en réalité ils visent uniquement l'essentiel, nos droits collectifs sociaux et politiques qu'ils parviennent pas ce biais à atteindre et liquider les uns après les autres.

Dites-nous à quoi cela sert-elle l'égalité entre les hommes et les femmes quand ensemble ils sont voués au chômage, à la précarité, à la pauvreté, qu'en reste-il quand les uns et les autres sont réduits en esclavage, cela leur fait une belle jambe de savoir que juridiquement ou institutionnellement ils sont lotis à la même enseigne, quel progrès social ! C'est cette supercherie qu cautionne la gauche et l'extrême gauche, cette imposture dont ils se font les complices parce qu'ils sont incapable de s'attaquer au régime en place ou plutôt ils n'y tiennent pas vraiment, je parle de leurs dirigeants essentiellement, mais pas seulement.

Depuis que Hollande a été élu ils n'ont eu de cesse de procéder de la sorte au nom de l'égalité des droits, les femmes, les homosexuels, les croyants, et maintenant les immigrés illégaux.

Si nous sommes opposés à toute réforme adoptée par le pouvoir en place, c'est parce qu'elle ne peut servir qu'à camoufler et faire passer des mesures politiques d'une portée collective contre l'ensemble des masses exploitées, en revanche nous soutenons et défendons tous les droits conquis par les travailleurs au cours de la lutte de classes, à l'issue de leur mobilisation ou d'une grève. Maintenant, il ne faut pas être borné ou verser dans le dogmatisme, nous défendons tous les droits des travailleurs qu'ils aient été concédés par le régime ou conquis par la lutte.

En quoi dire "***Arabe***" serait-il faire preuve de racisme ? En rien, tout dépend du contexte.

Comme vous avez pu le lire dans une précédente causerie nous n'avons aucune sympathie particulière pour monsieur Mennucci, le candidat du PS aux municipales de 2014, j'avais écrit que c'était le plus mafieux qui avait remporté la primaire au PS.

Lisez bien, alors qu'il sous-entend que Bruno Gilles, sénateur et maire UMP des IVe et Ve arrondissements de Marseille serait raciste, c'est lui qui le traite ainsi pour avoir évoqué l'"*Arabe*" en parlant de Samia Ghali battue lors des primaires du PS, pire, Alain Fontanel, secrétaire national du PS et tuteur de la fédération des Bouches-du-Rhône soutient Bruno Gilles.

- Les gros sabots de Mennucci - libération.fr

Alors qu'il passait devant les rangs de l'UMP, le député du centre-ville, hâbleur, demande à la droite si elle veut applaudir le candidat élu dimanche dernier pour représenter le PS à la municipale de mars, c'est-à-dire lui-même. Bruno Gilles, sénateur et maire UMP des IVe et Ve arrondissements (qui forment un secteur clé pour la victoire), rétorque qu'ils vont plutôt crier «*Samia, Samia*», comme les députés UMP mercredi, à l'Assemblée. Mennucci hésite alors, puis se retourne avant de s'asseoir et lancer : «*C'est bien la première fois que tu serais gentil avec une Arabe*». Tollé immédiat sur les bancs de la droite, qui l'accuse de racisme, lui demande de s'excuser. Le député prétend dans un premier temps au micro qu'il a juste dit «*ce serait bien la première fois que tu serais gentil avec Samia*». Mais le brouhaha redouble, il y a une suspension de séance et la droite en profite pour lever le camp.

«*Eux pensent que le mot "arabe" est une insulte*, répond Patrick Mennucci. *Pour moi, cela n'a jamais été le cas. Je passe mon temps à répéter que la communauté marseillaise est faite d'Arabes, de Juifs, d'Arméniens, d'Italiens, etc.*» Dimanche soir, après sa victoire, il annonçait une campagne municipale menée en commun par «*un petit-fils d'Italiens et une petite fille d'Algériens*».

Pour Alain Fontanel, secrétaire national du PS et tuteur de la fédération des Bouches-du-Rhône, les propos de Patrick Mennucci en séance publique sont «*une expression maladroite qui ne remet en rien en cause [ses] qualités humaines et politiques. Nous n'accepterons jamais, ajoute-t-il, de ramener quelqu'un à ses origines comme la droite cherche, elle, à le faire avec le droit du sang. Samia Ghali est française, point*». Un élu socialiste ajoute que les propos de Mennucci sont d'autant plus maladroits qu'ils viennent «*raviver la blessure de la primaire*». libération.fr 25.10

Il a dit les Italiens, il doit être xénophobe assurément, les Juifs, c'est qu'il est forcément antisémite, non mais à ce compte-là on ne pourra plus écrire ou parler librement, on va risquer un procès à chaque instant, c'est le règne de la terreur qu'ils sont en

train d'instaurer avec le concours des médias qui en rajoute à loirsirs, normal.

Ici on m'appelle l'étranger blanc, étanger parce qu'on ne sait pas de quel pays je viens, blanc parce que la population est noire sans que les Indiens soient racistes.

On a appris par expérience que ceux qui se livrent à ce genre de procès d'intention en France, sont généralement de véritables ordures. Ils appartiennent à la même catégorie que ceux qui font la guerre au terrorisme au nom de la démocratie, alors que ce sont eux qui arment les terroristes ou les fabriquent et piétinent, pilonnent à l'artillerie lourde la démocratie qui est leur pire ennemi.

Un rapport de force mondial moins favorable à l'hégémonie américaine.

- L'hégémonie des USA sapée par une nouvelle répartition des centres de force. - ruvr.ru

Dans son intervention à l'Université Johns Hopkins de Washington où était présenté le livre consacré à Zbignew Brzezinski écrit par ses anciens collègues et élèves, le géopoliticien a remis soudain en doute la cause de toute sa vie : le renforcement de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Selon Brzezinski, la domination de l'Amérique qui a duré 13 ans après l'achèvement de la guerre froide est révolue et ne reprendra probablement pas dans un avenir prévisible.

La domination mondiale des Etats-Unis s'est écroulée pour deux raisons essentielles, a expliqué le directeur adjoint des études du Conseil pour la politique étrangère et la défense Dmitri Souslov. Selon lui, la première raison réside dans la répartition de l'influence politique, économique et militaire dans le monde au milieu des années 2000 due à l'essor de nouveaux centres de force et à la renaissance des anciens.

« *Les pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, la Turquie, la Russie se sont développés dynamiquement. Leur force potentielle a augmenté, notamment dans la sphère militaire et politico-diplomatique. Deuxièmement, les Etats-Unis ont commis de multiples erreurs. Ils ont essayé de transformer l'hégémonie souple de l'époque Clinton des années 1990 en une hégémonie dure. Or, ils n'ont fait que précipiter la fin de l'hégémonie sans avoir pu réaliser les objectifs fixés par l'administration Bush, en suscitant la protestation de la part de plusieurs centres de force dans le monde et sapé leurs positions.* »

Un facteur fondamental nivelle les efforts des Etats-Unis en vue de conserver le leadership. Selon Dmitri Souslov, c'est la diffusion mondiale de la force. La force est répartie dans le contexte de la mondialisation parmi une multitude d'acteurs étatiques et non étatiques. Les groupes terroristes bénéficient aujourd'hui des possibilités historiquement propres aux Etats. Ainsi, le milieu international change au point qu'il est impossible d'envisager l'hégémonie d'un ou de plusieurs pays. Le « *printemps arabe* » a montré les limites de l'influence des Etats-Unis dans la politique étrangère et confirmé que Washington n'était plus à même de modeler à son gré les événements dans le monde. ruvr.ru 25.10

Note. ruvr.ru est le portail de La Voix de la Russie

Impensable de mettre en cause le Mossad...

- Mossad, NSA... Qui a vraiment hacké l'Elysée ? - nouvelobs.com

Ironie du sort, c'est la NSA qui permet de lever le voile sur l'étrange piratage qu'a subi la présidence française en mai 2012, avant l'élection de François Hollande. "*Le Monde*" révèle vendredi 25 octobre, grâce à une note interne de quatre pages de la NSA dévoilée par Edward Snowden, que Paris a dans un premier temps soupçonné l'agence de surveillance américaine d'être à l'origine de la cyberattaque.

Le document de la NSA fait référence à une rencontre qui a eu lieu le 12 avril 2013 entre les responsables américains et deux responsables français, Bernard Barbier, directeur technique de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) et Patrick Pailloux, directeur de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'informations (Anssi). Les deux grands experts français venaient demander "*des comptes à leurs homologues américains qu'ils suspectent alors d'être derrière ce piratage*".

Dans un chapitre baptisé "*pièges potentiels*" et " *autre information*", le document livre les détails des "*connaissances de l'agence pour faire face aux accusations françaises*", écrit "*Le Monde*". Le service TAO (Tailored Access Operations) de la NSA, qui gère et mène les cyberattaques à travers le monde, assure le piratage de l'Elysée n'est pas de l'une de ses opérations. Tout de même, le TAO "*a demandé à la plupart des plus proches partenaires de la NSA au sein du premier et deuxième cercle s'ils étaient impliqués, tous ont démenti leur implication*". "*Le Monde*" précise que le premier cercle "*comprend les seize agences de renseignement américain, le deuxième ajoute le Royaume Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande et le troisième intègre des pays comme la France ou l'Allemagne*".

Mais le TAO n'a pas demandé "*de façon délibérée*" au Mossad, les services secrets israéliens, et à l'ISNU, l'équivalent israélien de

la NSA, s'ils étaient impliqués dans le piratage de l'Elysée. "*Pour justifier cette retenue, le rédacteur [de la note, NDLR] avance, de manière laconique, que 'la France n'est pas une cible commune à Israël et aux Etats-Unis*"', écrit "*Le Monde*". Comme l'analyse le quotidien du soir, "*la NSA ne dit pas que le Mossad a mené l'attaque mais semble, néanmoins, considérer comme nécessaire le besoin de mentionner l'existence d'un doute raisonnable à l'encontre de l'Etat juif*". (En style sibyllin "*doute raisonnable*", pour ne pas dire une certitude ? Même la NSA ne peut pas, n'ose pas s'attaquer au Mossad, alors Hollande ! - ndlr)

L'attaque contre la présidence répond à une logique évoluée. L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) aurait mis plusieurs jours pour restaurer l'ensemble du réseau de l'Elysée. En tentant de remonter la piste des assaillants, ils auraient découvert que tout converge vers les Etats-Unis, croit savoir l'hebdomadaire. "*La secrétaire d'Etat à la sécurité intérieure de l'administration Obama n'a ni confirmé ni démenti nos informations*", souligne "*L'Express*". Toutefois, l'ambassade des Etats-Unis a formellement démenti les affirmations de l'hebdomadaire, critiquant des "*allégations de sources non identifiées*".

"*Tout ce que je peux vous dire est que l'attaque remonte à plusieurs mois avant notre installation et que nous espérons que cela ne se reproduira pas*", concédait l'Elysée au "*Nouvel Observateur*". nouvelobs.com 25.10

Et l'assassin international court toujours...

Un ado marocain condamné à la prison pour avoir menacé Obama - lefigaro.fr

Le tribunal de Casablanca a condamné vendredi un adolescent marocain de 17 ans à trois mois de prison ferme pour «*crime électronique*» et «*appel à la violence en utilisant des médias électroniques*».

En 2012, Soufiane I. avait posté un message sur Twitter dans lequel il menaçait de mort le président américain Barack Obama. «*Je tuerai votre président et toutes les personnes qui seront en sa compagnie. C'est ce que je ferai lorsque j'arriverai aux États-Unis le mois prochain*», avait écrit l'adolescent.

Ce n'est qu'il y a près de deux mois que la police judiciaire de Casablanca a interpellé le jeune homme et l'a placé en détention préventive.

En septembre 2012, Donte Jamar Sims, un jeune homme de 22 ans originaire de Charlotte en Caroline du Nord, avait été arrêté par la police après que les services secret américains avaient découvert cinq messages de menace sur Twitter. Le Charlotte Observer a annoncé en mai 2013 qu'il a été condamné à six mois de prison.

Jarvis M. Britton, 26 ans, a été condamné à un an de prison pour avoir proféré des menaces contre Barack Obama sur le réseau social, a révélé le Huffington Post . Cet habitant de l'Alabama aux États-Unis, avait posté le message «*Tuons le président. F. E.A.R.*». Les initiales F.E.A.R. faisaient référence à une milice anarchiste opposée au gouvernement américain. lefigaro.fr 25.10

Mais quand Obama envoie ses drones au Pakistan ou au Yémen pour massacrer d'innocents vieillards, femmes et enfants, plusieurs centaines de civils sous sa présidence, il est dans son droit. Idem quand la CIA et le Mossad procèdent à des assassinats "*ciblés*" d'opposants à travers le monde.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Selon les sources bien informées qui citent les diplomates moyen-orientaux, Washington aurait informé ses alliés européens des mesures de représailles qu'il entend entreprendre contre l'Arabie saoudite et la Turquie pour contrer l'opposition de ces derniers contre ses nouvelles politiques au Moyen Orient. La divergence entre Washington et Riyad ne relève pas de la propagande ou des spéculations politiques destinées à détruire les relations de deux alliés surtout après que Riyad eut renoncé à siéger au Conseil de sécurité à titre de membre non permanent.

Le refus de Riyad a exhorté l'Occident à procéder à des changements substentiels au sein des régimes arabes alliés : les Etats Unis ont poussé à ce que les postes clès comme la politique étrangère, les liens avec les voisins, ou encore la sécurité. " *Les intérêts stratégiques des Etats Unis ne se limitent pas au Moyen Orient et au Golfe persique, ils les dépassent pour s'étendre à l'Afrique et en Asie*", affirment ces diplomates qui poursuivent : " *le rapprochement des Etats-Unis avec l'Iran s'explique en effet par l'incapacité des Etats Unis à attaquer l'Iran. L'Occident a donc tout intérêt à ce que la sécurité du détroit d'Hormuz, voie maritime stratégique, soit assurée*".

Les diplomates en question s'exprime aussi sur la possible absence de l'opposition anti Assad à Genève II : " *La pression saoudienne à l'endroit de son maitre américain est un casus bellis lancé en direction de l'accord international (Russie-USA), un casus bellis qui se cristallise à travers le maintien du soutien de Riyad aux opposants anti-Assad*". " *Les Etats Unis veulent faire comprendre à l'Arabie saoudite que le nouvel accord russo-américain est un accord à portée internationale et que Riyad ne peut aller à rebours sinon des conséquences dramatiques menaceraient la région*". french.irib.ir 25.10

2- Syrie : l'EIIL rend le voile obligatoire pour les écolières.

La milice terroriste l'Etat islamique en Irak et au Levant a émis un circulaire qui rend obligatoire le port du voile pour les écolières dans des régions qu'elle contrôle. Les terroristes empêchent les petites filles non voilées d'assister aux cours. Cette décision a provoqué la colère des habitants des localités comme Raqa qui la considère comme une ingérence dans leur vie personnelle. Cette décision ramène notre pays à des années de lumière en arrière, disent les habitants. A Raqqa, des dizaines d'étudiants de la faculté technique ont manifesté contre l'EIIL et ont dénoncé les ingérences de la milice dans les affaires des étudiants. french.irib.ir 25.10

Alors qu'on est environ à un mois de la tenue de la conférence de Genève II, l'Arabie saoudite a l'intention d'exhorter les opposants syriens à participer à cette conférence en leur offrant la somme énorme de 300 millions de dollars.

Les Etats-Unis et les gouvernements qui soutiennent les groupes terroristes en Syrie font pression sur ces derniers pour les contraindre à participer à la conférence de Genève II, qui aura lieu en novembre, a-t-on appris aujourd'hui vendredi, d'Al Akhbar en allusion aux propos de John Kerry comme quoi les opposants syriens hésiteraient à participer à cette conférence. Bien que Riyad ait annoncé ne pas participer à la conférence de Genève II et qu' il fasse tout pour en empêcher la tenue, cependant il a l'intention d'allouer 300 millions de dollars aux hauts chefs des opposants pour les contraindre à y participer. Il s'agit de faire face au gouvernement syrien sur le terrain diplomatique.

L'Arabie a également proposé à certains opposants à l'intérieur de la Syrie comme le vice-premier ministre syrien, Qadri Jamil, de quitter le gouvernement syrien en contrepartie d'une récompense et de rejoindre les opposants de l'extérieur avant de participer à Genève II, manière d'unifier et de renforcer les rangs des opposants. Le régime saoudien a également promis aux chefs des terroristes en Syrie de les armer si ils évitent de contredire la coalition des opposants syriens et qu'ils ne perturbent pas la tenue de Genève II . french.irib.ir 25.10

3-Selon Al Akhbar, le chef du renseignement saoudien, Bandar Ben Sultan envisage de "*mettre à profit les expériences politiques et sécuritaires du chef des services du renseignement de Kadhafi en Syrie et en Afrique* ". " *Koussa Moussa (chef du renseignement libyen de 1994 à 2009) serait entrée dors et déjà au service de Bandar Sultan et il coopérerait étroitement avec ce dernier*".

Les informations dont dispose Koussa sont précieuses pour Sultan dans la guerre qu'il mène contre la Syrie. Koussa Moussa a été invité cette année par Sultan en pèlerinage de la guerre. Au cours de son séjour, Koussa aurait rencontré à plusieurs reprises le chef du renseignement saoudien. Les rencontres auraient été axées sur la Syrie et d'autres dossiers régionaux. Selon Al Akhbar, Bandar aimerait utiliser Koussa en raison de ses liens avec les services secrets occidentaux . Koussa possède aussi une mine d'informations sur l'Afrique où Bandar pêche le gros de son armée takfirie. french.irib.ir 25.10

Haut de page

Le 27 octobre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser les articles de presse, ce sera pour plus tard en fin de soirée ou demain matin, j'en ai trois en magasin, dont un très intéressant que je commenterai. J'ajouterai aussi quelques nouveaux articles de sources diverses.

Désolé, c'est dimanche et le Seigneur n'est pas avec nous, pas de bol, pas de miracle !

Pas de bonnes nouvelles à se mettre sous la dent ou si peu, il y encore là de quoi vomir le capitalisme et nous sommes très loin de pouvoir rendre compte de ses méfaits quotidiens sur l'étendue de notre planète.

Le vieux monde est tellement pourri que bon nombre de travailleurs, des militants ou d'ex-militants ne veulent même plus en entendre parler, ils préfèrent ne pas savoir ce qui se passe, ils ne le supportent plus, moi non plus, vous non plus n'est-ce pas, ils

se détournent de la lutte des classes, ils refusent de s'engager dans un parti, même participer à une action leur semble dérisoire, inutile, ils craignent d'être manipulés, récupérés, trompés, c'est dommage mais on les comprends, les partis du mouvement ouvrier ont ce qu'ils ont récolté, mille fois hélas.

Il y a des militants, qui n'ont manifestement pas vraiment les mêmes principes que nous, qui refusent de le comprendre, du coup il leur faut trouver une autre explication au comportement des travailleurs ou de ces ex-militants qui est amplement justifié, et de fil en aiguille ils en viennent à donner une interprétation de la société qui ne correspond pas à la réalité qui au passage témoigne qu'ils sont coupés de ce que vivent les masses au quotidien.

On peut pendant longtemps se raconter des histoires à soi-même, mais il arrive toujours un moment ou la réalité vous rattrape, et ce jour-là la situation prend une tournure dramatique, c'est ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui malheureusement. Est-ce qu'on va s'en sortir ? Rien n'est moins sûr, même si on n'a pas le droit de s'avouer vaincu à l'avance.

On s'acharne quotidiennement à ce qu'il en soit autrement, lucidement, cela déplaît à certains militants, c'est effectivement plus confortable de vivre bourré d'illusions et occasionnement de verser dans le populisme, l'ouvrièrisme, le tiers-mondisme qui en fait creuse un peu plus notre tombe.

On nous a fait prendre des vessies pour des lanternes pendant plus d'un demi-siècle pour se réveiller plongé dans l'obscurité et en arriver à se taper la tête contre les murs, parce qu'on s'est fourré dans un sale pétrin, plus qu'une impasse, dans un labyrinthe dont on ne parvient plus à sortir pour avoir effacé les traces qui nous permettraient de refaire surface, notre maigre espoir ne repose plus que sur la petite lumière que jusque là on a épargné et qui nous est restée fidèle. Vous aurez reconnu le marxisme.

Le mot du jour. Marché.

Normal, c'est dimanche. Non, le marché, la nouvelle idole, la déité, l'idéal devant lequel vous devez vous prosterner.

Attendez, vous avez dit décomplexé qu'ils étaient, avant lire la suite plus loin on ne vous l'avait fait celle-là : «*Une salle de marché est comme une rivière et les spéculateurs sont l'eau de la rivière. S'il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de rivière*».

Il y a de quoi s'étrangler, n'est-ce pas ? C'est ce qu'ils veulent faire entrer dans le cerveau de la population.

On va mijoter un peu avant lire l'article en question, histoire de se rassurer un peu, si l'on veut ou au contraire de se faire peur.

Si c'est "***meilleur***" pour le marché, alors pourquoi s'en passer, n'est-ce pas ?

- Les gloutons de l'éco - 26 octobre 2013 - Julien Verdier - legrandsoir.info

- "*Ceux qui détiennent l'argent, ceux qui occupent une place importante sur leur marché ont, de fait, de grands pouvoirs sur les acteurs qui les entourent. Et la responsabilité d'agir de façon éthique, pour le maintien d'un écosystème économique – et social – vertueux. Ce qui est, de toute façon, meilleur pour le marché en général. La folie des grandeurs et la soif de puissance ont malheureusement parfois tendance à le faire oublier…*"

Un " *écosystème économique*, décidément ils ne savent plus quoi inventer pour justifier leur subordination au marché, au capitalisme, pour voler à son secours.

Faites très attention, les articles de sources diverse que je mets en ligne sont bourrés de trucs dans le même genre.

Ils y viennent à la rupture avec le PS, mais qu'est-ce que cela aura été laborieux, et encore reste à le prouver sur le terrain.

Rompre avec le PS, cela ne doit pas signifier rompre uniquement avec l'idéologie qui lui sert de support actuellement, mais rompre avec le capital dont le contenu idéologique a évolué ou s'est diversifié au fil du développement du capitalisme. Sinon, vous continuerez de vous accommoder du capitalisme.

1- Allez la gauche, finie la veillée et enterrons ce cadavre du PS (car ça commence à sentir la puanteur). - 25 octobre 2013 - ADSkippy - legrandsoir.info

En France, comme ailleurs (...) les parties "*social-démocrates*",(pas socialistes) ont accompli, de par leur collaboration et traîtrise, leur rôle historique qui est de "*domestiquer*" la lutte des classes, l'éliminant du discours et la pratique politique, et par la même occasion, ostraciser la gauche progressiste, anti-capitaliste.

Mais la faute incombe aussi au PCF et la gauche progressiste en général. Car, malgré les traîtrises répétées du PS, ils succombent toujours à l'espoir d'accords électoraux et unions politiques illusoires et sans lendemains, en abandonnant leurs positions politiques et idéologiques qui les déterminent, pour ne penser qu'à court terme, aboutissant aujourd'hui pratiquement à l'anéantissement de la "*vraie gauche anticapitaliste*" de la scène sociale et politique.

Le PS n'as pas "*oublié d'être une gauche combative*" ; le PS "*ne fait plus partie de la Gauche*", depuis bien longtemps - et nous le savons bien. Il est donc grand temps que le PCF et toute la "*vraie*" gauche se fasse à cette idée.

Que "*la Gauche future*" est à bâtir sans le PS.

Question : Sachant qu'il n'existe pas d'autre issue politique que la rupture avec le capitalisme et ses institutions, êtes-vous vraiment sûr que le PCF et ce que vous appelez la "*vraie*" gauche sont de gauche ?

Nous, nous ne reconnaissons de gauche que les partis qui entendent en finir avec le capitalisme et ses institutions (Ve République, UE, BCE, FMI, Banque mondiale, ONU, Otan, etc.), même si cela demeure théorique pour certains partis ou certaines formations politiques, pour ne pas dire la plupart ou pratiquement tous.

2- Trahison d'une courte majorité des membres du PCF parisien - Le 24 octobre 2013 - M'PEP

Le Parti socialiste n'est pas un parti de gauche – depuis 30 ans ! - , il faudrait que le PCF, le PG et les autres composantes du Front de gauche s'en rendent compte. Le PS, c'est la droite masquée, celle qui arrive à faire avaler au peuple ce que la droite décomplexée n'arrive pas à faire.

Il est urgent de construire une force qui, électoralement, passera devant le PS, sur la base d'un programme de démondialisation, de sortie de l'Union européenne et de l'euro. C'est le seul moyen pour envisager un changement dans le pays.

Elle est bien bonne de la part de dirigeants qui ont tenu un tout autre langage au cours des 30 dernières années jusqu'à soutenir Hollande et le PS en 2012. Il faut être sacrément gonflé pour sortir un truc pareil. Quant à l'illusion de la révolution par les urnes, personne ne peut y croire, c'est une pure invention, une escroquerie politique, on n'ose même pas dire qu'une telle perspective est en totale contradiction avec le marxisme et le socialisme.

30 ans, c'est encore s'en remettre à ce que le PS a dit de lui-même en 1983, lorsque ses dirigeants déclarèrent qu'ils reconnaissaient ou adhéraient officiellement à l'économie de marché et renonçaient de fait au socialisme, alors que pendant les 4 décennies qui avaient précédé le PS avait profité d'un contexte favorable à la lutte de classe du prolétariat en France et à l'échelle mondiale pour camoufler sa véritable nature qui était déjà conforme à celle qu'on lui connaît aujourd'hui.

Encore un petit effort, ce n'est pas suffisant d'affirmer après coup en 2013 que le PS n'est pas un parti de gauche, il faudrait expliquer pourquoi et comment le PS a pu se faire passer pour un parti de gauche jusqu'à présent, de quelle complicité il a profité, sur quoi reposa la confusion ou l'erreur qui amena à le considérer de gauche, il faut caractériser cette dérive droitière sur le plan politique, sinon cette affirmation ne servira strictement à rien, elle demeurera une déclaration sans lendemain.

Le PS n'a pas renoncé au socialisme d'un coup en 1983, ses dirigeants ont voulu témoigner ce jour-là qu'il rompait définitivement avec le socialisme dans un contexte économique et politique mondial précis, mais en réalité ils n'ont fait qu'entériner une rupture qui avait eu lieu 69 ans plus tôt, qui pour des raisons politiques précises ont rendu impossible à ses dirigeants de rompre totalement avec l'origine ouvrière de leur parti, parce qu'il avait encore un rôle à jouer dans le mouvement ouvrier pour le compte du capital, le PS ne pouvait pas laisser le champ libre au PC ou aux trotskistes qui auraient peut-être pu trouver la voie pour construire un parti révolutionnaire. (A suivre)

Le stade de crise permanente (et final) atteint par le système capitaliste se répercute dans tous les partis et tous les pays.

- Idées, partis, leaders: la crise est aussi politique en France - AFP

- Des parlementaires évoquent une scission de la droite en Italie - Reuters

Il faut ajouter que cette crise frappe et menace toutes les institutions nationales, d'où la nécessité pour la couche qui domine la classe dominante et qui détient le pouvoir, l'oligarchie financière, de les liquider au profit d'institutions supranationales afin qu'elle se dénoue en leur faveur, le pouvoir politique transmis à ces institutions supranationales coïncidant avec la liquidation des droits politiques des masses exploitées, de la démocratie, au lieu d'en laisser l'initiative au prolétariat qui instaurerait une République sociale dans chaque pays sur leurs cendres et signerait l'arrêt de mort du capitalisme.

La corruption des partis ou formations qui prétendent incarner les intérêts des travailleurs se manifeste par leur participation aux institutions nationales et supranationales (UE, notamment) qu'ils légitiment de la sorte tout en prétendant les combattre, incitant les travailleurs et les militants à trouver une issue politique à travers ces institutions, alors que le seul objectif conforme à leurs intérêts de classe devrait consister à rompre avec toutes ces institutions et à combattre pour les renverser, prendre le pouvoir.

Le double langage permanent des dirigeants des partis ouvriers, leurs misérables manoeuvres d'appareil, leurs vulgaires positions électoralistes ou populistes, leurs liens avec le PS et leur détestable habitude de s'adresser à ses dirigeants, leurs incantations en direction de ses ministres et aujourdhui son président, le tout ne peut se traduire que par l'extrême méfiance des travailleurs et des militants envers tous ces partis, leur rejet finalement. Nous en sommes là.

ACTUALITE EN TITRES

C'est comme si c'était déjà fait et un avertissement ?

- Manuel Valls préféré pour succéder à Jean-Marc Ayrault à Matignon - Le Nouvel Observateur

- 56% des Français pour un départ des écologistes du gouvernement - Le Nouvel Observateur

Résistance internatioanle.

- Trois cents prostituées manifestent à Paris - LePoint.fr

- Ecotaxe : affrontements dans le Finistère entre manifestants et forces de l'ordre - LeMonde.fr

- Des milliers de manifestants anti-austérité défilent au Portugal - LeMonde.fr

- Brésil: une manifestation dégénère à Sao Paulo, 60 arrestations - AFP

Le bon plan

- Les patrons français ont un plan pour aider François Hollande à sortir de l'ornière - Atlantico.fr

La guerre à tous les peuples y compris en France.

- "*On est putes, on est fières, le PS c'est la guerre*" - Le Nouvel Observateur

Face à la colère qui gronde partout en Europe, il est urgent... d'attendre.

- Le renforcement de la zone euro, une priorité qui doit attendre - AFP

- Prélèvements sociaux sur l'épargne : le gouvernement fait machine arrière - Liberation.fr

Le PEA, le PEL et l'épargne salariale ne seront finalement pas concernés par le relèvement des prélèvements sociaux sur les produits d'épargne. Liberation.fr 26.10

Pire qu'un prédateur. J'irai cracher sur vos tombes (un clin d'oeil à B. Vian)

- Les Français fleurissent de moins en moins les tombes - AFP

Savez-vous quel était l'objet de cet article ? Le marché des fleurs qui présente des faiblesses à vous faire verser des larmes...

Qu'on se le dise, le marché, c'est la seule valeur, la seule vertu, le seul principe, la seule règle, le seul droit légitime. Le marché doit rythmer toute votre existence, votre respiration, vos pensées, vos rêves et surtout vos cauchemars.

Le marché, c'est l'idéal suprême qui doit supplanter tous les autres tout au long de votre vie, qui doit guider vos pensées et vos actes. Le marché, tout doit lui êtres soumis, la démocratie, le progrès social, tous vos droits de votre naissance à votre mort.

Vos études, vos connaissances, votre travail, votre temps libre, vos loisirs, vos vieux jours et même votre cadavre doivent servir le marché.

Il s'est pendu ? Il s'est raté ? Non, dommage.

- Un militant de Greenpeace se suspend brièvement à la Tour Eiffel - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

A l'image du futur "***radieux***" qu'ils nous réservent. Sans les spéculateurs "***nous n'existerions pas***".

Si vous vous interrogez sur les conditions dans lesquels il est produit, les conséquences dévastatrices sur l'environnement qui en découlent et même la qualité du produit proposé, vous éviterez d'en acheter et d'en manger. La réponse dans l'article plus loin

En lisant l'article suivant vous comprendrez mieux d'où vient cet engouement pour ce poisson : une source de juteux profits pour les spéculateurs. Au passage, l'AFP a dû être payée par le gouvernement norvégien ou/et les producteurs de saumon pour sortir un titre pareil.

- La consommation s'envole: le saumon a désormais un "***future***" radieux - AFP

Située à Bergen sur la façade maritime occidentale de la Norvège, Fish Pool est la toute première salle de marché internationale certifiée à gérer l'achat et la vente de contrats dérivés du saumon (futures et options).

Encore confidentiel, le marché devrait avoir généré en 2013 un volume de transactions estimé entre 100.000 à 120.000 tonnes.

Les industriels d'Europe et de Russie couvrent désormais 10% de leur achats à la bourse norvégienne, souligne François Perrone, directeur de marché chez Fish Pool.

Comme sur n'importe quel marché à terme, vendeurs et acheteurs s'entendent de manière anonyme sur un prix de saumon fixé à l'avance - le produit de référence étant un saumon frais de 3 à 6 kg- et qui ne fera l'objet d'aucune livraison physique. A échéance, une des contreparties, tantôt l'acheteur, tantôt le vendeur, aura à payer la différence entre le prix contracté et le prix de référence, explique Bruno Bensaïd, consultant et formateur sur le marché à terme de Bergen chez Offre et demande agricole.

«*Cet outil de gestion a des perspectives de développement formidables dans les vingt prochaines années, car la consommation du saumon s'est démocratisée depuis 1960 et la demande est en croissance constante*», ajoute M. Perrone.

En 2013, l'Europe reste le premier importateur de saumon: Pologne en tête avec 82.000 tonnes en 2013, suivie de la France (78.000 tonnes), de la Russie (74.000 tonnes), du Royaume-Uni, de l'Espagne, la Hollande et l'Allemagne.

Pour répondre à l'engouement croissant des consommateurs qui l'utilisent frais, fumé et maintenant cru dans les sushis, la production mondiale de saumon d'élevage, assurée par la Norvège, le Chili, l'Écosse et le Canada, a dépassé 2 millions de tonnes en 2012, soit une hausse de 22% par rapport à 2011.

Sans spéculateurs, point de survie

En 2013, elle devrait encore progresser de 1% et en 2014 de 7%, selon les estimation de Marine Harvest, le plus gros acteur aquacole norvégien.

Avec un coût de production de 26 couronnes norvégiennes par kilo (3,56 euros) pour un prix moyen à la fin septembre de 35,70 couronnes le kilo (5,08 euros), le marché peut engranger de super profits, reconnaît M. Perrone.

Cet type d'élevage est d'autant plus rentable qu'il faut environ 1,2 kg d'aliments pour produire 1 kg de poisson, contre 7 à 8 kg pour 1 kg de viande de boeuf, ajoute-t-il.

Ils sont environ 200 éleveurs aquacoles, exportateurs, industriels, fumeurs et investisseurs financiers, nordiques pour la plupart, à fréquenter quotidiennement cette salle de vente détenue quasiment à 100% par la Bourse d'Oslo.

Quelques grands noms de la distribution françaises - Carrefour, Intermarché, Delpeyrat ou Fleury Michon - sont déjà sensibilisés à l'intérêt d'une couverture sur ce marché du saumon frais pour bâtir leur stratégie commerciale, indique M. Bensaïd.

Quant aux spéculateurs, ils représentent 10% des acteurs de la salle de marché, selon M. Perrone, un pourcentage largement insuffisant puisque il en faudrait, selon lui, trois fois plus.

«*Une salle de marché est comme une rivière et les spéculateurs sont l'eau de la rivière. S'il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de rivière*», explique M. Perrone.

En d'autres termes, ce sont eux qui créent la liquidité qui rendent les contrats disponibles, en se positionnant sur les marchés quand acheteurs et vendeurs font de la rétention.

«*Les spéculateurs ont leur place à Bergen, sans eux nous n'existerions pas*», insiste-t-il. AFP 26.10.2013

Vive la spéculation et les spéculateurs !

Après les affâmeurs, les empoisonneurs.

- Les saumons d'élevage norvégiens qui finissent en filets dans les rayons réfrigérés des supermarchés avant d'atterrir dans nos assiettes sont nourris aux pesticides. Cette information, révélée en juin 2010 dans l'émission « *Pièces à conviction* » (France 3), fait l'objet d'un nouveau rapport d'une ONG norvégienne, Green Warriors.

Selon l'enquête de Green Warriors :

10 à 20% des saumons d'élevage meurent dans les cages, du fait de la surpopulation, de malformations et de maladies ;

les études vétérinaires montrent que presque la moitié des saumons souffrent d'inflammation cardiaque, neuf sur dix de dépôts graisseux supplémentaires au cœur ;

les vaccins inoculés aux saumons provoquent des effets secondaires, comme des péritonites ;

les déchets alimentaires des fermes aquacoles s'élèvent à 7% – il y a donc 70 000 tonnes de restes rejetés en mer et qui sont ensuite mangés par les poissons sauvages à proximité.

Claudette Béthune, pharmacologue qui a travaillé pour l'organisme norvégien de sécurité alimentaire (le Nifes), avant de partir aux États-Unis, explique :

« *La présence de polluants tels que les dioxines et le PCB dans le saumon génère un risque de cancer, qui, pour les personnes jeunes, dépasse les bénéfices attendus du saumon sur la santé.* »

Connu depuis longtemps des biologistes, le pou de mer est un petit crustacé de 8 à 12 mm qui se nourrit de la peau, du sang et du mucus des poissons, provoquant de grosses tâches marrons sur le dos du saumon. Sa prolifération est devenue le cauchemar des propriétaires de fermes piscicoles norvégiennes. Pendant des années, les pisciculteurs ont traité les poux de mer à coups d'antibiotiques, mais cela ne fonctionne plus. Pour « épouiller leurs stocks », ils utilisent désormais du diflubenzuron, un produit chimique reconnu comme pesticide. Ils le mettent dans la nourriture avant de la déverser dans les cages où se pressent des dizaines de milliers de saumons.

Un pesticide interdit en Europe mais autorisé en Norvège

Dès juin 2010, cette information conduit Bruno Le Maire, ancien ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, à écrire à son homologue norvégienne : « *Cette substance ne dispose pas d'autorisation de mise sur le marché (AMM) communautaire ou française en tant que médicament vétérinaire. Elle est réservée au traitement phytopharmaceutique de certaines espèces végétales et à la désinsectisation des bâtiments d'élevage.* » Et de conclure : « *Pour ces raisons, son administration aux poissons destinés à la consommation humaine n'est pas autorisée* ». Le saumon norvégien traité au diflubenzuron ne devrait donc pas arriver dans les assiettes des consommateurs français.

Invitée à expliquer les conditions d'emploi de ce pesticide, la ministre norvégienne ne tarde pas à répondre. Dans un courrier du 23 juin 2010, Lisbeth Berg-Hansen dénonce des « *informations fallacieuses* ». Car si elle reconnaît l'utilisation de cette substance chimique dans les élevages norvégiens, elle assure qu'elle « *est soumise à un strict contrôle vétérinaire* » et que le pesticide a obtenu une autorisation nationale de mise sur le marché comme produit vétérinaire. Se voulant rassurante, elle précise qu'un délai de 100 jours est respecté entre l'administration du produit et la commercialisation. De quoi éviter le

dépassement des limites maximales de résidus de pesticides dans la chair animale, assure-t-elle.

Toxique pour les poissons, cancérogène pour les humains

Faut-il, comme Bruno le Maire, se contenter de cette explication en assurant que « *l'ensemble des conditions de sécurité* » sont réunies (voir sa réponse) ? L'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA) a clairement établi en 2009 que le diflubenzuron est « *hautement toxique pour les organismes aquatiques* ». L'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) confirme cette toxicité « *pour les invertébrés aquatiques d'eau douce et les mollusques marins* », affectant leur reproduction et leur croissance. Le mode d'emploi du diflubenzuron stipule précisément que ce pesticide est « *dangereux pour l'environnement* » et « *très toxique pour les poissons* ». Rien n'y fait : en Norvège, on continue d'en gaver les saumons.

Le rapport de l'ONG Green Warriors fait mention d'une autre étude de l'EPA. Elle montre que lorsqu'un mammifère ingère du diflubenzuron, une nouvelle substance (dite « *4-chloroaniline* » ou « *PCA* ») peut se former dans son intestin et son estomac. Or, comme l'indique l'Agence américaine mais aussi l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris), la PCA comporte des effets cancérogènes pour l'homme et constitue un possible perturbateur endocrinien. Le diflubenzuron ne serait donc pas cancérigène en lui-même mais peut en revanche devenir, lorsqu'il est ingéré, une substance cancérigène. Cette substance serait également « *très toxique par inhalation, ingestion ou pénétration par la peau* », ajoute l'université d'Oxford.

Malgré les impacts sanitaires et environnementaux du traitement au diflubenzuron des saumons d'élevage, les autorités norvégiennes poursuivent leur campagne de communication autour du saumon.

(fin 2010) Quelques mois après voir formulé cette menace, un autre pesticide, le teflubenzuron, est venu s'ajouter à la nourriture du saumon… (source : bastamag.net 06.01.2012 - Rue89 24.12.2011)

Place au néonazis !

Manifestation des partisans d'Aube dorée, le 26 octobre à Athènes - AFP

Le rassemblement d'Aube dorée, organisé devant un des locaux du parti, dans le centre d'Athènes, était la première démonstration de force des néonazis depuis la vague d'arrestations et d'inculpations lancée en septembre par les autorités, après le meurtre d'un musicien antifasciste par un membre du parti.

Le gouverneur de Salonique, Apostolos Tzitzikostas, a invité Aube dorée pour le défilé militaire de la fête nationale, lundi. Il a déclaré qu'il était dans l'obligation d'inviter les parlementaires de tous les partis, dont Aube dorée. AFP

Les néonazis paradent tranquillement. Qu'ils soient invités à un défilé militaire va de soi, ils seront en famille.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Portugal

Des milliers de manifestants ont protesté samedi au Portugal contre la politique d'austérité menée sous la tutelle des créanciers internationaux, qui exigent toujours plus de sacrifices de la population.

"*Gouvernement à la rue*", "*l'euro coule le pays, référendum tout de suite*", "*non à la troïka, non à la faim*", pouvait-on lire sur les banderoles brandies par la foule réunie à Lisbonne à l'appel du mouvement citoyen "*Que la troïka aille se faire voir*".

Ils étaient près de 20.000 à Lisbonne et environ 5.000 à Porto (nord), selon les organisateurs qui ne disposaient pas d'estimations concernant la participation aux manifestations dans une douzaine d'autres villes du pays.

La mobilisation était en nette baisse par rapport aux manifestations monstres organisées le 15 septembre 2012 puis le 2 mars dernier par ce même mouvement, issu de la mouvance des Indignés, indépendant des partis politiques et des syndicats.

Ce groupe de militants avait alors rassemblé des centaines de milliers de personnes, se plaçant en première ligne de la contestation du programme de rigueur négocié en mai 2011 par le Portugal avec la troïka UE-BCE-FMI, en échange d'un prêt de 78 milliards d'euros.

La contestation se poursuivra dans les semaines à venir avec une nouvelle manifestation de la CGTP prévue pour vendredi, jour du vote en première lecture de la loi de Finances.

Les administrations publiques tourneront au ralenti le 8 novembre, en raison d'une grève des fonctionnaires, qui verront leurs salaires réduits de 2,5% à 12% pour les revenus dépassant 600 euros bruts par mois.

Après la grève observée vendredi par les salariés de la poste, qui entendaient protester contre sa privatisation, les syndicats des entreprises publiques de transports organiseront une série d'arrêts de travail avant une manifestation nationale le 9 novembre.

Le malaise a gagné aussi les forces de l'ordre, dont les syndicats ont lancé un appel à manifester le 21 novembre.

En dépit des manifestations, de la mobilisation des syndicats et des critiques de l'opposition de gauche, le Premier ministre Pedro Passos Coelho ne cesse de réaffirmer sa détermination à garder le cap de la rigueur, dans l'espoir de reconquérir la confiance des marchés financiers et conclure le plan d'aide internationale en juin 2014, comme prévu. AFP 26.10

Une seule solution : la révolution, mais pas pour raccommoder le régime comme en avril 74, mais pour le balayer.

Les imposteurs qui pullulent dans les rangs du mouvement ouvrier, il faut entendre par là la totalité des partis qui avancent masqués, prétendent que tout serait possible sans renverser les institutions en place dans chaque pays, sans s'attaquer au fondement du capitalisme, sans exproprier les banquiers et les patrons ou actionnaires des grandes entreprises, en réalité rien n'est possible sur une telle ligne politique, la situation économique et politique coïncide en fait avec la nécessité de réaliser le programme de la révolution socialiste.

Donc, soit on est capable de construire un parti ouvrier révolutionnaire sur cette base et il sera possible d'avancer vers le socialisme, soit la barbarie triomphera et le socialisme n'aura été qu'une merveilleuse utopie, voilà ce qu'il faut expliquer à chaque travailleur et militant. il n'existe pas d'autre alternative.

Haut de page

Le 28 octobre 2013

CAUSERIE

15 nouveaux articles ont été ajoutés. La suite plus tard.

Renouer avec le socialisme.

Parce qu'ils ne veulent pas rompre avec le capitalisme, c'est leur horizon indépassable, à croire qu'il existe de toute éternité, ils s'en remettent à nos ennemis.

Ils demandent aux porte-parole de l'idéologie néolibérale anglo-saxonne-sioniste, de l'oligarchie financière, des banquiers et des puissants actionnaires des multinationales américaines, occidentales, internationales de bien avoir l'obligeance de se pencher sur la misère du monde dont ils sont responsables, on croit rêver une fois de plus.

Militants, travailleurs, détournez-vous de toutes ces initiatives qui conduisent à légitimer en France et dans le monde le capitalisme et ses représentants.

Titre. *Convention pour un salaire minimum mondial* - Francis Journot - dimanche 27 octobre 2013 - legrandsoir.info

Extraits.

Lettre ouverte à :

- Barak OBAMA, président des Etats-Unis d'Amérique,
- José Manuel BARROSO, président de la Commission Europeenne,
- Robert AZEVEDO, directeur général de l'OMC,
- Guy RYDER, directeur général de l'OIT,

- et tous les chefs d'Etats

Que leur réclame-t-il ?

- (En Asie, Afrique, Amérique latine) Un salaire minimum mensuel net de 400 € ou 500 $ pour les ouvriers fabriquant des produits ou les employés fournissant des services destinés à l'exportation principalement vers les deux plus grands marchés de consommateurs que sont l'UE et les USA.

Certains travailleurs perçoivent déjà cette rémunération ou disposent d'un salaire supérieur, mais la question n'est pas là.

C'est par leur lutte de classe que les travailleurs doivent conquérir l'instauration d'un salaire minimum qui leur permette de vivre décemment.

De plus, qu'est-ce que cela veut dire, que certains travailleurs dans ces pays auraient le droit à un salaire de 400 ou 500 $, tandis que l'immense majorité continueraient de percevoir un salaire mensuel de misère autour de 40 $? En fait, cela reviendrait à créer ou renforcer une aristocratie ouvrière qui viendrait grossir les rangs de la classe moyenne et des fonctionnaires qui généralement perçoivent des salaires nettement supérieurs à ceux des travailleurs du secteur privé pour garantir la stabilité des régimes politiques semi-féodaux ou dictatoriaux en place, finalement créer un modèle politique sur celui qui existe dans les pays capitalistes occidentaux où les inégalités n'ont cessé de s'accroître au cours des dernières décennies de manière à assurer la pérennité du capitalisme.

- Nous devons envisager l'instauration d'un salaire minimum mensuel net de 1 000 € pour l'ensemble des ouvriers des pays de l'UE fabriquant des produits ou les employés fournissant des services destinés à l'exportation ainsi que pour les salariés détachés dans l'un des 28 pays de l'Union Européenne (Exemples : ouvriers polonais et portugais du BTP en France et ouvriers Bulgares ou roumains dans l'agroalimentaire en Allemagne).

Les salaires minimum en vigueur dans des pays de l'UE continueraient à s'appliquer dés lors qu'ils seraient supérieurs à 1 000 € net mensuel. Fin.

Ben voyons, les capitalistes ne seraient pas tentés de recourir de préférence à cette main d'oeuvre meilleur marché, tout en continuant de s'attaquer au salaire minimum déjà en vigueur dans leur pays pour le faire baisser où en détournant la législation du travail de milles manières.

De plus, s'agissant des "*salariés détachés*", il est proposé ici de casser la législation du travail et d'introduire une exception pour ce type de salariés qui seraient moins payés à travail et qualification égale, alors que d'après ce que j'ai cru comprendre, jusqu'à présent un maçon polonais détaché perçoit le même salaire qu'un maçon français, et si finalement la somme qui lui revient est plus faible, c'est parce que la société prestataire de service polonaise lui retient un pourcentage sur son salaire, ce qui est pratiqué en amont en France par les sociétés d'intérim, se pratique en aval pour ces travailleurs.

Il existe aussi des exceptions légales tout aussi inacceptables, puisque un travailleur étranger qui vit en France a les mêmes charges fixes et des besoins comparables à ceux d'un travailleurs français, il n'y absolument aucune raison d'accepter une différence de salaire qui pousserait les patrons à recourir à ce genre de main d'oeuvre bon marché, tandis que le chômage de masse se maintiendrait indéfiniment en France, chômage de masse qui sert à faire pression sur les salaires à la baisse.

ACTUALITE EN TITRES

Si le capitalisme ne peut pas survivre sans recourir à de nouvelles taxes dont personne ne veut entendre parler : il faut le liquider, maintenant !

- La taxe Tobin constitue un "*risque énorme*", dit Noyer - Reuters

- Pourquoi l'écotaxe est si violemment contestée en Bretagne - L'Expansion.com

L'écologie : c'est la réaction.

- Les écologistes défendent l'écotaxe mais se disent prêts à «*des aménagements*» - LeFigaro.fr -

Ils gouvernent au jour le jour.

- Fiscalité de l'épargne: les trois leçons à tirer de la reculade du gouvernement - L'Expansion.com

- Fiscalité: des Pigeons aux PEL, les nombreux revirements du gouvernement - L'Expansion.com

Ils vont s'entretuer !

- «*Gros cul*», «*tartine*» : Cécile Duflot publie les insultes qu'elle reçoit sur Twitter - LeFigaro.fr

- Baylet (RPG) éreinte Désir (PS) - AFP

Pour M. Baylet, M. Désir a tout simplement "*tiré dans le dos de François Hollande*". "*C'est la première fois que l'on voit le responsable du parti majoritaire critiquer le président de la République. Ce n'est pas acceptable. On se croirait chez Tintin avec le général Tapioca*", s'insurge le président du PRG. AFP 27.10

- Les sociaux-démocrates tchèques se déchirent - Reuters

Lâché !

- Sondage: 73% des sondés ont une mauvaise opinion de Jean-François Copé - 20minutes.fr

Copé a bien participé à une réunion du groupe Bilderberg, pour tester la marchandise, ils ont dû déduire de sa prestation qu'il était pire que Sarkozy qu'ils ont jeté à la fin de la première partie, lui préférant Hollande, qui lui au moins, à défaut de faire partie de leur écurie, sait se montrer d'une docilité merveilleuse...

Intox.

- Création d'un office central de lutte contre la corruption - AFP

Un Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales a été crée au sein de la direction centrale de la police judiciaire par un décret publié dimanche au Journal officiel. AFP 27.10

Tiens, on n'entend plus parler des paradis fiscaux...

La réaction passe à l'offensive et la stratégie du chaos.

- Espagne: des victimes de l'ETA manifestent pour réclamer justice - AFP

Quelques jours plus tôt, c'était l'extrême droite qui paradaient...

- Des milliers de Russes dans la rue contre Poutine - LePoint.fr

- Liban: 13 morts en une semaine dans les violences dans le nord - AFP

- Irak: au moins 65 morts dans des attentats - AFP

Take a walk on the wild side...

- Lou Reed est mort - Francetv info

Le leader du mythique Velvet Underground était âgé de 71 ans. Il se remettait d'une greffe du foie subie en mai. Francetv info 27.10

1972 :Transformer ; 1973 : Berlin.

ACTUALITÉ DU JOUR

Un bad coup de... Rothschild.

- Une "*bad bank*" serait proposée pour RBS, pas un démantèlement - Reuters

Une étude demandée par le gouvernement britannique sur l'avenir de la banque publique Royal Bank of Scotland propose la création d'une structure de défaisance pour y loger les prêts à problèmes de l'établissement et non une vente de la banque par appartements, rapporte samedi la chaîne de télévision Sky News.

Cette "*bad bank*" recueillerait environ 40 milliards de livres d'actifs défectueux.

Les résultats de cette étude demandée en juin par le ministre des Finances George Osborne à la banque d'affaires Rothschild devraient être publiés vendredi prochain, a précisé Sky News.

L'Etat britannique contrôle 81% de RBS, qu'il a nationalisée en 2008 pendant la crise financière.

Le rapport de Rothschild devrait aussi préconiser une réduction des activités de banque d'affaires de la banque et la vente de certains de ses actifs, toujours selon Sky News. Reuters 28.10

On ne peut plus s'empêcher d'éclater de rire en lisant cela.

La banque va se délester de ses actifs les plus juteux ou les plus prometteurs au profit de Rothschild qui va les acquérir à un prix très intéressant, et le reste, les actifs pourris qui vont atterrir dans cette "*bad bank*", l'Etat se chargera de les liquider avec les impôts et taxes que paient les contribuables, les travailleurs britanniques, rien de plus normal en somme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Géorgie

Géorgie: écrasante victoire du protégé du Premier ministre - AFP

Guiorgui Margvelachvili, le candidat du Premier ministre ennemi juré du président sortant Mikheïl Saakachvili a remporté une écrasante victoire à la présidentielle en Géorgie (4,5 millions d'habitants), reconnue par son adversaire.

M. Margvelachvili Margvelachvili, 44 ans, un philosophe peu connu du grand public a obtenu 63,8% des voix, selon les premiers résultats officiels portant sur près de 12% des bureaux de vote.

Son adversaire, David Bakradzé, candidat du président sortant Mikheïl Saakachvili arrive loin derrière avec 21,3% des voix.

Le Premier ministre et milliardaire Bidzina Ivanichvili, dont le mouvement Rêve géorgien avait déjà battu Saakachvili aux législatives d'octobre 2012, a déclaré dimanche soir qu'il n'avait eu aucun doute quant à la victoire de son candidat. "*Ensemble nous allons construire une Géorgie dont nous rêvons*", a-t-il dit.

Le taux de participation était relativement faible (46,6%) à cette présidentielle dont le vainqueur aura moins de pouvoirs que le Premier ministre, en vertu d'une réforme constitutionnelle. AFP 27.10

63,8% de 46,6%, quelle légitimité pour ce président de milliardaires ? Aucune.

2- Arabie saoudite - Russie

Selon les sources bien informées, l'Arabie saoudite vient tout juste de faire une alléchante proposition à Poutine : une offre de 15 milliards de dollars en échange d'une visite de Poutine en Egypte, d'une rencontre de ce dernier avec le ministre de la Défense Al Sissi et d'une légitimisation du coup d'état anti Frères musulmans.

Selon Russia Today qui rapporte cette information, le chef du renseignement saoudien, Bandar Ben Sultan aurait formulé une proposition en ce sens au cours de sa visite récente à Moscou. Selon cette information, cette somme de 15 milliards de

dollars auraient dû être payé sous forme de contrat d'armement à signer entre la Russie et l'Egypte. De nouveaux contacts semblent avoir eu lieu entre la partie saoudienne et la partie russe en ce sens, affirment les sources officieuses. Riyad est-il en train de préparer sa riposte anti-américaine? french.irib.ir 26.10

3- Syrie

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe sur la Syrie, Lakhdar Brahimi, se sont entendus sur des mesures pour préparer la conférence internationale Genève 2 lors d'une conversation téléphonique.« *L'envoyé spécial a informé Lavrov sur le sujet de son voyage dans un certain nombre de pays du Moyen-Orient et ses contacts en vue de la Genève 2* », a déclaré un communiqué publié sur le site du ministère russe des Affaires étrangères. « *On est convenu de continuer à mener un travail conjoint pour convoquer la conférence, y compris dans le cadre de la réunion consultative tenue à Genève le 5 novembre dans le format Russie-États-Unis-ONU* », indique le communiqué. french.irib.ir 26.10

SOCIAL

Israël. Les "***déchets***" sont les sionistes.

Faites tomber les masques. Les émigrés traités de "*déchets*" par les pires raclures qui existent sur terre.

Les émigrés israéliens taxés de traîtrise à la cause sioniste LePoint.fr

De plus en plus de jeunes quittent Israël en raison de la situation économique et sociale.

Ils ont entre 25 et 40 ans. Célibataires ou en couple, avec ou sans enfants. Ils ont quitté Israël pour vivre à l'étranger. Ce sont des yordim, un terme qui, en hébreu, signifie littéralement "*ceux qui descendent*". Selon certaines statistiques, il y en aurait aujourd'hui 800 000 installés un peu partout dans le monde. Cette émigration a toujours existé et a toujours été dénoncée par les dirigeants israéliens en des termes très durs, comme Yitzhak Rabin qui, en 1974, parlait des yordim comme de "*déchets*", de "*chiffes molles*".

Et voilà qu'en cet automne 2013 la question a resurgi et créé la polémique. C'est la diffusion, il y a un peu plus d'un mois, par la chaîne 10 de la télé israélienne d'une série intitulée Les nouveaux yordim qui a lancé le débat. Quatre longs reportages sur de jeunes Israéliens installés en Europe ou aux États-Unis, décrivant leur nouvelle vie et expliquant les motifs pour lesquels ils sont partis d'Israël. Première et souvent seule motivation : la situation économique. Comme Moran, 32 ans, qui vit avec son mari et son jeune fils à Berlin : "*En Israël, explique-t-elle, mon compte en banque était toujours dans le rouge. Ici, à Berlin, c'est fini. Je suis constamment et confortablement dans le vert. Berlin, ajoute-t-elle en riant, c'est pour moi le meilleur des comptes épargne.*"

À l'autre bout du monde, chez l'Oncle Sam, on retrouve Dorit et Zohar. Avant d'habiter dans le New Jersey avec leurs trois enfants, ils étaient à Eilat, la station balnéaire sur la mer Rouge, à la pointe sud du pays. Officier de carrière à l'armée, Zohar a décidé de se marier. Et c'est là que tout s'est gâté : "*Quand ma femme et moi avons cherché à nous loger, nous avons vite réalisé qu'il nous serait impossible d'avoir en Israël quelque chose de décent à un prix raisonnable. Ici, dans le New Jersey, c'est possible !*" Et, devant la caméra qui le suit alors qu'il vient de passer à la caisse pour payer un Caddy bien rempli, il ajoute : "*Regardez, je viens de dépenser 233 dollars. En Israël, à quantité et produits égaux, cela m'aurait coûté deux à trois fois plus*."

Moran, Zohar, Itaï, etc., tous l'affirment : c'est le coût de la vie qui les a décidés à partir. Et ce n'est pas l'étude comparative tout juste publiée par le quotidien populaire Maariv qui leur donnera tort. Il faut, en Israël, pour se payer un logement 138 salaires mensuels moyens contre 65 aux États-Unis, 64 en Grande-Bretagne ou 59 en Hollande. Quant à la part de l'alimentation dans le revenu moyen, elle est de 18 % en Israël, contre 9 % en Allemagne ou 10 % en France. Le tout alors que le salaire moyen israélien - 1 850 euros - est le plus bas en comparaison des États-Unis, de l'Allemagne, l'Irlande, la France, l'Espagne ou l'Australie.

Au coeur de la controverse, il y a aussi ce sondage publié dans le cadre de la série télé : une majorité de parents israéliens, 45 %, se déclarent prêts à soutenir leurs enfants s'ils décident d'aller vivre à l'étranger, 33 % affirmant qu'ils ne les encourageraient pas mais ne s'y opposeraient pas. Seuls deux Israéliens sur dix sont activement contre. Par ailleurs, 80 % des sondés ne voient pas dans l'émigration un phénomène illégitime. En écho, l'un des plus grands poètes israéliens, Nathan Zach, a donné sa bénédiction à ces jeunes Israéliens "*qui doivent aller là où ils peuvent vivre le mieux*". C'est la fin d'un tabou. Et, pour une partie de la classe politique, c'est insupportable.

Dans un post sur sa page Facebook, le ministre des Finances, le sémillant Yaïr Lapid, n'a pas attendu pour dénoncer les yordim : "*Je n'ai pas de patience pour ceux qui sont prêts à jeter à la poubelle le seul pays qu'ont les juifs simplement parce que Berlin, c'est confortable...*" Il s'est fait immédiatement "*tacler*" par des dizaines d'amis, dont certains lui ont rappelé qu'en son temps il

était parti vivre aux États-Unis pour mener une carrière dans la communication. D'autres, des émigrants, affirmaient qu'ils rentreraient au pays les yeux fermés si le gouvernement menait une autre politique économique et sociale. À la petite phrase de Yaïr Lapid s'est ajoutée celle du directeur de la loterie nationale, un ancien général, qui les a qualifiés de traîtres.

Pour Shlomo Avineri, professeur de sciences politiques renommé, cela prouve une chose : les yordim n'ont pas le moindre sens des responsabilités citoyennes. D'un côté, ils abandonnent le difficile débat national israélien ; de l'autre, ils recréent une diaspora, tout en ne s'impliquant pas dans les affaires du pays où ils s'installent. Bref, pour monsieur Avineri, les nouveaux expatriés israéliens n'ont comme horizon que leurs petites aspirations personnelles ! À ces critiques, les nouveaux émigrants répondent : "*Nous reviendrons lorsque le gouvernement changera de politique économique et sociale.*" LePoint.fr 27.10

La couverture sioniste du "*peuple juif*" fout le camp, bonne nouvelle pour les Palestiniens, notamment.

Haut de page

Le 29 octobre 2013

CAUSERIE

Lundi 23h10 à Pondichéry

J'ai ajouté 16 articles, et j'ai rajouté ceux d'hier que j'avais oubliés de télécharger dans le serveur !

Mercredi 0h30 en Inde

Je n'ai plus le temps de traiter l'article *Transactions financières: Noyer éreinte la future taxe boursière européenne* , ce sera pour demain.

Je prépare une nouvelle contribution économique pour répondre à certaines questions laissées sans réponses ou incomplètes. La question centrale est celle-ci : Pourquoi ne peuvent-ils pas indéfiniment injecter des milliers de milliards de dollars dans l'économie ? Ils l'ont fait, ils vont continuer de le faire, jusqu'à quand, personne n'est en mesure de répondre à cette question qui est d'une importance déterminante pour l'avenir de l'humanité, rien que cela, oui, rien que cela, car le jour où ils arrêteront, c'est l'économie mondiale qui s'effondrera avec toutes les conséquences que l'on devine et celles qu'on n'imagine pas encore. Est-ce inéluctable ? Assurément.

Plus les faux-monnayeurs injectent de la monnaie de singe dans l'économie, plus ils alimentent l'inflation monétaire et l'inflation tout court dans certains secteurs de l'économie (immobiliers, la Bourse, actions, certaines matières premières, etc.) et dans certains pays émergents (Chine, Inde, Afrique du Sud, Argentine + 20% par exemple) plus la distorsion croît entre l'économie financière ou spéculative et l'économie réelle ou productive, plus il leur faut pomper de la plus-value dans cette dernière au profit de la première, d'où les politiques d'austérité mise en oeuvre dans tous les pays, plus la dette des Etats s'accroît plus le service de la dette devient insupportable pour tous les Etats, plus il apparait qu'ils ne pourront jamais rembourser cette dette, qu'ils n'en viendront jamais à bout, plus les entreprises et les particuliers s'endettent plus ils présentent le risque de devenir insolvables au moindre accident de parcours... Il suffit donc qu'ils arrêtent de faire tourner la planche à billets pour que l'ensemble de l'économie se retrouve paralysée et que les taux d'intérêt montent et se mettent à flamber, les Etats se retrouvent asphyxiés, les entreprises ne puissent plus empruntés pour régler leurs dettes et fassent faillites, le chômage explose, tous les organismes socaux qui ont emprunté sur le marché se retrouvent dans la même situation, les banques se retrouvent à court de liquidités, les particuliers se voient dépouillés de leur épargne tandis que l'inflation s'envole, ils deviennent insolvables, l'immobilier, le bâtiment, les banques, tout s'écroule...

Il s'agit d'une question complexe dans laquelle entre en jeu de nombreux facteurs et rapports à l'échelle mondiale. Je sais qu'il y en a qui la traitent par dessus la jambe ou qui prétendent pouvoir y répondre sans s'être vraiment penchés sur cette question, ils savent tout, tant mieux pour eux, nous, nous essayons de comprendre comment les choses peuvent se passer pour mieux s'y préparer, tout en sachant que n'importe quel événement, y compris politique peut être un prétexte pour que tout pète du jour au lendemain. Tenez depuis plusieurs jours les Japonais et les Chinois se livrent à des provocations dans les airs et sur mer qui prennent de plus en plus des allures de déclaration de guerre, je rapporte ici les propos des autorités chinoises.

Le saviez-vous ?

On ne peut se fier à aucun média, ils sont tous vendus, pourris.

Ici il s'agit du rôle joué par le Guardian comme relais des info collectées par Wikileaks et Snowden, un journal britannique de gauche (sic!), en réalité en cheville avec les services secrets britanniques. Que le New York Times n'ait cessé de conspirer avec la CIA et le Pentagone contre Julan Assange était naturel, de même que Le Monde en France avec les renseignements généraux.

- Wikileaks trace sa route à l'Est - 27 octobre 2013 - mondialisation.ca

Se fier ou se confier à la gauche, c'est comme donner sa tête à son bourreau. Qui en doutait ?

- A propos du long métrage Mediastan, A Wikileaks Road Movie présenté au premier London Raindance Film Festival, puis à Moscou lors d'un autre festival. (...)

Le Guardian a joué un sale rôle dans l'histoire de Wikileaks, et ils semblent bien vouloir refaire le coup avec Snowden. Ils ont publié ses rapports, après les avoir corrigés à la sauce NBA, l'ont poussé à révéler son identité, moyennant quoi ils ont boosté leur réputation de gens de gauche, et au final, ont mandaté leur propre agent, Luke Harding, pour qu'il écrive un livre qui le mettra probablement en pièces. Ils y ont déjà gagné la bienveillance des services d'intelligence, des lecteurs qui leur font confiance, et ils pourraient bien finir par détruire leur victime.

C'est ce qu'ils ont fait avec Julian Assange : ils ont tiré parti de ses dépêches, les ont trafiquées et censurées pour les rendre compatibles avec la stratégie de leurs patrons, puis ont publié sur son compte des tombereaux d'ordures, tous les ragots qu'ils ont pu trouver, ils l'ont décrié tant et plus. Le New York Times a été encore plus sordide, dans la mesure où il n'a pas cessé de collaborer avec la CIA et le Pentagone, et a pleinement joué sa partition dans la chasse aux sorcières contre Assange.

Mais les lecteurs de CounterPunch ont pu suivre sa saga exceptionnelle en temps réel, depuis le début, probablement mieux que personne, mieux que par la grande presse ou les bloggeurs. Ils ont appris comment les câbles ont été publiés, comment le Guardian a calomnié Assange (ils ont reçu des notes confidentielles de la police suédoise et en ont biaisé le contenu). Lorsque, quelques mois plus tard, ces documents ont été rendus publics, un site suédois a écrit : « *les pesants ragots publiés surtout par le toxique Nick Davies du Guardian ne tiennent plus debout. Le rapport de Nick Davies sur les procès-verbaux était une manipulation.* »

Le Guardian avait fait des chapeaux tendancieux sur les câbles obtenus par Bradley Manning et répandus par Assange. Les gens ne lisent guère au-delà des titres, de sorte que le Guardian à son habitude s'est permis d'attribuer à Wikileaks certaines remarques de représentants officiels des US, le plus souvent destinés à miner l'image de la Russie et à priver son président de légitimité. C'est seulement maintenant que nous comprenons ces attaques infatigables contre Poutine, le seul qui a eu assez de volonté pour mettre un frein à l'attaque qui menaçait la Syrie, et signer ainsi la fin de l'hégémonie américaine.

Les câbles d'Asie centrale étaient plus intéressants que les autres, dans la mesure où les ambassadeurs US dans la région ne se méfiaient pas, et s'exprimaient franchement, en toute brutalité, dans leurs communications avec le Département d'État. Le Guardian a délibérément expurgé une bonne part des câbles publiés afin de cacher les preuves de corruption par les firmes occidentales en Asie Centrale, comme les lecteurs de CounterPunch ont pu le lire dans un article qui est difficile à retrouver sur Google (quelle surprise !). Wahlsrom demande à Alan Rusbridger pourquoi il a effacé les noms des généreux donateurs, et reçoit une réponse formelle : ce sont des gens très riches et ils pourraient nous faire un procès.

L'article en entier figure dans le site à la rubrique International.

On ne peut pas tout dire n'importe où.

Olivier Delamarche : « *Ça va aller de plus en plus mal. Et il faut s'attendre à ce que ça pète.* » - Jeudi 24 octobre 2013 - http://www.wikistrike.com

Olivier Delamarche, associé et gérant de Platinium Gestion répond aux interrogations des Observateurs sur l'Europe, la crise économique mondiale, les banques et la démocratie.

« *L'Europe, c'est la négation des peuples.* »

« *Ils ne sont jamais à cours d'imagination quand il s'agit de vous piquer de l'argent.* »

« *Les pays européens, les Etats-Unis, le Japon sont des pays ruinés. Ils ont un endettement qui est, de toute façon, inremboursable.* »

« *Ils vont aller taper dans l'épargne, ils vont aller taper sur les comptes, à la chypriote.* »

« *On est dans une panade qu'on n'a jamais connue, avec un endettement qu'on n'a jamais connue.* »

« *On joue à faire les démocrates, ce n'est qu'un jeu, ce n'est qu'un leurre.* »

« *On n'est pas en démocratie, ça c'est clair, et depuis longtemps. Je ne vois pas très bien ce qui, tout d'un coup, les motiverait à en installer une. Surtout qu'ils savent qu'à la première question qu'ils poseraient, ils seraient virer.* »

« *N'imaginez pas que ça puisse se régler de façon indolore.* »

Sources : Les Observateurs / Le JDS

C'est étonnant d'entendre un tel discours sur une chaîne de télé dédiée à la finance, on pourrait partager tous les constats dressés au vitriole par monsieur Delamarche.

Du coup j'ai voulu en savoir plus en cliquant sur les différents liens associés à cet article, sauf que voilà...

Dans la même page de wikistrike.com figurait une vidéo, je clique dessus, résultat :

- L'utilisateur a supprimé cette vidéo. Opération impossible.

Ensuite je me connecte sur le portail Les Observateurs pour en savoir plus, résultat :

- Page introuvable

Désolé, la page que vous cherchez n'est pas disponible. Son contenu est en cours d'actualisation ou elle a été déplacée.

Bon, j'insiste lourdement et je me connecte sur Le JDS, résultat identique :

- L'utilisateur a supprimé cette vidéo. Opération impossible.

Je ne connais pas monsieur Olivier Delamarche qui intervient dans cette télévision dédiée à la finance, je me suis dit qu'apparemment il en avait trop dit, du coup sa direction s'est empressée de faire disparaître le contenu de son intervention dont j'ignore la date exacte, le 24 ou la veille.

Comme il en avait beaucoup trop dit, j'ai voulu savoir qui était derrière cette télévision, qui en étaient les mentors et je n'ai pas été déçu, entre nous, j'avais flairé l'embrouille dès le premier clic. Résultat :

- BFM Business était une toute petite radio au début des années 90 qui fit faillite, avant d'être racheté et de devenir une chaîne de télévision économique nationale très très très riche, normal, elle a pour parrains, notamment : Dassault, Apax Partners et la Compagnie financière de Rothschild. (source : Wikipedia)

ACTUALITÉ DU JOUR

Les institutions de la Ve République sont illégitimes.

- Hollande devient le président le plus impopulaire de toute la Ve République - 20minutes.fr

Le chef de l'Etat chute 6 points à 26% de popularité en octobre selon le baromètre BVA publié lundi...

Seuls les sympathisants socialistes ont encore, à 75%, une bonne opinion de François Hollande. Ceux qui ont voté pour lui au second tour «*ne sont plus qu'un sur deux à avoir une bonne opinion de lui (51% contre 47%), ses alliés écologistes (54% de mauvaises opinions) et la gauche de la gauche (66% de mauvaises opinions) (étant) une nette majorité à le rejeter*».

A droite, ils sont 97% à avoir une mauvaise opinion du président, soit «un niveau qu'aucun président n'avait atteint» selon BVA. 20minutes.fr 28.10

Le PS est un parti d'affairistes, il faut croire que ses sympathisants ont les mêmes intérêts et partagent leur mentalité et leur morale. Que dire de ceux qui ont colporté des illusions dans ce parti depuis 1945, qui ont appelé à voter Hollande, à "*battre Sarkozy*" ?

Taxes et impôts. Le gouvernement privilégie les riches, les paradis fiscaux et l'UE.

- Ecotaxe: "*le gouvernement ne peut pas revenir en arrière*", prévient Le Foll - L'Expansion.com

Stéphane Le Foll, qui assure avoir entendu et compris les inquiétudes des opposants à l'écotaxe, exclut d'ores et déjà un retrait pur et simple du dispositif. Selon lui, le gouvernement "*ne peut pas revenir un arrière*" sur l'écotaxe. En effet, défaire le contrat avec la société chargée de sa collecte coûterait 800 millions d'euros, a expliqué ce lundi le ministre de l'Agriculture sur iTélé. "*Le contrat qui a été signé par Madame Kosciusko-Morizet (ex-ministre de l'Ecologie, ndlr), par Monsieur Baroin (ex-ministre de l'Economie), par Madame Pécresse (ex-ministre du Budget) à une société qui s'appelle Ecomouv', si on devait le délier, ça coûterait 800 millions d'euros, voilà ce qu'on nous a laissé et voilà pourquoi on ne pas revenir en arrière*", a déclaré Stéphane Le Foll.

Interrogé par l'AFP, le ministère des Transports confirme qu'il s'agit bien d'une clause du contrat conclu par l'ancienne majorité avec Ecomouv' en octobre 2011. Mettre un terme à cet accord coûterait un milliard d'euros sur un an, dont 800 millions à payer immédiatement, a précisé le ministère. "*Tout cela n'est pas de la responsabilité du gouvernement, c'est la responsabilité des responsables précédents*", a-t-il insisté tout en dénonçant les attaques de la droite sur le sujet.

Ecomouv' est chargée du financement, de la conception, de la réalisation, de l'entretien, de l'exploitation et de la maintenance de l'écotaxe, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier, après avoir été déjà repoussée à deux reprises. Cette taxe doit rapporter 1,1 milliard d'euros par an, notamment pour développer et moderniser les infrastructures de transport, dont 250 millions seront alloués aux frais de gestion. Le contrat a été signé pour une durée de plus de 13 ans, selon le ministère des Transports. L'Expansion.com 28.10

Il suffirait d'exproprier Ecomouv' pour un euro symbolique et l'affaire serait réglée ! Mais voilà, le gouvernement Hollande-Ayrault-Le Foll poursuit la même politique antisociale que son prédécesseur, on en a ici une nouvelle fois la preuve.

Crises des partis, l'accélération.

- Placé (EELV): s'il cède, le gouvernement n'aura plus d'autorité - AFP

- Désir (PS) préfère "*un gouvernement qui ne s'obstine pas*" - AFP

Instrumentalisation par la réaction

- Ecotaxe: les élus bretons UMP boycottent la réunion à Matignon - L'Expansion.com

- Sarnez (MoDem): "*il serait raisonnable de reporter l'écotaxe*" - AFP

La menace rode, se précise...

- Bretagne : les RG alertent le gouvernement - LePoint.fr

La SDIG de Rennes -autrement dit les ex-RG-, laisserait entendre que la colère des Bretons pourrait avoir de lourdes répercussions et pourrait embraser d'autres régions comme "*l'Alsace, le Pays basque et même la région niçoise*".

"*Jusqu'alors, estiment les analystes du SDIG, cités par Le Figaro, les syndicats se sont toujours refusés à réunir agriculteurs et pêcheurs, tant le cocktail peut se révéler explosif*". Une prochaine journée d'action est prévue le 2 novembre prochain, avec une nouvelle manifestation à Quimper.

En Bretagne, depuis début août, trois portiques ont déjà été rendus inopérants, dont un abattu. Mais l'écotaxe cristallise aujourd'hui toute la grogne des Bretons qui voient l'agriculture et l'agroalimentaire, piliers de leur économie, s'effondrer, et les plans sociaux se multiplier comme chez le volailler Doux ou plus récemment chez Gad SAS où plus de 800 emplois ont été détruits. LePoint.fr 28.10

Quand Solidaires montent au créneau pour défendre le gouvernement.

- Epargne: le syndicat des impôts dénonce une instrumentalisation du ras-le-bol fiscal - L'Expansion.com

Le principal syndicat des impôts, Solidaires-Finances publiques, s'est inquiété lundi de voir "*le ras-le-bol fiscal de plus en plus instrumentalisé*" par des intérêts particuliers après le recul du gouvernement ce week-end sur la fiscalisation de l'épargne.

"*Le danger est réel, le consentement à l'impôt, pilier de la démocratie, s'affaiblit*", prévient le syndicat dans un communiqué.

Selon lui, le nouveau recul du gouvernement qui a exclu les plan d'épargne-logement (PEL), plan d'épargne en actions (PEA) et l'épargne salariale de l'alignement à 15,5% des prélèvements sociaux sur les produits d'épargne vient "*de la réaction des épargnants qui veulent avant tout préserver des avantages fiscaux*".

"*On ne peut invoquer le fait que l'épargne est le fruit du travail et laisser penser que tous les Français seraient concernés par un durcissement des règles en matière d'assurance-vie*", explique-t-il, rappelant que "*l'épargne est parfois héritée et est alimentée par d'autres revenus comme ceux du patrimoine*".

Elle est aussi "*très mal répartie*", estime Solidaires assurant que si 25 millions de Français ont souscrit une assurance-vie, 10% détiennent à eux seuls la moitié des en-cours.

Après le recul fin 2012 devant les "*pigeons*" qui protestaient contre l'augmentation de la taxation des plus-values de cession ou celui sur la taxe sur l'excédent brut d'exploitation (EBE) obtenu par le patronat, "*nombreux sont ceux qui invoquent le 'ras-le-bol fiscal' de la population pour réclamer l'abandon de certains projets fiscaux spécifiques qui les touchent*".

"*Dans ces conditions, la répartition de la charge fiscale ne peut qu'être un peu plus déséquilibrée et ce au détriment de l'immense majorité des ménages qui ne peut s'organiser pour faire valoir ses 'intérêts' ou tout simplement l'intérêt général*", regrette-t-il. Le syndicat critique en outre le gouvernement dont les mesures sont "*soit trop complexes et illisibles, soit trop injustes*".
L'Expansion.com 28.10

Traduction : Si ces mesures étaient simples, lisibles, injustes, mais moins injustes, elles seraient acceptables, ne vous marrez pas Solidaires est considéré comme un syndicat quasi révolutionnaire par certains militants !

Solidaires reprochent donc au gouvernement de n'avoir pas su y mettre la forme pour maquiller le rançonnement auquel il se livre sur la couche et la classe moyenne ou tout simplement des travailleurs, qui par le biais de l'augmentation continue des prix de l'immobilier et du foncier au cours des trois ou quatre dernières décennies se retrouve en possession d'un patrimoine d'une certaine valeur que le gouvernement entend taxer.

La classe dominante, qui entend appauvrir tous les travailleurs qui peuvent l'être encore, ne peut accepter que certains s'enrichissent mécaniquement en bénéficiant de l'inflation dans ce secteur économique, il faut donc les forcer à vendre leur bien ou l'hypothéquer pour régler les taxes que le gouvernement leur impose.

Et quant aux économies que les travailleurs qui en avaient les moyens ont placées dans différents plans d'épargne ou dans une assurance-vie, elles sont le produit net de leur travail une fois déduites les cotisations qu'ils ont déjà versées en amont. Peu importe estime le gouvernement, il n'est pas normal qu'ils puissent en tirer un maigre profit, alors que les capitalistes, banquiers et autres spéculateurs professionnels échappent en totalité ou en grande partie à l'impôt par le biais d'une fiscalité particulièrement avantageuse, pratiquent l'évasion fiscale légalement ou se livrent à la fraude fiscale via des paradis fiscaux, que les riches s'enrichissent est dans l'ordre des choses, mais que les pauvres où ceux qui devraient l'être prétendent à un niveau de vie supérieur est insupportable.

Commentaire d'internaute

1- "Pas très sérieux les propos de cet article. Pour beaucoup de salariés cette épargne est celle réalisée sur des salaires savamment gérés pendant 10 ou 20 ans. Les impôts sont passés avant. Après des revenus de patrimoine de bourse etc, l'auteur de cet article est certainement mieux loti que ces millions de foyers de classe moyenne. J'ai pitié pour lui et suis prêt à l'aider pour ses fins de mois."

2- "L'épargne est parfois héritée et est alimentée par d'autres revenus comme ceux du patrimoine" assène ce syndicat. Messieurs cette épargne "parfois héritée" , ce" patrimoine" ils ont déjà été taxé . Il faudrait donc ,selon votre bréviaire politique de gauche , re-taxer à l'infini, ad eternam , jusqu'à extinction? Votre rôle est d'appliquer le Code des Impôts , votre statut ne vous confère en rien un privilège de prescripteurs . Restez à votre place s'il vous plaît ."

3- "L'épargne, elle est bien entendu au départ le fruit d'un travail, soit de soi-même, soit d'aïeux qui se sont parfois sacrifiés pour aider ou transmettre un patrimoine à leur descendance. "

4- "Sur qu'il y a instrumentalisation, les lobbies anti -état, au service du grand capital qui veut pouvoir écraser les populations sans aucune retenue au seul profit d'une infime minorité, font flèche de tout bois et manipulent l'opinion publique pour qu'elle ne voit ses intérêts qu'à très court terme."

Quand le PCF demande à un gouvernement de droite (selon lui) des impôts "***justes***"...

- Pierre Laurent (PCF) veut une remise à plat "*d'urgence*" - AFP

Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a critiqué lundi le "*manque de cohérence*" des décisions du gouvernement et demandé une remise à plat "*d'urgence*" du dossier fiscal.

"*Les impôts, s'ils sont justes, sont compris par le pays*", a assuré le numéro un communiste. AFP 28.10

Il faut entendre par "*le pays*" l'ensemble des classes, y compris celle des capitalistes dont Laurent se fait ici le porte-parole, comme Hollande, quoi ! Excellent monsieur Laurent. Qui se posait encore des questions sur la nature du PCF ? Vous avez dit de gauche ? Vous en êtes bien sûr ? Je ne sais pas, Laurent vient d'affirmer le contraire...

Quand le PCF confond forfaiture et centralisme démocratique.

- Le PCF refuse le «*centralisme*» de Mélenchon - Liberation.fr

«*Comment Pierre Laurent a-t-il pu nous mentir des mois durant, pendant qu'il vendait la tour Eiffel à Hidalgo !*» écrit Mélenchon.

En réponse, deux membres de la direction du PCF, Isabelle Lorand et Frédérick Genevée, lui ont adressé une lettre ouverte dans l'Humanité dans laquelle ils écrivent qu'ils refusent le «*centralisme*» que souhaite appliquer le patron du Parti de gauche (PG) : «*De l'autonomie de vote des parlementaires à l'autonomie des fronts thématiques, nous n'avons pas la même approche. Nous, les communistes, avons rompu avec le centralisme démocratique en 1994. Ce n'est pas pour le voir revenir par le Front de gauche*.»«*Plutôt que de cliver*», ajoutent-ils, ils lui demandent de «*rassembler*». Liberation.fr 28.10

La forfaiture consiste à rompre brutalement et unilatéralement un accord qu'on avait conclu avec un tiers sans que celui-ci n'est cessé d'en respecter les termes. Le centralisme démocratique qui concerne essentiellement un parti politique consiste à appliquer une décision (pratique) politique adoptée par sa majorité, même si on est en désaccord avec celle-ci.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, par déformation, parce que des dirigeants en ont usé et abusé dans le passé (et le présent) pour conserver leur pouvoir au sein de l'appareil de leur parti, le centralisme démocratique n'est pas un mode de fonctionnement permanent d'un parti. On l'applique pontuellement chaque fois que le parti doit prendre une décision d'ordre pratique afin qu'il soit en ordre de bataille. Les militants doivent se prononcer sur une action qui leur est proposée, si elle est rejetée par la majorité, cette action n'aura pas lieu, si elle est adoptée par la majorité, l'ensemble des militants mettront en oeuvre cette action.

On pourrait encore penser qu'il n'est pas normal que des militants (minoritaires) opposés à une action se retrouvent obligés de l'adopter. Oui, en effet, dans un parti antidémocratique, quand les dirigeants d'un parti refusent de tirer honnêtement le bilan politique d'une action qui s'est avérée inutile, négative, nuisible, etc. et de reconnaître leurs erreurs, dans ce cas-là il ne s'agit pas de centralisme démocratique mais de dictature bureaucratique. Maintenant, il est difficile dans un parti de demander à chaque militant de se prononcer sur toutes les actions ou décisions prises par leurs dirigeants. Parce que les militants n'ont pas forcément le niveau politique pour décider du bien-fondé ou non d'une décision ou d'une action. Leurs dirigeants ont été élus lors d'un congrès pour assumer cette responsabilité, c'est donc à eux que revient cette décision en règle générale.

Un problème grave survient lorsque les dirigeants du parti négligent la formation des militants et des cadres, et qu'ils ne s'assurent pas que la discussion sur la politique adoptée par le parti a bien lieu dans toutes les instances et que toutes les informations de la base remontent bien jusqu'à eux sans avoir été déformées avant de leur parvenir. Lorsque cela se produit, de nombreux militants sont amenés à adopter une politique qu'ils ne comprennent pas ou avec laquelle ils sont en désaccord, ils finissent par quitter le parti. Souvent les cadres se comportent comme de petits chefs plus soucieux de faire passer la politique de leurs dirigeants que de l'expliquer aux militants. Ces militants suivent une politique plus qu'ils ne la comprennent, du coup ils ne tirent aucun bénéfice de leur expérience et finissent pas s'en lasser et par s'en aller.

C'est là qu'on mesure l'immense responsabilité qui pèse sur les épaules des dirigeants d'un parti, qui doivent avoir les qualités requises pour mettre en oeuvre le centralisme démocratique et privilégier le centralisme ou la démocratie selon les circonstances comme l'expliquait Trotsky, si l'on ne veut pas qu'il se transforme en dictature bureaucratique. Contrairement à ce que j'ai connu dans l'organisation dans laquelle j'avais milité, la progression d'un militant ne se juge pas au nombre de journaux qu'il a vendus, au nombre de signatures qu'il a récolté ou à l'argent qu'il a collecté, ni même au nombre de ses contacts, mais à sa capacité à maîtriser la méthode du marxiste pour devenir un militant conscient, à l'esprit critique développé et libre, capable de penser la situation par lui-même, pour au cours de la lutte de classes ou de la révolution être en mesure de guider les masses, encore faut-il que ce soit toujours l'objectif des dirigeants du parti dans lequel on milite.

Le centralisme démocratique ne s'applique pas à la totalité des activités d'un parti, son programme, sa stratégie, sa tactique, sa ligne politique, ses mots d'ordres, ses rapports avec les différents partis, les institutions, etc. il s'applique d'autant moins dans le

cas d'une coalition de partis ou de différentes formations politiques comme c'est le cas avec le FdG, car de profonds désaccords persistent entre eux sur de nombreuses questions.

Mélenchon semble l'avoir oublié, parce que cela l'arrangeait sans doute, il n'était pas sans savoir que sans un minimum d'élus le PCF disparaîtrait quasiment et qu'il servait aussi de caution populaire au PS, quoique pour les prochaines élections cette caution ne lui sera d'aucun secours, aucun travailleur en dehors des nantis n'ira voter pour un candidat du PS.

Instrumentalisation d'une minorité.

- Lagerfeld s'en prend aux femmes rondes, elles répliquent - Le Nouvel Observateur

Quelques mots à peine prononcés dans une émission (Direct 8) trois semaines plus tôt (3 octobre) et que peu de gens ont dû regarder et dont tout le monde a oublié le contenu, sauf des frustrés ou des complexés, des manipulateurs professionnelles qui comptaient en tirer profit, suffisent à mettre en branle leur machine à propagande, déclencher une polémique dès lors qu'elle est relayée par les médias. Comment ?

Le Nouvel Observateur s'est empressé d'en rajouter une couche en se livrant au passage à une manipulation qui a consisté à faire référence à une "*étude*" en modifiant l'intitulé de l'organisation comme s'il ne fallait pas que le lecteur en connaisse l'origine, disons douteuse, le magazine l'a présentée comme une "*étude parue en janvier dernier dans le "Journal of the Medical Association" (JAMA)* " alors qu'en réalité il s'agissait du Journal of the American medical association.

Et quelles étaient les conclusions de cette "*étude*" qui devait concerner en premier lieu bon nombre d'Américains? Rassurantes évidemment, au point qu'on peut se demander si elle n'aurait pas été commandée par les trusts de l'agroalimentaire qui empoissonnent le peuple américain. L'obésité, qui hier était présentée comme un handicap, est devenue comme par miracle... un symbole de bien-être ! Lisez.

- Cette étude a "*déterminé que le surpoids - voire une obésité modérée - n'augmente pas les risques pour la santé. Le risque de mortalité serait même environ 5% moindre chez les ronds par rapport aux individus au poids considéré comme normal selon l'indice de masse corporelle (IMC).*"

C'en est trop pour l'association "*Belle, ronde, et je m'assume*". Sa présidente, Betty Audrière, dénonce des "*propos diffamatoires et discriminants envers la communauté des femmes rondes*". Cette chef d'entreprise d'une ligne de vêtement grande taille en Charente-Maritime a lancé une pétition en ligne et compte déposer plainte auprès du procureur de la République, rapporte le journal "*Sud Ouest*".

La plainte a peu de chance d'aboutir mais il s'agit avant tout de protester. Le fondateur du concours Miss Ronde France, Thierry Frézard soutient l'association et s'étonne. Le Nouvel Observateur 28.10

Franchement, qui en a quelque chose à foutre des propos de Karl Lagerfeld ? Personne. Sauf qu'une plainte et un procès à la clé peut rapporter gros quand l'accusé est une personnalité fortunée, il peut vouloir l'éviter et verser une somme substantielle au plaignant en guise de dédommagement, d'arrangement, car leur morale ne dépasse pas ce niveau-là. Il s'excusera publiquement et on en restera là.

L'espèce humaine en voie de dénaturation.

- 38% des moins de deux ans ont déjà utilisé une tablette ou un smartphone - L'Expansion.com

Aux Etats-Unis, 38% des moins de deux ans se sont déjà servis d'une tablette ou d'un smartphone, selon un sondage publié ce lundi. Ce taux n'était que de 10% en 2011, lors de l'étude précédente de la même société de recherche, Common Sense Media.

Pour les enfants de moins de 8 ans, le taux d'utilisation des appareils mobiles a presque doublé, passant de 38% à 72%, et le temps moyen d'utilisation a triplé, passant de 5 à 15 minutes par jour, selon l'étude. L'Expansion.com 28.10

Les Américains sont le laboratoire, les cobayes du néolibéralisme conduisant à la liquidation de la civilisation humaine.

Il semblerait que dans leur stratégie devant aboutir à réduire l'humanité en esclavage, la dépendance depuis la plus tendre enfance à cet instrument de communication en serait un facteur déterminant, dans la mesure où tous les rapports avec le monde extérieur passeraient par cette machine dont l'utilisateur ne maîtriserait pas le contenu, dans le sens où il lui serait imposé. Dès la petite enfance, l'enfant n'interprèterait plus librement le monde qui l'entoure, il ne tirerait plus des enseignements de ses propres expériences, ce serait une machine qui lui dicterait quoi ou comment penser, il deviendrait totalement dépendant de cette machine, tandis que ses parents ne rempliraient plus qu'un rôle purement alimentaire ou matériel indispensable à sa

survie jusqu'à ce qu'il soit en âge de s'assumer ou d'aller travailler.

ACTUALITE EN TITRES

A quel niveau en sont-ils réduits ? L'école élémentaire.

- Une fillette d'une dizaine d'années traite Christiane Taubira de «*guenon*», la ministre réagit - 20minutes.fr

- Taubira traitée de "*guenon*" : le PS veut des poursuites - Le Nouvel Observateur

Leonarda avait 15 ans, cette fillette a 10 ans. Je me souviens de ma petite nièce Lombika qui hurlait chaque fois qu'elle me voyait quand elle avait moins d'un an et cela a continué pendant des années. Je ne sais pas pourquoi et ses parents non plus, à la vue d'un Blanc, le seul Blanc qu'elle n'ait jamais vu, elle était terrorisée la malheureuse gamine, elle devait être raciste ma foi, ouais, déjà dans le ventre de sa mère. Elle a 13 ans et cela lui est passée, elle m'aime bien, uncle !

La dictature du marché.

- Transactions financières: Noyer éreinte la future taxe boursière européenne - AFP

- Le marché du luxe devrait croître de 6% en 2013 - Reuters

- Madrid veut céder jusqu'à 60% de l'exploitant d'aéroports Aena - Reuters

Intox

- Espionnage de la NSA en Europe: Que savait Barack Obama? - 20minutes.fr

- Obama savait depuis 2010 que les USA espionnaient Merkel, dit Bild - Reuters

- Merkel écoutée : l'Allemagne ne décolère pas contre les États-Unis - LeFigaro.fr

- Espionnage: les Etats-Unis face à la colère des Européens - AFP

- NSA : le Parlement européen perd sa confiance en Washington - LePoint.fr

- "*News of the World*" : ouverture à Londres du procès des écoutes - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Un responsable syrien a fait part de la présence en grand nombre des combattants venus de différents pays de l'Asie centrale en Syrie. Lors d'une rencontre, à Moscou, avec le représentant du gouvernement palestinien, le grand mufti de la Syrie, Ahmad Badreddin Hassou a affirmé qu'une centaine de milliers de paramilitaires venant d'au moins de 83 pays du monde luttaient actuellement contre l'autorité centrale de Damas. « *Ces paramilitaires viennent, pour la plupart, de l'Arabie saoudite, de l'Irak, de la Tchétchénie et de la Tunisie, mais il y en a aussi des combattants venus des Etats-Unis et du Canada, mais aussi des pays européens comme l'Espagne, la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne et l'Autriche* », a souligné le Grand mufti de la Syrie, cité par le site d'information Kandahar et Fars News. « *360 turkmènes, 250 kazakhs, 350 ukrainiens, 190 tadjiks, 100 azéris et 80 géorgiens sont aussi parmi les paramilitaires* », a-t-il précisé.

A en croire les sources médiatiques de l'Asie centrale, les groupes islamistes extrémistes qui reçoivent les formations militaires, en Syrie, se préparent, en fait, à s'infiltrer dans les pays centre-asiatiques, tandis que leurs leaders envisagent d'abuser

des potentialités qui y existent afin d'établir des Etats extrémistes dans la région de l'Asie centrale. Selon les experts politiques, ce qui se passe aujourd'hui en Syrie a rapport directement ou indirectement avec l'avenir de la stabilité et de la sécurité dans toute l'étendue géographique de l'ex-URSS et en Asie centrale. Les sources sécuritaires s'inquiètent beaucoup de voir les paramilitaires centre-asiatiques opérant en Syrie, revenir un jour à leurs propres pays et y mettre en œuvre leurs expériences sous la gestion des appareils d'espionnage des pays occidentaux ou arabes. french.irib.ir 28.10

2- Turquie

La police turque a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser près de 2.000 manifestants réunis lundi devant un tribunal d'Ankara où se tenait le procès d'un policier accusé du meurtre d'un manifestant en juin.

Un journaliste de Reuters a rapporté que des heurts avaient opposé la police et un groupe de manifestants armés de bâtons, qui s'approchait de l'entrée du tribunal pour protester contre l'autorisation donnée à l'accusé d'assister aux auditions par visioconférence.

Les médias turcs font état de plusieurs blessés et de 18 arrestations, ce qui n'a pas été confirmé par les autorités. Le procès a été ajourné au 2 décembre, disent les médias.

Ahmet Sahbaz est accusé du meurtre d'Ethem Sarisuluk, tué par balles lors d'une vague de manifestations antigouvernementales. Reuters 28.10

Haut de page

Le 30 octobre 2013

CAUSERIE

Il est 22h25 ici à Pondy (Pondichéry), 17h55 à Paris. Si j'ai le courage j'ajouterai quelques nouveaux articles d'ici minuit ou demain matin. Il reste un article sur un rapport de la Banque mondiale qui n'a pas été traité, ce sera pour demain.

J'ai une question à vous poser.

Je précise qu'à mon arrivée en Inde en 1996 ou en 1989 la première fois, je versais allègrement dans le tiers-mondisme que je déteste tant depuis, c'était avant que je retrouve le chemin du militantisme un certain 11 septembre 2001, je devrais peut-être remercier au passage les auteurs du coup d'Etat survenu ce jour-là aux Etats-Unis, mais bon pour l'occasion je serai ingrat et personne ne m'en voudra !

Depuis 24 ans j'ai vécu plusieurs fois dans ma belle-famille indienne, parfois elle a vécu chez moi, d'autres fois encore on s'est retrouvés sous le même toit.

Du fait que nous ne partageons pas le même mode de vie, la même conception du monde, de la société, des rapports en général, de l'éducation, de la culture et bien d'autres choses encore, il est apparu que nous n'avions pas grand chose en commun, que nous ne vivions pas vraiment à la même époque ou dans le même monde tout du moins dans notre tête...

Evidemment cela se traduisit par une multitude de quiproquos, confusions, incompréhensions, tensions, etc. au point d'en arriver au constat qu'il était impossible de vivre ensemble sans finir par se détester cordialement. Du coup, depuis 2000 nous vivons chacun de notre côté et c'est bien mieux ainsi, pour moi et mon épouse (handicapée) surtout vous l'aurez compris.

Si malgré toute la bonne volonté et tous les efforts que j'ai déployés je n'ai pas réussi à supporter ma belle-mère et mes beaux-frères, question : Croyez-vous franchement que si je vous imposais leur présence vous pourriez les supporter ? Je pense que la réponse est non, aussi par charité ou par pitié envers vous sachant ce que vous endurez déjà quotidiennement en France je ne vous les enverrai pas. Ne vous tracassez pas pour eux, ils se sont toujours démerdés pour arriver à survivre dans leur pays et c'est très bien ainsi, sans votre aide.

Leonarda est née et a grandi en Italie comme ses frères et soeurs, et bien qu'elle y retourne avec sa famille, à moins qu'ils préfèrent rester au Kosovo.

Alerte !

Si vous traitez quelqu'un d'imbécile publiquement, vous pouvez dorénavant être poursuivi pour "*injure publique*". Cela constitue la plus grave atteinte à la liberté d'expression depuis l'établissement du régime de Vichy.

La dictature est en marche, Hollande et le PS en sont les chefs d'orchestre. (les détails ou la suite plus loin)

Faites passer le message autour de vous, auprès de vos dirigeants, dans les syndicats, partout où c'est possible.

Une info passée inaperçue.

Il faut absolument que Hollande témoigne jour après jour, semaine après semaine, mois après mois qu'il est aussi réactionnaire que Sarkozy si ce n'est plus encore, apparemment c'est plus fort que lui.

Il vient de décorer de la légion d'Honneur l'ambassadeur du Qatar en poste à Paris, alors que le Qatar est apparu au grand jour à travers les Frères musulmans et les barbares takfiristes comme le principal agent déstabilisateur des régimes Libyens, Egyptiens, Tunisiens, Maliens notamment, sans compter la Syrie qu'il s'emploie à détruire et massacrer depuis plus près de trente mois, alors que le Qatar a été écarté par les Etats-Unis du processus de paix en cours après ses multiples échecs et fait l'objet d'une révolution de palais sous la pression des Américains, c'est à croire que Hollande n'a qu'un seul et unique maître : l'Etats sioniste qui ne se remet pas de la décision américaine de ne pas bombarder la Syrie flanqué du monarque débile de Riad et justement de l'émir despotique du Qatar qui continue d'alimenter en mercenaires armés les hordes de barbares qui déferlent sur la Syrie.

La meilleure ou plutôt le pire, car dans le domaine de la déchéance humaine ou de l'abjection il est toujours possible de se distinguer et de descendre plus bas, et pour bien montrer aussi à quel point la mentalité du vassal envers les puissants fait partie intégrante de la personnalité de Hollande, il y a fort à parier que c'est à la demande de M.al-Kuwari qu'il l'a fait commandant de la légion d'Honneur en remerciement des précieux services qu'il avait rendus à l'Etat français durant les 18 derniers mois et en hommage à la collaboration entre les deux Etats qui a été parfaite, juste avant qu'il ne soit muté aux Etat-Unis pour occuper le poste d'ambassadeur du Qatar. Il pourra toujours brandir cette breloque insignifiante aux yeux des Américains qui en ricaneront, Hollande étant devenu la risée du monde.

Au nom de la lutte pour la démocratie Hollande a choisi de s'afficher au côté des pires régimes despotiques de la planète : Israël, l'Arabie saoudite et le Qatar, notamment. Ce qui est le plus étrange, c'est encore que certains ferment les yeux sur sa véritable nature. Cela nous donne l'occasion de continuer notre combat aussi contre l'opportunisme.

Le POI veut rencontrer cette pourriture par le biais d'une délégation d'élus, à croire qu'il lui trouve des qualités et qu'ils ont quelque chose en commun, qu'il en attend quelque chose, on se demande bien quoi, à moins que cela n'ait aucun rapport avec les intérêts des travailleurs.

Les dirigeants du POI doivent être les seuls en France à ne pas savoir à quoi s'en tenir avec ce représentant du néolibéralisme, nous plaignons sincèrement les militants de ce parti à qui on ne demandera pas de justifier la collusion de leurs dirigeants avec le Bonaparte de service qu'ils s'emploient à légitimer par cette démarche tout en soutenant le régime en place, il faut dire qu'il en a bien besoin aujourd'hui.

Cela dit, Hollande, s'il n'a pas véritablement le choix de sa politique qui ne peut s'inscrire que dans le prolongement de son prédécesseur, ce qu'il savait parfaitement en tant que candidat à la présidentielle, ce que savait aussi tous ceux qui ont appelé à voter pour lui ou plus hypocritement à "*chasser Sarkozy*" ce qui revenait au même en mai 2012, son insistance à se présenter ouvertement comme un vulgaire réactionnaire devrait nous questionner. Car finalement, rien ne l'oblige à aller si loin, sur bien des questions Sarkozy s'était abstenu ou avaient fait preuve de retenue l'air de rien, ce qui n'est pas le cas de Hollande qui fait manifestement du zèle dans cette voie.

On peut comprendre qu'il ne cède pas sur le TSCG, la "*règle d'or*", le budget, l'ANI, les retraites et bien d'autres questions sociales, ils faisaient partie du service minimum que ses mentors avaient inscrit à son programme au cours de son mandat et dont il s'est acquitté avec les félicitations du jury, mais il va beaucoup plus loin en reprenant presque systématiquement les revendications du patronat, en s'affichant comme le vassal docile de Bruxelles et Washington, pire encore, en se faisant le fer de lance international de la politique d'agression de l'Etat sioniste et des sionistes arabes contre la Syrie et l'Iran, au-delà même des exigences de l'impérialisme américain, sans oublier le mariage homosexuel qui faisait partie de la panoplie idéologique des néolibéraux qu'il a porté contre la majorité de la population qui y était hostile.

Bref, son impopularité record et la haine qu'il suscite dorénavant dans le pays sont largement méritées sans l'incommoder particulièrement, au point de se demander s'il ne l'a pas cherché, entendez par là que cela pourrait faire partie d'une stratégie consistant à tout faire pour casser la résistance de la classe et des couches moyennes au néolibéralisme, briser leur moral afin qu'elles n'espèrent plus rien dans le PS ou plus précisément pour isoler ou affaiblir son courant dit de gauche dans lesquels elles pourraient se reconnaître ou investir de leurs illusions, sachant qu'elles ne se porteront pas vers le Front

de gauche flanqué du PCF qui sert de repoussoir, et encore moins vers l'extrême gauche ni même le POI qui sont complètement marginalisés.

Le PS est trop utile au régime pour disparaître, l'oligarchie financière qui l'a investi l'a parfaitement compris et compte bien s'en servir à la manière du parti démocrate aux Etats-Unis. Ce qu'il faut comprendre, c'est que la ligne de moindre résistance à une politique qui vise en priorité les classes ou couches moyennes sera atteinte à condition de ne leur laisser aucun espoir, de briser leur moral qui sera synonyme de démobilisation et de désintérêt pour la politique, de telle sorte qu'elles n'auront plus qu'à la subir sans être en mesure de s'y opposer du fait qu'elles seront faiblement organisées ou pas du tout.

Accessoirement ils lui balanceront un os à ronger, genre droits des femmes ou des homosexuels, de telle ou telle minorité, sur l'environnement, etc. os à ronger qui s'avèrera toxique, pervers en dernière analyse, mais cela elles le découvriront bien plus tard, trop tard, quand elles auront été spoliées de tous leurs droits alors qu'elles estimaient en avoir acquis de nouveaux comme ce fut le cas aux Etats-Unis.

Vous aurez remarqué que Hollande s'est employé à mettre en oeuvre cette méthode d'une efficacité redoutable puisqu'elle brouille les frontières entre la droite et la gauche, entre les classes qu'elle parvient à diviser tandis qu'il applique son programme néolibéral et impérialiste.

Jusque là il a été particulièrement brillant, si, si, il faut le reconnaître, au-delà des espoirs que ses maîtres avaient émis en lui, sur tous les fronts il a déjà été plus loin que Sarkozy, c'est une réussite parfaite, un sans faute peuvent estimer ses mentors de l'oligarchie financière. Hollande a été formaté pour remplir cette fonction, c'est le seul mandat dont il avait à répondre.

Voici l'article en question.

Quand la France récompense le geôlier du poète. - François Hollande remet la légion d'Honneur à l'ambassadeur du Qatar : pourquoi cette récompense ? - (Solidarité Internationale PCF) - mardi 29 octobre 2013 - legrandsoir.info

La nouvelle est passée quasi inaperçue, si ce n'était une brève du Figaro : le président de la République française vient de remettre, le 17 octobre dernier, l'insigne de commandant de la légion d'Honneur à l'ambassadeur du Qatar en France.

Mais de quoi François Hollande pouvait-il remercier M.Mohammed Jaham al-Kuwari, ambassadeur du Qatar en France ?

Certainement pas des progrès pour la diffusion de la démocratie et des droits de l'Homme, si souvent invoqués pour la Syrie, l'Iran ou la Libye.

Le Qatar est une monarchie absolue où l'Emir et sa famille ont tous les droits, un régime théocratique où la liberté d'expression s'arrête aux frontières du Livre sacré et du saint billet vert, où les droits des femmes, des minorités, des travailleurs sont bafoués.

Récemment, le poète Mohammed Al-Ajmi a été condamné à 15 ans de prison pour … avoir écrit quelques vers en hommage aux « *révolutions arabes* », que le Qatar prétend soutenir en finançant les groupes islamistes les plus fondamentalistes dans ces pays.

Certainement pas pour l'émancipation de son peuple et le progrès social, non plus.

Au-delà d'une mince couche de la population richissime et nantie de tous les « *privilèges* » (et non droits), 95 % de la population est étrangère, une immense partie d'entre elles vivant dans l'extrême pauvreté, logée dans des bidonvilles en banlieue, sans droits ni garanties.

Le système du « *kafala* » maintient les travailleurs étrangers sous la protection, en fait la dépendance, d'un « *kafil* » (parrain), seul garant face aux institutions du pays, un tuteur qui de droit, par le retrait potentiel de sa protection, a un pouvoir de vie et de mort sur son protégé.

Quant aux conditions de travail sur place, elles approchent l'esclavage moderne. Chaque jour, un travailleur immigré népalais meurt au travail, victime des cadences imposées, de l'absence du droit de travail, syndical ainsi que des chaleurs accablantes.

Avec la construction des infrastructures de la Coupe du monde – obtenues par des pratiques de corruption à large échelle – 44 ouvriers népalais sont déjà morts depuis juin. A ce rythme 4 à 5 000 pourraient périr s'ici 2022.

Certainement pas non plus pour son respect pour les ressortissants français sur place.

La liste est longue, elle ne concerne pourtant pas des ouvriers du bâtiment philippins : un proviseur du lycée français expulsé

pour attitude « *anti-musulmane* » des entrepreneurs ou footballeurs professionnels retenus en « *otage* » par leurs parrains au Qatar.

Le mépris des droits humains les plus élémentaires transparaît par tous les pores de l'émirat.

Alors pourquoi cette récompense ?

Services rendus dans la collaboration aux projets hégémoniques mondiaux des puissances capitalistes dominantes, avant tout européennes et nord-américaines. Le Qatar a soutenu, si ce n'est impulsé, les dernières opérations françaises et américaines à l'étranger.

Pas un hasard si M.al-Kuwari, proche de la famille princière et homme-clé de la diplomatie qatarie, part désormais pour Washington, occuper le poste d'ambassadeur aux Etats-unis.

Pendant que la France apportait un soutien indirect aux rebelles en Syrie, bombardait la Libye de Kaddafi sous le drapeau de l'OTAN, puis prétendait combattre les milices islamistes au Mali … le Qatar finance les milices islamistes qui combattent sur tous les fronts.

Le Qatar est un élément-clé dans la stratégie d'agression de l'Iran, comme de la Syrie, deux Etats qui contrarient les plans de « *Grand Moyen-Orient* » américain, deux alliés régionaux de la résistance palestinienne.

En Palestine, il renforce le Hamas face aux organisations laïques et progressistes (comme en Tunisie ou en Egypte), tout en l'incitant à l'inaction dans la crise syrienne. On se rappelle de la visite de l'émir à Gaza il y a an … tout en maintenant des relations cordiales avec Israël.

La pleine collaboration du Qatar à ces plans impérialistes suppose aussi une interpénétration des capitaux qataris et français.

Le « *forum de Doha* », en mai dernier, avait réuni 25 grands patrons français, des dizaines d'hommes politiques (H.Védrine, M. Boutih, J.V.Placé, P.Balkany, E.Woerth, P.Lellouche, F.Fillion) pour envisager la collaboration future entre milieux d'affaires français et qataris.

Le 22 juin dernier, François Hollande se rendait à Doha pour négocier les futurs contrats des entreprises françaises dans l'émirat – avec la compagnie des patrons de Vinci, Alsthom, Bouygues – ainsi que les conditions des futurs investissements du Qatar en France.

Car la France devient une terre d'élection pour les investissements stratégiques qataris : 12 milliards d'euros sur ces cinq dernières années, avec des prises de participation dans des géants français (Total, LVMH, Vinci, Veolia, Vivendi, EADS, Lagardère).

Outre les investissements de prestige (PSG bien sûr mais aussi rachats de grands immeubles parisiens), la nouvelle mouture du « *plan banlieue* » ravalé en « *plan d'investissement pour les PME* » (300 millions d'€) permettra au Qatar de s'ancrer dans le tissu économique et social français.

D'autre part, le Qatar – outre ses réserves en gaz – est une mine pour les investisseurs français en quête de gros contrats : Bouygues, Vinci, Alsthom ou Keolis (filiale de la SNCF !) sont en quête de gros contrats pour la construction d'infrastructures en vue de la Coupe du monde.

On parle en tout d'investissements de 170 milliards d'euros, Bouygues a déjà récupéré un contrat pour la réalisation d'un complexe immobilier pour 1 milliard d'euros, Vinci celui d'un tronçon de métro pour 1,5 milliard.

Total pour les partenariats au Qatar comme à l'étranger, EADS pour la livraison d'équipements militaires profitent également des contrats signés avec le Qatar, dans une alliance qui explique aussi les intérêts communs autour des opérations à l'étranger.

Quels services l'ambassadeur du Qatar a-t-il pu nous rendre ? A notre peuple, aucun. A nos ressortissants, aucun. Aux travailleurs immigrés ou aux peuples arabes épris de liberté, aucun. Par contre, aux richissimes émirs et à nos multi-nationales avides de profits faciles, beaucoup, trop !

ACTUALITÉ DU JOUR

Mission impossible. Masque en rade.

Jean-Daniel Lévy : «*Hollande n'arrive pas à incarner la gauche*» - LeFigaro.fr

(Jean-Daniel Lévy, le directeur du département opinion de Harris Interactive)

- " *... les électeurs qui se considèrent comme le «peuple de gauche» ne manifestent aujourd'hui aucune fierté d'avoir porté François Hollande à la présidence*."

Hier non plus. Alors c'est quoi la différence entre avant mai 2012 et octobre 2013 ? Les conditions d'existence et de travail qui n'ont pas cessé de se dégrader pour le «*peuple de gauche*» puisque Hollande a poursuivi la politique de Sarkozy.

- "*... la force de Nicolas Sarkozy pendant la campagne étant d'avoir su incarner la droite. C'est le problème de François Hollande aujourd'hui: il n'arrive pas à incarner la gauche.* " LeFigaro.fr 29.10

Il l'a incarné pour les nantis, l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, la classe ou les couches moyennes, une majorité de fonctionnaires, pas pour les ouvriers ou les employés qui n'en attendaient absolument rien. Ceux qu'il appelle la gauche sont en réalité les couches supérieures et les plus droitières des masses exploitées, qui sont le plus liées au capitalisme et ses institutions, qui ont conscience d'avoir quelque chose à perdre, qui ne savent même pas ce que signifie être de gauche ou de façon déformée.

Un ouvrier ou un employé arriéré qui vote à droite est moins droitier qu'eux parce qu'il ne sait même pas pourquoi il vote à droite, il n'a aucune idée de ce que signifie droite ou gauche dans la mesure où il n'a rien à perdre, tandis que généralement ceux qui votent à gauche le font exclusivement pour conserver leurs privilèges, c'est ce qui donne l'illusion qu'ils auraient une conscience de classe, leur conception du socialisme ne va pas au-delà, autrement dit ils en ignorent tout ou presque.

Portez au pouvoir un candidat du PS ou le PS, c'est porter au pouvoir l'individualisme, le corporatisme qui finalement ne dépareillent pas du néolibéralisme, au contraire, il lui facilite la tâche.

- La sénatrice PS Lienemann pour un "*changement de cap et d'équipe*" - AFP

Le changement dans la continuité sous un nouveau masque.

- "*Un sursaut s'impose. On ne peut pas rester (sur) le cap actuel. On ne peut pas gouverner sans un soutien de sa majorité et avec une défiance majeure des Français. Comment faire ce sursaut? Changement de cap, changement d'équipe*", a-t-elle dit sur BFMTV.

Des "*forces*" corrompues qui ne représentent rien d'autres qu'elles-mêmes.

- Il faut que François Hollande "*propose un nouveau pacte à l'ensemble des forces qui ont fait sa victoire pour une deuxième étape du quinquennat (...) Je pense au Front de gauche, aux écologistes. On ne peut gouverner qu'avec une majorité qui vous soutient*", a ajouté la sénatrice.

Grenelle ou la colaboration de classes à la rescousse.

- "*Je suis favorable à un Grenelle de l'ensemble des forces de gauche, y compris les communistes*", a-t-elle insisté aussi dans une interview au Parisien.

Il va falloir vous y faire, on compte sur vous.

- "*Il faut (...) discuter avec le PC pour recréer une majorité, a poursuivi la sénatrice. Actuellement, la plupart des décisions sont prises contre l'avis des communistes, et même contre l'avis d'une partie des écologistes et de l'aile gauche du PS: ce n'est plus possible*".

Des "*convergences*" qui sont compatibles avec la crise du capitalisme ne peuvent être que de droites.

- Marie-Noëlle Lienemann a considéré sur BFMTV que des "*convergences*" étaient possibles. "*Nous étions très majoritairement à gauche, en réalité, entre l'aile gauche du PS, les communistes, le Front de gauche et les écologistes*", à réclamer "*un tournant de la relance*" en Europe et combattre la politique d'austérité, a-t-elle fait valoir.

Sur une ligne qui relevait de la méthode Coué

- "*Il est temps de reprendre pied sur la ligne qui lui (François Hollande) a permis de gagner et surtout de répondre aux besoins des Français*", a-t-elle poursuivi.

Une "*victoire*" usurpée ne peut que se transformer en cauchemar.

- François Hollande, a-t-elle insisté, "*doit prendre une initiative majeure: réunir les chefs de la majorité pour un nouveau pacte sur les fondamentaux qui ont fait sa victoire*". AFP 29.10

Ce qui est intéressant ici, ce n'est pas que untel ou untel dise que Hollande n'incarne pas la gauche, mais quand ils prétendent qu'il l'incarnerait, alors qu'en réalité à absolument aucun moment il ne peut l'incarner puisque pour être de gauche il faut rompre avec le capitalisme ou se présenter comme tel, ce qui est totalement impossible de la part de Hollande, du PS, ses satellites et leurs alliés dit de gauche justement.

Autrement dit, en soutenant certaines mesures qu'a pu prendre Hollande, le PS dans sa totalité et ses satellites ainsi que leurs alliés dit de gauche ou d'extrême gauche ont fait le jeu de la réaction, soutenu le régime en place qui pendant ce temps-là a pu continuer tranquillement son offensive contre la classe ouvrière et la classe moyenne.

La crise du capitalisme a atteint un tel degré qu'elle ne laisse plus aucune place à la gauche caviar, la gauche intello, la gauche des nantis, la gauche réformiste, trade-unioniste ou social-patriote, la gauche des salles de classe, la gauche faussement socialiste, communiste, trotskiste se retrouve balayée, confrontée aux illusions qu'elle a elle-même véhiculées pendant des décennies dans le capitalisme à travers l'un de ses partis, le PS, qui ne passent plus et ne font plus recette non plus, réduite au populisme le plus abjecte et à faire allégeance à son souverain installé au Palais, à manier le double langage à longueur de temps ou à se contredire sans cesse pour finalement ménager ou soutenir à bout de bras un régime corrompu et condamné à ne plus être qu'un auxiliaire de Bruxelles.

La gamelle dans les deux sens du terme contre la démocratie.

- À Lyon, des élus communistes pas prêts à lâcher Gérard Collomb - Liberation.fr

Qu'ils sont têtus, ces communistes rhodaniens… Leurs militants se sont prononcés pour une alliance Front de gauche aux prochaines municipales à Lyon ? Huit des douze élus PCF de la majorité municipale de Gérard Collomb, le maire socialiste, ont annoncé hier qu'ils n'y «*participeront pas*».

Les adhérents ont pourtant choisi à 52,9 % (100 voix) contre 47,1 % (89 voix) de tester en mars 2014, à l'échelle locale, la formule choisie depuis les européennes de 2009 : autonomie au 1er tour. «*Le résultat de ce vote n'est pas bon, affirment ces conseillers municipaux dans une déclaration. C'est un vote de division [qui] rompt avec des listes d'union de la gauche et avec la majorité municipale constituée en 2001, qui avait permis de battre la droite lyonnaise réputée inexpugnable.*» Ces élus reprochent également au vote des militants d'être un désaveu de leur action et de «*sous-estimer les réelles politiques publiques conduites à Lyon*» par la majorité de Gérard Collomb. Liberation.fr 29.10

Au PCF comme toujours la dictature bureaucratique l'emporte par des manoeuvres (à Paris), sinon ses dirigeants l'imposent, on ne refait pas.

La réaction fiscale est passée.

Les députés votent le budget de la Sécu, dont le volet sur la fiscalité de l'épargne - 20minutes.fr

Les députés ont voté ce mardi le projet de budget de la Sécu pour 2014, dont son volet controversé sur la fiscalité de l'épargne qui devrait être amendé lors de la suite du débat parlementaire. Le texte a été adopté en première lecture par 320 voix pour, celles des socialistes, des radicaux de gauche et des écologistes, et 243 voix contre, celles du Front de gauche et de l'opposition, extrême droite comprise.

Au nom des socialistes, Jean-Marc Germain a vanté un «*sentiment de faire notre devoir*» mais aussi de suivre un chemin de «*progrès*» et de «*justice*» pour redresser les comptes de la Sécurité sociale.

Pour le Front de Gauche, Jacqueline Fraysse a déploré qu'«*un gouvernement de gauche*» reste «*dans le chemin tracé par ses prédécesseurs*» de droite et continue «*l'austérité budgétaire*» au lieu de chercher de nouvelles recettes notamment par la taxation du capital. 20minutes.fr 29.10

Comment voulez-vous qu'un gouvernement de droite que vous continuez de qualifier de «*gouvernement de gauche*» taxe le capital ? Quelle bouffonne celle-là ! Voilà sur quelle escroquerie politique repose le Front de Gauche et comment au passage

il soutient l'ordre établi.

La dictature en marche. Le parquet en estimant cette plainte recevable menace gravement la liberté d'expression la plus élémentaire

Le préfet du Rhône poursuivi par l'extrême-droite pour "*injures publiques*" - lexpress.fr

Le préfet du Rhône, Jean-François Carenco, est convoqué devant la justice le 22 novembre en vue d'une éventuelle mise en examen. Des militants d'extrême-droite ont déposé une plainte pour des propos qu'il avait tenus lors d'une interview, a-t-on appris ce mardi auprès de la préfecture, confirmant un article du Progrès.

Le 18 avril dernier, Jean-François Carenco avait déclaré lors d'une interview à France 3 que "*La République est plus forte que quelques imbéciles*". Il est poursuivi pour "*injure publique*" notamment par Yvan Benedetti, ex-président d'un groupuscule d'extrême droite dissous, "*L'Oeuvre Française*".

Comme le rappelle le Progrès, lors de cette interview le préfet avait dénoncé les agissements de militants d'extrême droite lors de la mobilisation contre le mariage pour tous. Ils avaient tenté d'investir par la force un local du parti socialiste à Lyon. S'en étaient suivis des heurts avec les forces de l'ordre et des gardes à vue.

Jean-François Carenco est convoqué devant un juge en même temps que le directeur départemental de la sécurité publique (DDSP), Albert Doutre, qui lui aussi s'était exprimé sur ces groupuscules, a précisé la préfecture. Le préfet n'a pas souhaité commenter l'information. lexpress.fr 29.10

Premier constat incroyable, le parquet a accepté le dépôt de cette plainte provenant d'une organisation d'extrême droite, donc il estime à la fois cette plainte parfaitement fondée et cette organisation légitime pour la déposer, qui plus est contre un préfet.

Imaginez que demain ce préfet fasse l'objet de poursuite et de sanctions, si vous traitez un collègue de travail ou votre voisin, n'importe qui d'imbécile par écrit ou oralement, vous pourrez être poursuivi par leur justice et traduit devant un tribunal, incroyable n'est-ce pas et pourtant il ne s'agit pas d'un canular, c'est très sérieux.

Donc on vivrait dans un monde merveilleux dans lequel l'intelligence serait répartie entre tous ses membres, de telle sorte que toute critique envers un des membres du vieux monde, en particulier un de ses dirigeants qui manifestement en manqueraient pour conduire l'humanité au chaos et à la barbarie, constituerait un délit passible de poursuites judicaires et de sanctions pénales.

C'est très inquiétant et d'une gravité extrême, cela constitue la plus grave atteinte à la liberté d'expression depuis l'établissement du régime de Vichy. En avez-vous conscience, nos dirigeants en ont-ils conscience ? A suivre.

Enfin une bonne nouvelle. Tout cela pour cela.

- Le premier divorce gay - LePoint.fr

Six mois après l'adoption de la loi autorisant le mariage entre personnes de même sexe, deux femmes ont demandé le divorce. LePoint.fr 29.10

Le POI s'est fendu d'un article dégoulinant de superlatifs et de patos à l'occasion de la sortie d'un film mettant en scène des lesbiennes, *La Vie d'Adèle*, film particulièrement médiocre selon les cinéphiles avertis (A la rubrique Social du site : *La Vie d'Adèle : après Masculin/Masculin, voici Féminin/Féminin*. - legrandsoir.info - 25.10.13)

Selon le POI "*un grand film*", une histoire sans "*rebondissements ni actions spectaculaires*" mais tout de même "*passionnante*" et qui "*fascine*", sans doute dû au statut social des deux personnages principaux, une institutrice et une artiste peintre, corporatisme oblige, le fond de commerce du POI qui dans le cas de Leonarda le conduisit à emboîter le pas au populiste, on voyait mal comme un brave professeur dirgeant du POI aurait pu s'y opposer ainsi qu'à ses élèves manipulés.

Pour justifier cette prise de position politique plus qu'une critique cinématographique et la maquiller maladroitement, à l'image des dirigeants de ce parti, voilà des personnages d'un naturel dont on n'oserait pas remettre en doute "*la vérité des sentiments et des comportements*", plus encore, "*comme très rarement au cinéma, on appréhende totalement le cheminement intérieur d'un individu* ", d'autant plus que notre brave institutrice "*aborde les êtres, les choses et l'art sans aucun a priori culturel ou idéologique*", elle est pour ainsi dire parfaite, la femme idéale ou presque puisqu'elle n'est pas capable d'assumer sa sexualité, ce film frôle avec la perfection, un chef d'oeuvre, un monument du 7e art, d'ailleurs nous dit à la fin l'auteur de cet article insipide "*La Vie d'Adèle confirme l'exigence artistique et le talent du réalisateur*" qui est "un véritable artiste" des fois que certains cinéphiles avertis en doute encore.

J'invite vivement les lecteurs et surtout les adhérents du POI à lire l'article de Rosa Llorens publié par Le Grand Soir et de jugez par eux-mêmes.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette sortie du POI sur le thème de l'homosexualité qui sert de toile de fond à ce film et à leur article, c'est que pendant les six mois durant lesquels a duré la polémique quasi quotidienne sur le mariage homosexuel, le journal du POI, Informations ouvrières, n'a pas produit le moindre article, la moindre ligne sur ce sujet, aucune analyse comme s'il leur brûlait la bouche, et voilà que quelques mois plus tard ils se réveillent au détour d'un film apparemment médiocre, et nous permettent de prendre connaissance de la position de leur parti sur cette question, d'une manière détournée, malhonnête, comment dire pour être plus précis, sournoise, oui c'est cela sournoise, implicite, sous-entendue comme s'ils étaient encore incapables de l'assumer totalement, ce que l'on comprend très bien au regard de leurs contradictions internes, ils n'ont pas tenu à exposer en public un désaccord de plus entre leurs différents courants.

Le procédé est franchement détestable, à croire que leurs dirigeants sont bourrés de complexes et bien mal dans leur peau, à leur place on le serait à moins. Quand une question se trouve posée, on y répond et on assume sa réponse ou sa position, c'est le minimum nous semble-t-il, non, on ne se défile pas. Comment travailleurs et militants pourraient-ils avoir confiance dans un tel parti ? Ils ont fait le choix d'associer des courants qui ne poursuivent pas le même objectif politique ou qui n'ont rien à voir ensemble, ils en paient le prix, que leurs dirigeants l'assument. Ils en sont incapables, alors qu'ils ne s'étonnent pas de se retrouver sous les feux de la critique. J'ai reçu un message du Cermtri qui annonce une conférence au cours de laquelle il sera fait amplement référence à Jaurès, l'antithèse de Marx, je me refuse de le passer dans mon portail, je n'ai aucun rapport avec Jaurès, il y en a plus que marre des socialistes en parole.

De notre côté, l'homosexualité n'a jamais présenté de problèmes, quant au mariage, nous sommes contre, y compris entre deux personnes de sexes différents. Le mariage, c'est comme vouloir enchaîner à vie l'ouvrier à son patron ou au capitalisme, c'est un principe insupportable. L'homosexualité n'est pas un critère propre à une classe ou déterminant l'appartenance à une classe, nous n'y faisons pas référence et laissons le libre choix à chacun de disposer de sa sexualité comme il l'entend.

Nous considérons également que dans une société patriarcale divisée en classes dominante et dominée, tous les rapports sociaux demeurent dominés par l'existence de ces classes et tendent à reproduire les rapports qui existent entre elles, donc prétendre qu'il pourrait exister des drois égaux entre les hommes et les femmes, les hétérosexuels et les homosexuels, etc. est du domaine de l'utopie ou de la supercherie en régime capitaliste, la société majoritairement se comporte en fonction de l'existence des classes et leurs rapports et non en fonction de lois ou de droits qui n'existent que sur le papier, elle réagit de manière inégalitaire puisque en réalité ce sont les inégalités sociales qui prédominent dans la société.

ACTUALITE EN TITRES

Sarkozy n'a pas été en mesure d'appliquer intégralement la politique dictée par l'oligarchie financière, Hollande ne le pourra pas davantage.

- Ayrault suspend la mise en œuvre de l'écotaxe sur tout le territoire - LeMonde.fr

- Le gouvernement envisage une écotaxe différente selon les régions - LeMonde.fr

Jean-Marc Ayrault a suspendu mardi l'application de l'écotaxe pour une durée indéterminée.

Le gouvernement envisage de mettre en place une taxe poids lourds différente selon les régions, après la suspension de l'application de l'écotaxe, a assuré, mardi 29 octobre sur Europe 1, Marylise Lebranchu. LeMonde.fr 29.10

Faites tomber les masques. Les écologistes et les ONG instruments de la réaction.

- Ecotaxe: le report hérisse les ONG mais ne chasse pas les écologistes du gouvernement - AFP

- Pascal Durand: «*Se retirer du gouvernement et de la majorité serait un constat d'échec total*» - 20minutes.fr

- Ecotaxe: Mamère, "*accablé*", interpelle les ministres écologistes - AFP

- Bové juge "*minable*" la suspension de l'écotaxe poids lourds - AFP

Les militants savent à quoi s'en tenir avec la droite et l'extrême droite, ils vont devoir apprendre à vivre en sachant à quoi s'en

tenir avec la pourriture du PS, ses satellites et leurs alliés de gauche et d'extrême gauche.

En réponse à une provocation du PS, la récupération politique des aristocrates du sexe, souteneurs et autres pervers.

- «*343 salauds*» clament leur droit à «*leur pute*» - liberation.fr

Frédéric Beigbeder, Eric Zemmour, Nicolas Bedos, Ivan Rioufol, Maud Olivier, Elisabeth Lévy, Richard Malka (avocat de DSK), Philippe Caubère, Benoît Duteurtre, le mari de Frigide Barjot, Basile de Koch, etc. liberation.fr 29.10

C'est leur milieu social qui veut cela, que voulez-vous...

Il fait Lepaon pour le compte de Hollande, de nos ennemis.

- Lepaon (CGT): les patrons bretons "*essaient d'utiliser une colère sociale*" - AFP

On ne tentera pas d'expliquer à cet abruti ce qu'il y a derrière l'ecotaxe, il serait incapable de le comprendre, vous comprendrez qu'on n'ait pas de temps...

Casino. Youpi !

- Wall Street: nouveaux records pour le Dow Jones et le S&P 500 - AFP

- Etats-Unis: la Fed devrait encore soutenir l'économie - AFP

- 6,9% : la progression moyenne des rémunérations des dirigeants d'entreprise européens sur un an - Atlantico.fr

Intox. Contrôle de la population. La dictature en marche

- Espionnage américain : le patron de la NSA rejette les accusations de la presse européenne Francetv info avec - AFP

- Espionnage: la NSA mouille les services secrets européens - Lexpress.fr

- La NSA affirme que la France et l'Espagne sont à l'origine des interceptions qui lui sont attribuées 20minutes.fr

- Barack Obama a demandé à la NSA de limiter les écoutes à l'Onu - Reuters

Mais pas de les supprimer notez bien. Pourquoi ? Qui a le pouvoir de s'y opposer ? Personne.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Damas réaffirme qu'il revient au peuple de choisir ses dirigeants

Le régime syrien a réaffirmé mardi qu'il revenait au peuple syrien de choisir ses dirigeants, rejetant les appels à un départ du président Bachar al-Assad dans le cadre d'une solution politique lors de la conférence de paix Genève-2.

M. Assad a par ailleurs démis de ses fonctions le vice-Premier ministre Qadri Jamil, un ancien opposant rallié au régime, après des informations faisant état de sa rencontre avec l'ambassadeur américain Robert Ford au sujet de Genève-2.

"*La Syrie participera à Genève-2 sur la base du droit exclusif du peuple syrien à décider de son avenir politique, à choisir ses dirigeants et sur le refus de toute forme d'intervention extérieure*", a déclaré le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem, selon l'agence officielle Sana.

"*Le dialogue se fera entre Syriens*", a-t-il insisté lors de sa rencontre avec l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe Lakhdar Brahimi, rejetant ainsi toute interférence régionale et internationale.

Il a par ailleurs dénoncé la déclaration du groupe des "*Amis de la Syrie*", réunissant des pays soutenant l'opposition, qui avait affirmé le 22 octobre à Londres que M. Assad n'aurait "*aucun rôle*" dans le futur gouvernement syrien.

Pour sa part, M. Brahimi a affirmé être venu à Damas pour préparer "*une conférence pour le dialogue entre les parties syriennes*", ajoutant que "*seuls les Syriens décideront de l'avenir de la Syrie*".

Sa mise au point sur le caractère syrien de la conférence intervient au lendemain de la publication d'un entretien à l'hebdomadaire Jeune Afrique qui n'a pu que heurter le régime alors que M. Assad s'est récemment dit prêt à se présenter à la présidentielle de 2014.

"*Ce que je dis, tout haut et à tous les Syriens, c'est que l'Histoire nous apprend, qu'après une crise comme celle-ci, on ne peut pas revenir en arrière. Le président Assad peut donc contribuer utilement à la transition entre la Syrie d'avant, qui est celle de son père et la sienne, et ce que j'appelle la nouvelle République de Syrie*", a-t-il dit au magazine.

Faute d'un accord politique, "*ce qui menace la Syrie (...), c'est une sorte de +somalisation+. Plus durable et encore plus profonde que ce que nous avons pu voir en Somalie*", a-t-il prévenu.

Après les déclarations de M. Brahimi mardi, la Coalition nationale de l'opposition syrienne a réaffirmé que "*le réel problème est le régime d'Assad et qu'il ne peut pas faire partie de la solution*".

La composition de la délégation de l'opposition à cette conférence voulue par les Etats-Unis et la Russie est un casse-tête en raison des divergences qui la traversent et des menaces des groupes armés contre ceux qui oseraient s'y rendre. AFP 29.10

1.2- Washington menace la coalition des opposants syriens de dissolution

Selon les sources diplomatiques occidentales, l'ambassadeur américain en Syrie Robert Ford vient de menacer la coalition des opposants syriens de dissolution.

C'est le journal AsSafir qui rapporte cette information en ajoutant que l'ambassadeur a rencontré la semaine dernière les dirigeants de la coalition des opposants syriens à Istanbule où il les a menacés de dissolution si leur opposition à la tenue des pourparlers de Genève II se poursuivait. " *Les Etats Unis sont parfaitement en mesure de dissoudre la coalition des opposants syriens, si cette coalition continue à décliner l'invitation à participer aux pourparlers de Genève II*". french.irib.ir 29.10

1.3- Tactique d'Assad pour achever l'ASL?

Au terme d'un décret, le président syrien a proclamé une amnistie générale pour tous les soldats déserteurs ou les circonscrits qui refusent de rejoindre l'armée s'ils se présentent dans un délai déterminé. Selon le site Al Charq, on ignore si ce décret s'appliquera oui ou non à ceux des soldats qui ont fauté depuis le 29 octobre. Le délai accordé aux soldats déserteurs est de 30 jours. french.irib.ir 29.10

2- Iran

Le secrétaire d'État américain John Kerry a défendu avec force lundi le choix de la diplomatie au règlement de la question du nucléaire iranien, lançant une pique à l'adresse d'Israël qui veut augmenter la pression sur Téhéran. Dans un discours sur le désarmement et la non-prolifération nucléaire donné lors d'un gala à Washington, M. Kerry a rappelé que les États-Unis avaient «*l'occasion de tenter de mettre au banc d'essai le désir réel de l'Iran de poursuivre un programme nucléaire uniquement pacifique*». «*L'idée selon laquelle les États-Unis d'Amérique n'examinerait pas cette possibilité, serait totalement irresponsable*», a lancé le chef de la diplomatie américaine. Lors d'un gala à Washington organisé par Ploughshares Fund, qui soutient les initiatives empêchant la prolifération des armes de destruction massive, M. Kerry a dit que le président américain Barack Obama l'a chargé de vérifier si l'Iran compte bel et bien poursuivre un programme nucléaire pacifique comme l'affirme l'administration du président iranien Hassan Rohani. M. Kerry a indiqué que l'Iran doit démontrer la véracité de ses propos en joignant le geste à la parole d'une façon qui puisse être vérifiée, car « *les mots ne peuvent pas remplacer des action réelles* ».

L'Iran a repris mi-octobre à Genève les négociations avec les 5+1 (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) sur son programme nucléaire. Ce nouveau cycle de pourparlers a eu un écho positif et de nouvelles discussions sont programmées les 7 et 8 novembre dans la ville suisse. Mais Israël ne voit pas d'un bon œil cette ouverture diplomatique entre les Occidentaux et l'Iran. Selon des médias israéliens, le Premier ministre Benyamin Netanyahu redoute que les États-Unis

acceptent d'alléger les sanctions imposées à l'Iran.

Le Premier ministre du régime sioniste a appelé dimanche à durcir les pressions sur Téhéran et s'est entretenu lundi avec le président américain Barack Obama. «*Certains ont laissé entendre que, d'une certaine manière, il y avait quelque chose de mal à essayer la voie diplomatique avec Téhéran* », a dit M. Kerry, sans citer Israël. «*Nous ne succomberons pas à ces tactiques et ces forces de la peur*», a renchéri le secrétaire d'État. Un ministre israélien avait reconnu jeudi dernier de «*petits différends*» entre son pays et les États-Unis sur le dossier nucléaire iranien, au lendemain d'un entretien de sept heures à Rome entre Netanyahu et Kerry. french.irib.ir 29.10

3- Cuba

- Pour la 22e fois, l'Onu demande la fin de l'embargo US sur Cuba Reuters

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté mardi pour la 22e fois une résolution demandant la levée de l'embargo commercial américain contre Cuba.

Le texte a été voté par 188 pays sur les 193 que compte l'organisation. Deux pays ont voté contre, les Etats-Unis et Israël. Palau, la Micronésie et les îles Marshall, trois petits Etats du Pacifique, se sont abstenus.

"*Le fait que cette politique continue après 53 ans est à la fois extraordinaire et barbare*", a estimé à la tribune le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, en évoquant les "*incalculables dégâts humains*" provoqués par l'embargo.

Barack Obama avait suscité l'espoir des autorités cubaines lors de la campagne pour sa première élection en 2008 en disant qu'il souhaitait revoir les relations entre les deux pays, mais ces espoirs se sont ensuite dissipés. Reuters 29.10

Mais au fait, pourquoi Israël a voté contre ? Pour voter comme les Américains. Etes-vous sûr que ce ne serait pas le contraire ? Israël n'existe pas, seule l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste farouchement anticommuniste existe.

SOCIAL

France

Nouveau coup dur pour l'emploi dans le Nord, le groupe Kering, en quête d'un repreneur pour sa filiale de vente à distance La Redoute, a dit mardi aux syndicats prévoir au minimum la suppression d'environ 700 postes en France et à l'étranger.

"*Le directeur financier de Kering nous a dit qu'on serait à minima à l'équivalent des suppressions de postes du Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de 2008*", soit 672 à l'époque, aussi bien parmi les 2.400 salariés de La Redoute en France que les 900 autres à l'étranger, a déclaré à l'AFP Jean-Claude Blanquart, délégué CFDT.

Ses collègues de Sud, de la CGT ont confirmé la teneur de cette annonce faite mardi lors d'un groupe de travail direction-syndicats à Marcq-en-Baroeul (Nord), mais qui n'a encore de valeur qu'indicative.

"*On nous a parlé de réductions drastiques de postes administratifs et commerciaux au siège de Roubaix avec l'abandon probable de certains marchés. (...) La région est déjà particulièrement sinistrée au niveau du chômage. Derrière ça, il va y avoir de la casse en ricochets*", a souligné Alain Dieudonné, délégué central de la CFE-CGC locale, responsable pour la vente à distance, et lui-même salarié de La Redoute.

Au deuxième trimestre 2013, 13,9% de la population active de la région Nord-Pas de Calais était au chômage selon l'Insee, contre 10,5% en France métropolitaine.

Mardi midi, 450 salariés selon la préfecture, au moins 500 selon les syndicats, ont manifesté entre les communes de Wasquehal et Marcq-en-Baroeul pour demander à Kering des garanties sur leurs emplois "*dans la durée*". La semaine dernière déjà, quelque 500 salariés avaient défilé.

La Redoute comptait encore "*6.100 personnes dans le monde dans les années 2005*", a souligné M. Dieudonné. "*A l'époque, La Martinoire était une ruche. Aujourd'hui, vous y allez le vendredi, vous vous demandez s'il y a quelqu'un dans les entrepôts*". AFP 29.10

ECONOMIE

Inde

La Banque centrale indienne (RBI) a relevé mardi son principal taux d'intérêt pour le deuxième mois consécutif afin de tenter d'endiguer la forte inflation dans le pays.

Le taux directeur a été relevé de 25 points de base, à 7,75%, a-t-elle annoncé dans un communiqué. L'inflation "*devrait se maintenir d'ici à la fin de l'année à un niveau plus élevé qu'actuellement, justifiant une réponse*

politique appropriée", a dit Raghuram Rajan, le nouveau gouverneur de la RBI.

L'inflation, mesurée en Inde par l'indice des prix de gros, a atteint son plus haut depuis 7 mois en septembre, à 6,46% en raison de la flambée des prix de l'alimentation et de la hausse des prix de l'essence.

Le nouveau gouverneur, qui avait indiqué qu'il serait prêt à prendre des mesures impopulaires pour remettre l'économie indienne en ordre de marche, avait surpris en septembre en annonçant une hausse de son taux directeur de 25 points de base pour sa première réunion de politique monétaire.

"*Il est important de casser la spirale de hausse des prix pour endiguer l'érosion de l'épargne et renforcer les fondations de la croissance*", a ajouté le gouverneur dans son communiqué.

La RBI a en revanche assoupli certaines mesures de resserrement monétaires prises en juillet pour endiguer la chute de la roupie, en réduisant par exemple d'un quart de point le taux de facilités marginales -- auquel les banques peuvent emprunter quand elles ne parviennent pas à trouver les fonds sur le marché.

Le banque centrale indienne est sous la pression du patronat qui demande une baisse des taux d'intérêt afin de relancer la croissance de la troisième économie d'Asie, qui s'est établie l'an dernier à 5%, son taux le plus bas depuis dix ans.

La RBI table sur une croissance similaire pour l'exercice budgétaire de l'Inde s'achevant en mars 2014.

La conféderation indienne de l'industrie (CII), lobby patronal, a fait part de sa "déception" devant cette hausse des taux.

Il s'agit d'une "*déception pour l'industrie en particulier à un moment où le climat des affaires reste morose et les perspectives de croissance faibles, et alors qu'une politique de taux élevé décourage la consommation et l'investissement*", a dit le directeur général de la CII, Chandrajit Banerjee, dans un communiqué.

L'arrivée du nouveau gouverneur de la RBI, ancien chef économiste du Fonds monétaire international (FMI), avait suscité de fortes attentes en septembre.

La roupie a endigué sa chute, notamment grâce à l'annonce de mesures pour encourager l'arrivée de capitaux étrangers. L'Inde reste cependant sous la menace d'un resserrement de la politique monétaire américaine qui entrainerait une nouvelle fuite de capitaux étrangers. AFP 29.10

Haut de page

Le 31 octobre 2013

CAUSERIE

21 documents ont été ajoutés. Le site sera actualisé en fin de journée.

Vendredi 1h du matin à Pondichéry

Je suis à la bourre, par Skype j'ai discuté pendant une heure avec mon ex-épouse.

Coïncidence. Les PME

A quelques jours à peine d'intervalle, la Banque mondiale et l'OCDE sortent chacune un rapport vantant les mérites des PME en matière de création d'emplois. Parallèlement ils indiquent que ce seraient les PME qui créeraient davantage d'emplois au détriment des moyennes et grandes entreprises dans lesquelles l'emploi aurait fortement reculé au cours de la dernière décennie, tandis que la demande d'emplois peu qualifiés (-7%) et de cadres de direction (-20%) aurait elle aussi reculé au profit des emplois hautement qualifiés (+13%) et des professions intermédiaires (+50%), dernier indice, l'emploi dans le secteur tertiaire aurait continué son ascension dans les pays de l'OCDE (74%).

Dans un autre document, l'OCDE indique que le chômage de masse devrait se banaliser en France et dans les pays où il sévit déjà, du fait du coût trop élevé de la maneuvre correspondant à des emplois ne requérant aucune qualification ou très peu, ce qu'ils appellent la faible "*employabilité*" de ces postes de travail, qui dégagent peu de profit, suggérant de baisser le smic pour les rendre plus attractifs (sic !).

Ces rapports présentent le sectaire tertiaire et les PME sous un angle avantageux, alors qu'ils emploient une masse importante de salariés peu qualifiés rémunérés au smic ou percevant un salaire à peine supérieur au smic, mais aussi un nombre considérable de salariés diplômés ou qualifiés aussi mal payés, alors que sous le coup de la flexibilité imposée à l'intérieur des entreprises, ils remplissent de plus en plus souvent des tâches qui débordent leur fonction principale ou initiale et fait appel à une qualification supérieure sans que leurs salaires soient augmentés, ce qui est autant de gagné pour leurs employeurs.

De nombreuses PME assurent aussi la sous-traitance pour de grandes entreprises

Ajoutons à cela que les travailleurs ne sont pas ou peu organisés dans les PME, donc peu enclins à revendiquer des augmentations de salaire ou des améliorations de leurs conditions de travail, en permanence sous le contrôle ou la surveillance de patrons exigeants qui les écrasent de leur autorité et contre lesquels ils n'ont aucun moyen de résistance, on comprend pourquoi cette orientation du capitalisme dans les pays de l'OCDE bénéficie du soutien de cette organisation et de la Banque mondiale. Elle est conforme à la stratégie du Nouvel ordre mondial, autant que la militarisation de la main d'oeuvre dans les grandes entreprises en Chine, Corée du Sud, Japon ou Inde notamment.

L'atomisation du prolétariat en France constitue un défi en terme de lutte de classe et d'organisation auquel nous n'avons pas été capables de répondre, nous en payerons le prix fort dorénavant. On s'aperçoit petit à petit qu'il en est ainsi face à toutes les questions auxquelles les travailleurs ont été confrontés ces dernières décennies, ils se sont retrouvés totalement désarmés politiquement pour y répondre pour ne pas y avoir été préparés, nos dirigeants s'étant totalement fourvoyés ou pire encore.

L'article auquel vous avez échappé. Le loterie ou la pochette surprise en guise de démocratie.

On comprendra pourquoi le charlatan qui a signé cet article ne tient pas à se faire connaître.

On vit vraiment dans un monde délirant peuplé de décérébrés qui se prennent au sérieux. Franchement, les mots nous manquent pour qualifier ce genre d'aventuriers qui n'a rien trouvé de mieux que de tirer au sort les représentants des travailleurs et leurs familles qui auraient leur destin entre leurs mains, cela dépasse l'entendement, le stade du grotesque est dépassé, on a franchi la limite de l'absurde.

Inutile d'évoquer ici les enseignements de la lutte des classes et l'expérience de la révolution russe de 1917 ou de la Commune de Paris de 1971, cet "*inventeur*" doit en ignorer absolument tout. On avait déjà remarqué que les théories utopiques ou foireuses qui avaient précédé l'avènement du socialisme scientifique avaient été réanimés par des opportunistes en mal de perspective politique, mais on ne pensait pas que certains iraient jusqu'à théoriser celle délirante du tirage au sort de nos représentants politiques, comme quoi on n'est jamais au bout de nos surprises, mauvaises généralement mais c'est dans l'air du temps.

Cette théorie ne se veut pas révolutionnaire, comment le pourrait-elle lorsqu'on apprend que le Sénat devrait être conservé, ainsi que finalement l'essentiel des institutions de la Ve République qui s'accommoderaient de l'"*alliance du vote avec le tirage au sort*", ce qui se passe déjà quelque part lorsque l'UMP ou le PS sont amenés à gouverner à l'issue d'un scrutin marqué par l'"alliance du vote" avec les illusions des masses qui tiennent lieu de "*tirage au sort*" à défaut de conscience de classe, on se demandera en quoi il pourrait en sortir une "*réelle alternative*" politique.

Titre : *Comment constituer un parlement par le vote et le tirage au sort* - Laurent S - lundi 28 octobre 2013 - legrandsoir.info

Le vote et le tirage au sort ont des qualités et des inconvénients pour désigner des représentants politiques. Voici comment lier les deux pour désigner les députés et les sénateurs et instituer un pouvoir législatif qui soit le plus représentatif du peuple grâce à des partis politiques de masse.

Etienne Chouard mène un combat très juste et encore solitaire pour la désignation par tirage au sort dans les institutions politiques. Son discours est bien argumenté, mais je ne l'ai pas entendu faire de proposition de constitution donnant au tirage au sort un rôle principal. Cette absence de concrétisation de ses idées, laisse donc le vote sans réelle alternative. S'en abstenir, car cela serait la prérogative exclusive d'une assemblée constituante, est presqu'un aveu d'échec : une telle assemblée ne peut pas tout réinventer, un vrai débat et des idées doivent précéder et aider à ses choix souverains. D'un autre côté, le vote a certaines vertus qu'il serait dommage d'abandonner. Voici donc une proposition pour un parlement constitué par une alliance du vote avec le tirage au sort les institutions politiques.

Je vous fais grâce de la suite.

ACTUALITÉ DU JOUR

Nous ne doutons pas un seul instant que le laquais du sionisme saura témoigner "***son attachement à la démocratie israélienne***" qui rime avec cruauté ou barbarie.

- Israël : le président du Parlement refuse de rencontrer Hollande - Point.fr

Le président de la Knesset (Parlement) Yuli Edelstein veut boycotter la prochaine visite du président français François Hollande en raison de son refus de prononcer un discours devant les députés israéliens, affirme mercredi le quotidien local Yediot Aharonot. Selon le journal, l'ambassade de France en Israël a informé Yuli Edelstein que le président français ne prononcerait pas de discours dans l'enceinte du Parlement au cours de sa visite d'État en Israël et dans les Territoires palestiniens du 17 au 19 novembre. Le président de la Knesset aurait alors affirmé que si le président français n'était pas prêt à parler devant les parlementaires israéliens, il ne souhaitait pas le recevoir, a précisé le journal.

Interrogée, l'ambassade de France en Israël s'est étonnée de "*la réaction de M. Edelstein alors que le programme de la visite du président français n'est pas encore finalisé*". "*Le président de la République saura marquer son attachement à la démocratie israélienne et à ses représentants*", a souligné une source diplomatique. "*Des discussions intenses se poursuivent avec la Knesset depuis plusieurs semaines pour mettre au point la visite de François Hollande au Parlement israélien*", a ajouté la même source. Dans le passé, deux présidents français s'étaient exprimés dans l'enceinte du Parlement israélien, François Mitterrand en 1982 et Nicolas Sarkozy en 2008. Point.fr 30.10

Ayrault martèle qu'il ne faut pas laisser le racisme impuni, alors qu'il commence par condamner le régime de l'apartheid, raciste, d'Israël, on ne lui demandera pas, il en est incapable.

Retraites.

1- Retraites: le Sénat détricote scrupuleusement le projet du gouvernement - AFP

Le Sénat a continué mercredi à détricoter scrupuleusement le projet de réforme des retraites du gouvernement en votant contre les articles 3 et 4 du projet de loi après avoir déjà rejeté la nuit précédente l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites.

Ce rejet était prévu, la commission des Affaires sociales n'ayant pour sa part approuvé que 4 articles sur les 52 du projet gouvernemental. L'Assemblée nationale devrait rétablir l'ensemble des dispositions lorsque le texte reviendra devant elle en novembre.

Les sénateurs ont adopté en bloc trois amendements identiques visant à rejeter l'allongement de la durée de cotisations, mais aux motifs diamétralement opposés. L'un a été déposé par une socialiste, Marie-Noëlle Lienemann, et les autres par le groupe UMP, et par les écologistes.

Ils ont été voté par 205 voix, celles des groupes UMP, centristes, écologistes et CRC (Communiste, républicain et citoyen), et de Mme Lienemann. En revanche, les socialistes et la quasi-totalité du RDSE (à majorité PRG) ont voté contre, soit 142 voix. AFP 30.10

2- Retraites: les syndicats appellent le gouvernement à reculer - AFP Une centaine de personnes se sont rassemblées mercredi devant le Sénat, à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires, pour appeler le gouvernement à "*reculer*" sur la réforme des retraites, comme il l'a fait sur l'écotaxe, a constaté une journaliste de l'AFP.

"*L'allongement de la durée de cotisation, c'est une forme de taxe sur les jeunes. Le gouvernement a reculé sur l'écotaxe, on lui demande de reculer sur cette taxe sur les jeunes*", a déclaré Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, lors du rassemblement.

Pour Eric Aubin, membre de la direction de la CGT, le recul du gouvernement sur l'écotaxe et la fiscalité de l'épargne montre la "*sensibilité du gouvernement au rapport de force*". Pour cette raison, les syndicats doivent avoir un "*engagement supérieur et ne pas renoncer*" à combattre cette réforme, selon lui.

"*La responsabilité du gouvernement est immense*", a-t-il dit, estimant que "*la désespérance*" sociale "peut conduire à des scénarios dramatiques aux élections", en allusion au progrès du vote extrême droite.

Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, a affirmé également qu'il fallait continuer la "*mobilisation la plus large et la plus unitaire possible*", pour que "*la colère, qui se développe à juste titre dans le pays, ne se transforme pas en désespérance sociale qui alimente les réponses les plus réactionnaires, les plus xénophobes, celles de l'extrême droite*".

"*Cette réforme est à refaire*", a estimé pour sa part Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU. "*Le gouvernement entend les groupes de pressions mais refuse d'écouter les syndicats représentatifs*", a-t-elle regretté. "*Sénatrices et Sénateurs, on compte sur vous, on continue!*", a-t-elle lancé.

Selon toute vraisemblance, les sénateurs devraient rejeter le projet de loi, mais il devrait définitivement être adopté lors de son retour à l'Assemblée par les députés, qui ont le dernier mot. AFP 30.10

Beaucoup de discours et de gesticulations pour rien puisque c'est l'Assemblée nationale qui a le dernier mot et que le PS y a la majorité absolue, ne l'aurait-il pas qu'à défaut de mieux l'UDI ou l'UMP volerait à son secours.

On en est rendu au point où les travailleurs ne se mobilisent pas, il faut dire aussi que tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, les dirigeants syndicaux ont beau jeu de le déplorer et de prétendre que de leur côté ils ont fait tout ce qu'il fallait, alors qu'en réalité pour comprendre la situation telle qu'elle se présente, il faut se pencher sur ce qu'ils ont fait au cours des 70 dernières années, comment ils se sont appliqués systématiquement à subordonner les masses au capitalisme en abandonnant l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc l'abolition du capitalisme, ce que la plupart des militants ont malheureusement tendance à oublier ou qu'ils ignorent, ce qui les amène à penser que finalement Mailly ou Lepaon n'ont pas totalement tort ou qu'ils n'auraient pas tous les torts.

Il y a un truc que les militants n'arrivent pas à se foutre dans le crâne, c'est que toute avancée sociale, tout acquis ou conquête se transforme ou se transformera à la longue en son contraire, se retournera contre les travailleurs un jour ou l'autre parce qu'elle n'aura pas été orientée dans la perspective du socialisme, demeuré sous le carcan du capitalisme, il reprendra le dessus et liquidera un à un tout ce qu'il a dû concéder dans le passé, d'autant plus facilement qu'il n'existe aucune perspective politique au-delà du capitalisme ou celle-ci s'éloigne un peu plus chaque jour de la réalité.

Si on prenait le temps d'examiner en détail sur une période de 30 ou 50 ans comment les capitalistes se sont servis de tel ou tel acquis social dans un domaine précis pour s'attaquer aux droits de certaines couches de travailleurs ou à l'ensemble des masses parfois dans d'autres domaines, on serait surpris du constat et bien davantage encore des conclusions qu'il faudrait en tirer. Il faudrait être bien naïf pour imaginer un seul instant qu'ils auraient pu acheter la paix sociale sans rien en échange. C'est l'analyse que nous ont servie nos dirigeants, ils nous ont induits en erreur en permanence. Quand bien même ils ont dû céder sous la pression de la lutte de classe, ils ont élaboré un moyen d'en tirer profit, parfois dans la foulée, parfois bien plus tard, en ayant toujours à l'esprit qu'ils avaient une revanche à prendre.

Prenez par exemple le vieillissement de la population, il a un coût insupportable pour la société en régime capitaliste, les vieux disposent parfois de revenus confortables, d'économies, d'un patrimoine, il faut mettre la main dessus, comment, on va créer de nouveaux besoins et services pour eux, ils vont se remettre à consommer de plus belle, on va en tirer un maximum de profit avant qu'ils crèvent. Les préretraites, un acquis social ou plutôt un moyen de se débarrasser d'une main d'oeuvre coûteuse et moins productive que des jeunes. Augmenter le niveau de qualification était indispensable pour pourvoir des emplois qualifiés dégageant des profits à hautes valeurs ajoutées, tandis que les emplois non qualifiés seraient occupés par des esclaves chinois qui dégageraient également un maximum de profit. Le chômage une plaie, le traitement social du chômage une avancée sociale dans les années 70, depuis un moyen de l'accompagner et de le maintenir à un haut niveau sans risquer une explosion sociale, tandis que cela permet de faire pression sur l'ensemble des salaires à la baisse, et de faire passer, de justifier, les attaques contre le coût et la législation du travail. Sans hausse des salaires, impossible d'accéder au crédit, or c'est sur le crédit ou la dette que répose le capitalisme, etc. etc. etc.

Qu'on se comprenne bien, ce ne sont pas ces mesures sociales qui posent problèmes, mais l'orientation politique qui les a accompagnées. C'est un peu comme un capital dont on disposerait et qui ne se renouvellerait pas, donc à la longue qui s'épuiserait et disparaîtrait, c'est ce qui est en train d'arriver à tous nos droits sociaux et politiques.

Je n'ai plus le temps, il m'est venu une autre idée ou comparaison. Le mouvement ouvrier et les masses se sont comportés comme des enfants gâtés ou auxquels on accorderait une grande liberté dont ils pourraient profiter sans limites, sans les informer de la règle du jeu, sans les avertir des dangers qui les menacerait s'ils les transgressaient...

De quel côté du portique se situe Lepaon ? Le mauvais, normal.

- Ecotaxe : le portique de Pont-de-Buis, symbole de la fronde bretonne, va être démonté - Francetv info

- Ecotaxe : deux tiers des Français approuvent la suspension - LeMonde.fr

Deux tiers des Français (67 %) estiment que la suspension de l'écotaxe, annoncée mardi par le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, est justifiée, selon un sondage CSA pour BFM TV publié mercredi 30 octobre.

Quelque 33 % des personnes interrogées par Internet les 29 et 30 octobre considèrent que la suspension de cette taxe est "*tout à fait justifiée*" et 34 % "*plutôt justifiée*". A l'inverse, 22 % jugent cette décision "*pas vraiment justifiée*" et 11 % "*pas du tout justifiée*".

Devant une forte opposition à l'écotaxe, notamment en Bretagne, le gouvernement a décidé mardi de suspendre sine die sa mise en œuvre pour que "*la confrontation [cède] la place au dialogue*", selon les mots du premier ministre. Cette taxe pour les poids lourds doit rapporter 1,15 milliard d'euros par an.

Selon ce sondage effectué auprès d'un échantillon national représentatif de 951 personnes âgées de 18 ans et plus, "*toutes les familles politiques approuvent en majorité cette suspension, à l'exception des écologistes*". 58 % des sympathisants de gauche estiment cette décision justifiée : 54 % pour le Front de gauche, 62 % pour le Parti socialiste mais 44 % pour Europe Ecologie-Les Verts.

Les sympathisants de droite sont 74 % à considérer cette suspension comme justifiée, et 53 % au MoDem. Ils sont 77 % au Front national à penser de même. Le sondage montre également que cette suspension est "*particulièrement approuvée*" par les ouvriers (77 %) et dans l'ouest du pays (79 %). LeMonde.fr

Lepaon a semble-t-il oublié que c'était l'UMP qui était à l'origine de cette taxe que le gouvernement voulait appliquer. Or je ne pense pas que l'UMP ait visé autre chose que les intérêts du patronat, et non ceux des travailleurs comme il le prétend. Bon, Lepaon s'est juste trompé de camp, c'est dans l'ordre des choses.

La vérité est toujours "***peu vraisemblable***" au sommet de l'Etat !

- NSA - DGSE : comment Paris avait préparé l'accord sur les écoutes - Le Nouvel Observateur

D'après une information du "*Monde*" daté du 31 octobre, la DGSE et la NSA ont, fin 2011- début 2012, signé un accord instituant un échange de données recueillies, via leurs systèmes d'écoutes, par les deux services de renseignement.

La porte-parole du gouvernement juge l'existence d'un tel troc "*peu vraisemblable*".

Ce type d'accord était pourtant prévu explicitement dans le Livre blanc de la Défense de 2008. Les rédacteurs de ce document, commandé par le président Sarkozy, justifiaient même le développement massif des interceptions notamment par la nécessité de pouvoir échanger avec les services alliés.

Parmi les "*quelques pays*" qui ont accru considérablement leurs moyens techniques de renseignement après 2001 et avec lesquels la DGSE souhaite "*échanger*", il y a, bien sûr, d'abord et avant tout, les Etats-Unis.

Notons qu'après la publication du Livre blanc de 2008, la DGSE a, selon nos informations, commandé le dernier supercalculateur Bull, le même qu'utilisait, à sa grande satisfaction, la Direction des applications militaires du CEA. Le service secret utilisait auparavant un Hewlett Packard.

Le supercalculateur de Bull a été installé dans les sous-sols du boulevard Mortier, le QG de la DGSE, en 2010 – quelques mois, donc, avant la signature de l'accord avec la NSA. Le Nouvel Observateur 30.10

Et dire qu'ils ont forcé les viticulteurs à arracher leurs vignes !

- Le monde risque une pénurie de vin - Francetv info

... et le verre de rouge pourrait atteindre des prix étourdissants d'ici quelques années, avertit la banque américaine Morgan Stanley.

En cause, la demande mondiale, qui n'a cessé de croître alors que la nouvelle bourgeoisie russe, chinoise ou d'autres pays émergents a pris goût au bordeaux, rioja et autres malbec. La consommation par habitant de la Chine a, par exemple, été

multipliée par quatre sur les cinq dernières années, indique Business Insider (lien en anglais) en citant l'étude. Ainsi, "*la demande de vin a dépassé l'offre de 300 millions de caisses l'an dernier*", constate l'étude. Pis, la situation va s'aggraver, alors que "*la demande à l'exportation devrait accélérer à moyen terme*". Toutefois, l'Organisation internationale de la vigne et du vin, citée par Slate, relativise cette étude : la consommation mondiale de vin stagne ces dernières années.

"*A court terme, les stocks vont diminuer car la consommation sera dominée par les millésimes des années passées*", affirme la banque d'affaires. Mais quand ce sera au tour de la production de 2012 d'être consommée, "*nous nous attendons à une pénurie avec un bond de la demande et des prix à l'exportation*", poursuit Morgan Stanley. L'Australie, le Chili, l'Argentine, l'Afrique du Sud et la Nouvelle Zélande "*sont les mieux placés pour en profiter*", précise la banque. A l'inverse, la situation "*va se tendre particulièrement en Europe*", région productrice mais également fortement consommatrice, ajoute l'étude.

Parallèlement, la production mondiale de vin a culminé en 2004, où le secteur affichait "*un excès de 600 millions de caisses de bouteilles*", explique Morgan Stanley. Depuis, l'offre mondiale n'a cessé de décliner à la faveur de baisse de capacités, tombant à 1 million de bouteilles en 2012, son plus bas niveau depuis 40 ans, ajoute la banque américaine. Francetv info 30.10

Pour la peine, après-demain on va célébrer Diwali, une grande fête nationale en Inde, je vais me payer un pinard sud-africain. A votre santé monsieur Schivardi !

Les procureurs généraux. Les "***rapports monnayés***" avec le PS "***ne leur pose aucun problème***" aux dirigeants du PCF, ils ne sont pas les seuls.

- Manifeste des 343 salauds : "*343 réacs, sexistes et machistes*" - LePoint.fr

Le Parti communiste français s'insurge contre la pétition de 343 hommes opposés à une loi sanctionnant le recours à la prostitution.

"*L'argent ne peut pas tout acheter*" souligne Laurence Cohen responsable de la commission Droits de femmes/féminisme au Parti communiste. Le PCF rappelle qu'il est "*favorable à l'abolition de la prostitution et signataire de l'appel Abolition 2012*". Le Point.fr 30.10

S'il y a un parti qui est mal placé pour parler de dignité, c'est bien le PCF qui a couvert tous les crimes du stalinisme et ceux qu'il a commis lui-même.

Certes, il s'agit bien de "*343 réacs*", mais dans cette affaire-là, ce serait plutôt les partisans de cette loi infâme qui le seraient, comme de plus en plus souvent d'ailleurs...

Question. En Inde, qui est le réac, l'occidental qui veut imposer à tout prix aux Indiens des principes démocratiques ou les Indiens qui les rejettent parce qu'ils ne correspondent pas à leur niveau de développement ? Si je critique les rapports semi-féodaux qui existent en Inde et la soumission des Indiens à ces rapports, j'en connais parfaitement l'origine et je ne leur impute pas, je ne les juge pas ou je ne les accuse pas d'être incapables de s'y opposer, vous saisissez la nuance ? Réfléchissez, la même nuance doit s'appliquer à bien des questions de société qui nous sont soumises de nos jours.

Changer les rapports qui existent dans la société qui sont le produit des rapports sociaux de production ou des rapports entre les classes sans inverser ces derniers, c'est se livrer à un nouveau coup de force contre les masses dont l'interprétation de ces rapports ne changera pas du fait de l'existence d'une loi.

Ah ben alors, c'était bien la peine de faire tout ce raffut !

- Mariage gay : les deux premiers divorces - LePoint.fr

L'avocate des deux hommes, Joëlle Glock, note que, comme tant d'autres couples, ses clients ont longtemps vécu ensemble avant que le mariage ne les sépare. Liberation.fr

Aussi rapidement, c'est à croire que le mariage est une contrainte.

Récemment dans un téléfilm diffusé par TV5Monde Asie on pouvait voir un couple, une femme et un homme marocain mariés de force par leurs parents se déchirer au point d'être conduits au divorce, pour une fois libre laissé éclater leurs sentiments et continuer de vivre ensemble au lieu de se séparer, leur couple ne reposant plus sur une contrainte imposée par la culture ou l'éducation de leurs parents ou de leur pays d'origine, mais sur un consentement mutuel.

ACTUALITE EN TITRES

Bientôt l'âge légal de la liberté sera reporté au seuil de la mort.

- New York relève à 21 ans l'âge légal pour acheter cigarettes et tabac - LeMonde.fr

La croissance exige qu'ils s'en gavent !

- Les Français mangent deux fois moins de chocolat que les Allemands - LeFigaro.fr

Confirmation. A croire qu'ils nous lisent au Monde (pour plaisanter évidemment) !

- L'accord de libre-échange Canada-Union européenne montre la voie - LeMonde.fr

Enfin une bonne nouvelle !

- Rafale: le contrat ne sera pas signé rapidement, suggère l'Inde - AFP

Business is business.

- Honda affiche un bénéfice net en hausse de 46% au 2e trimestre - Reuters

- Hausse de 22% du bénéfice net de Chrysler au 3e trimestre - Reuters

- IBM va racheter pour 15 milliards de dollars de ses actions - L'Expansion.com

- Japan Tobacco va fermer 4 usines et supprimer 1.600 emplois - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La Cour de cassation a validé, mercredi 30 octobre, l'extradition vers l'Espagne de Jokin Aranalde Olaondo, représentant des exilés basques qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen émis par l'Espagne.

Le pourvoi de M. Aranalde, qui contestait devant la Cour de cassation sa remise aux autorités espagnoles accordée le 24 septembre par la cour d'appel de Pau, a donc été rejeté. Lors de l'audience devant la cour d'appel, son avocate, Amaia Recarte, avait dénoncé le mandat d'arrêt européen de son client "*fondé sur une erreur manifeste*".

M. Aranalde, 67 ans, avait été interpellé le 24 juin à Hélette (Pyrénées-Atlantiques), en vertu d'un mandat d'arrêt émis en 2013 par la plus haute juridiction espagnole, lui reprochant d'avoir "*participé à une entreprise criminelle et terroriste pour des faits commis en Espagne en 2002*".

Jokin Aranalde vivait en France légalement depuis une dizaine d'années. Pour cette raison il fut récemment désigné par d'autres "*exilés*" comme l'un des porte-parole des Basques qui désirent rentrer chez eux mais redoutent des poursuites et veulent s'entendre avec l'Espagne et la France après l'abandon par l'organisation séparatiste basque ETA de la lutte armée.

Cette décision arrive quelques jours seulement après la remise en liberté de la militante d'ETA Inés del Rio, emprisonnée depuis 1987 et condamnée à 3 828 années de prison pour 24 assassinats et une centaine de tentatives d'assassinat. Cette libération découlait d'un jugement de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, irrévocable, qui avait poussé des milliers de personnes à se rassembler dimanche 27 octobre à Madrid pour réclamer "justice". lemonde.fr 30.10

2-Syrie

2.1- Selon Waël Al Imam, professeur d'université et analyste politique, les terroristes qui combattent avec acharnement l'Etat et l'armée syriens suivent trois stratégies bien distinctes : insécuriser la Syrie, détruire les voies de communication et des routes pour bloquer l'acheminement normal des denrées alimentaires à travers le pays et affamer ainsi la population et pousser de la sorte les Syriens à quitter leurs villes et villages.

Selon l'analyste, la troisième stratégie suivie par les jihadistes consiste à tuer un maximum de civils et de militaires syriens. Pour Waël al Imam, l'oeuvre de destruction systématique menée par les jihadistes vise également les exploitations et les champs agricoles trop nombreux en Syrie. " *Là où ils passent, les miliciens paient les agriculteurs et ils les obligent à ne pas vendre leurs produits. Les agriculteurs l'acceptent souvent par crainte pour leur vie et celle de leurs familles. C'est ainsi que les denrées alimentaires deviennent de plus de plus rares et les gens sont contraints de partir et de s'exiler. Voilà comment les terroristes agissent pour détruire la Syrie, et en démanteler le pouvoir centrale et en provoquer la désintégration*". french.irib.ir 30.10

2.2- Au sujet de la guerre qui a lieu contre la Syrie, il y a une chose qui a échappé à l'attention des analystes : le détournement des aides financières et logistiques de Riyad à destination des rebelles par les rebelles. Selon Al Khabar, "*le vol systématique dont font l'objet les convois d'aides saoudiennes*" a provoqué l'ire des dirigeants de Riyad qui enquêtent là dessus avec le plus grand sérieux du monde. Depuis deux ans et demi, les milices salafo wahhabite dévalisent " *beaucoup de biens qui arrivent depuis l'Etranger en Syrie*". Alors que les cheikhs wahhabites ont rendu licite la " *confiscation (le pillage?) des biens des syriens à travers leurs fatwas*", le pillage " *des aides saoudiennes*" leur semble intolérable. Toujours est-il que cette œuvre systématique de "*grignotage*" affecte même la distribution des médicaments, des denrées alimentaires, des matelas et autre parmi la population. Les commandants de l'ASL sont connus pour vendre régulièrement sur le marché noir les armes que les saoudiens envoient en Syrie. L'argent tiré de ces "*ventes illégales*" sont ensuite placé dans des banques étrangères surtout en suisse et en Turquie. Les gros bonnets de l'ASL ont des comptes bien remplis.

L'exemple de Riyad al Asaad est bien éloquent : il détient 1.6 millions de dollars sur ses comptes et ses proches s'impliquent de près dans le trafic d'armes et de pétrole volé. Ce genre de "*malversation*" concerne aussi l'aide euro-américaine aux "*rebelles*". Les chefs de l'ASL vendent les armements trafiqués en Irak et en Turquie. Les comptes bancaires de Salim Edriss, le commandant de l'ASL est d'ailleurs bien gros de l'argent tiré de ce commerce.

Selon les sources locales, les terroristes ont dévalisé la plupart des banques à Alep et à Idleb au nord et au nord ouest de la Syrie et ont pillé des millions de livres syriennes pour les verser sur leurs comptes personnels. Et ceci mise à part du pillage systématique du commerce, des unités industrielles, des usines par les miliciens et la vente de ce gros " butin" sur les marchés noir et à bas prix en Turquie. Le pétrole fait également l'objet du pillage systématique et ce, depuis le début de la guerre.

Pour revenir à l'Arabie saoudite, le royaume des wahhabites a octroyé jusqu'ici plus de 15 millions de dollars aux groupes armés dont 5 millions d'armes, de munitions et d'équipements militaires . Le reste de cette somme a été dépensé pour rémunérer les terroristes or le salaire de ces terroristes n'est pas versé régulièrement en raison de " *multiples malversations*". Les Saoudiens se plaignent aussi d'avoir alloué un autre paquet de 10 millions de dollars en aide aux terroristes. Seuls 3 millions de dollars a été distribués parmi " *les rebelles*" et leurs chefs ont détourné le reste qu'ils ont transformé en argent liquide versé sur leurs comptes. Le roi Abdellah devra bien sortir de ses gondes quand il fait ses calcules puisque ces aides ne tiennent pas compte des sommes colossales qu'ils paient à titre de récompense, de salaire, de prime aux chefs de l'opposition politique, à savoir Jabra et compagnie.Toujours est-il que Riyad a ouvert une enquête sur ces vols et a menacé de punir les "*voleurs*" en interrompant ses aides. Et dire que c'est à renfort de ces "*pilleurs*" qu'ils comptent vaincre Assad. french.irib.ir 30.10

3- Russie

Le président russe Vladimir Poutine a évincé Barack Obama de la première place du classement des personnes les plus puissantes au monde, publié mercredi par le magazine américain "*Forbes*". Le président américain n'est que deuxième."*Poutine a solidifié son contrôle sur la Russie, et tous ceux qui ont regardé le jeu d'échecs autour de la Syrie ont une idée claire du glissement de pouvoir vers Poutine sur la scène internationale*", écrit "*Forbes*" pour expliquer sa première place. Le président chinois Xi Jinping se classe en troisième position de ce classement, suivi du pape François, qui y fait son apparition pour la première fois. La première femme à y figurer est la chancelière allemande Angela Merkel, à la cinquième place.Le président français François Hollande, dont "*Forbes*" souligne qu'il est au plus bas dans les sondages de popularité, passe de la 14e à la 18e place. french.irib.ir 30.10

SOCIAL

Espagne

La coopérative basque de Mondragon, présentée jusque là comme un miracle économique dans une Espagne en crise, a renoncé mercredi à sauver son fleuron, le groupe d'électroménager Fagor, qui emploie 5.700 personnes et se trouve au bord du

dépôt de bilan.

Fagor, lourdement endetté, venait d'annoncer qu'il risquait de manière "*imminente*" le dépôt de bilan si Mondragon lui refusait son aide, et que 4.000 emplois directs ou indirects étaient ainsi menacés pour le seul Pays basque.

Le coup est dur pour cette région qui fait figure d'exception dans un paysage économique dévasté, avec un chômage à 15,84%, le taux de plus faible toutes les régions espagnoles, contre une moyenne nationale à 25,98%.

Pour défendre les emplois menacés, la direction de Fagor et les représentants du personnel ont appelé à manifester jeudi soir dans la localité de San Andres.

"*Il semble que nous allions vers le pire scénario, la fermeture d'une entreprise*", a mis en garde mercredi la conseillère à l'Economie du gouvernement basque, Arantza Tapia.

"Fagor est viable mais a besoin de 170 millions et une solution doit être trouvée en moins de dix jours", affirmait encore cette semaine le directeur général du groupe, Sergio Treviño, au journal régional Diario Vasco.

Mais mercredi soir, la direction de la coopérative a tranché: Mondragon "*considère que le projet de Fagor*", qui avait entamé des négociations avec ses créanciers pour restructurer sa dette et demandé le soutien de la coopérative et des pouvoirs publics, "*ne répond pas aux nécessités du marché*", a-t-elle annoncé.

"*Les ressources que demande le groupe ne suffiraient pas à garantir sa viabilité*", a ajouté Mondragon.

Fleuron de la coopérative créée il y a près de 60 ans, Fagor avait annoncé à la mi-octobre avoir ouvert "des négociations pour parvenir à un accord anticipé de restructuration de sa dette", qui atteindrait 800 millions d'euros selon les médias espagnols.

A partir de ce moment-là, l'entreprise, cinquième fabricant européen d'électroménager, disposait en théorie d'un délai allant jusqu'à quatre mois pour parvenir à un accord avec ses créanciers.

Mais mercredi, Fagor a tiré le signal d'alarme, annonçant que faute de recevoir les financements nécessaires, elle serait contrainte "*de présenter de manière imminente son dépôt de bilan*".

Fagor se disait aussi "*convaincu qu'une procédure de dépôt de bilan conduirait à la disparition de toutes les activités de l'entreprise et de tous ses postes de travail*", avec de lourdes conséquences pour l'emploi local et pour "*des entreprises et coopératives environnantes dont la survie pourrait être remise en cause*".

Environ 2.000 salariés du groupe travaillent au Pays basque, sur un total de 5.642 fin juin. Fagor compte treize usines dans cinq pays: Espagne, France, Pologne, Maroc et Chine.

Au premier semestre 2013, le groupe a essuyé une perte de 60 millions d'euros, trois fois plus qu'au premier semestre 2012, et son chiffre d'affaires a chuté de 19% à 491 millions.

Nichée dans une vallée basque, la coopérative de Mondragon est née dans les années 1950 de l'imagination d'un prêtre visionnaire, José Maria Arizmendiarrieta, qui voulait ainsi donner du travail aux ouvriers de ce bourg du nord de l'Espagne.

Aujourd'hui conglomérat tourné vers l'international, diversifié, le groupe est implanté dans une vingtaine de pays et emploie plus de 83.500 personnes (dont 35.000 au Pays Basque et 35.000 dans le reste de l'Espagne) dans des activités aussi diverses que l'électroménager, les équipements pour voitures, les machines industrielles ou le matériel sportif.

La plus grande partie de l'activité reste en Espagne, grâce notamment à une gestion sur le modèle coopératif: la majorité des salariés sont associés dans différentes sociétés, élisent leurs dirigeants en assemblée et décident des principales orientations, en matière de salaires par exemple, permettant des réponses flexibles face à la crise.

En mai 2012, les employés de Fagor avaient ainsi décidé de réduire leurs salaires de jusqu'à 7,5% et accepté le principe de mobilité. AFP 30.10

ECONOMIE

Etats-Unis

La Fed maintient son soutien aux marchés - Reuters

La Réserve fédérale américaine a prolongé mercredi son soutien à l'économie en maintenant à 85 milliards de dollars (62 milliards d'euros) le rythme de ses achats mensuels d'obligations et elle s'est montrée un peu moins optimiste pour la croissance après la crise budgétaire du début du mois à Washington.

Après le communiqué de mercredi, les contrats à terme sur les taux d'intérêt américains suggéraient que les investisseurs n'anticipent pas de relèvement des taux d'intérêt de la Fed avant avril 2015 au plus tôt.

La banque centrale a répété qu'elle maintiendrait ces taux proches de zéro tant que le taux de chômage resterait supérieur à 6,5% et que l'inflation ne menacerait pas d'excéder 2,5%.

Les critiques de cette politique arguent de risques d'une résurgence de l'inflation et de bulles financières.

Après le communiqué de mercredi, les contrats à terme sur les taux d'intérêt américains suggéraient que les investisseurs n'anticipent pas de relèvement des taux d'intérêt de la Fed avant avril 2015 au plus tôt.

La banque centrale a répété qu'elle maintiendrait ces taux proches de zéro tant que le taux de chômage resterait supérieur à 6,5% et que l'inflation ne menacerait pas d'excéder 2,5%.

Les critiques de cette politique arguent de risques d'une résurgence de l'inflation et de bulles financières. Reuters 30.10

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser la rubrique de presse et d'ajouter des infos sur la Syrie, je suis trop crevé.

J'en ai marre aussi du niveau misérable de toutes ces polémiques qui nous détournent de l'essentiel, même si on les traitent sur le plan politique. Quelle société de merde que la leur, on en a la nausée ! Et dire que je suis à 10.000 kilomètres de la France... Je ne suis pas satisfait des dernières causeries, je n'ai pas assez de temps à consacrer à chaque thème abordé. Je m'épuise à force.

Une offensive mondiale orchestrée à coups de propagande par l'OMS, Bruxelles, au profit des plus puissants trusts alimentaires mondials.

Epidémies réelles ou contrôlées, dans tous les cas instrumentalisées :

- poulet : H1N1, grippe aviaire, bovins et ovins : creutzfeldt Jakob ;

- campagne de vaccination préventive massive de la population permettant d'enrichir un peu plus les trusts pharmaceutiques ;

Dérégulation et régulation hasardeuse brouillant les pistes et favorisant la fraude en Europe :

- cheval mêlé à du boeuf ;

- fermeture d'usines entières en France notamment et réorganisation de la filière au profit de trusts plus rentables (Brésil)

Ecotaxe :

- doit aboutir à la liquidation des petites et moyennes entreprises qui ne pourront pas la répercuter dans leurs prix de vente au profit de puissants trusts, de multinationales...

On pourrait se dire au premier abord que la liquidation de petites ou moyennes exploitations agricoles ou entreprises agroalimentaires serait en contradiction avec la politique affichée de la Banque mondiale et de l'OCDE en faveur des PME, mais ce n'est pas le cas dans ce secteur clé de l'économie où ils privilégient au contraire la concentration ou le monopole pour pouvoir avoir dessus un contrôle totale, ce qui est déjà le cas dans d'autres secteurs clés tels l'information, la communication, l'énergie,

les transports, la chimie, la pharmacie, etc. l'alimentation ou l'agroalimentaire en faisant partie car ils concernent directement les besoins de la totalité de la population, ils ne veulent laisser le soin à personne d'autres qu'à eux-mêmes, les oligarques, d'exercer un pouvoir sur des secteurs de l'économie qui correspondent à des besoins élémentaires de la population, condition inscrite dans leur stratégie politique pour parvenir à dominer le monde sans partage.

Selon les secteurs ou branches d'activité économiques ils peuvent se contenter d'exercer leur pouvoir sur eux par le biais des banques, dans ce cas-là ils se contenteront d'un pouvoir de contrôle sur eux à valeur coercitive en cas de besoin, tandis que dans les secteurs qu'ils jugent stratégiques, auxquels on pouvait ajouter évidemment l'armement, ils les détiennent en mains propres, de telle sorte que la satisfaction des besoins élémentaires de la population mondiale dépend uniquement de leur volonté, autrement dit, en ajoutant encore la finance sur laquelle ils exercent déjà leur pouvoir, ils sont déjà les maîtres du monde, il leur reste à consolider leur pouvoir politique et dans certains secteurs économiques clés pour que leur emprise sur la population mondiale soit totale, définitive, inaliénable, incontestée et surtout incontestable.

Après les homosexuels, les prostituées, à croire qu'au PS la politique se situe en-dessous de la ceinture ! On peut en sourire pour se détendre tant ils sont d'une médiocrité effroyable, mais cela ne doit pas nous distraire de l'essentiel qui est beaucoup sérieux et grave, entendons par là la dégénérescence accélérée de la civilisation dont cette politique n'est que le symbole, piteux.

Si je peux me permettre, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'UMP n'a pas vocation à traiter ces questions qui viennent heurter sa nature et son image de parti conservateur, conservateur au sens réactionnaire sur le plan politique, conservateur des moeurs ou de certains rapports sociaux qui déterminent l'identité culturelle de la population française ou que l'immense majorité de la population a adoptés, dans lesquels elle se reconnaît sur le plan culturel, souvent reliés à la religion dominante dans ce pays dont les liens avec la classe dominante ne sont un secret pour personne.

Tandis que le PS, qui se veut progressiste et épris de liberté et d'égalité, est plus à même de mettre en avant ces thèmes sociétaux ou de représenter les revendications de minorités ou de communautés qui estiment que leurs droits seraient bafoués ou qui feraient l'objet de discrimination.

Il faut qu'il y ait sur le plan politique un parti qui incarne le conservatisme et un parti qui incarne le libéralisme, un bon et un méchant, pour justifier les mesures que sera amené à prendre le bon afin d'obtenir le soutien de la majorité de la population éprise de progrès social, de liberté, de justice, et qui de ce fait ne sera pas portée à se poser des questions sur ses véritables intentions ou les tenants et les aboutissants de ces mesures dites prétendument de justice sociale.

La gauche et l'extrême gauche lui emboîteront le pas puisque de telles mesures ne peuvent être que progressistes venant d'un parti de gauche, le PS, ainsi l'adhésion de la majorité de la population à ces mesures devrait être acquise et une large majorité parlementaire permettra de les adopter. Autre avantage et non des moindres, cela permettra de faire d'une pierre deux coups, car en soudant l'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche autour du PS, ils se retrouveront pour ainsi dire neutralisés et dans l'impossibilité de mobiliser les masses contre la politique antisociale que le PS fera passer sans encombre ou presque pendant ce temps-là, ce qu'il n'aurait peut-être pas pu faire avec autant de facilité autrement, surtout que les questions sociétales qui ont été traitées précédemment ou simultanément ont été loin de faire l'unanimité et ont profondément divisé les masses qui s'en sont trouvées affaiblis, de même que la gauche et l'extrême gauche, il faut préciser ici que si les masses sont progressistes, elles n'en demeurent pas moins également conservatrices sur certaines questions sociales, sans qu'il y ait une contradiction avec ce qui a été dit plus haut, étant donné que l'adhésion de la majorité de la population à ces mesures était plus théorique que pratique ou qu'elle exprimait davantage une vue de l'esprit ou le produit de l'état d'esprit de la majorité des militants et nos des masses, ce qui démontra au passage qu'ils étaient coupés des masses, qu'à l'occasion ils n'avaient pas hésité à se livrer à une misérable manipulation, parce qu'ils n'avaient pas compris que la classe dominante comptait tirer profit de ces mesures, qui s'inscrivait parfaitement dans le cadre de sa stratégie néolibérale, pour en être la traduction sur le plan idéologique.

Que l'UMP mette en oeuvre ces mesures auraient présenté moins d'avantages, il valait mieux que ce soit le PS qui s'y colle. Cependant, une fois la frontière entre les classes bien entamée ou diluée, il ne serait pas impossible à l'UMP de recourir à la même méthode.

Une autre question qui doit être traitée différemment, l'ecotaxe.

Cette mesure a été initiée par l'UMP sous Sarkozy. Le gouvernement sous Hollande avait décidé de l'appliquer. Le PS et ses satellites y étaient favorables. Depuis il n'y a plus que EELV pour la défendre. La politique de Sarkozy était guidée par les besoins exprimés par les néolibéraux de Washington, Bruxelles, le FMI, etc. On a déjà dit plus haut quel était le but de cette taxe, liquider les entreprises les plus fragiles ou les moins adaptées à la mondialisation au profit des plus puissantes...

Cette taxe a divisé les capitalistes en fonction des critères qui viennent d'être évoqués, entre ceux qui devraient disparaître ou être absorbés et ceux qui devraient demeurer en place et grossir. Evidemment, qui dit liquidation de capitalistes, dit forcément liquidation de milliers d'emplois ou davantage encore. On a vu le PS, la gauche et l'extrême gauche ainsi que les syndicats se diviser sur cette question, mais aussi l'UMP et l'UDI favorables à cette taxe mais moins à ses conséquences sur l'emplois à quelques mois des municipales.

J'ai relevé quelques réactions qui témoignent toutes de préoccupations qui n'ont absolument rien à voir avec les intérêts des travailleurs, entre ceux qui sont pour cette taxe, pour sa suspension, pour un moratoire, pour une modification des modalités de son application, pour sa généralisation à l'échelle européenne, alors qu'en réalité sur le boeuf par exemple la "*menace*" vient d'Amérique latine, des réactions contradictoires au sein mêmes des différents partis ou au sein du gouvernement, chez les syndicats.

Bref, on en est arrivé au stade du développement du capitalisme où sa survie constitue une menace directe sur de nouveaux pans de l'industrie ou de l'agriculture, de l'élevage, frappant toutes les entreprises incapables de s'adapter à la concurrence mondiale et de dégager autant de profit que celles bénéficiant d'une main d'oeuvre à bon marché ou de fiscalité plus avantageuse, elles sont non seulement moins compétitives sur le marché mais asphyxiées par des charges que l'Etat veut leur faire supporter pour se conformer au TSCG et dans l'impossibilité de ponctionner davantage les masses, Etat étranglé par une dette abyssale et son refus de s'attaquer au capital, de refuser de payer cette dette, de s'émanciper de l'oligarchie financière et de la BCE.

Le gouvernement, tous les partis institutionnels et les directions des syndicats sont pris au piège de leurs propres contradictions qu'ils ont de plus en plus de mal à masquer ou contrôler, montant au créneau pour défendre un régime à l'agonie, manipulant les masses et reculant lorsque celles-ci se mobilisent en interprétant à leur manière une mesure dont elles auraient fait les frais quitte à se retrouver au côté de leur ennemi d'hier et de demain, le tout sur fond d'élections municipales et européennes dans quelques mois, donc de calcul électoraux dont elles sortiront perdantes à tous les coups.

Il est significatif de constater que c'est face à la violence des dernières manifestations que le gouvernement a reculé immédiatement craignant que la sitution devienne hors de contrôle. Un enseignement pour le prolétariat et le mouvement ouvrier qui doivent rompre avec le cycle infernal des conférences au cours desquelles les syndicats sont appelés à se situer sur le terrain de la collaboration de classe avec le patronat, et qui doivent compter exclusivement sur leur mobilisation, la grève avec occupation, refuser tout compromis et de reculer face à la violence de l'Etat et des capitalistes, répondre à la négation de leurs droits ou aux agressions dont ils font l'objet en recourant à des méthodes arbitraires ou violentes si nécessaire, à l'expropriation des capitalistes, à la grève (générale) insurrectionnelle pour s'émanciper du joug du capital.

François Hollande a estimé à Bratislava que l'écotaxe est «*un bon principe*»

Le président (PS) du Conseil régional de Bretagne, Pierrick Massiot, a estimé mardi que le Premier ministre et le gouvernement avaient fait «*preuve de lucidité et de courage*» en suspendant l'écotaxe...

Marie-Noëlle Lienemann (PS)veut une adaptation de l'écotaxe...

Noël Mamère s'est dit "*accablé*" par la décision d'ajourner l'écotaxe...

Jean-Luc Laurent, président du MRC : « *Je salue la décision raisonnable de suspendre la mise en œuvre de l'écotaxe sur l'ensemble du territoire national...* "

Jean-Michel Baylet, président du Parti Radical de Gauche : « *Le PRG se félicite de ce choix* "...

Christian Troadec, maire (DVG) de Carhaix (Finistère) :"*Ce n'est pas suffisant, la Bretagne demande sa suspension définitive*"...

Jean-François Copé (UMP) s'est dit "*soulagé que le Premier ministre ait reculé*" sur la mise en oeuvre de l'écotaxe...

Le député UMP Dominique Bussereau a estimé que l'écotaxe restait «*une bonne mesure*».

Jean-Louis Borloo, président de l'UDI et le député UDI d'Ille-et-Vilaine Thierry Benoit, ont salué le "*geste d'apaisement*" du gouvernement qui a suspendu l'écotaxe.

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République : « *Le report sine die de l'écotaxe était le minimum*"...

Le numéro un de la CGT a estimé mardi que les patrons bretons essayaient «*d'utiliser une colère sociale pour leur permettre de ne pas payer une taxe qui permet de mieux vivre ensemble*». (A Pôle emploi ! - ndlr)

La CFDT a qualifié « *mauvais signe* » la suspension.

La Fédération des transports et de la logistique FO/UNCP s'est « *félicitée* » de la suspension de l'écotaxe et plaide pour une « *écotaxe européenne* ».

France Nature Environnement (FNE) a jugé mardi «*lamentable*» l'annonce par le gouvernement de la suspension sur l'ensemble du territoire de l'écotaxe...

Le président de la FNSEA (majoritaire) Xavier Beulin s'est félicité mardi auprès de l'AFP de l'annonce par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault de la suspension sine die de l'écotaxe.

La CGPME a salué mardi dans un communiqué la suspension de l'écotaxe,

Je vous propose en complément un extrait d'un article du PG qui illustre bien la confusion à laquelle a donné lieu cette mesure, confusion qu'entretient le PG pour le compte du gouvernement qu'il soutient en regrettant qu'il ait "*une nouvelle fois cédé*" sur une mesure que bon nombre de travailleurs estimaient également tournée contre eux.

Martine Billard, Co-Présidente du Parti de Gauche - Jeudi 31 Octobre 2013

- " *Dans le cas des mobilisations contre l'écotaxe en Bretagne, on a assisté à une jonction de l'ensemble du patronat, de la FNSEA et des milieux politiques de droite et d'extrême-droite bien décidés à « se faire » le gouvernement. Pendant que tous versent des larmes de crocodiles sur les suppressions d'emplois, les mêmes entreprises font venir des travailleurs roumains super exploités en utilisant la directive européenne sur le détachement de salariés, version à peine amoindrie de la directive Bolkestein. Le patronat dresse cyniquement plus en plus les travailleurs les uns contre les autres. Il a même franchi un nouveau pas en allant jusqu'à les utiliser comme masse de manœuvre contre les CRS avec comme seul objectif la préservation de ses bénéfices. Maintenant que le gouvernement a une nouvelle fois cédé, gageons que les travailleurs vont se retrouver bien seuls pour la défense de leur emploi.* "

ACTUALITÉ DU JOUR

Une question à propos des Etats-Unis, d'Israël, du Qatar, de l'Arabie saoudite ? Pas vraiment.

- Ayrault en Russie promet d'aborder la question des droits de l'Homme - AFP

- La Syrie au cœur de la visite de Ayrault en Russie - LeMonde.fr

- Mme Trierweiler au Liban où elle visitera un camp de réfugiés syriens - AFP

Selon le Wall Street Journal, le chef des renseignements saoudiens, le prince Bandar ben Sultan al-Saoud, avait déclaré à des diplomates européens que Ryad réduirait sa coopération avec la CIA pour armer et entraîner des rebelles syriens en collaboration avec la France et la Jordanie. AFP 31.10

Rebelles syriens, traduisez : les salafistes takfiris qui égorgent hommes, femmes et enfants...

Des "***volte-faces***" qui ont du bon ma foi !

- Cazeneuve: les volte-faces fiscales compensées par "*des économies*" - AFP

Pour compenser le trou budgétaire provoqué par le report de l'écotaxe, "*les budgets 2015, 2016 et 2017 réduiront les déficits exclusivement par des économies*", a-t-il assuré.

"*80% des efforts budgétaires pour 2014 proviennent des économies et ce sera 100% l'année suivante*", a rappelé l'intendant du gouvernement. AFP 31.10

Ne vous réjouissez jamais d'un recul du gouvernement, celui-ci ou un autre, car au bout du compte nous serons toujours perdant, ce que les adeptes de la collaboration de classes s'abtiendront de vous avouer...

Manipulation. Comment instrumentaliser la "***démocratie lycéenne***" au profit du saccage de l'Education nationale ?

- La colère des jeunes doit pouvoir s'exprimer autrement que par la manifestation - L'Express.fr

Traduction: la colère des jeunes ne devrait pas se manifester dans la rue contre le gouvernement ou l'Etat, mais se retourner contre les proviseurs, leurs professeurs qui refusent que ce soient les lycéens et éventuellement des intervenants étrangers à l'Education nationale qui leur dictent les contenus pédagogiques des programmes scolaires.

C'est comme prétendre que dans les rapports entre les parents et leurs enfants, ce serait à ces derniers de déterminer l'éducation que leurs parents devaient leur donner, alors qu'ils n'en ont manifestement pas les compétences par manque d'expérience tout simplement. L'inversion des rôles conduit infailliblement à l'absence d'éducation ou à l'appauvrissement, à la dégénérescence du contenu pédagogique, objectif du gouvernement, de tous les gouvernements et ministres de l'Education qui se sont succédés depuis plus de 40 ans.

- ... quand il s'agit de favoriser la vie démocratique des lycéens. Vingt-trois ans après les grandes mesures prises par Lionel Jospin, alors ministre de l'Education nationale, pour favoriser la vie lycéenne, cette dernière demeure "*moribonde*" - jugement sans appel signé par la députée PS du Nord Anne-Lise Dufour-Tonini, auteure informée d'un rapport sur le sujet.

Le rôle des instances élues se heurte au refus fréquent des chefs d'établissements de partager le pouvoir sur la vie scolaire; la liberté d'expression est limitée par l'impossibilité, de droit ou de fait, de toucher aux sujets qui fâchent: sexe, religion, politique et, surtout, pédagogie. Résultat, la démocratie lycéenne s'apparente dans la majorité des cas à un simulacre qui, au mieux, indiffère les jeunes, au pire les convainc que l'exercice d'une citoyenneté libre et éclairée relève surtout de la soumission à l'autorité. Rien d'étonnant, dans ce contexte, que le seul débouché de la colère lycéenne soit la manif ou le blocage de l'établissement. Les vacances de la Toussaint ont sauvé le gouvernement. L'Express.fr 31.10

Le communautarisme avait ses ONG, maintenant il a son parti.

- Le parti de la banlieue parie sur les municipales - Liberation.fr

Une nouvelle formation politique, le Parti de la banlieue, a été lancée, hier, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), pour «*défendre le multiculturalisme*» et «*prendre les problèmes de la banlieue à bras-le-corps*». Ce parti, qui compte actuellement sept fédérations, en Ile-de-France et en Martinique, présentera des candidats aux municipales, a annoncé son fondateur, Abdel-Malik Djermoune, lors d'une conférence de presse.

Le Parti de la banlieue dispose d'un programme de 50 propositions, dont la création d'un «*ministère du multiculturalisme*» et la mise en place du «*droit de vote pour les étrangers*». Il milite aussi pour la légalisation de la consommation du cannabis. Liberation.fr 31.10

Le communautarisme sert les intérêts du néolibéralisme pour ne pas dire qu'il est intégré dans sa stratégie pour casser les rapports établis à l'intérieur de la société sur la base des classes ou de la lutte des classes, processus utile pour affaiblir les nations ou les Etats, les partis, essentiellement les partis ouvriers, au profit d'institutions supranationales ou de l'oligarchie financière qui devraient seuls détenir tous les pouvoirs dans l'avenir.

Faites tomber les masques. La réaction néolibérale et ses valets se mobilisent.

- Paris : Trente ONG manifestent pour les militants de Greenpeace détenus en Russie - 20minutes.fr

Amnesty International, la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) ou Reporters sans frontières (RSF), à prendre place dans une cage installée sur la place. "*Ce n'est pas un combat pour l'écologie, c'est un combat pour la démocratie*", a estimé le photographe Yann Arthus-Bertrand, président fondateur de la Fondation GoodPlanet, avant de s'installer derrière les barreaux avec une photo de l'un des trente militants de Greenpeace emprisonnés en Russie.

Les militants de Greenpeace sont "*courageux, têtus, déterminés*" mais "*d'une non-violence absolue*", a jugé Susan George, présidente d'honneur d'Attac. 20minutes.fr 31.10

La non-violence et le pacificisme sont l'apanage des faibles, des lâches...

Après la Banque mondiale et l'OCDE, une troisième étude au secours des PME.

- Pacte de compétitivité, Cice, Cir: les PME peu convaincues - AFP

Une étude réalisée par le Comité Richelieu et Global approach consulting entre juillet et septembre, rendue publique jeudi, souligne la défiance des PME innovantes face aux divers dispositifs mis en place par le gouvernement, tels que le Cice, le Cir ou le Pacte de compétitivité, pourtant qualifiés de "*bonnes idées*".

Le Pacte de compétitivité présenté il y a un an par le gouvernement ne répond pas aux attentes de 79% des entreprises innovantes, une situation qui marque un déficit de confiance partagé par ces PME, selon cette étude. AFP 31.10

ACTUALITE EN TITRES

Le Parti des Salauds, vous connaissez, non, vraiment ?

- Prostitution : le PS "*scandalisé*" par la pétition des "*343 salauds*" - LePoint.fr

La bonne conscience, l'hypocrisie poussée à son comble, prohibition = trafic.

On dit aussi de quelqu'un qu'il est un salaud quand il se fait passer pour ce qu'il n'est pas ou vous raconte des histoires, vous fait des promesses qu'il ne tiendra jamais...

Quel dommage! Fallait-il s'attendre à autre chose de sa part ?

- Benoît Hamon lassé de la «*vision étriquée*» du Medef - Liberation.fr

Ne rigolez pas, Hamon incarne la gauche du PS, si, si...

Avant lui tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 40 ans. Qui l'aurait cru franchement ?

- Clientélisme et corruption : le gouvernement a-t-il ouvert la boîte de Pandore en alimentant les régionalismes ? - Atlantico.fr

Bonnes nouvelles

- Facebook de moins en moins fréquenté par les adolescents - L'Expansion.com

- L'unanimité au sein de la Banque du Japon vole en éclat - AFP

- Le recul de la consommation fragilise la croissance - Reuters

- Baisse des bénéfices et des ventes de médicaments d'AstraZeneca - Reuters

Mauvaises nouvelles.

- Vers l'autorisation d'un nouveau maïs OGM en Europe - Reuters

- Le gaz augmente de 0,6% au 1er novembre - AFP

Résistance sur tous les fronts.

- FagorBrandt, Tilly-Sabco: le fardeau social du gouvernement s'alourdit - AFP

- Fagor frôle le dépôt de bilan, inquiétude en France et en Pologne - AFP

- Le volaillier breton Tilly-Sabco arrête le poulet à l'export, 1000 emplois menacés - L'Expansion.com

- Clap de fin chez Heuliez: les salariés en pleurs - AFP

- La grogne des sages-femmes monte d'un ton - 20minutes.fr

- La Redoute: manifestation jeudi prochain contre les licenciements - AFP

- En Guyane, la grève universitaire se poursuit - LeMonde.fr

- Lutetia: manifestation des salariés contre un plan social - AFP

- Rythmes scolaires : grève nationale le 14 novembre - LePoint.fr

Les bonnes affaires

- Les résultats d'Exxon Mobil meilleurs que prévu - Reuters

- Hausse de 39% du bénéfice Dongfeng Motor au 3e trimestre - Reuters

- 900 milliards de dollars : le coût global du cancer dans le monde - Atlantico.fr

- Manipulation des changes: Fannie Mae poursuit 9 banques en justice - AFP

- Zone euro: le chômage à un niveau record, faux espoir de repli - AFP

- Abu Dhabi achète des immeubles parisiens - LeFigaro.fr

Intox

- Les Etats-Unis reconnaissent être allés parfois "*trop loin*" en matière d'espionnage - LeMonde.fr

Le président Barack Obama a par ailleurs donné ordre jeudi à la NSA de mettre fin aux écoutes qu'elle pratiquait sur le FMI et la Banque mondiale. LeMonde.fr 31.10

- Vers une réforme du renseignement au Congrès américain - LeMonde.fr

Des mesures viseraient à augmenter la transparence, mais le texte rendu public jeudi ne mettrait pas fin à la collecte de l'ensemble des données d'appels téléphoniques. LeMonde.fr 31.10

- Etats-Unis : Hagel reproche à neuf Etats de violer la loi fédérale concernant les droits homosexuels - LeMonde.fr

Neuf Etats américains refusent d'appliquer les mêmes droits aux conjoints de militaires homosexuels sur les bases de la Garde nationale. LeMonde.fr 31.10

- Si même Obama ignore tout de ce que fait la NSA, qui protège donc la démocratie ? - Atlantico.fr

La stratégie du chaos

- Un Palestinien tué par l'armée israélienne en Cisjordanie - LeMonde.fr

- Israël va construire 5.000 nouveaux logements dans les colonies, selon Haaretz - AFP

- Israël aurait effectué un nouveau raid en Syrie - Reuters

- Les cadavres de 92 migrants nigériens retrouvés dans le désert près de l'Algérie - LeMonde.fr

- Pakistan : trois morts dans de nouveaux tirs de drones américains - LeMonde.fr

- Turquie : des députées voilées entrent pour la première fois au Parlement - LeMonde.fr

- Catherine Ashton aide le Kosovo pour ses élections - Liberation.fr

- Pékin accuse un groupe ouïgour de l'attentat de Tiananmen - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Mensonge d'Etat et immunité accordé à des djihadistes sanguinaires ayant commis des "*atrocités*".

L'impunité a été garantie au chef du groupe islamiste armé Ansar ed-Dine (Défenseurs de l'islam) en échange de la libération des quatre otages français du Sahel, a affirmé mercredi à l'AFP une source touareg proche du dossier. «*Ce qui a fondamentalement pesé, c'est le sort politique ou disons le sort tout court d'Iyad ag-Ghaly, qui veut qu'on le laisse tranquille, qu'il n'y ait pas de poursuites judiciaires contre lui et plusieurs autres de ses proches*», a affirmé cette source touareg.

L'impunité recherchée concerne essentiellement le Mali, où les troupes d'Ansar ed-Dine ont commis des atrocités alors qu'elles occupaient le nord du pays.

Début février, le parquet de Bamako avait rendu publics une trentaine de mandats d'arrêts notamment pour «*sédition*» et «*terrorisme*» contre des chefs de groupes armés, dont des jihadistes d'Ansar ed-Dine et d'Aqmi. Iyad ag-Ghaly fait partie des personnes recherchées. «*Je crois que cette assurance lui a été donnée*», a déclaré la source proche du dossier. Iyad ag-Ghaly et son mouvement Ansar ed-Dine ont, par ailleurs, été placés sur les listes de terroristes et de groupes terroristes établies par les Etats-Unis et l'Onu.

Pour cette source bien informée, une contrepartie de «*quelque 20 millions d'euros*» a également été versée, «*mais ce n'est pas l'argent*» qui a «*vraiment pesé dans les négociations*». Ses dires recoupent ceux d'une source proche des négociateurs interrogée par l'AFP, qui évaluait le montant de la rançon à «*entre 20 et 25 millions d'euros*».

Commentaire d'un internaute.

Pas de rançon versée par l'Etat ?

Pourtant Areva est constituée en société anonyme détenue à plus de 80 % par l'État français : Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives 68,88 %, État français en propre 14,33 %, Caisse des dépôts et consignations 3,32 %, EDF 2,24 %.....(Wikipedia)

2- Portugal

Sous la pression de ses créanciers internationaux, le gouvernement portugais a maintenu le cap de la rigueur, en défendant jeudi un budget pour 2014 vivement contesté par une population usée par des sacrifices à répétition.

"*C'est un budget difficile et très exigeant pour les ménages, mais il contribue à préparer un avenir meilleur pour tous les Portugais*", a assuré le Premier ministre Pedro Passos Coelho à l'ouverture du débat parlementaire sur le budget.

"*Ce budget sera la clef pour conclure*" comme prévu en juin 2014 le programme d?assistance internationale de 78 milliards d'euros et "*fermer la porte de cette période de dépendance extrême*" du Portugal, a-t-il fait valoir.

Poussé par la troïka (UE-FMI-BCE) de ses créanciers, le gouvernement de centre droit a administré au pays un traitement de choc, qui se traduit par un effort budgétaire de 3,9 milliards d'euros, soit 2,3% du Produit intérieur brut.

Des coupes dans les salaires et les retraites des fonctionnaires, la mise sous conditions de ressources des pensions de veuvage, le recul de l'âge de départ à la retraite à taux plein à 66 ans ... le fardeau est très lourd pour les Portugais, qui ont déjà subi une hausse sensible des impôts cette année.

Les mesures ont provoqué une levée de boucliers des syndicats. Des milliers de manifestants devraient se rassembler vendredi devant le Parlement pour protester contre le budget, qui doit être voté le même jour en première lecture. AFP 31.10

SOCIAL

1- France

Gorge nouée et larmes au coin de l'oeil, les désormais 283 ex-salariés d'Heuliez SAS à Cerizay (Deux-Sèvres), l'équipementier automobile placé en liquidation judiciaire, ont effectué leur dernier jour de travail dans l'usine presque centenaire, fleuron de l'automobile française qui a compté jusqu'à 3.000 ouvriers.

Plus de 460.000 véhicules sont sortis des chaines depuis 1985, et Heuliez comptait encore 2.400 salariés en 2004, grâce notamment à la fabrication de l'Opel Tigra.

Cette fermeture intervient six mois après le placement d'Heuliez en redressement judiciaire. Elle arrive aussi après des années de difficultés, le premier dépôt de bilan de l'équipementier remontant à 2007.

Heuliez était considéré comme un précurseur et un fleuron français de la carrosserie automobile. La 604 limousine du Pape Jean-Paul II, les bus doubles articulés ou la Renault 5 turbo sont sortis des ateliers deux-sévriens. AFP 31.10

2- Italie

Le taux de chômage en Italie a atteint un nouveau record en septembre, concernant 12,5 % de la population active

Selon des données corrigées des variations saisonnières, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi s'est élevé à 3,194 millions en septembre dans le pays, soit 0,9 % de plus qu'en août (+ 29 000), et en hausse de 14 % sur un an (+ 391 000 personnes), indique Istat.

Chez les jeunes actifs de 15-24 ans, le taux de chômage a également atteint un nouveau record, s'élevant à 40,4 % en septembre (654 000 personnes concernées). lemonde.fr 31.10

3- Indonésie

Des centaines de milliers d'Indonésiens, selon les syndicats, ont entamé jeudi une grève nationale afin de réclamer une hausse du salaire minimum, l'un des plus faibles au monde malgré une économie en pleine expansion.

"*Augmentez nos salaires de 50%*", pouvait-on lire sur des banderoles brandies par des milliers de travailleurs faisant le piquet de grève devant les ateliers de Bekasi, importante zone industrielle de la banlieue de Jakarta où sont regroupés nombre de sous-traitants de grandes marques internationales du textile et de l'électronique.

"*La vie est très chère*", lance Muhammed Muhklas, 26 ans, employé d'une firme pharmaceutique. "*Nous devons payer notre logement, notre nourriture et deux millions de roupies par mois (130 euros, ndlr), ça n'est pas assez*", estime-t-il en référence au salaire minimum en vigueur dans sa localité.

Sur l'ensemble du pays de 250 millions d'habitants, quatrième le plus peuplé au monde, deux millions d'employés ont cessé le travail, selon les syndicats, dont environ 700.000 dans la capitale Jakarta et à Bekasi.

Ces chiffres, que les syndicats ont coutume de largement exagérer, n'ont pas été confirmés de source indépendante. La police de Jakarta faisait état de seulement 60.000 grévistes dans la capitale et sa banlieue, et de quelques autres milliers ailleurs dans le pays.

"*L'ensemble des usines des zones industrielles de l'île de Java ont cessé le travail*", a affirmé à l'AFP Said Iqbal, président de la Confédération indonésienne des syndicats de travailleurs (KSPI).

Aucun incident majeur n'était à signaler, ont indiqué les forces de l'ordre, indiquant que 17.000 policiers ont été déployés dans la seule capitale et sa banlieue.

Les manifestants réclament une hausse substantielle du salaire minimum, un des plus faibles au monde, tandis que l'Indonésie, première économie d'Asie du Sud-Est, connaît depuis 2005 une croissance supérieure à 6% l'an.

Mais les entreprises estiment qu'une augmentation de salaires trop importante ferait fuir les investisseurs étrangers jusqu'à présent attirés par une main-d'oeuvre encore moins onéreuse qu'en Chine et qui fait de l'Indonésie un nouvel "*atelier*" du monde.

"*Les entreprises étrangères se tournent de plus en plus vers d'autres pays de la région pour implanter leurs usines, comme le Vietnam, la Malaisie ou la Birmanie*", a jugé Franky Sibarani, directeur adjoint de l'Association des employeurs indonésiens

(Apindo, patronat), estimant qu'une hausse raisonnable devrait porter à 2,29 millions de roupies indonésiennes le salaire minimum à Jakarta, contre 2,2 millions Rps (143 euros) actuellement.

Ce salaire avait été augmenté de 44% l'an dernier à Jakarta et dans des proportions significatives ailleurs dans le pays.

Les syndicats veulent le porter à 3,7 millions Rps en 2014 à Jakarta, soit une hausse de près de 70%.

"*Le coût de la vie est en hausse*", explique M. Iqbal, citant en particulier une inflation dépassant les 8% ainsi que le récent bond de 44% du prix de l'essence, dû à une réduction des subventions aux carburants.

"*De nombreux travailleurs ne peuvent plus payer leur loyer et doivent vivre sous les ponts*", affirme-t-il. AFP 31.10

Haut de page

Le 2 novembre 2013

CAUSERIE

Rien à dire, trop fatigué.

ACTUALITE EN TITRES

Les déchets : envoyez-les chez les pauvres !

- La bataille des haras de l'Orne contre une déchetterie - LeFigaro.fr

Chute brutale de la population française.

- François Kersaudy : "*Mort aux cons !*" - LePoint.fr

Etrange, on n'a pas encore reçu son faire-part de décès, il a dû s'oublier... ou se rater !

- 92% des Français favorables à l'euthanasie - Liberation.fr

Voilà un pays où il doit faire bon vivre pour avoir un avis sur cette question, il faut y avoir déjà pensé. Pourvu qu'ils ne mettent pas un âge minimum.

A bout de souffle : il faut l'achever !

- L'Union Européenne a 20 ans: peut-elle retrouver le souffle créateur du traité de Maastricht? - L'Express.f

Récupération.

- Pascal Durand (EELV) ira manifester samedi à Carhaix - AFP

Le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) Pascal Durand, se rendra samedi à la manifestation intersyndicale à Carhaix (Finistère) pour l'emploi. AFP 01.11

Une bonne nouvelle

- Hausse de 29% du bénéfice de Berkshire Hathaway au 3e trimestre - Reuters

Berkshire Hathaway, le groupe de l'investisseur américain Warren Buffett, a annoncé vendredi une hausse de 29% de son bénéfice net trimestriel

Non, une cohorte de mercenaires sanguinaires !

- L'ambassadeur du Qatar en France : "*Nous ne finançons aucun parti islamiste*" - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille, mais chacun chez soi.

1- À Bapaume, la rupture entre Delevoye et l'UMP est consommée - LeFigaro.fr

«*L'opposition systématique, les guerres partisanes... Tout ça relève d'un discours erroné, qui ajoute à la souffrance des Français.*» Joignant le geste à la parole, Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et maire UMP sortant de Bapaume (Pas-de-Calais), a décidé de soutenir le député socialiste Jean-Jacques Cottel, qui brigue sa succession, lors des prochaines municipales.

«*Il quitte l'UMP. On ne cautionnait pas sa démarche. Je voulais que les choses soient claires car le soutien à Jean-Jacques Cottel a suscité un réel émoi chez nous*», a confirmé le député UMP du Pas-de-Calais Daniel Fasquelle, mercredi, dans les colonnes de «*La Voix du Nord*». LeFigaro.fr 01.11

2- Crise ouverte à Terra Nova - Le Nouvel Observateur

Le président du think tank François Chérèque, son vice-président Jean-Philippe Thiellay et la présidente d'honneur Carole Ferrand annoncent à la nouvelle directrice générale Juliette Méadel, qu'elle ne peut pas rester à son poste.

On évoque également le poids d'un lobby bancaire au sein de l'association (des experts impliqués chez BNP-Paribas et Rotschild), qui lui aurait savonné la planche. Et après une note critique sur la réforme bancaire, le cabinet de Pierre Moscovici lui aurait aussi signifié son mécontentement. Le Nouvel Observateur 01.11

Terra Nova est un think-tank néolibéral sioniste. Il est codirigé par le jaune Chérèque, lié au PS, il est présenté de gauche comme il se doit, et il n'est pas rare de le retrouver au côté de l'American Jewish Committee. Bref, on y trouve un ramassis de raclures auxquelles se mêlent des experts réformateurs, entendez par là néolibéraux puisque c'est le seul créneau économique qui a le droit de cité dans ce genre d'organisations.

J'ai gardé le meilleur pour la fin.

- Pour alimenter la réflexion sur la crise de Terra Nova, l'ancienne responsable du développement de Terra Nova, Mathilde Palix, est aujourd'hui candidate FN Le Nouvel Observateur 01.11

Etonnant, pas vraiment, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, le FN et les banquiers entretiennent d'excellentes relations, même si à l'occasion ces derniers manipulent le FN et le FN critiquent l'oligarchie financière, cela fait partie de la règle du jeu.

Ecotaxe.

Les organisateurs - des groupements professionnels, le maire de Carhaix, Christian Troadec, et le syndicat FO - assurent que le rassemblement se déroulera dans le calme. Mais plusieurs organisations syndicales se sont désolidarisées de l'appel à manifester à Quimper, la CGT, Solidaires et FSU appelant à leur propre rassemblement, à Carhaix.

"*La manifestation pour les salariés n'est pas à Quimper, mais à Carhaix. Elle n'est pas avec ceux qui procèdent aux licenciements. On ne veut pas que les salariés soient les dindons de la farce*", a déclaré le secrétaire régional CGT Bretagne Thierry Gourlay. francetvinfo.fr 01.11

Parce que voyez-vous dans tous les cas de figure ce ne sont pas les travailleurs "*les dindons de la farce*"...

En huit jours seulement. Après deux rapports de la Banque mondiale et de l'OCDE, une étude, voici une enquête dédiée au PME.

Des entreprises à visage humain, cela va de soi, qui vantent les avantages qu'elles représentent face aux grandes entreprises, pas de syndicats et patrons de droit divin, mais avec toutefois des arrière-pensées qui ne sont pas vraiment désintéressées, le "*social*" n'étant qu'un prétexte... sonnant et trébuchant.

L'engagement social favorise la compétitivité des PME - lemonde.fr

Ou comment faire croire que la compétitivité des entreprises synonyme d'exploitation effrénée poursuivrait un autre objectif que le profit, par exemple à caractère social. L'exploitation a du bon, vous n'en êtes pas du tout persuadé, c'est un tort, une erreur, on va vous le prouver.

- Une dimension humaine qui reprend sa place dans le monde du travail, c'est en quelque sorte l'objectif des " *entrepreneurs d'avenir* ", un réseau qui compte quelques 700 membres et se réuniront en Parlement à Paris les 5 et 6 novembre.

Pour cela, une enquête de Generali et du CSA a été réalisée du 11 au 22 mars auprès de 404 dirigeants et collaborateurs décisionnaires en entreprises PME et PMI, allant de 20 à moins de 500 salariés et dont l'activité se situe en France, pour évaluer l'engagement social des entreprises.

Il en ressort que malgré la crise, les entrepreneurs poursuivent leur engagement social. Cette enquête publiée le 30 octobre indique que les dirigeants sont assez pessimistes sur leur avenir, puisque 67% d'entre eux pensent que la crise est devant eux. Pour autant, ils ne négligent pas leur politique sociale et environnementale : la moitié d'entre eux pensent même qu'elle favorise la compétitivité de leur entreprise. Ils sont 80% à s'engager sur ces enjeux et de plus en plus nombreux à penser qu'ils permettent une meilleure performance économique.

Les solutions misent en place par les entrepreneurs sont le plus souvent un système de gestion des déchets, la réduction des consommables ou encore le recyclage des produits.

Pour que ces engagements soient réellement profitables aux entreprises, plus de la moitié des dirigeants interrogés souhaiteraient en contrepartie des avantages fiscaux et des réductions de charges. lemonde.fr 01.11

En réalité, il n'y a rien d'extraordinaire dans leurs "*solutions*" qui consistent simplement à ne pas gaspiller inutilement, à gérer intelligemment leur entreprise jusque dans les moindres détails. Non seulement en principe cela devrait leur faire économiser de l'argent, mais il faudrait par dessus le marché que l'Etat leur en donne.

Quand j'habitais à Clichy mes ordures finissaient dans l'usine située à quelques encablures de chez moi, elle les utilisait pour chauffer la HLM où je logeais (notamment) sans que les impôts locaux baissent pour autant, au contraire ils ne cessaient d'augmenter.

Le masque du journal Le monde.

Une idéologie rance et raciste abritée derrière un masque humaniste - Lemonde.fr

Le Monde dénonce chez les autres une idéologie dont il se fit le porte-parole à une autre époque, précision absente de cet article évidemment, on pourrait appeler ce procédé une manipulation par carence, l'auteur faisant preuve d'amnésie ou sous l'emprise d'une mémoire soudainement défaillante ou sélective ne pouvait pointer l'instrumentalisation du racisme à des fins politiques par les médias, y compris *Le Monde* qui est depuis l'avènement de la Ve République le porte-parole officiel du parti au pouvoir.

- L'événement qui peut être considéré comme l'acte de naissance de l'islamophobie en France s'est produit en janvier 1983. Confronté à un vaste mouvement social dans une industrie automobile en crise, le gouvernement "*socialiste*", décidé à ne rien céder aux ouvriers, discrédita les grévistes, dont beaucoup étaient immigrés, en les assimilant aux mollahs iraniens. "*Des grèves saintes d'intégristes, de musulmans, de chiites!*", s'enflamma le ministre de l'intérieur. Lemonde.fr 01.11

Rappel. C'était sous le gouvernement dirigé par Pierre Mauroy lors des grèves de Citroën-Aulnay et Talbot-Poissy du printemps 1982-83, en janvier 1983, le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre dénonçait « *des grèves saintes, d'intégristes, de musulmans, de chiites* ».

Année mémorable qui verra le gouvernement imposer la rigueur, désindexera la hausse des salaires de celle des prix, et le PS proclamera son indéfectible attachement à l'économie de marché, au capitalisme, une confirmation, quoi, une découverte pour nos dirigeants, sans blaguer, ils étaient déjà lamentables, mais après ce coup-là ils ne s'en remettront jamais.

La société française face au racisme: de la Révolution à nos jours (Page 160)

- "*En leur temps, les grèves des OS de l'automobile en 1982 et 1983, où l'islam avait émergé à côté des éléments de radicalisation ouvrière, avaient été qualifiées par un journaliste du Monde de "grèves saintes"...*" (books.google.fr)

Le Monde n'avait pas hésité à faire un amalgame entre l'islam et ce mouvement social histoire de le rendre impopulaire aux yeux des masses et de voler au secours du patronat, PSA ou Citroën, je ne sais plus.

Commentaire d'internaute.

1- ""*Rance et raciste"... L'allitération est juste un peu plus prétentieuse que le très convenu "nauséabond". L'époque a le nez délicat.*"

Le vieux monde empeste, que voulez-vous, ils ne supportent plus leur propre odeur pestilentielle.

2- "*L'auteur de ce texte reprend lourdement à son compte le barbarisme " islamophobie" popularisé par les ayatollahs pour réprimer les opposants et faire taire toute critique de l'islam. Le terme a ensuite été repris par l'Organisation de la Conférence islamique, emmenée par ce parangon de tolérance qu'est le Pakistan, qui en a fait un cheval de Troie à l'ONU et l'a instrumentalisé pour torpiller la réunion de Durban contre le racisme. Mal nommer les choses revient à jeter de l'huile sur le feu.* "

Où va se nicher la dictature de l'Union européenne. Là où elle a sa place et n'aurait jamais dû en sortir.

Bruxelles part en chasse contre le gaspillage dans vos toilettes - Francetv info

Après trois années d'étude, Bruxelles propose de normaliser dans toute l'Union européenne, la contenance des chasses d'eau, rapporte le Times (en anglais) jeudi 31 octobre.

La Commission retient la limite de cinq litres pour les réservoirs des toilettes, et un litre pour les urinoirs. Selon Bruxelles, cela permettrait d'économiser 6 600 litres d'eau par an par foyer. Ce projet de WC standardisés rentre dans le cadre de ce qui doit devenir un Ecolabel (en anglais) européen et qui devrait être annoncé la semaine prochaine, rapporte Les Echos.

Pour le Times, si une telle réglementation est appliquée, elle risque de poser des problèmes, notamment en Grande-Bretagne. Le rapport relève en effet que les Brtianniques sont les plus gros consommateurs d'eau d'évacuation dans les toilettes, avec 30% de leur consommation domestique consacré à cet usage, contre 14% seulement en Finlande. Le quotidien britannique profite également de ce rapport de 122 pages pour ironiser sur ce qu'il a appelé "*euroflush*" (l'eurochasse d'eau) des technocrates de Bruxelles et révèle que le budget alloué à cette étude se monte tout de même à 89 300 euros. Francetv info 01.11

Ont-ils pensé au moins à la sanction qui accompagnerait le non-respect de cette directive ? Qui en contrôlera la stricte application dans chaque habitation ? Je propose les fonctionnaires de Bruxelles et Strasbourg ainsi que les députés européens qui doivent avoir le nez très fin pour ne jamais être à court d'imagination pour nous pourrir l'existence.

DEUX ARTICLES FINANCIERS COMMENTÉS.

Une stratégie au service des plus puissantes banques au risque de déstabiliser davantage l'économie mondiale.

A défaut d'éclatement de l'économie mondiale, ils doivent supporter les conséquences de leurs magouilles financières qui se chiffrent en centaines de milliards de dollars.

Quant au poids de la réglementation qu'ils ont contribuée à instaurer, ce que ne dit pas cet article, c'est que les plus grosses banques pourront en amortir les effets, alors que les établissements bancaires moins solides en seront incapables, ce qui contribuera à assainir le secteur financier au profit d'une nouvelle concentration (des capitaux) qui profitera aux banquiers les plus puissants.

- La conformité plus coûteuse que la solvabilité pour les banques - Reuters

Les coûts supportés par le secteur bancaire pour apurer les errements passés ou se mettre en conformité avec les nouvelles règles en matière de déontologie dépassent la centaine de milliards de dollars et menacent d'excéder ceux liés aux nouvelles exigences de liquidité et de capitalisation.

"*Il y a tout un nouvel environnement réglementaire qui a émergé après la crise financière et l'ensemble du secteur en est encore*

à essayer de s'y adapter", a déclaré à Reuters Mike Rees qui dirige les activités de banque de financement de Standard Chartered.

"*Tout le monde s'est concentré sur les règles en matière de liquidité et de fonds propres mais je pense que les coûts les plus élevés pour l'industrie concerneront les règles qui nous seront appliquées au titre des codes de bonne conduite*".

Cet accord (JP Morgan avec les autorités américaines. -ndlr) porterait à près de 85 milliards les montants des dédommagements et règlements amiables payés par les banques américaines ces quatre dernières années au titre de la crise du crédit et des prêts hypothécaires à risque, selon les calculs de SNL Financial.

En Europe, le secteur bancaire, principalement en Grande-Bretagne a provisionné ou déboursé plus de 40 milliards de dollars en compensations ou amendes diverses.

La menace de pénalités pèse sur les perspectives bénéficiaires et pousse les banques à quitter des activités ou des zones géographiques à la réglementation défaillante.

"*Les banques doivent prendre du recul, se demander ce qui est important stratégiquement, où sont les risques et où se trouve la valeur d'un point de vue stratégique*", souligne un dirigeant du secteur qui a souhaité rester anonyme. (Elles n'en ont pas toutes les moyens puisque les leviers de la finance leur échappe. - ndlr)

La rentabilité de certaines activités peut d'ailleurs ne pas être suffisante au regard du coût du suivi et de la gestion des risques qui y sont associés.

HSBC s'est ainsi retiré de plusieurs activités et de plusieurs pays d'Amérique latine après avoir écopé d'une amende record de 1,9 milliard de dollars infligée par les autorités américaines l'année dernière en raison de contrôles jugés insuffisants en matière de blanchiment.

La banque britannique dépense environ 800 millions de dollars supplémentaires chaque année pour s'assurer de la conformité aux réglementations en vigueur dans les 80 pays où elle est présente. (Les oligarques anglo-saxons sont malgré tout loin de contrôler la réglementation en vigueur dans tous les pays. ndlr)

Dans la banque privée, Credit Suisse et Barclays se sont retirés de dizaines de pays comme la Biélorussie ou le Turkménistan où le potentiel de commissions sur la clientèle très aisée ne compense pas les risques de pénalités ou d'amendes. (Avec une finance mondiale intégrée, ce genre de risques disparaîtraient. - ndlr)

JP Morgan, sortie des prêts étudiants et du financement du commerce physique des matières premières en raison de la pression réglementaire et des coûts croissants de mise en conformité avec la réglementation, passe en revue tout un ensemble d'activités, y compris la fourniture de services à quelque 500 banques étrangères.

Le groupe américain, qui a augmenté d'un milliard de dollars son budget conformité et recruté 4.000 personnes supplémentaires dans cette activité, s'interroge aussi sur le financement des prêteurs sur gage ou des revendeurs de voitures, selon une source proche du dossier.

Les banques britanniques ont averti que le durcissement des règles visant à prévenir la criminalité financière risquait de réduire l'offre de produits de placement pour les épargnants et de nuire à la viabilité économique du financement du commerce international pour les petites entreprises.

Le financement du commerce international concentre, il est vrai, de nombreux écueils, les risques de sanctions concernant aussi bien les marchandises échangés que les fournisseurs ou les clients.

Si les banquiers admettent dans l'ensemble que le secteur avait pris des libertés avec les règles avant la crise, ils ne cachent pas leur inquiétude devant une politique de tolérance zéro qui risque d'exclure individus comme entreprises des services bancaires pour les pousser vers des circuits financiers parallèles. Reuters 31.10

Quand ils évoquent les banquiers, il faut se demander de quels banquiers ils parlent, les JP Morgan et Cie ou les centaines de banquiers qui dépendent de ces puissants banquiers. La tolérance zéro ne concerne que les petits banquiers, les puissants banquiers peuvent y palier par le biais de la Fed qui fait preuve à leur égard de ses largesses, y compris en leur procurant des sommes colossales illégalement ou à l'insue du Congrès.

Il est mis en relief ici que des pans entiers de la finance mondiale échappent encore au cartel des banquiers internationaux qui incluent ceux de la Fed et ceux qui gravitent autour.

Le mondialisme est une stratégie politique de plus en plus complexe à mettre en oeuvre au fil du développement de l'économie mondiale, ils rencontrent des difficultés ou de nouveaux obstacles qui freinent sa progression, plus grave encore, dans ce contexte qu'ils ne maîtrisent ou dont ils ne maîtrisent pas tous les facteurs, leurs magouilles financières accentuent les contradictions qu'ils ont eux-mêmes alimentées en escomptant en tirer profit alors que c'est le contraire qui est en train de se réaliser. Le chemin qui mène à l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière s'avère chaotique, et rien ne dit qu'il sera impossible de renverser le capitalisme d'ici là.

La compétitivité ou la productivité effrénée conduit le capitalisme au bord de la paralysie, du gouffre.

- Déflation: la zone euro au bord de la dépression nerveuse économique? - AFP

La quasi-paralysie des prix constatée en zone euro fait craindre l'apparition d'une déflation, sorte de dépression nerveuse économique faisant flancher de concert les prix, les salaires et l'activité, ce qui selon les économistes appelle une réaction de la BCE.

Les Etats-Unis eux-mêmes s'inquiètent d'une "*tendance déflationniste*" en zone euro, selon le rapport semi-annuel sur l'économie internationale du Trésor américain, publié mercredi. (Déflation qui ne touche pas tous les secteurs d'activité, l'immobilier et la Bourse sont épargnés notamment. - ndlr)

Le chiffre présenté jeudi par l'organisme européen de statistiques Eurostat est marquant: l'inflation annuelle en zone euro est ressortie le mois dernier à 0,7%, au plus bas depuis fin 2009.

A priori, une bonne nouvelle pour des ménages confrontés à une baisse de pouvoir d'achat. Mais en réalité une "*logique perverse*", souligne Philippe Waechter, économiste chez Natixis Asset Management.

La déflation est plus longue à s'installer, et moins spectaculaire que l'inflation galopante, cette surchauffe de l'économie, synonyme de brouettes de billet qui valent une misère. Mais elle n'est pas moins dangereuse.

Face à des prix qui baissent, le consommateur diffère ses achats, dans l'espoir de payer encore moins cher demain sa voiture, son canapé, son appartement. Les commandes aux entreprises baissent, ces dernières réduisent leur production, voire les salaires, ou licencient. De quoi paralyser encore davantage les ménages. Et le cercle vicieux s'enclenche.

Sans compter, souligne Philippe Waechter, qu'avec la vigueur actuelle du cours de l'euro, "*on importe de la déflation*", puisque les prix des produits importés baissent.

Dominique Barbet, économiste chez BNP Paribas, souligne que les prix à la consommation ne sont que "*la partie émergée de l'iceberg*" et qu'il faut s'intéresser aux salaires, en chute libre en Grèce, en recul dans plusieurs pays du Sud comme l'Espagne, anesthésiés ailleurs. (Sans parler de l'endettement record des Etats, banques, entreprises, particuliers. - ndlr)

En France, l'Insee vient de révéler que les salaires réels ont stagné en 2011 pour la deuxième année consécutive.

"*Le processus de la déflation salariale s'étend*" en Europe, encouragé par le choix généralisé de l'austérité, confirme Xavier Timbeau, directeur de l'analyse à l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Les Etats réduisent leurs dépenses, dérégulent le marché du travail et encouragent la modération salariale. Ce qui "*peut être bénéfique quand on est en croissance, mais est néfaste dans la phase actuelle*" de chômage record en zone euro, souligne M. Barbet.

Le Trésor américain est plus expéditif, et rend l'Allemagne, fervente partisane de l'austérité, responsable: "*La croissance anémique de la demande intérieure de l'Allemagne et sa dépendance envers les exportations ont créé un déséquilibre (...).*"

Pour éviter que la zone euro ne s'enlise comme le Japon dans la déflation, rappelle M. Barbet, "*la réponse ne peut être que macro-économique*". En l'absence de politique budgétaire commune, la seule institution susceptible d'agir est la Banque centrale européenne, pour qui le taux idéal pour la zone euro est "*légèrement inférieur à 2%*". Contre donc 0,7% actuellement.

"*La BCE a largement de la marge pour venir en soutien de l'économie*", estime Christian Schulz, économiste de la banque Berenberg.

La BCE dispose de trois "*anti-dépresseurs*" potentiels. Le premier serait de baisser son taux directeur, à 0,25% contre 0,5% aujourd'hui, peut-être "*dès décembre*" selon Howard Archer, économiste de la société IHS. Les autres: lancer une opération géante de crédit aux banques; ou, tout simplement, parler.

De l'avis général, il ne doit pas trop attendre: "*Une fois la déflation installée, la politique monétaire n'a plus beaucoup de leviers*",

selon M. Barbet. AFP 31.10

Le capitalisme pris à son propre piège ou ses lois internes de fonctionnement qui se traduisent par l'appauvrissement de la classe ouvrière et l'effondrement de ce système économique. Voilà un sujet autrement plus passionnant et instructif que les thèmes que nous avons eu à traiter ces dernières semaines.

A quoi conduit la course effrénée à la productivité, la compétitivité des entreprises ? Réponse.

K. Marx : Le Capital – Livre III – Section III

Par suite du développement de la force productive et des progrès correspondants de la composition du capital, une quantité de plus en plus grande de moyens de production est mise en oeuvre par une quantité de plus en plus petite de travail; il en résulte que chaque fraction du produit total, chaque marchandise absorbe moins de travail vivant et contient moins de travail matérialisé, que l'on considère ce dernier comme provenant de l'usure du capital fixe ou qu'on l'envisage comme provenant des matières premières et auxiliaires mises en oeuvre. Chaque marchandise contenant ainsi moins de travail passé (fourni par les moyens de production) et moins de travail présent (vivant), son prix diminue nécessairement. (...)

Dire que le prix des marchandises dont l'ensemble constitue le produit total diminue, c'est dire qu'une même quantité de travail est incorporée à une quantité plus grande de marchandises ou que chaque marchandise prise isolément contient moins de travail qu'auparavant; ce cas se présente même lorsque le prix d'une partie seulement du capital constant augmente, par exemple, le prix des matières premières. A part quelques exceptions (comme lorsque la production du travail diminue dans une même mesure tous les éléments du capital constant et du capital variable), le taux du profit baisse malgré l'élévation du taux de la plus-value :

1. lorsque le travail vivant nécessaire étant devenu moindre, la fraction non payée de ce travail, bien que représentant une partie plus considérable de ce dernier, est plus petite qu'auparavant;

2. lorsque le capital ayant atteint une composition plus élevée, ce progrès a pour conséquence de faire diminuer, dans chaque marchandise, la fraction de la valeur représentant le travail vivant par rapport à l'autre fraction représentant les matières premières, les matières auxiliaires et l'usure du capital fixe. (...)

Avant d'aller plus loin et afin d'éviter tout malentendu, nous énoncerons de nouveau deux principes que nous avons déjà mis en évidence à plusieurs reprises :

Primo. - Le même procès, qui au cours du développement de la production capitaliste détermine la baisse des prix des marchandises, entraîne la modification de la composition organique du capital productif de la société et, par conséquent, la baisse du taux du profit. La diminution du coût relatif de chaque marchandise, même en y comprenant l'usure de l'outillage, ne doit donc pas être identifiée avec l'augmentation de la valeur du capital constant par rapport à celle du capital variable, bien que toute diminution du coût relatif du capital constant, l'importance de ses éléments matériels restant invariable ou augmentant, entraîne la baisse du taux du profit, c'est-à-dire une diminution de la valeur du capital constant par rapport à celle du capital variable.

Secundo. - De ce que le travail vivant contenu dans les différentes marchandises représentant le produit du capital diminue de plus en plus par rapport aux matières et aux moyens de production qui y sont incorporés, il ne résulte nullement que le travail non payé qu'elles contiennent diminue relativement au travail payé. Le contraire est vrai; la partie non payée augmente par rapport à la partie payée, par suite de la diminution soit absolue, soit relative de cette dernière, par suite de l'accroissement de la plus-value absolue ou relative. A la tendance à la baisse du taux du profit se rattache une tendance à la hausse du taux de la plus-value, c'est à-dire du degré d'exploitation du travail. Rien de plus absurde donc que d'expliquer la baisse du taux du profit par une hausse du taux des salaires, bien que le fait puisse se présenter exceptionnellement. La statistique ne parvient à analyser d'une manière intelligente les salaires aux différentes époques et dans les différents pays que si elle part d'une saine compréhension des rapports qui déterminent le taux du profit. Celui-ci baisse, non parce que le travail devient moins productif, mais parce que sa productivité augmente; la baisse du taux de la plus-value et celle du taux du profit ne sont que des expressions capitalistes de l'accroissement de la productivité du travail.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Les Terroristes formés par la CIA dans des camps d'entrainement en Jordanie ne semblent pas si bien fait que cela !! à preuve , des dizaines d'entre eux viennent de tomber dans un guet-apens tendu par l'armée arabe syrienne dans la localité de Ghouta-est à rif de Damas. Selon les sources militaires syrienne , " *les terroristes formés par la CIA semblent avoir suivi le même parcours que les membres des conseils de réveil irakiens* ". Riyad al Asaad, chef de l'ASL, a récemment annoncé la fin de la formatuion d'un premier contingent de ce qu'il qualifie de "*Armée nationale syrienne*", un contingent composé de 60 officiers. Toujours est-il que l'ASL se serait aussi dotée d'un appareil de renseignement et ce serait un institut sécuritaire "*britannique*" à l'origine de sa créeation.

Le renseignement de l'ASL serait actif à Alep. Ces annonces sont faite alors que les terroristes de l'ASL et de l'Etat islamique en Irak et au Levant continuent à s'entretuer et que ce jeudi l'est d'Alep est un champ de bataille où les miliciens s'entre éliminent . L'EIIL vient de s'emparer de Jo,nd al Harameyn, une localité d'Alep au détriment de l'ASL. french.irib.ir 31.10

1.2- Syrie :Evêques enlevés, Ankara conditionne leur libération. - french.irib.ir

Les responsables chrétiens au Liban ont rapporté au journal Al Jomhouriya, les promesses faites par Ankara à l'émissaire Brahimi au sujet de la libération de deux évêques libanais enlevés en Syrie. "*Le général Ebrahim , directeur général de la sécurité libanaise a assuré les autorités religieuses chrétienne que les deux prélats se portaient bien ce qui montre que les preneurs d'otage ne sont pas totalement inconnus*". La libération des officiers turcs arrêtés au cours d'une mission secrète des syriens est la condition pour la libération de ces deux évêques. La Syrie veut rendre public cet échange alors qu'Ankara veut que tout se déroule en coulisse et c'est ce point qui a bloqué tout.

Selon des informations la Turquie serait à l'origine de l'enlèvement de deux célèbres évêques qu'elle entend échanger contre ses officiers. Les Turcs voudraient aussi aussi s'ingérer dans le processus de l'élection de l'archevêque de l'Eglise d'Antioche et y propulser l'un de ses protégés. La France s'est ingérée ensuite dans cette affaire, une France dont huit officiers seraient aux mains du régime Assad. L'affaire se complique davantage alors que certaines informations font état de la détention des évêques quelque part sur le sol syrien. Les preneurs d'otage seraient aussi en rapport avec le chef du renseignement turc. french.irib.ir 31.10

Tiens donc, la Turquie candidate à l'adhésion à l'UE un Etat terroriste impliqué dans l'enlèvement d'évêques, non ?

2- Bahreïn

Des milliers de chiites ont manifesté vendredi dans un village près de la capitale de Bahreïn pour réclamer la démocratie dans ce petit royaume du Golfe secoué par des troubles depuis 2011, selon des témoins.

Brandissant le drapeau de Bahreïn et des portraits de détenus, incarcérés pour liens avec les troubles, les manifestants ont défilé en scandant des slogans hostiles au régime à Aali, un village chiite près de Manama, à l'appel de l'opposition chiite.

"*Dégage, Khalifa !*", a ainsi scandé la foule à l'attention du prince Khalifa Ben Salmane al-Khalifa, un oncle du roi Hamad et Premier ministre depuis une quarantaine d'années.

Dans un communiqué publié à la fin de la manifestation, qui s'est dispersée dans le calme, l'opposition a averti les autorités que "*l'option sécuritaire, la répression et le despotisme ne (feraient) que bloquer les perspectives d'un règlement politique*". AFP 01.11

SOCIAL

Portugal

Sous les huées de milliers de manifestants réclamant la démission du gouvernement, le Parlement portugais a adopté vendredi en première lecture un nouveau budget de rigueur pour 2014, censé permettre au pays de conclure son plan d'aide internationale.

Le texte, dont la version définitive sera votée le 26 novembre, a été approuvé avec les voix de la majorité dont dispose la coalition gouvernementale de centre droit. L'ensemble de l'opposition de gauche a voté contre le projet de loi de Finances.

Juste avant le vote, l'intervention du vice-Premier ministre Paulo Portas a été interrompue par une douzaine de protestataires qui, depuis les galeries de la chambre, ont crié "*démission, démission!*" pendant quelques minutes avant d'être mis dehors par la police.

Un peu plus tôt, des milliers de manifestants s'étaient rassemblés en face de l'Assemblée à l'appel de la CGTP, la

principale confédération syndicale du pays, en première ligne de la contestation de la politique d'austérité menée depuis mai 2011 sous la tutelle de l'Union européenne et du FMI.

"*L'heure est arrivée pour le gouvernement de s'en aller*", ont-ils scandé à l'unisson en brandissant des banderoles où l'on pouvait lire "*gouvernement hors la loi*", "*le budget est un vol*" et "*Basta la troïka!*".

A la fin du rassemblement, la CGTP a lancé un nouvel appel à manifester devant le Parlement le 26 novembre, jour du vote final du budget. Entretemps, la mobilisation des syndicats se poursuivra avec une grève des fonctionnaires vendredi prochain, précédée de plusieurs mouvements sociaux dans le secteur des transports.

Le malaise a gagné aussi les forces de l'ordre, dont les syndicats ont appelé à manifester le 21 novembre à Lisbonne. AFP 01.11

ECONOMIE

Inde

La Bourse de Bombay flambe grâce au retour des capitaux étrangers - LeMonde.fr

Les investisseurs semblent avoir retrouvé le moral et l'appétit après la confirmation par la Fed de la poursuite de ses mesures au moins jusqu'à la fin de l'année, et la Bourse de Bombay a bénéficié d'un retour massif de capitaux. Cet afflux d'argent frais sur le marché des actions indien est estimé à 2,55 milliards de dollars (1,88 milliard d'euros) pour le mois d'octobre et 16,19 milliards depuis le début de l'année, selon des statistiques officielles.

L'arrivée à la tête de la Banque centrale indienne de Raghuram Rajan, ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, a également redonné confiance aux investisseurs. LeMonde.fr 01.11

L'oligarchie financière anglo-saxonne a réussi à placer un de ses pions au sommet de l'économie indienne, on est mal barré !

Haut de page

Le 3 novembre 2013

CAUSERIE

La suite de l'actualisation des infos en bref demain, il reste à ajouter une vingtaine de nouveaux articles, ce soir peut-être.

J'ai essayé de traiter au mieux le sujet qui suit, ce n'est peut-être pas terrible, cela prend trop de temps...

Dossier à propos de l'écotaxe.

La situation en Bretagne et ailleurs en France est le produit du refus des syndicats et des partis dits ouvriers d'avancer la nécessité d'aller aujourd'hui à l'affrontement avec les patrons en procédant à leur expropriation et à la saisie de tous leurs biens, au renversement de l'Etat capitaliste.

Quand on examine attentivement leurs discours, on s'aperçoit que la manière dont ils ont posé la question de l'écotaxe démontre qu'aucun n'entendait remettre en cause la légitimité de la propriété privée des moyens de production et l'Etat qui l'incarne. Vous pouvez ajouter le gouvernement.

Un exemple.

Suite aux propos tenus par le patron d'Armor Lux, Yan Legoff d'écrire (Informations ouvrières n°275 page 2) :

- "*Exploiteurs et exploités dans la même galère ? Ben voyons ! C'est pourtant ce filon réactionnaire que tente d'exploiter le gouvernement.*"

Le dogmatisme et le populisme empruntent souvent des méthodes similaires pour évacuer des éléments qui mettent en relief certains aspects de la réalité qui contredisent leur politique ou ne leur permettent pas de la justifier sans que leurs réelles intentions remontent à la surface.

C'est le cas ici, dans la mesure où tous les "*exploiteurs*" ne sont pas logés à la même enseigne, réalité qui passera à la trappe en recourant à un discours qui se veut conforme aux intérêts des travailleurs en dénonçant la collusion entre les intérêts des "*exploiteurs et (des) exploités*".

Cette écotaxe s'appliquant aux véhicules à partir de 3,5 tonnes transportant des marchandises disons jusqu'à 38 tonnes, il va s'en dire que l'"*exploiteur*" qui utilise un camion de 3,5 tonnes pour transporter ses marchandises et celui qui utilise un poid lourd de 38 tonnes, nos deux "*exploiteurs*" ne jouent pas vraiment dans la même catégorie, l'activité du premier correspondra à celle d'une petite exploitation ou d'une PME, la seconde à celle d'une grande entreprise ou d'une multinationale. Le premier emploiera quelques dizaines ou centaines de salariés, le second un millier ou bien davantage. Le premier ne possèdera qu'un établissement unique, le second plusieurs répartis dans la même région, sur l'ensemble du territoire ou dans d'autres pays. La production du premier sera destinée au marché local ou national le plus souvent, tandis que celle du second sera orientée vers l'exportation. Si les deux sont confrontés à la concurrence du marché mondial, le second sera mieux armé pour l'affronter du fait de sa taille et de son implantation dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est plus bas et la fiscalité plus avantageuse. Le second peut absorber l'augmentation du prix des matières premières et de l'énergie, de taxes ou d'impôts, le premier devra les subir sans pouvoir les répercuter dans ses prix de vente sous peine de perdre des clients et de mettre la clé sous la porte. Le second peut supprimer des postes, profiter des dispositifs existants pour réduire ses coûts de production, il dispose d'un juriste ou recourt à un fiscaliste, tandis que l'entreprise du premier fonctionne déjà avec un minimum de personnel rémunéré au smic ou à peine plus, il lui ai quasiment impossible de comprimer ses coûts de fonctionnement. Pour terminer, les salariés de la PME sont inorganisés et à la merçi de leurs patrons, réceptifs à leurs discours paternalistes, ceux des moyennes ou grandes entreprises disposent de syndicats, les uns patronaux ou jaunes, les autres corrompus par le capitalisme ou le corporatisme, donc ils seront divisés quant à l'attitude à avoir lorsque leur direction se dira menacée par une mesure gouvernementale, au même titre que leurs syndicats.

Un exploiteur demeure un exploiteur dans tous les cas de figure bien qu'ils ne soient pas confrontés à la même situation, dans la mesure où ils ne disposent pas des mêmes moyens pour l'affronter en cas de difficultés. La disparition d'une PME se fera quasiment dans l'anonymat le plus complet, cela arrive tous les jours, il est pratiquement impossible de s'y opposer ou de l'empêcher, tandis que lorsqu'il s'agit d'une moyenne ou grande entreprise il est possible de procéder à sa nationalisation ou socialisation par l'Etat, dans le cas des PME liées à des grandes entreprises ou réalisant de la sous-traitance pour elles, elles peuvent être absorbées ou rachetées par ces dernières et les emplois conservés.

Un exploité demeure un exploité dans tous les cas de figure, et si tous rejettent le fait de perdre leurs emplois, aucun n'a acquis un niveau de conscience politique lui permetttant de se situer strictement sur le terrain de classe de ses intérêts, ils auront tendance à être réceptifs aux discours et aux arguments de leurs dirigeants qui la plupart du temps n'auront aucun scrupule à abuser de leur ignorance ou de leur naïveté, il arrivera aussi que les salariés le sachent sans en tenir compte car déséspérés à l'idée de se retrouver au chômage.

On fera remarquer à Yan Legoff que lui et son parti font preuve de beaucoup moins de scrupules en période électorale ou envers les appareils des syndicats qui pratiquent à longueur de temps la collaboration de classes sans qu'ils rompent avec eux, principalement FO qui vient de participer à la manifestation de Quimper au côté des organisations patronales, là, comme lorsqu'il s'agit d'aller arpenter les allées du pouvoir, le "*filon réactionnaire*" ne les gêne pas plus que cela. Ou lorsque *Informations ouvrières* accorde une page entière à Marc Blondel (FO) (IO n°274 page 14) qui a écrit que "*Le syndicat doit garder sa totale liberté*" pour adhérer au capitalisme... qui doit être synonyme de liberté, mais surtout pas au socialisme qui doit être synonyme de son contraire, liberticide, on comprend...

En quoi devrait-il le gêner, qu'est-ce que tout cela vient faire ici franchement sera-t-il tenté de nous répondre, d'ailleurs il s'empresse d'évacuer cette question, voyons comment il s'y prend.

Ensuite Yan Legoff cite Ayrault qui dans une déclaration avait fait un amalgame entre l'écotaxe et le "plan Bretagne" :

- "*Mais qu'est ce plan Bretagne ? Il est centré sur la proposition d'un « pacte » pour accompagner les restructurations meurtrières.*"

Et la question de l'écotaxe qui a amené des salariés à manifester au côté de patrons ? Evacuée, envolée, disparue, c'était le meilleur moyen de répondre à toutes les questions qu'elle posait et que le POI n'a pas traitées.

On en arrive à la conclusion que le POI était favorable à cette écotaxe et que la manière dont il a traité cette question devait servir à camoufler - bien maladroitement - son soutien au gouvernement, car on ne voit pas ce qu'elle aurait rapporté aux travailleurs, à en croire le gouvernement qui comptait s'en servir notamment pour financer la "*transition énergétique*" selon un plan arrêté par les lobbyistes de Bruxelles, une manne pour les multinationales !

Le POI ne semble plus rien comprendre à la situation pour refuser d'admettre qu'elle est le produit de la crise du capitalisme, quand Legoff écrit que le gouvernement "*est comme saisi d'affolement face à la crise sociale et politique qu'il provoque lui-même*", alors qu'en réalité il n'avait pas le choix, pas plus que les travailleurs qui ne sachant pas comment faire pour tenter de sauver leurs emplois menacés n'ont rien trouvé de mieux à faire que manifester au côté de patrons.

C'est le refus de caractériser Hollande, son gouvernement et le PS qui aboutit à cette interprétation qui ne reflète pas la réalité, ils sont au pouvoir pour gérer cette crise politique et sociale pour le compte des exploiteurs, voilà la vérité, parce que la politique qu'ils mettent en oeuvre correspond à leur nature, voilà ce que les dirigeants du POI refusent d'admettre parce qu'ils sont eux-mêmes soumis au capital et ses institutions. Ils en font la démonstration dans la même page où on trouve cet encart qui reproduit les propos d'une déléguée FO de chez Doux "*On a affaire à des patrons voyous, et là-haut, que font-ils ?*", là-haut signifie au gouvernement, parce qu'il faudrait attendre autre chose du gouvernement, parce que Hollande et le PS incarneraient autre chose que les intérêts des capitalistes.

Non seulement le POI laisse dire, il reproduit grâcieusement ce discours, mieux, il en fait même un mot d'ordre ! A la place du Bonaparte de service je serais satisfait du POI et je me dirais : aussi longtemps que les masses croiront qu'on est de leur côté et qu'ils espèrent quelque chose de nous, on sera sauvé, par contre le jour où le contraire se produira là on sera franchement mal, on aura de quoi s'inquiéter, ils sont bien finalement ces petits gars du POI, ils nous rendent un fieffé service l'air de rien...

Le numéro 275 d'*Informations ouvrières* est paru le 31 octobre, notez bien la date, l'article du POI se terminait ainsi :

- '*Le blocus du site de Lampaul et celui du siège, à Saint-Martin, se poursuivent*."

Le jour même :

- Abattoirs Gad : les salariés de Lampaul-Guimiliau lèvent le blocus - francetvinfo.fr 31.10 à 20h46

Ils ont obtenu de la direction les engagements écrits de fin de conflit qu'ils réclamaient, soit de meilleures indemnités de licenciement, selon France 3 Bretagne.

C'est signé. Le conflit s'est terminé ce jeudi soir à 20 heures. L'accès au site est libéré." *Les salariés de l'abattoir Gad SAS de Lampaul-Guimiliau (Finistère) ont levé définitivement jeudi 31 octobre leur blocus de ce site voué à la fermeture*", a annoncé Olivier Le Bras, délégué central du syndicat FO. francetvinfo.fr 31.10

Ouf, quelle libération pour la direction de Gad ! Les salariés licenciés vont pouvoir aller s'inscrire à Pôle-emploi, en voilà une grande victoire.

Tiens, encore leurs amis de FO !

Pas de bol décidément, vous remarquerez que les dirigeants du POI font systématiquement preuve d'un manque de perspicacité, à croire qu'ils sont coupés de la réalité, ils viennent une nouvelle fois de le démontrer, vous en avez la preuve sous le nez.

Et l'écotaxe dans tous cela ? A la trappe. Mieux j'ai consulté les numéros antérieurs d'Informations ouvrières en remontant jusqu'au numéro 269 sans en trouver trace. Autant dire qu'ils n'ont pas traité ce sujet sérieusement, moi non plus, un peu plus tout de même, mais j'ai l'excuse d'être tout seul pour faire le boulot. On va se rattraper, là, tout de suite.

Je vous avouerais que j'ignorais la portée et la gravité exceptionnelles de cette taxe, je l'ai découvert ce matin seulement.

- Les dessous de l'écotaxe : quand Benetton et Goldman Sachs collectent l'impôt français - bastamag.net 30.10

- ... derrière cette taxe écologique se cache une autre question, qui n'a jamais été soumise au débat public : c'est la première fois que la collecte de l'impôt est confiée à des entreprises privées. Un consortium emmené par Benetton, Goldman Sachs, Thalès et SFR empochera 20% des recettes de la taxe pour assurer son recouvrement. Du jamais vu !

Sur un total de 1,2 milliard d'euros collectés, environ 280 millions d'euros sont consacrés à la rémunération du prestataire privé qui assure le recouvrement. Soit 23 % [1] ! C'est la taxe la plus coûteuse jamais mise en place !

Qui va toucher ces 280 millions par an (desquels sont déduits 50 millions de TVA) pour mettre en œuvre le dispositif de recouvrement ? Un consortium d'entreprises baptisé Ecomouv', mené par le groupe italien Autostrade per l'Italia. Celui-ci est une filiale d'Atlantia, la société qui gère la plupart des autoroutes italiennes. Elle est détenue (à 48 %) par le fonds d'investissement Sintonia, propriété de la famille Benetton [2]. La banque états-unienne Goldman Sachs est entrée au capital de

ce fonds en 2008. Autostrade, qui détient 70 % d'Ecomouv', s'est allié avec les groupes français Thales, SNCF, SFR et Steria, une entreprise qui vend des services informatiques aux entreprises.

Ecomouv' prévoit des recettes de près de 2,8 milliards d'euros pour les 11,5 années d'exploitation du dispositif. Les véhicules de plus de 3,5 tonnes – environ 600 000 immatriculés en France et 200 000 étrangers – devront s'enregistrer auprès d'Ecomouv', notamment via des sociétés de télépéages habilitées : Axxes, DKV, Eurotoll, Ressa, Telepass et Total. Les poids lourds devront se doter d'un boîtier, type GPS, qui permettra de retracer leur parcours sur les 15 000 km de tronçons routiers concernés par la taxe. Des portiques installés sur ces routes serviront uniquement à contrôler que les camions sont bien dotés de boîtiers. Les sociétés de télépéage collecteront une partie des taxes, versées sous forme d'abonnement [3]. En contrepartie, elles seront rémunérées par Ecomouv' à hauteur de 60 millions d'euros par an. Les transporteurs pourront, s'ils le souhaitent, s'acquitter de la taxe directement auprès d'Ecomouv'.

« *Nous osons tout de même espérer que le cahier des charges a formellement interdit à Ecomouv' de disposer comme il l'entend des sommes avancées par les redevables, sous peine de voir celles-ci reversées aux actionnaires, ou bien servir à quelque spéculation ou encore transférées dans quelque paradis fiscal* », s'interroge Solidaires. Que le collecteur d'impôts joue en bourse les sommes collectées serait en effet une nouveauté ! Le syndicat s'inquiète également des usages possibles des données recueillies sur les transporteurs et leurs pratiques.

« *Pour le prestataire privé, c'est gagnant-gagnant, résume Philippe Bock, de Solidaires Douanes. Mais pour l'État, c'est un fiasco sur le plan fiscal et sur le plan environnemental. L'objectif écologique a été complètement perdu en route. L'écotaxe devait promouvoir les circuits courts, en taxant les transports, et comme les autoroutes sont exonérées, cela incite les camions à se reporter vers les grands axes routiers !* » Un travers pointé dans le rapport de la sénatrice Marie-Hélène Des Esgaulx : avec l'écotaxe, le ministère des Transports s'attend à une augmentation de 15 à 20 % du trafic poids lourds sur les autoroutes. Une recette supplémentaire estimée à 400 millions d'euros par an pour les sociétés gérant les autoroutes, principalement Vinci et la Sanef !

[1] « *En termes nets, il convient cependant de soustraire 50 millions d'euros qui sont versés au titre de la TVA acquittée sur le loyer de PPP et qui revient donc à l'Etat. Le coût de recouvrement s'établit alors à un peu moins de 20 %* ». Source : Rapport à la Commission des finances du Sénat, 5 février 2013.

[2] (en italien)

[3] Un abattement de 10 % sur le versement de la taxe sera offert pour les transporteurs qui passeront par l'intermédiaire de ces sociétés de télépéage. bastamag.net 30.10 (l'article en entier dans les articles de presse) bastamag.net 30.10

Le 2 novembre Le Parisien a sorti un article intitulé : *Ecotaxe : les dessous d'un contrat à 1 Md€*, dans lequel figurent bien certains actionnaires, sauf Goldman Sachs ! Ils doivent être mal informés au Parisien...

Deux remarques rapidement. 1- Voilà un excellent moyen de disposer d'informations de premier ordre sur un des secteurs clés de l'économie du transport : les véhicules utilitaires et les poids lourds. Mieux encore, cela permettra d'avoir une idée exacte sur le transport de marchandises et les liens qui existent entre les différents prestataires de service. 2- On retrouve Goldman Sachs parmi les principaux bénéciaires de cette taxe qui disposera de toutes ces informations. Ainsi, l'oligarchie financière étend son contrôle sur l'économie.... Un autre aspect n'a pas été évoqué : les trafiquants en tous genres qui utilisent ce moyen de transport pour effectuer leurs livraisons, ces marchandises pourront être pistées, leurs propriétaires ou destinataires manipulés, instrumentalisés...

Pourquoi pas demain des portiques identiques partout ou sur certains axes routiers et rendre payant l'utilisation de sa voiture, de sa moto ? N'ont-ils pas envisagé de doter d'un GPS tous les nouveaux véhicules mis sur le marché ? Cette taxe est liberticide, elle procède du racket au profit de banques et de multinationales, on ne peut donc que la condamner.

Quant à son impact économique, je vous renvoie à l'extrait du Capital qui figurait dans la causerie d'hier. Une taxe ou un impôt, la hausse des prix, n'interviennent pas sur les origines de la crise du capitalisme.

Les deux manifestations en Bretagne, samedi 2 novembre.

- Crise bretonne: violences à Quimper, entre 15.000 et 30.000 manifestants - AFP

- La manifestation de Quimper contre l'écotaxe et pour l'emploi en Bretagne face à une cascade de plans sociaux, qui a rassemblé samedi entre 15.000 et 30.000 manifestants à bonnets rouges.

"*Cette manifestation est un grand succès pour l'emploi en Bretagne*", a déclaré Christian Troadec, maire DVG de Carhaix et l'un des principaux organisateurs du rassemblement.

Les autorités ont établi un bilan officiel définitif de 15.000 manifestants, les organisateurs faisant état d'"*au moins 30.000*" personnes.

Agriculteurs, pêcheurs, employeurs, commerçants et salariés sont pourtant venus en masse à Quimper.

Le rassemblement quimpérois n'a cependant pas fait l'unanimité : les syndicats CGT, Solidaires et FSU, ainsi que EELV et le Front de gauche appelaient à leur propre manifestation, à Carhaix (Finistère), car le rassemblement de Quimper était soutenu par plusieurs organisations patronales, dont Produit en Bretagne (300 entreprises, 100.000 salariés).

La manifestation à Carhaix s'est déroulée dans le calme, rassemblant 3.000 manifestants selon la CGT, 600 selon la préfecture.

"*La FDSEA et le Medef sont à l'origine de la crise bretonne. Ils instrumentalisent la taxe poids lourd et la détresse des salariés (avec la manifestation de Quimper, ndlr)*", a dit sur place le secrétaire national de EELV, Pascal Durand. AFP 02.11

Non, la FDSEA et le Medef profitent de cette crise, ceux qui sont à son origine sont vos amis les banquiers et Bruxelles avec lesquels vous n'entendez pas rompre. Lui, il n'a pas besoin d'être "*instrumentalisé* par le capital et Bruxelles, il en est un farouche défenseur.

Mélenchon à la rescousse du gouvernement et des néolibéraux à l'origine de l'écotaxe.

Rappelons à ceux qui ont une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective que c'est un partisan acharné des intérêts des travailleurs et de la défense de l'environnement qui a concocté cette écotaxe : Sarkozy. Entre nous, en prenant connaissance des positions défendues par le POI et le Front de gauche, l'ensemble de la gauche et l'extrême gauche, il doit bien se marrer et il y a de quoi, en pleurer en ce qui nous concerne.

Tous les syndicats soutiennent cette écotaxe Goldman Sachs, on peut l'appeler ainsi n'est-ce pas, à l'exception de FO qui figure parmi les syndicats les plus en pointe dans la collaboration de classes en Bretagne (voir les différentes infos sur ce sujet) et qui a donc manifesté à Quimper.

Une fois de plus les syndicats et partis ouvriers ont déjà une image détestable du mouvement ouvrier, honte à eux !

Nous en sommes là parce que tous les partis qui se disent de gauche ou d'extrême gauche n'ont cessé de trahir l'idéal qu'ils prétendaient incarner et défendre, et ils sont aujourd'hui incapables de l'assumer, d'en assumer les conséquences, la situation et le rapport entre les classes tels qu'ils se présentent de nos jours. Du coup, les uns défendent une taxe à caractère néolibérale, donc se placent au côté du gouvernement de même nature idéologique, les autres dénoncent cette taxe alors que quotidiennement ils collaborent avec le capital et ses représentants.

Ni les uns ni les autres ne sont en mesure d'assumer leurs positions politiques, tandis qu'ils s'accusent réciproquement d'opportunisme ou de trahison, laissant les travailleurs et bien des militants totalement désarmés pour comprendre la situation et désabusés devant le lamentable spectacle auquel ils se livrent.

La palme du populiste de gauche revient comme il se doit à Mélenchon qui fait le lit du nationalisme breton, de la droite et de l'extrême droite.

- Mélenchon contre les manifestants de Quimper, pour ceux de Carhaix - lemonde.fr

- Mélenchon: "*à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche, a déclaré samedi "*qu'à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*", appelant les salariés bretons à "*manifester à Carhaix avec leurs syndicats*".

"*Encouragé par la timidité et la pleutrerie du gouvernement qui leur cède tout, le patronat et les cléricaux des départements bretons vont faire manifester les nigauds pour défendre leur droit de transporter à bas coût des cochons d'un bout à l'autre de l'Europe dans des conditions honteuses*", écrit Jean-Luc Mélenchon dans un communiqué.

"*A Quimper manifestent ceux qui veulent que continue la souillure de notre belle Bretagne par les nitrates de l'agriculture productiviste. A Quimper manifestent ceux qui veulent les salaires de misère pour les agriculteurs et le règne de la grande distribution. A Quimper les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*", dit le député européen.

"*Les salariés des départements bretons ne doivent pas se tromper de colère ! Ils ne doivent pas aller baiser la main qui les frappe. Ils doivent manifester à Carhaix avec leurs syndicats de salariés et leur classe, leur camp, leur famille. S'ils aiment les symboles historiques, les Bretons qui réfléchissent préfèreront se souvenir de leurs ancêtres qui déclenchèrent la grande révolution*

de 1789 contre les privilèges des riches et créèrent le club des jacobins plutôt que de marcher derrière les saigneurs de leur époque!", ajoute-t-il.

Plus tard, lors d'une conférence de presse, M. Mélenchon a estimé que la situation bretonne était "*avant-coureur et très significatif de ce qui se passe dans tout le pays*", victime selon lui des "*politiques d'austérité, de la priorité donnée au patronat*".

Récusant avoir insulté les Bretons, le leader politique a plutôt parlé de "*réveiller les consciences*" et a ensuite vanté les mérites des "*départements bretons, parmi les plus audacieux de France, avec des milliers d'idées*".

"*On peut faire tout ce que l'on veut en Bretagne, il y a l'intelligence et les moyens, et tout cela est perverti par une espèce de jacquerie qui n'a pas de sens politique, si ce n'est de dire qu'ils ne sont pas contents parce que les écotaxes vont coûter cher aux transporteurs de cochons!* ", a-t-il ajouté.

"*Vous tous de Bretagne, n'acceptez pas qu'il soit donné de votre région cette image archaïque et folklorique que donnent ces prêtres qui marchent devant, avec le patronat local et les autres déguisés de circonstance*", a renchéri M. Mélenchon.

Quant aux représentants de l'exécutif, "*ils ne feront rien, comme d'habitude, sinon exposer la face navrée de Jean-Marc Ayrault dont tout le monde sait qu'il est sur le départ*", a encore dit M. Mélenchon. AFP 02.11

On ne "*réveille*" pas les "*consciences*" en insultant des travailleurs totalement paumés par votre faute, ils sauront s'en souvenir en 2014.

Répétons-le Mélenchon est réellement un pauvre type : ex-dirigeant du PS pendant 30 ans, ex-partisan de Maastricht, ex-ministre de Chirac, fidèle de l'UE, de la BCE, de l'euro, de l'ONU et de l'Otan, il n'a aucune crédibilité et ne devrait jamais en avoir dans le mouvement ouvrier dont il est le fossoyeur.

Haut de page

Le 4 novembre 2013

CAUSERIE

Dimanche 23h00 à Pondichéry, 18h30 à Paris

25 nouveaux articles, je le suis refusé à en publier une dizaine après lecture.

Pour ceux que cela intéresse au format pdf :

- Les dessous de l'écotaxe : quand Benetton et Goldman Sachs collectent l'impôt français. (bastamag.net) (30.10.13)

Un complément à l'actualisation de dimanche en attendant la suite.

Illusions à gogo

Lu dans trois articles d'un portail.

Remake grotesque.

- "*... un parti communiste rassemblé, combatif, fédérateur, calé sur des marqueurs de classe, internationaliste, désignant clairement les objectifs d'avenir : le (un) socialisme (renouvelé), proposant une stratégie et un programme de rupture avec le capitalisme.*"

C'est dingue qu'il y en ait qui y croient encore, incurable.

Lobotomie.

- "*Un organe de presse tel que le Nouvel Observateur n'a pas à servir d'ascenseur aux ennemis des libertés fondamentales.*"

A qui pourrait-il servir d'autres ? Personne.

Plutôt une réussite pour le financement des activités secrètes de la CIA et ses commanditaires : l'oligarchie financière.

- "*Le modèle de lutte contre le narcotrafic et le crime organisé impulsé par les États-Unis en Amérique Centrale non seulement a bruyamment échoué, mais en plus il a amené avec lui un approfondissement de la violence contre les populations locales et la remilitarisation du territoire*"

On se demande à quoi servent les témoignages qui existent (vidéos YouTube) qui démontrent le rôle de la CIA dans le trafic de drogue en Amérique Latine, Centrale, en Afghanistan, etc., les livres qui ont été écrits sur ce sujet.

LE SITE ACTUALISÉ LUNDI A 15H EN INDE, 10H30 EN FRANCE

J'ai reçu une contribution du GMI que je ne mettrai pas en ligne.

Gauchiste, défenseur du " *port de la burka dans la rue* (c'est écrit en toutes lettres dans leur tract - groupemarxiste.info), symbole de l'idéologie nauséabonde wahhabite, salafiste, takfiriste, contribution comportant de fausses informations, elle procède du misérable tiers-mondisme, de l'amalgame et de la manipulation entre la défense du droit d'asile politique qui est parfaitement légitime, et la défense d'un acte à caractère purement individualiste, payant et très cher, représentant au bas mot plusieurs années de salaire dans leur pays, autant dire que ce ne sont pas les pauvres qui peuvent se le permettre contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, délictueux, organisé à grande échelle par des bandes mafieuses, commis en toute connaissance de cause, poussant la cupidité, la cruauté, le cynisme jusqu'à instrumentaliser leurs propres enfants et leur infliger les pires souffrances pour que la population du pays où ils atterrissent s'apitoie sur leur sort et les autorités leur accordent un titre de séjour.

On ne peut pas cautionner de tels actes, alors que ces personnes peuvent vivre dans leur pays, parfois dans des conditions très difficiles, certes, comme cela existe pour certaines couches de travailleurs dans le monde entier, y compris en France. Je vis en Inde depuis près de 20 ans, un des pays où la pauvreté est ominiprésente, la misère aussi, je la côtoie tous les jours, alors on ne peut pas me racconter d'histoires, cela marche avec les ignorants ou ceux qui ne sont jamais sortis de leur trou, et bien je peux vous dire que jamais un Indien pauvre n'immigrera en France, jamais il n'aura les moyens de payer les passeurs, vous entendez, jamais.

Maintenant ce qui se passe aussi, ce que ces personnes ne vous diront jamais ou que vous ne saurez jamais, c'est que certaines familles qui possèdent des biens, des terres ou une maison avec un lopin de terre, donc qui ne sont pas complètement démunies ou sans toit dans leur pays, qui travaillent évidemment pour survivre et bénéficient de l'aide des autorités, d'associations, de partis politiques, etc. elles ne sont pas riches, mais répétons-le elles ne sont pas plus mal loties que des millions d'autres familles dans la même situation qu'elles, rien de nouveau, cela fait des générations et des générations que c'est ainsi, la population s'est adaptée à ces conditions, elle n'est pas plus malheureuse que vous et moi, elle a beaucoup moins de besoins et se passe du reste, moins dépendante du marché elle s'en porte même mieux à bien des égards, ce qu'un occidental corrompu par la société de consommation est incapable de comprendre la plupart du temps, il alimente en permanence la machine du capitalisme, il fait son propre malheur, il forge lui-même ses propres chaînes, bref, ces familles décident de vendre leurs biens pour se payer un visa ou pour passer les frontières illégalement avec des passeurs parce qu'elles se sont mises en tête qu'elles vivront mieux ailleurs, en réalité une pure illusion, soit elles seront nostalgiques de leur pays, culture, mode de vie, etc. soit elles rejoindront les rangs des masses les plus arriérés de leur pays d'accueil, parce que c'était le seul sort que la société occidentale décadente pouvait leur réserver, finalement leur bonheur sera purement factice, artificiel, superficiel, bassement matériel, médiocre, sans aucun doute moins naturel et moins sain qu'autrefois dans leur pays d'origine, cela non plus ne choquera pas un occidental puisqu'il en est lui-même rendu là.

Si le capitalisme pouvait faire le bonheur de quelqu'un cela se saurait, en dehors des nantis qui vont du bourgeois au petit-bourgeois intellectuel, oui, c'est une notion ou une vérité que l'on a tendance à oublier de nos jours, il faut dire que le socialisme semble tellement éloigné qu'on peut se permettre bien des écarts et de l'interpréter de mille manières différentes au point de le rendre méconnaissable.

Ce qui caractérise le plus la situation, c'est l'absence de confrontation des idées. Je ne peux pas partager une position sur une question sans avoir épuisé l'analyse des tenants et des aboutissants qui l'accompagnent nécessairement, et surtout pas sur la base d'arguments malhonnêtes ou fabriqués de toutes pièces. Quand je lis "*Mouvement spontané des lycéens contre la politique de l'immigration*" je crie à la manipulation, mensonge, faussaire ! Quand je lis "*30 000 expulsions de pauvres par an*", je crie à la manipulation, mensonge, faussaire !

Un rappel.

- L'UNL, l'Unef, la Fidl et le Réseau éducation sans frontières RESF (collectifs de parents, d'enseignants, d'élus et de militants), qui avait médiatisé l'affaire Leonarda révélée par le Parti de gauche... Le Point.fr 03.11

On ne marchera pas dans cette combine pourrie téléguidée par le charlatan Mélenchon et la clique tiers-mondiste puante de RESF et la cohorte de gauchistes qui leur ont emboîté le pas.

Les lycéens qui se sont mobilisés sur l'affaire Leonida ont été manipulés, les 30.000 immigrés illégaux qui ont été explusés n'étaient pas tous pauvres ou plus pauvres que la moyenne des pauvres loin de là, quant aux Roms ils ont décidé de continuer de vivre comme ils l'entendaient en refusant de tenir compte des transformations de la société, personne n'y peut rien, ils en portent la responsabilité.

C'est comme l'Indien (moi aussi) qui mange avec la main droite en Inde ou chez lui, et qui, tout en sachant qu'il s'exposerait à des insultes s'il mangeait de la même manière dans un restaurant à Paris, décidait de ne pas en tenir compte et se ferait traité de dégueulasse ou de sauvage, pour ensuite hurler au racisme, à l'intolérance ou je ne sais quoi encore. Merde au gauchisme !

Et ces trotskistes (sans rire), adeptes du " *port de la burka dans la rue* osent écrire qu'ils agissent ainsi "*Pour la démocratie, pour l'internationalisme*", non mais c'est complètement dingue ! Ils rejoignent les partisans d'une dictature mondiale qui ont adopté le traité de Schengen qui favorise l'immigration illégale, qui profitent du chômage de masse qu'ils entretiennent, du travail au noir, des salariés "*délocalisés*", autant de moyens utilisés pour faire pression sur les salaires à la baisse, diviser, affaiblir la classe ourvière, réduire à néant sa capacité à se mobiliser, lui interdire de trouver la voie du combat politique sur son propre terrain de classe. L'Union européenne aussi est favorable à la prolifération des niqabs, burqas et autres tchadors ou hidjabs, elle participe à la propagande en faveurs de toutes les minorités, couches ou communautés minoritaires qui revendiquent des droits, tandis qu'elle s'attaque à tous nos droits sociaux ou politiques collectifs, cherchez l'erreur.

Je viens d'en parler avec mon épouse indienne, elle m'a fait cette réflexion : "*tout est permis*", je lui ai répondu que le problème résidait dans le fait que tout ce qui est permis va à l'encontre de nos intérêts et que tout ce qui est interdit aussi, et qu'il se trouve parmi nous des gens qui parlent en notre nom qui participent à la destruction de tous nos droits et que c'est intolérable.

La différence entre eux et moi, c'est que j'assume mes positions. Elles plaisent ou non aux militants, je n'en ai rien à foutre.

On nous explique à longueur de temps qu'on disposerait de plus en plus de droits pour en réalité s'apercevoir que c'est tout le contraire qui se produit, la société est de plus en plus liberticide, au point qu'on n'a même plus le droit de dire ce que l'on pense quand on ne pense pas comme tout le monde, la majorité de la population manipulée dont font partie ce genre de groupes et pour tout dire, l'ensemble du mouvement ouvrier à des degrés divers.

Qui a dit ?

Restauration de l'Ancien Régime.

- "*Un impôt je suis désolé il doit être collecté par l'Etat*".

Gluckstein, Arthaud, Besancenot, Mélenchon, Laurent, Désir, Durand ?

Perdu : Xavier Bertrand de l'UMP. Cherchez l'erreur.

Le PS est un parti de "***progrès***", "***révolutionnaire***".

- Julien Dray : Avec Harlem Désir "*Le parti avec lui doit retrouver un optimisme révolutionnaire. Faire vivre la notion de progrès contre toutes les peurs.*" Leparisien.fr 03.11

Comment un tel discours est-il encore possible ?

Ils n'ont pas le choix. Et puis, il y a ceux que cela arrangent d'y croire, les nantis qui font partie de leur fond de commerce, ils le savent, il y a les hypocrites ou les menteurs et ceux qui feignent de les croire dans l'espoir d'en tirer profit, c'est minable comme mentalité,

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Heureusement encore !

- Vallaud-Belkacem: "*ne changeons surtout pas de cap*" - AFP

Que voulez-vous qu'elle dise ?

Un peu, un peu, un peu = beaucoup de cadeaux aux patrons !

C'est quoi "*le plan d'avenir pour la Bretagne*" d'Ayrault ?

Réponse par l'ancien ministre UMP Dominique Bussereau : "*Un peu pour les entreprises, un peu pour les transports, un peu pour les charges etc., est-ce que c'est à la hauteur de la situation ?*". AFP 03.11

Qui n'ose rien, n'a rien. Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir.

- Sarkozy «*comprend le jugement très sévère*» des Français sur Hollande - 20minutes.fr

L'ancien Président «*comprend le jugement très sévère que les Français portent sur l'action de François Hollande, du gouvernement, de la majorité*», a dit l'ex-ministre UMP Brice Hortefeux, dimanche sur France 5. 20minutes.fr 03.11

C'est pour avoir fait cette politique qu'il a dégagé !

Coeur de pierre...

- UMP: Mariton lance un nouveau mouvement - LeFigaro.fr

Avec «*Droit au cœur*», le député de la Drôme entend peser davantage sur les choix de 2017. LeFigaro.fr 03.11

Instrumentalisation et conditionnement sur fond de corporatisme.

- Neuf Français sur dix attendent de Hollande un changement-Ifop - Reuters

Ifop, officine de Parisot et du FN (Philippot)

Un changement... mais pas vraiment dans la même direction...

PS. Numéro d'illusionnisme à deux voix.

- Aubry furax contre les licenciements à La Redoute - Liberation.fr

La maire de Lille dénonce l'attitude «*irresponsable*» du groupe Kering envers sa filiale La Redoute, important employeur dans la région nordiste, qui s'apprête à licencier. Liberation.fr 03.11

- Delanoë ne "*validera aucune forme de démantèlement*" de l'Hôtel-Dieu - AFP

Le maire (PS) de Paris, Bertrand Delanoë, a prévenu dimanche qu'il ne "*validerait aucune forme de démantèlement*" des urgences de l'Hôtel-Dieu, remplacées à partir de lundi par un centre de consultations 24 heures sur 24.

"*Une nouvelle déclaration de B. Delanoë... Toujours pas d'acte !*", a réagi dans la soirée l'association Hôpital pour tous, opposée au projet de l'AP-HP.

"*Aucune des déclarations de l'exécutif parisien n'a en effet été à ce jour suivie d'effet : l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) poursuit sereinement son projet de fermeture des urgences en tentant de promouvoir un succédané d'Hôpital*", condamne-t-elle dans un communiqué. AFP 03.11

Comme en Libye, quoi !

- Mali: Estrosi regrette que les forces françaises ne soient pas allées "*jusqu'au bout*" - AFP

Le député-maire UMP de Nice, Christian Estrosi a regretté que les forces françaises ne soient pas allés "*jusqu'au bout*" pour démanteler les groupes djihadistes lors de leur intervention au Mali en janvier. AFP 03.11

Cynisme. Vos innocentes victimes.

- Reporters tués au Mali: Les journalistes ont été «*assassinés froidement*» selon Fabius - 20minutes.fr

- Journalistes tués : Fabius accuse "*les groupes terroristes qui refusent la démocratie*" - LeMonde.fr

Qui a soutenu les djihadistes qui ont déferlé en Libye avant de se rabattre sur le Mali ? Le PS (notamment) qui les soutient en Syrie...

En voilà qui ne risque pas de se tromper de camp.

- Royaume-Uni : le patronat pour le maintien dans l'Union européenne LeMonde.fr -

L'Air est devenu irrespirable...

- Air France exigerait 5.000 suppressions de postes chez Alitalia - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ecotaxe

Qui gouvernent le pays ? Le patronat.

- Ecotaxe : les opposants détruisent les portiques un par un - Francetv info

Ils ne sont plus à une contradiction près.

- Bussereau (UMP): "*il faut redonner très vite vie à l'écotaxe*" - AFP

- Bertrand (UMP) pour la suppression de l'écotaxe - AFP

L'ancien ministre UMP Xavier Bertrand s'est prononcé dimanche pour la suppression de l'écotaxe et a critiqué le contrat passé par le gouvernement précédent, auquel il appartenait, avec la société Ecomouv pour sa collecte. AFP 03.11

La démocratie du sabre soutenu par Obama et Hollande.

- Arabie : un Saoudien décapité au sabre pour meurtre - LePoint.fr

Un Saoudien, condamné à mort pour meurtre, a été décapité au sabre dimanche dans la province de Najrane, dans le sud de l'Arabie saoudite, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

Zafer al-Bathin avait été reconnu coupable du meurtre d'Ayed al-Qashanin, sur lequel il avait tiré à l'arme automatique à la suite d'un différend, a ajouté le ministère dans un communiqué publié par l'agence officielle Spa.

Sa décapitation porte à 70 le nombre d'exécutions en Arabie saoudite depuis le début de l'année, selon un décompte de l'AFP. En 2012, 79 personnes avaient été exécutées selon Amnesty International, faisant de l'Arabie saoudite l'un des rares pays au monde à exécuter autant de condamnés à mort.

Le viol, le meurtre, l'apostasie, le vol à main armée et le trafic de drogue sont passibles de la peine capitale en Arabie saoudite, qui applique de manière stricte la charia (loi islamique). LePoint.fr 03.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

Le Piotr Velikiy (Pierre le Grand), troisième croiseur lance-missiles à propulsion nucléaire russe vient de travers le détroit de Gibraltar et d'entrer dans les eux de la Méditerranée. Selon le porte parole de la marine russe, "*le déploiement du bâtiment vise à renforcer la présence militaire russe dans les eaux stratégiques du monde.* " La mission de Pierre le Grand durera plusieurs mois, a dit le porte parole sans donner de date fixe. Le 22 octobre le navire lance-missile a quitté son port au nord de la Russie et a traversé les océans en dépit des tempêtes et il se trouve en Méditerranée.

Le ministre russe de la défense avait auparavant souligné la nécessité pour la Russie maintenir sa présence en Méditerranée où l'allié syrien de la Russie fait l'objet d'une guerre totale. La flotte russe est présente dans le pacifique, en mer Baltique et en Mer noire. french.irib.ir 02.11

2- Syrie

2.1- Les ministres iranien et syrien des affaires pieuses ont décidé de lancer une chaine de TV commune pour faire face au wahhabisme.

"*Ce sera une chaine qui essaiera d'éclaircir les travers de la pensée takfirie . la chaine vise à rapprocher les religions et à faire contrepoids aux tentatives divisionnistes des pensées délétères*". french.irib.ir 02.11

2.2- Les takfiris ont pris d'assaut les stocks d'objets antiques et précieux dans la province de Raqa. selon Al Mayadin , qui cite les responsables des musées syriens, plus de 100 terroristes ont attaqué un musée de Harghala pour en piller le contenu. A mesure que la perspective d'une victoire sur Assad s'éloigne, les terroristes paniqués pensent davantage de se remplir les poches avant leur fuite finale. french.irib.ir 02.11

3- Arabie Saoudite - Israël

Le chef des services secrets de l'Arabie Saoudite s'est rendu, la semaine dernière, en Israël où il s'est entretenu avec les responsables de sécurité et militaires du régime de Tel-Aviv de l'Iran, a rapporté la télévision syrienne. « *Les sources bien informées ont dit au quotidien libanais, Al-Bana, que le prince Bandar s'était entretenu, à Tel-Aviv, avec les autorités miliaires et de sécurité israéliennes des moyens de répondre aux problèmes causés par la nouvelle politique états-unienne envers les dossiers syrien et iranien. Les deux parties se sont entretenues, également, des récentes évolutions nées en Egypte après la chute du gouvernement des Frères musulmans* » toujours selon la télévision syrienne. french.irib.ir 02.11

4- Palestine occupée

Les forces de la Résistance de la Palestine ont réussi à abattre un drone sioniste survolant Gaza.

Les forces de la Résistance de la Palestine ont réussi à abattre cet appareil un SkylarkI s'est écrasé au nord de la bande de Gaza, a-t-on appris d'al-Myadine. Une enquête vient d'être ouverte par les sionistes qui ont reconnu le crash. L'attaque a été revendiquée par les brigades de Qassam, branche militaire du Hamas. french.irib.ir 03.11

5- Bahreïn

- Le chef de l'opposition inculpé au Bahreïn - Reuters

Le parquet bahreïni a inculpé le chef du principal mouvement d'opposition chiite, Al Wefaq, pour insulte envers le ministère de l'Intérieur, rapporte dimanche l'agence de presse officielle BNA.

Le secrétaire d'Etat à l'Information, Samira Rajab, a précisé que le secrétaire général d'Al Wefaq, Cheikh Ali Salman, était soupçonné d'avoir "*dénigré et décrié le ministère de l'Intérieur*" en évoquant des violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre lors de manifestations de protestation.

Ali Salman a été libéré dimanche après un interrogatoire de cinq heures à la suite d'une exposition de l'opposition fermée la

semaine dernière par les autorités en raison de son caractère illégal et provocateur.

D'après le site internet du parti d'opposition, la nouvelle de l'interrogatoire de son chef, samedi, a provoqué des manifestations. Reuters 03.11

Haut de page

ACTUALITE EN TITRES

Not too big to fall...

- Etats-Unis: feu vert à la fusion Office Depot/OfficeMax - AFP

Les autorités américaines de la Concurrence ont autorisé la fusion d'Office Depot et d'OfficeMax, deux des trois plus gros distributeurs d'articles de papeterie et de bureau aux Etats-Unis. AFP 03.11

Tirez le rideau, c'est une façon de parler...

- Budget: Obama veut la fin des "*crises fabriquées de toutes pièces*" - AFP

Le droit à la santé, voilà l'ennemi !

- L'assurance maladie, le vilain petit virus qui mine la santé de notre économie - Atlantico.fr

Lui, il a les droits de ses maîtres !

- Mélenchon: "*à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*" - AFP

Parole d'internaute.

1- "*Les plus grands maîtres ne sont pas ceux qui imposent les chaînes à leurs esclaves, mais ceux qui persuadent leurs esclaves qu'avec les chaînes ils vivront plus heureux monsieur Mélenchon.*"

Tiens, un socialiste, non pas Mélenchon !

2- "*Pauvre Mélenchon, avant il était marrant, il faisait son numéro tout en ne disant pas forcément que des connereries, maintenant il devient stupide et carrément pas crédible. Le début de la fin sans doute ?*"

Encore un qui n'avait pas remarqué que le début coïncidait avec la fin...

3- "*Mélenchon ex-ministre socialiste, qui a appelé à voter Hollande veux nous faire croire qu'il faut le suivre pour contrer la politique néfaste du PS ?...oui , ce sera sans moi !*"

Lâcheur !

Bas les masques. Au PS tous les courants mènent à Rome.

- Marie-Noëlle Lienemann (PS) rend hommage au pape François - AFP

Risque zéro.

- «*EE-LV risque de devenir un parti d'élus qui ne défend plus ses idées*» - Liberation.fr

Auto-condamnation ou l'euthanasie d'un président.

- Mali : "*Personne ne sait encore qui a pu commettre ces assassinats*" - Francetv info

- Journalistes tués au Mali : Hollande déterminé «*contre le terrorisme*» - LeParisien.fr

- Mali: Hollande et Keïta déterminés à "*remporter*" le combat contre le terrorisme - AFP

Haut de page

Le 5 novembre 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer, j'ai commencé à rédiger un document à partir d'un article paru ces derniers jours dans le portail Slate.fr sur le gouvernement mondial et je voudrais bien le terminer rapidement.

Je mettrai en ligne quelques nouveux articles demain matin.

Qui a dit ?

- "*J'adore vraiment la technologie. Mais, si nous voulons améliorer la vie sur terre, il y a des priorités plus fondamentales à gérer, comme la survie et la nutrition des enfants*"

Réponse : Bill Gates au Financial Times. LePoint.fr 04.11

Quel généreux homme ! Bill Gates le sulfureux philanthrope est un des principaux actionnaires de l'empoisonneur public numéro 1 de la planète : Monsanto. Après avoir revendu 591 million d'actions de Microsolft en 2012, il a investi dans deux compagnies américaines dont les produits sont réputés contribuer à la santé de la population mondiale : Coca Cola et McDonalds ! Mieux ou pire encore.

- "*Qu'est-ce qui est le plus important, la connectivité ou un vaccin contre le paludisme ? Si vous pensez que la connectivité est l'élément-clé, c'est super. Mais moi, non.*" Bill Gates et sa femme ont déjà consacré 2 milliards de dollars à la lutte contre le paludisme en dix ans, à travers leur fondation. LePoint.fr 04.11

2 milliards de dollars, en voilà une somme, comme quoi nous sommes vraiment en présence de grands humanistes. La réalité est plus cynique. Bill Gates est un malin, il sort 2 milliards de dollars de sa poche droite pour les mettre dans se poche gauche et en tirer des dividendes en plus, le grand public l'ignore évidemment.

La fondation Bill & Melinda Gates a investi dans les trusts pharmaceutiques suivants : GlaxoSmithKline, Sanofi-Aventis, Pfizer, Johnson & Johnson, Merck. Pas à fonds perdus, plus cynique encore, les vaccins utilisés par la fondaton Gates étaient bidons !

Bill Gates & His Big Pharma Cronies Behind Fake Malaria Vaccines in Asia, India and Africa - http://people.tribe.net - 27 mai 2012. Extrait en anglais.

A new report released found that the majority pharmaceutical drugs used to combat malaria are bogus or of poor quality.

The Fogarty International Center at the US national Institutes of Health (NH) funded a study that found a shocking 20 to 42% of the malaria vaccines used in Southeast Asia and sub-Saharan Africa are of substandard quality or absolutely fake. (absolument factice)

By researching studies and publications, the report explains that, according to the Southeast Asian countries, 36% of the 1,437 samples (échantillons ou prélèvements) of malaria vaccines were counterfeit. (contrefaits)

Another 30% of samples could not test positive for the pharmaceutical compounds that would be in a malaria vaccine.

Those drugs given to Africa were discovered to be bogus as well, with 20% of more than 2,500 samples in 6 drug classes showing that they are not real. Thirty-five percent were under drug corporation standards.

When the majority of the vaccines administered by organizations like WHO, GAVI and BMGF are fake how is the disease being prevented? (Quand la majorité des vaccins administrés par les organisations telles WHO, GAVI and BMGF (fondaton

Gates) sont factices comment est-il possible de prévenir cette affection ?)

On n'a pas le temps d'aborder cette question ici, plusieurs études ont démontré que certains OMG et vaccins contre la malaria ou la polio contribuaient à la réduction de la fertilité des hommes et des femmes ou à les rendre stériles et faisaient partie d'un programme eugénique destiné à réduire la population, un portail en anglais aborde ces questions en fournissant ses sources : http://www.global-sisterhood-network.org/content/view/2820/59/

Si, si, travailleurs et militants ont besoin de vomir le capitalisme jusqu'à ce qu'ils n'aient plus envie de vivre une minute de plus sous ce régime barbare, on fait en sorte qu'ils décident de rompre une fois pour toute leurs relations avec les institutions qui l'incarnent, les partis qui le soutiennent ou s'en accommodent, les appareils vendus des syndicats qui collaborent avec ses représentants, les ONG et autres associations qui en vivent. Il faut briser tous ces liens, définitivement, par tous les moyens. C'est notre devoir de nous y employer.

Qui a dit ?

Voilà une profession rémunérée grassement : enfonceur de portes ouvertes.

- «*La faible croissance va conduire à des troubles sociaux, puis à des menaces contre la démocratie*».

Réponse : Dominique Strauss-Kahn, l'ex-patron du FMI, qui a délivré cet oracle lors d'une conférence organisée par le club de réflexion bruxellois Bruegel et un think tank américain, le Peterson Institute for International Economics, tenue jeudi à Séoul, en Corée du Sud. wikistrike.com 02.11

Serons-nous capables de capitaliser ces «*troubles sociaux*» pour construire le parti et proposer aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme ? Franchement on est très mal barré pour y arriver, mais il ne faut pas deséspérer

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment, vous n'aimez pas les gauchistes ?

Une militante de l'Unef avoue avoir menti sur son agression - Liberation.fr

L'une des deux militantes du syndicat étudiant Unef qui avaient dénoncé le mois dernier une agression à Paris a reconnu avoir menti pour donner plus d'ampleur à la première affaire, bien réelle. Cette étudiante à l'université de Nanterre avait porté plainte, expliquant avoir été bousculée le 21 octobre dans le quartier de Bastille, insultée et menacée : «*On va te violer, sale Arabe. On sait où t'habites, sale gauchiste*», lui avait prétendument lancé son agresseur.

Convoquée par la police judiciaire, la seconde plaignante a fini par avouer qu'elle a «*inventé cette histoire*» pour apporter du crédit à la précédente victime. C'est raté. Elle doit répondre prochainement devant la justice de «*dénonciation de délit imaginaire*». Liberation.fr - 04.11

Pas létal... qui assassine seulement, légalement s'il vous plaît.

Taser : un nouveau décès réveille les inquiétudes - Liberation.fr

A la Ferté-Saint-Aubin (Loiret), un Réunionnais de 21 ans est mort dimanche après avoir reçu un coup de Taser, pistolet à impulsions électriques, tiré par un gendarme qui tentait de le séparer de son cousin lors d'une bagarre. Une enquête en recherche des causes de la mort a été ouverte par le procureur d'Orléans, Franck Rastoul, afin «*d'établir s'il y a un lien de causalité directe entre l'usage du Taser et le décès. Pour l'instant, rien n'est avéré, ni écarté*»

Le Taser est présenté comme une arme non létale. Mais son emploi a précédé à plusieurs reprises, en France, la mort de personnes ayant subi des décharges électriques, sans que la cause du décès soit imputée au Taser, mais à une maladie préexistante.

Le Défenseur des droits veut encadrer davantage l'emploi du Taser et souligne que son usage a nettement augmenté en 2012 tant par la police (+26%) que par la gendarmerie (+30%).

Le procureur souligne une constante : «*Ce n'est ni judiciairement ni médicalement prouvé, mais des gens en mauvaise santé meurent après l'utilisation d'un Taser.*» Liberation.fr 04.11

Extraordinaire: tu es vivant, tu reçois une décharge de Taser et tu es mort et ce procureur ose écrire "*rien n'est avéré, ni écarté*". Il doit être d'extrême droite, mais bon, il peut tout aussi bien être proche de l'UMP ou du PS.

Si tu meurs après avoir reçu une décharge de Taser, ce n'est tout de même pas de la faute du criminel qui a été autorisé à utilisercette arme, c'est de ta faute pauvre pomme, parce que tu étais fragile ou en mauvaise santé et ce n'était pas écrit sur ton front, la prochaine fois tu y penseras...

Cela ne les gênent-ils pas d'en faire partie, des meubles ?

89% des Français ne veulent plus que les animaux soient considérés comme des meubles - 20minutes.fr

A la question «*seriez-vous favorable ou opposé à une modification du Code civil pour reconnaître aux animaux la nature d'êtres vivants et sensibles?*», 89% se déclarent favorables et 11% opposés.

Fin octobre, une vingtaine d'intellectuels, philosophes, écrivains, historiens et scientifiques français se sont également prononcé pour un changement juridique du statut des animaux. Les philosophes Michel Onfray et Luc Ferry, l'écrivain Erik Orsenna, de l'Académie française, l'astrophysicien Hubert Reeves, président de Humanité et Biodiversité, et Matthieu Ricard, moine bouddhiste et docteur en génétique cellulaire, comptent parmi les signataires. 20minutes.fr

Ces intellectuels dégénérés ne méritent même pas leurs statuts, des animaux. Certains sont des manipulateurs professionnels, Onfray par exemple, d'autres sont instrumentalisés, Reeves par exemple.

Le propre de l'intellectuel qui a un statut - c'est hélas un des privilèges des bras coupés, consiste à être incapable de le dépasser, sinon il risquerait de le voir remis en cause, et comme il n'existe rien de plus important au monde pour lui, il n'y tient pas vraiment. Sa bonne conscience s'arrête là ou se situe la limite de son statut somme toute peu enviable au regard de ce qu'il en fait, sauf pour lui évidemment, statut et intérêt individuel ou matériel ne faisant qu'un vous l'aurez bien compris. Ceux qui parviennent à le dépasser ne figureront jamais dans aucun média aux ordres et demeureront d'illustres inconnus. Ne les cherchez pas non plus dans les partis ouvriers de nos jours, vous risqueriez de chercher pendant longtemps, là aussi vous avez le choix entre les tartufes et les courtisans, les faussaires ou les lâches, pour ne pas être accusé de parti pris, ajoutons toutefois que l'exception confirme la règle.

Qui a dit qu'il n'y avait pas d'inflation ? La preuve du contraire.

- Il faut désormais gagner plus de 4500 euros/m net pour espérer devenir propriétaire (Hausse de 20% en 8 ans) - wikistrike.com

Le marché de l'immobilier connaît depuis 2011 une relative accalmie sur le front des prix, après des années de fortes hausses. Mais acheter une maison ou un appartement reste inaccessible à un nombre croissant de foyers français, comme le montre l'enquête annuelle d'Empruntis.com qu'Europe 1 s'est procuré en exclusivité. En cause : des prix toujours aussi élevés et des banques qui demandent des revenus et un apport de plus en plus conséquents.

Combien faut-il gagner pour acheter ? Le revenu moyen d'un ménage qui achète un appartement ou une maison s'élève en 2013 à 4.569 euros. Il y a huit ans, des revenus mensuels de 3.600 euros suffisaient.

Quel est désormais l'apport moyen ? Comme les revenus, le niveau de l'apport a connu une forte inflation pour atteindre 51.978 euros. "*L'augmentation de ce chiffre, d'année en année montre bien que les nouveaux acquéreurs sont de plus en plus aisés et que l'acquéreur moyen n'est pas, ou presque plus, Monsieur ou Madame tout le monde. Et les chiffres dont nous disposons sur les revenus nets moyens ne font que confirmer cette triste réalité*", détaille Maël Bernier, porte-parole d'Empruntis.

Quel est le montant moyen de l'emprunt ? "*Le montant moyen emprunté a littéralement explosé dans le courant de l'année 2013. En effet, il atteint aujourd'hui 168.409 euros sur la France entière contre 159.768 euros en 2012, dépassant ainsi le précédent record de 166.239 euros en 2010*", résume Empruntis.

A Paris, c'est pire. "*Paris n'est pas la France mais une fois encore la lecture des chiffres parisiens donnent le tournis…*", prévient Empruntis dans son chapitre consacré à la capitale. Et les chiffres avancés sont en effet éloquents : "*si on considère le montant moyen du bien immobilier à Paris (160.658 euros d'apport + 302.664 euros d'emprunt), on arrive à un bien moyen d'une valeur de 463.322 euros, soit 56m² intramuros*".

"*Or, pour financer un tel projet à un taux de 3,40% sur 20 ans hors assurance, il faudra rembourser 1.740 euros si vous disposez de l'apport, soit des revenus nets nécessaires de 5.220 euros (pour répondre au critère de 33% d'endettement) et si vous ne disposez pas de l'apport, une mensualité de 2.663 euros, soit des revenus nets de 7.989 euros*". wikistrike.com 04.11 source :

europe1.fr

Gargantuesque. Quand la BCE régale le lobby de la Table Ronde des industriels Européens (ERT - European Round Table)

- Les coûts de construction du nouveau siège de la BCE explosent : de 500 millions d'euros à 1,15 milliard d'euros - wikistrike.com

Le 19 mai 2010, Jean-Claude Trichet, qui présidait alors la Banque Centrale Européenne (BCE), avait organisé une cérémonie à Francfort pour célébrer la pose de la première pierre de l'immeuble de 45 étages qui allait devenir le futur siège de la BCE. « *Nous devons nous assurer que les coûts de construction ne dépassent pas le budget estimé* », avait-il alors déclaré.

Mais Der Spiegel rapporte que 3 ans ½ plus tard, les coûts de ce projet ont explosé, passant d'une estimation de 500 millions euros à 1,15 milliard, voire même jusqu'à 1,3 milliard d'euros. En outre, l'immeuble, qui devait être achevé en 2011, ne pourra pas être prêt avant la fin de 2014.

L'année dernière, lors de la cérémonie d'inauguration, Jörg Asmussen, un des membres du comité exécutif de la banque, a mis en cause les augmentations de prix des matériaux et de la construction pour expliquer l'emballement des coûts.

« *En réalité, les délais et les dépassements de coûts pour l'ambitieux immeuble du siège social résultent du fait que le précédent président de la BCE Trichet et son équipe avaient fixé des budgets bien trop faibles, et de ce fait, irréalistes, et de leur décision de superviser le projet eux-mêmes, plutôt que d'embaucher un prestataire* », explique Der Spiegel. Un audit de la Cour des comptes européennes aurait évoqué l'existence de problèmes de contrôle de coûts et la faible transparence des attributions de contrats.

Le site indique également que les dirigeants de la banque n'ont pas souffert d'une trop grande modestie à l'égard de ce projet. L'architecte viennois Wolf Prix a conçu deux tours de verre et d'acier subissant une torsion, et reliées par des jardins suspendus. Dans le contexte de crise de la dette et de restrictions imposées aux contribuables, les exigences esthétiques et les caractéristiques de la tour semblent tout à fait inappropriées, estime Der Spiegel. Le siège de la BCE sera 30 mètres plus élevé, mais aussi deux fois plus coûteux, que celui de la Deutsche Bank, la plus grande banque allemande.

L'immeuble hébergera près de 2.000 employés. Chaque espace de travail aura coûté environ 600.000 euros, soit l'équivalent d'une maison familiale très confortable, alors qu'en matière d'immobilier professionnel, à partir de 30.000 euros par bureau, on parle de haut de gamme. wikistrike.com 03.11 - source : express.be

Trichet qui avait son rond de serviette à la table du groupe Bilderberg a décidément bien été inspiré, normal en famille, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Il l'aura bien mérité...

- Netanyahou : "*Israël déroulera le tapis rouge à Hollande*" - LePoint.fr

... n'est-ce pas ?

- Mali: Vallaud-Belkacem annonce un renforcement de la présence militaire française - L'Express.fr -

Savait pas !

- Écotaxe : la polémique enfle autour du contrat Ecomouv' - LeFigaro.fr

- Ecotaxe: le contrat de collecte avec Ecomouv' est-il un "*scandale d'Etat*"? - L'Express.fr

- Ecotaxe: Assouline demande de "*faire toute la lumière*" sur Ecomouv' - AFP

Liberté d'expression baillonnée.

- Un homme condamné à trois mois de prison pour avoir glorifié Mohamed Merah - Francetv info

C'était sûrement une grosse connerie ou une provocation minable, mais à ce rythme-là demain vous citerez Lénine et on vous accusera de faire l'apologie du communisme qui a fait selon eux 100 millions de morts, on vous accusera de complicité de crimes de guerre, oui, plus d'un demi-siècle après, et alors, n'ont-ils pas tous les droits, la preuve.

Criminalité de haut vol.

Délit d'initié: un fonds spéculatifs star de Wall Street paye le prix fort - AFP

L'un des fonds spéculatifs les plus en vue de Wall Street, SAC Capital, va verser un record de 1,8 milliard de dollars et abandonner tout un pan d'activité pour s'extirper d'une vaste enquête pour délit d'initié. AFP 04.11

Le patron de la Deutsche Bank visé par une enquête - Liberation.fr

J&J conclut un accord à l'amiable de 2,2 milliards de dollars - Reuters

Johnson & Johnson va verser 2,2 milliards de dollars (1,6 milliard d'euros) pour mettre un terme à une procédure judiciaire de près de 10 ans dans laquelle le groupe pharmaceutique américain était soupçonné à la fois de versements de pots-de-vin et de commercialisation illicite de médicaments. Reuters 04.11

Intox.

- Selon Kenneth Rogoff, le FMI "*a raison*" de vouloir taxer les riches - L'Expansion.com

Ben voyons, il y a de moins en moins de naïfs pour gober ces sornettes.

- L'espionnage américain de données d'internautes est «*scandaleux*» selon le patron de Google - 20minutes.fr

Surtout quand Google lui en fournit grâcieusement l'accès, chut!

Haut de page

Le 6 novembre 2013

CAUSERIE

J'ai encore fini très tard cette causerie et je n'ai eu le temps de rien faire d'autres.

Franchement, comment pourrions-nous rompre avec le capitalisme sans entraîner la ruine du pays, hein ?

- L'Etat est lié par un partenariat public-privé (PPP) signé en 2011 par l'ancien gouvernement Fillon, qu'il ne peut abandonner sous peine de devoir verser un milliard d'euros à Ecomouv', chargée de collecter la taxe. AFP 05.11

Dialogue fictif.

Ah ben ouais, ma pauvre Georgette, imaginez un peu, l'Etat ne peut même pas envisager de perdre un tout petit milliard d'euros sans être déclaré en faillite, c'est pour vous dire à quel point le pays s'est foutu dans de sales draps en se plaçant sous la coupe des banquiers et des multinationales !

Ah ben, que voulez-vous, il faut faire avec maintenant, on n'a plus le choix !

Avec quoi, dites-moi ?

Parbleu, mais avec ces prédateurs, ils nous tiennent par les couilles dorénavant, si je peux me permettre d'être vulgaire !

Faites donc, soulagez-vous ! Et si nous inversions les rôles, vous ne croyez pas que ce serait moins douloureux, pour nous j'entends ?

Ah vous alors, vous en avez de bonnes, vous voulez dire par là que ce serait les nantis qui casqueraient à la place de l'Etat, de nous en sommes ?

Parfaitement.

Mais qui va leur imposer de s'asseoir sur un milliard d'euros ? Entre nous, j'ai l'impression que vous extrapoler.

Non, pas du tout, je suis très sérieux, d'après vous qui en aurait la capacité ou la volonté ?

Vous rêvez éveillé jeune homme ou vous vivez dans un autre monde, d'abord qui prendrait cette décision ? Certainement pas le gouvernement actuel puisqu'il est favorable à cette taxe, pas l'UMP puisque c'est lui qui l'avait mise en chantier, après il n'y a plus personne. Vous voyez, votre question était stupide et mène nulle part.

Les mêmes banquiers et multinationales du CAC40 ont réalisé quelque 80 milliards de profits en 2012 et sur ces 80 milliards les actionnaires en ont empoché 39 en dormant, vous ne pensez pas que si on leur soustrayait de cette somme un tout petit milliard d'euros ils n'en seraient pas plus malheureux, ils ne se retrouveraient pas sur la paille ou ne s'en rendraient même pas compte pour un peu tant ils sont riches.

Ecoutez, vous commencez à m'agacer avec vos histoires à dormir debout, je suis parfaitement d'accord avec vous que ces parasites n'en crèveraient pas d'être soulagés d'une somme insignifiante pour eux, d'ailleurs entre nous, on s'en fout s'ils en crevaient ou non, mais merde à la fin, la question n'est pas là, vous ne m'avez toujours pas dit qui leur piquerait ce fric et comment il s'y prendrait, tout le reste c'est du pipeau, vous ne seriez pas par hasard comme ces journalistes qui nous mènent en bateau, ne le prenez pas mal, vous m'êtes plutôt sympathique, et puis vous prenez le temps de m'écouter.

C'est un fait qu'il faut faire preuve de patience...

Ah ben vous ne manquez pas de culot, vous !

Il en faut madame en plus de la patience pour se faire comprendre. Je vous demanderais donc d'en faire autant si vous le voulez bien.

Au point où nous en sommes vous savez...

Parfait, alors écoutez-moi attentivement s'il vous plaît.

Je ne fais que cela...

Bien. Vous avez parfaitement raison, la question n'est pas de savoir si le PS ou l'UMP serait disposé ou non à affronter le courroux des banquiers et autres actionnaires de multinationales, puisque l'on sait pertinemment qu'ils en sont incapables ou plutôt qu'ils n'en ont jamais eu l'intention, il n'y a rien à attendre de ce côté là.

Vous admettrez que comme vous et moi la majorité de la population serait d'accord pour ne pas les rembourser ou casquer à leur place, donc la démocratie est de notre côté. Sauf que voilà, il n'existe dans ce pays aucune force politique rassemblant la majorité des travailleurs, aucun parti ouvrier suffisamment puissant et défendant nos intérêts qui serait en mesure d'affronter ces prédateurs de la finance, en admettant qu'il existerait deux cas de figure se présenteraient à lui en fonction de la situation à laquelle il serait confronté, dans l'opposition ou au pouvoir.

S'il détenait le pouvoir, il serait soutenu par la majorité de la population et abolirait l'écotaxe sans rien verser aux banquiers, dans l'hypotèse où les banquiers n'auraient pas encore été expropriés, en cas de réaction de leur part, cela ne ferait que précipiter leur expropriation et l'affaire serait réglée.

Si maintenant il se situait dans l'opposition, il devrait mener campagne sur ce thème sans rien exiger du régime en place puisqu'il combat pour le renverser, en expliquant aux travailleurs qu'il serait possible de traiter cette question favorablement à leurs intérêts, ne rien verser aux banquiers, dès lors que la situation serait totalement différente s'il était au pouvoir. Encore faudrait-il que les travailleurs l'aient porté au pouvoir, pas par les urnes puisque jamais un tel parti ne parviendra au pouvoir par cette voie, mais au cours de leur mobilisation révolutionnaire. Mais pour en arriver à la situation qui verrait les travailleurs porter au pouvoir un tel parti, faudrait-il encore qu'au préalable ils l'aient construit ou disons, qu'il soit suffisamment connu par l'ensemble des travailleurs pour que le moment venu des centaines de milliers le rejoignent, de telle sorte qu'à l'étape suivante il soit en mesure de prendre le pouvoir et du coup d'abolir cette taxe et toutes les lois antisociales, anti-ouvrières, réactionnaires, liberticides adoptées par tous les gouvernements précédents.

J'ai répondu à votre question, qui refuserait de verser un milliard d'euros aux banquiers et actionnaires des multinationales et

comment il faudrait procéder, en admettant que dans les conditions actuelles il soit impossible d'empêcher le gouvernement, soit de mettre en oeuvre cette mesure, soit de rembouser ces parasites.

Il faut être parfaitement lucide ma chère madame et ne pas se raconter d'histoires, on doit regarder la réalité en face. On est placé dans l'obligation de s'en tenir à un rôle d'opposition suivant le schéma que je vous ai exposé, c'est la situation telle qu'elle est qui nous impose cette stratégie pour atteindre notre objectif, car on ne lâche rien, absolument rien, vous ne trouverez pas trace de collusion avec le régime dans notre position, pas trace de capitulation contrairement aux autres partis. Et ce serait un tort de croire qu'on pédalerait dans le vide ou que le produit de notre bataille serait nul, pas du tout, au contraire, si nous nous en tenons strictement à notre stratégie et que nous parvenons à convaincre des travailleurs de nous rejoindre, de construire le parti qui nous fait tant défaut pour envisager sérieusement de nous attaquer aux banquiers et aux actionnaires des multinationales une fois que les travailleurs l'aurait porté au pouvoir.

Eh bien, dites-moi jeune homme, vous ne manquez pas de souffle ! Vous au moins vous savez ce que vous voulez et comment y aller. Je dois avouer que votre démonstration est convainquante. J'aurais une dernière question à vous poser qui risque cependant de foutre par terre votre bel optimisme.

Je vous écoute.

C'est bien beau tout cela, mais ce parti, il n'existe pas, je n'en ai jamais vu la queue d'un sauf erreur de ma part, après tout j'ai pu passer à côté sans le remarquer. Il faut dire aussi que c'est bien la première fois de ma vie qu'un militant me tient ce genre de discours, d'habitude ils partent dans des histoires auxquelles je ne comprends rien, on dirait des machines, ils n'écoutent même pas ce qu'on leur dit, ils sont juste là pour vendre leur salade et ensuite on ne les revoit plus, avec vous c'est différent, c'est d'ailleurs ce qui m'a donné envie de vous écouter jusqu'au bout sinon je me serais endormi avant la fin, alors dites-moi, vous avez éveillé ma curiosité et je vous en remercie, soyez franc avec moi, ne craignez pas de me décevoir, vous m'avez déjà apporté quelque chose et rien que pour cela je vous en suis reconnaissante, ce parti, il existe ou il n'existe pas ?

Selon moi il n'existe pas malheureusement, certains prétendent que oui, beaucoup plus nombreux sont ceux qui prétendent le contraire, ce qui me pousse à penser que je suis dans le vrai, mais du fait que nous soyons si nombreux à comprendre la nécessité de le construire et à prétendre qu'il n'existe pas, je garde espoir que nous parviendrons à nous rassembler pour le construire.

Je vous remercie pour votre franchise qui est rafraîchissante par ces temps où l'hypcrosie et le mensonge empestent littéralement l'atmosphère. On en restera là si vous le voulez bien car j'ai du repassage à faire. Pour se quitter bons amis, disons que le jour où votre parti existera, faites-moi signe, je me ferai un plaisir de vous rejoindre, en attendant laissez-moi un exemplaire de votre journal et rendez-moi visite régulièrement...

En guise de complément sur l'écotaxe. Le bal des hypocrites

Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'Etat et élue bretonne, a regretté "*la part trop belle*" revenant à Ecomouv', tout en appelant à lever les "a priori". Au ministère des Transports, où l'on dénonçait lundi un profit "*énorme*" de la part d'Ecomouv', on reconnaît toutefois désormais que le coût de la collecte n'est "*pas si élevé, car il y a un investissement important nécessaire pour l'infrastructure*" (portiques et bornes) et que la société "*n'est pas du tout intéressée en fonction du niveau de la taxe*".

Pour autant, les sénateurs socialistes vont demander la création d'une commission d'enquête parlementaire sur Ecomouv', a annoncé leur chef de file, François Rebsamen. Le patron des députés PS, Bruno Le Roux, a rappelé de son côté qu'une enquête préliminaire ouverte au parquet de Nanterre visait toujours la société.

"*Il y a aujourd'hui nécessité à aller plus loin dans l'enquête. (...) Il semblerait qu'il y ait eu un certain nombre de liens entre la société qui a conseillé, qui a préparé le marché, celle qui l'a obtenu, des appels d'offres sur lesquels les uns se sont mis en avant, ensuite se sont retirés*", a-t-il estimé sur Europe 1.

En 2011, la justice administrative avait dans un premier temps invalidé le choix d'Ecomouv', car le cabinet suisse Rapp Trans AG, qui conseillait le gouvernement Fillon sur le dossier de l'écotaxe, travaillait également avec Autostrade. Une décision ensuite été cassée par le Conseil d'Etat.

Le ministre italien des Transports Maurizio Lupi a apporté son grain de sel en se disant "*étonné*" des propos de M. Moscovici et en prenant la défense d'Autostrade.

A l'approche des municipales, l'écotaxe fait aussi figure de patate chaude à droite, sur fond de rivalités au sein de l'UMP.
Au lendemain des critiques de Xavier Bertrand et Rachida Dati, le président du parti Jean-François Copé l'a à son tour torpillée. "*Ce qui est surtout critiquable, c'est le montage. De tels coûts de gestion sont aberrants*", a déclaré le président de l'UMP sur I>Télé, tout se disant "*solidaire*" de l'ancien gouvernement.

Ancienne ministre de l'Ecologie du gouvernement Fillon, et candidate UMP à la mairie de Paris, Nathalie Kosciusko-Morizet a maintenu que le contrat avec Ecomouv' avait été passé "*dans les règles*", et défendu le principe de principe de l'écotaxe, qu'elle estime "*juste*".

L'ancien ministre des Transports Thierry Mariani s'est quant à lui offusqué des déchirements au sein de son camp. "*Depuis 48 heures, c'est le festival des faux culs et le bal des lâches*", a-t-il lancé sur Twitter. AFP 05.11

Réaction du travailleur et électeur lambda, pour faire bref il est déjà plus de minuit : ils se foutent vraiment de notre gueule tous autant qu'ils sont, et ils croient encore qu'on va aller voter pour eux, ils peuvent toujours attendre...

Votre oeuvre messieurs Hollande et Fabius.

- Depuis 1535, la France s'engage à protéger les chrétiens d'Orient - L'Express.fr

Non, sans blague ! Peu importe dans l'article qui suit qu'ils s'agissent de chrétiens, ce que l'on retiendra c'est la cruauté extrême mise en oeuvre, l'assassinat gratuit d'innocentes victimes sans défense et inoffensives.

- Syrie. Dans la localité chrétienne de Sadad, qui avait fait l'objet le mois écoulé d'une incursion meurtrière de la part des miliciens de l'ASL, un nouveau charnier a été découvert dimanche.

Il comprend six membres de la même famille, dont un couple de 85 et 75 ans, la sœur de l'épouse de 90 ans, ainsi que leur petite-fille de 18 ans, leur petit-fils de 16 ans et la mère de ces deux derniers de 45 ans.

Ils ont été retrouvés dans un puits d'eau, tous tués de la même façon, d'une balle dans la tête. french.irib.ir 05.11

Assassiner d'une balle dans la tête des civils innocents de 75, 85, 90 ans...

Que méritent ces ordures, sinon qu'ils soient liquidés sur le champ.

Qui a dit ?

- « *Je trouve que y a rien de plus beau que les mocassins et les bottes cavalières* » et l'écho sorti des chiottes de chez Berluti de répondre « *Ce qui compte, c'est la finesse du pied* ».

Réponse : La Talonnette et Cendrillon.

« *Sarkozy intime* », le documentaire ennuyeux qui ravive la nostalgie de ses partisans - Rue89 05.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Sarkozy cultivé et Bruni chanteuse ?*

Voilà deux bons gros oxymores dans cette hagiographie digne des reportages de la TV Roumaine à l'époque du Génie des Carpates !

Vous avez raison, mais attention, ils sont certes médiocres, mais leur niveau correspond en moyenne à celui de la population française. Et méfiez-vous comme de la peste des gens dits cultivés, demandez-vous plutôt à quoi cela leur sert-il, quel usage ils en font.

Vous constaterez en général qu'ils ont un esprit aussi étroit ou limité que la moyenne, qu'ils sont bornés, pire, qu'ils sont inaptes à penser dans tous les domaines qui leur sont étrangers. Quant à les tromper, il n'y a rien de plus facile, il suffit de flatter leurs qualités ou talents ou de les entraîner sur leur terrain de prédilection pour qu'ils se lâchent. Ne cherchez pas à comprendre leur charabia, il ne sert qu'à justifier leur statut, c'est sans intérêt et il n'y a rien à comprendre. Notez seulement leurs contradictions, ensuite si vous en êtes capable ou si cela vous amuse, vous tirerez un parallèle avec celles que vous aurez discernées dans leur comportement quotidien, le but de la première manoeuvre consistant à les mettre en confiance, pour qu'ils vous confient ensuite ce qu'ils pensent vraiment de la société, des hommes, etc. une fois parvenu à cette étape, mettez-leur sous le pif et attendez leur réaction, parfois violente, succès garanti !

Parlez-leur ou faites-les parler sur un ton anodin de tout et de rien, de questions de société, de musique, etc. vous serez surpris de constater à quel point ils sont ignorants et ils sont incapables de s'élever à un niveau de conscience supérieure, rares sont ceux

qui sont capable de discerner ou d'apprécier à sa juste valeur l'idéal que renferme chaque chose, nombreux sont ceux qui fréquentent les musées comme d'autres se rendent au supermarché. Sarkozy appartient assurément à la seconde catégorie.

Voyez-vous, la différence qui existe entre ces deux catégories, c'est que la première a appris à tirer des enseignements de ses expériences, la seconde en a tiré profit uniquement, la première est noble et digne d'intérêt, la seconde est veule et insignifiante, médiocre.

La dictature en marche. On appelle cela un meurtre.

Il picole et il se défonce, il est vivant. Il reçoit un tir de Taser, il est mort. Ne cherchez pas un rapport de cause à effet entre le tir de Taser et la mort, il n'y en a pas, dixit le procureur d'Orléans. Demain un cardiaque reçoit un tir de Taser et il meurt, le fautif : son coeur qui a lâché et non le tir de Taser. Lisez, c'est édifiant.

- Le jeune homme décédé après un tir de Taser se serait étouffé - Reuters

- Le jeune homme de 21 ans décédé dimanche après avoir été atteint par une décharge électrique d'un pistolet Taser utilisé par un gendarme serait mort "*d'un étouffement*" suite à une "*régurgitation*", a annoncé mardi le parquet d'Orléans (Loiret).

La corrélation avec le tir électrique n'a pas été établie par l'autopsie qui a eu lieu à l'institut médico-légal de Tours (Indre-et-Loire).

"*La victime est décédée d'un étouffement, d'une régurgitation d'aliments qu'on a retrouvés dans sa trachée et dans ses poumons, le tout avec un phénomène d'alcoolisation massif et également sous l'emprise de produits stupéfiants*", a dit à la presse Franck Rastoul, procureur d'Orléans.

L'enquête devra définir si l'arme était dans un état d'usage normal et s'il y a une corrélation entre le tir et le décès survenu, selon l'enquête, deux heures après le tir.

"*Il semblerait au vu d'un certain nombre d'auditions que la victime ne se soit pas effondrée immédiatement après le tir, ce qui pourrait laisser penser que le tir n'a pas été entièrement opérationnel*", a ajouté le procureur de la République.

"*On est loin d'avoir fini mais on avance pas à pas. Le parquet veut aller au bout des investigations. On doit à la famille ces explications*", a conclu Franck Rastoul.

Pour l'heure, aucun élément n'a été retenu contre le gendarme, membre du Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (PSIGN) et utilisateur régulier du Taser durant les entraînements. Reuters 05.11

Si on lui mettait une balle, on ne pourrait pas nous accuser d'assassinat, ce serait juste son corps qui n'aurait pas tenu le coup, on serait innocent, non ? C'est quoi une justice d'exception ? On a la réponse ici.

L'art de la manipulation. N'est pas ignoble qui veut. Le mode d'emploi de Libération

- Ignominies - Liberation.fr

Il est des paroles et des actes que l'on ne peut se permettre d'ignorer. Des dérapages que l'on se doit de condamner pour préserver une certaine idée du monde dans lequel on vit.

Voir il y a quelques jours une petite fille accueillir la garde des Sceaux aux cris de «*la guenon, mange ta banane*» n'est pas quelque chose d'anodin. Plutôt une alerte sur l'état de la société et sur ses dérives.

Les médias aussi doivent se poser la question de leur rôle face à cette radicalisation de la parole. Pour surtout ne pas la banaliser. Liberation.fr 05.11

Vous vous souvenez peut-être de l'histoire que je vous ai raconté récemment à propos de ma petite nièce Lombika qui toute petite poussait des hurlements chaque fois qu'elle me voyait et que j'approchais d'elle, elle n'avait jamais vu un singe blanc de sa vie, elle vivait exclusivement entourée de singes noirs, elle était terrorisée la pauvre gamine. Alors il se peut que cette fillette qui a traité de guenon la garde des Sots vivait dans un quartier chic, et habitué à ne côtoyer que des singes blancs et propres sur eux, n'ayant jamais vu de près à quoi ressemblait un singe noir, elle se livra à une analogie pertinente avec son cousin qui lui aussi mangeait des bananes. Ici, blancs et noirs, on mange tous des bananes !

Pas de quoi en faire un plat, sauf pour des journalistes à l'esprit tordu, pernicieux, qui en ont profité pour déclencher une

polémique, histoire d'alimenter le racisme pour ensuite le dénoncer, la pompe étant amorcée, les uns et les autres s'accuseraient réciproquement d'en être les responsables rendant la situation encore plus nauséabonde, l'objectif serait atteint. Vous connaissez la suite sur le plan politique.

L'art de la manipulation ne s'arrête pas aux médias. Elle consiste dans le cas présent à dénoncer chez les autres ce qu'on pourrait nous reprocher ici ou par ailleurs, à attirer l'attention de son interlocuteur ou lecteur de préférence vers une cible ou un bouc émissaire qu'on va lui désigner et sur lequel il va pouvoir déverser sa hargne ou sa haine ou tout simplement concentrer sa critique.

Le but de l'opération est de s'en servir comme moyen de pression contre une cible qu'on a décidé d'affaiblir, de mettre dans l'embarras, de façon à ce qu'elle soit obligée de réagir et d'adopter un certain comportement ou un changement d'attitude, de manière à atteindre l'objectif qu'on s'était fixé et dont évidemment notre auditoire n'avait aucune idée. Les précautions dont on s'entoure servent à épargner notre responsabilité et à demeurer hors de cause ou à apparaître aussi neutre que possible tout au long de l'affaire qu'on se propose d'instruire ou du thème qu'on entend traiter, de façon désintéressée ou en toute indépendance, cela va de soi, seule la démocratie ou la vérité guidant notre démarche...

Pour que la manoeuvre réussisse ou ait une chance d'aboutir, il est indispensable en présence d'un public à l'esprit critique, méfiant ou porté à la susceptibilité, de le mettre à l'aise ou en confiance, cette phase de préparation psychologique est indispensable, donc par différents procédés sournois et malhonnêtes on va faire en sorte qu'il soit inconsciemment porté à nous accorder le bénéfice du doute ou un minimum de crédibité, condition qui nous permettra à la fois d'atteindre notre objectif et de pouvoir perpétuer notre oeuvre de sape de la démocratie ou de la vérité qui ne s'arrêtera pas là, puisque chaque événement ou expérience s'imposant à nous, créé ou provoqué, n'est qu'un moment ou une étape vers un objectif que l'on vise à long terme et qui nous anime en permanence, là en l'occurrence oeuvrer à la survie du capitalisme et du régime, des institutions à défaut de pouvoir s'en passer dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial.

Quand on lit "*Il est des paroles et des actes que l'on ne peut se permettre d'ignorer*" venant d'un média pourri comme Libération, on a l'impression d'entendre le procureur général d'un tribunal militaire d'exception prononcer une terrible menace sur la liberté d'expression ou la liberté tout court, pour autant qu'elle existe dans leur société, et dont l'espace qui lui est réservé se réduit de plus en plus au fil du temps depuis quelques décennies, un peu comme si la civilisation humaine était vouée à céder et finir ses jours sous une dictature.

Commentaire d'internaute

1- Quant aux dérapages, 'Libération' est mal placé pour donner des leçons: ce journal se croit habilité à injurier tout ceux qui ne sont pas de son opinion, c'est-à-dire l'opinion du propriétaire du journal: après tout le titre est 'Libération', pas 'Indépendance'.

2- Comment certains adultes se permettent-ils de manipuler ainsi un enfant ? Bonne question qu'on ne se pose pas pour mettre les lycéens dans la rue, par exemple. Pour la manipulation, Libé est orfèvre.

- «*Notre mouvement ne se limite pas à Khatchik et Léonarda*» - Liberation.fr

Mais cela ne prend pas à tous les coups

- La mobilisation des lycéens prend l'eau - Liberation.fr

3- Les média relayent complaisamment les débilités et propos caricaturaux d'individus qui ne représentent souvent qu'eux-mêmes, pour faire du bruit, vendre et justifier leur propos partisans.

Un autre exemple.

- Attaques racistes: pour Taubira, la "*cohésion sociale*" en danger - AFP

De quelle "*cohésion sociale*" parle-t-elle quand les inégalités sociales s'accroissent dans le pays depuis 4 décennies ?

Il ne s'agirait pas plutôt du consensus UMP-PS indispensable à la stabilité du régime en place malmené ces derniers temps et menacé de voler en éclats sous la pression de la crise du capitalisme qui prend de plus en plus la forme d'une crise sociale d'une ampleur exceptionnelle et politique, sans qu'ils puissent l'endiguer après avoir accepté de se placer sous la tutelle de l'oligarchie financière et sa représentation politique : l'UE ?

Les symboles de la dégénérescence syndicale.

- "*La décision de fermer Poullaouen est actée, ils ne vont pas faire machine arrière*", avait estimé Patrick-Guy Leveille, délégué CGT à Landivisiau, autre site de Marine Harvest, où la direction prévoit d'investir 8 millions d'euros au cours des deux années à venir. AFP

Il s'en contrefout, il bosse dans l'unité où la direction prévoit d'investir 8 millions d'euros et non dans celle où il va y avoir près de 400 ouvriers sur le carreau en comptant les intérimaires.

Idem chez Tilly-Sabco

"*On a décidé de ne pas reprendre le travail cet après-midi et de mener une action symbolique*", a indiqué à la presse Corinne Nicole, déléguée CGT de l'entreprise, au terme d'une assemblée générale du personnel, ajoutant que les salariés "*attendaient une réponse de Bruxelles quant à la date d'un rendez-vous*". Le Nouvel Observateur 05.11

300 licenciements secs = "*une action symbolique*" + "*une réponse de Bruxelles*" = capitulation en rase campagne !

Expropriation, nationalisation des deux entreprises, la seule solution.

ACTUALITE EN TITRES

Le chiffre que les gauchistes n'oseront pas publié.

- Sans papiers : 10 000 régularisations de plus en 2013 - LePoint.fr

Il s'agit d'une "*hausse conjoncturelle*" liée à la publication de nouveaux critères dans une circulaire du 28 novembre 2012, a déclaré mardi Manuel Valls. LePoint.fr 05.11

La pute du régiment tient bon dans son bordel.

- Royal opposée à une suppression du délit de racolage passif - AFP

Un régime malmené, aux abois...

- Grand Paris: la grogne s'amplifie - L'Express.fr

- Le Sénat rejette la réforme des retraites à l'unanimité, socialistes compris - L'Express.fr

- Ecomouv': Une renégociation qui pourrait mal finir - 20minutes.fr

- Face à la colère, l'exécutif fait le dos rond - LeFigaro.fr

- Moscovici enterre l'idée d'une grande réforme fiscale - AFP

- "*Il faut tout faire péter*" : la colère sociale inquiète les députés - Le Nouvel Observateur

- Entrepreneurs, agriculteurs, vétérinaires La grogne gagne tous les secteurs - LeFigaro.fr

Résistance

- Des salariés de Marine Harvest bloquent un site dans le Finistère - AFP

- La grève votée à l'abattoir de poulets Tilly-Sabco - Reuters

- Presse Régionale: restructuration à Centre France, 230 emplois menacés - AFP

- Les vétérinaires en grève mercredi - Liberation.fr

Quand des braqueurs gouvernent le monde.

- Les grandes banques mondiales ont-elles réussi le (vrai) casse du siècle en manipulant les taux de change ? - Atlantico.fr

- Amendes en vue pour six banques pour manipulation de l'Euribor - Reuters

Stratégie du chaos. Déstabilisation de la Chine, nouvelle offensive.

- Chine : des explosions près d'un siège provincial du Parti communiste - LeMonde.fr

Plusieurs engins explosifs ont détoné mercredi près du siège du PCC de la province du Shanxi, une semaine après l'incident de la place Tiananmen à Pékin, LeMonde.fr 05.11

La véritable nature de l'UE.

- Turquie: l'UE ouvre un nouveau chapitre des négociations d'adhésion - libération.fr

- Turquie: Ankara condamnée par la CEDH pour des tortures policières - AFP

- Turquie: six journalistes condamnés à la prison à vie - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Mystification. C'était plié d'avance !

- Mélenchon: la majorité doit faire plier le gouvernement - AFP

Le coprésident du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, a estimé, mardi sur France Info, que le "*devoir*" de la majorité était d'imposer un changement de ligne politique au gouvernement, "*qui n'a plus aucune autorité*", et à François Hollande dont le bilan constitue à ses yeux "*une tromperie, puisqu'il a dit qu'il allait combattre la finance et changer la vie des gens et que les seuls changements que les gens voient, c'est qu'il ne cesse de cajoler le patronat*". AFP 05.11

Il parle bien de la "*majorité*" qui a tout voter depuis juin 2012, TSCG, règle d'or, budget d'austérité, etc. Il semble l'ignorer, comme il ignore sous un régime antidémocratique, ceux qui détiennent le pouvoir politique n'ont que des droits mais de devoirs, sauf envers ceux qui détiennent le pouvoir économique.

En passant "*majorité*" qui a rassemblé moins d'un quart des voix des électeurs inscrits en juin 2012, mais qui par un tour de passe-passe institutionnel détient plus de 50% des sièges de députés ou la majorité absolue à l'Assemblée nationale, autant dire que cette "*majorité*" n'a aucune légitimité depuis le premier jour, ce que Mélenchon se passera bien de signaler.

Désolé, les députés du PS sont fidèles au devoir d'affairistes élus sur un programme social-libéral-impérialiste, tout comme Hollande. Tout le monde connaissait parfaitement l'histoire ou le passé abominable du PS et les intentions de Hollande avant le 6 mai 2012, les vociférations et les gesticulations de Mélenchon n'y changeront plus rien maintenant, comme personne n'a oublié qu'il a été ministre de Chirac en se prétendant "*socialiste*", si cela ne constituait pas une "*tromperie*", alors qu'est-ce que cela signifiait, sinon qu'il se sentait en famille avec Chirac, tout comme Hollande avec ses amis de la finance et les patrons.

Finalement, en dehors de leur différence de statut social bien peu de choses les séparent.

Au fil du temps, ce qui n'était pas difficile à prévoir, monsieur Mélenchon se discrédite un peu plus chaque jour, il en est rendu au point où il est obligé de feindre la crédulité du naïf qui prend pour argent comptant les promesses électorale d'un prétendant au trône en guise de ligne politique, il devient pathétique et se ridiculise, et rien ne dit qu'il en ait conscience tellement il est imbu de sa petite personne.

N'ont cru le discours de Hollande avant le 6 mai que ceux qui y trouvaient leurs intérêts ou les manipulateurs du genre de Mélenchon qui lui ont servi de rabatteurs pour être élu. Les premiers appartenant à la catégorie des nantis n'ont évidemment aucun intérêt à un changement de régime, d'ailleurs ils n'y pensent même pas, c'est pourtant vers eux que se tournent les partis ouvriers, cherchez l'erreur.

Institutions bonapartistes. Comment ça marche ?

Projet de réforme des retraites. Parce que le texte sera définitivement voté à l'Assemblée

Les sénateurs ont rejeté, mardi 5 novembre, le projet de réforme des retraites à l'unanimité, socialistes compris. Droite et gauche ont voté contre ce texte, mais pour des raisons diamétralement opposées. Sur 346 voix, aucune n'a donc été favorable au projet. (...)

Si Marisol Touraine est restée enthousiaste après ce rejet massif, c'est parce que la ministre des Affaires sociales sait que le texte garde toutes ses chances d'entrer en vigueur. Il reviendra en effet en nouvelle lecture à l'Assemblée nationale à partir du 19 novembre. Entre-temps, mercredi 6 novembre, une commission mixte paritaire devra se pencher sur le projet. Mais les sept sénateurs et sept députés censés mettre au point un texte commun n'ont aucune chance de s'entendre. Ce sera donc le texte déjà voté par l'Assemblée qu'adopteront sûrement les députés le 19 novembre.

Le projet de loi sera alors encore une fois présenté au Sénat, en deuxième lecture, le 25 novembre. Si le rejet se répète à nouveau au palais du Luxembourg, l'Assemblée aura le dernier mot avec une lecture définitive prévue fin novembre-début décembre. Francetv info avec AFP 05.11

Il sert à quoi le Sénat ? Engraisser sur le dos des contribuables des parasites à moitié ou complètement séniles ou encore des grabataires précoces mis à la retraite anticipée pour service rendu à la patrie. Comme à l'Elysée, à Matignon ou à l'Assemblée nationale, ce ne sont pas eux qui font le boulot, mais une armée de technocrates ou de diplomés de second ordre sortis de grandes écoles.

Entre les toilettes et les poubelles, l'UE hésite encore à trouver le meilleur emplacement pour finir ses jours.

- Bruxelles part en guerre contre les sacs en plastique jetables - lefigaro.fr

La Commission européenne a adopté lundi une proposition visant à imposer aux États membres de l'UE de réduire fortement leur consommation de sacs en plastique jetables. «*Chaque année, en Europe, plus de 8 milliards de sacs en plastique finissent en déchets sauvages, entraînant des dommages considérables*» en particulier pour les écosystèmes marins, estime le commissaire européen à l'Environnement, Janez Potocknik. Bruxelles vise notamment les sacs à poignée légers, d'une épaisseur inférieure à 50 microns (0,05 millimètre), encore distribués dans nombre de commerces et supermarchés et qui représentent plus de 90 % des 100 milliards de sacs plastique mis sur le marché chaque année dans l'UE.

Pour lutter contre ce fléau, la Commission veut «*introduire une obligation de réduction*» de la consommation des sacs plastique tout en laissant aux États membres le choix des moyens auxquels recourir: restrictions à la commercialisation ou mesures de taxation.

«*Certains États membres ont déjà obtenu d'excellents résultats en termes de réduction de leur utilisation de sacs en plastique. Si leur exemple était suivi par d'autres, nous pourrions réduire d'au moins 80 % la consommation globale actuelle dans l'Union européenne*», souligne Janez Potocknik. En outre, l'impact d'un tel changement d'habitudes sur l'industrie européenne du plastique serait marginal car la plupart de ces sacs sont fabriqués en Chine, ajoute le commissaire slovène.

Face aux mauvais élèves chypriotes, portugais ou polonais qui utilisent en moyenne 466 sacs par personne et par an, la Commission cite l'Irlande, le Luxembourg et surtout le Danemark et la Finlande (avec seulement 4 sacs par personne et par an!) comme des exemples à suivre.

En imposant une taxe de 50 centimes par sac, l'Irlande a notamment réussi à «*réduire de 92 % l'utilisation des sacs en plastique jetables en un an*», annonçait en mars dernier l'acteur britannique Jeremy Irons, venu à Bruxelles pour soutenir l'initiative de la Commission.

L'objectif de l'exécutif bruxellois est d'arriver à une consommation moyenne de 35 sacs par habitant et par an sur l'ensemble de l'UE. Soit la performance moyenne des huit pays les plus vertueux, dont la France (environ 80 sacs). Sous l'impulsion d'associations comme UFC-Que choisir et d'enseignes de la grande distribution comme Michel-Édouard Leclerc, l'utilisation de sacs plastiques jetables a considérablement chuté ces dernières années dans l'Hexagone. L'instauration, à partir du 1er janvier 2014, d'une taxe d'environ 6 centimes par sac devrait accélérer le mouvement. lefigaro.fr 05.11

Il suffirait de cesser d'en produire et d'interdire leur importation et le problème serait réglé. Trop fastoche, et puis si demain les quelques 100 milliards de sacs plastiques étaient taxés 6 centimes par sac, les Etats pourraient récupérer 60 000 000 d'euros, pour un début ce ne serait pas mal.

Ben oui, il faut bien qu'ils se débrouillent pour payer leurs dettes, il faut faire preuve d'un peu d'imagination sans blague, alors rien de tel que de taxer la population par petits bouts pour qu'elle s'y habitue et s'en accommode.

Allez on parie qu'il y a eu des abrutis d'écologistes genre Hulot pour saluer cette proposition. Bon d'accord, c'est pas du jeu je suis sûr de gagner, d'ailleurs personne ne va vouloir jouer avec moi, on les connaît de mieux en mieux ces réacs, n'est-ce pas ? On va continuer à démolir leur image de défenseur de la planète à ces agents des multinationales qui la polluent et la détruisent.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

François Bayrou et Jean-Louis Borloo, séparés depuis 11 ans, ont officialisé mardi le rapprochement de leurs formations au sein d'un rassemblement intitulé "*UDI * MoDem: l'Alternative*", avec en ligne de mire les européennes et l'ambition de proposer une "*alternative*" à droite.

François Bayrou, qui a choisi François Hollande au deuxième tour de 2012, et Jean-Louis Borloo, dix ans ministre sous Chirac et Sarkozy, ont tenu mardi une conférence de presse côte-à-côte, chacun derrière un pupitre siglé du nom du nouveau rassemblement "*UDI * MoDem*".

"*Ce n'est pas pour nous que nous faisons cela. Nous le faisons parce que le désarroi et la désaffection parmi les Français est si grande que désormais c'est l'essentiel qui est en jeu*", a insisté ensuite le président du MoDem, François Bayrou.

Il s'agit d'une "*alternative*", c'est-à-dire d'une "*solution de remplacement*", a-t-il expliqué.

"*Il y a un plan B en politique, c'est nous*", a renchéri plus tard sur TF1 Jean-Louis Borloo, en promettant des "*solutions opérationnelles*" aux problèmes du pays, tels que le chômage de longue durée, la compétitivité,...

"*Tous les trente jours*", a-t-il promis, "*vous aurez une proposition opérationnelle qui sera ensuite à débattre avec les Français*".

François Bayrou a justifié leur démarche par le fait que "*le peuple (était) en rejet de la politique*". "*Le peuple est en sécession*", a-t-il dit sur TF1.

Les anciens frères ennemis du centrisme, qui ne cachent pas avoir trouvé chacun les limites de leur cheminement séparé, comptent bien profiter du manque de leadership à l'UMP et des difficultés d'un gouvernement socialiste à la peine tout en se posant comme un autre choix face au FN.

"*Nous faisons le choix exemplaire de mettre au deuxième plan nos intérêts personnels et de mettre au premier plan l'intérêt général*", a assuré François Bayrou, qui s'est défendu de repeindre le passé "*en rose*".

A l'UMP, pas d'inquiétude officiellement, face à ce rassemblement. "*Il faut banaliser l'évènement*", a affirmé M. Copé à l'AFP.

Mais, en coulisses, à un moment où le Front national monte dans les sondages quand l'UMP stagne, ce remariage centriste n'est pas vu d'un bon oeil.

La présidente PS de la région Poitou-Charentes, Ségolène Royal, s'est montrée sceptique à l'égard du rapprochement des formations centristes. "*Qu'est-ce qu'il y a de nouveau? (...) il n'y a aucune proposition neuve*", a-t-elle dit sur BFM TV, en dénonçant une démarche "*tactique*". (Elle, qui candidate en 2007 avait osé à haute voix appeler Bayrou à la rejoindre, décidément ces gens-là osent tout. - ndlr)

Interrogé sur le fait de savoir si après avoir choisi François Hollande, il revenait au centre droit, François Bayrou s'en est reporté à la charte. Celle-ci écrit noir sur blanc que l'allié naturel est la droite républicaine, que l'alliance avec le PS est "*impossible*" et que la majorité peut aller "*jusqu'aux sensibilités écologistes et social-démocrates*". (Traduire : Hollande était un social-démocrate dans sa version social-libérale ou néolibérale, du coup il était un allié naturel de la droite, républicaine, n'exagérons rien, ce sont de farouches partisans de l'UE qui est antirépublicaine. Les centristes sont plus droitiers que l'UMP, c'est l'antichambre d'une dictature ou d'un régime fasciste. -ndlr)

Sur le papier, les élections européennes de mai sont celles qui posent le moins de problèmes, l'Europe fait partie de l'ADN des centristes. Leurs deux formations totalisent 11 eurodéputés.

Pour les municipales, l'équation est plus compliquée, compte tenu du fait que le MoDem est associé avec le PS dans certaines villes, comme à Dijon, à Lille ou à Marseille. AFP 05.11

Je dirais même mieux, parfois avec le PCF, par exemple à Aubagne c'est grâce au MoDem que le candidat du PCF avait été élu.

L'attelage bancal UDI * MoDem pourrait-il à terme remplacer l'UMP? Je n'y ai pas vraiment réfléchi. L'UMP aussi est une coalition de partis rassemblés autour de l'ex-parti gaulliste qui avait vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, alors que les modifications intervenues depuis à l'échelle mondiale et européenne ont fait disparaître les unes après les autres les conditions qui l'avaient vu naître, au point que ce qu'il en reste est devenu obsolète ou s'inscrit en contradiction avec l'orientation du capitalisme qui détruit les bases sur lesquelles reposaient ce parti, à moins de se renier totalement, il n'a plus aucune raison d'exister.

Alors que l'UDF est né dans les années 70 dans la perspective de renforcer le pouvoir de l'UE au détriment de l'Etat. Coalition plus récente qui a été conduite à l'explosion après la défaite de son candidat à la présidentielle de 1981, rien ne dit qu'elle serait plus apte que l'UMP à mettre en oeuvre une politique néolibérale. Apparemment, Sarkozy a prouvé que l'UMP était capable de l'assurmer, dans ces conditions je ne vois pas pourquoi ceux qui tirent les ficelles décideraient soudainement de changer de monture, les oligarques ne sont pas des aventuriers, d'autant plus que le PS fait parfaitement l'affaire de son côté, l'illusion est absolument parfaite, il est impossible d'espérer mieux. Que voulez-vous, je suis bête et discipliné, je m'en tiens aux décisions adoptées par les dirigeants du groupe Bilderberg.

2- Etats-Unis

La défense américaine doit se "*réorganiser*" pour faire face aux coupes budgétaires amenées à durer, a appelé mardi le chef du Pentagone Chuck Hagel, qui a mis en garde contre la tentation d'un nouvel isolationnisme américain.

Si la force armée doit rester "*un outil essentiel de la puissance américaine et de sa politique étrangère*", elle doit être utilisée "*avec discernement, précisément et judicieusement*", a plaidé le secrétaire à la Défense, dans un discours devant le Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS), un groupe de réflexion de Washington.

Pour lui, les Etats-Unis doivent "*accorder plus d'importance aux instruments civils du pouvoir*".

"*Ces coupes sont trop rapides, trop importantes et irresponsables*", a dénoncé l'ancien sénateur républicain: le Pentagone a subi 37 milliards de dollars de coupes automatiques l'an passé et s'apprête à en connaître à nouveau 52 milliards, soit 10% de son budget.

Le Pentagone est actuellement engagé dans la préparation d'une revue quadriennale de défense (QDR) qui doit fixer les priorités.

Parmi celles-ci figurent la nécessité de tailler dans l'imposante bureaucratie du Pentagone, d'adapter l'état de préparation des forces, qui est partiellement limitée par ces coupes budgétaires.

"*Nous allons peut-être devoir accepter le fait que toutes les unités ne seront pas au niveau optimal de préparation et qu'un système de mobilisation par échelons est peut-être inévitable*", a-t-il laissé entendre.

La priorité passe également par la préservation des investissements dans les domaines perçus comme essentiels pour conserver la prééminence militaire américaine: l'espace, la cybersécurité, les forces spéciales ainsi que les moyens de surveillance et de renseignement (ISR).

Revenant à l'ambition du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld avant le 11-Septembre, Chuck Hagel privilégie une armée "*moins nombreuse, moderne*" et s'appuyant sur des technologies de pointe plutôt qu'une force plus importante équipée de vieux matériels. AFP 05.11

3- Tunisie

L'incertitude était totale mardi en Tunisie sur les possibilités de sortie de la profonde crise politique, islamistes et opposants se rejetant la responsabilité de l'échec des pourparlers pour désigner un nouveau Premier ministre.

Même les médiateurs de la crise --le syndicat UGTT, le patronat Utica, la Ligue des droits de l'homme et l'Ordre des avocats-- qui ont annoncé lundi la suspension sine die du "*dialogue national*" après 10 jours de négociations, n'étaient en mesure d'apporter des éléments de réponse.

Le secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abassi, a simplement évoqué la possibilité d'écarter les partis politiques de la sélection du futur Premier ministre.

"*Si les partis n'arrivent pas à un consensus, nous assumerons notre responsabilité et présenterons les noms de personnes que nous estimons capables*", a-t-il dit, alors que tout nouveau gouvernement devra pour entrer en fonction obtenir le soutien des islamistes et de leurs alliés, majoritaires à la Constituante.

La présidence a décidé dimanche le prolongement de huit mois, jusqu'à fin juin 2014, de l'état d'urgence en vigueur depuis la révolution ayant renversé le régime de Zine El Abidine Ben Ali en janvier 2011.

Et près de trois ans après cette révolution, le pays n'est toujours pas doté d'institutions stables faute de Constitution et de législation électorale. Le dialogue était aussi censé trouver des solutions à ces questions.

Ennahda et ses alliés, majoritaires à la Constituante, ont besoin du vote d'une partie de l'opposition pour permettre l'adoption de la loi fondamentale sans passer par un référendum. AFP 05.11

Je n'ai pas le temps de me pencher sur la situation en Tunisie, je suis cela de loin, juste un mot sur l'AFP pour montrer les intentions qu'anime cette officine de propagande de la réaction. J'ajoute le paragraphe qui concluait cet article.

- Arrivés au pouvoir en octobre 2011, les islamistes ont été considérablement affaiblis par la multiplication des crises politiques, les assassinats de deux opposants, les heurts avec les jihadistes, les faiblesses de l'économie et les polémiques sur leurs tentatives supposées "*d'islamiser*" la société ou de juguler la liberté d'expression.

Il s'agissait de ménager les islamistes qui sont de malheureuses victimes des djihadistes, ils n'ont aucun lien avec eux évidemment, quant aux faiblesses de l'économie l'AFP ne leur impute pas, si même le prophète est impuissant à les réduire que voulez-vous, c'est que personne ne pourrait faire mieux, et pour finir, les intentions qu'on leur prêtait de vouloir "*islamiser*" la société et de baillionner la liberté d'expression, de liquider les droits des femmes, etc. tout cela n'était que de fausses rumeurs, pure invention, des calomnies sans fondement, les islamistes sont des démocrates, des gens parfaitement fréquentables, si l'AFP vous le dit, c'est que c'est forcément vrai.

Donc tous les problèmes que connaissent les Tunisiens viennent d'ailleurs, de l'opposition laïque par exemple, du principal syndicat...

SOCIAL

Espagne

- Espagne: le chômage progresse en octobre, à 4,81 millions de personnes - AFP

Le nombre de personnes inscrites au chômage en Espagne a continué à progresser en octobre, pour le deuxième mois consécutif, à 4,81 millions, a annoncé mardi le ministère de l'Emploi.

La quatrième économie de la zone euro, une fois passés les effets de la saison touristique, a enregistré sur le mois 87.028 demandeurs d'emploi en plus, tandis que le taux de chômage atteint 25,98% selon l'Institut national de la statistique (INE), qui utilise une méthode de calcul différente et sert de référence. AFP 05.11

Haut de page

Le 7 novembre 2013

CAUSERIE

Un nouveau dossier a été créé pour classer les nouveaux articles "dossier9", 23 ont été ajoutés ce matin. A plus tard en fin de soirée.

Un premier article histoire de ressouder les militants autour du socialisme ou de les démoraliser totalement, au choix.

La loi de l'offre. Les effets du néolibéralisme.

- Le nombre de milliardaires a atteint un niveau record en 2013 - AFP

Le nombre de milliardaires en dollars a atteint un niveau record en 2013, après une forte progression en Asie, selon une étude publiée mercredi par la banque suisse UBS et un cabinet d'études à Hong Kong.

La planète comptait ainsi en juin dernier 2.170 milliardaires, soit 0,5% de plus en un an, d'après le recensement effectué par UBS et Wealth-X.

Le montant de leur fortune a, lui, augmenté de 5,3% entre juillet 2012 et juin 2013, ont précisé les auteurs de l'étude dans un communiqué.

L'Asie est la région ayant affiché la plus forte croissance, avec 18 nouveaux milliardaires en l'espace d'un an. Leur fortune a, elle, progressé de près de 13%, ce qui en fait la région du monde à l'augmentation la plus rapide de la richesse.

Bien que l'Amérique du Nord reste la région du monde où la fortune des milliardaires reste la plus élevée, l'Asie pourrait, à ce rythme, la dépasser d'ici cinq ans.

Depuis la crise financière de 2009, le cercle des milliardaires compte 810 nouveaux membres. La somme des avoirs des milliardaires a depuis plus que doublé pour totaliser 6,5 trillions de dollars (4,8 trillions d'euros), soit "*assez pour financer le déficit budgétaire des Etats-Unis jusqu'en 2024*", ont fait valoir les auteurs de l'étude.

Selon ce document, 60% de ces super-riches ont bâti leur fortune eux-mêmes tandis que 40% en ont hérité ou le sont devenus en faisant fructifier les avoirs qui leur ont été transmis. AFP 06.11

Le mondialisme à l'oeuvre ou la stratégie du nouvel ordre mondial qui repose sur la planche à billets

Les effets de la globalisation sur les emplois et les salaires - Liliane Held-Khawam - dimanche 3 novembre 2013 - legrandsoir.info

Extrait.

L'indicateur de performance le plus absolu dans ce monde de la globalisation est celui de la bourse. Il est troublant de voir qu'elle peut être éclatante de santé alors que les taux de chômage et de paupérisation des peuples explosent. Cette distorsion entre les indicateurs financiers volatiles des bourses et ceux de l'économie réelle nationale est la cause fondamentale des dérives actuelles.

Si la tendance devait se poursuivre, de moins en moins de personnes gèreraient des responsabilités et des volumes financiers toujours plus importants. Cela creuserait alors encore plus les écarts de toutes sortes et même contracterait in fine le nombre de postes de stars disponibles. En résumé, les stars d'aujourd'hui paveraient le chemin aux super stars de demain.

Une spirale à la fois destructrice d'emplois et génératrices de richesse au profit d'un petit nombre s'est installée. Elle crée une cassure au sein de la société. On peut craindre la naissance d'une oligarchie mondiale détenant les clés de l'emploi et des rémunérations… Que ferait-elle de ce pouvoir ? Que resterait-il des Etats-Nations, des démocraties, et des libertés individuelles ? Que feraient-ils de la base de données gigantesque qui est en train de se constituer et qui met à mal la sphère privée du citoyen ?

Les politiques économiques nationales ne semblent pas se préoccuper du phénomène. Au contraire, elles soutiennent le processus en couvrant les dégâts privés avec l'argent public (loi too big to fail, Bail in des établissements financiers). La politique monétaire de certains pays dont la Suisse sert d'accélérateur à ce système qui peut croître à bon compte. Tout cela amplifie le sentiment d'injustice et donne l'impression de faire ami-ami avec le monde de la globalisation.

(...)

Nous sommes face à un problème universel qui dépasse les divisions obsolètes droite-gauche. Les fondamentaux de la société civile sont en danger. La liberté de travailler et d'entreprendre, la libre-concurrence et les acquis sociaux sont sur la sellette. Il s'agit d'un problème global tant politique, économique que sociétal. Fin

Ce que vous décrivez-là, c'est le capitalisme tel qu'on le connaît aujourdhui, si tous ces facteurs disparaissaient cela signifieraient qu'il aurait cédé la place à un autre système économique où tous nos droits sociaux et politiques et la lutte des classes auraient disparu, une dictature mondiale. Soit ils y parviennent, soit c'est le capitalisme qui s'effondre et laisse place au socialisme sous le coup de la mobilisation révolutionnaire mondiale des masses exploitées ou alors la civilisation humaine disparaît.

ACTUALITE EN TITRES

Le centenaire de la capitulation de la social-démocratie.

- Hollande lance le centenaire de la "*Grande Guerre*" de 14-18 - Le Nouvel Observateur

Les fusibles

- François Hollande ne se rendra pas au Congrès des maires - 20minutes.fr

C'est Ayrault qui ira à sa place apparemment.

- Paris: La directrice de l'AP-HP évincée au profit de Martin Hirsch - AFP

Après MSF, RSF, une autre officine de la CIA monte au créneau.

- RSF appelle la France à agir à l'Onu en faveur des journalistes - Reuters

Résistance

- Les salariés de La Redoute dans la rue jeudi pour défendre leurs emplois - LePoint.fr

- Essonne : préavis de grève partielle sur le réseau de bus Tice - LeParisien.fr

- Un entrepôt de H&M au nord de Paris paralysé par une grève - AFP

- FagorBrandt dépose le bilan, les syndicats espèrent "*un nouveau départ*" - AF

- La Société générale pourrait supprimer 400 postes entre 2014 et 2015 - 20minutes.fr

- Plans sociaux: 15 000 emplois industriels perdus depuis l'élection de Hollande - L'Expansion.com

- Alstom va supprimer 1 300 emplois, dont une centaine en France - Francetv info

- Les suppressions de postes chez Nexans affecteront surtout Lyon - AFP

- Des victimes de l'amiante manifestent pour réclamer un procès pénal - AFP

- Croissy-Beaubourg : les salariés de Flir ATS redoutent la délocalisation - LeParisien.fr

- Colgate-Palmolive veut supprimer une cinquantaine d'emplois en France - L'Expansion.com

- RWE supprimera 2.500 emplois en Allemagne - Reuters

Le néolibéralisme porte ses fruits

- Le nombre de milliardaires a atteint un niveau record en 2013 - AFP

- Hermès fait son beurre même en temps de crise - Liberation.fr

- Nouveau record du Dow Jones, le Nasdaq baisse - Reuters

- Les Bourses européennes clôturent en hausse, Paris gagne 0,79% - Reuters

La confiance, cela ne s'achète pas !

- Alimentation : les Français ne font pas confiance à la grande distribution - LePoint.fr

Paradis fiscaux au coeur de l'Europe. Un problème? Non, pourquoi ?

- La Suisse et le Royaume-Uni, champions du secret bancaire - LeMonde.fr

Hollande et Fabius : on a les Aqmi qu'on peut, signé un ami qui vous veut du bien : l'émir du Qatar

- Revendication d'Aqmi: "*Ces crimes ne resteront pas impunis*", rétorque l'Elysée - L'Express.fr

Le scoop du jour.

- Mairie de New York : "*Bill de Blasio n'a rien d'un marxiste*" - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole aux néolibéraux.

- Le problème du gouvernement ce n'est pas l'idéologie, c'est l'incompétence - Atlantico.fr

Vous êtes ingrats tout de même : TSCG, règle d'or, ANI, contre-réforme des retraites, Peillon, budget d'austérité, cadeaux à gogo aux patrons à coup de dizaines de milliards d'euros, guerre au Mali, soutien aux barbares djihadistes en Syrie, etc.

Vous avez raison, sur le plan de l'idéologie il est parfaitement en phase avec vous et le gouvernement précédent, votre bonne foi vous honore et on vous en remercie, vous nous rendez service, vous confirmez ce que nous n'avons cessé d'affirmer depuis des années sur le PS dont la nature ne fait aucun doute.

Maintenant vous devez reconnaître que Sarkozy n'aurait pas fait mieux s'il avait été réélu, et les éléments tirés de l'actualité qui suivent montrent que Hollande s'acharne à défendre l'idéologie que vous partagez avec lui : le néolibéralisme ou la loi de l'offre.

L'austérité permanente

- Tout le quinquennat placé sous le signe des économies, prévient Cazeneuve - AFP

"*Nous devons aux Français la vérité sur les enjeux budgétaires : il faut mettre le cap sur les économies, jusqu'à la fin de la législature. Nous avons déjà décidé de 15 milliards d'économies pour 2014, ce qui est sans précédent, comme l'a reconnu d'ailleurs mardi la Commission. En 2015, il faudra porter notre ambition encore plus loin, et continuer en 2016 et en 2017*", déclare-t-il dans un entretien au quotidien Les Echos à paraître jeudi. AFP 06.11

Quand on refuse de taxer les riches, il faut bien trouver le fric ailleurs.

- Aide au développement: la hausse de la taxe des billets d'avion votée à l'Assemblée - AFP

Les députés ont voté mercredi une hausse de 12,7% de la taxe prélevée sur les billets d'avion pour financer l'aide aux pays pauvres à compter du 1er avril 2014. AFP 06.11

Pays pauvres que la politique économique du gouvernement favorable aux multinationales contribue à maintenir dans la pauvreté, y compris en envoyant son armée défendre leurs intérêts, ceux des multinationales, pas des pays pauvres qui de préférence doivent le rester.

Maintenant, il faut assumer le néolibéralisme

- Louis Gallois : "*Maintenant la priorité, c'est la politique de l'offre*" - Atlantico.fr

Louis Gallois était l'invité de Radio Classique ce matin. L'ancien PDG d'EADS et auteur du rapport sur la compétitivité était interrogé sur le bilan qu'il en fait, un an après sa publication. Selon ce dernier, il s'agit d'un "*bilan assez positif*". Atlantico.fr 06.11

La méthode : le compromis national.

- Montebourg voudrait réussir un compromis national sur l'énergie - Atlantico.fr

C'est devenu une obsession, Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement Productif s'est mis en tête d'obtenir l'accord de tous les partenaires sociaux et des politiques français autour d'un compromis national concernant l'énergie. Atlantico.fr 06.11

La gauche de la gauche d'un parti de droite...

La méthode : le Pacte d'avenir

- Crise bretonne: fin de la réunion à Rennes, "*les conditions remplies*" - AFP

Le préfet de la région Bretagne, Patrick Strzoda, a affirmé mercredi soir, après six heures de réunion à Rennes sur le Pacte d'avenir de la Bretagne avec les élus et les acteurs économiques et sociaux de la région, que "*les conditions du dialogue sont remplies*".

"*Les conditions sont remplies pour qu'on dialogue et qu'ensemble on construise ce pacte d'avenir*", proposé par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault à la mi-octobre, a ajouté le représentant de l'Etat.

Les participants à la réunion partagent aussi l'idée que le "*concept de pacte est une bonne idée*", pour apporter "*des réponses à des situations de crise en urgence et en même temps dresser des pistes de développement auxquelles toutes les collectivités et tous les responsables économiques peuvent adhérer*", a souligné M. Strzoda.

M. Strzoda s'exprimait à l'issue d'une journée de réunion à la préfecture à Rennes avec les syndicats de salariés, les représentants du patronat, puis les élus et les acteurs économiques. AFP 06.11

A un bémol près qui sera sans conséquence toutefois, Le Foll peut dormir tranquille.

- Crise bretonne: FO claque la porte des discussions à Rennes - AFP

Le syndicat FO a claqué la porte des discussions sur la crise bretonne, mercredi à la préfecture de région à Rennes, où sont rassemblés les élus, les partenaires sociaux et les acteurs économiques, a constaté un journaliste de l'AFP.

"*Il n'y a pas de réponse du gouvernement sur l'arrêt des fermetures des sites industriels. Il y a un grand nombre de salariés qui vont se retrouver demandeurs d'emplois*", a déclaré à la presse Nadine Hourmant, déléguée syndicale FO chez le volailler Doux, avant d'ajouter: "*Aujourd'hui, on veut des réponses et pas des réunions qui ne tiennent pas debout.*"

"*Assister aux grand-messes à Rennes, alors que les difficultés sont dans le Finistère, ce n'est pas une réponse*", a estimé Mme Hourmant, qui a invité le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, à se rendre dans le Finistère. "*J'invite M. Le Foll à venir nous rencontrer dans le Finistère, pas sur Rennes. C'est à eux (le gouvernement, ndlr) de venir voir la détresse des salariés qui ne savent pas de quoi sera fait demain, alors stop ça suffit!*"

M. Le Foll doit se rendre en Bretagne vendredi, mais son programme n'est pas encore précisé.

Mme Hourmant avait prévenu peu avant le début de la réunion, qu'elle a quittée en compagnie d'un autre représentant FO, qu'il "*y a aura encore des actions*" et que "*les salariés sont en ordre de marche*". AFP 06.11

FO signe tous les accords de compétitivité, tous les plans sociaux qui accompagnent les fermetures d'usines.

Les médias en sont les principaux porte-parole du racisme, ils l'alimentent en permanence.

Comment dénoncer un comportement dont on est responsable ou complice pour qu'on ne nous accuse pas de l'être.

Les médias nationaux puent, empestent, entre amalgames et manipulations quasi quotidiens ils n'ont de cesse de monter les couches de la population les unes contre les autres, procédé mis en oeuvre quand en haut il est devenu impossible de gouverner, il faut à tout prix, y compris en employant les méthodes les plus infâmes diviser la population, casser sa résistance à la régression sociale, à la décomposition de la société qu'organisent minutieusement le gouvernement et le parlement.

Les médias sont l'expression et les instruments de cette déchéance sans fin, ils sont la voix de la réaction qui par ce canal espère pouvoir détourner les masses de l'essentiel, de la crise sociale et politique à laquelle elles cherchent une réponse pour y

mettre un terme, alors qu'elles n'en sont pas responsables, qu'elles la subissent, qui leur est imposée, qu'elles ne supportent plus.

De tous temps dans le passé depuis plus d'un siècle on peut lire et entendre des propos racistes ou xénophobes sans que cela dégénère forcément en pogroms ou chasses aux sorcières. Ceux-ci apparurent lors de chaque crise depuis le début du XXe siècle ou même avant, et il est bon de rappeler que chaque fois ce fut la classe dominante et sa presse qui instrumentalisèrent le racisme et l'antisémitisme pour détourner les masses des réels responsables de la crise sociale dont elles étaient les principales victimes pour qu'elles ne se mobilisent pas contre les différents régimes en place, sous Nicolas II en Russie, sous la IIIe République en France ou en Allemagne, en Grande-Bretagne, dans l'ensemble de l'Europe et aux Etats-Unis jusqu'au Japon, mais pour qu'elles soutiennent leurs guerres coloniales ou impérialistes, le responsable de leur situation ou leur ennemi étant l'étranger, le Juif, le Noir, l'Arabe, l'homosexuel, etc. avant d'en arriver aux syndicalistes et aux militants des partis ouvriers.

La société et le monde ayant connu de profondes transformations au cours de la seconde moitié du XXe siècle, il leur faut procéder autrement pour soumettre les peuples au talon de fer du néolibéralisme, alors que la plus formidable crise du capitalisme menace ses fondements et de l'emporter à terme. Les derniers développements du capitalisme mondial ne se sont pas seulement traduits par une plus grande collaboration entre les différents membres de l'oligarchie financière, le rapprochement entre les dirigeants des plus grandes puissances, l'intégration des Etats dans de nouvelles institutions supranationales économiques ou politiques, l'interpénétration croissante des différentes économies et l'adoption d'un modèle économique de plus en plus homogène, ils ont donné lieu à un rapprochement entre les peuples par le biais des moyens modernes de communication, Internet étant le dernier en date, sans que pour autant les inégalités qui existaient entre eux n'aient disparu ou à l'intérieur de chaque pays, qu'ils ont interprété comme un nouveau droit auquel ils avaient accès ou une plus grande liberté qui leur était accordée sans que pour autant les rapports entre les classes n'évoluent ou connaissent un changement radical, du coup sur fond de profondes inégalités sociales les rapports qui existaient entre les différentes couches de chaque pays et qu'on retrouve sur tous les continents ont guère évolué, le regard qu'ils portent sur ces couches minoritaires est demeuré inchangé chez la majorité de la population puisqu'ils ont vécu la mondialisation de manière inconsciente, elle leur a été imposée plus qu'autre chose on est bien d'accord, ils n'ont donc pas pu prendre conscience de toute sa portée et en tirer des enseignements, et comme à toutes les époques, ce sont les classes dominantes des pays dominants qui leur ont dicté les nouveaux codes de conduite qu'ils devraient adopter dorénavant.

Les conditions sociales ou les conditions d'existence d'une grande partie des masses exploitées ou de la majorité de la population selon les pays s'étant dégrédées au cours des dernières décennies, parfois sur fond d'élévation de leur mode vie mais au détriment de leur liberté qui a connu le même sort que dans les pays les plus industrialisés, les masses n'ont aucune raison d'être plus ou moins racistes, xénophobes, etc. disons intolérantes à ce qui ne leur ressemble pas aujourd'hui qu'autrefois, c'est uniquement la classe dominante et les médias qui en période de crise les poussent à adopter cette attitude ou à faire preuve de discrimination ou à trouver des boucs émissaires à leurs difficultés, car de leur côté elles sont plutôt portées à faire preuve de tolérance ou de compréhension envers les autres, à dire vrai, elles ne s'intéressent pas à ces différences ou cela les laisse indifférentes, on en a la preuve par exemple quand on leur demande ce qu'elles en pensent et qu'elles vous répondent qu'elles n'ont pas d'avis sur la question, tout simplement parce qu'elle leur est étranger, ce sont uniquement les médias qui mettent à l'ordre du jour ces questions de racisme ou montent des incidents isolés en épingle pour faire croire qu'ils en existeraient une multitude qu'on ignore et qu'un danger nous menacerait, danger évidemment dont seul le gouvernement pourrait faire face, d'où la nécessité de se rassembler autour de lui ou de cesser de le critiquer, le soutenir devrait être la seule attitude correcte à adopter et la boucle est bouclée.

Jusqu'à il y a peu, le législateur, l'ensemble des partis institutionnels et des médias s'accommodaient très bien de propos outranciers racistes ou d'insultes tant qu'elles n'étaient pas vulgaires, de la même manière qu'ils s'accommodent parfaitement des expéditions coloniales, de l'esclavage ou des guerres de rapine impérialistes, et pour cause, ils existent toujours de nos jours, les puissances occidentales en tête perpétuent cette tradition qui a accompagné le développement des forces productives depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe, il faut préciser que ces méfaits imposés à tous les peuples sont la marque de fabrique du développement historique du capitalisme, dès lors il faut analyser la condamnation qu'ils peuvent en faire ici ou là autrement que sous l'angle d'une soudaine conversion à l'humanisme, en réalité, ils s'en servent pour accabler les peuples qui en seraient responsables afin de leur ôter les derniers droits politiques qu'il leur reste, le peu de liberté d'expression qu'ils leur avaient accordée généreusement. Le peuple est raciste, xénophobe, etc. mais pas la classe dominante et ses représentants qui ont leur bonne conscience pour eux, il faut donc mater ce peuple indigne de posséder la moindre liberté, il faut le baillonner.

Sauf que voilà, le peuple n'est pas raciste spontanément, il peut le devenir quand on l'y pousse. Encore trois éléments à aborder très rapidement.

Le premier, c'est qu'étant issu d'un milieu ouvrier profondément arriéré, je peux témoigné que pendant la vingtaine d'années où je suis resté chez mes parents, j'ai entendu davantage des expressions à caractère raciste ou xénophobe plutôt que des discours, analyses ou théories du même genre, mes parents auraient été incapables de les retenir ou de les reproduire, en réalité ils n'étaient pas plus racistes que vous ou moi, ils avaient des amis maghrébins et apparemment ils n'imprégnèrent pas leurs enfants de leur racisme ou xénophobie puisque ma soeur Catherine a vécu avec un Algérien, l'époux de ma soeur Solange est Portugais et je partage ma vie avec une femme d'origine indienne. J'ai eu l'occasion de côtoyer de nombreux collègues de travail qui étaient dans le même cas que mes parents. Cela pour dire qu'ils voudraient faire passer la classe ouvrière pour raciste ou xénophobe, alors qu'en fait c'est la classe qui l'est le moins. Elle peut le devenir si la classe dominante y trouve son intérêt après avoir entraîné la petite-bourgeoisie dans ce piège, comme nous l'enseigne l'expérience des années 30 en Allemagn ou 40

en France. Le racisme, la xénophobie ou l'antisémitisme se propage toujours du haut vers le bas et non l'inverse, ce qui est logique d'ailleurs, puisque ce sont les classes supérieures qui détiennent le pouvoir politique et les médias et non la classe ouvrière.

Le deuxième, c'est qu'on constatera que ce genre de déviation idéologique se produira toujours au moment où la classe dominante ne peut plus gouverner comme avant, en proie à une grave crise économique et politique, au début des années 30 en Allemagne qui allait porter Hitler au pouvoir, au début des années 40 en France qui allait donner le régime de Vichy, une fois la guerre terminée, face à la revendication d'indépendance de l'Algérie le racisme pris le relais de l'antisémitisme, cette période fut suivi d'une courte pause jusqu'à l'éclatement de la crise du début des années 70 et le choc pétrolier, le PS parvenu au pouvoir en 81 allait s'en servir à son tour pour gouverner puisqu'il était incapable de changer de politique, ensuite vint successivement la réactivation des cellules dormantes des Frères musulmans en Algérie, Al Qaïda et les Talibans pour finalement en arriver au 11 septembre 2001 qui allait consacrer la guerre des civilisations chère à G. Bush, résultat en 2002 en France Le Pen allait se retrouver au second tour de la présidentielle, un coup magistral qui allait servir d'étrier à Sarkozy et à son discours sécuritaire emprunté à celui de l'extrême droite, tactique qui allait lui permettre de liquider le RPR conservateur au profit de l'UMP plutôt néolibéral, et c'est en empruntant le même discours qu'il deviendra Président de la République en 2007, le président de la classe dominante et de la petite-bourgeoisie, les classes supérieures dont il a été question plus haut, pour finir, ayant brûlé toutes ses cartouches au bout de 5 ans, il allait être remplacé par Hollande qui devait se retrouver dans une position extrêmement difficile du fait qu'il poursuivrait la politique de Sarkozy, du coup au bout de quelques mois il embraya sur le mariage homosexuel et l'instrumentalisation du racisme repris de plus belle... C'est une constante et non une nouveauté.

Le troisième et dernier élément qu'on pourrait citer, qui pourrait être la synthèse des deux précédents, c'est que les intellectuels qui se distinguent en tenant un discours raciste s'adressent de préférence à la petite-bourgeoisie ou à la classe moyenne, intellectuels, professions libérales ou indépendants, qu'ils poussent vers l'extrême droite, ils les manipulent pour le compte de la classe dominante en leur offrant une tribune dans les différents médias, en utilisant aussi les instituts de sondage, ce ne sont pas les ouvriers qui lisent L'Express, Le Point ou Le Nouvel Observateur, et pour faire bonne mesure des médias plus populaires comme Le Parisien ou Libération leur emboîtent le pas en se faisant l'écho de leurs discours sous un angle critique qui n'a aucune crédibilité tant leurs articles respirent l'hypocrisie ou sont littéralement calomnieux envers ce qu'ils appellent les classes populaires. Ce qu'ils dénoncent, ils le mettent en scène eux-mêmes, tandis qu'ils passent à côté de l'essentiel que j'ai décrit plus haut. Jamais ils n'évoqueront à qui profite le crime.

- Rance - LeParisien.fr

Un parfum rance flotte sur la France. Depuis quelque temps déjà, un verrou a sauté dans notre rapport à la différence. Des mots, des phrases, des gestes qu'on croyait d'un autre âge resurgissent. La peur y côtoie le mépris, le repli sur soi et la haine de l'autre. De la conversation privée jusqu'au débat public, la parole raciste s'est frayé un chemin. Qu'elle ironise, qu'elle stigmatise ou qu'elle théorise, celle-ci obéit à une mécanique bien rodée, qui veut qu'à force de répétitions le propos de comptoir devienne un fait de société qui appelle une réaction politique.

Et inversement. Il serait trop simple de voir dans cette résurgence le seul réflexe frileux de citoyens désorientés par la crise. Ce serait oublier un peu vite que des apprentis sorciers ont joué avec le feu. Les assauts répétés d'intellectuels sans mémoire et de politiques sans complexes contre la « *bien-pensance* » et le « *politiquement correct* » ont aussi réveillé de vieux réflexes. Sous couvert de lever des tabous, ils ont ouvert la porte à de fausses évidences qui aboutissent toutes au rejet d'autrui. Une rhétorique pernicieuse dont on n'a pas fini de payer le prix. LeParisien.fr 06.11

Le Front de gauche : c'est la révolution du " ***velours***" pour le compte de l'Union européenne !

- Européennes : le Front de gauche entre en zone de «*turbulences*» - Libération.fr

Lundi, la réunion de coordination des partis composant le Front de gauche, organisée comme toutes les semaines place du Colonel-Fabien, était consacrée au scrutin de fin mai. «*Une discussion très positive, assure un participant. On a discuté du profil et des axes de campagne pour confirmer des convergences très fortes entre les forces. On est sur du velours.*» Surtout que ce cartel est né précisément aux européennes 2009 (6,5%).

Le PG a fait le choix de temporiser. «*On va attendre que la situation se décante*», explique Eric Coquerel, bras droit de Mélenchon, pour qui «*le suffrage universel*» doit avoir valeur d'arbitre. «*C'est inréglable leur histoire, se désole Clémentine Autain de la Fédération pour une alternative sociale et écologiste (Fase). Le PCF a fait ce choix à Paris, on le regrette et on pense toujours, comme le PG, que c'est une faute politique. Mais on ne va quand même pas attendre mars pour faire les listes !*» Coquerel répond : «*On va se poser la question des répartitions d'ici la fin de l'année.*» (Ah la gamelle ! -ndlr)

Or, au PCF, on souhaite boucler les désignations des têtes de listes dans les 7 eurorégions d'ici début décembre. Histoire d'arriver au congrès du Parti de la gauche européenne (PGE) à Madrid, du 13 au 15 décembre, en ordre de marche et de conforter la place de leur chef, Pierre Laurent, à la tête du regroupement européen des formations politiques de gauche radicale.

«*Les communistes veulent aller vite, le PG veut attendre, voir comment décollent les campagnes municipales, notamment à*

Paris», décrypte un dirigeant Front de gauche. Surtout qu'au PG, on ne lâche pas l'affaire pour récupérer la tête de liste en Ile-de-France. Puisque à Paris, le PCF est avec le PS, qu'il faut de «*la clarté*» et que le PG estime, comme Coquerel, qu'«*on n'aura pas un bon score aux européennes si on ne fait pas la preuve qu'on peut faire de bons scores sans le PS*», les proches de Mélenchon estiment qu'une tête de liste PCF en Ile-de-France n'est «*plus une évidence*». Le sortant est pourtant un communiste : Patrick Le Hyaric, directeur du journal l'Humanité. «*Il y a une grosse urgence à relancer le Front de gauche, appelle Autain. On est dans une période de fortes turbulences*». Et l'atterrissage n'est pas pour demain. Libération.fr 06.11

Ils ne risqueront rien à l'atterrissage puisque leur campagne ne "*décollera*" jamais, dommage !

Boycott des municipales et des européennes !

Le M'PEP a pris position pour le boycott des européennes, bravo, j'appelle les militants à se joindre à leur bataille sur ce mot d'ordre : rupture avec l'UE, la BCE et l'euro.

Le visage hideux du capitalisme.

- Un resto chic accusé de placer au fond les clients moches - LePoint.fr

Au très chic restaurant Georges du Centre Pompidou, la direction soigne les plats, le service et le décor. Mais pas seulement. D'après le témoignage, recueilli par Le Canard enchaîné, d'une ancienne hôtesse de l'établissement, la hiérarchie accorde aussi une grande importance à la beauté de ses clients. Au point qu'elle exige de son personnel qu'il place ceux au physique agréable à l'avant de l'établissement, et les moches au fond, et ce, au nom de l'"*image*". Il faut dire que le restaurant, délimité par des baies vitrées au sixième étage du musée, est offert à la vue des visiteurs qui déambulent.

Parfois, c'est même le patron, Gilbert Costes, qui rappelle les consignes à ses ouailles. "*Il nous serine les principes de la maison, dont il est très fier, vu qu'il les a inventés*", rapporte la jeune femme. Le restaurant ne transige à sa règle que lorsqu'une célébrité s'attable. Sa notoriété compensant son éventuelle disgrâce physique, il peut alors s'installer devant les vitres, et contempler le Sacré-Coeur ou la tour Eiffel. "*C'est une critique récurrente qui ne reflète pas la politique de chez Costes et cela ne sert à rien de monter cette affaire en épingle*", a commenté au Parisien le service communication du groupe Costes, sans démentir, donc, les affirmations du Canard. LePoint.fr 06.11

J'avais pensé aux Arabes, aux Noirs, aux Juifs, aux tziganes, aux homosexuels, aux malades mentaux, aux poètes, aux militants ouvriers, j'avais oublié les moches ! Et les nains alors ? Ah oui les nains aussi, dans le même train !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- L'Espagne refuse de revenir sur l'amnistie post-Franco - Reuters

L'Espagne a déclaré mercredi devant la commission de l'Onu sur les disparitions forcées qu'elle ne reviendrait pas sur sa loi d'amnistie de 1978 sur les crimes politiques commis durant la guerre civile (1936-1939) puis sous la dictature de Francisco Franco.

"*Les décisions prises par l'Etat espagnol en 1978 ne seront pas réexaminées*", a déclaré la représentante de l'Espagne auprès de l'Onu à Genève, Ana Menendez Perez, aux onze experts juridiques indépendants.

Le juge espagnol Baltasar Garzon et des organisations de défense des droits de l'homme ont invité lundi cette commission de l'Onu à dire à l'Espagne qu'elle devait se pencher sur les crimes commis durant cette période.

La mission de cet organisme est de surveiller l'application de la Convention de l'Onu sur les disparitions forcées, adoptée en 2010 et dont l'Espagne est signataire.

Ana Menendez Perez a souligné que cette convention était un "*instrument et un mécanisme tournés vers l'avenir*" qui ne devait pas s'appliquer pour les faits du passé. Reuters 06.11

Mais au fait, le PSOE n'aurait-il jamais été au pouvoir depuis 1978 ?

2- Etat sioniste

Benjamin Netanyahu a annoncé mercredi le retour au gouvernement de l'ultra-nationaliste Avigdor Lieberman après l'acquittement dont a bénéficié l'ancien ministre des Affaires étrangères, poursuivi pour fraude et abus de confiance dans une affaire qui l'avait contraint à la démission en décembre dernier.

Allié politique majeur du Premier ministre israélien, le chef d'Israel Beitenou, un partisan de la colonisation hostile aux négociations de paix avec les Palestiniens, risquait jusqu'à trois de prison et sept ans d'inéligibilité s'il avait été reconnu coupable.

Avigdor Lieberman était accusé d'avoir fait promouvoir un ancien ambassadeur d'Israël en Biélorussie pour le récompenser de lui avoir fourni des renseignements confidentiels sur une enquête de police le visant dans une affaire de financement occulte de campagnes électorales.

Les trois juges l'ont acquitté mercredi à l'unanimité, "*faute de preuves incontestables*".

"*Cette affaire est désormais derrière moi et je peux à présent me concentrer sur les défis qui nous attendent*", s'est réjoui à la sortie du tribunal l'ex-chef de la diplomatie, qui contestait les accusations.

Le bureau du procureur a indiqué qu'il envisageait de faire appel.

Benjamin Netanyahu, qui a cumulé les postes de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères le temps du procès de son allié, n'a cependant pas attendu avant d'annoncer son retour au gouvernement.

"*Je vous félicite pour votre acquittement et je suis heureux de votre retour au gouvernement israélien pour que nous puissions continuer à travailler ensemble pour le bien du peuple d'Israël*", a déclaré Benjamin Netanyahu à Avigdor Lieberman, selon un communiqué des services du Premier ministre.

Le communiqué ne précise pas quel poste Avigdor Lieberman va occuper, mais "*tout indique qu'il va redevenir chef de la diplomatie*", dit-on de source politique.

L'annonce de son retour aux affaires a précédé de quelques minutes l'arrivée à Jérusalem du secrétaire d'Etat américain, John Kerry, qui doit s'entretenir dans la journée avec Benjamin Netanyahu et le président palestinien, Mahmoud Abbas.

Accueillant John Kerry, le Premier ministre israélien a durci le ton sur les négociations de paix.

"*Je suis préoccupé pour le processus de paix car je vois que les Palestiniens continuent leurs incitations à la violence, continuent à créer des crises artificielles, continuent à éviter et à fuir les décisions nécessaires pour parvenir à une véritable paix*", a-t-il dit à la presse. Reuters 06.11

3- Palestine occupée

Yasser Arafat est mort empoisonné au polonium en 2004, a déclaré mercredi sa veuve Souha sur la foi de premières expertises, neuf ans après le décès près de Paris de l'ancien président de l'Autorité palestinienne.

"*Il s'agit d'un vrai crime, d'un assassinat politique*", a dit Souha Arafat à Reuters à Paris après avoir reçu un rapport de l'Institut de radiophysique de Lausanne sur les analyses effectuées sur la dépouille de l'ancien leader palestinien.

Ce rapport "*confirme tous nos doutes*", a-t-elle ajouté après avoir rencontré des experts suisses, l'une des trois équipes de légistes chargés d'effectuer des examens. "*Il est scientifiquement prouvé qu'il n'est pas mort de mort naturelle et nous avons la preuve scientifique que cet homme a été tué.*"

Les experts suisses ont trouvé dans le fémur et les côtes de Yasser Arafat un niveau de polonium de 18 à 36 fois supérieur à la normale, selon le rapport dont une copie a été diffusée mercredi par la chaîne qatarie Al Jazeera.

Toutefois, ajoutent les experts, "*les résultats soutiennent modérément l'hypothèse que la mort a été la conséquence d'un empoisonnement au polonium-210*".

Le professeur britannique David Barclay, auquel Al Jazeera a demandé d'interpréter les résultats, est toutefois plus catégorique. "*A mon opinion, il est absolument certain que la cause de la maladie (de Yasser Arafat) était un empoisonnement au polonium*", a-t-

il dit à Reuters.

De leur côté, les juges français chargés d'une enquête pour assassinat n'ont pas encore reçu le résultat des expertises effectuées par des légistes français après l'exhumation du corps, a-t-on appris auprès du parquet de Nanterre.

Le corps de Yasser Arafat a été exhumé en novembre 2012 à Ramallah, huit ans après son décès près de Paris, pour les besoins d'une enquête qui doit déterminer s'il est mort empoisonné, comme le pensent de nombreux Palestiniens.

Dans un communiqué diffusé mercredi, Wasel Abou Yousef, membre du comité exécutif de l'OLP, a dit voir dans ces résultats la preuve qu'Arafat a été "*victime d'un assassinat terroriste planifié commis par un Etat, Israël, qui cherchait à se débarrasser de lui*".

Le gouvernement israélien a démenti toute responsabilité dans son décès. "*Cela tient davantage du feuilleton que de la science, c'est le dernier épisode en date de ce feuilleton dans lequel Souha s'oppose aux successeurs d'Arafat*", a déclaré le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Yigal Palmor.

Yasser Arafat est mort à l'âge de 75 ans après une courte et mystérieuse maladie le 11 novembre 2004 à l'hôpital militaire de Percy, à Clamart dans les Hauts-de-Seine, où il avait été transféré avec l'accord d'Israël après avoir été isolé par l'armée israélienne dans son QG de Ramallah.

Aucune autopsie n'avait été pratiquée à l'époque, à la demande de sa veuve et les médecins français qui l'ont soigné se sont déclarés incapables de déterminer la cause du décès.

Une vingtaine de prélèvements ont été effectués après l'exhumation et des échantillons distincts ont été confiés à des équipes de médecins légistes français et suisses, ainsi qu'à une équipe d'experts russes, invités par les Palestiniens.

En octobre, le responsable de l'agence russe de médecine légale a déclaré que les échantillons prélevés sur le corps de Yasser Arafat ne laissaient en rien penser à un empoisonnement au polonium, a rapporté l'agence Interfax.

Mais l'Agence fédérale de médico-biologie a démenti officiellement que son directeur, Vladimir Uiba, ait tenu de tels propos et s'est contentée de préciser qu'elle avait remis ses conclusions au ministère des Affaires étrangères.

Le polonium a été à l'origine du décès de l'espion russe Alexandre Litvinenko à Londres en 2006, mais certains experts se demandent comment Yasser Arafat aurait pu mourir de la sorte, soulignant qu'il a connu un bref rétablissement pendant sa maladie qui ne colle pas avec la thèse d'un empoisonnement radioactif. Ils notent également que l'ancien président palestinien n'avait pas perdu tous ses cheveux, comme c'est le cas avec le polonium. Reuters 06.11

Il est mort avant les avoir tous perdus !

La chaîne qatarie Al Jazeera que l'on ne présente plus produit le soit-disant témoignage d'experts qu'ils ont sans doute inventés qui nierait que la mort d'Arafat serait due à une empoisonnement au polonium, alors qu'un professeur britannique affirme catégoriquement le contraire sur la base des analyses effectuées.

Puis c'est au tour de l'agence russe médico-biologie qui aurait affirmé que le polonium n'avait rien eu à voir avec la mort d'Arafat, avant que son directeur dément officiellement avoir tenu de tels propos.

Bon, on aura compris que face aux preuves accablantes d'assassinat contre l'Etat sioniste, ses complices se démènent pour nier l'évidence et laver de tout soupçon les criminels.

4- Russie

Signe de de l'exaspération grandissante de la Russie par rapport aux provocations des Etats-Unis, de l'UE et de l'OTAN, le président Vladimir Poutine a invalidé, la semaine dernière, un décret présidentiel de 2011 établissant un groupe interdépartemental de travail au sein de l'administration présidentielle russe pour gérer les négociations avec l'OTAN sur la défense antimissile.

La déclaration laconique du Kremlin ne donne aucune explication pour le geste de Poutine, mais le quotidien the Voice of Russia a publié le 3 novembre sur son site un long article à ce sujet.

L'auteur de l'article, John Robles, attribue la décision de Poutine à une longue série de frustrations accumulées sur plusieurs dossiers, où le manque de coopération et de respect de l'OTAN a été flagrant. Robles écrit :

La sagesse du président ne peut être remise en question après (...) des douzaines de tentatives manquées pour développer un partenariat avec l'alliance [Atlantique]. Ces ''ratées'' ont touché plusieurs domaines et ont été aggravées par les actions de l'OTAN elle-même (…) mais comme le proverbial ours russe, le président Poutine a été lent à réagir, mais une fois qu'une action a été décidée il est résolu.

La liste des griefs avancées par Robles peut être résumée comme suit :

En dépit de la rhétorique affirmant le contraire, l'OTAN n'a pas l'intention de traiter la Russie comme partenaire à part entière ;

Le bouclier antimissile est un cheval de Troie pour une capacité de première frappe contre la Russie ;

L'OTAN s'étend irrémédiablement vers l'est, forçant les pays cible à dépenser toujours plus d'argent pour leur propre défense ;

Les États-Unis et l'OTAN poursuivent leur tentative d'imposer leurs intérêts par la force et de militariser des pays et des régions auparavant neutres et pacifiques, notamment en Scandinavie et dans l'Arctique ;

Deux événements récents —l'un le refus du président Poutine de se laisser influencer par la menace d'actes terroristes de la part du prince saoudien Bandar, appuyé solidement par les Etats-Unis et l'autre, la prévention d'une autre guerre d'agression contre la Syrie souveraine par les Etats-Unis et l'OTAN — ont tout deux montré à quel point le président Poutine est attaché à la paix mondiale, contrairement à un Barack Obama qui, en dépit de son prix Nobel, multiplie les provocations ainsi que les exécutions par drone qu'il autorise personnellement.

Robles souligne que plusieurs avertissements ont été lancés aux Etats-Unis et à l'OTAN au sujet « de leur bouclier qui peut être rapidement et discrètement transformé en une architecture de première frappe meurtrière ». « Alors, pourquoi la Russie devrait-elle continuer à tenter de coopérer avec un plan qui vise à l'encercler avec des missiles de l'OTAN ? La réponse à cette question peut être machiavélique, ou bien peut-être aussi simple que le fait que la Russie cherchait à coopérer avec l'Occident jusqu'à la toute fin, dans un élan pacifique. »

Avec cette décision présidentielle, « Poutine a officiellement mis fin à l'ère où la Russie cherchait à apaiser et à coopérer avec son ancien adversaire qu'est l'OTAN et a tranquillement, oui, tranquillement, réaffirmé la souveraineté de la Russie et montré qu'elle se tiendra du côté de la paix, non pas seulement en paroles mais aussi par un geste serein et digne ». french.irib.ir 06.11

SOCIAL

1- Grèce

1.1- Grève générale en Grèce malgré la pluie et la résignation - Reuters

Des milliers de travailleurs en grève ont défilé mercredi à Athènes sous une pluie battante en direction du Parlement pour protester contre les mesures d'austérité imposées à la Grèce par ses créanciers internationaux.

La manifestation a coïncidé avec le début des entretiens d'une délégation de la "*troïka*" (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) des créanciers internationaux venue évaluer la mise en oeuvre du plan de sauvetage.

Le mouvement social de 24 heures décrété par les principaux syndicats des secteurs public et privé a entraîné la fermeture des écoles et des perturbations dans les transports aériens.

Enseignants, médecins, employés municipaux, conducteurs de bus et de train ont participé au mouvement. Les contrôleurs aériens ont cessé le travail entre 10h00 et 13h00 GMT. Les journalistes ont, quant à eux, fait grève pendant cinq heures.

Mais la participation était en baisse par rapport aux défilés précédents, peut-être en raison de la météo capricieuse.
Deux organisations ont saisi ce prétexte pour annuler leur participation à la marche sur la place Syntagma.

Quelque 15.000 personnes ont atteint la place, théâtre par le passé de violents heurts avec les forces de l'ordre. Elles appartenaient pour l'essentiel au groupe communiste PAME et à des formations de gauche. "*Plus de sacrifices !*" et "*Ne vous aplatissez-pas !*", pouvait-on lire sur des banderoles.

Le découragement a aussi joué chez des Grecs lassés de protester depuis 2009 contre la perte de leurs emplois et de leurs avantages sociaux, et l'érosion de leur niveau de vie.

Les syndicats redoutent que la "*troïka*" n'impose à la Grèce une nouvelle baisse des salaires et pensions de retraite pour remplir les conditions du plan de sauvetage, alors que l'incertitude sur les besoins de financement supplémentaires dont Athènes pourrait avoir besoin dès l'an prochain alimente les spéculations sur de nouvelles mesures d'austérité.

Ils dénoncent en outre les suppressions de postes prévues dans le secteur public et les projets de privatisation. "*En s'unissant, on peut les arrêter, on peut les renverser*", a promis le syndicat du secteur public ADEDY.

La Grèce, qui connaît une sixième année consécutive de récession, a un taux de chômage record de plus de 27%. Reuters 06.11

1.2- La police a évacué tôt jeudi l'ancienne télévision nationale grecque ERT, occupée depuis juin par des journalistes licenciés après la décision brutale du gouvernement de fermer cette institution, jugée trop coûteuse dans une Grèce en crise.

Aucun incident ou affrontement n'avait été constaté vers 05H00 GMT, au moment où se poursuivait l'opération des forces de police.

Un représentant du syndicat Pospert des employés d'ERT, Nikos Tsimbidas, a déclaré à l'AFP qu'il était en état d'arrestation.

L'agence de presse grecque ANA a annoncé de son côté que la police avait arrêté trois autres ex-employés d'ERT, dont le dirigeant de Pospert, le journaliste Panagiotis Kalfagiannis.

Selon les médias locaux, des militants opposés à l'évacuation se sont précipités sur les lieux quand s'est répandue au petit matin la nouvelle d'une évacuation imminente.

Un peu plus tard, au cours de l'évacuation, d'autres militants et des personnes soutenant ERT ont commencé à affluer vers les locaux de l'ancienne télévision.

Et d'anciens employés d'ERT ont appelé à la mobilisation. "*Nous demandons à tout le monde de venir au siège d'ERT*", ont-ils écrit dans un communiqué.

Refusant leur licenciement, des anciens employés maintenaient depuis juin des émissions sauvages à partir des locaux occupés. AFP 06.11

2- Etats-Unis

Dish Network, le numéro deux de la télévision par satellite aux Etats-Unis, a annoncé mercredi la fermeture d'ici janvier des 300 derniers magasins de l'enseigne de vidéo-clubs Blockbuster, un baisser de rideau définitif pour une enseigne ruinée par l'essor du numérique.

Les 2.800 salariés de Blockbuster seront licenciés, a précisé Dish.

Le groupe avait racheté Blockbuster en 2011 pour 320 millions de dollars après le dépôt de bilan de la société de location vidéo. En 2002, à son apogée, Blockbuster était valorisée cinq milliards de dollars en Bourse.

L'entreprise avait été fondée en 1985 à l'époque où les magnétoscopes devenaient un équipement standard des foyers américains.

Lors du rachat, Dish avait dit vouloir conserver 1.500 magasins et 15.000 employés, soit environ 90% du réseau de Blockbuster. Mais il a depuis réduit progressivement le nombre de points de vente et les effectifs.

Le marché de la vidéo s'est radicalement transformé en quelques années avec l'essor des distributeurs en ligne, comme Amazon, et des sites spécialisés comme Netflix, dont la capitalisation boursière dépasse 20 milliards de dollars. Reuters 06.11

Haut de page

Le 8 novembre 2013

CAUSERIE

20 à 25 nouveaux articles demain matin.

Le mot du jour : imposture. Je suis franchement désolé de vous imposer cette actualité, il faudra nous y faire.

Aveu. C'était attendre autre chose de sa part.

Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte Ouvrière (LO), a jugé "*lâche et pleutre*" le gouvernement qui "*mène une politique anti-ouvrière*" et "*récolte ce qu'il a semé*", "*il est sans volonté face au grand patronat. Il n'a pas arrêté de s'aplatir*", a déclaré Mme Arthaud jeudi sur France 2. Il "*mène une politique anti-ouvrière*" et "*récolte ce qu'il a semé*" dans l'affaire de l'écotaxe. AFP 07.11

Désolé, Hollande, le gouvernement, le PS et ses satellites sont demeurés fidèles à eux-mêmes, leur politique réactionnaire est conforme à leur nature, prétendre autre chose signifie qu'on attendait des miracles après avoir affirmé exactement le contraire, Lutte Ouvrière tient elle aussi le double langage habituel.

Elle reproche au gouvernement d'avoir cédé devant le patronat, autrement dit elle était favorable à cette taxe et à l'installation de ces portiques qui à terme permettraient de suivre à la trace les déplacements de tout véhicule ou toute personne motorisée sur toutes les grandes routes du pays, pour les autoroute c'est déjà le cas, peaufinant le contrôle exercé sur la totalité de la population, en plus du GPS, des téléphones portables, d'Internet faisant l'objet d'une surveillance globale, des relevés de comptes bancaires, des fichiers divers, des impôts, de la Sécurité sociale, de la police, carte d'identité, carte vitale, passeport, etc.

Mais non, vous n'avez rien compris, elle a ajouté qu'elle était "*solidaire de tous ceux qui se battent contre l'écotaxe*", et n'allez pas dire qu'elle tiendrait un double langage car si elle regrette que le gouvernement "*s'aplatisse*" devant le patronat, c'est parce qu'il refuse de se placer au côté des travailleurs, comme si c'était possible franchement, il ne peut pas être des deux côtés de la barricade à la fois, il lui faux choisir son camp et le sien est celui du capital contre le travail.

Elle regrette les conditions dans lesquelles le gouvernement a été obligé de reculer (et non de céder) sur l'écotaxe tout en se félicitant de ce recul, elle fait partie de ces gens qui réécrivent en permanence l'histoire en y mêlant des hypothèses qui demeureront toujours du domaine de l'extrapolation pure et simple parce qu'ils n'entendent pas partir de la réalité telle qu'elle est.

On aura compris que l'origine des regrets qu'elle a formulés repose sur les illusions qu'elle entretient dans le régime qui pourrait s'accommoder de "*reculs*" du gouvernement sur les licenciements, les retraites, la Sécurité sociale, l'école, les hôpitaux, etc. comme si la crise du capitalisme n'existait pas en somme.

On doit ajouter compte tenu que cette crise fait l'objet d'une manipulation par l'oligarchie financière au pouvoir, de telle sorte que des militants en arrivent à penser qu'elle n'existerait pas, Obama ne vient-il pas de déclarer qu'elle était "*fabriquée*", il faut rappeler ou préciser que les besoins sociaux des travailleurs n'ont jamais fait partie de la préoccupation des capitalistes ou constitué leur priorité, et qu'au stade actuel de l'évolution du capitalisme mondial seuls les capitalistes qui consacrent le moins de plus-value aux salaires ou aux besoins sociaux des travailleurs ont une chance de survivre et qu'aucun n'entend la laisser passer. Les droits sociaux et politiques des travailleurs, la démocratie et la lutte des classes sont incompatibles avec la survie du capitalisme

La réduction des dépenses de l'Etat en matière sociale ou le budget drastique d'économie que le gouvernement a adopté ainsi que l'augmentation de la TVA, des impôts et des taxes, via également les collectivités locales, la privatisation de certains secteurs de l'économie, les subventions diverses et autres exonérations de charges sociales accordées au patronat, etc. l'ensemble constitue autant de ponctions indirectes dans la poche des travailleurs au profit des capitalistes, non seulement le gouvernement refuse de taxer davantage le capital, les profits, les riches, etc. ils augmentent les impôts et taxes que paient les travailleurs pour augmenter les profits des capitalistes, cela contribue aussi souvent sous une forme déguisée à faire baisser le coût du travail, à faire pression sur le niveau de vie des travailleurs pour le tirer vers le bas, tandis qu'ils doivent dépenser toujours plus pour satisfaire leurs besoins élémentaires ou tout simplement survivre pendant que les nantis accroissent leur richesse.

Réduire le coût de la force du travail de telle sorte qu'il ne dépasse pas le niveau de ce qui est strictement nécessaire à sa reproduction et éliminer ce qui correspond à des besoins superflus.

La part de la force de travail (capital variable) qui entre dans la composition du capital de chaque marchandise produite (pour faire simple) étant de plus en plus réduite par rapport au reste du capital (capital constant) mis en oeuvre au cours du procès de production, matière première, machine, installation, etc.au fur et à mesure qu'augmente la productivité, en conséquence le taux de profit tend à baisser alors que l'accumulation du capital s'accélère.

Le système capitaliste fonctionne selon des lois ou un cycle infernal conduisant à sa propre destruction ou à donner naissance à un mode de production supérieur qui devrait obligatoirement s'émanciper de ces lois sous peine de demeurer enfermer dans ce système, c'est la condition indispensable à remplir pour que les forces productives cessent de devenir des forces destructrices

de capital, des bases sur lesquelles il repose mais aussi de la civilisation humaine et de notre planète.

La crise du capitalisme coïncide avec une accumulation monstrueuse de capital entre quelques mains et l'impossibilité dans laquelle se trouvent les capitalistes d'investir cette masse de capitaux et d'en attendre une rentabilité suffisante pour éviter que ce rapport soit remis en cause, autrement dit il est impossible pour les capitalistes d'envisager investir en pure perte ou de ne pas réaliser de profit.

Autrefois il fallait 8 heures pour produire et assembler un poste de télévision, aujourd'hui il en faut une seulement, partons de cette hypothèse.

A la force de travail qui était dépensée pendant ces 8 heures de travail correspondait les matières premières nécessaires à la fabrication d'une télévision. Ce rapport entre le capital variable et le capital constant déterminait le taux de profit à l'issue du procés de production. Laissons de côté ici d'autres facteurs, l'outillage, l'installation, les charges, etc. qui d'ailleurs ne contredisent pas notre démonstration, au contraire ils la confirment ou amplifient même les conclusions auxquelles nous arrivons. Si maintenant en face de la même dépense de force de travail au lieu d'avoir les matières premières nécessaires à la production d'une télévison vous avez les matières premières correspondant à la fabrication de 8 téléviseurs, le rapport entre capital variable et capital constant va tourner à l'avantage du capital constant, la part du capital variable présent dans chaque téléviseur va être divisée par huit, or c'est uniquement à partir de la force de travail mise en oeuvre que le capitaliste tire son profit, il peut certes le maintenir ou l'augmenter en volume en produisant plus, mais dans ce cas-là il devra dépenser toujours plus en capital constant, en matières premières donc disposer de toujours plus de capitaux pour se les procurer, si parallèlement il ne peut pas augmenter les prix de vente de ses téléviseurs à cause de la concurrence tandis que ceux des matières premières et autres charges ou coûts indirects augmentent, il va se retrouver coincer ou il va lui falloir accepter une baisse de ses marges, de son profit, or il a besoin impérativement qu'il augmente, il ne lui reste plus comme solution qu'à s'attaquer au coût de la force de travail, obtenir des exonérations de cotisations sociales, une baisse des impôts sur ses bénéfices, des subventions de l'Etat, baisser les salaires, rallonger la durée du travail, etc. il faut qu'impérativement de la part de la plus-value dégagée, que celle qui lui revient augmente sans cesse au détriment de la part qui revient aux travailleurs. Au niveau d'un secteur économique, quand cette condition ne peut pas ou plus être remplie, ils ferment la boutique tout simplement et en ouvrent une autre ailleurs où le taux de profit sera plus élevé. Il faut aborder l'économie à l'échelle d'un secteur économique à l'échelle mondiale, et au-delà l'économie tout court à l'échelle mondiale tous secteurs d'activité confondus.

C'est un cercle vicieux, dont la tendance principale conduit soit à son implosion programmée ou orchestrée, moins soudaine que l'explosion d'une crise classique du capitalisme qu'il est parvenu à éviter ou à déjouer depuis 40 ans, mais toute aussi violente conduisant à l'instauration d'un nouvel ordre mondiale, hypothèse qui demeure improbable à réaliser tant les obstacles à surmonter s'accumulent, bien qu'ils avancent lentement mais sûrement dans cette voie depuis le début des années 70, ce qu'on appelle la stratégie néolibérale, ils n'ont pas le choix, elle demeure la seule à leur disposition pour tenter d'assurer leur survie, soit à son explosion brutale lors de l'effondrement de l'économie mondiale en réponse à la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées débouchant sur le socialisme ou si elles demeurent incapables de s'emparer du pouvoir politique le chaos, la guerre, la barbarie, le tout généralisé.

Ceux qui procèdent à une distinction entre le capitalisme et le néolibéralisme sont des ignorants ou des charlatans, car le néolibéralisme n'est rien d'autre qu'une étape économique naturelle ou nécessaire propre à l'évolution du capitalisme mondial à laquelle il ne peut pas échapper sous peine de disparaître de lui-même, ce qui est évidemment impensable, inimaginable. Une fois qu'on a posé ce constat que tous les capitalistes et leurs représentants sont amenés à faire de leur côté, on comprend que la situation actuelle n'est pas le produit d'erreurs politiques ou d'une volonté politique particulièrement cupide, elle est uniquement le produit du développement historique du capitalisme parvenu au stade de putréfaction.

On va peut-être nous reprocher de critiquer les uns et les autres, je leur répondrais qu'on en a marre que des gens parlent en notre nom, alors qu'on ne peut pas se reconnaître dans leurs discours ou leurs illusions. Et franchement on fait preuve de retenu ! De plus quotidiennement on s'emploie à traiter la propagande nauséabonde du gouvernement et des médias qui nous donne la nausée au point qu'on atteint la saturation. On n'est pas du genre à ménager la chèvre et le loup, à tourner autour du pot, à flatter des gens qui se moquent de nous, car c'est bien de cela dont il s'agit, ils se foutent de nous.

On voudrait bien vous donner de bonnes nouvelles, hélas cela ne dépend pas de nous ! Ce qui ne nous empêche pas d'être de bonne humeur, comme dirait l'autre on est tellement habitué à en prendre plein la gueule qu'il en faut plus pour nous pourrir la vie et nous démoraliser, nos principes et notre idéal ne sont pas négociables, on s'y tient et on se porte très bien ainsi, entre nous, c'est ce qui nous permet de garder le moral, je ne dirais pas que c'est un exemple à suivre car je n'ai de leçons à donner à personne, mais un conseil d'ami à méditer, il arrive dans la vie que ce soit la seule chose à laquelle on puisse se raccrocher pour lui trouver encore un sens, ce qui à ma connaissance n'est pas donné à tout le monde, c'est toujours mieux que de sombrer dans la déprime ou d'en vouloir à la terre entière, on se fait du mal pour rien et on est désagréable avec les autres gratuitement.

On fait ce qu'on peut avec les moyens du bord, ensuite cela plaît ou non, peu importe, on supporte déjà beaucoup de choses et on est prêt à en supporter davantage encore puisqu'on ne juge personne, on supporte même les militants qui nous juge, c'est pour dire qu'on fait preuve d'une grande tolérance, par contre qu'on ne vienne pas nous demander de changer, c'est uniquement mon affaire de la même manière que je ne me permettrais pas de m'occuper des vôtres.

De nos jours, à tous les niveaux c'est l'hypocrisie, la médiocrité et la bassesse humaine qui sont à l'honneur, Hollande en a fait son mode de gouvernance à la suite de Sarkozy, c'est génétiquement la marque de fabrique du PS qui nous fait horreur et le mot est faible, alors nous pilonnons tous ceux qui l'épargnent d'une manière ou d'une autre et nous allons continuer, nous allons même amplifier notre offensive en 2014 pour commémorer à notre façon le centenaire du passage du PS du côté de l'ennemi avec armes et bagages pour reprendre la formule consacrée. Avis aux amateurs.

ACTUALITE EN TITRES

Quand les marchands de canons fêtent la grande boucherie.

- Comment la France va commémorer les 100 ans de la guerre de 14-18 - Francetv info

PS : 100 ans d'imposture !

Parole de chef de guerre, il vole la vedette à Obama.

- Hollande : "*Commémorer la première guerre mondiale, c'est prononcer un message de paix*" - LeMonde.fr

Destiné aux peuples afghan, irakien, libyen, malien, syrien, libanais, iranien, palestinien et j'en passe...

Et les victimes des Versaillais alors ?

- 14-18 : Hollande veut faire entrer les fusillés aux Invalides - LePoint.fr

Les Communards, et pourquoi pas les bolcheviks pendant que vous y êtes !

Il aura du mal à y faire entrer les 40 millions de morts que la social-démocratie dégénérée a sur la conscience, personne ne lui demandera d'ailleurs.

Histoire de famille.

- Les alliés auraient rendu des oeuvres au marchand nazi - Reuters

Rien d'étonnant à cela.

Oui, alors que la chasse aux juifs était déjà bien amorcée en Allemagne, Hitler entretenait des relations avec des hommes d'affaires juifs dont certains étaient banquiers, il alla jusqu'à les protéger et leur accorder des facilités pour continuer leur business, avant de leurs fournir des sauf-conduits pour quitter discrètement l'Allemagne nazi lorsque leur présence dans le pays était devenue trop dangereuse pour leur sécurité.

N'est-ce pas non plus des banquiers juifs américains, britanniques et français notamment qui auraient financé la montée d'Hitler en Allemagne, qui auraient continué d'alimenter l'industrie de guerre en matières premières par la suite au cours des années 40 ? Comment vous l'ignoriez ? Les Canadiens aussi étaient de la partie, aluminium, fer, etc.

Résistance.

- L'usine Goodyear d'Amiens-Nord bloquée par ses ouvriers - Liberation.fr

- Plusieurs milliers de sages-femmes manifestent à Paris - 20minutes.fr

- Grève à France Télévisions: importante mobilisation contre les départs - AFP

- La Redoute: 1.200 salariés manifestent à Lille pour leurs emplois - AFP

Une machine de propagande de guerre

- Le prochain "*Star Wars*" sortira en décembre 2015 - Reuters

- Bénéfice trimestriel en hausse de 12% pour Walt Disney - Reuters

Comment cela "***pas méritées***" ?

- Non, les inégalités de revenus ne sont pas «*méritées*» - Slate.fr

De la part de nantis, cette remarque est plutôt suspecte, vous ne trouvez pas ? Ils visent en fait la classe moyenne qui a des revenus, les riches ne produisent rien mais réalisent des gains, des profits, nuance donc, c'est différent, c'est "*mérité*", naturel, logique, légal et légitime.

La preuve :

- En Angleterre, les chiens policiers toucheront une retraite - LeFigaro.fr

La méritocratie : apprenez-lui le caniveau !

Et puis n'est pas escroc qui veut, cela se mérite, enfin !

- M. Montresor, un multimillionnaire italien qui déclarait 4 euros de revenus - Francetv info

La police financière italienne a annoncé jeudi la mise sous séquestre les biens de Giovanni Montresor et sa femme d'une valeur supérieure à 300 millions d'euros, un habitant de Vérone (nord-est) qui déclarait un revenu annuel de quatre euros.

Selon Francesco De Giacomo, l'homme d'affaires véronais a déclaré quatre euros de revenus en 2011, cinq euros en 2010 et quatre euros en 2009. Sa femme a déclaré trois euros en 2011 et un euro en 2010. La justice a donc décidé la saisie de leurs biens comprenant, entre autres, neuf entreprises, 235 hectares de terrains situés dans plusieurs régions du nord de l'Italie, dix-huit biens immobiliers et sept véhicules. Giovanni Montresor avait déjà fait l'objet d'une enquête dans les années 90 pour corruption et fraude, puis à nouveau en 2011: il n'avait ni déclaré ses capitaux à l'étranger ni payé les impôts après la vente de 180 hectares de terrains lui appartenant. AFP 07.11

A moins que le mérite ne soit hériditaire.

- Belgique: les "*fins de mois difficiles*" d'Albert II n'émeuvent pas le gouvernement - AFP

- Belgique: pour Albert II, 923 000 euros, c'est trop peu - L'Express.fr

Stratégie du chaos.

- Irak: 16 morts dans un double attentat suicide contre l'armée - AFP

- Violents combats dans la capitale libyenne - Reuters

- Tunisie: le ministère de l'Intérieur accusé dans l'assassinat de Chokri Belaïd - Lexpress.fr

- Proche-Orient: un échec des négociations mènera à plus de violences selon Kerry - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Offensive de la réaction nationale apeurée.

A la façon du journal Le Point : ce sera la révolution néolibérale !

- La situation est-elle révolutionnaire ? - LePoint.fr

Franz-Olivier Giesbert commence par dénoncer, je cite : l'hystérie, l'éructation, des braillards et des haineux, mais de qui parlent-ils ? Des europhobes, des opposants à l'Union européenne dont il est un farouche partisan.

Suivent ensuite, je cite toujour, les bateleurs et les bonimenteurs qui appartiennent à la même catégorie infâme et veulent "*sortir de l'euro, augmenter les impôts*", quelle horreur, quel crime de vouloir se séparer de cette monnaie de singe copie conforme du dollar qui ne vaut plus un clou ou de s'attaquer au magot de l'oligarchie financière.

Il ne peut plus contenir sa haine de ce qui incarne à juste titre d'ailleur l'ennemi du capitalisme dont il est le porte-parole zélé déversant son fiel sur "*Le communisme et ses avatars (qui) ne sont plus que des remugles au fond des poubelles de l'Histoire*" desquelles il n'est jamais sorti puisque cela fait déjà des décennies que le capitalisme est entré en putréfaction et dégage une odeur pestilentielle. Pour se rassurer il ajoutait "*rien à craindre de ce côté-là*", à moins que les masses en décident brusquement autrement, car tout s'accélère en période révolutionnaire et leur conscience peut faire des bons de dizaines d'année en avant en quelques mois à terroriser y compris ce genre de réactionnaire assumé.

D'ailleurs, il ne peut contenir son angoisse bien longtemps, dépité ou désabusé " *force est de constater que la situation actuelle présente des similitudes passablement troublantes avec les décennies qui ont précédé 1789*", oui en effet, prenez garde monsieur, c'est à y perdre la tête !

Pris de convulsions, il tente de se rassurer comme il peut, affirmant que "*la Révolution n'est pas aux portes de Paris*", et à croire qu'il tiendrait à la précipiter il recommande de "*commencer dès maintenant le travail que les marchés financiers obligeront la France à réaliser tôt ou tard*", entendez par là, à liquider les droits sociaux qu'il nous reste encore, estimant que "*Hollande est désormais condamné à mener, de gré ou de force, la seule politique qui vaille*", celle qu'il vient d'énoncer, osons espérer qu'il sera entendu et que cela mettra le feu aux poudres et précipitera l'ouverture d'une crise politique révolutionnaire. A nous de nous y préparer et d'y préparer les masses à passer à l'assaut du pouvoir politique.

En complément, pour montrer aux lecteurs à quel degré d'abjection et de ridicule est tombé le directeur du Point, je ne peux m'empêcher de reproduire la fin d'un article intitulé *Le masque de Marine Le Pen* dont il a autorisé la publication dans son torchon le 7 novembre, à la suite vous prendrez connaissance de son auteur.

- "*On ne sait jamais, n'est-ce pas, par où la bêtise vous rattrape.*

On se bricole un personnage, un sourire, des postures, des verrous.

Mais l'inconscient est là, qui veille et se venge - un dérapage, un lapsus et, de même qu'il n'y a pas un régime qui, selon un grand écrivain que devrait relire, ou lire, Mme Le Pen, résiste à deux minutes de vérité, il n'y a pas une construction qui résiste à la vérité d'un masque qui craque.

À la fin, vous verrez, c'est toujours le mensonge qui perd.

Signé : Bernard-Henri Lévy

Une telle imposture est du niveau d'Israël !

On a à faire à de dangereux psychopathes, des mythomanes endurcis, des maniaques habités par une haine farouche de la vérité qu'ils fuient comme la peste. Je les classe dans la même catégorie que les fascistes, parmi leur élite intellectuelle, la plus cruelle et cynique.

Le dandy sioniste ne peut pas perdre contre vous ou moi ou n'importe qui, et vous savez pourquoi, parce qu'il se pose en détenteur de la vérité face au mensonge, sans se présenter dans ces termes évidemment, alors que lui il n'y a rien en face de lui, personne ne peut lui opposer la vérité puisqu'il ne ment pas. Il ne commet pas un acte contrairement à nous, par exemple tenir une position, affirmer quelque chose, défendre un point de vue, non, lui il est naturel, il est naturellement menteur ou fabulateur, c'est dans sa nature, il est le mensonge incarné, le mensonge et lui ne font qu'un. Il personnalise le mensonge au point que vous ne pouvez pas l'attaquer sans attaquer sa personnalité. Il a élevé le mensonge au rang de système de pensée, du coup, comme tout système de pensée ne peut se justifier qu'en faisant référence à lui-même, le mensonge est l'étalon unique qui lui sert de mesure à toute pensée ou pour juger les autres. Autrement dit, il est condamné à toujours mentir, il ne peut rien faire d'autres sous peine de remettre en cause le système qu'il a élaboré et qui lui tient lieu de repère pour penser, il n'y survivrait pas, dans son cas ce serait un soulagement pour l'humanité !

Manipulation. Ils seraient masochistes et exigeraient davantage de coupes sociales.

84% des Français estiment que le gouvernement ne fait actuellement pas suffisamment d'efforts pour réduire les dépenses de l'Etat

- Atlantico.fr

Non, il doit s'agir d'autre chose.

- Sondage: Deux tiers des Français prêts à se mobiliser contre l'impôt et pour défendre leur emploi - 20minutes.fr

A la question «*Vous personnellement, seriez-vous prêt à manifester -par exemple dans la rue- pour protester contre le niveau des impôts et défendre l'emploi?*», deux tiers des Français (67%) répondent oui, selon une étude CSA pour BFMTV diffusé jeudi.

Dans le détail, souligne l'institut, «*on observe un fort potentiel de mobilisation parmi les actifs, plus particulièrement au sein des catégories populaires: employés (71%) et ouvriers (76%)*», sans doute très concernés par la partie de la question sur la défense de l'emploi alors que les plans sociaux se succèdent dans l'industrie française. Il atteint «*47% parmi les cadres et les prof*". 20minutes.fr 07.11

L'imposture des vassaux

1- La majorité appelle les multinationales à la vigilance - Reuters

Les groupes socialiste et écologiste de l'Assemblée nationale ont déposé chacun de leur côté jeudi une proposition de loi sur le devoir de vigilance des multinationales en matière de respect des droits de l'Homme et de l'environnement.

Le groupe PS, qui détient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée, estime qu'après la catastrophe survenue il y a six mois dans l'usine Rana Plaza au Bangladesh, "*il faut éviter que des entreprises françaises soient à nouveau impliquées, directement ou indirectement, dans des drames similaires*". Reuters 07.11

L'Assemblée nationale propose, les multinationales disposent...

Le groupe PS porte-parole "*des entreprises françaises*", madame Arthaud, ils assument, donc ce ne sont pas des "*lâches*", tout ce que vous voudrez par ailleurs, n'hésitez pas à vous lâcher !

2- BCE: Moscovici salue une "***bonne nouvelle limitant les risques de déflation***" - AFP

Le ministre français de l'Economie Pierre Moscovici s'est réjoui jeudi de la baisse de taux décidée par la BCE, la qualifiant sur Twitter de "*bonne nouvelle (...) limitant les risques de déflation*".

La Banque centrale européenne a annoncé jeudi une baisse de son taux directeur à 0,25% contre 0,50% auparavant, une tentative de ranimer l'économie de la zone euro confrontée à une reprise lente, des prix paralysés et un chômage de masse dans plusieurs pays.

L'inflation en zone euro atteignait 0,7% en octobre, alors que le taux idéeal pour la BCE s'établit à un peu moins de 2%.

Le président de la BCE Mario Draghi a réfuté tout parallèle avec le Japon, dont l'économie s'est enlisée dans la déflation. Mais il a estimé que la zone euro allait vivre "*une période prolongée d'inflation basse*". AFP 07.11

3- Moscovici est comblé, il n'est pas le seul.

- Les marchés saluent la baisse surprise du taux de la BCE - AFP

La très grande majorité des analystes s'attendaient à ce que la BCE résiste, du moins ce mois-ci, aux appels des marchés financiers et de responsables politiques, pour agir face à une inflation très basse.

"*Il est évident que la BCE sous la présidence de Draghi est devenue beaucoup plus pro-active que sous ses prédécesseurs*", selon Carsten Brzeski, économiste chez le bancassureur ING.

Pour Yves Marçais, vendeur d'actions chez Global Equities, "*la réaction des marchés est cohérente, puisqu'ils apprécient les politiques monétaires accommodantes quelle que soit la logique à l'oeuvre*".

De même, le marché obligataire a applaudi la nouvelle, qui permet aux investisseurs de prendre davantage de risque. AFP 07.11

Mario Draghi, Moscovici, les marchés tiennent le même discours, après qui va oser se rendre à l'Elysée ou dans un ministère pour demander à Hollande ou aux ministres de prendre en compte les besoins des travailleurs, qui, quel parti ?

C'est la faute à pas de chance !

- Réforme santé: Obama "*désolé*" que des Américains perdent leur assurance - AFP

Le président Barack Obama a dit jeudi dans un entretien télévisé être "*désolé*" que des Américains perdent leur assurance-maladie à cause de sa réforme de la santé, malgré ses promesses répétées.

Effet secondaire de la réforme promulguée en 2010 par M. Obama et dont un volet central a commencé à être appliqué début octobre: des compagnies d'assurance, qui dominent le marché de la santé, ont résilié unilatéralement des forfaits devenus illégaux, forçant certains Américains à changer de couverture, avec des augmentations des primes à la clé pour certains.

Ce phénomène a contredit une promesse répétée par M. Obama depuis des années qu'il défend sa réforme: "*Si vous aimez votre couverture actuelle, vous pouvez la garder*".

Lundi, M. Obama avait déjà tenté de circonscrire cette controverse dont les républicains du Congrès se délectent, en précisant tardivement sa pensée. "*Ce que nous avons dit est que si vous aviez un de ces forfaits avant la réforme, vous pouviez le garder, s'il n'a pas changé depuis que la loi a été adoptée*", avait-il affirmé.

La polémique s'est ajoutée à celle née de la mise en place chaotique du portail internet gouvernemental de souscription à une couverture maladie privée, pour les Américains en étant jusqu'ici dépourvus. AFP 07.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

- Tunisie: le ministère de l'Intérieur accusé dans l'assassinat de Chokri Belaïd - Lexpress.fr

Un collectif d'avocats tunisiens a accusé jeudi le ministère de l'Intérieur d'avoir caché les résultats de l'enquête balistique démontrant, selon eux, que l'opposant Chokri Belaïd assassiné le 6 février avait été abattu par une arme appartenant à ce ministère.

Selon le collectif, le ministère a reçu le 29 mai les résultats de cette enquête effectuée par l'Institut néerlandais des preuves scientifiques en matière pénale, à la demande de la justice tunisienne. "*Le ministère a dissimulé le rapport balistique et ne l'a pas remis à la justice*", a indiqué à la presse Me Mokhtar Trifi, ex-président de la Ligue tunisienne de la défense des droits de l'Homme, accusant la direction générale de la sûreté publique. Le collectif a désigné sept cadres du ministère impliqués, selon lui, dans la dissimulation des résultats de l'enquête balistique dont des représentants d'Interpol en Tunisie.

Dans un rapport distribué à la presse, le collectif baptisé "*Initiative pour la recherche de la vérité sur l'assassinat de Chokri Belaïd*" affirme que l'opposant a été tué avec un revolver Beretta 9 millimètres, une arme utilisée exclusivement par les personnels du ministère de l'Intérieur.

Sur sa page officielle Facebook, le ministère de l'Intérieur a rejeté ces accusations, dénonçant "*une campagne de dénigrement méthodique et ciblée à l'égard de l'institution sécuritaire*". "*Le ministère de l'Intérieur assure que les unités de la police et de la garde nationale ne possèdent pas le type d'arme mentionné dans le rapport néerlandais comme il a été prétendu*". Lexpress.fr 07.11

2- Turquie

- Turquie: manifestation contre la construction d'un mur à la frontière syrienne - AFP

La police a fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour disperser jeudi à Nusaybin, dans le sud-est de la Turquie, plusieurs milliers de personnes opposées à la construction d'un mur à la frontière avec la Syrie, ont raconté des témoins.

Réunis à l'appel du Parti kurde pour la paix et la démocratie (BDP), les manifestants se sont rassemblés à quelque centaines

de mètres de la frontière pour dénoncer ce "*mur de la honte*". Les forces de l'ordre sont intervenues pour riposter à des jets par certains protestataires de bouteilles et de cocktails Molotov.

Ces incident sont intervenus le jour où la maire de cette ville, Mme Ayse Gökkan, a mis un terme une grève de la faim entamée neuf jours plus tôt pour protester contre la construction du mur.

Les autorités d'Ankara ont démenti toute volonté d'ériger un véritable "*mur*", affirmant que les services de sécurité turcs se contentaient d'ajouter des barbelés à une structure déjà existante. AFP 07.11

3- Libye

De violents combats avec canons anti-aériens et grenades ont éclaté jeudi soir à Tripoli, la capitale libyenne, rapportent des journalistes de Reuters.

Une milice fortement armée a pénétré dans Tripoli et attaqué le quartier de Souk al Djouma, dans l'est de la ville, pour venger la mort d'un des ses membres tué mardi dans la capitale, a-t-on appris de source proche des services de sécurité.

Tripoli a déjà été le théâtre mardi des plus violents combats entre groupes rivaux depuis des semaines, qui ont fait un mort et deux blessés.

Ces affrontements illustrent l'incapacité chronique du gouvernement d'asseoir son autorité sur les anciens combattants et milices islamistes qui refusent de déposer les armes dans un pays qui regorge d'armement deux ans après la chute de Mouammar Kadhafi.

Les autorités libyennes ont tenté d'intégrer les nombreuses milices au sein des forces gouvernementales. Si nombre d'entre elles sont rattachées à la police ou à d'autres forces de l'ordre, elles obéissent néanmoins avant tout aux ordres de leurs commandants.

Les affrontements entre milices sont souvent provoqués par des rivalités personnelles, la lutte pour le contrôle de certains secteurs, des vols de voiture ou la saisie de cargaisons d'alcool ou de drogue. Reuters 07.11

4- Arabie saoudite

Selon BBC, le Pakistan a fait part de sa totale disponibilité à livrer " *des armes atomiques* " à Riyad " *pour l'aider à faire face à toute menace future venant de la part de l'Iran*". Selon les sources pakistanaises consultées par BBC, " *Islamabad aurait pris des mesures nécessaire pour cette livraison*". " *En cas d'un accord final entre Riyad et Islamabad, l'Arabie saoudite sera dotée d'armes atomiques avant même que l'Iran puisse en fabriquer . en effet les pakistanais auraient mis de côté un certain nombre d'ogives nucléaires pour pouvoir les livrer sans tarder à Riyad* ".

Cette information annoncée haut en couleur par la BBC n'a été confirmée par aucune source officielle . Mais elle a la vertu de plaire au camp des détracteurs d'une entente nucléaire entre l'Iran et l'Occident : ces derniers pourront faire croire à une course à la bombe atomique au Moyen-Orient qui justifierait le recours à la manière forte contre l'Iran nucléaire. Depuis l'arrivée au pouvoir du pro saoudien Nawaz Sharif au Pakistan, les relations entre Téhéran et Islamabad se sont refroidis. Islamabad tolère la réactivation des cellules terroristes takfiris à l'origine des troubles de ces dernières semaines dans la province iranienne de Sistan e Balouchestan (Assassinat de 14 gardes frontières, assassinat du procureur de Zaboul). french.irib.ir 07.11

5- Israël

Après des semaines de surenchère, de campagne de calomnie et de mensonge, le régime sioniste finit par faire marche arrière. selon Haaretz, "*Israël ne s'opposera plus à la nouvelle politique iranienne de la Maison Blanche, s'il est assuré que le rapprochement Washington/Téhéran ne réduit pas les sanctions anti iraniennes et qu'il entraine au contraire un démantèlement du programme nucléaire iranien*", cette information vient d'être publiée alors que le ministre iranien des AE et la cheffe de la diplomatie européenne s'entretiendront aujourd'hui à Genève de la nouvelle proposition nucléaire iranienne.

Depuis l'élection de Rohani à la présidence, Netanyahu est apparu comme un personnage déséquilibré et obsédé qui n'a qu'une seule hantise, saper tout processus d'une entente nucléaire irano américaine. Allant jusqu'à injurier le peuple iranien , Netanyahu a exigé que les sanctions infligées à ce même peuple soient durcies. Mais à présent, il semble s'avouer vaincu : Haaretz fait d'ailleurs remarquer que les Etats-Unis ne s'opposent pas à ce que l'Iran continue à enrichir son uranium à un taux faible. Un autre sujet de litige israélo américain sur l'Iran ce sont les sanctions : les américains ne veulent pas d'un durcissement des mesures de restrictions puisque ce durcissement pourrait avoir un impact négatif sur le processus des négociations. L'entourage de Netanyahu ne veut tout de même pas reconnaitre sa marche arrière estimant que " *l'attitude agressive de Bibi a contribué à ce que la question d'une levée des sanctions se transforme en une question du maintien des sanctions en l'état*". french.irib.ir 07.11

SOCIAL

Espagne

- Madrid envahie par les détritus en raison d'une grève du nettoyage - AFP

Détritus, sacs en plastique troués, canettes de bière et mégots envahissaient jeudi les rues et trottoirs de Madrid, au troisième jour d'une grève illimitée des employés des services de nettoyage qui dénoncent des baisses de salaires et suppressions de postes.

Dans les quartiers touristiques, en plein centre de la capitale espagnole, les poubelles publiques débordaient de cartons éventrés, de sacs poubelle ou de bouteilles vides.

Cette grève qui a commencé mardi ne touche que les services de nettoyage et de jardinage, pas le ramassage des ordures ménagères comme ce fut le cas l'an dernier dans d'autres villes, comme Jerez de la Frontera en Andalousie.

Les syndicats dénoncent un plan social qui prévoit, pour l'heure, la suppression de quelque 1.100 postes dans les entreprises sous contrat avec la mairie, venant s'ajouter aux 350 déjà supprimés en août. Le plan prévoit également une baisse des salaires pouvant aller jusqu'à 40%, selon les syndicats.

La grève "*se poursuivra le temps nécessaire pour qu'ils mettent fin à cette folie*", avait promis mardi Juan Carlos del Rio, porte-parole du syndicat UGT. "*Un jardinier gagne 900 euros et un agent de nettoyage 1.050 euros*", avait-il ajouté, en calculant que les baisses prévues ramèneraient les salaires jusqu'au minimum légal de quelque 650 euros.

"*Je ne vois pas de solution. Madrid va se transformer en porcherie*", avertissait de son côté Francisco Jargon, le président de l'association des entreprises de nettoyage de Madrid (Aselip).

Face à la crise et à l'explosion des déficits publics dans le pays, la mairie de Madrid, comme les régions et l'Etat, ont opéré des coupes claires dans les budgets. Selon Francisco Jargon, la mairie "*a baissé de 40% ce qu'elle payait aux entreprises*" par rapport à 2007. AFP 07.11

Haut de page

Le 9 novembre 2013

CAUSERIE

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, trop crevé et pas le courage, et puis rien d'urgent à traiter. Demain au programme, on taillera en pièces Vallaud-Belkacem et la théorie du genre, ensuite on traitera un nouvel article bien réac du Point.

Haut de page

Le 10 novembre 2013

CAUSERIE

Ce matin j'ai eu le bonheur de voir et de parler (Skype) pendant une heure avec ma fille, son compagnon et ma petite-fille Cassie qui vit à la Réunion et que je n'ai jamais pu serrer dans mes bras. Je suis un grand-père comblé pas encore gâteux ou sourd et qui a passé la soirée d'hier à écouter Steeve Vai et Joe Satriani. Avec l'ordinateur et donc la musique dans ma chambre, j'ai l'impression d'être redevenu un adolescent!

La suite de l'actualisation du site d'ici quelques heures, avec plus de 20 nouveaux articles, je dois les lire en diagonale avant, je vais aussi sélectionner quelques passages qui serviront à alimenter notre réflexion.

A l'issue d'une réunion à l'Elysée avec François Hollande, Angel Gurria (OCDE) a tenu à exprimer au nom du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC et de l'OIT (associant tous les syndicats) son soutien et son admiration pour les "*réformes*" mises en oeuvre par Hollande, son gouvernement, le PS. (lire l'article plus loin)

ACTUALITÉ DU JOUR

Offensive de la réaction néolibérale, suite.

Avant d'aborder l'article qui suit on pourrait commencer par en fournir un décryptage sémantique pour faciliter sa lecture et comprendre les intentions de son auteurs.

Son expression et sa traduction

- Principe de précaution ou précautionneux : ce qu'ils appellent l'Etat providence, le capitalisme d'Etat, mais surtout les droits sociaux qui y sont associés, le produit essentiellement de la lutte de classes du passé et les réformes que les capitalistes ont concédé aux travailleurs en échange de la paix sociale ou la stabilité du régime garantie par les organisations et partis traitres du mouvement ouvrier. Bref, tout les besoins des travailleurs devraient être marchandisés et gérés par le secteur privé, l'Etat ne devant pas intervenir, son rôle se limitant à encaisser (et encore !) les impôts et taxes pour les redistribuer aux capitalistes et à ses fonctions répressives, police, justice, armée (et encore !).

- Volonté d'innovation, proactif ou proactivité, précautionnite aiguë : Aller dans la direction indiquée au paragraphe précédent, briser la Sécurité sociale, le système de retraite par répartition, privatiser le droit à la santé, à l'instruction, au logement, liquider tout ce qui a un caractère social et qui est improductif, une charge pour l'Etat.

- Evolutions idéologiques : Indique d'emblée qu'il s'agit d'une guerre idéologique menée par la classe dominante pour accroître son pouvoir sur la classe dominée, combat qui doit s'achever par la disparition de tous nos droits sociaux privatisés et dont la satisfaction dépendrait du revenu de chacun, il n'existerait plus aucun partage des revenus de l'Etat qui iraient directement dans les poches des banquiers, actionnaires ou patrons, ainsi que la liquidation de nos droits politiques une fois qu'on serait réduit en esclavage face à un appareil d'Etat autoritaire, répressif, policier, militarisé.

Quand on parle de dictature, on passe pour des farfelus, des gauchistes ou des extrémistes, pour nos dirigeants nous vivons toujours sous un régime plus ou moins démocratique, alors que tout démontre qu'on a déjà glissé vers une dictature, ils doivent attendre qu'elle soit vraiment instaurée, solidement implantée pour la dénoncer, quand il sera trop tard en fait, et si on nous demandait pourquoi ils adoptent cette attitude, nous répondrions qu'ils ne peuvent pas faire autrement sans être obliger de changer leur caractérisation du PS et ses satellites ainsi que les appareils des syndicats auxquels ils sont organiquement liés, ils ne pourraient plus justifier leur politique opportuniste, ils devraient modifier radicalement, changer brutalement de stratégie et leurs rapports aux institutions et ils en sont incapables, la preuve, ils vont encore participer aux élections municipales et européennes en 2014, et puis leurs partis n'y résisteraient pas, ils se disloqueraient, ce qui montre au passage à quel point ils sont liés au régime en place.

- Nouvelle partition : il faut entendre pas là le néolibéralisme assumé.

- Risque : Qui se déclinerait selon deux schémas possibles, si le gouvernement refusait de s'engager plus avant dans la voie du néolibéralisme l'économie du pays s'effondrerait car les marchés ou les investisseurs l'attaqueraient ou l'abandnneraient; lui imposeraient des conditions tellement insupportables qu'une crise révolutionnaire ou une guerre civile se produirait, la société toute entière se disloquerait, elle deviendrait ingouvernable et le dernier recours serait l'instauration d'une dictature civile et militaire, à moins que les masses exploitées s'emparent du pouvoir politique ce qui serait le pire scénario pour eux, et surtout le pire exemple pour les autres pays de l'UE, au-delà c'est l'économie mondiale qui doit emprunter cette voie.

- Les deux camps : En réalité, deux variantes de la même idéologie à des périodes différentes s'affrontent.

La première, conservatrice, qui avait intégré le rapport de forces entre les classes à l'issue de la Seconde Guerre mondiale qui avait contraint la classe dominante à composer avec les représentants officiels de la classe ouvrière et se traduisit par "*l'État-providence*", des droits sociaux collectifs dont l'Etat était le garant, un luxe que ne peut plus supporter le capitalisme entré en putréfaction, dorénavant l'ennemi à abattre.

La seconde, néolibérale, qui face au développement de la crise du système capitalisme qui a pris une tournure permanente et menace ses fondements, demeure la seule issue politique pour tenter de le sauver ou dépasser ses contradictions, en modifiant les bases sur lesquelles il repose, de telle sorte qu'aucun retour en arrière ou rien ni personne ne puisse en contester la légitimité

dans le future. Ce qui doit se traduire par l'abolition des droits politiques des travailleurs et la subordination de leurs besoins au marché devenu le seul étalon, le seul instrument de mesure, le seul point de repère, la seule valeur à laquelle chacun devrait accepter d'y soumettre ses actes et ses pensées. Dit autrement, la demande ou nos besoins sociaux devraient être dictés par le marché, se plier à la loi de l'offre tel qu'il l'aurait définie une fois pour toute en dehors de tout autre critère que ses propres besoins. Toute résistance au marché ne pourrait que nous tirer en arrière ou nous compliquer encore plus l'existence, il est donc préférable de s'en tenir à ce qu'il est prêt à nous offrir généreusement.

Il poursuit en désignant ouvertement l'ennemi à abattre, l'État-providence, en réalité tout ce qui n'a pas encore été livré aux marchés, qui correspondit à une "*lubie*" passagère lors des premières décennies qui suivirent la fin de la Seconde Guere mondiale, dit vulgairement car ne pouvant citer la lutte des classes qui lui fait tant horreur, l'auteur se sent autorisé à exprimer ouvertement aux lecteurs la haine qu'elle lui inspire témoignant au passage qu'il parle au nom des néolibéraux ou ses véritables intentions, d'autant plus facilement que "*les deux camps*" en présence, entendez l'UMP et le PS, "*dépassent leurs grands désaccords*", effectivement on s'en était déjà aperçu, car bien qu'ils soient traversés par différents courants ils partagent la même idéologie, le même "*idéal* ou objectif politique duquel l'Etats-providence est exclu et qu'il partage avec eux.

Les tendances conservatrice et néolibérale sont présentes au sein de l'UMP et du PS, et il existe une lutte entre elles à l'intérieur de chaque parti qui ne cesse pas quand ils sont au pouvoir, au contraire cette contradiction se trouve exacerbée. La première incarne davantage le capitalisme qui primait jusqu'au début des années 70 et inclus les rapports qui existaient à cette époque entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière, la seconde incarne exclusivement le capitalisme financier qui s'est imposé définitivement par la suite et dont le mot d'ordre était de briser la résistance du mouvement ouvrier, d'imposer le corporatisme et de liquider la lutte des classes au profit de la dictature du marché, de l'oligarchie financière.

Il ne vous étonnera pas que l'auteur de cet article termine par un appel en direction des porte-parole du néolibéralisme au sein de l'UMP et du PS pour qu'il assume leur choix idéologique, car l'avenir de la société en dépendrait, en fait celui du capitalisme.

L'article en question

- Pour en finir avec la gauche et la droite - Le Point.fr

Selon le sociologue Steve Fuller, le clivage entre principe de précaution et volonté d'innovation va bouleverser le paysage idéologique. Chiche !

Le clivage gauche-droite, qui cimente notre vie politique depuis 1789, va-t-il voler en éclats ? Professeur de sociologie à l'université de Warwick et auteur d'une note sur les "*évolutions idéologiques*" de notre pays, publiée lors de la dernière présidentielle, Steve Fuller pense qu'une nouvelle partition va redéfinir notre paysage : "*les deux attitudes face au risque*". D'un côté, la "*précaution*" ; de l'autre, la "*proactivité*" : toutes les deux érigées en principes politiques.

(Le "*clivage gauche-droite*" repose sur une imposture dès lors que la phase ascendante du capitalisme était achevé, elle correspondait au partage du monde entre les différents Etats capitalistes, ce qui nous ramène selon les critères que l'on privilégie, soit au début du XXe siècles, soit durant la période qui a précédé la Seconde Guerre mondiale, soit au début ou au milieu des années 70.

Tout dépend aussi sur le plan politique quel facteur on retient, l'existence d'un véritable parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie qui ne pouvait être que communiste (Engels), plus précisément léniniste ou bolchevik si on intègre les enseignements de la lutte de classe entre le début du XXe siècle et 1917, auquel cas le "*clivage gauche-droite* a disparu lorsque le stalinisme eut liquidé les partis de l'Internationale Communiste (IC), disons à partir du Ve congrès de l'IC, donc dès lors que le prolétariat ne disposait plus de partis combattant pour son émancipation du capital, pour le socialisme, c'est la version que personnellement je retiendrais car elle repose et demeure fidèle à l'objectif du combat de la classe ouvrière pour se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, ou alors s'en tenir à l'existence de classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables qui présente le défaut mortel de ne pas intégrer le facteur subjectif qui est déterminant pour que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique et se débarrasse du capitalisme, de ne pas partir de la nécessité de construire un nouveau parti communiste contrairement à la version précédente qui subordonne notre intervention dans la lutte de classe à la réalisation de cet objectif sans lequel nous ne pourrons jamais vaincre notre ennemi de classe, elle laisse la porte ouverte à n'importe quelle interprétation des rapports entre les classes qui favorise la collaboration de classes et finalement gangrène, pourri littéralement le mouvement ouvrier au point de le rendre méconnaissable puisqu'au fil du temps il n'est plus apte qu'à se soumettre au diktat des capitalistes, à se situer sur le terrain du capitalisme, à intégrer ses besoins, détourne les travailleurs du socialisme, des tâches historiques que le prolétariat a à accomplir sous peine d'être livré à la déchéance et à la barbarie.

En conclusion, à partir du moment où il n'existait plus de partis de masse exprimant les intérêts des masses exploitées dans la perspective de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et le socialisme, le "*clivage gauche-droite*" n'existait plus ou il n'était plus qu'une imposture, une supercherie politique entretenue à la fois par les représentants de la classe dominante et tous les partis qui allaient parler au nom des travailleurs, sans exception, apparemment cela échappe encore à la plupart des militants qui feraient bien de se demander comment un réactionnaire comme BHL peut se revendiquer de gauche, oui camarades, si vous

avez adopté cette formule du "*clivage gauche-droite*" qui a été totalement dévoyé de sa signification originelle, vous avez cet ignoble personnage comme compagnon de route, à votre place je me poserais quelques questions. - ndlr)

Selon lui, "*en termes psychosociologiques, les adeptes du principe de précaution s'emploient à protéger contre les pires résultats possible, tandis que les partisans de la proactivité entendent tirer le meilleur parti des possibilités offertes*". Les proactifs sont enclins à transgresser les normes actuelles pour innover, alors que les précautionneux s'y résignent au nom de l'incertitude. Si la relation entre sciences et technologie reste le terrain d'affrontement privilégié entre ces deux principes, ils s'opposent également sur les questions économiques et sociétales.

Mais ces deux camps se retrouvent au moins sur un point : "*Dans l'une et l'autre approche, ce qui brille peut-être le plus par son absence, c'est le vieil idéal de l'État-providence, procréer à volonté dans un monde où notre progéniture est assurée d'avoir une existence protégée. Sur ce sujet, les deux camps dépassent leurs grands désaccords pour ne voir dans cet idéal qu'une lubie du vingtième siècle, qui ne se serait accomplie que durant quelques décennies après la Deuxième Guerre mondiale en Europe du Nord.*"

Il est évident que l'UMP et le PS se montrent de plus en plus traversés par ces courants. Ne parlons pas du gouvernement Ayrault : les Montebourg, Valls et Duflot partagent peu de choses en dehors d'une place autour de la table du conseil des ministres.

À terme, Fuller prédit une redistribution des proactifs et des précautionneux au-delà des clivages anciens. "*Les principes de précaution et de proactivité ont beau être des notions assez marginales dans le discours politique majoritaire, elles sont pourvues d'un potentiel de renversement de l'axe idéologique de 90 degrés, écrit-il. La droite se compose actuellement de traditionalistes et de libertaires ; la gauche, de communautaristes et de technocrates. Je pense qu'à l'avenir, le pôle de la précaution sera rejoint par les traditionalistes et les communautaristes, tandis que les libertaires et les technocrates rallieront le pôle de la proactivité.*"

Face à l'épidémie de précautionnite aiguë qui s'abat sur le pays et sur laquelle prospère Marine Le Pen, la seule riposte possible est la proactivité. Mais, pour se faire entendre, les proactifs vont devoir assumer leurs transgressions. Le Point.fr 08.11

En famille. Chômage de masse, précarité, pauvreté : l'avenir qu'ils nous réservent.

- La croissance mondiale insuffisante pour créer les emplois espérés - AFP

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde a estimé vendredi que la croissance mondiale progressait à un rythme "*un peu trop modéré*" pour créer les emplois espérés à travers le monde, à l'issue d'une réunion à l'Elysée avec François Hollande.

"*J'ai pu indiquer au président et à ses ministres que nous considérions que nous étions en situation de reprise de croissance à un rythme malheureusement un peu trop modéré pour créer les emplois nécessaires*", a-t-elle déclaré sur le perron du palais présidentiel.

François Hollande a rencontré puis reçu à déjeuner vendredi à l'Elysée les dirigeants des organisations internationales siégeant au G20. Outre Christine Lagarde, Jin Yong Kim (Banque mondiale), Guy Rydeer (Organisation internationale du travail), Roberto Azevedo (Organisation mondiale du commerce) et Angel Gurria (Organisation de coopération et de développement économiques) avaient été conviés à cette rencontre sur la situation économique en France.

"*On a exprimé notre soutien, notre appui et notre admiration pour toutes les réformes (engagées par la France) et leur poursuite dans les années à venir*", a pour sa part affirmé Angel Gurria.

"*Les marché connaissent et admirent les réformes en train d'être réalisée dans ce ce pays*", a-t-il assuré. AFP 08.11

Inutile de commenter, n'est-ce pas ? Hollande et son gouvernement, ajoutons leur Parlement, incarnent les intérêts du capitalisme et sont reconnus comme tel par leurs pairs, tout est dans l'ordre des choses. Alors, sinon colporter des illusions criminelles dans Hollande et son gouvernement, que vont faire les partis qui se rendent à l'Elysée ou les différents ministères ? C'est leur manière de soutenir le régime, CQFD.

A bas l'opportunisme !

Nous ne partageons aucune valeur avec le PS et EE-LV : boycott !

- La Gauche serre les rangs à Brignoles - Liberation.fr

Pour l'élection municipale de mars, la gauche présentera à Brignoles (Var) une liste unique.

Vendredi, les responsables locaux du PCF - au nom du Front de gauche -, du PS et d'EE-LV ont annoncé leur union autour d'une «*liste citoyenne*». «*Ce choix du rassemblement se fonde sur les valeurs communes de fraternité, de solidarité, d'égalité et d'un vivre ensemble à préserver*», écrivent-ils dans leur lettre. La désunion de la gauche à la cantonale et la dispersion des voix dans un contexte de faible participation avaient pesés dans ce scrutin, remporté par l'extrême droite. Liberation.fr 08.11

Qu'est-ce une «*liste citoyenne*» sinon une liste qui ouvertement ne tient pas compte de la division de la société en classes aux intérêts opposés et inconciliables. C'est aussi un aveu que PS et EE-LV sont dans le camp des ennemis de la classes ouvrières et que les dirigeants du Front de gauche ont décidé sciemment de s'en foutre ou de passer outre. Question : Mais alors à quel camp appartient vraiment le Front de gauche ? Vous avez la réponse sous le nez, mais vous pouvez aussi le nier, ne vous étonnez pas par la suite de l'attitude des travailleurs, et surtout n'osez pas les accuser de tendre vers l'extrême droite, on vous broierait car vous en êtes les responsables.

PS et EE-LV qui ont adopté le TSCG et la règle d'or, la guerre contre le Mali et soutiennent celle contre le peuple syrien, etc. la droite ou la réaction quoi.

Que le Front de gauche partage leurs "*valeurs*" le ravale au rang d'imposture au même titre que le PS. Dans un article daté du 8 le M'PEP a raison d'affirmer :

- "*Le PCF – et du coup le Front de gauche – s'expose à la critique de tenir un double langage. C'est une prise trop facile donnée au FN qui fera son miel de montrer la collusion entre PS et PCF (et donc Front de gauche).*"

C'est plus qu'une simple "*critique*", c'est la stricte réalité, il faut appeler les choses par leurs noms, au-delà des vociférations et gesticulations du bouffon du monarque Mélenchon il existe bel et bien une collusion d'intérêts entre le PS et le Front de gauche, le régime en place pour lequel l'un gouverne et que l'autre soutient.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Ils commémorent un heureux événement...

Eux ils commémorent le début de la Première Guerre mondiale, c'était leur guerre, pas la nôtre, ils la revendiquent, ils en sont fiers, ils y ont tous collaboré.

- Guerre de 14-18: Copé salue le «*très beau discours*» de Hollande sur les commémorations - 20minutes.fr

Social-patriotisme, Front populaire, union nationale, social-nationalisme : même discours, non ?

- Alstom: Montebourg remercie le groupe d'avoir "*épargné la France*" - L'Expansion.com

Dégradant !

- S&P dégrade la note de la France, coup dur pour le gouvernement - AFP

Aucune dignité !

- Montebourg: les agences de notation n'ont "*aucune crédibilité*" - AFP

Cynisme

- La Redoute: le gouvernement demande à Kering de prendre son temps AFP -

Schizophrénie aiguë. Une confirmation en guise d'aveu.

- Vallaud-Belkacem se défend de "*nier la différence des sexes*" à l'école LePoint.fr

"*Nous ne cherchons évidemment pas à nier la différence des sexes ou à détruire toute catégorisation. D'ailleurs, la catégorisation du monde par sexe est utile : elle aide à s'identifier, à se reconnaître, à trouver sa place dans la société*", a expliqué la ministre

dans un entretien accordé au site internet Café pédagogique. LePoint.fr 08.11

La catégorisation du monde par classe serait plus risquée, on comprend pourquoi...

Excellent, elle nie une simple évidence, d'ailleurs elle le confirme elle-même. Pour cette complexée ou mâle baisée, la différence de sexe est juste une catégorie, un concept, une idée, comme une étiquette qu'on colle sur une marchandise ou un morceau de viande plutôt faisandé dans son cas, un produit qui ne doit répondre qu'à un seul et unique impératif : le marché.

La théorie nihiliste du genre fait partie de l'idéologie néolibérale et de sa stratégie. Il faut se demander quel est le but de cette théorie, on l'a esquissé plus haut, mais il faut aller plus loin.

Toute personne qui possède un pénis ou un vagin sera définie comme un homme ou une femme, dit autrement toute personne qui possède un sexe mâle sera définie comme un homme et toute personne possédant un sexe féminin sera définie comme une femme. C'est cette différence naturelle qui détermine l'appartenance à un sexe ou un autre, qui permet de distinguer l'homme de la femme ou le mâle et la femelle dans toute espèce animale, catégorie à laquelle appartient l'espèce humaine.

Le sexe qui vous a été échu à votre naissance détermine que vous êtes un homme ou une femme, peu importe votre penchant sexuel ou votre attirance pour les hommes ou les femmes ou les deux à la fois, que vous soyez hétérosexuel, homosexuel, bisexuel, transsexuel, eunuque, monogame, polygame ou je ne sais quoi encore, si vous êtes une femme vous le demeurerez jusqu'à la fin de vos jours, pareil pour un homme.

Les tenants de cette théorie qui a les faveurs du PS, de la gauche et l'extrême gauche, c'était inévitable tant ils sont décomposés, s'emploient à faire un amalgame entre sexe et tendance sexuelle qu'ils nomment genre, en accordant une prédominace au genre plutôt qu'au sexe, autrement dit, ce ne serait plus un facteur objectif qui déterminerait si vous être un homme ou une femme, mais un facteur subjectif, votre penchant ou vos pratiques sexuels, il s'agit donc d'un choix ou d'une orientation purement idéologique qui vient supplanter l'ordre naturel des choses, qui le viole.

En pratique cela se traduit de la sorte : vous êtes hétérosexuel, homosexuel ou bisexuel avant d'être un homme ou une femme, ce qui doit déterminer des droits particuliers, dès lors que ce qui caractèrise un homme ou une femme passe au second plan, les différences naturelles qui existent entre eux doivent disparaître, au-delà plus rien ne permet de distinguer un homme ou une femme qui devront subir de la même manière le sort que leur réserve la société, qui elle n'a pas évolué ou bougé d'un iota, elle demeure divisée en classes dominante et dominée, sous l'emprise du capitalisme, à ceci près que cette modification introduite dans les rapports entre les hommes et les femmes ne survient pas à n'importe quel moment de son histoire, elle intervient au moment où le capitalisme est frappé par une crise dont il est incapable de sortir autrement qu'en réduisant l'ensemble des masses exploitées en esclavage, ce qui nécessite d'une part que la totalité des hommes et des femmes soient livrés à l'exploitation capitaliste, d'autre part que sa résistance au sort qui les attend soit réduite à néant, pour se faire, il faut que ce soit la société qui prenne en charge l'éducation des enfants pour les formater dès le plus jeune âge au destin que leur réserve le néolibéralisme, pour en faire de futurs esclaves résignés il faut s'y prendre le plus tôt possible et donc étendre l'emprise de la société néolibérale sur les enfants à tous leurs actes et pensées par l'intermédiaire de la télévision, la publicité, les réseaux sociaux, Internet, des jeux vidéos, des distractions et des programmes éducatifs prévus à cet effet, ainsi rendu totalement rendus dépendant d'un mode de pensée qui leur aura été inculqué très tôt ils seront dans l'impossibilité d'en changer et de se rebeller contre la société et la boucle sera bouclée.

Voilà rapidement évoqué l'objectif que sous-tend la théorie du genre et la propagande en faveur de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ou accordés si généreusement par la classe dominante à certaines minorités.

Croire un seul instant que la classe dominante pourrait être animée de bonnes intentions envers quiconque dans la société en dehors d'elle-même relève de la crasse ignorance, de la manipulation ou révèle une proportion à la capitulation politique devant notre ennemi.

Flicage patronal

- Lufthansa accusée d'avoir fiché ses salariés en France - LePoint.fr

Un syndicat a porté plainte contre la compagnie, lui reprochant de s'intéresser de trop près à la situation familiale et aux opinions politiques de ses employés. LePoint.fr 08.11

La dictature des sondages commandés ou manipulés.

Logique...

- 57% des Français pour un abandon pur et simple de l'écotaxe - Le Nouvel Observateur

... pas logique...

- Sondage : 57% des Français disent stop aux Bonnets rouges - LeParisien.fr

Mais si, une partie du patronat a dû prendre conscience que la situation pourrait dégénérer et devenir hors de contrôle, il siffle la fin de la récréation...

La revanche.

- France. Déficit budgétaire de 80,8 milliards d'euros à fin septembre - Reuters

- L'Allemagne a dégagé un excédent commercial record en septembre - Reuters

L'Allemagne a profité de la liquidation des satellites de l'ex-URSS pour délocaliser une partie de sa production dans des pays où la main d'oeuvre était bon marché, le tiers-monde à deux pas de ses frontières c'est tout de même bien pratique, puis Schröder tailla à la hache dans la législation du travail en Allemagne avec le soutien des syndicats, voilà le résultat, le chemin que le FMI et l'UE notamment incitent Hollande à suivre en France, ainsi que ses semblables partout en Europe.

Gouverner : c'est prévoir!

- JPMorgan en avance sur ses objectifs avec 15.000 suppressions d'emplois en 2013 - AFP

L'UMP est fauché...

- Une quête pour restaurer la croix de Lorraine de Colombey - Liberation.fr

... et pourtant...

- Enquête: les Balkany soupçonnés de blanchiment de fraude fiscale - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Le chef d'Al-Qaïda a ordonné la dissolution d'une des principales factions du réseau en Syrie et demandé à ses combattants de se placer sous l'autorité du Front Al-Nosra, pour unifier ses troupes dans ce pays déchiré par un conflit sanglant.

"*L'Etat islamique en Irak et en Syrie (EIIL) va être supprimé*", a affirmé Ayman al-Zawahiri dans un enregistrement diffusé vendredi par Al-Jazeera, dans lequel il martèle que le Front Al-Nosra est la "*branche*" d'Al-Qaïda en Syrie.

Cet enregistrement confirme des directives données dans une lettre citée le 11 juin par la chaîne satellitaire qatarie et présentée comme écrite par M. Zawahiri aux dirigeants des factions en Syrie et en Irak.

Cette missive est restée lettre morte sur le terrain, les jihadistes continuant de combattre séparément sous les bannières de l'EIIL et du Front Al-Nosra.

Ayman al-Zawahiri a indiqué que le chef d'Al-Qaïda en Irak, Abou Bakr al-Baghdadi, avait "*fait une erreur en établissant l'EIIL sans nous demander la permission ou même nous en avoir informés*".

Et alors que l'EIIL a été accusé par l'opposition d'avoir commis des abus contre les rebelles et civils syriens, notamment des enlèvements et des exécutions publiques, M. Zawahiri a réprimandé les islamistes des deux bords pour avoir mené des attaques non autorisées contre d'autres musulmans.

Le Front Al-Nosra, créé en janvier 2012 et classé comme organisation terroriste par les Etats-Unis, a revendiqué de nombreux attentats suicide en Syrie et mené des attaques parmi les plus violentes depuis le début du conflit.

L'EIIL, tout comme Al-Nosra, lutte à la fois contre le régime syrien, les autres rebelles et les Kurdes afin d'instaurer son pouvoir sur tout le nord et l'est de la Syrie. AFP 08.11

2- Haïti

Plusieurs milliers de personnes ont violemment manifesté jeudi pendant plus de cinq heures dans la capitale d'Haïti Port-au-Prince pour exiger la démission du président Michel Martelly.

Des groupes de jeunes manifestants venus des quartiers pauvres de Port-au-Prince se sont heurtés à des partisans du président Martelly dans certaines rues, faisant au moins deux blessés parmi les manifestants de l'opposition.

"*Des proches de Martelly ont ouvert le feu sur nous. Il y a deux personnes blessées par balles*", ont indiqué des manifestants à l'AFP.

De nombreux jeunes ont conspué le pouvoir en place, accusant le président Martelly de travailler pour ses proches et non pour le peuple. AFP 08.11

SOCIAL

Portugal

Des hôpitaux au ralenti, des écoles fermées, des tribunaux déserts: de nombreux services publics ont été perturbés vendredi au Portugal par la grève des fonctionnaires, en colère contre les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement.

"*Contre le démantèlement de l'État*" et "*Les droits acquis ne peuvent pas être volés*", proclamaient des banderoles accrochées aux grilles des hôpitaux, alors que des poubelles non collectées débordaient sur les trottoirs de Lisbonne.

"*Les Portugais ne supportent plus les coupes salariales et les sacrifices*", a assuré Ana Avoila, coordinatrice du Front commun des syndicats de la fonction publique qui a fait état d'une "*forte adhésion à la grève allant de 70% à 100%*".

Le secrétaire d'État à la Fonction publique, Helder Rosalino, a déclaré "*comprendre le découragement des fonctionnaires*" tout en prévoyant une participation "*ne dépassant pas les 20%*".

La grève de 24 heures a été lancée conjointement par les fédérations de fonctionnaires affiliées aux deux principaux syndicats, la CGTP, proche du parti communiste et l'UGT, liée au Parti socialiste.

"*C'est une des plus grandes grèves de ces dernières années. La riposte a été à la hauteur*", s'est félicité Armenio Carlos, dirigeant de la CGTP.

Premier test de la mobilisation des fonctionnaires depuis l'annonce du budget d'austérité pour 2014 à la mi-octobre, la participation a nettement dépassé celle de la dernière grève des fonctionnaires en mai 2011, convoquée par la seule CGTP.

Les syndicats entendaient protester contre les mesures d'austérité du projet de budget pour 2014, qui toucheront de plein fouet les fonctionnaires.

Le projet prévoit l'allongement du travail hebdomadaire des fonctionnaires de 35 à 40 heures, des coupes de 10% dans leurs pensions de retraite et des réductions de 2,5% à 12% pour les salaires mensuels supérieurs à 600 euros bruts.

Dans les hôpitaux, la grève était largement suivie par les infirmiers, avec un taux d'adhésion évalué par les syndicats entre 70 et 80%. Des opérations et consultations non urgentes ont été reportées, des guichets d'accueil restaient fermés.

De nombreux tribunaux n'ont pas ouvert leurs portes, en raison d'un arrêt de travail observé par 70 à 80% des greffiers, selon les syndicats.

Ce mouvement des fonctionnaires fait suite à une série de grèves dans les transports, dont les chemins de fers et les services de bus urbains, qui culmineront avec une manifestation samedi à Lisbonne.

Pour 2014, le gouvernement de centre droit, qui a déjà affronté quatre grèves générales en deux ans, est tenu de ramener le déficit public à 4% du PIB, contre 5,5% cette année. Pour y arriver, il compte réduire de 2% en 2014 le nombre de fonctionnaires.

La coalition au pouvoir applique à la lettre les remèdes du FMI, qui avait épinglé en janvier les "*sureffectifs*" dans les domaines de l'éducation et des forces de sécurité. AFP 08.11

Haut de page

Le 11 novembre 2013

CAUSERIE

Hier soit j'ai ajouté 25 nouveaux articles. Pas le temps de causer, à quoi bon ?

Qui a dit ?

- « *Le traité (de Maastricht) se traduira par plus de croissance, plus d'emplois, plus de solidarité* »...

Réponse: Michel Sapin quelques jours avant le référendum de 1992.

Mélenchon aussi y croyait, mais à cette époque il ignorait absolument tout de l'histoire antérieure de l'UE, depuis une fameuse réunion en... 1948 ! Il faut dire qu'avoir passé près de 20 ans au PS à cette époque, c'était comme avoir subi un lavage de cerveau ou une lobotomie. Il ne s'en remettra jamais.

Parole d'internaute

- "*En septembre dernier, Hollande, accompagné de Montebourg et de Cazeneuve, avait annoncé à Cherbourg, la commande par le Mozambique de 30 navires auprès des Constructions mécaniques de Normandie (CMN) pour une valeur de 200 millions d'€ et 2 années de travail.*

Patatras : pour des raisons de "rentabilité" 16 chalutiers seront construits à bas coût en Roumanie. Toujours pour raison de "rentabilité", le chantier vient de faire appel à la main d'oeuvre étrangère "low cost" : 13 travailleurs intérimaires de Roumanie et de Lituanie sont arrivés fin octobre sur le chantier et 40 travailleurs "sous forfait" ont pris leurs fonctions début novembre.

Voilà l'Europe proposée et imposée par la gauche et la droite. Cette information a-t-elle été diffusée par les journalo-politiques ?"

Faut pas rêver !

Quelques notes de lecture.

Ils auraient dû ?

- "*Or, à l'heure du bilan, le moins que l'on puisse dire est que les PPP (Partenariats public-privé) n'ont pas prouvé leur efficience économique.* " (Paru dans l'Humanité.fr)

Quel aveu ! Nous n'avons jamais pu !

- "*Nous ne pouvons pas. Nous ne pouvons plus. Nous ne pouvons pas à la fois être leurs critiques les plus déterminés et les alliés de circonstance des socialistes municipaux qui, par leur silence – de fait –, font perdurer une politique ouvertement de droite, antisociale et sécuritaire. Au nom de je ne sais quelle morale de circonstance, la confusion ne doit pas être entretenue, ne peut plus l'être. Elle n'est plus de mise.* " (Paru dans l'Humanité.fr)

Ce qui signifie qu'elle l'a été, merci pour cette précieuse précision.

La question des rapports avec le PS ne se réduit pas à la rupture avec ce parti, mais avec l'idéologie ou les rapports qu'il incarnait, sur le plan pratique cela elle doit se traduire par la rupture avec le capital et les institutions de la Ve République, or ni le PCF ni le

Front de gauche ou d'autres partis qui se prétendent indépendants du PS ne sont prêts à réaliser cette rupture, la preuve tous vont participer aux élections municipales et ceux qui en auront les moyens financiers aux élections européennes, et tous encore une fois appelons à soutenir les candidats du PS au second tour ou à "*battre la droite*" ce qui reviendra au même.

Au pays des aveugles.

"*Si notre monde va si mal dans ses dimensions écologiques, sociales, économiques, politiques et spirituelles n'est-ce pas avant tout en raison du fait que nous le regardons fort mal ?*"

Dresser un constat n'a jamais constitué une solution.

Son excellence a-t-il eu vraiment un jour les qualités que vous lui prêtées ?

- "*Le pasteur François, lorsqu'il devient chef d'État, perd beaucoup de son indépendance et de sa liberté. Il y perd également beaucoup de son charme et de sa crédibilité.*"

Lire plus loin ses antécédents...

Le suprême amalgame.

- "*le soviet de la finance*"

Croire que ce qu'on voie n'est pas un gage de connaissance.

- "*Lettre ouverte aux dangereux imbéciles qui voteront FN « parce qu'on n'a pas tout essayé ».*"

Abolition de la résolution 181 de l'ONU !

- "*En adoptant la Résolution 181 de 1947 qui a divisé la Palestine entre les Arabes palestiniens d'origine et les envahisseurs étrangers que représentaient les colons sionistes, la communauté internationale incarnée par les Nations Unies a fait le jeu du Sionisme chrétien et juif et s'est rendue coupable d'une erreur historique qui a anéanti tout espoir humain de paix au Moyen-Orient ; son rétablissement demeurera hors d'atteinte encore très longtemps.*"

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne doutent de rien.

C'est tellement vrai...

- "*La France va mieux qu'en mai 2012*", selon Moscovici - AFP

... qu'on a forcément envie de le croire sur parole.

- Moscovici promet une baisse des prélèvements obligatoires après 2015 - AFP

L'écho de trop

- "*L'écotaxe sera appliquée*", martèle le gouvernement - Francetv info

"*Je le dis en tant qu'écologiste et en tant que membre du gouvernement : l'écotaxe sera appliquée.*" Le ministre délégué au Développement, Pascal Canfin, a assuré, dimanche 10 novembre, que l'écotaxe serait bien appliquée, alors que les spéculations vont bon train sur une éventuelle suppression après le report par le gouvernement de sa mise en oeuvre. Francetv info 10.11

- Bretagne : l'avertissement du porte-parole des "*bonnets rouges*" - LePoint.fr

- Bretagne: 44 radars vandalisés, la fronde ne faiblit pas - AFP

- Royal soutient les Bonnets rouges, «*révolte citoyenne*» - Liberation.fr

- Marine Le Pen : «*Il existe en France une véritable révolte*» - LeParisien.fr

- De l'écotaxe à la grande grogne antifiscale - LeFigaro.fr

- Éducation : vers une semaine de grèves - LePoint.fr

- Le futur directeur de campagne de Gilbert Collard agressé dans un bar - LeMonde.fr

- Copé dit avoir été victime de propos antisémites de la part du FN - Liberation.fr

- L'ancien collaborateur d'Alain Juppé explique pourquoi il rejoint Marine Le Pen - Francetv info

Quant aux réactions de son ancienne famille politique, il assure qu'elles sont positives. "*Deux anciens ministres poids lourds de droite m'ont félicité. Et je ne compte pas les ex-conseillers ministériels ou cadres du RPR qui me disent 'Comment peut-on t'aider ?*", révèle-t-il. Depuis la rentrée, il est le chef de cabinet de la présidente du Front national. Francetv info 10.11

- Hidalgo: Hollande doit «*donner des signes*» avec une équipe «*plus politique*» - 20minutes.fr

Le langage des signes... pour les sourds !

- Placé pointe le risque que la hausse de la TVA soit «*la goutte de trop*» - 20minutes.fr

Mais il a affirmé que malgré tout les écologistes resteraient au gouvernement, la soupe est décidément trop bonne au Palais...

Le patronat et les instituts de sondage ont pris le pouvoir

- 77% des Français pour une ouverture le dimanche des magasins en gare - AFP

- 57% des Français sont pour l'arrêt des manifestations en Bretagne - Le Nouvel Observateur

- Les Français ont majoritairement une mauvaise opinion de Royal - AFP

- Crédit Lyonnais: l'Etat va emprunter 4,5 milliards d'euros pour régler l'ardoise - AFP

En famille. Quand l'esprit monarchiste plane sur la France...

- Accoyer dénonce une "*récupération*" de De Gaulle par le FN et le PS - AFP

Anne Hidalgo, candidate PS à la mairie de Paris, a accusé dimanche de "*sectarisme*" l'ex-président (UMP) de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, lequel a dénoncé une "*récupération politique*" du général de Gaulle au moment où elle lui rendait hommage. AFP 10.11

Que voulez-vous, quand on se présente sous un faux masque, il faut sans cesse démontrer à nos mentors quel est notre vrai visage pour conserver leur confiance, leur estime...

Ils ne sont jamais à court d'idées... réactionnaires, bien sûr.

- Bruno Le Maire veut "*diminuer la durée des indemnisations*" du chômage - Francetv info

Leur héritage.

Le bouc émissaire qu'ils ont eux-mêmes fabriqué.

- L'Allemagne commémore le pogrom antijuif de la "*Nuit de Cristal*" il y a 75 ans - AFP

Ce samedi marque aussi le 90e anniversaire du "*Putsch de la brasserie*" à Munich (1923), une tentative de prise de pouvoir par Adolf Hitler, qui échoua sans empêcher son ascension politique ultérieure. AFP 10.11

Et qui finança son "*ascension politique ultérieure*", le redressement économique de l'Allemagne et programme social du régime nazi ? Les banquiers sionistes Rockeffeler et Rothschild notamment...

Catholiques néoconservateurs et sionistes unis sous la même bannière néolibérale.

- Les Juifs, "*grands frères*" des catholiques, dit le pape Reuters

"*Nous réaffirmons notre proximité et notre solidarité avec le peuple juif, nos grands frères, et prions Dieu que la mémoire du passé et les péchés du passé nous aident à rester toujours vigilants face à toute forme de haine et d'intolérance*", a dit le pape à des milliers de fidèles massés place saint Pierre pour son homélie dominicale.

Le chef de l'Eglise catholique, élu au trône de Saint Pierre en mars dernier, a promis de maintenir de bonnes relations avec les Juifs et son accession au pontificat avait été saluée par les associations juives du monde entier.

François avait cosigné un livre sur le dialogue oecuménique avec le rabbin argentin Abraham Skorka, alors qu'il était archevêque de Buenos Aires. Reuters 10.11

Le "*peuple juif*" est une invention des sionistes que le pape reprend à son compte, normal. Personne n'osera parlé du peuple chrétien, musulman, hindou, parsi, etc. tellement c'est étranger à l'histoire et grotesque, mais quand un tel révisionnisme vient des sionistes, la confrérie réunie des intellectuels de l'extrême droite à l'extrême gauche se soumet à cette dictature de la pensée unique.

Chouette, bientôt, les taux seront négatifs, la BCE versera des intérêts aux banques qui lui emprunteront de l'argent !

- La BCE peut encore baisser ses taux, dit Benoît Coeuré - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La température monte et personne n'ose accusé le thermomètre.

C'est fou tous ces dirigeants de partis ou de syndicats qui sont remplis de bonnes intentions envers les travailleurs... A croire qu'ils craignent que les masses déferlent soudainement et que plus rien ni personne ne puisse les arrêter.

- Le président de l'UMP, Jean-François Copé, s'est inquiété sur France 3 d'«*un délitement de la société française à un point inégalé*».

Le député UMP de Haute-Loire, Laurent Wauquiez, a lui aussi interpellé le gouvernement sur le risque d'une propagation de la fronde des "*bonnets rouges*". "*Contrairement à ce que veut faire croire le gouvernement, ce n'est pas juste le problème de la Bretagne, c'est l'incarnation de ce qui est en train de se passer partout en France : l'exaspération de la France qui travaille, commerçants, artisans, agriculteurs, salariés... Leur slogan résume tout : moins d'impôts, plus d'emplois, dit-il dans un entretien au Parisien. Il est la traduction de la colère sourde qui monte dans le pays, de cette exaspération profonde qu'un rien peut faire exploser*."

«*Il existe en France une véritable révolte que le gouvernement cherche à localiser en Bretagne ou à minimiser mais qui en réalité touche toute la France, toutes les catégories de Français*», a déclaré Marine Le Pen à l'émission «*Tous politiques*» (France Inter/Le Parisien/France 24).

«*Il y a dans notre pays des gens qui n'arrivent plus à vivre, qui n'arrivent plus à manger*», a justifié Marine Le Pen, parlant de «*secteurs entiers de notre économie qui sont en train de s'effondrer*»

Pour la présidente du FN, «*le risque c'est de passer de la révolte à la révolution, et c'est ce qui peut se passer quand on a un gouvernement autiste*».

Le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly a estimé dimanche qu'il y avait un "*sentiment de révolte*" en France et

que le pays était "*comme un volcan*" qui bouillonne, dénonçant à nouveau la politique économique du gouvernement.

"*Il y a un sentiment de révolte, ça on le sent très bien*", a affirmé M. Mailly sur I-Télé, alors que la grogne sociale s'est amplifiée cette semaine, notamment en Bretagne. "*C'est comme un volcan: il y a de la fumée, la terre ne tremble pas mais en dessous, ça bouillonne*".

Sur la situation en Bretagne, il a estimé que "*le problème aujourd'hui n'est pas un problème breton et régionaliste parce que si on rentre là dedans, autant dire qu'on n'a plus de République. Le problème se pose sur l'ensemble du territoire*". lefigaro.fr, liberation.fr, lemonde.fr et AFP 10.11

Fabius ou la voix du sioniste Netanyahu.

Au lendemain de la conclusion sans accord des négociations de Genève sur le programme nucléaire iranien, le président Hassan Rohani a réaffirmé dimanche que le "*droit à l'enrichissement*" de l'uranium de Téhéran était une "*ligne rouge*" à ne pas franchir.

Les propos du chef de l'Etat iranien, tenus devant un parlement dominé par le camp conservateur, visent manifestement à rassurer les tenants d'une ligne dure, alors que Téhéran et les puissances du groupe P5+1, soit les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, sont convenus de reprendre leurs discussions le 20 novembre.

Alors que les différentes parties semblaient sur le point de conclure un accord au début des trois journées de discussions, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a d'abord dit samedi craindre un marché de dupes, puis a été le premier à annoncer dans la nuit l'absence de compromis.

Parmi les principaux points d'achoppement cités par les diplomates, figurent la fermeture souhaitée par Paris du réacteur iranien d'Arak, avant même son entrée en fonction, le sort du stock d'uranium fortement enrichi, ainsi que la nature et le calendrier de l'allègement des sanctions économiques réclamé par Téhéran.

Un compte Twitter, présenté comme l'expression du cabinet du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a dénoncé dimanche "*une attitude imprudente et inepte*" de la France, à propos des réserves émises par Paris sur le projet d'accord.

On n'est pas vraiment surpris d'apprendre dans l'entourage de Catherine Ashton que la France est celle qui freine le plus un accord à Genève. Les Iraniens l'ont très clairement expliqué : la France est sur la ligne d'Israël et non sur la volonté d'une recherche raisonnable d'un accord. Hier, alors que les discussions faisaient une prolongation, les Iraniens semblaient peu optimistes sur la possibilité en raison du blocage français.

A l'évidence, la frayeur de Netanyahu sur la possibilité d'un accord a trouvé un relais français. Même si elle ne le formule pas clairement, Paris semble sur la ligne israélienne qui consiste à exiger des Iraniens de faire vœu d'ignorance et de laisser le monopole du savoir nucléaire à Israël.

Les consultations menées par les membres de l'équipe négociatrice iranienne, à Genève, avec les membres des 5+1, ont convaincu l'Occident de parvenir à un accord, ce qui a conduit à la présence, à Genève, des ministres des Affaires étrangères des 5+1. Alors que tout le monde s'attendait à ce qu'avec la participation des ministres des Affaires étrangères des 5+1, l'accord nucléaire avec l'Iran voit le jour, le ministre français, Laurent Fabius, a joué le rôle des lobbies sionistes, entravant l'obtention de cet accord.

Fabius a demandé à l'équipe négociatrice iranienne de donner une garantie, pour la sécurité du régime sioniste, une demande qui n'avait rien à voir avec les négociations techniques, sur la question du nucléaire de l'Iran. Cette attitude de Fabius a montré que l'autre partie ne participe pas encore, avec bonne foi, aux négociations.

Le sabotage de Fabius a suscité les critiques des responsables occidentaux. «*Fabius a joué le rôle du faiseur d'embrouilles, lors des négociations nucléaires, à Genève*», a estimé Paul Shult, ex-Président du contrôle et de la non-prolifération des armes du ministère britannique de la Défense, en réaction au rôle négatif qu'a joué le ministre français des Affaires étrangères, lors des négociations de Genève. "*La prise de position du gouvernement français envers l'Iran est plus sévère que celle de l'administration américaine*", a écrit le quotidien américain, "*Weekly Standard*", en allusion aux négociations stériles entre l'Iran et les 5+1, à Genève, pour la signature de l'accord nucléaire.

Parmi les adversaires les plus ardents du programme nucléaire iranien, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a exprimé sa satisfaction quant à l'absence de compromis, après avoir prévenu peu avant le week-end qu'il rejetterait "*complètement*" l'accord négocié à Genève.

Israël, dont un ministre se rend mardi aux Etats-Unis, veut jouer de son influence au Congrès américain pour tenter d'empêcher

la conclusion d'un accord sur le nucléaire iranien lors de la reprise des négociations entre les grandes puissances et l'Iran le 20 novembre.

"*Israël fera tout pour convaincre les grandes puissances et leurs dirigeants d'éviter de conclure un mauvais accord*" avec l'Iran, a affirmé le premier ministre Benyamin Nétanyahou lors du conseil des ministres.

Devant l'influente assemblée générale des Fédérations juives d'Amérique du Nord (JFNA) à Jérusalem, M. Nétanyahou a martelé dimanche soir son intention se battre contre un accord "*mauvais et dangereux*".

"*J'ai été informé des détails de la proposition aux Iraniens. Ce qui est proposé actuellement est un accord selon lequel les capacités nucléaires de l'Iran ne reviennent pas en arrière alors que le régime des sanctions est rétrogradé."*

"*Quand il s'agit de la sécurité du peuple juif, je ne me tairai pas. Cela n'arrivera pas tant que je suis en fonction. Lorsque les Juifs se sont tus vous savez ce qui s'est passé*", a-t-il ajouté, sous les applaudissements des représentants de la JFNA.

Le ministre israélien de l'économie Naftali Bennett a annoncé à la radio militaire qu'il se rendrait à partir de mardi aux Etats-Unis pour "*mener une campagne auprès de dizaines de membres du Congrès*" à qui il veut expliquer que "*la sécurité d'Israël est en jeu*". A l'inverse, la secrétaire d'Etat adjointe américaine Wendy Sherman, qui mène les négociations avec l'Iran, est arrivée en Israël dimanche, a indiqué la porte-parole du département d'Etat Jen Psaki. "*Elle poursuivra notre coordination étroite avec Israël sur nos efforts en cours pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire*", a indiqué Mme Psaki.

Tous les experts considèrent qu'en dépit des efforts du premier ministre israélien, un accord sera ratifié entre les grandes puissances et l'Iran. "*C'est un choix stratégique de Barack Obama qu'Israël ne peut pas remettre en cause*", a ainsi assuré un commentateur de la radio publique. Shelly Yachimovich, la dirigeante de l'opposition travailliste, a elle aussi critiqué l'attitude de confrontation de M. Nétanyahou, tout en s'opposant au projet d'accord actuellement en discussion.

La volonté manifeste des Etats-Unis de conclure rapidement un premier accord avec Téhéran affecte cependant les relations entre Israël et Washington, et Benjamin Netanyahu a rencontré trois fois le secrétaire d'Etat américain John Kerry depuis le début de la semaine.

Le secrétaire d'Etat a minimisé les dissensions dans le camp occidental et estimé que les grandes puissances s'étaient rapprochées d'un compromis avec Téhéran, tandis que le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a dit espérer la conclusion d'un accord lors des pourparlers de la fin du mois.

Le secrétaire britannique au Foreign Office, William Hague, a également jugé possible un accord au cours des prochaines semaines.

Un accord provisoire servirait de base à des négociations plus larges pour trouver une solution permanente au problème nucléaire iranien qui oppose depuis dix ans Téhéran aux grandes puissances mais que le nouveau président iranien Hassan Rohani dit vouloir régler dans les mois à venir.

La venue de John Kerry à Genève, qui a interrompu une tournée au Proche-Orient pour se joindre aux discussions et a été rejoint ensuite par ses homologues du P5+1, a laissé croire à l'imminence d'un tel compromis mais la France a fait comprendre ensuite que de sérieux obstacles empêchaient encore sa conclusion.

"*Les Américains, l'Union européenne et les Iraniens travaillent intensément ensemble depuis des mois à une proposition, et ce n'est rien moins qu'une tentative de Fabius pour se faire valoir, tardivement, dans ces négociations*", a regretté un diplomate occidental.

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, a par ailleurs déclaré dimanche qu'il espérait que les négociations de l'agence des Nations unies avec l'Iran, qui sont menées séparément des pourparlers avec le groupe P5+1 et reprendront lundi à Téhéran, produiraient des "*résultats concrets*". Reuters et Lemonde.fr ; french.irib.ir 10 et 11.11

Ecotaxe: la fronde prend de l'ampleur.

La fronde anti-écotaxe a pris de l'ampleur samedi avec de nouveaux heurts en Bretagne entre manifestants et forces de l'ordre, et des actions coup de poing à Paris, dans le Nord, près de Marseille ou près de Lyon.

Des manifestants ont incendié ou endommagé des bornes écotaxe, mené des opérations escargots et menacés des portiques, provoquant d'importantes perturbations sur les routes.

Trois radars routiers ont été incendiés dans la nuit de samedi à dimanche dans les Côtes d'Armor et deux autres ont été dégradés

en Ille-et-Vilaine, a-t-on appris dimanche auprès des gendarmes et des pompiers.

Ces dégradations s'ajoutent aux 28 radars automatiques détruits ou vandalisés en Bretagne depuis le début du mois de novembre, soit un quart de l'équipement installé en bord de routes dans les quatre départements bretons. AFP 10.11

Racket du gouvernement et nouveaux cadeaux aux patrons.

- Le paquet de cigarettes à plus de 7 euros ? - LePoint.fr

Le passage de la TVA à 20 % le 1er janvier entraînerait une hausse des prix du tabac de 30 centimes.

Le Journal du dimanche annonce que le prix du paquet de cigarettes devrait franchir le seuil symbolique des 7 euros le 1er janvier 2014. Si l'augmentation du prix du tabac doit être décidée la semaine prochaine, le journal dominical assure que le gouvernement a déjà tranché sur la question.

Le JDD indique que pour convaincre Philip Morris d'augmenter ses prix, le gouvernement serait enclin à lui accorder un nouveau cadeau fiscal de près de 30 millions d'euros ; en bénéficiant notamment plus de la "*taxe spécifique*".

Les Douanes réclament par ailleurs également une augmentation de 30 centimes rappelant qu'une hausse de 20 centimes n'est pas suffisante et entraînerait 50 millions d'euros de perte de recettes pour l'État.

Comme l'indique l'hebdomadaire, "*les douanes et les fabricants de tabac ont le même intérêt : augmenter suffisamment les prix pour compenser le recul des ventes*". En volume, les ventes de cigarettes en France ont reculé de 9,55 % à la fin du mois de septembre. La chute se chiffre en valeur à 2,6 % à 11,529 milliards d'euros. LePoint.fr 10.11

C'est entendu !

- Allemagne: le chef de file du SPD entrerait au gouvernement - AFP

Le chef de file des sociaux-démocrates allemands, Sigmar Gabriel, devrait faire partie d'un éventuel gouvernement de grande coalition avec les conservateurs de la chancelière Angela Merkel, et en être le vice-chancelier, affirme samedi l'hebdomadaire Der Spiegel.

Cette information a toutefois été contestée par un porte-parole du SPD joint par l'AFP samedi soir, qui a assuré qu'aucune «*décision définitive*» n'a été prise.

Principal point de l'accord, Sigmar Gabriel (SPD) sera bien membre de cet éventuel gouvernement, avec le rôle, essentiellement honorifique, de vice-chancelier.

La chancelière et le chef du SPD se sont également mis d'accord pour que les postes de ministres des Affaires étrangères et de la Défense ne reviennent pas au même parti, pas plus que ceux de l'Intérieur et de la Justice, poursuit l'hebdomadaire.

«*Il n'y a encore eu aucune décision définitive sur les personnes*» qui seront au gouvernement, a assuré à l'AFP un porte-parole du SPD un peu plus tard.

Il a également démenti que la répartition des portefeuille décrite par Der Spiegel ait été arrêtée.

Un éventuel accord sera, en outre, soumis au vote des 470.000 adhérents du SPD. AFP 10.11

Ils ont vraiment un sens aigu de la démocratie au SPD. Une simple formalité sans doute...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie: l'armée reprend le contrôle total d'une base clé près d'Alep - AFP

L'armée syrienne a repris dimanche une base militaire stratégique près de l'aéroport international d'Alep (nord) qui était depuis février aux mains des rebelles, a annoncé la télévision d'Etat syrienne. AFP 10.11

1.2- Syrie : des djihadistes exécutent un député - Francetv info

Mojhem Al-Sahou a été enlevé et tué dans l'est du pays, dans une région où un autre député avait déjà été exécuté fin octobre. AFP 10.11

1.3- L'opposition syrienne accepte de participer à Genève 2 - lemonde.fr

Après deux jours de débats à Istanbul, la Coalition nationale syrienne (CNS) a annoncé lundi 11 novembre dans un communiqué que l'opposition syrienne acceptait de participer à une conférence de paix à Genève.

Le communiqué, rédigé en arabe, fixe plusieurs conditions pour participer à cette conférence, baptisée "*Genève 2*" dans les milieux diplomatiques, dont l'objectif est de mettre fin à deux ans et demi de guerre civile en Syrie via la création d'une autorité de transition.

La CNS réclame un accès libre dans les zones assiégées pour les organisations humanitaires, la libération des prisonniers politiques et affirme que toute conférence internationale doit aboutir à une transition politique.

Le communiqué annonce aussi qu'un comité s'est vu assigner pour mission de continuer à discuter avec les forces révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie afin d'expliquer la position de la CNS, alors que des combattants sur le terrain s'opposent au processus diplomatique en cours.

"*Tout ce qu'on peut espérer, c'est que ces discussions aboutiront au départ de Bachar Al-Assad*", a déclaré Adib Chichakli, l'un des membres de la CNS. Le Monde.fr avec Reuters 11.11

1.4- Syrie : l'opposition anti-Assad salue Israël. - french.irib.ir

La coalition des opposants syrien réunis à Istanbul a salué le régime sioniste pour ses soutiens aux groupes terroristes en Syrie.

La coalition a également demandé à ce régime de continuer à soigner les blessés takfiris dans ses hôpitaux et ses cliniques israéliens dans le droit fil des coordinations entre « *les opposants syrien résidant à l'étranger* » et le régime sioniste. Yaakov Margi, député de la Knesset issu du parti Shass a rencontré en Turquie les représentants des groupes terroristes qui lui ont demandé le maintien par Israël de son aide et soutien aux "*opposants*".

Les chefs terroristes ont salué par ailleurs le traitement fournir des blessés dans les hôpitaux israéliens, a rapporté la radio du régime sioniste. Les évènements ont prouvé qu'Israël n'est plus un ennemi mais plutôt un partenaire de combat contre l'ennemi conjoint, a affirmé, pour sa part, Mohamed Adnan, opposant syrien, chef de l' « *Union des révolutionnaires à l'intérieur de la Syrie* ». Les opposants ont également demandé à Margi qu'Israël continue à élargir des aides aux opposants et à ne pas se contenter à les soigner, selon ce rapport. french.irib.ir 10.11

SOCIAL

1- Grèce

1.1- Plusieurs milliers de militants du parti d'oppostion Gauche radicale (Syriza) se sont rassemblés dimanche 10 novembre au soir devant le Parlement à Athènes pour dénoncer la poursuite des politiques de rigueur alors que les députés débattaient d'une motion de censure contre le gouvernement.

"*Nous arrêtons la catastrophe*", "*Partez maintenant !*", "*Non aux plans d'austérité*", proclamaient les banderoles des manifestants rassemblés sur la place Syntagma, en bas du Parlement, théâtre d'importantes manifestations, souvent violentes, au début de la crise en Grèce en 2010. Selon la police les manifestants étaient plus de 2 000. Mais selon journalistes et organisateurs sur place ils étaient environ 5 000. lemonde.fr 10.11

1.2- Plus de 5.000 personnes ont manifesté samedi à Thessalonique, deuxième ville grecque dans le Nord, contre un

projet controversé de mine d'or dans la région proche de Chalcidique, à l'occasion de la Journée mondiale d'action contre les mines d'or.

"*La poussière toxique n'a pas de frontières. Non aux mines d'or!*", proclamait la banderole principale du cortège des manifestants, qui selon la police était environ 5.000.

A Athènes, plus de 500 personnes ont également manifesté en scandant des slogans contre "*la violence policière*" exercée ces derniers mois contre des habitants du village d'Ierissos à Chalcidique, qui s'opposent au projet de Hellenic Gold, filiale grecque du groupe canadien Eldorado Gold.

"Avec les forces antiémeutes et la violence, vous n'allez pas prendre l'or", scandaient les manifestants à l'appel des associations de gauche.

Jusqu'ici près de 200 habitants de la région sont poursuivis en justice pour "*résistance contre les autorités*" et autres délits, ce qui provoque de vives réactions, les militants accusant les autorités "*de vouloir criminaliser des mouvements sociaux*".

Les opposants au projet considèrent que l'entrée en activité de la mine causerait des dommages irréparables à l'environnement, épuisant et contaminant les nappes phréatiques et polluant la région avec des substances chimiques nocives comme le plomb, le cadmium, l'arsenic et le mercure. AFP 10.11

1.3- Le ministre de la Réforme de l'administration, Kyriakos Mitsotakis, a indiqué samedi dans un entretien à la télévision Méga, qu'après le licenciement des 2.600 employés de la ERT, le gouvernement va procéder à des licenciements dans la compagnie métallurgique Larco et les sociétés de défense Elvo (fabrication de véhicules) et HDS (industrie aérospatiale).

Ces trois entreprises publiques historiques sont lourdement endettées et en voie de restructuration et de privatisation, conformément aux exigences des créanciers. AFP 10.11

2- Portugal

Quelques centaines de salariés des entreprises publiques de transports portugaises ont manifesté, samedi 9 novembre à Lisbonne, lors d'un rassemblement ponctuant une série de grèves contre les nouvelles mesures d'austérité inscrites aux projet de budget pour 2014.

"*Ils m'ont déjà coupé environ 20 % de mon salaire net, qui n'est plus qu'à 900 euros, et maintenant ils veulent m'enlever encore 7 ou 8 %*", a protesté Carlos Félix, chauffeur de bus à Lisbonne depuis une vingtaine d'années, qui manifestait samedi après avoir fait grève jeudi. "*On sait que c'est difficile de faire reculer le gouvernement, mais il faut résister*", a ajouté cet homme de 50 ans.

En échange d'un prêt de 78 milliards d'euros accordé en mai 2011 par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, le Portugal s'est engagé à mettre en œuvre un exigeant programme de rigueur budgétaire et de réformes économiques sur trois ans. lemonde.fr 10.11

3- Arabie saoudite

Des milliers d'immigrés illégaux se rendaient dimanche à la police saoudienne après des émeutes nocturnes meurtrières dans un quartier pauvre de Ryad, liées à la campagne de répression contre l'immigration clandestine.

Ces violences étaient les premières depuis que les autorités ont commencé à expulser les clandestins après l'expiration le 4 novembre du délai de sept mois fixé pour qu'ils régularisent leur situation ou quittent le riche royaume pétrolier.

Dans le cadre de la campagne en Arabie saoudite, plus de 900.000 étrangers en situation irrégulière ont quitté le royaume depuis le début 2013.

Le ministère du Travail a appelé les immigrés illégaux à faire les démarches nécessaires pour régulariser leur situation ou "*assumer les conséquences de leur retard*". Les contrevenants risquent une peine allant jusqu'à 2 ans de prison et une amende de 100.000 riyals (27.000 dollars).

Les autorités estiment que cette politique devrait permettre de réduire le nombre d'immigrés, estimé à 9 millions de personnes sur quelque 27 millions d'habitants, pour favoriser l'emploi des Saoudiens dans le royaume où le taux du chômage atteint 12,5%.

Mais le départ forcé des étrangers illégaux a provoqué une pénurie de main-d'oeuvre bon marché, même si les experts assurent qu'il sera bénéfique à long terme pour l'économie du pays. AFP 10.11

En France 30.000 étrangers en situation irrégulière sont expulsés, 900.000 en Arabie saoudite et la gauche et l'extrême gauche ne se saisissent pas de cette affaire, comme c'est étonnant, ils ne doivent pas être au courant...

Haut de page

Le 12 novembre 2013

CAUSERIE

Lundi 22h35 à Pondichéry

J'ai ajouté 45 nouveaux articles. Je n'ai évidemment pas eu le temps de tous les lire. Je me suis refusé d'en publier 4 seulement, sans intérêt ou renfermant des analyses trompeuses, trop à mon goût. Il m'arrive de partager de nombreuses analyses sans adhérer à leurs conclusions la plupart du temps, il est toujours intéressant de confronter nos idées, c'est aussi une source d'inspiration.

Je regrette de ne pas avoir davantage de temps pour traiter plus à fond certaines questions ou de passer à côté de certains aspects de l'actualité sociale ou politique, involontairement car je ne fuis aucune question, on fait ce qu'on peut. Mon épouse est encore malade depuis une semaine, c'est une charge supplémentaire pour moi et je dois aussi lui consacrer un peu de temps.

Les articles d'octobre ont été retirés de la page d'accueil pour soulager les différentes rubriques, ils seront archivés demain dans la soirée. Je n'ai pas eu le temps de terminer l'article que j'avais commencé sur le gouvernement mondial, ce sera pour plus tard, ce n'est pas urgent.

Je ne peux plus vous fournir de statistiques sur le taux de fréquentation du site, la société OVH qui héberge notre portail n'a pas encore résolu le problème depuis le 14 octobre.

Mardi 14h25 à Pondichéry

J'ai corrigé, hier j'avais écrit Pondicherry avec 2 R comme en anglais, Puchuchery en tamoul.

Au fait, on ne traite pas tous les articles qui figurent dans l'Actualité en titres, par contre si vous avez envie de les lire ce sont les titres originaux, il vous suffit de les taper dans Google pour les trouver sur le Net.

Je vous ai fait grâce de la manifestation des propriétaires de centres d'équitation auxquels s'étaient joints leurs employés, à mon avis ils n'avaient pas trop le choix. L'air de rien ils étaient plusieurs milliers à manifester (1.750 à 4.000 selon les sources - AFP) entre les places de la Bastille et de la République, même que la police a compté 173 poneys, pas un de plus pas un de moins !

- "*Beaucoup de chevaux vont se retrouver à l'abattoir alors qu'ils n'ont rien demandé*", a déclaré Shanna Benhamou, une jeune femme de 20 ans propriétaire de 5 chevaux à Maisons-Laffitte (Yvelines). AFP 11.11

Ils ne savent décidément plus quoi inventer pour faire jouer la corde sensible des émotions des masses. Pauvres bêtes, surtout que finir en lasagnes il paraît que c'est fort humiliant, un bien mauvais karma quoi !

Plus sérieusement, c'est fini la société des loisirs, des quatre dimanches, même la classe moyenne il va falloir qu'elle rame... pour des clopinettes !

Business is business. Le Monde comme tous les médias est en fête : la boucherie fait vendre du papier (cul), des canons...

Les banquiers sont des gens heureux ! N'hésitez pas à le faire savoir.

- La guerre fait vendre. Ce ne sont pas les marchands d'armes qui le démentiront et encore moins leurs sous-traitants en tous genres. Celle de 1914-1918 fut une grande boucherie racontée en détail par les lettres des rescapés et les écrivains. Elle fut également, pendant quatre années, une opportunité pour la "*réclame*" qui, en dépit des circonstances, continua, tant que faire se pouvait, à vendre du rêve en jouant sur la fibre patriotique. "*Toute la communication était conçue pour soutenir l'effort de guerre, et l'Etat, qui ne connaissait que l'affichage officiel, invitait surtout la population à donner son or...*", explique Alain Weill, expert de l'affiche et critique d'art.

A l'occasion des commémorations du centenaire de la Grande Guerre, les éditions Hoëbeke publient La pub est déclarée ! 1914-1918, de Didier Daeninckx. Dans ce texte qui raconte la vie d'une dactylo de l'agence Siècle Publicité, toujours à la recherche de slogans qui font vendre, l'écrivain - auteur du Der des ders (Gallimard, 1985), roman adapté ensuite en BD avec Jacques Tardi (Casterman, 1997) - retrace l'épopée de la première guerre mondiale du point de vue de la réclame. Son texte est illustré par de nombreuses publicités de l'époque, qui permettent d'entrevoir ce que furent ces quatre années de guerre à l'arrière.

Unis derrière le drapeau, et dénonçant le boche cause de tous les malheurs, les génies de la réclame ont essayé de vendre tout et n'importe quoi à une population totalement sous-informée.

Au début de la guerre, la réclame est donc très archaïque. Son seul support est la presse écrite, qui constitue alors un véritable pouvoir. Il faut se souvenir qu'au tournant du siècle la presse française comptait plus de 600 quotidiens (dont 90 à Paris entre 1881 et 1914). Elle était la plus lue au monde avec quatre quotidiens (Le Petit Journal, Le Petit Parisien, Le Matin, Le Journal) qui dépassaient chacun le million d'exemplaires.

Dès le commencement des hostilités, la censure sévit : les photographes ont l'interdiction de se rendre sur le front, et toutes les publications doivent présenter le conflit sous un jour optimiste. Quelques journaux choisissent cependant de briser la loi du silence, en privilégiant le reportage. Du coup, leurs récits mettent les réclames en porte-à-faux : difficile, dans ces conditions, de cacher que le conflit fait des millions de morts et de blessés.

Pour continuer de toucher le public et le convaincre de soutenir l'effort de guerre, les publicitaires font alors appel à des illustrateurs de grande qualité comme Francisque Poulbot (1879-1946), Théophile-Alexandre Steinlen (1859-1923) ou Charles Fouqueray (1869-1956). "*Avec leur graphisme très personnel, ils mettaient en scène les orphelins et les réfugiés sur fond de désolation, mais ne montraient surtout pas les horreurs de la guerre*", souligne Alain Weill. Jules-Abel Faivre (1867-1945) fera date avec ses affiches en faveur des emprunts de la Défense nationale. Dans L'or combat pour la victoire, un coq gaulois sort d'une pièce d'or, tandis que dans On les aura !, en 1916, un soldat, le regard brillant, part à l'assaut.

Au terme de quatre années de guerre, il a fallu du temps à la réclame pour revendre du rêve et aux journaux pour retrouver leur crédibilité. "*Après avoir vendu la guerre, il a fallu vendre la paix*", relève Didier Daeninckx. Le Monde 17.10 et mis à jour le 11.11.2013

On ne retiendra qu'une chose, c'est que ces saloperies de journaux aient retrouvé leur crédibilité pour que le capitalisme puisse poursuivre à travers le monde son oeuvre progressiste, généreuse, humaniste... Donc pour le reste rien de changer, ils adorent par dessus tout les catastrophes qui s'abattent sur les peuples, les guerres, la boue, le sang, les cadavres, les scènes de désolation et de massacres, bref, ils sont toujours aussi cyniques et aux ordres, comme Le Monde.

Il y a quelques mois j'ai lu quelque part que l'Allemagne avait proposé à la Grande-Bretagne avant le début des hostilités un plan pour éviter la guerre et les Britanniques l'avaient ignoré car cette guerre faisait leur affaire, je vais essayer de remettre la main dessus.

L'interprétation officielle de cette guerre est évidemment falsifiée ou ne correspond pas à la réalité, un ramassis de mensonges, il est donc de notre devoir de rétablir le contexte économique et politique de l'époque, ainsi que les principaux faits qui le démontrent.

Pour présenter les faits comme cela les arrangeait, ils ont eu recours au non-dit essentiellement, ils ont fait disparaître littéralement les événements qui contredisaient leur version dès lors qu'on les mettait en perspective, du coup tous les rapports entre les différents belligérants étaient faussés, il ne leur restait plus qu'à écrire l'histoire à leur façon et à la graver dans le marbre des manuels scolaires notamment. On s'occupera parallèlement du PS ou SFIO.

L'AFP : relais de la propagande de la réaction.

Madrid où les éboueurs sont en grève depuis une semaine.

"*Je comprends les raisons pour lesquelles ils sont en grève, mais pas pourquoi ils salissent les rues, car au bout du compte, c'est un problème pour tout le monde, nous devons cohabiter avec toutes ces ordures et ce n'est vraiment pas agréable*", s'indignait Alicia Uldall, une jeune femme de 25 ans habitant le quartier.

"*Je n'avais jamais vu cela. Tous les conteneurs sont vides et toutes les ordures sont dehors, c'est dégueulasse et cela fait plusieurs jours que ça dure*", lançait une autre riveraine âgée de 46 ans, Dominica Soria. AFP 11.11

Contrairement aux jours précédents il ne figurait pas un seul témoignage en soutien aux grévistes dans cet article. J'ai l'oeil, bon pour une fois on se passera du pif, mais c'est pour la bonne cause, en soutien à nos camarades éboueurs de Madrid, tenez bon, ne lâchez rien, passez au cran supérieur si nécessaire !

Intox. Syrie: l'opposition prête à discuter à Genève, sous conditions - AFP

Faux. Non seulement ils n'ont aucune légitimité à part celle du Qatar, de l'Arabie saoudite, d'Israël, de la Turquie, de la France et de la Grande-Bretagne notamment, ils sont liés aux mercenaires d'Al-Qaïda, au Front Al-Nosra, aux hordes sanguinaires salafo-takfiris qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple, ils exigent le départ d'Assad qui peut se prévaloir du soutien de plus 70% de la population, comparé au 23% de Hollande en France, ce serait plutôt à lui de partir, mais là personne ne l'exigera, ensuite ils ne représentent que la diaspora dorée en exil qui est une marionnette des sionistes et sionistes arabes.

Le titre de l'AFP est délibérément trompeur, car on pourrait croire qu'ils sont prêts pour la paix et que ce serait Assad qui y serait opposé pour faire durer le plaisir ou lui faire endosser la responsabilité de la poursuite des massacres, alors qu'en réalité c'est la France et l'Arabie saoudite agissant pour le compte des sionistes qui alimentent cette guerre et ne digérant pas leur défaite politique.

En conclusion une fois qu'on a remis chacun à sa place, non, la soit-disant opposition n'est pas prête à discuter à Genèves car ses conditions sont inacceptables, on n'a jamais vu un vainqueur accepter les conditions d'un vaincu.

ACTUALITE EN TITRES

Le monde risque de s'écrouler, on a échappé à une catastrophe, ouf on s'en est sorti, on est sauvé !

- Wall Street avance un peu, malgré la fatigue des technologiques - AFP

Youpi, c'est la fête, vive le casino !

- La décision surprise de la BCE lance le rallye boursier de fin d'année - Atlantico.fr

Et dire qu'il risque de passer le 25 décembre, ni l'arme ni la larme à gauche! L'âme non plus, il n'en a pas !

Sapin quelques jours avant le référendum de 1992 :

- « *Le traité (de Maastricht) se traduira par plus de croissance, plus d'emplois, plus de solidarité* »

Sapin novembre 2013 :

- Chômage des jeunes: Sapin plaide pour une "*Europe sociale*" au "*socle commun*" - AFP

Note : L'âme est un clin d'oeil à Marx et non à la religion, vaut mieux préciser !

La voix des trusts pharmaceutiques. Pousse au crime

- Le médicament dangereux, c'est d'abord celui qu'on ne prend pas - LeMonde.fr

Voilà une excellente raison pour les adeptes de liaisons dangereuses de s'abstenir d'acheter Le Monde !

Un esprit sain dans un corps sain, soignez votre alimentation et votre sommeil...

Ils ne pensent qu'à cela. Leur monde est à vomir.

- Chine: le "*jour des célibataires*" dope les achats en ligne - AFP

Un rapport de cause à effet

- Flybe renoue avec le bénéfice et poursuit sa restructuration - Reuter

- Aviation: Flybe annonce 500 nouvelles suppressions d'emplois - AFP

Résistance

- Sages-femmes: «*Nous demandons juste la régularisation de notre statut*» - 20minutes.fr

- Pourquoi les animateurs de Paris font-ils grève? - 20minutes.fr

La petite-bourgeoisie s'impatiente, l'extrême droite sort du bois.

- 11-Novembre perturbé : "*Pour l'extrême droite, la gauche ne sera jamais légitime*" - Francetv info

- Un défilé nationaliste dégénère en violences à Varsovie - Reuters

En complément l'extrême droite assumée ou le sionisme.

- Avigdor Lieberman de nouveau chef de la diplomatie israélienne - Reuters

Une société qui se délite, un régime aux abois

- Marseille: deux nouveaux règlements de comptes dans les quartiers nord - AFP

- Un homme tué à la kalachnikov dans les quartiers nord de Marseille - 20minutes.fr

- Une policière rouée de coups à Marseille - LePoint.fr

- Déferlement de violence dans une boulangerie de Nice - LeMonde.fr

- 11-Novembre : le député UMP Bernard Reynès poignardé à Châteaurenard - Francetv info

- 11 novembre : Hollande conspué, 73 interpellations sur les Champs-Elysées - AFP

- Haute-Savoie : une femme abattue à son domicile - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Sous pression.

- Popularité: Hollande en baisse de 4 points (22%), Ayrault de 6 (23%) - 20minutes.fr

- 67% des Français pour un changement de Premier ministre et un remaniement - AFP

- "*Il faut remplacer Jean-Marc Ayrault d'urgence*", pour le député PS Malek Boutih - Francetv info

"*Le gouvernement semble à la fois être devenu sourd et ne plus être entendu. Le dialogue est rompu. Il faut envoyer un signal d'urgence aux Français afin de rétablir le dialogue. Cette urgence doit se traduire par un remaniement gouvernemental. Oui, il faut remplacer le Premier ministre d'urgence*", déclaré le député socialiste, réputé pour ses positions critiques à l'égard du PS auquel il appartient.

A propos du Président de la République, François Hollande, le député socialiste Boutih lui suggère de "*s'entourer de personnalités plus fortes avec qui partager le pouvoir et qui pourront le protéger*". "*S'il reste dans un pouvoir personnel, dans la cage dorée de l'Elysée, il aura un grave problème*", augure-t-il.

Enfin Malek Boutih estime que "*le jour où la crise atteindra son paroxysme, la dissolution sera incontournable.*" "*On n'en est pas là*", poursuit-il "*mais si la situation s'aggrave, alors la nécessité de retrouver un élan et un mandat politique s'imposera*". Francetv info 11.11

Ce que nous vivons aujourd'hui, nous l'avons déjà décrit lors de précédentes causeries, on ne va pas sans cesse se répéter, pas

le temps et c'est épuisant. Maintenant on peut ajouter quelques mots. Contrairement au milieu des années 30 où une situation comparable avait eu lieu, il n'existe plus de partis ouvriers de masse, les travailleurs de nos jours sont livrés à eux-mêmes, donc sont plus facilement manipulables par la droite et l'extrême droite qui en profitent pour les enrôler et faire pression sur le gouvernement.

Quant aux syndicats et aux différents partis dits ouvriers, incapables de rompre avec le patronat et le gouvernement, ils ne peuvent constituer une alternative politique crédible susceptible de rassembler des millions de travailleurs, soit ils ont la réputation d'être corrompus, soit pour avoir tourné le dos au socialisme depuis des lustres ou y être étrangers leurs discours ou double langage est inaudible pour les travailleurs, pas digne de confiance, du coup l'unité des masses peine à se réaliser, seul un événement hors du commun permettra de la réaliser spontanément, à moins qu'elles ne se saisissent d'un mot d'ordre lancé par un parti pour se rassembler au-delà des attentes de ce parti qui se retrouvera débordé, et s'organisent contre leur volonté en intégrant partis et syndicats pour continuer leur combat contre le régime en place. Reste à voir si nous serons capables de construire le parti au cours de ce processus, il ne faut jamais désespérer.

Autrefois on disait que c'était l'indécision qui caractérisait l'action du gouvernement de gauche et les concessions qu'il accordait au patronat, qui encourageait le parti de l'ordre à en réclamer davantage, à se faire de plus en plus impatient, tandis que l'extrême droite agissait de plus en plus à visage découvert et violemment, jusqu'à ce que la droite et l'extrême droite en arrivent à menacer directement le gouvernement, le Parlement, le mouvement ouvrier.

Aujourd'hui , nous ne sommes pas tout à fait en présence du même scénario, car le gouvernement n'a rien lâché aux travailleurs et il n'est pas de gauche mais de droite, ce qu'il nie, en vain puisque presque tout lemonde en convient désormais, c'est la raison pour laquelle tout s'accélère plus rapidement que par le passé, chacun sait qu'il n'y a rien à attendre de ce gouvernement (sauf pour le POI peut-être) comme chacun sait qu'il est faible, il est totalement isolé ou presque en dehors d'une frange de la petite-bourgeoisie qui espère encore préserver ses privilèges ainsi que la couche la plus conscience de la classe dominante qui sait parfaitement que personne ne pourrait faire mieux que Hollande et qu'il est indispensable de le soutenir, l'article qui suit le prouve à sa manière.

A droite et à l'extrême droite la tentation est grande de vouloir en finir le plus vite possible et forcer Hollande à dissoudre l'Assemblée nationale, ils le harcèlent.

A gauche c'est l'inverse tout en le ménageant en tenant un double langage indispensable, puisqu'aucun parti ne peut se résoudre à réellement rompre avec le PS et surtout ce qu'il incarne, le capitalisme et les institutions de la Ve République.

A l'intérieur de l'UMP, ils sont divisés selon le clivage habituel, les uns représentant l'oligarchie financière et les multinationales voudraient passer ce qui reste de nos droits sociaux au rouleau compresseur du néolibéralisme (donc de l'UE), tandis que les autres s'inquiètent de la liquidation de pans entiers de l'industrie et de l'agriculture qui déboucherait sur un désert tant économique en dehors des grands centres industriels qu'électoral pour leur parti, tout en sachant que face à la concurrence du capitalisme mondial, il est impossible de rivaliser, d'où la tentation désespérée de certains de remettre en cause l'UE et l'euro. A l'UDI, la question ne se pose pas puisqu'ils sont soumis à l'UE dont ils revendiquent la paternité.

A l'intérieur du PS on retrouve exactement le même clivage qu'à l'UMP, entre ceux qui affichent leur soumission totale à Bruxelles, Franckfort et Washington, et ceux qui feignent de résister au nom des classes populaires qu'ils trompent effrontément sans rompre avec les premiers, car nous avons à faire à des affairistes, des carriéristes pour lesquels leurs intérêts personnels sont prioritaires, on ne peut pas dire qu'ils trahiraient les travailleurs car ils y sont étrangers, comme on ne peut pas prétendre qu'ils risqueraient d'y laisser leur âme, ils n'en ont pas ou c'est leur statuts, leur compte en banque qui les remplacent.

A l'intérieur de la gauche, ils se partagent les rôles pour défendre le régime en place en accordant la priorité à leur appareil respectif, aucun parti n'ayant décidé de boycotter les élections municipales de 2014, ce qui leur permettra une fois de plus de participer à la gestion de la société au côté du PS et de légitimer au passage les institutions de la Ve République, et la plupart se préparent à participer à l'élection européenne la même année légitimant du même coup l'Union européenne avec laquelle ils n'entendent pas rompre.

L'extrême gauche sur des mots d'ordre différents pour masquer sa véritable nature adopte à peu de choses près la même attitude que la gauche.

Enfin l'extrême droite adopte des positions sensiblement identiques à celles de l'extrême gauche, sauf les questions sociétales ou elle s'aligne sur la droite, à moins que ce ne soit l'inverse.

Aucun parti ouvrier ne caractérise sur le plan politique le PS et le gouvernement, aucun parti ouvrier n'entend rompre avec eux, y compris Hollande, avec les institutions, les appareils vendus des syndicats, aucun parti ouvrier n'appellera au bocott des élections municipales et européennes en 2014. Ajoutons pour enfoncer le clou, qu'après l'épisode de Genève sur les négociations en cours sur le nucléaire iranien qui a vu Fabius occuper la place de ministre des Affaires étrangères de Netanyahu, le gouvernement français est le plus sioniste de la Ve République, ce qu'aucun parti ouvrier n'osera affirmer.

Satisfecit du maître.

- Projet de budget présenté par la France: "*globalement satisfaisant*" selon Barroso - AFP

"*Aujourd'hui, la politique fiscale en France a atteint les limites de l'acceptabilité. La France est de loin le pays où les entreprises payent les impôts les plus élevés et ça c'est un problème pour la croissance et l'emploi en France*", a affirmé M. Barroso sur la chaîne privée française LCI.

"*Il faut réduire les dépenses publiques et d'ailleurs, pour être juste, le plan de budget pour cette année prévoit plus d'efforts pour la réduction des dépenses et pour l'augmentation des recettes et ça c'est positif*", a-t-il ajouté.

Dans ces conditions, a-t-il souligné, "*le budget présenté par la France est globalement positif*".

La Commission européenne doit pour la première fois vendredi donner son avis sur les budgets des Etats de la zone euro. AFP 11.11

Match truqué

- Libre-échange UE-USA: reprise des discussions à Bruxelles - AFP

Européens et Américains ont repris lundi à Bruxelles leurs discussions en vue d'établir un vaste accord de libre-échange, un processus qui avait été interrompu par la crise budgétaire aux Etats-Unis mais également mis à mal par le scandale de l'espionnage américain.

"*La question de l'espionnage n'est pas quelque chose que nous évoquons dans le cadre des négociations (commerciales) mais il y a des questions de confiance qui ont été évoquées*", a reconnu une source européenne proche des négociations. (A quoi bon puisque Bruxelles est une émanation de Washington. - ndlr)

Les discussions doivent porter cette semaine sur des sujets aussi divers que les services, l'investissement, l'énergie et les matières premières ainsi que les questions de régulation. Mais aucune percée définitive n'est attendue, tant les deux parties en sont encore à se positionner. Dans l'immédiat, "*nous essayons d'identifier les secteurs où les discussions peuvent avancer*", rappelait récemment une source communautaire. (En réalité cet accord doit concerner la quasi-totalité des secteurs économiques de l'UE et des E-U, biens et services, réglementation financière, etc. - ndlr)

L'objectif est de soumettre un premier ensemble de propositions aux responsables politiques au début de l'an prochain.

Le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, aimerait rester cinq années supplémentaires à son poste pour boucler les négociations. Mais il est poursuivi en Belgique pour fraude fiscale, et une éventuelle condamnation pourrait couper court à ses ambitions. (Ils pourraient poursuivre ces négociations dans une prison de Bruxelles... Autant dire que c'est un type pourri et corrompu qui représente les Etats de l'UE face aux Américains, ce que ces derniers savent parfaitement évidemment, cela doit les faire bien marrer, après cela inutile de se demander si Bruxelles entend défendre les intérêts des Etats de l'UE, pour ce qui nous concerne ceux des travailleurs face à l'impérialisme américain, ce que nous nous passerons bien d'en attendre d'ailleurs, cela dit en maintenant un commissaire voyou pour mener ces "*négociations*" on a la garantie que les intérêts des multinationales américaines sernt privilégiés. - ndlr)

Les contours de la négociation restent frappés d'opacité, faute d'accord des Etats pour rendre public le mandat confié à la Commission européenne en juin. (C'était la moindre des choses, ensuite ils se défendront de comploter dans le dos des peuples alors qu'on en a la preuve sous le nez. - ndlr)

La Commission européenne, qui négocie au nom des Etats, espère en outre que l'accord de libre-échange conclu mi-octobre avec le Canada va servir de modèle dans cette nouvelle négociation. (C'est ce que nous avions affirmé à ce moment-là. - ndlr)

Après plus de quatre ans de discussions, Européens et Canadiens ont réussi à se mettre d'accord et à régler plusieurs contentieux dans le domaine agricole comme l'ouverture du marché européen au boeuf canadien. AFP 11.11

Syrie. La racaille ONGiste assure le relais.

- Syrie: Une ONG dénonce le recours généralisé aux armes incendiaires - lexpress.fr

La Syrie devrait cesser immédiatement d'utiliser des armes incendiaires, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui dans un rapport qui documente au moins 56 attaques utilisant ces armes depuis novembre 2012.

Human Rights Watch présentera ses préoccupations à Genève cette semaine, à l'occasion de la réunion annuelle des États parties à la Convention sur certaines armes classiques. Les frappes aériennes de la Syrie recourant à des armes incendiaires dans ou à proximité de centres de population civile constituent une violation du droit international humanitaire, ou des lois de la guerre, parce qu'elles sont menées sans discernement.

"*La Syrie a utilisé des armes incendiaires qui ont infligé de terribles dommages aux civils, dont de nombreux enfants*", a déclaré Bonnie Docherty, chercheuse senior auprès de la division Armes à Human Rights Watch. "*Pourtant, où est le tollé international ? D'autres pays devraient condamner l'usage par la Syrie de ces armes comme ils l'ont fait au sujet des armes chimiques et des bombes à sous-munitions.*" lexpress.fr 11.11

A vomir, cette officine de propagande de l'impérialisme américain. Elle présente les mêmes contours que toutes les grandes ONG : financée par les Etats, les banquiers (Soros ici) et les multinationales, liée aux partis politiques les plus réactionnaires (qu'ils se disent de droite ou de gauche), aux services de renseignement, ennemi du Venezuela, Russie, Chine, Cuba, Bolivie, Iran, Syrie, etc. tous les Etats réputés hostiles aux Etats-Unis...

Elles servent à préparer le terrain (psychologique) aux interventions militaires occidentales ou les accompagnent pour les justifier auprès des peuples, c'est la pire pourriture qui soit puisque manipulant les travailleurs ou jeunes qui s'y investissent généreusement. Les infiltrer peut être utile, y participer certainement pas, les travailleurs doivent les fuir comme la peste.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Thaïlande

- Thaïlande: le Sénat rejette une loi d'amnistie politique contestée - AFP

Le Sénat thaïlandais a rejeté lundi soir une loi d'amnistie politique contestée par des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Bangkok, qui y voyaient un texte taillé sur mesure pour l'ex-Premier ministre en exil Thaksin Shinawatra.

La loi a fait contre elle l'unanimité des 141 membres de la Chambre haute du Parlement, qui ont tous pris part au vote, retransmis en direct à la radio.

"*Les 141 sénateurs ont voté contre. La loi est donc rejetée*", a annoncé le vice-président du Sénat, Surachai Lengboonlertchai, à l'issue d'une journée de discussions sous haute tension.

Des dizaines de milliers de manifestants (50.000 selon la police) ont encore manifesté lundi dans les rues de Bangkok, à l'appel du Parti démocrate, qui a mobilisé des manifestants quotidiennement depuis 12 jours.

Suthep Thaugsuban, ex-vice-Premier ministre, a appelé les manifestants réunis place de la Démocratie à faire grève de mardi à vendredi inclus, sans même attendre le vote du Sénat, survenu tard lundi soir.

Ce projet de loi d'amnistie a réveillé dans la société thaïlandaise les craintes de chaos politique, après un calme relatif de trois ans.

Le Bangkok Post, quotidien anglophone généralement prudent, est ainsi allé jusqu'à agiter lundi, dans un éditorial en Une, le spectre d'une "*guerre civile*".

Aussi, lundi, les forces de l'ordre avaient été déployées en masse pour protéger le siège du gouvernement des manifestants du Parti démocrate, dirigé par l'ex-Premier ministre Abhisit Vejjajiva.

Car au-delà de la loi d'amnistie elle-même, la dispute est révélatrice des profondes fractures au sein de la société thaïlandaise, entre pro et anti-Shinawatra, entre paysans du nord-est et élites urbaines, qui font de Thaksin Shinawatra le personnage à la fois le plus haï et le plus admiré du royaume. AFP 11.11

SOCIAL

1- France

- Les salariés de Marine Harvest poursuivent le blocus à Poullaouen - AFP

Les salariés bretons du numéro un mondial du saumon, le norvégien Marine Harvest, ont voté lundi la poursuite du blocus de leur site de Poullaouen (Finistère), voué à la fermeture, a constaté un correspondant de l'AFP.

A l'issue de trois heures d'assemblée générale rassemblant 160 personnes, "*la grève a été reconduite*", a expliqué Me Roger Pottin, avocat du CCE. Les salariés en grève bloquent le site depuis une semaine.

Lors du dernier CCE mercredi, la direction avait fait des "*propositions supérieures à celles de lundi, mais encore trop éloignées de celles qui sont les nôtres*", avait expliqué Michel Crespin, délégué CGT du site.

"*Tous les salariés ont refusé la proposition de la direction, tout le monde veut que la négociation continue*", avait-il ajouté.

Le groupe norvégien a annoncé en juin la suppression de 400 postes en Bretagne, dont près de 300 (CDI et intérimaires) à Poullaouen. Une réorganisation cruciale "pour pérenniser les activités françaises du groupe", avait justifié le groupe.

Marine Harvest a connu une forte hausse de ses revenus en 2013, dégageant un bénéfice opérationnel de 270 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, en hausse de 380% sur un an. AFP 11.11

Malgré cela les syndicats acceptent le plan de licenciements et des suppressions d'emplois. Ce sont des syndicats patronaux ou jaunes.

2- Espagne

Après une semaine de grève, Madrid transformé en poubelle - AFP

Après une semaine de grève des services de nettoyage, les amoncellements d'ordures transformaient lundi en une poubelle géante les rues du centre de Madrid, sans qu'aucune issue au conflit ne soit en vue.

Cette grève illimitée des employés du nettoyage et des jardiniers a commencé le 5 novembre à l'appel des syndicats qui dénoncent un plan social prévoyant la suppression de 1.135 postes, sur presque 7.000, dans les entreprises sous contrat avec la mairie, venant s'ajouter à 350 emplois déjà supprimés en août.

Le plan prévoit également une baisse des salaires pouvant aller jusqu'à 40%, selon les syndicats.

Lundi, "*97% des employés étaient en grève*", a indiqué Juan Carlos del Rio, représentant du syndicat UGT, ajoutant que le conflit "devrait s'étendre dans le temps", en l'absence de négociations.

"*Un jardinier gagne 900 euros et un agent de nettoyage 1.050 euros*", avait-il expliqué au début de la grève, en calculant que les baisses prévues ramèneraient les salaires jusqu'au minimum légal de quelque 650 euros.

La mairie a annoncé avoir déployé des renforts de policiers municipaux, comprenant plus de 60 patrouilles chaque jour, pour accompagner les employés du service minimum. "*Plus de 260 conteneurs*", a ajouté la mairie, ont été incendiés depuis le début de la grève. AFP 11.11

3- Bulgarie

- Bulgarie: des étudiants bloquent l'accès à l'université de Sofia - AFP

Les portes d'accès au rectorat de l'Université de Sofia étaient cadenassées lundi par des étudiants qui réclament depuis plus de deux semaines la démission du gouvernement soutenu par les socialistes.

Cependant les autres bâtiments de l'université restent accessibles, bien que, depuis le 26 octobre, certains auditoriums sont occupés par quelques dizaines d'étudiants, entraînant l'annulation des cours.

Les étudiants reprochent au gouvernement d'être "lié à l'oligarchie" et demandent aussi, depuis peu, une réforme de l'éducation.

Dix-huit des 51 universités bulgares sont partiellement touchées par ce mouvement. Dimanche, à l'occasion du 24e anniversaire du limogeage du dernier dirigeant communiste bulgare, Todor Jivkov, plusieurs milliers de manifestants se sont joints aux étudiants.

"*Nous déclarons une occupation complète du rectorat*", où se trouvent l'administration de l'Université de Sofia et les facultés de sciences humaines, ont annoncé les responsables du mouvement étudiant sur leur page Facebook.

"*Nous maintiendrons le blocage jusqu'à la démission du gouvernement*", a déclaré à l'AFP un étudiant en statistiques, Ivan Vitanov, à travers la clôture. Il a précisé qu'une centaine d'étudiants se trouvaient à l'intérieur.

"*Les grèves d'étudiants soutenues par de petits partis conservateurs qui aspirent au Parlement, ne provoqueront pas d'élections anticipées. Si d'autres couches sociales bougent, de telles élections sont possibles*" au printemps prochain, a estimé le politologue Andrei Raïtchev dans le quotidien Pressa.

Les deux principaux syndicats, KNSB et Podkrepa ont prévu une conférence de presse mardi, et pourraient se joindre au mouvement de protestation.

Les étudiants tentent de relancer le mouvement de protestation contre le gouvernement du Premier ministre technocrate, Plamen Orecharski, investi le 29 mai, et qui subit la pression de la rue depuis le 14 juin. AFP 11.11

4- Roumanie

- Roumanie: revers pour un projet canadien de mine d'or - AFP

Une commission du Parlement roumain a rejeté lundi un projet de loi controversé qui devait ouvrir la voie à une mine d'or canadienne à Rosia Montana, un revers pour la compagnie Gabriel Resources, en attente d'un feu vert depuis 14 ans.

Ce vote, qui intervient après deux mois de débats et l'audition de dizaines d'experts, fait suite à un accord intervenu dans la matinée entre les co-présidents de la coalition de centre-gauche au pouvoir, USL.

Le dernier mot sur ce projet appartiendra aux deux chambres du Parlement, qui l'examineront dans les semaines qui viennent.

Après avoir plusieurs fois changé d'avis sur la mine voulue par Gabriel Resources, le Premier ministre Victor Ponta a déclaré qu'il ne serait "nullement dérangé" par un vote négatif sur ce texte, adopté par son gouvernement fin août.

"*Notre position commune est de rejeter ce projet tout en donnant un message clair de soutien aux exploitations minières*", a déclaré M. Ponta peu avant le vote de la commission.

Selon lui, le Parlement devra rédiger un texte plus général, s'appliquant au secteur minier dans son ensemble.

La compagnie Rosia Montana Gold Corporation (RMGC), détenue à 80% par Gabriel Resources, prévoit d'exploiter 300 tonnes d'or et 1.600 tonnes d'argent à Rosia Montana (centre), en utilisant 12.000 tonnes de cyanure par an.

La société promet des centaines d'emplois et des bénéfices économiques importants pour la Roumanie.

Mais, selon experts et archéologues, cette mine d'or à ciel ouvert appelée à devenir la plus grande d'Europe va entraîner la destruction de quatre montagnes et menace des galeries minières uniques datant de l'époque romaine. AFP 11.11

5- Bangladesh

- Heurts entre police et ouvriers du textile au Bangladesh - Reuters

Des heurts ont opposé lundi les forces de l'ordre à des ouvriers du textile exigeant des hausses de salaire au Bangladesh, où plusieurs accidents mortels cette année ont mis en lumière les mauvaises conditions de travail dans ce secteur.

Ces affrontements ont entraîné la fermeture d'une centaine d'usines.

Le salaire mensuel minimum dans le secteur de la confection au Bangladesh est de 38 dollars (environ 28 euros), soit environ la

moitié de ceux en vigueur au Viêtnam et au Cambodge et à peine plus d'un quart de celui appliqué en Chine.

Le patronat juge excessive la hausse de 77% proposée par les autorités.

Le Bangladesh est le deuxième exportateur au monde de textile, un secteur employant environ 4 millions de personnes dans 3.200 usines. Reuters 11.11

Haut de page

Le 13 novembre 2013

CAUSERIE

Puisque personne ne peut le dire à ma place, allons-y, assumons jusqu'au bout notre engagement politique : notre portail est l'incarnation de la résistance au mensonge et à la désinformation, à la mystification, à toutes sortes de manipulations que les travailleurs devraient reprendre à leur compte alors qu'en réalité c'est contre eux qu'ils sont tournés, orchestrées par le PS, ses satellites et repris en choeur par ses valets de gauche et d'extrême gauche. Exagère-t-on ? En réalité on est très loin du compte par manque de temps hélas !

Quasiment quotidiennement on doit démasquer telle ou telle instrumentalisation des derniers relents ou provocations nauséabondes de la droite ou de l'extrême droite ou encore de personnalités qui partagent leurs idéologies relayées généreusement par les médias aux ordres, de façon à instaurer un climat délétère ou de peur dans le pays propice à justifier l'instauration d'un régime policier.

La classe dominante, par la voix du PS qui fait office de supplétif du parti de l'ordre pour cause d'indisponibilité passagère de ce dernier, entend formater les esprits, modeler, imposer aux masses exploitées un mode pensée unique qui confine à la dictature, dans la mesure où il viole les différents degrés de conscience qui existent dans la société et qui ne peuvent évoluer librement et connaître une transformation radicale du fait que les conditions politiques ne sont pas réunies pour qu'une telle modification intervienne, étant donné qu'il n'a pas été mis fin aux rapports sociaux qui sont déterminés par le mode de production capitaliste ou les rapports entre les classes qui sont demeurés inchangés.

Le PS est le porte-parole de la classe dominante, il diffuse son idéologie, la totalité de sa propagande en est imprégnée, ses objectifs politiques correspondent aux besoins des néolibéraux qui exercent leur domination au sein du capitalisme, la stratégie du PS n'entend pas aller à l'encontre de celle tracée par les néolibéraux, chaque militant devrait en avoir parfaitement conscience et se le graver dans le cerveau et l'avoir toujours à l'esprit avant d'analyser la situation ou les faits et gestes, déclarations des dirigeants du PS, je parle de ceux qui détiennent le pouvoir au sein du PS et non les bouffons du genre Montebourg, Désir, Hamon ou Lienemann qui leur servent de caution de gauche, d'ailleurs on s'étouffe rien que d'y penser tellement la manoeuvre devient délicate, plus rien ni personne ne peut camoufler plus longtemps la véritable nature réactionnaire du PS, l'imposture permanente qui le caractérise.

On en vient naturellement à se poser une multitude de questions, dont en premier lieu pourquoi tous les dirigeants des partis ouvriers toute tendances ou courants confondus se sont employés si longtemps à le ménager, à camoufler ses véritables intentions et objectifs, pourquoi ils se sont employés à le protéger, pourquoi ils ont mentis délibérément à leurs militants et aux travailleurs, il va falloir que ces dirigeants s'en expliquent publiquement.

Je vais vous avouer que par moment on est pris par une grande lassitude devant tant d'ignominie, on se sent impuissant et accablé, on est obligé d'en arriver à une terrible conclusion que Trotsky avait envisagé, pire encore formulée 70 ans plus tard, qu'en persistant dans cette voie nous sommes vaincus d'avance, il faut être lucide, nous sommes totalement désarmés sur le plan théorique, politique et organisationnel, nous ne voudriez tout de même pas croire qu'on pourrait vaincre dans de telle condition, à moins de croire aux miracles, d'ailleurs personne ne vous croirait, à raison, on en est là en somme. A force de sans cesse reculer, on se retrouve acculé au bord du précipice. C'était prévisible, mieux, on nous avait mis en garde contre le terrible danger qui nous menaçait, nous n'avons pas voulu en tenir compte, il arrive donc ce qui malheureusement devait arriver.

A quoi bon continuer. On s'épuise à mener ce combat qui ne mène nulle part, c'est le constat que je me suis fait hier soir, j'avais de nouveau envie de cesser d'actualiser le site tant je suis épuisé, je me suis épuisé en pure perte. Par chance, j'ai fait une longue nuit comme cela ne m'était pas arrivé depuis des années, j'ai dormi onze heures d'affilées, j'en ai ressenti un bien-être au cours de la journée que je ne connaissais plus depuis longtemps, vous vous en foutez peut-être, du coup j'ai encore trouvé la force de travailler aujourd'hui, une journée de plus sacrifiée, je ne garantis pas qu'il y en aura encore beaucoup d'autres, cela m'étonnerait et je vais vous dire pourquoi, parce que cette fois-là ce sera une décision à froid, qui n'aura pas été prise sur un coup de tête mais raisonnée, réfléchie, c'est le genre de décisions que l'on prend dans la vie parce qu'elles sont les plus déterminées, rien

ni personne ne peut vous faire changer d'avis.

Le site ne sera que partiellement actualisé parce qu'en plus de m'être levé très tard j'ai dû aller faire des courses ce matin. Je n'ai pas non plus archivé les articles d'octobre. Je vais essayer d'enchaîner de longues nuits parce que j'en ai absolument besoin, j'ai des années de sommeil de retard et physiquement je commence à en ressentir les effets négatifs, je ne suis plus tout jeune, ensuite on avisera.

ACTUALITE EN TITRES

L'Europe sociale : une mystification. Flop ou coup de com !

- L'UE veut "*aller vite*" dans la lutte contre le chômage des jeunes - AFP

- Comme prévu, aucun nouvel instrument n'a été annoncé lors de cette conférence qui a confirmé le calendrier et les bugdets alloués à la relance de l'emploi des jeunes. AFP 12.11

Hollande sur "***la directive détachement***" : "***Le principe est bon***".

- Concernant "*la directive détachement*" régissant le détachement temporaire de travailleurs d'un pays à l'autre de l'UE, qui fait débat entre les 28, MM. Barroso et Hollande sont tombés d'accord : "*Le principe est bon mais en même temps on ne peut pas accepter les abus, les utilisations parfois contestables, déplorables*", a dit le président français. AFP 12.11

Annonce du Palais. Le Premier ministre est sur le départ.

- Malek Boutih appelle au remplacement de Jean-Marc Ayrault - Reuters

Ceux qu'ils soignent et ceux qu'ils saignent...

- La suppression du jour de carence pour les fonctionnaires votée à l'Assemblée - L'Expansion.com

- Un "*fonds cheval*" pour compenser la hausse de la TVA - L'Expansion.com

- Arnaud Montebourg : il lance son plan d'action de "*résistance économique*" pour aider les entreprises - Atlantico.fr

Les poujadistes sont de retour...

- Mobilisation mercredi des artisans et commerçants, "*menacés de disparaître*" - AFP

Intox

- L'UE veut agir contre les abus liés aux travailleurs "*détachés*" - Reuters

- François Hollande : "*l'inversion de la courbe du chômage est acquise pour les jeunes*" en France - Atlantico.fr

- Les ONG de plus en plus transparentes sur l'utilisation des dons - LeFigaro.fr

- L'Egypte, pays arabe le plus hostile aux femmes - Reuters

Tout fout le camp, sutout le meilleur...

- Fin de partition pour les prestigieux pianos Pleyel - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Nous ce qui nous fait vomir, c'est l'exploitation d'une vulgaire provocation.

- Ayrault saisit la justice au sujet de la une de "*Minute*" sur Christiane Taubira - Francetv info

- La couverture de "*Minute*" contre Taubira fait "*vomir*" le PS - Le Nouvel Observateur

Pour être au PS : il faut être né dedans !

On se demandera qui de l'extrême droite et du PS et ses larbins de gauche et d'extrême gauche fossoyeurs du socialisme était le plus porté à avoir des arrière-pensées et à se comporter en manipulateur professionnel, autrement dit à adopter une certaine attitude pour camoufler sa véritable nature ou ses réelles intentions, on peut ajouter son incurie politique légendaire s'agissant de l'extrême gauche, certainement pas le torchon Minute qui à longueur de colonnes depuis de nombreuses décennies (1962) étale son idéologie d'extrême droite nauséabonde et dont les thèses racistes sont connues de tous.

Qui avait le plus intérêt à lancer cette polémique, le gouvernement et le PS ainsi que leurs fidèles lieutenants de gauche et d'extrême gauche qui sont isolés, coupés des masses, en difficulté sur le plan politique, incapable d'inspirer confiance aux masses et de les mobiliser et qui se préparent à une cinglante défaite aux élections municipales et européennes de 2014, ou la droite qui n'a pas encore réussi à surmonter ses divisions depuis sa défaite de 2012 mais qui a la capacité de mobiliser ses troupes et bien au-delà , on peut en douter du fait que le thème du racisme serait plutôt un facteur de division ou d'éclatement de l'UMP, maintenant des courants de l'UMP peuvent être tentés de profiter de cette polémique pour lier cette question à celle de l'immigration pour marcher sur les plates-bandes du FN, cependant ce serait au risque de s'exposer aux violentes critiques des médias qui se veulent les défenseurs suprêmes de la morale et des valeurs de la République pour mieux brouiller les pistes. S'ils agissent ainsi sur ordre de leurs mentors (les banquiers) c'est pour mieux tromper leurs lecteurs ou auditeurs, les mettre en confiance tandis qu'ils diffusent la propagande néolibérale et soutiennent les aspects les plus réactionnaires de la politique du gouvernement, tout en ayant parfaitement conscience qu'aucun parti ne serait aujourd'hui en mesure de faire mieux, et ce n'est pas pour des prunes que Barroso vient d'adresser un satisfecit au gouvernement concernant son projet de budget (d'austérité) pour 2014, à l'UMP aussi ils sont fondés à tenir compte de ces éléments, car si c'est bien le parti de l'ordre ou le parti officiel du capital, il obéit à ceux qui le financent et ses dirigeants ne peuvent adopter un comportement qui soit contraire à leurs intérêts sous peine d'être remerciés ou rétrogradés dans la hiérarchie de leur parti ou se voir privés de mandat. Hollande s'étant appliqué à remplir le rôle qu'ils (les oligarques) lui avaient réservé à la lettre depuis le 6 mai, ils n'ont aucune raison de le mettre en difficulté plus qu'il ne l'est actuellement, qu'ils fassent pression sur lui fait partie de la règle du jeu, il prétendra ne rien leur céder ou être indépendant tout en continuant d'appliquer une politique qui est favorable au capital, les apparences seront sauvées et les objectifs qu'ils lui avaient fixés seront atteints en totalité ou en partie selon la complexité du contexte social et ils s'en satisferont.

Quant à l'extrême droite qui peinait à se défaire de son image détestable de parti raciste et antisémite, elle n'y a évidemment aucun intérêt, sachant que les uns et les autres se livreraient à un amalgame entre le FN et Minute. Minute, qui incarne le courant le plus abjecte de l'extrême droite, s'est livré à une lamentable provocation pour apparemment régler des comptes avec la direction du FN dont il conteste l'orientation politique ou plutôt parce que Marine Le Pen n'assume pas l'héritage de son parti, faute qu'il ne lui pardonne pas.

En conclusion, cette provocation aurait pu rester sans lendemain, comme il en existe bien d'autres dont on n'entendra jamais parler parce que nous ne sommes pas lecteurs de la littérature d'extrême droite. Elle ne sert qu'au gouvernement et au PS, qui pour continuer de gouvernement et imposer leur politique antisociale et réactonnaire doivent diviser les masses, mais aussi diviser l'ensemble des partis de droite comme de gauche, car leur politique s'attaque certes aux masses exploitées mais pas seulement, elle a aussi pour objecitif de liquider des pans entiers de l'économie qui se soldera par la disparition d'un grand nombre de petits capitalistes et au-delà encore, toutes les entreprises jugées non rentables par les banquiers, le tout au profit des multinationales françaises ou étrangères. Toute crise du capitalisme doit se solder par une nouvelle concentration des capitaux et de la production, une plus grande emprise de la finance et des multinationales sur l'ensemble de l'économie, qui ne serait pas complète sans un accroissement de l'exploitation ou des gains de productivité, une plus grande rationalisation de la production pour momentanément retrouver un taux de profit acceptable... jusqu'à la prochaine crise.

Le problème maintenant, c'est que le capitalisme est au bout du rouleau, il fait face à une crise qui est devenue permanente, autrefois elle se produisait à intervalle de 10 ans avait constaté Marx, puis au bout de 5 ans environ depuis les dernières décennies du XXe siècle, pour arriver à la situation sous la pression de la démographie mondiale exponentielle et des besoins correspondants où il n'est plus possible de l'inscrire dans la perspective d'une nouvelle expansion (artificielle) qui accorderait un nouveau répit de quelques années au capitalisme, notamment du fait de son niveau d'endettement monstrueux pour avoir hypothéqué son propre avenir, il n'est plus voué qu'à incarner la régression sociale, le chômage de masse, la précarité généralisée, l'extension de la pauvreté, la guerre, la barbarie, réaction sur toute la ligne qui doit se solder par la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques, il est devenu totalement incompatible avec l'exercice de la démocratie même réduite à une peau de chagrin, il ne supporte plus la liberté d'expression qu'il entend museler, criminaliser, l'air de rien cette opération en fait partie, on a évoqué récemment d'autres exemples alarmant qui le prouvaient, on est entré dans l'ère de la réaction sur toute la ligne à l'échelle mondiale comme jamais dans le passé, et quand la gauche et l'extrême gauche se saisissent des questions à caractère sociétale ou faussement sociale que leur sert sur un plateau la réaction, au lieu de la combattre et de se situer sur le

terrain du socialisme, ils lui rendent un fier service, pour notre part, nous ne marcherons jamais dans cette combine pourrie.

Nous n'avons rien d'autres à ajouter, sauf deux choses qui en disent long sur la médiocrité de la gauche et de l'extrême gauche, tous partis, tendances et courants confondus.

Aucun n'a repris l'information que j'avais relayée il y a huit jours environ suite à une plainte en diffamation de deux organisations d'extrême droite portée contre un préfet et acceptée par le parquet, pour avoir osé employer le mot "*imbécile*", j'avais considéré cette tentative d'atteinte à la liberté d'expression comme la plus grave depuis le régime de Vichy, je persiste et signe.

La seconde concernait un jeune réunionnais de 21 ans qui a été victime d'une régurgitation d'aliments dans sa trachée et ses poumons suite à un tir de Taser et qui en est mort, le procureur d'Orléans ayant conclu qu'il n'y avait pas de lien entre la mort du jeune homme et le tir de Taser, un crime policier couvert par le procureur de la République. Permettez-nous de la vomir votre République messieurs Hollande et Ayrault !

Donc pas de polémique, pas de vague, pas de déclaration, pas de mobilisation de la gauche et l'extrême gauche, silence radio, l'omerta, rien dans ces deux cas d'une gravité extrême qui portent atteinte à nos droits politiques. Par contre quand un dirigeant ou une publication de droite ou d'extrême droite commet un mauvais jeu de mots ou sort une abjections, là on n'entend plus qu'eux. En réalité, ils emploient les mêmes méthodes épouvantables pour manipuler et conditionner travailleurs et militants qu'ils dénoncent par ailleurs. Ils ont poussé le vice plus loin encore, si vous observez bien, dans chaque parti ou mouvement FdG, PCF, M'PEP, POI, NPA, vous avez une direction qui applique une politique et vous avez des courants ou tendances, soit qui proposent une autre politque, soit qui incarnent une autre politique, de telle sorte que vous ne pouvez pas les accuser de quoi ce soit, ils vous répondront selon le courant ou la tendance à laquelle ils appartiennent dans leur parti que ce n'est pas eux, mais l'autre ou les autres auxquels il faut adresser nos critiques, c'est pratique n'est-ce pas pour ne jamais répondre aux questions qu'on leur pose, ils ne sont responsables de rien en somme, ils se partagent les rôles et s'en accommodent très bien, on retrouve la même chose également à l'UMP et au PS. C'est ainsi qu'opportunisme (ou réformisme) et gauchisme font bon ménage, en réalité ils se neutralisent et la réaction en profite, elle a le champ libre pendant ce temps-là. On n'a pas évoqué LO qui est une secte, un parti monolithique, et le FN dont chacun est censé savoir à quoi s'en tenir, dans le cas contraire c'est grave !

Cette polémique va permettre une fois de plus de redorer momentanément le blason élimé du PS, de réaliser l'union nationale ou l'unité républicaine autour du PS ou voler au secours du gouvernement qui en a bien besoin, ce sera sans nous.

En complément, instrumentalisation et propagande sur tous les fronts.

- Maltraitance des enfants: appel pour être Grande cause nationale 2014 - AFP

Je témoigne en tant qu'enfant battu devenu conscient : je suis farouchement contre cet appel.

- Marie Darrieussecq, prix Médicis pour "*Il faut beaucoup aimer les hommes*" - AFP

Après Cannes et le prix des lesbiennes, Médicis et le prix des gays, à part cela le choix des juries n'est pas orienté...

- Propos sur les Roms : Valls visé par une plainte devant la CJR - Liberation.fr

- Affaire Léonarda : incidents devant un lycée de Seine-Saint-Denis - Liberation.fr

- Pour interviewer Leonarda, "*Libération*" a dû débourser 50 euros - Francetv info

Son père en avait demandé 200... Ce qui est étrange, c'est pourquoi ils ne veulent pas retourner en Italie où ils sont nés et où ils ont grandi, ils parlent parfaitement l'italien et peuvent parfaitement s'intégrer dans la société, question que les abrutis de gauche et d'extrême gauche ne se poseront pas, on se demande s'ils sont seulement encore capables de réfléchir un instant, apparemment non.

- Ayrault accuse Jacob (UMP) de contester "*la légitimité*" de Hollande - AFP

Vous savez pourquoi, je l'ai expliqué plus haut, pour que l'UMP reconnaisse qu'elle ne ferait pas mieux et qu'assurer la stabilité du régime et des institutions fait partie des devoirs de l'UMP envers ses pairs, la classe dominante pour laquelle Ayrault gouverne. C'est un rappel à l'ordre à ses devoirs, gageons qu'il sera entendu.

De quelle République parle-t-il ?

- Hollande hué, "*c'est la République que l'on vise*", juge Ayrault - Reuters

La République qui couvre l'assassinat d'un jeune de 21 ans par un tir de Taser par un policier ? La siffler est un geste bien anodin, salutaire si ce n'était le fait de membres de l'extrême droite.

Dire leur République bananière impose, ce serait faire preuve de racisme. Revisitez l'histoire du PS et du PCF depuis un siècle, colonialisme, nationalisme, misogynie, homophobie, racisme, xénophobie, etc. vous serez surpris de constater que tout y était jusqu'à il y a fort peu de temps en réalité... C'est étrange cette soudaine amnésie collective de la gauche et de l'extrême gauche, non ? Ils ont honte d'avoir soutenu le PS et le PCF ou quoi ?

En complément.

Mais de quoi parlent-ils, de qui se moquent-ils ?

Lors d'un débat sur le Front national organisé par le collectif "*La Gauche Forte*" à l'Assemblée, M. Valls a affirmé que la réponse face à l'extrême droite, c'est "*l'efficacité*" de la politique.

De son côté Taubira a dit : "*Nous devons rappeler que la gauche a su construire des réponses de progrès*" AFP 12.11

La gauche : elle a sans cesse assuré la stabilité du régime, point barre.

Faites tomber les masques.

- Ces membres de la majorité qui réclament un remaniement du gouvernement Ayrault - Francetv info

Pour faire partie de la nouvelle équipe ou obtenir des postes en commission, des missions, le tout rémunéré, évidemment ou encore avec de vieux potes aux bons postes, cela aide à obtenir des subventions quand on est maire d'une grande ville (Paris - Anne Hidalgo, Marseille - Patrick Mennucci)...

Ils recommandent aussi de ressortir les vieilles casseroles dans lesquelles paraît-il on fait de la bonne cuisine, sauf que là, Hollande n'a que de la cuisine réchauffée à proposer à la suite de Sarkozy ou plutôt avariée dont les travailleurs ne veulent pas entendre parler, les jeunes ont changé de régime alimentaire, quant aux vieux avec l'âge ils ont les intestins délicats, pas de bol !

Aucune ambiguité concernant les Verts : réactionnaire jusqu'à la racine.

- Verts: la droite est "*ambiguë*" face au "*délitement de valeurs républicaines*" - AFP

- José Bové, candidat pour succéder à Barroso - Libération.fr

Le patronat est ingrat, quelle misère !

- Lepaon (CGT) : le gouvernement "*ne fait qu'écouter le patronat*" - AFP

Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, a évoqué mardi un climat "*explosif*" en France et a reproché au gouvernement de "*n'écouter que le patronat*". (Normal, c'est la voix de son maître, il n'y a que ce fieffé crétin pour l'ignorer. - ndlr)

"*Il y a deux poids, deux mesures: le gouvernement ne fait qu'écouter le patronat sans être récompensé. Plus il cède aux revendications des patrons, plus ils revendiquent*", a dénoncé Thierry Lepaon dans un entretien au Figaro. (Les patrons sont ingrats, en voilà un qui connaît bien l'histoire de la lutte des classes et la psychologie des nantis, plus médirocre, impossible. - ndlr)

Selon le numéro un de la CGT, *"il n'y a pas non plus de traitement égalitaire entre les organisations syndicales*". "*La CFDT est ultra privilégiée. Cela révèle un dysfonctionnement de ce gouvernement*", a ajouté M. Lepaon. AFP 12.11

Ah ben merde alors, mais c'est qu'il voudrait en croquer le bougre ! Après tout, lui aussi il rend service au gouvernement (et au patronat) en refusant de renouer avec la tradition du syndicalisme révolutionnaire, il a dû oublier que le PS était farouchement anticommuniste et que jadis la CGT incarnait les combat pour l'émancipation du salariat, la rupture avec le capitalisme. En fait il ne l'a jamais su, quoi, mais les deux enfin !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- ONU.

- Chine, Cuba et Russie et l'Arabie saoudite au Conseil des droits de l'homme de l'Onu - Reuters

La Chine, Cuba, la Russie et l'Arabie saoudite ont été élues mardi pour trois ans au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, malgré les critiques dont ces pays font l'objet dans ce domaine.

L'Assemblée générale de l'Onu était appelée à renouveler 14 des 47 Etats membres du Conseil, dont le siège est à Genève.

Ont également été élus l'Algérie, la Grande-Bretagne, la France, le Mexique, les Maldives, le Maroc, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Viêtnam et l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Reuters 12.11

L'Arabie saoudite, une monarchie gérontocratique dégénérée et barbare qui pratique la charia élue au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, mais c'est un honneur pour cette noble institution qui bafoue les droits du peuple palestinien depuis 1947, régime totalitaire qui s'emploie à massacrer le peuple syrien, menace le Liban et l'Iran au nom de la démocratie et des droits de l'homme, cela va s'en dire.

2- Israël

- Israël annule un projet de construction de 20 000 logements en Cisjordanie - Francetv info

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a ordonné, mardi 12 novembre au soir, l'annulation d'un projet d'appel d'offres record pour construire 20 000 nouveaux logements dans des colonies de Cisjordanie, révélé quelques heures plus tôt par une ONG anti-colonisation. "*Le Premier ministre a donné ordre au ministre du Logement Uri Ariel de reconsidérer toutes les mesures concernant la planification (de ces logements) prises sans coordination préalable*", indique le communiqué.

L'annonce du projet de planification de 20 000 logements de colons en Cisjordanie par le ministère du Logement avait suscité "*l'inquiétude*" de Washington et de vives critiques des Palestiniens. Face à "*cette offensive israélienne sans précédent dans les colonies*", les Palestiniens avaient fait part de leur refus de poursuivre les négociations avec Israël et menaçaient de saisir la justice internationale. Le président palestinien Mahmoud Abbas avait prévenu que "*si Israël ne revenait pas sur ses nouvelles décisions de construction dans les colonies, cela signifierait l'annonce officielle de la fin du processus de paix*", selon le négociateur Saëb Erakat.

Le négociateur palestinien avait ajouté avoir engagé "*des consultations urgentes avec le secrétaire général de la Ligue arabe, le comité de suivi de la Ligue arabe et le Quartette pour le Proche-Orient*" (Etats-Unis, Russie, Union européenne, ONU). Francetv info 12.11

3- Iran

- Iran: pas plus de sanctions ou ce sera la guerre, avertit la Maison Blanche - AFP

La Maison Blanche a prévenu solennellement mardi le Congrès américain que le vote de sanctions supplémentaires contre l'Iran compromettrait toute solution diplomatique sur le programme nucléaire de Téhéran et risquerait même de provoquer une guerre.

Cette très sérieuse mise en garde de la présidence à l'adresse de parlementaires qui veulent renforcer les mesures punitives contre l'Iran survient après l'échec, le 9 novembre à Genève, de négociations entre Téhéran et les puissances du groupe 5"1 (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine et Allemagne). Tous ces pays doivent se retrouver dans la ville suisse à partir du 20 novembre pour espérer boucler un accord provisoire afin de stopper le programme nucléaire iranien controversé.

"*Les Américains ne veulent pas d'une marche en avant vers la guerre*", a averti le porte-parole de la Maison Blanche Jay Carney, laissant ainsi une nouvelle fois entendre que le président Barack Obama refusait toute nouvelle aventure militaire des Etats-Unis au Moyen-Orient.

Il a réaffirmé que les "*Américains préféraient une solution pacifique qui empêche l'Iran d'avoir une arme nucléaire*", solution qui passe par un règlement diplomatique à Genève.

"*L'alternative sera l'action militaire*", a martelé M. Carney.

Son homologue du département d'Etat, Jennifer Psaki, a annoncé que son ministre des Affaires étrangères John Kerry ferait passer le même message mercredi après-midi devant l'influente commission bancaire du Sénat.

"*Le secrétaire d'Etat sera clair: mettre en place de nouvelles sanctions serait une erreur. Nous demandons à l'heure actuelle une pause, une pause temporaire dans les sanctions*", a insisté la porte-parole de la diplomatie américaine, assurant que Washington ne "*retirait pas*" le train existant de sanctions contre le régime de Téhéran.

Un conseiller de cette commission a précisé auprès de l'AFP que son président, le sénateur démocrate Tim "*Johnson ne déciderait d'aucunes sanctions supplémentaires avant de pouvoir en discuter avec ses collègues*" du Congrès.

En plus des sanctions internationales, le Congrès a soigneusement élaboré pendant des années un arsenal législatif pour tenter de contenir le programme nucléaire iranien. En échange de concessions à Genève, Téhéran espérait un allègement "*limité et réversible*" de certaines sanctions. En particulier le gel d'avoirs dans des banques hors des Etats-Unis, représentant des dizaines de milliards de dollars.

Mais la volonté de l'administration Obama de relâcher la pression sur l'Iran est mal accueillie par des élus américains, qu'ils soient démocrates ou républicains, et certains préparent même un renforcement du régime des sanctions.

La chambre des représentants, à majorité républicaine, a déjà voté un texte en ce sens, tandis que le Sénat, dominé par les démocrates, a entendu les appels à temporiser du gouvernement américain pour laisser le temps à la diplomatie.

Reste que le président démocrate de la puissante commission des Affaires étrangères du Sénat, Robert Menendez, a écrit dans le journal USA Today que de nouvelles sanctions seraient "*une police d'assurance nécessaire*" pour garantir que Téhéran négocie de bonne bonne foi. Il a fustigé "*la liste de tromperies perpétrées par l'Iran*" en une décennie de pourparlers sur son programme nucléaire.

"*Des sanctions plus dures permettront d'inciter l'Iran à démanteler son programme d'armes nucléaires et de manière à ce que l'on puisse le vérifier,*" a plaidé le sénateur.

Son collègue républicain de la commission bancaire du Sénat Mike Crapo réclame aussi "*d'avancer rapidement*" au Congrès avec un nouveau train de sanctions.

Mais des analystes sont très critiques sur cette ligne dure, estimant que le Congrès risque de torpiller les négociations diplomatiques.

Colin Kahl, expert du centre de réflexion Center for a New American Security, redoute que les élus américains donnent des "*arguments aux tenants d'une ligne dure (en Iran) selon lesquels l'Occident n'est pas sérieux*" dans son engagement diplomatique avec Téhéran.

Trita Parsi, président du groupe de réflexion et de pression National Iranian American Council, craint également que le président iranien Hassan Rohani ne puisse pas longtemps tenir sur sa position d'ouverture.

L'Iran et le 5"1 "*doivent sceller un accord avant que le Congrès ne sorte du bois et ferme la fenêtre de la diplomatie*", dit-il à l'AFP.
AFP 12.11

SOCIAL

Cambodge

- Cambodge: une femme tuée lors d'une manifestation réprimée à balles réelles - AFP

Une femme a été tuée mardi au Cambodge lors d'une manifestation d'ouvriers du textile fournissant de grandes marques internationales qui a été réprimée à balles réelles par la police.

"*Ma mère a reçu une balle en pleine poitrine alors qu'elle vendait du riz sur le bord de la route*", a témoigné auprès de l'AFP sa fille, Vong Voleak, qui a assisté au drame.

La police a fait usage de tirs à balles réelles, ainsi que de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes, ont dénoncé des défenseurs des droits de l'Homme.

Des témoins ont évoqué plusieurs blessés. Un journaliste de l'AFP a vu des policiers frapper des manifestants après leur interpellation, certains en sang.

La manifestation a dégénéré quand plusieurs centaines d'ouvriers de cette usine fournissant de grandes marques occidentales ont décidé de marcher sur la résidence du Premier ministre Hun Sen, en plein centre de la capitale Phnom Penh.

Des pierres ont été lancées par les manifestants sur la police, selon le porta-parole de la police militaire.

Plusieurs centaines de policiers anti-émeutes avaient été déployés dans Phnom Penh pour cette manifestation organisé par les ouvriers de l'usine du groupe singapourien SL Garment Processing, qui fournit des marques comme Gap ou H&M.

Cet été, les ouvriers de l'usine avaient cessé de travailler après une visite d'inspection menée par un responsable flanqué de policiers armés, une mesure destinée à intimider les travailleurs, selon les syndicats. Et 4.000 d'entre eux avaient défilé.

Le secteur textile, crucial pour l'économie cambodgienne, emploie quelque 650.000 ouvriers, dont 400.000 pour des sociétés exportatrices.

Les manifestations se sont multipliées pour dénoncer les conditions de travail. Les syndicats se plaignent notamment d'évanouissements collectifs, attribués à la sous-alimentation et au surmenage.

Le royaume a échoué à faire des progrès dans des secteurs clés comme la sécurité des ouvriers, la sécurité incendie et le travail des enfants, précisait l'organisation. AFP 12.11

Haut de page

Le 14 novembre 2013

CAUSERIE

Je n'arrive plus à suivre, l'actualité est trop chargée, j'ai laissé de côté certains sujets qui me semblent secondaires, demain matin je mettrai de nouveaux articles en ligne. Vous excuserez ou non les fautes ou coquilles, je n'ai pas le temps de me relire.

On s'attaquera à un article du Monde bien réac qui en vaut la peine rien que par le titre : *Libéral et socialiste : possible et nécessaire* , je dirais même mieux : in-dis-pen-sa-ble ! Le social-libéralisme ou le néolibéralisme, c'est en réalité la même stratégie politique. Qui l'ignore encore ? Oh ils sont si nombreux, surtout dans le mouvement ouvrier ou ce qui s'appelle encore ainsi car en réalité il est à reconstruire !

Quand "***maigre***" rime avec cynisme.

Pour le journal Le Monde, pour 48 heures de travail par semaine dans des conditions épouvantables, les ouvriers et ouvrières du textile au Bangladesh qui recevaient une généreuse obole mensuelle de 29 euros percevaient seulement de "*maigres salaires*", non pas misérables, non l'expression aurait été exagérée, juste "*maigres*", sans doute pour qu'ils ne grossissent pas car ils deviendraient moins productifs ou pour qu'ils ne crèvent pas car à la longue les multinationales manqueraient d'esclaves.

Qui a voté Hollande et PS ?

Contre-réforme Peillon.

- A Nantes, plusieurs centaines de personnes ont défilé. "*Je n'ai jamais vécu une rentrée pareille*", avoue Eric, enseignant depuis 17 ans. "*A partir du jeudi après-midi, les maternelles n'ont plus envie de travailler du tout*". "*Le gouvernement devrait comprendre une chose, c'est que c'est une bonne partie de son électorat qui est là dans la rue*". AFP 13.11

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, on finit toujours un jour par payer le prix de son imposture.

Vous avez raison les enseignants qui ont donné la plupart des dirigeants des partis ouvriers sont corrompus par le régime et

leur niveau de conscience politique doit demeurer compatible avec leur mode de vie relativement confortable, au-delà ils auraient trop à perdre...

C'est leur bonne conscience qui commande leur posture contestataire et non leurs connaissances qui ne dépassent pas le niveau des manuels scolaires d'histoire des collèges et des universités, leur ouverture d'esprit se referme et se putréfie dès lors qu'ils ont acquis leur statut, peu d'entre eux évoluent ensuite, ils se contentent du minimum syndical qui suffit d'ailleurs largement pour voter PS.

Témoignage

J'ai eu une discussion intéressante avec mon épouse. Vous savez que nous sommes mariés depuis 23 ans, qu'elle est d'origine indienne et naturalisée française depuis 1993, qu'elle vient d'une famille de paysans pauvres ou plutôt riches mais ruinés du fait d'un père devenu alcoolique, qu'elle a subi 4 opérations du coeur dont la dernière il y a 7 ans où lui fut posées deux valves mécaniques, opération inespérée et qui fut un succès, que depuis elle a décidé de s'établir en France sans m'en avertir, j'ai été placé devant le fait accompli, de la même manière qu'il y a 24 ans quand nous avons décidé de vivre ensemble elle m'avait caché qu'elle avait été opérée du coeur une première fois en 1986, quand je l'ai appris, il était trop tard.

Il y a trois jours elle s'est rendue à la clinique où officie le cardiologue qui l'avait opérée en 1986. Elle était mal en point et très faible, en apparence seulement, vous comprendrez plus loin pourquoi j'emploie ici cette réserve. A son retour je lui demande si cela s'était bien passé. Elle me répond que oui. Je lui demande si les résultats de son analyse sanguine est bon. Elle me répond que oui. Je lui demande s'il lui a donné un traitement particulier. Elle me répond que non. Je lui demande s'il n'a rien ajouté comme commentaires. Elle me dit qu'elle devra retourner à la clinique dans deux semaines pour voir si ses accès de fièvre sont passés ou s'ils sont revenus. C'est tout lui demandai-je. Elle me répondit oui. Je lui pose une dernière question. Et tes valves, le coeur, il fonctionne bien, normalement, pas de problèmes de ce côté-là ? Elle me répond que non, que les valves fonctionnent à merveille, elle a un coeur plus solide que jamais. Bon, sur ce je me dis que tout cela confirme ce que je pensais : elle est tombée malade le lendemain de son coup de fil au consulat, où il lui fut répondu qu'elle devrait attendre le 12 novembre avant de pouvoir prendre un rendez-vous avec l'assistante sociale, déçue, elle rumina jusqu'à s'en rendre malade. Oui car il y a une chose que je ne vous ai pas encore dite, c'est qu'elle essaie par tous les moyens d'obtenir un visa pour qu'un de ses frères, maintenant il s'agit même d'un copain d'un de ses frères, puisse la rejoindre et vivre avec elle en France, car de mon côté je n'ai pas l'intention de rentrer en France.

Autrement dit, son coeur fonctionne à merveille, elle a des petits soucis de santé comme n'importe qui à son âge, son état de santé est compatible avec la vie en Inde, sauf que voilà elle a décidé de vivre en France, ce qui veut dire pour être direct, qu'elle ne s'est pas mariée avec moi pour partager mon existence mais uniquement pour partir vivre en France, elle n'en a rien à foutre de moi, vous comprenez, elle s'en fout d'être pauvre et d'avoir une vie de merde du moment qu'elle est en France, alors qu'en Inde nous avons de quoi vivre confortablement et nous sommes à l'abri du besoin.

Evidemment, elle s'emploie à me pourrir la vie pour obtenir gain de cause, que j'accepte de retourner en France, alors que je lui ai déjà dit : jamais et c'est définitif. En France, elle est bénévole au Secours populaire et se fait passer pour une pauvre Indienne, tout le monde l'aime bien, personne ne la connaît en réalité ou connaît notre situation en Inde, elle peut raconter n'importe quoi aux gens, cela va très loin, elle profite de leur crédulité, ils l'appellent mère Thérésa, cette femme serait une sainte alors que depuis que je la connais elle n'a cessé de me mentir et de faire preuve d'hypocrisie, ce que tout le monde ignore évidemment, elle ne va pas aller s'en vanter, du coup c'est moi qui passe pour le mari horrible, un salaud qui abandonne son épouse au grand coeur ou désintéressée, entre nous, c'est franchement dégueulasse puisqu'elle me doit tout en réalité, y compris d'être encore en vie, le taux de survie après la dernière opération qu'elle a subie en France est de 1%, autrement dit si elle avait été effectuées en Inde elle serait morte à l'heure qu'il est, mais bon c'est un aspect de la situation que je n'évoque jamais, je le précise en passant.

Maintenant, surtout n'allez pas imaginer que les positions que j'ai prises sur le plan politique auraient été influencées par mon expérience personnelle, car heureusement je suis quand même capable de faire la distinction entre mon cas personnelle et la question de l'immigration en général, de la même manière que je traite différemment l'immigration liés au droit d'asile politique.

Moi, je me bats pour la défense de droits collectifs et non pour la défense de droits individuels, c'est le sens de mon combat politique, j'estime que les droits individuels des travailleurs quelle que soit leur condition ou quelle qu'en soit la nature ne pourront être satisfaits qu'à travers la satisfaction des droits collectifs des travailleurs qui passent par le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière. Les uns et les autres s'emploient à monter les uns contre les autres au détriment de nos droits collectifs, c'est un constat, je ne marcherai jamais dans cette combine, parce je sais qu'elle aboutirait à la liquidation de tous nos droits, et dans ce cas-là il ne serait plus question de droits du tout. Je me bats pour une cause et non pour que chacun puisse satisfaire ses petits intérêts individuels pendant que cela demeurerait impossible pour le plus grand nombre, j'ai horreur de l'injustice, c'est ainsi, cela plaît ou non, peu importe.

Demain matin je vais déposer mon épouse au consulat de France de Pondichéry, je ne l'accompagnerai pas chez l'assistante sociale où elle va plaider son cas pour obtenir un visa pour son frère ou je ne sais pas qui, je l'ai déjà fait et je me suis fait jeter, mon épouse ne veut rien savoir, pas même que ce n'est pas l'assistante sociale qui délivre les visas, elle ne veut rien entendre, je me suis déjà ridiculé à plusieurs reprises en soutenant sa démarche, y compris devant l'ancien consul qui m'avait reçu dans

son bureau.

Les inquisiteurs sont aussi nos bourreaux

L'inquisition des chantres de la pensée unique par la voix des procureurs généraux de droite à l'extrême gauche relayée par les médias, constitue une menace pour la liberté d'expression en France, qui a pour objectif de baillonner toute forme d'opposition au régime et d'interdire à l'unité des masses expoitées de se réaliser contre le gouvernement et les institutions.

Il leur faut criminaliser toute forme d'expression libre ou indépendante du pouvoir en place, objectif que ne désavouerait pas l'extrême droite qui sous forme de provocations leur en fournit d'excellent prétexte sur un plateau. C'est ainsi qu'on pouvait lire ce matin dans un article de presse que "*le racisme n'est pas une opinion c'est un délit*", alors que des dizaines de millions de personnes en France empruntent régulièrement dans leurs discours des expressions qui pourraient être qualifiées de racistes, antisémites, xénophobes, etc. alors qu'elles ne sont pas plus racistes que vous et moi, ce qui suffit à démontrer que leur objectif est tout autre que la lutte contre le racisme qui finalement sert leurs intérêts, ceux de la classe dominante.

Que la gauche et l'extrême gauche toutes tendances confondues soient à l'unisson de la classe dominante qui s'exprime par la voix du PS, a de quoi questionner les militants du mouvement ouvrier qui sont manipulés par des dirigeants dont les partis ont continué d'entretenir des relations avec ceux du PS jusqu'à présent pour avoir refusé de caractériser politiquement ce parti comme un parti social-libéral-impérialiste, de droite et réactionnaire.

Toute analyse critique qui n'est pas conforme à la pensée unique délivrée par les porte-parole du néolibéralisme doit être bannie, censurée, interdite de presse et d'antenne, demain elle fera l'objet de poursuite judiciaire pour diffamation pouvant aller jusqu'à l'incarcération préventive pour atteinte à l'ordre public.

Nous savions déjà depuis longtemps que la démocratie était piétinée dans ce pays, que ce qu'il en restait était menacé par la crise du capitalisme, nous avions affirmé qu'elle s'avèrerait incompatible avec la mise en oeuvre d'une politique résolument antisociale et réactionnaire contre laquelle les masses se dresseraient ou tenteraient de se dresser, et c'est bien pour éviter que ce soulèvement ait lieu que les représentants de la classe dominante s'activent à les diviser en recourant à des critères qui n'ont aucun rapport avec la division de la société en classes antagoniques pour briser leur résistance et dresser les différents couches d'exploités les unes contre les autres, ajoutons une nouvelle fois avec l'aval ou le soutien de la gauche et de l'extrême gauche toutes tendances confondues.

Pourquoi nous en sommes arrivés là se demandent bien des militants ou travailleurs qui ne comprennent rien ou pas grand chose à ce qui est en train de se produire. Il existe plusieurs éléments de réponse à cette question qui se recoupent, on pourrait les rappeler très rapidement car nous les avons déjà tous traités dans de précédentes causerie.

On pourrait citer :

- Le refus de caractériser politiquement le PS comme un parti bourgeois, capitaliste ou de droite, réactionnaire, passé définitivement en août 1914 de l'autre côté de la barricade, et son pendant, par un procédé hypocrite et malhonnête affirmer qu'il serait un parti ouvrier bourgeois en laissant le soin à chacun de l'interpréter à sa manière de façon à justifier les liens qu'on continue d'entretenir avec ce parti (et les appareils des syndicats qu'il contrôle), le soutien qu'on lui apporte à chaque élection depuis des lustres...

- Le refus de tenir compte que le régime en place était antidémocratique, à quoi cela servait-il de lecaractériser ainsi ou de bonapartistes les institutions de la Ve République, si sur le plan pratique on n'en tenaitt absolument pas compte...

- Subordonner la stratégie à la tactique qui allait s'avérer être l'erreur la plus grave et la plus tragique des dirigeants de ce qui présentaient comme l'avant-garde du mouvement ouvrier qui de fait allait subordonner le prolétariat et le mouvement ouvrier aux PS et au PCF, aux appareils pourris des syndicats que ces deux partis contrôlaient, au capitalisme, alors que le combat pour le socialisme ou la perspective de changer la société était totalement abandonné au profit d'une adaptation au capitalisme, en privilégiant les illusions des masses qui s'exprimaient à travers leur mouvement spontané et qui chaque fois allait donner lieu à une récupération par le PS et le PCF ainsi que les appareils vendus des syndicats pour le compte de la classe dominante.

Le PS dont le passé abominable allait être sans cesse occulté ou minimisé pouvait continuer d'exercer son influence sur de nombreuses couches des masses, fonctionnaires, encadrement, intellectuels en tous genres dont le corps enseignants, une frange de la petite-bourgeoisie, de telle sorte qu'il allait pouvoir continuer d'apparaître au coté du PCF et de représenter les intérêts des classes dites populaires, en distillant à doses homéopathiques puis de cheval au sein du mouvement ouvrier et de la classe moyenne des éléments de division qui allait achever de le gangrener et de le disloquer au profit d'ONG ou associations à vocation dites humanitaires qui en réalité étaient toutes soumises au régime en place et financées par lui, écartant du même coup le danger qu'aurait représenté la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant ou communiste, reprenant à son compte certains thèmes chers au mouvement ouvrier comme la lutte contre le racisme toujours rampant dans la société, en l'instrumentalisant de telle sorte qu'il occulte ou fasse passer au second plan le chômage de masse, la pauvreté, etc. et surtout

que tous les partis ouvriers que le PS savait corrompu par l'idéologie dominante se retrouvent forcés de prendre position à ses côtés, et apparaissent du même coup coupés des masses, masses qui sans être foncièrement racistes ne supportaient pas qu'on les traite ainsi ou qu'une couche minoritaire ou distincte devrait bénéficier d'une attention ou d'un traitement particulier, pendant qu'elles étaient abandonnées à leur triste sort ou que plus aucun parti ne représentait leurs intérêts, de fait la manière dont le PS allait traiter cette question précise et que tous les partis allaient reprendre à leur compte allait heurter l'état d'esprit ou le niveau de conscience de la majorité des travailleurs, d'autant plus que leurs difficultés allaient s'accroître au cours des décennies suivantes ponctuées par l'approfondissement de la crise du capitalisme devenue permanente.

Je n'ai pas le temps de développer ici cet argument, il faut préciser que l'abandon du combat pour le socialisme ou l'adoption du trade-unionisme ou réformisme bourgeois par tous les partis ouvriers sans exceptions, le refus de situer l'intervention dans la lutte des classes comme un moment du combat pour le socialisme, a constitué une capitulation politique qui portait en germe l'adaptation au corporatisme de par les liens tissés avec les appareils pourris des syndicats ainsi que le PS et le PCF, au point que plus aucun parti ne soit en mesure de proposer une issue politique aux travailleurs indépendamment de l'existence de ces partis inféodés au capital qui devraient en faire partie, ce qui est parfaitement logique pour avoir été incapables de rompre avec eux, il fallait bien leur trouver un rôle à leur mesure, ce qui ne serait rendu possible uniquement du fait que le régime en place dont dépendait leur survie ne serait pas remis en cause, ainsi la boucle était bouclée, tous ces partis étaient complémentaires et faits pour s'entendre sur le dos des travailleurs et des militants, ainsi étaient plantés les germes de la dégénérescence et de la dislocation du mouvement ouvrier et de son avant-garde. Il ne faut pas chercher ailleurs l'origine du développement des ONG et autres associations intervenant pour le compte du capital, elles avaient pour fonction d'alimenter et d'accéler la dislocation du mouvement ouvrier pour le compte du régime en place. A la suite du PS, c'est la gauche et l'extrême gauche qui en portent la responsabilité, une façon comme une autre de camoufler leur trahison ou leur incurie politique devenue légendaire.

Aujourd'hui le raciste ce n'est pas celui qui adopte un mode de pensée et de vie communautariste contraire aux valeurs de la République et de la démocratie, c'est celui qui le dénonce, l'antisémite n'est pas celui qui s'en prend indistinctement aux juifs mais celui qui dénonce les crimes de l'Etat sioniste, l'ennemi de la démocratie ce n'est pas celui qui soutient la souveraineté d'un Etat et l'unité d'un peuple, mais celui qui refuse de s'y attaquer, l'ennemi de la République ce n'est pas celui qui enfreint l'Etat de droit mais celui qui dénonce ceux qui y portent atteinte, le xénophobe ce n'est pas celui qui s'en prend à tous les étrangers, mais celui qui critique la politique étrangère des Etats-Unis à laquelle l'UMP et le PS adhèrent, l'ennemi de la liberté d'expression ce n'est pas celui qui entend la museler, c'est celui qui en use librement, l'ennemi de la paix ce n'est pas celui qui soutient toutes les guerres de rapine impérialistes, c'est celui qui s'oppose à ces guerres, etc.

Bref, on aura compris que l'ennemi à abattre c'est la démocratie, c'est la liberté d'expression dont profite encore la classe ouvrière et qui lui permet de s'organiser en syndicats et partis et au-delà, tous ceux qui combattent contre toute forme d'arbitraire et de dictature, qui nous informent et dénoncent l'emprise croissante du législateur, des institutions et leurs représentants, les médias aux ordres qui servent de relais à leur propagande liberticide, qui manipulent les faits et mentent à longueur de temps à la population, qui agissent comme des procureurs de tribunaux d'exception condamnant toute déviation à la pensée unique, à l'affût du moindre mot qu'ils peuvent instrumentaliser pour déclencher une polémique nauséabonde qui ne vise qu'un seul et unique objectif : dénoncer et réduire au silence toute opposition au gouvernement et au régime, la ridiculiser et la criminaliser au moyen d'amalgames fabriqués de toutes pièces et calomnieux si nécessaire, les écarts abjectes de l'extrême droite servant de prétexte pour atteindre cet objectif, autrement dit, diviser les masses, faire en sorte que ses différentes couches se déchirent et s'affrontent entre elles, pendant que leurs soi-disant représentants et les partis de droite réalisent l'union nationale avec le gouvernement pour qu'il puisse appliquer sa politique antisociale que les travailleurs rejettent en masse, ce qui est visé ce sont nos droits sociaux et politiques incompatibles avec la survie du capitalisme.

Les instituts de sondage ou les machines à fabriquer le racisme, une "***valeur***" sûre !

"*Il n'y a aucun traitement privilégié des immigrés en France*" - nouvelobs.com

67% des Français estiment que les immigrés sont mieux traités qu'eux, selon un sondage Ifop pour "*Valeurs actuelles*" à paraître jeudi 14 novembre. Faux, réagit Pierre Henry, directeur général de France Terre d'Asile, qui insiste sur l'urgence "*de déconstruire les idées reçues*". Interview. (Extrait)

Selon un sondage de "***Valeurs Actuelles***", 67% des Français estiment qu'on en fait plus pour les immigrés que pour eux. Comment réagissez-vous ?

Pierre Henry. La réponse est contenue dans la question. Si dans une période de crise, vous posez la question "*Pensez-vous qu'on en fait plus pour les immigrés que pour les Français ?*", vous ne pouvez-vous attendre qu'à cela. La question est totalement orientée. Je suis persuadé que si vous posiez la question de manière différente, par exemple "*Faut-il venir en aide aux étrangers qui sont malades*", le résultat serait autre.

Les instituts de sondage, les médias, fabriquent et alimentent la machine à rejet. Après, dans une période de crise, où le chômage est d'une violence exceptionnelle, où des territoires entiers sont dans la désespérance, je comprends très bien qu'il y ait un immense sentiment de délaissement et que, face à une surmédiatisation des thématiques autour de l'immigration, certains aient,

peut-être, l'impression qu'il y a un traitement plus favorable donné aux personnes étrangères. Tout cela participe d'un climat détestable. Mais il faut dire combien ces considérations sont erronées. Il n'y a rien de vrai là-dedans ! nouvelobs.com 13.11

Je ne suis pas certain qu'il ait raison ou que son raisonnement corresponde à la réalité, il arrive un moment où la mayonnaise prend. S'il est malsain de surestimer cette question, la sous-estimer peut s'avérer tout aussi néfaste.

La question de l'immigration et l'intégration des immigrés se pose en permanence, donc c'est un sujet qui revient régulèrement sur le tapis ou qui fait la une de l'actualité, et comme les médias donnent la parole à un tas d'organisations censées les assister ou leur venir en aide, la population peut penser qu'on en fait trop pour eux et qu'ils sont privilégiés, à tort ou à raison dans la mesure où les problèmes des couches les plus défavorisés ne sont jamais réglés.

Il faut bien comprendre par exemple, que lorsque vous acccordez un logement à une famille qui vient de débarquer en France (mon épouse par exemple), alors qu'il y a des familles qui habitent dans des logements insalubres ou surpeuplés, dorment dans la rue ou même dans les bois depuis déjà des mois ou plus, cela peut être très mal vécu par ceux qui restent sur le carreau et dont tout le monde se fout puisqu'ils y restent, et quand ce n'est plus eux, d'autres prennent le relais.

C'est une réaction compréhensive, il faut se mettre un instant à leur place pour le comprendre, je sais que pour un gauchiste ou un tiers-mondiste c'est trop demander. Ceux qui encouragent ou couvrent l'immigration illégale sont de dangereux aventuriers qui ne rendent service à personne, surtout pas à ces immigrés qui se retrouvent dans une situation épouvantable.

Cela ne prend plus.

- Tollé général contre Minute qui compare, en Une, Taubira à un singe - AFP

- Taubira : les propos de Minute sont «*d'une extrême violence*» - Liberation.fr

Pas plus que *Y a bon Banania* !

- Taubira et Minute: "*Des propos qui dénient mon appartenance à l'espèce humaine*" - L'Express.fr

Mettons de côté sa couleur de peau, effectivement on pourrait se demander quel est le rapport entre l'espèce humaine et l'appartenance à un tel gouvernement tant sa politique est contraire au développement de la civilisation humaine...

Autant faire feu de tout bois en désespoir de cause, au diable la dignité humaine et vive l'union nationale !

- Le gouvernement tente de resserrer les rangs autour de l'exécutif - LeMonde.fr

- Racisme: Désir (PS) appelle à "*une révolte des républicains*" - AFP

- Une de Minute : l'Assemblée unie pour soutenir Taubira - LeParisien.fr

- Taubira annonce le dégel de 209 millions d'euros pour la justice - LeMonde.fr

Parole, parole, parole... Un coup à gauche, un coup à droite, un coup à gauche, et le prochain ? Logiquement, forcément un mauvais coup à droite ou à gauche !

- Européennes: Bartolone (PS) craint "*un scénario catastrophe*" - AFP

Pour lui, il faut sortir l'Union européenne du "*consensus de Bruxelles, un pacte conclu entre le libéralisme anglo-saxon et l'ordo-libéralisme allemand*", qui l'a transformée à la fois en "*terrain vague exposé à tous les vents*" de la concurrence mondiale et en "*Europe disciplinaire*" imposant aux peuples sans cesse de nouvelles règles. AFP 13.11

Rappel intéressant : Bartolone partisan du "*non*" lors du référendum de 2005 sur le projet de Constitution européenne, mais défenseur en septembre 2012 du traité budgétaire (TSCG).

Parole d'internaute.

- "*Coup de pub à double sens.*

Minute s'est effectivement offert un gros coup de pub pour zéro euro, mais a également fait une pub d'enfer à la ministre de la Justice. Pour le coup, le ministre de l'Intérieur est totalement éclipsé ! De quoi pourrait se plaindre Taubira au juste ? Que l'on parle d'elle partout dans les médias, et pas seulement à la une de Minute ? Soyons sérieux une seconde (pas une minute, ce serait trop long...) : Taubira n'a aucun intérêt à déposer plainte contre Minute. Et je partage plutôt l'avis du patron de Minute : les termes choisis constituent un jeu de mots horrible, une satire de très mauvais goût, mais ce n'est pas un délit. Ceci dit, nous verrons bien ce qu'en pense le procureur de Paris dans quelques jours."

Vous avez raison, à suivre...

- "*Une presse interdite, qu'est ce 2000 points de vente ?*

2000 points de vente à cause de qui ?

Voilà la démocratie à la française, il n'y a plus de pluralité de l'information ;

Mais internet nous permet de fouiner et de trouver la vérité, le coup du racisme est devenu trop systématique pour que les Français s'en émeuvent !

Attention que cela ne fasse que le gonfler, les Français en ont assez que ce soit la priorité du gouvernement alors qu'il y a tant de problèmes ;

A croire que Taubira a été mise à ce poste que dans ce but, qui sont les vrais racistes ?"

Racistes sociaux vous voulez dire alors, pas envers les patrons ou les nantis évidemment...

- "*Tollé bien pensant !*

1) Facile : une occasion rêvée pour un gouvernement fantôme de reprendre la main, jusqu'à la prochaine boulette !

2) Fatwa socialiste contre un hebdo qui ne pense pas comme le parti !

3) Charlie Hebdo aurait fait la même, ce serait passé inaperçu : indignation sélective des socialistes.

Rassurez-vous personne n'est dupe !"

C'est bien là leur problème !

- "*Très triste et navrant...*

Ce genre de sujet ne devrait pas exister. Personne n'est dupe : il y a une telle vacuité dans le jeu politique ! Les acteurs (les journalistes et les politiques) y mêlent sexe, drogue, racisme et goût de l'argent ou du nombre d'exemplaires vendus... Le public n'est qu'un objet manœuvré, manipulé, et en fin de compte, dégouté du journalisme et de la politique."

Pour la politique vous avez raison, c'est l'un de leurs objectifs... politique.

- "*Charlie Hebdo aurait pu faire la même Une*

Sans être inquiété. Ce n'est pas le message qui compte, apparemment, c'est l'émetteur. Même dans la presse, certains sont "plus égaux que d'autres"."

Manipulation et instrumentalisation sont sélectives par nature, comme la mémoire...

Provocation, récupération, instrumentalisation, répression.

- Ecotaxe : Taubira hausse le ton contre les dégradations - Francetv info

Osons : mais c'est qu'elle reprendrait du poil de la bête !

Le silence est d'or, parole de journal de banquier.

- Assez ! - Liberation.fr

Assez ! Comme un cri de colère. Une envie d'en finir avec l'odieux. Assez de ces dérives racistes et discriminatoires qui polluent l'espace public. Liberation.fr 13.11

Ils ont toujours le nez dans les poubelles ceux-là !

La minute de trop.

- "Minute" : "*Un beau coup de pub pour zéro euro !*" - Le Point.fr 13.11

À ses grandes heures, l'hebdomadaire Minute, fondé en 1962 par des partisans de l'Algérie française, a tiré jusqu'à 250 000 exemplaires. Aujourd'hui, son tirage se monte à 40 000 exemplaires et sa diffusion est assez confidentielle : Minute vendrait en kiosque, selon des sources professionnelles, environ 5 000 exemplaires par semaine, répartis sur 2 000 points de vente. Mais ses abonnements représenteraient les deux tiers de ses ventes, selon un journaliste du site cité par le site Les Inrocks.

Créé en 1962 par Jean-François Devay, ancien directeur de L'Aurore, Minute se positionne à l'origine comme un organe de presse hostile à la politique du général de Gaulle après la fin de la guerre d'Algérie. En 1965, le journal contribue à l'éclatement de l'affaire Ben Barka. Dans les années 70, il devient le chantre de l'anticommunisme, puis le soutien affiché du Front national, avec parmi ses éditorialistes vedettes François Brigneau. Coup de pub

Le journal décline dans les années 80 et le titre est alors racheté par le député FN Serge Martinez, puis par Gérald Penciolelli qui veut le transformer en Canard enchaîné de droite, mais sans réussir à reconquérir son lectorat. En avril 1999, la société est liquidée et la parution suspendue. Minute reparaît en 2002, lorsque Jean-Marie Molitor, actuel directeur de la publication, le rachète. Le journal reste sur son créneau populiste et nationaliste, mais indépendant de tout parti. Lors de la Coupe du monde de 2006, il titre "*Y a-t-il trop de Noirs dans l'équipe de France ?*"

Le journal prend aussi parti en 2010 pour Bruno Gollnisch durant l'élection à la présidence du FN, contre Marine Le Pen, qui sera élue. Les tensions entre le FN et Minute s'intensifient et atteignent un pic en janvier dernier, quand le journal fait sa une sur un "*lobby gay*" au FN. Marine Le Pen qualifie alors le journal de "*torchon*".

D'ailleurs, dans un entretien à l'AFP, Jean-Marie Molitor, patron de Minute, persiste et signe : "*Nous ne sommes pas du tout racistes, cette une est de mauvais goût, mais c'est de la satire, ce n'est pas un délit*", affirme-t-il. En dépit du tollé suscité dans l'ensemble de la classe politique française, le directeur de publication de l'hebdomadaire dit "*assumer cette une*". "*Il n'y a rien à regretter*", déclare-t-il à l'AFP. "*C'est un jeu de mot horrible, du mauvais goût à l'état pur. Mais c'est un comique bien français, on dit bien malin comme un singe.*" Le Point.fr 13.11

Ce torche-cul a une audience très marginale, c'est effectivement à croire qu'il fallait lui faire de la pub en relevant sa misérable provocation, le PS est inégalable dans ce domaine.

Je vous avais raconté la fois que j'avais été réparée un copieur chez Minute quand j'étais technicien en France. Je me serais cru rentrer dans un commissariat de police ou un local occupé par des Skean heads tellement ils avaient des têtes patibulaires, cheveux très courts ou rasés, le regard mauvais, tout le temps que j'étais resté à faire mon boulot il y en avait un qui avait un oeil sur moi, on ne m'a pas offert le café et je me suis contenté de faire mon boulot sans l'ouvrir, j'avais hâte de me tirer de cet endroit, où je ne sais pas pourquoi je ne me sentais pas en sécurité, à croire que je craignais que mon regard puisse trahir mes idées ! J'avais été beaucoup plus à l'aise dans les locaux du FN à Paris puis à Saint-Cloud.

ACTUALITÉ DU JOUR

Les syndicats à la rescousse du gouvernement et du patronat : pour un meilleur "***pacte d'avenir***" et non son retrait.

- Crise bretonne: journée de mobilisation régionale en vue le 23 novembre - AFP

Sept organisations syndicales régionales de Bretagne, CFDT, CGT, Solidaires, CFTC, UNSA, CFE-CGC et FSU ont appelé mercredi les salariés à une journée de mobilisation régionale le 23 Novembre, "*pour l'avenir de la Bretagne*" et pour "*un pacte social*", ont-elles annoncé dans un communiqué. (Un "*pacte social*" avec le patronat, on connaît cela s'appelle ANI. - ndrl)

Cette mobilisation prendra la forme de rassemblements ou de manifestations dans chacun des quatre départements bretons, a indiqué la secrétaire régionale de la CFDT, Jocelyne Cabanal, interrogée par l'AFP.

Les lieux des différentes actions seront précisés ultérieurement.

FO ne figure pas dans cette intersyndicale régionale. Ce syndicat a quitté les discussions sur la crise bretonne, mercredi 6 novembre, à la préfecture de région à Rennes, qui rassemblaient élus, partenaires sociaux et acteurs économiques dans le cadre du Pacte d'avenir pour la Bretagne lancé par le Premier ministre mi-octobre.

FO a aussi boycotté une réunion à la préfecture, vendredi 8, toujours sur la crise bretonne, cette fois en présence des ministres de l'Agriculture Stéphane Le Foll et de l'Agroalimentaire Guillaume Garot.

Dans un communiqué commun publié mercredi, les organisations syndicales estiment que le "*pacte d'avenir*" pour la Bretagne, en cours de construction, "*est insuffisant*". (Ils en redemandent, au profit de qui selon vous ? Pour accompagner les fermetures d'usine en réalité. Franchement, à quoi faut-il s'attendre d'autres avec de tels syndicats. - ndlr)

"*Aux propositions économiques qu'il contient, il faut ajouter un volet social conséquent qui prenne en compte l'urgence des situations. Ce pacte doit dessiner un avenir pour l'ensemble des filières et des territoires, ce qui passe également par un engagement fort des pouvoirs publics et des entreprises vis-à-vis des salariés*", assurent les syndicats dans leur communiqué. (Ben voyons, l'urgence de la situation : c'est de liquider toutes les entreprises qui ne sont pas compétitives selon les critères retenus par ceux qui détiennent les cordons de la bourse : les banquiers. Voilà ce que réclame ces syndicats en réalité. - ndlr)

"*Une réponse conjoncturelle ne peut suffire à une crise structurelle*", ajoutent-ils. (Effectivement, on vient de fournir la réponse, merci de cette précision qui le confirme : à une crise structurelle il faut une réponse structurelle, liquider toutes les entreprises qui ne dégagent pas suffisamment de profit, CQFD. - ndlr)

"*L'effort collectif qui permettra le soutien au territoire breton ne saurait être engagé sans garanties formelles et transparentes des entreprises, quant à l'utilisation de ces moyens, en termes d'anticipation, d'innovation, et de politique sociale*", poursuivent les syndicats. (Vous avez bonne mémoire n'est-ce pas, PSA est encore dans vos mémoires, les syndicats avaient regretté que la direction n'ait pas anticipé... la restructuration du groupe et la fermeture d'Aulnay, ici ils tiennent le même discours. Ils vont défendre les suppressions d'emplois et les licenciements pour soi-disant assurer la pérennité d'entreprises qui disparaîtront par la suite ou qui réembaucheront à de nouvelles conditions, celles de l'ANI. - ndlr)

Ceux-ci estiment que "*les mesures de soutien pour maintenir l'emploi s'imposent. Il faut combattre les suppressions d'emploi et la destruction d'un tissu industriel des territoires dont nous pensons qu'ils peuvent rebondir*", estiment-ils dans leur communiqué. (La question de l'expropriation de leurs patrons ou actionnaires ou leur nationalisation ne doit pas être posée, les patrons doivent demeurer maître du destin de leurs esclaves jusqu'au bout, quitte à les jeter à la rue à la fin, car il est impensable de toucher à la sacro-sainte propriété privée. - ndlr)

"*A la lumière de la crise actuelle, un effort considérable de formation et qualification s'impose. C'est de la responsabilité particulière des employeurs. Les salariés constituent la première richesse de notre territoire*", pointent-ils également. AFP 13.11

La justice d'exception.

- Jeune homme décédé après une décharge de Taser: plainte du père - AFP

Le père du jeune homme âgé de 21 ans, mort début novembre après avoir reçu une décharge de pistolet électrique Taser tirée par un gendarme qui tentait de le maîtriser, a porté plainte samedi, a-t-on appris mardi auprès du parquet d'Orléans.

Le père met en cause l'intervention des gendarmes dimanche 3 novembre, vers 02H00, à La Ferté-Saint-Aubin pour séparer deux cousins qui se battaient dans la rue, après avoir passé la soirée chez des amis.

Selon les résultats d'une autopsie révélés par le parquet d'Orléans, le jeune homme, fortement alcoolisé, est décédé par étouffement. AFP 13.11

Dans cet article il n'est fait mention d'aucune réaction, aucun soutien de nos valeureux dirigeants de gauche ou d'extrême gauche pour dénoncer ce crime. Etonnant, non ? Non, normal, ils ont mieux à faire avec Taubira, un gros poisson, j'espère ne pas être pousuivi pour diffamation pour avoir utilisé le déterminant "*gros*" ou le substantif "*poisson*", j'aurais pu utiliser aussi "*légume*", j'ai hésité à dire vrai à me mettre à dos les carnivores ou les végétariens pour finalement privilégier ces derniers car généralement ils sont moins féroces et tiennent plus du légume !

Nous soutenons le père de ce jeune homme, il s'agit bien d'un crime sans volonté de donner la mort, donc involontaire, qui devrait se traduire par l'interdiction du Taser.

Appel à la délation. Les grandes et les petites oreilles vous épient pour une cause "***naturellement bonne***".

- Maltraitance des enfants: appel pour être Grande cause nationale 2014 - AFP

Le sénateur PS André Vallini a rendu public mardi les premiers signataires d'un appel qu'il a lancé au Premier ministre pour que la lutte contre la maltraitance des enfants soit déclarée Grande cause nationale 2014.

"*La protection des enfants entraîne nécessairement une intrusion dans la sphère privée et une remise en cause du dogme de la famille naturellement bonne*", ajoute-t-il. "*La violence envers des êtres faibles (...) serait-elle un phénomène si dérangeant qu'il doive rester tabou ?*", s'interroge-t-il.

"*Nous voulons mobiliser la société tout entière et d'abord les pouvoirs publics, afin d'améliorer le repérage, le signalement et le suivi des enfants maltraités*", assurent les signataires.

Cet appel fait suite à un colloque organisé par le sénateur de l'Isère sur le sujet, au Sénat en juin dernier et qui était présidé par Valérie Trierweiler, la compagne du président François Hollande.

Parmi la centaine de premiers signataires, outre Mme Trierweiler on compte principalement des personnalités du monde culturel et scientifique dont les comédiens Victoria Abril, Anny Duperey, Karin Viard, le metteur en scène Peter Brook, le musicien André Manoukian, les psychanalystes Boris Cyrulnik et Elysabeth Roudinesco, l'anthropologue Françoise Héritier ou les anciens ministres de la Culture et de l'Education Jack Lang et Luc Ferry. AFP 13.11

Voilà encore un thème qui va bien diviser les travailleurs, succès garanti. Que cette opération soit parrainée par le PS et une tripotée de réactionnaires patentés est dans l'ordre des choses.

Ces procureurs qui prétendent s'introduire dans notre vie privée entendent ainsi violer le seul espace de liberté qu'il nous reste, c'est digne d'un régime totalitaire, il faut les accueillir à coups de fusil à pompe : dehors, dégage vermine !

On imagine tous les parents à bout qui croulent sous les difficultés et qui pètent les plombs et frappent leurs gosses pour un oui ou un non comme ce fut le cas de mes parents, ils vont en plus les humilier, les dénoncer à la vindicte publique, espèce de chiens enragés, on ne vous laissera pas porter atteinte à la dignité de la classe ouvrière.

Si nos parents en arrivent à cette extrémité, à cet aveuglement, c'est uniquement parce que votre société pourrie les y a poussés, on ne vous autorisera jamais de les juger de même que nous nous en sommes abstenus par respect envers eux, notion qui échappe à ces salopards. Gardez votre morale de classe pour les vôtres et ne vous mêlez surtout pas de nos affaires, nous les réglons entre nous. Bah, quelle pourriture!

Le régime a un nouveau "***pilier***" pour le soutenir.

- Le «*troisième pilier*» du Front de gauche met les formes - Liberation.fr

Ils sont tombés d'accord sur un nom : «*Ensemble. Mouvement pour une alternative de gauche, solidaire et écologiste*». En discussion depuis quelque mois, plusieurs petites formations qui composent le Front de gauche ont décidé de se regrouper en une seule pour peser face aux gros partis qui dirigent ce cartel à la gauche du PS : le PCF et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

La Fédération pour une alternative sociale et écologiste (Fase), dans laquelle figure Clémentine Autain, la Gauche anticapitaliste, Convergences et alternatives (anciens du NPA), les Alternatifs et une partie de la Gauche unitaire (sans leur leader Christian Picquet) célébreront leur nouveau «*mouvement*» les 23 et 24 novembre à Saint-Denis. Liberation.fr 13.11

En famille, entre Frères musulmans et sionistes.

- Enrico Macias chante pour Valls, Guéant, Villepin et Morano chez l'ambassadeur du Qatar - 20minutes.fr

«*Enfants de tous pays et de toutes les couleurs*», a chanté mardi soir Enrico Macias comme s'il s'adressait directement à l'aréopage politique très sélect qui l'écoutait à la résidence de l'ambassadeur qatarien à Paris, Mohamed al Kuwari, qui offrait une réception pour son départ.

Car, du ministre de l'Intérieur Manuel Valls à son prédécesseur Claude Guéant en passant par Dominique de Villepin, Michèle Alliot-Marie, Nadine Morano ou la présidente PS de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale Elisabeth Guigou, toutes les couleurs du spectre politique étaient bel et bien représentées à la sauterie diplomatique de la semaine qu'il ne fallait pas rater.

En poste depuis dix ans en France, Mohamed al Kuwari a su développer un réseau d'influence efficace au sein de l'élite française. Un réseau «*inégalable*», a même reconnu Manuel Valls. Le diplomate rejoint en fin de semaine Washington où il vient d'être muté. Et organise dès cette semaine une réception avec la communauté américaine de Paris, histoire de commencer à tisser un nouveau réseau au service de son pays aux ambitions financières, sportives et diplomatiques titanesques. Enrico Macias avait déjà chanté, a capella, en mai dernier à Doha au milieu d'hommes politiques français, en l'honneur de son ami ambassadeur. 20minutes.fr 13.11

ACTUALITE EN TITRES

Le guichet reste ouvert...

- Pour Janet Yellen, la Fed doit encore soutenir la reprise - Reuters

- Wall Street: nouveaux records pour le Dow Jones et le S&P 500 - AFP

Hold up !

- 80 milliards d'euros attendus des nouvelles assurances-vie - Reuters

Le gouvernement espère que la réforme de l'assurance-vie permettra de réorienter jusqu'à 80 milliards d'euros pour l'essentiel vers le financement de l'économie, a déclaré mercredi le ministre de l'Economie Pierre Moscovici. Reuters13.11

En famile. S'ils le disent...

- Libéral et socialiste : possible et nécessaire - LeMonde.fr

- Martine Aubry à Matignon, Jean-Pierre Raffarin est pour - L'Express.fr

Excellent monsieur Raffarin, merci !

Confirmation.

- Chantiers navals: 16 des 30 bateaux commandés aux CMN sous-traités en Roumanie - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran

- Nucléaire iranien : Fabius recule... - french.irib.ir

Le ministre français des AE , fortement critiqué pour avoir sapé l'accord nucléaire Iran/5+1 commence à reculer : il a émis son espoir de voit l'accord en question être conclu sur une "*base vérifiable*" tout en mettant l'accent sur le droit de l'Iran à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Fabius a qualifié d'"*utiles*" les pourparlers de Iran/5+1 à Genève. Fabius à qui l'Occident veut faire endosser la responsabilité de l'échec des pourparlers de Genève a tenté de répondre aux critiques :" *0 Genève, Paris a mis en avant une proposition reflétant le point de vue de la partie occidental*". french.irib.ir 13.11

2- Syrie

2.1- 1000 djihadistes aux passeports occidentaux en Syrie - french.irib.ir

L'instrumentalisation à des fins politiques, des jeunes Occidentaux, risque de tourner en eau de boudin pour ceux qui les ont façonné en présentant le président syrien Bachar al-Assad comme un diable. Le problème c'est que ces derniers n'ont pas choisi de se rendre en Syrie pour combattre auprès de l'armée syrienne libre (ASL) mais d'Al-Qaïda. Ils viennent de France, de Belgique, de Hollande, d'Angleterre, du Canada ou des Rtats-Unis.

Après un rapport de Kronos (think thank indépendant traitant de sécurité), les errances stratégiques des Etats-Unis sont mises à nue. Le pays de Barack Obama s'inquiètent maintenant du devenir de tous ces djihadistes qui ont le « *bon passeport* » et qui pourraient engager leur prochain djihad en Occident. Par la voix de Mike Rogers, membre de la Chambre des représentants (Congrès) du Michigan, Président du Comité de renseignement de la Chambre, vétéran de l'armée et ancien agent du FBI, « l'Occident court un grand danger désormais ».

« *… Ils ont des passeports, de bons passeports leur permettant de voyager à travers l'Europe et d'arriver aux États-Unis.* » « *Ce que nous voyons à ce jour, c'est ce taux très élevé d'insurgés étrangers en Syrie, fait jamais vu en Irak ou en Afghanistan* ». Pour Michael McCaul, membre de la Chambre des représentants du Texas, il faut tirer la sonnette d'alarme. Il critique ce soutien abscons de l'administration américaine à ces djhadistes. Pour lui, les services de renseignement sont très inquiets. Selon es déclarations, en parlant des djihadistes en Syrie: «Ils sont des acteurs très dangereux, ils tuent les chrétiens, ils sont très nocifs et leur but n'est pas le renversement d'Assad. Ils sont djihadistes qui tuent des chrétiens et une alliance avec notre administration est une traîtrise. » « *Ces djihadistes ont montré une propension à souffler derrière de nous, à nous poignarder dans le dos. Si nous les armons et formons là-bas, ils seront l'une des plus grandes menaces pour notre sécurité.* »

Dans la foulée, les services américains de sécurité sont de plus en plus vigilants. Hier, ils ont arrêté un homme, Basit Javed Sheikh (photo), accusé de sympathie avec le Front al-Nusra. Originaire du Pakistan, sur sa page Facebook, il a posté des vidéos et des commentaires en soutien aux djihgadistes en Syrie. Depuis le mois d'août dernier, Basit Javed Sheikh était suivi par un agent du FBI qui avait créé une page Facebook de promotion de l'extrémisme islamique et noué des relations étroites avec Basit Javed Sheikh. S'il est reconnu coupable, l'homme pourrait être condamné à 15 ans de prison maximum et à une amende de 250.000 dollars. french.irib.ir 13.11

2.2- Où partent les terroristes tchéchènes après la Syrie? - french.irib.ir

Les terroristes tchétchènes qui arrivent en Syrie sont répartis en deux groupes : le premier groupe englobe les étudiants éduqués dans certains pays arabes qui y vont apprendre l'arabe et les sciences " *islamiques*" et le second groupe compte des gens originaires de le vallée de Pankisi au nord est de la Géorgie. Cette région est connu sous le nom de vallée oublié puisque ses habitants sont extrêmement indigents . La propagande salafiste est très intense et les jeunes y succombent par manque de moyens.

Mais pourquoi ces jeunes partent-ils en Syrie au lieu du Caucase où ils pourraient rallier la milice Emirat islamique du Caucase présidé par Duko Amrov : " *Au Caucase il faut attendre un an avant d'être accepté. Et puis au Caucase il n'y pas de camps d'entrainement identique aux caps syriens*", affirme la BBC pour expliquer ce phénomène. La Turquie et la Jordanie détiennent des bases d'entrainement militaire en coordination avec les parties arabes et occidentales. Selon l'un des jihadistes, " *nos combattants tchétchènes ont honte d'être en Syrie au lieu de combattre au Caucase. mais la Syrie a servi de terrain d'essai à nos combattants et ils apprennent comment combattre à l'avenir. Une fois partis de Syrie, ces jeunes débarquent au Caucase avec une expérience de guerre à leur actif*".....Rif de Moscou n'est pas trop loin. french.irib.ir 13.11

3- Liban

3.1- Bandar Sultan part en guerre contre le Hezbollah - french.irib.ir

Selon les sources libanaises , l'Etat islamique en Irak et au Levant aurait pénétré au coeur de Beyrouth et il est sur le point de déclenche une vaste opération contre le Hezbollah pour prolonger le Liban dans des guerres confessionnelles. selon Al Nashra, le Liban va droit vers une crise sécuritaire grave dont les symptômes sont visibles à Tripoli. Cette crise aux dimensions religieuses et confessionnelles est prélude à une grande explosion qui risque de déborder les frontières de la ville de Fija et s'étendre à toutes les régions du Liban. Les plus récentes informations en provenance des sources libanaises font état de l'infiltration de 7000 terroristes de l'EIIL depuis la Syrie au Liban. Une partie de ces forces s'est concentrée à Arsal et une autre à Tripoli. selon ces mêmes sources, les terroristes salafistes ont élaboré des listes avec des noms des commandants militaires et les dirigeants religieux libanais dessous . Ces listes ont été dressées sous la supervision du chef du renseignement saoudien, Bandar Sultan. une majorité des terroristes de l'EIIL est déployée non loin des camps palestiniens de Sabra et de Chatila. les élements de l'EIIL ont même pénétré ces camps porteurs du message du chef de l'EIIL, Aboubakr Al Baghdadi pour les palestiniens du camp. Les cellules jihadistes dans des camps se réactiveraient ainsi pour déclencher une guerre totale. Les jihadistes salafistes

devraient prendre d'assaut les postes de contrôle de l'armée libanaise.

Al Nosra, lui, a envoyé ses terroristes dans d'autres régions du Liban. Les forces armées ont été déployées le long des régions côtières et les militaires de la Finul auraient même appelé le Hezbollah à l'aide pour surveiller le moindre agissement des groupes salafistes dans les régions du sud du Liban. Selon cette source, Bandar Sultan se trouve depuis deux semaines en Israël pour coordonner cette vaste offensive salafistes anti libanaises avec les officiers et les militaires israéliens. En Israël, il s'agit pour Bandar de réparer les pertes des salafistes en Syrie de les remettre sur pied. Riyad estime que la présence des combattants du Hezbollah en Syrie a détruit la structure et l'organisation des ces milices jihadistes. Israël suit de très près la future bataille d'Al Qalamoun et évalue l'état des forces syriennes et du hezbollah. Riyad joue son va-tout et presse les jihadistes à déstabiliser le Liban même si cela entraine la destruction des milices en Syrie.

Un diplomate occidental rapporte les réunions sécuritaires de haute importance entre Bandar sultan et les officiers jordaniens et saoudiens. Selon cette source, ce serait Israël qui soutiendrait et organiserait les jihadistes à Beyrouth et préparerait le terrain à ce qu'ils mènent des attentats à Al Zahiya, bastion du hezbollah. L'objectif étant de provoquer de violents combats inter religieux au sud du Liban.

L'émir des brigades Abdellah Ezzam, principale milice anti Hezbollah au Liban a menacé le Hezbollah de ses missiles qui "*pleuvraient sur Bekaa, Harmal, Zahiya*" si les forces du Hezbollah ne quitte pas la Syrie. Les jihadistes cherchent à prendre le contrôle des points de passage sécuritaires de Tripoli à Beyrouth. french.irib.ir 12.11

3.2- Liban : Nassarallah dénonce. - french.irib.ir

Le secrétaire générale du Hezbollah libanais a mis en garde contre un courant dangereux qui risque d'être déclenché au Liban et qui vise la sécurité et l'unité nationale au Liban.

Mardi soir, lors des cérémonies de Tassoua (9ème jour de Moharam), Seyyed Hassan Nassarallah a considéré, l'assassinat mardi du cheikh Saadeddine Ghiyeh, haut membre du Front Amal islamique, comme une attaque visant le Hezbollah . "*Ces actes visent tous ceux qui ont opté pour l'unité et le rapprochement des musulmans et la coexistence des libanais*". Certains courants politiques qui prétendent soutenir la sécurité des libanais ont fermé leurs yeux sur cet assassinat qui a eu lieu ce matin comme si de rien n'était .

"*L'assassinat de cette personnalité libanaise annonce le déclenchement d'un courant dangereux à Tripoli voire au Liban et on craint qu'il s'étende à l'ensemble du pays . Le gouvernement, les instances juridiques et les appareils de sécurité sont les principaux responsables et doivent réagir à cet incident et à d'autres similaires*", a affirmé Nassarallah. "*Les explosions à Tripoli et à Zahiya du Sud et le récent assassinat du cheikh Ghiyeh sont très dangereux*" french.irib.ir 13.11

4- Afghanistan

- La production d'opium en forte hausse en Afghanistan Reuters

La production d'opium a augmenté de 49% à 5.500 tonnes l'an dernier en Afghanistan, estiment les Nations unies, qui craignent de voir le produit de ce commerce tomber entre les mains des "*seigneurs de guerre*" au moment où les forces internationales s'apprêtent à quitter le pays.

L'Afghanistan est le premier pays mondial pour la culture du pavot, d'où sont produits l'opium et l'héroïne. Le pays a fourni l'an dernier 75% de la demande mondiale, un chiffre qui pourrait passer à 90% cette année, selon Jean-Luc Lemahieu.

L'augmentation de la surface cultivée s'explique par les incertitudes entourant le retrait l'an prochain des forces internationales, la hausse des cours de l'opium et le manque de volonté politique dans la lutte contre ce problème.

Les bénéfices tirés à la production de cette activité devraient approcher cette année le milliard de dollars, soit quatre pour cent du PIB.

Une partie de cette somme ira aux taliban en lutte contre le pouvoir central. En privé, des responsables occidentaux accusent aussi des membres de l'appareil d'Etat de prélever leur dîme. Reuters 13.11

Il faut bien que la CIA finance ses opérations secrètes et palient les coupes budgétaires, il faut se mettre à leur place...

SOCIAL

Bangladesh

Bangladesh : accord sur un salaire mensuel minimum de 68 dollars pour les ouvriers du textile - lemonde.fr

Après plusieurs jours de manifestations qui ont conduit à la fermeture de centaines d'usines, les producteurs de textile du Bangladesh ont accepté de verser un salaire minimum mensuel de 68 dollars aux quatre millions d'ouvriers du secteur.

L'accord a été conclu à l'issue d'une rencontre entre les producteurs de vêtements et la première ministre, Sheikh Hasina, mercredi 13 novembre dans la soirée. Cette dernière a "*donné l'ordre*" de mettre en œuvre l'accord sur le salaire minimum recommandé par un groupe de travail ad hoc du gouvernement.

Ce groupe avait voté en faveur de l'augmentation du salaire minimum, de 3 000 taka (29 euros), à 5 300 taka (68 dollars, 50,5 euros) dès novembre, après une série d'accidents dans des usines de vêtements mettant en lumière les mauvaises conditions de travail et les maigres salaires dans des milliers d'usines travaillant pour les plus grandes marques du monde.

Les producteurs avaient traîné des pieds, affirmant que les détaillants dans les pays occidentaux refuseraient de payer plus cher la marchandise pour tenir compte de la hausse des salaires proposée au Bangladesh.

Le secrétaire d'Etat au travail, Mikail Shipar, a indiqué que "*lors de la rencontre, la première ministre a[vait] donné l'ordre aux producteurs de mettre en œuvre le nouveau salaire minimum de 5 300 taka à partir de décembre. Et ils ont accepté cette hausse du salaire*". Malgré cette hausse, les ouvriers du textile au Bangladesh restent parmi les moins bien payés au monde.

Des dizaines de milliers d'ouvriers s'étaient heurtés à la police dans les grands centres de production textile du pays cette semaine alors qu'ils manifestaient pour obtenir un salaire minimum mensuel de 100 dollars.

Reaz-Bin Mahmood, vice-président de l'association des producteurs et exportateurs de vêtements du Bangladesh, s'attend à ce que le ouvriers se remettent à travailler dans les usines après cet accord.

"*Ce sera difficile pour un grand nombre d'entre nous d'augmenter les salaires si les détaillants occidentaux n'augmentent pas les prix pour les commandes passées avec nous de 10 à 15 %*", a-t-il ajouté. lemonde.fr 13.11

Quelle exploitation, quelle misère ! Et pendant ce temps-là nos petits-bourgeois gauchistes nous font chier avec leur histoire de racisme, de droits des homosexuels et j'en passe...

Haut de page

Le 15 novembre 2013

CAUSERIE

28 documents ont été ajoutés, il est 12h45 et à part les articles de presse que j'ai téléchargés ce matin, je n'ai pas encore commencé à actualiser le site, ce sera donc avec retard ou partiel aujourd'hui. Je n'ai pas eu le temps de lire les articles que j'ai mis en ligne ou trop rapidement.

La suite dans 11 heures environ.

23h35 à Pondichéry

On est dans les délais, quel boulot !

Je n'ai pas encore eu le temps d'archiver les articles d'octobre qui de ce fait sont indisponibles, on verra cela ce week-end.

Bon week-end à tous.

En guise de causerie, je reproduis ici le commentaire qui figure plus moins à la suite de l'article du Nouvel Observateur :
Fabius redoute un retrait américain du Moyen-Orient

Ce qui est extraordinaire, je ne parle pas du Nouvel Observateur bien sûr, c'est qu'on n'arrive pas à imaginer que Fabius, dirigeant

du PS et ministre des Affaires étrangères, soit un pur sioniste, un pur produit du néolibéralisme.

Si les Américains ne lâcheront jamais Israël, c'est parce qu'il incarne, il s'identifie au néolibéralisme qui est une création de l'oligarchie financière sioniste. A moins qu'ils y trouvent leur intérêt, tout est possible partant de là. Rappelons-nous, n'ont-ils pas favorisé l'accession de Hitler au pouvoir, n'ont-ils pas continué de le soutenir alors qu'il avait entrepris la liquidation à grande échelle des juifs, cela faisait partie de leur stratégie pour mettre la main sur la Palestine et le pétrole de la région, dominer le monde, si demain il fallait sacrifier Israël pour franchir une nouvelle étape vers leur objectif final, ils n'hésiteraient pas un instant.

D'ailleurs ce serait tout à fait possible, car logique si Israël constituait un obstacle à l'établissement d'une institution supranationale au Moyen et Proche-Orient du même type que celles qui existent déjà sur tous les continents pour réaliser leur nouvel ordre mondial, il le liquiderait ou cet Etat ne pourrait plus exister sous la forme qu'on lui connaît aujourd'hui. Ils ne sont pas guidés par des intérêts religieux ou philosophiques, encore moins moraux, mais uniquement politiques.

L'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste fait en sorte que les intérêts économiques des Etats-Unis et d'Israël correspondent à leur stratégie ou permette d'avancer dans cette voie, ils se foutent du reste, des Etats-Unis et d'Israël qui n'ont pas plus d'importance à leurs yeux qu'un simple papier d'emballage. Ils savent le capitalisme condamné, donc qu'ils sont condamnés eux-mêmes, donc la stratégie qu'ils ont définie est leur seule et unique planche de salut, ils sacrifieront tout pour atteindre leur objectif, leur détermination est totale et leur cynisme illimité, nous ne cessons de le marteler, apparemment en vain.

Croire que ce serait Israël qui déciderait de la politique étrangère américaine est une vue de l'esprit, autant que son contraire d'ailleurs, en réalité ce sont les intérêts politique de l'oligarchie financière ou leur stratégie qui la guide, car elle incarne ou coïncide avec la survie du capitalisme ou le système économique qui existerait une fois qu'ils se seraient rendus maîtres du monde, cela inclus l'oligarchie financière de tous les continents.

A moins de déclencher une Troisième guerre mondiale pour remettre les pendules à zéro ou redonner un nouveau souffle au capitalisme mondial qui est au bout du rouleau, scénario fort risqué et susceptible de se transformer en apocalypse planétaire nucléaire, chimique et bactériologique qui les emporterait ou hypothèquerait leur propre avenir, c'est la seule alternative qu'il leur reste, qui inclut l'affrontement direct avec le prolétariat, l'établissement de dictatures sur tous les continents, etc.

Finalement, c'est bien le vieux capitalisme avec ses contradictions analysé par Marx et Engels qui continue de mener la danse, qui les fait danser, une danse macabre. Le jour où nous l'aurons enfin compris, peut-être pourrons-nous envisager de danser sur leurs cadavres, exquis aurait ajouté un surréaliste.

On se croirait en Inde !

Dans des causeries précédentes je vous ai raconté comment se déroulaient les journées de grève ou les manifestations en Inde, où dans chaque camp figurait des partis bourgeois, idem dans les gouvernements des différents Etats, chaque parti participe au pouvoir dans des coalitions ou figure dans l'opposition sans que leurs alliés soient les mêmes d'un Etat à un autre, c'est un vrai foutoir, ils sont tous bons à jeter, que voulez-vous en déduire d'autre franchement ? C'est l'affairisme, le clientélisme, l'argent qui décident des alliances et des coalitions sur fond de corruption généralisée, si voter n'était pas quasi-obligatoire, le taux d'absention serait de 90% !

- Entre 400 et un millier de manifestants ont défilé jeudi à La Roche-sur-Yon pour réclamer l'aide de l'État afin d'éviter la "*casse sociale*" du fabricant d'électroménager FagorBrandt, en cessation de paiement depuis le 6 novembre.

Partis de la périphérie de la ville, accompagnés d'élus tant socialistes qu'UMP, les manifestants ont parcouru dans le calme les 4 km qui les séparaient du centre-ville, encouragés par les klaxons de nombreux automobilistes. AFP 14.11

Et personne pour dégager ces salopards du PS et de l'UMP !

Le social-libéralisme.

Libéral et socialiste : possible et nécessaire - lemonde.fr

- Libéralsocialiste, voilà une étiquette qui convient bien pour ceux qui tendent à unir ce que le socialisme a de plus précieux, l'attention aux inégalités socio-économiques et au processus d'émancipation des dominés, et ce qui fait l'essence du libéralisme, la préservation de la liberté individuelle contre l'arbitraire des pouvoirs. lemonde.fr 13.11

En réalité, cet article au titre prometteur n'était qu'un ramassis de lieux communs réchauffés, qui sous couvert d'une terminologie savante pour ne pas dire absconse et insipide, incompréhensible pour le lecteur lambda, présentait strictement aucun intérêt. A croire que les neurones circulent mal dans les têtes trop pleines, finissent même par se fossiliser.

J'en ai tiré cependant un enseignement, comme de toute expérience.

Je me suis dit que ces gens-là vivaient dans un autre monde, pas le nôtre évidemment, mais hors de la réalité tout court, et en analysant la démarche intellectuelle de l'auteur de cet article, monsieur est professeur à l'Université de Limoges et chercheur associé au CEVIPO (Sciences Po), j'en suis arrivé à la conclusion qu'il appartenait à cette catégorie d'intellectuels qui vivent dans une bulle, une bulle ou plutôt un système de pensée qu'ils ont élaboré, à partir duquel ils interprètent le monde, non pas tel qu'il est mais tel qu'il doit ou devrait être pour entrer dans leur système ou le justifier, quitte à nier évidemment des pans entiers de la réalité, notamment les facteurs qui sont à l'origine de la civilisation humaine ou de l'évolution de la société, qui en ont constitué les moteurs principaux, dont le développement du capitalisme et ses lois de fonctionnement qui leur échappent totalement, sans doute parce qu'ils n'y comprennent rien, à moins que par confort personnel ils aient décidé une fois pour toute de ne pas en tenir compte, ils font comme si ces lois n'existaient pas et ils échaffaudent une théorie ou un système qui finalement repose sur du vent, une pure invention sans aucun intérêt, sauf pour son auteur puisqu'il en vit, notamment.

On devrait dire pour être plus précis, qu'ils s'accordent à ne rien changer aux rapports qui sont à l'origine de la situation qu'ils prétendent analyser pour en tirer la conclusion qu'il faut bien faire avec, puisque de leurs côtés ils n'ont pas été capables de concevoir autre chose ou de penser le monde au-delà du système capitaliste dans lequel leur pensée demeure enfermée.

Comment pourraient-ils imaginer qu'un système pourrait avoir un début et une fin, que son existence serait limitée, qu'il pourraît périr à défaut de pouvoir se renouveler ou se justifier à l'infini, que les conditions qui l'ont vu naître pourraient s'épuiser un jour, qu'il serait menacé d'autodestruction et d'entrer en putréfaction ou de donner lieu à autre chose de nouveau, impossible car il devrait concevoir sa propre mort intellectuel qui se nourrit d'un système qu'il a créé justement pour exister, sans lequel il ne serait rien, n'existerait pas, son système est sa raison d'être et de se distinguer des autres pour justifier son statut et ses émoluments, selon le principe que toute peine même dépensée inutilement ou ne menant à rien mérite salaire.

Concevoir que par nature un système économique n'ait qu'une durée de vie limité sur le plan historique demeure hors de sa porteé. Concevoir qu'un système économique ait vu le jour suite à la conjonction de conditions déterminées et que celles-ci ne seraient pas éternelles dépassent son entendement. Alors concevoir que ces conditions pourraient renfermer leur négation et devraient disparaître sous peine de ne pas connaître la suite de l'histoire par exemple, cela demande un effort de réflexion qu'il n'est pas prêt à faire ou qui dépasse ses capacités, pour tout dire il n'en a pas envie car il se trouve bien tel qu'il est, n'oublions pas que le monde gravite autour de sa petite personne. En poussant plus loin notre analyse on s'aperçoit que c'est le processus dialectique qui a accompagné l'évolution ou la transformation de la nature, de la société humaine et de l'univers qu'il nie, son ennemi, c'est la dialectique. Pourquoi ? C'est fort simple à comprendre.

Si, comme nous l'affirmons suite à d'innombrables penseurs ou philosophes matérialistes la nature qui en avaient dressé le constat avant nous, que l'homme, la société et l'univers sont régis par les lois de la dialectique, on ne peut interpréter correctement leur évolution ou transformation au fil des millénaires qu'à l'aide du matérialisme dialectique et historique, tout autre méthode serait inopérante ou nous induirait fatalement en erreur puisqu'elle ne tiendrait pas compte ou s'écarterait de la réalité, objective, matérielle, palpable, vérifiable, etc. nous somme bien d'accord que nous emploierons un microscope pour examiner des particules minuscules et un télescope pour observer des objets situés à une distance très éloignée et non l'inverse, nous n'utiliserons pas un mètre pour mesurer la densité d'un gaz, nous sommes bien d'accord n'est-ce pas, et bien en politique c'est exactement la même chose, c'est élémentaire direz-vous, sans doute et vous aurez raison de le souligner, sauf, sauf que personne ou presque n'en tient compte, sutout pas ce genre d'intellectuels pour lequel n'importe quel instrument de mesure fera l'affaire pour mesurer des solides, des liquides ou des gaz, comment cela direz-vous, c'est stupide, pour vous oui, pour lui non puisqu'il a décrété qu'il devait en être ainsi, je caricature sans m'écarter vraiment de la réalité, d'ailleurs nous allons le vérifier tout de suite.

Qu'entend-il par "*libéralsocialiste*" ?

Il ferait appel à ce que "*le socialisme a de plus précieux*", cela signifie quoi pour un socialiste ou un marxiste d'après vous, la théorie qui doit permettre de s'émanciper de l'exploitation de l'homme par l'homme, théorie qui repose sur l'analyse du développement historique du capitalisme conduisant à son effondrement au cours duquel le prolétariat (organisé) peut s'emparer du pouvoir politique pour ensuite se débarrasser du capitalisme, à moins qu'il en soit incapable et que la barbarie l'emporte.

Pour nous le "*plus précieux*" dans le socialisme, c'est la découverte que le développement des forces productive et la lutte des classes sont les moteurs du développement de la civilisation humaine et les conditions pour que l'humanité accéder au règne de la liberté, deux facteurs qui sont inclus dans les lois de fonctionnement du capitalisme ou dont dépendent toutes ses lois, c'est cela le bien ou l'enseignement le plus précieux que nous ont légué Marx et Engels, car sans lui nous ne pourrions comprendre comment fonctionne la société, mais aussi les hommes.

Pour lui c'est tout autre chose, ce sont les "*inégalités socio-économiques*" et le "*processus d'émancipation des dominés*", objectif impossible à atteindre, même pas à envisager sérieusement puisque dans son article il n'est nulle part question de liquider le capitalisme, autrement dit il faudrait se contenter de combattre pour réduire les "*inégalités socio-économiques*", ce qui dans le contexte de crise permanente du capitalisme est impossible, se traduit plutôt par une accentuation des inégalités, tandis que

le "*processus d'émancipation des dominés*" serait renvoyé aux calendes grecques ou demeurerait en devenir indéfiniment pour finalement rejoindre au musée des utopies bien d'autres théories à dormir debout.

Quant au "*libéralisme*", c'est mieux encore, c'est plus clair, là le philistin se découvre, il consisterait en "*la préservation de la liberté individuelle*" qui à notre connaissance profite davantage au maître qu'à son esclave, aux exploiteurs qu'aux exploités, c'est d'ailleurs en son nom que "*l'arbitraire des pouvoirs*" est en train de liquider tous nos droits collectifs sociaux et politiques, là aussi il n'est nulle part question de combattre pour préserver des droits collectifs, non il faut penser son destin et celui de la société sur le plan individuel seulement, exactement comme cela arriverait si tous nos droits avaient disparu, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que lorsqu'ils mettent en avant des droits individuels, cela implique toujours la destruction de droits collectifs, leur objectif est qu'on soit atomisé dans la société et que tout repère de classe ou sentiment d'appartenir à une classe ait disparu, au profit d'individualités qui se retrouveraient sans défense face à l'Etat ou une dictature bureaucratique implacable qui serait régie par des lois édictées par le marché ou ses représentants et dans l'impossibilité de l'affronter.

En conclusion, sa conception du socialisme aboutit à la préservation du régime en place, et celle du libéralisme consiste à nous placer sous le joug du néolibéralisme qui a emprunté le masque de "*la préservation de la liberté individuelle*", la négation en fait de toute liberté.

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont sur "***le bon chemin***", gageons qu'ils disent vrai !

- Croissance: Bruno Le Roux (PS) estime que la France est sur "*le bon chemin*" - L'Express.fr

La preuve : par le bas !

- Chute de popularité de Hollande: "*La France est au bord de la révolte*" - L'Express.fr

- François Hollande chute à 15% d'opinions favorables, selon YouGov - Reuters

- Hollande à 15% : «*Pour l'exécutif, il devient difficile de diriger le pays*» - LeFigaro.fr

C'est un euphémisme !

- Société "*crispée*" et "*en colère*" : doit-on s'inquiéter de la note des préfets ? - Francetv info

Que cela ne tienne, rien de tel qu'un petit tour dans un paradis fiscal pour oublier tous nos ennuis.

- Hollande s'offre un jour de répit à Monaco - LeFigaro.fr

Va-t-il faire un saut au casino pour se refaire ?

Qu'on se le dise

Rappel : "*La France va mieux qu'en mai 2012*", selon Moscovici - AFP 10.11

La preuve : toujours par le bas.

- L'industrie condamnée à détruire des emplois ? - Reuters

- Emploi: 17.000 postes encore détruits dans le secteur marchand - AFP

- L'Etat français cède une part du capital de Safran - AFP

Résistance

- Réforme des rythmes scolaires : 23% des instituteurs en grève sur tout le territoire, 41% à Paris - Francetv info

- Grève massive des inspecteurs du permis de conduire - Liberation.fr

- Fagor: Entre 400 et un millier de manifestants à La Roche-sur-Yon - AFP

- Le port de Bayonne bloqué par les pêcheurs de civelles - Reuters

Grosses charrettes

- Barclays supprime 1.700 postes dans ses agences - Reuters

- Etats-Unis: Lockheed Martin ferme 4 usines, supprime 4.000 postes - AFP

Leur monde : toujours plus progressiste !

- Le Japon revient sur son objectif de réduction de gaz à effet de serre - LeMonde.fr

- Brésil: la déforestation amazonienne en hausse de 28% sur un an - AFP

- Syrie : des jihadistes s'excusent après avoir décapité le mauvais homme - Francetv info

Barbares, mais polis ! Ils sont tout juste bons à être liquidés !

ACTUALITÉ DU JOUR

7%

- Pour 65% des Français, le racisme est parfois justifié - LePoint.fr

Précision fournie à contrecoeur par Le Point : "*Ce chiffre est relativement constant depuis 2008*", quel dommage qu'il n'ait pas augmenté, n'est-ce pas ?

Mieux encore, ce sondage remonte à fin 2012 nous dit-on, alors pourquoi le sortent-ils maintenant ? Pour voler au secours du gouvernement pardi !

Mais il y a mieux encore.

D'après le sondage CSA réalisé fin 2012 dans le cadre de ce rapport, 7% des Français se disent "*plutôt racistes*", 22% d'entre eux "*un peu racistes*" et 25% "*pas très racistes*". A l'opposé, 44% des Français déclarent qu'ils ne sont "*pas racistes du tout*", en baisse de 5% par rapport à 2011.

Autrement dit, il n'y aurait que 7% des Français à revendiquer être racistes, c'est bien peu pour un pays qu'ils proclament ravagé par le racisme, cela la fout plutôt mal ! C'est à ce chiffre qu'on peut juger le degré d'instrumentalisation de la moindre petite phrase montée en épingle par les médias aux ordres et repris ensuite par le PS et la cohorte de parasites qui collent à ses basques, de gauche et d'extrême gauche.

Bon, ils sont démasqués, c'est l'essentiel pour nous, espérons seulement que les militants en tiendront compte et se tiendront à l'écart de ces partis ou rentreront dans le lard de leurs dirigeants.

Nous sommes tellement mélangés que le racisme ne peut prendre qu'à la marge, car, qui n'a pas un pote Arabe, une copine Noire, un membre de sa famille marié ou en ménage avec un Africain, un Asiatique ou tout simplement avec une personne issue d'un autre pays ou d'un autre continent, c'est mon cas, chez nous on cumule Italiens, Portugais, Chinois, Africain, Indiens.

Tenez, je vais vous raconter une autre petite histoire.

Quand je suis revenu d'Inde la première fois fin 1991, j'ai atterri chez mes parents, dans mon ancienne chambre. Mes parents ont accepté non sans réserves de m'héberger en attendant que je trouve un boulot et que je dégage. Bon, cela s'est mal passé

au bout de peu de temps, un soir je me suis retrouvé à la rue, c'est mon ex-épouse qui m'a recueilli généreusement, passons. Mon épouse indienne et noire était restée en Inde en attendant que ma situation se soit stabilisée pour me rejoindre. J'ai demandé à mes parents s'il ne serait pas possible qu'elle vienne en France plutôt, ils refusèrent... à cause des voisins : qu'est-ce qu'ils penseraient s'ils hébergeaient sous leur toit quelqu'un de couleur, j'essuyai un refus catégorique et définitif, ce qui ne m'étonna pas de leur part.

Cela dit, plus tard, deux ou trois fois par mois ils nous invitaient à déjeuner le dimanche ou nous leur rendions visite sans que mes parents fassent preuve de racisme, d'ailleurs ils avaient participé à notre mariage à Clichy. Plus tard c'est mon épouse, parce qu'elle était en France à ce moment là, qui participa à l'enterrement de mon père sans que ma mère ne la rejette. Plus tard encore, il y a deux semaines, quand j'ai eu ma mère au téléphone elle m'a demandé des nouvelles de Magueswary et m'a dit de l'embrasser de sa part, donc on ne peut pas parler de racisme, n'est-ce pas ? Ma mère est demeurée très arriérée, elle est comme elle et à 79 ans on ne la changera pas, je ne la juge pas, elle est bête c'est tout. Et quand elle a vu récemment les photos que je lui ai envoyées de son arrière-petite-fille Cassie qui est métisse puisque mon gendre Dany est Réunionnais de grands-parents, Chinois, Africain et Indien, elle m'a dit qu'est-ce qu'elle est belle, ah c'est vraiment une jolie petite fille, elle est magnifique, je ne déconne pas, ce sont les mots qu'elle a employés sur un ton enjoué, elle était manifestement ravie d'avoir reçu ces photos de notre trésor euro-africaine, je l'adore !

Si je m'étais arrêté à l'année 1991 dans mon récit, vous vous seriez dit que la mère Tardieu était raciste, mais en lisant la suite vous êtes évidemment convaincu du contraire, les médias et les abrutis qui courrent derrière eux, qu'auraient-ils fait d'après vous ? Ils me débectent. Enrichissez votre connaissance de la langue française au passage, trois orthographes au choix pour soulager votre dégoût du populisme de gauche et d'extrême gauche : débecter, débéqueter ou débecqueter.

Parole d'internaute

1- "*Dire que les français sont racistes est faux, par contre dire qu'ils sont exaspérés par le comportement de certaines franges de la population serait plus adaptés mais la gauche a tellement fait de matraquage intellectuelle en inculquant le fait qu'un Européen est forcément raciste que maintenant c'est acquis et les minorités en profitent pour épaissir la couche.*"

Ce n'est pas totalement faux, il y aurait encore long à dire sur ce sujet, nous y reviendrons.

2- "*Sachons garder notre calme, une bêtise d'enfant et une imbécillité de Minute dans la droite ligne de Charlie Hebdo, cela ne fait vraiment pas une vague de racisme. On a beau en parler énormément, l'événement est microscopique, voire nanoscopique.*"

Vous avez raison du nano au giga il existe un immense espace que médias et partis pourris s'emploient à combler... Les uns pour vendre du papier cul, les autres pour combler leur incurie politique ou autre chose à force de se faire prendre, je vous laisse imaginer comment... Oui, je sais c'est incorrect, parce que vous croyez que leur attitude le serait par hasard, ils pourrissent le mouvement ouvrier, on ne peut pas faire pire, non ?

En complément : ils en rajoutent quotidiennement

- Enquête ouverte après la découverte de propos racistes sur la page Facebook d'un policier - 20minutes.fr

Ils en ont trouvés ! Etonnant, non ?

- Situation "*invivable*" pour des sans-papiers logés dans un hangar à Paris - AFP

Rappelons qu'il y a plus de 3 millions de travailleurs et leurs familles mal logés dans ce pays, dont plus de 120.000 vivent dans la rue, mais tout le monde s'en accommode finalement, n'est-ce pas ?

- Roms: deux mois avec sursis requis contre Jean-Marie Le Pen - AFP

S'il est raciste, laissez-le s'exprimer au moins on saura ce qu'il est et que le racisme vient d'en haut et non d'en bas.

Est-ce qu'on peut encore se risquer à une histoire sur nos amis belges ou l'inverse sans se faire traiter de xénophobe ?

- Transports publics : près d'un Français sur deux se sent en insécurité - LeFigaro.fr

Selon un sondage Ifop rendu public ce jeudi, ce sentiment d'insécurité est particulièrement ressenti en région parisienne et dans le RER. LeFigaro.fr 14.11

Censure, et autodafé en perspective.

- La Suède veut en finir avec les films machos - 20minutes.fr

Mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

- Les salaires des Français n'ont quasiment pas augmenté entre 1995 et 2011 - Francetv info

Vous avez peut-être le sentiment que les salaires stagnent, voire baissent. Ce n'est pas qu'une impression, confirme l'Insee dans l'édition 2013 de son étude "*France, portrait social*", publiée jeudi 14 novembre. En 2011, le revenu salarial a stagné dans le secteur privé et diminué de 0,7% dans la fonction publique, selon l'institut, qui précise que le revenu salarial est la somme de tous les salaires perçus par une personne au cours d'une année. Ainsi, en 2011, avec une moyenne de 20 050 euros - 19 530 euros pour le secteur privé, 21 970 euros pour le secteur public - le revenu salarial retrouve son niveau de 2009.

La baisse des salaires s'est amorcée en 2008. En revanche, entre 1995 et 2011, l'Insee constate une très légère augmentation. Sur cette période, plus longue, le revenu salarial moyen augmente de 0,7% en moyenne par an en euros constants. Dans le détail, l'augmentation est de 0,8% dans le privé et de 0,3% dans le public. En fait, dans le privé, les salaires ont augmenté, mais le temps de travail a baissé. Alors que dans le public, le temps de travail est inchangé, mais le gel des salaires n'a pas permis une progression importante. Par ailleurs, l'Insee rappelle qu'entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990, le revenu salarial moyen a reculé à un rythme de -0,3% par an. Francetv info 14.11

La BCE au service des spéculateurs.

- La BCE utilisée pour donner du crédit au trading haute fréquence - LeMonde.fr

Une étude (américaine - ndlr) parue ce mois-ci, dans le cadre d'un programme de recherche encadré par la Banque centrale européenne (BCE), semble justifier l'existence et l'utilité du trading haute fréquence (THF) dans la formation des prix du marché.

L'argument avancé, comme souvent dans les études relayant l'utilité de ce type d'activités spéculatives, est celui de la liquidité : les titres s'échangeraient plus facilement, il y aurait une forte offre et une forte demande, grâce à la multiplication des échanges qu'induit le THF. Pour le Financial Times, cette étude pourrait influencer Francfort dans sa mission de superviseur.

Un argument balayé par les militants anti-spéculation. Alexandre Naulot, de l'ONG Oxfam, rappelait, au moment où le gouvernement français renonçait à taxer le THF, que les indices boursiers sont déjà "*en situation de surliquidité*", c'est-à-dire que "*le nombre de transactions réalisées par les teneurs de marché est disproportionné*".

C'est ce qu'on appelle l'"*intermédiation forcée*", chaque intermédiaire cherchant à prendre sa part du gâteau. "*On est clairement dans le domaine de la spéculation, pas dans celui de l'investissement, et encore moins du financement de l'économie réelle et des PME*", s'indignait M. Naulot.

Le blog du broker Themis Trading dénonçait d'ailleurs le 6 novembre dernier cette étude fondée, selon eux, sur des données erronées. Tout d'abord parce que l'échantillon étudié est trop réduit, excluant les géants bancaires (Goldman Sachs, Morgan Stanley, etc) et tout échange hors du Nasdaq (environ 20 % du marché sur la période choisie). Ensuite parce que de larges pans d'actifs sont ignorés par l'étude, comme les contrats futurs et les options. LeMonde.fr 14.11

La guerre au terrorisme "***partout***", par G. W. Bush ou son successeur ? Non : Hollande et Fabius.

- La France entend traquer Al Qaïda au-delà du Mali - Reuters

La France, qui a mené une opération dans la nuit de mercredi à jeudi contre des combattants d'Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) au Mali, entend "*poursuivre les terroristes partout*", a annoncé le chef d'état-major des armées françaises.

Prié de dire si la France devait poursuivre "*les terroristes*" au-delà des frontières du Mali, il a répondu : "*Je crois qu'il faut les poursuivre partout*".

"*C'est bien pour ça que nous travaillons aussi bien avec les pays voisins, comme le Niger, le Burkina Faso, éventuellement le Tchad et que nous coopérons également avec l'Algérie de façon à ce qu'ils ne puissent pas se réfugier, qu'il n'y ait pas de sanctuaire*", a-t-il dit.

Il a souligné que la présence militaire française au Mali était nécessaire pour aider la région. "*Nous devons continuer à être là, pour les Maliens, les Libyens et l'ensemble de la région. C'est trop important pour nous.*" Reuters 14.11

Pour vous, l'impérialisme français bras armé de ses multinationales ou du CAC40 mais par pour les peuples concernés.

La famille s'agrandit.

- Le SPD allemand n'exclut pas un accord avec Die Linke pour 2017 Reuters

Les sociaux-démocrates allemands, engagés dans des négociations avec la CDU conservatrice de la chancelière Angela Merkel en vue de former un gouvernement de grande coalition, n'excluent pas de s'associer aux prochaines élections de 2017 avec le parti de gauche Die Linke.

Jeudi, au premier jour du Congrès du SPD à Leipzig, le président du parti, Sigmar Gabriel, s'est déclaré "*ouvert à des coalitions*" dans la perspective des élections fédérales de 2017, "*y compris avec Die Linke*" si cette formation adopte une attitude moins dogmatique sur certains dossiers, comme celui de l'appartenance de l'Allemagne à l'Otan.

Le SPD collabore déjà avec Die Linke au niveau local, dans des municipalités et certains Länder.

Si on additionne les voix du SPD, de Die Linke (la Gauche) et des Verts aux dernières législatives du 22 septembre, le centre gauche et la gauche sont majoritaires au Bundestag, la chambre basse du Parlement.

Mais le SPD avait exclu lors de la campagne, conduite par l'ex-ministre des Finances Peer Steinbrück, toute alliance avec Die Linke et les Verts.

Cherchant apparemment à convaincre l'aile gauche du SPD de la nécessité de "*lâcher du lest*" dans les négociations avec les conservateurs, notamment sur la fiscalité, Sigmar Gabriel a donc choisi de lui faire miroiter la possibilité d'une alliance avec Die Linke dans quatre ans - une alternative à la "*grande coalition*" CDU-SPD qui n'a guère profité aux sociaux-démocrates lors de sa première expérience entre 2005-2009.

Lorsque les négociations avec les chrétiens-démocrates seront achevées, avec un projet de gouvernement, les 470.000 adhérents du SPD seront consultés sur le projet d'accord, fin novembre ou début décembre.

L'aile gauche du parti, menée par Ralf Stegner, président du Schleswig-Holstein, a demandé à la direction de ne pas brader les idéaux du SPD "*en échange de quelques postes ministériels*".

Vous pouvez compter sur elle, cela fait un siècle qu'elle s'y applique minutieusement ! Reuters 14.11

Die Linke a servi de modèle au Front de gauche qui y fait sans cesse référence, tout un programme...

C'est beau la gauche tout de même, cela donne envie de la rejoindre, pas vous, non, vous avez raison, nous non plus, même sous la torture !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie: conférence de paix annoncée mi-décembre, des morts au coeur de Damas - AFP

La conférence de paix sur la Syrie, plusieurs fois reportée, doit débuter le 12 décembre à Genève a affirmé jeudi un quotidien syrien proche du pouvoir, au moment où des obus ont touché le coeur historique de Damas, faisant trois morts.

Selon une source officielle en Syrie, la délégation sera notamment composée de la conseillère du président syrien Bachar al-Assad, Bouthaina Chaabane, et du vice-ministre des Affaires étrangères Fayçal Moqdad.

Cette annonce intervient après un entretien téléphonique jeudi entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue syrien.

Un quotidien libanais a de son côté indiqué que le président de la Coalition de l'opposition, Ahmad Jarba, pourrait se rendre samedi à Moscou, une information qu'a cependant refusé de commenter un de ses conseillers.

Citant une source diplomatique à Paris, Al-Watan, quotidien syrien proche du pouvoir, affirme que le secrétaire d'État américain John Kerry a informé son homologue français Laurent Fabius que l'ONU annoncerait le 25 novembre que la conférence débuterait à Genève le 12 décembre.

L'opposition a souligné de son côté qu'aucune date officielle n'avait encore été fixée.

"*Des dates sont avancées autour de la mi-décembre. Ce ne sont pas des dates officielles*", a déclaré à l'AFP Mounzer Aqbiq, un conseiller d'Ahmad Jarba.

Si régime et opposition ont donné leur accord de principe pour participer à cette réunion, chacun pose des conditions que l'adversaire juge rédhibitoires.

L'opposition a annoncé lundi son accord pour y participer à condition que le président Assad remette ses pouvoirs et soit exclu de toute transition.

Mais pour le ministre syrien de l'Information Omrane al-Zoghbi, "*ceux qui rêvent qu'ils vont à Genève pour (qu'on) leur remette les clés de Damas sont des gens (...) qui ne comprennent rien à la politique et qui se font des illusions*".

Un premier texte adopté en juin 2012 à Genève par les pays occidentaux qui soutiennent l'opposition et la Russie ne mentionne pas explicitement le sort du président Assad dans le cadre de la transition. AFP 14.11

2- Venezuela

- Venezuela: premier feu vert aux pouvoirs spéciaux de Nicolas Maduro - AFP

Le parlement vénézuélien a approuvé jeudi l'octroi de pouvoirs spéciaux au président Nicolas Maduro lui permettant de gouverner par décret pendant un an afin de mener la "*guerre économique*" selon lui déclenchée par "*la bourgeoisie et l'impérialisme*".

L'Assemblée nationale (parlement unicaméral) a adopté le texte en première lecture avec le minimum des voix requises (99 voix sur 165, majorité des 3/5e) au terme d'un débat houleux entre députés du parti socialiste au pouvoir et l'opposition. La même assemblée doit adopter définitivement le texte en seconde lecture le mardi 19 novembre.

"*Vous pouvez faire appel auprès de qui vous voulez. Allez devant les Nations unies. Ici le peuple, la patrie et (Hugo) Chavez ont voté*", s'est exclamé après le scrutin le président de l'Assemblée Diosdado Cabello, un des hommes fort de l'exécutif.

Ce nouveau développement survient moins d'un mois avant les élections locales du 8 décembre, premier test électoral pour le président Maduro.

Depuis sa prise de fonctions, le Venezuela subit une aggravation de la crise économique qu'il traversait déjà et qui se traduit par une inflation de plus de 54% ainsi qu'une pénurie de devises et de produits alimentaires ou de consommation courante.

Les pouvoirs spéciaux permettant de gouverner par décret sans passer par l'Assemblée ont été demandés par tous les présidents du Venezuela depuis les années 1970. Hugo Chavez y a eu recours en 2000, 2001, 2008 et 2010, lui permettant de faire approuver plus de 200 textes. AFP 14.11

SOCIAL

France

Près d'un instituteur sur quatre en grève, plusieurs milliers dans la rue, des cantines perturbées, des écoles bloquées: la grogne est montée d'un cran jeudi après deux jours de mobilisation contre la réforme des rythmes scolaires, mesure-phare du programme de François Hollande.

Les instituteurs étaient 23% à faire grève au niveau national, contre 36% en février, selon le ministère. A Paris, 41,3% ont cessé le travail selon le rectorat, 70 à 75% selon le SNUipp-75.

La grève était diversement suivie, selon les rectorats; 26,34% dans l'académie de Lille, 22% dans celle de Reims (dont environ 40% dans les Ardennes), environ 30% dans celle de Lyon et celle de Rouen.

Ce mouvement était "*beaucoup moins fort que les précédents*" à Paris et dans certains départements la participation allait de 5 à 10%, a indiqué Vincent Peillon en marge d'un colloque de la Gazette des communes, soulignant qu'il n'y avait pas d'appel national des deux premiers syndicats.

"*C'est une mobilisation significative qu'on ne peut pas balayer d'un revers de main*", avertit Sébastien Sihr, du principal syndicat du primaire SNUipp-FSU, jugeant que "*la comparaison des chiffres au niveau national avec février n'est pas pertinente*".

Jeudi, la décision revenait aux sections départementales et étaient mobilisés "*un grand nombre d'acteurs*" : parents, animateurs, aides de maternelle, agents de nettoyage...

"*La situation est en train de se dégrader. Nous refusons cette stratégie du pourrissement*", a dit M. Sihr, pour qui "*il faut revenir sur cette réforme mal fichue et assouplir*" le décret. Les autres syndicats d'enseignants CGT, FO, Sud et Faen, minoritaires, réclament son abrogation.

La CGT, première dans la fonction publique territoriale, et Sud appelaient les animateurs et les aides en maternelle à faire grève. "*On n'est pas loin de 70% de mobilisation nationale*", selon Malik Ghersa à la CGT pour qui la réforme "*exacerbe la précarité des agents*". Le ministère de la Fonction publique ne disposait pas de chiffres.

Plus de 5.000 manifestants à Paris

A Marseille, entre 1.100 (selon la police) et 2.000 manifestants (selon le SNUipp-FSU) ont défilé. A Nice, ils étaient entre 1.350 et 2.000, à Lyon entre 1.700 et 2.500, 300 à Nantes et plus de 2.000 à Bordeaux.

A Paris, la manifestation régionale a rassemblé plus de 5.000 personnes, dont des lycéens et des étudiants, selon les organisateurs.

"*Non à la semaine de 40 heures pour les enfants*", lançaient les pancartes à Bordeaux, où beaucoup d'enseignants se disaient favorables au principe de la réforme, mais pas en l'état et pas sans concertation.

"*On ne nous entend pas*", déplore Maryse, enseignante en maternelle.

"*Les programmes sont surchargés, personne ne s'occupe des élèves en difficulté, les salaires sont bloqués, et on se focalise sur un aspect qui prend toute l'énergie du gouvernement*", regrette Laurent Hoefman, directeur d'école à Templeuve (Nord) et délégué syndical SNE.

A Paris, "*la désorganisation règne. Les enfants ne savent plus qui est qui*", selon Jérôme Lambert du SNUipp-FSU 75. "*La désorganisation règne. Les enfants ne savent plus qui est qui*".

A Caen, plusieurs écoles étaient fermées et 23 classes sur 108 étaient en grève. Des écoles étaient bloquées à Rouen.

Selon un sondage CSA pour BFMTV, une majorité de Français (54%) estime que le gouvernement devrait abandonner la réforme (65% chez les parents d'enfants de primaire).

Alors que 25% des élèves arrivent au collège "*sans savoir bien lire, écrire, compter*", il faut embaucher des professeurs, les former, transformer les pédagogies, "*nous le faisons. Il faut aussi leur donner un temps dans lequel ils peuvent être vigilants*", a déclaré le ministre. "*Le mercredi matin c'est mieux qu'en fin de journée*".

"*Il n'y aura pas de retour sur la réforme des rythmes scolaires*", a-t-il affirmé. Des maires, dont les élus UMP de Marseille Jean-Claude Gaudin et Nice Christian Estrosi, disent qu'il n'appliqueront pas la réforme.

Ils n'ont "*pas la possibilité*" d'empêcher la semaine de 4,5 jours, mais auront "*la responsabilité de faire des orphelins de 15h45*" s'ils n'accueillent pas les enfants après la classe, alors qu'ils toucheront de l'argent pour le périscolaire, ajoute le ministre. AFP 14.11

Haut de page

Le 16 novembre 2013

CAUSERIE

Un bref complément à la causerie d'hier.

Le Mossad n'agit pas pour le compte d'Israël, mais pour le compte de l'oligarchie financière selon sa stratégie politique. Le Mossad c'est le service de renseignement de l'AIPAC, le puissant loby sioniste américain, tout comme Israël n'est que le centre de gestion des puits de pétrole et de gaz de l'oligarchie financière au Moyen et Proche-Orient dont le siège se situe dans le pays le plus riche et le plus puissant du monde : les Etats-Unis d'Amérique, là où est installée la planche à billets qui est sa propriété et la Fed. Quant au Pentagone, la CIA et la NSA, ils sont ses bras armés dans le monde et aux Etats-Unis, on peut ajouter une grande partie du FBI, des institutions américaines, le gouvernement et le Président, le Congrès et le Sénat, la Cour Suprême.

L'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste ou néolibérale ne détient pas (encore) tout le pouvoir, mais exerce sa domination ou son contrôle sur des secteurs clés de l'économie et des institutions pour influencer l'orientation de la politique du gouvernement américain, y compris sa politique extérieure. Son objectif est d'accroître son pouvoir politique pour imposer son idéologie au reste du monde, ce qui est en bonne voie, y compris en Russie et en Chine qui sont plus des concurrents que des ennemis au niveau de leur internationale qui a pour unique ennemi : le prolétariat mondial et la révolution socialiste mondiale.

La suite nous l'avons déjé développé dans de précédentes causeries.

Qui est vraiment responsable ?

- En concevant des équipements fragiles et souvent impossibles à réparer, les industriels nous ont fait entrer dans l'ère du tout jetable. Avec la complicité des consommateurs, toujours prêts à acheter le dernier joujou high-tech à la mode. lexpansion.com 15.11

Ils nous ont imposé cette "*ère*", nous ne leur avons rien demandé, nous n'en sommes pas responsable et nous n'acceptons pas qu'on nous accuse ainsi de l'être, c'est le capitalisme qui a besoin que le cycle du capital se renouvelle toujours plus vite empochant sa part de profit au passage, qui est le seul responsable de ce gigantesque gâchis de matières premières et de forces de travail.

Que les nantis et les crétins se laissent prendre à leur jeu, est une chose, mais rien ne justifie de concevoir et produire des machines destinées à être jetées dans un délai maximum de 3, 4 ou 5 ans alors qu'elles pourraient fonctionner encore pendant de très nombreuses années s'il était possible de les réparer. Sauf le profit !

Fatale illusion.

- "*J'ai toujours cru en l'obsolescence programmée. Triste solution de profit et de soit-disant "croissance" dans notre beau modèle capitaliste ou justement tout est à l'arrêt : économie, recherche, environnement... Comment se sortir de cette régression technologique ? Aucune idée, cependant cela passe certainement par un profond changement de notre modèle économique et politique, accompagné d'une forte prise de conscience de notre société... J'aime penser que ce changement peut justement se faire grâce à la technologie, qui peut nous amener des solutions sur l'environnement, la recherche, la communication, et faire ainsi évoluer la société, la politique et notre modèle économique.* "

Sous le régime capitaliste, la technologie n'a servi que les intérêts des capitalistes, les vôtres ensuite ou non selon votre condition ou statut social.

Le capitalisme serait progressiste, il aurait oeuvré au développement de la civisation humaine. En réalité, c'est au développement des forces productives et à la lutte des classes que nous devons les progrès de la société dans tous les domaines, mais certainement pas aux capitalistes, aux spoliateurs, aux voleurs de notre force de travail ou aux profiteurs ou exploiteurs en tous genres qui n'ont jamais produit la moindre richesse. Les capitalistes n'ont fait que suivre et profiter du cours de l'histoire des hommes qui se faisait inconsciemment, ils n'en ont jamais été le moteur et l'humanité ne leur doit absolument rien. Le capitaliste est un parasite et doit être exterminé, à défaut d'y venir, c'est nous qui disparaîtrons.

On nous dit aussi que la lutte des classes ou le mouvement ouvrier a participé depuis 1945 à l'amélioration de la condition ouvrière. En réalité, c'est très relatif ou absolument faux, dans la mesure où pendant que certaines couches d'exploités voyaient effectivement leur situation s'améliorer, une minorité à l'échelle du monde, l'immense majorité n'avait pas accès au progrès social. Il faut ajouter que cette amélioration que les réformistes ou trades-uninoistes brandissent comme un fétiche n'a pas eu lieu sans contreparties. On pourrait citer par exemple l'amplification de l'exploitation qui désormais concerne aussi bien les hommes que les femmes. L'air de rien le capitalisme a généralisé le travail des femmes et doublé la mise, le taux d'exploitation de la population ouvrière a été multipliée par deux, le capitalisme a créé tellement de besoins correspondant désormais à des biens d'équipement ou de consommation courante dont on ne pourrait plus se passer, de telle sorte que l'on ne travaille plus que pour les satisfaire, faire tourner les usines et engraisser les banquiers et autres prédateurs de la finance qui perçoivent profits

au passage et nous prélèvent des intérêts lorsqu'il s'agit d'une acquisition à crédit, faisant en sorte que la totalité de notre force de travail retourne dans le cycle du capital et que nous ne puissions plus arrêter de travailler jusqu'à notre retraite quand on a la chance de l'atteindre, autrement dit on s'est retrouvé enchaîné à vie au char du capitalisme y laissant au passage le peu de liberté qu'il nous restait, alors qualifier un tel processus ou son aboutissement de progrès social est pour le moins exagéré pour ne pas dire grotesque, cynique.

Pour justifier leur politique d'adaptation au capitalisme et couvrir leur capitulation politique, nos dirigeants ne pouvaient pas faire autrement que tenir ce discours, qui hélas nous a conduit où nous en sommes aujourd'hui. Ils ont déformé, dévoyé le constat selon lequel le capitalisme avait connu une phase ascendante jusqu'à la fin du XIXe siècle, une phase qualifiée de progressiste parce qu'elle avait donné naissance ou avait été accompagnée par des progrès spectaculaires dans le domaine des sciences et des techniques, ceux-ci étant à la fois la condition et le produit de la survie du capitalisme, et non pour satisfaire je ne sais quel objectif social ou humaniste, ce serait là prêter de généreuses intentions au capitalisme ou aux capitalistes qu'ils n'ont jamais eu.

Il faut toujours avoir à l'esprit que pour un ouvrier ayant vu sa condition améliorée, 1.000 ont vu la leur stagner ou régresser dans le pays ou dans le monde jusqu'à la fin de leur vie qui généralement fut plus brève, et plus douloureuse encore cela va s'en dire.

Changer les hommes ou changer la société, vous vous souvenez de la causerie où nous avions évoqué ce thème, j'avais expliqué que si on s'acharnait à vouloir changer les hommes avant de changer la société, ils sont tellement nombreux, face à des situations ou ayant connu des expériences tellement différentes, bourrés de faiblesses, manipulables à souhait, etc. qu'on n'en viendrait jamais à bout et cela revenait à abandonner l'objectif de changer la société, alors qu'une révolution permettait au contraire de faire prendre conscience à des millions de prolétaires de leur réelle condition et de changer du même coup la société.

Seul le renversement politique des rapports entre les classes au profit de la classe dominée peut entraîner la liquidation des rapports de production qui déterminent tous les rapports sociaux dans la sociéte et déboucher sur une modification radicale du mode de pensée des exploités, sinon cela s'avèrera toujours impossible. Et si aujourd'hui pour convertir la population à l'idéologie néolibérale le législateur ou l'appareil policier de l'Etat recourt à la force, c'est parce qu'il n'est pas possible de procéder autrement pour imposer un changement dans la mentalité ou la psychologie des masses en conservant les mêmes rapports de domination de classe.

Et bien là c'est un peu la même chose, l'hypocrisie en plus, l'amélioration du sort de certaines couches de travailleurs précèderaient ou entraînerait l'améloration des conditions d'autres couches et ainsi de suite dans un pays et dans le monde, or ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées, là encore on nous a raconté des histoires.

Ce qu'il y a de pernicieux dans leur théorie, car ils en ont fait leur stratégie, c'est qu'elle implique que le capitalisme serait synonyme de progrès social, ce qui est tout à fait logique puisqu'ils s'y sont adaptés, ils sont obligés de lui reconnaître des qualités qui en réalité ne sont que le produit de son développement historique et rien d'autres, comment cela demanderez-vous, mais parce que la plus belle fille ne peut donner que ce qu'elle a et bien c'est pareil avec le capitalisme, si certaines couches d'exploités peuvent profiter du progrès social ou se voir accorder des avantages c'est bien que le capitalisme était capable de l es engendrer, vous me direz que ce sont plutôt les travailleurs qui en sont responsables et non le capitalisme, effectivement, sauf que c'est votre raisonnement de militant mais pas ce qui se passe dans le tête des travailleurs qui n'ont pas acquis ce niveau de conscience.

Pour eux, ils doivent tout au capitalisme, même s'ils savent ou plutôt disent que ce sont eux qui triment et non les actionnaires ou les patrons. Ils estiment aussi que sans leur patron la boîte dans laquelle n'existerait pas et ils n'auraient pas de boulot, donc au lieu d'espérer un jour en finir avec leur statut de salarié, ils souhaitent longue vie au patron et à l'entreprise qui les emploient. Maintenant on pourrait rectifier ou préciser ce qui a été dit plus haut, ce ne sont pas nos dirigeants qui reconnaissent des qualités au capitalisme mais les travailleurs, s'ils procédaient aussi ouvertement ils se démasqueraient et nous leur tomberions dessus, c'est plus subtil que cela, c'est en refusant de s'attaquer aux illusions des travailleurs dans le capitalisme qu'ils opèrent, en les flattant même, autrement dit ils laissent les travailleurs déployer leurs revendications sociales dans lesquelles sont incluses leurs illusions dans le capitalisme et ces dirigeants les reprennent sous forme de mots d'ordre et le tour est joué

Ils vous diront qu'ils ne sont que les porte-parole des travailleurs, qu'en aucun cas on peut leur attribuer ces illusions dans le capitalisme, etc. leur discours est bien rodé, on le connaît par coeur. Ils ont un autre argument qu'ils croyaient imparable mais qui est aussi foireux que leur théorie de la capitulation en bon ordre, si on employait un autre discours avec les travailleurs, entendez par là un discours où figurerait tout ce que vous avez pu lire dans nos causeries depuis août 2008, ils ne se mobiliseraient pas, ils prendraient peur et leurs jambes à leur cou, ils ne comprendraient rien à ce qu'on leur raconterait qui pourtant se situerait à leur niveau, sauf que voilà, apparemment même leurs discours au ras des pâquerettes les laissent indifférents, la démarche misérable qui consiste à recourir au plus petit dénominateur commun pour réaliser l'unité ne fonctionne pas, et lorsque les travailleurs se mobiliseront en masse, n'allez pas croire qu'ils répondront aux mots d'ordre en peau de chagrin de ces dirigeants, non, mais uniquement parce qu'ils ont décidé que la coupe était pleine et qu'ils ne pouvaient accepter un sacrifice de plus, c'est tout. Voyez-vous, leurs partis, ils sont quasi inexistants, totalement coupés des masses, alors vous ne croyez tout de même pas qu'ils pourraient conduire des millions et millions de travailleurs à descendre dans la rue, il faut être sérieux.

On poursuivra demain ou dans les jours qui suivent sur le thème suivant : doit-on subordonner notre politique à la recherche de résultats immédiats comme si tout était possible ou notre objectif politique doit-il être de faire plier ou reculer le gouvernement, dans les deux cas dans l'hypothèse où les travailleurs obtenaient gain de cause ne seraient-ils pas portés à soutenir le régime en place et le gouvernement au lieu de se mobiliser pour préparer les conditions qui permettront de les renverser ?
Quels enseignements politiques pourraient-il tirer d'une telle démarche pour la suite de leur combat. Aucun, évidemment. Comme l'on sait d'avance qu'ils n'obtiendront pas gain de cause, cela ne revient-il pas à soutenir le régime en place et colporter des illusions dans ce gouvernement au lieu de les combattre ? Réforme sociale ou révolution ? En se situant sur le terrain du réformisme alors que toute réforme sociale est hypothétique ou improbable, n'est-ce pas adopter une position contre-révolutionnaire ?

Parole d'internaute

- "*Une gamine qui dit une connerie sur une ministre, quelques élu(e)s de bas étage qui se lâchent sur Internet.... et on nous présente ça comme une montée du racisme en France: pourquoi les Français, moins bêtes qu'ils en ont l'air, cautionneraient une diversion du gouvernement, incapable d'esquisser un geste pour l'emploi et le pouvoir d'achat ? Pourtant le racisme devient vraiment préoccupant en France: quand MMle. Roselmack, Belkacem, Benguigui et consorts chantent en choeur "Les Français sont racistes !", quoi de plus raciste que d'essentialiser ainsi "les Français" comme si "les Blancs" (car c'est bien de ceux-là qu'il s'agit) étaient essentiellement coupables, et tous les autres d'éternelles victimes ! Beurk !*"

Vous avez raison, ce sont elles qui sont racistes, elles ne s'en cachent pas, mais personne ne relève, la gauche et l'extrême gauche sont soumis au PS et à l'idéologie nauséabonde qu'il véhicule qui n'a rien à envier à celle du FN, en réalité elles sont complémentaires ou s'alimentent mutuellement.

Ce sont de vulgaires provocatrices, dont le discours a pour but de forcer ce que vous appelez les Blancs à se sentir agressés ou humiliés pour qu'ils réagissent violemment contre tous ceux qui ne leur ressemblent pas, ensuite elles pourront proclamer : vous voyez que nous avions raison, les Français sont racistes.

ACTUALITÉ DU JOUR

Les chemins de l'enfer sont pavés de bonnes intentions.

- Les pays en développement cherchent à étendre leurs systèmes de protection sociale - lemonde.fr 15.11

Pour l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS), la volonté d'avancer est générale. "*De plus en plus de pays comprennent que la protection sociale n'est pas un coût mais un investissement pour les individus mais aussi pour le développement collectif des sociétés*", affirme Edmundo Martinio, directeur de l'Observatoire de la sécurité sociale de l'AISS.

Qu'est-ce à dire "*le développement collectif des sociétés*", seraient-ils animés par hasard par de généreuses intentions envers les travailleurs qu'on ne soupçonnait pas ? Vérifions-le en nous posant quelques questions élémentaires.

Qu'est-ce que l'AISS ?

L'AISS est une organisation basée à Genève au Bureau international du travail (BIT).

Ne rigolez pas, le Forum mondial de la sécurité sociale que l'AISS avait organisé cette année à Doha au Qatar s'est achevé hier. Choisir comme tribune internationale pour une si noble cause le pays de l'esclavage et de la charia, du salafo-takfiris, un régime barbare, quelle étrange idée, non ?

Et qu'est-ce que le BIT ?

Le BIT est le secrétarait de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui est une agence spécialisée de l'ONU.

Une agence de l'ONU, notre ennemi.

Voyons comment elle fonctionne. Comme l'OIT.

- Dotée d'une structure tripartite unique, elle réunit sur un pied d'égalité les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs pour débattre des questions relatives au travail et à la politique sociale.

Si vous savez compter comme moi, 1/3 de représentants des gouvernements, 1/3 de représentants des employeurs, cela fait 2/3 de représentants de notre ennemi de classe, et enfin 1/3 de représentants des travailleurs dont il faut soustraire les jaunes, après cela vous aurez compris qu'en fait de "*pied d'égalité*", cette institution de collaboration de classes est entièrement sous la coupe de la classe dominante.

Mais alors qu'est-ce qui font les syndicats ourvriers ? Que voulez-vous qu'ils y fassent, ils collaborent, il faut vous faire un dessin, non, n'est-ce pas ?

On a bien compris que "*le développement collectif des sociétés*" ne concernait que les intérêts des capitalistes, qui, comme autrefois en Europe ont besoin d'esclaves en bonne santé et sachant au minimum lire, écrire et compter pour faire tourner leurs usines qui viendront rivaliser avec celles des pays dits développés et qui justifiera leur liquidation, à moins que les travailleurs de ces pays-là acceptent comme en Grèce d'être renvoyés un demi-siècle en arrière, là cela pourra se discuter au cas par cas, avec les syndicats qui se feront un plaisir de remplir leur nouvelle mission.

On les soupçonne même de pousser le cynisme plus loin pour bien les connaître, ils pourraient aussi concevoir que pour faire naître de nouveaux besoins parmis ces populations en Afrique, Asie et Amérique latine, et qu'elles puissent utiliser les biens correspondant (téléphone portable, ordinateur, Internet, etc., il faudrait qu'elles acquièrent un niveau de connaissance élémentaire, d'où la généralisation de la scolarité par exemple, il pourrait aussi envisager de favoriser l'accès aux études supérieures à certaines couches pour constituer une classe moyenne plus consistante qui écoulerait des biens plus chers et de meilleure qualité, renfermant davantage de valeur ajoutée ou des biens d'équipement (voiture, habitation) par le biais d'un crédit ce qui permettrait de rentabiliser les investissements dans les infrastructures, sans compter les impôts et taxes qui iraient avec, à bon compte puisque tous seraient hyper exploités. Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas de dénoncer les progrès dans les domaines de la santé ou de l'accès à l'école dans ces continents, mais les arrière-pensées qui en sont à l'origine le plus souvent chez leurs promoteurs.

Nous allions oublier de préciser que parmi les Français qui avaient présidé le conseil d'administration du BIT depuis 1991 figuraient l'ancien président du CNPF (ex-Medef) Yvon Chotard, Philippe Séguin (RPR, ex-UMP), et enfin de juin 2012 à juin 2013, le vicomte Gilles (Marie, Ghislain, Louis Gauteron) de Robien (UDF, proche de Bayrou depuis). (source : Wikipédia) Il y a bien des dirigeants du mouvement ouvrier qui ont été ministres sous Chirac, alors où est le problème franchement ?

Parmi nous ils sont nombreux à se satisfaire des miettes que leur accorde le régime, nous, nous ne lui cédons rien, pas une miette, aucun compromis, nous ne lui reconnaissons absolument aucun mérite, ni hier, aujourd'hui ou demain, on est comme cela, intransigeant sur ce principe.

Boycott, jamais nous ne participerons à cette stigmatisation et instrumentalisation pourries !

Sos Racisme, la Ligue des droits de l'homme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), mais aussi des syndicats comme la CGT, la CFDT, l'Unsa et la FSU, mais encore des collectifs d'Outre-mer appellent à la mobilisation le 30 novembre.

Le PS organise un meeting «*contre les extrémismes*» avec Valls, Taubira et Peillon - 20minutes.fr

Le 27 novembre, le Parti socialiste organise un meeting à la Mutualité pour la "*défense de la République contre les extrémismes*". Manuel Valls et Vincent Peillon seront aux côtés de Christiane Taubira.

La ministre de la Culture Aurélie Filippetti organise le 2 décembre une soirée de mobilisation "*contre la haine*" au théâtre du Rond-Point, à Paris. Des artistes et des représentants du monde culturel seront présents.

La deuxième commémoration de la "*marche des beurs*" aura lieu sous la forme d'une manifestation à Paris le 7 décembre. Un collectif d'associations d'immigrés a lancé un appel pour marquer les 30 ans de cette marche.

Une marche des républicains a été lancée sur Facebook par des jeunes "*citoyens*", dont certains militants au PS ont appelé à une "*marche des républicains*" le 8 décembre à Paris. L'appel a été lancé sur les réseaux sociaux dans une démarche "transpartisane". Le Nouvel Observateur 15.11

A bas l'ONU !

- L'ONU condamne les attaques racistes contre Taubira - Liberation.fr

Parole de sioniste assumé. A bas l'apartheid !

- Manuel Valls au Sénégal: "*il ne faut jamais accepter le racisme*" - AFP

Entre "***rats***".

- Morano (UMP) ne regrette pas d'avoir donné une interview à Minute - AFP

- Morano insulte Macé-Scaron sur Twitter - Liberation.fr

L'ex-ministre a traité de «*rat*» le journaliste de «*Marianne*». Liberation.fr 15.11

Tout cela fait au moins un imbécile heureux.

- Sarkozy vante la "*Nouvelle société*" contre les "*archaïsmes*" - Reuters

Pardon, deux :

- François Hollande: "*La France reste un pays qui avance*" - L'Express.fr

Le gouvernement... de Bruxelles.

- Bruxelles valide le budget 2014 de la France et l'incite à persévérer - AFP

La Commission européenne a adressé vendredi un bon point à la France, en validant son projet de budget tout en lui demandant de persévérer sur la voie des réformes, et a mis en garde l'Italie et l'Espagne contre des risques de dérapage l'an prochain.

Pour la première fois cette année, Bruxelles disposait d'un droit de regard sur les budgets des pays de la zone euro et pouvait demander des changements aux Parlements nationaux. Une prérogative dont elle n'a pas usé. Aucun pays ne devra revoir sa copie.

Le cas de la France était particulièrement surveillé car elle est souvent critiquée pour une incapacité chronique à se réformer.

Un diagnostic en partie démenti par la Commission: non seulement le projet de budget français est conforme à ses attentes, mais les objectifs de réduction des déficits pour 2013 et 2014 sont dans l'ensemble respectés.

"*Le projet de budget français est basé sur des hypothèses macroéconomiques très similaires à celles de la Commission, ce qui ne fût pas souvent le cas par le passé*", a estimé le commissaire européen en charge des Affaires économiques, Olli Rehn, lors d'une conférence de presse.

En outre, la France "*a pris les mesures nécessaires pour corriger son déficit en 2013/2014*", a jugé la Commission, qui fonde son analyse sur les déficits structurels qui prennent en compte les effets de la conjoncture, contrairement aux déficits affichés, dits "*nominaux*".

"*Même si le déficit nominal (4,1%) reste supérieur à ce qui était demandé en 2013, l'effort structurel est lui très proche des objectifs fixés*", argumente l'exécutif européen, qui a accordé un délai de deux ans à Paris pour ramener son déficit public sous la barre des 3% de PIB.

En échange, Paris doit mettre en oeuvre un certain nombre de réformes, retraites et marché du travail notamment, ramener son déficit à 3,9% en 2013, 3,6% en 2014 et 2,8% en 2015.

Le "*sérieux*" et la "*crédibilité*" de la politique budgétaire française ont été "*pleinement validés*", a réagi le ministre français des Finances, Pierre Moscovici. "*Il y a une sorte de certification du sérieux et de la crédibilité de la politique budgétaire française*", a-t-il insisté auprès de l'AFP. AFP 15.11

Mafia, cadeau et casino !

Mafia

- Japon: profits mirobolants des banques, les yakuzas en profitent - AFP

Cadeau !

- L'Europe va rembourser plus de 330 millions d'euros aux sucriers - AFP

Les sucriers européens, notamment allemands et français, vont récupérer plus de 330 millions d'euros auprès des Etats membres, pour solde de la politique de soutien aux exportations longtemps menée par l'UE, ont indiqué vendredi des sources européennes. AFP 15.11

Casino !

- Fed, BCE, BoJ rallient les marchés à leurs politiques expansives - Reuters

Elles visent à maintenir des taux courts très bas et à empêcher ou à enrayer une montée des taux longs dans des marchés d'autant plus nerveux qu'ils se sont habitués à une liquidité mondiale surabondante.

"*Les banques centrales du G4 (Etats-Unis, zone euro, Royaume-Uni, Japon) sont soit en train d'envisager un assouplissement supplémentaire (BCE, BoJ) soit de vouloir combattre un marché devenu faucon*", écrivent Vincent Chaigneau et Adam Kurpiel, stratégistes taux à la Société générale dans leur note hebdomadaire.

Selon eux, "*la Fed va reformuler sa " forward guidance " (indications prospectives de politique monétaire, ndlr) - dans un sens plus accommodant - quand elle commencera à réduire ses achats d'actifs*" (tapering) l'année prochaine.

Ces politiques continueront à profiter aux actifs risqués, actions, obligations privées et aux emprunts des Etats périphériques de la zone euro.

Fabrice Cousté, directeur général de CMC Markets, commentant le discours de Janet Yellen, estime que les conditions sont ainsi réunies pour que "*les marchés boursiers concluent l'année sur les chapeaux de roue*".

"*L'exceptionnel environnement d'expansion monétaire sera donc maintenu dans les prochains mois, les investisseurs boursiers ne peuvent que s'en réjouir*", dit-il. Reuters 15.11

L'expansion monétaire étant sans commune mesure avec les richesses produites, cela signifie qu'ils ont décidé de continuer à hypothéquer les profits à venir, y compris ceux qui devraient être consacrés à la satisfaction des besoins croissants de la population laborieuse mondiale, de telle sorte que c'est l'avenir du capitalisme qui est un peu plus compromis chaque jour. On pourrait s'en réjouir si on était capable d'en tirer profit, or ce n'est pas le cas, donc ce seront les masses qui en feront les frais...

ACTUALITE EN TITRES

Intox. L'Assemblée : c'est le gouvernement !

- A l'Assemblée, le gouvernement finit toujours par gagner - L'Express.fr

Qu'elles y restent !

- Greenpeace : Cotillard, Jouanno, Batho et d'autres se mettent en cage - Atlantico.fr

Qu'on les éliminine !

- Le chômage des handicapés explose de 60% en quatre ans - Francetv info

La guerre de classe de Warren Buffet

- Amérique du Nord: Heinz ferme 3 usines, 1.350 emplois supprimés - AFP

La course à la surpopulation.

- Pekin va assouplir sa politique de l'enfant unique - Liberation.fr

Selon l'agence officielle Chine nouvelle, les couples dont au moins l'un des membres est lui-même enfant unique seront autorisés à avoir deux enfants. Liberation.fr 15.11

Les bienfaits du 11 septembre 2001

- La CIA surveillerait les transferts de fonds internationaux - Reuters

La CIA surveille les transferts de fonds internationaux au même titre que la National Security Agency les appels téléphoniques et les courriers électroniques, rapportent jeudi le New York Times et le Wall Street Journal.

Ces données, qui portent notamment sur les transactions effectuées via des compagnies telles que Western Union, sont rassemblées dans une base de données financières et d'informations personnelles collectées en vertu du Patriot Act, législation antiterroriste adoptée après les attentats du 11 septembre 2001, précisent les deux journaux, citant des membres de l'actuelle administration et de la précédente.

Elles ne concernent pas les transferts qui ne sortent pas des Etats-Unis ni les transactions entre banques américaines, ajoutent-ils. Reuters 15.11

L'ONU et la CPI sont illégitimes : qu'ils jugent G. W. Bush et Obama.

- L'ONU refuse le report du procès des dirigeants kényans par la CPI - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie : 600 paramilitaires se rendent à l'armée - french.irib.ir

Près de 600 paramilitaires se sont rendus ces derniers jours aux forces de l'armée syrienne, à Damas et à Homs.

Selon Tasnim qui se réfère à la Voix de la Russie, un grand nombre de paramilitaires se sont désarmés et rendus aux forces de l'armée syrienne au cours de ces 72 dernières heures. Ce succès est dans une large mesure le résultat d'une décision, celle qui consiste à fermer les itinéraires de secours à destination des paramilitaires au Sud de la capitale, dit un responsable militaire syrien. french.irib.ir 15.11

2- Libye

- Libye: plus de 31 morts et 285 blessés dans les heurts de Tripoli - AFP

Au moins 31 personnes ont été tuées et des centaines blessées vendredi lorsqu'une manifestation pacifique contre la présence de milices dans la ville a dégénéré en affrontements à Tripoli, où la population est exaspérée par les combats entre bandes armées. AFP 15.11

3- Israël

- Objectif israélien au Néguev - french.irib.ir

Adalah, le groupe de défense des droits des arabes israéliens, accuse le gouvernement d'installer de nouvelles villes juives tout en expulsant les habitants bédouins.

Une organisation de défense des droits de l'homme, basée en Israël, a accusé le gouvernement de promouvoir des politiques « *racistes* » avec sa décision de créer une ville juive à la place d'un village bédouin.Le cabinet israélien a approuvé dimanche la création de « *deux nouvelles communautés du Néguev* » dans la partie désertique du sud d'Israël, les désignant comme Kesif et Hiran.Selon Suhad Bishara, directrice de l'unité pour la terre et la planification à l'association israélienne Adalah de défense

des droits de la minorité arabe, « *la construction d'Hiran permettra d'accélérer la démolition du village non reconnu Umm el-Hieran dans le Néguev et d'expulser ses habitants* ».

Suhad Bishara a dénoncé la création de nouvelles villes juives dans le Néguev et l'expulsion des habitants bédouins, comme la démonstration que le gouvernement israélien était principalement motivé par « *des politiques racistes* » contre les citoyens arabes bédouins .Le ministère israélien du logement et de la construction, qui est chargé de l'exécution du programme, a prétendu que les accusations étaient sans fondement.« *Jusqu'à présent, leurs demandes ont été rejetées par les différentes juridictions et par un certain nombre de comités pour la construction et la planification des comités, tous disant que rien n'est propriété des Bédouins là où Hiran doit être construit* », a déclaré le porte-parole du ministère Ariel Rosenberg.

« *Ainsi, toute allégation de racisme devrait être rejetée d'emblée - la loi est la même pour tous* », a-t-il osé dire... (Chutzpah typique - NdT)

Un projet de loi prévoyant le déplacement forcé de 30 000 à 40 000 Bédouins, la démolition d'environ 40 villages et la confiscation de plus de 70 000 hectares de terres du Néguev, a été approuvé par le gouvernement en janvier et par le Parlement en première lecture en juin.

Le projet de loi doit passer deux lectures au Parlement avant de devenir loi . french.irib.ir 15.11

Haut de page

Le 17 novembre 2013

CAUSERIE

Nétanyahou président, Hollande son ministre des Affaires étrangères.

Parole d'internaute

(Suite à la visite de Hollande en Israël, lire l'extrait d'un article du Monde)

1- "*Il serait temps que le Premier Ministre ou le Chef de l'État français veuillent bien expliquer à l'opinion publique les raisons pour lesquelles la France est en train de devenir un allié inconditionnel d'Israël au même titre que les État-Unis. Ce net infléchissement de la politique étrangère française - aux conséquences imprévisibles - pourrait être justifié par l'intérêt général national sur le plan géo-politique et/ou économique. Toutefois, cela demanderait à être quelque peu explicité...*"

Appelons les choses par leurs noms si vous le voulez bien.

Hollande est un social-libéral, autrement dit un néolibéral (tout en étant incapable de l'assumer), autrement dit un sioniste ou un porte-parole de l'oligarchie financière. Partant de là il n'est donc nullement question de "*l'intérêt général national*" dans sa démarche ou sa politique, le seul intérêt qu'il connaît, c'est celui de l'oligarchie financière. Sa politique consiste donc à défendre ses intérêts en France comme en Israël ou partout dans le monde, d'où l'alignement de sa politique étrangère sur Israël et la tendance la plus réactionnaire de Washington, celle du loby sionniste, CQFD.

2- "*Nous croisons les doigts pour que Hollande ne cède pas (à Nétanyahou - ndrl) et qu'il laisse enfin cet accord historique se signer avec l'Iran.*"

C'est bien mal le connaître ou ne rien comprendre.

Au sein même des sionistes il existe plusieurs tendances dont la plus dure ou extrême qu'incarne Nétanyahou ou en général les autorités israéliennes quel que soit le parti ou la coalition au pouvoir. Et c'est parce que cette tendance ultra réactionnaire sait que l'existence même d'Israël et la sienne dépend uniquement du soutien politique et militaire de Washington, cette tendance n'étant en réalité que le relais politique au Moyen-Orient du néolibéralisme ou sionisme dont le quartier général est installé au Etats-Unis (et à Londres), qu'elle adopte cette position envers l'Iran. D'ailleurs, c'est toute sa politique étrangère qui est dictée par cette exigence qui peut entrer en contradiction avec les intérêts ou la stratégie néolibérale définie par les sionistes qui siègent au sommet du sionisme international aux Etats-Unis : les banquiers.

Maintenant, les promoteurs du mondialisme ou de la stratégie néolibérale doivent adapter leur tactique en fonction des derniers développements de la crise du capitalisme dans le monde, parfois le tournant qu'ils impriment à leur politique

étrangère correspond à une étape ou un objectif intermédiaire qu'ils s'étaient fixés, et d'autres fois face à des obstacles imprévus ou apparemment insurmontables il leur faut la modifier sans pour autant changer globalement de stratégie, parfois encore estimant avoir atteint leur objectif, ils passent tout simplement à l'étape suivante de leur plan.

Evidemment, quand on ignore, qu'on refuse de tenir compte ou qu'on nie l'existence même de cette stratégie, on sera incapable de comprendre leurs revirements imposés par le contexte ou décidés à l'avance, et on fournira une interprétation erronée de la situation ou des rapports qui existent entre les différents protagonistes sur la scène mondiale.

Pour ne pas s'égarer, il faut partir ou toujours avoir à l'esprit que c'est la crise du capitalisme qui détermine leur politique, tout le reste vient se greffer dessus ou demeure secondaire. Un exemple pour l'illustrer.

Vous avez sans doute entendu dire ou lu dans de nombreux articles que l'impérialisme américain était en train de se déployer militairement en Asie, etc. Pratiquement au même moment les autorités chinoises annoncent qu'elles vont donner un coup d'accélérateur à la liquidation des acquis sociaux de la révolution chinoise au profit du marché, l'économie capitaliste qui devient leur nouvelle égérie. Comment interpréter ces deux événements et quels rapports existe-t-il entre eux ?

Le déploiement de la flotte américaine dans le Pacifique n'a rien à voir avec une soi-disant guerre à venir entre les Etats-Unis et la Chine, il a été commandé par l'état-major de l'armée américaine sous influence du cartel des banquiers sionistes de la Fed pour d'une part donner l'illusion qu'une menace de guerre planerait au-dessus de la tête de chaque Chinois, argument qui pour le moment demeure en réserve ou n'est pas activé ou alors à un faible niveau par les autorités chinoises, à ma connaissance, mais qui le sera le moment venu ou si nécessaire, par exemple au cas où la situation économique mondiale se dégradait encore et conjointement, la mise en oeuvre accélérée du libéralisme économique se traduisaient par des tensions sociales dans toute la Chine mettant en difficulté le régime de Pékin ; d'autre part, pour faire pression sur les courants au sein du Parti (dit) communiste chinois ou dans la société opposés à la mainmise de l'oligarchie sur l'économie du pays, tout en soutenant ceux qui y sont favorables.

Provisoirement, en conclusion disons qu'il s'agit à la fois d'une provocation et d'un moyen de pression destinés à aider les autorités chinoises à passer en douceur au capitalisme ou assumer ce passage tout en contrôlant ses conséquences, donc à liquider les acquis sociaux de la révolution chinoise au profit de l'oligarchie chinoise tout en cédant le pouvoir politique à ses représentants, opération qui en principe devrait être facilitée par la concentration du pouvoir politique entre les mains du parti unique, d'ailleurs la plupart ou la totalité des oligarques sont membres du parti maoïste, mais qui pourrait aussi déboucher sur des difficultés politiques, car parmi les masses chinoises il existe une puissante aspiration à l'indépendance politique qui pourrait se traduire par la constitution de syndicats et de partis ouvriers, ce qui cependant ne devrait pas constituer une vraie menace pour le régime, puisque la plupart seront : soit corrompus dés le départ par le capitalisme, soit incapables de renouer avec le marxisme, de plus, si nécessaire les autorités favoriseront ou créeront de toutes pièces des partis qui auront pour fonction d'être les pendants des nouveaux partis ouvriers, le tout permettra de diviser les masses à l'infini dans cet immense pays très peuplé et préviendra ainsi toute mobilisation massive à venir...

Deux compléments.

1- Israël appelle la France à ne pas "***fléchir***" face à l'Iran - lemonde.fr

- Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a appelé, vendredi 15 novembre, la France à ne pas "*fléchir*" face à l'Iran dont le programme nucléaire sera au centre de négociations à Genève à partir du 20 novembre.

"*Sur le dossier iranien, nos deux pays défendent des positions communes depuis de nombreuses années, quelle que soit la majorité au pouvoir, et nous poursuivons ce partenariat essentiel avec le président Hollande. Nous saluons sa position cohérente et déterminée sur le dossier iranien*", a-t-il dit. "*Ma conviction est qu'on ne doit pas baisser la garde*" face à l'Iran, un régime que M. Nétanyahou qualifie d'"*agressif, violent, messianique et apocalyptique*". lemonde.fr 15.11

L'Iran n'a jamais déclaré la guerre à qui que ce soit, ce qui n'est pas le cas de l'Etat sioniste, le seul Etat nucléarisé de la région.

2- - L'UE s'obstine à entraver la levée des sanctions bancaires contre l'Iran. - french.irib.ir

Vendredi soir, l'UE a réimposé les sanctions levées par le tribunal de l'UE, à l'encontre de sept établissements financiers.

L'UE, qui avait été condamnée, par la Cour de justice européenne, pour avoir sanctionné les compagnies iraniennes, a décidé, vendredi, de rétablir ses sanctions, annulées par la justice, en septembre, à l'encontre de sept établissements financiers, au lieu de faire appel, auprès de la Cour de cassation. Ces dernières années, les pays européens et les Etats-Unis ont imposé, sous prétexte d'empêcher toute dérive, dans le programme nucléaire iranien, vers un volet militaire, de dures sanctions économiques et financières contre l'Iran. Ces sanctions ont été adoptées, alors qu'aucun document établissant une dérive, dans le programme nucléaire pacifique de l'Iran, n'a, jamais, été présenté.

Les objectifs politiques de l'Occident, consistant à isoler l'Iran, notamment, par les pressions des groupes liés au régime sioniste, ont donné lieu à l'adoption de sanctions illégales, à l'encontre des établissements économiques et financiers de ce pays. A la suite de la plainte portée par certaines compagnies, banques et établissements financier iraniens, la Cour de justice européenne a ordonné, le 6 février, la levée des sanctions des banques Mellat et Saderat. Ce tribunal a également donné l'ordre, le 6 septembre, de la levée des sanctions imposées, par l'UE, à l'encontre de 7 établissements iraniens, à savoir, la Poste-banque iranienne, la compagnie d'assurance de l'Iran, la compagnie de navigation Goodluck, la Banque de développement de l'exportation, la Banque internationale Persia, la Banque Refa-e-Kargaran et la compagnie d'ingénierie et de construction navale.

La Cour de justice européenne, 2ème Cour européenne, avait annoncé que, comme l'UE n'avait pas pu présenter les documents établissant l'implication de ces établissements, dans le programme nucléaire controversé de Téhéran, de ce fait, l'imposition de sanctions, à leur encontre, était illégale. Actuellement, des semaines après le verdict rendu par la Cour de justice de l'UE, annulant les sanctions, cette Union cherche à réagir contre la stratégie anti-sanctions de la RII. Cette décision a été prise, lors de la réunion ministérielle de l'Europe, et sans avoir procédé à un vote. Elle intervient, alors que l'administration américaine a évoqué le dégel des avoirs de l'Iran et cherche à convaincre le Congrès de suspendre les sanctions supplémentaires contre ce pays, ce qui témoigne d'une divergence sérieuse, au sein des pays occidentaux.

L'acte de sabotage de la France, lors des négociations de la semaine dernière, à Genève, entre l'Iran et les 5+1, est encore à la Une des médias et fait l'objet des analyses des milieux politiques. Le prochain tour des négociations aura lieu, le 20 novembre, et si la décision des ministres économiques de l'UE de réimposer les sanctions levées par la Cour de justice de l'UE, à l'encontre de sept établissements financiers iraniens, est approuvée par les gouvernements européens, cela sera de mauvais augure et constituera un mauvais signe, de la part de l'UE, renforçant plutôt cette hypothèse qu'en principe, certaines parties européennes ne s'intéressent guère à la résolution de la question du nucléaire de l'Iran. french.irib.ir 16.11

ACTUALITÉ DU JOUR

Les homosexuels, la prostitution, les femmes et les enfants battus, l'huile de palme, les boissons énergisantes, le racisme, 1914, etc. qu'est-ce qu'ils vont bien pouvoir nous sortir pour tenter de remonter la pente ?

- Hollande, bat le record d'impopularité d'un président français depuis 1958 - AFP

La cote de popularité du président François Hollande a baissé en novembre de 3 points à 20%, le score le plus bas enregistré par un président français depuis la création en 1958 de la Ve République, selon le baromètre de l'Ifop pour l'hebdomadaire Le Journal du Dimanche.

Le précédent record était détenu par François Mitterrand avec 22% en décembre 1991, au cours de son second mandat.

Son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, avait atteint son plus bas niveau de popularité en avril 2011 avec 28% de satisfaits.

Ce n'est que chez les sympathisants socialistes que la cote de popularité de François Hollande est supérieure à 50%, avec 54% de satisfaits, mais elle subit là aussi une forte baisse (9 points).

Chez les sympathisants d'Europe Ecologie-Les Verts, parti membre de la majorité, M. Hollande enregistre 26% de satisfaits (-9). Chez ceux du Front de gauche, les satisfaits s'élèvent à 27% (-1).

Concernant Jean-Marc Ayrault, la cote de popularité du Premier ministre s'érode aussi avec 23% de satisfaits.

Mais M. Ayrault ne bat pas le record établi par les Premiers ministre Edith Cresson et Raymond Barre, qui avaient atteint 18% seulement de satisfaits. AFP 16.11

Les places seront si "***chères***".

- Têtes de liste PS aux européennes : Désir, Peillon... et des surprises - lemonde.fr

Les places éligibles dans six mois sont chères, tant le scrutin de mai s'annonce difficile pour un PS impopulaire dans un climat anti-européen fort. Lors des précédentes élections, en 2009, les socialistes n'avaient réalisé que 16 % des voix, envoyant seulement quatorze eurodéputés au Parlement de Strasbourg. Rien n'indique pour l'instant qu'ils fassent mieux en 2014.

Dans le Sud-Est, le ministre de l'éducation Vincent Peillon va, comme prévu, être tête de liste avec, en deuxième position, Sylvie Guillaume, eurodéputée sortante et le politologue Zaki Laïdi, proche de Manuel Valls, numéro 3. Le cas de M. Laïdi a été l'objet d'un long blocage durant la nuit, les "*vallsistes*" du PS ayant été durs à convaincre pour qu'il figure en numéro 3 sur la liste.

La situation juridique de M. Peillon en est la cause. Théoriquement, M. Peillon, une fois élu à Strasbourg, démissionnera pour rester ministre du gouvernement. Mme Guillaume prendra alors sa place et M. Laïdi, même s'il n'a pas été élu en mai, intégrera le Parlement de Strasbourg par effet domino. Mais que se passerait-il dans quelques mois si jamais M. Peillon n'était plus ministre ? En pareil cas de figure, M. Laïdi devrait se retirer pour laisser siéger M. Peillon et Mme Guillaume. Un scénario-catastrophe qui ne satisfait pas du tout les amis de M. Valls...

Dans la région Est, la situation n'est pas définitivement réglée. Catherine Trautmann, eurodéputée depuis 1989 (excepté entre 1997 et 2004 lorsqu'elle a été ministre des gouvernements Jospin), a été désignée tête de liste. Mais son avenir n'est pas assuré. "*Il serait plus correct de dire qu'elle est première socialiste sur la liste*", corrige un membre du PS. Car Edouard Martin, le syndicaliste CFDT de Florange, pourrait être intronisé. lemonde.fr 16.11

Ils sont misérables n'est-ce pas ? A vous dégoûter de la politique, non ? Et ils ne le font même pas exprès, c'est naturel chez eux ! Et dire qu'il y en a qui courent après !

Commentaire d'un internaute désabusé.

- "*Toute cette soupe pour faire élire des gens qui, de toute manière, ne feront que des apparitions sporadiques à Strasbourg, histoire de rester sur le pay role. (...) Quelle mascarade.*"

Monsieur, vous êtes très loin du compte, ils sont pire que de vulgaires boutiquiers, ces misérables affairistes sont prêts à défendre n'importe quelle position ou cause du moment qu'ils obtiennent un poste et les prébendes qui vont avec.

On comprend dès lors que ce ne sont pas ces gens-là qui dirigent véritablement le pays, mais des technocrates à la solde de la classe dominante. Eux, tout comme Hollande, les ministres, les députés ou les sénateurs ne sont que des porte-parole, des pantins, des marionnettes, des hommes ou femmes de paille ou de main, des impuissants, mais pas des êtres stériles, plutôt du genre morts pions cupides et tournés vers leur toute petite personne en quête d'un statut social à défaut d'être reconnus d'utilité publique par ceux qui malgré tout les élisent sans plus trop savoir pourquoi à la longue...

La plupart sortent de grandes écoles ou sont bardés de diplômes qui ne leur serviront plus tard une fois entrés en politique, qu'à lire et rendre public, défendre les résumés de rapports ou d'études qui leur auront été transmis par leurs secrétariats ou celui d'autres institutions auxquelles ils obéissent au doigt et à l'oeil, et encore dans le cas d'Edouard Martin il faut reconnaître que leur statut ne nécessite même pas de posséder les qualités nécessaires pour accomplir cette mission, celle de perroquet ou de comédien de télé-réalité suffira amplement.

Le boycott de ces élections est la seule position conforme aux intérêts des travailleurs, si l'on ne tient pas à cautionner une institution supranationale du capital dont la seule raison d'être est de liquider tous nos droits sociaux et politiques.

Vert mine de rien crépusculaire.

- Congrès EELV : la motion soutenue par Cécile Duflot en tête - lemonde.fr

La motion "*pour un cap écologiste*", soutenue par la ministre Cécile Duflot, est arrivée en tête des sept motions des votes des militants d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), samedi 16 novembre dans une sorte de "*premier tour*" avant le congrès national du 30 novembre.

Les 10 000 adhérents d'EELV étaient invités à choisir samedi entre les sept motions et étaient appelés à désigner les 600 délégués au congrès qui prendront les décisions finales à Caen (30 novembre et 1er décembre). Selon plusieurs sources, "*moins de 50 %*" des adhérents se sont déplacés pour voter. La direction n'était pas en mesure samedi de donner les chiffres exacts. lemonde.fr 16.11

Commentaire d'un internaute attentif.

- "*La 1ème motion (celle de la camarilla des élus) obtient 38,29%, la 2ème 20,58%, la 3éme 17,07%. On a des pourcentages au centième près et la direction n'est pas en mesure de donner la participation exacte? Il y a là un curieux mystère. Moins de 50% de participation sur au maxi 10 000 adhérents. Un parti qui a deux ministres (de façade), deux groupes parlementaires et qui mobilisent moins de 5000 adhérents, il y a là encore un mystère inavoué. Les Verts ne sont même pas un groupuscule.* "

On en connaît qui font encore mieux, on n'ose même pas ou plus les citer tellement on en a honte pour eux, qui ne sont même

plus foutus d'annoncer publiquement combien il y a d'adhérents dans leur parti.

Cela dit, vous avez raison monsieur, on connaissait la mémoire sélective, maintenant on doit reconnaître l'existence facultés au fonctionnement sélectif, qui n'a rien à voir ici avec un quelconque état de santé il faut préciser ! On dit aussi qui peut le plus peut le moins, chez eux c'est l'inverse, entendez par là qu'ils ne connaissent que le moins, pour les autres, le plus ils se le réservent, les fruits pourris c'est pour vous si vous préférez...

Il y en a qui doivent encore se demander pourquoi le PS accorde tant d'importance à un parti qui rassemble aussi peu d'adhérents. Parce que le thème de l'écologie fait partie de la stratégie des néolibéraux depuis les années 70-80, je vous ai mis sur la piste, en principe si vous êtes de fidèles lecteurs de nos causeries vous connaissez la suite sur le bout des doigts.

CGT : Un syndicat licencieur. Quand la CGT se fait patron et propose de "***supprimer autant de postes que les autres candidats***".

- La CGT fait sa révolution culturelle chez Kem One - lemonde.fr

Quelque chose est en train de bouger à la CGT. Souvent jugé archaïque, figé dans une pure opposition au patronat, le premier syndicat français s'est au contraire lancé chez Kem One dans une expérience audacieuse et constructive.

Pour sauver ce groupe chimique de 2 600 personnes placé en redressement judiciaire fin mars, la CGT a élaboré un plan associant les créanciers, le personnel et la direction dans le cadre d'un montage très sophistiqué. « *Pour la CGT, c'est une vraie révolution culturelle* », commente Jean Rollet, coordinateur CFE-CGC de Kem One.

Peu de chances que cette offre estampillée CGT soit retenue face à des candidats bien plus classiques, en particulier le fonds Open Gate, très motivé et déjà présent dans la filière du plastique.

« *Mais au moins, cette fois-ci, on ne pourra pas dire que les braillards de la CGT sont rétrogrades !* », s'exclame Jean-Marie Michelucci, un élu du syndicat.

« *Avec ces candidats, on risque de retomber dans les mêmes travers que ceux qui nous ont amenés au désastre, juge M. Michelucci. Une fois de plus, ils voudront sortir avec un gain maximum au bout de trois ou quatre ans. C'est pourquoi nous avons essayé de bâtir une alternative crédible.* »

Pour y parvenir, la CGT s'est tournée vers Jean-Marie Valentin, un avocat d'affaires plutôt habitué à travailler pour les grands groupes et les fonds d'investissement.

Son projet consiste à confier la majorité du capital à une fiducie, une structure non spéculative qui serait détenue par les créanciers actuels de Kem One, comme Arkema, Total, EDF, Solvay, etc.

« *Kem One aurait ainsi un actionnaire de long terme, réunissant tous ceux qui ont intérêt à son redressement* », plaide Me Valentin. Et au lieu d'abandonner leurs créances, ces industriels auraient une chance de bénéficier du retour à meilleure fortune de l'entreprise, lors de sa possible revente dans sept ou huit ans.

Bien sûr, ce plan suscite bien des questions. Jamais une fiducie n'est encore devenue l'actionnaire-clé d'un grand groupe industriel. Encore moins sur proposition syndicale. « *En outre, la CGT prévoit de garder la direction, et de supprimer autant de postes que les autres candidats, relève un salarié. Cela fait s'étrangler certains !* » lemonde.fr 16.11

No comment, ce salarié a tout dit.

ACTUALITE EN TITRES

Que pourraient-ils faire sinon "***ni mieux, ni moins bien***"

- L'UMP ne ferait "*ni mieux, ni moins bien*" que Hollande pour 55% des Français - AFP

Une majorité des Français (55%) pense que l'UMP ne ferait "*ni mieux, ni moins bien*" que François Hollande et le gouvernement si elle était au pouvoir, selon un sondage Ifop. AFP 16.11

Ils sont perspicaces parfois...

... seulement...

- 52% des Français pour une dissolution de l'Assemblée - Le Nouvel Observateur

- Une petite majorité des Français ont une mauvaise opinion d'Aubry - AFP

Une petite majorité de Français (52%) ont une mauvaise opinion de l'ex-première secrétaire du PS, Martine Aubry. AFP 16.11

... sauf à gauche, normal sans boussole...

- Sondage exclusif : Martine Aubry plébiscitée par la gauche - LeParisien.fr

Selon notre sondage exclusif BVA à paraître dimanche dans «*Le Parisien - Aujourd'hui en France*», 88 % des sympathisants de gauche ont une bonne opinion de Martine Aubry. LeParisien.fr 16.11

A bas la gauche !

Offensive mondiale de la réaction.

- Manifestations à travers le monde pour soutenir les "*30*" de Greenpeace - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

1.1- Silvio Berlusconi a annoncé samedi lors du congrès de son parti de centre-droit le retrait de son soutien au gouvernement de coalition d'Enrico Letta tout en admettant son incapacité à le faire chuter en raison de la défection de plusieurs de ses élus.

La veille, Angelino Alfano, secrétaire général du Peuple de la Liberté (PDL) et ancien fidèle du "*Cavaliere*", a en effet annoncé la création d'un groupe parlementaire dissident soutenant le gouvernement.

Silvio Berlusconi, qui entend redonner au PDL son ancien nom de Forza Italia lors du congrès, s'est dit "*chagriné*" par cette décision mais néanmoins "*ouvert à la coopération*" avec ses anciens partisans.

"*Il est très difficile de penser que nous pouvons rester alliés au Parlement, et par-dessus tout assis autour de la même table au gouvernement, avec quelqu'un qui veut la mort politique de votre chef*", a dit aux délégués du parti Silvio Berlusconi.

Enrico Letta s'est prononcé en faveur de la déchéance du "*Cavaliere*" de son mandat de sénateur après sa condamnation pour fraude fiscale. La Haute Assemblée doit se prononcer par un vote en séance plénière le 27 novembre.

Les dissidents regroupés autour d'Angelino Alfano, au nombre d'une vingtaine d'élus, devraient permettre au "*governissimo*" d'Enrico Letta de se maintenir au pouvoir. Reuters 16.11

2.1- Scission dans le parti de Berlusconi, lâché par Alfano et les "*rénovateurs*" - AFP La rupture entre Silvio Berlusconi et son ancien dauphin Angelino Alfano, a été entérinée samedi, alors que le Cavaliere avait tenté in extremis d'éviter une scission entre "*loyalistes*" et "*rénovateurs*" pour relancer sa formation Forza Italia.

M. Alfano, un avocat sicilien de 43 ans qui a fait toute sa carrière à l'ombre du Cavaliere a acté vendredi soir son "*divorce*" d'avec son mentor, entraînant dans son sillage plus de 50 parlementaires (sur environ 200) qui formeront des groupes autonomes sous l'étiquette "*Nouveau centre droit*" (NCD).

Lors d'une conférence de presse en fin d'après-midi, M. Alfano, vice-Premier ministre dans le gouvernement gauche-droite

d'Enrico Letta, a justifié un "*choix très amer, douloureux mais juste*", annonçant le ralliement de nombreux élus locaux à son mouvement, dont une "*convention*" nationale actera la naissance "*dans les prochaines semaines*".

"*Il nous était impossible de faire précipiter le pays dans un crise politique qui aurait encore aggravé la situation des Italiens*", a affirmé le quadragénaire.

M. Alfano, qui a précisé que les cinq ministres ex-PDL avaient adhéré au NCD, a dit espérer que "*Forza Italia continue à apporter son soutien au gouvernement*".

Pour le quotidien La Stampa, cette scission est "*le premier acte de l'après-Berlusconi*" avec une conséquence immédiate: "*le gouvernement est sauvé, avec une nouvelle majorité, plus restreinte mais également plus soudée*". AFP 16.11

SOCIAL

1- Espagne.

Nettoyage partiel des rues de Madrid ce samedi malgré la grève - Reuters Des équipes de nettoyage sous escorte policière commenceront ce samedi à enlever les déchets qui encombrent les rues de Madrid alors que la grève des éboueurs se prolonge faute d'accord avec leurs employeurs, a annoncé la municipalité madrilène.

Les rues et les parcs de Madrid ne sont plus nettoyés depuis un mouvement de grève lancé le 5 novembre pour protester contre un plan de licenciement de 1.134 personnes sur les 6.000 employés à la propreté de la capitale espagnole.

Le mouvement ne concerne que le personnel chargé de vider les poubelles dans les rues et les parcs publics. La collecte des ordures ménagères des 3,2 millions d'habitants de la capitale n'est pas affectée.

Les divisions propreté des sociétés espagnoles OHL, Sacyr et FCC, qui sont sous contrat avec la ville de Madrid, ont proposé de ramener le nombre de licenciements à 296. Mais les syndicats ont rejeté l'accord, parce qu'il se serait traduit par une réduction des salaires, qui sont actuellement autour de 1.000 à 1.200 euros par mois.

La mairie de Madrid précise avoir porté plainte contre les sociétés de maintenance qui ont, dit-elle, l'obligation de maintenir un service minimum pendant les conflits sociaux.

Ce projet de faire appel à du personnel de remplacement sera annulé en cas d'accord de fin de grève, a précisé un responsable du service de presse de la ville.

Les travailleurs pressentis pour vider les poubelles sont sous contrat avec la société publique Tragsa, spécialisée dans les services d'urgence comme la lutte contre les incendies de forêts ou le nettoyage des marées noires. Elle ne fournira que 40% des heures habituelles de nettoyage.

Un responsable syndical a indiqué vendredi que des heurts entre grévistes et salariés réquisitionnés n'étaient pas à exclure. Reuters 16.11

2-Italie

Des dizaines de milliers de personnes - 30.000 selon la police, 100.000 selon les organisateurs - ont manifesté samedi après-midi à Naples pour protester contre la pollution de terres par des déchets toxiques enfouis illégalement par la mafia, a constaté un photographe de l'AFP.

Sous une pluie battante, les manifestants, regroupés derrière des banderoles dénonçant le "*biocide*" en cours dans les environs de Naples, ont réclamé que terrains et eaux souillées soient assainis.

Brandissant pour certains des photos de leurs proches décédés du cancer, les manifestants ont crié "*non à la Camorra*", la mafia napolitaine, à l'origine de ces enfouissements massifs.

Le mouvement, qui se veut comme "*un fleuve en crue*" que rien ne pourra arrêter, entend dénoncer la nocivité des fumées toxiques issues de l'incendie des déchets, qui ont conduit les habitants à surnommer cette zone, située entre Naples et Caserta, "*la terre des feux*" ou "*le triangle de la mort*".

De nombreux élus locaux, dont le maire de Naples Luigi di Magistris, ont participé à la manifestation, ainsi que des associations de défense de l'environnement.

Selon l'association Legambiente, en 22 ans, plus de 440 entreprises, situées essentiellement dans le centre et le nord du pays, ont enterré quelque 10 millions de tonnes de déchets industriels à cet endroit. AFP 16.11

Haut de page

Le 18 novembre 2013

CAUSERIE

Dimanche 22h20 à Pondichéry

On a échappé hier à un cyclone qui était annoncé sur le sud de l'Inde, juste un gros coup de vent et beaucoup de pluie, on a eu plus de chance que nos amis des Philippines et du Vietnam auxquels on pense évidemment.

15 nouveaux articles en ligne. Quand il y en a peu à mettre en ligne j'ai le temps de les lire en diagonale ou en entier pour certains et de sélectionner ceux que je ne publierai pas du genre : on verra bien ce que donnera l'élection de Bachelet au Chili, c'est tout vu ! Il y a plein de gens qui écrivent et qui n'ont rien à dire, qu'est-ce qu'on perdre comme temps à lire des articles insignifiants.
Bon courage pour lundi.

Lundi 13h45 à Pondichéry, 9h15 à Paris

Avec la causerie du jour vous avez matière à réflexion pour plusieurs jours !

La collusion entre la finance et le pouvoir politique est totale.

- Etats-Unis: Geithner rejoint le fonds Warburg Pincus - AFP

L'ancien secrétaire au Trésor de l'administration Obama, Timothy Geithner, va rejoindre le fonds d'investissements américain Warburg Pincus en tant que directeur général, a annoncé le fonds dans un communiqué samedi.

M. Geithner, 52 ans, qui a passé l'essentiel de sa carrière dans la fonction publique, rejoindra le fonds en mars, indique le communiqué.

Basé à New York, Warburg Pincus, créé en 1966, gère plus de 35 milliards de dollars d'actifs et a des participations dans quelque 125 entreprises dans le monde entier.

Le groupe a notamment joué un rôle dans le rachat de sociétés comme le géant du secteur ophtalmologique Bausch et Lomb ou les magasins de luxe Neiman Marcus.

"*Nous sommes ravis d'accueillir Tim qui apporte l'expérience d'un fort leadership, une profonde compréhension de l'économie et des marchés et une approche mondiale des enjeux*", a affirmé Charles Kaye, co-président du fonds.

M. Geithner sera chargé de la stratégie globale de la gestion des portefeuilles ainsi que de la structure d'organisation du fonds et de ses relations avec les investisseurs.

Après avoir quitté ses fonctions, il avait rejoint l'antenne new-yorkaise d'un centre de réflexion américain spécialisé dans les affaires étrangères, le Council on Foreign Relations, en tant que "*membre émérite*". Il a également tenu des conférences et séminaires sur les crises financières dans plusieurs universités.

Auparavant, M. Geithner a occupé à 42 ans le prestigieux poste de président de la Banque de Réserve fédérale de New York, jusqu'en 2008. AFP 16.11

Paul Warburg est surtout connu comme étant le principal promoteur de la Réserve fédérale des États-Unis. Pour décrire son projet de commission monétaire qui donna naissance à la Réserve Fédérale il écrit : « *Le plan de la commission monétaire relève*

des conceptions de la banque d'Angleterre, qui confie l'entière gestion aux mains des hommes d'affaires sans concéder au gouvernement une part quelconque dans la gestion ou le contrôle. L'argument fort de cette théorie est que l'activité de la banque centrale, comme celle de toute autre banque, est fondée sur le crédit et que l'évaluation des crédits est une affaire qui doit être laissée entre des mains expertes, et que le gouvernement doit être tenu à l'écart des affaires...».

En 1907, il publie les pamphlets Défauts et besoins de notre système bancaire et Plan pour une Banque centrale modifiée. Ses efforts portent leur fruit en 1913 avec la fondation de la Réserve fédérale. Il est nommé membre du premier conseil de la Réserve fédérale par le président Woodrow Wilson, y restant jusqu'en 1918.

Il proposera sa démission en juin 1918, après l'entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Allemagne. Elle sera acceptée au motif que son frère allemand, Max Warburg, après avoir pris les commandes de la banque familiale, était devenu conseiller du chancelier allemand Guillaume II. Celui-ci le nomma à la tête du service secret allemand en tant que conseiller financier en chef et conseiller en intelligence stratégique. Max Warburg représenta l'Allemagne à la conférence de paix de Versailles de 1918-1919 et Paul Warburg y représenta les Etats Unis. Ils y négocièrent les conditions de reddition de l'Allemagne et des réparations de guerre.

Il est devenu directeur du Council on Foreign Relations à sa fondation en 1921, restant dans son conseil d'administration jusqu'à sa mort.

Par l'intermédiaire de Wall Street, il aurait joué un rôle dans le développement de l'I.G. Farben, dont l'une des filiales produisait le Zyklon B, utilisé dans les camps d'extermination des prisonniers juifs.

Il cherchera à instituer une banque centrale mondiale.

Faisons une pette pause et récapitulons.

Timothy Geithner a été président de la Banque de Réserve fédérale (FED) de New York et membre du Council on Foreign Relations (CFR) avant de rejoindre le fonds d'investissements américain Warburg Pincus.

Pour ne prendre que Paul parmi les banquiers de la famille Warburg il fut le le principal architecte de la FED et fu nommé directeur du CFR de sa fondation en 1921 à sa mort le 24 janvier 1932.

Le mimétisme est parfait. La collusion entre le politique et la finance aussi, à ceci près que dans la famille Warburg ils sont répartis les rôles... des deux côtés de l'Atlantique, la suite en anglais est gratinée.

Qui était Max Warburg

Beginning in 1933, Max Warburg served directly under Hjalmar Schacht on the board of the Reichsbank, under the Nazi regime, before emigrating in 1938.

(Au début de l'année 1933 Max Warburg travailla à la Reichsbank sous la direction de Hjalmar Schacht, sous le régime nazi, avant d'émigrer en 1938.)

Before World War two, Max Warburg served on the board of directors of Interessen Gemeinschaft Farben or I.G. Farben, the giant German chemical firm that produced Zyklon B gas used in Nazi extermination camps. His brother Paul Warburg served on the board of directors of I.G. Farben's wholly owned American subsidiary. (However, Paul Warburg died in January 1932, before Hitler was elected Chancellor.) The Kilgore Committee Report of 1942 indicated that all I.G. Farben board members had precise and prior knowledge that Zyklon B was being used to murder civilians in concentration camps, with no attempt made to halt production of the gas after such murders were understood. I.G. Farben was crucially instrumental in funding the rise to power of the Nazi Party, and also in building up the industrial and war-making capabilities of Germany once the Nazis were in power while simultaneously attempting to restrict industrial production materials to countries marked for invasion by Nazi Germany, all of this to such a degree that all German board members other than Max Warburg were charged after World War II as war criminals.

(Avant la Seconde Guerre mondiale, Max Warburg faisait partie de l'équipe de direction de Interessen Gemeinschaft Farben or I. G. Farben, le géant allemand de l'industrie chimique qui produisait le gaz Zyklon B qui était employé par les nazis dans les camps d'extermination. (Cependant, Paul Warburg est mort en janvier 1932, avant que Hitler devienne chancelier) [on se demande ce que vient faire ici cette précision] Il a été précisé dans le rapport du Comité Kilgore de 1942 que tous les membres de la direction de I.G. Farben savaient que le gaz Zyklon B était employé pour tuer des civils dans les camps de concentration et qu'ils ne firent rien pour arrêter la production de ce gaz après que de de tels crimes aient été connus. I.G. Farben a été l'instrument décisif de la montée du parti nazi au pouvoir, et aussi de l'accroissement de la capacité de l'industrie de guerre allemande une fois que les nazis étaient au pouvoir pendant que simultanément il s'employaient à restreindre leur production à destination des pays destinés à être envahis par l'Allemagne nazi, tout cela à un degré tel que les membres Allemands de sa direction autre que Max Warburg furent accusés après la Seonde Guerre mondiale de crimes de guerre)

Virtually all members of the German Warburg family had fled to the United States or Great Britain by 1938. (Pratiquement tous les membres de la famille allemande Warburg s'étaient enfuis aux Etats-Unis en 1938.)

J'ai traduit entièrement ce passage hier soir en m'aidant du Grand Robert et Collins électronique que j'avais acheté.

Il est précisé dans la page que Wikipedia lui a consacré, que Max Warburg a vendu sa banque en 1938 avant d'émigrer aux Etats-Unis.

Question : Le régime nazi était forcément au courant de cette transaction, la vente d'une banque ne passe pas inaperçue, n'est-ce pas? Les nazis l'ont donc autorisé à vendre sa banque, empocher une somme d'argent qui devait être rondelette et dont ils avaient sans doute besoin, et ils l'ont autorisé à embarquer tranquillement pour New York. Quel traitement de faveur dites-donc, tous les juifs n'ont pas eu cette chance, hélas ! Mais bon, tous les juifs n'étaient pas banquiers et les protégés du régime nazi, après la Nuit de Cristal cela aurait posé problème, on comprend !

De 1932 à 1938 la famille des banquiers Warburg coopéra avec le régime nazi sans être inquiétée par la suite, comme toutes les familles de banquiers de l'époque, c'est valable encore aujourd'hui ou depuis 2007-2008, les scandales s'enchaînent mais aucun banquier n'a été poursuivi en justice, encore moins envoyé en prison.

Pour revenir à notre article, Ddnc à peine sortie de l'administration américaine un de ses ex-membres rejoint une institution financière ou une banque. Précédemment, c'était l'ancien président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, qui avait rejoint Goldman Sachs. Avant lui Tony Blair avait été recruté par JP Morgan, l'ancien ministre britannique du commerce, lord Mandelson, par Lazard, l'ancien chancelier allemand, Gerhard Schröder par Rothschild, et tous sont passés par le groupe Bilderberg présidé par Rockeffeler, ainsi la boucle est bouclée, quand vous avez un ministre à un poste clé dans un gouvernement, c'est comme si vous aviez un employé d'une des plus puissantes banques de préférence américaine au gouvernement.

Une fois qu'ils sont passés par un gouvernement, s'ils ont fait du bon boulot pour leurs maîtres, ils mettent directement leur expérience acquise (et bien davantage) au sommet de l'Etat à leur service, en quelque sorte ils assurent le service après-vente moyennant une rente confortable.

S'ils le disent eux-mêmes...

- La vertu qui venait du Nord… (ou pas) : les critères au nom desquels Bruxelles contrôle nos budgets nationaux sont-ils toxiques - atlantico.fr 16.11

Extrait.

Atlantico: Depuis le traité de Maastricht, l'Union européenne a adopté tout une série de règles économiques (maintenir le déficit en dessous de 3% du PIB et la dette sous la barre des 60% du PIB, limiter la balance commerciale courante à 6% d'excédents, ne pas dépasser 2% d'inflation). Quelles sont les vertus de ces règles et leurs éventuels effets pervers ?

Nicolas Goetzmann : Il n'est pas absurde de poser des règles de vie commune dans une union, cela est évident, encore faudrait-il qu'elles aient un sens. La règle des 3% de déficit date de 1981, et a été imaginée sur un coin de table alors que la France était confrontée à une situation économique exactement opposée à celle que nous vivons. C'est-à-dire une période de forte inflation alors que c'est la déflation qui menace aujourd'hui. Passons. Sur la base de cette règle des 3%, d'autres critères ont été imaginés sur des suppositions qui prêtent à sourire. Voici l'idée qui a été retenue: si un pays peut creuser ses déficits à hauteur de 3%, il est possible de stabiliser son endettement à 60% du PIB puisque l'on peut prévoir une croissance nominale de 5%. Ils prévoyaient une croissance nominale de 5%... C'est ce raisonnement qui est venu valider la règle de 60% d'endettement. En effet, si la croissance est stable à ce niveau, tout fonctionne parfaitement. 3% de déficit correspondent bien à 60% d'une croissance à 5%, c'est merveilleux. Ce qui est saisissant aujourd'hui est que ces critères sont devenus des dogmes, alors même que les hypothèses retenues lors de leurs conceptions sont totalement invalidées. Je veux parler de la croissance nominale de 5% qui était sensée se partager en une croissance de 3% et une inflation de 2%. J'insiste sur un dernier point: vous pouvez constater que toutes les statistiques sont sous contrôle, sauf une, le taux de chômage. Un déficit de 5% est un scandale, par contre 30% de chômage est considéré comme acceptable.

Ce qui est intéressant ici, c'est que ce constat accablant pour l'Union européenne et tous les gouvernements qui se sont succédés depuis Maastricht figure dans un portail à tendance néolibérale qui soutient le régime en place, à croire qu'ils ne savent plus à quel saint se vouer ou qu'ils paniquent face au monstre qu'ils ont engendré ou soutenu ou plutôt ses conséquences qui pourraient conduire à une explosion sociale incontrôlable...

Si un néolibéral pur jus lave Lénine et Trotsky de toute accusation de collusion avec l'ennemi, on ne pourra pas le soupçonner de partie pris.

Quand un intellectuel infréquentable à nos yeux blanchit Lénine et Trotsky des accusations de collusion avec l'ennemi qui avaient été portées contre eux pour règler ses comptes avec des antisémites pour le compte des néolibéraux, on exulte !

Voilà un pur régal! Parmi les adeptes de la théorie du complot et d'autres d'ailleurs, ils s'en trouvent pour faire des amalgames douteux ou pourris s'il en est entre sionistes et communistes, qui seraient alliés de longue date pour instaurer un nouvel ordre mondial, cela remonterait étrangement à l'époque de la révolution russe de 1917. Ils affirment un tas de choses qu'on n'a pas les moyens de vérifier, sauf à se lancer dans des recherches qui prendraient un temps considérable ou même de devoir se déplacer dans plusieurs pays pour examiner certains documents, impossible en ce qui nous concerne.

Du coup, face à une telle entreprise destinée à la fois à salir la mémoire des deux principaux dirigeants de la révolution d'Octobre et à déstabiliser ou convaincre les militants de tourner le dos à leurs enseignements qui seraient finalement le produit de manipulateurs, nous ne pouvions que nous en remettre à leur expérience et leur héritage politique, laissant tomber ces arguments invérifiables en les classant parmi le torrent de calomnies qui s'est abattu sur eux depuis 1917 de la part de nos ennemis.

Là ce qui est formidable, j'ai découvert cela par hasard, c'est qu'un porte-parole du néolibéralisme blanchisse Lénine et Trotsky de toute collusion avec des banquiers, alors que dans plusieurs vidéos des intellectuels critiques envers la finance ou le néolibéralisme avaient repris ces calomnies envers Lénine et les bolcheviks, autrement dit, ils s'étaient démasqués eux-mêmes comme porte-parole d'une théorie du complot qu'ils dénonçaient par ailleurs ou plutôt ils s'employaient eux-mêmes à verser dans une théorie du complot en y associant les bolcheviks, qui évidemment n'avaient absolument rien à faire avec la stratégie des banquiers sionistes anglo-saxons, ce dont je n'avais jamais douté, mais sans preuve ou argument à leur opposer. Les voilà.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Jacob_Schiff

Selon Pierre-André Taguieff cité dans cet article (voir Le Meilleur des mondes, le Cercle de l'Oratoire - le néo-conservatisme français. (wikipédia)

Le rôle de Schiff dans les événements de 1917 a suscité de nombreuses hypothèses. Le 13 janvier 1917, il aurait reçu à son domicile Léon Trotsky , qui travaillait alors à New York pour la première version de la revue sociale-démocrate Novy Mir. Selon le journaliste d'extrême droite Henry Coston, Trotsky avait été présenté à Jacob Schiff par la direction du journal socialiste juif The Forward. Trotsky a nié avoir reçu de l'argent de Jacob Schiff Quand le gouvernement du Tsar tomba en 1917, Schiff cru que l'oppression que subissaient en Russie les Juifs - et d'autres - allait se terminer. Il envisagea donc avec sympathie le gouvernement de Kerensky. Il leva donc les obstacles qui empêchaient jusqu'à alors son entreprise de prêter à la Russie. Mais lorsqu'apparut le gouvernement soviétique de Lénine et Trotsky, Schiff devint à nouveau fortement opposé à toute aide à la Russie. (Cette précision ne figure pas dans les vidéos mentionnées plus haut. Précisons aussi que parmi les intellectuels français qui se disent antisionistes ou anticapitalistes, certains d'entre eux se servent de ces arguments pour en fait masquer leur anticommunisme primaire ou leur antisémitisme ou encore justifier la fréquentation de personnes liées à l'extrême droite, sous-entendant : pourquoi pas puisque les bolcheviks fréquentaient des banquiers sionistes ou acceptaient leur argent. - ndlr) (...)

Dès sa mort on assiste en Allemagne à l'apparition d'affirmations soutenant qu'il avait financé la révolution russe, affirmation aujourd'hui jugées fausses. De même en France en 1932, Jacob Schiff fut placé par le journal L'Ami du peuple au centre d'une campagne antisémite contre "*les financiers qui mènent le monde*". Dans une série d'articles, placés sous le signe explicite des Protocoles, François Coty prétendait dénoncer un complot des "*hautes sphères de la finance judéo-germano-américaine, complice des Soviets*". Toutefois malgré l'accumulation de détails sur Schiff la campagne de Coty ne peut produire de faits réels et si Schiff rencontra Trotsky, Coty doit finalement reconnaître que l'entrevue "*n'eut cependant rien de décisif*" et qu'il ignore "*l'importance des fonds qui furent mis à la disposition de Lénine et de Trotsky*". Par la suite de telles exploitations antisémites de la figure de Schiff continuèrent, s'appuyant sur les publications des années 1920-1930 : c'est ainsi que dans son "*pamphlet conspirationniste*". Les Financiers qui mènent le Monde (1955), l'auteur antisémite Henry Coston s'inspira des articles de Coty. Les publications qui soutiennent ces théories du complot prétendent s'appuyer sur un certain nombre de documents comme un télégramme du 21 septembre 1918 par lequel Raphael Scholan, dit Haparanda avertit Léon Trotsky qu'un compte à son nom vient d'être ouvert dans une banque de Stockholm. Mais de sérieux doutes existent quant à l'authenticité de ces documents qui furent publiés pour la première fois en octobre 1918 dans The German-Bolshevik Conspiracy ouvrage élaboré par un bureau de propagande de guerre afin de montrer que Lénine et Trotsky était des agents allemands. L'authenticité de ces documents fut tout de suite discutée et ne semble plus actuellement retenue.

(...)

On trouve aussi souvent mention du fait que Lénine fut reconnaissant et fit rembourser par l'État russe 450 millions de dollars à la banque Kuhn, Loeb & co entre 1918 et 1922, thèse qui remonte au moins aux ouvrages de Jacques Bordiot auteur conspirationniste condamné à la libération et proche d'Henry Coston et qui a été repris récemment dans la Nouvelle Revue d'histoire. Cette information, en général attribuée au dernier ambassadeur de l'Empire russe aux États-Unis ne figure pas dans les ouvrages scientifiques sur la question. (Wikipedia)

Excellent, j'ai terminé cette partie de notre causerie à 2h du matin.

Lénine était d'une honnêteté absolue, tout comme Trotsky, Marx ou Engels, ils sont inattaquables sur ce plan-là. Nos dirigeants nous ont trop raconté d'histoires pour qu'on les croit aussi honnête, quand la confiance est brisée, il est impossible de revenir en arrière.

Imposture. Les chiens de garde du régime se mobilisent, la meute enragée est lâchée !

Le goût du pouvoir ou de la "*réussite*" sociale est guidé par l'ambition personnelle et non par un idéal humaniste, on devrait même dire qu'ils sont incompatibles ou s'éliminent réciproquement.

Quoi de plus naturel en somme que des personnages réunissant ces deux tares, notamment, propres aux mégalomanes, prennent la plume ou se mobilisent pour défendre une cause qui sert uniquement leurs intérêts personnels ou flatte leur bonne conscience, rajoute une touche supplémentaire de cynisme à l'atmosphère nauséabonde qui se dégage du régime et de la politique réactionnaire du gouvernement massivement rejetée dans le pays.

Que ces misérables manants en viennent à théoriser ce qui au départ n'était que le produit d'une vulgaire manipulation montée de toutes pièces par le PS et la Garde des Sceaux à partir d'incidents somme toutes banals, témoigne à la fois qu'ils sont prêts à employer des méthodes exécrables pour parvenir à leurs fins, la vilénie qui animent leurs véritables intentions, ainsi que le désarroi qui s'est emparé de Hollande, son gouvernement et son parti à l'approche d'échéances électorales qui s'annoncent comme un défi impossible à relever et qui devrait se traduire pour eux par une cinglante défaite, autrement dit, ils sont déterminés à employer tous les moyens pour tenter de sauver les meubles ou les apparences qui ne sont pas à leur avantage.

Pour réussir leur coup médiatique dégoulinant d'arrière-pensées puantes, la vermine s'est offerte les services d'une actrice décrépie, ignarde et sénile qui a dû sa carrière autant à ses talents qu'à sa faculté d'user de ses charmes, ainsi qu'une crapule sortis des poubelles du régime pour propager leur venin à défaut de convaincre la majorité des masses exploitées des bienfaits de leur politique antisociale, rétrograde, décadente.

Citons les principaux : Outre Jeanne Moreau qui ferait fuir ma petite-fille si elle la voyait, l'imposteur professionnel et sioniste patenté Bernard-Henri Lévy, flanqué d'une scribouillarde schizophrène qui incarne le néant, Christine Angot, une hystérique, égérie de la désinformation, faussaire et spécialiste des amalgames les plus orduriers contre des journalistes indépendants, Caroline Fourest, une belle brochette d'ordures et de médiocrités. Il faut bien se dire que pour soutenir une telle opération et un tel régime, ils ne peuvent recourir (de plus en plus) qu'à cette catégorie de personne, la plus insignifiante qui soit, car ceux qui ont un minimum d'intelligence ou qui sont capables de faire preuve de discernement ou d'esprit critique seraient incapables de se livrer à un exercice aussi méprisable.

On en a eu confirmation ce matin en lisant des centaines de commentaires laissés par des internautes sur le Net, qui exprimaient leur profonde consternation, leur ras le bol ou leur dégoût de cette instrumentalisation du racisme qui ne concerne en réalité qu'une infime minorité de la population, 7% selon un sondage.

Quelques commentaires avisés d'internautes

- Bienvenue en République bananière !

- Ils vont encore nous faire chier combien de temps avec cette histoire ?

- Qu'ils arrêtent de nous les briser, avec cette polémique à deux balles créée juste pour faire diversion par rapport aux vrais problèmes du pays !

- Ca y est on nous refait le coup, nous sommes tous des juifs allemands, nous sommes tous des roms, nous sommes tous des épagneuls bretons, marre de l'indignation permanente et calculée de la pseudo intelligenzia de gauche

- Des millions de personnes d'origines étrangères ne se sont pas senti viser alors pourquoi en faire un plat.

- Cette polémique inutile va faire l'effet inverse: il y aura de plus en plus de racistes.

- BHL, Christine Angot, Yann Moix, Caroline Fourest... OK, on comprend réellement le pourquoi du comment de cette comédie, montée de toutes pièces

- Lorsque l'on a des soutiens comme BHL, on n'a plus besoin d'ennemis !

- Le sionisme étant du racisme BHL le soutien de Taubira est pire que ceux qu'ils dénoncent !

- Hollande soutient Nethanyahu, BHL soutient le gouvenement Hollande = échange de bons procédés.

- Pourquoi BHL n'est pas en Libye ? Les milices qu'il a armées sont en train de terroriser la population civile !

- BHL cette ordure sioniste qui flatte les musulmans mais est le 1er à fomenter des guerres en Lybie ou Syrie. Français d'origine immigrée, cessez de vous faire manipuler. Rappelez vous que ces mondialistes ont voulu la balkanisation des pays arabes comme en Irak, selon un projet de "*frontières de sang*" (ou éclatement ethnico-religieux).

- Quant on dit "*malin comme un singe*" à un blanc c'est sympa, si on le dit à un noir c'est raciste, y a un problème !

- "Sous le titre "*Nous sommes tous des singes français*", l'actrice Jeanne Moreau"

A quel titre se permet-elle de nous mettre dans le même panier qu'elle?

- Taubira ami du dessinateur de chez "Minute" David Miège, j'oterai plutôt pour une imposture ! Et oui comment détourner et occuper l'opinion publique avec des "*faux problèmes*", c'est une manipulation. Et je comprends son désir de ne pas porter plainte dans un explication qui n'a aucun sens. Et il faut remarquer que les médias lui viennent en aide pour gonfler la situation.

- « *Nous sommes à un tournant identitaire. Les Guyanais de souche sont devenus minoritaires sur leur propre terre* », ajoutait en écho Christiane Taubira, député et membre du Parti radical de gauche." Merci elle nous montre la route !

-"*La Guyane aux Guyanais* » scandait Christiane Taubira en 1999, allez voir sur internet quel culot !

-Vous trouverez ses propos sur YouTube : " *La préférence nationale dans les dom-tom c'est pas raciste* ".

- Soit le qualificatif de singe est une insulte et il est à combattre, soit ce n'est pas une insulte et il n'y a pas à polémiquer.

Mais si c'est une insulte, en rajouter une couche en traitant les Français de singes met Jeanne Moreau et BHL au même rang que les rédacteurs de minute.

Des médias très réactionnaires sont enthousiastes et de la partie, normal !

- Tous au meeting de soutien à Christiane Taubira ! - LePoint.fr

- BHL, Moix et Angot s'engagent aux côtés de Christiane Taubira - lexpress.fr

Et pendant ce temps-là...

- La lutte contre les inégalités, au coeur des préoccupations des Français - AFP

84% des Français considèrent que la lutte contre les inégalités devrait être prioritaire, selon ce sondage. AFP 17.11

Hollande est là pour les accroitre...

...et l'"***ami***" d'un Etat raciste sévissait et le revendiquait...

- Hollande en Israël: "*Je suis votre ami et je le resterai toujours*" - L'Express.fr

Parole d'internaute.

1- "*Quelle honte ! Je passe sur le discrédit international porté à l'image de la France et à toute considération d'ordre moral ou de justice... Mais pour quelles obscures raisons un président très impopulaire prend la défense d'un Etat appliquant une politique d'apartheid ? Surement pas pour essayer de redorer son image auprès des Français qui rejettent massivement la politique de colonisation et de spoliation à l'encontre du peuple Palestinien.*"

On se fout de l'image de la France comme Hollande se fout bien de son image. Hollande soutient l'aile néolibérale la plus à droite, la pire qui existe en politique, vous ne comprenez pas ?

2- "*Le vieux sympathisant socialiste que je suis commence à être très, très inquiet. Hollande et Fabius poursuivent quel but en "torpillant" les initiatives de Obama? Qu'ils s'expliquent!*"

Lui non plus il ne comprend rien aux rapports qui existent au sein de la classe dominante, qui le comprend d'ailleurs ? Peu de travailleurs et de militants en réalité. (lire les causeries des derniers jours, tout y est ou presque)

3- "*On notera que cette déclaration d'un homme qui parle en notre nom est faite en terre d'Israël, comme si les décisions de politique extérieure française et le blocus qui frappe le peuple iranien nous concernait moins que l'extrême droite israélienne à laquelle Hollande s'adresse. En résumant, Hollande envoie Fabius casser le processus de négociation avec les Iraniens et va rendre compte à l'état hébreux de sa position. Que représente pour lui, l'opinion des Français sur le sujet ?*"

Que dal, rien ! Vous vous attendiez à quoi au juste ?

ACTUALITE EN TITRES

L'"***efficacité***" de la dictature bureaucratique.

- Le communisme fait-il de la Chine l'économie capitaliste la plus efficace au monde ? - Atlantico.fr

Les bas coûts salariaux et la compétitivité chinoise ne sont pas exclusivement liés à l'existence d'un parti unique. Ils reflètent essentiellement le développement du pays. D'autres pays ont des coûts bas, sans être communistes. Mais le syndicat unique contrôlé par le PCC empêche les ouvriers de se rebeller et d'améliorer leurs conditions de travail. Atlantico.fr 17.11

Ah bas les vieux, l'ennemi à abattre... ou à plumer !

- Pourquoi le vieillissement de la population est l'ennemi juré de la croissance française- Atlantico.fr

Vue du ciel ou des quartiers chics de Saint-Germain des Prés, c'est chouette !

- La pauvreté vue du ciel - Liberation.fr

- Pape François : "Prenez un peu de miséricorde comme médicament pour le coeur" - LePoint.fr

... ou plus terre à terre...

- TVA: Gattaz (Medef) favorable à la hausse pour abaisser le coût du travail - AFP

Front uni sionisme et et sionisme arabe.

- Quand Téhéran rapproche Israël et monarchies arabes - LeFigaro.fr

C'est une façon de régler le problème que l'on soutient.

- Grèce: un groupe inconnu d'extrême gauche revendique le meurtre des deux néonazis -L'Express.fr

Stratégie du chaos

- Craintes d'une nouvelle escalade de la violence en Libye -LeMonde.fr

- La flambée terroriste va-t-elle faire éclater l'Irak ? - LeFigaro.fr

Les Irakiens et les Libyens peuvent remercier au passage les amis de Taubira et Taubira elle-même...

ACTUALITÉ DU JOUR

Vocifération sans lendemain d'un illusionniste.

- Mélenchon: Hollande est "*sorti du frigidaire des années 70-80*" - AFP

C'est l'époque où Mélenchon s'est mis au chaud au PS !

- Comme on lui demandait sur France 5 si le président Hollande, qui bat des records d'impopularité, pouvait encore tenir trois ans et demi à l'Elysée, M. Mélenchon a tenté d'éluder : "*Ce personnage passera (...) je ne m'occupe pas de lui*".

(Pour Mélenchon quoi qu'il arrive Hollande doit aller au bout de son mandat. -ndlr)

Vous pensez qu'il est dans une tour d'ivoire et ne voit rien des effets de la crise ? "*Absolument ! Rien ! Et il est entouré de technocrates qui n'ont aucune espèce de conviction politique et qui ont une calculette dans la tête*", a répondu Jean-Luc Mélenchon. (Comme vous en vous présentant aux européennes en 2014, non ? - ndlr)

(Ben voyons, Hollande ne voit rien, n'entend rien, il est au courant de rien, impossible, il lui suffirait de prendre connaissance des sondages ou d'ouvrir son poste de radio ou de télévision pour comprendre au quart de tour ce qui se passe, Mélenchon le ménage, il est est le complice, non, qu'est-ce qu'il faut déduire de son comportement d'après vous. - ndlr)

"*Il s'est entouré de banquiers, de hauts techniciens ce n'est pas comme ça qu'on dirige la France (...) !*", a-t-il ajouté, "*il faut tracer une ligne d'horizon. Que faisons nous, nous les Français, à part payer les dettes ? C'est quoi notre but dans la vie ? Autrefois on a fait le train à grande vitesse, on a fait la fusée, moi j'ai proposé l'économie de la mer comme espace de développement. Bon sang mais il faut un peu avoir de l'ambition, pas simplement regarder la pointe de ses chaussures et espérer passer entre les gouttes à chaque manifestation!*" AFP 17.11

(L'ambition n'est pas ce qu'il lui manque à Mélenchon, il trimballait un passé (trotskiste) qui n'était pas compatible avec un ministère important sous un président du PS, c'est l'unique raison pour laquelle il a quitté le PS, il espérait devenir incontournable et que le président élu issu du PS lui offrirait sur un plateau un ministère clé, c'est raté, il n'est que la cinquième roue du carrosse après le PS, EELV, le PRG et le PCF !

Du coup en guise d'"*ambition*" il se rabat sur "*l'économie de la mer*" avec son seau et son épuisette, quel pître, quel minable, même la Commission européenne fait mieux avec la réforme de la taille des réservoirs des toilettes ! C'est à croire que chez lui le regard ne porte pas plus loin que le bout de son nez !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France. Visite d'un "***chef de guerre***" (Le Figaro) en Israël.

Plutôt gêné aux entournures dans son costume de président, François Hollande manifeste un penchant de plus en plus évident pour l'uniforme de chef de guerre. Dès son arrivée en Israël dimanche, il a comblé, voire dépassé les attentes de ses hôtes en professant une fermeté sans équivoque sur le dossier du nucléaire iranien. LeFigaro.fr 18.11

Il a trouvé les mots pour plaire. "*Nous n'admettrons jamais que l'Iran puisse détenir l'arme nucléaire. Parce que c'est une menace pour la sécurité d'Israël, mais aussi pour le monde*", a déclaré François Hollande, dimanche 17 novembre, de la résidence du président israélien, Shimon Pérès, à l'issue d'un entretien avec ce dernier.

"*Nous cherchons un accord. Nous voulons un accord. Car nous pensons que la diplomatie est préférable à toute autre voie ou issue. Mais cet accord ne sera possible que si l'Iran renonce définitivement à l'arme nucléaire*", a poursuivi le président français. Quelques minutes plus tôt, M. Pérès avait salué la fermeté française dans ce dossier. "*Israël a beaucoup de respect pour la position forte de la France afin d'arrêter les ambitions dangereuses de l'Iran*", avait expliqué le chef de l'Etat hébreu.

"*Tamid esha'er haver shel Israel !*" Accueilli en grande pompe par le président Shimon Pérès et le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, dès son atterrissage à Tel-Aviv, M. Hollande entendait visiblement faire honneur au "tapis rouge" que

M. Nétanyahou avait annoncé dérouler pour la visite du président français. Au point de le clamer, en hébreu dans le texte : "*Je resterai toujours un ami d'Israël*". Ce que n'avait fait, de mémoire d'observateur, aucun des présidents français en visite dans ce pays.

"*Fidélité*", "*cohérence*" et "*soutien indéfectible de la France*", a déclaré dans une courte allocution M. Hollande, à peine le pied posé sur le tarmac de l'aéroport Ben-Gourion. Le chef de l'Etat s'est inscrit dans le "fil historique" des visites historiques de ses prédécesseurs en Israël, citant en particulier François Mitterrand : "*Depuis la première visite officielle d'un président de la République française en Israël – c'était en 1982, c'était François Mitterrand – tous les présidents sont venus en Israël pour apporter le témoignage de l'engagement de la France envers votre pays.*"

NÉTANYAHOU SALUE LA POSITION FRANÇAISE

Auparavant, lors de la cérémonie d'arrivée, M. Nétanyahou s'était félicité de la "*position ferme*" de Paris contre "*les tentatives impossibles à stopper de l'Iran pour se doter d'armes nucléaires*". "*Il ne faut jamais permettre à l'Iran d'acquérir des armes nucléaires. Cela ne mettrait pas en danger seulement Israël et les autres régimes et Etats du Moyen-Orient mais aussi la France, l'Europe et le monde entier*," a plaidé M. Nétanyahou.

La France a publiquement exprimé, le week-end dernier, à Genève, son opposition à un projet d'accord provisoire en négociation entre l'Iran et les puissances du P5+1, dont elle fait partie avec les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Chine, Grande-Bretagne et Russie) et l'Allemagne.

Les négociations reprendront mercredi à Genève, quelques heures après la fin de la visite de François Hollande en Israël, qui doit être dominée par le dossier nucléaire iranien. lemonde.fr 17.11

Plus tard, lors d'une conférence de presse avec M. Netanyahu, M. Hollande a formulé "*quatre exigences*" pour un "accord intermédiaire": "*mettre l'intégralité des installations nucléaires iraniennes, sous contrôle international, dès à présent*", "*suspendre l'enrichissement à 20%*", "*réduire le stock existant*" et "*arrêter la construction de la centrale d'Arak*".

"*Je fonde de grands espoirs dans les négociations que vous avez engagées avec les Palestiniens. Elles devront déboucher sur une paix juste, durable, définitive qui épuisera toutes les revendications*", a-t-il souligné.

Dans un entretien au Financial Times, l'ex-chef du Conseil de la sécurité nationale Yaacov Amidror a assuré qu'Israël était capable de stopper toute capacité nucléaire militaire iranienne "*pour très longtemps*", avertissant que son armée de l'air "*effectuait des vols à très longue portée (...) partout dans le monde*" pour se préparer à une éventuelle frappe contre l'Iran.

Enfin, M. Hollande, qui est accompagné de six ministres dont celui de l'Economie, va tenter de relancer des relations commerciales que Paris juge indignes "*de la qualité de la relation politique*", la France n'étant que le 11e fournisseur d'Israël.

"*Je suis venu pour qu'il y ait une nouvelle impulsion à notre relation et notamment sur le plan économique (...) Vous êtes à la pointe de technologies qui font l'admiration du monde entier*", a-t-il souligné. AFP 17.11

Hollande en valet zélé du sionisme s'est aligné à 100% sur leurs positions les plus droitières. Normal. Et le désarmement nucléaire et chimique d'Israël, quoi, connaît pas, cela n'existe pas...

A bas Hollande : dégage !

SOCIAL

Espagne

Les agents de nettoyage des rues et jardins ont mis fin dimanche 17 novembre à onze jours de grève à Madrid, dont les rues étaient jonchées de détritus. Les services de nettoyage des voies publiques et des jardins de cette ville de 3,2 millions d'habitants étaient en grève illimitée depuis le 5 novembre contre un plan social qui prévoyait la suppression de 1 134 postes sur presque 7 000, venant s'ajouter aux 350 déjà supprimés en août, et une baisse des salaires pouvant aller jusqu'à 40 %.

Au cours de réunions dimanche, le personnel a ratifié à la majorité absolue l'accord auquel étaient parvenus les syndicats et les entreprises privées chargées du nettoyage de la capitale. Les entreprises concernées (OHL-Ascan, FCC et Sacyr-Valorisa) se sont engagées à ne procéder à aucun licenciement. En échange, les employés acceptent le principe de jours de chômage provisoire non rémunérés. Les syndicats avaient rejeté auparavant la proposition des trois entreprises de maintien des emplois contre des baisses de salaires. LeMonde.fr 17.11

ECONOMIE

Grèce

National Bank of Greece (NBG), la première banque grecque, est proche d'un accord sur la vente de la majorité du capital de sa filiale d'immobilier, Pangaia, au groupe de capital-investissement Invel Real Estate, a-t-on appris dimanche de deux sources bancaires proches de l'opération.

Les quatre premières banques de Grèce sont engagées dans de vastes plan de fermetures d'agences, de réductions d'effectifs et de cessions d'actifs, validés par la Commission européenne dans le cadre du plan d'aide international dont bénéficie Athènes.

"*L'accord sera bouclé d'ici dix jours. Invel va acquérir environ 66% de Pangaia pour plus de 600 millions d'euros*", a déclaré l'une des sources bancaires à Reuters.

Invel, dont l'homme d'affaires israélien Benny Steinmetz est l'un des principaux actionnaires, apportera une partie du financement de l'opération en cash, le reste étant réparti entre l'apport d'actifs immobiliers et un prêt accordé par NBG, ont précisé les sources.

L'accord de cession a été validé par l'Hellenic Financial Stability Fund (HFSF), la holding chargée de recapitaliser les quatre principales banques de Grèce qui est ainsi devenue leur premier actionnaire, a dit une source.

Le mois dernier, le groupe canadien Fairfax Financial Holdings avait annoncé son intention d'augmenter sa participation dans le groupe immobilier grec Eurobank Properties. Reuters 17.11

On a appris dans un article que l'organisme chargé de liquider notamment National Bank of Greece était composé de banquiers, donc des banquiers avaient été désignés pour estimer la valeur de NBG et la brader à des banquiers. Le dépouillage mafieux de l'Etat grec va plus loin encore.

Benny Steinmetz acquière la National Bank of Greece en partie grâce à un prêt de la National Bank of Greece, elle n'est pas mal celle-là !

- L'homme le plus riche d'Israël est aujourd'hui la cible d'une enquête pour tentative de corruption menée par le FBI et le bureau britannique des fraudes graves au sujet d'un contrat minier en Guinée. lemonde.fr 08.09.13

Haut de page

Le 19 novembre 2013

CAUSERIE

J'ai laissé tomber plusieurs sujets de l'actualité par manque de temps. Je ferais mieux de me concentrer sur quelques articles de fond et me reposer un peu, on réfléchit mieux quand on a la tête reposée, surtout quand elle n'est pas très grosse, cela demande un gros effort que je ne suis pas capable de faire sous le coup de la fatigue.

L'éditorial de Nicolas Demorand de Libération m'a donné envie de vomir, du coup on traitera cette info demain, peut-être ou on la zappera, car j'ai lu pire de la part d'un autre directeur de presse qui a été jusqu'à rappeler les propos de Mélenchon sur les journalistes et les médias de merde, comme s'il était responsable des actes d'un déséquilibré mental, un tel amalgame ordurier nous donne plutôt envie de chier sur la presse des banquiers !

Précision.

Suite à un article du Point j'ai constaté qu'un internaute utilisait le pseudonyme Milarepa, ce n'était pas moi, quand je laisse un commentaire, ce qui est très rare, je signe Jean-Claude, et là des Jean-Claude il y en a sur le Net ! Je n'ai pas pu changer d'adresse électronique parce que je vis en Inde, systématiquement Yahoo me localise en Inde et me colle la particule .in au lieu de .fr. Je verrai plus tard pour demander à quelqu'un vivant en France qui me connaît bien de s'en charger pour moi. Cette adresse milarepa13 est ridicule, c'est un copain qui me l'avait suggérée pour déjouer les services de renseignement, depuis

on sait ce qu'il en est, c'était débile !

Nous n'avons rien à exiger du gouvernement des banquiers.

Il faut exiger ceci cela du gouvernement qui n'a cessé depuis juin 2012 de faire la preuve avec zèle qu'il était totalement inféodé au capital, est-ce vraiment sérieux, une mauvaise plaisanterie ou c'est décidément incurable comme maladie ?

Informations ouvrière n° 276

Daniel Gluckstein

- "*Du point de vue du mouvement ouvrier, la question posée est celle de l'indépendance de classe et de l'unité sur les revendications réelles pour les arracher. Par exemple, l'exigence que le gouvernement cesse de se laver les mains des plans de démantèlement et qu'il impose — qu'elles qu'en soient les formes : réquisition, blocage des licenciements — le maintien de tous les emplois.*"

Claude Jenet

- "*Dans un moment où le gouvernement, lui-même, apporte la preuve qu'il est possible de corriger le cap, les salariés ne sont-ils pas en droit d'exiger une autre politique ?*"

On cherche à comprendre. Pas mal comme formule : c'est la leur !

Informations ouvrière n° 277 : Déclaration du conseil fédéral national du POI des 9 et 10 novembre 2013

- "*... la colère ouvrière explose face à un gouvernement qui non seulement se déclare impuissant à préserver l'emploi, mais organise avec les patrons l'accompagnement des plans de licenciements.*"

Donc si on comprend bien la ligne politique du POI consiste à exiger que le "*gouvernement cesse de se laver les mains des plans de démantèlement*", alors qu'il "*organise avec les patrons l'accompagnement des plans de licenciements.*", autrement dit, il va plus loin que "*se laver les mains*", il met directement la main à la pâte, dans ces conditions aucun travailleur normalement constitué imaginera un seul instant qu'il pourrait changer de politique, c'est uniquement le POI qui formule un tel espoir ou fait miroiter cette illusion aux travailleurs.

Que cela ne tienne, ils ne sont pas à une contradiction près, ils écrivent plus loin :

- "*Si le gouvernement ne cesse de céder aux patrons, il persiste à maintenir l'arsenal des mesures qui frappent la classe ouvrière et menacent la démocratie, et à se montrer inflexible à l'égard des travailleurs.*"

Vous n'y êtes pas, l'illusion relevée plus haut n'appartient pas au POI, lui il est résolument révolutionnaire, ce sont les travailleurs qui se bercent d'illusions, lui, le POI, il n'y est pour rien ou plutôt il ne fait que relayer ces illusions, c'est un aveu au lieu de les combattre, car tel devrait être le rôle d'un véritable parti ouvrier.

- "*... l'idée est en train de germer chez les travailleurs et dans la population de ce pays qu'ils peuvent faire reculer ce gouvernement, qu'ils doivent le faire reculer et qu'ils en ont la force...*"

Mieux encore, c'est une illusion qu'ils s'emploient à cultiver au POI.

Et plus loin ils passent au cran supérieur toujours dans le même registre.

- "*... imposer au gouvernement qu'il cède et pour le contraindre à renoncer à appliquer les directives de Bruxelles.*"

Ben voyons, comme si c'était possible, eux ils ont renoncé aux enseignements de Trotsky qui affirmaient que la social-démocratie dégénérée et les staliniens ne rompront jamais avec le capital, or aujourd'hui le capital en crise ne peut se passer de ces directives de Bruxelles, elles sont vitals pour sa survie, le POI a semble-t-il une autre analyse de la situation et de la crise du capitalisme que la nôtre.

Cela a sans doute un rapport avec les véritables intentions du POI qui ne sont pas de rompre avec le capitalisme si on en juge par les "*mesures d'urgence*" qu'un gouvernement ouvrier parvenu au pouvoir prendait selon lui, qui en réalité ne seraient pas applicables en l'état sans briser l'ensemble des rapports sociaux qui déterminent le fonctionnement du système

économique capitaliste. Ce qui signifie qu'il faudrait retirer le pouvoir économique des mains des capitalistes pour à la fois pouvoir réaliser ces "*mesures d'urgence*" et refonder la société sur de nouvelles bases économiques, ce qui impliquerait l'expropriation des banquiers et des actionnaires des quelque 2.000 grandes entreprises sans leur verser un centime, la fermeture de la Bourse et la mise hors la loi de la spéculation et la saisi de tous leurs avoirs placés dans des paradis fiscaux, le rétablissement du franc et le monopole de l'Etat de la création monétaire, du contrôle du crédit et des prix, des importations et exportations, etc. la prise du pouvoir politique devant s'accompagner d'emblée de la prise du pouvoir économique pour que le gouvernement révolutionnaire dispose des moyens pour appliquer sa politique, neutraliser ou réduire immédiatement à l'état d'impuissance les capitalistes qui détiennent les cordons de la bourse et financent la propagande de la réaction ou de la contre-révolution. Ne pas avancer ces conditions politiques signifie que ce serait le gouvernement issu d'une mobilisation révolutionnaire des masses qui serait réduit à l'impuissance, tandis que les banquiers auraient les mains libres pour saboter sa politique et financer la contre-révolution, lutter pour renverser le gouvernement ouvrier. Cela signifie également que toute perspective ou issue politique qui ne compendrait pas ces conditions politiques reviendrait à proposer aux travailleurs une politique sans se donner les moyens de la réaliser, d'où notre interrogation sur les réelles intentions du POI ou les objectifs qu'il s'est fixé.

Il y a là quelque chose d'incohérent ou qui a de quoi laisser sceptique travailleurs et militants. Ce n'est certainement pas de cette manière qu'il faudrait s'y prendre pour construire un véritable parti révolutionnaire qui revendiquerait la direction du mouvement ouvrier pour renverser le régime en place et mener la classe ouvrière au pouvoir. Là au moins on sait que ce n'est pas un tel parti que le POI envisage de construire, il en serait incapable compte tenu du type de parti que ses dirigeants ont adopté. C'est d'ailleurs la seule cohérence qu'on accordera à ce parti, qui de ce fait ne peut pas se fixer comme objectif politique la prise du pouvoir.

Il le confirme aux dernières lignes de cette déclaration quand ils écrivent que leur combat se fixe pour objectif de "*faire basculer la situation vers une issue positive*", difficile de faire plus vague ou creux !

On en rajoute une louche pour finir.

On se demande sur quoi ils forcent la dose ! Les illusions par exemple, vous aviez pensés à autre chose...

Retraites : "*Il faut forcer les dirigeants politiques à rejeter une fois pour toute ce projet infâme !*"

Quoi de plus normal, non ? De la CGT au PCF, au PS, où est le problème, ne sont-ils pas compatibles, qui ne le sait pas ? Le POI !

- "*De nombreux militants ne pourront qu'être surpris de voir Didier Le Reste figurer sur une liste commune avec le PS dès le premier tour.*"

Didier Le Reste, le bureaucrate syndcal pourri et corrompu par excellence qui palpait 7.000 euros en tant que membre du conseil d'administration de la SNCF si ma mémoire est bonne, plus les émoluments qu'il percevait au titre de ses autres fonctions, briseur de grève patenté, mais c'est vrai qu'ils ont une mémoire sélective au POI.

Il est parfaitement à sa place sur une liste commune avec le PS, PS dont des dirigeants ont atterri dans le gouvernement de Sarkozy (après celui de Chirac) ou ont accepté de se mettre à son service (missions, rapports, etc.), sans parler de ceux propulsés à la direction d'institutions internationales (FMI, OMC, etc.), c'est ahurissant de lire des trucs pareils, consternant! Le POI ménage l'appareil vendu de la CGT et celui du PCF, ils ne veulent pas se fâcher avec eux, on comprend...

Déclaration du conseil fédéral national du POI des 9 et 10 novembre 2013

Le POI n'exige pas le retrait pur et simple de la contre-réforme Peillon, mais sa "*suspension*".

- "*... pour la suspension immédiate de l'application des « nouveaux rythmes scolaires »*"

ACTUALITE EN TITRES

On pourrait tout simplement se passer d'un Bonaparte ou d'un monarque.

- "*Mais qui donc pourrait remplacer François Hollande?*" - L'Express.fr

Impossible, ils font partie de la stratégie du néolibéralisme et du sionisme que vous soutenez

- François Hollande: "*Nous devons éradiquer le racisme et l'antisémitisme*" - L'Express.fr

Impossible, il n'existe pas, c'est une pure invention des sionistes.

- Nétanyahou demande à Abbas de «reconnaître le lien entre les Juifs et Israël» - Liberation.fr

Le "*peuple élu*", le "*peuple juif*", l'Etat des "*juifs*" sont des impostures !

Quelle horreur ces déchets !

- «*Les trois quarts des gens dans la rue sont alcooliques ou drogués*» - 20minutes.fr

Le social n'a pas de prix dans le département le plus riche de France.

- Hauts-de-Seine : le département achète près de 300 000 € de bonsaïs - LeParisien.fr

Depuis plusieurs mois, le conseil général des Hauts-de-Seine joue la carte de la rigueur, supprimant les subventions dans tous les domaines. Mais ce lundi, à l'occasion de la commission permanente, les élus de la majorité UMP-UDI ont voté le rachat d'une collection de specimen rares de bonsaïs pour la modique somme de 289 500 €. LeParisien.fr 18.1118.11

Quand Le Figaro défend l'impôt... sauf pour les riches !

- «*Il faut arrêter de taper sur le principe même de l'impôt*» - LeFigaro.fr

C'est un ordre !

- Paris et Rome sommés de valider définitivement le Lyon-Turin - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur nature leur interdit de dénoncer et combattre l'origine des méfaits qu'ils dénoncent

- Amnesty dénonce l'exploitation des ouvriers immigrés au Qatar - Reuters

Humanisme, féminisme, écologie, etc, autant de thèmes qui ont les faveurs de la jeunesse, récupérés, mis en avant, entretenus par les représentants de gauche (donc de droite) de la classe dominante pour qu'elle forge son mode de pensée sur une autre base que la lutte des classes et qu'elle ne soit pas tentée d'adhérer au socialisme.

Dit autrement il faut empêcher que la jeunesse pense résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée en dehors ou au-delà du capitalisme. Elle doit concevoir des solutions à ses problèmes ou trouver des réponses à ses préoccupations uniquement dans le cadre du régime en place.

Ce qui sur le plan social doit se traduire par sa subordination au capitalisme et faciliter le développement d'un mode de pensée individualiste et corporatiste au sein même des masses exploitées et du mouvement ouvrier de telle sorte que ces différentes couches ou courants affrontent celles ou ceux qui se situent sur le terrain de la lutte des classes.

Sur le plan politique cela se traduira par le rejet des partis ou courants du mouvement ouvrier qui entendent rompre avec le capitalisme et ses institutions, sauf dans le cas où cette idéologie a déjà pénétré profondément certains partis, comme le NPA par exemple, il en est même une caricature.

Au même titre que EELV, les ONG servent de supports ou d'officines pour attirer et rassembler les jeunes (et les moins jeunes) qui sont sensibles à ces questions (humanisme, féminisme, écologie, etc.) pour mieux les détourner des partis ouvriers et du socialisme.

On a préciser et les moins jeunes, parmi lesquels nombre d'universitaires, de chercheurs ou scientifiques, intellectuels ou membres de la classe moyenne ou de la petite bourgeoisie, dont les statuts et les conditions d'existence confortables constituent les

obstacles les plus puissants les empêchant de rejoindre les rangs des militants qui combattent pour en finir avec le capitalisme.

Ils n'ont pas conscience que leur mode de pensée ou leurs analyses sont déformés du fait même qu'ils interprètent les rapports qui existent dans la société ou le monde non pas à partir des faits, mais à partir de la position qu'ils occupent dans la société ou à partir de leurs besoins spécifiques qui ne reflètent pas ceux de la seule classe qui produit les richesses et qui a pour tâche historique de libérer l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme et en premier lieu du capitalisme, dont l'existence à l'origine de toutes les inégalités et injustices qui existe dans la société ou à travers le monde.

La preuve en est, qu'ils s'en remettent pour résoudre les problèmes qu'ils soulèvent à la seule classe qui ne produit rien d'autres que souffrances, misères, guerres et désolations sur terre, ils vont jusqu'à s'en remettre à ceux qui sont responsables de ces problèmes ou tragédie, ce qui est un comble, le comble de l'aveuglement ou de l'ignorance qui suffit à condamner sans appel leur démarche purement individualiste, corporatiste, qui n'a de ce fait aucune légitimité.

En voici un exemple. Monisieur Hybert Reeves est fort sympathique, mais la politique se fout éperdument de ce genre de considération qu'on laissera aux esprits trop faibles pour penser par eux-mêmes. Monisieur Hybert Reeves comme beaucoup d'autres de ses semblables n'oeuvrent pas au bien-être de l'humanité, bien au contraire, il se laisse manipuler par ses ennemis les plus farouches. En a-t-il ou non conscience ? Peu importe la réponse, là n'est pas notre sujet, cette question ne concerne que lui-même.

Hubert Reeves : "***Humanisons l'espèce humaine !***" - LePoint.fr

Traduire : humaniser le capitalisme.

- ... depuis l'Antiquité la violence entre les humains est en diminution régulière et que, malgré les guerres, les génocides et autres meurtres, le XXe siècle est celui qui a fait le moins de victimes proportionnellement à la population mondiale. Difficile à croire, mais les chiffres sont bien là !

(Ah bon, drôle de manière de calculer pour un astrophysicien ! A croire que parce que les guerres impérialistes du XXe siècle n'auraient fait que quelques 150 millions de morts sur une population totale de 7 milliards de nos jours, soit environ, 2,2% de victimes, l'espèce humaine serait en voie d'humanisation. Disons plutôt que le capitalisme serait un modèle économique à visage plus humain que ses prédécesseurs.

Dès lors on comprend mieux pourquoi Hubert Reeves est ainsi adulé par les médias et Le Point qui lui offre une tribune, magazine rappelons-le ultra réactionnaire qui ouvrent régulièrement ses collonnes à BHL ou les porte-parole du néolibéralisme, on en a donné un aperçu récemment dans nos causeries en commentant leurs articles. - ndlr)

Pourtant, d'autres actes ignominieux - dont les génocides récents et le traitement de femmes lapidées - peuvent sembler remettre en cause la valeur de cette vision d'espoir en l'avenir de l'humanité. Il n'en reste pas moins que ces comportements sont aujourd'hui quasi universellement réprouvés. Je me suis plu à l'idée qu'on pouvait y voir un progrès dans le comportement des humains.

(Peu importe finalement que la barbarie continue de sévir sur tous les continents du moment qu'elle est "*quasi universellement réprouvée*", autrement dit, peu importe qui en est responsable et l'organise, laissons-leur le pouvoir de continuer de terroriser des peuples entiers, du moment que leurs actes font l'objet d'une réprobation universelle, on peut dormir tranquille ou on a la conscience tranquille, je ne pense pas qu'il ait conscience de la monstrosité de ses propos et de son mode de pensée qui est à vomir.

Sa démarche intellectuelle consiste à minimiser ou à faire passer à la trappe les facteurs objectifs parce qu'il est incapable ou se refuse à les analyser et on comprend pourquoi, il lui faudrait reconnaître l'abjection du capitalisme qui est à l'origine des difficultés et des maux dont souffrent les hommes et notre planète, et rejeter tous les gouvernements en place dans le monde, impossible, car ce serait prendre le risque de couper les ponts avec ceux qui lui donnent si généreusement la parole et sans lesquels on n'aurait jamais entendu parler de lui, sans eux il serait demeuré un astrophycisien anonyme comme il en existe bien d'autres dans le monde.

En revanche il s'attarde sur des facteurs subectifs qui sont impuissants à agir sur les conditions objectives mais qui seraient responsables de la situation dans laquelle se trouve le monde, autrement dit, comme ce ne peut pas être que le capitalisme et les capitalistes qui seraient à l'origine de tous nos malheurs ou des maux qui accablent la société et notre planète, il faut bien que ce soit quelqu'un qui endosse cette responsabilité, et bien ce sera vous et moi, les peuples, les masses exploitées, ceux qui en réalité n'ont aucun pouvoir dans la société mais surtout pas ceux qui le détiennent.

Pire encore, si jusqu'à présent le monde a été si barbare, c'était de la faute des peuples qui l'étaient et non de ceux qui détenaient le pouvoir politique ou étaient aux affaires. Les esclaves, les serfs et les salariés depuis le XIXe siècle étaient des barbares qui

se complaisaient dans la barbarie et en redemandaient, c'est ainsi qu'il interprète l'évolution de la civisation humaine au fil des siècles et des millénaires, interprétation (déformée) purement subjective et totalement étrangère aux rapports ou conditions matérielles qui ont dicté son évolution ou sa transformation. C'est ainsi que notre astrophysicien se noie dans des considérations existentielles pour être incapable d'interpréter un processus matériel et historique qui reposait sur les lois de la dialectique qui s'appliquent également à l'univers qu'il était censé étudier, bref chacun aura compris qu'il n'est pas marxiste.

Finalement, sur le tard puisqu'il se fait vieux Hbert Reeves, ce qu'il considère comme un "*progrès* n'est en fait que reflet renvoyé à lui-même de son interprétation du monde et il s'en satisfait, comme Narcisse se mirant dans une marre d'eau... - ndlr)

Quel rapport y a-t-il entre tout cela et le projet de changer le statut juridique des animaux dans le Code civil ?

(Et le statut juridique des esclaves salariés ? Cela ne l'intéresse pas, son statut lui suffit, il ne se sent pas concerné. - ndlr)

- D'abord, la constatation que les améliorations durables s'effectuent à petits pas dans le temps. Il a fallu deux mille ans pour passer des jeux du cirque au Cirque du Soleil.

(Dans deux mille ans peut-être qu'on en finira avec le capitalisme, d'ici là, à l'allure où il s'emploie à détruire notre environnement et à nous pourrir la vie, toute trace de vie aura disparu depuis longemps de la planète. Là encore Reeves ne se sent pas concerné, il ne sera plus là non plus. Son mode de pensée est purement individualiste derrière ses aires de grands humanistes. -ndlr)

- Ensuite, le fait que l'importance de la pression sociale sur les législateurs peut jouer un rôle utile pour l'évolution des lois...

(Pression, pas trop quand même, n'exagérons rien, les législateurs doivent conserver la main, sans rire, c'est son côté révolutionnaire ! Bon, il nous accorde un "*rôle*", c'est trop généreux de sa part, il y est contraint sinon cela voudrait dire qu'il serait inutile lui-même, ce serait gênant d'en arriver à un tel constat à son âge, "*utile*", sans plus, déterminant serait excessif, là pour le coup on pourrait le prendre pour un révolutionnaire, ce qu'il n'est pas, bref, les législateurs feront ce qu'ils veulent, faisons pression sur eux, légitimons-les au passage, là pour le coup c'est son côté réactionnaire qui ressort... - ndlr)

- Et, décidément, le constat que des humains prennent en compte le fait que, comme nous, les animaux sont sensibles à la souffrance est prometteur. Cela me paraît un nouveau pas en avant dans la vaste et difficile entreprise d'humaniser l'espèce humaine. LePoint.fr 18.11

(Pour "*humaniser l'espèce humaine*", il faudrait commencer par humaniser ceux qui la gouvernent, idée totalement saugrenue, peine perdue d'avance, il n'y pense même pas, puisque pour lui c'est nous les barbares et non les "*législateurs*". Finalement on retrouve dans son discours la même démarche tendant à culpabiliser les peuples, sauf la classe dominante et les intellectuels qui servent ses intérêts et dont Hubert Reeves fait partie.

Si parmi les peuples ou les masses, il se trouve des hommes qui battent leurs épouses, leurs gosses, leurs chiens, picolent, se droguent, manquent de respect à leur voisin, leur collègue de travail, leur patron, la nature, etc. sont misogynes, racistes, xénophobes, homophobes, fainéants, voleurs, menteurs, hypocrites, assassins et j'en passe, précisons que cela concerne aussi les femmes bien entendu, pour une fois je pense à elles pour faire chier les féministes, bref, c'est parce que "*l'espèce humain* manque d'humanité et non parce ses conditions de travail et d'existence sont éprouvantes, épouvantables, insupportables, certainement pas parce que la société est commandée, gouvernée par la cupidité et le profit, le marché et s'applique méticuleusement à mettre chaque individu en concurrence ou en compétition avec les autres, à reproduire sans cesse les rapports de dominant à dominé dans tous les rapports sociaux, quelle idée franchement, vous avez été chercher cela sur quelle planète s'interrogera notre astrophysicien, la terre monsieur Reeves, la terre que décidément vous connaissez si mal. -ndlr)

Ni Pierre Gattaz (Medef) ni Thierry Lepaon (CGT) n'ont raison.

- La CGT dénonce «*le coût du capital*» - libération.fr

«*Non ce ne sont pas le coût du travail ou les impôts qui empêchent le développement des entreprises. Mais le manque d'investissement et de budgets de recherche, l'insuffisante rémunération des qualifications et la ponction financière des actionnaires*», estime Thierry Lepaon, au siège de la Confédération.

(Faux, quelle est l'origine de la crise actuelle du capitalisme, d'un côté la baisse tendancielle du taux de profit qui concerne en premier lieu les vieux pays capitalistes dont la France, il ne remonte que grâce aux esclaves salariés asiatiques, d'Europe centrale, du Maghreb principalement, on peut rajouter la Grèce maintenant et demain le Portugal, l'Espagne, d'autre part l'impossibilité de placer dans l'économie productive les capitaux accumulés par les capitalistes au cours des dernières décennies à un taux de rendement intéressant, on peut ajouter la surproduction et l'endettement gigantesque des Etats et du monde en général, le capitalisme ne survivant plus seulement à crédit mais en ayant déjà hypothéqué les profits à venir, l'ensemble conduisant à

la paralysie, à l'effondrement et à l'explosion de l'économie mondiale.

Si le coût du travail est déjà trop élevé au Bangladesh sur la base d'un salaire mensuel de 68 dollars pour plus de 200 heures de travail par mois, alors imaginez un peu ce qu'il en est en France, il sera toujours trop élevé et incompatible avec la survie du capitalisme, même en divisant les salaires par deux, car la question n'est pas le niveau du salaire mais la baisse constante de la part du capital variable par rapport au capital constant, que le salaire mensuel soit fixé à 98 ou 1.200 euros n'a aucune influence sur ce facteur qui mine l'existence du capitalisme. On a déjà évoqué en détail cet aspect du capital dans de précédente causerie, on y renvoie les lecteurs.

Monsieur Lepaon évoque le "*développement des entreprises*" comme s'il était indépendant du marché et de la concurrence mondiale. Pour faire bref, il est impossible de concurrencer des pays où le coût de la main d'oeuvre est divisé par 3, 5 ou 10, et le marché n'est pas extensible en claquant des doigts, donc produire est une chose, écouler les marchandises produites en est une autre et là aussi il arrive un moment où cela coince. Que faut-il faire alors? Liquider le capitalisme ou se faire broyer et réduire en esclavage par lui, c'est l'un ou l'autre. Lepaon n'étant pas disposer à s'attaquer au capitalisme, il ne lui reste plus qu'à adopter l'autre option. - ndlr)

Le leader de la CGT pense, lui, que la sortie de crise passe par «*la revalorisation du travail et une autre répartition des richesses créées par le travail*».

(Contrairement à monsieur Lepaon et bien d'autres au sein du mouvement ouvrier, nous ne souhaitons pas sortir de la crise sans avoir renverser le capitalisme car cela nous ramènerait à adopter ou collaborer à l'option que nous avons évoquée plus haut et nous n'y tenons pas du tout. Et l'on conçoit très qu'une "*autre répartition des richesses*" participerait à la stabilité du régime, pendant que des millions de travailleurs n'en profiteraient pas, beaucoup plus si on étend notre vison à l'échelle mondiale. Vous n'avez pas constaté que ceux qui sont les premiers à dénoncer la misère du monde, sont ceux qui en réalité entendent continuer à en tirer profit ou s'en accommodent. - ndlr)

En clair, la campagne lancée hier par la CGT vise à montrer «*l'effet dévastateur de la financiarisation*», «*de stopper la course infernale à la rentabilité financière*». libération.fr 18.11

(Voeu pieux ou effet d'annonce qui repose sur une analyse erronée de l'évolution du capitalisme. La financiarisation de l'économie correspond à une étape du développement du capitalisme mondiale en crise et non à la volonté de capitalistes particulièrement cupides de s'enrichir. Il ne faut pas confondre accumulation ou concentration du capital entre un nombre de plus en plus réduit de capitalistes par rapport à la population mondiale et leur fortune personnelle qui est indécente, il faut faire la part des choses ou ramener ces deux facteurs à leur juste valeur et l'on s'aperçoit alors que c'est le premier facteur qui est déterminant ou pose problème, autrement dit le capitalisme auquel Lepaon ne tient pas à s'attaquer. Tenez l'article qui suit le confirme parfaitement à sa manière, comme quoi on ne raconte pas n'importe quoi. - ndlr)

Confirmation. L'épuration du système bancaire européen est "***à peine***" entamée.

- Enria regrette la survie des banques européennes - libération.fr

Trop de banques européennes ont survécu à la crise financière, selon le président de l'Autorité bancaire européenne (ABE), Andrea Enria. «*A peine 40 ont disparu, contre environ 500 aux Etats-Unis*», souligne le régulateur du secteur dans un entretien publié hier par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung.

«Les gouvernements ont voulu maintenir en vie leurs banques, et cela a freiné le processus de convalescence» du système financier, critique-t-il. Sous la houlette de la Banque centrale européenne, un audit de fond des 130 plus grandes banques de la zone euro vient d'être lancé. Le verdict est attendu dans un an. libération.fr 18.11

On a déjà écrit que l'union bancaire européenne ou Bâle III avait pour objet de réduire le nombre de banquiers en Europe, car s'ils ne se servent pas de la crise du capitalisme pour parvenir à une nouvelle concentration du capital, ce serait un comble. Et puis le système financier en Europe sera plus facile à contrôler par les banquiers les plus puissants. De la concurrence au monopole, puis du monopole ou monolithisme ou dictature de l'oligarchie financière.

Si l'opération n'était pas bouclée rapidement, le traité transatlantique prendrait le relais et en viendrait à bout...

Quand la presse du capital commande un sondage... et son résultat !

Haro !

- Les Français pour moins de fonctionnaires, qui travaillent plus - Reuters

Les Français sont majoritairement pour une augmentation du temps de travail des fonctionnaires, une baisse de leur nombre et un gel de toutes les prestations sociales, selon un sondage BVA pour Les Echos et Aviva publié lundi. Reuters 18.11

Venant des Echos, c'est le résultat inverse qui aurait été suspect !

Un autre sondage vend la mèche à sa façon.

- Une majorité de Français défend l'aide publique au développement malgré la crise - Liberation.fr

Donc les Français prôneraient la régression sociale pour eux, mais pas pour les autres, soit ils sont incohérents, inconscients, débiles, suicidaires, masochistes, soit on leur a mal posé les questions précédentes et lors du sondage suivant ils témoignent qu'ils sont généreux ou solidaires, pour des racistes endurcis cela la fout mal !

Seulement ? En fait les Français son aigris et jaloux des fonctionnaires !

- Près d'un Français sur dix n'aime pas son travail - Francetv info

La bonne réponse devait être : préfère avoir un travail que d'être au chômage...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

- Les élus turcs renoncent à une nouvelle Constitution - Reuters

Une commission parlementaire turque, destinée à rédiger une nouvelle Constitution, n'a pas atteint ses objectifs et va être dissoute, a annoncé lundi Mehmet Ali Sahin, l'un des cadres du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste conservateur) du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

La commission, qui comprenait des membres de l'AKP, du Parti républicain du peuple (CHP, gauche kémaliste), du Parti du mouvement nationaliste (MHP, nationaliste) et du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, gauche pro-kurde), devait entièrement réécrire le texte né du coup d'Etat militaire de 1980.

"*Notre président du parlement a jugé impossible de rédiger une nouvelle Constitution et en informera par courrier les dirigeants des quatre partis politiques*", a dit Mehmet Ali Sahin.

La mise en place d'une nouvelle Constitution faisait partie des promesses de campagne de Recep Tayyip Erdogan lors des élections de 2011, et la commission y travaillait depuis deux ans.

Néanmoins, le texte aborde de nombreux points sensibles, de la définition de la nationalité turque à la protection des libertés religieuses, et les quatre partis ne sont parvenus à un accord que sur 60 articles, moins de la moitié de ce que doit contenir le projet de texte. Reuters 18.11

2- Haïti

Plusieurs milliers d'Haïtiens ont défilé lundi à Port-au-Prince pour réclamer la démission du président Michel Martelly.

Les manifestants ont emprunté la route commerçante de Delmas jusqu'à Pétionville, commune aisée de la banlieue de la capitale, où la police, cible de jets de pierre, a fait usage de gaz lacrymogène. Aucun blessé n'a été signalé.

Le mouvement de protestation, qui coïncidait avec l'anniversaire de la bataille de Vertières, première victoire sur les troupes françaises en 1803, était d'une ampleur sans précédent depuis l'investiture de Michel Martelly, en mai 2011.

"*Nous sommes dans la rue pour demander le départ du président Martelly*", a déclaré Volcy Assad au nom du Fanmi Lavallas, le parti d'Aristide.

"*Martelly représente la minorité qui a toujours maintenu le peuple dans la misère, dans la douleur (...) Nous voulons écrire une nouvelle page de l'histoire d'Haïti pour que les enfants aient accès à l'eau, à l'éducation et à la nourriture*", a-t-il ajouté. Reuters 18.11

SOCIAL

1- France

La Rochelle: 92 licenciements sur 109 salariés chez Planet Fun - 20minutes.fr

La société d'assemblage de bicyclettes Planet Fun, installée à Périgny, dans l'agglomération de La Rochelle, va licencier 92 de ses 109 salariés, a-t-on appris lundi auprès de la communauté d'agglomération.

«*Le marché du cycle est très difficile et Planet Fun avait perdu les marchés de ses principaux donneurs d'ordre, Décathlon et Intersport, qui se tournent vers d'autres fournisseurs moins chers*», a-t-elle ajouté.

Planet Fun, créé en 1998, a compté jusqu'à 250 salariés qui assemblaient pour le compte de grands donneurs d'ordre des pièces importées d'Asie avec une capacité de production qui pouvait atteindre 3.000 vélos par jour, du vélo de ville au VTT. 20minutes.fr 18.11

2- Portugal

- Lisbonne espère jusqu'à 580 millions de la cession de la poste - Reuters

La privatisation de CTT, dont la procédure a été entamée en juillet, fait partie des mesures demandées à Lisbonne par l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) en échange du plan d'aide accordé en 2011.

La privatisation de CTT, qui devrait intervenir avant la fin de l'année, aura lieu après celle, réussie, de Royal Mail en octobre.

De son côté, le fonds d'investissement a mis sur le marché fin juin plus d'un quart du capital de Bpost, principal opérateur belge de services postaux. Reuters

Je vous ai fait grâce de la partie importante (en volume) de cet article consacrée uniquement au prix de la mise en vente des actions de la poste et ce qu'elles rapporteront, comme si c'était le seul critère qui devait intéresser les lecteurs.

Pourquoi ? De manière à ce qu'ils ne se posent surtout pas de questions sur le bien-fondé et les conséquences pour les Portugais, Britanniques, etc. de la privatisation de la poste, seul le marché auquel ce service est sacrifié doit déterminé l'état d'esprit des lecteurs en les invitant à partager l'individualisme, la cupidité et l'avidité pour le profit des banquiers et autres investisseurs institutionnels.

C'est ainsi que la population ou les travailleurs sans s'en apercevoir se voient infuser l'idéologie néolibérale et l'adoptent malgré eux. Ensuite, parce que ces propagandistes que sont les agences de presse savent qu'une fois qu'on a adopté un mode de pensée ou une idéologie, il est extrêmement difficile de s'en délivrer ou d'en changer, chacun s'employant au contraire à justifier son choix idéologique, si on peut parler de choix, en réalité il s'est imposé à eux ou il leur a été imposé d'autant plus facilement en l'absence de toute alternative plausible ou cohérente, le socialisme ne faisant plus recette ou n'étant défendu réellement que par des militants totalement marginalisés, tandis que tous ceux qui parlent en son nom et qui apparaissent dans les médias en sont en réalité les fossoyeurs et les meilleurs alliés du néolibéralisme.

Les sections de l'Internationale socialiste capitaliste à laquelle appartient le PS, la gauche et l'extrême gauche sont responsables de cette évolution du mode de pensée de la majorité des travailleurs, en premiers lieu les mieux lotis qui trouvent encore leur compte dans le régime en place. Leur tour viendra, plus tard, à moins que le régime les ménage pour assurer la stabilité du pouvoir politique.

3- Italie

Alitalia supprimera de 2.500 à 2.600 postes, selon les syndicats - Reuters

Alitalia va supprimer entre 2.500 et 2.600 postes dans le cadre d'un plan de restructuration destiné à sauver la compagnie aérienne de la faillite, ont dit lundi des sources syndicales.

D'après ces dernières, ces mesures concerneront à la fois les pilotes, le personnel navigant et les salariés au sol.

L'une des sources a précisé que la direction prévoyait une réunion avec les syndicats jeudi ou vendredi.

Une porte-parole d'Alitalia, qui doit chercher un nouveau partenaire après la décision d'Air France-KLM de ne participer à l'augmentation de capital de l'entreprise, a déclaré que, en l'état actuel, le nouveau plan industriel faisait seulement référence à des mesures de réduction des coûts et ne mentionnait aucune suppression de postes. Reuters 18.11

4- Bangladesh

- Bangladesh: nouvelles manifestations de salariés du textile - AFP

Plusieurs milliers d'employés du secteur textile ont protesté lundi contre le nouveau salaire minimum décidé au Bangladesh, forçant 140 usines à fermer leurs portes, selon la police et les industriels.

Le gouvernement a récemment décidé d'augmenter de 76% le salaire minimum, à 68 dollars, en décembre mais des syndicats relèvent que les employés du textile les plus expérimentés ne profiteront pas de cette mesure et que certains patrons ont réagi en diminuant les indemnités transport et repas.

Des scènes de violence ont éclaté à Ashulia, banlieue de la capitale, Dacca, où sont installées de nombreuses usines textiles travaillant pour de grandes marques occidentales mais également à Gazipur, au nord de Dacca, selon la police.

"*Au moins 10.000 employés ont manifesté à Konabari (district de Gazipur, ndlr). Ils ont lancé des pierres sur la police. Nous avons riposté avec des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes*", a dit un porte-parole de la police, Shamsur Rahman à l'AFP.

Les manifestants sont essentiellement des salariés expérimentés en colère contre l'absence de revalorisation de leur paye, a-t-il ajouté.

Selon l'association des fabricant et exportateurs de textiles, quelque 140 usines ont dû fermer lundi en raison de ces manifestations.

Malgré la récente augmentation des salaires, les ouvriers du textile au Bangladesh restent parmi les moins bien payés au monde. AFP 18.11

ECONOMIE

1- France

Les députés ont voté jeudi l'octroi d'une enveloppe de 1,5 milliard d'euros d'aide sur dix ans pour venir en aide aux collectivités qui ont souscrit des emprunts toxiques. Celles-ci pourront être soutenues sur une période de trois ans renouvelable. Les députés ont voté jeudi soir une série d'amendements retouchant le dispositif gouvernemental de sortie des emprunts toxiques par les collectivités locales, notamment pour autoriser certaines collectivités à être aidées plus longtemps…

L'affaire des emprunts toxiques concerne quelque 1.500 collectivités ou organismes publics (hôpitaux, habitat social, notamment). Elle a généré au moins 300 contentieux, dont 200 à 250 auprès de Dexia et de la Sfil (Société de financement local). Le stock de la dette toxique est évalué à 14 milliards d'euros, selon l'association « *Acteurs publics contre les emprunts toxiques* »…

Payer maintenant pour éviter un risque majeur pour « les finances publiques »

Pour accéder à ce fonds, les collectivités seront obligées de renoncer à tout contentieux, en cours ou à venir, à l'encontre de la Sfil et Dexia. Ce dispositif dit « loi de validation » des emprunts toxiques vise à stopper l'inflation des contentieux… La Tribune - Wikistrike.com 16.11

2- Catastrophes climatiques

- Le coût des catastrophes climatiques atteint 200 milliards par an - Reuters

Les pertes économiques liées dans le monde à des catastrophes climatiques n'ont cessé d'augmenter au cours de la dernière décennie pour atteindre 200 milliards de dollars par an, dit un rapport de la Banque mondiale, lundi.

Le coût des catastrophes naturelles entre 1980 et 2012 s'établit à 3.800 milliards de dollars, rapporte la compagnie d'assurance allemande Munich Re, qui estime que 74% de ce montant est imputable à des phénomènes exceptionnels. - Reuters 18.11

Et le coût humain ? Il est absent de cet article en dehors du dernier paragraphe où est évoqué rapidement le passage récent du typhon Haiyan sur les Philippines.

Haut de page

Le 20 novembre 2013

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles ce soir, je n'ai toujours pas archivé les articles d'octobre, pas le courage et trop de boulot.

Une date à retenir dans les annales de l'histoire (la leur). Le 19 novembre 2013

C'est que la "*cause est importante*", on nous dit même que ce serait un paradis fiscal aux intentions généreuses, le "*régime hygiéniste*" de Singapour qui en serait à l'origine pour l'avoir avancé dès 2001, mais diable de quoi s'agit-il, mais voyons de la journée mondiale des toilettes décrété par l'ONU et qui doit se dérouler ce 19 novembre 2013.

N'allez pas croire que ce serait un canular, dès juillet de cette année le Huffington Post nous enjoignait de ne pas nous livrer à un "*petit caprice de pays riches*" et d'adopter une "*vision méprisante*" envers cette initiative prise très au sérieux par les dirigeants des pays qui siègent à l'ONU, qui par ailleurs sont bien connus pour colporter en permanence un idéal humaniste à travers le monde entier, au point que "*s'en gausser sur fond d'anti-internationalisme*" serait d'un fort mauvais goût nous dit-on, retenez bien la leçon elle nous servira plus loin. N'est pas internationaliste qui veut que voulez-vous, surtout quand il s'agit d'entretenir le règne de l'exploitation et de l'oppression à la surface de la terre, ce serait manquer au principe d'internationalisme et d'équité, de générosité que ne pas en faire profiter tous les exploités de la terre pour le pire et le meilleur, par exemple le droit aux toiltettes qui doit être un bien commun, collectif à tous les peuples, n'en existerait-il qu'un seul qu'ils leur reconnaîtraient que ce seraient celui-là, là encore avec quelques réserves que nous verront plus loin. La suite pourrait être à se torcher de rire, jugez plutôt.

- Fournir des toilettes pourrait permettre de sauver la vie de plus de 200.000 enfants chaque année. Des organisations comme la World Toilet Organisation, dont le nom pourrait prêter à sourire, estime que chaque année plus d'un million et demi d'enfants et de bébés de moins de 5 ans meurent à cause de diarrhées et autres maladies venant de mauvaises conditions d'hygiène, à commencer par les sanitaires.

Des fondations importantes comme celle de Bill Gates ont pris d'ailleurs conscience du problème et soutiennent l'Onu et diverses organisations pour agir en aidant à la construction d'équipements. huffingtonpost.fr 29.07.13

Bon, ils n'ont pas hésité à en sacrifier 500.000 en Irak, mais bon l'argent du pétrole n'a pas d'odeur et sent bien meilleur apparemment. Et puis pour aller alimenter des toilettes, il faut commencer par avoir le ventre plein, sinon on ne produira que la bile de nos souffrances qui torture nos boyaux et nos vies misérables dont ses donneurs de leçons sont responsables, il faut bien dire les choses telles qu'elles sont véritablement, n'est-ce pas ?

C'est quand même le comble du cynisme que ces tubes digestifs ne s'intéressent qu'à ce qui en sort quand il s'agit des plus malheureux, tandis que les nantis auxquels ils appartiennent consacrent exclusivement leur méprisable existence à ce qui va permettre de le remplir. Et que l'un des plus monstrueux d'entre eux participe à cette opération de propagande, est aussi naturel que se soulager en affamant et empoisonnant la planète entière avec des OGM (Monsanto dont Gates est actionnaire) ou autres saloperies issues de l'industrie chimique ou agroalimentaire, gageons que la bonne conscience qui leur sert de caution servira une toute autre cause, tout aussi importante ou plus encore, la leur.

Récemment c'était la Commission européenne qui avait pondu une directive sur le volume des réservoirs des toilettes que les pays de l'UE devraient adoptés, donc si quelqu'un s'avisait de vanter devant vous les mérites de l'UE ou de l'ONU, vous pourriez toujours lui répondre que vous savez au moins où va se nichez leur bonne conscience.

En complément.

On pourrait mettre dans le même registre l'annonce par le gouvernement indien la création d'une nouvelle banque destinée aux femmes. Voyez-vous, il n'y aurait qu'un tiers des femmes indiennes qui détiendraient un compte bancaire à leurs noms, mais pour en avoir l'utilité, faudrait-il encore qu'elle ait quelque chose à verser dessus, que leurs salaires soient suffisants pour économiser quelques roupies. C'était la première remarque qu'on pouvait faire, mais l'essentiel est ailleurs selon moi.

Il se trouve que l'Inde est le premier importeur d'or, les Indiens ont l'habitude de transformer leurs économies en or et d'offrir des bijoux en or lors d'évènements familiaux. L'Etat indien a tenté de leur vendre de l'or papier à la place de l'or physique et cela n'a pas fonctionné, les Indiens continuent d'acheter de l'or sous forme de pièces ou bijoux au lieu de déposer leurs économies à la banque, ils préfèrent garder leurs économies près d'eux, ils n'ont pas confiance dans les banquiers, à raison d'ailleurs.

Donc pour le gouvernement également empêtré dans une crise économique de plus en plus grave, depuis un an par exemple les retraites ne sont plus versés en début de mois mais les tous derniers jours, il espère par cette mesure que les Indiennes prendront le chemin de la banque de façon à remplir ses caisses au lieu d'achever de l'or, et si cette initiative s'adresse aux femmes, c'est parce que les familles convertissent leurs économies en bijoux en or destinés principalement aux femmes.

Pour la petite histoire, j'attends toujours depuis le mois d'août que mon beau-frère touche la subvention que le gouvernement devait lui verser dans le cadre de la construction de sa maison, pour me rembourser l'argent que je lui ai avancé. Un de ces copains qui milite dans le parti du Chief minister de Pondichéry et qui a eu accès à son dossier, lui a dit qu'il faisait partie des premiers qui seraient servis, dès que le gouvernement aurait assez d'argent dans ces caisses, ce qui n'est toujours pas le cas, il doit jongler pour payer les salaires et retraites des fonctionnaires et faire tourner les services publics en priorité, c'est pour dire que la situation économique est très mauvaise en Inde.

Bon à savoir.

Le collectif à l'origine d'une grève illimitée des sages-femmes hospitalières est sur une ligne réactionnaire.

- Le collectif souhaite que les sages-femmes exerçant à l'hôpital sortent du statut de la Fonction publique hospitalière pour intégrer un statut médical, sur le modèle des praticiens hospitaliers (médecins), afin d'être mieux reconnues.

Les syndicats - hormis la CFTC membre du collectif - refusent que les sages-femmes hospitalières quittent le statut de fonctionnaire. AFP 19.11

ACTUALITE EN TITRES

Quel exploit !

- En Israël, «*Hollande a réussi à tenir le même langage aux uns et aux autres*» - Liberation.fr

Par tous les moyens légitimer le sionisme et renforcer des liens avec lui.

- Hollande achève son voyage en Israël, pays des start-ups - AFP

"*L'objectif*", a-t-il souligné, serait le "*développement de nos échanges extérieurs et des investissements dans chacun de nos pays, avec des fonds, des capitaux dédiés à l'innovation*".

Benjamin Netanyahu a appelé à une coopération pour conquérir les nouveaux marchés d'Asie ou d'Afrique. "*Nous pourrions nous rassembler pour accompagner ces changements*", a-t-il estimé. AFP 19.11

La confiance a un prix...

- Trois anciens responsables syndicaux de SeaFrance mis en examen pour abus de confiance - Francetv info

- Espionnage chez Ikea : le PDG, son prédécesseur et le directeur financier mis en examen - LePoint.fr

En famille, toujours plus sur les pas de Sarkozy...

- Jean-Marc Ayrault cajole les maires en colère - LeFigaro.fr

Le président de l'Association des maires de France (AMF) Jacques Pélissard (UMP) ayant appelé la salle à "*une écoute mutuelle, respectueuse de l'autre*", Jean-Marc Ayrault a échappé à une bronca...

- M. Ayrault a annoncé la nomination d'un "*médiateur*", l'ex-ministre de droite Alain Lambert. - AFP 19.11

A ce prix-là évidemment...

- 150 000 euros en plus pour la FCPE: la fédération de parents s'explique - L'Express.fr

Je vous rappelle aussi, que nous ne sommes pas dans un pays de corruption, que les subventions versées aux associations reconnues d'utilité publique sont régies par des textes et bien encadrées, a dit le président de la FCPE Paul Raoult.

Prendre part aux discussions pour améliorer la réforme oui, demander l'arrêt non.

Nous souhaitons même pouvoir aller plus loin par la réécriture du décret quand on aura réformé le calendrier annuel pour 5 h par jour maximum. L'Express.fr 19.11

Quelle peine, quelle sueur, tant de larmes et de sang pour y arriver...

- La rémunération des patrons du CAC 40 retrouve ses niveaux de 2011 - AFP

La rémunération moyenne des patrons du CAC 40 a retrouvé cette année les niveaux de 2011, à 3,5 millions d'euros, mais demeure inférieure à celle de leurs pairs européens, selon une étude du cabinet Towers Watson publiée mardi.

Les Suisses (8 groupes dans le top 100) tiennent la palme à 7,63 millions d'euros de rémunération globale directe, devant les Espagnols (5 groupes) à 7,21 millions, les Allemands (15 groupes) à 6,3 millions et les Britanniques (21 groupes) à 5,7 millions.

Viennent ensuite les Italiens (4 groupes parmi le top 100) à 4,1 millions d'euros et enfin les Belges (5 groupes) à 3,96 millions. AFP 19.11

Instrumentalisation prise au piège.

- La violence faite aux enfants grande cause nationale ? - LePoint.fr

Et comment...

- Un enfant sur six victime d'exclusion sociale en France, selon l'Unicef - AFP

La décadence sera internationale ou ne sera pas...

- Des droits pour les LGBT, une nouvelle fracture mondiale - Slate.fr

- L'Inde inaugure une banque pour les femmes - Le Monde.fr

Et l'Etat ?

- 62% : la part des professeurs de collège qui associent l'entreprise à de l'exploitation - Atlantico.fr

Les comploteurs en action.

- L'assassinat de Kennedy, 50 ans après, nourrit encore les théories du complot - AFP

- Assassinat de JFK: pourquoi les théories du complot ne tiennent pas la route - Slate.fr

Ce qui devient de plus en plus intéressant, c'est que les agences de presse, les médias et les portails qui sont connus à travers le monde entier pour colporter ou couvrir les mensonges du patronat, des gouvernements des puissances impérialistes et toutes

les institutions qu'ils contrôlent, persistent dans la même voie et se discréditent un peu plus chaque jour, c'est excellent, cela ne peut à la longue qu'aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme et ses institutions qu'ils supportent de moins en moins.

Chacun sait que le cartel des banquiers de la Fed a fait assassiner Kennedy parce qu'il s'apprêtait à remettre en cause leur monopole sur la création monétaire, notamment, comme il avait fait assassiner A. Lincoln.

L'époque où plus un mensonge est gros plus il passera est terminée ou en voie de disparition, car il existe trop de moyens d'informations indépendants où la population peut directement s'informer.

Les véritables conspirateurs ou comploteurs, ce sont ceux qui mentent, qui s'emploient à déformer, tronquer ou camoufler des faits, qui cachent la vérité à la population, qui l'induisent délibérément en erreur pour l'empêcher de comprendre comment fonctionne réellement le vieux monde dont il faut nous débarrasser au plus vite.

La stratégie du chaos, suite.

- Liban: 23 morts dans un double attentat contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth - AFP

- Egypte: manifestations et heurts entre pro et anti-armée au Caire - AFP

- Mexique: 39 corps découverts en 10 jours dans des fosses clandestines - AFP

- Attaque d'un poste de police en Somalie, 28 morts - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le président et la "***majorité***" changent, la politique antisociale demeure, normal sous la Ve République.

- L'Assemblée adopte largement, en première lecture, le projet de budget 2014 - Francetv info

L'Assemblée nationale a largement adopté l'ensemble du projet de budget 2014 en première lecture, mardi 19 novembre, le jour même de l'annonce par le Premier ministre d'une refonte future de la fiscalité. Le projet de loi de finances a été voté par 320 voix contre 242, après la fin du passage en revue des dépenses. Celles-ci sont globalement en baisse, selon le gouvernement.

Tous les socialistes, les radicaux de gauche et la très grande majorité des écologistes l'ont approuvé. Aucun socialiste n'a voté contre ou n'a voté blanc sur ce texte, jugé crucial comme marqueur d'appartenance à la majorité. Chez les écologistes, qui avaient menacé en septembre de ne pas voter un budget à l'époque pas assez verdi à leurs yeux, seuls Sergio Coronado et Isabelle Attard se sont abstenus, tandis que Noël Mamère a voté contre. L'UMP, l'UDI et le Front de gauche ont voté contre. Francetv info avec AFP 19.11

Dont côté jardin, un cadeau de 20 milliards d'euros aux exploiteurs, consacrés au crédit d'impôt compétitivité emploi destiné à abaisser le coût du travail, et côté cour la hausse de la TVA, etc. bref la poursuite de la politique de Sarkozy,

Mais au fait, messieurs les opportunistes professionnels qui pendant des décennies et des décennies nous avaient expliquer qu'il existait un courant de gauche au PS, où est-il donc passé, allez dites-nous tout, dites-nous pour qui vous roulez réellement vous qui nous avaient si bien roulés, je pense notamment au courant "*trotskiste*" du POI.

Question : quand les militants trotskistes de ce parti et d'ailleurs tireront-ils les enseignements de l'incurie politique ou de la trahison de leurs dirigeants, quand ? Plus de 65 ans, c'est long !

En complément. Ayez de "***l'empathie***" pour le capitalisme ! Il vous le rendra : à qui ?

- Les soutiens très chics de Gérard Collomb - libération.fr

Les vingt premiers membres du comité de soutien au maire PS de Lyon pour les municipales de mars se sont fait connaître ce mardi.

Côté mixité sociale, son comité de soutien, Acteurs dans la ville, a des progrès à faire. Le comité de soutien à Gérard Collomb cultive fâcheusement l'entre soi. A part deux étudiantes, tous ses membres appartiennent aux catégories sociales supérieures.

Y compris Alexis Jenni, prix Goncourt 2011.

- deux avocates,
- une chef d'entreprise,
- une chirurgienne professeur des universités,
- une directrice de festival
- la vice-championne du monde de fleuret par équipe,
- six dirigeants d'entreprises,
- plus le directeur de l'opéra de Lyon,
- un restaurateur.

Il a toujours affiché son «*amour*» de l'entreprise. «*On ne relancera pas l'économie sans un minimum d'empathie pour les entreprises*», déclarait-il dans une interview au Monde. libération.fr 19.11

Vous êtes ouvrier, employé, technicien, cadre, prof, dans le privé ou le public : circulez ce parti n'est pas pour vous, il ne défendra jamais vos intérêts fondamentaux, c'est un parti du capital et des couches privilégiées de la petite-bourgeois qui y sont liés par leur niveau de rémunération ou leur mode de vie !

Ceux qui vous ont induit en erreur sur la nature du PS n'appartiennent pas forcément à ces couches privilégiées, ils appartiennent plutôt aux couches supérieures de la classe ouvrière, à l'aristocratie ouvrière corrompue par les avantages que leur confère leur statut ou la place qu'ils occupent dans la société en régime capitaliste et qu'ils entendaient préserver, quitte à se compromettre pour y parvenir, à endosser à leur tour un masque pour camoufler leurs véritables intentions, leur imposture ou trahison et ainsi mieux tromper travailleurs et militants.

Depuis, ils ont franchi un pas de plus en versant dans le populisme de gauche ou en reprenant à leur compte certains thèmes de la propagande néolibérale impulsée par le PS, notamment.

Intox en famille. Quand la "***majorité***" PS adopte un projet de loi... de l'UMP

- Le référendum d'initiative populaire bientôt possible en France - Reuters

Les députés français ont entériné mardi les deux projets de loi relatifs à la mise en oeuvre du référendum "*d'initiative populaire*" sur une série de sujets très limitée, dont la ratification des traités et l'organisation des pouvoirs publics.

Ils ont adopté le texte mis au point par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat que la haute assemblée approuvera à son tour jeudi prochain.

La réforme sera alors définitivement adoptée, mettant un point final à un long parcours parlementaire entamé en janvier 2012 sous la précédente majorité de droite.

Tous les groupes ont voté pour, à l'exception des radicaux de gauche qui se sont abstenus et du Front de gauche qui a voté contre "*ce faux référendum compliqué à mettre en oeuvre*".

La réforme constitutionnelle de 2008, sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, a consacré le droit pour un cinquième des membres du Parlement soutenus par une dixième des électeurs - soit 4,5 millions de Français - de demander l'organisation d'un référendum législatif.

Ce dernier ne pourra porter que sur des sujets précis : ratification d'un traité, organisation des pouvoirs publics, réforme à caractère économique, social ou environnemental et services publics qui y concourent.

Lors de la première lecture de ces textes, en janvier 2012, les socialistes s'étaient abstenus et seule la droite, alors majoritaire, avait voté pour. Reuters 19.11

Comme aucun parti ouvrier révolutionnaire (hypothétique) n'obtiendra jamais 1/5e d'élus au Parlement, l'affaire est entendue d'avance, pure conditionnement des masses pour leur faire croire que la Ve République ne serait pas antidémocratique.

Le chômage : un manque de motivation !

- Chômage: l'OCDE ne prévoit pas de baisse en France avant 2015 - AFP

L'OCDE a indiqué mardi dans son rapport annuel de conjoncture tabler pour la France sur un taux de chômage de 10,6% cette

année, grimpant à 10,8% l'an prochain pour décliner très légèrement à 10,7% en 2015.

Elle estime que "*davantage de réformes structurelles seront nécessaires pour doper la compétitivité*" française, notamment pour "*développer les incitations à travailler*", mais qualifie de "*bienvenu*" l'effort de réduction de la dépense publique promis par le gouvernement. AFP 19.11

Traduire "*incitations à travailler*" par obligation à travailler, créer les conditions économiques pour que les travailleurs au chômage soient contraints d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quelle condition de travail et de rémunération, ce qu'ils ont réussi à faire en Grèce, au Portugal et en partie en Espagne, et avant en Allemagne (Hartz IV).

Verts nient qui veut bien y croire

- Socialistes, conservateurs et libéraux alliés pour l'austérité - Liberation.fr

Alors que le Parlement européen vient d'adopter ce mardi le budget de l'UE, des eurodéputés EE-LV dénoncent une trahison.

Avec le soutien des socialistes, conservateurs et libéraux, le premier plan d'austérité de l'histoire du budget européen (-85 milliards, 9 % du montant total) vient d'être voté ce mardi à Strasbourg. Engageant l'Europe pour les sept prochaines années, cela revient à lier les mains de la prochaine Assemblée, qui sera élue en mai 2014. Imaginons un instant que le dernier budget voté sous Sarkozy ait engagé celui de François Hollande pour l'ensemble de son quinquennat, n'aurions-nous pas crié au déni de démocratie ? C'est toutefois ce que s'apprête à faire la majorité du Parlement européen.

(Quand la Commission européenne s'arroge le droit de dicter le budget des Etats de l'UE, là ils ne trouvent rien à redire. Quand Hollande poursuit et aggrave la politique de Sarkozy, là ils ne trouvent à redire, la preuve aucun député EELV n'a voté contre le projet de budget 2014 hier à l'Assemblée nationale, Mamère a voté contre mais il avait démissionné depuis d'EELV, etc. - ndlr)

Au lendemain du sommet de février 2013, ce fut donc l'indignation générale du Parlement face au refus catégorique du Conseil européen de tenir compte de nos revendications. «*Un grand jour pour la démocratie européenne*», disait-on. Mais depuis, Martin Schulz, le président du Parlement européen, s'est littéralement assis sur le mandat que nous lui avions confié, en signant, fin juin, un deal politique avec le Conseil et la Commission. Les conservateurs obtenaient ainsi ce qu'ils voulaient – un budget en régression – et les socialistes européens de suivre la ligne de celui qui est, depuis, devenu leur candidat à la future présidence de la Commission européenne.

(Ils feignent l'indignation, on va voir pourquoiplus loin quelles étaient leurs réelles intentions et ce qu'elles cachaient, cela vous donnera une idée précise du contenu de leur indignation. - ndlr)

Avec ce budget d'austérité qui reste financé à 75 % par des contributions nationales (Ils veulent dire par là par les Etats, ils voudraient ajouter un impôt européen qui serait directement tiré à la source, que seule l'UE contrôlerait. Ainsi, petit à petit ce serait l'ensemble des ressources financières des Etats qui se retrouveraient sous la coupe de Bruxelles, les Etats se voyant distribuer une enveloppe et à eux de se débrouiller pour faire avec, cela en serait fini des Etats. C'est l'objectif des Verts, celui des néolibéraux. - ndlr) , l'Europe s'interdit d'agir. Pire, elle donne un gage supplémentaire aux chefs d'États et de gouvernements qui détiennent les cordons de la bourse, et s'autorisent à violer en toute impunité les traités. (Ce sont de fieffés réactionnaires, ils sont plus pourris que l'UMP et le PS réunis, selon eux la Commission devrait imposer des amendes aux Etats qui ne respecteraient pas les termes des traités qu'ils ont signés, bref, à eux ensuite de reporter ces amendes sur les travailleurs, de tailler davantage à la hache dans les budgets sociaux de l'Etat ou de s'attaquer aux fonctionnaires. - ndlr) Sommet après sommet, ceux-ci s'octroient le pouvoir budgétaire et législatif, dans le mépris des eurodéputés et de leurs propres ministres. (Ils confirment ici que le Parlement européen n'a aucun pouvoir, qu'il set uniquement de vernis démocratique à une entreprise antidémocratique ou totalitaire. - ndlr) En acceptant de voter ce budget, la majorité du Parlement cautionne ce coup d'État budgétaire et renonce à sortir les Européens de la crise actuelle et d'investir dans la jeunesse et l'avenir. (En réalité, si les conservateurs (UMP-PS en France) les avaient suivis, en réalité l'avenir de la jeunesse serait encore plus sombre, elle n'aurait aucun avenir. - ndlr)

A quelques mois des élections européennes, renoncer ainsi aux engagements que nous avions pris collectivement devant nos électeurs est un cadeau supplémentaire offert, comme s'ils en avaient besoin, à tous les populistes et les eurosceptiques. Les écologistes s'y refusent et redonneront la parole aux citoyens en mai 2014 pour défendre une certaine idée de l'Europe. (Cette pourriture instrumentalise le danger de voir l'extrême droite monter pour camoufler le fait que leur politique est encore plus réactionnaire que celle appliquée par la Commission européenne. Ils se conduisent exactement comme les partis qu'ils dénoncent dans leur pays. - ndlr)

Signé : François Alfonsi, Sandrine Bélier, Malika Benarab-Attou, Jean-Paul Besset, Jean-Jacob Bicep, José Bové, Yves Cochet, Daniel Cohn-Bendit, Karima Delli, Hélène Flautre, Catherine Grèze, Yannick Jadot, Eva Joly, Nicole Kiil-Nielsen, Michèle Rivasi et Karim Zéribi. Liberation.fr 19.11

Délinquance financière. Les bons comptes font les bons amis... Passez par la case banque, pas par la case prison.

- Subprime: JPMorgan accepte de payer le record de 13 mds USD aux Etats-Unis - AFP

JPMorgan Chase a accepté de payer la somme record de 13 milliards de dollars aux Etats-Unis pour mettre fin à leurs poursuites au civil dans le dossier des dérivés de prêts immobiliers risqués, dits "*subprime*".

"*Le département américain de la Justice (DoJ) ainsi que les Etats fédéraux partenaires annoncent un accord amiable de 13 milliards de dollars avec JPMorgan, le plus important avec une seule entreprise dans l'histoire américaine*", écrit le DoJ dans un communiqué.

Dans le cadre de l'accord, JPMorgan reconnaît qu'elle a "*donné une fausse image aux investisseurs*" des titres qu'elle leur vendait, pour en dissimuler le caractère hautement risqué.

"*Il ne fait aucun doute que la conduite révélée par cette enquête a contribué à provoquer l'effondrement du marché immobilier*", a commenté le ministre américain de la Justice, Eric Holder, cité dans le communiqué.

"*JPMorgan n'était pas la seule entreprise pendant cette période à avoir en toute connaissance de cause titrisé et vendu des prêts toxiques à des investisseurs qui ne le soupçonnaient pas, mais il n'y a aucune excuse pour ce comportement*", a-t-il ajouté.

Le DoJ a précisé que JPMorgan ou certains de ses employés pourraient encore faire face à des poursuites pénales.

Pour Erik Oja, analyste de S&P Capital IQ, le point clé restant est de savoir quelle ampleur ces poursuites criminelles pourraient prendre.

Jacob Frenkel, avocat spécialisé dans les affaires boursières, estime pour sa part que "*si après cinq ans, ils n'ont toujours pas les preuves nécessaires, il n'y aura pas de poursuites criminelles*".

La banque fait encore l'objet d'enquêtes et de poursuites pour corruption en Chine ainsi que pour ses activités dans le courtage énergétique ou encore les manipulations de taux de change. AFP 18.11

Ouf, les banquiers vont encore passer à travers les mailles du filet de la justice américaine ! On en parlait justement hier dans notre causerie.

Je ne sais pas si je trouverai le temps pour analyser un des aspects intéressant de la faillite de Lehman Brothers en 2008 qui à ma connaissance n'a pas été exploré : les dirigeants, propriétaires ou principaux actionnaires de cette banque depuis sa création et les liens familiaux qu'ils avaient tissés avec d'autres familles de banquiers, ainsi que les marchés sur lesquels les uns et les autres s'étaient placés, la concurrence et les coups tordus même auxquels ils s'étaient livrés et qui avaient laissé des traces, bref, les rapports qui existent sans doute entre ces différents facteurs qui ont pu être à l'origine du choix ou du dévolu porté sur cette banque et non sur une autre.

J'en suis arrivé à formuler ce soupçon ou ce constat partiel en lisant la généalogie de différentes familles de banquiers et de quelle manière ils avaient développé leurs activités au XXe siècle, on peut ajouter quelques prises de positions politiques dont certaines étaient en contradiction avec la stratégie de certains banquiers de la Fed, à mon avis un crime ou une trahison impardonnable qui devait se payer un jour.

On n'est jamais mieux servi que par soi-même

- Yahoo! annonce 5 mds USD de nouveaux rachats d'actions - AFP

Le groupe internet américain Yahoo! va reverser davantage de liquidités à ses actionnaires, auxquels il a annoncé mardi 5 milliards de dollars de rachats de titres supplémentaires. AFP 19.11

- EasyJet gâte ses actionnaires, pas ses salariés - L'Expansion.com

La compagnie aérienne britannique à bas coût a vu ses profits bondir (50,9% avant impôts) et va verser un dividende extraordinaire à ses actionnaires. Ses pilotes français, qui dénoncent une "*course au moins-disant social*", menacent de faire grève.

La compagnie va reverser 308 millions de livres à ses actionnaires à travers un dividende ordinaire de 33,5 pence par titre, en

hausse de 55,8%, et un dividende extraordinaire de 44,1 pence par titre.

"*En France notamment, il n'y aura pas de redistribution ! Pas d'accord d'intéressement, pas de Plan Epargne Entreprise, ni d'amélioration des conditions de travail, peut-être une augmentation de salaire en dessous de l'inflation... Juste quelques actions gratuites distribuées avec parcimonie*". "*La coupe est pleine et les pilotes de ligne sont fatigués*", ajoute le communiqué.

"*Nous, les pilotes, sommes très inquiets car les négociations actuelles se déroulent comme si nous travaillions dans une compagnie en difficulté financière. La Direction essaie de diminuer les coûts au détriment des jeunes pilotes, et sans tenir compte de la fatigue des équipages. Il est temps de mettre en place les améliorations qui permettront aux collègues de travailler avec des plannings adaptés*", explique Didier Bourguignon, porte-parole membre de la section EasyJet au SNPL.

"*La direction surfe, à loisir, sur le droit du travail en appliquant certains articles et pas d'autres. Nous sommes contraints, à chaque litige, d'aller devant les tribunaux avec des délais ubuesques d'attente de décision. Cette dépense d'énergie, ce refus d'aller de l'avant, ces menaces perpétuelles d'un avenir sombre, ce manque évident de discours social, nous oblige à prévenir nos passagers que des perturbations sont à prévoir dans les mois à venir*", prévient-il. L'Expansion.com avec AFP 19.11

INFOS EN BREF

SOCIAL

Etats-Unis

- Walmart a menacé des employés et licencié des grévistes - Liberation.fr

Le géant américain de la distribution Walmart a violé les droits de ses salariés en les menaçant illégalement, ou en licenciant ceux qui avaient manifesté ou participé à des grèves, a dénoncé lundi le bureau des relations du travail.

L'organisme gouvernemental (National Labor Relations Board, NLRB) menace de porter plainte, jugeant fondées des allégations selon lesquelles Walmart a violé les droits de ses salariés dans 14 Etats américains. Walmart «*a menacé, sanctionné, ou renvoyé illégalement des employés qui avaient participé légalement à des manifestations ou des grèves*», précise le NLRB dans un communiqué.

«*Le combat pour un meilleur salaire, un emploi à plein temps, et la fin des représailles illégales chez Walmart n'est pas seulement une problématique de salariés*», a estimé dans un communiqué Richard Trumka, le président de la puissante confédérale syndicale américaine AFL-CIO. Pour Richard Trumka, c'est aussi une question qui concerne les femmes et la famille, les droits des migrants, les étudiants, l'environnement, les consommateurs et surtout «*une question d'équité*». Liberation.fr 19.11

ECONOMIE

1- OCDE

L'OCDE a abaissé mardi ses prévisions de croissance mondiale pour 2013 et 2014, "*en grande partie à cause de perspectives dégradées dans plusieurs pays émergents*", et a appelé à la rescousse les Banques centrales, mais aussi l'Allemagne et les Etats-Unis.

L'OCDE table désormais sur une croissance mondiale de 2,7% cette année et 3,6% l'an prochain, et donne une première prévision pour 2015, à 3,9%, selon son rapport annuel de conjoncture.

Certains grands pays émergents tels que le Brésil ou la Russie ont fait face cette année à un ralentissement de leur croissance, parfois conjugué à des turbulences financières ou sociales.

L'Organisation note un changement de paradigme au niveau mondial: jusqu'ici "*les impulsions dans les économies émergentes avaient des effets d'entraînement positifs sur les pays avancés*" mais désormais "l'environnement économique mondial pourrait faire office d'amplificateur et de courroie de transmission pour des chocs négatifs" en provenance de ces mêmes pays.

Face à ce ralentissement des pays émergents, l'OCDE en appelle à la réserve fédérale américaine (Fed) et à la Banque centrale européenne (BCE) pour faire contre-poids.

Aux Etats-Unis, "*les achats en masse de bons du Trésor devront être graduellement réduits quand la croissance prendra des forces puis, courant 2015, la Réserve fédérale devrait commencer à relever ses taux.*"

En zone euro, la Banque centrale européenne "*devrait réfléchir à des mesures supplémentaires si les risques de déflation devenaient plus sérieux*".

Pour elle, si les Etats-Unis échouaient l'an prochain à relever le plafond de leur dette et se voyaient obligés de tailler à vif dans leurs dépenses pour équilibrer le budget, ils glisseraient dans une récession avec une contraction de leur produit intérieur brut qui pourrait atteindre jusqu'à 6,8%, entraînant le monde entier, et mettant au chômage 5 millions de personnes rien que dans l'OCDE.

La solution, selon l'Organisation: abolir cette notion de plafond de la dette pour éviter que ne se rejoue chaque année le même scénario, et adopter "*une stratégie (budgétaire) crédible à moyen terme*".

Elle se joint aussi aux appels toujours plus pressés lancés à l'Allemagne, moteur économique en Europe, dont les abondants excédents font des jaloux.

"*Peu d'ajustements, voire aucun, se produisent dans les pays en excédent*" par rapport à ceux confrontés à des déficits, selon elle, et "*un ajustement plus durable et plus symétrique est nécessaire à travers des réformes des marchés de biens et du travail, y compris une libéralisation des services en Allemagne* ".

Dans la première économie européenne, "*des réformes structurelles destinées à déréguler les services, à faire tomber les barrières au travail à temps complet des femmes, et à améliorer l'accès à l'éducation supérieure renforceraient la croissance et contribueraient à un rééquilibrage global*".

Parmi les autres conseils prodigués par le "*club des pays riches*": en Europe, recapitaliser les banques et avancer sur le chemin d'une union bancaire; au Japon, reprendre le contrôle sur un endettement qui pourrait "*devenir insoutenable*"; au Royaume-Uni, poursuivre la consolidation budgétaire tout en préservant les dépenses d'infrastructure; en Chine, prendre conscience du fait que "*les ressources de relance budgétaire sont peut-être épuisées*"; en Inde, au Brésil et en Russie, poursuivre ou enclencher la consolidation budgétaire. AFP 19.11

Un programme de guerre antisociale contre le prolétariat mondial toutes couches confondues.

2- Venezuela

- Venezuela: amende pour General Motors, accusé d'"*usure*" - AFP

Le gouvernement vénézuélien a annoncé avoir infligé une amende à la compagnie automobile américaine General Motors (GM), accusée d'"*usure*" et de prix exorbitants pratiqués dans la commercialisation de véhicules et pièces détachées.

Une amende de 500.000 bolivars (80.000 dollars au change officiel) a été décidée après avoir constaté que l'entreprise pratiquait une sur-tarification pouvant atteindre 400%, a annoncé le ministre des Industries Ricardo Menendez après avoir participé à l'inspection d'une usine d'assemblage de GM à Valencia (nord).

"*Nous avons mis au jour des marges qui doivent être qualifiées d'usurières*", a assuré le ministre sur l'antenne de la télévision publique.

M. Menendez a également expliqué que ses services enquêtaient sur la destination des dollars assignés à l'entreprise pour l'achat de pièces détachées et l'assemblage de véhicules, alors que le pays impose depuis 2003 un strict contrôle de l'accès aux devises.

Cette amende visant l'entreprise américains s'inscrit dans le cadre d'une campagne de pression fiscale menée depuis une semaine par le gouvernement contre des fabricants et distributeurs accusés de spéculation. AFP 19.11

Haut de page

Le 21 novembre 2013

CAUSERIE

J'ai archivé les articles économiques et ceux de la rubrique sociale d'octobre, la suite demain si possible.

Un groupe de militants a publié un article en 2009 dans lequel figurait 7 fois le mot *travailleurs*, nulle part travailleuses, militantes, syndiquées, employées, ouvrières, etc. nulle part.

Ce groupe rejoint le NPA et écrit dorénavant : Lycéen-ne-s, enseignant-e-s, ouvrier-e-s, travailleur-se-s.

Voilà des gens qui n'ont aucune personnalité, qui sont prêts à troquer leurs convictions pour se fondre dans un parti qui incarne au dernier degrè le populisme d'extrême gauche, la décomposition du mouvement ouvrier. Normal qu'ils en viennent à manifester avec le Medef, l'UMP et le FN, le POI a raison de les dénoncer.

Pour le justifier cette tendance crépusculaire du NPA a indiqué que des paysans avaient manifesté à Quimper récemment, et que le socialisme aurait besoin de paysans... Sans doute, quant à savoir si un parti qui manifeste avec la droite et l'extrême droite sera utile aux paysans pauvres et aux ouvriers pour s'emparer du pouvoir, qu'il nous soit permis d'en douter fortement...

A ce rythme-là, il faut aller au bout de son raisonnement, si, si, on y tient c'est une question de principe, quand on sort de grosses conneries il faut assumer. Hitler avait mis en oeuvre un programme social à faire pâlir de jalousie le Front populaire et le Conseil nationale de la Résistance, personne ne l'a égalé depuis, renseignez-vous sur Internet tout y est, vous apprendrez beaucoup de choses qu'on vous a cachées, et bien peut-être bien qu'à l'époque il aurait fallu le soutenir aussi, pourquoi pas pendant qu'on y est, à cette époque-là le régime nazi était plus social que national, par la suite c'est autre chose, il a révélé sa véritable nature, avant aussi mais nombreux étaient ceux qui avaient préféré fermer les yeux et s'en accommoder... Pour briser, liquider le mouvement ouvrier, sa méthode fut simple, il reprit son programme (qui demeurait très limité) et il l'a appliqué, puisque la social-démocratie et les staliniens s'y étaient refusés, c'est ainsi qu'il s'est mis les masses dans la poche, vous connaissez la suite, avant de les envoyer à la boucherie.

On appelle cela les moutons de Panurge, le peuple ou les masses se jetteraient dans les bras de leurs bourreaux qu'il faudrait les accompagner, ce sera sans nous. Cela doit être terrible pour des militants d'en arriver-là, non, je me demande comment ils ont fait pour se renier à ce point-là, cela m'épate, vous voyez qu'il nous arrive encore d'être surpris, hélas rarement dans le bon sens du terme ou la bonne direction.

Soutenir le réformisme, une réforme mise en oeuvre par le régime en place, soutenir une mesure prise par la droite, soutenir une loi venant du PS, etc. au départ on se dit que cela ne mange pas de pain, c'est sans conséquences, on se fait du bien, ce n'est pas compromettant, etc. Et bien détrompez-vous, c'est un état d'esprit qu'on adopte, bien plus en fait, et qui au file du temps vous tire toujours plus à droite, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle on retrouve plus tard pas mal de militants rompus à cet exercice passés à droite ou à l'extrême droite ou qui tout simplement en ont fait leur gagne-pain, leur religion... Adopter cette position, c'est changer de terrain de classe, dès lors tout peut arriver, le pire seulement. On en vient forcément pour justifier ses reniements à recourir à des arguments ou méthodes malhonnêtes, on les fabrique si nécessaire, à la fin on y laisse son âme comme dirait Marx.

Camarades, réfléchissez bien avant de mettre un petit doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes qui finira par vous broyer politiquement un jour au l'autre, c'est un mécanisme infernal, infaillible et terriblement dangereux, efficace aussi, au point que vous ne vous en rendrez même pas compte. Et dites-vous bien que lorsque la gangrène aura atteint des organes vitaux, il n'y aura plus de rémission possible, plus de retour en arrière possible. Cela vaut la peine qu'on y réfléchisse, n'est-ce pas ?

Je ne peux pas m'empêcher de vous offrir un complément, pas vraiment un cadeau de fin d'année, quelque chose qui relève apparemment de la démence, même en faisant preuve de beaucoup d'imagination, cela ne nous serait jamais venu à l'esprit, voilà ce que j'ai lu dans un article publié fin octobre par un groupe de militants, jugez plutôt, :

- "*Pour un gouvernement ouvrier rompant avec le capital, satisfaisant les revendications ouvrières et celle de la jeunesse*

Une telle décision prise en opposition au gouvernement Hollande poserait immédiatement la question d'un autre gouvernement, responsable devant la majorité PS- PCF dont les travailleurs et la jeunesse exigeraient satisfaction de leurs revendications."

Délirant, extravageant, fantasmagorique, un gouvernement qui satisferait nos revendications alors qu'existerait encore une majorité PS-PCF, on se demande bien comment cela pourrait advenir ou être possible, l'un étant l'antithèse de l'autre. En réalité un tel gouvernement ne pourrait voir le jour qu'après avoir chassé du pouvoir la majorité PS-PCF qui incarne celui du capital et non celui des travailleurs. Et pourquoi les travailleurs auraient-ils pu élire une majorité PS-PCF alors que le gouvernement en place serait issu de ces partis, pour ensuite chasser le gouvernement de ces partis et conserver leurs députés, l'incohérence est totale, qui plus est, députés qui jusque là auraient soutenu la politique du gouvernement en place.

Délirant, car si les travailleurs devaient élire une majorité PS-PCF cela signifierait tout simplement qu'ils ne sont pas mûrs pour renverser le gouvernement en place ou constituer un gouvernement ouvrier, cela va de soi, c'est ridicule et grotesque à la fin.

Voilà ce qui arrive quand on est incapable de rompre avec le PS et le PCF, deux partis dont les travailleurs n'ont absolument rien à attendre. La totalité des députés du PS viennent de voter le budget 2014 d'austérité, franchement il faut avoir perdu la tête pour imaginer un seul instant qu'ils pourraient appliquer une autre politique, inscrire son combat politique dans une telle perspective c'est induire les travailleurs et les militants en erreur ou les mener dans une impasse politique.

Vous avez là le discours des années 70, ces militants sont complètement sclérosés.

Ceux qui creusent notre tombe.

Quand le journal d'un banquier fait la promotion du Conseil national de la Résistance et des «*Jours heureux*», le M'PEP doit exulter !

Les «*Jours heureux*», sur les traces de l'héritage du conseil national de la Résistance - Liberation.fr

Il s'agit d'un documentaire de Gilles Perret *Les Jours heureux* sorti en salle le 6 novembre.

Il illustre comment nos responsables politiques actuels, de Jean-Luc Mélenchon à Jean-François Copé et François Bayrou, se réclament tous de «*l'héritage*» du CNR mais piochent, l'un dans les propositions, les autres dans le symbole d'une union «au-delà des partis politiques» en oubliant le contenu petit à petit détricoté depuis quarante ans. Liberation.fr 20.11

Que Jean-François Copé et François Bayrou, ajoutez de nombreux dirigeants du PCF et du PS, MRC, des gaullistes, etc. s'en réclament aurait en principe de quoi faire fuir tout militant qui se réclame de la classe ouvrière ou du socialisme, non ? Non, car voyez-vous la plupart des militants n'ont plus de repères théoriques et ils sont profondément gangrenés par l'idéologie dominante qui chante en choeur avec nos dirigeants les vertus de la collaboration de classes et du corporatisme. Et puis il faut bien dire que plus aucun parti n'ose défendre le socialisme qui en est l'antithèse, ne rigolez pas, par crainte d'être censurés, marginalisés, comme s'ils ne l'étaient pas déjà, en quête de reconnaissance ils sont prêts à tout sacrifier, notre cause pour commencer.

Il est de bon ton de nos jours de trouver du bien et du mal partout ou en toute chose, de tirer profit des avantages trouvés dans une poubelle, on aurait tort de se gêner et de céder sa place, ce serait franchement dommage de ne pas en profiter, et si l'UE et l'ONU s'intéressent tant aux toilettes, c'est sans doute parce que c'est le lieu privilégié où doit échoir notre dignité, soulager l'humain d'abord de sa bonne conscience situé au fond d'un tube digestif mérite le respect, sans avoir à se poser la question de savoir qui en sera la victime. Vous comprendrez pourquoi on ne peut pas se soumettre à leur mode de pensée irrespirable et on ne leur témoigne aucun respect, c'est un principe, une question d'hygiène, y compris mentale ou de salubrité publique.

L'engouement et le soutien de Libération à cet organisme qui scella la collaboration de classes qui devait encore faire merveille 67 ans plus tard, sont donc tout à fait naturels ou dépourvus de toute hypocrisie, la preuve Libération a été jusqu'à ajouter un lien permettant d'accéder aux horaires et projections spéciales de ce film.

On doute que Libération qui se prévaut d'une étiquette de gauche usurpée soutiendrait la sortie d'un documentaire sur la Commune ou la Révolution d'Octobre, sauf pour le salir.

Le 20 novembre 2013, donc le même jour, le M'PEP mettait en ligne un article intitulé : *La déclaration de Cocoyoc sur l'environnement est un texte fondateur pour le M'PEP*

De quoi s'agit-il ? D'une déclaration ou un texte datant du 23 octobre 1974 et rejeté par l'ONU. Pour en savoir plus j'ai parcouru ce texte en diagonale.

Le M'PEP nous dit que "*la Déclaration de Cocoyoc, écrite il y a près de 40 ans, constitue un cadre général liant développement, ressources naturelles et environnement.*" Mais encore de quoi est-il question, sur quels rapports repose-t-il ?

Pêle-mêle on trouve, expressions extraites de cette déclaration :

- les besoins humains fondamentaux
- la gestion des biens communs
- l'exploitation des biens commun
- l'accès aux biens communs

...le tout orienté vers...

- l'intérêt général.

A ce stade-là l'entreprise nous semble plus que suspecte, la suite va confirmer notre inquiétude.

Le M'PEP nous dit encore que son objectif serait : "*la rupture avec l'ordre économique mondial, c'est-à-dire (même si ces mots ne figurent pas explicitement dans la déclaration) la sortie du capitalisme et du libre-échange*", en réalité c'est une pure invention de la part de faussaires, aucune de ces expressions ne figure dans ce texte, et pour en avoir le coeur net j'ai ouvert ce texte, puis j'ai tapé au clavier CTRL + F et ensuite les mots suivants : capitalisme, capitaliste, classe dominante, expolitation et enfin oppression, aucun de ces mots n'y figure, sauf exploitation et oppression mais pas dans le sens de l'exploitation ou de l'oppression de l'homme par l'homme, autrement dit ce texte a fait disparaître l'antagonisme irréconciliables entre les classes sociales et le capitalisme, si vous vous demandiez quel rapport il y avait entre cet article et celui sur le CNR, vous avez la réponse ic : le capitalisme qu'ils ménagent, contre lequel finalement ne combat pas le M'PEP, CQFD, c'est une pure imposture, une de plus.

La nature de ce mouvement est ainsi démasquée, si besoin était. A la fin de leur article ils revendiquent cet attachement au capital contre lequel ils prétendent combattre, ce sont en réalité des partisans de l'ONU qui a soutenu toutes les guerres économiques et sociales ou les guerres tout court contre tous les peuples depuis sa création, car en se réclamant de ce texte ils en assument le contenu que vous trouverez dans le second paragraphe qui suit.

Voici ce qu'a écrit le M'PEP :

- "*Le M'PEP considère la Déclaration de Cocoyoc comme un texte fondateur pour la protection et la gestion de l'environnement, aussi fondamental que l'est la Charte de La Havane pour le commerce international, aussi le M'PEP le range-t-il parmi ses textes de référence*." La Charte de La Havane était un numéro d'illusionnistes...

Et voici maintenant un extrait de cette Déclaration de Cocoyoc :

- "*Nous croyons fermement que, puisque les sujets du développement, de l'environnement et de l'utilisation des ressources sont des problèmes globaux essentiels et qui concernent le bien-être de toute l'humanité, les gouvernements devraient utiliser pleinement les mécanismes des Nations unies pour les résoudre et que le système des Nations unies devrait être rénové et renforcé pour faire face à ses nouvelles responsabilités.*"

Or chacun sait qui a créé l'ONU et quels objectifs politiques, quels intérêts elle sert et ne peut que servir, au même titre que le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC, l'Otan ou l'UE.

Ce sont des armes de guerres du capital qui ont été conçues uniquement pour combattre le prolétariat mondial, la révolution socialiste mondiale, qui ont pour seules fonctions d'assurer la survie du capitalisme dont l'évolution à mener au néolibéralisme qui incarne les intérêts de l'oligarchie financière anglo-saxonne sioniste et internationale, de spolier les travailleurs du monde entier de tous droits sociaux et politique afin d'instaurer un gouvernement, une dictature mondiale, c'est leur seule raison d'être, il est donc tout aussi impossible de les réformer au même titre que le capitalisme, sauf à nier les rapports sur lesquels ils reposent, ce que c'est justement employé à faire cette déclaration et l'article du M'PEP.

Le M'PEP est un mouvement issu du stalinisme, tout comme Attac et bien d'autres organisations, qui a pour objet de récupérer les militants qui ont rompu avec leurs partis ou qui sans les quitter ne se retrouvent pas dans la politique de leurs partis, pour le compte du régime en place.

Leur principe, le seul dans lequel ils se reconnaissent et qui les définit, c'est la collaboration de classes à l'échelle nationale ou internationale, l'adaptation au capitalisme.

Le nôtre, c'est le combat strictement sur le terrain de classe indépendant du capital, de l'Etat et de toute institution du capital ou liée au capital à l'échelle nationale, européenne et internationale, pour les renverser et porter au pouvoir les masses exploitées, en cela et contrairement au M'PEP, nous demeurons fidèle au marxisme ou au léninisme : aucun compromis, aucune collusion avec l'ennemi de classe, c'est non amendable non négociable.

ACTUALITE EN TITRES

L'effondrement annoncé, le compte à rebours est lancé ?

- La Fed prévoit une réduction de son aide "*dans les prochains mois*" - AFP

- Wall Street finit en baisse, affectée par les minutes de la Fed - Reuters

Wall Street a terminé en baisse mercredi, réagissant au compte rendu de la dernière réunion en date de la Réserve fédérale, évoquant un possible dénouement de la politique d'assouplissement quantitatif. Reuters 20.11

La dictature a encore frappé.

- Bruxelles inflige un nouveau coup dur à la SNCM - AFP

Vivre pour travailler, non merci !

- Retraite : les députés rétablissent l'allongement de la durée de cotisation - libération.fr

L'Assemblée nationale a rétabli mercredi l'allongement progressif de la durée de cotisation à 43 années d'ici 2035, une mesure phare du projet de loi sur les retraites rejeté par le Sénat.

«*Nous assumons de promouvoir l'allongement de la durée de cotisation dans un pays qui peut s'enorgueillir d'un allongement important de l'espérance de vie*», avait affirmé mardi la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine dans son discours liminaire... libération.fr 20.11

Signés: vos bourreaux !

Nous, ici, on en a honte !

- France - Ukraine : Hollande "*pense à tous les Français heureux*" - Le Nouvel Observateur

Quand en Inde on me demande si je suis Français, je réponds : attention, c'est une insulte !

Au niveau de la putréfaction atteinte par le capitalisme, c'est normal.

- Le féminisme ne fait plus mauvais genre - 20minutes.fr

- Le Parlement européen veut féminiser les directions d'entreprises - LeMonde.fr

- Femmes évêques : le pas décisif de l'Église anglicane - LePoint.fr

- Etats-Unis : l'Illinois légalise à son tour le mariage homosexuel - LeMonde.fr

Décidément le populisme de gauche et d'extrême gauche ne manque pas d'alliés ou l'inverse plutôt.

Intox

- Hollande veut lutter contre les "*abus*" de la directive travailleurs détachés - L'Expansion.com

- UE: une directive sur la séparation des activités bancaires avant fin 2013 - AFP

- "*Les philanthropes peuvent-ils devenir des investisseurs solidaires?*" - L'Express.fr

- Les Obama et les Clinton se recueillent sur la tombe de JFK - lefigaro.fr

Qui franchement oserait les accuser de complot contre les peuples, qui ?

- Londres a donné son feu vert pour l'espionnage de Britanniques par la NSA - LeMonde.fr

L'agence américaine de renseignement NSA a pu espionner des citoyens britanniques grâce à un accord secret avec les autorités du Royaume-Uni. LeMonde.fr 20.11

La stratégie du chaos.

- Des kamikazes ralentissent l'avancée de l'armée d'Assad - Reuters

- Irak: 43 morts dans une série d'attaques à Bagdad - L'Express.fr

- Attaques sanglantes en Égypte - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande-Fabius fer de lance de la réaction mondiale sur tous les fronts.

1- Hollande : le président néolibéral des plus puissantes banques présidées par l'oligarchie anglo-saxonne.

- Début du sommet franco-italien consacré à l'union bancaire et la défense - AFP

Le chef du gouvernement italien, Enrico Letta, et le président français, François Hollande, ont décidé d'oeuvrer ensemble pour "*une Europe de la croissance*", lors du 31e sommet franco-italien mercredi à Rome.

(Cette rencontre intervient après que Letta a rencontré Obama à Washington et Hollande vient de faire allégeance à l'Etat sioniste à Tel Aviv. Traduire l' "*Europe de la croissance*" par la poursuite de la politique conduisant à la fois à la liquidation de tous nos droits sociaux pour abaisser le coût du travail et nous réduire en esclavage. La "*croissance*" de l'offensive néolibérale contre le prolétariat européen. - Ndlr)

L'Europe "*doit en finir avec l'austérité*", a martelé M. Letta.

(Ils se partagent les rôles, tandis que l'un dit "*croissance*" de l'exploitation, de la productivité, des profits, l'autre dit "*fin de l'austérité*" dont nos droits sociaux seraient responsables car il ne s'agit pas d'en finir avec les bas salaires, les augmentations misérables de salaires qui sont le produit de la politique d'austérité mise en oeuvre depuis des décennies.

Leur discours hypocrite et démagogique s'adresse aux masses et sert en premier lieu à camoufler à la fois leurs véritables intentions, la politique qu'ils entendent appliquer (ou poursuivre) et la situation réelle. - ndlr)

Sur le plan européen, François Hollande a ciblé trois objectifs: "*poursuivre et achever l'union bancaire*" (Il confirment qu'il est bien les porte-parole de l'oligarchie financière anglo-saxonne, du mondialisme. Il leur faut épurer, réduire le nombre d'intervenants dans la finance, concentrer davantage encore les capitaux et le pouvoir entre leurs mains pour exercer un contrôle totale de l'économie... et des institutions politiques. Tel est le réel mandat de Hollande. - ndlr) pour "*donner les armes à la zone euro*" (Contre qui, devinez ? Les travailleurs évidemment. - ndlr) et empêcher une nouvelle crise, "*donner une capacité financière à la zone euro*" (On aurait pu poser la question précédente autrement : Pour qui ? Vous avez la réponse, le secteur financier. - ndlr) et, à l'instar de M. Letta, il a souhaité des mesures pour stimuler la croissance. (Genre l'ANI, s'attaquer à la législation du travail, aux retraites, etc. la rangaine habituelle, quoi. - ndlr)

"*Il est absolument nécessaire que le conseil européen de décembre permette le démarrage de l'Union bancaire*", a renchéri M. Letta, déplorant "*un excès de timidité*" dans certains pays européens. AFP 20.11

(Les partis de l'Internationale socialiste capitaliste doivent appliquer avec zèle la politique de leurs mentors, afin de leur prouver qu'ils sont à la hauteur des tâches qu'ils leur ont confiées ; la reconnaissance et le soutien qu'ils leur accordent est à ce prix-là. Constatons qu'ils en sont dignes éffectivement. - ndlr).

2- Hollande : l'empereur des marchands de canons et de la guerre à tous les peuples

- La France réclame une intervention militaire en Centrafrique - L'Express.fr

- Nucléaire iranien : les propos de Khamenei sur Israël "*compliquent la négociation*", selon Hollande - Francetv info

Le président français a jugé en Conseil des ministres "*inacceptables*" les propos du guide suprême iranien selon lesquels Israël

serait "*voué à la disparition*".

"*Les fondements du régime sioniste ont été affaiblis très fortement et il est voué à la disparition. Aucun phénomène imposé par la force ne peut durer*", a déclaré mercredi Ali Khamenei.

Selon lui, les représentants français à Genève "*ont non seulement cédé aux Etats-Unis mais ils se sont également mis à genoux devant le régime israélien*" lors de la précédente réunion. AFP 20.11

Comme le régime capitaliste est voué à disparaître, sauf que le sionisme s'identifiant avec l'Etat d'Israël ou étant sa marque de fabrique, c'est effectivement l'un et l'autre qui doivent disparaître.

Ils se sont "*mis à genoux*" devant l'aile la plus guerrière ou droitière du néolibéralisme qu'incarne Israël pour être plus précis. Khamenei ne pouvait pas être aussi précis sans que son masque tombe, car de son côté il incarne le capitalisme qui le place dans le même camp des Etats-Unis, Israël, la France, etc. contre les masses iraniennes, américaines, israéliennes, françaises, etc.

L'Union européenne est le produit de la crise du capitalisme à laquelle la guerre n'avait apporté qu'un répit, pour être plus précis il faudrait plutôt dire que la guerre était le prdoduit de cette crise qui a donné naissance au FMI, à la Banque mondiale, au FMI, à l'UE notamment, et que l'issue politique à la crise du capitalisme conformément aux besoins des travailleurs passera par la rupture avec ces institutions du capital, leur liquidation, l'un n'allant pas sans l'autre.

Haut de page

Le 22 novembre 2013

CAUSERIE

0h10 à Pondichéry

32 articles ont été ajoutés. A plus tard.

Vendredi 11h.

On rajoutera quelques articles plus tard, je vais passer l'après-midi à archiver les articles d'octobre.

J'attends le vétérinaire pour mon chien qui ne peut plus marcher. Il a une patte arrière à moitié paralysée, s'il devait rester ainsi je serais obligé de le faire euthanasier car il fait 50 kilos et je ne peux pas le porter, le laisser dans son urine et ses excréments en permanence ne serait pas une vie pour lui.

J'adore mon chien, c'est une brave bête, depuis 10 ans on ne s'est jamais quittés, il occupe la place d'une personne, j'ai vu dans son regard qu'il ne comprenait pas ce qui lui arrivait, je l'ai aidé à se soulager sur une serpillère que j'avais disposées sur le carrelage dans la maison, mais je ne me vois pas faire cela tous les jours, cette nuit j'ai eu mal dans le dos parce qu'hier soir j'avais forcé pour le soutenir et le mener dehors, pour rien, il a quand même mangé, j'espère quand même qu'on va pouvoir le sauver cette fois encore.

Je suis un partisan enthousiaste de l'euthanasie, pour nous les hommes, on en finit quand on en a marre, une anesthésie générale, une bonne dose de cyanure ou autre chose un peu plus tard, et hop et on n'en parle plus, c'est génial ! Je ne me prononcerais pas pour les femmes qui sont libres de continuer de souffrir, je déconne, je les adore aussi ! Passons aux choses sérieuses.

Rectificatif.

Le POI a bien pris position pour la suspension de l'application de la contre-réforme de la loi Peillon sur les rythmes scolaires, mais aussi pour l'abrogation du décret du 24 janvier 2013, ce qui m'avait échappé, avec mes excuses.

ACTUALITE EN TITRES

Ils s'exposent en famille.

- L'hommage affectueux de François Hollande à Jacques Chirac - Francetv info

Va-t-en-guerre

- Centrafrique : la France prête à reprendre les armes - LePoint.fr

- La Centrafrique est «*au bord du génocide*» selon Fabius - 20minutes.fr

Hollande complice de l'apartheid

- Les Palestiniens de Cisjordanie privés de visas pour la France - LeFigaro.fr

Quelle insulte aux femmes !

- Christiane Taubira élue femme de l'année par le magazine "Elle" - Francetv info

- Les femmes trois fois plus souvent victimes de violences sexuelles que les hommes - LeMonde.fr 21.11

Comme quoi les femmes sont différentes des hommes !

Précarité sociale à vie

- A 30 ans, ils n'ont jamais connu de CDI - LeMonde.fr

On n'est jamais mieux servi que par soi-même

- La CGPME appelle les patrons à se présenter aux municipales - Reuters

S'il le dit...

- «*La France est sur la voie du redressement*», selon Moscovici - Liberation.fr

... c'est un grossier mensonge...

- Le spectre de la récession revient hanter l'exécutif - Reuters

- Pas d'embellie en vue pour les défaillances d'entreprises - Reuters

L'obsolescence programmée a du bon quand même...

- L'efficacité des radars fixes dans les petites communes n'excéderait pas six mois - Slate.fr

Qui peut le plus, peut le moins. Plus de travail, moins d'effectifs

- Le métro londonien circulera toute la nuit le week-end en 2015 - Libération.fr

Tout en annonçant ce changement majeur, le maire de la capitale britannique a aussi annoncé la suppression de 750 postes sur un effectif total de 18 000. Libération.fr 21.11

Comme quoi il faut bien éradiquer cette espèce.

- Un George Bush de la troisième génération se lance en politique - Reuters

- Irak: 48 morts dans les violences, plus de 5.800 depuis janvier - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

L'Académie... des multinationales

- L'Académie des sciences relance le débat sur le gaz de schiste - Reuters

Le comité de prospective en énergie de l'Académie des sciences recommande d'étudier les conditions d'une exploitation des gaz de schiste qui permettrait de réduire les risques pour l'environnement.

Dans un avis publié jeudi, l'institution demande pour cela la création d'une "*autorité scientifique indépendante et pluridisciplinaire*" qui évaluerait le niveau des réserves existantes ainsi que les méthodes d'exploitation.

(La méthode : exonérer par avance l'Etat de toute responsabilité des conséquences désastreuses de l'exploitation du gaz de schisme en s'en remettant à un organisme indépendant qui pourra produire un rapport orienté dans le sens des intérêts de Vallourec et autres multinationales. Cette "*autorité* qui rappelle celle sur les retraites, la Sécu, etc. n'aura aucune légitimité.

S'il existait réellement une méthode efficace pour " *réduire les risques pour l'environnement*", alors pourquoi les Canadiens et les Américains ne l'ont-ils pas employée ? Ensuite, qui dit dans leurs bouches "*réduire*", c'est-à-dire des menteurs comme des arracheurs de dent, on en a eu suffisamment la preuve à propos du réchauffement climatique dû à l'activité humaine qui a donné lieu à une vaste manipulation, c'est laisser planer la menace d'un risque bien réel qu'ils tiennent à minimiser, ce que confirment leurs véritables intentions qu'ils nous révèlent plus loin. -ndlr)

La loi du 13 juillet 2011 interdit l'usage de la fracturation hydraulique, ce qui empêche toute exploration qui pourrait permettre d'estimer de manière fiable les réserves exploitables dans le sous-sol français.

(Avant même que ce rapport ou cette étude soit réalisée et aient fourni ses conclusions, il faut qu'ils évoquent déjà des "*réserves exploitables*" pour que la population ait l'impression qu'elle commettrait une erreur de passer à côté d'une telle richesse, pour lui forcer la main et l'amener à soutenir leur projet, c'est du domaine du conditionnement qui passe par l'auto-suggestion, un procédé malhonnête qui consiste à isoler l'exploitation du gaz de schiste et les bénéfices que la population pourraient en espérer des conséquences néfastes et désastreuses qui en découleraient qui disparaissent ici, parmi lesquels outre la pollution des nappes phréatiques, la gigantesque quantité d'eau douce qui serait consommée, alors qu'elle est parfois rationnée ou ses réserves réduites, notamment l'été mais pas seulement dans plusieurs départements. De cela il n'est nullement question ici. - ndlr)

L'Académie des sciences estime que les conséquences positives pour l'économie qui pourraient résulter, pour la France, "*d'un développement des gaz et huiles de roche-mère sont trop importantes dans la situation de crise actuelle pour qu'on puisse rejeter a priori, sans un examen attentif, cette ressource potentielle*".

(Nous y voilà, c'est uniquement des critères économiques, le profit à en attendre qui est à l'origine et le fin mot de leur démarche, auxquels tous les autres sont minimisés ou passent à la trappes. - ndlr)

Le rapport avance que le gaz de schiste est moins polluant que le charbon pour compenser l'intermittence des sources d'énergies renouvelables.

(A notre connaissance il ne s'agit pas du même type de polluants ou pollution, là il s'agit des nappes phréatiques, de l'eau que consomme la population ou qui est utilisée dans l'agriculture, sans parler de l'énorme gaspillage d'eau douce qui est si précieuse et irremplaçable. Ils nous avaient déjà sorti le même argument pour justifier l'énergie nucléaire. -ndlr)

Les terrains sédimentaires du Bassin parisien ainsi que du sud-est de la France contiendraient jusqu'à 5.100 milliards de mètres cubes de gaz de schiste, ce qui représenterait 115 fois la consommation annuelle française de gaz, ajoute-t-il.

(S'il fallait supprimer l'eau potable des robinets de la capitale et sa banlieue pour réaliser ce projet, ils n'y verraient aucun inconvénient. -ndlr)

Le Comité estime que l'ensemble des problèmes liés à l'exploration et à l'éventuelle exploitation des gaz de schiste apparaît relever de programmes de recherche scientifique et technologique dont la France est en partie dotée, notamment en géologie, géophysique, géochimie. Reuters 21.11

(Il serait complètement irresponsable, criminel de s'en remettre à des scientifiques dont la conscience ne dépasse pas le niveau de leurs statuts. -ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- ONU

- Projet de résolution de l'Onu édulcoré sur la surveillance - Reuters

Une commission des Nations unies a édulcoré son projet de résolution assimilant l'espionnage à l'étranger à une violation des droits de l'homme.

Cette mesure vise apparemment à complaire aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, mêlés au scandale des écoutes de la National Security Agency (NSA) dévoilées récemment par l'ancien consultant américain Edward Snowden, aujourd'hui réfugié à Moscou.

La formulation du projet, qui doit être soumis la semaine prochaine au vote de la commission avant d'être renvoyé devant l'Assemblée générale en décembre, a été modifiée.

Elle évoque désormais "*la profonde préoccupation face aux conséquences négatives que la surveillance et/ou l'interception de communications, y compris la surveillance extraterritoriale et/ou l'interception de communications, ainsi que la collecte de données personnelles, tout particulièrement sur une vaste échelle, peuvent avoir sur les droits de l'homme*".

Pour un diplomate de haut rang des Nations unies ayant requis l'anonymat, il s'agit-là d'un texte de compromis "*qui rompt d'une certaine manière le lien entre la surveillance extraterritoriale et les violations des droits de l'homme*".

Les résolutions de l'AG des Nations unies n'ont aucun caractère contraignant, contrairement à celles votées par le Conseil de sécurité. Reuters 21.11

ONU = NSA + CIA + MI6 + Mossad + DGRE

Traduire : le flicage et fichage systématique de la population ne constituent pas des "violations des droits de l'homme" ou des mesures liberticides, c'est pour votre bien-être et votre sécurité...

2- Iran

L'attaque aux roquettes contre une base militaire saoudienne non loin des frontières irakiennes a été revendiquée par le commandant des milices irakiennes.

Dans un communiqué, le commandant de ces milices (dont l'identité reste imprécise) dit vouloir lancer des avertissements au régime de Riyad. Selon le porte parole des gardes frontières saoudiens, six roquettes ont été tirées contre une zone inhabitée, non loin d'une base militaire dans la région de Hafar Al Baten à l'est de l'Arabie saoudite. L'attaque n'a fait aucun dégât mais incite les analystes à penser aux premiers éléments d'une riposte du Hezbollah aux attaques terroristes contre l'ambassade iranienne à Beyrouth. french.irib.ir 21.11

SOCIAL

1- France

1.1- CGT, FO et SUD rejoignent l'appel à la grève du principal syndicat du primaire, le 5 décembre.

L'éclaircie aura été de courte durée pour Vincent Peillon. Au lendemain de la publication d'une enquête montrant les maires bien plus favorables aux nouveaux rythmes scolaires qu'on l'imaginait, le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU, a appelé hier à une grève nationale le 5 décembre contre la réforme. La CGT, FO et SUD se joignent au mouvement. Un geste qui marque un tournant dans les relations apaisées entre le ministère de l'Education nationale et les syndicats.

Le SNUipp reproche à Peillon de ne pas avoir concrétisé sa promesse de donner «la priorité au primaire» et d'avoir déçu. Il réclame la suspension de la réforme qui doit se généraliser l'an prochain, l'ouverture de discussions pour en définir «*une autre*» et, d'ici là, l'abandon des quatre jours et demi «*dans les écoles qui le demandent*». Il exige aussi un «*budget ambitieux*», afin notamment de réduire le nombre d'élèves par classe, ainsi que de meilleures conditions de travail, évoquant la nécessité de dégager trois heures hebdomadaires pour du travail en équipe. ibération.fr 21.11

1.2- Les dirigeants de la CFDT, Laurent Berger, et de la CGT, Thierry Lepaon, ont appelé l'ensemble des syndicats à se réunir le 25 novembre face «*à la gravité de la situation*» dans le pays. Dans un courrier commun rendu public jeudi, les deux syndicalistes estiment que «*la situation politique, économique et sociale que connaît notre pays provoque des difficultés et une inquiétude grandissante chez les salariés (...) La société en proie au désarroi peut se laisser entraîner par l'expression des pires populismes*». La lettre est adressée à leurs homologues FO, CFTC, CFE-CGC, Unsa, Solidaires et FSU.

Les deux leaders proposent aux représentants de ces organisations de se réunir le 25 novembre à 18 h 30 au siège de la CFDT, à Paris. Le même jour, les syndicats auront commencé d'être reçus à Matignon pour discuter de la «*remise à plat fiscale*» annoncée par Jean-Marc Ayrault.

(Alors que le gouvernement vient d'accorder une remise fiscale de 20 milliards d'euros au patronat, au titre de la compétitivité des entreprises, en acceptant de discuter avec le gouvernement ils légitiment cette mesure. - ndlr)

Contacté par Libération, Laurent Berger explique : «*Il s'agit d'échanger sur notre vision de la période actuelle. On peut se mettre d'accord sur le risque populiste, la montée de l'extrême droite dans le monde salarial.* (Ca c'est pour venir en aide au PS en vue des élections de 2014 - ndlr) *On verra aussi si l'on peut avoir des messages communs sur la réforme de la fiscalité.* (Ca c'est pour le patronat. - ndlr) *On peut également trouver des points d'accords sur la nécessaire politique d'investissement européenne.* (Ca c'est pour l'Union européenne. - ndlr) *Il n'est pas anodin que la CFDT et la CGT, dont les diagnostics diffèrent, soient à l'initiative.* (Il n'y a que les masques qui sont différents. - ndlr) *Cela dit, il n'est pas question de manifester ensemble sur de grands mots d'ordre sans efficience.*» (On comprend qu'une fois le PS, le patronat et l'UE servis, il ne reste plus rien pour les travailleurs, normal. - ndlr) libération.fr 21.11

2- Portugal

- Portugal : des milliers de policiers manifestent contre l'austérité - AFP

Des milliers de policiers, gendarmes et autres fonctionnaires des forces de l'ordre portugaises ont manifesté jeudi à Lisbonne dans un climat tendu, pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur prévues par le projet de budget pour 2014.

"*Les policiers sont en lutte*" et "*gouvernement, démission!*" ont scandé les protestataires, vêtus en civil, en défilant en direction du Parlement, derrière une banderole où l'on pouvait lire : "*Pour la dignité professionnelle et la sécurité des citoyens*".

Quelque 8.000 à 10.000 manifestants, selon les estimations des médias locaux, se sont rassemblés à l'appel des syndicats des différentes forces de l'ordre, de la police nationale au service des frontières, en passant par la gendarmerie et les gardiens de prison.

Arrivés en début de soirée en face du Parlement, les protestataires ont forcé les barrières de sécurité pour occuper brièvement les escaliers d'accès à l'Assemblée nationale.

Cette manifestation était "*la plus importante*" jamais organisée par les policiers portugais, ont affirmé leurs syndicats, selon lesquels les nouvelles coupes budgétaires viendront "*déstabiliser le fonctionnement des polices*" et engendrer "*une dégradation de la sécurité publique*".

"*Cela fait huit ans que j'ai intégré la police et je n'ai jamais eu une promotion ou une augmentation de salaire, sauf que maintenant j'ai une famille et davantage de responsabilités*", s'est plaint Manuel Ribas, un policier descendu dans la rue pour exprimer son "*indignation*".

"*L'an prochain ils veulent enlever 100 euros supplémentaires de mon salaire brut, ce qui me laissera 900 euros par mois. C'est comme si je venais de sortir de l'école de police*", s'est emporté le jeune homme de 32 ans.

"*Mes attentes ont été complètement déçues et ces nouvelles coupes nous démotivent encore plus*", a témoigné un gendarme de 50 ans venu de la région d'Aveiro (nord), qui a souhaité rester anonyme. AFP 21.11

Haut de page

Le 23 novembre 2013

CAUSERIE

14 nouveaux documents ont été ajoutés. Tous les articles d'octobre ont enfin été archivés, quel boulot, trois heures environ, c'est le boulot le plus ingrat, mais indispensenble, le site est à la fois un portail d'information et de combat politique, sans informations valables, impossible de combattre sérieusement notre ennemi, c'est aussi simple que cela.

J'ai pris connaissance de la *Lettre ouverte du PRCF aux organisations progressistes et républicaines de France*, ils appellent les partis ouvriers à organiser ensemble une manifestation nationale et unitaire à Paris contre le gouvernement, les institutions, l'UE et leur politique réactionnaire en laissant la liberté à chaque participant de manifester sous ses propres banderoles et ses propres mots d'ordre.

C'est sans doute la bonne méthode, je ne sais pas ce que vous en pensez. Cette initiative est ni sectaire ni susceptible d'une récupération par tel ou tel parti à l'encontre des autres, dans le respect de chacun, cela nous va très bien, nous verrons bien quel accueil vont lui donner les différents partis, on y reviendra ensuite. Une telle initiative doit être soutenue.

Le reste de l'actualisation du site demain ou lundi matin.

Haut de page

Le 24 novembre 2013

CAUSERIE

Plus tard des articles de presse et autres ou demain matin.

La susceptibilité n'est pas une maladie honteuse ou contagieuse.

Beaucoup de gens sont à cran, sont ou deviennent susceptibles, souvent cela s'aggrave en vieillissant chez ceux qui y étaient portés, ils deviennent aigris ou ne supportent plus rien ni personne et c'est bien dommage.

C'est avant tout un problème psychologique lié à notre rapport au monde extérieur, et à la manière dont on interprète le regard que les autres portent sur nous. J'ai employé volontairement le verbe interpréter, car en réalité, soit les autres nous perçoivent tout autrement, soit ils ne portent aucun jugement sur nous. C'est uniquement nous qui nous figurons des choses qui n'existent pas ou nous déformons la réalité sans même la connaître, du coup celle qu'on a créée dans notre tête prend la place de celle qui existe vraiment, y prend racine, s'incruste et devient le modèle qui nous sert à analyser les rapports que nous avons avec les autres ou le monde extérieur, c'est la manifestation d'un penchant schizophrénique.

Cela dit, évidemment qu'il y a des gens qui se permettent de nous juger ou qui nous perçoivent d'une manière erronée, mais cela ne doit pas influencer nos propres rapports à la réalité que personne ne peut ou ne doit forger à notre place, sinon on devient une proie facile susceptible de devenir la victime de n'importe quelle manipulation, et comme leur société regorge de manipulateurs, si on est faible ou qu'on n'y prend pas garde, on finit par adopter un comportement qu'on ne maîtrise pas, au point de l'intégrer inconsciemment dans notre personnalité. Quelque part on est devenu quelqu'un d'autre à notre insu, on l'ignore, ce qu'on ne voulait pas devenir. On adopte dorénavant l'attitude d'une personne susceptible sans même s'en rendre compte et on est incapable de l'assumer, de le reconnaître, qu'on nous le dise et on le nie, généralement on s'emporte contre la personne qui vous le fait remarquer. On ne le supporte pas, parce qu'on ne se supporte pas ou il y a quelque chose qu'on ne supporte pas en nous, une sorte de mal être qu'on se trimballe parfois depuis des lustres, depuis son enfance.

Il y a comme cela dans la vie des expériences qu'on ne parvient pas à surmonter et qui plus tard se manifestent ou remontent à la surface sous la forme de pulsions émotionnelles inconscientes qui viennent perturber notre faculté de discernement. La moindre critique ou le simple fait d'émettre un avis radicalement opposé à celui de notre interlocuteur entraînera une réaction violente de sa part car il la vivra comme une attaque personnelle, alors que ce n'était pas du tout votre intention, vous pensiez que vous pouviez vous exprimer librement et vous ignoriez totalement que cette personne pourrait avoir ce type de réaction, vous n'aviez pas l'intention de la juger ou de la blesser, mais c'est ainsi qu'inconsciemment elle devait interpréter vos rapports, parce qu'à l'origine elle est dans un état de confrontation ou de rapport de forces permanent, j'allais dire avec le monde extérieur, mais surtout avec elle-même. Pourquoi ? Par manque de confiance notamment, pas seulement en elle-même, là encore avec

le monde extérieur, ce qui peut se comprendre dès lors que son expérience de la vie l'a portée à s'en méfier, ou parce qu'il l'a trompé trop souvent. Disons que cela manifeste un état de faiblesse qui se reporte ou affecte tous ses rapports.

Il arrive aussi qu'on vive très mal les injustices que leur société nous a fait subir au point d'en vouloir à la terre entière ou presque. C'est quelque chose qu'on n'a jamais digéré, qui a pu faire l'objet de terribles souffrances, dont on reporte la responsabilité sur tous les gens que l'on rencontre, inconsciemment répétons-le.

Leur société s'emploie à broyer les hommes et les femmes - pour une fois je pense à elles, ce qui montre que je suis généreux, histoire de faire chier les féministes qui me sortent par la tête, ce sont des psychopathes, surtout ceux d'extrême gauche, ce sont les pires, et comme au fil du temps ils vont de désillusions en malheur, car en vieillissant voir les siens ou ceux qu'on aime partir est souvent vécu comme une expérience douloureuse ou insupportable, injuste, donc on aura tendance à en rendre responsable le premier venu qui ne penserait pas comme vous.

Chez les gens qui vieillissent les choses se présentent encore autrement. Ils estiment que parce qu'ils ont une longue expérience de la vie derrière eux, il ne faut pas leur en compter, ils savent tout mieux que vous, alors qu'en réalité nous savons qu'il ne suffit pas d'avoir vécu des expériences pour en avoir tiré des enseignements, c'est quelque chose qui est donnée à bien peu de gens en fait, il arrive qu'on ait soudainement des éclairs furtifs de lucidité sur nos vieux jours, mais ils ne nous permettent jamais d'embrasser l'expérience de toute une vie, et puis devenu très très vieux, on n'a plus la force d'être aigri ; on a dit plus haut que c'était une faiblesse, mais c'est surtout un puissant moyen pour supporter ce que l'on ne supporte plus en nous et dans leur société, mais une fois parvenu au bout du rouleau on n'a plus envie de lutter, on a conscience qu'on va partir et le reste n'a plus tellement d'importance.

Que les gens aigris ou susceptibles méditent ses derniers mots.

Il y aurait de quoi écrire un livre sur ce thème. Par exemple, on a évoqué la lutte que l'on mène pour survivre de la naissance à notre mort, on lutte dans la société comme militant, sur le plan politique, certains uniquement sur le plan des idées, la lutte fait partie de notre vie, et bien demandons-nous le plus souvent possible si cette lutte est bien orientée dans la bonne direction, sachant que nos intérêts ne peuvent être distincts des exploités et des opprimés du monde entier. Etre susceptible, c'est aussi manquer franchement de mesure, pour un mot de travers ou interprété de la sorte et on est prêt à bazarder une vieille amitié ou à se fâcher avec quelqu'un pour lequel on a de l'estime ou de l'amitié, c'est dommage, on se fait du mal inutilement.

Pour finir, il arrive qu'on me balance des trucs désagréables et injustes, cela me touche, d'où cette causerie, je me dis que je ne mérite pas un tel traitement, mais au lieu de répondre, je fais comme si cela glissait sur moi sans m'atteindre car je n'ai pas envie de m'emporter et de devenir aigri, je ne le suis pas, je suis bien dans ma peau et ma tête, je n'ai pas eu la vie que j'aurais voulu avoir, comme la plupart d'entre nous, cependant j'estime avoir eu du bol parce que je n'ai jamais cessé d'observer ce qui se passait autour de moi et de me poser des questions, du coup j'ai trouvé des réponses satisfaisantes à la plupart d'entre elles et je me connais aussi bien que je connais le monde dans lequel nous vivons, dès lors je n'ai aucune raison de devenir schizophrène et de vouloir m'en échapper ou de le refaire dans ma tête, au contraire je m'emploie quotidiennement à essayer de le comprendre toujours mieux, entre nous, c'est un antidote très efficace contre la schizophrénie car on est obligé de vivre dans la réalité.

Pas besoin d'aller chez un psychologue ou un psychanalyste pour se faire analyser et trouver un remède à mes problèmes, la réalité en tient lieu et cela me suffit, cela va faire chier mes adversaires qui la fuient, ils sont déjà en état de crise, la démence les guette! Ici on est tranquille, calme, serein, en pleine possession de nos moyens, certes limités, mais le fait d'être disponibles vaut bien tous les diplômes de la terre ou bien des qualités qui me font défaut mais dont il faudra bien se passer jusqu'au bout. On fait ce qu'on peut comme on est avec nos défauts sans chercher à tricher avec la réalité, car cela ne mène nulle part. On cherche toujours à faire le bien, le plus honnêtement du monde, et on a beau se démener pour le démontrer et se justifier, il s'en trouvera toujours pour vous critiquer, si on devait en tenir compte, pour le coup ce serait à devenir fou ou susceptible !

Du grand déballage à la délation...

- Élue, militante, conseillère municipale... Racontez-nous comment le sexisme est présent dans la vie politique locale - 20minutes.fr

Dites-nous tout, vous êtes frustrés, humiliés, malheureux, pas très heureux, déçu parce que les choses ne se passent pas comme vous le souhaiteriez, les gens ne sont pas tels que vous vous voudriez qu'ils soient, personne ne fait attention à vous ou ne vous écoute, vous êtes triste, inquiet, angoissé, n'est-ce pas?

C'est la faute à tout le monde et personne à la fois, l'être humain est horrible, les gens sont détestables, il vous arrive de dire le contraire mais dans le fond de vous-même, c'est bien ce que vous pensez, n'est-ce pas ?

Alors lâchez-vous, confiez-nous vos petites et grandes misères, toutes vos souffrances, soulagez-vous, faites-nous confiance on n'exploitera pas votre mal de vivre, on est là pour en discuter et trouver des solutions, car aussi épouvantable que peut être la société que vous nous décrivez, elle demeure progressiste et agréable à vivre...

Dites-nous tout vos petits secrets de famille, ce n'est pas bon pour le moral d'être introverti comme cela, il faut que cela sorte et on est à votre disposition pour vous aider, déballez sans complexe ce que vous avez sur le coeur, ce que vous fait subir votre conjoint ou compagnon, votre famille, vos voisins, vos collègues de travail, vos petits camarades, ce sera parfaitement anonyme.

Le bonheur est en nous, c'est à nous de le découvrir en chacun de nous, bref si on n'est pas heureux, nous en sommes responsables. Et ceux qui font preuve d'injustice envers nous car le sexisme en est une manifestation, c'est qu'ils ont des problèmes en eux-même à résoudre, ce n'est pas normal qu'ils les reportent sur vous, il faut qu'ils changent, il faut les dénoncer pour qu'ils cessent de vous nuire, de gré ou de force, d'ailleurs le législateur pourrait légiférer et les punir pour les forcer à rentrer dans le droit chemin, car ce n'est pas normal qu'on vous persécute ainsi, c'est inhumain, personne dans la société ne doit supporter un tel traitement, l'humain d'abord merde alors !

A l'arrivée, c'est une dictature qui se met en place à défaut d'avoir changé la société pour pouvoir changer les hommes, comme quoi il vaut toujours mieux traiter les problèmes dans le bon ordre et ne pas inverser les rapports dans lesquels ils se présentent.

Récup.

Chacun récupère tout ce qu'il trouve sur son chemin, ce qui vient à lui, ce qui lui tombe sous la main, ce n'est pas de recyclage dont il s'agit, mais d'usure, oui le principe qu'ils emploient est semblable à celui des usuriers, qui en échange d'un prêt ou d'un service qu'ils vous rendent vous le font payer cent fois ou profitent de vous allègrement, sans commune mesure ou plutôt sans contrepartie ou alors à votre désavantage ou encore eux seuls en tireront profit, passagèrement ou durablement.

Récupérer un besoin, une revendication, une contestation, un mouvement, une cause, tout passe à la moulinette de la récupération, et qu'est-ce qu'il en restera à l'arrivée, pour ceux qui en seront victimes, rien, absolument rien en dehors d'une grande désillusion, quand ils ne sombreront pas dans le désespoir, une profonde démoralisation ou la dépression.

Mais c'est affreux dites-donc. Cela l'est effectivement. Mais il y a pire encore. Est-ce possible ? Et comment, dans le pire et le cynique on touche rarement le fond, on n'est jamais au bout de nos surprises, hélas !

On est passé de la récup à la récup de la récup.

Par exemple, vous avez des salariés qui ont manifesté avec des patrons en Bretagne, hier ils ont manifesté avec les syndicats. Vous allez dire, attention, ce n'était pas sur les mêmes mots d'ordre. Détrompez-vous, il faut vous déboucher les oreilles, les syndicats n'ont pas rejeté le Pacte d'avenir du gouvernement ou plutôt concocté par le Medef qui inclut des plans sociaux ou débouchera sur des suppressions d'emplois ou des licenciements, ils ont réclamé qu'il soit plus social, de la même manière qu'ils revendiquent une Europe sociale dans le cadre de l'Union européenne.

Vous connaissez leur discours et sa signification, n'est-ce pas ? Quand ils disent plus social, cela veut dire qu'ils ne s'opposeront pas au Pacte d'avenir et ses conséquences désastreuses pour les travailleurs concernés, ils les accompagneront, les encadreront de manière à ce que les travailleurs n'aient pas les moyens de s'y opposer, ils les ont déjà actés, l'affaire est emballée, bouclée, voilà à quoi devait servir cette parade des traitres et des jaunes, je parle des dirigeants syndicaux seulement. C'était un signe envoyé au gouvernement et au patronat, on contrôle la situation, vous pouvez passer à l'étape suivante, ils ont fait leur sale boulot quoi.

C'est comme si vous deviez aller à l'abattoir et que la seule personne qui pouvait vous éviter d'y aller vous avait tenu la main pour vous y conduire tranquillement, une fois résigné à votre triste sort vous n'offrez plus aucune résistance, ils ne servent qu'à cela les syndicats aujourd'hui ou presque, ils sont tous vendus à l'ennemi de classe, et vous pouvez tirer les conclusions que vous voudrez des partis qui refusent de rompre avec leurs appareils pourris.

Eux aussi ils font de la récup de récup, tout le monde fait les poubelles de nos jours, attention, les poubelles ne sont pas les travailleurs mais leurs besoins qui tombent sous la coupe d'illusions que les uns et les autres exploitent et s'arrachent comme des chiffonniers, c'est un marché prometteur et rentable qu'est-ce que vous croyez, et si les illusions finissent par s'envoler ou s'épuiser, ce n'est pas l'offre qui manque puisque chacun se trimballe son lot d'illusions à vendre au plus offrant ou au meilleur baratineur. Les biffins en vivent bien, alors pourquoi pas eux, hein après tout il n'y a pas de raison, en politique il faut bien que chacun trouve sa place !

Si je m'étais contenté de vous dire que cela me scandalise ou que je trouve cela dégueulasse, on n'aurait pas cerner dans quel monde ils vivent, quel cynisme les anime, il ne faut pas se voiler la face, il faut absolument regarder la réalité en face, se la prendre en pleine gueule, cela ne résout pas forcément nos problèmes, mais cela permet au moins de comprendre qu'à se renier et se compromettre sans cesse on finira bien bas, à chacun ensuite de voir quelle décision il va pendre ou quel comportement il va dorénavant adopter pour l'éviter.

Absolument rien ni personne nous oblige à adopter telle idée ou tel comportement en la matière, prétendre le contraire est un grossier mensonge, c'est inadmissible. Tous s'emploient à le justifier, nous nous y refusons obstinément. Un enfant a des

difficultés pour apprendre à lire, on peut en déduire qu'il n'était pas fait pour apprendre à lire, qu'il ne le saura jamais et on laisse tomber, qu'il vive illettré, après tout ce ne sera ni le premier ni le dernier, passons à autre chose. Et bien non, on ne peut pas s'y résoudre, on ne doit pas s'y résoudre.

Qui a dit ?

Qui a regretté hier que le "*système social fait pour des personnes qui travaillent toute leur vie dans la même entreprise*" ?

Réponse : François Chérèque, président du think-tank Terra Nova, proche du PS, lors d'un forum convoqué par le PS. Il s'est vu confier une mission par Hollande, j'en ai oublié l'objet peu importe.

A la garantie de l'emploi, le CDI, quelle plaie franchement... pour le patronat ! Quelle horreur tous ces travailleurs qui ne voient les bienfaits que la précarité pourraient apporter à leur vie, à côté de quelle chance ils passent les ingrats !

Le PS et sa cour sont des réactionnaires finis, point barre.

Ce salopard s'en est pris une fois de plus au système de retraite qu'il hait en conseillant l'adoption d'un système de retraite universelle qui serait forcément par capitalisation, par points, en réalité ce serait l'individualisation des retraites qui serait universelle, le droit à la retraite n'existerait plus, ce serait une marchandise comme une autre.

ACTUALITE EN TITRES

Enfumage : quel coût en CO^2 ?

- Changement climatique: un accord adopté in extremis à Varsovie - AFP

Le texte adopté appelle les Etats à préparer des "*contributions sans préjuger de leur nature légale*" pour 2015.

Un texte sur l'aide financière aux pays du Sud a également été conclu à Varsovie.

"*Cette conférence devait être la conférence des finances*", a déclaré à l'AFP le négociateur du Bangladesh, Qamrul Chowdhury, "*et tout ce qu'on a, ce sont des cacahuètes*". AFP 23.11

A chacune de ces conférences ils s'engagent... à préparer la suivante et ainsi de suite, vous avez remarqué ?

Heureusement qu'il n'a pas dit des bananes, on aurait pu l'accuser de faire un mauvais procès d'intention aux pays riches ! Bon, au Bangladesh on produit à la fois des cacahuètes et des bananes

A leurs bourreaux.

- Les ex-Conti demandent à l'Etat de "*faire valoir leurs droits*" - LePoint.fr

A quoi, à Pôle-emploi ?

Il vous accompagnera à Pôle-emploi

- Le gouvernement promet qu'une «*dimension sociale*» sera donnée au Pacte d'avenir pour la Bretagne - 20minutes.fr

Il n'a pas dit pour qui... Pour les patrons, non ?

Portez-lui le coup de grâce !

- Silvio Berlusconi demande une grâce présidentielle - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Les masques de fin d'année sont de retour...

- Harlem Désir fustige "***la droite la plus réactionnaire du monde***" - AFP

Le Premier secrétaire du parti socialiste (PS), Harlem Désir, a désigné samedi l'opposition comme "*la droite la plus réactionnaire du monde, à part le Tea party aux Etats-Unis*", devant des personnalités du parti, universitaires et sympathisants réunis à la Défense à Paris.

Mais sur quel terrain se place-t-il ?

Les participants à ce forum convoqué par le PS à quatre mois des élections municipales, ont tour à tour insisté sur la notion de progrès comme "*combat fondateur*" du socialisme, l'opposant aux "*idéologies du déclin*" diffusées par "*la droite la plus réactionnaire du monde*", un "*bloc anti-Lumières*", selon les terme d'Harlem Désir.

Poursuivre la politique de Sarkozy permet de faire référence à la "*notion de progrès*" sans aucun doute que le TSCG, l'ANI, s'attaquer une nouvelle fois au retraite, à l'école, aux hôpitaux, etc, c'est c'est la mettre en oeuvre...

On se rend immédiatement compte qu'il leur faut se référer à cette notion pour se réclamer du socialisme, fraudulesement puisque qu'en fait de progrès on assiste plutôt à une régression sans fin depuis que Hollande et le PS sont au pouvoir, poursuivant l'oeuvre du "*bloc anti-Lumières*" qui était au pouvoir avant eux.

Harlem Désir, c'est la caution communautariste du PS, sa sortie était des plus maladroite, grotesque, car parler de progrès alors que toutes les couches des masses exploitées se font matraquer et n'en peuvent plus, c'était passer pour un bouffon, se ridiculiser.

C'est l'intervenant suivant qui est une autre pointure qui va recadrer le PS.

- Guillaume Bachelay, vice-président du PS, a appelé à mener "*la bataille des idées*"...

Malin l'animal, en effet, il ne faut pas sortir de ce créneau, il faut absolument éviter toute notion ou référence qui ramènerait à la réalité, il faut se détourner des faits, il faut impérativement demeurer sur le terrain des idées qui permet de dire tout et son contraire de façon à pouvoir toujours s'en tirer par une entourloupe face à un public moins savant dans l'art de la manipulation et le tour est joué.

Cependant cela la demeure un exercice risqué, surtout en période de crise où certaines expressions peuvent renvoyer à une expérience désagrable vécu ou l'inverse, une attente déçue, comme une promesse pas tenue par exemple. En se situant sur le terrain des idées, vous pouvez prendre des engagements, en période pré électorale c'est utile ou même recommandé, cela ne mange pas de pain, car par nature ils seront aussi volatiles que vos paroles une fois que vous les aurez prononcées.

Et puis, il y a plein de gens qui à défaut de quelque chose de concret se satisfont d'idées balancées en l'air, cela comble un vide, nourrit l'espoir, ils sont comblés provisoirement, c'est l'essentiel, bon, cela ne marchera pas avec le type qui a le ventre vide, mais lui il n'écoutera pas ce que dit le PS.

Masques en vrac pour les fêtes

- "*Les sectes, c'est la négation de l'individu*", dit Valls AFP

- Peillon apporte son soutien au SNUipp-FSU, visé par le Printemps français AFP

- "*Le combat*" de Valérie Trierweiler est "*humanitaire*" Le Nouvel Observateur -

La réaction est dans la rue

- A Nantes, La Manif pour tous fait sa "***rentrée***" - AFP

Avant cela faisait toc et plutôt hystérique, maintenant cela fait chic et maniéré!

La Manif pour tous a une nouvelle présidente dotée d'une particule comme une crotte de chien qui pend au cul, madame Ludovine

de la Rochère ! La Barjot qui a été expulsée de son HLM ne s'en est pas remise, c'est ingrat la vie de roturier dans ce milieu là !

- Manifestation contre la prostitution et les violences aux femmes - AFP

L'initiative, se tenant à l'avant-veille de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, venait du Collectif national pour les Droits des femmes, qui regroupe des associations féministes, des syndicats et partis politiques. AFP 23.11

Comme il ne sera pas possible de supprimer la prostitution, cela revient à criminaliser les prostituées et leurs clients, une loi de plus répressive et liberticide en perspective.

On ne l'a pas vérifié, mais on imagine que la gauche et l'extrême gauche ont dû y participer avec le PS en tête du cortège, une manifestation qui s'inscrit dans le cadre d'une initiative de l'ONU, cela ne se refuse pas, n'est-ce pas ? Là encore c'est de la récup.

Mais au fait, c'est bien l'Arabie saoudite qui vient d'être élue pour trois ans au Conseil des droits de l'homme des Nations unies alors que les femmes y sont traitées comme des êtres humains de seconde catégorie... Oui, mais qui dit droits de l'homme ne dit pas forcément droits des femmes... Et c'est l'ONU qui... Qui a fait quoi, tellement de choses horribles et crapuleuses qu'on n'est plus à cela près mon cher, on s'en tape voilà tout.

Tu nous fais chier à la fin avec tes discours moralisateurs, tes grands principes à la con, si on t'écoutait on ne ferait jamais rien, l'ONU est comme elle est, prenons-là comme cela et ne cherchons pas la petite bête.

Oui tu as raison, on peut tout accepter, on a avalé tellement de couleuvres sans broncher qu'une de plus ou une de moins et on ne s'étranglera pas pour autant. Bon, allez salut et bien le bonjour à ton copain palestinien...

A bas le PS, la gauche, l'extrême gauche et l'ONU puisque finalement ils se sont mis eux-mêmes dans le même panier de crabes infâmes ! Nous ne nous sommes pas trompés en classant cette manifestation parmi celle de la réaction.

- Venezuela: l'opposition manifeste à Caracas - AFP

Plusieurs centaines de manifestants d'opposition se sont rassemblés samedi dans le centre de Caracas, dans un climat marqué par l'interpellation d'un collaborateur du chef de l'opposition vénézuélienne, Henrique Capriles.

Les manifestants, en majorité des jeunes de la classe moyenne, ont répondu à l'appel de l'Unité démocratique (MUD) pour protester contre l'octroi au président Nicolas Maduro de pouvoirs spéciaux qui lui permettent de gouverner par décret pendant un an.

Sur son compte Twitter, M. Capriles avait appelé à manifester "*pour qu'on entende dans tout le Venezuela un "non" aux fascistes corrompus du régime Maduro*".

"*Très peu de gens sont sortis*" dans la rue pour manifester contre le gouvernement "*c'est de pire en pire*" pour l'opposition, s'est gaussé le président Maduro, en assurant que le pouvoir avait réussi à déjouer une provocation destinée à déchaîner des violences à l'occasion des manifestations convoquées à travers le pays.

Les autorités tentent depuis deux semaines de faire baisser les prix en procédant à des contrôles dans les magasins et en dénonçant la "*spéculation*" et la "*bourgeoisie parasitaire*". AFP 23.11

L'AFP s'est encore illustrée dans cet article. Voici le dernier paragraphe, à croire que seuls les présidents élus des puissances occidentales sont légitimes et que la barre fixée dans les autres pays pour être élu varie selon qu'ils les ont accrédités ou non :

- Lors de la présidentielle du 14 avril, consécutive au décès de Hugo Chavez en mars, Maduro, son dauphin, n'a battu Capriles que de 1,49% des voix.

Quand le Nouvel Observateur fait campagne pour le NPA...

- Besancenot braque Liliane Bettencourt - Le Nouvel Observateur

Lui aussi veut soutirer de l'argent à Liliane Bettencourt. Et pour cela, Olivier Besancenot n'y va pas de main morte : pistolet au poing, cagoule sur la tête, violation de propriété, agression d'un vigile... Dans cette vidéo du NPA, une mise en scène avec une fausse héritière de L'Oréal, le NPA a voulu frapper fort.

Il s'agit d'interpeller avec humour sur les besoins de financement du parti afin de mener campagne aux municipales et aux européennes. "*Je vais leur faire cracher leur oseille*", se convainc Besancenot avant de s'en prendre à une Bettencourt sénile et à qui il veut faire rappeler son passé de "*grande révolutionnaire*".

Mais le procédé tourne court et Besancenot finit en prison. Les moyens employés et la violence ne sont donc pas mis en valeur par le parti. A qui il reste donc la souscription lancée en août dernier pour récolter le million d'euro nécessaire. "*Il n'y a pas d'issue hors d'une politique anticapitaliste*", explique le parti sur son site internet et sur lequel il est possible de donner en ligne. Le Nouvel Observateur 21.11

P'êtes ben que Le Nouvel Obs y va être de son obole, qui sait, ils nous font bien de la pub, ils ont p'êtes un coeur grand comme ça ?

FO pas répondre aux convocations du gouvernement et patronales.

- FO refuse de constituer un front syndical uni avec la CGT et la CFDT - L'Expansion.com

"*J'aime pas répondre aux convocations*", explique le Leader de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, ce vendredi au micro de RTL. Laurent Berger (CFDT) et Thierry Lepaon (CGT) ont appelé jeudi l'ensemble des syndicats à se réunir face "*à la gravité de la situation*" en France.

Le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a refusé vendredi sur RTL l'appel de la CFDT et de la CGT de constituer un front syndical uni, qui aurait constitué une première depuis l'élection de François Hollande. "*J'aime pas répondre aux convocations*" et "*je ne crois pas aux choses artificielles*", a déclaré Jean-Claude Mailly.

"*Je ne veux pas faire semblant d'être d'accord*" avec la CGT et la CFDT, poursuit-il. Le leader de FO ne croit pas au syndicalisme rassemblé, soulignant qu'il existe "*des désaccords entre organisations*", notamment sur le front de l'emploi, ou encore des retraites. Et de conclure : "*Si c'est pour faire une photo où l'on est là tous ensemble, et bien je suis désolé, je n'ai pas le temps d'aller chez le coiffeur pour être beau sur la photo d'ici lundi*".

FO a de son côté annoncé jeudi appelé à un grand meeting national le 29 janvier. L'Expansion.com et AFP 22.11

Vous avez lu ces dernières jours les dernières sorties de la CGT, on aurait pu les attribuer à la CFDT.

Le rapprochement entre la CGT et la CFDT ou la réactivation de l'intersyndicale incluant tous les syndicats sauf FO était prévisible. De plus, plus le régime est en difficulté, plus les bureaucrates corrompus et jaunes unis montent au créneau pour le défendre et faire barrage à toute mobilisation massive des travailleurs.

Sous de faux masques ils réalisent une unité sans principe, excepté celui qui vient d'être évoqué. Ils se présentent comme les champions de l'unité et éventuellement comme des opposants à la politique du gouvernement et du patronat, alors qu'en réalité sur la ligne politique sur laquelle ils sont, ils contribuent un peu plus à gangrener et disloquer le mouvement ouvrier, puisqu'ils n'ouvrent aucune perspective de combat uni aux travailleurs sur leur terrain de classe (indépendant). Leur posture est une imposture, oui, encore.

Quant à FO, contrairement à ce que dit Mailly, "*J'aime pas répondre aux convocations*", force est de constater que lorsqu'elles viennent du gouvernement ou du patronat il répond toujours présent ou s'empresse de s'y rendre. Donc, là encore on est en présence d'un syndicat qui verse en permanence dans le double langage.

Si FO rompait ses relations avec le gouvernement et le patronat en appelant travailleurs et syndiqués à se mobiliser exclusivement sur le terrain de classe des exploités en dénonçant les autres syndicats qui acceptent de se situer sur le terrain du patronat, cela changerait la donne au sein du mouvement ouvrier et bien au-delà, dans ce cas-là nous le soutiendrions, sinon qu'il ne compte pas sur nous.

Les courroies de transmission du gouvernement et du régime.

- La réforme de la fiscalité sera "*injuste et inefficace*", pour 7 Français sur 10 - L'Express.fr

Alors comment leur imposer ? Mode d'emploi.

- Inquiètes face au risque "*populiste*", la CGT et la CFDT resserrent les rangs - AFP

Le prétexte : la contestation "*populiste*" et anti-impôt. Remarque : contestation anti-impôt qui d'ailleurs ne se limite pas aux patrons, mais concerne aussi les couches et la classe moyennes que les syndicats représentent davantage que les ouvriers ou

les employés ou les ménages où il n'y a qu'un seul salaire ouvrier, ainsi ils vont se mettre à dos la plupart des travailleurs qui adhèrent encore à des syndicats.

Le contexte : un échange de bons procédés avec le gouvernement qu'ils soutiennent, on en aura encore la confirmation plus loin.

- Cet appel à l'unité est conforté par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault qui donne une plus grande visibilité aux syndicats en ouvrant lundi avec eux sa concertation sur la réforme fiscale.

Rappelons que tous les syndicats ont accepté de participer à cette "*concertation*", quand bien même le gouvernement afin de réduire la "*pression fiscale*" sur les entreprises vient de leur accorder 20 milliards d'euros supplémentaires, alors qu'il n'est pas foutu de trouver le moindre milliard pour la Sécu ou les retraites soit dit en passant. Donc les dés sont pipés ou la règle du jeu est à l'avantage du patronat dès le départ, ce qu'ils estiment normal apparemment.

L'art du camouflage consistera à prétendre lutter contre ce qu'on incarne soi-même. La CFDT est passée maître dans ce domaine.

- Selon M. Berger, "*il est de la responsabilité des syndicats (...) de se parler face à une espèce de montée des corporatismes et des poujadismes*", alors que tous les accords signés par la CFDT (pas seulement) se situent dans le cadre du corporatisme, mais qui osera faire le lien dans le syndicat jaune, personne, sauf à quitter ce syndicat patronal.

Sur quelle orientation se situe l'intersyndicale ?

C'est Berger qui l'explique, "*l'avenir de ce pays, pour les salariés, ne pourra se faire que si les syndicats sont unis*", le pays étant sous la domination de la classe dominante, cela signifie que l'avenir des salariés est lié à cellui de leurs patrons qu'il faut ménager et pour lesquels il ne serait y avoir de trop beaux cadeaux de la part du gouvernement.

L'unité sans principe ou sur une telle orientation est évidemment contraire aux intérêts collectifs des travailleurs menacés de licenciements, donc là encore pour le masquer, rien de tel que dénoncer l'indivualisme chez ceux qui la refusent.

- C'est aussi l'avis de Luc Bérille, numéro de l'Unsa. Face à un "*fort développement du populisme, le chacun pour soi pouvait être laissé de côté.* "

Quelles sont les motivations du gouvernement ?

Pour négocier ou faire semblant, il faut être deux ou que deux camps soient représentés, il faut donc que malgré leur faiblesse les syndicats requièrent un minimum de légitimité, et bien que cela ne tienne, à défaut de venir des travailleurs, elle viendra du gouvernement qui se trouve dans la même situation, un échange de bons procédés à charge de revanche. Et n'allez pas penser que l'indépendance des syndicats en prendrait un sacré coup, mais non, mais non, on les critique pour la forme, mais en réalité ils sont parfaits... Comme en temps normal ils ne le sont pas davantage indépendants, cela ne change donc rien à leurs rapports à l'Etat ou au capital, ils y sont organiquement subordonnés par leur financement, dès lors ils n'ont rien à se refuser.

- "*Cette rencontre sert à réhabiliter les deux parties*", affirme Bernard Vivier, directeur de l'Institut supérieur du travail. "*La puissance politique, en perte de confiance, peut exister un peu plus à travers les syndicats*". De leur côté les centrales, "*cibles de nombreuses critiques - injustifiées - pour n'avoir pas conduit le mécontentement social, obtiennent une visibilité*", estime cet analyste.

Le Premier ministre "*n'invite pas les représentants des jacqueries, mais les syndicats pour les remettre en selle*", dit-il. AFP 23.11

Comme l'avait dit et répété plusieurs ministres de Sarkozy, les dirigeants syndicaux savent être responsables, traduire : briser toute mobilisation qui pourrait déstabiliser le régime, ce sont de fidèles lieutenants du capital et ses représentants officiels les traitent comme tels. Bref, en famille on se tient les coudes, c'est normal.

Carcan : dette et chantage permanents contre nos droits sociaux et l'emploi

- Vers des prêts bonifiés en échange de réformes en zone euro - Reuters

Les dirigeants de la zone euro envisagent des prêts bonifiés à des pays du bloc qui mettraient en oeuvre des réformes structurelles améliorant leur situation à moyen terme, selon un document de travail de l'Union européenne. Reuters 22.11

- La zone euro appelle certains pays à "***faire plus d'efforts***" budgétaires - AFP

Madrid et Rome "*préparent de nouvelles mesures*" budgétaires et structurelles, ont fait savoir les ministres espagnol et italien des Finances à leurs homologues. Les mesures de l'Espagne devraient notamment porter sur le marché du travail.

"*J'espère voir en 2014 une accélération des réformes structurelles en France, pour une croissance durable et la création d'emplois*", a déclaré le commissaire européen chargé des Affaires économiques, Olli Rehn, rappelant le poids de ce pays en tant que deuxième économie de la zone euro.

"*Si des ajustements étaient nécessaires, nous les réaliserions*", a assuré vendredi M. Moscovici, selon lequel la France fait partie des pays dont la situation budgétaire est "*jugée parmi les plus positives*".

M. Dijsselbloem s'était montré particulièrement sévère vendredi dans un entretien avec le quotidien allemand Handelsblatt. "*Ce qui a été décidé à Paris jusqu'ici n'est clairement pas suffisant. Il est évident que la France doit faire davantage*", avait-il déclaré.

La France a obtenu de Bruxelles un délai de deux ans, soit jusqu'en 2015, pour ramener son déficit public sous la barre des 3% du PIB. En échange, elle doit mettre en oeuvre un certain nombre de réformes, sur les retraites et le marché du travail en particulier. AFP 22.11

Moscovici a pris un engagement, on le signale aux aveugles...

- Le protectionnisme n'est pas la solution, c'est le problème! - Slate.fr

Vive la loi de la jungle de la dérégularisation de l'économie au profit des multinationales et des banquiers !

Autres versions : le dominant écrase le dominé, où est le problème ? Le riche profite du pauvre, c'est dans l'ordre des choses, si vous protégez le pauvre il va le rester et le riche qu'est-ce qu'il va devenir, il faut aussi le protéger pour qu'il le reste, et la meilleure façon pour que cela se passe bien c'est de le laisser faire ce qu'il veut, et après tout, le pauvre aussi il peut faire ce qu'il veut du moment qu'il le reste et n'envisage pas de changer de condition.

La protection, c'est fait pour les faibles, vaut mieux s'en débarrasser ou les contraindre, enfin !

- Zone euro: ne pas relancer la croissance pourrait créer une "***génération perdue***" - AFP

Combien en ont-ils déjà sacrifiées ?

- La Banque mondiale va prêter un milliard de dollars à Manille - Reuters

Quelle généreuse intention de racketteurs, affameurs, pilleurs !

- Allemagne: le salaire minimum n'est pas un gage de soutien à la consommation - AFP

Le salaire minimum dont doit finalement se doter l'Allemagne constituera sans nul doute un soutien aux salariés peu qualifiés mais son effet sur la consommation reste des plus incertains, voire une complète illusion, de l'avis des économistes.

Les presque 6 millions de personnes qui gagnent actuellement moins de 8,50 euros de l'heure en Allemagne, peuvent-elles donner un coup de fouet à l'économie allemande, et par ricochet entraîner une hausse des importations?

"*L'effet sur la consommation va probablement être nul*", répond Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. "*Il y aura un arbitrage entre emplois et salaires*" dans ces secteurs, laissant donc inchangé le revenu par tête, juge M. Broyer.

Les détails de ce Smic à l'allemande sont toujours ardemment négociés. Son niveau de départ, que le SPD souhaite fixer à 8,50 euros, la manière dont il sera calculé par une commission non-gouvernementale et sa date de mise en oeuvre pourraient influer beaucoup sur ses effets.

Un salaire à 8,50 euros, en dessous de la plupart des salaires minimums déjà négociés dans douze branches professionnelles, est un niveau "*loin d'être trop haut*", a souligné le président du comité d'entreprise de Volkswagen, Bernd

Osterloh, dans un entretien avec l'agence allemande dpa. "*Cela ferait environ 1.500 euros brut par mois, un salaire avec lequel il est encore difficile de nourrir sa famille et payer son logement*".

Si le Fonds monétaire international (FMI) a souligné que l'objectif du salaire minimum était de permettre aux salariés peu qualifiés

"*de recevoir assez pour vivre*", il a aussi averti qu'"*un salaire minimum trop élevé peut diminuer l'emploi de manière excessive dans certains marchés*".

Un effet pervers qu'agitent volontiers les milieux économiques et patronaux allemands. "*Un tel salaire minimum va coûter entre 450.000 et un million d'emplois*", avertit David Folkerts-Landau, économiste chez Deutsche Bank. Dans la bouche d'Ulrich Grillo, le président de la puissante fédération de l'industrie allemande, la situation est encore plus dramatique: ce serait "de 1,2 à 1,8 million d'emplois" mis en danger.

Le salaire minimum, "*c'est un faux débat économique, mais un vrai débat politique*", conclut Sylvain Broyer. AFP 22.11

Ils vont les délocaliser en Pologne, Slovaquie ou en République tchèque, le prétexte est tout trouvé, ce serait dommage franchement de ne pas en profiter.

Vous avez constaté qu'avant-hier je les avais devancés. Mais il faut pousser votre analyse plus loin, à fond

Intox. Fabrication de preuves. Comment clore une affaire, démonstration.

- Le médecin qui avait aidé la CIA à trouver Ben Laden inculpé de meurtre au Pakistan - LeMonde.fr

Comment faire disparaître un "*témoin*" encombrant : la méthode.

Traître au Pakistan, héros aux Etats-Unis. Shakeel Afridi, le chirurgien pakistanais qui avait aidé la CIA à débusquer Oussama Ben Laden en 2011, vient d'être inculpé pour fraude et meurtre dans le nord-ouest du Pakistan, a-t-on appris samedi 23 novembre.

Ils ont enfin trouvé une personne pour plainte contre ce "*témoin*", sans rigoler, 6 ans plus tard puisque les faits retenus contre lui remonte à 2007.

En cause, selon un haut responsable gouvernemental à Peshawar : les accusations d'un femme, qui a affirmé aux autorités que le médecin avait tué son fils en 2007, après l'avoir opéré à trois reprises.

Et pour faire plus vraisemblable, ils en rajoute une louche, encore moins crédible ou tout à fait ridicule, mais qui sait, attendons de voir la suite...

Shakeel Afridi est également sous le coup d'une inculpation pour fraude.

Cela commence à sentir le soufre, la cerise sur le gâteau, c'est tout de suite :

Selon l'accusation, il ne serait pas chirurgien et n'aurait donc pas dû opérer.

Ah ben cela alors, pour un rebondissement, c'est stupéfiant ! Mais comment a-t-il pu s'occuper pendant des années du malade Ben Laden et lui prodiguer les soins nécessaires ? Il a dû recourir à la magie, c'était un sorcier sans soute descendu des montagnes, à moins qu'il ne s'agisse que d'un vulgaire charlatan se faisant passer pour un toubib, la proie idéale, un type suffisamment tordu pour être recruté par la CIA afin de cautionner tout le baratin qui allait suivre et s'en débarrasser par la suite en lui collant sur le dos un tas de délits cette fois tout à fait avérés, une façon de mettre un point final à cette affaire et d'enterrer la vérité qui est tout autre.

En réalité, cela aura été le seul épisode véridique de toute cette histoire, tout le reste aura été inventé puisque même des membres des services secrets britanniques ont affirmé qu'il avait la preuve que Ben Laden était mort en 2002. Alors pourquoi cette comédie ? Mais voyons, parce que tout le monde ignore ou presque la vérité, et puis il faut bien qu'ils mettent un point final à cette histoire en donnant l'impression qu'elle est crédible et qu'ils ont eu le dernier mot.

Pour la petite histoire, ils avaient déjà écopé de 33 ans de prison pour "*trahison et complot*", mais là en lui collant un meutre sur le dos, c'est la peine de mort qu'il va prendre et la boucle sera bouclée : le faux médecin du faux Ben Laden aura disparu, toutes les preuves du coup tordu imaginé par la CIA auront été détruites, restera la version officielle. (source : LeMonde.fr 22.11)

Lobotomie planétaire : Game over !

- Microsoft annonce plus d'un million de Xbox One vendues en 24 heures - L'Expansion.com

Microsoft a annoncé avoir vendu plus d'un million d'exemplaires de sa dernière console de jeux vidéo Xbox One vendredi, jour de son lancement.

"*Nous travaillons dur pour fabriquer davantage de consoles*", a assuré Yusuf Mehdi, vice-président chargé du marketing de Xbox (Il voulait parler des esclaves chinois - ndlr) . "*Nous sommes touchés et reconnaissants de l'enthousiasme des fans de Xbox à travers le monde*", a-t-il commenté. "*Voir des milliers de fans enthousiastes faire la queue pour obtenir leur Xbox One et leur amour pour le jeu était vraiment un moment spécial pour l'équipe Xbox*". (Il faut être lobotomisé pour en arriver à ce point-là, cela fait partie de la stratégie eugéniste de l'oligarchie à laquelle appartient Bill Gates. Est-ce exagéré de dire cela ? Si vous le pensez, c'est que vous n'avez pas encore vraiment compris pourquoi et surtout comment le monde est devenu aussi pourri ou que vous n'y tenez pas, et attendez, ce que vous vivez aujourd'hui, si rien ne vient les stopper, dans 10 ou 20 ans vous parlerez des années 2010 comme "les jours heureux" ! Réveillez-vous ! - ndlr)

Décalage horaire oblige, c'est un Néo-Zélandais de 24 ans qui est devenu le premier propriétaire de l'appareil. Dan Livingstone avait gagné un concours, dont le premier prix était une Xbox One, placée depuis une semaine sous bonne garde dans un bassin à requins, dans un aquarium d'Auckland, protégée par une boite étanche.

"*Etre le premier au monde (à avoir la Xbox One), c'est comme détenir un record que personne ne pourra jamais m'enlever. J'ai l'impression d'appartenir à l'histoire. C'est vraiment incroyable*", a-t-il déclaré. L'Expansion.com avec AFP 23.11

Le record de la connerie on vous le laisse volontiers !

En complément

- Les Français devraient dépenser 10 milliards d'euros sur le Net pour Noël - LeFigaro.fr

C'est marrant, quelque chose me dit que parmi eux on trouvera la plupart des adeptes de la décroissance, des maniaques du coût carbone... pour les autres, les plus nombreux, vous savez de qui je veux parler, n'est-ce pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte - Turquie

- Crise diplomatique entre la Turquie et l'Egypte - Reuters

Les autorités égyptiennes ont demandé le départ de l'ambassadeur turc au Caire en accusant Ankara de soutenir des mouvements non identifiés qui menacent selon elles la sécurité nationale, ce qui désigne vraisemblablement les Frères musulmans.

En réaction, la Turquie a déclaré l'ambassadeur d'Egypte à Ankara, qui ne se trouve pas actuellement dans le pays, persona non grata.

"*Cette situation nous attriste*", dit le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué. "*Mais la responsabilité devant l'Histoire incombe au gouvernement provisoire égyptien, arrivé au pouvoir dans les circonstances extraordinaires du coup d'Etat du 3 juillet*", ajoute-t-il.

Selon un porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, Ankara a "*cherché à influencer l'opinion publique contre les intérêts égyptiens et a soutenu des réunions d'organisations qui cherchent à semer le trouble dans le pays*".

Les autorités égyptiennes ont demandé le départ de l'ambassadeur turc au Caire en accusant Ankara de soutenir des mouvements non identifiés qui menacent selon elles la sécurité nationale, ce qui désigne vraisemblablement les Frères musulmans.

En réaction, la Turquie a déclaré l'ambassadeur d'Egypte à Ankara, qui ne se trouve pas actuellement dans le pays, persona non grata.

"*Cette situation nous attriste*", dit le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué. "*Mais la responsabilité devant l'Histoire incombe au gouvernement provisoire égyptien, arrivé au pouvoir dans les circonstances extraordinaires du coup d'Etat du 3 juillet*", ajoute-t-il.

Selon un porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, Ankara a "*cherché à influencer l'opinion publique contre*

les intérêts égyptiens et a soutenu des réunions d'organisations qui cherchent à semer le trouble dans le pays".

La Turquie s'est montrée très critique après le renversement le 3 juillet du président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, qu'elle juge victime d'un "*coup d'Etat inacceptable*". La confrérie entretient des liens étroits avec le Parti pour la justice et le développement (AKP) au pouvoir à Ankara.

"*Je ne respecterai jamais ceux qui accèdent au pouvoir grâce à un coup d'Etat militaire*", a déclaré le Premier ministre, Tayyip Erdogan, partisan du gouvernement islamiste qui avait été poussé à la démission par les militaires turcs en juin 1997.

"*J'espère que nos relations reviendront à la normale*", a déclaré le président turc Abdullah Gül, adoptant un ton pus mesuré que celui de son chef de gouvernement lors d'une allocution télévisée. Reuters 23.11

Le Frère musulman Tayyip Erdogan au pouvoir en Turquie : c'est un coup d'Etat permanent qui est perpétré contre le peuple turc et contre la laïcité.

Vous aurez noté le parti pris de Reuters qui donne la parole à Erdogan qui se présente comme un grand démocrate respectueux des présidents élus, bon, sauf celui de la Syrie, mais c'est différent, c'est un tyran...

2- Pakistan

- Pakistan: manifestations contre les tirs de drones américains - AFP

Des milliers de manifestants ont protesté samedi au Pakistan contre les tirs de drones américains, menaçant de couper les voies de ravitaillement de l'OTAN si les attaques se poursuivaient.

Les manifestants - des militants de droite emmenés par l'ex-star du cricket Imran Khan - ont brûlé des drapeaux américains, a constaté un journaliste de l'AFP à Peshawar où s'est déroulée la manifestation.

Selon la police, les manifestants étaient au nombre d'environ 15.000.

Khan a appelé à un blocus des convois de l'OTAN vers l'Afghanistan afin de faire pression sur Washington.

Après avoir précédemment fixé une date limite au 20 novembre, Khan a déclaré samedi qu'il saisirait la Cour suprême du Pakistan et, si nécessaire, la Cour internationale de justice.

Les transports de l'OTAN ont été suspendus samedi en raison de la manifestation qui a eu lieu sur la route empruntée par les camions de l'Alliance atlantique.

Khan accuse les Etats-Unis d'avoir utilisé un drone pour tuer le chef taliban Hakimullah Mehsud dans une tentative de saboter d'éventuelles discussions de paix avec les talibans.

Le gouvernement pakistanais a affirmé que cette attaque avait annulé les progrès réalisés en vue de mettre fin à la rébellion des talibans qui a fait des milliers de morts.

Jeudi, une nouvelle attaque de drone a tué six personnes dont le chef du réseau taliban afghan Haqqani considéré par les Etats-Unis comme responsable de certaines des attaques les plus meutrières en Afghanistan.

Les attaques de drones sont particulièrement impopulaires au Pakistan et Islamabad les condamne publiquement comme étant une violation de sa souveraineté. AFP 23.11

Ce qui a retenu notre attention dans cet article, c'est la présentation faite par l'AFP des participants à cette manifestation anti-américaine en les présentant comme des militants de droite. Qu'ils soient de droite, ce n'est pas ce que nous contestons, mais le fait que l'AFP le précise quand cela fait les affaires de l'OTAN, histoire aussi de montrer au brave peuple français que ce n'est pas la gauche qui manifeste contre l'OTAN au Pakistan, mais la droite, donc la gauche fait bien de ne pas lui emboîter le pas.

Je ne dis pas de manifester avec la droite, quoique dans le cas précis de la défense de la souveraineté d'une nation contre une agression impérialiste, ponctuellement cela puisse se concevoir, ponctuellement et sur ses propres mots d'ordre, et à condition que droite et gauche ne soient pas mêlées dans la manifestation, des petits détails qui ont leur importance, une question de principe, on ne mélange pas les genres, jamais.

3- Iran

NY Times multiplie les analyses sur les négociations Iran /5+1 à Genève, évoquant tantôt les obstacles à surmonter tantôt les risques à encourir en cas de l'échec des négociations. " *Notre situation actuelle à Genève est le signe d'une grande défaite qui s'enracine dans nos politiques erronées de ces dernières années et la faute n'en revient pas à Obama*, affirme le journal dans un article intitulé " *Comment Bush a-t-il permis à l'Iran de se nucléariser?* " .

" *Les pourparlers nucléaires qui se déroulent en ce moment à Genève pourraient aboutir. Si un accord venait à être signé avec l'Iran, ce serait une grande victoire pour ce pays et une défaite pour les Etats Unis. Les Iraniens poursuivront leur programme nucléaire et l'enrichissement de leur uranium alors que les Etats Unis et leurs alliés réduiront leurs pressions économiques. Ce sera un nouveau souffle pour l"économie iranienne qui permettra à l'Etat iranien de se renforcer. L'accord Iran /Occident si il venait à être signé sera un échec pour l'Amérique mais il ne faut pas en tenir rigueur à Obama car cet échec est le résultat des années de gestion des présidents qui l'ont précédé. L'Occident n'a pas pu se mobiliser en temps voulus contre l'Iran puisque Bush a envahi l'Iran et l'Afghanistan. Bush aurait du créer une coalition internationale contre l'Iran et empêcher ce pays via des efforts diplomatique de devenir une puissance nucléaire. Au lieu de cela, il a attaqué l'Afghanistan et l'Irak, a dépensé des centaines de milliards de dollars en vain, a terni l'image de l'Amérique a permis à l'Iran d'élargir son influence, et a fait de ce pays un gagnant, que l'accord nucléaire soit signé ou pas*". french.irib.ir 22.11

SOCIAL

1- Espagne

- Austérité: Des milliers de manifestants défilent à Madrid - 20minutes.fr

«*Nous sommes venus protester contre la politique d'austérité, contre la politique répressive du gouvernement, la modification du Code pénal, la loi anti-manifestations et sur la sécurité citoyenne, qui est une attaque directe aux droits fondamentaux des citoyens*.» Comme Irene de la Cuerda, une manifestante de 57 ans, des milliers de personnes sont descendues samedi dans les rues de Madrid à l'appel des syndicats et d'organisations citoyennes pour dénoncer la politique d'austérité du gouvernement et exprimer une multitude de revendications.

Sous les slogans «*Oui, nous pouvons*», «*Utilise ta force*», le Sommet social, qui regroupe les syndicats et une centaine d'associations, avait convoqué ce défilé aux côtés des Marées citoyennes, des collectifs professionnels comme l'éducation et la santé pour la défense du service public, qui manifestent habituellement de leur côté. Deux ans après l'arrivée au pouvoir du gouvernement de droite de Mariano Rajoy, les manifestants ont défilé derrière une grande banderole blanche portant les mots : «*Jugement pour les banques. Sauvons le service public, les pensions, les personnes*.»

Parmi leurs cibles, le système bancaire dont les dérives ont contribué à précipiter le pays dans la crise en 2008. Arrivé au pouvoir à la fin 2011, le gouvernement Rajoy a soumis l'Espagne à une cure d'austérité sans précédent, au prix de douloureux sacrifices. Deux ans plus tard, le pays vient de renouer avec la croissance mais reste en proie à une grave crise sociale, avec près de 26% de chômeurs.

Pourtant, après de nombreuses grandes manifestations en 2011 et 2012 à travers toute l'Espagne, la riposte sociale est devenue cette année beaucoup plus discrète. «*Nous sommes ici pour 30.000 raisons. Ce que nous demandons, c'est qu'ils n'écrasent pas le peuple comme ils le font*», expliquait Epifanio Lopez, un ouvrier âgé de 59 ans.

(La récup ou la peste était de sortie ce samedi. - ndlr)

La mouvance des indignés avait appelé elle aussi à manifester depuis un autre point de rendez-vous: la Plaza de España où l'organisation écologiste Greenpeace avait déployé, sur la façade d'un grand immeuble vide, une banderole jaune de 315 mètres carrées avec les mots «*Non à la loi anti-manifestation*». (Ils ont dû obtenir une autorisation spéciale ou les autorités ont fait preuve de complaisance envers une organisation qu'ils savent compter dans leurs rangs. - ndlr) Un slogan qui dénonce le projet de loi sur la sécurité actuellement dans les cartons du gouvernement, décrié par la gauche comme un projet de «répression citoyenne». «*L'organisation lance une campagne active contre les atteintes au droit de manifester pacifiquement que suppose ce projet de loi*», a indiqué Greenpeace dans un communiqué.

Le texte, qui n'a pas encore été approuvé par le Conseil des ministres, suscite déjà une vive polémique car il prévoit notamment de fortes amendes, jusqu'à 600.000 euros, en cas de manifestation non autorisée, le cas de nombreux rassemblements des indignés depuis deux ans. 20minutes.fr

Manifestation citoyenne, répression citoyenne, voilà à quoi mène ce discours mettant sans cesse en scène le citoyen, c'est aussi

celui des social-patriotes, ceux qui veulent rassembler des élus ou des citoyens de tous bords politiques, raison de plus pour être farouchement opposé à cette dérive droitière : à bas le citoyen et vive la lutte des classes !

2- Turquie

Des centaines d'enseignants ont manifesté, à Ankara, pour protester contre la politique du gouvernement, en matière d'éducation.

Selon le quotidien turc, "*Hurriyet*", cette manifestation a dégénéré en affrontements avec la police. Venus de tout le pays, à Ankara, les enseignants protestataires ont réclamé des réformes, dans la politique du gouvernement, en matière d'éducation. La police a dispersé les manifestants, à coups de matraque et de gaz lacrymogènes. french.irib.ir 23.11

ECONOMIE

Chine

- Pétrole: la Chine se prépare à lancer son propre marché à terme - AFP

La Chine, premier pays consommateur mondial d'énergie, a réalisé un nouveau pas vers le lancement de son propre marché à terme dédié au pétrole, potentiellement ouvert aux investisseurs étrangers, a-t-on appris vendredi.

Les autorités et l'opérateur de la place boursière de Shanghai ont mis en place une entreprise destinée à organiser ce futur marché à terme, qui sera installé dans la zone franche de Shanghai lancée voici deux mois, ont rapporté des médias et responsables politiques.

Le choix d'établir ce marché dans la zone franche, et donc en-dehors de la place financière shanghaïenne actuelle, suggère que les investisseurs étrangers pourraient être autorisés à y prendre part -- avec l'ambition à terme de bousculer la domination de Singapour dans le négoce énergétique en Asie.

Il s'agira de la cinquième place en Chine permettant l'échange de contrats à terme, selon le journal Shanghai Daily, mais aucun des marchés existants ne proposent des contrats sur l'or noir.

Les contrats à terme sont un instrument financier permettant de livrer ou de prendre réception d'une marchandise à une date donnée et à un prix prédéfini. Les contrats de référence pour le pétrole brut concernent le Brent de la mer du Nord coté à Londres et le brut texan WTI échangé à New York.

"*Nous espérons établir (à Shanghai) une nouvelle place (...) qui attirera une large participation d'investisseurs étrangers, et accroîtra l'influence de la Chine dans le système international de fixation des prix du brut*", a souligné M. Yang.

La Chine est le deuxième pays consommateur de pétrole dans le monde après les Etats-Unis, avec une demande de 9,81 millions de barils par jour en 2012 selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) -- soit un dixième de la consommation mondiale.

Un cadre de la zone franche --directeur adjoint du comité de direction--, Wang Xinling a précisé à l'occasion de la même conférence que d'autres contrats énergétiques pourraient y être échangés à l'avenir.

Pékin s'était par ailleurs engagé en septembre à ouvrir davantage les marchés chinois des contrats à terme. Actuellement, les investisseurs étrangers sont autorisés à négocier des actions sur les places boursières à travers un strict système de quotas, mais ne sont pas autorisés à acheter ou vendre directement des contrats à terme portant sur des matières premières. AFP 21.11

La Chine toujours plus intégrée dans le marché mondial.

Haut de page

Le 25 novembre 2013

CAUSERIE

On rajoutera quelques articles ce soir.

Sondage auprès des militants du mouvement ouvrier : Considérez-vous monsieur Mélenchon comme un révolutionnaire ?

C'est lundi, soyons de bonne humeur pour commencer cette semaine de boulot, sinon dans quel état on sera dans 5 ou 6 jours !

Hier, ici on a encore échappé à un cyclone.

Bonne semaine à tous et gardons le moral, on n'a pas le choix.

Mystification et conditionnement des masses orchestrés par l'Etat avec le soutien du Front de gauche et des dirigeants syndicaux.

Offshore my dear !

Economistes, avocats et juristes fiscalistes conseillent quotidiennement depuis des lustres chefs d'entreprise, actionnaires, riches héritiers ou rentiers...

L'objet de leurs conseils : Comment payer moins d'impôts ou pas du tout, mettre leur magot à l'abri du fisc dans des paradis fiscaux ou profiter de la législation fiscale de certains pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Portugal, Autriche..) particulièrement avantageuse ou généreuse envers les riches (étrangers), autrement dit, pratiquer le plus légalement du monde l'évasion fiscale, éventuellement s'ils acceptent d'en prendre le risque, frauder le fisc ou placer leurs capitaux sur des comptes anonymes, des institutions financières spécialisées dans ce domaine se chargeront d'effacer ou de brouiller les pistes de leurs malversations, éventuellement il leur sera proposé différents montages, prêtes-nom, sociétés écrans...

Du bonnet rouge au bonnet d'âne ou grand benêt.

- Jean-Luc Mélenchon, menaçant, espère peser sur la réforme fiscale - AFP

Le co-président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon affirmé dans une interview à DirectMatin, à paraître lundi : "*Nous allons faire l'effort de le prendre au sérieux et de croire qu'il a vraiment l'intention de la faire. Mais je mets le Premier ministre en garde. Si c'est pour faire un tour de passe-passe de communication, comme d'habitude, il lui en cuira*".

(Nous allons voir pourquoi Ayrault doit d'avance en trembler d'effroi ! En une fraction de seconde il a fait disparaître toute la politique antisociale et réactionnaire mise en oeuvre par le gouvernement depuis juin 2012 : TSCG, ANI, les budgets d'austérité 2013 et 2014, la contre-réforme de l'école, des retraites, les 20 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires aux patrons, etc. comme si tout cela n'avait jamais eu lieu ou existé, vous avouerez qu'il mérite amplement le qualificatif d'illusionniste, de charlatan. Inutile de se demander à qui peut profiter un tel numéro de prestidigitation : le gouvernement et le patronat. - ndlr)

"*Les Français ne sont pas des imbéciles si faciles à gruger. Il est donc important d'aller manifester*", ajoute le co-président du Parti de Gauche, qui organise dimanche prochain "*une marche pour la révolution fiscale*".

(Mélenchon s'emploie à prendre les travailleurs pour des "*imbéciles*" quand il participe à cette mascarade au lieu de dénoncer cette mystification organisée par un gouvernement à la solde de l'oligarchie financière et ses institutions européennes et internationales. Sa "*marche*" n'aura donc pas un contenu révolutionnaire mais contre-révolutionnaire, en lisant la suite vous en aurez la confirmation si nécessaire. - ndlr)

Il s'agit selon lui "*de crier notre refus de l'augmentation de la TVA*" mais aussi de "*peser*" sur cette remise à plat de la fiscalité.

(On appelle cela : La récupération de l'exaspération des masses pour le compte du gouvernement, alors qu'il fallait dénoncer sa complicité avec les banquiers, multinationales, actionnaires, riches héritiers ou rentiers qui pratiquent l'évasion fiscale dans des paradis fiscaux.

Parce que lorsqu'on affirme vouloir "*peser*" sur un gouvernement, cela signifie qu'on le légitime, le soutien, qu'on entend être de la partie (de l'extérieur) pour modifier l'orientation de sa politique sans tenir compte de la classe dont il représente les intérêts et pour laquelle il gouverne le pays, donc de sa nature de classe.

Or c'est ce facteur qui doit déterminer les rapports que l'on doit avoir avec lui, et non pas la politique qu'il conduit que l'on doit dénoncer et combattre en toutes occasions, à aucun moment nous ne devrions faire preuve du moindre accord avec les mesures ou lois qu'il pourrait être amenées à prendre, en dénoncer l'hypocrisie lorsqu'elles semblent être favorables aux

exploités, témoigner la moindre collusion d'intérêt avec lui sachant qu'il représente ceux de notre ennemi de classe, demeurer strictement sur le terrain de classe (indépendance de classe) du prolétariat est un principe non négociable pour aider les travailleurs à rompre avec le capital et ses institutions, ses représentants, dont évidemment le gouvernement en place, condition pour construire un parti ouvrier révolutionnaire...

Nous avons là les deux conceptions antagoniques de la lutte des classes, celle qui consiste à participer à la politique mise en oeuvre par le gouvernement, et celle qui consiste à s'adresser exclusivement aux travailleurs, qui ne peuvent espérer une amélioration temporaire de leur sort que par leur mobilisation dans la perspective de la prise du pouvoir politique et du renversement du régime en place. - ndlr)

Pour M. Mélenchon, deux principes doivent prévaloir : "*l'impôt doit être général : tout le monde doit payer. Ensuite il doit être progressif*". "*Entreprises ou particulier : qui gagne le plus paye le plus ! Au lieu de cinq tranches d'impôt, il en faut quatorze pour soulager la classe moyenne. Rien que ça, c'est déjà la révolution*", lance-t-il. AFP 24.11

(Vous avez bien lu (ou entendu) : "*tout le monde doit payer*", ce qui signifie y compris ceux qui aujourd'hui sont exonérés d'impôts parce qu'ils ont un ou des revenus trop faibles, en passant, c'est une revendication de l'UMP ! Tout le reste est du baratin, cependant il y a un point qu'il faut préciser.

Nous vivons sous un régime capitaliste, le gouvernement est un gouvernement capitaliste. La Constitution, les institutions, les lois, le législateur, tous sont régis par les rapports établis entre les classes en faveur de la classe dominante, celle qui détient le pouvoir économique, les moyens de production, les richesses. C'est aussi elle qui détient le pouvoir politique, rédige la Constitution, fait les lois, etc. de manière à conserver son pouvoir économique, perpétuer ou garantir l'existence du rapport entre classe dominante et classe dominée qui lui est favorable.

Sauf accidentellement du fait de la lutte de classe des exploités, elle est amenée à prendre des mesures économiques ou sociales qui vont à l'encontre de ses intérêts, qu'elle s'emploiera par la suite à corriger en sa faveur ou d'abroger. Idem sur le plan politique, toutes mesures qu'elle pourrait être amenée à prendre sous la contrainte de la mobilisation des masses seront dés le départ ou au fil du temps vidées de leur contenu ou réorientées en sa faveur, elles deviendront de nouveaux instruments de la collaboration de classes qui faciliteront plus tard l'adoption de mesures purement corporatistes.

Ces précisions car on a tendance à s'endormir sur nos lauriers et à considérer que le contenu ou l'orientation d'une mesure ou loi serait gravé dans le marbre, alors qu'en réalité il évolue avec le temps dans une direction défavorable aux travailleurs, sans qu'on s'en doute ou se penche à nouveau dessus pour observer cette évolution.

Très souvent aussi, ce sont les militants eux-mêmes qui se leurrent dès le départ sur le contenu d'une mesure ou loi, ils estiment qu'elle est favorable aux travailleurs, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse qui est vrai. Comment cela ? Ils oublient tout simplement de se demander quel usage il en sera fait et qui sera amené à en faire usage, le plus souvent des syndicalistes corrompus ou jaunes qui défendront de préférence les intérêts du patronat ou de l'Etat (employeur) dans le cas des fonctionnaires.

Eh oui, militer n'est pas si simple que cela ! On peut facilement se fourvoyer. Revenons à notre sujet.

Question :

Peut-on défendre l'impôt sous un régime qui par nature est défavorable aux travailleurs ?

Pour répondre à cette question, posons-nous d'autres questions :

Qui détermine qui doit payer des impôts ?

Quels genres d'impôts ?

A quoi servira l'argent des impôts et qui le décide ?

Qui contrôlera quel usage il sera fait des impôts ?

A toutes ces questions la réponse est : certainement pas les travailleurs, car en réalité ils n'ont aucun pouvoir politique.

Donc avant de se poser toutes ces questions on aurait dû commencer par s'en poser une autre : Qui détient le pouvoir politique, et en fonction de la réponse à laquelle on parvenait forcément, on arrivait à la conclusion que la question des impôts ne pouvait pas les concerner puisqu'ils détiennent en réalité aucun pouvoir politique, donc ils sont placés dans la situation où ils sont incapables

de décider que ce soit en la matière.

Alors que signifie vouloir les associer à cette question s'ils sont dans l'impossibilité de décider quoi que ce soit ? Cette opération consiste uniquement à les associer à la politique qu'aura décidé le gouvernement pour qu'il puisse l'appliquer tranquillement avec le soutien des partis du Front de gauche, et dont ils feront les frais évidemment, CQFD. Fastoche, n'est-ce pas ? Mélenchon roule pour le régime en place, il en fait ici une démonstration magistrale.

Maintenant, les collabos du régime, pour justifier leur position, vous expliqueront sans doute que les impôts servent aussi aux travailleurs, par exemple à constuire ou entretenir les écoles, les hôpitaux, les routes, etc.

Argument imparable devant lequel la plupart des militants vont se retrouver bouche bée ou sans rien à leur opposer, pourtant la réplique est fort simple : il faut bien pour que les capitalistes continuent d'empocher leur profit que les exploités disposent d'un minimum d'instruction, qu'ils soient de préférence en bonne santé, qu'ils puissent se rendre rapidement sur leur lieu de travail, et même qu'ils disposent d'un niveau de vie leur permettant de consommer les produits que l'on fabrique histoire de faire tourner nos usines, engraisser les banquiers, etc.

En réalité l'impôt sert essentiellement à entretenir les esclaves qui assurent le fonctionnement et la pérennité du régime capitaliste, et à procurer à l'Etat de quoi financer son appareil répressif, judiciaire, policier et militaire qui va avec.

Dès lors vous comprendrez que non seulement ce n'est pas notre affaire, mais qu'on est contre l'impôt imposé aux travailleurs. Si l'impôt sert essentiellement à assurer la survie du régime capitaliste et ses institutions contre lesquels nous combattons pour les reneverser, on ne peut pas le soutenir ou en être partisan, sauf à se placer sur le terrain du capitalisme, ce que font très bien Mélenchon et les dirigeants syndicaux.

Eh oui, être pour ou contre l'impôt pour les travailleurs pose la question de la conception de la lutte de classe qu'on adopte, pour quel objectif politique combattons-nous, et dans camp nous situons-nous réellement.

Il y en a qui vont penser que je pousse le bouchon un peu loin. Pas du tout. Ce sera la réaction de militants qui ne sont pas habitués à aller au bout d'une analyse ou d'une question, les autres s'estimeront satisfaits car les voilà armés politiquement pour combattre les opportunistes, les traitres et les jaunes.

N'oubliez jamais une chose : sur quel terrain abordons-nous une question, sur quel terrain untel ou les médias l'aborde, il suffit ensuite de se demander qu'est-ce qui correspond aux intérêts fondamentaux (et collectifs) des travailleurs pour distinguer ce qui sera opposé à leurs intérêts et ne pas confondre les deux et le tour sera joué, vous serez un véritable anticapitalisme, révolutionnaire, un communiste même !

Je ne donne de leçons à personne ici, je m'exprime à ma manière, ce sont plutôt des conseils d'amis ou entre camarades, à de jeunes militants surtout, l'avenir du socialisme !

ACTUALITE EN TITRES

Les féodaux sont de retour et le PS tient à en être.

- Des députés PS veulent supprimer les départements de la petite couronne - 20minutes.fr

Harlem Désir a fait son beurre !

- Trente ans après, que reste-t-il de la “*Marche des Beurs*”? - 20minutes.fr

Silence complice des féministes. Si au moins il s'était agi d'une Saoudienne avec une Yéménite...

- Une histoire d'amour interdite entre Saoudienne et un Yéménite devant les tribunaux - Francetv info

Offensive de la réaction (et manipulation des masses)

- Les nostalgiques de Franco se rassemblent à Madrid - Liberation.fr

- Manifestation à Kiev contre l'arrêt des négociations avec l'UE - Reuters

- Suisse: échec d'une votation visant à limiter les hauts salaires - AFP

On ne connaît pas le taux de participation...

- Un néofasciste élu gouverneur régional en Slovaquie - Liberation.fr

- Nucléaire : le Canada maintient ses sanctions contre l'Iran - LeMonde.fr

Le gouvernement canadien assure le SAV de Bush !

- En Égypte, le président, Adly Mansour, serre la vis - Liberation.fr

- Benyamin Nétanyahou dénonce une "*erreur historique*" sur le nucléaire iranien - LeMonde.fr

L'"*erreur historique*" : c'est Israël !

Nouvelle rubrique : conditionnement par les médias.

- "*Croix nazies*" et "*propos xénophobes*" : un ex-UMP parti au FN fait machine arrière - LeMonde.fr

Car voyez-vous, il ne savait pas avant, il devait être le seul en France !

- Le Honduras choisit un nouveau président ce dimanche - LeMonde.fr

Quel choix ?

- Le Venezuela vit une tragicomédie avec Maduro, selon un ex-conseiller de Chávez - AFP

Parole d'un renégat, l'AFP les affectionne, ceux passés à la réaction de préférence...

- Washington s'inquiète de la montée des tensions en mer de Chine orientale - LeMonde.fr

Ou cela sert-il plutôt à justifier son redéploiement militaire dans la région ?

- Retrouvez le vrai Kennedy derrière le brouillard du mythe et des théories du complot - Atlantico.fr

Le vrai, car le faux c'est celui qui a été assassiné sur ordre du cartel des banquiers de la Fed via la CIA...

ACTUALITÉ DU JOUR

Eugénisme. Comment ils vous empoisonnent, vous détraquent...

- Le Gardasil, vaccin contre le cancer du col de l'uterus, visé par une plainte - AFP

Au-delà du Gardasil, note l'avocat de la jeune femme qui a porté plainte, "*il y a de plus en plus conscience au sein du corps médical de la dangerosité d'un adjuvant (booster) présent dans presque tous les vaccins (y compris le Gardasil), le sel d'aluminium*".

De son côté Sanofi Pasteur MSD a regretté dimanche "*le discrédit*" ainsi jeté sur le vaccin et la "*perte de chance*" que cela pourrait supposer pour les jeunes filles.

Selon l'InVS (Institut national de veille sanitaire), moins d'un tiers des adolescentes françaises étaient en 2011 vaccinées contre le cancer du col de l'utérus, le 12e cancer le plus fréquent chez les femmes. AFP 24.11

Pour plus d'infos sur le sel d'aluminium sur Google... Il existe des vaccins sans sel d'aluminium...

Question : Mais pourquoi tous ces vaccins, autrefois on n'était pas vacciné et on ne développait pas forcément un cancer, surtout à l'adolescence ? Alimentation, hygiène de vie, homéopathie et médecines alternatives, fuir les grandes villes polluées quand on en a la possibilité. Ce que les plus pauvres ne peuvent pas se permettre...

Il est encore très loin du compte.

- NSA: le juge Trevidic dénonce le "*Big Brother absolu*" - AFP

Le juge antiterroriste Marc Trévidic dénonce, dans un entretien à Sud Ouest Dimanche, "*le paternalisme autoritaire*" sous-tendant le système de captation de données personnelles mis en place par la NSA (agence de renseignement américaine), un "*Big Brother absolu*", dangereux pour la démocratie.

"*Imaginons aujourd'hui Adolf Hitler qui disposerait de cet outil. Il saurait qui est communiste, homosexuel, juif et serait capable de dresser des listings pour les chambres à gaz*", déclare dans cet entretien Marc Trévidic, qui est aussi président de l'Association française des magistrats instructeurs, avant d'ajouter: "*On croit finalement que la démocratie est quelque chose d'acquis, que ce soit aux États-Unis ou en France. Non, ce n'est jamais acquis.*"

"*Les captations de données sur le territoire français sont une infraction à la loi pénale*", souligne-t-il, en estimant que cette surveillance sert "*d'alibi*" à l'État américain, qui, au nom de la lutte antiterroriste, obtient du Congrès les "*crédits nécessaires à cette surveillance généralisée*". "*Une fois que vous disposez de l'outil de surveillance globale, vous en faites ce que vous voulez*", ajoute-t-il, jugeant qu'"*il est sans doute effectivement utilisé à d'autres fins*".

Marc Trévidic est juge d'instruction antiterroriste depuis 2006. Il a repris les dossiers de Jean-Louis Bruguière. AFP 24.11

Il en dit trop ou pas assez, il parle "*d'alibi*" à l'État américain, alors que les activités de la NSA tout comme celles de la CIA ou du Pentagone échappent totalement à la Maison Blanche ou au Congrès, le 11 septembre 2001 en a fait la démonstration quand il s'avéra que Bush en personne n'avait pas été mis au courant de ses préparatifs et qu'il dut en assumer les conséquences sur le champ sous peine d'être liquidé lui aussi.

Quand on a lu l'article de Slate.fr du 23 et mis en ligne dans cette page *Des milliers d'Américains en prison à vie pour des délits sans violence*, on n'a plus aucune doute que la démocratie n'existe pas aux Etats-Unis, donc Trévidic est très très loin du compte ou de la réalité, apparemment il ignore la stratégie des mondialistes ou ne peut pas l'évoquer publiquement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran

Accord historique sur le nucléaire iranien

A l'issue de cinq jours d'âpres négociations internationales à Genève, un accord sur le nucléaire iranien a finalement été conclu, dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 novembre, entre Téhéran et les pays négociateurs. Cet accord n'est que préliminaire et a pour objectif de permettre de rétablir pas à pas la confiance entre Téhéran et les grandes puissances après des décennies de tensions.

"*Nous sommes parvenus à un accord*", a annoncé le premier Mohammed Javad Zarif, ministre des affaires étrangères iranien, sur le réseau social Twitter.

"*Nous sommes parvenus à un accord sur un plan d'action*", a officiellement déclaré à l'ONU la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, avec à ses côtés M. Zarif. Les ministres des "5 + 1" (Etats-Unis, Chine, Russie, Grande-Bretagne, France et Allemagne) se sont ensuite chaleureusement congratulés.

La Maison Blanche a annoncé que l'accord prévoit que l'Iran arrête d'enrichir l'uranium au-dessus de 5 % et d'installer de nouvelles centrifugeuses. En échange, les grandes puissances, qui rassemblent les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, n'imposeront pas au cours des six prochains mois de nouvelles sanctions à l'Iran, qui promet aussi de neutraliser ses stocks d'uranium enrichi à 20 %.

Washington, dont les propos corroborent les déclarations des responsables américains à Genève, ajoute que l'Iran s'engage à stopper son projet de réacteur à eau lourde d'Arak, ce que la France exigeait.

S'exprimant devant les journalistes, à l'issue de négociations marathon, M. Zarif a ajouté que l'accord contient une "*référence claire selon laquelle l'enrichissement va continuer*" en Iran, une question qui a été considérée longtemps comme la principale pierre d'achoppement des négociations. "*Nous estimons que c'est notre droit*", a ajouté le ministre iranien, qui a été applaudi à son entrée dans la salle de presse par les nombreux journalistes iraniens venus à Genève pour ces négociations.

"*Notre objectif a été de résoudre cette question nucléaire*", car c'était "*un problème qui n'était pas nécessaire*", a-t-il poursuivi. "*Le droit à la technologie nucléaire est un droit inaliénable*", a encore indiqué le ministre, en ajoutant que le "*combat que nous avons mené depuis plusieurs années avait pour but que la communauté internationale reconnaisse*" que l'Iran exerce ce droit. "*Nous pensons que cet accord et le plan d'action*" signifie que "*le programme nucléaire iranien va continuer*", a-t-il conclu.

Sur Twitter, le chef des négociateurs iraniens, Abbas Araghchi, a également affirmé que le programme d'enrichissement d'uranium iranien avait été reconnu par les grandes puissances, sans préciser si le droit à l'enrichissement figurait dans l'accord.

Plus tôt dans la soirée de samedi, l'Iran avait indiqué qu'il ne pourrait pas accepter d'accord avec le groupe des "5 + 1" qui ne reconnaîtrait pas son droit à enrichir de l'uranium, une demande à laquelle les Etats-Unis et les Européens ont refusé d'accéder à plusieurs reprises. lemonde.fr 24.11

2- Israël

- Nucléaire iranien : le régime déçu par la position de Paris - french.irib.ir

Le ministre israélien des Finances Yaïr Lapid a exprimé dimanche sa déception devant la position de la France, qui s'est ralliée à l'accord sur le nucléaire iranien à Genève.On peut s'interroger sur les réactions dans le monde lorsqu'on voit Laurent Fabius (le ministre français des Affaires étrangères), un véritable ami d'Israël, lever le pouce en signe de victoire après la conclusion de cet accord alors qu'aucune centrifugeuse ne sera démantelée, a déploré M. Lapid, leader du parti de centre-droit Yesh Atid, à la radio militaire. Le chef de la diplomatie française a salué dimanche l'accord de Genève, qu'il a qualifié d'avancée importante pour la sécurité et pour la paix. french.irib.ir 24.11

Fabius et Hollande n'ont pas retourné leur veste, ils sont strictement alignés sur la politique définie par l'oligarchie financière sionniste américaine qui a modifié sa tactique sans changer de stratégie, celle qu'Obama a également adopté, n'oublions jamais que le président américain est leur obligé, il est tout sauf indépendant, à moins qu'il veuille finir comme Kennedy...

3- Égypte

- L'Égypte adopte une réforme controversée du droit de manifester

Le texte, qui provoque depuis des semaines l'ire des défenseurs des droits de l'homme, prévoit des peines d'un à cinq ans de prison ferme pour des délits allant du port de la cagoule à celui d'armes lors de défilés ou de rassemblements, a annoncé le porte-parole de la présidence. La loi oblige par ailleurs les organisateurs à informer les autorités de leur manifestation au moins trois jours avant sa tenue. Ces derniers doivent également fournir leurs coordonnées, le lieu et le trajet du cortège, leurs revendications et les slogans scandés. Si elle représente une "*menace pour la sécurité*", le ministre de l'intérieur peut décider d'interdire toute manifestation.

Une vingtaine d'organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé "*l'approche oppressive*" du gouvernement, ainsi qu'une réforme qui "*criminalise les manifestations et les réunions publiques*". Plusieurs ONG, de même que l'ONU, avaient également réclamé l'abandon du texte, accusant les autorités égyptiennes de vouloir revenir sur les acquis de la révolution populaire de 2011.

Cette réforme intervient alors que le nouveau pouvoir a lancé une vague de répression visant la confrérie des Frères musulmans. Plus d'un millier de manifestants pro-Morsi ont été tués depuis la mi-août, et plus de 2 000 Frères ont été arrêtés. Dimanche, les partisans de Mohamed Morsi ont pourtant défilé dans différentes villes du pays, appelant quasi-quotidiennement à la mobilisation. lemonde.fr 24.11

Qu'en pensent ceux qui ont soutenu le coup d'Etat militaire ?

4- Afghanistan

- Afghanistan: la Loya Jirga approuve le traité de sécurité avec les Etats-Unis - AFP

La Loya Jirga, grande assemblée traditionnelle afghane, a approuvé dimanche un traité de sécurité avec les États-Unis crucial pour l'avenir et la stabilité de l'Afghanistan, mais dont le président Hamid Karzaï a aussitôt assorti la signature d'une série de conditions.

Ce traité bilatéral de sécurité (BSA) doit définir les modalités d'une présence militaire américaine en Afghanistan après le retrait des 75.000 soldats de l'Otan, fin 2014, qui fait craindre une flambée de violences dans le pays, en partie contrôlé par les talibans.

Hostiles au maintien de troupes étrangères, ceux-ci ont condamné "*fermement cette Loya Jirga fantoche et sa décision*".

Après des mois de négociations laborieuses, Kaboul et Washington se sont mis d'accord sur les "*termes*" de l'accord, mais plusieurs étapes seront encore nécessaires avant sa ratification : le BSA doit être approuvé par le Parlement afghan, puis promulgué par M. Karzaï.

Si tout n'est pas réglé, l'adoption du BSA par la Jirga a permis de surmonter l'obstacle de l'immunité de juridiction des soldats américains qui resteraient après 2014 -- un impératif pour Washington --, même si la grande assemblée a proposé un aménagement.

"*Les procès des Américains qui commettraient des crimes en Afghanistan devraient avoir lieu dans des bases américaines aussi souvent que possible*", a déclaré Fazul Karim Imaq.

En Irak, les États-Unis comptaient maintenir un contingent au-delà de 2011 mais ils avaient finalement rapatrié l'ensemble de leurs troupes car Bagdad avait refusé de leur accorder cette immunité.

A l'instar de l'Irak, la signature ou non du BSA pourrait être lourde de conséquences en Afghanistan, en proie à une insurrection des talibans que douze ans de guerre n'ont pas réussi à mater. AFP 24.11

SOCIAL

Briseurs de grève

Des salariés européens pour contrer la grève à la Lufthansa - leparisien.fr

Aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, hier. Les salariés français de la compagnie aérienne allemande Lufthansa se sont mis en grève pour protester contre le plan social qui prévoit la suppression de 200 postes, dont la quasi-totalité des salariés à terre de Roissy.

Les agents d'escale de Roissy de la Lufthansa sont en grève. Qu'à cela ne tienne, la direction a fait venir des salariés du Royaume-Uni, de Suisse ou d'Espagne pour les remplacer.

En 2005, la compagnie British Airways avait utilisé la même méthode. Poursuivie devant le tribunal de grande instance de Nanterre, elle avait eu gain de cause en 2006. En attendant, le travail devait reprendre aujourd'hui à l'aéroport de Roissy. leparisien.fr 24.11

Haut de page

Le 26 novembre 2013

CAUSERIE

Je suis encore complètement crevé. Je n'ai rien relu, mes yeux sont trop fatigués.

Je dois m'occuper de mon chien qui pour le moment ne peut plus se servir d'une pâte arrière, je ne peux pas le soulever de terre il est trop lourd, c'est la galère totale, il pisse sous lui, je dois le laver deux fois par jour, le nourrir à la main, laver la terrasse matin et soir, plus les cinq serpillères à chaque fois, etc. et en même temps me concentrer sur un aspect de l'économie mondiale ou tenter de comprendre ce que manigance les Américains, c'est dur !

Il y a de quoi devenir dingue en prenant connaissance de l'actualité, être dégoûté au dernier degré, on a envie de s'enfuir je ne sais pas où pour oublier leur monde de merde !

J'espère ne pas commettre de contresens car je consacre peu de temps à chaque info, il y a de quoi s'égarer ou se méprendre parfois.

Le M'PEP et LO appellent également à manifester le 1er décembre pour l'annulation de la hausse de la TVA notamment à la suite du Front de gauche, je n'ai pas eu le temps de réfléchir à cette question, y participer sur ce mot d'ordre serait assurer le service minimum... A suivre

Quand des rappeurs font dans le communautarisme.

Dans une chanson interprétée par une dizaine de rappeurs, dont Akhenaton, Disiz, Kool Shen et Nekfeu : "*Ma meilleure amie porte le foulard / Plus jolie que ces filles peinturlurées*".

Quelle chance, elle aurait pu être laide et lui ressembler !

Ils ont en commun comme fond de commerce : le racisme parce qu'il sert leurs intérêts

Parole d'internaute

- "*Au départ de la marche, il y a des jeunes musulmans, des jeunes de banlieue et un curé... à l'arrivée il y a une association, SOS Racisme, dont le bureau est dominé par l'UEJF (Union des Etudiants Juifs de France - ndlr) !*

SOS Racisme, c'est l'histoire de la récupération de cette marche et de la manipulation des Français. D'un coté une génération dont les parents ont travaillé dur en France veulent vivre comme tout le monde, avec les même droits, les mêmes chances. Jamais ils n'ont demandé à ce qu'on pointe du doigt leurs différences, même sous couvert de respect ! De l'autre, le parti socialiste qui leur répond et martèle : le Front National ne respecte pas vos différences ! Le problème, c'est que le FN ne tient pas les cordons de la bourse en France! Le FN ne gouverne pas."

En 1983, le PS gouvernait et le racisme concernait essentiellement la communauté originaire des pays du Maghreb. SOS racisme, tout comme le PS n'avait aucun lien avec cette communauté, par contre ses dirigeants en avaient avec le CRIF ou les organisations sionistes.

Au même moment le gouvernement PS-PCF-MRG s'engageait dans une politique d'austérité et allait manifester son attachement indéfectible à l'économie de marché, au capitalisme. Face à la situation économique et sociale qui allait se compliquer pour Mitterrand et son gouvernement indéodé au marché, ils allaient se saisir du racisme latent pour monter une opération tendant à faire monter le FN, ne comptant pas de musulmans dans leurs rangs, ce sont les sionistes qui y pullulent qui s'en chargeront, les mêmes sionistes qui soutiennent l'apartheid en Israël, avec Hollande et Fabius on vient d'en avoir une démonstration saisissante ces derniers jours.

Le sionisme est le pire ennemi des juifs disions-nous, car ses adeptes n'hésitent pas à se servir de leur origine sémite alors qu'ils s'emploient à faire monter le FN à défaut de pouvoir faire monter le racisme à des fins purement politique au moment où le gouvernement Hollande-Ayrault est en difficulté et où le PS risque de prendre une sévère raclée aux élections municipales et européennes de 2014, n'a rien d'étonnant, c'est dans l'ordre des choses quand on connaît leur nature et leurs véritables motivations politiques qui l'emportent sur tout autre considération.

Dans la page d'accueil du site j'ai titré une sous-rubrique "*Les sionistes, ni sémites, ni juifs*", cela peut induire les lecteurs en erreur, car certains sont sémites et juifs, d'autres pas, ceux qui ont adopté le sionisme sans être sémites ou juifs le sont idéologiquement dès lors que ce sont des sionistes qui donneront naissance ou théoriseront le néolibéralisme, autrement dit ils sont sionistes parce qu'ils ne peuvent pas adopter le néolibéralisme sans l'être à la fois, ils sont sionistes par intérêt, comme Rockeffeler qui est issu d'une famille protestante allemande par exemple (wikipedia en allemand) ou Obama ou encore Hollande, ils sont avant tout néolibéraux contrairement au Premier ministre israélien, d'où leurs divergences politiques...

Ce n'est que récemment que je me suis intéressé à cette question qui est fort embrouillée et complexe, depuis le début de l'année 2013, aussi j'ai dû avancer à tâton et préciser certains points au fur et à mesure que je prenais connaissance d'éléments que j'ignorais à travers différents articles parus sur le Net, et si je n'ai jamais eu le temps de consacrer des jours à étudier tous les aspects du sionisme, je pense être parvenu à cerner d'assez près à quoi il correspondait, on affinera plus tard.

En complément pour étayer ce qui vient d'être dit vous pouvez lire un article que j'ai trouvé par hasard sur un portail sioniste qui critique certaines prises de position de Union des Etudiants Juifs de France... à des fins politiques, alors que c'est le constat que j'ai dressé de SOS racisme également dirigé par des sionistes. Les commentaires à la suite de cet article sont très instructifs, sionisme de droite contre sionisme de gauche (sic!) : http://jssnews.com/2013/10/16/antiracisme-a-quoi-joue-luejf/ . Si

j'ai bien compris les sionistes de droite ne mélangent pas les serviettes et les torchons, s'allier avec le Qatar ou l'Arabie saoudite, pas de problèmes, ce sont des sémites reconvertis en sionistes arabes, bon il semblerait qu'ils se soient trompés de courant, tandis que les sionistes de gauche font feu de tout bois et accueillent même des gauchistes.

Mystification et désinformation.

- Le vieillissement de la population à son comble: l'UE a besoin de faire venir plus de 21 millions de jeunes d'ici 2025 - express.be

En 2025, si rien n'est fait, l'UE perdra un sixième de sa population active jeune (les actifs âgés d'entre 15 et 45 ans), affirme le Financial Times.

Le rapport indique que pour maintenir le nombre des actifs de moins de 45 ans à son niveau de 2010, il faudra « *trouver* » 21,5 millions de travailleurs, grâce à l'immigration.

Les économistes considèrent que la perte nette de la population en raison de l'émigration est extrêmement dommageable pour l'économie parce que les gens qui partent sont généralement âgés d'entre 15 et 45 ans, et qu'ils auraient pu participer à la formation du revenu national et contribuer à supporter les coûts induits par les retraités au travers des impôts qu'ils auraient payés. express.be - wikistrike.com 22.11

Dites donc c'est grave docteur !

N'y a-t-il rien qui vous choque dans cet (extrait) d'article ?

Première remarque, le fait qu'il est question d'actifs et que le chômage de masse sévit dans la plupart des pays de l'UE, officiellement il y aurait 27 millions de chômeurs dans l'UE à 28, sans doute 1/4 en plus en réalité.

Seconde remarque, il y a aussi des millions de travailleurs et principalement des femmes qui travaillent à mi-temps et qui ne demanderaient qu'à travailler à plein temps, ils n'en tiennent pas compte non plus.

Troisième remarque, les travailleurs de l'UE émigrent de préférence dans un autre pays de l'UE, ils ne s'expatrient pas à l'autre bout du monde, ils sont relativement rares dans ce cas-là.

Quatrième et dernière remarque, pourquoi n'avoir retenu que les actifs âgés de moins de 45 ans, alors que la proportion de ceux plus âgés ne cesse d'augmenter ainsi que l'âge de départ à la retraite, parce que dépasser 45 ans on n'est plus productif, on est un boulet pour les entreprises ou l'Etat, des profiteurs ?

Bref, en donnant du travail aux dizaines de millions de chômeurs et en fournissant un travail à temps plein à ceux ou celles qui travaillent à mi-temps, en tenant compte que les travailleurs qui émigrent ne quittent pas l'UE et que passer 45 ans on n'est pas encore un déchet à la charge de la société tel qu'ils perçoivent les vieux travailleurs, si on additionne tous ces facteurs on s'aperçoit que cette soi-disant crise de l'emploi ou des actifs est une pure invention du très sérieux et orienté journal de la finance, le Financial Times.

Mais alors pourquoi ? On peut tenter une explication : il est plus rentable de maintenir un chômage de masse à un haut niveau et de favoriser une sorte d'émigration contrôlée ou d'immigration clandestine qui sera plus docile et permettra d'accentuer encore la concurrence que se livrent les travailleurs entre eux à travers toute l'UE, politiquement c'est intéressant aussi puisque cela permet de nourrir l'extrême droite et le racisme, la xénophobie qui divise les travailleurs, en tout cas c'est fait pour cela. Cela permet de justifier l'émigration en UE et d'encourager en sous-main l'immigration illégale ou clandestine.

Vous aurez noté que les économistes n'abordent cette question que sur un plan purement comptable, ils laissent le soin aux tiers-mondistes de se charger du volet social et politique pour justifier les mesures qui seront adoptées par l'UE ou les différents pays pour remédier au manque de main d'oeuvre, et qui du même coup auront des répercussions négatives pour l'ensemble des travailleurs, tandis que les besoins des patrons seront satisfaits ou comblés. Si cette situation n'est pas le produit du hasard et qu'elle est soigneusement entretenu, c'est parce qu'il faut bien que quelqu'un en profite.

Dans quel domaine sont-ils fiers d'être les premiers ?

- Le Drian : "*La France gardera la première armée d'Europe*" - lemonde.fr

Le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, a affirmé mardi dans une interview au Figaro que "*la France gardera en 2020 la première armée d'Europe, y compris en effectifs*". "*En 2019, nous aurons 187 000 militaires (pour un total de 242 000 personnels de défense) alors que la Grande-Bretagne n'en aura que 145 000 et l'armée allemande moins aussi*", a-t-il précisé. lemonde.fr 25.11

Confusion.

- Éric de Montgolfier : la désillusion de la démocratie ! - LePoint.fr

Ce n'est pas la démocratie qui est à l'origine de l'incivisme ou des insultes, de l'intolérance, de la violence individuelle gratuite, etc, du délitement de la société, mais plutôt l'absence de démocratie qu'expriment les inégalités sociales croissantes, le chômage de masse, la liquidation des services publiques, la dictature politique de l'oligarchie financière.

Quand la démocratie rime avec dictature de manière quasi-systématique, quand elle incarne le pouvoir qu'une infime minorité impose à la majorité ou ce qu'il en reste ne sert plus qu'à permettre à une entreprise dictatoriale de s'épanouir et opprimer la majorité sur le plan social et politique et au delà encore sans rien lui concéder, dès lors que ce stade est atteint, elle est totalement vidée de son contenu, pire, son contenu s'identifie dorénavant avec la violence et les méthodes que cette minorité utilise et qu'on sera encouragé à imiter, ce qu'on pourra toujours justifier en expliquant qu'on n'a fait que s'inspirer de ceux qui se comportent de la sorte au plus haut niveau de la société ou de l'Etat, patrons, représentants politiques, ministres, Président de la République, titre usurpé puisqu'il foule aux pieds quotidiennement les valeurs de la République et les principes les plus élémentaires de la démocratie.

La démocratie est incompatible avec la survie du capitalisme, voilà la conclusion ou le constat politique auquel il est impératif de parvenir si on veut vraiment combattre le capitalisme pour le renverser, dans tous les autres cas de figure on sera conduit à s'en accommoder, à collaborer avec lui, donc à contribuer à notre propre malheur, ce sera un suicide politique.

La démocratie a toujours été une façade, un vernis politique apposé sur le régime en place pour en camoufler la véritable nature et permettre à la classe dominante d'exercer son pouvoir sur les masses laborieuses. Elle a toujours servi de préférence les intérêts de la classe dominante depuis l'Antiquité. Les esclavagistes grecques la créèrent pour permettre à leur classe et leur commerce, leur société de prospérer...

Ensuite l'aristocratie et la monarchie les imitèrent en la réduisant à leur cour, puis vint l'époque où l'expansion du commerce ou du marché devint telle qu'un nouveau mode de production vit le jour, le capitalisme, il leur fallait donc étendre (ou inclure) la démocratie à cette classe (des villes ou ports) naissante, la bourgeoisie, ainsi qu'aux différentes catégories sociales qui allaient se greffer dessus, cela corrrespondait également à un autre besoin politique né (remontant en fait à l'Antiquité) de la formation des nations, pour en assurer la cohésion politique, administrative et judiciaire, etc. ces deux développements se produisirent simultanément en empruntant des voies ou des rythmes différents selon les pays, les plus en avance allaient être ceux qui avaient développé davantage leurs forces productives, la Grande-Bretagne en tête, qui devint la première puissance capitaliste et mondiale au XIXe siècle...

Et enfin, parachévant la formation des Etats-nations et incarnant un nouveau mode de production, la bourgeoisie revendiqua la démocratie, pour elle, pas pour la plèbe en guenille ou la classe ouvrière naissante dont elle se servit uniquement pour liquider l'Ancien Régime et asseoir son pouvoir économique et politique, et qui ne dut qu'à sa lutte de classe d'en faire partie ou d'en profiter pour faire valoir ses droits au moment où le capitalisme était (ou amorçait) dans sa phase économique ascendante.

Plus tard, le prolétariat conserva ce droit de participer à la démocratie politique grâce à la lutte de classes qui allait accompagner l'extension du marché mondiale, la colonisation et la surexploitation, le pillage des peuples et des pays concernés assurant des profits confortables aux capitalistes, qui leur permettraient de financer des réformes sociales...

Déjà passé au stade de l'impérialisme depuis plusieurs décennies, les crises du capitalisme qui allaient se succéder à intervalles de plus en plus rapprochés, alors que la démographie mondiale avaient connu une ascension exponentielle exceptionnelle du début à la moitié du XXe siècle (de 1 à 3 milliards d'habitants), jusqu'à nos jours en fait puisque le population a continué d'augmenter au même rythme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (de 3 à 7 milliards d'habitants), le développement des sciences et des techniques qui allait accompagner celui des forces productives, allait se traduire par un gigantesques accroissement de la productivité, au point paradoxalement de conduire le capitalisme au bord du gouffre suite à la baisse du taux de profit qui en sera la conséquence, ainsi que l'augmentation dans des proportions colossales du capital amassé par une poignée d'exploiteurs, ces deux facteurs traduisant les besoins croissants des deux principales classes aux intérêts antagoniques, besoins de plus en plus gigantesques et pressants que l'une ne peut pas (ou plus) satisfaire autrement qu'au détriment de l'autre, processus qui est le facteur le plus puissant de dislocation de l'économie capitaliste mondial et bien au delà, qui allaient entraîner une modification radicale des rapports de ces deux classes à la démocratie en faveur de celle qui détient le pouvoir politique, celle des capitalistes, plus précisément, la couche qui concentre le pouvoir économique, l'oligarchie financière.

A ce stade, nous ne sommes plus en présence d'une crise classique du capitalisme qui peut être résolue temporairement à l'aide d'expédients ou de moyens artificiels, le capitalisme est entrée dans une période de crise permanente dont il ne peut plus sortir qu'en tentant de réduire les besoins des masses laborieuses, abaisser leur niveau de vie, liquider tous leurs droits sociaux, d'où la nécessité pour ses représentants de liquider toute trace de démocratie, associer tous les partis ouvriers et les syndicats à leur politique, les intégrer dans leur stratégie afin de leur interdire toute expression indépendante qui pourrait être fatale au capitalisme.

On pourrait peut-être avancer que la mondialisation achevée ou en cours d'achèvement coïncide avec la fin d'un cycle historique, l'épuisement des ressources du sytème économique capitaliste, qui repose à un pôle sur l'exploitation de la majorité des exploités qui de nos jours manifestent des besoins croissants ou que leur revienne une part de la plus-value produite toujours plus importante, et à l'autre pôle sur la spoliation croissante des richesses produites au profit d'une infime minoritée du fait que leurs besoins ne cessent d'augmenter également, équation ou grand écart intenable à terme, guerre de classes qui ne peut se conclure que par la victoire ou la défaite définitive d'un camp sur l'autre ; l'esclave salarié cédant le pas à l'esclave tout court, le patron devenant un monarque au pouvoir absolu, tout puissant, ou alors, l'esclave salarié brisant ses chaînes cède le pas au travailleur conscient d'appartenir à une nouvelle société oeuvrant pour le bien commun de tous dans le respect des droits ou des besoins de chacun, tandis que le patron ou l'actionnaire exploiteur ou spoliateur réduit à l'impuissance, démuni de son pouvoir de nuisance sur la société disparait en devenant un simple travailleur, un simple citoyen au même titre que n'importe lequel de la nouvelle République sociale.

Pour éviter que ce fléau mortel les menace, le socialisme, ils ont mis au point une méthode qui fonctionne à merveille, il leur faut réduire la démocratie à sa plus simple expression d'où leur engouement pour la liberté d'expression tout azimut qu'ils vont juqu'à encourager et financer, d'où la création d'une multitude d'associations ou ONG qui ont pour seule fonction de dilluer davantage encore ce qui reste de démocratie pour qu'à l'arrivée elle disparaisse totalement, que les masses exploitées n'aient plus aucune emprise sur le régime en place, ne puissent plus se rassembler pour le contester et le renverser, pour consacrer la spoliation de leurs droits politique réduits à néant, condition politique indispensable à la survie du capitalisme et à la domination politique sans partage de l'oligarchie financière coïncidant ou se traduisant par la mise en place d'un gouvernement mondial, une dictature mondiale.

Si vous avez lu les articles que nous avons mis en ligne qui témoignent de la réalité de la dictature américaine et dont sont victimes en premier lieu les Américains, il ne vous aura pas échappé que c'est le pays qui se flatte d'avoir intégré la liberté d'expression dans sa Constitution et d'en avoir étendu le champ comme nulle part ailleurs dans le monde, contradiction qui suffit à démontrer que le concept ou le principe de la liberté d'expression, tous les discours qui y font référence ne suffisent pas à garantir la préservation de la démocratie mais bien le contraire, car il faut analyser l'usage qui est fait de ce principe en le replaçant sans cesse dans son contexte économique et social qui en définitif détermine tous les autres rapports dans la société, dont ceux qui existent sur le plan politique.

Voilà en gros ce que recouvre l'incompatibilité de la démocratie avec la survie du capitalisme. Maintenant que le juge Éric de Montgolfier n'ait pas conscience de tout ce que cela recouvre ne nous étonne pas, la quasi-totalité des travailleurs sont exactement dans le même cas que lui et l'immense majorité des militants aussi.

J'ai écrit cet article d'un trait sans changer de page à l'écran ou sans consulter je ne sais quel ouvrage, de tête. Par certains aspects il est approximatif, incomplet, etc. c'était inéviitable, je n'ai fait que tracer de grandes lignes et faire ressortir une ou des tendances ce qui est l'essentiel , c'est ce qui assure sa cohérence, car tout se tient.

L'essentiel c'est de se poser une question et de parvenir à fournir une explication ou une réponse satisfaisante. Ensuite le lecteur peut toujours étayer tel ou tel argument ou passage ou faire appel à ses propres connaissances pour l'enrichir, éventuellement corriger une erreur, sans toutefois en changer l'orientation générale, sinon il ne lui servirait à rien, cela reviendrait à nier ou rejeter ce que son auteur a voulu démontrer. Pourquoi pas, mais dans ce cas-là il faudra qu'il reprenne la démonstration de l'auteur dans son ensemble et que pas à pas il en démonte le mécanisme, car ce ne serait pas sérieux de contester un argument pour rejeter une analyse et ses conclusions. J'ai pris soin de préciser que tous les facteurs et rapports qui figurent dans ma démonstration se tiennent, donc pour la contester il faudra faire preuve de la même cohérence ou du même sérieux. Cela vaut en fait pour n'importe quel article ou texte.

ACTUALITÉ DU JOUR

En Famille. Union nationale pour une municipale

- Municipales Paris: La chiraquienne Dominique Versini candidate sur la liste d'Hidalgo - 20minutes.fr

L'ex-secrétaire d'Etat de Jean-Pierre Raffarin et chiraquienne Dominique Versini sera candidate sur la liste conduite par la prétendante PS à la mairie de Paris Anne Hidalgo dans le 15e arrondissement, a-t-on appris de source socialiste lundi. Celle qui créa le Samu social avec Xavier Emmanuelli sous Jacques Chirac, alors maire de Paris, puis secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité dans le gouvernement Raffarin (2002-2004) était ensuite devenue la Défenseur des enfants, de 2006 à 2011.

A Paris, leur composition fait apparaître des «*personnalités d'ouverture*» comme Jean-Luc Roméro, conseiller régional d'Ile-de-France (apparenté PS et ex-UMP) et militant des droits homosexuels.

Jean-François Martins, seul conseiller de Paris MoDem, qui a décidé de se ranger derrière Anne Hidalgo, devrait être 7e, donc éligible au Conseil de Paris, sur la liste du XIe arrondissement. 20minutes.fr 25.11

Tartufe !

- Le PCF veut lancer des "*états généraux de la justice fiscale*" - AFP

Cela tombe bien, il semblerait que le PS y ait déjà pensé ! C'est l'écho d'Ayrault ! Et les syndicats !

- Le porte-parole du PS, David Assouline, l'a reconnu: «*On est dans une bagarre d'explication.*» Mais qui consiste encore à renvoyer à la droite la responsabilité de l'état des finances publiques. «*Il s'agit de continuer*» de répondre à «*l'urgence pour vite redresser la barre d'un pays que la droite avait laissé surendetté*», a ainsi expliqué David Assouline. «*Et surtout, a-t-il ajouté, d'y mettre plus de lisibilité, plus de justice encore et plus de stabilité, condition de la confiance.*» Lefigaro.fr 25.11

La confiance, c'est pour les marchés, la stabilité aussi ; la justice pour les nantis ; la lisibilité pour ceux qu'ils se destinent d'enfumer, devinez qui ?

Front populiste, cadenasser le mouvement ouvrier pour que le gouvernement applique tranquillement sa politique antisociale.

- Face aux «*populismes*», CGT et CFDT tentent de bâtir un front syndical - 20minutes.fr

Laurent Berger a déclaré que les syndicalistes demandaient aux responsables économiques, politiques et au patronat de prendre "*la mesure du mécontentement dans la société et d'y apporter des réponses*". (Ils ne font que cela! Ils s'en remettent à nos bourreaux les parasites. - ndlr)

En outre, comme signe de leur unité et de leur volonté de combattre le racisme, les numéros un des six organisations ont décidé d'être présents côte à côte le 30 novembre à la manifestation organisée à Paris avec des associations pour dénoncer le racisme "*sous quelque forme qu'il s'exprime*". AFP 25.11

Y compris le racisme anticapitaliste !

L'homme est inutile contrairement à la femme.

A-t-on vraiment besoin du chromosome Y ? - lemonde.fr

Chez l'humain, le sexe est déterminé par deux chromosomes, le X et le Y. Une paire de X donne une fille, un X et Y un garçon. Mais, alors que le X est porteur de plusieurs centaines de gènes utiles dans d'autres compartiments du corps que le système génital, le Y s'avère nettement moins riche. Il a perdu beaucoup de gènes depuis son apparition dans le monde du vivant et, même si cette dégénérescence semble stoppée depuis environ 25 millions d'années, le chromosome Y donne l'impression de s'être recroquevillé, concentré, sur son "*cœur de métier*", à savoir déterminer le sexe masculin et fabriquer les spermatozoïdes. (...)

Comme l'explique Monika Ward, qui a dirigé cette étude américaine publiée par *Science* le 21 novembre, sur le site ScienceBlog, "*il pourrait être possible d'éliminer le chromosome Y de la souris dans son intégralité si ces deux gènes étaient installés à des emplacements appropriés*". On peut aussi envisager de faire jouer leur rôle à d'autres. La chercheuse a ainsi précisé à Nature qu'elle travaillait actuellement à l'identification, sur d'autres chromosomes, de gènes qui interagissent avec ceux du Y. L'idée étant d'activer ces gènes "*partenaires*" pour qu'ils prennent le relais de leurs confrères et donc, à terme, d'envoyer le chromosome Y dans les oubliettes de l'évolution... lemonde.fr 24.11

Le chromosome Y ne sert qu'à "*déterminer le sexe masculin et fabriquer les spermatozoïdes*", une fonction insignifiante, pourquoi ne pas s'en passer, il suffirait d'activiter des gènes "*partenaires*" chez la femme et le tour est joué, plus besoin des hommes pour procréer, l'hermaphrodisme parfait sera l'avenir de, non, non pas de l'homme, surtout pas, ce monstre de la nature aura disparu, un mutant...

Un internaute posait une question intéressante que je complète : Où trouvent-ils les financements pour ce genre d'études, qui les financent ? Qui a intérêt à détruire la civilisation humaine pour instaurer à la place un monde de zombies entièrement sous leur contrôle ? Ce sont des monstres!

ACTUALITE EN TITRES

La rumeur court et la justice n'est pas prête de l'attraper... elle en est la complice

- Condamnée pour avoir relayé une rumeur sur Christian Estrosi - LePoint.fr

La société est ce qu'ils en ont fait, non ?

En Etat policier sur le modèle américain.

- Téléphone, Internet: l'État pourra bientôt tout espionner - LeFigaro.fr

L'Etat déposséder du pouvoir judiciaire au profit de l'UE

- L'interdiction du voile intégral devant la Cour européenne des droits de l'homme - LePoint.fr

L'UE ou la charia sociale, les droits de l'homme version salafo-wahabbo-takfiris...

Union pour le pire, les bancomédias en redemandent.

- Face à la contestation sociale, les syndicats français au défi de s'unir - L'Expansion.com

- Cinq syndicats réunis face à la «*montée des intérêts corporatistes et poujadistes*» - Liberation.fr

Pour les bureaucraties syndicales, la prime de Noël ou de fin d'année tombe toujours à la même époque...

- Quatre syndicats de cheminots appellent à la grève le 12 décembre - AFP

Ils osent tout.

- Faudra-t-il en passer par une privatisation de l'école pour réussir à la sauver ? - Atlantico.fr

- Henri Guaino: «*Si Sarkozy n'avait pas été là, il n'y aurait plus de démocratie dans le monde*» - 20minutes.fr

Parce qu'il y en a une en Libye par exemple !

Récidive. Ils incitent à la délation, ils veulent absolument briser tous les rapports sociaux.

- Violences conjugales : un téléphone d'urgence pour «*sortir d'un cercle de peur*» - Liberation.fr

- Lancement mardi d'une nouvelle campagne contre le harcèlement à l'école - AFP

Fabius ou le dictateur.

- Fabius : «*L'Iran s'engage à renoncer à la perspective de l'arme nucléaire*» - LeParisien.fr

C'est à l'accusé d'apporter la preuve que ses intentions ne sont pas celles qu'on lui prête et qu'il a toujours niées, extraordinaire monsieur le dictateur.

Conditionnement par les médias

Pas besoin de preuves pour nier l'existence d'un complot.

- JFK : pour affirmer qu'il y a un complot, il faut des preuves - Le Nouvel Observateur

Parole d'actionnaire : Sauve qui peut ! Moi !

- L'actionnaire principal de Mory Ducros veut participer au sauvetage du transporteur - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

ECONOMIE

1- Grande-Bretagne

- Grande-Bretagne: scandale chez RBS qui aurait poussé des PME à la faillite - AFP

La Royal Bank of Scotland (RBS), contrôlée par l'État britannique, est accusée d'avoir poussé à la faillite des entreprises viables pour pouvoir récupérer leurs actifs à bon compte, de quoi ternir encore un peu plus l'image d'un secteur bancaire britannique qui accumule les scandales.

Lawrence Tomlinson, conseiller du ministère du Commerce, a remis lundi au gouvernement un rapport accusateur sur la banque toujours détenue à 81% par l'État après son sauvetage durant la crise de 2008.

"*Il y a de nombreux exemples bouleversants d'entreprises saines qui ont été détruites par RBS et de l'impact dévastateur que cela a pu avoir sur la vie des entrepreneurs*", a déclaré M. Tomlinson.

Ses accusation se concentrent sur la division de la banque chargée des restructurations d'entreprises en difficultés, baptisée "*Global Restructuring Group*" ou GRG.

Des PME sans réels problèmes ont été poussées artificiellement dans les filets du GRG sous des prétextes divers, comme d'avoir enfreint des clauses mineures de leurs conditions de crédit.

Ces entreprises étaient ensuite soumises à des amendes et frais exorbitants - jusqu'à des centaines de milliers de livres - qui les poussaient parfois à la faillite. Une autre filiale de RBS en profitait alors pour racheter à bon compte les actifs et notamment les biens immobiliers liquidés.

M. Tomlinson a demandé des actions immédiates pour arrêter ce comportement "*sans scrupule*".

"*Certaines de ces allégations sont très graves et j'attends une réponse de toute urgence sur les actions qui ont été entreprises*", a réagi le ministre libéral-démocrate du Commerce, Vince Cable.

Son collègue conservateur des Finances, George Osborne, a aussi jugé "*choquants*" les faits rapportés. AFP 25.11

2- Chine

- Chine: des groupes immobiliers doivent 460 milliards d'euros au fisc - AFP

Les principaux groupes immobiliers chinois ont des arriérés d'impôts atteignant au total plus de 3.800 milliards de yuans (460 milliards d'euros), selon un reportage de la télévision d'Etat qui suscitait lundi une vive polémique.

Ces firmes auraient dû payer plus de 4.600 milliards de yuans d'impôts fonciers entre 2005 et 2012, mais les autorités n'ont collecté que 800 milliards, a rapporté CCTV dimanche dans une émission hebdomadaire dédiée aux droits des consommateurs.

CCTV n'a pas précisé le nombre total des entreprises accusées de n'avoir pas payé tous leurs impôts, mais a indiqué que la liste comprenait 45 groupes immobiliers cotés en Bourse en Chine ou à l'étranger -- parmi lesquels des mastodontes du secteur, de Agile à SOHO China et Vanke.

En Chine, les promoteurs immobiliers doivent payer un impôt relatif à l'accroissement de la valeur de leurs terrains, lorsqu'ils procèdent à des ventes de logements ou cèdent la propriété des terrains.

Sur les réseaux sociaux chinois, les internautes étaient nombreux à dénoncer "*l'avidité*" des entreprises épinglées alors que les prix des appartements ont enregistré une flambée incessante au cours des dernières années sur fond de boom de la construction.

En dépit des différentes mesures adoptées par les autorités, les prix immobiliers ont encore bondi de 10,7% sur un an en octobre. AFP 25.11

Haut de page

Le 27 novembre 2013

CAUSERIE

On actualisera ce soir la rubrique *Articles de presse* et on ajoutera de nouveaux articles, hier j'en ai 31 en ligne et je me suis refusé à en publier 15, à croire qu'il y a beaucoup de déchets, dans le sens sans intérêt ou quasiment nul ou parfois (trop) réacs. Je filtre quand j'en ai le temps.

ACTUALITE EN TITRES

Chez l'ennemi

Côté pile

- Rachida Dati accuse Geoffroy Didier (UMP) de «*racisme*» - Liberation.fr

- Municipales: Fillon veut une "*union*" entre Bayrou et l'UMP à Pau - L'Express.fr

- Copé ne soutiendra pas Bayrou pour la mairie de Pau - Liberation.fr

Côté face

- Le remplaçant de Jean-Marc Ayrault à l'Assemblée soupçonné de corruption - LeMonde.fr -

- L'épouse de Jérôme Cahuzac titulaire d'un compte caché en Suisse - Francetv info

Faites vos jeux, rien ne va plus...

- Wall Street: le Nasdaq finit au-dessus des 4.000 points pour la 1re fois en 13 ans - AFP

Il y a l'art et la manière...

Le Medef menace.

- Le Medef presse Jean-Marc Ayrault de baisser les prélèvements - Reuters

Parfois, il n'est mêmes pas nécessaire de faire "***pression***"...

- Air France: accord sur le plan de départs volontaires du personnel au sol - AFP

Cynisme et détermination. Un rapport de cause à effet revendiqué.

- Pensions: le niveau de vie des retraités en péril dans les pays de l'OCDE - AFP

- Réforme des retraites : la France doit aller plus loin, selon l'OCDE - LeFigaro.fr

Pourquoi se gêner en dictature ?

- La police a géolocalisé illégalement des téléphones - Reuters

Le business : ça pue !

- Mauvaise haleine: Comment s'en sortir? - 20minutes.fr

Le plus important est d'identifier la cause, avec votre dentiste, certains professionnels proposant désormais des consultations spécialisées dans le traitement de la mauvaise haleine. "*Ca commence mais il n'y en a pas encore autant de cabinets en France comparé à la Belgique ou l'Allemagne*", précise Jean-Marc Dersot, dentiste et ancien président de la Société française de Parodontologie et d'Implantologie orale. 20minutes.fr 26.11

Les dentistes ont des revenus misérables comme chacun sait, aussi il leur faut trouver un nouveau marché, la vocation de ces gens-là comme les toubibs, ce n'est pas votre santé, mais le business, leur statut social dépend aussi ou surtout du niveau de leurs revenus, de leur niveau de vie : la Mercedes et la petite maison de campagne en Normandie, le chalet à Courchevel, la villa à Antibes...

La plupart de leurs patients qui ont une mauvaise haleine doivent avoir un problème gastrique, ils sont en proie à des remontées de mauvaises odeurs... Ils pourront toujours commencer par leur faire croire que cela vient de leur dentition, ils percevront des honoraires et comme leurs clients se plaindront de toujours puer de la gueule, ils leurs conseilleront de s'orienter vers un gastro-entérologue.

Face à un problème dont on ne connaît pas exactement l'origine, il arrive souvent qu'on procède par élimination. On s'attaque à l'hypothèse la plus simple ou qui nous semble la plus plausible, qui nous vient à l'esprit ou que la situation nous sert sur un plateau, tenez, celle de bactéries au niveau des dents, quoi de plus naturel quand on est chez un dentiste, n'est-ce pas ? Et comme vous n'êtes pas dentiste et que vous n'y connaissez rien, on pourra facilement vous raconter n'importe quoi et vous tromper, ne dit-on pas qu'il n'y a pas plus menteur qu'un arracheur de dents !

Occupation.

- Des manifestants anti-austérité occupent quatre ministères à Lisbonne - Liberation.fr

- L'opposition encercle des ministères en Thaïlande - Reuters -

- Bangladesh : l'opposition bloque routes et chemin de fer - LeMonde.fr

Quand la CIA recrute...pour Al-Qaïda.

- Des détenus de Guantanamo convertis en espions américains par la CIA - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Est-ce que quelqu'un y prête encore attention ?

1- L'Assemblée vote en nouvelle lecture le budget de la Sécu - Reuters

Les députés français ont adopté mardi en nouvelle lecture par 318 voix contre 242 le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2014.

Les groupes PS, radicaux de gauche et écologiste ont voté pour ce projet de budget présenté par Marisol Touraine, la ministre de la Santé et des Affaires sociales.

Pour des raisons opposées, les groupes UMP et UDI (centriste), d'une part, et celui du Front de gauche, d'autre part, ont voté contre. Reuters 26.11

2- Retraites: vote plus large à l'Assemblée qu'en 1ère lecture - AFP

L'Assemblée a de nouveau voté mardi la réforme des retraites, à une majorité plus large qu'en première lecture, malgré un

recours décrié au "*vote bloqué*" et grâce à des mesures de dernière minute pour contrer des oppositions à gauche au report de la revalorisation des pensions.

Alors que 1.700 personnes selon la police, 15.000 selon les organisateurs, ont manifesté jusqu'aux abords de l'Assemblée à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires contre le projet de loi, celui-ci a été adopté par 291 voix contre 243, avec 27 abstentions.

Les écologistes, qui avaient envisagé de voter contre une réforme qui n'est pas "*réussie*", se sont abstenus. Les radicaux de gauche, qui s'étaient abstenus après la première lecture, ont voté quasiment tous pour cette première réforme d'un gouvernement de gauche depuis la retraite à 60 ans, qui prévoit un allongement progressif de la durée de cotisation à 43 ans mais aussi un compte pénibilité.

Tant l'UMP que l'UDI ont voté contre ce texte, qui "*manque de courage*" et ne revient pas notamment sur l'âge légal de départ à la retraite, maintenu à 62 ans. AFP 26.11

La récup people... électorale.

- Une soirée de gala contre le racisme le 2 décembre à Paris - LeParisien.fr

Les people entrent dans la mêlée antiraciste. Vent debout contre les insultes dont Christiane Taubira a fait récemment l'objet, une quarantaine d'artistes ont répondu à l'invitation d'Aurelie Filippetti, la ministre de la Culture, et du metteur en scène Jean-Michel Ribes, un proche de François Hollande, pour une grande soirée de gala organisée le 2 décembre au théâtre du Rond-Point, à Paris.

Parmi les présents, des comédiens comme Nicole Garcia, François Morel, Valérie Bruni Tedeschi ou Emmanuelle Devos, des metteurs en scène comme Costa Gavras et Bianca Li, des humoristes comme Patrick Timsit mais aussi nombre d'artistes de la chanson : Abd Al Malik, Yael Naim, Sanseverino, Ayo, Arielle Dombasle, le rappeur Rost etc... Même André Manoukian, le célèbre juré de la «*Nouvelle star*», à promis un morceau au piano tandis que Pierre Perret pourrait interpréter «*la petite Lili*», incontournable dans le répertoire des chansons antiracistes.

Côté politique, la Garde des Sceaux Christiane Taubira à été invitée, tout comme Valérie Trierweiler, la compagne de François Hollande. LeParisien.fr 26.11

No comment, infâme instrumentalisation !

Parole d'internaute

1- "*Monsieur Patrick Timsit anime la soirée, haineux pro-israélien, sioniste revendiqué, quel faux cul!*"

2- "*Que d'huile sur le feu !*"

Que voulez-vous, il faut bien faire monter le FN, il peine apparemment...

3- "*L'intox , acte II ....*"

Les travailleurs et les jeunes ne sont pas racistes, c'est chiant, pourtant ils font des efforts pour les convaincre qu'ils le sont...

- "*Je me souviens avoir voulu regarder à la télé un spectacle enregistré au Maroc avec des "humoristes". Patrick Timsit arrive sur scène et ses premiers mots ont été "Les Français sont racistes, c'est vrai, ils sont racistes". De l'avis de tous les bien-pensants, qui jette de l'huile sur le feu?. Les "fachos de droite" ou les nantis de gauche?*

- Pourquoi ces artistes (certains internationaux) ne vont-ils pas prêcher la bonne parole en Israël où le racisme est 30.000 fois plus présent?"

Ils sont tous à vomir.

Dictature. Quand les procureurs généraux transforment la société en tribunal d'exception.

- Inégalité - Liberation.fr

«*Posons d'abord que le corps humain n'est pas à vendre et soyons pragmatiques ensuite*», comme le dit la philosophe Sylviane Agacinski, qui défend la proposition de loi sur la pénalisation des clients de prostituées.

Sylviane Agacinski est l'épouse de Lionel Jospin.

Elle est moins regardante quand les patrons forcent les travailleurs à se vendre (leur force de travail) à n'importe quel prix pour survivre.

Libération poursuit : On pourra objecter que le droit et la morale ne font pas nécessairement bon ménage.

Sauf quand il s'agit d'exploiter et voler la force de travail des ouvriers, en toute bonne conscience le législateur décrète que c'est légal, l'asservissement est légal

Libération poursuit : On peut, bien sûr, ricaner à l'idée de réformer et éduquer les clients comme les chauffards et les alcooliques. Cette loi n'abolira pas la prostitution mais, au moins, elle donne le signe que la représentation nationale condamne cet asservissement.

Les conditions d'existence dans leur société sont telles qu'elles poussent la population à enfreindre le droit ou à tous les excès qu'elle réprime ensuite, au nom du respect du droit et de la morale qu'elle-même piétine à l'origine.

Ils sont abjectes, le législateur, Sylviane Agacinski et Libération !

Quand l'illusionniste roule pour l'Union européenne... et pour lui ! Décryptage.

- Mélenchon envisage de s'engager pour le FG aux Européennes - AFP

L'eurodéputé Jean-Luc Mélenchon a dit mardi envisager de s'engager pour le Front de gauche aux européennes de mai 2014, avec pour objectif "*de passer en tête de la gauche*".

(Le même discours qu'en 2012. - ndlr)

Interrogé sur cette possibilité lors d'une interview à #DirectPolitique, émission d'Ouest-France et de Linternaute.com, Jean-Luc Mélenchon a lancé : "*Mme Le Pen peut passer en tête de la droite. Vous allez laisser la droite se faire dominer par l'extrême droite (...) et nous, pendant ce temps-là à gauche, on irait suivre le cortège plan-plan de Ayrault et Hollande, qui ne savent pas ce qu'ils veulent et qui nous entraînent eux aussi vers la droite?*" .

(Tiens, Ayrault et Hollande "*ne savent pas ce qu'ils veulent* " mais ils "*nous entraînent eux aussi vers la droite*", faudrait savoir, en réalité ils savent parfaitement ce qu'ils veulent : appliquer leur politique de droite, n'est-ce pas ce qu'ils n'ont cessé de faire depuis juin 2012 ? Mieux encore, s'ils "*ne savent pas ce qu'ils veulent* " mais que malgré tout ils "*nous entraînent eux aussi vers la droite*", ce serait peut-être bien qu'on ne demanderait (les travailleurs) qu'à se laisser entraîner vers la droite, qui sait, non ? En réalité, le charlatan s'en tape complèment. - ndlr)

"Il faut que la gauche existe et qu'elle fasse des propositions fortes dans l'élection européenne."

(Il a lâché le morceau, il faut que "*la gauche existe*" pour que Mélenchon soit réélu, le reste est à l'avenant, n'envisageant pas de rompre avec l'UE, ses propositions s'adressent à la majorité des députés européens qui seront élus au Parlement et qui appliqueront à la lettre la politique de la Commission européenne destinée à servir les intérêts des multinationales. Bref, comme toujours il brasse du vent et légitime l'UE. La suite tient de tartufe. -ndlr)

"*Vous savez très bien que ça change tout à Bruxelles et à Strasbourg s'ils apprennent que les Français à gauche ont voté pour le FG de Jean-Luc Mélenchon et que à droite ils ont voté pour une solution qui met en cause l'Europe*", a souligné le responsable du PG.

(Oui parce que le FG est à gauche mais le PS aussi, non mais attendez, pas question de le situer dans l'autre camp ce serait rompre avec lui, Mélenchon en est incapable, et c'est dans le menu détail qu'on s'aperçoit que ce lien est permanent, si maintenant vous en restez à ces vociférations destinées à la galarie vous passerez à côté de l'essentiel et leurs véritables rapports vous échapperont.

Ensuite, Mélenchon est bien embarrassé car ce n'est pas lui qui incarne l'opposition à l'UE et sa politique, mais le FN qui dans son discours entend rompre avec l'UE et l'euro, et il sait qu'une majorité des travailleurs rejettent l'UE et l'euro, le FN n'est pas le seul sur cette position, le POI, le NPA et LO ou encore le M'PEP également, aussi il lui faut manoeuvrer en s'adressant aux travailleurs pour que d'une part ils ne soient pas tentés de voter FN, et que d'autre part ils ne se rapprochent pas des partis

ouvriers qui viennent d'être cités, en proie à ses contradictions, ils voudraient les convaincre de voter pour les candidats du Front de gauche ce qui reviendrait en réalité à les ramener dans le giron de l'UE puisque le FG est opposé à la ruptue avec l'UE et l'euro, ce qui revient finalement à rouler pour l'UE, nous avions parfaitement raison de l'affirmer plus haut. Poursuivons pour voir comment il va s'en sortir, maladroitement, il n'a pas le choix le manipulateur. - ndlr)

"*Il faut que les Français mettent en cause le modèle actuel de construction européenne (...) J'en ai assez d'un système qui est en train de martyriser l'Europe et de la conduire à un désastre*", a-t-il dit.

(Il ne peut pas franchir le pas de la rupture avec l'UE, il en fournit la preuve ici, c'est excellent comme démonstration, bravo monsieur l'illusionniste ! On appelle tous les militants du FG à le quitter, à moins qu'ils tiennent à soutenir l'UE, à eux de voir, mais surtout, après qu'ils ne viennent pas se dire anticapitalistes ou révolutionnaires, surtout pas on les étrillerait !

Ensuite, il déplace la discussion sur le plan purement personnel du petit-bourgeois déçu par ses maîtres, en fait il est pris au piège de ses propres contradictions après avoir soutenu l'UE pendant plus de 35 ans, elle ne devait conduire qu'au "*désastre*" actuel, mais lui obstinément il a refusé d'en convenir, et puis il faut ajouter car on ne peut pas lui laisser dire une chose pareille, le "*désastre*" il ne date pas d'hier pour les millions de travailleurs de l'UE qui ont été victimes de sa politique, le chômage de masse a commencé à faire des ravages dès le milieu des années 80, oui mais à cette époque il militait au PS et quelques années plus tard il allait voter oui à Maastricht, à la BCE et à l'euro, donc on comprend pourquoi pour lui le "*désastre*" ne date que d'aujourd'hui ou hier à peine, quant aux travailleurs concernés pendant les décennies précédentes, il n'y pense même pas, il s'en fout. Le renégat incarne à lui tout seul le "*désastre*" du mouvement ouvrier !

Dans sa bouche remettre "*en cause le modèle actuel de construction européenne*" ne peut signifier rompre avec l'UE, mais la réformer, lui donner un contenu plus social, un visage plus humain, comme si c'était possible, en réalité non, c'est une escroquerie politique du même ordre que le PS. En désespoir de cause, il tente de vendre la pire référence à laquelle il pouvait faire appel, pathétique. -ndlr)

"*Je pense que je peux être très utile parce que je connais bien le sujet, parce que j'ai une certaine capacité d'entraînement*", a encore fait valoir l'ex-candidat à l'Elysée. AFP 26.11

(Il doit faire allusion à son mandat de député européen qui n'a servi qu'à alimenter son compte en banque puisqu'il ne siège pratiquement jamais au Parlement, il fait partie de ces parasites que de nombreux commentateurs ne cessent de dénoncer dans les médias et sur le Net, il ne faut surtout pas lui retirer cette "*capacité*", car c'est peut-être la seule qu'il possède encore ! - ndlr)

Dans le sens de l'histoire...

- Le Medef presse Jean-Marc Ayrault de baisser les prélèvements - Reuters

Le président du Medef Pierre Gattaz estime que la remise à plat de la fiscalité voulue par Jean-Marc Ayrault n'aura de sens que si elle permet une baisse des prélèvements

Dans une interview à l'agence Reuters, il indique avoir demandé au Premier ministre une pause de la réglementation fiscale, sociale et environnementale pour rassurer les chefs d'entreprise, rendus "*extrêmement nerveux*" par une série récente d'annonces "*anxiogènes*".

Reçu lundi à Matignon dans le cadre de la concertation avec les partenaires sociaux, le Medef a fait savoir au chef du gouvernement que ce "*moratoire d'au moins six mois*" constituait un préalable à sa participation active à l'exercice initié.

"*Cette pause est nécessaire pour ramener du calme et de la sérénité chez les chefs d'entreprise*", a dit Pierre Gattaz.

L'autre condition nécessaire est "*d'afficher un objectif de baisse des dépenses publiques*".

"*On ne réglera pas le problème de compétitivité des entreprises françaises que si on s'attaque à leur surfiscalité*", a estimé le "*patron des patrons*".

Pour lui, réduire les dépenses de 60 milliards d'euros pour s'approcher de l'équilibre des comptes publics à l'horizon 2017 comme l'envisage le gouvernement est "*vertueux mais pas suffisant, car on a calculé que les prélèvements obligatoires ne baisseraient pas*".

"*Il faut aller au delà, faire au moins autant d'efforts pour baisser les prélèvements d'au moins trois points de PIB*", a-t-il indiqué.

Il a eu confirmation lundi à Matignon que le Haut conseil du financement de la protection sociale serait saisi de la question

d'un basculement vers la fiscalité de charges pesant sur les entreprises et du démarrage, prévu maintenant début janvier, des assises de la fiscalité des entreprises.

Le patronat a déjà des solutions à proposer comme une augmentation "*modérée et de façon peut-être temporaire*" de la TVA - d'un point par an sur trois ans - en attendant qu'une baisse des dépenses prenne corps, qui permettrait d'alléger fiscalité et charges des entreprises s'agissant notamment de leurs cotisations famille et maladie.

Et pour la réduction des dépenses publiques, "*nous sommes en train de faire une sorte de rapport de tous les rapports existants pour aider le gouvernement à trouver les priorités d'amélioration*", a indiqué Pierre Gattaz.

"*Il faut passer d'un environnement de contrainte, de suspicion, de contrôle, qui est la séquence que nous vivons aujourd'hui, à un mode de respect, d'estime, pour ramener la confiance.*" Reuters 26.11

Quand l'UE légitime les "***susceptibilités politiques***" et les "***positions de principe***" de l'Etat sioniste.

- Accord UE-Israël sur la coopération scientifique - AFP

L'Union européenne et Israël sont parvenus mardi à un accord sur leur future coopération scientifique, objet d'un litige en raison du contentieux sur la colonisation, selon un communiqué conjoint obtenu par l'AFP auprès d'un responsable israélien.

"*A la suite de discussions entre la ministre israélienne de la Justice Tzipi Livni et la chef de la diplomatie de l'UE Catherine Ashton, l'UE et Israël sont parvenues à un accord sur toutes les questions en suspens relatives à la participation d'Israël au programme (scientifique) Horizon 2020 de l'UE*", affirme le communiqué diffusé par la porte-parole de Mme Livni.

"*Cet accord ouvrira la voie à la participation d'Israël dans d'autres programmes de l'UE qui seront lancés le 1er janvier 2014*", souligne le texte.

"*Il respecte entièrement les exigences légales et financières de l'UE tout en respectant en même temps les susceptibilités politiques d'Israël et en préservant ses positions de principe*", ajoute le communiqué.

Le projet d'accord intègre les "*lignes directrices*" de l'UE imposant une clause qui exclut de sa coopération, à compter du 1er janvier, les institutions et entreprises israéliennes ayant des activités dans les territoires palestiniens (Cisjordanie, Jérusalem-Est, bande de Gaza) et syrien (Golan) occupés depuis 1967. AFP 26.11

Comme il ne doit exister aucune entreprise israélienne dans ces territoires trop exposés, cette clause ne coûte rien.

Au fait, Israël est bien le 29e Etat de l'UE...

- L'émigration des Juifs français vers Israël explose en 2013 - lefigaro.fr

L'émigration de Juifs français à destination d'Israël, qui avait enregistré ces dernières années un léger repli, a progressé de 49% depuis le début 2013. Selon des statistiques publiées lundi par l'Agence juive, 2185 Français ont ainsi fait leur aliyah entre janvier et septembre, contre 1469 l'an dernier durant la même période.

Ce rebond est d'autant plus notable que l'immigration à destination d'Israël affiche, au plan mondial, un relatif tassement. Durant la même période, 13.905 Juifs venus des cinq continents ont fait leur aliyah, ce qui représente une hausse d'environ 1% par rapport aux neuf premiers mois de 2012. Simultanément, l'immigration juive en provenance des États-Unis a baissé de 8%.

La communauté juive de France, qui est la plus grande d'Europe, regroupe selon les estimations entre 350.000 et 500.000 personnes. Depuis la création de l'État d'Israël en 1948, plus de 90.000 Juifs ont quitté l'Hexagone pour faire leur aliyah. lefigaro.fr 26.11

Commentaire d'une internaute

- "*Je suis juive et je prépare également mon départ définitif pour Israël. Ce que je peux vous dire c'est que le départ de 2000 juifs peut vous paraître faible mais en réalité c'est le départ d'autres milliers de juifs qui se prépare actuellement. Alors non, on ne crachera jamais sur la France, ce pays a été la "mère patrie" mais je pense même un peu trop si bien qu'aujourd'hui beaucoup trop de personnes profitent du système. Alors oui on en a marre de travailler pour verser de l'argent à de gens qui ne veulent pas retrousser leurs manches et travailler. Alors je peux vous le dire, en Israël la vie est très dure, les semaines de travail durent bien plus que 35h mais on y vit heureux, à l'abri de l'antisémitisme et surtout l'argent que nous versons aux impôts sert a la construction du pays et non pas à sa destruction.*

Enfin je veux simplement vous dire qu'avant de quitter la France, j'embrasserais le sol français qui m'a fait permis de nourrir de ma famille et de vivre."

Vous avez là, l'éducation, la mentalité, l'idéologie inculquées aux juifs par leurs pairs dès leurs plus tendre enfance. Vos impôts madame serviront à construire des murs et des miradors, à financer une économie de guerre permanente, un Etat policier, une dictature, un régime basé sur l'apartheid, la ségrégation raciale envers les Arabes et particulièrement les Palestiniens, vous serez assurément heureuse de vivre avec les vôtres dans un Etat qui respire, transpire la haine de ceux qui ne vous ressemblent pas.

Vous ne "*cracherez*" pas sur la France qui vous a permis de vivre et de vous enrichir sans doute, mais sur les Français qui comme chacun sait sont majoritairement racistes, antisémites et xénophobes, horribles quoi ! J'allais oublier, et fainéants aussi puisqu'ils ne veulent pas travailler au delà de 35 heures par semaine.

Vous vivrez "*heureuse*" dans votre ghetto, restez-y et ne revenez jamais !

L'autre jour j'ai eu une discussion avec une Française franc-maçonne qui m'a dit : tu sais je connais beaucoup de juifs parmi des gens bien éduqués ou d'un certain niveau social, qui se disent de gauche, progressiste, ce sont des gens qui réfléchissent pas des crétins, etc... Et bien c'est plus fort qu'eux, quasiment tous se disent sionistes, ils ressentent un petit quelque chose pour Israël qui les poussent à le soutenir, ils ne sont pas prêts de partir vivre en Israël mais si les circonstances s'y prêtaient ils seraient partants, apparemment ils se foutent de l'état de guerre civile qui règne là-bas, les attentats, les barrages filtrants, l'insécurité, le racisme anti-arabe...

Se revendiquer juif, c'est comme se revendiquer chrétien ou musulman, c'est avoir subi un lavage de cerveau dès la naissance au cours duquel vous a été incrustré profondément un mode de pensée et d'interpréter le monde que vous trimballerez souvent le restant de vos jours, j'ai spécifié ceux que le revendiquent, car heureusement il y a des gens qui ont reçu une telle culture ou éducation et qui n'en demeureront pas esclaves toute leur vie, qui parviendront à développer un esprit critique ou libéré de ces chaînes.

Un autre internaute qui a la double nationalité depuis 35 ans a précisé que "*le nombre d'immigrations ratées (retour en France) est par mon expérience proche des 40%*", ajoutons que cet article n'a pas évoqué les nombreuses défections (l'hémorragie en fait) de juifs qui quittent Israël parce qu'ils n'en peuvent plus de vivre dans un climat de haine permanente alimentée par le gouvernement sioniste.

Comme quoi il faut toujours faire la distinction entre les deux, les gens ou les travailleurs qui sont juifs de religion et les sionistes qui se servent uniquement du judaïsme pour étendre leur domination sur le monde.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- Référendum sur la Constitution en décembre en Egypte - Reuters

Un référendum sur le nouveau projet de Constitution en Egypte sera organisé en décembre, a déclaré mardi le porte-parole de l'assemblée constituante.

L'adoption de la Constitution est un préalable à la tenue de nouvelles élections en Egypte après le renversement par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi en juillet. Reuters 26.11

SOCIAL

1- France

- Air France: accord sur le plan de départs volontaires du personnel au sol - AFP

Trois syndicats d'Air France ont signé mardi un accord majoritaire sur le plan de départ volontaire de 1.826 personnels au sol dans le cadre de la deuxième étape de Transform 2015, vaste restructuration destinée à redresser le groupe franco-néerlandais Air France-KLM à l'horizon 2015, a-t-on appris de source syndicale.

Après des négociations avec les syndicats sur les mesures d'accompagnement proposées par la direction, l'accord majoritaire a été approuvé par la CFDT (20,90% de représentativité chez le personnel au sol), la CFE-CGC (16,70%) et FO (17,29%).

La CGT (28,35%), hostile au niveau national à l'accord sur la sécurisation de l'emploi, et l'Unsa (16,73%) n'ont pas signé.

Le plan, annoncé le 4 octobre par la direction d'Air France, porte sur 1.826 postes au sol, dont 582 affectés au hub de Roissy-Charles-de-Gaulle et 591 dans ses escales de province.

Au total, 2.800 suppressions de postes sont prévues dans le cadre de cette seconde étape de Transform 2015, lancé en janvier 2012 par le groupe Air France-KLM pour parvenir à un retour à l'équilibre à fin 2014.

Les premières mesures de restructuration avaient entraîné 5.122 départs entre 2012 et fin 2013.

Au printemps, Air France avait justifié ce nouveau plan de départs volontaires par une conjoncture de stagnation économique en France et en Europe, alors que la concurrence ne cesse de s'amplifier notamment sur son réseau domestique.

Avant son entrée en vigueur, l'accord doit être validé par l'administration.

Selon le représentant CFDT Michel Salomon, "*l'essentiel aujourd'hui va être de travailler sur les mobilités qui seront nécessaires pour que les gens qui ne souscrivent pas au plan de départ volontaire puissent être affectés sur des postes maintenus dans l'entreprise ou qui, par solidarité, vont se libérer*".

Le secrétaire général de la CFE-CGC, Ronald Noirot, a déclaré, pour sa part, que son syndicat avait décidé de signer l'accord, un "*bon accord*", malgré "*pas mal de reproches à la direction sur des engagements non tenus*". Selon lui, les mesures d'accompagnement sont "*largement supérieures*" à celles initialement proposées par la direction.

Cependant, le syndicat a averti qu'il allait désormais se montrer "*beaucoup plus exigeant sur les augmentations individuelles et la flexibilité*". "*Nous sommes pour le travail sur la flexibilité sauf que les directions locales veulent y mettre tout et n'importe quoi*", a-t-il affirmé, indiquant vouloir "*avoir un oeil*" sur ce qu'elles font.

Jean-Claude Filippi, secrétaire général de FO, a estimé pour sa part qu'"*il y a effectivement les gens qui partent après des négociations correctes. On ne peut pas les bloquer*". "*Mais ce qui est important pour nous, c'est ceux qui restent*", a-t-il ajouté. Il a indiqué qu'une clause prévoyant une rencontre entre les syndicats et la direction en novembre 2014 permettrait de discuter d'une garantie d'emplois pour ceux qui restent. AFP 26.11

Alors, heureuse la direction d'Air France ? Et comment, elle est comblée, elle a obtenu satisfaction en faisant l'économie d'une grève, décidément ils sont formidables ces syndicats, indépendants cela va de soi, n'est-ce pas messieurs Mailly et Gluckstein...

2- Portugal

- Portugal: toujours plus de rigueur - Lexpress.fr

Les milliers de manifestants n'y ont rien fait. Les députés portugais ont adopté ce mardi un budget d'austérité pour 2014. Celui-ci qui prévoit des coupes sévères dans les dépenses publiques. Il a été approuvé avec les voix de la majorité absolue dont dispose le gouvernement de centre droit au Parlement. L'ensemble de l'opposition de gauche a voté contre.

Juste avant le vote, le discours de la ministre des Finances Maria Luis Albuquerque a été brièvement interrompu par une quinzaine de manifestants qui, depuis les galeries de l'Assemblée, scandaient "*démission, démission!*" avant d'être délogés par la police.

Aux cris de "*y en a marre des escrocs, on veut des élections*", des milliers de Portugais ont protesté devant le Parlement à l'appel de la CGTP, la principale confédération syndicale du pays. Environ 200 manifestants ont occupé dans l'après-midi les halls d'entrée des ministères de l'Economie, des Finances, de la Santé et de l'Environnement, où ils exigaient bruyamment d'être reçus par les ministres de tutelle.

Les fonctionnaires et retraités sont les catégories les plus touchées par la douloureuse cure d'austérité que le gouvernement a administrée au pays. L'effort demandé est immense, 3,9 milliards d'euros, soit 2,3% du PIB.

En première ligne, les fonctionnaires subissent des baisses salariales allant de 2,5% à 12% qui viennent s'ajouter aux coupes dans leurs retraites. Seule concession du gouvernement, les baisses s'appliqueront finalement à partir d'un seuil de 675 euros et non de 600 euros comme prévu dans un premier temps.

La Cour constitutionnelle a validé lundi l'allongement de 35 à 40 heures du temps de travail hebdomadaire des fonctionnaires. Lexpress.fr et AFP 26.11

Haut de page

Le 28 novembre 2013

CAUSERIE

Trop de boulot auourd'hui pour ajouter de nouveaux articles, on verra cela demain matin, tout à l'heure en fait car ici il est déjà 0h23 H, bonne nuit.

Mon épouse m'en a raconté une bien bonne que j'ignorais.

Pour l'enterrement de mon père, il y a déjà une dizaine d'années de cela, Magueswary avait revêti un de ses plus beau saris, son sari de mariage rouge. Ma mère lui a fait la remarque désobligeante qu'elle aurait pu s'habiller autrement. Bon, elle n'avait pas de sari noir et je n'ai pas pensé à lui dire de porter un sari bleu ou vert foncé de préférence pour l'occasion. Elle, elle a voulu se faire belle pour mon père, normal, pas pour ma mère qu'elle n'aimait pas !

Ma mère est arriérée, j'ai 58 ans et j'ai passé ma vie à m'engueuler avec mes parents pour un oui ou un non, elle a 79 ans et mon père est mort. Et en plus Magueswary a embrassé le cadavre de mon père, ce que personne d'autre n'a fait. Ah ces primates d'Indiens ! Lors d'une crémation ici, tout le monde va embrasser ou caresser le mort, le serrer dans ses bras. Je respecte toutes les traditions ou cultures, du moment qu'on ne me les impose pas cela ne me pose aucun problème.

Je vis en Inde, donc j'estime que je n'ai pas à porter un jugement sur la manière d'agir des Indiens, sauf quand manifestement ils manquent de respect à quelqu'un, un plus faible, tout comme je le ferais en France, et je n'en ai rien à foutre qu'ils soient noirs et que je suis blanc, d'ailleurs eux non plus, donc on s'entend très bien, la haine on la laisse à Taubira, Désir, Valls, Fabius et Cie.

Leur ennemi, c'est la lutte de classe des opprimés, le socialisme.

Comment, à partir de l'hétérogénéité de la classe ouvrière, davantage encore de l'ensemble des masses exploitées, sachant que leurs différentes couches ne bénéficient pas exactement du même traitement social, qu'elles sont confrontées aux mêmes difficultés mais à des degrés très divers, qu'aucune n'a développé une conscience de classe bien aiguisée ou aucune, que pour toutes ces raisons elles n'interprèteront pas de la même manière leur situation et la situation en générale, elles auront même des priorités différentes, comment faire pour les monter les unes contre les autres pour empêcher qu'elles se rassemblent contre le gouvernement et le régime ?

Une méthode, leur désigner des boucs émissaires qu'on aura pris soin au préalable de présenter l'air de rien de différentes manières sous un angle désavantageux ou provocateur, contre lesquels une partie des plus mal lotis ou les plus arriérés seront tentés de s'en prendre, tandis que parmi les mieux lotis, les plus ambitieux ou impatients en feront les responsables de la remise en cause de leurs privilèges, et si c'est parmi ces couches de nantis que seront recrutés les adeptes ou bataillons de cette manipulation infâme, c'est aussi parce qu'elles seront appelées à en être les principales bénéficiaires... ou victimes selon le statut de chacun et le degré d'abjection auquel il peut tomber.

A l'étape suivante, il n'y aura plus qu'à les désigner comme des racistes ou des gens particulièrement intolérants, etc. s'en prenant aux valeurs de la République que l'Etat et ses représentants ne cessent de fouler aux pieds et le tour sera joué, puisque ce se seront justement ces derniers qui auront monté cette opération de toutes pièces pour pouvoir gouverner tranquillement pour le compte du régime en place, les médias relayant complaisamment du matin au soir jour après jour cette propagande nauséabonde.

Leur ennemi, c'est la lutte de classe des opprimés qu'il faut diviser, dévoyer, museler au profit du corporatisme et de la dictature de la pensée unique ou de l'idéologie dominante qui se drappe dans les oripeaux de la démocratie, démocratie qu'ils n'ont eu de cesse au cours des années et des décennies précédentes de liquider en spoliant les travailleurs de leurs droits sociaux et politique.

Le masque tombe. Mystification, manipulation, récupération, amalgame, instrumentalisation, sondage truqué, tout y est !

- La justice ordonne à une prison de servir des repas halal - L'Express.fr

La preuve que l'Etat se plie à tous les communautarismes, les encourage.

- Meeting contre les "*extrémismes*": accueil triomphal pour Christiane Taubira - AFP

La garde des Sceaux Christiane Taubira a reçu mercredi soir un accueil triomphal des centaines de personnes réunies à la Mutualité à l'appel du PS pour "*défendre la République contre les extrémismes*".

"*Ils commencent par vilipender les apparences, ils commencent ainsi par la différence qu'ils voient et ils finissent par celle qu'ils imaginent. Et ils mettent tout le monde et chacun en danger*", a lancé la ministre.

(Excellent, ils démontrent ainsi que ce sont bien eux qui instrumentalisent le racisme qui est l'objet d'une minorité.

Elle extrapole ou fabule, invente, quand elle prétend qu'il y aurait quelque chose derrière les "*apparences*" auxquelles font référence certaines personnes dans leurs discours. En réalité, c'est elle qui imagine que ces apparences déboucheraient sur autre chose ou leur prête un contenu qu'elles n'ont pas. Ils sont démasqués.

On retrouve ici l'esprit policier dans toute sa splendeur et qui ne date pas d'hier, qui fait de vous un délinquant de la route si vous roulez à 53Km/h en ville, un alcoolique à la première soûlerie, un accro de la clope à la première cigarette, voué à devenir un junkie au premier joint, un dangereux communiste si vous participez à une grève, un antisémite si vous critiquez Israël, un anti-républicain si vous vous en prenez à l'Etat ou à ses institutions, un xénophobe si vous vous moquez de l'accent canadien, un islamophobe si vous répondez à un musulmam qui vous a insulté, un raciste si vous ne supportez pas qu'on vous traite de sale blanc, un suppôt du terrorisme si vous prétendez que les Etats-Unis sont une dictature, etc. - ndlr)

"*La nation n'est pas le bien de ces égoïstes compulsifs, elle n'est pas le bien de ces archaïques, elle n'est pas le bien de ces obsédés de l'ennemi*", a-t-elle ajouté

(C'est vous l'ennemi de la démocratie et des valeurs de la République ! On a à faire à une dangereuse psychopathe. - ndlr)

"*Nous assistons à une véritable offensive réactionnaire et anti-républicaine de la part d'un bloc droitier, d'un tea party à la française, dont un des terreaux a été la Manif pour tous et qui se construit contre l'égalité des droits, contre les étrangers, contre l'impôt citoyen, contre toutes les valeurs des Lumières et de la République*", a souligné Harlem Désir.

(Ils ne sont plus à un amalgame près ces crevures, tous ceux qui dénonceraient cette misérable opération électorale et leur politique de régression sans fin dans tous les domaines seraient à mettre dans le même sac à merde de la droite et de l'extrême droite. Lui aussi il est obligé de lâcher le morceau. - ndlr)

"*La France n'est pas raciste, mais en ces temps de crise économique, sociale, morale, les dirigeants de l'extrême-droite xénophobe et raciste ne se sont jamais sentis aussi forts*", a-t-il ajouté.

(C'est bien à des fins électorales qu'est orchestrée cette misérable mascarade, parce qu'ils craignent que le FN récupére les voix des masses qui se détournent du PS parce qu'il poursuit la politique de l'UMP. D'un côté, ils le font monter contre l'UMP, de l'autre ils craignent maintenant qu'il les submerge et de perdre le contrôle de la situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer. - ndlr)

Le parti de Marine Le Pen a le vent en poupe selon les derniers sondages. Selon l'un d'eux, publié lundi par l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), 42% des Français n'excluent pas de voter pour une liste soutenue par le FN aux municipales si l'occasion se présente dans leur ville. AFP 27.11

(On a vu dans la causerie d'hier que l'Union des étudiants juifs de France est une émanation du PS, ce sondage est truqué, peu importe, l'AFP s'en fait grâcieusement le relais, normal, c'est l'agence de presse du régime. - ndlr)

Parole d'internaute

1- "*C'est à peu prés tout ce qu'ils sont capables de faire au PS! De la propagande en se faisant passer pour des victimes!*

Le front national va encore prendre des points!"

Le PS et pas seulement en France, depuis un siècle prépare le terrain sur lequel fermente la pire réaction, fasciste, il en est

l'aiguillon, puis la dénonce quand elle se manifeste bruyamment au grand jour, tout en effaçant derrière lui les traces qui permettraient de remonter jusqu'à lui en comptant sur l'amnésie des générations passées et l'ignorances des générations présentes, le PS est une imposture permanente réactionnaire.

2- "*Lorsque l'ont constate cette augmentation de la délinquance et des individus qui sont interpellés lors de dégradations, de vols à l'arraché avec violence et d'autres agressions ce n'est pas du racisme mais une prise de conscience assortie de l'inquiétude suivante : quand cela va-t-il cesser ? Les gouvernants précédents et présents sont impuissants devant ces faits, alors que les bonnes âmes cessent de pleurnicher sur ce prétendu racisme. Ce sont les gens honnêtes qui en sont victimes sur le territoire et non la racaille délinquante.*"

Les gens honnêtes comme vous dites, ils les prennent pour des pigeons, ils exploitent ou manipulent leur naïveté quand ils ne les plument pas ou ne les envoient pas à la boucherie, ils leur font horreur en réalité. Qu'ils soient les premières victimes de la délinquance ne les concerne pas, eux ne vivent pas dans ces quartiers ou banlieues.

3- "*Oui mais non là, faut arrêter de faire des bulles "sursaut républicain", se sont eux, qui passent leur temps à monter les Fançais les uns contre les autres, se sont eux qui, aux meetings montrent des drapeaux étrangers et non français, se sont eux qui ont " leurs préférences nationales".*

Une personne a été traitée de sale blanche par des comment dire, des étrangers? arabes? beurs? français d'origine étrangère?, cette personne a porté plainte et a été déboutée de sa demande, se faire traiter de sale blanche n'est pas, apparemment, une insulte à conotation rasciste. Donc il y a 2 poids 2 mesures, ça dépend de quel coté on se trouve.

Alors leur sursaut républicain, ils savent où ils peuvent se le mettre."

Au bon endroit, vous avez raison, mais il y a des chances que cela leur fasse encore grand bien malgré vous ! Je hais le tiers-mondisme pour avoir été tiers-mondiste moi-même à mes heures, alors que j'avais cessé de militer depuis de nombreuses années, cela m'est passé depuis vous pouvez me croire, j'en suis devenu un farouche ennemi.

Pourquoi voudriez-vous qu'ils condamnent le racisme envers les Blancs quand ils sont incapables de condamner les sionistes qui font subir au peuple palestinien un sort similaire à ceux que les juifs ont connu sous le régime nazi, les chambres à gaz en moins ? Ils ont épousé l'idéologie moderne des esclavagistes, le néolibéralisme, ils n'ont donc rien à renier des racistes dont ils sont les héritiers.

Ce qui a changé, c'est que de nos jours ce sont les masses exploitées noires, arabes, asiatique qu'ils surexploitent à travers le monde, sur lesquelles reposent la survie du capitalisme, et non les masses exploitées des pays occidentaux plutôt blanches qui leur coûtent trop chères et auxquelles il faut trouver toutes les tares possibles et inimaginables pour les rabaisser, les culpabiliser, faire en sorte qu'elles se mûrent dans un silence coupable, qu'ils terrorisent à la longue.

Oui, c'est un aspect que nous n'avions pas encore abordé, c'est un racisme de classe auquel ils se livrent, ils prétendent se pencher sur le sort injuste ou inhumain des Noirs, des Arabes ou des Asiatiques, etc. que leur réserveraient les sales Blancs, le peuple, les travailleurs, alors qu'ils soutiennent les multinationales et les régimes qui à travers le monde livrent leurs populations au traitement le plus abjecte qui soit, se crevant à la tâche pour un salaire de misère, 28, 40, 100 dollars par mois pour plus de 210 heures de travail dans des conditions épouvantables, en Chine, en Ethiopie, en Mongolie, au Bangladesh, au Vietnam, etc. les nouveaux "*ateliers du monde*", les nouveaux "*eldorados*" qui permettent aux capitalistes d'amasser des fortunes en un minium de temps, ils s'en accommodent parfaitement, ils en sont les complices. Telle est la véritable morale de ceux qui nous gouvernent, une morale de classe, un racisme de classe.

4- "*La Une du monde : "les rebelles syriens se radicalisent," ils ont été accueilli et armés par Mr Hollande, conclusion la gauche aiment les terroristes et détestent les Français...*"

Rectifions, sauf les Français qui pensent comme eux.

5- "*Et le PS qui veut absolument nous imposer sa politique dévastatrice.....ce n'est pas de l'extrémisme? ce n'est pas un manque de démocratie? ne pas écouter le peuple et l'opposition politique ce n'est pas de l'extrémisme? de l'intolérance?.....j'aimerais qu'on m'explique!*"

Il n'y a rien à expliquer, vous subissez et vous la fermez, c'est cela leur conception de la démocratie.

6- "*C'est du n'importe quoi ce meeting. On provoque une situation et après on fait un meeting pour se plaindre de cette situation...*"

Vous avez tout compris.

7- "*Quand Frêche insultait les Harkis ou balançait qu'il y avait trop de noirs en équipe de France de foot, le PS n'a jamais fait de telles réunions. Ca ressemble plus à une instrumentalisation du racisme à des fins électorales.*"

CQFD.

8- "*Le PS (ce pourrait être un autre parti au pouvoir) essaye d'amuser les Français avec le thème du racisme pour tenter de leur faire oublier les vrais problèmes que sont le chômage, le pouvoir d'achat, la sécurité, la hausse des impôts, la dette qui continue d'enfler, le harcèlement, la démocratie qui recule....On ne peut plus exprimer un désaccord sans être immédiatement traité de raciste (si on l'exprime en face d'une personne d'origine différente), de fasciste (si l'on ne partage pas les mêmes opinions politiques), de nul qui n'y comprend rien (si l'on tente de démontrer l'absurdité des décisions arbitraires)...*"

Vous avez raison, c'est le but : fermez-là !

9- "*Si cela continue il sera impossible d'employer des expressions courantes sans être taxé de raciste,et Madame Taubira est passée par là.Plusieurs exemples :*

- Je viens de changer de branche.
- Je lui ai glisser une peau de banane.
- Je vois la vie en noir.
- Et ta soeur !!!!!

- Toutes les expressions employées pour désigner un individu,qui ont toutes au départ une explication qui a été déviée peu à peu. Ex: RITAL: de 1929 à 1939,il y avait tellement d'italiens qui franchissaient la frontière souvent pour fuir le régime mussolinien que les douaniers français au lieu de marquer sur les papiers " Réfugiés Italiens ", simplifier en :R.Ital devenu "rital ". Autre explication pour les USA :AméRIcain ITALien.

- Il est vrai qu'avant les années 60,l'immigration non-européenne était moins nombreuse et moins tatillonne que maintenant Exemples courants :rital,portos, et que dans certaines corporations c'est monnaie courante,encore maintenant,comme le BTP.

Alors un peu de calme:il ne faut pas tout prendre au premier degré."

Mais ils détiennent le pouvoir, ils décrètent ce qui doit être pris au premier degré ou non et vous êtes prié de les imiter sous peine de subir la foudre de ces dictateurs...

Les médias veulent en être, et pas n'importe lesquels, les plus réacs, jugez plutôt.

- Le PS lance l'offensive contre la montée du FN, du racisme et de la xénophobie LeFigaro.fr -

- Affaire Taubira, suite et fin ? - LePoint.fr

Cette affaire Taubira, cette indignation qui a tout de même fini par monter et par triompher de la stupeur des premiers jours, ces déclarations d'écrivains dédiant à la ministre leurs prix littéraires, ces manifestations d'intellectuels réunis autour d'une revue dans un cinéma au nom ô combien germanopratin, ces magazines qui la sacrent femme de l'année, ces grandes dames qui, reprenant un slogan d'autrefois, affirment être, elles aussi, des singes français, bref, cette multiplication d'inquiétudes et de colères, la grande erreur serait d'y voir, comme cela s'est dit ici ou là, une histoire de "*bobos*".

(Ce déballage emphathique de bonne conscience dégoulinant d'hypocrisie provenant de nantis est à vomir, seuls des personnages particulièrement grotesques ayant usé de leur talent de prostitués professionnels pour faire carrière ou devenir célébres pouvaient se livrer à un tel exercice sans en rougir ou en mourir de honte, l'auteur de cet article que vous découvrirez plus bas en est la caricature la plus immonde. - ndlr)

Il ne faut pas dire : "*l'antiracisme ou le combat contre le chômage*". Mais : "*d'un côté une France raciste, donc neurasthénique, donc plongeant toujours plus profond dans la crise -de l'autre une France qui ne gagnera la bataille de la crise et du chômage que si elle contre, en elle, cette passion triste qu'est le racisme*". LePoint.fr 27.11

(Ici l'exercice consistait à affirmer qu'il ne fallait pas dire quelque chose pour l'évoquer ou en parler aussitôt, médiocre manoeuvre d'un intellectuel raté.

D'après vous, "*d'un côté une France raciste*", qui serait "*neurasthénique*", il ne peut s'agir de préférence que de la France la moins instruite qui croule sous les difficultés et pour laquelle l'histoire est un luxe au-dessus de ses moyens, celle "*d'en bas*", celle qui plonge "*toujours plus profond dans la crise*" qui en est la victime, les prolétaires, opposée à la France qui se destine à gagner

"*la bataille de la crise et du chômage*, celle des patrons qui y auront tout intérêt une fois que les travailleurs seront devenus une masse taillable et corvéable à merci et que le coût du travail aura fortement diminué, nous sommes bien d'accord que ce sera eux uniquement les gagnants de ce marché de dupes, qui n'ont pas intérêt à être racistes puisqu'ils en tirent profit à travers la politique que le gouvernement applique, la ferveur de l'auteur achevant cette tirade ne servant qu'à camoufler son profond méprise, sa haine des masses laborieuses. - ndlr)

(Le passage suivant tient à la fois de la calomnie ignoble ou de l'amalgame ordurier, puisqu'il met sur un même plan Lénine et Hitler, alors que Lénine a toujours défendu les intérêts de toutes les minorités ou communautés, notamment contre Staline, il existe une multitude de documents (articles, résolutions des congrès du parti bolchevik, du soviet suprême, des 4 premiers congrès de l'Internationale communiste, etc.) prouvant que la question des minorités nationales fut une des priorités du gouvernement jusqu'à la mort de Lénine en janvier 1924, les bolcheviks accordèrent le droit de vote aux femmes plus d'un quart de siècle avant la France, ils défendirent le droit de chacun d'exercer sa foi librement, ils mirent fin aux pogroms contre les juifs, contrairement à Hitler qui organisa la chasse aux minorités et liquida des millions de juifs, noirs, homosexuels, etc. l'auteur de cet article est un négationniste de la trempe de monsieur Le Pen, voilà la vérité. - ndlr)

Et puis, enfin, le racisme... La grande erreur serait de croire que le racisme n'est qu'une machine à exclure. La grande, la fatale faute, non seulement morale, mais politique, serait de s'imaginer qu'il n'est qu'un discours de haine permettant de se séparer, ou d'espérer se séparer, de ce que Lénine et Hitler appelaient les insectes nuisibles - et, après cela, de se rapprocher, ou d'espérer se rapprocher, de l'ordre social que l'on a programmé.

(Lui il fait partie des cafards qu'il faudrait exterminer, la pire pourriture qui existe, qu'il se revendique de gauche et soutienne Taubira n'a rien d'étonnant. - ndlr)

On se rappelle l'erreur de l'extrême gauche et, souvent, de la gauche au temps de l'affaire Dreyfus : les prolétaires n'ont que faire du sort d'un officier juif dont la cause les détournerait de leur sainte tâche révolutionnaire - quinze ans plus tard, les tenants de l'autre cause, les chantres de la terre et des morts, les rossignols des carnages à venir, l'avaient finalement emporté et précipitaient le monde dans la barbarie et le chaos.

(Il se lâche, il affiche sa haine de la "*sainte tâche révolutionnaire*", des "*prolétaires*" qu'ils accusent d'antisémitisme, alors qu'ils étaient les derniers intéressés par cette affaire et à en être informés, pour mieux couvrir 119 ans plus tard le ministre de la Guerre, l'état-major de l'armée qui de concert avec des cléricaux et antisémites montèrent ou soutinrent cette affaire en dénonçant la barbarie de la Première Guerre mondiale, récapitulons car c'est très tordu comme montage, il y la cause des prolétaires et des révolutionnaire, le socialisme, qui les détournerait du combat contre l'antisémitisme, tandis que "*les tenants de l'autre cause*", la bourgeoisie et son armée bien que va-t-en-guerre seraient les chantres de l'antisémitisme, comme quoi le sionisme que l'auteur revendique fait feu de tout bois et est bien l'idéologie la plus noire et sinistre que l'on puisse concevoir. - ndlr)

Signé : Bernard-Henri Lévy

Vous aurez compris que pour ne pas être accusé de faire partie de la pire réaction qui soit, il faut se revendiquer de gauche. Etant en réalité autant de droite que le PS à notre époque, il ne reste plus qu'à attribuer les pires tares ou crimes à la gauche et à l'extrême gauche qui incarnent à ses yeux le prolétariat et le socialisme qu'ils détestent en commun.

En complément. (1)

- Que répondez-vous à vos proches qui tiennent des propos racistes? - 20minutes.fr

Que dire à son grand-père qui fait des blagues sur les «*bamboula*»?

(Que c'est une sacrée ordure, une vieille merde de raciste, un salopard à l'esprit encore colonialiste, un enculé de première avec ses blagues à la con ; papie, tu vas crever aussi con que tu es né et ce sera bien fait pour toi, par exemple.

Il leur faut aussi monter les générations qui n'ont pas vécu aux mêmes époques les unes contre les autres.

Les vieux sont des sales pourris de réactionnaires, c'est bien à cause d'eux qu'ont eu lieu deux guerres mondiales, on peut même leur coller le sida sur le dos, pourquoi pas, mais la décolonisation date de leur époque quand même, ils n'y ont été pour rien les salauds, c'est à de Gaulle qu'en revient le mérite pour l'Algérie, aux représentants de l'Etat, que des gens bien et au-dessus de tout soupçon (d'anciens vychistes, on s'en tape !), même la Sécu et les nationalisations c'était de Gaulle, d'ailleurs on doit tout au capitalisme et à ses représentants, moralité : à bas le socialisme et le communisme ! -ndlr)

Ouvrant parfois la voie à des propos sensés être humoristiques, mais plutôt de mauvais goût, des préjugés et sorties douteuses. Que répondre à sa fille quand elle rentre de l'école et répète que «les marrons font plus de bêtises que les autres»? Que dire à son grand-père qui, un coup dans le nez le dimanche à table, fait des blagues sur les «bamboula»? Comment dialoguer avec

une amie qui avoue ne pas vouloir que son voisin soit «*de couleur*»?

(Que répondre ? Rien, ne pas les imiter suffira. Parce qu'il faudrait entrer dans ce genre de discussion ? Question : et si le constat de votre fille ou de votre amie est correcte ou qu'il repose sur sa propre expérience, vous lui dites quoi, qu'il ne faut pas dire cela, qu'elle se fait des idées, qu'elle se trompe ? Qu'est-ce que cela signifie si c'est la réalité qu'elle vit ou a qu'elle a déjà vécu ? Que vous l'invitez à nier la réalité ? Mais pour la remplacer par quoi, par quelle réalité ? Savez-vous dans quel engrenage vous êtes en train de mettre le doigt ? La schizophrénie, sans doute êtes-vous vous-même déjà atteint de schizophrénie et il faudrait que votre entourage vous ressemble, c'est extrêmement grave, criminel comme comportement.

Voilà à quoi mène ou comment se traduit le fait de vouloir changer les hommes sans changer la société qui est à l'origine de leur mode de pensée et de tous les rapports qu'ils subissent parce qu'ils leur ont été imposés.

Parce qu'on a abandonné le combat pour changer la société et le monde, de manière autoritaire on voudrait à tout prix changer les hommes, ce qui aboutirait à une société mille fois pire encore car elle ne serait plus faite que d'êtres serviles prêts à tous les renoncements, et qui parvenus à cet état d'esclaves seraient totalement incapables d'envisager l'idée même qu'il faut changer la société, l'objectif de nos ennemis est de faire en sorte qu'à terme les exploités ne soient plus en mesure de se dresser contre leur dictature, qu'ils s'en accommodent, s'y adaptent et endurent leur triste sort jusqu'à leur dernier souffle sans que l'idée de se soulever leur vienne à l'esprit, il faut chasser définitivement cette idée de leur tête, par n'import quel moyen, ce qui suit en est un exemple.

Précisions de 20minutes.fr au bas de cet article :

- Parce que c'est un peu plus compliqué que juste couper les ponts avec la personne, expliquez-nous comment vous réagissez face aux propos racistes de votre entourage. Participez dans les commentaires ou écrivez-nous à reporter-mobile@20minutes.fr

Implicitement ou l'air de rien, ils vous conseillent de rompre vos relations avec toutes les personnes qui ne partagent pas l'idéologie dominante que vous avez intégrée dans votre mode de pensée, autrement dit ils reprennent la méthode employée par les sectes pour isoler leurs adeptes du reste de la société qui ne pensent pas comme eux pour mieux procéder au lave de leur cerveau, mieux les endoctriner.

Cette propagande s'inscrit dans la continuité de leur offensive qui a débuté par le mariage homosexuel. J'avais indiqué qu'ils avaient de la suite dans les idées et que leur démarche correspondait à une stratégie précise, j'ai dû passer pour un cinglé ou un schizophrène, un extrémiste ou gauchiste, alors que les faits me donnent malheureusement raison.

Ce qui est terrible ou effrayant comme constat, c'est d'observer qu'aucun parti ouvrier n'entend lutter contre les méfaits catastrophiques de la propagation de l'idéologie dominante, ils n'osent même pas les dénoncer, ils adoptent la même position que les monarques envers leurs courtisans détenant la parole divine qui ici consiste à s'en remettre à une conception de la lutte des classes qui a fait faillite, refusant de combattre l'ennemi sur tous les fronts parce qu'ils ont capitulé sur le terrain de la lutte idéologique, ils lui laissent le champ libre.

En complément (2)

Décapitez-le ou livrez-le aux amis de Hollande-Fabius-Taubira, ils s'en chargeront !

- Mon enfant est raciste. Qu'est-ce que j'en fais? - Slate.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

On se rassure comme on peut.

- Croissance: Hollande et Rajoy saluent la coalition en Allemagne - AFP

Cet accord, ont-ils souligné, représente un facteur de "*stabilité*" pour l'Allemagne mais aussi l'Union européenne. AFP 27.11

- Pascal Terrasse (PS): «*Le temps de l'union nationale est venu en France*» - LeFigaro.fr

- L'«*union nationale*» ne fait pas recette à l'UMP - LeFigaro.fr

Le Figaro exprime là sans doute un regret...

- L'heure est à l'utopie, pas à la révolution - LeMonde.fr

Intox. Est-ce vraiment nouveau ?

- En France, 11% des 16 à 65 ans en « *situation préoccupante face à l'écrit* » - LeMonde.fr

En France « *11 % des personnes âgées de 16 à 65 ans sont en situation préoccupante face à l'écrit* », conclut une étude de l'Insee diffusée jeudi 28 novembre. LeMonde.fr 27.11

Allez, on le dit, ils l'ont soufflé si fort : A bas l'école publique !

La démocratie commence à 1/3, non mais alors, vous ignorez ce qu'est une dictature ou quoi ?

- Prostitution: deux tiers des Français contre la pénalisation des clients - L'Express.fr

Que cela ne tienne le PS abolira la prostitution !

La majorité à l'Assemblée nationale ne représente-t-elle pas seulement 25% des électeurs inscrits, hein, alors, qui ose contester sa légitimité, personne, qu'on se le dise, de nos jours c'est cela la démocratie...

La tyrannie.

- Les jeunes plus stressés, déprimés et fatigués que leurs aînés - LeMonde.fr

Les jeunes sont nettement plus stressés, déprimés et en manque de sommeil que les seniors, selon un sondage publié jeudi 28 novembre, qui évalue à seulement un quart la part des Français « *vraiment en bonne santé* ». LeMonde.fr 27.11

Et dire qu'ils veulent les faire trimer jusqu'à 70 ans !

- La mairie de Saint-Lô interdit la cigarette électronique dans les lieux municipaux - LeMonde.fr

- Un viticulteur bio poursuivi pour avoir refusé l'usage d'un insecticide - LePoint.fr

- Vers l'interdiction des tatouages en couleur ? - LePoint.fr

Intox. Il faut dire qu'à ce prix-là...

- Le patron de Peugeot-Citroën renonce à sa retraite chapeau - Liberation.fr

Philippe Varin va quitter PSA Peugeot Citroën le 1er janvier prochain. Il devait percevoir 21 millions d'euros sous forme de rente annuelle. Face à la polémique, il y a renoncé.

"*Je bénéficierai d'une retraite complémentaire, comme la plupart des cadres dirigeants de grandes entreprises. A ce titre, je percevrai un montant net annuel d'environ 300.000 euros net annuel (après impôts, NDLR)*". AFP et Atlantico.fr 27.11

Il ne s'agit que de sa retraite complémentaire qui en général ne représente que 10 à 20% d'une retraite, alors imaginez combien il va percevoir en principal.

Il n'y a qu'à Paris que cela pouvait se passer...

- Dubaï choisie pour accueillir l'Exposition universelle en 2020 - AFP

Dubaï, ville pivot entre trois continents, a été désignée mercredi pour organiser l'Exposition universelle 2020, à l'issue de trois tours de scrutin, par les délégués du Bureau international des Expositions, réunis à Paris.

La cité-émirat a recueilli 116 voix contre 47 à sa rivale russe d'Ekaterinbourg, et une abstention. AFP

La Russie aurait été le seul en lice que sa candidature n'aurait pas été retenue, ils auraient annulé ou reporté l'Exposition universelle prévue en 2020. Je ne soutiens pas la Russie, Poutine ou son régime, ils sont aussi épouvantables que tous les autres, la question n'est pas là, sachant que la Russie demeure l'ennemi juré des puissances occidentales et des Etats-Unis, qui plus est depuis la sévère déconvenue qu'ils viennent de connaître en Syrie, ils continueront de tout faire pour marginaliser la Russie...

Ils préfèrent les pétro-ploutocrates médiévaux et barbares du Golfe, eux au moins sont une vitrine universelle pour la démocratie...

Ils ne désarment pas.

- Gaz de schiste : un rapport parlementaire plaide pour une exploration expérimentale - LeMonde.fr

Une info à passer sous silence sous peine d'être traité d'américanophobe par le PS.

- Selon les estimations de la prestigieuse revue américaine Proceedings of the National Academy of Sciences, les Etats-Unis produisent 50 à 70% plus de méthane (puissant gaz à effet de serre) que les estimations officielles. Atlantico.fr 27.11

Intox dans tous les sens du terme

- Pourquoi le retour de Burger King suscite l'hystérie en France - Francetv info

Dites, on vous paie combien pour pondre ce genre d'article ?

ACTUALITÉ DU JOUR

En voilà au moins un qui est "***heureux***" et le clame sur tous les toits, il y a de quoi.

- Michelin : les syndicats entérinent la suppression de 706 emplois - LePoint.fr

Les syndicats Sud, CFDT et CGC ont signé mercredi un plan social prévoyant la suppression de 706 emplois sur le site Michelin de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), lors d'un comité central d'entreprise sur place, a-t-on appris auprès de ces syndicats.

Le secrétaire du comité d'établissement Olivier Coutant (SUD) a réagi après le CCE : "*Ça ne nous convient jamais d'avoir à signer des suppressions d'emploi. Mais c'est le moins pire des accords. 85 % à 90 % des salariés l'avaient approuvé.*" De son côté, le président du groupe Michelin, Jean-Dominique Sénard, a assuré : "*J'ai le sentiment que nous avons passé une étape difficile.*" Le dirigeant s'est dit "*heureux*" que l'accord soit signé. "*Il est l'expression de ce que doit être le dialogue social en France où les uns et les autres expriment leurs revendications et au bout compte arrivent un accord*", a-t-il dit. lepoint.fr 27.11

Commentaire d'un internaute

- "*Tiens donc !*

Des syndicats d'accords avec la direction pour mettre à la porte 700 ouvriers de chez Michelin !... C'est du jamais vu !... Ces syndicats doivent lire toutes les réactions les concernant qui ont été produites sur les forums... Pas très élogieuses à leur sujet... Ils doivent commencer à se poser de graves questions sur leur existence future..."

Vous avez raison, de compromis en reniements, ils ont bradé leur indépendance et tourné le dos à la vocation ou mission du syndicalisme, ce ne sont plus que des rouages du capitalisme ou des institutions.

Le corporatisme va se doter d'un parti.

- L'économiste socialiste Pierre Larrouturou lance son parti - lemonde.fr

Membre du bureau national du PS, l'économiste Pierre Larrouturou doit annoncer, jeudi 28 janvier, le lancement d'un nouveau parti, intitulé Nouvelle Donne – en référence au New Deal du président américain Roosevel –, selon Le Parisien et Le Nouvel Observateur. Dans un entretien au Parisien, il exlique cette initiative par le devoir de lutter contre le chômage, et affirme vouloir présenter des listes aux élections europénnes, où il ambitionne de dépasser le PS.

(Question : D'après vous est-il possible qu'il soit victime d'un trou de mémoire ou qu'il ignore que ce n'est pas le New Deal qui a résolu temporairement et partiellement le chômage aux Etats-Unis dans les années 30 mais l'économie de guerre à la fin des années 30 ? Ces colistiers sont-ils aussi ignorants ou d'aussi mauvaise foi ? Encore un charlatan. - ndlr)

« *Gauche et droite répètent depuis trente ans que la croissance va revenir et tout régler. C'est faux, elle ne créera jamais 5 millions d'emplois. Nous proposons vingt solutions, une politique du logement, du financement des PME, de l'énergie, etc., qui permettraient de diviser par deux le chômage en cinq ans* », annonce-t-il.

(Dans l'état dans lequel se trouve les finances de l'Etat il n'existe aucune marge de manoeuvre permettant de financer de telles mesures, il faudrait rompre avec la politique dictée par le TSCG et Bruxelles. Question : Qui peut croire un instant qu'ils pourraient se résoudre à affronter l'oligarchie financière ? Réponse : Personne. - ndlr)

« *Nous irons aux européennes de mai 2014 avec des citoyens qui s'engagent pour la première fois et avec des militants et des élus venus du Front de gauche, du PS, d'EELV, du MoDem, des patrons de PME et des précaires comme Isabelle Maurer, la chômeuse de Mulhouse qui a montré à Jean-François Copé ce qu'est la pauvreté !* », affirme-t-il encore dans Le Parisien.

(Un parti corporatiste ou d'union nationale ou les deux à la fois. - ndlr)

Selon le quotidien, ce proche de Michel Rocard peut compter, à ses côtés, sur « une kyrielle de parrains médiatiques, de Bruno Gaccio (ex-Guignols de l'info) au philosophe Edgar Morin en passant par le médecin urgentiste Patrick Pelloux ». Mais aussi, d'après Le Nouvel Observateur, sur Christiane Hessel-Chabry, la veuve de Stéphane Hessel, la sociologue Dominique Meda, l'économiste Oliver Berruyer, la journaliste Marie-Monique Robin, ou encore la présidente d'honneur d'Attac, Susan George. Edouard Martin, « *le syndicaliste de la CFDT, populaire pour son combat mené à Florange, serait sur le point de les rejoindre* », selon l'hebdomadaire.

(Une belle brochette de vendus, jaunes, traitres, staliniens et opportunistes professionnels en tous genres, bref, c'est guignol quoi ! - ndlr)

Ancien d'Europe écologie les Verts, ce conseiller régional d'Ile-de-France avait présenté en octobre 2012, avec Stéphane Hessel, une motion au congrès du PS de Toulouse, qui s'était retrouvée à la surprise générale en troisième position, avec 12 % des suffrages. « *Las, lors de la récente constitution des listes pour les élections européennes de 2014, le parti ne leur a accordé aucune place éligible. Une couleuvre de plus que Larrouturou a décidé de ne pas avaler* », note le Nouvel Observateur.

(Au moins dès le départ on sait ce qui le motive ! Un Mélenchon qui a fait un émule, plus droitier. - ndlr)

De nombreuses personnalités de la société civile pour un parti qui n'entend rien moins que concurrencer le PS - dont tous les membres seront alors exclus d'office - dès les élections européennes. Pierre Larrouturou travaille en effet à la constitution de listes dans chacune des huit eurorégions françaises, sur le modèle de la liste Sarajevo de Léon Schwartzenberg et BHL en 1984. lemonde.fr et AFP 27.11

(C'est sûr que sur la base d'un tel modèle, il ne manque plus que BHL dans leur parti ! - ndlr)

La salade "***penche vers la droite***" en famille.

- Angela Merkel boucle son accord de grande coalition avec le SPD - Reuters

L'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel a conclu mercredi un accord gouvernemental avec le Parti social-démocrate (SPD) en vue d'une 'grande coalition' qui devrait permettre à la chancelière allemande de former son troisième gouvernement avant Noël.

"*Le résultat est bon pour notre pays*", a jugé Hermann Gröhe, secrétaire général de la CDU, jugeant que l'accord penche vers la droite, "*sans nouveaux impôts et sans nouvelles dettes*".

Dans le camp du SPD, dont les 474.000 militants doivent encore approuver l'accord d'ici la mi-décembre, Martin Schulz, le président du Parlement européen, qui participait aux négociations, a salué un "*excellent résultat*" pour son parti.

Sigmar Gabriel s'est dit certain qu'une "*large*" majorité des adhérents du SPD, qui voteront par courriel, soutiendra l'accord. Les trois dirigeants ont salué la bonne atmosphère des discussions et échangé quelques plaisanteries. La composition du gouvernement ne sera pas annoncée avant le résultat du vote des militants du SPD.

"*Nous avons respecté le souhait (du SPD) que personne n'annonce la répartition des responsabilités jusqu'à la fin du vote du*

SPD, même si vous pouvez être certains que les chefs de partis ont abordé cette question", a dit Angela Merkel. Reuters 27.11

Excellent, Merkel reporte sur la direction du SPD la responsabilité d'annoncer la couleur... après le vote des adhérents du SPD, tout en étant complice de ce coup tordu. On peut dire que jusque dans les basses manoeuvres CDU et SPD s'entendent comme larrons en foire.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Tunisie

Tunisie : des manifestants incendient le siège d'Ennahda à Gafsa - LeMonde.fr

Le siège d'Ennahda, le parti islamiste au pouvoir en Tunisie, a été incendié, mercredi 27 novembre, à Gafsa, au centre du pays, par des manifestants qui défilaient lors d'une journée de grève générale.

Les manifestants s'en sont pris au siège du parti après avoir tenté dans un premier temps de forcer l'entrée du siège du bureau du gouverneur et d'être dispersés par la police. Ils ont sorti des dossiers des locaux ainsi que des meubles et les ont brûlés dans la rue, en l'absence de la police. Les protestataires ont également empêché les pompiers d'accéder au site.

Le mouvement, qui touche trois villes de la même région tunisienne a vocation à dénoncer la pauvreté et les disparités régionales, facteurs-clés de la révolution de 2011. La grève a été décidée après l'annonce du gouvernement de ne pas inclure cette région dans la liste des gouvernorats où des facultés de médecine et centre hospitaliers universitaires seront bâtis dans les années à venir. LeMonde.fr 27.11

Ce mercredi, la région de Siliana était en grève pour commémorer la répression d'un mouvement social, il y a un an. Des heurts entre policiers et manifestants ont eu lieu. Ces derniers ont jeté des pierres sur la police, qui a répliqué de la même manière avant de tenter de disperser la foule en pourchassant en voiture les protestataires.

Nourrie par la pauvreté, un taux de chômage de 16%, la révolte est presque identique à celle qui a précédé la révolution de Jasmin. LeParisien.fr 27.11

Haut de page

Le 29 novembre 2013

CAUSERIE

J'ai laissé de côté trois articles de presse et quelques nouveaux articles qui seront mis en ligne demain.

Ce soir je me suis fait cette réflexion en pensant à mon pauvre chien : nous quand il nous arrive une grosse tuile, on en connaît l'origine, on peut se faire une raison, cela soulage un peu ou nous aide à supporter la suite, mais un chien, quand du jour au lendemain il a une patte paralysée et qu'il est cloué sur place, qu'il est privé de son seul plaisir quotidien, sa balade du soir, il ne peut pas comprendre ce qui lui arrive, il a le regard hagard, il semble soudainement perdu, désespéré, d'une tristesse à mourir, c'est ce que je lis tous les jours dans ses yeux et me remplit de tristesse.

Jusque là j'avais imaginé qu'il mourrait un jour sans savoir ce qui lui arrivait et qu'il avait bien de la chance, c'était une erreur, sauf si en dernier recours j'étais obligé de le faire euthanasier pour abréger ses souffrances. Car il souffre en ce moment. Il souffre de ne plus pouvoir vivre comme avant, je le lis dans ces yeux chaque fois que je le regarde, et puis je ne sais pas pourquoi ,depuis qu'il est paralysé il a les yeux qui pleurent abondamment comme jamais depuis dix ans,.Je lui essuie et je l'embrasse tendrement sur le museau en lui adressant quelques mots apaisants pour le réconforter, mais je crains que mes paroles trahissent mes pensées qui ne sont pas très optimistes. Allez, passons à la politique.

Plus on prend connaissance jour après jour de l'état du monde on est horrifié, pas vous ?

Vous avouerez qu'on nous cache soigneusement la vérité ou que les uns et les autres s'emploient minutieusement à en minimiser la pourriture.

Je pense à ce jeune américain qui moisit en prison depuis déjà de nombreuses années pour avoir volé un tee-shirt (ou T-shirt) et qui a été condamné à perpétuité. Si on ne l'avait pas lu dans un portail très sérieux qu'on ne peut pas taxé d'américanophobie, Slate.fr, on ne l'aurait jamais cru.

Si parfois on emploie des formules outrancières ou qui peuvent être interprétées comme telles par certains lecteurs ou encore qui peuvent choquer les âmes sensibles, ce n'est pas pour se donner un style, mais uniquement parce qu'on a connaissance d'une multitude d'éléments qui nous permettent d'affirmer qu'on vit vraiment dans un monde plus épouvantable que tout ce qu'on peut imaginer, dont la plupart n'ont pas conscience, c'est pour réveiller les consciences qu'on adopte ce ton. Quand on se calme, c'est pour ménager ceux dont le moral est fragile.

A l'époque de Marx et Engels, la condition ouvrière était effroyable, tandis que l'aristocratie pavoisait, baignait dans la luxure et la débauche. Ils en furent extrêmement choqués et cela donna le Manifeste du parti communiste, un appel à la guerre de classe à mort pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils eurent beaucoup de mal à contenir leur fureur face à la misère qui accablait les exploités en présence des maîtres du vieux monde qu'ils haissaient par dessus tout. Ils surent la traduire en termes politiques mieux qu'on ne pourra jamais le faire nous-même.

Ce qui nous manque le plus aujourd'hui c'est un parti qui exprime la souffrance que subissent les prolétaires et qui nourrit leur colère au plus profond d'eux-mêmes, contre un ordre injuste qui leur impose un destin qu'ils n'ont pas choisi. Les aider à orienter leur colère dans la bonne direction, à faire en sorte qu'elle puisse se traduire en terme politique et organisationnel, tel devrait être le devoir d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Et ce n'est certainement pas en ménageant Hollande, son gouvernement, le PS, les institutions qu'on y parviendra, ni même les susceptibilités des uns et des autres.

Les travailleurs ont le droit à la vérité, on a oublié semble-t-il que seule la vérité était révolutionnaire. Elle peut être d'une extrême violence, briser net des idées reçues, pulvériser les illusions les plus coriaces, elle sera toujours salvatrice, honorable, respectable, digne, elle est inséparable de notre idéal. Elle est désaltérante, fraîche, apaisante, elle recèle un pouvoir supérieur à l'imagination du poète qui s'échappe de la réalité, car elle a celui de la regarder en face et de nourrir l'espoir qu'il est possible de changer la société et le monde.

Tenez, avec un mois d'avance je vous adresse cette ode au combat, au socialisme et à la liberté en guise de bons voeux.

Bon week-end, il est 23h45 et je dois encore m'occuper de mon chien avant d'aller me coucher.

Sous le masque : la réaction.

Criminaliser toute critique envers Hollande ou ses ministres qui incarneraient la République ("*c'est la République que l'on vise*", Hollande), alors qu'ils foulent aux pieds ses valeurs, remplit une double fonction :

Dès lors qu'il est attaqué, vous devez vous rassembler autour du PS qui incarne ou défend les valeurs de la République, tous ceux qui les partagent, et si vous vous y refusez, cela signifiera que vous vous placez dans le camp des ennemis de la République, au côté de l'extrême droite. Ensuite, vous serez assimilé à un raciste, un antisémite, un xénophobe, un fasciste.

Il s'agit donc d'une opération tendant à venir en aide à l'exécutif et au PS qui sont en difficulté, leur politique étant quasi unanimement rejetée par les travailleurs toutes couches confondues, et visant à criminaliser toute opposition à sa politique, les partis de gauche ou d'extrême gauche qui incarnent cette opposition.

Maintenant pour aborder l'instrumentalisation du racisme qui est multiple, j'ai trouvé quelques arguments dans un article dont l'auteur est infréquentable, on y avait fait référence à propos d'un autre article il y a 10 jours, Pierre-André Taguieff, chroniqueur du Point au même titre que Bernard-Henri Lévy, membre du (think tank) Cercle de l'Oratoire et collaborateur à la revue Le Meilleur des mondes tous les deux référencés néo-conservateurs. En fait, je me suis servi de ce qui m'est tombé sous la main aujourd'hui, je n'ai pas le temps de faire autrement, mais cela n'est pas un problème une fois qu'on a identifié précisément ou qu'on connaît l'auteur de l'article en question.

- L'accusation de "*racisme*" permet de disqualifier facilement un contradicteur, sans prendre la peine de répondre à ses arguments. En outre, depuis les années 1980, les instrumentalisations politiques de la "*lutte contre le racisme*" se sont banalisées.

(Un jour un responsable d'un groupe qui se connectait régulièrement sur mon site m'a écrit dans un courriel, que depuis que j'avais exprimé une position différente de la leur sur la question des sans-papiers, les camarades de son groupe avaient cessé de se connecter sur mon site, autrement dit, c'est le genre de gens qui au moindre désaccord vous tournent le dos, à croire qu'ils n'attendaient que la première occasion pour laisser libre cours à leur dogmatisme quasi névrotique.

Une autre fois alors que j'avais raconté dans une causerie de quelle manière je voyais les Indiens sous un regard critique, j'ai été traité de "*bobo raciste*", cela a beaucoup faire rire mon épouse qui n'est pas très évoluée mais qui a eu la perspicacité de répondre qu'ils devaient être très cons, c'était le moins qu'on pouvait dire effectivement, ils s'agissaient de militants du POI. Comme je critiquais la politique de leur parti mais qu'ils n'avaient jamais trouvé d'arguments à m'opposer, là ils en avaient un de premier choix, j'étais raciste. Je vais garder cela sous le coude pour le raconter plus tard à ma petite-fille.

Effectivement, c'est l'argument des impuissants, des militants qui ne supportent pas la confrontation des idées. Et il est vrai que la "*lutte contre le racisme*" sert aussi de fond de commerce à ceux qui ne sont pas foutus de combattre efficacement le régime en place. - ndlr)

- Le moulinage rhétorique de clichés et de slogans n'est guère attractif. Les mobilisations antiracistes ressemblent à des fièvres de courte durée. Le temps d'une manif, d'un meeting ou d'un concert gratuit. Depuis 1983-1984, les organisations antiracistes répètent que leur objectif est de faire disparaître le Front national de la scène politique. Leur échec est aussi flagrant que révélateur. Leurs dénonciations diabolisantes ne sont pas seulement inefficaces, elles paraissent participer à la construction du mouvement lepéniste et renforcer son dynamisme. En outre, les militants qui ont professionnalisé l'antiracisme, ou plutôt tel ou tel antiracisme, tendent à remplacer la réflexion critique, l'analyse des situations, la volonté d'argumenter et le souci pédagogique par des appels à la répression et à la sanction. Le policier et le juge chassent le sociologue et le pédagogue. Quand on a dit que le racisme était un délit, on croit avoir tout dit. Enfin, l'action antiraciste, en érigeant le "racisme" en problème social et politique majeur, engendre une racialisation du débat politique, qui provoque une rivalité mimétique pour le monopole de la parole antiraciste, ainsi qu'une radicalisation des projets répressifs risquant de limiter abusivement le champ de la liberté d'expression. Paradoxe tragi-comique : le combat contre l'intolérance finit par se retourner en lutte pour élargir indéfiniment le champ de l'intolérable. Donc en combat pour l'intolérance. Voilà qui risque de donner à l'expression du racisme un parfum d'interdit.

(Concentrer l'attention sur le FN sert à éviter qu'on vous reproche de ne pas axer votre intervention politique contre les institutions, notamment. On parle d'autre chose, on brase du vent, cela occupe, on a l'impression de servir à quelque chose au moins, c'est du domaine de l'autosatisfaction.

Effectivement, grâce à eux c'est l'idéologie dominante ou la pensée unique qui se renforce.

Nous ne sommes pas concerné par ce phénomène puisque le racisme nous est totalement étranger, mais on peut facilement imaginer les travailleurs qui ne sont pas assurés de ne pas mêler dans leur pensée ou discours quelques idées qui s'apparenteraient à une forme de racisme, et qui doivent dorénavant se méfier qu'il n'y aurait pas un procureur qui rode dans les parages, et qui, s'il en saisissait quelques bribes s'empresseraient de les sermoner et de les dénoncer à la vindicte publique, à leurs collègues de travail, aux syndicats par exemple, c'est le règne de la tyrannie qu'ils ont réussi à instaurer.

Quel bonheur pour les tenants du régime, ils n'auront même pas à se mouiller pour mettre en place cette dictature ! Amalgame, délation, calomnie, la chasse aux sorcières des déviationnistes est ouverte. Ce qui va fournir une occasion rêvée pour le législateur de renforcer l'arsenal répressif contre la liberté de pensée. J'ai un exemple tout frais d'hier sous le coude.

Je n'ai aucune sympathie pour Dieudonné dont je n'ai jamais entendu le moindre sketch, j'ai franchement mieux à faire, qui en passant, alors qu'il tenait des propos cohérents sur le sionisme a été rejeté pour cette raison par la gauche qui assimilait le sionisme à de l'antisémitisme, le poussant à se tourner vers l'extrême droite et le conduire depuis à tenir un discours antisémite pour le coup, ce qui révèle au passage le penchant pour le sionisme de la gauche, par lâcheté ou devoir, ce qui est logique puisque la gauche soutient le régime qui a adopté l'idéologie néolibérale mise au point par les sionistes de l'oligarchie financière anglo-saxonne, il était poursuivi notamment pour avoir affirmé que «*les gros escrocs de la planète, ce sont des juifs*» dans une interview sur un site selon l'AFP, hier.

Question : Serait-ce être raciste que de constater qu'au sommet de l'oligarchie financière américaine et internationale figurent une proportion de banquiers ou richissimes hommes d'affaires d'origine juive ou plutôt sémite sans commune mesure avec l'importance de cette communauté dans le monde, insignifiante en fait, il suffit de prendre le classement établi par le magazine américain Forbes pour en avoir confirmation, tapez sur Google cartel des banquiers de la Fed ou histoire de la banque ou de la finance mondiale depuis le XVIIe siècle et vous vous appercevrez que Dieudonné n'a rien inventé, c'est de notoriété publique, vous pouvez vous livrez au même exercice avec d'autres institutions, au hasard, le groupe Bilderberg. Sauf que voilà, le PS et la cohorte de parasites qui collent à ses basques ont besoin de boucs émissaires ou de cibles à abattre pour laver leur mauvaise conscience. Le sort de monsieur Dieudonné nous laisse indifférent, mais on a horreur des injustices commanditées par des gens qui ont participé ou couvert des crimes pendant des décennies, les derniers en date, l'abominable martyr du peuple palestinien et le massacre du peuple syrien, tenez, on pourrait ajouter l'assassinat de Robert Boulin, à côté desquels la rancoeur acide d'un humoriste tombé bien bas ne pèse pas grand chose. - ndlr)

- D'une façon générale, à quelques nuances près, les antiracistes communient dans l'adhésion à ce que j'appellerai l'immigrationnisme rédempteur, qui consiste à ériger l'immigration en fatalité intrinsèquement bénéfique, ou en méthode de salut pour une vieille nation épuisée. C'est sur la base d'une telle immaculée conception de l'immigration que certains antiracistes

assimilent abusivement toute critique des flux migratoires incontrôlés à un indice de racisme ou de xénophobie. Au point de laisser entendre que les 69 % de Français qui estiment qu'il y a "*trop d'immigrés*" en France (enquête CSA, décembre 2012) sont à classer parmi les racistes ou les xénophobes. En outre, comme ce pourcentage a progressé depuis 2009 (+ 22 points), on en infère que le racisme et la xénophobie "*montent*". Ces interprétations abusives des résultats de sondages alimentent une vision catastrophiste de l'évolution de la société française, qui serait saisie par les "*vieux démons*" du racisme. Il reste à se demander qui a intérêt à diffuser cette vision d'une "*France raciste*", et de plus en plus "*raciste*".

(Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai déjà dit plus haut, c'est un fait que si vous ne soutenez pas aveuglément l'immigration clandestine on vous traite de raciste, c'est débile, mais c'est hélas ainsi. Le racisme est agité par ceux qui en ont besoin pour diviser les masses exploitées afin d'appliquer leur politique antisociale, alors qu'ils étaient censés incarner une autre politique. Une fois parvenus au pouvoir, pour masquer leur véritable nature, il leur faut un thème de diversion, celui du raciste est tout trouvé, il est quasiment institutionnalisé au PS et parmi la gauche et l'extrême gauche depuis plus de 30 ans à défaut d'orientation politique pour ces derniers. Cela présente aussi l'avantage que le PS, la gauche et l'extrême gauche se retouvent côte-à-côte, en famille, vous pigez qui en tire profit , n'est-ce pas ? - ndlr)

- Depuis le ralliement subreptice, sous Mitterrand, de la gauche non communiste à l'économie de marché et l'irruption du Front national sur la scène politique, facilitée par cette même gauche, l'antiracisme tend à se substituer au vieil antifascisme, centré sur les "*résurgences*" plus ou moins fantasmées du nazisme.

(Quoiqu'ils soient tentés de ranimer les deux comme on l'a vu récemment quand un jeune gauchiste provocateur a eu la malheureuse idée de s'en prendre à un skean head. -ndlr)

- Aujourd'hui, à gauche, l'anticapitalisme politiquement correct vise la seule financiarisation de l'économie, et l'antiracisme en vogue est celui qui privilégie la lutte contre certaines catégories de victimes (Maghrébins, Arabes, Africains ou "*Noirs*", Roms, etc.), en en oubliant d'autres, les Juifs au premier chef, mais aussi les "Blancs" (Européens, chrétiens, "*Français de souche*", etc.).

(Cela s'explique par le fait qu'ils sont mal à l'aise face à l'antisémitisme, pour la bonne raison qu'ils savent qu'il est instrumentalisé par un puissant lobby sioniste, le Crif notamment, ils craignent que la collusion qui existe entre le pouvoir et les tenants du sionisme soit mise en évidence, qui recouperait en grande partie une autre collusion encore moins avouable, plus secrète et beaucoup plus risquée si elle était révélée au grand public, avec la franc-maçonnerie, or une grande partie des dirigeants du PS et de la gauche sont franc-maçons ou sionistes ou les deux à la fois, il est donc préférable au PS (et à l'UMP) d'afficher son soutien indéfectible à Israël et de condamner fermement les actes antisémites sans trop faire de vagues inutiles.

Quant au racisme concernant les Blancs, il existe évidemment, mais entrer dans ce débat les entraînerait trop loin. Il leur faudrait admettre l'échec de l'intégration des populations immigrées depuis des lustres, car parmi les victimes de la colonisation, ceux qui ont atterri en France, malgré eux, parce qu'ils n'avaient pas de boulot dans leur pays une fois les colons rentrés en France, quelque part et à raison ils n'ont jamais admis le sort que les colonisateurs avaient réservé à leur pays d'origine, ce qu'ils leur ont fait subir, sans être raciste pour autant ou pas forcément, mais quand ils se retrouvent entre eux, d'après vous comment jugent-ils la France, comment en parlent-ils, ils garderont toujours en mémoire l'injustice dont ils ont été victimes et qu'il nous soit permis d'affirmer que c'est parfaitement légitime puisque leur vie en a été bouleversée. Cela déboucherait sur le procès de la colonisation, du capitalisme, et à mon avis personne n'y tient, ni à droite, ni au PS et ni à gauche. - ndlr)

- En outre, lorsqu'elle est fortement contestée, la gauche gouvernante n'hésite pas à utiliser l'appel à lutter contre le racisme ou l'extrême droite comme tactique de diversion, non sans jeter la suspicion sur la droite.

(On a déjà traité cet argument, le comportement du PS et ses larbins est grotesque, méprisable, il nous dégoûte. - ndlr)

Il ne s'agissait que d'extraits choisis de cet article. Question : Avez-vous l'impression qu'on soit devenu néolibéral, sioniste, raciste à l'issue de cette lecture ?

Pourquoi, l'esclavage et la colonisation auraient-ils disparu ?

- Le Point : Dans une tribune au Monde, le journaliste Harry Roselmack a dénoncé "*le retour de la France raciste*". "*Ce qui me chagrine, écrit-il, c'est le fond de racisme qui résiste au temps et aux mots d'ordre, pas seulement au sein du FN, mais au plus profond de la société française. C'est un héritage des temps anciens, une justification pour une domination suprême et criminelle : l'esclavage et la colonisation (...)*" Le Point 28.11

Une ouvrière éthiopienne qui travaille dans une usine chinoise produisant des chaussures, 9 heures par jour six jours par semaine et recevant un salaire mensuel de 28 dollars, ne serait-elle pas une esclave, ne serait-elle pas victime de la colonisation ?
Cette ouvrière pourrait être bangladeshi ou vietnamienne, au total en Afrique et en Asie elles sont des millions à travailler pour des multinationales dans des conditions effroyables pour des salaires de misères, hyper exploitées.

Toutes les grandes marques envisagent de délocaliser leur production dans ces pays où la main d'oeuvre à bon marché, quasiment gratuite, est abondante, H & M, Ikéa, etc. et pendant ce temps-là le chômage de masse est promis à un long avenir dans les pays occidentaux.

On peut dés lors se poser plusieurs questions. - Qui met ainsi en concurrence les travailleurs du monde entier ?

- Qui délocalise les emplois ?

- Qui favorise les pays où la main d'oeuvre est à bas prix ?

- Qui organise le chômage de masse dans les pays occidentaux ?

- Qui oriente systématiquement les emplois vers des pays où la main d'oeuvre est colorés ?

A toutes ces questions une seule réponse : certainement pas les travailleurs des pays occidentaux ou présent sur le territoire français, mais bien les capitalistes, ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique.

Qu'on ne s'y trompe pas, le développement des pays africains ou asiatiques ne sera pas le produit de cette délocalisation de la production, il en sera la conséquence naturelle au même titre qu'en Europe au XIXe siècle et au début du XXe siècle, les esclavagistes d'hier et d'aujourd'hui n'ayant jamais inclus dans leur calcul cynique le bien-être des populations qu'ils exploitaient ou la satisfaction de leurs besoins.

Le développement des infrastructures, l'élévation du niveau de la scolarité ou l'accès au droit à la santé, etc. l'élévation du mode de vie en général des masses exploitées étaient indispensables pour faire tourner leurs usines et s'enrichir, cela faisait partie des conditions qu'ils devaient remplir impérativement pour atteindre leur objectif purement comptable et en rien philanthropique.

Hier on a titré Racisme social, car c'est bien de cela dont il s'agit.

Car ceux qui la main sur le coeur s'émeuvent du racisme condamnent des paroles ou des actes demeurant isolés, certes condamnables, mais s'accommodent parfaitement du racisme de masse, programmé, organisé, qui consiste à surexploiter des millions et millions de travailleurs à l'autre bout du monde ou sur d'autres continents, main d'oeuvre inorganisée, réputée faible et manipulable, vouée à la misère sous des régimes corrompus et policiers, de véritables dictatures, des esclaves à la peau colorée donc présentant cette particularité commune à ceux dont ils prennent la défense en France, sauf que ceux-là sont uniquement victimes de la pire exploitation qui soit de leur force de travail, qui n'existe pas en occident, pas même en Inde ou en Chine aussi systématiquement ou à cette échelle, au contraire dans ces pays-là les ouvriers employés par les multinationales sont parmi les mieux payés...

Mais voilà, il se trouve que cette forme d'esclavage moderne est privé, légale, protégé par le législateur, donc les représentants de l'Etat dont font partie Hollande, Ayrault, Taubira, Valls, Sapin, Peillon qui se sont affichés avant-hier, c'est grâce à elle que le régime capitaliste peut encore survivre à la crise fatale qui le frappe, là ils ne trouvent rien à redire puisqu'ils sont les représentants de ces multinationales et des banquiers qui tirent profit de ces esclaves et qui accessoirement emploient un peu de main d'oeuvre en France et paient des impôts insignifiants après être passés par des paradis fiscaux.

En quoi les travailleurs en France serait-il mêlés à cette forme d'esclavage ? En rien, absolument rien, mieux, ils en sont également les victimes puisque les esclavagistes les jettent à la rue au nom de la compétitivité et du profit. En quoi les travailleurs africains ou asiatiques en seraient-ils responsables ? En rien, absolument rien puisqu'ils sont voués à une vie de labeur harrassant qui ne leur permettra pas de profiter un jour d'une retraite, ils seront usés, jetés à leur tour bien avant d'y parvenir. Seuls les oligarques, les milliardaires et millionnaires pour lesquels gouvernent Hollande et son gouvernement sont responsables de cette situation et en tirent toujours plus de profit.

Qu'on se le dise, l'internationale du capital n'est pas raciste ou xénophobe, elle est progressiste, sociale, elle concourt au bien-être de l'humanité et de la planète, à la paix et à l'harmonie entre les peuples qu'elle tend à unir dans un nouvel ordre mondial, et ses excès doivent être mis au compte de son enthousiasme à servir un idéal humaniste au-dessus de tout soupçon, son oeuvre est généreuse ou charitable, personne n'a le droit d'en douter, par contre on ne peut pas en dire autant de l'internationale du travail qui cumule les défauts et les tares, elle se complaît dans une conception arriérée ou d'un autre âge des rapports que doivent entretenir tous les membres de la société, de préférence sans distinction de classe, de sexe ou de race, elle doit dépasser ces classifications obsolètes qui engendrent jalousie, haine et guerres, si elle daignait mettre en avant l'humain d'abord, cette grande famille pourrait se doter d'un gouvernement mondial qui garantirait à l'humanité tout entière paix et prospérité pour les siècles et les siècles à venir, amen.

Qu'il nous soit permis de penser exactement le contraire. C'est la race des oligarques, des monarques, des émirs, des aristocrates et des bourgeois ainsi que leurs courtisans, tous ces parasites, toute cette vermine, profiteurs, affameurs, va-t-en-guerre,

voleurs, escrocs, mafieux, qu'il faut éradiquer de la surface de la terre. Prolétaires du monde entier, unissez-vous !

ACTUALITÉ DU JOUR

Mensonge grossier d'Etat. Hollande la risée : un minable magouilleur des chiffres du chômage aux manettes.

- Chômage: Hollande sème le trouble sur ses objectifs, puis rectifie - AFP

- François Hollande veut croire à un début de décrue du chômage - Reuters

- Chômage : une baisse en trompe l'œil - libération.fr

François Hollande a déclaré que "*l'inversion de la courbe du chômage est désormais amorcée*".

(Les faits prouvent le contraire. Quand le chef de l'Etat ment effrontément, question : Quelle légitimité peut-on lui accorder ? Réponse : Absolument aucune. S'il ment ouvertement à la face de la population à propos d'un sujet abordable ou simple à comprendre, qu'en est-il dans tous les autres domaines où des questions plus complexes sont traitées ? De la même manière, lui et les représentants de l'Etat mentent à longueur de temps à la population, sur tout : la crise, le réchauffement climatique, les rapports avec les Etats-Unis, la Syrie, etc. - ndlr)

Selon les données publiées jeudi par le ministère du Travail, le nombre de demandeurs de catégorie A, sans le moindre emploi, a diminué de 0,6% en octobre, mais en tenant compte des personnes ayant exercé une activité réduite (catégorie B et C), leur nombre progresse toutefois de 0,8% (+39.600) et établit un nouveau record à 4.883.000. Avec les départements d'Outre-mer, le total atteint 5.182.500.

Le chef de l'Etat a estimé pour sa part qu'"*un premier résultat est acquis*" et qu'il est "*conforme à l'engagement que j'avais pris pour la fin de cette année*" en matière d'inversion de la courbe du chômage.

(Incroyable, l'augmentation du chômage confirme... l'engagement qu'il avait pris de faire baisser le chômage avant le 31 décembre 2013 ! Questions que chacun peut creuser et à laquelle nous avons déjà fourni les réponses dans de précédentes causeries : Qu'est-ce qui lui permet d'agir ainsi ? Pourquoi est-il amené à se ridiculer ainsi ? Il est clair qu'ensuite n'importe qui en France peut rejeter sa légitimité, il en est le seul responsable. - ndlr)

Selon Eric Heyer, économiste à l'OFCE, «*il est difficile d'être formel à ce sujet, mais il semble bien qu'on ait plutôt affaire à des transferts de la catégorie A vers les catégories B et C, pour des contrats très courts, d'un jour ou d'une semaine*». Du côté de Pôle Emploi, on évoque également l'impact des embauches temporaires pour les vendanges d'automne.

"*Les chiffres publiés aujourd'hui confirment que la bataille pour l'emploi peut être gagnée*", a ajouté François Hollande.

François Hollande avait créé jeudi matin une certaine confusion à propos de son objectif d'inversion durable de la courbe du chômage en laissant entendre un temps, avant de se reprendre, qu'il pourrait ne pas être atteint en fin d'année comme prévu.

Au vu des perspectives de reprise très progressive de la croissance de l'économie française, les économistes anticipent au mieux pour leur part une stabilisation des statistiques à cette échéance, mais pas d'inversion réelle avant 2015.

Les organisations internationales (OCDE, FMI, Commission européenne) ont clairement dit qu'elles ne croyaient pas à un recul prochain du chômage en France. Elles pensent même que la hausse va se poursuivre en 2014.

L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) ne l'anticipe pas avant au mieux début 2015.

Pour Eric Heyer, une baisse du chômage dans l'environnement actuel ne peut être que "*ponctuelle et pas tendancielle*", car elle ne repose que sur les emplois aidés, dont le caractère est temporaire.

Octobre a également été marqué par un nombre très élevé de radiations administratives de chômeurs par Pôle emploi (+25,8% à 52.600).

L'autre gros point noir est la poursuite de la hausse du nombre de chômeurs de longue durée (+1,4% pour ceux de plus d'un an et +1,2% pour ceux de plus de trois ans), qui représentent aujourd'hui 41,2% des demandeurs d'emplois inscrits, une proportion

sans précédent. Reuters et AFP 28.11

Elections 2014 : Ils broient du noir !

- Vote blanc: Les députés votent pour la reconnaissance, mais après les municipales - 20minutes.fr

Comptabiliser les bulletins blancs, oui, mais pas tout de suite. Les députés se sont prononcés ce jeudi pour la reconnaissance des votes blancs, distingués des votes nuls, mais la majorité a repoussé l'entrée en vigueur de cette mesure après les prochaines élections municipales.

L'Assemblée nationale a voté à l'unanimité en deuxième lecture une proposition de loi en ce sens, déposée par le parti de Jean-Louis Borloo, qui va maintenant repartir au Sénat.

Le texte voté ce jeudi prévoit, à l'initiative du PS, une entrée en vigueur au 1er avril, après les élections municipales de mars. Un amendement UDI rétablissant la date du 1er mars prévue par les sénateurs a été repoussé de justesse par 39 voix contre 38.

Le texte voté par l'Assemblée prévoit que les votes blancs seront comptabilisés à part et que le résultat sera annexé au procès-verbal des élections afin de connaître le pourcentage d'électeurs ayant fait ce choix.

Il stipule également que les votes blancs ne seront pas comptabilisés dans les suffrages exprimés et qu'une enveloppe ne contenant aucun bulletin est assimilée à un bulletin blanc. 20minutes.fr et AFP 28.11

Votez PS ou Front de gauche : votez contre votre propre camp !

- Municipales à Paris: deux élus MoDem rejoignent Anne Hidalgo (PS) - AFP

Intox et manipulation

- Injecter plus de concurrence, meilleur moyen de lutter contre les rémunérations abusives de certains patrons - Atlantico.fr

En réalité, ce sont les travailleurs qui sont les principales victimes de l'augmentation de la concurrence... entre eux.

- La réforme des retraites insuffisante pour 78% des Français - AFP

Si vous en restez au titre qui fait office d'annonce ou de propagande, car la plupart des auditeurs ou téléspectateurs qui l'auront entendu dans la bouche des journalistes ne retiendront que le titre, c'est fait pour sinon les réacs de l'AFP ne l'auraient pas choisi, vous en déduirez que les travailleurs demandent au gouvernement d'en remettre une couche, car rien ne laisse supposer ici qu'ils seraient opposés à la contre-réforme des retraites concoctées par le gouvernement, mieux, cela pourrait sous-entendre qu'ils l'encourageraient à aller encore plus loin, alors qu'en réalité les réponses qu'ont fourni les personnes interrogées expriment exactement l'inverse !

A la question "*diriez-vous que cette réforme est suffisante ?*", 78% des personnes interrogées répondent non, dont 41% la jugent "*pas du tout*" suffisante.

Seuls 20% des Français estiment que la réforme permet d'assurer la sauvegarde du système de retraite, 20% qu'elle est ambitieuse et 18% qu'elle est juste.

Sur les sentiments qui leur viennent spontanément à l'esprit à propos de cette réforme, 57% citent la "*colère*" et 56% la "*résignation*". La colère est particulièrement forte chez les 45-59 ans et les personnes les plus modestes.

Vingt-six pour cent éprouvent de l'*indifférence*", surtout les plus jeunes, et seuls 5% ressentent du "*soulagement*" et 4% de la "*satisfaction*".

La création d'un compte pénibilité, permettant aux salariés du privé qui travaillent de nuit ou sont exposés à des environnements agressifs de partir plus tôt à la retraite ou de se reconvertir, est à l'inverse très bien accueillie : 91% des sondés y sont favorables.

En revanche, 55% désapprouvent l'allongement progressif de la durée de cotisation de 41,5 à 43 ans, 54% désapprouvent le report de la revalorisation des retraites du 1er avril au 1er octobre et 66% sont contre la hausse des cotisations sociales.

Les craintes concernant les conditions de vie au moment de la retraite sont élevées : 80% des personnes interrogées s'inquiètent du montant de leur pension et 73% de leur niveau de vie à la retraite. AFP 28.11

Cela se passe de commentaires. Pour que le titre de cet article corresponde ou respecte son contenu, il aurait fallu titrer : Pour l'immense majorité des travailleurs le droit à la retraite est bafoué. L'AFP est l'agence du régime, même quand la réalité saute aux yeux, il faut tenter de la pervertir.

Un sioniste assassin vaut plus que six Arabes.

- Six Arabes israéliens condamnés pour le lynchage d'un tueur juif - Reuters -

A cette occasion entendra-t-on l'auteur d'une blanche vaut deux noires (Pierre Perret - La petite Lili) pousser la chansonnette ? Ce serait étonnant, avant-hier il faisait partie de la brochette de sionistes pourris au côté de Taubira. Le sionisme ou la haine de l'Arabe n'est pas du racisme, par contre tout opposant à l'existence d'Israël est antisémite, qu'on se le dise.

- Six Arabes israéliens ont été condamnés jeudi à des peines allant jusqu'à deux ans de prison pour avoir participé en 2005 au lynchage d'un Juif auteur d'une tuerie dans un autobus.

Les six hommes, originaires de Shfaram dans le nord d'Israël, n'ont pas été condamnés en tant qu'auteurs directs du meurtre d'Eden Nathan-Zaada, 19 ans, un déserteur et colon d'extrême droite implanté en Cisjordanie, mais pour avoir participé à son lynchage.

Trois des hommes ont été condamnés à 24 mois de prison et trois autres à des peines allant de 11 à 20 mois fermes.

Des habitants de Shfaram ont manifesté devant le tribunal de Haïfa pour soutenir les accusés.

Eden Nathan-Zaada, portant l'uniforme militaire et la kippa, avait ouvert le feu dans un autobus à Shfaram, tuant quatre Arabes et faisant 42 blessés, presque tous arabes. Il avait ensuite été tué par la foule en colère sur les lieux de son crime alors que la police tentait d'intervenir.

Fin juillet, le tribunal d'Haïfa avait estimé qu'Eden Nathan-Zaada était déjà maîtrisé, désarmé et menotté par la police après sa fusillade sanglante quand la foule s'est ruée sur lui pour le piétiner et le lapider. Reuters 28.11

Question : Pourquoi n'ont-ils pas appliqué cette peine à l'ensemble de la foule qui a procédé à ce lynchage ? Cela dit, sur un ton humoristique évidemment, ils ont eu raison de se faire justice eux-mêmes, car sinon les autorités sionistes auraient été capables de lui trouver des circonstances atténuantes ou de le relâcher quelques années plus tard.

Au fait, nos valeureux antiracistes vont-ils dénoncer cette injustice de l'Etat sioniste ? J'ai falli m'étrangler en rédigeant cette question...

ACTUALITE EN TITRES

Conditionnement.

- Les idées reçues les plus courantes sur l'accouchement - 20minutes.fr

- Le Parlement donne son feu vert aux maisons de naissance - AFP

Il s'agit de lieux où les accouchements ne seraient pas suivis d'hospitalisation, vous expulsez ce corps étrangers improductifs et vous rentrez chez vous, et si tout va bien quelques heures plus tard vous serez au bureau ou à l'usine, productivité oblige. C'est cela le progrès social version PS !

Lobbying.

- Pourquoi Bruxelles s'en prend à la cigarette électronique - L'Express.fr

- Les Pays-Bas veulent réglementer la cigarette électronique - Reuters

Chantage et escroquerie.

- Les dentistes veulent doubler les tarifs des soins courants - L'Express.fr

Il y a fort longtemps, mon dentiste m'avait collé les couronnes les plus chères, en or blanc, il y a plus de 30 ans de cela 3.500 francs pièce (500 euros environ), la mutuelle remboursait intégralement. Selon lui, c'était du garantie à vie, depuis je n'en ai plus une seule et j'ai dû les faire refaire en Inde, je me suis contenté de ferraille et d'émaille pour moins de 50 euros.

Ils sont différents et tiennent à le faire savoir.

- Une plaque à la mémoire des deux derniers homosexuels condamnés à mort en France - 20minutes.fr

- Un rapport préconise la création de maisons de retraite «communautaire» pour les homosexuels - 20minutes.fr

Ils voudraient convaincre les ignorants ou les faibles d'esprit que les homosexuels sont différents du reste de la population qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. A une autre époque on aurait dit qu'ils avaient précédé la campagne du régime nazi contre les homosexuels ou lui avaient fourni sur un plateau un excellent prétexte pour s'attaquer à cette minorité.

Pourquoi cette remarque qui peut sembler décalée ou déplacée ? Mais tout simplement parce que les rapports entre les classes n'ont pas changé depuis, c'est toujours la même classe qui détient tous les pouvoirs, non ?

- L'Église anglicane pourrait bénir des mariages gay - LeFigaro.fr

C'est le pendant du sionisme, normal.

La dictature du capital version débridée.

La liberté qui tue la liberté.

- Moscovici favorable à «*plus de liberté*» sur le travail dominical - Liberation.fr

Encore une chance !

- Les riches au Portugal ne connaissent pas la crise - AFP Malgré la crise, les 25 personnes les plus riches du Portugal ont augmenté leur fortune de 16% en 2013, totalisant 16,7 milliards d'euros, selon le palmarès annuel publié jeudi par le magazine Exame. AFP 28.11

Sauve qui peut : les banquiers !

- L'Espagne va sauver de la faillite neuf autoroutes à péage - Reuters

Le gouvernement espagnol est sur le point de conclure un accord avec les grands noms de la banque et du BTP du pays en vue de sauver de la faillite neuf tronçons d'autoroute à péage, qui passera notamment par la reprise de quatre milliards d'euros de dettes, ont dit quatre sources proches des discussions. Reuters 28.11

Stratégie du chaos

- Libye: armée et jihadistes s'affrontent à Benghazi, des morts dans une explosion au Sud - AFP

- Irak: 31 morts dans de nouvelles attaques - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

- Après l'accord avec Merkel, la bataille interne s'engage au SPD - Reuters

Les dirigeants sociaux-démocrates allemands se sont lancés dans une âpre campagne de persuasion auprès de la base du SPD pour convaincre les quelque 474.000 adhérents du parti d'approuver l'accord de grande coalition conclu avec les conservateurs d'Angela Merkel.

Plus de 150 réunions sont programmées au cours desquelles les cadres du parti vont tenter de convaincre du bien-fondé d'une démarche dont certains d'entre eux doutaient au lendemain des élections.

Présentant le contrat de gouvernement et ses 185 pages comme un accord "*pour les gens ordinaires*", le président du SPD, Sigmar Gabriel, et les autres dirigeants du parti ont resserré les rangs, insistant sur les concessions qu'ils ont obtenues du camp Merkel, à commencer par la création d'un salaire minimum national.

Les dirigeants des "*Jusos*", le mouvement de jeunesse du SPD, traditionnellement plus à gauche que le reste du parti, sont également mis à contribution. Leur chef de file, Sascha Vogt, souligne que de nombreux jeunes SPD sont encore "*très sceptiques*" mais il ajoute qu'ils liront le texte et verront qu'il contient des "*avancées évidentes*".

D'après un sondage de l'institut Forsa, 65% des militants du SPD se déclaraient hostiles fin septembre à une nouvelle grande coalition. Mais les instituts de sondage reconnaissent eux-mêmes qu'il n'est pas aisé de tirer des enseignements fiables sur la base d'échantillons nécessairement réduits.

Everhard Holtmann, du Centre de recherche sociale de l'université de Halle-Wittenberg, estime que les adhérents du SPD ont pris conscience des conséquences d'un rejet de l'accord de coalition et qu'ils voteront donc avec prudence.

"*Lorsqu'ils auront leur bulletin de vote entre les mains, ils comprendront qu'un 'non' décapiterait la direction du parti et pourrait rendre le parti incontrôlable*", dit-il.

Certains militent pourtant pour un rejet de l'accord de gouvernement, parmi lesquels l'écrivain Günter Grass, prix Nobel de littérature et vétéran du SPD. Des intellectuels du parti ont également lancé une pétition qui compte 9.000 signatures.

Si le "*oui*" l'emporte, ils pourraient faire défection et rallier le parti de gauche radicale Die Linke, devenue la troisième force politique au Bundestag et dont l'une des députées les plus connues, Sahra Wagenknecht, estime qu'"*on prend les militants du SPD pour des " idiots " en leur faisant miroiter des promesses salariales ou d'investissements publics sans qu'aucune hausse d'impôts n'en garantisse le financement*". Reuters 28.11

Que représente 474.000 adhérents, moins de 1% des électeurs en Allemagne, on retrouve au SPD les mêmes classes et couches qu'en France au PS, des fractions de l'aristocratie ouvrière en plus. La classe ouvrière n'a pas de représentation politique en Allemagne sauf à la marge dans des groupuscules.

2- Egypte

- Le projet de Constitution égyptienne renforcerait l'armée - Reuters

La nouvelle Constitution égyptienne devrait renforcer les prérogatives de l'armée et interdire la formation de partis sur des bases religieuses, montre un projet de texte "*final*" diffusé par les médias d'Etat qui ne sera cependant pas dévoilé ce jeudi comme annoncé.

Si la Constitution rédigée par l'Assemblée constituante à forte dominante islamiste l'an dernier ménageait déjà fortement les intérêts de la toute puissante armée égyptienne, le nouveau texte semble de fait aller encore plus loin.

Le projet de texte publié jeudi par le journal officiel Al Ahram prévoit par exemple que le choix du ministre de la Défense - poste traditionnellement dévolu au chef d'état-major - devra être approuvé par le Conseil suprême des forces armées pendant les huit années qui suivront l'adoption de la Constitution.

"*Cela signifie que l'armée constituera un État dans l'État*", juge l'avocat des droits de l'homme, Gamal Eid.

La Constitution devrait autoriser les procès de civils devant des tribunaux militaires, procédure dont avait largement usé le régime d'Hosni Moubarak pour étouffer toute forme de dissidence politique, et même pour emprisonner des homosexuels.

Pour autant, a dit jeudi Mohamed Salmaoui, le préambule de la nouvelle Constitution déclare que l'Egypte est un "*Etat*

moderne, démocratique et placé sous régime civil".

La plupart des références islamistes introduites l'an dernier ont donc été supprimées, ce qui a suscité des objections du parti Nour, arrivé deuxième des dernières élections législatives derrière les Frères musulmans. Reuters 28.11

3- Afghanistan

Le président afghan Hamid Karzaï a condamné jeudi soir un raid aérien américain qui a tué dans la journée un enfant et blessé deux femmes dans la province d'Helmand, dans le sud-ouest de l'Afghanistan, a rapporté son porte-parole.

Cette attaque "*montre que les forces américaines n'ont aucun respect pour les décisions de la Loya Jirga et la vie des civils en Afghanistan*", a dit Aimal Faizi.

Le président afghan a refusé de parapher cette semaine l'accord sur le maintien de troupes américaines dans son pays après 2014.

"*Si de telles opérations continuent, il n'y aura pas d'accord*", a souligné jeudi le porte-parole du président.

L'enfant tué dans la frappe aérienne de jeudi avait deux ou trois ans, a précisé Aimal Faizi. Le raid visait apparemment un homme qui s'est réfugié à l'intérieur d'une maison où se trouvaient des civils.

"*Ils (les Américains) n'auraient pas dû tirer, même s'il y avait un insurgé à l'intérieur*", a dit le porte-parole.

Début octobre, une frappe aérienne de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf), sous commandement de l'Otan, a tué cinq civils, dont trois enfants et adolescents, près de la ville de Jalalabad, dans l'est du pays. Reuters 28.11

SOCIAL

Allemagne

- Allemagne: 8.000 salariés participent à une journée d'action chez EADS - AFP

Le syndicat allemand IG Metall a revendiqué jeudi la participation de 8.000 salariés du groupe EADS à une journée d'action dans le nord de l'Allemagne, sur fond de craintes de suppressions d'emplois dans le pays.

La principale manifestation s'est déroulée à Hambourg, avec le rassemblement de 3.000 salariés sur un site de sa filiale Airbus, a précisé IG Metall dans un communiqué.

D'autres mouvement ont également eu lieu sur différents sites du groupe à Brême, Stade, Varel, Nordenham et Kiel, a-t-il ajouté.

"*Le groupe ne doit pas penser seulement aux actionnaires mais aussi garder en tête l'avenir des emplois et des sites. Nous avons besoin de plus d'investissements et surtout d'innovation, afin de sécuriser les 25.000 emplois d'EADS dans le nord de l'Allemagne*", a déclaré Meinhard Geiken, chef de fil régional du syndicat, cité dans le communiqué.

Cette manifestation intervient dans un contexte de menace sur les emplois dans la branche défense d'EADS.

Jusqu'à présent, le groupe, qui emploie au total 50.000 personnes en Allemagne, n'a donné aucun détail concernant ses plans, qu'il entend d'abord présenter au comité d'entreprise européen du groupe. Celui-ci doit se réunir le 9 décembre à Munich.

La semaine dernière, l'agence allemande dpa, citant une "*source informée*", avait affirmé que le regroupement du groupe de défense Cassidian, du groupe spatial Astrium et d'Airbus Military au sein d'une division Airbus Défense et Espace pourrait être accompagné d'une baisse des effectifs allant "*jusqu'à 20%*", soit une suppression de 8.000 emplois. AFP 28.11

Haut de page

Le 30 novembre 2013

CAUSERIE

Quand vous vivez dans un pays, qu'ils soient le vôtre d'origine ou d'adoption, vous devez respecter les us et coutumes, les valeurs et les principes, les codes de conduites adoptés par la majorité de la population, qu'ils vous conviennent ou non, que les vôtres soient différents ne devant en rien empiéter sur les droits de la majorité, cela s'appelle la démocratie.

C'est un émigré qui s'exprime ici, en l'occurrence l'auteur de ce portail d'origine française, qui partage la vie d'une femme d'origine indienne depuis 24 ans (le 13 janvier prochain), et qui vit en Inde depuis près de 20 ans et qui n'a aucun problème particulier avec les Indiens.

En France si un homme vous tend la main, vous êtes une femme, vous lui serrez la main, c'est la moindre des politesse, rien à foutre que votre lecture rigoriste ou dogmatique de l'islam ou de je ne sais quoi vous l'interdise.

En Inde, je sais que cela ne se fait pas de toucher la main d'une femme, donc je m'abstiens de tendre la main à une femme. Pourtant, par inadvertance cela m'est arrivé à plusieurs reprises, par politesse toujours. Ces femmes m'ont serré la main sans m'insulter ou me traiter de sale Blanc ou je ne sais quoi, il est arrivé parfois qu'elles s'en abstiennent et je n'ai pas insisté comprenant spontanément que j'avais commis un impair, mon manque de respect envers elles et je m'en suis excusé aussitôt, c'était la moindre des choses, même si mon geste avait été involontaire.

En Inde, je n'imposerai jamais à personne les codes de conduite ou les usages communément admis en France et que je partagent, c'est une question de respect, par contre je n'accepterai jamais qu'en France une personne s'octroie le droit de m'imposer les siens qui font référence à une religion, une philosophie ou une culture que la mienne quelles qu'elles soient. Maintenant chacun a parfaitement le droit de penser ce qu'il veut des codes ou usage en vigueur dans différents pays ou de les critiquer pourquoi pas, on a l'esprit large ou ouvert, mais jamais devant les personnes concernées pour ne pas les heurter, c'est là encore une question de respect élémentaire.

Autrefois quelqu'un qui enfreignait ces règles régissant les rapports entre tous les membres de la société était considéré comme un rustre, quelqu'un de mal élevé disait-on, parfois même un vaurien. De nos jours les activistes de la pensée unique de gauche et d'extrême gauche, les gauchistes lui donne raison au nom d'un indivualisme forcené qui est leur marque de fabrique et qui participe activement à la destruction de tous nos droits collectifs, puisqu'il est impossible de les défendre et de rassembler les masses une fois qu'on a déterminé que les droits individuels de chacun y étaient supérieurs, c'est ainsi que sous un vocable qui se veut radical, anticapitaliste ou révolutionnaire, en réalité ils servent les intérêts du régime en place, ils participent à la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société, à l'atomisation du prolétariat.

Les fossoyeurs des valeurs de la République, des principes de la démocratie, du socialisme, PS, la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes et autres tiers-mondistes dégénérés sont les principaux responsables de la situation actuelle et de la décomposition de tous les rapports dans la société quand ils n'en sont pas les maîtres d'oeuvre eux-mêmes, pire encore, ils le revendiquent.

La droite s'en amuse, elle est aux anges et préfère se faire discrète, on la comprend, quelle aubaine, et l'extrême droite pavoise, c'est sa méthode qui est à l'honneur, voilà le résultat.

Le chiffre du jour. 14.

C'est le nombre de milliards de dollars que le Coréen Samsung a dépensé en marketing en 2013.

Cela vous avait-il échappé ? Vive la France !

- Le président français Hollande adopte en Israël une position belliqueuse contre l'Iran - mondialisation.ca - 26.11

Extrait.

La ligne dure prise par la France contre l'Iran a encouragé le gouvernement Netanyahu à la considérer comme un partenaire fiable au Moyen-Orient. L'attitude agressive de Hollande à l'égard de l'Iran et de la Syrie est également appuyée par les couches de l'establishment politique américain qui réclament des sanctions plus dures contre l'Iran et un changement de régime en Syrie.

Le sénateur de Caroline du Sud, Lindsey Graham, adepte d'une attitude dure contre l'Iran, a dit à CNN : « *Remercions Dieu pour la France. Les Français sont en train de devenir de très bons dirigeants au Moyen-Orient.* »

Le sénateur républicain de l'Arizona, John McCain, un autre '*faucon*', a salué le rejet français de l'accord en écrivant sur Twitter : « *La France a eu le courage d'empêcher un mauvais accord sur le nucléaire iranien. Vive la France.* »

Le 10 novembre, le magazine Foreign Policy écrivait : « *Le gouvernement socialiste du président français François Hollande a adopté une politique étrangère musclée qui le range à droite du gouvernement Obama en ce qui concerne la Libye, le Mali, la Syrie et à présent l'Iran. Ce faisant, il est aussi devenu le principal allié européen d'Israël – après les Etats-Unis – probablement son ami le plus proche au monde.* » mondialisation.ca 26.11

Hier on écrivait en y mettant la forme qu'on n'exagérait rien dans nos caractérisations, on en a la preuve ici.

Profession : voleur.

- Les rémunérations des plus riches banquiers de la City s'envolent - lemonde.fr

Selon l'Autorité bancaire européenne (EBA), les banquiers les plus riches d'Europe sont très majoritairement concentrés dans la City de Londres. En 2012, 2 714 banquiers ont gagné plus d'un million d'euros en Grande-Bretagne contre 212 en Allemagne, 177 en France, 109 en Italie et 100 en Espagne. Et ils n'ont pas connu la crise, la rémunération moyenne des plus riches banquiers britanniques ayant bondi de 35,7 % à 1,951 million d'euros. lemonde.fr 29.11

Un attachement, une véritable passion... qui dure...

Vendredi soir, M. Mélenchon a réaffirmé en ces termes son attachement à l'union avec le PC: "*Imaginez-vous ce que serait la gauche aujourd'hui dans ce pays s'il n'y avait pas le Front de gauche!*".

(Le PC de son côté a déjà démontré que "*son attachement à l'union*" avec le PS était indéfectible, pas négociable, dès lors Mélenchon en témoignant "*son attachement à l'union avec le PC*", n'a fait que confirmé qu'il n'avait jamais rompu avec le PS ou son idéologie, CQFD.

La gauche serait peut-être digne enfin de porter ce nom, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. La gauche ne peut être qu'une imposture à notre époque, elle a cessé d'exister dès lors que le PS et le PC sont passés de l'autre côté de la barricade, il y a près d'un siècle. En réalité, dès cette époque la gauche, c'était ce qu'on appelera l'extrême gauche, ceux qui refusèrent de se ranger derrière la social-démocratie faillie, puis de se joindre au stalinisme, dont aujourd'hui le PS et le PCF sont des survivances, la gauche fut incarnée par les bolcheviks, puis par l'opposition de gauche qui se forma autour de Trotsky, car être de gauche signifiait combattre pour renverser l'ordre établi, pour le socialisme et non pas s'y adapter et adopter le capitalisme comme le fit la soi-disant gauche, le PS et le PCF.

La droite est représentée sous différentes variantes ou différents masques par tous les partis qui n'entendent pas rompre avec le capitalisme et ses institutions, qui s'en réclament ou s'en accommodent.

La véritable gauche catalogué à l'extrême gauche regroupe les partis ou formations politiques qui luttent pour en finir avec le capitalisme, les institutions de la Ve République, l'UE, l'euro, l'ONU, etc.

En sont exclus les partis qui substituent les particularités de la lutte des classes à l'objectif du combat politique pour renverser le régime en place, ces partis appartiennent à l'extrême gauche.

Ils se servent de ces particularités pour réaliser un front unique avec des partis de droites, dont le PS, EELV notamment, de telle sorte que leur détermination à lutter contre le régime se trouve dilué, s'évanouit, pour finalement être abandonné au profit d'objectifs compatibles avec la survie du capitalisme auquel la totalité de leur combat politique est subordonné, à ce stade plus rien ne les distingue du PG ou du PCF.

L'extrême droite est une excroissance purulente de la droite, qui en dernier ressort recourt à des méthodes d'une extrême violence contre le mouvement ouvrier pour le briser afin que le capital puisse parvenir à ses fins politiques qu'il ne pouvait pas atteindre autrement.

L'extrême gauche, qui ne se fixe pas pour objectif de rassembler les masses ou construire un parti et de fonder un Etat ouvrier sur les ruines de l'Etat bourgeois, considère que les travailleurs seront toujours incapables d'accomplir cette tâche, et que seul un coup de force réalisé par une poignée de militants suffirait pour abattre l'ordre établi et changer la société... Sauf que voilà, les choses ne se sont jamais passées ainsi et ne se passeront jamais de la sorte, ne serait-ce qu'au regard du pouvoir de l'appareil répressif de l'Etat que les capitalistes ont mis en place et n'ont cessé de perfectionné au fil des décennies, qui nécessitera la mobilisation et l'organisation révolutionnaire de millions de travailleurs pour le renverser.

L'impuissance politique qui caractérise l'extrême gauche se traduit pas son penchant détestable à vouloir changer les hommes à défaut de pouvoir changer la société, cela se traduit concrètement par la dénonciation calomnieuse de l'état d'esprit des travailleurs qui est demeuré arriéré du fait justement que les rapports entre les classes étaient demeurés inchangés, objectif

qu'en réalité ils ont abandonné ou pour lequel ils ne combattent pas.

Sombrant dans la délation, la provocation, l'individualisme débridé, le gauchisme, elle sert d'aiguillon à la riposte répressive, policière, liberticide du législateur qui criminalise tout comportement qui serait contraire aux nouvelles normes, règles ou principes qu'il entend imposer à l'ensemble de la société, violant l'état d'esprit de la majorité des masses qui n'y sont pas préparées ou les rejettent car ils lui sont imposés brutalement ou de manière autoritaire, sans les consulter, de l'extérieur, parce que leur niveau de conscience n'a pas atteint un degré de développement qui leur permettrait d'y adhérer ou de les adopter, c'est ainsi qu'on s'aperçoit ici que la méthode de l'extrême gauche et celle du législateur coïncident et sont tournées contre les masses exploitées. - ndlr)

Parlant des socialistes, Jean-Luc Mélenchon a déclaré à l'auditoire: "*accueillez, accueillez les milliers de socialistes totalement désespérés, accueillez sans donner des leçons, le passé est le passé*".

(Le désespoir n'a jamais déterminé la nature d'un engagement politique orienté dans une direction précise, encore moins qu'on aurait rompu avec l'idéologie qu'on avait adoptée précédemment, sur le plan politique cet état d'âme à une valeur absolument nulle. Mélenchon peut tenir ce discours parce que le Front de gauche est lié organiquement au PS. C'est seulement sur la base d'un accord politique librement consenti de part et d'autre que l'on peut rejoindre un parti, sinon c'est n'importe quoi, une imposture, de notre point de vue c'est totalement inacceptable. Enterrer le passé, quoi de plus facile, surtout quand on ne compte pas rompre avec, n'est-ce pas monsieur l'illusionniste ? - ndlr)

Soulignant que des listes communes du Front de gauche et de militants de Europe Ecologie-Les Verts ont été mises sur pied dans "plus de 40 villes", le député européen a ajouté: "*du moment que vous êtes d'accord pour combattre l'austérité, alors vous êtes les bienvenus, sans condition*". AFP 29.11

(Une simple déclaration de foi fera l'affaire, quoi ! Quel militant pourrait sérieusement envisager de mettre son destin entre les mains de pareils charlatans, aventuriers ? - ndlr)

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande, on t'a reconnu ! «***Les cons, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît.***»

(Une réplique du film Les Tontons flingueurs - Lautner-Audiard)

Hollande fait partie d'un club qui n'a rien de confidentiel et promis à un bel avenir : Effectivement, il fallait oser.

Les chiffres.

- Chômeurs inscrits en catégorie A : - 20.000

- Chômeurs inscrits dans toutes les autres catégories : + 40.000

- Chômeurs qui ne sont plus comptabilisés car tombés en fin de droit : 70.000

Qui ménage sa monture va loin.

La manière dont le personnage au sommet de l'Etat a annoncé avant-hier que le chômage aurait baissé, ne serait qu'une simple "*bidouille*" ou peut-être le produit d'une interprétation exagérée ou un peu trop optimiste des chiffres qu'il avait sous les yeux et non un grossier mensonge délivré à la face de la population comme s'il la méprisait par dessus tout, surtout pas, car il en va de sa légitimité que personne ne tient à remettre en cause.

Personne non plus ne s'aventurera à mesurer la gravité de l'emploi d'un tel procédé par un président de la République, qui décidément ose tout, il en est là. N'a-t-on pas déjà oublié qu'à une autre époque pas très lointaine Chirac bénéficiait du surnom peu flatteur de super menteur, aujourd'hui tous les commentateurs sont au chevet du brave retraité qui inspire la pitié, l'amour et le respect, le complice de l'assassinat de R. Boulin pour avoir gardé le silence jusqu'à présent, tout comme le brave président américain assassiné qui inspire la sympathie, J.F. Kennedy, qui dès août 1961 inaugurait le déversement de dizaines de milliers de tonnes d'agent orange (dioxine - Monsanto) sur le Vietnam...

Hollande, tout comme son prédécesseur, doit se dire qu'au rythme effréné où défile l'information un mensonge commis

sera pratiquement aussitôt oublié pour peu qu'on en modère la portée ou qu'on n'en fasse pas tout un plat. Pari gagné, les faits leur donne raison, tout du moins en ce qui concerne les états majors des partis dits ouvriers qui bénéficient d'un traitement de faveur de la part des médias aux ordres, ceci doit expliquer cela d'ailleurs. En revanche, il n'est pas certain que le bas peuple qu'ils méprisent fera preuve de la même bienveillance et amnésie à son égard et pas seulement.

La "***révolution par les urnes***" ne se passera pas.

- Chômage: pour Mélenchon (PG), une "*bidouille de plus*" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de Gauche, a vu vendredi "*une bidouille de plus*" dans la baisse annoncée du chômage, qu'il conteste, et jugé l'inversion de la courbe "*absolument impossible avec cette politique.*"

(Il n'a pas insisté sur le mensonge d'Etat, préférant contester la possibilité de réduire le chômage, autrement dit ce sera parole contre parole, les deux se neutralisant mutuellement, Hollande sort épargné, l'essentiel est préservé. - ndlr)

Interrogé sur le salaire minimum prochainement instauré en Allemagne, l'ex-ministre délégué du gouvernement Jospin a répondu: "*déjà, on a perdu huit ans. Si les Sociaux-Démocrates avaient accepté la proposition de notre parti-frère (Die Linke, NDLR), ils n'auraient pas laissé la droite gouverner. Les socialistes sont au pouvoir dans 16 pays d'Europe avec la droite, c'est à chaque fois la même comédie, ils préfèrent s'allier à la droite qu'avec les partis frères*." AFP 29.11

(Ex-ministre de Chirac s'il vous plaît, il faut être plus précis, il a été ministre du parti de l'ordre, de la réaction.

Si ce qu'il ose appeler les socialistes s'allient avec la droite, c'est bien parce qu'ils partagent les mêmes conceptions, intérêts, objectifs politiques, ce qui les classe parmi les ennemis des travailleurs, et pour envisager sérieusement comme le fait ici Mélenchon que "*les partis frères*" dont le Front de gauche pourraient s'allier avec eux, cela signifie qu'ils partagent également les mêmes conceptions, intérêts, objectifs politiques, sinon ce serait impossible, inconcevable.

Mais alors pourquoi cela n'a-t-il pas été possible ? Tout simplement parce ces partis apparaissent sous différents masques et qu'il était impératif qu'ils les conservent, sinon pourquoi se donner autant de mal pour entretenir cette comédie ? Sur le fond, ils ont bien en commun les mêmes conceptions, intérêts, objectifs politiques, mais chacun à une place et un rôle auxquels ils doivent se tenir impérativement pour assurer la stabilité du régime, il faut museler la démocratie.

Maintenant, selon le contexte social, ils peuvent procéder à des entailles dans ce principe. Si la préservation du régime l'exige, alors toutes les combinaisons politiques sont possibles. Regardez ce qui est en train de se passer avec les élections municipales à Paris en France. Sur la liste du PS seront présents des représentants de ce parti, de l'UMP, du MoDem, du PCF, etc. car la priorité, c'est que le PS qui gouverne en ce moment ne subisse pas une raclée phénoménale qui déboucherait sur une crise politique ouverte. Tous le critiquent vertement, mais quand l'essentiel est en jeu, ils se rassemblent, ils font bloc pour préserver les institutions. Le Parti de gauche, qui fait cavalier seul à Paris, est allié du PCF et d'EELV dans d'autres communes qui sont eux alliés au PS, que voulez-vous, l'opportunisme ne connaît pas de frontières de classe, l'oublier est fatal en politique et malheureusement bien des militants n'en tiennent pas compte ou l'ont oublié.

Ah si c'est une histoire de foi, on s'incline !

- Laurent (PCF) "*ne croit pas*" à la baisse du chômage - AFP

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste (PCF), a déclaré sur I>TELE qu'il "*ne croit pas, loin de là*", à l'inversion de la courbe du chômage.... AFP 29.11

(Croire ou ne pas croire, qu'est-ce qu'il en restera monsieur le curé ? Rien. Hollande est rassuré. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

D'origine contrôlée : PS.

- Vallaud-Belkacem: "*La France n'est pas un pays d'accueil de la prostitution*" - AFP

- Prostitution : un débat consensuel... entre 30 députés - Le Nouvel Observateur

- Prostitution: les députés votent l'article pénalisant les clients - AFP

Les députés ont adopté dans la nuit de vendredi à samedi la pénalisation des clients de prostituées, mesure phare de la proposition de loi sur la prostitution. AFP 29.11

Comment appelle-t-on un régime qui criminalise, condamne, sanctionne certains comportements ou certaines pratiques, sachant ou quand bien même il est inévitable qu'une partie de la population y recourra ? Un régime policier, liberticide, une dictature.

0,1%

- Le taux de chômage baisse enfin dans la zone euro - L'Expansion.com

Le SMIC pour tous... et le jackpot pour les esclavagistes !

- Plutôt que le SMIC, un vrai salaire minimum pour tous - Atlantico.fr

Autant voir grand pour s'empiffrer !

- Pour Noël, Petrossian lance une boîte de 10kg de caviar - 20minutes.fr

Autant vouloir ouvrir une huître avec un cure-dents !

- Guillaume Peltier (UMP): «*La droite doit s'ouvrir au peuple*» - LeFigaro.fr

Les magistrats devraient être élus et révocables.

- Filière djihadiste : arrêté dans le Nord, un homme mis en examen et laissé libre - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Honduras

Honduras: des fraudes à la présidentielle, selon l'ex-juge Garzon

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a constaté des fraudes à la présidentielle de dimanche au Honduras, a déclaré vendredi à l'AFP à Asunción l'ancien juge espagnol Baltasar Garzon, membre d'une mission d'observation pendant le scrutin.

Le processus électoral au Honduras a été très préoccupant. Du point de vue de la mission dont j'ai fait partie, celle de la Fédération internationale des droits de l'homme, nous sommes amenés à dire qu'il y a eu fraude électorale par différents mécanismes et différentes voies", a-t-il affirmé lors d'un déplacement au Paraguay.

Membre d'une délégation de la FIDH de 11 personnes, il a notamment fait état d'"*achats*" de votes et d'"*autres types de fraudes qui figurent dans le rapport présenté au Honduras*".

"*Un processus démocratique doit être beaucoup plus clair*", a poursuivi M. Garzon, critiquant également l'"opacité totale" du financement des campagnes électorales dans ce pays instable d'Amérique centrale.

Les autorités électorales honduriennes ont accordé la victoire à la présidentielle au candidat du parti conservateur au pouvoir, Juan Orlando Hernandez. Mais ces résultats sont contestés par la candidate de gauche Xiomara Castro, et son époux Manuel Zelaya, ancien président renversé en 2009 par un coup d'Etat, qui ont appelé à une manifestation samedi. AFP 29.11

SOCIAL

Bangladesh

- Une usine textile du Bangladesh détruite par un incendie - Reuters

Une grande usine de textile du Bangladesh travaillant pour des marques occidentales a été détruite vendredi par un incendie déclenché par des ouvriers à la suite de rumeurs faisant état de la mort d'un de leurs collègues sous les balles de la police.

Le feu a ravagé l'immeuble de dix étages situé à Gazipur, à 40 km de Dacca, la capitale, et les pompiers restaient mobilisés pour maîtriser l'incendie qui a gagné quatre bâtiments adjacents. Aucun décès n'a été signalé. Le feu a débuté jeudi vers 23h00, heure où les ouvriers étaient partis.

Un photographe de Reuters présent sur les lieux de l'incendie a pu voir des vêtements calcinés portant les marques de fabricants comme American Eagle Outfitters, Gap, Wal-Mart Stores, Marks and Spencer, Sears Canada, Fast Retailing, Uniqlo ou encore Zara.

La perte pourrait représenter plus de 100 millions de dollars (73,5 millions d'euros), a dit un autre responsable de Standard Group ayant requis l'anonymat.

L'usine, qui pouvait accueillir jusqu'à 18.000 ouvriers, était l'une des dix plus grosses du pays, selon le président de la Fédération des fabricants et exportateurs de textile, Mohammad Atiqul Islam. Reuters 29.11

ECONOMIE

Inde

Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 4,8% sur ce trimestre.

Il s'agit du quatrième trimestre consécutif d'une croissance inférieure à 5%, un plus bas depuis près de 10 ans, l'économie indienne éprouvant des difficultés à sortir d'une phase de ralentissement prolongée.

Il y a deux ans, le pays, l'un des cinq "BRICS", affichait encore un PIB en hausse de quelque 10%. Reuters 29.11

Haut de page

Un article Reuters du 28 novembre 2013

L'étude sur les OGM du biologiste français Séralini retirée. (01.12)

L'éditeur de la revue qui a publié en septembre 2012 les conclusions du biologiste français Gilles-Eric Séralini sur la nocivité d'un maïs transgénique a demandé leur retrait de la littérature scientifique.

L'étude, qui a fait grand bruit, indiquait que la consommation d'une variété de maïs produite par le groupe Monsanto provoquait des cancers ainsi que des troubles hépatiques et rénaux chez le rat.

Mais pour Reed Elsevier, propriétaire de la revue Food and Chemical Toxicology (FCT) qui a publié ces travaux, le nombre de rats soumis à l'étude était insuffisant pour tirer des conclusions.

"*Cette rétractation survient après des analyses longues et complètes de l'article publié et des données qu'il mentionne, effectuées en parallèle d'une enquête sur l'évaluation par les pairs de cet article*", dit-il dans un communiqué.

"*En fin de compte, les résultats présentés, qui ne sont pas inexacts, ne sont pas concluants et sont par conséquent en deçà des normes de publication de Food and Chemical Toxicology*", ajoute-t-il.

Le Pr Séralini, chercheur à l'université de Caen, a jugé ces critiques "*inacceptables*".

"*Elles ont été promues par la société Monsanto dans la presse, alors qu'un de ses dirigeants Richard Goodman a pénétré au bureau de FCT au poste chargé de l'édition des recherches sur les biotechnologies, après parution de notre étude*", dit-il dans un communiqué du Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen).

"*Ce retrait ne serait pas autorisé par les normes éthiques internationales auxquelles adhère la revue (nommées COPE), puisqu'il y a ni erreur ni fraude. Par contre, la courte étude de Monsanto publiée dans la même revue pour prouver l'innocuité de leur produit comporte erreurs ou fraudes, et ne fait pas l'objet d'une controverse*", ajoute-t-il, menaçant FCT de poursuites si elle ne renonce pas à sa décision.

Dans les semaines qui ont suivi la sortie de la revue, 700 scientifiques avaient signé une pétition demandant au Pr Séralini de communiquer tous ses résultats.

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a par ailleurs jugé en novembre 2012 que les conclusions de l'étude ne pouvaient être considérées comme "*scientifiquement fondées en raison des lacunes constatées dans la conception, le système de rapports des données et l'analyse de l'étude telles que décrites dans l'article*".

Un article AFP du 26 novembre 2013

L'Islande va annuler jusqu'à 24.000 euros de dettes par ménage. (01.12)

Le gouvernement islandais a annoncé samedi un plan pour alléger les dettes des ménages qui ont contracté un emprunt immobilier, jusqu'à un peu plus de 24.000 euros chacun.

Ce plan était la principale promesse électorale du Parti du progrès (centriste) du Premier ministre Sigmundur David Gunnlaugsson, victorieux aux législatives d'avril avec son allié conservateur, le Parti de l'indépendance.

Après de longs mois de tractations, le gouvernement de coalition a présenté des mesures d'un coût évalué à 150 milliards de couronnes (plus de 900 millions d'euros) sur quatre ans.

La mesure-phare est la réduction du principal de la dette pour les ménages ayant contracté un emprunt immobilier indexé sur l'inflation (ce qui correspond à la grande majorité des cas), sans conditions de revenus. Cet allégement de dettes, qui dépend du montant emprunté, est plafonné à quatre millions de couronnes (24.400 euros).

"*80% à peu près des ménages vont être directement touchés, mais tous les ménages islandais vont en tirer profit, entre autres grâce à une croissance (économique) et un pouvoir d'achat accrus*", a déclaré M. Gunnlaugsson.

L'autre mesure est une exemption d'impôt pour les ménages puisant dans leur épargne-retraite pour rembourser leur emprunt immobilier.

Les banques en Islande ne proposaient pratiquement que des emprunts indexés avant l'effondrement du système financier en 2008. Or, la profonde crise financière traversée par ce pays a fait chuter la couronne islandaise, alimentant une inflation qui a fait grimper la dette des ménages.

"*Actuellement, la dette des ménages équivaut à 108% du PIB, ce qui est élevé au plan international. (...) La mesure va doper le revenu disponible des ménages et encourager l'épargne*", a affirmé le gouvernement dans un communiqué.

Le financement sera assuré par une taxation des banques et des fonds qui gèrent les actifs des banques ayant fait faillite en 2008.

Depuis qu'il a pris ses fonctions, le Premier ministre a assuré que le plan ne devrait pas accroître la dette publique.

"*Nous pensons qu'il n'y a aucune doute sur le fait que cette taxe puisse être mise en place. Et si elle doit être attaquée, nous la défendrons jusqu'à la juridiction la plus élevée*", a pour sa part déclaré le ministre des Finances Bjarni Benediktsson à la télévision publique Ruv.

Les allégements de dettes doivent commencer "*vers la mi-2014*", a précisé le gouvernement.

Un article du Réseau Voltaire du 2 décembre 2013

L'abdication de l'Iran. (03.12)

Alors que les médias applaudissent l'accord survenu entre les 5+1 et l'Iran, Thierry Meyssan —un ami personnel de Mahmoud Ahmadinejad— y voit une abdication du nouveau gouvernement iranien. Pour lui, il est absurde de prétendre que les deux parties ont levé un quiproquo entretenu durant 8 ans par l'agressivité du président Ahmadinejad. La vérité est que l'Iran a renoncé à sa recherche nucléaire et qu'il a commencé à la démanteler, sans rien recevoir en retour sinon la levée progressive de sanctions illégitimes. En d'autres termes, le pays à genoux s'est rendu.

par Thierry Meyssan

La signature de l'accord sur le nucléaire iranien, le 24 novembre à Genève, a été, à l'exception d'Israël, unanimement saluée comme la fin d'un quiproquo. Toutes les parties signataires ont essayé de nous persuader que cette entente aurait été trouvée beaucoup plus tôt s'il n'y avait eu les manières excessives de l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad.

Ainsi donc, on aurait brisé le commerce international de l'Iran et frôlé la guerre mondiale par inadvertance.

La réalité est évidemment très différente : les Occidentaux n'ont rien concédé de leurs exigences, mais l'Iran a abdiqué de toutes les siennes. Même si le texte signé n'est que transitoire, il renonce à la construction de la centrale d'Arak, à son uranium enrichi à 20% et à sa technique d'enrichissement [1].

En 2005, l'élection du président Ahmadinejad allait donner un second souffle à la Révolution khomeiniste. Contrairement à ses deux prédécesseurs, les présidents Rafsandjani (1989-1997) et Khatami (1997-2005), Ahmadinejad n'était pas simplement favorable à une politique d'indépendance nationale, mais il était anti-impérialiste, dans la lignée du penseur de la Révolution, Ali Shariati. En quelques années, il fit de l'Iran un grand pays scientifique et industriel. Il développa la recherche nucléaire pour mettre au point un type de centrale qui puisse être reproduit dans le Tiers-monde et apporter à l'Humanité son indépendance énergétique, sans le charbon, le pétrole et le gaz.

On ne soulignera jamais assez l'opposition entre les partis iraniens. Rafsandjani et Katami sont des clercs, tandis qu'Ahmadinejad est un Gardien de la Révolution. Durant l'agression irakienne, ce sont les Gardiens qui sauvèrent le pays au péril de leurs vies, tandis que le clergé utilisait ses passe-droits pour ne pas envoyer ses fils au front. Le clergé gère des biens immenses, Rafsandjani est lui-même l'homme le plus riche du pays, tandis que les Gardiens sont des gens du peuple au mode de vie spartiate. Durant 8 ans, l'Occident ne s'y est pas trompé qui a considéré Ahmadinejad comme un adversaire, mais c'est bien à tort qu'il a qualifié ce leader, à la fois mystique et anti-clérical, d'« *homme des mollahs* ».

En réponse aux prétentions révolutionnaires d'Ahmadinejad, les Occidentaux jetèrent le doute sur le programme nucléaire iranien [2] et utilisèrent l'Onu pour lui interdire d'enrichir lui-même son uranium, dont il dispose de réserves gigantesques [3]. De la sorte, ils l'empêchaient d'utiliser ses propres ressources et l'obligeaient à vendre son précieux métal à bas prix. Ils établirent, que ce soit au Conseil de sécurité ou de manière unilatérale, une série de sanctions sans précédent historique pour étrangler le pays. En outre, ils menèrent une campagne de propagande pour faire passer Ahmadinejad pour un dangereux illuminé. Enfin, ils organisèrent, avec l'aide de Rafsandjani et de Khatami, une tentative de révolution colorée, en 2009 [4].

Chacun se souvient de la fausse traduction d'un de ses discours pour faire accroire qu'il voulait anéantir les Israéliens (Reuters lui imputa mensongèrement d'avoir déclaré qu'il voulait rayer Israël de la carte) [5]. Ou encore de la falsification du Congrès sur l'holocauste, qui visait à montrer comment les Occidentaux ont détruit toute spiritualité dans leurs sociétés et ont créé une nouvelle religion autour de ce fait historique, pour laisser à penser que, malgré la présence de rabbins à ce congrès, il célébrait le négationnisme. Sans compter l'affirmation qu'il discriminerait les juifs [6].

L'équipe de cheikh Rohani représente à la fois les intérêts du clergé et de la bourgeoisie de Téhéran et d'Ispahan. Elle ambitionne la prospérité économique et ne se sent pas concernée par la lutte anti-

impérialiste. La levée progressive des sanctions lui permet d'obtenir un vaste soutien populaire, les Iraniens percevant —pour le moment— l'accord comme une victoire qui va augmenter leur niveau de vie.

Les Occidentaux, quant à eux, poursuivent toujours le même but. Le plan d'attaque du président George W. Bush prévoyait qu'ils détruiraient l'Afghanistan, puis l'Irak, puis simultanément la Libye et la Syrie (via le Liban), et encore simultanément le Soudan et la Somalie, et qu'enfin ils termineraient par l'Iran. De leur point de vue, les sanctions contre Téhéran étaient, sous un prétexte douteux, un moyen simple de l'affaiblir. Pour eux, la reddition de cheikh Rohani est comparable à celle de Mouammar Kadhafi, abandonnant son programme nucléaire et se soumettant à toutes les exigences de Washington pour éviter la guerre. Mais comme pour Kadhafi, les concessions de cheikh Rohani seront utilisées plus tard contre son pays.

C'est en effet à tort que Mouammar el-Kadhafi a cru que le bellicisme états-unien à son encontre était basé sur ses convictions politiques. L'unique mobile qui emporta la décision de George W. Bush était géopolitique. En 2001, la Libye était devenue l'alliée de Washington dans la « *guerre mondiale au terrorisme* » et avait ouvert son marché intérieur aux multinationales US. Cela ne l'empêcha pas d'être traitée de « *dictature* » et d'être détruite sous les bombes. De la même manière, devenir un allié des États-Unis ne protégera pas l'Iran de la guerre.

Durant les quatre années à venir, l'Iran abandonnera à l'Histoire le rêve de Shariati et de Khomeiny pour se recentrer sur ses intérêts étatiques. Il va se désengager du monde arabe et se tourner vers les États membres de l'Organisation de coopération économique (la Turquie, l'Iran et toute l'Asie centrale) pour faire du business. Il va progressivement diminuer son soutien militaire et financier à la Syrie, au Hezbollah et aux Palestiniens. Lorsque Téhéran aura lui-même dissout sa ligne de défense extérieure, Washington entrera à nouveau en conflit avec lui.

[1] "*Nuclear deal between Iran and six world powers (full text)*", Voltaire Network, 24 November 2013.

[2] « *Propagande : CNN, pris sur le fait, s'excuse auprès de l'Iran* », par Ossama Lotfy, Réseau Voltaire, 17 janvier 2006.

[3] « *Qui a peur du nucléaire civil iranien ?* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 30 juin 2010.

[4] « *La CIA et le laboratoire iranien* », « *Pourquoi devrais-je mépriser le choix des Iraniens ?* », « *La "révolution colorée" échoue en Iran* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17, 21 et 24 juin 2009 ; « *Iran : le bobard de l'"élection volée"* », par James Petras, Traduction Marcel Charbonnier, Réseau Voltaire, 19 juin 2009 ; « *Rafsandjani acclamé au cri de « Mort à la Russie ! Mort à la Chine ! »* », Réseau Voltaire, 19 juillet 2009.

[5] « *Comment Reuters a participé à une campagne de propagande contre l'Iran* », Réseau Voltaire, 14 novembre 2005.

[6] « *Iran : les gouvernements anglo-saxons fabriquent de fausses nouvelles* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mai 2006.

Un article AFP du 4 décembre 2013

OMC: l'Inde rejette le paquet de Bali, compromettant un accord. (06.12)

L'Inde a rejeté mercredi un compromis en discussion à la ministérielle de l'OMC sur l'île indonésienne de Bali, rendant encore plus improbable la conclusion d'un accord visant à relancer les négociations sur la libéralisation des échanges mondiaux, paralysées depuis douze ans.

"*Les clauses concernant les restrictions (aux subventions agricoles) ne peuvent pas être acceptées sous leur forme actuelle*": il aura suffi d'un discours de trois minutes au ministre indien du Commerce, Anand Sharma, pour confirmer les craintes que le compromis sur la table à la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne réussirait pas à faire plier New Delhi.

L'Inde, à la tête des 46 pays en développement du G33, demande de pouvoir accroître ses subventions aux produits agricoles afin d'aider les agriculteurs et nourrir à bas prix les plus pauvres, mais cela est actuellement sévèrement limité par l'OMC, car considéré comme une forme de dumping.

Le gouvernement indien, en difficulté à l'approche d'élections nationales, entend mettre en oeuvre un programme visant à offrir à prix artificiellement bas des denrées alimentaires de base à plus de 800 millions de pauvres.

Les Etats-Unis, fervents opposants, ont proposé un compromis qui consisterait à offrir une "*clause de paix*" de quatre ans, selon laquelle aucune sanction ne serait recherchée contre les pays qui dépassent le plafond de subventions pour un programme de sécurité alimentaire.

Mais New Delhi et le G33 rejettent une période déterminée à l'avance, préférant qu'une telle exemption soit en vigueur "*jusqu'à ce qu'une solution permanente négociée soit convenue*", a expliqué M. Sharma.

"*Pour l'Inde, la sécurité alimentaire n'est pas négociable*", a martelé le ministre sur un ton étonnamment direct, assurant qu'il s'agissait de "*la décision définitive*" de New Delhi.

"*Les déséquilibres historiques des règles du commerce mondial doivent être corrigées afin d'assurer un ordre juste et équitable*", a-t-il asséné, soulignant que "*l'agriculture soutient des millions de petits paysans*".

La fin de non-recevoir opposée par l'Inde a jeté le froid sur les discussions de Bali qui tentent de réanimer les négociations lancées en 2001 à Doha afin de réduire les barrières aux frontières et ainsi doper l'économie mondiale.

"*Je suis de nature optimiste mais aujourd'hui je dois avouer que je suis quelque peu maussade*", a réagi le commissaire européen au Commerce, Karel de Gucht, accusant visiblement le coup après la "*bombe*" indienne.

"*Une solution n'est pas impossible mais à condition que l'Inde fasse preuve de la flexibilité nécessaire*", a-t-il souligné, avertissant qu'un échec à Bali "*ferait vaciller les fondations même de l'OMC*".

Outre la fin de l'Organisation en tant que cadre des négociations multilatérales sur l'ouverture des échanges, M. De Gucht a estimé qu'un échec à Bali pourrait également menacer la pertinence de l'OMC en tant qu'instance de règlement des conflits commerciaux, une fonction pourtant "*très importante*".

La ministérielle, souvent qualifiée de "*réunion de la dernière chance*", tente d'arracher un accord sur le "*paquet de Bali*" qui concerne moins de 10% des ambitions affichées à Doha: l'agriculture, l'aide au développement et la facilitation des échanges (en réduisant en particulier la bureaucratie aux frontières).

Mais beaucoup doutent que même ce "*Doha light*" puisse voir le jour, en particulier après l'échec de pré-négociations à Genève à aboutir à une ébauche d'entente sur laquelle les ministres des 159 Etats membres auraient pu plancher à Bali.

Le président de la réunion, le ministre indonésien du Commerce Gita Wirjawan, a évalué à "*environ 40%*" les chances d'un accord, après le refus indien. "*La possibilité que ce pourcentage augmente dépendra des actions prises*" jeudi et vendredi, a-t-il averti.

Dans les couloirs du centre de congrès de la station balnéaire de Nusa Dua, des responsables confirmaient que les discussions se multipliaient, en particulier entre l'UE, les Etats-Unis et l'Inde.

"*Je ne suis pas venu ici pour conclure un accord*", a cependant tranché le ministre indien Anand Sharma. "*Je suis venu ici pour protéger les intérêts des pauvres*".

Commentaire.

En réalité il n'avait pas vraiment le choix !

Un article Lemonde.fr du 4 décembre 2013

La NSA localise plusieurs centaines de millions de portables par jour. (06.12)

La NSA, l'agence américaine chargée des interceptions de communications, intercepte les données de géolocalisation de centaines de millions de téléphones portables dans le monde, a révélé mercredi 4 décembre le Washington Post, s'appuyant sur des documents fournis par l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden.

Six mois après les premières révélations, notamment sur la collecte des métadonnées téléphoniques (durée des appels, numéros appelés, etc.), cette nouvelle révélation semble montrer que l'agence américaine est également capable de suivre des personnes à la trace grâce à leur portable, même quand celui-ci n'est pas utilisé.

L'agence stocke ainsi des informations sur « *au moins des centaines de millions d'appareils* » et enregistre « *près de 5 milliards* » de données de localisation par jour, affirme le quotidien. « *Nous obtenons de vastes volumes* » de données de géolocalisation partout dans le monde, a confirmé un haut responsable de cette collecte cité par le Post.

L'agence y parvient en se connectant aux câbles qui relient les différents réseaux mobiles dans le monde et, de ce fait, collecte « *incidemment* » des données de géolocalisation de citoyens américains grâce à ce programme dont le nom de code est Co-Traveler.

Jusqu'ici, les révélations de Snowden ne mentionnaient, outre l'espionnage de nombreux responsables étrangers, que l'impressionnante collecte des métadonnées, comprenant notamment la durée des appels et les numéros appelés. On découvre maintenant que l'agence peut aussi se connecter aux câbles qui relient les différents réseaux mobiles dans le monde, y compris américains. Au moins deux sociétés, dont le nom n'est pas cité, collaborent avec l'agence de renseignement à cette fin, selon le Post.

L'intérêt de cette collecte, permise par le dialogue constant entre un téléphone et l'antenne-relais la plus proche et de puissants algorithmes mathématiques, est de « *retracer les mouvements et de mettre en lumière des relations cachées entre des personnes* », explique le quotidien.

Le volume de données enregistrées et stockées par la NSA atteindrait 27 térabytes, soit deux fois le volume de l'ensemble du contenu de la bibliothèque du Congrès, la plus importante du monde. Ce volume d'informations serait tel qu'il « *surpasse notre capacité à digérer, traiter et stocker* » les données, affirme le Washington Post, citant un document interne de la NSA datant de 2012.

« *Les capacités de la NSA pour géolocaliser sont ahurissantes (...) et indiquent que l'agence est capable de rendre la plupart des efforts pour avoir des communications sécurisées futiles* », résume le quotidien.

Un article Francetv info avec AFP du 4 décembre 2013

Manipulation des taux : pourquoi 8 banques doivent payer 1,7 milliard d'euros d'amende. (06.12)

La Commission européenne parle d'un "*cartel*". Elle a infligé, mercredi 4 décembre, des amendes à huit établissements financiers qui ont manipulé les taux de référence en euro et en yen, l'Euribor, le Tibor et le Libor, pour un montant total record de 1,7 milliard d'euros. Ces taux interbancaires servent de référence pour la fixation des prix ou des rémunérations de centaines de milliers de milliards d'euros d'actifs et de produits financiers dans le monde, parmi lesquels des prêts immobiliers ou des produits dérivés.

En fonction de leur implication dans le scandale, la Deutsche Bank, la Société générale, Citigroup, Royal Bank of Scotland, JPMorgan, UBS et le courtier RP Martin ont été condamnés à des amendes atteignant jusqu'a 725 millions d'euros, détaille le communiqué de l'UE. Francetv info remonte le fil de cette affaire. Tout commence avant la crise

Nous sommes en septembre 2005. La crise des subprimes n'a pas encore balayé le monde de la finance mondiale, mais déjà, "*le marché est stressé*", se souvient BFMTV. "*Il y a un risque qu'il craque et que les établissements bancaires se retrouvent coincés sur la gestion de leur liquidité à court terme.*"

Des traders s'entendent sur un taux interbancaire en euro

En Grande-Bretagne, en Allemagne, ainsi qu'en France, des traders peu scrupuleux de Barclays, de la Deutsche Bank, de RBS et de la Société générale décident alors de passer outre les règles de concurrence en vigueur afin de limiter leur risque. Ils choisissent d'abord d'agir sur l'Euribor, le taux de référence appliqué aux échanges en euros uniquement. Concrètement, ils discutent "*des soumissions de leur banque pour le calcul de l'Euribor ainsi que de leurs stratégies de négociation et de fixation des prix*", écrit la Commission.

Ainsi, ces traders parviennent, dans la plus grande discrétion, à fausser l'évolution normale des composants du prix pour ces produits dérivés. La combine se révèle efficace. Du moins jusqu'en 2008.

L'entente fait ses preuves, et s'applique au yen

La manipulation ne s'applique aux taux d'intérêt en yens (JPY) qu'en 2007. Ces derniers sont rassemblés sous deux sigles : Libor et Tibor. Cette fois, des établissements américains figurent parmi les banques impliquées dans une ou plusieurs infractions, soit UBS, RBS, la Deutsche Bank, Citigroup et JPMorgan, détaille la Commission.

En tout, "*la Commission a mis à jour 7 infractions bilatérales distinctes d'une durée de 1 à 10 mois commises entre 2007 et 2010*". Pendant ces trois années, des traders de ces établissements discutent entre eux "*de certaines soumissions LIBOR en JPY*". "*Ils ont aussi échangé, à plusieurs occasions, des informations commercialement sensibles relatives soit aux positions de négociation, soit à de futures soumissions LIBOR en JPY (et, pour une des infractions, à certaines soumissions futures pour l'Euroyen TIBOR)*", résume encore la Commission européenne.

Mais en 2007, des employés révèlent le pot aux roses

La banque britannique Northern Rock s'écroule en septembre 2007. A cette occasion, les établissements qui se sont entendus sur le taux du Libor ne la jouent pas solidaire, histoire de ne pas être emportés. Le Libor varie de façon chaotique, montre cette infographie du Guardian (en anglais). Cette période marque le début de la fin pour cette entente.

A ce même moment, les langues se délient : des courriers électroniques, envoyés à la Réserve fédérale américaine (Fed), ainsi qu'à son équivalent britannique, la Bank of England, attirent l'attention des organismes. Un employé de la banque britannique Barclays se confie à la Fed, explique la BBC (en anglais). Il dit tout, ou presque, sur le Libor. Que le taux est manipulé. Que plusieurs établissements sont dans le coup. Qu'il s'agissait de rapporter un taux sous-estimé.

Les institutions n'ignorent plus la manipulation

En avril 2008, la British Banker Association, chargée de fixer le taux interbancaire qui sert de référence à une multitude de produits financiers, dit qu'elle se pose des questions, rappelle Challenges. "*Certains de ses membres [sont] soupçonnés d'annoncer des taux inexacts au risque de provoquer une distorsion de marché*", indique sa patronne.

En juin 2008, Timothy Geithner, à la tête de la Fed, envoie un mémo à son homologue britannique, rapporte en 2012 le Financial Times (en anglais) pour demander que le mécanisme de calcul du Libor soit revu. Des recommandations sont faites, notamment à Barclays, explique la BBC (en anglais). Mais en 2009 et 2010, elles demeurent largement ignorées. L'action se déroule encore dans les coulisses.

En 2011, le scandale éclate avec les confessions d'UBS

La première à craquer, c'est UBS, la suisse. "*Le 16 mars 2011, dans son rapport annuel, elle révèle avoir reçu une série de citations à comparaître des autorités américaines et japonaises, qui veulent déterminer s'il y a eu tentative de manipulation du Libor*", se souvient Challenges. Le lendemain, c'est l'hécatombe : 15 autres établissements sont mis en cause. Les autorités américaines et européennes envoient aux banques des assignations à comparaître, tandis que la Commission européenne lance des "*inspections surprises*", en octobre 2011.

Et entraîne l'Euribor avec lui

En 2012, une douzaine d'établissements sont à leur tour visés par une enquête, cette fois lancée par la Comission européenne au sujet de l'Euribor. Des investigations sont menées dans plusieurs pays, y compris en France, où le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire après la plainte d'une actionnaire de la Société générale.

Pendant ce temps, l'enquête relative au scandale du Libor avance : la banque suisse UBS négocie avec les autorités britanniques et américaines pour éviter d'éventuelles poursuites. En juin, la banque britannique Barclays accepte de verser 453 millions de dollars dans le même but.

Le 9 octobre, la commission des Affaires économiques du Parlement européen vote un texte préconisant des sanctions pénales pour les agents du secteur financier qui se rendraient coupables de manipulations de marché. En décembre, la Commission européenne sanctionne

La Commission ouvre une procédure en mars 2013 qui aboutit en décembre de la même année. "*Aucune amende n'a été infligée à Barclays, qui a bénéficié d'une immunité d'amende au titre de la communication sur la clémence de 2006 pour avoir révélé l'existence de l'entente à la Commission*", explique Bruxelles.

Pour Joaquin Almunia, le commissaire européen à la Concurrence "*ce qui est choquant, dans les scandales du Libor et de l'Euribor, ce n'est pas seulement la manipulation des indices de référence, qui mobilise les régulateurs financiers du monde entier, mais aussi la collusion entre des banques qui sont censées se faire concurrence*".

"*La Deutsche Bank, RBS et la Société générale ont vu leurs amendes réduites pour avoir coopéré à l'enquête dans le cadre du programme de clémence de la Commission*", poursuit la Commission dans un communiqué qui détaille le montant des amendes et les faits reprochés.

Mais l'histoire n'est pas terminée. Outre les procédures en cours dans différents pays, celle de l'UE se poursuit à l'encontre du Crédit agricole, de HSBC et de JPMorgan, précise la Commission. Ces banques ont refusé de négocier avec la Commission européenne, et ont indiqué qu'elles contesteraient ces pénalités, comme l'explique le Wall Street Journal (en anglais).

Commentaire.

1,7 milliard d'euros d'amende à payer au total par 8 banques qui ont manipulé pendant des années des taux d'intérêt sur des centaines de milliers de milliards d'euros et qui ont ainsi escroqué des centaines de milliards d'euros à travers le monde : une goutte d'eau, misérable, ridicule.

Un article AFP du 4 décembre 2013

En Afrique, Paris renoue avec sa politique d'intervention militaire. (06.12)

La France, qui s'apprête à intervenir en Centrafrique, enchaîne les opérations militaires sur le continent, mais insiste sur le fait qu'il s'agit désormais de passer au plus vite le relais aux Africains pour assumer leur propre sécurité.

Opérations en Libye et en Côte d'Ivoire en 2011, Serval au Mali en 2013, la Centrafrique aujourd'hui: les interventions se succèdent, quel que soit le pouvoir en place. Le Livre blanc de 2013 a simplement remis l'Afrique au rang des priorités stratégiques de la France, au nom de sa sécurité et de celle de l'Europe.

"*Les pays africains doivent assurer eux-mêmes leur propre sécurité. Mais nous ne pouvons les laisser seuls face aux risques et aux menaces qui, à terme plus ou moins rapproché, nous concerneraient directement*", résume Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense. C'est "*tout l'enjeu*", selon lui, du sommet sur la sécurité en Afrique qui se tiendra vendredi et samedi à Paris.

Les crises africaines ont conduit les forces françaises à agir dans l'urgence, comme au Mali, où les jihadistes s'apprêtaient début janvier à déferler sur Bamako.

La France dispose pour ça d'une connaissance approfondie de l'Afrique et de forces prépositionnées qui lui permettent d'agir vite et efficacement. Si l'on est loin des 30.000 hommes qu'elle maintenait sur le continent en 1960, la présence permanente française devrait s'élever à plus de 4.000 militaires en 2014, à Djibouti, au Gabon, au Tchad, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Depuis 2011, les armées ont été confrontées aux situations les plus diverses et ont montré l'étendue de leur savoir-faire : emploi de la force aérienne en Libye, combats urbains en Côte d'Ivoire, dans le désert au Mali, démantèlement de bandes armées, qui relève plus de la sécurisation que de la guerre, demain en Centrafrique.

Revers de la médaille: alors que l'Afrique suscite de plus en plus d'intérêt et que les investissements étrangers (chinois, européens, américains...) augmentent, les Français se retrouvent en première ligne, le plus souvent seuls, quand il s'agit d'envoyer des troupes. "*Ce sont des zones où il faudra toujours intervenir, on ne pourra pas laisser les gens se massacrer*", relève un officier général, qui regrette le manque de soutien des partenaires européens de la France qui "*ne veulent pas y mettre les pieds*".

Pour prévenir les critiques contre l'interventionnisme de l'ancienne puissance coloniale, Paris agit le plus possible dans le cadre de la légalité internationale, sous mandat des Nations-Unies. En Centrafrique, les Français interviendront ainsi "*en soutien*" de la force africaine, la Misca, déjà sur le terrain. Même s'ils devraient assumer l'essentiel du travail au début de l'intervention.

"*L'objectif est de rétablir une sécurité minimale et de favoriser la montée en puissance de la Misca. Nous mobilisons un millier d'hommes pour une période de montée en puissance de 4 à 6 mois puis de retrait progressif de 4 à 6 mois*", résume mardi Jean-Yves le Drian dans le Dauphiné libéré.

Comme le souligne l'amiral Edouard Guillaud, le volet militaire n'apporte "*qu'une partie de la solution du problème*". "*Les forces armées agissent en soutien d'un projet politique global, consistant le plus souvent à recréer les conditions d'un fonctionnement normal et apaisé des institutions et d'une reprise de la vie économique*", note le chef d'état-major des armées dans la Revue Défense Nationale.

Sur le terrain, les forces africaines devront prendre le relais des Français. A moyen terme au Mali, où Paris entend maintenir un millier d'hommes pour une durée indéterminée. Plus rapidement en Centrafrique, où Paris table sur une opération ponctuelle d'environ six mois.

Des forces africaines qui manquent de capacités de réactivité, logistiques ou de commandement. Le succès de ce type d'opérations passe donc par la mobilisation d'un soutien financier international important pour les aider à s'équiper et s'organiser.

La succession des opérations françaises survient en effet dans un climat de restrictions généralisées pour les armées, en France comme dans l'ensemble des pays occidentaux. Et les interventions dans des zones au climat parfois extrême, comme au Mali, et difficiles d'accès, sollicitent gravement les hommes et le matériel.

Un article AFP du 6 décembre 2013

Centrafrique: l'armée française déclenche son opération. (07.12)

L'armée française a déclenché son opération en Centrafrique avec un renforcement dans un premier temps vendredi des patrouilles dans la capitale Bangui, qui vit dans la psychose de nouvelles tueries, après les massacres et les violences qui ont fait au moins 300 morts depuis jeudi.

Si aucune violence de grande ampleur n'a été signalée vendredi, plusieurs milliers d'habitants de Bangui étaient rassemblés aux abords de son aéroport, où l'armée française et la force africaine ont leurs bases, de crainte d'exactions dans leurs quartiers voisins de Boeing et de Boy-Rabe, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Dans le quartier de l'Assemblée nationale, la Croix-rouge centrafricaine ramassait des dizaines de cadavres abandonnés depuis les violents affrontements de la veille, suivis de tueries, à l'arme à feu ou à la machette.

Ces violences ont fait au moins 300 morts, a déclaré vendredi soir à l'AFP un responsable de la Croix-rouge centrafricaine ayant requis l'anonymat.

En comptabilisant les corps déposés dans les morgues des structures hospitalières, dans des lieux de culte et ceux ramassés dans les rues par les équipes de la Croix-rouge, le bilan provisoire s'élevait à 281 morts, a ajouté ce responsable, soulignant que les secouristes n'avaient pu accéder vendredi à tous les quartiers où la présence de cadavres a été signalée : "*il y a des quartiers, où il y a encore des corps à ramasser*".

"L'opération a commencé" et les forces françaises présentes en Centrafrique ont déployé des patrouilles dans Bangui, a affirmé vendredi le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, sur la radio RFI.

Vendredi soir, un millier de soldats français étaient présents dans le pays, a précisé l'état-major des armées. Au total, les effectifs militaires français en Centrafrique doivent rapidement atteindre 1.200 hommes.

A l'aéroport, d'où les patrouilles de blindés sortent dans Bangui, l'armée française continuait de renforcer son dispositif. Venu de la ville portuaire de Douala au Cameroun, un convoi terrestre s'apprêtait également à entrer en Centrafrique. De son côté, Londres a mis à la disposition de l'opération un avion militaire gros porteur C17.

A la nuit tombante, quelques minutes avant le couvre-feu, deux avions de combat français Rafale ont longuement survolé la ville pour impressionner les belligérants.

Excepté aux abords immédiats de l'aéroport, les rues sont encore restées désertes toute la journée.

Après les tueries de jeudi, les employés de la Croix-rouge, dans une odeur pestilentielle, emballaient les corps des victimes restées dans les rues dans des sacs blancs, puis les plaçaient dans des véhicules, sous le regard de combattants de l'ex-Séléka, l'ancienne rébellion actuellement au pouvoir, intégrés par le président Michel Djotodia aux nouvelles forces de sécurité.

Après avoir subi des mois durant la loi d'airain et les exactions des ex-rebelles Séléka, pour la plupart musulmans, certains à Bangui, ville très majoritairement chrétienne, pensent que l'heure de la vengeance a sonné. La colère des populations s'est progressivement reportée sur les musulmans, faisant planer le spectre de massacres de grande ampleur entre chrétiens et musulmans, avec l'habituel cercle infernal des représailles.

La présidence centrafricaine a demandé vendredi à toutes les forces de défense et de sécurité de regagner leurs casernes, autorisant seulement les forces panafricaine, française et de la sécurité présidentielle à patrouiller dans la capitale. En fin de journée, cette demande était restée lettre morte, avec des pick-up bondés de soldats visibles dans tout Bangui, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Jeudi, avant l'aube, de violents affrontements avaient éclaté dans la capitale. "*Des groupes armés ont lancé une offensive sur la ville. Les forces de l'ex-Séléka ont riposté*", selon l'ONG Médecins sans frontières (MSF).

C'est dans ce climat délétère et explosif que l'ONU a donné son feu à une opération commune de forces africaines et françaises pour rétablir la sécurité.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'est déclaré vendredi "*très inquiet de l'escalade des violences entre communautés*" et a lancé un "*appel urgent*" à protéger les civils.

La France, ancienne puissance coloniale, est déjà intervenue à plusieurs reprises en Centrafrique par le passé.

La mission des militaires français, en appui de la force africaine sur place, est d'assurer "*une sécurité minimum, permettant à une intervention humanitaire de se mettre en oeuvre, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui*", a expliqué M. Le Drian. Cette mission passe par "*la sécurisation des rues, des itinéraires principaux pour permettre aux gens d'aller même à l'hôpital*", a-t-il expliqué.

La Centrafrique, pays très pauvre de 4,6 millions d'habitants, est plongée dans le chaos et un engrenage de violences inter-communautaires et inter-religieuses entre chrétiens (80% de la population) et musulmans depuis le renversement en mars du président François Bozizé par une coalition hétéroclite à dominante musulmane, la Séléka.

Le chef de la Séléka, Michel Djotodia, a été investi aux fonctions de président de transition en août, puis a dissous la Séléka, sans parvenir à rétablir l'ordre.

Un article Le Point.fr du 6 décembre 2013

Empoisonnement d'Arafat : les Suisses persistent et signent. (07.12)

L'Institut de radiophysique de Lausanne dit "*ne pas comprendre*" les conclusions des experts français allant dans le sens d'une "mort naturelle".

Les scientifiques suisses ne sont pas d'accord avec leurs collègues français et tiennent à le faire savoir. L'équipe d'experts de l'Institut de radiophysique de Lausanne, dont les conclusions sur un possible empoisonnement de Yasser Arafat ont été contredites mardi par des experts français, répète que l'on peut "*raisonnablement soutenir la thèse d'un empoisonnement*" du raïs palestinien au polonium-210, une substance radioactive invisible hautement toxique. Interrogé par la Radio télévision suisse (RTS), le professeur Patrice Mangin, directeur du Centre universitaire romand de médecine légale, qui a dirigé l'expertise suisse, se dit "*surpris par les explications*" fournies par les scientifiques français.

Les équipes suisses et françaises, mandatées respectivement par l'Autorité palestinienne et le parquet de Nanterre, ont pu analyser des échantillons prélevés sur la dépouille de l'ancien dirigeant palestinien, exhumée le 27 novembre 2012. Un an plus tard, ils arrivent au même résultat : le corps de Yasser Arafat contient bien un taux de polonium-210 supérieur à la moyenne. D'après les Suisses, les quantités de polonium-210 mesurées seraient même jusqu'à 20 fois supérieures à la normale.

Mais là où le laboratoire de Lausanne évoque la thèse d'un empoisonnement, l'équipe française attribue la présence du gaz toxique à une "*origine environnementale naturelle*", à savoir l'existence d'un gaz radioactif naturel, le radon, dans la tombe du défunt. Ainsi, les Français vont dans le sens d'une "*mort naturelle*", même si, à la différence du rapport suisse, le document français n'est pas disponible dans son intégralité. Une conclusion que le professeur Patrice Mangin trouve pour le moins "*étrange*" et dit "*ne pas comprendre*", d'autant plus que les scientifiques français ne disposent pas de diagnostic précis.

À la mort du raïs en 2004, "*les plus grands experts de la place de Paris se sont penchés sur son sort et aucune cause n'a été établie*", rappelle le directeur du Centre universitaire romand de médecine légale. "*L'hypothèse de l'infection a été, semble-t-il, celle qui a été le plus facilement écartée. Il n'y avait pas de fièvre, pas de syndrome infectieux et toutes les investigations microbiologiques se sont révélées négatives.*" Et le scientifique de s'interroger sur les nombreuses zones d'ombre qui entourent l'affaire, comme l'absence d'autopsie du corps ou la destruction des échantillons prélevés à l'époque par l'Institut de recherche dépendant de l'armée.

Autre personne à s'étonner des conclusions françaises, la veuve du raïs, Souha Arafat, qui s'est dite mercredi "*convaincue*" que son mari "*n'est pas décédé de mort naturelle*". S'estimant "*choquée*" que le rapport médical français qui lui a été transmis "*se résume à 4 pages*", contre 108 pour le document suisse, la veuve du raïs palestinien a demandé, par la voix de son avocat, que l'expertise du laboratoire de Lausanne soit versée à la procédure française afin d'apporter une conclusion "*homogène*". Quant à l'équipe russe, la troisième à avoir analysé les échantillons de la dépouille du raïs, elle a conclu à l'impossibilité de déterminer si le polonium est bien la cause du décès de Yasser Arafat.

"*On va rester dans le doute*", prédit Patrice Mangin. L'équipe de l'Institut de radiophysique de Lausanne reste toutefois très prudente sur la thèse d'un empoisonnement. "*Nous avons simplement évoqué une hypothèse, mais nous n'avons pas d'élément de certitude*", rappelle le scientifique. Interrogé par le journaliste Darius Rochebin sur les moyens de se procurer du polonium, Patrice Mangin rappelle néanmoins qu'il est "*difficile*" d'en obtenir. "*Pour fabriquer du polonium, il faut disposer d'un réacteur, et ce sont les État qui maîtrisent ce genre de chimie*", souligne-t-il.

Un article mondialisation.ca du 9 décembre 2013

La lutte pour l'Ukraine. (10.12)

De Peter Schwarz

La vague de manifestations en cours en Ukraine porte les étiquettes « *Made in Germany* » « *Made in UE* » et « *Made in America* ». Les médias occidentaux font de laborieux efforts pour dépeindre les manifestations de Kiev comme une lutte pour la démocratie et la primauté du droit. En fait, elles font partie d'un conflit sur des questions géostratégiques. Le but est de repousser l'influence de la Russie et de soumettre l'Ukraine à la domination de l'Allemagne, de l'Union européenne et de l'OTAN.

Il y a neuf ans, la révolution '*orange*' a été organisée avec le soutien politique et financier massif du gouvernement américain et des ONG américaines telles que l'Open Society Institute du milliardaire George Soros. Ces forces ont réussi à faire annuler l'élection présidentielle et à s'assurer que le tandem pro-UE et pro-US de Viktor Yushchenko et Julia Tymoshenko prenne le pouvoir en tant que chef de l'Etat et chef du gouvernement à la place de Viktor Yanukovich, qui était considéré comme l'homme de main de la Russie. Le duo est cependant rapidement tombé en défaveur et Ianoukovitch a été en mesure de se faire élire au poste de Président en 2010.

Maintenant une autre tentative est mise en oeuvre pour amener au pouvoir un régime qui subordonnera à l'UE l'ancienne république soviétique et le grenier à blé de l'Empire russe. Un examen de la direction politique des protestations révèle leur caractère réactionnaire. Elles sont conduites par trois partis, dont deux ont des relations étroites avec le camp conservateur au sein de l'UE, tandis que le troisième est ouvertement fasciste.

Le parti Batkivshchyna (Patrie), dirigé par Julia Tymoshenko, actuellement emprisonnée, a le statut d'observateur dans le Parti populaire européen, l'association des partis chrétiens-démocrates et conservateurs de l'Europe. UDAR (Coup), dirigé par le champion de boxe Vitali Klitschko, qui réside en Allemagne, est une création de l'Union chrétienne démocrate (CDU) de la chancelière allemande Angela Merkel et de son groupe de réflexion, la Fondation Konrad Adenauer. Cette dernière annonce publiquement sur son site Web des séminaires consacrés à l'éducation politique des membres de l'UDAR.

Selon une étude intitulée « L'extrême droite en Ukraine (texte en anglais) » par la Fondation allemande Friedrich Ebert, le troisième parti, Svoboda (Liberté), est « *le porte drapeau d'une idéologie d'extrême-droite radicale* ». Le nom original du parti était Parti national-socialiste d'Ukraine. Il utilisait comme emblème un logo qui rappelle la croix gammée nazie. Sur les conseils du Front National (FN) français, avec qui il travaille en étroite collaboration, il a décidé d'adopter un nom moins provocateur.

Arseniy Yatsenyuk (Patrie) and Vitali Klitschko (le dirigeant d'UDAR) tiennent des conférences de presse communes avec Oleh Tyahnybok de Svoboda. Tyahnybok est un néo-nazi notoire connu pour son ultranationalisme, sa xénophobie et son antisémitisme.

Les dirigeants politiques européens et américains ont exprimé leur solidarité avec les protestations en Ukraine. Les mêmes forces qui ont tacitement soutenues la brutalité de la police, qui passe à tabac sans pitié les opposants aux politiques d'austérité de l'UE à Athènes, Madrid et ailleurs, proclament maintenant leur indignation face à la brutalité de la police ukrainienne.

Le Secrétaire d' État des USA, John Kerry, a exhorté le gouvernement ukrainien à « écouter la voix de son peuple », tandis que son homologue allemand, Guido Westerwelle, est intervenu personnellement mercredi pour se mêler à des manifestants à Kiev. Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a demandé que le gouvernement ukrainien garantisse le droit à la liberté d'expression et de réunion. Le gouvernement allemand, qui vient de lancer de nouvelles poursuites contre le Parti national-démocrate d'Allemagne, néo-fasciste, défend le droit de manifester des fascistes ukrainiens.

Bien qu'elle réclame la démission du Président et des nouvelles élections, l'opposition ne jouit pas du soutien de la majorité des Ukrainiens. Une motion de censure contre le gouvernement a échoué mardi au

Parlement. L'Accord d'association de libre-échange avec l'Union européenne que l'opposition veut mettre en oeuvre aurait un effet dévastateur sur de larges couches de la population ukrainienne.

L'accord avec l'UE exclut l'adhésion simultanée dans une union douanière menée par la Russie et couperait donc l'Ukraine de son principal partenaire commercial, avec lequel son industrie et ses voies de transport sont étroitement connectées. La suppression des droits de douane sur les produits européens signifierait aussi la faillite pour de nombreuses industries ukrainiennes.

Les termes de l'accord, qui comprennent l'introduction des règles de l'UE en matière de déréglementation du marché du travail, de privatisation des entreprises publiques et de réduction de la dette publique, auraient un impact social semblable au programmes d'austérité imposé à la Grèce, à la Roumanie et à d'autres pays. Le Fonds monétaire International (FMI) a déjà refusé à l'Ukraine un crédit indispensable parce que le gouvernement refuse une hausse du prix du gaz de 40 %, ce qui entraînerait inévitablement la mort de nombreux chômeurs et retraités, incapables de payer leurs factures de chauffage.

L'Accord d'association transformerait le pays en un vaste atelier pour les entreprises allemandes et européennes, qui pourraient produire à des taux de salaires inférieurs à ceux de la Chine. Dans le même temps, les ressources naturelles du pays, son territoire vaste et fertile et son marché intérieur de 46 millions d'habitants font de l'Ukraine une cible alléchante pour les entreprises allemandes et européennes.

L'accord renforcerait également le jeu de l'UE contre la Russie. Une union douanière ou une union eurasienne comprenant la Russie et l'Ukraine aurait eu une position beaucoup plus forte dans les négociations commerciales avec l'UE qu'une Russie isolée.

L'Allemagne, l'Union européenne et les Etats-Unis poursuivent des objectifs non seulement économiques, mais aussi géopolitiques en Ukraine. Étant donné la perte d'influence en Europe de l'est de la Russie depuis la dissolution de l'Union soviétique, l'intégration de l'Ukraine dans l'UE pousserait la Russie à la périphérie de l'Europe.

Depuis la fin du XVIIIe siècle, l'Ukraine a constitué une partie importante de l'État russe et soviétique. Par ailleurs, la flotte russe de la mer Noire est située en Crimée dans un port, loué à la Russie par l'Ukraine.

Tant les États-Unis que l'UE ont intérêt à l'affaiblissement de la Russie, qui est considérée comme une alliée importante de la Chine. Immédiatement après son élection en mars, le Président chinois Xi Jinping s'est rendu à Moscou pour renforcer le « *partenariat stratégique* » entre les deux pays. Les deux pays se sentent menacés sur le plan économique et stratégique par les incursions agressives des Etats-Unis et de ses alliés en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique.

La Chine développe également ses liens économiques avec l'Ukraine, dont les échanges commerciaux avec la Chine atteignent actuellement environ 5 % de son commerce extérieur. En octobre, le South China Morning Post a rapporté que l'entreprise publique chinoise XPCC avait conclu un accord avec la société ukrainienne agricole KSG Agro pour avoir accès à 100.000 hectares de terres arables pour la production d'aliments destinés à la Chine. Cette zone doit être étendue à 3 millions d'hectares, la taille de la Belgique ou du Massachusetts.

La Chine a déjà accordé au pays des prêts de 10 milliards de dollars. L'Ukraine considère ses relations économiques avec la Chine comme si importantes que le Président Yanukovich est parti mardi pour une visite d'Etat de quatre jours à Pékin, malgré la crise politique en cours.

Tel est l'arrière-plan des tentatives de l'Union européenne et du gouvernement allemand d'utiliser les manifestations de Kiev pour déstabiliser le gouvernement ukrainien. Leur initiative a été lancée en tandem avec les États-Unis, qui étendent systématiquement leur présence militaire en Asie pour encercler la Chine et miner son influence dans la région. À cette fin, les États-Unis ont massivement intensifié leur pression sur la Chine ces dernières semaines.

L'offensive contre l'Ukraine soulève de profondes questions historiques. Au cours de deux guerres mondiales, l'Allemagne a cherché à placer l'Ukraine sous son contrôle et a commis des crimes abominables au cours de ces entreprises.

L'audace actuelle du gouvernement allemand soulève de nouveaux dangers. Les tensions internationales croissantes peuvent rapidement se transformer en un conflit armé.

Article original, WSWS, publié le 6 décembre 2013

Un article publié par michelcollon.info du 9 décembre 2013

La France était le meilleur soutien de l'apartheid en Afrique du Sud. (10.12)

Le deal gaulliste était simple : la France ignore l'embargo sur les livraisons d'armes à l 'Afrique du Sud, et en contrepartie, l'Afrique du Sud fournit à la France l'uranium à usage civil et mil itaire nécessaire pour le développement de sa production énergétique et la mise à niveau de sa force de frappe.

Une polémique à deux balles met en cause l'attitude du Front National vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Jean-Marie Le Pen expliquait, au moment de la libération de Nelson Mandela, que l'évènement ne l'avait « *ni ému, ni ravi* », en raison d'« *une espèce de méfiance à l'égard des terroristes quel que soit le niveau auquel ils se situent* ». De la vieille carne raciste…

Mais ce serait une grave erreur de focaliser sur Le Pen, et le rappel de quelques points d'histoire montre que tout le sytème était pourri. La France gaulliste, puis giscardienne, a été le meilleur soutien de l'Afrique du Sud du temps de apartheid. Eh oui.

Le tournant de l'Onu de 1963

Les Nations Unies se sont ouvertement engagées dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud à partir de 1963, par deux actes.

(C'est la mobilisation des masses en Afrique du Sud relayée par le mouvement ouvrier international suite à la terrible répression orchestrée par le régime de l'apartheid qui a conduit l'ONU à décider cette mesure.

Entre 1961 et 1963, quelque cent quatre-vingt-dix attaques armées sont répertoriées, principalement à Johannesburg, à Durban et au Cap. C'est aussi en 1963 que Nelson Mandela est condamné à perpétuité pour terrorisme et les autres chefs de l'ANC sont emprisonnés ou exilés. (Wikipedia)

Il faut remettre les choses à leur place et ne pas laisser penser que l'ONU aurait défendu un jour dans le monde une quelconque cause sociale ou se serait placé au côté des opprimés, bien au contraire, ce n'est pas sa fonction, elle n'a pas été créée pour cela, pas plus l'UE. C'est le genre d'entailles dans la réalité qu'on ne peut pas admettre. - Note de La voix de l'Opposition de gauche)

Le premier est la résolution 181 du 7 août 1963 du Conseil de sécurité appelant tous les États à arrêter la vente et la livraison d'armes, de munitions et de véhicules militaires à l'Afrique du Sud.

Le second est la résolution 1899 (XVIII) de l'Assemblée générale du 13 novembre 1963 qui engage instamment tous les États à s'abstenir de fournir du pétrole à l'Afrique du Sud. C'est-à-dire qu'à partir de ce moment-là, il ne pouvait plus exister de doute sur la nature raciste et criminelle du régime, et ce en particulier pour la France, membre du Conseil de sécurité, et omniprésente en Afrique, gérant par ses réseaux son ancien empire.

Or, la France va tout simplement s'opposer à l'ONU pour soutenir les racistes. Les bases du deal faisait partie des choix essentiels du général de brigade à titre temporaire De Gaulle Charles : tout est bon pour assurer la maîtrise du nucléaire.

De Gaulle bafoue l'ONU, ignore le crime et soutient l'apartheid

Le deal gaulliste était simple : la France ignore l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, et en contrepartie, l'Afrique du Sud fournit à la France l'uranium à usage civil et militaire nécessaire pour le développement de sa production énergétique et la mise à niveau de sa force de frappe.

L'uranium sud-africain a été la condition de la réussite du nucléaire français. Acheté hors du contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, via sa filiale la COGEMA, le CEA a ainsi bénéficié de livraisons d'uranium pour 1000 tonnes par an, pendant plus de dix ans, un apport considérable, représentant la moitié des besoins.

Les contreparties ont été doubles.

D'abord, les ventes d'armes. Ces années ont été celles d'un flux constant de livraison de matériel militaire, malgré les résolutions que la France avait votées à l'ONU ! L'Afrique du Sud était isolée, et le marché était trop tentant… Le gouvernement français se justifiait par l'argumentaire fatigué de la distinction entre les armes défensives et offensives… une blague éternelle, alors que l'Afrique du Sud cherchait en réalité l'expérience des militaires français dans les guerres d'indépendance. Sous De Gaulle et Pompidou, l'Afrique du Sud était le 3° client pour l'armement… Dassault et la SNECMA se sont gavés.

Ensuite, le flux commercial. L'Afrique du Sud, prospère et maudite en Europe, a été une aubaine pour les entreprises françaises. En 1975, le Centre Français du Commerce Extérieur (CFCE) fait le bilan : « *La France est considérée comme le seul véritable soutien de l'Afrique du Sud parmi les grands pays occidentaux. Non seulement elle lui fournit l'essentiel des armements nécessaires à sa défense, mais elle s'est montrée bienveillante, sinon un allié, dans les débats et les votes des organisations internationales* ».

Giscard accélère…

Giscard, élu en 1974, accepte avec enthousiasme cet héritage, multiplie les contrats d'armements, double les importations d'uranium dans le contexte du choc pétrolier…. et vend des centrales nucléaires par le contrat de Koeberg, en mai 1976. Mais, ce contrat est le coup de trop, et les réactions dans le monde obligent la France à abandonner l'Afrique du Sud, décidant en aout 1977 de rejoindre l'embargo sur les armes. Ce qui ne remet pas en cause les marchés en cours, dont deux sous-marins Agosta…

Au service de cette complicité avec le crime, s'activait un puissant lobby, diabolisant la cause des Noirs en Afrique du Sud, mi-terroristes, mi-communistes… L'une des bases était le groupe parlementaire d'amités France Afrique, du Sud présidé par le gaulliste Raymond Schmitlein, et dont le président d'honneur était Pierre Raynaud, l'ancien président du Conseil.

La présidence a ensuite été confiée au député Jacques Médecin, qui le 6 Juillet 1974, a signé le jumelage entre sa ville et celle du Cap. Le député communiste Virgile Barel avait interrogé le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, qui lui a répondu au Journal officiel du 10 aout 1974 : « *Les jumelages entre communes françaises et étrangères sont actuellement à la seule initiative des collectivités locales, l'Etat n'ayant pas de responsabilité en la matière et n'intervenant ni pour autoriser les jumelages, ni pour les soutenir financièrement. Au surplus, une intervention des autorités de tutelle dans ce domaine serait incompatible avec la loi n° 70.1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale et les libertés communales* »

En 1974, le jeune VGE ne risquait pas de sanctionner Jacques Médecin, alors qu'il intensifiait la coopération avec le régime de l'apartheid. Mieux : en 1976, il nommait Médecin secrétaire d'Etat au tourisme.

Source : lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr

Un article du Réseau Voltaire du 9 décembre 2013

Mandela et Israël. (10.12)

Les Occidentaux pleurent la mort de Nelson Mandela avec plus de tristesse que n'en manifestent les Africains. Ce deuil est une manière de solder l'idéologie coloniale et les crimes qui furent commis en son nom. Mais il est incompréhensible que ce torrent d'hommages fasse l'impasse sur la persistance d'un État raciste, historiquement fondé comme l'Afrique du Sud selon la vision du monde de Cecil Rhodes, le théoricien de « *l'impérialisme germanique* ». L'exemple de Mandela reste à suivre.

par Thierry Meyssan

L'oeuvre de Nelson Mandela est célébrée, partout dans le monde, à l'occasion de son décès. Mais à quoi son exemple sert-il si nous acceptons que perdure dans un État —Israël— l'idéologie raciale qu'il a vaincue en Afrique du Sud ?

Le sionisme n'est pas un fruit du judaïsme, qui y fut longtemps farouchement opposé. C'est un projet impérialiste né de l'idéologie puritaine britannique. Au XVIIe siècle, Lord Cromwell renversa la monarchie anglaise et proclama la République. Il instaura une société égalitaire et entendit étendre autant que faire se peut la puissance de son pays. Pour cela, il espérait nouer une alliance avec la diaspora juive qui deviendrait l'avant-garde de l'impérialisme britannique. Il autorisa donc le retour des juifs en Angleterre, dont ils avaient été chassés quatre cent ans plus tôt, et annonça qu'il créerait un État juif, Israël. Cependant il mourut sans avoir réussi à convaincre les juifs de se joindre à son projet.

L'Empire britannique n'a depuis cessé de solliciter la diaspora juive et de proposer la création d'un État juif, comme le fit Benjamin Disraéli, Premier ministre de la reine Victoria à la conférence de Berlin (1884). Les choses changèrent avec le théoricien de l'impérialisme britannique, le « *très honorable* » Cecil Rhodes —le fondateur des diamants De Beers et de la Rhodésie—, qui trouva en Theodor Herzl le lobbyiste qu'il lui fallait. Les deux hommes échangèrent une abondante correspondance dont la reproduction fut interdite par la Couronne lors du centenaire de la mort de Rhodes. Le monde devait être dominé par la « *race germanique*» (c'est-à-dire selon eux, outre les Allemands, les Britanniques —Irlandais inclus—, les États-Uniens et Canadiens, les Australiens et Néo-Zélandais, et les Sud-Africains), qui devaient étendre leur empire en conquérant des terres nouvelles avec l'aide des juifs.

Theodor Hertzl fut non seulement capable de convaincre la diaspora de se rallier à ce projet, mais il renversa l'opinion de sa communauté en utilisant ses mythes bibliques. L'État juif ne serait pas sur une terre vierge, en Ouganda ou en Argentine, mais en Palestine avec Jérusalem comme capitale. De sorte que l'actuel État d'Israël est à la fois le fils de l'impérialisme et du judaïsme.

Israël, dès sa proclamation unilatérale, s'est tourné vers l'Afrique du Sud et la Rhodésie, seuls États avec lui à afficher le colonialisme de Rhodes. Peu importe de ce point de vue que les Afrikaneers aient soutenu le nazisme, ils étaient nourris de la même vision du monde. Bien que le Premier ministre John Vorster ne fit de voyage officiel en Palestine occupée qu'en 1976, dès 1953 l'Assemblée générale des Nations Unies condamna « *l'alliance entre le racisme sud-africain et le sionisme* ». Les deux États travaillèrent en étroite collaboration que ce soit en matière de manipulation des médias occidentaux, de transports pour contourner les embargos, ou encore pour mettre au point la bombe atomique.

L'exemple de Nelson Mandela montre qu'il est possible de s'affranchir de cette idéologie et d'atteindre la paix civile. Aujourd'hui, Israël est le seul héritier au monde de l'impérialisme selon Cecil Rhodes. La paix civile suppose qu'Israéliens et Palestiniens trouvent leur De Klerc et leur Mandela.

Un article Reuters du 10 décembre 2013

La Suède s'interroge sur ses écoles privées. (11.12)

Vingt ans après le lancement d'un programme de privatisation partielle des écoles secondaires, la Suède s'interroge sur le bien-fondé d'une telle politique, marquée par la faillite de nombreux établissements et la baisse du niveau des élèves.

Au début des années 1990, l'Etat a fourni aux parents des bons finançant l'inscription de leur enfant dans les premiers collèges privés du pays, autorisés par ailleurs à faire des bénéfices.

Le système, inédit à l'époque en Europe, a depuis fait école, notamment en Grande-Bretagne.

Mais aujourd'hui, le bilan financier et éducatif de ces établissements fait débat en Suède, après la faillite proclamée de plusieurs d'entre eux dont celle, spectaculaire, de JB Education, une école secondaire propriété de l'entreprise Axcel et qui accueillait 11.000 élèves.

"*Je pense que dans notre aveuglement, nous avons beaucoup trop cru que davantage d'écoles privées signifierait un meilleur niveau d'éducation*", a reconnu récemment Tomas Tobe, président de la commission de l'Education au parlement et chef de file du Parti du rassemblement modéré, pivot de la coalition au pouvoir.

Un quart des établissements scolaires du secondaire sont désormais privés dans le pays, et financés en partie par des fonds publics, soit le double de la moyenne observée dans l'ensemble des pays industrialisés.

Près de la moitié de ces établissements sont la propriété partielle ou totale d'entreprises, qui peuvent en tirer des bénéfices.

Les Verts, longtemps partisans eux aussi de la privatisation, ont battu leur coulpe le mois dernier dans une tribune publiée par un grand quotidien sous le titre "*Pardonnez-nous, notre politique a fait dériver nos écoles*".

INSOLVABILITÉ

La faillite de JB Education, qui laisse une ardoise d'un milliard de couronnes (111 millions d'euros) et un millier d'enseignants au chômage, n'est pas une exception. Des dizaines d'autres établissements ont ainsi connu des revers de fortune.

En outre, un collège suédois sur quatre perd de l'argent et le risque d'insolvabilité a augmenté de 188% depuis 2008, selon UC, une firme d'informations sur le crédit aux entreprises.

Ces difficultés financières trouvent aussi leur source dans la démographie. Le nombre d'élèves dans le secondaire est en baisse et ne devrait retrouver ses niveaux de fréquentation passés que dans une génération au mieux.

La situation actuelle s'explique aussi par la dérégulation totale intervenue depuis vingt ans. La Suède est passée ainsi en quelques années d'une structure étatique très rigide à un laxisme autorisant tout, ou presque.

Un homme condamné pour pédophilie avait pu ainsi ouvrir plusieurs écoles sans enquête préalable des autorités de tutelle.

"*J'ai souvent dit qu'il était plus facile d'ouvrir une école indépendante qu'une baraque à hot dogs. Quand on incite à la liberté de choix, on perd de vue le contrôle de la qualité*", souligne Eva-Lis Siren, secrétaire générale de Lararforbundet, le principal syndicat enseignant.

Selon une étude de l'Agence nationale pour l'éducation, un institut public, un élève de 15 ans sur quatre n'est pas capable de comprendre un texte factuel de base.

"*A mon sens, cela n'a pas seulement un impact sur le statut de la Suède en tant que nation détentrice de savoir. Cela agit aussi sur l'évolution de la démocratie*", juge la directrice de l'Agence, Anna Ekstrom.

ENSEIGNANTS SANS DIPLÔME

L'an dernier, les inspecteurs de l'Education nationale ont reproché à JB Education de ne pas agir suffisamment en faveur de la qualité de l'enseignement et de se contenter de faire passer les examens aux élèves.

Ils ont aussi dénoncé le mode de fonctionnement de Praktiska Sverige, qui accueille plus de 5.000 élèves dans ses établissements et engage des enseignants sans diplôme en CDD tout en réduisant le nombre de bibliothèques scolaires à sa plus simple expression

La durée d'engagement des entreprises dans un projet d'école fait également débat. Le ministre de l'Education, Jan Björklund (centre-droit), va présenter un projet de loi obligeant les investisseurs potentiels à s'impliquer pendant au moins dix ans, alors que nombre d'entre eux misent un projet à cinq ou sept ans.

Les dirigeants politiques suédois, dans leur majorité, n'envisagent pas de revenir au système éducatif d'antan, dans lequel parents et enfants n'avaient pratiquement aucun choix.

Mais un récent sondage montre que 58% des Suédois souhaitent que les entreprises privées investissant dans l'école ne puissent légalement pas faire de bénéfices.

Les dérives rencontrées dans le milieu éducatif incitent par ailleurs les politiques à s'interroger sur le rôle trop important joué par le marché libre dans d'autres secteurs d'activité.

Jan Björklund propose ainsi que les entreprises privées soient interdites dans le domaine de la santé, y compris dans l'accueil et les soins aux personnes âgées.

Commentaire.

Un jour, quand il sera trop tard de préférence, une dépêche tombera du ciel informant le monde entier que ce qui était présenté comme un "*modèle social*" était en réalité un véritable cauchemar pour la population de ce pays transformée en zombie participant à sa propre déchéance depuis de longues décennies, miracle rendu possible grâce à la collaboration du mouvement ouvrier lobotomisé.

Ben oui, je sais que cela va encore faire hurler les vendus et nantis (en général cela va ensemble) qui ont soutenu PS et PCF depuis plus d'un demi-siècle. Vous ou moi vous ne savons peut-être pas ce qui se passe dans ce petit pays quotidiennement, mais ceux qui qui se réclament du mouvement ouvrier en Suède, leurs homologues qui les connaissent et les rencontrent, eux ils le savent forcément, cela ne les dérangent pas vraiment puisqu'ils participent aux institutions...

Un article liberation.fr du 14 décembre 2013

Merkel gouvernera avec les sociaux démocrates . (15.12)

Le SPD allemand a approuvé le projet de gouvernement commun avec la chancelière conservatrice.

Le parti social démocrate allemand (SPD) a annoncé, samedi, que ses adhérents avaient approuvé le projet de gouvernement commun avec les conservateurs, ouvrant la voix à une réélection d'Angela Merkel pour un troisième mandat de chancelière.

La direction du SPD a annoncé une victoire du «oui» avec près de 76% des voix, dans un vote par correspondance organisé auprès de ses quelque 470.000 adhérents. Malgré de fortes réticences initiales parmi les militants, le président du parti, Sigmar Gabriel, a réussi à rassembler derrière lui une majorité nette, obtenue avec un taux de participation élevé, proche de 78%. Ce qui renforce son autorité à la tête du SPD. «*Cela fait longtemps que je n'ai pas été aussi fier d'être social-démocrate*», s'est-il félicité, sous les acclamations de centaines de militants du SPD venus de toute l'Allemagne pour aider au dépouillement des bulletins de votes.

Ce résultat met un terme à des semaines de tractations difficiles pour former un gouvernement de «grande coalition» sous l'autorité de la chancelière conservatrice, arrivée largement en tête des législatives du 22 septembre. Avec 41,5% des voix, Angela Merkel avait frôlé la majorité absolue. Mais la défaillance de son allié libéral (FPD) éjecté du parlement, l'a obligé à de longues négociations avec les sociaux-démocrates arrivés deuxièmes (25,7%).

Les conservateurs (CDU) ont salué le résultat du vote des militants SPD: «*Tout est en place pour la formation d'une coalition commune. […] Nous nous réjouissons que le travail du gouvernement commun puisse commencer rapidement.*»

Neuf postes aux conservateurs, six aux sociaux démocrates

Pour convaincre ses troupes, Sigmar Gabriel avait sillonné l'Allemagne depuis deux semaines, à la rencontre des militants de base, vantant les mesures de progrès social du contrat de coalition annoncé fin novembre: salaire minimum horaire de 8,50 euros, amélioration des petites retraites, mécanisme de limitation des hausses de loyer… Les mesures sociales et les investissements du nouveau gouvernement, évalués à 23 milliards d'euros d'ici 2017, ont cependant été très critiqués par les milieux patronaux et une grande partie de la presse.

La composition du nouveau gouvernement de «grande coalition» doit être annoncée officiellement dimanche. Neuf postes seront attribués aux conservateurs (CDU/CSU), six aux sociaux démocrates. Mais la plupart des nominations ont déjà fuité dans la presse. Wolfgang Schäuble, 71 ans, vieux routier de la politique allemande et fidèle lieutenant de Merkel, conserverait le ministère des Finances, fort d'une solide réputation forgée durant la crise de l'euro. Le cacique du SPD Frank-Walter Steinmeier, 57 ans, reviendrait aux Affaires étrangères, comme lors de la première «*grande coalition*» de Merkel (2005-2009). Le président du SPD, Sigmar Gabriel, dirigerait un grand ministère de l'Économie, chapeautant aussi la transition énergétique, projet phare de l'Allemagne pour les prochaines années.

Les analystes promettent à ce gouvernement une grande stabilité en raison de sa majorité écrasante au parlement. Merkel doit désormais être réélue chancelière pour quatre ans, lors d'un vote des députés du Bundestag mardi.

Commentaire.

Se confirme donc ce que nous avions affirmé les dernières semaines, les bavards (du POI notamment) qui avaient laissé entendre qu'un dénouement différent était encore possible en seront une nouvelle fois pour leurs frais. Ils n'avaient fait que laisser libre cours à leurs propres souhaits trahissant ainsi leur véritable nature politique de suppôt du régime. C'est une constance chez eux notez bien, cela ne date pas d'hier.

Un article AFP du 17 décembre 2013

Le syndicaliste Edouard Martin tête de liste PS aux européennes. (19.12)

L'emblématique syndicaliste CFDT d'ArcelorMittal à Florange (Moselle), Edouard Martin, 50 ans, a choisi de se lancer en politique en annonçant qu'il sera tête de liste PS aux élections européennes de 2014 dans la circonscription du Grand Est.

"*Oui, je serai tête de liste sur la liste socialiste dans le Grand Est. J'ai accepté la proposition qui m'a été faite*", a déclaré Edouard Martin au journal de 20H00 de France 2.

Edouard Martin avait été propulsé l'an dernier sur le devant de la scène à l'occasion de la lutte contre la fermeture des hauts fourneaux lorrains.

A l'époque, le syndicaliste n'avait pas mâché ses mots contre le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, à qui il reprochait d'avoir cédé face à ArcelorMittal sur Florange.

"*Monsieur le Président, vous attendez quoi? Qu'il y ait un malheur ici? Eh bien, nous, on va être votre malheur!*": l'image d'un Édouard Martin, submergé par la colère et la tristesse, interpellant François Hollande avait marqué le combat de Florange.

Avec son sens de la formule et sa belle gueule burinée, le cédétiste, né en Andalousie et arrivé en Lorraine avec sa famille au début des années 1970, était devenu l'ambassadeur des sidérurgistes, arpentant sans relâche les plateaux télévisés et multipliant les opérations médiatiques, tout en faisant grincer des dents dans les rangs syndicaux à Florange.

Depuis la parution en avril de son livre "*Ne lâchons rien*" sur ses mois de lutte syndicale, M. Martin avait à plusieurs reprises laissé entendre qu'il pourrait s'engager en politique.

Mais jusqu'à récemment il se méfiait du PS, de peur d'être utilisé comme un "*gadget*" électoral.

Il a récusé mardi avoir changé de camp. "*Ceux qui disent ça, c'est mal me connaître*", a-t-il rétorqué.

"*Je ne renie rien et je n'enlève rien à ce que nous avons dit et fait*", a-t-il souligné, appelant les ouvriers de Florange à se "*tourner vers l'avenir*", après la fermeture des hauts fourneaux en avril et la promesse du président François Hollande en septembre de créer un centre de recherche dans la métallurgie à Florange.

"*Je m'engage dans une nouvelle mission: je n'ai pas l'impression de m'engager en politique, dans le sens où je n'ai pas programmé de faire une carrière politique. J'ai simplement envie de continuer le combat que nous menons depuis maintenant plusieurs années sur le maintien de l'industrie en France et en Europe, et j'ai envie de le poursuivre à un autre niveau, au niveau européen, parce que c'est là que se prennent toutes les grandes décisions qui nous impactent*", a-t-il ajouté.

La nomination du charismatique leader syndical de Florange est un coup dur pour l'eurodéputée Catherine Trautmann, actuelle chef de délégation socialiste française au Parlement européen, initialement pressentie pour diriger la liste.

Elle a toutefois estimé que la campagne serait "*énergisée par sa venue*", qui "doit nous permettre de gagner une troisième place" dans cette circonscription où le PS en avait obtenu deux aux dernières élections.

Le Premier secrétaire du PS, Harlem Désir, s'est aussi félicité du ralliement d'Edouard Martin, y voyant une "*très grande fierté pour les socialistes*".

"*Edouard Martin apportera la force de ses valeurs et de ses convictions à notre combat pour une nouvelle politique industrielle européenne, pour la croissance et l'emploi, et pour une véritable Europe sociale protectrice des droits des travailleurs*", a souligné Harlem Désir.

Le ralliement du syndicaliste mosellan fait écho, à Paris, à celui de Didier Le Reste, ex-leader de la CGT Cheminots, qui est sur la liste PS d?Anne Hidalgo aux municipales.

Pour l'ancienne ministre UMP Nadine Morano, l'offre du PS à Edouard Martin "*est la récompense d'un syndicaliste qui ne menait pas un combat pour les salariés de Florange, qui menait un combat personnel et surtout un combat politique*".

Un article publié lemonde.fr du 17 décembre 2013

Les produits dérivés dépassent leur niveau d'avant-crise. (19.12)

« *Les produits dérivés sont une arme de destruction massive* », a coutume de dire l'investisseur et milliardaire américain Warren Buffett. L'étude publiée mardi 17 décembre par le cabinet d'analyse financière indépendante AlphaValue, intitulée « *Quelles banques sont des Fukushima en puissance ?* », montre que ce n'est pas près de changer. Celle-ci révèle en effet que la valeur notionnelle des dérivés (c'est-à-dire la valeur faciale qui apparaît sur les contrats de ces produits) dépasse désormais son niveau d'avant la crise des subprimes.

Au premier semestre 2013, elle s'élevait en effet à 693 000 milliards de dollars, contre 684 000 milliards au premier semestre 2008, selon les chiffres que le cabinet a tirés des rapports de la Banque des règlements internationaux (BRI). L'équivalent de dix fois le PIB mondial, contre trois fois le PIB mondial il y a quinze ans. « *C'est un risque potentiel énorme, et la crise n'a pas changé les pratiques des banques en la matière* », explique Christophe Nijdam, qui a piloté l'étude.

CDS, dérivés de taux, swaps… Les produits dérivés sont des instruments financiers dont la valeur varie en fonction du prix d'un actif appelé sous-jacent, qui peut être une action, une obligation, une monnaie, un taux, un indice ou encore une matière première. Ils ont été créés à l'origine par les agriculteurs afin de se couvrir contre les risques financiers, comme par exemple la flambée, ou au contraire l'effondrement, du prix du blé ou du café. Mais dès les années 1980, ils ont été progressivement détournés par les banques à des fins de spéculation.

Selon la BRI, sur les 5 300 milliards de dollars échangés tous les jours sur le seul marché des changes, seuls 7 à 8 % seraient utilisés par des opérateurs finaux non financiers souhaitant réellement se prémunir contre les risques. Or, la crise des subprimes l'a rappelé, les produits dérivés sont loin d'être sans danger. « *La plupart s'échangent de gré à gré, c'est-à-dire d'un établissement à l'autre, sans règle de sécurité et dans l'opacité totale* », explique-t-on à Finance Watch, une association qui milite pour une meilleure régulation de la finance.

L'assureur américain AIG, qui fut sauvé de la faillite par un prêt massif de l'Etat en 2008, détenait ainsi pour plus de 1 600 milliards de dollars de CDS (credit default swap)… « *Comme personne ne savait qui détenait les CDS vendus ou échangés par AIG, ces derniers ont contribué à propager la panique dans tout le système* », rappelle Christophe Nijdam, qui a travaillé sur les marchés dérivés dès les années quatre-vingt au sein de plusieurs établissements financiers. Un risque systémique que les dérivés font toujours planer sur le système financier.

AlphaValue a également épluché les documents officiels des grandes banques européennes afin de déterminer quelles sont celles qui détiennent les montants notionnels de produits dérivés les plus élevés. En tête arrive la Deutsche Bank (55 600 milliards d'euros), suivie de la française BNP Paribas (48 300 milliards) et la britannique Barclays (47 900 milliards). La Société générale (19 200 milliards) et le Crédit agricole (16 800 milliards) apparaissent en huit et neuvième positions.

Mais si l'on compare ces chiffres au PIB du pays d'origine de la banque, le classement est un peu différent. Cette fois, c'est Credit Suisse (86 fois le PIB helvète !) qui figure en tête, suivi par UBS (65 fois le PIB suisse) et Barclays (26 fois le PIB britannique). BNP Paribas apparaît en cinquième position (24 fois le PIB français) devant la Deutsche Bank (22 fois le PIB allemand), la Société Générale (10 fois le PIB français) et le Crédit agricole (8 fois) en dix et onzième positions. La première banque américaine, JPMorgan, n'apparaît qu'en treizième place du classement (« *seulement* » 4 fois le PIB américain).

Les régulateurs sont conscients du problème, et exigent notamment que les échanges de produits dérivés passent à l'avenir par des chambres de compensation – structures qui assurent le règlement-livraison des transactions et garantissent le respect des règles de transparence et de sécurité.

Pour les produits les plus « *exotiques* », les régulateurs projettent de demander aux établissements de mettre une certaine marge financière de côté, équivalente par exemple à 15 % de la valeur notionnelle du contrat pour les dérivés d'action. Déjà partiellement en place aux Etats-Unis, les réglementations sur le sujet sont encore en cours d'élaboration en Europe. De plus, la taxe sur les transactions financières, à l'étude en

Europe, toucherait 0,01 % des transactions sur les produits dérivés. « *Cette taxe réduirait de 75 % les volumes d'échange de ces instruments, c'est-à-dire l'essentiel de la part spéculative* », commente Christophe Nijdam. A condition qu'elle soit un jour appliquée. « *Le lobby du secteur mettra tout en œuvre pour en limiter la portée* », prévient un député européen.

Un article du Reuters du 17 décembre 2013

Londres proposera de nombreux permis de gaz de schiste en 2014 (19.12)

Le gouvernement britannique a annoncé mardi qu'il lancerait au début de l'été prochain un grand nombre de licences d'exploration pour la recherche de gaz de schiste, sur lequel il compte pour réduire la dépendance croissante du pays envers les importations d'énergie.

Les études géologiques montrent que le Royaume-Uni possède d'importantes réserves de schiste mais il reste à voir quelles quantités de gaz elles renferment.

Le ministre de l'Energie, Michael Fallon, a dit s'attendre à délivrer entre 50 et 150 licences d'exploitation à l'été 2014.

"*Nous pourrions doubler le nombre de licences onshore lors de ce round*", a-t-il dit à la presse après avoir présenté les conclusions d'un rapport sur le sujet.

Il s'agira de la 14e attribution de licences terrestres, dans le cadre d'un processus qui a été suspendu durant quatre ans à la suite de secousses sismiques provoquées par des forages d'exploration dans le Lancashire.

La technologie d'extraction par fracturation hydraulique suscite une forte opposition des riverains et des associations de défense de l'environnement au Royaume-Uni mais le gouvernement n'en continue pas moins de promouvoir cette nouvelle source d'énergie, qui selon ses calculs pourrait permettre de créer jusqu'à 32.000 emplois dans le pays d'ici les années 2020.

"*Aujourd'hui marque une nouvelle étape dans la libération du potentiel du gaz de schiste dans notre offre d'énergie*", a affirmé Michael Fallon.

Dans son scénario le plus optimiste, le gouvernement estime que la production de gaz de schiste dans le pays pourrait représenter plus du triple de sa demande actuelle de gaz.

Les estimations des réserves du pays et des incitations fiscales promises par le gouvernement ont suscité l'intérêt de grosses firmes étrangères comme GDF Suez, qui a déjà pris des parts dans des projets, ou Total.

Un article AFP du 17 décembre 2013

Dans la Grèce en crise, des payes souvent amputées ou retardées. (19.12)

Salaires payés partiellement, en nature, ou avec des mois de retard, le paysage sinistré de l'emploi en Grèce ne se résume pas au taux de chômage record de la population, à plus de 27%.

"*Tous les matins, je laisse mes enfants, je prends ma voiture, je mets de l'essence et je viens travailler*". La crise n'a rien changé au rituel de Chrissoula Zarkamela, caissière à Katerini (nord du pays), sauf sur un point: elle n'a pas touché ses 894 euros mensuels depuis le mois d'août, comme ses dix collègues du supermarché Arvanitidis.

L'ensemble des salariés de cette chaîne, qui compte environ 150 magasins dans le pays, vivent au gré des versements aléatoires de salaire, explique-t-elle.

"*Les problèmes sérieux ont commencé il y a un an. Au début nous étions payés un mois en retard, on ne disait trop rien. Puis les impayés se sont accumulés*", raconte Mme Zarkamela.

En mai, l'employeur, qui devait trois mois de salaire, leur fait une proposition étonnante: la moitié de leur dû versé en coupons de 20 euros à dépenser dans le magasin.

Plusieurs salariés ont refusé: "*ils croient que je vais payer mes impôts en farine et sucre!*", peste la caissière quadragénaire.

Seule du magasin à pouvoir compter sur un deuxième salaire, celui de son mari, elle se demande pourtant si elle va pouvoir "*racheter du fuel pour le chauffage*".

"*Plus d'un million de salariés impayés*" en Grèce, titrait début décembre le quotidien libéral Kathimerini, citant une estimation "*empirique*" de l'Institut de recherche du principal syndicat du privé GSEE. Un nombre à rapprocher des 1,37 million de chômeurs du pays.

"*Les retards d'un ou deux mois sont si fréquents que même l'inspecteur du travail le plus bienveillant juge inutile de s'y attaquer*", affirme l'avocate Margetina Stefanatou, spécialisée en droit du travail.

"*Une entreprise sur deux ne paie pas ses salariés dans les temps*", décrit Yannis Kouzis, enseignant à l'université Panteion d'Athènes et chercheur à l'institut de la GSEE. Les secteurs les "*plus problématiques*" sont, selon lui, la sécurité, le nettoyage, la restauration et l'hôtellerie.

Mais dans un pays comptant 98,5% d'entreprises de moins de 50 salariés, "*les plus vulnérables*" en temps de crise, cette estimation donne une image "*biaisée*", nuance la fédération grecque du patronat SEV, interrogée par l'AFP.

Avec l'assèchement du crédit bancaire, ces petites entreprises ne peuvent plus faire face aux écarts de trésorerie, observe l'avocate Stenafatou sans nier les cas de "mauvaise gestion".

A l'hôpital Henri Dunant d'Athènes, établissement dernier cri ouvert en 2000 sous l'égide de la Croix Rouge Hellénique, l'ancienne équipe de direction a laissé un trou de millions d'euros.

Plus de 1.000 employés n'y sont pas payés depuis neuf mois, raconte Anastasia Koutsouris, 45 ans, médecin généraliste privée de ses 1.650 euros mensuels. "*Partir? mais pour trouver du travail où?*", demande-t-elle.

La crainte du chômage retient aussi N., 52 ans, serveur dans un hôtel du centre d'Athènes où il reçoit "*200 euros par-ci, par-là*" depuis "*quinze mois*", explique-t-il à l'AFP.

Un autre salarié athénien, employé de la même entreprise automobile depuis 22 ans, affirme sous couvert d'anonymat être payé 100 à 150 euros par mois depuis deux ans et demi, "*l'argument étant que l'entreprise va mal*".

Rares sont les salariés à se mobiliser comme l'ont fait cet automne les ouvriers des chantiers navals de

Skaramangas, près d'Athènes, manifestant régulièrement pour réclamer 18 mois d'impayés. Impayés également, les marins du "*Pénélope*" reliant la côte athénienne aux Cyclades, ont cessé le travail depuis cet été.

"*La crise est arrivée dans un marché du travail grec qui était déjà une jungle caractérisée par de nombreux abus*", affirme Eli Varkalama, juriste à la GSEE.

Parmi les autres hardiesses salariales débusquées par le syndicat, des contrats d'embauche prévoyant le versement de la paye à trois mois. Ou pire: un hôtelier de l'île d'Egine a proposé un emploi de femme de chambre "*volontaire*". Rémunération? la pension complète.

Un article lexpress.fr du 16 décembre 2013

La crise économique est une guerre comme les autres. (19.12)

Partout dans le monde développé , et en France en particulier, les crises économiques et les guerres sont gérées très différemment :

Les guerres. sont gérées simplement et efficacement : un but de guerre, un chef de guerre, un consensus national, une analyse des forces ennemies, une stratégie, des tactiques, des moyens. Et on voit alors les chefs d'état les plus indécis se transformer, au contact de leurs généraux, en stratège décidé.

Les crises économiques, au contraire, sont gérées, la plus part du temps en démocratie.

Sans but clair, sans consensus national, sans analyse des forces hostiles, sans stratégie, et avec. des chefs indécis, multiples et contradictoires.

En conséquence, l'histoire récente a montré que même ceux qui savent gagner les guerres de mouvement les plus difficiles s'enlisent dans des conflits économiques et sociaux sans fin.

De fait, les dirigeants en arrivent même a préféré entrer dans des conflits militaires plutôt que de faire des choix économiques.

De plus, par définition, les ennemis dans un conflit international ne sont pas des électeurs; aussi le pouvoir politique n'a aucune raison de les ménager.

A la différence de tous ceux qui, dans le pays, ont quelque chose a perdre dans toute reforme économique globalement salutaire.

On a plus de chance d'être populaire en se lançant dans un conflit que dans des réformes. Et, dans certaines circonstances historiques particulièrement tragiques, les peuples finissent même parfois par confier la gestion de la crise économique a des militaires.

En France, ce raisonnement s'applique parfaitement aujourd'hui : le président actuel de la République, comme son prédécesseur, semble plus a l'aise dans la gestion de crises militaires que dans celle de la crise économique.

Dans un cas, il décide avec lucidité et détermination de déclencher l'action d'une excellente armée, unie sous un même commandement, pour gagner une guerre avec l'approbation d'une majorité du pays. Ainsi fut fait récemment en Lybie , au Mali, en RCA.

Dans un autre, l'un comme l'autre n'ont pas osé trancher, reformer, avancer autant que nécessaire de peur de mécontenter tel ou tel groupe.

Si un chef de guerre cherchait a être le barycentre des forces de ses lieutenants, il serait certain de perdre toutes les batailles. Il en va de même pour la guerre économiques.

L'histoire nous apprend donc qu'un grand pays ne peut conduire de grandes réformes, pour juguler une crise économiques, que s'il emploie les mêmes moyens que ceux qu'il emploie pour mener un conflit armé :

Une analyse claire des forces en présence, un chef déterminé , un but de guerre clairement énoncé, la construction d'un consensus national aussi large que possible, sur ce but de guerre. Et l'analyse lucide des pertes tolérables .

On rêve donc aujourd'hui de voir reconnaître que nous sommes en guerre économique, des ministres unis, formant un véritable état major de crise autour de lui, agissant sans sourciller, autour d'un président déterminé.

Et qu'on ne dise pas que la gestion d'une crise économique est plus complexe que celle d'une guerre: Dans les deux cas, on met en jeu la vie d'hommes et de femmes, en affrontant des péripéties parfois dramatiques et changeantes.

Il faudrait donc apprendre combattre la crise avec la même détermination, la même absence de recherche de popularité, avec le même décorum, la même mise en scène, le même vocabulaire que le combat contre un ennemi de l'extérieur.

Dans les deux cas, la patrie est en danger.

Commentaire.

Et le même cynisme !

Quelle est la patrie d'Attali, à défaut de Jérusalem ? La banque ! Vous retrouvez dans son discours la quasi-totalité de mon analyse sur l'oligarchie financière anglo-saxonne, le néolibéralisme, leur état d'esprit, leur stratégie politique, le nouvel ordre mondial qu'ils tentent d'instaurer.

Un article AFP du 18 décembre 2013

Afghanistan: le "*grand jeu*" autour des gazoducs s'intensifie. (19.12)

Des pays assis sur des gisements de gaz naturel colossaux, des multinationales qui rivalisent pour exporter cette manne et des rebelles plantés sur les routes de transit : de l'Asie centrale à l'Inde, la géopolitique des pipelines s'intensifie à l'approche du retrait occidental d'Afghanistan.

C'est l'un des plus ambitieux projets au monde, relier les champs gaziers d'Asie centrale au sous-continent indien.

Après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan à la fin des années 1980, les sociétés américaine Unocal et argentine Bridas s'étaient cassées les dents en tentant de construire ces autoroutes du gaz dans un remake du "*grand jeu*", célèbre lutte au 19e siècle entre la Russie et la Grande-Bretagne pour le contrôle de cette région stratégique.

Mais la flamme du gazoduc espéré ne s'est jamais vraiment éteinte. Et aujourd'hui, à un an du retrait des forces de l'Otan d'Afghanistan, les jeux se multiplient en coulisses pour construire le TAPI, un gazoduc de 1.700 kilomètres reliant les champs gaziers du Turkménistan à l'Inde, via l'Afghanistan et le Pakistan.

Le Pakistan et l'Inde cherchent désespéramment de l'énergie pour assurer leur croissance économique et l'Afghanistan démuni pourrait y gagner des centaines de millions de dollars de droit de passage.

"*L'Afghanistan est un pont entre l'Asie centrale et le sous-continent indien, ce projet est le premier exemple pour le prouver*", se félicite Abdul Jalil Jumriany, directeur général de l'Autorité afghane du pétrole.

Les trois pays en aval ont déjà signé des contrats d'approvisionnement en gaz avec les autorités turkmènes. "*La balle est désormais dans le camp du Turkménistan*", qui doit ces prochains mois fournir à ses trois partenaires une liste de sociétés avec lesquelles il serait prêt à construire ce pipeline, insiste M. Jumriany.

Mais qui acceptera d'investir au moins 7,6 milliards de dollars pour un gazoduc traversant des régions instables d'Afghanistan et du Pakistan ?

Les géants américains Chevron et ExxonMobil, le malaisien Petronas et la britannique British Gas ont déjà "*exprimé leur intérêt*" pour construire ce gazoduc en échange de frais de transport à long terme, ont indiqué à l'AFP des sources proches du dossier.

Mais ces groupes pourraient monnayer cher leur participation, et réclamer en plus au Turkménistan des participations dans l'exploration et la production gazière. "*Elles n'en font pas mystère*", souligne Mobin Saulat, directeur de l'Inter State Gas systems, société gérant les dossiers de gazoducs internationaux au Pakistan.

Reste à savoir ce que le Turkménistan acceptera d'accorder à des sociétés étrangères et les garanties exigées des pays qui les soutiennent, en particulier les Etats-Unis, d'autant plus favorables au TAPI qu'ils sont hostiles au second projet de pipeline régional, l'IP, censé relier l'Iran et le Pakistan.

L'Iran a célébré plus tôt cette année la fin de la construction de sa portion de l'IP, un projet de 7,5 milliards de dollars devant relier le champ gazier offshore de South Pars au sud du Pakistan.

Une avancée à laquelle Washington n'a pas caché son hostilité, le Département d'Etat soulignant qu'"*il y a d'autres solutions à long terme pour répondre aux besoins énergétiques du Pakistan*" et que ce dernier a plutôt "*intérêt à éviter toute activité susceptible de sanction*".

"*Le Tapi et l'IP sont tous deux compatibles, car nos besoins énergétiques sont supérieurs au volume des deux projets combinés*", juge toutefois un haut cadre du ministère pakistanais du Pétrole. Seul hic, le Pakistan, sans le sou, n'a toujours pas lancé la construction de sa partie du pipeline, au coût estimé à deux milliards de dollars, et juge désormais "*irréaliste*" la fin d'éventuels travaux en 2014.

Les Etats-Unis oseront-ils imposer des sanctions au Pakistan, allié clé dans la "*guerre contre le terrorisme*", car ce dernier traite avec l'Iran? Islamabad nie toute menace, mais des experts du dossier évoquent des pressions de Washington, et ce malgré le récent dégel américano-iranien.

Chaque projet de gazoduc est confronté à des défis sécuritaires qui pourraient décourager des investisseurs.

L'IP comme le TAPI doivent traverser la province pakistanaise du Baloutchistan (sud-ouest), théâtre d'une guerre larvée entre l'armée et des mouvements sécessionnistes.

Le second y ajoute en plus des bastions rebelles talibans en Afghanistan. "*Mais le TAPI ne sera pas forcément gêné par les talibans afghans*" qui pourraient être incités à l'accepter par ll'interma&diaie du Pakistan, toujours en contact avec une partie d'entre eux, note Didier Chaudet, chercheur français à l'IPRI, un centre de réflexion pakistanais. Et les rebelles afghans pourraient accepter le gazoduc en échange de droits de passage informels, note-t-il.

A l'approche du retrait de l'Otan, ces pipelines sont pour les puissances régionales une incitation économique à travailler ensemble pour stabiliser une zone déchirée par les conflits depuis plus de trente ans, notamment en Afghanistan. Un espoir qui vaut parfois au TAPI le surnom de "*gazoduc de la paix*".

"*C'est vrai en théorie*", estime l'analyste indien Bharat Karnad, qui ne cache toutefois pas son scepticisme, estimant que le TAPI ne pourra éventuellement voir le jour qu'"*à très long terme lorsque tous les conflits inter et intra-étatiques de la région seront résolus*". L'IP ne sera pas non plus simple à réaliser.

Le jeu en vaut pourtant la chandelle, souligne l'ancien ministre pakistanais des Finances Salman Shah, car si ces gazoducs finissent par voir le jour "*c'est toute la région qui décollera économiquement*".

Un article publié par french.irib.ir du 19 décembre 2013

L'Europe, promoteur du désordre ukrainien. (20.12)

Pendant que les médias nous saoulent avec les funérailles de Mandela, s'essayant à faire monter la sauce d'une nouvelle idolâtrie cosmopolitiste, des événements d'une gravité extrême se déroulent en Ukraine, berceau légendaire de la Russie. Là où Rùs et Varègues qui, après avoir traversé des mers tempétueuses et franchi les détroits, remonté de vastes fleuves, débarquèrent de leur navire à fond plat pour fonder de nouveaux royaumes. Demain la guerre civile ? Peut-être pas, mais la répétition, avec un réel potentiel de violence, de la Révolution orange de novembre 2004 ne laisse pas d'inquiéter. Surtout dans le contexte d'un Levant toujours incandescent et des ennemis de la paix qui ne désarment pas à Riyad, à Paris, à Tel-Aviv, à Washington.

Qui ne voit que l'Union européenne, une entité bien identifiable, localisée à Bruxelles et incarnée par une poignée d'oligarques à mine patibulaire – les Martin Schultz, les Barroso et leurs sous-fifres faire-valoir, hommes et femmes de paille, les Ashton, les Van Rompuy – est au pire une fauteuse de guerre et au mieux un foyer de tensions ? Il suffit de considérer la situation à Kiev pour s'en convaincre. N'est-ce pas la proposition intempestive de Bruxelles d'établir un partenariat privilégié avec l'Ukraine qui a mis le feu aux poudres et déstabilisé le pays ? Car il ne fallait pas être devin pour prévoir la réaction russe, le Kremlin s'étant toujours montré très chatouilleux chaque fois que les Atlantistes se sont risqués à empiéter sur leur Pré-carré.

On l'a vu quand les États-Unis ont voulu déployer en Mer Baltique et en Europe orientale les radars d'acquisition et les missiles d'interception d'un « bouclier anti-missiles » prétendument destinés à protéger l'Occident contre une attaque de vecteurs nucléaires intercontinentaux iraniens ! En réponse Moscou avait prépositionné ses propres armes hypersoniques "*Iskender*" à Kaliningrad [Kœnigsberg]. De la même façon en 2008, quand la Géorgie, soutenue par Washington et Tel-Aviv, avait eu l'imprudence de tester en Ossétie du Sud la détermination de Moscou à ne pas laisser l'Ouest marcher sur ses plates-bandes, la réponse avait été cinglante. Mal lui en avait pris et l'Ossétie du Sud puis l'Abkhazie avait saisi l'occasion, à l'issue du conflit, de se déclarer indépendantes… sous le parapluie de la Fédération de Russie. En fait ce conflit limité dans le temps et l'espace - il se prolongea huit jours avant l'intervention d'un cessez-le-feu - fut néanmoins une guerre véritable qui eut pu facilement se solder par l'occupation complète de la Géorgie… n'eut été l'intervention de M. Sarkozy dont le pays, la France, assurait alors la présidence tournante du Conseil européen. À la suite de quoi Géorgie et Ukraine candidataient – ou furent incitées à le faire - à l'Otan. Adhésion qui eut put créer ultérieurement les conditions d'affrontements d'une toute autre ampleur eu égard à l'Article 5 de la Charte atlantique relative à l'obligation de solidarité en cas d'attaque de l'un de ses membres.

Révolution orange sur fond de concussions

En fait ce conflit était en gestation depuis 2004 et l'arrivée aux Affaires de l'américano-géorgien Saakachvili 1 à l'occasion de la "*Révolution des roses*" de novembre 2003. Celle-ci aura précédé d'un an la Révolution orange qui devait également porter en Ukraine une équipe pro-américaine conduite par Viktor Iouchtchenko 2, soutenue et financée en large partie par l'Administration américaine sous couvert la "*Fondation pour la société ouverte*" du milliardaire américain George Soros 3. Les occidentaux auront ensuite beau jeu d'accuser les Russes d'avoir planifié à partir de 2006 une offensive militaire en cas d'intervention géorgienne en Ossétie du Sud.

2013 rebelote. La Révolution orange de novembre 2004 ayant fait long feu, le gouvernement occidentaliste qui prend les commandes en janvier 2005 commencera très vite à se fissurer. Sans doute dès septembre de la même année avec le limogeage du Premier ministre Ioulia Tymochenko. La malheureuse ayant fait la preuve de ses incompétences – mais non point de son aptitude à la concussion - elle finit par se retrouver – au grand dam de ses bons amis de Bruxelles - derrière les barreaux en octobre 2011, condamnée à sept ans d'emprisonnement pour abus de pouvoir à propos de contrats gaziers signés en 2009 entre son pays et la Russie ! Une condamnation apparemment pleinement justifiée au regard du dossier et des prévarications dont elle se serait rendue coupable ! Mais la leçon n'a été entendue ni à Washington ni à Bruxelles. Au reste les moyens mis en œuvre aujourd'hui pour relancer la machine subversive sont à la hauteur des enjeux : extraire l'Ukraine de l'orbite russe et l'arrimer à la nef des fous d'une Europe à la dérive…

Ainsi, les récentes émeutes de Kiev ont vu l'entrée en scène de jeunes Tatars de Crimée encadrant les manifestations. Des membres du mouvement Azatlyk [Liberté] de Naïl Nabiullin, qui militent pour la Grande Turquie et qui sont soutenus à l'occasion aussi bien par des partis trotskistes - tels le Front de gauche russe de Serguei Oudaltsov - que par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. Certains d'entre eux venaient de revenir - justement via la Turquie – des théâtres d'opérations syriens où ils s'étaient formés à la guérilla djihadiste en combattant l'État baasiste.

On notera par ailleurs et avec amusement la similarité des modus operandi en matière de communication des nouveaux "*révolutionnaires*" de Kiev… Le 9 avril 2003, à Bagdad, sur la place Ferdaous, quelques grappes d'opposants stipendiés revenus dans les fourgons du malheur et de l'armée américaine, abattaient la statue de Saddam Hussein. Seuls une profonde myopie empêcha les journalistes présents - et les salles de rédaction - de voir qu'il s'agissait d'une grossière mise-en-scène ; le 8 décembre, à Kiev, "*Lénine*" était à son tour déboulonné place de l'Indépendance. Nul ne le regrettera. Bien sûr comparaison n'est pas raison, mais la ressemblance spectaculaire entre ces deux "*happenings*" est trop forte pour être tout à fait fortuite : mêmes actions, mêmes finalités, mêmes type d'acteurs 4… car enfin il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que les foules mobilisées à Kiev sont essentiellement composées de jeunes hommes et que le mélange des couches sociales y semble réduit à sa plus simple expression. Une homogénéité des manifestants qui là encore pose question !

Le Centre étant inaccessible, l'offensive se déploie à la périphérie

Le 19 septembre le sénateur John McCain se voyait offrir une tribune libre sur le site en anglais de la Pravda [Vérité]. Il y publiait une lettre ouverte aux citoyens de la Fédération avec ce titre assez malgracieux : « *Les Russes méritent mieux que Poutine* ». Une réponse au président russe qui avait exprimé, dans les colonnes du New York Times, son point de vue quant au conflit syrien un peu auparavant. McCain parlant à la première personne et s'adressant sans ambages aux lecteurs russes : « *Je crois que vous devriez pouvoir vivre selon ce que vous dicte votre conscience, et non selon ce que vous dicte votre gouvernement* »… « *Je veux dissiper les mensonges des dirigeants russes, destinés à les maintenir au pouvoir et à justifier leur corruption… Les amis de Poutine sont les tyrans* ». En conséquence de quoi, Vladimir Poutine a fait savoir qu'il « *n'entamerait pas de polémique avec quelqu'un habitant de l'autre côté de l'Océan.* » [rfi.fr19spt13].

C'est le même McCain qui le 17 avril 2007, en campagne pour les présidentielle de 2008, chantonnait « *Bomb, bomb, bomb Iran* » sur un air des "*Beach Boys*" 5. C'est toujours le même homme qui ce 15 déc. s'adressait à près de 200 000 manifestants rassemblés sur Maïdan [place de l'Indépendance] pour demander la démission du président Viktor Ianoukovitch… Lequel doit se rendre à Moscou ce mardi 17 alors que son Premier vice-Premier ministre, Serhiy Arbouzov avait eu tout loisir d'annoncer la semaine passée, l'imminence d'un "*accord d'association et de libre-échange*" avec Bruxelles. En contrepartie, en cas de signature, une aide financière d'un montant de 20 mds d'€uros sera octroyée à l'Ukraine ainsi qu'une assistance dans la négociation d'un emprunt auprès du FMI ! La carotte est grosse mais plus encore… appétissante. Notons finalement que l'argent ne manque pas lorsqu'il s'agit de corrompre les États !

Au final, les cyniques qui nous gouvernent ne donnant rien dans rien, les Ukrainiens fascinés par le scintillement des merveilles européistes trouveront peut-être la pilule amère lorsqu'il leur faudra, sous peine de voir le robinet à finances se refermer, accepter toutes les joyeusetés obligatoirement livrées avec le kit européiste… Dictature hygiéniste, tyrannie consensuelle, correction politique, fétichisme de la déviance, droits exorbitants des minorités, éclatement du noyau familial et exaltation des toutes les tares et pathologies physiques, morales ou mentales… et cætera. Tout ce que ce monstre de Poutine refuse pour la Russie. Lui qui a su mettre en lisière l'activité et la circulation des fonds de ces honnêtes Ong anglo-américaines œuvrant pour le salut de l'humanité et l'assomption de la démocratie participative. Mais quand le Centre est inaccessible ou imprenable, il convient d'entreprendre une manœuvre d'encerclement en jouant la périphérie contre le centre. Kiev contre Moscou !

Commentaire d'Alexeï Pouchkov, député à la Douma : les « *représentants de l'Union européenne et des Etats-Unis sont directement impliqués dans le bras de fer politique en Ukraine... Veulent-ils y établir un nouveau régime colonial ?* » [courrrierinter.com16 déc13]. En tout cas la visite de McCain, sans constituer pour autant un casus belli, n'est pas moins une provocation de la plus belle eau. Qu'en conclure ? Qu'à Washington les ennemis d'Obama sont puissants, qu'ils ne craignent pas d'accentuer les tensions, qu'ils feront tout pour faire capoter les négociations avec l'Iran, que la marge de manœuvre de l'Administration Démocrate est mince et que les six mois pendant lesquels court l'accord intérimaire sur le contrôle du

programme nucléaire iranien devraient être mouvementés. (Une conclusion en eua de boudin comme d'habitude, mais inévitable, peu importe, le reste de l'article est très intéressant. - ndlr)

Notes

(1) Saakachvili pendant ses études a été boursier du Département d'État américain et commence sa carrière juridique à New-York dans le cabinet d'avocats Patterson Belknap Webb & Tyler.

(2) À l'heure où les manifestants s'affrontent à Kiev aux forces de police, l'UE négocie avec les É-U un « *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement* ». En un mot l'établissement ou plutôt l'institutionnalisation d'une zone de libre échange qui existe déjà dans les faits… mais qui, si l'accord est adopté, permettra à l'Amérique du Nord (Alena) d'inonder le marché européen de produits frelatés à bas prix lesquels, par exemple, mettront à et en terre notre secteur agricole : poulets chlorés, bœufs poussés aux hormones, céréales génétiquement modifiées et tutti quanti.

(3) L'OSF, connu avant 2010 sous le nom d'Open Society Institute, est un réseau créé en 1993 par le milliardaire américain d'origine magyare George Soros, dans le but de promouvoir la "*gouvernance démocratique*", les droits humains, les associations "*caritatives*" et communautaristes, les syndicats et toute la panoplie des structures idéologiques utiles à énerver et convertir les peuples arriérés aux vertus de la permissivité extrême. Parmi ses nombreuses actions d'éclat citons : l'Optor, organisation insurrectionnelle ayant conduit la lutte en Serbie contre la présidence de feu Slobodan Milosevic durant l'été 2000 ; le CEDAR , premier réseau européen de professionnels musulmans ; la "Quadrature du Net" « *organisation de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet* » ; en Roumanie, la Gay Fest, festival homosexuel annuel de Bucarest ; en France, le Collectif contre l'islamophobie ; ou encore la formation des blogueurs égyptiens qui ont joué un rôle capital dans l'arrivée au pouvoir – par les urnes !? – de l'islamiste Morsi… Enfin Pora [« *Il est l'heure* » !] une « *organisation civique et de résistance non-violente de la jeunesse ukrainienne préconisant l'instauration d'une "vraie" démocratie nationale* ». Fondé en 2004 avec les fonds de la National Endowment for Democracy de G. Soros et ceux de l'Ambassade du Canada avec pour objectif avoué de coordonner l'opposition de la jeunesse au gouvernement. Pora, l'un des protagonistes de première ligne de la Révolution orange, était dirigé - par le plus grand des hasards - d'anciens cadres dirigeants d'Optor cité plus haut.

(4) Voir le billet pétri d'ironie mordante de Marie Delarue « *Ukraine : on a déboulonné Lénine… comme Saddam* » bdvoltaire.fr 10 décembre 2013.

(5) wikipedia.org/wiki/Bomb_Iran#John_McCain_controversy

Un article AFP du 19 décembre 2013

La France, pays occidental le plus interventionniste en 2013. (20.12)

En première ligne au Mali et en Centrafrique, velléitaire en Syrie, pugnace dans le dossier iranien: la France a acquis en 2013 le statut, réservé de coutume aux Etats-Unis, de pays occidental le plus interventionniste.

Paradoxe: la France adopte une position "*guerrière*" inhabituelle sur la scène internationale au moment où elle semble sur le déclin, entre difficultés à boucler son budget militaire, perte d'influence économique et apparition de nouveaux acteurs à l'instar du Qatar, de l'Inde ou du Brésil.

"*La France a montré qu'elle était devenue ces dernières années le plus faucon des pays occidentaux sur les dossiers au Proche-Orient et dans la région*", résume Hussein Ibish, analyste à Washington du groupe de réflexion American Task force on Palestine.

Et en Afrique, sa toute dernière intervention - l'opération "*Sangaris*" en Centrafrique - a définitivement posé la question du retour de l'ancienne puissance coloniale en "*gendarme de l'Afrique*".

Hussein Ibish rappelle que la France a "*poussé pour une intervention en Libye*" en mars 2011, a "*envahi et sauvé le Mali*" au début de l'année, "*était la plus enthousiaste à l'idée de frappes contre les sites d'armes chimiques en Syrie*" en août. Et sur l'Iran, elle a ferraillé pour empêcher un "*jeu de dupes*" sur le programme nucléaire iranien, pesant de tout son poids pour convaincre Européens et Américains de demander plus de concessions à Téhéran.

"*Qu'on s'en félicite ou le déplore, la France ne joue plus le même rôle qu'hier sur la scène internationale*", résumait alors l'éditorialiste Bernard Guetta dans Libération. Elle est devenue sous les présidences de Nicolas Sarkozy et François Hollande "*le plus attaché des pays de l'Alliance atlantique à défendre la sécurité, les principes et les intérêts du monde occidental*".

Le lancement jeudi de l'opération "*Sangaris*" après le feu vert de l'Onu pour rétablir l'ordre dans une Centrafrique sombrant dans le chaos est le dernier épisode de cet activisme de Paris dans le monde. "*La Côte d'Ivoire en 2011, le Mali début 2013 et aujourd'hui la Centrafrique: jamais, sans doute, la France n'a fait preuve d'un tel activisme militaire sur un temps aussi court pendant que d'autres pays - la Chine, l'Inde, la Turquie - investissent à tout va*", a constaté Libération à l'instar de l'ensemble de la presse française.

"*Ambitions mais moyens limités*"

Pendant près de 50 ans, la politique étrangère de la France avait suivi la doctrine instaurée par le général Charles de Gaulle visant à placer à bonne distance les géants soviétique et américain, et Israël. Ce non-alignement a perduré sous le président socialiste François Mitterrand et culminé en 2003 lors du "*non*" de Jacques Chirac à l'invasion de l'Irak de Saddam Hussein.

Il y a dix ans, les Républicains américains criaient au boycott de la France et qualifiaient les Français de "*singes capitulards bouffeurs de fromage*". Aujourd'hui, l'influent sénateur américain John McCain tweete "*Vive la France*" à propos du bras de fer mené avec l'Iran. Que s'est-il passé entre-temps?

La gestion offensive - similaire - de Nicolas Sarkozy et François Hollande a accompagné un renouvellement de générations aux Affaires étrangères, dans l'armée et les services secrets. La nouvelle a grandi dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 à New York et fait ses armes dans la lutte antiterroriste, notamment en Afghanistan et au Sahel.

Paris a aussi profité en partie du "*vide*" relatif laissé par les Etats-Unis au Moyen-Orient. Après une décennie de guerres en Afghanistan et Irak, Washington a rapatrié ses GI's, réorientant son action sur l'Asie.

"*Les pays comme la France connaissent très bien l'équilibre des pouvoirs au Proche-Orient et ils veulent protéger leurs intérêts*", souligne Alireza Nader, expert du centre de réflexion RAND. "*Il ne s'agit pas seulement du programme nucléaire (iranien) mais également de calculs de pouvoir et d'équilibre. La France protège la sécurité d'Israël mais a aussi des liens étroits avec l'Arabie saoudite et les pays du Golfe*", dit-il.

En août, la Syrie a toutefois brutalement ramené les Français au principe de réalité. Après la mort de 1.500 personnes tuées par des armes chimiques près de Damas, la France pensait avoir convaincu les Etats-Unis de lancer des frappes sur les installations militaires syriennes. Mais une reculade à la dernière minute de Barack Obama a laissé François Hollande seul en première ligne, l'obligeant à baisser pavillon.

Cruel constat de l'analyste arabe Mustapha Al-Ani du Gulf Research Centre: la France "*n'a pas les moyens de sa politique*" au Proche-Orient car sa diplomatie "*reste tributaire de la politique des Etats-Unis*".

Directeur de l'institut politique Issam Fares, Ramy Khory, tempère ce jugement: "*La France ne pourra pas jouer un rôle aussi important que les Etats-Unis au Proche-Orient, mais elle peut très certainement (y) jouer un rôle dynamique, efficace et constructif*".

Un article lemonde.fr du 26 décembre 2013

Corruption : le gouvernement turc fait pression sur la justice. (27.12)

Le procureur Muammar Akkar, chargé d'enquêter sur un vaste scandale de corruption qui ébranle depuis quelques jours le gouvernement islamo-conservateur turc, a été dessaisi jeudi 26 décembre du dossier, après avoir dénoncé une tentative d'étouffement de l'enquête.

L'annonce en a été faite par M. Akkar lui-même, qui en a profité pour livrer aux médias turcs ses quatre vérités dans un communiqué. « *J'ai découvert aujourd'hui que j'ai été muté de ma juridiction sans qu'aucune raison ne soit donnée. Tous mes collègues ainsi que le public devraient savoir que, en tant que procureur, j'ai été empêché de lancer une enquête.* » Il a notamment mis en cause la police, qui n'aurait pas exécuté les nouveaux mandats d'arrêt qu'il avait lancés à l'encontre d'une trentaine de personnes, dont des députés et des hommes d'affaires. « *Par le moyen de la police, la justice a été soumise à des pressions directes, et l'exécution d'ordres donnés par les tribunaux a été entravée.* »

Pour justifier cette mutation, le procureur général d'Istanbul, Turhan Colakkadi, a expliqué que le magistrat n'avait pas respecté le code de procédure pénale. Selon lui, Muammar Akkar avait donné des informations aux médias et n'avait pas fourni à ses supérieurs des rapports réguliers sur l'avancement de son enquête.

Lancée la semaine dernière, la vaste enquête anticorruption qu'il menait a provoqué la démission de trois ministres, dont les fils ont été inculpés. Elle a contraint mercredi soir le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, à procéder en urgence à un vaste remaniement ministériel.

Cette enquête se déroule sur fond de guerre ouverte entre le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis 2002, et la confrérie du prédicateur musulman Fetullah Gülen, qui fut longtemps son alliée.

M. Erdogan a accusé, sans la nommer, l'organisation de M. Gülen, très influente dans la police et la justice turques, de constituer un « *Etat dans l'Etat* » à l'origine d'un « *complot* » contre son gouvernement. Une accusation reprise en miroir par l'opposition, qui estime que M. Erdogan cherche à gouverner le pays par l'intermédiaire d'un « *Etat parallèle* », l'AKP.

Un article Reuters du 25 décembre 2013

Trois ministres turcs démissionnent sur fond de scandale. (27.12)

Trois ministres turcs ont démissionné mercredi, après l'arrestation la semaine dernière de leur fils dans le cadre d'une enquête sur des soupçons de corruption, qui tourne à l'épreuve de force entre le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et la justice.

Immédiatement après l'annonce de sa démission, Erdogan Bayraktar, ministre de l'Environnement, a conseillé à Recep Tayyip Erdogan de quitter lui aussi ses fonctions, ce qui marque une contestation inédite du Premier ministre dans son propre camp.

"*Pour le bien de cette nation et de ce pays, je crois que le Premier ministre devrait démissionner*", a dit sur une chaîne de télévision Erdogan Bayraktar, dont le fils a brièvement été arrêté le 17 décembre, au début de l'enquête publique.

Ses collègues de l'Intérieur et de l'Economie, Muammer Guler et Zafer Caglayan, comptent eux aussi un fils chacun parmi les 24 personnes interpellées ce jour-là. Ils affirment l'un comme l'autre que leurs proches sont innocents.

Idris Naim Sahim, actuel député et prédécesseur de Muammer Guler au ministère de l'Intérieur, a, par ailleurs, annoncé mercredi son départ du Parti pour la justice et du développement (AKP), la formation islamiste et conservatrice de Recep Tayyip Erdogan.

Ce dernier a présenté dans la soirée au président Abdullah Gül une nouvelle liste de membres du gouvernement, a-t-on appris de sources politiques.

On ignore dans l'immédiat si le remaniement a concerné uniquement les trois postes vacants ou davantage de portefeuilles.

L'enquête, qui implique en premier lieu le directeur général de la banque publique Halkbank, a fragilisé Recep Tayyip Erdogan. De nombreux observateurs lient l'agitation en cours à la rivalité entre le Premier ministre et un ancien allié, l'influent prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis.

Le Premier ministre a répliqué à la vague d'arrestations en limogeant plusieurs responsables de la police nationale, dont ceux de plusieurs services de la police d'Istanbul, où se trouve le siège d'Halkbank.

Selon le journal Hürriyet, au moins 550 policiers, dont de hauts gradés, ont été limogés la semaine dernière à travers le pays, par Muammer Guler.

Le gouvernement présente l'affaire comme une campagne orchestrée depuis l'étranger dans le but de semer la discorde en Turquie.

Lors d'un meeting de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan a juré mercredi que la formation islamiste "ne sous-estime ou ne tolère pas la corruption", mais n'a pas réagi aux démissions.

"*Si l'opposition rend un verdict dès le deuxième jour de l'enquête, à quoi bon avoir des juges ?*", a-t-il demandé. "*Si les médias prennent la décision, à quoi bon avoir de longues procédures de justice ?*"

"*Comment savoir à quoi est employé cet argent ?*", a-t-il aussi dit en référence à des images, diffusées par des chaînes de télévision, de boîtes à chaussures remplies de billets et supposément saisies au domicile de suspects.

Aux yeux des analystes politiques, l'enquête anti-corruption en cours et ses développements politiques pourraient nuire au soutien populaire dont bénéficie l'AKP, mais ne devrait pas menacer pour autant le gouvernement dans l'immédiat.

Ces affaires pourraient toutefois affecter les résultats des élections locales de mars. Les prochaines législatives doivent elles avoir lieu en 2015.

"*J'ai démissionné de mon poste de ministre de l'Economie pour aider à la manifestation de la vérité et pour permettre de faire échouer cet horrible complot, qui a touché entre autres mon enfant et certains de mes plus proches collègues de travail*", a expliqué Zafer Caglayan dans un communiqué.

Dans un communiqué distinct, Muammer Guler a qualifié l'affaire en cours de "*montage sordide visant notre gouvernement, notre parti et notre pays*".

Même si bon nombre d'investisseurs internationaux étant absents en ce jour de Noël, le principal indice de la Bourse turque perdait plus de 2% après les déclarations du ministre de l'Environnement en faveur de la démission de Recep Tayyip Erdogan. La livre, tombée vendredi à un plus bas historique de 2,0983 pour un dollar, restait à un bas niveau.

Un article de nouvelordremondial.cc du 23 avril 2008

Happy birthday the Fed !

Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale – Le machiavélisme des hécatonchires de la finance internationale. - nouvelordremondial.cc du 23 avril 2008 (27.12.13)

« *Que peuvent les lois, là où seul l'argent est roi ?* » Pétrone.

« *Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.* » L'industriel Henry Ford.

On parle ici et là de « *finance de marché* », d' «*ingénierie financière de Wall Street* » de « *non-coïncidence de l'intérêt des parties* », de « *dysfonctionnements structurels de la finance dérégulée* » du « *rôle des monnaies* », comme si les opérations financières étaient mues par un petit moteur intérieur, se déroulaient dans la stratosphère et n'étaient pas connectés à la politique des Etats.

J'ai voulu montrer que derrière le théâtre d'ombres du vocabulaire abscons de spécialistes , des mains bien réelles s'activent dans les coulisses, les mains avides des hécatonchires de la finance internationale. Derrière les chiffres, les graphiques et les abstractions, une poignée d'hommes en chair en os agissent. Leurs cerveaux échafaudent les plans par lesquels ils défendent avec ténacité, et de génération en génération, des intérêts privés au détriment des intérêts des nations.

La crise financière actuelle n'est incompréhensible que pour ceux qui ne veulent pas savoir. C'est pourquoi j'ai essayé de remonter à sa source et de montrer que si le meccano s'est déréglé une fois de plus, c'est qu'il est programmé de telle sorte que des crises périodiques sont inscrites dans le patrimoine génétique de son code de fonctionnement parce que ces crises sont hautement profitables à ses concepteurs.

Il se peut que l'exceptionnelle habileté des spéculateurs de la « finance déstructurée » à jouer à saute-mouton par-dessus les crises qu'ils ont régulièrement provoquées depuis plus d'un siècle, les ait à ce point enhardis que leur voracité a, cette fois, détraqué la machinerie monétaire dont ils avaient si ingénieusement ajusté les rouages. Peut-être apprendrons-nous dans un très proche avenir qu'une nouvelle « *conspiration des hécatonchires* » est en gestation en quelque île des Caraïbes ou du Pacifique afin, diront-ils, d'oeuvrer pour le salut de l'humanité et de « *sauver* » le système monétaire.

Chapitres

- 1 – La conspiration de l'Ile Jekyll
- 2 – La liste des conspirateurs
- 3 – La préhistoire du système monétaire : de la déclaration d'indépendance à la crise de 1907
- 4 – John Fitzgerald Kennedy et la nouvelle tentative de réforme monétaire
- 5 – Les crises monétaires successives aux USA: 1869 – 1873 – 1893 – 1901 – 1907
- 6 – Les préparatifs du coup d'Etat constitutionnel
- 7 – Histoire de l'Histoire de la révélation au public du système de la Réserve Fédérale
- 8 – Ezra Pound et son combat contre l'usurocratie
- 9 – Le mécanisme de l'escroquerie de la Réserve Fédérale

1 – La conspiration de l'île Jekyll

Le 22 novembre de l'année 1910, le luxueux wagon privé du richissime sénateur Nelson Aldrich a été accroché au train qui reliait New-York au sud des Etats-Unis et quelques personnes s'embarquent en direction de la Georgie . Le voyage durera deux jours et deux nuits et les occupants de ce wagon affecteront, avec une ostentation puérile, de ne pas se connaître bien que leur long périple ait le même but : la chasse au canard sur une petite île située à quelques encablures des côtes de Georgie , l'île de Jekyll .

Notre groupe voyage sous des noms d'emprunts. Les participants avaient fait preuve de ruses de Sioux afin de ne pas se croiser avant l'ébranlement du convoi et s'étaient interdit de se nommer en s'adressant la parole – ou de n'utiliser que leurs prénoms – durant le temps que dura le voyage, tellement leur méfiance

était grande et s'étendait au personnel de service . Un incognito total devait être préservé. L'un d'entre eux, qui n'avait jamais chassé de sa vie, portait même un grand fusil sur l'épaule afin de compléter le réalisme naïf du tableau.

Ces personnages, qui se comportaient de manière aussi étrange, représentaient pourtant à eux seuls le quart de la richesse planétaire de l'époque.

La description de l'embarquement et du voyage figure dans les ouvrages des auteurs qui rapportent cette scène, notamment dans celui, très détaillé, d'Eustace Mullins, Secrets of the Federal Reserve, The London Connection, dont je parlerai plus loin (2). Comme les voyageurs occupaient un wagon privé – donc soustrait par définition aux regards du public – les précautions des participants semblent pour le moins excessives , à moins que tel Monsieur Le Trouadec saisi par la débauche , nos sévères banquiers se soient livrés à un moment de détente ludique, avant de se concentrer sur le beau coup financier qu'ils étaient sur le point de monter.

2 – La liste des conspirateurs

Etaient présents:

- Le propriétaire du wagon qui roulait, tous rideaux baissés, vers son destin et vers le nôtre, le Sénateur Nelson Aldrich accompagné de son secrétaire privé, Shelton. Président de la National Monetary Commission (Commission Monétaire Nationale) créée en 1908 et entérinée par le Président Théodore Roosevelt à la suite de la panique monétaire de 1907 qui succédait à plusieurs autres catastrophes boursières, il était l'aiguillon et l'organisateur de la réunion. Le Sénateur entretenait des relations commerciales étroites avec l'influent homme d'affaires et banquier, John Pierpont Morgan, beau-père de John D. Rockefeller et grand-père de Nelson

Rockefeller, un ancien vice-président des États-Unis. Celui-ci n'était pas physiquement présent, mais triplement représenté, il marqua la réunion de son empreinte. Au Congrès, le Sénateur Aldrich passait pour être le porte-parole du banquier J.P.Morgan , lequel représentait également les intérêts des Rothschild d'Angleterre.

Les représentants directs de John Pierpont Morgan étaient:

- Henry Davison, associé principal de la John Pierpont Morgan Company et considéré comme son émissaire personnel.

- Charles Norton, président de la First National Bank de New York, dominée par J.P. Morgan Company.

- Benjamin Strong, le directeur général de la J. P. Morgan's Bankers Trust Company, et connu pour être également un lieutenant de J.P. Morgan. Il devint d'ailleurs le P.D.G. de la banque, trois ans plus tard, à la suite à l'adoption de la Loi sur la Réserve fédérale. Ces deux banquiers représentaient , eux aussi, les intérêts des Rothschild.

- Il semble qu'il y ait eu quelques autres « *invités* » dont les noms ne sont, pour l'instant , pas connus et peut-être ne le seront-ils jamais. Ainsi, lorsque George F. Baker, un des associés les plus proches de JP Morgan, mourut le 3 mai 1931, le New-York Times écrivit : « *Le club de l'Ile Jekyll a perdu un de ses membres les plus distingués* ».

Etait également présent, Frank Vanderlip, le président de la National Bank de New York, la plus grande et la plus puissante banque d'Amérique. Il représentait les intérêts financiers de William Rockefeller et de la société d'investissement internationale Kuhn, Loeb and Company.

Contrairement à ce laissent entendre ceux qui affirment qu'il se serait agi d'un « *complot des seuls banquiers* », le gouvernement n'était pas étranger à cette réunion. Il était représenté par A. Piatt Andrew, Secrétaire adjoint du Trésor et Aide Spécial de la National Monetary Commission. Je reviendrai sur cette Commission que le Congrès avait officiellement chargée, en 1907, de préparer une réforme monétaire. D'ailleurs, les défenseurs du système de la FED se fondent sur son existence et sur la présence du

représentant du gouvernement à l'Ile Jekyll pour dénoncer comme « *complotistes* » les critiques de la réunion de l'île Jekyll en omettant sciemment de mentionner les conditions dans lesquelles fut conçue, votée puis annoncée la création de la Federal Reserve et que j'analyserai plus loin. La présence de ce membre du Gouvernement prouve pour le moins la complicité de ce dernier avec les banquiers dans le « *coup d'Etat constitutionnel* » que banquiers et Gouvernement préparaient de conserve contre le Congrès.

Mais le personnage le plus important parmi les participants était Paul Warburg. C'était l'un des hommes les plus riches du monde . Son expérience du fonctionnement des banques européennes, sa forte personnalité et ses compétences en firent le meneur , la tête pensante du groupe et le véritable initiateur de la création de la FED. Il révèlera d'ailleurs des capacités de manoeuvrier exceptionnelles en 1913, au moment du vote de la loi au Congrès. (3)

D'origine allemande , il se fit ensuite naturaliser citoyen américain. En plus d'être un partenaire de la Coon, Loeb and Company – il avait épousé en 1893 la fille du banquier Salomon Loeb, propriétaire de la banque Kuhn, Loeb & Co de New-York – il représentait sur place la dynastie bancaire des Rothschild d'Angleterre et de France. Associé avec son frère Felix, il entretenait également des liens étroits avec son autre frère Max Warburg, le directeur en chef du consortium bancaire Warburg d'Allemagne et des Pays-Bas.

Cette fine brochette représentait donc les intérêts croisés des plus grands groupes bancaires mondiaux : les Morgan, les Rothschild, les Warburg et les Rockefeller. Les historiens du Nouveau Monde les appelleront les Barons voleurs. Une fois arrivés dans la luxueuse propriété de J.P. Morgan sur l'ilot Jekyll, nos banquiers millionnaires s'installèrent autour d'une table et neuf jours durant, dans le plus grand secret, ils mirent au point et rédigèrent minutieusement le règlement de ce qui allait devenir le Système de la Reserve Fédérale.

3 – La préhistoire du système monétaire : de la déclaration d'indépendance en 1776 à la crise de 1907

L'action des « *barons voleurs* » et la décision de 1913 qui en sera le point d'orgue, n'est pas un acte isolé. C'est le dernier et le plus décisif des coups de boutoir des financiers dans la guerre féroce, tant en Europe qu'en Amérique, entre le pouvoir politique et le pouvoir des banquiers, et notamment celui des Warburg et des Rothschild d'Angleterre. Cette guerre durait depuis la Déclaration d'indépendance des colonies anglaises. Elle se termina par une victoire par KO de la finance internationale sur le pouvoir politique de l'Etat naissant et ouvrit la voie à une domination exponentielle des financiers sur le monde entier.

La bataille avait d'ailleurs commencé avant même la déclaration d'indépendance, en 1776, lorsque les banquiers de la City de Londres réussirent à faire voter par le gouvernement anglais une loi qui interdisait aux treize colonies d'Amérique de créer une monnaie locale, le Colonial Script, et de n'utiliser, pour leurs échanges, que la monnaie or et argent des banquiers. Comme cette monnaie était obtenue moyennant un intérêt, elle devenait automatiquement une dette des colonies.

Les monétaristes l'appellent une monnaie-dette et cette monnaie est un racket permanent des banques sur l'Etat soumis à ce régime.

Au moment de la déclaration d'indépendance du nouvel Etat, méfiants, les Pères fondateurs inscrivirent dans la Constitution américaine signée à Philadelphie en 1787, dans son article 1, section 8, § 5, que « c'est au Congrès qu'appartiendra le droit de frapper l'argent et d'en régler la valeur ».

Thomas Jefferson était si persuadé du rôle pervers des banquiers internationaux qu'il a pu écrire: « *Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses qu'une armée. Si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire, les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs biens jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leur Pères avaient conquis.* »

Et voilà comment Jefferson a prophétisé, il y a plus de deux siècles, la crise actuelle des « *subprime* », qui jette de plus en plus de citoyens américains à la rue.

Mais les banquiers ne s'avouèrent pas vaincus. Ils trouvèrent des soutiens auprès du nouveau gouvernement et notamment auprès du Secrétaire au Trésor, Alexander Hamilton et du Président George Washington lui-même. Ils obtinrent en 1791 le droit de créer une banque, abusivement appelée Banque des

Etats-Unis de manière à faire croire qu'il s'agissait d'une banque de l'Etat central alors que c'était une simple banque privé appartenant à ses actionnaires. Cette banque privée obtint, pour vingt ans, le privilège d'émettre la monnaie-dette du nouvel Etat.

Lorsqu'au bout de vingt ans, le Président Jackson voulut mettre fin à ce droit exorbitant, sortir du cycle de la monnaie-dette et revenir au droit inscrit dans l'art. 1 de la Constitution , les banquiers anglais, menés par Nathan Rothschild, suscitèrent en 1812 , sous divers prétextes commerciaux – taxe sur le thé – et maritimes – contrôle des navires – une guerre de l'Angleterre contre ses anciennes colonies et ils mirent en action toute leur puissance financière afin de ramener le nouvel Etat au rang de colonie . « *Vous êtes un repaire de voleurs, de vipères, leur avait crié le Président Jackson. J'ai l'intention de vous déloger, et par le Dieu Eternel, je le ferai!* » Mais il échoua à les déloger et les banquiers eurent le dernier mot .

En 1816, les privilèges de la Banque des Etats-Unis étaient rétablis et les banquiers menés par la famille Rothschild avaient définitivement terrassé les hommes politiques qui, comme Jefferson et plus tard, Lincoln, tentèrent de s'opposer à leur racket.

C'est donc à juste titre que James Madison (1751-1836) , le quatrième Président des Etats-Unis a pu écrire: « *L'histoire révèle que les banquiers utilisent toutes les formes d'abus, d'intrigues, de supercheries et tous les moyens violents possibles afin de maintenir leur contrôle sur les gouvernements par le contrôle de l'émission de la monnaie.* » Car il s'agit bien d'un racket. La guerre que mena – et perdit – Abraham Lincoln contre les banquiers en est une nouvelle illustration éclatante.

Durant la guerre de Sécession (1861-1865), la banque Rothschild de Londres finança les Fédérés du Nord, pendant que la banque Rothschild de Paris finançait les Confédérés du Sud en application d'un scénario mis au point en Europe durant les guerres napoléoniennes. Les deux groupes , profitant de la situation, exigeaient des intérêts usuraires de 25 à 36%.

Le président Lincoln , qui avait percé à jour le jeu des Rothschild refusa de se soumettre au diktat des financiers européens et, en 1862 , il obtint le vote du Legal Tender Act par lequel le Congrès l'autorisait à revenir à l'art. 1 de la Constitution de 1787 et à faire imprimer une monnaie libérée du paiement d'un intérêt à des tiers – les dollars « *Green Back* » – ils étaient imprimés avec de l'encre verte. C'est ainsi qu'il a pu , sans augmenter la dette de l'Etat, payer les troupes de l'Union.

« *Le pouvoir des financiers tyrannise la nation en temps de paix* – écrivait-il – *et conspire contre elle dans les temps d'adversité. Il est plus despotique qu'une monarchie, plus insolent qu'une dictature, plus égoïste qu'une bureaucratie. Il dénonce, comme ennemis publics , tous ceux qui s'interrogent sur ses méthodes ou mettent ses crimes en lumière. J'ai deux grands ennemis : l'armée du sud en face et les banquiers en arrière. Et des deux, ce sont les banquiers qui sont mes pires ennemis.* »

Il aurait ajouté ces paroles prémonitoires : « *Je vois dans un proche avenir se préparer une crise qui me fait trembler pour la sécurité de mon pays. […] Le pouvoir de l'argent essaiera de prolonger son règne jusqu'à ce que toute la richesse soit concentrée entre quelques mains.* » (Letter from Lincoln to Col. Wm. F. Elkins, Nov. 21, 1864).

Lincoln voyait clairement combien il était néfaste pour une nation souveraine que des puissances autres que l'Etat central aient le pouvoir de créer la monnaie. Il a été tué à Washington le 14 avril 1965 par John Wilkes Booth qui lui tira une balle dans la tête alors qu'il assistait à une représentation théâtrale dans la loge du Ford's Theater.

Les causes réelles de sa mort n'ont pas été élucidées, bien que la version officielle prétende toujours que son assassin vengeait la défaite des Sudistes . De nombreuses recherches, abondamment documentées, orientent la recherche de la vérité vers un complot beaucoup plus complexe et révèlent , notamment, que Booth reçut à ce moment-là des sommes d'argent très importantes de la part d'hommes d'affaires connus et qu'il bénéficia de nombreuses et efficaces complicités, tant pour accomplir son crime que pour quitter les lieux .

Toujours est-il que le successeur de Lincoln, Andrew Johnson, semble, lui, n'avoir eu aucun doute quant à la cause de la mort de son prédécesseur : il a immédiatement et sans donner d'explication, suspendu l'impression des greenbacks et les Etats-Unis sont revenus à la monnaie-dette des banquiers.

Le 12 avril 1866, le Congrès officialisait sa décision par le vote du Contraction Act qui stipulait que les billets greenbacks de Lincoln seraient progressivement retirés de la circulation monétaire.

Il est une autre personnalité qui, elle non plus, n'avait aucun doute sur les commanditaires de l'assassinat perpétré par Booth, c'est Otto von Bismarck, Chancelier de Prusse depuis 1862, qui écrivait : « *La mort de Lincoln fut un désastre pour la chrétienté. Il n'y avait pas dans tous les États-Unis d'homme qui méritât de seulement porter ses bottes. Je crains que les banquiers étrangers ne dominent entièrement l'abondante richesse de l'Amérique et ne l'utilisent systématiquement dans le but de corrompre la civilisation moderne. Il n'hésiteront pas à précipiter les Etats chrétiens dans les guerres et le chaos, afin de devenir les héritiers de la terre entière.* »

4 – John Fitzgerald Kennedy et la nouvelle tentative de réforme monétaire

Il est impossible de ne pas évoquer, à la suite de celle du Président Lincoln, la tentative du Président John Fitzgerald Kennedy de dépouiller la FED de sa puissance , tellement elle lui est parallèle. Elle eut lieu un siècle exactement après celle de Lincoln. Les coïncidences biographiques, politiques et même numérologiques qui rapprochent les destins de ces deux hommes politiques sont, il faut le reconnaître, tout à fait extraordinaires et ont fait saliver de nombreux Sherlock Holmes amateurs. Leurs morts violentes semblent les avoir liés pour l'éternité dans un parcours historique en miroir.

En effet, le 4 juin 1963 , le Président Kennedy signait l'Executive Order n° 11110 (4) par lequel le gouvernement retrouvait un pouvoir inscrit dans la Constitution, celui de créer sa monnaie sans passer par la Réserve Federale. Cette nouvelle monnaie, gagée sur les réserves d'or et d'argent du Trésor, rappelait les greenbacks et le coup de force du Président Lincoln.

Le Président Kennedy fit imprimer 4,3 milliards de billets de 1, 2, 5, 10, 20 et 100 dollars. En 1994 il restait l'équivalent de 284,125,895 dollars en circulation aux Etats-Unis , détenus, probablement par des collectionneurs (source: The 1995 World Almanac).

Les conséquences de l'Executive Order n° 11110 étaient énormes. En effet, d'un trait de plume John Fitzgerald Kennedy était en passe de mettre hors jeu tout le pouvoir que les banques privées de la FED s'étaient arrogé depuis 1816 et qu'elles détenaient officiellement depuis 1913.

Pour lire la suite tout aussi instructive et passionnante...

- Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale – Le machiavélisme des hécatonchires de la finance internationale. (nouvelordremondial.cc) (23.04.08)

Un article de l'AFP du 29 décembre 2013

Ryad va donner 3 milliards de dollars au Liban pour acheter des armes françaises. (31.12)

L'Arabie saoudite s'est engagée à octroyer trois milliards de dollars à l'armée libanaise afin que celle-ci, faiblement équipée, puisse se procurer des armes françaises, a annoncé dimanche le président de la République libanais, Michel Sleimane.

"*Il s'agit de l'aide la plus importante dans l'histoire du Liban et de l'armée libanaise*", a-t-il précisé dans une allocution diffusée sur les chaînes de télévision libanaises.

"*Le roi saoudien a décidé d'octroyer une importante aide au Liban, d'une valeur de trois milliards de dollars, allouée à l'armée libanaise pour renforcer ses capacités*", a indiqué M. Sleimane.

"*Les armes seront achetées auprès de l'Etat français dans les plus brefs délais, vu les relations historiques qui le lient au Liban et l'étroite coopération militaire entre les deux pays*", a poursuivi le chef de l'Etat. (Apparemment le temps presse, la Syrie est pour ainsi dire détruire, il faudrait passer à la suite du programme sans tarder... - ndlr)

Selon lui, cette aide "*fera l'objet de discussions entre le roi saoudien Abdallah et le président français François Hollande*", actuellement en visite officielle à Ryad. (C'est Riad et Paris qui vont se substituer aux autorités libanaises en matière de sécurité, autrement dit l'indépendance et la souveraineté du Liban leur est confiée par le chef de l'Etat libanais qui a complètement déserté ou capitulé, il leur a livré le Liban clés en main. - ndlr)

Lors d'une conférence de presse à l'issue de ses entretiens avec le roi Abdallah, M. Hollande s'est engagé dimanche à "*satisfaire*" les demandes d'armement de l'armée libanaise.

"*J'ai des relations avec le président Sleimane (...) et s'il y a des demandes qui nous sont adressées, nous les satisferons*", a ajouté le président français, sans commenter l'annonce de M. Sleimane.

Le président libanais n'a pas précisé quel type d'armes seraient achetées auprès de Paris.

Cette aide "*permettra à l'armée de mener à bien sa mission*", a-t-il dit alors que l'institution militaire fait face à plusieurs défis sur le plan de la sécurité, illustrés par l'assassinat vendredi d'un ex-ministre critique de Damas ou par des tirs de roquettes du Liban sur Israël, qui a riposté dimanche. (La pourriture de journaliste de l'AFP fait l'impasse sur l'assassinat de dirigeants du Hezbollah, normal il est le porte-parole du gouvernement français. - ndlr)

Outre la mission de défense, l'armée au Liban est également en charge du maintien de l'ordre aux côtés de la police, et a dû intervenir lors des violences confessionnelles exacerbées ces derniers mois par le conflit en Syrie voisine. (Violences orchestrées par les services secrets israéliens et saoudiens ce qu'oublie volontairement le journaliste de l'AFP de préciser. - ndlr)

Elle est faiblement équipée en armement modernes, et ne dispose que de transports de troupe américains, de chars soviétiques et de canons mais n'a pas d'hélicoptère de combat. (Les hélicoptères ils servent à quoi en général sinon à viser et mitrailler l'opposition et la population civile du pays. - ndlr)

L'institution militaire, multiconfessionnelle, a reçu ces dernières années des aides de la France et des Etats-Unis, mais jamais d'armes lourdes. (Il faudrait songer à frapper un grand coup les opposants à l'Etat sioniste. -ndlr)

L'Arabie saoudite, un royaume sunnite, soutient la coalition de l'opposition libanaise hostile au régime syrien et au Hezbollah, et critique avec virulence le puissant parti chiite libanais. (En fait le camp de la réaction pro américaine et sioniste. - ndlr)

Ce parti est le seul mouvement libanais armé et ses détracteurs l'accusent d'imposer sa volonté à travers son arsenal militaire. (En réalité, c'est sur lui que repose en grande partie l'indépendance du Liban face à Israël, un crime impardonnable. - ndlr)

Saad Hariri, dont le père Rafic Hariri a été tué en février 2005 dans un attentat à Beyrouth attribué à des membres présumés du Hezbollah, a salué dans un communiqué l'annonce du président libanais qui va permettre selon lui à l'Etat de prendre le contrôle de la situation. (Cette annonce est du sur-mesure pour les laquais de l'Etat sioniste et américain. - ndlr)

Le président Sleimane a "*annoncé un pas exceptionnel de nature à aboutir à un véritable Etat dont l'autorité et l'armée ne doivent être devancées par aucune autre force*", a dit M. Hariri, ex-Premier ministre du Liban, qui doit rencontrer le président français en soirée à Ryad. (2014 s'annonce ainsi comme l'année de l'offensive contre le Liban. - ndlr)

Commentaire.

A qui profite le crime, qui y avait intérêts ? Qui a assassiné l'ancien ministre Mohamad Chatah, proche conseiller de l'ancien premier ministre libanais, Saad Hariri et son père, Rafic Hariri, ancien ministre des Finances, et membre du FMI ? Poser la question permet d'en identifier les commanditaires : Israël et son allié l'Arabie saoudite, les Etats-Unis. Le 3 décembre ce fut Hassan Hawlo Laqqis,un commandant du Hezbollah, qui est mort dans un attentat dans la banlieue Sud de Beyrouth sans doute commandité par les mêmes auteurs. L'attentat qui a coûté la vie à Mohamad Chatah a été condamné dans un communiqué du 27 décembre par le Hezbollah, alors que la coaltion du 14 mars de Saad Hariri lui a imputé ce crime, il aurait été perpétré en représaille laisse-t-il entendre. Or le Hezbollah n'a pas intérêt à mener ce genre d'actions au Liban, seuls ceux qui veulent l'affaiblir et déstabiliser le Liban y trouvent leur compte.

L'annonce de ce prêt de trois milliards de dollars à l'armée libanaise par le régime wahhabite servira la propagande en faveur du désarmement du Hezbollah face au régime sioniste, il s'agit d'un changement de tactique sur le plan politique pour isoler le Hezbollah, le réduire à l'impuissance pour ensuite avoir les mains libres pour s'attaquer à l'Iran.

C'est à ce plan qu'adhère des deux mains Hollande et le PS, qui est conforme à la stratégie mondialiste de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui veut se rendre maître de toute la région, la contrôler entièrement...

Un article de l'AFP du 29 décembre 2013

Arabie: convergence de vue entre Paris et Ryad sur les crises régionales. (31.12)

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a souligné lors d'un entretien dimanche avec François Hollande la "*convergence*" des positions des deux pays sur la Syrie, l'Iran et les autres crises régionales, a-t-on indiqué dans l'entourage du président français.

"*Le roi Abdallah a manifesté son inquiétude, voire son anxiété à propos des crises régionales --l'Iran, la Syrie, le Liban et l'Egypte-- et a salué la position courageuse de la France sur ces principaux dossiers*", a-t-on ajouté dans l'entourage de François Hollande. (Alors que la pétromonarchie barbare porte en grande partie la responsabilité de la situation en Syrie pour recruter, financer et armer les djihadistes sanguinaires d'Al-Qaïda qui massacrent la population civile et détruisent ce pays, ce que sait parfaitement Hollande et qu'il approuve. Saviez-vous que le PS était la pire pourrriture qui soit, le saviez-vous vous qui l'avez soutenu, qui avez appelé une multitude de fois au front unique avec ce parti au cours de la seconde moitié du XXe siècle, qui avez appelé à voter PS ? Quelle crédibilité pouvez-vous revendiquer aujourd'hui, dites-nous ? - ndlr)

Le souverain saoudien a souligné "*les positions convergentes*" des deux pays sur ces différents dossiers, a-t-on précisé de même source.

Le roi Abdallah, dont le pays est l'un des principaux soutiens à l'opposition syrienne, a accusé au cours de l'entretien le président syrien Bachar Assad d'avoir "*détruit son pays*", affirmant qu'il avait attiré les "*extrémistes islamistes*", toujours selon l'entourage de François Hollande. (C'est le comble du cynisme, la barbarie, le PS incarne la barbarie, ce n'est pas exagéré de l'affirmer. - ndlr)

Le chef de l'Etat français est arrivé dimanche en Arabie saoudite pour une visite officielle dominée par la perspective d'enjeux commerciaux alléchants ainsi que les crises qui secouent le Moyen-Orient.

Il a été accueilli par le prince héritier Salmane ben Abdel Aziz avant d'être reçu par le roi dans son luxueux palais de Rawdat Khurayim, à 60 km au nord-est de Ryad.

Le président français doit également rencontrer l'ex-Premier ministre libanais Saad Hariri, dont un proche a été tué vendredi dans un attentat à la voiture piégée vendredi à Beyrouth, et le chef de l'opposition syrienne Ahmed Jarba au premier jour de sa visite dans le royaume, selon son entourage.

Un article de Reuters du 29 décembre 2013

Hollande se place comme un allié clé de l'Arabie au Moyen-Orient. (31.12)

François Hollande s'est positionné dimanche durant une visite officielle à Ryad comme un allié clé de l'Arabie saoudite au Moyen-Orient, estimant notamment que Paris partageait "exactement" les positions du royaume sur le dossier syrien.

Le président a aussi annoncé que la France répondrait favorablement au Liban qui souhaite profiter d'un financement de trois milliards de dollars de l'Arabie saoudite pour acheter des armes françaises pour équiper son armée.

"*Ce que je sais, c'est que la France, depuis déjà longtemps mais encore récemment, équipe l'armée libanaise et entendra répondre à toutes les sollicitations qui lui seront adressées*", a dit le président français, qui a promis que Paris et Ryad combineraient leurs efforts pour assurer l'intégrité et la stabilité du pays.

L'armée libanaise peine à endiguer les violences liées au conflit en Syrie voisine et souffre d'un manque d'équipements qui l'empêche de contenir l'influence du Hezbollah, mouvement armé soutenu par l'Iran chiite qui combat aux côtés des forces du président syrien Bachar al Assad.

François Hollande devait rencontrer dimanche dans la soirée l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri dont l'un des proches, l'ancien ministre Mohamed Chatah, a trouvé la mort vendredi à Beyrouth lors d'un attentat.

Le président français, qui rencontrera aussi dimanche le président de la Coalition nationale syrienne (CNS), a assuré les Saoudiens que Paris resterait sur la même ligne de fermeté à l'égard du président syrien pour soutenir l'opposition "modérée" et aboutir à une transition politique à Damas.

"*La France et l'Arabie saoudite sur la Syrie (...) partagent exactement la même position*", a-t-il dit.

Le président français souhaite que la CNS participe à la conférence de paix dite de Genève II prévue le 22 janvier, que l'opposition menace de boycotter en raison notamment des bombardements qui se poursuivent à Alep.

La volonté de Paris de "*punir*" via des frappes militaires le régime de Bachar al Assad en raison de l'utilisation présumée d'armes chimiques, une option écartée in fine par Barack Obama, a été appréciée à Ryad et a contribué au réchauffement des relations bilatérales.

Ryad a aussi noté la fermeté de la diplomatie française sur le dossier du nucléaire iranien et le "*vive la France*" lancé par le sénateur républicain John McCain durant les négociations qui ont abouti à un accord temporaire à Genève a trouvé un écho dans la péninsule arabique.

"*Nous avons sur l'Iran la même volonté, faire en sorte que nous puissions trouver une trouver solution définitive à la question nucléaire*", a dit le président français.

Le déplacement de François Hollande intervient à un moment où l'axe Ryad-Washington, qui structure depuis des décennies la géopolitique de la région, bat de l'aile et où la diplomatie américaine déplace le centre de gravité de son action vers l'Asie.

Sa deuxième visite dans le royaume marque aussi une volonté d'équilibre après la "*lune de miel*" entre Nicolas Sarkozy et le Qatar, un pays 15 fois moins peuplé.

Pour certains analystes, François Hollande positionne progressivement la France pour qu'elle puisse, dans une certaine mesure, prendre le relais des Américains comme alliée privilégiée des Saoudiens.

"*C'est vrai que depuis plusieurs mois notre coopération s'est renforcée*", a estimé le président français, qui n'a pas tari d'éloges à l'égard du monarque saoudien.

"*J'apprécie la sagesse du roi Abdallah, elle est précieuse*", a encore estimé François Hollande dont l'entourage assure que son estime est réciproque.

"*Le roi a salué le rôle pionnier de la France sur la Syrie*", a-t-on rapporté dans la délégation française où l'on espère beaucoup du partenariat avec "*le premier client de la France au Moyen-Orient*".

Accompagné d'une délégation de patrons, François Hollande participera lundi à un forum économique où il doit évoquer les ambitions françaises.

Outre ses gigantesques besoins en infrastructures qui font rêver les géants du BTP comme Vinci ou Bouygues, le pays procède à la modernisation de son appareil militaire, ce qui pourrait déboucher sur d'importants contrats.

La France a déjà obtenu de participer à la modernisation de frégates saoudiennes et s'intéresse de près aux besoins de la marine du royaume ou à ses systèmes de défense antiaériens.

Paris aimerait aussi participer au programme nucléaire saoudien et livrer ses Airbus à la compagnie Saoudia, mais aussi attirer davantage d'investissements "*productifs*" saoudiens en France, comme ceux qui ont permis le sauvetage du volailler Doux.

Commentaire.

Pour quelle raison le régime barbare saoudien pourrait se doter d'un programme nucléaire mais pas l'Iran ou d'autres pays ? En quoi l'Iran constituerait-il plus une menace pour la région ou le monde qu'Israël qui contrairement à l'Iran n'a jamais déclaré la guerre à un autre pays ? Pour mettre la main sur le pétrole iranien, c'est tout.

Un article de Reuters du 29 décembre 2013

Hollande rencontre à Ryad le président de la CNS. (31.12)

François Hollande rencontrera dimanche en marge de son déplacement en Arabie saoudite le président de la Coalition nationale syrienne (CNS) afin d'évoquer la conférence de paix de Genève 2 prévue le 22 janvier, a annoncé son entourage.

Cette rencontre entre le président français et Ahmed Djarba intervient alors que la CNS menace de ne pas se rendre en Suisse en raison notamment des bombardements qui se poursuivent sur la ville d'Alep.

"*Notre message, allez à Genève*", a expliqué Laurent Fabius à des journalistes dans l'avion de la délégation française.

"*Il faut y aller avec l'objectif de respecter le mandat de négociation*", a ajouté le ministre des Affaires étrangères, en rappelant que le but de ces pourparlers était la constitution d'un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs.

Pour François Hollande, Bachar al Assad devra quitter le pouvoir au terme de ce processus qui doit permettre à la Syrie de sortir d'un conflit long de près de trois ans et qui a fait plus de 100.000 morts.

"*Il faut qu'il parte*", résume l'un de ses conseillers. (Hollande : dégage !)

Le président français entame sa visite officielle de deux jours en Arabie saoudite dimanche par un entretien et un repas avec le roi Abdallah. Il doit dans la soirée donner une conférence de presse conjointe avec le ministre saoudien des Affaires étrangères.

Le dossier syrien constitue une pomme de discorde entre Washington et Ryad, déçue du manque de soutien qu'apporte, selon elle, les Etats-Unis aux rebelles syriens.

La volonté de Paris de "punir" via des frappes militaires le régime de Bachar al Assad pour l'utilisation présumée d'armes chimiques, une option écartée in fine par Barack Obama, a été appréciée par le royaume.

François Hollande profitera aussi de son séjour en Arabie saoudite pour aborder la question de la stabilité du Liban, mise à mal par le conflit syrien. Il rencontrera aussi dimanche à Ryad l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri après l'attentat qui causé la mort vendredi à Beyrouth d'un de ses proches, l'ancien ministre Mohamed Chatah.

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier

CAUSERIE

Souhaitons-nous pour 2013 de parvenir à dépasser nos divisions, à parvenir à rassembler nos forces, à abattre les obstacles qui jusqu'à présent nous ont empêché de construire un nouveau parti communiste.

On va commencer très fort l'année ! En fait, si je n'ai pas actualisé le site hier, j'ai quand même bossé.

Le fichier des causeries de 2012 est disponible au format pdf (Acrobat Reader) avec un lien vers chaque mois de l'année, 2377 pages.

Faites le calcul, à moi tout seul j'ai battu tous les partis. Vous avouerez quand même qu'ils manquent singulièrement de volonté pour informer correctement les travailleurs et les militants, dont les leurs. Pourquoi ? c'est l'objet de la causerie d'aujourd'hui, notamment, comme par hasard ! Si quelqu'un a un problème politique à régler, ce n'est pas moi mais bien eux semble-t-il.

Le fichier des articles de presse de 2012 est disponible au format pdf (Acrobat Reader) avec un lien vers chaque mois de l'année, 626 pages.

En réalité ces fichiers ne seront disponibles que demain car ma connexion trop lente m'a planté et je n'ai plus le temps de recommencer, je dois sortir mon chien avant la nuit.

Demain je vous fournirai les statistiques de visites et de téléchargement en décembre et pour l'année 2012, autour de 40 000 dans les deux cas, les statistiques des téléchargements ne prenant pas en compte les documents ouverts sans avoir été téléchargés dans votre disque dur.

J'ai reçu deux documents, l'un en provenance de Roumanie, l'autre de France, je verrai demain si je les mettrais ou non en ligne dans la rubrique *Tribune libre*, si c'était le cas, que leurs auteurs sachent par avance que je n'en partage pas le contenu, ce serait uniquement pour les encourager à continuer à se connecter sur le portail que j'anime...

J'ai corrigé le lien vers le document du M'PEP *Les contradictions de Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon.*

La suite a été rédigée hier et avant-hier soir.

Encore une fois, je souhaite tout le meilleur à tous les travailleurs et militants qui se connectent sur le portail que j'anime, au-delà de nos désaccords, notre but est de parvenir à marcher ensemble pour parvenir à abattre notre ennemi commun.

Vous allez trouver aujourd'hui un article que j'ai préparé hier, dont des militants ne comprendront peut-être pas la raison d'être et la signification. Il se rapporte à ce que les masses et les militants devraient savoir ou avoir conscience, ce qui n'est pas le cas. Pourquoi s'acharner sur ce registre dirons certains et je comprends leur questionnement. Parce que on ne peut pas comprendre et interpréter correctement la situation quand on s'illusionne sur le niveau de conscience politique des masses. Il est pratiquement impossible de définir une ligne politique correcte et des tâches à leur portée.

Des militants sont aussi portés à se permettre de juger sévèrement l'état d'esprit ou le comportement des travailleurs, sans saisir véritablement pourquoi ils agissent de la sorte puisque eux-mêmes l'ignorent, du coup, ils se découragent, ils ne croient plus vraiment qu'on parviendra à vaincre notre ennemi, ils militent en dilettante ou cessent pour ainsi dire de militer, ils refusent de s'organiser dans un parti. Il est clair qu'en partant d'un constat ou d'un postulat erroné on a peu de chance de parvenir à des conclusions correctes, cela arrive parfois mais cela ne dure jamais très longtemps.

La détermination qui doit accompagner le militant ne peut reposer que sur une prise de conscience de la situation, qui doit être la plus étendue possible ou couvrir le vaste champ des facteurs (et leurs rapports) en présence, sans quoi ses lacunes agiront comme des failles qui inconsciemment au fil du temps se creuseront et se refermeront sur lui, dès lors pour se sauver, croira-t-il, il n'aura pas d'autre alternative que de s'enfoncer dans son erreur d'interprétation et de le justifier en recourant à des méthodes de plus en plus incorrects ; au-delà, les militants disposant de capacités intellectuelles plus développées cristalliseront ou théoriseront ces erreurs jusqu'à en faire un programme et former leur propre groupe ou organisation qui tiendra davantage de la secte qu'autres choses le plus souvent.

Ce que j'ai voulu expliquer, c'est que la plupart du temps les militants croient être guidés par le niveau de conscience politique qu'ils ont acquis ou leurs connaissances, alors que dans la réalité leur inconscience ainsi que leur ignorance détermine ou influence en grande partie leur comportement, cela est valable à des degrés divers pour chaque militant et individu, et c'est seulement en fonction des moyens qu'il aura développés, donc de sa propre expérience, qu'il lui sera possible de les mesurer.

Bien que cela ne soit pas l'objet de cet article, en rapport avec ce qui vient d'être dit, je voudrais ajouter un mot sur la question du parti, de ses dirigeants particulièrement.

Il existe pour ainsi dire autant de niveaux de conscience politique ou de connaissances ou encore d'expériences qu'il existe de militants ou de travailleurs, dès lors et cela constitue un paradoxe lorsque l'on n'est pas capable de mener notre analyse jusqu'au bout, s'il n'existe pas un ou quelques dirigeants capables de se distinguer du lot par leurs qualités pour d'une certaine manière réduire cette différence de niveaux dont il vient d'être question, ou faire en sorte qu'elle ne constitue pas un inconvénient ou un obstacle au rassemblement dans le même parti de militants ou travailleurs qui ont tous connu des expériences différentes, la construction du parti s'avèrera finalement impossible. Traiter à la légère ou par dessus la jambe la question de la direction du parti, la personnalité de ses dirigeants est faire preuve d'une grave ignorance de la nature humaine au-delà de toute question politique. Cette question est déterminante et conditionne la construction du parti.

On nous rétorquera qu'elle peut donner naissance au culte de la personnalité, certes, mais n'est-ce pas inévitable et il est facile de le comprendre une fois qu'on a pris conscience de l'inconscience ou de l'ignorance qui inévitablement guide en partie le comportement des militants ou des travailleurs. D'ailleurs il faut faire preuve là encore d'ignorance ou d'une terrible mauvaise foi pour ne pas reconnaître que dans le passé, si ce culte de la personnalité a causé de terribles ravages dans le mouvement ouvrier, il lui a aussi permis de remporter de formidables victoires. Donc avant de porter un jugement en dernière analyse sur une question, il est préférable d'y réfléchir à deux fois ou davantage encore, cet exemple le prouve si nécessaire. Oui, nous avons besoin d'un Marx ou d'un Lénine, ce n'est pas un voeux que je formule ici, c'est plus qu'un simple constat, c'est une nécessité absolue, or apparemment il n'existe pas aujourd'hui, mille fois hélas.

Il nous faut apprendre à vivre avec bien des contradictions ou des paradoxes qui constituent la base du processus dialectique auquel nous assistons et dont nous sommes partie prenante. Si on n'est pas en mesure de les discerner, on sera incapable de les interpréter correctement, on peut se leurrer sur notre propre niveau de conscience ou de connaissance, mais on ne pourra jamais leurrer les autres très longtemps. Il nous faut avoir la volonté acharnée de progresser toujours et encore, vaut mieux encore se dire qu'on est nul ou ignorant que l'inverse. Quant à notre amour-propre que l'on place souvent au mauvais endroit, on ferait mieux de commencer par se demander qu'est-ce qu'on a fait pour développer les principes ou les valeurs dans lesquels on croit, de quelle manière on les a mis en pratique avant de porter un jugement sur soi-même, dans un sens ou un autre d'ailleurs, qui plus est sur les autres pour peu que cela soit possible.

Cet aparté étant terminé, pour l'avoir rédigé après avoir écrit ce qui suit, je me rends compte qu'il n'était pas très éloigné de notre sujet, l'ignorance des masses. Prenons quelques exemples.

Il est dit que plus de 90% des Américains ignorent que la banque centrale des Etats-Unis, la Réserve Fédérale (Fed), n'est pas la banque de l'Etat américain, une banque publique au service des citoyens américains, mais une banque privée, commerciale,

qui fonctionne uniquement au profit des banquiers qui la composent, de la même manière que les Anglais ignorent aujourd'hui que la couronne britannique est issue d'une famille germanique et qu'elle était admiratrice de Hitler et du régime nazi, cela paraît incroyable, mais c'est la stricte vérité, et si vous vous avisiez de demander à des Français qui est à l'origine de l'Union européenne, peut-être 1% serait capable de vous donner la bonne réponse : l'impérialisme américain par la voix de son oligarchie financière au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Bien des militants ne comprennent pas pourquoi le mouvement ouvrier ne parvient pas à se dépêtrer du bourbier dans lequel il est empêtré, pourquoi le prolétariat se laisse si facilement manipulé, pourquoi à bien des égards les travailleurs que nous croisons ont adopté le mode de pensée ou l'idéologie de la classe dominante, c'est parce que les masses sont toujours aussi ignorantes, alors que cette question est systématiquement occultée par tous les partis ouvriers, qui estiment que seule la conception de la lutte de classe d'autrefois leur permettra de progresser, alors que nous observons exactement le contraire depuis des décennies ou plus encore.

Ces partis et leurs dirigeants refusent de regarder la réalité en face, de la même manière qu'ils refusent de prendre en compte les profondes transformations qu'a subi la société et le monde pour se cantonner à un discours qui n'est pas forcément erroné, mais qui ne correspond pas aux besoins des masses pour parvenir à élever leur niveau de conscience politique, condition indispensable pour passer à l'étape suivante ou engranger le profit qui en découlerait et qui se traduirait par leur organisation également à un niveau supérieur. L'un n'allant pas sans l'autre à notre époque on va d'échec en échec, on piétine ou n'on n'avance pas d'un millimètre, chacun peut le constater.

L'objet de notre contribution politique est de faire en sorte de briser cette spirale infernale qui nous mène tout droit à la catastrophe. Dans l'article suivant que j'ai rédigé avant-hier, j'ai voulu me montrer optimiste sur la situation en Grèce, mais en réalité je n'en pensais pas un mot. A la manière de Trotsky, qui estimait en 1936 que c'était au tour de la France de prendre le relais de la révolution socialiste en Russie, il était évident que la situation et tous les facteurs démontraient que ce serait impossible et c'est bien ce qui se passa. Il ne pouvait pas tenir un autre discours qui aurait été incompréhensible à l'ensemble des militants à cette époque et par bien des côtés démobilisateurs. Il n'avait fait que définir la tendance historique qui correspondait à la situation, ce que la quasi totalité des dirigeants ont compris partiellement à l'époque, pas du tout par la suite...

On voit là que Trotsky avait en tête certains rapports qui échappaient aux dirigeants de l'opposition de gauche en France et dans le monde, et bien je pense qu'à bien des égards nous nous trouvons dans la même situation quand nous évoquons non seulement l'ignorance des masses, mais aussi la face cachée ou non officielle de la guerre que mène le camp de la réaction mondiale, plus particulièrement par quels moyens elle la mène et dont les masses et les militants ignorent tout ou presque.

Quand on évoque l'ignorance et la manipulation des masses, cela ne se rapporte pas uniquement à ce qu'on leur sert à 20h au journal télévisé, mais aussi à tout ce dont elles n'entendront jamais parler et qui pourtant existe et agit quotidiennement sur leur mode de vie, de pensée, qui détermine leur avenir.

Quand j'étais jeune, j'en suis venu à la nécessité de m'organiser, non pas sur le simple rejet de ma condition, mais de la société toute entière, de façon plus ou plus consciente il faut bien dire à l'époque. La suite prouva que cette décision avait été prise principalement au regard de ma condition, et il a suffi qu'elle s'améliore pour que je n'estime plus nécessaire d'être organisé, ce qui fut effectivement le cas quelques années plus tard quand je cessai de militer. Ma propre expérience, dont j'ai essayé de tirer des enseignements, me fait dire qu'il est donc indispensable d'avoir acquis un niveau de conscience politique supérieure au-delà de sa propre condition, qui englobe la totalité de la société ou du monde pour estimer indispensable de les changer. Ce niveau de conscience fait défaut chez les masses et la plupart des militants du mouvement ouvrier qui s'accommodent d'une amélioration de leur condition ou son maintien, ils demeurent incapables d'imaginer la société au-delà du capitalisme et ses institutions.

Ce qui caractérise le mieux le comportement des masses et de la plupart des militants, c'est leur absence de discernement. Je vais vous donner un exemple. Cette après-midi j'ai lu un article sur le WWF dans lequel figurait la liste des principaux dirigeants qui se sont relayés à sa direction depuis sa naissance. Qu'y trouvait-on ? Des banquiers, des dirigeants des principales multinationales ou de différents Etats dont des monarques. Rien qu'en France il y aurait plus de 140 000 adhérents à cette organisation. Comment peut-on croire un instant que ceux qui sont responsables du saccage organisé de notre planète et de la misère du monde pourraient oeuvrer à leur bien-être ? C'est totalement aberrant et pourtant il en est ainsi. Et bien sur le plan politique c'est exactement la même chose. Bien entendu ces centaines de milliers de personnes ne se sont jamais posées cette question, parce qu'elles n'ont jamais eu entre les mains les éléments leur permettant de porter un jugement objectif sur cette organisation qui en réalité poursuit un tout autre objectif que celui qu'elle affiche, donc éventuellement de remettre en cause le soutien qu'elles lui apportent, inconsciemment ou à leur insu.

Je ne sais pas comment on peut appeler cela, le bon sens ou la logique, personnellement je préfère parler de discernement, dès lors qu'on permet à chacun d'en faire usage, il y a tout lieu de penser que toute personne pour le moins sensée arrivera à la conclusion qu'elle a été manipulée par les dirigeants de cette organisation, qui ont exploité son ignorance à des fins inavouables ou qui lui échappaient totalement, alors que de son coté elle était sincère et pensait oeuvrer utilement au bien-être de l'humanité.

La voix des néo conservateurs en France ou du Nouvel ordre mondial.

Avant-propos.

Nous sommes des militants ouvriers nous réclamant du marxisme, du socialisme, de la révolution d'Octobre, de la révolution socialiste internationale, de la révolution permanente, nous sommes internationalistes, à ce titre nous combattons pour l'établissement d'un nouvel ordre mondial social ou socialiste qui sera bâti sur les cendres du vieux monde capitaliste qui de son côté combat pour l'établissement d'une dictature mondiale qu'il a nommé trompeusement Nouvel ordre mondial, sans en préciser la nature et pour cause. C'est à ce titre que nous y faisons référence, car nous combattons aussi l'opportunisme qui s'est développé autour du combat contre ce Nouvel ordre mondial des capitalistes. Des intellectuels se sont emparés de ce thème, leur objectif est manifestement différent du nôtre, il repose sur l'illusion qu'il serait possible de réformer le capitalisme, finalement plus ou consciemment ils font le jeu de notre ennemi.

Un article commenté d'Eric Le Boucher, journaliste, chef de service, chroniqueur économique au journal Le Monde, depuis 2008 directeur de la rédaction d'Enjeux-Les Echos, un des fondateurs du portail Slate.fr qui publie notamment des articles de Copé et Attali, entre autres références infréquentables.

Ce farouche réactionnaire est un partisan acharné de la politique ultra libérale de Milton Fredman mise en oeuvre à la lettre aux Etats-Unis depuis R. Reagan et que le cartel des banquiers de la Fed a pris le contrôle de la totalité des institutions américaines.

Le Boucher ou le bourreau est un admirateur sans borne de "*Bill Clinton, Tony Blair, Gerhard Schröder, sans parler des sociaux-démocrates scandinaves, australiens ou néo-zélandais*" (Slate.fr 08.10.12), qui après M. Thatcher ont appliqué la même politique de dérégularisation à outrance de l'économie en faveur des plus riches tout en sabrant à la hache dans les budgets sociaux des Etats.

Que ce "*chef de service*" de la réaction intervienne dès le lendemain du rejet par le Conseil constitutionnel de la taxe de 75% sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros prévue pour deux ans dans le budget 2013, qui en réalité ne devait concerner environ que 1.500 personnes, qui auraient payé en moyenne 140.000 euros à ce titre (AFP 29.12), signifie après l'offensive lancée avec succès par le patronat au nom des créateurs d'entreprises (ceux qui se surnomment «pigeons»), que le Medef et l'oligarchie financière ne lâcheront rien, comme en Grèce, au Portugal ou en Espagne (dans une moindre mesure dans les autres pays de l'UE pour le moment), ils veulent pour ainsi dire nous faire la peau, nous réduire à l'état d'indigence, ramener notre niveau de vie ou notre condition d'existence des décennies en arrière ou davantage encore si possible, si nous les laissons faire, si nous sommes incapables de nous unir et de mobiliser la classe, de la dresser contre le régime en place, car c'est seulement si cette condition était réunie qu'ils reculeraient ou que nous pourrions lui infliger une première défaite importante qui stopperait provisoirement sa brutale offensive...

Au lieu de reproduire l'intégralité de cet article et de le commenter entre les lignes, j'ai préféré extraire les passages les plus significatifs et les commenter ensuite.

- "*La gauche n'en a pas fini de payer le coût de ses symboles. La gauche n'en a pas fini de payer le coût d'une analyse archaïque de la réalité économique et sociale. La gauche n'en a pas fini de payer sa soumission idéologique à l'extrême gauche.*"

Les "*symboles*" se rapportent au socialisme que Le Boucher et ses maîtres haïssent par dessus tout, ils sont là mauvais joueurs ou d'une mauvaise foi terrible, car cela les arrange bien qu'un parti subordonné au capital se réclamant frauduleusement du socialisme parvienne encore à capter les voix et le soutien des classes ou des couches moyennes, qui sinon pourraient se tourner vers d'autres partis plus proches de la classe ouvrière, leur pire cauchemar demeurant qu'elles s'unissent contre le régime pour l'abattre.

Le PS a officiellement souscrit à l'économie de marché en 1983, au capitalisme, mais pour les raisons évoquées ci-dessus, et bien qu'il ait définitivement abandonné le combat pour le socialisme depuis bien plus longtemps en réalité, pas plus que l'UMP ou l'UDI il ne peut s'engager plus loin sur les traces de Blair ou Schröder sans prendre le risque que n'éclate immédiatement une crise politique qui fragiliserait dangereusement ou mettrait à nu le régime. Cela ne veut pas dire qu'il ne prendra pas ce risque. Il a fait bien pire dans le passé sous l'étiquette de la SFIO...

En observant de quelle manière la situation évolue en Grèce par exemple, après l'application de trois plans d'austérité drastiques successifs qui ont consisté à saigner à blanc l'ensemble des masses exploitées, qui se sont traduits par la paupérisation de pans entiers de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes du prolétariat, l'instabilité politique est telle trois ans plus tard du fait de la résistance et du rejet de cette politique ultra réactionnaire conduites par le PASOK, puis par une coalition dirigée par la Nouvelle Démocratie à laquelle le PASOK participe, qu'il est à l'heure actuelle impossible d'en conclure que la réaction aurait vaincu ou serait parvenue à ses fins tant la situation sociale est explosive et la tension extrême entre les classes, les acquis qu'elle a engrangés ces trois dernières années peuvent être remis en cause à tout moment, et si jusqu'à présent le travail de maturation politique en cours chez les masses n'a pas débouché sur des objectifs politiques susceptibles de renverser la situation, autrement dit de se traduire par leur adhésion à une issue politique rompant avec le capitalisme et les institutions en place, rien ne dit qu'elles n'y parviendront pas, quoi qu'il en soit, elles ne sont pas défaites et elles continuent le combat quotidiennement avec les moyens dont elles disposent.

En Espagne et au Portugal, mais aussi en Italie et en Belgique, les masses ne s'avouent pas vaincues, elles conservent le potentiel de s'organiser et de se dresser contre le régime à tout moment.

Ces pays ont en commun avec la France d'avoir derrière eux une longue expérience de la lutte de classe, de posséder des syndicats qui n'émanent pas de la social-démocratie ou qui se sont développés indépendamment d'elle contrairement à l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, où pour ainsi dire les principaux syndicats y sont intégrés, j'écris cela de mémoire et je n'ai pas révisé leur histoire respective pour vérifier depuis quand ou de quelle manière cette intégration s'est réalisée, peu importe, c'est en tout cas un fait établi de nos jours que chacun peut vérifier si nécessaire, ce qui n'est pas le cas en France.

Or, le PS doit en tenir compte, ce que Le Boucher lui reproche.

C'est sans doute ce qu'il veut dire quand il affirme que le PS serait toujours soumis à "*l'idéologique (de)l'extrême gauche*" qu'incarnent à ses yeux pas seulement la CGT ou d'autres syndicats, le Front de gauche, le POI, le NPA et LO, plus une multitude d'organisations et de groupes de militants qui se réclament du socialisme. Il ne veut pas comprendre ou admettre que le PS ne peut pas aller plus loin dans sa soumission au capital sans favoriser le développement de ces partis et entraîner la rupture avec ces partis et les syndicats dont il a besoin pour mener à bien sa politique antisociale, qui aux yeux de ce représentant de la branche la plus à droite de la réaction manque d'audace ou ne va pas assez loin dans la remise en cause de tous nos acquis sociaux.

Le Medef et toutes les institutions du capital réclament aussi de la part du gouvernement qu'il se presse de mettre en oeuvre toute une panoplie déjà prête de contre-réformes structurelles brutales, Hollande s'y est engagé à le faire, à son rythme, à petite dose pour commencer, le temps que chacun des acteurs de cette mauvaise comédie revête et s'habitue au rôle qui lui a été imparti de manière à tester auprès de leur population respective comment il est perçu avant d'aller plus loin. Brusquer les choses pourrait tout faire capoter, ce qu'ignore ou ne veut pas prendre en compte Le Boucher qui prend ses désirs pour la réalité et voudrait avancer avec un bulldozer, caractéristique commune à tous les dictateurs et leurs suppôts.

Plus loin, ce digne représentant du journal d'un banquier reproche à la droite française d'être aussi empêtrée dans ses contradictions que le PS et ses satellites.

- "*La droite a démontré, depuis 1995, qu'elle n'avait aucune idée précise et argumentée de ce que devait être la France au XXIe siècle, dans l'Europe et dans la mondialisation*", l'idée qu'elle devrait en avoir devrait être calquée sur celle de leurs concepteurs, en réalité les commanditaires des institutions internationales mises en place après la Seconde Guerre mondiale, l'Union européenne, le FMI, la Banque mondiale, etc. c'est-à-dire, l'oligarchie financière qui contrôlent les principales banques et multinationales, et qui sont les architectes de la politique néo conservatrice ou ultra libérale que nous avons évoquée plus haut, et à qui elle doit profiter évidemment.

La suite nécessite une explication.

- "*Gauche et droite sont en réalité réunis dans une même vision d'une France idéologiquement bloquée sur un mode défensif depuis 1960. Les grandes perturbations qui se sont succédées depuis –la fin des ères agricole et industrielle et l'entrée dans l'économie des services, l'allongement des durées de vie, la scolarisation de masse, Mai 68 et l'individualisme, puis l'explosion des nouvelles technologies– n'ont été acceptées que dans la mesure où elles ne dérangeaient rien du «modèle».*"

Pour bien faire, pour ce porte-parole du Nouvel ordre mondial auquel doit aboutir à terme l'application de cette politique néo conservatrice, toutes les transformations qu'ont connu la société et le monde depuis plus de 50 ans auraient dû aboutir à la liquidation du "*modèle*" social déjà fort imparfait issu du rapport entre les classes après la Seconde Guerre mondiale.

On a du mal à imaginer comment aurait dû se solder autrement "*la fin des ères agricole et industrielle et l'entrée dans l'économie des services*", peut-être par une accélération de la liquidation des petites exploitations agricoles au profit de trusts agro-alimentaires ou d'institutions financières, idem pour l'industrie déclarée non compétitive ou soumise à la même législation qu'en Chine, en Corée du Sud ou au Japon par exemple, il doit estimer la désindustrialisation trop lente ou tardive ; que dire des services, qui auraient dû s'adapter à la société avant même que les technologies et les besoins qui leur serviraient de support ne voient le jour, une aberration ; l'allongement des durées de vie aurait dû entraîner immédiatement le report de l'âge de départ à la retraite, ainsi en 2013 il serait porté à 70 ans ou plus, ou mieux encore, la notion de retraite aurait totalement disparu ; la scolarisation de masse, en fait l'école publique et gratuite devait devenir infailliblement un poids insupportable pour l'Etat, la société, le contribuable qu'est Le Boucher, il fallait donc privatiser plus tôt l'école, les universités, ajoutons les hôpitaux, etc. ; Mai 68 et l'individualisme ne se sont malheureusement pas traduits dans la tête des travailleurs par la remise en cause de leurs acquis sociaux et politiques à caractère collectif, par leur adhésion massive à l'idéologie monstrueuse que prône ce furieux réactionnaire ; quant à l'explosion des nouvelles technologies, je me demande quel autre usage nous aurions dû en faire, au détriment de quoi et jusqu'où elles auraient dû envahir davantage notre quotidien, à moins qu'il ne regrette que la société de consommation ne soit pas encore suffisamment développée, ou que trop tardivement une part grandissante de la population en est arrivée à acheter et jeter des marchandises pouvant encore servir.

Tout cela il le dit à sa manière plus loin, en reprochant au PS d'être dans le "*déni*" et de refuser "*de définir une fois pour toute sa politique économique, de rebâtir son Etat providence, de moderniser son système éducatif, de maintenir ses valeurs égalitaires autrement que par une rhétorique vide*", qu'il accuse de vouloir "*revenir au «fordisme» des années 1960, bons salaires, emplois garantis, chefs d'entreprise sommés d'être patriotes*", reconnaissant toutefois à Hollande le mérite de "*n'est pas si simpliste*" que la "*très grande majorité du parti de Harlem Désir et Martine Aubry*", ce qu'on ne démentira pas.

Il reproche ensuite à Hollande d'"*avoir cédé à la démagogie anti-riches des Français, s'est mis dans une situation désastreuse*", pour s'être "*coupé avec cette fameuse élite mondialisée, mais bien au-delà d'elle avec une grande partie du monde des affaires*", devant laquelle l'auteur de cet article se prosterne, quel drame !

Mais à tout drame sa solution, l'ultra libéralisme à l'américaine, permettre aux riches de s'enrichir indéfiniment : "*La seule bonne solution est désormais d'engager, dans la clarté, une grande réforme fiscale qui soit adaptée à l'Europe et à la mondialisation. Et d'expliquer qu'il vaut mieux accepter des enrichissements en échange d'un code des impôts plus juste parce que d'abord plus efficace. Mieux vaut des riches taxés de façon plus modérée que plus de riches du tout*", dommage, quel bon débarras ce serait ! Le Boucher craindrait-il dans ce cas-là de se retrouver au chômage ? Ces gens-là ont décidément un sens de la justice et de l'efficacité redoutable... pour leurs malheureuses et nombreuses victimes. Ce qui serait "*juste*", ce serait qu'il y ait plus de riches... et plus de pauvres, ainsi l'équité serait respectée ! Il paraîtrait que Marie Ségolène Royal serait de retour prochainement (au gouvernement), cela tombe à pic, il n'y a pas si longtemps elle ne pouvait sortir trois mots sans que le mot "*juste*" y soit mêlé.

Mais alors qui va casquer à la place des parasites qui disposeront de leur richesse à leur gré ? Devinez ? "*Il va en aller de même des retraites*". Comment ? En remettant "*à plat l'ensemble des régimes et de passer, au plus vite, à une retraite par points «à la suédoise». Cette solution est la seule qui offre un équilibre automatique (le point est valorisé en fonction de la croissance donc des rentrées) et ouvre la porte aux choix individuels de partir tôt ou tard*", et comme la croissance (hypothétique) sera inférieure à l'inflation, en fait de choix, vous serez obligé de partir à la retraite plus tard si vous n'êtes pas mort d'épuisement entre temps !

Pour ceux qui n'auraient pas compris qu'il s'agit d'un programme de guerre contre la classe ouvrière, il termine ainsi :

"*Il en est de toutes les réformes. Le bricolage d'adaptation, le mode défensif depuis 1960, le gouvernement par les symboles, sont à bout de souffle. Il faut passer au mode offensif et explicite: quels sont les buts pour la France de 2020? Quels sont, sans tabou, les moyens? Et s'expliquer, s'expliquer, s'expliquer...*".

C'est ce que l'on s'efforce de faire dans ce portail, en vain jusqu'à présent. Peut-être que monsieur Le Boucher et ses amis auront plus de succès que moi, hélas !

Eux ils ont compris que pour faire passer leur politique infâme ils se devaient de l'expliquer inlassablement aux masses sous toutes les coutures, qu'ils leur fallaient occuper ce terrain. Alors que nous, nous en sommes encore au stade des slogans, des arguments à l'emporte-pièce, des grands discours dogmatiques quand nous ne nous contentons pas de commenter l'actualité sans rien apporter aux travailleurs au-delà de ce qu'ils savent déjà, en fait, nous nous époumonons à dénoncer ce qu'ils ne veulent plus, sans être capables de les aider à savoir ce qu'ils veulent, cela ne sert strictement à rien ou presque direz-vous, je vous laisse y réfléchir tranquillement.

L'oligarchie financière et capitaliste représente environ 1% de la population, dont profitent également une large partie du patronat, population à laquelle elle impose sa politique réactionnaire.

Les militants (et non les adhérents) des syndicats doivent représenter 1% des travailleurs de ce pays, si l'on considère que pour la plupart d'entre eux ce sont les mêmes qui militent dans les syndicats et les partis ouvriers, en réalité beaucoup moins.

Tandis que le camp de la réaction fait bloc contre le prolétariat, notre discours ne devrait s'adresser qu'au 1% de militants des différents partis et syndicats laissant de côté 99% des travailleurs, cherchez l'erreur ! Répétons-le, martelons-le, persister dans cette voie ne peut conduire qu'aux pires défaites.

ACTUALITE EN TITRES

La création monétaire par la dette aux mains des banquiers.

- Logement : le nouveau prêt à taux zéro en vigueur le 1er janvier - LePoint.fr

2013 sera-t-elle l'année des règlements comptes ? De qui contre qui ? A quelle échelle ?

- Wall Street aborde 2013 dans un nuage d'incertitudes - Reuters

- L'environnement économique "*plus difficile*" en 2013, avertit Merkel - AF

- La Grèce en crise se prépare à une année pire que les précédentes - AFP

- La France est-elle prête à affronter le choc économique que risque bien d'être 2013 ? - Atlantico.fr

- L'Espagne rappelle à la Bolivie l'importance de la "*sécurité juridique*" des investisseurs - AFP

2013 : l'année des bonnes résolutions...

- Jean-François Copé invite l'UMP à tourner la page des divisions - Reuters

....d'un espoir que l'on espère vain...

- Le FN veut consolider "*l'espoir*" de 2012 - Reuters

... et la fin d'une illusion :

- Plus de six Français sur dix regrettent le franc - AFP

Le SPD ou le camp de la réaction.

- Le chancelier allemand pas assez payé, dit le chef du SPD - Reuters

Parce que Peer Steinbrück s'y verrait déjà ?

- Allemagne: Un rival de Merkel fustige l'austérité «*trop sévère*» - 20minutes.fr

Sans la condamner cela va de soi, car tout de même... nécessaire !

Dans les deux cas il s'agit de l'ancien ministre des Finances et candidat du parti social-démocrate allemand (SPD) Peer Steinbrück, dans un entretien accordé à l'édition dominicale du Frankfurter Allgemeine Zeitung.

L'austérité a sa raison d'être quand ce sont les travailleurs qui en sont les victimes, mais quand il s'agit des représentants de l'Etat c'est une autre affaire, on comprend, on comprend parfaitement dans quel camp se situe le SPD et l'ensemble des partis de l'Internationale socialiste jaune.

ACTUALITÉ DU JOUR

Décomposition, putréfaction, odeur nauséabonde du vieux monde capitaliste.

Après la zoophilie légale en Allemagne que j'ai évoquée dans une précédente causerie et qui nous a donné la nausée, la pédophilie légalisée, institutionalisée aux Pays-Bas qui devrait vous révolter.

J'ai découvert l'existence de l'un et l'autre totalement par hasard, j'avoue mon ignorance totale. Gageons que l'immense majorité des travailleurs les ignorent également. Notre devoir devrait être de les informer pour qu'ils vomissent le capitalisme, sinon, ils continueront de s'en accommoder.

- Deux fois par an, le jour des solstices, l'« *International Boys Love Day* » (IBLD) célèbre les relations sexuelles entre adultes et enfants, prétendument consentants, en vue de promouvoir la reconnaissance de ces relations ! Vous ne rêvez pas, vous pouvez vérifier la véracité de cette information en cliquant sur le site de cette association, créée en juin 1998 par une poignée de pédophiles. Au nom de la sacro-sainte « *liberté* » ils revendiquent le droit d'exprimer leurs opinions politiques, sexuelles

et idéologiques. Et, pourquoi pas ?… A quel titre pourrait-on le leur refuser ?… Ils le savent, d'ailleurs, puisque, le 30 mai 2006, ils ont créé un nouveau parti politique enregistré auprès des autorités néerlandaises : le « *Charity Freedom and Diversity Party* ». Ils se réclament de la liberté de penser et d'expression garantie par la Constitution. C'est le triomphe du Libéralisme et de la Franc-maçonnerie !… Ce parti affirme que ses membres comptent des hommes politiques hollandais importants, des chefs d'entreprise, des pères de famille, des instituteurs… des prêtres, et d'une façon générale « *tous types d'hommes libres qui ont choisi d'exprimer leur sexualité et leur vie érotique à travers des relations libres avec des petits garçons et des petites filles* ». Bientôt, ils vont probablement défiler dans la rue pour faire valoir leurs « *droits* » ! Liesi 30.12

Ces informations sont exactes, je l'ai vérifié sur le Net. A l'adresse suivante vous en aurez confirmation, c'est la traduction en français de la page :

Party for Neighbourly Love, Freedom, and Diversity - Wikipedia

(http://en.wikipedia.org/wiki/Party_for_Neighbourly_Love,_Freedom,_and_Diversity) :

http://translate.google.fr/translate?hl=fr&sl=en&u=http://en.wikipedia.org/wiki/Party_for_Neighbourly_Love,_Freedom,_and_Diversity&prev=/search%3Fq%3DCharity%2BFreedom%2Band%2BDiversity%2BParty%26hl%3Dfr%26tbo%3Dd%26biw%3D800%26bih%3D431&sa=X&ei=GkrhUMCZF4_orQe-zIGgCw&ved=0CDUQ7gEwAA

Cet article figurait dans le portail économique de traders *Liesi* qui dénonce le Nouvel ordre mondial, inutile de préciser qu'on en tire des conclusions diamétralement opposées aux leurs, mais là n'est pas notre sujet. Quel rapport y a-t-il entre la décomposition de la société et la dégénérescence des moeurs aux Pays-Bas (et ailleurs dans le monde), encouragées par les médias, les institutions et les principaux partis politique avec les questions politiques qui nous intéressent ? Qui est informé du rôle politique de premier plan tenu par la monarchie hollandaise au cours du XXe siècle ? Personne ou presque.

On entend souvent parler ou on s'intéresse à un certain nombre de pays en particulier comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, les Etats-Unis, la Russie, la Chine ou le Japon et bien d'autres encore, mais pas les Pays-Bas qu'on identifie volontiers à la libéralisation de la drogue, aux hippies dans les années 60, bref, un pays aux moeurs débridés mais bon enfant, cool quoi, ben voyons.! Voilà pour la façade en réalité trompeuse qui cache une vérité qu'il vaut mieux éviter de porter à la connaissance du plus grand nombre, et pour cause.

La destruction de tous les repères, valeurs, principes, règles morales que la population a adoptés depuis disons la seconde moitié du XIXe siècle jusqu'à nos jours que l'on peut d'ailleurs contester, qui régissent les rapports à différents niveaux entre les membres de la société, n'aurait-elle pas un rapport avec la destruction à terme ou programmée et à laquelle nous assistons des Etats-nations ou l'abandon de leur souveraineté au profit d'institutions supranationales non élues et profondément antidémocratiques, ONU, UE, FMI, Banque Mondiale, etc. en réalité l'oligarchie financière internationale qui les contrôlent en grande partie ou en totalité, ne serait-ce pas le même processus qui serait à l'oeuvre sans que la population en ait conscience ?

A la destruction de tous les repères, valeurs, principes, règles morales adoptés par la population, il faut ajouter la destruction de tout droit politique ou ce qui revient en pratique au même, à l'absence de droits politiques permettant de s'opposer ou de se dresser contre l'ordre établi pour faire valoir ses droits, de telle sorte qu'il est devenu impossible d'influer sur le cours des choses même a minima ou à la marge par le biais des institutions en place ou que les rapports entre les classes puissent s'y exprimer même de façon déformée, d'où plus que jamais la nécessité d'axer notre combat politique pour les renverser ces institutions.

On peut donc observer que l'offensive de la réaction est coordonnée sur tous les fronts et concerne absolument tous les rapports qui ont accompagné le développement du capitalisme, certes à des degrés ou une intensité différente selon les pays et leur histoire respective, tendant cependant globalement vers le même et unique objectif qui n'est pas seulement économique, mais politique.

Sur ce plan-là et pour revenir aux Pays-Bas, dont la plupart d'entre nous ignore tout ou presque, il est bon de signaler ou de rappeler quelques faits qui permettent d'étayer notre démonstration.

Il s'agit d'extraits d'un article de Pierre Hillard *Histoire du « Nouvel ordre mondial »* , publié le 1er mai 2010 par le portail http://www.theorie-du-tout.fr. Je mets l'intégralité de cet article au format pdf dans la rubrique Vidéo au chapitre *Le Nouvel ordre mondial et ses institutions*.

La première réunion du Bilderberg eut lieu au Pays-Bas à Oosterbeck en mai 1954. (...) Les bilderbergers représentent la « *crème de la crème* » du sérail politique, économique et financier du monde atlantiste. (...)

Le choix du premier président du Bilderberg, le prince Bernhard (1911-2004), par Joseph Retinger et ses affiliés ne relève pas du hasard. En effet, ce prince allemand était au début des années 1930 membre de la SS, plus précisément, membre de la Reiterkorp SS (cavalerie) ainsi que membre du Farben Bilder, une filiale d'I.G Farben. Marié en 1937 à l'héritière du trône des

Pays-Bas, la princesse Juliana, sa fille la reine Béatrix est une active participante des réunions du Bilderberg. Le passé plus que trouble du prince Bernhard et sa nomination à la direction du Bilderberg étaient aussi une manière de le tenir. En effet, il est plus facile de téléguider une personne vers des buts bien définis à partir du moment où il traîne des « *casseroles* ». Le choix de ce prince allemand naturalisé hollandais était sûrement d'une grande importance car il fut utilisé dans un autre secteur. Nous devons aborder un sujet tenant à cœur les théoriciens du mondialisme : l'écologie.

La protection légitime de la faune et de la flore prend un tour déréglé sous l'action des partisans du nouvel ordre mondial. En effet, la dérive des esprits conduit à une divinisation de la nature propre au mouvement new age. C'est le principe de « gaïa » identifié à la « *terre-mère* » . De nombreux instituts propagent ce tour d'esprit philosophique en particulier le WWF (World Wild Fund for nature), institut promouvant la protection de la nature. Sa création en 1961 est due au travail de personnages membres du sérail mondialiste.

En effet, nous devons évoquer les frères Aldous et Julian Huxley. Aldous Huxley est l'auteur d'un livre prophétique, Le Meilleur des mondes, paru en 1931 et qui est un véritable programme politique mondialiste sous une apparence de roman fiction. Evoquant un Etat mondial composé d'une humanité soumise et hiérarchisée suite à des manipulations génétiques, son auteur passa sa vie à faire usage des drogues les plus diverses afin d'atteindre une « *forme de mysticisme* ». Ces délires caractérisant ce milieu touchèrent aussi son frère, Julian Huxley, partisan de l'eugénisme et qui devint le premier président de l'UNESCO (éducation, science et culture) en 1946. Cette tournure d'esprit propre aux frères Huxley est due à l'influence du grand-père paternel, Thomas Huxley (1825-1895). Ce biologiste farouche défenseur des principes darwiniens transmit ces concepts à ses petits-fils qui surent en faire profiter le monde entier. Ajoutons que le réseau et les liens unissant la famille mondialiste sont vraiment étroits puisqu'un des étudiants de Thomas Huxley s'appelait … H.G Wells. (Il semblerait que Hillard hâtivement confonde les principes définis par Darwin à une certaine époque et l'interprétation ou l'usage qu'en ait fait Thomas Huxley. -Ndlr)

Ce passage de relais de génération en génération permet de mieux comprendre cette permanence du mondialisme ainsi que sa montée en puissance. Nous pouvons désormais relier l'action passée de ces hommes à la fondation du WWF en 1961. En effet, sa création est due à Julian Huxley [. Le WWF contribue à répandre cet idéal panthéiste et constitue une des branches d'action du mondialisme. Est-ce un hasard d'apprendre que le premier président du WWF fut le dirigeant du Bilderberg, le prince Bernhard (président de 1962 à 1976). D'autres présidents se sont succédés à la tête du WWF comme John Loudon qui fut comme John Kerr président de la compagnie pétrolière, la Royal Dutch Shell. Ce conglomérat pétrolier anglo-hollandais est une des pépinières du nouvel ordre mondial. Précisons aussi que le Prince Philippe, époux de la reine d'Angleterre Elisabeth II, dirigea le WWF de 1981 à 1996. Fin

Ajoutons qu'en 1996, la reine Béatrix a reçu le prix international Charlemagne d'Aix-la-Chapelle pour ses efforts pour l'unification de l'Europe. Elle est membre honoraire de l'association humaniste du Club de Rome. (Wikipédia) Club de Rome dans lequel on retrouve en partie les mêmes participants que dans le groupe Bilderberg.

Après la lecture de ces lignes, le pays (régime) des tulipes, des moulins à vent et des coffee shop nous apparaît déjà beaucoup moins sympathique n'est-ce pas ? Et il n'y figure pas, notamment l'histoire de la Royal Dutch Shell, du Duché du Luxembourg, de la naissance de la Belgique dont est issue Etienne Davignon qui organise les réunions du groupe Bilderberg depuis des décennies, vice-président de la Commission européenne de 1981 à 1985, et comme le hasard fait bien les choses, c'est lui qui a invité "*Herman van Rompuy a passé un oral pour le poste de président du Conseil européen à pourvoir devant les représentants du Bilderberg, le 12 novembre 2009, en particulier devant l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, à Val Duchesse dans la banlieue de Bruxelles*", ni son empire colonial ou plutôt son prolongement peu reluisant en Afrique du Sud à travers les Afrikaners et l'apartheid.

Les "***réseaux sociaux***" sources de manipulation de masse.

La fausse nouvelle du décès de Vladimir Poutine a été annoncée vendredi dernier sur Twitter. Puis un correctif est venu ce jour même, mais il y eut un emballement médiatique.

Qui peut bien avoir intérêt à « *jouer* » sur le réseau social pour lancer une telle rumeur ?

Les mêmes qui ont utilisé ces réseaux pour manipuler les révolutions arabes dans le sens qu'ils souhaitaient ; et le bal n'est pas fini, comme nous le démontrons dans les derniers numéros de Liesi.

Poutine n'est pas la première personnalité victime de rumeur sur internet. Que deviendrait l'annonce d'une fausse information de ce genre dans un contexte géopolitique sérieux ? Notons que Twitter peut être un outil d'information mais aussi de désinformation.

Et que penser d'un rapport rendu public le 27 décembre par la presse russe selon quoi la Russie et le monde seront bouleversés par l'assassinat de Vladimir Poutine à la sortie de la cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou après la messe de minuit le 7 janvier 2008, prédisait Andrew Kuchins du Centre d'études stratégiques internationales (CSIS) ?

Le plus étonnant, fait remarquer le Kommersant, c'est que l'auteur de ce scénario fantastique, ancien président de la

Fondation Carnegie de Moscou, est l'un des kremlinologues les plus informés et les plus influents aux Etats-Unis. Quant à la Fondation Carnegie, le lecteur fera des recherches car il y a quelques pépites d'informations très intéressantes sur le sujet, mais nous n'avons le temps de les exposer. Quelques familles du cartel bancaire y sont plus qu'impliquées.

A la veille du sommet du G8 de Saint-Pétersbourg en 2006, M. Kuchins avait adressé un message personnel à Vladimir Poutine, dans lequel il lui donnait des instructions concernant le respect des principes démocratiques et le persuadait que l'Amérique n'avait en aucun cas besoin d'une Russie faible, rappelle le journal. [Voir les brèves de Liesi de décembre 2012 – prochain parution.]

Nous sommes dans un jeu bien dangereux où l'establishment occulte du mondialisme semble pressé par le temps… S'il y a eu des fuites de capitaux de Russie ces dernières semaines pour les raisons analysées dans Liesidepuis plusieurs mois, le bloc de commandement russe s'est tranquillement préparé à de très sombres jours pour l'Europe de l'Ouest. Liesi 29.12

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Grèce

Avec une économie qui s'est contractée durant 5 longues années et un taux de chômage record de 25%, les habitants du nord de la Grèce n'ont pas les moyens de chauffer leurs maisons. Des villages n'ont pas reçu de subventiosn de l'Etat pour chauffer les écoles et plusieurs maires ont annoncé qu'ils allaient fermer les écoles plutôt que de voir les enfants greloter.

De nombreuses personnes âgées se regroupent dans un centre afin de profiter d'un chauffage commun.

Voilà la conséquence des mesures d'austérité avec l'hiver en Grèce. Le prix du mazout a grimpé de 48 pour cent sur un an, selon l'International Energy Agency, une organisation basée à Paris. Ce qui renchérit considérablement le coût, c'est la taxe qui peut représenter jusqu'à 42 pour cent du coût total ! Les gens abandonnent le fioul pour le bois, mais là aussi les prix grimpent et les importations se font de Bulgarie.

Le plus grave, ce sont les commentaires selon lesquels les gens n'ont pas assez d'argent pour acheter du pain. Les boulangeries ferment par manque de clients. Les pauvres gens font les poubelles. Les personnes âgées qui ont vécu les affres de la Seconde Guerre mondiale disent que si cela continue il faudra vendre les meubles pour avoir de quoi survivre. Liesi 29.12

2- Soudan

Le président soudanais Omar el-Béchir a ordonné dimanche le doublement du salaire minimum des fonctionnaires pour faire face à la flambée des prix qui touche depuis des mois le pays, selon l'agence de presse officielle Suna.

"*Le président el-Béchir a donné des directives pour augmenter le salaire minimum à 425 livres soudanaises (61 dollars sur le marché noir) à partir du 1e janvier*", a indiqué Suna. Ce nouveau salaire minimum, qui ne concerne que les fonctionnaires, représente le double du précédent.

"*Où sont les ressources (nécessaires) au financement*" de cette hausse, s'est interrogé Mohamed Eljack Ahmed, un économiste de l'université de Khartoum qui a jugé cette augmentation "*nécessaire, mais très difficile à réaliser*", le gouvernement n'ayant pas réduit ses dépenses personnelles.

Pour M. Ahmed, cette mesure reste cependant insuffisante.

Ce nouveau salaire minimum "*représente un quart du salaire minimum réellement nécessaire, au vue des conditions présentes*", a-t-il indiqué à l'AFP.

La mesure intervient alors que le Soudan est englué dans une crise économique exacerbée par la perte de la plupart de ses revenus pétroliers lors de la partition du pays en juillet 2011.

L'inflation a atteint 46% en novembre, alors que la livre soudanaise connaît une chute importante de sa valeur face au dollar sur le marché noir. Près de 47% des Soudanais vivaient en 2010 sous le seuil de pauvreté, selon les Nations unies.

Face aux mesures d'austérité prises par le président el-Béchir et à la hausse de 50% du prix du carburant, des manifestations ont

eu lieu en juin dans le pays contre la hausse du coût de la vie, notamment de l'alimentation.

Des accords conclus en septembre entre le Soudan et le Soudan du Sud prévoyaient le paiement par le Sud d'une somme forfaitaire de quelque trois milliards de dollars au Soudan, pour compenser ses pertes de revenus depuis la partition.

Les deux parties s'étaient également mises d'accord sur le versement au Soudan de frais de redevance, pour faire transporter par les oléoducs du Nord le pétrole exporté par le Sud.

Mais en raison des nombreuses tensions subsistant entre les deux pays, ces accords n'ont pas encore été appliqués.

J'avais estimé un peu à la hâte que la partition du Soudan ne serait peut-être pas une mauvaise chose étant le plus grand pays d'Afrique, si cela pouvait mettre un terme à la guerre civile dans ce pays. C'était sans doute une erreur, car la mane pétrolière ne profitera ni au Soudan du Sud ni au Soudan, mais uniquement aux multinationales occidentales.

Haut de page

Le 2 janvier

CAUSERIE

Je n'ai pas corrigé la causerie du jour parce que j'ai perdu 2 heures ce matin.

Je suis allé au bureau de l'immigration pour savoir si ma demande de visa (15 ans) avait été acceptée. Réponse positive. On me demande alors d'aller dans une banque pour faire établir un chèque de 15.000 roupies à l'ordre du ministère en question. Je me rend dans une banque située juste à côté, impossible, système informatique plantée. Je vais dans une seconde banque un peu plus loin, idem. Je décide alors de me rendre en moto au centre de Pondichéry où est située ma banque. Même problème ! Du coup, j'ai pris du pain et une bière en passant et je suis rentré chez moi. On verra cela demain. C'est l'Inde !

En fait, hier c'était un jour férié, les ordinateurs n'ont pas fonctionné, du coup sans doute à cause de l'humidité, c'est la saison de la mousson, le lendemain ils ne fonctionnent plus. Moi, je laisse le mien en stand by jour et nuit quand je ne l'utilise pas, je ne l'éteins jamais et je sauvegarde quotidiennement tous mes fichiers sur une clé USB.

Hier soir, je me suis cassé la tête pour télécharger dans le serveur la causerie de 2012, volume10Mo. J'ai essayé une dizaine de fois, en vain. Puis, en regardant la note située en bas de l'écran je me suis aperçu qu'avec ce logiciel (cluster) la taille des fichiers à télécharger était limitée à 7,7Mo. Je me suis traité de crétin pour ne pas l'avoir vu plus tôt. J'ai rapidement téléchargé *FileZilla* et en 15 minutes c'était terminé. Il était près d'une heure du matin.

Je mettrai en ligne une dizaine de nouveaux articles.

ACTUALITE EN TITRES

Bê, bê, bê

- Nouvel An à Paris: 340.000 personnes dans la nuit aux Champs et à la Tour Eiffel - 20minutes.fr

- Les Français ont échangé près d'un milliard de SMS pour le nouvel an - L'Express.fr

Personnellement j'ai envoyé une jolie carte postale de l'Inde à une dizaine de personnes avec un petit mot amical à chacun. Je sais, c'est ringard, je suis un vieux con, pas de problème, j'assume et je m'en porte très bien merci.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Patrons et militaires, représentants du Nouvel ordre mondial récompensés par Hollande.

La traditionnelle promotion du Nouvel An de la Légion d'honneur distingue notamment les trois militaires soi-disant assassinés par Mohamed Merah puisqu'on n'en a pas la preuve.

Parmi les personnalités issues du monde économique, Yvon Gattaz, ex-président du CNPF, est élevé à la dignité de grand'croix et Louis Schweitzer, ancien patron de Renault, à celle de grand officier. Le président de Casino, Jean-Charles Naouri, est promu officier.

Sont encore distingués le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Pascal Lamy, promu commandeur. (Source : Lefigaro.fr 01.01)

Commentaire d'un internaute :

- "*Souvenez-vous pourquoi Napoléon a créé cette décoration, il connaissait la nature humaine. Quand on parie sur la vanité, on gagne à tous les coups.*"

A quoi conduit le rejet des conclusions du marxisme (léninisme) : A l'impuissance ou pire encore.

Souhaitions-nous davantage !

- « *Faire quelque chose* » est peut-être ce que nous pouvons nous souhaiter de mieux, les uns les autres, pour l'année 2013. Faire quelque chose pour lutter contre le système capitaliste qui écrase les peuples. Faire quelque chose, partout où c'est possible, pour soulager les souffrances provoquées par l'exploitation et l'aliénation. Faire quelque chose pour l'émancipation individuelle et collective.

« *Faire quelque chose* », c'est précisément le titre du film réalisé par Vincent Goubet. Il s'agit d'un film documentaire de 90 minutes réalisé essentiellement avec des interviews d'hommes et de femmes qui ont participé, chacun à leur manière, chacun à sa place, connus ou inconnus, à la grande histoire de la Résistance. Avec Raymond Aubrac, Stéphane Hessel, Raymond Lévy, Lise London, Jacqueline Olivier-Timbaud, Serge Ravanel... (M'PEP 01.01)

Je ne sais pas ce que vous en pensez, à leur place j'aurais honte de ma crasse ignorance au point de ne plus oser me montrer en public ou de me taire, oui de me taire, car finalement tous ces gens-là n'ont fait qu'oeuvrer au maintien du régime en place tout en profitant largement, régime qui réduit à un degré de dégénérescence extrême entraîne le reste de la société dans sa putréfaction, et si c'est l'odeur qui s'en dégage qui les incommode tant que cela, c'est qu'ils ont cessé de se sentir depuis longtemps.

Hier c'était au tour du pape de nous jouer la même comédie, en dénonçant le capitalisme devenu soudaienement monstrueux car "*sans régulation*", comme si c'était une nouveauté qu'il était hideux, que sa survie et ses conséquences étaient désastreuses pour tous les peuples, une insulte à la conscience et la dignité humaine.

Après "*Indignez-vous*" qui n'a servi à rien sauf à alimenter quelques illusions dans Hollande et le PS, ils osent nous sortir "*Faire quelque chose*", ce que vous voulez, tout ou n'importe quoi on s'en fout, tout se vaut, tandis qu'un philosophe déclare qu'il faudrait que se mette en place "*une nouvelle politique*" en avouant dans la foulée ne "*pas assez bon (pour) dire*" en quoi elle pourrait consister, nous voilà bien avancé !

Si vous voulez mon avis, vaut mieux regarder ou aller voir ailleurs. Comme hier.

Illusionnisme. Mélenchon a un concurrent sérieux.

- Le pape dénonce le capitalisme "*sans régulation*" - LePoint.fr

Décryptage de l'homélie prononcé hier à Rome par sa papauté le XVIe.

Contrairement au journaliste de Reuters qui doit faire partie de ses disciplines pour lui avoir prêté la généreuse intention d'avoir déploré la persistance de "*foyers de tension et d'opposition causés par des inégalités croissantes entre riches et pauvres, par la prévalence d'une mentalité égoïste et individualiste qui s'exprime également au travers d'un capitalisme financier sans régulation, en plus des différentes formes de terrorisme et de criminalité*", je préfère dire plus humblement, une qualité rare ou peu cultivitée de nos jours car peu rentable à court terme, que panzer le XVIe s'est contenté de dresser un constat dans lequel il a mis sur un pied d'égalité le comportement monstrueux des nantis responsables des souffrances dont sont victimes tous les peuples et plus particulièrement leurs couches les plus faibles et les plus exploitées, du terrorisme et de la criminalité qu'ils financent, arment et dont ils tirent des profits gigantesques, et celui du citoyen lambda dont la "*mentalité égoïste et individualiste*" est bien connue. Vous aurez noté que, contrairement à ce qu'on pourrait déduire d'une lecture ou une interprétation un peu trop rapide de son

discours, il a pris soin de préciser qu'elle concernait "*également*" les privilégiés, signifiant ainsi qu'ils n'étaient pas les seuls à développer cette mentalité épouvantable renvoyant à une population bien plus large, ce qu'il confirmera par la suite en parlant de la "*paix*" à laquelle chacun aspire. Là encore comme si toutes les classes disposaient des mêmes droits pour décider de faire la guerre ou de vivre en paix.

"*En chaque personne, le désir de paix est une aspiration essentielle qui coïncide, d'une certaine façon, avec le désir d'une vie humaine pleine, heureuse et accomplie… L'homme est fait pour la paix qui est don de Dieu*", a-t-il poursuivi, "*désir*" ou généreuse intention qui doit assurément habiter les marchands de canons et leurs représentants qui nous gouvernent. A croire que la guerre dont ils gratifient les peuples sous différentes formes serait un don du ciel en quelque sorte qui leur permettrait de racheter leurs péchés et de s'assurer ainsi la rédemption divine pour accédér par la suite au paradis, pour un peu les peuples victimes des atrocités commises par les capitalistes au nom de la paix et de la démocratie devrait les remercier de leur permettre de sauver leurs âmes et de pouvoir goûter une "*vie humaine pleine, heureuse et accomplie*" si ce n'est sur le plateau des vaches, au royaume des cieux, amen.

Il le confirme par écrit en allant plus loin dans un message qu'il a rédigé pour la célébration de la Journée mondiale de la paix, nous dit-on : "*Pour être vraiment des artisans de paix, nous devons nous éduquer à la compassion, à la solidarité, à la collaboration, à la fraternité, être actifs au sein de la communauté et vigilants à éveiller les consciences sur les questions nationales et internationales et sur l'importance de la recherche de modalités adéquates pour la redistribution de la richesse, pour la promotion de la croissance, pour la coopération au développement et pour la résolution des conflits*".

Là il s'adresse indistinctement aux exploiteurs et aux exploités qui sont à égalité responsablee des mille maux dont souffre tous les peuples. L'ouvrier devrait faire preuve de compassion avec son patron ou l'actionnaire qui s'enrichit sur son dos ou en dormant, il devrait faire preuve de solidarité à son égard, collaborer au sort qu'il lui réserve, le considérer comme un frère même quand il n'a plus besoin de lui et le jette à la rue...

A tous les niveaux et sans tenir compte que les membres des différentes classes ne disposent pas du même pouvoir ou plutôt qu'une seule classe dispose de tous les pouvoirs, dans les petites comme dans les grandes "*questions*" qui nous concernent nous devrions nous impliquer, et si les moyens et les réponses qui y étaient apportées n'étaient pas "*adéquats*", il ne faudrait s'en prendre qu'à soi-même, à notre propre égoïsme ou notre manque de "*compassion*", renvoyant chacun face à ses responsabilités, alors que dans la société chaque citoyen ne dispose pas du même droit d'en user ou de faire entendre sa voix.

N'avait-il pas dans son homélie exempté par avance les nantis de toute responsabilité ou presque dans les souffrances qui accablent les peuples en disant : "*Je suis persuadé que les nombreuses oeuvres de paix dont le monde est riche, témoignent de la vocation innée de l'humanité à la paix*", il ne manquait plus que les louanges en direction de l'ONU et l'OTAN, sans oublier l'Union européenne affublée en 2012 du prix Nobel de la paix!

Tous les peuples aspirent à la paix, ce sont les dirigeants du vieux monde capitaliste qui aspirent continuellement à la guerre, car en réalité elle n'a jamais cessé depuis deux siècles, elle ne disparaîtra de la surface de la terre que lorsque le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme aura été éradiqué, objectif que ne défend ou pour lequel ne combat aucune religion.

On pourrait ajouter que, si les religions telles qu'elles sont interprétées par leurs représentants n'ont pas vraiment pour objectif l'abolition de l'exploitation et de l'oppression qui l'accompagne, c'est justement parce qu'elles se nourissent des guerres, les alimentent en maintenant les peuples dans l'ignorance, les guerres et les religions ayant la même origine, reposant sur le socle commun de l'ignorance des masses elles ne peuvent être que complices et disparaîtront en même temps.

Illusionnisme. Dans le même registre, Hollande n'est pas mal non plus.

(Exercice classique qui consiste à dire : je vous ai compris, laissant à chacun le loisir d'en déduire ce qu'il veut, pour finalement poursuivre la politique de son prédécesseur. Sur quoi s'est-il engagé dès 2012 à part la hausse de la TVA, les 20 milliards d'euros supplémentaires consentis aux patrons, la mise à contribution des retraités notamment ? - Ndlr)

Le président de la République a dit entendre les inquiétudes «*légitimes*» de ses concitoyens tout en disant sa «*confiance*» en la France et en assurant que le cap des réformes serait tenu «*contre vents et marées*». «*2012 a été l'année où ensemble nous avons engagé le redressement. 2013 sera l'année de la mobilisation de tous pour le réussir*», a-t-il déclaré.

(La mobilisation de qui ? Des Mittal, Peugeot et Cie en qui Hollande et son gouvernement ont manifesté leur "*confiance*", sans qu'ils aient besoin de se "*réconcilier*" avec eux, puisqu'ils partagent les mêmes objectifs comme ils l'ont suffisamment prouvé. Partager cette "*ambition*", voilà ce qu'il entend par donner "*un sens à l'effort de tous*", se montrer compréhensif envers le capitalisme à bout de souffle qui compte déjà à son actif plus de 4 millions de chômeurs, beaucoup plus en réalité. -Ndr)

«*C'est l'ambition de cette France réconciliée et confiante en elle-même que je porte pour l'année qui s'ouvre. C'est cette ambition qui donne un sens à l'effort de tous*», a-t-il ajouté à la fin du message conclu par une Marseillaise.

«*Mais ce soir je veux vous dire ma confiance dans notre avenir*», a-t-il martelé.

(Il ne pouvait pas faire référence au pire exemple qui soit au regard de la situation en Grèce, au Portugal et en Espagne que les travailleurs ont à l'esprit : le sauvetage de l'UE et de l'euro, des banquiers en fait. - Ndlr)

Le chef de l'Etat a pris comme exemple le sauvetage de la zone euro dans une Europe qui a «*enfin mis en place les instruments de stabilité et de croissance qui lui manquaient*».

(Ensuite il s'est employé à rassurer le patronat et ses représentants qui doutent de sa volonté à entreprendre les contre-réformes structurelles qu'ils appellent de leurs voeux, à moins qu'ils doutent de sa capacité à les mettre en oeuvre car il y a loin de la coupe aux lèvres. - Ndlr)

«*Cette marche en avant ne s'est pas faite sans soubresaut ni contretemps. J'en conviens. Mais le calendrier que j'ai fixé c'est de faire les réformes maintenant pour sortir de la crise plus vite et plus fort*», a-t-il indiqué. «*Ce cap sera tenu. Contre vents et marées. Je n'en dévierai pas. Non par obstination, mais par conviction. C'est l'intérêt de la France*», a-t-il ajouté.

(Hollande propose ou demande, le patronat dispose ou décide, pourquoi cela devrait-il changer demain ? - Ndlr)

«*Il sera toujours demandé davantage à ceux qui ont le plus*», a-t-il souligné.

Le principal objectif fixé par le président est celui de la lutte contre le chômage, qui augmente depuis 19 mois. François Hollande a dit vouloir parvenir «*coûte que coûte*» à inverser cette courbe d'ici fin 2013. 20minutes.fr 01.01

A qui peut-il ou va-t-il en "*coûter*" infailliblement selon Hollande d'après vous ?

Voyance.

On savait déjà que les dirigeants du PS avaient la fâcheuse tendance à s'exprimer à la place de ses partenaires, dont Mélenchon, plus fort encore, voilà maintenant que le premier secrétaire de ce parti s'exprime à la place des "*Français*", avant même qu'ils aient pu le faire.

- Dans un communiqué, M. Désir a estimé que les Français avaient "*reçu les voeux d'un Président qui écoute leurs attentes, leur dit la vérité et appelle à la mobilisation et au rassemblement de tous dans la bataille pour l'emploi*". AFP 01.01

Quand la lie des intellectuels s'emmêle ou la philosophie du vide. A l'école des illusionnistes.

Comme toujours avec les philosophes, il est hors de question d'agir pour changer le monde.

- Face au vide de la pensée politique, les philosophes entrent en scène. - Rue89 Edgar Morin, 91 ans : « *En 2013, il faudra plus encore se méfier de la docte ignorance des experts.* »

Michel Serres, 82 ans : « *Ce n'est pas une crise, c'est un changement de monde*. »

Et Rue89 d'écrire : L'un comme l'autre, chacun avec sa perspective, ils nous alertent sur notre incapacité à nous doter des clés pour comprendre ce « *changement de monde* ».

Quelle perspective ou alternative nous proposent-ils au capitalisme ? Aucune.

Morin étale sa crasse ignorance qui lui aura servi de fond de commerce toute sa vie.

- « *Tout notre passé, même récent, fourmille d'erreurs et d'illusions, l'illusion d'un progrès indéfini de la société industrielle, l'illusion de l'impossibilité de nouvelles crises économiques, l'illusion soviétique et maoïste, et aujourd'hui règne encore l'illusion d'une sortie de la crise par l'économie néolibérale, qui pourtant a produit cette crise.*

Règne aussi l'illusion que la seule alternative se trouve entre deux erreurs, l'erreur que la rigueur est remède à la crise, l'erreur que la croissance est remède à la rigueur. »

Illusion du "*progrès infini*" dont plus des trois quarts de l'humanité sont exclus, les derniers quart le payant très cher ou devant se sacrifier pour y avoir le droit, je pense aux classes et couches moyennes. Depuis plus de deux siècles que le capitalisme a vu

le jour, il n'a cessé de connaître des crises, il faut donc être un parfait ignorant, un abruti fini ou être d'une mauvaise foi intellectuelle incurable pour prétendre qu'il n'en connaîtrait plus.

Alors pourquoi Morin attache-t-il tant d'importance à ces balivernes, ces lieux communs ? Parce qu'il n'a rien à dire et il n'a jamais rien compris à la nature du capitalisme tout en développant des illusions dans ce système économique, à croire qu'il prête des illusions aux autres pour qu'on ne l'accuse pas d'en partager la plupart, ce dont il témoigne ici.

« *Cette docte ignorance est incapable de percevoir le vide effrayant de la pensée politique, et cela non seulement dans tous nos partis en France, mais en Europe et dans le monde.* »

Seul le philosophe et brasseur de vent Edgar Morin détiendrait la connaissance et la vérité pour finalement se ralier à la politique ultra réactionnaire des néo conservateurs.

« *La gauche est incapable d'extraire de ses sources libertaires, socialistes, communistes une pensée qui réponde aux conditions actuelles de l'évolution et de la mondialisation. [...]*

Notre Président de gauche d'une France de droite ne peut ni retomber dans les illusions de la vieille gauche, ni perdre toute substance en se recentrant vers la droite. Il est condamné à un "en avant". Mais cela nécessite une profonde réforme de la vision des choses, c'est-à-dire de la structure de pensée. Cela suppose, à partir d'un diagnostic pertinent, d'indiquer une ligne, une voie, un dessein qui rassemble, harmonise et symphonise entre elles les grandes réformes qui ouvriraient la voie nouvelle. »

Sans jamais préciser en quoi consisterait cette "*ligne*", cette "*voie*", ce "*dessein*", pourquoi ? Non pas qu'il en est incapable mais parce que lui-même prisonnier de l'idéologie bourgeoise qu'il reproduit comme d'autre à l'infini.

Les problèmes auxquels est confrontée la civilisation humaine ou tous les peuples n'a aucun rapport avec le mode de production capitaliste, avec le développement des forces productives qu'il est incapable de contenir, avec les inégalités (croissantes) qui sont à l'origine du capitalisme, avec le développement de la démographie mondiale, finalement ils n'ont aucun rapport avec des facteurs matériels, ils relèvent de la pensée, reproduisant l'illusion que ce serait les idées qui gouverneraient le monde et qu'il suffirait d'en changer pour que le monde change également.

Car à l'instar de tous les philosophes idéalistes il n'a pas encore intégré dans son mode de pensée ou d'interprétation du monde que c'est à partir du moment où l'homme a commencé à modifier ses rapports à son milieu ou à la nature par son activité pratique qu'il a développé ses facultés intellectuelles . En allant plus loin, on pourrait ajouter que c'est observant de quelle manière les différentes manifestations de la nature ou les autres espèces animales entretenaient des rapports matériels ou pratiques avec la nature en général, en les imitant, en les testant, en les adoptant ou en les adaptant à sa condition que l'homme réalisa des progrès, développa le langage et se représenta sous une forme abstraite son environnement, pour ensuite le théoriser, le mémorer, développer sa pensée, des outils logiques pour comprendre quelles lois régissaient la matière, la nature, l'univers, puis plus tard la société et le monde, lois qui évidemment correspondent à des conditions ou des rapports matériels et non à des idées, même sorties de la tête d'un philosophe.

Partant de là, Morin étant un penseur idéaliste et réactionnaire, on comprend que l'anarchie, le socialisme ou le communisme l'indispose.

Dans le même article, figurait des passages du discours tout aussi délirant du philosophe et historien Michel Serres, 82 ans.

Il prône « *Une nouvelle université. Il faut aussi construire une nouvelle chambre des députés, une nouvelle représentation politique, un nouveau droit. Le droit tel qu'il est – il n'y a qu'à voir l'échec d'Hadopi – ne correspond plus à la réalité… Le plus grand effort qu'il faudra faire, demain matin, c'est même assez urgent, est de repenser l'ensemble de ces institutions.* » Pas n'importe comment nous signale Rue89, son modèle est un paradis fiscal : Il se met à rêver d'une démocratie directe aidée par les moyens numériques généralisés, faisant du monde une grande Suisse où les citoyens ont la parole.

Il fait manifestement référence à ce qu'on appelle improprement les "réseaux sociaux", Facebook, Twitter, etc, dont chacun sait qu'ils ont été mis au point ou qu'ils ont vu le jour par la grâce de ceux qui gouvernement aujourd'hui le monde, l'oligarchie financière et les institutions à leur service dont la CIA, le groupe Bilderberg, que ces "*réseaux sociaux*" sont manipulés et ont pour objet de manipuler la population pour mieux la contrôler, l'assujetir à ses objectifs politiques, lui interdire de s'y opposer, bref, on est bien obligé d'en conclure une nouvelle fois qu'on est en présence d'un philosophe qui marche sur la tête, qui n'a finalement rien à nous apprendre, rien à dire, comme ses semblables il fait le jeu du régime en place.

Je ne peux m'empêcher de reproduire la fin de cet article qui vaut son pesant de cacahuètes, qui confirme à sa manière ce qui vient d'être dit, jugez vous-même.

- Et Serres dit au JDD que si « *une nouvelle politique se mettra en place* », il ne s'estime « *pas assez bon pour le dire, mais [la*

voit] arriver ». (Il est modeste envers sa propre incurie intellectuelle, normal. - Ndlr)

Mais ils viennent à point nommé nous alerter sur le fait que nous ne pouvons pas seulement analyser la crise actuelle avec nos grilles de lecture traditionnelles ; il faut en inventer d'autres pour éviter de rater le coche des profonds bouleversements de notre temps, en France et dans le monde.

(Il faut surtout se détourner des enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes. Pour finalement être voué à connaître le même destin épouvantable que les Américains testent depuis déjà de nombreuses décennies. Non seulement on ne pourrait pas y échapper, mais il ne le faut à aucun prix. Rue89 est la propriété du Nouvel Observateur, la voix de l'Amérique, tout est dans l'ordre des choses. - Ndlr)

Ça n'est pas nécessairement rassurant – l'inquiétude, mal français... –, mais ce questionnement est salutaire face au discours politique qui tourne de plus en plus à vide et dont les citoyens se détournent sans savoir par quoi le remplacer.

(Ce n'est pas notre cas, le socialisme est une alternative sérieuse, cohérente, à nous de faire en sorte que les masses exploitées l'adoptent pour combler cet affreux "*vide*" qui porte un nom : la réaction. -Ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le président portugais Anibal Cavaco a promulgué le budget d' Etat pour 2013, d'une rigueur sans précédent, à l'origine de nombreuses grèves et manifestations et dont l'opposition a demandé qu'il soit soumis à la Cour constitutionnelle.

Le budget prévoit une hausse généralisée des impôts sur les revenus avec un taux de 14,5% pour les plus faibles et de 48% pour les plus élevés. Toutes les tranches d'imposition, dont le nombre a été ramené de 8 à 5, subiront une surtaxe de 3,5% tandis que les allocations chômage et maladie seront réduites respectivement de 5% et 6%. Les retraites supérieures à 1.350 euros par mois seront soumises à une contribution exceptionnelle de solidarité.

Divers partis d'extrême-gauche ont fait part de leur intention de saisir la Cour constitutionnelle dont l'examen n'est pas sans risque pour le gouvernement de centre droit. Selon divers spécialistes, la Cour pourrait en effet retoquer comme anticonstitutionnelles certaines dispositions du budget, notamment la taxation des retraites ou la réduction du nombre de tranches d'imposition.

En juillet dernier la Cour avait créé la surprise en jugeant contraire à la Constitution la suppression des 13e et 14e mois de salaire des fonctionnaires et des retraités, une mesure essentielle de la politique d'austérité du gouvernement.

En raison de la crise, elle avait toutefois maintenu pour cette année la suppression de deux mois de salaires.

Le Premier ministre Pedro Passos Coelho avait alors proposé d'augmenter les cotisations sociales des salariés et de réduire parallèlement les charges patronales. Mais il avait dû rapidement faire marche en arrière face aux protestations qui s'étaient traduites à la mi-septembre par des manifestations monstres du nord au sud du pays.

L'austère budget 2013 est alors apparu comme l'ultime recours du gouvernement pour satisfaire à la politique d'austérité exigée par les créanciers du Portugal, en contrepartie du plan de sauvetage de 78 milliards d'euros, accordé au pays en mai 2011. AFP 01.01

2- Corée du Nord

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un a annoncé mardi un "*virage radical*" pour redresser l'économie exsangue du pays tout en réaffirmant les ambitions militaires du régime.

"*Nous devons effectuer un virage radical afin de construire un géant économique dans l'esprit et avec le courage qui furent les nôtres pour conquérir l'espace: tel est le slogan que notre parti et le peuple doit suivre cette année*", a-t-il déclaré.

"*Le parti tout entier, a-t-il poursuivi, le pays et la population doivent s'engager*" dans ce "*virage complet*" destiné à "*améliorer le niveau de vie de la population*" dont il avait dit l'an dernier qu'elle n'aurait plus à se "*serrer la ceinture*" sous son règne.

Pour Yang Moo-Jin, professeur à l'université des études nord-coréennes à Séoul, ces propos pourraient effectivement "*augurer de réformes économiques limitées*".

Kim Jong-Un a assorti son discours d'une note plus apaisée en direction du Sud, quelques semaines seulement après l'élection à sa présidence de Park Geun-Hye (parti conservateur). "*Pour mettre fin à la division du pays et parvenir à sa réunification, il est important de cesser la confrontation entre le Nord et le Sud*", a-t-il déclaré.

Selon Kim, "*l'histoire des relations intercoréennes montre que la confrontation entre compatriotes ne mène à rien sinon à la guerre*". AFP 01.01

SOCIAL

Grèce

La Grèce a inauguré le premier jour de l'année 2013 avec une grève paralysant le métro d'Athènes, pour protester contre de nouvelles coupes salariales et la cure d'austérité, qui entre dans sa quatrième année.

Leur syndicat avait déjà multiplié ces derniers mois les grèves contre cette mesure, prise dans le cadre d'un nouveau durcissement fin 2012 de la cure de rigueur et redressement appliqué pour obtenir de l'UE et du FMI la poursuite de leur soutien financier au pays.

Depuis le début de cette purge en 2010, en échange de prêts d'un montant total prévu de plus de 240 milliards d'euros, les syndicats grecs ont mené des dizaines de grèves, sans obtenir d'infléchissement notable des mesures contestées. AFP 01.01

ECONOMIE

1- La Bourse ou la vie

1.1- Etats-Unis

Sur un an, le Dow Jones a gagné 7,3%. Le S&P-500, qui a bien rebondi après une année 2011 pratiquement étale a pris 13,4%, signant sa meilleure performance annuelle depuis 2009. Le Nasdaq, à forte pondération technologique, a fait encore mieux en s'adjugeant 15,9% depuis le 1er janvier 2012.

Sur l'ensemble de l'année 2012, l'indice du secteur financier a signé une progression de plus de 26%, porté entre autres par le titre Bank of America dont la valeur a plus que doublé et qui affiche la meilleure performance du Dow en 2012. Reuters 01.01

26%, c'est tout ?

1.2- France

La Bourse de Paris a gagné 15,2% en 2012 après deux années consécutives de baisse, les marchés d'actions européens ayant été sauvés au second semestre par la détermination de la Banque centrale européenne à tout faire pour empêcher l'éclatement de la zone euro.

Par rapport à son niveau du début de 2008, l'indice (CAC40) perd encore 35,14%.

Les valeurs bancaires et cycliques, qui ont le plus souffert en cours d'année des craintes de ralentissement et de la crise de la zone euro, ont signé les meilleures performances annuelles du CAC 40.

Par secteur, les valeurs de l'automobile (+53%), les technologiques (+45%) et les bancaires et financières (+44%) se sont taillées la part du lion. Seuls trois secteurs ont perdu de la valeur en 2012 : les ressources de base (-8%), les télécoms (-13%) et les services aux collectivités (-16%). Reuters 01.01

Du moment que les banquiers s'en sortent bien, on est sauvé, ouf !

2- Banque

Dexia a confirmé lundi que, conformément à leur engagement, les Etats belge et français ont souscrit "*à l'augmentation de capital de Dexia SA pour un montant de 5,5 milliards d'euros*", lui permettant ainsi de mener à bien son démantèlement.

Le plan de restructuration, validé par la Commission européenne, évite à Dexia de connaître une restructuration désordonnée, lourde de conséquences, qui aurait ravivé le spectre de la banque américaine Lehman Brothers, qui avait fait faillite en septembre 2009.

L'Etat belge a souscrit à 15,3 milliards d'actions et l'Etat français à 13,6 milliards d'actions, "*portant ainsi leur participation au capital de Dexia SA à respectivement 50,02% et 44,40%*", a précisé le groupe. AFP 01.01

Les Etats sont toujours aussi généreux avec les banquiers et l'argent public, le nôtre quoi. Tiens ce n'est plus Sarkozy mais Hollande qui est aux commandes, et cela continue, non, qui l'aurait cru franchement ?

3- Espagne

La Sareb, la "*bad bank*" créée par le gouvernement de Madrid, a reçu pour 37 milliards d'euros d'actifs toxiques de quatre banques nationalisées, première étape vers le nettoyage du secteur bancaire espagnol.

Ces créances douteuses et biens immobiliers sont les premiers actifs transférés vers la structure de défaisance, dont la création vise à restaurer la confiance dans les banques du pays.

La plus grande partie proviennent de Bankia, qui a bénéficié en mai du plus important plan de sauvetage jamais mis au point pour une banque espagnole.

Elle a précisé qu'elle s'attacherait à vendre ces actifs avec l'idée d'en tirer "*le retour maximum pour ses actionnaires*".

En échange des actifs, la Sareb a remis aux banques des obligations garanties par l'Etat.

Les principales banques espagnoles, à l'exception de BBVA, ont investi dans la structure à la demande pressante du gouvernement, aux côtés du Frob, le fonds public d'aide aux banques en difficulté. Reuters 01.01

Il s'agit sans doute des gros actionnaires, les actionnaires institutionnels, pas le citoyen lambda qui comme en Grèce y laissera sa chemise.

Haut de page

Le 3 janvier

CAUSERIE

A propos du site

Nombre de visites en 2012 : 42 642, moins 365, mes propres connexions quotidiennens pour vérifier l'affichage de la page d'accueil = 42 342.

Nombre de téléchargement en 2012 : 45 173, plus les dizaines de milliers de fichiers consultés sans être téléchargés et donc non comptabilisés.

Sur un an la progression est d'environ 25%, mieux que le CAC40 !

J'ai créé un nouveau dossier pour classer les articles que je mettrai en ligne en 2013 et qui concerne différentes rubriques : www.luttedeclasse.org/dossiers3/.....

La rubrique *Vidéos* est devenue *Vidéos et articles attenants sur la face cachée du vieux monde*, cela pour ne pas créer une nouvelle rubrique pour ces articles et les séparer des vidéos qui concernent le même sujet.

Régulièrement j'alimenterai cette rubrique et je retirerai certaines adresses qui seront classées dans le fichier correspondant. Je laisserai les vidéos les plus intéressantes dans la page d'accueil du site pour ceux qui découvriront notre portail.

Notre objectif n'est pas de formater les esprits dans un sens ou un autre, mais d'informer afin de permettre ensuite à chacun de faire librement ses propres analyses. Et surtout ne prenez pas pour argent comptant mes propres analyses qui peuvent s'avérer correcte, erronées, qui peuvent évoluer avec le temps. Je n'ai généralement pas le temps de m'attarder sur des questions qui mériteraient une longue réflexion, d'effectuer des recherches, de se documenter, etc. donc pour cette raison je peux commettre des erreurs.

Dans les jours qui viennent il est possible que je modifie légèrement ma stratégie, j'y réfléchis depuis quelques semaines déjà, il se pourrait que j'apporte mon soutien à certaines initiatives ou certains partis, avec toutefois des réserves, considérant, et cela n'est pas nouveau dans mon discours, que la théorie est une chose, mais que sans la pratique ou l'organisation cela ne vaut pas grand chose ou vous laisse sur votre faim, c'est un peu comme une analyse qu'on n'aurait pas menée jusqu'au bout.

On ne peut pas dire que notre tâche est d'aider à faire progresser le niveau de conscience politique des masses et à s'organiser, sans proposer aux militants de participer activement au mouvement ouvrier, ce serait incohérent, inaudible ou peu sérieux. Je sais les réticences de nombreux militants à s'organiser dans des partis existant, mais avons-nous vraiment le choix ? A quoi cela nous avancerait-il de rejoindre des organisations qui regroupent à peine quelques dizaines de militants sur le plan national ? A rien.

Aujourd'hui tous les partis ouvriers présentent des structures et un fonctionnement suffisamment lâches ou souples pour pouvoir intégrer l'un d'entre eux même en ayant d'importants désaccord avec lui sans courir le risque d'en être exclu immédiatement. C'est aussi à nous à ne pas nous prendre pour ce que nous ne sommes pas, à nous prendre pour de grands militants ou marxistes, à copier un comportement que nous critiquons volontiers chez d'autres, à tort ou à raison peu importe. Soyons modeste, donnons-nous des objectifs modestes et tout le monde s'en portera mieux je vous assure. Ce qui ne veut pas dire dilettante !

C'est avant tout vers les travailleurs qu'il faut être capable de se tourner. Et c'est seulement en fonction de son expérience et de ses connaissances que l'on peut commencer prétendre apporter quelque chose aux autre militants, et encore ce n'est pas inné ou à la portée de tous spontanément, cela s'apprend, se cultive, de la même manière que tous les militants ne sont pas capables du jour au lendemain de s'adresser à une assemblée de milliers de travailleurs. On vit à une époque bourrée de paradoxes trompeurs où l'on finit par tout confondre et par perdre de vue ce que l'on est vraiment, oui, en quelque sorte l'individualisme nous a gagné également, quelle horreur n'est-ce pas, raison de plus pour travailler avec acharnement pour encore progresser, comme je l'ai déjà dit, c'est le travail de toute une vie. (A suivre)

Infos de dernière minutes en Inde

Une jeune fille scolarisée aurait été violée à Pondichéry par 5 ou 6 jeunes ou hommes, je n'en sais rien, toute la population est en train de se rassembler devant les différentes écoles de la ville, des manifestations spontanées et des incidents ont éclaté en ville et dans son village natale, Kandamangalam au Tamil Nadu. Là bas, il y aurait eu des scènes d'émeute ce matin qui se seraient répandues dans d'autres villages, routes barrées, bus attaqués, des gens seraient sortis armés de couteaux et de machettes, ils s'en seraient pris à la police. Il y aurait au moins un mort et plusieurs blessés, à confirmer.

D'autres manifestations suite à la contre-réforme du carnet de rationnement se poursuivaient ce matin dans tous le Tamil Nadu, des bureaux du gouvernement ont été incendiés les jours précédents, les représentants du pouvoir violemment pris à partie, j'ai vu cela aux infos encore hier soir sur Sun TV. La population, nous sommes excédés !

Hier un député a parlé d'interdire l'alcool. Si on l'attrape on le lynche et je ne donne pas cher de sa peau !

De son côté le gouvernement a annoncé que dorénavant la police pourrait perquisitionner chez les riches à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit sans mandat pour découvrir où ils cachent leur fric. Une blague, la police est complètement corrompue, il y aura toujours un flic pour les prévenir sur leur portable, ils prennent la population pour plus arriérée qu'elle n'est et elle n'aime pas du tout cela.

A 14h cette après-midi la Chief minister du Tamil Nadu a annoncé que notre problème de coupure d'électricité serait bientôt résolu. Et le problème d'eau dans de nombreux villages ? Récemment, elle a fait les louanges de la police en promettant de leur construire 9.000 logements supplémentaires, alors que la population haït la police, le mot est encore trop faible. Ici tous les jours on manifeste. En France : on réveillonne ou on part aux sports d'hiver !

Et vous voudriez qu'avec tout cela je sois calme, mielleux, mou comme nos dirigeants en France, mais cela voudrait dire que j'en ai rien à foutre de ce que vivent nos frères et soeurs de galère quotidiennement ici. Nous sommes un peuple de révoltés même si cela ne se voit pas forcément au premier coup d'oeil. A bas le capitalisme et vive le socialisme !

Je ne vous en ai pas parlé parce que je manque d'éléments, j'ai entendu dire que la population commençait ici ou là à s'organiser pour suppléer aux carences de l'Etat, s'il s'agissait de milices, cela pourrait dégénérer en règlement de compte entre familles ou villages. A suivre.

Ce matin j'ai été retirer mon visa valable 15 ans. Bonne nouvelle ? Si l'on veut...

L'employé m'a dit que pour le valider je devais fournir un nouveau dossier d'ici 6 mois, puis tous les 5 ans. Quand j'ai examiné la liste qu'il m'a remise, j'ai constaté qu'elle comportait 5 documents plus 2 photos. Je lui ai demandé si c'était une farce en rigolant, car à peu de choses près cette liste est identique à celle pour un visa de 5 ans, ce qui veut dire que j'ai fait cette démarche pour rien ! C'est cela la bureaucratie indienne ! Seul avantage, le visa de 5 ans coûtait environ 10.000 roupies et celui de 15 ans 15.000 roupies seulement, j'ai donc gagné 15.000 roupies, mais j'ai quand même avancé le fric à l'Etat !

Manipulation des masses. Le WWF.

J'ai mis en ligne un article (rubrique Vidéo...) qui fournit la liste des principaux dirigeants d'hier et d'aujourd'hui du WWF, il suffit d'en prendre connaissance pour comprendre la nature de cette organisation.

Maintenant pour en comprendre l'objectif politique, rien de tel que prendre pour référence les propres documents de cette organisation et de voir ce qu'elle en dit elle-même qui suffira amplement, à moins bien sûr de se positionner sur le terrain du capitalisme et de le soutenir ouvertement.

Les passages suivants sont extraits d'un document qu'ils ont publié et que je mets en ligne intitulé *Rapport planète vivante 2008*. Il s'agit de la première page.

- "*Le WWF est l'une des organisations indépendantes*", tout comme le sont les banquiers et actionnaires ou patrons des multinationales qui font parties de ses dirigeants, c'est bien connu

- " *La mission du WWF est de stopper la dégradation de l'environnement naturel de la planète et de construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature*" comme si c'était possible dans le cadre du système capitaliste mondial qui ne serait pas l'unique responsable de cette "*dégradation*", régime capitaliste qui ne fomente pas toutes les guerres depuis plus de deux siècles et dans lequel nous pourrions vivre "*en harmonie avec la nature*" à défaut que les peuples puissent vivre en harmonie entre eux.

- "*Le Global Footprint Network (GFN) propose l'Empreinte Ecologique comme outil de mesure de la durabilité afin de promouvoir une économie durable*", l'économie capitaliste vous l'aurez deviné.

- "*Le réseau, en accord avec ses partenaires, coordonne la recherche, développe des standards méthodologiques et fournit une comptabilité des ressources aux décideurs, afin d'aider l'économie humaine à opérer dans les limites écologiques de la Terre*", partenaires qui sont notamment les banquiers, les multinationales, les universités ou laboratoires de recherches américains liés à ces multinationales, avec le cynisme qui accompagne cette généreuse démarche le WWF leur fournit ainsi qu'aux "*décideurs*" qui sont en réalité les mêmes, un tableau détaillé et précis de l'étendu des dégâts (parfois irréversibles) qu'ils causent quotidiennement à la planète et au-delà desquels "*l'économie humaine*", traduisez le capitalisme causerait sa propre perte, ce qui serait franchement dommage.

On va s'arrêter là, à la fin de la première page de ce document qui en comprend 48.

Il y a quelque chose de cynique, de sordide, de machiavélique dans cette démarche, qui consiste à dresser avec ceux qui en sont directement les responsables le bilan des conséquences dévastatrices ou catastrophiques causées par la survie du capitalisme sur notre planète et toutes ses espèces dont la nôtre, et à s'adresser à ses mêmes responsables représentés sur le plan politique au sein des Etats et des institutions internationales pour qu'ils en corrigent les effets qui se traduira par de nouvelles taxes imposées à toute la population tout en la culpabilisant, quand ce ne sera pas sur le plan économique pour éliminer des concurrents trop faibles ou pas préparés pour inclure dans leurs coûts de production les nouvelles normes qui leur seront imposées.

Donc en réalité cette entreprise poursuit un double objectif à la fois sur le plan économique et politique. Elle consiste à manipuler la population sensible aux questions d'environnement dans des proportions considérables, le WWF à lui seul revendique "*près de 5 millionsd'adhérents et un réseau mondial actif dans plus de 100 pays*, pour mieux la détourner des partis qui combattent pour le socialisme et la subordonner au capitalisme.

Ils sont comme cul et chemise.

A propos de l'article du Réseau Voltaire mis en ligne dévoilant l'assassinat d'Hugo Chavez commandité Nicolas Sarkozy.

Comment se fait-il que Chavez ne se soit pas servi de cette affaire pour faire tomber Sarkozy dès 2009 ? Comment se fait-il que personne ne l'a évoquée au gouvernement fin décembre 2012 ? Oui parce que depuis 2009 il y a eu un changement

de Bonaparte et de gouvernement.... A charge de revanche pour service rendu à l'UMP ?

On pourrait se poser la même question à propos des militaires français (et d'autres pays) qui se sont fait pincer en Syrie et dont Assad ne s'est pas servi publiquement, mais peut-être en coulisse, on le saura plus tard... ou jamais.

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse et les bourses bien remplies... ou qui se vident

Côté jardin, ensoleillé, radieux...

- Wall Street finit l'année 2012 en beauté - Reuters

- Wall Street entame 2013 sur une note euphorique - Reuters

- Les Bourses européennes débutent l'année en fanfare - Reuters

- La Bourse de Paris voit 2013 en rose - L'Expansion.com

- La Bourse de Paris démarre 2013 tambour battant grâce à l'accord américain - AFP

- Le PDG de Vinci exerce pour 1,4 million d'euros de stock-options - Reuters

- Google : le géant américain économise 2 milliards de dollars grâce aux Bermudes - Atlantico.fr

Côté cour, grisâtre, angoissant

- Consommation: 2013, nouvelle année difficile pour les Français - AFP

- La chute de la consommation s'est amplifiée en octobre en Grèce - Reuters

- Quatrième année consécutive de hausse pour le Brent - Reuters

Faites vos jeux.

Côté gagnant

- Macao: record pour les casinos en 2012 avec 38 milliards de dollars de revenus - AFP

Côté perdant

- Les casinos français, de nouveau en difficulté, s'adressent au Premier ministre - AFP

Production

Côté pile où l'avenir est devant vous.

- La Chine produira plus de voitures que l'Europe en 2013 - L'Expansion.com

- Russie: nouveau record pour la production pétrolière en 2012 - AFP

Côté face où l'avenir est derrière vous

- Les ventes de voitures en France au plus bas depuis 15 ans en 2012 - L'Expansion.com

- Dixième mois de contraction du secteur manufacturier en France - Reuters

- La contraction s'accentue dans l'industrie dans la zone euro - Reuters

La panacée ou parole de charlatans

- Paradoxe économique : quand l'innovation détruit les emplois sans en recréer - Atlantico.fr

Ah ben ça alors ! Mais au fait, laquelle ?

- Les robots pourraient-ils être les sauveurs de l'industrie française ? - Atlantico.fr

Sauver qui en réalité ? Pas ceux qui seraient remplacés par des robots, mais ceux qui les remplaceraient par des robots.

Etat policier

- Etats-Unis : des policiers armés dans les écoles d'une ville du New Jersey - LeParisien.fr

Enfin le progrès social au pays modèle du capitalisme mondial !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Rentrer dans le rang : jamais ! Porter la Légion du déshonneur : la "*honte*" !

Le célèbre auteur de bandes dessinées Jacques Tardi "*refuse avec la plus grande fermeté*" la Légion d'honneur qui lui a été attribuée le 1er janvier, voulant "*rester un homme libre et ne pas être pris en otage par quelque pouvoir que ce soit*", a-t-il déclaré mercredi à l'AFP.

"*J'ai appris avec stupéfaction par les médias, au soir du 1er janvier, que l'on venait de m'attribuer d'autorité et sans m'en avoir informé au préalable, la Légion d'honneur!*", souligne l'auteur de 66 ans qui vient de publier "*Moi René Tardi, prisonnier de guerre, Stalag II B*" (Casterman), une oeuvre très personnelle, basée sur le témoignage de son père, prisonnier en Allemagne.

"*Etant farouchement attaché à ma liberté de pensée et de création, je ne veux rien recevoir, ni du pouvoir actuel, ni d'aucun autre pouvoir politique quel qu'il soit. C'est donc avec la plus grande fermeté que je refuse cette médaille*", déclare dans un communiqué séparé Tardi, fait chevalier aux côtés de Bruno Podalydès ou Jean-Pierre Léaud.

"*Je n'ai cessé de brocarder les institutions. Le jour où l'on reconnaîtra les prisonniers de guerre, les fusillés pour l'exemple, ce sera peut-être autre chose*", ajoute Jacques Tardi, qui s'est aussi beaucoup penché sur la Grande Guerre ("*Putain de guerre!*", "*C'était la guerre des tranchées*"...). "*Je ne suis pas intéressé, je ne demande rien et je n'ai jamais rien demandé. On n'est pas forcément content d'être reconnu par des gens qu'on n'estime pas*", conclut l'auteur d'Adèle Blanc-Sec.

Les refus de Légion d'honneur ne sont pas si rares. Avant Tardi, de nombreuses personnalités l'ont refusée pour des raisons diverses, de Louis Aragon à Albert Camus, de Claude Monet à Hector Berlioz, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir.

Georges Brassens en a même fait une chanson. Léo Ferré fustigeait "*ce ruban malheureux et rouge comme la honte*".

Plus récemment, en août 2012, la chercheuse Annie Thébaud-Mony, spécialiste des cancers professionnels, avait refusé cette décoration pour dénoncer l'"*indifférence*" qui touche la santé au travail et l'impunité des "*crimes industriels*", avait-elle écrit à la ministre du Logement, Cécile Duflot.

Contrairement aux idées reçues, la Légion d'honneur ne se réclame pas mais vous est attribuée. Quand son nom apparaît dans le Journal officiel, il faut se faire décorer pour "*prendre rang*".

Ce sont les ministres qui adressent les dossiers à la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur. Les dossiers sont ensuite instruits par le Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur et ses décisions soumises au président de la République. AFP 02.01

Pour être décoré par un Bonaparte, il faut être bonapartiste ou n'avoir aucune dignité ou les deux à la fois !

Qu'on n'oublie jamais, que la décomposition, la décadence, la dégénérescence du mode de vie, des moeurs et de la pensée, commence toujours par en haut, par l'aristocratie du régime, pour se répandre ensuite à tous les niveaux de la société, que seule la classe des nantis en porte la responsabilité, ainsi que ses zéles serviteurs qui généralement sont encore plus pourris pour être frustrés de ne pas en tirer autant d'avantages.

ECONOMIE

France

1- Une institution de classe.

Les dispositions fiscales censurées par le Conseil constitutionnel représenteront un manque à gagner d'environ 500 millions d'euros en 2013, a déclaré mercredi le gouvernement français.

Le quotidien économique *Les Echos* a avancé le chiffre d'un milliard d'euros, citant "*les données des différents documents budgétaires et parlementaires*".

Les ministres de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici et Jérôme Cahuzac, ont confirmé dans un communiqué l'évaluation de 500 millions d'euros livrée mercredi matin par la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem.

Cette perte de recettes, précisent-ils, correspond à "*la censure d'une partie de la réforme de la taxation des plus-values immobilières (170 millions d'euros), de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus d'activité (210 millions d'euros) et à celle de l'article 44 sur l'élargissement des missions de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués - AGRASC (126 millions d'euros)*". Reuters 02.01

Cela confirme qu'il faudra bien liquider la totalité des institutions de la Ve République, qu'il faudra déduire de fond en comble l'Etat des capitalistes pour bâtir le socialisme sur ses cendres.

Et pendant ce temps-la ces ignares de philosophes étalaient leur impuisance en affirmant qu'ils ne savent pas quoi faire pour changer de politique, avouaient-il hier (voir la causerie du 2 janvier), dans quelle direction il faudrait avancer. Dans pratiquement le même registre le M'PEP nous appelait à faire quelque chose, n'importe quoi, tandis que la presque totalité de la confrérie des intellectuels bien-pensants clame sur tous les toits qu'il serait possible de réformer le capitalisme, alors que l'on constate exactement l'inverse dans le monde depuis des décennies en pire chaque année qui passe, que c'est totalement impossible. Et vous croyez qu'ils en arriveraient à se poser la question pourquoi, et si c'était impossible qu'il faudrait peut-être se demander par quoi le remplacer, s'il n'existe pas en réalité une alternative, la seule à laquelle ils refusent de penser, ils se refusent de recourir : le socialisme.

En réalité, ce qui appartient au passé, ce n'est pas le socialisme et les enseignements de la lutte de classe du passé que nous ont légués les marxistes, mais bien le capitalisme et tous ces cerveaux sclérosés, fossilisés, lobotomisés.

2- Pourquoi faudrait-il absolument changer de voiture quand celle qu'on utilise peut encore faire un bon usage pendant des années ?

Les immatriculations de voitures neuves en France ont poursuivi leur baisse en décembre, clôturant une année 2012 qui restera pour le marché automobile la pire depuis 1997.

Le nombre des nouvelles immatriculations a chuté de 14,6% le mois dernier à 160.426 unités, a annoncé mercredi le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

Sur l'ensemble de l'année écoulée, les immatriculations ont chuté de 13,9% en données brutes à 1.898.872 unités, le plus faible niveau qu'ait connu le marché français en quinze ans.

"*A l'attentisme des clients particuliers, surtout parmi les classes moyennes, vient maintenant s'ajouter la prudence des*

clients professionnels", commente François Roudier, porte-parole du CCFA. "*Dans le véhicule utilitaire, il faut remonter à la crise de 2008 pour retrouver une baisse aussi forte que celle de décembre.*"

Le marché d'ensemble des véhicules utilitaires, baromètre de l'activité économique, a chuté en décembre de 15,8% en données brutes, et baissé de 7,4% en données CJO.

Sur l'ensemble de 2012, le géant allemand limite toutefois la casse avec une baisse de 5,1% seulement.

PSA Peugeot Citroën a accusé pour sa part un recul de 14,2% le mois dernier tandis que le groupe Renault a poursuivi sa dégringolade (-27,1%). Toyota est parvenu à faire progresser de 6,3% ses immatriculations, tandis que le coréen Hyundai-Kia a signé un nouveau bond de 33,3%. Reuters 02.02

Les ouvriéristes, les représentants de l'aristocratie ouvrière, les social-patriotes ou les social-nationalistes vont pouvoir pousser des cris en choeur : c'est mauvais pour l'emploi dans l'automobile, c'est mauvais pour l'industrie française... On va les rassurer : le pire reste à venir !

Certains estimeront que c'est une grosse connerie. Qui ? Ceux qui n'ont pas été foutus de faire progresser en 70 ans le niveau de conscience politique des masses, ceux qui n'ont pas été foutus de les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions, ceux qui n'ont pas été foutus de construire un nouveau parti révolutionnaire. Vous devinez ce qu'on a envie d'ajouter... Qu'ils commencent par revoir leur copie !

Haut de page

Le 4 janvier

CAUSERIE

Chronique. Un monde dirigé par de dangereux psychopathes

Produire toujours plus, consommer toujours plus, jeter toujours plus...

En lisant tous les matins au réveil les titres des articles économiques de presse dans le monde j'ai envie de gerber, c'est insupportable, ce n'est que cela, et en réalité cela concerne toujours les mêmes couches de la population gavées jusqu'à la gueule.

Le moindre ralentissement ou tassement est anormal, compromet notre destin, notre avenir serait en danger, en fait le capitalisme, le moindre résultat qui ne témoigne pas d'une augmentation de la production et de la consommation, une simple pause et c'est l'angoisse, un cauchemar, la faillite annoncée qui sait, l'effondrement de tout le système, quelle bonheur si cela pouvait être vrai ! ce qui fait évidemment horreur aux petits-bourgeois et à leur porte-parole du mouvement ouvrier.

Quant au champ lexical employé (terminologie), c'est celui des reporters de guerre, des chroniqueurs sportifs qui utilisent le même langage ou des psychothérapeutes, le tout intensifié encore par le recours à des superlatifs et autres métaphores dantesques ou apocalyptiques !

Il est vrai cependant qu'à travers cette guerre économique, nous assistons à une guerre entre les classes dont apparemment seules les véritables victimes continuent de tout ignorer puisqu'ils continuent de consommer comme si de rien n'était.

Notez bien qu'on les y encourage, c'est bon pour l'emploi paraît-il, même l'industrie d'armement ou de guerre. La culture de l'ignorance est bien ancrée dans le mouvement ouvrier au point qu'il le revendique, cherchez l'erreur.

Deux poids, deux traitements.

Je ne partage pas les manifestations d'indignation à outrance dans le monde et en France qui ont suivi la mort de cette jeune femme violée et tabassée à Delhi, ils m'inspirent même un profond dégoût, tant par leur ignorance que je peux comprendre, que par leur lâcheté que rien ne peut excuser lorsqu'elle provient de partis politiques.

Savez-vous qu'hier matin une collégienne de 17 ans native d'un village situé à un kilomètre de Kandamangalam à une quinzaine de kilomètres de Pondichéry, qui se rendait à l'école, a été violée par 4 hommes ? Ils l'ont endormi avec un produit anesthésiant

puis l'ont fait monter dans un bus scolaire et l'ont violée.

Savez-vous que cela a fait l'objet d'un reportage passé sur toutes les chaînes de télévision du sud de l'Inde dès 14h, 9h30 en France ?

Savez-vous que les chaînes de télévisions nationales indiennes ont relayé cette information lors de leur journal du soir entre 19 et 20h ?

Savez-vous que la police a déjà arrêté deux des quatre violeurs, que le principal responsable, le chauffeur du bus est en fuite et que sa famille a promis de le tuer si elle l'attrapait, et que de son côté la Chief minister du Tamil Nadu, qui chapote sur le plan juridique le territoire de Pondichéry, a affirmé qu'ils méritaient uniquement la peine de mort ?

Savez-vous que ce matin en consultant les titres des agences de presse et des médias nationaux, pas un n'a relaté cette information, alors qu'un déluge d'articles avaient couvert le précédent viol collectif commis il y a deux semaines sur une femme de 23 ans, alors que la collégienne victime également d'un viol collectif était mineure ?

Pourquoi ? Parce que la jeune femme violée à Delhi était étudiante en médecine et vivait dans la capitale, alors que la collégienne violée hier est issue d'une famille pauvre et vit dans un village misérable.

Je ne commenterai pas les articles de presse qui sont parus depuis l'agression et la mort de cette jeune femme à Delhi tant les journalistes racontent vraiment n'importe quoi. Un seul exemple suffira.

Cette étudiante serait également issue d'une famille pauvre. Elle aurait vendu des terres pour s'installer dans la capitale ou le niveau de vie et les loyers sont prohibitifs, pour que leur fille puisse suivre des études de médecine, études très longues et qui se montent à des millions de roupies. J'ai une petite nièce de 13 ans qui rêve depuis plusieurs années de devenir médecin. Ses parents sont pauvres ou parviennent tout juste à survivre. Chaque fois qu'elle me parle de son avenir j'ai la gorge qui se noue et je ne lui réponds rien, car je sais qu'elle ne pourra jamais devenir médecin, parce que ses parents ne pourront jamais lui payer ces études, ni moi du reste car même si je le voulais je n'ai pas assez d'argent. Mon épouse m'a rappelé qu'il y a déjà plusieurs années en arrière, les parents d'un jeune que nous connaissions, et qui avait fait des études d'ingénieur plus courtes, avaient déboursé 3,5 millions de roupies.

Je ne commenterai pas non plus le commentaire hors de propos de Michel Sérac publié à la page 7 du n°232 d'*Informations ouvrières*, je pourrais m'emporter.

Je vais quand même ajouter un mot sur le terrain de la lutte des classes, car c'est insupportable de voir ces gens animés d'une bonne conscience la bouche pleine, ils sont comme les bourgeois nés avec une cuillère en argent dans la bouche et qui voudraient nous donner des leçons de moral.

Le mouvement ouvrier se fait depuis longtemps le relais de revendications avancées par la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie, les classes et les couches moyennes, qui aboutissent au renforcement de l'arsenal pénal répressif qui s'appliquera ensuite, non pas aux membres de ces classes ou couches, mais à ceux de la classe ou des couches exploitées les plus défavorisées, qui parce que leurs conditions d'existence sont demeurées misérables entretiennent des rapports dans la société qui le sont tout autant.

Comment ne pas observer quotidiennement que des questions qui concernent finalement le confort de vie des bourgeois, des petits-bourgeois, des classes ou des couches moyennes priment systématiquement sur les revendications sociales qui concernent uniquement la classe ouvrière.

Le mouvement ouvrier est décidément plus dégénéré qu'on ne le pense.

Vouloir faire avancer la société sur le plan juridique sans avoir réglé ou s'attaquer aux questions économiques et sociales qui concernent les masses exploitées et plus particulièrement les plus défavorisées, revient à les livrer en pâture à la vindicte publique, à en faire des boucs émissaires, à les livrer aux médias qui entretiennent quotidiennement la haine entre les différentes couches d'exploitées, c'est finalement servir les intérêts du régime en place.

Vous êtres pauvres ou miséreux, restez-le donc, croupissez dans votre crasse, vautrez-vous dans votre ignorance, bouffez de la merde, bourrez-vous la gueule, droguez-vous, abrutissez-vous en regardant TF1, livrez-vous à tous les trafics qui vous passent par la tête, laissez donc aller votre instinct bestial, mais prenez garde que la justice ne vous rattrape pas car elle sera impitoyable envers vous, dites-le vous pour dit, voilà le sort que la société pourrie réserve à nos couches les plus défavorisées et dont les partis du mouvement ouvrier sont les complices. Je suis issu de cette couche que tout et tout le monde accable et j'en suis sorti, je ne l'ai pas oublié.

Oui, effectivement, c'est prendre les problèmes à l'envers, le mouvement ouvrier en est là et ce n'est pas nouveau. C'est d'ailleurs devenu la principale caractéristique du mouvement ouvrier et de ce qui ose encore s'appeler son avant-garde, honte à

eux, honte sans fond ! Notez au passage, que c'est aussi le meilleur moyen de faire progresser l'extrême droite.

Dernières nouvelles d'Inde.

Il est 14h45 au moment où je termine la causerie du jour, je viens de jeter un oeil aux infos sur Sun TV (en tamoul), quatre manifestations, point commun entre elle : la population s'en prend au gouvernement, aux élus et à la police corrompus jusqu'à l'os. Encore des locaux du gouvernement envahis et incendiés, des bagarres entre policiers et manifestants et des arrestations...

Hier un jeune est passé chez moi, comme je bossais il a emmené mon épouse à la clinique pour sa prise de sang. Je lui paie l'essence et lui donne quelque chose en plus. En le voyant démarrer sa moto au kick, je lui demande pourquoi il n'utilise pas le démarreur électrique. Il m'a répondu qu'il avait eu un accident et que la police lui avait piqué la batterie ; génial, du coup il n'a plus de clignotants et de lumière le soir ! Des abrutis ces flics. Il a eu le malheur de ne pas pouvoir éviter un chien qui est venu se foutre sous sa moto et de percuter un passant qui a été légèrement blessé. Pour récupérer sa batterie, il devra donner un dessous-de-table à la police et non payer une amende. Quand mon beau-frère est mort en moto (tout seul sur la route), il a fallu payer ces ordures de flics pour récupérer sa moto.

L'art consommé du néant politique, c'est quoi ? Un exemple (de plus).

Auteur Josep Maria Antentas, sociologue, membre de la direction de Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste, section de la IVe Internationale dans l'État espagnol) et du Bureau exécutif de la IVe Internationale version "*pabliste*" ou cryto-stalinienne à laquelle appartenait la LCR et la tendance majoritaire du NPA, ne me demandez pas quelle nom elle porte, par pitié ! Origine : Version écrite, à l'issue des débats, et actualisée du rapport sur la situation européenne, publié dans Imprecor.

Article paru dans le portail national du NPA sous le titre : *Union Européenne : Éléments de contribution à l'analyse de la situation politique* - 01.01.13

Pour commencer, admirez la précision.

- "*Dans quelques pays vont apparaître de nouveaux outils, qui graviteront peut-être autour des forces réformistes....*

Le Nouvel ordre mondial n'est pas "*un projet achevé, cohérent, totalement planifié*"... quand on l'ignore. Ou voici ce qui arrive quand on l'ignore.

- "*Ce qui est en marche c'est un projet de réorganisation sociale d'envergure et de changement du modèle social sous la férule du capital financier. Il ne s'agit pas d'un projet achevé, cohérent, totalement planifié, mais il ne fait pas de doute que l'enjeu c'est une modification profonde et draconienne du modèle social actuel.*"

Comme quoi, ils n'ont pas vraiment pris la mesure de ce qui se trame sous nos yeux, ils en sont à imaginer, on n'ose pas dire penser, que l'oligarchie financière prenne directement les commandes en mains pour résoudre la crise, qu'en réalité elle manipule à la fois dans le but d'éviter un effondrement du système capitaliste et instaurer une gouvernance mondiale, une dictature mondiale.

- " *... dans beaucoup d'États membres (de l'UE -Ndlr), des hommes de Goldman Sachs sont l'expression, pour l'instant la plus avancée, de ce phénomène. En temps de crise, il vaut mieux prendre directement la barre du navire.*"

Qu'est-ce que cela traduit ? L'auteur le dit lui-même sans en avoir conscience, parce qu'il ne lui viendra pas à l'esprit que ce qu'il évoque le concerne directement ou son organisation.

- " *La gauche capitalise moins le malaise social que l'extrême droite ou la droite populiste. Il faut en rechercher les raisons fondamentales dans des phénomènes bien connus: le poids des défaites politiques des dernières décennies, l'absence de références idéologiques, la dépolitisation, le manque de crédibilité des partis.*"

Il doit faire partie de ces dirigeants qui estiment que, parce qu'ils maîtrisent ou plutôt croient maîtriser le marxisme, automatiquement ils seraient en mesure de saisir les rapports qui existent dans la société entre les classes et d'y répondre de manière adéquate en terme de tâches pratiques et d'objectifs politiques, ce qui apparemment n'est pas le cas, ou alors ce seraient les travailleurs qui seraient incapables de saisir leur discours et seraient d'incurables idiots, à moins qu'ils se complaisent dans leur situation.

- "*Malgré tout, le double contexte de crise capitaliste et de la multiplication des luttes sociales ainsi que de la repolitisation (qui part cependant de très bas) constitue un terroir favorable aux forces de gauche en Europe.*"

En effet, on se demandera "*qui part cependant de très bas*", les travailleurs ou les dirigeants du mouvement ouvrier qui se présentent comme son avant-garde, personnellement on pencherait plutôt pour ces derniers, ce que confirme l'auteur de cette contribution qui voit dans Syriza un modèle au point de "*chercher les échanges avec sa direction et approfondir les liens avec les courants de gauche en son sein. Au delà du «Syriza réel», le «symbole Syriza» est devenu l'exemple qu'il «est possible» de construire une alternative. C'est sa principale signification pour la gauche européenne* ", un panier de crabes dans lequel l'opportunisme sous différents masques et qui est plus qu'un symbole, peut s'ébattre tranquillement en se situant sur un terrain purement électoraliste.

C'est d'ailleurs le terrain sur lequel se place l'auteur de cet article, mieux, son unique objectif et non de construire un parti pour guider les masses au cours de la révolution afin de renverser le régime en place et prendre le pouvoir pour faire table rase du passé. Il le confirme ensuite de façon tout aussi confuse que le reste de son article.

- "*C'est pour cela qu'il faut placer la construction d'organisations anticapitalistes et révolutionnaires dans le cadre de la perspective plus ample de la construction de nouveaux outils politiques unitaires, qui prendront des formes distinctes selon le pays et qui peuvent acquérir une audience et une influence massive.*"

Pour ceux qui ne l'aurait pas compris, Syriza en Grèce et son équivalent en France à construire pourraient éventuellement remplir la fonction de "*nouveaux outils politiques unitaires*", pour affirmer ensuite qu'il n'en savait strictement rien ! En réalité, il est comme les intellectuels que j'ai brocardés dans mes deux précédentes causeries, il brasse du vent et n'a strictement rien à nous proposer. En voici la démonstration.

- "*Avec des scénarios divers, des voies distinctes et des résultats finaux différents, la tâche des courants anticapitalistes est de travailler à la formation de nouveaux et efficaces instruments politiques de lutte et d'aider à ce que ces instruments aient un programme, une stratégie et une pratique quotidienne les plus avancés possible.*"

Lesquels ? Mystère !

Au fait, n'était-il pas écrit dans le *Programme de transition* dont l'auteur de ces lignes se réclame, que la social-démocratie dégénérée et les staliniens amenés à marcher sur leurs traces ne rompront jamais avec le capitalisme ?

- "*A mesure que les plans d'ajustement reconfigurent la société, ébranlent toutes les structures politiques et sociales, la nécessité de construire de nouveaux outils politiques devient de plus en plus évidente*."

Lapalissade !

- "*Les formes que prendront ces nouveaux projets politiques à construire sont imprévisibles et vont sûrement avoir des contours confus, avec des contradictions et des limites programmatiques et stratégiques.* "

Lesquels ? Mystère !

- "*... les courants anticapitalistes doivent participer activement aux tentatives et aux expériences de construction de nouveaux instruments politiques larges et utiles...*"

Pour nous, il ne peut exister qu'un seul instrument pour exprimer le mouvement historique inconscient des masses et définir les tâches qu'elles ont à accomplir, organiser leurs éléments les plus déterminés à briser la dictature du capital, les plus conscients, les armer politiquement, les doter d'une théorie révolutionnaire sans laquelle toute révolution échouera, qui a fait ses preuves tout comme cet instrument qui a porté le prolétariat russe au pouvoir en 1917 : le parti, un véritable parti communiste basé sur le marxisme et les principes du léninisme qui ont permis de forger une armée de combattants révolutionnaires conscients, capables de vaincre tous les obstacles jusqu'à la victoire de la révolution socialiste...

Toutes les théories socialistes confrontées à l'épreuve pratique de la Commune en 1871 furent balayées à l'exception de celle du socialisme scientifique de Marx et Engels qui fut confirmée, puis triompha en 1917 en Russie en portant le prolétariat au pouvoir, le marxisme étant incarné par le parti bolchevik, un parti communiste. En 1871 ni les conditions objectives ni les conditions subjectives n'étaient mûres pour que la révolution triomphe... En 1917, elles l'étaient en Russie, le parti bolchevik incarnant au plus haut degré la maturité des conditions subjectives, ce qui ne sera hélas pas le cas ailleurs en Europe notamment... Sans ce parti la révolution n'aurait pas pu triompher ou la contre-révolution aurait repris le pouvoir rapidement. C'est ce parti qu'il nous faut construire, pas pour bricoler dans un coin ou avoir de l'influence sur le cours des choses ou les institutions, mais pour abattre, vaincre le capitalisme.

Pure utopie, c'est ce que Marx et Engels s'entendirent répéter à longueur de temps de leur vivant, que les sceptiques et les pessimistes, toute l'armada des intellectuels refusant de rompre avec le capitalisme ne cessèrent de répéter avant la révolution russe, qui depuis identifient à souhait le socialisme au stalinisme, soit parce que cela les arrange car ne pouvant pas

justifier autrement leur propre subordination au capitalisme, soit parce qu'ils n'ont rien compris au développement historique du capitalisme et au déroulement de la lutte des classes au XXe siècle, dans les deux cas quotidiennement ils étalent leur ignorance ou leur impuissance à lutter contre le capitalisme, à proposer la moindre alternative au capitalisme, ils sont devenus des parasites, quand ils ne sont pas manipulés par les représentants du capitalisme qui les entretient à la manière de maquereaux, au mieux ils philosophent sur le sexe des anges à la manière d'un Jovanovic. On aurait envie de leur dire : ressaisissez-vous, mais en sont-ils seulement capables ?

Cette "*gauche anticapitaliste*" qui ose se réclamer de la IVe Internationale ne vaut guère mieux et vient de nous le prouver une nouvelle fois.

Toujours à la recherche d'une recette magique, de raccourcis, d'une nouvelle invention, qui au lieu de s'en remettre aux enseignements de la lutte des classes du passé en les adaptant à notre époque leur tourne résolument le dos, ils préfèrent s'en remettre à leur imagination pour résoudre un problème dont la solution figure sous nos yeux dans la réalité de la lutte des classes qui n'a pas davantage changé que les fondements sur lesquels repose le capitalisme.

ACTUALITE EN TITRES

Votre quotidien et votre avenir s'annonce morose, alors mettez de l'ambiance !

- 2013 s'ouvre dans une ambiance de lutte des classes - L'Express.fr

Ne les faisons pas mentir !

Vos maîtres vous le revaudront !

- Hamon attaque Mélenchon : "*Il ne sert pas à grand chose*" - Le Nouvel Observateur

Ils servent chacun le régime en tenant des rôles différents.

Mystification. Traduire : le mondialisme.

- Ayrault appelle les Français à accepter la mondialisation - Reuters

La soumission à la dictature de l'oligarchie financière.

- La mondialisation n'a jamais été qu'un mythe et 2013 va finir de nous le prouver - Atlantico.fr

Heureusement encore !

- Les milliardaires plus fortunés en 2012 - LeFigaro.fr

Comment ils fabriquent des bulles... qui exploseront un jour ou l'autre.

- Les taux des crédits immobiliers au plus bas - LePoint.fr

Leur taux moyen a atteint en décembre son plus bas niveau depuis 1945. Cela a permis aux prêts à l'habitat de ne pas s'effondrer fin 2012. - LePoint.fr

- Emprunts étudiants: la nouvelle bulle qui menace les États-Unis - L'Expansion.com

1 000 milliards de dollars! C'est le montant des emprunts contractés par les Américains pour leurs études. Un fardeau de plus en plus insupportable... et une "*bulle*" qui pourrait exploser. L'Expansion.com

Qu'est-ce qui fait marcher la machine capitaliste ?

- 50 millions de tablettes et de smartphones Apple et Android activés à Noël - L'Expansion.com

L'art de poser une question qui ne sert à rien, sauf à ne pas s'en poser une autre.

- Faut-il remettre en cause l'indépendance des banques centrales comme le gouvernement japonais menace de le faire ? - Atlantico.fr

Les banques centrales sont soit dépendantes des Etats, soit des marchés financiers. Et lorsqu'elles sont dépendantes des Etats pour connaître la nature réelle de leur mission faudrait-il encore se demander quelle est la nature de classe de cet Etat, quelle classe sociale il privilégie...

Perception et réalité.

- Zone euro: la perception d'un risque d'implosion a disparu, selon Barroso - AFP

- Le crédit en zone euro toujours au ralenti - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Promu pour service rendu au régime... dont le PS se revendique.

François Chérèque, l'ex-secrétaire général de la CFDT a été nommé jeudi en Conseil des ministres inspecteur général des affaires sociales, sur proposition des ministres Marisol Touraine (Affaires sociales) et Michel Sapin (Travail), et ce à compter du 7 janvier, selon un communiqué du gouvernement.

Selon la presse, François Chérèque devrait également prendre la présidence de Terra Nova, fondation proche du PS, longtemps dirigée par Olivier Ferrand. Lexpansion.com 03.01

Tout est dans l'ordre des choses.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

Le gouvernement allemand prévoit de cinq à six nouveaux milliards d'euros de baisse des dépenses publiques, afin d'équilibrer son budget pour 2014, affirme vendredi 4 janvier le journal Rheinische Post, citant des sources internes au ministère des finances. Le quotidien précise que les baisses prévues par Wolfgang Schäuble, le ministre des finances, devraient concerner tous les ministères, ainsi que le système de santé.

'*Si nous voulons obtenir un budget équilibré sur un plan structurel en 2014, nous devrons combler un vide de cinq milliards d'euros*', a reconnu Michael Meister, chef adjoint du groupe parlementaire de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel, cité par le Rheinische Post. '*Cela se fera seulement à l'aide de coupes budgétaires*', a-t-il précisé, excluant des hausses d'impôts. lemonde.fr 03.01

On se croirait outre-Atlantique, vous ne trouvez pas ?

2- Etats-Unis/Qatar

La chaîne d'information qatarie al-Jazeera a confirmé hier avoir racheté la télévision américaine Current TV, cofondée en 2005 par l'ancien vice-président des Etats-Unis Al Gore, et a annoncé le lancement d'une nouvelle chaîne en Amérique.

"*Al-Jazeera annonce [...] qu'elle a acheté Current TV aux Etats-Unis*", indique un communiqué de la chaîne, peu de temps après que cette dernière eut annoncé ce rachat dans un bref message sur sa page Facebook. Current TV ajoutait avoir pour objectifs de "*donner la parole à ceux qui, classiquement, ne sont pas entendus, dire la vérité au pouvoir, fournir des points de vue divers et indépendants, et raconter des histoires que personne d'autre ne raconte*", et al-Jazeera affirme en substance partager cette

vision de l'information.

"*La nouvel chaîne aura son siège à New York*", ajoute le groupe de médias du Qatar, disant vouloir ouvrir des bureaux supplémentaires "*dans des endroits clef*" du pays pour compléter son réseau de rédactions existantes (New York, Washington, Los Angeles, Miami et Chicago).

Current TV est actuellement accessible pour 60 des 100 millions de ménages américains disposant du câble ou du satellite. Al-Jazeera justifie sa politique d'expansion aux Etats-Unis par le fait que "*près de 40% de l'audience en ligne d'Al Jazeera English [son service en anglais, NDLR] provient des Etats-Unis*" et que les téléspectateurs américains "*on prouvé clairement qu'ils apprécient*" l'information qu'elle fournit.

Le prix du rachat de Current TV a été maintenu confidentiel, mais le site du magazine spécialisé Forbes parle d'une transaction à 400 millions de dollars qui pourrait rapporter 100 millions de dollars à M. Gore.

Current TV n'a donné aucune information sur l'évolution de ses programmes ni sur l'avenir de sa direction actuelle, assurée par M. Gore, son président, et Joel Hyatt, son autre fondateur et directeur général, mais Al-Jazira a laissé entendre qu'ils continueraient de jouer un rôle.

Selon le New York Times, les deux hommes seraient appelés à siéger au comité de conseil de la future chaîne américaine du groupe qatari. AFP 03.01

Explication. Les Américains figurent parmi les masses les plus manipulés au monde par les médias. Parmi elles, certains commencent à s'en apercevoir, sauf qu'ils pensent qu'Al-Jazeera serait un média indépendant et différent de CNN par exemple, alors qu'il n'en est rien...

En aparté, et cela n'est pas sans intérêt pour comprendre la nature de cette opération, Al Gore est un des participants du groupe Bilderberg.

3- Etats-Unis

L'ambiance au Congrès américain lors des deux derniers mois (...) est très bien résumée par cette anecdote qui ouvre l'article de *Politico* revenant sur les négociations:

Le président [républicain] de la Chambre des représentants John Boehner n'a pas pu se retenir quand il a vu le leader de la majorité [démocrate] au Sénat, Harry Reid, dans le hall de la Maison Blanche vendredi dernier [le 28 décembre].

On était à seulement quelques jours de la falaise budgétaire, aucun accord bipartisan n'était prévu, et Reid venait d'accuser publiquement Boehner de diriger une "*dictature*" à la Chambre, et de se préoccuper davantage de son autorité que de parvenir à un accord.

"*Va te faire enculer*", balança Boehner en pointant du doigt Reid, d'après plusieurs sources présentes.

Reid, un peu surpris, répondit: "*De quoi tu parles?*"

Boehner répéta: "*Va te faire enculer*." Slate.fr 03.01

C'est l'activité favorite des membres de la Chambre des représentants et du Sénat aux Etats-Unis...

ECONOMIE

1- France

Comment le régime profite de la misère... dont il est responsable.

La Française des Jeux (détenu à 72 % par l'Etat) a annoncé jeudi un chiffre d'affaires 2012 record en hausse de 6,1 % à 12,1 milliards d'euros par rapport à 2011 (11,4 milliards, + 8,5 %), passant pour la première fois la barre des 12 milliards d'euros. AFP 03.01

2- Espagne

Les prix des logements neufs en Espagne ont subi en 2012 leur cinquième année consécutive de baisse pour retomber à leurs plus bas niveaux depuis le début 2003, selon les résultats d'une enquête publiée mercredi par Sociedad de Tasacion, une association spécialisée dans l'immobilier.

Le prix d'un logement neuf est aujourd'hui en moyenne inférieur de 33,5% au niveau atteint au plus fort de la bulle immobilière, qui a éclaté en 2007. Et la baisse devrait se poursuivre en 2013, la faiblesse de la demande ne permettant pas d'absorber l'énorme stock de logements neufs à vendre, prévoit l'association. En 2012, les prix ont baissé de 6,9% par rapport à l'année précédente et l'enquête précise que les régions de Navarre et de la Rioja ont été les plus durement touchées. AFP 02.01

Haut de page

Le 6 janvier

CAUSERIE

Je suis malade depuis deux jours. J'ai de la fièvre et je ne tiens pas debout, j'ai aussi des problèmes de vue, je n'ai rien corrigé, je vais me coucher. Il est 14h. A demain.

J'ai été surpris de constater en regardant hier les statistiques du portail, qu'entre 600 à 700 visites mensuels venaient des Etats-Unis, de la côte ouest, la région de San Fransisco.

Pour la première fois, je vous livre la trame d'un article qui reste à écrire, des idées jetées pêle-mêle en attendant, à réfléchir...

Le thème : la dégénérescence du mouvement ouvrier et la responsabilité de son avant-garde, une fatalité de plus paraît-il. A entendre leurs dirigeants, leurs analyses étaient justes, leurs conclusions étaient correctes, les tâches qu'ils se sont données de réaliser aussi, bref tout aurait dû fonctionner du tonnerre, sauf que voilà, tout est parti en vrille, pas de bol n'est-ce pas, cherchez l'erreur! Ils disent d'accord, mais pas chez nous, nous avons été parfaits. Désolé, on ne vous croit pas ou plus.

- La situation économique et sociale à la fin du règne des dictateurs Franco et Pinochet...

- ce n'est pas un mouvement social ou politique qui est à l'origine de la chute de Franco ou Pinochet...

- sous une dictature, la situation économique et sociale se dégrade, la classe ouvrière s'appauvrit, la classe moyenne se paupérise...

- pourquoi la fin de la dictature ? Dans quelles conditions ? pour des raisons économiques uniquement, planifiée par ceux qui détiennent le pouvoir : l'endettement de la population qui est à la base de la création monétaire et du redémarrage économique est incompatible à terme avec une population devenue insolvable... elle a besoin d'un minimum de liberté pour reprendre confiance en elle et dans la société, s'endetter sur de longues années, consommer plus, une illusion de démocratie suffit...

- cela explique aussi pourquoi le mouvement ouvrier ne s'est pas vraiment reconstruit dans ces pays ou qu'il n'ait tiré aucun enseignement de son expérience de la dictature...

- on ne socialise pas la misère, ce postulat fait l'objet d'un détournement ou d'une mystification de staliniens défroqués déguisés en marxistes.... en vérifier l'origine, le contexte, le contenu exact... de soi-disant marxistes l'utilisent pour finalement arriver à des conclusions opposées ou étrangères à celles de Marx, cherchez l'erreur, pas chez Marx...

- autrefois c'étaient des ouvriers en haillons qui se sont battus et organisés pour l'amélioration de leur condition et obtenir de nouveaux droits et non des ouvriers embourgeoisés ou des nantis issus d'une autre classe... ces derniers profitent de ce qu'ils ont, ils sont inconscients, tout fout le camps sous leurs yeux et ils sont incapables de comprendre ce qui se passe et de réalgir...

- On confond conditons sociales et conditions politiques préfigurant les luttes sociales et politiques à venir...

- Il est faux de prétendre que les couches défavorisées de la classe ouvrière ont toujours été inorganisées, ce n'était pas le cas autrefois, avant ou même après la Seconde Guerre mondiale, la question est de savoir pourquoi et comment on en est arrivé à la situation où les syndicats et les partis ouvriers les ont abandonnés ou n'ont plus été capables de les organiser, situation dans laquelle le mouvement ouvrier se complaît de nos jours...

- ignorez de quoi est faite la nature humaine, conduit à se leurrer sur ses capacités....

... à suivre...

Défense du socialisme

Le combat du mouvement ouvrier a-t-il pour objectif de mieux vivre en régime capitalisme, de s'y adapter, ou de lutter dans la perspective de l'abattre, telle est la question qui se pose à chaque militant.

En observant ce qui se passe en Grèce par exemple, on aura compris que le mouvement ouvrier s'est totalement fourvoyé, qu'il est profondément gangrené pour avoir subordonné son combat à la marche du capitalisme, ce qui explique qu'il est incapable de proposer la moindre issue politique aux masses exploitées.

Il s'est détourné du marxisme, du socialisme scientifique de Marx et et Engels, pour adopter le réformisme qui tend à transformer chaque prolétaire en petit-bourgeois en lui donnant l'illusion qu'il parviendra un jour au niveau de vie du bourgeois. Sauf que voilà les choses ne fonctionnent pas de la sorte, répétons-le, ce n'était qu'une illusion dramatique faites pour mieux l'asservir au système d'exploitation capitaliste.

Le capitalisme fonctionne depuis son avènement selon un cycle immuable qui consiste en une expansion relative ou un véritable développement, suivie d'une crise ou récession, qui peu se transformer en dépression, en destruction massive de forces productives, et si cela ne suffit pas encore en guerre, puis survient une nouvelles période d'expansion, à crédit évidemment...

C'est seulement au cours de la première période de ce cycle que le développement du capitalisme ou l'intensité de la lutte des classes se traduisent pour les travailleurs par de nouveaux acquis sociaux et politiques, au cours des périodes suivantes il va tous les reperdre ou presque.

Plus le capitalisme est mondialisé et plus l'illusion aura tendance à durer et s'ancrera profondément dans les mentalités, au point de ne plus être capable de penser qu'il pourrait exister une autre organisation de la production et d'autres rapports au sein de la société au-delà du capitalisme, bref qu'il serait possible de changer la société et de vivre dans un monde meilleur.

Il n'est pas besoin de faire appel à son imagination pour comprendre que le travailleur miséreux du XVIIIe et du XIXe siècle en proie à mille difficultés et souffrances n'envisageait pas de vivre dans une autre société, on se demande comment il aurait pu faire pour que cet idéal germe dans sa tête, il était au-delà de sa portée.

Cependant il n'a jamais cessé de se révolter contre sa condition épouvantable, souvent au péril de sa vie. C'est le développement de la division du travail et le regroupement dans le même atelier de centaines ou de milliers d'ouvriers qui a largement contribué à modifier ses rapports à sa condition d'exploité, dans la mesure où il a commencé à prendre conscience qu'il n'était pas le seul dans ce cas-là et que le nombre constituait une force capable d'influer sur ces rapports d'exploitation, bref, qu'en se regroupant, en s'unissant il était possible d'affronter le patron jusque là tout puissant et d'obtenir ainsi une amélioration de sa condition.

Ainsi s'enclenchait le mouvement qui devait le conduire à son émancipation du règne du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme s'il le menait jusqu'au bout. On pourrait dire que c'est ainsi qu'est né le socialisme et ce qui le justifie, ce qu'on a oublié depuis.

Notre ouvrier misérable du XVIIIe ou du XIXe siècle pouvait comparer quotidiennement son niveau de vie de paria avec celui de nanti de son patron, il pouvait le haïr tant qu'il voulait, cela ne changeait absolument rien à sa condition. C'est uniquement à partir du moment où il a commencé à s'organiser qu'est né l'espoir d'une vie meilleure.

Mais cet espoir pour ne pas être étouffé ne devait pas reposer sur des illusions ou des chimères mais s'élever à un niveau de conscience supérieur sans laquelle il serait condamné à périr. Or tout a été fait pour que notre ouvrier une fois atteint un certain niveau de vie se complaise dans l'insouciance ou enfourche l'illusion que les acquis sociaux dont il profitait désormais lui étaient acquis pour l'éternité, pour s'avérer impuissant à les défendre au stade suivant. Pourquoi ? C'est facile à comprendre.

La remise en cause d'acquis sociaux collectifs est indispensable pour le capitalisme en crise, elle est indispensable dans le cadre d'une économie mondialisée où toutes les entreprises sont en compétition entre elles pour dégager le plus de profit. L'augmentation de la productivité a engendré une accumulation de capitaux gigantesque et s'est soldée par une réduction du taux de profit, capitaux improductifs, il est donc devenu indispensable de remédier à cette situation avant que tout le système ne s'effondre...

Ces acquis sociaux ont vu le jour en période d'expansion ou de développement du capitalisme, ils sont remis en cause en période de crise, de récession ou de dépression. Ces périodes sont donc dépendantes ou incluses toutes les deux dans le même cycle du capital, donc pour en briser la logique qui conduit au chômage de masse, à la paupérisation croissante des exploités, à la

misère ou à la précarité sociale, il faut envisager de sortir de ce cycle infernal, de le briser, entrevoir une sortie de crise politique qui se situe au-delà du capitalisme.

Mais voilà, quand on vous y a tenu solidement enfermé pendant de longues décennies, comment en sortir, surtout si aucun parti ne vous permet de comprendre votre situation, ce qui s'est réellement passé depuis l'après-guerre.

Dans l'exemple que l'on va voir maintenant, vous reconnaîtrez immédiatement nos geôliers.

Le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) a publié plusieurs articles sur le thème du *Droit opposoable à l'emploi*. Un bref extrait du dernier disponible sur leur portail.

- "*La logique de cette démarche est de prouver, preuves irréfutables à l'appui, qu'il est relativement assez simple, techniquement, de rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée en faveur du travail....*"

Plus loin ils évoquent " *la possibilité de financer le droit opposable à l'emploi pour tous*", vous voyez, tout est finalement possible en régime capitaliste, théoriquement seulement, il suffit juste d'un peu de bonne volonté et l'affaire est réglée, nous voilà sur le chemin du socialisme, en fait : vive le capitalisme ! Ne vous marrez pas, très sérieusement, c'est cela leur conception du socialisme du XXIe siècle !

Dit autrement, les représentants du capitalisme lancent leur offensive en s'appuyant sur les illusions des masses dans le capitalisme, et le M'PEP leur enjoint de s'y accrocher car il pourrait en sortir quelque chose alors que c'est totalement impossible, puisque c'est la solution se situe au-delà du capitalisme, est-ce clair ?

Dès lors vous comprendrez que les militants qui adhèrent ou participent à ce mouvement ne combattent pas pour le socialisme ou sont manipulés, qu'ils y sont totalement étrangers, ils n'ont même pas idée de ce que cela signifie.

Le M'PEP a pour vocation ou objectif de détourner les militants du socialisme.

Le POI ne fait guère autre chose en publiant sur une pleine un article (IO n°232 page 7) du traîne-savates des institutions et anticommuniste primaire Marc Blondel, dans lequel il fait l'éloge de l'ENA et du régime qu'il a toujours soutenu : "*je ne conteste pas le rôle des énarques, celui de la gestion de l'administration dont on a nettement besoin, notamment pendant les vacances de pouvoirs ; ils sont indispensables à la stabilité de la République.*", lisez l'ordre établi qui lui a permis de bien vivre jusqu'à sa retraite.

Pour lui "*le chômage récurrent est la cause de toutes les difficultés*", mais comme il est la solution pour les capitalistes et que vous n'avez pas l'intention de rompre avec eux et de combattre pour une issue politique qui incluerait de s'attaquer aux fondements du capitalisme, il ne vous reste plus qu'à étaler votre impuissance, vous me direz que ce n'est pas totalement inutile... pour le régime, car cela renforcera l'impression des travailleurs et des militants (du POI) qu'il n'existe pas d'issue politique en dehors du capitalisme, qu'ils doivent s'y adapter...

Nous envisagions sérieusement de soutenir le M'PEP et le POI, mais après cette douche froide, on va se raviser pour le moment, ce qui ne doit pas empêcher des militants de participer à leurs activités politiques unitaires, à eux d'en décider librement.

Comment endosser le rôle d'illusionnistes sans en payer le prix à terme ? Impossible.

Depuis lundi, et les premiers vœux radiotélévisés de François Hollande, les communiqués imprimés Rue de Solferino se ressemblent comme des gouttes d'eau. Au PS, on ne trouve pas de mots assez flatteurs pour louer la rentrée du gouvernement.

Voilà pour le discours officiel. Mais dans les coulisses de la Rue de Solferino, ou au fin fond des circonscriptions socialistes, beaucoup s'inquiètent d'une affirmation toujours plus claire au sommet de l'État d'une ligne sociale-démocrate, jugée trop favorable au patronat, pas assez ancrée à gauche.

«*Les gens veulent bien l'ouverture mais pas le libre-échangisme, note ainsi la sénatrice (aile gauche) Marie-Noëlle Lienemann. Le premier ministre, en dessinant un nouveau modèle français dans Le Mondelivre une ode à la mondialisation mais ne dit rien du juste échange! Les électeurs de gauche sont en colère. Ils nous disent: "Vous trahissez." D'autres ne savent même plus quoi dire. Il y a un vrai malaise*.»

(Tour de passe-passe : les "*gens veulent bien l'ouverture*", oui , quand on ne leur explique pas par quoi cela se traduira sur leur mode de vie, sinon ils y sont opposés. Et c'est reparti avec le "*juste échange*", la tarte à la crème qui dure depuis la campagne électorale de Royal en 2006-2007. - Ndlr)

Pour Guillaume Balas, secrétaire général du courant de Benoît Hamon, Un monde d'avance, François Hollande et Jean-Marc

Ayrault veulent «*concilier les contraires*» : «*En répétant que la compétitivité ne s'oppose pas au progrès social, ils se basent sur une vision de la société comme devant être un consensus a priori. Or la vraie social-démocratie, c'est le rapport de forces.*»

(Hollande n'a pas été élu sur la base d'un rapport de forces favorable à la classe ouvrière mais bien le contraire, je sais que cela va à l'encontre du discours et des illusions qu'on n'a pas cessé d'entendre depuis mai 2012, on s'en fout, c'est la réalité, Hollande est le président des nantis un point c'est tout ! La vrai social-démocratie, elle est morte il y aura bientôt 99 ans, il serait temps de vous réveiller ! - Ndr)

De son côté, le député Laurent Baumel, chantre de la gauche populaire, note qu'il n'y a «*aucune inflexion*» dans ce discours gouvernemental de rentrée. «*C'est une communication de répétition, constate l'élu d'Indre-et-Loire. Je pense toujours qu'il est indispensable de redresser les finances publiques et que la compétitivité est l'une des conditions du redressement économique. Mais il manque une composante redistribution et pouvoir d'achat en direction des couches populaires.*»

(Ils sont tous favorable à l'application du programme de la troïka, ils le disent eux-mêmes, qui est l'antithèse de la "*redistribution*" des richesses en faveur des travailleurs, ils le savent parfaitement, ne les prenons pas pour plus ignorants qu'ils ne le sont. - Ndlr)

Le député Matthias Fekl, proche de Pierre Moscovici, temporise: «*Si le marqueur à gauche, c'est faire de fausses promesses, sans rien réaliser, ce n'est pas la gauche que je souhaite. C'est un débat qui nous traverse depuis cent ans. Le vrai marqueur à gauche, ce sont toutes les réformes qui améliorent la vie des Français, qui régleront le problème du chômage.*» lefigaro.fr 04.01
(Lui au moins, il met les choses au point. Moscovici rappelle que cela fait "*depuis cent ans*" que ce "*débat traverse*" la social-démocratie devenue social-libéral : réforme sociale ou révolution, adaptation au capitalisme ou socialisme. C'est extraordinaire ce qu'il dit au début de cette citation, il emploie un syllogisme qui signfie : je ne ferais pas de promesses que je ne tiendrais pas, parce que je suis de droite ! - Ndlr)

Refusez la fatalité, soutenez le capitalisme ! Voilà le degré atteint par la dégénérescence du mouvement ouvrier.

Le discours que vous allez entendre est le même que vous avez peut-être déjà entendu dans la bouche de dirigeants syndicaux, de partis politiques, de membre du gouvernement actuel et du précédent.

La fermeture d'usines ou d'entreprises avec son lot de chômeurs supplémentaires ne peut se justifier qu'à partir du moment où l'on se situe sur le terrain du capitalisme, lorsque l'on prend en compte ses besoins ou intérêts, et qu'on est incapable de se situer sur le terrain du socialisme qui est l'antithèse du chômage, de la précarité et de la misère à laquelle conduit infaillement le capitalisme.

Pour se situer sur le terrain du capitalisme, les dirigeants syndicaux et des partis ouvriers recourent à deux discours, qui consistent à expliquer que la fermeture d'entreprises avec leur lot de chômeurs n'est pas une fatalité, elle est due, soit à la mondialisation et à un manque de compétitivité, autrement dit si le coût du travail était plus bas en France, si les travailleurs acceptaient des conditions de travail et d'exploitation encore plus dures (flexibilité, durée du travail et salaires variables, etc.), peut-être qu'ils pourraient envisager de conserver leurs emplois, soit que l'entreprise devrait changer à temps de stratégie pour s'adapter à l'évolution des besoins du marché, ce qui impliquerait qu'elle se modernise et réduise ses coûts de production, donc procède à des licenciements, augmente le niveau de productivité en revoyant à la baisse la rémunératiion de sa main d'oeuvre pour que le niveau de la plus-value dégagée soit équivalente à celle produite dans d'autres pays, afin de satisfaire les investisseurs, les actionnaires, les banquiers.

On voit ici que ce qui n'est pas une fatalité en régime capitaliste se traduit immanquablement par la même punition pour les travailleurs : accepter des conditions de rémunérations et de travail toujours plus dégradées ou bas. La fatalité, cela consisterait à refuser ces conditions et à se complaire dans le chômage, donc les travailleurs qui sont au chômage en porte la responsabilité, s'ils avaient accepté les conditions qu'on leur proposait ou si ces conditions existaient, on n'en serait pas là aujourdhui... D'où les "*négociations*" en cours sur la compétitivité, les 20 milliards d'euros supplémentaires accordés aux patrons...

La fatalité avec ses terribles conséquences sociales n'est pas propre au capitalisme qui lui est plein d'avenir, vous l'aurez compris, il n'est en rien responsable du chômage, de la misère et des guerres, non, la fatalité correspond à la mauvaise volonté des travailleurs qui refuse de voir réduit leur niveau de vie ou d'être réduit en esclavage.

Alors, lorsque concrètement une usine ou une entreprise ferme, ils mettent cela sur le compte, soit de son manque de compétitivité soit sur celui d'une erreur stratégique, c'est ce qu'on a vu avec PSA ou ArcelorMittal, et hier à propos de Virgin Megastore, Laurent Berger de la CFDT a tenu ce discours : "*on se retrouve dans une situation dramatique parce que Virgin n'a pas fait les virages qu'il fallait à un moment donné en terme de stratégie économique*" (AFP 04.01), on n'y peut rien, c'est de la faute à personne ou pas de bol, c'est fait, c'est plié, allez vous inscrire à Pôle emploi, circulez il n'y a rien à voir, voilà en guise de combat contre le capitalisme. Que disent ou que font d'autre les autres syndicats ? Rien, ils sont tous vendus au capital.

ACTUALITE EN TITRES

Eviter que cela se sache...

- Nicolas Sarkozy zappé sur le nouveau site Web de l'Elysée - LeMonde.fr

Cela ne viendrait pas à l'idée des médias aux ordres, pourquoi le PS a décidé de supprimer les discours de Sarkozy du portail de l' Elysée : parce que le PS s'en inspire ou leurs discours se ressemblent trop...

... parce que c'est inévitable...

- La fiction de Pommier : 'Pour 2013, Hollande va nous faire du Sarko !' - LeMonde.fr

... alors mettons-y les formes, sortons les grands moyens : un déballage de démagogie.

- Ayrault demande aux ministres de faire de la pédagogie «partout en France» - 20minutes.fr

Il vaut mieux !

- Hollande tente de rassurer les salariés de Petroplus sans rien promettre - AFP

- Faut-il se résoudre à une baisse durable de notre niveau de vie ? - Atlantico.fr

Vraiment ?

- Le moral des Français en forte hausse, selon Ifop - Reuters

La preuve

- Les Français ne croient pas à une baisse du chômage en 2013 - Reuters

S'il était légal, il serait légitime, CQFD !

- Portugal: l'opposition doute aussi de la légalité du budget de rigueur - AFP

Chouette alors !

- STX menace de fermer en Finlande pour délocaliser en France - L'Expansion.com

C'est dit !

- Pourquoi la zone euro ferait bien de s'inspirer des mécanismes de solidarité économique de l'Etat fédéral américain - Atlantico.fr

Un conseil : évitez les médias nationaux !

- La gastro est de retour: Comment s'en prémunir? - 20minutes.fr

Purulence. Des anti-Poutine ? Non, des mondialistes toujours à l'affût.

- Les écologistes demandent de faire les Pussy Riot citoyennes d'honneur de Paris -20minutes.fr

- Les éructations de la vinasse donnent lieu à la mobilisation du camp de la réaction... Laissons Depardieu se noyer dans sa propre connerie....

S'agissant de la Russie, de Poutine et son régime antidémocratique, on attend au tournant ceux qui le soutiennent ou qui ont repris à leur compte la théorie des blocs au détriment de la lutte des classes, on y viendra plus tard.

Quant à l'opposition en Russie, celle que les médias mettent en avant plutôt, elle est aussi infréquentable que la CIA. Ou les écologistes si vous y tenez, puisqu'ils sont manipulés de la même manière.

Les médias nationaux en dessous de tout ? La preuve

La question la plus débile de la semaine.

- Syrie : nos informations sont-elles fiables ? -LePoint.fr -

Ils s'interrogent au bout de deux ans de manipulation, après la Libye, l'Irak, etc. Allez, poubelle !

Quand ils ne peuvent pas s'empêcher d'émettre à voix haute un regret.

- Une intervention internationale en Syrie reste très peu probable - Reuters

Ce sont ces charognards avides de chair fraîche sanguinolente qui ont exploité l'histoire de cette pauvre fille violée et torturée à Delhi, qui l'ont montée en épingle, un beau coup...

Certains se souviendront peut-être du coup de fil que j'avais reçu du consul de France à Pondichéry après le tsunami, qui m'avait dit avoir été contacté par un journaliste de France 2 présent à Chennai (ex-Madras) et qui était intéressé par une interview. Lorsque j'ai répondu à ce dernier qu'il n'y avait pas de sang ou de cadavres dans notre villade de pécheurs, mais que des blessés et des dégâts matériels, il n'a pas donné suite à sa proposition, des chacals!

ACTUALITÉ DU JOUR

Un paradoxe cruel.

- Inde: le petit ami de l'étudiante violée raconte la monstruosité des agresseurs - LePoint.fr

- Inde: le petit ami de l'étudiante violée évoque la "*cruauté*" des agresseurs - AFP

Dans une interview, il affirme que de nombreuses personnes sont passées devant lui et sa copine sans que personne ne vienne leur porter secours, alors qu'il appelait à l'aide.

Hier, l'indifférence, et aujourd'hui un déversement d'indignation provenant des mêmes personnes issues du mêmemilieu social, il ne faut pas oublier de le préciser.

Milieu social de la petite-bourgeoisie qui n'a rien de "*cruel*", dont le comportement indifférent ou pire au sort de la classe ouvrière n'a rien d'une "*monstruosité*".

La société indienne est à l'image des classes dominantes qui sont plus que cruelles ou monstrueuses, complètement dégénérées n'est pas l'expression qui convient le mieux car en Inde elles sont pourries par nature, depuis qu'elles existent et cela remonte à la nuit des temps, en Inde les plus éclairés des monarques, maharajahs ou nababs étaient des barbares sanguinaires, et à aucun moment dans le passé la plèbe n'eut le droit d'accéder aux connaissances et au progrès social réservés à l'aristocratie et à l'élite qui détenaient le pouvoir. La société indienne s'est développée sans le peuple, contre le peuple jusqu'à nos jours.

Bien entendu cette cruauté a toujours été exercée par les classes dominantes à l'encontre des plus faibles ou démunis, illettrés et sans défense, bourrés de superstitions, réduits à l'obscurantisme et à l'état d'esclaves.

La petite-bourgeoisie ou les classes moyennes qui se sont développées depuis 1991 et qui aspirent au mode de vie des nantis, ont reproduit ou justifié le sort réservé à la classe ouvrière des villes et des campagnes dont elle-même tire profit, notamment en utilisant ses services pour effectuer les travaux domestiques quotidiens qui leur répugnent dorénavant, conduire leurs enfants à l'école, entretenir leur jardin, etc. pour tout ils ont besoin de larbins, c'est d'ailleurs une des raisons principales pour laquelle ils aspirent à augmenter leurs revenus. Cet aspect abjecte du comportement et de la mentalité du petit-bourgeois suffit à les définir, à comprendre que leur niveau de conscience n'a pas évolué, il n'est pas supérieur à celui des classes dominantes, je parle de manière générale, je le place au même rang que les plus arriérés de la société.

Aujourd'hui ils ne demandent pas une amélioration du sort des plus malheureux pour que leurs rapports aux femmes

notamment évoluent, ils demandent que le gouvernement durcisse la loi contre eux et leur comportement parfois criminelle.

Qu'est-ce une société qui sans cesse crée de nouvelles lois de plus en plus répressives et liberticides sans que son développement économique profite à toutes les couches et classes de la société, participe à la réduction des inégalités ? Une dictature policière, ce que sont les Etats-Unis et de très nombreux pays dans le monde, ce qu'est déjà l'Inde.

Précédemment j'avais déjà donné des éléments qui permettaient de comprendre comment fonctionne la société indienne et que l'Inde n'est ni une démocratie, ni un Etat de droit mais une dictature semi-féodale. Ils existent depuis des années ou fort longtemps un tas de lois, des lois comparables à ce qui existent en France par exemple, mais elles ne sont pas respectées et il ne viendrait à l'esprit de personne de les faire appliquer, parce que c'est tout bonnement totalement impossible, elles ne correspondent pas au niveau de développement économique du pays. Prenons un exemple basique.

Imaginons que demain ils appliquent à la lettre les lois qui encadrent la circulation routière, et c'est tout le pays des contreforts de l'Hymalaya à Kanya Kumari à la pointe sud de l'Inde qui serait à l'arrêt, les routes désertes, les rues des grandes villes vides, pourquoi, parce que peut-être un véhicule sur 50 ou 100 est aux normes, plus un camion ou un bus ne circulerait en dehors de ceux qui ont moins de 6 mois d'âge, je dis bien plus un.

Maintenant n'importe quel policier peut vous arrêter, examiner votre véhicule, trouver une raison de vous coller une amende, en fait empocher quelques dizaines ou centaines de roupies qui finiront dans sa poche. Cela va très très loin, il existe même une loi sur la pollution produite par tout type de deux roues à moteur, y compris les mobylettes, alors qu'il s'échappe des tuyaux d'échappement des autorickshaws, des bus ou des camions une épaise fumée noire irrespirable.

Donc il existe des lois comparables à ce qui existe dans les pays plus développés, tout le monde les enfreint, à la vue de tous et en toute impunité, et il est laissé à la discrétion de flics corrompus de les faires respecter ou non. Maintenant vous pouvez étendre ce qui a été dit dans cet exemple à toutes les questions économiques, sociales ou de société et remplacer la police par le gouvernement, les élus, les juges, et vous avez une idée assez précise du fonctionnement de l'Inde.

C'est la jungle et l'exemple part d'en haut. Si le ménage doit être fait, et il doit l'être, c'est par là qu'il faut commencer.

Dernière minutes.

On a appris par la télé que trois nouveaux viols collectifs avaient été commis au Tamil Nadu, selon Sun TV hier soir aux infos, dont un sur une jeune fille handicapée qui s'est aspergée de kérosène et est morte. Tout cela se passe dans des villages et ne concerne que des miséreux, tout le monde s'en tape évidemment.

Au fait, vous avez vu comment les médias ont exploité l'affaire des Pussy Riot en Russie au moment où Poutine refusait de rejoindre la position des puissances occidentales au Conseil de sécurité de l'ONU sur la Syrie.

L'Inde pourrait être victime d'une opération similaire parce qu'elle traîne les pieds à ouvrir davantage son marché aux multinationales, cette affaire sert utilement à la présenter comme archaïque, alors que l'envahissement du marché par les produits occidentaux serait le progrès, au détriment des producteurs et distributeurs locaux qui seront réduits en masse au chômage.

ArcelorMittal. Les liquidateurs.

- Pétition pour la nationalisation de Florange - Le Point.fr 03.01

La pétition, lancée il y a un moi et qui a déjà été signée par près de 28 000 personnes, demande la nationalisation du site ArcelorMittal de Moselle. Elle rappelle qu'en pleine campagne présidentielle, en février 2012, François Hollande avait déclaré à Florange "*être prêt à déposer une proposition de loi*" obligeant à céder des unités de production à des repreneurs. Elle sera remise à l'Élysée par une délégation de l'usine, a indiqué jeudi à l'AFP Édouard Martin, élu CFDT du site.

Il a rappelé que, comme lui, "*Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, dit que tout n'est pas à jeter dans l'accord*" conclu entre Matignon et la direction d'ArcelorMittal.

Mais, a ajouté Édouard Martin, "*il dit que le compte n'y est pas étant donné qu'il est clairement établi maintenant que les hauts-fourneaux ne redémarreront plus et que le projet Ulcos ne se fera pas*". "*Cela démontre que Mittal encore une fois ne respecte pas ses engagements*", a estimé Édouard Martin.

"*Donc, pour nous, le combat continue*", a ajouté l'élu CFDT, soulignant que "*le projet Ulcos fait partie intégrante de l'accord*" et qu'"*à partir du moment où Mittal ne respecte pas un engagement fondamental, il faut tirer les conclusions nécessaires et reprendre le projet Montebourg*" de nationalisation temporaire, "*un dossier qui tient la route*", selon lui. Le Point.fr 03.01

Mais dites donc, vous et vos collègues de la CGT, de FO et de SUD, vous le saviez depuis le début, tout comme chez PSA, nous l'avons lu... C'est maintenant qu'ils découvrent que cet accord prévoyait l'arrêt des hauts-fourneaux, pour justiifier leur trahison.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

Le président du Conseil italien démissionnaire Mario Monti, à la peine dans les sondages, a dévoilé vendredi la coalition qu'il emmènera lors des élections législatives du 24 et 25 février.

Selon les sondages, 50% des électeurs sont encore indécis ou envisagent de s'abstenir les 24 et 25 février prochains.

Selon un sondage de l'institut de recherche Tecne diffusé par SkyTG24 vendredi, la coalition de Mario Monti est créditée d'à peine plus de 12% des voix.

Le Parti démocrate (PD) et son allié Gauche, Ecologie et Liberté, sont crédités de 40% des intentions de vote. Quant au Peuple de la liberté (PDL) de Silvio Berlusconi et ses alliés de la Ligue du Nord, ils remporteraient 25% des voix, selon ce même sondage. Reuters 04.01

SOCIAL

1- France

Dans la crainte de supressions d'emplois, le syndicat CGT de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord a déposé un préavis de grève vendredi et samedi pour "*évoquer avec l'ensemble des salariés les nouvelles actions judiciaires en cours*" contre la direction, d'après un délégué syndical. Après la fermeture de l'usine Continental de Clairoix en 2009, la menace d'un plan social se profile.

Des débrayages sont prévus vendredi entre 13H00 et 15H00 et samedi entre 17H00 et 19H00 pour expliquer ces actions aux 1.300 salariés, a indiqué Mickaël Wamen, délégué CGT de l'usine. "*Trois actions sont prévues pour maintenir l'activité sur le site et défendre les emplois*", dans le cadre "*de la bataille menée depuis 2007*" contre la direction de Goodyear, a-t-il ajouté.

La CGT veut notamment "*obliger la direction à redonner les volumes de production qui ont été transférés dans d'autres usines*", lors d'une audience le 11 février prochain devant le tribunal de grande instance de Nanterre, a détaillé M. Wamen.Une procédure "*pour obliger Goodyear à respecter son contrat de travail (...) et nous fournir du travail effectif*" et des "*dépôts de plaintes individuelles pour harcèlement moral*" sont également envisagées, selon le délégué syndical. La CGT craint le verrouillage de l'usine

La CGT, qui a fait invalider à plusieurs reprises par la justice un plan social prévu par la direction, estime que celle-ci "*est en train d'(en) préparer un nouveau*". "*Des attaches pour cadenasser l'entreprise de l'intérieur*" ont été apposées pendant les vacances de Noël, une "*première depuis plus de 60 ans*", selon le syndicat. "*Goodyear est aujourd'hui complètement coincé, il ne peut pas faire de plan social et utilise des méthodes encore plus douteuses*", a tonné Mickaël Wamen. "*Des systèmes permettant de verrouiller les fenêtres lorsque plus personne n'est sur le site (...) ont été effectivement posés pendant le break de Noël*", mais ils visent à la "*sécurité des personnes*", qui a "*toujours été une préoccupation*", a réagi la direction de Goodyear. Depuis l'annonce le 27 septembre du "*retrait contraint*" d'un plan de départs volontaires sans licenciements, la direction "*étudie l'ensemble des alternatives possibles*", l'une des options étant un retour à un plan social avec licenciements."*Aucune décision n'a été prise à ce jour (...)*", a affirmé la direction, ajoutant qu'"aucune alternative ne sera aussi avantageuse que le plan de départs volontaires", qui avait été abandonné après l'échec de discussions avec la CGT (majoritaire). L'Expansion.com avec AFP 04.01

2- Espagne

Santander supprimera 3.000 emplois une fois finalisée l'absorption de sa filiale Banesto, rapporte vendredi le quotidien espagnol Cinco Dias, citant des sources syndicales et proches du dossier.

Santander a annoncé le mois dernier son intention de racheter le solde du capital de sa filiale Banesto et de fermer dans la foulée

700 agences afin de réduire ses coûts.

Santander avait prévenu que l'opération se traduirait par des réductions importantes mais graduelles d'effectifs sans donner de précisions chiffrées. Les négociations avec les syndicats sur les suppressions de postes débuteront le 9 janvier, précise Cinco Dias. Reuters 04.01

Ah ben si les syndicats sont prêts à nécocier ces 3.000 suppressions d'emplois, ça baigne pour les banquiers !

3- Grèce

La Grèce doit voter d'ici la fin de la semaine prochaine une loi visant à durcir le régime d'imposition concernant surtout salariés et professions libérales, a indiqué vendredi le ministre des Finances.

"*Il faut qu'on soit prêt et voter la loi sur l'imposition d'ici vendredi prochain, un sujet très important*", a déclaré Yannis Stournaras, à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre Antonis Samaras.

Cette loi, en prélude d'une vaste réforme fiscale prévue par le gouvernement en avril, vise à renflouer les caisses de l'Etat dans le but de dégager 2,5 milliards d'euros en 2013, un engagement de la Grèce vis-à-vis de ses créanciers UE-FMI.

Le gouvernement, qui peine à lutter contre la fraude fiscale, très répandue dans le pays, mise sur l'augmentation de ses recettes via la hausse de l'imposition des professions libérales, championnes de l'évasion fiscale, et des salariés aux revenus annuels supérieurs à 21.000 euros.

Selon la presse, qui a publié des extraits du projet de loi en décembre, la nouvelle imposition "*va étrangler la classe moyenne*", frappée déjà de plein fouet par la rigueur imposée depuis trois ans et ayant conduit à une réduction importante des salaires et des retraites. AFP 04.01

En sera excempté les armateurs milliardaires et l'Eglise tout aussi riche, normal, non ?

ECONOMIE

Suisse

Wegelin & Co, la plus ancienne banque privée suisse, a annoncé jeudi sa fermeture définitive après avoir plaidé coupable de fraude fiscale aux Etats-Unis.

L'établissement fondé en 1741 s'était de fait sabordé en janvier 2012 suite à l'inculpation de trois de ses conseillers, soupçonnés d'avoir aidé de riches clients américains à échapper au fisc grâce au secret bancaire. Elle avait alors cédé ses activités hors des Etats-Unis.

Devant un tribunal de Manhattan, ce qui reste de l'établissement a reconnu des fraudes portant sur au moins 1,2 milliard de dollars, sur une période de près de dix ans.

Dans le cadre de ce règlement, la banque qui avait l'an dernier refusé de répondre aux convocations de la justice américaine accepte de payer 57,8 millions de dollars, dont 20 millions de restitutions au fisc.

"*D'environ 2002 jusqu'en 2010, Wegelin s'est entendu avec certains contribuables américains pour les aider à échapper aux obligations fiscales américaines*", a reconnu son représentant, Otto Bruderer, lors de sa comparution surprise jeudi.

Dans un communiqué publié à son siège de Saint-Gall en Suisse, la banque a ensuite fait savoir qu'elle cesserait définitivement ses opérations sitôt entériné le règlement judiciaire.

Aux Etats-Unis, Wegelin n'avait pas d'agence et utilisait une autre banque suisse, UBS, comme correspondant. UBS a elle-même accepté de payer une amende de 780 millions de dollars aux Etats-Unis en 2009 après avoir reconnu avoir aidé de riches Américains à frauder le fisc. Reuters 04.01

Mais au fait, et les quelque 11.000 milliards de dollars qui transitent frauduleusement par les 73 paradis fiscaux dans le monde, ils font l'objet d'aucune mesure similaire ? Ben non, ceci explique cela, eux ils se livrent au même trafic ou pire encore mais tout à

fait légalement. Et le G20 qui devait y mettre fin ? C'était une blague, d'ailleurs personne ne l'a crue à l'époque.

Qu'on nous rassure tout de même : la Suisse demeure bien l'un d'entre eux ?

Haut de page

Le 7 janvier

CAUSERIE

Remettons les pendules à l'heure.

Lisez l'article mis en ligne dans cette page : « *Rayer des pays de la carte* » : Qui déroute les «*États en déroute*»?, et demandez-vous qu'est-ce qu'un chef d'Etat ou de gouvernement qui entretient des relations avec un tel Etat (américain) comme si de rien n'était ?

J'écris ces toutes dernières lignes après avoir terminé le boulot de la journée, juste après avoir formaté l'article que je viens d'évoquer, la suite a été rédigé plus tôt.

A mon avis, ce n'est pas seulement le mouvement ouvrier qui marche sur la tête, mais le monde. Les Etats-Unis se comportent comme un Etat terroriste depuis des décennies, de plus en plus ouvertement il faut ajouter, sans qu'aun pays n'ait décidé de rompre ses relations avec lui et le dénonce comme un Etat criminel.

Mitterrand s'en est accommodé, Chirac et Sarlozy s'en sont très bien accommodés, et voilà que Hollande fait de même et personne ne trouve rien à y redire.

On n'engage pas le combat contre l'Etat et les institutions, on n'engage pas le combat contre les banquiers, on n'engage pas le combat contre les Etats-Unis, ni contre l'Etat sioniste, bref on capitule sur toute la ligne. Les prétextes ne manquent pas évidemment.

On s'accommode bien du chômage de masse, de la criminalité, alors pourquoi pas du reste, des OGM, du nucléaire, etc. On s'accommode de tout, y compris de la barbarie à ce prix là.

Qui aura le courage de dire : STOP ?

C'est marrant, si l'on peut dire, il n'y a que des gens sans aucun pouvoir ou inorganisés pour dénoncer cet état de fait, et dès qu'on regarde du côté des partis, il n'y a plus personne.

Autre sujet dans le même registre.

Les médias ont de plus en plus de pouvoir dans la société aujourd'hui. Ceux qui les contrôlent sont les mêmes qui contrôlent l'économie, mais pas toujours ou pas entièrement les institutions, cela dépend en fait des pays. En lançant une information, ils cherchent à canaliser les masses dans une direction précise, à les manipuler au profit d'une idéologie et d'objectifs qui sont inavouables, et pour cause puisqu'ils s'inscrivent généralement contre les intérêts des peuples.

Prenons un exemple. Poutine n'est pas vraiment un démocrate, mais la CIA qui manipule l'opposition à Poutine le serait-elle davantage ? Assad n'est pas vraiment un démocrate, mais les djihadistes sanguinaires et adeptes de la charia le seraient-ils davantage ? Les médias s'emploient à nous présenter les opposants à Poutine et Assad qu'ils ont sélectionnés comme plus respectables ou fréquentables que ces derniers, alors qu'ils le sont encore encore moins en réalité. Quant aux véritables opposants à ces régimes, les médias les boycottent ou les censures systématiquement.

Près de deux ans après avoir lancé leur opération de déstabilisation de la Syrie, les puissances occidentales n'ont pas réussi à rallier la population mondiale à leur thèse en faveur d'une guerre ouverte contre ce pays et sa population, apparemment vaccinées par les expériences amères libyenne et égyptienne.

J'estime qu'il est de la plus haute importance pour un parti ouvrier de démonter jour après jour les manipulations auxquelles se livrent les médias, de montrer aux travailleurs qu'il s'agit d'une entreprise délibérée méticuleusement mise en oeuvre pour les tromper ou induire en erreur leur jugement sur la situation en France et dans le monde. Et que cette entreprise n'est pas sans rapport avec l'offensive du patronat contre leurs droits ou acquis.

L'emprise des médias sur les masses s'exerce à différents niveaux, psychologique et politique principalement. Entretenir un climat d'incertitude, de peur, d'angoisse, voire de terreur d'un côté propice à l'inaction, à se terrer chez soi, leur désigner des boucs émissaires, diriger leur attention dans une direction précise, les inciter à penser qu'ils sont en proie à une fatalité contre laquelle personne ne peut rien, les inciter à la passivité, à se réfugier dans l'individualisme...

Exercer un contrôle sur le mental des masses est leur obsession, pour qu'elles ne puissent pas faire sauter ce carcan qui les étouffe littéralement et dont elles n'ont pas conscience, il faut donc sans cesse l'entretenir, resserer les mailles du filet dans lequel elles sont prisonnières pour les empêcher de penser librement.

Aider par tous les moyens à notre disposition les masses à se sortir de ce terrible piège est aussi important que résoudre des questions théoriques qui n'intéressent pour l'heure qu'une poignée de militants. Personnellement mes moyens sont malheureusement limités pour mener ce combat, mais un parti devrait passer à l'offensive contre les médias, les forcer à sortir du bois et les briser net en place publique. C'est un jeu d'enfant à réaliser, c'est juste une question de volonté.

Distribuer un tract à 50.000 exemplaires à la sortie des principales gares parisiennes dénonçant les manipulations des médias tout en faisant un lien avec les politiques réactionnaires mises en oeuvre par les différents gouvernements depuis plusieurs décennies serait sans doute plus productif que les discours habituels des partis politiques.

On en revient toujours à la même question : pourquoi aucun parti n'est capable d'expliquer simplement les choses aux travailleurs ?

Mon père était menuisier en bâtiment, ce n'était pas une lumière et le pauvre est mort aussi arriéré qu'au premier jour de sa vie ou presque, ce n'est pas de sa faute évidemment, mais quelque part il était quand même plus instruit ou évolué qu'un menuisier du milieu du XIXe siècle, il ne viendrait à l'idée de personne de soutenir le contraire, nous sommes bien d'accord, alors je voudrais qu'on m'explique comment Marx et Engels ont-il pu tenir une réunion devant une assemblée de menuisiers sur le thème du salaire et du profit il y a plus d'un siècle et demi et que cette réunion se soit déroulée normalement et que nos deux compères en soient sortis satisfaits, comment ce qui fut possible dans de telles conditions ne le serait-il pas aujourd'hui alors que les conditions sont mille fois plus favorables ? Qui peut m'expliquer cela ?

Les Onfray, Nikonoff, Plénel, Jovanovic et Cie s'adressent à un parterre d'intellectuels qui vivent la crise du capitalisme comme un concept qui agite la bonne conscience du gavé à la fin d'un repas gastronomique un peu trop copieux et arrosé, et qui soucieux de faire une bonne digestion se pose des questions existentielles auxquelles il répond nonchalamment par un rot tout aussi dénué d'intérêt, le verbe a précèdé l'action, leur théorie et l'honneur est sauve, c'est l'essentiel.

L'électricien en bâtiment, le mécanicien travaillant dans un garage, la caissière d'un supermarché, la vendeuse chez un fleuriste, le livreur à bord de sa camionnette, l'employé de bureau d'une compagnie d'assurance, le quichetier dans une gare, le jardinier du zoo, le cantonnier du coin, le tourneur dans une usine, la secrétaire qui passe son temps au téléphone ou devant un écran, la femme de ménage employée chez un médecin, etc. tous ces gens-là n'intéressent personne, ce sont des travailleurs comme les autres, ils se comptent pas dizaines de millions, on les ignorent, ils n'existent pas, sauf au moment de voter et encore, eux cela ne les intéresse pas et ils ont bien raison.

Mais dites-donc, vous avez eu des gosses, comment avez-vous fait pour les élever, vous avez bien dû trouver les mots qu'il fallait, non ? Et bien c'est la même chose avec ces millions de travailleurs qui ne demandent qu'à comprendre dans quel monde ils vivent.

Ils ne vous intéressent pas, vous préférez vous adresser aux couches supérieures, aux couches moyennes, aux intellectuels, aux petits-bourgeois, car vous croyez encore qu'ils se mobiliseront pour sauver ce qui reste de nos acquis sociaux, mais observez donc ce qui se passe en Grèce, où sont-ils, seule une minorité d'entre eux se mobilisent quand bien même ils sont en train de tout perdre, cela ne vous suffit-il pas comme preuve pour prouver l'inanité de votre raisonnement ou de votre théorie foireuse.

Qu'est-ce que je veux dire par là, c'est qu'il fallait affronter l'Etat directement, physiquement en Grèce, ne pas reculer, passer à l'offensive, au risque d'y laisser sa peau, car il est impossible de faire une révolution, de renverser l'ordre établi et de prendre le pouvoir sans sacrifice, c'est ainsi, vaincre ou périr, et pour vaincre il faut aussi concevoir que certains d'entre nous y laisseront notre peau, c'est le prix à payer, ce qu'un ouvrier habitué à la rudesse de la vie peut concevoir, mais pas un petit-bourgeois habitué à vivre dans un certain confort, c'est ainsi, l'homme est ainsi fait dans cette société et personne ne le changera, ni vous ni moi.

Bien entendu on préférerait consentir le moins de sacrifices possibles, car chaque vie perdue nous plonge dans une infinie tristesse, et nous savons que dans toute guerre ce sont les fantassins qui sont en premières lignes qui paient le plus lourd tribut, mais le prolétariat conscient que nous devons former et organiser formera bien d'autres bataillons de vaillants soldats qui au nom de leurs frères d'arme tombés au combat contre la barbarie capitaliste porteront fièrement l'étendard de la révolution socialiste jusque devant les frontons de la nouvelle République sociale.

Nous ne voulons pas former des militants ouvriers conscients pour les envoyer à l'abattoir, mais pour qu'ils puissent acquérir

l'idéal humaniste le plus élevé et en être digne en toutes circonstances.

Autre chose.

Le portail Atlantico a révèlé "*en exclusivité*" le document de travail de la "*négociation*" qui a lieu actuellement entre le Medef et les syndicats sur l'emploi. Ce document a été publié le 4 sur son portail sous un format impossible à copier, j'y suis parvenu en procédant par étape en utilisant plusieurs logiciels, finalement je le mets en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

- Projet d'accord national interprofessionnel sur la sécurisation de l'emploi. Compte-rendu de la discussion du 20 décembre rédigé par un représentant du Medef. (20.12.12)

On peut lire dans la conclusion de ce document de 9 pages par le voix du Medef s'adressant aux syndicats : "*je vous redis une fois de plus que nous ne pourrons pas conclure si les éléments de flexibilité qui nous paraissent indispensables tant sur le plan collectif qu'en matière de litiges individuels n'étaient pas pris en compte*", ce qui signifie clairement que toute signature apposée à côté de celle du représentant du Medef en bas de cet accord, signifiera que ce dernier aura eu gain de cause sur les éléments essentiels qu'il avait tenu à souligner dans ce document, à savoir davantage de flexibilité au profit de l'employeur et remise en cause du recours pour l'employé de s'y opposer devant le Conseil de prud'hommes.

J'ai mis en ligne la présentation de ce document par le portail Atlantico.fr.

Que tous les syndicats se vautrent dans cette sinistre mascarade et qu'aucun parti ouvrier ne dise : trop, c'est trop, nous ne pouvons plus avoir de relations avec les dirigeants de tels syndicats, nous refusons de cautionner plus longtemps le bradage de nos acquis sociaux, en dit long sur leur degré de décomposition. La transition est toute trouvée, je voulais ajouter un mot à propos de l'article de M. Blondel paru dans *Informations ouvrières* (n°232 p7).

Un article qui n'avait manifestement ni queue ni tête, à valeur soporifique, mais qui a eu au moins le mérite, quand on soutient le régime, de faire la part belle à l'Etat, l'Etat qui fut en réalité son seul employeur et devant lequel le bureaucrate se prosterne, normal il n'est pas ingrat le bougre.

Qu'il faille plutôt plus que moins d'Etat présente au moins l'avantage de ne pas poser la question de la nature de l'Etat, ce que tout lecteur attentif n'aura pas manqué de relever au passage. Vaut mieux pas non plus se pencher sur la manière dont cela pourrait se traduire au niveau du combat du mouvement ouvrier en terme d'avantages ou d'inconvénients, question incongrue ou grotesque qui ne viendrait pas à l'esprit de nos dirigeants qui en tirent profit, puisque avec les syndicats la fonction publique et les entreprises d'Etat constituent l'essentiel de leur fond de commerce, ceci explique très bien cela.

ACTUALITÉ DU JOUR

"***L'Etat fera son devoir, il*** (vous) ***accompagnera***"... à Pôle emploi !

En visite en Haute-Normandie, le chef de l'Etat a reçu une délégation de l'intersyndicale de la raffinerie Petroplus, en liquidation judiciaire depuis la mi-octobre et dont le sort pourrait être scellé début février par le tribunal de commerce de Rouen.

"*C'est difficile de trouver un repreneur, nous devons tout faire pour aller le chercher (...) L'Etat fera son devoir mais l'Etat ne peut pas être le repreneur et ça, les salariés le savent parfaitement*", a-t-il dit.

"*L'Etat fera son devoir, il accompagnera*", a ajouté François Hollande.

Le porte-parole de l'intersyndicale, de Petroplus, Yvon Scornet, a déclaré après la réunion que si François Hollande s'était engagé à "*tout faire pour faire avancer le dossier*", il n'avait pour autant donné aucune garantie.

"*Ça fait plus d'un an qu'on se bat pour nos emplois, pas pour avoir de meilleures conditions de licenciement*", a-t-il rappelé. Reuters 05.01

Ce cas de figure pose plusieurs questions dont les réponses sont valables pour l'ensemble des entreprises, de la production, des emplois.

Si une entreprise produit des marchandises qui correspondent à un besoin dans des conditions optimum (installation, machines, sécurité, environnement, etc.) , elle doit continuer de fonctionner, dans le cas contraire elle doit fermer, à moins

qu'elle puisse être réformée pour produire d'autres marchandises.

Nous avons répondu à la question de la pérénité ou non de cette entreprise sur la base de critères non marchands, qui sortent du cadre du capitalisme puisque nous avons rejeté les critères de la compétitivité, de la productivité, du profit qui le définissent, pour ne retenir que la production de marchandises correspondant à des besoins réels de la population dans des conditions conformes aux meilleures conditions de travail possibles et le respect de l'environnement, tout en faisant appel aux technologies les plus modernes pour produire des marchandises de meilleure qualité, d'une durée de vie plus longue afin de réaliser à terme des économies en matières premières et en temps de travail.

La question suivante est de savoir qui peut assumer ces critères qui correspondent aux besoins de la population. Les capitalistes, le marché ? Certainement pas, pour eux, seul le profit compte. L'Etat tel qu'il existe aujhourd'hui ? Impossible puisqu'il est lui-même subordonné au marché. Qui alors, sinon un Etat ouvrier ou une République sociale qui reposerait justement sur les besoins de la population et leur satisfaction.

Cela nécessite d'en finir avec l'Etat tel qu'il existe et de rompre avec le capitalisme, que l'Etat soit au service des travailleurs, que les travailleurs soient l'Etat, donc qu'ils se dotent d'organismes ou d'institutions qui soient des organes de pouvoir et qu'ils en conservent le contrôle, ces organismes étant les piliers du nouvel Etat social.

Dans le cadre du régime capitaliste tel qu'il existe aujourd'hui avec son Etat, le sort de chaque entreprise, de chaque travailleur est voué au meilleur ou au pire, il est individualisé, pire puisqu'ils sont placés en permanence en concurrence les uns avec les autres, il n'existe aucune solidarité entre eux, l'intérêt général dont on nous rebat les oreilles n'existe pas en réalité, il coïncide uniquement avec la pérénité du régime capitaliste et ses institutions qui finalement est la seule préoccupation de l'Etat et ses représentants. Des usines ou des entreprises encore en parfait état peuvent être vouées à la casse, des millions de travailleurs peuvent être jetés à la rue, l'Etat s'en accommode puisque ses intérêts sont dictés par la marche en avant du capitalisme, vers l'abîme.

Dans le cadre d'un régime socialiste, le sort de chaque entreprise et de chaque travailleur serait pris en compte de telle sorte que pas un travailleur ne se retouve sans emploi, c'est la première chose, la notion même de chômage aurait disparu du vocabulaire, l'Etat garantirait à chaque citoyen de quoi vivre décemment sans vivre dans l'angoisse du lendemain, quant au sort de chaque entreprise il serait étudié en fonction de l'ensemble des entreprises similaires existantes dans le pays et ailleurs, et au-delà au sein de l'ensemble des entreprises ou des différents secteurs économiques du pays.

En régime capitaliste, les patrons et actionnaires détiennent le pouvoir et peuvent se permettre de décider de fermer une usine du jour au lendemain et de jeter à la rue des milliers d'ouvriers, ils ont un droit de vie ou de mort sur l'outil de production et les travailleurs.

En régime socialiste, c'est l'Etat qui détient ce pouvoir au nom de l'ensemble des producteurs, des travailleurs, de l'immense masse de la population dont il incarne les intérêts. Il n'est plus laissé à la discrétion d'un seul homme ou d'un conseil d'administration de décider du sort d'une usine et de miliers d'emplois, qui plus est, quel que soit le sort réservé à une entreprise cela ne change absolument rien pour les travailleurs qui conservent l'intégralité de leurs salaires, etc. C'est le bien commun, collectif qui prime et non le profit.

L'exercice succinct auquel je viens de me livrer et à la portée de tous, a consisté à présenter le socialisme, le véritable socialisme. Le capitalisme est purement mercantile, le socialisme l'idéal humaniste le plus élevé.

Question : pourquoi aucun parti ouvrier ne reprend-il ce discours à son compte ? Craindraient-il le socialisme? Y seraient-il devenus étrangers à ce point-là ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Koweït

La police anti-émeute koweïtienne a fait usage de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes contre quelques centaines d'opposants réclamant la dissolution du nouveau Parlement qu'ils jugent illégitime.

La police a arrêté plusieurs manifestants, dont un ancien membre du Parlement, Oussama al-Chahine, et ont pourchassé des protestataires dans un quartier résidentiel du sud de la capitale.

Il s'agit de la première manifestation organisée depuis environ un mois, et la mobilisation a été très faible par rapport aux quatre précédentes qui ont réuni à chaque fois des dizaines de milliers de personnes depuis le 21 octobre.

Le nouveau Parlement, dont l'opposition a boycotté l'élection le 1er décembre, est dominé par des députés pro-gouvernementaux, alors que l'opposition -- islamistes, nationalistes et libéraux -- contrôlait 36 des 50 sièges de la Chambre avant sa dissolution en février.

L'opposition avait dénoncé comme "illégitime" la nouvelle assemblée en raison du mode de scrutin contesté.

D'anciens députés ont introduit des recours devant la cour constitutionnelle contre la réforme du mode de scrutin.

La cour pourrait prendre plusieurs mois avant de rendre sa décision qui, si elle est favorable à l'opposition, pourrait conduire à une nouvelle dissolution du Parlement.

Le riche émirat pétrolier, première monarchie du Golfe à s'être dotée d'un Parlement élu en 1962, et secoué par des crises politiques à répétition, a connu depuis la mi-2006 neuf gouvernements et six dissolutions du Parlement.

Par ailleurs, un opposant koweïtien, Rached Al-Enezi, a été condamné dimanche à deux ans de prison pour des propos jugés offensants pour l'émir sur Twitter, a indiqué M. Humaidi. Selon lui, plus de 200 opposants, dont d'anciens députés, font l'objet de poursuites et plusieurs sont accusés d'avoir critiqué l'émir, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah, ce qui est interdit par la Constitution. AFP 06.01

ECONOMIE

UE- Banque

Les banques internationales ont obtenu satisfaction dimanche car leur autorité de réglementation, le Comité de Bâle, a accepté d'assouplir les règles de liquidités auxquelles elles seront soumises à partir de 2015 afin de faire face aux éventuelles grandes crises.

Le Comité de Bâle a ainsi entendu les critiques du secteur qui reprochait à la réforme de placer la barre trop haut.

Ce comité de supervision bancaire, réuni dimanche à Bâle (Suisse), a annoncé avoir élargi la définition du ratio de couverture de liquidité qui doit permettre aux établissements bancaires de faire face à une période de crise aiguë pendant 30 jours.

La base des actifs qui pourront entrer en compte inclut désormais des obligations, des actions et certains types d'emprunts hypothécaires.

Dans sa mouture initiale, le projet s'appuyait sur des actifs beaucoup plus stricts, tels que les liquidités ou les emprunts d'Etat.

Le calendrier d'application de ce ratio a par ailleurs été rééchelonné. Comme prévu, ce ratio entrera en vigueur le 1er janvier 2015. Mais à cette date, les banques ne devront réunir que 60% des montants initialement requis.

Le matelas de liquidités pourra alors être graduellement augmenté à hauteur de 10% par an pour atteindre 100% à l'horizon 2019.

"*Cette décision a été adoptée de manière unanime aujourd'hui*", s'est félicité Mervyn King, gouverneur de la banque d'Angleterre, qui préside le comité des gouverneurs et des régulateurs, lors d'une conférence de presse.

La réforme, qui s'est profilée à la suite de la faillite de l'établissement américain Lehman Brothers, avait cependant suscité de vives critiques dans les milieux financiers dans la mesure où celle augmentait significativement les besoins de liquidités des banques.

Dans un rapport publié en avril, le Fonds Monétaire International (FMI) avait estimé que l'application de ce ratio pourrait se traduire par un doublement de la demande d'actifs sans risque, qui aurait pu passer de 2.000 à 4.000 milliards de dollars au niveau mondial.

Les critiques avaient cependant été encore plus vives à l'encontre d'un second ratio, le Net Stable Funding Ratio (NSFR), qui doit entrer en vigueur en 2018.

Ce second ratio imposera à chaque banque de détenir des actifs permettant de faire face à une crise spécifique à

l'établissement pendant un an.

De nombreux banquiers ont cependant fait valoir que le niveau d'exigences les empêchera de faire leur métier en limitant drastiquement les fonds qu'ils pourront mettre à disposition pour accorder des prêts.

Stefan Ingves, gouverneur de la banque centrale de Suède, qui préside le Comité de Bâle, a néanmoins souligné que l'avancée sur le ratio de couverture de liquidité va permettre au Comité de Bâle de se concentrer désormais sur ce dossier.

"*L'achèvement de ces travaux va permettre au Comité de Bâle de tourner son attention sur l'affinement de l'autre composant des nouveaux standards de liquidités, le ratio net de financement stable*", a-t-il déclaré. AFP 06.01

Au passage vous jugerez la naïveté, la complaisance ou la complicité de Michel Barnier, qui sur le même sujet c'est exprimé dans l'interview qu'il a donné à lexpress.fr et que j'ai mis en ligne, extrait :

"*J'ai écrit au chairman de la Réserve fédérale quand nous avons appris le délai de mise en oeuvre des règles de Bâle 3 par les banques américaines, qui n'appliquent pas encore les règles de Bâle 2... Bâle 3, décidé par le G 20 en présence de Barack Obama, ne sera efficace que si tout le monde joue le jeu. Je passe beaucoup de temps à expliquer ce que font les Européens et à vérifier que nos partenaires font la même chose parallèlement, avec leurs propres lois. J'attends la réponse du chairman Bernanke et veux croire que le retard américain est dû à des raisons techniques. De toute façon, les Européens éviteront à la fois le procès d'intention et la naïveté.*"

Quel pitre ! Quand on sait que chaque loi ou règle est systématiquement détournée avant même d'être appliquée, ce sont des banquiers eux-mêmes qui l'avouent...

Haut de page

Le 8 janvier

CAUSERIE

Un camarade m'a envoyé un bref courriel :

- "*François Chérèque prend sa fonction aujourd'hui (7/01/13) comme Inspecteur général des affaires sociales (IGAS).*

Enfin, un syndicaliste qui obtient satisfaction et qui est reconnu pour ses compétences (8 000 euros/mois...sans les primes)."

Environ le même salaire que les bureaucrates syndicaux corrumpus qui siègent au sein des conseils d'administration des entreprises nationalisées. Combien sont rémunés les permanents syndicaux qui siègent dans les organismes sociaux ou tripartites ? Quel est leur statut ? Chut, c'est un secret, un sujet tabou !

Les partis ouvriers s'en accommodent depuis 70 ans, cherchez l'erreur, ce sont leurs dirigeants les véritables fossoyeurs du mouvement ouvrier et du socialisme...

Décryptage de la propagande officielle via les agences de presse.

Ce qu'il y a d'avantageux avec les gens qui ne doutent de rien, c'est qu'il leur arrive de dire les choses si simplement, parce qu'ils estiment leurs interlocuteurs ou lecteurs acquis à leur cause ou trop stupides pour les contredire, qu'il n'est même pas nécessaire d'interpréter les faits qu'ils relatent tant la contradiction qui s'y étale sous leurs yeux est évidente. En voici un exemple de l'agence de presse Reuters, il porte sur la "*négociation*" en cours sur la réforme du marché du travail entre les syndicats patronaux et ouvriers.

- Cette négociation, censée offrir une souplesse pour les entreprises en contrepartie d'une moindre précarité pour les salariés, a été encouragée par le gouvernement qui préférerait que les partenaires sociaux s'entendent avant qu'il ne légifère. Reuters 07.01

Au premier coup d'oeil le lecteur le plus naïf aura compris que la "*souplesse*" qui serait offerte aux entreprises se traduirait non pas par une "*moindre précarité pour les salariés*", mais exactement le contraire. Et en ajoutant que le gouvernement avait "*encouragé*" ce processus, spontanément le travailleur le plus arriéré comprendra également dans quel camp il se situe, celui du capital.

Finalement ce qui ressort de ce bref passage, c'est que les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs sont antinomiques, irréconciliables, irrémédiablement opposés, et que dans ce genre de négociation, dès lors qu'on en accepte les termes, il y aura forcément un gagnant et un perdant, et que le gagnant sera celui qui aura été en position de force, donc ici le patronat soutenu par le gouvernement.

Voilà pourquoi nous nous prononçons inconditionnelle pour la rupture des relations des syndicats avec le patronat et son gouvernement.

Question : quel parti ouvrier serait sur cette ligne politique aujourd'hui ? Réponse : aucun, parce qu'ils entretiennent tous des relations étroites avec les dirigeants syndicaux, mieux, des liens organiques avec eux au point que la survie de leur parti en dépend largement.

Il ne faut pas chercher plus loin au fait que les travailleurs et les jeunes se détournent des partis ouvriers au profit d'autres types d'organisations qui les mèneront nulle part...

Qui a dit ?

La méthode du diagnostic, mieux, de "*l'engagement partagé*", pour parvenir à une solution commune ou acceptée par tous.

- "*Si l'écart (le spread) entre les taux financiers constitue une préoccupation, les différences croissantes entre un petit nombre, toujours plus riche, et un grand nombre, irrémédiablement plus pauvre, devraient provoquer le désarroi*", quelle sainte intention, le conditionnel est de trop ou ambigue, le "*désarroi*" ou la détresse est déjà bien réelle et permanente chez les plus pauvres.

- "*L'Union européenne a aussi besoin de représentants clairvoyants et qualifiés pour faire les choix difficiles qui sont nécessaires pour redresser son économie et poser des bases solides pour son développement*.", en la matière vous pouvez faire confiance aux hommes de paille de Goldman Sachs.

- "*Seuls, certains pays iront peut-être plus vite, mais, ensemble, tous iront certainement plus loin !*", vers l'Europe fédérale appelée de leur voeux, la dictature.

- "*Je souhaite que, en ce moment de son histoire, l'esprit de ténacité et d'engagement partagé anime la bien aimée nation italienne*", le même discours que Monti.

Réponse : Le pape Benoît XVI, lundi, lors de son traditionnel discours de début d'année devant le corps diplomatique. (source : Le Point.fr 07.01)

L'Inde n'est pas ni une démocratie ni un Etat de droit.

A propos de la jeune femme violée et tabassée à Delhi, il y a trois semaines, et qui en est morte.

Les médias, comme à leur habitude, distillent jour après jour les informations en leur possession en fonction des réactions de la population.

On a appris hier que les violeurs et agresseurs vivaient tous dans un des bidonvilles misérables de la capitale. De leur côté les avocats ont refusé d'assurer la défense des détenus, ils bénéficieront pour la forme d'un avocat commis d'office.

La victime et ses agresseurs n'appartenaient pas au même milieu social, même si la victime provenait d'un milieu modeste, moins pauvre que ses agresseurs, elle était appelée à s'élever dans la hiérarchie sociale en devenant médecin ou kinésithérapeute, opportunité que la société indienne très inégalitaire n'offrirait jamais à ses assassins.

Les avocats en refusant d'assurer la défense des prévenus, refusent en réalité de faire le procès des classes dirigeantes qui sont responsables des gigantesques inégalités qui existent dans ce pays, qui conduisent des centaines de millions d'Indiens à vivre dans la précarité et la pauvreté, des dizaines de millions condamnés à la misère absolue. C'est le procès de cette société qu'ils ont refusé d'assumer.

Le procès qui a lieu sera donc celui des plus défavorisés parmi le prolétariat que leur société a engendrés, et si parfois leur comportement peut s'avérer monstrueux, c'est parce que les classes dirigeantes qui ont façonné la société ont accaparé l'essentiel des richesses produites au détriment des autres classes, ce sont elles qui ont produit ces monstres, ce sont elles qui en porte la responsabilité.

On peut parfaitement concevoir que voué à une vie misérable sans espoir d'en sortir un jour, devant l'étalage de richesse vécu

comme une provocation quotidienne insupportable ou simplement une certaine aisance, déclenche chez certains laissés-pour-compte des réactions aveugles ou incontrôlées de haine et de violence. Il ne s'agit pas ici de le justifier, mais de dresser un constat.

Voilà notamment ce qu'on aurait souhaité entendre dans la bouche d'avocats indiens. C'est le procès de la misère sociale dont les classes dominantes sont responsables qu'il fallait instruire, et non le procès d'une couche d'exploités réduit à la misère noire et sans défense.

Voilà aussi ce qu'on aurait souhaité lire dans la littérature des partis ouvriers en France, ils n'en sont même pas capables, honte à eux !

Sortez vos mouchoirs !

- L'argent ne fait pas (entièrement) le bonheur - AFP

L'aisance financière ne joue que partiellement dans le sentiment de bien-être ressenti par les Français, qui sont aussi très sensibles aux liens sociaux ou au stress de la vie quotidienne, note une étude de l'Insee parue mardi. AFP 07.01

Encore une chance, sur fond d'hyprocrisie ou de lâcheté très souvent à défaut de conscience politique. C'est le paradoxe auquel doivent faire face les nantis de la classe moyenne et dominante.

ACTUALITE EN TITRES

Abrutissement, conditionnement des masses.

- 2h47 : le temps moyen que passe par jour un 15-34 ans devant la télé (5h pour les plus de 50 ans) - Atlantico.fr

Bien que je sois totalement isolé en Inde et que je n'aie aucune distraction, je ne vois absolument personne, je trouve le moyen de me passer totalement de la télé. Internet me suffit, et je n'en fais qu'un usage disons professionnel, hormis les concerts et les vidéos sur le vieux monde que je regarde quand je n'ai rien d'autres à faire ou pour me détendre un peu.

A peine croyable !

- Petroplus : les syndicats estiment que Shell "*ne se sent pas concerné*" par le sort des salariés - LePoint.fr Parce que les syndicats ou plutôt leurs dirigeants se sentiraient davantage concernés, qu'on nous permette d'en douter fortement.

Narcisse a la parole. Parle pour toi le banquier sioniste !

- Attali: Gérard Depardieu, miroir des Français - Slate.fr

Inévitable.

- Taxe sur les très riches: le symbole de campagne devra céder au pragmatisme - AFP

Obscurantisme. Le remède anti lutte de classe

- "*La spiritualité est une réponse à la quête de sens au travail*" - L'Express.fr

Nazisme, Shell, sionisme, Bilderberg, coffee shop et Patriot du mondialisme.

- Deux batteries de missiles néerlandais en route pour la Turquie - Reuters

- Israël fortifie sa frontière avec la Syrie - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Réseaux sociaux "***anonymes***" contre syndicats. Un flop.

Un collectif d'infirmiers et aides-soignants, appelé "*Ni bonnes, ni nonnes, ni pigeonnes*" et lancé sur Facebook pour dénoncer les conditions de travail de ces professions, a appelé à des rassemblements lundi 7 janvier dans plusieurs villes de France.

Le mouvement, qui comptait lundi 27.765 membres sur Facebook, a été initié au mois d'octobre par une infirmière parisienne souhaitant garder l'anonymat, a expliqué sa vice-présidente, Sarah Guerlais.

En outre, une pétition ayant recueilli près de 5.000 signatures a été mise en ligne.

Pour faire entendre ces revendications, le collectif avait appelé à des rassemblements lundi à Caen, Clermont-Ferrand, Rennes, Bordeaux, Lyon, Nice, Nantes, Orléans, etc.

A Paris, seule une dizaine d'infirmières vêtues de blouses blanches et de masques se sont retrouvées devant le ministère de la Santé, autour d'une banderole "infirmiers mais également aides-soignant(e)s, mobilisons-nous pour améliorer nos conditions de travail". nouvelobs.com 07.01

En famille. Effet d'annonce

François Hollande a annoncé lundi lors de ses voeux au Conseil Constitutionnel une prochaine réforme constitutionnelle reprenant plusieurs de ses engagements de campagne, comme la fin du statut de membre de droit du Conseil constitutionnel des ex-présidents ou la suppression de la Cour de justice de la République.

Cette réforme du Conseil constitutionnel ne s'appliquera pas à ses prédécesseurs.

Saluant, "*le souci*" de François Hollande "*de rassembler les Français dans les épreuves difficiles que notre pays traverse*", Jean-Louis Debré a assuré au chef de l'Etat qu'il pouvait "*compter en 2013 sur le Conseil constitutionnel" pour assumer sa "mission en toute indépendance, détachée des passions partisanes et des intérêts particuliers*". AFP 07.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- La Gauche démocratique, formation de gauche modérée membre de la coalition gouvernementale en Grèce, a exclu deux de ses députés pour avoir soutenu l'ouverture d'une enquête parlementaire sur l'ancien ministre des Finances et actuel chef du Pasok, Evangelos Venizelos

Odysseas Voudouris et Paris Moutsinas, qui avaient soutenu cet appel, ont été exclus de leur groupe parlementaire à la Vouli, ce qui porte à 164 le nombre de députés de la majorité.

"*Ce qui est clair maintenant c'est que les deux députés n'expriment pas seulement une opinion divergente mais soutiennent aussi un programme politique différent*", dit dans un communiqué la Gauche démocratique, le plus petit parti de la coalition au pouvoir en Grèce, qui regroupe Nouvelle Démocratie (droite) et le Pasok (social-démocrate).

Des procureurs ayant estimé que les noms de proches de l'ancien ministre des Finances George Papaconstantinou, ex-membre du Pasok, avaient été retirés de la liste, une enquête parlementaire a été ouverte.

Un appel avait en outre été lancé pour qu'une seconde enquête soit ouverte sur Evangelos Venizelos, successeur de George Papaconstantinou aux Finances, à la demande de Syriza (gauche radicale), parti d'opposition.

Le gouvernement d'Antonis Samaras a rejeté les appels à enquêter sur Evangelos Venizelos et a préféré se concentrer sur le rôle de son prédécesseur. Reuters 07.01

1.2- Un ancien ministre de la Nouvelle Démocratie, Petros Doukas propose très sérieusement, dans le but de lutter contre la crise,

de faire travailler les citoyens … sans les payer.

M. Doukas propose un certain nombre de suggestions pour aider la Grèce à sortir de la crise. Une de ses suggestions brillantes est de faire travailler les chômeurs sans rémunération chaque fois que l'Etat a besoin d'eux. Il se propose également de demander aux entreprises si elles seraient intéressées d'avoir des ouvriers ou des employés pendant trois mois sans les indemniser pour leur travail. On se doute déjà de leur réponse.

M. Doukas explique que cela serait une solution gagnant-gagnant: les entreprises sont pleines de dettes et ne peuvent pas se permettre d'embaucher de nouveaux employés. Cela permettrait donc aux chômeurs de garder l'habitude de travailler, pour ne pas « *rouiller* », au lieu de ne rien faire. En parallèle, des grands projets utiles seraient lancés pour le pays, avec une main d'oeuvre gratuite.

Petros Doukas est aussi le président de la fédération grecque de Golf : il considère peut-être que son caddie lui coûte trop cher…

Année 2013 : retour de l'esclavage en Grèce ? okeanews.fr 07.01

2- Bahreïn

La Cour de cassation de Bahreïn a confirmé lundi de lourdes peines contre 13 dirigeants de l'opposition au risque d'alimenter le mouvement de contestation des chiites dans le petit royaume du Golfe.

Condamnés pour complot contre le régime, les treize hommes, qui sont détenus depuis près de deux ans et n'ont désormais plus de recours juridique, ont été des meneurs du soulèvement dirigé par l'opposition chiite qui a secoué le pays en février 2011 avant d'être maté par la dynastie sunnite.

Il s'agit de sept opposants condamnés à la perpétuité, dont le militant des droits de l'Homme Abdel Hadi al-Khawaja, qui a aussi la nationalité danoise et a mené au printemps une grève de la faim de 110 jours, et de six autres condamnés à des peines allant de cinq à quinze ans de prison.

Parmi ces derniers figure Ibrahim Chérif, le chef sunnite du groupe Waëd, une formation de la gauche laïque, qui avait joué un rôle de premier plan dans le mouvement de protestation et a écopé de cinq ans de prison.

"*La Cour de cassation a confirmé toutes les peines*", a indiqué un avocat de la défense. La séance n'a duré que quelques minutes et les condamnés n'étaient pas présents.

SOCIAL

France

"*Salaires, emploi : ça suffit !*" : les syndicats de la Société Générale se mobilisent pour dénoncer la politique sociale du groupe bancaire. CFDT, CFTC, CGT, FO et SNB-CGC lancent un appel à la grève mercredi 8 janvier. Dans un communiqué, les représentants des salariés disent redouter "*des centaines de suppressions de postes*" et refusent "*la volonté de la direction de réduire à zéro les augmentations collectives*".

Pour la deuxième année consécutive, la direction refuse en effet d'accorder une augmentation collective, justifiant cette décision par une conjoncture difficile avec l'absence de distribution de dividendes l'an dernier. "*Cette année, on imagine mal les actionnaires accepter de renoncer une seconde fois. Alors la direction nous sert la crise et les nouvelles réglementations qui obligent à avoir plus de fonds propres*", explique Maryse Gauzet, déléguée nationale FO.

Si les syndicats acceptent de signer, la seule concession de la direction consiste en une prime de 300 euros pour les salariés gagnants moins de 36.000 euros par an. Ce qui représente environ 18.000 personnes sur les 40.000 qu'emploie la Société Générale. "*Ce n'est pas acceptable. Nous n'avons pas de demandes démesurées. Nous savons que c'est la crise. Nous voulons simplement une compensation de l'érosion monétaire*", rappelle Thierry Pierret, délégué national CFDT. C'est à dire rattraper l'inflation.

Mais la vraie inquiétude des élus se concentre sur la question de l'emploi. Un problème qui concerne l'ensemble du secteur bancaire où plusieurs milliers de postes ont été détruits ces dernières années. "*Mais les directions jouent sur la pyramide des âges. Dans les réseaux, il suffit d'attendre ou d'anticiper les départs à la retraite. Cela se fait au compte-goutte mais les petits ruisseaux font les grandes rivières*", estime Thierry Pierret. Pour lui, ces destructions d'emplois dans les services se

déroulent dans l'indifférence générale : "*Ça ne se voit pas et, en plus, nous ne sommes pas sympathiques aux yeux du public*".

Les syndicats s'alarment d'autant plus sur la question de l'emploi qu'ils observent depuis plusieurs années un lent mais régulier processus d'externalisation voire de délocalisation de leurs services informatiques notamment. Des négociations sont en cours à la Société Générale. Certains évoquent une réduction de la masse salariale de 10%, ce qui représente quelque 4.000 postes. Près de 2.500 départs en retraites sont donc prévus dans les réseaux, des suppressions "*naturelles*", ce qui laisse 1.500 postes à gérer, notamment dans les services centraux.

Aucun licenciement sec n'est envisagé. La mobilité doit jouer à plein, qu'il s'agisse de reclassements internes ou vers d'autres entreprises. Lors du plan social de 2012, 880 personnes devaient quitter la banque d'investissement (la BFI). La Société Générale avait alors été dépassée avec plus de 2.000 demandes de départ. nouvelobs.com 07.01

ECONOMIE

1- France

Racket des banquiers.

Après avoir passé au crible les plaquettes 2013 de 8 banques françaises, le quotidien Les Echos recense au total 26 hausses pour 4 baisses, dans ces packages de 10 services pour lesquels les établissements sont contraints à la transparence depuis 2011. L'année dernière avait été marquée par seulement 15 hausses pour 9 baisses. De plus, la plupart des hausses 2013 sont supérieures à l'inflation, note le quotidien économique.

C'est notamment le cas des virements externes effectués en agences où la revalorisation atteint 6,25% pour la Société générale ou 4% pour HSBC. Mais cela concerne aussi l'assurance des moyens de paiement, avec des augmentations qui s'élèvent à 8,3% à la Bred ou 4,5% à la BRED. Le quotidien économique relève aussi que les commissions d'intervention en cas d'incident de paiement restent toujours très élevées (de 6,70 euros par opération à la Banque Postale jusqu'à 8,83 euros à la BRED).

Les cartes de paiement, enfin, enregistrent des augmentations mais celles-ci seraient modérées, proches de l'inflation. Malgré son orientation sociale, la Banque postale se distingue néanmoins dans le mauvais sens avec des hausses de 2,3% pour la carte internationale à débit différé et +3,6% pour la carte de paiement à autorisation systématique. L'Expansion.com 07.01

2- Etats-Unis

Bank of America (BofA) a annoncé lundi qu'elle avait accepté un accord à 11,6 milliards de dollars pour régler un contentieux sur des prêts hypothécaires à risque vendus avant la crise à Fannie Mae, sur lesquels ce groupe semi-public de refinancement hypothécaire s'estimait trompé.

Au sein de l'accord, 3,55 milliards de dollars seront versés en numéraire à Fannie Mae, qui sera couvert par des réserves existantes plus "*une provision supplémentaire de 260 millions de dollars qui sera passée au quatrième trimestre*", précise un communiqué de la banque.

En outre, 6,75 milliards de dollars seront consacrés au rachat de 30.000 prêts susceptibles de faire défaut et d'entraîner des pertes futures pour Fannie Mae, et 1,3 milliard de dollars seront dédiés au suivi de ces prêts.

"*Ces mesures vont au total réduire le bénéfice avant impôts de Bank of America d'environ 2,7 milliards de dollars au quatrième trimestre*", avertit BofA.

"*L'accord couvre des obligations de rachat actuelles et futures liées à des prêts avec un principal non remboursé et qui totalisent 297 milliards de dollars à la date du 30 novembre*", indique un communiqué de Fannie.

Ces prêts ont été émis entre le 1er janvier 2000 et le 31 décembre 2008.

L'action de Bank of America gagnait 0,74% à 12,20 dollars 10 minutes avant l'ouverture de Wall Street lors des échanges électroniques. AFP 07.01

Si Wall Streer a accueilli cette nouvelle en fanfare, c'est que les principaux actionnaires de Bank of America sont encore largement gagnant, le contraire aurait été étonnant.

Haut de page

Le 9 janvier

CAUSERIE

Toutes les pages d'accueil 2013 ont été crées et sont actualisées (causeries et articles de presse). A cause de problèmes informatiques ou de connexion j'ai été obligé de formater différemment deux articles sur la Syrie.

Soyez digne d'être révolutionnaire !

Quand les monarchies et les puissances impérialistes en pointe dans le combat pour l'établissement d'un Nouvel ordre mondial seraient source de progrès social, il y a franchement de quoi se poser de sérieuses questions. Apparemment non, aveuglement ou dogmatisme oblige.

Monarchies qui ont pour la plupart frayé avec le nazisme quelques décennies plus tôt, monarchies dans lesquelles l'intégration des syndicats a été poussée le plus loin en Europe, monarchies qui se sont illustrées par leur passé coloniale (Pays-Bas, Belgique, Espagne), monarchie qui s'est accommodée d'un dictateur pendant quatre décennies (Espagne), monarchie qui a pillé le pétrole du Moyen-Orient (Pays-Bas - Shell), monarchie qui a donné naissance au groupe Bilderberg en 1954 (Pays-Bas), monarchies qui participent régulièrement à ses réunions, puissances qui se sont illustrées en fournissant le régime nazi en matières premières (Canada - acier et aluminium - E-U -pétrole), puissances qui mènent la guerre contre les syndicats ouvriers depuis le début du XXe siècle (Canada - E-U), etc. puissance qui possède près de 1.000 bases militaires dans le monde et a déclenché plus de 40 guerres depuis 1945 (Etats-Unis), etc. cette liste n'est pas exhaustive.

Qui peut croire un instant que les dirigeants de tels pays seraient animés de bonnes intentions en défendant le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels, la libéralisation de la drogue, parfois pire, la pédophilie légalisée au Pays-Bas, la zoophilie en Allemagne, il ne s'agit pas là de faire des amalgames, mais juste de montrer la monstruosité de ces régimes en apparence très libéraux ? Qui soutiennent évidemment toutes les guerres impérialistes commandées par les Etats-Unis.

Voyons maintenant par ordre chronologique les pays qui ont adopté le mariage pour les couples homosexuels et davantage souvent.

Les Pays-Bas

C'est le premier pays au monde à avoir autorisé le mariage gay, en 2001. Les couples homosexuels mariés peuvent adopter, choisir la procréation médicalement assistée et, selon certains critères, accéder à la gestation pour autrui.

La Belgique

Le mariage homosexuel y est autorisé depuis 2003. Trois ans plus tard les homosexuels étaient autorisés à adopter. En Belgique, la procréation assistée est autorisée pour tout le monde.

L'Espagne

Dans ce pays très catholique, le mariage gay est en vigueur depuis 2005. Mais trois mois après l'adoption de la loi, le parti populaire avait déposé un recours auprès de la justice afin de l'annuler. Ce n'est qu'en novembre 2012 que le tribunal correctionnel s'est prononcé, rejetant le recours. La législation en vigueur permet aux couples homosexuels de se marier, d'adopter, de recourir à la fécondation in vitro pour avoir des enfants.

Le Canada

Certaines provinces autorisaient déjà une telle union et c'est en 2005 qu'une loi autorise le mariage homosexuel sur tout le territoire. Le Canada est alors devenu le premier pays du continent américain à le reconnaître.

L'Afrique du Sud

Alors que les Eglises, les chefs traditionnels et l'opinion publique dans sa majorité s'y opposaient, le Parlement d'Afrique du Sud adopte, à une large majorité, en 2006 le "Civil Union Act" : le mariage homosexuel est reconnu, ainsi que l'union civile.

La Norvège

Depuis 2008, la législation norvégienne permet aux couples gay de se marier, d'adopter et d'avoir recours à une assistance à la fécondation. Le parti conservateur norvégien y était fortement défavorable. Le pays autorisait déjà les unions civiles depuis 1993.

La Suède

La loi entrée en vigueur en 2009 permet le mariage homosexuel civil mais aussi religieux.

Le Danemark

Premier pays du monde à autoriser les unions civiles entre homosexuels, en 1989, le Danemark se met à la page en 2012 en reconnaissant le mariage homosexuel à l'Eglise luthérienne d'Etat. Les homosexuels pouvaient déjà adopter depuis 2009.

Les Etats-Unis

On compte neuf Etats sur 50 autorisant le mariage gay : Massachusetts, Connecticut, Iowa, Vermont, New Hampshire, New York. Le Maine, le Maryland et Washington l'ont adopté par référendum le 6 novembre 2012, quelques jours après une décision historique de la Cour suprême, qui a décidé de statuer sur la question.

En Angleterre, le gouvernement s'est également prononcé en faveur du mariage gay.

Au total 12 pays dans le monde ont adopté le mariage pour les couples homosexuels, dont les pays moins importants que je n'ai pas mentionnés, le Portugal, l'Islande, l'Argentine, et le dernier en date, l'Uruguay en décembre 2012. (source : http://www.metrofrance.com)

Le mariage est une institution archaïque et rétrograde, deux exemples suffiront à l'illustrer :

- Les séparations amiables ne sont pas valables, ainsi chaque époux peut demander à reprendre la vie commune à tout moment, et l'autre doit s'y soumettre ;

- Devoir de fidélité (art. 212 du C. civil) ;

Voilà une obligation intolérable, barbare, qui défie les lois de la nature, on a envie d'en rire tellement c'est grotesque... et hypocrite surtout, à croire que le désir sexuel se commanderait et qu'il faudrait le réprimer quand il survient entre deux personnes consentantes en dehors d'une union conjugale. Le mariage est un carcan.

La droite et l'extrême droite le défendent tel qu'il existe, normal ils sont rétrogrades, réactionnaires. Ils le défendent pour des raisons politiques uniquement, parce que le PS et ses satellites ou encore les parasites qui tournent autour sans pouvoir s'en détacher, ainsi que le gouvernement ont pris position en faveur du mariage des couples homosexuels, car sur le plan idéologique ils sont alignés sur leurs maîtres de Washington ou de la Hayes, ensuite tout est une question de temps, y compris aux Etats-Unis, chaque pays avance à son rythme sur la voie de la pensée (mondiale) unique qui doit conduire à l'établissement d'un gouvernement mondial.

Ils veulent détruire les Etats-Nations, réduire leurs institutions à des coquilles vides, liquider la République, la démocratie, la législation du travail, les syndicats, les partis ouvriers, l'ensemble de nos droits sociaux et politiques, l'école publique, le système de santé public, le système de retraite par répartition, les religions, et maintenant le mariage, en réalité tous les rapports qui ont vu le jour lors de la période ascendante du capitalisme ou qui se sont perpétués jusqu'à nos jours, la solidarité entre les générations, les rapports entre les hommes et les femmes dès lors qu'ils ont décrété qu'ils étaient égaux, une manière comme une autre de détruire tous leurs droits, la famille et les rapports avec les enfants, ces derniers échappant de plus en plus au contrôle de leurs parents, absolument tout doit y passer au point que tous les points de repère que la civilisation humaine s'était forgée au cours des siècles précédents disparaissent, une fois affranchis des distinctions qui permettent justement d'établir des échelles de valeurs permettant de respecter les droits de chacun et sans lesquelles c'est impossible, on se retrouverait livrés à égalité notez bien, à une société dont les règles seraient calquées sur le règlement d'une société commerciale où notre seul droit, en réalité un devoir, consisterait à travailler une fois enchaîné à ce système infernal pour permettre à l'oligarchie financière et à l'élite intellectuelle qui la servirait, en échange du minimum vital pour assurer notre survie en tant qu'esclaves. Voilà le destin qu'ils nous réservent.

Maintenant à nous de nous battre, non pas pour conserver le vieux monde tel qu'il existe aujourd'hui ou pour faire tourner la roue de l'histoire à l'envers comme on nous y invite, mais en donnant un contenu et en situant chacun de ses facteurs dans une perspective résolument progressiste et révolutionnaire. Par exemple, nous ne combattons pas pour la préservation de leur République moribonde et corrompue ou pour une République qui aurait le vernis démocratique trompeur d'autrefois, mais pour une République sociale débarrassée du capitalisme qui est à l'origine de toutes les inégalités et des injustices, nous ne

combattons pas pour le maintien du mariage tel qu'il existe encore aujourd'hui, mais pour que chaque couple sans distinction de sexe ait les mêmes droits sans être obligé de se plier à des principes archaïques.

Je ne prétends pas épuiser ici la discussion sur ce sujet, je n'en ai abordé que certains aspects, dans des causeries précédentes j'avais fait référence à d'autres facteurs, pacs, etc.

ACTUALITE EN TITRES

Vase communicant

- Moins de cigarettes vendues en 2012 après les hausses de prix - AFP

Les ventes de cigarettes en France ont baissé de près de 5% en volume en 2012, leur plus fort repli en 10 ans, directement lié selon les professionnels aux dernières hausses de prix du tabac. AFP 08.01

- Hausse plus forte qu'attendu du crédit à la consommation aux USA - Reuters

Le crédit à la consommation a progressé plus que prévu en novembre aux Etats-Unis, signant une quatrième hausse mensuelle consécutive qui peut être considérée comme un signe encourageant pour l'activité économique. Reuters 08.01

Cherchez l'erreur !

- Zone euro: la confiance économique continue de s'améliorer en décembre - AFP

- Zone euro : le chômage atteint un nouveau record - LePoint.fr

Déchets et recyclage.

- Une ex-dirigeante de la CFDT devient conseillère de Vallaud-Belkacem - AFP

- Jack Lang devrait diriger l'Institut du Monde Arabe - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Mélenchon pris à son propre piège. Non, on ne paiera pas un centime, voilà ce qu'il a été incapable de dire.

"*Rembourser cela (la dette publique) ne se fera pas facilement... Faire croire qu'on va rembourser 1.800 milliards d'euros facilement, comme ça, un peu comme par magie (...) c'est se foutre du monde*", a lancé le ministre délégué au Budget au co-président du Parti de gauche, dans l'émission "Mots croisés".

"*Voilà ce que dira mon gouvernement (s'il arrivait au pouvoir) : on paiera quand on pourra*", venait d'argumenter Jean-Luc Mélenchon.

"*Et d'ici là, avait-il poursuivi, c'est la Banque centrale (européenne) qui va financer si jamais les taux d'intérêt explosent... La dette, on la paiera à mesure qu'on pourra. Et d'ici là, ceux à qui on (la) doit attendront*". "*Ca ne marchera pas, ce que vous dites*", a rétorqué le ministre.

"*Ca ne suffira pas pour convaincre la BCE d'imprimer des euros comme la Réserve fédérale imprime des dollars, comme la Banque d'Angleterre imprime du sterling (...) En dépit de vos objurgations (...), nous n'obtiendrons pas cela de la BCE parce qu'elle est indépendante*", a-t-il poursuivi. AFP 08.01

Mélenchon est incapable de rompre avec la BCE, avec l'UE, avec le capital, voilà la vrai nature du Front de gauche, un remake du Front populaire à lui tout seul. C'est un pauvre type complètement fini qui termine sa triste carrière de renégat en charlatan. Il est pathétique. Pour qui roule-t-il ? Réponse: son statut, c'est salarié de l'Union européenne.

2013 : Vive la lutte de classe en France et dans le monde !

Près de deux Français sur trois estiment que la lutte des classes est en France "*une réalité*", alors qu'ils étaient moins de la moitié à le penser il y a près de 50 ans, selon un sondage Ifop à paraître mercredi 9 janvier dans "*L'Humanité*".

A la question "*estimez-vous qu'en France, à l'heure actuelle, la lutte des classes est une réalité ?*", 64% des personnes interrogées répondent par l'affirmative, tandis que 25% considèrent qu'elle "*n'est pas une réalité*" et 11% ne se prononcent pas.

En 1967, à la veille de 1968, seulement 44% des Français estimaient que "*la lutte des classes est une réalité*", contre 37% qui disaient qu'elle "*n'est pas une réalité*". En 1964 40% répondaient qu'elle "est une réalité" et 39% qu'elle "*n'est pas une réalité*".

"*Cette hausse peut s'expliquer par le fait que l'idée de la lutte des classes ne prend sans doute pas aujourd'hui tout à fait la même signification qu'à l'époque, mais elle indique également que les antagonismes sociaux apparaissent toujours comme très présents dans la société française, notamment dans un contexte de crise et d'augmentations des inégalités salariales*", analyse l'Ifop.

Par ailleurs, 56% des Français ont "*le sentiment d'appartenir à une classe sociale*". Ce score est identique à celui observé en 1987 et est très proche de ceux enregistrés dans le milieu de années 60 : 61% en 1964 et 59% en 1967, souligne l'Ifop. Si ce sentiment a sensiblement reculé parmi les classes moyennes (-12 points par rapport à 1967 parmi les employés et les professions intermédiaires) et chez les cadres supérieurs (-9 points), la baisse a été plus limitée parmi les ouvriers: -5 points à 53%, ajoute l'institut. Le Nouvel Observateur avec AFP 08.01

Avant que la confrérie des opportunistes réunis se jette sur le morceau, précisons que l'essentiel n'est pas la reconnaissance de la lutte des classes, mais le contenu, l'orientation politique qu'on entend lui donner : accompagnement du capitalisme ou combat pour sa liquidation, réforme sociale ou révolution

Contre-réforme du marché du travail : partage des rôles.

Les secrétaires généraux de la CGT et de Force ouvrière (FO) ont confirmé mardi que leurs organisations ne signeraient pas un accord sur la réforme du marché du travail si le patronat maintenait ses exigences en matière de flexibilité.

A l'approche d'un ultime round de négociations, jeudi et vendredi, organisations syndicales et patronales font assaut de déclarations pessimistes.

Bernard Thibault a assuré sur RTL qu'il souhaitait un accord, à condition qu'il s'agisse de faire reculer la précarité - ce qui est un des volets de la feuille de route remise par le gouvernement aux partenaires sociaux au début de la négociation, l'automne dernier.

"*La difficulté, depuis, des discussions avec le patronat c'est que nous discutons de tout sauf du recul de la précarité puisque les employeurs (...) veulent surtout faire en sorte d'avoir une main d'oeuvre plus malléable, plus précaire*", a déclaré le secrétaire général de la CGT.

"*Il n'y aura en tout cas pas d'approbation de la part de la CGT sur une plus grande flexibilité du marché du travail en France*", a-t-il ajouté.

Interrogé par Canal+, son homologue de FO s'est montré plus pessimiste encore sur la possibilité pour les partenaires sociaux de conclure un compromis "*historique*", comme le leur a demandé le président François Hollande.

"*Un accord historique, je n'y ai jamais cru*", a déclaré Jean-Claude Mailly. "*Je ne suis pas optimiste (...), en tout cas pour la signature de Force ouvrière. Il y a trop de divergences aujourd'hui entre ce que les syndicats demandent (...) et ce que souhaiterait le patronat.*"

"*Entre ce que nous demandons - qu'il y ait plus de sécurité pour les salariés (...) - et de l'autre côté les organisations patronales, qui demandent beaucoup plus de flexibilité dans le marché du travail (...), je ne vois pas comment on va résoudre cette contradiction*", a-t-il ajouté. Reuters 08.01

Les chances de compromis reposent donc sur des concessions de dernière minute du Medef, principale organisation patronale, et sur les syndicats réformistes que sont la CFE-CGC, la CFTC et, surtout, la CFDT.

Il faut au moins la signature de trois des cinq centrales syndicales engagées dans les négociations en cours pour qu'un accord soit réputé conclu et il y a peu de chances à ce stade que FO, et encore moins la CGT, sautent le pas.

"*La CGT, la veille d'un congrès, a besoin de se refaire une virginité. Elle va le faire sur le dos des négociations*", estime le négociateur de la CFDT, Patrick Pierron.

L'une des clefs de l'issue des négociations est l'éventuelle pénalisation des contrats de travail courts, revendication de l'ensemble des centrales syndicales mais que refusent jusqu'ici d'envisager les organisations patronales.

Après avoir jugé vendredi un accord possible, Laurence Parisot a évoqué lundi la possibilité d'un échec, dénoncé une "*surenchère tout à fait inacceptable*" et une ingérence "*perturbatrice*" du gouvernement dans les négociations.

"*Cela rend les négociations plus difficiles et plus compliqués*", explique l'entourage de la présidente du Medef, qui a de nouveau opposé lundi une fin de non recevoir à toute idée de modulation des cotisations patronales en fonction de la durée des contrats de travail.

Patrick Pierron estime cependant que le Medef ne pourra pas ne pas accepter, jeudi et vendredi, d'évoquer cette question qui fait au demeurant partie de la feuille de route fixée l'automne dernier par le gouvernement aux partenaires sociaux.

Dans ce document, le ministère du Travail demande à ces derniers de "*trouver des leviers*" pour que les contrats à durée indéterminée (CDI) redeviennent la forme normale d'embauche et évoque une "modulation des taux de cotisation" chômage.

"*Il y a une explosion des contrats courts de moins d'un mois dans notre pays. Ça renforce la précarité*", explique à Reuters le négociateur de la CFDT. "*Le Medef sait qu'il est obligé d'en discuter parce que c'est un préalable pour toutes les organisations syndicales.*"

"*Je n'ose imaginer que le Medef s'amuse à faire une réunion jeudi et vendredi en refusant de discuter de ce sujet, parce qu'il sait qu'alors il n'y aurait pas d'accord*", ajoute-t-il. "*S'il maintient la réunion c'est qu'il est prêt à en discuter*."

Selon le site internet latribune.fr, l'organisation patronale pourrait proposer une sur-cotisation des contrats de moins d'un mois, hors contrats dits d'"*usage*", par exemple pour les travailleurs saisonniers, et d'intérim.

"*Ça me paraît peu mais c'est à discuter*", commente Patrick Pierron, pour qui l'un des obstacles à la conclusion d'un accord est en fait la difficulté des différentes sensibilités au sein de l'organisation patronale à s'accorder sur des concessions.

"*Ça flotte beaucoup au Medef. Ils ont du mal à avoir un mandat*", explique-t-il. "*Est-ce que le patronat arrivera à surmonter ses difficultés internes et à avoir une approche globale ? La balle est vraiment dans le camp patronal.*" Reuters 08.01

Chacun aura compris que Pierron le jaune entend utiliser un élément "*clé*" en réalité à la marge pour signer un accord scélérat entérinant davantage de précarité pour l'ensemble des travailleurs, le Medef se prêtant volontiers au jeu.

Qu'est-ce qui va permettre à la CFDT de signer ? Le refus de la CGT et de FO de rompre avec le patronat et d'appeler dans l'unité la classe à la mobilisation contre la précarité et la remise en cause de tous nos droits, pour une augmentation générale des salaires de 30%, le smic à 1700 euros net, etc.

Haut de page

Le 10 janvier

CAUSERIE

Mercredi 14h (locale). J'ai reçu un message du serveur qui abrite le site qui refuse le fichier des causeries 2012 trop volumineux, je l'ai donc séparé en deux parties correspondant aux deux semestres de l'année.

Jeudi midi (locale)

Pas le temps de causer, j'ai des courses à faire.

J'ai pris contact avec un intellectuel dont j'avais mis une vidéo en ligne, et je dois rédiger si possible pour demain un article qui revient sur l'histoire du développement du capitalisme jusqu'à nos jours, ses fondements qui sont aussi ceux de la crise dans laquelle il a plongé l'humanité entière, à grands traits évidemment, mais il faut que tout se tienne si je veux que ma conclusion soit conhérente. Je ne suis pas encore totalement rétabli et je dois aussi me reposer, j'ai un peu trop tiré sur la corde ces derniers temps.

ACTUALITE EN TITRES

Comment le dire ?

Brutalement, crûment, directement...

- 52 millions : le nombre d'esclaves que compterait encore la planète - Atlantico.fr

... ou de façon enrobée.

- Plus de 50 millions de domestiques très précaires dans le monde - LePoint.fr

Si on prend pour définition de l'esclavage toute personne ne disposant pas du droit de décider librement de son destin de manière à satisfaire ses besoins et ses aspirations, cela doit concerner en vérité plus de 6,5 milliards d'habitants.

Mauvais pressentiment.

- Les parlementaires socialistes craignent le surmenage - Liberation.fr

Dictature mondiale, privée.

- États-Unis : en Arizona, des miliciens armés surveillent les écoles - LePoint.fr

- Une flotte armée privée pour lutter contre les pirates - Slate.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Devinette : quelle est sa profession ?

Le président, Barack Obama, va nommer Jacob Lew, 57 ans, dès aujourd'hui, selon plusieurs médias américains, secrétaire au Trésor, pour remplacer Timothy Geithner. Lew est l'actuel secrétaire général à la Maison Blanche et bras droit d'Obama depuis un peu moins d'un an après avoir passé quatorze mois à la tête du Bureau du budget. Il fut conseiller de Bill Clinton en 1993, et il a notamment piloté le court retour du pays aux excédents budgétaires à la fin des années 90. Liberation.fr 09.01

Réponse : homme d'affaires (Wikipédia)

Arrêtez ou je casse tout ! Impressionnant !

Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a lancé un cri d'alarme mercredi contre ce qui serait à ses yeux "*une capitulation sans précédent*" si la négociation en cours sur l'emploi aboutissait à un accord sur les bases du document du patronat.

Alors que le dernier round de discussions entre patronat et syndicats doit se dérouler jeudi et vendredi, l'eurodéputé a dit sur BFMTV et RMC: "*si un accord était trouvé sur la base du document initial qui est celui du Medef, ce serait un accord historique; une capitulation du mouvement ouvrier sans précédent de toute l'histoire de la gauche*".

"*François Hollande continue à penser qu'il va mettre dans la constitution une nouveauté absolument incroyable qui va provoquer une guerre politique de première grandeur s'il s'obstine, qui est que dorénavant, un accord entre un syndicat ouvrier et un syndicat patronal serait d'un niveau supérieur à la loi et au gouvernement*", a déploré M. Mélenchon.

"*S'il fait ça, c'est la fin de la République, et nous ne le tolérerons pas*", a averti l'ancien candidat à l'Elysée . "*S'il fait ça, c'est la guerre*".

Pendant et après sa campagne électorale, François Hollande a souligné sa volonté d'"*inscrire dans la Constitution*" le dialogue social. AFP 09.01

Par "*dialogue social*" il ne faut pas entendre autre chose que la collaboration de classes antichambre du corporatisme auquel collaborent tous les syndicats, puisqu'il aboutit systématiquement à remettre en cause nos droits sociaux collectifs.

Partant de là on peut affirmer qu'il est quasiment institutionnalisé, ce qui jusqu'à présent n'a pas vraiment dérangé Mélenchon et ses semblables qui soutiennent le régime, s'ils osent s'en défendre qu'ils le prouvent en appelant les masses exploitées à s'organiser et à mener le combat politique dans la perspective de la chute du régime. Entre nous, ils en sont incapables et il n'y a rien à en attendre.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

Chuck Hagel, un ex-sénateur désigné comme prochain secrétaire à la Défense américain, va tenter de freiner les velléités d'Israël de lancer une attaque contre les installations nucléaires iraniennes, estiment mercredi des analystes dans la presse israélienne.

Les commentateurs israéliens soulignent que Chuck Hagel est connu pour son approche non-interventionniste en matière de politique étrangère et son opposition au recours à la force contre le programme nucléaire iranien.

"*Hagel préfère que les Etats-Unis parlent directement avec l'Iran (...). Il veut éviter une guerre à tout prix*", estime Nadav Eyal, dans le quotidien Maariv.

"*Il ne sera pas facile à partir de maintenant d'obtenir le feu vert de Washington pour s'embarquer dans une aventure en Iran*", avait estimé mardi Orly Azulai dans le quotidien populaire Yediot Aharonot.

"*C'est une des raisons pour lesquelles de hauts responsables des organisations juives aux Etats-Unis ainsi que des responsables politiques israéliens de premier plan ont déployé des efforts ces dernières semaines pour empêcher la nomination de Hagel*", a ajouté Orly Azulai.

"*Ils ont expliqué qu'il était mauvais pour Israël en raison de son soutien au dialogue avec le Hamas et le Hezbollah, et qu'il ne pense pas que la guerre constitue la solution*" pour l'Iran, a également affirmé cette commentatrice.

"*Dans le gouffre qu'il a creusé avec son mépris ostensible vis-à-vis d'Obama (...), Netanyahu a peut-être facilité la nomination de Hagel*", affirme le commentateur Bradley Burston dans le quotidien Haaretz, en allusion au soutien qu'aurait donné M. Netanyahu à Mitt Romney, le rival républicain du président Obama lors des dernières élections.

"*C'est ainsi que le Premier ministre pourrait en fin de compte être le facteur qui a bloqué la guerre avec l'Iran*", poursuit M. Burston.

En septembre dernier, M. Netanyahu avait réclamé avec insistance à la Maison Blanche d'imposer à Téhéran "*des lignes rouges claires*" à ne pas dépasser dans son programme nucléaire, en menaçant de frapper préventivement les installations atomiques iraniennes.

Il s'était heurté à un refus du président Obama qui privilégie à ce stade un durcissement des sanctions contre l'Iran. AFP 09.01

SOCIAL

1- France

1.1- Virgin Megastore a déposé le bilan.

Le groupe de distribution de produits culturels Virgin Megastore a déposé le bilan mercredi, livrant à un avenir incertain un millier de salariés, qui ont organisé des manifestations à Paris et en province.

Le tribunal de commerce de Paris se prononcera la semaine prochaine sur la procédure de redressement judiciaire et sur la nomination d'un administrateur judiciaire, a-t-on appris auprès de la direction du groupe.

Contrôlé depuis 2008 par le fonds d'investissement français Butler Capital Partners, Virgin Megastore, alors déjà en difficulté, n'est pas parvenu à redresser son chiffre d'affaires, victime de l'effondrement du marché des CD et des DVD.

A Paris, plus d'une centaine de salariés se sont réunis devant l'enseigne emblématique de la marque au logo rouge avenue des Champs-Elysées pour demander à Butler d'assumer le volet social de l'éventuel plan de licenciement à venir et réclamer une mobilisation pour le recherche d'un repreneur.

"*On compte sur un repreneur pour défendre un projet moderne multicanal, (...) c'est ça l'avenir du commerce, et on est prêt à jouer cette carte-là avec un nouveau repreneur*", a déclaré Guy Olharan, élu de la CGT, à Paris.

Aurélie Filippetti a également dénoncé la "*concurrence déloyale*" de distributeurs en ligne comme l'américain Amazon qui ne sont pas soumis "*à la même fiscalité que les entreprises localisées physiquement en France*".

Plusieurs pays, dont la France, ont ouvert des enquêtes sur les pratiques d'optimisation fiscale de géants d'internet comme Google ou Amazon.

Le but de ces opérations est de minimiser le bénéfice réalisé par une filiale dans un pays à la fiscalité contraignante, pour le répercuter dans une entreprise "*mère*" siégeant dans un pays fiscalement moins gourmand.

"*C'est sûr que s'il y avait une fiscalité ou une législation qui rendraient l'équité entre les deux formes de distribution, entre la physique et l'informatique, cela nous rendrait service, c'est évident*", a dit Ahcène Bouzit, représentant FO. Reuters 09.01

A défaut de lutter pour en finir avec le capitalisme, ils proposent d'augmenter les taxes, donc les prix de vente des CD et DVD aujourd'hui accessibles à un plus grand nombre.

1.2- Renault : augmentation du temps de travail.

Renault a proposé mercredi à ses syndicats d'allonger de 6,5% en moyenne le temps de travail dans ses usines françaises afin de rendre celles-ci plus compétitives.

Le constructeur automobile, qui négocie depuis l'automne dernier un accord de compétitivité en France, aimerait aligner le temps de travail effectif de tous ses sites de production hexagonaux sur 35 heures, la durée légale du travail en France.

Le groupe a signé en 1999 et 2000 un accord sur les 35 heures, mais des accords locaux plus avantageux dans les différentes usines ont abouti à des temps de travail effectifs inférieurs. Les sites tertiaires travaillent quant à eux à peu près la durée légale.

"*Ceci contribuerait à rendre les usines françaises plus attractives dans le cadre d'affectations de volumes complémentaires à ceux de Renault*", a indiqué le constructeur dans un communiqué.

Le groupe voit également dans cette réforme du temps de travail une source d'économie estimée autour de 65 millions d'euros par an et un moyen de faciliter le nouveau dispositif de mobilité géographique entre ses sites qu'il espère mettre en place pour s'ajuster aux aléas de la demande. La question d'une éventuelle contrepartie salariale à un tel allongement du temps de travail sera abordée au cours d'une séance de négociations ultérieure, a précisé la porte-parole. Reuters 09.01

1.3- Augmentation du smic des fonctionnaires.

Le salaire minimum dans la fonction publique française passera à 1430,76 euros mensuel, afin d'ajuster les rémunérations de 945.000 agents publics à la hausse de 0,3% du smic intervenue au 1er janvier, a dit mercredi la porte-parole du gouvernement.

Le salaire minimum pour l'ensemble des salariés du privé n'a pas bénéficié de "*coup de pouce*" en janvier et s'élève après une augmentation "mécanique" à 9,43 euros bruts l'heure.

"*Cette revalorisation représente pour les employeurs publics une dépense en année pleine de l'ordre de 82,2 millions d'euros*", a précisé dans son compte rendu du conseil des ministres Najat Vallaud-Belkacem. Reuters 09.01

1.4- Fraude à la carte bancaire.

Selon la dernière enquête «cadre de vie et sécurité» de l'Institut national de la statistique, qui a interrogé 17.000 ménages, le nombre estimé des victimes d'au moins un débit frauduleux dans l'année sur leurs comptes bancaires est passé de 500.000 à 650.000 entre 2010 et 2011. Une hausse de 30 %!

«*C'est la proportion la plus importante de victimes après celles des vols dans les véhicules*», confie Christophe Soullez, le directeur de l'ONDRP. Et pourtant, ses équipes n'ont pas chargé la barque. L'étude a exclu expressément les débits résultant d'un vol de carte bancaire ou de chèque ou bien d'un oubli de carte au distributeur de billets.

La cause principale de cette explosion ne surprendra personne: plus de la moitié des arnaques sont désormais liées au commerce en ligne, où les escrocs de tout poil pullulent, agissant le plus souvent à distance, depuis des pays étrangers, infectant les ordinateurs des particuliers avec des programmes espions ou bernant leurs proies avec des messages sous forme de leurres de plus en plus réalistes. Le sujet est éminemment «*concernant*» alors que s'ouvre aujourd'hui la grande période des soldes d'hiver, dont Internet est devenu la séduisante vitrine.

Les cybervictimes ont donc en commun d'avoir subi un retrait d'argent ou un virement à leur préjudice soit par l'utilisation frauduleuse de leur numéro de compte, de leur numéro de carte bancaire ou de leurs identifiants de connexion à leur banque ou à un autre organisme financier.

La part des personnes déclarant avoir été dupées à l'occasion d'un achat effectué dans un commerce traditionnel ne représente plus que 13 %. Ce qui fait tout de même plus de 80.000 victimes «*à l'ancienne*» par an. Or une large part aurait pu être épargnée si les banques avaient tenu leurs engagements. «*Car voilà des années qu'elles promettent de retirer le numéro complet de la carte du client sur le ticket que conserve le commerçant après le paiement. Avec ce numéro et la date de validité figurant sur le ticket, il suffit à un indélicat, un membre du personnel, par exemple, de retenir le nom du client (dans certains pays, comme l'Espagne, il est déjà indiqué sur le ticket) et le cryptogramme à trois chiffres à l'arrière de la carte pour effectuer ensuite à l'insu du client des achats en ligne*», déclare un haut fonctionnaire de police très au fait du dossier. C'est bien le client qui supporte toujours le risque.

Certes, il est remboursé par sa banque en théorie. Mais l'étude révèle que 23 % des sondés n'étaient pas remboursés en totalité quand ils ont été interrogés… Près d'une arnaque sur cinq correspond à un préjudice supérieur à 1000 euros. Si l'on applique un barème moyen par tranche de préjudice déclaré par les sondés, le total des avoirs subtilisés (et remboursés à 77 % dans leur intégralité par les banques) dépassait en 2011 les 280 millions d'euros!

Dans son étude, l'ONDRP nous apprend également que 56 % des ménages s'étant déclarés victimes «disent ne pas savoir du tout comment l'auteur a procédé pour obtenir les informations confidentielles sur leurs comptes bancaires».

Par ailleurs, 70 % d'entre eux ont découvert la supercherie en consultant leurs relevés bancaires. Cette étude de l'ONDRP réalisée sous la présidence d'Alain Bauer révèle aussi que «22 % ont été avertis par leur banque ou un autre établissement bancaire».

Selon la dernière enquête «*cadre de vie et sécurité*» de l'Institut national de la statistique, qui a interrogé 17.000 ménages, le nombre estimé des victimes d'au moins un débit frauduleux dans l'année sur leurs comptes bancaires est passé de 500.000 à 650.000 entre 2010 et 2011. Une hausse de 30 %!

«*C'est la proportion la plus importante de victimes après celles des vols dans les véhicules*», confie Christophe Soullez, le directeur de l'ONDRP. Et pourtant, ses équipes n'ont pas chargé la barque. L'étude a exclu expressément les débits résultant d'un vol de carte bancaire ou de chèque ou bien d'un oubli de carte au distributeur de billets.

La cause principale de cette explosion ne surprendra personne: plus de la moitié des arnaques sont désormais liées au commerce en ligne, où les escrocs de tout poil pullulent, agissant le plus souvent à distance, depuis des pays étrangers, infectant les ordinateurs des particuliers avec des programmes espions ou bernant leurs proies avec des messages sous forme de leurres de plus en plus réalistes. Le sujet est éminemment «*concernant*» alors que s'ouvre aujourd'hui la grande période des soldes d'hiver, dont Internet est devenu la séduisante vitrine.

Les cybervictimes ont donc en commun d'avoir subi un retrait d'argent ou un virement à leur préjudice soit par l'utilisation frauduleuse de leur numéro de compte, de leur numéro de carte bancaire ou de leurs identifiants de connexion à leur banque ou à un autre organisme financier.

La part des personnes déclarant avoir été dupées à l'occasion d'un achat effectué dans un commerce traditionnel ne représente plus que 13 %. Ce qui fait tout de même plus de 80.000 victimes «à l'ancienne» par an. Or une large part aurait pu être épargnée si les banques avaient tenu leurs engagements. «*Car voilà des années qu'elles promettent de retirer le numéro complet de la carte du client sur le ticket que conserve le commerçant après le paiement. Avec ce numéro et la date de validité figurant sur le ticket, il suffit à un indélicat, un membre du personnel, par exemple, de retenir le nom du client (dans certains pays, comme l'Espagne, il est déjà indiqué sur le ticket) et le cryptogramme à trois chiffres à l'arrière de la carte pour effectuer ensuite à l'insu du client des achats en ligne*», déclare un haut fonctionnaire de police très au fait du dossier. C'est bien le client qui supporte toujours le risque.

Certes, il est remboursé par sa banque en théorie. Mais l'étude révèle que 23 % des sondés n'étaient pas remboursés en totalité quand ils ont été interrogés… Près d'une arnaque sur cinq correspond à un préjudice supérieur à 1000 euros. Si l'on applique un barème moyen par tranche de préjudice déclaré par les sondés, le total des avoirs subtilisés (et remboursés à 77 % dans leur intégralité par les banques) dépassait en 2011 les 280 millions d'euros!

Dans son étude, l'ONDRP nous apprend également que 56 % des ménages s'étant déclarés victimes «disent ne pas savoir du tout comment l'auteur a procédé pour obtenir les informations confidentielles sur leurs comptes bancaires».

Par ailleurs, 70 % d'entre eux ont découvert la supercherie en consultant leurs relevés bancaires. Cette étude de l'ONDRP réalisée sous la présidence d'Alain Bauer révèle aussi que «*22 % ont été avertis par leur banque ou un autre établissement bancaire*». lefigaro.fr 09..01

2- Portugal

Le Fonds monétaire international (FMI) a recommandé au Portugal, sous assistance financière, de diminuer le nombre des fonctionnaires, tout en réduisant leurs salaires et leurs retraites afin de réaliser des économies de 4 milliards d'euros, a révélé mercredi un quotidien portugais.

Ces recommandations, dévoilées par le Jornal de negocios, doivent contribuer au projet du Premier ministre de centre-droit, Pedro Passos Coelho, de réduire en deux ans (2013-2014) les dépenses publiques de 4 milliards d'euros grâce à une "*réforme de l'Etat*" annoncée en octobre dernier.

Le gouvernement avait alors sollicité l'expertise du FMI et de la Banque mondiale pour mettre au point cette réforme, que le Premier ministre souhaite voir précédée d'un grand débat national.

Dans son rapport, élaboré avec la Banque mondiale et la Commission européenne, le FMI recommande notamment de réduire de 20% le nombre des quelque 700.000 fonctionnaires portugais, ce qui devrait permettre d'économiser 2,7 milliards d'euros tandis qu'une diminution de 7% de leurs salaires aboutirait à des économies de 760 millions d'euros.

Ces propositions ont aussitôt provoqué un flot de critiques, en particulier des syndicats, et le gouvernement s'est empressé d'affirmer qu'il s'agissait "*de suggestions et non pas de décisions*".

"*C'est une attaque sans précédent*" contre les fonctions sociales de l'Etat, a estimé notamment Arménio Carlos, chef de la CGTP, le principal syndicat. "*Les conclusions du rapport sont absolument inacceptable*s", a renchéri Joao Proença, secrétaire général de l'UGT, deuxième confédération du pays.

Le FMI propose également d'augmenter l'âge de départ à la retraite et de donner au gouvernement la possibilité de revoir le montant des pensions en fonction des nécessités budgétaires. AFP 09.01

Ce n'est pas le FMI qui récemment a claironné qu'il fallait faire une pause dans l'austérité, que trop d'austériré nuirait à la reprise ... On avait du mal comprendre, pas nous qui avions dénoncé ce discours hypocrite et trompeur.

3- Afrique du Sud

La police sud-africaine a fait usage de balles en caoutchouc mercredi pour disperser une manifestation d'ouvriers agricoles en grève à De Doorns, 100 km à l'est du Cap, dans la région d'où provient la plus grande partie de la production viticole.

Les forces de l'ordre ont riposté à des jets de pierres de la part de manifestants retranchés derrières des barricades de pneus enflammés, selon un correspondant de Reuters sur place.

La grève, suspendue en décembre après la mort de deux ouvriers dans des heurts avec la police, a également repris mercredi dans la province du Cap occidental, autre région viticole.

Plus de 3.000 grévistes se sont regroupés en dehors de la ville, sur la principale voie rapide. D'importantes forces de police se sont positionnées face à eux, à pied et en véhicules anti-émeute, pour leur interdire l'accès au centre-ville.

Des échauffourées ont opposé les deux groupes pendant près de deux heures.

"*Jusqu'à présent, un total de 44 personnes ont été arrêtées pour menaces et violences publiques*", a déclaré à la mi-journée le porte-parole local de la police, Andre Traut.

Les ouvriers agricoles, dont beaucoup sont des saisonniers, réclament un salaire minimum de 150 rands (13 euros) par jour. Il est actuellement de 69 rands (six euros).

D'autres incidents mineurs se sont déroulés dans la région. A Wolseley, à 60 km de De Doorns, la police a également empêché des grévistes de pénétrer en ville, a constaté l'AFP.

Les manifestants brandissaient des pancartes comparant leur situation à celle des employés noirs sous l'apartheid, le régime raciste aboli en 1994.

L'Afrique du Sud observe avec inquiétude ce conflit, qui rappelle par certains aspects les grèves sauvages des mineurs en août et septembre, qui s'étaient soldées par une soixantaine de morts, dont 34 grévistes abattus par la police à Marikana.

La grève des ouvriers agricoles a débuté en novembre. Deux personnes avaient alors été tuées dans des affrontements avec la police.

Après une trêve de plus d'un mois, le mouvement a repris ce mercredi.

Le gouvernement refuse jusqu'à présent d'intervenir, arguant du fait que la loi prévoit que le salaire minimum ne peut être relevé qu'une fois par an, et que la dernière augmentation date de mars 2012.

Le début de l'année, l'été austral, est la haute saison pour les producteurs de fruits et de vin, qui redoutent les conséquences économiques d'un conflit social dur.

Selon le syndicat régional des ouvriers agricoles, environ 40% des travailleurs ont pointé à leur poste de travail mercredi matin. Le secrétaire du syndicat, James Cornelius, a déploré cette "*faible participation*" à la grève, mais affirmé que le mouvement continuerait jusqu'à ce que les fermiers entendent les revendications de leurs ouvriers. Reuters et AFP 09.01

4- Etats-Unis

Morgan Stanley prévoit de supprimer 6% des effectifs de sa branche banque d'investissement, soit 1.600 postes, a-t-on appris mercredi d'une source proche du dossier.

Les employés seront avertis des suppressions de poste au début de la semaine, a ajouté la source, qui n'était pas autorisée à aborder publiquement le sujet.

Les postes visés sont ceux des traders, des vendeurs et des banquiers au sein de l'entité des titres institutionnels de Morgan Stanley. Reuters 09.01

ECONOMIE

UE

La succession de Jean-Claude Juncker à la tête de l'Eurogroupe semble suspendue au choix de la France qui, après avoir caressé l'espoir d'une nomination de Pierre Moscovici, doit se prononcer sur la candidature du Néerlandais Jeroen Dijsselbloem, en visite mercredi à Paris.

Décryptage de source française: Paris a dû reculer car le gouvernement conservateur allemand "*ne veut pas promouvoir un socialiste français à l'approche des élections législatives en Allemagne*", prévues à l'automne. Le ministre néerlandais reste donc, pour l'instant, seul en piste. Agé de 46 ans et décrit aux Pays-Bas comme un fin stratège et un bon médiateur, deux qualités utiles pour coordonner une zone euro qui tente de s'extirper de sa pire crise, il engrange les soutiens alors qu'il n'est au gouvernement que depuis deux mois. La Finlande, mais surtout l'Allemagne, ont donné leur feu vert. Sans grande surprise, puisque Berlin, Helsinki et La Haye sont souvent alliés pour défendre des positions très orthodoxes en matière budgétaire et pour freiner certains élans de solidarité vers les pays d'Europe du Sud. Wolfgang Schäuble a adoubé Jeroen Dijsselbloem fin décembre, assurant qu'il était "*très estimé de tous et très compétent*". Le ministre irlandais Michael Noonan, dont le pays exerce la présidence semestrielle de l'Union européenne, a abondé mardi, estimant que son collègue néerlandais était "*prêt, volontaire et capable*". Tout en reconnaissant ses "*fortes chances*" de nomination, une source diplomatique européenne nuance les qualités de l'intéressé: "*s'il est choisi, ce ne sera pas tellement sur ses mérites personnels*" puisqu'il "n'est pas connu". Ses "*deux avantages*", aux yeux de cette source, sont de provenir d'un pays noté "*triple A*" par les agences financières, un gage donné à la sourcilleuse Allemagne, et d'être travailliste, de quoi plaire au gouvernement socialiste français. AFP 09.01

Haut de page

Le 11 janvier

CAUSERIE

Il est 0h10 à Pondichéry. J'ai découvert par hasard hier soir un portail comportant notamment de nombreux articles sur le groupe Bilderberg et la Trilatérale dans lesquels vous trouverez des analyses très intéressantes qui recoupent souvent les nôtres, un tas de données, dont les noms des dirigeants de partis politiques français ou d'entreprises, de médias, etc. qui y participent, y compris des syndicalistes (CFDT). Je n'ai pas eu le temps de les lire, on reviendra sur ce sujet plus tard. Je rajouterai des articles dans les jours qui suivent pour compléter ce dossier.

Que faut-il penser du silence assourdissant de la totalité des partis ouvriers qui ne nous informent pas sur ce qui se trame dans notre dos, pire, qui ne tiennent pas à ébruiter la collusion qui existe entre l'oligarchie financière qui dirige le monde et le mène à la catastrophe et le PS qui est au pouvoir ? En sont-ils les complices ? Sont-ils trop lâches ou impuissants au point de préférer garder le silence ?

Sérieusement, comment voulez-vous qu'ensuite des intellectuels à l'instar de ceux des années 20-30 soient tentés de rallier l'avant-garde (révolutionnaire) du mouvement ouvrier, le socialisme, la seule alternative au capitalisme ? Camarades, reprenez-vous, réveillez-vous, de l'audace !

J'en ai contacté un hier qui est connu internationalement et dont j'avais mis une vidéo en ligne récemment, qui m'a répondu brièvement dans un premier temps J'avais prévu de rédiger un article revenant à grands traits sur la crise du capitalisme pour lui soumettre, ce que j'essaierai de faire avant lundi.

Je pars du principe qu'il n'est pas possible que les intellectuels ne parviennent pas un jour ou l'autre à la conclusion qu'il faut effectivement en finir une bonne fois pour toute avec le capitalisme, au-delà de toute considération théorique ou idéologique ou je ne sais quoi, mais parce que la situation à l'échelle mondiale est devenue un cauchemar permanent, et que certains d'entre eux pourraient prendre l'initiative de lancer un appel en direction des intellectuels et des travailleurs du monde entier pour se mobiliser et s'organiser dans cette perspective pour sauver l'humanité pendant qu'il en est encore temps.

La tâche s'annonce difficile du fait que le mouvement ouvrier s'est largement fourvoué ou décrédibilisé et qu'aucun parti n'a été capable d'émerger du lot, d'avoir eu l'audace ou le courage de tenir déployé contre vent et marée l'étendard de la révolution socialiste, ce qui peut paraître paradoxale sachant que les intellectuels ont identifié le socialisme au stalinisme pendant des décennies, mais face au déchaînement de la barbarie de notre ennemi, à sa détermination à nous réduire en esclavage, ce que montre suffisamment le sort qu'il a réservé au peuple grec, les intellectuels progressistes ou qui se disent de gauche ne pourront pas éternellement refuser d'envisager une solution radicale pour extirper le mal à sa racine, les fondements du capitalisme se confondant avec les origines des inégalités, qui ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui à l'issue d'un processus historique qui est épuisé et qu'il est plus que temps de tourner la page, de libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, de s'émanciper du règne de la nécessité pour conquérir celui de la liberté chère à tous les peuples qui n'aspirent qu'à vivre en paix et en harmonie. André Breton et les surréalistes y étaient parvenus, alors pourquoi pas les meilleurs de nos intellectuels.

L'heure n'est pas au repliement sur soi ou à la défensive face à un ennemi qui recourt à la canonnière pour nous briser, il faut aller de l'avant, passer à l'offensive sur tous les fronts drapeau déployé, sinon nous serons broyés et nous ne pourrons jamais plus nous relever. On doit trouver le moyen de marcher et frapper ensemble, le destin de l'humanité en dépend. Ensuite à chacun de prendre ses responsabilité.

Il est 1h15 du matin, je charge ces articles dans le serveur du site et je vais me coucher. A tout à l'heure !

Vendredi 15h (locale)

Le saviez-vous ?

Vous avez dit complot, collusion, à côté la caractérisation d'un concensus existant entre l'UMP et le PS ou plutôt avec l'oligarchie financière qui dirige le monde vous semblera désuète, insignifiante ou ne sert qu'à camoufler une réalité qui doit échapper à la connaissance des travailleurs et des militants.

J'ai extrait des documents que j'ai mis en ligne hier soir les noms des dirigeants du PS qui ont participé aux réunions du groupe Bildergerg sous l'égide de l'oligarchie financière internationale. Je vous conseille vivement de lire attentivement ces

articles. Vous y retrouverez aussi la plupart des dirigeants de l'UMP et de l'ex-UDF, des grands patrons d'industrie et de presse, Le Monde, Le Figaro, Le Point, etc. tous ces gens-là marchent main dans la main pour appliquer la même politique antisociale et réactionnaire, impérialiste. Les travailleurs et la plupart des militants ignorent jusqu'à quel point tout cela est minutieusement programmé depuis 58 ans déjà. Du coup on peut leur faire croire pratiquement n'importe quoi, c'est valable sur le plan national, européen et international et cela dans absolument tous les domaines, cela touche tous les rapports qui existent dans la société.

Les plus embrigadés ou dogmatiques des militants trouveront cela déplacé ou ridicule d'apporter tant d'importance à ce genre d'organisations, Bilderberg, la Trilatérale, le CFR, etc, alors que ceux qui en sont à l'origine et les dirigent sont les mêmes qui ont donné naissance à l'ONU, à l'Otan, à l'UE, à l'euro, la BCE, au FMI, à la Banque mondiale, etc. et l'ignorer ou refuser d'en chercher la signification, c'est finalement s'interdire de comprendre dans quelle direction ils entraînent le monde, leur véritable objectif politique qui est d'instaurer un gouvernement mondial, une dictature mondiale qui échapperait à tout contrôle, au contrôle de tous les peuples. Comment peut-on prétendre combattre un ennemi dont on ignore les réelles intentions, la féroce détermination et le cynisme qui l'anime ? Comment peut-on prétendre définir une stratégie politique pour le vaincre ? Quelle crédibilité peuvent avoir de tels partis et leurs militants ?

Vous pourrez constater en découvrant ces faits que vous qualifierez comme il vous plaîra, de complot, de conspiration, de machination, etc. sans doute écoeuré au dernier degré, mais ne vous découragez pas pour autant, qu'absolument tous les partis ouvriers les passent systématiquement sous silence, comme si nous vivions dans des régimes (plus ou moins) démocratiques ou que la marche du monde était uniquement guidée par des institutions officielles et l'ignorance des masses, alors qu'en réalité il existe au-dessus d'autres institutions qui les influencent ou guident leurs décisions, façonnent leur interprétation du monde et dont personne ou presque ne parle.

N'allez pas imaginer que je serais animé particulièrement par de mauvaises intentions et que je me livrerais gratuitement à un procès d'intention à l'égard des partis ouvriers, car vous avez pu constater par vous-mêmes pour ceux qui se connectent sur ce site depuis bientôt 7 ans, que je m'acharne inlassablement à mettre à votre disposition les informations dont je dispose, qui figurent à la portée de toute personne qui se connecte sur le Webb, qui proviennent essentiellement des médias nationaux, des agences de presse et des différents partis politique, et c'est seulement par hasard, par curiosité, que j'ai découvert l'existence de ces institutions opaques qui décident à la place des peuples souverains leur propre sort et au-delà celui de l'humanité toute entière, je ne fais ici que me livrer à un dramatique constat que chacun peut faire de son côté.

A chacun ensuite de se poser librement toutes les questions que suscitera cet état de fait que pour ma part j'estime pitoyable, en dessous de tout et le mot est faible. On vous a appelé à voter Hollande ou pour les candidats du PS en 2012, à ce moment-là vous ignoriez sans doute jusqu'à quel point ils pouvaient être corrompus, ce n'est peut-être pas la meilleure expression qui convient, qu'on vous appelait à voter ou à soutenir un parti qui est organiquement, viscéralement lié à l'oligarchie financière qui mène le monde à l'abîme. C'est assurément criminel de vous l'avoir caché.

Saltsjöbaden, Suède, 11-13 mai 1984

Jean-Pierre Chevènement Member of the National Assembly; President of CERES; Former Minister of Industry

Gleneagles, Ecosse, 25-27 avril 1986

Michel Rocard Member of Parliament (Socialist Party)

Villa D'Este, Italie; 24-26 avril 1987

Hubert Védrine Former Foreign Policy Adviser to the President

Glen Cove, New York, U.S.A., 11-13 mai 1990

Jean-Pierre Chevènement Minister of Defence

Evian-les-Bains, France, 21-24 mai 1992

Pierre Beregovoy Prime Minister

Pierre Morel Diplomatic Adviser, Presidency of the Republic

Michel Sapin Minister of Economy and Finance

Hubert Védrine Secretary General and Spokesman, Presidency of the Republic

Helsinki, Finlande, 2 au 5 juin 1994

Laurent Fabius Member of Parliament; Former Prime Minister; Former Chairman of Parliament

On remarquera d'emblée le nombre très élevé des participants français à la réunion d'Evian de 1992, quatre mois avant le référendum sur le Traité de Maastricht. Signe d'un certain nombre de tensions ?

La liste de 1992 fait état de la présence de deux représentants directs de l'Elysée (Pierre Morel et Hubert Védrine), plus le premier ministre Pierre Bérégovoy, le ministre de l'Economie et des Finances, André Sapin et l'alors premier sous-gouverneur de la Banque de France Philippe Lagayette, directeur du cabinet de Jacques Delors en 1981-84 et devenu actuellement vice-président de la banque JP Morgan pour la région EMEA (Europe - Moyen-Orient - Afrique).

Philippe Lagayette a été egalement second sous-gouverneur de la Banque de France en 1984-90, directeur général de la Caisse des Dépôts et Cosignations en 1992-97 et président de JP Morgan France en 1998-2008. Il préside actuellement le conseil d'administration de l'Institut des Hautes Etudes Scientifiques (IHES) :

Toronto, Canada, 30 mai - 2 juin 1996

Jospin, Lionel First Secretary of the Socialist Party; Former Ministre d'Etat

Un an plus tard il sera nommé Premier ministre. Thatcher et Schröder ont emprunté le même chemin, sans doute une simple coïncidence diront les plus naïfs.

Bruxelles, Belgique, 1-3 juin 2000

Lamy, Pascal Commissioner, European Commission

Strauss-Kahn, Dominique Former Minister of Finance; Professor, University of Paris

Stenungsund, Suède, 24-27 mai 2001

Nallet, Henri International Secretary, Socialist Party

La présence de Pascal Lamy et Dominique Strauss-Kahn en 2000 a été suivie en 2001 de celle de l'ancien ministre et ancien conseiller de François Mitterrand Henri Nallet, vice-président du Parti des socialistes européens en 1998.

Versailles, France, 15-18 mai 2003

Lamy, Pascal Trade Commissioner, European Commission

Rottach-Egern, Allemagne, 5-8 Mai 2005

Kouchner, Bernard Director, "Santé et développement", CNAM

Lamy, Pascal President, Notre Europe; Former Commissioner, European Commission

Chantilly, Virginia, USA, 5-8 juin 2008

Jouyet, Jean-Pierre Minister of European Affairs

Valls, Manuel Member of Parliament

Vedrine, Hubert Hubert Védrine Conseil

Vouliagmeni, Grèce, 14-17 mai 2009

Lamy, Pascal Director General, World Trade Organization

S'agissant de la réunion du groupe Bilderberg en 2012.

La réunion de Bilderberg 2012 verra entre autre le passage de témoin entre Etienne Davignon et Henri de Castries à la tête du Bilderberg group, un proche de Hollande.

Je n'ai pas mentionné dans la liste ci-dessus les patrons de multinationales qui sont proches des dirigeants du PS ou font partie du PS, de même que plusieurs dirigeants d'institutions qui présentent les mêmes caractéristiques ou ont appartenu dans le passé à différents ministères sous Mitterrand ou Jospin.

Nous poursuivrons plus tard, car j'ai encore des documents à télécharger et à lire.

Un dernier mot quand même, car vous devez le savoir, c'est important.

Force est de constater la présence, parmi les participants au Bilderberg de 2012, d'un membre du Conseil National Syrien : Bassma Kodmani, porte-parole et membre du bureau executif du Conseil et qui a déjà réclamé publiquement une intervention militaire (http://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Actualite/...).

J'ajoute une vidéo comme preuve à l'appui. Le Conseil National Syrien, organisation criminelle qui a le soutien de Hollande et Fabius notamment.

Le Bilderberg et la Syrie - Infowars - 5 Juin 2012

http://www.youtube.com/watch?v=JeYrZILOGQ0&list=PL4FD41626A8B69FCA&index=8

ACTUALITE EN TITRES

Propagande médiatique en faveur des esclavagistes, les mêmes quoi.

- Réforme du marché du travail: pourquoi la France n'a pas droit à l'échec - L'Expansion.com

- Emploi: La négociation de la dernière chance - 20minutes.fr

- Emploi : Hollande espère un accord au finish - LeParisien.fr

- Emploi: Vers un compromis sur le fil entre les syndicats et le patronat - 20minutes.fr

Ce sera cadeau !

- Le gouvernement va aider à pourvoir les emplois vacants dans l'agroalimentaire - L'Expansion.com

Les trusts de l'agroalimentaire vont bénéficier d'"*emplois aidés*", d'exonérations de cotisations sociales qui seront prélevées sur le budget de l'Etat, ce qui permettra d'accroître ou d'entretenir la dette de l'Etat, de payer des intérêts aux marchés financiers et ainsi de suite...

En famille. Il n'a jamais coupé le cordon ombilical avec le PS.

- Mélenchon accuse le PS de «*vouloir diviser la gauche*» - LeFigaro.fr

Etat policier. La délinquance n'a pas d'âge !

- A 5 ans, elle termine au poste de police pour n'avoir pas payé la cantine - L'Express.fr

Mystification.

La réalité vue du côté du consommateur...

- L'envolée des matières premières alourdit le panier moyen des consommateurs - AFP

- Le prix des biens de grande consommation enfle - LeFigaro.fr

... et celle de l'Organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation

- Les prix alimentaires mondiaux ont baissé de 7% en 2012 - L'Expansion.com

En Inde. Ce qu'on ne vous dit pas et que vous n'apprendrez nulle part ailleurs que dans ce portail, c'est que la contre-réforme du "*ration card*" ou carnet de rationnement mise en oeuvre en janvier 2013, va se traduire pour chaque famille par une hausse de 30 à 50% du budget qu'elles devront consacrer désormais pour se nourrir chaque mois, donc un appauvrissement dans la même proportion, mesure réclamée par les bailleurs de fonds de l'Inde, FMI en tête.

Ça roule pour eux !

- Les Rolls ne connaissent pas la crise et battent un nouveau record de ventes - AFP

- Ventes record pour BMW en 2012, nouvelle progression visée en 2013 - AFP

- Ventes record pour Audi en 2012, grâce à l'Amérique du Nord et l'Asie - AFP

- COR-Ford double son dividende trimestriel - Reuters

Qui peut le croire sinon les talibans... leurs alliés.

- L'Afghanistan sera bientôt entièrement souverain, dit Panetta - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Marché de dupes et trahison.

Les tractations entre patronat et syndicats sur la sécurisation de l'emploi n'ont pas abouti jeudi et un ultime rendez-vous a été fixé à vendredi matin.

Le patronat espère des contreparties telles que faciliter les accords de flexibilité (travail et/ou salaires), "*sécuriser*" les licenciements collectifs et restructurer plus aisément.

Un geste du patronat sur cette taxation, qui figure dans la feuille de route remise aux négociateurs et les 60 engagements du candidat Hollande, et à laquelle 59% des Français sont favorables pour les CDD de moins d'un mois, rendrait possible un paraphe de la CFDT, de la CFTC et de la CFE-CGC.

Un compromis conforterait les partenaires sociaux, ainsi que le président Hollande, qui a érigé le dialogue social en méthode de gouvernement. AFP 10.01

Traduisons: un compromis pour sauver le régime qui s'appuie sur des syndicats corrompus et satisfaire les besoins des capitalistes.

Un Président "***normal***. République des copains et des coquins, rien de changé.

Un arrêté du 8 janvier 2013 publié jeudi au Journal officiel modifie "*le montant de l'indemnité susceptible d'être allouée au président de la (Miviludes)*", qui passe de "*1.800 euros*" à "*4.000 euros*", soit une augmentation de 122%. Le texte est cosigné par Matignon, par le ministère de la Fonction publique et par celui délégué au Budget.

Le président de la Miviludes est l'ancien député PS Serge Blisko, nommé par François Hollande en août.

Serge Blisko, député sortant de la 10e circonscription de Paris, n'avait pas été réinvesti pour les législatives de juin 2012 par le PS, son parti lui préférant l'écologiste Denis Baupin après un accord électoral avec Europe Ecologie-Les Verts. AFP 10.01

Les sujets du monarque qui ont fait preuve de discipline sont récompensés, normal.

Un kidnapping qui vaut bien le plus grand hold-up de tous les temps après celui de la Fed

La Banque centrale européenne (BCE) a dévoilé jeudi le nouveau billet de 5 euros qui sera mis en circulation à partir du 2 mai dans toute la zone euro, première coupure d'une nouvelle série de billets baptisée "Europe".

L'innovation majeure est l'apparition sur les billets d'un visage, celui d'Europe, une princesse de la mythologie grecque séduite et enlevée par le dieu Zeus métamorphosé en taureau, qui a par la suite donné son nom au continent. AFP 10.01

Pendant que toutes les 8 secondes un enfant meurt de faim ou de sous-alimentation dans le monde.

Près de la moitié de la nourriture produite chaque année dans le monde est gaspillée à cause de récoltes mal faites, de déficiences dans le stockage et le transport ou de l'irresponsabilité des distributeurs et des consommateurs.

Près de quatre milliards de tonnes de nourriture sont produites chaque année sur la planète, mais 1,2 à 2 milliards ne seront jamais consommées, dit une étude réalisée par l'Institut du génie civil, basé à Londres et parue jeudi.

L'Onu prédit l'arrivée en 2075 d'un pic de la population mondiale, à 9,5 milliards d'habitants, ce qui signifie qu'il faudra nourrir 2,5 milliards de personnes de plus. Reuters 10.01

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

Le gouvernement a annoncé la tenue fin janvier de deux réunions de concertation avec les représentants des artisans-taxis, qui ont multiplié jeudi les opérations escargot pour dénoncer une modification de la loi sur le transport des malades.

Cinq mille taxis venus au ralenti des aéroports et convergeant près de la Tour Eiffel, des kilomètres de bouchons à Marseille ou Lyon: le mouvement de protestation des taxis a provoqué de nombreux ralentissements partout en France.

Les 55.000 taxis opérant sur le territoire avaient été appelés à l'action contre des changements législatifs concernant le transport des malades et la concurrence déloyale exercée, selon eux, par des motos-taxis et les véhicules de tourisme avec chauffeurs (VTC), au nombre de 10.000 selon des sources syndicales.

La loi de financement de la sécurité sociale 2013 a introduit des procédures d'appels d'offres pour les transports de malades jusqu'à présent réalisés par des ambulances (37% des transports pris en charge par l'assurance maladie), des taxis conventionnés par l'assurance maladie (34.382 véhicules, 31%) ou encore des véhicules sanitaires (23%).

"*Sur des appels d'offres régionaux, les artisans qui pour la plupart travaillent seuls ne seront pas en mesure de lutter face aux grands groupes qui immanquablement casseront les prix tout en sous-traitant le transport des malades*", selon Alain Griset, président de l'Union nationale des taxis (UNT).

Or, le transport des patients peut représenter jusqu'à 90% du chiffre d'affaires des taxis en zone rurale, selon la profession.

Jeudi après-midi, une délégation d'artisans-taxis a été reçue par des représentants des ministères de l'Intérieur, des Affaires sociales et de la Santé, et de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme.

"*Les discussions ont permis de garantir qu'aucune décision ne sera prise sans concertation préalable avec les représentants de la profession*", a indiqué à l'issue de la réunion un communiqué commun des trois ministères.

L'intersyndicale FTI 75 - CFDT - CFTC- FO -Gescop -UDTP, à laquelle se sont associées les fédérations FNTI, FNAT, FFTP et

FNDT, avait appelé à des rassemblements et opérations escargots dans de nombreuses villes, dont Paris, Marseille, Nantes, Dijon, Lyon, Bordeaux, Toulouse ou encore Montpellier. AFP 10.01

2- Grèce

Nouveau triste record pour la Grèce : le taux de chômage a atteint 26,8% contre en octobre 2012 contre 26,2% le mois précédent, a annoncé jeudi l'agence nationale des statistiques ELSTAT.

A ce niveau, le taux de chômage grec représente plus du double du taux moyen dans la zone euro, qui était de 11,8% en novembre.

L'économie grecque devrait subir une sixième année consécutive de récession en 2013.

Samaras a indiqué aujourd'hui :

- « *Nous sommes sur la bonne voie, mais nous devons surmonter les difficultés et les obstacles.* »

Tout va bien, donc. okeanews.fr 10.01

3- Afrique du Sud

Des heurts ont opposé jeudi pour la deuxième journée consécutive la police sud-africaine à des centaines d'ouvriers agricoles en grève pour leurs salaires dans la région du Cap, les forces de l'ordre tirant des balles en caoutchouc pour répondre à des jets de pierres, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les échauffourées entre les policiers et des groupes de manifestants très mobiles ont duré plusieurs heures près de la localité de De Doorns, à 140 km à l'est du Cap, sur la route nationale qui mène vers Johannesburg.

D'autres incidents ont été signalés dans deux autres localités.

Plusieurs villages des environs étaient isolés, les forces de l'ordre ayant coupé les routes.

Les grévistes ont érigé des barricades sur la chaussée et lancé des pierres sur les véhicules de police. Les forces de l'ordre, en tenue anti-émeute, ont répliqué par des tirs nourris de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène.

"*Il y a des batailles rangées entre la police et les grévistes, les tirs et les jets de pierre sont à l'ordre du jour dans la région*", a commenté pour l'AFP le secrétaire général du syndicat des ouvriers agricoles (Bawusa), Nosey Pieterse.

Le porte-parole de la police locale Andre Traut a résumé la situation en déclarant: "*Nous sommes totalement déployés sur la zone, et nous avons pris des mesures dans différentes sections pour maintenir la loi et l'ordre*".

Dix-huit personnes ont été arrêtées. Mercredi, la police avait procédé à 44 arrestations pour menaces et violences publiques. AFP 10.01

4- Etats-Unis

Le groupe de cartes de crédit American Express a annoncé jeudi la suppression de 5.400 emplois représentant 8,5% des effectifs actuels du groupe, qui s'élèvent à 63.500 personnes, pour "s'adapter à la révolution numérique" et alléger ses coûts, même s'il a parallèlement annoncé un bénéfice trimestriel meilleur qu'attendu.

"*L'environnement économique reste difficile et nous avons besoin d'adapter nos activités*", "*d'alléger notre structure et de la rendre plus efficace*" pour "*réaliser tout notre potentiel*", a justifié le PDG Ken Chenault lors d'une conférence d'analystes. AFP 10.01

Haut de page

Le 12 janvier

CAUSERIE

Parmi les bonnes nouvelles de la journée, hormis la liquidation du CDI et l'intervention de l'impérialisme français au Mali, la SNCF va augmenter ses prix de 2,3% le 24 janvier. En étant en Inde, donc loin du terrain, je dois adapter mon activité politique en conséquence, tout en essayant de suivre l'actualité politique et sociale en France.

Contribution politique.

Voici le courriel que je vais adresser à plusieurs associations ou organisations d'intellectuels à travers le monde à partir d'une citation extraite d'un article publié par le *Collectif « Indépendance des Chercheurs »*.

Je cite :

- "*Mais en quoi consiste cette prétendue « dette publique » ? La réalité est que trois décennies de privatisations et de délocalisations ont dépouillé l'Etat de ses ressources propres dans les pays jadis « riches ». La mondialisation planifiée des capitaux et des marchés devait nécessairement ruiner ces pays. Leurs dirigeants pouvaient-ils raisonnablement l'ignorer lorsque cette stratégie « consensuelle » a été mise en place il y a trois décennies ? Quels intérêts a servi une telle politique ?*"

Les mêmes depuis un siècle, ceux des banquiers qui dominent l'ensemble du système économique capitaliste, et qui n'ont fait qu'étendre leur emprise sur l'économie mondiale et les institutions politiques nationales et internationales.

Pourquoi ont-ils entrepris systématiquement de "*ruiner ces pays*" ou plutôt la classe ouvrière et des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou des classes ou couches moyennes, ce dont ils se fichent éperdument ? La réponse.

Questions.

Pourquoi ne posez-vous pas la seule question qui finalement mérite d'être posée et qui à elle seule répond à toutes les autres : toutes ces mesures n'auraient-elles pas quelque chose à voir avec les lois de fonctionnement du système économique capitaliste telles que Marx les a exposées dans Le Capital et qui n'ont jamais changé depuis l'avènement du capitalisme ?

Pourquoi vous acharnez-vous à ignorer les contradictions du système capitaliste qui génèrent ses crises et son effondrement, qu'il ne peut surmonter temporairement qu'en détruisant des masses colossales de forces productives (guerres, destruction massives d'usines ou de moyens de production flambant neufs, destruction d'infrastructures de pays ou de continent entier, ajoutons comme conséquence la paupérisation croissante, le chômage de masse, et mille autres souffrances, etc.) ?

Au cas où vous ne l'auriez pas remarqué le cycle du capitalisme est immuable depuis qu'il existe et ne cesse de se reproduire, autrefois selon un intervalle de 10 ans, depuis les années 70-80 tous les 5 ans environ, pour finalement arriver au stade où il est pratiquement déplacé de parler de fin de crise ou de nouvelle crise, le capitalisme étant entré dans une phase de crise permanente entraînant derrière lui l'humanité entière dans le chaos et la guerre.

Pourquoi refusez-vous de prendre en compte la baisse tendancielle du taux de profit qui va de pair avec l'accumulation du capital, la tendance inhérente au capitalisme à augmenter la part du capital constant qui entre en oeuvre dans le procès de production tandis que le capital variable (salaire) qui est la seule source de profit diminue constamment ? Elle est là et pas ailleurs l'origine de la crise actuelle du capitalisme, mieux, cela explique pourquoi l'oligarchie financière n'a pas d'autre alternative que la politique qu'elle conduit depuis plusieurs décennies.

La domination du capitalisme financier sur le capitalisme industriel ou productif ou la prise du pouvoir par l'oligarchie financière n'est pas le produit de la volonté d'une poignée de banquiers de s'enrichir davantage, puisque c'est à l'origine l'objectif de tout capitaliste, sa raison d'être, c'est l'aboutissement, le stade supérieur ou suprême du développement historique du capitalisme dans des conditions (ou rapports) et selon des lois déterminées qu'il est impossible d'ignorer sous peine de se fourvoyer à vouloir réformer le capitalisme ou lui donner un visage "humain".

Ignoreriez-vous d'où provient le profit, la plus-value, quelle est la véritable et unique source à l'origine de la création des richesses, la vente de la force de travail des travailleurs aux capitalistes, l'extorsion de la plus-value qu'ils créent au cours du procès de production, dit autrement, la part de la force de travail qu'ils dépensent et qui ne leur est pas payée, que les capitalistes leur volent, légalement ?

Nous sommes en présence d'un processus dialectique historique qui se déroule selon ses propres lois, qui parvenu à son terme entre en décomposition, atteint le stade de la putréfaction, et si on n'y met pas fin mettra gravement en danger l'existence de la civilisation humaine et notre planète ou pire encore provoquera leur disparition. Ce processus et ses lois sont liés entre eux de telle sorte qu'il est impossible d'envisager d'en modifier la composition ou le contenu sans changer sa nature.

Pourquoi ? Parce qu'ils partagent les mêmes fondements qui en sont à l'origine, l'inégalité entre les classes au profit de celle qui possède les moyens de production ou de produire les richesses et du même coup de se les accaparer, la classe des

capitalistes au sommet de laquelle se situe l'oligarchie financière qui de nos jours concentrent tout le pouvoir ou les pouvoirs économique et politique. Tandis que l'autre classe, celle des producteurs manuels et intellectuels ne posséde que sa force de travail qu'elle doit vendre quotidiennement à la classe des exploiteurs, profiteurs, privilégiés, nantis, parasites, appelez là comme vous voudrez, pour survivre.

C'est cette inégalité fondamentale que rien ni personne ne peut justifier qui est à l'origine de ce processus et de ses lois, qui constituent les fondements du système économique capitaliste.

Soit on fait avec, on s'en accommode, on se borne à le commenter, à le dénoncer pour finalement se satisfaire de conclusions stériles qui mènent toutes à une impasse politique pendant qu'il continue tranquillement son oeuvre de destruction, soit partant du constat qui a été dressé plus haut on décide qu'il doit disparaître et on se donne les moyens politiques de le combattre, afin de retirer tout pouvoir économique et politique aux capitalistes, ce qui ne peut se concevoir ni par des réformes, ni par les urnes, donc en aucune manière par la voie institutionnelle, mais uniquement par une révolution, qui en concentrant et en exprimant les besoins et les aspirations de la majorité de la population, l'ensemble des classes exploitées, constitue l'acte démocratique le plus élevé qu'un peuple puisse réaliser sur la voie de son émancipation du règne de la servitude humaine, première étape permettant de poser les bases d'une société nouvelle, meilleure et plus juste, dans la perspective à l'échelle de l'humanité, d'un monde débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression qui l'accompagne.

Fin de la première partie.

Je ne suis pas un intellectuel de formation. Je n'ai pas le temps d'étayer ma démonstration avec des citations ou des références historiques, je laisse cela aux intellectuels qui le feront mieux que moi. J'essaie en quelques lignes de rassembler la substance de mes connaissances et de mettre mon expérience au service de notre cause.

Ma modeste contribution n'a pas d'autre objectif que de favoriser le questionnement sur des questions qui me paraissent essentielles, tout en proposant des réponses cohérentes en dehors de toute référence d'ordre théorique, idéologique, doctrinaire ou partisane n'ayant aucun intérêt particulier ou individuel à défendre, n'étant lié à aucune formation politique, totalement isolé à l'autre bout du monde.

Cette contribution servira aussi de réponse à ceux qui ont estimé un peu hâtivement que je m'étais fourvoyé en enfourchant la théorie du complot, sous-entendant par là que j'étais sur le point d'abandonner les conclusions théoriques et pratiques auxquelles étaient parvenus les auteurs du *Manifeste du parti communiste* et du *Capital*.

Je ne parle même pas, vous m'excuserez de parler crûment, de l'abruti qui me harcèle de courriels dans lesquels il passe son temps à me calomnier, un dénommé Coquéma, oui je donne votre nom parce que vous êtes vraiment un sale type.

Selon lui et peut-être n'est-il pas le seul dans ce cas-là, je reprendrais à mon compte la théorie foireuse de l'ultra-impérialisme de Kautsky que Lénine s'était employé à démolir dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* que je connais pratiquement par coeur, tenez, d'ailleurs depuis plusieurs mois il figure dans la page d'accueil du site à la rubrique *Défense du marxisme*, cela parce que j'aurais commis un horrible crime en divulguant devant les militants qui les ignoraient encore l'existence d'institutions opaques internationales dirigées par l'oligrarchie financière occidentale, Bilderberg, Commission Trilatérale, etc. et leur objectif d'instituer à terme un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial dont d'ailleurs Bush junior et senior, Sarkozy et bien d'autres dirigeants du vieux monde ont cité publiquement à plusieurs reprises, perspective qui si elle se réaliserait confirmerait d'une certaine manière la théorie avancée par Kautsky, sans qu'ils aient été en mesure de l'étayer il faut souligner, et infirmerait celle défendue par Lénine il y a de cela près d'un siècle (1916).

A de nombreuses reprises j'ai expliqué qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres, et que bien des obstacles se dressaient sur la voie de l'établissement d'un gouvernement mondial qui signifierait une entente parfaite entre les différents impérialistes. J'ai d'ailleurs repris les mêmes arguments que Lénine quand j'ai expliqué que pour parvenir à cet objectif faudrait-il encore que les intérêts des impérialistes russes et chinois notamment coïncident avec ceux des Etats-Unis et de l'Europe et que les conditions politiques étaient loin d'être réunies pour y parvenir si c'était possible un jour.

Contrairement à des intellectuels sclérosés ou lobotomisés, je préfigure pas quelles seront les conditions économiques et politiques qui prévaudront dans un siècle ou au-delà. Chacun d'entre nous sait pertinemment que des passages entiers des oeuvres des marxistes sont dorénavant obsolètes, que certaines prévisions qu'ils avaient émises ne se sont pas réalisées parce qu'entre temps certains facteurs ou rapports se sont développés dans une direction qu'ils ne pouvaient pas entrevoir à l'époque où ils rédigèrent leurs analyses. Libre à chacun d'en tenir compte ou non, à condition toutefois de le faire honnêtement, c'est me semble-t-il la moindre des choses.

Je n'entrerai pas ici dans les détails pour n'avoir pas eu le temps d'étudier à fond cette question précisément, il est évident que l'impérialisme et la répartition des pouvoirs ou les rapports entre les Etats et l'oligarchie financière ont évolué depuis un siècle, plus particulièrement depuis le début des années 70. Quelles en sont les conséquences à l'échelle mondiale sur le projet de l'oligarchie financière d'instituer une dictature mondiale ? C'est une question qu'il faut étudier sérieusement au lieu de refuser

de l'aborder ou pire de la rejeter.

Ce qui est certain c'est que la concurrence entre impérialistes, qui constitue encore un obstacle à la réalisation de ce projet, se traduit comme autrefois par des guerres à caractère coloniale pour mettre la main sur les réserves de matières premières, les énergies fossiles (pétrole et gaz), les terres agricoles, les terres rares indispensable dans l'industrie les hautes technologies.

Par contre on peut observer que la financiarisation de l'économie mondiale, le contrôle que l'oligarchie financière exerce sur les banques centrales européennes et américaines, sur les monnaies, son emprise sur les institutions internationales, sur les Etats et les gouvernements, leurs institutions nationales, sont autant d'éléments qui se sont développés à un degré jamais atteint dans le passé modifiant le rapport de forces entre les classes, conduisant à la négation de toute forme d'expression politique indépendante ou démocratique, à la confiscation du pouvoir politique au profit de la finance, condition qui n'a pu se réaliser que par la corruption quasi généralisée du mouvement ouvrier et des couches supérieures de la classe ouvrière embourgeoisées (Engels) ou plus solidement subordonnées au capitalisme, tandis que son avant-garde s'est avérée totalement incapable de trouver les moyens de doter le prolétariat d'une nouvelle direction pour s'être fourvoyée à soutenir ses partis traditionnels qui n'ont eu de cesse de le trahir depuis près d'un siècle.

On peut donc constater que la réaction sur toute la ligne qui caractérise l'époque de l'impérialisme, l'alliance de l'oligarchie financière avec l'opportunisme n'a fait que gagner du terrain au cours des dernières décennies, la mise en place de la BCE et de l'euro, ainsi que la transcription dans les législations des pays européens des directives de l'UE, l'application par tous les gouvernements ou leur soumission totale à la politique ultra libérale prônée par le FMI et la Banque Mondiale, l'OCDE, etc, en étant les témoins les plus caractéristiques que personne ne peut nier, il est indispensable de se poser la question de savoir jusqu'à quel point ce qu'il y a un siècle paraissait inimaginable ou erroné dans des conditions données ne pourraient pas finalement se réaliser, pas dans l'immédiat ni même à moyen terme pour les raisons évoquées plus haut, dès lors que le mouvement ouvrier international s'avèrerait incapable de se réorganiser sur la base du programme de la révolution socialiste internationale, sachant qu'en dernière analyse c'est la lutte des classes qui conditionnent la marche de la civilisation humaine depuis que la société est divisée en classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, qu'à la fois les rapports entre les classes en dépend ainsi que le destin de l'humanité.

Pour Lénine comme pour Trotsky, la formation de l'Union européenne était impensable ou invivable à plus ou moins long terme, or elle s'est réalisée et elle existe depuis plus d'un demi-siècle, plus longtemps que n'importe quelle institution politique internationale, parce qu'elle a bénéficié de la trahison des partis ouvriers traditionnels. Dans *Défense du marxisme* qui est un recueil de textes, Trotsky indiqua clairement en forme d'avertissement à destination du mouvement ouvrier international, que si par malheur un jour une forme de bureaucratie ou de gouvernement mondiale venait à voir le jour, il faudrait alors reléguer le socialisme au rang d'une magnifique utopie qui ne s'est pas réalisée, ce qui signifie qu'il envisageait sérieusement, certes à partir des conditions de son époque, il est donc nécessaire d'actualiser cette analyse en intégrant l'évolution de la situation mondiale depuis 1940 jusqu'à nos jours, que cette perspective et cet objectif qui coïncident avec le projet de l'oligarchie financière internationale pourraient se réaliser si certaines conditions que j'ai évoqué plus haut étaient réunies.

Donc qu'on ne vienne pas nous dire que nous aurions sorti ces conditions de nulle part et que notre analyse reposerait sur une interprétation erronée des rapports qui existent entre les différents impérialistes, et que finalement notre analyse serait contraire au marxisme.

Pour enfoncer le clou, peut-être que j'aurais pu commencer par là mais cela aurait été trop facile et sans intérêt, qu'à de multiples reprises j'ai indiqué qu'encore aujourd'hui les rapports entre les différents impérialistes étaient avant tout des rapports de forces pouvant conduire à une guerre mondiale. Donc l'analyse que je défends et qui prend en compte l'ensemble des facteurs et des rapports à l'échelle mondiale sur les plans économique, social et politique, s'inscrit en totale opposition avec la théorie de Kautsky qui prédisait au contraire une entente fraternelle entre impérialistes sans être en mesure d'expliquer comment ou dans quelles conditions elle pourrait se réaliser autrement que dans son ultra cerveau d'opportuniste.

ACTUALITE EN TITRES

Parole de prostitués.

Le Front de Gauche appelle à manifester pour le mariage homosexuel les 19 et 27 janvier - AFP

Mais il n'a pas appelé à manifester contre la remise en cause du CDI, contre l'intervention de l'impérialisme français au Mali, cherchez l'erreur. Il n'y en a pas dans les trois cas le Front de Gauche soutient le gouvernement social-impérialiste.

Parole d'un banquier du PS.

- Attali : «*L'ISF reste extrêmement excessif*» - Public Sénat

La guerre du Pacifique aura-t-elle lieu ?

- La Chine envoie des avions de chasse pour "contrer" des chasseurs nippons - AFP

Pas vraiment logés à la même enseigne.

- François Pinault s'offre une maison à 16,5 millions de dollars à Los Angeles -20minutes.fr

- Hauts-de-Seine: Des familles expulsées de leur HLM à cause de leurs enfants dealers - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

A accord historique pour le patronat, défaite historique de la classe ouvrière.

Flexibilité maximum, sécurité minimum ou la précarisation de l'emploi généralisée.

Le scénario s'est déroulé exactement comme je l'avais indiqué dans une précédente causerie.

La généralisation de la précarité au travail expliqué vendredi dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de vendredi par Louis Gallois, auteur du rapport sur la compétitivité des entreprises françaises remis début novembre au gouvernement.

- "*Le marché du travail est scindé en deux. Il y a chaque année 3 millions d'embauches en CDI mais 18 millions en CDD, dont 14 millions à moins d'un mois. Des salariés cumulent 5, 10, 15 CDD dans l'année! Il faut en finir avec ce marché à deux vitesses*", affirme Louis Gallois. "*On peut imaginer d'introduire des souplesses dans le CDI et, en même temps, de sécuriser les personnes en CDD*", explique-t-il. L'Expansion.com avec AFP 11.01

En réalité seul le premier volet concernant "*des souplesses dans le CDI*" comme le réclamait à cor et à cri le patronat figure dans l'accord obtenu entre le Medef, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC.

Au terme d'une journée marathon et de trois mois de négociations, syndicats et patronats ont arraché, vendredi 11 janvier, l'accord tant attendu par l'exécutif sur la sécurisation de l'emploi, destiné à offrir à la fois plus de souplesse aux entreprises et davantage de protection aux salariés.

Côté flexibilité, figurent notamment l'encadrement des accords permettant de baisser salaires et/ou temps de travail en cas de difficulté, des mesures pour faciliter et "*déjudiciariser*" les licenciements et la possibilité de restructurer sans plan social via une mobilité obligatoire.

En contrepartie, de nouveaux droits sont octroyés aux salariés et aux chômeurs: généralisation d'une complémentaire santé, limitation des temps partiels ou encore droits rechargeables à l'assurance-chômage.

(Chacun aura parfaitement compris d'une part, qu'il s'agissait dès le départ d'un marché de dupes dont les travailleurs sortiraient forcément perdant, cadre que la totalité des syndicats représentatifs ont accepté, donc légitimer au-delà de leurs déclarations respectives qui ne servent qu'a justifié leur complicité ou leur trahison vis-à-vis de leurs syndiqués ou militants, d'autre part qu'accorder plus de flexibilté au contrat de travail comme le réclamait le patronat constituait la négation de plus de sécuriser de l'emploi pour les travailleurs, puisqu'il s'agissait finalement de faciliter le recours au licenciement dans certaines entreprises, tandis dans d'autres entreprises le temps de travail et la rémunération ne dépendraient plus des clauses contenues dans le contrat de travail qui jusque là étaient fixés à l'embauche, mais seraient variable en fonction des desiderata des employeurs et des facteurs conjoncturels auxquels leurs entreprises sont soumises, parmi lesquels on peut citer : l'état de leur stock , de leur carnet de commandes ou de la situation du marché, pourquoi pas du taux de change de l'euro, des taux d'intérêts de leur dette ou emprunts, etc. en définitive cela revient à faire fluctuer les termes du contrat de travail en fonction des besoins du marché auquel il sera désormais totalement soumis, c'est la destruction ou la négation du contrat de travail. - Note de Tardieu)

A accord historique, défaite historique de la classe ouvrière.

La France, scrutée par les agences de notation et Bruxelles, est l'un des derniers pays en Europe à engager une telle réforme.

Ce compromis conforte également le chef de l'Etat, qui a érigé le dialogue social en moteur de réformes.

Cet accord intervient cinq ans jour pour jour après celui sur la modernisation du marché du travail, à l'origine de la rupture conventionnelle, qui a mis fin depuis à plus d'un million de CDI.

Depuis l'échec de 1984, il n'y avait pas eu de nouvelle tentative de réformer en profondeur le marché du travail.

L'Union européenne réclame déjà davantage.

Le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn, a encouragé vendredi la France à poursuivre ses réformes pour améliorer sa compétitivité, disant attendre "*avec impatience que le gouvernement français agisse de manière franche et déterminée*". AFP 11.01

Les réactions des complices de cette funeste mascarade.

Hollande. "*Je tiens à rendre hommage aux organisations professionnelles de salariés et d'employeurs qui ont rendu possible ce résultat. Il constitue un succès du dialogue social*", a déclaré François Hollande.

"*Cet accord se traduira par de nouvelles avancées pour les salariés*", a estimé le chef de l'Etat. Il a demandé au gouvernement de préparer "*sans délais*" un projet de loi "*afin de transcrire fidèlement*" le texte, qui doit encore recevoir l'approbation formelle des organisations dans les prochains jours.

"*C'est en effet la première fois, depuis plus de trente ans, qu'une négociation de ce niveau et de cette ampleur aboutit à un accord sur le sujet essentiel pour les Français qu'est l'emploi*", a-t-il ajouté.

Medef. Cet accord "*contient des dispositions qui vont changer la vie des entreprises*" et "*marque l'avènement d'une culture du compromis après des décennies d'une philosophie de l'antagonisme social*", s'est félicitée Laurence Parisot, présidente du Medef.

CFDT. "*La CFDT donne un avis positif*", c'est un "*accord ambitieux pour l'emploi et pour faire reculer la précarité*", a estimé Patrick Pierron, à l'issue de l'ultime séance de cette négociation amorcée le 4 octobre.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a lui aussi salué "*un accord ambitieux*" estimant que l'emploi était le "*gagnant*". (Les esclaves aussi avaient des emplois jadis et ils étaient nourris, logés, blanchis... De nos jours ils sont encore plus mal traités (Marx), quand les travailleurs ont la chance d'en avoir un, ils ne sont pas tous en mesure, de se nourrir à leur faim, de se loger et de se vêtir correctement. - Ndlr)

CFTC. "*Je donnerai un avis positif la semaine prochaine à mon bureau confédéral, la CFDT et la CFE-CGC aussi*", a affirmé de son côté affirmé Joseph Thouvenel (CFTC).

CFE-CGC. Pour Marie-Françoise Leflon (CFE-CGC), "*l'accord est équilibré*".

CGT. "*L'accord national interprofessionnel est inacceptable de notre point de vue*", a déclaré Agnès Le Bot (CGT).

FO. "*C'est un jour sombre pour les droits des salariés*", a estimé Stéphane Lardy (FO) dénonçant un texte qui "*renforce la précarité*".

Les dirigeants syndicaux se sont partagés les rôles, le sale boulot comme d'habitude... avec le Medef et le gouvernement du patronat. La CGT et FO, on pourrait ajouter SUD, ont eu des mois pour appeler dans l'unité la classe à se mobiliser pour empêcher que cet accord intervienne, le Front de gauche, le POI, le NPA et LO ont disposé du même délai pour défendre le CDI et participer à cette bataille, force est de constaté qu'ils ont tous déserté ce combat pour laisser le champ libre au Medef et aux syndicats jaunes.

(Source : AFP, Reuters et nouvelobs.com 11.01)

Rappel d'un internaute.

POUR

CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail) soit 860.000 adhérents
CFE-CGC (Confédération Générale des Cadres) soit 130.000 adhérents

CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) soit 142.000 adhérents

CONTRE :

CGT (Confédération générale du travail) soit 680.000 adhérents
FO (Force Ouvrière) soit 600.000 adhérents

Effectivement, cet accord n'a aucune légitimité, non seulement les travailleurs ne sont pas consultés, en plus ce sont des syndicats qui représentent une minorité de syndiqués qui s'apprêtent à le signer.

Dehors les troupes françaises et étrangères du Mali !

Ce ne devait pas être une opération française mais africaine. La France ne devait jouer qu'un rôle de "*facilitateur*". Pourtant, devant "*l'urgence de la situation*", font valoir les autorités françaises, Paris s'est engagé ce vendredi 11 janvier dans une intervention militaire au Mali. "*Nos forces armées ont apporté cet après-midi leur soutien aux unités maliennes pour lutter contre les terroristes*", a annoncé François Hollande.

Quelles forces ? Avec quels moyens ? Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a été à peine plus précis : "*Il y a une intervention aérienne française*", a-t-il déclaré dans la soirée, en assurant que, jusqu'ici, seule la France était venue à la rescousse de l'armée malienne, incapable de résister à la poussée des djihadistes vers le sud du pays.

A peine les islamistes venaient-ils de prendre la ville de Konna, au centre du Mali, que "*les forces spéciales françaises sont arrivées dès hier soir à Sévaré, une base de l'armée malienne à 70 km au sud de Konna*", affirme un diplomate occidental joint à Bamako. "*Elles ont été rejointes cette nuit par des avions, également français*", ajoute-t-il. On les a entendus passer cette nuit au-dessus de Bamako.

Basé au Burkina Faso, à Ouagadougou, le groupe du Commandement des Opérations Spéciales (COS), avait des éléments déjà positionnés au Mali. Combien de forces spéciales se trouvent-elles à Sévaré ? "*200 ou 300*", avance prudemment le diplomate. Outre les hélicoptères du COS (Cougar, Puma, Tigre), la France dispose d'autres moyens aériens. Il pourrait s'agir de trois Mirage 2000, de deux Mirage F-1 basés à N'Djamena, et d'un drone de type Harfang basé à Niamey. Autre soutien prévu : l'unité de réaction rapide (le dispositif Guépard) a été mise en alerte ; il s'agit du 2ème REP (le régiment étranger de paras, soit 1.200 hommes, basé à Calvi). Stopper les terroristes

A en croire Laurent Fabius, "*les moyens nécessaires ont été prévus pour une opération qui durera le temps nécessaire*". Mais nécessaires pour quoi ? L'objectif immédiat est de "*stopper la progression des groupes terroristes*", martèle-t-il. Et après ? Mystère. Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé jeudi soir un "*déploiement rapide*" de la force internationale prévue au Mali mais dont l'intervention n'était pas attendue avant plusieurs mois…

Loin d'être sur pied, elle ne devait venir qu'épauler une armée malienne qu'il fallait d'abord reconstruire. Au nom de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), le président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé ce soir l'envoi immédiat des troupes sur le terrain dans le cadre de la MISMA (Force internationale de soutien au Mali), la fameuse force africaine.

"*Nous partageons l'objectif français d'empêcher des terroristes de bénéficier d'un sanctuaire dans la région*", a commenté à l'AFP Tommy Vietor, porte-parole du Conseil de sécurité nationale aux Etats-Unis.

Londres a déclaré "*soutenir la décision française*" tandis que Berlin a également défendu l'intervention française. (AFP et nouvelobs.com 11.01)

Commentaire d'un internaute

- " Normal que l'unanimité soit là. Tous font partie des mêmes clubs d'influences et sont sonorisés pour leur carrière par les mêmes lobbies qui ne sont pas Français mais très au_delà des frontières. La guerre au Mali n'est que la réorganisation progressive de l'Afrique pour mieux contrôler les populations et les ressources naturelles. Donc rien de tel qu'une bonne guerre comme en Libye pour déstabiliser le continent et ensuite justifier l'intervention de l'Occident pour "rétablir la paix" contre des islamistes" que nous contribuons directement à armer.... Plan diabolique dont les civils paient au prix fort de leur vie et d'horribles souffrances pour une poignées de technocrates cyniques et criminels planqués dans leurs bureaux à des milliers de kilomètres."

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Quelque 200 personnes ont manifesté vendredi à Washington, 11 ans jour pour jour après l'arrivée des premiers détenus à la prison de Guantanamo, pour réclamer sa fermeture "*maintenant*", exhortant les Américains à "*se battre*" pour défendre la réputation de leur pays.

Le cortège, parti de la Cour suprême, la plus haute juridiction du pays qui a autorisé les prisonniers de Guantanamo à contester la légitimité de leur détention devant les tribunaux, s'est rendu jusqu'à la Maison Blanche, en passant par le Congrès.

"*Levons-nous, battons-nous*", hurlaient encore les manifestants, à l'appel de 25 organisations des droits de l'homme, en brandissant des pancartes contre la torture et les tribunaux militaires d'exception.

"*C'est une question d'humanité, nous ne pouvons laisser Guantanamo exister, car quel sera le prochain Guantanamo demain dans le monde?*", a déclaré à l'AFP Keith Butler, un manifestant du Maryland.

"*Alors que nous approchons de l'investiture, nous sommes fatigués d'entendre des excuses, des solutions doivent être trouvées*", a souligné Zeke Johnson, directeur d'Amnesty International USA sur la sécurité, devant l'édifice de la Cour suprême. "*C'est un problème de droits de l'homme, pas politique*", a-t-il dit à l'AFP

Onze ans après l'ouverture de la prison, il reste 166 détenus à Guantanamo, sur les 779 passés par ses geôles. Seuls neuf ont été condamnés ou traduits devant la justice militaire.

En comptant une trentaine de Yéménites encore enfermés et pour lesquels Barack Obama a décrété un moratoire sur leur transfert en raison de l'instabilité du pays, "*c'est plus de la moitié des détenus (86) qui ont été déclarés libérables, dont certains depuis huit ans*", a déclaré l'historien de Guantanamo Andy Worthington.

"*C'est une tache sur notre réputation*", a renchéri le colonel Morris Davis, ex-procureur de Guantanamo, qui espère un changement pour le second mandat d'Obama, lors d'une des conférences organisées autour du 11e anniversaire de la prison.

"*Les pays croient que la prison est pleine de terroristes mais ces gens ne sont pas dangereux*", a ajouté l'avocat Thomas Wilner, qui a défendu des détenus de Guantanamo à la Cour suprême. "*Certains doivent être punis mais pour la plupart d'entre eux, les libérer ne serait que justice*". AFP 11.01

2- Syrie

2.1- L'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, le secrétaire d'Etat adjoint américain William Burns et le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov ont lancé vendredi un appel à une solution politique en Syrie mais ne sont parvenus à aucune avancée.

"*Nous avons une nouvelle fois souligné qu'à notre avis il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Nous avons insisté sur la nécessité de parvenir à une solution politique fondée sur le communiqué de Genève du 30 juin 2012*", a dit Brahimi en lisant une déclaration commune à l'issue de la réunion à Genève.

Cette nouvelle réunion était consacrée aux moyens de faire appliquer la déclaration de Genève, adoptée en juin par le Groupe de contact sur la Syrie, qui prévoit la constitution d'un gouvernement de transition sans définir le rôle du président Bachar al Assad.

"*La position américaine est claire : Assad a perdu toute légitimité et doit s'effacer pour permettre une solution politique et une transition démocratique en accord avec les aspirations du peuple syrien*", avait déclaré à Reuters avant la rencontre un membre de la délégation américaine.

Moscou avait de son côté réaffirmé que la communauté internationale ne devait pas pousser le chef de l'Etat syrien vers la sortie.

"*Seuls les Syriens eux-mêmes peuvent s'entendre sur un modèle ou sur le développement de leur pays*", a souligné Alexandre Loukachevitch, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Damas a dénoncé jeudi la "*partialité flagrante*" de Lakhdar Brahimi, qui avait estimé la veille que le président ne devait pas être associé au gouvernement de transition. Reuters 11.01

2.2- Damas a envoyé à l'Onu une lettre dans laquelle il accuse la Turquie d'avoir pillé ses usines dans la ville d'Alep, champ de bataille entre armée et rebelles, rapportent jeudi des médias internationaux, se référant au ministère syrien des Affaires étrangères.

"*Un millier d'usines à Alep ont été pillées et leurs biens transférés en Turquie avec l'aide du gouvernement d'Ankara*", lit-on dans le message de la diplomatie syrienne adressé au secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon et au Conseil de sécurité de l'Organisation.

Damas a appelé le Conseil de sécurité à réagir en conséquence au pillage des richesses syriennes et exige de la Turquie qu'elle restitue les biens volés à leurs propriétaires et qu'elle s'acquitte de compensations auprès de ceux qui ont été dépouillés de leurs biens. RIA Novosti 10.01

SOCIAL

1- Grande-Bretagne

Le constructeur automobile japonais Honda a annoncé vendredi la suppression de 800 emplois au Royaume-Uni d'ici le printemps en raison d'une baisse de la demande européenne.

Les postes seront supprimés dans l'usine de Swindon, dans le sud de l'Angleterre, qui emploie aujourd'hui 3.500 personnes.

Honda, qui fabrique des voitures au Royaume-Uni depuis 1992, n'avait jamais supprimé d'emplois dans le pays jusqu'à présent mais explique que la demande automobile a chuté d'un million de véhicules l'an dernier, avec notamment des conditions économiques difficiles dans des pays comme l'Espagne, l'Italie ou la Grèce.

Selon le syndicat Unite, "*ce sont en réalité plus de 1.100 emplois qui sont supprimés alors que le groupe a récemment annoncé 325 suppressions d'emplois concernant des travailleurs intérimaires*" dans cette usine.

Selon les derniers chiffres de l'Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA), les immatriculations de voitures neuves au sein de l'Union européenne sont tombées à leur plus bas niveau depuis 1993 sur les onze premiers mois de 2012. AFP 11.01

2- Grèce

Pendant que les travailleurs grecs subissent baisse drastique des salaires ou retraites, hausse des prix, taxes et impôts depuis plus de trois ans, avec la bénédiction de Bruxelles le gouvernement et les armateurs vienent de trouver un "*accord à l'amiable*" sur les impôts ridiculement bas que ces derniers milliardaires devraient payer.

- La Grèce va faire payer des impôts à ses armateurs de bateaux battant pavillon étranger, une première depuis des décennies, même si le régime fiscal du secteur reste privilégié. A l'issue d'un "*accord à l'amiable*" entre gouvernement et armateurs, cette disposition qui réforme un régime quasi-intouché depus 1955 figure dans le projet de loi fiscale que le parlement grec doit adopter sauf imprévu dans la nuit de vendredi, a indiqué une source du ministère.

En pratique, la Grèce percevra la différence entre la taxe forfaitaire qu'elle impose et les impôts, très peu élevés, perçus par les dispensateurs de pavillons étrangers. Les autorités grecques espèrent que cette mesure ne provoquera pas de fuite généralisée des sociétés concernées, au vu notamment de son coût relativement faible pour les nouveaux contribuables.

Le ministère vient par ailleurs de défendre le régime fiscal de ses armateurs, exonérés d'impôts sur le revenu en contrepartie de la taxe forfaitaire sur le tonnage, dans une réponse à la Commission européenne qui lui avait demandé des précisions en octobre dans le cadre d'une enquête menée à l'échelle européenne.

Ce statut fiscal privilégié, octroyé en 1953 pour reconstruire la flotte grecque après la Seconde Guerre mondiale, est présenté par Athènes comme seul à même d'assurer la compétitivité de la flotte détenue par des Grecs dans un marché d'échelle mondiale, et comme largement compensé par les revenus pour le pays générés par le secteur. lexpress.fr 11.01

3- Tunisie

De nouveaux heurts ont opposé vendredi les forces de sécurité tunisiennes à des manifestants protestant contre leurs difficultés économiques à Ben Guerdane, près de la frontière libyenne, ont rapporté des témoins.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène et ont tiré des coups de feu en l'air pour disperser les protestataires, qui ont incendié notamment le commissariat et des véhicules au cours de la nuit précédente. Reuters 11.01

Haut de page

Le 13 janvier

CAUSERIE

Je mettrai en ligne des articles supplémentaires en fin de journée.

Parole d'internaute.

- "*C'est samedi, petites devinettes..... Qui a eu recours en 2010 à 750 CCD de très courte mission pour moins de 200 salariés à temps plein ?..... Réponse.....L'IFOP..... Qui trouve t'on à la tête de l'IFOP ?..... Réponse.....Laurence Parisot.....* "

La débâcle ou la démission de l'avant-garde.

Connexion (hier matin) aux sites Internet nationaux de LO, du NPA et du POI.

- Aucun parti n'a appelé à se mobiliser et à manifester contre l'entrée en guerre de l'impérialisme français au Mali.

Communiqué du 11.01.2013. L0. Nathalie Arthaud "*dénonce cette intervention militaire*".

Article daté du vendredi 11 janvier 2013. "*Le NPA dénonce cette intervention militaire impérialiste*".

Communiqué du Samedi 12 janvier 2013. POI. Il "*se prononce contre l'intervention militaire française*"

- Aucun parti n'a appelé avant et n'appelera à se mobiliser après l'accord signé entre le Medef et la CFDT en attendant la signature de la CFDT et de la CGE-CGC qui liquide le CDI.

Ne parlons pas du Front de gauche qui soutient l'intervention coloniale au Mali et qui ne bougera pas le petit doigt pour imposer le retrait de l'accord scélérat mettant en coupe réglé le CDI, notamment, parce qu'il soutient le gouvernement et le régime, l'UE, l'ONU.

Ces partis sont tellement décomposés ou sclérosés qu'ils sont devenus incapables de mobiliser leurs propres militants ou plutôt adhérents.

Ainsi les travailleurs sont livrés aux patrons, à leur gouvernement social-libéral-impérialiste.

Les uns se mobilisent pour sauver les oripeaux d'une République bananière, corrompue, coloniale et impérialiste, les autres se mobilisent pour que l'air que respire le petit et grand bourgeois soit plus sain, d'autres ou les mêmes se mobilisent pour que les couples d'homosexuels qui envisageraient de se marier et qui ne doivent pas atteindre 1% de la population acquièrent ce droit, etc. mais lorsqu'il s'agit de se mobiliser pour défendre les droits collectifs de l'ensemble des travailleurs de ce pays ou les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes il n'y a plus personne.

Pitoyable, effarant, préoccupant, pire, effrayant.

Il n'y a plus de syndicats ouvriers en France.

Commentaire rédigé à la suite de l'article de presse mis en page aujourd'hui *Licenciements, droits des salariés... Ce qui va changer avec l'accord sur l'emploi*.

Impossible d'imaginer un accord plus pourri, anti-ouvrier, c'est un accord patronal.

En réalité les syndicats s'en foutent pour au moins deux raisons.

La première parce qu'il ne concerne qu'à la marge leur fond de commerce étant implantés essentiellement dans la fonction publique qui n'est pas concernée par cet accord.

Deuxièmement, parce qu'étant totalement inféodés au capitalisme, la crise qu'il traverse aujourd'hui nécessite qu'ils montent au créneau pour défendre ses intérêts.

Il y a lieu de considérer tous les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC et CGE-CGC vendus au capital, dans la mesure où ils ont tous accepté de participer à cette mascarade tout en connaissant depuis le départ son objectif et son issu, leur simple participation suffisait à les légimiter, et au regard des pans entiers de la législation du travail qui sont liquidés, la distinction s'efface entre syndicats jaunes et syndicats traîtres, de syndicats ouvriers ils sont tous devenus des syndicats patronaux.

En réalité ils l'étaient déjà, mais là, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité, ils ont franchi une nouvelle étape qui en font directement des outils de destruction de nos droits sociaux, au même titre par exemple que le législateur quand il décide unilatéralement d'édicter une nouvelle loi ou de procéder par décret portant atteinte aux intérêts des travailleurs.

Vous aurez noté que tout cela s'est accompli avec la complicité du Front de gauche, du POI, du NPA et de LO.

Rappel. Traîtres et jaunes.

Thibault le 7 octobre 2010 sur RTL : "*Cela (la grève générale) n'a jamais été pratiqué dans l'histoire sociale de notre pays (...) C'est un slogan pour moi tout à fait abstrait, abscons. Cela ne correspond pas aux pratiques par lesquelles on parvient à élever le niveau du rapport de forces.*"

« *pour la CFDT (…) Le risque d'embrasement est réel sans que les organisations syndicales ne maîtrisent le système. (…) L'absence de dialogue risque de former un jour des positions jusqu'auboutistes.* »

La CGC déclarait : "*Il n'y a pas, d'un côté, les patrons employeurs et, de l'autre les salariés victimes. Il y a une société en marche pour laquelle chacun a un rôle qui concerne l'intérêt général.*" (matierevolution.fr 29.10.10)

ACTUALITÉ DU JOUR

Ouf !

Harlem Désir, premier secrétaire du Parti socialiste, a salué l'accord conclu vendredi soir sur la sécurisation de l'emploi y voyant "*une victoire majeure du dialogue social pour l'emploi, la compétitivité et la croissance*".

"*Après le paquet européen de croissance, après le pacte de compétitivité, après les contrats de génération, c'est la quatrième pierre angulaire de la politique de l'emploi de François Hollande qui voit ainsi le jour par l'aboutissement de cette négociation*", a affirmé Jean-Marc Germain, secrétaire national du PS au Travail et à l'Emploi et député des Hauts-de-Seine. AFP 12.01

Question : Quelle est la nature sociale du PS ? Réponse : Capitaliste, impérialiste. Depuis quand ? 99 ans. Vous l'ignoriez ? Quelle crédibilité peuvent avoir les partis et les formations politiques qui s'en sont accommodés, qui vous l'ont cachés, qui se sont employés à détourner votre attention de l'essentiel pour soutenir que le PS était encore un parti ouvrier ou ouvrier bourgeois ? Réponse : Absolument aucune !

Sapin : "*C'est d'abord un 'ouf' parce que là se trouvent la méthode*".

"*C'est la règle en France, un accord est un accord quand une majorité des organisations syndicales le signe*", a indiqué Michel Sapin. "*Une majorité des organisations syndicales se sont engagées à la signer. C'est donc un accord qui engage tout le monde, les signataires, le gouvernement, l'ensemble des partenaires sociaux.*" Reuters 12.01

Le seul fait que cette "*règle*" existe devait conduire des syndicats ouvriers indépendants à rompre immédiate leurs relations avec le patronat et le gouvernement. Constatant que tous les syndicats ont accepté cette "*règle*", il faut donc en déduire qu'il n'existe pas de syndicats ouvriers indépendants dans ce pays, ils sont tous vendus au capital, qui par la voix de leurs représentants fixe les "*règles*" auxquelles les syndicats acceptent de se soumettre.

La question de la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et du capitalisme est une nouvelle fois posée. Celle d'un nouveau parti communiste ou révolutionnaire également.

Parole de patron. A qui profite le crime ? En attendant la suite.

Interview de *L'Expansion*. Charles de Froment, expert du marché du travail auprès de l'Institut de l'entreprise, responsable des affaires publiques de Manpower Groupe. Extraits.

Cet accord, signé par trois organisations patronales (Medef, CGPME, UPA) et trois organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) est-il historique?

Non, ce n'est pas un accord historique, si on le compare par exemple aux réformes Hartz adoptées sous Gerhard Schröder en Allemagne [mises en pace en quatre fois entre 2003 et 2005, ces lois ont notamment dérégulé les emplois courts, durci les règles d'assurance chômage et simplifié les procédures d'embauche, NRLR]. Mais il va dans la bonne direction. Il sera historique si c'est un premier pas vers une réelle flexibilité du marché du travail.

Quelle mesure de cet accord est selon vous la plus importante?

Du point de vue des entreprises, c'est la possibilité de s'adapter à l'activité, notamment, en période difficile, de pouvoir baisser les salaires, ou en période de forte activité, de pouvoir augmenter le temps de travail. Cela introduit vraiment en France un élément de flexibilité interne, alors que la rigidité actuelle était clairement un frein à l'embauche. A terme, cela pourrait remettre en cause progressivement la dualité du marché français du travail, entre CDI et CDD. Cette mesure peut changer le fonctionnement du marché du travail.

Est-on enfin parvenu à une flexisécurité à la française?

On a fait un pas, notamment du point de vue des entreprises, mais on en est encore assez loin. Parce que les instruments ne sont pas les bons : je ne vois pas en quoi taxer plus les contrats très courts va sécuriser ceux qui sont concernés par ces emplois.

Cette réforme du marché du travail va-t-elle permettre de faire reculer le chômage, comme l'espère François Hollande?

Non, pas à court terme. (Lexpansion.fr 12.01)

INFOS EN BREF

SOCIAL

Chine

Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine travaillant pour le géant taïwanais de l'électronique Foxconn ont fait grève jeudi et vendredi dans le sud-est de la Chine, a-t-on appris samedi de sources concordantes.

"*Les ouvriers ont principalement protesté contre leurs mauvaises conditions*" de salaire et de travail, selon Debby Chan, porte-parole des Etudiants et universitaires contre les mauvais comportements des entreprises (SACOM), une association basée à Hong Kong.

Un millier de salariés de l'usine ont manifesté vendredi dans les rues de la ville de Fengcheng, selon la SACOM, qui ajoute que la police anti-émeutes a attaqué les manifestants "*au canon à eau et en exerçant des violences physiques*" à leur encontre.

Foxconn a pour sa part déclaré samedi dans un communiqué que "*cette grève a impliqué 300 personnes et s'est poursuivie jusqu'au 11 janvier*" (vendredi), en ajoutant que le conflit avait été résolu et que la plupart des salariés avaient repris le travail samedi.

Le groupe souligne que l'usine ne lui appartient pas mais qu'elle est l'un de ses fournisseurs.

Le nom de l'usine est donné comme étant Xin Hai Yang Precision par une autre organisation de défense des droits des travailleurs, China Labor Watch.

Cette dernière précise que ses ouvriers ne gagnent que 1.300 yuans (157 euros) par mois comme salaire de base, somme qu'ils arrivent parfois à doubler en travaillant 12 heures par jour.

Selon l'employé d'un hôtel proche de l'usine interrogé au téléphone par l'AFP "*au moins un millier de personnes ont participé à la grève, et plusieurs salariés ont été emmenés par la police*". AFP 12.01

Haut de page

Le 14 janvier

CAUSERIE

Avant-hier vous avez pulvérisé le record d'audience du site avec 242 connexions.

Le combat continue. Il va être âpre, la polémique va redoubler, que ceux qui ne le supportent pas aillent voir ailleurs, répétons-le pour la énième fois, personne n'est obligé de se connecter à ce portail, d'ailleurs cela m'arrangerait que les voyeuristes s'abstiennent, ils faussent les statistiques de fréquentation du site, ils polluent jusqu'ici, pas chez moi je vous rassure, je suis trop loin !

Ce n'est pas le moment de se laisser abattre. Courage, gardons le moral, armons-nous pour la suite de notre combat. Bon, ce n'est pas toujours facile, on a tous des hauts et des bas, surtout ne cédons rien sur les principes. Notre ennemi, c'est le patronat, Hollande, le gouvernement, l'UMP et le PS ainsi que leurs satellites respectifs, les dirigeants syndicaux, l'élite intellectuelle du régime, les institutions, l'Etat. Nos adversaires, la confrérie des opportunistes réunies, ce qui fait pas mal de monde.

J'ai établi un contact avec un ex-responsable ou dirigeant de LO. Je ne sais pas encore quelle forme pourrait prendre notre relation ou collaboration, à suivre. Je n'ai pas de nouvelles des intellectuels que j'ai contactés, une poignée seulement, pour voir ce qu'ils ont vraiment dans le ventre. Je vais essayer de prendre des contacts au Canada et aux Etats-Unis, le problème c'est la langue.

Bonne semaine à tous.

Et surtout si un militant vous sort la connerie suivante qu'on a entendue mille fois et qui nous a conduit où nous sommes : oui, mais la classe n'est pas défaite, patati patata, dites-lui de demander à ses dirigeants qu'est-ce que c'est que la dialectique.

L'Inde m'inspire ce matin, je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit. Vous savez, c'est comme une gangrène qui vous bouffe, quand vous y avez laissé une main, puis l'autre, et que quelqu'un vient vous dire que c'est une chance qu'elle se soit arrêtée là, vous pourrez lui répondre que pour travailler ce n'est pas très pratique et que votre vie ne sera plus jamais comme avant. Votre interlocuteur, qui aurait mieux fait de se taire baissera la tête, gêné, en se rendant compte de sa bêtise. Souhaitons lui d'en tirer un enseignement, sinon cette expérience ne lui aura servi à rien.

Il commence très fort le quinquennat du Bonaparte dégénéré.

Souvenez-vous de ce que j'avais écrit avant l'élection présidentielle ? Si Hollande était élu, le mouvement ouvrier, syndicats et partis le soutiendront, chacun à sa manière évidemment, ils vont tout cadenasser comme en 1981, sous-entendant que ce sera pire encore que si Sarkozy était réélu...

Je n'ai pas douté un seul instant que des militants bien intentionnés à mon égard en ont profité pour dire : regardez cet abruti de Tardieu, il souhaite que Sarkozy soit réélu, c'est un contre-révolutionnaire... En aparté, depuis je suis devenu homophobe ! C'est marrant, j'ai plutôt l'impression que ce seraient ceux qui ont appelé à voter Hollande et PS en juin 2012 qui feraient figures de suppôts du régime ou qui se seraient une nouvelle fois fourvoyés honteusement, non ?

Vous me direz que la plupart s'en foutent, ils sont fonctionnaires, l'accord pourri qui a été signé le 11 janvier ne les concerne pas directement.

Sarkozy réélu, à mon avis, il lui aurait été beaucoup plus difficile, voire impossible de faire passer un tel accord. D'ailleurs, c'est Hollande ou Parisoit qui s'est vanté en disant qu'ils attendaient ce jour béni depuis des décennies, tous les précédents Présidents ayant dû y renoncer.

Avec Mitterrand, ils ont fait passer Maastricht, la BCE, l'euro, avec Hollande, ils commencent par la liquidation du contrat de travail, c'était prévisible, non ? Apparemment non pour la cohorte d'opportunistes qui empoisonnent, emprisonnent le mouvement ouvrier.

On nous rétorquera - parce que même les faits sous les yeux nos détracteurs la ramènent, mais si Sarkozy avait été réélu, le PS se serait mobilisé pour défendre le contrat de travail, etc. Ben voyons ! Qui peut croire aujourd'hui pareille baliverne, il est gangrené par l'oligarchie financière et la franc-maçonnerie qui va avec, ses dirigeants participent aux réunions du groupe

Bilderberg dirigé par des banquiers, il faudrait peut-être arrêter de nous prendre pour des abrutis, nos adversaires nous méprisent en vérité, alors qu'avec Hollande au pouvoir et faisant directement le sale boulot les travailleurs vont se détourner du PS pour se tourner vers d'autres partis, faudrait-il encore qu'ils se soient un jour tournés vers lui, c'est une escroquerie politique que l'affirmer, dites plutôt les élus ou adhérents du PS, ben voyons, cela n'a pas été le cas après l'adoption du traité de Maastricht qui modifiait radicalement les rapports de l'Etat vis-vis de la finance et l'Union européenne, ils ont eu 20 ans pour rompre avec ce parti, pendant ces deux décennies ils ont soutenu sa politique de consensus avec l'UMP, et là soudainement par un coup de baguette magique ils pourraient rompre avec lui, apparemment en votant le TSCG, la "*règle d'or*, le budget d'austérité 2013, etc. ils ont récemment prouvé exactement le contraire, nos détracteurs l'auraient-ils déjà oublié ?

D'autres nous sortirons les 3 ou 4.000 adhérents du POI qui viennent du PS. Foutaise, ils n'ont jamais rompu avec l'idéologie réformiste qui est caduque, obsolète, morte et enterrée, comme eux politiquement. Ils ont quitté le PS parce qu'ils ne supportaient plus sa politique social-libérale pour mieux conserver le réformisme bourgeois qui s'accommode du capitalisme, et non pour combattre véritablement le régime en place ou adhérer au socialisme, synonyme de son renversement par une révolution, d'ailleurs ils le disent eux-mêmes.

Rompez avec le PS et ses satellites, rompez avec le gouvernement social-libéral-impérialiste, rompez avec les institutions de la Ve République, rompez avec le capital et ses représentants syndicaux !

Question : si vous vous souvenez, sous Sarkozy ils ont fait fissa pour lancer le mot d'ordre retrait de la contre-réforme des retraites, apparemment ils sont plus longs à la détente pour lancer celui-là : retrait de l'accord du 11 janvier qui liquide le contrat de travail et précarise l'ensemble des travailleurs du secteur privé. Encore qu'ils pourraient y venir mais sans engager toutes leurs forces dans cette bataille, à la façon des staliniens qui sont passés mettre dans cet art depuis, depuis des lustres !

Pourquoi j'affirme que c'est le contrat de travail qui est liquidé ?

Parce qu'il est vidé de sa substance, les deux éléments essentiels qui le définissent, même trois, disparaissent : quand vous êtes embauché dans une boîte, vous savez combien d'heures vous allez travaillé par jour, par mois, par an, vous savez quel va être votre salaire chaque mois, vous êtes embauché à un poste précis, je sais que ces règles ont déjà subi des entailles, mais en règle générale la plupart des salariés savent à quoi s'en tenir dans ces trois domaines, or dorénavant c'est terminé, ils fluctueront, ils sont devenus aléatoires, de plus on peut vous muter du jour au lendemain du nord au sud de la France sans aucun recours, vous contestez, vous êtes viré !

C'est terrible ce qui vient de se passer, je ne sais pas si chacun en a vraiment pris conscience. C'est la raison pour laquelle je ne mâche pas mes mots, c'est terrible. Je suis exaspéré encore une fois. C'est la pire trahison depuis un siècle.

Hier matin je me suis à nouveau connecté sur les portails du POI, du NPA et de LO pour voir s'ils avaient réagi, quelle initiative ils proposaient : rien, ils répondent aux abonnés absents. J'ai consulté d'autres portails d'autres formations politiques, idem, rien. Que faut-il en conclure ? A vous de juger.

ACTUALITE EN TITRES

Qui a oublié la Côte-d'Ivoire ?

- Au Mali, la France remet l'uniforme de «*gendarme de l'Afrique*» - Slate.fr

En réalité, ils n'avaient même pas eu le temps de le ranger !

Effet Mali...

- France Télécom lorgne de nouveaux marchés en Afrique - Reuters

France Télécom cherche à accroître sa présence sur le marché à forte croissance de la téléphonie mobile en Afrique en lançant des services au Bénin, au Togo, au Burkina Faso et en Mauritanie. Reuters 13.01

N'oubliez pas le Mali, l'aviation française est en train de réaliser les tranchées pour passer vos cables à coup de bombes !

Il n'y a rien à regretter.

- Bayrou: accord sur l'emploi "*positif*" et "*substantiel*" - AFP

Le président du MoDem, François Bayrou, a estimé dimanche que l'accord sur l'emploi conclu vendredi par les partenaires sociaux était "*positif*" et "*substantiel*", regrettant toutefois qu'il n'y ait pas eu "*de simplification du contrat de travail*". AFP 13.01

Je n'ai pas pu m'empêcher de me marrer en lisant cela : il n'est pas simplifié, il est pour ainsi dire liquidé pour le patron qui sait bien se démerder. J'en ai eu plus de 40 et j'ai été viré un nombre de fois conséquent, si cet accord pourri avait existé à l'époque, j'aurais sans doute doublé la mise... ou fini clochard !

Même plus peur !

- Sapin: un accord "*accélérateur de création d'emplois*" - AFP

Le ministre du Travail, Michel Sapin, a estimé dimanche sur BFM TV que l'accord sur l'emploi conclu par les partenaires sociaux pouvait être "*un accélérateur de création d'emplois*", car il fera "*sauter la peur de l'embauche*". AFP 13.01

Le salarié n'aura même plus peur, car il sait dorénavant qu'il pourra être viré très facilement, n'importe quand, et pratiquement sans recours...

D'un coup d'Etat à un autre. L'empereur et l'impératrice, le couple de l'année !

- Medef : le coup de poker de Laurence Parisot - Leparisien.fr

La présidente du Medef, qui devait quitter son poste en juillet, veut modifier les statuts du Medef pour en garder la tête.

Il faut les comprendre...

- La SNCF augmente ses prix plus vite que l'inflation pour investir davantage - AFP

- Diamants, vins, art: des placements alléchants mais à manier avec précaution - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Points communs entre Hollande et Sarkozy : la même sale besogne au nom des mêmes intérêts, des mêmes commanditaires.

L'intervention française au Mali marque une rupture dans le quinquennat de François Hollande, dont la réputation de pusillanimité a volé en éclats au moment même où, sur le front intérieur, sa méthode marquait enfin des points grâce à un accord historique sur la réforme du marché du travail.

Hollande adouber par le parti de Sarkozy

"*C'est une rupture dans le quinquennat, où jusqu'alors chaque décision de François Hollande était systématiquement critiquée, délégitimée par l'opposition*", souligne Frédéric Dabi, de l'institut de sondages Ifop.

... et un think-tank néoconservateur.

Pour Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, "*ceux qui critiquaient son incapacité supposée à décider en sont pour leurs frais*".

Il n'y avait que les ignares et les traîtres pour s'interroger sur les intentions de Hollande.

Le sénateur socialiste André Vallini parle des "*24 heures qui ont changé le quinquennat*", grâce à l'accord sur la réforme du marché du travail et à la "*décision jupitérienne*" d'intervenir "*fort et rapidement*" au Mali.

"*Ceux qui s'interrogeaient sur la méthode Hollande devraient être rassurés*", écrit-il sur son compte Twitter.

Front de gauche, POI, NPA et LO sont muets depuis le 11 janvier. Qu'ils boivent le calice de la honte jusqu'à la lie !

L'accord conclu entre patronat et syndicats et alliant plus de sécurité pour les salariés et flexibilité accrue pour les entreprises a été salué par les deux camps, qui y voient un début de cogestion à l'allemande des conditions de travail.

Le mouvement ouvrier décapité, réduit à l'impuissance à force de compromission.

L'intervention au Mali est difficilement attaquable sur le plan du droit international puisqu'elle est "*couverte*" par trois résolutions de l'Onu, un appel à l'aide d'un gouvernement légitime, ainsi que des demandes de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et de l'Union africaine.

L'opposition de droite, jusqu'au Front national, la juge légitime au nom de l'intérêt national - comme la gauche à l'époque avait soutenu Nicolas Sarkozy sur la Libye - et seuls des élus écologistes et du Front de gauche couinent. Reuters 13.01

On leur dit ? Allez-y, profitez-en, vous avez le champ libre, votre ennemi a déserté ! Il faudra peut-être attendre une situation sociale à la Grec pour que le mouvement ouvrier se recompose sur une nouvelle base, ce sera notre dernière occasion.

Rétrograde et populiste se rejoignent. Faut-il s'en étonner ?

Les opposants au mariage homosexuel ont réussi à mobiliser massivement dimanche à Paris contre cette promesse de François Hollande, à l'occasion d'un rassemblement inédit à droite sur un sujet de société depuis près de 30 ans qui n'a pas pour autant fait fléchir le gouvernement.

Entre 340.000 manifestants, selon la police, et 800.000, selon les organisateurs, ont défilé jusqu'au pied de la Tour Eiffel, à l'appel de "*La Manif pour tous*".

Il s'agit du plus grand rassemblement à droite sur un sujet de société depuis celui pour la défense de "*l'école libre*" qui avait rassemblé au moins 850.000 personnes, de source policière, à Paris en 1984.

La ministre de la Justice Christiane Taubira a toutefois écarté sur TFI l'hypothèse d'un référendum sur le sujet, rappelant qu'il serait contraire à la Constitution. La réforme concerne "*l'égalité des droits*" et "*on ne peut pas en rabattre sur cette égalité*", a réagi la ministre déléguée à la Famille, Dominique Bertinotti, chargée avec Mme Taubira du projet de loi sur le mariage et l'adoption d'enfants pour les couples homosexuels. AFP 13.01

La réaction se mobilise, normal, Hollande lui en fournit l'occasion, elle exulte même après l'accord du 11 janvier et l'entrée en guerre au Mali.

- Les populistes de l'extrême droite à l'extrême gauche se rejoignent, les premiers parce qu'ils défendent une institution archaïque, les seconds parce qu'ils parlent d'égalité, alors que le mariage des homosexuels ne concernerait qu'une infime minorité de la population.

Quand on avance quelque chose vaut mieux l'étayer sur des faits.

- Le pacs a été créé en 1999 pour constituer un substitut au mariage à la disposition des couples homosexuels. En 2000, première année de pleine application de la réforme, 40 % des pacs ont uni des couples gays ; en 2010, cette proportion est tombée à 4,7 % sur un total de 205.000 pacs, soit environ 9.600 personnes. Ce repère est sans doute encore excessif, car il est probable que le mariage qui engage davantage que le pacs attirera moins que ce dernier. On en a confirmation avec les chiffres enregistrés dans les pays voisins telles la Belgique ou l'Espagne qui autorisent le mariage gay depuis quelques années et qui constatent que ce type d'unions ne représente que de 2 à 3 % du total des mariages. Le bon chiffre en France pourrait donc tourner autour de 5.000 personnes par an. (Source : lesechos.fr 05.11.11)

Donc ceux qui défendent ce soi-disant droit au nom de l'égalité sont des manipulateurs ou ils ne savent pas de quoi ils parlent et ils feraient mieux de se taire, c'est pitoyable, c'est notre époque qui veut cela. Au fait, dans leurs tracts ou articles insignifiants, il n'y figure aucun chiffre, aucune référence, vous ne l'avez pas remarqué, c'est un tort. Jusqu'où les idées de la classe dominante peuvent-elles polluer le cerveau de nos braves révolutionnaires ? Jusqu'à soutenir Hollande et le PS... Trop facile !

- Dix ans après sa création, le pacs a su séduire 175.000 couples en 2009. En comparaison, 256.000 mariages ont été célébrés. Désormais, dans 95 % des cas, les pacs concernent des partenaires de sexes opposés. (francesoir.fr 23.04.10)

- En 2010, pire score depuis au moins 50 ans, seuls 235 000 mariages ont été enregistrés. (...) le PACS a atteint en 2010 le record

de 203 000 unions. Malgré une très forte baisse du nombre de PACS en 2011 (-30%). (.data-publica.com 27.08.11)

- http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF02327

2010 - mariages : 251 654 ; pacs homosexuels : 9 143 ; pacs hétérosexuels :196 415 ; total pacs :205 558 ; Unions entre partenaires de sexes opposés : 448 069

Le mouvement ouvrier s'est dilué ou dispersé à défendre des aspirations, des droits, des revendications de couches de plus en plus infimes de la population, le plus souvent inspirées par certaines couches de la classe dominante, qui ont conduit à créer autant de désaccords ou oppositions entre les différentes couches sociales d'exploités.

N'avez-vous pas remarqué que la mobilisation était proportionnellement plus importante quand elle concernait les droits d'une minorité, alors qu'il était difficile voir impossible de mobiliser dès qu'il s'agissait de défendre des droits collectifs ou de la majorité de la population ou des travailleurs ? Y compris en 1995, en 2003, 2004, 2010.

Cela a permis utilement de détourner l'attention des travailleurs et des militants des questions sociales et politiques qui les concernaient directement, de les diviser sur des questions secondaires jusqu'à ce qu'ils finissent par en faire des préalables pour se mettre d'accord sur les questions essentielles qui les concernaient rendant tout accord impossible. On a envie de dire : bien joué, cela a fonctionné à merveille !

Pour être plus précis, il vaudrait mieux dire que désormais ils privilégient les questions secondaires au détriment des questions primordiales, qu'on a atteint un degré de confusion sans précédent.

Qui signifie quoi et qui s'explique comment ? Qui signifie que les travailleurs recherchent des solutions à des problèmes secondaires dans le cadre du capitalisme parce qu'ils y sont totalement subordonnés, le mouvement ouvrier ne constituant plus le cadre dans lequel ou avec lequel ils chercheraient une solution à leurs problèmes, ils refusent de s'y organiser, ils s'en remettent de préférence au monde associatif subventionné par le régime, à des partis qui sont étrangers à la classe ouvrière et dont l'orientation politique les détourne un peu plus du socialisme.

Il est évident que par effet de contagion les partis qui adoptent ces marottes ou caprices de petits-bourgeois en se travestissant de la sorte, finissent par ne plus ressembler à rien à en devenir ridicules. Du coup, même les travailleurs ou les militants qui auraient pu être attirés par ces partis s'en détournent. Autour de moi ou dans mes relations en France, j'en connais plus d'un dans ce cas-là, hélas !

On finit franchement par se lasser, dans une précédente causerie j'ai exprimé ma position sur la question que nous avons abordée ici, je vous y renvoie.

Haut de page

Le 13 janvier

CAUSERIE

Je mettrai en ligne des articles supplémentaires en fin de journée.

Parole d'internaute.

- "*C'est samedi, petites devinettes..... Qui a eu recours en 2010 à 750 CCD de très courte mission pour moins de 200 salariés à temps plein ?..... Réponse.....L'IFOP..... Qui trouve t'on à la tête de l'IFOP ?..... Réponse.....Laurence Parisot.....* "

La débâcle ou la démission de l'avant-garde.

Connexion (hier matin) aux sites Internet nationaux de LO, du NPA et du POI.

- Aucun parti n'a appelé à se mobiliser et à manifester contre l'entrée en guerre de l'impérialisme français au Mali.

Communiqué du 11.01.2013. L0. Nathalie Arthaud "*dénonce cette intervention militaire*".

Article daté du vendredi 11 janvier 2013. "*Le NPA dénonce cette intervention militaire impérialiste*".

Communiqué du Samedi 12 janvier 2013. POI. Il "*se prononce contre l'intervention militaire française*"

- Aucun parti n'a appelé avant et n'appelera à se mobiliser après l'accord signé entre le Medef et la CFDT en attendant la signature de la CFDT et de la CGE-CGC qui liquide le CDI.

Ne parlons pas du Front de gauche qui soutient l'intervention coloniale au Mali et qui ne bougera pas le petit doigt pour imposer le retrait de l'accord scélérat mettant en coupe réglé le CDI, notamment, parce qu'il soutient le gouvernement et le régime, l'UE, l'ONU.

Ces partis sont tellement décomposés ou sclérosés qu'ils sont devenus incapables de mobiliser leurs propres militants ou plutôt adhérents.

Ainsi les travailleurs sont livrés aux patrons, à leur gouvernement social-libéral-impérialiste.

Les uns se mobilisent pour sauver les oripeaux d'une République bananière, corrompue, coloniale et impérialiste, les autres se mobilisent pour que l'air que respire le petit et grand bourgeois soit plus sain, d'autres ou les mêmes se mobilisent pour que les couples d'homosexuels qui envisageraient de se marier et qui ne doivent pas atteindre 1% de la population acquièrent ce droit, etc. mais lorsqu'il s'agit de se mobiliser pour défendre les droits collectifs de l'ensemble des travailleurs de ce pays ou les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes il n'y a plus personne.

Pitoyable, effarant, préoccupant, pire, effrayant.

Il n'y a plus de syndicats ouvriers en France.

Commentaire rédigé à la suite de l'article de presse mis en page aujourd'hui *Licenciements, droits des salariés... Ce qui va changer avec l'accord sur l'emploi*.

Impossible d'imaginer un accord plus pourri, anti-ouvrier, c'est un accord patronal.

En réalité les syndicats s'en foutent pour au moins deux raisons.

La première parce qu'il ne concerne qu'à la marge leur fond de commerce étant implantés essentiellement dans la fonction publique qui n'est pas concernée par cet accord.

Deuxièmement, parce qu'étant totalement inféodés au capitalisme, la crise qu'il traverse aujourd'hui nécessite qu'ils montent au créneau pour défendre ses intérêts.

Il y a lieu de considérer tous les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC et CGE-CGC vendus au capital, dans la mesure où ils ont tous accepté de participer à cette mascarade tout en connaissant depuis le départ son objectif et son issu, leur simple participation suffisait à les légimiter, et au regard des pans entiers de la législation du travail qui sont liquidés, la distinction s'efface entre syndicats jaunes et syndicats traîtres, de syndicats ouvriers ils sont tous devenus des syndicats patronaux.

En réalité ils l'étaient déjà, mais là, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité, ils ont franchi une nouvelle étape qui en font directement des outils de destruction de nos droits sociaux, au même titre par exemple que le législateur quand il décide unilatéralement d'édicter une nouvelle loi ou de procéder par décret portant atteinte aux intérêts des travailleurs.

Vous aurez noté que tout cela s'est accompli avec la complicité du Front de gauche, du POI, du NPA et de LO.

Rappel. Traîtres et jaunes.

Thibault le 7 octobre 2010 sur RTL : "*Cela (la grève générale) n'a jamais été pratiqué dans l'histoire sociale de notre pays (...) C'est un slogan pour moi tout à fait abstrait, abscons. Cela ne correspond pas aux pratiques par lesquelles on parvient à élever le niveau du rapport de forces.*"

« *pour la CFDT (…) Le risque d'embrasement est réel sans que les organisations syndicales ne maîtrisent le système. (…) L'absence de dialogue risque de former un jour des positions jusqu'auboutistes.* »

La CGC déclarait : "*Il n'y a pas, d'un côté, les patrons employeurs et, de l'autre les salariés victimes. Il y a une société en marche pour laquelle chacun a un rôle qui concerne l'intérêt général.*" (matierevolution.fr 29.10.10)

ACTUALITÉ DU JOUR

Ouf !

Harlem Désir, premier secrétaire du Parti socialiste, a salué l'accord conclu vendredi soir sur la sécurisation de l'emploi y voyant "*une victoire majeure du dialogue social pour l'emploi, la compétitivité et la croissance*".

"*Après le paquet européen de croissance, après le pacte de compétitivité, après les contrats de génération, c'est la quatrième pierre angulaire de la politique de l'emploi de François Hollande qui voit ainsi le jour par l'aboutissement de cette négociation*", a affirmé Jean-Marc Germain, secrétaire national du PS au Travail et à l'Emploi et député des Hauts-de-Seine. AFP 12.01

Question : Quelle est la nature sociale du PS ? Réponse : Capitaliste, impérialiste. Depuis quand ? 99 ans. Vous l'ignoriez ? Quelle crédibilité peuvent avoir les partis et les formations politiques qui s'en sont accommodés, qui vous l'ont cachés, qui se sont employés à détourner votre attention de l'essentiel pour soutenir que le PS était encore un parti ouvrier ou ouvrier bourgeois ? Réponse : Absolument aucune !

Sapin : "*C'est d'abord un 'ouf' parce que là se trouvent la méthode*".

"*C'est la règle en France, un accord est un accord quand une majorité des organisations syndicales le signe*", a indiqué Michel Sapin. "*Une majorité des organisations syndicales se sont engagées à la signer. C'est donc un accord qui engage tout le monde, les signataires, le gouvernement, l'ensemble des partenaires sociaux.*" Reuters 12.01

Le seul fait que cette "*règle*" existe devait conduire des syndicats ouvriers indépendants à rompre immédiate leurs relations avec le patronat et le gouvernement. Constatant que tous les syndicats ont accepté cette "*règle*", il faut donc en déduire qu'il n'existe pas de syndicats ouvriers indépendants dans ce pays, ils sont tous vendus au capital, qui par la voix de leurs représentants fixe les "*règles*" auxquelles les syndicats acceptent de se soumettre.

La question de la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et du capitalisme est une nouvelle fois posée. Celle d'un nouveau parti communiste ou révolutionnaire également.

Parole de patron. A qui profite le crime ? En attendant la suite.

Interview de *L'Expansion*. Charles de Froment, expert du marché du travail auprès de l'Institut de l'entreprise, responsable des affaires publiques de Manpower Groupe. Extraits.

Cet accord, signé par trois organisations patronales (Medef, CGPME, UPA) et trois organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) est-il historique?

Non, ce n'est pas un accord historique, si on le compare par exemple aux réformes Hartz adoptées sous Gerhard Schröder en Allemagne [mises en pace en quatre fois entre 2003 et 2005, ces lois ont notamment dérégulé les emplois courts, durci les règles d'assurance chômage et simplifié les procédures d'embauche, NRLR]. Mais il va dans la bonne direction. Il sera historique si c'est un premier pas vers une réelle flexibilité du marché du travail.

Quelle mesure de cet accord est selon vous la plus importante?

Du point de vue des entreprises, c'est la possibilité de s'adapter à l'activité, notamment, en période difficile, de pouvoir baisser les salaires, ou en période de forte activité, de pouvoir augmenter le temps de travail. Cela introduit vraiment en France un élément de flexibilité interne, alors que la rigidité actuelle était clairement un frein à l'embauche. A terme, cela pourrait remettre en cause progressivement la dualité du marché français du travail, entre CDI et CDD. Cette mesure peut changer le fonctionnement du marché du travail.

Est-on enfin parvenu à une flexisécurité à la française?

On a fait un pas, notamment du point de vue des entreprises, mais on en est encore assez loin. Parce que les instruments ne sont pas les bons : je ne vois pas en quoi taxer plus les contrats très courts va sécuriser ceux qui sont concernés par ces emplois.

Cette réforme du marché du travail va-t-elle permettre de faire reculer le chômage, comme l'espère

François Hollande?

Non, pas à court terme. (Lexpansion.fr 12.01)

INFOS EN BREF

SOCIAL

Chine

Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine travaillant pour le géant taïwanais de l'électronique Foxconn ont fait grève jeudi et vendredi dans le sud-est de la Chine, a-t-on appris samedi de sources concordantes.

"*Les ouvriers ont principalement protesté contre leurs mauvaises conditions*" de salaire et de travail, selon Debby Chan, porte-parole des Etudiants et universitaires contre les mauvais comportements des entreprises (SACOM), une association basée à Hong Kong.

Un millier de salariés de l'usine ont manifesté vendredi dans les rues de la ville de Fengcheng, selon la SACOM, qui ajoute que la police anti-émeutes a attaqué les manifestants "*au canon à eau et en exerçant des violences physiques*" à leur encontre.

Foxconn a pour sa part déclaré samedi dans un communiqué que "*cette grève a impliqué 300 personnes et s'est poursuivie jusqu'au 11 janvier*" (vendredi), en ajoutant que le conflit avait été résolu et que la plupart des salariés avaient repris le travail samedi.

Le groupe souligne que l'usine ne lui appartient pas mais qu'elle est l'un de ses fournisseurs.

Le nom de l'usine est donné comme étant Xin Hai Yang Precision par une autre organisation de défense des droits des travailleurs, China Labor Watch.

Cette dernière précise que ses ouvriers ne gagnent que 1.300 yuans (157 euros) par mois comme salaire de base, somme qu'ils arrivent parfois à doubler en travaillant 12 heures par jour.

Selon l'employé d'un hôtel proche de l'usine interrogé au téléphone par l'AFP "*au moins un millier de personnes ont participé à la grève, et plusieurs salariés ont été emmenés par la police*". AFP 12.01

Haut de page

Le 15 janvier

CAUSERIE

Une vidéo sur le traffic de drogue de la CIA

Peter Dale Scott: Le Traffic de Drogue de la CIA - 2011

http://www.youtube.com/watch?v=yGWvEGP3Uuo&list=PL18E57EEF9939D1CD

Les avez-vous entendu dire qu'il exigeait le retrait de l'accord scélérat du 11 janvier 2012 ? Evidemment non.

Ils soutiennent tous le régime, ils sont tous vendus au capital !

Sur les portail Internet de Faire vivre le PCF ! La Riposte, le PRCF : pas un mot, pas un article depuis le 11 janvier ce lundi matin 14.

Le PG dans deux articles des 13 et 14 janvier exprime son "*regret*" en guise de condamnation de cet accord infâme: "*Le Front de gauche regrette la signature des accords sur l'emploi.* ".

Etant inféodé aux institutions réactionnaires de la Ve République, ils en appellent à ceux qui soutiennent cet accord "*Nous appelons les députés de gauche, qui sont majoritaires, à s'opposer à ce recul incroyable des droits des salariés. Nous appelons les assemblées citoyennes et toutes les structures du Front de Gauche à interpeller leurs député-e-s et sénateur-trices de gauche. Ce texte ne doit pas passer !*"

Mieux encore, ils osent encore poser la question dont nous connaissions la réponse depuis... avant le 6 mai 2012 : "*C'était donc ça l'accord "historique" décrit par François Hollande dans son discours sur la compétitivité?*".

La palme du cynisme et de la comédie revient aux PCF.

Trouvant "*étonnant que l'exécutif se réjouisse d'un accord qui ne reflète en rien les espoirs qu'il avait semblé formuler lors de la conférence sociale*", M. Dartigolles se demande si le texte gouvernemental reprendra "*un accord si peu favorable à l'emploi et au monde du travail*".

"*Lors du débat parlementaire, les députés et sénateurs du Front de gauche avanceront des solutions concrètes ouvrant de nouveaux droits pour sécuriser l'emploi*", affirme encore le porte-parole. AFP 12.01

No comment, on deviendrait vulgaire !

Suite de mardi après-midi (chez moi 16h30), midi (chez vous, midi, bonne appétit !)

On aurait bien envie de se détendre un peu et de plaisanter, mais ce serait peut-être faire preuve de mauvais goût face à l'avalanche de mauvaises nouvelles en ce début d'année, maintenant la vie continue...

Rectificatif.

J'ai rectifié aujourd'hui, j'ai parlé d'un accord signé le 11 janvier, alors qu'il avait été simplement conclu ; dans mon esprit étant scellé, il était pour ainsi dire déjà signé.

Coup de grâce au contrat de travail. Suite.

Les uns et les autres s'emploient désormais à minimiser les conséquences catastrophiques pour les travailleurs de l'accord scélérat conclu le 11 janvier entre le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC. Suite.

Mailly (FO) a estimé hier qu'il était seulement "*profondément déséquilibré*", dans ces conditions il ne faut pas attendre que les syndicats lancent une bataille unitaire et nationale pour exiger le retrait de ce texte.

Le Front de gauche (lire hier) et la soi-disant gauche du PS (lire plus loin) en appellent aux parlementaires pour améliorer ce texte. FO et la CGT leur ont emboîté le pas, normal, c'est la même boutique contre-révolutionnaire !

- FO entend intervenir auprès du gouvernement comme des élus "*pour faire valoir ses positions.*"

"*Le dossier n'est pas clos*", a dit FO dans un communiqué. Reuters 14.01

De son côté la CGT y voie "*une grave régression des droits sociaux des salariés*", une mise à mort en réalité.

- La CGT juge qu'"*il serait inconcevable que la majorité parlementaire et le gouvernement (...) entérinent dans la loi les reculs sociaux dictés par le Medef*". Elle presse les pouvoirs publics de "*prendre en compte le rejet de cet accord par les syndicats représentant bien plus de salariés que les syndicats potentiellement signataires.*"

L'agence Reuters ajoute que la CGT et Force Ouvrière ont (...) annoncé leur intention de mobiliser pour y faire échec.

On attend de voir. Mais peut-être qu'en ayant saisi le gouvernement et les parlementaires, ils estiment que leur boulot est terminé. A suivre.

L'impartialité du gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabiusou l'axe Washington-Riad-Paris-Jérusalem-Ankara-Doha-Bruxelles.

- "En France, on peut appeler à armer les rebelles terroristes en Syrie, diffuser leur propagande, maquiller ou justifier leurs crimes, organiser des collectes pour leur acheter des armes et même leur recruter des combattants.

Par contre, l'expression d'une sympathie même la plus symbolique envers des rebelles réfractaires aux ordres du FMI et de l'OTAN peut vous conduire en prison.

Quinze sympathisants d'un mouvement rebelle turc de gauche (DHKP-C -Ndlr) viennent d'être condamnés par le tribunal correctionnel de Paris à des peines d'une sévérité inouïe. Leurs crimes : distribution de tracts et de journaux, organisation de pique-niques, de concerts et de manifestations." (*Lutte antiterroriste en France : cherchez l'erreur* - 14.01.13 - Extrait du Investig'Action, portail de Michel Collon)

L'Etat désigne comme terroristes ceux qui gênent les intérêts économiques de ses commanditaires, l'oligarchie financière qui contrôle banques, multinationales, matières premières, la création monétaire, conformément à la politique qu'elle a définie à l'abri des caméras et des micros.

Décryptage d'un bref extrait d'un article de presse.

(Islande) La crise économique a accru l'intérêt de rejoindre un groupe comme l'Union européenne, mais les récents sondages d'opinion ont montré que la population voterait contre l'entrée dans l'Union en cas de référendum. Reuters 14.01

- "*La crise économique a accru l'intérêt de rejoindre un groupe comme l'Union européenne*" exprime le point de vue des partisans de l'UE dont le journaliste de Reuters se fait le relais, il parle ici en leur nom. "*mais*" introduit une opposition, connaissant le parti pris des agences de presse, il exprime ici davantage un regret, hélas ! On compatit d'avance !

ACTUALITE EN TITRES

Tristes couples

- Bachelot et Bergé dans la rue pour le mariage gay - LeFigaro.fr

- Mariage pour tous: la droite a réussi "*son mariage avec l'extrême droite*", dit Assouline - AFP

Jusqu'au boutiste...

- Justice: «*Nous voulons devenir une institution de défense de la présomption d'innocence*» - 20minutes.fr

...pas trop quand même...

- Affaire Karachi: le parquet contre l'enquête sur Sarkozy - AFP

... ou pas du tout !

- Libération du Libanais Ibrahim Abdallah: la justice reporte sa décision - AFP

Tout fout le camp, même l'hygiène élémentaire.

- Un homme retrouvé dans les toilettes d'un hôpital... 36 heures après sa mort - 20minutes.fr -

Parole d'un expert en la matière.

- Somalie: Fabius dénonce "*l'instrumentalisation des assassinats*" - L'Express.fr

Ils vont s'emmerder !

- Mali: débat mercredi à l'Assemblée nationale et au Sénat - AFP

- "*Il y a l'unité nationale, elle est totalement acquise*", a assuré aussi Jean-Louis Borloo, le président du groupe de l'UDI à l'Assemblée. AFP 14.01

Quand le goût du pouvoir conduit à la dysenterie

- Medef : Laurence Parisot fait tout pour garder son trône - LePoint.fr

Etonnante interrogation

- Le FMI condamne l'austérité mais sans réhabiliter la relance : que recommandent les économistes pour sortir de la crise ? - Atlantico.fr

Ils n'ont pas compris ou plutôt ils ne veulent pas comprendre ou mieux ils feignent de ne pas comprendre au regard de la nature de ce portail, qu'il ne suffit pas qu'un gouvernement décident des mesures antisociales, faut-il encore qu'elles entrent en application ou qu'elles se traduisent dans les faits ce qui nécessite un certain temps. Pour pouvoir embaucher en masse des travailleurs à coût réduit tout en leur imposant de nouvelles conditions de travail, il faut commencer par en licencier quelques millions, période difficile qui va se traduire dans l'immédiat par une baisse de la consommation et une augmentation du chômage, ce n'est qu'ensuite que les esclavagistes vont pouvoir engranger les bénéfices de cette politique.

Il ne suffit pas de prendre des mesures drastiques contre les travailleurs pour que du jour au lendemain les entreprises deviennent plus compétitives sur le marché mondial, d'ailleurs rien ne prouve qu'elles le seront davantage, de plus ce n'est peut-être pas l'objectif de ces mesures, mais plutôt une manière d'épurer le capitalisme de ses éléments les plus faibles, de renforcer les plus puissants qui réussiront généralement à s'en sortir.

Pour reprendre leur langage, la relance ne se décrète pas, c'est une question de compétitivité à l'échelle mondiale, les meilleurs l'emportent et les autres disparaissent, un point c'est tout. Rien de nouveau sous le ciel sordide du capitalisme.
Les économistes : ce sont des ânes avec des oeillères !

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils le revendiquent. Pourquoi le corporatisme devrait-être l'exclusivité des acteurs du "***dialogue social***" estime la soi-disant gauche du PS ?

"*Cet accord n'est pas acceptable*" car "*il contient de nombreuses régressions sociales que les quelques avancées ne peuvent en aucun cas justifier*", qu'il "*prévoit des clauses contraires aux engagements de la gauche et du candidat à la présidentielle*", et qu'il "*ne peut être qualifié d'accord majoritaire*", affirment dans un communiqué Emmanuel Maurel, membre du bureau national du PS, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann et le député Jérôme Guedj.

(Dire qu'Hollande aurait renié ses engagements de campagne électorale serait faux ou forcer le trait, puisqu'en réalité il s'est livré en permanence à un double langage. Ceux qui l'ont soutenu ou ont appelé à voter pour lui et les candidats du PS en juin dernier, n'ont finalement retenu que la partie de son discours qui les intéressaient ou les couches particulières qu'ils représentaient pour mieux camoufler leur propre capitulation politique, leur subordordination au régime. Ils se reconnaîtront, ils sont nombreux.

Affirmer que cet accord "*ne peut être qualifié d'accord majoritaire*" ne coûte rien, dès lors qu'on n'engage pas le combat pour son abrogation. Socialiste en parole, social-libéral-impérialiste dans les faits. - Ndlr)

Si "*plusieurs avancées non négligeables*" doivent être saluées, comme l'encadrement des contrats à temps partiel, l'institution de droits rechargeables à l'assurance chômage, le développement des droits à la formation ou l'extension progressive des complémentaires-santé, poursuivent-ils, "*côté régressions sociales, la liste est longue et lourde: retour des accords +compétitivité emplois+, licenciements facilités, limitation du recours au juge civil, mutations imposées facilitées.*".

(Répétons-le, cela signifie purement et simplement la liquidation du contrat de travail, puisque les trois facteurs principaux (durée du travail, salaire, poste de travail) qui le définissent seront désormais aléatoires et laissés à la discrétion du patron. - Ndlr)

Selon les animateurs du mouvement Maintenant la gauche, "*le gouvernement, puis le Parlement, vont devoir s'emparer de ce texte et du sujet global de l'emploi et du marché du travail*" puisqu'"*il ne peut être question (..) de priver la représentation nationale de son droit de débattre et décider*" sur ces "*sujets essentiels*".

(Finalement, ils veulent être associés à la sale besogne entrepris par le gouvernement social-libéral, on leur cède la place bien volontiers.

Vous aurez remarqué qu'ils ont parfaitement conscience des conséquences désastreuses de cet accord patronal pour les travailleurs. Donc ensuite qu'on n'ose pas nous sortir qu'il existerait de véritables socialistes dans ce parti pourri jusqu'à l'os. Jamais un socialiste ne pourrait cautionner une telle politique. - Ndlr)

De son côté, Guillaume Balas, secrétaire général du courant du ministre Benoît Hamon (Un Monde d'Avance), a demandé aux parlementaires de "*jouer pleinement leur rôle dans ce débat crucial autour de la sécurisation de l'emploi*". Le dialogue social, écrit-il dans un communiqué, "*ne saurait impliquer la réduction de l'espace de débat légitime de la représentation nationale, ni sa transformation en une chambre d'enregistrement du dialogue social*". Il a dit attendre "*un débat approfondi et détaillé sur cet accord, y compris en améliorant le texte si nécessaire*". AFP 14.01

(Pour assurer la stabilité et la continuité du régime, il est préférable, voire indispensable que tous les acteurs (y compris évidememment le Front de gauche) qui soutiennent la "*sécurisation*" de la précarité, de la pauvreté et du chômage montent au créneau... Si vous avez encore en tête ma causerie de la veille, vous avez ici la confirmation de ce que j'ai avancé. - Ndlr)

Faisons table rase du passé. Pourquoi faut-il abolir la Constitution et les institutions de la Ve République ?

Nicolas Sarkozy pourrait échapper à une enquête en marge de l'affaire Karachi, le parquet de Paris s'opposant à trois juges qui entendent déterminer si l'ex-chef de l'Etat s'était rendu complice d'une violation du secret de l'instruction.

En attendant que la chambre de l'instruction tranche, les magistrats vont pouvoir instruire les volets de cette affaire qui concernent l'ex-ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux et l'ancien conseiller presse de l'ex-chef de l'Etat Franck Louvrier, auxquels le parquet ne s'est pas opposé.

"*A le supposer établi, le fait de permettre la divulgation d'informations issues d'une instruction en cours n'entre pas dans les fonctions du président de la République telles qu'il les tient de la Constitution*", ont estimé les magistrats dans leur ordonnance du 9 janvier, que l'AFP a pu consulter.

Réagissant à la décision du parquet de faire appel, Me Olivier Morice, avocat des familles plaignantes, s'est insurgé contre "l'obstruction" du ministère public.

"*Le parquet de Paris a toujours fait obstruction à l'avancée du dossier de l'affaire de Karachi, en particulier au rôle et à la responsabilité de Nicolas Sarkozy*", a déclaré l'avocat à l'AFP.

"*Les familles constatent que le procureur de Paris se soucie peu d'identifier les auteurs et les circonstances de la violation du secret de l'instruction*", a-t-il ajouté. AFP 14.01

En tant qu'ex-président, comme ses prédécesseurs Sarkozy incarne les institutions antidémocratiques de la Ve République. Le parquet de Paris, les magistrats comme les préfets sont nommés en conseil des ministres, ils sont les piliers et les garants de l'ordre établi.

On ne peut donc pas concevoir sérieusement de changer la société et bâtir un nouvel Etat, une République sociale sur la base des besoins et aspirations de la majorité de la population sans démolir de fond en comble la totalité des institutions en place, l'Etat des capitalistes...

Gouvernement des actionnaires du CAC40 ou quand gouvernement PS-MRC-PRG-EELV = gouvernement UMP-UDI.

Quand Hollande et le gouvernement font le sale boulot que leurs prédécesseurs leur avaient laissé... en toute connaissance de cause.

Effectivement, en multipliant les mesures antisociales et réactionnaires Sarkozy et son gouvernement savaient pertinemment qu'ils seraient sanctionnés lors des prochaines élections présidentielles et législatives.

Ils savaient également que ce serait plus facile à un président de la République et à un gouvernement soi-disant de gauche de faire ou d'achever le sale boulot qu'ils n'avaient pas pu entreprendre ou terminer, car ils béficieraient du support des principaux partis ouvriers ou dits de gauche ainsi que les syndicats contrôlés par des dirigeants inféodés au capital.

Oui, ainsi l'histoire se répète, c'était prévu et en quelque sorte inévitable puisqu'il n'existe pas de parti ouvrier révolutionnaire en France ou ne serait-ce qu'indépendant de l'Etat.

Racket de l'Etat au profit des richissimes actionnaires.

- L'Etat a ôté lundi un énorme fardeau à EDF en promettant que l'électricien national se verrait rembourser une ardoise de près de 5 milliards d'euros lié à l'essor des énergies renouvelables, via de futures augmentations de la CSPE, une taxe payée par les consommateurs.

La taxe en question, la Contribution au service public de l'électricité, sert à couvrir les charges des missions de service public d'EDF, dont celles liées au rachat à un prix bonifié de l'électricité d'origine renouvelable.

Or, avec l'envolée de la production d'électricité solaire et éolienne, les charges que la CSPE est censée couvrir ont explosé ces dernières années. Mais les gouvernements successifs ont traîné des pieds pour relever le niveau de la taxe, afin de ne pas faire flamber encore plus des factures d'électricité de plus en plus lourdes.

Augmentations à venir pour le consommateur

"*Il faut préserver la capacité d'investir d'EDF, c'était absolument nécessaire que l'Etat procède à cet acte de responsabilité et de transparence*", a déclaré à l'AFP la ministre de l'Energie Delphine Batho, pour qui le gouvernement a ainsi réglé un "*lourd passif*" légué par la droite.

Reste à préciser les conséquences pour le consommateur. Le gouvernement se contente d'indiquer que "*les augmentations à venir*" de la CSPE "*permettront par la suite de résorber progressivement le manque à gagner*" d'EDF.

Delphine Batho a par ailleurs indiqué que la question d'un éventuel déplafonnement de cette taxe, dont les augmentations ont été jusqu'ici limitées à 3 euros le mégawattheure par an, comme celle d'un élargissement de son assiette de prélèvement à d'autres énergies que l'électricité, seraient abordées dans le cadre du débat national sur la transition énergétique lancé récemment.

La CSPE a été encore relevée début janvier, ce qui va gonfler les factures d'électricité de 2,5% en moyenne, soit environ 15 euros par an et par ménage.

Après la réforme des prix du gaz présentée en décembre dernier, qui va "*remettre les compteurs à zéro*" pour l'opérateur gazier GDF Suez, le gouvernement Ayrault montre en tout cas sa détermination à régler les délicats contentieux tarifaires hérités de la droite.

Cet accord ôte aussi un fardeau qui assombrissait les comptes d'EDF, et qui pesait tel une épée de Damoclès sur le cours du groupe, actuellement plombé par une conjoncture défavorable et des besoins d'investissement importants.

Les investisseurs ont d'ailleurs salué cette nouvelle, faisant bondir l'action EDF de 5,34% à 14,39 euros en fin de séance. AFP 14.01

No comment !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

1.1- Le ministre britannique des Finances, George Osborne, a estimé que l'Union européenne devait changer si elle voulait que la Grande-Bretagne en reste membre, dans un entretien aujourd'hui au quotidien allemand Die Welt.

"*J'espère vraiment que la Grande-Bretagne restera un membre de l'Union européenne. Mais pour que nous restions dans l'UE, l'UE doit changer*", a-t-il affirmé au journal conservateur qui lui demandait si Londres en serait encore membre dans 10 ans.

"*La population britannique est très déçue vis-à-vis de l'UE et les gens ont le sentiment que beaucoup trop de choses sont décidées trop loin (d'eux) à Bruxelles. Nos citoyens se demandent si l'Europe résout réellement leurs problèmes les plus immédiats et peut créer des emploi et leur assurer un bon niveau de vie*", a-t-il ajouté.

"*Nous voulons que l'UE fasse plus dans certains domaines, comme le marché intérieur, le numérique, l'énergie, le libre échange avec les Etats-Unis, le Japon, et d'autres parties du monde. Nous avons des idées pour l'UE et il est frustrant qu'elles ne soient pas appliquées*", a-t-il encore précisé. Il a, en outre, clairement réaffirmé qu'aucun "*gouvernement dont (il ferait) partie ne voudra jamais faire partie de l'euro*". AFP 11.01

1.2- M. Cameron : apprenez qu'un homme politique ne fait rarement ce qu'il veut… mais ce qu'on lui '*suggère*'

Certains affirment que le véritable pouvoir de l'Occident se situe en Angleterre, d'autres aux Etats-Unis. En réalité, c'est un peu plus compliqué car le pouvoir est sans patrie et nous tendons même à considérer qu'il a planifié de sacrifier ces deux forteresses illustrant un Système qui a fait la pluie et le beau temps durant tout le XX° siècle, ainsi que durant la première décennie du nouveau siècle.

Selon des rumeurs circulant dans les milieux financiers et qui s'avèrent fondées, les politiciens dirigeants l'Angleterre sous la coupe de David Cameron, pensent à quitter l'Union européenne. Des banquiers très influents de la City partagent cette opinion.

Il y a quelques heures, l'administration Obama a clairement exprimé son point de vue sur le sujet par la voix du secrétaire américain chargé des Affaires européennes, Philip Gordon. Il est hors de question de voir l'Angleterre claquer la porte de l'Union européenne qui serait (on est surpris de l'apprendre à la lumière d'autres informations) en train de resserrer ses liens avec l'Amérique.

« *Nos liens se resserrent avec l'Union européenne en tant qu'institution. Or, celle-ci a une voix qui porte de plus en plus dans le monde, et nous voulons que la Grande-Bretagne ait une voix forte dans cette Union européenne* », a expliqué Philip Gordon lors d'un discours tenu mercredi 9 janvier à l'ambassade des Etats-Unis à Londres. Le « *monarque* » londonien David Cameron pense en tant que politicien et est tenté de faire de la question de la sortie de l'Angleterre de l'Union européenne le sujet d'un référendum. Cela lui permettrait de rester au poste qu'il occupe et semble apprécier, jusqu'en 2020.

David Cameron a-t-il compris le message et repoussera-t-il le référendum entre 2015 et 2018 ? Sans doute va-t-il rencontrer ses mentors et discuter du sujet avec quelques stars de la finance mondiale, inconnues du grand public, siégeant à Londres et membres du cartel bancaire… pour avis.

Cet avis, nous le connaissons d'avance.

Il y a déjà eu le message du Financial Times, le journal de l'establishment, publié le 8 janvier 2013. Le fondateur de Virgin, Richard Branson, suggérait au Premier ministre britannique que l'Angleterre reste au sein de l'UE et même qu'elle y prenne un rôle de leader. Peu avant, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, avait chaudement recommandé à David Cameron de réfléchir à deux fois… Et puis, il y a le petit Tony, dont personne ne parle mais qui reste le porte-parole d'un groupe de mafieux obscurs mais ô combien puissants.

Le 28 novembre 2012, le mage Tony Blair a fait un oracle : prenant la parole devant un parterre d'initiés du Royal Institute of International Affairs (R.I.I.A.), l'ex Premier ministre britannique a averti David Cameron (actuel dirigeant du gouvernement d'Angleterre), que sa politique consistant à un retrait de l'Union européenne se solderait par la déconfiture du Royaume-Uni. Cela serait, a-t-il averti, « *invalidant du point de vue politique, dommageable économiquement, et énormément destructeur vis-à-vis des véritables intérêts à long terme de la Grande-Bretagne* ». Rester dans l'Union européenne est « *un élément absolument essentiel pour le maintien de notre nation en tant que puissance mondiale et économique. Ce serait une erreur monumentale que d'y tourner le dos et de perdre une position de pouvoir et d'influence cruciale pour le XXIème siècle* ».

Par conséquent, il y a de réelles chances que le référendum attende… à moins d'une crise violente qui ne semble pas pointer pour le moment… et là, le magicien Mario Draghi n'y est pas pour rien. Nous en reparlerons. Liesi 12.01

2- Grèce

2.1- Bombe incendiaire au domicile du frère du porte-parole du gouvernement grec

La police a indiqué que des incendiaires ont attaqué le domicile du frère du parole du gouvernement Simos Kedikoglou avec une bombe.

Les incendiaires ont défoncé la porte avec un marteau et jeté une bombe incendiaire à l'intérieur, précisent les forces de l'ordre.

Selon la police, les occupants de la maison – le frère du porte-parole, son épouse et leur enfant de 3 ans – sont sains et saufs. Ils ont ajouté que les occupants avaient éteint le feu.

Des incendiaires avaient attaqué les domiciles de cinq éminents journalistes avant l'aube vendredi, incitant le porte-parole du gouvernement, un ancien journaliste, à condamner ces attaques. Deux petits groupes anarchistes auraient revendiqué la responsabilité de ces attaques, qui ont causé des dégâts limités et aucun blessé. okeanews.fr 13.01

2.2- Athènes : le quartier général de la Nouvelle Démocratie attaqué à la kalachnikov dans la nuit

Le bâtiment principal du parti de la Nouvelle Démocratie du premier ministre A. Samaras a été attaqué ce matin vers 2h30 par 2 hommes qui auraient utilisé des kalachnikovs. Il n'y a pas eu de blessé.

Une voiture incendiée aurait été retrouvée près du quartier général du parti : la police pense qu'elle aurait pu servir dans l'attaque.

La police scientifique a recueilli sur les lieux neuf douilles de fusils d'assaut Kalachnikov, selon la presse. Après la bombe incendiaire à la résidence du frère du porte parole du gouvernement hier, les incendies criminels dans 3 bureaux de la Nouvelle Démocratie et un bureau du PASOK avant-hier et les (petites) bombes qui ont explosé devant les domiciles de 5 journalistes en fin de semaine dernière, les actes de violence symboliques semblent s'accentuer.

Selon l'AFP, cette flambée de violence semble liée aux récentes opérations de police pour déloger des squatters de bâtiments publics, provoquant de vives tensions avec le principal parti d'opposition de gauche, Syriza. Une grande manifestation a eu lieu samedi à Athènes pour protester contre les expulsions de squatters pendant le week-end.

source : enikos.gr (okeanews.fr 14.01)

2.3- Suite à un appel téléphonique anonyme indiquant qu'une bombe a été placée dans le bâtiment, la cour suprême a été évacuée ce matin.

La police enquête sur place. okeanews.fr 14.01

3- Islande

L'Islande a annoncé lundi la suspension de ses négociations en vue de son adhésion à l'Union européenne, dans la perspective des élections législatives d'avril qui pourraient amener au pouvoir un gouvernement eurosceptique et interrompre le dialogue.

La coalition gouvernementale, formée des sociaux démocrates et du parti Gauche-Verte et distancée dans les sondages, a déclaré qu'aucune discussion n'allait être entamée avec l'Union sur de nouveaux chapitres. Les négociations en cours vont se poursuivre, mais aucune décision ne sera prise.

La crise économique a accru l'intérêt de rejoindre un groupe comme l'Union européenne, mais les récents sondages d'opinion ont montré que la population voterait contre l'entrée dans l'Union en cas de référendum.

Les sociaux-démocrates sont favorables à l'entrée dans l'Union, contrairement à la Gauche-Verte. Les deux formations ont surmonté leur divergences pour entamer les négociations en convenant que tout accord avec l'UE fasse l'objet d'un référendum.

L'opposition de centre-droit est hostile à l'entrée de l'Islande dans l'Union européenne. Reuters 14.01

4- Syrie - Mali

Comme l'Occident est bloqué par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre en œuvre la politique du Grand remodelage du Moyen-Orient au service des sionistes et d'une partie des oligarchies américaines, il soutient les terroristes et mercenaires les plus fanatiques. Cette politique est aussi celle qui fut engagée dans l'attaque du régime de M. Kadhafi.

Comme l'écrivait A. Jules il y a quelques mois : « *Le Mali s'est embrasé. La France crie au scandale et dit craindre l'islamisme dans le nord malien. Or, c'est la France qui est à l'origine de la force des Touareg aujourd'hui, et d'Aqmi d'ailleurs* ». Dans un billet écrit au printemps 2011, A. Jules écrivait : «*L'arrivée massive d'armes, notamment le parachutage abscons par la France, et en violation de la résolution 1973, d'armes lourdes dans le Djebel Nafoussa, le retour de près d'un million de travailleurs migrants, auront transformé ce conflit mené par des gens sans vision, en un massacre qui se poursuivra.* » (...)

Le sieur Nicolas Sarkozy a agi comme il le fallait pour transformer le Sahel en une poudrière et ce sont les soldats français que le pouvoir expose afin de satisfaire des intérêts mafieux.

Depuis quelques décennies, les dirigeants français sont devenus les mercenaires d'une Alliance dont les troupes servent avant tout les politiques mondialistes des multinationales contrôlées par les factions dominantes du cartel bancaire. (...)

Quand on voit ce monde, la lâcheté de ses princes et leur bouffonneries à l'égard des puissants, les questions posées sont graves et les réponses… effrayantes.

Pour le Mali, voici la conclusion de notre confrère B. Lugan :

Au Mali, l'alternative est simple :

« *Soit nous laissons le cours de la longue histoire reprendre son déroulé et nous admettons la réalité qui est que le Mali n'a jamais existé et que les Touaregs ne veulent plus être soumis aux Noirs du Sud. Dans ce cas, nous entérinons le fait accompli séparatiste et nous veillons à ce que les Touaregs qui auront obtenu ce qu'ils demandaient deviennent nos alliés dans le combat contre Aqmi. .* »

« Soit, de concert avec les Etats de l'Ouest africain, nous intervenons militairement contre les Touaregs pour reconstituer une fiction d'Etat malien et nous jetons ces derniers dans les bras d'Aqmi avec tous les risques de contagion qu'une telle politique implique. » Liesi 14.01

5- Tunisie

Plus de 8.000 Tunisiens défenseurs d'un Etat laïque ont manifesté lundi à Tunis pour afficher leur opposition au gouvernement d'inspiration islamiste, deux ans jour pour jour après la chute du président Zine Ben Ali.

"Non à la dictature émergente", "*Non à la dictature religieuse*", "*Ni peur, ni horreur, le pouvoir appartient au peuple*", pouvait-on lire sur les pancartes des manifestants.

Agitant des drapeaux rouges et blancs aux couleurs de la Tunisie, les participants ont scandé : "*Dehors Ennahda*" et "*Où est la Constitution ? Où est la démocratie ?*"

"*Je me trouvais ici, exactement au même endroit il y a deux ans. Le dictateur est parti et nous avons obtenu la liberté d'expression mais nous sommes toujours confrontés à de nombreuses difficultés comme des éruptions de violences, un manque de sécurité, la persistance du chômage et le coût de la vie*", a dit à Reuters la secrétaire générale du Parti républicain, Maya Jribi.

Sur cette même avenue Bourguiba, environ 2.000 partisans du gouvernement de coalition ont célébré de leur côté le deuxième anniversaire de la "*révolution de jasmin*".

Aucun affrontement n'a éclaté entre les deux cortèges. Des centaines de policiers anti-émeutes avaient été déployés.

"*L'opposition tente de provoquer l'échec du gouvernement, elle refuse le dialogue et de participer à un gouvernement*", a déclaré un participant au rassemblement gouvernemental, Ahmed Salhi, à Reuters. "*Leur seul objectif est de ne pas voir les islamistes gouverner la Tunisie.*" Reuters 14.01

SOCIAL

1- France

1.1-

L'Unédic a revu à la hausse lundi ses prévisions de déficit pour 2012, à 2,7 milliards d'euros, et pour 2013 à 5 milliards, évaluant à 178.800 l'augmentation du nombre de chômeurs cette année. Au total la dette de l'assurance chômage devrait s'élever à 18,6 milliards fin 2013. LExpansion.com 14.01

1.2 - Transcom France : liquidation.

L'entreprise Transcom France, qui compte trois centres d'appels dans l'hexagone, a été placée jeudi en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Versailles, a-t-on appris vendredi auprès de la CGT qui estime à près de 500 le nombre de salariés travaillant pour la société.

Les centres d'appels de Transcom, dont le siège est basé à Vélizy (Yvelines), sont situés à Montluçon (Allier), Raon-L'Etape (Vosges) et Soissons (Aisne).

"*Depuis que Transcom a mis en place un plan restructuration en 2008, près de 1.400 emplois ont été perdus. Nous étions 2.000 répartis sur six sites, il y a quatre ans, nous ne sommes plus que 500 aujourd'hui*", a affirmé à l'AFP Sandra Blaise, déléguée centrale CGT. AFP 11.01

2- Grande-Bretagne

Les magasins de la chaîne britannique d'équipements photographiques Jessops, placée mercredi sous administration judiciaire, vont fermer, ce qui entraînera la suppression de plus de 1.300 emplois, a annoncé vendredi le cabinet PricewaterhouseCoopers (PwC).

"*Il est évident que nous ne pouvons poursuivre notre activité et en conséquence, nous avons dû prendre la décision difficile de commencer à fermer tous les 187 magasins Jessops à la fin de la journée aujourd'hui (vendredi)*", a déclaré dans un communiqué Rob Hunt, l'un des responsables de PwC, chargé de l'administration de Jessops. AFP 11.01

3- Espagne

Une centaine de salariés de la compagnie aérienne Iberia ont manifesté lundi devant le siège du groupe à Madrid pour dénoncer la fusion avec la compagnie britannique British Airways et le plan de restructuration qui prévoit quelque 4.000 suppressions d'emplois chez Iberia.

"*On l'appelle pillage, mais c'est bien ça*", criaient les manifestants qui agitaient des pancartes "Mauvaise gestion, merci la fusion", répondant à l'appel d'une association indépendante des syndicats.

"*Iberia est en train d'être démantelé au profit de British Airways*" en réduisant le nombre de destinations qui vont revenir à la compagnie, dénonçait une salariée qui préférait conserver l'anonymat.

L'association propose "*l'annulation de la fusion avec BA et la recherche de partenaires plus viables*" ainsi qu'un "*autre mode de gestion qui permette le développement et le maintien de notre position stratégique, vitale pour notre pays*"

Le plan actuel prévoit outre les suppressions d'emplois, des réductions de salaire de 18% pour le personnel au sol, de 23% pour les pilotes et 28% pour les personnels navigants, ainsi qu'une diminution de la flotte d'Iberia de 25 avions.

Les syndicats proposent eux le gel des salaires jusqu'en 2015, et l'intégration de la compagnie à bas coûts Iberia Express au sein d'Iberia, ainsi que le maintien des destinations en Amérique latine.

Les syndicats avaient décidé le 10 décembre d'annuler les six jours de grève prévus avant les départs en vacances de Noël. AFP 14.01

4- Suède

SKF, numéro un mondial des roulements à billes, a annoncé lundi qu'il supprimerait 2.500 emplois pour ajuster ses effectifs à la détérioration de la demande, illustrant les perspectives peu encourageantes de l'industrie européenne.

Le groupe suédois, dont les produits sont utilisés dans une large gamme de produits allant des lave-linge aux avions, est parfois présenté comme un indicateur avancé des tendances économiques en raison de l'éventail de ses débouchés.

Parmi sa clientèle, figurent les constructeurs automobiles qui traversent actuellement une des périodes les plus difficiles de leur histoire.

"*La demande s'est affaiblie au cours du quatrième trimestre et nous nous attendons à ce que cela continue à ce niveau au début de l'année*", a déclaré le directeur général de SKF, Tom Johnstone.

Le groupe entend réduire ses dépenses de trois milliards de couronnes (350 millions d'euros) d'ici 2015. Parmi les mesures prévues, figure une réduction de 5% de ses effectifs qui s'élèvent actuellement à 46.000 salariés.

"*Ce qui est important, c'est que le groupe s'appuie sur cette période difficile sur le front de la demande pour améliorer sa rentabilité*", souligne Peder Frolen, analyste de Handelsbanken Capital Markets.

Le groupe a par ailleurs annoncé que son plan d'économies incluait le transfert d'une partie de la production de l'Europe de l'Ouest vers l'Europe de l'Est, l'Asie et l'Amérique latine. Il prévoit également une consolidation dans d'autres segments de ses activités.

Les réductions de postes annoncées lundi se feront essentiellement via des départs à la retraite anticipés et des départs

volontaires. Reuters 14.01

ECONOMIE

1- Fed

Le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke a exhorté lundi le Congrès à relever le plafond d'endettement des Etats-Unis pour parer à tout risque de défaut, estiment en outre que les passes d'armes politiques sur le déficit étaient préjudiciables à la situation économique.

Il a argué que relever ce plafond légal d'endettement ne revenait pas à autoriser de nouvelles dépenses publiques. (C'est marrant, on s'en doutait ! Sociales évidemment, quant aux militaires ou policières c'est autre chose. - Ndlr)

"*Relever le plafond de la dette, ce que le Congrès doit faire périodiquement, donne au gouvernement la capacité de payer ses factures en cours*", a-t-il expliqué lors d'un événement.

(Celles du complexe militaro-industriel en priorité. - Ndlr)

Le secrétaire au Trésor Timothy Geithner a lui aussi exhorté le Congrès à relever le plafond d'endettement légal de 16.400 milliards de dollars, faute de quoi, le pays risquait des dommages économiques "*irréparables*".

(La menace vient du cartel des banquiers qui détiennent la caisse, la planche à billets, l'or et finalement le pouvoir. Vous faites ce qu'on vous ordonne ou on fait monter les taux d'intérêt on spécule contre le dollar et on fait tout péter, choisissez. Ne vous marrez pas, c'est ainsi que les choses se passent en réalité. D'ailleurs, Bernarake ne s'est pas gêné pour lancer cette menace publiquement- Ndlr)

Ben Bernanke a enfoncé le clou en déclarant lundi que "*la pire des choses que nous puissions faire serait de relever les taux d'intérêt prématurément, provoquant ainsi une récession*". Reuters 14.01

2- Banques centrales

L'arrosage bancaire a-t-il ses limites ?

Depuis le déclenchement de la crise des subprimes, ces armes à neutron choisies par le club de richissimes mondialistes désireux de renverser l'ordre des nations pour introduire un village global morcelé en grandes régions, les banques centrales font durer le suspens avant l'étape de la mise à mort du SYSTÈME.

C'est la question du moment : pour combien de temps ?

Le graphique ci-dessus (en haut de l'écran - ndlr) illustre parfaitement le jeu orchestré par tous les clubs de banquiers qui ordonnent la politique monétaire des banques centrales des principales puissances financières de la planète. Il y a quelques jours, l'Institut de la finance internationale (IIF) affirmait que la politique de l'argent facile pourrait être en train d'atteindre son ampleur maximale. « *Le cycle de fourniture de liquidités en abondance touche à sa fin* », a estimé Hung Tran, premier directeur général adjoint de ce groupement défendant les intérêts des grandes banques de la planète, lors d'une conférence de presse à Washington. Ce dernier, faisant référence aux documents publiés par la Fed, constate que les dirigeants de la banque centrale étaient dans l'ensemble plutôt favorables à ce que cette politique cesse au plus tard d'ici à la fin de l'année.

Nous sommes dans une situation où la fête peut, certes, durer encore un peu, mais la marge de manœuvre diminue incontestablement. A la lecture de ce beau graphique, on comprend mieux pourquoi les hommes liges dirigeant les banques centrales parlent de QE illimité.

Or l'infini n'existe pas dans l'agenda mondialiste.

Il faut donc être comme le médecin au chevet du patient : guetter les signes annonciateurs de la mort clinique. En attendant, les politiques qui ne savent plus rien faire sinon obéir aux lois du Marché et à ses ukases, cherchent à briller sur le seul domaine où ils peuvent encore exerce leur petit '*pouvoir*' : celui du débat de société et de la culture. Liesi 13.01

3- Corée du Sud

Le géant sud-coréen de l'électronique Samsung Electronics a annoncé lundi avoir vendu plus de 100 millions de smartphones Galaxy depuis 2010, creusant son avance sur l'iPhone de son concurrent américain Apple. Le premier de la série Galaxy S phone, lancé en juin 2010, s'est écoulé à 25 millions d'unités, le Galaxy S II, lancé en avril 2011, à plus de 40 millions et le S III à 40 millions également depuis sa mise sur le marché l'an dernier.

2012 a été un tournant pour Samsung qui a assis sa domination sur le marché des téléphones portables, tous modèles confondus, avec une part de marché mondiale de 31,3% au troisième trimestre alors qu'elle n'était que de 3,3% fin 2009. Sur l'ensemble de l'année, le sud-coréen s'arroge une part de marché de 28%, contre 20% en 2011, Apple confortant sa deuxième place à 20% contre 19%, selon le cabinet d'étude IHS iSuppli. AFP 14/01

4- Chine

Le pays a dépassé depuis plusieurs années les Etats-Unis et l'Europe en terme d'immatriculations pour devenir le premier au monde. L'an dernier, elles ont atteint 19,3 millions d'unités, contre 14,49 millions aux Etats-Unis et elles devraient connaître une croissance encore soutenue cette année, selon des analystes.

La Chine pourrait à présent se hisser au premier rang mondial en terme de production. Selon les projections du cabinet spécialisé IHS Automotive, près de 20 millions de véhicules (voitures et véhicules utilitaires légers) devraient être produits sur le sol chinois en 2013, contre 18 millions en Europe en incluant la Russie et même la Turquie. Le boom de la production en Chine doit beaucoup aux groupes étrangers, qui captent environ 70% du marché national et produisent sur place via des coentreprises avec des Chinois. Les plus importants sont l'américain General Motors, l'allemand Volkswagen ou encore le japonais Nissan.

Mais les constructeurs nationaux ne sont pas en reste. Poussés par le gouvernement chinois à allier leurs forces, ils font preuve de velléités de plus en plus marquées. "*La stratégie des groupes chinois s'appuie d'abord sur la maîtrise de leur marché intérieur*", commente Laurent des Places, associé chez KPMG en France. "*Le gouvernement a une volonté ferme d'aider ces grands groupes à en prendre au moins 50%*", ajoute-t-il. GAC et son compatriote Chery, qui se classent parmi les dix premiers constructeurs chinois, ont ainsi conclu à l'automne dernier un accord pour devenir plus compétitifs.

Ils poussent aussi leurs pions à l'étranger, que ce soit en Asie du Sud-Est ou plus loin. "*Geely, Chery et Great Wall ont une stratégie offensive en matière d'exportation vers l'Iran, mais aussi l'Egypte, l'Algérie et des marchés en Amérique latine comme le Chili, qui a un accord commercial spécifique avec la Chine*", indique Namrita Chow, analyste chez IHS Global Insight à Shanghai. Le numéro un chinois, SAIC, fait de même via ses coentreprises avec VW et GM, ajoute l'analyste.

Ces constructeurs profitent du fait que les ventes automobiles dans les marchés émergents sont encore "*sous-développées et qu'ils y sont compétitifs en terme de prix et de gamme de produits*". Les groupes chinois ne disposent pas encore d'usines de production en dehors de leurs frontières, mais les choses changent. Great Wall a lancé le mouvement en s'implantant l'an dernier en Bulgarie. L'Europe de l'Est, comme le Mexique, présente l'avantage d'être ouverts aux investisseurs et de pouvoir servir de base arrière pour vendre en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis, explique M. des Places.

Reste à savoir s'ils sauront séduire les automobilistes. "*Les constructeurs chinois doivent encore prouver la fiabilité de leurs véhicules*", commente Jesse Toprak du site spécialisé américain Truecar. AFP 12.01

Haut de page

Le 16 janvier

CAUSERIE

J'ai ouvert un dossier *Mali* où vous trouverez les articles en ligne dans le portail.

J'ai reçu un courriel du M'PEP.

Il nous informe que "*Le M'PEP devient le ... M'PEP*", de *Mouvement politique d'éducation populaire* il se transforme en *Mouvement politique d'émancipation populaire*.

On a envie de leur répondre que cela nous fait une belle jambe, car on a appris qu'il venait de tenir leur congrès, et en me connectant sur leur portail je n'en ai pas trouvé trace, mais bon, j'ai peut-être mal cherché.

J'ai aussi cherché un article sur l'accord patronal intervenu le 11 janvier consacrant la liquidation du contrat de travail, là non plus je n'en ai pas trouvé trace, décidément ils doivent utiliser une encre invisible à l'écran ! Bon, ne perdons pas notre temps.

Je suis évidemment dans l'impossibilité d'intervenir sur tous les sujets d'actualité, je fais ce que je peux. Vous avez dans le portail des articles qui vous permettent de comprendre la situation. J'interviens sur certaines questions plus longuement quand j'en trouve le temps. Je me suis formé au logiciel Corel Draw dimanche dernier. Je vais reprendre mes cours de linguistique pour affiner la présentation de mes analyses, en fait j'ai presque tout oublié, je n'en ai gardé que la substance comme toujours.

La vie quotidienne en Inde comme si vous y étiez.

Une Indienne de sept ans a été violée dans les toilettes d'une école dans l'Etat touristique de Goa, provoquant des manifestations d'ampleur et l'arrestation de la directrice de l'établissement, a-t-on appris mardi de source policière. AFP 15.01

Qui a dit ?

- "*Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles.*"

Réponse : David Rockefeller.

S'agissant des médias, le même constat est valable pour la France.

L'omerta a été de mise lorsque le groupe Bilderberg s'est réuni en France à Versailles en 2003. Ajoutons qu'aucun parti ouvrier n'a relayé cette information.

Car voyez-vous quand quelque 120 ou 140 parmi les personnalités les plus puissantes ou les plus influentes du monde de la finance, des entreprises et des médias et des Etats ou chefs de parti politique se réunissent à huis clos sous protection policière et militaire pendant plusieurs jours, dans un endroit tenu secret jusqu'à la veille de leur conciliabule pour débattre du sort de l'humanité, cela n'intéresse personne ou ne doit concerner ni vous ni moi, cela ne vaut même pas la peine qu'on se demande qu'est-ce qu'ils peuvent bien avoir à se dire de si important pour que rien ne filtre à l'extérieur de ces réunions depuis 1954.

Peut importe également que des dirigeants ou des élus parfois de second plan ou pratiquement inconnu de certains partis qui y ont participé se retrouvent propulsés Chancelier, Premier ministre ou Président au cours des trois années suivantes. Peu importe aussi qu'il figure à leur programme la préparation des prochaines guerres, programme qui sera ensuite adopté par l'ONU ou d'autres instances internationales comme l'Union européenne, puis légitimer par les chefs d'Etat qui les soutiendront.

En fait, peu importe qui gouverne le monde, peu importe comment il fonctionne, peu importe quels sont les rapports qui existent entre l'oligarchie financière flanquée d'une élite d'intellectuels ultra conservateurs, bref, peu importe dans quelle direction se dirige l'humanité.

Sans blaguer le moins du monde, ce sont ceux qui prétendent lutter pour le socialisme, contre le capitalisme et l'ignorance des masses sur laquelle sa pérennité repose en grande partie, qui tiennent ce discours ou plutôt qui adoptent cette attitude puisqu'ils se terrent dans un silence insupportable à nos yeux.

David Rockefeller a reconnu lui-même que la divulgation de leur plan machiavélique aurait entravé sa réalisation, ce qui signifie que ceux qui ont gardé le silence s'en sont faits volontairement les complices. Depuis plus d'un demi-siècle. Ils ne pouvaient pas à la fois s'attaquer véritablement à l'oligarchie financière et défendre les intérêts de leur misérable boutique, leurs appareils.

Ce n'est pas la seule explication, mais ne cherchez pas plus loin pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, vous avez là la réponse.

Parole d'internaute

(Suite à un article du Monde : *La défiance des Français envers la politique atteint un niveau record*, sur la base d'un sondage (Cevipof) et la comparaison des réponses entre 2009 et 2012. L'article est en ligne dans la rubrique politique)

- "*Une source d'étonnement : en trois ans selon les graphiques présentés, les Français auraient tourné à droite et pourtant ils viennent d'élire un président et une assemblée nationale de gauche*"

Continuez, qu'est-ce que cela signifie ? Votre perception ne reflète qu'une partie de la réalité, elle est faussée du fait que les institutions (ou leur fonctionnement) auxquelles il est fait référence dans ce sondage ne reflètent pas le véritable état d'esprit de

la population, encore moins prendre en compte leurs intérêts, elles ne lui permettent pas de l'exprimer puisque tous les partis qui participent aux institutions sont inféodées au capital.

Cela signifie que les "*Français*" sont majoritairement opposés à l'idéologie antisociale et réactionnaire que véhicule la droite, ils savent ce qu'ils ne veulent pas ou plus, sans savoir ce qu'ils veulent vraiment et de quelle manière y parvenir, ce qui explique qu'ils se tournent vers la droit puis vers ce qu'on leur présente comme la gauche, puis inversement et ainsi de suite, sans forcément avoir des illusions dans les uns ou les autres d'ailleurs.

En procédant de la sorte, il est parfaitement clair qu'ils ont intégré ou pris conscience que finalement la politique mise en oeuvre par la droite ou la gauche est finalement la même.

On sera d'accord que pour entrevoir une solution satisfaisante à un problème, faut-il encore être en mesure de le poser correctement ou de se poser les bonnes questions. C'est élémentaire, certes, mais voyez-vous cela échappe parfois aussi aux esprits les plus brillants.

Ce ne sont pas des illusions dans les institutions ou les partis qui y participent qui s'expriment ici, mais avant tout l'incompréhension du fonctionnement de la société, les rapports sur lesquels elle repose, et donc l'impossibilité d'entrevoir une issue politique qui constituerait une rupture avec ce fonctionnement et ces rapports qui reflèterait fidèlement leur état d'esprit, leurs besoins et aspirations.

Une fois ce constat établi, les masses exploitées se trouvent dans l'impossibilité de se tourner vers le ou les seuls partis qui incarneraient ou pourraient incarner cette issue politique, soit qu'elles en ignorent l'existence, soit que ces partis ne leur inspirent pas plus confiance que les partis institutionnels, puisque finalement aucun ne fait l'effort de les aider à mieux comprendre le fonctionnement de la société.

Pourquoi ? Parce que ces partis rejettent ce constat. Pour eux le problème ne vient du fait que les travailleurs ne comprennnent pas comment fonctionne la société, mais parce qu'ils auraient encore des illusions dans le PS et ses satellites et au-delà dans le Front de gauche, et également dans les institutions. De ce fait ces partis (POI, NPA, LO) ne leur sont d'aucune utilité ou ne leur inspirent pas davantage confiance, sauf ponctuellement pour livrer une bataille, et encore, quand ils ne les considèrent pas plus ou moins consciemment liés aux partis institutionnels.

Ces partis refusent d'intégrer dans leurs analyses et stratégies le fait que les travailleurs ont déjà derrière eux une très longue expérience du PS et PCF et leurs satellites respectifs, de la même manière qu'ils ont été incapables d'intégrer les profondes transformations qu'a connues la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, et plus particulièrement lors des trois dernières décennies, ils en sont encore à une conception de la lutte des classes du début du XXe siècle ou plus loin en arrière encore.

Ayant toujours refusé de se tourner résolument vers la classe ouvrière pour en faire la base de leur parti, au fil du temps ils sont devenus en grande partie étrangers à la classe ouvrière et ses préoccupations, pour finalement se retrouver en total décalage par rapport à la manière dont le prolétariat vit aujourd'hui en régime capitaliste et l'idée qu'il s'en fait.

Dans leurs discours, ils en sont encore à s'acharner à vouloir convaincre du bien-fondé de leurs analyses, alors que les travailleurs veulent avant tout qu'on les aide à comprendre par eux-mêmes la situation et la société puisqu'ils disposent désormais d'un niveau d'instruction et d'une multitude de moyens d'informations leur permettant de se forger eux-mêmes leurs propres idées, refusant qu'on leur dicte un point de vue ou voyant d'un oeil soupçonneux toute entreprise qui revient à leur mâcher le travail. Maintenant que dans la jungle des informations mises à leur disposition il leur soit difficile, voire impossible de s'y retrouver est une autre question, cela ne contredit pas ce qui vient d'être dit, au contraire, cela en confirme le bien-fondé.

Ce genre de discours ne correspondant pas à ce que les travailleurs attendent, ces partis en sont réduits de plus en plus à commenter l'actualité à la façon des chroniqueurs bourgeois, reproduisant des articles ou des extraits d'articles d'agences de presse ou de médias nationaux sans fournir le moindre élément supplémentaire permettant de comprendre quoi que ce soit au-delà des éléments fournis par les auteurs de ces articles. Sinon ils fabriquent des articles à partir de citations extraits d'articles de presse, ce qui donne l'impression trompeuse qu'ils réalisent un vrai travail de création ou de réflexion, alors qu'en réalité ils ne font que de la copie, car n'y figure aucune conclusion qui pourrait servir d'enseignement.

Et quand ils prétendent expliquer quelque chose aux travailleurs, en réalité ils ne font qu'exposer leur politique à laquelle leurs interlocuteurs sont appelés à adhérer les yeux fermés, puisque avec les éléments qu'ils leur fournissent il leur est totalement impossible de comprendre sur quelle analyse elle repose vraiment ou comment ils ont construit leur raisonnement, de telle sorte qu'il est impossible à leurs interlocuteurs d'en identifier les différentes étapes, de reproduire eux-mêmes ce raisonnement pour le confirmer ou l'infirmer, ce qui de notre point de vue est intolérable pour les raisons que je vous laisse deviner.

Quant à leurs discours en direction des militants du mouvement ouvrier, de leurs dirigeants, de l'élite intellectuelle, ils sortent du même tonneau, c'est pire encore, car s'y ajoute une grande part de non-dits, de dogmatisme, nécessitant une grande expérience,

une attention soutenue, une connaissance approfondie de l'histoire du mouvement ouvrier et la de leur en particulier, pour comprendre leurs véritable intentions, où ils veulent vraiment en venir, quel en était l'objectif, exercice qui lassera plus d'un militant ou le laissera dans l'expectative ou encore, qui aura la fâcheuse impression qu'on cherche à le manipuler, alors que ce n'est pas forcément le cas. Aujourd'hui, il existe un nombre considérable de militants qui ont été un jour organisés dans un parti et qui demeurent inorganisés, que de militants dans ces partis. Notre objectif est de contribuer à inverser cette tendance.

De notre côté, nous nous employons minutieusement à expliquer comment sont construites nos analyses étape par étape, après avoir évalué différentes hypothèses, sur quels élements ou facteurs et quels rapports reposent nos positions, de telle sorte que chacun puisse tranquillement reproduire le processus (dialectique) intellectuel que nous avons mis en oeuvre, afin que chaque militant soit capables de se forger librement sa propre conviction, en aucun cas nous demandons aux militants de nous faire confiance, nous rejetons catégoriquement toute méthode qui aboutirait à ce résultat, cela n'a jamais été notre intention et nous nous en tenons à ce principe qui n'est pas négociable. Ajoutons que nous mettons à la disposition des militants ou lecteurs, la totalité des documents ou des informations qui nous ont permis de construire nos analyses, et au côté de toutes nos citations ou extraits d'articles figurent leurs sources, auteurs, dates, etc. ainsi en les consultant ils peuvent à leur tour réaliser leurs propres analyses ou vérifier quotidiennement l'honnêteté de l'auteur de ce portail, cela non plus n'est pas amendable.

En famille. "***Ils ne se quittent plus***" (Libération). L'offensive patronale continue.

1- Ils ne se quittent plus. Quatre jours après la fin des discussions sur l'emploi, patronat et syndicats se sont retrouvés ce mardi, toujours au siège du Medef, avenue Bosquet à Paris. Mais cette fois pour reprendre leurs palabres sur les retraites complémentaires du privé, interrompus depuis la mi-décembre. liberation.fr 15.01

2- Pour les retraites complémentaires, le Medef propose justement de sous indexer, pendant cinq ans, les pensions.

Les négociations syndicat-patronat sur les moyens de renflouer les régimes complémentaires, qui ont repris mardi, pourraient préfigurer d'éventuelles décisions pour le régime général. Selon le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, une désindexation des retraites complémentaires (ne plus revaloriser à hauteur de l'inflation) "*serait un élément d'appréciation très important. On ne pourra pas ne pas en tenir compte*", déclare-t-il mardi, dans *Les Echos*.

Selon Mme Parisot, "*nous ne pourrons pas nous contenter de mesures conservatoires, ni sur le régime des retraites complémentaires ni sur le régime général*". "*En réalité c'est la combinaison optimale - durée de cotisation et âge légal -, qu'il convient de trouver*", a-t-elle ajouté.

En décembre, Mme Parisot avait prôné un relèvement rapide de l'âge légal à 63 ans et un allongement à 43 annuités de la durée de cotisation. AFP 15.01

3- Pour Laurence Parisot, les choses sont même presque aussi simples qu'en 2008 lorsqu'elle avait été la première à préconiser un recul de l'âge de départ à la retraite pour équilibrer à terme les régimes de retraite. Elle avait proposé de repousser le curseur jusqu'à 63 ou 65 ans, s'attirant alors les foudres de Nicolas Sarkozy au prétexte qu'une telle mesure ne figurait pas dans son programme de campagne. «*Tous nos voisins ont choisi, à l'horizon 2035 ou 2040, de reculer l'âge légal de départ à 66 ou 67 ans, a-t-elle expliqué. On ne pourra pas résoudre les problèmes que nous connaissons avec des mesures du type de désindexation des pensions. Nous devons lancer le débat sur des orientations claires à moyen terme et la question de l'âge légal devra être reposée.*»

Les mesures conservatoires à court terme, qui doivent être arrêtées par les partenaires sociaux pour sauver les régimes complémentaires de la banqueroute, ne suffiront pas. Le mal est plus global. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) l'a d'ailleurs clairement indiqué en décembre en chiffrant à 20 milliards d'euros le besoin de financement de l'ensemble des régimes en 2020. Et il devrait le refaire le 23 janvier en publiant un nouveau rapport, bien plus complet, sur «*l'état des lieux du système français*». lefigaro.fr 15.01

Que font les syndicats dans le COR sinon légitimer son diagnostic et les ses conclusions qui se traduiront forcément par un nouveau recul du droit à la retraite ?

Il y a quelques jours nous écrivions que ceux qui prétendaient que la classe ouvrière n'était pas défaite étaient des charlatans ou des escrocs, car à force d'encaisser des reculs sur ses droits et des défaites, il arrivait un moment où le résultat revenait exactement au même sur le plan social. Ce constat nous l'avons réaffirmer après l'accord du 11 janvier qui se traduit pour ainsi dire par la liquidation pure et simple du contrat de travail.

Il est permis de faire la même analyse concernant les reculs successifs du droit à la retraite, qui aboutit à la situation où les travailleurs seront tellement vieux et usés quand ils auront le droit de partir à la retraite, qu'ils n'en profiteront même pas ou pendant les quelques années qu'il leur restera à vivre... s'ils ne sont pas crevés au boulot!

Sur la liquidation pure et simple du contrat de travail, certains estimeront que nous exagérons et que le contrat de travail va continuer d'exister... Une fois vidé de sa substance, peut-on encore parler de contrat de travail ?

En Inde, en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises, des centaines de millions de travailleurs n'ont jamais vu un contrat de travail de leur vie, et pourtant ils en ont passé un verbalement avec leurs patrons quand ils ont été embauchés. Faudrait-il en déduire pour autant que le contrat de travail existe pour ces travailleurs ?

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Bientôt au musée Grévin ou à la poubelle de l'histoire.

- Le musée Chirac pourrait abriter une salle Hollande - LeFigaro.fr

Continuité et question déplacée.

- Mali : Non, ce n'est pas le retour de la Françafrique - LePoint.fr

- La France a-t-elle un intérêt économique à intervenir au Mali? - L'Expansion.com

- Mali : '*Cette guerre est un engagement de long terme*' - LeMonde.fr

Inflation et baisse du niveau de vie

Devinez pourquoi.

- Cahuzac envisage une désindexation des retraites par rapport à l'inflation - L'Expansion.com

- La rémunération du livret A sera bien abaissée à 1,75% en février - L'Expansion.com

La réponse.

- L'inflation reste élevée en Espagne, à 3% en 2012 - L'Expansion.com

- Le taux d'inflation britannique progresse de 2,7% sur un an - Reuters

- L'inflation allemande confirmée à 2,1% en décembre - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre de rapine. Union nationale des colons impérialistes.

1- Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault s'est félicité mardi du soutien de l'ensemble des partis représentés au Parlement à l'intervention militaire française au Mali et a exprimé la détermination du gouvernement à lutter contre le terrorisme.

"*Notre pays est uni dans ce combat contre les groupes terroristes et ce combat est aussi un combat pour nos valeurs et ce combat est un combat pour les valeurs des Nations unies*", a-t-il ajouté en soulignant que la France bénéficiait aussi du soutien de la communauté internationale. Reuters 15.01

2- La France a pour la première fois engagé mardi des troupes au sol au Mali, pour reprendre une localité de l'ouest tombée la veille aux mains des islamistes, un tournant après une campagne de bombardements aériens menée depuis vendredi. AFP 15.01

3- La France achèvera son intervention militaire au Mali une fois le pays stabilisé et un processus électoral mis en oeuvre, a déclaré mardi François Hollande, ouvrant la perspective d'une opération coûteuse et prolongée contre les rebelles islamistes.

La France a d'ores et déjà déployé quelque 800 militaires sur le sol malien et devrait porter leur nombre à 2.500, selon le ministère de la Défense. Les troupes africaines doivent s'élever à terme à 3.300 hommes. Reuters 15.01

En famille. Liquidation du contrat de travail. La vaseline, ce sont les dirigeants syndicaux qui la fournissent. La comédie continue.

1- Précisons qu'en plus cela ne leur coûte rien, puisque c'est l'Etat qui les financent en grande partie.

- Jean-Marc Ayrault a une nouvelle fois salué mardi à l'Assemblée nationale l'accord sur l'emploi passé entre le patronat et trois syndicats et estimé que vouloir réformer de façon "*autoritaire*" sur ce sujet est voué à "*l'échec*".

"*Nous savons que la France doit changer, qu'elle doit se réformer mais elle ne peut le faire de n'importe quelle manière*", a déclaré lors de la séance des questions à l'Assemblée le Premier ministre, interrogé par le président du groupe PS, Bruno Le Roux.

Selon lui, "l'histoire a montré que lorsqu'elle (la France) procède seulement par la loi, de façon autoritaire, s'agissant du droit du travail, souvent on arrivait à l'échec", a-t-il lancé, suscitant des réactions sur les bancs de l'opposition.

"*C'est la volonté du gouvernement de traduire (cet accord) dans le droit du travail, à travers un projet de loi qui sera minutieusement préparé et soumis à votre délibération*", a ajouté M. Ayrault, qui s'est dit "*sûr*" qu'il ne s'agissait pas de la "dernière" négociation de ce type et que d'autres interviendraient. AFP 15.01

2- Le PCF fournira son expertise qui s'appuie sur une longue expérience en la matière. Tout sauf exiger le retrait de cet accord infâme.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a lancé lundi "*un appel aux parlementaires de toute la gauche*" pour qu'ils mènent "*un travail législatif*" sur la sécurisation de l'emploi, après le "*triste accord*" conclu vendredi entre le Medef et trois syndicats.

"*Je leur dis: ouvrons, en lien avec les salariés et leurs syndicats, le chantier d'une vraie sécurisation de l'emploi (...) Menons un travail législatif de toute la gauche*".

"*Travaillons à interdire les licenciements boursiers, à interdire les ruptures conventionnelles du contrat de travail, à réviser les modalités du licenciement économique pour éviter les licenciements répétés*", a-t-il ajouté. publicsenat.fr 15.01

3- Au garde-à-vous "***loyal***" envers le Medef. Numéro d'illusionnisme. Proposition dérisoire, impossible à appliquer.

Interrogé lors de ses voeux à la presse, M. Désir a souligné que la transposition de cet accord devait "*assurer le respect de ce qui a été obtenu dans la négociation*" entre partenaires sociaux.

"*Nous proposerons (...) que des possibilités plus importantes et nouvelles soient données aux salariés, en particulier, de saisir le tribunal de commerce*" lorsqu'un site est viable, a-t-il déclaré.

Chef de file des députés socialistes, Bruno Le Roux a souligné lundi son engagement à retranscrire l'accord dans la loi "*de façon précise, fidèle, loyale*". AFP 15.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Moins d'une semaine après la deuxième intervention de la police grecque contre le squat de Villa Amalias et l'évacuation de celui de Skaramaga, et seulement 3 jours après la grande manifestation de solidarité envers tous les squats en Grèce, la police grecque en a envahi un autre hier : le squat Lelas Karagianni , dans le centre-ville d'Athènes, à côté d'un marché.

En début d'après midi, les forces de police ont pénétré dans le squat Lelas Karagianni et ont arrêté 16 personnes sur le toit de l'immeuble, tandis qu'un hélicoptère de la police était zen vol stationnaire au dessus du bâtiment. Les personnes détenues ont

été emmenées à la préfecture de police d'Athènes pour «un contrôle», tandis que d'autres policiers ont mené une recherche dans le bâtiment. Beaucoup de personnes se sont rassemblés devant le bâtiment du squat en signe de solidarité. Les personnes arrêtées ont été libérées quelques heures plus tard, par manque de preuves. Une manifestation de solidarité a eu lieu dans l'après-midi.

Ces événements ont eu lieu après les interventions de la police dans d'autres espaces autogérés semblables, comme Villa Amalias (évacué deux fois), le squat Skaramaga, la Radio Entassi à l'Université de l'économie d'Athènes et le squat Xanadu dans le nord du pays. Suite aux diverses interventions de la police, 92 personnes ont été arrêtées et inculpées de crimes. Le bâtiment du squat Lela Karagianni appartient à l'Université d'Athènes, et selon le communiqué de presse du recteur, aucune demande d'enquête n'a été faite par l'Université, et ils n'ont pas été informés des plans de la police.

Le même jour, la police a tenté d'attaquer l'occupation de Tachydromiko Tamieftirio Bank, également à Athènes. L'occupation avait commencé trois jours auparavant par les employés, en protestation contre la privatisation imminente de la banque. Plus tard dans la soirée, une personne a été arrêtée devant le squat YFANET à Thessalonique, lors d'un contrôle aléatoire que la police a mené sur les passants, tandis qu'une assemblée se déroulait dans le squat.

Le samedi 12 Janvier, de grandes manifestations ont eu lieu en solidarité avec les squats évacués et les personnes arrêtées. A Athènes, la manifestation a été très massive avec la participation d'environ 10.000 personnes, alors que 2000 personnes ont manifesté à Thessalonique.

Sources: #rbnews okeanews.fr 15.01

2- Pakistan

La Cour suprême du Pakistan a émis mardi un mandat d'arrêt sans précédent contre le Premier ministre, fragilisant encore plus un gouvernement impopulaire déjà aux prises avec un sit-in de milliers de personnes mobilisées contre lui au coeur d'Islamabad.

En outre, l'un des principaux opposants du pouvoir, l'ancienne star du cricket Imran Khan, a appelé à la démission immédiate du président Asif Ali Zardari et à la convocation dans la foulée des élections prévues pour le printemps.

La Cour suprême a ordonné dans l'après-midi l'arrestation du chef du gouvernement Raja Pervez Ashraf, accusé avec une quinzaine d'autres personnes de corruption dans une affaire de contrats de fourniture d'électricité illégaux lorsqu'il était ministre de l'Energie.

Proche du président Zardari, M. Ashraf avait été nommé Premier ministre en juin dernier en remplacement de Yousuf Raza Gilani, contraint à la démission par la Cour, la plus haute juridiction du Pakistan, pour avoir refusé de rouvrir une ancienne enquête pour corruption visant le chef de l'Etat.

Coïncidence ou non, le mandat d'arrêt est annoncé au moment où le gouvernement se trouve déjà sous la pression, au coeur d'Islamabad, la capitale, de plusieurs milliers de manifestants menés par Tahir ul-Qadri, un influent chef religieux qui dénonce l'"*incompétence*" et la "*corruption*" de l'équipe au pouvoir.

Ce rassemblement est le plus important organisé par l'opposition dans la capitale depuis l'arrivée au pouvoir en 2008 du président Zardari à la fin du régime militaire de Pervez Musharraf, poussé vers la sortie après, notamment, une série de manifestations de la société civile avec l'appui du la Cour suprême.

Arrivé dans la nuit au milieu de ses partisans, M. Qadri avait adressé un ultimatum au gouvernement pour qu'il dissolve rapidement le Parlement fédéral et les assemblées provinciales, première étape d'un processus qui permettrait, selon lui, des élections libres et la démocratisation du pays, miné par les inégalités.

M. Qadri a demandé à ses partisans, évalués à entre 25.000 et 50.000, selon les autorités, de rester sur place au moins jusqu'à mercredi.

"*Je vous reparlerai demain avec bon espoir que nous n'aurons plus besoin de rester davantage*", a-t-il ajouté, à l'issue d'un discours cinglant dans lequel il a fustigé les élites qui confisquent, selon lui, le pouvoir au détriment des masses démunies.

Il a jugé le pouvoir et les partis politiques traditionnels en général responsables de tous les maux qui frappent le Pakistan depuis cinq ans, du terrorisme à la pauvreté en passant par la corruption et la crise énergétique.

M. Qadri a en revanche rendu un hommage appuyé à l'armée, régulièrement accusée de jouer un jeu trouble avec certains groupes extrémistes accusés d'ensanglanter ce pays, ainsi qu'au pouvoir judiciaire.

Ses détracteurs l'accusent d'être manipulé par l'armée, l'institution la plus puissante du Pakistan, ou des pays étrangers afin de faire dérailler le processus électoral et de discréditer les partis traditionnels au moment où le gouvernement civil de M. Zardari achève son mandat de cinq ans, une première dans un pays abonné aux coups d'Etat.

Aux termes de la Constitution pakistanaise, un gouvernement de transition doit être nommé après la fin de la législature et la dissolution du Parlement, prévues pour la mi-mars, en vue de gérer les affaires courantes jusqu'à l'entrée dans ses fonctions du gouvernement issu des élections.

Or, M. Qadri plaide pour que cette administration provisoire soit formée en consultation avec l'armée et la justice, et non par les seuls grands partis traditionnels. Elle pourra alors, selon lui, réformer pour faire en sorte que des "gens honnêtes" soient élus. AFP 15.01

SOCIAL

1- France

Renault a annoncé mardi qu'il voulait supprimer 7.500 emplois en France d'ici 2016 afin d'améliorer sa compétitivité, assurant que tout plan social est exclu.

Le groupe, qui a engagé cet automne des négociations pour rapprocher la compétitivité de ses usines françaises de celle de ses sites espagnols, n'en avait pas jusqu'ici chiffré les retombées en termes d'emplois.

Pour supprimer 7.500 emplois, soit 14% d'un effectif français d'environ 54.000 personnes, Renault compte sur 5.700 départs naturels et sur un prolongement et un élargissement du dispositif GPEC (mobilité, reconversions et aménagements de fin de carrière).

Renault ne prévoit ni licenciement sec, ni licenciement économique ni plan de départs volontaires.

"*Lors de cette nouvelle séance (de négociations sur la compétitivité, NDLR), nous avons réaffirmé notre volonté de maintenir en France les activités corporate et coeur de métier de Renault, tout en mettant en oeuvre les actions nécessaires pour abaisser le point mort*", a déclaré Gérard Leclercq, directeur des opérations France de Renault, cité dans un communiqué.

Selon la CGT, Renault a dit aux syndicats qu'il prévoyait 8.200 suppressions d'emplois, soit 15% des effectifs français, le chiffre de 7.500 annoncé prenant en compte les embauches envisagées par le groupe sur la période.

"*C'est une nouvelle saignée dans les effectifs qui va encore affaiblir Renault au cours des prochaines années*", a réagi Fabien Gache, représentant CGT.

Le groupe répète que s'il parvient à un accord avec les syndicats, il s'engagera à ne pas fermer de site en France grâce à l'affectation de volumes de production supplémentaires pour la marque Renault, mais aussi pour ses partenaires Nissan et Daimler.

La prochaine séance de négociations est prévue le 22 janvier, l'objectif étant d'aboutir d'ici à la fin du mois. Reuters 15.01

2- Grande-Bretagne

HMV n'aura pas résisté à un nouveau Noël décevant. L'enseigne de CD et DVD, incontournable des centres commerciaux britanniques, a été mise sous administration, c'est-à-dire en dépôt de bilan, lundi 14 janvier. Ses 239 magasins risquent la fermeture, menaçant 4 350 emplois.

HMV est un géant en Grande-Bretagne. L'enseigne domine encore les ventes de musique et de vidéo, avec 22 % de parts de marché, selon les chiffres du cabinet Verdict. Son logo, un petit chien assis écoutant un gramophone, est reconnaissable entre tous.

Son premier magasin date de 1921, ouvert à Oxford Street, au centre de Londres, emplacement où se trouve encore sa boutique phare. Pendant plus de quatre-vingt-dix ans, l'enseigne a su s'adapter aux nouvelles technologies, du disque au CD, de la cassette vidéo au DVD, incluant également les jeux vidéo. Mais elle n'aura pas su faire face à l'ère numérique.

En 2012, elle a cédé ses magasins au Canada, ainsi que la salle de concert Hammersmith Apollo, à Londres. Elle a aussi vendu les 300 librairies Waterstones, dont elle était propriétaire.

Les banques ont refusé un crédit supplémentaire de 300 millions de livres (360 millions d'euros), et l'enseigne a dû se rendre à l'évidence : elle n'arriverait pas à faire face à une échéance de remboursement fin janvier. lemonde.fr 15.01

3- Allemagne

Air Berlin a annoncé mardi son intention de supprimer 900 postes, soit près de 10% de son effectif actuel total de 9.300 salariés, la deuxième compagnie aérienne allemande voulant réduire ses coûts pour mettre un terme à des années de pertes.

Le groupe, détenu à 30% par Etihad, le transporteur basé à Abou Dhabi, a précisé que le nouveau programme de restructuration annoncé en octobre avait pour objectif des économies annuelles de 400 millions d'euros à partir de la fin de 2014.

Vers 11h20 GMT, le titre Air Berlin avançait de 1,12% à 1,719 euro à la Bourse de Francfort Reuters 15.01

4- Espagne

La division espagnole du géant britannique de la téléphonie mobile Vodafone, qui a contribué à plomber les derniers résultats du groupe, a présenté mardi aux syndicats un plan social qui menace "*un maximum de 900 personnes*".

"*Vodafone Espagne lance les négociations après la présentation d'un plan social*" qui "*pourrait toucher un maximum de 900 personnes*" sur environ 4.300 employés, explique le groupe dans un communiqué publié mardi après la première réunion avec les syndicats.

Ce plan social "*entre dans le cadre d'un plan de transformation visant à obtenir une structure plus compétitive, adaptée à la réalité actuelle du secteur des communications en Espagne et au contexte économique*", poursuit le groupe.

Un contexte économique caractérisé, selon Vodafone Espagne, par "*la baisse de l'activité traditionnelle - voix et messagerie -, la forte concurrence et la pression réglementaire*".

"*Dans le cas de Vodafone (Espagne, ndlr), ces circonstances ont entraîné une baisse de revenus de plus de 30% ces quatre dernières années*", affirme le groupe.

Plombé par l'Espagne et l'Italie, Vodafone est tombé profondément dans le rouge au premier semestre. Le groupe a accusé une lourde perte nette de 1,977 milliard de livres (2,47 milliards d'euros) sur les six premiers mois de son exercice décalé 2012/2013 achevés le 30 septembre, contre un bénéfice net de 6,679 milliards un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires du groupe a reculé de son côté de 7,4% à 21,78 milliards de livres, pénalisé par un repli de 18,1% en Europe du sud, tandis que son résultat brut d'exploitation (Ebitda) a diminué de 11,7% à 6,647 milliards. AFP 15.01

5- Etats-Unis

Le gouvernement américain a annoncé mardi qu'il cessait d'alimenter autant qu'il le devrait les caisses de retraite des fonctionnaires afin de permettre à l'Etat fédéral de continuer de fonctionner sous le plafond légal de la dette publique des Etats-Unis.

Cette mesure, révélée dans une lettre adressée par le secrétaire au Trésor Timothy Geithner aux dirigeants du Congrès, fait partie des différentes dispositions exceptionnelles que celui-ci avait annoncés le 31 décembre pour maintenir la dette juste sous la limite légale de 16.394 milliards de dollars.

Techniquement, le Trésor ne va pas renouveler les obligations émises pour assurer le financement complet de certaines caisses de retraites de fonctionnaires, au fur et à mesure que ces titres arriveront à échéance.

Cela lui permettra d'émettre de nouvelles obligations pour un même montant sans augmenter l'endettement net de l'Etat, afin d'assurer le financement des dépenses de l'Etat ne pouvant pas être reportées.

M. Geithner a indiqué lundi que, grâce aux mesures annoncées au tournant de l'année, l'Etat fédéral pourrait continuer de fonctionner jusqu'à une date comprise "entre la mi-février et le début du mois de mars de cette année", après quoi il risquait fort de se retrouver en défaut de paiement si le plafond de la dette n'est pas relevé.

Le Trésor a demandé formellement au Congrès de le faire, mais les républicains, majoritaires à la Chambre des représentants, exigent en contrepartie un accord sur des coupes dans les dépenses de l'Etat. AFP 15.01

6- Afrique du Sud

Le géant minier Anglo American Platinum (Amplats), durement affecté en 2012 par les grèves en Afrique du Sud, a annoncé mardi un vaste plan de restructuration dans le pays, prévoyant notamment 14.000 suppressions d'emplois.

Officiellement, les conflits sociaux meurtriers de la fin de l'année dernière ne sont pourtant pas la raison de ces coupes claires dans les effectifs, conséquences de la fermeture de quatre puits et de la vente d'une mine dans la "ceinture de platine" de Rustenburg (nord).

Amplats, détenue à 80% par le conglomérat Anglo American, incrimine en fait la chute des cours mondiaux du platine, conjuguée à la hausse des coûts d'exploitation en Afrique du Sud, due en partie à la mauvaise qualité du minerai désormais rencontré.

En novembre, la direction du numéro un mondial du platine avait également dû verser des primes et promettre de substantielles augmentations de salaires pour mettre un terme à une grève de près de deux mois. Mais les mineurs avaient fait savoir qu'ils n'étaient pas satisfaits des offres, et menacé de reprendre la grève début 2013.

"*Les grèves ne sont pas la raison de la restructuration de la société*", a cependant assuré mardi matin le PDG d'Amplats Chris Griffith: "*Nous devons faire face à de difficiles décisions pour rétablir la rentabilité de nos sites*".

Selon lui, la restructuration, qui va coûter 244 millions d'euros, était de toute façon inéluctable, certains sites n'étant plus rentables depuis déjà "*un certain temps*".

Un processus de consultation avec les syndicats a démarré mardi, et doit durer deux mois, mais les salariés d'Amplats ont apparemment été pris par surprise: "*Nous sommes vraiment sous le choc*", a déclaré Lesiba Seshoka, porte-parole du NUM, le syndicat majoritaire des mines.

"*C'est un désastre pour l'économie, c'est un désastre pour nous tous*".

"*Nous appelons tous les travailleurs à se rassembler pour combattre ces suppressions de postes, et à agir ensemble pour sauver les emplois*", a-t-il ajouté.

Le secteur des mines, sur lequel s'est bâtie la richesse de l'Afrique du Sud depuis le XIXe siècle, emploie directement un demi-million de personnes, dont plus de 180.000 pour le platine et 160.000 pour l'or.

Les mines sont également le poumon économique du pays. Elles représentent directement près de 9% du PIB, et 19% si l'on inclut les activités annexes. Elles contribuent pour la moitié aux exportations sud-africaines.

Lundi soir, le président Jacob Zuma avait d'ailleurs répété pour la énième fois que les grandes compagnies minières devaient contribuer plus encore à l'effort national d'éradication de la pauvreté.

"*Je ne pense pas qu'il soit correct de faire d'énormes profits et de ne pas contribuer à aider le pays*", a lancé le chef de l'Etat, sans donner aucun détail sur la façon dont il comptait obtenir la contribution des mines au budget de l'Etat.

"*Vous devez savoir que vous traitez un problème qui va exploser un jour ou l'autre*", a-t-il ajouté, en référence aux violences sociales de la fin 2012. AFP 15.01

Haut de page

Le 17 janvier

CAUSERIE

J'ai découvert de nouveaux portails proposant des articles hautement documentés. J'ai ajouté des articles dans plusieurs rubriques, économie, politique, international, Mali, Syrie. Au moins je vous informe si vous ne partagez pas mes analyses.

Et quand on peut, on corrige des erreurs. Lu page 11 n° 234 d'*Informations ouvrières* : " *40 000 euros, le prix d'une heure de vol de l'avion Rafale*".

Lu cette après-midi dans le portail http://french.irib.ir :

" *En ce qui concerne le coût des appareils engagés au Mali, précisons que l'heure de vol d'un Rafale était estimée à 27 000 euros en 2010 selon le rapport budgétaire du député PS Jean Launay d'octobre 2012.*

Le coût horaire d'un Mirage 2000 s'élève quant à lui à 11 700 euros. Quant aux hélicoptères Gazelle utilisés par l'armée de terre, leur coût d'utilisation est de l'ordre de 2 600 euros." (http://french.irib.ir 16.01.2013)

Je vous invite vivement à télécharger et lire ces articles. Je n'ai pas eu le temps de corriger les fautes dans mes causeries, ce sera le boulot de la soirée, il est 17h10 et je dois arrêter.

En très bref

1- Où ont-ils la tête ?

A l'usine Goodyear d'Amiens Nord, ils ne produisent plus que 2 700 pneus par jour contre 23 000 en 2004, et les élus du personnel se demandent encore si la fermeture de l'usine n'est pas programmée avec à la clé 1 300 licenciements.

2- Bouleversant !

La rémunération globale pour 2012 du directeur général de JPMorgan Chase & Co, Jamie Dimon, a été réduite de plus de moitié à 11,5 millions de dollars contre 23,1 millions en 2011. Reuters 16.01

Accord emploi-compétitivité du 11 janvier. Ils ont tous capitulés en réalité.

Suite à l'accord national interprofessionnel conclu le 11 janvier entre le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC sécurisant notamment la flexibité débridée du contrat de travail réclamée à cor et à cri par le patronat, le gouvernement social-libéral, Bruxelles, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, etc. la réaction des différents syndicats en dit long sur leur volonté d'engager le combat pour le retrait de cet accord.

Je suis allé consulter la page d'accueil de leur site Internet national pour relever leurs réactions et les éventuelles actions qu'ils envisageraient dans la foulée pour exiger son abrogation. En réalité, ils ont tous capitulé, qu'ils aient ou non signé cet accord pourri, puisque finalement aucun n'entend mobiliser (à ce jour) pour en obtenir son annulation, aucun n'en réclame le retrait. Tout le reste est du baratin pour tromper les ignorants ou ceux qui ne se sentant pas directement concernés s'en accommodent.

Tous soutiennent ainsi le gouvernement qui s'était engagé à fond dans cette affaire, le régime, le capitalisme, aucun n'est indépendant, tous tournent volontairement le dos aux intérêts fondamentaux et collectifs des travailleurs, voilà la principale leçon à en tirer. Vérifions-le.

CGT

Communiqué du Bureau confédéral de la CGT 14.01.2013

- La CGT attend du gouvernement un projet de loi d'une toute autre nature, qui protège les salariés contre les licenciements et la précarité.

La CGT va amplifier sa campagne d'information par l'édition d'un journal tiré à deux millions d'exemplaires à destination des salariés pour favoriser leur mobilisation dans les semaines à venir.

Front Syndical de Classe.

- Une puissante bataille doit s'engager dès à présent (...) La grève du 31 janvier dans la Fonction Publique à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires constitue un premier élément de la résistance et de la mobilisation générale à construire.

Y aurait-il un rapport entre les deux ? Aucun.

Continuez la CGT

- Rien, ils sont K.-O. !

Où va la CGT ?

- Rien, nulle part !

FO

Communiqué daté du 14.01.2013

- Force Ouvrière décide d'informer largement les salariés du contenu de ce projet et entend intervenir auprès du Gouvernement et du Parlement pour faire valoir ses positions.

SUD

Communiqué Solidaires du 11.01.2013

- L'union syndicale Solidaires s'emploiera à construire les mobilisations nécessaires pour rejeter cette régression sociale historique.

Quand ? Comment ? Sur quel mot d'ordre ? Pas de réponse.

FSU

Communiqués de presse du 12.01.2013

- Il est désormais nécessaire de travailler à la construction de propositions convergentes, unitaires, répondant à la situation dramatique du travail que nous vivons.

Donc pas question de revenir sur cet accord.

UNSA

Communiqués de presse du 14.01.2013

Titre : Accord sur la sécurisation de l'emploi : une avancée pour les salariés.

L'appréciation globale portée par l'UNSA sur l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013 est donc favorable, au regard de ses propres mandats et de l'intérêt général des salariés.

L'UNSA rejoint les syndicats jaunes CFDT, CFTC et CGE-CGC, ce qui ne surprendra personne, l'UNSA est totalement inféodé au PS.

Alors, avez-vous trouvé le mot retrait ou abrogation, annulation ? Nulle part.

A part cela le mouvement ouvrier ne serait pas gangrené jusqu'à la moelle comme nous ne cessons de le répéter depuis des années. Vous vous demandiez encore pourquoi les travailleurs se détournaient des syndicats ? Vous avez en grande partie ici la réponse.

C'est un constat que chacun peut faire. Maintenant que valent les analyses et les stratégies des partis ouvriers qui refusent de l'admettre, d'en tenir compte ? Que dal ! Elles sont foireuses, ne mènent nulle part également.

Lisez ou relisez ce que Engels disait du mouvement ouvrier britannique à la fin du XIXe siècle, ce que Lénine en dira quelques décennies plus tard, transposez cela à notre époque en ayant à l'esprit que depuis la condition des masses se s'est grandement améliorée, ajoutez-y les profondes transformations que la société a connu, et peut-être que nous en tirerons les mêmes enseignements et que nous arriverons aux mêmes conclusions.

Prenez le temps de digérer ce que vous venez de lire et garder-le à l'esprit, la suite plus loin.

ACTUALITE EN TITRES

Mali. Union nationale...

- "*François Hollande est-il le Georges Bush français?*" - L'Express.fr

- "*Détruire les terroristes*" : une communication de guerre aux accents bushiens - LePoint.fr

... et premières fissures ou interrogations...

- Hortefeux : «*Au Mali, il y a eu de l'impréparation*» - LeFigaro.fr

- La France est-elle allée "*trop loin*" au Mali, s'interroge Juppé - Reuters

- Stratégie au Mali : les députés interpellent Ayrault - LeFigaro.fr

- Valéry Giscard d'Estaing met en garde contre une action "*néocolonialiste*" au Mali - LePoint.fr

... infos pour rassurer...

- "*La France n'est pas seule au Mali*", assure François Hollande - Reuters

- Mali : Paris "*fera tout*" pour empêcher les violations des droits de l'homme - AFP

... sur fond de propagande et manipulation des masses.

- Opération '*Serval*' : une communication succincte et verrouillée - LeMonde.fr

- Mali : 75% des Français favorables à l'intervention militaire - Le Nouvel Observateur

Le crédit est la canonisation de l'argent. (Proudhon).

- Sauveur de l'Europe ? Pour *The Economist*, la canonisation de Mario Draghi est tout à fait prématurée - Atlantico.fr

D'un continent à l'autre

- Immatriculations de voitures neuves : en chute libre, plus bas niveau depuis 17 ans - Atlantico.fr

- Volkswagen ouvre sa centième usine mondiale au Mexique AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Sécurisation de la flexibilité. "***L'accord rêvé du Medef***". Nous sommes "***très, très, très content***"

Du côté syndical

J'ai réalisé cet article en ne retenant que les passages significatifs qui permettent au premier coup d'oeil de comprendre que le patronat a obtenu au-delà de ce qu'il espérait lors de cet accord du 11 janvier.

Bien entendu on pourrait épiloguer longtemps sur le rôle de la CGT et de FO qui ne signeront pas cet accord, c'est d'ailleurs le sport favori des opportunistes professionnels qui sont liés à leurs appareils.

Il faut noter d'emblée que la tenue même d'une telle "*négociation*", dont les objectifs correspondant aux revendications du patronat étaient connus d'avance, inacceptables pour un syndicaliste représentant véritablement les intérêts fondamentaux et collectifs des travailleurs, partant de ce constat elle n'aurait jamais dû avoir lieu. Or la CGT et FO en acceptant le cadre, les termes et les objectifs de ces réunions, ont ainsi légitimé par avance son issu qui était connu d'avance puisqu'aucun syndicat n'avait entrepris de mobiliser les travailleurs contre la tenue de telles réunions, mieux encore, en y participant ils ont permis à la CFDT

d'aller au bout de sa logique et de s'engager à signer cet accord patronal. La partage des rôles ou la mise en scène était parfaite.

Il est parfaitement clair que si la CGT et FO avaient refusé d'y participer, ces réunions n'auraient pas pu avoir lieu et cet accord n'existerait pas. Voilà ce que les opportunistes s'emploient sciemment à occulter devant leurs militants et les travailleurs. Je viens de lire le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°234), l'hebdomadaire du POI, vous n'y trouverez pas un mot sur ce qui vient d'être souligné, rien, ce qui me porte à tirer la conclusion qu'ils sont complices des appareils de la CGT et de FO qui se sont une fois de plus partagés les rôles avec la CFDT, délibérément. Cela vaut pour les autres partis, évdiemment. Ces gens-là n'informent pas les travailleurs et les militants, ils leur livrent une information volontairement tronquée et orientée, qui correspond à la politique des appareils traîtres de la CGT et FO, les militants doivent en avoir parfaitement conscience s'ils ne veulent pas se laisser manipuler. Cet argument est développé plus loin.

Pour le moment et sans présager de la suite, chacun peut faire le constat que ni la CGT ni FO n'exigent le retrait de cet accord, et aucun dans la foulée , ce qui est logique, n'appelle les travailleurs à se mobiliser.

Que la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC aient donné leur accord au Medef, c'était tout naturel, c'était conforme à la nature de ces syndicats organiquement liés au capital. Quant à la CGT et FO ont vient d'exposer en quoi avait consisté leur capitulation, leur trahison des intérêts des travailleurs.

Reste que bon nombre de syndiqués ne partagent pas l'orientation politique des appareils pourris de la CGT et de FO.

A eux d'organiser la résistance contre leur propre direction pour exiger qu'elles engagent le combat au niveau national sur le mot d'ordre du retrait inconditionnel de cet accord, que l'ensemble de leurs instances, sections d'entreprises, unions locales, départementals, fédérales se mobilisent et s'adressent à l'ensemble des travailleurs sur cet objectif, en programmant une grande manifestation nationale unitaire à Paris dans un délais très proche. En y associant les partis ouvriers cela va de soi.

Voilà ce que nous proposons à l'ensemble des militants comme axe de combat sur cette question précise : retrait de cet accord patronal et manifestation nationale unitaire à Paris devant l'Assemblée nationale.

Initiative unitaire, car il serait possible d'y associer des sections d'entreprises et peut-être au-delà d'autres syndicats (d'entreprises), y compris de la CFDT. Il est clair que la remise en cause du contrat de travail et de pans entiers de la législation du travail concernent l'ensemble des travailleurs du secteur privé, l'ensemble des syndiqués au-delà de leur appartenance à un syndicat en particulier.

C'est donc à l'ensemble des syndiqués et des travailleurs qu'il faut s'adresser, y compris ceux de la fonction publique dont nous soutenons l'ensemble des revendications, en appelant les travailleurs du secteur privé à les soutenir également, car l'unité de la classe est indispensable pour faire reculer le patronat et le gouvernement, l'unité de la classe est indissoluble de son combat pour son émancipation du capital et de son Etat...

Ainsi, nous situons notre combat syndical et politique strictement sur le terrain de classe de la classe ouvrière.

L'article en question.

Cet accord devrait engager la France vers un modèle de "*flexisécurité*" à la scandinave. Il doit permettre aux salariés de bénéficier d'une meilleure couverture en cas de chômage, et aux employeurs de pouvoir adapter plus rapidement leur masse salariale en cas de baisse des commandes, (...) une réforme en profondeur du Code du travail.

Désormais, il va falloir le vendre, ce texte. Aux salariés, aux chefs d'entreprise, à l'opinion publique et aux députés. Et comme tout compromis, il fera grincer des dents. "*Avec son nom de maladie honteuse, la flexisécurité fait peur. Ce sera difficile*", reconnaît un conseiller de l'Elysée.

La stratégie est risquée. Si la CFDT a rendu incontournable sa méthode du dialogue social, une lecture approfondie de l'accord montre qu'il n'est pas aussi équilibré qu'il y paraît.

Les salariés ont bien obtenu de nouveaux droits (...) Mais la première mesure n'entrera en vigueur qu'en 2016 et la seconde devra être précisée - et confirmée - lors d'une nouvelle négociation d'ici à la fin de l'année 2013.

A contrario, les concessions obtenues par le patronat - notamment en matière de simplification des procédures de licenciement - pourront être mises en oeuvre dès que l'accord aura force de loi. D'ailleurs si, vendredi soir, la délégation patronale se contentait officiellement d'une sobre "*satisfaction*", un négociateur ne cachait pas, en privé, qu'il était "*très, très, très content*". lexpress.fr 16.01

Du côté politique

Le PG et le Front de gauche ne cesse de réaffirmer qu'ils ne sont pas dans l'opposition au gouvernement, cela signifie qu'au-delà de leurs discours qui se veulent volontiers radicaux ou de leurs gesticulations médiatiques, ils le soutiennent.

C'est partant de ce constat qu'il faut analyser leurs discours et propositions, pour en comprendre les tenants et les aboutissants, leur véritable nature sociale.

- Éric Coquerel (PG) : "*C'est l'accord rêvé du Medef, qu'il voulait faire passer sous Sarkozy et qu'il parvient à faire adopter sous Hollande.*" lepoint.fr 16.01

Le journaliste du Point met les points sur les i.

- Les députés et sénateurs de la gauche de la gauche pourront-ils faire infléchir l'accord dans un sens qu'ils jugent plus favorable au salarié ? Rien n'est moins sûr. Dans la foulée de la conclusion de ce compromis syndical, François Hollande a demandé au gouvernement de "*préparer, sans délai, un projet de loi afin de transcrire fidèlement les dispositions d'ordre législatif prévues dans l'accord*". Les rapporteurs du texte seront les présidents de groupe eux-mêmes, Bruno Le Roux à l'Assemblée nationale et François Rebsamen au Sénat. "*Je me suis engagé depuis plusieurs semaines auprès de tous les partenaires sociaux à faire en sorte que, s'il y a accord, nous le retranscrivions de façon précise, fidèle, loyale dans la loi*", a d'ores et déjà prévenu sur i>Télé le président du groupe socialiste au Palais-Bourbon. lepoint.fr 16.01

Le gouvernement entend retranscrire cet accord sous forme de loi et le faire adopter par le Parlement très rapidement, d'ici la première quinzaine de mars l'affaire devrait être bouclée. Autant dire qu'il veut empêcher qu'une mobilisation massive contre ce accord voie le jour et vienne perturber ou interdire l'adoption de cette loi.

Du côté du POI, je me suis borné à la lecture du n°234 d'*Informations ouvrières*. A-t-il inscrit en gros titre sur sa couverture : retrait de l'accord du 11 janvier liquidant le contrat de travail et des pans entiers de la législation du travail ? Non, on a presque envie d'ajouter, évidemment. Il l'a consacré à l'intervention militaire française au Mali, vaut mieux faire diversion. J'exagère ? Vraiment.

Cherchez-y le mot d'ordre de retrait de cet accord, vous ne le trouverez pas, sauf, et là vous avez le droit d'en sourire, discrètement glissé en bas d'une note rédigée en petits caractères de l'éditorial de D. Gluckstein, à laquelle les lecteurs, soyons-en certains, porteront une attention toute particulière, et encore, s'ils la lisent ! On reconnaît là un procédé qu'on n'ose pas nommer ici qui honneur son auteur et nous fait horreur. Pourquoi ? C'est très simple à comprendre.

Vous trouvez à propos de cet accord 6 fois l'expression "*accord historique*", "*compromis historique*" ou historique tout court, autant dire qu'ils l'ont martelé.

- 2 fois dans l'article "*Ce que l'histoire retiendra*" signé Y. L., page 2 ;
- 1 fois dans la même page, dans la présentation de l'article "*Le Syndicat des avocats de France démonte l'accord sur la flexibilité* ;
- 1 fois dans l'éditorial de D. Gluckstein, page 3 ;
- 2 fois dans la même page, dans la bouche de Bernard Saas, "*Un des six initiateurs de la conférence du 1er décembre*" ;

Le POI considère que puisque la CGT et FO ne l'ont pas signé, ce serait forcer le trait de lui attribuer une valeur *historique*. Certes, nous sommes au moins d'accord sur ce point, c'est après que cela se gâte, car l'essentiel est ailleurs.

Yan Legoff écrit : "*Ce que l'histoire retiendra vraiment, et qui sera primordial pour la suite des évènements, c'est que ni la CGT ni FO ne l'ont signé !*

C'est un véritable échec pour le gouvernement."

Ah bon ! Parce qu'il ne savait pas à l'avance que la CGT et FO ne signeraient pas un accord aussi pourri ? On se demandera qui du gouvernement ou du POI a le plus d'illusions dans les appareils de la CGT et de FO, qui des deux prend en compte les rapports qui existent au sein de ces syndicats.

A notre connaissance, mais nous pouvons nous tromper, les syndicats ne se confondent pas avec leurs appareils, nous ne commettons pas l'erreur de confondre leurs dirigeants inféodés au capital et leurs militants qui se font l'écho des besoins et aspirations des travailleurs. Et si leurs appareils entretiennent des relations ou ont des liens avec ceux du PCF et du PS, les militants de ces syndicats qui seraient affilés à ces partis ne partagent pas forcément la totalité de la politique de leurs dirigeants. L'oublier peut conduire à bien des confusions en effet.

Aveuglé par son dogmatisme viscéral, Yan Legoff nous rappelle ensuite qu'Hollande s'était fait fort lors de sa campagne électorale

de lier plus solidement encore les syndicats aux institutions et qu'il a échoué en ne parvenant pas à obtenir la signature de la CGT et de FO au bas de cet accord. Pourquoi pas. Mais une fois de plus l'essentiel est ailleurs.

Il enchaîne en disant que "*François Hollande s'était présenté comme plus qualifié, plus habile à cette tâche que Nicolas Sarkozy*", après avoir rapporté plus haut les paroles du Premier ministre : Cet accord " *« est le plus important depuis plus de trente ans »*", or c'est exactement ce qu'il vient de prouver. Alors pourquoi Yan Legoff ne le signale-t-il pas? Cela ne présenterait-il aucun intérêt que les travailleurs et les militants tirent les enseignements politiques de cette expérience, qu'ils sachent quelle est la véritable nature sociale de Hollande et son parti, que finalement rien ne distingue Sarkozy de Hollande, ce que l'entrée en guerre de l'Etat au Mali confirme ? Qui soulage-t-il, qui protège-t-il ainsi ? Hollande et son gouvernement, les institutions, le régime. Eh oui ! Et derrière les appareils de la CGT et FO, ainsi la boucle (de l'opportunisme) est bouclée.

L'éditorial de D. Gluckstein est du même tonneau. Vous pouvez le lire et vérifier s'il y aurait une erreur dans ma démonstration.

Avez-vous compris la manoeuvre ? Ils dénoncent cet accord, ensuite ils nient son caractère historique, jusque là on se dit tout va bien, puis quand on prend la peine de lire attentivement la suite, on comprend qu'ils en minimisent l'importance pour soulager Hollande, le gouvernement et les appareils de TOUS les syndicats, qu'ils en dénoncent la portée par ailleurs passera dès lors au second plan.

Vous n'avez pas tout compris, ce n'est pas assez clair, alors enfonçons le clou.

Plus loin Yan Legoff affirment en parlant du gourvernement et du Medef : "*Ils savent pertinemment que ce positionnement de la CGT et de FO peut être un point d'appui décisif pour la résistance des travailleurs*", mais étrangement, ils ne sauraient pas que les appareils qui contrôlent ces syndicats sont vendus et qu'ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que cette "*résistance des travailleurs*" puisse s'exprimer, un peu gros à avaler, non ?

Vous vous dites que Yan Legoff va se rattraper à la fin de son article, qu'il va nous proposer un axe d'action politique basé sur le retrait de cet accord, pas du tout, c'est encore se faire une illusion, il nous cause de sa boutique qui n'est pas du tout concerné par cet accord, très fort n'est-ce pas : "*Dans l'enseignement, le gouvernement est confronté au rejet quasi unanime des syndicats concernant son projet d'aménagement des rythmes scolaires et de « territorialisation » de l'école*."

J'avais terminé cet article et j'ai dû m'absenter, entre temps j'ai encore réfléchi à cette question et je rajoute un mot.

Contrairement à moi qui n'aie pas eu entre les mains les documents du Medef, les syndicats et de ce fait les différents partis en disposaient depuis plus de trois mois, ils ont également eu le temps d'examiner l'essentiel la "*note d'orientation du ministre du Travail, Michel Sapin, du 7 septembre 2012 qui ouvrait ces "négociations*" (IO n°234 page3). Ils ont donc eu largement le temps de consulter leurs instances et de décider de rompre avec ces "*négociations*" qui avaient pour unique thème ou objectif un formidable recul de la législation du travail en faveur du patronat. Force est également de constater qu'ils ne l'ont pas fait. Les dirigeants de la CGT et de FO ont sans doute consulté leurs propres cadres et conclu qu'il fallait aller au bout de cette mauvaise farce, donc avec l'aval des différents partis occupant des fonctions ou des postes importants dans ces syndicats, d'où la conclusion qu'ils en sont complices.

Il est parfaitement clair que si les dirigeants du POI qui dirigent neuf fédérations (selon une infos déjà anciennes) sommaient Mailly d'engager immédiatement toutes les instances de FO dans le combat pour le retrait et n'hésitaient pas à remettre en jeu leurs mandats et leur participation à ce syndicat en cas de refus, il y a fort à parier que Mailly serait obligé de s'exécuter, à moins que les positions dont dispose le POI au sein de FO aient été exagérées, je n'en sais rien.

Un dernier point.

Il ne faut pas se laisser abuser par les déclarations tonitruantes des uns et des autres 6 jours après la conclusion de cet accord, répétons-le, en dehors de tout mot d'ordre de mobilisation des syndicats et de la classe exigeant le retrait, vous pouvez en déduire : syndicaliste de lutte de classe en parole, social-traître ou capitulard dans les faits.

Encore un mot.

On nous suggère que la position adoptée par la CGT et FO pourrait être un point d'appui dont les travailleurs pourraient se saisir. Baliverne, il suffit de leur mettre sous le nez les termes précis de cet accord pour qu'ils comprennent immédiatement qu'il porte gravement atteinte à leur condition ou leurs droits. Il n'est pas nécessaires de les ramener (constamment) dans les sales pattes des appareils de ces syndicats pour qu'ils participent à cette la bataille.

Ajoutons pour qu'on ne nous reproche pas (abusivement) d'avoir une approche antisyndicale, dans quelle circonstance devrait-on y faire référence, en présence de travailleurs ou de militants qui soutiendraient cet accord ? Mais dans ce cas-là cela signifierait qu'ils n'en connaîtraient pas le contenu exact, il suffirait donc de leur présenter pour qu'immédiatement ils comprennent qu'il va

à l'encontre de leurs besoins ou aspirations. J'aurais même plutôt tendance à penser que la référence aux dirigeants syndicaux serait dans bien des cas maladroite au regard du manque de confiance que les travailleurs témoignent envers les syndicats (et les partis ouvriers). Cela ne viendra peut-être pas à l'esprit d'un militant au garde-à-vous devant ses dirigeants, mais davantage à ceux qui ont conservé ou développé un esprit critique ou libre.

Il serait même nécessaire de constituer dans toutes les entreprises où sont présents les syndicats et au niveau local des comités unitaires intégrant les syndicats, afin de faire participer à ce combat et d'organiser le maximum de travailleurs. A suivre.

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

La production a été presque totalement bloquée mercredi à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, qui doit fermer en 2014, à la veille de négociations sur les primes de départ, après un appel de la CGT à une "*grève reconductible avec occupation*".

Sur les deux équipes de la journée, 500 à 600 ouvriers de production (sur les 3.000 salariés, dont 1.400 à la production, que compte le site) étaient en grève, selon le délégué CGT Jean-Pierre Mercier, qui affirme que l'usine est "*paralysée*".

La direction du site a compté en tout 440 grévistes et reconnu que l'usine "*a très peu produit*" dans la matinée et qu'elle "*ne tourn (ait) pas*" l'après-midi.

Selon des salariés interrogés par l'AFP à la mi-journée, quelques dizaines de voitures seulement ont été produites dans l'atelier de montage mercredi matin, alors que l'équipe a la capacité de faire sortir environ 350 véhicules.

La direction évoque quant à elle "*entre 40 et 50 voitures*" sorties de la chaîne, tous ateliers confondus.

Ce mouvement intervient à la veille d'une négociation sur les mesures d'accompagnement financier pour les salariés qui quitteraient le groupe ou seraient mutés après la fermeture du site.

Avec cette "*grève reconductible avec occupation de l'usine*" à laquelle s'est joint le syndicat SUD, "*on a décidé de changer de braquet*", a affirmé M. Mercier à des journalistes.

"*Il faut que la direction reprenne tout à zéro et qu'elle négocie à partir des revendications votées et signées il y a deux mois*" par les salariés, a-t-il estimé. La CGT réclame un CDI pour tous et la possibilité de partir en préretraite pour les plus de 55 ans.

"*On va se battre jusqu'au dernier souffle, on va vendre notre peau très cher*", a commenté Nordine, au montage depuis 15 ans, en venant prendre son service à la mi-journée. "*Ils veulent fermer l'usine gratuitement, il n'y a pas de reclassements, beaucoup de flou*", a regretté Mimoun Lahrichi, au ferrage depuis 12 ans.

Selon M. Mercier, la réindustrialisation du site, qui selon la direction doit permettre de créer 1.500 emplois, se résume aujourd'hui à 540 postes "*au Smic horaire*" chez ID Logistics, et une centaine dans d'autres entreprises.

La direction du groupe loue la variété des postes proposés par ID Logistics (préparateur de commandes, gestionnaire d'exploitation, cariste) qui sont, selon elle, "*compatibles avec les qualifications des salariés d'Aulnay*".

Selon la direction, il y avait ce mercredi "*beaucoup d'absentéisme*". "*Des salariés savaient qu'il allait y avoir ce mouvement de grève et avaient peur d'y être exposés, ils ont préféré ne pas venir*", a affirmé une porte-parole. AFP 16.01

2- Etats-Unis

Ils protestent contre l'ouverture de 1 100 itinéraires à la concurrence, censée réduire les coûts de transport estimés à 1,1 milliard de dollars par an.

Des chauffeurs des célèbres bus scolaires jaunes de New York étaient en grève mercredi matin à l'appel de leur syndicat, leur premier mouvement social en 33 ans qui affecte 152 000 enfants. La section locale 1181 du syndicat Amalgamated Transit Union n'a pas précisé combien de temps durerait le mouvement, affirmant qu'elle le poursuivrait tant que les différends sur la protection

de leurs emplois ne seraient pas réglés avec la ville. "*Le maire peut faire cesser cette grève quand il le souhaite*", a expliqué le syndicat dans un communiqué, pressant les parents de déposer une pétition auprès de la mairie de New York.

Le maire, Michael Bloomberg, a accusé le syndicat d'"*abandonner*" des dizaines de milliers d'enfants ainsi que leurs familles. "*Les premiers jours, cela va être une énorme pagaille*", a affirmé le recteur d'académie, Dennis Walcott, sur la radio 1010 WINS. "*Ça n'est pas arrivé à New York depuis 33 ans*." La ville a annoncé que le métro serait gratuit pour les enfants et qu'elle rembourserait également les frais de voiture ou de taxis.

Au coeur du conflit : l'ouverture de 1 100 itinéraires à la concurrence. Michael Bloomberg affirme vouloir ainsi réduire les coûts de transport scolaire estimés à 1,1 milliard de dollars par an, soit 6 900 dollars par enfant, le plus élevé de tous les États-Unis. "*Nous avons les mains liées par le maire, qui met nos contrats aux enchères sans aucune garantie pour la sécurité des enfants*", a rétorqué le syndicat dans un communiqué. LePoint.fr 16.01

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Les banques américaines Morgan Stanley et Goldman Sachs ont accepté de verser 557 millions de dollars pour dédommager leurs clients lésés dans un gigantesque scandale de saisies immobilières irrégulières aux Etats-Unis, a annoncé mercredi la Réserve fédérale (Fed).

Les deux banques de Wall Street verseront au total 232 millions de dollars aux clients remplissant les critères pour être dédommagés, et consacreront 325 millions à des "*mesures d'assistance*", indique la banque centrale américaine dans un communiqué, sans préciser le montant dû par chacune.

Ces mesures d'assistance ont trait à des modifications de prêts et à des remboursements à des débiteurs qui avaient été condamnés à régler aux banques la différence entre la balance de leur prêt et le produit de la vente de leur logement saisi.

Selon la Fed, l'accord permettra à 220.000 emprunteurs, dont le bien avait fait l'objet d'une procédure de saisie de la part des anciennes filiales de gestion des créances immobilières de Goldman Sachs (Litton Loan Servicing) et de Morgan Stanley (Saxon Mortgage Services) en 2009 et 2010, de recevoir un dédommagement en numéraire.

En fonction des cas, les ménages victimes des agissements de ces banques et de leurs filiales recevront "*de quelques centaines de dollars à 125.000 dollars*", ajoute le communiqué de la Réserve fédérale.

La Fed indique que l'accord annoncé avec Goldman Sachs et Morgan Stanley est "*similaire*" à celui rendu public le 7 janvier et par lequel dix banques impliquées dans le même scandale ont accepté de verser au total 8,5 milliards de dollars pour dédommager leurs clients lésés dans cette affaire.

Les établissements signataires de cet accord étaient Aurora Bank, Bank of America, Citibank, JPMorgan Chase, MetLife Bank, PNC, Sovereign Bank (filiale du groupe espagnol Santander), SunTrust, US Bank et Wells Fargo.

Au total, grâce à ces accords, ce sont plus de 4 millions d'emprunteurs qui recevront des dédommagements, pour un montant de 3,5 milliards de dollars, et la valeur des "*mesures d'assistance*" fournies par les banques signataires atteindra 5,5 milliards, précise la Fed.

La Réserve fédérale précise qu'elle discute toujours avec d'autres établissements faisant "*l'objet de mesures coercitives pour leurs déficiences passées en matière de gestion des prêts immobiliers et des procédures de saisie*" afin de parvenir à un règlement du même genre. Sont notamment visés le groupe financier américain Ally et la banque britannique HSBC.

Le scandale des saisies immobilières irrégulières avait éclaté aux Etats-Unis en septembre 2010. Il était alors apparu que les tribunaux repoussaient de plus en plus de dossiers de saisies en infraction avec la loi.

A l'issue d'une enquête, les autorités avaient révélé des "*pratiques dangereuses et malsaines en matière de gestion de créances hypothécaires et de traitement des saisies immobilières*". L'opinion avait été particulièrement choquée par l'utilisation de procédures de signatures automatiques destinées à faire croire que des milliers de dossiers avaient fait l'objet d'un examen individuel.

Au total, 27 banques ou sociétés de gestion des créances immobilières ont été contraintes à un audit indépendant et à

des modifications dans leur façon de fonctionner. Elles sont encore susceptibles d'être condamnées à verser une amende. AFP 16.01

2- Banque

2.1- La banque américaine JPMorgan Chase a annoncé mercredi avoir augmenté son bénéfice net de 12% sur l'ensemble de l'année 2012 pour atteindre un niveau "*record*" de 21,3 milliards de dollars.

Sur le seul quatrième trimestre, le bénéfice net a bondi de 53% à 5,7 milliards de dollars, a précisé la banque dans un communiqué.

"*Pour la troisième année consécutive, le groupe a publié un bénéfice net record*", s'est félicité dans le communiqué le PDG Jamie Dimon, qui y voit le reflet d'une "*performance sous-jacente solide dans toutes nos activités (...) avec une forte croissance des prêts et des dépôts*".

La banque a toutefois fait moins bien que prévu au niveau du chiffre d'affaires (97 milliards de dollars). Reuters 16.01

2.2- Goldman Sachs a annoncé mercredi un bénéfice (2,8 milliards de dollars) quasiment triplé au quatrième trimestre, grâce à une amélioration des valorisations sur les marchés boursiers et obligataires, à une croissance des revenus dans les fusions et acquisitions et à une diminution des charges liées aux rémunérations.

La cinquième banque américaine par les actifs précise qu'elle a réalisé un revenu "*sensiblement plus élevé*" à partir de ses produits de crédit et d'hypothèque dans son activité obligataire.

Le produit net bancaire global est en hausse de 53% à 9,2 milliards (consensus: 7,91 milliards) contre six milliards un an plus tôt.

La division placements et prêts, qui assure ses profits surtout grâce à la valorisation des propres investissements boursiers et obligataires de la banque, a fait état d'un revenu de près de deux milliards de dollars.

Les dépenses liées aux rémunérations ont représenté 37,9% du produit net bancaire en 2012. Depuis 1999, année lors de laquelle Goldman Sachs est entrée en Bourse, il n'a été qu'une seule fois inférieur à ce niveau.

Les économies réalisées par Goldman Sachs sur sa masse salariale ont permis à la banque d'enregistrer un retour sur investissement de l'ordre de 16,5% au quatrième trimestre, sur une base annuelle, un niveau sans précédent en presque trois ans. Reuters 16.01

3- Allemagne - Or.

La Banque centrale allemande a annoncé mercredi son intention de rapatrier par étapes d'ici 2020 son or entreposé en France (374 tonnes ou 11% du total des réserves allemandes) et une partie de celui stocké aux Etats-Unis.

Fin 2012 les réserves d'or de l'Allemagne totalisaient 3.391 tonnes et constituaient près de 80% des réserves de change du pays. Il s'agit des deuxièmes plus importantes réserves d'or au monde après les Etats-Unis et devant le Fonds monétaire international (FMI), l'Italie, la France et la Chine.

D'ici 2020 la part des réserves d'or allemandes stockées auprès de la Fed à New York va être réduite à 37%, contre 45% actuellement, soit 300 tonnes d'or de moins.

La part de l'or stocké en Allemagne va ainsi graduellement monter jusqu'à 50% en 2020, contre 31% aujourd'hui.

La part des réserves d'or allemandes stockées auprès de la Banque d'Angleterre à Londres, centre névralgique mondial des échanges du métal jaune, va rester inchangée, à 13%, a précisé la Bundesbank. Mais l'Allemagne a déjà rapatrié quelque 900 tonnes d'or de Londres depuis 2000, a rappelé M. Thiele.

L'an dernier sur fond de crise en zone euro la question des réserves d'or allemandes à l'étranger avait agité certains milieux eurosceptiques allemands, qui avaient réclamé un audit minutieux de l'or de la Bundesbank, voire son retour intégral au pays. AFP 16.01

Pour la petite histoire, l'explication officielle reprise par l'AFP dans le reste de cet article, consistait à dire que les autorité allemande aurait constaté (soudainement !) "la fin de la guerre froide" et que le risque que l'Allemagne soit envahie par l'ex-URSS avait disparu.

4- Automobile

4.1- UE Sur l'ensemble de l'année 2012 dans l'Union européenne, la demande de voitures neuves a diminué de 8,2% à 12,05 millions, sa plus forte baisse depuis le recul de 16,9% enregistré en 1993, a précisé l'Acea.

Dans la seule zone euro, le recul atteint 11,3%, à un peu moins de neuf millions, selon les calculs de Reuters.

L'Allemagne est parvenue à limiter la casse avec une baisse de 2,9% alors que le France (-13,9%), l'Espagne (-13,4%) et l'Italie (-19,9%) ont enregistré de forts reculs de leurs immatriculations l'an passé.

L'évolution est aussi très contrastée entre les constructeurs. Les généralistes comme les français PSA Peugeot Citroën (-12,9%) et Renault (-18,9%), l'italien Fiat (-15,8%) ou l'américain General Motors, avec sa marque Opel (-15,6%), ont particulièrement souffert en 2012.

Les marques allemandes de prestige tirent leur épingle du jeu: Audi gagne 3,7%, BMW (-0,1%) et Mercedes-Benz (-0,9%) sont stables.

Le groupe sud-coréen Hyundai-Kia s'en sort particulièrement bien. Sa marque Hyundai a gagné 9,4% et Kia enregistre une forte hausse de 14,6%. Reuters et AFP16.01

4.2- Volkswagen Le premier constructeur automobile européen, l'allemand Volkswagen, a ouvert mercredi sa centième usine mondiale au Mexique, avec 700 nouveaux postes à la clé, en vue de soutenir son expansion en Amérique du Nord.

"*Avec cette nouvelle usine, nous continuons à soutenir notre offensive en Amérique du Nord. Au cours des trois prochaines années, le groupe Volkswagen va investir à lui seul plus de cinq milliards de dollars*" (3,8 milliards d'euros) dans cette région, a déclaré Martin Winterkorn, patron du groupe, cité dans le communiqué. Le constructeur allemand s'est fixé pour objectif d'écouler un million de voitures aux Etats-Unis à partir de 2018. AFP 16.01

Haut de page

Le 18 janvier

CAUSERIE

Vendredi 0h15.

Hier soir j'ai passé 4 heures à actualiser les pages d'accueil du site, formater mes articles, c'est ce qui a été le plus laborieux, un boulot d'archiviste, c'est dur de tout faire tout seul. J'ai corrigé la plupart des fautes, vous m'excuserez, c'est un travail de dingue, je dois bosser à toute allure sans me retourner pour vérifier quoi que ce soit. Et quand j'arrête c'est pour balayer, passer la serpillière, etc. et je suis claqué, du coup je sabote une partie de mon travail, je néglige la forme au profit du contenu, bref je ne suis pas satisfait.

Plus j'ajoute d'articles dans le site, plus cela me fait du boulot supplémentaire d'archivage qui prend un temps considérable, d'autant plus qu'il faut sans cesse créer de nouvelles sections et reclasser un tas d'articles.

J'ai laissé trois articles de décembre relatifs à la mascarade qui s'est achevé le 11 janvier, histoire de montrer à ceux qui n'en étaient pas encore convaincus que l'affaire était entendue depuis le début, et que les dirigeants se foutent littéralement de nous. On va les harceler, les pilonner s'ils continuent sur la même voie, on n'a pas le choix.

Je n'ai pas le temps, d'autres le font, il faudrait pilonner Hollande sur le Mali. Il fait la guerre aux terroristes que Sarkozy a armés avec le soutien du PS, tandis que Hollande continue de soutenir les mêmes factions terroristes en Libye et en Syrie. Comme ils ont nié le droit du peuple kurde à son autodétermination, ils nient également celui du peuple touareg écartelé ou dispersé dans plusieurs pays et séparés par des frontières artificielles, arbitraires, les deux étant victimes de frontières imposées par les différents impérialistes quand ils ont balkanisé l'Afrique au cours de le première moitié du XXe siècle puis la seconde. Il faut démolir le PS et le Front de gauche qui le soutient.

Camarades, l'ennemi est dans notre propre pays, les capitalistes et leurs représentants, tous leurs représentants, y compris le gouvernement, les dirigeants du PS, leurs élus au Parlement qui après avoir voté le TSCG, la "*règle d'or*", le budget d'austérité de 2013, soutiennent maintenant la guerre au Mali, la guerre contre le peuple syrien, c'est intolérable de les épargner. Ils ont choisi leur camp, nous avons choisi le nôtre.

A bas le gouvernement anti-ouvrier et social-impérialiste Hollande-Ayrault-Sapin-Fabius ! Prolétaires du monde entier : unissez-vous contre la barbarie capitaliste ! Vive le socialisme !

Déjà 2 569 connexions en janvier, plus la moitié de la journée du 5 et la journée du 6 entière qui n'a pas été comptabilisée, cela donne environ 2 750 connexions, si on continue sur la lancée on va finir le 31 janvier autour de 5 000 connexions. Bravo camarades, faites connaître le site à un maximum de travailleurs et militants autour de vous.

Vendredi 11h45 (locale)

Place à l'info. J'ai parfaitement conscience que les travailleurs n'ont pas de temps à perdre la semaine à chercher des infos sur différents portails, encore moins les militants, je fais ce boulot pour vous. Si vous connaissez des adresses de portails sérieux, envoyez-les moi.

Je ne sais pas si vous en avez conscience, mais notre portail est le seul portail en France (et sans doute au-delà) à proposer en ligne plus de 400 articles sur le développement de la situation en Syrie depuis deux ans. On continue le combat, rien ne nous fera plier, encore encore moins capituler.

J'ai ajouté une quinzaine d'articles et de vidéos sur le Mali.

La suite de l'actualisation du site dans quelques heures.

Vendredi 15h30 (11h chez vous en France).

L'Inde comme si vous y étiez.

- L'Inde pourrait commander jusqu'à 189 Rafale - AFP

Et dans le même temps le gouvernement a pour ainsi dire liquidé ou réduit à une peau de chagrin la subvention qu'il octroyait aux plus pauvres (Ration Card ou carnet de rationnemment), en remplaçant la fourniture de produits de première nécessité à prix réduit dans une certaine quantité en fonction de la caste, des revenus et de la composition de chaque famille, par une somme d'argent dérisoire.

A ce propos Magueswary m'a fait la réflexion suivante à laquelle je n'avais pas pensé : "*chez les plus pauvres les hommes vont battre leur femme et piquer l'argent pour boire, après il ne restera plus rien pour manger*". C'est certain, et s'ils n'utilisent pas cet argent pour picoler, ils rechargeront leur portable avec ou ils achèteront de l'essence ou des conneries.

Décidément, sale temps pour les plus pauvres partout dans le monde, donc ceux du Mali encore plus pauvres que les Indiens.

Serions-nous sectaires ou d'affreux dogmatiques ?

Je mets en ligne un article du *Figaro*, un journal bien connu pour son penchant naturel à défendre la cause des opprimés dans le monde, intitulé *Les confessions des espions du Shin Beth secouent Israël*, qui relate leur questionnement qui ne va pas vraiment dans le sens de la guerre que mène l'Etat sioniste contre le peuple palestinien depuis 1947. Leur témoignage est intéressant, car nous dit *Le Figaro* : ils "*arrivent tous au même constat:* «On gagne toutes les batailles, mais on perd la guerre.» *La répression n'est pas la solution*.".

Commentaire d'un internaute qui ignore la nature de l'Etat sioniste.

- "*Cette fois les aveux viennent de l'intérieur, l'entêtement des pro-israéliens, qui tentent à chaque fois de nier l'évidence, n'a désormais aucune valeur. Qu'est-ce que la communauté internationale attend pour protéger les palestiniens de la sauvagerie de l'occupant.*"

L'Etat israélien est une création monstrueuse qui a été entreprise pour servir les intérêts d'un cartel de banquiers juifs d'origine ou qui se revendiquent ainsi, et qui se sont alliés à quelques monarques en Europe, qui de féroces colonisateurs se lieront par la suite au nazisme avant de revêtir le masque honorifique et plus présentable de potiches, pour mettre la main sur le pétrole du Moyen et Proche-Orient dès le début du XXe siècle, car ils avaient compris qu'avec l'industrialisation et développement de l'industrie automobile, ceux qui détiendraient les réserves de pétroles seraient les maîtres du monde. Ces banquiers juifs d'origine sont à l'origine du développement du sionisme et de l'antisémitisme, car n'ayant finalement pas d'autre religion que l'argent et le pouvoir (politique).

Partant de là, ce que cet internaute ne comprend pas parce qu'il ne connaît pas la véritable histoire de la création de l'Etat d'Israël, c'est que la "*communauté internationale*" ne peut pas s'attaquer à l'Etat sioniste, puisque se serait s'attaquer au cartel de banquiers qui dominent la finance mondiale, en un rien de temps les marchés s'y attaqueraient, leur économie s'effondrerait, sans parler qu'ils risqueraient d'y laisser leur peau, j'entends physiquement.

Cette histoire d'Israël fait partie intégrante ou est une des pièces maitresses du projet d'instaurer un gouvernement mondial conçu par ces mêmes banquiers. Ce qui signifie qu'on ne peut pas le comprendre si on n'a pas connaissance ou pire, que l'on nie cette partie de l'histoire du vieux monde que les médias et les partis politique s'emploient à camoufler aux masses.

Les véritables comploteurs, en réalité ce sont ceux qui ont conçu ce plan à l'insu de la population qui a été gardé soigneusement dans l'ignorance, et ceux qui ont contribué à la maintenir dans l'ignorance jusqu'à nos jours tout en connaissant ce plan en sont les complices qu'on le veuille ou non.

Aux capitulards qui se réclament de la IVe Internationale. (POI-CCI), NPA, LO

Extrait du *Programme de transition* (Trotsky) de la IVe Internationale :

-"*Dans les périodes de luttes de classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le neutraliser. Cela se produit déjà lors de simples grèves, surtout lors des grèves de masse avec occupation des usines, qui ébranlent les principes de la propriété bourgeoise. En temps de guerre ou de révolution, quand la situation de la bourgeoisie devient particulièrement difficile, les dirigeants syndicaux deviennent ordinairement des ministres bourgeois.*"

Poursuivons :

- "*C'est pourquoi les sections de la IV° Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes,* ***mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats****. S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées ("progressistes"). Le syndicat n'est pas une fin en soi, mais seulement un des moyens dans la marche à la révolution prolétarienne.*"

Question : Après cette terrible défaite (accord du 11 janvier) oseront-ils rompre avec les appareils vendus des syndicats ? Gageons qu'ils n'en feront rien. Pourquoi ? Devinez, ils auraient trop à y perdre. Et la cause qu'ils sont censés défendre et représenter ? Elle passe après, à la trappe !

Je ne sais pas si vous vous en souvenez, il y a quelques mois j'ai commencé à tirer à boulets rouges sur Hollande, le gouvernement, les dirigeants du PS, en fait bien avant l'élection présidentielle, ensuite j'ai amplifié les tirs dès la composition du gouvernement connue, depuis je n'ai pas arrêté.

Au départ je me suis demandé si je n'y allais pas un peu fort, je me suis convaincu que non, puis je me suis reposé la même question à deux ou trois reprises en arrivant à la même conclusion, les faits m'ont donné amplement raison qu'il n'y avait absolument aucune raison de les épargner. J'en suis arrivé à les dépeindre comme plus dangereux et pire que Sarkozy et l'UMP, là aussi ces dernières semaines les faits m'ont donné raison.

Comparé le traitement que Marx, Engels, Lénine réservaient à leurs ennemis avec les précautions de langage que prennent nos dirigeants pour en parler, pour un peu on pourrait voir des courtisans faisant la courbette devant leur souverain avant de lui adresser la parole, ils sont misérables.

En me marrant, j'ai presque envie de dire que je n'ai pas encore suffisamment chargé la barque après l'entrée en guerre de l'Etat français contre le peuple malien, il s'agit d'une vulgaire guerre de rapine pour le compte des banquiers et des multinationales, comme toutes les guerres depuis 2001.

Marx avait traité les Versaillais de chiens, à côté les dirigeants du PS tiennent du chacal pour sa ressemblance avec le renard qui use volontiers de la ruse, et de l'hyène, symbole de la laideur et de la cruauté sournoise, ou encore représentant une personne féroce et vile qui s'attaque aux gens sans défense. (Balzac).

Présentation de quelques vidéos sur le Mali

Je n'ai pas encore eu le temps de visualiser ces vidéos.

La voix des sans-voix 23 avril 2012

http://www.michelcollon.info/IMG/mp3/Interview_Mali_sans_voix.mp3

A présent, c'est sur le Mali que s'abat la désinformation. Pendant que les médias passent sous silence ou minimisent les « *bons coups d'État* » (ceux que les grandes puissances trament contre les gouvernements trop résistants), ils dénigrent les « *mauvais coups d'État* » (ceux qui s'en prennent à leurs marionnettes). Pour que les Maliens puissent décider, sans ingérences des grandes puissances, à propos de leurs ressources, de leurs intérêts et de leur avenir. Michel Collon interviewe pour Investig'Action, avec l'aimable participation de Mustapha Boulehien, le réalisateur Eric Pauporté, auteur du film "*Mali d'or*", et Luk Mertens, analyste à Oxfam-Belgique, deux spécialistes de la région...

Ni division, ni occupation : écrire l'Histoire du Mali à l'encre indélébile 12 juin 2012

http://www.michelcollon.info/IMG/mp3/manif_mali.mp3

Le Mali est dans la tourmente : un groupe de militaires a fait tomber le président ATT. Un acte salué par une grande partie de la population, « *une révolution dont le peuple rêvait* » précise l'écrivain Tahirou Bah. Mais qui n'est pas du goût de la France et des puissances néocoloniales. Depuis, des groupes armés ont pris possession du nord du pays, semant le chaos et la division. Nous avons rencontré des manifestants maliens à Bruxelles. Ils appellent à l'unité du pays. Ils replacent les événements dans un contexte de crise régionale, avec le coup d'Etat en Côte d'Ivoire, la guerre de l'Otan en Libye… Cette instabilité politique a-t-elle un rapport avec les importantes ressources dont regorge la région ? Quel rôle jouent les multinationales ? Comment les peuples se mobilisent ? Comme ils nous l'expliquent, les Maliens sont déterminés : ils veulent mettre un terme au pillage de l'Occident qui, «*depuis la traite négrière, a changé de forme mais pas de fond* ». Les Maliens ne veulent ni de la division, ni de l'occupation. Il est temps « *d'écrire l'histoire du Mali à l'encre indélébile* ».

« ***Les puissants passent, nous, restons !*** » 19 avril 2012

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=4X7oMH4yDlg

Lutte syndicale Cocidirail

ATT a vendu le chemin de fer a une société canadienne qui s'est débarrassée de la plupart des travailleurs et de l'essentiel du transport public. 2005, les chwatcheminots sont en colère. Aminata Diarra chante le courage des ouvriers syndicalistes qui se battent et les associe aux héros maliens des temps passés, au cours d'un meeting des cheminots en lutte pour la renationalisation. 2005. Dans la région des rizières, les paysans sont saignés par les charges, les expulsions de leurs champs au profit de bourgeois nantis et de sociétés étrangères, méprisés, ignorés par les autorités qui en profitent pourtant. Les femmes chantent pour leurs luttes qui n'en finissent pas, un chant populaire historique qui dit en substance : les puissants passent, nous, restons !

Aminata Traoré : « ***La démocratie ne suffit pas*** » 22 juin 2012

Entretien avec l'universitaire et ancienne ministre de la Culture du Mali, Aminata Traoré, personnalité éminente dans les pays émergents et dans les rangs de la gauche anti-libérale. Les médias nous bassinent sans cesse avec les mêmes clichés sur l'Afrique : la pauvreté fruit de la malchance, les gentils humanitaires, la bonne gouvernance, ces conflits soi-disant ethniques qu'il est impossible de comprendre… Avec de sages paroles, Aminata Traoré remet quelques pendules à l'heure sur la crise au Mali, le développement en Afrique, la notion de démocratie et les relations avec l'Occident. Merci ! (IGA)

Aminata Traoré « ***La démocratie ne suffit pas*** » (1) - 23 mai 2012

http://www.dailymotion.com/video/xr5ws1_aminata-traore-la-democratie-ne-suffit-pas-1-23-mai-2012_news

Aminata Traoré - « ***La démocratie ne suffit pas*** » (2) 24 mai 2013

http://www.dailymotion.com/video/xrbtq7_aminata-traore-la-democratie-ne-suffit-pas-2-24-mai-2013_news

Aminata Traoré - « ***La démocratie ne suffit pas*** » (3) - 24 mai 2012

http://www.dailymotion.com/video/xrcfde_aminata-traore-la-democratie-ne-suffit-pas-3-24-mai-2012_news#.UPjGjKzcBac

---

ACTUALITE EN TITRES

Péripétie d'un régime en décomposition

- Le Sénat rejette le scrutin paritaire pour les cantonales - AFP

Mali. Union nationale. (suite)

- Henri Guaino: sur le Mali, l'heure n'est pas au débat mais à l'unité - AFP

- Chevènement : « *il doit y avoir une solidarité dans la lutte contre le terrorisme* » - Public Sénat

- Rachida Dati salue "*le sang-froid du président Hollande*" - LePoint.fr

Est-il exagé de lancer : A bas les institutions de la Ve République et tous les partis qui y participent, qui soutiennent en choeur la guerre contre le peuple malien !

L'insouciance et les illusions se paient toujours un jour.

- Virgin : les syndicats "*déçus*" par le gouvernement - Le Nouvel Observateur

Pauvreté. Il en est le co responsable.

- Chérèque chargé de suivre l'application du plan pauvreté - Le Nouvel Observateur

En quelque sorte il a collaboré à la création de son propre emploi. Chérèque est un auto-entrepreneur... de la misère et de sa gestion !

Même qu'au PCF on n'en doute pas !

- Sapin: "*Cela se passe mieux chez Renault que chez PSA*" - AFP

- Chez PSA, c'est LO qui a assuré la sous-traitance du sale boulot, chez Renault, ce sera la maison mère : les staliniens. Du coup, Sapin est rassuré, on le comprend !

ACTUALITÉ DU JOUR

Bâtissez votre "***avenir professionnel***", servez le capitalisme qui guerroie contre les peuples à travers le monde.

L'armée de terre française a lancé jeudi sa huitième campagne de recrutement, avec pour objectif d'enrôler 10.000 jeunes en 2013, en pleine guerre du Mali.

L'armée de terre mène régulièrement des campagnes de publicité pour recruter, jugeant que les jeunes Français sont peu informés des possibilités offertes depuis la suppression du service militaire en 1996.

La nouvelle campagne, créée par l'agence TBWA/Corporate, cible les 18-24 ans sur le thème "*pour moi, pour les autres*".

"*Bâtir son avenir professionnel en contribuant à préserver et à construire celui de la communauté nationale, c'est le projet professionnel que l'armée de terre est fière de proposer aujourd'hui*", a dit Jean-Yves Le Drian.

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a réfuté l'idée selon laquelle l'intervention française, engagée il y a six jours, pourrait avoir un impact négatif sur les jeunes hommes et jeunes femmes songeant à s'engager.

"*De mon point de vue, elle tombe bien (...) parce qu'il faut que nous ayons un recrutement offensif et de qualité*", a-t-il dit lors du lancement de la campagne à Vincennes, près de Paris. Reuters 17.01

Cette guerre aussi "*elle tombe bien*"...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

L'intervention militaire française au Mali pèsera lourdement sur le budget des opérations extérieures des armées (Opex) et révèle déjà des insuffisances en matière de transports, un domaine pour lequel la France est contrainte de faire appel à ses alliés.

Combien ça coûte ? "*Je ne peux pas l'évaluer encore. Tout cela sera public, évidemment*" : une semaine après le début des opérations, Jean-Yves Le Drian, doit déjà répondre aux interrogations sur leur coût financier. D'autant que le ministre de la Défense a prévenu que l'engagement "*sera long*".

Concrètement, les crédits dédiés aux Opérations extérieures (Opex) pour 2013 s'élèvent à 630 millions d'euros. En baisse d'environ 90 millions par rapport à 2012, en raison du retrait français d'Afghanistan. Mais les économies escomptées du retrait afghan devraient être effacées par l'opération au Mali.

"*C'est une opération qui durera au minimum une bonne partie de 2013, sinon toute l'année 2013. Ca ne tiendra pas dans le budget*", estime Axel Poniatowski, ancien président UMP de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale.

En 2011, année des opérations en Libye, le coût des Opex avait atteint 1,2 milliard d'euros. Il s'agissait alors d'une opération aéronavale très différente de l'intervention au Mali, avec une campagne aérienne de huit mois et le déploiement du porte-avions Charles de Gaulle en Méditerranée.

"*Ca n'aura pas d'incidence sur le budget de la défense*", souligne pour sa part Jean-Louis Carrère, le président PS de la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat.

Quand le budget Opex est dépassé, le gouvernement abonde habituellement les crédits, pour ne pas plomber le budget défense.

Le coût des opérations au Mali dépendra en premier lieu de leur durée. Mais les premiers jours du conflit ont confirmé certaines insuffisances des armées, notamment en moyens de transport et de ravitaillement.

Paris a dû demander l'aide de ses partenaires pour acheminer du matériel. La Grande-Bretagne, le Danemark, la Belgique ou le Canada, ont accepté de fournir des avions de transport et les Etats-Unis devraient également participer. AFP 17.01

2- Pakistan

Le président de l'agence gouvernementale pakistanaise chargée de la lutte contre la corruption a rejeté jeudi une décision de la Cour suprême, qui demandait l'arrestation du Premier ministre, Raja Pervez Ashraf.

Des chaînes de télévision pakistanaises ont cependant rapporté que Fasih Bokhari, président du Bureau national de suivi des responsabilités (NAB), avait dit jeudi à la Cour que l'enquête était insuffisante et qu'il refusait donc de procéder aux arrestations du Premier ministre et d'autres responsables incriminés.

La Cour suprême lui a en retour demandé de présenter immédiatement les dossiers concernés, afin de déterminer si elle disposait d'assez de preuves pour maintenir les poursuites.

Elle a dans le même temps accepté d'étudier une requête qui accuse de blasphème Sherry Rehman, l'une des principales personnalités du PPP, actuellement ambassadrice aux Etats-Unis. Reuters 17.01

SOCIAL

1- France

Plusieurs centaines de salariés de Sanofi ont de nouveau manifesté jeudi pour demander le retrait du plan de restructuration de la recherche annoncé par le laboratoire pharmaceutique il y a six mois.

Selon les syndicats, 700 manifestants ont défilé à Paris alors que la police n'en a compté que 560. Sanofi emploie environ 28.000 personnes en France.

"*Nous demandons le retrait du plan et une rencontre associant les syndicats, les pouvoirs publics et la direction mais celle-ci s'y oppose toujours*", a commenté un porte-parole de Force Ouvrière à Paris.

Quelque 150 salariés de Sanofi se sont aussi rassemblés devant les bâtiments de Sanofi de Marcy-L'Etoile (Rhône) qui abritent le plus gros site de production de vaccins du groupe.

"*Il est inacceptable de supprimer des emplois quand on réalise neuf milliards d'euros de bénéfice*", a déclaré Cyril d'Andréa, délégué CGT de l'entreprise de Marcy-L'Etoile, où 629 postes sur 2.500 vont être supprimés.

Thierry Bodin (coordinateur de la CGT) affirme que "*les salariés refusent de voir disparaître leur emploi et celui de leurs collègues sous-traitants (et) qu'à 10 jours du jugement devant la Cour d'appel de Paris, ils ont voulu se faire entendre de la direction, des élus de la Nation et du gouvernement*". Reuters 17.01

2- Allemagne

Le géant allemand des télécommunications Deutsche Telekom prévoit de supprimer 1.200 postes dans ses services administratifs en Allemagne d'ici le 30 juin, a déclaré jeudi un porte-parole du groupe à l'AFP, confirmant des informations de presse.

Les services du personnel, de la comptabilité, du contrôle et du marketing sont notamment concernés par ce plan "*uniquement basé sur des départs volontaires*" et qui va permettre d'économiser "*100 millions d'euros par an*", a ajouté le porte-parole.

Ces suppressions de postes s'ajoutent à un plan déjà annoncé de réduction d'environ 40% des effectifs administratifs du siège du groupe à Bonn (ouest) d'ici à 2015, soit 1.300 postes de moins.

Le groupe emploie environ 75.000 salariés en Allemagne, et plus de 230.000 dans le monde.

Le patron de Deutsche Telekom René Obermann et son successeur à partir du 1er janvier 2014, l'actuel directeur financier du groupe Timotheus Höttges, cherchent à économiser partout au sein du groupe, notamment sur les coûts du personnel, afin de dégager des moyens supplémentaires pour étendre le réseau haut débit en Allemagne.

Le groupe a prévu d'investir 30 milliards d'euros au cours des trois prochaines années, essentiellement dans l'extension du réseau haut débit en Allemagne. AFP 17.01

Mettez en relation les différents chiffres fournis ici et vous retrouverez la logique des capitalistes.

Finlande

Le fabricant finlandais de téléphones portables Nokia a annoncé jeudi une restructuration de sa branche technologies de l'information qui se traduira par 300 suppressions d'emplois au maximum.

"*Dans le cadre des changements prévus, Nokia prévoit de transférer certaines activités et jusqu'à 820 employés à HCL Technologies et TATA Consultancy Services,*" a précisé le groupe dans un communiqué.

La majeure partie des emplois concernés est en Finlande.

Le groupe a indiqué vouloir accroître sa productivité, réduire ses coûts et créer une branche technologies de l'information "*adaptée pour la taille et l'envergure actuelle de Nokia*".

Ces mesures font partie d'un plan, annoncé en juin, de 10.000 suppressions d'emplois d'ici à fin 2013, dans l'espoir de juguler les pertes de l'ancien numéro mondial un des téléphones portables. AFP 17.01

3- Japon

Le fabricant japonais de semi-conducteurs Renesas Electronics, récemment secouru par un fond public, a annoncé jeudi préparer un plan de départs volontaires portant sur 3.000 à 4.000 personnes au Japon, énième étape de son lent processus de redressement.

Renesas a expliqué aux syndicats son intention d'inviter les 40 ans et plus travaillant dans la maison-mère ou l'une de ses filiales au Japon à abandonner leurs fonctions le 30 septembre, moyennant une prime de départ.

Répondant à la demande des nouveaux pourvoyeurs de fonds de Renesas, ce plan a pour but une réduction d'effectifs de plus de 3.000 postes.

Ils s'ajouteront aux 7.446 partis de la même façon en octobre l'année dernière, dans le cadre d'une réduction du nombre d'usines et d'une réorganisation des activités.

Ce nouvel appel aux départs est motivé par la volonté de l'entreprise de réduire ses coûts structurels à cause d'un chiffre d'affaires malmené par la conjoncture internationale et la concurrence.

Renesas est récemment passé sous la coupe d'un fonds semi-étatique et plusieurs sociétés clientes, censés l'aider à se relever d'une période difficile, qui a vu s'enchaîner la crise financière internationale, la hausse du yen, le séisme doublé d'un tsunami dévastateur dans le nord-est du Japon et une demande instable. AFP 17.01

4- Canada

Le Cirque du Soleil, connu internationalement pour ses spectacles mêlant la performance physique et la mise en scène artistique, s'apprête à licencier 400 personnes, soit huit pour cent de ses effectifs.

La compagnie basée au Québec a expliqué qu'elle était contrainte de prendre cette mesure en raison de la hausse des coûts de ses productions mais également en raison d'une appréciation du dollar canadien.

Le Cirque du Soleil a enregistré 14 millions d'entrées en 2012 pour un revenu record d'un milliard de dollars canadiens.

"*Nous sommes actuellement en train de revoir nos dépenses avec la compagnie dans l'ensemble du monde afin de les réduire d'une manière significative*", a dit Renée-Claude Ménard, porte-parole de la compagnie.

Le Cirque du Soleil compte 5.000 employés. Reuters 17.01

ECONOMIE

Chine

La Chine va continuer cette année à soutenir son économie en investissant massivement dans les chemins de fer, à hauteur de 650 milliards de yuans (79 milliards d'euros), a indiqué le ministre des Chemins de fer Sheng Guangzu, cité par l'agence Chine nouvelle jeudi.

Cette somme permettra de mettre en service 5.200 kilomètres de nouvelles lignes, selon le ministre.

L'investissement prévu en 2013 est 30% plus élevé que les 500 milliards de yuans initialement planifiés pour le secteur l'an dernier.

Mais ce budget avait reçu une rallonge de 100 milliards de yuans lorsque Pékin a entrepris au second semestre de combattre le ralentissement de la croissance dans la deuxième économie mondiale en relançant des programmes d'infrastructures.

Le boom de l'investissement dans le rail en Chine, qui possède le réseau de lignes ferrées le plus long du monde après celui des les Etats-Unis, remonte à 2003 sous l'impulsion du prédécesseur de M. Sheng, Lui Zhijun.

La Chine s'est par ailleurs hissée en quelques années au premier rang mondial pour son réseau de train à très grande vitesse, alors que la première ligne de TGV n'a ouvert dans le pays qu'en 2007.

La dette du ministère des Chemins de fer s'élevait au troisième trimestre de l'an dernier à 2.660 milliards de yuans (321 milliards d'euros), soit 61,8% de ses actifs, selon des informations publiées antérieurement par la presse chinoise.

Fin 2012, le réseau ferré chinois avait une longueur de 98.000 kilomètres de lignes en exploitation, dont 9.356 km de voies de TGV, a précisé M. Sheng, cité par l'agence officielle. AFP 17.01

Haut de page

Le 19 janvier

CAUSERIE

J'ai rajouté une vingtaine d'articles dans les rubriques, économie, politique, international et Mali.

On attend encore que les partis ouvriers et leurs satellites caractérisent le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius comme il se doit : un gouvernement social-libéral-impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne, comme son prédécesseur. On peut aussi remplacer social-libéral par néo conservateur ou néo libéral puisqu'il applique exactement la même politique. A suivre.

Etat guerrier (Mali, Syrie, Libye,Cote-d'Ivoire, Afghanistan, etc), état policier (Vigipirate).

Une intervention militaire française en chasse une autre: Côte d'ivoire, puis Libye, puis Mali, sans parler de la volonté appuyée d'intervenir en Syrie. Les troupes françaises ont à peine commencé à quitter l'Afghanistan qu'elles interviennent de nouveau au Mali.

La France apparaît ainsi, actuellement, comme le pays le plus agressif de la planète. Même les USA paraissent, en comparaison, plus réservés, dans le rôle de gendarme. Et s'il y a une distribution des tâches dans ce rôle, on peut dire que la France fait preuve dans le sien d'un zèle particulier.

C'est inquiétant. Car cet Etat par deux fois, en Libye et maintenant au Mali, est venu, avec ses armées, aux frontières de l'Algérie et des pays du Maghreb. Chaque Algérien, chaque Nord-Africain, ressent cette inquiétude, celle d'avoir en face, de l'autre côté de la méditerranée, un Etat guerrier. (*Intervention de la France au Mali : L'Etat guerrier* - 17.01 - mondialisation.ca)

Question : Comment en est-on arrivé là ?

Leur Nouvel ordre mondial a du plomb dans l'aile.

Avez-vous fait attention aux titres ou aux fonctions qu'ont occupé au sein d'institutions nationales ou internationales, de gouvernements, de l'armée, d'administrations, de grandes entreprises ou de multinationales les auteurs de certains articles ou certaines vidéos que j'ai mis en ligne en provenance de portails divers et de plusieurs régions du monde ?

Ils témoignent manifestement que le vieux monde craque de partout, qu'il est loin de faire l'unanimité de l'élite intellectuelle, bien que leur plan progresse sur certains volets, par exemple l'Union européenne, non sans certaines difficultés qui pourraient à terme s'avérer fatales, dans quelles conditions, c'est une autre affaire.

Richard Le Hir a signé un article publié le 15 janvier sur le portail canadien Mondialisation.ca, dont le titre confirme ce que nous venons d'affirmer : *La Mondialisation : un gigantesque fiasco !*. Au début de cet article, il se présente brièvement et c'est très intéressant :

- "*On me demande souvent comment il se fait qu'un ancien dirigeant d'une grande association d'industriels du secteur manufacturier comme moi, qui a milité activement en faveur de la conclusion de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) au début des années 1990, soit désormais si critique à l'endroit de la mondialisation, au point même de souhaiter ardemment le démantèlement de certaines structures de gouvernance internationale et la reprise en main par les États de leur économie.*".

Il nous indique ensuite qu'au milieu des années 90 il était "*ministre délégué à la Restructuration dans le gouvernement Parizeau*.

Il en arrive au constat suivant :

- "*Aujourd'hui, tout ce beau système est au bord de l'éclatement, et il est maintenu artificiellement en vie par les décisions irresponsables de non-élus qui n'ont de comptes à rendre à personne. Si les banques centrales n'avaient pas finassé,*

renié tous leurs principes, violé toutes leurs règles, reporté des échéances pourtant jusqu'alors sacrées, nous serions déjà en train de le reconstruire sur des bases plus saines."

Il évoque ensuite comment a été mis en place ce système néolibéral, à qui il profite et dans quel objectif, le Nouvel ordre mondial et ses concepteurs.

C'est là qu'il dérape ou fait fausse route, et c'est pour cette raison qu'il en arrive à la conclusion qu'il faudrait en revenir aux bons vieux Etats-nations, parce qu'à aucun moment il n'aborde les origines de la crise qui a frappé le capitalisme au début des années 70 et a amené les gangsters de la finance à violer toutes les règles qu'ils avaient édictées précédemment, pour justement assurer la survie du système capitaliste en bout de course.

Il ne lui viendra pas à l'idée que la financiarisation croissante de l'économie à partir de cette période n'a pas été uniquement le produit d'une idéologie délirante comme il l'affirme, mais la bouée de sauvetage des banquiers eux-mêmes et du capitalisme, leur seul recours, car ils ne pouvaient pas se permettre de recourir à une guerre mondiale encore plus dévastatrice et peut-être fatale pour la civilisation humaine, dont eux-mêmes, comme ils l'avaient déjà fait à deux reprises au cours du XXe siècle, le contexte ne s'y prêtait du fait que l'URSS existait encore et que le rapport de force entre les classes à l'échelle mondiale n'était pas favorable à la bourgeoisie, on peut ajouter que la Chine n'avait pas encore rejoint le camp de l'économie de marché, et que les Etats-Unis ainsi que les puissances en Europe de l'Ouest étaient encore dans une position de confrontation ouverte que l'on a appelé la Guerre Froide. Tous ces éléments les empêchaient de recourir à une autre alternative que l'idéologie ultra libérale.

Le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés d'Europe occidental savaient que tôt ou tard l'URSS s'effondrerait et que la Chine se tournerait vers l'économie capitaliste, et qu'à terme ils pourraient les concurrencer sur le marché mondial, il leur fallait donc rapidement mettre en place un système qui leur permettrait de s'enrichir considérablement dans cette perspective, d'où la dérégulation des marchés financiers et la création d'une multitude d'outils financiers pour accroître leurs gains dans des proportions colossales pour être prêts à affronter les prochains défis qui ne manqueraient pas de surgir sur le marché mondial s'ils voulaient conserver leur rang ou leur rôle hégémonique, sachant que pour accroître leurs profits de manière colossale il ne pouvait pas compter sur une confrontation directe avec le prolétariat en Europe de l'Ouest qui se serait traduite par une baisse brutale de son niveau de vie, alors qu'à la même époque la classe ouvrière venait de passer à l'offensive dans plusieurs pays sur le plan social et politique, France, Portugal, Grèce, Tchécoslovaquie, etc. Au même moment, des mouvements sociaux ou des soulèvements avaient lieu en Amérique latine et des mouvements de libération nationale intervenaient ou venaient juste d'avoir lieu dans plusieurs pays du Proche et du Moyen-Orient, en Afrique.

Epuisé ou asphyxié par le coût exorbitant de la guerre du Vietnam, guerre qui avait fini par être très impopulaire aux Etats-Unis, sur les plans politique et économique l'impérialisme américain n'était pas en mesure de se lancer dans une guerre mondiale, de même que les gouvernement en Europe n'étaient pas en mesure d'affronter directement la classe ouvrière, voilà qui explique en grande partie pourquoi l'oligarchie financière s'engagea dans cette voie qui il faut quand même le souligner, s'offrait à elle à moindre frais en attendant des jours meilleurs.

Cela nécessitait juste de leur part qu'ils adaptent provisoirement leur stratégie sans pour autant changer d'orientation, leur objectif demeurant d'instaurer à terme un gouvernement mondial qu'ils dirigeraient ou contrôleraient, ce qui est relativement facile quand on a le monopole de la création monétaire, le nerf de la guerre, de la guerre de classe.

Cela étant, et c'est ce qu'on en train d'observer, ils sont rattrapés par les contradictions du capitalisme plus vite qu'ils ne le pensaient ou l'auraient souhaité sans doute, de telle sorte qu'ils se retrouvent exactement dans la même situation qu'aux début des années 70, en cent fois pire, car avec une montagne de dettes monstrueuse qui menace de les engloutir à tout moment, et un prolétariat qui refuse de se soumettre, même s'il a encaissé de graves reculs et défaites, ses partis et ses organisations existent toujours, sa capacité de résistance et de combattre demeure intacte, même handicapé par l'absence de véritables partis communistes, par mille canaux ou réseaux il résiste, il ne manquerait plus qu'il rassemble l'ensemble de ses forces et qu'ils les concentrent contre les institutions qui détiennent le pouvoir politique, l'Etat, pour que leur Nouvel ordre mondial soit relégué au musée de l'histoire avant d'être parvenu à son terme.

Ce qu'il faut bien comprendre ou retenir, c'est que la financiarisation de l'économie à outrance n'est pas le produit du hasard, de calculs savants ou d'une idéologie différente du capitalisme, elle en est le prolongement, tout comme la guerre est le prolongement de la politique sous une autre forme.

C'est le développement historique du capitalisme qui l'a rendue possible. C'est le stade de développement auquel il est parvenu, cela ne signifie pas pour autant que c'était une étape indispensable de son évolution, c'était un stade auquel il pouvait effectivement parvenir, tout dépendait de la capacité ou non du prolétariat mondial à le liquider avant et à prendre le pouvoir, comme il n'y est pas parvenu, l'ultra libéralisme a pu s'épanouir et gangrener l'ensemble de l'économie mondiale ainsi que les institutions politiques, la plupart des Etats.

C'est ce que les intellectuels progressistes ou qui se veulent critiques envers le capitalisme ne parviennent pas à comprendre. Ils continuent de croire qu'à un moment donné le capitalisme a déraillé et qu'il suffirait de le remettre sur ses rails pour que tous

nos problèmes soient résolus. Ils ne veulent pas admettre ou ils ne comprennent pas que l'ultra libéralisme s'inscrit dans la continuité du développement du capitalisme depuis deux ou trois siècles, qu'il est finalement régi par les mêmes lois, qu'il repose sur les mêmes principes fondamentaux (inégalité entre les classes), qu'il en est issu lui-même, qu'il en est le produit. L'ultra libéralisme n'est pas une construction intellectuelle déconnectée de l'économie, le croire serait commettre une grave erreur.

L'ultra libéralisme qui est le produit des contradictions du capitalisme parvenu à son stade ultime, au-delà duquel il entre en décomposition, est en train de nous prouver qu'il ne peut pas s'extraire de ces contradictions, que quoi qu'il fasse, elles le rattrapaient toujours un jour ou l'autre, en réalité il en est totalement dépendant, d'où les brutales politiques d'austérité, l'ultra libéralisme est l'expression du capitalisme entré en putréfaction, qui s'autodétruit et détruit la société, pourri tout ce qu'il touche, pire, hypothèque dangereusement l'avenir des générations futures.

Vouloir revenir en arrière ou faire tourner la roue de l'histoire à l'envers est un non-sens tellement évident que l'on peine à comprendre pourquoi ces intellectuels ne parviennent pas à le saisir. Nous ne sommes pas en présence d'un processus intellectuel que l'on peut faire ou défaire à volonté et ainsi de suite, mais d'un processus dialectique, historique, qui a eu un commencement et qui doit avoir une fin, comme tout système, contrairement au socialisme qui consiste à libérer les forces productives qui étouffent dans le mode de production capitaliste, à libérer le potentiel de créativité qui existe dans la société de façon à permettre à chacun de s'épanouir tout en participant à la collectivité humaine.

Construire un nouveau système économique reviendrait à nous passer une nouvelle camisole de force et subir les souffrances qui l'accompagnaient forcément. Une fois débarrassée du capitalisme et ses contraintes, l'humanité sera en mesure de vivre en harmonie et en paix, c'est possible, elle en a les moyens, ce n'est donc pas une utopie, cela l'est en revanche quand on ne comprend pas le fonctionnement du capitalisme.

Au passage, vous aurez remarqué que je combats à la fois le Nouvel ordre mondial, donc à la fois la théorie du complot que certains ont développé au-delà même de celle qui accompagne effectivement ce projet de gouvernement mondial, pour produire des thèses délirantes ou défendre des intérêts ou objectifs inavouables, et la théorie de l'ultra-impérialisme que l'on m'a prêtée par erreur ou malveillance. Je demeure sur le terrain de la lutte des classes et j'utilise les outils du marxisme que je maîtrise avec plus ou moins de bonheur.

On continuera plus tard. Ce que j'ai écrit là devrait être développé, mais je n'en ai pas le temps, je suis prisonnier de mon activité quotidienne.

Parole d'internaute.

- "*Un "Bruel" s'est pris 900 000 euros dont 315 000 en trois mois et demi. Debouze 550 00, Ramzy, Omar SY, Dubosc, Gad Elmaleh 400 000. Et le tout pour un film ! Nous les "cocus du système", on ne les gagne pas en quinze ans de travail, et pourtant nous apportons beaucoup plus à l économie et à la société que ces "médiocres", pour ne pas dire nuls !*"

A cette liste vous pouvez ajouter : Dany Boon : 600 000 euros, Garcia : 472 500 euros + 202 500 euros à venir. (source : lepoint.fr18.01)

Le football, le Tour de France, les Jeux Olympiques, TF1, les émissions de divertissement, les comédies, les humoristes à cent balles, les jeux vidéo, le Pastis et le gros rouge, la drogue, la religion et les sectes, l'écologie et le féminisme manipulés, etc. l'opium du peuple se décline dorénavant de telle sorte qu'il y en a pour tout le monde pour que la population demeure toujours aussi ignorante, pendant ce temps-là, ceux qui détiennent le pouvoir peuvent tranquillement appliquer leur politique réactionnaire sur toute la ligne.

Tout fout le camp, la société se décompose à une vitesse fulgurante, tous les rapports se délitent, l'Etat devient de plus en plus policier, les institutions sont totalement corrompues, la classe dominante fraude, trafique, blanchit, se livre à des activités illégales en toute impunité, etc. tout va bien la vie continue comme avant. Il y en a même qui paient pour qu'il en soit ainsi.

Tout est fait pour que les exploités ne comprennent rien à rien et ne se posent pas les bonnes questions une fois sous l'emprise de la propagande officielle. Vivons dans l'insouciance du temps qui passe, ne cherchons pas à sortir de ce cercle infernal, faisons comme si la société avait toujours été de la sorte, et estimons-nous heureux de ne pas subir le sort d'autres peuples moins chanceux que nous. Quant au futur, au sort des générations futures, vaux mieux ne pas y penser non plus car il est déjà gravement hypothéqué, vous avez raison, pensez qu'à vous-même et oubliez que vous avez fait des enfants, car il risque de se transformer en cauchemar et le mot est faible...

ACTUALITE EN TITRES

Parole de représentant patronal.

- Michel Sapin confiant sur un rebond et sur le climat social - Reuters

Rebond, qu'il y ait ou non signifie baisse du chômage sur fond de surexploitation et accroissement des profits, quant à sa "*confiance*" dans le "*climat social*", elle doit reposer sur la capitulation honteuse sans exception des dirigeants du mouvement ouvrier.

Parole de banquier

- Après avoir taillé dans les dépenses, les banques américaines retrouvent la santé - LeMonde.fr

Titre trompeur, la réduction des dépenses en question a consisté essentiellement en des suppressions de postes.

Et le pire de tout, c'est qu'elle a raison !

- Pour Marine Le Pen, Paris est responsable de la situation au Mali - Reuters - il y a 16 heures

Ce ne sont pas les dirigeants des partis ouvriers qui chargeraient la barque de Hollande, ils ont déjà trop à faire pour l'empêcher de couler, on comprend. Après ils nous feront croire qu'ils luttent contre l'extrême droite...

Sortir un tract contre la guerre au Mali, sans mettre au premier plan les énormes richesses inexploitées de ce pays que les multinationales convoitent, son taux extrême de pauvreté, la manière dont Sarkozy puis Hollande ont manoeuvré pour rendre cette guerre indispensable (de leur point de vue), leur refus de discuter avec les dirigeants d'importantes factions touaregs qui demandaient de l'aide pour combattre les djihadistes pour finalement présenter l'ensemble des opposants au régime en place comme des "*terroristes*", de la même manière qu'en Afghanistan ils avaient assimilé l'ensemble de la résistance armée à l'occupant comme des talibans, ne pas mettre en relief ces différents aspects de la situation, c'est passé à côté de l'essentiel, c'est de la propagande pure qui est à côté de la plaque, totalement improductf.

C'est avant tout une guerre de pillage, de véritables gangsters lancés à l'assault des richesses du Mali.

C'est pas en France que les partis ouvriers mobiliseraient contre la guerre.

- Algérie : des islamistes manifestent contre la France - LePoint.fr

Une main d'oeuvre encore meilleure marché que les Algériens ?

- Algérie : une vingtaine de Philippins parmi les otages - LePoint.fr

Des Japonais, des Britanniques, des Américains ou des Français, qui n'occupent pas des emplois sans qualification contrairement aux Philippins.

Un aveu. En guise de bonne conscience ? Toute de même pas !

- «*Nous avons peut-être tous fait une erreur de jugement sur les printemps arabes*, selon Guaino - Public Sénat

Guaino veut dire par là qu'ils ont soutenu les salafistes, les Frères musulmans, etc. leurs alliés en fait...

Avis aux rentiers

- A-t-on le droit de sous-traiter son travail à quelqu’un d’autre? - Slate.fr

- "*De l'importance de trouver son rythme au travail*" - L'Express.fr

Cynisme sans fond, leur marque de fabrique

- Le FMI salue l'effort "*impressionnant*" du Portugal, malgré des "*risques*" - AFP

- Grèce: la dette "*as viable*" sans une aide accrue de l'UE, selon le FMI - AFP

Individualisme effréné, complexe de supériorité, mégalomanie : des psychopathes.

- Pour vendre en ligne, les marques de luxe personnalisent le produit - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Accord patronal du 11 janvier 2013. Gouvernement PS-Medef-CFDT soutenu par les autres syndicats.

Je passe le dicours de Sapin et les contre-vérités qu'il contient, selon lequel l'accord patronal du 11 janvier serait ""*équilibré*", relevant qu'en affirmant qu'il était "*décisif*" pour l'image de la France à l'étranger, il s'adressait directement aux investisseurs qui seraient désireux de venir exploités la main d'oeuvre en France en bénéficiant d'une législation du travail particulièrement avantageuse pour les patrons.

Avis aux manipulateurs et charlatans qui tiennent à épargner le PS.

Le ministre du Travail a fait valoir notamment que le bureau national du PS avait approuvé par 28 voix contre 5 une déclaration soulignant que le parti sera "*particulièrement attentif à une transcription fidèle de cet accord dans la loi*".

"*C'est dans les meilleures conditions que nous allons faire en sorte que cet accord soit adopté sans que son équilibre soit modifié*", a-t-il prédit.

Thibault n'exige pas le retrait de cet accord, la CGT ne rompt pas avec le patronat, pire, la CGT le soutient en prétendant pouvoir l'amender, alors qu'on vient de voir que ce serait totalement impossible.

"*Quelque chose me dit que, d'une manière ou d'une autre, ce ne sera pas intégralement le texte de l'accord qui figurera dans la loi*", a déclaré à la presse M. Thibault à l'issue d'entretien à Matignon avec le Premier ministre.

"*Je note avec satisfaction que, contrairement à ce qui était indiqué en début de semaine, la CGT aura voix au chapitre*", a ajouté le dirigeant, qui passera la main en mars à Thierry Lepaon.

"*Nous allons avoir des séances de travail très concrètes avec le ministère du Travail pour regarder le texte dans le détail*", a-t-il annoncé. "*Le Premier ministre ne peut pas ignorer l'opinion de la première organisation de salariés, même quand elle ne signe pas un accord*", a fait valoir M. Thibault.

Il a indiqué aussi que les militants et directions départementales de la CGT allaient "*rendre visite aux parlementaires pour leur faire une explication de texte*" avant l'examen du projet de loi. AFP18.01

On a sans doute là ce que Thibault a dû convenir de son côté avec Ayrault.

Le scénario le plus probable : c'est que Thibault a fourni des pistes à Ayrault pour modifier le texte à la marge, de telle sorte qu'on oublie que sans la participation de la CGT (et de FO) à cette mascarade, cet accord n'existerait, tout simplement parce que cette "négociation" n'aurait jamais pu avoir lieu.

En réalité, Thibault a tenu à collaborer directement à l'écriture de cette loi antisociale, histoire de montrer qu'il était plein de bonne volonté pour faire passer cet accord, tout en jouant une comédie en direction de sa base qui rejette massivement cet accord et doit se demander comment cela a pu être possible, comment on en est arrivé là.

Tenez, comme quoi je n'invente rien. Après avoir rédigé ces lignes je viens de prendre connaissance d'un article de l'AFP qui reprend en substance le contenu de l'interview que Laurent Berger (CFDT) a donné au journal *Le Monde* et qui sera publié ce samedi, dans lequel il indique que cet accord pourra faire l'objet "*d'amendement*" à la marge, sans en modifier les élémentaux fondamentaux :

- Le leader cédétiste souhaite que "*le contenu du projet de loi*" transposant l'accord "*soit discuté avec les signataires, puis avec les non signataires, avant d'être envoyé au Conseil d'Etat*".

"*Le droit à amendements existe mais dans le respect du texte et de son équilibre*", estime M. Berger pour qui il existe "*des marges de discussion*" notamment sur "*les modalités de désignation des représentants des personnels dans les conseils d'administration*

des grandes entreprises". AFP 18.01

"*équilibre*" en faveur du patronat, condition préalable pour qu'il le signe, il confirme ce que j'ai indiqué plus haut, Thibault n'est que le clone de Chérèque, voilà la vérité.

Ils vont devoir avaler d'autres couleuvres aussi grosses dans les mois à venir, car les dirigeants de la CGT n'ont pas l'intention de rompre leur relation avec le gouvernement et le patronat, il faut d'autre s'attendre à de nouveaux importants reculs sur la retraite, de nouvelles cuisantes défaites pour la classe ouvrière.

L'offensive de la réaction va se poursuivre tout azimut, sur les mêmes bases et fort de cette expérience réussie.

- Après le marché du travail, le gouvernement abordera en 2013 avec les partenaires sociaux d'autres gros morceaux, une réforme des retraites et le financement de la protection sociale.

Pour les premières, "*une bonne partie de l'année 2013 sera mise à profit pour une concertation autour de quelle réforme ? en utilisant quels outils ? quels moyens ? quelles évolutions?*"

"*Vous connaissez tous les curseurs qui peuvent être bougés pour permettre qu'il y ait, si ce n'est un retour à l'équilibre, en tous les cas une perspective de financement pérenne de nos régimes de retraite*", indique le ministre.

Les curseurs : Repousser l'âge du départ à la retraite pour prétendre percevoir une retraite à taux plein, et allonger la durée de cotisations.

Le TSCG et sa "***règle d'or***" devront être respectés.

Le ministre du Travail a enfin estimé que les partenaires sociaux ne pouvaient se démarquer de l'objectif d'équilibre global des finances publiques à l'horizon 2017 quand ils discuteront de la nouvelle convention d'assurance chômage pour remplacer celle qui arrive à échéance fin 2013, avec un déficit de l'Unedic prévu à 5 milliards d'euros cette année.

"*On s'est donné des objectifs de retour à l'équilibre global des finances publiques, ça fait partie des retours à l'équilibre qui sont nécessaires. Les partenaires sociaux en sont conscients !*" Reuters 18.01

Berger, le manipulateur en chef.

"*Je n'ai pas à m'excuser d'apporter*" aux salariés "*du plus, ni d'avoir encadré la flexibilité dans les entreprises, qui aujourd'hui est à la fois sauvage et omniprésente*", affirme M. Berger dans une interview au Monde à paraître samedi.

"*Au minimum, l'accord est équilibré, moi je trouve qu'il est ambitieux!*", a ajouté le secrétaire général de la CFDT pour qui ce texte, signé avec le patronat et qui doit être transposé en loi, "*marque une nouvelle articulation entre l'économique et le social*" et "un compromis structurant à moyen terme".

Selon lui, "*la CFDT n'est pas isolée. Il existe un camp réformiste, dont elle fait partie*". "*Seuls ceux qui ne font rien ne prennent pas de risque!*".

Toutefois, il ne veut "*pas creuser les divergences*" avec les autres centrales et souligne qu'il a appelé son homologue de FO, Jean-Claude Mailly, "*pour le prévenir*" qu'il allait s'engager sur l'accord.

M. Berger reconnaît qu'"*il y a clairement une bipolarisation du syndicalisme sur ce sujet*", mais "*rien ne dit qu'elle sera durable*".

"*Mais, nous avons, avec la CGT, une conception fondamentalement différente de l'articulation entre la loi et la négociation*", souligne-t-il. "*Pour nous opposer à un projet, nous parvenons à agir ensemble, en revanche, faire des propositions communes et s'engager ensemble, c'est plus difficile*", dit-il. AFP 18.01

Pour se justifier, Berger n'hésite pas à commettre un faux, à nier la législation du travail qui est en vigueur en prétendant que cet accord permettrait d' "*encadr(er) la flexibilité dans les entreprises, qui aujourd'hui est à la fois sauvage et omniprésente*", en réalité, c'est beaucoup plus tordu ou sournois.

Il profite du fait qu'effectivement les patrons peuvent déjà grâce aux modifications successives de la législation du travail mettre en oeuvre la flexibilité en recourant à toute une panoplie de contrats précaires, et là où est la tromperie, c'est quand il prétend que

cet accord aurait pour objectif de mettre un terme ou "*d'encadrer*" cette pratique "*sauvage*" qui en fait est le produit de la régression sociale négociée au cours des années précédentes entre le Medef et la CFDT notamment, tentant de camoufler qu'en réalité cet accord ne fait que renforcer la flexibilité déjà existante, que l'étendre à tous les types de contrats de travail puisqu'elle touche même le CDI.

J'ai relevé deux commentaires très brefs d'internautes.

1- "*Bien-sûr qu'il n'a pas à s'excuser : la CFDT roule pour le PS !*"

2- "*C'est vrai que lorsqu'on trahi les siens, ça ne sert à rien de s'excuser.*"

Mais le problème voyez-vous, c'est que les partis ouvriers ou les formations politiques ne voient pas les choses ainsi. Pour eux, si la CFDT figure bien de l'autre côté de la barricade, il n'en est pas de même du PS qu'ils considèrent toujours comme un parti ouvrier. Ne cherchez pas ailleurs pourquoi nous n'avons jamais réussi à contruire un nouveau parti révolutionnaire, remerciez au passage les dirigeants de l'ex-OCI, de la LCR et de LO.

La CFDT "*roule*" pour le PS, le PS roule pour le capitalisme ou le régime, pour qui roulent ceux qui ont refusé de le caractériser comme il convenait, qui ont refusé de rompre avec lui, avec le régime ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Des centaines de personnes ont manifesté vendredi soir à Madrid contre la corruption, au moment où la droite au pouvoir en Espagne se défendait face à un nouveau scandale qui risque d'aggraver la perte de crédibilité d'une classe politique minée par la crise.

Aux cris de "*Ce président est un délinquant*", "*Démission*", portant des pancartes où était écrit "*Voler est un délit, seulement pour les pauvres*", les manifestants se sont regroupés aux abords du Parti populaire (PP), la formation de droite du président du gouvernement, Mariano Rajoy.

L'immeuble était protégé par des fourgons de police et des barrières jaunes qui tenaient à distance les manifestants, rassemblés via les réseaux sociaux à l'appel de la mouvance des indignés.

"*C'est une honte. On coupe les salaires de ceux qui gagnent mille euros, et eux, ils gardent leurs privilèges. C'est révoltant*", lançait Paqui Benito, fonctionnaire de 48 ans au ministère de la Justice qui, comme tous ses collègues, a vu son salaire amputé par les mesures de rigueur.

Citant "*cinq sources fiables issues des directions successives du parti*", El Mundo affirme que l'ancien gérant puis trésorier du PP, Luis Barcenas, a distribué pendant deux décennies des enveloppes contenant entre 5.000 et 15.000 euros à des dirigeants, en complément de leurs salaires officiels.

Luis Barcenas est par ailleurs mis en cause par la justice dans une affaire de corruption qui avait éclaboussé en 2009 la droite espagnole.

"*Rajoy, qui, selon des sources du PP n'a jamais touché ces compléments de salaire, avait ordonné à Cospedal de mettre fin à cette pratique en 2009*", poursuit El Mundo, qui qualifie cette affaire de "*bombe atomique*" pour le parti.

"*L'argent provenait de commissions perçues auprès d'entreprises de construction, de sociétés d'assurances et de donations anonymes*", dit-il.

Les bénéficiaires étaient des "*secrétaires exécutifs, élus et autres membres de l'appareil*".

La publication de cette nouvelle information intervient après l'annonce mercredi par la presse, citant une enquête judiciaire, que le trésorier avait eu, "*avec d'autres personnes*", jusqu'en 2009 un compte en Suisse doté de 22 millions d'euros.

"*Les comptes du PP sont clairs, transparents et inspectés par la Cour des comptes*", a ajouté la numéro deux du PP vendredi. "*Vous appartenez à un grand parti qui défend la décence et où celui qui fait quelque chose (de mal) le paie*", a-t-elle martelé face à des élus.

Autre cible des manifestants: le président de droite de la région de Madrid, Ignacio Gonzalez, après la révélation par la presse d'une enquête de la justice sur les conditions d'acquisition d'un duplex de luxe mis à sa disposition dans la station balnéaire de Marbella.

"*C'est comme si nous avions franchi un nouveau seuil dans ce divorce croissant entre citoyens et responsables politiques en Espagne*" après un an de révélations successives, analyse Fernando Vallespin, professeur de Sciences politiques à l'Université autonome de Madrid.

Touchant les principaux partis politiques espagnols, les informations qui se multiplient sur des scandales de corruption provoquent un malaise d'autant plus profond en Espagne que le pays est enfoncé dans la crise depuis 2008. Un actif sur quatre est au chômage.

Mois après mois, la méfiance des Espagnols envers leurs dirigeants et leur dégoût face à la corruption se confirme dans le baromètre mensuel que publie le Centre d'investigation sociologique, un organisme public.

Avant la crise, "*il y avait une certaine tolérance*" mais "*il y a désormais en Espagne une sensibilité à fleur de peau face à l'utilisation des biens publics*", souligne Fernando Vallespin qui plaide pour la réalisation d'"*une catharsis éthique*" dans le pays. AFP 18.01

L'AFP est tellement corrompue ou plutôt démontre une nouvelle fois qu'elle a pour mission d'épargner le régime autant que possible en titrant modestement : Espagne: la droite dans l'embarras face à un scandale de corruption.

"*Les comptes du PP sont clairs, transparents et inspectés par la Cour des comptes*", tu parles, aussi "*clairs*" et "*transparents*" qu'en France où elle a certifié les comptes de campagne à l'élection présidentielle de plusieurs candidats alors qu'en réalité ils étaient frauduleux.

La conscience politique des masses mûrit manifestement, comme nous l'avions prévu, reste qu'elle n'est pas encore orientée contre les institutions, l'Etat qu'il faut liquider pour faire place à une République sociale.

2- Grèce

Le parlement grec a décidé vendredi l'ouverture d'une commission d'enquête sur le rôle joué par l'ex-ministre des Finances Georges Papaconstantinou dans la gestion de la "*liste Lagarde*", un fichier de personnes soupçonnées d'évasion fiscale.

Après un long débat, les députés ont voté dans la nuit de jeudi à vendredi en faveur d'une enquête parlementaire pour déterminer si M. Papaconstantinou a ou non supprimé de cette liste les noms de membres de sa famille. Elle pourrait déboucher sur des poursuites pénales pour "*falsification de document*" et "*manquement au devoir*".

Le parlement a rejeté un élargissement de la saisine de la commission d'enquête au rôle joué par le successeur de M. Papaconstantinou au ministère des Finances et actuel chef des socialistes Evangélos Vénizélo, et à celui de deux anciens Premiers ministre Georges Papandréou et Lucas Papademos.

Georges Papaconstantinou, l'un des principaux négociateurs du premier plan d'aide international lancé en Grèce par la zone euro et le FMI en 2010, a reconnu ne pas avoir géré au mieux la sauvegarde technique de cette liste, qui avait disparu, après son départ du ministère des Finances.

Mais il a démenti toute implication personnelle dans le trucage dont il est accusé.

La France, qui avait initialement envoyé la liste à la Grèce, lorsque Mme Lagarde était aux Finances, a dû renvoyer un exemplaire en décembre à Athènes.

"*Certains veulent faire de moi le bouc émissaire de tous les péchés de l'après-dictature en Grèce*" et (me) faire porter "*la colère du peuple pour les difficultés qu'ils rencontrent*", a dit M. Papaconstantinou jeudi aux députés avant le vote.

"*Je n'ai pas fait fortune dans la politique. Je n'ai pas de compte en Suisse et je n'ai pas de société immatriculée dans un paradis fiscal. Je n'ai que des emprunts*" a-t-il ajouté.

M. Papaconstantinou, 51 ans, a été ministre des Finances du gouvernement socialiste de Georges Papandréou de 2009 à 2011. Il

n'a pas été réélu député au printemps. AFP 18.01

3- Turquie

La police turque a arrêté vendredi matin dans plusieurs villes du pays 85 personnes soupçonnées de liens avec une organisation clandestine d'extrême gauche et de planifier des attentats, a-t-on appris de sources concordantes.

Parmi les suspects arrêtés lors de ce vaste coup de filet lancé à Ankara, Izmir (ouest), Istanbul et d'autres villes figurent 13 avocats d'une association de juristes connue pour défendre les militants d'extrême gauche, a rapporté la télévision d'information NTV.

Une responsable de l'antenne de l'Association des juristes progressistes (CHD) à Ankara a confirmé à l'AFP des perquisitions et "*une dizaine*" d'arrestations au sein de l'organisation.

Des avocats membres de ce groupe ont manifesté à Istanbul et Izmir pour dénoncer des arrestations *"illégales*", a, par ailleurs, rapporté l'agence de presse Anatolie.

A Istanbul, un groupe d'avocats s'est rassemblé devant le palais de justice de Caglayan, sur la rive européenne de la mégalopole turque, en déployant des banderoles "*Libérez nos collègues*" ou "*La terreur policière contre les avocats se poursuit*".

Ce coup de filet mené par la police antiterroriste vise les milieux proches du Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), à l'origine de nombreuses actions violentes en Turquie depuis la fin des années 1970.

Selon Anatolie citant des sources non identifiées, les personnes interpellées, dont deux enseignants et plusieurs étudiants, sont soupçonnées de préparer des attentats contre la police et l'armée. AFP 18.01

ECONOMIE

1- Or

1.1- Une étude du Fond Monétaire International en 1999 révélait que « *80 banques centrales avaient loué 15% de leurs réserves d'or nationales à des prestataires extérieurs. Le GATA estime que dans les 12 dernières années, ce pourcentage a du passer de 50 à 75%. Ces prêts d'or ont servi à défendre la valeur des monnaies fiduciaires et du dollar en particulier. Le FMI dans cette étude disait sans ambages, que les prêteurs ne connaissaient pas les destinataires réels de ces prêts, que les informations sur le marché de l'or sont très parcellaires, que les transactions sont caractérisées par un secret à très haut degré. Les accords sont de gré à gré, over the counter, et que très peu d'entre eux ne sont rendu publics. L'information sur les prêts d'or est quasi inexistante.* »

Le prédécesseur de Bernanke qui a dirigé la Fed de 1987 à 2006, Alan Greenspan, lui même, a admis que les prêts d'or avaient comme premier objectif le contrôle de son prix.

En novembre dernier, à la suite d'une demande formelle du parlement autrichien sur les réserves nationales d'or, la Banque Nationale Autrichienne (OeNB) a révélé que 224,4 tonnes, soit 80% des réserves d'or de l'Autriche sont stockées en Grande Bretagne, 6,9 tonnes soit 3% en Suisse, près de Bâle (tiens tiens … à la B.I.S. peut être ?) et près de 48,7 tonnes soit 17% à l'intérieur des frontières nationales. La banque centrale a également révélé qu'elle a gagné 300 millions d'euros en louant son or… mais est-elle sûre de toujours détenir cet or-là ?

Souvenez-vous après la faillite frauduleuse de MF Global, les barres d'or des clients s'étaient révélées hypothéquées par plusieurs banques. Un client, croyant avoir acheté une barre, s'était fait volé cette barre plusieurs fois par les plus grosses banques de la place, JPM et HSBC en tête.

Une étude de Steinbeis Research Center a mis en lumière que les particuliers allemands accumulent de l'or depuis 2007. Ils détiennent en moyenne 5.750 € par tête. Il s'agit de moyenne sur l'ensemble de la population, et il y a forcément de forts écarts entre les plus pauvres et les plus fortunés, mais en moyenne, un allemand détient 55 grammes d'or en bijoux et 62 grammes en lingots ou en pièces. Cela représente 10 napoléons par tête et autant sous forme de bijoux. C'est énorme.

1.2- Guerre monétaire

Quoiqu'il en soit, le jeu des chaises musicales organisé par le Cartel de l'or à Londres et à New York est en train de se terminer. Cela peut encore prendre 2 ou 3 ans, mais certains ont décidé de ramasser leurs billes, quitte à mettre toute la pyramide par

terre. C'est ce que la Chine fait depuis trois ans au moins. L'Allemagne et l'Autriche rapatrient leur or, suivant l'exemple du Venezuela. La confiance est morte et la crise internationale s'amplifie. Toutes ces informations sont des pièces du puzzle dans la crise et la guerre monétaire en cours.

N'est il pas étonnant que personne ne lève la voix chez nous pour demander un audit de nos réserves d'or ?

Les grenouilles françaises sont-elles cuites et archi-cuites ? Ou bien tous les médias français sont-ils aux mains de Gringott's et de ses gobelins ? Liesi 16.01

2- Espagne

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, qui bénéficient d'un plan d'aide européen, a enregistré en novembre un nouveau record historique, selon les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 191,63 milliards d'euros en novembre, soit 11,38% du total des crédits, contre 11,23% le mois précédent.

Il s'agit d'un nouveau record depuis le début de la série statistique en 1962.

Pendant longtemps moteur de la croissance espagnole, le secteur immobilier s'est brusquement mis à l'arrêt en 2008, au moment où éclatait la crise financière.

L'éclatement de la bulle immobilière a entraîné l'ensemble de l'économie espagnole dans sa chute et fortement déstabilisé le secteur financier, tandis que le nombre de particuliers ne pouvant plus rembourser leurs prêts immobiliers a explosé. AFP 18.01

3- Allemagne

3.1- La Bundesbank va mettre 7 ans pour rapatrier 300 tonnes d'or jusqu'ici théoriquement stockées dans les entrepôts sécurisés de la Fed.

Les Etats-Unis prétendent détenir 8.133 tonnes d'or, plus une grande partie de l'or du Monde. La Réserve Fédérale de New York est supposée conserver dans les 122 caves de son entrepôt souterrain 530.000 barres d'or, dont seulement 34.021 appartiendraient au Trésor Américain. Autrement dit, 495.979 barres d'or étrangères ont été confiées à la garde de cette banque privée américaine. Ces barres d'or pèsent 28 livres, donc 12,7 kilos. Il y aurait donc environ 6,3 ktonnes d'or dans cet entrepôt. L'Or allemand conservé aux Etats-Unis est réparti dans plusieurs entrepôts probablement situés au milieu de bases militaires comme celle de Fort Knox. Sauf que pour défendre le Dollar, les Etats-Unis ont vendu une grande partie leur or sur le marché de Londres en 1968. Ce n'est pas une théorie du complot, c'est tout à fait officiel.

Avec la guerre de Corée, puis l'implication des Etats-Unis dans la guerre du Vietnam, la politique américaine devient de plus en plus laxiste. Certains pays, dont la France, vendent les dollars de leurs surplus d'échanges commerciaux pour encaisser de l'or, mettant le Trésor américain en danger. Tant et si bien que le 1er novembre 1961, à l'instigation de John Kennedy, huit banques centrales créent le « *London Gold Pool* », pour essayer de contenir la valeur de l'or à 35$. Le principe de fonctionnement est simple. Chaque fois que les investisseurs du marché de Londres se ruent sur l'or, les Banques Centrales vendent de grosses quantités pour faire baisser les cours. Les Etats-Unis doivent fournir 50% de l'or proposé à la vente. Quand l'Or baisse, les Banques Centrales rachètent l'or pour regarnir la caisse commune. Cela va fonctionner parfaitement jusqu'à ce que la France se retire de cette organisation, après le célèbre discours du Général de Gaulle. Dans ce discours, de Gaulle s'élève contre l'Amérique qui s'endette gratuitement sur le dos de l'étranger et rembourse ses dettes en faisant marcher la planche à billets. « *Nous estimons nécessaire que les échanges internationaux soient établis comme c'était le cas avant les grands malheurs du monde, sur une base monétaire indiscutable et qui ne porte la marque d'aucun pays en particulier. Quelle base ? En vérité on ne voit pas qu'il puisse y avoir réellement de critère, d'étalon, autre que l'or.* »

Joignant le geste à la parole, de Gaulle va non seulement exiger des Américains d'échanger les dollars de la BdF contre de l'or, mais va également rapatrier les réserves conservées par la Fed sur le sol français. En 1967, une attaque sur la livre sterling va obliger la Banque d'Angleterre à la dévaluation. Il s'ensuit une forte poussée spéculative sur l'or, les investisseurs craignant une dévaluation identique sur le dollar. Le London Gold Pool est mis à rude épreuve. Pour contenir la ruée vers l'or, le 5 mars 1968, Londres est obligé de vendre 100 tonnes d'or dans la journée, soit 20 fois plus que d'ordinaire. Le Président de la Fed, William McCesney-Martin déclare alors qu'il défendra les « *35$ l'once jusqu'au dernier lingot* ». Un véritable pont aérien fut mis en place entre les Etats-Unis et Londres. Le mercredi, 175 tonnes furent vendues et 225 tonnes le jeudi. Le vendredi 15 mars, « *à la demande des Etats-Unis* », le marché de l'or de Londres fut fermé. Sur les autres places restées ouvertes, l'or s'envolait à 44$.

Sachant que dans les 8 derniers jours de trading, la Fed a jeté plus de 1000 tonnes sur le marché, combien de milliers de tonnes d'or a coûté cette bataille de plus de 6 mois au Trésor américain ? Incapables de créer 16 Milliards de Dollars ?

Depuis, la bataille continue sous une autre forme. Sur le seul marché de Londres, ce sont 20 millions d'onces qui sont vendues chaque jour, soit 625 tonnes. Mais ces tonnes d'or n'ont aucune réalité, sinon les Etats-Unis, d'un coup de planche à billets électronique, créeraient 16,32 Milliards de Dollars pour acheter 300 tonnes d'or et les livrer à la Bundes Bank. Cela n'est pas possible, parce que si on cherche à prendre livraison de l'or, cela fait monter les cours. C'est ce qui se passe depuis que la Chine et d'autres acteurs exigent la livraison de physique. Depuis 10 ans, les cours de l'or ont été multipliés par 6,8 passant de 250 à 1700$ et ce n'est qu'un début.

L'Allemagne demandant le rapatriement de 50% de ses réserves d'or, va forcément peser très lourdement sur les marchés. La production mondiale culmine à 2700 tonnes mais les réserves s'amenuisent alors que toutes les banques centrales qui ont été longtemps nettes vendeuses sont devenues nettes acheteuses. Les réserves d'or allemandes ont été en partie louées à des tiers, qui les ont eux-mêmes sous-louées aux commerciaux qui jouent sur les marchés pour contenir le prix de l'or. Nul ne sait aujourd'hui où est l'or de la BuBa ou même l'or de la France. Les différents scandales de ces deux dernières années montrent qu'un lingot dans un entrepôt peut avoir plusieurs propriétaires, chacun d'eux se croyant tous les droits sur cette barre de métal. Pour finir, comme dans la Fable de La Fontaine « *le chat, la belette et le petit lapin* », Raminagrobis mettra tout le monde d'accord en croquant l'un et l'autre, confisquera l'or des uns ou l'or des autres.

Si vous voulez détenir de l'or, il ne faut le confier à personne. Il ne faut pas non plus le laisser dans le coffre privé, que vous aurez loué dans la salle des coffres d'une banque, car si la banque fait faillite, les coffres sont saisis et vous ne verrez pas la couleur de votre or, qui servira à dédommager les créanciers de la banque. Liesi 17.01

3.2- L'Allemagne hausse le ton.

Sous la pression du Bundestag et de la presse allemande, la Bundesbank a levé le secret sur ses réserves d'or fin novembre dernier. La BuBa a révélé que 1536 tonnes d'or, soit 45% des réserves allemandes étaient gardées dans les coffres de la Fed de New York, 31% en Allemagne, 13% sont à la garde de la Banque d'Angleterre et 11% à la Banque de France. Le député conservateur Philipp Missfelder s'était vu refuser une inspection des réserves d'or allemandes à la Banque de France.

Cela fait plusieurs années que l'Allemagne veut auditer l'or national conservé à l'étranger et tout particulièrement celui stocké dans les caves blindées de la Federal Reserve à New York. Depuis 1980, l'Allemagne se heurte à une fin de non-recevoir : « *aux fins de sécurité, il est impossible de procéder à un contrôle visuel* ». A force de mettre la pression, les contrôleurs allemands ont pu « voir » une palette d'or, mais n'ont pu la contrôler. Pour calmer la presse et les parlementaires, la Bundesbank s'est engagée à rapatrier par petites quantités 150 tonnes sur les 3 prochaines années, soit 10% des 1536 tonnes conservées aux Etats-Unis, afin d'en vérifier la qualité.

Officiellement, au début des années 2000, l'Allemagne a rapatrié 930 tonnes de Londres sur Francfort pour les faire analyser et certifier aux nouvelles normes.

En octobre dernier, l'un des membres du directoire de la Bundesbank confiait au Bild Zeitung (qu'avec la fin de la guerre froide) « *il n'y avait plus aujourd'hui de raison impérative de stocker de l'or à Paris.* »

Paris va donc devoir montrer patte blanche et trouver près de 400 tonnes d'or pour les rendre aux Allemands. La Banque de France a t'elle conservé ces réserves d'or des Allemands ou a t'elle « *leasé* » cet or aux Bullion Banks?

Si les Etats-Unis sont assez puissants pour refuser aux Allemands le droit de rapatrier leur or, la France n'est pas en position de le faire. Or Sarkozy a joué au jeu des gobelins de Gringott's, en vendant une partie de nos réserves d'or et en leasant nos lingots. Soyez sûr que si Paris ne rend pas cet or très rapidement, la France pourrait avoir de très sérieuses difficultés sur le marché obligataire.

L'Etat serait-il (sans doute) contraint de mettre la main dans les poches des contribuables, pour chercher les napoléons qui pourraient bien s'y cacher ? Liesi 16.01

Haut de page

Le 20 janvier

CAUSERIE

Samedi 23h50 (locale)

J'ai actualisé la causerie que j'ai mis en ligne samedi soir.

J'ai corrigé une erreur dans le lien vers l'article du 7 janvier 2013 : *Afghanistan: un modèle de néocolonialisme pour le 21ème siècle.*

Trois vidéos sur le Mali

Un parlementaire belge dont j'ignore l'étiquette politique a tenu un discours contre l'envoie de troupes belges au Mali, à part la toute première partie où il reproche au gouvernement de ne pas régler la question de la menace islamiste en Belgique, tout le reste est à prendre. C'est le genre de discours qu'aucun parlementaire ne fera en France.

1- Laurent LOUIS s'oppose à la guerre au Mali et dénonce la manipulation internationale - YouTube

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=TW9kWe3MI-M

Depuis, je me suis renseigné sur ce député belge étiqueté "*indépendant*", se réclamant une fois de l'UMP une fois du FN, entre nous, la différence est aussi épaisse qu'un papier à cigarette. Si par bien des côtés il nous répugne, ce qu'il a dit au parlement belge ne manque pas d'intérêt.

Passage trouvé sur le portail http://www.wikistrike.com (daté du 19 janvier)

- "*J'emmerde tous les bien-pensants, qu'ils soient de gauche, de droite, ou du centre, qui sont aux basques de nos pouvoirs corrompus, j'emmerde nos dirigeants qui jouent avec leurs bombes comme des gamins dans une cour de récréation, j'emmerde ceux qui prétendent être des démocrates alors qu'ils ne sont que des criminels de bas étage...*" (L.Louis)

Le député indépendant belge Laurent Louis s'oppose, seul contre tous les autres parlementaires, à la participation de la Belgique à la guerre au Mali. Il dénonce la manipulation internationale, le mensonge de la lutte anti-terrorisme, le soutien des Occidentaux aux djihadistes en Libye, Tunisie et Syrie et dévoile les véritables raisons de cette opération militaire néo-colonialiste. wikistrike.com 19.01

On préfèrera évidemment les vidéos suivantes, mais qui feront sans doute moins d'audience et qui n'auront pas le même écho, hélas ! Ce matin, les vidéos de Michel Collon avaient été visualisées par moins de 1 500 personnes (publié le 19), celle de ce député par 111 227 personnes (publié le 18).

Dans ces deux vidéos Michel Collon démonte minutieusement pas à pas la propagande officielle de guerre, et revient sur l'implication des différents gouvernement français dans la situation actuelle au Mali, il met en lumière les véritables objectifs de cette guerre coloniale. Il rappelle que le gouvernement algérien était sur le point d'aboutir à une solution négociée avec différentes factions touaregs ou islamistes occupante le nord du Mali, ce dont le gouvernement français ne voulait pas entendre parler... Un mot avant ces vidéos.

Hollande poursuivra à la lettre la politique de Sarkozy pour justifier cette guerre.

Retour en arrière sur la manière dont le gouvernement français a préparé minutieusement les conditions qui allaient déboucher sur cette intervention armée.

Extrait de l'article : *Le Mali, nouvelle victime désignée d'actives ingérences néocoloniales françaises* (http://www.michelcollon.info) - 10 octobre 2012

Une junte militaire prit le pouvoir le 22 mars 2012 à Bamako. Des jeunes militaires ayant formé un « *Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat* » (CNRDRE) avec le capitaine Amadou Haya Sanogo (formé aux Etats-Unis entre 2004 et 2010) à sa tête. Sous pression de la France, par l'entremise de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest) représentée par le burkinabé Blaise Compaoré, le CNRDRE céda le pouvoir le 12 avril 2012 à Dioncounda Traoré, président de l'Assemblée nationale qui nomma le 17 avril Cheick Modibo Diarra au poste de premier ministre intérimaire. (...)

Rappelons qu'« ATT » fut déposé par les jeunes officiers d'une armée malienne qui lui reprochait son incompétence, son incurie et le manque des moyens pour lutter contre les rebelles touaregs et islamistes au nord du pays. Suite au coup d'Etat, l'embargo organisé par le couple France-CEDEAO empêcha l'armée malienne d'avoir des nouvelles armes, matériel militaire et munitions importées, pour lutter contre les rebelles sécessionnistes. Et la conquête rebelle de territoires du nord put ainsi s'élargir et se consolider au mois d'avril dernier. La junte céda le pouvoir rapidement mais l'embargo continue encore aujourd'hui. (...)

La CEDEAO, avec la France, organise activement l'impuissance de l'armée malienne pour mieux justifier l'envoi d'un corps expéditionnaire formé surtout d'un noyau ivoiro-burkinabé. Dans le port de Conakry, en Guinée, le matériel militaire destiné

à l'armée malienne reste bloqué encore aujourd'hui et cela depuis des mois.

L'ingérence française dans le conflit interne malien se concrétise avec le « *consentement* » de la victime, à savoir le propre Mali, car le président intérimaire malien a demandé le lundi 24 septembre au secrétaire général de l'ONU une intervention militaire étrangère. Étonnamment c'est le ministre français L. Fabius qui annonce cela à New York, à savoir que M. Traoré a demandé à Ban Ki-moon, une résolution du Conseil de sécurité autorisant "*l'intervention d'une force militaire internationale afin d'aider l'armée malienne à reconquérir les régions du Nord occupées*" en rajoutant que le "*Mali souhaite la présence immédiate de cette force*". (8) Mais ce n'est peut-être pas exactement si consenti que ça. Faut se demander si ce « *consentement* » est totalement libre et complètement éclairé. Pour preuve, le journal Le Monde dit dans son article sur le sujet daté du mardi 25 septembre « *Dimanche [24 septembre], le Mali a finalement cédé à la pression de la Cédéao qui, depuis des mois, soutient le principe d'une intervention militaire au nord du Mali .* ».

Faut se demander aussi si ceux qui ont demandé cette intervention sont légitimes et mandatés pour cela. Au Mali, Cheick Modibo Diarra (ayant une double nationalité, malienne et états-unienne) est le premier ministre d'un régime non issu des urnes. Et Dioncounda Traoré est un président intérimaire imposé aux Maliens par Ouagadougou. Il fut imposé par une France interventionniste ayant mandaté pour cela le peu démocrate militaire burkinabé Blaise Compaoré, ancien putschiste, au pouvoir dans son pays depuis vingt-cinq ans.

Dans le meilleur des cas D. Traoré et C. M. Diarra sont, soit des mannequins ventriloques forcés, portant la parole de Paris, soit victimes d'une naïveté sidérante. Dans le pire de cas ils sont complices et activement partisans profrançais, Françafricains, bradant la souveraineté malienne, si petite soit-elle, manquant ainsi à leur devoir de défense de la souveraineté de l'Etat et du peuple maliens. C'est une affaire dans l'affaire. Un coup de force, un coup d'Etat en douce, à retardement, opéré, gagné pour l'instant sur le tapis vert d'une table lointaine, entre Ouagadougou, Paris et New York.

Ce n'est pas un jeu de pions ? Ce n'est pas un jeu de dupes ? Il est notoire que Paris -le président F. Hollande et le ministre des affaires étrangères L. Fabius- a pressé Bamako -Dioncounda Traoré et Cheick Modibo Diarra- pour qu'il demande ouvertement une intervention militaire étrangère sur le sol malien.

2- Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamensonges (1/2)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=LoSRTo330TM

3- Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamensonges (1/2)

La suite demain matin.

J'ai corrigé une erreur dans le lien vers l'article du 7 janvier 2013 : Afghanistan: un modèle de néocolonialisme pour le 21ème siècle.

Un parlementaire belge dont j'ignore l'étiquette politique a tenu un discours contre l'envoie de troupes belges au Mali, à part la toute première partie où il reproche au gouvernement de ne pas régler la question de la menace islamiste en Belgique, tout le reste est à prendre. C'est le genre de discours qu'aucun parlementaire ne fera en France.

Laurent Louis s'oppose à la guerre au Mali et dénonce la manipulation internationale - YouTube

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=TW9kWe3MI-M

Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamensonges (1/2)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=LoSRTo330TM

Michel Collon - La France au Mali : repérer les médiamensonges (1/2)

http://www.youtube.com/watch?v=jMa2fxvES4w&feature=player_embedded

Suite dimanche matin

Puisque apparemment les travailleurs ou militants qui se connectent sur le site ne lisent pas systématiquement les articles de presse que je me mets en entier en ligne dans la page d'accueil, donc ne liront pas les commentaires que j'ajoute à la suite de ces articles, dorénavant systématique quand j'estimerai que cela présente un intérêt de les lire je les reproduirai dans la causerie du jour.

Commentaire à la suite de l'article de l'AFP : Londres et Washington veulent traquer Al-Qaïda au Maghreb, mais sans intervenir. (20.01)

Il est dit ici ouvertement ou plutôt rappelé que les impérialismes américain et britannique, dont les intérêts économiques sont intimement liés depuis plus d'un siècle, se moquent éperdument de la souveraineté des Etats, violent ainsi tous les traités ou accords internationaux signés entre les différents Etats ou dans le cadre de l'ONU, qu'ils s'octroient le pouvoir exorbitant d'agir arbitrairement partout dans le monde militairement ou par le biais de leurs agences de renseignement qui est en réalité une armée occulte d'assassins professionnels ou encore en passant par des sociétés privées spécialisées dans le crime.

Au passage, aux partisans de l'ONU dont le charlatan Mélenchon, l'ONU est la création de l'impérialisme américain, l'expérience passée nous enseigne et cela va de soi, que sans sa participation cette institution n'existerait pas.

Quant à sa fonction, elle est clairement mis en valeur à travers les multiples violations dont son règlement ou les résolutions qu'elle a adoptées ont fait l'objet de la part de l'impérialisme américain (et sioniste faut-il préciser) ou d'autres Etats avec son concours, ce qui signifie qu'elle est une institution internationale à vocation coercisive envers tous les Etats du monde, à l'exception des Etats-Unis et éventuellement ses alliés qui dispose telle une dictature militaire du pouvoir d'imposer sa volonté au reste du monde.

Ainsi on pourrait définir l'ONU comme un parlement ou un gouvernement mondial soumis à la dictature de l'impérialisme américaine agissant pour le compte du cartel de banquiers internationaux à la tête duquel se trouvent ceux de la Fed et de la BoA, auquel tous les Etats doivent se soumettre sous peine d'être déclaré ennemi des Etats-Unis et soumis à de terribles représailles.

Partant de là, il est évident qu'aucun parti ou militant se réclamant du socialisme ne peut soutenir l'ONU ou s'en réclamer, rompre avec cet instrument de la dictature impérialiste américaine est une nécessité absolue, non négociable.

En réalité, Al-Qaïda est une création de l'impérialisme américain qui a vocation à servir ses intérêts géostratégiques et économiques :

- pour justifier sa guerre contre le terrorisme au nom de la démocratie,

- pour imposer des lois liberticides aux Etats-Unis,

- pour intervenir militairement partout dans le monde quand ses intérêts économiques sont menacés, soit en fomentant directement des coups d'Etat contre des régimes qui entendent développer leurs pays ou utiliser leurs richesses pour sortir la population de l'extrême pauvreté dans laquelle elle se trouve du fait du pillage réalisé par les multinationales essentiellement occidentales,

- soit en armant des groupes qu'ils utiliseront par la suite contre des régimes en place, de façon à justifier une intervention militaire pour rétablir la soi-disant démocratie,

- quand ils ne les utilisent pas pour déstabiliser des régimes qu'ils estiment peu fiables ou enclin à satisfaire les besoins de leurs concurrents russe, chinois, indien, etc., de manière à ce que ce ces régimes se retrouvent pris à la gorge et dans l'obligation de faire appel à eux.

ACTUALITÉ DU JOUR

Accord patronal du 11 janvier 2013. Et guerre contre le peuple malien.

POI.

« *Unité des travailleurs et de leurs organisations indépendantes pour imposer le retrait de l'accord Medef-Cfdt, purement et simplement* » - 17.01.2013

Dans le langage des dirigeants du POI cela signifie que la mobilisation reposera sur les appareils qui ont participé à la mascarade qui a conduit à rendre possible un tel accord, nous ne sommes pas dupes. Pas question pour le POI de mener un tel combat en tant que parti politique.

- Jean-Claude Mailly dont l'organisation Force Ouvrière organise un meeting national de plusieurs milliers de militants jeudi prochain après midi à Paris (1), veut que les arguments de son organisation, non signataire de l'accord, soient entendus par le gouvernement et tous les parlementaires. Balivernes !

Pour sa part Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a rapproché l'annonce de 7 500 suppressions d'emplois chez Renault du contenu de l'accord tout juste signé : « *Cela montre bien, dit-il, qu'il est vain de prétendre justifier les licenciements aujourd'hui comme étant créateurs d'emplois pour demain et c'est ça qu'on nous propose de généraliser* ». Il enfonce des portes ouvertes !

Ensuite, que figure-t-il dans leur article, l'annonce d'une bataille nationale ? Rien, pas la moindre proposition, le titre était un mot d'ordre creux.

Dans un tract le POI se fait à nouveau le porte-parole des appareils de la CGT et de FO "*les principales confédérations ouvrières, la CGT et FO, ont refusé de s'associer à cette déréglementation*", escroquerie politique, les syndicats se sont partagés les rôles, la CGT et FO ont participé en toute connaissance de cause aux réunions qui devaient conduire à cet accord.

NPA

Accord emploi-compétitivité : des reculs sans précédents - vendredi 18 janvier 2013

- La signature de syndicats en fait minoritaires – CGC, CFTC et CFDT représentent environ seulement 1/3 des salariéEs contre près de 50% pour la CGT et FO – ne rend évidemment pas légitime un tel accord. La participation ambiguë de la CGT (et de FO) à cette négociation à froid a bien sûr rendu la contre-mobilisation difficile.

Dans le langage des dirigeants du NPA, "*difficile*" veut dire impossible.

Vous noterez qu'au passage qu'en qualifiant la participation de la CGT et de FO d'"*ambigue*", ils tiennent à épargner leurs appareils, alors que, martelons-le puisque c'est la stricte vérité qu'aucun parti ne dira aux militants et aux travailleurs, sans la participation de la CGT et de FO jamais cet accord n'aurait pu voir le jour, ils en partagent donc la responsabilité avec la CFDT, la CFTC et la CGE-CGC. Le POI, le NPA et LO également puisqu'ils couvrent les appareils de la CGT et FO. En fait, ils se couvrent mutuellement, et qui est le dindon de cette très mauvaise farce, devinez ? Nous, vous et moi, les travailleurs et les militants ! Vous n'êtes pas d'accord, vous contestez cette analyse, prouvez-le, on vous répondra (mais pas aux insultes et aux calomnies.)

A suivre.

On ne sait jamais des fois qu'ils se décident à bouger. Sur le Mali, le NPA a rectifié le tir le 19. Mais toujours pas de manifestation à l'horizon (à ma connaissance). La position du POI est corecte également. Le service minimum est assuré

- Au Liban quelque 150 personnes ont manifesté samedi devant une base des casques bleus français au Liban pour réclamer la libération immédiate de l'activiste Georges Ibrahim Abdallah (Reuters 19.01) Il y a deux jours ce sont des islamistes qui ont manifesté en Algérie.

Question : N'y aurait-il même plus 150 militants au NPA, POI ou LO pour manifester à Paris contre la guerre au Mali ? Etrange, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Vous, vous assassinez tout un peuple !

- Algérie - Hollande : "*Des otages ont été lâchement assassinés*" - LePoint.fr

Propagande et manipulation

- Des Maliens manifestent à Paris leur reconnaissance à la France AFP -

Quelque 200 Maliens résidant en France ont manifesté samedi devant l'ambassade du Mali à Paris pour afficher leur reconnaissance après l'intervention de l'armée française dans leur pays, a constaté un journaliste de l'AFP

Propagande du gouvernement d'Areva

- La crise au Mali, "*source de vulnérabilité*" économique pour la région - AFP

La réalité, c'est la guerre de rapide menée par l'impérialisme français qui est source d'instabilité et de "*vulnérabilité*" pour l'ensemble de la région.

Les terroristes qui agissent dans l'ombre sont à Paris, Londres, Washington, Doha et Jérusalem.

- Londres et Washington veulent traquer Al-Qaïda au Maghreb, mais sans intervenir - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Les partisans du projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels ont mobilisé samedi des milliers de personnes dans de nombreuses villes de province, revendiquant en particulier 8.000 manifestants à Toulouse ou 6.000 à Strasbourg.

Les chiffres sont voisins de ceux enregistrés à la mi-décembre quand les partisans du mariage homo avaient revendiqué 50.000 manifestants au total en province et 150.000 à Paris (60.000 selon la police).

On est loin de la montée en masse à Paris organisée le 13 janvier par les opposants, avec le soutien de l'UMP et de l'Eglise catholique, qui avaient rassemblé 340.000 personnes d'après la police, 800.000 à un million selon les organisateurs.

Les partisans du "*mariage pour tous*" auront cependant eux aussi leur manifestation nationale dimanche 27 janvier à Paris deux jours avant l'ouverture du débat au Parlement. AFP 19.01

Mais ils ont été incapables d'organiser une manifestation contre l'accord du 11 janvier et contre l'entrée en guerre du gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius contre le peuple malien, chacun appréciera.

Le mariage des couples homosexuels représentera quelque 1% des unions (400 000 par an) entre personnes du même sexe ou de sexe opposé, c'est leur priorité, ils se mobilisent.

L'accord patronal du 11 janvier concernera plus de 20 millions de travailleurs, c'est secondaire, ils ne se mobilisent pas

Le gouvernement social-impérialiste français est entré en guerre contre tout un peuple pour piller ses richesses (or, uranimum, pétrole), et au-delà tous ceux de la région, c'est secondaire, ils ne se mobilisent pas.

Cherchez l'erreur. Le niveau de décomposition du mouvement ouvrier, de la société a franchi une nouvelle étape.

2- Grèce

Des centaines de Grecs et des immigrés ont participé samedi à un défilé pacifique à Athènes contre le racisme et l'extrême-droite pour protester contre les agressions xénophobes qui se sont multipliées en Grèce.

Près de 3.000 personnes, selon la chaîne publique NET, ont participé à la manifestation organisée par des municipalités, des associations, des communautés d'immigrés et par le parti de la gauche radicale Syriza (opposition).

"*J'ai été victime d'une agression raciste et lorsque j'ai essayé de porter plainte, j'ai été arrêté. Ici la police, c'est comme des nazis*", a déclaré à l'AFP Gildas Batola, 35 ans, originaire du Congo.

Les manifestants brandissaient des banderoles avec les inscriptions "*Plus jamais le fascisme*", "*Mettez fin aux attaques racistes*", "*Dehors les néonazis*".

Cette semaine, un pompier âgé de 29 ans et un autre Grec âgé de 25 ans ont été arrêtés après le meurtre d'un immigré pakistanais, poignardé à mort dans la nuit de mercredi à jeudi à Athènes. Les deux suspects sont soupçonnés d'avoir eu des motivations racistes.

Des tracts du parti néonazi Aube Dorée ont été découverts au domicile du suspect de 25 ans

Les ONG imputent ce rebond des agressions racistes au parti néonazi Aube dorée, qui est entré pour la première fois au parlement grec en juin avec 7% des voix et 18 députés, sur fond de grave crise économique et sociale. De récents sondages créditent ce parti d'un taux de popularité de 10%. AFP 19.01

Le développement de l'extrême droite est à mettre au compte des partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, les partis social-libéraux-impérialistes et néo staliniens, et qui en réalité sont des agents du capitalisme au sein du mouvement ouvrier ou de la petite-bourgeoisie.

La principale fonction de ses fossoyeurs du socialisme est d'empêcher la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant de l'Etat et du capitalisme, leur seconde fonction consiste à soutenir ou défendre le régime en place, quand ils ne sont pas amenés à gouverner pour le compte de l'oligarchie financière.

La situation sociale alimente l'extrême droite, en grande partie parce que les partis qui ont pignon sur rue et qui se réclament du socialisme refusent de combattre le régime et de proposer aux travailleurs une issue à la crise du capitalisme, c'est l'absence de confiance, le rejet de ces partis inféodés au capital, qui conduit les travailleurs à se tourner vers les partis d'extrême droite.

En France, le PS et le Front de gauche portent essentiellement cette responsabilité. Quant au POI, NPA et LO leur sectarisme et leur dogmatisme légendaire et quasi maladifs, obsessionnels, ne s'adressant finalement qu'à une élite d'intellectuels ou des militants aguerris, abandonnant ainsi la classe à son triste sort, il va de soi que leurs discours ne permettent pas aux travailleurs de s'en saisir, ils sont donc incapables (depuis 70 ans !) de s'adresser à la classe ouvrière et de construire un véritable parti ouvrier dans lequel des centaines de milliers de travailleurs pourraient se reconnaître, ils sont réduits à l'impuissance.

3- Italie

"*Éliminons les syndicats qui sont une structure vieille comme les partis !*" : le comique Beppe Grillo, dirigeant du mouvement anti-partis "*Cinque stelle*" (M5S), a provoqué samedi un certain émoi dans le puissant monde syndical italien.

Lors d'un meeting de campagne électorale vendredi à Brindisi (sud), Beppe Grillo s'est lancé dans une diatribe : "*je veux un Etat qui ait des couilles. Eliminons les syndicats qui sont une structure vieille comme les partis.*".

Plus tard à Bari, dans la même région, il s'en est pris aux partis traditionnels en qualifiant sa formation de "*désinfectant natureli*".

"*Ou ils suivront ou ils disparaîtront (...) Ils doivent rentrer chez eux*", a-t-il ajouté en s'adressant aux grandes formations.

Grillo "*propose l'abolition des syndicats et la disparition de leurs 12 millions d'adhérents ! L'objectif est-il l'extermination de masse ?*", a ironisé le principal syndicat italien, la CGIL.

"*Il ne nous manquait plus que la proposition d'une Italie avec des cuissardes dans cette campagne électorale*", a commenté le secrétaire général de la CISL, Raffaele Bonanni, en allusion aux bottes des milices fascistes de jadis.

"*L'idée d'éliminer les syndicats est un lieu commun ancien et dangereux du pire populisme (...) Penser résoudre la crise de la représentation politique et sociale en éliminant les syndicats est le signe d'une dérive autoritaire et d'une conception simpliste et inacceptable de la démocratie*", a jugé la présidente du Parti démocrate (centre-gauche) Rosi Bindi. AFP 19.01

Question : Qui sont les responsables de " *la crise de la représentation politique et sociale*" ? Les dirigeants corrompus de la CGIL, de la CISL et du Parti démocrate, les social-libéraux et staliniens ou néo staliniens dont l'AFP reproduit ici les propos.

Et s'ils peuvent se présenter comme des opposants à la montée de l'extrême droite en Italie alors quen réalité ils en portent la responsabilité, c'est en partie parce qu'il n'existe pas un véritable parti communiste en Italie qui incarnerait les intérêts des travailleurs et le socialisme, d'où la nécessité absolue de construite ce parti, section de l'Internationale ouvrière...

4- Syrie

Syrie . des terroristes incendient des stocks de coton!

IRIB-Dans le cadre de leur ciblage de l'économie nationale, des terroristes ont mis le feu, la nuit dernière, dans une égreneuse de coton à Raqqa.

Une source responsable a indiqué à l'envoyé de SANA que l'acte terroriste avait endommagé au moins cent tonnes de coton. http://french.irib.ir 19.01

5- Qatar

En novembre 2011, la presse algérienne avait révélé que, lors d'une réunion de la Ligue arabe, le Premier ministre du Qatar, Cheikh Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al-e Thani aurait menacé le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci: «*Ne défendez pas trop la Syrie, car quand votre tour arrivera, vous aurez certainement besoin de nous*». Sous-traitant de Washington, au Proche-Orient, entretenant des relations avec Israël, le Qatar est passé maître, dans l'art de la duplicité diplomatique.

Le quotidien algérien "*Echourouk*" (généralement, bien informé) affirme que les services de douane de l'aéroport international Houari Boumediene ont saisi, le 12 janvier, à Alger, plus de 600 appareils électroniques très sophistiqués, utilisés dans des opérations d'espionnage, en provenance du Qatar. «*Il s'agit d'une considérable quantité de porte-clefs, ainsi que des montres équipées d'appareils photos numériques ne dépassant pas les 2 centimètres, dont le prix du seul appareil s'estime à 70 millions de centimes.*

Cette marchandise a été, clandestinement, introduite, en Algérie, depuis Doha, et ce, sans que son propriétaire ne soit autorisé, par le ministère de la Défense nationale. Plus de 500 porte-clefs équipés de caméras de surveillances, plus de 40 montres à main, des appareils photos, ainsi des microphones, sur lesquels a été écrit «mimi dv» ont également été saisis». oumma.com (french.irib.ir/info 19.01)

6- Liban

Ghaleb Qandil, expert des questions stratégiques a commenté l'attentat contre le ministre libanais de la Jeunesse et des Sports.

"*Cet attentat a été commis par les groupes extrémistes, qui sont soutenus par le courant Futur et qui cherchent à déstabiliser le Liban. Ils ont fait de Tripoli une base arrière. Leurs élements sont en contact direct avec le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie, et ils cherchent à faire entrer le Liban, dans la guerre qu'ils mènent, actuellement, contre l'Etat syrien*". Qandil a ajouté : "*Les services du renseignement de l'OTAN et des pays du bassin du golfe Persique ont, carrément, créé une chambre d'opérations, à Tripoli, pour guider les démarches des Takfiris libanais, et ils les entraînent directement*". "*Le réseau des miliciens liés à Hariri est dirigé par Bandar Sultan et c'est lui qui, aux côtés des services secrets turcs qataris et saoudiens, aident à armer et à entraîner les Takfirtis. Le 14 mars vient de recevoir une aide financière substantielle de Doha et de Riyad, et il a pour mission d'armer les Salafistes, de déstabiliser le Liban et de participer dans la guerre contre la Syrie, et ce sont les officiers américains, français et britanniques qui dirigent ces miliciens*". (french.irib.ir/info 19.01)

SOCIAL

France

Près d'un millier de personnes venues de toute la France mais aussi de plusieurs pays européens ont manifesté samedi à Gannat (Allier), devant un élevage d'animaux de laboratoire appartenant au groupe Harlan, pour protester contre l'industrie de l'expérimentaion animale.

La manifestation, appelée par le groupe "*le Chien des rues*" et par Collectif contre l'expérimentation et l'exploitation animale (CCE2A), qui regroupe cinq associations, s'inscrit dans le cadre d'une campagne mondiale intitulée "*no Harlan*".

Des manifestations similaires étaient organisées ce samedi dans 12 villes de Grande-Bretagne, d'où est parti le mouvement, dans 3 villes italiennes, ainsi qu'en Croatie ou en Lituanie, a précisé a l'AFP Caroline Seiler-Cristofari, porte-parole du "*Chien des rues*".

La campagne vise les 33 sites mondiaux du groupe Harlan, créé en 1931, et qui a été le premier a commercialiser le modèle animal pour la science. Il reste aujourd'hui le plus important pourvoyeur d'animaux de laboratoire.

Le site de Gannat constitue le plus gros élevage de ce type en France. Il est spécialisé dans l'élevage de chiens Beaggle et de souris.

Selon Mme Seiler-Cristofari, "*788 millions d'animaux meurent chaque année dans le monde pour la recherche, alors qu'il existe des méthodes alternatives*" à l'expérimentation animale. AFP 19.01

ECONOMIE

Etats-Unis

Les principaux dirigeants de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs vont se partager des bonus en actions représentant une centaine de millions de dollars pour l'année 2012, dont plus de 13 millions pour le PDG, selon des avis boursiers publiés vendredi.

D'après l'un de ces avis transmis à la SEC, le gendarme boursier américain, le PDG du groupe, Lloyd Blankfein, a reçu 94.320 actions.

Au total, Goldman Sachs a octroyé aux 12 membres de son équipe dirigeante 707.634 actions, représentant 102,2 millions de dollars. AFP 19.01

Haut de page

Le 21 janvier

CAUSERIE

Dimanche 17h20 (locale)

Place à l'info.

Michel Collon à la télé :

Sur le Mali : guerre contre le terrorisme ou guerre stratégique ?
Mardi 22 janvier, 23h, Ce soir ou jamais (Frédéric Taddéï), France 3

Sur les médias

" On nous cache tout, on nous dit rien..."

Vendredi 25 janvier, 20h05, Arte Belgique
Débat avec Jean-Jacques Jespers, Patric Jean, Benoît Grévisse, François Heinderickx

Courriel adressé cette après-midi à Michel Collon.

(après avoir reçu un courriel m'informant que le député belge Laurent Louis serait d'extrême droite)

Votre réponse m'embarrasse terriblement, merde, je me demande si je ne vais pas devoir mettre un rectificatif et virez cette vidéo ??? Quelle poisse ! Je m'en doutais un peu, en France il y a plein d'intellectuels qui fricotent avec l'extrême droite ou qui prennent prétexte de leur opposition au sionisme pour accepter d'avoir des relations avec des antisémites, c'est le cas de Pierre Hillard, de Thierry Meyssan qui par ailleurs fait un boulot remarquable ou qu'on peut exploiter contre l'impérialisme américain et le sionisme.

Le problème, c'est que ces gens-là ne sont pas sur une ligne de classe très nette (euphémisme) ou ils demeurent pro capitaliste. C'est également le problème de la plupart des écologistes, des féministes, etc. qui je vous avouerai me sortent par les yeux de la tête, car ils s'avèrent être de sacrés réactionnaires, Cohn Bendit en est la caricature.

En dehors de certains partis ouvriers, et encore, il faut lire attentivement leur discours, il n'existe pas de gens se situant strictement sur le terrain des intérêts des exploités et des opprimés qui produisent des articles (ou des vidéos) disons parfaitement corrects ou satisfaisants de la première ligne au dernier mot.

Or, si l'on veut informer travailleurs et militants, on est bien obligé de publier des articles qui ne nous conviennent pas tout à fait, sinon on arrête tout et on va se coucher.

Cela pose parfois un problème de conscience évidemment. Sans mon cas cela ne porte pas à conséquence puisque je m'emploie quotidiennement à décrypter la propagande officielle ou à avertir les lecteurs des pièges dans lesquels il ne faut pas tomber, j'explique notamment pourquoi certains opportunistes ou populistes prennent une position que l'on partage, quelles

sont leurs véritables intentions ou objectifs.

Et quand je mets en ligne des articles d'agences de presse ou de médias nationaux aux ordres, soit j'ajoute un commentaire à la suite quand j'en ai le temps, sinon j'estime que leur contenu est suffisamment explicite pour que les lecteurs puissent les décrypter eux-mêmes. Bon ce n'est pas parfait, mais je fais ce boulot colossal absolument seul en Inde.

Un dernier mot. Comment expliquez-vous que vous envoyez votre news letter à 100.000 internautes et qu'ils seraient 15.000 à se connecter quotidiennement sur votre portail, et qu'ils soient si peu nombreux à visionner vos vidéos ?

De mon côté, mon site est bien plus modeste, ridicule à côté du vôtre. C'est seulement depuis peu qu'il y a environ 200 connexions par jour, et encore, ils téléchargent 4.500 documents par mois. Hier en jetant un coup d'oeil aux statistiques, j'ai constaté qu'il y avait eu 493 internautes qui avaient téléchargé le même fichier, le document du Medef du 20 décembre, cela me fait dire qu'il y a entre 700 et 1.000 militants qui se connectent chaque mois sur le portail, alors que jusqu'à présent je me figurais qu'ils étaient peut-être une centaine à peine, car cela pouvait être les mêmes qui se connectaient tous les jours.

Bon, je ne veux pas vous faire perdre votre temps précieux, on fait ce qu'on peut, au mieux avec les moyens dont nous disposons pour aider la conscience collective à progresser, c'est difficile, mais la cause que nous défendons en vaut le coup.

Bien à vous.

Avant je lui avait écrit :

J'ai mis en ligne dès hier vos deux dernières vidéos sur le Mali. Leur contenu me convient parfaitement. Ce serait intéressant d'en avoir la transcription au format pdf, car il y a des internautes qui visionnent des vidéos et en oublient immédiatement le contenu, alors qu'au format pdf ils pourraient se le repasser plus facilement et à la limite reproduire certains passages dans des articles ou des tracts. Il y des éléments que vous avez fournis qui sont pratiquement inaccessibles pour le lecteur lambda ou les militants ou que l'on trouve nulle part ailleurs.

Au fait, je vous avais envoyé un mail à propos d'un article d'un certain Allain Jules, ce type n'est pas très sérieux ou pas fiable, je me suis refusé à mettre ses articles dans mon portail.

Vous faites un super boulot, si je peux me permettre. Bonne continuation. Fin

Maintenant que j'y pense je me demande si c'est Allain Jules ou ce parlementaire qui était d'extrême droite ?

La suite demain matin. (Je viens d'écrire un super article sur le dialogue social qui sera publié demain. C'est si rare que je sois satisfait de ma production.)

Bon courage pour la semaine qui vient et gardons le moral. On vaincra !

Dimanche 21h (locale)

J'ai corrigé une erreur de lien vers les 3 fichiers suivants :

Bilderberg : historique des participants français - I (1996-2001) (17.06.10) ;
Bilderberg : historique des participants français - II (1984-95) (19.06.10) ;
Bilderberg : historique des participants français - III (2002-2010) (22.06.10)

Une adresse trop longue et un passage à la ligne en bout d'écran après un espace indésirable que de ce fait je n'ai pas vue, et le lien ne fonctionne pas. Je m'en suis aperçu par hasard en passant la souris sur cette adresse à l'écran.

Lundi 14h (locale)

J'ai perdu du temps ce matin et je dois être à 14h30 au consulat de France pour l'histoire du visa d'un de mes beaux-frère.

J'ai passé plus de temps que prévu à préparer la causerie d'aujourd'hui et je n'ai pas eu le temps de revoir mon article sur le dialogue social, il est terminé mais pas corrigé, et je veux encore le relire et me donner le temps d'y réfléchir une dernière fois avant de le publier, il pourra servir de référence à tous les militants pour le combattre, ce sera pour demain ou en fin de journée.

Mali. Qui, que croire ?

Le Mali en miettes. À qui le tour? - 14 janvier 2013

http://www.mondialisation.ca/le-mali-en-miettes-a-qui-le-tour/5318874

- Curieusement, ces dernières semaines notamment avec les accords de Ansar Eddine et du Mnla à Alger, qui devaient ensuite être reçus par les responsables de la Cédéao pour une solution négociée, avaient fait miroiter une possible paix sans intervention militaire. Tout s'est précipité. Une résolution fut arrachée aux Nations unies le 20 décembre 2012, elle autorise une intervention en cas d'échec de la diplomatie. Cette diplomatie qui n'a pas eu à faire ses preuves puisque trois semaines après, la France intervenait pour stopper les mouvements se revendiquant d'un Islam fondamentaliste, sans accord du Conseil de sécurité.

Lorsque le Mnla, Mouvement national pour la libération de l'Azawed, a proclamé l'indépendance du nord du pays, il a obtenu le soutien bienveillant et actif financièrement et politiquement de la France…. La lutte contre l'islamisme radical n'est qu'un leurre… Ici, l'impérialisme le combat alors que là-bas, juste à côté, en Libye, le même impérialisme l'a aidé à accéder au pouvoir…. C'est la géopolitique et les intérêts économiques qui priment, c'est ainsi que les États-Unis essayent, de leur côté, de réduire l'influence française et d'assurer une présence politique et économique en Afrique… Voici les vrais enjeux. Le peuple du Mali est sacrifié

Les actions décalées de l'Algérie

La solution politique à laquelle croit l'Algérie et qu'elle a martelée contre vents et marées, a fait long feu. Pourtant, on pensait que l'accord d'Alger de la semaine dernière entre les différentes factions, Mnla, et Ansar Eddine pour une résolution politique a fait miroiter, un moment, un début de solution. Il n'en fut rien, l'accord fut rapidement dénoncé. Avec un échec sur toute la ligne des tentatives diplomatiques algériennes d'éviter la guerre.

"Le risque est grand de voir Bamako mener de larges représailles contre les Touareg".

Un article du monde.fr du 16 janvier 2013

Pierre Boilley est le directeur du Centre d'études des mondes africains. Spécialiste du Sahel, il analyse les combats entre groupes islamistes et l'armée française ainsi que leurs conséquences sur l'avenir du Mali.

- Des représentants du MNLA et d'Ansar Eddine se sont déclarés prêts, fin décembre 2012, à cesser les hostilités. Comment expliquez-vous l'offensive islamiste ?

L'une des principales causes de cette offensive est liée au fait que cette rencontre, le 21 décembre, à Alger était une négociation fantoche. Le chef d'Ansar Eddine, Iyad ag Ghali, a été tenu à l'écart. Il a vite dénoncé des pourparlers menés par des personnes sans mandat et manipulés par Alger. Le 2 janvier, il a publié une plate-forme qui valait déclaration de guerre. Le 4 janvier, il a confirmé publiquement qu'il attaquerait l'Etat malien s'il ne renonçait pas à la laïcité.

Sa décision de lancer l'opération vers le sud du pays obéit aussi à des plans déjà évoqués par les chefs islamistes du Mali qui prévoient de faire le lien avec d'autres forces fondamentalistes de la région, dont celles de Boko Haram au Nigeria.

Le MNLA a également souligné, pour sa part, l'absence de représentativité des personnes présentes à Alger. Cette fausse concertation a accéléré la mobilisation de la branche radicale d'Ansar Eddine alors que d'autres chefs coutumiers de ce mouvement, Bajan ag Hamatou ou Alghabass ag Intalla, plus modérés, soutenaient encore la voie de la négociation.

Je vous laisse comparer les éléments fournis dans ces deux extraits d'articles qui ne disent pas tout à fait la même chose.

Mali. Quelle position adopter face à la question de la nationalité touareg?

Question que personne ne pose : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devrait-il être sacrifié sur l'autel de la souveraineté de l'Etat ? Comment se pose le problème des nationalités ou des différents peuples qui composent le Mali et qui concernent bien d'autres pays en Afrique ou ailleurs dans le monde ?

Rappel. De quels Etats parle-t-on ? Créés par qui, sur quelle bases, quels principes, dans l'intérêt de qui ?

Etats vassaux dont les frontières ont été définies au cours du XIXe ou XXe siècle par les différents impérialistes occidentaux qui se sont partagés l'Afrique, le Moyen et le Proche-Orient, l'ex-empire ottoman qu'ils ont littéralement dépecé, pratiquant la balkanisation de l'Afrique sur la base du rapport de forces existant entre les différents impérialistes, afin de contrôler et piller ses richesses, installer des régimes fantoches à leur solde qu'ils pourraient manipuler par la suite conformément à leurs

intérêts économiques, aux intérêts de leurs multinationales, le tout au détriment des différents peuples conduits à demeurer pauvres ou miséreux.

Etats dominés, placés sous la tutelle de leurs colonisateurs et de ce fait réduit à leur mendier de quoi survivre, tandis que leur velléité d'indépendance économique devait se terminer par des coups d'Etat fomentés par leurs maîtres ou l'assassinat de leurs chefs d'Etat ou dirigeants.

Voila en gros le contexte et la réponse à ces questions.

Le tracé des frontières définies au cours de conférences internationales par les différents impérialistes occidentaux, a été établi sur la base géographique de la répartition et du partage des richesses que recélaient ces pays par ces puissances occidentales.

Evidemment, la reconnaissance de l'existence de peuples distincts qui leur donnait le droit de constituer une nation ou un Etat a été bafouée, qu'il s'agisse des Kurdes ou des Touaregs pour ne prendre que deux exemples. Ces peuples ont été écartelés, disloqués dans différents Etats, de chaque côté de frontières difficilement franchissables, voir impossible à franchir, leur droit à l'autodétermination piétiné constamment jusqu'à ce jour, sans parler des discriminations et de l'oppression qu'ils devaient subir.

Alors revenons à notre question de départ en la précisant, qu'est-ce qui est légitime et que devons-nous défendre conformément à notre engagement internationaliste et notre solidarité avec les peuples opprimés dans le monde, leur combat commun contre les différents impérialistes, principalement américain, français et britannique :

- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de se constituer en Etat ou nation comme ce fut le cas en Europe au cours des siècles précédents

ou

- l'existence d'Etats fantoches dont les frontières ont été tracées par les différents impérialistes au mépris et en violation du droit des peuples à se constituer en Etats indépendants ?

Etait-ce poser la bonne question ?

Il y a un siècle la question ne se posait pas exactement dans les mêmes termes, car ces pays étaient occupés et administrés par les colonisateurs et le combat des masses exploités se concentrait essentiellement sur la question de son unité pour parvenir à chasser l'impérialisme et obtenir leur indépendance nationale...

Doit-on enterrer la revendication légitime des peuples kurdes et touaregs de se rassembler respectivement pour constituer un Etat au profit de la défense de l'intégrité des Etats irakien, turc, iranien ou malien, nigérien, algérien sachant qu'ils sont synonymes de leur oppression depuis plus d'un demi-siècle, tenant compte d'un autre côté que depuis plusieurs générations ils sont depuis plus ou moins intégrés dans ces pays ou doit-on défendre leur revendication à former leurs propres Etats qui signifierait qu'un redécoupage des frontières des pays mentionnés serait nécessaire ?

On ne peut pas concevoir que ces peuples écartelés de chaque côté de frontières arbitrairement établies pourraient se rassembler pour lutter ensemble et simultanément contre les appareils de plusieurs Etats et les vaincre, c'est impossible. Cependant leur revendication demeure légitime.

Les partis ouvrier et paysan kurde et touareg doivent s'unir au mouvement ouvrier des pays dans lesquels ils vivent, car c'est seulement ensemble qu'ils pourront vaincre les régimes en place et entrevoir une fois des Etats ouvriers constitués dans chacun de ses pays, la possibilité de résoudre leur problème qui ne se posera pas ou plus forcément sous la même forme, un Etat ouvrier basé sur le socialisme étant incompatible avec l'oppression des différents peuples ou des différentes nationalités qui vivent sur son territoire.

Donc finalement, bien que cette partie du monde ait subit de profondes transformations depuis un siècle ou davantage, la question de l'unité de toutes les couches exploitées et opprimées de ces pays contre les régimes en place à la solde des impérialistes ou de bourgeoisies nationales corrompus et vassales de l'un ou l'autre impérialisme, y compris russe ou chinois, demeure d'actualité dans la perspective de la constitution d'Etats ouvriers et paysans, de Républiques sociales, ce qui implique la rupture de leur mouvement ouvrier et paysan avec les différents impérialistes, qui maintiennent ces pays dominés dans la pauvreté ou l'indigence en pillant leurs richesses ou s'emploient ainsi à les divisés pour mieux les asservir. Au-delà, c'est la question de la fédération de ces Républiques sociales qui est posée afin de pouvoir satisfaire les aspirations légitimes de tous les peuples ou peuplades qui les composent et qu'ils puissent vivre enfin en paix.

A bas les différents impérialistes en guerre contre tous les peuples en Afrique !

ACTUALITÉ DU JOUR

Les propagandistes de la guerre sortent le fanatique du droit "***d'ingérence***"contre le droit du peuple malien de disposer de lui-même.

Dans une interview au Parisien Dimanche le va-t-en-guerre Bernard Kouchner propose ses services, normal.

- L'impérialisme français est en guerre contre tous les peuples en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient, à l'exception toutefois de l'Etat sioniste et des pétromonarchies archaïques du Golf.

"*La France n'est pas en guerre contre l'islam, mais contre l'extrémisme*", souligne-t-il.

Diviser pour mieux régner : peuple touareg du Mali, unissez-vous aux autres couches du prolétariat maliens en guerre contre le régime en place soutenu par l'impérialisme français.

"*Les Touareg, dans leur majorité, ne sont pas des extrémistes musulmans. S'assurer de l'accord d'un certain nombre des mouvements touareg, c'est une clé de cette guerre*", note-t-il.

Faire en sorte que les Touaregs et les Maliens s'entretuent, ils en sortiront encore plus affaiblis, voilà ce que propose cette pourriture.

Le comble de l'hypocrisie du criminel de guerre

Il a pointé du doigt les conséquences sur le Mali de la guerre en Libye, estimant qu'"*il aurait fallu rester un peu plus longtemps pour s'assurer que les arsenaux seraient détruits, que les pays voisins contrôleraient les frontières et tenteraient d'arrêter les bandes surarmées qui passent...*". "*Rien de tout cela n'a été fait*", a-t-il déploré, ajoutant: "*L'ingérence cela se prépare*".

Les mains sales. Il n'est plus à cela près, il a soutenu toutes les guerres impérialistes ou coloniales.

Par ailleurs, l'ancien ministre, à qui l'on demandait s'il pourrait "*jouer un rôle*" dans ce contexte d'intervention au Mali, a répondu: "*Si on me le demandait, oui certainement*".

Comment occulter ou faire oublier la barbarie du militarisme capitaliste qui se poursuit depuis plus de deux siècles et qui est sans commune mesure avec des groupes de fanatiques isolés que l'impérialisme français a lui-même armé.

Les méthodes des Algériens "*ne sont pas, certes, celles qu'un militant des droits de l'homme défendrait. Mais je voudrais aussi rappeler toute la barbarie du terrorisme*", a-t-il soutenu. AFP 20.01

ACTUALITE EN TITRES

Réaction. Hélas, on n'a pas encore guillotiné tous les monarques et les aristocrates !

- Il y a 220 ans, la France guillotinait Louis XVI - LePoint.fr

Une cinquantaine de messes vont être données dans tout le pays pour rendre hommage au roi guillotiné le 21 janvier 1793 par les révolutionnaires. LePoint.fr 20.01

On apprend par un article de Reuters que : Un tiers des détenus remis par l'Otan à Kaboul seraient torturés, décidément la guillotine sans la torture, c'était encore faire preuve de mansuétude...

- Lutte contre la pauvreté : 10 % de places en crèche réservés aux enfants pauvres - LeMonde.fr

Vous êtes décidément trop bon monseigneur, Dieu vous le rendra...

- Fabius: "*face au terrorisme, il faut être implacable*" - AFP

Mais ne vous en faites pas monsieurs Fabius, on ne vous oubliera pas le moment venu.

Tenez, c'est pratiquement quotidiennement qu'on pense à vous et qu'on regrette de ne pas pouvoir vous envoyer immédiatement à l'échafaud, tant cous êtes nuisibles à la paix entre les peuples, par exemple vous êtes aussi le complice de cela : Un tiers des détenus remis par l'Otan à Kaboul seraient torturés (Reuters 20.01), le conditionnel est déjà commettre un crime. Ou encore de soutenir et armer les salafistes, djihadistes et autres mercenaires barbares qui sèment la terreur en Syrie : Syrie: une réunion de l'opposition à Paris le 28 janvier, selon Fabius (AFP 20.01)

Elle a été spécialement conçue pour vos amis du Medef.

- Raffarin votera la réforme du marché du travail - AFP

Main basse sur le Mali

- Le Drian: le but de l'opération française est "*la reconquête totale du Mali*" - AFP

Propagande. Parole de banquier.

- Il y a 20 ans, Volkswagen passait au «*travailler moins pour gagner moins*» - Liberation.fr

Ne rigolez pas, c'est la devise du rentier et baron Rothschild... de gauche, c'est bien connu.

Si en 3 semaines vous pouvez faire faire le même travail qu'en 4 habituellement, et qu'en plus vous pouvez diminuer les salaires, bingo, le taux d'exploitation augmentera d'autant et le taux de profit également, elle n'est pas belle la vie des capitalistes depuis l'accord du 11 janvier 2013 ?

Le capital constant mis en oeuvre demeure le même, par contre proportionnellement la part du capital variable (salaire) diminue. Autre avantage pour les capitalistes. Cela signifie que pour produire autant en 3 semaines qu'en 4 les cadences de travail augmentent. Une fois que les ouvriers y sont habitués et que vous repassez à 4 semaines le même rythme de travail est conservé, et si en plus vous ajoutez des heures supplémentaires, là c'est la cerise sur le gâteau, à l'eau de vie s'il vous plaît pour les négriers, de la mort pour leurs esclaves.

Place à la dictature de Goldman Sachs ou de l'oligarchie financière, l'avenir.

- Monti : "*La vieille politique ne doit plus revenir*" - LePoint.fr

Propagande mondialiste. Alors qu'il s'emploie consciencieusement à continuer de la détruire quotidiennement.

- Pendant son second mandat, Obama devra réparer la démocratie américaine - Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Autriche

Les Autrichiens ont massivement voté par référendum dimanche pour le maintien du service militaire obligatoire, rejetant en conséquence la mise en place d'une armée de métier en Autriche, une question qui divisait ce pays neutre.

La poursuite de la conscription a rassemblé en sa faveur 59,8% des suffrages exprimés, selon les résultats officiels.

Avec en arrière-plan les élections législatives d'octobre 2013, il s'agit d'un échec pour le chancelier social-démocrate (SPÖ) Werner Faymann, le ministre de la Défense, Norbert Darabos (SPÖ), les Verts et aussi pour les quotidiens à grand tirage de la presse populaire qui tous avaient fait campagne pour une armée de métier.

C'est aussi un revers pour l'influent maire de Vienne, le social-démocrate Michael Häupl, qui avait lancé l'idée de ce référendum, même si la capitale est le seul des neuf Etats régionaux à avoir voté majoritairement (54,2%, d'après les résultats officiels) pour l'abandon du service militaire.

Près de 6,3 millions d'Autrichiens étaient appelés à voter et le taux de participation devrait s'élever à un peu plus de 50%. Les chiffres définitifs ne seront connus que lundi après-midi, après le dépouillement des bulletins de vote par correspondance qui ne modifieront qu'à la marge les résultats.

Au sein du Conseil de l'Europe, l'Autriche reste ainsi, aux côtés de Chypre, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, de la Norvège, de la Suisse et de la Turquie, un des rares pays à recourir à la conscription. Apres la fin de "*la Guerre froide*" et l?effondrement du Bloc communiste en Europe de l'Est, la France était passée à une armée de métier dès 1996 et plusieurs autres pays européens lui avaient emboîté le pas ces dernières années, comme l'Allemagne en 2011.

Le coût d'une armée réformée, le nombre des recrues et l'impact sur les missions à l'étranger ou les secours en cas de catastrophe naturelle, ont été les principaux enjeux du débat, avec en toile de fond, la question centrale : qu'est-ce que cela impliquera pour la neutralité de l'Autriche ?

Pour conserver sa neutralité, cette petite république alpine membre de l'Union européenne a toujours refusé d'entrer dans l'Otan.

Cependant, l'Autriche est engagée de longue date dans les missions de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies, notamment en ex-Yougoslavie (Kosovo et Bosnie) et au Moyen-Orient (Liban et Golan).

"*La nature de la menace a changé, c'est la raison pour laquelle une transformation est nécessaire*", expliquait le ministre de la Défense, Norbert Darabos. Selon lui, une armée conventionnelle était dépassée à l'ère du "*contre-terrorisme*", de la "*cybercriminalité*" et des "*Etats en faillite*".

En revanche, le chef d'état-major de l'armée autrichienne, le général Edmund Entacher, pourtant social-démocrate, avait prévenu qu'une armée professionnelle aurait "*irrémédiablement*" conduit à "*une baisse de qualité, du nombre et de capacité*".

Historiquement favorables à la conscription, les sociaux-démocrates étaient cette fois, à quelques exceptions près, pour l'armée de métier, tandis qu'à l'inverse, les démocrates-chrétiens, plutôt enclins à l'armée de métier, défendaient le service militaire.

Illustration du débat qui traverse tous les partis, le président de la République et chef suprême de l'armée, le social-démocrate Heinz Fischer, contrairement à son parti, s'était publiquement exprimé pour le maintien de la conscription.

Le coût d'une armée de métier avait également alimenté les discussions, surtout qu'aujourd'hui, l'Autriche consacre seulement deux milliards d'euros par an à sa défense, soit 0,6% de son budget, l'un des taux les plus faibles parmi les pays de l'Union européenne.

L'Autriche compte 55.000 soldats, un chiffre qui devrait rester stable, insiste le ministère de la Défense. Chaque année, 22.000 Autrichiens effectuent un service militaire de six mois.

L'armée est également mobilisée sur le sol autrichien pour répondre aux catastrophes naturelles (inondations ou avalanches).

Les Autrichiens qui ne veulent pas faire leur service militaire, environ 14.000 chaque année, peuvent opter pour un service civique de neuf mois, travailler avec les services de secours, dans des maisons de retraite ou encore auprès de réfugiés ou de toxicomanes. AFP 20.01

Si j'ai bien compris la réforme du service militaire au profit d'une armée de métier s'inscrit dans la perspective de la menace gandissante d'interventions illégitimes ou violant la souveraineté des Etats, dites encore guerres d'ingérence ou préventives qui se profilaient de plus en plus à l'horizon depuis le début des années 90 et qui depuis le 11 septembre 2001 n'a cessé de s'amplifier.

Pour mener de telles guerres, une armée de conscrit ne peut pas faire l'affaire, il faut des soldats payer pour exécuter aveuglément et froidement des ordres, comme massacrer des populations civiles, torturer des prisionniers, etc.

Que le parti autrichien de l'International sociél-impérialiste soit favorable à une telle réforme n'a rien d'étonnant, quelque part ils sont encore plus réactionnaires que les dirigeants du parti de l'ordre officiel, le PS en France est en train d'en faire la démonstation pour ceux qui l'ignoraient encore.

2- Afghanistan

Près d'un tiers des prisonniers remis par l'Otan aux autorités afghanes, dans le cadre du retrait progressif des troupes de la coalition d'ici la fin 2014, ont été torturés, affirme un rapport des Nations unies, publié dimanche.

Le rapport de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Manua) prend en compte des entretiens réalisés avec 635 individus faits prisonniers par la Force internationale d'assistance et de sécurité (Fias).

"*Les efforts de la Fias et du gouvernement (afghan) contre la torture, même s'ils sont conséquents, n'ont pas débouché sur des progrès notables*", regrette le rapport.

"*C'est préoccupant, à un moment où le gouvernement récupère presque toutes les responsabilités concernant les prisonniers liés au conflit*", ajoute-t-il.

Les services du renseignement afghan emploient par ailleurs des locaux secrets pour interroger des détenus, afin de ne pas être surveillés par les observateurs internationaux, rapporte un responsable cité par le rapport.

L'Union européenne s'est dite "*profondément préoccupée*" par le rapport et a demandé à Kaboul de "traduire en justice les auteurs de tels actes". Reuters 20.01

Qu'une rumeur fasse état de tortures en Syrie, et l'Union européenne condamne séance tenante le régime en place et appelle à de nouvelles sanctions contre lui, mais quand de multiples témoignages prouvent qu'elle était pour ainsi dire pratiquée et institutionalisée par un de ses alliés, elle se dit "*profondément préoccupée*", autrement dit elle la légitime en Afghanistan, elle s'en fait le complice, prix Nobel de la paix oblige !

Haut de page

Le 22 janvier

CAUSERIE

Lundi 22h01 (locale) 17h29 chez vous en France. Eh oui, on bosse du matin au soir parfois très tard.

Le dialogue social est l'antithèse de la lutte de classe, il repose sur la capitulation des dirigeants syndicaux

Encore un article qui passe à côté de l'essentiel, où l'auteur étale son ignorance, son incapacité à se poser les bonnes questions, finalement il témoigne sa subordination à l'idéologie dominante. Décryptage.

- Accord sur le travail : Sarko l'a rêvé, Hollande l'a fait ! - 19 janvier 2013 (http://www.agoravox.fr)

- L'Accord National Interprofessionnel (ANI) dit « *Accords de Wagram* » modifiant en profondeur le droit du travail qui vient d'être signé est loin d'être un accord « *gagnant-gagnant* », et une réussite du dialogue social. Au contraire, on peut le résumer en disant qu'il s'agit d'un coup de force contre le dialogue social, donnant des miettes aux salariés et le jackpot au patronat … sous un gouvernement socialiste

Cet accord est un coup de force contre le dialogue social. Il est certes parfaitement légal en janvier 2013, mais il est surtout minoritaire et n'aurait jamais été approuvé après l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions de la loi de réforme de la représentativité syndicale du 20 août 2008 qui prendront effet au plus tard le 21 août 2013 :

Participaient aux négociations les 5 syndicats représentatifs au niveau interprofessionnel : CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, n'y participaient pas les 2 syndicats non-représentatifs, l'UNSA et Solidaires (Sud). L'accord a été signé par la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC qui représentent 38.7% des salariés selon les élections prud'homales de 2008. Il a été dénoncé par la CGT et FO qui représentent 49.7% des salariés selon les mêmes élections. Plus encore, si on additionne les voix des syndicats non-représentatifs (UNSA qui soutient l'accord, Solidaires qui le dénonce), on arrive à 45% pour l'accord, 53.6% contre. Il s'agit clairement d'un accord minoritaire.

Mais jusqu'au 21 août 2013, la loi stipule qu'un accord doit être approuvé par un ou plusieurs syndicats représentatifs ayant obtenu au moins 30% des suffrages aux élections professionnelles (38.7% dans notre cas), et ne pas être contesté par des syndicats représentatifs ayant obtenus au moins 50% (49.7% dans notre cas). A 0.3% prêt, et 6 mois prêt, l'accord est valable. Car l'audience de chaque syndicat doit être réévaluée au 1ersemestre 2013 et au plus tard le 21 août 2013en tenant compte de l'ensemble des élections professionnelles durant la période 2008 – 2013 et notamment de la mise en place d'élections dans

les TPE où la CGT est ressortie renforcée et la CFDT affaiblie. A l'issu de cette mesure d'audience, les syndicats signataires d'un accord devront désormais représenter 50% des salariés et non plus 30%. Dans ces conditions, il est vraisemblable que la CGT et FO auraient été en mesure de bloquer l'accord en refusant d'y apposer leur signature, s'il avait été négocié en août 2013 et non en janvier 2013.

Le gouvernement socialiste a délibérément choisi d'imposer une négociation sociale majeure avant que le poids des syndicats réformistes ne risque d'être considérablement réduit. C'est un choix politique dramatique pour un gouvernement se prétendant « de gauche » et cela doit être dénoncé.

Tout ceci délégitime fortement l' « *accord* » signé entre les organisations patronales et certains syndicats minoritaires. Il rend au contraire tout à fait légitime de poursuivre la bataille pour que les parlementaires ne le ratifient pas « *tel quel* », mais l'amende dans un sens plus favorable aux salariés. agoravox.fr 19.01 (suivait un résumé du contenu de cet accord)

On comprend mieux l'empressement du gouvernement et du Medef à conclure cet accord, agenda auquel se sont prêtés volontiers tous les dirigeants syndicaux, surtout ceux de la CGT et de FO qui de la sorte ont permis qu'il existe tout en apparaissant frauduleusement comme des opposants à cet accord. On peut donc affirmer qu'il s'agissait d'une trahison préméditée et savemment orchestrée. Venons en à notre sujet.

L'auteur de cet article en prétendant que "*cet accord est un coup de force contre le dialogue social* manifeste à la fois son attachement au "*dialogue social*" dont il faudrait attendre qu'il en sorte quelque chose de positif pour les travailleurs, comme si c'était vraiment sa fonction, donc de graves illusions dans ce mécanisme destiné à broyer nos droits, et son ignorance de l'objectif précis pour lequel il a été conçu et que nous venons d'évoquer.

Il ne lui viendra pas à l'esprit de se demander qui en était l'auteur et partant de sa position sociale ou la classe sociale qu'il représentait, quelles pouvaient être ses véritables intentions, comme si cela n'avait aucune importance, car Chirac puis Sarkozy, pouvaient indistinctement représenter les intérêts du patronat ou des travailleurs, à moins que l'auteur de cet article estime qu'ils pourraient être compatibles ou se rejoindre, intérêt général oblige.

Cet accord est en tout point fidèle au dialogue social et ce pour quoi il a été conçu, cet accord en est l'expression achevée d'une certaine manière.

Ce qui saute aux yeux avec cet accord, c'est qu'il apparaît totalement en faveur du patronat, d'une seule classe, celle des capitalistes, alors que jusqu'à présent en dehors de celui sur les retraites, chaque fois il paraissait plus ou moins équilibrés, en apparence seulement, car en réalité la législation du travail ou les droits des travailleurs n'ont cessé d'être amputés ou de reculer en faveur des exploiteurs depuis plusieurs décennies.

Par exemple, lors des accords précédents ils ne se sont pas attaqués frontalement au contrat à durée indéterminée (CDI) comme ils viennent de le faire, ils se sont contentés d'octroyer des droits nouveaux au patronat leur permettant de contourner la législation en vigueur en multipliant les possibilité de recourir à des contrats précaires qui se comptent dorénavant par dizaines, accentuant ainsi la pression sur les bénéficiaires de CDI et conduisant à une amplification de la précarité du travail, pour finalement parvenir aujourd'hui à sa généralisation.

Le dialogue social repose sur l'acceptation par tous ses participants d'un diagnostic dès lors appelé "*partagé*", de la situation économique et sociale concocté par le patronat ou des technocrates travaillant dans les différents ministères en France ou à Bruxelles sous la forme d'un rapport ou d'un texte servant de référence.

Donc le dialogue social repose sur un document patronal dans lequel sont mis en relief les besoins des capitalistes, et l'objectif de l'accord qui peut en découler coïncide avec ces besoins au détriment de ceux des travailleurs. Voilà sur quelle base précise repose le dialogue social auquel tous les syndicats ont accepté de participer.

On pourrait ajouter qu'avant que ne s'ouvrent officiellement une conférence ou ce cycle de réunions au cours desquelles le dialogue social servira de méthode à ses participants ou consacrera les rapports sur la base desquels ils ont accepté de se rencontrer, il n'est pas rare que des rencontres ou des réunions informelles aient lieu entre les différents acteurs de cette cynique comédie, qui élaboreront ensemble une partie des propositions qui seront ensuite proposées aux différents participants lors de cette conférence ou de ce cycle de réunions et que l'on retrouvera plus tard dans le document final qui sera porté à leur approbation. Il n'est pas rare non plus, que le Premier ministre et les ministres concernés rencontrent à tour de rôle les représentants du patronat et des syndicats censés représenter les intérêts des travailleurs histoire de s'assurer que la machine est bien huilée et fonctionnera normalement, c'est-à-dire comme ils l'ont prévu.

Partant de ce constat, par leur seule participation au dialogue social les syndicats le légitiment, et donc quelle que soit la position qu'ils adopteront pas la suite, ils partagent la responsabilité des conclusions ou de l'accord qui en sortira, selon une répartition des rôles ou une mise en scène parfaitement réglée, où les uns signeront de bon coeur, d'autres signeront en émettant des réserves, tandis que d'autres refuseront de le signer sans que cela ne porte à conséquence, puisque l'essentiel étant que le

dialogue social soit mené à son terme et se conclut par un accord entre le Medef et les syndicats prétendant représenter les intérêts des travailleurs.

On va voir maintenant pourquoi cet aspect-là est déterminant.

De plus, le dialogue social a une vocation foncièrement réactionnaire ou contre-révolutionnaire. Il a été conçu par la classe dominante pour servir uniquement ses intérêts rappelons-nous. Il repose sur la collaboration de classes devant conduire à terme au corporatisme.

Dès lors, la mise en oeuvre de cette méthode a comme préalable ou sous-entend la neutralisation du rapport de force entre les classes au profit de la classe dominante. Il a été conçu de telle sorte qu'il se substitue à la lutte des classes, à l'affrontement entre les classes, dans le seul objectif de parvenir à un consensus avec le patronat auquel se livrent volontiers les dirigeants corrompus des syndicats censés représenter les travailleurs.

Ce n'est pas son seul objectif.

On aura compris qu'au cours du dialogue social les dirigeants syndicaux vont confisquer les droits sociaux des travailleurs qu'ils vont brader au patronat, de telle sorte que par la suite ils soient dans l'impossibilité de se mobiliser sur leurs revendications, laissant le champ libre à l'application de l'accord pourri qui sera conclu à l'issu de pseudo négociations. Car en effet, comment en appeler à des syndicats qui ont signé ou non un tel accord, qui s'en sont fait sciemment les complices ? Souvenons-nous qu'après l'accord conclu sur les retraites par les partenaires patronaux et non sociaux, il y en qui ont été assez naïfs pour imaginer que la mobilisation allait se poursuivre et induire ainsi les militants dans l'erreur, alors que c'était devenu impossible, c'est ce que nous avions prétendu et c'est ce qui s'est passé. Certains là encore ont utilisé ce refrain pour camoufler qu'en réalité tous les syndicats s'étaient rendus complices de cette contre-réforme et pour épargner leurs appareils, épargner le leur par la même occasion qui sont liés organiquement à ceux des syndicats, nous ne sommes pas dupes.

Le dialogue social est l'antithèse, la négation de la lutte de classes, la voie ouverte au corporatisme ou il en est déjà son expression.

Au bout du compte, le dialogue social revient à cadenasser la classe ouvrière, à neutraliser le mouvement ouvrier, à le rendre impuissant pour livrer les travailleurs pieds et mains liés aux esclavagistes modernes pour qu'ils puissent les exploiter à leur guise et s'en débarrasser quand bon leur semble sans autre forme de procès.

Le dialogue social revient à subordonner les intérêts des travailleurs aux besoins des capitalistes, dans la mesure où il est conçu comme si les deux classes en présence partageaient les mêmes intérêts ou qu'ils disposaient d'un pouvoir équivalent pour les défendre de telle sorte que chacun y trouverait son compte à l'arrivée, alors qu'en réalité une seule classe détient le pouvoir, celle qui détient les moyens de production et de répartition des richesses produites, la classe des capitalistes, et seule cette classe sortira gagnante du dialogue social, il ne peut pas en être autrement. Et c'est évidemment aussi cette classe qui détient le pouvoir politique, qui règne en maître sur les institutions, l'Etat auquel elle fournit au passage sa nature sociale.

Jamais dans le passé le Medef n'a accepté de signer un accord qui ne serait pas favorable au patronat. Chaque fois qu'il dut concéder des avantages à la partie adverse, ce fut toujours à la marge ou en échange de concessions encore plus importantes de la part des syndicats des travailleurs, sans parler que parmi ces concessions une partie d'entre elles étaient en réalité des cadeaux empoisonnés, comme par exemple en associant les représentants du personnel à la bonne marche des entreprises, autrement dit en les subordonnant davantage encore au capitalisme.

Tous les droits que le patronat a concédés dans ce domaine n'ont servi qu'à enchaîner plus sûrement et durablement encore les représentants du personnel et les syndicats au capitalisme. Il ne vous aura pas échapper qu'il existait un tel volet dans le présent accord. Avec la complicité des syndicats, le Medef a été jusqu'à présenter ces concessions comme des avantages ou des droits nouveaux accordés aux travailleurs, alors qu'en réalité ils allaient à l'encontre de leurs propres intérêts de classe.

En substance, le dialogue social n'a pas d'autre fonction que de parvenir à liquider les uns après les autres tous les droits sociaux que les générations passées de travailleurs ont si chèrement acquis au cours de la lutte de classe, tout en interdisant aux travailleurs de pouvoir se mobiliser contre le patronat et l'Etat, les travailleurs de la fonction publique étant logés exactement à la même enseigne et subissant le même traitement de la part de dirigeants syndicaux, qui ne sont que des lieutenants de la classe des capitalistes agissant au sein du mouvement ouvrier pour le compte de cette classe dans les entreprises et les différentes administrations ou entreprises publiques.

En guise d'épilogue.

Dans ces conditions plusieurs questions se posent : que peuvent faire les travailleurs qui entendent défendre leurs droits ? Ils peuvent se syndiquer, mais sans conscience politique ou désarmés théoriquement face à de puissants appareils rompus à briser toute velléité de contestation de leur politique, comment peut-on imaginer un seul instant qu'ils pourraient leur résister,

c'est impossible. La politique des syndicats sert de repoussoir aux travailleurs qui voudraient se syndiquer.

Selon notre lieu de travail et les conditions qui prévalent, on doit s'efforcer d'encourager les travailleurs à se syndiquer malgré tout, sans leur raconter d'histoires, et sachant qu'il est impossible d'envisager la satisfaction de nos besoins sociaux collectifs dans le cadre du régime en place, il faut leur tenir un discours dans la perspective de son abolition, de son renversement, l'émancipation du capitalisme ou du salariat étant à l'origine un objectif commun au syndicat et au parti ouvrier, l'objectif du combat du mouvement ouvrier, tout autre discours consisterait à colporter des illusions dans le régime ou le capitalisme. Libre à vous ensuite d'enchaîner sur le terrain politique, j'ai envie de dire que je vois mal comment il pourrait en être autrement puisqu'il est impossible d'envisager la satisfaction de nos revendications sociales à caractère collectif sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, donc mettre en oeuvre le programme de la révolution socialiste.

Que peuvent faire les syndiqués qui sont les otages de dirigeants traîtres ou jaunes, qui n'ont pas la volonté d'affronter le patronat, qui viennent de manifester leur soumission totale à son égard ? A quoi leur serviraient-ils de contester la politique de leur direction, alors qu'ils se trouvent dans le même état de faiblesse que les travailleurs pour les affronter ? Qu'ils insistent et ils seront virés tout simplement ou marginalisés, réduits à l'impuissance. Les délégués syndicaux sont désignés par les appareils qui peuvent leur retirer leur mandat à tout moment il ne faut jamais l'oublier. Cela fait près d'un siècle qu'il y en a qui se battent dans la CGT pour en déloger sa direction, sans succès. Cela fait plus d'un demi-siècle qu'il y en a qui se battent dans FO pour en déloger sa direction, sans succès. Idem à la FSU. Quant aux autres syndicats, CFDT, CFTC et UNSA, ils sont jaunes, donc toute tentative de grimper dans leurs instances est totalement inconcevable. Reste SUD qui fonctionne finalement comme la CGT et FO.

C'est là que l'on s'aperçoit que le syndicalisme est complètement gangrené, pourri de l'intérieur, cadenassé, qu'il est impossible de le faire évoluer favorablement pour qu'un syndicat devienne véritablement indépendant du capital et de l'Etat.

C'est une caste de bureaucrates vendus au capital et malfaisante qui contrôlent totalement les syndicats depuis près d'un siècle ou depuis qu'ils existent, lié au PS ou au PCF ou encore au parti de l'ordre. Absolument rien n'a changé à ce niveau-là depuis que les staliniens se sont emparés de la CGT et les lieutenants de la bourgeoisie ont créé FO.

Ceux qui sont délégués syndicaux peuvent mener le combat syndical dans leur entreprise sans en référer à leurs dirigeants ou sans tout leur dire. Rien ne les empêche d'afficher l'article que je viens de rédiger en direction des travailleurs et des syndiqués ou de rédiger des articles qui expliquent aux travailleurs comment fonctionne le capitalisme, etc. A défaut de pouvoir mener le combat contre le patronat sur des revendications si cela s'avère impossible, ils peuvent participer à élever le niveau de conscience des travailleurs du fonctionnement de la société et du capitalisme, c'est mieux que rien, c'est déjà beaucoup, ce sera toujours plus que ce que font les dirigeants syndicaux.

Dans le cas de simple syndiqués ou d'élus du personnel, c'est plus compliqué, les moyens sont encore plus limités. Dans ce cas-là il ne reste que la discussion avec chaque travailleur sur la base de ce qui a été exposé plus haut.

L'idéal serait de parvenir à créer dans les entreprises (et les administrations) des comité unitaires de résistance réunissant travailleurs syndiqués ou non, indépendants des syndicats, les intégrant si c'est possible sans leur en laisser le contrôle, de façon à préparer et aborder la prochaine bataille dans les meilleures conditions possibles, autrement je ne vois pas comment cette expérience pourrait être possible ou à quoi elle pourrait servir, il vaudrait mieux abandonner cette idée, sauf évidemment dans le cas d'un conflit ouvert, de l'annonce d'un plan de licenciements ou d'une fermeture d'usine, là évidemment un tel comité s'imposerait.

Reste maintenant à savoir s'il ne faudrait pas plutôt créer un nouveau syndicat ouvrier renouant avec la tradition du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, puisque finalement les travailleurs se retrouvent placés dans la même situation, à savoir : soit ils se laissent broyer par le capital et ils seront réduits en esclavage, soit ils envisagent de s'organiser et de combattre jusqu'à leur émancipation du capital, on a envie d'ajouter dans la perspective du socialisme, car si vous prenez le cas des fonctionnaires, qui est leur employeur, l'Etat, pour eux l'émancipation du capital ne peut prendre comme contenu que l'émancipation de l'Etat, donc comme forme sa liquidation, or la liquidation de l'Etat des capitalistes c'est avancer sur la voie du socialisme, ainsi s'il ne doit pas y avoir de confusion entre le combat pour l'émancipation du capital et le combat pour conquérir le pouvoir politique, il est impossible de les séparer comme l'on fait les dirigeants du mouvement ouvrier y compris son avant-garde depuis plus de 70 ans et qui permet de comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, puisque l'on sait qu'il sera impossible de s'émanciper du capital sans conquérir au préalable le pouvoir politique, les deux combats sont intimement liés. Il est parfaitement clair que sans une issue politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs, qui ne peut prendre que la forme d'une rupture avec le capital, ses représentants, ses institutions politiques, il sera impossible de satisfaire la plupart de nos revendications, donc ne pas mener le combat dans cette perspective politique ne peut que se traduire par l'abandon de cet objectif et une adaption au capitalisme.

Cette responsabilité incombe en premier lieu aux dirigeants du POI, du NPA et de LO. En auront-ils le courage, la volonté, rien n'est moins sûr apparemment.

La suite de l'actualisation du site demain matin. Je mettrai cet article au format pdf, je vais me coucher, il est tard et il faut bien que je dorme parfois ! Quand on est trop crevé, c'est difficile de faire du bon boulot, je vous cause comme un ouvrier, on ne se refait pas. Courage camarades, gardez le moral.

Mardi 15h01 (locale)

La suite de l'actualisation du site.

J'ai ajouté des articles dans les rubriques : politique, internationale, Mali, Syrie et la Tribune Libre. Je ferai un peu de ménage dans la page d'accueil du site ce soir, je vais créer un nouveau fichier pour regrouper tous les documents relatifs au Nouvel ordre mondial et ses institutions, ils occupent trop de place dans la page d'accueil, les vidéos suffisent amplement.

J'ai reçu une réponse de Michel Collon, je la garde pour moi si vous permettez.

- L'Amérique capitaliste ne veut faire aucun sacrifice pour la restauration de l'économie capitaliste européenne.

L'Amérique capitaliste plane comme un vautour sur l'agonie du capitalisme européen dont elle sera l'héritier.

L'Amérique réduira l'Europe capitaliste en esclavage si la classe ouvrière européenne ne s'empare pas du pouvoir politique et ne s'applique pas à réparer les ruines de la guerre mondiale et à commencer la construction d'une République Fédérative des Soviets d'Europe. (IVe Congrès de l'Internationale Communiste - Novembre 1922)

On remplacera de nos jours République Fédérative des Soviets d'Europe par Fédération des Républiques sociales d'Europe ou Fédération des Etats-Unis socialistes d'Europe. Rappelons que soviet n'est pas un gros mot et signifie simplement comité.

On croirait ces lignes écrites hier, non ?

Parole d'internaute

Réaction à l'article de presse : *Plastic Omnium. La direction menace de délocaliser, la CGT capitule sur le champ et signe un accord pourri.* (22.01)

1- "*Bref, ils seront tous au chômage dans 2 ans comme tout ceux à qui on a fait ce genre de chantage.*

Le temps aux actionnaires de prendre ce petit "bonus" en attendant une belle délocalisation ailleurs."

2- "*Et les "Conti" (salariés de l'usine Continental de Clairoix - Oise) qui avaient accepté un pseudo accord de "compétitivité-emploi" en 2007 pour mieux être licenciés dès 2009, ils en pensent quoi ?*

Leurs témoignages pourraient pourtant nous être utiles pour comprendre comment on peut être pris pour des cons !"

On est en présence de syndicats gangrénés jusqu'à la moelle, pourris à l'extrême, totalement subordonnés au capital.

Non pas parce qu'il n'existerait pas d'issue politique à la crise du capitalisme ou qu'il serait devenu impossible de lutter strictement sur le terrain de classe du prolétariat, mais parce qu'ils ont abandonné ce terrain au profit de celui du capital auquel ils se sont adaptés, avec lequel ils se sont accommodés. Dorénavant aucun parti ouvrier ne combat sur ce terrain-là.

Encore moins dans la perspective d'issue politique qui existe mais que personne ne veut défendre dans les syndicats, tous les partis qui osent encore émettre l'idée qu'il pourrait en exister une s'interdisent de la relier au combat pour l'émancipation du capital qui est l'objectif du syndicalisme et du mouvement ouvrier, vous devinez pourquoi, au nom de la stricte séparation des partis et des syndicats, théorie ou principe détourné par des faussaires qui vous l'aurez compris a conduit à la situation actuelle.

La principale caractéristique des syndicats et des partis ouvriers sans exception, c'est leur refus d'aller à l'affrontement direct avec le patronat et l'Etat ou sinon sous une forme gauchiste pour justement dévaloriser aux yeux des travailleurs le recours à la force pour imposer ses revendications ou s'opposer à la fermeture d'une usine ou une entreprise. Ce sont des fossoyeurs de la lutte de classe, des lâches, des vendus, des capitulards, au choix.

Le prolétariat s'est embourgeoisé comme jamais dans le passé aurait constaté Engels (il dressait déjà ce constat au début du siècle concernant certaines couches du prolétariat britannique), désormais il a l'impression d'avoir quelque chose à perdre alors que pour l'essentiel il demeure exploité et opprimé, il s'en accommode ou l'ignore. Il y est encouragé par la classe dominante mais

pas seulement.

Les dirigeants du mouvement ouvrier sont logés à la même enseigne et partagent cet état d'esprit, ce mode de pensée et de vie, ils vivent relativement confortablement, ils n'ont pas du tout envie de se retrouver dans la situation inconfortable des combattants pour le socialisme du XIXe siècle ou du début du XXe, ils sont trop attachés à leurs privilèges.

Vous aurez compris qu'en faisant le parallèle entre ces dirigeants et le prolétariat, j'évoquais l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures du prolétariat et des fonctionnaires, les intellectuels à qui s'adressent uniquement syndicats et partis ouvriers.

Vous savez pourquoi certains militants ont continué de caractériser le PS comme un parti ouvrier bourgeois ?

Soi-disant : soit en référence à son origine ouvrière qui est d'ailleurs discutable, soit que le terme ouvrier se rattacherait à son origine et le terme bourgeois qui lui est associé signifierait qu'il l'a trahi, alors qu'en réalité ce serait plutôt pour masquer quelles couches des exploités ces militants et leurs formations politiques représentent et défendent exclusivement les intérêts, tandis qu'ils sont incapables ou refusent obstinément de s'adresser aux millions et millions de travailleurs qui appartiennent aux couches les plus défavorisées ou intermédiaires sur lesquels en fait devraient se reposer les syndicats et les partis ouvriers pour justement demeurer fidèles à leurs convictions ou engagements, à leur idéal qu'ils ont depuis renié ou dont ils se sont tellement écartés qu'ils sont devenus méconnaissables.

Finalement, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que cette caractérisation de parti (ou groupe) ouvrier bourgeois leur va comme un gant, le PS étant quant à lui un parti social-libéral-impérialiste, donc bourgeois ou capitaliste, le parti supplétif du parti de l'ordre (UMP) et remplissant les mêmes fonctions en cas de besoin, secondé par un tas de satellites ou parasites qui gravitent autour, MRC, PRG, EELV... Le PS de parti social-démocrate, caractérisation maintenue jusqu'aux années 80 et en réalité largement usurpée ou éronnée, car il était passé de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages depuis quelques 70 ans, est devenu disons officiellement un parti social-libéral en 1983, tandis que les partis dits trotskistes ont pris le relais et se sont transformés en partis social-démocrate à peu près à la même époque pour l'OCI-PCI devenu MPPT, puis PT puis POI, la LCR plus tard en devenant NPA, LO marchant sur les traces du PCF qui au détours des années 90 n'eut aucun mal à passer du stalinisme à la social-démocratie fortement teintée de social-libéralisme puisque le PCF doit en grande partie sa survie (parlementaire ou institutionnelle) au PS.

Et le parti révolutionnaire dans tout cela, le véritable parti communiste, il n'existe pas, il reste à construire. Y parviendrons-nous un jour, en aurons-nous le temps ? On ose encore l'espérer, dans le cas contraire vaut mieux arrêter tout de suite le combat et profiter de la vie pendant que c'est encore possible.

Personnellement, j'ai décidé de continuer le combat pour changer la société et le monde et non pour permettre à des couches de petits-bourgeois de pouvoir continuer à vivre confortablement en régime capitaliste. Et vous ?

C'est quoi le M'PEP, quel est son véritable objectif politique ?

Les 12 et 13 janvier le M'PEP a tenu un congrès. Une résolution a été votée intitulée "*La stratégie des deux axes d'action*", à 93,2% des mandats (5,4% contre et 1,4% abstention). (disponible sur son portail national)

Extrait.

Un rassemblement qui s'inspirerait directement du Conseil national de la Résistance est donc aujourd'hui la forme politique qui pourrait susciter l'espoir et l'enthousiasme.

Rappelons que le CNR réunissait trois composantes :

Des partis et mouvements politiques. En 1944, les six principaux partis de la IIIème République étaient membres du CNR : PCF, SFIO, radicaux, démocrates-chrétiens, Alliance démocratique (droite modérée et laïque), Fédération républicaine (droite conservatrice et catholique).

Des associations. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'agissait des grands mouvements de résistance : Front national (réseau créé par le PCF), Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, Libération-Nord, Libération-Sud, Organisation civile et militaire, Combat, Franc-tireur.

Des syndicats. Il y avait, en 1943, la CGT et la CFTC.

Bref, le M'PEP nous propose l'union nationale dans laquelle les syndicats seraient intégrés ! Plus démoralisant et plus opportuniste, tu meurs !

Merci, avec la guerre de l'impérialisme français contre le peuple malien, votre objectif est déjà atteint ! Voilà des gens qui assurément ne doutent de rien.

Au passage, si vous ne l'avez pas remarqué ou que vous l'ignoriez, cette union nationale s'était déjà réalisée derrière la bourgeoisie française durant la Seconde Guerre mondiale (et la Première) et juste après la fin de cette guerre, pour ainsi dire jusqu'en 1958 quand prit fin la IVe République, le M'PEP tenait à nous le rappeler, merci à eux.

Passons à autre chose de plus sérieux.

ACTUALITE EN TITRES

Tout va bien, la vie est belle !

- Le patrimoine des ménages continue d'augmenter en 2011 - AFP

Parce que les riches ne le sont pas encore assez.

- Ayrault : "*Pas d'impôt supplémentaire*" pour lutter contre la pauvreté - Le Nouvel Observateur

- Vaut-il mieux taxer les riches ou les encourager à donner ? - Atlantico.fr

Faites-leur confiance, ce sont de grands humanistes !

Leur justice. Le régime épargnent ses pairs.

- Procès "*pétrole contre nourriture*" : Pasqua en appelle à Tarek Aziz - Le Nouvel Observateur

- Pasqua et Santini condamnés à deux ans de prison avec sursis dans l'affaire de la fondation Hamon - LeMonde.fr

- Prison avec sursis pour Charles Pasqua - LeFigaro.fr

Pasqua le barbouze a été jugé un nombre de fois que j'ignore, blanchi mais condamné à plusieurs reprises à de la prison avec sursis, mais pour des affaires que le législateur n'a pas dû situer dans le même registre, du coup à 85 ans il a toujours échappé à la prison, alors qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes il y a des détenus en France qui ne savent pas vraiment ce qu'on leur reproche ou qui n'ont pas encore été jugés.

On est corrompu ou on ne l'est pas

- Bernard Cazeneuve: «*Les différences ne doivent pas empêcher le compromis*» - 20minutes.fr

- Chérèque "*ne donne pas une image d'indépendance syndicale*" - Le Nouvel Observateur

Le service public au service du mondialiste par une représentante du groupe Bilderberg

- Ockrent boute Colombani hors de France Culture - LePoint.fr

Ou son conjoint qui es tout aussi réactionnaire B. Kouchner, cela revient au même.

Le monde à l'envers

- Les étudiants pourraient bientôt noter leurs enseignants -L'Express.fr

Vous me direz qu'il n'y aurait rien d'étonnant à cela, quand on voit que les élus du personnel sont déjà appelés à se prononcer sur la politique décidée par les dirigeants et actionnaires de l'entreprise où ils travaillent...

Il ne faudrait surtout pas que les travailleurs en arrivent à la conclusion que ce serait le capitalisme l'origine de toutes leurs difficultés ou souffrances, mais seulement la mauvaise gestion de patrons parfois peu scrupuleux ou la faute à pas de chance, à la fatalité, quoi.

Les étudiants ne seront pas amenés à évaluer les conditions dans lesquelles les enseignants doivent faire leur travail, mais la manière dont ils le font. Un moyen comme un autre de dresser les uns contre les autres pour s'attaquer aux deux en même temps en passant à côté de l'essentiel, en évitant de se poser les bonnes questions.

Des mesures pour accompagner la pauvreté... qui est le produit de leur politique antisociale.

- Lutte contre la pauvreté: le gouvernement détaille son plan - AFP

Tout en laissant les mains libres aux nantis de s'enrichir toujours plus, cela va de soi.

La France : c'est devenu le Tiers-Monde !

- Une patiente meurt de froid dans le parc de l'hôpital Sainte-Périne - Liberation.fr

- Paris: une mère et son bébé expulsés de leur 4m2 pendant la trêve hivernale - L'Express.fr

Psychopathe. Une terrible menace plane sur la France.

- Neige: 14 départements en vigilance orange - 20minutes.fr

Vigilance "*orange*", Vigipirate au niveau "*rouge*", ils veulent rendre dingue la population !

Vous êtes le mieux placé pour le savoir.

- Quel réac sociétal êtes-vous ? - Causeur.fr

Ce portail est ultra réactionnaire !

Enfumage. Vous allez voir ce que vous allez voir...

- Barack Obama met le cap à gauche dans son discours d'investiture - 20minutes.fr

... la preuve...

Obama doit déclarer la guerre aux Républicains - Slate.fr

... démenti immédiat...

- Barack Obama appelle l'Amérique à l'unité - LeFigaro.fr

...fin du scénario.

A bas les différents impérialistes en guerre contre tous les peuples en Afrique !

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande annonce que l'offensive contre la classe ouvrière va s'amplifier.

François Hollande et Angela Merkel se sont appliqués à louer les vertus de l'amitié franco-allemande dont les fondations ont été posées il y a 50 ans par le Traité de l'Elysée.

Alors que de nombreuses voix en Allemagne, première puissance économique européenne et première contributrice aux fonds

de secours de la zone euro, se sont inquiétées d'un décrochage économique de la France par rapport à sa voisine, M. Hollande a convenu que son pays avait "*un problème de compétitivé*".

"*L'Allemagne a fait des efforts*" tandis que la France "*a perdu du temps*", a-t-il constaté, en soulignant qu'il fallait désormais "*rattraper l'Allemagne*". AFP

Prochaine étape, notamment, s'attaquer à nouveau aux retraites et aux financement des organismes sociaux...

Accord patronal sur la sécurisation de la flexibilité des conditions d'exploitation des travailleurs. Suite.

1- On pourrait dire que c'est Laurent Berger qui a remplacé Laurence Parisot à la présidence du Medef !

Evoquant l'accord sur l'emploi, Laurent Berger a demandé hier sur RTL que le projet de loi reprenne "*l'accord, tout l'accord, rien que l'accord*".

"*Sinon ce sera un casus belli pour la CFDT*", a-t-il averti, jugeant cependant qu'"*il n'est pas anormal que les non signataires (CGT et FO, ndlr) soient consultés à un moment donné ou informés*". AFP 21.01

On aura compris que la CFDT avait dû participer directement à la rédaction de cet accord pourri, pas vraiment une surprise.

Sinon, il a raison de dire que "*les non signataires* peuvent être consultés, c'est la moindre des choses finalement, puisque cet accord n'a été rendu possible grâce à leur participation à cette cynique comédie.

Surtout que plus tard, tout comme N. Notat ou F. Chérèque et d'autres dirigeants de la CFDT, Laurent Berger pourra faire valoir auprès de ses mentors les insignes services qu'il leur aura rendus pour prétendre à un poste grassement rémunéré dans un ministère ou une administration ou encore au sein du conseil d'adminstration d'une entreprise publique.

2- Mailly, le "***godillot*** du régime, se satisfait finalement de cet accord, il le dit lui-même.

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, a affirmé lundi que l'accord sur l'emploi comptait "*énormément de chausse-trappes*" et il a demandé aux parlementaires de ne pas se comporter en "*godillots*" lors de l'examen du projet de loi transposant ce texte.

Selon M. Mailly, interrogé sur France Inter, certaines dispositions de l'accord sur la sécurisation de l'emploi -- que ni la CGT, ni FO n'ont accepté de signer -- pourraient être "*inconstitutionnelles*".

Le numéro un de FO a indiqué qu'il avait "*déjà demandé rendez-vous à tous les groupes parlementaires*".

"*Si le gouvernement donne un ordre et que tout le monde baisse la tête, on peut se demander à quoi sert un Parlement*", a-t-il ajouté.

Selon Jean-Claude Mailly, "*quand on regarde les titres de l'accord, c'est très bien*". "*Mais je mets au défi quelqu'un de m'expliquer que la complémentaire santé sera pour tout le monde. C'est dans l'annonce du texte, pas dans le contenu du texte*", a-t-il affirmé.

Il a estimé que l'ensemble de l'accord avait été "*mal travaillé*". AFP 21.01

Gageons que les héritiers de feu Pierre Lambert (POI) adopteront la prochaine résolution que Mailly leur soumettra, ce sont de grands révolutionnaires, des trotskistes paraît-il, sans rire du tout.

Situation confuse à PSA Aulnay

Avant de lire l'article publié hier par l'AFP, je précise que j'ai mis en ligne dans la *Tribune libre* le tract publié hier par la CGT de PSA Aulnay qu'un camarade m'a envoyé hier soir et que je remercie au passage.

- Le directeur industriel du groupe PSA Peugeot-Citroën, Denis Martin, a dénoncé lundi auprès de l'AFP les "*méthodes totalement inacceptables*" de certains grévistes de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) qui est restée fermée lundi sur décision de la direction.

Environ 170 grévistes ont pénétré vendredi dans l'enceinte d'une usine du groupe à Saint-Ouen pour protester contre la fermeture de leur site, programmée en 2014, "*par effraction en cassant un mur à coups de masse et de barre à mine*", selon la direction, qui a déposé plainte contre X.

Par ailleurs, depuis le début de la grève mercredi à l'appel de la CGT, "*il y a eu de nombreuses dégradations*" dans l'usine d'Aulnay-sous-Bois, a dit M. Martin à l'AFP.

L'usine est restée fermée lundi matin sur décision de la direction qui affirme qu'une avarie sur une installation électrique de l'atelier de peinture empêche la reprise de la production sur la chaîne. L'origine de la panne, constatée vendredi matin et qui ne sera probablement pas réparée mardi matin, n'est pas connue.

La direction fera un point mardi matin sur l'avancée des réparations et statuera en fonction sur la reprise ou non de l'activité dans l'après-midi, selon un porte-parole.

Selon M. Martin, les dégradations commises par les grévistes nécessitent de nombreuses autres interventions à Aulnay.

"*Tous les extincteurs, dont certains ont été vidés, enlevés, doivent être remplacés*", "*il y a eu beaucoup de dégradations de locaux, des peintures et des graffitis avec des propos tout à fait injurieux et des dessins irrespectueux*", a raconté M. Martin.

"*Il y a du nettoyage à faire en raison des jets d'oeufs*" et "*en matière de sécurité surtout nous devons être sûr que nos installations puissent remarcher*", a-t-il expliqué.

"*Je nie formellement que tout ça est arrivé*", a rétorqué le délégué CGT Jean-Pierre Mercier, interrogé par l'AFP. "*Nous sommes pacifiques, rien ne nous empêche d'aller discuter avec nos collègues d'une autre usine*", a-t-il ajouté: "*Ce sont les mensonges d'une direction aux abois qui veut bloquer les négociations*".

Selon M. Martin, les "*150 grévistes*" sont "*loin de représenter une majorité*" des 3.000 salariés de l'usine d'Aulnay-sous-Bois. Ils font "*régner la terreur, il y a beaucoup de pression (...) jusqu'à des menaces de mort*" contre les non-grévistes et le personnel, dont l'encadrement, "*sont sérieusement chahutés voire bousculés et menacés*", a-t-il ajouté.

"*Je dénonce ce type de pressions et ces méthodes qui sont totalement inacceptables, ce qui s'est passé vendredi matin (à Saint-Ouen, ndlr) ce sont des manières de casseurs!*", s'est-il indigné.

Dans un communiqué commun, les syndicats CFDT, CFTC, CFE-CGC et FO du groupe ont pris leur distance. "*Une très grande majorité des salariés ne se reconnaissent pas dans ce type de méthodes. Nous ne pouvons pas cautionner ces débordements (...) L'accompagnement social en place a le mérite d'exister et (...) les syndicats responsables négocient encore pour essayer de l'améliorer*".

Mardi matin, les syndicats CGT-SUD et CFDT se réunissent en assemblée générale et décideront s'ils poursuivent la grève. La CGT dénonce les "*méthodes inacceptables de la direction qui fait un lock-out et demande qu'il y ait des forces de l'ordre aux abords (des sites PSA) de Poissy et Saint-Ouen*", dit M. Mercier. AFP 21.01

Qu'on se souviennent, après l'annonce du plan de suppression d'emplois et de licenciements, tous les syndicats ont capitulé devant la direction de PSA , seul SUD, syndicat minoritaire, a appelé au retrait de ce plan et à la grève à Aulnay, et encore dans des termes plus ou moins claires, par exemple sans appeler à la grève illimitée jusqu'au retrait de ce plan, avant de se rallier à la CGT qui manoeuvra pour empêcher la généralisation de ce mot d'ordre permettre l'application de ce plan soutenu par le gouvernement.

Aujourd'hui, pour la CFDT, CFTC, CFE-CGC et FO l'usine d'Aulnay est vouée à la fermeture, ils ne feront rien pour l'empêcher, de même que la suppression d'emplois sur d'autres sites en France.

Quant à la CGT et SUD, ils versent dans le gauchisme qui va se retourner contre les travailleurs de PSA opposés à la fermeture de l'usine d'Aulnay qu'ils manipulent honteusement, les isolant un peu plus du reste des travailleurs quand ils ne vont pas se faire matraquer par les CRS. C'est la tactique rodée depuis des lustres des capitulards, des staliniens qui vont rejeter sur les travailleurs la responsabilité de l'application de ce plan et de la répression qui va s'abattre sur eux.

C'est le scénario classique qui se déroule en 4 actes :

1- Capitulation. Capitulation ou refus de lancer un mot d'ordre correct au début d'une bataille en direction des travailleurs, ce qui revient à les diviser ou à empêcher qu'ils se rassemblent contre la direction et imposent l'unité la plus large possible des syndicats, la constitution d'un comité de grève représentant l'ensemble des salariés, conditions à remplir pour avoir une chance de vaincre,

2- Provocation. Une fois la première étape passée et que la mobilisation a faibli ou devient très minoritaire, c'est à ce moment là qu'il recourt à des provocations grossières isolant les éléments les plus déterminés et les montant contre le reste des salariés

qui refusent de s'y associer,

3- Répression. . Ce qui déclenche la répression de la part du régime qui les désignent comme des gauchistes ou des casseurs,

4- Démoralisation et démobilisation. Pour finalement aboutir à la démoralisation et à la démobilisation des travailleurs les plus vindicatifs dont certains en sortiront briser, parfois pour longtemps ou toujours (ce fut le cas de mon père autrefois), quand ils ne se tourneront pas vers l'extrême droite.

5- Le capitalisme est tout puissant. Objectif et conclusion de cette mise en scène : faire en sorte que les travailleurs soient convaincus dans l'avenir qu'il est impossible de vaincre le patronat et qu'il vaut mieux composer avec lui.

C'est la principale fonction des réformistes et des staliniens, des lieutenants de la bourgeoisie qui contrôlent et dirigent les syndicats afin que les capitalistes puissent vaquer tranquillement à leurs affaires, assurer la pérennité du régime.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Erythrée

Des tanks de l'armée érythréenne encerclaient lundi le ministère de l'Information à Asmara, occupé depuis la matinée par au moins une centaine de militaires apparemment mutinés, mais peu de détails filtraient de ce pays des bords de la mer Rouge parmi les plus fermés au monde.

Selon Amanuel Ghirmai, journaliste de la radio indépendante Erena basée à Paris, une centaine de soldats ont pris d'assaut dans la matinée le ministère de l'Information, d'où émettent la totalité des médias publics, les seuls autorisés en Erythrée où la presse indépendante est interdite et les journalistes étrangers persona non grata.

"*Nous allons libérer les prisonniers politiques et les transfuges (ayant tenté de franchir la frontière pour quitter le pays, ndlr). Nous allons faire entrer en vigueur la Constitution*", a-t-on simplement entendu, selon ce journaliste.

La Constitution, adoptée en 1997 et qui prévoyait le multipartisme et des élections, est suspendue depuis le conflit frontalier qui a opposé l'Erythrée à l'Ethiopie entre 1998 et 2000.

Selon ce journaliste de Radio-Erena, disant se baser sur des sources directes dans la capitale érythréenne, tous les occupants du ministère "ont été rassemblés dans une grande pièce".

Plusieurs sources ont affirmé, sans que cela puisse être vérifié, que parmi ceux-ci figurait la fille du président Issaias Afeworki, qui dirige l'Erythrée d'une main de fer depuis son indépendance en 1993, acquise après 30 ans de guerre contre le gouvernement éthiopien.

Les signaux locaux de la télévision d'Etat Eri-TV et des trois radios publiques émettant en Erythrée étaient toujours coupés en fin de journée, a ajouté M. Amanuel. Eri-TV était visible sur internet et diffusait des émissions musicale et culturelle non datées.

Le site d'opposition basé aux Etats-Unis Awate.com, qui disposent de relais en Erythrée, a lui rapporté que les mutins étaient de jeunes soldats, mais que de "*hauts gradés refusaient de prendre des mesures pour mettre fin à la mutinerie*".

L'Erythrée (5,4 millions d'habitants) est classée 177e sur 187 pays dans l'indice de développement humain du Pnud (Programme de l'ONU pour le développement) et considérée par les ONG comme le pire pays en matière de liberté de la presse, derrière la Corée du Nord.

Tous les médias indépendants ont été fermés en 2001, parallèlement à une purge lancée au sein du pouvoir par M. Issaias, après la publication par 15 dignitaires d'une lettre ouverte réclamant des réformes et l'accusant de dérive autocratique. Onze d'entre eux avaient été emprisonnés, les autres réussissant à fuir.

Les partis d'opposition sont interdits et les contestataires emprisonnés sans jugement. La réalité du pouvoir est aux mains de l'armée, essentiellement d'ex-vétérans de la guerre d'indépendance.

Le ministre de l'Information, Ali Abdu, un proche du président érythréen, est porté disparu d'Erythrée depuis fin 2012. Il a fait défection et est réfugié au Canada, selon une source diplomatique. AFP 21.01

Une "*radio indépendante Erena basée à Paris*" et un "*site d'opposition basé aux Etats-Unis Awate.com*" qui seraient bien financés par les Etats français et américain ou des organisations qui sont liées à leurs intérêts...

SOCIAL

France

1- Le patrimoine des ménages français a continué d'augmenter en 2011

Le patrimoine des ménages français a continué d'augmenter en 2011 après un fort rebond en 2010, dépassant son niveau d'avant la crise malgré l'accalmie de la flambée immobilière et un endettement croissant, selon une étude publiée mardi par l'Insee.

Le patrimoine économique national s'est établi à 13.260 milliards d'euros en 2011, soit près de huit fois le produit intérieur net de la France (1.717 milliards d'euros), en augmentation de 5% par rapport à 2010, précise l'Institut national de la statistiques et des études économiques dans un communiqué.

Le patrimoine des ménages français s'est élevé en 2011 à 10.411 milliards d'euros, soit 7,9 fois leur revenu disponible net, détaille l'Insee. Ce patrimoine progresse de 4,1% par rapport à 2010, année au cours de laquelle il avait rebondi de 8,1%, retrouvant son niveau d'avant la crise.

S'il continue d'augmenter, il le fait donc moins vite qu'en 2010.

Composé aux trois quarts d'actifs non-financiers, des biens immobiliers essentiellement, ce patrimoine est en effet le premier affecté par la décélération du prix des terrains (+3,4%) qui étaient à l'origine de la forte hausse de 2010 (+14,3%). Ce ralentissement n'est cependant pas compensé par l'accélération du patrimoine en logements (+9,2%, après +4,5% en 2010), selon l'Insee.

Au total, la différence entre actifs et passifs du patrimoine non financier des ménages croît de 6% en 2011, après +8,9% en 2010.

Le patrimoine financier net des ménages, un quart de leur patrimoine total, baisse légèrement (-0,8% après +5,9% en 2010). L'assurance-vie demeure le premier placement avec un encours évalué à 1.430 milliards d'euros en 2011, qui progresse néanmoins moins vite qu'en 2010 (+1,5% après +7,6%).

Parallèlement, les avoirs des ménages en actions et titres d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) diminuent de 7,6% en raison essentiellement de la l'évolution défavorable des marchés boursiers (l'indice CAC 40 a baissé en 20,8% en 2011). Globalement, les ménages se tournent davantage vers les placements bancaires (+5,8% en 2011 contre +3,3% en 2010). Les ménages privilégient notamment les livrets d'épargne, surtout le Livret A.

Leur passif financier augmente moins vite en 2011, leurs crédits bancaires, destinés pour l'essentiel au financement de leur acquisitions immobilières, progressant en effet de 4,6% (+5,9% en 2010).

La valeur nette des sociétés non financières s'est établie à 2.076 milliards d'euros, en forte progression (+16,3% contre +10,7% en 2010) grâce notamment à un repli du passif financier.

A l'inverse, l'augmentation de la valeur nette des sociétés financières marque le pas (+3,3% après +25% en 2010), en raison d'une importante collecte de dépôts liée aux placements des ménages sur leurs livrets d'épargne. Enfin, le patrimoine des administrations publiques se réduit (-13,2%) après une quasi stagnation en 2010 (-0,8%), à 507 milliards d'euros, soit un tiers du produit intérieur net. Leur passif financier net atteint -1.256 milliards d'euros, une dégradation de 13,2% comparé à 2010. AFP 21.01

2- Grève des inspecteurs du permis de conduire

Les inspecteurs du permis de conduire sont appelés à cesser le travail à partir de ce lundi jusqu'à vendredi, à l'appel des syndicats Snica-FO et SNPTAS-CGT et après l'échec de négociations avec l'administration. Les syndicats prédisent des perturbations «*massives et durables*» dans les auto-écoles, rapporte le site de TF1.

Ils dénoncent «*le désordre*» engendré par la réforme «*bâclée*» du permis de conduire. Ils regrettent notamment les conditions de formation des inspecteurs Selon le syndicat Snica-FO, «*la formation, totalement insuffisante, des personnels en charge des examens n'est pas acceptable*».

Le nouveau permis de conduire est entré partiellement en vigueur samedi avec notamment de nouvelles catégories pour le permis poids-lourds, de nouveaux examens pour le permis moto. 20minutes.fr 21.01

ECONOMIE

UE - Eurogroupe

Le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem a été confirmé à la présidence de l'Eurogroupe, qui rassemble les ministres des Finances de la zone euro, poste où il remplace le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, a annoncé lundi un responsable de la zone euro.

La désignation de Jeroen Dijsselbloem - un économiste de 46 ans, ministre des Finances des Pays-Bas depuis novembre et ardent défenseur de la discipline budgétaire - avait fait l'objet d'un accord informel au dernier sommet de l'Union européenne en décembre.

Mais l'un de ses principaux atouts est sans aucun doute sa nationalité, les Pays-Bas faisant partie du club de plus en plus restreint des pays disposant de la meilleure note de crédit possible. (Le club Bilderberg tout aussi restreint, nom de l'hôtel où eu lieu la première réunion en 1954, situé aux Pays-Bas justement. - Ndlr)

L'Eurogroupe joue un rôle essentiel de coordination entre les 17 pays de la zone euro face à la crise des finances publiques qui fragilise l'ensemble depuis fin 2009.

Son influence devrait encore croître dans les années à venir à mesure que la zone euro progresse vers une plus grande intégration des processus de décision, un contrôle renforcé des budgets et vers une union bancaire. Reuters 21.01

Haut de page

Le 23 janvier

CAUSERIE

Deux sujets de causeries.

1-Die Linke ne fait plus recette. L'illusion aura été de courte durée, tant mieux.

- En 2008, la région de Basse Saxe était le premier Länder de l'Ouest qui avait vu l'élection de conseillers "*Die Linke*" ; avec 7,1 % des voix, le "*parti de gauche*" allemand poursuivait alors son ascension (11 élus). Cinq ans plus tard, dans une période de crise aigüe du capitalisme, "*Die Linke*" fait encore moins recette puisque son score est tombé à 3,1 %, n'ayant plus aucun élu (score inférieur à 5 %). (source : lepcf.fr 21.01)

Le Front de gauche ne fait pas recette, normal il ne propose aucune perspective politique sérieuse et cohérente, pire, il est adossé à l'UE, la BCE, l'euro, l'ONU, l'Otan, tout ce qu'on aime et admire forcément, l'avenir quoi, non, pardon, le triste passé, le vieux monde, il le revendique, on leur laisse volontiers.

2- La spéculation sur les denrées alimentaires devrait reprendre de plus belle.

Extraits commentés de l'article mis en ligne hier soir : *Et si l'annonce de la fin de l'euro cachait un autre objectif ?* (Liesi) (19.01.13) L'auteur de cet article, Pascal Roussel, est analyste au sein du Département des Risques Financiers de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

- "*Les banques centrales aident l'économie en tentant de réguler les taux d'intérêts et de changes et en fournissant des « liquidités ». Avec les banques commerciales, elles permettent l'existence de monnaies adossées à des dettes, ce qui représente l'aboutissement le plus moderne de l'évolution de la finance.*"

Ce qui se passe en réalité, c'est que les banques centrales prêtent à un taux zéro ou proche de zéro aux banques commerciales, qui ensuite prêtent cet argent bon marché (sic!), gratuit en fait, à l'Etat, aux entreprises, aux particuliers à un taux supérieur et ainsi réalisent des profits immenses sans rien produire ni débourser un centime, autrement dit cet argent mis à la disposition des banquiers par les banques centrales à pour seule vocation de les enrichir toujours plus.

S'agissant de l'Etat, il s'agit d'un pillage des deniers publics qui permet au passage d'accroître leurs dettes et ainsi de suite, quant aux entreprises ou aux particuliers, cela ne change pas grand chose, à ceci près que les banques se mettent encore plus d'argent dans la poche qu'autrefois, puisque si auparavant elles pouvaient percevoir de l'argent de la Banque de France à un taux réduit ou relativement favorable, maintenant c'est gratuit, tous les prêts qu'elles accorderont au-dessus de 0 ou 1% leur rapportera automatiquement de l'argent ou tout l'argent qu'elles encaisseront viendra grossir la cassette des banquiers ou des riches actionnaires, déduction faite de l'argent qu'elles rembourseront à la banque centrale.

Donc, ce changement n'est pas anodin ou sans conséquence pour les banquiers. La BCE (et l'euro) a été créée pour permettre aux banquiers de s'enchirir encore davantage.

Quant aux échanges de banque à banque, c'est simple, ils donnent libre cours à des magouilles tout à fait légales qui ne sont pas sans rappeler la pyramide de Pozzy avec les conséquences que l'on sait quand un des créanciers vient à faire défaut, c'est l'ensemble de la pyramide qui s'effondre conduisant tous les acteurs à la banqueroute

J'ai également relevé dans cet article le passage suivant qui découle de ce qui vient d'être dit et que l'auteur explique en détail très simplement :

- "*La faillite de plusieurs grandes banques entraînera inévitablement la désintégration de toute la sphère financière au niveau mondial. C'est cela l'enjeu principal qui motive réellement les grandes banques centrales à sauvegarder prioritairement les banques.*"

Ensuite, ils rappellent qu'en réalité les banques centrales ne sont pas des banques publiques ou appartenant aux Etats, mais des banques privées dont les actionnaires sont les banques commerciales.

Qu'est-ce que cela signifie quand on retourne au sujet précedent ? Que les grandes banques commerciales passent par la banque centrale, donc eux-mêmes quelque part, pour créer de l'argent qu'elles se prêtent ensuite gratuitement, car ne pouvant pas créer cet argent directement ou autrement que par la dette en ouvrant une ligne de crédit à un client, argent qui leur servira ensuite à toutes sortes de transactions, pour éventuellement équilibrer leur bilan ou plus sûrement encore spéculer sur les marchés pour augmenter leur profit. C'est le casino à guichet ouvert de la Fed et de la BCE.

- "*C'est pourquoi, pour de nombreux analystes, les seules entités capables de « sauver » les banques sont les banques centrales. Et ces mêmes analystes rappellent que c'est d'ailleurs leur rôle historique, les banques centrales sont au service de leurs actionnaires qui sont in fine, les banques commerciales.*

C'est pour cela que l'on lit souvent que la BCE va inévitablement racheter de la dette en créant l'argent pour payer, autrement dit elle va monétiser."

C'est ce qu'on vient d'expliquer brièvement, précisant qu'en cas d'insolbavilité des clients des banques, c'est la BCE qui rachètent leurs dettes pour qu'elles ne fassent pas faillite. Si on allait plus loin, ensuite la BCE met au point différents mécanismes conduisant les Etats à régler ces dettes, que les Etats font payer aux contribuables, ainsi la boucle est bouclée, les banques sont sauvées et les pigeons plumés, c'est-à-dire nous !

Après on nous explique que la BCE va à nouveau racheter de la dette souveraine qui procurera d'énormes masses de liquidité aux institutions financières (dont les banques), qui ne voulant pas l'investir dans l'économie productive car trop risquée ou peu rentable ou qui refuseront de prêter de l'argent à des clients susceptibles de devenir insolvables, cet argent va servir à spéculer sur les produits qui s'écoulent le mieux sur le marché ou dont la consommation est garantie : les produits alimentaires entraînant la flambée des prix.

- "*On peut inévitablement s'attendre à une flambée des prix de la nourriture avec des conséquences dramatiques.*"

3- Infos en vrac

Il y a peu je vous avais conseillé un portail économique, *la-chronique-agora.com*, ce n'était pas une erreur, mais depuis ils n'ont produit que des articles insignifiants !

Quant à *Liesi*, si vous vous y connectez sur ce site, attention, il y a vraiment à boire et à manger dans ce portail dont on se demande s'ils ne sont pas monarchistes, catholiques intégristes, d'extrême droite sans l'assumer, des adeptes aveugles de la

théorie du complot... Il m'arrive souvent de reproduire des extraits de leurs articles en effaçant certains passages inutiles et insupportables.

Le gouvernement indien vient d'annoncer une hausse des tarifs ferroviaires de 20%. Je n'ai jamais pris le train en Inde et en 18 ans j'ai dû prendre le bus une dizaine de fois seulement, je ne me déplace qu'en moto, très rarement en voiture et je ne m'écarte jamais de Pondichéry, je ne suis pas un touriste.

Une dernière chose.

J'avais oublié de télécharger dans le serveur les deux articles suivants :

- *Le Mali en miettes. À qui le tour?* du 14 janvier 2013
- *Michel Barnier, "Il faut un contrat social européen"* du 3 janvier 2013

J'ai laissé de côté quelques infos en bref que j'ajouterai demain. Je me suis relu rapidement et j'ai corrigé quelques fautes au passage.

Il est 17h10, je bosse depuis 9h ce matin avec une pause de 30 minutes à 14h, je dois prendre ma douche et sortir mon chien avant la nuit, donc j'arrête là.

ACTUALITE EN TITRES

Non, guerre POUR la finance !

- Guerre à la finance: le bilan de Hollande, un an après Le Bourget - L'Expansion.com

- La fraude fiscale coûterait 80 milliards d'euros par an à l'Etat - L'Expansion.com

30 miliards d'euros de plus que la charge de la dette de l'Etat. Et alors, si cela peut justifier la politique d'austérité du gouvernement, pourquoi faudrait-il s'y attaquer ?

Et le pire est à venir

- Un Français sur deux pense qu'il vit moins bien que ses parents - L'Express.fr

Propagande. Parole d'assassins

- La Syrie détruite par son propre peuple, selon l'Onu - Reuters

- L'Onu inquiète du sort des réfugiés palestiniens fuyant la Syrie - Reuters

Mais l'Onu s'en tape royalement quand l'Etat sioniste massacre les Palestiniens, on comprend...

On comprend que Mélenchon et d'autres s'en remettent à l'ONU, à se demander dans quel camp ils combattent réellement, non ?

Dure réalité pour les ennemis du peuple syrien

- Affrontements meurtriers entre Kurdes et rebelles syriens - Reuters

Eh oui, tout comme les réfugiés palestiniens, les Kurdes et l'immense masse du peuple syrien combat pour l'intégrité de la Syrie contre ceux qui oeuvrent à sa dislocation !

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Ne pas poursuivre les véritables commanditaires. A qui a profité le crime ? Les vrais coupables.

- L'ex-chef de «l'Insee» grec poursuivi - Liberation.fr

On nous dit très sérieusement :

- "*Avoir gonflé le déficit grec de 2009 de 15,4 % du PIB contre 13,6 % auparavant. Une exagération qui aurait enfoncé le pays dans la crise de la dette, puisque elle aurait légitimé le recours à l'aide financière de l'UE et du FMI, en contrepartie d'une rigoureuse cure d'austérité, toujours en vigueur.*"

Au moins cela aura servi à quelque chose ! Etait-ce par hasard pour la bonne cause ? Sans rire, on apprend que :

- "*Andreas Georgiou, président des services statistiques, était et ex-statisticien du FMI.*"

Tout s'explique, il a continué de travailler pour son ex-employeur, le cartel des banquiers de la Fed notamment puisque ce sont eux qui ont créé le FMI. La suite est cocasse, sauf pour le peuple grec qui paie l'addition :

- "*Il avait été chargé par le gouvernement socialiste de l'époque de recrédibiliser Elstat, les services statistiques grecs, accusés d'avoir contribué au maquillage des comptes grecs sous le gouvernement précédent, mais dans l'autre sens, en profitant de l'absence de vigilance de l'agence européenne Eurostat.*"

Et aujourd'hui il est poursuivi, alors que c'est le "*gouvernement précédent*" qui est de nouveau en place auquel participe le Pasok. Ce qui signifie et chacun l'aura compris, que finalement la Nouvelle Démocratie et le Pasok étaient complices, les gouvernements passent et les gangsters à la solde de l'oligarchie financière demeurent, il en ira ainsi aussi longtemps que le prolétariat grec n'aura pas renversé les institutions en place et pris le pouvoir.

Il a raison, UMP ou PS, c'est du pareil au même !

Bernard Kouchner ancien ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy, a voté pour François Hollande à l'élection présidentielle de 2012 "*sans aucun état d'âme*", a-t-il déclaré mardi sur RMC/BFMTV.

L'ancien membre du Parti socialiste (exclu en 2007) a répondu "*oui*", "*sans aucun état d'âme*", comme on lui demandait s'il avait voté pour le candidat socialiste.

"*Moi, j'ai clairement, toujours, été un homme de gauche. Voilà, je n'ai jamais voté à droite, je ne vais pas commencer maintenant*", a-t-il ajouté. AFP 22.01

Qui s'en souvient encore ? Ceux qui y ont cru, intérêt individuel ou corporatiste oblige. On ne les plaindra pas. En attendant, certainement pas les intéressés eux-mêmes.

C'était il y a un an tout pile. Le 22 janvier 2012, François Hollande passait son premier grand oral de campagne au Bourget, et déclarait la guerre à la finance. Depuis, l'ennemi n°1 du président de la République française se porte à merveille: la grande réforme bancaire tant attendue est restée cosmétique, la réglementation Bâle 3 a été édulcorée, et le shadow banking - la finance de l'ombre- n'a même pas été inquiété...

Qu'ont fait François Hollande et son nouveau gouvernement pour lutter contre les dérives de la finance "sans visage"? Son bilan est mis en doute par beaucoup.

Ce qu'il a fait sur le papier. Le 19 décembre dernier, le ministre de l'économie, Pierre Moscovici a fièrement présenté son projet de loi de "*séparation et de régulation des activités bancaires*", qui prévoit de cantonner dans une filiale les activités spéculatives. Mais les concessions accordées aux banquiers sont d'une telle ampleur que cela vaut à peine plus qu'un grand coup d'épée dans l'eau...

Une séparation bancaire a minima

Concrètement, les analystes estiment qu'entre 0,5 et 5% seulement des activités devraient être concernées par la filialisation, ce qui rendrait la réforme bien moins ambitieuse que les projets américain Volcker, et britannique Vickers. C'est aussi très en deçà des recommandations du rapport européen Liikanen, dont Bercy dit pourtant s'être largement inspiré. La grande explication réside dans le fait que les activités de tenue de marché (market making) ont été exclues de la filiale, à la demande des banquiers, et au motif qu'elles étaient utiles à l'économie. Et ce malgré leur caractère potentiellement hautement spéculatif.

Paris a aussi beau jeu de rappeler que la France est le premier pays européen à mettre en place une telle réforme, et qu'à ce titre elle doit être félicitée. "*Le risque c'est qu'au lieu de donner une impulsion, cette réforme conditionne les autres Etats à faire aussi peu et aussi mal*", soupire pourtant Jean-Paul Pollin, économiste, professeur à l'Université d'Orléans.

Comme leurs prédécesseurs, François Hollande et son gouvernement auront donc été séduits par l'argumentaire des financiers. Qui, il faut bien le dire, le leur rendent bien, puisque la France n'a jamais emprunté à des taux si bas!

Bâle 3 édulcoré

Début janvier, la réglementation Bâle 3 a été édulcorée face aux avertissements des banques affirmant qu'elle les obligerait à réduire leurs prêts aux entreprises et aux particuliers. Le calendrier d'application a été étalé jusqu'en 2019 au lieu de 2015, tandis que les actifs pris en compte pour calculer le ratio de liquidité ont été élargis à des titres pas forcément les mieux notés par les agences. Les banques françaises qui risquaient d'être les plus touchées par ces ratios (elles ont été très affectées par la crise de liquidité à l'été 2011) pourraient bien ne pas être étrangères à ce nouveau consensus.

"*Tant qu'il existera autant de compromission entre la haute administration et les banques, on voit mal comment les choses pourraient évoluer positivement*", déplore ainsi Jean-Paul Pollin. Et de citer en exemples plusieurs personnalités du monde bancaire, Jean-François Pons (le chef de file du lobby bancaire à Bruxelles), Jean Lemierre (conseiller à la présidence de la BNP), ou encore Xavier Musca (le nouveau patron du Crédit Agricole), toutes passées par le Trésor... lexpress.fr 22.01

Tous les intervenants dans cet article voudraient nous faire croire qu'ils déplorent la dictature de l'oligarchie financière, alors qu'en réalité ils passent leur temps à servir ses intérêts, et à mon avis ils ne doivent pas vraiment avoir à s'en plaindre...

Lui, il est assi sur le porte-bagages! A moins que Merkel soit assise sur le cadre et Mélenchon pédale aussi.

Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche, estime que la chancelière allemande Angela Merkel "*tient le guidon*" et "*Hollande pédale*" dans une interview au journal Métro à paraître mercredi, lendemain de la célébration du 50e anniversaire du traité de l'Elysée.

Sur ce "*divorce consommé avec le PS*", le porte-parole du Front de gauche (Parti de gauche-PCF) reconnaît que "*c'est effectivement une situation très complexe*" pour les accords locaux aux municipales.

"*C'est effectivement une situation très complexe pour nous. Nous ferons en sorte que rien de ce que nous faisons ou allons faire ne facilite le travail de la droite, et, pire, de l'extrême droite. Pour autant, il ne faut pas que ce point devienne un argument de chantage*", déclare M. Mélenchon. AFP 22.01

Comment soutenir le gouvernement en tenant un discours qui porte à croire qu'il s'y oppose, pas facile, pour rien au monde on l'envierait.

Et quand il affirme "*Nous ferons en sorte que rien de ce que nous faisons ou allons faire ne facilite le travail de la droite, et, pire, de l'extrême droite.* ", ne citant pas le PS, il faut traduire qu'au contraire il lui facilitera la tâche, merci, on s'en était déjà aperçu.

Renault. Chantage à l'emploi totalement inacceptable. FO a déjà capitulé. Les autres syndicats suivront.

Renault s'est engagé mardi à affecter en 2016 à ses usines françaises la production de 80.000 véhicules supplémentaires par an de ses partenaires si les syndicats signaient l'accord de compétitivité qu'il leur propose.

Les syndicats ont déclaré pour leur part que le directeur des ressources humaines pour la France avait menacé de fermer deux sites en cas d'échec des négociations, ce que Renault a contesté.

Le groupe a engagé à l'automne dernier des négociations avec les syndicats afin de rapprocher la compétitivité de ses sites français de celle de ses usines espagnoles. Dès le début du processus, il a prévenu qu'il n'y avait pas d'autre moyen de pérenniser l'avenir des sites français dans le contexte de crise structurelle du marché automobile européen.

Renault a annoncé mardi son intention de geler les salaires en 2013 et de limiter les hausses à 0,5% en 2014 et à 0,75% en 2015. En 2012, les salaires avaient augmenté en moyenne de 3%.

Au cours des séances précédentes, la direction a annoncé plusieurs autres projets: généraliser la mobilité intersites afin de faire face aux aléas de la demande, allonger de 6,5% en moyenne le temps de travail de ses usines et supprimer 8.200 emplois -7.500 si l'on tient compte des embauches prévues- en quatre ans, essentiellement via des départs naturels.

"*Ce qui est nouveau, c'est qu'on est maintenant dans le donnant-donnant*", a déclaré Laurent Smolnik, représentant Force ouvrière chez Renault. "*Jusqu'à présent, on ne faisait qu'égrener les concessions demandées aux salariés. On a maintenant un chiffre sur les contreparties de Renault avec la promesse de volumes supplémentaires.*"

Selon lui, le constructeur a également évoqué la production en France de 100.000 véhicules supplémentaires par an à l'horizon 2016 correspondant au renouvellement de la gamme Renault en cours et au potentiel de reprise du marché européen.

Direction et syndicats se retrouveront dès mardi prochain. Renault compte parvenir à un accord d'ici la fin du mois ou au début de février. Reuters 22.01

Laurent Smolnik, représentant Force ouvrière chez Renault, est un représentant patronal et rien d'autre, si je travaillais chez Renault je mènerais campagne pour qu'on le chasse de l'usine.

Car en déclarant que travailleurs et actionnaires de Renault seraient dans une relation "*donnant-donnant*", cela signifie qu'il accepte, légimite le chantage du patronat qui se décline ainsi : le gel des salaires en 2013, la hausse de salaires limitée à 0,5% en 2014 et à 0,75% en 2015, la "*mobilité intersites*" généralisée, le temps de travail allongé de 6,5% en moyenne, la suppression de 8.200 emplois, les conditions retenues ou plutôt imposées avec la bénédiction de certains syndicats dont FO par la direction pour garantir qu'elle ne procèdera à aucune fermeture d'usines, ajoutons temporairement.

Je vais vous parler franchement, je vais employer le discours que je tiendrais devant vous si nous discutions ensemble de vive voix, attention, il risque de choquer les âmes sensibles qui ont adopté la conception de la lutte de classe des réformistes bourgeois, des staliniens et des trotskistes petits-bourgeois.

Il fut une époque où une telle annonce aurait déclenché une réaction immédiate des syndicats qui aurait déboulé dans les ateliers, les ouvriers stoppant les machines et débrayant sur le champ pour se réunir en assemblée générale et décider comment ils allaient organiser la résistance pour obtenir le retrait de ces mesures inacceptables. Gare à ceux qui n'auraient pas suivi le mouvement, car comme me l'avait dit mon pote Grapard quand j'étais en apprentissage (mécanique) dans un garage Renault (Courbevoie), parfois il arrive qu'il y en a qui se trompent de camp, alors tu vois voler un marteau dans l'atelier ou ça castagne, histoire de les convaincre, les baveux, les jaunes et les gonzesses qui pissent dans leurs froques devant le patron ou le chef on n'aime pas ça chez nous, et quand il y en a un qui a un emmerde, on est tous solidaire, tu piges, tu es prévenu, bienvenu dans le monde ouvrier. Je n'ai rien oublié de cette expérience.

Les mineurs, les ouvriers de la sidérurgie, de la métallurgie, etc. tous les ouvriers qui travaillaient en usine suivaient leur syndicat (ouvrier), il n'en existait qu'un, la CGT, il suffisait que le délégué syndical se ramène devant l'usine et prenne la parole pour que tous les ouvriers s'arrêtent pour l'écouter, tous prenaient les tracts qui étaient distribués, des meetings improvisés se déroulaient à l'entrée des usines, en réalité de véritables assemblée générale, il n'était pas rare que soit décidée là la grève, pas la grève misérable ou bidon à laquelle on assiste aujourd'hui, la grève, la grève tout court bordel qui signifiait illimitée jusqu'à satisfaction, et gare à ceux qui ne voulaient pas la suivre.

Il faut préciser qu'immédiatement la solidarité s'organisait entre les ouvriers grévistes pour que ceux d'entre eux qui avaient des difficultés financières en soient soulagés, la solidarité était totale, rien à voir avec les "*caisses noires*" de merde des syndicats de nos jours. Les ouvriers ne craignaient pas la répression ou les mesures coercisives qui pouvaient leur tomber dessus par la suite, leurs revendications étaient légitimes, ils se battaient pour les faire aboutir un point c'est tout et advienne que pourra.

Ils étaient fiers de se battre pour améliorer leur sort et celui de leurs familles aussi, eux qui la plupart du temps étaient contraints de courber l'échine comme des esclaves devant les patrons de droit divin, humiliés, méprisés pour avoir commis le péché impardonnable d'appartenir à la classe des exploités, des faibles que leurs maîtres considèraient comme des gueux, de vulgaires voleurs qui osaient réclamer un salaire en échange du travail qu'ils leur avaient fourni si généreusement, pire, des ouvriers qui prétendaient qu'il était insuffisant pour assumer leur vie de débauche et entrenir une marmaille crasseuse et coûteuse...

Effectivement, ils leur arrivaient de relever la tête et ils n'hésitaient pas à affronter la férocité de leurs patrons, de leur police ou leur armée appelée en renfort pour mater leur rébellion légitime contre l'exploitation forcenée dont ils étaient victimes.

Où sont passés de tels syndicats, de tels syndicalistes, de tels militants ? Pour ne jamais lire nulle part dans la littérature des syndicats et des partis ouvriers un tel discours, faut-il en conclure qu'ils sont tous corrompus par le capital, embourgeoisés au point d'être devenus étrangers à la classe ouvrière, qu'ils se sont tous défroqués devant les patrons et leur Etat, gangrenés au-delà du niveau où ils sont tous irrécupérables, déjà mort politiquement pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, incapables de défendre notre cause, de représenter le socialisme ? Vous pouvez en penser ce que vous voudrez, j'en ai malheureusement la conviction, ils en font la preuve quotidiennement. Dans le cas contraire, qu'ils le démontrent.

La suite une autre fois, car je n'ai pas terminé.

En guise d'épilogue.

Rappel. Au début des années 80, j'étais délégué syndical FO dans une entreprise japonaise, chez U-Bix (Konica copieur) à Nanterre (92). Suite à la décision de la direction de bloquer ou plutôt de réduire l'augmentation de salaire générale suivant en cela la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy, j'ai organisé une grève qui s'est soldée au bout de 3,5 jours par la satisfaction de la totalité de nos revendications, jours de grève et tickets restaurant inclus s'il vous plaît.

Il y avait dans cette entreprise environ 400 salariés répartis sur 17 sites (siège sociale et agences) à travers toute la France. Il y avait un syndicat CGC et votre serviteur qui avait repris le mandat de délégué syndical FO demeuré vacant. J'étais le seul syndiqué FO de toute l'entreprise. J'ai présenté des listes aux élections du Comité d'entreprise et des délégués du personnel et nous avions raflé la quasi totalité des sièges du collège employé et dans la même proportion les différents mandats.

Je m'employais à assumer mon mandat syndical avec la même application que je n'anime ce site Internet. Tous les jours je rencontrais des employés et cadres ou on me téléphonait des différentes agences. J'écoutais attentivement ce qu'ils me disaient et en retour ils m'écoutaient. Très rapidement ils ont compris qu'ils n'avaient pas affaire à un charlot ou un délégué syndical vendu ou patronal. Du coup des relations de confiance se sont établies entre nous, réciproquement.

Quand la direction décida pour la première fois de ne pas alligner la hausse générale des salaires sur l'inflation, je les ai consultés, je leur ai demandé ce qu'ils en pensaient en mettant en avant l'idée d'une grève, il faut préciser qu'il n'y avait jamais eu de grève auparavant dans cette entreprise.

Rapidement j'ai compris qu'ils étaient décidés à en découdre. J'ai analysé la situation et je leur ai tenu le discours suivant : si on part en grève, ce sera une grève illimitée, elle ne s'arrêtera que lorsque nous aurons obtenu satisfaction, ensuite, pas question de caner en cours de route, tous ceux qui s'y engagent devront aller jusqu'au bout, la décision de poursuivre ou non la grève sera prise à main levée en assemblée générale au siège social, si vous êtes d'accord sur l'ensemble de ces conditions, je suis prêt à l'organiser. Il faut préciser qu'il y a avait un peu plus du quart des salariés qui travaillaient au siège social, auxquels s'ajoutaient le personnel des quatres agences parisiennes, plus les techniciens en stage venant de toute la France, soit environ la moitié du personnel de l'entreprise.

La grève s'est déroulée exactement dans les conditions que je viens d'évoquer, l'entreprise était à l'arrêt, plus de 90% de grévistes, y compris l'encadrement et 16 agences sur 17, tous les jours j'étais en relation avec elles par téléphones ou par fax, des grévistes m'ont aidé aussi. Notre grève fut exemplaire, les travailleurs de cette entreprise japonaise eurent un comportement exemplaire.

Les capitulards rétorqueront que la situation était différente, patati patata...

Vous avez déjà travaillé dans une entreprise japonaise, non, vous connaissez la mentalité des patrons japonais ; vous en avez entendu parler, ce n'est pas vraiment ce qu'il y a de plus commode à manier ou à affronter ; réussir à mettre en grève 16 agences sur 17 pour seulement 2,5% supplémentaire à ce que la direction proposait, ce n'est pas évident non plus, chez PSA ceux d'Aulnay sont incapables d'entraîner ceux de Poissy ou Saint-Ouen situés juste à côté ; rappelons que j'étais le SEUL syndiqué, que la quasi-totalité des salariés de chez U-BIX n'avaient jamais participé à une grève de leur vie, de mon côté, c'était la première fois que je me syndiquais et mon premier (et seul) mandat de délégué syndical, je n'avais donc aucune expérience du syndicalisme et je doit préciser que personne ne m'a aidé de l'extérieur, que ce soit la direction de FO ou de l'OCI (devenu POI-CCI), personne ne s'est déplacé sur le lieu de la grève.

Donc quand vous réunissez tous ces éléments, vous ne pouvez pas prétendre ensuite que c'était plus facile de mener un tel combat qu'aujourd'hui ou je ne sais pas quand, c'est des conneries de poules mouillées ou de lâches. Cette grève m'a coûté ce qu'on appelle ma carrière professionnelle car j'ai dû démissions 3 ans plus tard et à briser mon couple après coup.

Vous comprenez peut-être mieux pourquoi je ne peux pas supporter un seul instant les discours et le comportement des délégués syndicaux de PSA et Renault, si je les avais en face de moi, je crois bien qu'un marteau traverserait l'atelier... A l'opposé de ces agents du capital, j'ai la même conception du syndicalisme et de la lutte de classe que les mineurs et les syndicalistes d'Afrique du Sud qui se sont mis en grève récemment au péril de leurs vies.

Ce sont eux qui ont renoué courageusement avec le combat du mouvement ouvrier révolutionnaire de la fin du début du XIXe et du début du XXe siècle en Europe, ce sont eux seuls qui l'incarnent aujourd'hui et ils peuvent en être fiers, et honte aux syndicalistes en France et en Europe qui l'ont abandonné au profit de leur misérable mode de vie de petits-bourgeois pour en avoir finalement adopté le mode de pensée, l'idéologie.

Quand j'ai organisé cette grève, avec tous mes mandats je ne bossais plus qu'une semaine sur quatre, j'avais un bon salaire de technicien sur 14 mois, un emploi garantie à vie si je le voulais, plus d'autres avantages, une bagnole de fonction, etc. avec ma compagne logée à la même enseigne nous vivions confortablement, nous économisions des dizaines de milliers de francs par

an et on ne se privait pas, nous avions le niveau de vie des couches moyennes qui faisait de nous des petits-bourgeois, c'était donc facile, tendant de se dire: pourquoi prendre le risque de tout compromettre, adoptons ce mode de pensée, faisons du syndicalisme à la petite semaine ou d'accompagnement et laissons-nous vivre tranquillement, notre bonne conscience sera sauve, en plus cela me vaudra une promotion, ma carrière et ma retraite est assurée.

Désolé, je ne mange pas de ce pain-là, je le laisse aux renégats du socialisme et du marxisme, du léninisme, qui osent encore se prétendre socialistes, communistes ou trotskistes. La pire calomnie que vous pourriez m'adresser serait de dire que je leur ressemble.

Un dernier sur la grève que j'avais organisé. A un moment donné la direction que je côtoyais tous les jours me demanda une concession, assurer un service technique (SAV) minimum auprès des gros clients de l'entreprise.

J'ai consulté les techniciens. Je me suis dit qu'il était inutile de se mettre à dos l'encadrement qui suivait cette grève à plus de 90%, et que détacher une poignée de techniciens pour assurer ce service ne remettrait pas en cause notre détermination. Les techniciens partagèrent mon avis et nous répondîmes favorablement à la demande de la direction, sur le champ car il y avait urgence, l'ensemble du personnel en fut informé évidemment.

Contrairement aux délégués syndicaux vendus de PSA et Renault ou encore des différents syndicats qui ont participé à la mauvaise farce qui a abouti à l'accord patronal du 11 janvier, j'ai fait une concession à la marge, et je n'ai pas reculé d'un millimètre sur nos revendications pour mener notre combat jusqu'au bout.

Sans vouloir me vanter ou me prendre pour ce que je ne suis pas, vous ne pensez pas que le syndicalisme et le mouvement ouvrier aurait besoin de militants qui tiennent ce genre de discours, qui adoptent le même comportement que j'ai décrit plus haut ? Ah pour sûr cela changerait la donne, l'espoir renaîtrait parmi les militants et les travailleurs qu'il existe vraiment une issue politique et que l'on peut vaincre le capitalisme, prendre le pouvoir politique...

Causez-en deux mots à vos dirigeants pour voir leur réaction vous ne serez pas déçu. Voyez ce qu'ils ont dans le ventre, à mon avis c'est préférable à regarder ce qu'ils ont dans le cerveau, parfois des têtes trop pleines bien mal faites, incapables d'assimiler de nouvelles expériences, d'en tirer des enseignements, bref, de penser, c'est la raison pour laquelle on prétend qu'ils sont sclérosés, à tort ou à raison, je vous laisse libre d'en juger par vous-même.

En Allemagne, le syndicalisme est aussi dégénéré, dans toute l'Europe en réalité.

Le président du conseil de surveillance d'Opel, Steve Girsky, a menacé mardi de fermer l'usine de Bochum dès le 1er janvier 2015, soit plus tôt que prévu, si un accord sur le plan de redressement du constructeur allemand n'était pas trouvé en février avec le personnel.

"*Si nous ne parvenons pas à un accord dans les négociations, nous allons logiquement nous en tenir au plan existant de garantie des usines. Ce contrat court cependant jusqu'à fin 2014*", ce qui veut dire que l'usine de Bochum (nord-ouest) pourrait fermer "*dès le 1er janvier 2015*", a déclaré M. Girsky dans une lettre au personnel rendue publique.

En décembre, Opel avait annoncé vouloir mettre un terme à la production de voitures sur ce site après 2016. Cette date butoir dépend toutefois de la signature d'un accord avec les partenaires sociaux sur un plan d'avenir pour aider le groupe à renouer durablement avec les bénéfices.

Or, les négociations sur ce plan d'avenir, qui ont repris mardi à Bochum, traînent en longueur depuis juin.

"*Nous devons trouver des solutions pour devenir plus flexibles, réduire la bureaucratie et les coûts dans tous les sites allemands et toutes les unités de l'entreprise. GM (General Motors, le propriétaire américain d'Opel, ndlr) est prêt à soutenir financièrement Opel du moment que nous nous restructurons en Allemagne pour redevenir compétitifs et rentables*", a-t-il ajouté.

En réponse à M. Girsky, le comité d'entreprise d'Opel et le syndicat IG Metall ont à leur tour rédigé un message destiné aux salariés, dans lequel ils jugent que "*la menace de cesser toute production à Bochum début 2015 est inacceptable*".

"*Nous aussi, nous voulons un accord rapidement mais pas à n'importe quel prix*", écrivent-ils.

"*La lenteur des négociations ne tient pas à une position de blocage de la part des salariés mais au fait que la direction n'a pas été en mesure, pendant plusieurs mois, de présenter des garanties et des plans d'avenir substantiels pour Opel et pour les employés*", estiment les représentants du personnel.

Les négociations portent sur l'exclusion jusqu'à fin 2016 -contre 2014 aujourd'hui- de tout licenciement économique ou de

fermeture d'usine en Allemagne, en échange du report d'une hausse des salaires.

IG Metall et le comité d'entreprise d'Opel refusent d'accepter durablement des salaires inférieurs à ceux pratiqués dans la branche de la métallurgie, qui comprend les constructeurs automobiles. "*Les problèmes d'Opel ne sont pas causés par des coûts salariaux et ne peuvent pas être résolus à travers eux*", estiment-ils. AFP 22.01

Tout est dit dans cette phrase : "*La lenteur des négociations ne tient pas à une position de blocage de la part des salariés*", traduisez : pour qu'un accord intervienne entre la direction et le syndicat IG Metall sur la base des propositions formulées par la direction et sur laquelle elle a déjà indiqué qu'elle ne reviendrait pas. Comme le 11 janvier en France, quoi. Chez PSA Mulhouse ou ailleurs encore.

Le patronat va réussir à abaisser le coût du travail avec la collaboration des syndicats, ce qui permettra aux actionnaires d'empocher davantage de profits pendant qulques années, puis plus tard, s'il estimait que cela ne suffisait pas encore, il remettrait le couvert, jusqu'au jour où après avoir épuisé toutes les possibilités pour extorquer le maximum de plus-value aux travailleurs il s'avérait que la limite était atteinte, il fermera l'usine purement et simplement jetant des milliers à la rue.

Voilà la perspective, l'objectif que les syndicats acceptent. Comme chez Continental ou ailleurs. Question : Sommes-nous encore en présence de syndicats ouvriers ou ont-ils changé de nature ? D'après vous ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- Suppression de 53 emplois chez l'équipementier automobile MPAP.

L'équipementier automobile MPAP, filiale du groupe Trèves et fournisseur notamment de PSA, prévoit la suppression de 53 emplois sur 160 dans son usine de Ploërmel (Morbihan) en raison de la contraction du marché automobile. "La production de l'industrie automobile est en forte baisse et, malheureusement, on n'entrevoit pas de redressement à moyen terme", a indiqué à l'AFP une porte-parole du groupe, Christine Baudelaire.

La procédure d'information-consultation doit débuter demain lors d'un comité d'entreprise du site breton. Ce projet de plan social intervient après deux précédentes vagues de licenciements qui ont divisé les effectifs de l'usine par deux depuis 2008. Le site MPAP, spécialisé dans la plasturgie et les textiles pour habitacles automobiles, fournit notamment l'usine PSA de Rennes La Janais, où 1400 suppressions de postes sont prévues en raison de la baisse d'activité.

Le projet de plan social à Ploërmel s'ajoute à une procédure engagée au printemps dans une autre filiale de Trèves, Trevest, basé à Etupes (Doubs), où 85 emplois sur 260 sont menacés. AFP 22.01

1.1- 5 000 restaurants ont fait faillite en 2012

Le nombre de défaillances de restaurants, qui a augmenté de 6% sur un an à fin septembre 2012, pourrait atteindre le niveau record de 5000 sur l'ensemble de l'année, prévoit Xerfi. AFP 22.01

2- Grande-Bretagne

Le Financial Times prévoit de supprimer environ 25 emplois dans le cadre d'un plan de restrucrutation pour réduire les coûts et se concentrer sur ses services numériques. Reuters 22.01

Le ministère britannique de la Défense a confirmé mardi la suppression de 5.300 emplois dans l'armée, en application du programme de réductions d'effectifs annoncé par le gouvernement.

Cette "*troisième tranche du programme concernera jusqu'à 5.300 membres de l'armée*", a indiqué le secrétaire d'Etat à la Défense Mark Francois dans un communiqué.

L'armée régulière doit voir ses effectifs passer de 102.000 à 82.000 personnes d'ici 2020, tandis que le nombre de réservistes doit doubler pour atteindre 30.000 hommes et femmes.

Les coupes entraînant ces réductions d'effectifs avaient été décidées en 2010, dans le cadre de la "*Révision stratégique de la défense et de la sécurité*" (SDSR).

L'annonce de mardi, qui ne touche que l'armée de terre, est la troisième vague de suppressions d'emplois dans les forces armées britanniques.

Quelque 6.620 postes au total ont déjà été supprimés dans la Marine, l'armée de terre et la Royal Air Force, en septembre 2011 et en juin 2012, dans le cadre de départs en majorité volontaires.

Le ministère de la Défense a indiqué qu'il y aurait sans doute une nouvelle vague concernant notamment le personnel militaire médical.

Au terme de ce régime d'amaigrissement draconien mis en place dans le cadre de la politique gouvernementale de réduction des dépenses publiques, les effectifs des forces armées britanniques seront au plus bas depuis le début du 19e siècle. AFP 22.01

Gageons qu'ils seront remplacés par des sociétés privées de mercenaires comme aux Etats-Unis.

3- Allemagne

Les salariés de Coca-Cola en Allemagne ont entamé un mouvement de grève aujourd'hui, avec le débrayage de 600 salariés de plusieurs sites, pour réclamer des hausses de salaires et protester contre des suppression d'emplois, rapportent des sources syndicales.

Au cours des jours qui viennent, "*la plupart des autres sites*" de Coca-Cola en Allemagne devraient être également concernés par des débrayages, a déclaré à l'AFP Jonas Bohl, porte-parole du syndicat allemand du secteur agroalimentaire NGG.

Les grévistes entendent ainsi peser sur la prochaine séance de négociations salariales prévue le 30 janvier entre représentants du personnel et direction. Le syndicat NGG réclame une hausse de 6% sur 12 mois, contre 2,5% sur 24 mois proposés par la direction, "*ce qui est trop peu*", a dénoncé M. Bohl.

"*Par ailleurs, la direction a annoncé 450 suppressions de postes, ce qui nous ne pouvons naturellement pas accepter, alors que dans le même temps elle veut flexibiliser de plus en plus le temps de travail*", a-t-il ajouté. AFP 21.01

ECONOMIE

1- UE

Le gel de l'application de la taxe européenne sur les émissions de CO2 pour les vols intercontinentaux a permis aux compagnies aériennes de délester leurs clients de quelques euros en 2012 en imputant sur les billets un surcoût qu'elles n'ont pas déboursé.

La Commission européenne, très embarrassée par cette attitude "*scandaleuse*", a admis mardi ne pas avoir compétence pour intervenir dans une pratique commerciale entre les compagnies et leurs clients ."*Si des compagnies décident d'imputer des coûts additionnels à leurs clients (sous prétexte d'acquitter la taxe carbone de l'UE), nous ne pouvons que demander la plus grande transparence sur les tarifs pratiqués*", a déclaré Isaac Valero, porte-parole de la Commissaire en charge du Climat Connie Hedegaard.

"*Profit d'aubaine*" de 1,3 milliard d'euros

Une étude commanditée par l'organisation Transport et Environnement chiffre ce "profit d'aubaine" à 1,3 milliard d'euros réalisé en 2012 au dépens des clients des compagnies aériennes.

La taxe carbone européenne, entrée en vigueur le 1er janvier 2012, oblige les compagnies aériennes opérant dans l'Union européenne, quelle que soit leur nationalité, à acheter l'équivalent de 15% de leurs émissions de CO2, soit 32 millions de tonnes, pour lutter contre le réchauffement climatique.

La loi européenne permet aux compagnies d'imputer le coût de l'achat de ces 15% de droits à polluer sur le prix des billets,

mais également le montant fictif des 85% restants, qui sont gratuits. Selon ses services, la majoration varie entre 2 et 14 euros par trajet. La facture devait être réglée par les compagnies en 2013, mais pour tenter d'arracher un accord international sur cette taxation, la Commission européenne a gelé l'application de sa taxe pour les vols intercontinentaux à destination ou au départ de l'UE jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile (OACI), qui se tiendra à l'automne 2013.

Des profits d'aubaine sont de la même manière réalisés par les compagnies électriques de l'Union européenne, qui majorent depuis des années les factures des usagers pour leur imputer le coût fictif des droits à polluer, car ils leur sont attribués gratuitement par les Etats jusqu'à 2013. AFP 22.01

Surtout ne dites pas que l'UE protège les capitalistes gangsters, racketteurs, escrocs, voleurs. La vraie nature et raison d'être de l'UE.

2- France

Dans un rapport du syndicat Solidaires-Finances publiques dévoilé par Le Parisien-Aujourd'hui en France, les différentes formes d'évasion et de fraude fiscale représenteraient de 60 à 80 milliards d'euros. Soit un manque à gagner équivalent en 2012 à «*16,8% à 22,3% des recettes fiscales brutes*». Lefigaro.fr 22.01

3- Espagne

La Commission européenne estime que l'Espagne risque de ne pas tenir ses objectifs de réduction de déficit en 2012, qui étaient fixés à 6,3%, indique-t-elle dans un rapport rendu public mardi.

Engagée dans un effort historique de rigueur pour réduire son déficit public, qui a bondi à 9,4% du PIB en 2011, l'Espagne a multiplié coupes budgétaires et hausses d'impôts afin de récupérer 150 milliards d'euros d'ici 2014.

Mais elle risque de devoir faire de nouveaux sacrifices pour revenir dans les clous européens alors qu'elle a déjà été autorisée à repousser d'un an --jusqu'en 2014-- son objectif pour ramener son déficit public sous la barre des 3%. AFP 22.01

La saignée va continuer, jusqu'à quand les travailleurs espagnols pourront les supporter sans se soulever ?

Haut de page

Le 24 janvier

CAUSERIE

Qui a dit que le capitalisme dégageait une odeur nauséabonde ? Vous voulez des encens ?

J'ai créé un nouveau fichier "*nom*" dans lequel je classerai les adresses des articles relatifs à ce que Bush, Rockefeller, Sarkozy, Barroso et bien d'autres appellent le *Nouvel ordre mondial* et ses institutions. J'ai repris cette dénomination, c'est peut-être manquer d'imagination, mais je n'en ai pas trouvé d'autres, peu importe.

J'ai encore dû laisser du boulot pour demain : le M'PEP soutient la guerre contre le peuple malien ; que se passe-t-il chez Renault ?

Conférence sur un aspect de la révolution espagnole : la guerre civile de 1936

Samedi 16 février 2013 à 14 h 30

Au Centre d'Histoire Sociale : 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul) - Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol

Le CERMTRI vous invite à une Conférence - débat sur le livre de Sygmunt Stein Ma guerre d'Espagne animée par Edouard Taube et Jean-Jacques Marie.

« *Ma guerre d'Espagne est bien plus qu'un témoignage. C'est une manière de regarder l'histoire au ras du sol, avec la constance de celui qui, sans renier sa cause a désappris le mensonge tout en cherchant à l'explorer jusqu'au bout.* » écrit José Fergo dans le bulletin "*A contretemps*".

La fille de Sygmunt Stein, Odette souligne : « *Mon père me disait souvent que, en tant que communiste juif, aller combattre Franco était pour lui une évidence mais qu'il avait très vite pris conscience que le PC se souciait davantage de régler leur compte*

aux révolutionnaires que de combattre le fascisme. »

C'est ce que l'histoire officielle et officieuse de la guerre civile espagnole tente de masquer en escamotant d'abord le fait qu'il s'est agi d'une révolution confrontée à la contre-révolution en face d'elle et dans ses propres rangs.

Edouard Taube, qui a personnellement connu Sygmunt Stein et à qui on doit la publication de son livre en français, apportera son témoignage sur le personnage de Stein, et son analyse de la position et de l'évolution politique de l'auteur de Ma guerre d'Espagne.

Pour l'Association des combattants pour l'Espagne républicaine organisée par des membres ou des proches du PCF, la guerre d'Espagne est une « *agression combinée par Franco, Hitler, Mussolini et Salazar contre la République et non, comme persistent encore à l'affirmer certains, une prétendue guerre civile.* » Cette négation de l'existence d'une guerre civile et donc d'une révolution en Espagne a débouché hier sur la répression brutale, ainsi implicitement justifiée aujourd'hui, des révolutionnaires de toutes tendances, anarchistes, poumistes, trotskystes, désireux de combattre leur bourgeoisie exploiteuse et ses institutions ultra-réactionnaires . Cette négation et cette répression ont ouvert la voie à Franco. C'est ce que la présentation du livre de Stein permettra de discuter.

A propos de l'Inde...

Informations ouvrières (n°235 page 12) a consacré un page à l'Inde qui comportent au moins deux erreurs minimes, dont une imputable à son correspondant indien.

Ce n'est pas Sonia Gandhi qui est Premier ministre et qui gouverne le pays, mais Manmohan Singh, Sonia Gandhi est la présidente du Parti du Congrès de l'Inde.

Ensuite, ce que rapporte Nambiath Vasudevan est faux, à propos de la jeune femme qui avait été violée et frappée avant de succomber à ses blessures, ce qui avait entraîné d'importantes manifestations dans les grandes villes de l'Inde, principalement des classes et couches moyennes, quand il dit que "*la jeune victime a été immédiatement transférée dans un hôpital de Singapour*", en réalité confiée au meilleur du corps médical indien incapable de faire face à la situation, les autorités ont attendu six jours avant de prendre la décision de la transférer à Singapour où les médecins et chirurgiens ont apparemment une meilleure réputation.

D'ailleurs, quand les dignitaires du régime ou les politiciens véreux des différents Etats ou les Tata et Cie. tombent gravement malades, ils préfèrent aller se faire soigner à l'étranger, par expérience ils ne font pas confiance aux cliniques privées indiennes équipées des technologies les plus modernes et des meilleurs médecins, chirurgiens ou spécialistes. A tort ou à raison, disons que c'est un peu au petit bonheur la chance, votre vie est mise entre les mains du hasard plutôt que de la science.

Il y a quelques jours aux infos sur Sun TV ils ont indiqué que les études de médecine coûtaient la somme de 10 millions de roupies, donc en indiquant entre 3 et 5 millions de roupies dans une précédente causerie je n'avais pas pris en compte apparemment la hausse des prix des dernières années, j'emploie volontairement cette formule, car ici c'est comme aux Etats-Unis ou dans les pays qui ont adopté le modèle économique anglo-saxon, tout se monnaie et c'est la principale valeur ayant cours dans la société, absolument tous les rapports, qu'on aura du mal à qualifier d'humains, tournent autour de l'argent, que l'on soit riche ou pauvre ou qu'on appartienne à la classe moyenne.

Autre chose sur la situation en Inde.

Suite à la décision du gouvernement de "*réformer*" le Ration Card ou carnet de rationnement, qui permettait aux plus défavorisés et au-delà d'obtenir certains produits de premières nécessités à un prix réduit dans une quantité déterminé et de les remplacer par une somme d'argent, face à la totalité de la population qui s'y est opposée avec les femmes en première ligne, il a reculé et il a dû abandonner son projet, provisoirement sans doute, mais ici le provisoire à tendance à durer indéfiniment, pour une fois c'est une chance pour les plus pauvres.

Cela avait déclenché des émeutes et des manifestations dans quasiment tous les villages et districts, tout du moins ici au Tamil Nadu, les bureaux du gouvernement étant attaqués par une foule déchaînes avant de les incendier, la police réputée féroce étant submergée par ce raz-de-marée et ne parvenant pas à le contenir, etc.

Si vous voulez, toute proportion gardée, la situation est un peu comme en Espagne plus près de chez vous où toutes les couches de la société manifestent à tour de rôle quotidiennement contre le gouvernement ou le patronat. Du coup le pouvoir en place et la police se retrouvent totalement isolés, ils sont débordés et hésitent à employer la force par crainte que la situation ne dégénère, ici c'est à la machette ou au couteau que cela se termine, comme chez nos amis africains, chez vous c'est différent, cela se termine, comment dire, dans une impasse, nulle part.

Si vous avez lu la causerie d'hier où je faisais l'apologie de la grève illimitée jusqu'à satisfaction et de l'affrontement direct avec le patronat et les institutions, vous vous êtes peut-être dit que Tardieu était un vulgaire gauchiste, un extrémiste, mais en réalité il n'y a qu'en recourant à ces moyens-là qu'on peut gagner, mieux, que la classe ouvrière peut tirer un enseignement de ces expériences pour la suite de son combat, pour finalement en arriver à la conclusion qu'il faut renverser l'ordre établi et prendre le pouvoir politique, avancer sur la voie de son émancipation, le socialisme.

Pour avoir abandonné cette méthode de combat (classe contre classe) pour son émancipation du capital au profit de la "*politique contractuelle*" ou du "*dialogue social*" qui en est le prolongement , en fait la collaboration de classes profitant à la classe dominante et conduisant à la paix sociale propice aux affaires, le prolétariat et le mouvement ouvrier et en France et dans la plupart des pays en sont arrivés à se subordonner pour le premier, à se prostituer pour le second, quasi-totalement au capitalisme et ses institutions politiques.

On vient une nouvelle fois d'en avoir une confirmation éclatante avec l'accord patronal intervenu le 11 janvier mais aussi après, lorsque les syndicats non signataires et le Front de gauche (notamment) s'en sont remis aux parlementaires pour "*améliorer*" ce document alors que c'est impossible, au lieu d'unir leurs forces pour exiger purement et simplement son retrait et mobiliser la classe sur cet objectif, sans condition, position adoptée depuis par le POI, je n'ai pas eu le temps d'aller voir du côté des autres partis, on y reviendra demain.

Mailly persiste et signe

Extrait de l'article paru dans *FO Hebdo* n°3059 diffusé par Internet sous forme d'éditorial le 23 janvier

Depuis l'accord patronal du 11 janvier, Mailly et FO ne cesse de se répandre en explications pour finalement toujours répéter le même discours, reprendre les mêmes arguments éculés, usés jusqu'à la corde et qui ne servent qu'à tenter de camoufler sa capitulation ou sa collusion avec le patronat.

FO va procédér à une "*information large, nous intervenons auprès des groupes parlementaires et du gouvernement pour faire connaître nos positions.*"

- "*Il convient, en effet, que ceux-ci prennent leurs responsabilités en toute connaissance de cause.*

Ce sont les parlementaires qui votent les lois, non les interlocuteurs sociaux.

Dans le cas contraire, nous serions dans un régime corporatiste."

Mais quand les "*interlocuteurs sociaux*" sont subordonnés aux "*parlementaires*", c'est dans la pratique du pareil au même.

Répétant une énième fois que "*le dossier n'est pas clos*", comme si on devait attendre autre chose de la part d'un syndicat corrompu.

ACTUALITE EN TITRES

Patatras !

- Zone euro : le FMI gagné par un regain de pessimisme - AFP

Alors il faut renverser le régime !

- Nationalisation : les métallos de Florange y croient dur comme fer - Liberation.fr

Manipulation. Média ou la machine à blanchir le régime.

- Non, la Libye n'est pas responsable du Mali - LePoint.fr

Comme tous les médias nationaux propriétaires des banquiers, *Le Point* falsifie l'histoire, manipule les faits, ment effrontément, et pour qu'on ne le soupçonne pas de se laisser aller à de telles pratiques dénoncent ceux qui s'y livrent, c'est la méthode classique pour abuser les ignorants et ceux qui s'en accommodent.

Puisque rien ne les arrête, Ils ont osé écrire dans un autre article titré *Les bonimenteurs* : "*Un jour, peut-être viendront-ils tous dans une émission de télévision avouer, comme Lance Armstrong, leur gros mensonge.* ", *Le Point* y aurait sa place attitrée...

Le 19 janvier le portail *Rue89* racheté récemment par le Nouvel Observateur a pondu un article destiné à blanchir le Qatar : *Le Qatar, soutien des jihadistes du Nord-Mali ? Cinq choses à savoir* :

- "*il n'y a pas trace d'une présence de forces spéciales qataries dans la zone*", c'est la DGSE qui l'a dit dans une enquête du mois de novembre, c'est donc la vérité...

- "*l'intérêt stratégique de Doha de prêter main forte à des groupuscules radicaux qui mettent en péril la zone traditionnelle d'influence de la France en Afrique n'est pas du tout évident*", en Libye et en Syrie non plus...

- le "*soutien (du Qatar) reste cantonné aux tenants de l'islam proche des Frères musulmans*", ce qui incluent les salafistes et les djihadistes, et bien non dites-donc parce que : "*la vision de l'islam défendue par Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) et ses affidés est celle d'un islam de type « salafi-jihadiste » qui n'a pas grand-chose à voir avec la tendance promue à Doha*" qui serait vénérable, démocratique, recommandable, sans rire...

- "*Ce principe de non-ingérence a été rappelé à plusieurs reprises par les autorités qataries*", qu'il faudrait croire sur parole, cela va de soi.

... mais, car il y a un mais et il est de taille, il réfute à lui tout seul les allégations de Rue89

- " *Si la non-présence d'agents officiels qataris dans la région est avérée, il n'en est pas de même pour les institutions privées de type caritatif.*", ainsi, s'ils agissaient déguisés, on ne serait plus en présence de "*groupuscules radicaux*"...

- Les membres de ces associations à but charitable ou humanitaire "*dominées par les courants salafis littéralistes*" seraient tout à fait respectables et fréquentables pour le coup...

- "*Même si la majorité des donations fait l'objet d'une surveillance étroite de diverses instances gouvernementales (et américaines), il se peut qu'une partie d'entre elles aient pu passer les mailles du filet.*", non, pas possible !

... difficile de camoufler totalement la vérité....

- " *La véritable question qui se pose est celle de l'éventuelle déplacement de cette aide financière, initialement destinée aux camps de réfugies, vers les rebelles armés. Le Canard enchaîné croit savoir, sur la base de fuites des renseignements militaires français, qu'une partie de ces fonds ont été affectés aux insurgés d'Ansar Dine ou du Mujao*."

... Sans rire, si Hollande et l'émir du Qatar avait discuté de ce point précis, ils auraient évidemment informé la terre entière.

- "*Si vraiment le Qatar avait un quelconque moyen de pression pour forcer les groupes jihadistes à la reddition, ou tout le moins à la négociation, le président français en aurait directement fait part à l'émir lorsqu'il était dans la région.*"

Ce qui est sûr et que j'ai dit hier, c'est qu'ils se débarrasseront des encombrants dirigeants du Qatar et d'Arabie Saoudite quand ils le décideront, de la même manière que Ben Ali, Mubarak, etc.

Au fait, Rue89 a oublié de signaler que le Qatar avait réalisé d'importants investissements dans des entreprises au Mali... C'est vrai que ce n'est pas non plus le motif de l'impérialisme français qui s'est lancé dans cette guerre.

Au tour du Niger !

- Niger : les forces spéciales protégeront les mines d'uranium d'Areva - LePoint.fr -

Etat d'âme à cent balles et couac.

- L'ONU dit ses réticences à soutenir l'intervention au Mali - LeFigaro.fr

- L'UE refuse l'Europe à la carte voulue par Cameron - Reuters

Faites voeux de sacrifice, tel est le message.

- Hollande : face à la jeunesse, des voeux et des promesses - LeMonde.fr

On se doutait que ce n'était pas le capitalisme

- Pour la gauche radicale, le problème, c'est le chômage - LeFigaro.fr

Gardez-les et qu'elle s'effondre !

- L'économie va-t-elle finir par repartir parce que nos voitures, télés et maisons sont trop vieilles ? - Atlantico.fr

Les monarques sont des démocrates, c'est bien connu !

- Un militant thaïlandais écope de 11 ans de prison pour lèse-majesté - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Enterré ! Le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici : le gouvernement du "***monde des affaires***".

1- Ouf, les riches sont soulagés !

Selon Europe1, le gouvernement aurait renoncé à trouver une nouvelle façon de taxer à 75% les très hauts revenus. De fait, la taxe à 75% a été censurée par le Conseil constitutionnel.

Selon la radio, les difficultés juridiques restent importantes et, politiquement, le gouvernement ne souhaiterait plus non plus entrer en conflit avec le monde des affaires. Lefigaro.fr 24.01

Ce n'est pas possible de soulager tout le monde...

2- La parade.

Le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), estime que taxer davantage les entreprises du secteur financier n'est pas le meilleur moyen de prévenir une nouvelle crise financière. L'organe rattaché à la Cour des comptes préconise plutôt davantage de régulation. Lefigaro.fr 24.01

On comprend tout de suite pourquoi quand on a à l'esprit que les banquiers s'emploient à contourner toute nouvelle législation financière .. avant même qu'elle voie le jour ! Ce sont les banquiers eux-mêmes qui l'affirment, donc pour une fois on est porté à les croire aveuglément.

Deux tiers de nantis en France ?

1- Plus des deux tiers des Français se disent prêts à payer plus cher un produit fabriqué en France afin de soutenir l'industrie de l'Hexagone où les faillites se multiplient, selon un sondage Ifop réalisé pour Atol et publié jeudi.

Selon l'étude intitulée "*Les Français et le Made in France*", 77% des personnes interrogées estiment que le critère de fabrication française "*est suffisamment important pour justifier de payer plus cher un produit*". Le prix ne doit toutefois être supérieur que de 5% à 10%. Plus précisément, 40% des sondés se disent prêts à payer 5% de plus et 29% de 5 à 10%. Lefigaro.fr 24.01

Ceci pourrait expliquer cela, non ? La situation actuelle. Il y aurait donc 25% de pauvres en France.

2- 64% des Français (-2 points en deux mois) se déclarent "*mécontents*" de la politique économique et sociale du gouvernement Ayrault, tandis que 35% (+1) se disent "*satisfaits*", selon un sondage OpinionWay-Tilder-LCI.

38% des personnes interrogées se déclarent "*assez mécontentes*" de la politique gouvernementale dans ce domaine, et 26% "très mécontentes". 33% se déclarent à l'inverse "*assez satisfaites*" et 2% "*très satisfaites*". 1% n'a pas d'opinion.

A propos de la solution qui a leur préférence "*pour mieux assurer le financement des retraites*", 47% ont répondu "*une hausse des cotisations retraite (payées par les salariés et les employeurs)*", 42% "*une augmentation du nombre d'années de cotisations*", 9% "une baisse du montant des retraites versées". 2% n'ont pas pris position. AFP 23.01

47% en ont les moyens, mais tous devront casquer, notamment les couches les plus défavorisées, comme d'habitude. Qui s'en soucie ? Personne, syndicats et partis ouvriers s'en foutent éperdument, ils appartiennent au 47%.

42% sont prêts à travailler plus longtemps, c'est qu'ils bénéficient encore de conditions de travail et de vie avantageuses, ce qu'ils ignorent et c'est là qu'ils vont se faire rouler et que ce sera dramatique pour eux, c'est que cela ne va pas durer. Quand on sait à quoi s'attendre, généralement on le supporte mieux, ce qui ne veut pas dire qu'on sera en mesure d'y faire face.

La gauche soluble avec la droite dans le capitalisme et la Ve République ! Cela donne quoi ? Un consensus naturel, biologique, au-delà l'union nationale !

Gauche populaire, Gauche durable, Gauche forte, Gauche avenir… Le petit monde socialiste connaît un véritable baby boom des pôles de réflexion.

Ces laboratoires d'idées remplissent le même rôle que le PS de Harlem Désir, sans que cela ne crée pour le moment de tensions.

«*A condition que ces initiatives soient au soutien du gouvernement et ne favorisent pas la division ou toute autre démarche personnelle*», confie un membre de la nouvelle direction de Solférino, dont l'apathie agace parfois. «*Nous, nous aimerions bien que le PS soit le premier think-tank de la gauche*», estime François Kalfon, un des fondateurs de la Gauche populaire. «*Nous sommes complémentaires du PS qui , parce qu'il est un parti de gouvernement, ne peut pas aller aussi loin que nous*», explique Yann Galut. 20minutes.fr 23.01

Effectivement, ils sont appelés à remplir le "*même rôle que le PS*", faire croire qu'ils sont au côté des opprimés alors qu'ils les combattent. Disons qu'ils multiplient les moyens pour tenter de le faire croire ou camoufler comme ils peuvent la véritable nature du PS, cela va être de plus en plus difficile.

Qui a dit ?

- «*Il n'y a pas d'alternative au capitalisme*»

Réponse : Klaus Schwab, fondateur du Forum de Davos en 1971.

Né en Allemagne en 1938, il a émigré en Suisse pour devenir économiste au pays des banquiers, cela ne s'invente pas.

De 1972 à 2002, Klaus Schwab a été professeur de politique d'entreprise à l'Université de Genève. Il s'est en outre engagé dans divers conseils de surveillance et organismes universitaires ainsi qu'à l'ONU. Klaus Schwab est aujourd'hui professeur honoraire à l'Université Ben Gurion en Israël, (...) a été distingué par neuf doctorats, notamment de la London School of Economics. (...) Klaus Schwab a reçu de nombreuses distinctions honorifiques nationales et internationales, notamment de la part de la Reine Elisabeth II qui l'a anobli. (source : lucernefestival.ch)

New York (ONU), Jérusalem, Londres, la boucle est bouclée en passant par le siège de la BIS (en anglais) ou BRI Banque des règlements internationaux situé à Bâle à deux encablures de Genève, qui pendant la Seconde Guerre mondiale servit d'intermédiaire entre le cartel des banquiers de la Fed et de la BoA (Banque d'Angleterre) et le régime nazi dans les années 30 au moment où sous Hitler l'Allemagne se réarmait et préparait la guerre...

La BRI n'est pas notre sujet, mais comme on est en Suisse, on peut en dire deux mots. Pour un peu, ce serait encore une institution financière opaque de tout premier plan à l'échelle internationale.

- Le rôle de la BRI est méconnu du grand public. C'est pourtant une institution incontournable du monde de la finance internationale. Les accords de Bâle ont été élaborés dans le fameux "Comité de Bâle" qu'elle héberge et anime. Elle joue un rôle déterminant dans la gestion des réserves de devises des Banques centrales. (lecercle.lesechos.fr 20.05.12)

- Elle a été créée en 1930 pour gérer les modalités financières du plan Young, traitant de la question des réparations de guerre dues par l'Allemagne en application du Traité de Versailles. Elle fût à ce titre, la première institution financière mondiale. (id)

C'est la version officielle, d'ailleurs l'auteur de cet article, Pascal Ordonneau, ancien PDG HSBC Invoice Finance, doit ignorer les conséquences politiques et sociales dramatiques qui découleront de ces réparations de guerre exorbitantes principalement exigées par la France, qui combinées à l'exigence des financiers américains de récupérer l'argent qu'ils avaient prêté à

l'Allemagne contribueront à l'accession de Hitler au pouvoir, lorsqu'il affirme que la BRI serait "*née d'une bonne intention*", appréciation de banquier, on comprend qu'il n'ait pas vraiment de scrupule pour falsifier quelque peu les faits, entre banquiers on peut tout se permettre, solidarité oblige.

- "*Organisme international, ses agents sont, de fait, ressortissants de 53 pays. Son actionnariat est international, composé de 60 banques centrales. La moitié des 600 000 actions qui le composent sont entre les mains des banques centrales d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, de France, d'Italie et des États-Unis d'Amérique. Présidée par un Gouverneur de Banque Centrale (actuellement le Gouverneur de la Banque de France), son Directeur Général est lui-même Gouverneur de Banque Centrale.*

La BRI est banque des Banques centrales mais n'est pas une "Banque centrale des banques centrales". Elle ne joue le rôle de financier des banques centrales que marginalement et si elle est autorisé à leur prêter des fonds sur de solides garanties, son rôle bancaire est moins marqué que son activité de prestataire de service et de conseil."

On l'a très bien compris avec le rappel historique que j'en ai donné plus haut. Cependant, il ne faudrait pas minimiser son rôle, c'est la BRI qui par exemple a rédigé les accords dits de Bâle, dont la dernière mouture, Bâle III, que les banques de l'UE sont sommés d'appliquer mais dont les Américains ont repoussé l'application aux calendes grecques. Donc si vous vous demandiez encore pour qui elle roule, vous avez la réponse.

Encore que les grandes banques européennes trouveront sans doute la parade pour les contourner en s'inspirant des Américains, quand on parle du cartel des banquiers qui détient le pouvoir, on cite souvent la Fed, mais en réalité il s'agit d'un cartel de banquiers internationaux qui regroupent les plus importants de l'UE et des Etats-Unis, tandis que les banques plus petites et placées arbitrairement sous la tutelle d'un superviseur européen et national n'auront pas d'autres alternatives que les appliquer à la lettre quitte à être étranglées et aspirées par des banques plus importantes, ainsi une nouvelle concentration bancaire verra le jour, pour mieux contrôler la finance internationale c'est préférable, voire indispensable.

- "*Les fameux accords de Bâle, leur récente révision sous le nom de Bâle III, sont le fruit d'un des comités qu'anime la BRI, le comité de Bâle. De ce Comité sont venus les ratios Cooke et Mac Donough et la plupart des ratios de solvabilité dont la mise en œuvre a été recommandée au niveau mondial.*

Le rôle de la BRI s'est amplifié ces dernières années avec la crise monétaire, financière puis économique de 2008 et des années suivantes."

On vient de voir dans quelle direction. Sans parler qu'elle fourni à ses actionnaires, qui sont en dernier ressort principalement les plus grandes banques commerciales occidentales, de précieuses "*observations sur le fonctionnement des marchés bancaires et financiers mondiaux*" qu'elles exploiteront au mieux de leurs intérêts sur le casino de la spéculation mondiale aux détriments des intérêts des peuples, vous l'aviez deviné.

Cela nous ramène à Klaus Schwab qui n'a assurément pas plus de scrupules que notre banquier, et qui le plus sérieusement du monde a déclaré dans un entretien à *L'Hebdo* et mis en ligne sur leur portail (http://www.hebdo.ch) le 18 janvier 2012 :

- "*En comparaison de la situation qui prévalait en 1971, l'année de création du Forum, il y a beaucoup de raisons d'être optimistes. En quarante ans, la démocratie a progressé de manière spectaculaire.*"

Alors qu'elle n'a cessé de reculer partout en Europe et aux Etats-Unis où règne un régime policier. Il devait faire référence à l'ex-URSS et ses satellites ou encore à la Chine, qui en réintroduisant le capitalisme ont permis à la nomenklatura de ces régimes de s'enrichir au détriment de leur peuple, du prolétariat toujours dénué de toute expression politique représentative ou dans l'impossibilité de faire entendre sa voix.

Pour les serviteurs zélés de l'oligarchie financière dont Klaus Schwab fait manifestement partie, mais pas seulement, dès lors que vous disposez de droits politiques (pas en Chine) vous devez vous estimer heureux, vous vivez en démocratie, que demander de plus, de mieux. Peu importe que vous n'ayez aucun moyen de faire entrendre votre voix et vos droits et qu'ils soit étouffés, piétinés. En Chine la dictature du parti unique est toujours en place. En Russie, c'est un Etat capitaliste mafieux qui a remplacé un Etat stalinien mafieux. Les Américains guerroient en Asie, en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient, ils rêvent de reprendre leur offensive en Amérique latine, Venezuela, Bolivie, etc.

On aurait plutôt l'impression ou davantage encore que ce serait plutôt la dictature qui "*a progressé de manière spectaculaire*" au cours des dernières années ou décennies. Surtout si on ajoute aux multiples guerres et souffrance des peuples à mettre au compte des commanditaires de monsieur Schwab, la pauvreté ou la misère qui fait des ravages, qui s'étend sur tous les continents, y compris dans les pays réputés les plus riches du monde.

L'art consommé de la plupart des économistes, c'est de brasser du vent ou d'enfoncer des portes ouvertes ou encore de reproduire

le discours que leurs maîtres de la finance leur ont soufflé dans les oreilles, dans le cas de monsieur Schwab cela tombe très bien, car il se compare à un artiste à la fin de cet entretien, très modestement notez bien, répondant au journaliste qui lui demande si "*au final*" il n'est pas "*au moins aussi influent qu'un chef d'Etat*", il répond qu'il "*contribue à créer des idées dont le but est d'améliorer l'état du monde*", rien de moins, il est vrai que le gratin mondial de la finance et des multinationales qu'il a invité doit assurément partager la même bonne intention. On a envie de le dire : stop, vous en faites trop, on nage dans le bonheur !

Plus sérieusement, si vous vous interrogiez sur sa conception de la démocratie, il la résume en une question : "*les pays qui ont péché, notamment ceux du Sud, ont-ils la volonté politique d'entreprendre les réformes nécessaires?*" Réformes qui se traduiront par un appauvrissement général de la classe ouvrière et de la classe moyenne (Grèce, Espagne, Portugal), précisons "*nécessaire*" à défaut de s'attaquer à ceux qui se sont goinfrés pendant des années jusqu'à créer cette situation, les promotteurs, les banquiers, ce qu'il précisait à sa manière en ajoutant "*sans tuer toutefois les ressorts de la croissance économique*, le discours entendu mille fois depuis que Hollande a ajouté un volet "*croissance*" au TSCG.

Les riches toujours aussi riches ou davantage, les pauvres toujours aussi pauvres mais plus nombreux de préférence pour que le gâteau que se partagent les rentiers ne diminuent pas et que chacun soit servi à raison de sa voracité, de sa rapacité, ainsi va le monde à Davos.

Spectacle en famille.

La claque du FdG ou quand l'appareil stalinien est mis à contribution pour assurer le spectacle.

Le Front de gauche a lancé sa "*campagne contre l'austérité*" lors d'un meeting mercredi soir à Metz avec Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche (PG), et Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, en tête d'affiche.

Arrivés en tenue de travail argentée et casque doré sur la tête, les sidérurgistes d'ArcelorMittal de Florange ont rejoint la scène sur la musique "*on lâche rien*" du groupe HK et les saltimbanques, musique de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon.

Le matin, ils étaient à Paris où ils ont tenté de s'enchaîner aux portes de Matignon avant d'être reçus au siège du PS par le premier secrétaire Harlem Désir et à l'Elysée par un conseiller de François Hollande.

Des pîtres et comme par hasard les caméras les attendaient ! Toujours pendus aux basques du régime.

En famille avec le PS.

- Répondant à la sortie de Mélenchon sur le tandem franco-allemand, M. Laurent a dit que "*le PS doit admettre que dans la gauche il y a un débat d'orientation*"

Quand on sait ou qu'on observe quotidiennement que le PS est solidement ancré à droite, voire au-delà, on se dit que le "*débat d'orientation*" auquel Laurent voudrait associer le PS ne peut correspondre aux besoins des travailleurs.

Au garde-à-vous aux pieds des institutions.

- "*Nous n'attendrons pas 2017, il y aura la lutte tous les jours avec les syndicats et il y aura les élections. En 2014 il y aura les rendez-vous avec l'Europe*", a prévenu Jean-Luc Mélenchon.

La lutte "*avec les syndicats*" sans remettre en cause leur orientation social-traître-impérialiste qui finalement lui convient parfaitement, s'assimile à une entreprise de démolition contrôlée du syndicalisme et du mouvement ouvrier, de soutien au régime en place.

- Le FG est aussi séduit par l'idée de mettre en place des "*marches*" et veut par ailleurs "*redynamiser ses assemblées citoyennes*". AFP 23.01

La "*démocratie participative*" de Royal quoi et des "*marches*" qui finiront pas épuiser et démoraliser les plus combatifs, c'est leur objectif, cela a toujours été celui des staliniens, pour le compte de qui, devinez.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

1- La liste commune formée par le Likoud de M. Netanyahu avec le parti Israël Beiteinou de son ex-ministre des Affaires étrangères, l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, Netanyahu n'a obtenu que de 32 ou 33 sièges contre 42 sur 120 dans le Parlement sortant, selon les sondages sortie des urnes.

Le parti centriste Yesh Atid, lancé il y a un an à peine par l'ex-journaliste Yaïr Lapid, a créé la sensation en devenant la deuxième formation du pays avec 18 ou 19 députés, juste devant le Parti travailliste (17).

Parmi les autres partis considérés comme des alliés "*naturels*" de M. Netanyahu le Foyer juif, la formation nationaliste religieuse représentant des colons dirigée par Naftali Bennett a obtenu 12 élus, les partis ultra-orthodoxes sépharade Shass (11-13) et ashkénaze Judaïsme unifié de la Torah (6).

Le nouveau mouvement centriste de l'ex-ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, HaTnouha, qui a fait campagne pour la relance du processus de paix avec les Palestiniens, obtiendrait 7 sièges, le Meretz (gauche) 6 ou 7, et les partis arabes de 8 à 11.

Le taux de participation s'est établi à 66,6%, en légère hausse par rapport aux législatives de 2009 (65,27%), selon la commission électorale. Les résultats définitifs ne seront annoncés que dans une semaine. AFP 22.01

2- Yaïr Lapid, le centriste qui a réalisé une percée électorale inattendue en Israël, a accepté mercredi la main tendue par Benjamin Netanyahu sous la forme d'un programme de gouvernement social, mais cette alliance pourrait buter sur la question palestinienne et l'Iran.

"*J'ai entendu parler de bloc (anti-Netanyahu), je suggère qu'on retire cette histoire de la table. Il n'y aura pas de bloc*", a affirmé M. Lapid lors d'une courte allocution, au lendemain d'élections législatives qui ont vu son nouveau mouvement centriste devenir le deuxième parti d'Israël.

Le chef de Yesh Atid ("*Il y a un avenir*"), lancé il y a un an, s'est réjoui "*d'avoir entendu le Premier ministre reprendre à son compte tout ce que nous disons depuis un an sur l'égalité et la nécessité de protéger les classes moyennes*".

"*L'isolement dans lequel Netanyahu et Lieberman ont conduit Israël a inquiété les électeurs, qui veulent de bonnes relations avec les Etats-Unis, sous Barack Obama, au lieu de logements supplémentaires dans les colonies et des menaces de guerre contre l'Iran*", estime l'éditorial du Haaretz.

Si M. Netanyahu, promoteur de la colonisation, est obsédé par l'Iran, Yaïr Lapid lui a rejeté toute intervention unilatérale contre les installations nucléaires iraniennes. AFP 23.01

SOCIAL

1- France

1.1- Grève "***massivement***" suivie mardi dans les écoles primaires parisiennes.

Les écoles parisiennes ont "*massivement*" suivi mardi la grève contre le retour à la semaine de 4,5 jours à la rentrée 2013, une mise en garde au ministre de l'Education Vincent Peillon mais aussi au maire PS de Paris Bertrand Delanoë qui a prévenu qu'il ne "*reculerait pas*".

A partir de septembre 2013, notamment pour les 662 écoles parisiennes, ou de 2014 au plus tard, les écoliers retrouveront le chemin de l'école le mercredi (ou le samedi), demi-journée de classe supprimée par la droite.

Le succès de la grève parisienne n'a pas ébranlé Bertrand Delanoë qui a assuré qu'il ne "*reculerait pas*", même s'il s'est dit prêt à "*écouter tout le monde*": "*Je mettrai le paquet, y compris sur le plan financier*".

La journée de classe sera raccourcie en moyenne de 45 minutes, sans réduire les 24 heures hebdomadaires de cours. Les enfants ne sortiront pas plus tôt, mais auront des activités culturelles ou sportives, organisées par les communes, avant ou après les cours de l'après-midi.

"*Si les conditions de réussite de la réforme ne sont pas réunies, mieux vaut un report de la réforme à 2014 plutôt qu'une réforme bricolée en 2013*", a de son côté réagi Sébastien Sihr, secrétaire général du SNUipp-FSU qui appelle mercredi à une journée d'action, cette fois nationale, pour sensibiliser aux besoins des écoles pour la rentrée.

Avec 90% de grévistes et 56% d'écoles fermées, le mouvement parisien est "*historique*", a dit Jérôme Lambert, du SNUipp-FSU Paris, à l'origine du mouvement.

Selon le rectorat, 78,17% des quelque 8.500 professeurs des écoles étaient grévistes. Des mouvements de grève ont perturbé aussi des écoles primaires de banlieue parisienne, en particulier dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis, a-t-on appris de sources syndicales.

Dans l'après-midi, 3.000 manifestants selon les syndicats, 2.500 selon la police, ont défilé jusqu'à l'Hôtel de Ville contre les modalités de la réforme.

"*A Paris, une coupure est prévue de 11H30 à 14H15. C'est de la surveillance qui est prévue, pas des activités*", déplore Leïla Chevet, enseignante en CM1-CM2 dans le XIVe.

"*Il faut revoir les rythmes avec un impératif pédagogique*", estime Pauline Le Clerq, responsable SE-Unsa. "*Les enseignants, qui ont porté l'actuel gouvernement*", "*sont déçus*" face à un "*ravalement de façade*", déplore M. Lambert.

Pour le président du groupe UMP au conseil de Paris, Jean-François Legaret, "*la mobilisation parisienne est la démonstration d'une réforme totalement inadaptée à l'intérêt de l'enfant et de la famille à Paris*".

Le PS a apporté "*tout son soutien*" à la réforme, même si le député Jean-Christophe Cambadélis a jugé que M. Peillon n'avait "*pas toujours le doigté nécessaire*" face aux enseignants.

Le Parti communiste français (PCF) a demandé au gouvernement de "*revoir sa copie*", mettant en garde contre "*une nouvelle dégradation des conditions de travail*" dans l'Education.

Des grévistes ont appelé à d'autres actions, réclamant à leurs syndicats une grève nationale ainsi qu'une manifestation le samedi 2 février "*pour que les parents d'élèves puissent se joindre à nous*".

La FCPE, première fédération de parents d'élèves, réclame toutefois la mise en oeuvre de la réforme dès 2013, car "*la semaine de 4 jours est reconnue unanimement comme l'organisation la plus mauvaise pour les élèves*".

La présidente de sa principale concurrente, la Peep a estimé que ce mouvement "*était prévisible*" avec des enseignants et des parents "*assez insatisfaits*". AFP 22.01

1.2- Grève chez Renault et PSA.

1.2.1- Plusieurs centaines de salariés du constructeur automobile à Flins (Yvelines), qui débrayaient mercredi pour protester contre le projet d'accord de compétitivité du constructeur, ont été rejoints par des salariés de PSA d'Aulnay venus faire "*cause commune*".

Mercredi matin, "*cinq à six cents*" salariés avaient en effet entamé à partir de 9h30 un mouvement de grève à Flins pour dénoncer le projet d'accord de compétitivité et la suppression prévue de 7.500 emplois, selon Ali Kaya, délégué CGT à Flins. Vers 11h00, environ 250 salariés de l'usine PSA d'Aulnay (Seine-Saint-Denis) et quelques dizaines du site de Poissy (Yvelines) sont arrivés sur le site, où ils ont forcé l'ouverture d'une grille.

"*Les salariés sont réunis aujourd'hui pour faire cause commune. Nous, chez Peugeot, ils ferment Aulnay avant d'appliquer les mêmes accords*", a prévenu le délégué CGT de PSA Aulnay, Jean-Pierre Mercier. "*Qu'on soit de Renault, de PSA ou les sous-traitants, il faut qu'on soit tous ensemble*", a-t-il ajouté.

Selon les syndicats, la direction aurait menacé mardi de fermer deux usines en France si le projet d'accord de compétitivité n'était pas signé. Une affirmation contestée par Renault. Mais Ali Kaya persiste et signe. Il estime que "*la vraie raison d'être de cet accord est de fermer des usines facilement*". "*8.000 personnes, ça veut dire qu'ils vont fermer trois usines. Ce n'est pas du chantage, ça ?*", a-t-il dénoncé. Un nouveau débrayage est prévu de 16 à 18 h à Flins, tandis qu'un nouvel appel à la grève a été lancé pour le 29 janvier.

Des débrayages ont par ailleurs eu lieu dans la plupart des sites français de Renault, sur les sites de Cergy (53 salariés), Cléon (405), Douai (26), Flins (385), au technocentre de Guyancourt (250), au Mans (190), à Sandouville (275), à la Fonderie de Bretagne (50) et SOVAB (103), selon les chiffres fournies par la direction de Renault. Les équipes de l'après-midi devraient

également débrayer. L'Expansion.com 23.01

1.2.2- Le document remis aux représentants du personnel précise que sans accord sur la compétitivité, l'engagement de ne pas fermer de sites ne pourra être tenu. Mardi, la direction avait démenti faire du chantage aux salariés dans le cadre de cette négociation.

Des fermetures de sites "*seraient inéluctables*" à défaut d'un accord de compétitivité entre la direction de Renault et les syndicats, selon un document de la direction dont l'AFP a pris connaissance mercredi.

Ce document, remis mardi aux représentants du personnel et qui comprend les propositions de la direction concernant cet accord, précise qu'"*à défaut, l'engagement de ne pas fermer de sites ne pourrait être tenu et des fermetures de site seraient inéluctables*". Il indique, en outre, sous la tête de chapitre "*enjeux d'un accord*", que "*l'engagement de ne pas faire de PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi) ne serait pas tenable*".

Le constructeur automobile avait démenti mardi après-midi avoir menacé de fermer deux sites en France en cas d'échec des négociations sur un accord de compétitivité au sein du groupe, comme l'en ont accusé plusieurs représentants syndicaux.

Néanmoins, le groupe "*rappelle que l'objet de ces négociations est, en cas d'accord avec les partenaires sociaux, de ne pas fermer de sites et de ne pas licencier*". L'Expansion.com 23.01

1.2.3 - Deux poids lourds du gouvernement, Pierre Moscovici et Michel Sapin, sont monté au front pour réaffirmer leur opposition à tout "*chantage*" aux fermetures de sites.

Les discussions doivent être "*loyales*" et "*tous les moyens ne sont pas bons*" pour négocier, a insisté Michel Sapin.

"*Ce que nous attendons de Renault, c'est qu'il y ait deux lignes rouges qui ne soient pas franchies (...) : qu'il n'y ait pas de licenciements et, deuxièmement, qu'il n'y ait pas de fermeture de sites*", a martelé le ministre de l'Économie, Pierre Moscovici AFP 23.01

Quant à un accord qui entérinerait blocage des salaires, augmentation du temps de travail, mutation autoritaire, etc. le gouvernement y est favorable, c'est sous-entendu, mais c'est ce que cela signifie. Si vous avez lu la causerie plus haut, j'ai comme l'impression qu'il n'est pas le seul sur cette ligne...

1.3- Contrats précaires : cumule des handicaps.

Contrats plus précaires, rémunérations moindres: les salariés à temps partiel dit "*subi*" - qui aimeraient travailler à temps complet - "*cumulent*" les conditions "*moins favorables*", souligne mercredi une étude des services statistiques du ministère du Travail.

En 2011, 18,7% des salariés, dont 82% de femmes, occupaient un poste à temps partiel, soit 4,2 millions de salariés. Parmi eux, près du tiers étaient en situation d'emploi dit "*subi*", rappelle la Dares en s'appuyant sur l'enquête Emploi 2011 de l'Insee pour en livrer une analyse.

Dans certains secteurs, comme le nettoyage, la proportion des situations dites subies, dépasse 50%.

Ces salariés, plus faiblement diplômés et plus jeunes que les autres salariés à temps partiel, "*cumulent des conditions d'emploi nettement moins favorables: postes moins qualifiés, contrats plus précaires, plus forte récurrence du chômage, moindre accès à la formation, moindres rémunérations*", note la Dares.

En revanche, ceux qui ont "*choisi*" d'être à temps partiel, pour gérer leur vie familiale ou leurs études, ont "*des conditions d'emploi proches des salariés à temps complet*".

Ainsi, 29% des personnes en situation "*subie*" sont en contrat à durée déterminée (CDD) et 9% en contrats aidés contre 11% et 2% pour ceux qui ont "*choisi*". Cinq fois plus souvent aussi, elles ont connu le chômage l'année précédente.

Ces salariés occupent en outre davantage des emplois peu qualifiés: 63% sont employés (contre 52% de ceux qui ont "choisi" et 27% de ceux à temps complet) et 11,5% sont ouvriers non qualifiés (contre 5,1% et 6,7%).

Leur salaire mensuel net moyen est de 746 euros (pour 22 heures hebdomadaires en moyenne), contre 996 euros en général pour les salariés à temps partiel et une durée hebdomadaire moyenne de 23,9 heures.

Pour compléter leurs revenus, 21% des salariés à temps partiel subi avaient en 2011 plusieurs emplois (et plus généralement 16% des salariés à temps partiel, arrivant au total à 27 heures par semaine). AFP 23.01

2- Grande-Bretagne

La compagnie aérienne britannique Flybe a annoncé mercredi la suppression de quelque 300 emplois, soit 10% de ses effectifs au Royaume-Uni, afin de tenter de regagner du terrain dans un secteur plombé par la crise économique.

Flybe, première compagnie régionale en Europe, a précisé qu'elle ne fermerait aucune de ses 13 bases au Royaume-Uni mais mettrait en oeuvre des réductions de coûts en lien avec ses aéroports et prestataires de maintenance. Reuters 23.01

3- Allemagne

Commerzbank compte supprimer de 4.000 à 6.000 emplois au niveau du groupe jusqu'en 2016 dans le but de réduire ses coûts et de redresser son activité de banque de dépôt.

Le nombre exact des suppressions d'emplois sera négocié avec les syndicats lors de discussions qui débuteront en février, a précisé jeudi la deuxième banque allemande. Commerzbank emploie 56.000 personnes au niveau du groupe. lefigaro.fr 24.01

Ah ben si "*le nombre exact des suppressions d'emplois sera négocié avec les syndicats*" tout va bien se passer!

Apparemment c'est leur nouvelle mission en Allemagne comme en France ou ailleurs en Europe.

4- Etats-Unis

Trois cents magasins Blockbuster (7.300 personnes) vont fermer aux Etats-Unis dans les prochaines semaines, entraînant la perte de quelque 3.000 emplois, a annoncé mardi soir Dish Network, la maison mère du réseau de location de DVD.

Dish, confronté à la concurrence de distributeurs en ligne comme Amazon.com ou de sites de téléchargement tels qu'iTunes (groupe Apple), précise que seuls fermeront ses magasins non rentables. Reuters 23.01

ECONOMIE

1- Zone euro

La dette publique de la zone euro a atteint 90% du PIB au troisième trimestre contre 89,9% à la fin du deuxième trimestre, selon les données publiées mercredi par l'office européen des statistiques Eurostat. En valeur absolue, et non plus en pourcentage du PIB, la dette publique de la zone euro s'élève à 8.524.231 millions d'euros, selon Eurostat.

Par pays, les ratios de la dette publique par rapport au PIB les plus élevés ont été observés, sans surprise, en Grèce (152,6%), en Italie (127,3%), au Portugal (120,3%) et en Irlande (117%). A noter également, la Belgique affiche une dette publique représentant 101,6% du PIB.

C'est en Estonie (9,6%) et au Luxembourg (20,9%) que la dette publique est la plus faible en zone euro, au troisième trimestre. AFP 23.01

2- Informatique

Le groupe informatique Apple a dégagé un bénéfice net de 13,1 milliards de dollars au premier trimestre de son exercice 2012/13 entamé en octobre, stable sur un an et supérieur aux attentes, mais il a déçu le marché avec ses prévisions pour le trimestre en cours.

Apple a vendu un nombre record de 47,8 millions d'iPhone (contre 37 millions il y a un an) et 22,9 millions d'iPad (contre 15,4 millions il y a un an), pour un total de 75 millions d'appareils en un trimestre.

Encore 145 millions de tablettes informatiques devraient être vendues cette année dans le monde, grâce à l'arrivée sur le marché d'appareils plus variés et moins coûteux, a estimé mercredi le cabinet d'étude américain ABI Research.

Les ventes de l'année 2012 n'ont pas encore été totalement évaluées, mais les prévisions étaient d'environ 126 millions d'unités. AFP 23.01

3- Thé

Les plus gros pays producteurs de thé au monde ont accepté de se regrouper au sein d'une même organisation pour faire monter les prix de gros, et par ricochet, les prix pour les consommateurs, a annoncé mercredi un ministre sri lankais. Après deux jours de discussions à Colombo entre le Sri Lanka, l'Inde, le Kenya, l'Indonésie, le Malawi et le Rwanda, qui représentent plus de 50% de la production mondiale, ces pays ont annoncé la création du Forum international des producteurs de thé.

Selon le ministre sri lankais chargé des Plantations, Mahinda Samarasinghe, les pays exportateurs tentaient de se regrouper depuis 80 ans. "*Dans ce contexte, ce que nous avons accompli est une étape historique dans l'industrie du thé*", a-t-il jugé.

Les prix mondiaux du thé tournent autour de 2,5 dollars le kilo (1,8 euro), en baisse par rapport aux 2,84 dollars voici un an. La consommation mondiale devrait quant à elle légèrement croître de 1% cette année, selon des responsables sri lankais. Selon le chef de la Promotion du thé au Sri Lanka, Janaki Kuruppu, le prix du thé est infiniment moins élevé que celui d'autres boissons, laissant entrevoir la possibilité d'augmenter les prix pour le consommateur.

"*Les gens peuvent payer un peu plus pour (boire) du thé. Au Sri Lanka, le thé est moins cher que de l'eau en bouteille*", a-t-il souligné. La Chine et l'Iran, deux grands pays consommateurs, ont été invités au Forum en qualité d'observateurs. La Chine est par ailleurs le plus grand producteur au monde de thé vert. AFP 23.01

"*le thé est moins cher que de l'eau en bouteille*", le rapport en Inde doit être de 1 à 20, les Indiens ne boivent pas d'eau en bouteille à l'exception des nantis, trop chère, par contre ils boivent du thé 4 à 6 fois par jour. Bientôt ils en boiront moins!

4- France

De grands groupes français, dont EDF, GDF Suez, Thales et Veolia, recourent de plus en plus à des holdings financières installées aux Pays-Bas pour réduire leurs impôts, affirme mercredi le quotidien économique néerlandais Het Financieele Dagblad (FD), ce qu'ont contesté plusieurs d'entre eux.

"*Ces dernières années, l'utilisation des holdings financières aux Pays-Bas par des sociétés françaises a beaucoup augmenté*", écrit le journal, sur la base de sa propre enquête.

Evoquant les polémiques sur l'exil fiscal de riches Français comme la star de cinéma Gérard Depardieu ou l'homme d'affaires Bernard Arnault", le journal affirme que l'Etat français, actionnaire de plusieurs sociétés citées, "*profite lui aussi de régimes fiscaux plus favorables à l'étranger*".

Selon FD, en plus d'EDF, GDF Suez, Thales et Veolia, une vingtaine d'autres entreprises françaises dont le chiffre d'affaires dépasse les 2 milliards d'euros annuels ont créé une ou plusieurs holdings de ce type pour bénéficier des accords fiscaux bilatéraux entre les Pays-Bas et d'autres pays, permettant notamment d'éviter une double imposition.

Parmi ces 20 sociétés figure France Télécom, selon le journal.

Selon Het Financieele Dagblad, EDF dispose lui de trois holdings financières aux Pays-Bas, dont deux ont été créées fin 2011, dans lesquelles a été intégrée la participation du groupe français dans deux centrales en Pologne.

Les bénéfices dégagés par ces participations seraient exemptés d'impôts aux Pays-Bas alors qu'ils seraient soumis à un impôt de 5% en France, assure le journal.

"*C'est plus intéressant d'investir en Pologne via les Pays-Bas que directement depuis la France*", note le quotidien économique, même s'il reconnaît qu'il "*n'est pas clair combien d'économies d'impôts ces constructions rapportent aux sociétés françaises*". AFP 23.01

Inutile de vous dire que toutes les entreprises citées dans cet article ont réfuté ou nié en bloc en fournissant diverses explications...

5- Italie

Le vaste scandale de produits dérivés qui frappe Banca Monte dei Paschi di Siena (BMPS) ébranle le monde de la finance italienne et jette une ombre sur l'opération de sauvetage du gouvernement de Mario Monti pour remettre à flot la plus vieille banque du

monde, née en 1472.

La nouvelle, révélée mardi par le journal Il fatto Quotidiano, est particulièrement mal tombée pour la banque toscane, qui s'apprête à recevoir sous forme d'obligations un prêt de 3,9 milliards d'euros de la part de l'Etat. AFP 23.01

6- Japon

Le Japon a enregistré un déficit commercial record en 2012, son premier solde négatif annuel vis-à-vis de l'Union Européenne et le pire jamais atteint avec la Chine, une situation grave qui conforte l'action du Premier ministre Shinzo Abe mais risque aussi de lui donner du fil à retordre.

A cause d'une piètre conjoncture économique internationale, d'un yen enflammé et de frictions diplomatiques avec l'Empire du Milieu, le Japon, habitué à afficher des excédents presque insolents, s'est enlisé pour la deuxième année de suite dans le rouge. Mais cette fois son déficit commercial a presque triplé à 6.927,3 milliards de yens (58 milliards d'euros) par rapport à celui, déjà exceptionnel, de la catastrophique année 2011, ruinée par le séisme, le tsunami et l'accident nucléaire du 11 mars.

Ce fait inédit est dû à la chute des exportations (malmenées par la crise d'endettement en Europe, la cherté de la monnaie japonaise et la décélération de l'activité mondiale), et à une facture énergétique gonflée par les importations de carburants pour centrales thermiques compensant l'arrêt quasi total des 50 réacteurs nucléaires de l'archipel. lefigaro.fr 24.01

Haut de page

Le 25 janvier

CAUSERIE

J'ai mis en ligne dans la rubrique *social* le texte intégral (24 pages) de l'accord scélérat du 11 janvier dernier :

- Accord Medef-CFDT-CFTC-CGC du 11 janvier 2013 (25.01.13)

Parmis les quelques pages du n°235 d'*Informations ouvrières* que j'ai mises en ligne vous ne trouverez pas la page 7 intitulée *La préparation du "congrès ouvert" est lancée !*, ne soyez pas frustrés, on y parle de tout sauf de politique, c'est une feuille syndicale destinée à des syndicalistes.

Je n'ai pas le temps de lire tous les articles que je mets en ligne. Il se trouve qu'hier soir j'ai téléchargé un article paru sur le portail Mondialisation.ca que je n'aurais pas lu si le titre n'avait pas attirer mon attention : *A Bagdad, des dizaines de djihadistes maghrébins dans le couloir de la mort*.

L'auteur réclame la libération de centaines ou de milliers de djihadistes emprisonnés dans différents pays qui, certes ne valent guère mieux que cette racaille sanguinaire. De mon côté, j'ai pris la décision après lecture de cet article de ne pas le publier, je vais même faire plus, je vais envoyer un courriel de protestation aux responsables de ce portail pour lui dire ce que j'en pense, car en toute chose il y a des limites à ne pas franchir.

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sur l'article paru sur le portail du M'PEP et dont l'auteur doit faire partie ,qui soutient la guerre de l'impérialisme français contre le peuple malien. Ce sera pour demain.

Si vous vous en souvenez, j'avais refusé de condamner le bombardement de la Libye de Kadhafi sans le soutenir, puis j'ai fini par le condamner au regard de la tournure des évènements et au fur et à mesure que j'avais pris connaissance de la situation exacte dans ce pays sur lequel j'ignorais presque tout.

Depuis lors de chaque guerre, j'ai pris position contre toute intervention militaire des puissances occidentales ou autres qui menacerait la souveraineté d'Etats indépendants et nous ramènerait en arrière, c'est-à-dire à l'époque de la colonisation. C'est valable pour la Syrie, le Liban, l'Iran et bien entendu le Mali ou tout autre pays placé dans une situation similaire. Je regrette de ne pas l'avoir fait plus tôt avec la Libye, quitte à passer pour un suppôt de Kadhafi.

A une autre époque, il aurait fallu qualifier de la même manière Marx et Engels qui avait soutenu le kaiser Bismarck, ce que 99,99% des militants doivent ignorer, ce qui n'est pas un crime, on ne peut pas tout savoir ou comprendre du premier coup, mais dès lors qu'on détient la bonne information, il est de notre devoir d'en tenir compte, sans se soucier de ce que pourront justement en penser les ignorants ou nos adversaires, sinon cela signifie qu'on est prêt à brader nos convictions et nos principes à la première occasion.

Persister dans l'erreur en ayant tous les éléments en main pour apprécier une situation, est une expérience épouvantable, détestables dont on se relève rarement indemne ou pas du tout.

Je n'ai pas corrigé les fautes de frappe ou d'inattention contenues dans cette causerie et les précédentes, ce sera pour demain, désolé, j'ai bossé jusqu'à 1h du matin, j'ai repris à 9h et il est 17h je dois arrêter. Je reprendrai le boulot vers 19h45.

Bon week-end à tous.

A nouveau à propos de l'accord patronal du 11 janvier 2013

Revenons encore une fois sur l'accord patronal du 11 janvier 2013, historique, n'en déplaise au POI et on verra plus loin pourquoi.

Je vous propose des extraits commentés d'un article du 14 janvier intitulé *Hollande, MEDEF, syndicats, "flexisécurité"... (I)* publié dans le portail : http://science21.blogs.courrierinternational.com

Le POI a tenté de minimiser l'importance et la portée de cette défaite historique de la classe ouvrière qui est aussi un terrible désavoeux de la politique de ce parti et de ces dirigeants pendant de très longues décennies, dont feu P. Lambert, non pas l'héritier de Trotsky mais plutôt celui de Bernstein, de Dühring, de Blum.

Le 14 janvier 2013,sur BFMTV « *Patrick Bernasconi (Medef) : "le dernier accord d'une telle ampleur remonte à 1968"* ».

S'il le dit et s'en réjouit publiquement au nom du Medef, on comprend pourquoi en examinant le contenu de cet accord que j'ai mis en ligne aujourd'hui (24 pages), qui était conforme aux besoins exprimés par le patronat dans le document qu'il avait remis aux syndicats au début de ce cycle de pseudo négociations auquel ils ont tous accepté de se plier et le légitimant par avance qu'ils le signent ou non. Sur ce point précis, nous y reviendrons plus loin, car la même mascarade doit se répéter en juillet prochain sur les retraites et le financement des organismes sociaux, notez au passage que la méthode employée pour parvenir à cet accord sert également aujourd'hui de modèle à la direction de Renault.

Les auteurs de cet article reviennent en deux temps sur la situation qui est selon eux à l'origine ou qui a servi de toile de fond à cet accord, tour en dressant un constat entre les deux.

Sur le plan objectif.

Ils écrivent : "*Mais la casse actuelle du Code du Travail au bénéfice d'une « flexisécurité » beaucoup plus favorable au patronat, est-elle autre chose que la conséquence de trois décennies de mondialisation des capitaux et des marchés*".

Certes, situation à laquelle les travailleurs n'ont pas du tout été préparés, puisqu'on leur a fait croire ou on les a encouragé à croire que leur situation ne continuerait de s'améliorer dans le futur comme ce fut le cas au cours des trois décennies précédentes, les fameuses Trente Glorieuses qui n'ont pas vraiment profité à l'ensemble de la classe ouvrière mais c'est une autre histoire qu'on laissera de côté ici.

A aucun moment le combat du mouvement ouvrier ne s'est placé dans la perspective du renversement du capitalisme ou n'a consisté à préparer les conditions qui permettraient aux travailleurs d'affronter l'époque de son effondrement dans les meilleures conditions pour envisager de le vaincre. Chacune de ses batailles au lieu d'être conçue comme une étape intermédiaire vers son émancipation du capital, fut conçue et vécue comme une fin en soi.

C'est ainsi que chaque bataille a été conçue comme une abstraction, détachée de toute perspective politique, dans le seul but d'améliorer le quotidien, de telle sorte que les travailleurs ont engrangé victoires ou défaites, profité d'une période particulièrement favorable à la lutte de classe pour améliorer leur sort, sans se douter un seul instant qu'un jour ou l'autre cette situation prendrait fin s'ils n'y prenaient pas garde et qu'un revirement se produirait, sans se douter que leurs acquis étaient fragiles et temporaires, qu'ils seraient remis en cause à la première occasion, baignant dans l'insouciance du lendemain ou en ignorant que le capitalisme mondial évoluait dans une direction qui leur serait défavorables dans l'avenir. Au lieu que leur lutte de classe serve à réhausser leur niveau de conscience politique pour la suite de leur combat, c'est exactement le contraire qui s'est produit.

Un constat que je partage. En effet, je ne cesse de répéter que cet accord signifie tout bonnement que le CDI a été vidée de sa substance et qu'il est pour ainsi dire mort ou condamné, constat que peu acceptent d'admettre, à croire qu'ils seraient plutôt mal à l'aise ou mal placés pour en convenir, parce qu'ils auraient quelque chose à se reprocher ou que leur responsabilité serait engagé dans ce qui vient de se produire.

- "*Le 14 janvier également, avec le titre « Marché du travail : "On se rapproche du contrat unique de Sarkozy" », Le Point diffuse des déclarations de l'économiste Arnaud Chéron, qui acte le rapprochement pratique opéré entre les notions de contrat à durée indéterminée (CDI) et de contrat à durée déterminée (CDD). Autant dire que les CDI cessent d'exister.*"

Sur le plan subjectif

- "*Le laxisme récurrent des mouvements sociaux majoritaires devant la mondialisation du capitalisme et du marché du travail a de toute évidence été l'une des causes de cette débâcle sociale.* "

C'est ce que j'ai esquissé plus haut. Les travailleurs ont été maintenus dans une profonde ignorance du fonctionnement de la société et du capitalisme, des institutions ou de l'Etat. Sur ce plan-là les plus à plaindre sont encore les fonctionnaires qui n'ont absolument aucune idée sur leur employeur, l'Etat, sa nature, sa fonction, etc. S'ils sont le plus souvent à la pointe des mouvements sociaux, en réalité ce sont eux qui sont le plus solidement enchainés au capitalisme pour être incapables de mettre un nom sur le visage de leur ennemi. Ce sont eux également qui constituent le gros des bataillons des syndicats, du coup tout s'explique très bien, ceci explique cela.

Les travailleurs des grandes entreprises qui pour la plupart bénificiaient il y a peu encore d'un statut proche des fonctionnaires, d'un emploi à vie, ils sont tout aussi sûrement enchaînés au capitalisme, d'autant plus qu'ils se figuraient que la taille de ces entreprises et leur expansion sur le marché mondial les protèrait du chômage, dramatique erreur d'appréciation car c'est exactement l'inverse qui se produit, leur emploi est devenu encore plus vulnérable que ceux des entreprises qui s'en sortent sur le marché local ou national.

On s'aperçoit ici que les mouvements sociaux se sont déroulés sur un fond d'illusions mortelles, sans évidemment que leurs dirigeants n'y remédient puisqu'ils sont vendus au capital ou n'ont jamais appartenus réellement au mouvement ouvrier ou encore, s'en sont détachés très rapidement pour se mettre au service du régime en place qui les nourrit et les supporte, en réalité, ils se soutiennent mutuellement.

Les syndicats et les partis ouvriers ont abandonné depuis belle lurrette l'objectif du combat du mouvement ouvrier tel qu'il avait été défini au cours de le seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe, l'émancipation du capital, le socialisme, si on voulait dater précisément le moment ou la période au cours de laquelle cette désertion eut lieu, on pourrait la situer au milieu des années 20 quand le parti communiste (et l'Internationale Communiste) fut stalinisé, date qui coïncida avec la dispartion de Lénine (1924), quant à son avant-garde, elle se disloca à partir du début de la Seconde Guerre mondiale qui coïncida avec l'assassinat de Trotsky (1940) par Staline, dislocation qui s'acheva au début des années 50, pour finalement ne jamais renouer vraiment avec le marxisme ou se remettre des coups portés par la social-démocratie et le stalinisme.

Social-démocratie dégénérée et passée dans le camp de l'ennemi dès 1914 pour finalement se transformer en social-libéralisme, et toujours aussi impérialiste qu'autrefois ce que Hollande vient de prouver si besoin était, stalinisme qui depuis le début des années 80-90 n'a eu aucun mal à lui emboîter le pas, et que les auteurs de cet article identifient à juste raison avec les responsables des "mouvements sociaux majoritaires" qui n'ont eu de cesse de les mener dans une impasse, de les trahir, conformément à leur nature ou fonction au service de l'ordre établi.

La "*débâcle sociale*" du mouvement ouvrier face au capitalisme est le produit de l'incapacité de la classe ouvrière à se doter d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti socialiste ou communiste ou révolutionnaire, appelez-le comme vous voudrez au point où nous en sommes cela n'a plus vraiment d'importance.

Que va-t-il se passer chez Renault ? Le même scénario que chez PSA Mulhouse ou comment les syndicats vont appliquer l'accord du 11 janvier 2013

Hier j'avais écrit un article assez long sur la situation chez Renault, puis je fus pris d'un méchant doute, et effectivement je m'étais planté, en fait j'avais été induit en erreur en attachant trop d'importance à la manière dont différents éléments avaient été présentés, du coup j'ai dû tout reprendre depuis le début.

Je n'avais pas compris que, ce que la direction avait mis dans la balance en échange de concessions (inacceptables, on va y venir) de la part des syndicats n'était pas le maintien de 8 300 postes menacés de disparition comme annoncé sur la couverture du n° 235 d'*Informations ouvrières* s'ils refusaient de signer cet accord digne de celui du 11 janvier dernier, mais la fermeture de plusieurs usines avec autant de licenciements à la clé, ce que la direction a nié, mais qu'un document remis aux syndicats à confirmé apparemment (je préfère être prudent !), ce qui n'est pas du tout pareil, mais finalement revient au même quant à l'attitude à avoir face à ce chantage puisque en tout état de cause, qu'il y ait fermeture ou non d'usines, la suppression de ces emplois sera maintenu.

Dès lors la situation est parfaitement claire, aussi claire que le jour où le Medef a remis aux syndicats le document qui devait servir de base à l'accord du 11 janvier 2013. Les conditions posées par la direction de Renault sont totalement inacceptables et doivent être rejetées en bloc.

Ce qui signifie qu'aucune réunion ou négociation ne peut avoir lieu sur cette base. Les syndicats doivent impérativement rompre avec la direction et appeler à la grève illimitée avec occupation les travailleurs de tous les sites jusqu'au retrait définitif de son plan de suppressions d'emplois, ainsi que les mesures antisociales qui devaient les accompagner.

Maintenant la manière dont le POI aborde cette bataille pose problème. En fait, il emboîte le pas aux appareils de FO et de la CGT.

Que s'est-il passé pour en arriver à l'accord patronal du 11 janvier ?

Souvenez-vous, lorsque les syndicats ont eu entre les mains le document que leur a remis le Medef et qui allait s'avérer être le contenu de l'accord du 11 janvier, une simple lecture suffisait à comprendre immédiatement qu'il s'agissait de réduire en miettes le contrat de travail ou le CDI, notamment. Les dirigeants du POI et des autres partis ont disposé de ce document pratiquement simultanément, on est bien d'accord.

Dès lors les choses étaient parfaitement claires pour tout le monde.

Soit les dirigeants syndicaux acceptaient de s'asseoir à la table de "*négociations*" sur la base de ce document ,et il était établi que l'accord qui viendrait conclure ces réunions reprendrait l'essentiel de son contenu donnant ainsi satisfaction au patronat, soit les principaux syndicats refusaient de retourner à la table de "négociations" sur la base de ce document et ces réunions s'arrêtaient nettes et aucun accord n'était possible.

Et qu'est-ce qui s'est passé ?

En parfaite connaissance de cause, tous les syndicats ont accepté de retourner à la table de "*négociations*" sur la base de ce document produit par le patronat pour le patronat rendant ainsi cet accord possible, tout en sachant que la CFDT, la CFTC et la CGC le signeraient avec le Medef.

Tous les syndicats ont capitulé ou trahi délibérément les travailleurs, voilà la stricte vérité. Et tous les partis ouvriers en ont été les complices.

Questions : A quel moment avez-vous vu un parti ouvrier mené la bataille au plan national en mobilisant la totalité de ses forces pour empêcher la CGT et FO de participer à cette terrible défaite annoncée ? Aucun.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO se sont-ils adressés solennellement aux dirigeants de la CGT et de FO pour leur dire n'y allez pas, ne trahissez pas les travailleurs ? Aucun.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO sont-ils adressés à l'ensemble des travailleurs et des militants pour leur expliquer la situation telle que je viens de le faire plus haut, pour leur dire la vérité ? Jamais.

A quel moment les dirigeants du POI, du NPA ou de LO ont-ils menacé de rompre avec les appareils de ces syndicats s'ils persistaient à participer à cette pseudo négociation ? Jamais.

Donc ils ont laissé faire, qu'ils l'admettent ou non n'y changeant rien, les faits sont les faits et il est trop tard pour revenir en arrière.

L'affaire est close contrairement à ce que l'illusionniste Mailly martèle, elle est terminée, pliée, foutue. C'était avant, dès le départ qu'il fallait réagir, manifester sa détermination, mobiliser dans l'unité la plus large associant syndicats et partis pour interdire tout accord avec le Medef sur les bases qu'il avait établi.

Et maintenant, la mi-janvier passée, voilà que les dirigeants du POI se réveillent (et d'autres peut-être, je n'ai pas eu le temps de le vérifier), entendent combattre pour exiger le retrait de cet accord qu'ils ont volontairement permis d'exister.

On retrouve là à un degré différent puisque les dirigeants de la CGT et de FO veulent l'amender, la même méthode employée par les appareils de ces syndicats : on permet à cet accord d'exister, normal puisque ce sont le patronat et le gouvernement qu'ils soutiennent qui l'ont réclamé, ensuite on en dénoncera certains aspects, pas trop quand même, surtout on ne mobilise pas sur ce thème, de son côté, les dirigeants du POI avec leurs quelque milliers de militants savent pertinemment qu'ils n'ont pas les moyens de s'y opposer, de mobiliser la classe, disons une fois que le mal est fait, répétons-le encore une fois, c'est avant qu'ils auraient pu intervenir efficacement auprès de ces syndicats en mettant tout leur poids dans la balance, mais ils ne l'ont pas fait, maintenant il est trop tard et ils le savent également.

Pourquoi ont-ils agi ainsi ? Vous le savez très bien, sinon je vous laisse le deviner.

En conclusion, les uns et les autres, les différents appareils qui se tiennent les coudes dénoncent le volet inacceptable contenu dans l'accord patronal du 11 janvier en passant à côté de l'essentiel : que sans la participation de la CGT et de FO cet accord n'aurait jamais vu le jour. Voilà ce que les militants doivent avoir en tête et retenir pour la suite.

Revenons à la situation chez Renault.

Ils vont remettre le couvert en mettant l'accent sur les suppressions d'emplois et les fermetures d'usines qui demeurent hypothétiques et qui seront provisoirement évitées, tandis qu'un "*accord de compétitivité*" sera conclu sur la base des exigences avancées par la direction, blocage des salaires en 2013, mutations autoritaires, augmentation du temps de travail, etc, le contenu de l'accord du 11 janvier, quoi.

Les uns soufflent le chaud et les autres le froid, histoire de préparer les esprits à se satisfaire du moindre mal, la mise en scène de cette tragédie est parfaitement réglée et la distribution est à la hauteur.

Premier acte. La direction qui est commande, elle ouvre le bal qui va permettre à chacun des acteurs de cette mauvaise comédie d'endosser le rôle qui lui a été dévolu. Très logiquement lui revient celui de dramaturge pour mobiliser l'attention des différents acteurs, la situation est mauvaise, se dégrade, le pire est à venir, il faut donc sauver les meubles... à n'importe quel prix il va s'en dire... pour les salariés.

Deuxième Acte. Elle fait monter la sauce en brandissant la menace de fermetures d'usines qui a de quoi angoisser les figurants (ouvriers) qui se demandent si c'est du lard ou du cochon.

Troisième acte. Les syndicats prennent le relais en dramatisant l'affaire et occultant au passage le second volet, antisocial, qui passera à la trappe. Le psychodrame est en marche, les figurants (les ouvriers) entrent en scène, ils vont être manipulés pour finalement retourner dans l'ombre des coulisses.

Quatrième acte. Le lendemain, rebondissement, le dramaturge ménage sa monture, il persiste tout en prétendant le contraire, comme chez ArcelorMittal, il sera jugé sur ses bonnes intentions, trompeuses évidemment, les sidérurgistes belges d'ArcelorMittal n'en reviennent pas encore.

Pour favoriser la réalisation d'un tel accord, Carlos Ghosn, invité jeudi matin sur France 2 a planté le décor :

- « *On n'est pas en train de dire aujourd'hui que nous voulons fermer des sites. On est en train de dire que nous voulons un accord compétitivité. Dans cette discussion, il y a des efforts à faire, il y a aussi des engagements de l'entreprise de l'autre côté. Or ces engagements de l'entreprise ne peuvent être tenus qu'à partir du moment où les efforts sont à faire. On ne peut pas dire qu'on est d'accord sur les engagements [sans également mettre dans la balance les efforts à faire.]*»

« *Mais non, ce n'est pas un chantage* ». C'est une accusation qui ressort à « *chaque que fois que vous présentez une demande ou vous présentez le handicap de ne pas avoir cette demande remplie. Il n'y a pas de négociation possible si cela n'est pas le cas. Il ne faut surtout pas dévier la discussion actuelle, ce n'est pas une discussion sur des fermetures de site, c'est une discussion sur les conditions d'augmenter la production en France, sur les conditions d'éviter un plan social en France.*» Lepoint.fr 24.01

On pourrait écrire l'acte suivant : Carlos Ghosn a dit que ce n''était pas "*un chantage*", le gouvernement a fait savoir qu'il s'opposerait à toute fermeture d'usine ou licenciements, fort de ces déclarations, prenons-les aux mots vont enchaîner les syndicalistes corrompus qui en sont leurs complices, l'essentiel c'est quand même de sauver les emplois vont-ils entonner.

Acte suivant. Ils vont laisser les ouvriers mariner tranquillement rongés par l'angoisse de se retrouver au chômage, peser le pour et le contre... Pour une fois à point, leur servir le dessert, forcément très amer.

Acte suivant. La direction va proposer de retourner à la table de "*négociations*", les syndicats, qui se seront chargés entre temps de rassurer les ouvriers sur leur avenir, vont accepter en choeur, la suite vous pouvez facilement la deviner.

Conclusion :

Que vaut l'intention manifestée de prétendre combattre l'application des conséquences désastreuses d'un tel accord ? Rien, elle est gratuite.

Que vaut l'engagement après coup d'une bataille que l'on sait perdu d'avance ? Absolument rien puisque l'on sait qu'elle demeurera sans effet. Cela sert juste à occuper les militants, à se donner bonne conscience et à camoufler son incurie politique ou pire encore.

Comme je l'ai précisé plus haut, si au moins elle était orientée dans une perspective politique correcte au moins pourrait-elle servir à construire le parti, sinon elle ne servira que les intérêts de l'appareil qui mènera cette bataille et ceux des syndicats qu'elle servira à couvrir, au-delà les intérêts corporatistes des militants organisés dans ces syndicats et ce parti, mais en aucune manière elle ne servira notre cause.

ACTUALITE EN TITRES

C'était juste du théâtre.

- Montebourg : "*Je parle avec passion donc forcément avec excès*" - Le Nouvel Observateur

- Après Florange, voilà le Montebourg nouveau plus calme et posé - AFP

Le ministre dit "*reconnaître*" un style qui peut être théâtral. AFP 24.01

Comme dirait un ouvrier : *il s'est bien foutu de notre gueule cette ordure.*

"*Dans cette équipe gouvernementale, nous travaillons ensemble et nous avons de la fraternité les uns avec les autres*", a-t-il commenté, confirmant le glissement depuis quelques jours du poste de franc-tireur à celui de joueur collectif.

Pour se marrer, vous pouvez traduire qu'il a glissé "*du poste de franc-tireur* " à celui de franc-maçon qui appartiennent à l'élite qui soutient le cartel des banquiers internationaux.

Même avec son collègue de l'Economie, Pierre Moscovici, avec qui il semble vouloir s'afficher bon camarade, comme lors de cette récente conférence de presse sur le "*made in France*", où les deux hommes se sont parlé à l'oreille et ont ri longuement devant les photographes.

"*J'ai beaucoup d'estime pour M. Varin (PSA -Ndlr), c'est un homme très droit, et d'ailleurs, c'est pas facile pour lui*" AFP 24.01

Ce sera plus facile pour les ouvriers quand ils seront au chômage...

Montebourg, Hamon, ajoutons Mélenchon, c'est la même boutique, le même camp, qui ne l'a pas encore compris ?

En famille. Haro sur les chômeurs !

- La Cour des comptes soulève la question de la dégressivité des indemnités chômage - LeMonde.fr

Les aristocrates du régime défendent leurs privilèges.

- Pour Rebsamen, le non-cumul des mandats est une mesure populiste - L'Express.fr

Tout et son contraire.

- Économie mondiale : l'optimisme revient à Davos - LePoint.fr

- Le FMI revoit la croissance mondiale à la baisse pour 2013 - Atlantico.fr

- L'année 2013 démarre très mal pour l'économie française - AFP

Leur optimisme doit provenir des défaites historiques que le prolétariat enchaîne dans toute l'Europe. Et quand ils disent le contraire, cela signifie que ce n'est pas assez encore et qu'il faut poursuivre l'offensive.

Comme personne ne l'explique dans ces termes aux travailleurs, ils ne peuvent pas le comprendre évidemment, ils constatent ce qui se passe sans plus.

Cynisme forcené.

- La France n'a pas à rougir de défendre ses intérêts au Mali - LeMonde.fr

- L'armée malienne interdit l'accès de Sévaré à la presse - Reuters

- A Sévaré, l'armée malienne '*zigouille*' des suspects - LeMonde

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius en est directement responsable, ce sont des criminelles de guerre.

Parole de bilderbergien.

- Laurent Fabius : "*Le Mexique montre, avec cette décision, que c'est une grande démocratie*" - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le musulman : le bouc émissaire ou comment détourner l'attention des masses des véritables fauteurs de guerre.

Qui a créé Al-Qaïda, qui finance, arme et entraîne le terrorisme international, qui a renversé des régime laïcs pour leur substituer des régimes religieux souvent fanatiques ? Les masses l'ignorent.

L'administration américaine et son agence du crime d'Etat organisé la CIA et leurs alliés britannique et sioniste, les différents gouvernements occidentaux en Europe qui les soutiennent et participent à cette croisade des temps modernes, qui en réalité est tourné contre tous les peuples à l'époque où la décomposition du capitalisme a atteint le stade final de la putréfaction.

Ils l'ont conçu dans le prolongement du colonialisme pour garantir leur approvisionnement en matières premières, afin de conserver leur hégémonie à l'échelle mondiale contre leurs concurrents russe, chinois et indien, etc.

Qui a favorisé et entrenenu l'amalgame entre les musulmans et les islamistes radicaux ? Les partis institutionnels, l'Etat, les médias. Qui est responsable de la précarité, du chômage et de la pauvreté qui frappent en priorité les travailleurs issus de l'immigration ou leurs enfants ? Les capitalistes à qui le chômage de masse et les salaires de misère profitent. Qui a supprimé les frontières pour permettre une immigration clandestine massive qui serait ensuite réduite à vivre dans des conditions épouvantables, pour ensuite la dénoncer et s'en servir pour justifier le quadrillage policier de certains quartiers ou de villes entières ? Les mêmes qui les exploitent en leur promettant de régulariser ensuite leur situation, promesse qui ne sera jamais tenue. Qui s'en sert pour les dresser contre les travailleurs ou les autres couches de la société pour les détourner des véritables responsables de leurs difficultés ? Les mêmes. On pourrait terminer en ajoutant ceux qui ont réalisé ce sondage, l'ont publié et ceux qui l'ont commandé.

- La France a peur. "Le Monde" publie ce jeudi 24 janvier une grande enquête Ipsos réalisée avec le Centre d'études politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean-Jaurès sur les nouvelles fractures de la société. Un sondage qui met en évidence "*des crispations alarmantes*".

Un Français sur deux considère ainsi que "*le déclin*" de la France est inéluctable. Ils sont trois sur cinq à voir dans la mondialisation "*une menace pour la France*" et à estimer que "*la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui*". Deux sur trois souhaitent "*renforcer les pouvoirs de décision de notre pays, même si cela doit conduire à limiter ceux de l'Europe*".

Quant à la défiance des Français envers la politique, elle atteint des sommets : 75% d'entre eux considèrent que "*le système démocratique fonctionne plutôt mal en France*".

Mais surtout, 70% des personnes interrogées (jusqu'à 83% chez les électeurs de l'UMP) sont d'accord pour dire qu'il y a "*trop d'étrangers en France*", 62% que l'on "ne se sent plus chez-soi comme avant"… Et 74% jugent que l'islam est une religion "*intolérante*", qui n'est pas compatible avec les valeurs républicaines. Plus radical encore, huit Français sur dix estiment que la religion musulmane cherche "*à imposer son mode de fonctionnement aux autres*". Plus de la moitié pensent que les "*intégristes*" représentent "*la majorité*" (10%) ou "*une partie*" (44%) des musulmans en France et non "*une toute petite minorité*" (45%).

Le rejet est profond. Certes, les réponses varient en fonction des affinités politiques et des catégories d'âge. 65% des gens de gauche et 68% des moins de 35 ans répondent ainsi que l'islam n'est pas une religion tolérante, tandis que 61% des premiers et 66% des seconds jugent que l'islam n'est pas une religion compatible avec les valeurs de la France.

Mais "*ce n'est plus, majoritairement, le travailleur immigré, susceptible de 'prendre le travail des Français qui est pointé du doigt, mais le musulman, volontiers assimilé à 'l'intégrisme' et dont la religion est jugée (…) intolérante et incompatible avec la société française*", analyse "Le Monde". Interrogé par le quotidien, l'historien Michel Winock va jusqu'à considérer que "*c'est la résurgence des stéréotypes connus (…), la substitution de l'islamophobie à l'antisémitisme*". nouvelobs.com 24.01

Normal puisque ce sont des sionistes qui sont au pouvoir, donc en réalité des antisémitiques qui prétendent le combattre, leurs ennemis jurés sont les sémites que sont en grande partie des Arabes, d'où l'islamophobie ambiante qui en est leur produit.

Sur la base de quelle analyse de la situation les dirigeants des partis ouvriers ont-il défini leurs stratégies et leur conception de la lutte de classe ?

Un sondage Ipsos publié jeudi manifeste un repli sur soi de la société française.

51% des personnes interrogées jugent que "*le déclin de la France est inéluctable*", contre 49% qui pensent qu'il "*n'est pas inéluctable*", selon cette étude faite pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof (Sciences-Po). Plus encore, 90% trouvent que "*la puissance économique française*" a décliné, personne ne jugeant qu'elle a "*beaucoup progressé*".

La demande d'autorité est forte : 87% sont globalement d'accord avec l'idée qu'"*on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre*".

D'autre part, 78% des sondés partagent l'avis qu'"*on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres*", seuls 22% pensant qu'"*on peut faire confiance à la plupart des gens*".

82% approuvent l'affirmation selon laquelle les responsables politiques "*agissent principalement pour leurs intérêts personnels*", 72% allant jusqu'à dire que "*le système démocratique fonctionne plutôt mal en France*".

58% pensent que les médias "*font mal leur travail*", 42% étant d'avis contraire. Les chômeurs, ces tire-au-flanc

82% estiment que "*l'argent a corrompu les valeurs traditionnelles de la société française*".

Si 58% sont pour "*prendre aux riches pour donner aux pauvres*" dans un souci de justice sociale, ils sont presque aussi nombreux (56%) à penser que "*les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment*". lepoint.fr 24.01

Je souris, car ces données qui sont à prendre avec des réserves, confirment et confortent toutefois le constat et l'analyse que j'ai fournis de la société, disons à plus de 95%, et à partir desquelles j'ai proposé une stratégie politique et une conception de la lutte de classe différentes de celles des partis ouvriers, dont ils ne veulent pas entendre parler. Et l'ensemble de ces données confirment que ces partis ont été incapables de prévoir, de comprendre, de tenir compte des profondes transformations qu'a connues la société et le monde au cours des dernières décennies ou même du demi-siècle qui vient de s'écouler.

Ce sondage montre notamment que les masses demeurent en grande partie manipulables et sous l'emprise de la propagande du régime, enchaînées solidement au capitalisme, témoignant qu'elles sont toujours aussi ignorantes du monde dans lequel elles vivent.

87% disent avoir besoin d'un "*vrai chef*", confirmant à sa manière que le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde ont besoin d'un (ou plusieurs) dirigeant de la trempe de Lénine au charisme et aux qualités exceptionnelles. Ne venez pas dire que ce serait contraire au marxisme comme me l'avait écrit un jour un militant, les masses et les militants fonctionnement ainsi, dès lors : soit vous en tenez compte et nous irons de l'avant, soit nous ne cesserons de régresser.

Il y en a qui voulaient dissoudre le peuple, peut-être auriez-vous la même prétention ? Dans ce cas-là, ce serait les gens comme vous qui seraient terriblement dangereux, des despotes en devenir, finalement adeptes du culte de la personnalité. Depuis la mort de Trotsky, aucun dirigeant n'a présenté ces qualités et ceux qu'on nous a présentés comme ses héritiers étaient en réalité des imposteurs, des renégats, des incapables, des traîtres.

82% estiment que les responsables politiques sont corrompus et dans la même proportion que le fric a pourri la société, pour finalement 72% en arrivent au constat qu'elle n'est pas démocratique.

Ces trois facteurs allant de paire, démontrent que tout rapport avec les institutions et ses partis dont le PS et ses satellites, avec les capitalistes ou plutôt leurs représentants dont font partie les appareils des syndicats serait assimilable à une collusion, relèverait de la compromission et était totalement inacceptable, s'opposait au niveau de conscience atteint par les masses, et que ne pas en tenir compte revenait à tenter de leur démontrer le contraire, à rabaisser ou faire refluer leur niveau de conscience pour le compte du régime en place

Au lieu d'aller dans le sens de ce constat, tous les partis ont fait exactement l'inverse pour qu'elles se convainquent du contraire ; extraordinaire, nos révolutionnaires étaient-ils donc en réalité des contre-révolutionnaires, consciemment pour les uns, les dirigeants, inconsciemment le plus souvent du côté des militants ? Il est permis de se poser sérieusement la question.

Que seulement 58% estiment qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres signifie qu'il y a 42% de nantis dans ce pays (voire la causerie d'hier où j'ai abordé cette question), et dans la même proportion que les médias sont aux ordres, en réalité ils doivent être davantage mais rien n'est moins sûr tellement les masses sont ignorantes et manipulables, on vient encore d'en avoir un exemple avec leur soutien massif à l'entreprise impérialiste ou coloniale du gouvernement au Mali, ceci confirmant cela.

Je n'ai plus le temps de m'attarder sur ce sujet, ce qui ressort de ce sondage, c'est que les travailleurs savent plus ou moins confusément ce qu'ils ne veulent plus, mais à travers les contradictions qu'ils manifestent, ils prouvent une nouvelle fois qu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent. Surtout ne les aidons pas à le savoir en conservant soigneusement rangées au fond d'un tiroir les idées du socialisme...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

C’est une lettre de quelques lignes, tapée à la machine. Signée par Augustin Bizimana, le ministre de la Défense rwandais, elle est adressée « au Capitaine Paul Barril ». « Monsieur,… la situation dans mon pays devient de plus en plus critique… Vu l’évolution actuelle du conflit, je vous confirme mon accord pour recruter, pour le gouvernement rwandais, 1000 hommes devant combattre aux côtés des Forces Armées Rwandaises.

Des documents saisis chez le capitaine Paul Barril apportent de nouvelles preuves sur le rôle de la France dans le génocide tutsi, en1994,au Rwanda.

C’est une lettre de quelques lignes, tapée à la machine. Signée par Augustin Bizimana, le ministre de la Défense rwandais, elle est adressée « *au Capitaine Paul Barril* ». « *Monsieur,… la situation dans mon pays devient de plus en plus critique… Vu l’évolution actuelle du conflit, je vous confirme mon accord pour recruter, pour le gouvernement rwandais, 1000 hommes devant combattre aux côtés des Forces Armées Rwandaises.* » La missive insiste sur « *l’urgence* » de la requête. Elle est datée du 27 avril 1994.

A cette date, le génocide rwandais a commencé depuis trois semaines. Depuis que, le 6 avril, l’avion du président Juvénal Habyarimana a été abattu. Les Hutus, accusant les Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) d’avoir commis l’attentat, lancent un effroyable génocide. Hommes, femmes, vieillards, enfants : en quatre mois, essentiellement à coups de machette, ils massacrent 800000 Tutsis (évaluation de l’ONU).

Quatre ans après l’attentat contre le président rwandais, une enquête est ouverte en France pour déterminer qui a abattu l’aéronef. Très rapidement, en dépit des très nombreuses contradictions et insuffisances de ses investigations, le juge Bruguière accuse le FPR.

Mais, depuis que son successeur Marc Trévidic a repris le dossier, les cartes ont été entièrement rebattues. Le rôle des autorités françaises dans le génocide apparaît particulièrement ambigu. A ce titre, la lettre au capitaine Barril, récemment versée au dossier et dont nous nous sommes procuré la copie, est saisissante. Mais, depuis que son successeur Marc Trévidic a repris le dossier, les cartes ont été entièrement rebattues. Le rôle des autorités françaises dans le génocide apparaît particulièrement ambigu. A ce titre, la lettre au capitaine Barril, récemment versée au dossier et dont nous nous sommes procuré la copie, est saisissante.

Lorsqu’il est sollicité par le ministre de la Défense rwandais, le capitaine Barril n’est pas n’importe qui. « *Paul Barril, à cette époque, c’est la France, résume une source judiciaire. Faire appel à lui, c’est faire appel à la France.* » Ancien patron du GIGN, cela fait déjà plusieurs années que, avec sa société Secrets, Barril travaille dans l’ombre, à la demande de François de Grossouvre (un conseiller de Mitterrand), pour le gouvernement rwandais. Officiellement, Barril est d’abord chargé d’« une mission d’infiltration » au service du gouvernement rwandais, avant d’être sollicité par la veuve Habyarimana pour enquêter sur les auteurs de l’attentat. Officieusement, son rôle est nettement plus discutable.

L’été dernier, à la demande du juge Trévidic, une série de perquisitions menées chez Barril et auprès de son entourage ont permis de mettre la main sur des documents accablants. Outre la demande de 1000 mercenaires, les enquêteurs ont récupéré des

factures d'armes, de munitions et d'hommes, liées à « un contrat d'assistance » passé entre Barril et le gouvernement rwandais et daté du 28 mai 1994. Cartouches, obus, mortiers, grenades… le montant global dépasse les 3 M$. Le 20 décembre dernier, le juge Trévidic interroge le capitaine Barril sur ces documents. Le contrat d'assistance? « *Cela n'a jamais existé* », prétend l'intéressé. Les factures? « *Cela ne s'est jamais fait.* » Paul Barril, qui se présente désormais comme conseiller auprès des autorités qatariennes, a une expression pour résumer tout cela : « *C'est de la mayonnaise africaine.* » Une mayonnaise de près d'un million de morts. Leparsien.fr 24.01

SOCIAL

1- France

Des salariés de SFR ont participé jeudi à des rassemblements ponctuels à Paris, Lyon, Nantes, ou encore Toulouse pour protester contre la suppression de 856 postes nets prévue au sein du groupe via des "*départs volontaires*", a-t-on appris de sources syndicales. "*Il y a des rassemblements un petit peu partout*", a indiqué à l'AFP Vanessa Jereb, responsable de l'Unsa, premier syndicat de l'opérateur télécom, précisant qu'"*un peu moins de 500 salariés*" s'étaient réunis à la mi-journée à proximité du siège à La Défense.

Selon Damien Bornerand (CGT), la mobilisation à l'appel d'une intersyndicale (CFDT, CFE/CGC, CGT, Unsa) a concerné l'ensemble des sites du groupe, et s'est traduite par des débrayages, des rassemblements ou encore des manifestations. lexpress.fr 24.01

2- Belgique

Le sidérurgiste ArcelorMittal a provoqué un séisme en Belgique en annonçant jeudi la fermeture définitive de six installations de transformation et finition de l'acier ("phase à froid") dans la région de Liège (est), qui affecteront 1.300 personnes.

"*Je crois qu'on est mort*"; "*C'est foutu*"; "*J'ai envie de mettre des gifles mais je me retiens*" : à la sortie d'un comité d'entreprise extraordinaire convoqué dans la matinée par la direction, les "*métallos*" liégeois ne cachaient pas leur colère. Mais ils semblaient surtout sous le choc de l'annonce, qui concerne les 2/3 des 2.200 salariés de la phase à froid liégeoise, sans compter des milliers d'emplois indirects dans la région.

Les syndicats ont immédiatement appelé à une grève générale sur les derniers sites encore ouverts du numéro un mondial de l'acier à Liège. Une assemblée générale du personnel est prévue lundi.

Ils craignent à présent la disparition totale, "*comme pour les charbonnages*", de la sidérurgie dans le bassin liégeois, où les premiers hauts-fourneaux ont vu le jour au XVIIIe siècle, a expliqué un responsable syndical, Daniel Camerini.

Après cette restructuration, il ne devrait rester que quelque 800 "*métallos*" dans la région, alors qu'à son époque dorée d'avant le choc pétrolier des années 1970, la sidérurgie liégeoise employait plus de 40.000 personnes et qu'elle comptait encore 5.000 salariés en 2005.

Face à cette crise, nouveau coup dur pour l'économie belge après l'annonce il y a quelques mois de la fermeture en 2014 de l'usine Ford de Genk, en Flandre, où 10.000 emplois directs et indirects vont être supprimés, M. Di Rupo a annulé un déplacement au Chili pour rentrer en Belgique jeudi soir.

Alors que les syndicats réclament une "*nationalisation*" ou un "*portage*" des usines liégeoises par les autorités publiques, afin de relancer un outil "*intégré*" comprenant la phase à chaud déjà à l'arrêt depuis 2011 et la phase à froid, le chef du gouvernement régional wallon, Rudy Demotte, s'est montré prudent.

"*Nous allons regarder tout ce qui est possible légalement*", a laconiquement déclaré M. Demotte, qui doit rencontrer Elio Di Rupo vendredi en fin de matinée à Bruxelles.

La stupeur est d'autant plus grande en Belgique que le géant de l'acier, qui avait déjà annoncé en octobre 2011 la fermeture de sa "*phase à chaud*" liégeoise, avec à la clef la perte de près de 800 emplois directs, s'était engagé en novembre à investir 138 millions d'euros dans la phase à froid, qu'elle qualifiait à l'époque de "*stratégique*".

"*Malheureusement, les perspectives économiques se sont détériorées davantage*", affirme-t-il à présent, en pointant notamment les restructurations de ses clients du secteur automobile, parmi lesquels figure justement Ford Genk. AFP 24.01

Comme diraient Hollande et Ayrault, nous faisons pleinement "*confiance* à monsieur Lakshmi Mittal qui se fera un honneur de tenir ses engagements... de fermer Florange après avoir liquidé Gandrange ! Avec la bénédiction des syndicats s'entend.

Lisez ou relisez mes anciennes causeries depuis août 2008, tout y est, tout ce qui est en train de se produire est expliqué en détails : tenants et aboutissants, méthodes, mécanismes, processus, sur le plan national et international, les institutions, les partis, les syndicats, le capitalisme et son évolution, tous les facteurs qui entrent en jeu, leurs rapports, leur évolution, la transformation de la société, les médias, l'évolution de la démographie mondiale, la division internationale du travail, la guerre économique, les différents régimes, etc... Il y a certes du déchet, mais plus des trois quarts est valable.

3- Grèce

Le gouvernement grec a réquisitionné jeudi le métro d'Athènes pour mettre fin à une grève de huit jours contre des coupes salariales, provoquant un tollé syndical et politique et un blocage des transports en commun dans la capitale grecque.

Bravant, avec le soutien de la centrale syndicale nationale GSEE, la réquisition, qui ouvre la voie au licenciement des grévistes réfractaires, le principal syndicat d'employés du métro, Selma, a annoncé la poursuite de l'arrêt de travail vendredi, pour la neuvième journée consécutive.

La centrale ouvrière d'Athènes a enchaîné en appelant à une grève de 24 heures vendredi dans tous les transports en commun, bus, trolleys, tramways, et trains de banlieue.

Dans les bus, la grève doit se poursuivre jusqu'à mardi, tandis que les syndicats des chemins de fer et du train de banlieue desservant l'aéroport ont lancé un mort d'ordre d'arrêt du travail jusqu'à lundi.

L'ordre de réquisition a été annoncé à la mi-journée par le ministre du Développement, Costis Kadzidakis, à l'issue d'une réunion avec le Premier ministre conservateur, Antonis Samaras.

"*Le peuple grec a fait d'énormes sacrifices, je ne peux pas autoriser d'exceptions*", a expliqué dans la soirée M. Samaras.

L'épreuve de force était perceptible autour du principal dépôt du métro, dans la banlieue populaire de Sépolia, où se sont retranchés des dizaines de syndicalistes, surveillés de loin par des unités antiémeutes.

"*La réquisition, c'est la junte*", a réagi le leader du Selma, Antonis Stamatopoulos, barricadé dans ce dépôt .

M. Samaras a reçu le soutien de son allié socialiste, Evangélos Vénizélos, mais son troisième partenaire gouvernemental, le petit parti de gauche modérée Dimar, a exprimé son "*désaccord*", à l'instar de l'opposition de gauche comme de droite.

La GSEE, qui revendique un million d 'adhérents, a dénoncé un "*dérapage antidémocratique*", et menacé d'une prochaine grève générale.

Son chef Iannis Panagopoulos, a accusé le gouvernement de brader droits et acquis sociaux sous la pression des bailleurs de fonds de ce pays surendetté, l'UE et le FMI.

Bénéficiant jusque-là d'avantages salariaux, le personnel du métro conteste son alignement prévu sur la grille générale des salaires, imposée dans le secteur public, avec une révision générale à la baisse, par les plans de rigueur.

Le gouvernement affirme, quant à lui, n'avoir aucune marge de manoeuvre, face aux créanciers de la Grèce, qui exigent une application à la lettre des recettes de rigueur qu'ils ont dictées en échange de leur soutien financier. AFP 24.01

Samaras a reçu le soutien de son allié du Pasok, Evangélos Vénizélos, normal. C'est dans la nature de l'Internationale social-libéral-impérialiste à laquelle appartient également le PS. Dimar s'est désisté, normal, ils se partagent les rôles. Le bon, la brute et le truand...

4- Espagne

L'année 2012 s'est achevée sur un nouveau record historique du chômage en Espagne, à plus de 26% et 55% chez les jeunes, au moment où la récession s'aggrave dans le pays, soumis à une rigueur draconienne qui éloigne la reprise.

A la fin décembre, l'Espagne comptait presque six millions de chômeurs (5.965.400), soit 26,02% des actifs, a annoncé jeudi l'Institut national de la statistique.

Parmi les mauvaises nouvelles, le nombre de foyers dont tous les membres actifs sont au chômage atteint 1.833.700, soit 95.800 foyers de plus qu'à la fin septembre et plus d'un foyer espagnol sur dix.

Cette nouvelle poussée du chômage s'ajoute à l'aggravation probable de la récession dans laquelle est plongée la quatrième économie de la zone euro depuis la fin 2011.

Selon la Banque d'Espagne, le produit intérieur brut (PIB) du pays pourrait se replier de 0,6% entre octobre et décembre, soit le recul le plus marqué sur un trimestre depuis plus de trois ans.

Le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy a dû admettre que le pays resterait en récession en 2013, prévoyant un recul de 0,5% du PIB. Mais ce chiffre reste optimiste par rapport aux attentes des analystes et des organismes internationaux: le Fonds monétaire international (FMI) prévoit ainsi un recul de 1,5% cette année.

"*Nous savons que si l'économie décroît, le chômage ne peut pas diminuer. Il n'y a pas de création nette d'emplois. Mais j'ai l'espoir que la croissance revienne l'année prochaine*", analyse Gayle Allard, professeur à l'IE Business School de Madrid.

Dans ce contexte, toutes les organisations humanitaires s'alarment d'une pauvreté galopante: près de 12,7 millions de personnes, dans ce pays de 47 millions d'habitants, étaient en 2011 en danger de pauvreté ou d'exclusion, selon une étude européenne.

"*La pauvreté augmente, la faim augmente déjà. Les soupes populaires débordent de monde, tout empire. Mais j'espère que ce chiffre sera le pire*", poursuit Gayle Allard. AFP 24.01

5- Allemagne

Allianz a annoncé jeudi la fermeture de sa filiale Allianz Bank à la fin du mois de juin, supprimant ainsi 450 postes. Reuters 24.01

ECONOMIE

1- France

Le montant des crédits immobiliers accordés en 2012 en France a chuté de 26,4% par rapport à l'année précédente, qui avait déjà affiché une baisse de 4,2%, un repli continu que n'a pas endigué la baisse des taux d'intérêt, désormais à des niveaux jamais vus.

Par rapport à 2011, plus de 40 milliards d'euros de crédit manquent à l'appel.

En 2012, le total des prêts à l'habitat accordés se situe entre 117,5 et 120,5 milliards d'euros, a indiqué à l'AFP Michel Mouillart, professeur d'économie à l'Université Paris-Ouest et auteur de l'étude de l'Observatoire Crédit Logement/CSA, publiée jeudi.

Le montant exact n'est pas encore arrêté, certaines opérations pouvant être considérées comme finalisées en 2013 et non en 2012, a-t-il expliqué.

En cause, la fin du PTZ+ (prêt à taux zéro) dans l'ancien, un format moins favorable du dispositif Scellier pour l'investissement locatif, la hausse des prix mais surtout un fort attentisme, lié à la dégradation de la conjoncture économique.

Après un premier semestre calamiteux (-33,1%), la production (de crédits immobiliers) ne s'est pas ressaisie, mis à part en octobre et novembre, relève l'étude, malgré la baisse continue du niveau des taux d'intérêt.

Le taux moyen a ainsi atteint le plus bas niveau de l'histoire en décembre, à 3,22%. Selon les données publiés par l'Observatoire, il aurait même continué à baisser durant les premières semaines de 2013, pour s'afficher à 3,19%.

Sur l'ensemble de 2012, 79,2% des prêts ont été accordés à un taux inférieur ou égal à 4%, contre seulement 60,7% en 2011.

Pour 2013, le montant des crédits accordés "va descendre encore un peu", prévient M. Mouillart, pour se porter autour de 110 milliards d'euros. AFP 24.01

2- Ukraine

L'Ukraine et le groupe anglo-néerlandais Shell ont signé jeudi à Davos un important contrat de production de gaz de schiste qui devrait déboucher sur un investissement de plus de 10 milliards de dollars.

Le ministre ukrainien de l'Energie, Edouard Stavitsky a estimé la valeur de ce contrat à quelques dix milliards de dollars, soit un investissement sans précédent en Europe pour cette source d'énergie controversée.

L'Ukraine, qui aspire à réduire sa dépendance énergétique de Moscou, détient selon les estimations du gouvernement américain les quatrièmes réserves de gaz de schiste en Europe, après la Pologne, la France et la Norvège.

En 2012, un autre géant américain, Chevron a remporté un appel d'offres pour l'exploration du gisement de gaz de schiste d'Olesske, dans l'ouest de l'Ukraine.

En août dernier, un consortium mené par Shell et le géants pétroliers américain ExxonMobil a par ailleurs remporté un appel d'offres portant sur la production d'hydrocarbures sur le plateau continental de la mer Noire en Ukraine.

Le consortium qui comprend également le groupe roumain Petrom, qui appartient à l'autrichien OMV, et l'entreprise publique ukrainienne Nadra Ukraïny, s'occupera de l'exploration du secteur Skifski du plateau située dans la partie nord-ouest de la mer Noire, à proximité de la Roumanie.

Ce secteur devrait permettre de produire de 3 milliards à 4 milliards de mètres cubes de gaz par an, selon des estimations.

Un parti d'opposition nationaliste, Svoboda, entré pour la première fois au Parlement en 2012, s'est dores et déjà opposé à la production du gaz de schiste en Ukraine, s'inquiétant des risques environnementaux qu'entraînerait selon elle la méthode de la fracturation hydraulique utilisée. AFP 24.01

Peu importe, ils pourrissent littéralement la planète, ils vont faire en sorte qu'elle devienne invivable pour une partie croissante de la population, tandis qu'ils s'enrichissent et continuent d'étendre leur pouvoir sur la population, ensuite une fois qu'ils auront créé des conditions de vie insupportables propres à attiser la haine aveugle de masses toujours aussi ignorante et manipulable, il ne leur restera plus qu'à faire en sorte qu'elles s'entretuent histoire de s'en débarrasser une fois pour toute.

Haut de page

Le 26 janvier

CAUSERIE

Rectificatif.

Avant-hier soir très tard, lors d'une lecture un peu trop rapide d'un article publié par Mondialisation.ca, j'avais retenu que les djihadistes dont l'auteur demandait la libération avaient combattu dans différents pays alors qu'il avait écrit qu'ils étaient originaires de différents pays et qu'ils n'avaient combattu qu'en Irak, ce qui n'était pas du tout la même chose, autant pour moi. Du coup, je ne les ai pas contactés. Il n'en demeure pas moins que je ne m'associerai pas à cette initiative et que je ne publierai pas cet article dans le site.

Très bref et sans commentaire, pas le temps.

Carnets de Syrie (documentaire russe vostfr sur la guerre civile en Syrie)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=BYBFl_I31lQ

Hypocrisie générale

- "*L'armée doit être irréprochable et il ne saurait être question pour nous de cautionner des actes que nous reprochons aux terroristes*", a déclaré le gouvernement malien dans un communiqué mercredi soir.

- Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a appelé mercredi l'encadrement de l'armée malienne à être "*extrêmement vigilant*" envers les risques d'exactions.

- Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui avait salué l'intervention "*courageuse*" de la France au Mali, avait fait part mardi de ses craintes concernant l'impact de l'opération sur les civils et les droits de l'homme.

- L'Union européenne s'est également déclarée mercredi "*très préoccupée*" par de possibles exactions au Mali. "*Nous sommes très préoccupés par des rapports qui évoquent la possibilité de luttes et de combats ethniques, d'exactions commises à titre de revanche*", a indiqué à Ouagadougou la commissaire européenne à l'aide humanitaire, Kristalina Georgieva. AFP 24.01

Les origines d'Al-Qaïda au Maghreb islamique: Qui est derrière les terroristes?

Extraits. Article publié le 24 janvier 2013 (http://www.mondialisation.ca)

Mokhtar Belmokhtar, le cerveau des attaques terroristes perpétrées par la brigade islamiste des Moulathamine (masquée) au complexe gazier d'In Amenas est l'un des membres fondateurs d'AQMI.

Il a été formé et recruté par la CIA en Afghanistan. Belmokhtar était un volontaire nord-africain, un « *Arabe afghan* » enrôlé à 19 ans comme moudjahidine pour se battre dans les rangs d'Al-Qaïda en Afghanistan à une époque où la CIA et sa filiale pakistanaise, l'ISI, appuyaient activement le recrutement et la formation des djihadistes. Mokhtar Belmokhtar a fait la « *guerre civile* » en Afghanistan.

Il est retourné en Algérie en 1993 et s'est joint au GSPC. Le passé et l'implication de Belmokhtar en Afghanistan suggèrent qu'il était un « *agent de renseignement* » appuyé par les États-Unis.

Le rôle des alliés des États-Unis, l'Arabie Saoudite et le Qatar Dès le début en 2007, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a établi des liens étroits avec le Groupe islamique combattant en Libye (GICL), dont les dirigeants avaient également été formés et recrutés en Afghanistan par la CIA. La CIA et le MI6 britannique appuient clandestinement le GICL.

Le GICL a été directement appuyé par l'OTAN durant la guerre de 2011 contre la Libye « *fournissant des armes, de la formation des forces spéciales et même des avions pour appuyer le renversement du gouvernement libyen* ». (Tony Cartalucci, The Geopolitical Reordering of Africa: US Covert Support to Al Qaeda in Northern Mali, France "*Comes to the Rescue*", Global Research, janvier 2013.)

Les Forces spéciales britanniques SAS avaient été envoyées en Libye avant l'insurrection, agissant à titre de conseillers militaires du GICL.

Plus récemment, des reportages ont confirmé qu'AQMI a reçu des armes du GICL, dont les mercenaires ont intégré les rangs des brigades d'AQMI. Le commandant Mokhtar Belmokhtar, qui a coordonné l'opération d'enlèvement d'In Amenas, a déclaré :

« *Nous avons été l'un des principaux bénéficiaires des révolutions dans le monde arabe. En ce qui concerne le fait que nous bénéficions des armes [libyennes], cela est normal dans ce genre de circonstances.* » http://www.hanford.gov/c.cfm/oci/ci_terrorist.cfm?dossier=174 La raffinerie de BP à In Amenas est située en plein sur la frontière libyenne. On peut soupçonner l'implication d'un contingent de combattants du GICL dans l'opération.

AQMI a également des liens avec le Front Al-Nosra en Syrie, appuyé clandestinement par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

AQMI est lié de manière indélébile à un programme de renseignement occidental. On le décrit comme « *l'un des groupes militants les plus riches et mieux armés de la région* », financé secrètement par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Le journal français *Le Canard enchaîné* a révélé (juin 2012) que le Qatar (un fidèle allié des États-Unis) finance diverses entités terroristes au Mali, incluant le groupe salafiste Ansar Dine : Et les rebelles touareg du MNLA (indépendance et laïcité), d'Ansar Dine, d'AQMI et de Mujao (djihad en Afrique de l'Ouest) ont reçu de l'argent du Qatar selon un reportage (The Examiner).

L'information du journal satirique *Canard enchaîné*, qui rapportait (juin 2012) que le Qatar financerait des groupes armés au Nord-Mali, a été relayée par les médias d'Algérie et d'Afrique de l'Ouest. Depuis plusieurs mois au Mali on soupçonne Ansar Dine, le principal groupe armé pro-charia de la région, de recevoir du financement du Qatar.

Au début du conflit par exemple, des reportages (non confirmés) indiquaient qu'un avion qatari rempli d'armes, d'argent et de drogue était atterri à Gao.Le reportage original cite un rapport du renseignement français indiquant que le Qatar a fourni de l'aide financière à trois des principaux groupes armés du Nord-Mali : Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghali, AQMI et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

Le montant du financement donné à chaque groupe n'est pas révélé mais on signale que de nombreux rapports de la DGSE française remis au ministère de la Défense ont mentionné l'appui du Qatar au terrorisme au Nord-Mali. (C'est l'auteur qui souligne)

Il faut évaluer attentivement le rôle d'AQMI comme atout du renseignement. L'insurrection islamiste crée des conditions favorisant la déstabilisation politique du Mali en tant qu'État-nation.

Pour lire le début et la suite de cet article (7 pages), vous le trouverez en ligne dans la rubrique *Mali*.

Que se passe-t-il vraiment chez Renault ? L'enjeu.

Les méthodes de Renault dans les discussions avec les syndicats sur un accord de compétitivité s'apparentent à du "*chantage patronal*", a estimé vendredi le numéro un de la CGT Bernard Thibault qui a critiqué "*l'attitude assez passive du gouvernement*", actionnaire du constructeur automobile.

Thibault aurait-il décidé de me contredire (voire ma causerie d'hier) ou quelque chose m'aurait-il échappé ?

En fait, j'ai dû sauter un acte dans la comédie qu'ils nous servent, qui consiste à abandonner provisoirement les suppressions de postes pour mettre l'accent sur le volet antisocial, sans doute parce les ouvriers sont plus aptes à ce mobiliser sur cette question parce qu'ils ne se sentent pas concernés par ces suppressions d'emplois dès lors qu'elles ne s'accompagneraient pas de licenciements, pour remettre plus tard en avant ces suppressions d'emplois qu'ils ont tout intérêt à présenter comme une menace de milliers de licenciements même si c'était totalement faux, vous suivez, ce qui servira de monnaie d'échange avec la direction pour parvenir à un accord qui inclura en totalité ou en partie ce volet antisocial)

"*Les discussions, discussions entre guillemets, portent sur ce terrain de chantage: gel des revenus, accroissement des heures de travail, une plus grande flexibilité (...) On est dans le chantage patronal, on est sur un +moins disant social+*", "*une forme de dumping social*", a déclaré Bernard Thibault sur LCI.

"*Renault a le même type de comportement dans tous les pays européens*", a poursuivi le dirigeant syndical, selon qui le deuxième constructeur français met en concurrence ses salariés européens en les comparant entre eux pour faire pression.
AFP 25.01

Thibault aurait-il décidé de me contredire (voire ma causerie d'her) ou quelque chose m'aurait-il échappé ?

En fait, j'ai dû sauter un acte dans la comédie qu'ils nous servent, qui consiste à abandonner provisoirement les suppressions de postes pour mettre l'accent sur le volet antisocial, sans doute parce les ouvriers sont plus aptes à ce mobiliser sur cette question, parce qu'ils ne se sentent pas concernés par ces suppressions d'emplois dès lors qu'elles ne s'accompagneraient pas de licenciements, ils n'y croient pas, pour remettre plus tard en avant ces suppressions d'emplois qu'ils ont tout intérêt à présenter comme une menace de milliers de licenciements, même si la direction de Renault n'en a jamais eu vraiment l'intention ou plutôt sachant qu'elle n'en a pas les moyens, vous suivez, ce qui servira de monnaie d'échange avec la direction pour parvenir à un accord qui incluera en totalité ou en partie ce volet antisocial.

En réalité, ce seraient eux qui se seraient pris les pieds dans le tapis en avançant trop tôt l'argument de possibles fermetures d'usines accompagnées de milliers de licenciements, semble-t-il. A moins qu'ils l'aient joué autrement, et à mon avis c'est la version la plus vraisemblable, estimant qu'il valait mieux faire monter la mayonnaise dès le début, pour ensuite attendre qu'elle retombe pour frapper un bon coup une fois la majorité des ouvriers divisés, démoralisés, démobilisés, parce qu'entre temps ils auront utilisé l'arme du double langage et toute la panoplie dont les syndicats et le patronat disposent pour aboutir à créer cette situation ou ces rapports défavorables à toute mobilisation (massive).

Finalement, le document remis plus tôt aux syndicats qui laissait entrevoir une possible fermeture d'usines avec à la clé des milliers de licenciements en l'absence d'un "accord de compétitivité" n'était pas du "*chantage*" mais un piège, Ghosn qui sait parfaitement ce qu'il fait avait raison, il s'agissait d'une vulgaire provocation montée de concert avec les dirigeants syndicaux qui se sont saisis immédiatement de ce document, la suite de ce scénario savamment orchestré vous venez de la lire dans le paragraphe précédent.

Ce piège tendu aux ouvriers et mis au point par la direction de Renault en collaboration avec les dirigeants syndicaux ou comptant par avance sur leur duplicité légendaire pour y collaborer, ce qui revient au même, a relativement bien fonctionné puisqu'on a bien failli tomber dedans, failli seulement.

Gageons que tel ne sera pas le cas de nos braves dirigeants à la tête trop pleine pour pouvoir encore y faire entrer quelque chose ou seulement réfléchir et rectifier le tir. Vous pouvez compter sur eux pour vous expliquer ce qui se passe réellement chez Renault.

Quelques éléments supplémentaires tirés de l'actualité qui confirme notre analyse.

Ce qui se passe tient en quelques mots : c'est l'application de l'accord du 11 janvier 2013, ce qui inclut ce qui demeurait explicite ou sous-entendu dans son contenu pour l'avenir. A savoir, des dizaines ou centaines de milliers de licenciements dans l'avenir, cet accord n'ayant pas vocation à les interdire, il a été conçu pour permettre sous la menace permanente brandie par le patronat de fermetures d'entreprises, (dans un premier temps), de liquider le contrat de travail ou CDI et des pans entiers de la législation du travail encore favorable aux travailleurs, pour accroître les profits des actionnaires ou augmenter le niveau de compétitivité des entreprises, afin qu'il se rapproche du taux d'exploitation (et du taux de profit) existant dans les pays où la main d'oeuvre est bon marché et les conditions d'exploitation plus favorables au capital.

1- Pour le ministre du Travail, Michel Sapin, l'accord sur la sécurisation de l'emploi est "*un pas immense*", notamment parce qu'il donnera aux entreprises "*les instruments pour anticiper l'avenir*" afin de "*s'adapter sans licencier*". nouvelobs.com 25.01

2- "*Renault, dans le plan automobile que j'ai présenté au nom du gouvernement au mois de juillet, a pris l'engagement de ne fermer aucun site*", déclare le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg. nouvelobs.com 25.01

3- "*Nous n'aurons pas recours à des licenciements secs, on va tenir notre engagement*", déclare son PDG Philippe Varin. nouvelobs.com 25.01

Au passage, les mesures avancées par la direction de Renault sont conformes à celles rendues publiques en juillet 2012 et adoptées par la direction de PSA, qui sont elles-mêmes fidèles à l'accord intervenu entre le Medef et les syndicats (signataires ou non) le 11 janvier 2013, soit environ six mois plus tard, ou encore au document d'orientation transmis au Medef et aux syndicats mi-septembre 2012 par Sapin. Ce qui signifie que tous les acteurs de cette très mauvaise farce étaient parfaitement informés depuis plus de six mois des intentions du patronat et du gouvernement.

Quelques rappels qui le confirment amplement. Toutes ces informations sont disponibles en ligne dans les causeries de 2012.

Titre de trois articles de presse parus le 9 juillet 2012.

- Conférence sociale: Parisot invente les plans sociaux à l'amiable - L'Expansion.com
- Conférence sociale : tous contents, même le Medef ! - Le Nouvel Observateur
- Conférence sociale : Un bal syndical et patronal sans fausse note - LePoint.fr

Parisot - août 2012

"*Quant à la question des licenciements, elle doit surtout être pacifiée. Nous souhaitons continuer d'étendre la philosophie du refus du conflit, celle de la rupture conventionnelle, dite à l'amiable*", a-t-elle dit. Elle avait déjà plaidé pour une "*rupture conventionnelle collective*".

Mme Parisot estime qu'il faut "*d'abord prévenir les plans sociaux*" et donc "*développer une politique de compétitivité car rien n'est plus favorable à l'emploi que la compétitivité de l'entreprise*". (AFP 08.07)

Ayrault - août 2012

Jean-Marc Ayrault s'est dit "étonné de l'étonnement" qu'a suscité le fait qu'il prononce le discours d'ouverture de l'université d'été du Medef, mercredi à Jouy-en-Josas (Yvelines), une première pour un Premier ministre. "*Je m'étonne de l'étonnement que suscite ma présence parmi vous*", a expliqué M. Ayrault, qui a dit son "*plaisir*" d'accepter l'invitation de l'organisation patronale. "*Je crois aux vertus du dialogue entre le gouvernement et les partenaires sociaux*", a-t-il noté, ajoutant que "*les entreprises sont en première ligne dans l'effort de redressement de notre pays*". "*C'est dans un esprit d'ouverture et de confiance que je viens devant vous, attentif aux difficultés que vous rencontrez et à vos propositions*", a assuré M. Ayrault, qui a aussi voulu adresser aux chefs d'entreprises un "*message de confiance*". (AFP 29.08)

Message reçu 7/7 !

Ayrault et Sapin à l'université d'été du Medef - août 2012

Jean-Marc Ayrault a appelé mercredi, en ouverture de l'université d'été du Medef, le patronat et les syndicats à "*accélérer le rythme*" de la négociation sur la sécurisation de l'emploi, dans un contexte de hausse du chômage. "*J'appelle toutes les organisations à accélérer le rythme de négociation*" sur ce thème, a lancé le Premier ministre sur le campus HEC à Jouy-en-Josas.

Cette négociation fait partie des nombreux chantiers ouverts en juillet lors de la Conférence sociale. "*J'y attache une importance*

toute particulière", a souligné M. Ayrault. "*D'une part, parce qu'elle traite des sujets majeurs de la vie des entreprises: l'anticipation nécessaire des évolutions de l'activité, de l'emploi et des compétences, (...) ou encore la lutte contre la précarité excessive du marché du travail, qui touche particulièrement les jeunes et les femmes*", a expliqué M. Ayrault.

"*D'autre part, parce que la réussite de cette négociation témoignerait de l'éclosion d'un nouveau modèle de négociation sociale*", veut croire M. Ayrault, vantant une nouvelle fois les vertus de la concertation. "*Je souhaite donc qu'elle (cette négociation) rassemble tous les partenaires sociaux*", a-t-il conclu

Le ministre du Travail Michel Sapin a annoncé mercredi qu'il transmettrait aux partenaires sociaux dans 15 jours son document d'orientation qui lancera officiellement cette négociation. Il n'a pas précisé de date de fin des discussions. (AFP 29.08)

Vous aurez constaté que Ayrault avait insisté pour que cette pseudo négociation "*rassemble tous les partenaires sociaux*", condition préalable indispensable à remplir pour qu'elle puisse avoir lieu et qu'il en sorte un accord forcément favorable au patronat. Son voeu sera exhaussé au-delà même de toute attente.

Je n'ai pas eu le temps ces derniers jours de revenir sur ces déclarations et d'établir un rapport entre elles et l'évolution de la situation sociale et c'est dommage, peu importe en définitif, puisque vous avez là la preuve que notre analyse était la bonne, analyse qui n'a été reprise par absolument aucun parti ouvrier ou autres formations.

La participation de la CGT et de FO à ces pseudo négociations qui ont abouti à l'accord patronal du 11 janvier 2013 était bien l'élément essentiel de la situation que tous ont passé sous silence et s'en rendant ainsi les complices.

Dès lors que valent les analyses de tous ces partis et groupes de militants : que dal ! Tous soutiennent les appareils et le régime à leur façon, tous protègent, défendent leurs appareils ou leurs propres intérêts au détriment des intérêts collectifs de la classe.

Aucun ne veut rompre avec les appareils des syndicats, y compris celui du PS, de telle sorte qu'ils en arrivent à manipuler honteusement les faits, à occulter volontairement un facteur déterminant de la situation, ce qui empêchera les travailleurs et les militants de comprendre les véritables rapports qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes, finalement ils roulent pour le régime en place.

Thibault - septembre 2012

"*Le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi*", avertit-il, assurant que la CGT ne refuse pas "*le débat sur la compétitivité*" mais n'allait "*pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments*".

Il rejette la flexibilité "*qui se fait dans tous les pays européens*" -- "*le chômage n'a jamais été aussi important*" -- et met en cause "*le sous-investissement dans les entreprises*" ainsi que le "*sous-engagement dans la formation professionnelle*".

Evoquant une "*situation dramatique*" alors que le seuil des 3 millions de demandeurs d'emploi sans activité a été franchi, Bernard Thibault a relevé qu'"*il n'y a pas que la situation des sans emploi qui est naturellement une des urgences*". Il y a également "*entre 5 et 6 millions de nos compatriotes qui sont en situation de sous-emploi*", a-t-il dit. (AFP 03.09)

Thibault en disant "*le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi*" tendant la perche à la CFDT, et qu'il n'allait "*pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments*", ce dont on n'a jamais douté, a été entendu, il indiquait clairement qu'il allait se placer sur le même terrain que le Medef avec lequel il rivalisait de zèle, qu'il signe ou non l'accord qui allait intervenir le 11 janvier notez bien, pour finalement mettre l'accent sur le chômage ou l'emploi qui lui servirait de monnaie d'échange à la liquidation du contrat de travail qu'il laisserait passer.

C'est ce qui s'est passé chez PSA et dans d'autres entreprises, puis le 11 janvier 2013, et se produira demain chez Renault.

Vous n'avez pas l'impression, c'est un euphémisme, qu'ils sont de mèches ? Si bien sûr, cela n'a pas pu vous échapper, vous l'avez parfaitement compris, et là où vous avez pu percevoir des contradictions, c'était uniquement dû au fait que ces acteurs jouent la même partition mais en ayant des rôles différents à tenir, ils doivent rendre des comptes, les uns à leurs maîtres, en haut, les autres à leur base, en bas, voilà tout.

Bien entendu ces contradictions qui ne sont finalement qu'apparentes sont mises en lumière ou médiatisées pour que les masses ignorantes baignent en pleine confusion et ne s'y retrouvent pas, de telle sorte qu'elles croient que ces différents acteurs jouent des partitions différentes, qu'ils sont sincères, surtout les dirigeants syndicaux, c'est pour eux qu'est monté cette mise en scène, alors qu'en réalité ils jouent la même sur des registres différents conformément à la distribution des rôles qui a été établie. Tout est fait pour tromper les travailleurs et que les masses demeurent ignorantes.

Est-ce si difficile à comprendre et à expliquer aux travailleurs et aux militants ? Je ne le pense pas.

ACTUALITÉ DU JOUR

Chômage. Manipulation des faits et des masses.

Ils sont heureux la hausse du chômage serait demeurée "*stable*", elle aurait été "*contenue*" en décembre 2012. C'est ce que les médias aux ordres enchaînent en boucle. Mais qu'en est-il en réalité ?

"*Cette stabilité en décembre est appréciable*", se félicite le gouvernement.

Le nombre de chômeurs est resté stable en décembre 2012 (+300 personnes), après dix-neuf mois consécutifs de hausse, nous dit-on, oui mais cela ne concerne que la catégorie A (sans aucune activité).

Libération ajoute que : la tendance est par contre un peu différente si l'on inclut les chômeurs ayant exercé une activité réduite (catgéories B et C). Toutes catégories confondues, le nombre de demandeurs d'emploi augmente ainsi de 0,2% en décembre (+10 200 personnes), et de 8,8% sur un an. Soit 4 627 600 inscrits au total (4 917 500 avec les Dom).

Donc le chômage n'a pas été "*stable*" ou "*contenu*", en vérité il a continué de progresser, et la tendance est loin de s'inverser.

On nous dit : Selon les prévisions de l'Unedic, le nombre de chômeurs sans aucune activité (catégorie A) devrait ainsi augmenter de 185 500 cette année, après une hausse de 294 500 en 2012. Ce qui n'empêche pas Hollande de continuer de vouloir faire croire à qui l'écoute encore que la courbe du chômage pourrait s'inverser avant la fin de l'année.

Cependant, il est certain que le nombre de chômeurs ne va pas croître indéfiniment sinon cela se traduirait à un moment donné par une grève générale insurrectionnelle, une révolution, et la chute du régime, sans qu'il change forcément de nature précisons toutefois en l'absence d'un parti du type de celui de Lénine et Trotsky, ne nous leurrons pas, restons lucide.

Pour parvenir à inverser la courbe du chômage ou plutôt pour maintenir le niveau du chômage à un niveau très élevé, Hollande a sa petite idée que ne désavouera pas le Medef bien au contraire : « *Nous n'y parviendrons pas simplement avec les moyens de la croissance, pourtant indispensables, nous avons à mobiliser toutes nos forces pour atteindre cet objectif* », a-t-il affirmé vendredi à Lille, vous aurez compris que dans ses "*forces*" il incluait les syndicats toujours prêts à toutes les compromissions possible, à brader nos acquis comme ils viennent encore de le témoigner. Quant aux "*moyens de la croissance*", ils reposent sur la baisse du coût du travail, etc., quand ils auront réussi à baisser le coût du travail ou les salaires comme en Grèce et augmenter le temps de travail, etc. ensuite seulement ils embaucheront... peut-être. (source : liberation.fr 25.01)

A propos des "***deux gauches***"... qui n'en font qu'une.

Jean-Christophe Cambadelis a adressé une lettre ouverte à M. Mélenchon lui reprochant que "*rien ne trouve grâce*" à ses yeux dans l'action du gouvernement.

"*Qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse que ça les (le PS) agace. C'est la démocratie, chacun développe son point de vue*", a rétorqué Mélenchon interrogé sur BFMTV. " *Il y a deux lignes à gauche et eux voudraient nous faire taire*", a-t-il dit.

"*J'aime en politique avoir des bons mots, l'humour aide à visualiser les choses*", a expliqué M. Mélenchon pour qui "*on n'est pas là pour être gentils les uns avec les autres et être tous la même caste médiatico-politique qui se fait des sourires, se tape dans le dos et participe au buffet ensemble*".

Le coprésident du PG a réfuté être systématiquement "*contre*". "*Lorsqu'il y avait le projet de nationalisation temporaire, j'ai appuyé et soutenu, qui m'a coupé la route ? M. Ayrault. Lorsqu'il y a la loi pour le mariage pour tous est-ce que nous ne sommes pas là à nous mobiliser comme des fous ?*", a-t-il demandé.

"*Tu te plains, après des charges répétées, d'être maltraité par les socialistes*", écrit M. Cambadélis, "*mais tu dédaignes toutes les mains tendues. Jusqu'à lancer une campagne contre l'austérité, qui désigne de fait le PS comme responsable*".

"*Je ne détruirai pas le Front de gauche*", affirme Jean-Luc Mélenchon qui parie sur "*un vote sanction*" aux municipales. Mais pour l'eurodéputé, en 2014, "*l'élection politique fondamentale, c'est l'élection européenne*". AFP 25.01

C'est son gagne-pain au charlatan de service, légitimer l'Union européenne en participant à son Parlement fantoche, conçu uniquement pour donner un vernis démocratique à cette institution supranationale, pendant qu'elle perpétuerait son oeuvre destructrice de nos droits sociaux et politiques.

On ne va s'éterniser sur ce baratin, l'essentiel qu'il faut retenir c'est qu'il y aurait " *deux lignes à gauche*", ce qui signifie que la ligne social-libéral-impérialiste serait de gauche selon Mélenchon, témoignant si besoin était et c'est là qu'il se piège lui-même, qu'ils appartiennent bien à la même famille et qu'ils partagent la même idéologie, bref, qu'ils sont dans le même camp, pas le nôtre assurément, puisque le PS appartient au même titre que l'UMP à celui de nos adversaires, ce qu'il démontre quotidiennement.

Finalement, Cambadelis peut être rassuré, les deux renégats (ex-OCI tous les deux) se livrent à une vulgaire comédie sur fond de concurrence parce qu'ils ne "*participent au buffet ensemble*", celui du PS étant plus consistant, Mélenchon s'impatiente, on comprend, on comprend...

ACTUALITE EN TITRES

L'Internationale social-impérialiste complice.

- Ayrault en Argentine rend hommage aux victimes de la dictature - AFP

Tout et son contraire. Suite.

- Forum de Davos : le milliardaire George Soros pense que la zone euro est sauvée - Atlantico.fr

- La menace d'une 3e récession se précise en Grande-Bretagne - Reuters - il y a 17 heures

- La France face au spectre d'une nouvelle récession sans avoir engagé le combat contre les excès de la dépense publique - Atlantico.fr

Même pas en trois décennies!

- Michel Sapin: "*La bataille contre le chômage ne se gagne pas en un mois*" - L'Expansion.com

Bonne et mauvaise nouvelle

- GB: les Britanniques quitteraient l'UE en cas de référendum aujourd'hui - AFP

Propagande. Figurant.

- "*Monsieur Besancenot, je suis Malien et j'approuve l'intervention militaire française*" - lexpress.fr

"*Les maliens que vous citez ici sont ceux qui ont soutenu le coup d'état militaire dans notre pays. Ce sont ceux qui ne cessent d'organiser des manifestations pour réclamer -dans la rue- le départ du Président par intérim pour le remplacer par un putschiste. Cela au moment même où notre pays a besoin d'un minimum de cohésion sociale et d'une trêve politicienne pour faire face à la gravité de la situation.* "

"*Les Maliens ont d'ailleurs montré leur enthousiasme et leur reconnaissance à la France par l'accueil triomphal qu'ils ont réservé partout aux vaillants soldats français, débarqués au péril de leur vie pour sauver celle des autres.* "

Un militaire, c'est fait pour tuer (indistinctement des innocents) ou mourir en régime capitaliste, on préfèrera la seconde version.

Le gouvernement français de concert avec les dirigeants du vieux monde avaient en choeur condamné ce coup d'Etat militaire, ce qui était suspect et nous laissait à penser que ces militaires voulaient remettre de l'ordre dans un pays livré au chaos et aux islamistes radicaux par le chef d'Etat en place, justement pour justifier une intervention militaire française. J'ai lu plusieurs articles qui vont dans ce sens-là.

Et c'est évidemment tout à fait pas hasard, qu'une fois ces militaires putschistes ayant rendu le pouvoir, la France déclencha son offensive néocoloniale.

Falsification. Pas de bol !

- "*El Pais*" publie une fausse photo de Chavez, Caracas s'indigne - Le Nouvel Observateur

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

La direction de Goodyear Dunlop France pourrait annoncer lors d'un comité central d'entreprise (CCE) le 31 janvier la fermeture, au plus tard fin 2014, de son usine d'Amiens-Nord (Somme), a-t-on appris vendredi de source gouvernementale.

Cette fermeture concerne un site où sont employés 1.250 salariés, précise Le Monde, daté de samedi, qui a révélé l'information.

Mais les services du Premier ministre Jean-Marc Ayrault ont dit s'attendre à cette annonce. "*Nous avons été informés du risque de fermeture prochaine du site*", dit-on dans son entourage.

Marc Jonet, délégué CFE-CGC, a appelé François Hollande, qui avait apporté son soutien aux salariés de Goodyear pendant sa campagne présidentielle, à intervenir pour éviter la fermeture.

"*Nous souhaitons qu'il garde la main et qu'il réussisse à convaincre les uns et les autres que seule la négociation peut aboutir à la sauvegarde du site*", a-t-il dit sur i>TELE.

"*Sinon, nous irons vers une situation de blocage, de tribunaux en tribunaux*", a-t-il ajouté.

Selon *Le Monde*, une réunion s'est tenue mardi à Matignon sur le sujet.

Une offre de reprise du groupe américain Titan international, qui était subordonnée à la fermeture de l'activité pneus pour véhicules de tourisme, a échoué en septembre 2012, faute d'accord entre Goodyear et la CGT sur un plan de départs volontaires.

En conséquence, la direction avait indiqué que son plan de départs volontaires sans licenciements à l'usine d'Amiens-Nord n'était plus d'actualité.

Le groupe Titan proposait de reprendre un peu plus de 500 salariés. Reuters 25.01

Du déjà vu et entendu...

2- Grèce

2.1- La police anti-émeutes grecque a forcé l'entrée d'un dépôt ferroviaire vendredi matin à Athènes pour disperser des employés du métro en grève depuis neuf jours consécutifs.

Des échauffourées se sont produites lorsque les policiers ont donné l'assaut vers 04h00 (02h00 GMT).

Une dizaine de grévistes ont été interpellés et une femme a été légèrement blessée, a déclaré un policier resté anonyme.

Après une semaine de paralysie du métro, le gouvernement a ordonné jeudi la reprise du travail en vertu d'une loi d'urgence et environ 90 salariés ont décidé de rester la nuit au dépôt en guise de protestation.

"*Quand les actions syndicales sont jugées illégales et abusives, il faut faire respecter la loi*", a déclaré vendredi Simos Kedikoglou, porte-parole du gouvernement mené par le Premier ministre Antonis Samaras.

Le métro était toujours paralysé vendredi, un syndicat précisant que les employés resteraient en grève tant qu'ils n'auraient pas reçu par la poste l'ordre de reprendre le travail.

Les employés grévistes refusent d'être incorporés au sein d'un nouveau système salarial pour les employés du secteur public, qui réduirait très fortement leur salaire.

Les conducteurs de bus, de train et de tramway ont en outre débrayé vendredi en signe de solidarité. Reuters 25.01

2.2- Si le rapport du FMI sur la Grèce publié vendredi 18 janvier prend acte des ravages de l'austérité sur la population et l'économie du pays, il appelle pourtant à poursuivre coûte que coûte le programme de coupes sociales et de privatisations, analyse Giorgos Delastik.

Sur le plan économique, les gouvernements Papadreou, Papadimou et Samaras ont taillé en pièces les travailleurs et les retraités, et ont « *désossé* » avec une sauvagerie fiscale inédite le peuple grec. C'est ce que reconnaît le FMI lui-même (!) dans son rapport sur l'économie grecque qui a été rendu public.

La comparaison effectuée par le FMI avec les autres pays de la zone euro sous tutelle de la Troïka est extrêmement révélatrice. Sur le programme global de coupes en Grèce, 80 pour cent proviennent des réductions faites dans les salaires et dans les retraites, et de la restriction ou de la suppression des dépenses sociales. Dans les autres pays « *troïkanisés* », en revanche, le montant correspondant représente 60 pour cent de l'ensemble des coupes. En dépouillant les Grecs ces dernières années sur le plan fiscal, les impôts directs et les « *rançonnements* » successifs en sont venus à représenter 54 pour cent des recettes de l'Etat, tandis qu'ils constituent 46 pour cent chez les pays européens touchés par les mêmes maux.

Le tragicomique dans tout cela, c'est qu'une fois ces remarques formulées de façon critique, le FMI propose ensuite que la même politique soit poursuivie et que ces « *rançonnements d'urgence* » soient établis durablement, comme la mal nommée « *contribution de solidarité* », qui devait théoriquement cesser d'être perçue à partir de 2015, les taxes immobilières, etc. Cela ne suffit pas au FMI, il réclame également 25.000 « *licenciements ciblés* » dans la fonction publique rien que pour 2013. Désavouant indirectement le gouvernement, qui avait affirmé qu'il n'y aurait pas de coupes dans les salaires, les retraites et les allocations, le FMI demande que de nouvelles mesures soient définies pour engranger des recettes supplémentaires de quatre milliards d'euros pour la période 2015-2016.

Le FMI estime que notre pays ne liquide pas le patrimoine public aux rythmes souhaités et imposés par les créanciers étrangers. Ainsi, si le rythme des privatisations est toujours jugé insatisfaisant d'ici le mois de juin, il souligne la nécessité de limoger et d'éloigner les Grecs de la direction de l'organisme en charge de la vente des biens publics (TAIPED), et de les remplacer par des « *experts étrangers* » ! C'est-à-dire que des étrangers assument la responsabilité de vendre directement à d'autres étrangers des milliers de biens immobiliers appartenant à l'Etat grec ! De toute urgence ! Si l'UE et le FMI se montrent inflexibles sur la question des coupes dans les salaires et les retraites de millions de Grecs, ils se montrent en revanche étonnamment passifs devant les pertes de recettes liées soit aux fraudeurs fiscaux, soit aux privatisations. Au départ, ils disaient que la Grèce percevrait 50 milliards des privatisations jusqu'en 2015. Une estimation revue par la suite à 45 milliards, et ce jusqu'en 2020 plutôt que 2015. Aujourd'hui, le FMI estime que ce montant devrait chuter à 23,5 milliards, soit la moitié de l'objectif corrigé jusqu'en 2016.

Dans le même temps, l'objectif de recouvrement de 3,2 milliards d'euros en 2012 a totalement échoué – 100 millions seulement ont été perçus (trois pour cent de l'objectif !), comme le relève le rapport de la commission établie par le Parlement allemand, d'après le journal Westdeutsche Allgemeine Zeitung (WAZ) ». Dans tout ce capharnaüm, un formidable pillage du patrimoine public grec doit avoir lieu. Et cela, le FMI et l'UE le réclament et le promeuvent ardemment, ils n'essayent pas de l'éviter. Au contraire, leur mission, c'est que la Grèce ne se voit pas dotée d'un gouvernement anti-troïka. « Les élections ont généré un séisme politique, avec l'arrivée en deuxième position du parti de la gauche radicale, après une campagne électorale fortement opposée aux politiques du programme (de la troïka). Des partis extrémistes sont également devenus populaires.

C'est toutefois un gouvernement pro-mémorandum qui a été élu » relève le FMI dans son rapport. Loin d'être rassuré il prévient que « *les sondages montrent un soutien accru au Syriza et aux autres partis anti-mémorandum. En plus d'engendrer des retards, cela provoquerait une crise politique, qui engendrerait une faillite et/ou la sortie du pays de l'euro.* » Le FMI tente donc de présenter favorablement la coalition Samaras-Venizélos-Kouvélis, en jugeant qu'un gouvernement dominé par le Syriza reviendrait en gros à une sortie de la Grèce de la zone euro, avec le postulat d'une faillite du pays. Les nouvelles coupes dans les salaires et dans les retraites, par contre, ne semblent pas le déranger.

Article paru le 21 janvier dans le quotidien To Ethnos, traduit du grec par AR (okeanews.fr 25.01

ECONOMIE

1- BCE

Les banques de la zone euro rembourseront la semaine prochaine en avance à la Banque centrale européenne (BCE)

137,159 milliards d'euros de prêts à trois ans, un signe supplémentaire du retour progressif du système financier européen à un fonctionnement normal.

La BCE a précisé vendredi que 278 banques avaient saisi la première opportunité qui leur était offerte de réaliser un remboursement anticipé, le 30 janvier.

Au total, 523 banques de la zone euro avaient eu recours fin 2011 à la première des "*opérations de refinancement à plus long terme*" (LTRO) lancées pour soutenir le crédit.

Les deux LTRO successifs, en décembre 2011 et février 2012, avaient permis à la BCE d'injecter un peu plus de 1.000 milliards d'euros dans le système financier et d'éviter, selon le président de l'institution Mario Draghi, "*un assèchement majeur du crédit*". AFP 25.01

137,159 milliards d'euros sur 1.000 milliards d'euros... Ils ne vous diront de quelle manières elles ont remboursé la BCE. Ils ne vous diront pas non plus où est passé le reste ni à quoi il a servi au juste. A spéculer, à maquiller leur bilan pour payer moins d'impôts ?

2- Fusion-Acquisition

Le total des opérations de fusions et acquisitions impliquant des sociétés françaises a atteint 71,3 milliards d'euros en 2012, un montant en forte baisse de 53% par rapport à l'année précédente, selon une étude du bimestriel Fusions et acquisitions magazine.

L'étude a recensé, au total, 706 opérations mais une seule pour un montant supérieur à 10 milliards d'euros, en l'occurence le rachat du britannique International Power par le français GDF Suez pour 12 milliards, dette comprise.

La seconde opération de l'année arrive loin derrière, avec 3,4 milliards d'euros pour la prise de contrôle de l'italien Edison par EDF. Les acquisitions par des sociétés françaises en France ont enregistré une baisse de 66% par rapport à 2011, tandis que les acquisitions françaises à l'étranger ont elles affiché un repli de 60%.

Quant aux acquisitions de cibles françaises par des sociétés étrangères, elles ont mieux résisté, avec une baisse de 34%. lexpress.fr 25.01

Haut de page

Le 27 janvier

CAUSERIE

Samedi soir.

On a peu l'occasion de se détendre ces derniers temps, il faut dire que l'actualité social et politique ne s'y prête pas vraiment ou nous en fournit guère l'occasion.

Hier après une longue journée de boulot, sur les coups de 23h30 j'ai regardé quelques vidéos de Joe Satriani et Steve Vai en concert en buvant un coup, histoire de faire de beaux rêves ou de ne pas faire de cauchemars car cela m'arrive assez souvent.

Il faut dire qu'avec tout ce que je dois encaisser la journée en prenant connaissance de l'actualité social et politique internationale qui n'a vraiment rien de réjouissant, il y a de quoi se poser de sérieuses et angoissantes questions sur l'avenir de l'humanité.

Il y a bien entendu des questions qu'il est préférable de ne pas se poser, du genre : est-ce qu'on va s'en sortir ? C'est le but de notre combat qui n'est pas perdu d'avance, même si on part avec un sérieux handicap, il ne faut pas se le cacher.

Ce samedi soir, Mageswary ne voulait pas regarder la télévision, alors elle m'a tendu la télécommande en me disant de regarder TV5Monde Asie si je voulais, j'étais très réticent car dernièrement chaque fois que je me suis connecté sur cette chaîne francophone j'ai zappé au bout de 10 secondes, pour ne pas faire preuve de mauvaise volonté j'ai tapé 731 et là je suis tombé sur une émission d'une débilité accablante de Sabatier consacrée à de soi-disant humoristes, dont le niveau était d'une telle médiocrité que j'ai coupé au bout de 15 minutes, je m'en suis fadé quatre pour voir s'ils étaient tous aussi misérables pour constater que tel était le cas, à côté Bedos ou feu Devos, c'était Zola ou Balzac ! Le 24 décembre, quand j'ai entendu les premières paroles "petit papa Noël", j'ai zappé au bout de 3 secondes. L'année dernière c'était pire encore, j'étais tombé sur des curés, je n'en croyais pas mes yeux et mes oreilles !

Avec Metallica, la vidéo du concert de Nîmes (2011 ?) est excellente, au moins tu t'éclates, tout le monde est debout, danse, chante, hurle, la jeunesse est formidable, c'est la fête bordel ! On passe notre vie à pleurer dans leur monde pourri de merde, on a quand même le droit de l'oublier quelques instants et de savourer l'existence, on n'est pas venu sur terre pour en chier toute notre existence, alors autant en profiter en écoutant des musiciens qui ont un réel talent ou qui sont des virtuoses dans leur art, on a le droit au meilleur, on le revendique dans tous les domaines.

Je suis allé une seule fois à un concert de piano salle Pleyel à Paris, une expérience inoubliable, c'était à un concert de Paul Badura Skoda, il a joué sur un piano forte qui datait de l'époque de Beethoven dont je suis fan également. Bon, ce n'était pas vraiment le même public et la même ambiance qu'à Nîmes, plus feutrée, mondain, je n'y ai pas prêté attention et ma compagne non plus, on avait seulement l'impression d'être dans un autre monde, pas le nôtre évidemment, mais en même temps on a savouré le bonheur de s'élever au-dessus de la médiocrité de cette société, d'être transporté dans un autre siècle, et puis, il n'est pas inutile parfois de se rappeler que l'homme est aussi capable du meilleur, d'exprimer, de vivre et de partager un idéal quelques instants éphémères qui resteront à jamais gravés dans notre cerveau, je parle avec le musicien et non avec la salle. C'était un soir en semaine si je me souviens bien et nous ne nous sommes pas attardés sur place, nous travaillions tous les deux le lendemain.

On a parfois l'impression d'étouffer dans le vieux monde, on a donc besoin de s'en évader pour supporter tant bien que mal ce qu'il nous fait subir quotidiennement, c'est légitime.

Je pense que c'est salutaire de demeurer un rebelle toute sa vie, de pousser des coups de gueule, de s'emporter, sans aller jusqu'à perdre le contrôle de soi évidemment, de gueuler son ras le bol, de demeurer en permanence en guerre contre l'ordre établi et de se soulager comme l'on peut, en faisant la fête, en picolant un bon coup ou en fumant un pétard pour s'éclater avec des potes, cela permet de se libérer d'un coup de toutes les frustrations ou les difficultés de l'existence qu'on nous fait subir, pour une fois on se dépasse, on n'est plus limité par leur régime policé et policier, on ressent pendant un moment comme un avant-goût de la liberté que l'on chérit tant et qu'on nous interdit de vivre le reste du temps.

Et voilà que je poètise, et je suis à jeun, je n'ai pas fumé depuis plus d'un mois, je veux dire autre chose que les cigarettes du commerce ! Quand j'ai fumé, c'est pire ! Mais après je ne peux plus bosser, je dois être trop vieux pour ce genre de truc. Comme quoi on peut facilement s'en passer.

Généralement je préfère les gens qui boivent et qui fument, qui mangent de la viande, qui ne se prennent pas trop au sérieux, et surtout qui ne vous prennent pas la tête pour vous convaincre de quoi que ce soit. Il m'est arrivé ici de discuter avec des Français et de refuser de leur donner l'adresse de mon site, car cela n'aurait servi à rien, d'ailleurs après les avoir prévenus qu'ils seraient effrayés en découvrant son contenu, ils n'ont pas insisté, comme quoi je ne m'étais pas trompé.

Ce site ne s'adresse qu'à des gens et des militants particulièrement motivés pour progresser dans la vie, ce qui ne signifie nullement qu'ils devraient pour cela adopter mes idées, loin de moi cette idée, au contraire, ils ne peuvent y parvenir selon moi qu'en se forgeant eux-mêmes leurs propres convictions à partir des moyens ou outils (c'est mon côté ouvrier et non ouvriériste) mis à leur disposition ou qu'ils adaptent en fonction de leurs propres expériences, c'est ainsi que je conçois ma contribution fort modeste.

Cela dit, j'ai constaté que la fréquentation du site avait baissé et c'est dommage, pas pour moi puisque je n'ai rien à y gagner dans un sens ou dans l'autre, mais parce qu'à ma connaissance il n'existe pas de site équivalent qui livre des analyses quotidiennement ou aborde si librement des questions qui nous concernent tous finalement.

Chaque fois que je vais sur un site en dehors de ceux que je fréquente régulièrement ou qui m'envoient directement leurs documents, je suis déçu ou pour parler vulgairement je m'emmerde, il ne m'apporte rien et je perds mon temps. Je ne parle pas des sites qui se sont spécialisés dans un domaine particulier, c'est autre chose, je parle des sites d'informations qui colportent la propagande officielle à des degrés divers ou roulent pour différents partis ou différentes idéologies qu'on reconnaît au premier coup d'oeil, je parle pour moi qui aie acquis une certaine expérience pour les repérer rapidement.

J'arrête là mon bavardage, il est tard, je vais écouter un peu de musique pour finir la soirée en bonne compagnie et dans la bonne humeur. A demain, ici c'est dans 28 minutes.

Dimanche matin.

Après des courriels de militants ou d'organisations du Maroc, d'Italie et de Roumanie et en provenance d'autres pays, j'en ai reçus un d'Inde où je vis depuis plus près de 17 ans.

Il s'agit apparemment d'un syndicat du nord de l'Inde dénommé GurgaonWorkers (Workers signifie travailleurs et Gurgaon la ville où il est implanté) . Il est implanté à Faridabad et Gurgaon qui sont des villes industrielles de l'Etat de Haryana (dans lequel est enclavée la capitale de l'Inde, Delhi). J'ai téléchargé un article que je vais traduire avec l'aide de Google, je verrai par la suite si cela vaut le coup de le mettre en ligne. A suivre

Trois vidéos en soutien au peuple malien

Extrait de l'émission Ce soir ou jamais. Michel Collon interpelle Henri Guaino. Le même Henri Guaino qui, au micro de RTL, déclarait il y a quelques jours : « Sur le Mali, l'heure n'est pas au débat ». On comprend mieux pourquoi il n'en voulait pas.

1- Débat sur France 3, Michel Collon massacre Henri Guaino sur le Mali et la Libye, une vidéo proposée par Neega Mass (artiste panafricain et engagé)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=H_3g0V07A3U

2- Mali : Michel Collon répond aux internautes

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=qvfyqBah9SY

3- MALI KO - VERSION OFFICIELLE " UNITED VOICES OF MALI "

www.youtube.com/watch?v=2ViOsWbxuNk&feature=player_embedded

Des artistes au Mali s'unissent pour chanter contre la guerre. Il fut un temps où ce genre d'initiative était prise aussi par les artistes d'Occident. Mais depuis l'avènement des guerres humanitaires, les chants pour la paix ont laissé place aux tambours de guerre. Les mouvements pacifistes se sont effondrés. Beaucoup se sont même reconvertis, soutenant les nouvelles croisades menées au nom des droits de l'homme et de la démocratie. De l'autre côté du fusil par contre, on connait toute la réalité des guerres humanitaires. Et on chante, pour la paix. (IGA)

Vous avez raison : où est passé le mouvement ouvrier et son avant-garde, auraient-ils déserté ? Après ils s'étonneront que les jeunes et les travailleurs se détournent des partis ouvriers et des syndicats au profit d'ONG ou autres organisations financées... par l'impérialisme.

Ils auront tout fait pour. Honte à eux qui creusent notre tombe !

Cela nous avait échappé.

Ici en Inde, premier pays du monde en terme d'achat de matériel militaire en 2012, nous sommes opposés à toutes dépenses militaires supplémentaires, alors que des centaines de millions d'Indiens vivent dans la précarité absolue et la misère.

Que Mélenchon et Hollande ne soient pas de cet avis ne nous étonne pas du tout, qu'ils se fassent les VRP de Dassault est naturel. Mélenchon n'a pas besoin d'appartenir au gouvernement pour défendre la politique de marchand de canons de Hollande... ou la guerre contre le Mali.

Mali, ventes de Rafale : Hollande, après Mélenchon - 19/01/2013 (science21.blogs.courrierinternational.)

Que penser, dans ce contexte et dans celui de la mondialisation, de la question des ventes de Rafale à l'Inde ou à d'autres pays ?

Jean-Luc Mélenchon a déjà ouvertement soutenu les ventes de Rafale à l'Inde, notamment dans ses déclarations à Médiapart du 23 mars 2012 en pleine campagne électorale des présidentielles : http://www.dailymotion.com/video/xpolmx_jean-luc-melencho... (à partir de 1h24).

A cette occasion, Mélenchon a été jusqu'à avancer explicitement des considérations à caractère supposément stratégique (l'Inde présentée comme un allié potentiel, des prétendues menaces pesant sur l'Inde) pour justifier de telles ventes de Rafale. Une bien étrange propagande, pour la « gauche de la gauche » et a fortiori pour son candidat aux élections présidentielles de 2012.

De son côté, François Hollande se montre beaucoup plus franc en employant le mot « commercial ». La vente massive de Rafale à l'Inde, est-ce autre chose que la recherche d'un ballon d'oxygène financier devant la situation économique de plus en plus fragile de la France générée, précisément, par la mondialisation ? D'autant plus qu'à ce jour, l'Etat français détient une faible participation dans Dassault Aviation via EADS, la SOGEADE et la SOGEPA.

Mais François Hollande ne répond pas à cette simple question : quel est, pour la France, le prix stratégique d'un tel commerce qui comporte en réalité le transfert à l'Inde d'un savoir-faire technologique essentiel ? Quelles en seront les implications ?

La France serait-elle donc à ce point ruinée, qu'il ne lui resterait-il plus qu'à vendre son avance dans les technologies de pointe ?

Et pour quelle raison Jean-Luc Mélenchon a-t-il gardé le silence devant Médiapart sur cet aspect véritablement stratégique de la transaction ? Quelles seront les conséquences de cette braderie technologique qui dépasse de loin le domaine militaire ?

Le 1er février 2012, Mélenchon avait pourtant reconnu ce problème devant France Inter (http://www.franceinter.fr/emission-le-79-jean-luc-melench...) tout en soutenant fortement les ventes de Rafale à l'Inde et faisant confiance à Dassault Aviation quant aux précautions à prendre sur le transfert de technologie. A cette occasion, Mélenchon avait plaidé une différence fort artificielle entre l'aviation militaire et le nucléaire, et banalisé les conséquences des transferts de technologie dans le domaine civil. Qui peut comprendre une telle logique ?

L'entreprise Hindustan Aeronatics Limited (HAL, http://hal-india.com/) appartient à l'Etat de l'Inde et se trouve placée sous l'autorité du Ministère de la Défense de ce pays.

De même, les déclarations de Jean-Luc Mélenchon du 1er février 2012 devant France Inter avaient aussitôt donné lieu à des réactions de militants, comme en témoigne l'article de Brest-ou-Vert « Mélenchon, le Rafale et la dissuasion nucléaire ». Voir aussi ce compte rendu d'une Assemblée Citoyenne du Front de Gauche du 3 février 2012 à Chateaulin : http://www.finistere6-lhumaindabord.fr/2012-00-pages/page...

Notre ennemi est dans notre propre pays.

Notre ennemi est dans notre propre pays, c'est le gouvernement qui représente les intérêts du capital, les institutions, l'Etat, le capitalisme et ses représentants et non l'UE, la BCE ou le FMI, la troïka.

Question : Qui est-ce qui a adopté le TCSG ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté la "*règle d'or*" ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté le budget d'austérité de 2013 ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui va retranscrire sous forme de loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 ?

Réponse : Le gouvernement.

Question : Qui est-ce qui sera éventuellement appelé à l'adopter ?

Réponse : Les députés.

Dans tous les cas de figure, il est établi :

- Que ce n'est ni Bruxelles ni Washington qui mettent en oeuvre cette politique antisociale, mais bien les institutions de la Ve République.

- Qu'ils agissent pour le compte du capitalisme : c'est évident.

- Que cette politique soit conforme aux recommandations de la troïka, Bruxelles ou Washington ou encore des marchés : c'est évident.

Dès lors, il est parfaitement clair que toute propagande ou campagne consistant à orienter les travailleurs dans une autre direction que contre le gouvernement et les institutions, consistera à les mener systématiquement dans une impasse et profitera au régime en place.

Question : Qui a décidé d'entrer en guerre contre le peuple malien et d'attenter à sa souveraineté ?

Réponse : Hollande et son gouvernement.

Question : Qui a décidé de soutenir cette guerre qui a déjà coûté 30 millions d'euros en 13 jours

Réponse : L'ensemble des députés.

Donc une nouvelle fois : les institutions de la Ve République et non Bruxelles ou Washington.

Les fait, encore les faits, toujours les faits, rien que les faits.

A bas le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

A bas l'Assemblée nationale, les institutions de la Ve République !

A bas l'Etat impérialiste et néocolonial !

A un moment donné, il faut choisir son camp.

On ne peut pas prétendre, d'un côté combattre pour le retrait de l'accord patronal du 11 janvier 2013, et d'un autre côté refuser de rompre avec les appareils syndicaux de la CGT et de FO qui par leur participation aux pseudo négociations ont permis l'existence d'un tel accord.

A bas l'opportuniste qui fait le jeu du régime en place !

ACTUALITE EN TITRES

Non, une confirmation.

- Virage social-libéral de François Hollande ? Encore faudrait-il que le libéralisme ait déjà réussi à exister en France - Atlantico.fr

Pourvu qu'elle pète !

- Goodyear, la nouvelle bombe sociale du gouvernement - L'Expansion.com

Pire qu'en Inde !

- Les micrologements, symboles de la crise aiguë du logement en Ile-de-France - 20minutes.fr

Qui manifestent pour quoi ?

- Les partisans de l'action française au Mali manifestent - LePoint.fr

- Mariage homo: des défilés déjà en province - AFP

- Manifestation pour le mariage homo: Ayrault "*espère une forte mobilisation*" AFP

Serait-ce les mêmes ?

- 63 % des Français favorables au mariage homosexuel - LePoint.fr 25.01

- Intervention au Mali: 63% des Français favorables à l'opération militaire - Le HuffPost 14.01

Hier il y a eu une manifestation à Montreuil de Malien soutenant la guerre de rapine entrepris par l'impérialisme français, ils en ignorent évidemment les raisons réelles, ils sont manipulés par des organisations pro gouvernementale ou le gouvernement qui profite de leur ignorance.

L'impérialisme français a créé une situation de chaos au Mali pour justifier son intervention militaire. De ce fait les populations souffrent atrocement des conséquences de ce chaos dont les groupes islamistes radicaux sont les maîtres d'oeuvre sur le terrain, tandis que l'impérialiste français et ses agents (Qatar) agissent en sous-main, financent et arment ces barbares. Du coup la population locale qui n'a pas du tout envie de vivre sous le régime de la charia voit l'intervention française comme une délivrance et c'est bien naturel.

Donc là aussi, le gouvernement social-impérialiste français se sert du peuple malien au Mali pour justifier cette guerre, qui a pour objectif de renforcer sa présence militaire dans ce pays et dans la région, ainsi que celle de l'impérialisme américain dans un second temps, pour mieux piller ses richesses.

Il va chercher du renfort.

- Le ministre de la Défense Le Drian en visite express en Arabie saoudite - AFP

Parole d'internaute

(à propos des passes d'armes entre Mélenchon et le PS)

- " *Il est heureux (c'est une façon de parler) que les Français aient la mémoire courte, sinon, les "ténors du PS" risqueraient qu'on leur jette à la figure les compromis et les compromissions dont ils se sont montrés coupables, quand ce ne sont pas les condamnations qui leur ont été infligées par la Justice.*

Ce que l'on constate c'est l'omniprésence de la gent énarquienne, dans le gouvernement, autour du gouvernement, dans les banques, autour des banques, dans l'opposition et autour de l'opposition.

C'est à dire que l'on confie le soin de nous sortir de la crise à des gens qui nous y ont plongés !

Après l'immaculée conception et la multiplication des pains, c'est pas mal comme croyance au miracle !"

Il se trouve que du côté de ce qu'on appelle vulgairement la gauche, tous font en sorte que les masses oublient que Désir, Cambadélis, Fabius et bien d'autres dirigeants du PS ont été mis en examen ou condamné par la justice dans le passé, parce qu'ils ont tous des liens organiques avec ce parti du capital ou encore pour justifier leur politique (opportuniste) qui nous a conduite à la situation actuelle.

Tous les partis qui se situent théoriquement à gauche s'emploient systématiquement à effacer le passé du PS ou à le réecrire à leur manière avant et après l'avoir soutenu et qu'il parvienne au pouvoir, ce n'est pas nouveau, la même situation prévalait avant et après le 10 mai 81. Etant incapables de rompre leurs liens avec ce parti, ils participent ainsi au soutien qui lui est indispensable pour appliquer sa politique réactionnaire, autrement dit, il va s'en dire que leur ligne politique ne peut pas correspondre à ce que les travailleurs sont en droit d'attendre d'un parti ouvrier.

Pourquoi ? Parce que de ce fait leur analyse de la situation et des rapports entre les classes s'en trouve faussée. Or, c'est à partir de cette analyse et en grande partie de ce facteur déterminant que l'on définit les tâches que le prolétariat à accomplir et la politique que l'on va mettre en oeuvre, tactique, mots d'ordre, etc. dans la perspective du renversement du régime et la prise du pouvoir par la classe ouvrière qui demeure notre point de repère ou notre objectif auquel demeure subordonnée notre ligne politque et notre intervention dans la lutte des classes, qui se traduit dans l'immédiat par une stratégie permettant de construire un nouveau parti révolutionnaire ou communiste.

- " *Répondre du tac au tac aux petites phrases de Mélenchon, c'est bien , mais il serait plus intéressant que le PS réponde à ses critiques justifiées de l'action de Hollande et de ses ministres, car pour de ce qui est du programme de gauche, c'est bien dans la ligne Sarkozy que le pays est dirigé, la finance est aux commandes, on endort les "administrés" avec le mariage pour les homos, et autres broutilles qui peuvent bien attendre 5 ans.*"

Et cela marche à merveille à "*gauche*" et à l'extrême gauche, vous l'avez observé vous aussi, bravo ! Ils vont réaliser l'unité avec le PS et manifester ensemble, :

- Alors que le PS a adopté le TSCG, la "*règle d'or*", le budet 2013 d'austérité, etc.

- Au moment même ou le PS est en train de bombarder le Mali, d'oeuvrer à la destruction de la Syrie,

- Au moment même où il y a plus de 5, 6, voir 7 millions de chômeurs en France,

- Au moment même où Hollande s'apprête à retranscrire sous forme de loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 qui constitue la plus formidable défaite de la classe ouvrière depuis 68 selon le Medef qui s'en réjouit.

Alors pourquoi ne pas manifester avec l'UMP, l'UDI ou le FN pendant qu'ils y sont, à Athènes la Nouvelle Démocratie (équivalent de l'UMP) a envoyé les forces spéciales pour briser la grève des salariés du métro et le PASOK (équivalent du PS) a applaudi, mais jusqu'où iront-ils dans l'opportunisme ?

Hollande ne pouvait pas rêver mieux, un pareil soutien vient à point nommé.

Tout cela pour satisfaire un droit qui concernera moins d'1% (3 à 5.000 environ) des personnes tous sexes confondus s'unissant par le mariage ou le Pacs par an (plus de 400.000). L'union de la gauche derrière Hollande et son gouvernement social-impérialiste sur la question du mariage des homosexuels est en réalité le complément politique de l'union nationale réalisée sur le Mali. Ils sont plus discrets sur l'accord du 11 janvier 2013...

- "*Oui compte tenu de la gravité de la situation le mariage homo aurait pu attendre, il y a tellement de problèmes à résoudre en particulier le chomage. Il y a près de 1000 nouveaux chômeurs par jour, voire 1300 certains mois, mais le mariage homo est prioritaire.*"

Vous avez remarqué (à ma connaissance) comme moi qu'aucun parti ou syndicat ne manifestait contre l'entrée en guerre de l'Etat français néocolonial contre le peuple malien, qu'aucun parti ou syndicat ne manifestait contre l'accord patronal du 11 janvier 2013, il y en a même qui se sont fendus de tracts pour soutenir le mariage homosexuel mais qui ont été incapables d'en sortir un contre cet accord sclélérat.

Vous savez pourquoi ? Parce qu'il leur serait impossible d'appeler au front unique en direction du PS et ses satellites qui soutiennent cette guerre de rapine et qui soutiennent l'accord du 11 janvier 2013, tactique dont ils sont prisonniers et qu'ils n'ont eu de cesse de mettre en avant depuis 70 ans, ils n'en ont pas d'autres. Si maintenant vous en concluez qu'ils sont finalement totalement incapables de développer une politique indépendante du PS, je ne vous contredirez pas.

Cela permet de se faire passer le PS pour un parti progressiste, partisan de la démocratie, humaniste, c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a soutenu toutes les guerres engagées par l'impérialisme américain depuis des décennies (Afghanistan, Irak, Côte-d'Ivoire, Liban, Libye, Syrie...), toujours dans le passé en réalité, notamment celles de Corée, d'Algérie et du Vietnam. Tout comme Bush, Obama, Sarkozy.

La PS est un parti d'aristocrates foncièrement réactionnaire, impérialiste, pourri jusqu'à l'os, au-delà de tout ce que les travailleurs ou les militants savent déjà ou peuvent imaginer, par ignorance, sauf que dans ma situation, je n'ai pas le droit de l'ignorer ou de feindre de l'ignorer, ce serait trahir mon engagement politique et ma classe.

Ce que vous ne comprenez pas monsieur, c'est que pour justifier leurs liens, leur politique opportuniste, leur caractérisation du PS, ils ont besoin de temps en temps de redorer son blason recouvert du sang de nos victimes qui depuis a eu le temps de sécher ou de s'évanouir.

Apparemment seuls FO et le POI ne s'associent pas à cette opération.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Au moins 30 personnes ont été tuées et plus de 300 blessées samedi lors de violents heurts dans la ville égyptienne de Port-Saïd, après la condamnation à mort de 21 personnes pour leur implication dans des violences ayant suivi un match de football l'an dernier.

Ces affrontements interviennent au lendemain du deuxième anniversaire du début du soulèvement ayant conduit au départ de Hosni Moubarak, lui-même marqué par des violences entre manifestants et policiers qui ont fait neuf morts et plus de 530 blessés à travers le pays, selon des sources médicales.

A Port-Saïd (nord-est), les violences ont débuté quelques minutes après la condamnation à la peine capitale de 21 supporteurs

du club local d'Al-Masry pour leur implication dans la mort de 74 personnes après un match en février 2012.

Des proches des personnes condamnées ont tenté d'envahir la prison dans laquelle se trouvaient ces dernières, tandis que des assaillants inconnus ont fait usage d'armes automatiques en direction de la police qui a riposté avec du gaz lacrymogène, d'après des témoins.

Deux postes de police ont été pris d'assaut et des tirs nourris se faisaient entendre à travers la ville, où les magasins avaient baissé leurs rideaux, selon un correspondant de l'AFP.

Au moins 30 personnes ont été tuées et 312 blessées, selon des sources médicales, qui ont précisé que les décès avaient été provoqués par des balles réelles. Deux policiers figurent parmi les tués, d'après le ministère de l'Intérieur.

Un général de l'armée a annoncé le déploiement des militaires pour "*rétablir le calme*" et protéger les installations publiques.

Port-Saïd est située à l'entrée nord du canal de Suez, mais l'organisme de gestion de cette voie stratégique pour le commerce mondial a indiqué que le trafic n'était "*pas affecté*".

L'armée a toutefois annoncé le renforcement de la sécurité du canal pour "*faire face à tout acte qui pourrait menacer la navigation*", a rapporté l'agence officielle Mena.

A Suez, où huit personnes sont mortes vendredi lors de manifestations hostiles au président islamiste Mohamed Morsi, de nouveaux heurts se sont produits samedi. Un poste de police a été attaqué, ont indiqué les services de sécurité. Des armes ont été dérobées et 25 prisonniers libérés par les assaillants.

Parallèlement, au Caire, des accrochages qui avaient débuté jeudi entre manifestants hostiles au président et policiers, près de la place Tahrir, ont repris de manière sporadique.

Toujours dans la capitale, les condamnations à mort ont été en revanche accueillies dans la salle d'audience par les cris de joie et les youyous des membres des familles des victimes.

Le président du tribunal a fixé au 9 mars le verdict pour le reste des accusés, dont 9 policiers.

En février 2012, 74 personnes étaient mortes à Port-Saïd après un match entre le grand club cairote d'Al-Ahly et Al-Masry. Ce drame, le plus meurtrier du football égyptien, s'est produit après la victoire d'Al-Masry, dont des centaines de supporteurs avaient envahi le terrain et lancé des projectiles vers ceux d'Al-Ahly.

Les "*Ultras*" d'Al-Ahly avaient menacé les autorités de "*chaos*" si le verdict n'était pas assez sévère.

Alors que la tension est extrêmement vive dans le pays, l'opposition aux islamistes, regroupée au sein du Front du salut national (FSN), a réclamé une "*solution globale*" à la crise politique incluant notamment un "*gouvernement de salut national*".

Faute de quoi, a-t-elle prévenu, elle boycotterait les législatives prévues en principe en mars ou avril, et réclamerait une présidentielle anticipée.

M. Morsi a participé samedi à une réunion du Conseil national de défense, qui a appelé au calme et au dialogue national pour sortir de la crise. AFP 26.01

2- Sommet de l'UE et de la Celac

Un sommet réunissant une quarantaine de dirigeants de l'UE et d'Amérique latine s'est ouvert samedi à Santiago du Chili avec pour ambition un partenariat "*stratégique*" entre une Europe essoufflée par la crise et un sous-continent ayant économiquement le vent en poupe qui veut parler d'égal à égal.

"*Le thème qui nous réunit est la construction d'une nouvelle alliance stratégique pour parvenir à un développement durable*", a déclaré le président chilien Sebastian Pinera lors de la cérémonie d'ouverture devant un parterre de 60 délégations représentant d'une part l'Union Européenne et de l'autre la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (Celac).

"*Ces deux blocs représentent un tiers des pays de la planète, plus d'un milliard d'habitants et plus d'un tiers de la production mondiale*", a-t-il rappelé.

Si les deux blocs régionaux se sont déjà réunis auparavant, il s'agit du premier sommet sous l'égide de la Celac, fondée lors du sommet de Caracas en décembre 2011 sous l'impulsion du président vénézuélien Hugo Chavez.

La chancelière allemande Angela Merkel, surnommée la "*chef de l'Europe*" par la presse chilienne, avait affirmé dans la matinée "*vouloir porter à un autre niveau les relations entre la Celac et l'UE pour parvenir à une association stratégique d'égal à égal*".

Une vision partagée par le chef de la diplomatie chilienne Alfredo Moreno. Avec la Celac, "*nous serons en mesure de discuter de manière plus symétrique avec l'Union européenne*", a-t-il souligné.

"*Le développement dynamique de toute cette région nous démontre que nous, au sein de l'UE, devons faire des efforts pour ne pas rester en arrière, améliorer notre compétitivité, réduire notre dette, nous ne pouvons pas vivre sur le dos des générations futures*", a relevé Mme Merkel.

L'Amérique latine et l'Europe entretiennent "*des relations très intenses, non seulement en termes d'investissements, et cela nous différencie de nos partenaires asiatiques*", avait ajouté la chancelière allemande à l'issue d'un entretien avec le président chilien.

Le sommet, qui prendra fin dimanche, porte essentiellement sur l'investissement, l'intégration sociale, la lutte contre le trafic de drogue et les questions liées au réchauffement climatique.

Lors des débats, l'UE devrait insister sur la nécessité de promouvoir le libre-commerce et la sécurité juridique afin d'augmenter les investissements en Amérique Latine, une demande appuyée notamment par le Chili et d'autres membres de l'Alliance du Pacifique.

La présidente brésilienne Dilma Rousseff, qui s'est entretenue cette semaine avec les présidents du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et de la Commission européenne Jose Manuel Barroso, a appelé de ses voeux la conclusion "*rapide*" de l'accord de libre échange entre l'UE et le Mercosur, le marché commun d'Amérique du sud.

Pour sa part, le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault s'est voulu rassurant sur la santé économique de l'Union européenne, plaidant pour "*approfondir*" les "*relations équilibrées*" entre UE et Amérique latine et Caraïbes.

"*Je mesure qu'au moment où d'autres régions émergentes consolident rapidement leur présence en Amérique latine, la turbulence, les incertitudes de la zone euro ont suscité ces derniers mois, des doutes et interrogations et pas seulement en Amérique latine*", a-t-il déclaré lors d'un "*sommet des affaires*" précédant le Sommet.

Sur le plan économique, les deux régions se trouvent dans des situations disparates, avec l'Union européenne confrontée à l'une des plus grandes crises de son histoire, et l'Amérique latine qui traverse une phase prolongée de croissance économique (4,5% de hausse moyenne du PIB en 2010-2012).

Mais elles pèsent de manière très différente dans l'économie mondiale: l'UE est le bloc économique le plus important de la planète, un marché unique de plus de 500 millions d'habitants représentant un quart du PIB mondial.

L'Europe est le plus gros investisseur en Amérique Latine: 43% de l'investissement direct étranger dans la Celac vient de l'UE (385 milliards d'euros en 2010).

Une réunion à huis clos sera suivie samedi d'un dîner officiel au palais présidentiel de la Moneda.

Après une nouvelle séance à huis clos dimanche matin, le sommet prendra officiellement fin pour laisser place à une réunion de la Celac dimanche et lundi. AFP 26.01

A "*huis clos*" de quoi peuvent-ils discuter de si important qui ne devraient pas tomber dans les oreilles des peuples d'Europe et d'Amérique Latine ? Et tous les chefs d'Etat d'Amérique latine dits de gauche y participent, acceptent ces règles ? Ils sont autant de gauche que le PS, le PASOK, le SPD, le PSOE, etc.

L'UE a besoin du soutien de ces Etats pour sortir provisoirement du bourbier dans lequel elle s'est mise... Une façon comme une autre de soulager (momentanément) la crise du capitalisme, ils diront, en sortir, pour qu'elle ressurgisse d'ici peu...

3- République tchèque

Le pro-européen Milos Zeman, 68 ans, ancien Premier ministre et vétéran de la gauche tchèque, a remporté haut la main samedi la première présidentielle tchèque au suffrage universel et succédera à l'eurosceptique notoire Vaclav Klaus.

Fort de 54,8% des suffrages, M. Zeman a largement devancé le ministre des Affaires étrangères Karel Schwarzenberg, aristocrate de droite âgé de 75 ans, qui a obtenu 45,2% des voix.

Le taux de participation a atteint 59,1%.

M. Zeman, qui se qualifie lui-même d'"*euro-fédéraliste*", est favorable à l'entrée de la République tchèque dans la zone euro.

A la différence de son prédécesseur dont le mandat expire le 7 mars, M. Zeman se dit prêt à hisser au Château de Prague, son futur siège officiel, le drapeau bleu étoilé de l'Union européenne.

De Bruxelles, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a "*chaleureusement*" félicité Milos Zeman pour son élection.

Le président sortant Vaclav Klaus, volontiers provocateur, reprochait à l'UE son "*déficit démocratique*", ses excès bureaucratiques et ses régulations supranationales. Il avait qualifié la récente attribution du prix Nobel de la paix à l'UE d'"*erreur tragique*".

L'approche de Prague envers l'UE "*changera*", selon Jan Kavan, ministre tchèque des Affaires étrangères à l'époque où M. Zeman était Premier ministre (1998-2002).

Un point d'interrogation planait autour de la future cohabitation entre le président de gauche et le gouvernement de centre droite de Petr Necas, dont le mandat expire en 2014.

Fragilisé par sa politique impopulaire d'austérité budgétaire mais aussi par des scandales de corruption, le gouvernement a progressivement perdu sa majorité à la chambre basse. Mais il a déjà survécu à cinq motions de censure.

M. Necas, chef du parti de droite ODS, a qualifié l'élection de M. Zeman de "*logique*" et "*naturelle*". Il a rappelé que le nouveau chef de l'Etat formait avec l'artisan de la "*Révolution de velours*" Vaclav Havel et le président sortant Vaclav Klaus le trio ayant le plus marqué l'évolution du pays depuis la chute du communisme.

Economiste de formation, M. Zeman arrive au point culminant de sa carrière politique, après avoir notamment occupé les postes de chef de la Chambre basse du Parlement (1996-1998) et de Premier ministre (1998-2002) alors qu'il était chef du Parti social-démocrate (CSSD). AFP 26.01

Ce Zeman qui se qualifie lui-même d'"*euro-fédéraliste*", ex-chef du Parti social-démocrate (CSSD), encore un homme de gauche...

SOCIAL

1- France

L'un des principaux distributeurs français de jeux vidéos, Game France, en redressement judiciaire, va licencier au moins 400 personnes malgré les trois offres de reprise partielles, mais complémentaires, étudiées vendredi par le tribunal de commerce de Bobigny.

Au maximum, seuls 71 magasins et 156 postes seront repris, sur les 157 boutiques et 557 emplois du groupe, en redressement judiciaire depuis le 4 septembre. Le tribunal rendra sa décision définitive le vendredi 1er février à 14H00. AFP 25.01

2- Grande-Bretagne

Entre 25.000 et 30.000 personnes, selon les organisateurs, ont manifesté samedi à Londres contre la fermeture prévue de la maternité et du service des urgences d'un important hôpital du sud-est de la capitale, et contre les coupes budgétaires dans le secteur de la santé publique.

La police n'a pas donné d'estimation du nombre de manifestants, qui protestaient contre les conclusions d'un rapport gouvernemental préconisant de remplacer ces deux services clés de l'hôpital de Lewisham par un département réduit de "*soins urgents*" et par une unité de sages-femmes.

Selon ce rapport, les économies réalisées avec ces fermetures doivent permettre de combler les dettes d'une société voisine de gestion hospitalière, dépendant également du NHS, le service public de la santé.

Une proposition qui suscite la colère de nombreux habitants du quartier et de professionnels de la santé, indignés que l'hôpital de Lewisham doive payer pour les déboires d'un organisme dont il ne dépend même pas.

"*Cette décision est insensée et inconsidérée*", dénonce le docteur Louise Irvine, un médecin généraliste et présidente du groupe "*Sauvons l'hôpital de Lewisham*". "*C'est une grosse erreur qui comporte de gros risques, à la fois pour la santé des patients mais aussi d'un point de vue politique*", prévient-elle.

Selon les manifestants, si le projet aboutit, il n'y aura plus qu'un service d'urgences pour 750.000 habitants dans ce secteur.

Cette semaine, l'ancien archevêque sud-africain et prix Nobel de la Paix Desmond Tutu, qui a habité ce quartier londonien, a joint sa voix aux protestataires, en qualifiant ces fermetures de "*scandaleuses*". AFP 26.01

3- Portugal

Plusieurs milliers d'enseignants ont défilé samedi à Lisbonne pour protester contre les coupes budgétaires dans l'éducation et réclamer la démission de leur ministre de tutelle.

Le syndicat Fenprof, qui dénonce la réduction des revenus et la dégradation des conditions de travail, a évalué à 30.000 le nombre de manifestants.

"*Je suis ici pour protéger l'école publique et, par dessus tout, pour défendre l'avenir de ce pays et celui de nos enfants*", a déclaré à Reuters Anabela Mendes, interrogée dans le cortège.

Les mesures d'austérité mises en oeuvre en échange de l'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) sont venues à bout de la relative patience des Portugais il y a six mois environ. Grèves et manifestations se multiplient depuis. Reuters 26.01

4- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé aujourd'hui la prolongation d'une aide mensuelle de 400 ou 450 euros pour les chômeurs en fin de droits tant que le taux de chômage, actuellement à plus de 26%, restera au-dessus des 20%.

Au mois d'août, l'aide avait été portée de 400 à 450 euros pour les chômeurs "*ayant, au moins, deux membres de la famille à leur charge, en plus de leur conjoint ou partenaire*". AFP 25.01

5- Etats-Unis

Le fabricant de jouets américain Hasbro a annoncé vendredi qu'il allait supprimer 10% de ses effectifs, ce qui représente environ 550 personnes, à cause d'une mauvaise saison des fêtes aux Etats-Unis qui va se traduire par des résultats décevants. AFP 25.01

ECONOMIE

1- Chypre

L'agence de notation financière Fitch a enfoncé un peu plus la République de Chypre en catégorie spéculative, en abaissant sa note de deux crans, de BB- à B, reléguant le pays à deux rangs seulement de la catégorie des pays considérés en défaut de paiement. AFP 25.01

2- Etats-Unis

Blackrock, numéro un mondial de la gestion d'actifs, a pris une participation de 80 millions de dollars dans la plateforme de microblogging Twitter, a dit vendredi une personne au fait de l'opération.

Le réseau social ne lèvera pas de capitaux frais dans le cadre de cette opération, qui le valorise à plus de neuf milliards de dollars (6,7 milliards d'euros).

Blackrock achètera en effet directement des titres auprès de salariés de Twitter désireux de solder leur participation et leurs options.

La nouvelle valorisation de Twitter est un peu plus élevée que fin 2011, quand le prince saoudien Al-Walid bin Talal et sa holding Kingdom Holding Company avaient annoncé avoir déboursé 300 millions de dollars (230 millions d'euros) pour s'emparer d'une participation stratégique dans la société.

Twitter était alors valorisé à 8,4 milliards de dollars. AFP 26.01

Haut de page

Le 28 janvier

CAUSERIE

Dimanche 21h45 (locale).

J'ai formaté mes causeries du 17 au 27 janvier et j'ai corrigé les fautes au passage, très rapidement comme d'habitude, je ne les ai pas corrigées dans le fichier de la causerie de janvier et la page d'accueil, pas le temps. Cela m'a pris plus d'une heure trente minutes, j'ai tellement bossé comme un dingue que je n'ai même pas pris le temps de fumer une cigarette, c'est pour dire !

Et on est dimanche, un boulot de forçat, et la soirée ne fait que commencer, car j'ai rédigé dans ma tête en promenant le chien ce soir un article politique destiné aux intellectuels, la suite de l'article que je leur avais envoyé. J'ai la trame, je l'ai couchée sur le papier en buvant un cocktail avant de manger mon assiette de lentilles, le cocktail cela expatrié nanti : eh merde! Les lentilles cela fait prolo : chouette me voilà réhabilité ! Je n'ai rien mangé d'autre suivi d'un café et je pète la pleine forme, d'enfer !

La trame de mon article : le rapport entre l'économie et la politique ; crise du capitalisme, économie de guerre et guerres incessantes tout au long du XXe siècle, 14-18, 39-45, puis Corée, Vietnam, jusqu'à la Syrie, le Mali, etc. ; l'exportation de capitaux pour développer de nouveaux marchés, les quatre Dragons asiatiques ; crise économique en Thaïlande, etc. ; avant E-U ruinés par la guerre du Vietnam, fin de la convertibilité du dollar en or, néolibéralisme mis en oeuvre dès cette époque, création du CFR, avant création de l'UE et Bilderberg ; E-U renoue avec la Chine, puis délocalisation massive des E-U et de l'UE vers la Chine, tout se tient ; les guerres ne peuvent pas résoudre les contradictions du capitalisme qui va de crise en crise qui sont de plus en plus rapprochées, jusqu'à être en crise permanente, d'où le besoin de lancer de nouvelles guerres, complexe militaro-industriel et financier ; la guerre de classe pour faire monter ou maintenir le taux de profit, perdue d'avance ; les classes, leurs partis, leurs rapports à l'Etat ; dégénérescence du mouvement ouvrier ; comment fonctionne la société, les institutions, l'Etat, les rapports de production déterminent tous les autres rapports ; ce sont des partis qui depuis plus d'un siècle qui représentent les différentes classes, qui structurent les institutions, ils sont dépendants de l'économie, le capitalisme se putréfie, les partis également...

L'idée sur lequel repose mon article, c'est que certains intellectuels ont de belles idées, mais non seulement ils n'ont pas compris comment fonctionne le capitalisme, ils n'ont pas compris non plus comment il fonctionne sur le plan politique, sans un parti pour affronter le capitalisme organisé en parti, il sera impossible d'en finir avec le capitalisme et son Etat, ses institutions et de changer la société, c'est aussi simple que cela.

A plus tard.

Lundi

Il y a à ce jour 78 articles et vidéos en ligne dans le site sur le Mali.

En consultant la page internationale du site je me suis aperçu que je n'avais pas ajouté d'articles sur la Libye depuis le 14 novembre 2012, on peut donc parler d'un black out de la part des médias et des autorités libiennes qui ne tiennent pas à ce qu'on sache ce qui se passe dans ce pays et ce que fabriquent leurs alliés américain, britannique et français.

J'ai ajouté les articles suivants dans la rubrique *Mali* :

- *L'Invasion préplanifiée du Mali révèle l'agenda néo-colonialiste de la France* - 16.01
- Lavrov dément les propos de Fabius sur une aide russe aux français au Mali - 23.01
- Les mensonges de la propagande de guerre française au Mali - 23.01

J'ai ajouté les articles suivants dans la rubrique *Syrie*:

- Alep / Syrie : Silence ! Toute vérité n'est pas bonne à dire, surtout pas les crimes du Sultan et l'intensification du terrorisme… - 25.01
- Communiqué. Dénonciation de l'immixtion belliciste de la France en Syrie et affirmation du droit du peuple syrien à disposer de lui-même souverainement. - 27.01

J'ai ajouté les articles suivants dans la rubrique *politique*:

-Obama devrait nommer Tony Blinken conseiller national de sécurité - 25.01
- Néo-conservateurs et gays contre Chuck Hagel - 26.01
- Hollande a peur de ses armées - 27.01

Info consommateur

Le titre, c'était pour plaisanter, mais le contenu est très sérieux et vous concerne peut-être.

- Le « *cybercrime* », un butin de 83 milliards d'euros - LeFigaro.fr

Selon Symantec, 556 millions de personnes ont été les proies d'une arnaque sur Internet en 2012 à travers le monde.

- Le «*rançongiciel*», dernière arme fatale du crime organisé - LeFigaro.fr

Des virus bloquent à distance les ordinateurs puis leurs propriétaires sont sommés de payer une «*amende*».

Hollande. Mali. Le coup du lapin ou du selvar.

L'amer destin de François Hollande.

Dans son livre « *Adieu Abidjan sur Seine* » (Editions Autres Temps – 2008), Guy Labertit, délégué national pour l'Afrique du parti socialiste de 1993 à 2006 parle de François Hollande alors premier secrétaire du parti : « *François Hollande – sans doute celui qui, à la tête du PS , a éprouvé le moins d'intérêt pour les relations internationales , surtout extra-européennes – a toujours eu un rapport plutôt distant à tout ce qui touchait l'Afrique. En novembre 1998, il m'a dit tout de go après avoir rencontré un président africain : « Guy j'admire ta ténacité dans ton engagement, mais en Afrique, il n'y a que des coups à prendre. »*.

Surtout lorsqu'on commence par en donner...

Après la création d'Africom, la destruction du régime libyen par l'OTAN, la partition du Soudan, le coup d'Etat militaire de la France le 11 avril 2011 en Côte d'Ivoire, la guerre occidentale pour la reconquête de l'Afrique s'intensifie au Mali avec l'opération SELVAR (1) déclenchée le 11 Janvier par le chef des armées françaises et qui est tout sauf improvisée (voir article ci-après).

Il n'est pas inutile de rappeler que le premier partage de l'Afrique en 1885 à Berlin n'a pas empêché les puissances européennes organisatrices du dépeçage de rentrer trente ans plus tard dans un conflit violent et prolongé entre elles : la première guerre mondiale. L'accord initial sur le pillage de l'Afrique a volé en éclats au moment du partage du butin.

(1) Le Selvar est une variété de chat de la région du Sahel qui a cette particularité d'être particulièrement incontinent - il fait pipi sans arrêt. Comme le Selvar la France avec ses parachutistes et ses chasseurs bombardiers pisse sur le Sahel des missiles à 1 million d'euros l'unité. http://comaguer.over-blog.com/ 18.01.2013

L'Africom en selle

L'armée des Etats-Unis au Sahel - 22.12.2012

Extrait.

1998 : un think tank israélo-étasunien d'orientation néoconservatrice l'INSTITUTE FOR ADVANCED STRATEGIC AND POLITICAL STUDIES pose les jalons de la nouvelle politique impérialiste des Etats-Unis en Afrique. Fondé en 1984 à Jérusalem avec un bureau à Washington l'INSTITUTE FOR ADVANCED STRATEGIC AND POLITICAL STUDIES (http://www.iasps.org/index.php) proche du Likoud, va développer l'idéologie et le programme de la future « *guerre contre le terrorisme* » sous la plume de RICHARD PERLE. Sur l'Afrique noir en particulier http://www.iasps.org/opeds/oped30.htm. document de Mai 2001 qui préconise déjà la création d'AFRICOM.

1999 : ses travaux sont complétés par ceux d'un groupe spécifiquement orienté vers les questions pétrolières l'AFRICAN OIL INITIATIVE POLICY GROUP repris à son compte par le Vice Président Dick Cheney en Mai 2001

2002 : George Bush lance la PAN SAHEL INITIATIVE, application de la guerre contre le terrorisme dans l'espace sahélien. Sont directement et expressément visés 4 états de la Françafrique : Mauritanie, Mali, Niger et Tchad où l'armée US va à travers de programmes de coopération militaire s'introduire progressivement sur le terrain et se créer un réseau de relations dans les armées des pays visés. Les effectifs des forces spéciales US sur place atteignent très rapidement 700 hommes.

2004 : La PAN SAHEL INITIATIVE qui n'était dotée que de petits moyens financiers à l'origine se transforme et s'élargit. Elle devient la TRANS SAHARIAN COUNTERTERRORISM INITIATIVE .Du SAHEL on est passé à un ensemble de pays voisins du Sahara au Nord comme au Sud de l'Algérie au Nigéria l'orientation contre terroriste de cette politique devient centrale. Le programme bénéficie d'un budget de 500 millions de Dollars US.

Entre temps un certain nombre d'enlèvements, d'actions attribuées à des terroristes mal définis a permis de justifier l'intensification de la lutte contre terroriste et d'apporter un appui technique et financier aux armées pauvres des pays très pauvres concernés

2007 : Bush décide de la création d'un commandement militaire US intégré pour l'Afrique : AFRICOM qui couvre tout le continent à l'exception de l'Egypte

2008 : AFRICOM entre en activité. Son siège reste à Stuttgart car aucun gouvernement africain n'a accepté de l'accueillir sur son sol. Mais les troupes US sont en nombre d'une part à Djibouti sur l'ancienne base de l'armée française d'autre part en Italie pour la couverture de la zone Nord Afrique

2011 : AFRICOM lance via l'OTAN sa première guerre africaine d'envergure en Libye. Les anciens colonisateurs européens : France et Grande-Bretagne rivalisent de zèle meurtrier pour montrer qu'ils restent des vassaux zélés.

Les lecteurs anglophones pourront utilement lire les ouvrages d'un des meilleurs connaisseurs de la zone saharo sahélienne, le chercheur britannique JEREMY KEENAN auteur de THE DARK SAHARA et de DYING SAHARA livres non traduits (voir aussi http://www.youtube.com/watch?v=em85P8iPShU). Dans ces livres JEREMY KEENAN établit la simultanéité de l'arrivée des forces spéciales US au Sahel et du début de l'activité terroriste dans la zone.

D'Areva à EADS ou Anne Lauvergeon en famille.

- Anne Lauvergeon en piste pour un retour aux affaires chez EADS - AFP

Anne Lauvergeon, membre de la French American Foundation (FAF).

Qu'est-ce que c'est ?

Un relais des États-Unis en France : la French American Foundation - Réseau Voltaire

(http://www.luttedeclasse.org/dossier/politique_usa_france_190407.pdf)

Extrait. L'opposition politique fondamentale réside aujourd'hui entre ceux qui soutiennent une gouvernance unipolaire du monde sous l'autorité des États-Unis et ceux qui prônent un équilibre des puissances régi par le droit international. (analyse que nous ne soutenons pas - Note de Tardieu) À ce niveau, la grille de lecture traditionnelle française opposant une gauche à une droite n'a plus de pertinence – car on retrouve des deux côtés des partisans de la Pax Americana. Une organisation non-lucrative, mais richement dotée, la French American Foundation, a depuis trente ans pour fonction de recruter les jeunes leaders appelés à occuper des postes de dirigeants pour les former au soutien de la politique atlantiste. On y trouve des membres de l'UMP, du PS aussi bien que de l'équipe de campagne de José Bové. (http://www.voltairenet.org/Un-relais-des-Etats-Unis-en-France)

Parmi les participants américains connus :

Ian Brzezinski (2001, chargé aux affaires de défense de l'OTAN, fils du célèbre géopolitologue Zbigniew Brzezinski), le général Wesley K. Clark (1983, ex-commandant en chef des troupes de l'OTAN en Europe), le président Clinton (1984) et Hillary Clinton (1983, sénateur).

Dans le cas de la branche française de la French-American Foundation, nous pouvons relever en particulier : Philippe Auberger (1989, député UMP), Yves Censi (2003, député UMP), Jérôme Chartier (2003, député UMP), Nicolas Dupont-Aignan (2001, député UMP, Debout la République), Alain Juppé (1981, député UMP), Éric Raoult (1994, député UMP), Valérie Pécresse (2002, député UMP), Jacques Toubon (1983, député UMP), François Hollande (1996, député socialiste), Arnaud Montebourg

(2000, député socialiste), Pierre Moscovici (1996, député socialiste), Alain Richard (1981, socialiste, ancien ministre de la Défense), Henri de Castries (1994, Directeur général du groupe AXA assurances), Emmanuel Chain (1999, journaliste), Jérôme Clément (1982, Président d'Arte), Annick Cojean (2000, journaliste au Monde), Jean-Marie Colombani (1983, Directeur de la publication du Monde), Matthieu Croissandeau (2002, rédacteur en chef adjoint du Nouvel Observateur), Jean-Louis Gergorin (1994), Bernard Guetta (1981, journaliste à France Inter), Erik Izraelewicz (1994, rédacteur en chef des Échos), Laurent Joffrin (1994, PDG de Libération), Jean-Noël Jeanneney (1983, président de la Bibliothèque nationale de France), Sylvie Kaufmann (1998, journaliste au Monde), Yves de Kerdrel (2005, journaliste aux Échos), Marwan Lahoud (1999), Anne Lauvergeon (1996, présidente d'Areva), François Léotard (1981, ancien ministre de la Défense), Alain Minc (1981), Laurent Cohen-Tanugi (1996, Sanofi-Synthélabo et membre du conseil d'administration du think tank « Notre Europe » créé par l'ancien président de la Commission Jacques Delors [23]), Christine Ockrent (1983), Olivier Nora (1995, président des Éditions Grasset), Denis Olivennes (1996, président de la FNAC)…

C'est marrant, partout on retrouve les mêmes, l'UMP et le PS bras dessus bras dessous, vous avez remarqué aussi.

ACTUALITÉ DU JOUR

L'austérité : le gouvernement n'a pas d'autre politique.

Le gouvernement français doit impérativement s'en tenir à son programme de réduction des déficits publics et ne pas céder aux "*sirènes*" qui l'invitent à renoncer à l'austérité, a déclaré dimanche le ministre du Travail, Michel Sapin.

"*Il y a un Etat mais c'est un Etat totalement en faillite*", a-t-il dit sur l'antenne de Radio J. "*C'est la raison pour laquelle il a fallu mettre en place des programmes de réduction des déficits et aucune sirène ne doit nous détourner de cet objectif.*" (lire plus loin la précision. -Ndlr)

L'ancien Premier ministre Michel Rocard critique également ce calendrier serré : dans les colonnes du Journal du Dimanche, il juge notamment que la consommation, un des moteurs de la croissance, est en panne. (à lire plus loin -Ndlr)

"*La récession va s'aggraver, donc le chômage va augmenter. Il y a le feu*", estime-t-il. "*Il faut expliquer aux marchés financiers qu'en poussant à la récession, ils risquent de ne pas récupérer l'argent qu'ils nous prêtent.*"

"*Il faut donc un autre calendrier pour les déficits*", ajoute-t-il. "*Aussi longtemps que nous n'aurons pas fait accepter un ralentissement dans la réduction de la dette, nous serons sous contrainte.*" Reuters 27.01

"*Faire accepter*" à qui : aux fonctionnaires, aux travailleurs en butte à des services publiques en déliquescence, qui ensemble refusent la régression sociale que représente la politique mise en oeuvre par le gourvernement et qui s'inscrit dans le prolongement de son prédécesseur ? Ils ont raison de la rejeter.

L'Etat serait *"totalement en faillite*", alors qu'en 13 jours il vient de dépenser 30 millions d'euros pour sa guerre de rapine au Mali, de qui se fout-il Sapin ? A bas le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Sapin-Fabius !

Pour un gouvernement des partis ouvriers qui rejettent l'accord patronal du 11 janvier, qui condamnent la guerre néocoloniale contre le peuple malien.

Précision.

Quelques heures plus tard, il a rectifié le tir, mais il était trop tard !

- Le ministre du Travail Michel Sapin a précisé dimanche à l'AFP ses propos à Radio J expliquant que sa référence à "*un Etat totalement en faillite*" s'appliquait aux déclarations de François Fillon, en septembre 2007.

Le ministre a répondu en reprenant l'expression de M. Fillon, en évoquant "*un Etat totalement en faillite*" non pas pour décrire la situation actuelle, a-t-on expliqué dans son entourage, mais pour ironiser sur la formule de 2007 de l'ancien Premier ministre UMP.

"*Mais, c'est un Etat totalement en faillite*", s'était exclamé Michel Sapin, avant d'enchaîner sur la défense de l'action du gouvernement. "*C'est la raison pour laquelle, avait-il dit, il a fallu mettre en place des programmes de réduction des déficits et aucune sirène ne doit nous détourner de cet objectif de la diminution des déficits, c'est fondamental pour le financement de notre économie, et la création d'emplois*".

Le ministre avait fait valoir qu'il y avait "*une urgence sociale et une urgence économique*" et que c'était pour cela que le gouvernement avait "*pris des décisions immédiates en terme de relance de l'Europe de la croissance, de politique d'emploi (...) et en même temps agir dans la durée*". AFP 27.01

Comme on le voit ici, il avait tenu ce discours volontairement reprenant à son compte celui tenu par Fillon en 2007, rappelé à l'ordre, une erreur qu'il a rapidement corrigé à l'heure où le gouvernement dépense sans compter pour livrer sa guerre au Mali, et sans doute par crainte de contrarier les marchés qui attendent un autre discours et qui jusqu'à présent se sont montrés particulièrement bienveillant à l'égard du gouvernement.

Panique à bord. Il y a "***le feu***" dans la demeure : qu'elle brûle !

A partir des années 70, les capitalistes ont transféré des masses énormes de capitaux qu'ils avaient accumulés provenant des profits dégagés par l'économie réelle ou productive ou qui ont été mis à leur disposition par les banques centrales (Fed principalement) vers des pays asiatiques (les quatre dragons) pour rétablir leur taux de profit et développer de nouveaux marchés.

Ils ont procédé à l'industrialisation à marche forcée de ces pays, ce qui s'est traduite par la fermeture de milliers d'entreprises aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Puis, ils ont enchaîné avec ce qu'ils ont appelé les cinq tigres, tout en accélérant la délocalisation de pans entiers de l'industrie, processus qui allait atteindre des sommets avec la réintroduction (officielle) du capitalisme en Chine, les investissements étrangers dans ce pays se montant à plus de 100 milliards de dollars par an depuis des années.

Pendant ce temps, d'autres pays dans d'autres régions du monde devenaient plus attractives pour les capitalistes en terme de rentabilité, les pays de l'ex-Europe de l'Est après l'implosion de l'URSS, le Mexique et des pays d'Amérique latine comme le Brésil, plus d'autres pays en Afrique, Tunisie, Maroc, Afrique du Sud, en Asie, l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh et le Pakistan...

Ces investissements concernent dorénavant absolument tous les secteurs de l'économie, y compris les services (centres d'appels téléphoniques, maintenance des avions,etc.). De plus, il n'est pas rare que la signature de contrats commerciaux s'accompagne d'un transfert de technologies (de pointe), ce qui permet par la suite à ces pays de s'approprier ces technologies pour produire les mêmes marchandises à moindre coût (TGV, centrale nucléaire, avion, etc.) et concurrrencer les pays qui leur ont fournies, soit pour leurs propres besoins ou les exporter à leur tour (nucléaire Sud coréen en Arabie Saoudite).

Du coup, l'économie productive aux Etats-Unis et en Europe s'effondre. Rappelons que c'est à la source qu'est produite l'essentielle de la plus-value ou pour être plus précis, que c'est l'exploitation de la main d'oeuvre travaillant à l'extraction des matières premières qui fournit le plus haut taux de rentabilité ou de profit. Or, cette actvité est en chute libre depuis des décennies dans ces pays ou contients. Au passage, en plus de leurs besoins croissants en matières premières pour assurer le développement futur ces Etats, cela explique la guerre que se livrent les différents impérialistes en Afrique et au Maghreb pour pour se les approprier (Irak, Libye, Syrie, Mali, demain Liban, Iran), à un moindre coût, tandis que les populations de ces régions ou continent demeurent pauvres ou leurs pays (infrastructures, services publics) sous-développés, ceci étant la condition de cela.

Comme je l'ai écrit il y a déjà 8 ans, il arrivera un jour où pour les capitalistes, il ne sera plus rentable de produire quoi que ce soit aux Etats-Unis ou dans l'Union européenne car les taux de profit y sont trop bas d'une part, et parce qu'ils peuvent produire les mêmes marchandises à un moindre coût dans d'autres pays ou régions du monde et engrangé d'énormes profits. D'autres facteurs ou critères liés au loi de fonctionnement du capitalisme favorisent ou confortent cette tendance.

Pour qu'elle s'inverse, il faudrait que les conditions de travail aux Etats-Unis et dans l'UE ainsi que niveau d'exploitation des travailleurs soient similaires ou se rapprochent de ce qui existe dans les pays ou continents où la législation du travail est particulièrement favorable au patronat et le coût de la main d'oeuvre bon marché, bref, où les masses sont surexploitées ou livrées à une forme d'esclavage impitoyable. Ou alors, il faudrait que les conditions d'exploitation (durée du travail) et le coût du travail en Europe centrale, en Asie, en Amérique latine et en Afrique, le niveau de vie des travailleurs se situe à un niveau équivalent à ce qui existe aux Etats-Unis ou dans l'UE. Or il en est très très éloigné, car au-delà du salaire il faut prendre en compte tous les facteurs concomitants sur les plan social et économique, les droits sociaux, la protection sociale, etc. mais aussi la fiscalité qui s'applique aux entreprises, impôt sur les bénéfices et taxes diverses ou les subventions ou les aides (exonérations diverses) que peuvent leur accorder les Etats.

Quand on prend en compte tous les facteurs, la différence n'est pas de 1 à 10 par exemple, mais plutôt de 1 à 20 ou davantage. Il ne faut pas oublier non plus que les entreprises en France bénéficient d'exonérations de cotisation sociale à hauteur de quelque 20 milliards d'euros par an, si on retire cette aide ou ce cadeau de l'Etat la différence entre le coût du travail en France et un pays comme la Chine augmenterait considérablement, donc ils ne sont pas près de se rejoindre. Cela ne signifie pas pour autant que les travailleurs en France vivraient mieux qu'en Chine. Certes les salaires sont beaucoup plus élevés en France, mais comme le coût de la vie ou les prix le sont également, les travailleurs chinois n'ont pas à les envier. On pourrait nuancer ce qui a été dit dans l'avant-dernière phrase, quand on observe des réductions de salaire de 25% ou plus en Grèce et que certains salaires se rapprochent de 500 euros par mois, alors qu'en Chine comme en Inde dans certaines entreprises les salaires ont augmenté pour atteinde 200 à 300 euros. L'inflation alimente la lutte des classes et se traduit régulièrement par des hausses de salaire.

Leur situation est pire encore dans des pays comme l'Inde ou l'Afrique du Sud. D'ailleurs c'est bien simple, en Inde l'immense majorité d'entre eux ne reçoivent pas de bulletins de paie, donc ne déclarent pas leurs salaires et ne paient pas d'impôt, ils sont trop pauvres pour que l'Etat puisse leur en imposer.

En conclusion, pour que la situation économique s'améliore dans le sens où l'entendent les capitalistes et leurs représentants dont fait partie Michel Rocard, il faudrait que la classe ouvrière dans l'UE subissent défaite après défaite et voient leur niveau de vie baisser drastiquement, que traduirait la baisse du coût du travail et l'aggravation de leurs conditions d'exploitation, autrement dit travailler plus et plus longtemps pour "*gagner*" moins et surtout moins longtemps, parce que les travailleurs ne profiteraient pas de leur retraite après avoir cotisé toute leur vie et crèveraient peu de temps après avoir cessé de travailler. Vivre pour travailler au lieu de travailler pour vivre, tandis que les rentiers baigneraient dans le luxe et auraient une vie de seigneurs, comme sous l'Ancien régime.

- "*Il faut travailler plus, tous collectivement, pour gagner plus collectivement*", affirme Michel Rocard dans un entretien dans le JDD. L'ancien Premier ministre socialiste pour un "*ralentissement*" dans la réduction des déficits, une réduction du temps de travail et un départ à la retraite à 65 ans. "*Il y a le feu*". "*Regardez où en sont les moteurs de la croissance. La consommation est en panne à cause du chômage, l'investissement aussi puisque les perspectives sont nulles, les exportations sont en berne car l'Europe est en récession et la dépense publique est contrainte par l'objectif de réduire les déficits*."

Pour Michel Sapin, "*aucune sirène ne doit nous détourner de notre objectif de réduire nos déficits*".

Pour l'ancien chef du gouvernement (1988-1991), âgé de 82 ans, "*aussi longtemps que nous n'aurons pas fait accepter à nos partenaires européens un ralentissement dans la réduction de la dette, nous serons sous contrainte*". "*La première des urgences, c'est de faire baisser le chômage. Comme nous n'avons pas de croissance économique, la seule façon d'y parvenir est de réduire le temps de travail*", assure-t-il. Reconnaissant que "*ce sujet est un tabou*", il souhaite "*que la réflexion s'ouvre à nouveau*".

"*En France, les salariés travaillent en moyenne 36,5 heures par semaine, contre moins de 33 heures en Allemagne et moins de 31 aux Etats-Unis. Il faut y parvenir par la négociation, en réduisant les cotisations sociales des entreprises*", propose-t-il. "*Je dis qu'il faut travailler plus, tous collectivement, pour gagner plus collectivement. Ce qui permettra de réduire un peu la durée de chacun. Si les partenaires sociaux s'en saisissent, Hollande n'ira pas contre*", assure Michel Rocard.

Il considère en outre "*dangereux et mauvais*" de s'engager dans le gel des retraites complémentaires. "*L'amputation du pouvoir d'achat est imbécile, alors que le pays a besoin de davantage de consommation*".

Il estime que "*la seule solution est d'allonger la durée de cotisation, d'aller peut-être jusqu'à 43 annuités*". Il relève que la France est "le seul pays développé qui a fixé un âge de droit de départ à la retraite". "*La réforme Sarkozy, poursuit-il, a fait passer au forcing les 62 ans ... C'est décoratif, cet âge n'est pas une limite physique, ni intellectuelle*".

"*Il faut dire la vérité aux Français, le vrai calcul se fonde sur la durée de cotisations, pas sur un droit lié à un âge borné et inutile*", dit encore Michel Rocard pour qui "*en conséquence on peut aller jusqu'à 65 ans*", prenant ainsi le contre-pied du gouvernement. Lexpress.fr et AFP 27.01

Rocard n'a rien à dire de plus que les économistes qui s'époumonnent à vouloir sauver les apparences, à savoir que le capitalisme appartient désormais au passé, qu'il est condamné par l'histoire ou son propre développement qui conduit infailliblement : soit au chaos et à la barbarie, soit au socialisme si on y met un terme.

Réduire le temps de travail en réduisant les cotisations sociales des entreprises, revient à baisser les salaires (tous revenus confondus) ou augmenter le taux d'exploitation et de profit, car ces cotisations sociales font partie de la plus-value produite par les travailleurs. Cela revient à laisser une plus grande part de cette plus-value aux capitalistes, pendant que la dette de l'Etat augmenterait puisque l'Etat verserait la différence à la Sécurité sociale, donc les intérêts que l'Etat verse aux marchés, aux banquiers, augmenteraient, intérêts qui comproviennent des impôts et des taxes que les travailleurs versent à l'Etat, qui sont soustraits de leur salaire.

Si vous prenez l'équation : salaire + cotisations sociales (part salariale et mal nommée patronale), l'ensemble représente le coût de la force de travail qui est déduite de la plus-value produite et qui va au travailleur, le reste va au capitaliste. Si vous diminuez le salaire ou les cotisations sociales qui vont dans les caisses des organismes sociaux, vous diminuez du même coup le coût du travail, donc le niveau de vie des travailleurs. Souvenez-vous de ce qu'on a dit plus haut en comparant celui existant en France et en Chine (par exemple), on voit bien ici que cette mesure s'inscrit dans cette perspective ou qu'elle a été inspirée par la situtaion que j'ai décrite rapidement.

Quant à l'allongement de la durée de cotisation, on a dit plus haut de quelle manière cette mesure infâme se traduirait et l'objectif recherché, faire en sorte que les travailleurs crèvent littéralement au boulot ou peu de temps avoir pris leur retraite, ce

qui apparemment n'est pas le cas du rentier Rocard, hélas !

Lui aussi autrefois il nous avait été présenté comme représentant la gauche du PS, sans rire, une véritable escoquerie politique, puisque en réalité il appartenait à l'un des courants les plus réactionnaires de ce parti, qu'il estime qu'il faudrait tout simplement banir toute date de départ à la retraite, autrement dit que l'on devrait travailler jusqu'à notre dernier souffle ne fait que le confirmer, on ne se refait pas.

ACTUALITE EN TITRES

Droit au travail, droit au logement, droit de faire des études...

- Mariage homo : "*Que tout le monde ait les mêmes droits*" - Le Nouvel Observateur

Droit de manger à sa faim, droit de partir en vacances, droit d'accéder aux meilleurs traitements médicaux, etc. autant de droits prioritaires bafoués, qui ne concernent pas 1% de la population mais des dizaines de millions de travailleurs, autant de droits qui passent à la trappe et qui ne mobilisent pas vraiment appareils et micro-appareils trop occupés à assurer leur survie politique, on comprend...

Non, il était sémite comme toute la population de cette région.

- Monseigneur di Falco : "*Ne le répétez pas, Jésus était juif !*" - LePoint.fr

L'élite intellectuelle au service de l'oligarchie financière.

- Davos ronronne sur l'économie mais organise des rencontres brillantes sur les dernières avancées scientifiques - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE-Celac

Ce que tous les chefs d'Etat d'Amérique latine ont adopté à l'unanimité : le sacro-saint droit des multinationales de piller les richesses de leur pays.

Les dirigeants de l'Union européenne et d'Amérique latine ont clos dimanche à Santiago un Sommet consacré aux investissements et échanges commerciaux.

Pour le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, "*la déclaration de Santiago établit la sécurité juridique, qui est importante pour les investisseurs et (...) pour les pays qui reçoivent ces investissements*", dans une allusion aux expropriations d'entreprises réalisées ces dernières années au Venezuela, en Bolivie et en Argentine. AFP 27.01

Le socialisme du XXIe siècle !

2- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a déclaré dimanche soir l'état d'urgence pendant trente jours dans les villes de Suez, Ismaïlia et Port-Saïd, théâtres d'affrontements qui ont fait au moins 49 morts depuis quatre jours dans le pays.

"*J'ai promis de ne pas prendre de mesures exceptionnelles à moins d'y être forcé, et c'est ce que je fais ici. J'annonce l'état d'urgence dans les villes d'Ismaïlia, de Suez et de Port-Saïd pendant une période de 30 jours*", a déclaré Mohamed Morsi lors d'une allocution télévisée.

L'état d'urgence entrera en vigueur à partir de minuit, a-t-il ajouté.

Le président égyptien a également annoncé l'instauration d'un couvre-feu dans ces trois villes à partir de lundi, de 21H00 (19h00 GMT) à 06H00 (04H00 GMT).

"*La protection de la nation relève de la responsabilité de tout un chacun. Nous ferons face à toute menace contre sa sécurité avec force et fermeté, dans le cadre de la loi*", a déclaré Morsi.

L'annonce de l'état d'urgence a provoqué de nouvelles manifestations à Ismaïlia, où près de 200 personnes sont descendues dans les rues, selon un témoin.

"*A bas Morsi, à bas l'état d'urgence*", ont scandé les manifestants.

Les militants des droits de l'homme estiment que l'état d'urgence va conférer de vastes pouvoirs à la police, sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, pour procéder à des arrestations.

Les Frères musulmans ont accusé régulièrement par le passé l'ancien président Hosni Moubarak d'utiliser l'état d'urgence pour étouffer toute opposition et emprisonner les membres de la confrérie sans procès équitable.

Khaled Dawoud, porte-parole du Front de salut national, principale coalition d'opposition égyptienne a salué dimanche les mesures prises par Mohamed Morsi pour restaurer la sécurité.

"*Bien sûr nous pensons que le président passe à côté du vrai problème sur le terrain qui est sa propre politique*", a-t-il déclaré à Reuters, tout en ajoutant: "Son appel à l'état d'urgence est une bonne décision étant donné ce qui se passe, à savoir les violences et les actes criminels".

Sept personnes ont été tuées dimanche à Port-Saïd, en Egypte, lors des obsèques des 33 victimes des violences de la veille dans cette ville portuaire située à l'embouchure du canal de Suez, sur la Méditerranée. Reuters 27.01

3- Israël

L'ancienne ministre des Affaires étrangères israéliennes, Tzipi Livni, dont le parti Hatnuah a essuyé une défaite électorale, a révélé que le Qatar a subventionné certains de ses concurrents aux élections législatives du 22 janvier 2013.

Le Premier ministre sortant, Benjamin Netanyahu, a empoché 3 millions de dollars, tandis qu'Israel Beytenou, le parti d'un autre ancien ministre des Affaires étrangères Avigdor Liberman, a encaissé 1,5 million de dollars.

En échange, la coalition d'extrême-droite se serait engagée à favoriser la création d'une fédération jordano-palestinienne gouvernée par le Hamas. Réseau Voltaire 26.01.13

Vidéo (en anglais). Syria: Israel, Tzipi Livni "*Qatar has offered $ 3 million to Netanyahu*"

http://www.youtube.com/watch?v=Epbu3gkQuYQ&feature=player_embedded

---

SOCIAL

France

Provocateur. La méthode de la CIA pour justifier le Patriot Act. Ou de la DGSE (Merah) ?

- Après les premières mises en examen pour surveillance illégale d'employés chez Ikea mardi, c'est au tour de Castorama d'être soupçonné de «*flicage*» dans un magasin de la banlieue bordelaise Gironde).

Vendredi, la CFDT annonçait en effet avoir porté plainte contre X visant la direction du site de Villenave-d'Ornon pour avoir fait «*espionner*» des salariés pendant quatre mois par un agent de la Sipic, la Société d'investigation et de protection industrielle et commerciale. Selon le syndicat, l'«*espion*» aurait ainsi tenté de les «pousser à la faute» et notamment au vol de matériel.

L'agent se serait ainsi fait passer pour un logisticien embauché en CDD entre décembre 2011 et mars 2012. Période pendant laquelle il aurait, selon le syndicat, rédigé «*jour après jour des comptes-rendus détaillés*» dans lesquels il relatait la surveillance

des salariés. Des documents sur lesquels la CFDT est «*tombée*», selon Sud-Ouest, et qui prouveraient que l'agent de la Sipic «*a procédé à des provocations répétées pour que des salariés commettent des vols, soient complices de vols ou, à tout le moins, admettent qu'ils commettaient des vols*». C'est ce qui motive la plainte transmise au procureur de la République de Bordeaux.

L'homme en CDD aurait laissé entendre à certains salariés qu'il avait par exemple besoin de carrelage pour des travaux personnels et qu'il voulait savoir comment «*sortir*» ce matériel sans éveiller les soupçons. A priori, l'agent de la Sipic n'aurait pas obtenu beaucoup de résultats. Mais, du coup, les salariés cités nominativement passent pour suspects. Or l'article 226-18 du Code pénal punit de cinq ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende «*le fait de collecter des données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal ou illicite*».

Le secrétaire général CFDT-Services de Gironde, Denis Lauxire, a précisé que le magasin de Villenave d'Ornon, qui compte près de 110 employés, n'était pas plus touché par les vols que d'autres magasins de l'enseigne. leparisien.fr 27.01

ECONOMIE

1- Suisse - Trust pharmaceutique

Daniel Vasella, le président du conseil d'administration du géant pharmaceutique Novartis sur le départ, pourrait toucher des indemnités allant jusqu'à la moitié de son salaire annuel, affirme dimanche le SonntagsZeitung.

"*Selon des experts en indemnité, Vasella pourrait encaisser chaque année 50% de son ancien salaire de 13 millions de francs suisses à titre de dédommagement pour les clauses de non-concurrence*", fait valoir l'hebdomadaire suisse alémanique.

Daniel Vasella se serait engagé à ne pas travailler pour la concurrence pendant cinq ans, selon une information publiée jeudi par le Tages-Anzeiger.

La rémunération de Daniel Vasella, longtemps le patron le mieux payé de Suisse, est au centre des débats.

En 2009, il avait perçu un salaire de 20,5 millions de francs suisses (16,4 millions d'euros). Alors que les critiques avaient fusé, ses traitements ont été ramenés en 2012 à 13,1 millions de francs suisses (10,5 millions d'euros).

Les indemnités de Daniel Vasella ont également suscité des remous auprès des groupements d'actionnaires tels qu'Actares et la fondation Ethos.

"*C'est un scandale. les profiteurs continuent comme si de rien n'était, c'est incroyable*", a déploré Roby Tschopp, le directeur d'Actares, dans les colonnes du SonntagsZeitung.

De son côté, Dominique Biedermann, le directeur de la fondation Ethos, a appelé Novartis à fournir des "indications transparentes" sur règlement concernant les indemnisations.

Dans un entretien accordé dimanche au SonntagsBlick, Daniel Vasella s'est cependant fendu d'un trait d'humour. Interrogé sur le montant total accumulé pendant ses années à la tête de Novartis, estimé par le journal entre 200 et 300 millions de francs suisses, Daniel Vasella a dit "*n'avoir lui-même jamais fait l'addition*". "*Chaque jour, la somme monte dans la presse*", a-t-il déclaré. AFP 27.01

2- Europe - Sidérurgie

Les sidérurgistes européens ne fermeront vraisemblablement pas suffisamment de sites de production pour mettre un terme à une situation de surcapacités, ce qui signifie que la guerre des prix dans le secteur va se poursuivre, estime Wolfgang Eder, directeur général de l'autrichien Voestalpine.

"*Malgré les difficultés du secteur, je ne vois pas la guerre des prix se terminer. La capacité des entreprises à tirer les leçons du passé est limitée (...)*", poursuit-il.

"*Pourtant, les capacités doivent être diminuées d'au moins 20% avant que le secteur puisse renouer avec de saines conditions d'activité*", poursuit Wolfgang Eder, dans le cadre d'un entretien publié par le Frankfurter Allgemeine Sonntagzeitung. Reuters 27.01

Question poser au mouvement ouvrier : On combat pour en finir une fois pour toute avec le capitalisme ou on les laisse liquider la sidérurgie et des dizaines de milliers d'emplois ? C'est une question fermée : on liquide le capitalisme oui ou non ? On sauve ces emplois oui ou non ? C'est la seule manière, il n'en existe pas d'autres.

Haut de page

Le 29 janvier

CAUSERIE

Je vous confirme qu'il y a bien environ un millier de travailleurs ou militants qui se connectent sur le site après qu'un seul fichier (doc du 20 décembre) mis en ligne en janvier a été téléchargé 716 fois à la date d'hier.

Lundi soir.

A bâtons rompus.

J'ai découvert par hasard un portail où vous trouverez des articles sur la Françafrique http://survie.org.

Pour me détendre, si l'on veut, j'ai passé la soirée à me fabriquer une sorte de revue de presse en allant consulter des portails très ciblés pour chercher des infos sur le Mali et la situation sociale en France.

J'ai trouvé quelques articles intéressants sur le Mali et l'intervention militaire française contre ce pays, un article de la Tendance Claire du NPA sur l'accord du 11 janvier que j'ai estimé correct et que je mets en ligne, sinon pas grand chose à se mettre sous la dent.

Je pense que c'est intéressant de mettre en ligne des articles en provenance de différents sources pour montrer qu'il y a plus de gens opposés aux politiques antisociales et impérialistes des différents gouvernements qu'on le croit, pas toujours à celles mises en oeuvre par les gouvernements de leur propre pays, je pense par exemple aux articles en provenance d'agences de presse en Russie ou en Iran, qui cependant en portant un autre regard sur l'actualité internationale nous fournissent parfois des informations qu'on ne trouve pas ailleurs, leurs analyses parfois justes ou pertinentes étant à prendre toutefois avec des réserves, comme d'habitude.

Cela nous change des médias aux ordres en France qui sont généralement tout juste bons à se faire les relais zélés de la propagande du patronat ou du gouvernement. Jusqu'à présent, je n'ai pas trouvé d'équivalent au Réseau Voltaire et à Mondialisation.ca, dont les analyses ou expertises dans les domaines de la géopolitique ou la géostratégie sont d'un très bon niveau et nous sont très précieuses pour comprendre la situation, car sans informations valables ou fiables, précises, notre tâche serait encore plus compliquée.

J'invite tous les lecteurs à me faire parvenir les articles qu'ils ont pu lire sur le Net et qu'ils ont appréciés, afin de porter à la connaissances des travailleurs ou militants qui se connectent sur le site. A défaut de pouvoir construire quoi que ce soit, le site peut servir de banque de données et aider à faire circuler infos et analyses qui peuvent nous aider à mener notre combat commun.

Qu'on ait chacun nos idées et nos convictions est une chose qui doit être respecté. Maintenant il ne faut pas tomber dans le sectarisme ou le dogmatisme et refuser de s'informer à certaines sources sous prétexte qu'on ne partage pas toutes les intentions ou qu'on n'a pas les mêmes objectifs que les auteurs des articles qui peuvent parvenir à notre connaissance, parfois pas du tout ou ils se situent à l'opposé des notres sans que cela doive nous poser un problème, de mon côté je suis blindé, mais je peux concevoir que par manque d'expérience on craigne parfois de se faire manipuler, et c'est tout à fait légitime comme réaction, cela m'arrive aussi par manque de connaissance sur un pays par exemple, c'est la raison pour laquelle je multiplie les sources pour recouper leurs informations et me faire ma propre idée ensuite.

Ces derniers jours, j'ai lu ou parcouru rapidement un tas d'articles sur le Mali, certains étaient plus détaillés et précis que d'autres, ceux qui émanaient des sources les mieux informés ou qui avaient une réelle connaissance du terrain ont fourni les analyses les plus pertinentes ou justes. Michel Collon en fait partie et je ne regrette pas d'avoir mis ses vidéos en ligne.

On ne peut pas militer en se contentant de phrases apprises par coeur, de principes ou de mots d'ordre, on doit savoir de quoi on parle, sinon on n'est pas crédible ou on n'inspirera pas confiance, quelque part c'est normal et c'est salutaire, c'est mieux ainsi, sinon cela voudrait dire que notre interlocuteur pourrait croire n'importe qui et n'importe quoi, ce n'est pas l'objectif que nous nous sommes fixés. Sans se prendre trop au sérieux ou avoir la grosse tête, on doit commencer par s'appliquer les principes qu'on souhaiterait bien que les travailleurs adoptent pour progresser, commençons par là.

Maintenant il est vrai qu'on ne peut pas être au top sur tous les sujets ; l'encyclopédie au XVIIIe siècle a été avant tout une oeuvre collective. C'est la raison pour laquelle il est préférable de ne pas se disperser et de creuser quelques sujets qu'on a sélectionnés en relation avec l'actualité et ainsi de suite. Chaque chose en son temps. Il faut être ordonné, s'imposer une discipline, sans discipline pas de parti, pas de révolution victorieuse. L'oisiveté, le dilettantisme et l'éclectisme sont nos pire ennemis. Au bout d'un certain temps, on parviendra à avoir une idée assez précise sur un tas de questions que l'on aura pris le temps d'étudier et que l'on pourra ensuite aborder sereinement, ce qui ne veut pas dire que nous serons en mesures de répondre à toutes les questions qu'on nous posera, sans que cela soit un problème ou crée un malaise, on peut prendre le temps d'y réfléchir pour en rediscuter plus tard ou alors on passe à une autre question en avouant que l'on n'a pas suffisamment d'éléments pour nous prononcer sur la question qui nous a été posée, essayons d'être ou de demeurer modeste, lucide, de garder le contrôle de nous-même, j'ai envie de dire d'être naturel, car il n'y a rien de naturel chez le prétentieux ou le complexé.

J'ai observé que lorsque l'on est face à une personne attentive, ce qui aura de l'influence sur elle sera autant notre discours que notre comportement, ce qu'on arrive à percevoir quand on est suffisamment bien dans sa tête ou sa peau pour tenir à la fois notre discours et l'observer tout en prêtant la même attention si ce n'est plus encore à sa répartie. J'en ai fait l'expérience la semaine dernière pendant près de deux heures, c'est long pour un tête à tête avec quelqu'un que vous n'avez jamais rencontré auparavant, c'est si rare pour moi de rencontrer un ou plutôt une Française que je n'en ai pas perdu une miette. Je pense que c'est aussi de cette manière que l'on peut progresser, en tirer des enseignements de chaque expérience que nous sommes amené à vivre. Cela nous servira dans d'autres situations ou tout au long de notre vie. Qui ne progresse pas régresse, c'est ce que je me dis toujours et rien que l'idée de régresser m'effraie.

Une nouvelle fois cette causerie improvisée a pris une drôle de tournure. Mon total isolement me pèse, mais je m'en amuse aussi ; n'ayant personne avec qui converser le reste du temps, je me pose des questions et c'est un autre qui y répond et ainsi de suite, un peu à la façon de Diderot et ses dialogues (philosophiques) imaginés. Certains en profiteront pour dire que je suis vraiment cinglé, ce qui les arrangerait bien, mais pas de bol, j'ai également étudié la désagrégation schizoïde de W. Reich, très sérieusement, cela m'a pris plusieurs mois, et je n'en suis pas encore à ce stade, seule la vieillesse ou la maladie aura raison de mon petit cerveau que je mets à rude épreuve, pour notre cause notez bien, notre noble cause, notre idéal. Il est 0h20, je pète la forme mais je dois me reposer. Bonne journée à tous et à tout à l'heure.

Mardi.

Je réfléchis à modifier la présentation des articles de presse et les commentaires que je rajoute ou intercale de manière à ce que cela soit plus clair, éviter toute confusion dans la lecture.

Je n'ai pas reçu de plaintes à ce sujet, c'est moi qui ne suis pas satisfait de la présentation actuelle, j'ai le souci du détail sur ce point précis et c'est important pour nos rapports.

Pour se marrer, si je devais faire la pub pour le site je dirais : le seul courant politique qui dit ce qu'il pense et ce qu'il ne pense pas. Vous avouerez qu'après il faudrait être sacrément de mauvaise foi pour prétendre que j'ai tenté de vous manipuler. En réalité, je préfère que les militants gardent leur distance avec moi, à 10.000 kilomères de distance cela aide, l'objectif étant que chacun se forge librement ses propres idées ou convictions, c'est mieux ainsi pour vous comme pour moi. C'est volontairement que je vous parle l'air de rien de mes goûts et autres que vous ne partagez peut-être ou sans doute pas pour que cette distance entre nous demeure.

J'assume ma responsabilité dont j'ai pleinement conscience. Qu'on passe une partie de son temps à se justifier est un travail particulièrement ingrat et lassant, mais obligatoire et je m'y colle consciencieusement. Tout n'est pas parfait loin de là, mais tout est fait sincèrement et honnêtement. Cela ne vaut rien de le dire à propos de soi-même, certes, c'était juste histoire de vous montrer que j'ai cela en permanence à l'esprit, de toutes manières mentir aux autres ou se leurrer sur soi-même ne mène nulle part, c'est minable.

Alors on continue dans la bonne humeur, en gardant le moral, même dans l'adversité, soyons digne de l'idéal qu'on incarne et nos idées finiront par s'imposer ou la majorité finira par les adopter ou les partager avec nous.

Je vais vous dire un truc à l'oreille, quand je dis qu'il y en a qui ont abandonné le combat pour le socialisme parce qu'ils n'ont plus confiance dans les masses, si vous observez leur comportement ou que vous prêtez attention à leurs discours, vous vous apercevrez qu'ils n'ont surtout plus confiance en eux-mêmes ou dans leurs propres idées, car s'ils daignaient se pencher ne serait-ce qu'un instant dessus, ils s'apercevraient au premier coup d'oeil qu'elles ne tiennent pas la route. Il y a beaucoup de juges ou de procureurs dans nos rangs, mais peu d'esprits véritablement libres et aptent à progresser. J'espère faire partie de cette dernière catégorie.

Je rajouterai des articles en ligne dans la journée. Bonne journée à tous.

Parole d'un internaute

Vous avez tout compris. La politique du gouvernement est la même sur le plan national ou international : les riches doivent s'enrichir toujours plus et les pauvres doivent demeurer toujours aussi pauvres et être de plus en plus nombreux de préférence.

1- "*Voilà ! on dégage les islamistes pour mettre les Maliens dans le cycle de la dette. Dette qui correspond comme on sait tous à une création de papier sur la base du vent. En contre-partie ils vont perdre le contrôle de leur sous-sol. Après le FMI, c'est la France avec l'AFD qui va faire des crédits; de quoi bien renflouer les caisses.*"

Vous avez le droit de poser cette question.

2- "*Je me demande si même des Etats Africains sont des Etats. Un Etat indépendant depuis un demi siècle qui ne peut rien assurer sans l'aide de la FMI ou la Banque mondiale. Là c'est incompréhensible, inadmissible*."

ACTUALITE EN TITRES

En famille chez les deux gauches. Le Front de gauche veut mettre la main à la pâte ou les mains sales. Ou comment légitimer les institutions du capital.

Hollande, le gouvernement, les institutions de la Ve République discrédités, minoritaire, il faut bien venir à leur secours, ce ne sont pas les bonnes volontés qui manquent.

- Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a appelé aujourd'hui le gouvernement à "*laisser respirer le débat*" à gauche, au Parlement, en particulier sur le récent accord sur l'emploi, pour ne pas gouverner comme on le "*reprochait à Sarkozy*".

"*On a pendant cinq ans reproché à (l'ancien président) Sarkozy d'imposer des lois en disant aux parlementaires: + il n'y a plus rien à discuter, faut les adopter+*", a déclaré M. Laurent à des journalistes à Cenon, près de Bordeaux. "*On était tous ensemble, la gauche, pour contester cette manière de gouverner. On va pas se l'appliquer à nous-mêmes, quand même !*" AFP 26.01

Lors du vote du TSCG pratiquement tous les partis et groupes politiques se réclamant de la classe ouvrière s'étaient adressés aux parlementaires, nous avions estimé cette démarche comme opportuniste et menant dans une impasse, donc renforçant chez les travailleurs et les militants l'impression qu'il était impossible de vaincre le capitalisme et ses institutions, qu'il n'existait aucune solution politique à la crise du capitalisme, autrement dit que cette ligne politique conduisait à la démoralisation des travailleurs et à la démobilisation des militants, donc servait directement les intérêts du régime en place, et que dans ces conditions peut-être qu'il était inutile de continuer le combat.

Voilà qu'ils remettent cela cette fois avec l'accord patronal du 11 janvier.

Souvenez-vous, à l'époque du TSCG nous avions qualifié cette démarque de grotesque parce que même si certains députés du PS ne votaient pas le TSCG, ceux de l'UMP et de l'UDI joindraient leurs votes à celui de la majorité des députés du PS et le TSCG serait adopté.

Dans le cas présent, le Medef ayant applaudi des deux mains cet accord, l'UMP et l'UDI vont le voter avec l'immense majorité des députés du PS et ses satellites et il ne peut pas en être autrement.

Cela signifie qu'il n'existe aucune solution politique dans le cadre institutionnel qui est cadenassé par le PS et son allié, l'UMP, donc persister en toute connaissance de cause dans cette voie aboutira au même résultat qu'avec le TSCG et doit être qualifié au même titre d'opportuniste et le mot est faible (contre-révolutionnaire), cela dépasse l'entendement, cela prouve aussi que tous ceux qui se placent dans cette perspective démontrent qu'ils sont incapables de définir une stratégie pour combattre le capitalisme et ses institutions, finalement ils ne font guère mieux que les dirigeants des syndicats qui se plient volontiers aux exigences du patronat.

Ils en sont à demander à leur bourreau qui a signé leur arrêt de mort de les gracier, on croit rêver ! C'est leur incurie politique qui s'étale sous nos yeux.

Nous sommes résolument et farouchement contre toute initiative en direction de Hollande, des différents ministères, des députés, des élus du PS ou d'autres partis, car au lieu de montrer aux travailleurs dans quel camp ils sont et les intérêts de quelle classe ils représentent, que les travailleurs n'ont rien à en attendre, cette démarche ne sert qu'à alimenter ou créer des illusions dans les institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

Cet opportunisme effréné dans lequel versent les uns et les autres est la combinaison à la fois de leur incapacité à analyser la situation en prenant en compte tous les facteurs, et de leur abandon de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, abattre le capitalisme et son Etat, ce qui explique et permet de comprendre également la profonde division de l'avant-garde qui se traduit à son tour par une multitude de partis et groupes ou groupuscules de militants se réclamant du socialisme, qui finalement (à l'arrivée) n'ont comme seul point commun : l'opportunisme, ils en font la démonstration sous nos yeux, il suffit de les ouvrir et d'observer pour le constater

Plus fort encore, alors même qu'ils avancent la même initiative, ils sont incapables de se mettre d'accord pour y appeler en commun, vous avouerez qu'à ce stade il est légitime d'évoquer un opportunisme effréné, acharné, pour ainsi dire enragé, fanatique, ils fignolent, ils mettent un point d'honneur à mener les travailleurs et les militants dans une impasse sans autre perspective, c'est effarant de constater qu'ils ne s'en aperçoivent même pas, quel gâchis et surtout quelle perte de temps pour les millions de travailleurs qui n'en peuvent plus, apparemment ils n'y pensent pas vraiment !

Pour la suite, je vous renvoie aux causeries des jours précédents, j'ai autre chose à faire que répéter sans cesse la même chose. Hier j'ai fourni un axe de combat précis et argumenté, reportez-vous y ou faites ce que vous voulez. Surtout n'allez pas dire que je n'aurais proposé aucun axe politique d'intervention dans la lutte des classes ou aucune perspective ce serait un grossier mensonge, dites plutôt que vous l'avez rejeté sans daigner l'étudier sérieusement ce sera plus correct.

A signaler que les groupes CCI-T et Bolchevik et la Tendance Claire du NPA ont adopté des positions proches de la mienne. Si vous connaissez d'autres groupes de militants ou tendances du mouvement ouvrier dans ce cas-là, s'il vous plaît ayez la gentillesse de me communiquer cette information, les militants doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls ou une infiime minorité à rejeter l'opportunisme qui consiste à se tourner vers le gouvernement ou les institutions pour résoudre les problèmes des travailleurs, alors qu'ils en portent la responsabilité. Ainsi d'ailleurs que toute initiative allant dans ce sens. Merci d'avance pour eux.

Un portrait de Thierry Lepaon, le nouveau secrétaire général de la CGT.

Il a tous les traits de Hollande, cela doit être pour cette raison qu'ils l'ont choisi : il se dit "*normal*", dévoré d'ambition, une "*coquille vide*".

- Sans froisser son prédécesseur, il laisse entrevoir quelques différences dans les futures orientations du syndicat : "*Je veux que nous collions mieux aux nouvelles organisations du travail. Je sais, ce n'est pas nouveau, mais je veux en faire une vraie priorité.*"

La bio officielle est presque trop belle pour un futur leader de la CGT. CAP de chaudronnier à 17 ans, syndiqué aussitôt. Militant aux Jeunesses communistes dès l'adolescence, victime de répression syndicale dans ses premiers boulots chez Caterpillar et Spie Batignolles. Il habite toujours en Normandie où résident les trois enfants nés de son premier mariage - deux adultes (26 et 22 ans), une adolescente (14 ans). Ses nouvelles responsabilités vont l'obliger à quitter sa maison HLM située à Cabourg (Calvados), à 800 mètres de la mer, où il vit avec sa nouvelle compagne, cadre à la SNCF. Il a demandé qu'on lui trouve, à Paris ou en proche banlieue, un appartement "*avec du vert, parce qu[' il est] un provincial*". Et il ajoute : "*Comme François Hollande est un président normal, je serai un secrétaire général normal.*" Normal, vraiment ?

Ceux qui l'ont suivi depuis le début des années 1980 se souviennent de quelqu'un qui, toujours, veut être au premier rang et rencontrer les gens qui comptent. Peu importe qu'ils soient DRH, hommes politiques ou syndicalistes. Il passe, sans difficultés, des années Moulinex aux arcanes compassées du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Poussé, déjà, par Maryse Dumas, il quitte son terrain bas-normand pour mener, en 2008, la négociation interprofessionnelle sur la formation. Les plus gentils disent de lui qu'il a une "*vraie intelligence des situations*" ; les plus réservés, qu'il est une "*coquille vide*" n'ayant qu'un but, atteindre le sommet.

Des prises de position qui font déjà grincer des dents

Pour beaucoup, il a commis sa principale bourde politique en tournant trop vite la page de Moulinex. Presque aussitôt après la fermeture, il prend ses distances. La CGT se porte partie civile dans les poursuites engagées contre les anciens dirigeants, mais du bout des lèvres. Lui dit qu'il lui fallait s'éloigner de cet échec qui lui donnait des "*barres dans le ventre*". Il était au chômage et devait trouver de quoi vivre ; il ne se reconnaissait pas dans l'action "*amicaliste*" de l'association montée par des anciens de Moulinex de l'usine de Cormelles-le-Royal, près de Caen (Calvados). Alors, oui, il a "*tourné la page*", répète-t-il. "*Si s'occuper des salariés restés sur le carreau, ce n'est pas de l'engagement syndical, qu'est-ce que c'est ?*" s'interroge Lionel Muller, ancien délégué syndical CGT qui a oeuvré près de vingt ans à son côté.

Tout communiste qu'il soit - il paie toujours sa cotisation comme simple adhérent -, tout mélenchoniste qu'il se revendique, il n'a rien d'un idéologue. Il détonne par son pragmatisme. "*Il était rafraîchissant par rapport aux autres CGT, il était très concret*", se souvient un syndicaliste qui l'a côtoyé dans différentes instances. Un ancien DRH de Moulinex ne dit pas autre chose : "*J'ai deux mots pour le définir, pragmatique et intelligent.*"

Il a cette capacité - rare - de ne se fâcher avec personne et de tout assumer. A peine confirmé comme futur secrétaire général de

la CGT, il se rend à une séance du Cese et pose, tout sourire, au côté de Sophie de Menthon, dirigeante de la très libérale association de chefs d'entreprise Ethic. La photo fait le tour de Paris et Sophie de Menthon ne se prive pas de dire qu'elle "*aime beaucoup*" Thierry Lepaon. Il laisse glisser.

Quand certains l'attaquent sur les bonnes relations qu'il entretient avec Raymond Soubie, l'ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy, il assume encore : "*J'ai beaucoup de respect pour lui.*" Et, s'il n'a jamais été vu au théâtre des Champs-Elysées, dont Raymond Soubie est le président et où il invite volontiers ses relations, "*ce n'est pas parce que c'est lui, c'est par... manque de temps*".

Peut-il tout se permettre ? Déjà, certaines de ses prises de position font grincer des dents. A la mi-2012, au Cese, il est rapporteur d'un avis sur l'"*ouverture à la concurrence des services ferroviaires régionaux de voyageurs*". Il n'exclut pas des expérimentations, acceptant de facto l'idée d'une libéralisation. Pas exactement la ligne de la toujours puissante fédération des cheminots... lexpress.fr 28.01

Il a tout de l'opportuniste pour faire un bon bureaucrate pourri, on a compris et on ne s'attendait pas à autre chose.

ACTUALITE EN TITRES

Comme quoi Sapin ne dément pas

- Sapin et la faillite: "*C'est une façon de dresser le bilan des années Sarkozy*" - L'Express.fr

Le vôtre aussi puisqu'il y avait un censensus UMP-PS à l'Assemblée nationale, dites-nous monsieur Sapin, vous ne l'avez pas oublié ?

Non, ils s'apprêtent à liquider le système de retraite par répartition basé sur la solidarité entre les générations.

- Retraites: Ni modification de la durée, ni du montant, ni des cotisations assure Najat Vallaud-Belkacem - 20minutes.fr

Partout et nulle part, c'est là son secret !

- Où est la vérité de François Hollande ? - LePoint.fr

C'est la définition qu'en donnent les franc-maçons qui permet à celle du plus fort de s'imposer.

Hollande couvre les crimes de l'armée malienne

- Pas d'exactions au Mali, dit Hollande, malgré les doutes d'ONG - Reuters

Mali. Une guerre de rapine, de brigands, d'affameurs.

- Le FMI verse une aide au Mali, espère le réengagement des pays donateurs - AFP

Sur le front économique, le chef de la mission du FMI au Mali a même relevé "*des développements favorables*", sans lien avec la crise: la découverte d'une mine d'or dans le sud du pays et l'arrivée d'un troisième opérateur téléphonique. AFP 28.01

A la bonne heure !

Propagande. Alors qu'il les a armés.

- Fabius redoute la mainmise des islamistes radicaux sur la Syrie Reuters -

Criminel

- Mediator: 95% des dossiers de victimes ont été rejetés - 20minutes.fr

- Le traitement anti-acné Diane 35, une nouvelle affaire Mediator? - AFP

Bankster. Lampiste.

- Caisse d'Epargne: Un ex-trader condamné à 2 ans de prison avec sursis et à rembourser 315 millions d'euros - 20minutes.fr

Intentions plus que suspectes...

- L'Espagne doit faciliter l'accès au crédit et aider les chômeurs, selon Rehn - AFP

Pour renouer avec la croissance et faire baisser le chômage, l'Espagne doit faciliter l'accès au crédit et renforcer les mesures d'aides aux demandeurs d'emploi, a estimé lundi à Madrid Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques. AFP 28.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Les manifestations violentes qui durent depuis cinq jours en Egypte ont fait lundi deux morts de plus, au lendemain de l'imposition de l'état d'urgence à Ismaïlia, Suez et Port-Saïd, d'où sont partis les troubles jeudi dernier.

Le gouvernement a approuvé un décret qui permet à l'armée d'arrêter des civils et lui demande d'aider la police à maintenir l'ordre, sans que l'on sache si la mesure s'appliquera uniquement aux trois villes des bords du canal de Suez ou à l'ensemble du pays.

De source proche du gouvernement, on précise que l'armée se comportera "*comme une force de police*", ce qui signifie que les personnes arrêtées seront traduites devant un tribunal civil et non militaire.

Le Front de salut national (FSN), qui réunit les principales composantes de l'opposition, a de son côté demandé au président Mohamed Morsi d'assumer la responsabilité des violences qui ont fait 51 morts depuis jeudi et a refusé de se rendre à un "*dialogue national*" convoqué lundi par le chef de l'Etat.

Par la voix de son coordinateur Mohamed ElBaradei, le FSN a jugé que la proposition de dialogue était "*superficielle*", sans exclure de participer à de futures discussions si Mohamed Morsi acceptait les conditions de l'opposition.

Au Caire, un passant âgé de 46 ans a été tué par balle près de la place Tahrir, épicentre de la révolution de 2011, où des manifestants jettent des pierres contre la police qui réplique par des grenades lacrymogènes. On ignore d'où est venu le tir.

Des opposants au président Morsi campent depuis plusieurs jours sur la place Tahrir et certains affichent leur intention de renverser le régime, comme Ibrahim Eissa, 26 ans, qui veut "*mettre fin à un Etat contrôlé par les Frères musulmans*", mouvement dont est issu le président.

Dans la soirée, un homme a été tué à Port-Saïd. Dans cette ville, ainsi qu'à Ismaïlia et à Suez, de nouvelles manifestations ont été organisées.

A Ismaïlia, la foule scandait "*A bas Mohamed Morsi, à bas l'état d'urgence!*". Des slogans similaires ont été entendus dans d'autres villes situées le long du canal de Suez.

Les Etats-Unis ont condamné lundi cette flambée de violence en Egypte et invité les dirigeants de ce pays allié à faire clairement savoir que la violence était inacceptable.

Le porte-parole de la Maison blanche, Jay Carney, a déclaré aux journalistes que l'administration Obama saluait les appels au dialogue national et exhortait tous les Egyptiens à respecter le processus démocratique. Reuters 28.01

2- Mali - Chine

Le 18 janvier, Mme He Wenping, experte chinoise, sur les questions africaines, à l'Académie chinoise des Sciences sociales, a

publié un article intitulé «*Il faut se méfier de la légitimation du nouvel interventionnisme, en Afrique*», dans le quotidien chinois, "*Global Times*", dans lequel elle met en lumière des risques liés à l'intervention française, dont le principal porte sur la légitimation de l'ingérence extérieure, en Afrique.

Mme He a, également, examiné la situation, d'un point de vue historique. Sur le continent africain, au lieu de tracer des frontières naturelles, la plupart des pays ont hérité de frontières délimitées, par leurs anciens colonisateurs, qui avaient divisé le continent, en fonction de leurs intérêts et leurs rapports de forces. «*Résultat, au sein des populations africaines, la reconnaissance de l'ethnie et de la religion compte plus que celle de la souveraineté ou de la nation. Ce qui peut amener le continent à entrouvrir une porte à l'ingérence extérieure*».

En ce qui concerne sa diplomatie, en Afrique, la France, ancienne puissance coloniale, sur le continent, accorde la priorité au maintien de ses intérêts, dans les pays africains francophones. C'est dans cette optique que M. Hollande, qui n'avait pas montré, jusque-là, un intérêt marqué, pour l'Afrique, a changé de cap et décidé de déployer des forces armées, au Mali.

«*Nous ne défendons qu'une cause, l'intégrité du Mali, et nous n'avons qu'un adversaire, le terrorisme*», a répété le président français. Néanmoins, face à la demande du président centrafricain, lui aussi, confronté à l'attaque de rebelles, le gouvernement français a choisi de garder ses distances. «*Ce qui alimente les rumeurs, selon lesquelles la France, le gendarme, pratique le deux poids deux mesures, dans les affaires africaines*», a fait observer Mme He.

Par ailleurs, le déploiement des forces armées, au Mali, aura pour effet d'alourdir les dépenses de l'Etat et pèsera sur une économie française affaiblie. «*C'est pour cela que des médias, à travers le monde, ont signalé que le Mali risque de devenir un Afghanistan, pour la France*», a indiqué Mme He, avant de faire part d'une autre inquiétude : l'intervention française permettra-t-elle d'apporter une stabilité, à long terme, au Mali ? Une question à laquelle il est, pour l'instant, impossible de répondre. french.irib.ir 24.01

3- Syrie-

Le camp pro qatari se fissure de jour en jour : selon Russia Today, le vice président syrien vient d'effectuer une visite aux Emirats pour renforcer des coopérations commerciales syro-émiraties. le voyage de Ghadri Jamil témoigne d'un changement de cap des pays du golfe Persique vis à vis de la Syrie, pays qui désormais conscients des plans qataro américains pour la région, sont détérminés à combattre le danger "*salafo wahhabite*" french.irib.ir 26.01

SOCIAL

1- France

1.1- PSA d'Aulnay-sous-Bois

La CGT de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), qui doit rouvrir lundi après dix jours d'arrêt, a annoncé dimanche avoir "*voté la grève pour lundi*" et "*décidé de réoccuper l'usine*", dénonçant un "*climat de tension*" imposé, selon elle, par la direction. "*Malgré les pressions et les provocations de la direction, (les salariés en grève) s'adresseront, comme depuis le début de la grève, pacifiquement, à leur camarades de travail pour les appeler à rejoindre et à renforcer la grève*", a indiqué la CGT dans un communiqué.

"*Un encadrement renforcé sera mis en place dès lundi matin*", avait développé Laurent Vergely, le directeur de cette usine, dans une déclaration écrite à l'AFP. Selon la CGT, la direction de PSA Aulnay va faire appel à "*plus d'une centaine*" de vigiles privés et a prévu "*que des groupes d'intervention de vigiles et de cadres/maîtrise (prennent) position derrière les portillons d'entrée du personnel aux premières heures de l'embauche*". "*La CGT dénonce la politique irresponsable de la direction qui a comme objectif d'empêcher les salariés à se déclarer librement en grève*", a précisé le syndicat. AFP 28.01

1.2- Manufacture vosgienne de meubles suppme 120 emplois La direction de la Manufacture vosgienne de meubles (MVM), à Mattaincourt (Vosges), filiale du groupe Parisot, a annoncé lundi la suppression de 120 emplois sur 378 lors d'un comité d'entreprise, a-t-on appris de source syndicale.

L'usine, qui fabrique des meubles de cuisine et de salles de bains, avait été placée en redressement judiciaire le 7 novembre, avec une période d'observation de six mois.

"*120 licenciements ont été annoncés ce matin, mais nous ne savons pas encore quelles catégories de personnels sont concernés*", a expliqué à l'AFP un responsable CGT (majoritaire), Bernard Thomassin, à l'AFP.

"*Cela n'est pas vraiment une surprise, mais on ne sait pas si on pourra tourner après ces licenciements. Le paradoxe, c'est qu'en ce moment, on n'arrête pas de faire des heures supplémentaires*", a-t-il ajouté.

Lors du placement en redressement judiciaire, un porte-parole du groupe avait expliqué que l'usine traversait "*d'importantes difficultés*".

Il avait alors assuré avoir "*la ferme volonté de proposer un plan de continuation pour conserver l'usine de Mattaincourt*", et pour objectif "*prioritaire le redressement du groupe et la pérennité des entreprises*".

Les syndicats craignent pour leur part "*une volonté claire de fermer l'usine*".

En novembre, le groupe Parisot et deux autres de ses filiales, SAS Parisot (anciennement Parisot meubles) et Compagnie Française du Panneau (CFP), soit environ 900 salariés, avaient également été placés en procédure de sauvegarde, le groupe invoquant un "*retournement brutal du marché*".

Le secteur de la fabrication de meubles, fleuron des Vosges, a déjà été largement sinistré depuis plusieurs années, notamment après la liquidation en janvier 2012 de Nevelt, ex-filiale de Parisot à Mattaincourt (144 salariés) et, un an plus tôt, de ECB, qui employait 122 salariés dans la commune voisine de Mirecourt.

En février 2011, Parisot a rejoint Windhurst Industries, premier groupe européen d'aménagement intérieur. Ce groupe industriel français emploie 4.300 personnes dans 35 pays, avec un chiffre d'affaires de près de 600 millions d'euros. En 2011, le Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) est entré au capital de Windhurst Industries.

Le groupe est encore détenu à 49% par la famille du fondateur, Jacques Parisot. En revanche Laurence Parisot, petite-fille de ce dernier et actuelle président du Medef, n'entretient plus aucun lien avec l'entreprise, et ne possède plus ni actions, ni intérêts dans celui-ci. AFP 28.01

1.3- La retraite par répartition sérieusement en danger.

Le gouvernement français ne prévoit ni baisse des pensions, ni hausse des cotisations, ni augmentation de la durée de cotisation dans le cadre de la prochaine réforme des retraites, a déclaré ce lundi sa porte-parole, Najat Vallaud-Belkacem.

Elle a assuré que d'autres solutions existaient, citant les propositions du syndicat CFDT, qui prône un changement radical de système vers un système à points ou à compte notionnel. Le Conseil d'orientation des retraites a cependant établi qu'un changement de système ne rétablirait pas en soi l'équilibre financier, un objectif qui suppose bien de modifier les principaux paramètres de la durée et du montant des retraites ou des cotisations.

«*N'est à l'ordre du jour ni le fait de travailler plus longtemps, ni le fait de réduire les pensions, ni le fait d'augmenter les cotisations*», a dit Najat Vallaud-Belkacem sur BFM TV et RMC. «*Il y a d'autres solutions aujourd'hui qui existent. Regardez par exemple les propositions que fait la CFDT*.» «*Je ne dis pas qu'on va forcément s'inscrire exactement dans ce scénario-là, mais il y a des systèmes par exemple de retraite à la carte, ou par points*», a poursuivi la porte-parole du gouvernement. Reuters 28.01

Et c'est dans ce cadre et cette perspective, cet objectif dans lesquels les dirigeants de la CGT et FO vont accepter de s'asseoir à la même table que le Medef ?

Nous sommes avertis, ils le sont forcément, ils savent encore lire, donc s'ils acceptent de participer à ces réunions, c'est déjà une trahison, et les dirigeants du POI, du NPA et de LO en seront les complices s'ils ne rompent pas immédiatementavec leurs appareils. On les attend au tournant, on va voir ce qu'ils ont vraiment dans le ventre, leurs véritables intentions, qu'est-ce que c'est au juste ces partis. A eux de prendre leur responsabilité.

2- Norvège

La compagnie aérienne scandinave SAS a annoncé dimanche qu'elle allait supprimer 200 emplois administratifs supplémentaires, en plus des 800 suppressions déjà prévues dans son plan de restructuration adopté en novembre. "*Deux cents emplois supplémentaires seront supprimés dans le secteur administratif. En novembre nous en avions annoncé 800. Cela porte à 1.000 le nombre d'emplois total*", a indiqué à l'AFP une porte-parole de la compagnie, Elisabeth Manzi.

En novembre, SAS avait présenté un vaste plan de restructuration destiné à mettre fin à ses pertes, qui s'enchaînent chaque année depuis 2008.

Ce plan prévoit, outre la réorganisation administrative, des mesures d'amaigrissement drastiques: baisses de salaires, cessions

pour près de 350 millions d'euros, arrêts de lignes, externalisation de certaines activités. SAS n'a cependant pour l'instant trouvé aucun acheteur pour les actifs qu'il a mis en vente, dont la compagnie régionale norvégienne Wideroe. AFP 28.01

Ah ben alors, et le "*modèle social*" scandinave exemplaire : une illusion, une escroquerie !

ECONOMIE

1- BCE

La BCE "voit un intérêt" à séparer certaines activités de trading très risquées des banques de leurs activités principales mais elle ne va pas jusqu'à apporter son soutien à une scission entre les activités de dépôt et la banque d'investissement. lefigaro.fr 28.01

Ouf !

2- Etats-Unis

L'agence Fitch Ratings a annoncé aujourd'hui qu'elle levait sa menace de dégradation à très court terme de la note des États-Unis, citant la décision de l'opposition républicaine d'autoriser le gouvernement Obama à dépasser le plafond légal de la dette pendant quatre mois. lefigaro.fr 28.01

Ouf !

3- Automobile

Les constructeurs d'automobiles japonais Toyota et Nissan ont annoncé des ventes records de véhicules en 2012 : Toyota a vendu 9,75 millions de véhicules (+22,6% sur un an), retrouvant la première place mondiale devant l'américain General Motors (GM) et l'allemand Volkswagen. Nissan a écoulé pour sa part 4,94 millions de véhicules pendant l'année (+5,8%). lefigaro.fr 28.01

La machine capitaliste tourne à plein régime (ou presque), quel bonheur !

Haut de page

Le 30 janvier

CAUSERIE

Pas le temps de causer et je dois éteindre l'ordinateur, il est 15h10 et on n'a pas de courant depuis 6h ce matin. J'avais préparé une causerie avec des citations de Marx et Lénine, ce sera pour demain. Le Point a publié un article *La lutte des classes vue à la télé*, je vais essayer de trouver le temps de le commenter, il contient des vérités et des contrevérités, comme d'habitude.

Un chiffre à retenir.

Les dépenses militaires dans le monde en 2011 se sont montées à 1.600 milliards de dollars (1.200 milliards d'euros). Reuters 29.01

L'économie d'armement et de guerre demeure l'un des principaux volants d'entraînement de l'économie capitaliste. Avis à ceux qui s'en accommodent, aux ignorants ou aux bonnes consciences qui s'engagent dans des associations subventionnées par les Etats qui sont les donneurs d'ordres des entreprises spécialisées dans l'armement, ou les multinationales liées aux banques qui sont elles-mêmes les principaux actionnaires des complexes militaro-indistriels, ou qui refusent la perspective de liquider ce système économique.

Inde. Situation économique en quelques chiffres.

- Le taux auquel la Reserve Bank of India (RBI) prête aux banques commerciales, a été abaissé à 7,75%.

- Le taux des réserves financières obligatoires que les banques et autres établissements financiers doivent déposer auprès de la banque centrale, a également été réduit pour atteindre 4%.

- L'inflation a légèrement reculé en décembre à 7,18% sur un an, selon les chiffres officiels publiés mi-janvier.

- La croissance a chuté à 5,3% entre juillet et septembre. (source : AFP 29.01

ACTUALITE EN TITRES

Lobotomisé en quelque sorte.

- Jacques Attali: Vers l'humanité unisexe - Slate.fr

Quand la précarité se couvre d'un vernis social !

- L'économie sociale est un terrain favorable pour les emplois d'avenir - L'Expansion.com

Non, il se serait volatilisé !

- Le chasseur F-16 américain porté manquant pourrait s'être écrasé - Reuters

Que voulez-vous qu'il lui soit arrivé d'autre enfin ?

On ne peut pas plaire à tout le monde.

- Licenciements: Hollande rattrapé par ses promesses non tenues - L'Expansion.com

- France: recul de la part des ménages détenant un crédit en 2012 - AFP

Acharnement sur les plus pauvres. Les riches épargnés.

- Fraudes détectées à la Cnaf: 101,5 millions d'euros en 2011 - AFP

L'évasion fiscale des riches atteindrait 80 milliards d'euros.

101,5 millions sur 80 milliards d'euro cela fait combien : 0,001%

Et le président d'EDF, pas encore en prison ?

- Antony. Prison ferme pour avoir battu son chiot - LeParisien.fr

- Paris : encore un chien électrocuté en pleine rue - LeParisien.fr

A qui la faute ? Les Tiers-Mondistes nous donnent la nausée.

- Famille expulsée du musée d'Orsay à cause de son odeur: «*Je n'ai jamais connu une telle situation*» - 20minutes.fr

- Une famille pauvre expulsée du musée d'Orsay à cause de leur "*mauvaise odeur*" - L'Express.fr

- Une famille expulsée du musée d'Orsay du fait de son "*odeur*" - Le Nouvel Observateur

- Une famille défavorisée expulsée du Musée d'Orsay - LeFigaro.fr

Une famille en difficulté et leur accompagnateur du mouvement ATD Quart Monde ont été expulsés samedi du musée d'Orsay, à Paris, pour raisons d'hygiène, rapporte Le Figaro ce mardi. «*Des visiteurs se sont plaints de leur odeur*», indique Le Figaro. 20minutes.fr 29.01

J'imagine que ces visiteurs n'ont pas rêvé et que cette famille pauvre ou misérable devait empester, malgré eux évidemment.

Il ne serait pas venu à l'idée de cet accompagnateur de leur faire prendre une douche ou de leur passer du linge propre avant de les sortir dans les transports en commun et d'autres lieus publics afin d'éviter tout problème de cet ordre. Ces malheureux ne sont pas plus à blâmer que ces visiteurs du musée d'Orsay.

Les Tiers-Mondistes n'ont pas toute leur tête, ils s'imaginent sans doute que tout le monde peut supporter les inconvénients qui accompagnent la misère ou que ce serait un état qui serait finalement tout à fait supportable, parce qu'ils le supportent eux-mêmes au point de ne plus y prêter attention, il est vrai qu'au-delà il faudrait se poser des questions politique et que c'est au-dessus de leur force ou qu'ils n'y tiennent pas, ils n'en ont pas encore pris conscience dit autrement, et leur inconscience, ce sont ceux à qui ils viennent en aide qui la paie.

En Inde, à la cour des miracles que certains célèbrent comme la plus grande démocratie du monde, des claque-faim, des gueux misérables, j'en croise partout dès que je sors et il m'arrive de leur donner un peu d'argent ou de leur acheter quelque chose à manger en faisant mes courses. Ils sont crasseux au possible, je ne fais pas la grimace ou je ne me pince pas le nez en leur tendant un billet de 10 roupies et je ne cours pas non plus me laver les mains après, j'évite seulement de les porter à mes yeux ou à mes lèvres, c'est une question d'habitude, et en rentrant chez moi je me rince les pieds et les mains avec du savon, mesure d'hygiène indispensable en Inde.

J'en parle en connaissance de cause. C'est un peu cet état d'esprit Tiers-Mondiste qui m'a conduit en Inde il y a plus de 20 ans, après avoir abandonné le militantisme. Je l'ai regretté amèrement par la suite mais il était trop tard pour faire marche arrière, même si depuis 10 ans j'ai rompu avec cette dérive idélogique pour retrouver le chemin de la lutte des classes et du marxisme.

Tout, tout, tout pour les patrons ! Ils n'ont d'yeux que pour eux.

- Harlem Désir demande à Laurence Parisot des entreprises "*exemplaires*" - AFP

- Fleur Pellerin souhaite que les créateurs d'entreprises soient mieux accompagnés - AFP

- Virgin Megastore: le repreneur éventuel demande l'aide de l'Etat - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Entreprise frauduleuse et populisme. Changer l'étiquette, le contenu demeurera le même.

L'illusionniste Mélenchon une nouvelle fois à la manoeuvre

- Pour Mélenchon, il faut changer le patron de Renault-Nissan - Reuters

"*Je pense qu'il faut changer le patron de Renault-Nissan parce qu'il a fait preuve de son inefficacité absolue*", a commenté Jean-Luc Mélenchon dans l'émission "*Preuves par trois*", sur Public Sénat. Reuters 29.01

Il n'y aurait pas de crise du capitalisme, il n'y aurait que de mauvais patrons qui ont un mauvais comportement, qui ont adopté de mauvaises stratégies...

On compend pourquoi les médias lui accordent tant d'attention ; lui et sa clique de bras cassés ne servent qu'à détourner les travailleurs et les militants des vrais problèmes. Tenez, lisez la suite.

Ils volent au secours des institutions

Les parlementaires du Front de gauche déposeront dans une dizaine de jours une proposition de loi "*interdisant non seulement les licenciements boursiers, mais aussi ceux fondés sur des motifs économiques qui n'en sont pas*", a annoncé mardi leur chef de file, André Chassaigne. "*Cette proposition de loi constituera le fondement de nos interventions contre l'accord sur l'emploi signé entre le patronat et trois syndicats minoritaires*", lorsque le Parlement sera appelé à transposer l'accord dans la législation sociale. "*Nous sommes déterminés à combattre ce projet*", a-t-il souligné. Lepoint.fr 29.01

Les militants du Front de gauche et les travailleurs sont ainsi prévenus : vous n'avez rien à en attendre de plus, ne comptez pas sur eux pour rompre avec les appareils de la CGT et FO, pour rompre avec le patronat, pour mobilisez la classe, toute solution à

vos problèmes ne peut ou plutôt ne doit passer que par les institutions et éventuellement votre bulletin de vote, bulletin de vote qui en un siècle n'a jamais changé quoi que ce soit à la condition ouvrière.

Par contre, cela permet à de soi-disant représentants des travailleurs de vivre des prébendes que leur accordent si généreusement les institutions de la Ve République ou de l'Union européenne. C'est leur conception de la lutte des classes ou plutôt de la collaboration de classes.

Au fait, et les millions de travailleurs qui ont perdu leur emploi ou les jeunes qui ont rejoint la case chômage à la sortie de l'école, vous proposez quoi pour eux ? Rien. Les "*licenciements boursiers* ne concerneraient qu'une infime minorité d'entreprises et de travailleurs.

La Caisse nationale des allocations familiales gérée notamment par les syndicats s'acharnent sur les couches les plus défavorisées.

Les fraudes recensées par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) se sont élevées à 101,5 millions d'euros en 2011 pour 65 milliards de prestations versées aux allocataires.

Le nombre de cas de fraudes s'est élevé à 15.011 (13.114 en 2010). Les plus fréquents concernent les minimas sociaux, 29% les prestations familiales et 23% les aides au logement, a-t-on précisé.

Les deux prestations les plus concernées par les fraudes ont été le Revenu de Solidarité Active (RSA) et l'allocation de logement à caractère social (ALS).

La grande majorité des fraudes (67%) résulte de déclarations d'activité ou de ressources "*non à jour*", tandis que 27% sont des dissimulations de concubinage (pour toucher par exemple le RSA majoré destiné aux parents isolés) et 6% des escroqueries, faux et usages de faux documents.

Le montant des indus détectés, c'est-à-dire des prestations versées à des allocataires qui n'auraient pas dû les toucher, sans qu'il y ait eu pour autant de leur part intention de frauder, s'est élevé au total à 2,13 milliards d'euros.

Mais en 2012, la détection des fraudes donnera des résultats encore plus importants en raison de la mise en oeuvre de la technique du datamining (extraction d'informations à partir d'un gros volume de données), a déclaré à la presse Hervé Drouet, directeur général de la Cnaf.

"*Cette technique donne des résultats très nets (...) Dans plus de la moitié des cas, quand un contrôleur va faire un contrôle ciblé sur la base du datamining, il trouve quelque chose*", a-t-il dit.

Les chiffres de détection des fraudes 2012 ne sont pas encore consolidés, a précisé M. Drouet.

Le recouvrement des prestations indues des Caf est de 80%. Les fraudes en 2011 ont été sanctionnées par 5.000 amendes pour un montant moyen de 600 euros.

Quand le préjudice est supérieur à 12.000 euros, il y a dépôt de plainte, ce qui représente 16% des dossiers, avec dans 9 cas sur 10 un jugement favorable, a précisé M. Drouet. AFP 29.01

Au fait, qu'en est-il de la fraude à la Sécu des cliniques privées, des laboratoires d'analyses, des médecins et spécialistes, des analyses et des opérations prescritent fauduleusement, etc. qui se chiffre chaque année à des dizaines de milliards d'euros ? Ah la Sécu manquerait de moyens pour les détecter ! Mais quand il s'agit de faire la chasse aux pauvres qui n'ont pas d'autres moyens pour survivre, là ils savent trouver les moyens.

Au passage, n'oubliez pas de remercier les syndicats qui sont complices de ce sale boulot, sans oublier les partis dont leurs dirigeants hier et aujourd'hui étaient des permanents syndicaux au sein des organismes sociaux.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France - Qatar

France Football met les pieds dans le plat ce mardi. Dans un dossier de 22 pages, l'hebdomadaire démontre comment le Qatar se serait offert le droit d'organiser la Coupe du monde 2022.

Un « *Qatargate* » dans lequel Michel Platini et Nicolas Sarkozy seraient impliqués. France Football évoque un déjeuner à l'Élysée le 23 novembre 2010 avec l'ancien président de la République, le président de l'UEFA et le prince Al-Thani. Il aurait été alors négocié la voix de Michel Platini en échange du rachat du PSG et de la création d'une chaîne pour fragiliser Canal +.

L'hebdomadaire évoque également « la présence d'un certain nombre d'enveloppes non marquées qui contenaient chacune 40 000 dollars (environ 29 700 euros) qui ont été distribuées aux délégués de l'Union caribéenne de football » lors d'une réunion à Trinidad et Tobago, les 10 et 11 mai 2011.

Armstrong dopé, la FIFA achetée ? Mais où va le monde. So Foot 29.01

2- Egypte

L'armée égyptienne a mis en garde mardi contre les risques d'effondrement de l'Etat alors que des manifestants ont défié le couvre-feu imposé par le président Mohamed Morsi dans trois villes situées le long du canal de Suez.

Aucun incident n'était signalé dans la matinée à Port-Saïd, Ismaïlia et Suez. Autour de la place Tahrir, au Caire, au sortir d'une nuit marquée par de nouveaux affrontements, quelques jeunes ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre.

Le chef d'état-major de l'armée a prévenu que "*la poursuite du conflit entre les forces politiques sur la marche des affaires de l'Etat risquait de conduire à l'effondrement de l'Etat*".

Les défis politiques et économiques de l'Egypte constituent une "*menace réelle*" contre la sécurité du pays, a ajouté le général Abdel Fattah al Sissi, également ministre de la Défense, sur la page Facebook de l'armée.

L'armée, qui a assuré l'intérim du pouvoir entre la chute de Hosni Moubarak, en février 2011, et l'élection de Mohamed Morsi, en juin dernier, demeurera "*le bloc solide*" sur lequel "*reposent les fondations de l'Etat*", a-t-il poursuivi.

Il a prévenu également que la protection du canal de Suez était l'une des priorités du déploiement militaire dans les villes du secteur.

Au total, le bilan de ces nouvelles violences est d'au moins 52 morts, dont 42 rien qu'à Port-Saïd, la plupart tués par balles.

Les manifestants accusent Mohamed Morsi et les Frères musulmans, mouvement dont le président est issu, d'avoir trahi les idéaux de la "*révolution du Nil*". Reuters 29.01

SOCIAL

1- France

1.1- Chez Renault

Chez Renault, des débrayages ont eu lieu parfois avec routes bloquées et feux de palettes, notamment à Flins, au Mans, à Douai où environ 1.000 employés ont débrayé dans la journée. Ils étaient environ 200 à Sandouville (Seine-Maritime), site sur la sellette en raison de la faiblesse de l'activité.

Les syndicats voulaient peser sur les négociations en vue d'un accord de compétitivité souhaité pour la mi-février par la direction.

Le projet porte notamment sur la suppression de 8.260 emplois en France d'ici 2016, ainsi qu'un gel des salaires en 2013, une refonte des comptes épargne-temps et des mobilités obligatoires entre les sites. Ces points ont été débattus mardi, de même que les propositions des syndicats.

La direction conditionne la non-fermeture de site et l'absence de licenciement à la signature de l'accord et une évolution du marché européen, qui permettraient "d'augmenter le volume de production des sites français de 180.000 véhicules (100.000 véhicules liés au renouvellement du plan gamme de Renault et à l'effet marché, et 80.000 véhicules en provenance des partenaires) pour le porter à plus de 700.000 véhicules", contre environ 530.OOO en 2012.

"*Le chantage de la direction persiste*", a réagi la CGT dans un communiqué mardi soir, estimant qu'"*aucune négociation n'a été possible*" car "*la direction a demandé aux syndicats +d'acter et d'accompagner+ ses décisions*".

"*On espère voir évoluer ces chiffres, mais on n'a pas la définition précise de ce que constitue le plan de gamme comme on le souhaite*", a commenté Dominique Chauvin, de la CFE-CGC. FO évoque des "*points bloquants*", comme les mobilités que la direction souhaite rendre obligatoires.

La direction de Renault fait une distinction entre l'accord de compétitivité en cours de négociation et l'accord national sur la sécurisation de l'emploi signé le 11 janvier par des partenaires sociaux: le premier est "*un ajustement structurel*", le second est "*conjoncturel*". AFP 29.01

1.2- Chez PSA

1.2.1- Après trois jours de grève et une semaine de fermeture décidée par la direction pour des raisons de «*sécurité*», l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois devait redémarrer lundi matin. L'intersyndicale SIA - CFTC - FO et CFE-CGC appelait à la reprise du travail, dénonçant «des dérapages de grévistes et des intimidations sur les salariés» à la mi-janvier. Mais c'était compter sans la détermination de la CGT, de SUD et de la CFDT qui entendent lutter contre la fermeture de l'usine aux 2800 salariés, prévue en 2014.

Dès 6h30 lundi, dans un climat tendu, des grévistes ont donc bloqué la chaîne de production, sous les yeux des 200 cadres mobilisés en renfort par la direction. Ils étaient «un peu moins de 400 grévistes, mobilisés dès le matin» estime Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, et «*encore renforcés par des grévistes de l'équipe du soir*». «*Une grève massive avec une production entièrement bloquée*», confie-t-il à 20 Minutes.

La direction, pour sa part, évoque «*200 grévistes*» et une production seulement «*ralentie*». La bataille de la communication se poursuit.

Pour ce mardi, les assemblées générales de grévistes ont décidé une série d'actions. A 11h30, ils rejoignent d'anciens salariés du site récemment fermé de PSA Melun. A 12h30, les employés de Virgin Mégastore. Puis marchent avec les Goodyear et d'autres salariés en lutte entre le ministère du Travail et l'Assemblée nationale. Dans le même temps, ce mardi se tient le huitième round de négociations entre direction et personnel sur l'accompagnement des salariés de PSA. 20minutes.fr 29.01

1.2.2- La cour d'appel de Paris a suspendu le plan de restructuration chez PSA, qui prévoit 8.000 suppressions de postes, comme le demandait la CGT de Faurecia, filiale à 57% de PSA, a-t-on appris mardi auprès de l'avocat des salariés, Me Fiodor Rilov.

Dans son arrêt rendu lundi, la cour "*ordonne la suspension de la restructuration en cours jusqu'à la mise en oeuvre de procédures d'information-consultation*" du Comité central d'entreprise de Faurecia et des comités d'établissement des sites d'Auchel et Méru "*ayant pour objet les conséquences de la réorganisation mise en oeuvre sur les emplois au sein de la société FII*" (Faurecia Intérieur industrie).

Pour la direction du groupe, cette décision ne va toutefois pas avoir de conséquence sur la mise en oeuvre de son plan de restructuration. "*Il n'y a pas de suspension du projet aujourd'hui car nous sommes en phase de négociations*" avec une réunion qui se tenait mardi matin, a fait valoir un porte-parole.

"*La seule obligation est faite à Faurecia qui doit consulter son CCE*", a-t-il ajouté.

La CGT affirmait que la direction n'avait pas rempli ses obligations d'information à l'égard des instances de représentation du personnel, en présentant son plan de restructuration. AFP 29.01

1.3- Enseignants. Et c'est reparti pour un nouveau cycle de journées d'action.

1.3.1- Trois syndicats de fonctionnaires (CGT, FSU et Solidaires) appellent à une journée de grève et de manifestations jeudi pour protester contre les suppressions de postes et défendre leur pouvoir d'achat.

Parmi les revendications, figurent un "*moratoire immédiat sur les suppressions d'emplois et des créations d'emplois partout où cela est nécessaire*", une revalorisation du point d'indice qui sert de base au calcul des salaires, l'abrogation du jour de carence sur les arrêts maladie (avant prise en charge par la Sécurité sociale) et l'amélioration du fonctionnement de la fonction publique et des services publics.

Une réunion consacrée aux rémunérations est prévue entre les syndicats et la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu,

le 7 février. Reuters 29.01

1.3.2- Quatre fédérations d'enseignants, minoritaires, ont appelé mardi à une grève nationale le 12 février pour réclamer de "*meilleures*" conditions de travail et de salaires, et protester contre le projet de loi sur l'école et la réforme des rythmes, selon un communiqué.

La CGT-Ferc, la Fnec-FP FO, Sud Education et la CNT Education (anarcho-syndicaliste) appellent à une grève nationale pour "une amélioration des conditions de travail et de rémunération".

Les fédérations réclament également "*l'abandon*" du projet de loi pour la refondation de l'école, qui sera discuté au Parlement en mars, et "*l'abrogation*" du décret sur les rythmes scolaires publié samedi au Journal officiel.

"*Le gouvernement ne rompt pas avec les politiques précédentes, les salaires des fonctionnaires ne sont toujours pas revalorisés, les conditions de vie et de travail continuent de se détériorer pour les élèves et les personnels*", écrivent-elles dans un communiqué commun.

Le projet de loi sur l'école "*ne répond pas aux besoins de l'école publique*" et la réforme des rythmes scolaires "*va dégrader les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels*", ajoutent-elles.

La fédération FO, dans un communiqué distinct, précise qu'elle refuse de "travailler dans les écoles le mercredi matin".

Le retour à la semaine de 4,5 jours dans le primaire à la rentrée 2013 est très décrié à Paris par le principal syndicat du secteur SNUipp-FSU Paris, qui avait appelé à une grève massivement suivie le 22 janvier dans les écoles.

Le lendemain, le SNUipp-FSU avait appelé à une journée nationale d'action pour réclamer des "*changements concrets*" dans la refondation de l'école et dénoncer une réforme des rythmes "*bricolée*" et "*floue*".

Le SNUipp-FSU Paris, qui dénonce un "*passage en force*" de la mairie de Paris, et le Supap-FSU des agents de la Ville appellent à une manifestation le samedi 2 février, à 14H30, de la Sorbonne à l'Hôtel de ville, et invitent les parents à les rejoindre.

Le syndicat parisien accuse la Ville d'"*empêcher la tenue de réunions parents-enseignants au sein des écoles parisiennes sur les rythmes scolaires quand bien même un représentant de la mairie y est invité*".

La mairie de Paris s'est insurgée contre les accusations du syndicat, affirmant à l'AFP que "*ce que dit le syndicat est faux*". "*La mairie n'a jamais interdit de telles réunions d'autant qu'elle plaide pour une concertation large*", a-t-on ajouté de même source. AFP 29.02

1.4- Grève nationale et manifestation des salariés de la Banque de France

Les salariés de la Banque de France ont observé mardi une grève nationale et manifesté devant leur siège à Paris pour protester contre le projet de suppression de 2.500 postes d'ici 2020 dans le cadre d'un plan de restructuration.

Cette journée d'action, à l'appel de cinq syndicats (SNA, CGT, CFDT, CFTC, FO), intervenait alors que les conclusions d'un rapport d'expertise du cabinet Secafi était présenté devant le comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire. Ce rapport dénonce notamment le manque d''ambition" du plan de restructuration.

La grève a été suivie par 27,64% du personnel, selon la direction.

De 1.000 à 2.000 personnes selon les organisateurs, venues de toute la France, se sont rassemblées devant le bâtiment historique de la Banque de France où se sont succédé des représentants syndicaux, du Front de Gauche, d'Europe Ecologie les Verts et Philippe Poutou, ancien candidat du NPA.

La Banque de France, qui emploie 14.000 personnes, avait annoncé en décembre son intention de supprimer 2.500 postes nets d'ici à 2020 (5.000 départs en retraite non renouvelés, et 2.500 embauches).

Les syndicats ont dénoncé lors d'une conférence de presse l'absence de dialogue avec la direction et "*la radicalité*" du projet alors que la Banque a dégagé un bénéfice avant impôt de 5,6 milliards d'euros en 2011, des bénéfices qui devraient dépasser 8 milliards d'euros en 2012, selon eux. Après impôt, le bénéfice n'était plus en 2011 que de 1,5 milliard, en baisse par rapport à 2010.

Devant le siège, les salariés manifestaient sous des banderoles indiquant "*Pour le maintien du service public*". D'autres donnaient

les noms biffés d'une croix rouge des villes où des agences vont être supprimées. AFP 29.01

1.5- Les salariés de Virgin manifestent

Plusieurs centaines de salariés de Virgin se sont rassemblés mardi à Paris devant le magasin amiral du distributeur de produits culturels en redressement judiciaire, pour défendre leurs emplois, avant de se rendre devant les locaux de l'actionnaire, a constaté l'AFP.

A la mi-journée, les salariés de Virgin, au nombre de 5 à 600 selon les syndicats, se sont retrouvés avec des salariés de PSA, Sanofi ou encore Candia devant le magasin du groupe.

"On est tous en lutte aujourd'hui contre les pratiques de voyous", a dénoncé Guy Olharan, délégué CGT du groupe Virgin.

Des banderoles de chacune des entreprises disaient entre autres "*Sanofi-Sanofric*" ou "*Butler menteur*", en référence à l'actionnaire majoritaire de Virgin considéré par les salariés comme "principal responsable de la situation". Une grande banderole flanquée d'un "*Non à la fermeture de PSA Aulnay*" était aussi brandie à l'entrée du magasin.

Les salariés de Virgin se sont rendus ensuite devant le siège de Butler Capital Partners (BCP) qu'ils jugent en grande partie responsable de leur situation, faute d'avoir fait les investissements nécessaires, tandis que les salariés des autres entreprises ont rejoint un rassemblement devant le ministère du Travail. AFP 29.01

1.6- Contralco va supprimer 160 emplois

La société Contralco a annoncé mardi à Montpellier qu'elle était contrainte de réduire ses effectifs de moitié, passant de 310 à 160 salariés, soit 150 contrats non reconduits, en raison de l'annulation de commandes d'éthylotests, à hauteur de 8 millions d'appareils.

"*En quelques jours, Contralco s'est vu signifier l'annulation de commandes, à hauteur de 8 millions d'éthylotests, soit l'équivalent de deux mois de travail dans nos unités de fabrication. Cette situation nous contraint dans un premier temps à réadapter nos chaînes de production et à réduire nos effectifs de 310 à 160 salariés, soit 150 contrats non reconduits*", explique l'entreprise dans un communiqué.

Contralco, basée à Gignac (Hérault) a précisé à l'AFP que les contrats non renouvelés étaient des contrats d'intérimaires ou à durée déterminée créés dans les douze derniers mois, suite à la décision de l?État, prise le 28 février 2012, de rendre obligatoires les éthylotests dans les véhicules.

Au total, l'entreprise héraultaise avait créé 238 emplois après l'annonce de l'obligation d'avoir des éthylotests dans les voitures, ce qui lui avait permis de quadrupler sa capacité de production, passant de 12 millions à 48 millions d'éthylotests par an.

"*Nous avons investi la totalité de nos bénéfices dans cette augmentation de la production*", a expliqué à l'AFP le directeur de la communication Guillaume Neau, rappelant que l'entreprise vend à ses clients "*50 centimes l'éthylotest*" avec "*une marge unitaire de 0,07 centime*".

Cette annonce de Contralco intervient après la décision du ministre de l'Intérieur Manuel Valls le 24 janvier de reporter "*sine die*" cette obligation en raison de leur fiabilité et de leur prix .

"*L'absence de continuité de l'État a pour Contralco des conséquences terribles: elle empêche la pérennisation de l'emploi et se traduit par le gel des investissements pour l'année 2013 (3,5 millions d'euros)*", déplore l'entreprise, estimant qu'il y aura aussi "*un impact non négligeable sur ses fournisseurs et ses sous-traitants, opérant tous en France*".

"*Il y a eu trois reports successifs, le premier début octobre, le second le 27 novembre et le dernier, jeudi*", a détaillé M. Neau, soulignant que c'est cette incertitude, par exemple dans les pays frontaliers qui s'étaient déjà équipés, qui a amené les clients de Contralco a annuler leurs commandes. "*Ils n'ont pas eu la patience d'attendre*", a-t-il constaté.

Interrogé sur un revirement de M. Valls dans ce dossier, qui l'amènerait à finalement imposer des éthylotest dans les voitures, M. Neau a refusé de se prononcer. "*Je n'ai pas la science infuse*", a-t-il dit.

"*Ce que je sais, c'est que nous croyons dans ce produit, dans son efficacité pour lutter contre l'alcoolisme au volant*", a souligné M. Neau.

Pour l'entreprise qui vient de fêter ses 30 ans, l'enjeu, "*face à cette situation subie*" est malgré tout de conserver "*sa place de*

+numéro un+ mondial de l'éthylotest à usage unique". AFP 29.01

ECONOMIE

1- France

Après avoir baissé de 11,6% en 2011, les créations d'entreprises se sont stabilisées l'année dernière. Elles ont atteint 549.975 en 2012, soit 170 de plus qu'un an auparavant. La chute était imputable aux auto-entrepreneurs et aux autres entreprises individuelles. La montée en régime très rapide du statut d'auto-entrepreneur s'était en effet traduit par un boom des naissances en 2010 avec 622.000 créations.

L'an dernier, 307.478 auto-entreprises ont été créées, ce qui représente "*un peu plus de la moitié des créations*", souligne l'Insee, rappelant que ce nombre était de 291.721 en 2011. Le nombre d'entreprises créées ayant un statut de société a été de 159.529. Celui d'entreprises individuelles, auto-entrepreneurs compris, s'est élevé à 390.446.

Le régime de l'auto-entrepreneur permet depuis janvier 2009 aux salariés, chômeurs, retraités ou étudiants de développer une activité à titre principal ou complémentaire pour accroître leurs revenus, avec des démarches simplifiées et un régime fiscal avantageux. L'Expansion.com avec AFP 29.01

2-Etats-Unis

L'action Amazon.com a inscrit un nouveau record mardi, en réaction à la publication d'un bénéfice trimestriel meilleur que prévu, alimenté par la croissance des activités à plus fortes marges.

Le premier distributeur mondial en ligne a annoncé un bénéfice d'exploitation en hausse de 56% à 405 millions de dollars au quatrième trimestre contre 260 millions au quatrième trimestre 2011.

Amazon est essentiellement un distributeur qui achète à prix de gros, stocke et revend en ligne un peu plus cher. C'est une activité à faible marge mais le groupe de Seattle s'est développé dans d'autres activités potentiellement plus rentables, comme le "*cloud computing*", le contenu numérique et comme centrale en ligne pour d'autres marchands.

La croissance de ces nouvelles activités est plus forte que celle de l'activité traditionnelle d'Amazon, ce qui accroit sa rentabilité.

Le directeur général Jeff Bezos a mis en avant l'activité de libraire électronique liée à la liseuse Kindle, dont la croissance a été de 70% environ l'an passé. Il a observé que la croissance du livre classique avait été de 5% environ en comparaison.

"*Nous observons à présent la transition sur laquelle nous comptions*", a-t-il dit.

Amazon.com a aussi annoncé mardi un chiffre d'affaires en hausse de 22% au quatrième trimestre, à 21,27 milliards de dollars, ayant capté une bonne part des dépenses sur internet durant la période des fêtes de fin d'année.

Il a également fait état d'un bénéfice net de 97 millions de dollars. Reuters 29.01

3- Chine

Les autorités de la ville de Pékin ont ordonné la fermeture provisoire d'une centaine d'usines en raison de la pollution atmosphérique, à un niveau particulièrement élevé depuis deux semaines, rapporte mardi l'agence officielle Chine Nouvelle.

La mesure durera jusqu'à jeudi. La ville a en outre suspendu la circulation de 30% des véhicules officiels.

La pollution atmosphérique de Pékin a atteint mardi le niveau de 517 sur l'indice de qualité de l'air tenu par l'ambassade des Etats-Unis. Un niveau supérieur à 300 est considéré comme dangereux. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande même de ne pas dépasser un palier fixé à 20 microgrammes par mètre cube.

Le niveau élevé de la pollution à Pékin pose problème au Parti communiste chinois (PCC), qui peine à la réguler, même si le gouvernement a déjà annoncé qu'il retirerait 180.000 véhicules usagés des rues de la capitale, et qu'il y limiterait la hausse "*excessive*" des ventes de nouvelles voitures. Reuters 29.01

4- Japon

Le nouveau gouvernement conservateur japonais a présenté mardi un projet de budget annuel initial conçu pour ramener croissance et confiance dans un pays qui se sent menacé et en déclin.

Les crédits de l'Etat pour l'année d'avril 2013 à mars 2014 s'établiront à 92.612 milliards de yens (760 milliards d'euros), en léger repli sur un an.

Quelque 46,3% proviendront de l'émission de nouvelles obligations, en dépit d'un endettement public colossal qui coûtera, en remboursement, 24% du budget de l'exercice prochain.

Cependant, pour la première fois en quatre ans, les recettes d'impôts devraient dépasser les sommes nouvellement empruntées.

"*Pendant trois ans les recettes issues des obligations ont dépassé celles provenant de l'impôt et il est bien de pouvoir inverser cela*", s'est félicité le ministre des Finances, Taro Aso, lors d'une conférence de presse.

Le gouvernement prévoit de consacrer plus de 40 milliards d'euros aux travaux publics, s'ajoutant à une somme voisine déjà intégrée dans un plan de relance mis sur les rails au début du mois.

Le Premier ministre Abe a répété lundi dans son discours de politique générale qu'il fallait redonner du tonus à l'activité et débarrasser le pays de la déflation qui fait tourner à l'envers la machine économique en bridant l'investissement, la progression des salaires et la consommation.

"*Ce que nous expérimentons actuellement, une dépression économique due à la déflation, personne ne l'a vécu nulle part dans le passé et nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à prendre les mesures permettant de lutter contre*", a renchéri M. Aso.

"En dépit de taux directeur à zéro, les entreprises n'ont pas investi plus, ni les particuliers dépensé davantage", a-t-il souligné.

"*On ne peut pas sortir de la déflation seulement par la politique monétaire*" de la banque du Japon. Si le gouvernement n'appuie pas sur le levier budgétaire simultanément, "*le pays ne parviendra pas à mettre fin à cette déflation*", a insisté le ministre des Finances. AFP 29.01

Haut de page

Le 31 janvier

CAUSERIE

Je mettrai en ligne d'ici ce soir une vingtaine de nouveaux articles.

J'avais envisagé de répondre à un article du Point qui s'étonnait que la lutte des classes revienne sur le devant de la scène politique, ne comprenant pas manifestement à quoi elle correspondait en réalité, la crise du capitalisme et ses conséquences ne concernaient pas vraiment son auteur, avant de l'enterrer à nouveau ou d'en déformer son contenu, ce qui ne vous étonnera pas de la part de ce magazine, aussi, au lieu de me lancer dans la rédaction d'un article qui serait forcément très long et me prendrait beaucoup de temps, temps dont je ne dispose pas, j'ai décidé d'en aborder quelques aspects et de le publier sous forme de chapitres dans les jours qui viennent.

Deux nouvelles vidéos.

1- L'Armée syrienne libre se retourne contre la France - 28 janvier 2013

http://www.youtube.com/watch?v=VYIPJz00ml4&feature=player_embedded

2- Le juge anti-mafia Imposimato accuse le groupe Bilderberg de terrorisme - 28 janvier 2013

http://www.youtube.com/watch?v=9fVDewJx0W4

Le groupe international Bilderberg est impliqué dans les attentats tragiques des années 1970 et 1980 en Italie, organisée d'abord par des cellules terroristes fascistes puis par la mafia. C'est le président honoraire adjoint de la Cour de Cassation

italienne, Ferdinando Imposimato, qui le révèle à l'occasion de la présentation à Naples de son nouveau livre « *La république des tragédies impunies* ».

« *Désormais, nous savons tout de la stratégie de la terreur qui fut mise en place par le réseau Gladio (« Stay behind », ou « rester derrière » en français), appuyé par les services secrets (ceux officiels) italiens* », nous confirme Imposimato. « *La stratégie servait à entraver l'émergence de gouvernements de gauche, et était orchestrée par la CIA* ».

Défense du marxisme.

On pourrait faire un peu de marxisme pour se changer les idées, les adeptes ou fétichistes des citations vont être servis, je les moque mais pas méchamment, c'est tout bonnement puéril ou ridicule de leur part, mais bon, cela les regarde après tout.

A l'adresse aussi de nos intellectuels qui tournent en rond ou passent leur temps à nous avouer leur impuissance à combattre le capitalisme. Aux anarchistes et aux gauchistes aussi qui se vautrent dans l'opportunisme le plus vulgaire en s'en remettant aux députés pour rejeter l'accord du 11 janvier, je fais référence à un courriel que j'ai reçu qui reprenait cette orientation.

La base économique du social-impérialisme établie par Lénine dans le contexte de la Première Guerre mondiale demeure valable un siècle plus tard.

On pourrait actualiser l'analyse qu'il en a donné en précisant que depuis cette base s'est élargie ou approfondie au fil du temps jusqu'à couvrir ou se confondre avec les intérêts de l'oligarchie financière qui a accru sa domination au sein du capitalisme mondial, jusqu'à imposer sa dictature aux autres couches du capitalisme.

De plus, au cours du XXe siècle, dès les années 30, les partis de la IIe Internationale ont été amenés une fois parvenus au pouvoir dans de nombreux pays en Europe mais aussi en Amérique latine, à appliquer la même politique que les partis de l'ordre, remplissant ainsi la même fonction pour le compte du capital financier. Ainsi la boucle de l'opportunisme a été bouclée coïncidant avec une soumission totale des partis de la IIe Internationale au capital, une fois rompu définitivement leur lien avec leur origine ouvrière, ce que l'expérience allait démontrer de manière éclatante et incontestable à une multitude d'occasions par la suite.

Les partis de l'Internationale Communiste ou IIIe Internationale allait emprunter le même chemin une fois passés totalement sous le contrôle du stalinisme, processus qui allait s'accélérer après l'implosion de l'URSS, pour finalement se débattre dans des contradictions inextricables pour tenter d'assurer leur survie qu'ils ne doivent qu'à leurs alliés de la IIe Internationale (alliances électorales) qui s'en servent (participation ou soutien de l'extérieur à des gouvernements dominés par le PS) pour alimenter l'illusion que leurs partis (de la IIe Internationale) seraient encore des partis ouvriers ou socialistes, susceptibles de rassembler derrières eux des pans entiers ou la majorité de la petite-bourgeoisie pour les détourner du prolétariat ou ses partis qui demeurent ultra minoritaires ou marginaux. Ils se servent surtout de ces pans de la petite bourgeoisie contre la classe ouvrière et pour assurer la stabilité des régimes en place et la survie du capitalisme.

- *L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux* (on pourrait ajouter qu'ils s'emploient à détourner l'attention des masses des questions sociales au profit de questions sociétales. - Ndlr)*, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat.*

La guerre (ou la crise du capitalisme - Ndlr) *rend cette alliance particulièrement manifeste et forcée. L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les "embourgeoisait", leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère* (Masse dont je parle souvent et qui n'intéresse manifestement ni les syndicats ni les partis ouvriers qui sont de fait des partis petits bourgeois - Ndlr). *La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies, pour leur domination sur les autres nations* (On dirait préciser aujourd'hui, pour conserver leurs rangs à l'échelle mondiale face à de nouveaux concurrents, Chine, Russie, Inde, etc. pour s'approprier, exploiter eux-mêmes les matières premières à l'origine de profits incomparables, qui sont nécessaires à leur développement futur. -Ndlr). *Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui.* (C'est cette orientation politique opportuniste que l'on retrouve à la base de la politique de tous les partis, et lorsqu'ils parlent d'éviter aux travailleurs une situation comparable à celle que connaissent les travailleurs grecs, ils pensent à " *cette "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière*", et non aux millions de travailleurs en France qui n'ont jamais connu une autre situation, le dernier éditorial de D. Gluckstein est un modèle du genre en la matière, *Informations ouvrières* n °236 paru hier. - Ndlr) (Lénine - 1915 - La faillite de la IIe Internationale)

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande et le PS : le président et le parti de la finance.

Extraits commentés d'un article de l'Expansion paru hier : *Réforme bancaire pourquoi les banques défendent les hedge funds* . Ils concernent le projet de la loi du gouvernement sur l'encadrement des activités bancaires qui sera soumis aux parlementaires. Il figure un tiret devant les extraits de cet article.

Selon l'auditoire auquel ils s'adressent les représentants des banquiers ne tiennent pas le même discours, normal.

- Le lobby bancaire est dans les starting blocks. A deux semaines de l'examen du projet de loi bancaire, les dirigeants des grands établissements français ont tenté une nouvelle fois ce mercredi de convaincre les députés des menaces qu'il ferait planer sur leurs activités. "*Nous pensons que compte tenu du nombre de réformes qui sont arrivées ces dernières années, cette évolution n'était ni une urgence, ni une priorité*", a ainsi objecté Jean-Paul Chifflet, directeur général de Crédit agricole S.A. et président de la Fédération bancaire française. Un ton inquiet qui contraste curieusement avec les propos rassurants tenus encore très récemment par les banquiers à leurs actionnaires.

On comprend pourquoi le gouvernement refuse de communiquer l'impact des mesures qu'il a annoncées, parce qu'elles ne changeront rien.

- Si les banquiers tirent aujourd'hui le signal d'alarme, c'est qu'ils craignent les amendements à venir. En l'état le projet n'est pas vraiment contraignant. (...) L'isolement des activités spéculatives dans une filiale devrait concerner moins de 5% de l'activité totale des banques. Une estimation qui n'a pas été confirmée officiellement puisque le gouvernement refuse toujours la mise en place d'une étude d'impact préalable.

Le gouvernement brasse du vent à l'attention des naïfs ou des ignorants. Pas seulement, il sert à couvrir la véritable nature du PS, cela s'adresse aussi bien aux élus et aux adhérents de ce parti qu'aux parasites au sein du mouvement ouvrier qui gravitent autour et qui le soutiennent tout en prétendant combattre sa politique.

Ce que démontrent ces mesures, c'est tout d'abord que le PS et le gouvernement n'ont jamais eu l'intention de s'attaquer réellement au pouvoir de la finance. Ensuite, qu'il est impossible de remettre en cause son hégémonie sur le reste de la société et du monde sans remettre en cause l'existence du système économique capitalisme lui-même. Ajoutons, que toute politique qui se situerait (en parole) dans cette perspective incluant le PS, consisterait en dernière analyse à refuser de rompre avec le capitalisme, devrait être assimilée à une escroquerie politique en direction des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier.

- Des amendements, il y en aura donc à foison: meilleur encadrement du trading haute fréquence, filialisation des activités de tenues de marché, paradis fiscaux...

Il faut lire exactement l'inverse que ce qui figure dans le paragraphe suivant, les opération des hedges funds sont par nature très risquées et pas du tout sécurisées, elles servent à couvrir des risques que les banques ne veulent pas prendre à leur charge et les seules garanties qu'ils peuvent fournir relèvent des profits à venir sur la spéculation.

- Dans cette grande foire à la rectification, une proposition attire l'attention. Elle concerne les hedge funds (fonds spéculatifs) et fait beaucoup de bruit en ce moment dans le petit milieu de la finance. Dans sa version actuelle, le texte prévoit de séparer les activités de crédits aux hedge fund seulement en cas d'opérations non sécurisées. Mais ces activités non sécurisées sont en fait pratiquement inexistantes, car en règle générale les fonds spéculatifs, dont l'activité est très risquée, doivent toujours fournir des garanties aux banques en contreparties d'un prêt.

La suite confirme ce que j'ai souligné plus haut.

- Rappelons en effet que l'objectif d'un hedge funds est de spéculer en utilisant l'effet de levier de l'emprunt: avec 1 de capital, le fond va pouvoir emprunter 3 et spéculer jusqu'à 4. C'est pourquoi, pour les défenseurs de la régulation, il faut aller beaucoup plus loin en filialisant purement et simplement ces activités, accusées de financer la spéculation.

Ce qui inquiète les banquiers, c'est qu'en réalité les hedge funds servent également à couvrir les opérations spéculatives ou très risquées des banques. Au final, ils se couvrent mutuellement avec le soutien des gouvernements parfaitement au courant.

- Pour les banquiers un tel cantonnement serait une catastrophe. Ils affirment d'abord qu'à force de diaboliser ces fonds, les seuls à prendre certains risques, la France risque de perdre un acteur important du financement de sa dette.

L'auteur de cet article dit ensuite que les banques ne pourront plus compter sur l'Etat, il oublie tout simplement la BCE qui remplira le même rôle sinon mieux, exactement comme le fait la Fed aux Etats-Unis.

- En réalité, en séparant ces activités de la banque de détail, les banques n'auront plus le soutien de l'Etat pour se financer sur les marchés, ce qui risque de rendre le financement des hedge funds beaucoup moins lucratif.

La fin de cet article est un régal, puisqu'il met en relief la nature de la soi-disant gauche du PS qui soutient les banquiers et les hedge funds.

- Quelles sont les chances de cet amendement de passer? Elles semblent maigres. Le chef de file des députés socialistes sur cette réforme, Laurent Baumel, est le premier à penser que ces activités sont indispensables à l'économie et qu'à ce titre elles ne doivent pas être cantonnées. Ce n'est pas l'avis d'un grand nombre d'économistes, ni même du rapport Liikanen, qui préconise cette filialisation, et dont le gouvernement assure s'être inspiré. Mais c'est pourtant ce qu'aurait assuré Pierre Moscovici mardi lors d'une audition avec des députés socialistes. Preuve que le lobby bancaire a encore frappé ? "C'est à se demander si le gouvernement n'est pas totalement embrigadé par des banques qui lui racontent absolument n'importe quoi", s'emporte un analyste. Lexpansion.com 30.01

Question franchement déplacée : Le gouvernement est totalement acquis à l'oligarchie financière et il ne cesse d'en faire la démonstration.

Ainsi, et ce n'est pas nouveau, le PS n'est plus un parti petit-bourgeois lié au capital et qui aurait une origine lointaine ouvrière, il est devenu au fil du temps avec l'évolution du capitalisme un parti de petits et grands bourgeois totalement inféodé au capital ayant définitivement rompu avec son origine ouvrière, un parti contre-révolutionnaire, réactionnaire sur toute la ligne.

C'est le constat que les dirigeants des partis ouvriers refusent d'admettre, et qui explique en partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, puisqu'en conservant des liens avec ce parti, c'est en réalité avec le capital et le régime qu'ils ont de liens, dans ces conditions il leur est impossible de développer une politique conforme aux intérêts des travailleurs qui se traduirait par la construction d'un nouveau parti révolutionnaire ou communiste, ceci explique largement cela. Facile à comprendre, non ?

Retraites. C'était "***bien sûr***" !

La porte-parole du gouvernement français a corrigé mercredi ses propos sur la réforme des retraites, affirmant que la durée, le montant des pensions et la hausse de cotisations seraient "*bien sûr*" sur la table mais pas "*de façon aveugle*".

"*N'est à l'ordre du jour ni le fait de travailler plus longtemps, ni le fait de réduire les pensions, ni le fait d'augmenter les cotisations*", avait-elle dit sur RMC et BFM-TV. Najat Vallaud-Belkacem a corrigé le tir lors du compte rendu du conseil des ministres.

"*Il faut bien se garder d'une vision paramétrique d'une réforme des retraites. Réduire la réforme (...) à la simple question de savoir si nous allons choisir l'un de ces paramètres et le modifier de façon aveugle est loin de représenter la réalité de ce que nous sommes en train de faire*", a-t-elle dit.

"*Se contenter de répondre par l'un des trois paramètres était un peu réducteur*", a-t-elle ajouté.

Le Conseil d'orientation des retraites (Cor) a établi qu'un changement de système ne rétablirait pas en soi l'équilibre financier, un objectif qui suppose bien de modifier les principaux paramètres de la durée et du montant des retraites ou des cotisations. AFP 30.01

En participant au Conseil d'orientation des retraites (Cor) les syndicats légitiment son diagnostic et les mesures antisociales qui sont préconisées. Y participer est déjà une trahison.

Pour la direction de Renault, un accord avec les syndicats est en bonne voie.

Chez PSA c'était déjà plié, chez Renault c'est également bouclé, c'est la direction de Renault qui l'assure selon le calendrier qu'elle a fixé elle-même, ce qui signifie qu'elle a reçu des gages des syndicats, principalement de la CGT. Les derniers développements le prouvent.

1- Renault estime possible de parvenir à un accord avec les syndicats début février pour améliorer la compétitivité de ses usines françaises, a déclaré le directeur des opérations France du constructeur automobile.

"*Une signature d'accord début février, c'est possible*", a dit Gérard Leclercq à Reuters en marge d'une audition devant la

Commission des Affaires économiques et sociales de l'Assemblée nationale.

Il a précisé que son objectif n'était pas d'aboutir à un tel accord dès mardi prochain, date de reprise des discussions. Renault s'est engagé à pérenniser ses sites français et à leur allouer des volumes de production supplémentaires en échange de concessions des salariés sur la mobilité, le temps de travail et les salaires. Reuters 30.01

2- L'accord de compétitivité que Renault négocie actuellement avec ses syndicats prévoit un gel des salaires en 2013 et une limitation des augmentations à +0,5% en 2014 et à +0,75% en 2015.

Renault, dont l'Etat est le principal actionnaire avec 15% du capital, a poursuivi mardi les négociations pour rapprocher la compétitivité de ses usines françaises de celle de ses sites espagnols et économiser en année pleine environ 500 millions d'euros par an.

Le groupe espère conclure un accord d'ici le début février, faute de quoi il ne pourra s'engager à pérenniser tous ses sites dans l'Hexagone. Plusieurs syndicats y ont dénoncé une forme de chantage.

Devant les députés présents, Gérard Leclercq a souligné que le marché européen avait connu en janvier un même rythme de contraction que sur le même mois de 2012, justifiant selon lui le plan de compétitivité proposé aux syndicats.

"*Le début de l'année 2013 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices*", a-t-il dit. "*La situation de l'Europe est donc très préoccupante.*"

La CGT estime quant à elle que la direction demande aux syndicats de signer un chèque en blanc puisqu'elle ne détaille pas en totalité les fonctions qui ne font plus partie de son coeur de métier automobile en France, et donc susceptibles d'être externalisées, délocalisées ou supprimées.

"*Renault ne dit pas concrètement quelles sont les activités qui relèveront de son coeur de métier*", a déclaré au téléphone Fabien Gache, représentant CGT chez Renault. "*Elle renvoie ces annonces aux CCE qui suivront la signature d'un accord*."

Gérard Leclercq a dit qu'il souhaitait que ces comités centraux d'entreprise se tiennent dès le mois de mars prochain pour que l'accord puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais. Reuters 30.01

Où sont passés à la CGT les arguments contre le quasi-blocage des salaires qui se traduira par une baisse du niveau de vie des ouvriers de chez Renault, contre les mutations arbitraires, contre l'augmentation du temps de travail, contre la remise en cause d'un tas d'acquis sociaux contenue dans le document de la direction de Renault ? Envolés comme je l'avais annoncé il y a quelques jours.

Au lieu d'appeler à la grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait des mesures avancées par la direction les travailleurs de tous les sites, la CGT et d'autres syndicats organisent la division, la démobilisation, la démoralisation des ouvriers en recourant aux journées d'action bidons et autres actions symboliques, qui n'ont pour fonction que permettre aux mesures de la direction de s'appliquer.

La question qui était posée aux syndicats étaient la suivante, chez Renault et ailleurs : devons-nous prendre en charge les besoins des capitalistes, devons nous acceptez d'être les victimes de la crise du capitalisme ou de son évolution à l'échelle mondiale, ou devons-nous nous placer strictement sur le terrain de classe des exploités et rejeter toute mesures se situant sur le terrain des capitalistes, mobiliser les travailleurs dans l'unité, les organiser pour s'y opposer.

Une autre question leur était posée : D'un côté, la direction veut imposer aux travailleurs des mesures antisociales pour réaliser 500 millions d'euros d'économie, d'un autre côté les actionnaires ont empoché quelque 10 milliards d'euros sous forme de dividendes au cours de la dernière décennie. Question : où doit-on prendre ces 500 miilons d'euros, dans la poche des travailleurs qui produisent ou dans celle des rentiers qui ne produisent rien et s'enrichissent en dormant ?

Où se situe la légitimité, du côté des producteurs ou du côté des rentiers ? Et s'ils refusent de payer ? Eh bien il ne reste plus qu'à s'emparer des moyens de production et à les jeter dehors !

Quel syndicat, quel parti tient ce discours devant les travailleurs ? Réponse : aucun. Pourquoi ? Vous n'avez pas deviné, il faut vous faire un dessin ? Pour qui roulent-ils en vérité, quels intérêts représentent-ils ? Cherchez bien, vous avez la réponse dans cette causerie.

ACTUALITE EN TITRES

Question saugrenue.

- Pourquoi le gouvernement ressort tous les sujets sociétaux au même moment - 20minutes.fr

Comment ils signent leurs crimes.

- Bill Gates préfère éradiquer des maladies plutôt que rester célèbre - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Damas a annoncé mercredi soir que l'aviation israélienne avait "*directement bombardé*" un centre de recherche militaire situé entre Damas et la frontière libanaise, pour la première fois en près de deux ans de conflit en Syrie.

Par ailleurs, le chef de l'opposition a créé une surprise de taille en annonçant mercredi être prêt à dialoguer avec le régime, mais sous conditions.

"*Un avion de combat israélien a violé notre espace aérien à l'aube et a directement bombardé un centre de recherche sur l'amélioration de la résistance et l'auto-défense dans la région de Jomrayah dans la province de Damas*", a affirmé l'armée dans un communiqué publié par l'agence officielle Sana.

L'armée syrienne fait état de deux employés tués et de cinq blessés dans ce centre, qui a subi "*d'importants dégâts*" et dont le "*bâtiment a été partiellement détruit*".

Le texte ajoute "*que des groupes terroristes ont essayé en vain à plusieurs reprises ces derniers mois d'entrer et de s'emparer de ce site*". Le régime affirme, depuis le début il y a 22 mois d'une révolte devenue guerre civile, lutter contre des "*terroristes*" armés et financés par l'étranger.

Cette attaque prouve "*désormais à tous qu'Israël est le moteur, le bénéficiaire et parfois l'acteur des actes terroristes visant la Syrie et son peuple résistant, en coordination avec les pays soutenant le terrorisme, dirigés par la Turquie et le Qatar*", poursuit l'armée.

Le communiqué explique en outre que "*les avions de combat israéliens ont pénétré (en Syrie) en volant en-dessous de la hauteur détectée par les radars*".

Des habitants près de Damas avaient dit auparavant à l'AFP que six missiles avaient touché mardi vers 23H30 (21H30 GMT) un centre de recherches sur les armes non conventionnelles, à Al-Hameh, à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Damas.

Interrogée par l'AFP, une porte-parole de l'armée israélienne s'est refusée à tout commentaire, tandis que des sources sécuritaires ont affirmé que ce bombardement visait un convoi d'armes vers le Liban.

L'armée dément ces informations, affirmant qu'aucun convoi n'a été visé et qu'Israël s'est rendu coupable d'une "*agression caractérisée contre la souveraineté syrienne*" qui "*n'affaiblira pas la résistance*".

De son côté, l'armée libanaise a fait état d'un survol particulièrement intensif de son territoire, affirmant que 16 avions de combat israéliens étaient entrés dans son espace aérien durant la seule journée de mardi.

L'armée israélienne a redéployé dimanche deux batteries du système antimissile Iron Dome dans le nord du pays en vue d'une éventuelle action militaire contre des cibles en Syrie ou au Liban.

A Washington, Maison Blanche et département d'Etat se sont refusés à tout commentaire sur l'action israélienne. Le chef du renseignement militaire israélien, le général Aviv Kochavi, se trouve actuellement à Washington où il a notamment rencontré le

plus haut gradé américain, le général Martin Dempsey, ont indiqué à l'AFP deux responsables américains de la Défense.

Dans un texte publié sur sa page Facebook, le chef de la Coalition de l'opposition syrienne, Ahmed Moaz al-Khatib a affirmé qu'"*en signe de bonne volonté*", il était "*prêt à des discussions directes avec des représentants du régime syrien au Caire, en Tunisie ou à Istanbul*", suscitant le mécontentement d'une partie de l'opposition.

Il s'en prend aux Etats qui "*s'asseoient sans rien faire et disent +Attaquez, ne négociez pas!+*", et affirme prendre cette décision car "*il n'est plus question de chercher à gagner du temps alors que les Syriens vivent une crise sans précédent*".

M. Khatib pose toutefois comme principale condition, la libération des "*160.000 personnes*" détenues dans le cadre du soulèvement contre le régime.

S'il assure s'exprimer en son nom, ses déclarations ont suscité le rejet d'une partie de l'opposition, notamment du Conseil national syrien (CNS), principale composante de la Coalition.

Le CNS a ainsi tenu à souligner dans un communiqué qu'elles "*ne reflètent en aucun cas la position de la Coalition et va à l'encontre des principes fondateurs de la Coalition (...) qui refuse de discuter avec le régime meurtrier*".

Le président Bachar al-Assad a proposé début janvier un plan de sortie de crise prévoyant un dialogue national à Damas, catégoriquement refusé jusqu'ici par l'opposition qui pose comme condition sine qua non le départ de M. Assad.

Mardi, l'opposition tolérée s'est dit prête à un dialogue sur l'application de l'accord de Genève qui prévoit une transition en Syrie. AFP 30.01

2- Etats-Unis

La révélation vient de Randy Short, membre de l'Association "*Dignité, Droits de l'homme et Paix*" qui siège à Washington :

" *selon certains documents et rapports, l'ex ambassadeur américain, tué à Benghazi était impliqué dans un vaste réseau de trafic d'armes à destination de la Syrie*" french.irib.ir 30.01

SOCIAL

France

1- Le Conseil d'État porte-parole des actionnaires d'une multinationale

Le Conseil d'État a annoncé aujourd'hui l'annulation de trois arrêtés qui gelaient ou plafonnaient les tarifs du gaz en 2011 et 2012, imposant au gouvernement d'appliquer des hausses rétroactives des factures payées par les ménages français.

Cette décision porte sur les périodes du 1er juillet 2011 au 1er octobre 2011, du 20 juillet 2012 au 28 septembre 2012, et du 29 septembre 2012 au 1er janvier 2013.

Les ministres chargés de l'économie et de l'énergie devront prendre de nouveaux arrêtés de fixation des tarifs pour les périodes concernées dans un délai d'un mois, a précisé le Conseil d'Etat.

La ministre de l'Energie Delphine Batho, qui anticipait la décision de la juridiction administrative sur les arrêtés de 2012, a fait savoir en décembre que ces hausses rétroactives seraient étalées sur 18 mois, comme celle consécutive à l'annulation du gel des tarifs sur la fin de 2011.

«*En moyenne, le rattrapage total représentera un montant de 1,5 euros pour un ménage utilisant le gaz pour les usages de cuisson et de 23 euros environ pour un ménage se chauffant au gaz*», selon un communiqué publié mercredi soir.

Le juge administratif était saisi par GDF Suez - qui demandait la couverture de ses coûts - et par les concurrents de l'opérateur historique tels que Poweo Direct Energie et l'italien Eni, pour qui le gel partiel des tarifs créait une distorsion de concurrence. Reuters 30.01

2- Grandéco : 162 licenciements

Le groupe belge Grandéco, spécialisé dans la fabrication de papier peint, a déposé le bilan de sa succursale française implantée à Châlons-en-Champagne (Marne), qui emploie 162 personnes, a-t-on appris aujourd'hui de source syndicale.

"*Le dépôt de bilan nous a été annoncé brutalement samedi par téléphone à l'issue d'un comité d'entreprise qui s'est tenu au siège social de l'entreprise à Tielt en Belgique*", a expliqué à l'AFP Franck Leclere, délégué CGT de l'usine de Châlons-en-Champagne. "*Nous venons de déposer une procédure secondaire auprès du tribunal de commerce de Châlons pour qu'un administrateur judiciaire soit nommé et que le droit du travail français s'applique*", a-t-il précisé.

Selon lui, les 162 salariés pointent depuis hier mais sans pouvoir travailler, la direction belge ayant interdit la poursuite de la production. "*Grandéco wallfashion group*", dont l'actionnaire principal est le fond d'investissement privé GIMV côté à la bourse de Bruxelles, a été fondé en juin 2007 à l'issue de la fusion entre l'entreprise belge Ideco et l'usine française Grantil installée à Châlons-en-Champagne depuis 1870.

"*Nous avons reçu un prix de l'innovation en 2011 et malgré la régression du marché du papier peint on pense avoir un avenir s'il y a des investissements*", a souligné le syndicaliste. AFP 29.01

ECONOMIE

Espagne

Le produit intérieur brut de l'Espagne s'est contracté plus fortement que prévu au quatrième trimestre, les mesures d'austérité et un taux de chômage élevé ayant poussé les ménages à réduire leurs dépenses.

Le PIB de la quatrième économie de la zone euro a reculé de 0,7% par rapport au trimestre précédent, selon les données provisoires publiées mercredi par l'Institut national de la statistique, soit à un rythme deux fois supérieur à celui du trimestre précédent.

Sur un an, le PIB se contracte de 1,8%. Reuters 30.01

Haut de page

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 1er février

CAUSERIE

Compte tenu de l'ampleur qu'ont pris certains dossiers du site, j'en ai créé deux autres, /eco2 et /service2.

Les causeries et infos en bref de janvier sont en ligne au format pdf (acrobat Reader), 250 pages, on a bien bossé quand même. Les articles de presse de janvier sont également en ligne au même format, 35 articles pour 61 pages. J'ai aussi formaté les dernières causeries de janvier au format pdf. J'ai vraiment écrit comme un cochon les derniers jours, ce qui m'a rassuré quand même c'est que je n'ai pas relevé de fautes dans celle du 31 !

J'essaierai d'actualiser les pages d'accueil des différentes rubriques du site avec les articles dont les adresses figurent dans la page d'accueil le week-end qui vient, demain matin je dois retourner chez le dentiste et ma journée de travail sera amputée, par chance je n'aurai aucune retenue sur mon salaire, je déconne, c'est quand même un sacré privilège de ne pas avoir une saloperie de patron sur le dos, je crois que j'ai eu largement ma dose dans le passé.

Je vous expliquerai un autre jour comment je fais pour abattre autant de boulot, tout seul évidemment, qui voulez-vous qui fasse ce boulot à mes côtés en Inde, un soixante-huitard attardé, un baba cool qui passe ses journées à se défoncer, des expatriés qui n'en ont rien à foutre de la politique et qui ont un train de vie de grands bourgeois, des illuminés qui se vautrent dans l'oisiveté, franchement un peu de sérieux, l'Inde n'est pas vraiment la destination prédestinée des travailleurs qui ont une conscience politique développée, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle je me demande encore ce que je fous là, cela arrive à tout le monde de commettre des erreurs dans la vie, et si j'avais 20 ans de moins cela ferait longtemps que j'aurais pris mes jambes à mon cou, car à part le fait que je vis confortablement j'ai la même vie de chien que les Indiens.

L'accord patronal du 11 janvier 2013 sera présenté en conseil des ministres le 6 mars et examiné à partir du 2 avril à l'Assemblée nationale puis dans la foulée au Sénat.

Aujourd'hui vous avez plusieurs articles qui donnent une idée de la profondeur de la crise du capitalisme qui atteint ses institutions, le FMI, l'ONU, la gouvernement américain... Après les premières nominations par Obama de nombreuses questions se posent. Pas facile de s'y retrouver entre les discours qu'on entend, la personnalité de son entourage, les dernières données géopolitiques ou géostratégiques, les Etats-Unis auraient-il l'intention de faire passer au second plan le Moyen et le Proche-Orient suite à l'annonce que leur production de pétrole suffirait à couvrir leurs besoins d'ici un an ou deux pour se réorienter vers l'Afrique et ses matières matières à bon marché. Dans ce cas-là, cela confirmerait l'accord passé avec la Russie en juillet dernier pour solder la question syrienne. Pour autant tout danger d'une escalade militaire ne serait pas écartée, bien au contraire, car ce serait le cycle des guerres néocoloniales qui repartirait de plus belle, qui, comme chacun sait a débouché à deux reprises sur une

guerre mondiale pour un repartage du monde ou plutôt ses richesses entre grandes puissances...

On y reviendra dans les jours qui viennent.

POI. Chut ! L'omerta. Gluckstein ou qui ne dit rien consent.

Il écrit dans son éditorial (IO n°236) : "*Ce qui donne au capital financier une telle arrogance, c'est la certitude qui est la sienne de disposer d'un gouvernement soumis à ses exigences, face à la déferlante des licenciements notamment.*"

N'était-ce pas non plus ou plutôt d'avoir des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers inféodés au capital ? Chut !

Il poursuit : "*Légitime est le refus des confédérations CGT et CGT-Force ouvrière de ne pas signer l'accord Medef/CFDT.*"

N'était-ce pas la participation des confédérations CGT et CGT-Force ouvrière à de soi-disant négociations qui a permis la signature de l'accord Medef/CFDT ? Chut !

Et l'accord patronal du 11 janvier 2013, ne nous avait-il pas annoncé que le POI allait mener campagne pour son retrait ? A la trappe oui, envolée, volatilisée, c'était du vent, socialiste en parole... vous connaissez la suite !

Question : Qui s'emploie à offrir un champ libre à la politique réactionnaire du gouvernement et au patronat, c'était bien la question qu'il avait abordée au début de son éditorial, n'est-ce pas ? Il vient de vous fournir la réponse.

Il y a peut-être quelque chose qui vous a échappé. Vous n'avez pas encore compris que les travailleurs directement concernés par l'accord scélérat du 11 janvier n'intéressait pas du tout le POI qui ne s'adresse qu'aux syndicalistes, aux fonctionnaires, aux intellectuels, aux couches ou classes moyennes, à la petite bourgeoisie, à toutes les couches qui en fait assurent la stabilité du régime et forment le gros des troupes des syndicats et des partis ouvriers et au-delà, pas au bataillon de gueux défavorisés qui se comptent par millions dans le pays, la base d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Ceci explique cela. Est-ce suffisamment clair ?

Si vous avez lu le passage de la causerie d'hier intitulé *Défense du marxisme*, relisez-le attentivement, si je peux me permettre un conseil amical et vous comprendrez mieux ensuite quelle est la nature de ce parti et les réelles intentions de ses dirigeants.

D'ailleur Gluckstein le confirme lui-même à la fin de son éditorial.

Vous n'êtes pas sans ignorer qu'il y a des millions et millions de travailleurs et leurs familles qui se débattent quotidiennement pour à peine survivre, on est bien d'accord, ce n'est évidemment pas le cas d'autres millions de travailleurs bien mieux lotis qui appartiennnent aux couches supérieures du prolétariat, à l'aristocratie ouvrière ou qui vivent relativement confortablement avec deux revenus ou de bonnes retraites, les populations que représentent le POI et auxquelles ils s'adressent avons-nous affirmé, donc logiquement le POI se bat pour qu'il leur soit épargné de vivre aussi mal dans le futur que les millions de travailleurs pauvres ou indigents qui le resteront, pour cela écrit-il il faut "*empêch(er) ainsi que notre pays ne sombre dans une situation à la grecque*" pour que nos petits bourgeois (dans leurs têtes et leur mode de vie) continuent de vivre confortablement dans l'insouciance de ce qui se passe dans la société ou dans le monde, peu importe si par ailleurs des millions de travailleurs vivent un véritable cauchemar au quotidien.

Et bien nous, nous préférons que le capitalisme s'effondre, qu'il soit placé dans l'obligation d'affronter brutalement le prolétariat, nous ne larmoyons pas après l'accord infâme du 11 janvier, nous sommes prêts à relever le défi contrairement aux capitulards, qu'il s'attaque frontalement aux privilèges qu'il a accordés à une autre époque à l'aristocratie ouvrière car c'est la condition pour que l'unité de la classe se réalise contre le capitalisme et les institutions, que toutes les couches d'exploités se rassemblent pour affronter et abattre le régime.

On croirait que ces couches privilégiées et la petite bourgeoisie soutiendraient le régime en place sans que cela ait un rapport avec leur niveau de vie, ce serait une lubie ou une idée qui leur serait passée un jour par la tête sans trop qu'on sache vraiment pourquoi, voilà ce qui au POI fait office d'analyse des rapports entre les classes. Ils ont tourné le dos au marxisme. Lisez ou relisez Marx et Engels, vérifiez par vous-même ce que j'avance ici, je vous y invite vivement.

Il est parfaitement clair que la politique opportuniste distillée par Gluckstein consiste à refuser de se situer dans la perspective d'un affrontement avec la classe des capitalistes, pour lui il faut à tout prix que les conditions objectives ne murissent pas au point de mettre cet affrontement à l'ordre du jour du combat de la classe ouvrière. On comprend que cette perspective l'effraie, quand on voit que dans un situation qui est loin d'être comparable à celle de la Grèce, le POI n'est même plus en mesure de mobiliser ses propres adhérents pour mener une campagne ou pour organiser une manifestation. N'allez pas croire que nous nous en rejouissions, nous le déplorons. Quant au NPA et LO, ils sont en dessous de tout, tenez, ils feraient un beau mariage, pas d'amour, mais de raison en guise de désespoir !

Page 4, *Le Front de gauche et l'accord sur la flexibilité*, un article signé Marie Stagliano

Elle termine ainsi : "*Les choses sont dites clairement : un débat… pour amender l'accord Medef-CFDT. Il y a là, pour le moins, une contradiction, que les dirigeants du Front de gauche devront lever.*", vous avez le droit d'éclater de rire pour vous soulager, cela fait plus de 85 ans que les dirigeants du PCF s'en foutent royalement de se contredire sans cesse sans que cela change quoi que ce soit. Encore du vent !

Dans la même page, par la voie d'un "*correspondant*" le POI fait l'éloge de la CGT dans l'article *Nouvelle menace sur les 1 250 salariés de Goodyear*, c'est scandaleux ! Ne dites pas que le POI soutient l'appareil pourri de la CGT, Informations ouvrières n'a fait que rapporté les propos d'un correspondant, sans ajouter le moindre commentaire évidemment, car en plus ce sont des lâches qui n'assument même pas leurs positions. Lisez, vérifiez-le, je n'invente rien, hélas !

Un dernier mot.

Il semblerait qu'en citant le *Center for Research on Globalization* et *Investig'Action*, les dirigeants du POI aient découvert l'existence des portails Mondialisation.ca et celui de Miche Collon, peut-être les connaissaient-ils déjà sans les citer ou en ont-ils pris connaissance en se connectant sur mon site, bon, ils n'iront pas toutefois jusqu'à fournir à leurs lecteurs les adresses électroniques de ces portails que vous connaissez bien, des fois que ce serait compromettant, on ne sait jamais !

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille chez les deux "***gauches***".

On a là tous les ingrédients qui permettent de comprendre que le PS et le Front de gauche sont animés par les mêmes intentions opposées aux intérêts des travailleurs. Décryptage.

Tout d'abord, il est faux de dire que le PS aurait "*trahi*" ce à quoi justement il ne s'était jamais engagé. Ensuite, pour comprendre en quoi consistait réellement son engagement, il suffit d'écouter Pellerin ou Cahuzac (notamment). Leur discours est parfaitement clair et s'inscrit dans la politique du gouvernement qui au nom de l'intérêt général privilégie ceux de l'oligarchie financière d'une part, et conduit en reprenant à son compte la politique du Medef et de la CFDT au corporatisme.

- Éric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche (PG) chargé des relations extérieures : «*C'est le PS qui trahit, qui ne partage plus le dessein historique de la gauche de transformer la société.*» Pointé au premier chef, le ministre du Budget Jérôme Cahuzac, qui indiquait sur France 2 début janvier, au sujet de la lutte des classes: «*Moi, je n'y ai jamais cru.*»

Il a bien précisé qu'il n'y avait "*jamais*" cru, c'est important car Cahuzac n'a pas 20 ans, cela signifie que le PS ou l'appartenance à ce parti n'est pas incompatible avec cette analyse des rapports entre les classes qui confine au corporatisme, dans le sens où l'entendent les dictateurs et non une catégorie du corps social ou une couche particulière de la population. C'est là que l'on mesure à quel point le PS a intégré l'idéologie de la bourgeoisie, y compris ses aspects les plus réactionnaires.

Ce constat est très intéressant, car dès lors que la lutte des classes n'existe pas, comment le PS pourrait-il être de gauche, comment pourrait-il avoir pour "*dessein historique*" de "*transformer la société*" ? Impossible, sauf dans le sens où l'entend la réaction comme on a pu l'observer sous le régime de Mitterrand ou lorsque Jospin était Premier ministre de Chirac ou plus récemment depuis que Hollande a été élu, du traité de Maastricht au TSG, et en ce moment avec la loi calquée sur l'accord patronal du 11 janvier, l'ensemble confirme que l'orientation politique du PS est foncièrement réactionnaire.

Sur le plan politique elle s'est traduite par la spoliation de nos droits politiques au profit d'une institution supranationale représentant les intérêts des banquiers et des multinationales à laquelle tous les partis institutionnels sont liés ou reconnaissent sa légitimité, et sur le plan social avec l'accord patronal du 11 janvier rétablissant le patron de droit divin, qui se traduit par une nouvelle poussée du corporatisme consistant à interdire aux travailleurs de contester les éléments déterminants de leur condition de travail, salaire, temps de travail et lieu de travail, qui seront dorénavant laissés à l'arbitraire du patronat, ce qui consititue une formidable régression sociale annulant plus d'un demi-siècle de lutte de classe, quelque part le régime de Vichy n'aurait pas espéré mieux.

Ce sont les faits. Comment faire maintenant pour les ignorer ou ne pas en tenir compte, pour les déformer, comment s'y prennent les staliniens ou néo staliniens, les charlatans du PG ? C'est très simple, vous savez que les actes ne correspondent pas toujours ou rarement aux paroles chez ces gens-là, confondre leurs paroles et leurs actes peut permettre de mettre en lumière leurs contradictions et leurs grossiers mensonges, encore que chacun n'accorde pas la même signification aux paroles prononcées

ou aux actes commis, donc cela peut prêter à contreverse ou à une polémique qui s'étirera à l'infini pour peu qu'on ait affaire à un interlocuteur particulièrement de mauvaise foi ou à l'esprit tordu ou tout bonnement ignorant.

Dans le passage qui suit, ne considérer que ces deux facteurs ne suffit pour l'analyser, il faut en prendre en compte un troisième qui nous renvoie au paragraphe précédent, la véritable nature sociale du PS, c'est-à-dire qui parle et agit.

Aymeric Seassau commence par dire que "*le gouvernement mène une très mauvaise politique et que la contradiction n'est pas de notre côté*", il parle donc de l'action que mène le PS aujourd'hui qu'il compare au discours qu'il tenait avant d'arriver au pouvoir. Que fait-il en procédant de la sorte ? Il légitime le dicours que tenait le PS avant les élections comme s'il reflètait ses véritables intentions, alors que chacun sait que tel n'était pas le cas, ainsi Aymeric Seassau produit un faux, il se fait le complice du PS au passage auquel il attribue de bonnes intentions qu'il ne respecterait plus aujourd'hui sans trop qu'on sache pourquoi, donc en laissant planer le doute sur un revirement possible, ce qui aurait été totalement impossible s'il avait pris en compte la véritable nature du PS, vous suivez ?

Parvenu à ce stade, il va une nouvelle fois s'employer à présenter le PS sous un jour avantageux en prétendant que le PS aurait véritablement combattu la politique de Sarkozy alors que chacun sait qu'il n'en a rien été. Que fait-il en procédant ainsi ? Non seulement il profère une grotesque contrevérité, il oppose en grande partie le discours que tenait le PS avant les élections et ses actes une fois parvenus au pouvoir, témoignant ainsi malgré lui qu'au PS comme d'ailleurs au PCF la parole tenait lieu de combat politique avant les élections, mais qu'en fait d'actes il n'y en a jamais vraiment eu pour s'opposer à Sarkozy et son gouvernement, c'est en quelque sorte un aveu. Lisez ce passage et on se retrouve ensuite pour la dernière partie, on verra où le PCF voulait en venir.

- «*Tous au Front de gauche, indique le secrétaire fédéral PCF de Loire-Atlantique, Aymeric Seassau, qui avait pris quelques distances avec Jean-Luc Mélenchon sur le dossier Notre-Dame-des-Landes, nous nous accordons à dire que le gouvernement mène une très mauvaise politique et que la contradiction n'est pas de notre côté. Les engagements d'hier que nous combattions ensemble sont-ils devenus bons car la gauche socialiste est passée au pouvoir?*»

Ce genre de discours est destiné aux adhérents du Front de gauche qui ont un niveau théorique politique proche de zéro ou qui n'ont qu'une notion très approximative ou tout aussi nulle de la lutte des classes ou encore ignorent pratiquement tout du socialisme, donc il est possible de leur raconter n'importe quoi ou il est facile de les embobiner : le "camarade" Seassau a dit des choses très justes, en réalité il n'a fait qu'enfoncer des portes ouvertes pour mieux camoufler ses véritables intentions dont ils n'ont pas idée.

Ecoutons ce qu'a dit le porte-parole du PCF, Patrice Bessac, qui nous servira de conclusion pour aujourd'hui.

- Porte-parole du PCF, Patrice Bessac veille à ne pas s'aliéner l'ensemble du PS et insiste sur la volonté de son parti de «*tourner vite la page de la critique pour être sur le terrain des propositions et de l'alternative positive*». Une volonté qui pourrait se lire dans la résolution finale du congrès du PCF. lefigaro.fr 31.01

Voilà où Aymeric Seassau voulait en venir, ils sont malins au PCF, ils se partagent les tâches : l'un critique le PS en tenant en apparence un discours radical, et l'autre passe derrière pour rassurer le PS et la boucle est bouclée.

PS. Enfumage ou comment la soi-disant gauche du PS manoeuvre pour faire passer l'accord patronal du 11 janvier.

Comment concilier les intérêts collectifs fondamentaux des travailleurs du secteur privé avec ceux des patrons, non ce n'est pas une question, c'est ce à quoi la soi-disant gauche du PS prétend pouvoir parvenir, je vous laisse deviner au profit de qui. L'extrait de l'article qui suit se passe de commentaires tellement son contenu est facile à saisir.

- Comment donner de la marge de manoeuvre aux parlementaires sans casser la dynamique de dialogue avec les partenaires sociaux initiée par le tandem Hollande-Ayrault ? C'est l'équation que tentera de résoudre Jean-Marc Germain, ancien directeur de cabinet de Martine Aubry et futur rapporteur du texte, dans les semaines à venir. "*On marche sur des oeufs, tout est une question de doigté*", admet le député des Hauts-de-Seine qui pilote la transposition de l'accord en texte juridique. Il faudra être "*dans la loyauté avec les signataires*" mais aussi rester "*à l'écoute des non-signataires*", explique-t-il. Comment concilier les deux ? En entreprenant "*un travail de bénédictin dans la précision et dans la vérification de tous les risques, de toutes les insuffisances*", préconise-t-il.

En revanche, du côté des députés de l'aile gauche du PS, la pilule a plus de mal à passer. Parce que l'accord est jugé *"clairement déséquilibré en faveur des propositions du Medef*" et que les avancées "*qui pourraient être intéressantes*", comme la taxation des CDD ou encore le droit rechargeable au chômage, sont considérées comme "*insuffisantes*". Mais aussi parce que le vote du pacte de compétitivité, le premier virage social-démocrate du quinquennat, leur reste en travers de la gorge. "*Les députés souhaitaient imposer un certain nombre de contreparties aux entreprises et ils ont été faiblement entendus*", rappelle Emmanuel Maurel, chef de file de l'aile gauche du parti. Cette fois, "*le Parlement doit vraiment revoir la copie*", affirme-t-

il, refusant que la négociation sociale prime sur la loi. "*On compte amender ce texte pour le rééquilibrer en faveur des salariés*", abonde sa camarade Marie-Nöelle Lienemann, qui mènera la fronde au Sénat.

"*Et qu'on ne vienne pas me raconter que quand un accord est signé entre les partenaires sociaux, le Parlement doit l'accepter tel quel*", s'emporte la sénatrice de Paris, estimant que les syndicats signataires (CFTC, CGC, CFDT) représentent une "minorité" de salariés. "*Il n'y a jamais dans la social-démocratie des cadeaux faits aux entreprises sans contreparties. Ça, c'est social-libéral*", lâche-t-elle. lepoint.fr 31.01

Plus d'un siècle auparavant, Engels avait raison de dire qu'à présent il faudrait abandonner la caractérisation social-démocrate au profit de communisme, car elle ne reflétait déjà plus l'évolution du mouvement ouvrier. Il dira dans la foulée que dorénavant il faudra construire des partis communistes qui deviendront les sections de la prochaine Internationale, il parlait de la IIe Internationale, dont chacun sait qu'elle fut social-démocrate et passa avec armes et bagages dans le camps de la réaction en 1914. Quant à la IIIe Internationale, qui se dénomma Internationale Communiste sous l'impulsion de Lénine, elle fut ensuite détruite par l'anticommuniste Staline.

Pour notre part, nous considérons qu'il n'y a aucun cadeau à faire au patronat, qui en tant qu'exploiteur se gave déjà sur notre dos. Manifestement nous ne représentons pas les mêmes intérêts de classe que Marie-Nöelle Lienemann.

En appeler aux institutions de la Ve République, à ses serviteurs zélés, c'est se vautrer dans le pire opportunisme qui soit, c'est soutenir le régime en place.

Autre question qui peut intéresser les militants. Faut-il utiliser les contradictions qui se font jour au sein du PS ?
Certains s'empresseront de répondre positivement, en réalité c'est mal poser la question : comment peut-on utiliser les contradictions qui existent au sein du PS ? Je ne suis pas sûr que ce soit encore la bonne manière de la poser, car il semblerait que ces constradictions n'ont sont pas vraiment, elles ne sont qu'apparentes en réalité, et que pendant des décennies et des décennies ce fut une escroquerie politique de nous le faire croire, oui je sais une de plus, je n'y peux rien je ne fais que les relever au fur et à mesure de l'actualité.

Faudrait-il encore se demander sur quoi elles portent au juste et à quel moment elles se manifestent. Ainsi on s'apercevrait qu'au sein de ce parti les uns et les autres se partagent les rôles, entre ceux qui s'adressent directement au patronat et donc mettent en avant ses intérêts, et ceux qui s'adressent aux électeurs du PS qui au fur et à mesure que le PS une fois parvenu au pouvoir applique sa politique réactionnaire prennent leur distance avec ce parti ou lui tourne le dos, pour les ramener dans son giron en vue des prochaines élections ou pour assurer la stabilité du régime, ils jouent le rôle de rabatteurs pour les premiers cités, pour le régime quoi.

ACTUALITE EN TITRES

Quelles bonnes intentions... sans lendemain bien sûr !

- La finance est "*sous-taxée*" et doit payer sa part de la crise, selon le FMI - AFP

Le comble de l'ignominie.

- L'incroyable « *marché* » américain des mères porteuses - LeFigaro.fr

Chut !

La Cour européenne de justice est également une secte, celle des nantis.

- Condamnation de la France par trois sectes : "*Quoiqu'elles fassent, la cour européenne donne raison aux sectes*" - L'Express.fr

Il a ri en faisant une grimace de dégoût

- Hillary, le prénom le plus impopulaire de l'histoire américaine - Slate.fr

Propagande et fausses infos.

Qui dit qu'ils étaient chinois? Pékin a démenti.

- Des hackers chinois attaquent le "*New York Times*" - LePoint.fr

- Pékin réfute avoir hacké le «*New York Times*» - Liberation.fr

Le PKK a démenti.

- Les activistes kurdes du PKK quitteraient la Turquie d'ici mars - Reuters

- Le PKK dément son retrait prochain de Turquie - Reuters

Qui a le plus intérêt à travestir la réalité ?

- La Syrie accuse l'aviation israélienne d'avoir bombardé un bâtiment militaire - 20minutes.fr

- Israël ferme contre les transferts d'armes entre Syrie et Hezbollah - Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- FMI

FMI: pas d'accord sur un nouveau mode de calcul des quotes-parts

Aux termes d'une réforme lancée en 2010, le FMI avait jusqu'à fin janvier pour revoir le mode de calcul de ces quotes-parts, principalement indexées sur le produit intérieur brut des pays et l'"*ouverture de leur économie*", afin de faire une plus grande place aux pays émergents.

Tout accord définitif a été repoussé à l'année prochaine, au cours de laquelle une revue générale des quotes-parts doit avoir lieu.

De nombreux points restent en suspens. Les principaux pays émergents réclament notamment que la variable de l'"ouverture à l'économie" soit supprimée ou moins prise en compte.

Afin d'éviter une surchauffe, certains de ces pays ont restreint l'entrée de capitaux sur leur territoire ou limité la convertibilité de leur monnaie et sont ainsi pénalisés par cette variable alors même que leur puissance économique s'étend.

Déplorant le "*maigre*" résultat des négociations, le représentant du Brésil au FMI a fustigé "*la résistance au changement*" des pays européens, qui sont "*sur-représentés*" au sein du FMI et refuseraient de rééquilibrer l'institution au profit des puissances émergentes.

Selon Paulo Nogueira Batista la formule actuelle des quotes-parts produit de "*nombreuses anomalies*" qu'il faut corriger au plus vite "*pour mieux refléter la réalité de l'économie mondiale*".

"*Le FMI est au bord de ce qu'on pourrait appeler un précipice de crédibilité*", a-t-il estimé dans un communiqué transmis à l'AFP, précisant qu'il s'exprimait à titre personnel. AFP 31.01

2- Etats-Unis

2.1- Guantanamo

Un mystère a été levé jeudi sur la censure à Guantanamo, quand le juge militaire a ouvertement reconnu que le gouvernement américain avait brouillé des échanges qu'il jugeait sensibles et lui a catégoriquement interdit de le faire à l'avenir.

Le juge James Pohl a infligé un sévère camouflet au gouvernement dans la procédure contre les accusés des attentats du 11-Septembre qui encourent la peine de mort pour le meurtre de près de 3.000 personnes.

Dans la salle du tribunal ultra-sécurisé et high-tech expressément conçu pour ce procès historique, le juge a levé le mystère de "*la lumière rouge*" qui signale, comme un gyrophare, quand les débats sont censurés.

"*Le public n'a pas un droit illimité d'accès aux informations classifiées. Cependant, la seule personne autorisée à fermer la salle du tribunal est le juge*", a-t-il tranché.

A Guantanamo, les échanges sont diffusés avec un différé de 40 secondes dans la salle de presse et dans la galerie où se trouvent, derrière une épaisse paroi vitrée, les journalistes, les organisations des droits de l'homme et les familles des victimes.

Ce différé permet à un officier de sécurité du tribunal (CSO, court security officer), assis à côté du juge, de censurer les échanges susceptibles d'être classifiés. Il dispose pour cela d'un double interrupteur, que l'AFP a pu voir, sur lequel on peut lire "*stop*" et "*go*". Au dessus de lui, la "*lumière rouge*" est visible des spectateurs assis derrière la paroi vitrée.

Or le colonel Pohl a révélé jeudi que "*l'autorité de classification*" du gouvernement (OCA, original classification authority) disposait également d'un interrupteur, à l'extérieur de la salle du tribunal.

Au dernier jour de cette audience préliminaire à Guantanamo, le juge Pohl a ordonné que "*le gouvernement déconnecte le circuit externe (des débats) ou sa capacité de suspendre la diffusion*" des échanges.

Lundi, une portion des débats a été censurée lorsqu'a été mentionné le sujet sensible des prisons secrètes de la CIA où les cinq accusés ont été détenus et subi des interrogatoires musclés. Le juge s'était montré étonné et furieux que l'interrupteur ait été actionné sans qu'il soit au courant.

La procureure, en charge des questions de classification au ministère de la Justice, Joanna Baltes avait expliqué qu'OCA avait la possibilité de contrôler le circuit de diffusion. Il apparaît ainsi qu'OCA a coupé le fil dans la mesure où c'est la la CIA qui gérait les prisons secrètes où les accusés ont été soumis à un programme d'interrogatoires renforcés, dont certains sont assimilés à de la torture.

"*Le juge et seulement le juge décide*" dans ce tribunal, a encore lancé le juge Pohl.

Peu avant, la défense avait déposé une requête d'urgence pour suspendre la procédure tant que la question de la protection des communications confidentielles entre les clients et leurs avocats n'aura pas été tranchée.

David Nevin, l'avocat de Khaled Cheikh Mohammed, le cerveau autoproclamé des attentats, affirme que toutes ses conversations avec son client, y compris lors de ses visites ou bien en aparté dans la salle du tribunal, sont enregistrées.

Sur les tables de la défense et de l'accusation, une pancarte "*rappelle qu'il faut éteindre les microphones pendant des conversations en apparté*". Mais James Connell, l'avocat du Pakistanais Ali Abd al-Aziz Ali, avait déclaré à la presse que même ces conversations étaient enregistrées.

Juste avant que les débats soient ajournés jusqu'au 11 février, James Pohl a aussi ordonné que le juge Bruce MacDonald, l'autorité suprême des tribunaux militaires, témoigne en février, signant un autre revers pour le gouvernement qui s'y opposait.
AFP 31.01

2.2- Comment le FBI manipule éléments désoeuvrés de la société pour en faire des terroristes.

Un jeune Américain d'origine somalienne jugé devant un tribunal de Portland (Etats-Unis) pour avoir tenté en 2010 de faire exploser un véhicule lors d'une cérémonie de Noël, avec une bombe fournie par le FBI, saura sous peu s'il est condamné à la prison à vie pour avoir utilisé une arme susceptible de tuer de nombreuses personnes.

Le jury s'est retiré mercredi pour délibérer, après presque trois semaines de procès.

Le sort du jeune homme dépend de la réponse que le jury donnera à cette question: Mohamed Osman Mohamud, 19 ans à l'époque des faits, 21 aujourd'hui, était-il prédisposé à la violence lorsque des agents du FBI se faisant passer pour des terroristes lui ont offert leur aide pour fomenter un attentat?

Les avocats de l'accusé ont fait valoir pendant le procès qu'il avait été piégé par le FBI: les agents lui avaient fourni de faux explosifs qu'il avait tenter d'utiliser pour tenter de faire sauter une camionette garée près d'une fête de Noël le 26 novembre 2010 à Portland.

Mais pour l'accusation, le jeune homme a participé activement au complot qui pourrait avoir tué des milliers de personnes si la bombe avait été une vraie.

Il encourt la prison à vie s'il est reconnu coupable d'avoir utilisé une "*arme de destruction massive*".

Pour la défense, les agents du FBI ont fait subir un lavage de cerveau à un adolescent désorienté, lui donnant des instructions précises sur la manière d'organiser un attentat qu'il n'aurait pas pu préparer lui-même.

Il n'était pas un terroriste, il vivait seulement une "*adolescence difficile*", a argué un de ses avocats, Stephen Sady. "*Il ne représente pas une menace*", a-t-il assuré lors des plaidoiries de la défense mercredi, cité par la télévision locale KATU. "*En Amérique, le gouvernement ne peut pas créer un crime*", a-t-il ajouté.

En début de procès, un agent du FBI, qui a témoigné grimé, a assuré que l'accusé était enclin à la violence depuis le départ, parlant d'une "*guerre*" contre les Etats-Unis.

Selon lui, sans aller jusqu'à vouloir devenir "*un martyr*", le jeune homme considérait que la "*violence*" pourrait faire de lui "*un bon musulman*", bien plus que prier cinq fois par jour ou récolter des fonds pour des groupes militants, a expliqué l'agent qui s'était présenté à lui en tant que recruteur d'Al-Qaïda, sous le prénom de Youssef.

L'agent a expliqué qu'il tentait simplement de savoir s'il était réellement capable de passer à l'acte à partir de sa réthorique de violence.

Selon la loi américaine, il est illégal de piéger quelqu'un en l'incitant à commettre un crime. AFP 31.01

C'est donc ces agents du FBI ou plutôt leur responsable hiérarchique qui devrait être en prison et condamné.

3- Syrie - Provocation et agression israélienne.

La Syrie a menacé jeudi de riposter à un raid aérien israélien présumé contre un centre de recherche militaire près de Damas, les Etats-Unis mettant au même moment en garde le pouvoir syrien contre tout transfert d'armes au Hezbollah libanais.

Le patron de l'ONU Ban Ki-moon s'est dit "*sérieusement inquiet*" des informations sur un raid israélien en Syrie tout en précisant ne pas être en mesure de les vérifier, et la Russie, soutien du régime syrien auquel elle vend des armes, a dit qu'elle le condamnerait si "*l'information était avérée*".

Au lendemain du raid supposé israélien, qui serait le premier en Syrie depuis 2007 et a fortiori le premier depuis le début en mars 2011 d'une révolte populaire devenue conflit armé, les autorités à Damas ont rappelé leur "*droit à défendre (leur) souveraineté*".

Israël a officiellement gardé le silence sur ce raid.

L'armée syrienne a affirmé qu'il avait partiellement détruit le centre militaire faisant deux morts.

Pour l'ambassadeur de Syrie à Beyrouth, Ali Abdel Karim Ali, la Syrie se réserve le droit de répondre "*par surprise*" à cette "*agression sioniste*" condamnée par les deux alliés indéfectibles de Damas, le Hezbollah et l'Iran.

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir Abdollahian a d'ailleurs mis en garde contre les "*graves conséquences pour Tel-Aviv*" après le raid, sans autre précision.

La Ligue arabe a condamné "*une violation flagrante de la souveraineté d'un Etat arabe*". AFP 31.01

4- Israël - L'Etat sioniste accusé de "***crimes de guerre***" dans un rapport de l'ONU.

Un rapport d'experts commandé par le Conseil des droits de l'homme de l'Onu (CDH) a appelé jeudi Israël à cesser d'installer de nouvelles implantations et à évacuer tous les colons de Cisjordanie.

Ce rapport, rédigé par trois experts présidés par la juge française Christine Chanet, estime en outre que semblables agissements de la part de l'Etat hébreu peuvent être passibles de la Cour pénale internationale (CPI) au titre de crimes de guerre.

Ses auteurs écrivent que les entreprises privées devraient cesser d'opérer dans ces implantations si leurs opérations bafouent les droits des Palestiniens. Ils invitent les Etats membres de l'Onu à faire en sorte que ces sociétés respectent ces libertés fondamentales.

"*Israël doit cesser ses activités de colonisation et remédier de manière adéquate, prompte et rapide, à la situation des victimes de violations des droits de l'homme*", a déclaré la magistrate française lors d'une conférence de presse.

"*Israël doit, conformément à l'article 49 de la quatrième Convention de Genève, cesser sans préalable toute activité de peuplement. Il doit immédiatement entamer un processus de retrait de tous les colons des Territoires palestiniens occupés (TPO)*", a-t-elle ajouté.

Les implantations sont établies en violation de la Convention de 1949 interdisant le transfert de populations civiles en territoire occupé, ce qui pourrait être assimilé à des crimes de guerre tombant sous la juridiction de la CPI, indique le Conseil des droits de l'homme.

"*Transférer sa propre population sur un territoire occupé est interdit parce que c'est un obstacle à l'exercice du droit à l'autodétermination*", a expliqué Christine Chanet.

En décembre, après la reconnaissance de facto d'un Etat palestinien par les Nations unies, l'Autorité palestinienne a adressé une lettre à l'Onu dans laquelle elle accusait Israël de commettre de nouveaux "*crimes de guerre*" en prévoyant la construction d'autres colonies, notamment à Jérusalem-Est.

Taxant le CDH de partialité, Israël a refusé de coopérer à l'enquête menée depuis mars 2012 par cette instance dont le siège est à Genève et qui vise à examiner l'impact des colonies dans les territoires palestiniens, y compris à Jérusalem-Est.

L'Etat hébreu, par la voix du ministère des Affaires étrangères, s'est empressé jeudi de qualifier le rapport d'experts de "*contre-productif*" et "*regrettable*".

"*Le CDH s'est tristement rendu célèbre par une approche systématiquement partiale et biaisée envers Israël. Ce dernier rapport en date en est un nouvel exemple*", a déclaré Yigal Palmor, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Pour ce dernier, "*la seule manière de régler toutes les questions en suspens entre Israël et les Palestiniens, dont celle des implantations dans les territoires, est d'ouvrir des négociations directes sans conditions*".

"*C'est incroyable. Nous sommes extrêmement encouragés par cette analyse franche et fondée sur des principes des violations israéliennes*", a confié à Reuters Hanan Achraoui, l'une des responsables de l'OLP. "*(...) Ce rapport dit clairement non seulement qu'Israël bafoue la quatrième convention de Genève, mais aussi qu'il est passible (...) de la CPI*".

Les trois enquêteurs du CDH ont interrogé en novembre en Jordanie une cinquantaine de personnes venues témoigner de confiscations de terres, de destructions de champs d'oliviers et d'actes de violence commis par des colons, d'après le rapport.

"*La mission croit que le mobile derrière ces violences et ces actes d'intimidation visant les Palestiniens et leurs biens est de chasser les populations locales de leurs terres et de permettre une expansion des implantations*", écrivent les rapporteurs.

Ces implantations, ajoutent-ils, "*conduisent à une annexion rampante qui empêche l'établissement d'un Etat palestinien viable et continu au plan territorial et qui porte atteinte aux droits du peuple palestinien à l'autodétermination*".

D'après des estimations des Nations unies, environ 250 colonies de peuplement ont été installées en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, depuis la guerre de 1967, avec une population de quelque 520.000 colons.

Priée de dire si les violations mentionnées tombaient sous le coup de la juridiction de La Haye, la magistrate française a été formelle. "*Ces crimes sont du ressort de l'article 8 des statuts de la CPI. L'article 8 se trouve dans le chapitre ayant trait aux crimes de guerre. C'est la réponse*", a-t-elle dit. Reuters 31.01

SOCIAL

1- France

Pour la première fois depuis son élection, François Hollande a été confronté jeudi à un mouvement de grève des fonctionnaires, une part importante de son électorat, mais le mouvement a été peu suivi, selon le gouvernement.

Les quelque 5,2 millions de fonctionnaires français étaient appelés à cesser le travail et à manifester par trois syndicats, CGT, FSU

et Solidaires, mais le taux de participation moyen était de 6,62%, indique le ministère de la Fonction publique.

Les taux de participation à la grève étaient de 6,62 % dans la fonction publique de l'Etat, de 7,59 % dans la fonction publique hospitalière et de 4,27% dans la fonction publique territoriale, précise-t-il dans un communiqué.

Dans l'Education, 11,24% des enseignants ont fait grève, dont 16,32% dans le premier degré et 6,90% dans le second degré, selon le ministère.

D'après le Syndicat national des enseignements du second degré (Snes) environ 25% des personnels du second degré étaient en grève.

Selon les syndicats, plus de 150.000 personnes sont descendues dans les rues de Paris et de nombreuses villes pour "*dire leurs légitimes exigences et leur fort mécontentement*". Mais la mobilisation était très inégale selon les régions.

Les organisations syndicales demandent une revalorisation du point d'indice qui sert de référence pour le calcul des salaires dans la fonction publique et qui est gelé depuis 2010.

Ils réclament en outre un moratoire sur les suppressions de postes et l'abrogation du jour de carence sur les arrêts maladie.

Une réunion sur les carrières et les salaires est prévue le 7 février avec la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, mais cette dernière a d'ores et déjà écarté une hausse globale des salaires dans la fonction publique.

La masse salariale de l'Etat devrait représenter 80,6 milliards d'euros en 2013.

Le gouvernement, qui s'est assigné pour objectif une réduction des déficits publics à 3% du produit intérieur brut (PIB) en 2013, fait valoir ses "*contraintes budgétaires*".

"*Les fonctionnaires le savent : nous sommes sur le même bateau. Si l'action publique devait être abîmée par des déficits trop importants, si nous perdions une part de souveraineté, les fonctionnaires seraient touchés également*", souligne Marylise Lebranchu jeudi dans Le Télégramme de Brest.

Une revalorisation de 1% du point d'indice "*revient à 700 millions*" d'euros pour l'Etat, rappelle la ministre.

"*Il n'y a pas de marge de manœuvre en termes de créations de postes puisque nous portons les priorités du président de la République à l'Éducation nationale, la police et la justice*", explique-t-elle.

Pour Thierry Le Paon, appelé à succéder en mars à Bernard Thibault à la tête de la CGT, c'est loin d'être le cas.

"*Il y a un changement de gouvernement*", mais "*pour l'instant pas grand'chose*" n'a changé "*pour les salariés*", a-t-il estimé sur RTL.

"*C'est ce qui nécessite une mobilisation sans précédent des salariés pour que les questions ayant trait aux salaires, à l'emploi et au pouvoir d'achat puissent être sur le devant de la scène*", a-t-il poursuivi.

"*Je pense que la pression exercée sur ce gouvernement aujourd'hui, comme sur la patronat dans beaucoup d'entreprises, va permettre d'ouvrir de véritables négociations*", a-t-il dit, n'abandonnant pas l'espoir d'une hausse du point d'indice.

"*Vingt pour cent des agents de la fonction publique sont au smic, donc il y a une vraie question des salaires. En moyenne, les salaires de la fonction publique, c'est 2.200 à 2.700 euros pour des qualifications qui sont parfois assez élevées*", a expliqué Bernadette Groison, secrétaire générale de la Fédération syndicale unitaire (FSU) sur i>TÉLÉ.

Elle a précisé que 20% des agents étaient des précaires. Reuters 31.01

Chacun sait ce qu'il en est des soi-disant négociations qui sont l'antithèse de la lutte de classe.

2- Grèce

Des employés des transports publics et du secteur de la santé se sont mis en grève jeudi en Grèce pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, qui exclut de reculer malgré la récente multiplication des mouvements sociaux.

Les transports étaient fortement perturbés jeudi à Athènes en raison des arrêts de travail des chauffeurs de bus et de tramway et des employés des chemins de fer. Navires et ferries sont restés à quai en raison du lancement d'une grève de 48 heures des marins.

Les hôpitaux n'ont assuré que des services d'urgence.

Des centaines de médecins et de membres du personnel médical se sont rassemblés dans le centre d'Athènes pour dénoncer de "*dangereuses*" mesures d'austérité privant, selon eux, le système de santé des moyens financiers et humains de fonctionner.

Ils ont ensuite manifesté en direction du parlement en scandant "*Nous ferons grève jusqu'à la victoire*". Ils ont aussi brandi des banderoles hostiles à la troïka des bailleurs de fonds internationaux, l'UE, la Banque centrale européenne (BCE) et le FMI.

Premier syndicat de la fonction publique, Adedy a appelé à des arrêts de travail en geste de solidarité à l'égard des grévistes.

"*Nous allons continuer à nous battre*", a dit Costas Tsikrikas, chef de file d'Adedy. "*Nous exigeons que les poids lourds européens modifient leur politique sans issue.*"

Le Premier ministre, Antonis Samaras, se montre ferme face aux mouvements sociaux afin de prouver aux bailleurs de fonds internationaux et à son opinion publique sa détermination à mettre en oeuvre des réformes impopulaires pour tenter de redresser les comptes publics de la Grèce.

Le secteur privé sera à son tour en grève le 20 février, a annoncé jeudi le syndicat GSEE. Adedy pourrait se joindre au mouvement.

Ces deux syndicats, qui représentent 2,5 millions de travailleurs, sont à l'origine de plusieurs mouvements de grève depuis le début de la crise fin 2009.

Environ un millier de sympathisants du mouvement communiste Pame se sont par ailleurs rassemblés jeudi devant le palais de justice d'Athènes pour exprimer leur soutien aux militants arrêtés après leur intrusion de force dans les locaux du ministère du Travail. Reuters 31.01

Vous avez le début de la causerie en tête, bravo, maintenant vous comparez la participation des fonctionnaires en France à la journée de grève d'hier avec celle des fonctionnaires en Grèce, et vous aurez compris ce que le POI (notamment) veut à tout prix éviter au gouvernement Hollande-Ayrault. Fastoche à comprendre, non ?

SOCIÉTÉ

Chine - Irrespirable le capitalisme.

Les pics de forte pollution atmosphérique ces derniers jours à Pékin ont provoqué un afflux dans les hôpitaux de patients en détresse respiratoire, selon la presse officielle qui réclame jeudi plus d'ouverture des autorités sur ce sujet d'inquiétude croissante de la population.

L'approche des congés annuels du nouvel an chinois génère par ailleurs un débat sur l'opportunité d'interdire les traditionnels feux d'artifice, qui contribuent à obscurcir le ciel de milliards de particules supplémentaires.

Le nombre de cas de personnes souffrant de problèmes pulmonaires ou de difficultés respiratoires a enregistré une hausse de 20% dans la capitale chinoise, selon une enquête du journal Pékin-matin.

Les problèmes respiratoires concernaient 50% des admissions au service des urgences d'un grand hôpital pour enfants, a précisé le quotidien.

Les 20 millions de Pékinois ont étouffé ces derniers jours sous un épais brouillard de particules nocives, après avoir connu à plusieurs reprises en janvier des pics de pollution atmosphérique d'une densité inédite.

L'ambassade des Etats-Unis, qui calcule et publie son propre indice de qualité de l'air, jugeait ainsi que la pollution était jeudi d'un niveau "*très mauvais pour la santé*", contre "*dangereux*" la veille.

Les autorités municipales estimaient elles que la capitale était "*légèrement pollué*". Les Pékinois se méfient toutefois des données gouvernementales et le site de l'ambassade américaine est devenu largement plus populaire que celui des autorités.

Et les médias officiels eux-mêmes ont exigé des autorités davantage de transparence. Le China Daily a ainsi pressé les autorités de fournir des "*données crédibles*", faute de quoi "*la promesse du gouvernement de s'attaquer au problème pourrait rester lettre morte*".

Mercredi, les autorités ont recommandé aux personnes âgées, aux enfants et aux personnes de santé fragile de rester chez eux ou de porter un masque anti-pollution s'ils devaient sortir.

A la télévision officielle, le Dr Zhong Nanshan, président de l'Association médicale chinoise, qui avait révélé l'épidémie du SARS en 2002, a déclaré que "*la pollution de l'air est plus dangereuse que le SARS et affecte le coeur et les vaisseaux sanguins*".

Une centaine d'usines de la capitale ont reçu l'ordre de suspendre leur production, et des dizaines de vols ont été retardés ou annulés pour cause de faible visibilité.

Mais les experts jugent que la solution du problème passe par des mesures beaucoup plus radicales.

Et les policiers en charge de la circulation ont demandé pour leur part à ajouter à l'uniforme le masque anti-pollution, a rapporté le China Daily.

Selon le quotidien Global Times, les autorités n'auraient pour l'instant pas décidé d'interdire les fusées et les pétards que les Pékinois font, comme tous les Chinois, détonner pour éloigner les mauvais esprits et fêter le nouvel an lunaire, qui tombe cette année le 10 février.

La pollution atmosphérique à Pékin est principalement causée par la combustion du charbon pour les industries et les centrales thermiques de la région, ainsi que par la circulation automobile en constante progression. AFP 31.01

Haut de page

Le 2 février

CAUSERIE

Pas vraiment de bonnes nouvelles aujourd'hui, elles sont rares.

Certes, mais en lisant entre les lignes ou en tenant compte de l'actualité mondiale on trouve de quoi se remonter le moral, si, si, je ne plaisante pas, je ne suis pas du genre à vous enfumer ni même à vous épargner comme vous avez dû le remarquer, je ne m'appelle pas Gluckstein et je n'ai rien à vous vendre, surtout pas du vent.

Voyez comme ils sont dans la merde en Egypte, et en Grèce ils craignent une explosion sociale incontrôlable à tout moment, pareil en Espagne ou le gouvernement est obligé de faire quelques concessions, aux chômeurs en fin de droits, aux régions endettées jusqu'au cou, etc., aux Etats-Unis ils soufflent le chaud et le froid sur la Syrie et la Palestine, le Brésil se rebiffe contre le FMI, etc.

Bon week-end à tous.

Inde. Business sordide : "***Utérus à louer***". Le marché de la misère le plus immonde.

Le vieux monde a décidément dépassé le stade de l'ignominie, et dire qu'il y en a dans nos rangs pour soutenir cette pratique infâme, à croire que l'idéologie de la classe dominante a profondément pénétré le mouvement ouvrier jusqu'à lui faire adopter sa morale et ses principes abjectes qui reflètent le stade de décomposition auquel est parvenu le capitalisme.

- L'appel à des mères porteuses de la part d'étrangers est devenu un véritable business en Inde. - lepoint.fr 01.02

Depuis sa légalisation en 2002, l'appel à des mères porteuses rémunérées s'est banalisé en Inde. Les enjeux éthiques de la gestation pour autrui (GPA) ont fait peu de bruit, au profit de l'approche pragmatique des cliniques spécialisées.

"*Les dizaines de cliniques de fertilité que j'ai visitées proposent la GPA à tous les demandeurs, qu'ils soient célibataires, homosexuels ou hétérosexuels*", note Stéphanie Lebrun, auteur de deux films documentaires sur le sujet.

La croissance du marché procréatif s'est inscrite dans une économie où l'Inde encourage le tourisme médical, avec des spécialités telles que les interventions dentaires, les remplacements de la hanche ou la chirurgie esthétique. Dans ce contexte, de plus en plus d'étrangers ont sollicité des mères porteuses indiennes. Certaines régions, dont celle d'Ahmedabad-Anand dans le Gujarat, se sont spécialisées dans ces services. Les experts et médecins estiment que de 25 000 à 30 000 étrangers font appel chaque année à des mères porteuses. "*Plus de 500 bébés occidentaux, dont 35 en novembre, sont nés de mères porteuses dans mon centre*", explique le docteur Shivani Sachdev du Surrogacy Center India (SCI) à Delhi.

Pour les demandeurs américains, il s'agit souvent de bénéficier de formalités et de coûts plus abordables. Les Indiennes louent leur corps entre 1 300 euros et 7 000 euros, et la facture totale payée par les étrangers se situe entre 10 000 euros et 25 000 euros. Car toute une chaîne commerciale s'est mise en place, avec un millier de cliniques spécialisées, des agents recruteurs, des avocats, des hôtels.

Certaines organisations critiquent cependant le principe d'un "*utérus à louer*" et s'offusquent de l'exploitation possible d'Indiennes défavorisées. À Delhi, le Centre de la recherche sociale a produit en mars une étude menée au Gujarat, intitulée "*Mère porteuse : éthique ou commercial*". Elle montre que ces mères se retrouvent isolées de leurs familles et parfois non indemnisées si le nouveau-né présente des "*défauts*". À l'occasion, les tribunaux indiens doivent dénouer de véritables imbroglios. Mais des initiatives tentent de remédier aux dérives.

Les enjeux émotionnels de la situation sont tels qu'ils inspirent aussi les écrivains indiens. Dans son dernier roman, Origins of Love, Kishwar Desai dépeint à la fois les histoires complexes d'Indiennes devenues mères porteuses, et la souffrance d'Occidentaux aspirant à avoir un enfant. lepoint.fr 01.02

La souffrance de ne pas pouvoir procréer serait une préoccupationsupérieure à celle de la faim, de la misère et de la guerre, monsieur Desai votre populisme nous donne envie de vomir.

Notez que le gouvernement indien encourage ce genre de commerces du ventre en délivrant un visa de complaisance appelé "*visa médical*", à défaut de lutter contre la pauvreté qui concerne des centaines de millions d'Indiens.

Commentaire d'internaute.

- "*Si en Inde cette pratique existe malheureusement c'est par manque d'argent... Luttons pour que chaque être humain puisse manger à sa faim et que ces dérives ignobles, égoistes, irrespectueuses du droit de l'enfant disparaissent à jamais. Ce monde devient fou, STOP.*"

- "*Le père, un fantôme réduit à quelques gouttes de sperme, des lesbiennes qui, en Espagne, militent pour le droit à choisir le sexe de leur futur enfant (les embryons du sexe qu'elles refusent sont carrément jetés à la poubelle !), etc.*

Tout ça est horrible, inacceptable, odieux."

- "*... Ce sont les pauvres et les enfants qui trinquent. Cette industrialisation de la procréation est tout simplement monstrueuse. Et ils osent appelé ça le progrès social.*"

On est déjà plus d'1,2 milliard en Inde, il y a des centaines de milliers d'orphelins dans ce pays, sans parler des millions qui existent à travers le monde, alors qu'est-ce qu'ils ont à vouloir adopter cette pratique mercantile scandaleuse, pour que leur création leur ressemble, ce ne sera pas vraiment un cadeau pour l'humanité !

Avez-vous constatez qu'absolument personne ne parle des gosses orphelins ? Rien à foutre, dans cet article de merde l'auteur mettait évidemment l'accent sur le droit des couples homosexuels de recourir à cette pratique épouvantable, je n'ai pas trouvé opportun de reproduire ces passages, inutile de vous dire que les médecins indiens ont affirmé qu'ils étaient prêts à satisfaire toutes les demandes sans restriction, seul le fric compte pour eux, rares sont ceux qui se sont élevés contre cette pratique dégueulasse qui aura d'autres répercussions. Par exemple, les Indiens qui étaient stérils recourront à cette pratique au lieu éventuellement d'adopter un orphelin. Ces gosses en souffrances dans les orphelinats pourront être "*adoptés*" par des familles aisées qui les emploieront comme esclaves avant de les abandonner. Car parmi les membres de la classe moyenne, après l'augmentation des salaires du personnel de service qui a été multiplié par 5 ou 8 au cours des deux dernières décennies dans les grandes villes, certains n'ont plus un revenu suffisant pour se payer une servante ou refuse de débourser entre 5 et 8.000 roupies par mois, c'est le tarif en vigueur à Pondichéry, un petit esclave remplira le même office pour presque rien, la bonne affaire quoi, cela existait déjà, gageons que cette pratique va s'amplifier.

Mon épouse indienne est stérile et avec ses deux valves cardiaques en cas d'accouchement le coeur n'aurait pas tenu, donc c'est très bien ainsi. Compte tenu de sa situation et ne sachant pas combien d'années il lui restait à vivre, tout autant que ma propre situation, c'est-à-dire mon âge et le fait que je n'ai ni salaire ni retraite, nous nous sommes refusés à adopter un enfant

après en avoir discuté ensemble, nous avons pris nos responsabilités.

Démagogie à outrance.

- Ecole "*maternelle*", un mot sexiste ? - Le Nouvel Observateur

- La députée PS de Paris Sandrine Mazetier a expliqué vendredi 1er février sur RTL avoir saisi le gouvernement pour faire débaptiser l'école maternelle qui renvoie trop, selon elle, à l'image de la seule mère. "*C'est une école, pas un lieu de soin, de maternage, c'est un lieu d'apprentissage*", a-t-elle plaidé. "*Changer le nom en 'petite école' ou 'première école', c'est neutraliser d'une certaine manière la charge affective maternante du mot maternelle*". Le Nouvel Observateur 01.02

Le plus souvent les enseignants en maternelle sont des femmes, généralement c'est aussi les mères qui déposent leurs enfants à la maternelle, pour les gosses ces enseignantes font aussi office de mère quand la leur est absente, cette ignarde doit l'ignorer ou elle s'en fout au nom de la pensée unique...

Cette ignoble bonne femme ignore également que les enfants en bas âge ont un lien pivilégié avec leur mère pour avoir vécu 9 mois dans son ventre et avoir été allaités ou nourris par elle les mois et parfois les années qui ont suivi.

Décidément les élus du PS nous répugnent au plus haut plus.

Commentaire d'un internaute

- "*Non mais, ils vont nous emmerder longtemps, avec leurs délires ?*

Déjà qu'ils nous ont fait retirer le terme mademoiselle des documents officiels, ils vont s'attaquer au nom de l'école maternelle, maintenant ?"

Jusqu'à temps qu'on les chasse du pouvoir ! Vous pouvez tirez la chasse en attendant car ils empestent !

La situation en Grèce en quelques chiffres.

- En Grèce, 2013 sera la sixième année de «Grande Dépression». Depuis 2008, le pays a perdu plus d'un quart de son PIB.

- La production nationale s'est effondrée, jusqu'à retrouver les niveaux qui prévalaient dans les années 1990.

- Dans le secteur privé, les salaires ont diminué de plus de 30% depuis 2010 – c'est 22% pour le salaire minimum mensuel et 32% pour les salaires des moins de 25 ans.

- Le taux de chômage devrait dépasser les 26% en 2014, selon la Banque de Grèce, voire les 31%, selon l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, un centre de recherche allemand.

- Plus de 60% des chômeurs grecs sont sans travail depuis plus d'un an. Le chômage des jeunes pointe à 55%.

- La part de ménages grecs risquant de basculer dans la pauvreté est passée à 21,4% en 2011

- Selon l'agence nationale de la statistique, Elstat, plus de la moitié des Grecs avaient des difficultés à payer leurs factures en 2011 et 63% disaient avoir «des difficultés» ou «de grandes difficultés» à joindre les deux bouts.

- Depuis le début de la crise, le taux de suicide en Grèce a quasi doublé, passant de 3 à presque 5 suicides pour 100.000 habitants.

- En 2012, selon les estimations de la Commission européenne, l'économie souterraine représentait 24% du PIB et engendrait une perte de revenus annuelle de 10 milliards d'euros.

- Le think-tank américain Global Financial Integrity évalue, lui, à 120 milliards d'euros la perte causée par des activités illicites comme la corruption et l'évasion fiscale durant la décennie 2000.

- En 2010, dernière année pour laquelle on a des chiffres, seulement 83 citoyens grecs ont déclaré un revenu annuel de plus de 800.000 euros, sur près de 7 millions de contribuables.

- Selon les derniers chiffres, 85% des quelque 30.000 Grecs qui étudiaient à l'étranger en 2010 n'avaient nullement l'intention de rentrer.

- Seulement 14,4% de la population a moins de 14 ans (le pays est 218e sur 226).

Et l'auteur de cet article sur le portail Slate.fr paru hier de préciser :

- Pour couronner le tout, les immigrants retournent dans leurs pays d'origine. Des contribuables de moins en moins nombreux et disposant de revenus de plus en plus faibles devront donc porter à bout de bras une économie qui ne génère déjà plus suffisamment de richesses pour se soutenir elle-même.

Même si le gouvernement dit le contraire, la situation va probablement d'abord continuer à se détériorer avant de s'arranger. Le pessimisme va gagner du terrain et la confiance en un système politique considéré comme corrompu et incompétent va reculer encore. La reprise économique sera longue et se fera attendre, et les Grecs se sentiront de plus en plus étouffés par la pression fiscale à mesure que le programme d'ajustements de l'économie sera appliqué. Slate.fr 01.02

ACTUALITE DU JOUR

Hollande, le PS ou les maîtres de la duplicité qui est une "***fausseté odieuse***".

Parole d'internaute.

1- "*"Concernant les nominations politiques, c'est la même chose sous tous les gouvernements". Exact. La différence ici est que Hollande a préché la vertu durant sa campagne électorale et a dit que, lui président, ce serait totalement différent. On en rit encore!*"

2- "*Voila la nouvelle République irréprochable des amis, des copains et des coquins du ban et de l'arrière ban des amis socialistes. Il fait exactement en bien pire tout ce qu'il reprochait publiquement à son prédécesseur. Prouvant ainsi de façon irrémédiable son double langage et sa duplicité sans nulle pareille !!!! Au moins maintenant on est persuadé qu'il fera bien pire que l'ancien locataire de l'Élysée et qu'il finira son mandat sous les huées et les lazzis du peuple qui lui a parfaitement compris le personnage tournant sa veste sans répit, toujours dans les promesses flatteuses et les discours de campagne électorale permanente!!!!!*"

Duplicité : Caractère de ce qui est double. Caractère d'une personne qui a deux attitudes, joue deux rôles, feint des sentiments autres que ceux qu'elle a dans le cœur. (Le Grand Robert)

Ou encore : Duplicité renchérit sur fausseté : la duplicité est une fausseté odieuse, par laquelle un homme se met sciemment en opposition avec lui-même, avec ce qu'il a dit ou fait, avec ce qu'il fait ou éprouve. Lafaye, Dict. des synonymes, Suppl., p. 148. (Le Grand Robert)

Nous cela ne nous fait pas rire du tout, surtout quand on pense que c'est ce double langage qui a servi à justifier le front unique en direction du PS et la collusion de l'avant-garde du mouvement ouvrier avec ce parti pourri pendant plus de 70 ans, à l'époque SFIO, et qui en grande partie est responsable de l'absence du parti révolutionnaire, de la situation actuelle quasi inextricable ou sans issue de ce fait.

A croire que c'était l'objectif poursuivi par ses dirigeants ou le produit de leur incurie politique devenu légendaire.

Le gouvernement des patrons se prononce ouvertement pour la mise en oeuvre de l'accord du 11 janvier chez Renault.

- Les efforts demandés par la direction de Renault aux salariés dans le cadre des négociations sur l'amélioration de la compétitivité des usines françaises du constructeur automobile sont jugés modérés par Arnaud Montebourg, qui invite ainsi implicitement les syndicats à signer un accord.

«*Je préfère des efforts, modérés certes plutôt que des faillites, des fermetures et des pertes de substance industrielle*», souligne le ministre du Redressement productif dans un entretien publié vendredi dans le quotidien régional La Voix du Nord. Renault s'est engagé à pérenniser ses sites français et à leur allouer des volumes de production supplémentaires en échange de concessions des salariés sur la mobilité, le temps de travail et les salaires.

«*J'invite les partenaires sociaux à s'emparer de toutes les possibilités de cet accord pour négocier des contreparties sérieuses, des éléments de protection supplémentaires, par rapport aux efforts demandés*», ajoute le ministre. Il souligne toutefois que Renault doit impérativement réinvestir en France et que l'Etat sera sur ce point «*inflexible*». lefigaro 01.02

Avec tous les cadeaux que le gouvernement fait aux actionnaires sur le dos et au détriment des travailleurs évidemment, auxquels ils osent demander de faire des efforts.

Arnaud Montebourg a pris jeudi en exemple la Suède, qui a mis au point un modèle permettant aux industriels de "*recalculer leurs prix de production en fonction de l'évolution permanente*" de facteurs comme les prix de l'énergie, le prix du foncier, le prix du travail et le prix du capital, pour les amener à reconsidérer leurs décisions de localisation.

"*Vous mesurez à quel point le pacte de compétitivité, les cinq mesures de stabilité fiscale (du gouvernement), l'amplification du crédit impôt recherche (...), l'ensemble de cette politique, ajoutée à l'accord du 11 janvier entre les partenaires sociaux (NDLR sur la réforme du marché du travail), est de nature à permettre aux producteurs de faire bouger leurs calculs en matière de facteur de production et de localisation territoriale*", a dit le ministre. Reuters 31.01

Montebourg confirme ici que le gouvernement en concertation avec le patronat dont il représente les intérêt a bien lancé une offensive généralisée contre la classe ouvrière.

Rappelons que cet accord a pour objectif de permettre aux actionnaires de Renault de réaliser 500 millions d'euros d'économie, tandis qu'ils ont empoché quelque 10 milliards d'euros au titre de leurs dividendes au cours de la décennie écoulée.

Les travailleurs de Renault sont en droit de refuser de faire le sacrifice d'un euro supplémentaire. Et c'est aux syndicats de reprendre cette exigence et d'appeler dans l'unité à la grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait de ce projet d'accord. Toute autre position sera une trahison.

A bas le gouvernement social-libéral Hollande-Ayrault-Sapin-Montebourg des patrons ! Organisons-nous dans la perspective d'un gouvernement véritablement au service des travailleurs et rompant avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, pour une République sociale.

- Par contre on apprend que : Le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon serait prêt à faire un geste financier en faveur des professeurs des écoles, sous la forme d'une indemnité annuelle, d'après le journal Les Echos. Elle serait dans un premier temps de 400 euros annuels, écrit le quotidien sur son site internet. AFP 01.02

Il veut acheter la paix sociale, les enseignants et leurs syndicats doivent refuser cet odieux marchandage et réaliser l'unité avec les travailleurs en lutte chez PSA, Renault, Continental, Sanofi, Virgin, etc. pour appeler à la grève générale contre le patronat et le gouvernement jusqu'à satisfaction de toutes leurs revendications...

NPA ou la passoire. Vous ne l'avez jamais été !

Six mois après une vague de départs vers le Front de gauche, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot et Philippe Poutou a ouvert vendredi son deuxième congrès, qui doit durer trois jours à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

"*L'enjeu est de donner un second souffle*" au mouvement, selon Alain Krivine, figure historique du parti. A sa création en 2009, le NPA comptait 9.000 adhérents. C'était deux ans après qu'Olivier Besancenot eut atteint 4% à l'élection présidentielle. Ils sont aujourd'hui 2.500. Lors de l'assemblée préparatoire, ces 2.500 militants ont été appelés à s'exprimer sur quatre textes d'orientation. C'est la plate-forme intitulée "*une orientation pour agir*" et présentée par l'ancienne majorité d'Olivier Besancenot qui l'a emporté avec 51% des voix. Ce texte propose "*une opposition de gauche*". L'Express.fr 01.02

"*Ce n'est pas seulement la crise du NPA, c'est la crise de toute la gauche anticapitaliste en Europe*", décrypte Alain Krivine. "*C'est un paradoxe, en pleine crise du capitalisme*", ajoute-t-il.

Pour Alain Krivine "*les gens sont à la recherche de solutions immédiates*". La situation dans l'automobile est explosive. La gauche radicale joue une rôle important dans les mobilisations", ajoute M. Krivine qui signale une "*petite vague d'adhésions*".

"*Il faut créer une opposition de gauche à ce gouvernement, une alternative, ce qui suppose une politique unitaire et indépendante*", selon Christine Poupin. AFP 01.02

L'"*opposition de gauche*", elle existe, c'est nous *La voix de l'Opposition de gauche* ou tout du moins son porte-parole, mais cela ne peut pas être le NPA (ex-LCR) sinon cela se saurait depuis le début des années 50, d'autant plus qu'il a abandonné toute référence au trotskisme, à l'Opposition de gauche !

Ne perdons pas notre temps avec le NPA, vous avez les réponses à toutes les questions posées par Krivine dans le site et milles autres encore.

ACTUALITE EN TITRES

Les indicateurs de l'économie.

Banques.

- Le Crédit Agricole s'achemine vers une perte historique en 2012 - lefigaro.fr

- Caixabank: le profit chute de 78% - Lefigaro.fr

- BBVA le profit plonge de 44% - Lefigaro.fr

- Banco Popular : lourde perte - Lefigaro.fr

- Pays-Bas: une banque nationalisée - Lefigaro.fr

- Banques/BCE : remboursements freinés - Lefigaro.fr

Luxe

- LVMH pulvérise encore tous ses records en 2012 - L'Expansion.com

- Bénéteau anticipe une baisse du CA - Lefigaro.fr

Pétrole

- Rosneft : bénéfice net record en 2012 - Lefigaro.fr

- 45 milliards de dollars de bénéfices pour ExxonMobil en 2012 - L'Expansion.com

- Chevron : bénéfice net 2012 en baisse à 26,2 milliards de dollars - Lefigaro.fr

Automobile

- Japon: ventes auto en repli de 13%

- France: nouvelle chute du marché auto de 15% en janvier - Lefigaro.fr

- Les ventes d'automobiles en hausse de 14,2% en janvier aux USA - Reuters

- Daimler accroît sa présence en Chine en prenant une part de BAIC Motor - AFP

Chômage

- Italie: chômage en hausse à 11,2%

- USA: hausse du chômage à 7,9% - Lefigaro.fr

- En 2012, le chômage a explosé en Europe - L'Expansion.com

La réaction monte au créneau

- Goodyear : pourquoi la CGT est montrée du doigt - Liberation.fr

- La CGT accusée de "*violences intolérables*" à Aulnay - L'Expansion.com

A travers la CGT c'est la résistance des travailleurs qui refusent d'être sacrifiés sur l'autel de la crise du capitalisme qui est visée.

Les dirigeants de la CGT (et de FO) en portent la responsabilité en refusant d'appeler à la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction, en refusant également d'organiser les travailleurs dans l'unité, en refusant de rassembler tous les travailleurs en lutte dans le pays pour affronter ensemble patronat et gouvernement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

L'ancien ministre Jean Charbonnel est prêt à livrer à la Garde des Sceaux Christiane Taubira deux noms qu'Alexandre Sanguinetti, figure du gaullisme, lui a présenté comme étant les responsables de la mort de l'ancien ministre Robert Boulin en 1979, a-t-il dit vendredi.

M. Charbonnel a raconté avoir rencontré M. Sanguinetti fin 1979 à Brive à l'occasion d'un dîner débat lors duquel cette figure du gaullisme et membre influent du Service d'action civique (Sac) lui a fait des révélations.

"*Il me dit : +tu as bien compris qu'il a été assassiné? C'est X et Y et je t'en dirai davantage à Paris. Il ne m'en a jamais reparlé, je n'ai pas eu l'occasion de le revoir*", Sanguinetti étant mort entre-temps, a dit l'ancien ministre lors d'une conférence de presse.

"*Je ne l'ai pas cru*", a ajouté l'ancien ministre à propos des déclarations de M. Sanguinetti. M. Charbonnel avait évoqué ces confidences à France Inter dès 2009, assurant qu'il serait prêt à donner ces noms à des magistrats si l'enquête était rouverte.

Mais faute de réouverture de l'enquête, M. Charbonnel s'est dit prêt vendredi à rencontrer Christiane Taubira pour lui donner ces deux noms.

"*On verrait ensuite avec la Garde des sceaux quelle publicité en donner*", a-t-il précisé. L'ancien ministre a précisé qu'il avait placé ces deux noms dans une enveloppe, dans un coffre.

M. Charbonnel a précisé que ces deux noms lui avaient été présentés comme des "*responsables de l'assassinat*". En 2011, il avait déclaré que ces deux personnes lui avaient été présentées comme le commanditaire et l'exécutant de l'assassinat.

Ministre de Valéry Giscard d'Estaing, pressenti pour Matignon, M. Boulin avait été retrouvé mort dans l'Etang Rompu à Saint-Léger-en-Yvelines (Yvelines), dans 50 cm d'eau, le 30 octobre 1979.

Selon la thèse officielle, Robert Boulin, mis en cause dans une affaire immobilière à Ramatuelle (Var), s'est suicidé en absorbant des barbituriques. Mais pour sa famille, il s'agit d'un assassinat politique.

Le procureur général de Paris s'est opposé en juin 2011 à la réouverture de l'enquête réclamée par la fille de M. Boulin, Fabienne Boulin-Burgeat, pour "*charges nouvelles*". AFP 01.02

2- Egypte

Des milliers d'opposants au président Mohamed Morsi sont de nouveau descendus vendredi dans les rues de plusieurs villes d'Egypte et notamment au Caire où, selon des témoins, un manifestant est décédé par balles.

Après la dispersion de la manifestation au Caire, des jeunes ont lancé à la tombée de la nuit une vingtaine de cocktails Molotov contre les murs d'enceinte du palais présidentiel. La police a répliqué au canon à eau et à l'aide de gaz lacrymogène.

Selon deux témoins, un opposant de 23 ans, Mohamed Hussein Kourany, a été tué après un tir à balles réelles.

"*C'est vérifié. Je suis à la morgue. Il a été tué de deux balles, c'est le rapport fait par l'hôpital. Les balles ont atteint le cou et le côté droit de la poitrine*", a dit l'un des témoins, un avocat, Me Ragia Omran.

Cette information a été confirmée de sources médicales et de sources proches des services de sécurité.

Un peu plus tôt dans la journée, des heurts se sont produits sur la place Tahrir.

Ces manifestations ont eu lieu malgré l'intervention du cheikh Ahmed al Taïeb, recteur de l'université et de la mosquée Al Azhar, influente personnalité et l'une des plus hautes autorités du sunnisme.

Ce dernier a réuni jeudi les principaux dirigeants de l'opposition ainsi que des Frères musulmans, dont est issu le président Morsi, et a obtenu qu'ils signent un accord par lequel ils rejettent toute violence.

Malgré l'initiative d'Al Taïeb, plusieurs formations, dont le Courant populaire de Hamdine Sabahi (gauche), avaient maintenu leur appel à manifester vendredi au Caire.

Dans un communiqué, Hamdine Sabahi dit qu'il ne participera à aucun dialogue tant que ne sera pas mis fin au bain de sang, que l'état d'urgence ne sera pas levé et que les responsables des violences n'auront pas été traduits en justice.

"*Notre objectif (...) est de réaliser entièrement les objectifs de la glorieuse révolution de janvier : le pain, la liberté et la justice sociale*", dit-il.

Coordinateur du Front de salut national (FSN), qui regroupe différentes composantes de l'opposition laïque et libérale, Mohamed ElBaradeï a tenu un discours similaire.

"*Nous avons renversé le régime Moubarak par le biais d'une révolution pacifique et nous sommes déterminés à atteindre les mêmes objectifs de la même manière, quels que soient les sacrifices et l'oppression barbare*", écrit-il sur son compte Twitter.

Sur la place Tahrir, un orateur armé d'un micro a réclamé que le président Morsi soit traduit en justice. "*Nous sommes venus pour nous débarrasser de Morsi*", déclarait-il.

Outre au Caire, des manifestations ont eu lieu notamment à Alexandrie, à Port-Saïd et à Ismaïlia. Reuters 01.02

Apparemment les choses ne se déroulent pas exactement comme l'avait prévues l'impérialisme américano-britannique épaulé par la France et le Qatar notamment. Leur Nouvel ordre mondial aurait-il du plomb dans l'aile ?

Question : Quel parti révolutionnaire incarne ce mot d'ordre révolutionnaire des bolcheviks en 1917 "*le pain, la paix, la liberté*", en Egypte aujourd'hui "*le pain, la liberté et la justice sociale*" ? Aucun.

Aucun en Egypte, aucun en France, aucun nulle part dans le monde, dans tous les pays la clé de la situation pour les masses exploitées réside dans la construction d'un nouveau parti communiste sur la base du programme de la révolution socialiste internationale.

Le combat politique doit impérativement être subordonné à cette question prioritaire : la construction du parti qui peut en Egypte reprendre ce mot d'ordre "*le pain, la liberté et la justice sociale*" qui ne pourra se concrétiser qu'en renversant le régime en place, détruire l'Etat bourgeois, ce qui inclut le démantèlement de l'armée, de socialiser les moyens de production, ce qui implique que les masses construisent leurs propres organes de pouvoirs politiques, piliers de la République sociale égyptienne...

Qu'observe-t-on en Egypte, mais aussi en Tunisie ou en Grèce ? Que c'est la réalisation des enseignements de la révolution russe de 1917 qui est à l'ordre du jour, que l'ignorer ou s'en écarter ne peut mener que dans une impasse politique. C'est aussi sur cette base politique qu'il faut reconstruire l'Internationale ouvrière.

Les travailleurs égyptiens et leurs partis ouvriers devraient prendre appui sur ceux qui dans les pays où le capitalisme est le plus développé et qui ont une longue tradition de lutte des classes pour trouver la voie de la révolution socialiste, sauf qu'aucun parti ne l'incarne aujourd'hui en France ou en Europe.

3- Irak

Des dizaines de milliers de manifestants sunnites ont défilé vendredi en divers points d'Irak, après les grandes prières hebdomadaires, pour clamer leur colère envers le Premier ministre chiite, Nouri al Maliki.

Les sunnites manifestent depuis la fin décembre contre la discrimination dont est victime selon eux leur communauté depuis la chute de Saddam Hussein en 2003 et l'arrivée au pouvoir des chiites, majoritaires dans la population.

Défilant sous l'ancien drapeau à trois étoiles, qui était celui de l'Irak sous Saddam Hussein, des dignitaires sunnites, des cheikhs de tribus et de jeunes manifestants ont exigé que l'actuelle législation antiterroriste soit amendée, de même que celle qui a encadré la "*débaassification*" du pays - l'interdiction faite aux membres de l'ancien parti Baas de Saddam Hussein d'occuper des postes dans l'administration.

Les sunnites se disent discriminés et marginalisés par le pouvoir en place, dominé par les chiites depuis la chute du parti Baas.

Craignant de voir les islamistes attiser la colère des sunnites, Nouri al Maliki a lâché du lest sur certains points et libéré plusieurs centaines de détenus. La colère des manifestants sunnites, loin de s'apaiser, a monté d'un cran après la mort de cinq personnes tuées par l'armée lors d'un rassemblement à Falloudja, voici une semaine.

Un an après l'achèvement du retrait militaire américain, le gouvernement dirigé par Maliki, constitué de chiites, de sunnites et de Kurdes, est ainsi confronté à sa crise la plus grave, d'autant plus que ses composantes ne se sont toujours pas entendues, depuis plus d'un an, sur les modalités de partage du pouvoir.

Nouri al Maliki a chargé une haute personnalité chiite de discuter avec les manifestants de leurs revendications, notamment d'une loi d'amnistie et d'un assouplissement de la politique de "*débaassification*".

Le vice-Premier ministre, Saleh al Moutlak, qui est sunnite, a déclaré qu'une rencontre tenue vendredi avec l'Alliance nationale, la coalition chiite de Maliki, et avec Irakia, formation soutenue par les sunnites, avait permis d'avancer sur certains projets de réformes.

"*On peut dire que les choses ont avancé au cours de cette réunion, ce qui ne s'était probablement pas produit les fois précédentes*", a-t-il dit. Reuters 01.02

SOCIAL

1- France

1.1- Le centre hospitalier de Marne-la-Vallée a connu sa première grève hier.

Il n'aura pas fallu longtemps avant le premier couac. Hier matin, une partie du personnel du nouveau centre hospitalier s'est mise en grève, pour notamment dénoncer le manque de moyens humains et techniques. La structure a progressivement déménagé de l'hôpital de Lagny-sur-Marne depuis la mi-novembre, pour une installation complète en janvier.

Environ 150 personnes se sont rassemblées dans le hall du site dès 8h30 du matin. D'autres, assignées, arboraient un brassard de soutien. « *Nous dénonçons la privatisation de certains services comme la radiothérapie et la médecine nucléaire », lance un syndicaliste. Qui ajoute que « le manque de personnel et l'architecture ne permettent pas la surveillance minimale des patients* ». Les mécontents dénoncent aussi le « *parking payant* », « *les organisations de travail* » et l'absence de « *cafétéria et de marchands de journaux pour les usagers* ».

Martine Ladoucette, la patronne des hôpitaux du nord de la Seine-et-Marne, dit « *comprendre les insatisfactions* » des grévistes. Mais elle demande du temps : « *Nous n'avons achevé notre déménagement qu'en janvier et je ne connais pas d'hôpital qui ait ouvert dans la sérénité.* » Quant aux difficultés rencontrées par le personnel, elle brandit un chiffre : « *Sur les urgences, il y a eu 15% d'activité en plus par rapport à janvier 2012*. » Quant aux demandes d'effectifs supplémentaires, la directrice tranche : « *Il n'y aura pas de créations de postes, je n'ai pas le budget*. » Mais des réunions de concertation sont lancées avec les différents services pour « *identifier les problèmes* ».

Hier après-midi, une réunion s'est tenue mais n'a pas satisfait les grévistes, qui reconduisent leur mouvement ce matin. leparisien.fr 01.02

1.2- GL Bijoux en cessation de paiement, 620 emploies menacés.

GL Bijoux, qui emploie quelque 620 personnes en Ardèche, fait face à un effet de ciseau imparable: une forte baisse des ventes et l'augmentation continue du coût des matières premières.

GL Bijoux, dont le chiffre d'affaires s'est dégradé ces dernières années, s'était déclaré en cessation de paiement. Deux administrateurs judiciaires ont été désignés, a précisé le tribunal à l'AFP.

Le groupe, dont la société mère GL a été fondée en 1917, compte un total de quelque 1.350 salariés dans le monde, notamment en Thaïlande où la production est également en baisse. Il a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de quelque 73,9 millions d'euros, avec des marques sous licence (Kenzo, Lacoste, Inès de la Fressange, Nina Ricci...) et en propre (GL, Altesse...).

Mi-janvier, GL Bijoux avait annoncé la mise en place d'une demi-journée de chômage partiel jusqu'à l'été pour ses salariés des sites ardéchois du Cheylard et de Saint-Martin-de-Valamas, face à la baisse des ventes. Les syndicats redoutent toujours des suppressions d'emplois, alors que la société a souffert d'erreurs de stratégie et de difficultés de gouvernance. L'Expansion.com 01.02

1.3- Bosch veut supprimer 117 emplois

Bosch veut supprimer 117 emplois dans son usine d'équipement automobile proche de Rodez et faire travailler plus son personnel d'ici à 2015, la direction allemande ayant réclamé une diminution des coûts fixes et plus de flexibilité avant de procéder à un investissement lourd, a indiqué la direction locale aujourd'hui. AFP 01.02

2- Grèce

Les Grecs sont appelés par l'ensemble de leurs syndicats à observer 24 heures de grève générale le 20 février contre les réformes d'austérité demandées par les bailleurs de fonds internationaux du pays, zone euro et FMI, dont une mission est attendue fin février à Athènes.

Le principal syndicat de la fonction publique Adedy a lancé aujourd'hui un appel à une grève le 20 février, suite à celui lancé la veille par celui des salariés du privé GSEE et le syndicat communiste Pame contre la poursuite de la rigueur. "*Nous allons observer une grève de 24 heures le 20 février comme la GSEE pour protester contre l'austérité*" qui se poursuit pour la quatrième année consécutive, a indiqué vendredi à l'AFP Ilias Iliopoulos, secrétaire général de l'Adedy. Un communiqué de l'Adedy doit être publié lundi, a-t-il précisé.

Hier, en lançant son appel, la GSEE avait dénoncé "*la violation brutale des principaux droits sociaux*" et "*les taxes saignantes, qui ont dépassé toute limite*". La GSEE réclame la signature et l'application de conventions collectives, l'adoption de mesures efficaces pour lutter contre le chômage qui frappe plus d'un quart de la population active grecque (26,8% en octobre) et la révocation de mesures jugées "*antidémocratiques*" prises contre des employés et des syndicats. AFP 01.02

3- Allemagne

3.1- Hewlett-Packard va supprimer 850 postes.

Hewlett-Packard a annoncé vendredi son intention de fermer d'ici fin octobre son site allemand de Rüsselsheim, au sud-ouest de Francfort, dans le cadre d'un plan global de restructuration de ses activités.

La fermeture du site se traduira par la suppression d'environ 850 postes, a précisé le groupe informatique américain. Reuters 01.02

3.2- EON : grève illimitée votée pour des augmentations de salaire.

Les deux principaux syndicats des salariés du numéro un allemand de l'énergie EON ont voté à une très large majorité en faveur d'une grève à partir de lundi en vue d'obtenir une revalorisation de leurs salaires.

Ver.di et IG BCE ont fait savoir dans deux communiqués séparés que leurs adhérents salariés du groupe EON avaient voté en faveur d'un débrayage à "*durée indéterminée*", avec respectivement 91,4% et 96,9% des suffrages exprimés. "*Les salariés du groupe EON ont clairement montré qu'ils étaient prêts à se battre pour une augmentation de leur salaire*", a commenté Edhard Ott, membre de la direction de Ver.di, soulignant que l'offre de la direction d'une hausse de salaire de 1,7% était "*inacceptable*". La grève affectera la production d'énergie, les services et le département de la comptabilité, mais aucune coupure d'électricité n'est à craindre pour les clients du groupe, a ajouté M. Ott.

Le syndicat IG BCE a lui affirmé être "*toujours ouvert à un compromis juste et équitable*". "*Nous ne voulons pas ce conflit mais nous ne l'évitons pas. L'employeur a encore la possibilité de s'écarter de sa ligne dure*", a estimé Peter Hausmann, porte-parole du syndicat, qui réclame une hausse des salaires de 6,5%.

De son côté, le groupe EON a réagi en appelant à la poursuite des négociations. "*Nous espérons vivement que nous reviendrons à*

la table des négociations avant le début d'une grève et que nous trouverons une solution qui soit acceptable pour les deux parties". AFP 01.02

ECONOMIE

1-Espagne

L'autorité de la Bourse espagnole a levé jeudi soir son interdiction des ventes à découvert sur les actions et les obligations, prenant acte du retour au calme sur les marchés après les turbulences de l'année dernière.

Les ventes à découvert permettent à un investisseur d'emprunter des titres dont il anticipe la baisse puis de réaliser un bénéfice quand il les rachète au comptant. Reuters 31.01

2- Pays-Bas

L'Etat néerlandais a nationalisé le groupe bancaire et d'assurance en difficultés SNS Reaal, pour un coût de 3,7 milliards d'euros, a annoncé le ministre des Finances Jeroen Dijsselbloem.

"Aujourd'hui SNS Reaal a été entièrement repris par l'Etat néerlandais. J'ai nationalisé SNS Reaal", a déclaré M. Dijsselbloem au cours d'une conférence de presse. AFP 01.02

3- Croatie

L'agence de notation financière Moody's a abaissé la note de la Croatie à Ba1 contre Baa3, ce qui la place parmi les investissements spéculatifs, mais sa perspective est désormais stable contre négative auparavant.

Moody's justifie cette décision par "*l'absence de reprise économique en Croatie*" et n'attend pas "*d'amélioration significative alors que la croissance est structurellement entravée*". lefigaro.fr 01.02

Haut de page

Le 3 février

CAUSERIE

Samedi soir 21h, heure locale

Le site a reçu 5 400 visites en janvier.

5 300 fichiers ont été téléchargés, et vous avez été 796 à télécharger le même fichier (accord medef du 20 décembre), ce qui me fait dire qu'en réalité il y a plus de 1.000 militants ou travailleurs différents qui se connectent sur le site, bravo à vous ! Faites connaître largement le portail, la voix de l'Opposition de gauche, la véritable résistance à la réaction et à l'opportunisme sous tous ses masques.

Ici on ne brade rien, ni nos principes ni nos idées ou nos conviction ni notre discours ou notre langage. Un jour Trotsky convint que le langage de Vladimir Illitch Oulianov dit Lénine était parfois outrancier, il expliqua en substance que c'était pour réveiller les consciences endormis par les discours mollassons ou convenus des autres dirigeants qui ne reflétaient pas la situation dramatique que les travailleurs vivaient au quotidien et l'urgence qu'il y avait à se mobiliser pour réaliser les tâches que la situation commandait pour avancer vers les objectifs que le parti bolchevik s'était fixé...

Nous revendiquons la même méthode à l'heure ou absolument tous les partis à des degrés divers se vautrent dans un opportunisme intolérable, c'est leur attitude qui est véritablement insupportable, en dessous de tout.

Nous ne plierons pas, nous ne nous adapterons pas aux réformes sociétales réactionnaires du gouvernement, à son entreprise guerrière au Mali, nous n'accompagnerons pas son exigence de se placer sur le terrain du capitalisme, qu'on ne compte pas sur nous pour leur faire la moindre concession.

Les patrons du CAC40 et les religieux se sont rendus chez Hollande pour lui porter leurs cahiers de doléances parce qu'ils étaient certains d'être entendus, dès lors ceux qui l'immitent au sein du mouvement ouvrier en se rendant dans ses différents ministères ne font qu'alimenter des illusions criminelles dans ce gouvernement réactionnaire.

C'est uniquement par la lutte de classe que le prolétariat doit conquérir son émancipation, qu'il doit prendre conscience que c'est la seule voie pour avancer vers son émancipation et non en s'adressant à son bourreau pour soulager ses peines. Avis aux amateurs, nous allons les pilonner car ils font le jeu du régime en place, âmes sensibles ou petits bourgeois dont l'engagement ne sert qu'à préserver leur petit confort ou en mal d'aventures pour distraire leur bonne conscience s'abstenir, nous n'épargnerons personne.

Politiquement, nous sommes calés sur les affamés, la cohorte de malheureux pour lesquels le quotidien est synonyme d'angoisse, de cauchemar, de désespoir, de souffrances sans fin, en France mais pas seulement, partout dans le monde, oui, l'internationalisme prolétarien est un engagement permanent, comme la révolution.

La suite demain, j'ai encore un peu de boulot ce soir, ensuite je vais me détendre en écoutant un peu de musique, de la musique d'enragés, car comme la jeunesse on a la rage, elle n'a jamais quitté Lénine un instant. Observez ceux qu'elle n'habite plus, ce sont devenus des loques, dites-nous un peu où dans leur discours et sa traduction pratique on trouverait encore trace de cette rage de vaincre notre ennemi, nulle part, d'ailleurs c'est très simple à vérifier, quel parti revendique cet objectif, quel parti prétend combattre pour prendre la direction du mouvement ouvrier pour le conduire à la victoire, quel parti combat dans la perspective affichée de prendre le pouvoir, absolument aucun, ils n'osent même pas le formuler et ce n'est pas nouveau, jamais je n'en ai entendu un le revendiquer, sauf à voie basse entre militants, même lorsque je militais à la fin des années 70. C'est notre objectif.

J'ai ajouté un article dans la rubrique *International*, je vous conseille vivement de le lire, vous n'allez pas en revenir, je vous le garantis, à côté le Taiser ou les balles assourdissantes c'est de la rigolade !

Dimanche après-midi

Au fait, enragé ne veut pas dire gauchiste...

J'ai encore bossé comme un dingue hier soir jusqu'à 23h30, ensuite j'ai regardé des vidéos de Michael Angelo Batio jusqu'à 1h du matin.

Ce matin dès 9h j'étais au boulot. Il est 14h35, je fais un break pour casser la croute, ensuite je rajouterai quelques articles en ligne, dont certains ont un rapport avec la causerie du jour et j'actualiserai les articles de presse. Vous trouverez déjà de nouveaux articles dans les rubriques Economie, Politique, International et Mali.

En Egypte, Morsi dégage, en Espagne Roy démission, à quand Cameron, Merkel, Hollande : dehors ?

Bon dimanche à tous, surtout à ceux qui bossent.

Qui a dit ?

1- Sombre rappel ou prédiction. "*L'année 2013 pourrait devenir une année d'avant guerre, comme 1913, alors que tous croyaient à la paix et que la guerre survint*"

Réponse : Jean-Claude Juncker qui a quitté son poste de président de l'Eurogroupe le 21 janvier devant 80 journalistes. (RTL, cité par Liesi le 2 février)

2- France. " *En dépit d'un changement de gouvernement, les élites au pouvoir continueront à vénérer l'austérité. Personne n'osera remettre en cause le catéchisme de l'assainissement budgétaire.*"

Réponse : Le Financial Times le 4 mai 2012.

Ils savaient manifestement de quoi ils parlaient.

Les traders du portail Liesi qu'on ne peut pas vraiment soupçonner d'appartenir au mouvement ouvrier, c'est un euphémisme, sont toutefois plus lucides que bien des militants ouvriers, disons autant que les patrons ou les représentants du capitalisme, voilà ce qu'ils écrivaient dans le même article le 28 janvier dernier :

- "*Le concept a été repris et est à la mode : la flexibilité du travail. D'aucuns pensaient que les syndicats ne suivraient pas, mais c'est une erreur puisque les syndicats sont aux ordres de la Haute finance.*"

Question : nos dirigeants adeptent de la franc-maçonnerie ne se prendraient-ils pas pour des alchimistes estimant être capables de transformer le plomb en or leurrant au passage travailleurs et militants depuis des lustres sur la nature du PS (notamment) ?

3- Davos. "*Pourquoi considère-t-on que les banques sont des saintes-chapelles de l'économie moderne, et pourquoi ne peuvent-elles pas faire faillite comme les compagnies aériennes ou les entreprises de télécommunication, si elles ont été gérées d'une façon irresponsable ? La théorie que vous devez payer pour sauver les banques est une théorie selon laquelle les banquiers peuvent jouir de leurs propres bénéfices et de leur succès, puis que les gens ordinaires payent pour leurs échecs au moyen des impôts et de l'austérité, et dans les démocraties éclairées, les gens ne l'accepteront pas sur le long terme* ".

Réponse : Le Président islandais Grimsson à Davos devant un parterre médusé d'entendre un tel discours.

Il a dit aussi : "*Nous avons été assez sages de ne pas suivre les politiques traditionnelles qui ont prévalu normalement en Occident au cours des 30 dernières années. Nous avons introduit le contrôle des changes, nous avons laissé les banques faire faillite, nous avons soutenu les plus pauvres, nous n'avons pas adopté les mesures d'austérité comme ailleurs en Europe, et le résultat final, 4 ans plus tard, est que l'Islande a accompli des progrès et une relance très différente des autres pays européens qui ont souffert de la crise financière*".

Le Chef d'Etat se réjouit : " *L'une des choses que nous avons apprises après l'effondrement des banques en Islande, c'est que les banques islandaises, comme les banques britanniques ou les banques américaines, sont devenues des entreprises de haute technologie, qui recrutent des ingénieurs, des mathématiciens et des informaticiens. Et quand elles se sont effondrées, le secteur innovant de notre économie, le secteur informatique, le secteur des TI s'est mis à prospérer, et en fait, sur les trois dernières années, il a eu de bien meilleurs résultats que jamais auparavant dans son histoire. Donc la leçon à en tirer, c'est la suivante : si vous voulez que votre économie soit compétitive dans le secteur innovant du 21ème siècle, un secteur financier fort qui prend les talents de cet autre secteur, même un secteur financier qui marche bien, est, en fait, une mauvaise nouvelle*". (source : french.irib.ir 03.02)

Oui, french.irib.ir, il s'agit bien d'une agence de presse iranienne, lié au régime iranien, étonnant n'est-ce pas ? Ce ne serait pas l'AFP ou les médias français qui auraient relayé ce discours.

Comme quoi il ne faut pas tourner le dos à des sources d'information qu'au premier abord on jugerait infréquentables, voilà à l'adresse de certains militants (du NPA notamment) qui se permettent de critiquer notre démarche sans être capables de la comprendre, des dogmatiques ; qu'ils restent entre eux à refaire le monde entre quatre murs et qu'ils nous foutent la paix, au rythme où va leur parti bientôt ils se réuniront dans une cabine téléphonique, cela rappellera sans doute quelque chose à certains militants d'un autre parti.

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande en faveur des nantis. Et cela marche !

Le soutien à la taxe à 75% s'érode - AFP

Le soutien des Français au projet de taxe à 75% sur les revenus supérieurs au million d'euros s'érode, selon un sondage à paraître dans l'hebdomadaire Dimanche Ouest-France un mois après la censure du texte par le Conseil constitutionnel. D'après ce sondage de l'Ifop, seules 53% des personnes interrogées souhaitent "*que le gouvernement propose un projet de taxe assez similaire tout en tenant compte des remarques du Conseil Constitutionnel car, en période de crise, il est juste que les personnes les plus riches contribuent fortement par leurs impôts au redressement des comptes publics*".

En revanche, 47% des sondés attendent que le gouvernement "*abandonne ce projet car un niveau d'imposition trop élevé pousse les personnes les plus fortunées et des entrepreneurs à quitter notre pays*". L'Ifop rappelle qu'en septembre, 60% des Français étaient favorables à la taxation à 75%, selon un sondage du même institut pour le quotidien Sud-Ouest. AFP 02.02

Le résultat de ce sondage ne nous étonne pas. Certains, parce que cela les arrange, diront que ces données sont manipulées, personnellement je penserais plutôt qu'à l'Ifop ils n'ont même pas eu besoin de se donner cette peine. Les masses sont toujours aussi ignorantes ou presque et tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, voilà la vérité qu'il nous faut regarder en face.

Pourquoi en est-il encore ainsi ? Parce qu'il fallait épargner tel parti, tel syndicat, tel appareil, telle institution, tel président, tel

ministre, tel dirigeant syndical, tel élu, etc. la liste est si longue qu'on s'y perdrait presque ! Manoeuvre camouflée plus ou moins adroitement selon les circonstances, de moins en moins depuis que la plupart des militants s'en accommodent apparemment, puisque ceux qui s'y livrent sont toujours en place.

Terrible constat en vérité qui aurait de quoi nous effrayer si nous estimions pas à un moment donné les militants et les travailleurs capables de surmonter cet obstacle, c'est l'un des principaux objectifs de ma contribution politique que les y aider.

En période de crise aigue du capitalisme la réaction relève la tête, se rassemble contre la classe ouvrière, donne lieu à des manifestations de force comme il y a trois semaines contre le mariage pour tous que par ailleurs je récuse, les nervis reprennent du service, elle recrute dans le lumpenprolériat pour casser de l'immigré, de l'ouvrier, du syndicaliste ou du militant ouvrier tout simplement. Et des pans entiers, si ce n'est la majorité des masses réduites au désespoir sont sensibles à leurs discours démagogiques, nationalistes, xénophobes, racistes, antisémites, homophobes ou qui vantent les vertus des maîtres du monde qui sont en réalité les responsables de toutes leurs difficultés et souffances.

On sait tout cela parfaitement et rien de ce qui se passe aujourd'hui ne nous surprend. En revanche, on aurait pu penser qu'avec l'élévation du niveau d'instruction des masses, la multiplication et la diversite des sources d'information, des moyens modernes de communication, le niveau de compréhension des masses du fonctionnement de la société aurait progressé, en réalité il n'en est rien et elles demeurent la proie des bonimenteurs, des conditions objectives qu'elles ne saisissent toujours pas, qui au fur et à mesure qu'elles murissent, au lieu de leur servir à trouver la voie de leur émancipation les portent (inconsciemment) à soutenir la réaction. Voilà en gros où nous en sommes.

Et si on ajoute que les forces de l'avant-garde du mouvement ouvrier sont éparpillées dans une multitudes de formations politiques qui se livrent une guerre fratricide au lieu de se rassembler sur l'essentiel pour combattre notre ennemi commun, on comprend parfaitement pourquoi les masses ont l'impression qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme. Oui, la majorité d'entre elles est prête à se jeter dans les bras du premier sauveur suprême qui se présentera à elles, rien n'a changé sur ce plan-là non plus.

Vous qui lisez la littérature des différents partis, dites-moi sincèrement, honnêtement, lequel prend la peine d'expliquer ce qui vient d'être dit aux militants et aux travailleurs ? Aucun, si je me trompe, veuillez m'envoyer les documents qui prouvent le contraire et je les mettrai immédiatement en ligne.

Propagande et désinformation. Hollande au Mali

Après son bain de foule majestueux et indescriptible, à Tombouctou, tout indiquait une suite magique. Hélas, non. L'arrivée à la capitale, Bamako, ne s'est pas vraiment passé comme espéré. En effet, dans une ville de plus d'1 million d'habitants, pas même 2.000 personnes ne sont venues l'entendre, à la Place de l'Indépendance.

Hollande a pris la parole, à 18h47, alors que le match entre le Mali et L'Afrique du sud, comptant pour le 1/4 de finale de la CAN2013, se déroule, ce soir, dès 19h30. Alors, les gens ont préféré rester chez eux, de peur de rater une miette de l'entrée en scène de la bande à Seydou Keita, le capitaine emblématique des Aigles du Mali.

Le président français a été même obligé d'écourter son discours, avant de s'abandonner à un petit bain de foule et filer, à l'aéroport, pour prendre un avion, pour Paris. french.irib.ir 03.02

Comment Le Figaro a présenté le discours de Hollande à Bamako, extraits :

- François Hollande s'est adressé aux Maliens dans un discours qui lui a valu une immense ovation...

- Après le plébiscite, le triomphe. François Hollande était attendu par une foule euphorique avant même le début de son discours, qui s'était massée sur la très symbolique place de l'Indépendance...

- Le président français, dont le nom a retenti sans interruption tout au long du discours qu'il a prononcé

Un grossier mensonge qui ne fait qu'enfoncer Hollande, d'autant plus qu'il était inévitable ou qu'il était attendu au tournant :

- «*La France est à vos côtés, non pas pour servir je ne sais quels intérêts, a-t-il assuré, nous n'en avons aucun. Non pas pour protéger telle ou telle faction, nous sommes à vos côtés pour le Mali tout entier.*»... ben voyons, même parmi ceux qui ont soutenu cette guerre de rapine certains (à l'UMP) n'hésitent plus à avouer le pot aux roses : uranium, or, gaz, pétrole, pierres précieuses, phosphate, etc.

- «*Le combat n'est pas terminé, a ensuite prévenu le président français. Il faut continuer et nous serons jusqu'au bout à vos côtés.*

Et de couper net : Mais nous partirons.»... un jour indéterminé ou l'Africom prendra le relais. (source : Lefigaro.fr 02.02)

Côte d'Ivoire. Sarkhollanttara reçoit le soutien de l'impérialisme américain pour service rendu au Mali

- Les Etats-Unis et la Côte d'Ivoire ont signé vendredi à Abidjan un accord bilatéral d'annulation de la quasi-totalité de la dette ivoirienne, portant sur 214 millions de dollars.

"*L'annulation porte sur un montant de 214,3 millions de dollars sur un stock de 217,9 millions de dollars, soit 98,3%*" de la dette ivoirienne envers les Etats-Unis, s'est réjouie la ministre ivoirienn de l'Economie Nialé Kaba lors de la signature de l'accord.

Ce que n'a jamais fait l'impérialisme américain en Afrique contrairement à la Chine.

- Cela "*permettra au gouvernement ivoirien de concentrer son attention et ses fonds vers les améliorations d'infrastructures importantes dans tout le pays, telles que les autoroutes et les ponts*", ainsi que sur les services comme la santé et l'éducation, a affirmé l'ambassadeur américain à Abidjan, Phillip Carter III.

La Côte d'Ivoire, très éprouvée par la crise post-électorale de 2010-2011 qui avait fait 3.000 morts, a bénéficié mi-2012 d'un allègement de sa dette de plus de plus de quatre milliards de dollars de la part du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, une bouffée d'oxygène longtemps attendue.

A la même époque, le Club de Paris, qui regroupe les créanciers publics du pays, avait effacé 6,5 milliards de dollars de dette, soit 99,5% du total.

Après une forte récession causée par la crise de 2010-2011, le pays, toujours première puissance économique d'Afrique de l'Ouest francophone, a atteint en 2012 "*plus de 8,5%*" de croissance, selon le FMI.

Le gouvernement du président Alassane Ouattara a regagné la confiance de ses partenaires, qui ont promis sept milliards d'euros pour son "*plan national de développement*" 2012-2015. AFP 01.02

Il faut choisir son camp.

Hollande ne peut pas être à la fois le président des banquiers et des multinationales du CAC40, du Medef, donc du PS, de l'UMP, de l'UDI, de la CFDT, UNSA, CFTC, CGC, et celui des travailleurs ou de la CGT et FO, du FdG, du POI, du NPA, de LO.

- Le PDG de Google reçu à l'Elysée - Reuters

- Petroplus: intersyndicale à Matignon lundi - AFP

- Goodyear: Hollande prône le dialogue - AFP

Google. Le président exécutif de Google Eric Schmidt et François Hollande ont entrepris des discussions sur les modalités d'un accord de rémunération des médias français indexés par le moteur de recherche américain.

"*Un accord est en cours de discussion*", a-t-on déclaré à l'Elysée. Reuters 01.02

A la bonne heure !

Petroplus. "*Mardi 5 février, nous saurons si un avenir industriel est possible sur le site de Petit-Couronne*", près de Rouen, a précisé l'intersyndicale de Petroplus. "*Il n'est pas envisageable pour nous que ce combat se termine par une fermeture de site*", ont ajouté les syndicats, qui appellent à un grand rassemblement devant l'usine mardi à partir de midi. AFP 01.02

A bas les manipulateurs !

Goodyear. "*Nous devons ramener tous les partenaires autour de la table. Il faut qu'il y ait, dans l'esprit de ce qui a été fait par les partenaires sociaux dans ce que l'on appelle les accords de sécurisation de l'emploi, une traduction pour le site de Goodyear*", a déclaré le chef de l'Etat à la presse, en marge d'un déplacement à Ermont-Eaubonne (Val-d'Oise). AFP 01.02

A bas l'accord patronal du 11 janvier !

ACTUALITE EN TITRES

Raison de plus pour s'en détourner

- Près de 250.000 comptes Twitter piratés - Reuters

Ce sont ceux qui dirigent l'économie mondiale depuis Washington ou New York qui ont créé ce qu'ils appellent les réseaux sociaux, le sachant il faut faire preuve d'inconsistance ou d'irresponsabilité pour marcher dans cette combine. Tout se paie un jour...

Mali. Propagande de guerre.

On comprend pourquoi le PS soutient la version officielle du 11 septembre 2001.

- La France au Mali "*le temps qu'il faudra*", le "*terrorisme n'a pas été vaincu*" - AFP

Il n'a pas été élu et n'a aucune légitimité.

- A Sévaré, les Maliens saluent "*leur président*" en passage éclair - L'Express.fr

Aurait-il fait autre chose en soutenant Mittal, Peugeot, les actionnaires de Renault ou de Sanofi ?

- Goodyear : Hollande "*ne fait plus rien du tout*", selon la CGT - Le Nouvel Observateur

Le syndicat accuse le président de la République de ne pas avoir tenu ses promesses de campagne. Le Nouvel Observateur 02.02

Feindre de découvrir une réalité qui de fait a toujours existé ne sert qu'à camoufler la complicité de la CGT avec Hollande ou le régime. C'est comme si finalement ils passaient leur temps à remettre les compteurs à zéro pour qu'on ne penche pas sur le passé qui n'est pas vraiment à leur avantage. Les appareils procèdent également de la sorte pour brouiller les pistes et quand cela s'avère insuffisant ils changent carrément de nom ou de dirigeants qui sont les clones de ceux qu'ils ont remplacés.

Apparemment cela fonctionne assez bien, bien que, on a cru comprendre qu'il y avait une érosion massive de militants dans leurs rangs.

Circulez, il n'y a plus rien à vendre !

- La Chine va bientôt vendre son propre réacteur nucléaire - AFP

La Chine est prête à exporter son propre réacteur nucléaire de troisième génération, le CAP1400, développé sur la base de l'AP1000 de Westinghouse, a déclaré Gu Jun, directeur général du groupe State Nuclear Power Technology Corporation, cité par le quotidien China Daily aujourd'hui. AFP 02.02

Cela prendra peut-être plus ou moins une décennie selon les experts chinois. Qui avait soulevé cette question depuis des années, à savoir qu'il arrivera un moment où des pays comme la France n'auront plus rien à exporter en Chine ou dans le monde en échange de leurs importations et qu'elle sera réduite à l'état de Tiers-monde ? Cela figurait dans un de mes articles publiés en 2005.

Ils soufflent le chaud et le froid. Suite.

Syrie

- Washington craint une extension du conflit syrien - LePoint.fr

- L'opposition syrienne rencontre Russes et Américains - Reuters

Iran

- Nucléaire, espace, défense: l'Iran affiche sa force et sa détermination - AFP

- Nucléaire : Biden qualifie d'"*offre sérieuse*" l'appel à Téhéran à négocier - LePoint.fr

- L'Iran, priorité du gouvernement israélien, dit Netanyahu Ori Lewis - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La secte du Mandarom a obtenu jeudi gain de cause devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), qui a condamné la France pour des redressements fiscaux portant, selon elle, atteinte à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Les juges de Strasbourg ont appliqué à deux associations liées au Mandarom et à une autre secte la même logique que celle dont ils avaient déjà fait bénéficier dans un autre arrêt, en 2011, la branche française des Témoins de Jéhovah.

Invalidant des procédures fiscales intentées contre ces associations, la Cour a condamné Paris à verser, pour "*préjudice matérie*", 3.599.551 euros à l'Association cultuelle du temple pyramide, et 36.886 euros à l'Association des chevaliers du lotus d'or, toutes deux liées au "*Mandarom*".

Une troisième requérante, l'Église évangélique missionnaire, présidée par Eric Salaûn, s'est vu allouer 387.722 euros.

Les Chevaliers du lotus d'or avaient édifié des temples au monastère du Mandarom à Castellane (Alpes-de-Haute-Provence), dans l'attente de la construction du "*temple pyramide*" par une association distincte, l'Association cultuelle du temple pyramide. Quant à l'église évangélique missionnaire, il s'agit d'une secte fondée dans les années 1960 dans la région de Besançon.

A l'issue de procédures fiscales, ces associations s'étaient vues respectivement réclamer plus de 2,5 millions et 37.000 euros, puis appliquer une taxation d'office de 60% sur des dons apparaissant dans leur comptabilité. La troisième s'était vue réclamer pour des raisons analogues 280.000 euros.

Dans ces trois affaires, portées devant la cour européenne en 2007, les associations requérantes alléguaient que la taxation de dons manuels à laquelle elles avaient été assujetties avait porté atteinte à leur liberté de religion inscrite à l'article 9 de la convention européenne des droits de l'homme.

La CEDH leur a donné raison en se référant à sa propre jurisprudence établie en 2011, dans une affaire similaire, concernant alors les Témoins de Jéhovah.

Elle avait jugé le 30 juin 2011 que la France avait porté atteinte à la liberté de religion en ordonnant en 1998 à l'encontre de ces derniers un redressement fiscal massif, pour des dons manuels de fidèles.

Les Témoins de Jehovah estimaient que le gouvernement français cherchait en fait à réprimer leur activité légitime, à travers un redressement qui portait à l'époque sur 45 millions d'euros.

La Mission interministérielle française de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) a "*pris acte*" jeudi de ces nouvelles décisions de la CEDH.

Selon le président de la Miviludes Serge Blisko, l'arrêt prononcé dans l'affaire des Témoins de Jéhovah repose sur "*l'interprétation par la CEDH du caractère des dons des adeptes de certains groupes à leur organisation. L'administration ne reconnaît pas le caractère cultuel donnant exemption fiscale à ces dons, qui sont taxés forfaitairement à 60%*", a-t-il souligné.

"*Mais, si ces associations ont été condamnées, c'est bien pour dérives sectaires, comme ce fut le cas pour Gilbert Bourdin, au Mandarom, qui a échappé par son décès à la justice des hommes*", a-t-il conclu.

De son côté, Catherine Picard, ex-députée PS et présidente de l'UNADFI (Union Nationale des Associations de Défense des Familles et de l'Individu Victimes de Sectes) a déploré que "*quoi qu'il se passe, la CEDH applique l'article 9 de la Convention européenne, sans regarder qui sont les auteurs des faits*".

Selon elle, "*ces groupes savent que quoi qu'ils fassent, quelque dérives sectaires qu'ils s'autorisent, la Cour européenne leur*

donne raison".

Les parties disposent d'un délai de trois mois pour demander que ces affaires soient éventuellement réexaminées par l'instance suprême de la CEDH, la Grande Chambre. AFP 31.01

2- Espagne

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a nié samedi avoir reçu de l'argent au "*noir*" et annoncé qu'il allait rendre publics ses revenus, répondant au scandale de corruption qui soulève l'indignation dans le pays.

"*Jamais, je répète, jamais je n'ai reçu ni distribué d'argent au noir*", a affirmé Mariano Rajoy devant la direction de son parti, réunie en urgence à Madrid, pendant que dehors, des manifestants criaient "*démission*".

Le nom de Mariano Rajoy était apparu jeudi, cité par le quotidien El Pais, parmi les bénéficiaires présumés de salaires occultes qui auraient été versés pendant des années à plusieurs dirigeants du Parti populaire, de droite, qu'il préside depuis 2004.

Un coup de tonnerre dans une Espagne ébranlée par la multiplication des cas de corruption: après différents scandales ayant révélé des pratiques courantes chez nombre d'élus locaux, les soupçons se portent maintenant sur des dirigeants nationaux.

"*Nous ne devons pas permettre que les Espagnols, auxquels nous demandons tant de sacrifices, puissent avoir l'impression que nous ne faisons pas preuve de la plus stricte intégrité*", a-t-il assuré samedi.

"*Je n'ai pas décidé de faire de la politique mon métier pour gagner de l'argent*", a-t-il dit. "*J'ai perdu de l'argent, mais il se trouve que pour moi l'argent, ce n'est pas le plus important*".

Il a défendu l'intégrité de son parti tout entier, affirmant que "*toutes les rétributions*" de ses dirigeants "*avaient répondu pendant toutes ces années à la plus stricte légalité*".

"*L'affaire Barcenas*" avait explosé comme une bombe, le 18 janvier: le quotidien de centre droit El Mundo affirmait alors que Luis Barcenas, ancien trésorier du PP, avait distribué pendant deux décennies des enveloppes contenant entre 5.000 et 15.000 euros à des dirigeants du parti, provenant d'entreprises privées.

Selon El Mundo, Mariano Rajoy n'a jamais touché ces enveloppes et avait ordonné de mettre fin à cette pratique en 2009.

Mais jeudi, El Pais, de centre gauche, allait plus loin en publiant des photos de comptes manuscrits prétendument établis entre 1990 et 2008 par Luis Barcenas et par un autre trésorier du PP, Alvaro Lapuerta.

Selon ces documents, écrivait le journal, l'actuel chef du gouvernement aurait perçu, entre 1997 et 2008, des "*paiements pour un total de 25.200 euros par an*", sous forme de dons émanant de chefs d'entreprises.

Les noms d'autres hauts responsables du parti comme Dolores de Cospedal, sa numéro deux, ou Rodrigo Rato, l'ex-président de Bankia, figurent aussi sur les tableaux. AFP 02.02

Commentaire d'un internaute

- "*Par définition, des revenus cachés (enveloppes, cash, ...) n'apparaîtront pas dans le revenu officiel... Continuez à prendre les gens pour des cons*"

3- Grèce

3.1- Reporter sans frontière vient de publier son rapport pour la liberté de la presse 2013. Sans réelle surprise pour qui suit l'actualité du pays, la Grèce chute lourdement en perdant 14 places en une seule année : elle est désormais classée 84 ème.

Pour la Grèce, RSF indique :

-"*Plus inquiétant cependant, la chute vertigineuse de la Grèce (84ème, -14) où les journalistes évoluent dans un contexte social et professionnel désastreux. Exposés à la vindicte populaire et toujours confrontés à la violence des mouvances extrémistes et des forces de police, journalistes et photo-reporters doivent désormais faire face à l'activisme ultra-violent des néo-nazis du parti Aube Dorée. Le pays rejoint désormais la Bulgarie (87ème, +2) où les promesses de réforme sont restées lettre morte et où internet n'offre désormais plus le même refuge aux journalistes indépendants.*"

L'année 2012 aura effectivement été riche en évènements inquiétants, pour la démocratie mais aussi pour la liberté de la presse. Quelques rappels des évènements de l'année 2012 concernant la liberté de la presse (et la liberté d'expression) :

Février :

- « *Tout le monde s'en fout !* » : témoignage d'une manifestante en colère contre la police et la manière dont était traitée la manifestation monstre par les médias le soir du 12 février 2012, quand le monde entier fut abreuvé d'images d'"*Athènes qui brûle*".

Avril :

- Grèce : la police frappe aussi les journalistes et les photographes : attaque de la police sur le photo-reporter Marios Lolos qui devra subir une opération chirurgicale importante. Lire le communiqué publié le lendemain de l'attaque par l'union des journalistes et photo-reporters d'Athènes.

Mai :

- Article explicatif sur la radicalisation inquiétante de la droite en Grèce qui banalise les discours de l'extrême droite.

- Appel à manifestation devant la chaine Mega TV accusée de propagande.

Juillet :

- Violences policières en Grèce : le rapport édifiant d'Amnesty International

Septembre :

- Un utilisateur Facebook arrêté pour blasphème envers un moine

Octobre :

- Arrestation de Kostas Vaxevanis qui publie la "*liste Lagarde*"

- Multiplication des cas de censure en Grèce : " *le gouvernement manipule les médias* " okeanews.fr 31.01

3.2- Babacar Ndiaye, un immigré sénégalais père de deux enfants, est mort vendredi soir à la station de métro Thisseio, alors qu'il tentait d'échapper aux policiers municipaux. Poursuivi par une dizaine d'entre eux, d'après les témoignages de personnes présentes sur les lieux du drame, il serait tombé sur les rails après avoir été acculé et poussé par un agent en bout de quai. On ignore encore si la victime est décédée des suites de sa chute sur les rails ou par électrocution.

Des membres de l'organisation antiraciste "*Ensemble contre le racisme et la menace fasciste*" (KEEFRA) et de nombreux Sénégalais, bouleversés, se sont rapidement rassemblés autour de la station Thisseio pour exprimer leur colère et protester contre la police. Deux brigades de policiers anti-émeute, rapidement envoyées sur place, auraient dissous le rassemblement à coup de lacrymogènes et de matraques, et chassé les protestataires jusqu'à Monastiraki. D'après certains témoignages, plusieurs immigrés sénégalais auraient été interpellés et conduits au commissariat.

Ce drame, intervenu un vendredi soir, où la station Thisseio connaît une grande affluence, s'est manifestement produit devant de nombreuses personnes, comme le montre le nombre de témoignages rapidement parvenus dans la soirée sur les réseaux sociaux. Un nouveau bras de fer risque de se dérouler ces prochains jours pour déterminer la responsabilité des policiers municipaux, plusieurs témoignages indiquant que Babacar Ndiaye a bel et bien été poussé sur les rails. okeanews.fr 02.02

4- Egypte

L'opposition égyptienne a intensifié sa pression samedi en déclarant s'associer aux appels au départ du président Mohamed Morsi, également mis en difficulté par la diffusion d'images de brutalités policières contre un manifestant dénudé.

Le Front du salut national (FSN), principale coalition de l'opposition, a affirmé "*se ranger totalement au côté des appels du peuple égyptien et de ses forces vives à une chute du régime de la tyrannie et (à la fin de) l'hégémonie des Frères musulmans*", dont est issu M. Morsi.

Cette déclaration a été publiée au terme d'une réunion du FSN, après une nuit de violences devant le palais présidentiel, au cours de laquelle une personne a été tuée et des dizaines d'autres blessées.

L'opposition a aussi réclamé une "*enquête indépendante*" sur les "*crimes*" des forces de l'ordre dans les manifestations qui ont fait près de 60 morts depuis un peu plus d'une semaine, afin que le chef de l'Etat et son ministre de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim, soient poursuivis en justice.

Le FSN a également appelé à poursuivre la vague de manifestations contre le pouvoir.

Jusqu'à présent, les revendications de l'opposition portaient sur la formation d'un "*gouvernement de salut national*" ou encore des amendements à la Constitution adoptée en décembre.

Le FSN n'abandonne pas ces revendications ni un possible dialogue avec le pouvoir, mais son communiqué exclut de "*discuter de la question du dialogue (...) avant que l'effusion du sang ne cesse, que ses responsables rendent des comptes et que les revendications (de l'opposition) soient satisfaites*".

Les manifestants qui défilent dans les rues du pays depuis plus d'une semaine scandent souvent des slogans similaires à ceux de la révolte qui a provoqué la chute de l'ancien président Hosni Moubarak en février 2011, comme "*Dégage*".

L'opposition accuse M. Morsi et les Frères musulmans de chercher à monopoliser le pouvoir et à établir un régime autoritaire et religieux. Mais les partisans du président rappellent qu'il a été démocratiquement élu. La présidence a réaffirmé dans un communiqué publié avant celui du FSN son attachement "*à protéger la liberté d'expression et de rassemblement*" et sa volonté de mener à bien "*l'évolution démocratique*" du pays.

Mais des images de brutalités policières lors d'une manifestation vendredi soir ont ajouté aux difficultés du pouvoir.

La vidéo montre des policiers anti-émeutes battre un homme avec des matraques, le bousculer et lui retirer ses vêtements, avant de le traîner nu sur le sol, puis l'embarquer dans un fourgon blindé posté près du palais du chef de l'Etat.

La présidence s'est déclarée "*attristée par les images choquantes de certains policiers traitant un manifestant d'une manière qui n'est pas conforme à la dignité humaine et aux droits de l'Homme*". L'opposition évoqué des "*images horribles*" rappelant l'ère Moubarak.

Le ministère de l'Intérieur a présenté des excuses, évoqué un "*acte isolé*" et annoncé l'ouverture d'une enquête. Le ministre s'est dit "*prêt à démissionner si cela arrange le peuple*".

Selon le parquet, l'homme avait été appréhendé en possession de cocktails Mololov et de bidons d'essence.

L'homme, Hamadah Saber Mohamed Ali, un ouvrier de 50 ans, a affirmé à la télévision avoir été "*malmené*" et déshabillé par des manifestants puis avoir résisté aux policiers avant de comprendre "*qu'ils essayaient de (le) sauver*".

Deux de ses proches ont ensuite déclaré à la télévision qu'il mentait car il faisait "*l'objet de beaucoup de pressions*" et qu'il avait peur.

Samedi dans la matinée, des manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles contre le convoi du Premier ministre Hicham Qandil sur la place Tahrir, selon une télévision locale. Le bureau du chef du gouvernement a indiqué que M. Qandil avait "*fait face à des jeunes et des agitateurs*".

Autour du palais présidentiel, dont le mur d'enceinte était couvert de graffitis anti-Morsi, le calme revenu dans la journée a fait place samedi soir à un nouveau rassemblement.

Plusieurs centaines de manifestants, jeunes pour la plupart, ont jeté des pierres, des cocktails Molotov et des feux d'artifice en criant "*Dégage*". Les seules forces de sécurité présentes se trouvaient à l'intérieur de l'enceinte et ont tiré en l'air, selon un journaliste de l'AFP. AFP 02.02

5- Etats-Unis

Une étude du département des Anciens combattants américain, publiée, vendredi, révèle un taux de suicide plus élevé qu'attendu, chez les anciens soldats, avec, en moyenne, 22 morts, par jour, soit une, toutes les 65 minutes.

"*Ces données fournissent une image plus complète, plus précise, et, malheureusement, plus alarmante, du taux de suicide*

des anciens combattants", a déclaré Patty Murray, sénatrice démocrate de l'Etat de Washington, qui a soutenu une loi visant à renforcer l'aide psychologique, pour les anciens combattants. L'étude recense les suicides allant de 1999 à 2010. Une précédente étude faisait état de 18 suicides quotidiens. Plus de 69% des cas surviennent, chez des individus âgés de 50 ans ou plus. Ces résultats interviennent, deux semaines après l'annonce d'un taux de suicide record, dans l'armée, en 2012, le nombre des suicides dépassant celui des soldats morts au combat. "*Nous avons plus de travail à accomplir et nous utiliserons ces données, pour continuer à renforcer nos efforts, en matière de prévention du suicide*", a déclaré, dans un communiqué, Eric Shinseki, secrétaire aux Anciens combattants. french.irib.ir 03.02

SOCIAL

1- France

Le tribunal de commerce de Bobigny a validé vendredi la reprise par Micromania et Iliad de 71 des 157 magasins du distributeur français de jeux vidéos Game France, en redressement judiciaire, entérinant le licenciement de quelque 400 salariés sur les 557 emplois du groupe.

"*Cette décision va permettre de sauver des emplois, mais on est forcément un peu déçus pour les 400 emplois qui ne seront pas sauvés*", a réagi auprès de l'AFP Martine Chouant, déléguée CFDT au comité d'entreprise de Game France.

"*L'inquiétude porte désormais sur l'avenir. Les salariés vont quitter une entreprise avec des avantages qu'ils ne conserveront pas, et pour un futur assez incertain*", a-t-elle ajouté. AFP 01.02

2- Allemagne

Les deux principaux syndicats en Allemagne du groupe EON, numéro un national de l'énergie, ont annoncé aujourd'hui la suspension d'une grève prévue lundi et la reprise des négociations avec la direction concernant une revalorisation des salaires.

Ver.di et son allié IG BCE ont suspendu cette grève "*jusqu'au 10 février minuit*", ont-ils fait savoir dans des communiqués séparés. Les deux syndicats avaient annoncé hier avoir voté à une très large majorité en faveur d'un débrayage à "*durée indéterminée*" à partir de lundi, en vue d'obtenir des revalorisations de salaires. AFP 02.02

Ce revirement de dernière minute ne vous étonne pas, n'est-ce pas ?

ECONOMIE

Argentine

Le FMI a sorti l'artillerie lourde contre l'Argentine, accusée de tronquer ses statistiques économiques, et adopté vendredi, pour la première fois de son histoire, une "*déclaration de censure*" qui pourrait valoir au pays une exclusion de l'institution.

Ses chiffres officiels de 2012 faisaient état d'une inflation à 10,8% alors que les instituts privés l'évaluaient à plus du double (25,6%).

Après plusieurs ultimatums et des échanges d'amabilités, le conseil d'administration du Fonds, qui représente ses 188 Etats membres, a jugé vendredi que les progrès de l'Argentine n'étaient "pas suffisants" et a enjoint au pays de rectifier le tir de toute urgence.

"*Le conseil d'administration appelle l'Argentine à adopter sans délai les mesures visant à corriger les inexactitudes*" de ses statistiques et à se conformer aux "*standards internationaux*", a indiqué son communiqué, qui fixe un nouvel ultimatum à septembre prochain.

En cas de nouvelle impasse, l'Argentine s'exposerait alors à une série de sanctions graduelles: le pays pourrait d'abord être privé de prêts du Fonds, puis se voir retirer ses droits de vote au sein de l'institution de Washington, avant d'en être tout simplement exclu.

Quelle qu'en soit l'issue, ce nouvel épisode ne va pas arranger l'état exécrable des relations entre l'Argentine et le FMI.

Les autorités de Buenos Aires tiennent l'institution de Washington pour responsable de la faillite du pays en 2001, qui a ouvert

une période de profond marasme économique.

L'ancien directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, avait en 2007 lui-même admis que le Fonds faisait parfois figure de "*diable*" dans le pays et qu'il y avait des "*raisons à cela*".

Dès 2006, l'Argentine a d'ailleurs pris soin de rembourser l'intégralité de sa dette au FMI et limite au minimum sa coopération avec l'institution.

Mardi, le Fonds a calculé que Buenos Aires refusait depuis "*62 mois*" les évaluations annuelles auxquelles sont traditionnellement soumis ses Etats membres.

Fin septembre, la question des statistiques avait donné lieu à une passe d'armes par médias interposés entre le FMI et l'Argentine.

La directrice générale du Fonds, Christine Lagarde, s'était dit prête à brandir un "*carton rouge*" contre Buenos Aires, s'attirant les foudres de la présidente argentine Cristina Kirchner qui avait fustigé cette référence sportive et assuré que son pays ne céderait à "*aucune menace*". AFP 02.02

Chacun sait que le FMI ne prête de l'argent aux Etats qu'en échange de brutales réformes structurelles à caractère antisocial auxquelles les gouvernements doivent se plier, le plus souvent cela se passe sans problème, mais il arrive que parfois certains chefs d'Etat se rebellent... avant de céder plus tard. On en veut pour preuve que le FMI fort de la participation de 188 pays continuent d'imposer sa dictature à tous les Etats, la dictature de l'oligarchie financière internationale dirigée par le cartel des banquiers de la Fed.

A Washington et à Wall Street ils ne peuvent pas encadrer Cristina Kirchner qui apparemment demeure populaire en Argentine, après avoir récemment soutenu la mobilisation des latifundiaires (taxe sur la production de soja) et des syndicats jaunes pour la faire plier ou faire chuter le régime...

Haut de page

Le 4 février

CAUSERIE

J'ai rajouté quelques lignes à la suite des passages déjà mis en ligne hier soir.

Dimanche après-midi ici en Inde.

Ceux qui complotent sont ceux qui camouflent la vérité et ceux qui s'en font les complices. Contre qui ? A qui profite le crime ? Devinez.

Précision à propos de la vidéo mise en ligne avant-hier :

Le juge anti-mafia Imposimato accuse le groupe Bilderberg de terrorisme
http://www.youtube.com/watch?v=9fVDewJx0W4&feature=player_embedded

- Terrorisme : le juge Imposimato accuse le Bilderberg - Réseau Voltaire 30.01 (www.voltairenet.org/article177324.htm)

Le juge Ferdinando Imposimato est connu pour avoir instruit aussi bien l'assassinat du président du conseil Aldo Moro que la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II. Il a été l'un des principaux juges anti-mafia et est devenu président honoraire de la Cour de cassation. Il a été élu à la Chambre des députés sous l'étiquette Parti de la gauche démocratique, puis au Sénat.

Commentaire d'un internaute

- "*A 2 minutes et 19 secondes, ce formidable juge dit que le groupe bilderberg dirige le monde. Je me demande qui est à l'origine de ce groupe ? Rothschild disait :* "Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation, et je me moque de qui fait ses lois »"

Ma question est : Qui contrôle Bilderberg ? N'est-ce pas Rothschild ?"

Ce que dit le juge Imposimato est intéressant, mais franchement entre nous, il a attendu que sa carrière soit terminée et qu'il soit devenu un vieillard pour avouer ce qu'il devait savoir depuis des décennies, on a du mal à le croire lorsqu'il explique qu'il a ignoré l'existence du groupe Bilderberg pendant 30 ans, de même lorsqu'il affirme qu'il aurait "*retrouvé par miracle*", ce sont ses termes, un document datant de 1967 qui prouvait l'implication du groupe Bilderberg dans la déstabilisation de l'Etat italien, il nous prend pour des naïfs, il ne faut pas être dupe.

Dorénavant, après cette déclaration plus personne ne pourra dire que le groupe Bilderberg n'existerait pas, qu'il remplirait un rôle insignifiant dans l'évolution du monde et du capitalisme, ses institutions à l'échelle mondiale au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler.

Vous avouerez que j'ai eu le flair en m'y intéressant après l'avoir découvert il y a quelques mois, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent des partis ouvriers qui gardent un silence coupable sur ce sujet comme sur bien d'autres d'ailleurs.

Certains m'accusent de matraquer les partis ouvriers, mais ne le méritent-ils pas ? Est-ce que vous avez conscience de leur énorme responsabilité dans la situation actuelle inextricable dans laquelle nous sommes, en avez-vous vraiment pris conscience, je pose cette question aux militants et cadres du PCF, du POI, du NPA et de LO ainsi qu'à ceux des groupes de militants qui gravitent autour ?

Avez-vous conscience qu'eux aussi vous ont caché une partie importante de la vérité, qu'ils vous ont sciemment maintenus dans l'ignorance du fonctionnement de la société et du monde dans lequel le groupe Bilderberg et d'autres institutions (CFR, Trilatérale, etc.) jouent un rôle déterminant depuis 1954, en réalité depuis l'après-guerre ou même avant puisqu'à sa tête on trouve le même cartel de banquiers américains ou britanniques.

Pourquoi ont-ils gardé le silence ? Pour justifier leur politique erronée depuis plus de 70 ans ? Pour camoufler leur incurie politique, leur collusion avec le régime en place, ses partis et ses institutions ? Par lâcheté, pour ne pas effaroucher les âmes sensibles des petits bourgeois ou des masses embourgeoisées qui vivent confortablement et qui composent leur parti à quelques exceptions près ? Pour ne pas se couper des partis qui participent au groupe Bilderberg, dont le PS ? Que valent vraiment de tels dirigeants et partis ? Qu'ont-ils encore à voir avec Marx, Engels, Lénine et Trotsky qui ont sacrifié leur vie et celles de leurs proches parfois à la vérité et à notre cause ? On attend leurs explications. Si vous voulez mon avis, n'en espérez rien, mais bon...

Dimanche 22h30 heure locale

J'ai ajouté 9 articles en ligne, voir les rubriques à la date du 4 février.

Dégénérescence de la civilisation humaine livrée au marché.

Après la légalisation de la zoophilie en Allemagne, de la pédophilie aux Pays-Bas, voire les précédentes causeries à ce sujet, voilà venu le temps de la légalisation de l'inceste, ce n'est pas une mauvaise plaisanterie, regardez la vidéo suivante :

Dépénalisation de l'inceste en Suisse !

http://www.youtube.com/watch?v=UZfOcRZqqEY

L'offensive mondiale de l'ultra libéralisme concerne absolument tous les domaines et tous les rapports dans la société, et au sein du groupe Bilderberg ce sont les médias et les dirigeants des principaux partis de l'ordre et leurs supplétifs qui sont chargés de mener ce combat pour parvenir à niveler par le bas tous les rapports qui existaient jusqu'à présent dans la société au nom de l'égalité, de la démocratie, d'un humanisme aussi volatile que le cours d'une action en bourse, en réalité la destruction de toute norme ou repère pour n'en laisser qu'une : le marché, la marchandisation de tous nos gestes et actes, besoins, aspirations, qui concourt à réduire tous les rapports dans la société à la seule valeur digne encore d'intérêt l'argent, le profit.

Tout le reste n'a finalement aucune importance, qu'un homme baise avec une femme, un homme, un chien, un enfant de 10 ans ou sa propre fille majeure, quelle importance, tout est possible, c'est le droit de chacun de le revendiquer, dès lors tout doit être permis, c'est du pareil au même ou les différences sont insignifiantes, voilà à quel degré de dégénérescence ils en sont rendus, je n'exagère rien, vous avez eu dans les causeries précédentes tous les éléments, articles et vidéos qui le prouvaient. Et c'est à cela que la presque quasi totalité des partis et autres formations politiques du mouvement ouvrier en France ont adhéré, à l'exception du POI si je ne dis pas de bêtise et c'est tout à son honneur.

C'est franchement consternant, effrayant, les mots nous manquent. Ah pour être décomposés ou être tombés sur la tête, ils le sont ! Cela prouve au moins une chose, c'est que tous ces partis et groupes de militants sont incapables de faire preuve du moindre esprit critique, ils sont morts politiquement, définitivement irrécupérables, ils sont aveuglés à tel point par leur propre dogmatisme ou incurie politique ou encore les intérêts de leur misérable micro appareil qu'ils ont fini par joindre leur voix à

celle de la pire réaction, confondant au passage ceux qui habituellement la représentent et ceux qui aujourd'hui, crise économique du capitalisme et de ses institutions politiques oblige montent au créneau, le PS et le Front de gauche en tête ainsi que les syndicats à l'exception toutefois de FO il faut le noter au passage, oui il faut tout dire et être impartial, honnête jusqu'au bout, seuls le POI et FO ont refusé de se prononcer pour le mariage pour tous et la GPA.

Cela dit, le POI n'a pas seulement refusé de se prononcer pour ou contre le mariage pour tous et la GPA, à ma connaissance il n'a rendu publique aucune position. Etait-ce la bonne méthode ? En se mettant un instant à la place de ses dirigeants, on peut très bien concevoir qu'ils n'avaient aucun intérêt à déclencher une crise dans leur parti à partir de cette question finalement secondaire ou même insignifiante, rappelons qu'elle ne concernait qu'1% des populations concernées par les mariages, les motifs de division dans leurs rangs ne manquent déjà pas, donc inutile d'en rajouter un autre, d'autant plus que cela aurait été marcher dans la combine de ceux qui ont lancé cette initiative qui devait aboutir à diviser travailleurs et militants, notons que cet objectif a été atteint au-delà de leur espérance puisque la quasi-totalité du mouvement ouvrier a adopté cette position ultra libérale, Hollande et ses maîtres de l'oligarchie financière peuvent être satisfaits, dans le contexte social actuel un tel soutien n'est pas négligeable.

A leur place, j'aurais estimé préférable de donner la position de mon parti en laissant la liberté aux militants de la défendre ou non. Aborder ouvertement cette question dans un parti et prendre publiquement une position présentait un autre avantage, cela aurait permis de mesurer le niveau de pénétration des idées dominantes dans ce parti, chez ses militants, et de donner une précieuse indication à ses dirigeants sur l'état exact de leur parti. Peut-être n'y tenaient-ils pas vraiment, c'est possible, je n'en sais rien.

Pendant ce temps-là on ne parle pas du chômage, de la précarité et de la misère qui s'étendent, de l'engagement guerrier du gouvernement français au Mali, en République centrafricaine, en Syrie, etc., pendant ce temps-là on ne parle pas non plus des pseudo négociations se poursuivent entre les syndicats jaunes et traîtres et le Medef, des grèves qui se poursuivent dans un grand nombre d'entreprises, c'est toujours cela de gagner !

Le PS vient de ressortir le vote des étrangers, Désir en a appelé à Borloo, demain la CGT ou le Front de gauche vont nous ressortir les sans-papiers, l'islamophobie, l'antisémitisme et ainsi de suite histoire de distraire la galerie pendant que le gouvernement et le patronat appliquent tranquillement leur programme antisocial et réactionnaire...

A propos de Syriza, Die Linke et le Front de gauche.

Lisez l'article de presse mis en ligne aujourd'hui sur Syriza, et si vous aviez des doutes sur les véritables intentions et la nature du Parti de Gauche ou du Front de Gauche ou que vous en aviez encore dans Die Linke en Allemagne, vous n'en aurez plus sur Syriza qui est la copie conforme de Die Linke et du Front de gauche et du même coup sur ces partis inféodés au capital : *Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI*. (04.02)

Vous nous excuserez de ne pas trouver stupéfiant les propos du principal dirigeant de Syriza, Tsipras, ou de nous en étonner, puisque nous savions pertinemment à qui et à quoi nous attendre de sa part, d'ailleurs nous n'avons jamais manifesté la moindre illusion ou le moindre soutien à Syriza. Ajoutons qu'après avoir rassuré le FMI et le ministère des Affaires étrangères américain sur ses intentions au cas où Syriza parviendrait au pouvoir lors des prochaines élections ou à l'issue d'une crise politique, cette question ne se pose plus, Syriza a pour unique fonction de protéger le régime en place et les institutions contre les masses exploitées qui les contestent de plus en plus ouvertement, et donc de leur interdire toute issue politique qui consisterait à les remettre en cause, à les renverser par une révolution prolétarienne et socialiste.

Si vous étiez adhérent ou sympathisant du Front de Gauche qui a pour référence Die Linke et Syriza, que vous voulez sincèrement combattre le capitalisme et en finir avec lui, changer la société, prenez vos jambes à votre cou et fuyez ce parti, comme disait Marx autrefois : sauvez votre âme !

La suite demain en fin de journée car demain matin je vais chez le dentiste, je vais perdre 3 heures.

Lundi après-midi.

Un courriel reçu.

Un courriel reçu de Robert Paris qui anime un groupe de militants formé autour du portail Matière et Révolution, j'espère ne pas écrire une bêtise, car en dehors de ce qui figure dans leur portail, je n'en sais pas davantage sur leur organisation, ce sont des militants issus de LO, qui après avoir rejoint le NPA en ont été exclus. Ils diffusent un bulletin d'entreprise La voix des travailleurs.

- "*Cher camarade,*

Nous organisons une réunion ouvrière sur la situation des luttes, la guerre au Mali et d'autres points éventuels, dimanche 17 février . Rendez vous à 9H50 à la sortie du métro Goncourt (à Paris).

En espérant que vous pourrez venir ainsi que vos amis et camarades."

Les militants organisés ou non sur Paris et la région parisiennne peuvent participer à cette réunion, nous les y encourageons.

Congrès du NPA

NPA. A peine fondé et déjà effondré puis refondé... sur les mêmes fondations qui aboutiront infailliblement au même résultat.

On aurait pu se contenter du titre qui suffit à comprendre qu'il n'y a rien à attendre d'un tel parti et passer à autre chose, efforçons-nous toutefois de témoigner que nous ne méprisons pas ses militants tout en compatissant sincèrement à leur désarroi.

Vous trouverez ci-dessous un article de presse d'hier suivi d'un bref commentaire, plus un autre rédigé la veille au soir.

- Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) a clos dimanche son 2ème congrès "*qui a commencé le chantier de refondation*" du parti, six mois après une vague de départs de militants vers le Front de gauche (FG).

"*C'était un bon congrès qui a commencé le chantier de refondation du NPA*", a déclaré Christine Poupin, la porte-parole du parti, après trois jours de débats à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

"*Il y a une volonté d'arriver à une recomposition et d'en finir avec les tendances*", a assuré Alain Krivine, figure historique du parti.

Le NPA ne s'est pas encore totalement remis de la scission qui a vu le courant Gauche anticapitaliste rejoindre l'été dernier les troupes de Jean-Luc Mélenchon, emportant avec lui des dizaines de militants, dont des ex-dirigeants du parti.

Lors de l'assemblée préparatoire, les 2.500 militants ont été appelés à s'exprimer sur quatre textes d'orientation. C'est la plate-forme intitulée "*une orientation pour agir*" qui l'a emporté avec 51% des voix.

Sandra Demarcq, porte-parole de la plate-forme, a expliqué qu'il s'agissait "*de mettre le NPA en marche pour clairement combattre le gouvernement actuel et ses politiques d'austérité*".

Pour cela, le NPA entend "*s'adresser à l'ensemble des organisations qui ne soutiennent pas le gouvernement*", y compris le Front de gauche. "*On ne va pas proposer de fusion avec le FG car il y a des désaccords importants, mais le NPA seul n'y arrivera pas*", a souligné Sandra Demarcq.

"*Le FG va devoir se positionner plus clairement et nous serons là pour les titiller et rappeler qu'il faut une vraie opposition de gauche*", ajoute-t-elle.

C'est sur les modalités de ce dialogue avec le FG que subsistent les désaccords au sein du NPA. "*Quelle politique d'interpellation du FG*", interroge Gaël Quirante, dont la motion du "*courant révolutionnaire*" a remporté 32% des votes.

"*Ce sont des nuances*", atténue Alain Krivine, pour qui "*il y a une volonté unanime de sortir à l'extérieur et de participer à tous les débats en cours*". AFP 03.02

Y compris ou surtout ceux mis en avant par les tenants de l'ultra libéralisme, on ne se refait pas !

Comment prendre au sérieux de tels dirigeants et un tel parti franchement, on a plutôt l'impression que c'est en désespoir de cause que des travailleurs le rejoignent ou que des militants s'y accrochent après avoir constaté qu'aucun autre parti leur convenait, ce qui selon nous n'est certainement pas le choix le plus judicieux, le POI que nous ne ménageons pas demeurant à ce jour le seul parti vraiment sérieux bien que miné à la base par les mêmes contradictions.

Je ne sais pas comment les militants du NPA qui ne sont pas organisés dans la tendance majoritaire à laquelle appartient Krivine interprèteront son intention affiché "d'en finir avec les tendances", je l'interprète comme un appel à revenir à l'ex-LCR, où finalement l'inertie d'une organisation refusant de faire l'inventaire de son passé et d'analyser sérieusement les raisons qui sont à l'origine de son incapacité à construire un parti révolutionnaire après plus d'un demi-siècle d'existence, est bien plus confortable que d'être exposé sans cesse à la critique de militants venus du PCI ou du PT qui mettent en lumière les contradictions de sa politique opportuniste et au-delà de l'incurie politique de ses dirigeants.

S'adresser au Front de gauche, cela signifie s'adresser à ses dirigeants qui ne valent guère mieux que ceux de Syriza ou de Die Linke, c'est donc une nouvelle fois se tourner vers une formation liée au PS, à un parti social-impérialiste, tout en

prétendant développer une politique indépendante du PS, ce qui est évidemment contradictoire ou impossible au lieu de se tourner résolument vers la masse des exploités, ainsi les dirigeants du NPA confirment pour la énième fois qu'ils sont totalement incapables de tirer le moindre enseignement de leurs propres erreurs politiques.

J'ai lu dans une contribution d'une tendance du NPA que leur parti devait se construire "en priorité dans le monde du travail" pour immédiatement après se limiter aux grandes entreprises qui sont le berceau de l'aristocratie ouvrière contrôlée par les appareils vendus des syndicats, autrement dit elle se proposait ni plus ni moins de se tourner vers les syndicalistes des grandes entreprises qui sont les plus gangrénés par le capitalisme, ce qui confirme qu'aucune tendance au sein du NPA n'entend finalement se tourner résolument vers les couches les plus défavorisés des travailleurs qui se comptent par millions et millions, confirmant ce qui a été dit au paragraphe précédent. C'est une constante au NPA, mais pas seulement, dans tous les partis ouvriers. C'est ce qui est à la fois à l'origine de leur incapacité à construire un nouveau parti communiste profondément ancré dans les masses et leur dérive politique qui les a conduit à s'écarter ou à abandonner le combat pour le socialisme.

Quand on entend que "*le FG va devoir se positionner plus clairement et nous serons là pour les titiller et rappeler qu'il faut une vraie opposition de gauche*", on est bien obligé d'en conclure qu'à partir d'une telle illusion la décomposition politique du NPA devrait se poursuivre.

Le commentaire que j'ai rédigé hier soir avant de prendre connaissance de l'article que vous venez de lire.

En consultant en diagonale plusieurs articles du NPA sur la préparation de son congrès, j'ai constaté que lors du vote des assemblées générales des militants pour élire leurs délégués seulement entre 1600 et 1700 avaient participé à ce vote, donc étaient en réalité organisés au sein de ce parti ou pouvaient être considérés comme des militants, les 700 ou 800 restant étant des adhérents qui ne participent pas à leurs structures. Rappelons qu'il y a 2 ans ils avaient comptabilisé 9000 militants et adhérents confondus.

Lors de ce vote, le texte de la direction sortante a obtenu à peine plus de 50%, soit 800 à 850 voix sur 2500 militants et adhérents au total. Tout cela n'est décidément pas très sérieux et a de quoi ne pas vraiment inspirer confiance. Dans de telle condition, il est impossible d'avoir un parti en ordre de bataille, c'est la débandade.

Avant la transformation de la LCR en NPA il y avait entre 2500 et 3000 militants et adhérents dans cette formation politique, compte tenu de l'apport de militants de différents groupes issus du PCI ou du PT qui l'ont rejoint et d'autres encore, il faut en déduire que des centaines d'ex-militants de la LCR ont quitté le NPA depuis deux ans. Je n'étais pas un partisan de la LCR à l'époque, et je me demande s'ils ont fait le bon choix en créant le NPA. Je pense plutôt que comme au POI, étant incapables ou refusant de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik de Lénine, ils en sont arrivés à chercher une recette magique pour construire le parti, un raccourci qui au bout du compte abouti au même résultat, en pire, car les militants qu'ils ont hérités ont un niveau théorique encore plus médiocre et sont moins déterminés ou combattifs que ceux qui les ont quittés ou qu'ils auraient pu recruter. Ils récoltent le fruit de leurs errements politiques et de leur opportunisme.

Cette formation politique m'a toujours donné l'impression d'être un bordel innommable question fonctionnement ou organisation, il le confirme encore ici, empétré éternellement à résoudre ce problème sans jamais y parvenir, je me dis qu'au départ, à l'origine il doit y avoir quelque chose qui cloche, vous connaissez mon pragmatisme, je ne supporte pas qu'on laisse traîner un problème indéfiniment, c'est au-dessus de mes pauvres moyens, j'ai horreur de l'indiscipline, du laxisme, du dilettantisme, tout en ayant par ailleurs un esprit large, vous avez pu en jugez en lisant mes causeries un peu plus personnelles...

Je ne sais pas ce vous en pensez, on a l'impression de retrouver le même clivage sur les principes qu'entre les bolcheviks et les mencheviks, la comparaison s'arrête là car le NPA ressemble finalement à ni l'un ni l'autre.

Apparemment c'est difficile de s'en tenir à des principes dans un parti, et que bien que des adaptations soient inévitables dans la pratique, ils doivent demeurer la règle de conduite du parti, en quelque sorte son identité qui concentre sa nature et l'objetif de son combat, je pense évidemment au parti bolchevik et non au NPA. Vous vous souvenez peut-être de quelle manière Trosky avait défini son application en rappelant le génie de Lénine qui maîtrisait parfaitement cette question, fermeté et souplesse mais rigueur en toutes circonstances, ne jamais rien lâcher sur les principes, c'est la rigueur qui sert à délimiter la ligne à ne pas franchir dans un sens ou dans l'autre, ne pas faire régner la terreur du dogmatisme ou du sectarisme et ne pas céder à l'éclectisme qui est la porte ouverte à toutes les formes d'opportunisme.

D'ou proviennent-elles ? De l'adaptation aux idées de la classe dominante qui a fini par pourrir le mouvement ouvrier et la société toute entière. Voyez ou conduit aujourd'hui l'ultra libéralisme qui est une forme d'éclectisme poussée jusqu'à la caricature, à rejeter toute règle ou norme établie par le passé dans la société ou dans ses rapports pour finalement n'en conserver qu'une seule : le marché, l'économie de marché, le capitalisme, la société de consommation, le seul rapport devant demeurer étant celui à l'argent, chaque individu étant considéré uniquement comme une source de profit. Aujourd'hui, c'est le PS qui est le fer de lance de cet ultra libéralisme, et au-delà tous les partis qui reprennent en coeur ses revendications sociétales qui ont une orientation profondément réactionnaire, à ne pas confondre avec leur contenu qui ne pourra être réalisé que dans une société débarrassée du capitalisme qui est à l'origine de toutes les inégalités et injustices.

Appliquer la méthode de Lénine est tout un art qu'il n'est assurément pas donné à tout le monde de maîtriser et je ne prétend pas non plus y être parvenu, loin de là, j'y travaille, pas suffisamment d'ailleurs et c'est une faiblesse, mais bon, j'ai le défaut de m'y être pris un peu tard semble-t-il et comme dit la chanson, le temps ne se rattrape plus (Trust) hélas ! On a tous nos défauts ou nos faiblesses.

On ne va pas s'éterniser sur cette question aujourd'hui, on a déjà eu l'occasion de la traiter dans d'anciennes causeries.

De notre côté, on s'en tient à notre objectif, à nos principes, à notre programme, à notre idéal tout en acceptant la discussion sur toutes les questions du moment qu'elles sont abordées sincèrement et honnêtement, la confrontation des idées ne nous effraie pas, au contraire et constatant que peu y tiennent vraiment, depuis longtemps j'en suis arrivé à reprendre les idées de mes adversaires pour les analyser en profondeur sans craindre de remettre en cause les miennes que je rectifie quand j'estime que c'est nécessaire.

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas d'avoir raison, ce serait puéril, on s'en fout, c'est de parvenir à une analyse la plus profonde et la plus fine possible de la situation pour définir une tactique et une stratégie et la manière d'intervenir dans la lutte des classes pour aller de l'avant, peu importe comment nous sommes parvenu à cet objectif du moment qu'il a été atteint. A nous ensuite d'être capable de l'expliquer aux travailleurs et aux militants pour qu'ils y réfléchissent et éventuellement qu'ils s'en saisissent si elle leur convient. Rien ni personne ne peut nous faire dévier de notre méthode, mais nous laissons chacun décider librement de partager ou non notre analyse, nos idées, etc. Je crois avoir compris que c'était le fondement de la méthode de Lénine.

Quand on n'a pas confiance en soi, on ne peut pas défendre honnêtement ses idées, parce qu'on ne les a pas suffisamment travaillées pour les étayer solidement, parce qu'on ne maîtrise pas son sujet, là en l'occurence parce qu'on ne croit plus dans les masses et dans le socialisme, on craint la confrontation d'idées alors on essaie de les imposer aux autres et on recourt à des moyens malhonnêtes. Cela me fait penser à l'histoire du thermomètre que vous connaissez tous ou du chien qu'on accuse d'avoir la rage. Nous ne sommes pas parvenus à construire le parti depuis la mort de Trotsky, si une faute ou une erreur a été commise quelque part, il ne faut pas chercher ailleurs que chez nous, dans nos propres rangs, c'est la responsabilité de nos dirigeants auxquels nous octroyons le droit à l'erreur à condition qu'ils les corrigent au lieu de les justifier ou de les reproduire sans cesse, ou alors il faut en conclure que le socialisme était une magnifique utopie, que les masses sont vouées à demeurer dans une profonde ignorance et qu'on ne parviendra jamais à vaincre le capitalisme, et alors oui pour le coup on pourrait être livrés à un Nouvel ordre mondial ou à une dictature mondiale implacable, effroyable. A chacun de prendre ses responsabilités.

ACTUALITÉ DU JOUR

Dans un rapport Goldman Sachs avait prédit récemment que l'euro atteindrait 1,37 dollar : on y est !

Qui mène la barque ? La réponse tient dans le titre.

Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a estimé dimanche sur France 2 que l'euro était "*fort, peut-être d'ailleurs trop fort*", alors que la monnaie unique évolue au-dessus de 1,36 dollar, ce qui est pénalisant pour les exportations.

L'euro a encore progressé face au dollar vendredi, évoluant au-dessus du seuil de 1,36 dollar après avoir atteint dans la journée 1,3711 dollar, son plus haut niveau depuis mi-novembre 2011, en raison d'un regain d'optimisme sur les perspectives de l'économie en zone euro.

La monnaie unique a également augmenté face à la devise nippone et touché 126,97 yens, son plus haut niveau depuis fin avril 2010.

Pour le gouvernement français, cette hausse devient préoccupante car une monnaie trop forte pèse sur les exportations.

Impensable, impossible.

- M. Moscovici a également assuré qu'il tablait sur une inversion de la courbe du chômage d'ici à la fin de l'année à la faveur d'une amélioration de la conjoncture en France et dans le monde. AFP 03.02

Si vous n'avez pas lu l'article mis en ligne dans la rubrique Economie, c'est dommage : *L'Euro serait-il une arme de destruction massive créée contre l'Europe des Nations ?*, car il fournissait les éléments pour comprendre à quoi rime un euro fort face à un dollar, un yen et une livre faible : un nouveau "*choc de compétitivité* conduisant les gouvernements européens à redoubler (et justifier) leur offensive contre la classe ouvrière en réduisant davantage le coût du travail (les salaires) tout en augmentant la durée du travail, le taux d'exploitation...

ACTUALITE EN TITRES

De la crise économique du capitalisme à la crise politique de ses institutions politiques...

- Budget de l'UE: les conditions "*pas encore réunies*" pour un accord, dit Hollande - AFP

- Qui veut la peau de David Cameron ? - LePoint.fr

- Espagne: le scandale de corruption tourne à la crise politique - AFP

- Tunisie: crise politique faute de compromis sur un nouveau gouvernement Hamida BEN SALAH - AFP

- Égypte : le fossé se creuse entre le pouvoir et l'opposition - LePoint.fr

Un os à ronger pour les féministes !s

- EADS: le comité des nominations préfère Trichet ou Pébereau à Lauvergeon - AFP

Question grotesque !

- Pourquoi les politiques n'assument pas l'engagement pour motif économique de l'armée française en Afrique - Atlantico.fr

Tiens donc !

- Comment l'antiracisme s'est imposé comme cause de remplacement (facile) à la défense de la classe ouvrière - Atlantico.fr

Propagande de la réaction.

- Taxe à 75 % : les Français y sont de moins en moins favorables - Atlantico.fr

Et tout naturellement ils sont une majorité à répondre présent aux sirènes de l'ultra libéralisme qu'incarne le PS en se déclarant favorables au mariage pour tous, à la guerre contre le peuple malien...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

1- La police torture et maquille les photos qu'elle livre aux médias

La police a diffusé les photos de 4 suspects arrêtés après un double vol à main armée. Deux Grecs avaient été arrêtés pour avoir participé à des hold-up dans des banques près de Kozani, une ville du nord-ouest de la Grèce, et sont soupçonnés d'appartenance à un groupe extrémiste, a annoncé samedi le directeur de la police locale.

Les deux suspects, âgés respectivement de 22 et de 25 ans, étaient recherchés par la police antiterroriste pour leurs liens présumés avec le groupe anarchiste la Conspiration des Cellules de feu, qui figure sur la liste noire des organisations terroristes internationales établie par les États-Unis, a dit une source policière.

Ils ont été arrêtés vendredi avec deux autres personnes pour avoir pris part à des hold-up dans deux banques de la commune de Velvedos, près de Kozani, selon un communiqué de la police. Dans leur véhicule, les policiers ont découvert deux fusils d'assaut kalachnikov, un pistolet Scorpion et trois autres revolvers, d'après cette même source.

Hier, samedi, la police a diffusé les photos des 4 détenus sur le site officiel de la police (le lien peut ne pas fonctionner ou avoir été supprimé par les forces de l'ordre).

Ces photos montrent clairement que les détenus ont subi des mauvais traitements. (disponibles sur leur portail : http://www.okeanews.fr)

Hier soir, on pouvait voir dans les informations de la chaîne Mega la diffusion des photos sans aucune mention de leur modification.

Manifestement, cela ne pose aucun problème, ni à la police, ni aux grandes chaînes de télévision, de publier des photos trafiquées : une méthode -déjà utilisée- qui ressemble à celles pratiquées par la junte militaire et par les dictatures. okeanews.fr 03.02

2- Après que le FMI ait reçu le soutien et des gages de bonnes conduites de Syriza

L'impact sur la récession du plan de rigueur imposé à la Grèce, dont certaines "*erreurs*" ont été évoquées par des hauts responsables de l'UE et du FMI, "*pourrait être rectifié*", a estimé dimanche le ministre grec du Développement.

"*Il y a eu des erreurs dans la recette*" du plan d'austérité, dicté par l'UE et le FMI et "*nous essayons les rectifier dans la mesure du possible*", a indiqué Costis Hadzidakis dans un entretien au journal Real News.

Compte tenu que "*la troïka (UE-BCE-FMI) a reconnu qu'il y a eu des erreurs*" et que "*le gouvernement grec fait actuellement un effort sérieux pour rétablir la confiance du pays*", "*tout cela pourrait conduire à des rectifications*" et l'apaisement de la rigueur, a souligné le ministre.

Plusieurs hauts responsables de l'UE et du FMI ont critiqué l'impact de l'austérité stricte imposée au pays depuis le début de la crise de la dette en 2010, qui a plongé la Grèce dans une récession profonde.

Le débat a rouvert après un récent article des économistes au FMI, Olivier Blanchard et Daniel Leigh, où ils expliquaient que l'utilisation d'un mauvais coefficient de calcul a débouché sur une sous-estimation des effets négatifs de l'austérité en Europe.

Tenant d'une ligne plus souple au sein du FMI, M. Blanchard avait déjà reconnu que les effets de l'austérité sur la croissance avaient été sous-estimés notamment en Grèce, en récession pour la cinquième année consécutive.

En octobre, le ministre adjoint grec aux Finances, Christos Staikouras, avait relevé que le FMI s'était trompé en matière d'impact de la rigueur sur la récession.

Depuis 2009, "*le coefficient multiplicateur*" des mesures de rigueur sur le recul de croissance a été "*d'environ 1, au lieu de 0,5*" qui avait été retenu pour la mise au point par l'UE et le FMI des plans de redressement dictés à la Grèce en échange des prêts internationaux, avait dit M. Staïkouras, soulignant que même le FMI "*le reconnaît désormais*".

Interrogé jeudi sur la question lors d'une conférence de presse, le porte-parole du FMI Gerry Rice a rappelé que l'institution a "*mis à jour ce multiplicateur*" dès qu'elle s'était aperçu "*que les conditions en Grèce étaient différentes*" que celles prises en compte lors du début de la crise.

Toutefois, M. Rice a souligné que "*ce multiplicateur n'était qu'une dimension du problème*" et qu'il y avait "*d'autre facteurs qui déterminent l'ajustement des finances publiques de chaque pays*". "*Et chaque pays est différent*", a-t-il conclu.

De son côté, le ministre des Finances Yannis Stournaras a indiqué dimanche dans un entretien publié au quotidien Kathimérini que "*l'autocritique du FMI aurait dû être fait plus tôt*".

"*Nous avons été contraint de prendre des mesures beaucoup plus nombreuses que celles qu'il faillait pour atteindre les objectifs (...) mais cela peut nous permettre d'arriver à un excédent primaire dès 2013*", a dit M. Stournaras.

Mais pour le chef du principal parti de l'opposition de la Gauche radicale Alexis Tsipras, qui impute au plan de rigueur l'effondrement de l'économie, la voie pour sortir de la crise n'est que "*la fin du cercle vicieux des politiques d'austérité*".

"*Il faut entrer dans la voie de la croissance*" et "*la viabilité de la dette dépend de la restructuration (haircut) de la dette*", a-t-il dit dans un entretien publié dimanche également à Kathimérini.

Sans exclure l'éventualité "*d'une nouvelle restructuration de la dette*", M. Stournaras a répondu que "*la condition pour une nouvelle décote serait d'arriver à un excédent primaire*".

Les hauts responsables de la troïka sont attendus fin février à Athènes pour le contrôle régulier des comptes grecs en vue de la poursuite des versements des prêts au pays. AFP 03.02

On ne peut que sourire en prenant connaissance de la déclaration du dirigeant de Syriza, d'Alexis Tsipras, après avoir lu l'article en ligne dans cette page sur les gages qu'il a fournis la semaine dernière au FMI et à Washington.

3- Un climat politique délétère

Toutes les normes s'effondrent au Parlement grec, où les débats sur les épuisantes mesures d'austérité depuis quatre ans sont pimentés et parfois rendus explosifs par l'arrivée de flopées de députés novices au sang chaud.

Deux députées du parti conservateur et d'un parti nationaliste en sont presque venues aux mains la semaine dernière, après une insulte lancée en séance.

"*Fiche le camp, espèce de salope*", a répondu la députée attaquée, membre du parti de la droite de Nouvelle Démocratie dirigé par l'actuel Premier ministre Antonis Samaras, avant que la séance ne soit prestement ajournée par le président.

Le 31 janvier, le nouveau député nationaliste Vassilis Kapernaros, un avocat, s'est cassé un doigt en tapant sur son pupitre durant un débat particulièrement agité.

Quelques jours avant, c'est un autre député débutant, du parti de gauche radicale Syriza, qui a fait les gros titres en semblant appeler le peuple grec au combat armé contre les mesures d'austérité lors d'une interview.

Un autre député du Syriza, l'auteur Petros Tatsopoulos, avait auparavant affirmé sérieusement dans une interview qu'il avait "*baisé la moitié d'Athènes*", déclenchant de nombreuses réactions outragées sur internet.

Les pires incidents de séance reviennent aux députés du parti néo nazi Aube Dorée.

Au cours des mois passés, les membres de ce parti à la discipline militaire ont accusé le ministre de l'Ordre public, qui supervise la police, d'être "*un homme des Juifs*" et un député musulman d'être un agent des Turcs.

"*Assieds toi, tu es encore saoule*", a lancé en séance le député et porte-parole de ce parti, Ilias Kassidiaris, ancien militaire, à une députée conservatrice lors d'un vote récent.

En séance, le député Kassidiaris a poussé la provocation jusqu'à lire en public un passage du célèbre faux antisémite "*Les protocoles des sages de Sion*", sans être inquiété, ni condamné.

Enfin, dans un registre plus léger, certains déplorent aussi le laisser-aller vestimentaire des nouveaux députés grecs.

Le vice-président du Parlement Christos Markoyiannakis, un conservateur, déplorait ainsi la semaine dernière le nombre croissant de jeans et de mini jupes dans l'hémicycle: "*Nous ne pouvons plus avoir des gens en manches courtes et tatouages*". AFP 03.02

Hormis les jeans et les mini jupes ou les tatouages qui n'ont rien d'outrageant, ces comportements sont à l'image des institutions et de la classe dominante grecque. Il est plus que temps de faire table rase du passé!

SOCIAL

Grèce

Les marins grecs ont décidé dimanche de prolonger de 48 heures leur grève contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement, ce qui menace de couper totalement des dizaines d'îles du continent pendant au moins six jours.

Les marins exigent le versement de plusieurs mois d'arriérés de salaire et le retrait d'un projet de loi affaiblissant leur syndicat par la création d'un nouveau contrat conclu directement entre les propriétaires de bateaux et leurs employés.

"*La loi anéantit la profession de marin et toutes les règles qui la sous-tendent*", affirme le syndicat PNO.

La grève, qui a débuté jeudi, a commencé à provoquer des pénuries dans les épiceries de certaines îles et elle entrave les exportations agricoles à destination des Balkans et au-delà, s'alarme dans un communiqué l'association athénienne des producteurs de légumes.

Des agriculteurs ont pour leur part perturbé la circulation sur plusieurs autoroutes du pays en s'asseyant sur la chaussée et en distribuant gratuitement du riz aux automobilistes. Ils protestent contre l'alourdissement de la fiscalité sur leur secteur dans le cadre des mesures prises par le gouvernement pour tenter de rétablir les comptes publics.

"*Nous n'avons d'autre choix que de poursuivre notre mouvement, nous sommes au bord du désespoir*", a dit un agriculteur interrogé par la chaîne de télévision NET.

Le gouvernement vient d'abaisser le montant de certains remboursements et de subventions pour l'achat de carburant dont bénéficient les agriculteurs, tout en augmentant leurs cotisations sociales.

Le gouvernement discute avec les grévistes mais il exclut de reculer sur la moindre de leurs revendications afin de ne pas assouplir son effort budgétaire. Cette politique d'austérité est une condition posée par l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) au versement de leur aide financière.

Le principal syndicat du pays, GSEE, a appelé à une grève de 24 heures le 20 février. Reuters 03.02

Haut de page

Le 5 février

CAUSERIE

Lundi en fin d'après-midi

Place à l'actualité.

- Pourquoi Caroline Fourest attaque-t-elle Michel Collon ? - 3 février - http://michelcollon.info

Ce mardi 5 à 20h35, France 5 diffusera un documentaire de Caroline Fourest, qui attaquera notamment Michel Collon comme faisant partie des « *réseaux de l'extrême* » et des « *obsédés du complot* ». Sa réaction : Il paraît que je fais partie, je cite la présentation officielle de l'émission, des « *obsédés du complot* », ces « *tribus d'internautes soumis à des mercenaires de la propagande passés maîtres dans l'art de désinformer pour radicaliser les identités et discréditer la démocratie en même temps que la presse.* »

Rien que ça ! J'ai écrit à la présentatrice de l'émission, Carole Gaessler, pour demander à pouvoir me justifier de ces crimes épouvantables, et des calomnies de Fourest, dans le débat qu'elle animera ensuite. Pas de réponse à ce jour.

J'invite chacun à regarder cette émission en réfléchissant aux questions suivantes :

Pourquoi Fourest m'accuse-t-elle sans m'avoir jamais demandé ce que je pense réellement ?

Pourquoi ne cite-t-elle jamais mes articles et livres où j'écris exactement le contraire de ce qu'elle m'attribue ?

Pourquoi, à la place, me calomnie-t-elle en m'amalgamant à des gens d'extrême droite avec qui je n'ai rien à voir et que je combat ?

Pourquoi refuse-t-elle un débat public qui permettrait aux gens de se faire leur opinion ?

Pourquoi met-elle toute son énergie à critiquer les auteurs très divers comme Chomsky, Bricmont et Ramadan et moi-même qui critiquons Israël et les guerres des USA ?

Si vous souhaitez poser vos questions à l'animatrice de l'émission : carole.gaessler@francetv.fr

Sur ces rumeurs et calomnies répandues par Fourest et quelques autres personnes, notre site Investig'Action – michelcollon.

info reviendra dès que possible. Il faut savoir que notre équipe, trop petite, a beaucoup de travail notamment sur le Mali… Fin

Nous soutenons inconditionnellement Michel Collon et ses collaborateurs, le portail qu'ils animent.

S'il y a complot, il vient de ceux que le juge anti-mafia Ferdinando Imposimato a dénoncés publiquement dont font partie les médias aux ordres invités aux réunions du groupe Bilderberg dirigé par le cartel des banquiers de la Fed. Voir la causerie du 4 février et la vidéo en ligne.

J'ajoute le courriel que j'ai envoyé à carole.gaessler@francetv.fr

Madame,

Suite à l'annonce de la diffusion d'un documentaire de Caroline Fourest mardi 5 à 20h35 sur France 5, qui attaquera notamment Michel Collon comme faisant partie des « *réseaux de l'extrême* » et des « *obsédés du complot* », accusation intolérable, calomnie insupportable.

Si complot il y a, ce n'est pas chez Michel Collon ou d'autres journalistes indépendants qu'il faut le chercher, mais du côté du cartel des banquiers internationaux et de l'élite intellectuel dont font partie la plupart des médias qui se réunissent dans le cadre du groupe Bilderberg, nottamment. La preuve ci-dessous si nécessaire. Gageons que vous n'oserez pas remettre en cause l'impartialité du Président honoraire de la cour de cassation italienne.

Avec mes salutations respectueuses.

Tardieu Jean-Claude.

J'ai reproduit ensuite la présentation de son livre qui figure dans le portail du Réseau Voltaire.

La suite mardi après-midi.

J'ai laissé de côté quelques articles de presse, ce sera pour demain ou en fin de journée, ainsi que d'autres articles que je mettrai en ligne, plus le temps.

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir, sinon à quoi bon ?

L'être humain ou le citoyen est réduit au rôle de vulgaire consommateur, de machine à consommer dans leur société de plus en plus ultra libérale calquée sur le modèle anglo-saxon.

Leur société n'a pas ou plus pour objet de produire pour satisfaire des besoins bien qu'imparfaitement ou de manière inégale selon le statut social de chacun ou encore pour accéder à un niveau de vie meilleur, mais uniquement pour consommer en nombre toujours croissant des marchandises (et des services) le plus rapidement possible ou des biens d'équipement dont la durée de vie est programmée, de manière à ce que la rotation du capital s'accélère, histoire de compenser en partie (en volume) la baisse du taux de profit qui est inhérente au développement du capitalisme.

On s'aperçoit ainsi que cette tendance qui est devenue la norme et que les gouvernants appellent de manière erronée ou démagogique la croissance, est le produit non pas d'une théorie, mais des contradictions du capitalisme qui font partie de ses lois de fonctionnement et qui renvoient à ses fondements, donc posent la question de son abolition pour y mettre un mettre. On pourrait ajouter, de la même manière que la financiarisation de l'économie n'est qu'un moyen pour tenter de s'affranchir de ces contradictions et ces lois. Ce qui rend particulièrement réactionnaire la période que nous vivons, c'est que les deux se combinent de nos jours et sont poussés à l'extrême.

La croissance telle qu'ils la conçoivent se résume à produire plus pour consommer plus et ainsi de suite, ce qui permet d'un côté aux capitalistes d'engranger toujours plus de profit, de l'autre de faire en sorte que le but de l'existence soit de travailler toujours plus pour consommer toujours plus, de préférence en s'endettant puisque le coût du travail, les salaires tendent à baisser et les prix, taxes et impôts à augmenter sans cesse, c'est la spirale infernale qui permet à la machine capitaliste de continuer de fonctionner au profit des rentiers, tandis que le travailleur est de plus en plus transformé en esclave, enchaîné à un système économique qui lui échappe totalement puisque dans l'état actuel des choses il ne dispose d'aucun moyen politique de s'y opposer. Toute autre norme ou statut, on n'ose pas dire valeur, devient un obstacle et donc obsolète, voilà où nous en sommes rendus.

Je continuerai cet exposé par la critique d'un entretien que le philosophe Jean-Claude Michea a accordé au Clav (http://www.youtube.com/watch?v=5r-tlZfGPW0). L'analyse qu'il fournit du libéralisme rejoint la critique du libéralisme culturel à laquelle je me

suis livré ces dernières semaines sans pour autant partager la conclusion à laquelle il parvient, parce qu'il arrive à épouser la théorie de la décroissance qui on ne sait pas quel miracle nous délivrerait de la dictature du marché, question que nous considérons comme déterminante car les rapports économiques sont à la base de tous les rapports dans la société et sur laquelle en définitif il ne se prononce pas dans cet entretien.

Autrement dit, il nous livre une brillante analyse qui souffre d'une faiblesse récurrente chez pratiquement tous les intellectuels aujourd'hui, à savoir que dès qu'il s'agit d'aborder la manière pratique de mettre un terme au capitalisme ou d'aborder la question politique pour résoudre cette question, il répond aux abonnés absents. Ce qui me fait dire que sa démonstration consiste en un constat que nous avons déjà établi depuis longtemps sans rien nous apporter de plus.

Avant d'écrire ces lignes, j'ai pris soin de visionner à nouveau cet entretien, et comme je ne suis pas un intellectuel et que j'ai un cerveau qui ne fonctionne pas de la même manière, j'ai retranscrit sur papier certains passages sur lesquels je voulais réfléchir à tête reposée, et là, en les relisant, j'ai eu la surprise de discerner des contrevérités sur lesquelles était bâtie sa démonstration, je n'en relèverai que deux ici pour faire bref, de telle sorte qu'il est facile de cerner en quoi réside sa principale faiblesse dont j'ai déjà eu l'occasion de parler dans d'autres causeries à propos d'autres intellectuelles, à savoir qu'ils n'allaient pas au bout de leur analyse, qu'ils se contentaient à un moment donné d'idées reçues.

A un moment donné il cite Engels à propos du libéralisme culturel "*chacun se replie sur son mode de vie particulier où les gens n'ont plus de valeurs communes et partagées qui leur permettaient de ne pas se nuire les uns les autres, on retourne à la guerre de tous contre tous*".

Bien, je pense plutôt que le libéralisme dans sa version culturelle ou sociétale consiste à remplacer certaines valeurs par d'autres qui seront tout autant partagées que celles qui existaient précédemment, ce qu'on en pense est une autre question. Par exemple, avant on estimait que le mariage entre homosexuels était une monstruosité et cette idée était partagée par le plus grand nombre, c'était la norme, demain cette idée sera adoptée par la même majorité et elle deviendra la nouvelle norme. Autrefois si une femme portait une mini jupe, on disait d'elle que c'était une salope ou une putain, puis quand un grand nombre de femmes adoptèrent la mini jupe, plus personne ou presque ne porta ce jugement, une nouvelle norme en avait remplacé une autre.

La question ne réside donc pas dans le fait de disposer ou non de valeurs communes mais bien de leur contenu ou de leur orientation. Pour reprendre le premier exemple, quoi qu'on fasse ou que le législateur décide, la norme demeurera qu'un homme est fait pour s'accoupler avec une femme, et que seul de cet accouplement peut naître un enfant ou l'espèce humaine peut se reproduire, jusqu'à preuve du contraire en dehors de quelques exceptions dans le monde animal, cette norme est et demeurera universelle. Lui en substituer une autre consiste à violer, à nier les principes fondamentaux sur lesquels reposent la nature, l'existence de l'espèce humaine qui finalement n'a pas plus d'importance qu'une vulgaire marchandise sur laquelle on peut faire figurer n'importe quelle étiquette puisqu'elle est destinée à être consommée comme force de travail source de profit et à produire ensuite du profit, on en revient ainsi à notre sujet de départ et la boucle est bouclée.

Plus loin il reproduisait la même erreur en émettant l'idée que le libéralisme culturel conduisait l'Etat à "*ne rien prescrire sur le plan moral, philosophique ou autres*", ce qui est faux et on peut parfaitement l'observer actuellement ou même quotidiennement, c'est encore une fois mal poser le problème. La question n'est pas de savoir si l'Etat prescrit ou non quelque chose sur le plan culturel, économique social ou autres, car même quand il demeure silencieux ou qu'il semble ne pas prendre partie, il adopte forcément une position qui consiste à privilégier tel ou tel comportement ou pratique.

J'ai l'impression que paradoxalement son raisonnement ou sa démarche intellectuelle aboutit à une sorte de nihilisme, où finalement il refuse de se pencher sur le contenu des valeurs ou des principes sur lesquels il disserte, parce que dans le cas contraire cela le forcerait à émettre un jugement qu'il ne pourrait pas forcément assumer, car il l'obligerait à se poser la question des rapports sur lesquels il repose, et là il s'apercevrait que la manière dont ils les avaient envisagés jusque là, sur un plan philosophique ou existentiel ne permettait pas justement d'analyser la société et d'en tirer des conclusions politiques pratiques, de résoudre les questions qu'il se posait ou qui étaient posées à l'ensemble de la société, que toute sa construction philosophique aboutissait à une impasse. Souvenons-nous que les philosophes sont enfermés dans un système qu'ils se sont forgés ou qu'ils ont emprunté à d'autres, et qu'ils passent ensuite le reste de leur existence à le justifier ou à le défendre, alors que le plus souvent il n'a qu'un rapport lointain ou approximatif avec la réalité, pour ne pas dire qu'il marche sur la tête.

Le principal défaut de l'intellectuel, c'est qu'il est bourré de tics, de petites cases dans son cerveau sur lesquelles figurent des étiquettes et dans lesquels il a classé un tas de données ou connaissances, et lorsqu'il doit aborder une question et qu'il entend prononcer un mot il va piocher dans la case correspondante et ainsi de suite, mettant consciencieusement bout à bout tout ce matériel qu'il a rassemblé et qui tient plus ou moins debout, sans qu'il s'aperçoive qu'il est hors sujet, qu'il ne répond pas à la question qui lui a été posée ou que sa réponse comporte des contradictions ou des contrevérités que décèlera un auditoire averti, je caricature mais je ne dois pas être bien loin de la manière de procéder de la plupart d'entre eux.

On arrêtera là, il est presque minuit et je suis épuisé.

En présence d'intellectuels on peut se sentir inférieur, vulnérable, mais il y a toujours un moyen de s'en sortir.

Assurément je ne tenterais pas de rivaliser avec eux quant au débit avec lequel ils peuvent s'exprimer, je serais battu à plate couture. Je serais forcé de ruser ou de manoeuvrer pour combler cet handicap en exposant mon point de vue qui est aussi ou plus structuré ou cohérent encore que le leur, en leur demandant ensuite de se prononcer sur ce qu'ils viennent d'entendre sachant que je maîtrise parfaitement mon sujet, je les forcerais à sortir du bois ou de leurs petites cases pour se placer sur le terrain que j'ai choisi, celui de la réalité, c'est bien celui qui nous concerne pour changer la société, n'est-ce pas ?

Un dernier mot.

J'ai la trame de plusieurs articles en tête, mais je ne peux pas être partout à la fois, j'essaie d'aller à l'essentiel et d'économiser le temps dont je dispose et le vôtre par la même occasion. Entre nous, mon épouse me mène une vie infernale, c'est un vrai cauchemar parce que je consacre trop de temps, tout mon temps à actualiser le site. J'ai même annulé le dentiste qui attendra encore quelques jours.

Courriel adressé au M'PEP (contact@m-pep.org)

Le M'PEP avait cru bien faire en publiant sur son portail un article de Samir Amin, économiste franco-égyptien et directeur du Forum du Tiers-Monde, dans lequel il justifiait l'intervention militaire de l'impérialisme français au Mali, ce qui était son droit.

Suite à cette publication, le M'PEP a reçu de nombreux courriels dont certains exprimaient leur refus de soutenir cette position, et plus surprenant d'autres la soutenant, c'est à se demander quelle est la nature des gens qui fréquentent le portail du M'PEP, mais c'est une autre question, personnellement cela ne me surprend pas du tout, c'est l'inverse qui aurait été étonnant au regard de l'orientation politique que défend cette formation.

Tout cela figure dans leur portail ainsi que le *Bref commentaire concernant les critiques adressées à mon article « Mali janvier 2013 »* que l'auteur a envoyé pour diffusion au M'PEP et daté du 4 février.

N'ayant pas l'adresse électronique de Samir Amin, je vais adresser le courriel suivant au M'PEP, ils en feront ce qu'ils voudront, je rappelle que je n'ai jamais adhéré à cette formation ni à aucune autre à ce jour.

Bonjour,

Vous devriez conseiller à Samir Amin de lire attentivement les 80 articles et vidéos qui figurent en ligne dans mon portail sur la guerre de rapine que mène l'impérialisme français au Mali, peut-être qu'il comprendrait que la France combat aujourd'hui ceux qu'elle a armés hier et que la situation au Mali n'est que le produit de sa politique coloniale qui n'a en réalité jamais cessé et qui va continuer. Il faudrait ajouter et qu'elle arme toujours en Syrie...

Que dit-il pour tenter de justifier sa prise de position ?

Que la France va libérer le Mali des islamistes radicaux qui faisaient régner la terreur pour le bien du peuple malien, alors qu'elle a toujours oeuvré contre ses intérêts et le développement d'un pays par ailleurs extrêmement riche en matières premières, or uranium, pétrole, gaz, phosphate, pierres précieuses, etc. dont la majorité de la population vit dans la misère.

Je passe sur la question purement politique, l'illégitimité du régime en place, l'assassinat par la France du président malien Keita pour mettre à sa place un dictateur pendant plus de deux décennies... Si Samir Amin n'a pas de mémoire ou que cela l'arrange de ne pas en avoir qui sait, les Maliens en ont une, je ne parle pas des semblables de monsieur Samir Amin qui ne doivent manquer de rien à Bamako, je parle de la majorité du peuple malien miséreux qui se tape sur le ventre et vit quotidiennement dans l'angoisse du lendemain.

Je vous avouerai que j'estime insupportable ce genre de discours tenu par des intellectuels, je le condamne sans appel.

Dans mon portail, j'ai mis en ligne environ 80 documents provenant de sources diverses, mais aucun ne fait l'apologie du colonialisme français, aucun, idem sur la Syrie avec plus de 430 articles, par un ne soutient l'agression contre la Syrie indépendante et souveraine, idem sur la Libye.

Pour la petite histoire à propos de la Libye et pour être honnête jusqu'au bout, je voudrais ajouter qu'au début j'ai eu une réaction proche de celle de cet intellectuel, mais en partant d'un raisonnement totalement différent et en arrivant aussi à une conclusion différente. En réalité, c'étais dû au fait que j'ignorais une partie de l'histoire en amont ou je n'étais pas en possession des éléments me permettant d'analyser la situation en Libye et dans la région, cependant pour être resté constamment sur le terrain de la lutte des classes, j'ai ensuite rectifié le tir.

Evidemment, jamais je n'ai soutenu le bombardement de la Libye, je m'étais seulement refusé de le condamner pensant que la

lutte des classes se développerait dans ce pays une fois Kadhafi tombé, je l'ai condamné quand il devint évident que la coalition militaire des puissance occidentales était en train de détruire le pays et de causer de terribles souffrances à tout son peuple, position qui m'avait été inspirée par l'attitude Marx face à Bismarck quand la France s'attaqua à l'unité de l'Allemagne il le soutient, puis Marx s'en désolidarisa quand Bismarck entreprit de s'attaquer à la République en France. Donc la position que j'avais adoptée n'était peut-être pas totalement erronée puisque aujourd'hui les autorités libyennes sont justement au prise avec un nouveau mouvement de contestation qui parcourt tout le pays et qui conteste le régime en place, la jeunesse et les travailleurs libyens pourraient s'inspirer de l'Egypte dans des conditions plus difficiles toutefois.

Je regrette de ne pas avoir soutenu ouvertement la souveraineté et l'unité de la Libye comme je le fais depuis deux ans à propos de la Syrie, car cette agression contre la Libye s'inscrivait dans un plan d'ensemble concocté de longue date par l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux, français, britannique et italien principalement sous l'égide de l'Africom pour déstabiliser toute la région, dont le Mali, le Niger, le Tchad et par la suite l'Algérie, afin de recoloniser ou de renforcer leurs positions politiques au Maghreb et en Afrique du Nord pour mieux les piller et contrecarrer les impérialistes chinois et russe vers lesquels les régimes de cette région se tournaient de plus en plus pour assurer leur développement ou se doter d'infrastructures en échange de l'exploitation des matières premières de leur pays ou de parts de marché dans tous les secteurs de l'économie.

Ainsi toutes ces guerres impérialistes depuis celle contre l'Afghanistan jusqu'à celle contre le Mali n'avaient absolument rien affaire avec les besoins de ces peuples, mais consistaient uniquement en une guerre économique que les différents impérialismes se livraient pour s'assurer le contrôle de matières premières indispensables à leur économie financière ou basée sur la spéculation et la consommation à outrance qui permet à l'oligarchie financière, aux banquiers et aux riches actionnaires qui contrôlent les multinationales qui sévissent de l'Afghanistan à la Mauritanie de continuer d'engranger d'énormes profits et d'exercer leur hégémonie sur le reste du monde face à leurs concurrents chinois et russes principalement, y compris au détriment de leur propre peuple aux Etats-Unis et dans l'Union européenne, en Chine ou en Russie.

Les guerres impérialistes, qu'elles soient menées sur la plan économique ou politique, n'ont finalement qu'un seul ennemi : les masses exploitées et opprimées de tous les pays, que ce soit sous la forme d'une dictature pour les maintenir sous le joug d'une exploitation effrénée ou les livrer à une brutale régression sociale, à une violente politique d'austérité ou en recourant à des bombardements.

Je terminerai en disant qu'un effroyable massacre serait perpétré dans un pays où règnerait un régime corrompu ou une dictature mise en place ou soutenue par un impérialisme, que je refuserais de soutenir toute intervention militaire impérialiste pour y mettre un terme puisqu'il en porterait la responsabilité. Autrement ce serait occulter sa responsabilité au lieu de le condamner, car ce serait lui finalement qui aurait fait en sorte que les conditions soient réunies pour que ce massacre ait lieu, l'occulter serait participer à la propagande de désinformation à laquelle se livreraient les médias à la solde de cet impérialisme, ce que je ne peux concevoir un instant.

Le problème de monsieur Samir Amin et de la plupart des intellectuels qui par ailleurs peuvent être animés des meilleures intentions du monde, c'est qu'ils sont incapables de se situer sur le terrain de la lutte des classes et de se placer résolument au côté des opprimés et des exploités. Cela vaut également pour la plupart des partis ou formations qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme qui ont abandonné ou se sont écartés de ce terrain de classe pour finalement se placer au côté de leur propre impérialisme au nom d'un humanisme à cent balles ou de salon, c'est la raison pour laquelle ils soutiennent les entreprises guerrières de leur propre impérialisme, leur propre bourgeoisie, de l'Afghanistan au Mali. A vous de jugez si le M'PEP en fait partie.

Fraternellement.

Tardieu Jean-Claude

Le Monde ou la voix de l'Etat terroriste sioniste

Situé dans la proche banlieue de la capitale syrienne, imaginez un instant quelle terribles conséquences aurait eu ce bombardement s'il avait atteint un dépôt de produits chimiques et d'explosifs. On mesure ici le degré de cynisme et de pourriture de l'Etat sioniste.

Le raid israélien en Syrie visait un centre de recherche sur les armes biologiques et chimiques - Lemonde.fr

L'aviation israélienne a bombardé mercredi près de Damas un site de missiles sol-air et un complexe militaire adjacent abritant des produits chimiques, l'Etat hébreu craignant des transferts d'armes au Hezbollah chiite libanais. Lemonde.fr 04.02

Commentaire d'un internaute

- "*J'ignore si l'attaque était justifiée ou non, mais ce qui me choque c'est que le Monde présente comme un fait que l'attaque visait*

un centre de recherche sur les armes chimiques et biologiques, alors que le journaliste n'en sait rien et qu'il se contente de répéter une affirmation du ministère de la Défense Israélien. Tout cela aurait du être écrit au conditionnel."

Le Réseau Voltaire avait précisé le 31 janvier les informations suivantes :

- Ce centre n'abritait ni Sam-7, ni armes chimiques. En effet, la destruction de Sam-7 aurait provoqué des explosions visibles depuis la capitale. Et la destruction d'armes chimiques prêtes à l'emploi (c'est-à-dire dont les composants ont déjà été mélangés) aurait provoqué une catastrophe.

Une source officieuse syrienne a indiqué au Réseau Voltaire que l'Armée arabe syrienne a saisi, il y a quelques jours, des matériels israéliens sophistiqués utilisés par les Contras et les avaient apportés dans ce Centre de recherche où ils devaient être démontés et analysés.

C'est probablement ce matériel que les Israéliens ont voulu détruire avant qu'il ne soit transporté en Russie ou en Iran. Le Centre avait d'abord été attaqué par des commandos au sol de l'Armée syrienne libre qui avaient été repoussés. Puis, l'Armée de l'air israélienne est intervenue elle-même pour effectuer le travail que les Contras n'avaient pas été capables de réaliser.

Les sionistes se sentent chez eux sous le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius

Le lobby pro sioniste US débarque en France!

C'est en France que la Conférence des dirigeants des juifs des Etats-Unis se réunira cette année pour tenir sa conférence annuelle! C'est dire à quel point le président Hollande, son premier ministre, son ministre des AE et autres responsables du pays que les membres de cette conférence projettent de rencontrer font l'objet d'une entière confiance de la part d'Israël. C'est le CRIF qui a organisé ce méga show où participeront quelques 100 chefs sionistes américains! french.irib.ir 04.02

ACTUALITÉ DU JOUR

Récupération. Des paroles aux actes...

Le numéro un de la CFDT Laurent Berger reconnaît une fracture syndicale en France, plus particulièrement avec la CGT, mais insiste sur la persistance d'un dialogue, après l'accord sur la sécurisation de l'emploi signé par sa centrale mais ni par FO ni par la CGT, dans un entretien aux Echos lundi.

"*L'accord a mis en lumière les différences profondes d'approche du syndicalisme entre la CGT et la CFDT. La CGT dénonce mais ne s'engage pas et demande à l'Etat d'agir alors que nous nous engageons pleinement dans les négociations*", affirme Laurent Berger au quotidien économique, pointant aussi un "*durcissement*" de ton de la CGT, selon lui, pas "*étonnant*" à l'approche de son congrès.

Interrogé sur les mots durs du patron de FO Jean-Claude Mailly à l'égard de l'accord, M. Berger a dit "*déplorer les excès dans l'expression*" et appeler "*à un peu plus de raison*", ajoutant cependant: "*Mais nos relations ne sont pas si tendues*". "*Il y a des divergences mais il n'y a pas de guerre syndicale*", a-t-il ajouté en rappelant que des discussions en intersyndicale étaient actuellement en cours sur la qualité de vie au travail.

Très remontés contre l'accord sur l'emploi, qui selon elles vont accroître la précarité des salariés, CGT et FO veulent "*joindre leurs forces*" pour empêcher son adoption parlementaire, a indiqué dimanche M. Mailly. Selon le responsable de FO et son homologue de la CGT Bernard Thibault, le principe d'une action commune de leurs organisations "*dans les semaines qui viennent*" contre l'accord national sur la sécurisation de l'emploi est désormais acquis. AFP 04.02

Dans l'émission «*Tous politiques*» diffusée sur France-Inter, «*on nous verra sans doute dans la rue dans les semaines qui viennent, avec Force ouvrière*», a encore déclaré le patron de la CGT. Lefigaro.fr 04.02

Laurent Berger est un jaune et le revendique, passons.

On a l'habitude des effets d'annonce, attendons de voir quelle action les dirigeants de la CGT et de FO vont proposer. Ce qui est sûr, c'est qu'en participant aux réunions qui ont permis l'existence de cet accord patronal, jusqu'à présent ils ont servi les intérêts du patronat, qu'ils l'aient signé ou non n'y changeant rien.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est quills ont évité au gouvernement et au patronat une grave crise sociale qui aurait pu déboucher sur une crise politique, vous avouerez au regard de la situation (actuelle) qui a découlé de leur participation à cet accord qu'on en est très éloigné. Finalement ne sont dupes que ceux qui veulent bien être dupés ou le feindre.

Le PS briseur de grève

Le Parti socialiste a demandé aujorud'hui qu'une "*réponse rapide*" soit apportée pour garantir la distribution des journaux sur tout le territoire, alors qu'une nouvelle grève des salariés de Presstalis a très fortement perturbé la diffusion du Journal du Dimanche (JDD).

"*Les multiples mouvements sociaux et actions de blocage qui perturbent régulièrement depuis plusieurs mois la distribution des journaux par le groupe Presstalis appellent à trouver une réponse rapide*", affirme le secrétaire national du PS chargé des médias, Philippe Buisson, dans un communiqué.

"*Pour le Parti socialiste, l'Etat doit continuer de garantir la présence de tous les titres sur l'ensemble du territoire, pour garantir le pluralisme des médias*", souligne-t-il.

"*Le gouvernement précédent n'ayant pas agi à la hauteur des difficultés pourtant précisées à l'issue des Etats généraux de la presse début 2009, il faut aujourd'hui créer enfin les conditions durables, sereines et équitables de distribution de la presse entre les deux grands opérateurs que sont Presstalis et les Messageries lyonnaises de presse*", poursuit-il.

Presstalis distribue 75% de la presse en France et 30.000 marchands de journaux, rappelle M. Buisson. lefigaro.fr 03.02

Hollande ou la voix de l'impérialisme américain. Plus qu'un "***fardeau***", un boulet, un joug insupportable.

«*Bravo*» d'un côté, «*merci*» de l'autre. Joe Biden et François Hollande ont multiplié les compliments ce lundi devant la presse à l'issue de leur entretien à l'Elysée.

Le vice-président américain, qui effectuait sa première tournée européenne depuis la réélection de Barack Obama, a félicité les forces françaises, «*courageuses*» et «*compétentes*», pour leur action «*décisive*» au Mali. Il a ajouté que les Etats-Unis soutenaient le déploiement d'une mission africaine, en souhaitant qu'elle devienne «*aussi rapidement que possible*» une mission onusienne de maintien de la paix. Le chef de l'Etat français a quant à lui exprimé sa «*gratitude*» pour le «*soutien politique, matériel et logistique*» des Américains.

Les divergences survenues sur le dossier malien avant l'intervention française semblent enterrées. «*C'est du gagnant-gagnant*», résume Thomas Snegaroff, chercheur à l'Iris et auteur de Les Etats-Unis pour les Nuls. Les Américains y trouvent leur compte parce que «*ce qu'a fait la France, militairement et financièrement, correspond exactement à la politique de Défense de la nouvelle administration Obama*». Selon cette doctrine, formalisée en janvier 2012, les Etats-Unis souhaitent en effet intervenir moins directement dans les conflits, et impliquer davantage l'Europe pour «*partager le fardeau de la lutte contre le terrorisme*». François Hollande y gagne lui aussi parce que le soutien de Joe Biden lui permet de montrer que Paris n'intervient pas seul au Mali.

Sur les autres dossiers abordés lors de leur entretien - la Syrie, l'Iran, la crise économique et l'environnement - Joe Biden et François Hollande ont affiché la même unité. Une entente bienvenue au moment où les Etats-Unis et l'Europe - son premier partenaire commercial – tentent de négocier un accord de libre-échange. 20minutes.fr 04.02

Ils n'en auront jamais assez ou comment compenser la baisse du taux de profit moyen

Le patron d'Airbus Fabrice Brégier estime que la France a "*un problème lié au poids des charges sociales*" mais qu'il est encore possible de produire dans le pays en réduisant ses coûts, dans un entretien au journal Les Echos paru lundi.

La France a un "*problème spécifique lié au poids des charges sociales*" comparé à l'Allemagne où des "*entreprises y sont financièrement beaucoup plus saines, dégagent plus de résultats et ont aussi une capacité d'investissement très supérieure à celle des entreprises françaises*".

Selon lui, "*trop d'entreprises françaises sont en situation de survie et sont contraintes à consacrer toute leur énergie à une gestion à court terme. Ce sont devenus de vrais handicaps structurels*".

Pour le patron de l'avionneur européen, l'image de la France "*n'est pas bonne, notamment dans les pays anglo-saxons. Pourquoi ? Parce qu'un investisseur étranger veut être certain de pouvoir, sur la durée, maîtriser son investissement et en recueillir les fruits*".

La France a-t-elle encore le temps pour se réformer ? lui demande-t-on.

"*Il faut une prise de conscience. Espérons qu'elle interviendra avant que le pays ne s'enfonce un peu plus dans la crise*", répond-il.

Citant le cas de son entreprise, M. Brégier explique qu'il a fallu faire comprendre et partager au personnel qu'en dépit de la croissance du groupe, les "*problèmes, liés à la non-intégration d'Airbus et au manque de compétitivité du fait du renchérissement de l'euro, étaient très sérieux*". AFP 04.02

Qui spéculent sur l'euro pour le faire monter, mettre en difficulté la compétitivité des entreprises françaises face à leurs concurrents internationux, pour ensuite justifier le démantèlement de la législation sociale, l'accord patronal du 11 janvier, et des exonérations de cotisations sociales qui viendront augmenter la dette de l'Etat et donc les intérêts versés aux marchés ? Les mêmes marchés, les banquiers, le cartel des banquiers de la Fed, Rothschild, Rockefeller, Soros, Buffet, JP Morgan, etc... et Goldman Sachs qui ne s'en cache même pas !

Et puis il ne faut pas penser l'économie à l'échelle d'une entreprise, d'un secteur d'activité, d'un pays mais à l'échelle de l'ensemble du capitalisme à l'échelle mondiale, sinon on ne peut pas comprendre les tenants et les aboutissants de ce genre de discours.

Nuance sémantique. Comment le "***ministre des banques***" pourrait-il être au service des travailleurs ? Impossible.

Interrogé sur le peu de critiques émises par les banques à propos de cette réforme, le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a répondu à l'AFP : "*je suis ministre des banques, puisque je suis ministre de l'Economie et des Finances*". "*Quant aux banquiers, je suis leur partenaire, mais je ne suis pas leur ami, pas leur avocat*", a-t-il immédiatement nuancé.

Il a rappelé que cette réforme visait à "*trouver le juste équilibre entre la moralisation, la régulation, la responsabilisation et en même temps permettre aux banques de poursuivre leurs activités au service de l'économie*".

Les dirigeants de trois des plus grandes banques françaises (BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole SA) avaient estimé mercredi utile le projet de réforme bancaire du gouvernement, craignant uniquement son éventuel durcissement par le Parlement.

"*Je discute avec les banquiers, dans un climat courtois, coopératif, mais aussi dans un dialogue vif et parfois tendu*", a insisté M. Moscovici à qui une partie de la majorité reproche de ne pas être assez dur avec les banques.

Rappelant qu'il s'agissait de la transcription d'une promesse de campagne de François Hollande, il a assuré qu'il défendrait ce projet de loi "*avec beaucoup d'énergie, parce que je pense que c'est un très bon projet, un projet de gauche, réformiste et efficace*".

"*Cette loi sera une loi importante, elle restera, elle montrera ses vertus au fur et à mesure, son ampleur*", a-t-il ajouté. AFP 04.02

Parole, parole, parole... On a déjà lu lors d'articles précédents que cette "*réforme*" n'empêcherait pas les banquiers de dormir tranquille, qu'ils l'approuvaient même, maintenant c'est normal qu'ils en réclament toujours plus, pas des nouvelles normes de régulation, mais qu'on les laisse faire leurs magouilles dans leur coin...

Secret de polichinelle. Juge et partie, blanchi par ses pairs.

Le comité de surveillance interne de l'Union européenne a absous, hier, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, de tout soupçon de conflit d'intérêts en raison de son appartenance au Groupe des Trente (G30), un forum international qui regroupe des dirigeants du secteur financier public et privé. Le médiateur européen, Nikiforos Diamandouros, avait ouvert une enquête à l'encontre de Mario Draghi en juillet à la suite d'une plainte de l'Observatoire européen des entreprises (CEO), une ONG soutenant que le Groupe des Trente est un «*instrument de lobbying*» visant à promouvoir des intérêts financiers privés.

Selon l'Observatoire européen des entreprises, le G30 fait la promotion des intérêts du secteur financier privé et donne l'opportunité aux banquiers de faire du lobbying auprès des représentants du secteur public, tels que le président de la BCE. Liberation.fr 04.02

Encore une affaire qui va se terminer à l'amiable par le versement d'une somme dérisoire.

L'agence de notation financière Standard and Poor's (S&P) a annoncé lundi qu'elle allait être visée par une procédure judiciaire des autorités américaines, qui l'accusent d'avoir sous-évalué les risques de certains actifs immobiliers à l'origine de la crise financière.

Le département de la Justice (DoJ) a informé l'agence de son intention de déposer une plainte civile contre elle, a indiqué l'agence dans un communiqué, où elle affirme qu'elle "*se défendra vigoureusement*" contre des accusations qu'elle juge "*erronées*" et "*injustifiées*".

S&P, une filiale du groupe de médias américain McGraw-Hill, a précisé que la plainte du ministère se concentrait "*sur ses notations en 2007 de certaines obligations américaines adossées à de la dette (collateralized debt obligations, CDO)*".

Ces titres financiers étaient basés sur des montages financiers complexes et liés à des emprunts immobiliers à risques dits "*subprime*".

L'exposition très élevée de nombreuses banques à ce type de produits avait été l'une des causes principales de la crise financière mondiale qui avait débuté en 2007-2008, conduisant à la faillite de banques comme Lehman Brothers mais aussi à la ruine de nombreux épargnants.

Les grandes agences de notation (S&P, mais aussi ses concurrentes Moody's et Fitch) ont été beaucoup critiquées pour ne pas avoir vu venir la crise, et les législateurs des deux côtés de l'Atlantique ont tenté d'en tirer les leçons en régulant davantage leur activité. Mais ce serait la première fois que l'une d'entre elle serait traînée directement devant la justice par les autorités américaines, qui jusqu'ici s'en étaient surtout prises aux banques.

Dans son communiqué, S&P assure qu'elle "*regrette profondément que ses notations des CDO aient échoué à anticiper totalement la rapide détérioration des conditions sur le marché hypothécaire américain durant cette période tumultueuse*".

L'agence fait toutefois valoir que ses analystes "*ont travaillé avec diligence pour faire face à un environnement sans précédent, changeant rapidement et de plus en plus volatil*".

Elle rappelle notamment avoir abaissé ses notes sur une série d'autres actifs financiers liés aux prêts hypothécaires (residential mortgage-backed securities, RMBS) et lancé à plusieurs reprises des avertissements sur la détérioration du marché immobilier.

"*Ces mesures fortes se sont avérées insuffisantes, mais elles montrent que le DoJ aurait tort d'affirmer que les notes de S&P étaient motivées par des considérations commerciales et pas octroyées de bonne foi*", indique-t-elle.

S&P dit avoir tiré les leçons de la crise en investissant 400 millions de dollars depuis 2007 pour renforcer ses systèmes d'évaluation. Mais elle rappelle aussi qu'elle n'est pas la seule à n'avoir pas évalué correctement l'ampleur de la crise.

Elle remarque ainsi qu'elle a "*examiné les mêmes données sur les emprunts obligataires à risque que le reste du marché, y compris des responsables du gouvernement américain qui ont dit publiquement en 2007 que les problèmes sur le marché du subprime semblaient maîtrisés*".

"*De manière regrettable, l'ampleur, la profondeur et les effets de ce qui s'est passé ont été plus importants que ce que nous, comme tous les autres, avions prévu*", dit-elle encore. AFP 04.02

Allez, faute avouée à moitié pardonnée, faites-nous un chèque, on vous laisse déterminer le montant de l'amende que vous êtes prêt à payer et n'en parlons plus....

De la menace au passage à l'acte il y a parfois un océan impossible à franchir. Des bonnes intentions affichées sans lendemain.

Des "*erreurs*"... ochestrées, programmées qui ont permi de se servir dans les poches des contribuable pour renflouer les banques, l'objectif a été atteint, mieux dépassé puisqu'il a débouché sur de nouvelles et brutales mesures d'austérité contre les travailleurs britanniques.

Que le ministre des Finances George Osborne ait choisi le siège de la banque américaine JP Morgan pour annoncer ses intentions en dit plus que de longs discours sur ses bonnes dispositions envers les banquiers, surtout depuis qu'un protégé de Goldman Sachs est à la direction de la Banque d'Angletterre. Rappelons-nous que ce sont eux qui font les Premiers ministres et les ministres des Finances notamment, pas seulement en Grande-Bretagne, y compris les Présidents ou Chanceliers dans d'autres pays.

Donc pour lire cet article, il faut avoir à l'esprit qu'Osborne s'adresse dans l'enceinte de la banque américaine JP Morgan à gens qui sont capables de décrypter son discours... qui finalement ne les concerne pas vraiment !

- Musclant sa réforme sous la pression du Parlement et de l'opinion, le gouvernement britannique a menacé lundi les banques

de séparer purement et simplement leurs activités de détail et d'investissement si elles ne respectaient pas les nouvelles règles, une décision critiquée par la City.

Le ministre des Finances George Osborne a choisi le siège de la banque américaine JP Morgan à Bournemouth, dans le Dorset (sud de l'Angleterre), pour présenter son projet, le jour même de l'arrivée du texte devant la Chambre des Communes.

"*Mon message aux banques est clair: si une banque passe outre les règles, le régulateur (la Banque d'Angleterre, ndlr) et le Trésor auront ensemble le pouvoir d'opérer une séparation totale*" entre banque de détail et d'investissement et "pas juste un cloisonnement", a déclaré le Chancelier de l'Echiquier, qui souhaite que la loi soit votée d'ici début 2014.

"*Nous n'allons pas répéter les erreurs du passé (...) nous allons prendre les devants en nous armant. Dans le jargon, nous allons +électrifier la cloison+*", a-t-il ajouté. "*Les Britanniques ont besoin de savoir que les leçons ont été retenues*".

"*Notre pays a payé un prix plus élevé que toute autre économie majeure en raison de ce qui allait très mal dans notre système bancaire. La colère que ressent la population est vraiment réelle*", a insisté M. Osborne, en référence aux dizaines de milliards de livres déboursés par Londres pour sauver les banques lors de l'explosion de la crise financière en 2008-2009.

"*Plus de récompenses pour les faillites. Plus de +trop grand pour faire faillite+. Plus de contribuables allongeant la monnaie pour les erreurs des autres*", a encore dit le ministre.

Après avoir appelé à ne pas "*détricoter le consensus atteint sur les deux dernières années*", M. Osborne a donc finalement accepté de durcir sa réforme à la suite de la publication fin décembre du rapport de la commission parlementaire sur les "*normes bancaires*", créée après l'éclatement du scandale du Libor.

Le projet initial, basé sur les conclusions de la commission Vickers, prévoyait un cloisonnement d'ici 2019 entre les activités de banque de détail et d'investissement, qui disposeront de leurs dirigeants propres et d'une gestion des risques séparée mais resteront toutefois au sein de la même entité.

Mais la commission parlementaire avait appelé le gouvernement à aller plus loin et prôné une "*électrification*" de la cloison via l'inscription dans la loi de la possibilité de séparer purement et simplement les activités si le cloisonnement s'avérait insuffisant.

L'arrivée de cette réforme bancaire durcie devant le Parlement intervient alors que la finance n'a jamais eu aussi mauvaise réputation auprès de la population britannique.

Après Barclays et la suisse UBS, Royal Bank of Scotland, qui a été sauvée par l'argent du contribuable, devrait être condamnée à son tour ces jours prochains à une lourde amende pour avoir manipulé le taux interbancaire Libor. Une affaire qui a été un "catalyseur" du changement nécessaire du secteur bancaire, selon M. Osborne.

Mais si le ministre a promis qu'il voulait que la City de Londres reste dans l'avenir "*le centre mondial de la finance*", les banquiers britanniques sont immédiatement montés au créneau contre son projet de réforme.

"*Cela va créer de l'incertitude pour les investisseurs et rendre plus difficile pour les banques de lever des capitaux, ce qui signifiera que les banques auront moins d'argent à prêter aux entreprises*", a mis en garde Anthony Browne, directeur général de l'association des banquiers britanniques BBA. AFP 04.02

Une déclaration de guerre à peine voilée à la Chine.

Alors que se multiplient les cyberattaques contre des médias américains attribuées à la Chine, Washington est sur le point de se doter de nouvelles règles encadrant les pouvoirs de l'armée et des agences de renseignement pour se défendre ou riposter en pareil cas. Cette réglementation secrète conférerait au président Obama de vastes pouvoirs, comparables à ceux qu'il utilise déjà en déployant des drones, y compris dans des pays non déclarés "*zones de guerre*", indique, dimanche 3 février, le New York Times, l'un des journaux visés par les cyberattaques.

Après le prestigieux quotidien qui, le 30 janvier, avait révélé avoir été visé pendant quatre mois par des hackers chinois peut-être liés au gouvernement, le Wall Street Journal, puis Twitter et le Washington Post, ont reconnu avoir été victimes d'agressions semblables.

A chaque fois, les autorités chinoises – à commencer par le ministère de la défense nationale, mis en cause par le New York Times – ont vigoureusement réfuté les accusations. "*Même ceux qui disposent d'une connaissance limitée d'Internet savent que les cyberattaques sont masquées et ignorent les frontières*", s'indigne à son tour lundi 4 février, le Quotidien du peuple, organe officiel du Parti communiste chinois. L'Amérique continue d'accuser la Chine de piratage informatique, en jouant de la rhétorique de

la "*menace chinoise*" dans le cyberespace, ce qui offre ainsi un nouvel argument aux Etats-Unis pour tenter d'endiguer la Chine."

Selon le New York Times, les attaques ont commencé après que le journal a publié, le 25 octobre, un article mettant en cause le premier ministre Wen Jiabao et révélant que ses proches avaient accumulé des milliards de dollars dans des affaires commerciales.

"*Les attaques sont parties des mêmes ordinateurs d'université que ceux utilisés dans le passé par l'armée chinoise pour attaquer des entreprises sous contrat avec l'armée américaine*", a indiqué le quotidien, citant "des experts en sécurité informatique". Les pirates se sont emparés de courriers électroniques et de documents en s'introduisant dans les courriels des journalistes ayant enquêté sur les proches de Wen Jiabao.

La cybermenace chinoise est prise très au sérieux par Eric Schmidt, président de Google, société également visée. Dans un livre à paraître en avril, il qualifie la Chine de pirate "*le plus sophistiqué et le plus prolifique*". Plusieurs experts cités par la presse américaine qualifient l'implication de Pékin d'"*évidente*". lemonde.fr 04.02

Que valent les "*révélations* du New York Times ou d'autres médias américains quand on sait que la totalité de leurs dirigeants ont participé aux réunions du groupe Bilderberg ou encore celles d'"*experts en sécurité informatique*" qui font partie de l'élite intellectuelle recrutée par le CFR ou qui ont été sélectionnés sur la base de leur adhésion à l'idéologie néo conservatrice, dont les promoteurs ou patrons se trouvent aujourd'hui à la Fed et contrôlent le gouvernement, les institutions, l'armée, Wall Street, les principales banques et institutions financières, les multinationales, l'ensemble des médias, des universités, des laboratoires de recherche, etc. ?

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Le maître et son valet.

- Rencontre Biden-Hollande : Lune de mielleux à Paris - 20minutes.fr

- François Hollande et Joe Biden, le parfait accord - LePoint.fr

Vive le front unique... impérialiste !

Certes, en voilà un qui sait de quoi il parle !

- Hervé Morin: "*Plus facile de se faire applaudir à Bamako qu'à Florange*" - AFP

L'essentiel n'est-il pas d'avoir nourri des illusions dans Hollande et le PS ?

- Pétroplus : les chances de trouver un repreneur "*limitées*" - Le Nouvel Observateur

Matignon annonce qu'un "*plan social*" a été évoqué, dans l'hypothèse où "*aucune offre crédible*" de reprise de la raffinerie ne serait trouvée. Le Nouvel Observateur 04.02

- Goodyear: la CGT ne refusera pas "*un plan convenable*" - L'Expansion.com

Un régime "***ami***" de la France !

- Arabie saoudite: peine légère pour le viol et le meurtre de sa fille de 5 ans - L'Express.fr

5 ans, quel monstre !

Mais après tout, peut-être qu'un jour ce sera la norme, au nom de l'égalité.

Il y a quelques jours encore le ministre français de la guerre Le Drian s'est rendu en Arabie Saoudite pour rencontrer les dignitaires de cette grande démocratie...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

C'est une incroyable découverte faite par les gendarmes de la section de recherches de Paris, chargée de l'enquête dans l'affaire de la guerre du Golfe. Le 20 juillet 2005, les enquêteurs se rendent au bastion XIV, où l'armée de l'air conserve ses archives à Paris. Ils vont y consulter les documents classés secret-défense , dont la juge a pu obtenir la déclassification. Ils comprennent alors qu'une partie de ces documents a été détruite! « *Mentionnons que, lors de la réponse du service historique de l'armée de l'air, il nous avait été indiqué que, lors de la réception des archives de la guerre du Golfe, pour les bases aériennes de Riyadh et d'Al-Ahsa, se trouvaient des procès-verbaux faisant état de la destruction de 200 documents classés secret-défense* », écrivent les gendarmes sur procès-verbal .

Quels étaient ces documents? Comment et pourquoi ont-ils été détruits. Mystère. Certains vétérans émettent l'hypothèse que ces documents auraient pu faire référence à des munitions à uranium appauvri que l'armée aurait voulu faire disparaître, ou des références à des stocks de ces munitions. Selon l'article 413-10 du Code pénal, la destruction de documents secret-défense est illégale et punie de sept ans de prison et 100 000 € d'amende. Leparisien.fr 04.02

2- Egypte

Le ministre égyptien de la Culture, Mohamed Saber Arab, a présenté lundi sa démission pour protester contre des brutalités policières, qui ont ravivé les appels à une réforme de l'appareil policier en Egypte, une revendication-clef lors de la révolte il y a deux ans.

Sur une vidéo qui a choqué l'opinion publique, on voit des policiers battre l'homme avec des matraques, le bousculer et le dévêtir, avant de le traîner au sol, puis de l'embarquer dans un fourgon blindé posté devant le palais.

Hamada Saber Mohamed Ali, un père de famille de 50 ans, qui avait initialement assuré avoir été attaqué par des manifestants et secouru par la police, est finalement revenu sur cette version peu crédible, déjà démentie par des proches qui on fait état de pressions pour dédouaner la police.

En outre, le décès d'un militant lundi après sa détention par la police a exacerbé les esprits.

La police a fait usage de gaz lacrymogène contre des manifestants qui protestaient près de la préfecture à Tanta, dans le delta du Nil, peu après l'enterrement du militant dans cette ville, selon des témoins.

Les protestataires ont jeté des pierres en direction des policiers, selon la même source.

Mohamed al-Guindi, 28 ans, avait disparu le 25 janvier sur la place Tahrir au Caire où il participait à une manifestation à l'occasion du 2e anniversaire du soulèvement anti-Moubarak, qui avait pris la forme d'un rassemblement contre l'actuel chef de l'Etat, l'islamiste Mohamed Morsi.

Selon ses avocats, le militant a été torturé dans un camp de la police, avant d'être conduit dans un hôpital où, selon ministère de la Santé, il avait été admis inconscient et souffrant d'une hémorragie interne. Tombé dans le coma, il est décédé lundi.

"*Il est mort des suites de la torture*", a affirmé son parti, le Courant populaire, dans un communiqué.

"*Il n'est pas le seul à mourir (sous la torture) sous Morsi. Mais comme c'est un militant, son nom nous est familier*", a déploré Hossam Bahgat, directeur de l'Initiative égyptienne pour les droits de la personne (EIPR), l'une des principales organisations de défense des droits de l'Homme du pays.

Des photos le montrant à l'hôpital, le visage meurtri, ont circulé sur les réseaux sociaux et des militants l'ont présenté comme le nouveau Khaled Saïd, un Egyptien battu à mort par la police en 2010 et devenu depuis un symbole de la lutte contre les brutalités policières.

Embarrassé, la présidence a indiqué avoir demandé au parquet d'enquêter sur les circonstances du décès de M. Guindi et a exclu "*un retour aux violations des droits des citoyens et des libertés après la révolution*" qui a provoqué la chute de Hosni Moubarak.

Il y a deux ans, la réforme de la police, accusée de bénéficier d'une impunité systématique pour ses nombreuses exactions, était

l'une des principales revendications des Egyptiens descendus dans les rues.

"*La police égyptienne pratique systématiquement la violence et la torture, parfois elle tue*", a dénoncé l'EIPR dans un rapport publié la semaine dernière, en indiquant enquêter sur des dizaines de cas de torture ces derniers mois.

"*Il n'y a pas eu de changement de fond, ni même une amélioration cosmétique, dans l'appareil policier en matière de structure administrative, de prise de décision, de contrôle du travail de la police, ou de réforme et de renvoi des officiers et agents responsables de torture et de meurtres*", selon l'ONG.

"*Les jeunes sont encore torturés et tués dans leur quête de dignité*", a souligné Mohamed ElBaradei, une figure de proue de l'opposition. AFP 04.02

Alors en cas de révolution prolétarienne , faut-il ou non détruire l'Etat bourgeois de fond en comble, liquider la totalité de ses institutions dont la police, l'armée, sa justice, etc. ? Il n'y a rien de pire que la demi-mesure en la matière car cela permet à la réaction de se refaire, de se réarmer pour préparer sa prochaine offensive... Avis aux aventuriers ou à ceux qui prêtent une oreille bienveillante aux charlatans.

3- Syrie

«*Le bateau, arraisonné, au Yémen, transportait des armes et des munitions, pour les terroristes opérant à l'intérieur de la Syrie*», a rapporté le quotidien "*Al-Awla*", citant des sources bien informées.

Ce bateau avait été arraisonné, par la marine américaine et yéménite, aux larges des côtes du Yémen. En provenance de l'Ukraine, ce bateau partait pour la Syrie. Les armes et les munitions qu'il transportait devaient être livrées à l'ASL. Ce, alors que certains médias, affiliés à l'Arabie saoudite, avaient diffusé de fausses informations, comme quoi ce bateau transportait des armes de fabrication iranienne. french.irib.ir 04.02

4- Turquie

La Turquie d'Erdogan va de scandale en scandale! Selon des informations fuitées, à partir des sources proches de l'opposition anti-Assad, les éléments des services du renseignement turc recommandent aux dirigeants des terroristes salafo-wahhabites, en action, en Syrie, d'avoir recours à "*l'arme du viol*"!!

"*La société syrienne doit, non seulement, perdre ses infrastructures et ses institutions, mais aussi, son héritage moral, et biologique*"!!, auraient dit ces éléments aux Salafistes d'Al-Nosra et co! C'est Al-Nakheel, qui rapporte cette terrible information : "*Erdogan a, en personne, donné son approbation à l'usage massif du viol, comme arme de destruction, et ce, alors que la Turquie ne cesse d'enfourcher, à tout va, le cheval du respect des droits de l'Homme, et qu'il se dit, en la matière, irréprochable*"! L'hypothèse avancée par l'esprit diabolqiue d'Erdogan et de ses généraux est la suivante : "*Le viol corrompra les femmes syriennes et elles donneront naissance à des enfants corrompus, et ainsi, toute la société s'effondrera, en moins de deux générations*"

L'idée n'est rien moins que d'une guerre d'épuration ethnique. Selon cette information, Erdogan aurait donné l'ordre du viol des femmes et des filles, dans les quartiers sous contrôle des miliciens, et ce, non obstant le fait que ces femmes soient anti ou pro-Assad. Ce seront les quartiers chrétiens qui seront visés les premiers. Les officiers turcs seraient même allés jusqu'à affirmer aux miliciens que "*le viol n'a pas besoin d'être autorisé par la religion*"! Pour le moment, et d'après le site Al-Nakheel, les dirigerants de l'ASL et des miliciens auraient refusé d'obéir, mais les officiers turcs les auraient menacés de mort!! french.irib.ir 04.02

SOCIAL

1- France

1.1- PSA.

La grève qui paralyse l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) depuis la mi-janvier se poursuivait lundi matin, a-t-on appris auprès des syndicats et de la direction. "*La grève continue, il y a toujours autant de grévistes (environ 440, selon la CGT, ndlr) et la direction n'a pas eu la force de redémarrer les chaînes*", a indiqué à l'AFP Jean-Pierre Mercier, délégué du syndicat CGT (28%) qui a appelé à la grève, rejoint par SUD (10%) et la CFDT (4,9%).

"*Il y a toujours un absentéisme très élevé*", a pour sa part indiqué une porte-parole de la direction, selon laquelle des oeufs ont

été jetés par des grévistes, qui ont également fait éclater des pétards dans les ateliers. "*Il n'y a pas de production aujourd'hui et la situation est tendue*", a également dit Brahim Loujahdi, délégué CFTC, à l'AFP, décrivant l'explosion de "*pétards au ferrage*", l'un des trois ateliers de l'usine.

Les autres syndicats de l'usine, dont le syndicat maison majoritaire SIA (40% aux dernières élections sur une liste commune avec la CFTC), FO (12%) et la CFE-CGC (4%) ont appelé il y a dix jours à une reprise du travail et dénoncé des "*pressions*" sur les non grévistes.

Quatre ouvriers soupçonnés d'avoir participé à l'agression d'un huissier qui venait constater, à la demande de la direction, des dégradations dans l'usine le 18 janvier sont convoqués mardi en début d'après-midi pour un entretien en vue de leur licenciement. Un rassemblement de soutien est prévu à partir de 13H30 sur le parking de l'usine, avec Pierre Laurent et Marie-George Buffet, secrétaire national et députée du PCF, Martine Billard, coprésidente du Parti de gauche, Olivier Besancenot, ex-candidat du NPA à la présidentielle de 2007, et Nathalie Arthaud, ex-candidate Lutte ouvrière à la présidentielle de 2012, ainsi que des élus locaux communistes et socialistes, selon M. Mercier. AFP 04.02

Le problème, c'est qu'après voir tenu un double langage pendant des mois, avoir fait preuve d'un manque de détermination, avoir refusé d'appeler immédiatement à la grève illimitée avec occupation, ils sont parvenus à diviser et démoraliser, démobiliser une grande partie des ouvriers, et c'est uniquement lorsqu'ils sont parvenus à ce résultat qu'ils manifestent leur détermination, et encore des mots d'ordre contradictoires circulent accentuant la confusion, bref, quand il est trop tard, c'était prémédité, calculé, bien joué, nous ne sommes pas dupes !

1.2- Freescale déménage !

Des équipements de l'usine de semi-conducteurs Freescale de Toulouse, qui a fermé ses portes l'été dernier avec comme conséquence près de 400 licenciements, sont en route pour la Chine après avoir été rachetés par un groupe chinois, selon une source syndicale.

"*L'entreprise chinoise Shang Sha a racheté les équipements et indiqué sans ambiguïté sa volonté de remonter l'usine en Chine*", a déclaré lundi dans un communiqué la CGT de Freescale.

"*Nos machines vont être remontées en l'état. Elles ne vont pas faire autre chose que des semi-conducteurs*", s'est indigné un responsable du syndicat, en contestant l'"*obsolescence technologique*" de ces équipements, la raison invoquée par Freescale pour arrêter la production de son site de Toulouse.

La direction de l'entreprise, qui a conservé ses activités de recherche & développement, a nié pour sa part toute idée de délocalisation cachée de la production.

"*Il n'y a aucun lien entre Freescale et cette entreprise*", a-t-elle dit. "*Nous nous sommes engagés à donner accès à nos équipements dans le cadre d'une vente, mais nous ne fournissons ni les compétences ni les recettes.*"

Elle fait valoir en outre qu'une partie des équipements de l'unité de production de Toulouse a été rapatriée aux Etats-Unis pour servir de pièces détachées, une autre donnée au LaaS/CNRS de Toulouse et une autre cédée à une PME locale. Le reste a été mis sur le marché. Reuters 04.02

1.3- Juy : 120 emplois menacés.

Les 120 salariés du site de Juy, entreprise d'emboutissage et tôlerie industrielle, bloquent leur usine de Crépy-en-Valois depuis ce matin après avoir appris qu'ils ne toucheraient pas leurs salaires du mois de janvier. «*Pire, on vient d'apprendre que le site de Montataire et notre entreprise à Crépy allaient sûrement être liquidés*», explique Johann Lefort, ouvrier depuis seize ans dans l'entreprise. Le mouvement devrait continuer toute la semaine, le temps pour eux d'avoir plus d'informations sur le devenir de l'entreprise.

Fait rarissime, le directeur de Juy a décidé de se désolidariser du propriétaire des lieux, vu que, lui aussi, «*n'a pas touché de salaire en janvier*», explique un syndicaliste. Le site de Crépy a été racheté en 2012 par Guido Dumarey, industriel belge. «*Il nous a promis monts et merveilles et voilà ce que l'on récolte... C'est dur.*» A Montataire, l'ex-usine Still, également reprise en juillet 2012 par le même patron, est aussi menacée. Une petite soixantaine de salariés ont été gardés par le nouvel acquéreur, ils étaient 235 encore à travailler sur place il y a un an. Leparisien.fr 04.02

1.4- Contralco supprime 3 emplois sur 4

La société Contralco à Gignac (Hérault), qui avait déjà réduit mardi ses effectifs de 310 à 160 emplois, a annoncé lundi la suppression de 76 nouveaux postes en raison de l'annulation de commandes d'éthylotests.

Au total, en une semaine, le numéro un mondial des éthylotest jetables a donc fait baisser ses effectifs de 310 à 84 personnes par la non reconduction de contrats en CDD ou d'intérimaires, a indiqué la direction, précisant que le prochain volet de départs, s'il devait y en avoir un, concernerait cette fois les personnes en contrat à durée indéterminée (CDI).

Les salariés de Contralco annoncent qu'ils manifesteront mardi en début d'après-midi devant la préfecture de l'Hérault à Montpellier. AFP 04.02

2- Espagne

Le chômage est reparti à la hausse en Espagne au mois de janvier, avec 4,98 millions de demandeurs d'emploi, a annoncé lundi le ministère de l'Emploi, alors que le pays est plongé dans la récession et soumis à un effort de rigueur sans précédent.

Ces données sont différentes des chiffres trimestriels publiés par l'Institut national de la statistique (INE), qui utilise une méthode de calcul distincte et sert de référence. Selon l'Ine, le taux de chômage a franchi un nouvelle barre historique fin décembre, à 26,02%. AFP 04.02

3- Afrique du Sud

Le gouvernement sud-africain a annoncé lundi une augmentation de 52% du salaire minimum des ouvriers agricoles, répondant à un violent mouvement de protestations qui a agité l'arrière-pays du Cap depuis novembre.

"*Le nouveau niveau du salaire sera fixé à 105 rands (8,75 euros) du 1er mars 2013 au 28 février 2014*", a annoncé la ministre du Travail Mildred Oliphant, alors que les grévistes réclamaient 150 rands par jour. Le salaire actuel est de 69 rands (5,75 euros). AFP 04.02

4- Chine

Foxconn, le sous-traitant taiwanais d'Apple, prépare une révolution dans ses usines chinoises, selon le Financial Times. Foxconn va pour la première fois autoriser une représentation syndicale afin d'améliorer les relations sociales de plus en plus tendues avec sa main d'œuvre. Lefigaro.fr 04.02

SOCIÉTÉ

L'opium du peuple était vicié !

Un réseau criminel soupçonné d'avoir truqué 380 matches de football, dont des rencontres de Ligue des Champions et de qualification pour la Coupe du monde, a été démantelé, a annoncé aujourd'hui l'Office européen de police Europol.

"*Il nous semble clair qu'il s'agit de la plus grande enquête de tous les temps sur des matches truqués présumés*", a déclaré le directeur d'Europol Rob Wainwright lors d'une conférence de presse à La Haye, soutenant que 425 arbitres, dirigeants de clubs et joueurs, notamment, sont soupçonnés d'avoir pris part au trucage des matches. AFP 04.02

Haut de page

Le 6 février

CAUSERIE

Je commencerai ce soir à archiver les articles de janvier.

Des députés (PS) pris en flagrant délit en train de jouer au scrabble ou à d'autres jeux dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale en plein débat, quoi de plus normal.

A propos de l'action que doivent proposer la CGT et FO dans le prolongement de l'accord patronal du 11 janvier, à lire leur

intervention chez PSA, Renault et Goodyear, on est en droit de douter fortement de leur volonté de mobiliser les travailleurs et les militants pour exiger son retrait, d'ailleurs rien ne dit (à ma connaissance) que c'est sur ce mot d'ordre que sera organisée cette action.

Qui a dit ?

- « *Je ne comprends pas les réticences en ce qui concerne l'utilisation de gaz. Nous avons définitivement adopté à la Conférence de paix la position de retenir le gaz comme méthode permanente de guerre... Je suis fortement en faveur de l'usage de gaz toxiques contre des tribus qui ne sont pas civilisées* »

Réponse : Winston Churchill , War Office Minute, 12 mai 1919.

Ses semblables ne viendront pas se plaindre quand on emploiera des moyens aussi expéditifs pour débarrasser définitivement l'humanité de cette pourriture.

Dites-nous après avoir lu ce discours si nous exagérons quand nous prétendons que la lutte de classe n'a vraiment rien d'une balade tranquille, et qu'on doit construire un parti de combattants révolutionnaires au caractère trempé comme de l'acier et non de molassons prêts à déguerpir ou déserter au son du premier coup de canon ?

Comment, on ne vous a pas tenu ce langage ? Eh bien, une fois de plus on vous a caché la vérité ! Si elle vous effraie courrez vite vous réfugiez dans les jupons de votre mère. Sans plaisanter, on vous rend service et on vous sauve peut-être la vie en vous donnant ce conseil.

Qu'est-ce vous aviez cru? Qu'on vous racontait des salades? Que nous versions volontairement dans un discours outrancier pour se donner un genre ou passer pour plus révolutionnaire que le voisin ? Si vous l'avez cru vous vous êtes trompés. Il va arriver un moment où tout ou presque ce que nous avons écrit sur le parti va remonter à la surface, pour s'apercevoir que nous ne nous étions pas trompé ou que nous n'étions pas bien loin de la vérité, hélas sans doute trop tard comme c'est parti, mais il ne faut jamais désespérer.

Bon, d'accord cette citation remonte à près d'un siècle, mais quand on a observé les armes qu'ils ont utilisées dans toutes leurs guerres depuis celle des Balkans jusqu'à celle contre la Libye en passant par l'Afghanistan et l'Irak, vous ne pensez pas qu'elles sont tout aussi terrifiantes ou pire encore, sans parler du recours à la torture systématiquement, il y a encore un article sur ce sujet dans cette page.

Je ne comprends pas comment on peut faire prendre conscience à quelqu'un de quelque chose en lui cachant la vérité ou une partie de la vérité, cela me dépasse. Avec un enfant, cela se conçoit très bien et c'est préférable dans des bien des cas, mais nous ne sommes pas des enfants, nous avons la capacité de comprendre les choses dès lors qu'on les met à notre portée, non ?

Cela ne m'empêche pas d'être d'excellent humeur et d'avoir le moral au beau fixe, j'espère vous le communiquer un peu chaque jour. Car je continue de penser que nous avons les moyens de vaincre notre ennemi, et que les travailleurs et les militants sont parfaitement capables de comprendre notre discours à partir du moment où on prend la peine de leur donner les clés pour en saisir la substance. Dans le cas contraire, c'est à nous de revoir notre copie.

Nous allons continuer ce travail d'explication, lent, ingrat, laborieux, sans résultat apparent, peu importe, il faut laisser le temps aux idées de mûrir, Lénine estimait que c'était une grande partie de notre tâche et que c'était une grave erreur de la négliger, il avait raison.

Je regrette qu'aucun parti ne reprenne cette méthode à son compte. J'étais prêt à me mettre à son service pour peu qu'il estimerait mon travail valable ou présentant un intérêt, ce n'est hélas pas le cas. Je ne vais pas à nouveau me lancer dans une polémique à ce sujet, pour parler vulgairement on est assez dans la merde comme cela.

Comme disait Germain, mon ex-beau-père ouvrier à la chaîne chez Bic à Clichy, nous sommes mercredi après-midi, on a basculé, on arrivera bien au bout de cette foutue semaine de boulot, il voulait dire par là qu'on a déjà effectué la moitié du parcours qui nous mène au week-end de repos bien mérité, paix à son âme, Papi, en ayant une pensée pour tous les ouvriers qui en chient quotidiennement pour pas grand chose.

Courage camarades, gardez le moral, le capitalisme appartient au passé, l'avenir nous appartient, on vaincra et vive la révolution socialiste internationale !

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande de guerre. Au tour du Liban !

Titre

- Bulgarie: le Hezbollah désigné responsable d'un attentat anti-israélien AFP 05.02

Le régime bulgare de type mafieux entretient des relations avec l'Etat sioniste, ce qui n'est un secret pour personne.

A défaut de certitudes, de preuves irréfutables, dans l'impossibilité de les rendre publiques, les Etats-Unis et son allié sioniste au Proche-Orient ainsi que l'Union européenne, le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé d'enquêter sur l'assassinat de l'ancien dirigeant Rafic Hariri n'étant pas parvenus à présenter des éléments à charge ou suffisamment crédibles impliquant le Hezbollah dans son assassinat, cherchent depuis des années le moyen d'inscrire ce mouvement chiite libanais sur leur liste noire des organisations terroristes qui doivent être combattues par tous les moyens. On sait ce que cela signifie dans la bouche des dictateurs de la Maison Blanche ou de Jérusalem qui kidnappent, torturent, et liquident des personnes (militants ou scientifiques, simples opposant jugés embarrassant) à travers le monde en piétinant au passage la souveraineté des Etats, des nations indépendantes dans lesquels leurs services secrets passent à l'action, qui n'ont commis parfois comme seul crime que d'appartenir à des organisations qui figurent sur leur liste noire, voilà qu'ils auraient enfin trouvé la fameuse preuve qu'il leur faisait défaut depuis si longtemps, c'est en tout cas ce que prétendent les autorités bulgares.

Elles se sont empressées d'informer leurs maîtres des conclusions de leur "*enquête*", qui se sont jetés comme des bêtes habitées par une haine féroce sur cette os à ronger promettant déjà de prendre "*des mesures préventives*" (John Brennan, probable futur chef de la CIA) contre le Hezbollah, menace qui pourrait servir de déclencheur ou de prétexte à une opération de déstabilisation du Liban qui figure par ailleurs sur la liste des pays que l'impérialisme américain a ciblé comme objectif de sa guerre contre le terrorisme depuis bientôt dix ans, en fait pour remodeler toute la région pour mieux s'accaparer ses richesses.

Après l'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, la Libye, la Syrie, le Mali, ce serait au tour du Liban en attendant de s'attaquer à l'Iran, à l'Algérie...

Nous allons voir que ces accusations ne sont pas sans incohérences ou demeurent approximatives, sans réponses sur certaines aspects déterminants. Le langage guerrier est de rigueur, cela va de soi. Une guerre préventive au nom de la démocratie comme les aiment tant Kouchner, Sarkozy, Blair, Cameron, Bush, Obama et maintenant Hollande et Fabius.

- La Bulgarie a désigné mardi le Hezbollah comme étant derrière l'attentat anti-israélien meurtrier du 18 juillet 2012 à Bourgas (est), conduisant les Etats-Unis et Israël à demander à l'Europe d'agir face à la menace de ce mouvement chiite libanais.

Accusé d'être mêlé à un simple attentat, et voilà le Hezbollah transformé en une menace planétaire, rien de moins !

- "*Il y a des informations concernant des financements et une appartenance au Hezbollah de deux personnes*", dont l'auteur de l'attentat, a déclaré à la presse le ministre de l'Intérieur, Tsvetan Tsvetanov.

Quelles informations ? Inutile de les attendre il ne les fournira pas, il faudrait croire ce voyou sur parole.

- "*Nous pouvons en tirer la conclusion légitime que les deux personnes, dont l'identité a été établie, font partie à l'aile militaire du Hezbollah*", a-t-il indiqué.

Sans ces éléments, nous ne pouvons en tirer aucune conclusion.

- Washington a rapidement réagi à la nouvelle, qui avait déjà filtré dans plusieurs journaux américains mardi. Le conseiller spécial du président Barack Obama pour la lutte contre le terrorisme, John Brennan, probable futur chef de la CIA, a ainsi demandé aux pays européens de prendre "*des mesures préventives*" pour mettre au jour les infrastructures du Hezbollah ainsi que ses réseaux opérationnels et financiers.

En fait, c'était un secret de polichinelle, ce qui a gâché un peu cette mise en scène grotesque. Passons sur la menace que nous avons déjà évoquée précédemment.

- Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a, pour sa part, appelé l'Union européenne à "*tirer les conclusions quant à la vraie nature du Hezbollah*".

A croire que ce mouvement existerait depuis peu et que personne ne connaissait sa nature, formidable, non ?

- L'Etat hébreu a accusé depuis le jour de l'attentat l'Iran d'en être le commanditaire, et ce mouvement chiite libanais d'en avoir été l'exécutant, ce que Téhéran nie.

La conclusion de cette "*enquête*" coïncide exactement avec les accusations formulées par l'Etat sioniste avant même qu'elle ait eu lieu, extraordinaire, pour un peu ils auraient pu désigner le Hezbollah et l'Iran avant même que cet attentat se produise, ils sont décidément très forts au Mossad.

- Sans se prononcer sur le résultat de l'enquête de Sofia, le chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a estimé qu'il fallait encore examiner "*sérieusement*" les implications des déclarations bulgares. "*L'UE et les Etats membres examineront la réponse appropriée en fonction de tous les éléments identifiés par les enquêteurs*", a-t-elle déclaré.

Apparemment Ashton n'aurait qu'une confiance limitée dans les autorités de Sofia, elle doit avoir ses raisons, au point de douter à demi-mot du sérieux du résultat de leur "*enquête*", qui semble être le produit de l'imagination des sionistes.

- Le ministre bulgare des Affaires étrangères Nikolay Mladenov a déclaré que "*la Bulgarie présentera les résultats de l'enquête à ses partenaires européens et discutera avec eux des mesures à prévenir des attaques terroristes pareilles à l'avenir*".

Il présentera les résultats de son "*enquête*", ce qui ne signifie pas qu'il leur livrera forcément tous les éléments qui ont servi à parvenir à ces résultats, or c'est la clé de cette affaire, cet attentat a très bien pu être organisé par la CIA ou le Mossad. En dehors du fait qu'il faudrait anéantir la capacité de nuisance du Hezbollah, donc s'attaquer à son quartier général situé au Liban, on ne voit pas comment ils pourraient s'y prendre autrement, ce qui signifie mener une guerre contre ce pays.

- Le ministre s'est entretenu au téléphone mardi avec son homologue libanais Adnan Mansour. Il a également accueilli les ambassadeurs des pays arabes à Sofia pour les informer des résultats de l'enquête sur l'attentat.

Pays arabes tous soumis à Washington et Jérusalem.

- Les autorités bulgares s'étaient montrées très prudentes, refusant jusqu'ici de montrer du doigt l'Iran ou le Hezbollah, avant de disposer de preuves.

C'est ce qu'elles affirment, encore une fois qu'elles les rendent publiques, on jugera sur pièces.

- Selon des analystes, la désignation du Hezbollah pourrait fournir aux Etats-Unis un argument de poids pour convaincre l'UE, dont la Bulgarie est membre, d'inclure ce mouvement, grand allié de l'Iran et de la Syrie, sur sa liste noire des organisations terroristes.

Nous y voilà. Il s'agit de s'attaquer aux alliés de la Syrie contre laquelle l'impérialiste américano-franco-sioniste est en guerre depuis bientôt deux ans, sans succès, donc il leur faut s'y prendre autrement, d'autant plus que toutes les provocations auxquelles ils se sont livrées au Liban pour porter la guerre dans ce pays ont échoué jusqu'à présent.

- Le Premier ministre libanais Najib Mikati a annoncé mardi que son pays allait coopérer avec Sofia "*pour élucider*" les circonstances de l'attentat, qui avait fait six morts -cinq Israéliens et un conducteur de car bulgare-, en plus du kamikaze.

C'est le moins qu'il pouvait dire ou faire.

- Selon le ministre bulgare de l'Intérieur, les deux personnes identifiées "*possédaient des passeports d'Australie et du Canada*" et "*vivaient sur le territoire libanais depuis 2006 et 2010*".

En voilà une preuve de leur lien avec le Hezbollah. Plus haut j'ai indiqué que cet attentat avait pu être commis par la CIA et/ou le Mossad, car comme on va le voir plus loin, jusqu'à présent les fins limiers de Sofia ne sont pas parvenus à déterminer si la charge qui a explosé avait été ou non actionnée à distance, ce qui signifie que ces deux ressortissants libanais avaient très bien pu se trouver par hasard sur les lieus de cet attentat sans en être les auteurs, ou encore avoir été attirés dans un piège.

- Le rapport de M. Tsvetanov faisant le point sur l'enquête a été présenté à une réunion du Conseil de sécurité nationale, qui s'est déroulée sous l'égide du président bulgare Rossen Plevneliev et en présence de ministres et des chefs des partis parlementaires.

Aucun intérêt, ils doivent tous être plus pourris les uns que les autres, on arrive à la fin de cet article et on attend toujours que nous soit fournie la moindre trace d'une preuve de l'implication du Hezbollah ou de l'Iran dans cet attentat.

- A la sortie de cette réunion, le président du parti socialiste (opposition) Serguei Stanichev a reproché aux autorités d'annoncer

des faits sans encore disposer de preuves irréfutables.

Patatras, voilà que cette belle construction s'écroule, on s'y attendait à dire vrai. Et pour cause :

- Selon des responsables de l'enquête à Bourgas, une reconstitution de l'attentat aura lieu au printemps prochain en vue d'établir si l'auteur de l'attentat était un kamikaze ou si l'explosif avait été déclenché à distance.

Pour un peu, cet explosif aurait été déclenché à distance et l'auteur de la mise à feu aurait pris soin d'utiliser un retardateur comme il en existe dans les appareils photos pour avoir le temps de rejoindre ses futures victimes et figurer auprès d'eux sur la photo de famille !

Franchement, ils deviennent mauvais à la CIA et au Mossad, tout fout le camp décidément et tant mieux pour une fois !

Parole d'internaute

1- "*J'aurai 65 ans en Avril 2013, je suis nouvelle retraitée et je puis vous assurer qu'il était temps que je parte (c'est tout récent : le 31 Janvier 2013) ! Pourtant je n'avais pas un de ces emplois qu'on dit pénibles, j'étais employée de bureau dans un service informatique. J'ai cotisé toute ma vie active, je pensais avoir une retraite décente, ce n'est pas le cas ! Les mesures envisagées par le Gouvernement sont loin de la réalité ! Qu'ils fassent déjà le ménage devant leur porte avant de taper sur les travailleurs, les vrais.... Un Sénateur qui dort à l'Assemblée Nationale est-il plus fatigué et méritant qu'un ouvrier du bâtiment qui travaille dehors ? et n'allez pas comparer leurs retraites ! Ça vous ferait bondir !*"

Vous avez raison, ce sont des parasites, vous savez quel traitement on emploie généralement avec les parasites pour s'en débarrasser...

2- "*La retraite au delà de 60 ans, voilà une bien macabre idée! Encore une façon pour les politiciens véreux de se débarrasser des vieux.*"

Après les avoir fait casquer pendant 41, 42, 43, 45 ans... sans qu'ils en profitent ou si peu de temps, ce qui n'est évidemment pas le cas de tout le monde, par exemple des fonds de pension auxquels ils ont pu cotiser, pire, auxquels ils seront sans doute demain obligés de cotiser au rythme où vont les choses....

3- "*Tout dépend du travail que vous faites dans votre vie??? Allez voir dans les hôpitaux voir les femmes et les hommes déglingués et gravement malade entre 50 et 60 ans et qui ne profiteront jamais de leurs retraites, et les bureaucrates et politiques meurent à plus de 80 ans et souvent à cause d'une grave maladie et non pas de l'usure car ils poussent le bouchon jusqu'à plus de 73 ans et plus??? au boulot elle n'est pas belle la vie.....*"

Vous avez raison, la pourriture a la peau dure, hélas qu'on ne puisse pas abréger leur souffrance, on est humaniste ou on ne l'est pas !

Propagande ou intox. Travailler jusqu'à 65 ans et plus si possible, les travailleurs en redemandent !

Titre.

- Etes-vous prêt à travailler jusqu'à 65 ans? - L'Expansion.com avec AFP 05.02

Non merci, sans façon ! Personnellement j'ai devancé l'appel de 25 ans ou un peu plus, et c'est bien l'une des seules décisions que j'ai prises au cours de mon existence et que je ne regretterai jamais tant je hais le capitalisme.

Présentation de l'article.

- "*Une majorité de Français juge nécessaire un report de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans. Et vous, êtes-vous prêt à travailler plus longtemps? Donnez-nous votre avis.*"

Vous noterez qu'à ce stade, l'affaire est entendue, la majorité des travailleurs seraient disposés à travailler jusqu'à 65 ans, donc toujours plus longtemps en attendant la suite... On lira un autre son de cloche à la fin de cet article digne du Medef.

Alors à quoi bon donner son avis ? D'autant plus que : "*Un rapport du Conseil d'orentientation des retraites (COR) , publié en décembre dernier, montre que l'équilibre financier du système des retraites ne sera pas atteint à l'horizon 2018-2020, comme le prévoyait la réforme Sarkozy de 2010*".

Donc, soit vous acceptez ce nouveau sacrifice, soit vous n'aurez peut-être pas de retraite du tout pour cause d'absence de financement.

Puis viennent les résultats d'un sondage qui vont finir de vous convaincre que vous n'aurez pas d'autres alternative que d'accepter d'épuiser ce qu'il vous restera de force au boulot, si vous n'y laissez pas votre peau entre temps.

- "Une majorité d'entre eux (les Français - Ndlr) (60%) juge "*nécessaire*" un report de l'âge légal de départ à 65 ans", selon une étude Cecop-CSA pour le cercle des épargnants publiée ce mardi 5 février. L'inquiétude des Français a augmenté depuis 2011, année de la dernière réforme des retraites: ils étaient 57% à se dire inquiets sur le sujet en 2011 contre 67% en 2013."

Formidable se dira le législateur, si ce sont eux qui estiment que c'est "*nécessaire*", qui le réclament, quelle aubaine, c'est le moment d'en profiter pour mettre le paquet avant qu'ils changent brutalement d'avis ou que la situation soit moins favorable, merci Hollande et le PS s'écrient en choeur les patrons !

On leur a tellement foutu les jetons qu'ils en redemandent les bougres, comme quoi c'est facile de les manipuler : "*Dans le même intervalle de temps, la proportion de ceux jugeant "nécessaire" un report de l'âge légal à 65 ans a doublé, passant de 30% à 60%.*"

Mais apparemment tous ne sont pas logés à la même enseigne et ne l'entendent pas de cette oreille : "*Cette mesure est majoritaire à gauche (52% la jugeant nécessaire) comme à droite (76%). Les ouvriers sont, pour leur part, 39% à juger nécessaire ce report, contre 75% chez les cadres supérieurs.*".

Tiens donc, l'immense majorité des ouvriers, des producteurs de richesses, rejettent cette mesure antisociale et injuste alors que les rentiers s'enrichissent en dormant sans se poser la question du financement de leur retraite ou de son niveau.

La classe des producteurs étant la seule classe progressiste dans la société, les syndicats devraient donc se saisir de ce sondage pour refuser de participer à toute négociation qui reposera sur le diagnostic du COR et qui posera comme unique perspective un accord incluant le report de l'âge de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation pour percevoir une retraite à taux plein.

On se demandera aussi (une nouvelle fois) pourquoi les syndicats participent au COR, sinon pour légitimer son rapport et ses propositions dictées par les contradictions nées de la survie du capitalisme et les besoins de son économie livrée à la finance et à la spéculation.

Celui qui avait prétendu renégocier le TSCG nous refait le coup cette fois avec l'euro ! Décryptage.

- Hollande veut une politique de change pour l'euro - Reuters

Rien que le titre suffit à comprendre que la décision se prend ailleurs, chez ses amis banquiers.

- L'Europe doit se doter d'une véritable politique de change afin de stabiliser le cours de l'euro actuellement soumis à de fortes oscillations sur les marchés, a plaidé mardi François Hollande devant le Parlement européen.

Problème l'Europe n'est pas maître de son destin, il faut rappeler qu'elle est une création du cartel des banquiers de la Fed, du groupe Bilderberg dirigé par les mêmes banquiers qui se réunit pour la première fois à la même époque et l'avait mise à son ordre du jour. Et récemment encore, c'est Goldman Sachs qui dispose d'un budget deux fois supérieur à celui de la France, 700 milliards de dollars, donc en réalité une puissance de feu 10 fois supérieure à cette somme déjà colossale pour spéculer à découvert sur les marchés des matières premières et les monnaies, qui avait estimé ou plutôt exprimé à haute voix le souhait dans un rapport que l'euro devrait s'échange à 1,37 pour un dollar, niveau atteint avant-hier, depuis il est légèrement redescendu.

- Le président français a jugé que, faute d'agir, l'Europe prenait le risque de voir sa monnaie atteindre des parités qui porteront atteinte à son économie.

Foutaise, ce niveau a déjà été atteint et franchi depuis longtemps si on en juge par le nombre de fermetures d'usine, plus de 1.000 au cours des trois dernières années en France. (lire l'article en ligne dans cette page)

- "*L'Europe laisse sa monnaie, l'euro, vulnérable à des évolutions irrationnelles dans un sens ou dans un autre*", a regretté le président français, qui s'exprimait pour la première fois de son mandat devant les députés européens.

Il s'avoue impuissant face à ce problème, car ce n'est pas l'Europe qui en maîtrise le cours, mais les banquiers et

spéculateurs internationaux qui ont leur homme dans la place en la personne de Mario Draghi, ex-Goldman Sachs, pour les servir. Celui-ci vient justement d'être blanchi par ses pairs, le comité de surveillance interne de l'Union européenne, qui a estimé qu'il n'y avait pas de conflit d'intérêts en raison de son appartenance au Groupe des Trente (G30), alors que selon l'Observatoire européen des entreprises, le G30 fait la promotion des intérêts du secteur financier privé et donne l'opportunité aux banquiers de faire du lobbying auprès des représentants du secteur public, tels que le président de la BCE. (voir la causerie d'hier)

Il est dès lors évident que lorsque le président de la BCE, de l'euro, est chargé par les banquiers de promouvoir leurs intérêts, si ces derniers coïncident avec la hausse de l'euro, il fera en sorte de les satisfaire au détriment de l'Europe, CQFD.

- "*Une zone monétaire doit avoir une politique de change*", a-t-il dit alors que l'euro s'est fortement apprécié ces derniers jours par rapport au dollar et aux autres grandes devises mondiales.

Hollande ignore comment fonctionne la finance mondiale ou il feint de l'ignorer, car la baisse du dollar, du yen et de la livre tandis que l'euro montait n'est pas dû au hasard, mais à des décisions politiques consistant à favoriser les marchés les plus juteux en terme de profit ou les plus compétitifs en terme de rentabilité, on a du mal à croire qu'il l'ignorait, c'est impossible, son discours est destiné à duper ce qu'on appelle l'opinion publique, qui elle ignore tout ou presque du fonctionnement de l'économie.

- Des économistes souhaitent que l'Europe suive le chemin des Etats-Unis, du Royaume-Uni ou du Japon qui ont lancé des politiques monétaires visant à faire baisser le cours de leur devise.

Impossible, là encore il nous prend pour des demeurés, toutes les économies et les monnaies sont liées entre elle, imbriquées entre elle sur le marché de la finance mondiale, toute action tendant à la hausse ou à la baisse de l'une d'entre elles se répercute sur les autres, d'autant plus que d'autres mécanismes spéculatifs sont mis à contribution pour parvenir à l'objectif que l'oligarchie financière s'est fixé, elle n'y parvient pas toujours mais en règle générale cela donne les résultats escomptés, sinon ils ne se donneraient pas autant de mal.

- L'appréciation de l'euro suscite des inquiétudes dans les milieux industriels français alors que l'économie nationale s'oriente vers une croissance très faible en 2013.

C'est un euphémisme d'un cynisme incroyable, les centaines de milliers de travailleurs qui risquent encore d'être jetés à la rue dans les mois qui viennent apprécieront, Reuters se faisant le relais du discours de Hollande.

- Soucieuse de préserver l'indépendance de la Banque centrale européenne, l'Allemagne, dont les exportations ne semblent pas souffrir du haut niveau de l'euro, refuse de son côté tout interventionnisme en matière de politique de change.

Normal, elle constitue le fer de lance du cartel des banquiers de ce côté de l'Atlantique.

De plus l'Allemagne profite de conditions d'exploitation plus avantageuses qu'en France dans son propre pays, tout en ayant rapidement investi les ex-pays de l'Est dont elle exploite la main d'oeuvre à un coût proche de celui qui est pratiqué en Chine dans les zones industrielles dédiées à l'exportation. Et pour finir, elle a également investi très tôt massivement en Asie en s'associant avec des producteurs locaux qui aujourd'hui ont parfois atteint la taille de multinationales et inondent leur gigantesque marché intérieur, après que la classe moyenne se soit rapidement développée au cours de la dernière décennie, ainsi elle engrange profits et dividendes dans des proportions tout aussi colossale, ce qui n'est évidemment pas le cas de la France ; les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon ayant été les pionniers en la matière y sont solidement implantés dans de nombreux secteurs économiques et sur un marché en continuel expansion (alimentation, cosmétique, construction, automobile, biens d'équipement, etc.), je le constate quotidiennement en Inde où je vis

- François Hollande, dont l'ambition affichée est de relancer la croissance en Europe, a jugé que le moment était venu de "*lancer le grand chantier de la réforme de la politique économique et monétaire*" de l'Union européenne.

Encore une annonce en trompe l'oeil qui signifie en fait avancer vers une dépendance accrue du marché dominé par les Américains, les Allemands, les Britanniques et les Japonnais. C'est aussi un moyen pour justifier sa politique d'austérité et l'accord patronal du 11 janvier, parvenir à faire baisser le coût du travail, condition qui précèderait un redémarrage de l'économie, tandis que les taux d'intérêt baisseraient de manière à encourager la classe moyenne à consommer et à s'endetter davantage, tout en tentant de conquérir de nouvelles parts de marché à l'internationale, mais rien n'est moins sûr tant la concurrence est féroce et leurs adversaires mieux armés pour l'affronter, ils ont une longueur d'avance en la matière et cela serait étonnant qu'ils ne fassent pas tout ce qui est en leur pouvoir pour la conserver, y compris en agissant sur le cours de l'euro par exemple !

- Pour le président français, l'Europe défend mal ses intérêts économiques.

Il en est le fossoyeur en refusant de s'attaquer à la BCE et plus largement à la finance, on ne lui demandera pas, on sait

pertinemment qui il est et quels intérêts il représente, on connaît parfaitement ses réelles intentions.

- "*L'Europe, elle s'honore d'avoir un grand marché mais elle le défend mal face aux concurrences déloyales*", a-t-il jugé.

Un nouvelle fois il manifeste son impuissance, alors qu'il dégage ! Place à un véritable gouvernement ouvrier qui se débarrassera du capitalisme et de ses institutions politiques, la Ve République, de son Etat, place à la République sociale.

- François Hollande a exhorté mardi ses partenaires européens à ne pas réclamer des coupes trop importantes dans le budget européen 2014-2020, ce qui risquerait, selon lui, de compromettre les chances de compromis jeudi et vendredi au sommet de Bruxelles.

"*Un compromis est possible mais il doit être raisonnable et donc il va falloir raisonner ceux qui veulent amputer le budget européen au-delà de ce qu'il est possible d'accepter*", a dit le président français.

"*Pour l'avenir, de véritables ressources propres seront indispensables, sinon c'est la construction européenne qui se trouvera remise en cause*", a ajouté le chef de l'Etat. Reuters 05.02

A quoi a-t-il servi le budget européen ? On pourrait le demander aux Grecs, aux Portugais et demain aux Espagnols dont le niveau de vie est en train ou est déjà retourné 20 ou 30 ans en arrière. On pourrait inclure les travailleurs des ex-pays d'Europe de l'Est qui ont été intégrés dans l'Union européenne et dont le niveau de vie demeure misérable, pays en proie également à un chômage de masse.

Ce budget a servi essentiellement à développer ou élever le niveau de vie de la classe moyenne qui s'est endettée sur de longues années. On pourrait comparer la manière avec laquelle il a été utilisé à ce qui se produit lors de chaque sortie de crise du capitalisme, où une période d'expansion en grande partie artificielle se produit en recourant massivement au crédit, jusqu'au jour où à nouveau l'économie se rétracte et une nouvelle crise survient, toute l'opération ayant servi presque exclusivement aux banquiers et aux capitalistes à s'enrichir. Il suffit d'observer ce qui se passe aujourd'hui dans les pays qui ont été cités plus haut pour le vérifier.

Donc ce que demande Hollande revient à servir à nouveau le couvert en en faisant payer le prix fort à la fois à la classe ouvrière et à la classe moyenne, à la petite-bourgeoisie, car il n'a évidemment pas la moindre intention de s'attaquer aux privilèges de l'oligarchie financière pour trouver ce financement, le refus de taxer les riches ou le projet de réforme bancaire que Moscovici a présenté sont là pour le prouver si besoin était.

Les syndicats associés à la gestion et engagés dans la préservation du capitalisme jusqu'au cou.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg et cinq de ses collègues ont installé mardi le Conseil national de l'industrie pour fixer le "*cap technologique*" des filières industrielles et leurs donner les moyens nécessaires, a indiqué M. Montebourg.

Pour chapeauter cette politique, le gouvernement a ainsi mis en place un Conseil national de l'industrie (CNI), qui prend la suite de la conférence de l'industrie et constitue un "*véritable parlement de l'industrie*", pour M. Montebourg.

Le conseil "*s'élargit pour s'ouvrir aux artisans, aux territoires (notamment via les associations des régions et des maires de France, ndlr). La Banque publique d'investissement et l'Agence des participations de l'Etat (APE) rejoignent également le CNI*", selon le document de présentation.

Le rôle des organisations syndicales et des collectivités territoriales se voit également renforcé.

"*Le CNI rendra des avis*", a fait savoir M. Montebourg, citant des sujets comme le "*débat énergétique*", le "*financement des entreprises*", l'"*euro fort*" ou encore les outils possibles pour faciliter le passage des salariés d'une filière industrielle à une autre en fonction des besoins de l'emploi. AFP 05.02

PSA. Pour Montebourg, le ministre du dégraissement productif, la fermeture de l'usine d'Aulnay était inéluctable.

1- PSA Peugeot Citroën réunira le 15 février un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire pour accélérer les mutations d'Aulnay-sous-Bois vers le site voisin de Poissy (Yvelines), une mesure qui pourrait précipiter la fermeture de l'usine de Seine-Saint-Denis.

Face aux tensions qui règnent sur place entre grévistes et non-grévistes, trois syndicats du constructeur automobile avaient demandé que soit inscrit au menu des négociations sur le plan social, mardi, la question d'un déblocage anticipé des

transferts provisoires vers Poissy.

Les organisations syndicales y étaient jusqu'ici opposées, mais la dégradation du climat dans l'usine, toujours à l'arrêt, les a conduit à revoir leur position.

"*Notre demande n'est motivée que par le contexte à Aulnay*", explique au téléphone Franck Don, représentant CFTC chez PSA. "*Dans l'usine, il y a des gens qui ont peur, et avant qu'un évènement plus grave ne survienne, on ne pouvait rester sans rien faire.*"

L'usine d'Aulnay a continué de produire après l'été, mais la situation s'est dégradée depuis le début de l'année. Le départ anticipé des 1.500 salariés que PSA s'est engagé à reclasser à Poissy, sur un effectif total de 3.000 personnes, pourrait avancer le passage de deux équipes de production à une seule, antichambre d'un arrêt total des opérations.

La production, arrêtée depuis vendredi après-midi, n'avait pas encore repris mardi matin, selon la direction du site. L'usine avait redémarré la semaine dernière après dix jours de fermeture, mais au compte-gouttes seulement.

La CGT, qui accuse la direction de PSA de manoeuvres d'intimidation, organise mardi après-midi une manifestation à Aulnay en présence de leaders politiques de gauche, comme Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste, ou encore Nathalie Arthaud, de Lutte ouvrière.

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a jugé pour sa part la fermeture de l'usine d'Aulnay inéluctable, tout en critiquant à nouveau la méthode du groupe sochalien.

"*En tout cas nous n'avons pas trouvé d'autre solution*", a-t-il déclaré mardi sur RTL. "Aujourd'hui, nous ne savons pas faire autrement."

Il a précisé que l'Etat avait réclamé un "*reformatage*" du plan social, qui concerne quelque 3.000 salariés, afin d'en limiter la taille.

"*Nous demandons à PSA que personne d'Aulnay et de Rennes (...) n'aille à Pôle emploi (...) c'est-à-dire qu'on trouve des mesures de réindustrialisation sur les deux sites pour qu'il n'y ait pas de rupture du contrat de travail*", a-t-il précisé.

Pour les 1.500 salariés de l'usine qui ne partiront pas à Poissy, PSA s'est engagé à rechercher des offres d'emplois locales, notamment dans la logistique.

Arnaud Montebourg a également répété que PSA avait "*trop tardé*" et "*dissimulé*" la réalité de sa situation. "*La conséquence maintenant c'est qu'on est obligé en effet de prendre des mesures de redressement*", a-t-il dit. Reuters 05.02

Dans le langage du bourgeois de province, cela signifie que la direction de Peugeot aurait dû liquider plus tôt cette usine et ces milliers d'emplois. Voyez-vous, elle a attendu que vous soyez là avec Hollande, estimant que vous feriez mieux l'affaire pour faire le sale boulot, elle ne s'est pas trompée.

2- Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées mardi devant les grilles de l'usine, où l'ambiance est tendue, pour soutenir quatre ouvriers menacés de licenciement. Ils sont soupçonnés d'avoir participé à l'agression d'un huissier qui venait constater, à la demande de la direction, des dégradations dans l'usine le 18 janvier. Lors du rassemblement, Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, a par ailleurs demandé "*de reprendre à zéro les négociations*" car "*pour le moment, c'est une négociation de la honte*".

Aide à la création d'entreprise, indemnités de départ volontaire, durée et prise en charge du coût de la formation: ces thèmes ont une nouvelle fois été balayés mardi avec les syndicats, particulièrement attentifs au traitement des salariés de Rennes (1.400 suppressions de postes prévus) et d'Aulnay (3.000), deux sites où un plan de sauvegarde de l'emploi est prévu. Denis Martin, directeur industriel, a assuré que PSA disposait de plus de 3.500 possibilités d'emploi, dont 1.300 en mobilité interne principalement sur le site de Poissy (Yvelines).

Mais la CGT s'interroge sur "*la qualité et la pérennité*" de ces emplois, souvent "*payés au SMIC*". "*Même si la grève a fait avancer certains points, on est encore loin du compte et loin des revendications des salariés (un CDI contre un CDI et une pré-retraite)*", a résumé Bruno Lemerle (CGT), regrettant que "*le redimensionnement de la restructuration n'ait pas été abordé*".

"*Un nouveau texte doit nous être présenté et on espère que, lors de la dernière réunion le 12 février, on pourra encore gratter des choses. Ensuite, nous attendrons de voir si les salariés estiment que c'est suffisant*", a indiqué Franck Don (CFTC).

La "*note*" attribuée par FO est "*plutôt positive*", même si la durée du congé de reconversion ou du dispositif senior méritent encore des améliorations, a jugé Christian Lafaye.

La direction a dit souhaiter "*rechercher activement la signature d'un accord*", qui, d'un point de vue purement juridique n'est pas indispensable. Le projet d'accord sera néanmoins soumis au vote en comité central d'entreprise (CCE). AFP 05.02

FO négocie la date à laquelle un ouvrier à l'issue de la durée de son congé de reconversion ira pointer au chômage...

Renault. Montebourg a affirmé à sa manière que l'application de l'accord patronal du 11 janvier était en bonne voie.

Les bureaucrates syndicaux ont multiplié les appels à des actions bidons pour casser la mobilisation et le moral des ouvriers, au lieu d'appeler à la grève illimitée avec occupation de tous les sites en France, de se rassembler avec les travailleurs en butte à la même situation dans tout le pays, de coordonner leurs luttes pour paralyser l'économie et avancer vers la grève générale...

1- Le groupe au losange poursuit mardi ses négociations sur un accord visant à pérenniser toutes ses usines en France en échange d'un gel des salaires, d'un allongement du temps de travail, d'un élargissement du système de mobilité et d'une réduction d'effectifs de 8.200 personnes par des départs naturels.

Renault aimerait conclure sous peu, mais parmi les syndicats, la CGT a prévenu qu'elle ne signerait pas. La CFE-CGC se dit plus confiante sur l'issue des négociations, mais estimait lundi soir le compte n'y était pas encore.

Le gouvernement, principal actionnaire de Renault dont il a loué à plusieurs reprises la méthode, se veut quant à lui optimiste. "*On reste serein quand au déroulement du dialogue et au fait qu'à terme les partenaires des deux côtés pourraient tomber sur un accord*", a-t-on appris de source gouvernementale.

Plusieurs syndicats ont appelé à des débrayages et à des rassemblements sur les sites Renault. Peu suivi mardi matin à Maubeuge, le mouvement l'était nettement plus à Douai, autre site du Nord plus incertain sur le futur plan produits qui lui sera alloué.

Selon un tract de la CGT, des salariés du centre d'essai de Lardy (Essonne) doivent arriver en début d'après-midi par car sur le site de moteurs de Cléon (Seine-Maritime), où le syndicat a appelé à une opération "*usine morte*". Reuters 05.02

2- Les deux constructeurs automobiles français ont poursuivi mardi leurs négociations respectives, mais leurs propositions pour l'heure ne fédèrent pas les salariés une nouvelle fois mobilisés, tant à l'usine PSA d'Aulnay, toujours en grève, que chez Renault.

A Douai (Nord), au Mans (Sarthe), Cléon ou Sandouville (Seine-Maritime), les appels à des arrêts de travail (lancés au cas par cas par la CGT, SUD ou FO) ont été suivis, mais avec "*un impact limité*" sur la production, selon la direction. Les ingénieurs de Lardy (Essonne) étaient également mobilisés, concernés par 2.000 des 8.260 suppressions de postes prévues d'ici à 2016 en France.

A Flins, deux autres débrayages, à 9H30 et 16H00, étaient prévus.

Au Mans, une trentaine de personnes ont formé un piquet devant l'usine dès 08H30, sous la pluie, a constaté un correspondant de l'AFP.

Richard Germain, secrétaire général CGT de Renault Le Mans, a fustigé le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, qui a invité les syndicats à signer l'accord de compétitivité. "*Il se fout de la gueule du monde, même chose chez les Goodyear. Il dit quoi à Renault: du mépris à l'égard salariés*", a-t-il dit.

Mardi après midi, une centaine de salariés ont manifesté aux abords du domicile du ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, au Mans. Une vingtaine de policiers anti-émeute étaient également présents. Les salariés se sont ensuite dirigés vers la rocade qui entoure la ville, perturbant la circulation qui a été bloquée dans les deux sens pendant une heure.

A Cléon, près de Rouen, les syndicats CGT et SUD ont organisé une "*opération usine morte*". Les routes d'accès au site étaient bloquées par des feux de palettes et de pneus. Pour la CGT, Pascal Le Manach a indiqué que le site était fermé, sauf pour les équipes de nettoyage, et accusé la direction d'avoir appelé les salariés à prendre un jour de congé ce mardi. "*La direction a peur de la grève*", a-t-il dit.

A Sandouville (Seine-Maritime), près du Havre, des salariés ont bloqué pendant environ une heure l'entrée de la zone industrielle en entravant un rond-point avec des palettes et des pneus, ce qui a occasionné de gros embouteillages. Les syndicats CGT et FO étaient représentés. De source syndicale, ils étaient environ 200 salariés mardi à participer au mouvement de grève.

Jusqu'à présent, Renault a posé comme préalable à l'attribution de volumes supplémentaires de production et au maintien en activité des sites français, l'allongement du temps de travail, le gel des salaires et des mobilités obligatoires entre sites. L'état du marché est un argument de taille pour Renault: les immatriculations de véhicules neufs ont encore reculé, en janvier, de 15%.

La direction espère conclure lors de la prochaine réunion le 12 février.

"*C'est très mal parti et je ne pense pas que la direction changera quoi que ce soit la semaine prochaine*", a réagi à l'issue de la réunion mardi Laurent Smolnik de FO, l'un des trois syndicats dont la signature est nécessaire. Pour FO, la question du caractère obligatoire des mobilités internes reste l'un des points d'achoppement.

Pour la CGT, la direction propose un "*marché de dupes*" et "*profite du contexte économique pour obtenir*" des syndicats la validation de "*moins disants sociaux*", estime Fabien Gâche. La CFE-CGC attend elle des engagements sur un planning des affectations et des productions en France.

Les syndicats seront reçus mercredi et jeudi au ministère du Redressement productif, dont le patron, Arnaud Montebourg, a appelé à signer l'accord. AFP 05.02

Ils vont à nouveau se répartir les rôles... La direction les siffle et ils accourent ! Elle a tellement "*peur de la grève* qu'elle espère un accord le 12 février ! Ils ont une mentalité de serviteurs. Enrober ou accompagner financièrement les mobilités internes et le tour est joué !

Goodyear. Thibault à la manoeuvre. Pour le compte de qui ? Devinez.

Montebourg a salué les dernières déclarations encourageante de Bernard Thibault, ce qui signifie qu'un nouvel accord va intervenir qui laissera sur le carreau des centaines d'ouvriers.

- La CGT a fait mardi une ouverture pour sauver l'usine Goodyear d'Amiens-Nord, où près de 1.200 emplois sont menacés, et rejeté les critiques sur son dogmatisme supposé qui a creusé ces derniers jours le fossé entre les centrales syndicales.

La confédération, qui est ultra-majoritaire à Amiens-Nord (80%), se dit prête à valider un projet de reprise par Titan international si le groupe américain s'engage à poursuivre la production de pneus agricoles sur le site.

"*Un simple engagement à maintenir les emplois ne peut suffire puisqu'il n'empêche pas de licencier*", ont expliqué plusieurs dirigeants du syndicat lors d'une conférence de presse à son siège de Montreuil, près de Paris.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, s'était auparavant engagé à reprendre le dialogue avec Titan, saluant les dernières déclarations du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, sur ce dossier épineux.

Titan, qui a repris une partie des activités du producteur de pneumatiques dans le monde, avait renoncé en septembre 2012 à reprendre le site d'Amiens-Nord faute d'accord avec la CGT sur un plan de départs volontaires.

Le projet de fermeture de l'usine a été annoncé le 31 janvier, avant un nouveau Comité central d'entreprise prévu le 12 février.

Tant Thierry Le Paon, successeur désigné de Bernard Thibault au poste de secrétaire général de la CGT, que Carlos Moreira, responsable de la fédération des industries chimiques, et Mickael Wamen, délégué à Amiens-Nord, ont dénoncé mardi le "*déchaînement politico-médiatique*" contre la CGT depuis l'annonce de la fermeture.

Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, a ainsi estimé que la CGT avait une position "*dogmatique*" et qu'elle portait "une responsabilité dans ce qui se passe", à parts égales avec la direction.

Des propos déplorés par Jean-Claude Mailly, le "*patron*" de Force ouvrière. "*On ne peut pas rendre le syndicat responsable, même s'il a une position un peu dure, car ce n'est pas le syndicat qui a initié la fermeture de l'entreprise*", a-t-il dit sur BFM business.

Mais tant le président François Hollande que le Premier ministre Jean-Marc Ayrault ont laissé entendre que la centrale était responsable de tensions et qu'il y avait eu "*des occasions perdues*" à Amiens-Nord.

Pour la CGT, ces déclarations ne visent qu'à masquer l'incompétence et les méthodes de Goodyear, qui cumule les condamnations devant les tribunaux, ainsi que l'inertie du gouvernement, qui se contenterait d'un rôle de "*facilitateur*".

"*Les ministres, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, semblent avoir le même comportement: celui de ne pas assumer leurs responsabilités, se contenant de jouer les 'entremetteurs',*" a dit Carlos Moreira, visant Arnaud Montebourg.

"*Mettre en accusation les syndicalistes récalcitrants semble être devenu un nouvel exercice dans le pays. Il y aurait les bons et*

les mauvais", a-t-il ajouté.

"*Le berger qui tient bien son troupeau en disant oui aux attentes du Medef serait quelqu'un de réaliste*", a ironisé Carlos Moreira par allusion au dirigeant de la CFDT.

Pour Mickael Wamen, François Hollande "*ne fait plus rien du tout*" et ne tient pas ses promesses de candidat.

Pour le syndicaliste, le chiffre d'affaires de Goodyear a progressé de 30%, passant de 16 à plus de 20 milliards de dollars entre 2009 et 2012 et le groupe veut simplement se débarrasser d'une usine en France.

Selon lui, le fabricant a "*transféré en coulisse l'essentiel de la production*" d'Amiens-Nord vers d'autres sites en Europe. Reuters 05.02

Rendez-vous compte, Hollande "*ne fait plus rien du tout*" et ne tient pas ses promesses de candidat. Si, il fait quelque chose, il fait son boulot, il soutient ses amis les patrons. Pourquoi, vous vous attendiez à autre chose de sa part ? Nous, non ! Adressez-vous à ceux qui ont colporté cette illusion criminelle.

ACTUALITE EN TITRES

Pourvu qu'ils disent vrai pour une fois !

- Vers une explosion sociale ? LePoint.fr

- Le gouvernement s'inquiète des risques d'explosion sociale L'Expansion.co

- Valls inquiet des risques "*d'implosions ou explosions sociales*" AFP

A la moindre étincelle un gaz comprimé peut exploser.

- "*L'objectif des entreprises ne peut pas être de comprimer les salaires en permanence*" - L'Express.fr

Normal, elle ne l'a jamais quitté, c'est atroce comme fin !

- Johnny, exilé fiscal, accuse la gauche d'encourager la "*médiocrité*" - AFP

En famille. Le couple de l'année.

- Hollande constate sa proximité avec Cameron... sur le mariage gay - AFP

La monarchie et l'épiscopat à la pointe du progrès social ! On se disait aussi...

- Le mariage gay approuvé en première lecture en Grande-Bretagne - Reuters

- Le Vatican reconnaît le droit des couples gay - LePoint.fr

Hollande pourra l'ajouter sur son carnet d'adresses ; merde, panzer le XVIe, comme le très chic arrondissement de Paris y figure déjà, franc-maçon oblige.

Comment cela, ce n'est pas leur tasse de thé ? Vous avez dû entendre cela dans un discours destiné aux non initiés dont nous faisons partie, la réalité est bien différente. Chut !

Jusqu'à notre dernier souffle s'il le faut !

- Etes-vous prêt à travailler jusqu'à 65 ans?- L'Expansion.com

Même les pauvres sont surendettés!

- Baisse historique du microcrédit dans le monde - L'Expansion.com

Qui terrorisent les populations ? Qui a déclaré la guerre à tous les peuples ?

- Bulgarie: le Hezbollah désigné responsable d'un attentat anti-israélien - AFP

Sans preuves irréfutables. Pure propagande de guerre pour justifier le bombardement du Liban.

- Des drones contre les Américains proches d'al-Qaida - AFP

- Les Etats-Unis justifient les attaques meurtrières contre des Américains - AFP

- Prisons secrètes : 54 pays ont collaboré avec la CIA - LeMonde.fr

Chez les "***amis***" de Hollande et Fabius, du viol au voile.

- Un prédicateur saoudien préconise de voiler les fillettes dès deux ans - Liberation.fr

Hier pour rappel :

- Arabie saoudite: peine légère pour le viol et le meurtre de sa fille de 5 ans - L'Express.fr

Un régime complètement dégénéré, abjecte, et dire que les Sarkozy et Hollande fréquentent cette pourriture, à croire qu'ils ne valent pas mieux, mieux c'est une conviction.

Flagrant délit de manipulation.

- Syrie : l'opposition lance un appel au dialogue - LePoint.fr

- Syrie: le principal groupe de l'opposition rejette tout dialogue avec le régime - AFP

Ah ben mince alors, et moi qui croyais que c'était le régime que rejettait tout dialogue, j'ai dû manquer un épisode, à moins que je comprenne mieux à quoi tout cela rime ! Bravo, encore un petit effort et vous aurez tout compris !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irlande

L'Etat irlandais est jugé dans un rapport officiel responsable d'avoir envoyé un grand nombre de femmes et de jeunes filles dans les "*blanchisseries Madeleine*", surnom de pensionnats catholiques à régime sévère où elles étaient soumises à des brimades et travaillaient sans contrepartie.

Les couvents de la Madeleine sont accusés d'avoir, pendant une bonne partie du XXe siècle, utilisé gratuitement des personnes placées sous leur garde, comme s'il s'agissait d'esclaves. Ils ont inspiré un film remarqué il y a une dizaine d'années, "*The Magdalene Sisters*" de Peter Mullan.

Par le passé, l'Etat irlandais niait toute responsabilité, soulignant que les couvents étaient des institutions privées, mais le rapport de mille pages publié mardi conclut à son "*implication importante*".

Selon le document, rédigé par une commission interministérielle créée en 2011, l'Etat est responsable, via ses diverses branches, de l'envoi d'un quart des quelque 10.000 jeunes filles et femmes enrôlées dans ces pensionnats, parfois dès l'âge de neuf ans, de la fondation de la République d'Irlande en 1922 à 1996.

"*A celles qui sont passées à divers titres par les blanchisseries Madeleine, dans 26% des cas à la suite d'une intervention des*

services de l'Etat, je dis combien je suis désolé qu'elles aient eu à vivre dans de telles conditions", a déclaré le chef du gouvernement irlandais, Enda Kenny.

Les associations représentant les anciennes pensionnaires de ces couvents, baptisées ainsi par allusion à la Marie-Madeleine des Evangiles, avaient demandé au Premier ministre de présenter des excuses au nom de l'Etat.

Selon le rapport, la majorité des pensionnaires ont passé moins d'un an dans une des dix "*blanchisseries*", dirigées par quatre ordres religieux. Mais près d'une sur dix y est décédée, la plus jeune à l'âge de 15 ans. Reuters 05.02

2- Egypte

Au moins 18 manifestants ont été blessés dans de violents heurts nocturnes avec la police en Egypte lors des funérailles d'un militant décédé en détention, selon un responsable du ministère de la Santé mardi.

Le responsable a précisé que les heurts avaient eu lieu à Tanta, dans le delta du Nil, où selon des témoins les forces anti-émeutes ont fait usage de gaz lacrymogène et tiré à la chevrotine contre les protestataires qui leur jetaient des pierres lors des funérailles du militant Mohamed al-Guindi.

Le chef de la police de la région, Hatem Othman, a indiqué que les manifestants avaient incendié un véhicule blindé de la police et lancé des cocktails Molotov en direction de la préfecture et du commissariat de police.

"*Nous avons arrêté les jeunes qui ont incendié le véhicule blindé. Ils sont huit ou neuf*", a-t-il ajouté sur la chaîne de télévision ONTV.

Mohamed al-Guindi, 28 ans, avait disparu le 25 janvier sur la place Tahrir au Caire où il participait à une manifestation à l'occasion du 2e anniversaire du soulèvement anti-Moubarak, qui avait pris la forme d'un rassemblement contre l'actuel chef de l'Etat, l'islamiste Mohamed Morsi.

Selon ses avocats, le militant a été torturé dans un camp de la police, avant d'être conduit dans un hôpital où, selon ministère de la Santé, il avait été admis inconscient et souffrant d'une hémorragie interne. Tombé dans le coma, il est décédé lundi. "*Il est mort des suites de torture*", a affirmé son parti, le Courant populaire. AFP 05.02

SOCIAL

1- France

Schneider Electric va fermer de façon "*progressive et sans licenciement*", à l'horizon 2015, son atelier de La Pompignane (Montpellier), dédié aux disjoncteurs de moyenne et haute tension, a annoncé un porte-parole du groupe à l'AFP.

Quatre-vingt-trois personnes sont concernées par la fermeture du site, qui compte au total 113 personnes. Le calendrier et la méthodologie d'accompagnement des salariés concernés seront détaillés le 14 février, lors d'un comité d'entreprise, a précisé Alain Vittoz, délégué CGT.

"*Schneider Electric fait face à une rude concurrence sur le marché moyenne tension, avec un effondrement du marché en Europe du Sud, et un ralentissement des investissements*", a expliqué le porte-parole pour justifier la décision, annoncée lundi aux salariés. A l'échelle nationale, "*il faut reconfigurer la Recherche et développement moyenne tension et l'outil industriel, pour réduire la dispersion, renforcer la vocation de chacun des sites et en accroître l'efficacité*", a précisé ce membre du groupe.

"*Conformément à l'accord sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC), signé en juillet 2012, Schneider Electric s'engage à éviter tout licenciement sec à Montpellier : accompagnement dans une diversification d'activité, propositions de reclassement au sein du groupe (Alès, Aubenas et Grenoble), départs en préretraite et financement de formations*", a-t-il ajouté. L'Expansion.com 05.02

2-Chine

La Chine a annoncé mardi une vaste réforme de la répartition des revenus afin de lutter contre les inégalités et prévoit notamment d'augmenter la proportion des bénéfices reversés par les entreprises d'Etat.

La réforme annoncée par le Conseil d'État prévoit également d'élargir l'assiette de l'impôt foncier, de prélever une série de taxes

sur les produits de luxe et d'"étudier" la mise en place de droits de succession "*à un moment approprié*".

Le Conseil souhaite augmenter les revenus les plus bas et "*ajuster*" ceux qui sont "*excessivement élevés*".

"*Certains problèmes manifestes de répartition des revenus doivent être rapidement résolus*", affirme-t-il sur son site. "*L'écart entre villes et campagnes (...) est assez élevé, les revenus sont distribués irrégulièrement, il y a des problèmes visibles de revenus plus ou moins illicites, et une partie du peuple vit dans des conditions difficiles.*" Reuters 05.02

Haut de page

Le 7 février

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne une quarantaine de nouveaux articles de sources diverses.

L'actualité sociale et politique étant très chargée, je n'ai pas eu le temps de traiter l'appel de la CGT et de FO qui sera finalisé demain, et qui présente dès à présent un intérêt secondaire, pourquoi ?

Voici dans quelle perspective il va se situer selon Thibault : cette action servira à "*aider*" le ministre du Travail, Michel Sapin, à "*trouver les bonnes réponses*" face à cet accord, que la CGT et FO "*ont décidé d'une action commune*", a affirmé le numéro un de la CGT, Bernard Thibault.

Quant à Mailly, il a précisé : "*Nous allons joindre nos forces pour essayer de dissuader le gouvernement et la majorité des députés de commettre l'impair important que représenterait l'adoption*".

La direction de la CGT a évoqué une "*puissante journée de mobilisation*" début mars "*pouvant aller jusqu'à la grève*" (source : AFP 06.02)

Faisons confiance à Sapin pour "*trouver les bonnes réponses*", alors qu'il s'est déjà engagé à retranscrire cet accord à la virgule près ! Faisons confiance aux députés qui ont adopté le TSCG, la "*règle d'or*", le budget d'austérité 2013, etc., ben voyons, discours de capitulards, de complices, de traîtres !

Bref, on nous annonce une journée d'action bidon, quoi. Et puis, êtes-vous certains qu'"*aller jusqu'à la grève*" ce ne serait pas exagéré, gauchiste, il est vrai qu'il ne s'agit que de la liquidation pure et simple du contrat de travail, cela mérite-il vraiment une grève ?

Je n'ai plus le temps de traiter d'autres infos.

L'info économique sur les Pays-Bas et la crise immobilière est intéressante, car avec la montée de chômage combinée à la baisse des salaires ou leur stagnation dans le meilleur des cas, il arrivera un moment où la même situation qu'aux Etats-Unis va se reproduire dans tous les pays avec une masse grandissante d'emprunteurs insolvables...

Vous excuserez les erreurs éventuelles, je n'ai plus le temps de tout relire. A plus tard.

ACTUALITÉ DU JOUR

Une étape décisive du système policier Facebook à l'échelle mondiale.

Titre.

- Facebook lancerait une application pour géolocaliser ses amis - Lexpansion.com

Présentation.

L'enfer est parfois pavé de bonnes intentions.

- La firme de Mark Zuckerberg souhaiterait développer un service de géolocalisation qui permettrait à tout moment de trouver ses amis à proximité, même lorsqu'ils ne sont pas connectés au réseau social.

Facebook compte désormais une majorité d'utilisateurs sur supports mobiles. Soit près de 680 millions sur un total de 1,06 milliard.

Que vous soyez connectés ou non, même portable éteint, ils pourront vous localiser et savoir avec qui vous êtes.

- Parmi les nouvelles idées du réseau social sur le mobile, dans le courant du mois de mars pourrait apparaître une nouvelle application de géolocalisation, croit savoir Bloomberg. Elle permettrait aux utilisateurs de localiser leurs amis sans même que ceux-ci ne soient connectés et pourrait aider le réseau social à fournir à ses usagers d'autres services en fonction de leurs habitudes et des lieux qu'ils visitent.

Les services de renseignement et la police ne vous demanderont pas votre autorisation

- A priori, les utilisateurs devront donner leur autorisation pour activer cette nouvelle géolocalisation mobile. Mais l'on peut déjà entendre les protestations et les questions que soulève un tel système sur l'utilisation des informations récoltées et le respect de la vie privée.

"*Lorsque nous obtenons vos coordonnées GPS, nous les combinons à d'autres informations géographiques (comme la ville dans laquelle vous indiquez vous trouver). Nous conservons ces données tant qu'elles nous sont utiles pour vous fournir nos services*" annonce Facebook dans sa politique sur le respect de la vie privée. Une définition floue qui fera sûrement reculer les utilisateurs frileux, inquiets pour leurs données personnelles.

Les services de renseignement et la police sauront avec qui vous êtes, qui vous avez rencontrés 24h/24.

- Cette politique précise d'ores et déjà que les informations de localisation doivent permettre de "*vous indiquer si certains de vos amis sont à proximité*", "*de diffuser des publicités plus pertinentes, de mieux comprendre la façon dont les gens utilisent Facebook et, de manière générale, d'améliorer les services que nous proposons.*" Cette nouvelle application serait donc un bon moyen pour Facebook d'augmenter la récolte de données lui permettant de cibler plus précisément les besoins de ses usagers, pour vendre de la publicité en conséquence.

Nous vivons sous un régime de liberté surveillée.

- Toujours est-il que le lancement d'une telle application est un vrai pari pour le réseau social. D'autres applications du même genre, telles que "*Find my friends*" d'Apple ou Highlight de "*Math Camp*", existaient déjà auparavant. Or elles n'ont jamais réussi à capter de larges audiences, notamment à cause de l'irruption dans la vie privée de leurs utilisateurs, ainsi que la consommation importante de la batterie des appareils mobiles. Lexpansion.com 06.02

Effectement ce n'est pas nouveau, mais par le biais de ces applications ils tentent de parfaire leur dispositif de contrôle policier de la population.

Aujourd'hui déjà, si je possède un téléphone portable, qu'il soit allumé ou éteint ils peuvent savoir à quel endroit précisément il est. Par contre ils ne peuvent pas savoir entre les mains de qui il est, par exemple j'ai pu le donner à mon épouse qui a rencontré Kumar, Karnan et Mustapha ce matin à la mairie. Jusqu'à présent ils vont en déduire que je suis allé à la mairie et que j'ai rencontré ces trois personnes qu'ils ont également localisés grâce à leurs portables, alors que cette information est fausse.

Si j'ai ouvert une page Facebook et que j'y ai fait figurer la liste de mes amis, il leur suffit de mémoriser cette liste pour connaître mes amis. Mais il n'y figurera pas forcément toutes les personnes que je suis susceptible de rencontrer, soit que je n'ai pas souhaité les faire figurer dans cette liste, soit qu'elles ne figurent pas parmi mes amis, par contre pour une raison ou une autre je peux être amené à vouloir savoir où elles sont pour différents motifs, éventuellement pour les rejoindre ou leur faire une surprise, pour les surveiller dans le cas d'un enfant ou d'un adolescent par exemple, dans ce cas cette application peut m'être utile.

Avantage pour les renseignements généraux, en passant par cette application sans même que soit établi un contact entre deux personnes, ils sauront qu'elles se connaissent ou qu'elles ont établie des relations, renseignement qui ne pourrait leur être fourni autrement que si ces personnes rentraient effectivement en contact en se téléphonant ou en se trouvant au même endroit avec leurs portables puisqu'ils peuvent les localiser à tout moment.

On peut douter que cette application fasse recette dès lors que vous n'avez pas intérêt à ce que les services de polices sachent avec qui vous avez des relations ou qui vous rencontrez.

Si demain nous devions entrer en clandestinité, il est clair que nous devrions nous passer de notre portable (je n'en ai toujours pas) ou nous devrions nous déplacer sans l'emporter avec nous, afin que la police ne puisse pas nous pister et savoir où nous sommes et avec qui. C'est là qu'on s'aperçoit que le téléphone mobile est un formidable outil pour exercer un contrôle permanent sur la population. Qu'ils essaient de le perfectionner ne nous étonne pas.

Propagande et manipulation des masses. Réforme généreuse du Smic : moins de 1 centime d'euro par heure !

- Réforme du Smic : une modernisation mais... - Le Nouvel Observateur

Comme annoncé en décembre par le ministre du Travail, Michel Sapin, cette réforme vise à "*moderniser*" les critères de revalorisation automatique du salaire minimum, touché par près de 2,6 millions de Français.

L'évolution de la croissance sera désormais "*un élément d'appréciation*" pour le gouvernement afin de décider d'éventuels "*coups de pouce*" supplémentaires, en plus de la revalorisation annuelle.

A partir du 1er janvier 2014, l'indice des prix sera donc modifié pour mieux tenir compte de certaines dépenses (loyer, énergie). Ensuite, le salaire de base servant de référence sera élargi à celui des employés, et plus seulement des ouvriers, dont la part parmi les salariés n'a cessé de baisser (de 40% à 22% entre 1980 et 2008).

L'institut Coe-Rexecode, qui a effectué une simulation sur la période 2000-2012, évalue de son côté que la progression supplémentaire du Smic aurait été de 0,2% par an.

Au bout de douze ans, le différentiel atteint 23 centimes d'euros par heure. Le Nouvel Observateur avec AFP 05.02

- Combien va vraiment nous coûter la hausse du Smic ? - Atlantico.fr

Réponse : 1 centime d'euro par heure à tout casser, mais c'est peut-être encore trop !

L'Allemagne fer de lance en Europe de l'offensive de l'oligachie financière contre la classe ouvrière.

Faire monter l'euro pour justifier la baisse du coût du travail, davantage de flexibilité dans les rapports entre le travail et le capital au profit de ce dernier, voilà le fin mot de l'histoire. D'où l'accord patronal du 11 janvier qui n'est qu'un avant-goût de ce qui attend les travailleurs dans les mois ou années qui viennent.

- Le gouvernement allemand estime qu'une politique de change, telle que réclamée en début de semaine par le président français François Hollande, n'est pas un instrument adapté pour améliorer la compétitivité de la zone euro, a déclaré mercredi un porte-parole.

"*De notre point de vue, la politique de change n'est pas un instrument adapté pour améliorer la compétitivité. Elle ne donne qu'un élan à court terme (...). Elle ne permet pas d'atteindre une croissance à long terme de la compétitivité*", a déclaré Steffen Seibert, porte-parole de la chancelière Angela Merkel, lors d'une conférence de presse régulière.

La veille, le chef d'Etat français avait défendu devant le Parlement européen à Strasbourg (est de la France) la nécessité d'une "*politique de changes*" afin de rendre la monnaie unique "*moins vulnérable*" aux fluctuations du marché car elles mettent en péril les efforts de compétitivité des pays qui en font usage.

"*Le gouvernement allemand est convaincu qu'en comparaison historique (l'euro) n'est pas surévalué à l'heure actuelle*", a ajouté M. Seibert.

Le cours actuel de l'euro est par ailleurs source d'optimisme, a jugé M. Seibert. Cela "*montre que la confiance dans la zone euro est en train de revenir. Dans l'immédiat, la confiance des marchés financiers internationaux n'est pas une mauvaise chose*", a-t-il poursuivi.

"*Notre conviction profonde, c'est que les changes doivent refléter les fondamentaux économiques et des changes flexibles sont les mieux adaptés*", a-t-il encore dit, soulignant que lors des G8 et G20 "*on est d'accord qu'il est sensé que ce soit les marchés qui décident des taux de change*".

En visite mardi à Paris, le ministre allemand de l'Economie Philipp Rösler avait jugé préférable de renforcer la compétitivité de l'Europe plutôt que de chercher à en affaiblir la monnaie, en réponse aux déclarations de M. Hollande.

Il est dans l'intérêt de l'Allemagne que la France "*demeure économiquement forte ou devienne encore plus forte*", en améliorant sa compétitivité, avait déclaré M. Rösler, tout en exprimant son "*respect*" à l'égard des réformes engagées en ce sens par le gouvernement français.

Vendredi dernier, l'euro avait atteint plus de 1,37 dollar soit une progression de plus de 11% en six mois, selon les calculs des analystes. Mercredi après-midi, il avait baissé et valait autour autour de 1,35 dollar. AFP 06.02

Un fonctionne condamné pour avoir osé dire tout haut...

Le contexte.

Jérôme Morin, 39 ans, agent municipal de la ville de Pontault-Combault s'est fait notifier hier sa mise à pied durant dix-huit mois, dont six avec sursis, à cause d'un ouvrage satirique. Pendant cette période, il n'aura plus le droit de travailler et ne percevra aucun salaire.

Il y a deux ans, l'agent municipal, s'estimant victime de harcèlement moral, éprouve le besoin de poser des mots sur ce qu'il vit comme une placardisation. Encouragé par ses proches, il choisit l'humour et le sarcasme pour raconter la vie quotidienne d'un fonctionnaire d'une ville imaginaire. L'ouvrage, publié à compte d'auteur et sous pseudonyme, sort en novembre 2011. Abruti de fonctionnaire bénéficie d'un bon bouche-à-oreille et s'écoule à 5 000 exemplaires.

Mais un an plus tard, un informateur prévient la presse locale que l'auteur du livre travaille à la mairie de Pontault-Combault. Démasqué, Jérôme Morin dévoile en novembre le pot aux roses. La municipalité décide alors de prendre une sanction exemplaire pour violation du devoir de réserve, injures et diffamation. lefigaro.fr 06.02

Commentaire d'un internaute.

- "*Mais la mairesse qui l'a condamné à la plus lourde sanction de France, n'est pas Monique Delessard ? La mairesse et vice présidente du conseil général qui passe bientôt aux assises pour faux en tant qu'officier de police judiciaire ??? Mais si ! C'est elle !*

N'est ce pas cette même mairesse qui en 2010 a été condamnée à 15 mois de prison avec sursis et à 3 ans d'inégibilité ???

Mais si, c'est elle ! Et elle est toujours maire de Pontault-Combault ?

C'est beau de mettre un fonctionnaire à pied un an sans salaire, quand on touche encore ses primes de mandats alors que l'éthique même aurait commander de démissionner !

Belle, très belle notion de justice...

Monsieur le Président de la république ? Monsieur Harlem Désir ? Vous soutenez cette mairesse PS ? Est-elle à l'image de votre groupe politique.

J'ai hâte que vous osiez répondre...

Partageons cet article ! Qu'il fasse le tours de France."

Cela vous étonne ? Le PS est mille fois pire que tout ce que vous croyez ou ce qu'on vous a raconté complaisamment à son sujet.

Vous l'ignoriez et vous n'en êtes pas responsable, la faute incombe à ceux qui vous l'ont sciemment caché, les manipulateurs et autres falsificateurs qui officient dans les rangs des partis ouvriers et les syndicats.

C'est au tour du Liban ! Suite.

Le gouvernement français social-impérialiste pro sioniste à la solde de l'impérialisme américain passe à l'offensive.

Rappel extrait des infos en bref d'hier

- A la sortie de cette réunion (du Conseil de sécurité nationale en présence du président bulgare Rossen Plevnelie - Ndlr), le président du parti socialiste (opposition) Serguei Stanichev a reproché aux autorités d'annoncer des faits sans encore disposer

de preuves irréfutables.

Patatras, voilà que cette belle construction s'écroule, on s'y attendait à dire vrai. Et pour cause :

- Selon des responsables de l'enquête à Bourgas, une reconstitution de l'attentat aura lieu au printemps prochain en vue d'établir si l'auteur de l'attentat était un kamikaze ou si l'explosif avait été déclenché à distance. AFP 05.02

Donc, sans preuves irréfutables selon le président du parti socialiste, Serguei Stanichev, et sans attendre cette reconstitution, donc sans attendre les conclusions définitives de cette enquête, Hollande et Fabius ont décidé que le Hezbollah avait commis cet attentat puisque Washington et Jérusalem l'affirment. Ils font très très fort, plus fort que Bush et Cheney, quelle pourriture ! On ne regrettera pas de ne pas avoir voté en 2012.

- Traditionnellement prudente face au Hezbollah, la France a décidé de réagir mercredi au lendemain de la déclaration bulgare désignant le mouvement chiite libanais comme responsable d'un attentat anti-israélien perpétré en juillet 2012, ayant coûté la vie à six personnes.

«*Nous avons bien pris note des déclarations du ministre de l'Intérieur bulgare et nous en tirerons les conséquences, en coordination avec nos partenaires européens*», a déclaré mercredi le porte-parole du Quai d'Orsay.

Actifs depuis longtemps sur ce dossier, les États-Unis ont immédiatement félicité mardi leur «*ami proche et allié de l'Otan pour son enquête minutieuse*» et pressé l'Union européenne d'agir contre le Hezbollah en plaçant ce dernier sur la liste des organisations terroristes. «*Nous devons envoyer un message sans équivoque à ce groupe terroriste pour qu'il ne puisse plus commettre d'acte abject dans l'impunité*», a déclaré le nouveau patron de la diplomatie américaine, John Kerry, qui s'est entretenu au téléphone avec son homologue européenne, Catherine Ashton.

L'inscription du Hezbollah sur la liste des mouvements terroristes nécessiterait l'unanimité des Vingt-Sept. Engagée à plusieurs reprises, la dernière fois en juillet 2012, cette initiative n'a jusqu'à présent pas abouti face à la réticence de certains États membres, dont la France. Les raisons ne manquent pas: crainte de déstabilisation du Liban, où le Hezbollah joue un rôle politique clé, peur de représailles sur la Finul, au sein de laquelle les militaires français, avec 900 hommes, forment un des premiers contingents.

«*L'attentat s'est produit sur le sol européen; les Bulgares ont été assez courageux. On ne peut pas rester inerte, il faut que la solidarité européenne s'exerce*», indiquait hier une source bien informée. «*Laurent Fabius a pris sa décision et il semble déterminé*», ajoute cette source.

«*La possibilité d'ajouter le Hezbollah à la liste des organisations terroristes va être étudiée par les États membres, mais ce n'est pas la seule option*», indique Maja Kocijancic, une des porte-parole des services diplomatiques de l'UE. La question pourrait être abordée le 18 février lors de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE.

Actuellement, seuls deux membres de l'Union européenne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, ont mis le Hezbollah sur leur liste nationale des organisations terroristes. Les autorités néerlandaises ont mis au ban l'ensemble des composantes du mouvement chiite, Londres uniquement sa branche militaire. Toutefois, «*il est bien évident que les sanctions sont d'autant plus efficaces qu'elles sont prises et appliquées à 27*», soulignait mardi le porte-parole du Quai d'Orsay.

Pour Simone Rodan-Benzaquen, la directrice du bureau français de l'American Jewish Commitee, «*l'inscription du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes de l'UE permettrait le gel de leurs avoirs, la restriction de collecte de fonds et l'interdiction de voyage de leurs dirigeants*». lefigaro.fr 06.02

Commentaire d'internaute.

- "*La France se la joue schizophrénique: Le Hezbollah a des ministres au gouvernement libanais et des députés régulièrement élus au parlement. Comment boycotter le Hezb sans boycotter le gouvernement libanais tout entier et mettre en péril les dizaines de projets de coopération économiques et culturels avec ce pays? Qui vous dit d'autre part que la déclaration du ministre bulgare n'est pas une n-ième tentative de diabolisation orchestrée par qui vous savez??!! La France devrait soigneusement peser le pour et le contre avant d'obéir à des sirènes qui n'ont rien de francophile*."

Vous ne posez pas la question tout à fait correctement mais vous brûlez, en réalité, c'est tout le Liban qui est visé, le peuple libanais dans le cadre du projet de l'impérialisme américain de remodeler le Proche et le Moyen-Orient, Israël et les sionistes servant d'aiguillon à cette attaque.

Rappel : le Liban figure sur la liste des pays a attaqué établie par Bush... en 2001.

Extrait de la causerie 18 septembre 2012.

Lors d'une conférence de 2007, en anglais, le Général Wesley Clark raconte alors comment, après le 11 septembre, il va au Pentagone, discute avec ses amis du GQG qui lui annoncent une nouvelle guerre en Irak. Mais pourquoi ? On ne sait pas. Ce sont les ordre de là-haut. On a une liste de 7 pays que l'on doit attaquer en 5 ans, mais on ne sait pas pourquoi. Ce sont eux qui ont décidé. Irak, Syrie, Libye, Liban, Yémen, Darfour, Iran. Il faut qu'on déstabilise ces anciens clients de la Russie avant la montée en puissance d'un nouveau Super-Power. (Conversation de 2001.)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2vWe0cVdYRI

En famille. Cahuzac a tenu à rassurer les investisseurs

Paris perd du terrain dans la course aux investissements étrangers. La capitale française prend même un coup assez brutal : en un an, Paris est passée du 6e au 10e rang mondial des métropoles mondiales les plus attractives. En 2012, la ville et sa région ont attiré 108 investissements étrangers, contre 150 en 2011.

Les résultats d'une étude du cabinet de conseil KPMG et de l'association Paris Ile-de-France capitale économique sont sans appel : Paris séduit moins. Depuis quatre ans, la Ville lumière n'a d'ailleurs cessé de reculer face à Londres, qui conserve la première place au classement. Avec 351 investissements étrangers, le centre financier de l'Europe fait la course en tête, loin devant Hong Kong, deuxième, qui en a capitalisé 239 en 2012. Suivent ensuite Shanghai, São Paulo, New York, Pékin, Moscou, Sydney, San Francisco et Paris.

Encore plus frappant, soulève Nicolas Beaudouin, auteur de l'étude et auditeur chez KPMG, Paris est en train de perdre les fonctions stratégiques des entreprises. La capitale dégringole de la 7e à la 15e place mondiale en un an : les sièges sociaux, la R&D, le marketing ou les départements financiers snobent Paris. 37 % de fonctions stratégiques en moins : c'est la plus forte baisse du top 15 des mégalopoles les plus attractives !

Ce déclin parisien sera-t-il durable ? "*Nous attendons l'année prochaine pour le savoir*", répond Nicolas Beaudouin. "*Pour l'instant, nous expliquons ce décrochage par une frilosité des investisseurs due au climat incertain inhérent à toute élection présidentielle, précise-t-il, ainsi que les incertitudes qui ont longtemps plané dans la zone euro.*" Outre le taux de croissance, les stabilités politique, juridique et fiscale sont les premiers critères dans le choix de destination d'un investissement. Or, l'année 2012, coupée par l'élection présidentielle, ne pouvait garantir ces trois critères aux investisseurs étrangers. Pour tenter de dissiper le trouble fiscal et redonner de la visibilité aux investisseurs, Jérôme Cahuzac a affirmé en janvier que la pression fiscale ne serait pas accentuée en France. "*Désormais, la stabilité fiscale est la politique du gouvernement pour la mandature*", a déclaré le ministre délégué au Budget.

Si l'on regarde leurs dix premiers secteurs d'activité, Londres et Paris sont pourtant deux villes aux profils assez comparables.

Le quartier aux 3 000 start-up, dans l'East End de la ville, attire lui aussi son lot d'investissements : Facebook, Amazon, Cisco..., tous les grands noms du high-tech américains sont là. Soho, à l'ouest, regroupe de son côté de multiples entreprises de médias et de communications, des activités à fort potentiel de développement. Pour Patrick Gougeon, directeur du campus de l'ESCP à Londres, la capitale anglaise est tout simplement la porte d'entrée pour tout investisseur qui veut pénétrer le marché européen. Le pays bénéficie d'une langue parlée par tous, ou presque, et surtout d'un droit des contrats qui est le plus utilisé dans le commerce international. Le Point.fr 06.02

Surtout Londres est le pilier de l'oligarchie financière, le repère du cartel des banquiers de la Fed... depuis un siècle, hier quoi.

ACTUALITE EN TITRES

Austérité.

- Les ventes des agences de voyages ont reculé en France en 2012 AFP

Victimes de la crise, les agences de voyages françaises ont vu leur clientèle loisir fondre de 5,1% en 2012 et leur volume d'affaires loisir de 4,3%, selon le baromètre 2012 publié par le Syndicat national des agents de voyages (Snav). AFP

Comment justifier la régression sociale au nom de la compétitivité

- La charge de François Hollande contre l'euro fort - LeMonde.fr

- La France un peu seule à s'inquièter du niveau de l'euro - AFP

- Pierre Moscovici veut lutter contre l'euro fort - Liberation.fr

A leur manière : D'où l'accord patronal du 11 janvier 2013 et la suite avec le financement des organismes sociaux et les retraite en juillet prochain.

- Berlin juge que l'euro n'est pas surévalué - Reuters

Hollande ou Sarkozy : c'est du pareil au même ou pire encore.

- Hollande ressemble plus à Sarkozy qu'il ne l'avait fait croire ! - LePoint.fr

Non, sans blague !

- Parlement européen : Wauquiez souscrit au discours de Hollande - LePoint.fr

- François Hollande et la Côte d'Ivoire: "*Plus ça change, plus c'est la même chose*" - L'Express.fr

- Oui, cette fois, le Mali est bien la suite de la Libye - lepoint.fr

"*Une France qui rompt avec une tradition, notamment coloniale, où la force servait la force et ne venait qu'en renfort des intérêts nationaux : pour la première fois, au Mali et en Libye, la force a été mise au service explicite de la liberté et de la justice ; pour la première fois - depuis Valmy ! - il y a un lien voulu, pensé, verbalisé comme tel, entre l'exercice par la France de sa puissance et la défense de valeurs qui la dépassent.*

Est-il interdit à un intellectuel, peu suspect de chauvinisme, d'observer que son pays renoue, là, avec une forme de grandeur ?

Et n'y a-t-il pas lieu, pour tous les citoyens français, quelle que soit leur appartenance, par-delà les querelles politiques ou idéologiques subalternes, d'en être fiers et de le dire ?

Vous n'avez pas reconnu l'auteur de ces lignes infâmes, de cette démagogie puante ?

Réponse : Bernard-Henri Lévy.

J'ai failli mettre en ligne l'intégralité de cet article, puis j'ai préféré vous épargner cette épreuve pour une fois.

Cadeau à 6,5% !

- Bernard Arnault aurait réglé sa succession avec des droits hyper réduits - L'Expansion.com

Cahuzac l'annonce. Une opération chirurgicale qui n'aura rien d'esthétique, à la hache !

- Les collectivités locales vont devoir se serrer encore plus la ceinture - L'Expansion.com

Collusion d'intérêt. Il a dû leur dicter...

- Compte suisse: Cahuzac n'a "*aucun doute*" sur la réponse helvète - AFP

Vivre ou mourir : question pas urgente !

- Touraine: renforcer les effectifs des urgences n'est pas la "*seule réponse*" - AFP

Surtout pas, TSCG oblige !

Barbouzerie.

- Choquée - LePoint.fr

La famille Chirac a été très choquée par la présentation accusatoire de l'affaire Boulin dans un téléfilm de France 3 "*librement inspiré de...*"."*L'hypocrisie de France Télévisions est scandaleuse*", confie au Point l'entourage de Claude Chirac.

Il est clair qu'il a été assassiné. La preuve : l'ancien ministre Jean Charbonnel (RPR comme Chirac) est même prêt à livrer les noms de ses assassins. AFP 01.02 (Infos en bref du 31.01)

Vite, légalisons cette pratique au nom de l'égalité des droits !

- Mexique: une fillette de neuf ans donne le jour à un bébé - AFP

Mon épouse Magueswary a qui j'ai fait part de cette information m'a affirmé que cela n'était pas rare en Inde. Elle a ajouté quand elle était jeune, c'est l'âge auquel sa mère a été mariée de force, elle a eu son premier enfant à 12 ans. Elle avait 16 ans quand elle est née.

Par mesure d'économie.

- Paris: De la viande périmée et du fromage moisi servis dans les crèches - 20minutes.fr

- La poste américaine ne distribuera plus le courrier le samedi - Reuters

Les appareils pourris des syndicats subordonnés à l'UE à la manoeuvre

- Les salariés de Mittal demandent de l'aide à l'Europe - L'Expansion.com

Machine capitaliste.

- Chirurgie esthétique: Les Françaises adeptes des augmentations mammaires - 20minutes.fr

- Atterrissage brutal pour le marché des écrans plats en France - L'Expansion.com

Le marché s'est effondré de 23% en volume en 2012, selon Gfk. Les Français ont acheté 2 millions de téléviseurs de moins que l'année dernière.

Quelle catastrophe, c'est la fin du monde... du vieux monde, ce serait une bonne nouvelle en somme !

Manipulation et intox

- Afflux de logements de luxe sur le marché à cause du départ de riches Français - AFP

Mais ils ne parlent pas des riches étrangers qui s'installent en France ou en achètent...

- Des mesures "*d'urgence*" pour réduire la place des véhicules polluants - AFP

Encore une mesure réactionnaire présentée sous un angle avantageux tournée contre les plus pauvres, qui ne peuvent pas changer de bagnole tous les 3 ans ou accéder au crédit.

- Non, les riches ne sont pas mal-aimés en France - LePoint.fr

On les adore en vérité, on est masochistes ! En fait, les ignorants les envient, voilà tout. Ignorants qui ne sont pas forcément les plus pauvres.

Encore une chance !

- En Inde le Rafale ne pâtira pas des coupes budgétaires - L'Expansion.com

On ne demandera pas à l'aristocratie ouvrière de chez Dassault de compatir au triste sort des centaines de millions de pauvres en Inde qui apprécieront cette information.

Propagande d'un portail ultra réactionnaire.

- Les entreprises occidentales implantées en Chine résisteront-elles au développement des syndicats chinois ? - Atlantico.fr

Vive la dictature du parti et du syndicat unique !

- La guerre des monnaies fait rage... mais nous l'avons bien cherché - Atlantico.fr

Si les salaires avait été diminués de 30% comme le réclame Goldman Sachs, on n'en serait pas là !

- Ce que l'Education nationale (profs inclus) aurait à gagner d'une rémunération des enseignants au résultat - Atlantico.fr

La marchandisation du savoir n'a pas de prix !

Apparemment ce portail n'a pas dû apprécier que je mette en ligne certains de leurs articles, car depuis deux semaines environ il m'est impossible de copier intégralement le moindre article à partir de leur portail, ce qui ne m'a pas empêché de trouver la parade pour accéder à leurs articles.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Sévices policiers anti-migrants

Un acteur grec incarnant l'Achille homérique, qui a passé une nuit au poste de police pour avoir gardé sur lui l'épée de son rôle, exhalait mercredi dans la presse sa colère contre des sévices policiers anti-migrants dont il affirme avoir été témoin.

"*A moi la police n'a rien fait, mais les étrangers*", deux migrants de 20 ans arrêtés pour vols dans des voitures "*ont vraiment passé un très mauvais moment*", a affirmé l'acteur, Georges Christodoulos au quotidien de gauche Elefthérotypia.

"*Leur traitement par la police était inhumain, les policiers leur jetaient de l'eau, les injuriaient et les brutalisaient, à un moment ils nous ont même séparés pour que nous ne voyions pas ce qui se passait, mais nous les entendions crier*", a-t-il témoigné.

L'acteur rentrait d'une répétition où il avait travaillé des scènes de bataille avec un maître chinois d'art martiaux et avait gardé sur lui l'arme "*d'Achille*", une épée de 20 cm. La police qui l'a contrôlé n'a pas donné foi à ses explications, et il n'a été blanchi de port d'arme illégal, jugé en flagrant délit, qu'après une nuit au poste du quartier athénien de Péristeri.

L'ensemble des ONG et institutions internationales de défense des droits de l'homme dénoncent depuis des années, sans résultats notables, les fréquents sévices de la police grecque, en particulier contre les minorités et étrangers, sur fond d'impunité quasi-totale garantie à leurs auteurs. okeanews.fr 06.02

1.2- Menaces de mort contre un journaliste

Suite à la publication d'un article d'Unfollow sur la contrebande du pétrole en Grèce, paru le 31 janvier dernier, la rédaction a reçu des menaces de mort d'un homme qui s'est présenté comme étant Dimitris Melissanidis, magnat du pétrole et patron de Aegean Oil. L'article présentait en particulier la pratique de compagnies de transport qui achètent du pétrole à des taux d'imposition réduits et le redistribuent vers le marché au prix normal.

Unfollow a également publié deux rapports des douanes du Pirée, avec les résultats détaillés sur la manière dont deux grandes compagnies pétrolières sont engagées dans ces pratiques. L'une est ELPE (Hellenic Petroleum), où les principaux actionnaires sont l'Etat grec et Spiros Latsis. L'autre est Aegean Oil, qui est gérée par Dimitris Melissanidis - mais sans une position officielle, bien que son frère, Iakovos, occupe un poste au conseil d'administration. Enfin, le rapport d'Unfollow a

souligné que bien que les responsables de Agean Oil ont été inculpés de contrebande et de contrefaçon, leur procès a déjà été reporté à quatre reprises, alors que les avocats étaient absents ... à quatre reprises.

Aegean Oil est une entreprise colossale. Elle fournit, entre autres, la marine américaine, et l'une de ses sociétés associées est cotées à la bourse de New York. Un procès sur des accusations de contrebande et de contrefaçon est prévue pour le 12 février. L'attention des médias en Grèce -et ailleurs- a été, sans surprise, inexistante.

ELPE (Hellenic Petroleum) sera prochainement entièrement privatisée, selon le programme de privatisation imposée à la Grèce par la troïka. Il semble que les actions de l'Etat dans ELPE seraient rachetées par Spiros Latsis. Dans le même temps, Dimitris Melissanidis serait sur le point d'acheter l'OPAP, qui détient le monopole des jeux de hasard : une entreprise publique très rentable.

Le lendemain de la publication du numéro 14 d'Unfollow, le 1er février, il y a eu un appel téléphonique au bureau de la rédaction. L'appelant, qui s'est identifié comme étant Dimitris Melissanidis, a demandé à parler au journaliste Lefteris Charalampopoulos, qui avait écrit l'article.

Selon Unfollow :

-"Notre journaliste a parlé avec le haut-parleur, et deux autres journalistes d'Unfollow étaient présents. L'homme s'est identifié comme étant Dimitris Melissanidis et a menacé le magazine de poursuites judiciaires. Notre journaliste a répondu qu'il pouvait bien sûr procéder comme il l'entend.

Par la suite, malgré les efforts de notre reporter pour rester courtois, l'appelant l'a menacé de mort à plusieurs reprises. Sur une durée d'appel de 20 minutes, une dizaine de minutes ont été consacrées à des menaces envers notre journaliste.

Une partie de ce qui a été dit par l'homme qui s'est identifié comme étant Dimitris Melissanidis :

"*J'aurai pu vous tuer sans vous avoir prévenu. Mais je suis un homme et je vais devoir vous exploser dans votre sommeil. Je vais vous tuer, vous, votre femme, vos enfants, tout ce que vous avez* ".

Lorsque notre journaliste dit à l'interlocuteur qu'il alerterait les autorités, il a répondu:

"*Vous et les autorités, je vais vous serrez la vis. Je ne comprends rien. Je suis Melissanidis. Vous ne serez pas capable de dormir. Vous ne serez pas en mesure de sortir, je serai votre cauchemar. La peur va vous hanter. Ils viendront chez vous et vous feront exploser dans votre sommeil. Je suis habitué à parler aux grands journalistes. Je vous regarderai dans les yeux et je vous abattrai*".

Lorsque notre journaliste a demandé si par "*grands*" journalistes, l'appelant entendait ceux qui jouent dans son propre jeu, l'appelant a répondu:

"*Je veux que vous me disiez cela avec un pistolet sur la tête*".

Une recherche en ligne sur le numéro de téléphone qui a appelé le bureau a retourné: AEGEAN OIL SA (Melissanidis Dimitrios) Industrie du pétrole et de l'approvisionnement - Bureau principal.

Suite à ces menaces, le magazine Unfollow a publié un communiqué de presse, qui indique :

-"Premièrement, unfollow ne changera pas sa trajectoire.

Deuxièmement, après les menaces sans précédent sur la vie de notre journaliste, nous déclarons que tout ce qui pourrait désormais mettre en danger la vie de notre journaliste, l'un de nos autres journalistes, ou de leurs familles, nous tiendrons l'appelant auto-identifié comme Dimitris Melissanidis responsable .

Troisièmement, nous demandons aux autorités de faire leur devoir.

Quatrièmement, nous demandons l'appui de tout journaliste ayant une conscience.

Cinquièmement, nous demandons aux syndicats de presse de prendre une position publique sur l'évènement, et faire ce qui est nécessaire, pour que le journalisme en Grèce ne soit pas étouffé. "

A la suite de cette publication, un avocat a envoyé un courrier à Unfollow, le 4 février :

"Comme l'a ordonné mon client, M. Dimitris Melissanidis, je déclare ce qui suit:

Après l'article gravement diffamatoire publié dans votre numéro de Février 2013, vous avez aussi publié sur le site Internet de votre magazine, le samedi 2 février 2013, à 22:15, un article intitulé «Menaces contre Unfollow de l'homme qui s'est identifié comme D. Mellissanidis»

M. D. Melissanidis vous déclare qu'il n'a jamais contacté aucun de vos journalistes ou l'un de vos collaborateurs.

Vous êtes tenu de publier sa réponse sur votre site et de supprimer les commentaires insultants et diffamatoires qui suivent votre message.

Au-delà de cela, il se réserve tous les droits légaux.

Failos M. Kranidiotis - Avocat "

Unfollow a fait une courte déclaration indiquant "*nous avons reçu la lettre de M. Kranidiotis avec intérêt et nous attendons avec impatience ses actions*".

M. Kranidiotis, en plus d'être l'avocat de M. Melissanidis, est un ami de longue date du premier ministre Antonis Samaras, dont il est aussi un proche conseiller, bien que non officiel. Il est également un commentateur fréquent sur les affaires publiques, et ses articles dans des journaux de droite et des sites web populistes sont connus pour leur nationalisme et leur xénophobie sans honte. L'un des partisans les plus sévères du gouvernement autoritaire, M. Kranidiotis est allé jusqu'à suggérer dans un article que l'armée doit intervenir pour maintenir «*l'ordre*» en Grèce.

Et en prime, le gouvernement privatise ses actifs, l'un des hommes les plus riches de la Grèce est candidat pour une entreprise publique très rentable, et son avocat est un conseiller du Premier ministre.

Pas de conflit d'intérêts du tout ... okeanews.fr 06.02

2- Honduras

Portant des gilets pare-balles et armés de fusils d'assaut, des dizaines de policiers patrouillent dans les rues poussiéreuses de la périphérie de la capitale du Honduras, Tegucigalpa, afin de tenter de reprendre le contrôle de quartiers où les gangs ont imposé aux riverains terrorisés un véritable couvre-feu.

"*A 19H00, nous voulons voir ces commerces fermés et les gens à la maison*", peut-on lire sur des écriteaux placés sur les poteaux électriques et les murs des humbles constructions érigées sur les collines au-dessus de l'un des pires quartiers de cette ville d'environ un million d'habitants.

Après que la presse se soit émue de la situation, une soixantaine d'agents de police ont investi en début de semaine à pied et dans des véhicules de patrouille les ruelles de Las Ayestas, Campo Cielo, Los Profesores ou Las Crucitas, à la recherche de membres des principaux gangs du pays, la Mara 18 (M-18) ou la Mara Salvatrucha (MS-13), ont constaté des journalistes invités à participer à l'opération.

"*Les +mareros+ (membres des "maras") allaient de maison en maison en disant qu'il fallait fermer les portes à 19H00, qu'ils ne voulaient voir personne dans les rues*", raconte à l'AFP Alejandra Zelaya, une habitante croisée à proximité du poste de police de Las Ayestas.

Comme dans beaucoup de quartiers et de bidonvilles des faubourgs des principales villes du Honduras, les bandes criminelles font payer aux riverains et aux commerçants "*un impôt de guerre*", délogent des familles pour s'emparer de leurs maisons, utilisées ensuite pour le trafic de drogue ou d'armes. Mais ces criminels s'adonnent également à d'autres activités comme les vols de voitures et les meurtres sur commande.

Le Honduras, peuplé de 7,6 millions d'âmes, est le pays où le taux d'homicides, 92 pour 100.000 habitants, est le plus élevé du monde, selon l'ONU et les autorités locales.

"*On ne peut plus vivre ici, les agressions et les meurtres ne cessent pas*", affirme dans une rue de Las Ayestas une étudiante qui refuse de donner son nom, de peur des représailles.

Le 18 janvier, près de Las Ayestas, des membres d'une "pandilla" ont criblé de balles six personnes qui se trouvaient à côté d'une maison.

"*On voit des choses, mais il vaut mieux se taire, c'est trop dangereux de parler. On voit des agressions, des meurtres. La nuit, on croirait que c'est la guerre, à cause des coups de feu. Il y a très peu de policiers*", regrette le vigile d'une école, qui demande également à ne pas être identifié.

"*Mon frère a été tué à coups de machettes pour lui voler son arme. Il était vigile aussi. La police ne fait rien ici, il y a très peu de policiers*", répète-t-il.

Lorsque la police a investi Las Ayestas, elle n'a trouvé aucun "*pandillero*" (membre des "*pandillas*"). Selon des enquêtes judiciaires, la police elle-même est infiltrée par les gangs, qui sont ainsi informés avant les opérations. AFP 06.02

SOCIAL

1- France

1.1- Les salariés des messageries Presstalis en grève

Les quotidiens nationaux sont absents des kiosques mercredi en raison d'un mouvement de grève lancé par le Syndicat général du Livre et de la communication écrite (SGLCE-CGT) dans le cadre du conflit social aux messageries Presstalis.

L'appel à cesser le travail vise à peser sur les négociations du plan de restructuration de Presstalis, qui prévoit notamment la suppression de 1.250 postes sur 2.500 salariés.

Pour Marc Feuillée, patron du Figaro et président du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN, patronat) , il s'agit d'"*un conflit insoutenable, un véritable scandale, la presse quotidienne est systématiquement prise en otage. Il faut que le SGLCE CGT arrête ces actes violents,*" arrête ces blocages, a-t-il dit sur France Info.

Concernant le plan social chez Presstalis, "*il y a des reclassements proposés, notamment à la Poste, probablement à la RATP et dans d'autres entreprises publiques. Les conditions sociales de travail des ouvriers du Livre sont extrêmement favorables, les salaires sont élevés et les indemnités de départ sont exceptionnelles*", a encore assuré M. Feuillée.

En cas de licenciement, la convention collective de la presse prévoit des indemnités de départ au minimum dix fois supérieures à celles inscrites dans le code du travail

Pour Nicolas Demorand, patron de Libération, "*les ouvriers du Livre, en tout cas ceux qui ont décidé d?aller à la politique du pire, pensent qu?en mourant ensemble nous vivrons plus longtemps. Funeste erreur*", écrit-il dans un éditorial sur libération.fr.

Près d'une trentaine d'actions de blocage total ou partiel de la sortie des journaux sont intervenues depuis octobre. Des dizaines de salariés du secteur de la distribution étaient rassemblés mercredi matin devant l'imprimerie du Monde à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

Presstalis, sauvé in extremis de la faillite fin 2012, a ouvert des négociations en octobre pour sa réorganisation industrielle et son plan social.

Jeudi doit se tenir une rencontre entre la direction et l'ensemble des représentants syndicaux de Presstalis et de ses filiales.

Le Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN, patronat) a dénoncé l'attitude des salariés de Presstalis en qualifiant la situation d'"*inédite*" et d'une "*gravité exceptionnelle*". AFP 06.02

Rappel, dans les infos en bref du site du 4 février, le PS briseur de grève :

- Le Parti socialiste a demandé aujorud'hui qu'une "*réponse rapide*" soit apportée pour garantir la distribution des journaux sur tout le territoire.

"*Pour le Parti socialiste, l'Etat doit continuer de garantir la présence de tous les titres sur l'ensemble du territoire, pour garantir le pluralisme des médias*", affirme le secrétaire national du PS chargé des médias, Philippe Buisson, dans un communiqué. lefigaro.

fr 03.02

1.2- 250 médecins réclament la suspension de la radiation visant le Dr Nicolas Bonnemaison

Près de 250 médecins ont écrit une lettre ouverte à l'ordre des médecins et au président François Hollande dans laquelle ils réclament la suspension de la radiation visant un urgentiste de Bayonne, Nicolas Bonnemaison, poursuivi pénalement pour sept cas d'euthanasie sur des patients en fin de vie.

"*Nous sommes profondément choqués par cette sentence et avons souhaité manifester notre indignation*", a indiqué à l'AFP le Dr François Bannier, médecin anesthésiste hospitalier à Bayonne, un des premiers signataires de la lettre ouverte avec le Dr Marie-Pierre Kuhn.

Selon lui, la décision de la chambre disciplinaire de l'Ordre des médecins d'Aquitaine de radier du tableau le Dr Bonnemaison, la plus sévère des cinq sanctions possibles, a "*paru rapide et brutale alors même que l'affaire est encore en cours d'instruction et couverte par le secret de l'instruction*".

"*C'est un praticien qu'on connaît, il a travaillé 22 ans à l'hôpital, toute cette affaire est traitée de la manière la plus hâtive, l'urgence est de le soutenir*", a estimé de son côté le Dr Kuhn. "*Nous ne sommes pas des militants de l'euthanasie*", a-t-elle souligné.

"*Par deux fois le Dr Bonnemaison a été jugé coupable, deux fois d'une manière hâtive. Parti en garde à vue au bout de même pas 24 heures sans expertise interne d'ordre médical et là, à nouveau, il y a une sanction extrêmement lourde sans que l'on connaisse le dossier*", a-t-elle ajouté.

La lettre co-signée par quinze professeurs deux anciens directeurs d'hôpitaux, un sociologue et plus de 200 médecins de métropole et des Dom-Tom sera mise en ligne sur le site de soutien au Dr Bonnemaison (soutien.nbonnemaison.free.fr, a précisé le Dr Kuhn.

Le Dr Bannier dit espérer "*que ce jugement soit revu pour une peine plus clémente, voire même la suppression de la radiation*" à l'occasion de l'appel formulé par les avocats du Dr Bonnemaison qui sera étudié par la chambre disciplinaire nationale de l'Ordre des médecins, à Paris.

Cette lettre ouverte s'adresse non seulement au président du Conseil de l'Ordre des médecins, Michel Legmann, mais également à François Hollande et aux ministres de la Santé et des Personnes âgées, Marisol Touraine et Michèle Delaunay.

Les co-signataires pointent que "*le seul document officiel public depuis le 17 novembre 2011 est le rapport de l'IGAS (Inspection générale des Affaires sociales)*" et soulignent que dans le délibéré de la décision rendue "*à aucun moment il n'y est fait référence*".

"*Nous avons trouvé que la justice ordinale avait peu d'éléments pour ordonner un jugement aussi péremptoire*", justifie le Dr Bannier, alors que le Dr Bonnemaison et son avocat avaient demandé "*un sursis à statuer*" en attendant que la justice pénale tranche.

Pour la chambre disciplinaire cependant "*les manquements déontologiques relevés*" étaient "*de nature à justifier une peine*" et compte-tenu de leur "*gravité*" et de leur "*caractère répété*", ces manquements justifient la radiation.

Selon une étude récente de Nicolas Brouard, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques (Ined) il y aurait chaque année en France quelque 3.000 cas d'euthanasie.

L'euthanasie n'est pas légale en France, même si la loi Leonetti sur la fin de vie admet qu'on puisse soulager avec des anti-douleur un malade au stade terminal au point d'en "*abréger la vie*". AFP 06.02

2- Grèce

2.1- Coup de force du gouvernement contre les marins en grève

Après les salariés du métro, le gouvernement grec a réquisitionné mercredi les marins grévistes pour assurer la desserte des îles, et affirmer sa volonté de lancer coûte que coûte les difficiles réformes demandées par les créanciers, zone euro et FMI.

Le jour n'était pas encore levé mercredi matin, que la police anti-émeutes s'est déployée au Pirée, le grand port desservant Athènes, pour encadrer la prise de travail des marins réquisitionnés à partir de 04H00 GMT. Les premiers ferries ont alors pris la mer, après une semaine à quai en raison de la grève déclenchée par le syndicat de marins PNO.

Alors que le syndicat avait voté mardi pour une prolongation de 48 heures de la mobilisation, le recours de la coalition au pouvoir à l'arme de la réquisition, pour la deuxième fois en deux semaines après une opération similaire dans le métro, est sévèrement critiqué par l'opposition de gauche.

Un député de la gauche radicale Syriza y a vu "*la transformation d'une démocratie parlementaire en une +junte+ parlementaire favorisant les intérêts du capital à ceux des salariés*".

Les médias grecs voient, quant à eux, dans ce durcissement social, des gages donnés par le gouvernement aux bailleurs de fond du pays, tandis que les représentants de la troïka UE-BCE-FMI sont attendus fin février à Athènes.

Plusieurs milliers de manifestants, marins et militants communistes, se sont rassemblés devant le ministère de la Marine marchande au Pirée, dénonçant un "*terrorisme*" étatique. Les marins protestent contre une dérégulation, imposée par l'Union européenne, du secteur des ferries, ouvrant la voie à une réduction du nombre de membres d'équipages à bord, alors que le chômage touche selon le syndicat plus de 7.000 marins pour quelque 15.000 actifs.

Ils demandent aussi la signature de conventions collectives et contestent le coupes dans leur protection sociale et leurs retraites découlant des mesures d'austérité imposées à la Grèce depuis 2010 en échange de son sauvetage financier par l'UE et le FMI.

Ils réclament enfin le paiement d'arriérés de salaire dépassant les six mois sur certaines compagnies de ferries, dans un secteur frappé de plein fouet par la crise, mais réputé pour son opacité financière.

Le ministre de la Marine marchande Costis Moussouroulis avait indiqué lundi soir avoir obtenu des engagements du patronat pour épurer en deux tranches ces impayés.

La Chambre de commerce des Cyclades avait mardi imploré les marins de reprendre le travail: "*les îles ont atteint leurs limites. Cette guerre non déclarée doit s'arrêter*" avait indiqué un communiqué de la Chambre. La presse se faisait l'écho par ailleurs de vives tensions en Crète mardi, certains producteurs agricoles ayant obligé l'équipage d'un ferry à quai à partir pour le Pirée, forçant le blocus syndical des marins. AFP 06.02

2.2- La misère s'étend.

Une distribution de légumes gratuits organisée mercredi en Grèce par des agriculteurs a dégénéré en bagarre générale, fait un blessé et suscité de vives réactions concernant le désespoir croissant lié à la crise économique.

Les chaînes de télévision du pays ont diffusé en boucle les images de Grecs luttant pour des sacs de tomates ou de poireaux, donnant lieu à un débat sur l'ampleur prise par la pauvreté dans le pays.

"*Ces images me mettent en colère*", a déclaré Kostas Barkas, un député du parti de la gauche radicale, Syriza. "*En colère pour un peuple fier, qui n'a pas de quoi manger, qui n'a pas de quoi se chauffer, pas de quoi joindre les deux bouts*."

Les Grecs ont vu leur niveau de vie chuter durant six années de récession, pendant que le chômage atteignait des sommets.

La distribution avait commencé dans le calme à Athènes, avec des centaines de personnes formant une file d'attente devant le ministère de l'Agriculture. C'est à cet endroit que les agriculteurs avaient choisi de distribuer leur marchandise, pour protester contre des coûts de production jugés trop élevés.

Mais l'atmosphère s'est tendue au fur et à mesure que les étals se vidaient, jusqu'à ce que des dizaines de personnes, parfois accompagnées d'enfants, se précipitent sur un camion pour s'approprier les stocks restants. Reuters 06.02

3- Espagne

Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté mercredi à Madrid contre les coupes dans l'éducation menées par le gouvernement de droite, qui portent atteinte selon eux à un système déjà parmi les moins biens notés de l'Union européenne.

"*Dans mon université, nous avons passé les mois d'hiver sans chauffage et avec beaucoup trop d'élèves dans chaque classe, ce qui porte atteinte à la qualité de l'enseignement*", raconte Javier Marín, étudiant instituteur de 19 ans, venu participer à la manifestation.

Le gouvernement de droite de Mariano Rajoy avait annoncé au printemps 2012 son intention d'économiser trois milliards d'euros par an dans le secteur de l'éducation, dans le cadre de sa politique de rigueur visant à redresser les comptes publics de l'Espagne.

Les régions, qui gèrent ce budget, ont ainsi été autorisées à augmenter les frais d'inscription à l'université de 50% et à accroître de 20% le nombre d'étudiants par classe.

Selon les syndicats, le gouvernement a économisé l'an dernier cinq milliards d'euros dans l'éducation, alors que, selon l'Unesco, le système éducatif espagnol enregistre un taux d'échec de 30% et des résultats inférieurs à la moyenne des pays développés.

Aux cris de "*vos enveloppes, nos coupes budgétaires*", les étudiants ont parcouru le centre de Madrid, protestant contre ces coupes et contre le scandale de corruption présumée qui ébranle le gouvernement.

Une nouvelle manifestation est prévue jeudi dans la capitale, où les étudiants, en grève pour trois jours, seront cette fois accompagnés par les enseignants. AFP 06.02

ECONOMIE

1- Euro et BCE

Euro Fort et l'amitié franco-prussienne

La hausse actuelle de l'Euro pour être très concret c'est 120 000 chômeurs de plus dans le meilleur des cas, si cette hausse est brève et les réactions de la BCE rapides. Si elle dure plus longtemps, ce sont 180 000 travailleurs qui viennent pointer au chômage. Pourquoi ?

La France est le pays d'Europe le moins intégré dans la CEE, ne réalisant que 50% de son commerce extérieur vers l'Eurozone. Tout le reste est en Dollar, en Yen, etc…

Comme on le voit sur ce graphique, les prix des produits français au Japon ont pris 33% en quelques mois et 25% depuis début décembre. Le cognac va en prendre un coup et Louis Vuitton va pouvoir se faire la malle dans l'archipel. La hausse de nos produits et services en Dollar est moins dramatique en apparence avec une hausse de 10%, mais en réalité, le marché américain est beaucoup plus vaste. Les dégâts sont donc pires. La baisse relative de la livre sterling est également de 10%.

0% de hausse de l'Euro = 1% de croissance en moins

En réalité, c'est plus probablement 1,2% de croissance en moins par rapport aux prévisions. Draghi, l'ennemi de l'intérieur peut donc se féliciter de ses réussites. Souvenez-vous de ce que Mayer Amshel Rothschild disait: « *Donnez moi le contrôle sur la monnaie d'une nation et je n'aurais pas à me soucier de ceux qui font les lois.* »

Il y a quelques mois, Lindsey Williams avait transmis l'information soufflée par le Cartel, que l'Europe devait plonger avant les Etats-Unis. Ces manœuvres monétaires sont le levier qui commande le couperet de notre guillotine. C'est exactement comme si vous aviez entendu le déclic métallique, déclenchant l'engrenage fatal. La lourde lame est désormais libérée et va trancher dans le vif au fur et à mesure de la chute des autres monnaies.

Le déficit de l'Etat français va gonfler un peu plus à chaque mois qui passe. Les dépenses de l'assurance chômage vont augmenter, le déficit extérieur également.

L'Allemagne et sa volonté politique d'un Euro fort, enfonce la France et tous les pays faibles de la zone Euro dans le rouge… Ceci venant se rajouter au rapatriement de son or conservé à la Banque de France, l'amitié franco-prussienne se réchauffe comme en 1913.

Angela cherche t'elle à provoquer la rupture de l'Eurozone actuelle en détachant la périphérie méditerranéenne ? Liesi 05.02

2- Allemagne

Le gouvernement allemand a adopté mercredi un projet de loi sur la séparation des activités bancaires, imitant ainsi la France, une mesure critiquée par les instituts de crédit qui s'estiment victimes de la campagne électorale.

Le projet de loi prévoit la séparation des activités de banque de dépôt de celles réalisées par les banques pour leur propre compte quand ces dernières, considérées comme risquées, dépassent 20% du total du bilan ou équivalent à plus de 100

milliards d'euros.

" *Entre 10 et 12 banques* " sont concernées, a déclaré le ministre des Finances Wolfgang Schäuble lors d'un point presse à Berlin.

La loi doit entrer en vigueur en janvier 2014 mais les banques auront jusqu'à juillet 2015 pour procéder à la séparation effective de leurs activités de marché à risque.

(le temps nécessaire pour pouvoir la contourner. En fait, ce ne sera même pas nécessaire, à lire plus loin. - Ndlr)

" *Nous avons aujourd'hui ouvert la voie à un important paquet législatif. Nous prenons à bras le corps les problèmes d'instabilité du système financier et du manque de responsabilité des banques et des banquiers* ", a aussi affirmé M. Schäuble.

(Démagogie électoraliste ! - Ndlr)

" *Ce qui a été décidé va sûrement être bien accueilli par l'opinion publique* " a estimé le professeur Horst Löchel.

(Nous y sommes. Ndlr)

Cependant la séparation des activités de dépôt de celles de marché " *ne va pas s'attaquer au coeur du problème* " de la gestion du risque et du crédit, sur lequel portent déjà les nouvelles exigences réglementaires internationales dites de Bâle III, selon M. Löchel. AFP 06.02

(On se disait aussi... - Ndlr)

3- Pays-Bas

Les dirigeants de la banque néerlandaise SNS Reaal, nationalisée en urgence vendredi 1er février, ne seront pas poursuivis en justice.

Le plan de nationalisation du quatrième assureur néerlandais est actuellement examiné par la Commission européenne.

Il a coûté 3,7 milliards d'euros à l'Etat néerlandais, dont 2,2 milliards pour une injection directe de capitaux destinée à compenser " *bank run* " de clients de la banque, qui avaient vidé leurs comptes à hauteur de 2,5 milliards d'euros au cours des deux semaines qui ont précédé la nationalisation.

L'Etat a également isolé 700 millions d'euros de créances douteuses dans une banque résiduelle ("bad bank") et effacé des créances à hauteur de 800 millions résultant, notamment, d'un plan d'aide auquel il avait contribué.

Il a encore accordé 1,1 milliard d'euros de prêts net et 5 milliards de garanties à un établissement jugé " *systémique* ", détenteur d'un million de comptes et très actif sur le marché du crédit hypothécaire.

L'addition est lourde (266 euros par Néerlandais) et pourrait peser sur la note du royaume, qui avait déjà dû nationaliser ABN Amro en 2008 et aider ING au cours de la même année.

L'affaire SNS Reaal ne peut être résumée aux erreurs de ses gestionnaires, même s'ils s'étaient lancés dans une hasardeuse course au développement sur le marché de l'immobilier après le rachat de Property Finance, une filiale d'ABN, en 2006.

Cette opération avait entraîné des pertes récurrentes et dont la direction a, jusqu'au bout, tenté de masquer l'échec.

La chute de l'établissement révèle plus généralement la crise du secteur immobilier néerlandais, parfois assimilée à celle qu'ont connue les Etats-Unis ou l'Espagne.

Le secteur de la construction est en difficulté avec une baisse d'activité de 7 % en 2012 et un effet direct (estimé à 2 points de croissance) sur le produit national brut du pays.

Les prix se sont effondrés de près de 20 % depuis 2008 et la baisse du nombre de transactions atteint 30 % dans certaines régions. On recensait 200 000 ventes de biens en 2009, pour moins de 100 000 en 2012.

Inquiètes, les banques accordent de plus en plus difficilement des crédits, alors que les Néerlandais avaient l'habitude

d'emprunter davantage que la valeur de leur bien. Des réformes gouvernementales ont, par ailleurs, rendu l'investissement immobilier beaucoup moins attractif.

Enfin, la crise est rendue plus aigüe par le système des crédits : l'emprunteur ne rembourse que les intérêts pendant la durée du prêt. Le capital est placé dans un fonds et doit produire un rendement suffisant pour mettre son remboursement en bout de ligne.

Qu'une crise survienne sur les marchés et le secteur est menacé d'implosion avec, à la clé, des drames personnels et un effondrement de la demande. Avec comme conséquence un risque de krach. Le Monde.fr 06.02

4- Etats-Unis

L'économie US prend l'eau et l'Europe est dans 'le viseur' de Wall Street

Tandis que le FMI s'en prend aux autorités d'Argentine qui auraient la manie de fausser les statistiques nationales, rien n'est dit sur ce que d'aucuns ont déjà signalé depuis lustres et dans le même registre, pour les Etats-Unis. Une preuve supplémentaire que le Fmi est une satrapie de l'ogre américain.

« *L'argent est une nouvelle forme d'esclavage, et elle ne se distingue de l'ancienne que par son caractère impersonnel – il n'y a pas de relation humaine entre le maître et l'esclave.* » Léon Tolstoï

L'économie américaine prend l'eau de partout

« *Quiconque croit encore que la croissance exponentielle peut se poursuivre sans fin est soit un fou, soit un économiste* » Kenneth Boulding – économiste.

La semaine dernière, les statistiques macro-économiques américaines furent détestables, malgré les innombrables injections d'amphétamines monétaires qui produisent de moins en moins d'effets positifs sur l'économie réelle. Mais les indices boursiers US ont flambé pour les raisons déjà exposées ici comme ailleurs.

Certes, l'économie américaine a créé un peu moins d'emplois qu'attendu en janvier mais les chiffres des deux mois précédents ont été révisés en nette hausse ! Quelle bonne nouvelle ! On tourne autour de 150 000 créations d'emplois… avec tous les artifices inimaginables. La réalité est que les Etats-Unis connaissent un taux de chômage supérieur à 20%.

Les économistes qui vivent du système mensonger avouent tout de même qu'il faut un rythme de 250 000 créations de postes mensuelles sur une période prolongée pour obtenir un reflux durable du taux de chômage. Nous en sommes bien loin… alors Bernanke va continuer à obéir à ses supérieurs afin de nous propulser dans le monde hyperinflationniste de demain.

« *Je n'ai encore jamais vu personne qui puisse justifier par la raison et la logique que le gouvernement emprunte son propre argent. Je crois que le temps viendra où les gens demanderont que cela change. Je crois que le temps viendra dans ce pays où nous seront blâmés, vous et moi et tous les autres membres du congrès pour n'avoir rien fait et pour avoir laissé se poursuivre ce système idiot.* » Wright Patman – membre du Congrès des USA.

A quand la fin du mythe de la reprise américaine ?

« *Un mythe est une idée qui, même si elle est communément admise, est fausse. Dans un sens plus subtil – dans un sens religieux – un mythe est une histoire qui sert à orienter et à mobiliser le peuple. L'accent n'est pas mis sur le rapport entre l'histoire et la réalité, mais sur la fonction qu'est censé exercer le mythe. Une histoire ne peut fonctionner à moins d'être supposée vraie par la communauté ou la nation. Il n'y a pas de débat possible. Si certaines personnes ont le mauvais goût de mettre en doute l'authenticité de l'histoire sacrée, les gardiens de la foi et de l'orthodoxie refuseront de discuter avec elles. Ils les accuseront de blasphème ou, au mieux, les ignoreront.* » David Ray Griffin

« *Il y a deux manières de conquérir une nation ; l'une par l'épée, l'autre par la dette.* » John Adams

Les financiers US veulent la peau de l'Europe

Un excellent signe de la déconfiture américaine ? Les ordres intimés jusqu'à Mario Draghi (il serait intéressant de se pencher sur les relations entre certains proches de Mme Merkel et Goldman Sachs) pour faire flamber l'euro et laminer l'économie européenne qui peine énormément sur les marchés à l'export avec l'Asie ou dans les pays où nous sommes en concurrence avec le dollar.

Chacun sait que les Allemands n'ont pas trop de problème avec un euro fort : ce sont les Etats du sud de la zone euro qui souffrent… ainsi que la France. Par contre, Berlin va tempêter contre ce fichu Premier ministre japonais qui commence à en

faire beaucoup trop. La ‘pression’ monte du côté du patronat allemand…

Pour information et à titre d’exemple : « *une hausse de dix centimes d’euro, c’est un milliard de chiffre d’affaires en moins pour EADS* », le géant européen de l’aéronautique.

Et que dire de l’Afrique où grâce à la politique étrangère menée par les SarkozystesFabiusards, nous torpillons nos marchés… Quel salarié français pourrait être désormais assez stupide pour s’engager en Afrique et devenir un Otage de choix pour les réseaux djihadites que le gouvernement soutient financièrement et moralement en Syrie ? Car la France ne parviendra jamais à résoudre le problème du terrorisme et du djihad sur ce continent. Cela fait des années (secret de polichinelle) que les mondialistes œuvrent à la destruction de notre armée nationale, incapable aujourd’hui de faire face à une pandémie mortelle qui va se répandre ailleurs. Aujourd’hui, les politiques ont même peur d’une réaction des militaires qui savent ce qui nous attend et ne sont pas acquis à la thèse marxiste du mondialisme. (Les traders de Liesi confondent le Nouvel ordre mondial de l'oligarchie financière avec le nouvel ordre social auquel nous aspirons sur la base de la liquidation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. - Ndlr)

Nous sommes dans un monde de fous ! Ils veulent le mariage pour tous, ils veulent user de leur pouvoir pour susciter une révolution contre les commandements de Dieu : ils auront le chômage pour tous. N’est-ce pas un comble d’avoir des idéologues au pouvoir ignorant le principe du retour de flamme dans le processus révolutionnaire ?

Ce que les gens veulent, c’est du travail. Dans les mois qui viennent, le chômage va grimper et le peuple réclamera du pain à F. Hollande. Il ne leur servira peut-être plus le mariage pour tous, mais le droit de vote aux étrangers, ou encore autre(s) chose (s). Quel aveuglement…

La hausse des taux sera l’un des premiers signes. Nous l’avons déjà dit il y a quelques temps… Aujourd’hui, l’Espagne et l’Italie nous donneraient-ils le LA ? Liesi 04.02

Haut de page

Le 8 février

CAUSERIE

Jeudi 23h12 heure locale.

Je viens de passer 3h15 à archiver les articles de janvier, il me reste quelques rubriques à actualiser, on verra cela demain. Je viens d'ajouter en ligne 33 articles. A demain, tout à l'heure quoi.

Vendredi 14h heure locale, 9h30 chez vous en France

J'ai parcouru rapidement dans le portail Liesi un article sur l'affaire de corruption qui sévit actuellement en Espagne et qui concerne le Parti populaire du Premier ministre et Mariano Rajoy lui-même, qui m'a mis la puce à l'oreille. Vous savez que les maîtres du monde peuvent avoir des antennes dans un grand nombre d'institutions et de gouvernements, il leur arrive parfois que les choses ne passent pas vraiment comme ils l'avaient escompté. J'ai l'impression que c'est ce qui est en train de se passer d'où la sortie de cette affaire.

Cela fait plus de 8 mois que le FMI fait pression sur le gouvernement espagnol pour qu'il réclame l'aide de l'UE et du FMI justement, comme ils l'ont fait avec la Grèce pour placer le budget de l'Etat espagnol sous leur tutelle... Mais voilà il y a un os,, Mariano Rajoy s'acharne à refuser cet "*aide*" qu'il ne pourrait obtenir finalement qu'à condition d'amplifier la politique d'austérité qui frappe déjà violemment la majorité des Espagnols. Ceci expliquerait-il cela ? Je n'en ai pas la certitude, mais tout est possible avec eux. Attendons la suite.

Dans l'affaire DSK, je n'ai jamais cru que l'Elysée ou la Maison Blanche n'y était pas mêlé. Ce n'est pas eux qui l'ont déclenchée, par contre ils ont fait monter la sauce, ils ont donné un discret coup de pouce pour briser définitivement DSK qui devait les gêner, sinon une telle affaire aurait pu se régler à l'amiable tout aussi discrètement. Regardez Madoff, il y en a plein aux Etats-Unis, lui seul est tombé. Goldman Sachs a viré le bricoleur français Toure, il y a combien de Toure qui sévissent chez Goldman Sachs, JP Morgan, etc. qui ruinent chaque année des millier d'épargants à travers le monde ?

Contribution suite à l'émission (France 5) de Caroline Fourest et les réactions qu'elle a suscitées

Je tiens à préciser avant que vous lisiez cet article, que je partage la quasi-totalité du contenu des articles dont il sera question, et que ma critique somme toute modérée ne porte que sur des éléments qui viennent inutilement les parasiter à mon avis et j'explique en quoi, et que leurs auteurs ont cru bon d'y insérer. Ce qui ne change évidemment rien à la sympathie que je leur témoigne ainsi que l'intérêt que je porte à leur travail. Vous trouverez en ligne dans le site ces articles dans leur intégralité, sinon ils figurent dans le portail de Michel Collon.

Article : Caroline Fourest ou la nouvelle BHL

"*être contre une intervention et une ingérence étrangère ne veut pas dire soutenir le chef d'Etat syrien*"

Il n'y aurait pas de honte à cela quand il défend la souveraineté et l'indépendance de la Syrie, il y en aurait par contre une quand il réprime son peuple. Elle est aussi là la nuance.

Marx et Engels l'avaient faite en soutenant dans un premier temps Bismarck contre la France quand celle-ci menaçait la toute nouvelle unité de l'Allemagne, puis en attaquant Bismarck quand il prit pour objectif de détruire la République pour rétablir la monarchie en France. Et le kaiser auteur d'une loi antisocialiste n'aurait rien eu à envier à Assad.

J'estime après coup qu'on aurait dû avoir la même position que Marx et Engels envers l'Irak, la Libye et la Syrie. Le cas du Mali est différent sur ce point précis, puisque c'est un régime fantoche qui est en place.

L'histoire nous joue parfois de drôles de tours comme disait Marx en produisant des paradoxes qu'il fallait reconnaître comme tels sous peine d'adopter une position opportuniste ou erronée. Il avait cette profondeur d'analyse qui lui permettait de les reconnaître, ce qui n'est pas toujours notre cas, encore moins du travailleur ou du militant lambda qui au premier abord nous qualifiera de réactionnaire.

Il suffit généralement d'une solide démonstration pour qu'ils comprennnent sur quoi repose notre position et surtout dans quelles perspective politique elle se situe, pour que toute confusion ou méprise soit écartée ou se dissipe, c'est juste une question de volonté et de capacité à analyser à fond une question, à maîtriser le matérialisme dialectique. Et j'allais peut-être oublier l'essentiel, de courage qui fait tant défaut aux dirigeants du mouvement ouvrier en général et aux intellectuels.

Article : Merci à Caroline Fourest !

"*Si vous remettez radicalement en cause la version officielle des événements, vous êtes associé à ce personnage qui lèche les bottes des pires régimes. Fourest a d'ailleurs raison de souligner les retournements de veste et les positions intenables de Meyssan.*"

Pour ma part j'estime qu'il est maladroit ou même préjudiciable de s'en prendre à Meyssan dans de telles circonstances, j'ai l'impression que l'auteur de ces lignes se trouvent en concurrence avec Meyssan sur certains sujets dont le 11 septembre 2001 et qu'il profite de cette occasion pour régler ses comptes avec lui.

L'endroit était franchement mal choisi, c'est regrettable, Fourest a partiellement réussi son coup et demain elle pourrait titrer un article : Merci à Olivier Teymans !

Plus loin Olivier Teymans insiste et dérape en manquant singulièrement d'impartialité, le voilà qui s'érige en procureur.

"*Sauf que Meyssan n'est pas représentatif du mouvement pour la vérité sur le 11-Septembre, et que son travail sur le sujet est très loin de faire l'unanimité*".

Qui selon lui serait "*représentatif du mouvement pour la vérité sur le 11-Septembre*" à part lui bien sûr ? Les auteurs du portail ReOpen911.info ? Seraient-ils vraiment plus fréquentables selon lui que Meyssan alors qu'ils ont mis en ligne des vidéos de Pierre Hillard qui me semble confondre antisionisme et antisémitisme si je ne me trompe pas ? J'en ai mises également en ligne sans pour autant qu'on m'assimile pour autant à un antisémite à ce que je sache.

Bref, j'ai l'impression qu'il a versé dans le procès d'intention à l'égard de Meyssan, j'en veux pour preuve qu'il reproche à Fourest d'omettre "de signaler l'existence de nombreuses associations de professionnels (architectes et ingénieurs, pilotes, pompiers, professionnels du renseignement, etc.)" qui figure dans les articles de Meyssan sur le 11/9 ou publiés dans son portail, cela étant établi et vérifiable, il est possible de lui retourner la sentence qu'il adresse à Fourest "cette omission est cruciale pour la démonstration de sa thèse" et n'honore pas son auteur quel qu'il soit.

Cela dit, je ne partage pas l'interprétation du monde de Meyssan et je lui reproche de fréquenter des gens qui confondent volontiers antisionisme et antisémitisme, comme Soral, Dieudonné ou Le Pen par exemple.

Sur le plan politique, il a adopté la conception des deux blocs qu'avaient adoptée certains courants du mouvement ouvrier à l'époque de ce qui a été appelée la période de la Guerre froide opposant les "*bons*" et les "*mauvais*" impérialismes, stratégie que j'ai combattu. Depuis que le capitalisme a été réintroduit en Russie et en Chine, il a conservé la même stratégie, parce qu'il n'est ni marxisme ni communisme ou parce que son interprétation de la société et du monde ne va pas au-delà de l'existence du capitalisme, horizon qu'il est incapable de dépasser, c'est sa limite politique si vous voulez, il est incapable de concevoir la société et le monde autrement que livrée à l'exploitation et à l'oppression d'une classe sur une autre, entrevoir le règne de la liberté une fois émancipé de celui de la nécessité est au-dessus de ses moyens, parce qu'il est étranger au mouvement ouvrier, à la classe ouvrière, à l'immense masse des exploités qui constituent la majorité de la population et qui seule peut mener ce combat à son terme ou atteindre cet objectif, réaliser cet idéal.

Comme vous pouvez le constater, je suis parfaitement conscient de ce qui me sépare de Meyssan sans pour autant tirer à boulets rouges dessus, surtout au moment où les opposants à la guerre que mènent l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux contre les peuples du Maghreb, du Proche et du Moyen-Orient (et ailleurs dans le monde) devraient plutôt se rassembler.

Je ferai remarquer au passage, que le Réseau Voltaire a publié de son côté un long article sur le sujet qui nous occupe ici sans attaquer d'autres journalistes ou personnes cités dans cette émission. Que cela n'ait pas été dans son intérêt d'agir autrement, on peut le comprendre, je vous l'accorde, il s'est borné à démontrer que s'il y avait complot ou conspiration quelque part, il fallait chercher ailleurs que les personnes incriminées par Fourest.

Tactiquement et ponctuellement dans ce contexte de guerre, Meyssan n'a pas forcément tort d'éparger l'impérialisme russe dans la mesure où il soutient des Etats autrement voués à la dislocation et la pire barbarie. Qu'il aille au-delà comme je l'ai précisé plus haut en soutenant la Russie sur le plan stratégique, cela ne regarde que lui et ne nous engage en rien, tout amalgame en la matière relèverait de la malhonnêteté intellectuelle ou l'ignorance après les précisions que j'ai cru bon d'apporter.

Article : Fourest et les complotistes : il était une bergère

Il semblerait que les intellectuels spécialisés en géopolitique ou géostratégie aient un réel problème à penser au-delà de certaines limites ou ils refusent d'analyser certains faits dès lors qu'ils sortent de leur compétence, un peu comme un pharmacien qui ne serait pas capable de changer un fusible parce qu'il n'est pas électricien.

L'auteur de cet article a cru bon de remercier Fourest d'avoir eu "*la délicatesse de ne pas nous (Investig'Action. Ndlr) associer directement aux théories dites conspirationistes sur le 11 septembre*", précaution inutile.

Dans la foulée, j'ai téléchargé et parcouru les quatres articles datant de quelques années sur le 11/9 dont Grégoire Lalieu fournissait les adresses au début de son article. Pour leurs auteurs, ils existeraient un doute sur l'implication directe de Bush et sa clique dans la réalisation des attentats du 11 septembre 2001, parce qu'ils ne sont pas experts en explosif, architectes, spécialistes en métallurgie, physiciens, chimistes et j'en passe. Donc malgré tous les rapports et les vidéos fournis par des gens dont c'est le métier ou la spécialité, ils leur étaient impossible de déterminer avec certitude que les deux tours du TWC avaient bien fait l'objet d'une démolition contrôlée, la question est de savoir pourquoi ? Parce que l'admettre signifiait impliquer directement Bush, Cheney et Cie et ils n'y tenaient pas.

Je vais vous avouer un truc, je ne suis pas un expert ou un scientifique dans l'un des domaines exposés précédemment, j'ai tout au plus quelques connaissances dans différents domaines qu'il est inutile de citer ici car cela ne présente aucun intérêt, que vous les possédiez ou non également, il m'a suffit de regarder attentivement deux vidéos : une tournée directement le 11/9 dans laquelle on voyait les deux tours s'effondrer à une vitesse prodigieuse, 10 secondes environ, au regard de leur taille et dès lors qu'elles ont commencé à s'effondrer, et une autre montrant des démolitions contrôlées de bâtiments, d'immeubles d'habitation, réalisées par des entreprises spécialisées à partir de charges explosives télécommandées placées à l'intérieur à des endroits stratégiques pour obtenir un effondrement par empilement, afin d'éviter qu'ils s'écroulent sur l'un de ses quatre côtés ou sur un bâtiment voisin ou n'endommage l'espace situé dans son périmètre. On assiste exactement à la même scène, comme dirait l'autre, il n'y a pas photo. Par souci de rigueur, j'en ai regardé deux autres, une montrant des tours frappées par des incendies géants, et une autre montrant des bâtiments qui s'étaient écroulés naturellement, sans l'intervention de la main de l'homme, suite à un explosion due au gaz ou un tremblement de terre. Dans la première vidéo, les tours peuvent être la proie des flammes pendant plus de 24 heures, elles ne s'effondrent pas, dans la seconde les bâtiments se sont effondrés dans tous les sens mais pas sur eux-mêmes.

Partant de là, le seul bon sens permettait d'en déduire que seule une démolition contrôlée pouvait être à l'origine de l'effondrement des deux tours du WTC, je ne me souviens pas si la troisième tour s'est effondrée de la même manière. Il faut ajouter que pour placer des charges explosives de la base au sommet de ces immenses tours, matériel qui devait être particulièrement lourd et volumineux et nécessité d'être manipulé avec précaution, on imagine mal comment des personnes extérieures au WTC auraient pu s'introduire dans ces tours et faire ce boulot qui a du prendre des jours sans être repérées par les services de sécurité, les caméras de surveillance, y compris dans les parkings ou donnant sur l'esplanade ou les différents accès à ces tours, c'est impossible. Je me souviens avoir lu dans un article que des employés d'une société avaient réalisé un contrôle ou une inspection dans ces tours pendant plusieurs jours, les jours qui ont précédé le 11/9, je ne sais plus si c'était pour l'entretien de la climatisation ou quelque chose dans ce genre. L'article en question figure dans mon site mais je n'ai pas le temps ici de chercher dans lequel se trouve ce passage.

Pour ne prendre que cet exemple, il est établi sur la base des faits et non de fabulations que Bush et sa clique de cinglés ont non seulement manipulé les auteurs de ces attentats, mais fait en sorte que le résultat soit spectaculaire et fasse un maximum de victimes, et dépasse tout ce qu'ils avaient dû imaginer, au point même que 12 ans plus tard il s'en trouve encore pour croire une partie de la version officielle, la plus cruciale de cette affaire, car elle est responsable de la plupart des victimes.

J'avoue ne pas comprendre que ce simple constat soit au-delà de la portée d'intellectuels par ailleurs sincères et honnêtes, je crois bien que c'est la seule chose qui me dépasse, car il ne s'agit pas d'interprétation mais uniquement d'être capable de garder les yeux ouverts pendant 10 secondes. Serait-ce demander un effort physique à fournir trop important pour un intellectuel ? Point d'idéologie ou de grande théorie ici, point de doctrine ou de facultés intellectuelles particulières requises, non, une simple observation ou si cela ne suffit pas une comparaison et l'affaire est bouclée.

Conclusion.

Visiblement le journalisme indépendant à ses limites, elles sont politiques on l'aura bien compris. Comme tout journaliste ils vivent de leur travail, il leur faut donc servir à la majorité de leurs lecteurs qui les font vivre pour la plupart ce qu'ils ont envie de lire ou entendre. Si la majorité d'eux eux estiment encore que Bush n'a fait qu'utiliser le 11/9 pour lancer sa guerre interminable contre le terrorisme, ces journalistes refuseront de reconnaître qu'il en a été le chef d'orchestre.

Par ailleurs, ils se livrent une concurrence qui n'a rien avoir avec l'état d'esprit qui anime notre combat. Quand la survie de votre fond de commerce dépend de l'accueil que reçoivent vos idées, vous aurez tendance à faire en sorte de satisfaire votre clientèle, il en va de même des partis politiques que nous connaissons aujourd'hui.

C'est bien regrettable, il aurait été préférable face à cette nouvelle offensive de la réaction contre le journalisme indépendant ou alternatif, qu'ils fassent taire temporairement leurs désaccords ou leur rancoeur respective, il leur suffisait de traiter l'actualité politique en rappelant dans un article leurs positions ou les idées pour lesquelles ils combattent, et de laisser ensuite les lecteurs y adhérer ou les adopter librement en fonction de leurs propres expériences et convictions et tout le monde y aurait trouver son compte, ce qui aurait mieux valu que se déballage que Fourest ou quelqu'un d'autre pourra ressortir à la première occasion pour mieux tenter de les discréditer.

Le POI dérape-t-il ou se droitise-t-il un peu plus ?

"*Les travailleurs, avec la CGT et FO, refusent la flexibilité et les suppressions d'emplois*".

A lire ce titre on pourrait être portés à croire que les directions confédérales de la CGT et de FO seraient remplies de bonnes intentions à l'égard des travailleurs, qu'elles combatteraient sincèrement à leur côté, alors que l'on sait qu'il n'en est rien : elles ont permis à l'accord patronal du 11 janvier d'exister, un détail qu'il faut occulter à tout prix apparemment.

"*Les confédérations CGT et FO ont annoncé une action commune contre la transposition dans la loi de l'accord interprofessionnel du 11 janvier sur la flexibilité signé par leMedef et la CFDT*", alors qu'en réalité ils vont convoquer une journée d'action bidon ponctuée éventuellement d'appels à la grève dans certains secteurs d'activité, et encore, en traînant les pieds, et surtout sans se prononcer sur le retrait de cet accord que Thibault demande à Sapin d'améliorer, ce qui n'est pas du tout la même chose. Notez bien que même si ils radicalisaient soudain leur position en exigeant son retrait, ce serait en faisant tout pour éviter que les travailleurs se mobilisent massivement. On y reviendra plus tard, ils doivent faire une déclaration dans la journée, attendons la suite tout en restant lucide.

Rappel de la causerie d'hier :

- ... selon Thibault : cette action servira à "*aider*" le ministre du Travail, Michel Sapin, à "*trouver les bonnes réponses*" face à cet accord.

Quant à Mailly, il a précisé : "*Nous allons joindre nos forces pour essayer de dissuader le gouvernement et la majorité des députés de commettre l'impair important que représenterait l'adoption*". La direction de la CGT a évoqué une "*puissante journée de mobilisation*" début mars "*pouvant aller jusqu'à la grève*" (source : AFP 06.02)

Informations ouvrières reproduit les propos de Thibault mais tronque ceux de Mailly au passage, pour finalement n'insérer aucun commentaire : qui ne dit rien consent, le POI se fait ainsi le complice de ces appareils pourris.

Très sérieusement, dans son éditorial D. Gluckstein s'adresse à ce qu'il faut bien appeler son ministre : "*Pourquoi ce cri d'alarme, Monsieur Moscovici ?*", il n'aurait pas interpelé Barouin de la sorte, on est bien d'accord.

Qu'écrit-il : " *Plaidoyer mensonger en faveur d'une politique de destruction des garanties collectives de la classe ouvrière dictée par les seuls intérêts de la classe capitaliste.*"

Qu'est-ce qui est en cause : une certaine politique que certains appellent libérale, néo ou ultra libérale, néo conservatrice ou le capitalisme lui-même, que les travailleurs trouvent une issue politique pour le renverser ? Quel est l'objectif du combat du mouvement ouvrier, faire en sorte que le capitalisme change de politique ou que les représentants du capitalisme mettent en oeuvre une politique plus supportable pour les travailleurs ou bien de renverser le capitalisme pour avancer vers le socialisme ?

Apparemment D. Gluckstein reproche à Moscovici de défendre une certaine politique et il n'est nulle part question du sort du capitalisme lui-même. Poursuivons notre lecture.

"*Toute la situation appelle avec force la rupture avec l'Union européenne et les traités qui instaurent la dictature de l'euro et de la troïka.*"

Baliverne, diversion, manoeuvre. Mais rupture ni avec le capitalisme, ni avec ses représentants, ni avec le gouvernement, ni avec les institutions de la Ve République. Vous me direz qu'on ne peut pas tout écrire à chaque fois dans un article relativement bref. Certes, mais il est laissé à l'appréciation de celui qui le rédige de choisir les termes et le contenu qu'il entend y mettre, personne d'autres que lui en porte la responsabilité, nous sommes bien d'accord, n'est-ce pas ? On aurait pu ajouter : ni avec les appareils du PS, du Front de gauche et des syndicats auxquels celui du POI est organiquement lié.

Gluckstein interpelle Moscovici et termine son éditorial en prenant soin d'épargner Hollande et son gouvernement qu'il se garde bien par ailleurs de caractériser politiquement et la boucle est bouclée. Du grand art digne de P. Lambert !

Nous, nous ne reprochons rien à Moscovici, il n'est pas notre ministre, nous n'avons aucun intérêt à colporter des illusion dans ce ministre, il est celui de la classe des capitalistes, il est parfait dans son rôle, y compris quand il ment effrontément, nous n'en attendons pas davantage d'un représentant du capital, partant de là vous comprendrez que non seulement nous ne pouvons pas nous reconnaître dans le discours de D. Gluckstein et nous ne combattons pas vraiment pour le même objectif. Je me demande si les militants du POI en ont vraiment conscience.

Contrairement à des militants de certains groupes de militants ou de tendances du NPA, à aucun moment le POI n'a expliqué aux travailleurs et aux militants qu'en réalité le 11 janvier les différents syndicats se sont répartis les rôles comme ils le font depuis des décennies pour que les besoins du patronat puissent être satisfaits.

A en croire le POI, les dirigeants de la CGT et de FO seraient contre cet accord, alors qu'il n'en est rien en vérité. C'est la base de ces syndicats et la majorité des travailleurs qui ont eu connaissance de son contenu qui ont contraint Thibault et Mailly à adopter cette position, alors qu'ils avaient permis aux Medef, à la CFDT, à la CFTC et à la CGC de le signer tranquillement, voilà la réalité et non les faits tronqués tel que le POI les présente.

Gluckstein termine en confirmant ce qui vient d'être dit : "*De manière immédiate, les travailleurs sont fondés à voir dans le « non » des confédérations CGT et CGT-FO un appel à se regrouper pour résister à la destruction des droits ouvriers et mettre en échec la loi de transposition que prépare le gouvernement.*"

Dans le cadre de son IVe Congrès national qui se tiendra début juin, le POI a décidé de "*s'ouvrir*" à des militants de toutes tendances, comme on dirait ouvert à tous les vents ou sans grands principes, c'est moi qui le précise, l'éclectisme ou la diversité sont des principes dans le vent auxquels il faut se conformer.

Comme vous y allez, encore une fois vous affirmez des choses gratuitement, vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Page 9, un militant (cheminot) du PCF qui serait bien désigné pour participer à leur congrès et dont ils reproduisent les propos dans un encart :

"*Ça ne peut plus aller, il faut que face à ce gouvernement, qui n'écoute que les patrons, la mère Parisot et consorts, et qui n'écoute pas les salariés, vraiment qu'on inverse la donne, il faut qu'il écoute les salariés*".

C'est à la mode, tous les syndicalistes se tournent vers Hollande, Montebourg, etc. comme si c'était leur président et leurs ministres et non ceux des banquiers, du CAC 40, adieu TSCG, "*règle d'or*, budget d'austérité 2013, veaux, vaches, cochons, l'accord du 11 janvier, leur soutien à Mittal, à Peugeot, etc. ils perdent la mémoire au bout de quelques mois à peine, envolé d'un coup de baguette magique, ils n'en ont tiré aucun enseignement, absolument aucun et le POI les conforte dans leur ignorance, à peine croyable !

C'est marrant, cela ne vous rappelle-t-il rien ce discours, par exemple ce que vous auriez lu plus haut ?

Ah ben si, dans la bouche de Gluckstein s'adressant à son ministre. Oui, cela aurait pu être dans celle de Pierre Laurent (PCF), puisque ce militant reprend à la virgule près la politique de toujours des staliniens, car oui, sous de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy et maintenant Hollande, leur discours n'a jamais varié d'un iota, ils se sont toujours adressés à eux comme si c'était leurs présidents, leurs ministres, au point qu'on ne s'étonnera pas qu'ils n'aient jamais vraiment pensé combattre pour un gouvernement ouvrier, à quoi bon, Gluckstein non plus d'ailleurs, imaginez un instant que de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy les aient écoutés ou que Hollande les écoute, et hop voilà que le capitalisme réalise le socialisme, génial non !

Eh oui, je sais, c'est emmerdant, tout se tient hélas, cela devient trop facile de les démasquer. Est-ce qu'un jour vous vous êtes demandé ce que cette tournure signifait : il faut que le gouvernement "*écoute les salariés*" ? C'est le cri que poussent ceux qui ont abandonné ou déserté le combat pour le socialisme ou encore qui ignorent ce que signifie combattre sur une terrain de classe indépendant, car c'est cela qui est en cause ici l'air de rien, et c'est cela que le congrès du POI se destine de brader, vous me direz qu'il leur reste plus grand chose à brader depuis le temps qu'ils se sont adaptés au capitalisme.

Sérieusement, quel militant sincère et honnête, fidèle au socialisme, peut concevoir un instant que sur une telle orientation il serait possible de construire un parti ouvrier de combattants révolutionnaires qui demain serait en mesure d'affronter directement la réaction ? Il faut arrêter la masturbation, la picole ou de fumer la moquette camarades, cela va vous jouer de vilains tours à la fin, réagissez avant qu'il ne soit trop tard.

Au fait, ne confondez pas, la mansuétude dont je fais preuve à l'égard de Michel Collon et ses colaborateurs ou encore aux animateurs du Réseau Voltaire, qui provient du fait que nous ne menons pas le combat exactement sur le même terrain et dans le même objectif, et que les choses sont parfaitement claires entre nous. Par contre c'est différent avec le POI avec lequel nous sommes censés mener le combat sur le même terrain de classe et poursuivre le même objectif, alors qu'en réalité ce n'est pas le cas, mieux, nous ne représentons pas et nous ne défendons pas les mêmes intérêts, le POI représente uniquement les intérêts des couches supérieures ou privilégiées des masses exploitées et non ceux de l'ensemble de la classe ouvrière, dont ses couches les plus défavorisés dont les membres se comptent par millions et millions, tout en refusant de l'admettre, de ce fait le regard que les militants et les travailleurs porteront sur nous et le POI sera faussé ou peut porter à confusion, d'où notre acharnement à combattre sa politique opportuniste à laquelle nous ne pourrons jamais adhérer, afin que cette distinction soit la plus claire possible entre nous.

Comment les croire... au conditionnel ?

Jusqu'à présent, pour empêcher les gens de fumer du cannabis, les médecins mettaient en avant le risque de développer une schizophrénie ou un cancer de la gorge précoce. Ils pourraient désormais ajouter le risque accru de faire un accident vasculaire cérébral (AVC) grave.

«*C'est la première enquête qui démontre un lien possible entre le risque d'attaques cérébrales et le cannabis*», a expliqué au Figaro le Pr Alan Barber, coauteur de l'étude. «*On a dit au public que le cannabis était sûr, même si c'était une drogue illégale. Notre travail montre que cela pourrait ne pas être le cas. Le cannabis pourrait conduire à l'accident vasculaire cérébral*.»

Une étude française, menée dans l'unité neuro-vasculaire du CHU de Strasbourg conclut elle aussi la réalité très probable du risque d'AVC causé par le cannabis. L'équipe de Valérie Wolff souligne néanmoins le besoin de nouvelles études pour posséder des données scientifiques précises. 20minutes.fr 07.02

Qu'ils confondent schizophrénie et crise légère d'épilepsie qui peut durer quelques minutes, soit, pour des médecins c'est préoccupant pour la population, mais qu'ils confondent les effets nocifs du tabac qui est toujours mélangé avec le cannabis avec ce dernier relève de la supercherie.

Personnellement, je n'en fume plus depuis deux mois et cela ne me manque pas, par contre je clope deux fois plus et je dors deux fois plus mal et deux fois moins longtemps, quatre heures il y a deux jours, à peine trois la nuit précédente, je me demande si ce n'est pas pire ! C'est aussi la raison pour laquelle je peux abattre plus de boulot, j'ai aussi gagné en concentration, avant c'était l'inverse, décidément je deviens vieux !

Il y a des générations qui font la fête ou se lâchent en picolant un peu, beaucoup ou plus encore, moi cela ne me dit rien, l'alcool n'est pas mon truc, j'ai horreur d'être bourré et cela ne m'arrive jamais, je n'aime pas non plus l'odeur de l'alcool, alors qu'avec un peu d'herbe on a l'impression d'être transporté à la campagne, un encens et hop on est bon pour atterrir à l'autre bout du monde, je déconne, on se détend un peu, c'est pas cher, sans risque et on ne risque pas de dégueuler ou de faire chier quelqu'un, et le lendemain on n'a pas la gueule de bois, sauf si on a abusé on plane un peu ou on a du mal à se remuer, un peu comme lorsqu'il faut se lever tôt pour aller au boulot et qu'on s'est couché tard sans plus.

Il raconte des conneries dans cet article, quand on prépare un stick ou un pétard, on met quatre cinquième ou plus de cigarette, c'est donc la cigarette qui nous intoxique, et le papier qu'ils oublient toujours de citer et d'analyser, ce sont des charlatans. Ne pas confondre l'effet du cannabis sur le système nerveux et sa toxicité chimique. N'allez pas comparer avec le Pastis, cela n'a

rien avoir. Le cannabis agit à dose homéopathique si votre consommation est très modéré, même au fil du temps si vous vous en tenez à cette discipline, ce ne sera pas le cas du Pastis, si vous mettez un doigt de Pastis dans une grand verre d'eau, vous aurez l'impression d'avoir bu une anisette ! Le Pastis est peut-être moins cher, mais comme ceux qui en boivent s'en servent un ou deux le midi et le soir, alors qu'on ne fume qu'un stick dans la soirée, au bout du compte cela revient au même ou presque, je parle en France, en Inde, l'alcool coûte 50 fois plus cher au moins si je compare avec une bouteille de vodka !

Comme je ne suis ni juge ni procureur, libre à chacun de consommer ce qu'il veut, toujours modérément, c'est préférable, et sans jamais toucher à une autre drogue, à prohiber formellement, même pour se marrer ou imiter des copains, c'est un conseil d'ami, de quelqu'un que je crois ouvert et équilibré, qui a tout essayé à une certaine époque par simple expérimentation en étudiant la psychanalyse, donc en ayant les pieds solidement sur terre.

ACTUALITE EN TITRES

Superlatif.

- Pertes colossales pour PSA en 2012 - Liberation.fr

- PSA vers une perte 2012 astronomique après des dépréciations massives - AFP

Mauvaises plaisanteries.

- Banques : «*Les créanciers prennent les profits, ils doivent prendre les pertes*» - Liberation.fr

Et pendant ce temps-là ils se gavent !

- Sanofi promet de distribuer 50% de ses profits à ses actionnaires en 2013 - L'Expansion.com

- Lagardère promet de gâter ses actionnaires après sa sortie d'EADS - AFP

- Les salaires des fonctionnaires à nouveau gelés en 2013 - AFP

- La désindexation des retraites complémentaires se précise - LeFigaro.fr

- La guerre au Mali a déjà coûté 70 millions d'euros à la France - LePoint.fr

Pourquoi, il devrait ?

- La hausse de l'euro n'inquiète pas Mario Draghi - L'Expansion.com

"*Les changements actuellement observés dans les taux de change ne sont pas délibérés. C'est davantage l'effet de politiques économiques destinées à relancer l'économie*" a-t-il préciser.

Croyez-le sur parole, lui est ses amis n'y sont pour rien, là il repassera. Par contre où on veut bien le croire, c'est que la mise en oeuvre de politiques d'austérité détermine la bonne ou la mauvaise volonté de ses amis.

- M. Draghi a répété qu'elle (BCE) se tenait prête à leur (les banques) fournir autant de liquidités que nécessaire lors de ses opérations de prêts sur une semaine, un mois et trois mois. L'Expansion.com 07.02

Il suffit de demander pour être servi, elle n'est pas belle la vie !

- La BCE laisse son taux inchangé et ne s'inquiète pas de l'euro fort - AFP

Suivez le guide.

- Les Bourses européennes terminent en baisse, sauf Francfort - Reuters

Chouette : objectif atteint, dépassé, dixit Goldman Sachs !

- 38 % : la baisse de revenu moyenne des foyers grecs depuis 2009 - Atlantico.fr

Parce que le pluriel est de trop !

- Pourquoi les gauches ne divorcent pas - Slate.fr

Parce qu'ils ne sont pas sûrs, tiens donc ?

- La loi américaine pourrait bientôt protéger les mots de passe Facebook - L'Expansion.com

Traduisez par "*la loi américaine*" : la CIA !

Les affameurs. On n'en veut pas !

- Rafale en Inde : '*Il reste encore beaucoup à faire*', estime Dassault - LeMonde.fr

- L'Inde, ce marché gigantesque qui fait rêver tous les industriels de l'armement - LeMonde.fr

Depuis que la femme est devenue inutile...

- "*L'homme au travail a besoin de se sentir utile car il cherche à donner un sens à ce qu'il fait*" - L'Express.fr

Vous voulez faire des cauchemars, résultat garantie ?

- Mais qui veut de la statue de Margaret Thatcher ? - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

Le principal syndicat tunisien a appelé à la grève générale vendredi pour les funérailles de Chokri Belaïd, l'opposant assassiné mercredi à Tunis, a annoncé la centrale syndicale sur son site officiel.

"*L'Union tunisienne générale du travail (UGTT) a décidé d'appeler à la grève générale vendredi, lors d'une réunion extraordinaire de sa direction élargie*", a indiqué le syndicat dans un bref communiqué jeudi.

Quatre partis politiques avaient déjà lancé un appel similaire, mais l'UGTT, l'un des principaux moteurs de la chute de Ben Ali et qui revendique 750 000 adhérents dans toutes les régions, restait la clé de tout débrayage de grande ampleur. Si elle se confirmait, cette grève générale serait une première depuis 1978. Même sous Ben Ali, l'UGTT n'avait pas utilisé cette arme, se contentant d'un débrayage de deux heures le 14 janvier 2011, jour de la fuite précipitée de l'ex-dictateur.

Les syndicats des avocats, des magistrats et du parquet ainsi que les enseignants de l'université La Manouba de Tunis ont annoncé observer une grève dès aujourd'hui. La Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH) a de son côté appelé les autorités à protéger les personnalités politiques

A l'UGTT, on indique, jeudi 7 février, avoir reçu par téléphone depuis deux jours plusieurs menaces de mort de plus en plus précises qui visent le secrétaire général de la centrale syndicale, Hocine Abassi, et son fils. "*Auparavant, nous les avions déjà reçues par écrit*", affirme Sami Tahri, membre du bureau exécutif de la centrale. Depuis plusieurs mois, les tensions se multipliaient entre l'UGTT et les autorités.

De son côté, le chef du groupe parlementaire islamiste Ennahda a annoncé à la télévision nationale rejeter l'annonce de la formation d'un gouvernement de technocrates apolitiques formulée la veille par le Premier ministre Hamadi Jebali, après

l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd.

Hamadi Jebali avait annoncé mercredi sa décision de former un gouvernement de technocrates "*n'appartenant à aucun parti et travaillant pour l'intérêt de la nation*", sans fournir de calendrier. Il avait également promis d'organiser rapidement des élections, alors que des voix s'élèvent dans l'opposition pour réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale constituante. Depuis quinze mois, celle-ci ne parvient pas à rédiger de Constitution faute de compromis réunissant les deux tiers des députés.

"*Les autorités savaient que Chokri Belaid était menacé et n'ont rien fait*", a déclaré le chef du Parti républicain, Ahmed Néjib Chebbi, révélant figurer lui-même sur une liste de personnalités politiques menacées de mort. Son parti s'est allié à un front de l'opposition laïque réitérant l'urgence de dissoudre les milices pro-Ennahda dites "*Ligues de protection de la révolution*" (LPR). Mais le pouvoir a fait la sourde oreille aux appels de dissolution de ce groupe responsable d'une attaque spectaculaire en décembre contre le siège de l'UGTT et du meurtre en octobre de Lotfi Naguedh, un opposant battu à mort dans le Sud.

Besma Khalfaoui, la veuve de Chokri Belaïd, a aussi accusé le gouvernement de l'assassinat de son mari, alors que des manifestations ont eu lieu aux cris de "*Le peuple veut la chute du régime*" dans la capitale et plusieurs régions du pays, où des locaux d'Ennahda ont été saccagés par la foule en colère.

Ils étaient plusieurs centaines à défiler jeudi sur l'avenue Habib-Bourguiba à Tunis, haut-lieu de la révolution de 2011. Ils se dirigeaient vers le ministère de l'intérieur, essuyant des tirs de grenades lacrymogènes de la police. La veille, des heurts ont fait un mort dans les rangs de la police.

A Gafsa, ville instable du bassin minier tunisien, des centaines de manifestants anti-islamistes affrontaient violemment les forces de police jeudi. Les manifestants, qui procédaient à des funérailles symboliques de Chokri Belaïd, ont jeté un cocktail Molotov sur les policiers, qui ont répliqué par des tirs massifs de grenades lacrymogènes. La manifestation était organisée par le Front populaire, une alliance de partis de gauche et d'extrême gauche à laquelle appartenait M. Belaïd. AFP et lemonde.fr 07.02

SOCIAL

1- France

Le gouvernement français a décidé de soutenir l'offre égyptienne pour la reprise de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime), a déclaré jeudi le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

Il a précisé sur la chaîne LCP Public Sénat que la société égyptienne Arabiyya Lel Istithmaraat était l'opérateur du barrage d'Assouan et qu'elle distribuait les véhicules du constructeur PSA en Egypte.

"*Le gouvernement a décidé de s'engager derrière une offre - il y en a eu une deuxième intéressante (d'une société suisse-NDLR) - de manière à obtenir la reprise de cette raffinerie. C'est une stratégie industrielle*", a expliqué Arnaud Montebourg.

"*Nous avons eu la chance d'accueillir une offre un peu surprise, qui pour nous est de bonne qualité, qui est l'offre d'un groupe égyptien ayant pignon sur rue*", a-t-il ajouté.

Au Caire, la société a dit que le projet était pour l'instant à l'étude.

Pierre Moscovici a confirmé que si l'une de ces offres se concrétisait, le gouvernement était "prêt à faire en sorte que l'Etat prenne (...) une participation minoritaire". Reuters 07.02

2- Espagne

2.1- Les étudiants et les enseignants sont dans la rue.

Des milliers d'étudiants espagnols sont descendus dans les rues lors de trois journées de grève, cette semaine, pour défendre un système éducatif déjà classé parmi les plus faibles de l'Union européenne et qu'ils estiment menacé par les coupes budgétaires.

Aux cris de "*ne touchez pas à l'enseignement public*", étudiants et lycéens ont manifesté jeudi soir à Madrid, comme déjà la veille, aux côtés des enseignants et des parents cette fois. AFP 07.02

2.1- Les agriculteurs sont dans la rue.

Quelques centaines d'agriculteurs, brandissant des pancartes "NON, ils démantèlent la campagne", ont manifesté jeudi à Madrid contre la réforme de la Politique agricole commune (PAC) et son financement en discussion au sommet européen à Bruxelles.

"*Ce dont on parle maintenant avec la proposition (du président du Conseil européen Herman) Van Rompuy, c'est une réduction d'environ 20% des aides totales de l'Union européenne*", a expliqué à l'AFP le secrétaire général de l'UPA, Lorenzo Ramos.

"*Concrètement pour l'agriculture, en ce qui concerne l'Espagne, il pourrait s'agir d'une coupe annuelle de 600 à 800 millions d'euros*", a-t-il ajouté.

Surtout, "*nous luttons pour un prix juste, pas pour des subventions*", dit Cuadonga Lopez, une éleveuse d'ovins de 43 ans de la région de la Rioja. Elle dénonce, comme les autres, des prix de vente pour les agriculteurs tirés à la baisse par l'industrie tandis "*qu'il y a toujours plus d'intermédiaires*" à rémunérer. AFP 07.02

ECONOMIE

UE

Les négociations sur le budget 2014-2020 de l'Union européenne étaient toujours dans l'impasse jeudi soir malgré près de sept heures d'efforts de conciliation déployés par le président du Conseil européen.

Herman Van Rompuy n'a pas été en mesure de présenter de nouvelles propositions de budget à l'ouverture de la première séance de travail des chefs d'Etat et de gouvernement du fait de divergences persistantes sur les chiffres clés.

Le début du sommet de Bruxelles a été retardé plus de cinq heures et demie pour lui permettre de rapprocher les points de vue lors de contacts avec les principaux dirigeants de l'UE.

Selon des diplomates européens, en fin de journée, il n'a pu que constater l'impossibilité de présenter un texte pouvant faire consensus.

"*Il n'y aura pas de nouvelles propositions*", a dit à Reuters une source européenne peu avant que les chefs d'Etat et de gouvernement ne se retrouvent en séance plénière.

D'autres sources européennes l'ont confirmé. L'une d'elles a cependant nuancé cette information en précisant qu'il n'y avait pas de nouveau texte "*pour le moment*".

Le président du Conseil estimait initialement qu'une nuit de négociation suffirait. Mais des diplomates pensent maintenant que les discussions pourraient se prolonger pendant le week-end. Reuters 07.02

Bon week-end à vous camarades, pas à eux !

Haut de page

Le 9 février

CAUSERIE

HOMMAGE A CHOKRI BELAID.

J'enrage depuis que j'ai appris l'assassinat de Chokri Belaïd, contre les renégats, les traîtres, les capitulards, les fossoyeurs du marxisme et du léninisme, de la révolution socialiste, nos misérables dirigeants qui se vautrent dans le pire opportunisme qui soi, qui s'emploient à épargner le régime et à colporter jour après jour des illusions dans la têtes des militants et des travailleurs.

Oui demain vous serez confronté à la même situation que le prolétariat grec ou tunisien, oui vous ne serez pas davantage armés théoriquement et préparés psychologiquement pour affronter des conditions très difficiles où le combat politique basculera dans une guerre ouverte, à mort, avec le camp de la réaction, vous serez incapable d'y faire face et d'assumer vos responsabilités

de militant.

On vous a parler dans ce portail de la grève insurrectionnelle, de la révolution, de l'affrontement direct, violent entre les classes, de la guerre civile, de la répression à laquelle on n'échappera pas, arrestations, enlèvements, tortures, meutres, de la nécessité de s'armer, de renverser le régime, d'abattre son Etat, de le détruire jusqu'à ce que plus une pierre tienne sur l'autre, on ne vous a rien cacher...

On a pris nos responsabilité, on vous a expliqué pas à pas comment se déroulait une révolution, comment devait se dérouler le combat pour prendre le pouvoir, qu'il nécessiterait des sacrifices, qu'on n'y échapperait pas, et que c'était inévitable pour terrasser, vaincre définitivement notre ennemi.

On vous a expliqué que si vous vouliez combattre sincèrement, honnêtementpour l'émancipation du capital, pour le socialisme, pour la liberté, il était impératif de saisir, d'intégrer la lutte des classes jusque dans ses moindres recoins, que pour garder en permanence à l'esprit cet objectif, y subordonner votre combat, vous deviez avoir intégré chaque étape qui conduit au combat final pour la prise du pouvoir.

On a pris le risque d'être traité de gauchiste, fanatique, de cinglé et j'en passe, Lénine avait dû affronter la même situation, moqueries, insultes, etc. sans fléchir, sans renoncer à ses principes, à ses convictions, à son objectif, il avait intégré les enseignements de Marx et Engels sur la Commune et la révolution de 1905, des révolutions bourgeoises précédentes dans le monde, il était préparé, il s'était préparé aux évènements déterminants de la révolution de 1917, il y avait préparé les militants et cadres de son parti et ils s'employaient à y préparer les masses, masses toujours plus courageuses, téméraires que la plupart des dirigeants, la véritable avant-garde du mouvement ouvrier, les partis ouvriers et leurs dirigeants trainant les pieds ou à la remorque des évènements, incapables de les prévoir ou de les voir venir, le moment venu ils étaient les premiers à déserter le combat...

Chez nous en France ils s'en sortent en reconnaissant une révolution en Tunisie sans être capables d'indiquer au prolétariat la voie à suivre pour qu'il puisse la mener à son terme. Pire, en France refusant d'axer leur combat contre le gouvernement et les institutions, contre le capitalisme, leurs discours ne sont que des paroles en l'air qui confinent à l'impuissance et mènent dans une impasse politique, situation dans laquelle se trouvent justement le prolétariat grec et tunisien, égyptien aussi. Ils ne servent à strictement rien en dehors de servir les intérêts des couches privilégiées de travailleurs qu'ils représentent et qui sont embourgeoisés, totalement subordonnés au régime en place. Ceci explique cela. En soutenant leur propre bourgeoisie, ils lui laissent le champ libre pour soutenir les régimes les plus pourris de la planète, ils n'ont même pas été foutu d'organiser une manifestation contre l'intervention de l'impérialisme français au Mali.

Ils ont démontré ainsi qu'ils n'étaient pas et ne pouvaient pas être les porte-parole du prolétariat révolutionnaire, de la révolution socialiste internationale, répétons-le, un terrain qu'au mieux ils ont totalement déserté depuis des lustres.

Nous continuerons d'en être le porte-drapeau et sur notre drapeau continuera de briller la faucille et le marteau du léninisme, n'en déplaise à Pierre Laurent pour qui en fait c'est le communisme qui doit figurer au musée de l'histoire, dans la poubelle de ces pires ennemis.

- Tunisie: Plus d’un million de Tunisiens aux obsèques de Chokri Belaïd - 20minutes.fr

- Les obsèques de Belaïd rassemblent une foule énorme à Tunis - Reuters

Jusqu’à 1.4 million de personnes auraient rendu un dernier hommage à l’opposant, lors d’une manifestation sous tension dans les rues de Tunis...

Le cortège a duré plusieurs heures et réuni des centaines de milliers de personnes, peut-être même 1.4 million d'après le ministère de l'Intérieur tunisien, ce vendredi. Elles sont venues rendre un dernier hommage à Chokri Belaïd. Une mobilisation record alors que la population égyptienne compte moins de 11 millions d'habitants.

Dès le milieu de la matinée, des milliers de personnes se sont rassemblées sous la pluie devant la dépouille de l'avocat de 49 ans, opposant anti-islamiste du régime, qui a été assassiné devant chez lui ce mercredi. Dans le défilé, la foule scandait des slogans contre le régime et le parti islamiste au pouvoir Ennahda: «*Ghannouchi, assassin, criminel*», «*La Tunisie est libre, terrorisme dehors*».

Plusieurs centaines de policiers en tenue anti-émeutes étaient déployés sur l'avenue Habib Bourguiba, dans le centre-ville, haut-lieu de la «*révolution de jasmin*» de janvier 2011.

En début d'après-midi, le cercueil a été transporté de la Maison de la culture vers le cimetière El-Jellaz. Des heurts ont alors éclaté, suscités selon des témoins, par des casseurs à proximité du cimetière. Les forces de l'ordre ont réagi fermement par

de nombreux tirs de gaz lacrymogènes et des arrestations autour et même dans le cimetière.

Jamais une foule aussi nombreuse ne s'était rassemblée pour des obsèques en Tunisie depuis celles, en 2000, de Habib Bourguiba, le "*père*" de l'indépendance et premier président du pays. "*Le peuple veut une nouvelle révolution*", ont scandé les participants, qui ont aussi entonné l'hymne national. "*Belaïd, repose en paix, nous continuons la lutte*", scandait la foule, en brandissant des portraits de l'opposant assassiné par un homme armé qui a pris la fuite à moto.

A la suite de l'appel à la grève générale de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), les commerces de Tunis étaient fermés et les vols en provenance et à destination de Tunis ont été supprimés.

De nombreuses manifestations étaient également organisées dans d'autres villes tunisiennes, notamment Gafsa où des violences ont également eu lieu.

A Gafsa, bastion de partisans de Chokri Belaïd dans le bassin minier du sud de la Tunisie, des manifestants ont lancé des pierres et des cocktails Molotov contre la police qui a riposté à l'aide de grenades lacrymogènes, selon des témoins. La foule y a scandé "*Le peuple veut la chute du régime*", le slogan utilisé à l'origine contre Zine ben Ali.

Dix mille personnes environ ont également manifesté à Sidi Bouzid, d'où est parti la "révolution du jasmin" de décembre 2010 et janvier 2011, rapportent des témoins.

Les banques, les usines et certains commerces sont restés fermés en réponse à l'appel à la grève des syndicats, dont la puissante Union générale tunisienne du travail (UGTT).

La mort de Chokri Belaïd, qui était âgé de 49 ans, a enflammé mercredi la rue tunisienne avec des milliers de personnes manifestant dans la capitale ainsi que dans plusieurs autres villes.

Le parti de Chokri Belaïd n'a qu'un poids politique limité mais cet avocat était devenu depuis la révolution une figure de la contestation et ses critiques contre les islamistes au pouvoir trouvaient un écho important.

"Des criminels ont assassiné Chokri. Mais ils ne pourront pas assassiner son combat", a déclaré Besma Belaïd, sa veuve.

"*Ma tristesse s'est arrêtée quand j'ai vu ces milliers de personnes dans les rues. A ce moment-là, j'ai su que le pays était en bonne voie et que des hommes et des femmes défendaient la démocratie, la liberté et la vie*", a-t-elle ajouté.

Ennahda a démenti toute implication dans ce meurtre mais des manifestants ont incendié dans plusieurs villes des locaux du parti, que beaucoup considèrent comme responsable. 20minutes.fr et Reuters 08.02

ACTUALITÉ DU JOUR

A bas le gouvernement du Medef !

Parisot le 6 février : *Pas de temps à perdre pour les réformes*, l'article est en ligne dans cette page.

A peine deux jours plus tard.

- Alors que le gouvernement avait laissé entendre qu'il ne traiterait le sujet qu'en 2014, Jean-Marc Ayrault aurait décidé de lancer une réforme des retraites dès cette année, selon le Monde du week-end. L'objectif serait de rassurer Bruxelles et les marchés financiers, alors que la France pourrait ne pas tenir son objectif de réduction du déficit.

Interrogé vendredi, le Premier ministre a botté en touche : «*Le Monde a bien du mal à écrire cela sans avoir d'informations sérieuses*», a réagi Ayrault, tout en reconnaissant qu'il faudra «*traiter*» le «*problème du déficit*» des retraites, et que le gouvernement, «*le moment venu, prendra toutes ses responsabilités*». libération.fr 08.02

Explication.

En échange d'un accord "*historique*" signé le 11 janvier dernier se traduisant notamment par la liquidation du contrat de travail, le Medef avait consenti quelques miettes aux travailleurs, miettes qui étaient en grande partie hypothétiques ou susceptibles d'être remises en cause car la mise en oeuvre de ces mesures était liée à l'évolution de la conjoncture économique, avant que

les goinffres puissent se jeter dessus, entendez les travailleurs qui étaient au chômage ou qui n'avaient pas de complémentaire.

Le gouvernement n'a pas entrepris de revenir sur la partie de cet accord favorable au patronat, il n'a pas non plus décidé de rendre ces miettes plus consistantes, les travailleurs risqueraient de s'étouffer avec, non, face au rejet dont il fait l'objet dans le pays il a décidé de modifier les clauses un peu trop alléatoires pour satisfaire ceux qui au sein du PS avaient mauvaise conscience de soutenir un accord aussi ouvertement antisocial, il fallait trouver le moyen de sauver les apparences en quelque sorte, ce qui n'est pas le cas du Medef qui comptait bien au fil du temps pouvoir revenir sur ces mesures pour en atténuer encore la portée ou les annuler tout simplement, selon le principe : on ne lâchera rien.

1- D'après lesechos.fr, la patronne des patrons conteste cinq points en particulier.

Elle s'oppose notamment à la réintroduction par le ministère du Travail de "*la clause de désignation*" dans l'article visant à généraliser les complémentaires santé. Cette rédaction contraindrait les entreprises à retenir le prestataire recommandé par la branche.

(De mémoire si je ne dis pas de bêtise, l'entreprise cotise au même titre que les salariés. Parisot souhaite que les patrons puissent choisir individuellement les formules qui leurs seraient les moins coûteuses par rapport à celles qui seraient adoptées par les branches où les syndicats sont présents. Il y a complémentaire et complémentaire, les coûts et les services ne sont pas les mêmes. - ndlr)

Autre point: la mise en place de droits rechargeables pour les chômeurs, qui serait rendue "*obligatoire*", alors qu'elle est conditionnée dans l'accord à la réalisation d'études d'impact préalables.

(Mesure qui était donc susceptible d'être annulée sous la pression du Medef - ndlr)

Mme Parisot est aussi réservée sur l'homologation administrative des plans de sauvegarde de l'emploi qui n'auraient pas été validés préalablement par les syndicats. Pour le ministère, il ne s'agit que d'une "*difficulté pratique de mise en oeuvre*", indique lefigaro.fr.

Enfin, la présidente du Medef s'oppose aux mesures concernant la cession des sites rentables et la représentation des élus dans les conseils d'administration des grandes entreprises. AFP 08.02

2- La CFDT est tellement liée au Medef que lorsque le syndicat patronal ne l'informe pas d'une décision qu'il aurait prise, le syndicat jaune s'en offusque et s'estime "*trahi*", plus pourri tu meurs ! Il faut appeler les travailleurs à quitter ce syndicat jaune, patronal, il faut harceler, matraquer ses dirigeants...

- «*Le Medef ne nous a même pas contactés*», s'indigne Véronique Descacq, numéro 2 de la CFDT. Qui estime que c'est «*soit un coup en traître, soit une déclaration à usage interne*» liée à la campagne pour la présidence du Medef. Liberation.fr 08.02

PCF

Parole, parole, parole...

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est dit vendredi "*profondément choqué*" par des "*propos scandaleux*" de Manuel Valls avertissant qu'il ne fallait pas toucher à l'outil de travail, sur fond de révolte contre des fermetures d'entreprises.

"*Il aurait mieux fait de se taire le jour où il a dit ça*", s'est insurgé le sénateur de Paris sur LCI. "*Si ce gouvernement est en place, c'est parce que le monde du travail a voulu se débarrasser de Nicolas Sarkozy. Donc Manuel Valls doit sa place à ces salariés-là*".

"*Les accuser de vouloir casser l'outil de travail alors qu'ils sont précisément en train de le défendre contre ceux qui veulent fermer les usines, c'est parfaitement scandaleux, ça me choque profondément*", a déclaré Pierre Laurent. AFP 08.02

... et les actes.

36e Congrès du PCF

- Les militants PCF déstabilisés par la disparition du marteau et de la faucille - LeParisien.fr

Alors que s'ouvre le 36e congrès du Parti communiste français à Saint Denis, la faucille et le marteau disparaîssent des cartes des adhérents, révèle France Info vendredi 8 février. L'emblème léniniste du communisme "*n'est plus un sigle qui résume*" le

PCF selon Pierre Laurent, secrétaire national du parti.

«*Tout le parti est choqué par ça*», s'offusquait ce vendredi le secrétaire de section à Paris, Emmanuel Dang Tran, au micro de France Info.

«*Comment a-t-on pu semer des illusions sur Hollande qui allait faire une politique de rupture... Jamais ça nous a traversé l'esprit, on est communistes quand même!*» ironise Emmanuel Dang Tran.

Le secrétaire national du parti parle lui de «*modernisation*» et tente de calmer les esprits. "*Nous voulons nous tourner vers l'avenir. C'est un sigle qui ne résume pas ce que l'on est aujourd'hui*", s'est justifié Pierre Laurent sur LCI.

Musique électronique et spots de lumières criantes, les délégations syndicales des «*entreprises en lutte*» (Fralib, Sanofi, Goodyear, Unilever...) échangent jusqu'à dimanche à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) jusque dimanche. LeParisien.fr et Le Nouvel Observateur 08.02

Et bien nous, nous le severons parce que justement nous sommes léninistes jusqu'au bout des ongles, le léninisme coule dans nos veines, c'est lui qui nous inspire quotidiennement dans notre combat , nourrit notre politique et nous empêche de sombrer dans l'opportunisme dans lequel sont tombés finalement tous les partis sans exception.

Le léninisme, c'est le parti communiste construit sur la base des principes définis par Lénine et qui ont permi de construire le parti le plus démocratique qu'a jamais connu le mouvement ouvrier international, le parti bolchevik, qui comportait quelque dix tendances et permettait à chacune d'entre elles de s'exprimer, d'exister sur la base du programme de la révolution socialiste mondiale auquel toutes avaient adhéré librement, ce que la plupart des militants ignorent malheureusement.

Le léninisme, c'est le parti communiste qui a conduit le prolétariat des villes et des campagnes à renverser le régime en place en 1917 et à prendre le pouvoir dans le but de construire une société meilleure et plus juste.

Le léninisme, c'est les enseignements de la révolution russe que Trotsky s'est employé le restant de ses jours à transmettre aux nouvelles générations de militants à travers le monde avant d'être assassiné par le pire ennemi du communisme, du léninisme, des masse exploitées, de la révolution socialiste mondiale, le dirigeant adulé par ceux du PCF : Staline.

Tous ceux qui s'emploient à faire vivre le PCF, qui entretiennent des relations avec ses dirigeants et son appareil, sont des traîtres, des ennemis du léninisme. Qu'il cesse de se réclamer du communisme, qu'il change de nom, il nous rendra service à défaut de pouvoir disparaître pour le moment.

Allemagne. Le visage hideux du capitalisme, il n'essaie même plus de le cacher.

Il est "*légal*, pour ne pas dire recommandé pour une travailleuse de se prostituer pour arrondir les fins de moi et survivre.

- Selon le journal Augsburger Allgemeine Zeitung, une jeune chômeuse a reçu de la part de l'agence allemande du travail une lettre lui proposant un poste d'hôtesse au sein du Colosseum, maison de passe bien connue en Bavière, et tout à fait légale. Une légalité qui n'a pas empêché le scandale d'éclater : "*J'étais à la recherche d'un travail décent de femme de chambre, pas d'un job dans un bordel*", explique la jeune femme au quotidien. "*Ma mère s'est même mise à hurler quand elle a lu la lettre*", plaide-t-elle.

Interrogé, le directeur de l'agence du travail d'Augsburg a reconnu que ses services avaient fait une erreur. Selon lui, ils auraient dû d'abord appeler la jeune femme pour vérifier si elle était intéressée par une telle offre d'emploi. En France, Pôle emploi avait proposé en 2010 sur son site Internet une annonce pour animer des discussions coquines sur le web. Légal, avait répondu feu l'ANPE. LePoint.fr 08.02

On devrait arrêter le directeur de l'agence du travail d'Augsburg et le conduire dans un bordel pour homosexuel pour le forcer à se faire sodomiser, pour survivre en remplacement de son traitement qui serait réduit dans la même proportion que celui que perçoivent les travailleurs soumis aux conditions d'Hartz IV ou lui verser un généreux traitement d'1 euro de l'heure. Vous savez les petits boulots si répandus en Allemagne et qui font le bonheur des capitalistes de ce pays, il paraît qu'il n'y a jamais eu autant de millionnaires en Allemagne, avec un peu de chance il se fera culbuter profond par un généreux donateur.

L'UE des rentiers, des banquiers, des multinationales, des riches actionnaires et des nantis.

Le montant de ce fonds d'aide aux plus démunis va passer de 500 millions d'euros par an à 300 millions, conséquence du budget européen d'austérité en passe d'être adopté à Bruxelles.

Le cri d'alerte des associations caritatives françaises n'aura servi à rien. Le budget du Programme européen d'aide aux plus

démunis (PEAD) va subir une baisse drastique à partir de l'an prochain. Ce n'est pas vraiment une surprise, puisque les vingt-sept réunis à Bruxelles sont en passe d'adopter un budget d'austérité pour la période 2014-2020, en baisse pour la première fois de son histoire (-3%). Presque mécaniquement, le PEAD est donc lui aussi amputé. Selon les Echos, son montant passera de 500 millions d'euros annuels à 300 millions.

Créé en 1987 pour écouler les surplus de la Politique agricole commune, le PEAD avait failli passer à la trappe en 2011, victime d'une fronde de plusieurs pays européens, Allemagne en tête. Sauvé in extremis, le programme était ardemment défendu par plusieurs associations françaises. Celles-ci recevaient chaque année 72 millions d'euros, ce qui leur permettait de distribuer 130 millions de repas. «*C'est une catastrophe, réagissait-on vendredi soir à la Fédération française des banques alimentaires. Cela représente 25 millions de repas en moins par an.*» libération.fr 08.02

Avec l'approbation de Hollande.

Ceux qui ont appelé à voter pour lui et pour les candidats du PS aux législatives en 2012 vont se précipiter pour faire un don bien chrétien à une oeuvre de charité histoire d'entretenir leur bonne conscience, entre nous, on ne voudrait franchement pas être à leur place. A mon avis ils n'en feront rien, pas spécialement parce que ce serait des pingres en plus, bien que ce soit un trait de le personnalité des petits-bourgesois très répandu, mais parce que cela ne leur coûtera rien de continuer d'entretenir des illusions dans le PS, ils en vivent...

Dupont et Dupont. Vive l'Union libre des Etats libres en Europe, non le POI n'est pas le seul à à avoir adopté ce mot d'ordre hautement révolutionnaire !

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République, a appelé vendredi l'Europe à "*se débarrasser*" de l'Union européenne alors qu'un sommet européen se penche à Bruxelles sur le vote du budget pour 2014-2020.

"*L'Union européenne a trahi la belle idée européenne. Cette organisation est morte, elle mène le continent à la ruine (...) Il va falloir se débarrasser de cette Union européenne qui n'a rien à voir avec l'Europe*", s'est-il exclamé sur i>TELE.

Le député de l'Essonne accuse notamment les dirigeants européens de couper "*toutes les dépenses d'avenir*". "*Les Chinois, les Américains, les Brésiliens (...) investissent dans la science et nous, on est en train de rater la révolution scientifique du XXIème siècle*", a-t-il accusé.

L'ex-candidat à l'Elysée propose de supprimer "*toutes ces instances boulimiques d'argent qui mènent les pays à la ruine*" et de refonder une Europe des nations "*sur des bases saines*" AFP 08.02

Ainsi les adhérents du POI qui envisageraient de quitter leur parti pourront toujours se réfugier dans le parti de Dupont-Aignan, ils ne seront pas très dépaysés, je caricature... à peine.

ACTUALITE EN TITRES

La contre-révolution a frappé. La révolution est en état de légitime défense.

On y était tous !

- Tunisie: Plus d'un million de Tunisiens aux obsèques de Chokri Belaïd - 20minutes.fr

Armez-vous et faites le ménage !

- Assassinat de Chokri Belaïd en Tunisie: «*C'est la porte ouverte aux règlements de comptes*» - 20minutes.fr

Quand des miliciens d'extrême droite, des néo-nazis ou des salafistes, djihadistes ou autres vermines islamistes radicaux en Grèce, en Egypte, en Tunisie, demain en Espagne, en Italie, en France, etc. menacent ou attaquent, assassinent des journalistes, des syndicalistes, des opposants au régime, des travailleurs immigrés, je leur dis armez-vous pour affronter la réaction et l'anéantir, c'est légitime de défendre votre peau puisque l'Etat en est incapable ou est complice de ces assassins.

Cela vous fera un excellent entraînement pour affronter ensuite son armée et sa police auxquelles vous répliquerez les armes à la main. En état de guerre déclarée entre les classes, les mesures adoptées doivent être à la hauteur de la situation des risques qui pèsent sur la démocratie et les libertés les plus élémentaires.

Le développement de la situation en Grèce, en Egypte et en Tunisie est riche en enseignants, elle démontre notamment qu'il est impossible d'espérer un changement social et politique sans détruire l'Etat en place ou l'ensemble de ses institutions, institutions qui ont été créées par la classe dominante toujours au pouvoir et pour ses propres intérêts, sur la base de rapports sociaux de production qu'elle entend préserver.

Il faut donc que les masses exploitées se rassemblent ou se mobilisent avec leurs partis et organisations pour constituer les bases ou les piliers d'un nouvel Etat, une République social, des organismes de pouvoir indépendants qui représenteront exclusivement les besoins et les aspirations des travailleurs manuels et intellectuels du pays, condition indispensables pour se donner les moyens de les satisfaire, balayer le régime en place et son Etat, son appareil de répression, sa justice sa police et son armée. Tout autre voie est vouée à l'impasse, à l'échec...

C'est le programme de la révolution socialiste mondiale pour éradiquer le capitalisme de la surface de la terre.

C'est celui qui le dit qui l'est !

- Alain Juppé: «*Les terroristes sont toujours là*» - 20minutes.fr

Psychose. Hallali de l'obscurantisme et de l'ultra libéralisme.

- La viande de cheval vendue comme du boeuf était d'origine roumaine - AFP

- Lasagnes au cheval : la viande était d'origine française et étiquetée "*viande bovine*" - LePoint.fr

Hallali : Cri de chasse qui annonce que la bête poursuivie est aux abois. (Le Grand Robert) Qu'elle crève !

En Merkhollande.

- Budget européen: trahison, vaudeville et marchandage au sommet - L'Expansion.com

- Budget européen: Hollande défend "*un bon compromis*" - L'Expansion.com

- François Hollande a cédé devant Londres et Berlin - LeFigaro.fr

À l'issue du sommet européen sur le budget, la France n'a pas réussi à défendre ses positions face aux exigences de David Cameron, soutenu par Angela Merkel. LeFigaro.fr 08.02

- Les conservateurs saluent le succès de David Cameron à Bruxelles - Reuters

- Bruxelles coupe dans l'aide alimentaire européenne - Liberation.fr

Corporatisme. Boycott !

- "*Parlement et citoyens*", un site web pour associer les électeurs à l'élaboration des lois - L'Express.fr

Hollande. Mensonge d'Etat.

- Otages au Sahel: Hollande dit qu'il n'y a pas de "*questions financières*" en jeu - AFP

- Sahel: des millions de dollars versés pour des otages, selon une ex-diplomate américaine - AFP

En famille. Qu'il change de nom !

- Le PCF supprime la faucille et le marteau - Le Nouvel Observateur

- Les socialistes rendent visite à leurs "*amis*" communistes - L'Express.fr

Les ONG ou la bonne conscience des colons, la blanchisserie des crimes de la réaction.

- Les abus sexuels contre les enfants sont '*courants*' en Inde, dénonce Human Rights Watch - LeMonde.fr

J'en ai causé deux mots hier. C'est ancré dans la tradition de mariée une jeune fille pubère quel que soit son âge à un homme qui pourrait être son grand-père.

La question serait plutôt de se demander pourquoi cette pratique existe-t-elle encore de nos jours. Question que les ONG ne poseront pas, car il faudrait remettre en cause le colonialisme et le sous-développement économique et social dans lequel les puissances occidentales ont maintenu l'Inde et la plupart des pays qu'ils ont colonisés, notamment en Afrique pour mieux continuer à exercer leur hégémonie sur ces pays et piller leurs richesses.

Pourquoi les ONG en sont-elles incapables ? Parce qu'elles sont toutes financées par ces ex-Etats colonisateurs et leurs multinationales.

Autre question pour conclure : pourquoi cet acharnement contre l'Inde ou d'autres pays pauvres ? Pour que leurs dirigeants acceptent de procéder à des réformes structurelles (privatisations) et d'ouvrir leur marché intérieur aux profit des multinationales des mêmes colonisateurs qui hier avaient fait en sorte de maintenir le pays et sa popultation en état de sous-développement.

On comprendra sans peine qu'une ONG qui tiendrait un tel discours se verrait couper immédiatement les robinets de son financement et serait vouée à disparaître rapidement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE

Les dirigeants européens se sont mis d'accord vendredi après 24 heures de négociations serrées sur un budget d'austérité pour les sept prochaines années, en baisse pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne, mais qu'ils ont salué comme un "*bon compromis*".

"*C'était notre réunion la plus longue, mais cela valait la peine de travailler pour obtenir ce résultat*", a déclaré le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, en jugeant ce budget 2014-2020 à la fois "réaliste et tourné vers l'avenir".

"*Il n'est parfait pour personne, sans doute, mais il y en aura pour tous*", a-t-il souligné.

Ce budget se traduit par 960 milliards d'euros en crédits d'engagement, qui correspondent au plafond autorisé, et 908,4 milliards en crédits de paiement, soit les dépenses effectives, a-t-il détaillé.

Les 960 milliards correspondent exactement à 1% du Revenu brut de l'Union.

Ce résultat est nettement en retrait par rapport aux propositions faites par M. Van Rompuy en novembre (973 milliards d'euros pour les engagements et 943 milliards pour les paiements), elles-mêmes déjà très inférieures aux propositions de la Commission européenne.

"*La Commission européenne aurait préféré, c'est vrai, des montants plus élevés, mais c'était le meilleur résultat qui pouvait être atteint à l'unanimité*", a déclaré son président, José Manuel Barroso.

De sources européennes, on a souligné que cela correspond à une baisse de 3% du budget pour la période 2014-2020 par rapport aux sept années précédentes.

De quoi satisfaire les pays exigeant des coupes sévères dans les dépenses, comme le Royaume-Uni, face aux défenseurs d'un cadre plus ambitieux comme la France.

David Cameron a fait part de sa satisfaction d'avoir obtenu "*un budget considérablement restreint, qui va permettre aux contribuables britanniques d'économiser beaucoup d'argent*".

Le président français François Hollande a salué de son côté "*un accord qui a été aussi long que d'habitude à faire jaillir mais qui a*

été un bon compromis". Il s'est félicité du maintien du budget de la Politique agricole commune, dont la France est le premier bénéficiaire.

Les fonds de cohésion pour les régions les plus défavorisées, notamment dans les pays de l'Est, obtiennent 4,5 milliards supplémentaires. Un nouveau fonds pour l'emploi des jeunes sera doté de quelque six milliards.

Pour parvenir à une baisse substantielle du budget pluriannuel sans amputer la PAC et la Cohésion, l'essentiel des coupes sont opérées dans l'enveloppe destinée aux infrastructures. Elle est amputée de plus de 10 milliards d'euros, à un peu plus de 29 milliards.

Les fonctionnaires de Bruxelles, dans le collimateur des Eurosceptiques britanniques depuis des années, devront se serrer la ceinture, avec 1,5 milliard de moins que la demande de la Commission.

Côté recettes, les pays bénéficiant de rabais, le Royaume-Uni en premier lieu, mais aussi l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède, le conservent. Le Danemark obtient la ristourne qu'il demandait.

La chancelière allemande Angela Merkel, qui a salué un "*bon et un important accord*" entre les 27, a expliqué que seraient négociées avec le Parlement une certaine "*flexibilité*" du budget ainsi qu'une clause de révision dans deux ans, comme le réclament les eurodéputés.

Les chefs des quatre principaux groupes politiques du Parlement européen (conservateurs, socialistes, libéraux et Verts) ont immédiatement annoncé qu'ils refuseraient d'accepter "*en l'état*" ce budget qui, selon eux "*ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne*". Sans l'accord des eurodéputés, qui se prononceront en juillet, le budget ne pourra pas entrer en vigueur.

M. Van Rompuy a appelé le parlement à "*prendre ses responsabilités*", soulignant que "*le budget européen n'est pas une opération comptable*" car "*la vie, la survie de régions, de groupes sociaux entiers en dépendent*". AFP 08.02

On peut leur faire confiance sur ce plan-là puisqu'ils représentent tous les mêmes intérêts et la même idéologie.

2-Grèce

2.1- Des néonazis allemands au Parlement grec

L'organisation Freies Netz Süd, dont des cadres ont visité le Parlement grec et s'y sont fait photographier avec des membres de Chryssi Avgi (Aube Dorée), est qualifiée de "*néonazie*" par des documents du Ministère de l'Intérieur du Land de Bavière.

Sur les photographies, d'après les légendes rédigées par le site de l'organisation susmentionnée, on trouve à gauche Sebastian Schmaus, à droite Matthias Fischer.

Tous deux sont également conseillers municipaux du parti radical d'extrême-droite Bürgerinitiative Ausländerstopp (Initiative citoyenne Stop aux étrangers). Le conseil municipal de Munich a récemment voté en faveur de l'interdiction de ce parti local.

Sebastian Schmaus a été condamné (en février 2009) à six mois de prison avec sursis pour conduite en état d'ivresse alors qu'il collait des affiches pour le par néonazi NPD. En 2010, il a été condamné pour violation des droits d'auteur, alors qu'il avait diffusé sur Internet des photos de manifestants de gauche, les présentant comme des personnes recherchées par la police.

En 2010, il a également été accusé d'avoir violemment agressé un cycliste. Il a été innocenté par manque de preuves, mais a été condamné pour la destruction de l'appareil photo du cycliste.

Matthias Fischer a fait 20 mois de prison après avoir été condamné pour incitation à la haine et a également été condamné pour d'autres délits de nature semblable.

Il est le cofondateur du Fränkischer Aktionsfront, interdit en 2004 pour des raisons similaires (6). Après sa libération, en 2011, des attaques néonazies ont eu lieu contre les domiciles et les véhicules de membres d'organisations antinazies, d'après une publication du site du journal Die Zeit. Il a quitté le NPD en 2008.

Le NPD est considéré comme un parti modéré comparé au FNS (Freies Netz Süd). (source : thepressproject) okeanews.fr 08.02

2.2- Intimidations des néonazis dans un dispensaire de Médecins du Monde et « *contrôles* » à l'hôpital de Tripoli

Deux actions d'intimidation des néonazis ont eu lieu ces dernières 24 heures dans le secteur de la santé : une à Athènes, dans un dispensaire de Médecins du Monde, et une à l'hôpital de Tripoli.

A Athènes, une quarantaine d'activistes néonazis ont procédé à des intimidations contre un dispensaire de Médecins du Monde, à la pointe dans les soins apportés aux migrants. Médecins du Monde a dénoncé ces pratiques. A l'hôpital de Tripoli, dans le Péloponnèse, les néonazis sont entrés dans le bâtiment pour procéder à des contrôles -en toute facilité- afin de vérifier si l'hôpital employait des infirmières étrangères exclusives. Les infirmière exclusives sont dédiées à un seul malade et payées par le malade pour les soins de nuit.

La directrice de hôpital de Tripoli a eu une conférence de presse commune avec les membres du parti néonazi dans laquelle elle a partagé certaines idées du parti fasciste, ce qui n'a pas manqué de provoquer des réactions d'indignation du président de l'association des médecins du département d'Arkadia :

-"*La direction de l'hôpital ne rempli pas son rôle social et constitutionnel. La conférence de presse commune avec un représentant local d'un parti pose des interrogations, pas tant sur le fait de la conférence de presse commune, que sur l'objet de la coopération . Il va sans dire que la question des infirmières exclusives doit être réglée par l'État et par la direction de l'hôpital, mais dans un cadre institutionnel et légalement acceptable.*"

Le président de l'association s'oppose à la directrice en précisant qu "'*elle cherche des aides extra constitutionnelles pour remplir ses devoirs et elle salue publiquement le fait de se faire justice soi même dans une période où la prise de parole publique par les officiels doit être précautionneuse*".

Concernant les intimidations envers Médecins du Monde à Athènes, l'AFP indique :

Une quarantaine d'activistes néonazis ont mené une opération d'intimidation contre un dispensaire athénien de la section grecque de Médecins du Monde, en pointe dans les soins aux migrants, a dénoncé vendredi son président, Nikitas Kanakis.

Selon M. Kanakis, le dispensaire a fermé ses portes durant la "*stupide démonstration de force*" du groupe, dont les membres, revêtus de la blouse noire du parti néonazi Aube Dorée, se sont massés jeudi après-midi devant ses locaux à Pérama, banlieue ouest d'Athènes, en hurlant des slogans hostiles et xénophobes.

Le dispensaire "*a été visé en tant que tel*", alors que MDM-Grèce est en pointe ces dernières années dans l'aide sanitaire aux migrants et dans le recensement des agressions xénophobes qui se multiplient dans le pays, généralement imputées à Aube Dorée, a-t-il estimé pour l'AFP.

MDM-Grèce va informer la police de l'incident "*pour que les autorités assument leurs responsabilités*" quand à la sécurité de son personnel et de ses installations, a ajouté M. Kanakis.

Dans une réaction à l'AFP, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, a pour sa part dénoncé une "*intolérable attaque*" qui "*met une fois encore en lumière lurgence pour les autorités grecques de prendre des mesures résolues pour contenir les personnes violentes, avant que ces dernières ne portent sérieusement atteinte à la démocratie en Grèce*".

Selon M. Kanakis, des journalistes français ont aussi été témoins de l'incident alors qu'ils tournaient un reportage sur ce dispensaire, devenu emblématique du recul de la prise en charge publique de la santé pour cause de cure d'austérité.

"*Ce qui est consolant c'est que les patients, à 90% des Grecs dont des anciens résistants et vieux militants de gauche, étaient prêts à défendre le dispensaire*", où finalement les néonazis n'ont pas tenté de pénétrer, s'est félicité M. Kanakis.

M. Muiznieks, qui a effectué la semaine dernière une visite en Grèce, avait alors pressé le pays de "*défendre sa démocratie*" face à la "*menace spécifique* " que constitue Aube Dorée, qui a raflé en juin 7% des voix et 18 députés au parlement dans un contexte de grave crise économique et sociale. (source iatropedia et AFP) okeanews.fr 08.02

3- Egypte

Des heurts entre policiers et manifestants ont éclaté vendredi dans plusieurs villes d'Egypte, en particulier près du palais présidentiel au Caire, faisant une centaine de blessés au cours de rassemblements à l'appel de l'opposition "*pour la dignité*" et contre le pouvoir islamiste.

De petits groupes de manifestants se trouvaient toujours en fin de soirée aux abords du palais à Héliopolis, dans la banlieue de la capitale, rassemblés autour de pneus en feu. Certains lançaient des projectiles sur les forces de l'ordre, qui ripostaient par du gaz lacrymogène, selon des images de télévision retransmises en direct.

Auparavant, la police avait déjà fait usage de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants qui lançaient des feux d'artifice et des cocktails Molotov sur le palais.

Des fourgons des forces de sécurité avaient chargé les contestataires qui s'étaient repliés un peu plus loin sur la grande avenue jouxtant le bâtiment.

Des violences ont aussi éclaté au cours de manifestations dans plusieurs villes de province comme à Alexandrie (nord) et Tanta (delta du Nil).

Le Premier ministre Hicham Qandil, cité par l'agence officielle Mena, a condamné des violences "*injustifiables*", affirmant qu'elles "*nuisent à la stabilité du pays et entravent les intérêts des citoyens*".

Dans la journée, au son de tambours et des drapeaux égyptiens à la main, des milliers de personnes étaient parties de plusieurs quartiers de la capitale pour se diriger vers la place Tahrir, dans le centre-ville, et vers le palais présidentiel.

"*Le peuple veut la chute du régime*", ont scandé les manifestants, tandis que d'autres qualifiaient le ministère de l'Intérieur de "*voyou*". A Tahrir, les contestataires ont accroché des bannières avec des slogans hostiles au président Mohamed Morsi et aux Frères musulmans, dont il est issu.

Ces nouvelles manifestations interviennent après plusieurs incidents liés aux brutalités policières et deux édits religieux (fatwas) appelant au meurtre des figures de l'opposition. La présidence a dénoncé ces fatwas comme du "*terrorisme*".

Cette semaine, la mort d'un militant pro-démocratie après plusieurs jours en détention a provoqué la fureur et ravivé les appels à une réforme des services de sécurité. Ce décès est intervenu quelques jours après la diffusion, en direct à la télévision, d'images d'un homme dévêtu, traîné et battu par la police lors d'une manifestation devant le palais présidentiel.

Après les fatwas contre des chefs de l'opposition, le ministère de l'Intérieur a renforcé la sécurité autour du domicile des deux principaux dirigeants de l'opposition, Mohamed ElBaradei et Hamdeen Sabbahi, dont les noms ont été cités par l'un des religieux dans sa fatwa.

M. ElBaradei, de tendance libérale, et M. Sabbahi, un nationaliste de gauche, sont tous deux membres du Front du salut national (FSN), la principale coalition de l'opposition laïque à M. Morsi.

Mercredi, M. ElBaradei s'était insurgé contre la lenteur du gouvernement à réagir à la fatwa. "*Le régime reste silencieux alors qu'une nouvelle fatwa autorise à tuer l'opposition au nom de l'islam. La religion ne peut encore une fois être utilisée et détournée*", avait-il affirmé.

Jeudi, Al-Azhar, la plus haute instance de l'islam sunnite basée au Caire, a prévenu que de tels édits pouvaient conduire à "*la sédition et au désordre*". AFP 08.02

4- Syrie

4.1- Les soldats de l'armée nationale ont entièrement expurgé la ville de Karnaz dans la banlieu de Hama de la présence des terroristes qaidistes et de leur complice de l'ASL. Au bout de 16 jours d'opérations armée sans répit, les miliciens du front Al Nosra ont été entièrement décimés dans cette localité , plusieurs ateliers de fabrication de bombe et de roquettes ont été identifiés et détruits. les unités d'ingénierie de l'armée ont de leur côté neutralisé les mines déposées sur la route menant à cette ville. selon Al Alam, Abou Wassim Al Ansari, le chef qaidiste a été tué à Homs, dans la banlieue de Lattaquié , deux ramps de lancement de missiles ont été détruits et de nombreux terroristes, tués à Saqlin, près de Hama, les forces de l'armée ont infligé de lourdes pertes aux terroristes. french.irib.ir/ 08.02

4.2- Le secrétaire à la Défense et le chef d'état-major des forces armées américaines ont, ouvertement, exprimé leur soutien à l'armement des terroristes, en Syrie.

Leon Panetta, le secrétaire américain à la Défense, et le général Martin Dempsey, chef d'état-major des forces armées américaines, ont, explicitement, annoncé, pour la première fois, avoir soutenu l'armement des terroristes, en Syrie. Par ailleurs, le porte-parole de la Coalition des opposants syriens, Walid Al-Bani, a critiqué les organisateurs du Sommet de l'Organisation de Coopération islamique, pour n'avoir pas invité un représentant de cette Coalition, au Caire. french.irib.ir/ 08.02

4.3- Un groupe de hackers syriens a piraté des comptes Facebook et Twitter de la chaîne de télévision Sky News Arabia, basée aux Emirats arabes unis.

La chaîne a pu, de nouveau, utiliser ses comptes, dans les réseaux sociaux, plus tard, dans la journée.

Les représentants du groupe de hackers, qui se présentent comme des membres de l'Armée électronique syrienne, affirment qu'ils piratent les sites Internet, en signe de protestation contre une position des médias étrangers, par rapport au Président syrien, Bachar al-Assad, qui serait «*biaisée*», selon eux. french.irib.ir/ 08.02

4.4- Selon Dampress, citant la chaîne 10 israélienne, les chasseurs syriens ont survolé, ce mardi, et à une très basse altitude, Haïfa et Tel-Aviv, et ont lâché des tracts, au-dessus de la ville, où c'était écrit : "*Nous saurons riposter au raid israélien et nous allons en déterminer, nous mêmes, le moment et le lieu*".

Selon cette information, les radars sionistes n'ont pas pu intercepter ces avions, puisqu'ils ressemblaient fort aux avions israéliens. french.irib.ir/ 08.02

4.5- Lundi, le régime israélien a reçu une première réponse au raid de son aviation contre le sol syrien :

Selon Al-Alam, l'un des plus grand opérateurs de téléphone mobiles israélien est tombé en panne. Avec ses trois millions d'abonnés, la société Bylephone n'est plus capable d'assurer ses services. Les communications téléphoniques sont très fortement perturbées et même, le cabinet israélien, dont les membres utilise ce même opérateur en sont affectés!

Ces perturbations interviennent, moins d'une semaine après le raid israélien contre un centre de recherche de l'armée syrienne, dans la banlieue de Damas . "*Les usagers sont privés de tous les services, texto, y compris*", a titré la presse israélienne, lundi. C'est l'amée israélienne, hantée par une riposte syrienne à son raid, qui a ouvert une enquête, pour déterminer les causes de cet incident technique, qu'elle qualifie, dors et déjà, de terrorsite. Damas a affirmé vouloir infliger une réponse adéquate au raid israélien, une réponse qui coûtera cher aux Israéliens. french.irib.ir/ 08.02

SOCIAL

1- France

T-Systems France, la filiale services du géant allemand Deutsche Telekom, pourrait annoncer un nouveau plan social qui ferait passer l'emploi dans l'entreprise d'environ 1.000 personnes aujourd'hui à moins de 300 dans quelques mois.

Trois plans sociaux depuis 2008 ont déjà fait maigrir les effectifs de 1.600 à 1.000 personnes et les syndicats craignent une nouvelle vague de licenciements.

Ces pertes d'emplois s'ajouteraient aux 600 personnes concernées par la cession en cours de l'activité intégration système (SI) qui est dénoncée par les syndicats comme une opération d'externalisation du plan social. Reuters 08.02

2- Allemagne

Affaibli par la crise qui frappe les aciéristes sur le vieux continent, le géant industriel allemand ThyssenKrupp va supprimer plus de 2.000 postes dans sa branche d'acier en Europe, nouvelle étape d'un vaste plan de restructuration visant à diversifier ses activités.

"*Au total, plus de 2.000 postes vont être supprimés sur les 27.600 que comptent Steel Europe*", nom de cette branche, en vue d'économiser 500 millions d'euros d'ici 2015, a annoncé vendredi le groupe de Essen (nord-ouest) dans un communiqué.

Les services administratifs à son siège de Duisbourg seront aussi concernés.

En outre, le conglomérat allemand, 14e producteur mondial d'acier, n'exclut pas de supprimer 1.800 postes supplémentaires dans le cadre de possibles cessions d'actifs, mais n'a pas encore arrêté de décision, a déclaré un porte-parole à l'AFP.

Cette restructuration est liée à l'environnement économique dégradé qui a fortement affecté l'industrie sidérurgique en Europe, a expliqué le groupe.

A l'instar des autres aciéristes européens, ThyssenKrupp a notamment fait les frais d'une hausse du prix des matières premières, des incertitudes pesant sur la conjoncture et d'un effondrement de la demande, principalement en Europe du Sud.

Ce plan devait encore être approuvé par les instances dirigeantes du groupe et discuté avec les représentants du personnel, a-t-

il précisé.

Le syndicat allemand IG Metall s'est déjà dit opposé à tout licenciement sec et a exigé un plan de sauvegarde des site de fabrication d'acier à haute valeur ajoutée, ainsi que le maintien des capacités de production.

"*Personne chez ThyssenKrupp ne doit perdre son emploi. (...) ThyssenKrupp doit investir en vue d'un avenir durable, avec une stratégie de long terme pour l'acier*", a réagi Knut Giesler, porte-parole du syndicat, cité dans un communiqué.

"*Ce n'est pas aux salariés de payer l'addition des erreurs passées de management*", a-t-il ajouté.

Il veut désormais se diversifier davantage, au profit de produits à plus forte valeur ajoutée tels que les ascenseurs, les sous-marins, les machines ou encore les composants automobiles et aéronautiques.

Pour ce faire, le groupe, qui emploie 150.000 personnes dans le monde, est embarqué dans un programme de restructuration, qui passe par des suppressions de postes et plusieurs cessions d'actifs. Au total, il vise à réaliser 2 milliards d'euros d'économies d'ici 2015, toutes branches confondues.

ThyssenKrupp est le premier fabricant d'acier en Allemagne. Né de la fusion en 1999 des vieux concurrents Thyssen et Krupp, il fabrique des produits d'acier, mais également des biens technologiques comme des ascenseurs, des sous-marins, ou des composants pour l'industrie automobile. AFP 08.02

ECONOMIE

Venezuela

Le gouvernement vénézuélien a annoncé vendredi la dévaluation de 31,75% de la monnaie nationale, le bolivar, soumis à un strict contrôle du taux de change, et qui va passer de 4,30 à 6,30 pour un dollar américain.

La mesure sera effective mercredi prochain et a été décidée par le président Hugo Chavez, hospitalisé depuis deux mois à Cuba, afin de "*minimiser les coûts et obtenir les meilleurs résultats*" possibles dans une économie pétrolière ultra-inflationniste et dépendante des importations.

En outre, M. Giordani a annoncé la création de l'Organe supérieur de l'optimisation du système monétaire, composé de la Banque centrale, du ministère des Finances et de celui des Mines et du pétrole, principal pourvoyeur de devises de ce pays disposant des plus importantes réserves de brut au monde.

Cet organisme aura pour fonction de fixer les priorités dans l'assignation des devises par secteurs et a été créé, notamment, pour faire diminuer une inflation de plus de 20% par an, a-t-il expliqué.

"*En ce moment, il y a une poussée inflationniste et spéculative, et c'est là qu'il faut agir*", a déclaré le ministre.

Le président de la Banque centrale, Nelson Merentes, également présent à la conférence de presse, a pour sa part officialisé la disparition du Stime, un système qui permettait de changer le bolivar sur un marché secondaire, à 5,30 pour un dollar, et utilisé par de nombreux secteurs économiques.

Cette annonce "*va avoir un impact inflationniste très important. Si le gouvernement utilise la dévaluation de façon isolée pour combattre le déficit budgétaire sans soutenir le secteur privé, ce ne sont pas des mesures qui vont résoudre les problèmes de fond du Venezuela*", a réagi l'économiste Jesus Cacique, professeur à la Preston University du Venezuela.

L'inflation au Venezuela en janvier s'est établie à 3,3%, plus du double de celle de janvier 2012, et l'indice de pénurie de produits a grimpé à 20,4%, ont indiqué vendredi l'Institut national de statistique (INE) et la Banque centrale.

Sur les 12 derniers mois, l'inflation a toutefois diminué, pour passer de 26% à 22,2%. AFP 08.02

Chavez en tirera-t-il la conclusion qu'il doit s'attaquer au "*secteur privé*" ? Vous y croyez, vous ? S'il ne l'a pas fait au cours des dix dernières années, ce n'est pas demain qu'il va s'y mettre, c'est cela le "*socialisme du XXIe sècle*" !

Haut de page

Le 10 février

CAUSERIE

Hier soir j'ai bossé jusqu'à 3h30 du matin pendant que je téléchargeais des vidéos sur l'économie et la politique. On verra cela demain. J'ai préparé un article en introduction que je dois encore peaufiner. Je corrigerai et je formaterai les causeries au format pdf ce soir.

HOMMAGE A CHOKRI BELAISD (suite)

Le NPA, LO, le PCF et le PG ont participé à des rassemblements entre les 6 et le 9 février après l'assassinat de Chokri Belaïd. Le NPA a appelé à un rassemblement contre la guerre française au Mali devant le siège d'AREVA le 9.

Un seul absent (à ma connaissance) : le POI. Chokri Belaïd et son parti ne devait pas être assez bien pour ses dirigeants.

Ayez à l'esprit en lisant les lignes suivantes que les travailleurs tunisiens se sont massivement mobilisés avant-hier pas seulement pour rendre hommage à l'un des leurs, Chokri Belaïd, mais aussi en soutien à leur révolution inachevée.

Les partis cités plus haut se sont contentés du minimum syndical, moins encore, ils n'ont pas été à la hauteur de la situation en ne mobilisant même pas leurs militants à l'occasion des manifestations auxquelles ils avaient appelé et qui ont eu lieu hier, honte à eux ! Ils confirment ainsi tout le mal que l'on pense d'eux et du mouvement ouvrier dégénéré et dont seuls ils portent la responsabilité. Voici un article de l'AFP qui étaie mes propos, si nécessaire.

- Près d'un millier de personnes ont manifesté samedi dans les rues de Paris, Marseille, Lyon et Toulouse pour rendre hommage à l'opposant tunisien assassiné mercredi devant son domicile à Tunis, Chokri Belaïd, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les 400 manifestant parisiens ont défilé au rythme de slogans tels que "*Liberté, démocratie, à bas la terreur, à bas la barbarie*", ou encore "*Ghannouchi assassin*", à l'intention du chef d'Ennahda, le parti islamiste au pouvoir à Tunis, Rached Ghannouchi. Une grande banderole blanche, sur laquelle on pouvait lire en français et en arabe "*nous sommes tous Chokri Belaïd, non aux assassinats politiques*", ouvrait le cortège qui s'est rendu de Barbès à la place de Clichy (18e).

A Marseille, Toulouse et Lyon, des cortèges de 150 à 200 personnes ont défilé, brandissant drapeaux tunisiens, photos et pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*vive la Tunisie laïque*" ou encore "*en deuil pour ma Tunisie*".

Scandant "*Non à l'intégrisme*" et "*Tunisiens debout, jamais à genoux*", les quelque 200 manifestants marseillais se sont regroupés derrière deux banderoles clamant "*tous unis pour une Tunisie libre démocratique*" et "*le peuple tunisien n'abdiquera pas*".

A Lyon, les manifestants étaient regroupés autour d'un grand panneau proclamant, à côté de sa photo, "*vous avez assassiné Chokri, nous sommes tous des Chokri*".

"*Nous sommes un peuple de Musulmans tolérants qui n'a rien à voir avec les traditions djihadistes*", a déclaré dans une prise de parole Ridha Smaoui du Front Populaire tunisien (Rhône-Alpes), applaudi par les manifestants.

"*C'est un acte de gens aux abois qui n'ont rien à proposer pour sortir le pays de la crise, mais nous ferons tout pour démasquer les assassins et nous jurons de rester mobilisés*", a-t-il ajouté, aussitôt repris en arabe par des manifestants scandant "Chokri soit tranquille on continuera la lutte".

A Toulouse, environ 150 personnes se sont rassemblées place du Capitole, en plein c?ur de la ville rose, avant de se rendre devant le consulat de Tunisie.

De nombreuses photos de l'opposant assassiné étaient visibles dans le cortège. "*Il n'est pas mort sous la dictature de Ben Ali, il est mort assassiné sous la démocratie de la troïka*", pouvait-on lire sur une affichette portée par une manifestante. AFP 09.02 Quelques centaines de manifestants en comprenant les travailleurs tunisiens qui y ont participé, alors que le PCF, le NPA, LO, et le PG comptent à eux tous plus de 100.000 adhérents, les faits parlent d'eux-mêmes, ces partis sont vraiment en dessous de tout. On défend le régime en place à Paris et à Tunis comme on peut.

Savez-vous pourquoi ils n'ont pas mobilisé leurs troupes ? Parce qu'ils sont décomposés, c'est une explication mais elle est insuffisante, il y a une raison politique à cela. Plus loin je reproduis un extrait de la charte du Parti populaire de Chokri Belaïd. En

le lisant vous comprendrez immédiatement, car son contenu et l'engagement sur le terrain de ce parti de combattre sur son programme au lieu de se contenter de paroles en l'air, est en contradiction avec la politique mise en oeuvre par ces partis. Avant d'y venir une précision, un courriel reçu et deux articles de presse.

Avant-hier plus d'un million de Tunisiens ont rendu hommage à Chokri Belaïd, selon le ministère de l'Intérieur tunisien qui a avancé le chiffre d'1,4 million de manifestants. Hier le parti islamiste Ennahda n'a pu mobiliser que quelques milliers de Tunisiens, cela donne une idée assez précise du rapport de forces qui existe en Tunisie entre ceux qui ont participé à la révolution pour obtenir une société meilleure et plus juste, et les forces de la réaction qui ont réalisé un hold-up sur le pouvoir au lendemain de la chute de Ben Ali, parti islamiste ultra minoritaire dans le pays, quasiment inexistant il y a deux ans, financé et porté au pouvoir par les impérialistes français et américains ainsi que le Qatar, les véritables assassins de Chokri Belaïd.

- Le parti islamiste Ennahda au pouvoir en Tunisie était en proie à une crise ouverte avec la menace samedi du Premier ministre Hamadi Jebali de démissionner à défaut de pouvoir former un gouvernement apolitique après l'assassinat de l'opposant de gauche Chokri Belaïd.

Cette annonce est survenue au moment où plus de 3.000 personnes manifestaient à Tunis à l'appel d'Ennahda pour désavouer M. Jebali, numéro deux du parti, qui avait exprimé dès mercredi, jour du meurtre, son souhait d'un tel cabinet refusé par la direction du parti.

"*Je présenterai l'équipe au plus tard au milieu de la semaine prochaine. Si elle est acceptée je continuerai à assumer mes fonctions, à défaut, je demanderai au président de chercher un autre candidat pour former un nouveau cabinet*", a dit M. Jebali à des médias tunisiens.

Il a ensuite souligné à l'antenne de la chaîne France 24 que "*tous les ministres seront des indépendants, y compris à l'Intérieur, la Justice et aux Affaires étrangères*", alors qu'Ennahda refuse de renoncer à ces ministères clés.

Le Premier ministre a souligné que son initiative visait à empêcher que le pays "*bascule dans le chaos et l'irrationnel*", avant de lancer à ses détracteurs: "*Quelle alternative? La loi de la jungle?*".

C'est la première fois que M. Jebali évoque sa démission. Les divisions au sein du parti opposent les modérés dont il fait partie et une frange radicale rangée derrière le chef Rached Ghannouchi.

Faute de compromis sur la nature du futur régime, l'élaboration de la nouvelle Constitution par l'ANC est paralysée.

Ces remous s'ajoutent à la multiplication des conflits sociaux en raison du chômage et de la misère, deux facteurs clés de la révolution de 2011 qui a renversé Zine Al Abidine Ben Ali. Sans oublier l'essor des groupuscules jihadistes responsables d'attaques sanglantes, dont celle contre l'ambassade américaine en septembre.

Signe que les autorités redoutent de nouveaux débordements, l'armée a été déployée samedi, la Tunisie vivant sous le régime de l'état d'urgence depuis 2011.

Le parti islamiste a nié toute responsabilité dans l'assassinat de l'opposant, alors que des milices pro-pouvoir, la Ligue de protection de la révolution, sont accusées d'attaquer opposants et militants syndicaux. AFP 09.02

Je n'ai pas voulu reproduire un passage de cet article de l'AFP pour qu'il ne soit pas noyé dans cette masse d'informations, à savoir que que selon l'AFP avant-hier seulement "*plusieurs dizaines de milliers de personnes*" se seraient mobiliser à la fois pour rendre hommage à Chokri Belaïd et exprimer leur soutien à la révolution qui n'est pas achevée, ce qui manifestement ne correspond pas à la réalité, ce qui se comprend puisque l'AFP est la voix de la pensée unique, du régime en place à Paris notamment.

Le second article relatant la situation hier soir à Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011

- Des manifestants ont incendié dans la nuit de vendredi à samedi les locaux de mouvements islamistes près de Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, alors que la Tunisie est plongée dans la tourmente après le meurtre d'un opposant.

Les manifestants ont mis le feu au siège du parti au pouvoir Ennahda et à celui d'une ONG islamiste dans la ville de Souk Jedid, à 17 km de Sidi Bouzid. Ils ont aussi incendié trois bureaux du siège de l'administration du district, ont indiqué des témoins à l'AFP. Des heurts ont aussi opposé dans la nuit à Sidi Bouzid même la police et un groupe de jeunes qui ont tenté de s'introduire dans un dépôt de la douane, a constaté un journaliste de l'AFP. Par ailleurs, par mesure de précaution, Ennahda a évacué les locaux du parti à Sidi Bouzid. LePoint.fr 09.02

Précision.

Personnellement j'ai laissé filer l'info annonçant son assassinat dont j'avais pris connaissance le 6 très tard dans la soirée puis le lendemain matin à 9h, pouquoi je n'en sais rien, en réalité j'avais téléchargé ces articles sans les lire me destinant à les traiter plus tard, c'est en vérifiant ce matin dans le dosssier où sont stockés dans le disque dur les articles de février que j'ai découvert cette erreur totalement involontaire de ma part.

Il faut dire que depuis que mon épouse est là, je vis un cauchemar au quotidien, c'est devenu invivable chez moi, si j'avais été plus jeune et dans une autre situation je l'aurais quitté immédiatement et ma décision aurait été irrévocable. Je ne cherche pas une excuse à cette erreur, j'explique dans quelle condition elle s'est produite. Je pourrais ajouter que le carter gauche de l'unité centrale de mon ordinateur est en permanence ouvert car j'ai régulièrement des problèmes, sans parler de ma connexion Internet qui recommence à se bloquer tous les matins et tous les soirs, c'est systématique avec Mozilla, un peu moins avec Explorer, quand le trafic est le plus dense et évidemment quand je télécharge les articles de presse, ce qui fait qu'au lieu d'y passer 1h15 à 1h30 j'y passe plus de 2h et le boulot de la journée ne fait que commencer, je suis déjà épuisé, je tiens le coup au café et à la clope.

Et puis à force de vouloir en faire toujours plus, il arrive un moment où on fait des conneries. J'en fais toujours plus parce que j'ai conscience que certaines infos que je mets en ligne ne seront traitées par aucun média ou parti, par exemple, avez-vous entendu parler du survol de grandes villes en Israël par une dizaine d'avions de l'armée de l'air syrienne, évidemment que non, ni l'AFP, ni Reuters ne l'ont relayée, donc la totalité des médias l'ont ignorée et les partis aussi.

Bon, je me suis rattrapé le 8, c'est l'essentiel.

Un message reçu du parti de Chokri Belaïd, le Front Populaire

"*Merci cher camarade pour votre sollicitude.*

Vive la lutte du peuple tunisien.

Amitiés"

Ghannouchi a pris la poudre d'escampette.

Une autre info que vous ne lirez nulle part ailleurs, j'ai été la chercher en Iran. Quelle horreur s'écriront nos misérables procureurs pourris par leur dogmatisme et qui se font volontiers les complices de nos bourreaux.

- Rached Ghannouchi a pris un vol de Tunisair, à 14h35, de l'aéroport Tunis-Carthage, en direction de Londres. Il a atterri à l'aéroport de Londres Heathrow, à 16h50. Sa propriété londonnienne a été placée sous haute protection policière par la police britannique. french.irib.ir 07.02

Extraits. Projet de la charte politique du Front Populaire - 26 septembre 2012

1. La question nationale et démocratique :

L'édification d'un régime républicain, civil et démocratique, qui soit au service du peuple et qui

réalise une indépendance effective du pays ;

se fonde sur le principe de la souveraineté du peuple, laquelle apparaît dans l'élection de toutes les institutions du pouvoir au niveau national, régional et local, avec la possibilité de les contrôler, de leur demander des comptes et, éventuellement, de les destituer ;

repose sur la séparation des pouvoirs et la nécessité de leur équilibre ;

assure l'indépendance de l'autorité judiciaire selon les critères internationalement reconnus ;

garantit la neutralité de l'État à l'égard des partis et des forces politiques ainsi que sa gestion démocratique ;

garantit les libertés publiques et individuelles et notamment la liberté de pensée, de création et d'expression, ainsi que celle de la presse, de l'information et de la diffusion ; de même que la liberté de s'organiser, de circuler, de protester, de manifester et de

faire grève ; il garantit aussi bien les conditions matérielles de leur exercice ;

réalise l'égalité totale et effective entre l'homme et la femme et reconnaît l'égalité des chances entre eux dans tous les domaines et les lieux et protège les acquis de la femme ; il consolide et promeut le Code du statut personnel et combat toutes les formes de discrimination et de violence physique et morale à son encontre ;

établit une séparation entre le religieux et le politique et garantit la liberté de conscience et la liberté de culte et de sa pratique, et combat toute forme d'instrumentalisation politique de la religion, des lieux de culte, des institutions religieuses, éducatives et culturelles, ainsi que les institutions du travail social, et leur exploitation à des fins sectaires ou partisanes ;

mène une politique étrangère indépendante et nationale, reposant sur le soutien à la résistance nationale en Palestine, en Irak et au Liban, ainsi que le soutien à tous les mouvements de libération nationale et d'émancipation sociale dans la patrie arabe et le monde, de même que le soutien aux révolutions arabes et la lutte contre toute intervention étrangère qui les menace, la criminalisation de toutes les formes de normalisation des relations avec l'entité sioniste et les mouvements racistes ; il œuvre à la réalisation de l'unité arabe sur la base des principes de liberté, d'égalité, de dignité, de démocratie et de justice sociale.

2. La question économique et sociale :

L'édification d'une économie nationale, indépendante, équilibrée et cohérente, qui assure la souveraineté du peuple sur les richesses du pays, garantisse une croissance effective pour toutes les régions et repose sur une distribution juste des richesses de façon à satisfaire les besoins fondamentaux du peuple dans les domaines matériel et moral ; ce qui suppose les procédures suivantes :

la révision des accords préjudiciables aux intérêts du pays et à son indépendance,

la nationalisation des secteurs stratégiques et la garantie de leur gestion démocratique et efficace,

la nationalisation des entreprises confisquées et l'interdiction de leur cession au capital étranger,

la promotion d'une industrie nationale qui soit en rapport avec les besoins du pays, ses compétences et ses capacités,

l'annulation de la dette sur la base d'une étude minutieuse des prêts engagés par la dictature déchue,

l'instauration d'un système fiscal juste et transparent,

une réforme agraire au profit des paysans pauvres et des petits paysans,

la garantie des droits fondamentaux à un travail digne, à un logement décent, à l'éducation publique gratuite et de qualité, ainsi qu'aux soins gratuits,

la garantie de la liberté syndicale et du droit de grève,

la garantie du droit de tout citoyen et des générations futures à un milieu équilibré et sain et à un environnement favorable à la santé et exempt de déchets, ainsi que la lutte contre la pollution et la concentration des efforts sur les énergies renouvelables qui ne soient pas nocives aux êtres vivants.

3. La question culturelle et éducative :

la garantie de la liberté de création sous toutes ses formes artistique, culturelle, intellectuelle et scientifique et l'assurance des cadres et des fromes qui lui sont adéquats

l'instauration d'une culture nationale ouverte sur les autres cultures, qui soit également avantageuse à tous les citoyens sans discrimination de groupes ou de régions

la garantie des libertés académiques et la promotion des institutions de recherche scientifique avec l'assurance de leur indépendance

l'instauration d'un système d'enseignement démocratique, populaire et unifié

la garantie de la suprématie de la langue arabe, sa protection et sa promotion, ainsi que la garantie de son usage dans l'enseignement, sur les plans officiel et administratif, tout en s'ouvrant sur les autres langues

œuvrer à l'enracinement de notre peuple dans son identité nationale qui s'est formée à travers un processus historique long et varié, qui s'est enrichie et développée continuellement dans une interaction fructueuse de ses éléments civilisationnels arabo-islamiques éclairés et des acquis du progrès de l'humanité ; le combat contre toute tentative de remise en cause de son appartenance nationale, patriotique et civilisationnelle, ainsi que contre les formes de domination culturelle et tous les genres de fanatisme et d'intolérance

œuvrer à la diffusion des valeurs de la raison, des Lumières et du progrès, ainsi que des valeurs de la citoyenneté et des droits de l'homme

œuvrer à dépasser l'individualisme et promouvoir des valeurs et des rapports sociaux de solidarité au sein du peuple.

Les signataires de ce document considèrent que le principal objectif du Front est d'achever le processus révolutionnaire et d'instaurer le pouvoir du peuple à travers toutes les formes de lutte possibles, y compris les élections. Ils affirment leur disposition à réagir positivement à toutes les initiatives nationales et populaires qui s'accordent avec les orientations et les tâches du Front. Fin.

Il faut ajouter que le Front populaire s'est engagé à rompre avec le FMI et l'UE, ce qui ne figure pas au programme du Front de gauche en France.

ACTUALITÉ DU JOUR

Une journée d'action bidon en guise de mobilisation

Ce que j'avais annoncé il y a quelques jours se trouve confirmé ici.

- La CGT et FO appellent ensemble, ce qui est une première, à une journée de mobilisation le 5 mars, veille de la présentation en Conseil des ministres du projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, auquel ils entendent faire barrage, ont annoncé les deux syndicats vendredi un communiqué commun.

Signé le 11 janvier par trois centrales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) et par le patronat, l'accord sur la sécurisation de l'emploi, qui est actuellement retranscrit par le ministère du Travail dans un projet de loi, "*organise une plus grande flexibilité pour les salariés, un recul de leurs droits individuels et collectifs au bénéfice des employeurs*", estiment les deux confédérations.

Elles "*appellent leurs organisations territoriales et professionnelles à créer les conditions de la mobilisation la plus large possible au travers de rassemblements, de manifestations et arrêts de travail dans les régions, départements et localités le 5 mars prochain*". AFP 08.02

Il fait le Lepaon pour camoufler la collusion qui existe entre les dirigeants de la CGT, le gouvernement et le patronat.

Pour lui l'accord patronal infâme du 11 janvier serait seulement "*très mauvais*".

Dans ces conditions, il est normal qu'il s'en remette aux députés qui ont voté le TSCG, la "*règle d'or*", adopter le budget 2013 d'austérité, soutenus la guerre contre le peuple malien, etc. commettant une contrevérité en affirmant qu'ils ont été "*élus sur la base d'un programme électoral que l'accord ne respecte pas*", désolé, dans le programme de Hollande figurait l'engagement de prendre des mesures pour renforcer "*la compétitivité des entreprises*" afin de relancer la "*croissance*", autrement dit en faveur du patronat contre les travailleurs, ce qui figure effectivement dans l'accord du 11 janvier, contrairement à ce que dit Lepaon, Hollande a respecté à la lettre ses engagements.

Que Lepaon s'emploie à le camoufler parce qu'il soutient le gouvernement et le patronat, nous comprenons, nous ne sommes pas dupe.

- Le futur secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon lance une charge contre la politique menée par le gouvernement, estimant que le président François Hollande "*s'inscrit dans la suite de Sarkozy*", dans une interview au Journal du dimanche.

A la question de savoir si le chef de l'Etat mène une politique libérale, il répond: "*Peu importe le vocabulaire. Hollande s'inscrit dans la suite de Sarkozy, il considère, lui aussi, que le travail est un coût qu'il faut baisser*".

"*Le gouvernement a ainsi trouvé 20 milliards d'euros pour les entreprises après un coup de fil de (la patronne du Medef) Laurence Parisot et il a refusé d'augmenter le Smic. C'est l'inverse des engagements de campagne sur la justice sociale*", dit-il en référence au crédit impôt compétitivité.

Dans cette interview, le successeur désigné de Bernard Thibault dénonce à nouveau l'accord sur la sécurisation de l'emploi qu'il qualifie de "*très mauvais*".

"*Le gouvernement s'était engagé à ce que le CDI redevienne la norme, à favoriser l'accès des jeunes à l'emploi, à sécuriser le travail. Mais avec cet accord, les employeurs ont sécurisé les licenciements, les salariés n'ont aucune garantie sauf celle de voir leur salaire baisser et de renoncer aux recours juridiques*", dénonce-t-il.

Il appelle les députés de la majorité, "*élus sur la base d'un programme électoral que l'accord ne respecte pas*" à ne pas le transcrire dans la loi et réclame "*une autre négociation (...) contre la précarité et pour une vraie politique industrielle*".

Dans cet entretien, M. Lepaon tacle également son futur alter ego à la CFDT, Laurent Berger pour avoir jugé la CGT coresponsable de la fermeture du site de Goodyear à Amiens Nord, estimant ses propos "*indignes*".

"*Quand on est syndicaliste, on ne met pas au même niveau les victimes et les assassins, les salariés qui se battent et les multinationales qui font des profits. C'est une erreur de jeunesse. Pour dire cela, il ne faut pas avoir vécu un seul plan de restructuration dans sa vie*", lance M. Lepaon.

Le syndicaliste réaffirme également la nécessite de légiférer contre les licenciements dits boursiers "*pour que l'État ne laisse pas les groupes industriels faire seuls l'aménagement et surtout le déménagement de notre territoire*".

Là encore, il lance une pique contre le gouvernement estimant que "*l'État ne fait qu'accompagner les restructurations*" et n'a "*pas de politique industrielle*". (La CGT fait exactement la même chose, comme tous les syndicats d'ailleurs. - ndlr)

"*Comme le précédent gouvernement, quand on leur demande où sont les priorités, aucun ministre ne sait répondre*", dit-il. (Cela saute aux yeux : les intérêts des capitalistes. - ndlr)

Quant aux craintes d'une radicalisation des conflits sociaux, il estime qu'"*en publiant une circulaire d'alerte, (le ministre de l'Intérieur Manuel) Valls souffle sur les braises*" et "*entretient un processus de provocation pour assimiler les salariés aux casseurs*". Les services de renseignement de la police ont reçu récemment une instruction de suivre "*au plus près*" les entreprises en difficulté afin d'éviter une "*radicalisation*" des mouvements sociaux.

"*Notre volonté, ce n'est pas de casser, c'est d'améliorer le sort des salariés*", assure M. Lepaon, notant qu'"un conflit social est par nature d'une grande gravité. Il y a la détresse, la désespérance des salariés. Tout est réuni pour qu'il y ait des débordements". AFP 09.02

Traduisez "*ce n'est pas de casser*", ce n'est pas exproprier les capitalistes. Il manie l'opportunisme et le gauchisme le plus vulgaire fournissant un prétexte à Valls pour matraquer les ouvriers. Les staliniens n'ont jamais agi autrement dans le passé.

Le PCF en renfort de l'UE. Suivez le guide.

A entendre Pierre Laurent jusqu'à peu l'Union européenne n'avait rien de vraiment insupportable, ce serait seulement maintenant que "*leur Europe devient celle de l'égoïsme et non pas de la construction, mais de la déconstruction européenne*", car selon lui il faudrait revendiquer le bon boulot qu'elle a fait jusqu'à présent, ses dizaines de millions de victimes apprécieront sans doute.

Donc il considére que l'UE telle qu'elle existe est un acquis et qu'il faut surtout pas engager "*sa déconstruction européenne*", encore moins rompre avec elle ou la liquider, quelle horreur, c'est qu'il y tient le bougre !

Il y tient tellement qu'il émet le regret que face à la crise, "*au lieu de changer de cap, les forces du consensus libéral*" ont persisté dans la même voie, pourquoi parce qu'il fallait en attendre autre chose. On a là le discours du stalinien que j'ai évoqué quelques jours plus tôt si vous vous souvenez, lorsque D. Gluckstein (POI) et un militant du PCF s'adressait au gouvernement, en réalité se reconnaissait dans ce gouvernement étranger aux intérêts des travailleurs, de la même manière que l'UE est étrangère, opposée à leurs intérêts. C'est une constante au PCF depuis plus d'un demi-siècle affirmions-nous nous en avons encore ici la preuve, se tourner vers la réaction pour réaliser les revendications des travailleurs en France, au niveau de l'UE pour l'Europe, de l'ONU (et OTAN) à l'échelle mondiale, ainsi la boucle est bouclée, la chape de plomb, au lieu de les mobiliser, de rester strictement sur le terrain de leurs besoins ou aspirations.

Pour conclure, il va de soi que mettre en avant "*un véritable projet de refondation européenne qui mette le cap sur l'humain, sur*

la solidarité", dans le cadre de l'UE telle qu'elle existe puisqu'il ne faut surtout pas procéder à sa "*déconstruction*", encore moins s'attaquer aux fondements du capitalisme, revient à soutenir l'UE.

Des parlementaires européens se sont prononcer pour le rejet du budget européen adopté à Bruxelles au nom de "la compétitivité économique européenne, donc en réalité l'application à la lettre de tous les traités européens signés précédemment dont les Etats ont dû s'écarter crise oblige pour sauver l'essentiel, donc au nom des intérêts des banquiers et des multinationales, et bien Pierre Lauret tient le même discours quand il évoque la "solidarité" qui ne s'appliquerait finalement dans l'UE qu'entre banquiers, patrons ou actionnaires contre le prolétariat européen. Je vous laisse en juger.

- Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a dressé samedi un réquisitoire contre "*l'Europe de l'égoïsme*", "*au service des milieux financiers et patronaux*", et a appelé "*les forces de progrès*" à s'unir pour une Europe plus "*solidaire*", lors d'un discours au congrès de son parti.

"*La construction européenne, dans son mode ultralibéral, est aujourd'hui une machine extrêmement sophistiquée au service des milieux financiers et patronaux, et largement dominée par les intérêts des classes dirigeantes des pays les plus puissants, au premier rang desquels l'Allemagne*", a lancé, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), le patron du PCF.

Face à la crise, "*au lieu de changer de cap, les forces du +consensus libéral+ organisent la fuite en avant vers un fédéralisme centralisateur et autoritaire, seul capable à leurs yeux d'imposer l'austérité à des peuples qui la rejettent de plus en plus explicitement*", a ajouté Pierre Laurent, qui dirige aussi la Gauche européenne, une alliance de partis communistes à travers le continent.

Evoquant le budget de l'UE adopté vendredi, "*qui, pour la première fois, attaque les maigres dispositifs de solidarité existants*", il a affirmé que "*leur Europe devient celle de l'égoïsme et non pas de la construction, mais de la déconstruction européenne*".

Les dirigeants européens se sont mis d'accord vendredi sur un budget d'austérité pour les sept prochaines années, en baisse pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne.

"*Cela fait resurgir les replis nationalistes ou régionalistes, et prospérer de dangereux populismes racistes et xénophobes*", a ajouté le numéro un du PCF.

"*C'est pourquoi nous opposons à ce risque l'ambition d'un véritable projet de refondation européenne qui mette le cap sur l'humain, sur la solidarité*", a lancé Pierre Laurent, en appelant à ce que "*toutes les forces de progrès (...) joignent leurs efforts, de manière concrète, permanente et systématique*". AFP 09.02

Congrès du PCF en famille. Une mise en scène bien réglée.

Hier, ils étaient trois (de la direction du PS - ndlr) à se rendre à Saint-Denis au 36e congrès des communistes: le numéro 2 du parti et député de Seine-Maritime, Guillaume Bachelay; le député de Haute-Garonne et responsable des élections au PS, Christophe Borgel; et Luc Carvounas, sénateur du Val-de-Marne et chargé chez les socialistes des relations avec les autres formations politiques. «*Un haut niveau de représentation*» a insisté Pierre Laurent à plusieurs reprises.

Certes, à leur arrivée vendredi soir peu avant 19 heures, ils sont allés tout droit vers une salle proche de l'entrée. Pas question de traverser les allées remplies de communistes ou de faire un tour dans la plénière où se déroulent les débats... Des huées, ça aurait forcément fait mauvais genre quand on veut montrer une image de rassemblement. Là, pas de risque. Après 20 minutes d'entretien avec une délégation composée de Pierre Laurent, Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, et Francis Parny, chargé des relations avec les autres partis, les voilà devant une nuée de micros et caméras.

En pensant très forts aux futures alliances locales pour les municipales, Bachelay insiste a fond sur «*la culture commune*» que socialistes et communistes «*ont dans les collectivités*». «*La gauche est diverse mais elle ne doit pas être divisée*», poursuit le député de Seine-Maritime. Laurent acquiesce: «*Nous avons une culture commune de gestion des collectivités locales. Il serait dommageable de brader cet acquis*». Bachelay en remet une couche: «*Il faut s'inspirer de ce qui marche au plan local pour l'appliquer au plan national*».

(Le PCF s'y emploie à sa manière en se refusant de mobiliser les travailleurs contre le gouvernement et les institutions, et la CGT se partage les rôles avec les autres syndicats pour que le patronat que soutien le PS puisse appliquer sa politique, n'en demandez pas trop. La suite est du baratin pour tromper les ignorants de son propre parti. - ndlr)

Mais pas question pour le PCF de se ranger à la politique gouvernementale que soutient le PS. La veille, à la tribune, Laurent avait été clair: «*Nous ne parions en rien sur l'échec. Ce sont les choix gouvernementaux actuels qui nous font craindre cet échec et qui nous conduisent en permanence à mettre en avant des choix alternatifs crédibles.*»

(Il souhaiterait bonne chance au gouvernement qu'il ne s'y serait pas pris autrement ! - ndlr)

Le petit groupe ressort vite du hall. Quelques pas sous la pluie pour se rendre dans une autre salle pour la réception organisée par le chef du PCF. Où sont les socialistes? Bien en face de Laurent. Bien visibles. Derrière eux prend place Pascal Durand, le numéro un d'Europe Ecologie – Les Verts. «*J'essaie d'être cohérent!*» plaisante-t-il lorsque Laurent le cherche du regard depuis l'estrade.

A leur gauche, Jean-Luc Mélenchon, ex-candidat Front de gauche à la présidentielle mais aussi plus de 30 ans au PS avant de le quitter en 2008, n'a pas un regard pour ses anciens camarades.

«*On va voir Jean-Luc?*» lance d'un coup Bachelay. Avec Borgel, suivis des journalistes, les voilà près d'une table fournies en macarons auprès de leur ancien camarade. «*Je les connais d'avant et de pendant et dans les luttes je les ai vus tous les deux*», souligne Mélenchon. «*Celui-là je l'ai vu à Sanofi*», dit-il à l'adresse de Borgel, «*celui-là à Petroplus*», pour Bachelay. «*On est ensemble dans les luttes, poursuit le député européen. (Avec Mittal, Peugeot, la direction de Renault, etc. En tant que délégué syndical je les dégagerai. - Ndlr) Vous voyez, je fais aussi des compliments!*» Réponse cinglante de Borgel: «*C'est bien de le reconnaître*». Mélenchon reprend: «*On a un désaccord sur la façon de faire. Pour l'instant les électeurs leur ont donné raison.*» Bachelay du tac au tac : «*C'est bien qu'on le note tous*». Puis, cherchant un satisfecit de ses anciens camarades, Mélenchon leur lance, en souriant: «*Mais je n'ai pas démérité (…) je me suis pas mal débrouillé*», en référence à ses 11,1% au premier tour de la présidentielle. Borgel, acide: «*Oui, et à la fin on a gagné*». liberation.fr 09.02

(Un aveu de plus. Vous avez bien lu, ils sont d'accord, ils ont juste "*un désaccord sur la façon de faire*", en réalité pour tromper les travailleurs et les militants, faire passer les intérêts du patronat avant ceux des travailleurs.

Mélenchon dans le rôle de sireur de pompes de cette vermine, ce type-là n'a vraiment aucune dignité, ils sont bien issus du même parti et partage bien la même idéologie, la même morale répugnante. Et en plus il en est fier, il n'a " *pas démérité*", il ne s'est "*pas mal débrouillé*"... pour porter Hollande au pouvoir. On lui en laissera le mérite. - Ndlr)

Après l'adoption du budget de l'UE, les grandes manoeuvres ont commencé. Le numéro d'illusionnisme du Parlement européen.

- Budget européen: la bataille ne fait que commencer - L'Expansion.com avec AFP 09.02

Le Parlement européen refuse le budget en l'état nous dit-on.

Qu'en est-il en réalité ? Pourquoi le refuse-t-il ? Qu'est-ce qu'il refuse ? Dans quel sens au juste ? Les réponses.

A en croire les premiers articles de presse publiés à la suite de cet "*accord*" entre les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE, il y aurait une fronde de plusieurs groupes parlementaires au Parlement européen qui doit se prononcer sur ce budget européen pluriannuel 2014-2020. Depuis on en sait un peu plus, voyons de quoi il retourne vraiment.

- Mais les chefs des quatre principaux groupes politiques du Parlement européen ont annoncé qu'ils refuseraient d'accepter "*en l'état*" le budget pluriannuel européen qui, selon eux, "*ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne*".

(D'entrée de jeu on comprend en quoi consiste leur "*refus*", précisons pour fixer le cadre que ces "*opposant*" ont tous voté tous les traités européens depuis Maastricht, traités qui avaient justement pour objet renforcer "*la compétitivité de l'économie européenne*" en s'attaquant à tous les acquis ou droits sociaux des travailleurs en Europe, ils estiment donc que si la compétitivité de l'économie européenne, en réalité celle des entreprises et des banques n'a pas atteint cet objectif, c'est parce que les gouvernements n'ont pas appliqué à la lettre cette politique réactionnaire et qu'il leur reste encore du boulot à faire, les incitant à s'y mettre sans plus tarder. Evidemement, vous ne trouverez pas telle quelle cette explication, c'est ce qui ressort de leur discours - Ndlr)

- "*Cet accord ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne. Au contraire, il ne fera que l'affaiblir. Ce n'est pas dans l'intérêt des citoyens européens*", ont estimé dans un communiqué commun Joseph Daul (PPE, conservateurs), Hannes Swoboda (socialistes), Guy Verhofstadt (Libéraux), Rebecca Harms et Daniel Cohn-Bendit (Verts). "Le Parlement européen ne peut accepter en l'état l'accord trouvé aujourd'hui au Conseil européen.

(Bien entendu, il faut présenter l'affaire au nom des "*intérêts des citoyens européens*" que l'UE n'a eu de cesse de broyer depuis qu'elle existe. - Ndlr)

- "*Nous regrettons que M. Van Rompuy, le président du Conseil européen, n'ait pas parlé, ni négocié avec nous au cours des derniers mois*", ont indiqué les parlementaires. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens se sont mis d'accord vendredi, à l'issue d'un sommet marathon, sur un budget d'austérité pour les sept prochaines années, en baisse pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne."*C'est maintenant que les véritables négociations vont commencer, avec le*

Parlement européen", ont prévenu les parlementaires. "Nous maintiendrons les priorités que nous avons clairement indiquées à plusieurs reprises", ont-ils insisté.

(En réalité, ils regrettent de ne pas avoir mis la main à la pâte en collaborateurs zélés de l'oligarchie financière qu'ils sont. Cela se comprend, à 27 ils ont eu toutes les peines du monde à parvenir à un accord boîteux, alors imaginez un peu ce qu'il en aurait été avec quelque 700 députés représentant chacun les intérêts corporatistes des couches qu'ils représentent. Tout cela n'est qu'un numéro d'illusionnisme pour masquer les contradictions auxquelles ils doivent faire face, entre leur subordination total au capital et les intérêts de leurs électeurs qui n'y trouveront pas leur compte, il leur faut mettre en scène cette mascarade pour qu'une fois broyés leurs intérêts ils n'apparaissent pas comme leurs réels fossoyeurs, ils auront fait de leur mieux dans une situation difficile qui ne relève pas de leur compétence et le tour est joué. - Ndlr)

- Selon les chefs des quatre principaux groupes du Parlement européen, le budget adopté par les dirigeants des 27 va mener "*à un déficit structurel*". Ils ont souhaité une révision de ce budget d'ici deux ou trois ans en expliquant qu'ils ne pouvaient accepter "*un budget d'austérité pour sept ans*" et appelé à la mise en place de véritables nouvelles ressources propres pour le budget européen qui viendraient progressivement remplacer le système actuel fondé sur les contributions nationales. Le Parlement européen se prononcera sur le budget lors de sa session plénière en juillet. Sans l'accord du Parlement, le budget ne pourra pas entrer en vigueur.

(Pas de souci à se faire de côté-là, il l'adoptera et se partageront les rôles de la même manière que les partis et les syndicats le font dans leur pays respectif, ils ont acquis une solide expérience en la matière, on peut leur faire confiance sur ce point. Quant aux nouvelles ressources qu'ils réclament, ce pourrait être un impôt européen qui ne se substituerait pas forcément à la contribution des Etats, cela c'est ce qu'ils prétendent, mais qui s'y ajouterait, un impôt supplémentaire que les travailleurs paieraient en échange de l'engagement de l'UE à soutenir toutes les guerres préméditées ou engagées par l'impérialisme américain par exemple. Après la bonne volonté qu'a manifesté Hollande en portant la guerre au Mali, ils n'ont pas trop exigé de la France lors de ces négociations de marchands de tapis, car en réalité cette guerre ne va pas servir exclusivement les intérêts des multinationales françaises... Il faut penser la politique et les mesures qu'ils sont amenées à prendre à l'échelle mondiale sinon on peut commettre des erreurs d'appréciation ou ne rien comprendre.

Et puis, quand on voit que dans ces "*opposants*" au budget européen figure le très réactionnaire Daniel Cohn-Bendit, suppôt déclaré et zélé d'une europe fédérale, qui exige que les Etats abandonnent leur souveraineté, on aura compris qu'en rejetant "un budget d'austérité pour sept ans", en réalité ils en réclament un encore plus sévère pour les décennies à venir. Maintenant il est certain qu'ils peuvent avoir conscience que cela ne fera qu'alimenter la crise du capitalisme et celle de l'UE, mais ont-ils vraiment le choix, existe-il pour eux une autre alternative, chacun de nous sait bien que non. Ou alors il faudrait qu'ils rompent avec l'impérialisme américain et son oligarchie financière qui mène cette danse infernale, vous avouerez que c'est une question grotesque, que c'est totalement impossible. - Ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

C'est toujours mieux que le syndicalisme ou la politique...

- "*J'ai choisi la spiritualité pour m'aider dans mon travail*" - L'Express.fr

Vous me direz qu'avec le niveau de décomposition atteint par les syndicats et les partis ouvriers, il y a de quoi s'en détourner, à croire que c'est voulu, non ?

Offensive contre les fonctionnaires.

- Rémunérations et avantages chez EDF: la Cour des comptes s'interroge - AFP

- Idée reçue : la fonction publique aurait la sécurité de l'emploi mais serait mal payée - Atlantico.fr

La farce (espagnole) du jour.

- Mariano Rajoy se défend en publiant sa feuille d'impôts - Reuters

Parce que voyez-vous s'il avait touché des pots de vin, ils devraient y figurer !

On ne s'en serait pas douté.

- Lieberman juge un accord de paix israélo-palestinien impossible - Reuters

- L'armée US compte garder des troupes suffisantes en Afghanistan - Reuters

Haut de page

Le 11 février

CAUSERIE

En principe le lundi est mon seul jour de congé de la semaine au cours duquel je dois régler des affaires personnelles, aussi je n'ai pas le temps de mettre en ligne l'article et les vidéos dont je vous ai parlé hier, ce sera pour demain ou dans deux jours.

Je vais de découverte en découverte sur ce qu'on nous a caché et j'en suis stupéfait. Je vais consacrer plus de temps à faire des recherches et il se pourrait que je consacre une partie de mon petit budget à acheter quelques livres.

Hier soir j'ai passé encore plus de 2h à formater mes causeries et corriger les nombreuses erreurs qu'elles comportaient, parfois j'ai même oublié ou confondu une partie de certains mots, j'ai écrit enseigne au lieu d'enseignant par exemple.

Secret défense, secret bancaire, secret comptable, secret commercial et... "***secret***" industriel.

On aurait envie d'en rajouter une couche : qui complote, qui conspire ?

En voilà une affaire qui tombe à pic, du cheval à la place du boeuf, cela aurait été du porc on aurait pu comprendre puisque les juifs et les musulmans n'en mangent pas.

En revanche la fraude sur l'origine et la qualité de la marchandise est plus grave, mais là aussi l'hypocrisie des autorités est à son comble, les contrevenants ne risquent presque rien, en vertu du Code de la consommation, les dirigeants d'une multinationale de l'agroalimentaire qui se livrerait à une malversation encourent seulement deux ans d'emprisonnement (avec sursis avec les avocats qu'ils peuvent se payer) et 37 500 euros d'amende qui est une somme ridicule.

En réalité, il s'agit d'une pratique ou d'un trafic très répandu, encouragé par le législateur et la faiblesse des sanctions.

- Sur la seule filière viande, 650 entreprises sont surveillées systématiquement.» Selon nos informations, les agents de la DGCCRF ont prélevé à l'occasion de leurs «descentes» 34 500 échantillons alimentaires en 2012, donnant lieu à 250 000 analyses effectuées dans sept laboratoires spécialisés. Dans le lot, les limiers en blouse blanche ont mené 16 000 analyses bactériologiques et 7 500 analyses sur la «*loyauté des produits*» pour débusquer d'éventuelles tromperies. Une fois sur trois, ces vérifications révèlent des tromperies sur l'origine des marchandises. Le cas des lasagnes à la viande de cheval semble être passé entre les mailles du filet.

Si dans un tiers des cas les vérifications ont révélé des fraudes, cela signifie qu'elle est répandue à grande échelle pour ne pas dire généralisée. D'ailleurs on se demandera comment des chefs d'entreprises peuvent se lancer dans des trafics à des échelles gigantesques en estimant le risque de se faire prendre aussi faible. Un jour on apprendra peut-être que pendant des décennies la corruption a fonctionné dans ce secteur d'activité économique, qui sait.

- «*Débutées en 2011, les investigations ont en outre démontré que 100 tonnes de poissons d'élevage et sauvages (anguilles, crevettes, brochets…), ont été commercialisées avec des actes de tromperie sur l'origine et sur les qualités substantielles, ont précisé l'Oclaesp et la DGCCRF. Par ailleurs, une commercialisation frauduleuse de plus de 5 millions de bouteilles de vin, a rapporté sur trois ans, 2,744 millions d'euros aux auteurs.*». Au regard de la sanction qu'ils encouraient, ils ont réalisé un énorme profit.

Et le pire ou le plus malheureux dans cette histoire, c'est qu'ils ne craignent même pas cette mauvaise publicité et que les consommateurs cessent de consommer leurs produits, tellement ils sont subordonnés à cette société de consommation qui creuse un peu plus chaque jour leur tombe. Là on ne peut pas incriminer l'ignorance des masses, mais leur manque totale de discernement, leur incapacité à manifester leur indépendance d'esprit et à prendre une décision relevant de la volonté, comme si ils étaient totalement soumis à la société quoi qu'elle fasse.

Mais qui est à l'origine de la réglementation aussi laxiste ? Devinez.

- L'Union préconise... l'autocontrôle des industriels ! - Le Point.fr

Le scandale ne fait que commencer et il faut souligner le fait que l'Europe accepte un laisser-faire surprenant dans la mesure où elle n'a pas réussi à imposer une vraie traçabilité des produits alimentaires dans les plats composés. La mention de l'origine du pays des divers ingrédients n'est même pas obligatoire grâce, entre autres, au lobby intense des industriels, alors même que l'alimentation industrielle tend vers une industrie d'assemblage. Quant à la Commission européenne, elle est favorable à plus d'autocontrôle de la part des industriels ! Avec certainement parmi les arguments, peut-être soufflés par les lobbyistes, qu'il faut soulager les autorités sur le plan financier. Or, c'est bien par le contrôle des autorités luxembourgeoises puis anglaises que la supercherie a été détectée concernant l'étiquetage trompeur.

Lefoll complice du "*secret*" industriel à défaut de l'abolir.

- Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire Stéphane Le Foll a affirmé que tout cela n'était pas acceptable : "*Il faut faire respecter une chose simple, ce qu'on inscrit sur une étiquette doit être conforme à ce qu'il y a dans le produit. (...) Il doit y avoir correspondance entre le contenant et le contenu.*" Le contenant, c'est la boîte, et le contenu, ce qu'il y a dedans. Or, M. Le Foll n'est pas sans savoir que l'on ignore la composition d'un grand nombre de produits alimentaires consommés par des millions de gens au nom du "*secret*" industriel, certains revendiquant même cet aspect sur le plan marketing.

Le soupçon concernant la présence de viandes issues de l'équarrissage existe, reste aux organismes de contrôle nationaux et européens à infirmer ou confirmer cette hypothèse. Le Point.fr par le Dr Laurent Chevallier 10.02

Un véritable gouvernement ouvrier abolirait le secret défense, comptable, commercial, industriel, etc.

Au-delà du boeuf et du cheval, le porc est à l'honneur en Grèce.

Je précise que cette info nous a été transmise par le portail okeanews.fr proche de Syriza, donc des gens modérés et non des anarchistes ou des extrêmistes de gauche, ce qui au passage témoigne de la radicalisation politique en cours en Grèce.

- "*Batsi, gourounia, dolofoni !* " est le slogan classique lors des manifestations. Suite à l'actualité des derniers jours qui a -encore- montré les dérives dans le fonctionnement de la police en Grèce, petit retour sur des exemples de ce slogan.

Partage et traduction d'une suite de messages laissés dans les toilettes d'un petit restaurant/bar à Athènes. Sous le texte en grec, une version simili phonétique pour retranscrire la rime.

Quelques extraits.

- "*Mon dos est cassé et la douleur augmente Flics porcs assassins*"

- "*Vous nous avez rendu alcooliques et il n'y a presque plus d'alcool Flics porcs assassins*"

- "*J'en ai marre de vous aimer et la patience se termine Flics porcs assassins*"

- "*Mon dos ne me fait plus mal, plus rien ne peut vous sauver Flics porcs assassins*" okeanews.fr 10.02

ACTUALITE EN TITRES

Opération diversion

- Lasagnes au cheval: Les produits Findus retirés des rayons, le gouvernement annonce une réunion de crise - 20minutes.fr

- Des milliers de personnes au Carnaval de Dunkerque, entre fête et tradition - AFP

- Goodyear Amiens: "*Nous allons imposer*" le sauvetage affirme l'avocat de la CGT - AFP

Tout ce qu'on vous cachait sur leur vieux monde hideux

- Kaboul reconnaît la pratique de la torture dans ses prisons - AFP

- Au-delà du cheval : des produits d'équarrissage dans les plats cuisinés ? - LePoint.fr

Mali. Une preuve accablante.

- Mali : les Français assurent mener des raids chirurgicaux - LeFigaro.fr 10.02

- La France cache les « dégâts collatéraux » de ses raids aériens sur le Mali - Réseau Voltaire 09.02

Extrait de cet article.

Au sujet du nombre de victimes, le correspondant de Russia Today cite en exemple le cas précis d'un des 25 villages qui composent la localité malienne de Konna.

« *Le bilan final de la libération est en tout cas déplorable. Selon notre enquête, l'armée de l'air française a fait seulement deux morts parmi les rebelles. Mais, c'est la population qui a payé la facture la plus lourde : 14 civils ont trouvé la mort sous les bombes françaises* », rapporte le correspondant de Russia Today [Voir la vidéo.].

« *Au moment du bombardement, je n'étais pas chez moi. J'étais en train de prier quand on est venu me dire que ma famille avait été bombardée. Ils ont détruit tout que j'avais : ma famille et mes moyens de subsistance* », a dénoncé devant la caméra de Russia Today , Idriss Méïga, un paysan de Konna dont la femme et les 3 enfants (âgés de 11, 10 et 6 ans) ont été tués dans un des raids aériens français.

Toujours à Konna, le correspondant de Russia Today rapporte aussi la tragédie de la famille Kampo. « *Quand les bombardements ont commencé, toute la population s'est enfuie, effrayée. La famille Kampo a perdu 2 de ses enfants, noyés alors qu'ils tentaient d'échapper aux bombardements.* »

Abdoul Kappo explique pour sa part que sa famille a dû prendre en charge les 3 enfants d'une mère tuée dans les bombardements. « *Les petits sont arrivés en courant et nous ont dit que leur mère avait été tuée. Je les ai accueilli chez moi. Leur mère est morte après avoir agonisé pendant une heure. Elle nous a laissé les 3 petits. Maintenant, ils n'ont que nous* », explique Abdoul Kampo.

Le reportage indique aussi que des voix commencent à se faire entendre au Mali pour rappeler que les crimes de guerre commis par n'importe quel belligérant doivent être pris en compte et punis en vertu de la Convention de Genève de 1949.

Evidemment vous ne trouverez pas ces informations dans Le Monde, Le Figaro, Le Point, L'Express, Le Parisen ou Libération et autres médias à la solde de l'impérialisme français et américain

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Le Drian rencontre à Doha le chef de guerre des djihadistes qui terrorisent la population syrienne, malienne...

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a rencontré dimanche à Doha le prince héritier Tamim ben Hamad Al Thani, à l'occasion d'une brève visite durant laquelle il devait évoquer l'intervention militaire française au Mali critiquée par le Qatar.

M. Le Drian a remis au prince héritier un message du président François Hollande adressé à l'émir du Qatar Hamad ben Khalifa Al Thani, a annoncé l'agence officielle QNA en affirmant qu'il portait sur "*les relations bilatérales et les questions d'intérêt commun*".

Le Qatar est "*un client privilégié de la France*" dans le domaine de l'armement, selon le ministère français de la Défense qui a souligné que depuis 2007 les "*prises de commandes se sont élevées à 450 millions d'euros pour 200 millions d'euros de matériels livrés*".

Du 16 février au 7 mars, un exercice commun, baptisé Gulf Falcon 2013, doit rassembler au Qatar quelque 1.300 militaires français et autant de soldats qataris, avec la participation de forces terrestres, maritimes et aériennes. AFP 10.02

Business is business, de guerre, ou la véritable nature du PS...

Gaucheritude. Une bonne intention... purement électoraliste.

Un mot d'ordre qui ne devrait pas déplaire à Hollande.

- Le leader de «*Maintenant la gauche*», Emmanuel Maurel, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann et le député Jérôme Guedj ont présenté samedi à Paris, devant plusieurs centaines de cadres de leur courant, une résolution intitulée «*le tournant de la relance, c'est maintenant*.»

Ils feignent de ne pas avoir compris que "maintenant" c'était déjà hier, et que le "*changement*" avait déjà eu lieu dans la mesure où Hollande et son gouvernement ne peuvent pas appliquer une autre politique sans affronter et rompre avec l'oligarchie financière qui détient le pouvoir, parce qu'ils n'en auront jamais la volonté en étant finalement leurs représentants.

- Selon eux, c'est «*maintenant*» qu'il faut changer de politique, parce que «nos concitoyens perdent espoir» et «*qu'il appartient à la gauche de répondre à l'urgence sociale*». Face aux plans sociaux, «*Maintenant la gauche*» préconise un volontarisme «*sans faille*» de l'État. Et pour redonner du pouvoir d'achat aux salariés, elle propose une revalorisation du smic, un blocage de la hausse des loyers, ou encore l'interdiction des licenciements boursiers.

Revaloriser le smic et interdire les licenciements boursiers serait remettre en cause l'essence même ou les mesures contenues dans l'accord paronal du 11 janvier 2013, afin de permettre aux entreprises de gagner en compétitivité vous répondront en choeur Hollande et Parisot, impensable, c'est indispensable pour lutter contre le chômage ajouteraient Hollande, Ayrault, Sapin et Parisot, vous pouvez ajouter Berger. Et puis ce serait s'attaquer aux privilèges exorbitants des rentiers du CAC 40, aux banquiers qui contrôlent les multinationales, qui sont bien décidés à ne rien céder.

Diable, en voilà une idée farfelue, vous n'y pensez pas un instant, rassurez-nous, ce n'est pas sérieux, ils nous déclareraient la guerre et là nous devrions affronter une situation mille fois plus difficile, vous n'y tenez pas n'est-ce pas, et bien nous non plus, nous aurions tout à y perdre y compris les travailleurs qui font l'objet de notre part d'une attention de tous les instants et la boucle est bouclée.

Où voulaient-ils en venir, quelles sont leurs véritables préoccupations, vous avez dû vous poser cette question, n'est-ce pas, voici la réponse, donnons leur la parole.

- Pour ce courant du PS, qui pèse à hauteur des 28 % obtenus au congrès de Toulouse face à la «motion 1» portée par Harlem Désir, il en va des futurs succès électoraux de la gauche, qui ne peut se permettre de se couper des couches populaires. «*Envoyons des signaux à notre électorat*», a ainsi plaidé Emmanuel Maurel.

Ils ont lâché le morceau, la suite est du même tonneau où le confirme.

- Elle (la "*gauche*" du PS qui lui est à droite- Ndlr) compte se faire entendre aussi sur l'accord du 11 janvier sur l'emploi, qu'elle juge «*déséquilibré*» en faveur des patrons. Et prévient qu'elle ne souhaite pas que le texte soit «présenté en l'état devant le Parlement». «*Le TSCG, le crédit d'impôt et l'accord emploi ont un point commun: le social-défaitisme*», a résumé le nouveau leader de l'aile gauche, qui a supplanté Benoît Hamon, réduit au silence depuis qu'il est ministre. «*Le PS devrait créer un rapport de forces favorable aux salariés. Il n'a pas fait ce choix*», a encore regretté Maurel.

Comme quoi ils sont parfaitement conscients d'appartenir à un parti pourri jusqu'à la moelle, mais qu'ils ne quitteront pas pour autant, car leur présence sert à le légitimer, à le faire passer pour ce qu'il n'est pas. Mais alors pourquoi agissent-ils ainsi ? Pardi, parce qu'ils sont subordonnés au régime, au capitalisme, aux institutions et que leur survie dépend en grande partie de l'attitude du PS qui les soutient ; rompre avec le capitalisme serait rompre avec le PS ou rompre avec le PS et son idéologie serait porter un coup au régime auquel ils sont viscéralement liés, dans les deux c'est impensable puisque leurs intérêts individuels, leurs carrières en dépend. La limite de la soi-disant gauche du PS s'arrête aux portes du régime et des institutions, voilà la vérité.

La suite ne fait que le confirmer.

- Rassemblés samedi à l'Assemblée nationale, dans une salle bondée, les cadres du courant ont, à leur tour, fait remonter leurs inquiétudes. Une cadre de banlieue parisienne s'inquiète, elle aussi, des «*renoncements*» de Hollande: «*Nos électeurs attendent autre chose de la gauche!*» Il y a une grogne qui monte. Si l'on n'y prend garde, on risque gros.» Élodie, venue d'Ardèche, va plus loin: «*Les gens sont déçus. Ils se demandent ce qu'ils font au PS. Ils ont l'impression d'être trahis. Il faut peser sur la ligne du gouvernement. Sinon on va dans le mur.*». lefigaro.fr 10.02

Même pas le mur de la honte, puisqu'ils ont démontré qu'ils n'étaient même pas capable d'en éprouver.

Commentaire d'un internaute

- "*Soyez réaliste.. si nous avons un gouvernement de gauche alors pourquoi ne prend-il pas le contrôle des banques et autres institutions financières??? ils sont donc de droite! autre preuve irréfutable, ils n'arrêtent pas de matraquer les petits contribuables!!*"

Si vous le dites... C'est l'évidence même, allez donc raconter cela aux dirigeants du FdG, du POI, du NPA, de LO, etc. ils vous répondront en choeur : mais non, mais non le PS a une origine ouvrière, il est de gauche, il le sera éternellement...

En famille "***au coeur de la gauche***".

Pierre Laurent : "*Il va falloir faire avec nous, comme on est*" assure-t-il, soulignant que son mouvement était "*au coeur de la gauche*", avec le PS, le MRC, le PRG, EELV qui par leur votes au Parlement ont démontré (si nécessaire) depuis 6 moins qu'ils étaient de gauche, d'ailleurs tout comme l'UMP et l'UD qui soutenaient également le TSCG, la "*règle d'or*", etc.

Le PS et ses satellites d'un côté, l'UMP et les siens d'un autre côté, ajoutez le Front de gauche, soutiennent et appliquent la même politique antisociale et réactionnaire, plus qu'un consensus, ils forment ensemble une sorte d'union nationale plus que rampante, latente, c'est-à-dire qui existe en permanence, on a pu l'observer lors de l'adoption du TSCG par Hollande et le PS alors qu'il avait été préparé par Sarkoszy et l'UMP, ou encore à propos de la Libye, de la Syrie, du Mali, l'affaire du mariage des homosexuels par exemple étant là pour brouiller les pistes

Quant au Front de gauche auquel participe le PCF, après avoir rappelé que le PS et le PCF faisait toujours partie de la même famille, alors que le PS fait aussi partie de la famille de l'UMP, Pierre Laurent a réaffirmé une nouvelle fois à sa manière que son mouvement n'était pas dans l'opposition au gouvernement, mieux qu'il oeuvrait à le soutenir : "*Nous ne sommes pas cantonnés dans l'opposition, nous sommes plus que jamais une force de rassemblement*", répète Pierre Laurent.

D'une déclaration à l'autre car ils se partagent les rôles, ils s'emploient ensuite à sauver les apparences.

C'est ainsi que Marie-George Buffet a déclaré "*mais que veulent-ils au PS ? Ils espèrent nous faire rentrer à la niche?*", pas besoin, vous n'en êtes jamais sortis ou cela aurait été pour mieux y rentrer après une crise de gauchisme savamment dosée, car prétendre représenter les intérêts des travailleurs et soutenir les partis qui ont voté le TSCG n'est pas sans contradictions qu'il faut gérer tant bien que mal. (source : AFP 10.02)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

La Tunisie, confrontée aux retombées politiques de l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd, était plongée dans l'incertitude dimanche, avec un Premier ministre en conflit avec son parti islamiste et des ministres proches du président laïc menaçant de démissionner.

Les cinq membres du gouvernement issus du Congrès Pour la République (CPR), le parti du président Moncef Marzouki, ont fait savoir qu'ils annonceraient lundi s'ils démissionnaient faute d'avoir obtenu dans la semaine le limogeages de deux islamistes ministres de la Justice et des Affaires étrangères.

"*Pour le savoir, on donne rendez-vous demain au local du CPR pour une conférence de presse*", a déclaré à l'AFP le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Hédi Ben Abbès, un dirigeant du CPR.

Un autre responsable du parti, Chokri Yacouk, a déclaré à l'agence officielle TAP que l'instance dirigeante du CPR se prononçait en faveur d'une démission collective.

L'armée était toujours déployée et les forces de l'ordre sur le qui-vive, même si les heurts entre policiers et manifestants, déclenchés après l'assassinat de M. Belaïd mercredi, ont quasiment cessé, à l'exception d'échauffourées nocturnes à Gafsa et Sidi Bouzid (centre) et à Kebili (sud). Un policier a été tué et 59 autres ont été blessés, selon un bilan officiel.

La classe politique et la rue attendent le résultat du coup de poker de Hamadi Jebali, numéro 2 d'Ennahda, qui a pris de court son

parti et ses alliés laïcs de centre-gauche en annonçant préparer la création d'un gouvernement de technocrates pour éviter au pays "*le chaos*" après l'assassinat de Belaïd dont sont accusés, sans preuve, les islamistes.

Vilipendé par son propre camp mais soutenu par l'opposition laïque, le Premier ministre islamiste a menacé samedi de démissionner s'il ne parvenait pas à former avant le milieu de la semaine prochaine un cabinet de personnalités "*sans appartenance politique*".

Il a précisé que les ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères devaient changer, alors qu'Ennahda refuse depuis des mois de lâcher ces postes. Les futurs membres du cabinet devront aussi s'engager à ne pas participer aux prochaines élections, selon M. Jebali.

Des responsables d'Ennahda, dont l'instance dirigeant était réunie dimanche, estiment que M. Jebali devra obtenir la confiance des députés de l'Assemblée nationale constituante (ANC), où les islamistes sont en position de force avec 89 sièges sur 217.

L'intéressé, un modéré dans son parti, a rejeté cet argument, assurant que l'ANC, en l'intronisant à la tête du gouvernement en décembre 2011, lui avait donné le droit de remanier son équipe.

Un groupe d'experts réunis samedi par la présidence a semblé lui donner raison, selon un communiqué du palais de Carthage.

En effet, selon la loi d'organisation provisoire des pouvoirs publics, le chef du gouvernement peut "*créer, modifier et supprimer les ministères et les secrétariats d'Etat, et fixer leurs attributions et prérogatives, après délibération du Conseil des ministres et information du président de la République*".

Mais la frange radicale d'Ennahda a prévenu qu'elle était prête à descendre dans la rue pour défendre la "*légitimité des urnes*", laissant présager la persistance des difficultés de la Tunisie à se stabiliser deux ans après la révolution de 2011, mais aussi une scission des islamistes.

Un premier rassemblement samedi à Tunis a réuni quelque 3.000 personnes. Et dimanche, les manifestants islamistes étaient un millier à Gafsa (centre).

"*Ce rassemblement modeste (...) prouve que dans la bataille de la rue, nous ne serons pas vaincus*", a déclaré Lotfi Zitoune, un proche du chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi.

Entre la division des islamistes, un boycott de l'ANC par quatre courants de l'opposition depuis le meurtre de Belaïd et les désaccords de principe sur la nature du futur régime, la rédaction de la Constitution reste dans l'impasse.

Or, sans loi fondamentale, les élections promises par M. Jebali ne peuvent avoir lieu, alors que la colère gagne régulièrement la rue depuis des mois faute de réformes économiques et sociales répondant aux revendications de la révolution qui a renversé Zine Al Abidine Ben Ali.

Sans oublier l'essor des groupuscules jihadistes responsables d'attaques sanglantes dans le pays. AFP 10.02

Haut de page

Le 12 février

CAUSERIE

Ici en Inde du Sud il n'y a pas eu de mousson cette année et cela va être un gros problème. Pas une goutte d'eau depuis octobre, alors que la mousson a lieu entre la mi-octobre et la mi-janvier. La température est remontée, on recommence à crever de chaud l'après-midi.

J'ai encore passé ma soirée d'hier à visionner et télécharger des vidéos. On verra cela demain, si j'ai le temps.

En attendant une réflexion.

Généralement lorsque les intellectuels ne partagent pas une idée, une analyse ou une position, ils se bornent à la critiquer. Moi je vais plus loin, j'en fourni une signification politique, ce qu'à mon avis devrait parvenir à faire tout militant. C'est ce

distingue fondamentalement l'intellectuel du militant.

Le premier fourni des analyses contradictoires en laissant le soin à ses lecteurs d'en penser ce qu'ils veulent, d'adhérer à l'une ou l'autre comme si finalement cela n'avait aucune espèce d'importance, la portée du travail de l'intellectuel est purement conceptuel, du domaine des idées et ne sort pas de ce cadre, il vous dira ce qu'il a bien envie de vous dire, au compte-gouttes ou en se faisant prier parfois, sans vous en dire davantage, à vous de deviner pourquoi il tient tel ou tel discours et ne comptez pas sur lui pour vous éclairer. Tandis que le militant poursuit un autre objectif, il se destine à changer le monde, donc la portée de ses analyses doit avant tout être pratique et pouvoir se traduire en terme d'actions.

Dans le cas d'un intellectuel, vous n'avez pas besoin de connaître les tenants et les aboutissants de ses analyses, ni de savoir qui il est ni d'où il vient, vous n'êtes pas dans le cadre d'un rapport pratique qui nécessiterait qu'une confiance s'instaure entre vous, vous prenez ce que vous voulez et vous laissez le reste de côté, cela n'a aucune espèce d'importance pour lui comme pour vous. En fait, vous prenez ce qu'il veut bien vous donner, et s'il y a des lacunes dans son discours, il demeure le seul à en juger, à répondre ou non à vos questions selon son humeur du moment.

Il se comporte en dominateur, il se considère supérieur à vous, il fonctionne comme la plupart des penseurs idéaliste en circuit fermé, tout ce qui ne figure pas dans son système de pensée ou peut le contrarier il l'ignore ou le rejette. Il procède par abstraction ou en recourant à une suite d'abstractions qu'il associe entre elles ou enfile comme des perles sur le fil de la conviction qu'il s'est forgée et qui assure la cohérence de sa pensée. Qu'il se rompe et toute sa construction s'écroule comme un château de sable, alors si l'idée vous en vient de lui soumettre une idée qui pourrait entraîner une telle rupture, autant dire qu'il préfèrera rompre avec vous au lieu de se remettre en cause puisqu'il en est incapable. Je relate une expérience ici que j'ai faite récemment, vous l'aviez sans doute deviné.

Dans le cas d'une relation avec un militant c'est totalement différent, il s'agit d'une relation beaucoup plus exigeante qui nécessite de savoir à qui on a affaire dès le départ, qu'il nous livre ou qu'on perçoive ses véritables intentions, on est en droit d'exiger qu'il aille au bout de ses analyses sans se soucier des conséquences que cela peut entraîner, on est en droit de savoir si on peut avoir confiance en lui à défaut de saisir parfaitement son discours, pour ensuite mener le combat politique avec lui. On n'est pas là dans le cadre de la spéculation intellectuelle ou de l'échange gratuite d'idées, mais dans celui d'un engagement qui aura une conséquence sur le cours de notre existence et celui de nombreuses personnes. On est là dans le domaine de l'action et non de la réflexion passive.

On ne peut pas se permettre de dire n'importe quoi ou de s'accrocher désespérément à une idée qui ne tient pas la route au risque d'induire un travailleur ou un militant en erreur. On se doit d'être constamment en alerte, vigilant quant à la qualité des informations dont on se fait le relais et en cas d'erreur on se doit de rectifier le tir sans délai. On se doit de se tenir informé et de ne pas prendre pour argent comptant ce qu'on nous raconte, de procéder à des vérifications, des recherches éventuellement, encore faut-il en avoir le temps évidemment, c'est délicat car ce n'est pas toujours le cas, quand c'est impossible matériellement, on doit noter quelque part une question à laquelle on n'a pas trouvé de réponse satisfaisante pour s'y atteler dès qu'on aura un moment de libre, autant il ne nous est pas toujours possible de faire preuve du maximum de rigueur à cause d'éléments extérieur, mais aussi la fatigue, la lassitude, quand on croule sous les problèmes, autant il est impardonnable de laisser en suspens une question pendant des mois ou des années.

La question est de savoir si on tient vraiment à progresser ou non, à déterminer quel est le meilleur moyen sur le plan pratique pour faire avancer nos idées, parvenir à les faire partager au plus grand nombre pour nous rapprocher de notre objectif, changer la société, le monde. On se doit de tout examiner et analyser une nouvelle fois régulièrement, ne pas se dire que telle idée, tel principe, telle position sera valable pour l'éternité, c'est faux, la société se transforme, les rapports entre les classes évoluent sans cesse, les hommes aussi, il faut donc inlassablement tout repasser au crible de la critique marxiste ou du matérialisme dialectique, sinon on se sclérose, on va multiplier les erreurs, on ne sera jamais plus en phase avec la réalité qui finira par totalement nous submerger, nous échapper, il nous restera plus qu'à nous renfermer dans le sectarisme ou le dogmatisme pour justifier nos idées ou nos positions, c'est le pire qui puisse nous arriver. (A suivre)

ACTUALITÉ DU JOUR

Le parti de l'ordre en action. "***L'ordre républicain doit être respectée***"

- Hollande monterait chez les cadres, baisserait chez les ouvriers - Reuters

La cote de popularité de François Hollande fluctue fortement selon les catégories sociales, dans le baromètre Ipsos-Le Point de février souligne Le Point. Le chef de l'État progresse de 12 points en un mois chez les cadres (55% d'opinions favorables). Un avantage qu'il perd aussitôt auprès des classes les plus modestes avec un recul de 10 points. Reuters 11.02

La détérioration du climat social et la radicalisation de certains leaders syndicaux inquiète l'entourage de François Hollande. «*Tous les ingrédients sont réunis pour que ce soit violent*», explique un conseiller.

Inquiète par la radicalisation de certains conflits, notamment à Aulnay ou chez Goodyear qui appelle à la mobilisation mardi, l'Elysée assume le déploiement de forces policières. «*L'ordre républicain doit être respectée dans les deux sens*», explique un proche de Hollande qui admet que «*le dialogue est plus compliqué*» avec de jeunes leaders syndicaux radicaux. «*Nous demandons à ce que de l'huile ne soit pas rajoutée sur le feu.*» Sur cet aspect des conflits sociaux, Hollande semble donc sur la même longueur d'onde que Manuel Valls, son ministre de l'Intérieur, qui s'est montré très ferme, jeudi dernier. «*Il n'y a pas de place pour la violence, et je lance évidemment un avertissement, la police, elle fait son travail, mais on ne peut pas admettre qu'on cherche à casser l'outil de travail, à briser des mobiliers urbains, qu'on s'attaque à des édifices publics, qu'on lance des boulons sur des policiers*», avait-il déclaré sur Europe 1. 20minutes.fr 12.02

Au moins vous avez la nature de leur République qui pour cette raison ne peut pas être la nôtre, sauf à se tromper de camp.

Effectivement, ce sont notamment les"*jeunes leaders syndicaux radicaux* qui assureront la relève révolutionnaire du mouvement ouvrier, car l'actuel avant-garde est usée jusqu'à la corde ou a falli complètement à assurer la relève après-guerre, à prendre le relais du mouvement révolutionnaire d'avant-guerre, à mettre en pratique les enseignements de la révolution russe de 1917 ou à s'en inspirer pour construire un nouveau parti communiste.

Je ne les connais pas donc je ne dirai pas qu'ils auraient renoué avec le marxisme et la tradition du syndicalisme révolutionnaire, il faut les encourager à avancer dans cette voie et espérer qu'ils y parviendront, il leur faut surtout pas imiter nos dirigeants actuels auprès desquels ils trouveraient les pires conseillers qui soient, après avoir démontré leur incapacité à contruire le parti au cours des 70 ans passés, on préfèrerait plutôt oublier qu'ils existent encore et que malheureusement leur capacité de nuisance est encore intacte. Il suffit de les voir à l'oeuvre quotidiennement pour en avoir une idée assez précise.

En aparté, mais cela a un rapport avec ce qui vient d'être dit.

J'ai entendu cela dans une vidéo américaine que j'ai visionnée hier soir, où l'intervenant expliquait que pour poursuivre, accentuer la guerre que menait l'impérialisme américain contre tous les Etats présentant un intérêt stratégique pour conserver dans l'avenir leur hégémonie sur le monde, donc contre la Russie et la Chine qui sont leurs principaux concurrents, l'UE et le Japon étant gagné à leur cause, il avait mis en place un président étiqueté de gauche, qui en réalité était le clone de Bush, en pire, car hypocritement et se servant des attentes du peuple américain et de cette étiquette de gauche, il pourrait camoufler ou faire passer plus facilement ses entreprises guerrières et antidémocratiques aux Etats-Unis même au nom de la démocratie...

Cela m'a rappelé une autre supercherie qui dure depuis plus d'un demi-siècle en France, depuis le tout début du XXe siècle en réalité, selon le principe dit républicain lors de chaque élection au second tour il faut soutenir le candidat dit de gauche resté en lice contre celui du parti de l'ordre, alors qu'en réalité ils poursuivent les mêmes objectifs politiques et économiques. Et quand on remonte en arrière à la IVe, puis à la IIIe République, on s'aperçoit que ce sont des partis dits républicains ou de gauche en réalité totalement corrompus ou gagnés au capitalisme, qui ont été le plus loin dans la mise oeuvre de politiques coloniales ou impérialistes, et les réformes sociales consenties à la classe ouvrières ou l'élévation de son niveau de vie ont en fait été financées par le biais des profits réalisés au cours de ces guerres de rapine ou l'occupation, l'exploitation et le pillage des ressources des pays qu'ils avaient conquis, avec la bénédiction déjà des dirigeants syndicats tout aussi vendus.

Ce fut valable pour la France et la Grande-Bretagne, tous les pays impérialistes ou dominants. Aujourd'hui la même politique est appliquée par Obama et Hollande au nom de la démocratie, hier c'était au nom de principes républicains ou du socialisme. Alors quand on évoque la situation des peuples du Maghreb, du Moyen et du Proche-Orient, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, on doit avoir à l'esprit qu'elle est le fait des pays dits les plus industrialisés de la planète, développés, riches, dominants, des pays où le capitalisme a atteint le stade de l'impérialisme, avec la collaboration active de ces soi-disant républicains, démocrates, socialistes dans le pire des cas, avec leur bénédiction ou leur complicité dans le meilleur des cas, qui demeurent dans tous les cas de figure insupportables pour tous les peuples qui y ont été soumis depuis plus d'un siècle.

En famille la main gauche sur le "***coeur***" et la main droite dans votre portefeuille.

- Le n°1 communiste Pierre Laurent se sent "*au coeur*" de la majorité - L'Express.fr

Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a dit lundi se sentir "*au coeur*" de la majorité de Français qui "*ont élu la gauche*" le 6 mai 2012. L'Express.fr 11.02

La "*gauche*" qui a adopté le TSCG, la "*règle d'or*", le budget d'austérité 2013, qui soutient les mercenaires sanguinaires djihadistes en Syrie, qui soutient la guerre contre le peuple malien, etc.

Au moins vous savez que la gauche ou la droite c'est du pareil au même, en plus hypocrite donc plus dangereuse, car ils peuvent

se permettent d'aller plus loin encore dans la mise en oeuvre d'une politique réactionnaire, ceci explique cela.

Mobilisation en trompe l'oeil contre l'accord patronal du 11 janvier 2013. Le Medef et les jaunes satisfaits sont aux commandes.

Il ne vous aura pas échappé que la CGT et FO n'ont pas appelé à la grève générale le 5 mars prochain. Il ne vous aura pas échappé non plus qu'à aucun moment ils n'ont repris le mot d'ordre clair et sans ambiguité du retrait ou du rejet pur et simple de cet accord. Pour finir, il ne vous aura pas échappé qu'ils n'ont pas rompu avec le gouvernement et le patronat et qu'ils continuent de les rencontrer dans le cadre du "*dialogue social*" qui fonctionne à merveille pour préparer leurs prochains sommets, notamment sur le financement des organismes sociaux et les retraites, leur laissant ainsi l'espoir qu'il se terminera de la même manière que le 11 janvier dernier.

Côté CGT et de Force ouvrière.

Les Fédérations transports de la CGT et de Force ouvrière ont appelé à une grève le 5 mars, dans le cadre d'une journée de mobilisation décidée par les deux confédérations contre l'accord sur l'emploi, à la veille de la présentation en Conseil des ministres du projet de loi transposant l'accord.

Les secteurs concernés par cet appel à la grève sont l'aérien, les transports urbains, les routiers, les autoroutes, le nettoiement, les taxis, les remontées mécaniques, a informé lundi la CGT à l'AFP.

Les syndicats CGT et FO de la SNCF n'ont pas encore précisé la forme d'action qu'ils préconisent.

Vendredi dernier, la CGT et FO ont appelé ensemble, ce qui est une première, à une journée de mobilisation le 5 mars, au travers de rassemblements, de manifestations et arrêts de travail pour faire barrage au texte. Le ministère du Travail a transmis lundi au Conseil d'Etat l'avant-projet de loi transposant l'accord. AFP 11.02

Côté Medef, CFDT, CFTC, CGC et gouvernement.

Le ministère du Travail a transmis lundi au Conseil d'Etat l'avant-projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, une copie jugée satisfaisante par les signataires de l'accord du 11 janvier.

Après le coup de sang, jeudi, de Laurence Parisot, le Medef estimait lundi que "*les zones d'écart (avaient) été corrigées*", qualifiant le résultat de "*traduction satisfaisante*". "*Notre vigilance reste très grande sur la suite des opérations, il y a encore beaucoup d'étapes à franchir*", prévenait-on néanmoins. Pour Patrick Pierron (CFDT), "*satisfait*", comme son collègue de la CFTC Joseph Thouvenel, "*ce projet de loi reprend la lettre et l'esprit de l'accord*". "*On attend des députés qu'ils ne déforment pas ce projet*", a-t-il ajouté auprès de l'AFP.

D'ici sa présentation en Conseil des ministres, le 6 mars, le texte peut encore connaître des ajustements (avis du Conseil d'Etat et consultation des partenaires sociaux). Le texte sera ensuite débattu au Parlement en vue d'une promulgation fin mai. Alors que le ministre du Travail, Michel Sapin, a appelé la majorité à serrer les rangs et à respecter le contenu de l'accord, décrié par la CGT et FO, l'aile gauche du PS a déjà fait part de ses réserves. Sans surprise, la CGT, qui appelle avec FO à manifester le 5 mars, a "déploré une transposition fidèle des aspects les plus dangereux de l'accord".

D'ici sa présentation en Conseil des ministres, le 6 mars, le texte peut encore connaître des ajustements (avis du Conseil d'Etat et consultation des partenaires sociaux). Le texte sera ensuite débattu au Parlement en vue d'une promulgation fin mai. Alors que le ministre du Travail, Michel Sapin, a appelé la majorité à serrer les rangs et à respecter le contenu de l'accord, décrié par la CGT et FO, l'aile gauche du PS a déjà fait part de ses réserves. Sans surprise, la CGT, qui appelle avec FO à manifester le 5 mars, a "déploré une transposition fidèle des aspects les plus dangereux de l'accord".

L'accord du 11 janvier avait été salué comme "*un succès du dialogue social*" par le président François Hollande, qui a fait de la concertation sa méthode. Il avait appelé le gouvernement à transcrire "*fidèlement*" le texte avalisé par trois syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC) et le patronat (Medef, CGPME, UPA). Le ministère du Travail a toutefois expliqué qu'il avait "*fallu clarifier et trancher sur ce qui pouvait paraître ambigu, voire contradictoire*", "*dans un double esprit de loyauté envers les signataires et de transparence et d'écoute envers les non signataires*". L'Expansion.com avec AFP 11.02

Le Medef obtient satisfaction sur la totalité des points en litige dans la transcription à venir de l'accord du 11 janvier qu'il avait soulevés en menaçant de retirer sa signature si tel n'était pas le cas, surrenchérissant encore. Bien entendu gouvernement et syndicats signataires s'en défendent et prétendent au contraire que les points contestés par le Medef avaient été réglés en faveur des travailleurs. Une simple lecture suffit à comprendre que c'est faux.

Extrait d'article de Libération.fr 11.02

- Plan social. Sur la généralisation de la complémentaire santé, tout d'abord : la liberté des entreprises dans le choix de l'organisme, revendiquée par le Medef sous la pression de sa fédération des assurances, a fait long feu. Les branches professionnelles vont ainsi encadrer fortement la désignation du prestataire. (Encadrer signifie contrôler et ne veut pas dire désigner, ce qui veut dire que le patron choisira un prestataire ou proposera une liste de prestataires qu'il aura établie et ensuite seulement les syndicats pourront désigner celui qu'ils ont retenu, donc l'initiative revient au patronat. - Ndlr)

Autre «*écart*» par rapport au texte des signataires : un plan social, même validé par un accord majoritaire dans l'entreprise, devra faire l'objet d'une homologation par l'administration. Une procédure que l'on pensait réservée aux plans sociaux qui n'avaient pas fait l'objet d'un accord majoritaire.

(Comme dans 9 cas sur 10 l'administration valide un plan social contesté par les syndicats, on ne peut donc pas parler d'un avantage pour les travailleurs, mieux, cela permettra d'épargner les syndicats signataires, de les soulager du poids de leur responsabilité d'avoir collaborer avec le patronat quand la signature de l'administration figurera à côté de la leur. - Ndlr)

Certains syndicats craignaient aussi que le principe des droits rechargeables, qui permet à un chômeur de conserver ses droits à indemnisation en cas de reprise d'emploi, soit renvoyé à une hypothétique négociation. Ce dispositif sera inscrit dans la loi, à charge pour les partenaires sociaux d'en préciser les modalités.

(Le règlement de cette disposition est renvoyé à plus tard comme le réclamait le Medef. - Ndlr)

Autre principe, enfin, acté dans la future loi : l'obligation faite aux entreprises qui «envisagent un projet de licenciement collectif ayant pour conséquence la fermeture d'un établissement» de rechercher un repreneur. Est-ce à dire, cependant, que l'entreprise est exonérée de cette obligation si la fermeture de l'établissement se fait sans licenciements ? Les détails de cette mesure devraient être précisés dans un projet ou proposition de loi adopté d'ici l'été, a confirmé hier François Hollande. Libération.fr 11.02

(Idem, le règlement de cette disposition est renvoyé à plus tard comme le réclamait le Medef. - Ndlr)

Il faut être aveugle pour ne pas comprendre que le Medef a obtenu satisfaction sur toute la ligne au détriment des travailleurs. Le report du règlement des deux points cités au-dessus montre clairement que l'essentiel dans cet accord est ailleurs, dans la remise en cause des clauses fondamentales qui définissent un contrat de travail, la substance de cet accord scélérat.

ACTUALITE EN TITRES

Erreur manifestement d'interlocuteur.

- Un proche de Kadhafi s'en remet à Fabius 20minutes.fr

Consommer, consommer, consommer...

- Les Français achètent moins de médicaments LePoint.fr

Pourquoi, ils s'en foutent...

Toujours plus dégénérés.

- Fessenheim : quatre syndicats déposent un recours devant le Conseil d'État - LePoint.fr

Sachant que les banquiers américains ont imposé leurs règles

- Moscovici : 'Une réforme bancaire pour moraliser la finance' - LeMonde.fr

- Vu des Etats-Unis : l'odeur fétide qui émane soudain des banques européennes - Atlantico.fr

En réalité elle vient des Etats-Unis et de ceux qui ont couvert leurs activités illégales. Chut !

Il vaut celui de Thaïlande

- Blague d'un pilote sur le roi du Maroc : Air France assignée en justice - LeParisien.fr

Rien d'étonnnant : pour les actionnaires de McDo il n'y a pas de différences

- Au McDo, les toilettes sont plus propres que les tables à manger - Le Nouvel Observateur

Pas au sol !

- La Russie s'attaque à l'alcool en vol - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

«*La France est en train de combattre, au Mali, ceux qu'elle avait armés, en Libye*», a estimé, dimanche, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, en appelant les Occidentaux à avoir "*une vue d'ensemble*" sur la région.

«*Au Mali, la France lutte contre ceux qu'elle avait armés, en Libye, contre le régime de Kadhafi, en violant l'embargo du Conseil de sécurité de l'ONU*», a déclaré M. Lavrov, dans une interview, à la télévision russe, diffusée, en Extrême-Orient, et dont les extraits sont publiés, par les agences de presse russes.

«*Les mêmes groupes luttent, en Syrie, contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad*», a poursuivi le ministre.

«*Je suis accablé par l'incapacité de nos partenaires d'arrêter de fixer un point sur la carte et d'avoir une vue d'ensemble sur la région*», a-t-il poursuivi. french.irib.ir 11.02

2- Tunisie

2.1- Le Congrès pour la république, le parti laïc du président tunisien Moncef Marzouki, a décidé lundi de "*geler*" son retrait annoncé la veille de la coalition gouvernementale formée avec les islamistes d'Ennahda.

Mohamed Abbou, secrétaire général du petit parti de centre-gauche, a expliqué lors d'une conférence de presse que les trois ministres CPR resteraient une semaine de plus au gouvernement.

"*Le parti a décidé de geler pendant une semaine les démissions de ses ministres afin de permettre davantage de discussions sur un gouvernement de coalition*", a-t-il dit.

Le CPR du président Marzouki de même qu'Ettakatol, autre formation laïque de centre-gauche, forment avec les islamistes d'Ennahda un gouvernement de coalition depuis les élections d'octobre 2011.

Besma Belaïd, la veuve de l'opposant assassiné, a répété lundi qu'elle souhait la démission du gouvernement.

"*Ma seule exigence est la démission du gouvernement qui n'a pu assurer la sécurité de Chokri Belaïd*", a-t-elle déclaré lors d'un rassemblement de centaines d'opposants devant l'immeuble de l'Assemblée constituante.

"*Il faut qu'ils partent, tous, y compris le Premier ministre. La partie est terminée. S'ils restent, on peut craindre d'autres assassinats dans ce climat de peur et de violence*", a-t-elle ajouté. Reuters 11.02

2.2- Alors que la Tunisie traverse une nouvelle crise politique, plusieurs centaines de personnes ont protesté devant l'Assemblée nationale constituante (ANC) ce lundi pour réclamer la démission du gouvernement et soutenir la veuve de l'opposant Chokri Belaïd, assassiné la semaine dernière.

Les manifestants scandaient "*démission, démission*" et "*le peuple veut la chute du régime*", ont constaté des journalistes de l'Agence France-Presse. Encore sous le choc, certains fondaient en larmes à l'évocation de la mort de Chokri Belaïd. La veuve

de l'opposant assassiné, Besma Khalfaoui, était présente, les traits tirés, pour réclamer le départ de l'équipe gouvernementale. Elle venait d'être entendue par la justice en tant que témoin de l'assassinat de son époux. "*Ce gouvernement doit démissionner aujourd'hui, pas demain ou après-demain. Il ne faut pas attendre. C'est la règle du jeu politique. Quand un gouvernement échoue il doit prendre ses responsabilités.*"

Besma Khalfaoui tenait d'une main le portrait encadré de son mari assassiné, faisant de l'autre main le "*V*" de la victoire. "*C'est n'est pas un accident passager. C'est un assassinat, une déviation très grave de la Tunisie", a-t-elle déclaré. Elle a par ailleurs indiqué que le ministère de l'Intérieur n'avait pas répondu à sa demande d'assurer sa protection et celles de ses deux filles. Un drapeau tunisien sur les épaules, Besma Khalfaoui a quitté la manifestation escortée par des manifestants, tandis que les centaines de personnes présentes, hommes et femmes de tous âges, criaient "(Rached) Ghannouchi, assassin !*" accusant le chef du parti islamiste d'être responsable de la mort de l'opposant. Le Point.fr 11.02

Le développement de la révolution tunisienne confirme la justesse et l'actualité de la théorie de la révolution permanente. Malheureusement pour nos amis tunisiens, il semble que sans révolution sociale et politique dans les pays les plus industrialisés dont dépend en grande partie leur économie, il leur sera impossible d'aller de l'avant ou guère plus loin, tout au plus ils pourront arracher des avantages démocratiques et sociaux sans remettre en cause le régime en place et le capitalisme, d'autant plus qu'on ne voit pas comment la classe ouvrière pourrait parvenir au pouvoir en Europe en l'absence de véritables partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière combattant sur le programme de la révolution socialiste mondiale, ce qui leur ouvrirait la voie pour aller au bout de leur révolution. Soyons lucide.

2.3- La manifestation organisée samedi 9 février, par "l*es Jeunesses islamistes du parti Ennahdha*", à laquelle se sont joints les salafistes, m'est apparue pour le moins étrange. Elle est venue en contrepoint de la marée humaine qui, la veille, avait suivi le cercueil de l'opposant Chokri Belaïd, assassiné devant son domicile. Les Tunisiens ne s'y sont pas trompés; cette manifestation a été un échec. Seules deux à trois mille personnes, selon les chiffres les plus optimistes, étaient présentes sur l'avenue Habib Bourguiba.

Autre singularité, les manifestants s'en sont pris à la France, avec des slogans d'un autre âge faisant référence à la colonisation. Le prétexte en a été la déclaration de Manuel Valls réagissant à l'assassinat de Chokri Belaïd. Le ministre de l'Intérieur a affirmé la semaine passée qu'il existe un "*fascisme islamiste*" qu'il convient de combattre. Il est évident que cette observation, somme toute anodine, ne s'adressait aucunement aux islamistes au pouvoir en Tunisie, mais aux extrémistes qui usent de la violence terroriste pour chercher à imposer leur idéologie.

En réalité, cette manifestation lancée à la va-vite est un signe parmi d'autres qui montre qu'aujourd'hui en Tunisie, le mouvement islamiste est affaibli et profondément divisé.

Affaibli par l'impossibilité devant laquelle il se trouve, de donner aux tunisiens le bien-être et la prospérité, que la chute de l'ancien président devait leur apporter. Affaibli, aussi par la mouvance salafiste qui cherche à imposer par la violence un islam radical, que ne rejettent pas tous les responsables d'Ennahdha. Les nombreuses exactions commises depuis plusieurs mois, comme l'incendie d'une quarantaine de mausolées, dont l'origine ne fait aucun doute, créent une insécurité, qui vient s'ajouter au passif du bilan du mouvement islamiste au pouvoir.

Et l'on comprend alors pourquoi les manifestants, qui représentaient la tendance la plus dure du mouvement islamiste, ont utilisé cette vieille ficelle usée de l'ingérence de l'ancienne puissance coloniale, qui a pendant longtemps permis de remobiliser le peuple et de masquer l'impéritie des gouvernants. Mais cette stratégie est vouée à l'échec. Les Tunisiens, qui ont tissé des liens profonds avec la France depuis plus d'un demi-siècle, savent que la France est leur seconde patrie et qu'il existe entre les deux peuples des liens indéfectibles d'amitié et de coopération dans tous les domaines. Tenter de monter les Tunisiens contre les Français est une absurdité qui est la preuve même de l'affaiblissement du mouvement islamiste.

Outre qu'il est affaibli, le mouvement Ennahdha est profondément divisé. Il est traversé par deux courants. L'un modéré, avec comme leader l'actuel Premier ministre, Hamadi Jebali, qui prêche pour un islam éclairé déconnecté du pouvoir politique. Il gouverne sans inconvénient avec des partis laïcs. L'autre ouvertement intégriste, pour qui la loi islamique doit prendre le pas sur la loi démocratique, prôné par le président du mouvement, le cheikh Rached Ghannouchi.

L'assassinat de Chokri Belaïd et la manifestation de l'avenue Habib Bourguiba ont eu pour effet de durcir les positions au sein du mouvement Ennahdha, d'exacerber les antagonismes et de mettre les modérés, tenus à la solidarité, en difficulté, sauf à être accusés de trahison.

On peut se demander alors si la manifestation n'était pas en réalité, dirigée contre le Premier ministre jugé trop conciliant, d'autant que ce dernier a émis le projet de former dès cette semaine un gouvernement de technocrates composé de personnalités indépendantes, extérieures aux partis politiques, excluant par la même les responsables d'Ennahdha. Les extrémistes du mouvement n'en veulent à aucun prix. Et ce n'est donc pas sans raison que les manifestants ont mêlé à leurs slogans anti-Français, d'autres adressés directement au Premier ministre, très explicites, selon lesquels le peuple a voulu un gouvernement islamiste et il n'est pas (ou plus) question de modifier ce qui a représenté sa volonté.

Un bras de fer est engagé entre les deux leaders du mouvement Ennahdha. Hamadi Jebali menace de démissionner. Sa démission ouvrirait une crise politique au sein du mouvement islamiste. Il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui, le parti Ennahdha est au bord de l'implosion, la semaine qui s'ouvre sera à cet égard décisive. Lexpress.fr 11.02

Le mouvement Ennahdha a usurpé le pouvoir qui devait revenir aux partis qui s'étaient engagés dans le mouvement révolutionnaire pour chasser Ben Ali. On voit bien ici qu'il n'a pas de base populaire ou alors très faible, qu'il est illégitime qu'il reste au pouvoir, s'il le reste c'est uniquement parce qu'il bénéficie du soutien du Qatar, de la France et des Etats-Unis, de l'UE.

3- Arabie Saoudite

«*Le plus grand exportateur de terroristes est considéré comme un partenaire sûr, pour l'Occident*».

Selon la Deutche Welle allemande. «*L'Arabie Saoudite est le plus grand protecteur financier des groupes terroristes, mais, les Etats-Unis et leurs alliés se sont associés à ce pays, car leurs intérêts l'exigent*», selon le média allemand. french.irib.ir 11.02

L'Empire craque de partout, leur Nouvel ordre mondial vacille sur ses bases...

Allez raconter cela à Hollande, Le Drian, Fabius... Non, non, ils ne sont pas de droite ou d'extrême droite, de gauche paraît-il ! Et Laurent (PCF) est au "*coeur* de cette gauche... A vous dégoûter d'être de gauche, non ? Alors rejoignez l'Opposition de gauche ! On attend vos messages.

SOCIAL

France

2012 année terrible pour l'emploi, à commencer par les intérimaires, dont l'emploi a chuté de 8,7% sur l'ensemble de l'année 2012, annonce Pôle emploi lundi. Fin décembre 2012, le nombre d'intérimaires s'établissait à 569.400 en valeur corrigée des variations saisonnières, soit une baisse de 54.000 postes par rapport à décembre 2011.

Toutes les tranches d'âges sont concernées par la baisse ainsi que toutes les catégories socio-professionnelles. Les femmes sont toutefois un peu moins touchées que les hommes. Les effectifs féminins ont baissé de 8,3% contre 8,9% pour les hommes. L'Expansion.com 11.02

Normal, les femmes ont des salaires plus bas.

Haut de page

Le 13 février

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne une douzaine d'articles de sources diverses.

J'ai reçu une réponse du M'PEP, suite au courriel que je leur avais envoyé après la publication dans leur portail d'un article de Samir Amin. Je la mettrai en ligne demain avec la réponse que j'ai rédigée, plus politique que la dernière fois ou plus précise aussi.

PSA. "*Pour moi, c'est acquis à 99%. La raison l'a emporté sur la passion*", a dit à Reuters Christian Lafaye de Force ouvrière. (Reuters 12.02)

La "*raison*", c'était accepter le plan antisocial de la direction, et la "*passion*", c'était s'y opposer jusqu'au bout.

La raison du plus fort est toujours la meilleure, n'est-ce pas ?

Ce n'est pas le courage qui l'étouffe ce capitulard. Et pour être passionné, faut-il encore avoir un idéal. Le sien devait manifestement se situer à un niveau alimentaire. Le nôtre, le plus élévé qui soit : la liberté ! On lui conseillera de démissionner de

ces mandats syndicaux.

On voit où conduit ou comment se traduit dans la pratique la soi-disant indépendance syndicale de FO... Qu'en pensent les dirigeants du POI qui ont des rapports quasi congénitaux avec l'appareil de FO ? Vous pariez qu'ils s'abstiendront d'en dire quoi que ce soit, comme sur "*le mariage pour tous*" sur lequel ils sont demeurés particulièrement silencieux, vous l'aviez remarqué aussi, bravo !

Parole d'internaute

- "*Dans la série des subventions scandaleuses, je souhaiterai connaître le montant que la Marie de Paris a donné au PSG qui appartient au Qatar. Je vais d'ailleurs le demander lors du prochain compte-rendu de mandat de B Delanoé. Je trouve insupportable qu'ayant supprimé la gratuite des transports aux handicapés et aux personnes âgées, il donne de l'argent à ces multimilliardaires*."

Nous cela ne nous étonne pas, c'est dans la nature du PS.

Delanoë ne peut pas donner à tout le monde, enfin !

En famille. Propagande de la réaction "***extrême***". Les médias et le maire de Paris ne sont pas ingrats.

Le meilleur du documentaire, c'est mardi soir sur France 5 avec «*Les Réseaux de l'extrême*», enquête en quatre volets au cœur des mouvements passés maîtres dans l'art de désinformer pour mieux faire monter les tensions, radicaliser les identités et semer le soupçon contre les médias ou la démocratie. La journaliste Caroline Fourest en décortique les codes, en dévoile les coulisses, en décrypte les méthodes, images à l'appui… Le deuxième épisode est consacré ce soir aux radicaux de l'islam. 20minutes.fr 12.02

Commentaire d'un internaute.

-"*La revue de Fourest ne paraît plus depuis novembre 2011 mais reçoit toujours des subventions de la ville de Paris.*

Dans un article paru dans les derniers Dossiers du contribuable (consacrés au « scandale des subventions » aux associations), je signale que « Prochoix, « la revue pour le droit de choisir », une publication pro-mariage gay (entre autres…) co-fondée par Caroline Fourest, qui ne paraît pas depuis novembre 2011 et dont le blog n'a publié que dix billets en un an (…) a reçu en mars 2012 la bagatelle de 12 000 € d'argent municipal, comme chaque année… » Le contribuable parisien est trop bon !"

On ne lui demande pas son avis !

En famille. Accord patronal du 11 janvier 2013 soutenu par le PS et l'UMP.

Du côté du PS.

Les députés PS "*interviendront*" sur l'accord sur l'emploi pour améliorer sa transcription dans la loi ou le compléter mais "*ne le dénatureront pas*", a assuré leur porte-parole Thierry Mandon, évoquant la volonté de "*ne pas perdre un signataire*".

Depuis le premier jour, Bruno Le Roux a expliqué que la position du groupe socialiste était de respecter l'équilibre obtenu par les partenaires sociaux. AFP 12.02

Pour le PS, le Medef est un partenaire social, en admettant qu'on considère le Medef comme un partenaire ce qui est tout à fait grotesque, nous considérerions que nous sommes en présence d'un partenaire antisocial, donc infréquentable, avec lequel nous refuserions d'avoir le moindre rapport, sauf à l'issu d'une grève ou d'un mouvement social sur demande des travailleurs eux-mêmes, avant, jamais !

Commentaire d'un internaute

- "*En gros Hollande entérine un accord que deux des plus gros syndicats refusent et que les députés n'auront pas le droit d'amender. Après ça c'est Sarkozy qui est l'arme du MEDEF...*"

Mais c'est la démocratie que défendent tous les syndicats, y compris la CGT et FO en ayant participé à cette funeste mascarade qui a abouti à cet accord. On pourrait ajouter le POI, le NPA et LO qui soutiennent leurs appareils et n'entendent pas rompre avec eux pour autant, on ne se refait pas.

Rectifions monsieur si vous voulez bien. Il s'agit d'un couteau dont la lame possède deux tranchants, l'un s'appelle Sazkozy ou l'UMP, l'autre Hollande et le PS, et en fonction du contexte, c'est l'un ou l'autre qui est amené à être utilisé au bénéfice du patronat. Quand l'un a déjà trop servi ou qu'il n'est plus en mesure de terminer le sale boulot, c'est l'autre tanchant qui entre en action et ainsi de suite alternativement, le temps que l'autre aiguise ses argements ou se refasse une santé.

Depuis 1945 (ou même avant), ils n'ont cessé de jouer cette comédie, de se répartir les rôles, et vous ne vous en êtes toujours pas aperçu ? Rassurez-vous, vous êtes loin d'être le seul, l'immense majorité pour ne pas dire la quasi totalité du mouvement ouvrier non plus.

Du côté de l'UMP.

Le président de l'UMP a en effet indiqué, le 4 février sur RTL, qu'il voterait ce texte "*parce qu'il va dans le bon sens*" et "*introduit plus de flexibilité pour les entreprises et en même temps plus de sécurité pour les salariés*".

Dans un argumentaire diffusé le 15 janvier et destiné à ses militants , l'UMP estime l'accord sur l'emploi "*pas à la hauteur*" tout en reconnaissant qu'"*il apporte quelques conclusions utiles*" : "*L'accord sur l'emploi entre les partenaires sociaux, qui ne doit rien à François Hollande, apporte quelques conclusions utiles sur la mobilité des salariés, la portabilité des droits sociaux, l'allégement des procédures de licenciement, ou l'adaptation du travail à l'évolution de la conjoncture, mais il n'est pas à la hauteur du défi car il ne bouleverse pas en profondeur le marché du travail, en faisant notamment l'impasse sur les questions du coût, du temps et du contrat de travail...*", est-il écrit dans ce document.

A l'UMP, l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin avait le premier annoncé le 20 janvier qu'il votera la réforme du marché du travail issu de l'accord signé avec des partenaires sociaux. "*Je vais voter ce texte*" et "*je souhaite qu'il n'y ait aucune surenchère sur ce texte, ni d'un côté, ni de l'autre*", avait-il déclaré. lemonde.fr 12.02

L'UMP préconise d'autres mesures sachant qu'il n'aurait même pas été capable de mettre en oeuvre celles contenues dans l'accord du 11 janvier. Et au nom des intérêts des capitalistes qu'ils représentent, il a de quoi se réjouir que le PS fasse le sale boulot à sa place et les patrons ne s'y trompent pas. Que cela ne soit pas suffisant à leurs yeux, c'est normal au regard de la gigantesque crise dans laquelle est plongé le capitalisme et dont jusqu'à présent on n'a vu qu'un bout infime.

Ils écrivent :

- Il faut : " *baisser la dépense publique, diminuer le nombre de fonctionnaires, poursuivre la réforme des retraites, alléger le coût du travail ou encore simplifier l'environnement fiscal et réglementaire des entreprises.*"

- "*Il faut (...) augmenter le temps de travail, assouplir le code du travail, développer l'apprentissage, l'alternance et la formation continue (...)*" (www.u-m-p.org 15.01.13)

Bref, sans surprise, le programme de l'UMP c'est celui des néo conservateurs américains, qu'ils soient au parti républicain ou au parti démocrate, le programme de l'oligarchie financière américaine et internationale.

Quelques précisions.

Ce qu'en pense le rédacteur en chef du journal Le Point qu'on ne soupçonnera pas d'être au côté des masses laborieuses. Ce qu'il relève, les contradictions de Hollande notamment, ne manque pas d'intérêt pour comprendre les rapports qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes. Extraits.

- Démocratie sociale, c'est une appellation qui sonne bien : c'est un courant de la gauche qui ambitionne de mettre l'économie au service du progrès social. Si vous dites "*social-démocratie*", on pense au modèle politique allemand. Donc François Hollande préfère inverser les termes pour annoncer une ère nouvelle dans les rapports entre le pouvoir, les entreprises et les salariés. C'est ce nouveau modèle qu'est censé instaurer l'accord sur le droit du travail signé le 11 janvier entre syndicats et patronat, et que François Hollande avait qualifié par avance d'"*historique*". Quand on regarde le paysage social un mois après, le climat paraît plutôt hystérique !

En réalité, Hollande étant le représentant du capital et le capitalisme connaissant sa plus gigantesque crise depuis deux siècles, tout "*progrès social*" est à exclure des politiques qui seront dorénavant mises en oeuvre et cela depuis déjà plusieurs décennie, cette tendance devant encore s'amplifier puisque la crise du capitalisme s'amplifie chaque jour un peu plus à défaut de pouvoir la juguler.

Il s'agit d'un tour de passe-passe de Hollande. En fait de "*démocratie sociale*", le "*dialogue sociale*" en est l'antithèse ou en constitue le tombeau où elle doit échouer.

Dans le passage suivant, il explique que Hollande et le Medef n'ont pas pu aller aussi loin qu'ils l'auraient souhaiter dans la remise en cause de la législation du travail, tout comme Sarkozy précédemment, car les travailleurs résistent.

- Ne nous payons pas de mots : François Hollande s'est vanté d'avoir obtenu cet accord en tordant le bras aux partenaires sociaux. En fait, c'est un accord a minima : le Medef comme les syndicats avouent qu'on est loin de la "*flexisécurité*" à la scandinave recherchée. Et puis cet accord majoritaire est... minoritaire : 3 syndicats sur 5 l'ont ratifié mais la CGT et FO, qui n'ont pas signé, représentent 50 % des salariés - sans compter que la CFE-CGC et la CFTC, signataires, ne seront plus considérés comme représentatifs avec la nouvelle loi en vigueur en mars. Et que nous avons un taux de syndicalisation parmi les plus faibles d'Europe... Autant dire qu'on est loin des bases solides d'un nouveau dialogue social. La meilleure preuve, c'est que les syndicats font grève et défilent comme sous Sarkozy !

Il minimise la portée de cet accord et on comprend pourquoi, cela dit le patronat en réclame toujours plus. S'agissant de la représentativité des syndicats, la CGT peut jouer la carte de la provocation et recourir au gauchisme ou à des actions violentes intutiles histoire de se retrouver en porte-à-faux dans un contexte où les travaillleurs ne sont pas forcément très combattifs ou ne se mobilisent pas en masse sinon cela se saurait, afin de faire monter la CFE-CGC et la CFTC plus modérés, c'est un euphémisme, il serait d'ailleurs étonnant que la CFDT ne leur donne pas un coup de pouce, de telle sorte que la répartition des rôles continue de fonctionner. Sinon, le gouvernement se retrouvera dans une situation où il sera obligé de se substituer au "*dialogue social*" et de légiférer en faveur du patronat concentrant ainsi le mécontentement des travailleurs contre l'Etat.

On comprendrait qu'il y voie un danger et qu'il n'y tienne pas vraiment, car c'est là que se situe la clé de la situation comme je l'ai expliqué dans de précédentes causeries : Hollande et son gouvernement en apparaissant comme les chefs de file du patronat, les maîtres d'oeuvre de sa politique antisociale, les responsables des difficultés que rencontrent quotidiennement les travailleurs, l'Etat et les institutions apparaitraient de plus en plus comme l'objectif à abattre, objectif facile à saisir et autour duquel l'unité des travailleurs pourrait se réaliser facilement puisque tous les autres intermédiaires auraient disparu ou seraient relégués au second plan ou ne pourraient plus servir d'obstacles pour les protéger, dans ces conditions, c'est sur cet axe de combat que les travailleurs pourraient se mobiliser ou déferler du jour au lendemain en dehors du contrôle des appareils totalement débordés et qui n'ont rien vu venir, ce processus ayant entraîné en profondeur la radicalisation politique des masses, le renversement du régime ou l'issue politique à la crise du capitalisme pourrait être à la portée de notre main, encore faudrait-il qu'un parti incarne ce processus et se fixe cet objectif pour le mener à son terme...

Voilà ce qu'ils craignent tous.

Plus loin, et là je passe tout un passage sans intérêt, ce représentant du capital qui n'est pas à une contradiction près, reproche aujourd'hui au PS ce qu'il n'aurait pas reproché hier à l'UMP, à savoir un déni de la démocratie, dont les deux partis sont familiers ou avec lequel ils n'ont cessé de s'accommoder dans le passé.

Cela dit, c'est intéressant de le relever, car cela signifie qu'il leur est impossible de gouverner sans piéter la démocratie, et que par conséquent si on veut qu'elle soit respectée, il faut impérativement renverser le régime en place et retirer le pouvoir aux capitalistes, il n'existe pas d'autres alternatives, porter à la tête de l'Etat l'un ou l'autre candidat, changer de majorité parlementaire ne change absolument rien à la politique antisociale et réactionnaire qui est mise en oeuvre, c'est l'expérience que les travailleurs sont en train de vivre, à nous de les aider à en tirer les enseignements politiques qui s'imposent. Bon, ce n'est pas la première fois, laissons cela de côté aujourd'hui...

- A propos de l'accord patronal du 11 janier : Drôle de "*démocratie sociale*" où la majorité parlementaire se voit imposer un accord minoritaire !

La dernière question portait sur les licenciements dits boursiers. Je reproduis la question et la réponse du rédacteur en chef du Point et on se retrouve ensuite.

- Ce qui n'est toujours pas réglé, c'est la fameuse question des "*licenciements boursiers*". Est-ce qu'on peut considérer que François Hollande a renoncé ?

Oui puisque l'encadrement des licenciements irait à rebours de l'esprit du texte. Hier, dans une de ces acrobaties syntaxiques dont il a le secret, François Hollande a annoncé une loi en vertu d'un "*engagement qui a été pris sur les sites rentables*". Tout le monde a cru que c'était la fameuse loi pour laquelle défilent les ouvriers de Goodyear et bien d'autres. En fait non : l'Élysée a précisé qu'il parlait d'une mesure qui figure dans l'accord du 11 janvier et qui obligerait l'industriel voulant fermer un site à chercher lui-même un repreneur. Fausse alerte, donc. Il parait qu'il faut y voir le signe de ce que François Hollande se réintéresse aux usines. Visiblement, il commence par les usines à gaz.

Excellent, merci pour ces précisions monsieur Gattegno.

Si cette mesure figure déjà dans l'accord du 11 janvier et que " *l'encadrement des licenciements irait à rebours de l'esprit du*

texte", traduire les intérêts du patronat, cela signifie que la loi en préparation sur les "*licenciements boursiers*" est tout bonnement une supercherie !

Mittal. Numéro d'illusionnisme de l'UE.

Le commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani, a annoncé mardi avoir demandé à ArcelorMittal de reporter sa décision de fermer des sites en Europe en attendant la présentation d'ici à l'été d'un plan d'action européen pour l'acier, mais le groupe a répondu par une fin de non-recevoir.

(Vous avez bien lu, Tajani a seulement demandé à Mittal de "*reporter sa décision de fermer des sites en Europe*" et non de l'annuler. Cela suffit pour que le philistin Montebourg s'en réjouisse, alors que cela ne changerait rien pour les milliers d'ouvriers concernés, il s'en fout. - Ndlr)

"*Nous vous remercions chaleureusement, Monsieur le commissaire*", a déclaré M. Montebourg, qui a indiqué qu'"*ArcelorMittal avait protesté en indiquant que ce n'était pas de l'ordre de la Commission européenne, ni des Etats membres d'intervenir ou d'interférer dans la libre entreprise*".

(Mittal a raison, il en appelle au respect desprincipes que l'UE a adoptés,Tajani, Juncker, Montebourg, etc. , dont celui de la concurrence libre et non faussée qui permet de démanteler ou liquider des pans entiers de l'industrie et même des services jugés pas suffisamment rentables par l'oligarchie financière. - Ndlr)

"*Je suis désolé, ArcelorMittal profite des subsides publics en toutes circonstances, comme beaucoup des activités industrielles de l'acier, il est donc normal qu'un droit de regard s'exerce sur ces activités*", a ajouté M. Montebourg.

"*Peut-être qu'ArcelorMittal ira outre, mais une chose est sûre, c'est que le politique européen, maintenant, s'affirme comme les Etats-nations s'affirment*", a-t-il dit.

(Un "*droit de regard*" qui constitue un aveu d'impuissance, après avoir concocté une législation tellement favorable aux capitalistes qu'il est devenu impossible de s'opposer à leur politique sans la violer, ce que ne se risquera pas à faire l'UE ou un gouvernement qui en fait partie.

C'est dans ce contexte qu'ils ont versé des centaines de milliards aux capitalistes, en sachant pertinemment que quelles que soient les décisions qu'ils seraient amenés à prendre dans le futur, ils n'auraient pas les moyens de s'y opposer, autrement dit ils en ont été par avance les complices parfaitement conscients de ce qu'ils faisaient.

Ce n'est pas "*peut-être*", c'est certain, Mittal ira "*outre*", il y est encouragé par la législation en vigueur dans l'UE autant que l'intention du législateur de ne pas revenir dessus, puisque l'UE fonctionne comme un organisme supranational au service de l'oligarchie financière américaine et occidentale qui contrôle les multinationales, si leur intérêt à l'échelle mondiale leur commande de liquider la sidérurgie en Europe occidentale car trop coûteuse ou pas suffisamment rentable pour eux, ils profiteront du contexte de la baisse de la demande qui est le produit de leur propre politique d'austérité ou qu'ils ont provoquée en réponse à la crise du capitalisme, ils n'hésiteront pas un instant et ne reviendront pas sur leurs décisions. - Ndlr)

"*Il y a entre la France et le Luxembourg une solidarité de fait*" sur ce dossier, a expliqué M. Juncker. AFP 12.02

(Une "*solidarité*" contre le même ennemi : la classe ouvrière. Pour se faire une idée assez précise des véritables intentions de Junker, Montebourg et Cie., rappelons que le Luxembourg est un paradis fiscal au coeur de l'UE et qu'ils s'en accommodent très bien... comme Mittal qui ne s'y est pas trompé en y installant son siège social. - Ndlr)

Numéro d'illusionnisme des porte-parole de l'oligarchie financière.

- Le projet de réforme bancaire arrive devant les députés - LePoint.fr

- L'Assemblée nationale va muscler la loi bancaire - AFP

La question n'est pas de savoir dans quelle direction. Sa seule fonction ou qualité réside dans le fait d'avoir été posée pour faire croire aux ignorants qu'ils allaient s'attaquer aux privilèges exorbitants de l'oligarchie financières qui se jouent de tous les règlements existants, alors qu'ils n'en ont jamais eu pas la moindre intention, pour sauver les apparences auprès de leurs troupes aussi.

Hier comme aujourd'hui, la politique des dirigeants des partis ouvriers reposent sur les bonnes intentions sans lendemain ou les apparences dont se pare le PS et ses satellites, pour justifier le soutien qu'ils lui ont accordé pendant plus d'un demi-siècle,

au régime en place quoi.

Nous sommes parvenus au constat, que leur politique qui consista soi-disant à se placer sur le terrain des illusions des masses pour mieux les combattre, privilégia en réalité les apparences dans lesquelles se drappait le PS pour mieux tromper les travailleurs, comment ? En leur faisant croire qu'il était animé des meilleures intentions du monde et que s'il ne parvenait pas à les réaliser il n'y était finalement pour rien ou pas grand chose.

Ce qui explique pourquoi les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats ne cessent de s'adresser à Hollande, aux différents ministres, aux élus du PS, pour protéger, pour ne pas que se déchire le voile des apparences trompeur dans lequel se drappe le PS, afin d'alimenter les illusions des masses dans ce parti ou plutôt dans les institutions et le capitalisme qu'il s'emploie à protéger, qu'il incarne et la boucle est bouclée.

La blanchisseuse du Palais et les barbouzes.

Le parquet a requis mardi la relaxe de l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua au procès à Paris des détournements du programme de l'ONU en Irak "*pétrole contre nourriture*".

Une autre relaxe, une peine de 18 mois de prison, dont 6 ferme, et des amendes allant de 20.000 euros avec sursis à 100.000 euros ont par ailleurs été demandées concernant une dizaine d'autres prévenus. La lecture des réquisitions devait se poursuivre, après une pause, à propos de l'implication présumée de Total dans cette affaire. AFP 12.02

Inde. Un Etat semi-féodal en guerre permanente contre son peuple.

- '*La modernisation militaire de l'Inde est un impératif*' - LeMonde.fr

Le Monde porte-parole des marchands de canons, normal.

- La police indienne tue huit membres de tribu dans l'Etat d'Assam - Reuters

La police était intervenue pour contenir les protestations de membres de la tribu de Rabha, opposés à des élections qui violent selon eux les lois tribales, a expliqué un autre haut responsable. Reuters 12.02

Car en Inde ils existent de telles inégalités entre les différentes couches de la société, il y en a qui sont à l'ère d'Internet et d'autres à l'âge de pierre pour ainsi dire, des populations vivent dans des villages isolés où ils n'ont ni eau potable ni électricité ni téléphone et parfois ni routes en dur ni commerces ou quelques échoppes seulement ni services publics cela va de soi.

Donc au niveau juridique, sachant qu'il correspond au niveau de développement économique, leur niveau économique n'ayant pas évolué au même rythme que le reste de la société, leurs institutions n'ont pas évolué non plus par rapport au reste de l'Inde, ils rejettent donc le processus électoral que le gouvernement voudrait leur imposer.

A qui la faute, sinon aux classes dominantes qui ont accapé le pouvoir et les richesses du pays depuis l'indépendance et dont le gouvernement actuel de coalition est le représentant.

Quand on sort de la ville et qu'on parcourt quelques kilomètres dans la campagne, on croise encore des tribus vivant de la cueillette et de la chasse (armé d'une lance et d'un fusil à poudre à un coup !), vêtus sommairement, ils viennent s'entasser aux abords des villes et vivent misérablement. Autant dire qu'ils connaissent le même sort que les Roms en France.

ACTUALITE EN TITRES

Affection vicieuse et purulente mais non contagieuse, il faut l'espérer.

- Copé veut construire une "*relation affective avec les Français*" - AFP

Il n'y a pas de fumée sans feu. Si le Figaro s'y intéresse..

- Un site internet veut favoriser la démocratie participative - LeFigaro.fr

Question inutile, dépassée, obsolète...

- L'Occident a-t-il encore une longueur d'avance technologique ? - Atlantico.fr

Priorité au capital. Les commis et les larbins des banquiers donnent de la voix.

- Budget: la Cour des comptes veut donner une "*priorité absolue*" aux économies - AFP

- Didier Migaud : '*Il faut désormais freiner davantage la dépense*' - LeMonde.fr

- Cour des comptes: la droite se réjouit du rapport annuel - L'Express.fr

Les auteurs d'un crime prémédité ne peuvent être jugés que coupables.

- Multinationales: l'OCDE s'attaque aux failles du système fiscal mondial - AFP

- En politique : c'est l'inverse ! L'Agence du médicament se veut plus transparente - Liberation.fr

Quand seule l'étiquette change, le contenu étant le même. Il y a des propositions qui ne trompent pas...

- Jean-Yves Le Drian s'était déjà vu proposer le ministère de la Défense... par Sarkozy - lexpress.fr

Jean-Yves Le Drian promettra à Nicolas Sarkozy de le rappeler pour lui donner une réponse: "*Je l'ai donc rappelé et lui ai demandé d'excuser mon refus. Il m'a répondu que l'offre restait valable*".

Fidèle à son étiquette socialiste, ce proche de François Hollande se rattrapera cinq ans plus tard, en obtenant la Défense dans le gouvernement Ayrault. lexpress.fr 12.02

Pour en réalité poursuivre ou amplifier même la politique impérialiste de Sarkozy.

En politique : c'est l'inverse !

- Du cheval dans du "*chili con carne*" vendu chez Picard - Reuters

En réalité, seules l'emballage et l'étiquette était conforme...

Décadence et putréfaction de leur société

- La PMA, une "*demande légitime*", estime Christiane Taubira - AFP

- L'écologiste Placé veut taxer les mégots de cigarettes - L'Express.fr

Comment, vous ne l'avez pas encore liquidé? On fera le travail nous-mêmes.

- La Libye refuse de remettre Abdallah al Senoussi à la CPI - Reuters

La France et la Turquie ou la voix de l'OTAN

- La France fait un geste européen en direction de la Turquie - Reuters

Ils expriment au futur ce qui existe déjà au présent ou au passé.

- Le G7 tente de déminer les craintes d'une "*guerre des monnaies*" - AFP

- Pour Obama, davantage d'économie, moins d'Afghanistan - Liberation.fr

Cela veut dire plus de guerres, puisque l'économie est le concentré de la politique et la guerre la continuité de la politique sous une autre forme à des fins économiques.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

L'ancien chef des services secrets saoudiens a demandé aux Etats-Unis de livrer aux groupes armés syriens des armes lourdes.

L'Agence Mehr, citant les médias arabes, a rapporté que Turky Fayçal, ancien chef des services secrets de l'Arabie Saoudite a demandé aux Etats-Unis de fournir des équipements de défense anti-aérienne et des balles anti-char aux groupes armés syriens. A noter que l'Arabie Saoudite fait tout son possible pour entraver le processus de la résolution pacifique de la crise en Syrie. Il a tenu ces propos, lors de la première conférence internationale du Conseil des relations arabes-internationales. Il a appelé les Etats-Unis à une prise de position claire au sujet de la crise en Syrie. french.irib.ir 12.02

2- Qatar

Le Premier ministre qatari, Jassem Ben Al-eThani, a pris de court tout le monde !

Il vient de proposer à l'Iran de faire partie d'une organisation régionale chargée de la sécurité, une organisation à laquelle prendraient par l'Iran et les six pays arabes du bassin du golfe Persique. Cette proposition a été annoncée aux cérémonies d'ouverture de la première Conférence internationale des relations Arabes/Monde, au Koweït. Le PM qatari a dit : "*Les relations entre les Arabes et les Iraniens sont anciennes et solides et sont à même de résister aux crises et aux tensions imprévisibles, et les parties n'ont d'autres choix que de coexister*" (!!).

Ces propos, plus qu'étranges, sont formulés, alors que le Qatar, ennemi juré de la stabilité régionale, a tout fait, depuis deux ans, pour endiguer ce qu'il qualifie d'influence iranienne. En Syrie, le Qatar combat l'Iran et l'axe de la Résistance, ses pétrodollars servent à armer les terroristes et à acheter les mercenaires, et tout ceci, dans le sens des intérêts des grandes puissance et d'Israël ! D'où vient donc cette proposition choc? Une proposition, qui a, d'ailleurs, suscité la colère de certains pays arabes, qui n'aiment pas trop l'hypocrise. Le journal "*Arab on line*", qui paraît, aux Emirats, a son propre point de vue, à ce sujet, qui est loin d'être le vrai. Pour le quotidien "*l'appel du PM Qatari fait écho à celui de l'Iran, qui estime qu'il ne faut à aucun prix impliquer les puissnaces étrangères, dans les questions sécuritaires touchant la région*".

L'analyste du journal croit que la proposition de Doha est le signe de l'échec du camp arabo-occidental, au Sommet du Caire. "*Le Sommet a vu l'Iran et l'Egypte proposer une initiative commune. Cette initiative commune veut réunir, sous le même chapitre, les Frères musulmans et l'Iran. Le Qatar s'est dit favorable à cette initiative, vu le large soutien qu'il apporte aux Frères, aussi bien, en Tunisie, qu'en Libye, en Egypte et ailleurs* " Mais que vient faire là dedans l'Iran?

Le Qatar cherche à limiter la casse, en ce qui concerne la Syrie. Son soutien explicite aux Jihadistes libyens, syriens maliens ... et les impacts que ce soutien commence à avoir ont, visiblement, irrité, et les Etats Unsi et ses alliés occidentaux. La France, partenaire de longue date du Qatar, tient rigueur à celui-ci qui finance les Salafistes du Nord Mali. Après le meurtre de son ambassadeur, les USA sont, eux aussi, en colère contre Doha et lui demande de mettre de l'eau dans son vin, en réduisant son soutien aux Salafistes libyens et même, syriens. Dans ces conditions, "*impliquer l'Iran, dans une organisation sécuritaire arabo-persique, peut avoir un effet dissuasif, en direction de l'Iran, qui semble, désormais, avoir la main haute, dans le dossier syrien, et en direction des Etats et du camp occidental, dont la pression semble de plus en plus forte sur le Qatar, petit Etat aux grandes ambitions*" french.irib.ir 12.02

SOCIAL

1- France

- Plans sociaux: Goodyear présente son projet, PSA conclut ses négociations - AFP

1.1- Goodyear

La direction de Goodyear, qui projette de fermer son site d'Amiens-Nord, s'est engagée mardi à en "*limiter au maximum*

les conséquences sociales" lors d'un CCE, qui a mobilisé des centaines de manifestants alors que direction et syndicats ont conclu des négociations sur le plan social chez PSA.

Chez Renault, une nouvelle réunion a été programmée entre la direction et les syndicats, faute d'avancées suffisantes mardi lors de ce qui se voulait l'ultime séance de négociation visant à la signature d'un accord de compétitivité dans l'entreprise.

Lors d'un CCE à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), la direction de Goodyear Dunlop Tires France (GDTF) a "*exposé dans le détail les motivations économiques*" de son projet aux élus du personnel ainsi que le Plan de Sauvegarde de l'Emploi envisagé. Elle affirme, dans un communiqué, vouloir "*utiliser au mieux*" les possibilités de reclassement interne et devrait proposer en France "*au moins cent*" postes, un nombre toutefois limité au regard des 1.173 subissant l'impact de la fermeture.

Près de 700 salariés du site d'Amiens répartis dans 14 cars étaient attendus au siège social, autour duquel plus d'une centaine de CRS étaient déployés.

"*Les salariés sont motivés à défendre leurs emplois avec détermination et intelligence*", a dit Mickael Wamen, délégué CGT. "*Détermination à continuer, à se battre et intelligence à ne pas céder à la provocation.*"

"*Il y a de quoi être scandalisé avec un gouvernement de gauche qui prône le dialogue social à tout va et qui en réalité fait tout le contraire. Je n'ai jamais vu autant de forces de l'ordre réunies pour un comité central d'entreprise où les salariés viennent dire qu'ils veulent garder leur emploi.*" (On croirait qu'il découvre un beau matin que le "*dialogue social* avait un autre contenu ou aurait dû en avoir un autre. -ndlr)

Lors de cette réunion, un cabinet d'experts, Secafi, a été désigné par la majorité des membres du CCE (CFDT et CFE-CGC) "*pour rechercher tous les moyens possibles pour tenter d'éviter d'appliquer le PSE projeté par la direction*", selon les syndicats.

De son côté, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, a annoncé que l'éventuel repreneur américain Titan "*ne reviendrait pas*" et que "*le gouvernement cherchait une alternative*".

Le ministre du Travail Michel Sapin a, quant à lui, estimé mardi qu'il y avait "encore des possibilités" pour Goodyear.

Plusieurs centaines de salariés d'entreprises visées par des plans sociaux ont manifesté à Rueil dans une ambiance tendue, devant le siège de Goodyear France, en solidarité avec les quelque 750 salariés du fabricant de pneus venus d'Amiens pour l'occasion. Parmi eux des salariés de PSA, ArcelorMittal ou Sanofi, ainsi que le collectif Licenci'elles.

D'importantes forces de l'ordre avaient été mobilisées face à ces manifestants (800 à 1.000 selon la police, 2.500 et 3.000 selon la CGT) qui ont dénoncé les licenciements boursiers.

1.2- PSA

Fin des discussions chez PSA

Chez PSA Peugeot-Citroën, où s'est déroulée l'ultime séance de négociations sur le Plan de restructuration qui vise les sites d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et Rennes, quatre syndicats se sont déclarés favorables à un projet d'accord sur l'accompagnement des salariés concernés. La CFE-CGC, la CFTC, FO et le Syndicat indépendant de l'automobile (SIA), majoritaire à Aulnay-sous-Bois, mais pas la CGT, ont jugé que des avancées positives avaient été faites lors de ces négociations, qui avaient débuté le 7 novembre.

"*Pour moi, c'est acquis à 99%. La raison l'a emporté sur la passion*", a dit à Reuters Christian Lafaye de Force ouvrière. (La "*raison*", c'était accepter le plan antisocial de la direction, et la "*passion*", c'était s'y opposer. La raison du plus fort l'emporte, ce n'est pas le courage qui l'étouffe ce capitulard, et pour être passionné faut-il encore avoir un idéal, le sien doit manifestement se situer à un niveau alimentaire, le nôtre, le plus élévé qui soit, la liberté ! On lui conseillera de démissionner de ces mandats syndicaux.- Ndlr)

Ils ont toutefois précisé que le projet devait être soumis à l'approbation des salariés et ne pourrait, le cas échéant, être adopté définitivement qu'au cours d'un prochain CCE prévu au printemps.

Entre 2012 et 2014, 11.214 suppressions de postes sont envisagées chez le premier constructeur français, dont 3.000 à Aulnay et 1.400 à Rennes, avec une phase de départs volontaires ouverte jusqu'au 31 décembre.

1.3- Renault

Chez Renault, la nouvelle réunion a été programmée pour le mardi 19 février.

"*Nous n'avons pas fini de négocier*", a indiqué Dominique Chauvin, représentant de la CFE-CGC, majoritaire, après avoir estimé que certaines garanties avaient été obtenues. Mais, a-t-il ajouté, "*on veut prendre le temps*" face à la complexité des problèmes soulevés.

La CFDT s'est quant à elle félicité d'avoir obenu "*des garanties concrètes très importantes pour les salariés de l'ensemble des sites avec une augmentation des volumes jusqu'à plus de 80% de leur capacité d'ici quatre ans et au-delà de 2016*".

Avant la réunion, la CFE-CGC, comme la CFDT, avaient jugé impératif d'obtenir des éléments précis sur les augmentations de volumes de production promis par le constructeur.

A l'issue de cette nouvelle séance de négociations la direction de Renault a confirmé dans un communiqué "*son engagement de développer l'activité des sites industriels français*". AFP et Reuters 12.02

1.4- Enseignants du primaire.

Les enseignants du primaire ont fait grève mardi en France pour contraindre le ministre de l'Education, Vincent Peillon, à reporter à 2014 et à aménager sa réforme des rythmes scolaires, qui instaure le retour à la semaine de quatre jours et demi.

Le SNUipp-FSU (Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs des écoles), principale organisation du secteur, a affirmé mobiliser 58% des instituteurs, avec des taux de grévistes variables selon les régions.

Le ministère fait état pour sa part de 36,17% de grévistes au niveau national dans le primaire à la mi-journée et de 2,40% dans le secondaire, où un petit nombre d'enseignants a suivi le mouvement en soutien aux instituteurs.

La participation était de près de 60% à Paris où les instituteurs sont remontés contre le maire, Bertrand Delanoë (PS), qui avait décidé le passage à 4,5 jours, contre 4 actuellement, dès la rentrée 2013.

Bertrand Delanoë a lancé un appel au dialogue tout en amorçant un léger recul. "*La décision (sur l'application de la réforme à la rentrée 2013 ou 2014) sera prise fin mars*", a-t-il dit sur France Info.

Lors du précédent mouvement dans la capitale, le 22 janvier, près de 80% des professeurs des écoles avaient fait grève, selon le rectorat.

Des rassemblements ont eu lieu dans de nombreuses villes de France, mais beaucoup n'ont réuni que quelques centaines d'enseignants.

En revanche, plusieurs milliers de personnes - 5.800 selon la police, 12.000 d'après les syndicats - ont participé au cortège parisien. "*Ni statu quo, ni bricolage*", pouvait-on lire sur une banderole.

Une autre grève était lancée en parallèle dans l'éducation par cinq syndicats (CGT, FO, Sud, CNT, FAEN) qui demandent, outre l'abandon de la réforme des rythmes scolaires, une amélioration des conditions de travail et de rémunération.

Selon un sondage BVA pour I>télé de janvier, 59% des Français interrogés sont pour le retour de l'école le mercredi ou le samedi matin. A l'inverse, 39% d'entre eux souhaitent conserver la semaine de quatre jours mise en place en 2008.

Les syndicats ne remettent pas en cause le projet lui-même mais dénoncent une réforme "*bricolée*".

Les communes ont jusqu'au 31 mars pour décider si elles appliqueront la semaine de 4,5 jours cette année ou en 2014.

Les journées de classe seraient raccourcies de 45 minutes, consacrées alors à des activités culturelles ou sportives, mais les communes comme les syndicats se demandent avec quel personnel et quel budget.

"*Nous sommes sur une action qui met en lumière la déception de la communauté éducative sur une réforme des rythmes scolaires, qui était attendue et nécessaire, et qui aujourd'hui n'offre pas de garantie*", a déclaré le secrétaire général du SNUipp-FSU, Sébastien Sihr.

"*Les principaux opposants à la réforme des rythmes scolaires sont avant tout les communes, qui sont en train de traîner les pieds pour 2013*", a-t-il ajouté sur RTL. Reuters 12.02

2- Grande-Bretagne

La banque britannique Barclays va supprimer au moins 3.700 emplois, dont 1.900 dans l'activité de détail en Europe et 1.800 dans la banque d'investissements, dans le cadre d'un plan stratégique dévoilé mardi, destiné à réaliser des économies et restaurer sa réputation. AFP 12.02

3- Pologne

Le pricipal opérateur du téléphone en Pologne, Orange Pologne (France Télécom), a annoncé aujourd'hui à Varsovie qu'il allait supprimer cette année 1700 postes sur un total de 22.414 salariés.

"*Orange Pologne, dans la situation économique actuelle, doit réduire ses coûts. Il s'agit de départs volontaires, aussi bien que de licenciements*", a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'opérateur, Wojciech Jabczynski. AFP 12.02

ECONOMIE

1- France

1.1- Hermes La maison de luxe publie de nouveaux chiffres record. Hermes anticipe notamment une marge opérationnelle 2012 «*légèrement supérieure*» à celle de 31,2% enregistrée en 2011 et déjà inédite, selon les données dévoilées par l'entreprise ce mardi matin.

Le sellier a également atteint l'an dernier un niveau jamais vu de ventes, à 3,48 milliards d'euros (+22,6%), supérieur à ses attentes et à celles des analystes.

Hermès, qui avait relevé deux fois ses prévisions courant 2012, a réalisé une croissance de 16,4% à taux de changes constants, tirée par l'Asie et bien plus élevée que les 13% encore évoqués en novembre, en raison d'une "*excellente*" activité au quatrième trimestre. lefigaro.fr 12.02

1.2- Michelin a publié aujourd'hui des résultats en hausse pour 2012, avec un bénéfice net en progression de 7,4% à 1,5 milliard d'euros, un bénéfice opérationnel avant éléments non récurrents qui bondit de 25% à 2,4 milliards et un chiffre d'affaires de 21,5 milliards. AFP 12.02

2- Etats-Unis

Le géant américain des boissons gazeuses Coca-Cola a annoncé mardi un bénéfice net part du groupe en hausse de 5% pour l'ensemble de l'année 2012 à 9,0 milliards de dollars, meilleur que ne l'attendaient les analystes de Wall Street. AFP 12.02

Haut de page

Le 14 février

CAUSERIE

A défaut de se détendre en parole, on se lâche un peu en images, comme quoi on garde le moral et on reste de bonne humeur même quand la situation est difficile. Hollande est arrivé en Inde avec sa bande de patrons prédateurs, ils ne sont pas les bienvenus.

On a encore eu un boulot de dingue à abattre. Ma souris et le lecteur de CD déconnent quand le clavier ne se bloque pas, du coup je bricole entre deux articles. Si un jour le site n'était pas actualisé vous sauriez pourquoi, ordinateur HS. C'est ma hantise.

Vous trouverez en ligne 25 nouveaux documents.

Deux infos qui auront le don d'exaspérer Obama, Cameron, Merkel et Hollande.

- Bouteflika a fait part de la volonté d'Algérie de développer ses relations avec l'Iran.

- Visite du Ministre iranien des Affaires étrangères en Russie. (french.irib.ir 13.02)

Où cela ?

- Une ouvrière du textile a reçu 70 paires de chaussettes au lieu d'un 13e mois de salaire.

Réponse : Au Vietnam en plein marasme économique. Madame Tran Thi Hai a dit qu'elle allait "*les vendre dans les rues pour avoir un peu d'argent. C'est mieux que rien*" AFP 13.02

En vidéos.

Au déni de démocratie il faut ajouter le déni de vérité.

J'ai été surpris de constater que de farouches opposants à l'impérialisme américain n'ont pas acquis un esprit critique suffisamment développpé pour remettre en cause la version officielle du 11 septembre 2001 ou pour porter un regard objectif ou impartial sur la multitude de preuves qui ont été fournies depuis 11 ans par des sources indépendantes sérieuses et très diverses qui réduisent à néant cette version.

J'en déduis donc qu'ils sont loin d'être les seuls dans ce cas-là. C'est pour cette raison que j'ai entrepris de visionner d'autres témoignages que vous connaissez peut-être, je n'en sais rien, que je porte ici à votre connaissance. Ce n'est pas la seule faiblesse des intellectuels comme on le verra plus loin.

- "*Webster Tarpley n'est plus invité chez Alex Jones depuis plusieurs mois, pourquoi ? Parce qu'il n'aime pas Ron Paul et le fait savoir tout simplement.*" (http://www.youtube.com/watch?v=FPKIOJO7A2Q)

Cela dit, il arrive qu'Alex Jones dérape sérieusement... Et sur ce coup-là, il se trouve qu'il a raison.

Un internaute a ajouté le commentaire suivant.

- "*C'est fou comme les gens peuvent se refermer à toute réflexion dès que l'on montre du doigt des choses pas nettes avec leur candidat, qui en plus est pour beaucoup d'entre nous, le nôtre aussi, mais c'est pas une raison pour déconnecter son cerveau...*"

Et bien, il faudra vous faire à l'idée que la plupart des intellectuels qui ont pignon sur rue fonctionnent de la sorte, j'ai eu l'occasion d'en faire l'expérience à plusieurs reprises, cela vaut pour les partis politiques ouvriers qui sont dirigés par des intellectuels.

Aussi longtemps que vous partagez publiquement leurs positions, vous êtes considérés faire partie de leurs relations, de leur clan ou cercle d'initiés, mais si vous vous avisez d'exposer publiquement les désaccords que vous avez avec eux, pire, si vous vous employez à en expliquer la signification et l'origine, vous serez excommunié sur le champ et traité dorénavant comme un paria, ils vous mépriseront.

Il y a ainsi beaucoup d'intellectuels qui se réclament de la démocratie, mais qui en réalité en ont une conception étroite ou étriquée. Ils ne conçoivent d'avoir des rapports avec vous qu'à condition finalement que vous soyez toujours d'accord avec eux, et que lorsque ce n'est pas le cas vous gardiez le silence. Au-delà de la méthode qui est détestable, cela révèle surtout qu'on ne combat pas réellement pour le même objectif et que cela ne doit pas se savoir, il est là leur réel problème.

De mon côté, je continuerai de mettre en ligne des articles et des vidéos de sources diverses sans partager les analyses ou les conclusions de leurs auteurs le plus souvent, tout en me permettant de les critiquer si je l'estime nécessaire, car je conserve en toutes circonstances ma liberté de parole et d'action que cela leur convienne ou non n'y changeant rien, je conseillerai à chacun d'en faire autant.

Vidéos à propos du 11 septembre 2001

Chute libre du WTC7 officiellement admise (1/2) 11 Septembre 2001
http://www.dailymotion.com/video/xacf98#.URkOEfLcBac

Chute libre du WTC7 officiellement admise (2/2) 11 Septembre 2001
http://www.dailymotion.com/video/xacfoa_chute-libre-du-wtc7-officiellement_tech?start=6#.URkNj_LcBac

Cette vidéo montre comment les spécialistes du NIST, l'agence gouvernementale chargée de l'enquête sur les effondrements du World Trade Center, ont dû corriger leur rapport final sur l'effondrement du WTC7(1) suite aux remarques et aux questions simples de 2 physiciens.

Il est désormais officiel que le WTC7 s'est effondré en chute libre sur les 2,25 premières secondes de sa chute, une révélation CHOC qui, de fait, invalide la version officielle de l'effondrement de cette tour !

(1) Le WTC7 est une tour de 47 étages qui s'est effondrée sur elle-même 7 heures après les Tours Jumelles en 6,5 secondes et sans même avoir été percutée par un avion.

Il faut rappeler que les deux tours du TWC mesuraient 415 mètres de haut et qu'elles se sont effondrées sur elles-mêmes en moins de 10 secondes, selon le scénario employé par les architectes appelé démolition contrôlée, réalisée à base d'un explosif, la thermite, seule matériau capable de fondre des poutres en acier de 10 centimètres d'épaisseur, dont la puissance peut être augmentée en la mélangeant à d'autres substances, de telle sorte que la fusion de l'acier est pratiquement instantanée, ce qui explique pourquoi ces tours se sont effondrées si rapidement.

C'est la conclusion à laquelle est parvenue une association regroupant plus de 1500 architectes et ingénieurs américains et étrangers qui exigent du congrès américain une nouvelle commission d'enquête indépendante sur ce qui s'est réellement passé le 11 septembre 2001, en vain jusqu'à présent. Pour eux, ils n'existent absolument aucun doute possible que ces trois tours ont fait l'objet d'une démolition contrôlée. Je vous passe les détails sur les prélèvements qui ont été effectués sur place et qui ont démontré la présence de thermite et autres matériaux employés uniquement par le département de la Défense américaine.

Sachez que le kérosène brûle aux alentours de 650 ou 700°C et que la température dans l'incendie du TWC n'a pas dépassé 850° C selon les pompiers, alors qu'il faut une température de 1500°C pour fondre un morceau d'acier de 10 centimètres d'épaisseur. Si la combustion du kérosène s'effectuait à 1500°C les réacteurs des avions fondraient ou encore une simple casserole en aluminum comme en utilise les Indiens sur des réchauds qui fonctionnent au kérosène !

11 Septembre 2001 - Quand la Vérité Éclate en Direct (2009) (France24)
http://www.youtube.com/watch?v=FjRfc0s-x-Q

11 septembre l'Amérique découvre laVérité à la TV (2009 (Fox TV)
http://www.youtube.com/watch?v=LdDIHxvqLY4

Invité le 28 mai 2009 sur le plateau de la chaîne de télévision américaine KMPH Fox 26 du groupe FOX TV, l'architecte et spécialiste des structures en acier Richard Gage y expose en direct les preuves de démolition contrôlée des tours du WTC le 11 septembre 2001. Saisissant !

Regardez également l'interview édifiante du scientifique Niels Harrit par la chaîne danoise TV2 après la publication le 6 avril 2009 d'une étude internationale démontrant la présence dexplosifs dans les décombres du WTC : http://www.dailymotion.com/video/x92l...

La version officielle de l'effondrement du WTC est désormais bel et bien invalidée par la science !

Pour aller plus loin, nous vous conseillons le documentaire "911 Mysteries - Demolitions", le film référence sur les aspects techniques et scientifiques de l'effondrement des tours : http://www.dailymotion.com/video/xb6sft

Epouvantails autruches et perroquets "10 ans de journalisme sur le 11 septembre 2001 (2011) (ReOppen911)
http://www.youtube.com/watch?v=o2DWMd9V3Eg

La face cachée du 11 septembre 2001 - Eric Laurent (2003)
http://www.youtube.com/watch?v=oLe5vcGtO_M

Eric Laurent a enquêté sur Alquaida,petrole,Iraq,CIA
http://www.youtube.com/watch?v=M_HSpNv1IZ8

L'imposture du 11 Septembre 2001 par Thierry Meyssan (En Intégralité)
http://www.youtube.com/watch?v=FLfnDaTHrr4

Sur Obama et son entourage.

Les hommes derrière Obama - 1ère partie FR/ENG -Webster G. Tarpley
http://www.youtube.com/watch?v=qkpe7sRmggs

Les hommes derrière Obama - 2ème partie FR/ENG-Webster G. Tarpley
http://www.youtube.com/watch?v=tfIVsd6M-go&NR=1&feature=endscreen

Entretien avec Webster Tarpley: « La guerre contre le terrorisme est un mythe » 26 septembre 2006
http://www.youtube.com/watch?v=vvWze0d4AsI

Sur l'économie

La face cachée des banques - Eric Laurent
http://www.youtube.com/watch?feature=endscreen&NR=1&v=dnRkyE9xM30

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le représentant de l'oligarchie financière nous fait le coup de l'indépendance politique

Quand Hollande prétend mettre une énième fois la finance au pas, quand Moscovici nous joue le remake du contrôle des banques. Un simple rappel suffira à comprendre qu'ils se foutent ouvertement de nous.

Extrait de l'article *Six révélations-chocs sur le "gouvernement secret" de Wall Street* de Les Leopold, publié par Alternet.org le 30 novembre 2011.

- Nous disposons désormais de preuves concrètes de l'existence d'un gouvernement secret conduit par Wall Street et par Washington, loin de tout processus démocratique. Suite à une requête faite au titre du Freedom of Information Act (FOIA) par Bloomberg News, le public a désormais accès à plus de 29 000 pages de documents fédéraux, et 21 000 autres concernant des transactions fédérales qui ont été soigneusement cachées, et on comprend mieux pourquoi maintenant.

Ces documents mettent en lumière comment de hauts responsables gouvernementaux ont délibérément caché au Congrès et au public la véritable portée des sauvetages financiers de 2008-2009 qui ont permis d'enrichir quelques personnes et d'augmenter les profits des grandes sociétés de Wall Street. Voici ce que nous savons :

Le montant total du sauvetage financier secret de Wall Street est de 7 770 milliards de $, c'est-à-dire 10 fois plus que celui du Troubled Asset Relief Program (TARP) de 700 milliards qui avait été voté par le Congrès en 2008.

A la suite de cet article, si vous maîtrisez l'anglais je mets deux autres articles en ligne du célèbre magazine économique américain Bloomberg d'où sont issus les données qui figurent dans cet extrait.

- Six révélations-chocs sur le "gouvernement secret" de Wall Street. (Alternet.org) (30.11.11)
- Secret Fed Loans Gave Banks $13 Billion Undisclosed to Congress. (Bloomberg) (27.11.11)
- How Paulson Gave Hedge Funds Advance Word of Fannie Mae Rescue. (Bloomberg) (29.11.11)

Une victime innocente de plus à mettre au compte du gouvernement

Hollande a déclaré que l'affaire du cheval mélangé à du boeuf était "*très grave*". La suite l'est déjà moins.

Un homme, chômeur en fin de droit d'indemnisation, a mis fin à ses jours mercredi à Nantes en s'immolant par le feu devant l'agence Pôle Emploi de son domicile après s'être aspergé d'essence, a-t-on appris de sources policières.

L'homme serait décédé, selon les pompiers arrivés trop tard sur lieux. L'agence Pôle emploi est fermée depuis. Liberation.fr 13.02

FO persiste et signe

Qu'avons-nous appris dans le dernier éditorial de Jean-Claude Mailly que nous avons reçu hier ? Extraits.

Que son le Comité confédéral national de Force Ouvrière (CCN) s'était réuni le 5 mars

- Rappelons qu'il regroupe les représentants de toutes les unions départementales et territoriales, ceux des fédérations professionnelles, les membres de la Commission exécutive et du Bureau confédéral. C'est en quelque sorte le parlement de Force Ouvrière.

- L'accord national interprofessionnel «*compétitivité - sécurisation*» du 11 janvier 2013 a été une des questions au centre des débats.

Unanimement, le CCN a appuyé la décision du Bureau confédéral de ne pas signer cet accord, dangereux pour les droits sociaux, individuels et collectifs des salariés et plus qu'aléatoire pour les prétendus droits nouveaux.

Il est plus que "*dangereux*", c'est une véritable catastrophe pour les travailleurs, et le Medef ne s'y est pas trompé en affirmant qu'il fallait remonté à 1968 pour trouver un accord d'une telle portée historique, en sa faveur cette fois, il tient sa revanche quoi.

Les bureaucrates syndicaux ne semblent avoir aucune idée ou ils s'en foutent complètement de ce qui se passe en Grèce, qui a servi de laboratoire à ce qui est en train d'arriver pays après pays dans l'UE.

Le patronat licencie en masse, donc fait monter le chômage à un niveau record, c'est la première étape de leur offensive. Derrière, soit le gouvernement légifèrera unilatéralement, soit le patronat et les syndicats se mettront d'accord pour mettre en place des mécaniques permettant de faire baisser le coût du travail, d'augmenter la durée du travail, autoriser arbitrairement la mobilité des salariés, faciliter leur licenciement en cas de besoin, de préférence sans recours possible et à moindre frais, c'est la seconde étape de leur plan. Pour finir, à la troisième étape, quand ils estimeront que leurs victimes seront à point pour accepter n'importe quelles conditions de travail et de rémunération pour survivre parce qu'il faut bien continuer à vivre, miraculeusement les entreprises réembaucheront permettant aux capitalistes d'exploiter les travailleurs devenus taillables et corvéables à merci et d'empocher des profits supérieurs à ceux escomptés précédemment et la boucle sera bouclée. En maintenant toutefois le chômage à un niveau suffisamment élevé pour maintenir la pression à la baisse sur les salaires.

L'économie semblera redémarrer, mais en apparence seulement et dans des conditions nouvelles marquées par l'aggravation du niveau d'exploitation des travailleurs, qui travailleront plus longtemps pour des salaires inférieurs de 20 à 40% à ce qu'ils percevaient 3 ou 4 ans auparavant, ils pourront ainsi à nouveau s'endetter et la machine capitaliste donnera l'impression de fonctionner à nouveau à merveille, mais comme les prix, les taxes et les impôts continueront d'augmenter tandis que leurs salaires stagneront, il arrivera un moment où ils se retrouveront une nouvelle fois pris à la gorge et la crise repartira de plus belle une fois devenus insolvable ou dans l'impossibilité de rembourser leurs prêts ou de payer leurs factures.

Et en quoi consistera la réplique de FO à cette agression sans précédent depuis plus de 40 ans du patronat contre les travailleurs ?

- Informations auprès des salariés, interventions auprès du gouvernement et des parlementaires sont en cours. Mais il faut aussi montrer publiquement notre désaccord, notre opposition à cet accord et à sa transposition en loi. Vous aurez noter au passage le "*aussi*" qui témoigne de la combativité de FO, de la volonté de ses dirigeants à combattre cet accord infâme, il s'excuserait auprès du gouvernement et du patronat d'être obligé de s'y opposer (du bout des lèvres) qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, la suite le confirme.

- Ce sera le cas le 5 mars prochain, veille de la présentation du projet de loi en Conseil des ministres. Un appel commun à des rassemblements, manifestations et arrêts de travail, spécifiquement contre cet ANI et sa transposition, a été lancé le 8 février par les deux grandes confédérations non signataires, la CGT et Force Ouvrière.

Le tout au pluriel, le plus éclaté possible pour empêcher toute centralisation des luttes contre le gouvernement. Ils ont écrit "*unanimement*", cela signifie avec l'accord des dirigeants du POI (notamment) qui ont des fonctions importantes dans les instances dirigeantes de FO, les militants de ce parti qui sont de grands révolutionnaires, des trotskistes, apprécieront sans doute.

Mailly n'ayant aucune raison de douter de la servilité des dirigeants du POI peut tranquillement enchaîner :

- En agissant ainsi, nous disons ce que nous faisons et faisons ce que nous disons. Oui à l'action commune quand les revendications et les modalités d'action sont jugées efficaces.

Pas question d'une grève et d'une manifestation nationale à Paris, les dirigeants de FO et de la CGT n'en veulent pas, le Medef et le gouvernement non plus d'ailleurs.

Hollande peut dormir tranquille. Vous savez qu'ils nous lisent au PS. Entre nous, et cela ne me fait pas rire du tout, ils doivent bien se marrer en lisant ces lignes : "*efficaces*" des "*rassemblements, manifestations et arrêts de travail*" éclatés, sans lendemain, depuis quand ? Et quand ils ont dû lire la fin de l'éditorial de Mailly, ils n'avaient plus qu'à faire comme Parisot et Berger et sabrer le champagne.

- Déjà l'avant-projet de loi rectifie quelques points, preuve que cet accord est mauvais et dangereux. Mais il reste beaucoup de points nocifs, dont toute la partie flexibilité qui sécurise les employeurs et fragilise les salariés.

Vous avez lu avant-hier dans ma causerie en quoi avaient consisté ces rectifications : à donner satisfaction au Medef, on peut même affirmer que cet accord est en pire qu'il n'était avant qu'ils le retouchent ! C'est cela monsieur Mailly prenez-nous pour des abrutis, continuez dans la même voie, vous êtes dans la bonne direction.

Un dernier. Faut-il voir dans le fait que la fédération des transports de FO (et la CGT) a appelé la première à la grève le 5 mars, la volonté d'empêcher les travailleurs de se rendre au travail ou d'aller manifester ce jour-là ?

En fonction de l'accueil que recevra parmi les travailleurs, les militants pourront appeler à faire grève et à manifester ce jour-là sur le mot d'ordre du retrait, à bas le gouvernement du Medef.

ACTUALITE EN TITRES

Propagande. C'est fou ce que la population peut être bien informée !

- 83 % des Français estiment que les collectivités locales doivent réduire leurs dépenses - Atlantico.fr

Vont-ils tester les commissaires européens ? Inutile.

- Viande de cheval: Bruxelles demande des tests ADN - LePoint.fr

Ils ont tellement besoin de Hollande !

- Juppé affirme que Sarkozy a envie de se présenter à la présidentielle de 2017 - AFP

Euphorie, non euphémisme !

- Emploi: les jeunes sceptiques sur l'efficacité du contrat de génération - AFP

Ils ont trouvé comment recycler Caroline Fourest.

- Des poules pour diminuer la quantité de déchets - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Mark Mazower jouit d'une réputation internationale à la fois comme écrivain de livres très importants sur l'histoire moderne de l'Europe, en particulier dans les Balkans et en tant que professeur à l'Université Columbia à New York (titulaire du siège histoire Ira D.Wallach), où il est également administrateur du Heyman Center for the Humanities. Sa bibliographie comprend par exemple "*la Grèce d'Hitler*" ainsi que le "*continent noir*"," *L'Empire d'Hitler* ", "*La Grèce et la crise économique des années trente*". Professeur à l'université Columbia de New York, il a également publié des articles pour le Financial Times, The Guardian et The Independant.

S'exprimant mardi à Athènes lors d'une conférence sur les extrêmes politiques de la Grèce au Collège Americain de Grèce (American College of Greece), Mazower n'a pas hésité à faire le parallèle entre l'extrême droite grecque et le national-socialisme allemand, le parti nazi des années 1930.

Hier, lors de la conférence, Mark Mazower a avertit la Grèce de ne pas sous-estimer la menace de l'Aube Dorée et n'a pas hésité à faire le parallèle entre le parti grec ultra nationaliste et le national-socialisme allemand des années 30. "*Il y a une approche commune*", a-t-il dit, des deux partis qui mettent l'accent sur le racisme biologique et les tactiques de rue violentes qui

les distingue des autres mouvements nationalistes européens.

Critique envers la gauche grecque "*qui n'a jamais fait de pause mentale depuis l'image de la révolution.*" il a refusé l'assimilation extrême-droite et extrême gauche en précisant que "*Certains disent que toutes les formes d'anarchie sont également dangereuses. Je suis en désaccord*", puis en ajoutant que "*les manifestations et les violations de la loi de la gauche n'ont pas mis en danger la démocratie grecque*".

En conclusion, Mark Mazower a indiqué qu' "*Au lieu de poursuivre les squats anarchistes à Athènes qui sont d'une importance politique négligeable, la Nouvelle Démocratie devrait plutôt orienter son énergie et son attention sur la plus grande menace, celle de l'Aube Dorée" en se référant aux dernières descentes de police dans plusieurs bâtiments abandonnés à Athènes(voir ici). Malheureusement, l'Etat grec ne semble pas se rendre compte de l'urgence de la situation*". okeanews.fr 13.02

2- Egypte

Les Fréres musulmans alliés et gardiens de l'Etat sioniste contre les Palestiniens.

- Les forces armées égyptiennes ont inondé plusieurs tunnels de contrebande rejoignant la bande de Gaza sous contrôle palestinien, dans le but de les fermer, ont déclaré les autorités égyptiennes et palestiniennes.

Le réseau de tunnels est essentiel à la vie de Gaza, permettant l'importation d'environ 30% de tous les biens atteignant la bande de territoire enclavée et soumise à un blocus israélien depuis plus de sept ans.

Des reporters de Reuters ont vu qu'un tunnel servant à faire entrer sur le territoire du gravier et du ciment a subitement été rempli d'eau dimanche, obligeant les travailleurs à l'évacuer à la hâte.

Selon les habitants, deux autres tunnels auraient été inondés de la même manière, par de l'eau délibérément pompée par l'Egypte.

Si le Hamas rechigne à critiquer Mohamed Morsi en public, certains Gazaouis se montrent plus loquaces : "*Les mesures égyptiennes contre les tunnels ont empiré depuis l'élection de Morsi*", affirme le propriétaire d'un tunnel, ne souhaitant être identifié que sous le nom d'Ayed par peur de représailles.

"*Nos frères du Hamas pensaient qu'il allait ouvrir ses portes à Gaza. J'ai l'impression qu'ils se sont trompés. Probablement qu'entre 150 et 200 tunnels ont été fermés depuis l'attaque du Sinaï. C'est-à-dire sous Morsi.*"

Les personnes chargées des tunnels craignent que l'eau ne provoque l'effondrement des infrastructures.

"*L'eau peut provoquer des fissures dans le mur et causer l'effondrement du tunnel. Cela peut tuer des gens*", explique Ahmed Al-Shaer, dont le cousin est mort dans un accident de cette nature l'an dernier. Reuters 13.02

3- Tunisie

Le Ministre tunisien de l'Intérieur a fait part de l'arrestation de plusieurs terroristes.

Cité par Alquds Alarabi, le Ministre tunisien de l'Intérieur, Ali Al-Ariz a affirmé qu'avec l'établissement de sérieuses mesures de sécurité, dans le sens de l'identification des auteurs de l'assassinat de Chokri Belaïd, les forces sécuritaires tunisiennes avaient réussi à identifier et à arrêter plusieurs terroristes. Une quantité d'armes et d'explosifs a été découverte et confisquée au cours de ces opérations, a-t-il ajouté. french.irib.ir 13.02

SOCIAL

1- Portugal

Le chômage a atteint un nouveau record au Portugal à 16,9% au quatrième trimestre. Selon l'Institut national des statistiques (INE), le taux de chômage chez les jeunes a atteint 40% au quatrième trimestre.

Le Premier ministre Pedro Passos Coelho s'est déclaré inquiet de cette hausse du chômage. "*Il s'agit de la partie la plus spectaculaire du processus d'ajustement. Ces chiffres sont inquiétants*", a-t-il déclaré aux journalistes.

"*Nous pensons que cette tendance va se maintenir mais qu'elle s'atténuera en 2013*", selon Paula Carvalho économiste à la Banque portugaise d'investissement.

"*Les créations d'emplois reprendront seulement quand l'économie aura une croissance supérieure à 1%*", a-t-elle ajouté.

Selon l'INE, sur l'ensemble de l'année dernière, le taux de chômage moyen s'est établi à 15,7% contre 12,7% en 2011, en ligne avec les prévisions des bailleur de fonds du Portugal - l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Le nombre de personnes sans emploi a atteint 923.000 personnes au quatrième trimestre, contre 870.000 le trimestre précédent sur un total d'environ 5,5 millions de travailleurs. Reuters 13.02

Ah ben si "*les prévisions des bailleur de fonds du Portugal*", tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes !

2- Pays-Bas

ING, qui se prépare à séparer ses opérations de banque de celles d'assurance, a annoncé mercredi qu'il supprimerait 2.400 emplois de plus aux Pays-Bas et en Belgique.

ING avait déjà annoncé environ 2.400 suppressions de poste en novembre, portant le total des emplois perdus à 7.500 en l'espace de 15 mois, soit 9% de ses effectifs à fin décembre.

Il a expliqué que les nouveaux licenciements dans les centres d'appel et la division informatique (IT) étaient nécessaires afin de diminuer ses coûts dans la banque de dépôt aux Pays-Bas et en Belgique. Il compte ainsi économiser un milliard d'euros annuellement d'ici 2015.

ING a publié mercredi un bénéfice net trimestriel de 1,434 milliard d'euros, en hausse de 21% grâce à des cessions, mais inférieur au consensus. Reuters 13.02

ECONOMIE

1- France

Total a de nouveau enregistré d'énormes bénéfices en 2012, le recul de la production d'hydrocarbures du géant pétrolier français ayant été contrebalancé par les prix très élevés du pétrole brut et un rebond temporaire des marges de raffinage en Europe.

Le groupe a dégagé sur l'année un bénéfice (part du groupe) en baisse de 13% à 10,7 milliards d'euros, selon un communiqué publié mercredi. Mais son bénéfice net ajusté -mesure la plus suivie dans le secteur, qui exclut certains effets liés à la variation des cours du brut - a au contraire grimpé de 8% à 12,4 milliards d'euros. Des résultats conformes aux prévisions des analystes financiers. Liberation.fr 13.02

2- Grèce

La Grèce, l'Italie et l'Albanie signeraient aujourd'hui à Athènes un accord intergouvernemental pour la construction d'un projet de pipeline Trans-Adriatique (TAP).

Le gazoduc reliera l'Azerbaïdjan à l'Europe occidentale. Les actionnaires du projet sont la société suisse d'énergie Axpo (42,5%), le norvégien Statoil (42,5%) et l'allemand Ruhrgas (15%).

Le projet TAP est l'un des principaux rivaux de Nabucco puisqu'il devrait transférer du gaz à partir de l'Azerbaïdjan. okeanews.fr 13.02

3- Grande-Bretagne

Le groupe anglo-canadien d'informations spécialisées Thomson Reuters a annoncé mercredi 2.500 suppressions de postes dans sa division d'écrans financiers, qui constitue la plus grosse part de son activité, afin de diminuer davantage ses coûts et maintenir ses marges.

Thomson Reuters employait au total 60.000 personnes fin 2012, dont 22.500 dans cette division qui chapeaute les services

financiers du groupe, notamment ses fameux écrans de marchés où elle est concurrencée entre autres par Bloomberg.

"*Ce ne sont pas des décisions faciles, mais notre structure de coûts doit s'adapter aux besoins de nos clients*", a déclaré le directeur général du groupe, James Smith. Liberation.fr 13.02

Haut de page

Le 15 février

CAUSERIE

Jeudi 23h55

J'ai mis en ligne l'article *Un dirigeant de gauche arrêté au Mali : le véritable objectif de l'intervention ?* (michelcollon.info) (13.02.13), mais il semblerait que cet opposant ait été libéré aux dernières nouvelles.

Lutte contre l'extrême droite.

Une organisation et des noms à retenir où les déchets dangereux et nauséabonds du vieux monde. La pire réaction néoservatrice et sioniste en France.

Le Cercle de l'Oratoire.

Le Cercle de l'Oratoire est un cercle de réflexion français créé peu après les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, à New-York. Ce cercle de pensée, qualifié de néoconservateur1, dispose, depuis 2006, d'une revue intitulée Le Meilleur des Mondes, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak2 et s'opposer à la montée de l'antiaméricanisme en France.

Les membres

Ils sont réunis autour du journaliste Michel Taubmann qui dirige le service Info d'Arte-Paris3, et qui dirige également une émission intitulée « Ouvertures » sur la chaîne TFJ et de son épouse Florence (pasteur du Temple de l'oratoire du Louvre et vice-présidente de l'Amitié judéo-chrétienne).

Le cercle est composé d'un groupe d'intellectuels dont font partie les essayistes André Glucksmann et Pascal Bruckner, des réalisateurs comme Romain Goupil, Jacques Tarnero et Raphaël Glucksmann et des historiens comme Stéphane Courtois, Max Lagarrigue et Ilios Yannakakis. Le cercle comprend aussi les écrivains Olivier Rolin et Marc Weitzmann, les journalistes Cécilia Gabizon (spécialiste des questions de l'islam au Figaro), Élisabeth Schemla (fondatrice du site Proche-orient.info), Antoine Vitkine (journaliste et réalisateur pour Arte), des philosophes comme Monique Canto-Sperber, Jean-Luc Mouton (directeur de l'hebdomadaire protestant Réforme), Claire Brière-Blanchet ou l'avocat Michel Laval, la politologue Nicole Bacharan, .

Et des chercheurs comme Thérèse Delpech (directrice des affaires stratégiques au Commissariat à l'énergie atomique), Antoine Basbous (directeur de l'Observatoire des pays arabes), Pierre-André Taguieff (directeur de recherche au CNRS), Bruno Tertrais (chercheur au CERI et ancien directeur de la commission des affaires civiles à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN), Frédéric Encel (géopoliticien, spécialiste du Proche-Orient).

Il rassemble également des dirigeants d'associations tels Mohammed Abdi (secrétaire général de Ni Putes Ni Soumises), Violaine de Marsangy (journaliste indépendante et ancienne responsable logistique pour Action contre la faim en Corée du Nord et en Indonésie) et Jacky Mamou (ex-président de Médecins du monde et président du Collectif urgence Darfour). Des hommes politiques, en particulier Bernard Kouchner, sont régulièrement invités à débattre4.

Le Cerle de l'Oratoire s'inscrit dans le courant atlantiste, il est qualifié de néoconservateur par Jean Birnbaum . (Wikipédia)

Zbigniew Brzezinski, Samuel Huntington, Leo Strauss, Allan Bloom , Francis Fukuyama, Norman Podhoretz, William Kristol, Robert Kagan, Devon Gaffney Cross, Bruce P. Jackson et John R. Bolton, GarySchmitt, Dick Cheney (futur Vice président des Etats Unis), Donald Rumsfeld (futur secrétaire d'Etat à la Défense), Paul Wolfowitz (futur sous secrétaire d'Etat à la Défense, Président de la Banque Mondiale), Jeb Bush (Gouverneur de Floride), Richard Perle (Conseiller de G.W. Bush aux Affaires Etrangères)… Terra Nova.

- Les néoconservateurs et leurs complices (anticons.wordpress.com)

Pierre André Taguief, Michel Taubmann, Florence Taubmann, Alexandre Adler.

- Le Cercle de l'Oratoire (anticons.wordpress.com)

BHL Bernard Henri Levy, Phillippe Val, Christine Ockrent, Alain Finkielkraut, Nicole Bacharan, André Glucksman, Bernard Kouchner.

- Les directeurs de conscience (anticons.wordpress.com)

Rudy Reichstadt, Tristan Mendès France, Caroline Fourest, Fiammetta Venner, Mohamed Sifaoui, Antoine Vitkine, Barbara Necek, Guillaume Dasquié, Jean Charles Brisard.

- Les opportunistes (anticons.wordpress.com)

- Le Meilleur des mondes (revue) (Wikipédia)

- Le Meilleur des mondes (Aldous Huxley - 1932) (Wikipédia)

En complément.

Xavier Raufer, François Haut, Alain Bauer, Yves Roucaute, Roland Jacquard, Frédéric Encel

- Le Business sécuritaire (anticons.wordpress.com)

A propos de Terra Nova, proche du PS et terre d'accueil de Chérèque.

Vous ignoriez ce qu'était Terra Nova ? Un think-tank néo conservateur, sioniste cela va de soi. La pourriture de Chérèque y sera comme un coq en pâte... au gouvernement aussi qui lui a confié une mission.

- Terra Nova, l'American Jewish Committee et la guerre contre l'Iran (08.06.12) (blog.mondediplo.net)

- Colloque: Peut-on stopper la prolifération nucléaire en Iran à des fins militaires ? (07.06.12) (American Jewish Committee)

Parmi les articles récents publiés par l'American Jewish Committee (AJC) :

- AJC salue la prise de position de Valérie Hoffenberg en faveur du placement du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes

- Tribune dans le Huffington Post: Le Hezbollah doit être placé sur la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne

- Visite d'une délégation de hauts dignitaires de l'AJC en France

- AJC appelle au gouvernement français et à l'Union Européenne d'inscrire le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes

La suite demain en fin de journée, car le matin je dois aller chez le dentiste.

Vendredi après-midi

Le site ne sera que partiellement actualisé, j'ai perdu deux heures en allant chez le dentiste et je suis crevé. On se contentera de 7 nouveaux articles mis en ligne. Réflexion à bâtons rompus

1- Information et démocratie. Pas de démocratie sans information libre, or elle est en grande partie muselée en France (notamment).

On est donc obligé de passer par le canal de journalistes ou intellectuels que j'appellerai plutôt critiques qu'indépendants vis-vis du capitalisme, l'expression n'est peut-être pas la meilleure, c'est celle qui me vient à l'esprit pour les caractériser. On ne peut pas

les caractériser comme des opposants aux régimes en place, puisqu'ils sont incapables d'en concevoir un qui romprait avec le capitalisme, ils sont opposés à une certaine politique seulement, à la manière dont les représentants du capitalisme s'y prennent pour assurer sa survie. Si on ne fait pas cette distinction, on peut se méprendre sur leur niveau de conscience politique et leurs réels objectifs.

2- Partir de la réalité pour changer le monde.

Quand le POI explique que tout serait possible, tout ce qui était possible dans les années d'après-guerre, et quand le M'PEP explique de son côté qu'il faudrait revenir à une sorte de Conseil national de la résistance, un gouvernement d'union nationale il faut le rappeler au passage, ils refusent de prendre en compte l'évolution du capitalisme mondial depuis 67 ans qui rend évidemment l'un et l'autre impensable, impossible.

Si tous les gouvernements étiquetés de droite ou de gauche en Europe en sont arrivés à piétiner ouvertement les aspects les plus élémentaires de la démocratie, ce n'est pas parce qu'ils auraient été animés de meilleures intentions hier qu'aujourd'hui, mais parce que la crise du capitalisme a pris une telle ampleur qu'il leur est devenu impossible d'appliquer leur politique autrement. Ce simple constat suffit à comprendre que prétendre entreprendre des réformes sociales collectives sans remettre en cause les fondements du capitalisme et liquider ses institutions politiques est une pure vue de l'esprit ou une supercherie politique.

En réalité, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la révolution socialiste, la révolution permanente qui démarrera dans un pays, s'étendra à un contient, puis à un autre, et enfin s'achèvera une fois le capitalisme éradiqué de la surface de la terre.

3- A propos du Nouvel ordre mondial.

Ce qui était top secret il y a encore quelques années l'est de moins en moins, je pense au groupe Bilderberg cité dans une émission grand public à la télévision par une journaliste du Figaro qui à ma connaissance n'en a jamais parlé dans le passé.

Au fur et à mesure que leur Nouvel ordre mondial se met en place ou réalise des progrès substantiels, ils cachent de moins leurs véritables intentions d'instaurer un gouvernement mondial. C'est aussi dans ce contexte que je situe le 11 septembre 2001, car malgré tous les efforts qui allaient être déployés pour empêcher que la vérité ne jaillisse, il était entendu dès le départ que la version officielle comporterait tellement de contradictions qu'elle serait immédiatement contestée et rapidement mis à jour l'imposture.

Du coup, pour justifier leur politique à venir qui était le véritable mobile du crime, la soi-disant guerre contre le terrorisme qui en réalité allait être une guerre contre les intérêts géostratégiques de la Russie et de la Chine dans le monde, ils ont été obligés de faire monter au front tous que la sociéte et les médias comportaient de farouches réactionnaires, qui à l'occasion se sont regroupés dans des think-tank spécialement conçus à cet effet tel que L'Oratoire.

Bush et Sarkozy largement discrédités, ils ont pu compter sur Obama et Hollande pour assurer la relève, l'alternance politique au pouvoir entre des chefs d'Etat étiquetés de droite ou de gauche ne posant aucun problème, mieux, présentant l'avantage de pouvoir poursuivre la même politique ultra réactionnaire sous le marque avantageux de la démocratie ou du socialisme, cela étant rendu possible du fait que les partis de l'International socialiste étaient entièrement gagnés aux thèses des néo conservateurs américains, ayant ainsi achevé leur mutation complète entamée un siècle auparavant (1914). L'absence au sein du mouvement ouvrier international d'une nouvelle direction révolutionnaire allait leur facilité la tâche.

Fort de ces réussites et de ces avancées dans la réalisation de leur plan, ils annoncent qu'ils vont franchir une nouvelle étape en finalisant l'union transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne dont le projet remonte à la création de l'UE par les Etats-Unis. Ils se sont donnés deux ans pour y parvenir, c'est-à-dire pour que l'ensemble des politiques d'austérité qu'ils ont mises en oeuvre dans les différents pays de l'EU et les contre-réformes structurelles qu'ils les ont appelés à appliquer au plus vite portent leurs fruits et soient achevés.

Cela signifie que d'ici deux ans en France, en Espagne, en Italie, en Belgique, etc. on devrait connaître sur le plan social une situation comparable à celle de la Grèce, et sur le plan politique une situation similaire aux masses américaines qui ont été spoliées de tout droit politique. Il reste donc peu de temps à nos dirigeants pour modifier radicalement leur orientation politique, s'ils en sont encore capables...

4- Internet et les réseaux antisociaux.

Là aussi c'est une affaire qui marche à merveille. Son fil conducteur ou sa raison d'être est de favoriser le penchant individualiste des gens, aiguiser les particularités de chacun, ce qui les distingue ou les sépare, ce qui les oppose éventuellement en montant certaines couches contre les autres à la manière des démagogues qui ont acquis une solide expérience en la matière, l'ensemble au détriment de tout repère collectif considéré dorénavant comme obsolète, une tare ou réactionnaire, de telle sorte qu'il n'existe plus d'échelles de valeur pour comparer ou évaluer le contenu d'une expérience laissée à l'appréciation

de chacun au nom du principe de la liberté, tandis qu'en réalité ces particularités ou ces distinctions allaient continuées d'exister au-delà de la volonté hypocrite du législateur de les faire disparaître.

Il s'agit en quelque sorte d'une violation des principes qui ont servi ou accompagné jusqu'à présent le développement de la civilisation humaine. Leur objectif est de dissoudre l'ensemble des échelles de valeur qui servaient jusqu'à présent de référence à l'évaluation économique, social ou politique ou encore culturel de l'état de la société. Cependant cette règle comporte une exception : une seule valeur, un seul principe, un seul critère, un seul facteur mérite encore d'être évalué ou d'être retenu, qui doit guider dorénavant notre existence, l'état du marché, de la finance, des banques, la croissance, le profit des entreprises. Notre existence doit impérativement lui être subordonnée et tout ce qui a un contenu social doit passer au second plan ou être abandonné.

Non content de la lecture que l'on pouvait faire de l'état de leur société sur le thermomètre qui servait à l'évaluer et qui pouvait révéler qu'elle était franchement mal en point, ils ont décié de casser le thermomètre.

Les masses frustrées de ne pas être représentées dans la société utilisent les réseaux antisociaux comme expédient pour s'exprimer, preuve qu'elles ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier, on les comprend. A eux de montrer qu'ils sont à la hauteur de ce défi.

A la page 14 du n°238 d'*Informations ouvrières* paru avant-hier, on pouvait lire ceci :

- Dans le courrier

Apres lecture d'Informations ouvrières, que j'achète quelquefois, je souhaiterais vous soumettre quelques remarques.

En effet, même si je suis souvent d'accord avec le contenu des articles et les idées qui s'en dégagent, j'ai quelquefois du mal à comprendre la totalité des articles (même après plusieurs lectures). Le vocabulaire employé ainsi que les formules ne sont pas compréhensibles par la majorité. C'est dommage.

En quelque sorte, on a quelquefois l'impression que le journal s'adresse principalement aux militants du POI. Annie, Montpellier (34) Fin.

Je vous rassure, vous n'y êtes pour rien et de nombreux militants du POI arrivent au même constat que vous.

Madame, cela fait plus de 50 ans que cela dure et que leurs dirigeants ne l'ont pas compris. En réalité, car ils savent ce qu'ils font, ils ne veulent pas le comprendre, les travailleurs qui ne sont pas capables de les lire ne les interressent pas, je vous laisse évaluer à combien de dizaines de millions ils se montent.

Bien entendu parmi les rares lecteurs qui seront capables de lire l'intégralité de leur journal ne figurera aucun ouvrier ou très peu, oui je sais il y a là une contradiction à la base, leur parti s'appelle le parti ouvrier indépendant, il est peut-être indépendant de la classe ouvrière à défaut de l'être de l'Etat. C'est l'incurie politique légendaire de feu Lambert et sa clique qui s'étale ici sous nos yeux. S'ils en arrivent à le reconnaître eux-mêmes, on ne les contredira pas pour une fois.

A l'opposé, je ne me contente pas de balancer des arguments à l'emporte-pièce selon la méthode : qui m'aime me suive, faites-moi confiance, etc. cela ne présente aucun intérêt. Je m'emploie à expliquer patiemment, méticuleusement, pas à pas comment j'en suis arrivé à telle ou telle conclusion ou position, comment je me suis forgé un jugement, une conviction, j'essaie d'éviter au maximum les sous-entendus, les implicites, tout ce qui ne serait pas compréhensible au premier coup d'oeil à un militant sans grande expérience, je décortique chaque fait, situation, on essaie de comprendre ensemble, parfois ce n'est pas facile, on y revient parfois deux, trois, dix fois si nécessaire jusqu'à temps qu'on ait une réponse satisfante à une question et surtout suffisamment étayée pour la publier et la partager, sinon à quoi bon, pour se dire : chouette je suis intelligent, c'est minable comme mentalité.

Notre objectif est d'organiser les travailleurs, ce à quoi le POI s'attaque et c'est une bonne chose, mais aussi de favoriser la progression du niveau de conscience des travailleurs et des militants, et là le POI ne sait pas faire, aucun parti ne sait faire hélas ! Pourquoi ? Vaste question à laquelle j'ai déjà répondu ailleurs. Cela concerne leur conception de la lutte de classe, leur compréhension de la société, toutes deux défaillantes ou erronées. Qui explique leur échec à construire le parti, en admettant que cela fut leur objectif, mais j'en doute...

Comme certainement de très nombreux militants, j'ai voulu croire qu'ils pourraient se corriger, puis voyant que ce n'était pas le cas après des décennies et des décennies à reproduire sans cesse les mêmes erreurs, j'en suis arrivé à la conclusion qu'ils en étaient conscients, mais que sciemment ils avaient décidé de ne rien changer, le résultat est sans appel. A eux de nous prouver le contraire, comme dirait l'autre, ils ne pourront pas dire un jour : on ne le savait pas.

5- Deux portails et deux nouveaux articles.

J'ai découvert de nouveaux portails qui devraient vous intéresser. Si vous en connaissez de la même qualité, envoyez-moi un courriel avec leurs adresses.

- La reine Christine Ockrent et le journalisme de haute fréquentation (acrimed.org) (12.02.13)
- Les nouveaux chiens de garde (lesnouveauxchiensdegarde.com) (2011)

Présentation.

Les médias se proclament "contrepouvoir". Pourtant, la grande majorité des journaux, des radios et des chaînes de télévision appartiennent à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir. Au sein d'un périmètre idéologique minuscule se multiplient les informations prémâchées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices et les renvois d'ascenseur.

En 1932, Paul Nizan publiait Les Chiens de garde pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en gardiens de l'ordre établi.

Aujourd'hui, les chiens de garde, ce sont ces journalistes, éditorialistes et experts médiatiques devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social.

Sur le mode sardonique, Les Nouveaux chiens de garde dressent l'état des lieux d'une presse volontiers oublieuse des valeurs de pluralisme, d'indépendance et d'objectivité qu'elle prétend incarner. Avec force et précision, le film pointe la menace croissante d'une information pervertie en marchandise.

Haut de page

Le 16 février

CAUSERIE

Actualité. Je vous rappelle que dans le fichier dénommé *Le Nouvel ordre mondial et ses institutions.*, vous trouverez des article sur la Fondation Bertelsmann et le Marché transatlantique (Etats-Unis- UE).

Quant aux articles sur le 11 septembre 2001, ils se trouvent dans le fichier International à la section Etats-Unis, il y en a 47 ainsi que des vidéos.

J'ai presque rattrapé mon retard. Il me reste à répondre au courriel que j'ai reçu du M'PEP, l'essentiel est déjà rédigé, je dois encore ajouter deux passages. J'ai deux autres questions à traiter, en fait j'en ai davantage en tête, les différentes conceptions de la lutte de classe, la question posée par les homosexuels dans le cadre du régime en place et non comme une abstraction découplée de tout contexte politique, la première question on pourrait la relier à celle des intellectuels incapables de franchir le pas et de rompre avec le capitalisme, je voudrais revenir encore sur la signification politique de la prétention affichée par le POI et le M'PEP de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers comme si c'était possible, et là encore en faisant abstraction de l'évolution du capitalisme mondial, ce qui revient finalement à avouer qu'ils ont cessé ou n'entendent pas combattre pour le renverser.

Quand on examine attentivement ce qui est en train de se passer sous nos yeux avec l'accord du 11 janvier, la construction de l'UE, les guerres néo coloniales, l'accord transatlantique de marché unique Etats-Unis-UE, les avancées vers le corporatisme et le gouvernement mondial qui va avec, on s'aperçoit que tout cela figurait dans la perspective tracée par l'évolution du capitalisme (avec ses contradictions) dès l'après-guerre ou même avant et que tous les partis les ont superbement ignorés, en cela on peut affirmer qu'ils ont rompu avec le marxisme et par la suite logiquement avec le léninisme...

Austérité, baisse du coût du travail, chômage de masse et leurs conséquences économiques...

Excédent commercial ou balance commerciale excédentaire dans certains pays (Italie, 11 milliards d'euros en 2012) de la zone euro ou la zone euro (81,8 milliards en 2012), du fait du recul de la consommation (Grande-Bretagne, -0,6% en janvier) et des importations, de la quasi stagnation (Allemagne, France) ou de la contraction du PIB dans plusieurs pays (Grèce, Espagne, Italie) et de la zone euro (-0,9 à +0,3 prévu en 2013). (source : AFP et Reuters 15.02)

En aparté.

Je crois avoir vu passer un article ces derniers jours relevant que le déficit de la France avait diminué en décembre ou janvier, davantage du fait de la baisse des importations dûe à la faiblesse de la consommation intérieur qu'à l'augmentation des exportations. Mais certains commentateurs qui font feu de tout bois ou n'y comprennent rien prennent cela pour une bonne nouvelle. On se rassure comme on peut.

Ce qui est épuisant, c'est qu'il faut vérifier chaque information, surtout chaque interprétation qui en est faite, surtout ne jamais rien prendre pour argent comptant, c'est ingrat comme boulot et on y passe beaucoup de temps, en fait il faut avoir le maximum d'infos en tête pour ne pas se faire manipuler ou se planter soi-même par ignorance d'un fait qui en contredit un autre.

Si par exemple je ne regarde pas les infos sur Internet (entre 800 et 1000 titres par jours) pendant deux ou trois jours, et que je dois soudainement traiter une question qui remonte à cette date-là, cela m'est impossible dans l'immédiat, il va falloir que je trouve des articles qui m'expliquent comment elle a jailli et qu'est-ce qui s'est passé depuis, car c'est souvent dans la trame des évènements qu'on a la réponse ou une piste pour comprendre ce qui s'est réellement passé. Je n'exagère rien.

C'est comme ce qui s'est passé à chaud dans les heures qui ont suivi la mascarade du 11 septembre 2001, les journalistes des principales chaînes de télé se sont lâchés, pour une fois réellement ils ont fait leur boulot, relatant ce qu'ils avaient sous les yeux ou ce que des témoins sur place étaient en train de vivre, les multiples explosions dans les trois tours qui allaient s'effondrer presque immédiatement après, les pompiers qui déclarent à propos des incendies dans une des tours du WTC qu'ils pourront être circonscrits avec seulement deux lances à incendie, on connaît la suite, etc. Puis, plus rien, tous ces témoignages spontanés ont disparu de la circulation, l'omerta s'est installé à l'échelle mondiale, tous les médias ont repris en choeur la version officielle. Ces témoignages figurent dans des vidéos que j'ai mises en ligne et d'autres que j'ai téléchargées dans mon disque dur, on y voit et on peut entendre ces journalistes américains sur CBS, CNN, etc. rapporter des faits qui seront niés par la commission d'enquête sur le 11/9 ou qui ne seront même pas évoqués.

Imaginons maintenant quelqu'un qui prend cette affaire en cours de route et qui n'entend que la version officielle répétée en boucle des milliers de fois par tous les médias, chefs d'Etat, etc. Il sera porté à la croire, et si plus tard il entend parler qu'il existe une autre version, il ne sera pas forcément porté à la croire s'il ne tombe pas sur quelques éléments de preuve aussi irréfutables que par exemple, l'inexistence d'un avion ayant percuté le Pentagone pour ne pas en avoir retrouvé le moindre débris et pas la moindre trace des corps des passagers, ou encore l'impossibilité pour despoutres d'acier de 10 centimères d'épaisseur de fondre avec du kérosène ou encore de pénétrer dans les trois tours hautement sécurisées qui abritaient le second quartier général de la CIA dans le monde et une partie de ses archives secrètes pour y déposer tranquillement des tonnes d'explosifs, même le plus naïf ou crétin de la planète en déduira que Bush a raconté une fable au monde entier. Si notre homme ne tombe pas sur ces éléments, il pourra demeurer sceptique, on peut le concevoir, mais s'il avait prêté attention aux observations données en direct par les journalistes américains et qu'ils les avaient ensuite comparées avec la version officielle, dès le premier instant il se serait dit qu'il y avait quelque chose qui clochait, qu'on ne lui disait pas toute la vérité ou pas du tout.

D'où l'importance de remonter au départ d'une affaire, car souvent par la suite des éléments ou des témoins clés disparaissent, s'évanouissent dans la nature, sans lesquels il est difficile de reconstituer une histoire et de parvenir à une interprétation correcte des faits. Ce sont les agences de presse ou les journalistes des grands médias qui les font disparaître. Un coup de fil et une personne citée dans une dépêche ne l'est plus dans les heures qui suivent, c'est extrêmement rapide comme j'ai pu le constater sur Internet. Parfois dans la même journée, l'AFP ou Reuters sortent trois ou quatres dépêches sur le même événement, ainsi on peut suivre à la trace la manière dont ils travestissent littéralement les faits, eux ils appelleront cela corriger ou préciser une infos. (A suivre)

ACTUALITÉ DU JOUR

Le talon de fer.

1- La BCE ou la voix de l'oligarchie financière.

1.1- L'homme de paille de Golman Sachs,Mario Draghi, se vend ou lâche le morceau en refusant de débattre du cours de l'euro par rapport au dollar et au yen pour immédiatement embrayer sur la nécessité d'accélérer la mise en oeuvre de nouvelles réformes structurelles pour "*favoriser la croissance*", autrement dit la privatisation des services publics (organismes sociaux, retraites, etc.) au profit des marchés, et qui serviront autant à engranger de nouveaux profits qu'à spéculer, ou la réduction du nombre de fonctionnaires, le budget de l'Etat ne devant plus servir qu'à régler la dette des banquiers, nourrir l'industrie de l'armement ou répondre aux besoins de ses fonctions régaliennes réduites à son appareil policier.

- Le débat en cours sur les changes est "*inapproprié, stérile et contre-productif*", a déclaré vendredi Mario Draghi, le président de

la Banque centrale européenne (BCE).

S'exprimant à Moscou, où s'ouvre ce vendredi une réunion des ministres des Finances et banquiers centraux du G20, il s'est refusé à exprimer un jugement sur le niveau actuel de l'euro mais il a noté qu'il était proche des moyennes de long terme, en valeur nominale comme en valeur réelle.

Il a parallèlement exprimé sa préférence pour les réformes structurelles comme moyen de favoriser la croissance, en soulignant les risques de l'endettement public.

"*Nous ne croyons pas qu'il soit soutenable d'augmenter les déficits publics pour créer de la demande*", a-t-il dit lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion avec des responsables de la banque centrale russe. lefigaro.fr et Reuters 15.02

1.2- La France doit continuer d'avoir pour objectif de ramener son déficit sous la barre des 3% de son produit intérieur brut, a déclaré vendredi Jörg Asmussen, membre du directoire de la Banque centrale européenne.

La France et l'Allemagne ont une responsabilité particulière dans le respect des règles budgétaires de l'Union européenne, a-t-il déclaré.

Selon lui, les discussions actuelles sur le niveau des taux de change ne peuvent pas servir à se détourner de la nécessité de se réformer. lefigaro.fr et Reuters 15.02

2- Est-il possible que la productivité augmente sans cesse, sans fin ?

Le patron du groupe industriel allemand Bosch, Volkmar Denner, prévoit des suppressions de postes en Europe, en raison d'une stagnation durable des marchés dans la région, selon un entretien à l'hebdomadaire Manager Magazin paru aujourd'hui.

"*Dans certains segments nous n'échapperons pas à des suppressions d'emplois*" car "*si nos analyses sont justes, les marchés en Europe vont stagner pendant quelques années*" et le groupe doit être prêt à ce que l'activité "tourne encore un peu moins bien", a déclaré M. Denner.

Les usines de Bosch devront améliorer leur productivité de 3 à 5% par an, a-t-il ajouté. Dans chaque site du groupe, l'excellence opérationnelle et la qualité vont être passées en revue, tout comme le degré de flexibilité du travail, la fréquence des défauts de fabrication et même de congés maladie, a-t-il prévenu.

Bosch a atteint l'an passé une marge d'exploitation de près de 2% seulement, bien moins que ses rivaux dans l'équipement automobile Continental ou Schaeffler. Il vise à long terme une marge d'exploitation de 8%, rappelle Manager Magazin.

En 2012, son bénéfice d'exploitation (Ebit) s'est élevé à 1,05 milliard d'euros, en très forte baisse par rapport aux 2,6 milliards d'euros réalisés en 2011, et le chiffre d'affaires a progressé de 1,6% sur un an à 52,3 milliards d'euros, alors que le groupe espérait une croissance de 3 à 5%.

Bosch a notamment souffert l'an dernier du ralentissement de la conjoncture mondiale et de la crise de la branche photovoltaïque en Europe. AFP 15.02

La voix de l'oligarchie financière

1- Le FMI juge "***exagérées***" les craintes d'une guerre des monnaies - AFP

Quand l'euro s'apprécie de 20 % et passe de 1,16 à 1,37 pour 1 dollar, c'est un détail, surtout il ne faut pas en chercher l'origine et se demander à qui cela profite. Et quand dans le même discours le FMI exige que les Etats de l'UE accélèrent leurs réformes structurelles, cela n'a évidemment rien à voir, tout rapprochement entre les deux informations relèverait d'un vulgaire amalgame digne de la théorie du complot, on connaît la musique par coeur.

Personne ne doit contester l'hégémonie du dollar sur le marché mondial, même si sa véritable valeur se situe en dessous du prix du papier et de l'encre nécessaire pour le fabriquer.

2- Bruxelles propose une taxe "***Tobin***" à laquelle la City n'échappera pas - AFP

La City, c'est la Fed, la Fed composée des plus grandes banques américaines et qui détiennent la planche à billets, qui a versé secrètement 7, 77 mille millards de dollars aux grandes banques, non il n'y a pas d'erreur, elles ont fabriqué cet argent

qu'elles se sont distribuées, oui effectivement elles en ont le pouvoir et cela ne date pas d'hier, 1913... Dès lors, que représente cette taxe ? Rien, une goutte d'eau dans un océan gigantesque de dettes dont nul ne connaît précisément le montant.

Front unique des jaunes et des traîtres avec la direction de PSA...

- Feu vert des syndicats de PSA aux transferts d'Aulnay à Poissy - Reuters

Les syndicats de PSA Peugeot Citroën ont approuvé vendredi le déblocage anticipé des départs de salariés de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où la situation est tendue depuis plusieurs semaines.

"*C'est une mesure qui fait l'objet d'un consensus entre la majorité des organisations syndicales et la direction*", a déclaré un porte-parole de PSA, après un scrutin organisé lors d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire au siège parisien du groupe automobile.

Parmi les six syndicats représentés au CCE, seule la CGT avait voté contre ces transferts anticipés. Reuters

.. et dans la foulée :

- Deux grévistes de l'usine PSA d'Aulnay licenciés pour faute lourde - liberation.fr

Au total, la direction a engagé des procédures disciplinaires contre sept grévistes, dont certains ont un mandat de la CGT. Six d'entre eux avaient été convoqués à un entretien préalable à licenciement, et un à sanction. liberation.fr

Vous vous souvenez du scénario complet mis en oeuvre par les dirgeants syndicaux corrompus : division, démoralisation, démobilisation, provocation, radicalisation, répression...

Selon le ministre de la Guerre, Jean Yves Le Drian, le soutien du Qatar aux djihadistes relèverait du «***fantasmes***».

Le ministre de la Défense, Jean Yves Le Drian, s'est donc rendu au Qatar le week-end dernier pour convaincre ce pays aussi petit qu'immensément riche du bien-fondé de l'opération au Mali. Doha, un client privilégié de la France dans le domaine de l'armement, avait publiquement émis des doutes sur l'intervention française. «*Beaucoup considèrent qu'en attaquant les groupes terroristes au Mali, la France attaque l'islam*», résume le directeur du quotidien Peninsula. Le malentendu a apparemment été dissipé: «*Nous avons le sentiment d'avoir été compris*», a affirmé Jean-Yves Le Drian.

Officiellement, le ministre n'a pas abordé la délicate question du soutien apporté par le Qatar aux islamistes les plus radicaux de la région. Depuis le début des révolutions arabes, la chaîne télévisée qatarienne Al-Jazeera n'a pas caché sa préférence envers les islamistes. L'émir et ses proches ont par ailleurs été accusés d'avoir soutenu les djihadistes en Syrie et au Mali. Dans l'entourage du ministre français, on considère qu'il s'agit surtout de «*fantasmes*». Mais Harlem Désir, le premier secrétaire du Parti socialiste, a récemment dénoncé «*une forme d'indulgence*» du Qatar «*à l'égard des groupes terroristes qui occupaient le nord Mali*».

Mais dans la région, la préférence du Qatar va clairement aux Frères musulmans. «*Au lieu de vous demander pourquoi nous les soutenons, vous feriez mieux de vous demander pourquoi les Frères musulmans gagnent partout le pouvoir*», commente Abdallah al-Atiya. La volonté de miser sur le cheval gagnant, la certitude que les courants islamistes vont s'emparer du pouvoir dans l'ensemble du monde musulman… Autant de raisons de favoriser, de la Libye à la Syrie, les islamistes contre les opposants laïques ou modérés. Mais ce ne sont pas les seules. «*Si les Qatariens aident les islamistes, c'est aussi parce qu'ils les connaissent, car la plupart d'entre eux ont été en exil politique à Doha pendant de longues années*», explique un expert américain de la Brookings Institution.

Face à l'agacement manifesté par les Américains et les Européens, les dirigeants du Qatar auraient décidé de réviser leur politique d'aide aux courants islamistes dans la région. «*Ils ont réalisé qu'ils étaient allés un peu trop loin. Aujourd'hui, ils reconnaissent leurs limites et veulent les corriger*», commente un diplomate britannique. lefigaro.fr 14.02

On comprend pourquoi Le Drian avait été présenti par Sarkozy comme ministre de la Guerre. Et selon Lepaon (CGT), ce serait "*idiot*" de dire que droite et gauche c'est la même chose (AFP), un "*fantasme*" sans doute... Pour le mouvement ce serait plutôt un cauchemar ! On soutient le régime comme on peut.

L'illusionniste Mélenchon pris en flagrant délit.

Tunisie: des députés français reçus par Ennahda, Mélenchon enrage - lexpress.fr

- Jean-Luc Mélenchon est - une fois de plus - en colère. Le co-président du Parti de gauche n'a pas apprécié que des parlementaires français soient reçus ce jeudi à Tunis au siège d'Ennahda par le leader du parti islamiste, Rached Ghannouchi. Et ce quelques jours après le meurtre de Chokri Belaïd et les émeutes qui ont suivi.

"*Il va de soi que ces rencontres ne sont en rien un soutien à ces personnalités ou partis politiques, quels qu'ils soient*", a réagi le député UMP Jacques Myard, qui faisait partie de la délégation conduite par la présidente de la commission des Affaires étrangères Elisabeth Guigou.

Qualifiant les propos de Jean-Luc Mélenchon de "*sortie de route*", le député socialiste des Français de l'étranger pour le Maghreb rappelle qu'un député du Front de gauche, François Asensi, était également du voyage... lexpress.fr 15.02

Que le PS et l'UMP apportent au passage leur soutien aux Frères musulmans juste après l'assassinat de l'un de leurs farouches opposants Chokri Belaïd et avoir déposé une gerbe sur sa tombe est normal, l'hypocrisie et le cynisme est sans limite chez ces gens-là. Alors que le PG soit de la virée, en quoi cela devrait-il nous surprendre, puisque le PG soutient le gouvernement français qui soutient le gouvernement contre-révolutionnaire tunisien ?

Corruption. Populisme et ouvriérisme.

Le ministère de l'Agriculture a défendu vendredi la suspension temporaire de l'agrément sanitaire de l'entreprise Spanghero, au coeur du scandale de la viande de cheval, estimant qu'il s'agissait d'"*une mesure juste et proportionnée*".

"*Nous comprenons l'anxiété des salariés de Spanghero, victimes de la tromperie, et nous ne voulons pas entrer dans une polémique avec eux, mais la mesure prise hier est proportionnée*", a-t-il ajouté.

"*Nous avons des éléments factuels précis concernant l'étiquetage des produits*", arrivés avec un code douanier correspondant à la viande de cheval et réexpédié avec une étiquette "*Boeuf origine UE*". AFP 15.02

Le maire de Castelnaudary (Aude), Patrick Maugard (PS), a demandé aujourd'hui la levée le plus vite possible des mesures qui frappent Spanghero en invoquant le choc causé à l'économie locale par la suspension d'activité de la société au coeur du scandale de la viande de cheval.

"*C'est un électrochoc pour l'ensemble de la ville et de son son bassin de vie, c'est aussi un électrochoc pour les salariés de l'entreprise*", a dit le maire socialiste à la presse, "*300 personnes au chômage tout à coup, c'est assez choquant et assez traumatisant*". Spanghero est un "*poids lourd*" de l'économie locale, a-t-il rappelé. AFP 15.02

Saloperie d'homme !

Une Saint-Valentin pour dire non aux violences faites aux femmes - 20minutes.fr

L'humiliation subit par le salarié, le licenciement que lui impose son patron, l'expulsion dont il est victime de la part de son propriétaire, le chômage que le travailleur subit, l'impossibilité de se loger décemment ou se soigner faute de moyen financier, le racket des banques et des compagnies d'assurance ou de l'Etat, l'agression policière qui voit dans chaque jeune ou immigré un délinquant ou un terroriste potentiel, la guerre faite à des peuples innocents, le terrorisme d'Etat contre des Etats indépendants et souverains, etc, toutes ces violences quotidiennes passent au second plan, à la trappe.

A bas les associations féministes qui ont pour seule vocation de monter les femmes contre les hommes, certaines couches d'exploités contre d'autres !

ACTUALITE EN TITRES

France. Etat du vieux monde pourri.

- Saint-Ouen : un chômeur en fin de droits tente de s'immoler par le feu - LePoint.fr

- Savoie: Un homme tente de s'immoler par le feu - 20minutes.fr

- Beaune: un SDF menace de s'immoler par le feu devant un supermarché - L'Express.fr

- Un collégien qui tentait de s'immoler par le feu empêché par des élèves - AFP

En Inde quand on me demande quel est l'état de la société en France, c'est le genre d'éléments que je mets en avant et qui en dit davantage que de longs discours.

Affamer les peuples, ce n'est pas un drame social

- Suicide d'un chômeur à Pôle emploi : '*un drame personnel*', juge Hollande - LeMonde.fr

Rien à voir avec sa situation sociale, avec la politique du gouvernement qui poursuit celle de son précédécesseur.

- Contrat de 40 millions d'euros pour Eurocopter en Inde - Reuters

- Le contrat sur le Rafale avec l'Inde serait signé en juillet - Reuters

Au même moment, le gouvernement indien sabre à la hache dans les allocations versées aux plus pauvres qui seront sans doute victime d'"*un drame personnel*"...

L'idiot utile. Chut! Seul le masque change.

- Lepaon (CGT): dire que droite et gauche c'est la même chose serait "*idiot*" - AFP

Une telle déclaration fournit une idée assez précise du niveau intellectuel de Lepaon.

Etre ou ne pas être...

- François Hollande va devoir expliquer l'austérité LeFigaro.fr

- Harlem Désir à Berlin : '*Le PS doit être le parti le plus européen de France* ' - LeMonde.fr

Le plus réactionnaire, quoi.

Régime policier. L'américanisation de la justice.

- L'étude sur Free déplaît, l'universitaire est perquisitionné - Liberation.fr

- Essonne: suicide d'une adolescente de 13 ans, soupçons de brimades au collège - Liberation.fr

Ils sont en guerre, et pas seulement en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, au Malie...

- La "*guerre des monnaies*", intrus encombrant à la réunion du G20 - Reuters

Georges Soros aurait gagné un milliard en misant contre le yen - L'Expansion.com

Selon le Wall Street Journal, le milliardaire américain aurait énormément parié depuis novembre sur la chute du yen.

Le yen a perdu près de 20% contre le dollar de novembre à début février, son recul s'étant accéléré avec le nouveau gouvernement qui presse la Banque du Japon d'assouplir encore plus sa politique monétaire pour sortir le pays de la déflation.

Le Wall Street Journal ajoute que d'autres investisseurs tels que le fonds de David Einhorn Greenlight Capital, Third Point, celui de Daniel Loeb, et Hayman Capital Management, celui de Kyle Bass, ont également réalisé de gros bénéfices en jouant le yen à la baisse. L'Expansion.com

C'est légal, mais voler une pomme sur un étalage parce qu'on a faim ou qu'en en a envie et qu'on n'a pas d'argent pour se la payer, c'est illégal. Cherchez l'erreur.

La guerre des monnaies en direct.

- La zone euro s'enfonce dans la récession - AFP

- Baisse plus forte que prévu du PIB italien au 4e trimestre - Reuters

- Contraction des économies française et allemande au 4e trimestre - Reuters

- La croissance a été nulle en 2012 en France - 20minutes.fr

Que des bonnes nouvelles qui vont alimenter la lutte de classe...

Quand les caisses sont vide, Delanoë les remplit.

Un nombre record de PV de stationnement à Paris - LeFigaro.fr

Concentration du capital.

- Buffett et le propriétaire de Burger King s'offrent Heinz pour 28 milliards - AFP

- Aéronautique: American Airlines et US Airways fusionnent - AFP

Plus qu'une impression. Je déclare au nom de l'égalité des droits...

- Farines animales: "*On n'a jamais vu un poisson manger un cochon*" - L'Express.fr

- Farines animales: "*L'UE donne le sentiment de privilégier l'économie au détriment du consommateur*" - L'Express.fr

Je décrète que le droit des poissons que je représente est inaliénable à pouvoir aussi se nourrir de cochon, tout comme l'homme génétiquement son cousin.

Projet de loi. Toute discrimination portant atteinte à la liberté du poisson de se nourrir de cochon doit être condamnée, car elle porte atteinte à l'égalité des droits entre les espèces animales de choisir librement leur régime alimentaire..

Au nom du respect de la nature que nous revendiquons, non, au diable la nature ! Et que cette règle soit étendue à toute les espèces biologiques vivantes, à la faune et à la flore.

Confirmation

- 100.000 couples homosexuels en France selon l'Insee - lefigaro.fr

Cela représente 0,6% du total des personnes qui vivent à deux. (Insee)

Saint-Valentin. On aime ou on n'aime pas !

- Un homme tente de mettre le feu à sa femme - LePoint.fr

- Saint-Valentin: Elle se marie avec le meurtrier de sa soeur jumelle - 20minutes.fr

Rester con prend manifestement moins de temps dans certains milieux !

- 40 ans pour devenir millionnaire en moyenne : comment devient-on riche en France en partant de rien - Atlantico.fr

Faites en autant !

- Le directoire de PSA renonce à la part variable de son salaire pour 2012 - Liberation.fr

- Accord chez Renault : Ghosn confirme qu'il met une part de son salaire en jeu - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- G20

Le projet de communiqué final de la réunion du G20 à Moscou ne reprend pas les termes du communiqué du G7 de mardi soulignant que les politiques budgétaires et monétaires ne doivent servir que des objectifs nationaux, a déclaré vendredi un délégué du Groupe.

Le texte ne fera pas mention d'objectifs budgétaires spécifiques, conformément à la volonté des Etats-Unis, et ne reprendra pas l'engagement - affirmé par le G7 en début de semaine - de ne pas établir de "*cibles*" de taux de change, a précisé le délégué. Reuters 15.02

2- Vatican

L'allemand Ernst von Freyberg, un avocat membre de l'Ordre de Malte, a été nommé aujourd'hui à la tête de l'IOR, la banque du Vatican, privée de président depuis le limogeage d'Ettore Gotti Tedeschi en mai 2012, a annoncé le porte-parole du Saint-Siège.

La décision a été prise par la Commission cardinalice de surveillance de l'Institut pour les affaires religieuses (IOR) à l'issue d'une "*profonde évaluation et d'une série d'entretiens qui ont duré plusieurs mois*", selon un communiqué. Elle a reçu "*l'assentiment du pape*", qui vit ses derniers jours à la tête de l'Eglise catholique, avant sa démission historique le 28 février.

Au cours d'une conférence de presse, le père Federico Lombardi a précisé qu'y avait "*40 candidats*". L'Ior est un point névralgique des tensions qui agitent le Saint-Siège à propos de sa transparence, notamment financière. Il a été le théâtre au cours de son histoire de plusieurs scandales retentissants, le plus grave impliquant en 1982 la loge maçonnique illégale (P2), la CIA et la mafia.

Son patrimoine est évalué à environ 5 milliards d'euros et ses clients sont les prêtres, religieuses, conférences épiscopales, fondations et ministères répartis dans le monde entier. lefigaro.fr 15.02

3- Tunisie

Le Premier ministre tunisien Hamadi Jebali a annoncé vendredi de nouvelles consultations lundi sur son initiative de former un gouvernement apolitique, reportant sine die la composition du nouveau cabinet et prolongeant la profonde crise politique dans le pays.

"*Il y a une évolution et des progrès sur tous les point soulevés (...) C'est pour cela que nous avons décidé de poursuivre les discussions lundi*", a-t-il déclaré à la presse à l'issue de pourparlers avec les dirigeants des différents partis.

Il a ainsi annulé sa décision de fixer à samedi la date limite pour l'annonce du gouvernement apolitique, malgré l'hostilité de son parti islamiste Ennahda au pouvoir, et n'a pas évoqué de nouvelle date après cet énième report. AFP 15.02

4- Syrie

4.1- Ebrahim Zaïr, professeur d'université de Damas, confie au journaliste de Fars, son analyse de la situation, qui prévaut, dans son pays.

Pour lui , "*après s'être assuré de l'inefficacité des moyens, déjà, employés, en Syrie, pour renverser le pouvoir, les Etats Unis réfléchissent, désormais, à de nouveaux scénarios, qui ne sont pas, forcément, du goût de la Turquie et du Qatar*". "*Les Etats Unis savent qu'ils ne peuvent plus faire confiance aux moyens, déjà, utilisés et qui ont échoué, à l'épreuve des faits, d'où leur forcing, en direction du Qatar et de la Turquie, dans le sens d'une solution politique*". "*Les Etats-Unis ont, au bout de deux ans d'efforts, compris qu'une intervention militaire pourrait s'avérer, extrêmement, coûteuse, et de là, ils ont décidé de regarder du côté de la solution politique, ce qui ne plaît, nullement, ni au Qatar, ni à la Turquie, ni à l'Arabie saoudite*". "*En effet, les pays précités ne peuvent, par définition, s'intéresser à la solution politique, car ils se sont profondément impliqués, dans la guerre contre l'Etat syrien, et ils y ont investi argent, effectifs et prestige, ce qui rend, mortellement, difficile toute marche arrière.*" "Al-Khatib et son offre de dialogue font écho à ce changement de tactique. La Turquie et le Qatar sont, en réalité, les vrais perdants de cette bataille, surtout qu'aux prochaines négociations, les extrémistes qu'ils ont nourris, Al-Nosra, Lawa al-Tohid, Al-Qaïda n'auront aucune place". french.irib.ir 15.02

4.2- Selon le journal syrien, "*Damas*", le gouvernement syrien envisage de transformer les locaux de l'ambassade qatarie, en un musée, où seront exposées les photos des crimes commis par les terroristes contre le peuple, l'armée, l'Etat, les biens syriens! Les documents prouvant l'implication directe du Qatar et d'Israël, dans ces crimes, seront, également, présentés au public. La mesure vient de faire suite à la décision de Doha de confier l'ambassade syrienne à la Coalition de l'opposition et à "*désigner*" Nazar al-Haraki, comme ambassadeur de cette coalition. french.irib.ir 15.02

4.3- Le commandant de l'une des milices en guerre contre l'Etat et l'armée syrien regrette la corruption qui ronge l'ASL et affrime que les opposants à Assad ont été trahis. Abou Mahmoud est à la tête d'une milice dans le nord-ouest de la Syrie à Atma : " *L'ASL ne fait que piller et trahir*" pour l'AFP qui rapporte cette information " *l'histoire de ce déserteur est celle de beaucoup de militaires syriens qui ont quitté l'armée d'Assad et qui au bout de quelque temps ont renoncé à la lutte armée parce que leurs chefs s'entredéchiraient , se haissaient et se querellaient* " " *ils nous poussent vers la mort pour pouvoir mieux piller là où ils arrivent et ils sont toujours en arrière décor et n'apparaissent que pour partager le butin*" "*nos chefs volent tout ce qui est transportables pour les vendre en Turquie , voiture, électroménagers, essence, bijouterie....* " french.irib.ir 15.02

4.4- Le journal israélien "*Haaretz*" s'est penché, dans son édition de mercredi, sur la crise syrienne :

"*Ce qui se passe, en Syrie, reflète les réalités de la société syrienne, ce qui nous conduit à reconnaître que le régime Assad ne partira pas de sitôt*". "*Selon toute vraisemblance, les parties belligerantes sont arrivées à un certain équilibre, dans les rapports de force, et en dépit d'une montée en puissance des violences, la situation, en Syrie, peut encore évoluer*". "*Bien que les rapports occidentaux continuent à mettre l'accent sur l'irréversibilité du départ d'Assad du pouvoir, néanmoins, le scénario le plus problable n'est pas son départ, mais la généralisation du chaos, en Syrie*". "*Tout compte fait, le chaos et le désordre, qui régnent, en ce moment, en Syrie, profitent aux intérêts d'Israël, car ils permettront une relative accalmie, sur les hauteurs du Golan. Deux ans de combats asymétriques ont épuisé l'armée syrienne, et celle-ci ne saura pas se réorganiser, pour faire face à une attaque d'envergure, sur son flanc du Golan. Il faudra longtemps, pour que l'armée syrienne puisse se remettre en ordre de bataille* ". Certains analystes n'écartent pas, désormais, une attaque israélienne contre le Golan, à l'heure où la Syrie s'enfonce dans la crise. french.irib.ir 14.02

5- Bahreïn

Un manifestant a été tué et d'autres ont été blessés jeudi à Bahreïn lors d'affrontements avec la police dans des villages chiites, a indiqué l'opposition au deuxième anniversaire du soulèvement maté dans ce petit pays du Golfe à majorité chiite dirigé par une dynastie sunnite.

Des centaines de manifestants sont descendus dans la rue tôt dans plusieurs villages chiites, selon des témoins, pour protester contre le gouvernement et commémorer le soulèvement animé par la majorité chiite réclamant des réformes politiques.

Les manifestants répondaient à un appel à la grève générale et à la désobéissance civile jeudi, lancé par le Collectif du 14-Février, un groupe clandestin radical qui orchestre la mobilisation via les réseaux sociaux.

Hussein al-Jaziri est mort après avoir été grièvement blessé, notamment à la poitrine, par des tirs à la chevrotine, lors d'affrontements entre forces anti-émeutes et manifestants dans le village de Daih, a annoncé la principale formation de l'opposition chiite, Al-Wefaq.

Dans un communiqué, le Wefaq a dénoncé "*un recours excessif à la force*" de la part des autorités qui répriment les manifestations "*sauvagement, faisant usage de toutes sortes d'armes*".

"*Des dizaines de personnes ont été blessées, "certaines grièvement", ou souffrent de problèmes respiratoires en raison de tirs intenses de gaz lacrymogène dans les quartiers résidentiels*", selon le Wefaq. liberation.fr 14.02

Et Hollande de s'exclamer en choeur avec Obama : ce gamin de 14 ans était au moment endroit au mauvais moment, c'est un "*drame personnel*"...

SOCIAL

1- Allemagne

Le trafic de plusieurs aéroports en Allemagne est perturbé aujourd'hui pour la deuxième journée consécutive par une grève du personnel de sécurité.

Le personnel de sécurité, chargé notamment de contrôler les passagers et les bagages à main avant l'embarquement, est appelé depuis hier à faire grève par le syndicat des services Verdi, dans le cadre de négociations collectives sur les salaires avec les employeurs, représentés par la fédération des sociétés de sécurité (BDSW). Jusqu'à présent, les négociations ont toutefois abouti à une impasse. AFP 15.02

2- Grèce

Les chiffres du chômage en Grèce pour le mois de novembre 2012 viennent de sortir : tous les chiffres s'envolent. Les jeunes de 15 à 34 ans sont les plus touchés. La nouveauté, c'est l'explosion du taux de chômage des seniors(65 à 74 ans), qui sont désormais 10% en recherche d'emploi.

Le nombre de chômeurs a augmenté de 323 808 en comparaison avec le mois de novembre 2011 et de 20 255 personne en comparaison au mois d'octobre 2012 (+1.5%).

La jeunesse grecque est en péril : 61.7% (50.1% en 2011) des moins de 25 ans et 36.2% (28.9% en 2011) des 25-34 ans sont sans emploi.

Le chômage des 24-34 ans, avec un taux de 36.2%, est toujours en très forte augmentation : il était de 28.9% en 2011. Celui des 35-44 ans, comme les autres, a encore augmenté avec 23,3% contre 16,9% en 2011.

Si les jeunes sont les plus touchés par l'explosion du chômage, toutes les classes d'âge sont devenues très vulnérables. Plus inquiétant, le chômage des seniors atteint les 10% alors qu'il n'était que de 4% l'année précédente. Il a plus que doublé en un an et plus que quintuplé en 2 ans. L'augmentation de l'âge de la retraite cumulée à la baisse des pensions pourrait laisser supposer que les seniors reviennent sur le marché du travail à une période ou la précarité poursuit son inexorable ascension : plus d'un tiers des grecs sont désormais sous le seuil de pauvreté. Une situation qui inquiète sur le risque de crise humanitaire en Grèce.

Face à l'ampleur de la situation, certains ont proposé des idées "*novatrices*" pour enrailler le chômage, comme le quasi-retour à l'esclavage en forçant les chômeurs à travailler gratuitement pour des projets "*d'utilité publique*". De quoi ravir le propriétaire d'une des plus grosses entreprises en Grèce, qui verrait d'un bon oeil les perspectives d'investissements entre l'Etat grec et le Qatar pour aider les "*PME*" grecques.

La croissance du pays continue son éternelle dégringolade : le PIB accuse une chute de 6% pour l'année 2012.

L'austérité poursuit sa marche funèbre. okeanews. fr 14.02

ECONOMIE

1- Euro

L'euro fort et la nouvelle version de Babel

Après le Mali, le président socialiste français a décidé de partir en guerre contre l'Euro fort. C'est au cours de son discours prononcé devant le Parlement européen que F. Hollande est parti en guerre contre les forces de marché qui poussent l'euro vers des sommets.

Là, la partie sera plus difficile, très difficile. F. Hollande qui a tout de même fréquenté certains cercles atlantistes n'est pas stupide au point d'ignorer les forces qu'il prétend mettre au pas.

Pourquoi donc une telle déclaration sinon un terrible aveu d'impuissance et surtout l'annonce de l'échec de sa politique budgétaire ? En bon social-démocrate, François Hollande n'a pu s'empêcher d'évoquer « *plus de solidarité* ». Mais quelle est la portée de ce mot aujourd'hui, en pleine guerre monétaire, en période de fin du temps des nations ? D'ailleurs, soit dit en passant, F. Hollande n'est-il pas un acteur majeur de cette politique de désintégration des nations ? N'est-il pas un politicien pro-Babel ? Petit problème : lui et ses amis ne parlent pas la même langue.

Ils ne s'entendent plus entre eux !

Les Britanniques veulent une Europe à la carte et les Allemands défendent le scénario d'une "*Europe à deux vitesses*" opposant les "*bons*" et les "*mauvais élèves*".

On souhaite bonne chance aux socialistes idéologues pour trouver des alliés dans de telles circonstances… D'ailleurs, les journalistes allemands signalent à F. Hollande qu'en agissant ainsi contre l'euro fort, il cherche à défendre les intérêts nationaux alors que le projet européen privilégie les intérêts européens. C'est la pagaille pour distribuer le budget européen entre les acteurs étatiques qui doivent affronter la révolte des masses qui demandent… à manger et du travail. Liesi 14.02

2- Allemagne

L'Allemagne abandonne la France et se rapproche de la City

Il y a quelques heures, le cours de l'euro a bondi au motif d'un énième arrangement de dernière minute entre Européens, cette fois sur le budget. Nos lecteurs savent biens sûr que les événements servent de caution à des mouvements programmés sur les changes (ou ailleurs) par des élites qui se jouent des marionnettes paradant devant les caméras des mêmes médias servant les intérêts de l'oligarchie.

Malgré l'accord sur le budget européen et les mines réjouies des politiciens, le constat peut se résumer par « *une contraction des ambitions de l'Europe et un basculement des rapports de force au sein de l'UE* ».

Dans un précédent article, Liesi évoquait F. Hollande partant en guerre contre l'euro fort… sans doute illuminé par le prestige que lui offre (peut-être provisoirement) les militaires au Mali et la visite du vice-président J. Biden à l'Elysée. Désormais, la France est « *sur la défensive* » dans les négociations.

Adieu à l'Europe fédérale version Hollande

On abandonne peut-être provisoirement le programme d'Europe fédérale pour s'engager dans le programme des Young Leaders européens sous la coupe ou formatée par les services US : le libre échange. Les Britanniques sont ravis et la machine exportatrice allemande soutient le projet depuis longtemps face à des politiques français soucieux de solidaité… tant que les autres paient…

En agissant de la sorte, les politiques français nous renvoient automatiquement dans le clan des pays du sud de la zone euro et le verdict se confirme que la France ne sera pas dans le groupe du Nord. Ainsi s'explique l'exigence allemande de récupérer son or de France avant la faillite de ce pays, géré par qui l'on sait et malheureusement soutenu par les adeptes des Livrets rouge, A, etc., à gogo.

François Hollande semble le personnage idéalement choisi par les maîtres de la truelle pour aboutir à leur plan de ORDO AB CHAO.. mais aussi dérouler le tapis rouge pour la réalisation des prophéties catholiques (voir les prophéties d'Anne Catherine Emmerich).

Il y a bien eu une cassure. Ce que le cours de l'euro peut exprimer désormais puisque Hollande et ses scribes ont perdu la bataille face à une chancelière Merkel inflexible. Ce tournant s'opère au même moment où le Vatican plie devant Mammon en acceptant la fin de l'ère de la nouvelle Eglise conciliaire (nous ne parlons même plus d'Eglise catholique mais d'Eglise Eclipsée). Désormais, la Perestroïka de l'Occident va s'accélérer et l'ancien agent communiste Merkel joue parfaitement sa partition.

Même le Die Welt conseille au gouvernement allemand d'assouplir son partenariat historique avec la France : « *Avec une rare détermination, l'Allemagne s'est établie comme le poids lourd des équilibres de puissance en Europe qui sait intégrer le plus grand nombre en restant ouvert de tous les côtés. Effectivement, les intérêts allemands coïncident plus souvent avec ceux de Londres qu'avec ceux de Paris* ».

La Bundesbank décide de laisser son or à Londres… Liesi 14.02

3- Grèce

La Grèce est victime de prédateurs sans pitié

Ce que vit la Grèce est un signe évident du drame qui menace cette fois l'Occident. On voit en effet des choses jugées inimaginables il y a quelques années seulement. Les « *assassins financiers* » adoptent les mêmes procédures utilisées avec le FMI pour piller des pays endettés. Ce n'est plus l'Amérique latine ou l'Afrique : c'est à nos portes, en Grèce.

Et c'est le principe de l'usure, des magouilles entretenues entre la haute finance et le politique qui bien sûr sont responsables de cet état de fait. Tout va très bien, la crise est finie… ou presque. M. Draghi avait dit l'automne, il vient d'annoncer la fin de 2013. Soyez patients… En attendant, l'Etat grec a bradé de nouvelles concessions minières dans le Nord du pays. La compagnie

minière Hellas Gold prévoit de s'installer et d'empocher quelques bénéfices copieux. C'est la filiale du groupe canadien Eldorado Gold qui a beaucoup investi pour pomper les richesses du sous-sol grec. On estime pouvoir tirer au moins 12 tonnes par an de la montagne de Skouriès. Il y a aussi d'autres minerais comme le cuivre, l'argent, etc. Pour le moment, plus d'un millier de Grecs sont employés et l'on promet de multiplier par cinq les embauches.

Heureusement, la totalité des employés seront Grecs. Mais les négociations entre les politiques grecs et les financiers canadiens ne sont pas claires. D'aucuns signalent qu'Athènes a vendu à perte les droits d'exploitation de cette mine, dans une région, le nord de la Grèce, qui renferme des richesses minières évaluées à 20 milliards d'euros. Pourtant, en 2003, « *Athènes avait repris le contrôle de la mine, en vertu d'un règlement extrajudiciaire conclu avec TVX Hellas, l'ancien propriétaire, qui avait abandonné le projet en raison de l'opposition de la population locale. L'Etat grec a ainsi racheté la mine pour 11 millions d'euros, avant de la revendre, le même jour et au même prix, à Hellas Gold, fondée trois jours plus tôt, à qui il a cédé tous les droits d'exploitation. Peu après, 95 % du capital de Hellas Gold ont été rachetés par la canadienne European Goldfields (EG). Un audit avait estimé la valeur de la société sur le marché à quelque 400 millions d'euros. En 2012, Eldorado Gold a pris le relais d'EG* » (Source : El Pais).

En tout cas, dans trois ans, la Grèce deviendrait le premier producteur d'or de l'Union européenne ! Une médaille d'or pour la Grèce dans une compétition européenne, de quoi rêver…Liesi 12.02

4- Chypre

Chypre : le risque politique est évident pour l'Allemagne et que dire de l'éthique de l'UE ?

Chypre a intégré l'UE en 2004. En 2007, l'euro devenait la monnaie nationale et de nombreuses entreprises européennes se sont implantées à Chypre afin de jouir des avantages fiscaux proposés. En 2012, il y avait deux fois plus d'entreprises qu'avant l'adhésion à l'UE. Et l'OCDE dans tout cela se contente de juger satisfaisante l'action de lutte contre le blanchiment par les autorités chypriotes.

Nous avions évoqué le sujet il y a quelques semaines et le moment des questions comme des solutions est arrivé. Les autorités politiques de Chypre ont besoin d'un plan d'aide de 10 milliards pour ses banques. Comme chacun le sait, les Russes surveillent les manœuvres européennes en ce qui concerne Chypre dans la mesure où de nombreux réseaux mafieux servant de couverture pour les opérations des « *services* » du bloc de commandement de russe sont impliqués dans ces banques chypriotes. Les Européens, qui sont bien sûr des modèles de vertu, crient au scandale sans se soucier des magouilles de leurs propres banques avec les réseaux afghans ou autres (Euribor,…).

Que fera l'UE avec Chypre, au bord de a faillite – un de plus ?

De par sa position géographique, Chypre est étroitement liée à l'économie grecque. La catastrophe économique qui prévaut en Grèce fait chuter un domino de proximité : Chypre. Et s'agissant des banques chypriotes, rappelons qu'elles se sont gavées de plusieurs milliards d'obligations grecques qui ne valent aujourd'hui quasiment plus rien.

En été 2012, le Kremlin était déjà intervenu pour la bagatelle de 2,5 milliards d'euros. Aujourd'hui, Poutine hésite à apporter 5 milliards de plus car les opérations de prêts risquent de se succéder quand le trou est sans fond.

Et que dire des Allemands qui vont devoir participer avec d'autres pays de la zone euro à contribuer pour un prêt de 10 milliards d'euros pour les banques chypriotes. En réalité, plus de 2 milliards d'euros seront prélevés dans les poches des contribuables allemands.

Actuellement la presse allemande tire à boulet rouge sur cette perspective et cela n'est certainement du goût de la Chancelière Merkel, qui voit les élections d'automne se rapprocher. Le parti social-démocrate allemand (SPD) devrait logiquement faire barrage à la chancelière sur ce dossier.

Si le pouvoir de l'Allemagne se rapproche de la Russie pour de multiples raisons, il est difficile de faire passer la pilule à des citoyens pressés comme du jus de citron au motif que leur argent contribuera à colmater les comptes chypriotes des mafias russes. Certains journalistes allemands ne se gênent pas pour faire quelques références aux rapports du Service allemand de renseignement extérieur (BND) confirmant l'identité des bénéficiaires de ce plan de sauvetage bancaire chypriote.

« D'après les conclusions du Service allemand de renseignement extérieur, 80 oligarques ont ainsi pu s'implanter où bon leur semblait sur le territoire de l'UE. Pour la seule année 2011, quelque 80 milliards de dollars auraient quitté la Russie. Dont une grande partie aurait transité en catimini par Chypre, aux dires du BND. Les Russes auraient déposé des avoirs dans des banques chypriotes pour un montant de 26 milliards de dollars. C'est nettement plus que le PIB annuel du pays ». (Source : Spiegel)

Il semble donc en effet évident que l'aide européenne est la condition nécessaire pour assurer le prolongement du blanchiment d'argent.

Les autorités chypriotes font valoir que les structures nécessaires à la lutte contre cette pratique sont présentes, mais personne ne veut changer un système qui rapporte tant !

Sans quoi les marchés financiers en tireraient des conclusions : « pourquoi les Européens devraient-ils sauver l'Espagne ou l'Italie s'ils ne sont même pas en mesure d'aider un micro-pays tel que Chypre ? » Liesi 14.02

5- Portugal

Pour éviter la banqueroute, Lisbonne privatise à tour de bras son industrie en vendant au plus offrant les "*bijoux de la Couronne*", constate Le Temps. L'Etat portugais s'apprête à céder ses chantiers navals de Viana de Castelo à un groupe Russe, déclenchant l'inquiétude de la population locale, constate le quotidien suisse. lefigaro.fr 15.02

Haut de page

Le 17 février

CAUSERIE

Le site ne sera que partiellement actualisé.

On est dimanche, on se détend, il est 7h30 et on doit déjà frôler les 30°C ici, je vous ai dégoté une info pour se marrer. Le TGV arrive en Inde, c'est sérieux. Non, pas jusqu'en Inde...

- La SNCF et le ministère indien des Chemins de Fer, Indian Railways, ont signé aujourd'hui un protocole d'accord de coopération qui prévoit notamment la réalisation en commun d'une étude sur la ligne à grande vitesse entre Bombay et Ahmedabad, soit près de 450 km. AFP 15.02

J'imagine déjà le train roulant à plus de 300km/h avec des vaches, des chèvres, des cochons, des chiens et parfois des Indiens sur la voie ferrée, le délire !

Sur la route, en moto ou en bagnole même sur une voie rapide style autoroute atteindre les 100km/h c'est prendre un risque énorme, inconsidéré, c'est faire preuve d'inconscience et pourtant cela nous arrive parfois, on perd de vue qu'on n'a pas une vision à 180° et qu'à cette vitesse là il faut des conditions particulières pour ne prendre aucun risque. Quand il y a du trafic, il est impossible de voir un trou dans la chaussée, s'engouffrer dedans en moto et c'est le gadin assuré, si tu n'es pas mort, ta vie est foutue.

Quand je roule vite, c'est-à-dire entre 80 et 100km/h, cela va faire marrer les potes qui en France ont des 1000 ou 1200 cc et roulent à plus de 200, c'est parce que la route est dégagée et le trafic nul, et la chaussée est en bonne état, au premier il faut lever le pied car il peut y en avoir d'autres plus loin.

Rouler la nuit en voiture en Inde sur des petites routes, c'est hyper dangereux, en moto c'est quasiment de la folie pure, je dis cela et pourtant je ne suis pas le dernier à rouler vite ou à prendre des risques, le jour seulement, alors si cela me fout la trouille, c'est que vraiment il y a de quoi, je ne dépasse jamais les 60km/h dès que la nuit est tombée, surtout que les Indiens roulent systématiquement plein phare. Le jour quand il a plu, c'est ma vitesse maximum.

Les routes ne sont pas entretenues ou si peu, la chaussée est recouverte de terre, de sable ou de graviers et tout ce qu'on peut trouver en Inde y compris des bouses de vache toutes fraîches. En ville, quand il n'a pas plu depuis des mois la chaussée est recouverte de poussières et rendue glissante, et quand il a plu, dans les jours ou les semaines qui suivent sur toutes les routes ici ou là la chaussée s'effondre donnant naissance à des nids de poule qui sont de véritables casse-gueule pour les deux-roues, la chaussée restera ainsi pendant des semaines ou des mois rendant la circulation hyper dangereuse.

Quand tu vis en Inde, tu es obligé d'avoir solidement les pieds sur terre, sinon tu es mort !

Pour revenir à cette info, la SNCF va empocher son fric, le ministre des Transports indien sa grosse commission, et cette ligne censée être à grande vitesse ne sera pas plus rapide que l'histoire ou qu'une autre ligne de chemin de fer en Inde. Hier le char à boeuf cotoyait le vélo et parfois une bagnole poussive digne des années 30 en France, dorénavant il cotoie des BMW ou des VW, alors qu'est-ce qui a changé ? Sur ce plan-là, rien, quand il y a un char à boeuf sur la route, tu peux avoir une bagnole qui ne dépasse pas les 100km/h ou qui peut atteindre 250km/h, tu n'iras pas plus vite, c'est le char à boeuf qui est la référence, l'inertie de histoire passe par là, c'est comme dans un parti politique où se cotoient trotskistes, sociaux-libéraux et staliniens repentis,

anarcho-syndicalistes, républicains et démocrates petits bourgeois, syndicalistes trade-unionistes, c'est celui qui est le plus à la traîne qui tire sans cesse le parti en arrière et détermine sa politique finalement.

Pendant que j'écris ces lignes je télécharge deux vidéos de concerts d'AC/DC à River Plate (2011) le son est excellent, et l'autre de Stevie Ray Vaughan à Montreux, encore un guitariste génial digne d'Hendrix. (trois heures plus tard. J'essaie de télécharger d'autre vidéos. La connexion fonctionnait à la vitesse (téléchargement) de 150 ko/seconde à 6h du matin, puis à 50ko à 10h, et seulement entre 4 et 15 à 14h. Chez Reliance ils m'expliquent que c'est moi qui est un problème, mon logiciel, mon ordinateurs, mon modem, pourtant je n'en ai pas changé entre 6h du matin et 14h, en réalité le problème vient du fait que le trafic a augmenté sur Internet et que leur réseau est saturé.

Autre chose.

En cliquant hier soir sur des liens fournis par un portail et d'autres que j'avais déjà dans mon disque dur mais que je n'avais pas consulté depuis un moment, je me suis aperçu que certains avaient jeté l'éponge, que dégoûtés par la tournure des choses ils avaient préféré renoncer à tenir un blog ou un portail comme si finalement il ne servait strictement à rien.

C'est la question que je me suis souvent posé et puis je me suis dit qu'en faisant le boulot sérieusement, je faisais oeuvre utile malgré tout. Le pire et le plus ingrat sans doute, c'est qu'il y en a qui ne s'en rendent même pas compte ou qui sont incapables de faire la distinction entre des sites qui finalement ne nous apportent rien car leurs auteurs n'ont pas une profondeur d'analyse suffisante ou alors on y trouve tout et son contraire de telle sorte que cela n'aide pas franchement le lecteur à y voir plus clair.

J'ai essayé d'éviter de tomber dans ces travers. Je vais vous avouer un truc. Dans le paragraphe précédent j'ai évoqué en passant ma façon de concevoir ce boulot, en réalité toute chose ou activité, sérieusement. Je n'ai pas sorti cela pour me vanter, ce serait minable, je ne me suis pas non plus posé en donneur de leçons, ce serait ridicule, non j'ai fait oeuvre de pédagogie, l'air de rien, il y a des choses superflues dans la vie et qui doivent rester ou être traitées à ce niveau-là, et il y a des choses sérieuses qui doivent prises à ce niveau-là et pas un autre.

En fait, même à travers un discours anodin ou à bâtons rompus je m'emploie à attirer l'attention du lecteur sur une valeur, un principe, une notion, un facteur, un rapport qui me semble important, que j'ai envie de partager avec lui, et j'insiste un discours improvisé, sans brouillon ou que je ne retouche pas par la suite pour produire un effet quelconque, non, c'est spontané, naturel ou le produit de mon expérience, mes connaissances et surtout de l'idéal que j'ai adopté et qui me sert de guide.

J'ai de grosses lacunes intellectuelles et je connais mes limites, mes capacités sont limitées et j'en ai parfaitement conscience, j'ai par exemple beaucoup de difficultés à m'exprimer en peu de mots, à faire court, et j'ai une mémoire affreuse. Je pense qu'à la base cela vient d'une carence alimentaire combinée à une déficience affective quand j'étais gosse, donc je ne pourrai jamais combler cette lacune et je devrai faire avec jusqu'à la fin de mes jours. Aussi, j'ai dû recourir à un autre moyen pour progresser malgré tout, ou plutôt ne pouvant pas compter sur ma mémoire j'ai recouru à un autre procédé, inconsciemment et c'est là que cela devient intéressant, car lorsque j'en ai pris conscience je me suis aperçu que je ne conservais que la substance de ce que j'avais appris et qui me servirait pour la suite, du coup, je me suis mis à cultiver cette particularité pour combler en partie mon handicap, en faisant en sorte que cette substance ou ce concentré de connaissances ait toujours une valeur supérieur, disons à ce qui est superflu, superficiel, secondaire, voire médiocre dans l'existence ou peut être perçu comme tel, cela serait utile tant pour moi que pour les personnes que je croiserai.

Beaucoup de gens parlent à tort et à travers ou s'expriment sans vraiment avoir conscience de la signification de leurs paroles où la manière dont elles seront saisies. Je ne dis pas par là qu'il faudrait absolument réfléchir avant de parler, je prétendrais plutôt le contraire, c'est le signe distinctif des ignorants que généralement on prend pour des gens très intelligents, c'est de cette manière aussi qu'ils abusent les naïfs ou les ignorants. Maintenant il faut se méfier des beaux parleurs professionnels, qui pour tromper leur auditoire débitent leur discours d'un trait, ceux-là, ils sont généralement sclérosés, ils récitent ce qu'ils ont appris un jour et depuis ils n'ont pas évolué. C'est chez eux qu'on trouve la plus forte proportion de donneurs de leçons. En réalité, leur pédagogie est nulle à chier, si je peux me permettre cette vulgarité parce que je les tiens en horreur. Non, c'est dans le langage spontané employé par une personne que l'on peut estimer véritablement son niveau de conscience, sans la juger, sauf si elle adopte un ton hautain ou méprisant envers vous. La question du respect des autres fait partie intégrante de notre idéal, elle en est indissociable sauf à le renier ou cesser d'en être digne.

Je n'ai jamais cédé à aucune mode, donc je n'ai pas adopté celle qui consistait à faire des phrases courtes et je ne le regrette pas. Quand on examine attentivement le contenu des oeuvres de Marx et Engels, tout d'abord on s'aperçoit que leur production est demeurée limitée. Ils n'ont pas écrit des dizaines et des dizaines d'ouvrages sur tout et n'importe quoi. Ils ne se sont pas dispersés. Non, ils se sont concentrés sur quelques questions déterminantes à partir desquelles ils ont abordé ou traîté toutes les autres. Chacun de leur ouvrage ne traite que de quelques questions, y compris le Manifeste du parti communiste, et cependant, si l'on prend ce dernier, ils ont réussi à interpréter la société et le monde sous leurs rapports, aspects ou tendances essentiels, d'où sa valeur exceptionnelle et irremplaçable un siècle et demi plus tard. Ils ne m'ont pas seulement influencé politiquement, par leur méthode et au-delà du matérialisme dialectique et historique, ils m'ont aidé à surmonter en partie mon terrible handicap en mettant à ma portée l'essentiel, la substance de leurs connaissances, on dit aussi la conclusion de leurs travaux gigantesques, de leurs réflexions d'une profondeur inégalées à ce jour en dehors de Lénine, moins chez Trotski.

Ce qui suit a été écrit hier soir. Bon dimanche à tous

J'ai travaillé dans plus de 40 boîtes en France, j'ai été victime de licenciements abusif au moins une dizaine de fois. Jamais je ne me suis adressé au prud'hommes, ce fut peut-être une erreur, je n'en sais rien, j'en doute après coup. A quoi bon après avoir retrouvé du boulot dans une autre boîte obtenir ma réintégration dans une boîte où j'étais considéré comme un paria ? A quoi bon attendre des mois ou des années avant d'être confronté à un employeur que je savais de mauvaise foi, ressasser la même histoire aussi longtemps alors que j'avais plutôt hâte de tourner la page et d'oublier cette crapule ?

La question n'est-elle pas pourquoi a-t-il pu agir de la sorte ? Sinon parce que la société et la législation était suffisamment pourrie et laxiste ou favorable à ses intérêts ? Je n'ai jamais eu envie que leur société et leur justice que je hais depuis mon adolescence me rendent justice. M'adresser à mon bourreau pour soulager mes souffrances n'a jamais été mon truc, marcher dans leur combine qui consiste à reconnaître leur tort pour mieux perpétuer l'emprise qu'ils ont sur nous aurait été brader ma dignité et ma ferme résolution de ne jamais me soumettre à leur ordre que j'ai toujours considéré profondément injuste.

Mon père était arriéré et il avait bien des défauts, mais il a toujours refusé de quémander pour assurer la survie de sa petite famille. Nous étions pauvre, très pauvre, il vouait un culte à ses maîtres exploiteurs, mais c'est seulement pas son travail et son courage exceptionnel qu'il s'en est toujours sorti, il considérait même que recevoir des allocations familiales étaitent une insulte car cela faisait de lui un mendiant, sans jamais parvenir à comprendre qu'il aurait été normal qu'il puisse vivre de son travail, ce que son salaire misérable ne permettait pas toujours. Le malheureux, il s'est éteint prématurément usé jusqu'à la corde par la travail et les soucis quotidiens qui l'ont rarement quitté, sans jamais comprendre qu'il avait été victime d'une formidable injustice.

Me tourner vers l'Etat, ses représentants, ses élus pour quémander une amélioration de mon sort me donnent littéralement la nausée pour toutes les raisons que j'ai évoquées plus haut.

Leur société, leur monde n'est pas le mien, il ne l'a jamais été et ne le sera jamais aussi longtemps qu'il existera, jamais je ne pourrais m'y reconnaître Du coup, sur le plan politique concevoir comme Marx, Engels, Lénine et Trotsky qu'il faut rompre avec le capitalisme, ses représentants, l'Etat, ses institutions, est une pure formalité, je n'ai pas besoin de me forcer, j'ai vécu suffisamment longtemps ce que signifiaient en dépendre pour juste survivre, malgré moi, car je n'ai jamais choisi de vivre dans une telle société, que combattre pour les renverser est un juste retour des choses, s'impose sans même avoir besoin d'y réfléchir, adopter un autre comportement serait replonger dans la crasse ignorance qui m'habitait autrefois, les années passent, il y a plus de 40 ans.

Je n'ai pas besoin de me forcer ou de me donner un genre ou encore d'essayer de me distinguer de je ne sais pas qui pour tracer la voie que je me suis fixé, elle s'impose à moi, quelle autre voie pourrais-je emprunter, celle qui conduit à s'adapter au capitalisme, ici en Inde je suis entouré de trop de misère et de désespoir pour y penser un seul instant.

J'ai conscience d'être un privilégié en Inde, du coup ma responsabilité s'en trouve décuplé à mener le combat politique sans relâche et sans rien concéder à l'ennemi ou aux opportunistes. Je pourrais éviter de penser à ma condition, je pourrais me laisser vivre tranquillement. Quand un Indien me fait part de ses malheurs, je pourrais très facilement prendre mes distances avec ce qu'il me raconte, au contraire je me mets dans sa peau et j'en suis profondément meurtri, je partage sa douleur, non pas sur le plan concepteur ou intellectuel, mais vraiment dans ma chair, je pense qu'il y a des religieux sincères qui en font l'expérience et qui en sont très affectés aussi, je mesure à ce moment-là à quel point le monde dans lequel nous vivons est profondément injuste, ignoble, barbare.

Vous vous demandiez peut-être pourquoi je suis aussi radical dans mes positions, vous avez là une partie de l'explication, l'autre partie s'explique par ma fidélité au léninisme. C'est marrant, la combinaison des deux va à merveille, c'est comme si je paliais l'absence de parti vraiment ouvrier guidé par les couches les plus exploitées du prolétariat. En principe, ce sont ces couches présentes au sein d'un parti ouvrier qui tiennent lieu de guide au parti, pour ne pas s'écarter de son objectif, pour éviter qu'il se dénature et devienne un parti petit-bourgeois, un parti centriste ou qu'il bascule dans autre chose, qu'il cesse de combattre pour l'émancipation de la classe du capitalisme. On arrêtera là pour aujourd'hui ce bavardage, je suis fatigué.

Une info indienne.

Ce soir aux infos sur Sun TV j'ai vu des centaines d'élèves d'une école située à Tiruvanamalaï au Tamil Nadu saccager entièrement leur établissement, armés de pierres et de manches de pioche et tout ce qui leur tombait sous la main, ils ont pété toutes les vitres, brûlés les locaux, ils ont sorti les bancs et les ont réduit en morceaux avant d'y foutre le feu, j'ai regardé cela effaré, je n'en revenais pas, c'était des collégiens, le reportage a durée quelques minutes, mon épouse n'a pas été capable de me dire pourquoi ils était entrés dans une telle furie, la police n'a pas osé intervenir apparemment ou elle est arrivée pour constater les dégâts. Ils s'en donnaient à coeur joie devant les caméras. La situation sociale est très chaude ici aussi, explosive même. Et ils viennent encore d'augmenter le prix de l'essence, et les coupures de courant continuent.

Je ne sais pas si c'est le cas dans toutes les écoles publiques et privées, à la fin de chaque trimestre les élèves sont soumis à

un examen qui se trouve être payant, oui c'est dingue, et apparemment le coût de ces examens ne cesse pas d'augmenter tout comme les frais de scolarité, du coup les manifestations se succèdent, souvent violentes.

Vous n'en avez pas entendu parler, il y a une semaine environ un avocat a été abattu à Trichy, le même scénario que pour Chokri Belaïd en Tunisie, j'en igore la raison. Un des participants à l'attaque du Parlement à Delhi, qui a eu lieu en 2001 je crois, a été pendu 48h avant l'arrivée de Hollande en Inde, cela a déclenché d'importantes manifestations au Cachemir. Quatre suspects accusés d'avoir participé à la préparation de l'assassinat de Radjiv Gandhi en 1991 devraient être pendus également dans les jours qui viennent. C'est marrant on n'a pas entendu en France les opposants à la peine de mort. Ils doivent être trop occupés à livrer la guerre au terrorisme au côté d'Obama.

Réponse du M'PEP à mon courriel du 5 février 2013. Suivi de ma réponse.

Bonjour,

Comme vous le soulignez, le M'PEP a reçu en effet, outre le vôtre, de nombreux courriers concernant l'article de Samir Amin .

Avant toute chose, je voudrais préciser quelques points . Quelles que soient vos considérations sur ce que le M'PEP croit ou non devoir faire en bien ou en mal selon vous, vous devez comprendre que le Mouvement est et restera libre de ses choix et de ses orientations dont on peut noter que pour le moins elles ne vous conviennent pas mais qui sont celles de ses adhérents. Libre à vous ensuite de penser ce que vous voulez, même si ce que vous en écrivez ressemble fort à un procès d'intention . On est en droit de supposer par ailleurs que vous ne connaissez pas vraiment le M'PEP sinon vous n'auriez pas manqué de noter que l'article de Samir Amin n'est pas l'expression de la position du M'PEP sur le Mali mais bien celle de son auteur , que cette publication n'est qu'une occasion d'enrichir le débat , et vous en administrez vous même la preuve par votre intervention. Croyez le ou non le débat se poursuit à l'intérieur du Mouvement sans dogmatisme ni présupposés idéologiques et lorsque nous aurons arrêté une position, vous pourrez l'identifier sans équivoque . Pour les raisons évoquées à l'instant vous comprendrez que nous n'entrions pas dans un échange sur le fond .

Vous semblez fort désireux de vous faire entendre de Samir Amin. A ce propos, il va de soi que le M'PEP, respectueux des points de vue de chacun, n'aura pas l'outrecuidance de "conseiller" à celui-ci quelle que position que ce soit pas plus que notre rôle ne peut être de jouer les intermédiaires entre vous et lui .

Votre portail pourrait sans doute vous en donner l'occasion mais , et comme vous l'avez déjà constaté, lisant notre site, Samir Amin a pris le temps de répondre à ces nombreux courriels auxquels vous faites allusion . Il se peut que ses arguments ne vous convainquent pas mais à cela le M'PEP ne peut rien.

Cordialement.

Ma réponse de ce jour

A la différence du M'PEP j'ai mis en ligne quelque 85 articles ou vidéos sur la situation au Mali, dont pas un ou une n'exprime le moindre soutien à l'intervention impérialiste française au Mali.

Au contraire ils démontrent tous qu'il s'agit d'une guerre impérialiste aux relents nauséabonds néo colonialistes qui n'a pour seul objectif que de s'assurer le contrôle des matières premières de ce pays au détriment du concurrent chinois, et bien entendu du peuple malien lui-même qui demeure toujours aussi pauvre dans un pays très riche par la nature des richesses que recèle son sous-sol comme la plupart des pays et des peuples en Afrique. On pourrait ajouter justifier le maintien d'une présence militaire au Mali pour que son ordre règne.

Je n'ai jamais cherché à me "faire entendre de Samir Amin", libre à lui de s'en tenir à la position qu'il a prise en justifiant l'intervention militaire française au Mali sur la base d'arguments à caractère existentialiste qui n'ont aucun rapport avec les besoins ou les intérêts matériels de la population malienne, il est loin d'être le seul dans ce cas-là, y compris au sein du mouvement ouvrier hélas !

Loin de moi également l'idée de dicter dans un sens ou un autre l'orientation ou le comportement que devrait adopter le M'PEP en la matière ou sur toutes autres questions, puisque je n'en suis pas membre.

Pour finir, la question n'est pas d'être convaincu de quoi que ce soit, mais de savoir sur quel terrain on se place pour traiter d'un fait ou une situation quel qu'il soit, sur le plan sentimental ou romantique qui relève d'une appréciation purement subjective et individuelle, qui ne saurait en aucun cas correspondre au degré d'objectivité requis ou indispensable pour interpréter un fait ou une situation, refléter la réalité des rapports qui existent entre les différents protagonistes aux intérêts contradictoires, ou sur le terrain de la lutte des classes qui les prend en compte tout en se situant strictement au côté des exploités et de leurs intérêts historiques, qui en aucun cas ne peuvent correspondre avec ceux de l'impérialisme français, qui soit dit en passant selon

les témoignages recueillis sur place est intervenu militairement au Mali en faisant davantage de victimes parmi la population civile que parmi ceux qui sont devenus leurs ennemis et qu'ils ont armés quand ils étaient en Libye ou encore en Syrie.

Selon Samir Amin, le peuple malien aurait le choix entre un régime rétrograde féodal basé sur la charia prônée par les djihadistes et autres islamistes radicaux fondamentalistes ou une dictature militaire soutenue par l'impérialisme français une fois dotée d'un vernis démocratique qui servirait à camoufler la corruption du régime et le pillage des richesses du Mali auquel se livraient ses multinationales, mais en aucun cas il ne pourrait de se doter d'un régime démocratique ou décider librement de son propre destin. Il faut noter que l'alternative contenue dans son discours n'en est pas une en réalité, car les deux régimes reposeraient sur les mêmes bases économiques sans que le peuple malien ait la possibilité de faire entendre sa voix pour faire valoir ses droits sociaux et politique ou démocratique, à moins qu'il estime que les salafistes ou djihadistes ou l'armée soit représentatif de ces droits, ce qui ne semble pas être le cas puisqu'ils sont au service des puissances impérialisme occidentales, à l'opposé il faudrait que le peuple malien mette en place un régime démocratique qui assure l'indépendance et la souveraineté du Mali, et rompt avec les différents impérialismes qui sont à l'origine de son sous-développement, de la pauvreté et de cette guerre, seule l'autodétermination du peuple malien peut garantir d'atteindre ces objectifs.

Je n'ai jamais prétendu que le M'PEP partageait le point de vue de Samir Amin, je me suis interrogé à haute voix sur l'opportunité et au-delà sur la signification de faire figurer dans son portail un article favorable à l'intervention impérialiste française, ce qui effectivement ne me regarde pas et n'engage que le M'PEP. Je le répète ici, jamais je n'aurais publié un article allant dans ce sens, ni sur la Syrie sur laquelle j'ai mis en ligne plus de 420 articles, j'ai retenu l'expérience de la Libye qui nous a servie de leçon pour n'avoir aucune hésitation, non pas sur les intentions de l'impérialisme français, je n'en avais pas eu davantage quand il avait bombardé la Libye, mais sur les avantages que pourraient en retirer le peuple malien qui doit décider librement de son sort, sans aucune intervention militaire extérieure qui de toutes manières ne changerait rien au rapport entre les classes au Mali, au niveau de développement économique de ce pays que la France s'est employée minutieusement à piller jusqu'à présent donc ne modifierait en rien le niveau juridique de ses institutions qui n'ont rien de démocratiques. Et je précise que lorsque je mets des articles de presse en ligne, c'est uniquement à titre d'information, les lecteurs étant assez intelligents pour comprendre qu'ils n'ont pas d'autre objet.

De mon point de vue au regard justement de cette expérience, j'estime que le débat est clos.

Sauf à vouloir trouver une certaine légitimité à se placer sur le terrain de la guerre préventive ou du droit d'ingérence cher aux très réactionnaires Kouchner ou Blair ou encore Bush, pour justifier toutes les guerres impérialistes menées depuis le 11 septembre 2001 (ou le début des années 90 en Europe centrale) au nom de la démocratie que leurs dirigeants piétinent allégrement dans leurs propres pays, qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de la France, ou de la guerre contre le terrorisme, sachant qu'Al-Qaida est une pure création de la CIA et que les différentes puissances occidentales financent et arment ces terroristes, salafistes, djihadistes, etc. qui de la Libye à la Syrie servent de mercenaires à ces mêmes impérialistes pour déstabiliser des régimes laïcs jugés un peu trop enclins à servir les intérêts de la Russie et la Chine, afin d'en installer à leurs bottes qui serviront exclusivement les leurs.

La situation politique (ou économiques les deux étant intimement liés) telle que je me la représente, que ce soit au Mali en Syrie ou ailleurs, doit être analysée à l'échelle mondiale en prenant en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui interviennent au niveau international, y compris en se penchant sur le passé et vers le futur. La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens dit-on, on dit également que la politique est le concentré de l'économie, autrement dit toute décision politique recouvre une question de nature économique. Ce qui signifie que pour interpréter une décision politique il faut avoir à l'esprit le contexte économique dans lequel elle a été prise et se demander dans quel objectif économique précis. Cela n'est possible que si l'on considère l'économie sur le plan dynamique ou diachronique, en replaçant la question qu'on se destine d'étudier dans le cadre du développement historique du capitalisme ou son évolution depuis son avènement jusqu'à nos jours si vous préférez. Cela nécessite de connaître ce qui en est le moteur pour comprendre vers quoi il tend, mieux de l'avoir en permanence présent à l'esprit, et là on doit arriver à l'alternative dont on n'entend plus parler de nos jours, socialisme ou règne de la liberté, émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou barbarie toujours plus effroyable, succession de crises finalement sans fin, chaos et guerres incessantes, ce que nous vivons malheureusement aujourd'hui.

Du coup, notre analyse nous porte, soit à tenir compte de l'inégalité qui existe entre les classes qui constitue le fondement du capitalisme sur lequel repose ses lois de fonctionnement interne et son développement à travers celui des forces productives ainsi que la lutte des classes, ce qui nous détermine à mener le combat pour détruire le fondement du capitalisme qui est la source de toutes les difficultés, de toutes les souffrances, de tous les malheurs que peuvent rencontrer ou vivre les masses exploitées, qui les accablent, autrement dit, toute analyse qui en tiendra compte conduira à nous placer systématiquement au côté des travailleurs contre leur ennemi que l'on aura reconnus sous ses différents masques, de l'intérieur comme de l'extérieur du mouvement ouvrier, soit on décide de ne pas en tenir compte ou de s'en écarter, et l'on versera dans l'aventurisme ou l'opportunisme au risque de se tromper de camp ou de défendre des intérêts qui vont à l'encontre de l'objectif qu'on s'est fixé, dans tous les cas de figure on sera impuissant à stopper le bras meurtrier de notre bourreau et notre politique nous conduira invariablement dans une impasse ou pire, à nous accommoder finalement du capitalisme, à capituler devant lui.

Les intellectuels agissant de la sorte n'étant pas forcément malhonnêtes ou hypocrites, pour des raisons diverses ils s'avèrent simplement qu'ils n'ont pas encore compris comment fonctionnent la société et le monde, quels sont les facteurs et

les rapports déterminants dont dépendent tous les autres, disons qu'ils se sont arrêtés en cours de route à des rapports intermédiaires (figés) et qu'ils ne parviennent pas à mener leur analyse jusqu'au bout, je ne veux pas les accabler, mais je ne peux pas non plus m'empêcher de dresser ce constat qui personnellement me saute aux yeux. Tous ceux qui s'acharnent à collaborer avec les capitalistes et ses institutions au lieu de rompre avec eux, qui espèrent que le capitalisme se réformera, démontrent simplement que fondamentalement ils n'ont pas compris la nature de ce régime. Un exemple qui le démontre si c'était nécessaire

Alors qu'on nous rebat les oreilles depuis 2008 avec des réformes du système financiers ou bancaire qui auraient pour vertu de mieux réguler ou moraliser le capitalisme pour faire bref, dans une vidéo que j'ai visionné seulement le 11 février 2013, j'ai entendu le grand reporter Eric Laurent expliqué que les banquiers américains avaient exigé de pouvoir spéculer sur les marchés financiers européens sans limite, en enfreignant absolument toutes les lois ou règles existantes dans l'UE, cela après le crash de Lethman Brothers, menaçant les dirigeants européens qui s'y opposeraient de terribles représailles, et bien ils ont obtempéré comme un seul homme, précipitant la crise sociale et politique qui est en train de ravager tous les pays de l'UE les uns après les autres, ce qui en passant n'est pas pour me déplaire puisque cela va contraindre les masses à descendre dans la rue... Depuis j'en ai eu confirmation en tombant sur un article du magazine économique américain Bloomberg publié fin novembre 2011 qui confirme que la Fed a distribué secrètement aux plus grandes banques américaines 7.7 trillions de dollars (un trillion = mille milliards) à l'insu du congrès américain.

Pour revenir à notre sujet, sur des dizaines et des dizaines de questions que j'ai analysées, j'ai pu faire exactement le même constat concernant ces intellectuels pour arriver à la même conclusion.

On pourrait dire qu'on en est arrivé à une situation, que ce soit au Mali, en Grèce, en Tunisie, en France ou ailleurs où les rapports entre les classes se sont tendus ou sont en train de se tendre à l'extrême sans qu'il n'existe d'issue politique favorable aux travailleurs, c'est l'aspect profondément dramatique de la situation, qui paraît à bien des égards totalement inextricable. Situation que les intellectuels ne comprennent pas, car ils n'ont pas à l'esprit ce dont nous venons de parler, ils ignorent comment fonctionne le capitalisme, sur quelle base il repose et que ces rapports déterminent tous les autres, ils en sont à penser le monde à la manière des métaphysiciens ou des alchimistes comme s'il suffisait de repenser le monde pour qu'ils prennent par miracle ce tournant, alors que ce sont des forces et des rapports matériels qui sont à l'oeuvre et le gouvernent et non des idées comme aurait dit Engels.

Sur le plan politique on aboutit au même constat, à la même ignorance qui se traduit par le refus de prendre en compte à la fois comment sont organisées les classes, comment fonctionne l'Etat et les institutions, c'est-à-dire en et avec des partis politiques, depuis plus d'un siècle, parfois deux, dans aujourd'hui tous les pays du monde, et les enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes, l'expérience du combat du mouvement ouvrier international depuis le milieu du XIXe siècle, le socialisme qui est la seule théorie et la seule alternative au capitalisme, expérience et niveau de conscience que doit incarner et concentrer le parti révolutionnaire qui doit avec les masses exploitées renverser l'Etat des capitalistes et prendre le pouvoir politique, pour une fois parvenu à cet objectif s'attaquer immédiatement au fondement du capitalisme, sans que cette condition soit réunie cela demeurera toujours impossible de changer la société pour vivre dans un monde meilleur et plus juste.

Parce qu'ils rejettent l'interprétation qu'ont fourni Marx et Engels du développement historique du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme, ils rejettent également les conclusions (pratiques) de leurs travaux dont s'était inspiré Lénine pour construire le parti bolchevik et porter le prolétariat russe au pouvoir en 1917. Bien que la théorie élaborée par Marx et Engels aient été mise à l'épreuve avec succès ou aient été vérifiée une multitude de fois jusqu'à nos jours, sans jamais avoir été prise en défaut si on prend la précaution, si on a l'honnêteté de la replacer dans le contexte et les limites dans lesquels elle a été réalisée, la plupart des intellectuels préfèrent l'ignorer pour s'en remettre à des sornettes qui les conduisent invariablement à épouser les thèses de la réaction ou à être manipulés par ses représentants.

Le marxisme est avant tout un guide pour l'action et non une recette magique. Au-delà du fonctionnement du capitalisme qu'il a analysé avec une profondeur sans égal de nos jours encore, il se borne à indiquer une tendance, dans quelle direction le monde peut évoluer selon les rapports qui existent entre les classes et les transformations qu'ils peuvent connaître à un rythme que ni Marx ni personne ne pouvait déterminer à l'avance, c'est ce que ces détracteurs lui reprochent pour justifier le rejet de ses travaux et leurs conclusions pratiques, parfois tout en continuant de se réclamer du marxisme notez bien, dans ce cas-là ils en deviennent les fossoyeurs en chef.

La société et le monde ont connu de telles transformations en un siècle ou davantage, que le marxisme et ses conclusions sont devenus dépassés, obsolètes, c'est ce qu'on entend souvent, mais qu'en est-il en vérité ?

La crise actuelle du capitalisme confirme une nouvelle fois la justesse du marxisme que plus personne ne semble défendre aujourd'hui. Il faut aussi avoir à l'esprit que Lénine ne construisit pas le parti bolchevik en consultant le Capital, il poursuivit (avec d'autres tel Kautsky, etc.) l'oeuvre de Marx et Engels en analysant l'évolution du capitalisme mondial et l'emprise grandissant de la finance sur l'industrie qu'il publia dans L'impérialisme stade suprême du capitalisme, pour finalement parvenir aux mêmes conclusions que les auteurs du Manifeste du parti communiste qu'il mit en pratique.

Depuis cette époque il s'est écoulé près d'un siècle, le pouvoir de l'industrie financière ou spéculative sur l'économie

s'est considérablement accru, certes, sans pour autant que les fondements du capitalisme, les origines de la plus-value n'ait connu le moindre changement, sans que l'existence et les rapports entre les classes n'aient connu la moindre transformation qualitative au point d'en arriver à la conclusion que les classes n'existeraient plus, qu'elles auraient fusionnée, qu'une nouvelle classe serait apparue, rien de tout cela ne s'est produit. En réalité, seul le rapport de forces entre les classes a connu en France et en Europe une évolution défavorable pour la classe ouvrière, ce qui a suffit à ses représentants au pire à capituler en rase campagne ou à s'adapter à des degrés divers au capitalisme, au mieux à verser dans une sorte de trade-unionisme teinté de social-patriotisme, dans tous les cas à abandonner le marxisme et le léninisme qui concentre au plus haut degré les enseignements de la lutte de classe de la première partie du XXe siècle.

Face à ce constat, la question se pose de savoir comment faire pour sortir de la situation inextricable dans laquelle nous sommes. Si le prolétariat doit affronter la bourgeoisie désarmé théoriquement et sans parti exprimant consciemment ses intérêts historiques que représentait hier le marxisme, il est voué infailliblement à connaître une terrible défaite qui le renverra un siècle en arrière ou pire encore.

Quelle conclusion en tirer ? On poursuit dans la même voie en fermant les yeux et les oreilles comme si de rien n'était en espérant que tout se passera bien quand même, par miracle ? Ou on en revient aux fondamentaux du marxisme et du léninisme qui ont fait leurs preuves, en les adaptant à notre époque évidemment, mais sans en renier leurs principes ? Qu'est-ce qui est le plus urgent, notre priorité absolue, en intervenant dans la lutte des classes construire le parti révolutionnaire qui nous fait tant défaut et sans lequel nous ne pourrons jamais vaincre, subordonner notre combat à cet objectif qui concentre ou incarne à lui seul aujourd'hui la question du pouvoir et lui apporte une réponse, ou subordonner notre combat à des revendications sociales qui ne posent pas cette question et peuvent encore moins y apporter une réponse, ajoutons, sachant que l'issue à la crise du capitalisme se situe et ne peut se situer que sur le plan politique ?

Qui gouverne ? Pour le compte de qui ? Qui édicte les lois ? Qui les vote ou les adopte? Qui les applique ensuite ? Le chef de l'Etat, son gouvernement, les députés, bref, les institutions de la Ve République et peu importe que leur politique soit dictée par telle ou telle institution en Europe ou ailleurs dans le monde, elle sert les intérêts de la classe des capitalistes, des banquiers, des rentiers, qu'on retourne la question dans tous les sens, on aboutit une fois de plus à un simple constat.

Donc on ne peut pas prétendre combattre efficacement (construire le parti) cette politique si on refuse d'axer résolument son combat contre le capitalisme et ses institutions politiques dans la perspective de les renverser. Cela implique de rompre tous les rapports avec les capitalistes et leurs représentants, de rompre les relations avec le patronat, le Medef, avec les partis et les appareils des syndicats qui incarnent les intérêts du capital, autrement dit cela implique de se situer strictement ou exclusivement sur le terrain de classe des masses exploitées. Dès lors il sera possible de définir une tactique et une stratégie qui permettra d'avancer vers notre objectif, dans le cas contraire nous serons condamnés à la défaite. A chacun de prendre ses responsabilités.

Complément.

Opposer la démocratie à l'ultra libéralisme ou à la politique néo conservatrice qui est mise en oeuvre par tous les gouvernements, dans les pays dominants ou dominés, c'est ne pas comprendre ou refuser de prendre en compte la crise du capitalisme qui est le facteur dominant de notre époque qui conduit à l'exacerbation des rapports entre les différents impérialistes et les classes et portent en leur sein la guerre et la révolution.

Dans son dernier article consacré à l'Egypte, Samir Amin manifeste dans le capitalisme les mêmes illusions que l'on retrouvent chez les intellectuels qui refusent de se situer sur le terrain du marxisme ou qui en sont incapables. Ce constat s'applique à A. Acosta (Équateur : ”révolution citoyenne”, modèle extractiviste et gauches critiques).

Non, ma réponse n'a pas pour fonction de convaincre Samir Amin ou d'autres intellectuels de cesser de se situer sur le terrain du capitalisme, c'est à eux de procéder à l'analyse du développement du capitalisme et d'en arriver aux mêmes conclusions que Marx et Engels, j'estime que personne d'autres ne peut réaliser cette analyse et parvenir à ces conclusions à leur place.

S'agissant du M'PEP, j'en sais suffisamment pour me prononcer sans ambiguité sur sa nature et ses intentions réelles, ses objectifs que je ne partage pas.

Parvenir à faire revivre une sorte de Conseil national de la résistance a quelque chose de pathétique, je n'invente rien, il le revendique et chacun peut le vérifier en se connectant sur leur portail, car le CNR n'était rien d'autre qu'un gouvernement d'union nationale entre la SFIO, le PC, les syndicats et le parti de l'ordre incarné par les gaullistes, qui se fixa comme objectif la reconstruction de l'Etat bourgeois et le capitalisme français après-guerre, une fois désarmées les masses et leur mouvement révolutionnaire trahi. Cela signifie qu'en aucun cas la classe ouvrière ne pourrait aspirer au pouvoir et réaliser son émancipation du capital, c'est donc capituler en rase campagne ou la livrer au capital, renoncer au combat pour le socialisme. C'est suffisamment clair pour que je ne perde pas mon temps à continuer cette discussion.

Le M'PEP se situe sur le terrain du social-patriotisme dans le cadre de la préservation du capitalisme. Nous, nous situons sur le

terrain du socialisme en rupture avec le capitalisme dans la perspective de la révolution socialiste internationale, sachant qu'ils savent très bien ce qu'ils font, je n'essaierai pas de les convaincre de se situer sur le même terrain que nous, il en va de même des autres formations politiques. Nous développons notre politique en direction des militants et des travailleurs qui veulent sincèrement et honnêtement combattre pour le socialisme sur la base du marxisme, notre contribution politique n'a pas d'autre objectif que les y aider tout en combattant toutes les formes d'opportunisme.

La propagande nauséabonde du journal ***Le Monde*** en titres (17.02).

- "*Ennahda est la colonne vertébrale de la Tunisie*", selon son chef.

- Comment Nicolas Sarkozy entretient l'idée de son retour.

- J'aime le rap : je vais redoubler et devenir délinquant, par Pierre Mercklé.

Ils ne peuvent pas camoufler qu'ils haïssent les jeunes, pourriture.

Ma fille, 32 ans, aimait le rap quand elle était plus jeune, elle est devenue instit, mais peut-être que l'Education nationale est aussi un repère de délinquants, un prof, c'est déjà un peu un délinquant, non, certains l'affirment à l'extrême droite ou à l'UMP, c'est pareil. Son compagnon originaire de la Réunion, il aime le rap, c'est un garçon poli, honnête, courageux, une crème de gentillesse ce garçon, je l'adore, il ignore sa véritable nature ! Et peut-être que ma petite-fille Cassie aime aussi le rap, elle me fait penser à Angela Davis, elle a du sang africain dans les veines, quelle horreur, vite, je vais donner son signalement à la police politique du régime, envoyé un courriel au journal *Le Monde*.

J'ai toujours écouté du hard rock et du heavy metal notamment, le genre de musique à faire s'écrouler le vieux monde façon démolition contrôlée, la musique de la révolte par excellence, dans un concert même les mouches (à merde genre Le Monde) sont désintégrées sur place... Et merde, j'ai raté ma vocation de délinquant, de voyou, de gangster; de casseur, de terroriste, d'assassin, de serial killer.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, les tordons infâmes de ce genre nous donneraient bien des envies de meurtres, non, pas vous ? Si non, c'est que vous avez une petite vie bien confortable, pépère, on peut ajouter mémère pour ne pas faire de jaloux, et que vous n'avez pas vraiment envie que les choses changent, pas maintenant, je vous plains sincèrement, les intéressés se reconnaîtront, genre bolchevik devenu renégat par exemple. Je crois que je crèverai en poussant un dernier cri de révolte.

Pas de bol pour le maire PS de Castelnaudary. (voir la causerie d'hier)

Contrairement à ce qu'affirme le président de Spanghero, la société mise en cause dans l'affaire de la viande de cheval, l'entreprise avait connaissance que la viande achetée pour être transformée était d'origine équine et non bovine, affirme ce matin France Info, qui a pu consulter les factures retrouvées par la répression des fraudes (DGCCRF).

Selon France Info, les enquêteurs de la DGCCRF ont récupéré près de 1500 pages de factures ces derniers jours dans l'usine de la société, à Castelnaudary (Languedoc-Roussillon). On y voit le code "0205 0080", utilisé pour la viande de cheval et non celui "0201" ou "0202" utilisé pour le boeuf. Un code dont la société ne pouvait ignorer la signification selon les enquêteurs, qui estiment avoir suffisament d'éléments pour établir les faits de tromperie. Lefigaro.fr 16.02

A quoi ressemblera leur marché unique transatlantique ? On en a ici un avant-goût.

- Michel Barnier, le commissaire européen aux services financiers, s'est dit déçu aujourd'hui par la lente mise en oeuvre par les Etats-Unis des normes comptables internationales.

S'exprimant devant un parterre d'entreprises, Michel Barnier a critiqué une proposition récente de la Réserve fédérale destinée à renforcer la surveillance des banques internationales.

Par ailleurs, les régulateurs européens et américains n'ont pu s'entendre sur un accord sur la manière d'appliquer en dehors des Etats-Unis la réglementation des dérivés financiers de ce pays.

"*Etendre l'interprétation de règles locales à des transactions qui sont déjà couvertes par des règles étrangers pareillement solides ne pourra déboucher que sur des conflits judiciaires*", explique Michel Barnier, dans le texte de son discours.

"*Cela créera de l'incertitude, augmentera les coûts et déplacera les échanges commerciaux vers des zones moins bien réglementées; c'est précisément ce que nous voulons éviter*". Reuters 15.02

La véritable nature d'Israël, du sionisme.

1- Israël un Etat terroriste... depuis 1947

Les terroristes d'Al-Nosra et de l'ASL, qui occupent les hauteurs du Golan, ont évacué leurs blessés vers l'hôpital Ziv, en Israël. C'est le journal "Jerusalem Post", qui rapporte cette information.

"*Ces blessés sont au nombre de 5 et ils ont été admis à l'hôpital Ziv. Les 5 terroristes blessés avaient été soignés, d'abord, par les soldats sionistes, avant leur évacuation*", selon le porte-parole de l'armée. Les affrontements entre les terroristes et l'armée syrienne ont éclaté, à Khan Arnaneh, près de la zone tampon. french.irib.ir 16.02

2- «***À bas les Arabes et les Noirs !***»

Impunité. Mercredi, des membres d'un groupuscule identitaire violent, dénommé la Ligue de défense juive, ont lancé des appels à la haine et sifflé la Marseillaise, en plein cœur de Paris.

Dans la soirée du 13 février, des associations de la communauté juive se sont réunies, pour commémorer la mort d'Ilan Halimi, séquestré et torturé, en 2006, par le «*gang des barbares*» de Youssouf Fofana.

Parmi les centaines de personnes rassemblées, figuraient Patrick Bloche, député-maire socialiste du XIème arrondissement de Paris, Danièle Hoffman-Rispal, présidente du groupe France-Israël, à l'Assemblée nationale, (déjà, présente, lors de la manifestation de soutien à l'armée israélienne, lors des derniers bombardements de Gaza) et la comédienne Véronique Genest, désormais, réputée pour son islamophobie partagée en famille.

Derrière l'interprète de Julie Lescaut, des drapeaux jaunes flottent au vent : ce sont ceux de la Ligue de défense juive. Depuis plusieurs années, les adhérents et sympathisants de ce mouvement ultra-sioniste ont commis, en toute impunité, des agressions et des intimidations à l'encontre de citoyens ou d'entreprises jugés hostiles à Israël.

Mercredi soir, la LDJ n'a pas manqué le rendez-vous, afin de se faire entendre.

Encouragés, par les organisateurs du rassemblement à entonner La Marseillaise, certains membres de la LDJ ont préféré (à 4'11) la huer et scander, à la place, l'hymne israélien. Plus édifiant, un cadre de la LDJ a pris, sans difficulté, la parole, pour se plaindre du système judiciaire et de la police, comparable à celle de «*1940*», car elle aurait «*merdé dans l'affaire Halimi*». L'homme a également fustigé le «*pseudo-humoriste*» Dieudonné, l'écrivain Alain Soral – qualifié de «*raclure*» – et la «*vermine anti-sémite*» présente, selon lui, chez les «*racailles*». D'après ce militant monté sur l'estrade, «*le Juif n'a plus sa place, en France*».

Comme dans tout rassemblement susceptible d'attirer des extrémistes, il est probable que des policiers en civil, fonctionnaires à la DCRI, aient été présents pour surveiller et repérer les meneurs les plus exaltés. Pourtant, comme lors des débordements de la LDJ, en mars 2012 – survenus en marge du cortège dédié aux victimes du collège juif de Toulouse –, aucune arrestation ne s'est produite à l'encontre de ce groupe qui revendique ses infractions répétées à la loi.

À l'inverse, lorsque des manifestants musulmans ont exprimé leur indignation, devant l'ambassade américaine de Paris, à la suite de la mise en ligne du film anti-Islam, les policiers ont procédé à des interpellations, sous l'œil des caméras. Cette fois-ci, à l'instar du ministre de l'Intérieur, les grands médias n'ont pas rapporté les images de ce rassemblement.

Chose curieuse : quand des Français d'origine maghrébine lancent des «*appels au jihad*» ou sifflent La Marseillaise, hommes politiques et éditorialistes de la presse écrite et audiovisuelle se bousculent au portillon pour commenter ce «*scandaleux*» «*phénomène de société*». Ici, en plein cœur de Paris, des extrémistes juifs ont hué l'hymne national, crié «*Fofana, salaud, les Juifs auront ta peau !*» ou bien (à 0'35) «*À bas les Arabes et les Noirs !*», sans que cela ne suscite de couverture médiatique ou de contrôle policier.

Valls, bouche cousue

Comme l'avait révélé Oumma en septembre 2011, Manuel Valls entretient un rapport particulier à la communauté juive et à l'État d'Israël. Cette affection démesurée pourrait-elle expliquer son silence – de plus en plus bruyant – à l'égard des extrémistes de la communauté en question ? Paradoxalement, c'est le même homme qui souligne et amplifie, encore aujourd'hui dans les colonnes du Parisien, la menace de l'extrémisme musulman, allant jusqu'à reprendre une expression employée par le maréchal Pétain pour désigner le danger : «*l'ennemi de l'intérieur*».

Sollicité à propos de la LDJ, Manuel Valls n'a « *pas pris position* » selon un porte-parole interrogé, l'été dernier, par des journalistes du Nouvel Observateur. Ces derniers concluent leur article par ces mots éloquents : «*Côté police : le sujet est si "sensible" qu'on*

ne donne "aucun renseignement"».

Reste à espérer que Caroline Fourest révélera, à leur sujet, de nouvelles informations dans son documentaire intitulé «*Les naufragés de Sion*» , diffusé mardi prochain sur France 5 et promu par le site du Conseil représentatif des institutions juives de France. Il est permis cependant d'en douter : au vu de sa propension à la désinformation, la prudence s'impose. Son reportage s'annonce néanmoins croustillant. L'une des personnes sollicitées pour critiquer la LDJ n'est autre qu'un partisan inconditionnel d'Israël : le président du CRIF, Richard Prasquier. Pour des questions tactiques, et non idéologiques, celui-ci entretient effectivement des rapports exécrables avec les jeunes miliciens ultra-sionistes.

La LDJ vient d'ailleurs de faire connaître son bonheur de voir Richard Prasquier bientôt quitter son poste pour être éventuellement remplacé par un revenant, Roger Cukierman. Ex-président du CRIF, l'homme, assis au premier rang lors de la dernière convention de l'organisme communautaire, s'était distingué en 2002 par sa remarque consécutive au résultat électoral de Jean-Marie Le Pen : «*Son score est un message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquilles*». Les miliciens de la LDJ ne pouvaient que se réjouir du retour aux affaires d'un tel aimable personnage. french.irib.ir 17.02

Que le député-maire PS du XIème arrondissement de Paris soit de la partie n'a rien d'étonnant, les principaux ministres et dirigeants du PS sont sionistes.

La menace se précise sur la Syrie.

«*Le plan d'attaque contre la Syrie est prêt, mais le Président Obama souhaite une approche diplomatique, pour résoudre la crise*», c'est ce qu'a déclaré le chef d'état-major de l'armée américaine, Raymond Odierno. «*Obama croit qu'on peut résoudre la crise de la Syrie, par une voie diplomatique, mais nous avons pris la décision de recourir, si nécessaire, à l'intervention militaire*», a-t-il ajouté. french.irib.ir 16.02

Vont-il orchestrer un nouveau 11 septembre en accusant la Syrie d'en être le commanditaire pour entrer officiellement en guerre contre ce pays ? Feront-il de même ensuite avec le Liban et l'Iran ?

Haut de page

Le 18 février

CAUSERIE

Il n'y a pas de sauveur suprême ou de recette miracle pour sauver le capitalisme.

Après le Conseil national de la résistance, Franklin Roosevelt, quel sera le prochain sur la liste ?

Franklin Roosevelt qui a sauvé les banques en réalisant le plus grand hold-up de l'histoire, qui a maquillé Pearl Harbour pour justifier l'entrée en guerre des Etats-Unis, qui a lancé la première bombe atomique sur la population d'un pays, le dernier modèle social en date ! Non, ce n'est pas un mauvais gag.

M'PEP - Le 17 février 2013 - Le droit opposable à l'emploi, de la même manière, instaure un "*employeur en dernier ressort*". Il désigne l'État qui embauche lorsque le marché ne parvient plus à le faire. C'est ce que Franklin Roosevelt, le président américain, a fait en partie entre 1933 et 1940, pour combattre la Grande Récession ! Alors pourquoi pas en France ?

Les faits.

Une illusion qui fera long feu.

Wikipédia - Il n'y a aucune preuve que le New Deal ait eu une quelconque efficacité dans la lutte contre la crise, qui perdura jusqu'à ce que l'Amérique mobilise son économie pour la Seconde Guerre mondiale.

Les mesures du New Deal posèrent ainsi les bases de la future superpuissance américaine.

Malgré tout, le New Deal n'est pas parvenu à faire revenir la prospérité des années 1920, et en 1941, six millions d'Américains attendaient toujours un emploi. Le plein emploi ne fut pas rétabli avant la guerre.

Le problème de paupérisation agraire s'aggrava encore, comme le montre John Steinbeck dans son roman Les Raisins de la colère.

En matière commerciale enfin, les résultats furent nettement inférieurs à ceux enregistrés avant la crise. La situation de la balance des comptes se dégrada progressivement, et la balance commerciale ne put retrouver l'équilibre que grâce à une contraction nette des importations, qui passèrent de 4,4 milliards de dollars en 1929 à 2,1 milliards en 1939. Malgré tout, les États-Unis bénéficièrent de rentrées d'or de telle sorte qu'ils détenaient 70 % du stock d'or mondial en 1939.

Sauver les banques.

- 5 Avril 1933 : Le décret de Roosevelt confisquant l'or des Américains.

Ce décret fait suite à une discussion du 5 Mars 1933 sur la « crise bancaire » et prouve effectivement que Franklin D. Roosevelt mentit aux Américains. Il est intéressant de noter que l'or réquisitionné sera ensuite détenu de manière privée par la Réserve Fédérale. (24hgold.com)

Selon les auteurs de la vidéo américaine *Les Maitres de la monnaie* , ce seront quelque 20.000 tonnes d'or qui atterriront ainsi dans les coffres de la Fed pour en réalité disparaître, pas tout à fait, au seul profit du cartel des banquiers américains ou américano-britanniques. Je crois me souvenir que c'est la petite-fille de Roosevelt qui demanda dans les années 70 au gouvernement américain où était passé ce gigantesque trésor de guerre sans jamais obtenir de réponse.

Nous, nous nous en tenons au Manifeste du parti communiste de Marx et Engels, à L'impérialisme stade suprême du capitalisme de Lénine, au quatre premier congrès de l'Internationale Communiste, au Programme de transition et à la théorie de la révolution permanente de Trotsky, au programme de la révolution socialiste internationale, nous demeurons fidèle au socialisme scientifique et ses conclusions pratiques.

Ignoble, indécent et indigeste.

- Repas gargantuesque "*tout à l'oie*" à Sarlat pour plus de 780 gourmands - AFP

Du "*pot au feu d'oie*" au traditionnel "*confit d'oie et pommes de terre sarladaises*", en passant par le *"carpaccio d'oie mariné* ": au total, douze plats cuisinés à base du célèbre palmipède étaient au menu de ce repas-marathon de plus de cinq heures. AFP

Précisons que ce gavage était à 45 euros par personne. A côté fleurissent les ouvrages dans le genre : comment nourrir une famille de quatre personnes pour moins de deux euros par jour. Que les nantis se gavent, mais en silence de préférence. Ils en avaient fait la pub : "*On est venu ce week-end de Bruxelles pour participer à Fest'oie et on espère revenir l'an prochain avec des amis*", en comptant l'essence, l'autoroute, l'hôtel, mon cher week-end !

Chut, la classe moyenne a le droit de vivre, non mais ! Elle a le droit aussi d'être solidaire de la classe ouvrière, mais là c'est plus difficile apparemment.

ACTUALITÉ DU JOUR

Augmentation misérable du smic, blocage et taxation des retraites, des prestations familiales, voire les baisser...

Ils ont encouragé la population à se reproduire sans compter, faites-nous confiance, la société assurera votre bonheur dans le futur, travail, salaire décent, études, logement, santé, culture, etc. on s'occupe de tout...

- Le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud, a suggéré dimanche 17 février que fiscaliser les prestations familiales pouvait être une piste pour augmenter les recettes de l'Etat.

D'après le "Journal du Dimanche", c'est un des scénarios sur lequel travaille le gouvernement.

"*Les prestations familiales, les allocations familiales, le fait qu'elle soient fiscalisées ou pas, c'est un sujet qui peut être mis sur la table*", a estimé Didier Migaud sur les ondes de la radio Europe 1. "*On peut considérer que c'est une prestation qui rentre dans les revenus et qui peut d'une certaine façon être fiscalisée*", a-t-il expliqué lors de l'émission Le Grand Rendez-vous.

Le premier président de la Cour des comptes a également estimé que fiscaliser la majoration des retraites pour les parents de

trois enfants pourrait rapporter 800 millions d'euros à l'Etat. Ces majorations "*lorsque vous avez trois enfants elles ne sont pas fiscalisées. Le fait de les fiscaliser, c'est 800 millions d'euros supplémentaires*", a-t-il déclaré.

Le "Journal du Dimanche" écrit que le gouvernement pourrait soumettre les allocations familiales à l'impôt ou bien encore les baisser "*d'un milliard l'an prochain puis de 1,5 milliard supplémentaire l'année suivante*". Dans ce cas, "*les allocations seraient plafonnées ou accordées sous conditions de ressources comme cela est déjà le cas pour la prestation d'accueil du jeune enfant (paje) ou les allocations*", ajoute l'hebdomadaire.

Autres mesures d'économies, selon le "JDD", le gel des retraites et la réduction des aides aux entreprises.

Le gouvernement chercherait à ce que les pensions du régime général progressent moins vite que l'inflation. "*S'agissant du régime général l'objectif de Bercy est d'économiser environ 1 milliard d'euros dès 2014*" puis de 6 à 7 milliards à horizon 2020, écrit le journal. Le Nouvel Observateur avec AFP 17.02

S'il s'agissait uniquement de taxer ou de bloquer les retraites au-dessus de 5.000 euros par exemple ou de supprimer les prestations familiales aux nantis, nous n'y verrions évidemment aucun inconvénient. Je me suis toujours demandé pourquoi des salariés percevant des salaires supérieurs à 7 ou 10.000 euros par mois touchaient des allocations familiales, il faudrait poser la question aux syndicats qui cogèrent les organismes sociaux.

Mais il est clair ici que pour réaliser de telles économies, la Cour des comptes et le gouvernement visent une population beaucoup plus large de retraités et de salariés, ce qui est inacceptable.

ACTUALITE EN TITRES

Chantage, menace.

- Loi bancaire: attention à l'emploi, écrivent les banques au gouvernement - Liberation.fr

En réalité, ils se couvrent mutuellement, banquiers et gouvernement.

Une découverte.

- "*Les enfants sont capables de se concentrer, il suffit de les intéresser!*" - L'Express.fr

La précarité et l'esclavage : une réussite !

- Travail des jeunes: pour une alternance réussie - L'Express.fr

Au secours les mâles se réveillent !

- Un père en haut d'une grue réclame justice, Ayrault réagit - Reuters

Le Premier ministre a demandé à la ministre de la Justice, Christiane Taubira, et à celle déléguée à la Famille, Dominique Bertinotti, de recevoir la semaine prochaine l'association SOS Papa et d'autres associations de défense des droits des pères. Reuters 17.02

Décadence et putréfaction de leur société.

- Viande de cheval : des factures embarrassantes pour Spanghero - LeMonde.fr

- Grave incendie de déchets dangereux dans un site seveso en Seine-et-Marne - AFP

- Nantes: le père retranché dans une grue s'apprête à y passer une troisième nuit - AFP

- Un gymnase municipal occupé pendant quelques heures à Paris par des mal-logés - AFP

- Une jeune automobiliste grièvement blessée par balles en rentrant chez elle à Montrouge - Liberation.fr

- Valls promet une "*protection au quotidien*" de la communauté asiatique - AFP

- Haute-Saône: Une fillette de 10 ans se pend devant sa soeur de 4 ans - 20minutes.fr -

- Didier Migaud propose de taxer les prestations familiales Le Nouvel - Observateur

- "*Il faut enseigner les langues régionales le plus tôt possible à l'école*" - L'Express.fr

- Italie : les scandales affectent les partis politiques - LeFigaro.fr

- L'Égypte arme sa police malgré les bavures - LeFigaro.fr

Pas Israël...

- La Corée du Nord experte en contournement de sanctions- Reuters

A qui profite une telle approximation ? Entre 15 000 et 100 000.

- Tunisie: devant 15.000 partisans, les islamistes jurent de rester au pouvoir- AFP

- Des dizaines de milliers d'islamistes manifestent à Tunis - Reuters

Cette fois-ci, le ministère de l'Intérieur a déclaré que plus de 100.000 personnes avaient participé à la manifestation de Tunis. Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bangladesh

Plus de 100.000 manifestants, indignés par la mort d'une figure du mouvement de contestation, se sont massés samedi dans le centre de la capitale bangladaise, Dacca, en exigeant la peine de mort pour les coupables de crimes de guerre commis durant la lutte pour l'indépendance en 1971.

Le mouvement de contestation, qui en était samedi à son 12e jour, a commencé avec l'annonce la sentence rendue à l'encontre d'un dirigeant islamiste, Abdul Quader Mollah, numéro deux du Jamaat-e-Islami, qui a été condamné à la réclusion à perpétuité et non à la peine capitale comme l'espéraient certains.

Agé de 64 ans, le secrétaire général adjoint de la plus importante formation islamiste du pays a été reconnu coupable de crimes de guerre et une majorité de Bangladais s'attendaient à ce qu'il soit condamné à mort pour meurtre, viol et torture.

L'architecte Rajib Haider, qui avait été à la pointe des manifestations et tenait un blog consacré aux protestations, a été tué à coups de poignard vendredi soir devant son domicile, alors qu'il rentrait d'une manifestation qui avait attiré 100.000 personnes sur la place Shahbag. Selon sa famille, il a été assassiné pour s'être dressé contre les islamistes et avoir appelé à manifester. La police dit avoir interpellé cinq suspects.

La foule a assisté aux prières de funérailles sur la place Shahbag, où avait été transporté le corps de Rajib Haider. Nombreux étaient ceux qui criaient vengeance.

La chef du gouvernement, cheikh Hasina, s'est rendu dans la journée au domicile du défunt et a assuré à la famille que la justice ferait son travail.

D'importantes manifestations ont paralysé samedi d'autres villes du pays et le déploiement des forces de sécurité était nettement plus important que les jours précédents. Reuters 16.02

2-Equateur

Le président équatorien Rafael Correa a été réélu dimanche dès le premier tour pour un troisième mandat à la tête de l'Etat, selon deux sondages effectués à la sortie des bureaux de vote.

D'après une enquête de l'institut Opinion Public, il recueille 61% des voix et son principal rival, l'ancien banquier Guillermo Lasso, 21% des suffrages, rapporte la télévision publique équatorienne. Reuters 17.02

SOCIAL

1- Espagne

1.1- Médecins et infirmières manifestent.

Des milliers de médecins et infirmières en blouse blanche ont envahi dimanche les rues de Madrid et de 15 autres villes d'Espagne, pour des nouvelles "*marées blanches*", protestant contre les privatisations et les coupes budgétaires qui selon eux mettent en péril la santé publique.

Le gouvernement régional de Madrid, dirigé par la droite, prévoit de privatiser partiellement six des 20 grands hôpitaux de la région ainsi que 27 centres de santé, sur un total de 270.

Alors qu'en Espagne le système de santé repose essentiellement sur le secteur public, ce projet est vivement critiqué par les professionnels qui craignent une baisse de qualité des soins et des réductions d'effectifs.

Depuis le mois de novembre, les syndicats de la santé organisent régulièrement ces "*marées blanches*", qui se sont étendues dimanche à 15 autres villes d'Espagne.

L'une des plus importantes, à Barcelone, a aussi rassemblé des milliers de personnes, 8.000 selon la police, derrière une banderole blanche qui portait les mots: "*Pour défendre la santé publique. Ni privatisation. Ni coupes budgétaires*".

La Catalogne, l'un des poids lourds économiques de l'Espagne avec Madrid, est aussi une des régions où le secteur de la santé a été depuis deux ans le plus durement frappé par les coupes.

Des manifestations plus petites se sont déroulées notamment à Saragosse, Santander, Pampelune ou Murcie. libération.fr 17.02

1.2- Manifestations contre les expulsions.

Des milliers de personnes ont manifesté samedi dans toute l'Espagne pour réclamer qu'une nouvelle loi mette fin à la vague d'expulsions de propriétaires surendettés et ruinés par la crise économique.

Des rassemblements similaires ont eu lieu à Barcelone (nord-est) et dans une cinquantaine d'autres villes.

Les députés espagnols ont accepté mardi d'ouvrir un débat sur une initiative populaire contre les expulsions de propriétaires surendettés. La Plateforme des victimes d'expulsions (PAH) a recueilli plus de 1,4 million de signatures, près du triple des 500.000 nécessaires en Espagne pour présenter un projet de loi devant le Parlement.

C'est la PAH qui avait appelé à manifester de nouveau dans les rues samedi dans toute l'Espagne pour faire pression sur les députés afin qu'ils votent rapidement le projet de loi.

"*Je pense que (le projet de loi) passera, et ce ne sera pas grâce aux hommes politiques, mais grâce à la pression des citoyens, de la rue*", a déclaré Enrique Valdivieso, 27 ans, qui manifestait à Madrid en tenant une des extrémités d'une banderole sur laquelle on pouvait lire "*Gouvernement démission*".

Selon les données de la PAH, des centaines de milliers de personnes ont été expulsées de leurs domiciles en raison de la crise provoquée en 2008 par l'effondrement du marché immobilier espagnol. Liberation.fr 16.02

2- Portugal

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi du sud au nord du Portugal contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement de centre-droit, sous la tutelle de ses créanciers internationaux.

"*Changement de cap, nouvelle politique*", "*Luttons*", "*Le gouvernement dehors*", pouvait-on lire sur de grandes banderoles portées par les manifestants à Lisbonne où quelque 5.000 personnes ont défilé à l'appel de la CGTP, le principal syndicat portugais, promoteur de cette journée de protestation.

"*Nos sacrifices tombent dans les poches des voleurs: les banquiers et les politiciens*", clamaient des pancartes portées par les manifestants qui agitaient les drapeaux rouges de leur syndicat.

Le secrétaire général de la CGTP, Arménio Carlos s'est déclaré convaincu de la participation de "*plusieurs dizaines de milliers de protestataires*" aux défilés et rassemblements qui ont eu lieu dans une vingtaine de villes du pays.

La CGTP a assuré qu'à Porto, la grande ville du nord du pays, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient manifesté et plusieurs milliers dans le sud notamment à Faro et Portimao.

Le mouvement était destiné notamment à protester contre les hausses d'impôts sans précédent décrétées cette année par le gouvernement tandis que depuis l'année dernière salaires et retraites ont été nettement réduits.

En contrepartie d'un plan de sauvetage de 78 milliards d'euros accordé en mai 2011 par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, le gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho met en oeuvre un vaste programme de réformes et de rigueur.

"*Nous voulons rompre avec les engagements pris en échange du plan d'aide, rompre avec la politique de droite, exiger la démission du gouvernement et de nouvelles élections*", a résumé Arménio Carlos sans exclure un nouveau recours à "*une grève générale au moment adéquat*".

"*A partir d'aujourd'hui et jusqu'à la fin du mois de mars il y aura des grèves et des manifestations dans tout le pays*", a-t-il annoncé lors d'une prise de parole à la fin de la manifestation à Lisbonne.

Les mesures d'austérité que le gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho juge indispensables pour rétablir les finances du pays ont contribué à aggraver la récession. L'économie a reculé l'année dernière de 3,2% et le chômage touche désormais 16,9% de la population active et 40% des jeunes. AFP 16.02

ECONOMIE

Pakistan

L'acquisition du port pakistanais de Gwadar est une nouvelle perle au collier de la Chine qui cherche à sécuriser son approvisionnement pétrolier au Moyen-Orient en contournant son grand rival indien.

Les autorités pakistanaises ont approuvé le 30 janvier dernier le transfert du port de Gwadar, sur la mer d'Arabie dans la province instable du Baloutchistan (sud-ouest).

Gwadar est situé tout près du détroit d'Ormuz, où transite le tiers du trafic maritime pétrolier mondial. La mainmise sur ce port par une puissance économique qui doit importer son pétrole et son gaz naturel principalement du Moyen-Orient et de l'Afrique constitue une décision hautement stratégique, estiment nombre d'analystes.

Le développement d'un corridor entre ce port et l'ouest de la Chine, frontalière du Pakistan, pourrait réduire de milliers de kilomètres le trajet pour transporter une énergie vitale pour l'économie chinoise.

La Chine avait déjà payé les trois-quarts des 250 millions de dollars nécessaires pour la construction de ce port, mais c'est Singapour qui avait obtenu en 2007 le contrat de location des installations.

Un pacte entre Pékin et Islamabad doit encore être finalisé, mais Gwadar serait déjà le port le plus à l'ouest dans la stratégie chinoise du "*collier du perles*" qui vise à louer ou acheter une série de ports dans la région afin d'encercler l'Inde rivale.

Au Népal, Pékin construit actuellement un "*port sec*", un parking de conteneurs à l'intérieur des terres rattaché à un port maritime.

La Chine est aussi l'un des quatre pays intéressés - avec l'Inde, les Etats-Unis et le Japon - à construire un port en eau profonde de cinq milliards de dollars dans l'île de Sonadia, située dans le Golfe du Bengale, au Bengladesh, selon les autorités locales.

Le Sri Lanka a ouvert l'an dernier un nouveau port en eau profonde, à proximité d'une route maritime est-ouest où transitent 300 navires par jour, financé par des capitaux chinois. La Chine n'a pas de part de ce projet, mais elle détient 85% de la compagnie Colombo international Container Terminals, qui construit un nouveau dépôt de conteneurs dans la capitale sri-lankaise. libération.fr 17.02

Haut de page

Le 19 février

CAUSERIE

Lundi soir 21h10, heure locale.

L'accalmie est bien terminée, la douceur de l'hiver est déjà fini, retour à l'enfer de la chaleur moite et écrasante qui vous casse plus surement que n'importe quoi, avec évidemment les coupures de courant qui ont repris de plus belle ! Il fait 33°C dans le bureau.

J'ai mis en ligne les 15 articles suivants.

- Un gréviste de la faim palestinien se rapproche de la mort sous les yeux indifférents du monde (mondialisation.ca) (13.02.13)
- “L’Algérie occupe une position centrale au Sahara.” (mondialisation.ca) (13.01.13)
- L’Union européenne et Israël veulent fabriquer des drones de répression. (mondialisation.ca) (14.02.13)
- Danger : la «pauvre province canadienne», l’Alberta à la recherche de fric. (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Le nationalisme : Une maladie mentale ? (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ?(Troisième partie) (mondialisation.ca) (14.02.13)
- Mali : refuser la géopolitique du « moindre mal ». (mondialisation.ca) (15.02.13)
- Mali : Ingérence humanitaire ou nouveau sahelistan ? (Quatrième partie) (mondialisation.ca) (15.02.13)
- Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? (Cinquième partie) (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Mali : Des unités spéciales franco-américaines pour traquer les « têtes d’affiche. (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Équateur, un résultat contondant qui ne résout pas les problèmes (mondialisation.ca) (17.02.13)
- Quatre leçons à tirer des résultats des élections en Équateur (mondialisation.ca) (18.02.13)
- La Tunisie, laboratoire un vitro (mondialisation.ca) (17.02.13)
- L'avocat Alexis Deswaef : « Le gouvernement israélien a mis une autre valeur au-dessus de la démocratie, c'est l'état Juif » (michelcollon.info) (18.02.13)
- France. Le spectre des « casseurs » et des « extrémistes » hante Le Figaro. (acrimed.org) (18.02.13)

Avec le capitalisme et ses institutions qu'il nous faut abattre, c'est bien le combat contre l'ignorance des masses sur laquelle il s'appuie notre priorité. Ignorance qui s'étend à une très large frange du mouvement ouvrier pour ne pas dire davantage si j'en juge finalement par le peu d'audience que rencontre notre portail connu pourtant par des milliers et milliers de militants. Je comprends que des militants désespèrent ou lèvent le pied.

Vous me direz que cela ne prouve rien, d'accord, alors fournissez-moi les adresses des portails semblables qui traitent quotidiennement de toutes les questions d'actualité sans a priori ou tabou et qui vont au bout de leurs analyses sur le terrain de la révolution socialiste, je suis impatient de les découvrir, j'ajouterai, et qui font preuve de la même ouverture d'esprit ou ouvrent leur portail à une multitude d'intellectuels et formations politiques avec lesquels ils ne partagent pas forcément les idées.

Je me torture le cerveau pour essayer de comprendre ce qu'ils ont vraiment dans la tête, car leur comportement va à l'encontre de l'objectif pour lequel ils prétendent combattre. Vous allez peut-être me reprocher de me répéter, mais c'est une obsession, je ne comprends pas cette espèce de mépris, de dogmatisme qui consiste à refuser de réfléchir au-delà à des questions qu'on n'a jamais abordées sous un certain angle comme si cela représentait un danger, mais lequel, qu'ont-ils à y perdre, pourquoi tiennent-ils tant que cela à sauver le capitalisme, car c'est bien de cela qu'il s'agit, leur incapacité de penser le monde au-delà de cet horizon borné, ils ne cessent d'en faire la démonstration.

On aura eu le droit à toutes les vieilles recettes utopiques jusqu'au plus grotesques qui n'ont jamais passé avec succès l'épreuve de la lutte des classes, depuis l'éclatement de cette crise du capitalisme ils nous ont tout ressorti : Front popluaire, Conseil national de la résistance, IVe République, 1789, Keynes, l'autogestion, Roosevelt, les élus, les démocrates, les républicains, la Commune le jour des chrysanthèmes car elle s'est soldée par une terrible défaite et j'en passe, mais bizarrement ils ont oublié le principal enseignement de la lutte de classe du prolétariat, son expérience consciente la plus élevée, la révolution russe de février et octobre 1917, de celle-là, ils ne veulent pas en entendre parler, ils la fuient comme la peste, à croire qu'ils haïssent tout ce qu'elle incarnait, le marxisme, le socialisme.

Le constat est sans appel, hallucinant, si non ne l'avait pas sous les yeux on aurait du mal à le croire.

J'ai lu un article dont l'orientation était correcte en défense des syndicalistes de chez PSA, Goodyear et ailleurs violemment attaqués par les médias de la réaction, ils sont tout de même passés à côté de l'essentiel. Oui à un moment donné il fallait dire : dehors les actionnaires, nous vous exproprions sans rachat ni indemnité, c'est nous qui prenons le contrôle de l'entreprise, nous exigeons que les banques et le gouvernement se mettent à notre service pour assurer sa survie, nous sommes capables de la faire tourner demain comme hier ou aujourd'hui, elle est le produit de notre travail, les actionnaires n'ont jamais foutu les pieds dans un atelier, nous exigeons qu'ils remboursent les dividendes qui leur ont été octroyées les années précédentes, que leurs avoirs soient saisis par la justice, qu'ils soient jugés pour vol, etc.

Cela aurait eu l'avantage de pouvoir poser les questions suivantes : qui produit les richesses, qui doit exercer le contrôle de la distribution de ces richesses, à qui est l'argent dont disposent les banques, de quel gouvernement avons-nous besoin pour appliquer ce programme social, qui doit détenir le pouvoir politique, de quel Etat devons-nous nous doter pour que dans tout le pays les travailleurs prennent le contrôle des outils de travail, de l'économie, pour produire sur la base de nos besoins afin de pouvoir les satifaire, éradiquer le chômage, la précarité, la pauvreté, et non plus pour engraisser une infime minorité de rentiers, de parasites, cyniques et avides de profit ?

Avez-vous entendu un seul parti ayant eu le courage de développer cette politique conforme aux intérêts des travailleurs, au socialisme, en rupture avec le capitalisme ?

Je ne prétends pas qu'il aurait été possible d'aller jusqu'au bout chez PSA,, Goodyear, etc., c'était impossible dans les conditions actuelles, mais ne serait-ce qu'ouvrir une telle perspective avec le retentissement qu'elle aurait eu au sein du mouvement ouvrier pour peu qu'on l'alimente par la suite, qu'on organise les travailleurs dans cette perspective aurait totalement modifié la situation politique, pour la première fois aurait été posée concrètement la nécessité d'en finir avec le capitalisme et de s'en donner les moyens...

Oui mais pour cela il fallait aller à l'affrontement direct, violent, avec le patronat et l'Etat. Effectivement, et il se trouve qu'aucun parti n'en a eu le courage ou leurs militants n'y étaient réellement préparés. Il y en a qui pensent qu'on peut garder au chaud au fond d'un tiroir le programme de la révolution socialiste, et que le moment venu il suffira de le ressortir pour qu'on puisse réaliser ses tâches, or les choses ne sont jamais passées de cette manière-là dans le passé, c'est impossible. Ce qui est prouvé également, c'est que ceux qui n'osent pas le sortir en temps ordinaire, ne le sortiront pas davantage le jour où l'heure de l'affrontement entre les classes aura sonné, car ni eux ni leurs troupes n'y seront préparés théoriquement et politiquement, ils seront effrayés à l'idée d'un tel affrontement violent. On en reparlera.

En temps normal, quelqu'un qui se comporte comme un lâche ou un hypocrite, disons gratuitement ou sans que rien ni personne ne l'y oblige, trouvera toujours un bon prétexte quand la situation s'y prêtera pour l'être tout autant ou plus encore.

La suite demain, je suis lessivé.

Mardi après-midi 14h30 heure locale

Propagande-manipulation. Grand dieu, serait-ce possible ?

Comment procèdent-ils pour tromper la population ? Ils déplacent une question qui mériterait pour être traitée sérieusement qu'on se penche sur le passé ou le présent pour se tourner vers le futur. La manoeuvre consiste à la présenter sous une forme hypothétique, alors qu'elle a déjà franchi le stade du virtuel pour s'installer dans la réalité.

Leur objectif consiste à interdire à la population de saisir la réalité pour l'empêcher d'avoir une emprise sur elle ou de pouvoir en modifier le cours en agissant sur elle une fois qu'elle en aurait pris connaissance. C'est donc du domaine de la désinformation. Un exemple.

Alors qu'elle est déjà solidement installée, ils posent la question au futur :

- La guerre des monnaies aura-t-elle lieu?- Slate.fr

Les preuves qu'elle est déjà engagée :

- Le won coréen s'est apprécié de 30% depuis juillet face au yen,

- Le dollar thaïlandais de 18% (id)

- Le yuan chinois de 20%. (id)

- Toutes les monnaies d'Amérique latine (en dehors du Venezuela et de l'Argentine en déconfiture) ont été aspirées vers le haut de 20% à 30% par rapport au dollar depuis 2009.

- Au Japon, depuis l'arrivée au pouvoir fin décembre de Shinzo Abe, le yen a perdu 13% face au dollar. Il a reculé au total en six mois de 17% par rapport au dollar et de 25% face à l'euro.

- La livre sterling a cédé 3% en janvier 2013.

- Depuis 2002 le dollar a perdu 20%.

- Quant à l'euro, il a atteint 1,37 pour 1 dollar. (source : Slate.fr 18.02)

Et pendant ce temps-là, le représentant du cartel des banquiers de la Fed en Europe temporise :

- Mario Draghi minimise le risque de "*guerre des monnaies*" - Reuters

Alors que la Fed a distribué secrètement 7,77 mille milliards de dollars aux plus grandes banques américaine depuis 2008, en plus des quelque 2 ou 3 mille milliards qui leur ont été accordés officiellement par le gouvernement, sachant cela la question suivante sert à effacer, faire disparaitre le passé :

- L'industrie de la finance est-elle devenue totalement incontrôlable ? - Atlantico.fr

Comment l'oligarchie financière annonce pour bientôt la fin de la partie et nous promet le chaos génénal porteur de guerre :

- Mario Draghi (BCE) souligne les risques d'une longue période de taux bas - AFP

Quand ils décideront de relever les taux d'intérêts, brusquement ou non, cela dépendra de leurs objectifs à court terme, s'ils estiment être suffisamment préparés pour en contrôler les conséquences sociales et politiques, ce qui est du domaine de l'hypothétique en réalité, les Etats qui pour financer leur dette passant par le marché verront celle-ci exploser, ils se trouveront dans l'obligation d'engager une politique d'austérité encore plus drastique et brutale que les précédentes, de supprimer comme en Grèce des centaines de milliers d'emplois de fonctionnaire, de tailler à la hache dans les budgets sociaux.

Que cache le discours sibyllin de l'homme de paille de Goldman Sachs ?

Pourquoi ce titre ? Parce qu'il dira à propos de la guerre des monnaies "*moins on en parle, mieux ce sera*". Il s'exprimait devant la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen à Bruxelles à l'occasion de leur dialogue trimestriel, appelant ses représentants à faire preuve de discipline envers l'oligarchie financière américaine. Au passage, un rappel à l'ordre à peine voilé adressé à Hollande.

- Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a souligné lundi les risques d'une longue période de taux directeurs bas, suggérant ainsi que l'institution ne compte pas les baisser encore davantage.

(Ils gèrent pour vous les "*risques*", donc vous pouvez investir les yeux fermés et dormir tranquille. - Ndlr)

-"*Les faibles taux d'intérêt risquent d'affecter la capacité des épargnants et des investisseurs à générer des rendements*", a reconnu M. Draghi.

(L'amalgame entre épargnants et investisseurs qui ne sont pas de même nature et n'ont pas forcément les mêmes intérêts à long terme n'avait rien d'anodin. - Ndlr)

- Mais d'un autre côté, "*en assurant la stabilité des prix, la politique monétaire a contribué à des conditions financières plus stables. C'est essentiel pour les épargnants et les investisseurs*", a-t-il ajouté.

(Les épargnants sont tributaires des taux en vigueur et éventuellement du rendement de leurs placements, tandis que les investisseurs disposent d'outils financiers pour spéculer et multiplier leurs sources de profit, ils se servent de certains placements réputés sûrs comme garantie ou effet de levier pour réaliser des profits par le biais de la titrisation. - Ndlr)

- Par ailleurs, des taux d'intérêt bas pendant une longue période, couplés à une abondance de liquidités, "*facilitent des prêts de refinancement à coûts très faibles*", ce qui peut conduire les banques à être moins prudentes dans la gestion du crédit et peut encourager la formation de bulles spéculatives, en particulier dans l'immobilier, a poursuivi M. Draghi.

(Comme quoi ils savent parfaitement ce qu'ils font. On a voulu nous faire croire que la crise des subprimes avait été un accident ou le produit d'une malversation de quelques banquiers peu scrupuleux, alors qu'en réalité ils avaient prémédité leur coup et savaient pertinemment comment cela se terminerait, bien pour eux puisque ce sont les contribuables qui seront appelés à renflouer les banques par l'intermédiaire de l'Etat, leur Etat. - Ndlr)

- "*La politique de la BCE reste accommodante*", a-t-il souligné, une expression qui pour les analystes signifie que l'institution n'a pas l'intention de baisser davantage ses taux.

(C'est un euphémisme d'un cynisme dans fond. - Ndlr)

- Par ailleurs M. Draghi a rappelé qu'il trouvait "*très exagéré de parler de guerre des devises*", sur fond de craintes d'une appréciation trop forte de l'euro par rapport au dollar et au yen. L'euro est d'ailleurs "*proche de sa moyenne de long terme*", a-t-il précisé.

(Il a dit "*proche*" en se situant aux alentours de 1,35 euro pour 1 dollar, alors que certains économistes prédisent qu'il pourrait monter jusqu'à 1,45. Le président de la Fed n'aurait pas tenu un autre discours. - Ndlr)

- "*J'invite tout le monde à adopter une stricte discipline verbale (sur les taux de change, ndlr). Moins on en parle, mieux ce sera*" a plaidé M. Draghi.

(Message envoyé aux différents chefs d'Etat : fermez-là sinon on vous fait sauter ! - Ndlr)

- Il a reconnu que les cures de rigueur freinaient la croissance mais a jugé ces politiques "*inévitables*", notamment pour les pays de la région surendettés. "*Revenir sur ces politiques risquerait de faire perdre les bénéfices des sacrifices déjà réalisés*" a-t-il prévenu.

(Pour un peu il s'adresserait ici aux militants du mouvement ouvrier qui s'accomodent du capitalisme pour éviter aux travailleurs de nouveaux sacrifices en les encourageant à ne pas changer de voie. - Ndlr)

- Pour ne pas compromettre les perspectives de reprise économique, il a recommandé une consolidation budgétaire axée sur la réduction des dépenses publiques plutôt que sur des hausses d'impôts, qui se situent "*déjà à des niveaux très élevés*", selon lui.

(Le discours habituel des néo conservateurs américains et européens. - Ndlr) (AFP 18.02)

Vaticanaillerie

C'est la décision qui devait laver l'honneur de la banque du Vatican. Ébranlée par une série de scandales et par le renvoi pour incompétence de son ancien président, l'Institut pour les œuvres de religion (IOR) connaît depuis vendredi le nom de son nouveau dirigeant: Ernst von Freyberg, un aristocrate et industriel allemand.

Avocat réputé, financier de haut vol et chevalier de l'Ordre de Malte, Ernst von Freyberg est aussi le président du conseil d'administration des chantiers navals Blohm & Voss Shipyards, qui participent à la construction de bateaux de guerre.

Neuf mois après le renvoi de l'Italien Ettore Gotti Tedeschi pour incompétence, le Vatican voulait faire de la sélection du nouveau président de sa banque le symbole éclatant de sa rigueur. Pour être sûr de ne pas se tromper, le Vatican s'est même fait aider, grande première, par une agence internationale de chasseurs de têtes.

Certes, Blohm & Voss Shipyards doit encore honorer un dernier contrat militaire, de quatre frégates allemandes, mais une fois leur construction terminée l'entreprise se concentrera sur les bateaux civils, les yachts et les bateaux de croisière. L'activité militaire de Blohm & Voss aurait d'ailleurs été transférée à une autre entreprise allemande, ThyssenKrupp Marine Systems.

«*La doctrine Pacem in terris est sauve. Tout est résolu*», a conclu en souriant le père Frederico Lombardi pendant un point de presse. Il reste maintenant à Ernst von Freyberg, qui n'a pas réagi à la polémique, à faire la preuve de son talent, en renforçant par exemple la politique vaticane de lutte contre le blanchiment d'argent, à laquelle un groupe d'experts européens a accordé un premier bon point il y a six mois. lefigaro.fr 18.02

En lisant la dernière phrase je me suis marré, car ils avouent qu'ils continuent "le blanchiment d'argent".

Commentaire d'internaute

1- "*Un dirigeant qui a financé des bateaux de guerre pour diriger une banque opaque au coeur d'un paradis fiscal construit au sein du siège sacré de l'Eglise catholique romaine et apostolique !*

Les guignols ont raisons : il est interdit de faire lire la bible au Pape, sinon tout s'écroule !"

2- "*S'ils se disputent au lieu de ne se consacrer qu'à l'élection du Pape, c'est que l'IOR ne recèle pas que de petites pièces! On a entendu de tout, la Mafia, l'argent sale, les exécutions, les procès, les Services Secrets US, le Majordome, les scandales. Le conspirationniste est un euphémisme dans ce contexte!*

On ne va tout de même pas imaginer que le Pape a démissionné pour que les terminaux du Vatican puissent recommencer leur opération financière, (lesquelles ?) avec la JP Morgan, quand même, où irait-on chercher tout cela? Le trésor du Vatican pour secret qu'il est, fait beaucoup trop de bruit!"

Situation en Tunisie

Les principaux partis politiques tunisiens n'ont pas réussi à s'accorder sur la formation d'un nouveau gouvernement d'experts après la tourmente provoquée par l'assassinat de Chokri Belaïd, a déclaré lundi le Premier ministre Hamadi Jebali.

"*L'initiative d'un cabinet de technocrates n'a pas obtenu de consensus politique total (...) mais le travail se poursuit avec tous les partis pour former un gouvernement qui aura l'accord de la plupart des partis politiques*", a déclaré Jebali lors d'une conférence de presse, après avoir rencontré les dirigeants des partis laïques et de son parti Ennahda.

Le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a déclaré à Reuters qu'il était essentiel que les islamistes et les partis laïques partagent le pouvoir aujourd'hui et dans le futur. "*Tout gouvernement stable en Tunisie a besoin d'une coalition modérée composée d'islamistes et de laïques*", a-t-il déclaré.

Il a ajouté qu'Ennahda pourrait accepter un compromis sur le contrôle de portefeuilles comme la Défense, les Affaires étrangères, la Justice et l'Intérieur. "*Nous sommes prêts à discuter de tous les ministères, y compris des ministères régaliens, dans un nouveau gouvernement de coalition*." Reuters 18.02

Les funéraille de Chokri Belaïd qui a mobilisé 1,4 million de Tunisien selon le ministère de l'Intérieur, tandis qu'Ennahda n'était pas capable de mobiliser plus de 15.000 personnes lors d'une manifestation à Tunis le week-end dernier, montre clairement quel est le rapport de force en Tunisie, contre un Etat dirigé par des islamistes qu'ils soient catalogués modérés ou non, les Tunisiens dans leur immense majorié veulent un Etat démocratique et laïque.

Du coup, Ennahda, un pur produit made in Qatar, est obligé de revoir à la baisse ses prétentions pour ne pas être balayé, écarté du pouvoir...

Un complément.

1- Al Jazeera, Palme d'Or de la falsification journalistique !

Al Jazeera a été prise "*en flagrant délit de falsification d'images et de faits*" et n'a pas hésité à diffuser, entre autres, "*des sons à la gloire d'Ennahdha et à la chute du régime de Ben Ali*" couvrant des images de la Cérémonie d'Enterrement de Chokri Belaïd où la foule ne fait, en vérité, que crier des slogans hostiles à Ennahdha, à ses dirigeants, à ce même Qatar [par exemple, "*Tounes Tounes Horra Horra, wel Qatar ala barra !*" (Tunisie Tunisie libre et le Qatar dehors !) ; peut-être que ceci explique cela !],… et appeler à la chute du Régime Islamiste. Quant au nombre de citoyens ayant assisté aux funérailles de Chokri Belaïd, Al Jazeera a tout fait pour le minimiser, soit par ses commentaires, soit par l'augmentation du coefficient d'agrandissement des images présentées qui "*décompactifie* " la foule et diminue le champ initial des images. legrandsoir.info 12.02

2- Nessma brandit un carton rouge au nez d'Al Jazeera et France24 lui dame le pion en Tunisie

Les records d'audience d'Al Jazeera en Tunisie appartiennent désormais au passé et la chaine de désinformation au service du Qatar commence à battre de l'aile dans plusieurs pays qui découvrent son attitude biaisée et son art de propager l'agenda wahabite dans le monde arabe. De plus, l'arrogance du Qatar commence à générer un ras-le-bol qui se développe un peu partout dans le monde.

Ainsi, en Tunisie, France24 est en train de damer le pion à la chaine du Qatar et devient le canal de prédilection pour les Tunisiens suivant les news en langue arabe. Un joli coup en train d'être opéré par l'audiovisuel international de l'Hexagone.

De plus, la couverture professionnelle de l'actualité tunisienne et le sérieux des journalistes sont en train de convaincre de plus en plus de Tunisiens, échaudés par le travail de sape effectué par *Al Jazeera* et sa myopie voire son aveuglement lorsque l'actualité ne va pas dans le sens qu'elle cherche à promouvoir. Le fait semble clair : alors que *France24* gagne des parts d'audience, *Al Jazeera* en perd parmi les téléspectateurs tunisiens. Des sondages en cours tendent d'ailleurs à le démontrer.

Sur un autre plan, Nessma vient de brandir un carton rouge à la face d'*Al Jazeera*. Dans un communiqué, la chaine tunisienne dénonce l'emprunt d'images par le concurrent qatari et aussi l'emploi biaisé dont ces images des funérailles de Chokri Belaid ont fait l'objet. Voici le texte plutôt vif du communiqué de Nessma :

- " Vendredi 8 février, jour des funérailles du regretté martyr défunt Chokri Belaïd, la chaine Nessma a déployé des moyens exceptionnels afin d'offrir à ses téléspectateurs de tous bords une couverture médiatique inégalée en Tunisie, dont les images ont été exploitées par les télévisions du monde entier avec l'accord préalable de la chaine Nessma.

C'est dans cette perspective, que Nessma tient à exprimer sa totale indignation face à l'utilisation de ses images des funérailles par la chaine satellitaire qatarie " *Aljazeera*" , sans aucune autorisation préalable de sa part, et ce à des fins de manipulation médiatique et de désinformation.

Les images de Nessma ont été tronquées et mixées à des archives d'autres événements dans le but de simuler un direct et manipuler ainsi l'opinion publique.

Nessma déplore fortement qu'une chaine de télévision comme Aljazeera, qui se proclame d'un haut niveau de professionnalisme, fasse preuve de si peu de rigueur et d'éthique, et prendra ainsi les mesures nécessaires afin de protéger ses droits ".

Comme on peut le voir, Nessma ne fait pas dans la dentelle. Les temps sont durs pour la chaine qatarie dont le jeu trouble et l'identité intégriste ont fini par être dévoilés. Bas les masques, Al Jazeera n'est plus qu'un outil entre les mains d'un Etat et de sa propagande. Cela commence à se savoir et c'est tant mieux !

(Source : http://www.webdo.tn/2013/02/11/nessma-brandit-un-carton-roug)

3- Qu'y a-t-il de commun entre le Qatar et l'Oncle Sam, concernant Ennahdha ?

La chose dont on est certain, commune à l'Oncle Sam et le Qatar, c'est que les deux furent, à coup sûr (et le sont, probablement, encore), les deux principaux bailleurs de fonds du Parti Islamiste Tunisien Ennahdha au Pouvoir. L'Oncle Sam l'a reconnu, explicitement, dans la bouche de William Taylor, le Chargé de la Transition Démocratique dans les Pays du Printemps Arabe au sein du Département d'Etat Américain (qui, d'ailleurs était en visite, en Tunisie, la semaine dernière), qui a avoué, lors d'une interview parue le 31 janvier 2012 sur le quotidien en langue arabe Assabah, "*que Washington versait des sommes d'argent importantes au Parti Tunisien Ennahdha*", en ajoutant "*que les relations entre l'Administration Américaine et le Parti Ennahdha date de plusieurs années, exactement depuis l'Administration Bush fils*". legrandsoir.info 12.02

4- Ennahdha paye ses Manifestants !

D'après une Vidéo diffusée le lundi 11 février 2013, par la Chaine Attounissia tv, le Parti Islamiste Ennahdha a payé des participants à la Manifestation qu'il a organisée, sur l'Avenue Habib Bourguiba à Tunis, le lendemain de l'enterrement de Chokri Belaïd, en soutien au Gouvernement Islamiste qui dirige le pays.

(Source : http://www.tuniscope.com/index.php/article/21351/actualites/...)

Combat contre l'extrême droite version sioniste.

Le lobby sionisme en action en France ou quand la bile haineuse sioniste se déverse à flot. De farouches ennemis de la démocratie, même un journal aussi consensuel que *Le Monde* est trop à gauche à leur goût.

France-Israël, il s'agit d'une organisation ultra réactionnaire et le terme est encore faible, car en consultant en diagonal sa page d'accueil j'ai pu constater qu'elle soutenait systématiquement les causes les plus pourries jusque dans les moindres recoins.

Par exemple en reprochant violemment à Hamon d'avoir "piétiné allègrement (la) présomption d'innocence" du saint patron de Spanghero qui finalement n'aurait commis qu'une malheureuse "négligence" sans importance car cette supercherie sur la nature du produit vendu "n'aura pas mis à mal la sécurité alimentaire proprement dite", mieux encore, il aurait rendu un fier service aux personnes flouées, car "il paraît en effet que le cheval servi en douce à des amateurs de bœuf était excellent".

Le 15 février, le patron de Spanghero, Barthélémy Aguerre, osera déclaré sur Europe 1 "*Je ne sais pas qui c'est, mais ce n'est forcément pas nous. Je suis sidéré. Je pense qu'on va faire la preuve de notre innocence*". Reuters 15.02

Le 16, donc le lendemain les enquêteurs de la DGCCRF récupèreront près de 1500 pages de factures dans l'usine de la société, à Castelnaudary, facture sur lesquelles figuraient le code "*0205 0080*", utilisé pour la viande de cheval et non celui "*0201*" ou "*0202*" utilisé pour le boeuf. Un code dont la société ne pouvait ignorer la signification selon les enquêteurs, qui estiment avoir suffisament d'éléments pour établir les faits de tromperie. (source : Lefigaro.fr 16.02)

Les faits sont donc établis, le patron de Spanghero a agit de la sorte délibérément, à moins que Goldnadel suggère qu'il ne saurait pas lire.

Le 18, donc deux jours plus tard, cet individu immonde ose écrire dans son blog de merde à propos de B. Hamon :

"*Nul n'aura non plus remarqué les criantes contradictions du représentant de l'exécutif qui dans la première proposition affirme péremptoirement que Spanghero « savait », tandis que dans la seconde évoque des « négligences ».* "

En fait, B. Hamon vient à votre rescousse et celle de ce patron escroc, il devrait s'en féliciter !

Il s'attaque ensuite à la ministre de la Justice qui aurait commis un crime affreux en envisageant de dépénaliser certaines infractions qui seraient soumises à contraventions au lieu d'être traduites en justice, la ministre précisant en vain que : « *dépénaliser ne veut pas dire autoriser* ».

Suivait : Actualité juive - N° 1244 - Jeudi 14 février 2013

Lettre très ouverte au Président de la République par Gilles William Goldnadel - 14 février 2013.

Gilles William Goldnadel est le président de France-Israël et d'Avocats Sans Frontières . Il s'agit de pousser Hollande à inscrire le Hezbollah parmi les organisations terroristes, pour à terme justifier une attaque similaire à celle commis contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie et le Mali, sans oublier le Soudan et pour terminer l'Iran.

- Les autorités bulgares viennent de confirmer officiellement que le Hezbollah était l'instigateur de l'attentat meurtrier de Burgas dans lequel plusieurs citoyens Israéliens ont trouvé la mort. (...)

(Je vous renvoie à de précédentes causeries dans lesquels nous reproduisions les faits, et qui précisaient notamment que la décision de désigner le Hezbollah avait été prise à la hâte avant qu'une reconstitution ait lieu.

Dans la causerie du 15 figurait d'autres éléments intéressants, Terra Nova et l'American Jewish Committee tenant le même discours que Goldnadel ; dans celle du 6 février : en Bulgarie, le président du parti socialiste (opposition) Serguei Stanichev a reproché aux autorités d'annoncer des faits sans encore disposer de preuves irréfutables. Selon des responsables de l'enquête à Bourgas, une reconstitution de l'attentat aura lieu au printemps prochain en vue d'établir si l'auteur de l'attentat était un kamikaze ou si l'explosif avait été déclenché à distance. - Ndlr)

- La partie saine de son cerveau, incarnée par votre ministre de l'intérieur, a diagnostiqué l'antisionisme radical et l'islamisme violent comme les vecteurs principaux d'un antisémitisme qui n'est même plus nouveau et qui a ensanglanté Toulouse puis Sarcelles. Mais il existe à l'extrême gauche du même organe un lobe gravement atteint qui ne sait plus distinguer le bien du mal, l'interdit du licite. C'est paradoxalement votre ministre de la justice, qui, très récemment, a remis un prix ironiquement appelé « des droits de l'homme » à un proche d'une autre organisation, officiellement répertoriée comme terroriste celle-là, j'ai nommé le FPLP.

Ma franchise va devenir brutale, Monsieur le président, mais l'importance de l'événement m'y contraint : je considère que la gauche socialiste à laquelle vous appartenez a fait montre d'une complaisance irresponsable envers une extrême gauche qui a déteint sur une large partie de ses franges.

Mais comme rien n'est simple, votre camp peut s'honorer de compter dans ses rangs non seulement Manuel Valls que j'ai déjà nommé, mais encore Lionel Jospin qui, malgré l'hostilité générale de la droite, avait eu le courage physique et intellectuel, dans une université palestinienne, de désigner déjà le Hezbollah comme l'organisation terroriste qu'elle a toujours été.

Inversement, c'est un premier ministre de Nicolas Sarkozy, François Fillon qui se sera gravement compromis pour avoir rabroué mon amie Jeannette Bougrab lorsque celle-ci avait rappelé cette évidence qu'il n'existait pas d'islamisme modéré.

Vous êtes aujourd'hui au pied du mur : soit vous appelez un chat un chat et un terroriste un terroriste, soit vous capitulez devant l'ennemi actuellement le plus implacable du monde libre et civilisé. (...) Fin

L'islamiste ou plutôt le musulman, voilà l'ennemi déclaré des sionistes, normal il est sémite alors que les sionistes ne le sont pas et sont les pires antisémites.

Puis vient Jean-Luc Mélenchon au CSA à qui il est reproché d'avoir protesté contre le contenu d'un documentaire intitulé "*Robespierre, bourreau de Vendée ?*", par n'importe inséré entre le titre d'un article et son contenu dédié à n sondage "les Français préfèrent le FN", l'amalgame entre Mélenchon et Le Pen étant ici suggéré. Ordurier.

Puis, c'est le tour de Thierry Lepaon (CGT) remis en place par Valls, le seul ministre qui ait grâce aux yeux de cette pourriture.

Puis, citant le portail Atlantico.fr : "*Gauche décomplexée : si Madame Taubira n'existait pas, la droite la plus cynique aurait dû l'inventer...* " (L'extrême droite n'a pas eu à inventer le sionisme, il existait avant lui et s'en est même très largement inspiré, tout comme les nazis pendant la seconde guerre mondiale qui leur rendront un fier service, on pourrait aussi ajouter les monarchies britannique et hollandaise... - Ndlr)

Puis, citant la même source : "*Inquiétudes sur l'islam : les commentateurs n'ont-ils vraiment aucune autre question à poser que celle d'un racisme supposé des Français ?*". (Les racistes étant les étrangers, c'est bien connu, le même discours que Le Pen, quelle étrange coïncidence. Ndlr)

Et encore, même source, il doit trier les titres les plus réactionnaires : "*Le combat contre le totalitarisme islamiste devra d'abord être gagné dans nos têtes.*" (Il doit falloir entendre par là, que toute sympathie envers le combat légitime du peuple palestinien doit être assimilé au totalitarisme et extrait de nos têtes. - Ndlr)

Puis en arrivant au 7 janvier on apprenait que cet individu infréquentable était en réalité chroniqueur pour Atlantico, d'où ces références à répétition dans son blog, plus haut il nous apprendra que dans ses fréquentations figurait "*mon cher Christophe Bourseiller*", un pseudo journaliste en réalité un falsificateur professionnel qui a produit une littérature nauséabonde sur le mouvement ouvrier, notamment FO et P. Lambert.

ACTUALITE EN TITRES

Inévitable, imparable, la fatalité quoi.

- La facture d'électricité devrait augmenter de 30 % d'ici à 2017 LeMonde.fr

Qu'est-ce qu'on ferait pas avec un peu de bonne volonté ?

- Volkswagen : le président limite son salaire à 14 M€ pour 2012 - LeParisien.fr

Vous voyez, ils sont raisonnables, on peut leur faire confiance, les patrons et les actionnaires sont des gens tout à fait capables de prendre leurs responsabilités... Tout de suite les solutions extêmes, liquider le capitalisme, vous voyez qu'il est possible de le moraliser, de le réformer... Cela ne change absolument rien à la situation des millions de travailleurs pauvres, chut, il ne faut pas le dire, vous gâchez tout franchement !

- Les salariés de plus en plus touchés par le surendettement - LePoint.fr

Eux, en comparaison de ces patrons ils sont franchement irresponsables, ils n'ont que ce qu'ils méritent, ils en veulent toujours plus, c'est indécent à la fin...

Quand l'Eglise oeuvre... à la guerre au nom de la compassion!

- Le banquier du Vatican ne fabriquera plus d'armes Groult - LeFigaro.fr

Non, il continuera de financer leur fabrication et d'en tirer de juteux profits...

Quand l'UE oeuvre... à la guerre au nom de la paix !

- L'UE assouplit son embargo sur les armes en Syrie - LeMonde.fr

Ils n'auront pas été longs à réagir.

- Assad sûr de la victoire, appel à une enquête sur les crimes de guerre - Liberation.fr -

La réponse des Etats criminels de guerre.

- Des responsables syriens soupçonnés de crimes de guerre - Reuters -

- Syrie : le temps de la justice internationale - LeMonde.fr

- Syrie. "*Il est temps de céder la place à la justice*" - Le Nouvel Observateur

Le gouvernement français complice des criminels de guerre.

- Au Mali, l'armée française embarrassée par les bavures des militaires maliens - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Quand Aube Dorée veut faire le ménage

Les néonazis s'attaquent maintenant aux infirmières et aux patients étrangers.

Plus la Grèce s'enfonce dans la crise, moins le gouvernement de coalition a des réponses à donner et plus la misère s'étend. Les solutions "*simples*" commencent donc à s'imposer.

Ainsi, dans la ville de Tripoli, dans le Péloponnèse, les infirmières grecques, en butte, disent-elles, à une concurrence déloyale de la part des infirmières étrangères qui travaillent pour moitié moins cher et sans couverture sociale, ont fait appel à la branche locale d'Aube dorée pour régler le problème. C'est du moins ce qu'affirme le parti néonazi pour justifier l'inspection surprise que plusieurs de ses membres ont menée de nuit à l'hôpital de la ville, le Panarkadiko, la semaine dernière.

Selon plusieurs témoins, des hommes d'Aube dorée, vêtus des blouses noires du parti, ont fait irruption dans les chambres des malades, pour exiger de façon musclée la nationalité des infirmières qui se trouvaient au chevet des patients.

Le système médical en Grèce est tel qu'il faut toujours, en cas d'hospitalisation grave et surtout de nuit, une "*apoklistiki*" - littéralement, une infirmière exclusive - pour veiller sur le malade. Celles-ci sont affectées à un seul patient qui les paie directement, environ 40 à 70 € la nuit, le double le week-end. Il s'agit d'un marché lucratif que les infirmières des pays voisins ont commencé à occuper ces deux dernières décennies au grand dam de leurs collègues locales.

Ceci expliquant cela, la directrice de l'hôpital Panarkadiko, Eleni Siourouni, a fait front commun avec Aube dorée, expliquant dans une conférence de presse conjointe que,"*sur la question des infirmières exclusives étrangères, la direction de l'hôpital a un but commun avec Aube dorée*" . Giorgos Pastamatakis, chirurgien et membre du conseil d'administration de l'hôpital, a dénoncé, avec le soutien de l'Ordre des médecins, la directrice de l'hôpital, accusée "*d'être plus sensible aux revendications des infirmières qu'à la tranquillité des patients*".

"*Le problème de la concurrence des infirmières étrangères est réel*", reconnaît-on, tant au ministère de la Santé qu'au conseil d'administration l'hôpital, "*mais ce n'est pas un parti politique qui va le régler, et surtout pas Aube dorée*". Vingt-quatre heures plus tard, la directrice de l'hôpital était suspendue par le ministre de la Santé.

Médecins du monde visé également

Qu'à cela ne tienne. Le lendemain, une quarantaine de membres d'Aube dorée ont mené une opération d'intimidation contre le dispensaire de Médecins du monde (MDM) à Pérama, dans la banlieue du Pirée, où sont soignés des migrants, mais surtout des Grecs très pauvres, démunis de tout.

Vêtus de leur éternelle blouse noire au nom du parti, ces activistes de la haine ont scandé des slogans orduriers et racistes contre MDM, accusé de soigner "*en priorité des étrangers et des migrants illégaux*" . Selon Nikitas Kanakis, directeur du MDM en Grèce, "*c'est le dispensaire qui a été visé en tant que tel, car nous soignons tout le monde et nous recensons les agressions xénophobes lorsque des gens blessés viennent chez nous*".

Le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, venu début février en visite officielle en Grèce, avait dénoncé "*la menace spécifique que constitue Aube dorée*" . Le secteur médical n'est pas le seul dans lequel les néonazis se proposent de faire le ménage. L'été dernier, des députés du parti avaient procédé à des vérifications violentes d'identité de petits revendeurs, saccageant leurs étals lorsqu'ils n'étaient pas, selon eux, en règle. Enfin, bizarrement, alors que tous les employés des pompes à essence étaient à 90 % étrangers, ils sont désormais, dans leur écrasante majorité, grecs.

Aube dorée ne fait peut-être que 10 à 14 % dans les sondages, et reste fermement le troisième parti du pays, mais, au quotidien, il se comporte en territoire conquis. Samedi dernier, ses sympathisants étaient plus de 10 000 à défiler au flambeau dans les rues d'Athènes.

Article publié sur lalibre.be le 13/02/2013, par Angélique Kourounis, correspondante à Athènes. Partagé sur okeanews avec l'autorisation de lalibre.be. (okeanews.fr 18.02)

2- Israël

L'agent présumé du Mossad mort dans une prison israélienne il y a deux ans avait été arrêté sur ordre de ses supérieurs qui le soupçonnaient d'avoir divulgué des informations sur son travail aux services de renseignement australiens, rapporte lundi l'Australian Broadcasting Corp (ABC).

Selon la chaîne de télévision publique, qui a révélé la semaine dernière sa mystérieuse histoire, Ben Zygier, cet australo-israélien mort à 34 ans, avait rencontré des agents de l'Australian Security Intelligence Organisation (ASIO) auxquels il a parlé de plusieurs missions des renseignements israéliens.

Le Mossad a appris l'existence de ces contacts et craignait qu'il ne divulgue des informations sur une opération majeure en Italie, dit ABC, ajoutant qu'au cours d'un de ses quatre voyages en Australie, il avait formulé une demande de visa italien.

ABC, qui cite des sources non identifiées, ajoute que Ben Zygier faisait partie d'un groupe de trois Australiens ayant changé d'identité et de passeport à plusieurs reprises dans le cadre de missions pour le compte du Mossad au Moyen-Orient et en Europe. Reuters 18.02

3- Afrique du Sud

La militante anti-apartheid Mamphela Ramphele a lancé lundi un nouveau parti politique en Afrique du Sud pour concurrencer l'ANC au pouvoir dont elle estime les dirigeants corrompus.

Invoquant Nelson Mandela et l'état d'esprit qui prévalait lors des premières élections au suffrage universel en 1994, Mamphela Ramphele, médecin et ancienne de la Banque mondiale, a déclaré que le rêve d'une nation "*arc-en-ciel*" était en train de mourir sous le pouvoir du Congrès national africain (ANC).

Le nouveau parti, qui participera aux élections l'an prochain, aura pour nom Agang, qui veut dire "*construisons*" en langue sotho.

Bien que le soutien politique dont bénéficie l'ANC ait reculé 19 ans après la fin de l'apartheid, le parti reste une machine politique très puissante et bénéficie d'une majorité de près des deux tiers au Parlement

Mamphela Ramphele, 65 ans, est très respectée par la majorité noire d'Afrique du Sud. Elle était une amie proche du célèbre militant anti-apartheid Steve Biko mort en prison en 1977. Elle-même a vécu en résidence surveillée pendant sept ans.

Plusieurs personnalités avaient quitté l'ANC en 2008 pour créer le Congrès du peuple (Cope) mais cette formation n'a pas réussi à percer lors des élections l'année suivante. Elle a depuis pratiquement implosé sous l'effet de luttes intestines. Reuters 18.02

4-Etats-Unis

Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés dimanche à Washington pour exhorter Barack Obama à bloquer le projet d'oléoduc Keystone XL en rappelant au président américain son engagement à lutter contre le changement climatique.

Les organisateurs de l'événement ont estimé la foule à 35.000 personnes, ce qui en fait, selon eux, le plus grand rassemblement jamais organisé aux Etats-Unis sur les questions climatiques. La police n'a fourni aucune estimation du nombre de participants.

Les parlementaires américains exercent de fortes pressions sur Barack Obama pour qu'il approuve la construction de l'oléoduc Keystone, un projet de 5,3 milliards de dollars porté par la compagnie TransCanada Corp et destiné à acheminer du pétrole brut extrait des sables bitumineux de l'Alberta, au Canada, jusqu'aux raffineries et aux ports du Texas.

D'après ses promoteurs, cet oléoduc d'une capacité de 830.000 barils par jour favorisera l'indépendance énergétique de l'Amérique du Nord et permettra la création de milliers d'emplois aux Etats-Unis.

Ses détracteurs soulignent en revanche que le processus d'extraction des sables bitumineux est nettement plus consommateur en dioxyde de carbone et que le pétrole ainsi obtenu est encore plus polluant que le brut traditionnel.

Bill McKibben, l'un des principaux organisateurs de la manifestation de dimanche, a déclaré qu'autoriser ce projet reviendrait à allumer une "bombe à carbone" susceptible de provoquer des dégâts écologiques irrémédiables.

"*Pendant 25 ans, nos dirigeants ont fondamentalement ignoré la crise climatique et maintenant, les gens se réunissent en masse pour exiger qu'ils se mettent enfin au travail*", a-t-il dit.

Le projet Keystone est un casse-tête politique pour Barack Obama, à tel point qu'il avait décidé en 2012 de repousser sa décision à ce sujet après l'élection présidentielle de novembre dernier lui ayant permis d'obtenir un second mandat à la Maison blanche.

La construction de cet oléoduc est approuvée par 69% des Américains interrogés, selon un sondage Harris Interactive, mais aussi par la branche BTP du syndicat AFL-CIO et par certains parlementaires démocrates.

Or, Barack Obama s'est engagé mardi dans son discours sur l'état de l'Union à oeuvrer contre le réchauffement climatique.

Seul élu du Congrès à s'exprimer lors de la manifestation de dimanche, Sheldon Whitehouse, sénateur démocrate de Rhode Island, a déclaré à Reuters que Barack Obama se heurterait à un "*déficit de crédibilité*" s'il approuvait le projet Keystone. Reuters 18.02

SOCIAL

1- France

1.1- Danone va supprimer 900 emplois.

Le groupe alimentaire a fait état mardi d'un chiffre d'affaires record en 2012, à 20,86 milliards d'euros. Toutefois, Danone a annoncé qu'il voulait supprimer 900 postes de cadres sur le Vieux Continent pour faire des économies.

Pour la première fois de son histoire, Danone a passé la barre des 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2012. Plus précisément, ses ventes se sont élevées à 20,86 milliards d'euros sur l'exercice, a annoncé le groupe mardi. Celles-ci s'affichent en progrès de 5,4% sur un an. Le groupe table sur une hausse similaire de son chiffre d'affaire en 2013, à hauteur de 5%.

L'an dernier, Danone a fait état d'un bénéfice net stable. Il s'élève à 1,81 milliard d'euros. Toutefois, le groupe agroalimentaire a vu sa marge opérationnelle courante baisser de 0,5 points. Et s'attend à un repli de 0,3 à 0,5 points pour 2013. La Tribune 19.02

1.2- Procès d'intention.

Des fidèles du cinéma d'art et d'essai de Montreuil se sont rassemblés, samedi matin, devant les portes closes de l'établissement. Tous se sont ensuite rendus à la conférence animée par l'équipe du Méliès désireuse de répondre point par point aux accusations dont elle fait l'objet.

La mairie de Montreuil, actuelle propriétaire du cinéma Méliès qu'elle subventionne à hauteur de 250.000 euros par an, a déposée plainte contre X, le 6 décembre dernier, par la maire Dominique Voynet (EELV) : détournement de fonds publics. L'élue

aurait été informée de l'existence d'une «*caisse noire*» au sein du cinéma, nourrie par un système de double billetterie lors de séances non commerciales. Le préjudice sur dix ans, selon la mairie, se chiffrerait à 143.000 euros de manque à gagner.

Stéphane Goudet, directeur artistique du Méliès depuis 2002, en conflit depuis plusieurs mois avec la municipalité, est tout particulièrement visé par cette plainte. Suspendu de ses fonctions depuis décembre, il est en cours de licenciement pour, notamment, «manquement à l'obligation de réserve et non-dénonciation de pratiques comptables irrégulières».
La programmatrice et deux régisseuses, «*mutées dans l'intérêt du service*», sont également sur la sellette. L'équipe en place est donc en grève depuis déjà un mois. Mais garde le soutien de cinéastes réputés (Agnès Jaoui, Bertrand Tavernier, Matthieu Amalric…) et des habitués.

Marie, jeune employée en charge des séances scolaires, enchaîne: «*Sur la somme fantaisiste que le cinéma devrait à la ville, on nous réclame 8000 euros d'abonnements scolaires non encaissés. En fait, les parents ont l'année scolaire pour payer le forfait de 10 euros pour 5 films. Les 8000 euros manquants étaient simplement en attente de règlement.*» Quant au manque à gagner de 77.000 euros sur dix ans, du fait d'encaissement de séances spéciales - souvent des films amateurs, sans visa de distributeurs -, il est calculé sur une moyenne de 91,2 spectateurs par séance. «*Or, on tourne plus souvent autour de 30 spectateurs, surtout quand on projette un documentaire slovène sous-titré*», selon l'équipe en place.

Beaucoup évoquent des arrière-pensées politiques pour expliquer les accusations de la mairie. Un ancien programmateur de cinémas d'art et d'essai en banlieue parisienne suggère plutôt des raisons économiques. Déjà engagée dans le projet d'une future piscine écologique sur les hauts de Montreuil estimé à 15 millions d'euros, la mairie n'a pas forcément les moyens de financer aussi les salaires et l'entretien du tout nouveau cinéma Méliès de six salles qui doit ouvrir fin 2013 en centre-ville. Ce futur plus grand cinéma municipal d'art et d'essai de France pourrait, non pas coûter, mais rapporter une jolie somme à la ville, si l'un des deux groupes sur les rangs pour lgérer à la place de la municipalité le prenait en concession. lefigaro.fr 18.02

2- Grèce

Grèce : appel à la grève des journalistes pour le 19 février

Une grève générale étant prévue en Grèce ce mercredi 20 février, les syndicats des journalistes des presses écrites et numériques, des photojournalistes, des imprimeurs, des radios et télévisions ont lancé un appel à la grève pour ce mardi. Les grèves des journalistes précèdent celles des autres syndicats afin de permettre aux journalistes de protester tout en étant disponible pour couvrir les évènements le lendemain.

Ces appels à la grève sont en général très suivis.

Cela tombe plutôt mal pour le président français venu apporté son "*soutien*" au pays en proie à la récession. (okeanews.fr 18.02)

Hollande soutient la troïka et le gouvernement grec à sa botte et non les masses exploitées grecques.

3- Espagne

Des heurts entre manifestants et policiers ont éclaté lundi à l'aéroport de Madrid au premier jour d'une grève d'Iberia, très suivie, selon les syndicats, mais dont l'impact était limité par le service minimum.

Plusieurs milliers de salariés de la compagnie aérienne espagnole, qui protestent contre la suppression prévue de 3.800 emplois, ont tenté d'entrer en force, à la mi-journée, dans le terminal T4 de l'aéroport de Barajas, avant d'être repoussés par la police, a rapporté une journaliste de l'AFP.

Après plusieurs charges policières à coups de matraques, les grévistes sont finalement entrés dans le terminal, où ils ont poursuivi leur manifestation.

"*Le mouvement est suivi à près de 100%*", a affirmé José Carrillo, responsable du secteur aérien au syndicat Comisiones Obreras.

Les principaux syndicats d'Iberia ont appelé à trois séries de cinq jours de grève, du 18 au 22 février, du 4 au 8 mars et du 18 au 22 mars, afin de protester contre la suppression de 3.800 emplois, sur un total d'environ 20.000, annoncée par le groupe IAG dans le cadre d'un plan d'économies.

"*Parmi les salariés qui ne sont pas réquisitionnés pour le service minimum, pratiquement aucun ne travaille*", a souligné le syndicaliste, donnant l'exemple de l'aéroport madrilène où, selon lui, seuls trois travailleurs sur "*plusieurs centaines*" ne sont pas grévistes.

"*Seuls partent les vols garantis dans le cadre du service minimum*", a-t-il ajouté. AFP 18.02

ECONOMIE

1- Situation des pays de l'Europe de l'Est

Au début de l'année 2013, parmi les premiers, c'est l'Institut de Recherche WIIW à Vienne (The Vienna Institute for International Economic Studies) qui s'est penché sur la situation des pays de l'Europe de l'Est et estime qu'ils peuvent sortir de la crise. Il prévoit la baisse de l'activité économique uniquement en Slovénie en raison de la crise du secteur bancaire. Les analystes autrichiens pensent que dans tous les autres pays de la région, le moteur de la croissance sera la consommation intérieure si les gouvernements atténuent leur politique économique très restrictive. Il souligne que la situation serait probablement identique en Allemagne.

Après la Slovénie, c'est la Croatie qui devrait faire face à une chute plus importante, 1.8%. En Serbie, la performance de l'économie subirait une chute de 1.5%, en Hongrie, 1.3%, en République Tchèque, 1.2%, au Monténégro, 1%, en Bosnie-Herzégovine, 0.7%, en Macédoine, 0.6%. L'Institut autrichien compte sur une croissance de 2.8% en Slovaquie, 2.3% en Pologne, 1% en Roumanie et 0.7% en Bulgarie. (Source : privatbankàr.hu 04/02/13)

A la fin du mois de janvier, indépendamment des analyses de l'Institut de Vienne, le quotidien économique hongrois, Napi Gazdasàg, a consacré un article à la Slovénie qui, il n'y a pas longtemps, était un pays florissant de la région. Le quotidien constate que le pays est au bord du gouffre en raison de la crise politique qui perdure dans le pays. Certes, la crise économique européenne a laissé ses empreintes sur son économie, mais la politique économique non adaptée a également produit son effet néfaste. Il semble que le gouvernement conservateur qui est au pouvoir depuis plus d'un an, n'arrive pas à corriger les erreurs du gouvernement précédent. La situation est aggravée par un combat politique intérieur grave qui rend hésitants les investisseurs. Parmi les pays de UE, la chute du PIB de la Slovénie est la plus importante après la Grèce et le Portugal, 3.3% pendant le troisième trimestre de l'année dernière. C'est la deuxième grande vague de récession que la Slovénie traverse. Les entreprises du pays sont parmi les plus endettées en Europe, le système bancaire aurait besoin d'une bouée de sauvetage dans les meilleurs délais. Selon l'avis de la plupart des analystes, le pays ne s'en sortira pas sans aide internationale, même si le chef d'Etat, Borut Pahor, l'a carrément refusé dans une interview accordée au Financial Times.

Les fonctionnaires sont les plus grands perdants des restrictions économiques. Ils expriment leur mécontentement, descendant dans les rues par centaines de milliers et font la grève généralisée. Le gouvernement de coalition doit consacrer son énergie au maintien de la coalition très fragile. Le parti le plus important a déjà annoncé sa sortie puisque le président du gouvernement, Janez Jansa, a oublié de déclarer plus de 200 000 euros. Jansa persiste et ne démissionne pas, même s'il est en minorité. Deux autres partis menacent également de quitter la coalition.

Selon Jansa, bien que la situation économique soit grave, les élections anticipées ne serviraient à rien parce qu'elles interrompraient la suite des réformes, ce qui équivaudrait à la faillite. En plus, elles ne garantiraient pas la formation d'un nouveau gouvernement stable. Dans ce contexte politique difficile, la réforme du système bancaire est sérieusement menacée, ce qui empêcherait l'adoption parlementaire de son plan de sauvetage à hauteur de 4 milliards d'euros.

Les élections anticipées semblent inévitables. Les incertitudes font déjà leurs effets directs : les intérêts des obligations d'Etat sont, pour la première fois, en dessous de 5%, la prime de risque des titres augmente, une nouvelle dégradation des agences de notation est attendue. Cette année, la Slovénie devrait renouveler le remboursement de dette de 3 milliards euros. Elle est capable de le financer jusqu'au mois de juin, après elle devrait recourir à son plan de sauvetage. (Source : index.hu le 29/01/2013)

Que conclure?

Politique et économie peuvent ne pas faire bon ménage : le politique doit contenter les marchés financiers qui financent les Etats en Europe de l'Est mais il doit aussi satisfaire ses électeurs. La pression fiscale pour pouvoir combler les déficits est inévitable. Malheureusement, sans la confiance des ménages en l'avenir point de salut pour l'économie. On tourne un peu en rond : pas de confiance, pas de consommation, pas de croissance, pas de confiance, flambée des dettes…

En Europe de l'Est, si les politiques et l'économie sont sous pression, il serait temps que les marchés lâche de lest à l'Est. agefi.fr 14.02

2- Bolivie

La Bolivie va nationaliser une filiale locale du groupe espagnol Abertis qui gère les trois principaux aéroports du pays, a annoncé lundi le président Evo Morales.

"*Je veux que le peuple bolivien sache*", a déclaré Evo Morales dans une allocution télévisée, accusant l'entreprise Sabsa d'avoir réalisé "*un profit exorbitant à partir d'un investissement dérisoire*".

"*Pour cela et d'autres raisons, nous avons été obligés de prendre cette décision. Nous aurions pu le faire il y a quelques années déjà mais nous avons patienté à cause de nos relations diplomatiques avec certains pays.*"

"*Il est évident que ce genre de décision, une expropriation qui court-circuite les procédures habituelles et ne respecte pas le principe de compensation (...), aura des conséquences au niveau des relations bilatérales*", a déclaré le ministre espagnol des Affaires étrangères José Manuel Garcia-Margallo, à des journalistes à Madrid.

Sabsa - acronyme de Services des aéroports boliviens S.A. - avait obtenu en 1997 la concession pour la gestion des trois aéroports. Elle a été acquise en 2004 par Abertis, groupe espagnol spécialisé dans les infrastructures et les services aux collectivités.

Evo Morales a précisé qu'un audit indépendant serait mené pour déterminer le niveau de compensation d'Abertis. Quel qu'il soit, le niveau de l'endettement en sera déduit.

Il a ajouté que le gouvernement avait vainement négocié pendant des mois un nouveau programme d'investissements de Sabsa qui aurait porté sur environ 56 millions de dollars (42 millions d'euros).

Le 6 février, le ministre bolivien des Travaux publics avait indiqué que Sabsa projetait pour 36 millions d'investissements sur neuf ans, un montant qu'il a jugé très insuffisant.

Les responsables de Sabsa ont fait valoir dans les médias que le groupe avait arrêté ses investissements ces cinq dernières années à cause d'un gel des tarifs en vigueur depuis 2001 et du fait des risques de nationalisation du secteur. Reuters 18.02

Haut de page

Le 20 février

CAUSERIE

Rédigé mardi soir.

Ceci expliquerait-il cela ?

Outre l'engouement pour le mojito, l'étude réalisée par CGA-Nielsen auprès de plus de 2500 établissements et 1000 Français âgés de 18 à 60 ans, note la démocratisation et la pérennisation de la consommation de cocktails en général: 3 Français sur 4 en consomment et notamment les jeunes. Le cocktail est "*sorti des hôtels 4-5 étoiles auxquels on avait l'habitude de l'associer un peu trop systématiquement*", estime l'étude. "*Le dynamisme des ouvertures de bars à cocktails dans les grandes villes a certainement servi d'appel d'air pour le reste de la profession*", note M. Kuentz, responsable France de CGA-Nielsen cité dans le communiqué.

Selon l'étude, la barrière à la consommation reste le prix: 8,40 euros en moyenne pour un cocktail avec alcool... Les prix sont toutefois très variables, s'établissant entre 4 et 30 euros selon le type d'établissement, indique Nielsen qui constate une montée en gamme de la qualité des cocktails réalisés. lefigaro 18.02

8,40 euro, c'est plus cher que le litre de vodka Smirnof, ici en Inde, c'est hyper cher, une ruine. Y aurait-il autant de gens pas vraiment dans le besoin ou qui ont un niveau de vie très confortable en France ? Ce n'est pas la première fois que je pose cette question, qui bizarrement est toujours restée sans réponse. Quelque chose me dit que la situation n'est pas vraiment la même en Grèce ou au Portugal par exemple, non ?

Au fait, ce mardi soir exceptionnellement je suis sorti faire des courses après manger, pas loin, à cinq minutes de chez moi en moto, car je venais d'apprendre aux infos que demain matin débuterait une grève générale de deux jours contre la hausse des prix. Ce n'est pas en France non plus que cela arriverait, n'est-ce pas ?

Décidément on ne vit pas vraiment dans le même monde et je ne suis pas sûr qu'on mène le même combat politique, je m'adresse à ceux qui s'accommodent du capitalisme ou qui ont abandonné le combat pour la révolution socialiste, cela revient au même finalement.

Oui, je sais, c'est plus dur à avaler qu'un cocktail à 8,40 euros, ce n'est pas le genre de scrupules qui embarrassent nos dirigeants, je parle en règle générale, ils se reconnaîtront eux aussi, j'ai l'art consommé de me faire des amis et j'y tiens, c'est un principe non négociable de dire ce qu'on pense, cela plaît ou non, on s'en tape. Vous savez pourquoi, regardez donc autour de vous ce que sont devenus ceux qui ont marchandé leurs idées au fil du temps, ils sont morts politiquement, ce sont des zombis dorénavant incapables de prononcer les mots socialisme ou révolution sans être pris de terribles convulsions.

Ici en Inde, c'est le pinard qui est à ce prix-là, c'est la raison pour laquelle je n'en bois que trois ou quatre fois par an, alors que je pourrais très bien me permettre d'en acheter une bouteille tous les deux jours, j'ai les moyens, mais ce serait indécent, du gaspillage, avec la bouteille de vodka je fais environ 15 cocktails, elle dure la semaine, alors que la bouteille de pinard serait vide au bout de deux jours, et puis la vodka cela me fait penser à la Russie de Lénine, non, là je déconne, dommage qu'il manque le caviar, je déconne encore.

J'en ai goûté un jour et j'ai trouvé cela dégueulasse, des tartines pleines, à gogo, et le meilleur encore, c'était gratos accompagné d'une Smirnof quasi congelée, autant dire qu'avant d'entamer le premier plat on était tous à moitié déchiré, attention que des gens bien chez Gérard, mon employeur qui tenait un magasin de photo et réalisait parfois des reportages pour des entreprises, Air Lanka je me souviens.

Je n'étais pas cher payé mais j'étais bien nourri, il adorait la bonne bouffe et tous les midis il me payait le resto libanais, japonais, grec, turc, antillais, mexicain, indien, etc. tous les jours il changeait d'adresse, on bouffait à la carte, "*va-y choisis ce que tu veux, je m'occupe du liquide*", le pinard et l'addition. Je l'avais connu en réparant au noir son copieur, à deux pas de la place de la République à Paris. Et puis de mon côté, en amateur j'étais passionné de photo, on avait un point commun, lui c'était le niveau au-dessus. C'était un chic type, j'étais encore jeune et lui il prenait sa retraite, j'ai fait la fermeture de sa boutique, je bossais au noir évidemment. Un bon souvenir quoi.

C'est marrant, depuis des années déjà c'est à croire que les bons souvenirs sont plutôt du domaine du passé et que le futur ne se présente pas vraiment sous un angle avantageux, je dois vieillir il faut croire ; et puis dans mon trou en Inde, si je n'avais pas mon activité politique je serais vite asphyxié. Je n'en tire aucune satisfaction et je n'en attends rien, et ce ne sont pas non plus les nouvelles du vieux monde qui tombent tous les matins qui vont me procurer un peu de bonheur, ce serait plutôt le contraire, si je n'avais pas la conviction qu'on finira tout de même par s'en sortir, du merdier dans lequel on est ou la situation politique en apparence inextricable dans laquelle nous nous trouvons, combiné au capital que je me suis constitué au fil du temps, cet état de conscience ou de lucidité qui telle une flamme au fond de la mine ne s'éteint jamais sauf avec notre dernier souffle, je serais profondément désespéré et malheureux, mais tel n'est pas le cas.

Cela dit, je vais être obligé de réduire mon activité politique, car ma santé décline. Je ne peux plus rester de 6 ou7h du matin à 23h ou plus assis devant l'écran. Je fume trop, je ne marche pas assez, je tousse comme un malade, j'ai grossi, mes yeux sont très fatiqués, j'ai tout sacrifié pour développer le site et le maintenir à un bon niveau, mais là je ne peux plus continuer, surtout que personne n'a voulu me donner un coup de main.

J'ai lu sur un portail qui ne paie pas de mine franchement, dans lequel on trouve cent fois moins de documents et d'analyses que dans le mien, on en a fait le tour en trente secondes c'est pour dire, qu'ils ont lancé une soubscription de 40 000 euros et qu'ils en ont déjà récolté 10 000 euros. Je me suis demandé comment c'était possible alors que je n'ai pas été foutu de récolter 10 euros avec le mal de chien que je me donne pour actualiser le site quotidiennement. Mais eux n'ont pas le défaut de parler d'eux-mêmes, de provoquer leurs lecteurs pour les faire réfléchir davantage, on n'a pas la même conception du monde non plus, ni les mêmes exigences, moi je place la barre très haut, là où se situe mon idéal, je combats la médiocrité, je l'empêche de dormir en paix, et cela très peu l'apprécient ou sont capables de le comprendre.

Je vais supprimer plusieurs rubriques à commencer par les infos en bref, on gardera uniquement les actualités en titres et les actualités du jour. Je verrai par la suite si je dois encore réduire la voilure, après tout mon boulot s'avère si ingrat que je n'ai de compte à rendre à personne, je ne dois rien à personne et c'est mieux ainsi. Je dois dormir davantage, marcher, oui marcher, bouger, cela peut vous sembler étrange, mais avec le boulot que je me tape je n'ai le temps à rien d'autre. Là je ne perds pas mon temps, je vous explique pourquoi je vais lever le pied, d'ailleurs il se fait tard et j'arrête là.

Je me dis qu'il ne sert à rien de vouloir forcer le destin, si la situation évolue dans la bonne direction tant mieux, sinon on fera avec aussi en attendant des jours meilleurs voilà tout, je me suis cassé la tête pour apparemment pas grand chose jusqu'à présent, j'en tire les leçons, sans rien changer évidemment. Chokri Belaïd n'est pas mort pour rien. On va essayer de faire mieux autrement.

Mercredi après-midi, je reviens sur ce que j'ai écrit d'un trait hier soir. Au lieu de moins bosser la semaine, je devrais peut-être plutôt l'accorder deux jours de repos pas semaine, le problème c'est que je ne suis pas foutu d'arrêter. Je vais encore y réfléchir.

Une bonne et une mauvaise nouvelle

La bonne

Les immatriculations de voitures neuves dans l'Union européenne ont connu leur plus mauvais début d'année depuis 1990, en affichant en janvier un nouveau recul de 8,6% sur un an, à 885.159 unités, a annoncé mardi l'Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA).

La situation reste toutefois contrastée selon les pays avec, pour les principaux marchés, une forte progression au Royaume Uni (+11,5%), mais un recul en Italie (-17,6%), en France (-15,1%), en Espagne (-9,6%) et en Allemagne (-8,6%). lefigaro. fr 19.02

Sur fond d'austérité et de chômage de masse, la machine capitaliste se grippe, c'est une bonne nouvelle. Nous souhaitons l'effondrement du capitalisme, condition objective indispensable à réunir pour espérer pouvoir le liquider.

La mauvaise

Pour la deuxième année consécutive, le marché de l'électroménager publie des résultats stables. Les ventes s'élèvent à près de 15 millions de gros appareils électroménagers et 42 millions de petits appareils pour un chiffre d'affaires de plus de 7,6 milliards en progression de 0,4 % en 2012. "*Ces chiffres sont la preuve d'un secteur solide porté par l'innovation*", commente le Groupement interprofessionnel des fabricants d'équipement ménager (Gifam).

Le petit électroménager, de son côté, progresse de 0,8 % en valeur, après une croissance de 2,3 % en 2011 et de 5 % en 2010. A noter que les appareils inspirés du monde professionnel séduisent les Français, que ce soit dans l'univers de la cuisine (robots café, kitchen machines, etc.), du repassage (centrales vapeur, tables actives, etc.) ou de la salle de bains (sèche-cheveux à moteur AC, épilateur à lumière pulsée, etc.). lefigaro. fr 19.02

A croire que la barbarie a pris pied jusque dans chaque pièce de votre habitation : robots café, kitchen machines, centrales vapeur, tables actives, sèche-cheveux à moteur AC, épilateur à lumière pulsée, etc. j'ignore même à quoi se rapportent tous ces trucs inutiles.

J'emploie toujours la machine à café que j'avais achetée lors de mon retour en France en 1992, elle remplit toujours le même office et j'en suis satisfait, je n'ai pas du tout l'intention d'en changer.

C'est là qu'on se rend compte du niveau d'inconscience des masses, que la majorité de la population s'est embourgeoisée, pour paraphraser Engels, à un point tel qu'au lieu de combattre son ignorance, elles s'y complaisent, pour le plus grand malheur des masses les plus déshéritées dont finalement tout le monde se fout. Personnellement, j'aurais honte de vivre de la sorte, plus encore en Inde.

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites-vous à cette idée.

Sur RFI, l'ancien ministre UMP Benoist Apparu a estimé qu'il fallait "*assumer*" une dégradation des "*services publics à la française*", en raison de la crise.

"*Tant que nous n'accepterons pas d'avoir un moins bon service tout simplement parce que nous n'avons pas les moyens de le payer, on ne pourra pas s'en sortir*", selon l'élu UMP. AFP 19.02

L'art de quoi ?

- La politique n'est elle que l'art de faire grandir le désir? - L'Express.fr

Ayons en mémoire, qu'au-delà de la production de la plus-value la machine capitaliste repose sur la consommation (sans laquelle le cycle du procés de production demeure inachevé), sur la création de nouveaux produits devant correspondre à de nouveaux besoins qu'elle crée elle-même si nécessaire, car ne correspondant pas forcément à un réel besoin exprimé par la population.

La publicité a pour vocation de faire naître un désir ou un besoin chez le consommateur potentiel pour lui forcer la main ou le pousser à acquérir un produit dont il pourrait très bien se passer par ailleurs ou superflu.

Ainsi de nos jours, la politique doit être assimilée à une opération de marketing réalisée pour le compte des multinationales, pour

un peu c'est à cela qu'elle se réduirait. C'est dans cette catégorie que je classerai le titre de l'Express.

Autrement, la politique, les partis institutionnels composés d'affairistes ou de philistins corrompus ou sans scrupule, ceux qui à l'extérieur vouent un culte à la légalité et en sont leurs complices, en donnent une image détestable pour en détourner les travailleurs.

Ainsi, la politique au lieu d'être un outil pour aider les masses à comprendre comment fonctionne la société pour lutter pour leur émancipation, serait plutôt l'art de rabaisser le citoyen à un être vil et individualiste, vulgairement matérialiste, inconscient, aveugle ou ignorant, il l'est déjà et il doit le rester.

La politique est plus accessible que l'économie, elle devrait servir d'apprentissage ou d'expérience pour aborder par la suite plus aisément l'économie à laquelle ramène la plupart des décisions politiques. Vaut mieux que les masses demeurent dans leur ignorance, et que la classe ou les couches moyennes continuent de prendre leurs désirs pour la réalité...

PS. Numéro d'illusionnistes. Les racoleurs qui roulent pour le régime.

Alors que le fossé ne cesse de se creuser entre François Hollande, qui assume une ligne sociale-libérale, et les classes populaires, les socialistes de la Gauche populaire accélèrent leur offensive. Créé à l'automne dernier, ce mouvement coordonné par deux députés, Laurent Baumel et Philippe Doucet, et le conseiller régional d'Ile-de-France François Kalfon présente mercredi son manifeste, de même que la liste des signataires. D'abord composé d'une poignée d'élus et de chercheurs, il compterait désormais une vingtaine de parlementaires. «*C'est chez les classes populaires et les classes moyennes en décrochage que la perte de popularité de l'exécutif a été la plus forte depuis mai, note François Kalfon. Nous voulons inciter le pouvoir à infléchir sa politique pour satisfaire notre base sociale et électorale.*»

Ils écrivent dans leur «*Manifeste pour une gauche populaire*» : «*Il faut à la fois faire les réformes structurelles et douloureuses, des économies, et donner des preuves à notre électorat sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Les ouvriers et les employés ont déjà le sentiment d'un taux d'effort important, à la limite du soutenable.*»

Pour ces trois élus, la gauche doit se débarrasser de ses «*totems*» de ses «*conforts intellectuels*». «*Trop souvent, le PS oublie d'où il vient et pour qui il travaille. Au fond, gauche populaire, c'est un pléonasme. Mais on est obligés de le rappeler*», poursuit Kalfon.

Les tenants d'une réconciliation du PS avec les classes populaires s'opposent au think-tank Terra Nova, auteur d'une note publiée en mai 2011 intitulée «*Gauche: quelle majorité électorale pour 2012?*». Ce texte concluait à une mutation de l'électorat de gauche et au déclin de la «*coalition historique de la gauche, centrée sur la classe ouvrière*». Il préconisait de cibler d'autres catégories, censées être acquises à la gauche, pour gagner la présidentielle: les diplômés et les «*bobos*» urbains, les jeunes, les minorités, les femmes.

«*Non seulement on ne gagnera pas avec cette coalition mais ça ne correspond pas à l'identité de la gauche*», analyse Philippe Doucet. Les trois socialistes estiment au contraire que les élections nationales se jouent sur le «*corps central de la société*», soit ces «*couches péri-urbaines, qui ne se font pas remarquer*» sensibles à la valeur travail, à l'autorité républicaine et au redressement productif. lefigaro.fr 19.02

"*Trop souvent, le PS oublie d'où il vient et pour qui il travaille*", une escroquerie puiqu'il est totalement étranger à la classe ouvrière, il fait partie de ses ennemis pour en avoir fait la démontrastion pendant près d'un siècle. D'ailleurs il en fait une nouvelle fois la démonstration ici, car il sait très bien "*pour qui il travaille*", pour quelle classe, vous aurez deviné immédiatement laquelle, par celle qui devra supporter des " *réformes structurelles et douloureuses, des économies*", la nôtre, pas celle que représente le PS puisque c'est lui qui met en oeuvre cette politique antisociale tournée contre les travailleurs au profit des capitalistes.

Ils se torturent l'esprit dans la perspective des prochaines "*élections nationales*", en 2014, il n'y a que cela qui les intéresse, on retrouve cet argument systématiquement dans chacun de leur discours. Qu'ils s'accommodent du think-tank ultra réactionnaire et sioniste Terra Nova (voir les causeries des jours précédents), en dit long sur les véritables intentions de cette vermine dite de gauche. Passons, nous perdons notre temps.

Pour 300 euros d'économie "***par voiture produite en France***"... mais pas seulement.

Renault a bouclé mardi la "*réunion de la dernière chance*" pour convaincre sur son projet d'accord de compétitivité, la parole revenant désormais aux syndicats qui se prononceront dans les prochaines semaines.

Ce projet d'accord, potassé de longue date par la direction et discuté avec les syndicats depuis l'automne, "*permettra de doter Renault d'un socle solide et durable pour ses activités industrielles, ingénieries et tertiaires en France*", a assuré Gérard Leclercq, direction des opérations France, en échange d'efforts consentis par les salariés.

"*Si nous arrivons à un accord, la mise en oeuvre des mesures proposées nous fera gagner environ 300 euros par voiture produite en France*", dit-il.

Alors que le texte du projet doit être remis mercredi aux syndicats, avant une signature éventuelle dans les prochaines semaines, la direction a réitéré mardi ses engagements en cas de réussite de l'accord: aucune fermeture d'usines en France, 8.260 suppressions de postes d'ici 2016 (7.500 suppressions d'emplois nettes) sans recourir à un plan social ni à un plan de départs volontaires, attribution à des usines françaises de 80.000 véhicules supplémentaires venant de partenaires (qui pourraient être Nissan et Daimler), maintien des activités coeur de métier (ingénierie et tertiaires) en France.

La direction s'est engagée, en cas d'accord, à "*assurer un niveau de production minimum de 710.000 véhicules par an à l'horizon 2016, dont 110.000 à l'usine de Flins, qui bénéficierait de la localisation de versions de Clio IV à forte valeur ajoutée*".

Le projet d'accord complet sera présenté mercredi aux syndicats. Le texte devrait ensuite être présenté pour consultation au comité central d'entreprise et dans les comités d'entreprise des filiales concernées (à la mi-mars, selon une source syndicale), "*préalable à la signature entre les organisations syndicales et le président du groupe Renault, Carlos Ghosn*", a indiqué la direction, selon qui "*cette signature pourrait intervenir dans les prochaines semaines*".

Sous la pression de syndicats qui exigeaient des engagements écrits sur les volumes de production, la direction avait indiqué que des productions de versions conduite à droite de Clio IV actuellement assurées par le site de Bursa (Turquie) seraient rapatriées et qu'une partie de la production assurée par le site de Caccia au Portugal, serait transférée à Cléon.

Après avoir également accepté que le déplacement de salariés d'un site à un autre se fasse uniquement sur la base du volontariat, la direction est revenue mardi sur certains points de la politique salariale. Elle a ainsi renvoyé aux négociations annuelles la question des augmentations salariales pour 2014 et 2015.

La semaine dernière, alors que les négociations peinaient à trouver une issue favorable, le PDG de Renault, Carlos Ghosn, avait proposé de différer à fin 2016 le paiement de 30% de la part variable de sa rémunération de l'an passé, en cas d'accord (en 2011, la part variable de son salaire était de 1,59 million d'euros et la part fixe de 1,23 million). "*Il ne s'est pas engagé sur plusieurs années, alors on ne voit pas pourquoi les salariés devraient en faire autant*", a relèvé Dominique Chauvin, délégué central CFE-CGC.

Comme FO, le syndicat de cadre (majoritaire dans le groupe) ne s'est pas engagé mardi, voulant sonder les équipes, et faire étudier le texte de projet d'accord par des juristes avant de se prononcer.

La CGT a appelé les salariés à "*exprimer leur point de vue*". Dans un communiqué, la centrale dénonce cet accord, qu'elle qualifie de "*nouvelle régression sociale*", ainsi que "*la délocalisation et externalisation des métiers déclarés non coeur de métier à l'ingénierie avec 2.500 suppressions dans l'ingénierie de Renault. Il n'existe donc aucune contrepartie aux reculs sociaux imposés par cet accord*", estime la CGT.

La CFDT a jugé de son côté dans un communiqué le projet d'accord "*globalement équilibré*", le syndicat précisant qu'il arrêterait sa position sur la signature "*après consultation de ses équipes*".

Pour être validé, l'accord doit être signé par au moins deux syndicats représentant 30% des salariés. La CFE-CGC dispose de 29,7% des voix des salariés devant la CGT (25,2%), la CFDT (19,1%) et FO (15,6%). AFP 19.02

Soyons lucide. Pour que la CFE-CGC soit le premier syndicat chez Renault avec 29,7% des voix des salariés et que la CFDT en obtiennent 19,1%, soit à eux deux 49, 88% cela confirme que nous sommes bien en présence de l'aristocratie ouvrière. Bénéficiant de rémunérations et d'avantages sociaux (conventions collectives, CE, etc.) largement supérieurs à ceux de la classe ouvrière et qui leur permettent d'avoir un niveau de vie relativement confortable, comme dans toutes les grandes entreprises, n'étant pas menacés par des licenciements, ils ne sont pas vraiment poussés à devenir de farouches révolutionnaires.

S'ils se mobilisaient contre cet accord, on les soutiendrait.

Si c'est pour faire des économies pour le compte des actionnaires...

Tout va bien...

Pour la première fois de l'histoire du groupe, les ventes ont dépassé l'an dernier la barre des 20 milliards d'euros (20,86 milliards EUR), en hausse de 5,4% sur un an. Le groupe a réalisé un bénéfice net 2012 quasi stable à 1,8 milliard d'euros, mais sa marge opérationnelle courante s'est inscrite en baisse de 0,5 point et devrait continuer à reculer en 2013.

... la preuve...

Le titre Danone gagnait près de 5% ce matin à la Bourse de Paris.

... si l'on veut.

Le groupe agroalimentaire a annoncé mardi son intention de supprimer "environ 900 postes managériaux et administratifs", soit 10% de ses effectifs cadres en Europe, dans le cadre de son plan d'économies de 200 millions d'euros sur deux ans dévoilé en décembre.

Ce plan, qui vise à faire face à la baisse de consommation sur le Vieux continent, sera présenté aux organisations syndicales à compter de ce mardi. Il privilégiera "*la mobilité interne et des départs volontaires*", précise Danone dans un communiqué. AFP 19.02

ACTUALITE EN TITRES

Si ce sont eux qui disent que Hollande est pire Sarkozy...

- Adhésion à l'UE: la Turquie satisfaite du "*début de changement*" de la France - L'Express.fr

Non, sans blague, en voilà une découverte !

- Pesticides: dangers pour les ouvriers viticoles et pour les riverains - L'Express.fr

Individualisme exacerbé. Une histoire de grues. Que dire des mères-grues !

- Divorce: furieuses, les féministes s'insurgent contre les "*pères-grues*" - AFP

- Derrière le droit des pères, le masculinisme - Slate.fr

- Droits des pères: "*Serge Charnay me donne la nausée*" - L'Express.fr

Le Grand Robert. Grue : prostituée, putain. Du régime !

Leur société engendre une multitude de drames familiaux dont les pères, les mères et les enfants sont finalement les vitimes innocentes. Au lieu de faire preuve d'un minimum de discernement pour en atténuer les conséquences ou mieux pour les éviter, certains s'emploient à en manipuler les différents acteurs pour mieux les dresser les uns contre les autres au détriment de leurs intérérêts respectifs et ceux de leurs enfants.

Je suis passé par un divorce (forcé) et la séparation de ma fille que j'adore toujours, comme sa mère d'ailleurs, Ce fut très douloureux, ce fut un déchirement, je ne m'en suis jamais vraiment remis. Mais bon, j'ai mis cela sur le compte de cette société pourrie et non sur le dos de mon ex-compagne. D'ailleurs c'est bien simple, elles font partie de mes lectrices et elles vont sans doute lire ces lignes, elles savent aussi combien elles me manquent. C'était il y a 23 ans et je pense à elles tous les jour depuis, comme quoi je ne suis pas rancunier ou un sale con. Mon bonheur c'est de les savoir heureuses, le reste passe au second plan.

On vit dans une société ou l'immense majorité de la population vit dans une profonde ignorance, a été maintenue volontairement dans cet état-là pour mieux la soumettre, donc exigez d'elle qu'elle fasse la part des choses, c'est indécent, c'est exigez l'impossible pour finalement s'attaquer aveuglément et injustement à l'une ou l'autre de ces couches qui partagent au moins une chose, le même malheur ou les mêmes souffrances, pendant ce temps-là les tenants du régime comptent les points et se frottent les mains, au moins ils sont épargnés.

Ne serait-ce pas contraire à la réglementation des affameurs de l'UE ?

- Les associations d'aide alimentaire prêtes à récupérer les plats à la viande de cheval - Liberation.fr

Il n'y a pas de petits profits !

- Les pizzas rétrécissent avec la crise - LeFigaro.fr

La grenouille qui voulait se faire aussi grosse qu'un boeuf.

- Une grenouille nichée dans une salade Buffalo Grill - Le Nouvel Observateur

Le populisme antichambre de l'extrême droite

- Beppe Grillo électrise 30.000 supporters à Milan - Reuters

En France, les "*humoristes*", dont le niveau ne dépasse pas le caniveau, font du fric en ridiculisant les fonctionnaires, ce n'est pas nouveau non plus, les masses ignorantes n'y voient que du feu, tandis que cela entretient la division de la classe ouvrière, cela vaut bien des rémunérations faramineuses au cinéma. Tout cela se passe inconsciemment, pas toujours, il faut bien un bouc émissaire histoire de rigoler.

Là, ce bouffon vulgaire s'en prend régulièrement au mouvement ouvrier qui le mérite certe tellement il est pitoyable, certes, non pas pour qu'il s'améliore et qu'il fasse correctement son boulot, mais pour le compte de la réaction... et le sien... en banque. Sans cette distinction on sera victime d'une terrible confusion ou amalgame. En passant, c'est le drame des ouvrièristes à l'esprit étroit ou borné.

On n'a jamais vu des boeufs dans un cirque.

- Remède de cheval contre les fraudeurs - 20minutes.fr

Criminels "***sans précautions***" inutiles.

- Elevage: la FNSEA hostile au retour des farines animales sans précautions - AFP

De de Gaulle à Hollande la monarchie n'a jamais perdu expoir.

- Rebâtir Saint-Cloud, une idée pas si folle - LeParisien.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Le Premier ministre tunisien, l'islamiste modéré Hamadi Jebali, a démissionné mardi après l'échec de son projet de formation d'un gouvernement de techniciens visant à mettre fin à la crise politique qui secoue le pays.

Hamadi Jebali est le secrétaire général du parti islamiste modéré Ennahda "*Mouvement de la renaissance*". Il avait été nommé Premier ministre il y a 15 mois après la victoire d'Ennahda aux premières élections libres à se tenir en Tunisie après la révolution qui avait lancé le mouvement des printemps arabes et conduit au renversement du président Zine El Abidine Ben Ali.

L'assassinat de Chrokri Belaïd, qui n'a pas été revendiqué, a accru les doutes des partisans d'une société qui accusent le gouvernement de ne pas avoir montré une attitude suffisamment ferme avec les extrémistes religieux. Sa famille avait toutefois montré du doigt Ennahda, qui a nié toute implication.

Pour sortir de l'impasse créée par la mort de Chokri Belaïd, Hamadi Jebali avait proposé de former un gouvernement d'experts sans appartenance politique revendiquée avant l'organisation de nouvelles élections. Mais il avait annoncé cette initiative sans consulter son propre parti, Ennahda, ni les deux petits partis de gauche partenaires de la coalitions au pouvoir.

Il avait menacé de démissionner en cas d'échec. Or Ennahda a rejeté l'idée d'un gouvernement de techniciens.

Selon les spécialistes, le président Moncef Marzouki nommera un nouveau Premier ministre chargé de constituer un gouvernement, vraisemblablement un membre d'Ennahda, dans deux semaines.

En attentant, le gouvernement Hamadi Jebali expédiera les affaires courantes.

Le parti du président Marzouki, le Congrès pour la République (CPR, gauche laïque), a quitté le gouvernement le 10 février. Il comptait trois ministres.

L'autre parti soutenant le gouvernement, Ettakatol, dispose de trois portefeuilles dans le gouvernement sortant.

Le président d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a indiqué que le parti souhaitait voir à nouveau Hamadi Jebali à la tête d'un nouveau gouvernement de coalition.

En annonçant sa démission, Hamadi Jebali a déclaré qu'il ne dirigerait pas un autre gouvernement sans obtenir des garanties sur les nouvelles élections et la nouvelle constitution. Reuters 19.02

2- Israël

Ces deniers jours le régime sioniste a livré des appareils et équipements électroniques sensibles pour 200 milliards de dollars à la Turquie pour leur utilisation par l'armée dans des avions de reconnaissances militaires.

Ces équipements augmentent le niveau de la capacité tactique et de combat des forces armées de ce pays. Cette démarche sera un commencement pour l'amélioration des relations bilatérales des deux pays, a estimé le Porte-parole du ministre de la guerre du régime sioniste, en confirmant cette information. french.irib.ir 19.02

3- Liban

Une caricature géante du roi Abdallah d'Arabie saoudite, suspendue quelques heures durant à un pont à Jal el-Dib, au nord de Beyrouth, a suscité mardi la curiosité des automobilistes et des passants, ainsi que des embouteillages.

La caricature représente le souverain wahhabite sur une carte de jeu, en lieu et place du roi de pique, portant une épée maculée de sang. Aucun détail n'a pu être obtenu dans l'immédiat sur l'origine de ce dessin. french.irib.ir 19.02

4- Venezuela

Les organisations sionistes du Venezuela ont, vertement, critiqué le gouvernement, pour avoir décidé de surveiller leurs activités.

Les organisations en question agissent, depuis longtemps, sous couverture d'institutions juives, et, souvent, dans le sens des intérêts d'Israël, ce qui suscite la méfiance de nombreux gouvernements, dont celui du Venezuela. La situation stratégique de ce grand pays producteur de pétrole en fait une proie favorite, pour le Sionisme international. Les services de sécurité et de renseignement vénézuéliens ont pu obtenir des informations concernant les activités suspectes de ces organisations et leur possible implication, dans les troubles, qui surgissent, de temps à autre, à travers le pays. "*Nous regrettons, profondément, le fait que le gouvernement de Caracas ait placé sous surveillance les institutions juives ou toute entreprise ayant des relations avec Israël*", affirme Abraham Faxman, Chef de l'Association anti-diffamation, l'une de ces instances de lobbing pro-sioniste.

Foxman a menacé Chavez et son gouvernement de représailles et s'est lancé dans une diatribe anti-Chavez, sans précédent : "*Cela fait dix ans que Chavez persécute les Juifs et répand la haine anti-sémite, à travers son pays. Il est temps qu'il cesse ses actions, sinon il pourra s'attendre à des représailles*". french.irib.ir 19.02

Il en va de même de la plupart des ONG, toutes s'agitant des plus importantes.

Elles font le même boulot immonde en sous-main que les missionnaires autrefois ou certains explorateurs, qui de retour au bercail renseignaient monarques ou puissants seigneurs de guerre, riches commerçants, les premiers bourgeois, sur les richesses qu'ils avaient découvertes puis répertoriées dans les contrées qu'ils avaient traversées et le niveau de développement de la population indigène, pour ensuite organiser de nouvelles expéditions afin de les piller et soumettre cette population sans défense, détruire leur culture...

Aujour'hui les ONG servent de couvertures aux activités illégales des services de renseignement inflitrés dans des pays comme le Venezuela, la Bolivie, Equateur, etc. quand ils n'ont pas directement infiltrées ces ONG. Elles servent aussi de bases arrières à des militants du mouvement ouvrier qu'ils manipulent et qui luttent contre le gouvernement en place, quand il n'est pas favorable aux intérêts de leur pays d'origine.

SOCIAL

France

1.1- Le Groupe Express-Roularta va supprimer 80 postes.

L'éditeur de presse magazine Groupe Express-Roularta a présenté ce matin un «projet stratégique» comprenant une série de mesures visant à «*s'adapter à la mutation du secteur*» et à réduire ses coûts.

La filiale du belge Roularta Media group, qui édite notamment en France les magazines L'Express, L'Expansion, Lire, Maison Côté sud ou encore Maison Française, a annoncé à l'issue d'un comité d'entreprise extraordinaire «un plan de sauvegarde de l'emploi» (PSE) qui «*pourrait conduire à la réduction de moins de 80 postes*», soit 10% de la masse salariale du groupe qui emploie quelque 750 personnes à Paris.

Express-Roularta va engager avec les partenaires sociaux une procédure d'information-consultation qui devrait démarrer le 26 février, a-t-il précisé dans un communiqué. lefigaro. fr 19.02

1.2- Mobilisation des inspecteurs du travail.

Les agents de l'inspection du travail se sont mobilisés lundi, à l'appel de la CGT, de la FSU et de SUD, contre un plan de réorganisation qui va, disent-ils, "*fragiliser l'inspection du travail*", ce que récuse le ministère. Selon SUD, une centaine d'agents ont manifesté à Lyon et Toulouse et environ 250 devant les locaux de l'administration centrale du travail (Dagemo), dans le XVe à Paris. Au niveau national, le ministère du Travail a indiqué que la grève avait été suivie par 15,5% des agents en moyenne.

Les syndicats protestent contre une "*restructuration ubuesque du ministère*" qui vise à requalifier les postes de 540 contrôleurs en postes d'inspecteurs du travail (grade plus élevé) d'ici à 2015. Ils réclament que l'ensemble des 3.200 contrôleurs bénéficient d'une revalorisation, dénonçant une disparition programmée de ce corps. Un proche du ministre du Travail Michel Sapin a affirmé de son côté à l'AFP que le plan de requalification "*ne supprime aucun poste*".

La mesure ouvrant la voie à la requalification des postes de contrôleurs a été introduite sous la forme d'un amendement au texte sur les contrats de génération adopté au Parlement jeudi dernier. Mais l'UMP a déposé un recours au Conseil constitutionnel sur ce point qu'elle estime sans rapport avec l'objet du texte.

Les syndicats à l'origine de l'appel à la grève craignent que ce plan s'accompagne d'une réforme plus globale de l'inspection du travail avec notamment une spécialisation des agents sur des domaines comme l'amiante ou le travail dissimulé, là où les inspecteurs sont aujourd'hui compétents sur un territoire. Selon le proche du ministre, une telle idée relève du "*fantasme*". Dans un courrier interne aux services du Travail en région vendredi, le ministère a "*démenti*" l'existence d'un "*plan Sapin secret*". "*La concertation se poursuivra jusqu'en mai. A l'été, le ministre prendra des décisions*", a précisé la source en affirmant que Michel Sapin suivait une "*démarche de remotivation*" des agents alors qu'à son arrivée "*le malaise était profond*".

Selon les dernières données disponibles, la France compte environ 2.200 agents dans les sections d'inspection du travail, dont 700 inspecteurs et 1.500 contrôleurs. D'autres agents de contrôle exercent des missions liées notamment au renseignement aux usagers ou à la politique publique de l'emploi. AFP 18.02

Pour un peu les inspecteurs du travail engagés dans cette bataille verseraient dans la théorie du complot, Sapin ferait bien d'arrêter de regarder France 5 et les documentaires nauséabonds de C. Fourest ! Cela vaut aussi pour Le Drian.

Décidément, à court d'arguments le gouvernement social-libéral accusent pour un oui ou non les opposants à sa politique d'être sous l'emprise de "*fantasmes*". Quelques jours auparavant c'était le ministre de la Guerre qui avait affirmé que prétendre que le Qatar soutenait les djihadistes relèverait de «*fantasmes*». (causerie du 16 février)

Bref, les inspecteurs du travail et les multiples témoins sur le terrain dans différents pays (Syrie, Libye, Egypte, Tunisie, Malie, etc.) où agissent ces mercenaires barbares pour le comptes des impérialismes occidentaux recrutés et financés par le Qatar notamment, y compris à l'ONU, seraient victimes de leur imagination débordante.

Quel discours tiennent ceux qui défendent les théories officielles et qui ne tiennent pas à ce que la vérité parvienne jusqu'aux masses, tout en qualifiant leurs auteurs de complotistes ou conspirationistes, d'ennemis de la démocratie, etc. ? Le même.

2- Suède

Le taux de chômage suédois a augmenté en janvier, s'établissant à 8,4% contre un taux révisé de 7,6% en décembre, selon les chiffres publiés mardi par le bureau de statistiques.

Corrigé des variations saisonnières, ce taux est inchangé à 8,0%. Lefigaro.fr et Reuters 19.02

Ah ben alors, et le "*modèle social*" à la sauce scandinave : ce n'était pas du boeuf mais de l'âne !

3- Grande-Bretagne

Des journalistes de la BBC ont observé lundi une grève de 24 heures pour protester contre des licenciements, un mouvement qui a provoqué l'annulation de plusieurs programmes, dont deux émissions phares de radio et télé consacrées aux informations matinales.

Les grévistes répondaient à l'appel du Syndicat national des journalistes (National Union of Journalists, NUJ) après l'échec de négociations pour le redéploiement de 30 salariés qui risquent d'être licenciés. Des emplois sont menacés à BBC Scotland, Radio Five Live, Asian Network et au World Service.

En raison de la grève, plusieurs émissions de Radio 4 - dont la matinale Today et le programme de mi-journée World at One - ainsi que BBC Breakfast à la télévision ont été annulées et remplacées par des programmes pré-enregistrés. La BBC, plus grand groupe audiovisuel public du monde, est soumise à une cure d'austérité qui l'oblige à faire 20% d'économies d'ici 2017 et qui se traduit par la perte d'environ 2.000 emplois d'ici 2017. AFP 18.02

4- Grèce

Près de 1.900 fonctionnaires grecs inscrits l'an dernier dans un programme de "*flexibilité de l'emploi*", dans le cadre d'un accord avec les créanciers internationaux d'Athènes, resteront finalement dans la fonction publique, a annoncé lundi le gouvernement grec.

Lundi soir, le ministère grec de la Réforme administrative a annoncé avoir trouvé pour eux environ 2.400 emplois potentiels, surtout dans les hôpitaux, les tribunaux, les prisons et les services administratifs de la police. Pour obtenir l'aide internationale, la Grèce au bord de la faillite s'est engagée à réduire fortement les effectifs de la fonction publique. Reuters 18.02

5- Bulgarie

En Bulgarie, des milliers de manifestants ont jeté des œufs et des tomates vers les bâtiments publics pour protester contre la hausse des prix de l'électricité et du chauffage. Les manifestants ont crié les mots « *mafia* » et « *démission* ».

A Sofia, les manifestants ont également brûlé publiquement leurs factures d'électricité. Les manifestants ont exigé des autorités de rompre les contrat avec les principaux fournisseurs d'électricité sur le marché bulgare, ce sont les sociétés tchèques CEZ et Energo-Pro, ainsi que la compagnie autrichienne EVN.

Les manifestants ont déchiré les portraits de leur Premier ministre, Boïko Borissov. french.irib.ir 19.02

Peut-être que les sionistes alliés de ce régime mafieux vont déclaré que c'est encore un coup du Hezbollah, qui sait ? On plaisante... à peine.

ECONOMIE

1- Zone OCDE

Le produit intérieur brut (PIB) de la zone OCDE s'est contracté de 0,2% sur les trois derniers mois de 2012, sa première baisse depuis près de quatre ans, en raison principalement du recul de l'activité en Europe, montre l'estimation publiée mardi par l'organisation. Le PIB de la zone OCDE avait progressé de 0,3% au troisième trimestre.

Il faut remonter au premier trimestre 2009 pour retrouver une contraction de l'économie des 34 pays composant l'OCDE. Le PIB avait alors chuté de 2,3% par rapport aux trois mois précédents, sous le coup de l'éclatement de la crise financière. Lefigaro.fr et Reuters 19.02

2- Tunisie

L'agence de notation Standard and Poor's a abaissé d'un cran la note souveraine de la Tunisie à "BB-" contre "BB", assortie d'une perspective négative en raison de la crise politique qui secoue le pays. "*Nous estimons que les tensions politiques ont fortement augmenté, augmentant les risques pour la transition démocratique en Tunisie*", explique l'agence dans un communiqué aujourd'hui. AFP 19.02

Haut de page

Le 21 février

CAUSERIE

On fera un point sur la situation sociale et politique dans quelques jours. Quelques réflexions en vrac.

- En Grèce la situation est révolutionnaire... sans révolution, cela méritera une explication.

- Ceux qui dirigent le monde savent dans quel état lamentable se trouve le mouvement ouvrier... et ils en profitent, l'air de rien ils progressent, lire l'article sur l'UE mis en ligne aujourd'hui.

- Les masses peuvent se mobiliser, dix fois, cent fois, mille fois, il y a déjà eu plus de 5.000 manifestations en Grèce qui est un petit pays, sans que cela ne change quoi que ce soit, à croire que les bonnes questions n'ont jamais été posées. Question : pourquoi ?

Avez-vous remarqué qu'aucun parti ne défend plus le socialisme ? Mais où sont passés les révolutionnaire ?

La réaction passe à l'offensive sur tous les fronts, il va donc falloir s'attendre à de nouvelles guerres.

Au fait, si vous appréciez le site, n'hésitez pas à m'envoyer un courriel de soutien. Et faites-le connaître autour de vous ou auprès des portails sur lesquels vous vous connectez, les idées du socialisme doivent circuler, le combat continue...

J'arrête là, je vais aller voir ce qui se passe en ville, c'est le deuxième jour de la grève générale ici en Inde. Je mettrai ce soir mes causeries corrigées des 11 derniers jours au format pdf.

Le saviez-vous ?

1- Des chercheurs de l'Université d'Harvard ont trouvé que le fluorure, substance trouvée dans l'eau, pouvait faire baisser le QI. Ils expliquent ainsi dans le journal Environemental Health Perspectives : "*Nos résultats ont démontré la possibilité qu'une exposition au fluorure soit néfaste au neurodéveloppement des enfants. Nous avons trouvé une relation significative entre le niveau de fluorure dans l'eau et le QI des enfants.*" (123news.fr 20.02)

D'autres chercheurs ont déjà publié des études et qui étaient parvenues aux mêmes conclusions.

2- Une découverte significative de l'Université de l'État de Washington montre que l'ail est 100 fois plus efficace que deux antibiotiques populaires pour combattre des maladies causées par des bactéries responsables de toxi-infections alimentaires.

Leur travail a été publié récemment dans le Journal de Chimiothérapie Antimicrobienne, une suite des précédentes recherches de l'auteur dans Microbiologie Appliquée à l'Environnement qui a démontré de manière concluante qu'un concentré d'ail était efficace pour inhiber la croissance de la bactérie Campylobacter jejuni.

L'une des découvertes les plus intéressantes est que l'ail augmente le niveau global d'antioxydants dans le corps. Scientifiquement connu sous le nom d'Allium sativa, l'ail est célèbre dans l'histoire pour sa capacité à combattre les virus et les bactéries. Louis Pasteur a remarqué en 1858 que les bactéries mourraient quand elles étaient arrosées d'ail. Depuis le Moyen-Âge, l'ail a été utilisé pour guérir les blessures, broyé ou en tranches et appliqué directement sur les blessures pour inhiber la propagation de l'infection. Les russes nomment l'ail, la pénicilline russe.

Xiaonan Lu, un chercheur docteur en sciences et auteur principal de l'article, et ses collègues, ont observé la capacité du disulfure de diallyle à tuer les bactéries quand elles sont protégées par un biofilm visqueux (sécrété par la bactérie, NdT), ce qui les rend 1000 fois plus résistantes aux antibiotiques que les cellules bactériennes flottant librement. Ils ont découvert que le composé peut facilement pénétrer le biofilm protecteur et tuer les cellules bactériennes en se combinant avec un enzyme contenant du soufre, et de ce fait changer la fonction de l'enzyme et bloquer efficacement le métabolisme de la cellule.

Les chercheurs ont découvert que le disulfure de diallyle était aussi 100 fois plus efficace que les antibiotiques appelés érythromycine et ciprofloxacine et qu'il agit souvent en un temps record.

Deux travaux précédents publiés l'an dernier par Lu et ses collègues de l'université en Microbiologie Environnementale et Appliquées et en Chimie Analytique ont montré que le disulfure de diallyle et d'autres composés organo-sulfurés tuaient efficacement des pathogènes d'origine alimentaire tels que le Listéria Monocytogénès et Escherichia Coli O157 : H7.

La substance naturelle peut aussi être obtenue sans l'introduction artificielle de produits chimiques dangereux qui perturberaient ses capacités de réduction des maladies.

Ironiquement, beaucoup de chercheurs pensent que les antibiotiques peuvent être l'un des nombreux facteurs qui contribuent à obstruer les intestins des jeunes enfants. (wikistrike.com 06.02.13, source : wakingtimes.com)

Des « ***Jours heureux*** »... en régime capitaliste. Pour qui ?

Le M'PEP associé au PRCF a cru bon de sortir un article intitulé *Pour que reviennent des « Jours heureux »!* , non ce n'est pas un canular, apparemment on ne vit pas dans le même monde.

J'ai 57 ans, à part 1975, l'année de mes 20 ans qui marqua l'apogée de mon insouciance d'adolescent déjà bourré de problèmes, sans oser imaginer mon avenir qui me faisait cauchemarder, c'est d'ailleurs sans doute la principale raison pour laquelle je me suis laissé tenter par la drogue, pour l'oublier, pour refuser de penser que je serais voué à connaître le même destin que mes parents chez lesquels je vivrais encore quelques mois.

J'ai passé de bons moments, j'ai vécu des instants de bonheur, j'ai conservé quelques bons souvenirs, mais des « *Jours heureux* » comme s'ils avaient duré une éternité, je ne m'en rappelle pas, j'ai dû passer à côté de quelque chose sans doute, je n'avais pas dû naître au bon moment dans le bon endroit ou je dois faire partie de ces gosses de familles pauvres qui à chaque époque sont sacrifiés et dont personne ne parlent comme s'ils n'avaient jamais existé.

Vous m'excuserez de ne pas être nostalgique d'un passé que je n'ai jamais connu.

Dans le milieu ouvrier pauvre où j'ai grandi, les moments de bonheur étaient rares, les difficultés pour survivre innombrables, c'est d'autant plus cruel quand on est gosse qu'on ne comprend pas pourquoi, c'est quelque chose qui vous marque à vie.

Je vais même vous dire un truc à vous qui ignorez apparemment tout de la vie des ouvriers, c'est que les petits plaisirs, pas chers de préférence, on n'a pas le choix, on se les offre presque en se forçant pour garder le moral, c'est une compensation qu'on s'octroie et qui nous coûte, on ne pense pas au prix sur le coup, mais après, du coup je n'irais pas jusqu'à dire que cela en gâche la saveur mais presque immédiatement on a un goût amer dans la bouche, je ne sais pas si vous saisissez l'impression générale qui s'en dégage, tout ce que je peux vous assurer c'est qu'on est très loin de couler des « *Jours heureux* ».

Je repensais au dimanche matin, quand je descendais à pied les six étages pour aller acheter une baguette toute chaude à la boulangerie rue de Provence, tandis que mon père était encore couché ; il était si crevé de sa semaine de boulot, il bossait même le samedi, qu'il faisait la grâce matinée tous les dimanches matins, à l'époque je devais avoir 10 ans, lui moins de la quarantaine et déjà sur la pente descendante. Il prenait son petit-déjeuner au lit, un grand bol de café noir et ma mère préparait les tartines recouvertes d'une fine couche de beurre. Voilà en quoi consistait nos « *Jours heureux* ». Le reste du temps, c'était à pleurer, je préfère passer. On habitait sous les toits de Paris dans deux minuscules chambres de bonne au fond d'un couloir interminable et lugubre, sans confort évidemment.

Si j'en suis redevable à André Breton, c'est d'avoir décrit simplement comment on pouvait trouver son bonheur à travers une expérience en apparence insignifiante, exercice auquel l'ouvrier se livre pour ne pas sombrer totalement dans la déprime tant sa condition est insupportable et injuste. Je voudrais ajouter un dernier mot, car le slogan du M'PEP me reste coincé en travers de la gorge.

Les moments de bonheur que l'ouvrier peut vivre, c'est lui qui se les procure et non cette société détestable qui lui offrirait, de la même manière que c'est lui qui crée les richesses, il ne lui doit rien, c'est elle qui lui doit tout, or il ne reçoit que des miettes ou des coups. On voudrait nous faire croire qu'il en aurait été autrement autrefois, c'est une imposture ou c'est fort maladroit.

Le programme du M'PEP est nationaliste, social-patriote, collaborationniste avec l'ennemi de classe, teinté de stalinisme et de corporatisme. Toute la panoplie y passe.

Pour le réaliser il faudrait sans distinction de classe que "*les citoyens et les résidents de toutes origines et de toutes sensibilités*" se rassemblent dans un sursaut national pour sauver la patrie, le pays, la "*nation française*" qui devrait se "*réconcilier*" avec "*sa devise révolutionnaire : « liberté, égalité, fraternité »* " comme si l'évolution du capitalisme pouvait encore s'en accommoder

puisque par ailleurs il n'est nullement question de le liquider, "*unir*" dans une même ferveur patriotique "*le drapeau tricolore au drapeau des luttes sociales*" en guise de lutte de classe, cela s'appelle la collaboration de classes ou le corporatisme, mêlant "*les résistances sociales, civiques et patriotiques, pour une République sociale, souveraine et fraternelle*", répétons-le, comme s'il était possible de changer le cours de l'économie alors qu'elle est placée sous le joug de l'oligarchie financière internationale et sans rompre avec elle, sans que le prolétariat renverse le régime en place et prenne le pouvoir politique, sans révolution sociale et politique, un programme étranger au marxisme et au socialisme qui leur tourne résolument le dos.

A cheval sur les principes que cela vous plaisent ou non

Qu'ont en commun le maire PS de Castelnaudary, le secrétaire départemental de la CFDT, et Lucien Gauthier dirigeant du POI (IO n °239 page 16) ? Falsifier les faits pour défendre chacun leur petite boutique.

Commençons par les faits, extrait du dernier article en date de l'AFP, hier 20 février :

- Selon la répression des fraudes, Spanghero a triché sur l'étiquetage de la viande et a sciemment revendu du cheval pour du boeuf à des sociétés comme Comigel, fabricant de lasagnes pour Findus. AFP 20.02

En effet, les enquêteurs en se penchant rapidement sur la comptabilité de Spanghero sont trouvé sur des factures comportant le code "*0205 0080*" utilisé pour la viande de cheval et non celui "*0201*" ou "*0202*" utilisé pour le boeuf. (voire causerie du 17 février)

Cela n'a pas empêché hier Jean-Luc Fraisse, secrétaire départemental de la CFDT, d'affirmer à la presse qu'il s'était " défendu de vouloir mettre en accusation les dirigeants de Spanghero" pris la main dans le sac, l'union sacrée avec le patronat ne doit pas souffrir d'exception, on comprend.

Quant à Lucien Gauthier, sans surprise il a tenu un discours similaire consistant à noyer le poisson en détournant la responsabilié avérée de cette fraude sur... l'’Union européenne, en endossant pour l'occasion la casquette de l'ouvrièriste de service :

- "*Bref, pour des lasagnes, cinq intervenants à l’échelle européenne (Roumanie, Chypre, Hollande, France, Luxembourg). L’Union européenne a estimé en l’état ne pas devoir changer la réglementation sur ses produits. Certes, on va trouver un coupable ici, un fraudeur là, on a désigné l’entreprise Spanghero (et qui va payer les 300 travailleurs sur le carreau ?).*"

Je suggère le POI et la CFDT pour payer les salaires aux employés de l’entreprise Spanghero, puisqu'ils prennent la défense de son patron et s'en font donc le complice après coup.

Pourquoi les salariés ne prendraient-ils pas le contrôle de l'entreprise en expropriant son patron, sans indemnité cela va de soi ? A vouloir à tout prix respecter la légalité, la légitimité du capitalisme qui n'en a aucune à l'exception de celle qu'il s'accorde lui-même, on en vient à être incapable de le combattre, pire, à en prendre la défense. CQFD.

Ce sont les faits, rien que les faits.

Lucien Gauthier est un trotskiste, ne rigolez pas, c'est vrai, à sa manière, comme Thorez était communiste ou Blum socialiste. Il est rédacteur en chef d'*Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du POI. Mais là il ne fait manifestement pas dans l'information mais dans la désinformation en tentant une nouvelle fois de détourner travailleurs et militants des véritables responsables de cette arnaque, car Spanghero a remplacé les étiquettes comportant le code "*0205*" correspondant à du cheval par des étiquettes comportant le code "*0201*" ou "*0202*" correspondant à du boeuf, il n'y a donc pas photo à l'arrivée comme on dit.

Le problème des dirigeants du POI, comme ceux des autres partis d'ailleurs, c'est qu'ils sont tellement obnubilés par la nécessité de justifier leur politique qu'ils sont prêts à faire feu de tout bois pour parvenir à cet objectif. Peu importe pour eux les faits ou la vérité, ils doivent se plier à cette exigence quitte à les maquiller ou les occulter. Ils en arrivent à brader tous leurs principes pour finalement ne pas valoir mieux que les autres dirigeants du mouvement ouvrier.

La question qui était posée ici n'était pas la dérèglement européenne ou le circuit invraisemblable que peut emprunter un produit avant d'atterrir dans l'assiette du consommateur ou le panier de la ménagère (cela va faire bondir les féministes qu'on emmerde), mais le fait de savoir si la direction de l’entreprise Spanghero était ou non coupable de malversation.

Non, ce n'est pas la troïka, Bruxelles, Berlin, Washington qui est responsable de la situation sociale dans laquelle se trouve les travailleurs grecs, portugais, espagnols, italiens, belges, français, etc. c'est le capitalisme et leurs représentants dans leur pays respectifs, l'Etat, les institutions politiques au service du capital. Nous ne sommes pas dupes monsieur Gauthier, votre parti veut nous balader ici ou là on ne marche pas, on a les pieds trop sensibles, cela doit être dû à la fatigue, un état que vous ne devez pas connaître, l'ennemi est plus proche de nous, à notre porte, dans notre propre pays et c'est là qu'il faut le combattre, le harceler, le terrasser, le vaincre.

Voilà ce qui constitue l'axe politique de notre combat et notre objectif, en cela nous demeurons fidèles au marxisme et au socialisme, et n'attendez pas de nous des concessions à ces malheureux patrons escrocs, nous en sommes incapables.

Renault, la direction n'a cédé sur rien.

Renault a cédé en partie mardi sur le quasi-gel des salaires qu'il réclamait dans le cadre des négociations sur sa compétitivité en France, et donné aux syndicats jusqu'à début mars pour signer l'accord.

Le groupe au losange voulait geler les salaires dans l'Hexagone en 2013 et limiter les hausses à 0,5% et 0,75% respectivement en 2014 et 2015.

"*Le gel est maintenu cette année, mais les limites fixées pour 2014 et 2015 ont sauté*", a déclaré au téléphone Fred Dijoux, représentant CFDT chez Renault. "*L'accord parle désormais de modération pour ces deux années-là, mais les augmentations générales dépendront aussi de la conjoncture et de la performance du groupe.*"

En 2013, le blocage des salaires est maintenu, c'est écrit noir sur blanc, et quant à 2014 et 2015 les hausses "*dépendront aussi de la conjoncture et de la performance du groupe*", donc si elle s'avère mauvaise, les hausses prévues seront appliquées à moins que le blocage des salaires continue, autrement dit Renault a "*cédé*" sur rien du tout !

Ce qui est maintenu également : "*il va allonger la durée du travail et réduire de 8.200 personnes son effectif français via des départs à la retraite ou les démissions.*"

Le seul recul concerne la mobilité interne qui ne sera plus imposée mais vivement encouragée : "*Le groupe a en revanche fait marche arrière sur les mobilités inter-sites, en restant sur la base du volontariat.*"

La CGT, qui a déjà fait part de son intention de ne pas signer l'accord, a dénoncé jeudi soir dans un tract "*une nouvelle régression sociale*". (source : Reuters 20.02)

ACTUALITE EN TITRES

Il n'a jamais cessé d'y penser.

- Le FMI doit encore faire les preuves de son impartialité - L'Expansion.com

A Washington aussi.

- Merkel juge "*normal*" un euro entre 1,30 et 1,40 dollar - AFP

Même discours.

- Rajoy veut concilier en Espagne croissance et rigueur budgétaire - Reuters

- L'exécutif veut réduire les déficits et soutenir la croissance - AFP

- Vallaud-Belkacem : «*Le cap budgétaire sera tenu*» - Liberation.fr

Intox

- François Hollande : "*Nous ne voulons pas tomber dans l'austérité*" - LePoint.fr

Non, on la subit déjà !

- La confiance des ménages s'améliore un peu dans la zone euro - Reuters

Les ménages riches ou nantis !

- Espagne: face à la crise et au malaise, Rajoy affirme que le "*naufrage*" a été évité - Liberation.fr

Les Grecs ont entendu cela 100 fois !

- Antisémisitisme: Une année de violences sans précédent contre les Juifs de France - 20minutes.fr

Contre les musulmans, non, contre les travailleurs en général, non !

- La crise a-t-elle rendu les Français durablement plus pauvres ? (les Anglais, oui) - Atlantico.fr

Ceux que le seront de leur naissance à leur mort ne se posent pas la question ! Cette question ne les concernaient pas puisque tout le monde s'en fout dans ce pays.

Prédateurs. Nouveau coup d'Etat du Qatar.

- Borletti, aidé de Qataris, tente de mettre la main sur tout le Printemps - Liberation.fr

Quand cellule de dégrisement ne rime pas vraiment avec matière grise.

- Les syndicats de police s'insurgent contre un projet de contrôles d'alcoolémie - Liberation.fr

Pire : le coffre-fort, la cassette !

- Le XVIe, «*garde-manger*» des voleurs en période de crise - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Le Premier ministre bulgare Boïko Borissov a remis sa démission mercredi au Parlement après dix jours de manifestations parfois violentes contre la pauvreté en Bulgarie, ouvrant la voie à des élections législatives au printemps.

"*Nous avons de la dignité et de l'honneur. C'est le peuple qui nous a confié le pouvoir, aujourd'hui nous le lui rendons*", a déclaré Boïko Borissov.

Les élections législatives étaient normalement prévues pour juillet, mais, avec la démission du gouvernement - qui selon toutes les attentes devrait être entérinée jeudi par le Parlement-, elles vont sans doute se dérouler au printemps.

Les factures d'électricité de janvier, dont le montant avait doublé par rapport au mois précédent, avaient mis le feu aux poudres, provoquant une vague de manifestations en Bulgarie contre l'austérité et la pauvreté.

M. Borissov, 53 ans, un ancien garde du corps, avait tenté d'apaiser les tensions en limogeant ministre des Finances impopulaire et en promettant d'abaisser les prix de l'électricité de 8%.

Les manifestations ont fait à Sofia 28 blessés dont cinq policiers lundi et mardi. Deux hommes, dont l'un est décédé et l'autre dans un état grave, se sont immolés par le feu en province mardi et mercredi.

De nouveaux rassemblements, sans incident, ont eu lieu mercredi en soirée à Sofia et dans d'autres villes. Dans la capitale, un millier de personnes ont défilé près du parlement, scandant "*tous dehors!*" et "*Mafia!*".

Une grande manifestation "*contre toute la classe politique*" est prévue dimanche.

Selon un sondage mercredi de l'institut Alpha Research dans les grandes villes, 50% des habitants approuvent la démission du gouvernement et 47%, pour la plupart sympathisants de GERB, la désapprouvent.

La présidente de cet institut, Boriana Dimitrova, a cependant souligné que "*les manifestants avaient plutôt des motifs économiques et la démission du gouvernement risquait de ne pas les satisfaire*".

Le politologue de Gallup Andrey Raytchev juge de son côté que "*le prochain gouvernement risque de ne pas tenir plus de deux ans*", car il devra mettre en place des réformes indispensables, mais hautement impopulaires, que GERB a, selon lui, évité d'aborder.

Parmi ces mesures figurent une réduction du nombre des hôpitaux et des universités et un nouvel allongement de l'âge du départ à la retraite.

L'analyste Tsvetozar Tomov, de l'institut de sociologie Scala, souligne que malgré sa stabilité macroéconomique, la Bulgarie a épuisé toutes ses réserves financières. "*Les caisses sont vides, il n'est plus possible d'éviter un emprunt*", a-t-il dit.

Le ministère des Finances a d'ailleurs émis mercredi des titres d'une valeur 800 millions de leva (409 millions d'euros) devant compenser les subventions de 841,6 millions de leva (430 millions d'euros) versées lundi aux producteurs de céréales, qui menaçaient d'assiéger la capitale à l'aide de machines agricoles.

La Bulgarie, qui applique depuis une grave crise en 1997 un régime d'austérité, présentait un déficit public de seulement 1,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2012, et un ratio d'endettement de 17%.

Cependant, la dette des entreprises, qui a atteint 227% du PIB en 2011, constitue un frein au développement économique de ce pays.

Le taux de chômage a atteint 11,9% en janvier et touche particulièrement les jeunes.

"*Le problème de la pauvreté de ceux qui travaillent est un des principaux facteurs de mécontentement*", le salaire moyen mensuel n'atteignant que 400 euros, a déclaré le politologue de Gallup Jivko Gueorguiev.

La Bulgarie est le pays le plus pauvre de l'Union européenne, qu'elle a rejointe en 2007. AFP 20.02

2- Grèce

2.1- Une interview de Naomi Klein dans le cadre d'un documentaire en cours de réalisation par Okeanews : "*Catastroïka*".

- "Ce qui se passe actuellement en Grèce, ressemble en quelque sorte à ce qui s'est passé en Corée du sud durant la crise asiatique, dans le sens où il y a eut cette guerre évidente avec la démocratie. La Corée du sud était en pleine période électorale quand le FMI a obligé tous les candidats à la présidence à signer l'accord passé avec le FMI. En réalité le FMI a annulé le sens même des élections. Et peu importe le résultat des élections, l'accord reste inchangé parce qu' ils redoutaient que celui qui négocie avec le FMI, n'aura pas une grande influence politique pour imposer l'accord et perdra les élections.

C'est le moment ou le masque tombe complétement et où le système des marchés est en guerre avec la démocratie. Les projets du néolibéralisme sont de discréditer la démocratie et de faire en sorte que les élections deviennent une course au candidat le plus populaire. Les marchés veulent de la sécurité. La sécurité que les élections n'amènent aucun changement au statu quo des affaires. Et il y a beaucoup de mécanismes pour assurer ce statu quo. La soit-disant indépendance de la banque centrale est un de ces mécanismes avec lequel ils disent : "*les hommes politiques ne peuvent pas toucher à nos jouets*".

Dans "*la Stratégie du Choc*" je raconte que c'est ce qui s'est passé au Chili durant la période transitoire vers la démocratie. La fin de la dictature de Pinochet est survenue comme le régime Pinochet l'a voulue. C'était une transition contrôlée. Les "*Chicago boys*" (groupe d'économistes qui ont travaillé avec Pinochet) disaient ouvertement qu'ils allaient réinventer le sens, la définition de la démocratie, vers une démocratie technocratique.

Dans la réalité il s'agit d'une démocratie où l'économie est hors d'atteinte des politiques. Ils ont utilisé des mécanismes constitutionnels, de sorte que tout changement des règles du jeu économique devienne impossible ou illégal. Les programmes de restructuration sont une des manières d'atteindre leurs buts. Les accords du libre échange en est une autre.

Il y a plusieurs manières de raconter l'histoire du néolibéralisme, comme l'histoire du "*comment lier les mains de la démocratie*", de sorte qu'elle ne puisse pas inciter le pouvoir à changer l'économie.

La Grèce est considérée comme une nation peuplée d'enfants à qui il faut retirer des mains les clés de la voiture."

Nous y sommes. La stratégie est bien en place en Grèce depuis quelques années. Le dernier article de Panagiotis Grigoriou, qui revient sur 2 années de choc total, montre bien la ligne de conduite utilisée.

Briser le mécontentement. Assurer qu'"*il n'y a pas d'autre solution*" quitte à s'asseoir sur la constitution grecque. Laisser la population dans l'incertitude en changeant les règles chaque semaine. Le match d'hier semble terminé. A moins que...

Fin de partie ? Okeanews.fr 20.02

2.2- France 2 et "*La Grande Braderie de la Grèce*": réaction à l'émission "*Envoyé Spécial*" du 20 Décembre 2012

Hier soir, Mardi 19 Février, dans son journal télévisé de 20 heures, France 2 a diffusé un reportage intitulé « *Grèce, la grande braderie de l'Etat* ». Décidément, ce thème plaît beaucoup à la chaîne! En effet, le 20 Décembre 2012, Envoyé Spécial, le magazine de la rédaction, diffusait un reportage intitulé « *Grèce, la grande braderie* » réalisé par Alexia Kefalas et produit par Upside Television.

Un mois après, le 21 janvier 2013, ce reportage a provoqué la mise en ligne d'un article intitulé « *Grèce, la grande braderie, le grand bluff d'Alexia Kefalas pour Envoyé Spécial* » par le site OkeaNews. Cette contre-enquête a pour objectif de montrer comment « *ce reportage est truffé d'inexactitudes et d'omissions* » et donne « *une image totalement faussée des privatisations en cours en Grèce* ».

La société Upside a demandé la publication d'un droit de réponse et menacé d'engager des poursuites contre le site. Le médiateur de France 2, que nous avons contacté, nous a envoyé le texte de ce droit de réponse.

Après relecture de l'article d'OkeaNews, de la réponse d'Upside, nous avons revisionné les images. Le reportage d'Envoyé Spécial comporte effectivement des erreurs et pose un problème déontologique concernant l'utilisation du commentaire.

La promesse est très forte au début du sujet : « *Alors il faut vendre et vite : la compagnie des chemins a déjà trouvé preneur, reste à saisir un aéroport, un ancien palais royal, le port d'Athènes, et même des mines d'or* ». Mais tout au long de ce 26 minutes, aucune preuve de vente de ce qui est annoncé n'est apportée, y compris pour la compagnie des chemins de fer.

L'OFFICIEL ET L'OFFICIEUX

L'objectif selon la société Upside n'est pas de montrer ce qui est officiel mais de révéler ce qui se passe derrière, grâce à un travail d'enquête.

Comme le mentionne OkeaNews, les privatisations des biens de l'Etat sont gérées par le TAIPED. Une liste officielle des privatisations est disponible sur son site. Mais comment le téléspectateur peut-il distinguer l'officiel de l'officieux quand on ne l'informe pas de l'existence de la liste officielle du TAIPED ?

Au sujet d'un agent immobilier apparaissant à l'image, Upside, dans son droit de réponse, écrit : Nikos Lagonikos confirme que « *les ventes et les locations d'îles ne sont pas officielles mais qu'elles existent.* » La société contredit ainsi le commentaire de son propre reportage qui affirme : « *l'Etat l'a mandaté OFFICIELLEMENT pour vendre ses îles* ».

LES ILES A VENDRE

Le commentaire dit : « *il n'y a pas une seule mais 47 îles à CEDER* ». Dans son interview, Nikos Lagonikos montre le catalogue des îles « *que l'Etat a décidé de LOUER pour 49 ans ». Le commentaire affirme « tous les jours de nouveaux biens sont MIS EN VENTE* ». Mais l'instant suivant, il cite « *l'appel du maire qui voudrait LOUER* ».

Le commentaire dit « *VENDRE* » quand les personnes interviewées disent « *LOUER* ». Ce procédé de jeux sur les mots leurre le téléspectateur. Quand une parole donne le change ou leurre, cela s'appelle un « *bluff* ».

Pour en revenir aux faits, le reportage n'apporte aucune preuve de vente d'une île, mais montre un maire qui souhaite louer les installations touristiques présentes sur son île, « *l'île des Rêves* ».

LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

Quand Upside écrit « notre reportage n'affirme pas que la compagnie grecque des chemins de fer a déjà trouvé preneur », encore une fois c'est comme si cette société n'avait pas écouté son propre reportage car le commentaire affirme au début du reportage: « *la compagnie générale des chemins de fer a déjà trouvé preneur, reste à saisir…* ».

Quand Upside précise dans son courrier « *la société Cosco est intéressée par le réseau ferroviaire chemins de fer grecs* », elle modère le commentaire du reportage qui dit : « *un nouveau gros contrat* ». Dans l'interview, le représentant de Cosco ne parle

pas d'acheter le réseau mais de relier le port à la voie ferré. Encore une fois, aucune preuve de vente.

OkeaNews indique que sur le site du TAIPED, la compagnie grecque des chemins de fer fait partie des privatisations qui auront lieu à long terme. C'est exact.

Le commentaire dit « *reste à saisir un aéroport, un ancien palais royal, le port d'Athènes, et même des mines d'or.* »

Le reportage développe ensuite trois exemples.

LE PORT D'ATHENES

Le commentaire dit « *Il y a MAINTENANT ce petit morceau de Chine* ». La concession d'une partie du port du Pirée a été accordée en 2008 donc « ce petit morceau de Chine » a déjà quatre ans d'ancienneté. Ces mots comme « *maintenant* » et « *aujourd'hui* » créent la confusion et amènent le téléspectateur à penser que la privatisation est récente.

LA MINE D'OR et de CUIVRE DE CHALCIDIQUE

C'est encore une fois l'absence de date qui entraîne la confusion dans la privatisation de cette mine, qui a eu lieu en 2003.

Upside répond que le reportage ne dit en aucun cas que l'achat de la mine d'or est une privatisation mais parle très clairement de la privatisation de la FORET qui entoure la mine d'or. Mais alors cette promesse en début de reportage « *…et même des mines d'or* » ? Où sont donc ces fameuses mines d'or ?

LA BRADERIE DU PATRIMOINE HISTORIQUE

Même principe, un commentaire très affirmatif : « *les trésors de l'Antiquité comme l'Acropole ne sont pas à vendre, mais il y a des dizaines d'autres vestiges moins connus des touristes.* » Concrètement, aucune preuve de vente d'un seul vestige sur « *ces dizaines d'autres vestiges à vendre* ». Le téléspectateur voit un ancien palais royal à l'abandon. La polémique sur le détournement des fonds européens destinés à sa restauration est intéressante mais hors sujet.

Nous avons communiqué ces éléments au médiateur de France 2 le 14 Février dernier mais n'avons pas reçu de réponse à ce jour. Okeanews.fr 20.02

SOCIAL

1- France

1.1- Un PDG qui dit tout haut ce que tous les PDG pensent tout bas

Le PDG de Titan International critique vivement les "*soi-disant ouvriers*" de l'usine de pneus Goodyear d'Amiens-Nord menacée de fermeture, dans une lettre adressée au ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

"*J'ai visité cette usine plusieurs fois*", écrit Maurice M. Taylor Junior dans une lettre en anglais datée du 8 février, dont des extraits en français sont publiés par Les Echos et Le Canard Enchaîné mercredi.

"*Les salariés français touchent des salaires élevés mais ne travaillent que trois heures. Ils ont une heure pour leurs pauses et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures.*"

"*Je l'ai dit en face aux syndicalistes français. Ils m'ont répondu que c'était comme ça en France*", ajoute-t-il.

Dans sa lettre, le PDG de Titan fait référence à un courrier envoyé par Arnaud Montebourg le 31 janvier dans lequel le ministre lui aurait demandé d'entamer de nouvelles discussions.

"*Monsieur, votre lettre fait état du fait que vous voulez que Titan démarre une discussion*", écrit-il. "*Vous pensez que nous sommes si stupides que ça ? Titan a l'argent et le savoir-faire pour produire des pneus. Qu'a le syndicat fou ? Il a le gouvernement français.*"

"*Titan va acheter un fabricant de pneus chinois ou indien, payer moins d'un euro l'heure de salaire et exporter tous les pneus dont*

la France a besoin", ajoute-t-il. "*Vous pouvez garder les soi-disant ouvriers. Titan n'est pas intéressé par l'usine d'Amiens-Nord*."

Le PDG de Titan international s'en prend en outre au gouvernement américain, qui à ses yeux "*ne vaut pas beaucoup mieux que le gouvernement Français*".

Invité sur Europe 1, le délégué CGT de Goodyear à Amiens-Nord, Mickaël Wamen, a dénoncé une "*lettre insultante*".

"*Elle nous conforte dans le fait que nous avons eu raison d'agir ainsi*", a-t-il estimé. "*M. Taylor fait aujourd'hui état d'une usine qu'il vantait dans des entretiens il y a quelques semaines*."

"*Titan a du mal à percer en Europe. Ce n'est pas avec des propos comme il a tenus aujourd'hui qu'il pourra percer en Europe*", a-t-il ajouté.

Le prochain comité central d'entreprise se tiendra le 7 mars au siège du groupe, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). La CGT a appelé les salariés du groupe à manifester ce jour-là. Reuters 20.02

1.2- Mouvement social chez les animateur

La réforme des rythmes scolaires concerne aussi les animateurs qui prennent en charge les élèves pendant les activités périscolaires -midi, soir, mercredi et vacances scolaires- et ils tiennent à le faire savoir. S'ils ne sont pas contre la réforme, ils désirent être concertés sur sa mise en place.

Ce mercredi, 80% des 360 centres de loisir parisiens étaient fermés. Et 300 animateurs se sont réunis sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville.

Jean Pierre Lubek, secrétaire général du principal syndicat UNSA-Animation, précise même que, dans la plupart des arrondissements, 90% des établissements étaient fermés. «*La mobilisation a été un peu moins forte dans les 7e, 15e, 16e et 17e arrondissements. Mais c'est une des plus forte grèves qu'on ait connues.*» 20minutes.fr 20.02

2- Grèce

Au moins 50.000 manifestants sont descendus dans la rue mercredi en Grèce dans le cadre d'une grève générale perturbant notamment les transports, pour protester contre l'austérité dont les créanciers internationaux s'apprêtent à vérifier la mise en oeuvre.

A Athènes, la police, largement déployée, a estimé les manifestants à quelque 35.000, et à quelque 15.000 à Salonique, deuxième ville de Grèce, dans le nord.

Des incidents limités ont été signalés: dans la capitale, des policiers ont tiré des gaz lacrymogènes pour repousser des manifestants qui leur lançaient des pierres, tandis qu'à Salonique et Héraklion (Crète), le véhicule d'une télévision et une voiture de patrouille ont été incendiés, et des vitrines de prêteurs sur gages endommagées.

La mobilisation visait, selon les centrales syndicales GSEE du privé et Adedy du public, à "*répondre aux politiques anti-croissance qui ont paupérisé la société et enfoncent l'économie dans la crise*". Elle était au niveau de celle de la dernière journée de protestation sociale en novembre.

"*Stop, nous n'en pouvons plus*", proclamait la banderole centrale du cortège syndical, grossi par les troupes du principal parti d'opposition, le Syriza, de gauche radicale, dont les tracts appelaient à "*faire tomber le plus vite possible*" le gouvernement.

Dans la foule, Panayotis Kolovos, jeune avocat de 25 ans "*se considère comme chanceux avec au moins un emploi, même s'il n'est payé que 600 euros*". "*Nous ne survivons qu'à grand peine*", lance-t-il à l'AFP.

"*Tout le monde autour de moi est sans emploi*", affirme Alexandra Papadatou, 28 ans, diplômée d'économie au chômage. Le chômage frappe 27% des actifs, plus de 60% chez les jeunes.

Comme de coutume, le Front syndical communiste Pame a manifesté à part, sous le slogan "*Non aux bagnes modernes*", pour dénoncer la dérégulation en cours du marché du travail qui fait baisser les salaires en cascade.

Quelques tracteurs figuraient dans son cortège, signal de la colère des agriculteurs, mobilisés dans le centre rural contre un durcissement de leur régime fiscal et le manque de crédit.

Comme en Espagne ou au Portugal, les contestataires grecs ne voient plus d'issue à une politique de rigueur et de réformes initiée en 2010, qui se traduit dans l'immédiat par plus d'asphyxie économique et met à bas la santé, l'éducation et la protection sociale.

Selon une étude, plus de la moitié des foyers est menacé d'insolvabilité. "*Toutes ces mesures ont apporté la misère*", s'emporte Dimitris Balayannis, un technicien de presse de 51 ans, fraîchement licencié.

L'exécutif lui-même renâcle parfois: pour éviter de licencier des fonctionnaires, il tente de convaincre ses créditeurs que les départs en retraite suffiront à tenir l'objectif de 25.000 postes en moins dans le public pour 2013.

Mais le Premier ministre conservateur Antonis Samaras a aussi recouru à la manière forte -- intervention policière et réquisition -- pour casser deux récentes grèves des marins et des employés du métro d'Athènes.

Dans un pays à l'activité déjà passablement ralentie par six ans de récession, la grève générale, la première de l'année, a perturbé les dessertes aériennes domestiques, ferroviaires et urbaines, et maintenu à quai les bateaux desservant les îles, tandis qu'hôpitaux, écoles et administrations ont tourné au ralenti. AFP 20.02

3- Suède

Le constructeur suédois Volvo, contrôlé par le chinois Geely, a annoncé mercredi qu'il comptait supprimer environ 1.000 emplois dans le cadre d'un plan d'économies de 1,5 milliard de couronnes (178 millions d'euros).

Un porte-parole de Volvo a précisé que 750 suppressions concerneraient des postes de consultants et que le reste devrait s'accomplir par des départs volontaires, comme des retraites anticipées, au sein des effectifs permanents. Reuters 20.02

4- Inde

Des véhicules ont été détruits mercredi et des usines endommagées près de New Delhi au début d'une grève de 48 heures contre la hausse des prix.

A coups de pierres, environ 400 grévistes s'en sont pris à des sites de production de Noida, ville industrielle située 16 km à l'est de la capitale, pour les contraindre à cesser de fonctionner, a constaté un correspondant de Reuters.

La police a riposté à coup de bâtons. Sept voitures et un camion de pompier ont été incendiés et une douzaine d'autres véhicules ont été endommagés.

Des violences ont également éclaté dans d'autres secteurs où les grévistes, qui protestent notamment contre le prix des carburants, ont tenté de bloquer la circulation. Un militant syndical a été tué à Ambala, dans le nord du pays, rapportent les médias.

Un grand nombre d'usines et d'entreprises sont restées fermées mercredi et les transports publics étaient perturbés, mais New Delhi et Bombay, le grand centre financier du pays, étaient dans l'ensemble peu touchés. Les marchés financiers sont restés ouverts.

Ce mouvement social survient alors que le gouvernement s'apprête à présenter un budget d'austérité au parlement. Les députés doivent entamer jeudi une session pour débattre du budget de l'année fiscale 2013/2014. Le gouvernement entend réduire les dépenses publiques de 10% afin d'éviter une dégradation de la note souveraine, ont déclaré à Reuters plusieurs responsables indiens.

Le Premier ministre indien Manmohan Singh, confronté au plus sérieux ralentissement de l'activité économique depuis dix ans, avait demandé aux syndicats de renoncer à leur mot d'ordre de grève, mais ceux-ci avaient refusé. Reuters 20.02

ECONOMIE

Fed

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a révélé mercredi qu'un nombre important de ses dirigeants s'inquiétaient du cap actuel de sa politique monétaire, ce qui pourrait la contraindre à diminuer plus tôt que prévu son soutien énorme à la reprise économique du pays.

La Fed avait décidé le 30 janvier de maintenir le cap de sa politique monétaire ultra-accommodante, et en particulier de continuer de racheter sur les marchés des obligations d'Etat américaines et des titres adossés à des créances immobilières pour un montant total de 85 milliards de dollars par mois tant que "*la perspective du marché du travail ne s'améliore pas nettement*".

Cependant, révèlent les minutes, "*un certain nombre*" de dirigeants de la Fed indiquent désormais "*que l'évaluation, en cours, de l'efficacité et des coûts des rachats d'actifs (...) pourrait bien conduire le Comité à les diminuer ou à y mettre fin avant qu'il soit d'avis qu'une nette amélioration de la perspective du marché du travail s'est concrétisée*".

Par sa politique de rachats d'actifs, la Fed crée chaque mois 85 milliards de dollars, en sus des près de 2.500 milliards qu'elle a créés en injectant des liquidités dans l'économie depuis 2008. A ce rythme, chaque mois qui passe risque de compliquer la mise en oeuvre de la politique de sortie de crise de la Fed, lorsqu'il s'agira de retirer ces sommes du système.

Toutes ces mesures ont pour but de maintenir une pression maximale sur l'ensemble des taux d'intérêt, du plus court au plus long terme, afin de favoriser l'investissement, la consommation et le marché du logement et, in fine, de hâter la reprise du marché de l'emploi --le taux de chômage officiel est encore de 7,9% aux Etats-Unis. AFP 20.02

Haut de page

Le 22 février

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne quelques articles.

Comment se fait-il que des intellectuels critiques envers le capitalisme, l'impérialisme américain et Israël en particuliers, sont invités sur des plateaux de télévisions, alors que le néo conservatisme ou la mise en oeuvre de la politique dictée par l'oligarchie financière est incompatible avec l'exercice de la démocratie, à l'heure où sévit la plus gigantesque crise de l'histoire du capitalisme ?

C'est une question que se posent bien des militants.

En réalité, ces intellectuels les critiquent jusqu'à une certaine limite seulement, au-delà delaquelle ils sont incapables de penser la société où le monde témoignant ainsi leur subordination au capital. Ils en sont inconscients pour les plus honnêtes d'entre eux.

Ceux qui les invitent le savent pertinemment et s'en régalent, ils sont dans le rôle des provocateurs, sachant qu'à un moment donné leurs interlocuteurs se retrouveront coincés ou dans une impasse ou pire s'emporteront. Souvent le ton monte, les différents protagonistes de cette farce s'invectivent, le présentateur les rappelle à l'ordre et l'émission se poursuit.

Comme les gauchistes, ils sont en quelque sorte les idiots utiles du régime, ils lui servent de cautions démocratiques, dans l'impossibilité de proposer une alternative sérieuse, cohérente et crédible au capitalisme, ils demeurent fréquentables aussi longtemps qu'ils ne le remettent pas en cause. Il en va de même de bien d'autres acteurs, tels les représentants des associations en tous genres que le régime finance ou des portails d'information sur Internet.

Ce genre d'émissions n'a pas pour objet de permettre aux télespectateurs de pouvoir se prononcer de manière définitive sur une question, mais plutôt de faire en sorte que les idées dominantes qui sont celles de la classe dominante le demeure. Quand on les questionne à l'issue d'un "débat", ils répondent qu'il leur est difficile de trancher entre l'une ou l'autre des positions exposées, ou encore que chacun des protagonistes en présence ont avancé des arguments valables ou l'opposé, bref, que les départager est impossible, ce qui est parfaitement normal puisqu'ils évoluent dans le même cadre.

En politique, et cela concerne tous les acteurs, il y a ceux qui prennent ouvertement position pour le capitalisme, il y a ceux qui veulent le réformer et qui s'en accommodent, et il y a ceux qui le rejettent et combattent pour le liquider. Toutes les émissions ou "débats" auxquels on peut assister à la télévision se déroulent exclusivement entre les deux premières catégories exposées plus haut. Y aurait-il un farouche opposant au capitalisme invité, quelqu'un de sérieux et qui maîtrisent son sujet, qu'il serait seul contre la totalité des autres invités qui lui tomberaient desss, il disposerait d'un temps de parole ridicule, mieux, il serait sans cesse coupé de manière à ne jamais pouvoir exposer clairement ses idées. A l'arrivée par sa présence il aura cautionné ce genre d'émissions et il se sera ridiculisé.

Et quand ils invitent Besancenot, Poutou ou Arthaud par exemple, c'est parce qu'ils savent que leurs discours sont tellement stéréotypés qu'ils perdent d'emblée toute crédibilité, quoi qu'ils puissent dire de très juste par ailleurs, ils passeront pour des guignols pour l'immense majorité des téléspectateurs, or c'est ce que visent les organisteurs et non l'infime minorité qui serait sensible à leurs discours ou qui leur est déjà acquise, au-delà, ces pantins tenant parfaitement le rôle qui leur a été

imparti servent à décrédibiliser toute opposition au régime ou à ses idées et la boucle est bouclée.

ACTUALITE EN TITRES

Le suggérer suffira...

- Goodyear: Et si le patron de Titan avait (en partie) raison? - 20minutes.fr

Voyons, il y a des choses qui doivent rester entre nous.

- Goodyear : Parisot juge "*choquante*" et "*inacceptable*" la lettre du patron de Titan - LePoint.fr

Chacun son tour... comme c'était annoncé.

- Zone euro : la France en première ligne LePoint.fr -

- Industrie: plus fort recul de l'activité du privé en France depuis près de 4 ans - AFP

- Batho juge une hausse des taxes sur le diesel incontournable - Reuters

- Automobile: la production française de Renault et PSA s'effondre - L'Expansion.com

- Maurice Taylor : la France «*va finir comme la Grèce*» - Liberation.fr

Intox. Un banal accident de voiture

- Policiers tués : "*profonde émotion*" de François Hollande - LePoint.fr

- Policiers tués dans une course-poursuite: "*Emotion*" et "*soutien*" de Valls - Liberation.fr

- Les forces de l'ordre de plus en plus prises pour cibles - LeFigaro.fr

- Paris: Deux policiers tués dans une course-poursuite par un chauffard ivre - 20minutes.fr

- Policiers tués à Paris: le conducteur du 4x4 était en état d'ébriété - L'Express.fr

La palme de la réaction.

- Policiers tués sur le périphérique : le 4X4 roulait à une vitesse "*hallucinante*" - Atlantico.fr

- Les policiers sont "*sous le choc*", a déclaré le secrétaire général d'Alliance à l'AFP - Atlantico.fr

Les deux policiers tués, âgés de 32 et 40 ans, étaient mariés et pères, respectivement d'un et de deux enfants - Atlantico.fr

Atlantico donne deux noms : Malamine Traoré, Mehdi Bensassou...

Un Internaute réagit :

- "*C'est quoi le but de donner les noms... Sans attendre la fin de l'enquête et le jugement... Juste pour voir encore les commentaire racistes ? Bah c'est pas malin..ou plutôt c'est fait sciemment mais c'est ILLEGAL....* "

L'Express : Deux personnes se trouvaient à bord du véhicule lors de la course-poursuite: le conducteur, âgé de 22 ans, et un passager de 21 ans. (...) L'homme est bien connu des services de police: il a condamné à cinq reprises pour conduite sans permis et une fois pour conduite en état d'ivresse.

Un autre internaute réagit :

- "*Le Nouvel Obs n"hésite pas à divulguer le nom du conducteur multirécidiviste.*"

Quand ce n'est pas Le Nouvel Obs, c'est Le Monde, Le Point, L'Express, Libération, Le Figaro...

Au bout du compte, il s'agissait de malfrats ou de voyous qui sous l'emprise de l'alcool ont provoqué un accident. Le chauffeur n'a pas dû réaliser que la bagnole de flic lui barrait la route et qu'il allait se la payer à toute vitesse. Il a dû penser que les flics ne seraient pas assez cons pour risquer leurs peaux et qu'ils s'écarteraient au dernier moment, sauf qu'ils ne l'ont pas faits.

Vite, vite, une loi liberticide ou pendons les coupables !

Il faut instaurer la prohibition sur l'alcool

- L'alcool, première cause de mortalité sur la route - LeFigaro.fr

Il faut interdire les camions en ville

- Neuilly: Un enfant de 12 ans meurt après avoir été renversé par un camion - 20minutes.fr

Précision inutile

- Ayrault se défend de tout assistanat envers les jeunes - Reuters

Calotteries

- Matignon soigne ses relations avec l'Église - LeFigaro.fr -

- Le Conseil constitutionnel valide le financement public des cultes en Alsace-Moselle - AFP

- Le concordat est le témoin d'un patrimoine historique - LeFigaro.fr

- Les hosties plus chères à cause du prix du blé - LeFigaro.fr

- L'Église américaine à nouveau sur la sellette - LeFigaro.fr

Toujours plus réac !

- Cohn-Bendit veut en finir avec les partis politiques - Le Nouvel Observateur

Si c'est leur constat, la vérité sera 2 sur 3 ou plus.

- USA: un poisson sur 3 porte une étiquette fausse - Slate.fr

Enfin des bonnes nouvelles !

- Zone euro: la contraction de l'activité s'accélère en février - AFP

- Les PMI douchent l'espoir d'une reprise rapide en zone euro - Reuters

Appel à délation

- Grande-Bretagne: le fisc publie pour la première fois les noms de fraudeurs - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi il nous faut contruire le parti.

Avec la complicité de tous les partis institutionnels, les institutions de l'Union européenne se sont octroyées un pouvoir grandissant sur les Etats qui la composent au point que la représentation politique des différents Etats, leurs institutions nationales, particulièrement leurs parlements sont dépossédés de tout pouvoir, autrement dit, ce sont les droits politiques des travailleurs qui sont ainsi spoliés.

Les travailleurs ne disposent plus d'aucun moyen politique de s'opposer à la politique réactionnaire qui leur est imposer, sauf à se mobiliser contre l'Etat qui est présent au sein des instances dirigeantes de l'UE et qui se porte garant des traités signés avec l'UE et leur application.

Quand on dit tous les partis institutionnels sont complices de l'UE, il faut avoir en mémoire qu'absolument tous les partis ont participé aux élections des députés au Parlement européen, sans aucune exception, tous ont ainsi légitimé l'Union européenne.

Il nous reste comme seul moyen pour nous opposer à l'UE et parvenir à rompre avec elle, le combat contre les institutions de la Ve République où siègent des représentants de différents partis politiques, les élus de l'ensemble des institutions étant issus de partis politiques, ce sont en réalité ces partis qui assurent le bon fonctionnement et la pérennité des institutions, de l'ordre établi. Pour combattre des partis et des institutions qui ne fonctionnent que grâce à ces partis, seul un parti révolutionnaire rassemblant l'avant-garde la plus consciente des masses exploitées en est capable. Or ce parti n'existe pas.

Certains prétendent le construire, mais comme on vient de le signaler, ceux-ci aussi s'emploient à légitimer l'UE qu'ils prétendent par ailleurs combattre. Ce constat étant posé, nous continuons le combat dans la perspective de construire ce parti sans lequel nous ne pourrons jamais vaincre notre ennemi, jamais, aucune illusion n'est permise sur cette question déterminante.

Maintenant parmi les réactionnaires qui se prétendent de gauche, il s'en trouve pour affirmer que les partis doivent disparaître ou qu'ils seraient devenus inutiles, alors que l'on vient de voir qu'aucune institution ne fonctionnerait aussi bien au niveau national, européen ou international sans les partis, car tous leurs membres sont affiliés à un parti politique, à part peut-être Rockefeller et Cie qui sont affiliés au parti des banquiers !

On a vu hier que la Commission européenne et le Parlement européen s'étaient mis d'accord pour que dorénavant les budgets des 27 Etats de l'UE soient soumis à un contrôle permanent, afin que tous les gouvernements se plient au diktat de la politique de l'oligarchie financière qu'incarne la BCE et l'UE.

C'est dans ce contexte qu'intervient la nouvelle offensive lancée contre les partis par Cohn-Bendit, sachant que les partis représentants les intérêts des capitalistes ne se dissoudront pas, cette charge était tournée contre les partis ouvriers ou censés représentés les intérêts des travailleurs, car la politique ultra réactionnaire qu'ils sont en train d'appliquer et dont nous avons eu pour le moment qu'un avant-goût nécessite pour être mise en oeuvre que tous les droits politiques de la classe ouvrière qu'incarnent ses partis soient réduits à néant, qu'il soit impossible aux masses exploitées de s'opposer à l'application de cette politique, donc de s'organiser dans des partis qui pour bien faire devraient disparaître tout bonnement, toute forme d'expression démocratique même étroite ou limitée étant incompatible avec la politique prônée par l'oligarchie financière.

Cela peut paraître exagéré ou incompréhensible, pourquoi pour résoudre cette crise économique devraient-ils absolument en passer par là, cela ne s'est jamais vu dans le passé. On peut répondre à cela que cette crise n'a rien avoir avec les précédentes. Certes, elle a les mêmes fondements, les inégalités entre les classes combinées à l'explosion démographique mondiale et les besoins sociaux qui vont avec impossibles à satisfaire, la baisse du taux de profit (moyen) qui accompagne l'évolution du capitalisme ou la baisse constante du capital variable (force de travail à la base de la plus-value produite), l'endettement des Etats, des entreprise et des particuliers, leur taux d'insolvabilité grandissant sur fond de récession et de chômage de masse, etc. tout cela est exact mais insuffisant pour comprendre la nature ou plutôt l'ampleur de cette crise, il faut y ajouter un facteur qui à lui seul interdit toute sortie de crise demain ou dans dix ans ou plus, ce sont les gigantesques sommes d'argent qu'ils ont créés de toutes pièces et dont on ignore le montant exact, assurément plus de 10.000 milliards de dollars, mais aussi les montages financiers qu'ils ont développés et qui là dépassent tout ce qu'on peut imaginer, qui se montent à des centaines de milliers de milliards de dollars, l'ensemble ayant servi à pomper une grande partie de la plus-value dégagée par l'économie productive, le secteur industriel ou marchand, pire, au-delà, la plus-value à venir dans des proportions qu'on ignore, de telle sorte qu'ils ont hypothéqué le capitalisme et l'avenir de la société tels qu'on les connaissait jusqu'à présent...

Pourquoi ont-il procédé de la sorte ? Parce que le gâteau n'était plus assez conséquent pour étancher leur soif de profit, la plus-value produite n'était pas suffisante, alors ils ont tapé dans celle à venir. En quoi consiste-t-elle ? Je ne suis pas économiste, mais je dirais qu'elle doit correspondre correspondre à la somme de l'endettement mondial des Etats, des entreprises et des particuliers, soit plusieurs fois le PIB mondial (60.000 milliards de dollars). Sinon, il aurait dû recourir à une guerre mondiale afin de tout détruire pour tout reconstruire, pour être bref. On aura compris au passage pourquoi ils ne peuvent pas se passer de la dette, c'est dorénavant ce qui les fait vivre !

Pour le moment ils ont opté pour un autre scénario qui consiste à mettre en oeuvre de violentes politiques d'austérité. Mais elles ne peuvent pas produire les mêmes effets qu'une guerre dévastatrice où toutes les infrastructures, tous moyens de production et tous bâtiments, des pays entiers sont détruits. Ils peuvent tout juste parvenir à faire baisser le coût du travail, les salaires et les retraites, le niveau de vie des masses laborieuses. Cela produit d'autres conséquences similaires aux conditions qui existent avant-guerre, récession, pauvreté et chômage de masse, on peut l'observer en Grèce. Il s'agit-là d'une spirale infernale qui ne peut aboutir qu'à la même situation que dans les années 30 en Europe et aux Etats-Unis sans d'autre issue possible.

Ainsi, soit ils sont en train de préparer les conditions sociales et politiques de la prochaine guerre, soit ils ont un autre plan en tête qui correspond à l'établissement d'un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial, sauf que les conditions économiques et politiques qui existent aujourd'hui ne permettent pas d'avancer davantage dans cette voie, la Chine et la Russie (notamment) ne sont pas prêtent.

Ils peuvent essayer de gagner du temps en réalisant leur marché unique transatlantique, en concentrant le pouvoir économique au sein de l'UE, mais sur le plan politique ils se heurtent à un obstacle de taille, le prolétariat organisé en syndicats et partis dans toute l'Europe, les institutions politiques qui demeurent en place dans chaque pays. Apparemment, ils ne sont pas prêts ou ils ont renoncé provisoirement à liquider tout bonnement les différents Etats, leurs institutions, ils se contentent de les affaiblir en les endettant un maximum et leur faisant prendre en charge la politique dévastatrice de l'UE. Cela nous permet de faire le lien avec la charge de Cohn-Bendit contre les partis qu'il est plus facile d'attaquer que les institutions.

- Pour Daniel Cohn-Bendit les partis doivent changer, car "*aujourd'hui l'intervention la plus efficace dans la vie publique ne part pas de là. Un parti, c'est un système refermé sur lui-même, hermétique à ce qui se passe dans la société. Quand on voit le duel Copé-Fillon à l'UMP, où le choc titanesque Aubry-Royal au PS, on se dit qu'il faut être totalement 'hors sol' pour offrir un tel spectacle.*" Le Nouvel Observateur 21.02

Si ce ne sont plus des partis qui définissent les politiques qui seront appliquées, qui le fera à leur place, des technocrates qui eux ne sont pas " *hermétique* " aux besoins de l'oligarchie financière et l'élite intellectuelle qui sert ses intérêts, comme en Grèce, en Italie, à Bruxelles, etc.

Le problème avec les partis, c'est qu'ils sont censés représenter des classes sociales au sein du système de production capitaliste, alors que l'oligarchie financière ou les rentiers en constituent une à part en quelque sorte où elle revendique ce statut, supérieur ou au-dessus de toutes les autres, ce qu'incarne Monti ou Draghi par exemple. Or, aujourd'hui, la classe ou la couche des classes dominantes qui concentre le pouvoir est étranger au mode de production, en soi il ne l'intéresse pas, seul le profit qu'elle peut en retirer l'intéresse, peut importe dans quelle condition il sera produit et dans quelles conditions vivront les exploités.

On entre dans une nouvelle ère, plus calculatrice et cynique que jamais, une dictature impitoyable à l'échelle mondiale qui pour exister doit faire table rase de tout ce qui incarne l'histoire passée des peuples et des nations dans lesquelles ils se sont développés, tout ce qui incarne une résistance à un tel bouleversement de la civilisation humaine doit être rabaissé, décrié pour enfin être liquidé. C'est dans cette perspective que se situe la liquidation des partis politiques. Vous me direz qu'à l'allure où l'on va, ils n'auront pas trop d'efforts à faire pour y parvenir puisque nos dirigeants s'y emploient minutieusement de leur côté, et c'est bien là qu'est notre drame.

Titan et tyran.

Le PDG de Titan International "*pointe des anomalies qui ont peut-être existé dans l'entreprise, je ne le sais pas*", estime Laurence Parisot.

"*Par cette façon très provocante de dire des choses, il met en avant des anomalies et des dysfonctionnements qu'il faut que nous corrigions*", a-t-elle dit. Reuters 21.02

Extrait de la dernnière lettre que le PDG du fabricant américain de pneus Titan International, Maurice Taylor, a envoyé à Montebourg. :

- «*Nous avons juste dit que si on voulait être payé pour sept heures de travail, il fallait en travailler au moins six*», affirme M. Taylor. AFP 21.02

On ne lui demandera pas combien d'heures de travail il devrait effectuer au tarif horaire d'un ouvrier pour justifier son salaire...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

1.1- Le ministre tunisien de l'Intérieur, Ali Larayedh, a annoncé jeudi l'arrestation de suspects dans l'assassinat le 6 février de l'opposant de gauche Chokri Belaïd, qui a plongé le pays dans la tourmente. "*L'enquête a bien progressé au point d'arriver à l'arrestation de suspects*", a déclaré à la presse M. Larayedh, sans préciser le nombre ou l'identité des personnes arrêtées.

"*L'enquête n'a pas abouti encore à l'identification du tueur, de ceux qui sont derrière cet assassinat et de ses mobiles*", a ajouté M. Larayedh, se refusant de donner plus de détails en invoquant le secret de l'instruction. M. Larayedh, qui s'est adressé à la presse en présence du chef du gouvernement démissionnaire Hamadi Jebali, a précisé que ce dernier avait rencontré les cadres du ministère de l'Intérieur pour les exhorter à "*continuer de travailler jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement*".

La famille de Chokri Belaïd avait accusé le parti Ennahda, dont sont issus MM. Jebali et Larayedh et qui dément toute implication dans cet assassinat qui a provoqué des émeutes en Tunisie. Lepoint.fr 21.02

1.2- Le Premier ministre tunisien, Hamadi Jebali, qui a présenté mardi sa démission, refuse de prendre à nouveau la tête du gouvernement, a déclaré jeudi sa formation, Ennahda.

Le parti islamiste au pouvoir annonce dans un communiqué qu'il va choisir un autre candidat au poste de Premier ministre.

Dans la soirée, Hamadi Jebali a présenté dans une allocution télévisée des excuses au peuple tunisien et lui a demandé de rester uni afin que le pays surmonte la crise politique actuelle.

"*Les Tunisiens devront faire preuve de patience dans les mois qui viennent. Les revendications et les sit-in doivent cesser jusqu'à ce que la révolution l'emporte*", a-t-il déclaré.

Un haut responsable d'Ennahda a déclaré à Reuters que le prochain Premier ministre viendrait de l'aile dure du mouvement islamiste qui refuse d'accorder le moindre rôle aux responsables liés à l'ancien régime du président Zine Ben Ali, renversé le 14 janvier 2011.

Ce responsable a nommé cinq candidats potentiels, tous membres du gouvernement sortant : Nourredine Bouheiri (Justice), Abdellatif Mekki (Santé), Mohamed Ben Salem (Agriculture), Ali Laarayedh (Intérieur) et Abdelkarim Harouni (Transports).

"*Ennahda tiendra une réunion ce soir pour choisir un candidat. Le prochain Premier ministre sera un des noms sur la liste*", a ajouté le responsable.

Une fois formellement désigné par le président de la République, le futur Premier ministre aura deux semaines pour former un gouvernement.

Ennahda, vainqueur des législatives d'octobre 2011, contrôle 42% des sièges à l'Assemblée nationale constituante - 89 sièges sur 217 - chargée d'élaborer une nouvelle Constitution.

Le Congrès pour la République (CPR) du chef de l'Etat, qui a 29 sièges à l'assemblée, a annoncé qu'il était prêt à rejoindre le nouveau gouvernement. "*Notre parti participera au nouveau gouvernement et aura un rôle actif à jouer*", a déclaré Hedi Ben Abbes, porte-parole du CPR, après un entretien avec Marzouki.

A eux deux, Ennahda et le CPR s'assureraient une majorité à l'assemblée avec 118 élus. On ignore si d'autres partis laïques sont prêts à rejoindre la coalition.

Mais un nouveau Premier ministre issu de l'aile la plus conservatrice du mouvement pourrait avoir des difficultés à trouver des alliés laïques dans le climat extrêmement tendu créé par l'assassinat de Belaïd.

La crise politique a également mis en lumière les divergences internes à Ennahda, entre Ghannouchi, revenu d'exil après la chute de Ben Ali, et Jebali, emprisonné sous l'ancien président pour son rôle d'opposant.

Pour le politologue Salem Labyed, la Tunisie, berceau du "*printemps arabe*", est à nouveau à la croisée des chemins.

"*Si Ennahda désigne un de ses faucons, il y aura un conflit avec les partis laïques. A ce moment-là, le climat pourrait devenir très tendu et déborder dans la rue*", dit-il. Reuters 21.02

2- Etats-Unis

Les coupes budgétaires automatiques prévues pour le 1er mars sont la conséquence d'un mécanisme voté en 2011 par le Congrès, avec l'aval de Barack Obama, pour surmonter l'impasse politique à Washington et, enfin, contrôler le déficit public.

Au départ, les coupes automatiques devaient simplement servir de menace pour inciter les deux partis à forger un compromis alternatif.

Mais, comme dans un mauvais film à suspense, ce qui devait arriver arriva: en pleine campagne électorale, ni les démocrates ni les républicains n'ont cédé sur leurs propres exigences. Aucun plan de remplacement n'a vu le jour, et le budget de l'Etat fédéral sera donc coupé "*automatiquement*".

Au menu: une réduction des dépenses de 85 milliards de dollars entre le 1er mars et le 30 septembre, fin de l'exercice fiscal 2013. Et 109 milliards pour chacune des neuf années suivantes, au terme desquelles le déficit serait réduit à 3,6% du produit intérieur brut, contre 5,3% cette année.

La somme, 85 milliards, peut sembler faible sur un budget total de quelque 3.500 milliards. Mais l'impact est localisé sur certains programmes.

La défense sera la plus durement frappée, avec un budget raboté d'environ 8% en 2013. Les militaires sont immunisés, mais les 800.000 civils du Pentagone passeront au chômage partiel un jour par semaine à partir de fin avril --une réduction de salaire de 20%.

La Marine réduira le nombre de jours en mer de ses navires de 30 à 35%. Le déploiement d'un second porte-avions dans le Golfe a été annulé. Et la maintenance des bases et équipements militaires est déjà différée, forçant les sous-traitants de la défense à licencier.

Le reste du budget subira une réduction d'environ 5% cette année, puis d'environ 6 à 7% chacune des neuf années suivantes, selon les calculs du centre de réflexion CBPP à Washington.

Les grands programmes sociaux sont exemptés: la retraite, la santé pour les plus démunis, les bons alimentaires. Mais ailleurs, de l'agriculture à l'éducation et la justice, chaque ligne budgétaire sera touchée.

La Maison Blanche a fait ses calculs: sont menacés 10.000 emplois de professeurs, des centaines de procureurs fédéraux, ou encore les services d'inspection alimentaire. AFP 21.02

3- Syrie

3.1- Les informatioons contradictoires se succèdent :

Alors que des images vidéos mettent en scène le crash sur les frontières syro-libanaise d'un avion qui selon les sources militaires officieuses est israélien, Time of Israel parle d'un drone abattu par la DCA syrienne! Un missile sol-air , selon les témoins, aurait intercepté l'apparail qui s'est écrasé dans les forêts Al Rachadya . l'agence de presse libanaise avait annoncé la violation de l'espace aérien libanais par plusieurs avions sionistes. french.irib.ir 21.02

Le conseiller du gouvernement américain a fait part de la vaste guerre cybernétique lancée par la Maison Blanche contre la RII, la Chine et la Russie.

Scott Borg, chef exécutif du département des conséquences cybernétiques (US cyber consequences unit) et conseiller du gouvernement US, l'a annoncé, mercredi, sur l'antenne de NBC, ajoutant qu'une course est en cours entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie, pour créer les plus puissants virus, vers, rojan chevaux et d'autres outils de la guerre cybernétique, pour lutter les uns contre les autres, ainsi que contre les pays moins développés. Le conseiller du gouvernement américain a affirmé que la RII est, sérieusement, en train de développer ses capacités, dans son armée cybernétique, pour faire face aux attaques cybernétiques. french.irib.ir 21.02

3.2- Selon des sources militaires syriennes, un chasseur israélien aurait été abattu, mercredi, près des frontières syro-libanaise.

Selon la television Al-Jadeeda, "*les rebelles, croyant qu'il s'agissat d'un avion syrien, ont filmé la scène et manifesté leur joie, en criant Allah Akbar*". Or, ajoute la source militaire syrienne, "*c'est un chasseur israélien, qui a été abattu, avec un missile Sam 7 de l'armée syrienne*", et qui "*s'est écrasé, dans les faubourgs boisés de Rashadiya*". L'IRIB n'est pas en mesure de confirmer

cette information. Il y a un mois, l'aviation sioniste a mené un raid contre un centre de recherche de l'armée syrienne, en tuant 7 personnes. La Syrie a promis de riposter, à sa manière. french.irib.ir 21.02

SOCIAL

1- Inde

Les banques publiques et les usines étaient paralysées jeudi en Inde au second jour d'une grève nationale lancée par les syndicats pour protester contre une politique gouvernementale "*anti-travail*", un mouvement qui sonne comme un avertissement à un an des élection générales.

Cette grève lancée par onze organisations syndicales vise à dénoncer une série de mesures ouvrant des pans entiers de l'économie aux investisseurs étrangers pour relancer la croissance et réduire le déficit public.

Les grévistes entendent aussi protester contre un taux d'inflation élevé et une hausse des prix du carburant, annoncée à l'automne dernier.

Selon les observateurs, cette grève souligne le mécontentement au sein de la classe ouvrière qui se sent exclue du développement économique du pays au cours des dix dernières années.

Des responsables de deux partis de gauche ont annoncé qu'ils boycottaient l'ouverture de la nouvelle session parlementaire jeudi en signe de solidarité avec les grévistes.

"*La grève reflète la colère contre le gouvernement et ses politiques*", a déclaré Gurudas Dasgupta, le secrétaire général du Congrès indien des syndicats (AITUC), une organisation orientée à gauche.

En début de semaine, le Premier ministre du gouvernement de centre-gauche, Manmohan Singh, a appelé les syndicats à lever leur appel à la grève en mettant en garde contre le risque de pertes pour l'économie, dans un contexte de sévère ralentissement de la croissance.

Pour éviter une éruption de violence dans ses usines, le constructeur automobile Maruti a donné leur journée au personnel, selon l'agence Press Trust of India. En juillet dernier, une violente émeute avait fait un mort et près d'une centaine de blessés parmi les cadres.

Mercredi, des manifestations ont dégénéré dans une ville satellite de New Delhi lorsqu'une foule a lancé des pierres, vandalisé des usines et mis le feu à plusieurs véhicules. AFP 21.02

2- Belgique

Entre 30.000 (selon la police) et 40.000 (selon les organisateurs) personnes ont manifesté jeudi dans le centre de Bruxelles, à l'appel des trois grands syndicats belges, pour dénoncer les politiques d'austérité qui se traduisent notamment par un gel des salaires.

Une importante délégation de travailleurs des sites liégeois d'ArcelorMittal, frappés par une restructuration, et de l'usine Ford de Genk, qui fermera fin 2014, ouvrait le cortège qui a défilé entre les gares du Nord et du Midi.

"*Des pensionnés, des chômeurs, des malades n'ont pas le petit minimum qui leur permet d'ajuster un peu leurs revenus*", a déclaré Claude Rolin, secrétaire général de la CSC, un des syndicats appelant à cette manifestation.

Les syndicats dénoncent le gel des salaires, l'absence d'augmentation des allocations sociales ou du salaire minimum.

Les syndicats n'ont pas appelé à une grève générale, néanmoins les transports publics ont été perturbés jeudi matin dans la capitale belge, en Wallonie (sud) et en Flandre (nord). En revanche, les trains roulaient pratiquement normalement et les aéroports n'étaient pas perturbés.

La mobilisation a également eu des conséquences dans certaines grandes entreprises, notamment à la Fabrique Nationale (FN) d'armement, en région liégeoise (sud-est), où la grève était totale, ou encore à la Sonaca (construction aéronautique et aérospatiale), dans la région de Charleroi (sud-ouest).

Les syndicats entendaient mettre la pression sur le gouvernement dirigé par le socialiste Elio Di Rupo --mais qui compte également des libéraux et des démocrates chrétiens-- qui a imposé un gel des salaires pour réduire les déficits et renforcer la compétitivité des entreprises.

Les représentants des travailleurs sont également engagés dans un bras de fer avec le patronat, avec lequel il ne parviennent pas à conclure un accord permettant malgré les balises mises par le gouvernement d'améliorer les conditions de travail.

La Fédération des Employeurs de Belgique (FEB), qui plaide pour la modération salariale et des allègement de charges, a sans surprise condamné jeudi la manifestation. "*Il est grand temps d'arrêter de mener des actions et d'opter résolument pour des solutions opérationnelles!*", a déclaré son directeur, Pieter Timmermans. AFP 21.02

Haut de page

Le 23 février

CAUSERIE

J'ai laissé de côté quelques sujets d'actualité faute de temps. Demain et lundi ce sera service minimum pour cause de santé.

Je n'ai eu ni le temps ni le courage de corriger mes causeries et de les formater en pdf. Je dois faire face à de nouveaux problèmes personnels très graves, dont je ne vous parlerai pas pour une fois.

J'ai mis en ligne une dizaine d'articles de sources diverses. Nouvel avertissement. Ne prenez surtout pas les analyses ou les conclusions qu'ils contiennent pour argent comptant !

Relevé rapidement dans deux articles parcourus en diagonale, je crois qu'il va falloir que je lise tous les articles avant de les mettre en ligne, en réalité, j'en lis un sur dix par manque de temps, car certains posent vraiment problèmes, ils sont à la limite de la falsification, le second ici le prouve.

Titre : Les grands absents du Lincoln de Spielberg : 4 millions d'esclaves.

Et dans cet article : les raisons de l'assassinat de Lincoln passent aussi à la trappe, les mêmes que JFK ou un certain Kadhafi, ce nom doit vous dire quelque chose...

Titre : Fourest et les complotistes : posons les bonnes questions sur la manipulation de l'info.

On peut y lire : "*Affirmer que la guerre en Libye était prévue depuis 10 ans (...) a été suscité par la CIA est stupide*"...

On dispose du témoignage vidéo du Général Wesley Clark qui dément cette affirmation frauduleuse : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2vWe0cVdYRI

Le Général Wesley Clark précisait même que la Libye faisait partie d'une liste de 7 pays (Afghanistan, Irak, Soudan, Libye, Syrie, Liban et Iran), si vous n'avez jamais visionné cette vidéo, écoutez attentivement ce qu'il dit, il relate une discussion qui a eu lieu 10 jours après le 11 septembre 2001 dans son bureau au Pentagone. Si vous n'avez pas encore regardé cette vidéo, faites-le sans tarder, elle dure 2 minutes et 18 secondes, vous ne perdrez pas votre temps.

Une grande partie de cet article est du même tonneau. Je le mets en ligne pour info uniquement, pour prouver ce que j'avance ici et ci-dessous. Il est le fait de journalistes qui soutiennent la version du 11 septembre 2001 de G.W. Bush, en réalité Rumsfeld, contre ceux qui la dénoncent (les "*complotistes*" ou "*conspirationnistes*", aujourd'hui entre 30 et 50% des Américains soit dit en passant, à croire qu'ils seront les derniers à soutenir l'administration américaine, le Pentagone et la CIA !), ce qui fait d'eux des complices ou des agents inconsciemment ou malgré eux de la politique guerrière (pour lutter contre le terrorisme) mise en oeuvre par l'impérialisme américain à la suite du 11 septembre 2001 et qu'ils prétendent combattre par ailleurs, partant de là, autant dire que les arguments qu'ils avancent sont totalement inoffensifs ou confinent à l'impuissance.

Il est à noter, que cet article mis en ligne par le portail de Michel Collon, a été publié à l'origine dans un blog du Nouvel Observateur, un magazine atlantiste ou bien connu pour son accointance avec les néo conservateurs américains.

Cet article devrait finalement satisfaire C. Fourest et le club de l'Oratoire, Le Siècle, etc., la même famille que le Nouvel Observateur.

Avant j'avais rédigé ces quelques lignes, je crois qu'il n'y a rien à retrancher.

Les intellectuels (écrivains, journalistes, philosophes, historiens, etc) en général sont vraiment minables, ils ont un état d'esprit épouvantable. Je ne devrais peut-être pas le dire de cette manière-là, mais je m'en tape complètement, je n'ai aucun lien avec eux et je ne tiens pas à en avoir dans ces conditions-là, car finalement ils ont un esprit étroit et borné au possible, non pas parce qu'ils ne partageraient pas mes idées, ce serait prétentieux de ma part, absurde ou grotesque, mais tout simplement parce qu'ils se refusent à réfléchir honnêtement aux questions qu'on leur soumet, pire, ils occultent ou falsifient les faits quand ils les dérangent, du coup toute discussion avec eux est rendue impossible.

Ils sont comme les philosophes enfermés dans le système qu'ils ont créé et ils sont incapables d'en sortir, ils sont tout juste bon à passer leur temps à le justifier, c'est le fond de commerce qui les fait vivre, exactement comme nos dirigeants avec la politique de leurs partis et leurs appareils. On ne pourra pas me reprocher d'attaquer aveuglément les partis, je suis le premier à dire : le parti, encore le parti, toujours le parti, vous en êtes témoins.

Quelques constats.

La brutale politique d'austérité que mettent en oeuvre tous les gouvernements de l'UE, les guerres impérialistes ou néo coloniales auxquelles ils se livrent, l'endettement sans précédent des Etats, des entreprises et des particuliers dans tous les pays sur tous les continents, les mécanismes financiers plus ou moins occultes dont dispose l'oligarchie financière pour piller légalement les richesses produites à travers le monde, la remise en cause des principes les plus élémentaires de la démocratie ou des droits politiques des travailleurs, la surexploitation du travail en Chine et les pays similaires, la misère dans laquelle ils maintiennent une grande partie de la population, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique latine, la mise en coupe réglée des ressources de la planète et la destruction de notre environnement, l'ensemble (combiné) de ces méfaits est dicté uniquement par la crise du capitalisme, qui au-delà de ses fondements a commencé à en saper les bases, qui, s'il s'avérait que le prolétariat mondial était incapable de le stopper dans sa marche destructrice sonnerait le déclin ou la fin de la civilisation humaine telle qu'elle s'est développée jusqu'à nos jours.

Je n'invente rien, je crois me souvenir que Lénine et Trostky étaient parvenus à la même conclusion. Je ne fais que livrer un constat, il n'y a rien d'idéologique ou de doctrinaire dans mon discours. Tous ceux qui seraient tentés de voir un sursaut salutaire à l'occasion de telle ou telle manifestation des masses, qui seraient animés par un optimisme béat suite à tel ou tel évènement se mettent le doigt dans l'oeil pour ne pas voir la réalité en face, et quelque part ne craignons pas d'affirmer qu'elle est dramatique pour l'humanité entière. Pourquoi ? Un rappel pour comprendre comment j'en suis arrivé à ce second constat.

En 1917, grâce au parti bolchevik de Lénine et Trotsky et à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat des villes et des campagnes pour la première fois voyait le jour un véritable Etat ouvrier censé rompre avec la spirale sans fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, avec à terme le règne de la nécessité... Mais voilà, il se trouva qu'au même moment dans les pays les plus industrialisés le prolétariat n'était pas prêt à franchir ce pas et à avancer sur la voie du socialisme. Du coup, c'est la contre-révolution qui l'emporta, réduisant au passage à néant les acquis de la révolution russe de 1917 sans pour autant pouvoir lui infliger un démenti.

A partir du milieu des années 20 au XXe siècle toutes les révolutions prolétariennes furent étouffées dans l'oeuf, échouèrent ou furent confisquées par une caste parasitaire de bureaucrates (Chine, Cuba, etc.) bâtie sur le modèle du stalinisme qui était l'antithèse du bolchevisme, du socialisme ou du communisme, le meilleur allié du capitalisme. Ces contre-révolutionnaires ne s'employèrent pas seulement à faire échouer toutes les révolutions prolétariennes, ils se firent systématiquement les fossoyeurs du socialisme en en donnant une image épouvantable, de telle sorte que les travailleurs qui à travers le monde avaient été conduits à épouser l'idéal du socialisme s'en détournèrent ou finirent par identifier le socialisme à sa contrefaçon immonde le stalinisme.

De leur côté, les capitalistes ne furent pas en reste, ils profitèrent du nouveau cycle du capitalisme ouvert après la Seconde guerre mondiale pour finir de corrompre (et de diviser) le mouvement ouvrier et ses dirigeants, y compris ceux de son avant-garde, de telle sorte qu'au moment de l'effondrement de l'URSS et ses satellites, de la restauration du capitalisme en Chine par la suite, le capitalisme demeura le seul système économique ou le seul modèle de société à l'horizon, le prolétariat et la quasi totalité du mouvement ouvrier y étant désormais plus solidement enchaînés que jamais.

Et si j'ai laissé de côte la lutte de classe jusqu'à présent, c'est volontairement, parce qu'elle a été totalement pervertie pendant cette périodepar ceux, qui au lieu de la considérer comme autant d'expériences ou d'étapes vers l'émancipation du capital ou dans la perspective de l'effondrement du capitalisme, qui a bien des égards aurait pu être précipité ou avoir lieu depuis très longtemps, si les dirigeants du mouvement ouvrier ne s'étaient pas employés à troquer la mobilisation des masses pour obtenir satisfaction à leurs revendications, la négociation ou l'ancêtre de ce qu'on appelle aujourd'hui le dialogue social, au bout du compte la lutte de classe à force d'être subordonnée au capitalisme ou de se situer sur le terrain du capitalisme a fini par être incapable de nos jours de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, au point que les idées du socialisme sont devenues totalement étrangères à la classe ouvrière ou aux masses exploitées. Je n'invente rien, on peut en faire le constat quotidiennement, hélas !

Tout cela pour en arriver à un autre constat tout aussi affligeant ou dramatique, je ne noircis par le tableau par plaisir, mais parce que c'est malheureusement la couleur qu'il convient d'employer pour demeurer fidèle à la réalité. Je sais, se la prendre en pleine figure, cela peut faire mal, ne m'en voulez pas, je m'en tiens aux faits et je n'ai pas du tout envie de vous raconter des histoires ou de vous tromper.

Pourquoi j'ai fait ce rappel plus haut, parce que même si dans un pays il existait un parti du type de celui de Lénine et qu'une révolution était victorieuse, il y aurait fort à craindre que par la suite la tournure des événements emprunte celle à laquelle nous avons assisté à partir de la moitié des années 20. Même s'il existait une Internationale ouvrière digne de ce nom faudrait-il encore que ses sections soient aussi puissantes ou développées que le parti bolchevik, or aujourd'hui on ne voit pas trop par quel miracle cela pourrait se produire, c'est impossible et nous préférons regarder lucidement la réalité en face. Nous sommes donc dans une impasse totale, voilà ma conclusion et ce sera mon dernier constat.

Est-ce que nos dirigeants, les cadres et les militants de l'avant-garde qui combattent pour le socialisme en ont vraiment conscience ? Rien n'est moins sûr. Aucun élément ne permet de l'affirmer. C'est le côté profondément tragique de la situation, car on a été incapable de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire et de faire en sorte que le niveau de conscience politique des masses progresse.

Je ne veux accuser personne car l'heure est beaucoup trop grave pour cela. Je ne parviens pas à comprendre quel est l'obstacle qui empêche travailleurs, militants, cadres et dirigeants de renouer avec le marxisme, avec le léninisme, le socialisme, de se rassembler dans le même parti sur cet objectif. Je vous ai toujours dit qu'il fallait être modeste ou humble dans la vie, je crois vraiment que c'est le moment où jamais.

Un dernier mot que je rajoute rapidement samedi matin.

Je serais sur le terrain en France ou je militerais que cela ne changerait absolument rien aux constats que j'ai dressés.

Les intellectuels pourraient en profiter pour dire : voyez, vous dites vous-même qu'il n'y a pas d'issue... Faux, je dis qu'aucun parti se situe (pour le moment) sur le plan du socialisme qui demeure la seule alternative au capitalisme, mais cette alternative existe bel et bien, l'humanité n'a aucun avenir si le capitalisme devait demeurer en place, ce serait le chaos, la barbarie qui s'étendrait sur toute la surface de la terre, ce n'est pas la même chose. Rien ne justifie de se situer sur le terrain du capitalisme, à part l'ignorance ou des intérêts individuels que l'on cherche à préserver au détriment du sort du reste de l'humanité...

En fait, ce qui se passe et qui explique pourquoi les conditions subjectives ne sont pas mûres, provient du fait que les conditions objectives ne le sont pas non plus. On ne socialise pas la misère dit-on... Sauf que c'est bien au siècle de la misère humaine que le marxisme vit le jour, que la Commune de Paris eut lieu, que les syndicats et les partis ouvriers furent créés, que se développa la plus intense lutte de classes de l'histoire de l'humanité, on pourrait même ajouter la révolution russe de 1905 et 1917 quand les masses russes étaient en proie à une dictature implacable et une misère effroyable, donc tout cela est incompréhension ou baratin de capitulards ou de renégats, de lieutenants des capitalistes.

Attendons de voir ce qui se passera quand la situation en France, en Espagne et Italie serait similaire à celle qui existe en Grèce et on en reparlera. La majorité des masses en France continue de vivre comme avant, comme s'il n'y avait pas de crise du capitalisme, elle a encore les moyens d'en supporter les conséquences sans remettre radicalement en cause son mode de vie, son niveau de vie n'en est que guère affecté jusqu'à présent. Il faudra sans doute attendre qu'il soit divisé par deux ou par trois pour que l'issue dont nous avons parlé prenne forme, si toutefois un parti la reprend à son compte, sinon aucun changement qualitatif ne se produira, comme c'est malheureusement le cas en Grèce.

L'issue politique à la crise du capitalisme est la combinaison de conditions objectives favorables, quand les masses ne peuvent plus vivre comme avant, et du parti qui incarne consciemment l'évolution de la situation jusqu'à poser les bases d'une nouvelle société sur les cendres de l'ancienne, de l'ancien régime. Qu'un des deux éléments fasse défaut et aucune alternative politique ne peut voir le jour, elle demeurera à l'état théorique si l'on veut, mais elle ne pourra se concrétiser dans la pratique, même avec les meilleures intentions du monde. Il est là le côté dramatique de la situation et non dans les coups très durs que les capitalistes assènent aux masses, car nous savons que malheureusement il faut en passer par là pour que les masses se soulèvent, pour que leur niveau de conscience politique mûrisse, les choses sont ainsi, on peut le regretter ou pleurer à chaudes larmes sur les sacrifices que nous devons consentir que cela n'y changera rien. Apprenons avant tout à regarder la réalité en face au lieu de prendre sans cesse nos désirs pour la réalité, c'est le meilleur moyen pour être vraiment utile à notre classe, à notre cause, à notre idéal (A suivre)

Collaboration de classes. Droit de l'homme ou lutte de classe ?

- Pour un droit à une information pluraliste par le M'PEP - Le 22 février 2013.

- Le contenu du programme du Conseil national de la Résistance n'a pas pris une ride quand il se fixe pour objectif, entre autre, « la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères

». En effet la presse, avant la guerre, notamment au moment du Front populaire, puis pendant l'Occupation, était totalement corrompue par des décennies de compromissions. Elle avait fait la démonstration de la servilité de ses propriétaires et d'une grande partie des journalistes. Certains titres de presse étaient devenus les organes de propagande de l'Allemagne nazie et du régime de Vichy. Aujourd'hui, sous des formes différentes, la presse est tout aussi servile, dans des proportions gigantesques, vis-à-vis des classes dirigeantes dont elle est l'agent. D'ailleurs il vaut mieux utiliser l'expression « *les médias* », c'est-à-dire un ensemble de moyens de communication infiniment plus vaste que la seule presse écrite – qui en fait partie – et dans lequel se placent principalement les télévisions, les radios et Internet. Les grands médias sont un instrument d'asservissement au néolibéralisme, chargé de mener la guerre idéologique. C'est pourquoi le droit à une information pluraliste et à la diversité culturelle devient un droit de l'Homme au sens plein du terme.

Rappelons que le programme du Conseil national de la Résistance n'est rien d'autre que l'achèvement du programme du Front populaire ne remettant pas en cause le capitalisme et ses institutions, son Etat, le tout sous couvert d'union national entre le PS (SFIO), le PCF, les syndicats et le parti de l'ordre, ce qui n'a absolument rien avoir avec l'objectif du combat du mouvement ouvrier et le socialisme.

Compatible avec le plan Marshall concocté par l'impérialisme américain pour reconstruire l'Etat bourgeois et refaire démarrer la machine capitaliste après la Seconde Guerre mondiale, il en sera le pendant social marchandé en échange du désarmement des masses en armes à la fin de la guerre, afin de d'endiguer, de trahir la mobilisation révolutionnaire qui s'était développée à cette époque... La nature du programme du Conseil national de la Résistance était contre-révolutionnaire, voilà le constat que l'on peut établir en le replaçant dans son contexte. Il l'est évidemment tout autant aujourd'hui, si ce n'est plus puisque depuis la crise du capitalisme a pris une ampleur inégalée dans le passé.

Lénine expliquait que reprendre à son compte le mot d'ordre de la liberté d'expression consistait à entretenir des illusions dans la régime, qui consisterait à faire croire que toute les classes pourraient en bénéfier à égalité de droit, alors que c'est impossible sous un régime capitaliste puisque les moyens financiers ou matériels dont disposent les différentes classes sont sans commune mesure pour lui permettre d'exister, au profit de la classe dominante et au détriment de la classe sominée. Autrement dit, que cet argument était démagogique et relevait davantage de la propagande officielle pour revêtir le régime d'un vernis démocratique trompeur à destination des masses exploitées.

Lénine se plaçait sur un autre terrain que celui de la bourgeoisie, et donc celui du M'PEP.

Il estimait que la liberté d'expression dont disposait la classe ouvrière devait être inséparable de son combat contre le régime en place, qu'il était partie prenante de son combat quotidien pour son émancipation du capital, que son combat politique en était l'expression, que seule la classe ouvrière et les partis qui la représentent devaient décider du contenu et de la forme, des moyens mis en oeuvre pour mener leur combat, qu'elle ne pouvait conquérir cette liberté qu'à travers sa mobilisation et sa prise de conscience politique des rapports qui existaient entre les classes, et qu'en aucun cas elle ne devait demander au régime en place d'en être le garant, ce qui aurait consisté à en être l'otage ou pire, le complice sachant qu'elle serait toujours limitée et bafouée tant que le régime n'aurait pas été renversé.

Pour Lénine et conformément au marxisme, que ce soit sur le plan économique, social ou politique, la classe ouvrière ne doit arracher des concessions de la classe des capitalistes dans la perspective de son émancipation du capital uniquement pas sa mobilisation ou son combat politique, car c'est seulement par cette expérience si elle est orientée correctement que le prolétariat peut prendre conscience des rapports qui existent entre les classes et en tirer des leçons pour la suite de son combat, condition pour que le fil qui le relie à son idéal ne soit jamais rompu, en l'occurrence cela fait belle lurette qu'il l'a été, ce qui explique pourquoi nous sommes dans une telle situation. Sinon, s'il s'en remet au régime pour améliorer sa condition, il ne parviendra jamais à en comprendre la nature, donc il sera toujours incapable de le combattre efficacement, l'effacité de son combat se mesurant en terme de construction du parti révolutionnaire et la progression de son niveau de compréhension de la société dans laquelle il vit.

Nos droits dans tous les domaines, on doit les conquérir par la lutte de classe et non en quémandant au régime des concessions ou des faveurs, tel est l'un des enseignements déterminant du marxisme.

Quand on lit que "*la presse est tout aussi servile*" aujourd'hui qu'hier ou avant-hier, on sourit spontanément, on se dit quelle naïveté, on se demande où les auteurs de ces lignes veulent en venir. Sont-ils frustrés à ce point-là, que le régime ne leur fasse pas une place suffisante dans ses médias ou ne leur accorde un espace suffisant pour s'ébattre "*librement*" ?

C'est aussi manifester de leur part qu'ils ne comprennent pas la nature de la crise actuelle du capitalisme, avancer le programme du CNR le prouvait déjà. Il semblerait que face à cette crise les différents gouvernements pour mettre en oeuvre leur politique de régression sociale sans précédent depuis plus d'un demi-siècle, n'ait pas d'autre alternative que piétiner toute forme d'expression de la démocratie, que museler les droits politiques des masses, au point que réclamer "*le droit à une information pluraliste et à la diversité culturelle*" en devient grotesque.

ACTUALITÉ DU JOUR

Chacun son tour, suite.

- Dérapage budgétaire de la France: ce que cache la clémence de Bruxelles - lexpansion.com

Le gouvernement prépare déjà la rigueur pour 2014.

Ce délai accordé par Bruxelles pour réduire le déficit n'est pas pour autant un blanc-seing. La France reste dans l'oeil du cyclone. L'exécutif européen exhorte clairement Paris à poursuivre ses efforts budgétaires. Si aucune réforme n'était faite, le déficit public de la France continuerait d'augmenter en 2014, à 3,9%, en dépit d'une croissance attendue à 1,2, selon la Commission. "*Etant donné les risques liés à une dette publique qui a déjà grimpé au-dessus de 90% et le défi de compétitivité très important auquel fait face l'économie française, il faut que la France poursuive les efforts budgétaires et les réformes structurelles pour la croissance et l'emploi*", a souligné Olli Rehn. Bruxelles attend notamment de Paris un profond examen des dépenses publiques.

Message reçu à Bercy et à Matignon. Pierre Moscovici a promis ce vendredi que la France poursuivrait ses "*efforts*" pour rétablir les finances publiques. Il a énuméré les chantiers du gouvernement pour faire des économies de 60 milliards d'euros sur les dépenses publiques en cinq ans: réformes des retraites, de la politique familiale, des aides aux entreprises, etc. Des principes de discipline en matière de dépense des ministères ont été édicté mi-janvier par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault dans une circulaire. Enfin, le gouvernement a avancé de trois mois l'envoi des lettres de cadrage pour l'élaboration du budget pour 2014. Tous les ministères seront mis à la diète. lexpansion.com 22.02

Diable, un vrai bordel !

La rumeur s'emballe, plus folle que jamais. Un vrai " *casino*", comme disent les Italiens. C'est en effet le "bazar" à Rome depuis la parution hier dans le quotidien de gauche italien La Repubblica d'un article faisant état d'un prétendu réseau homosexuel au Vatican impliquant prélats, séminaristes et prestataires de service tarifés. Telle serait la bombe du fameux scandale du Vatileaks - en sus des finances opaques de la Banque du Vatican. Une bombe dont le pape aurait eu connaissance dès le mois de décembre dernier, et qui aurait fortement contribué à son renoncement. Quelques heures plus tard, on apprenait que le pape allait rencontrer - vraisemblablement lundi prochain 25 février - les trois cardinaux qu'il avait missionnés pour enquêter sur l'affaire au nom de l'Eglise. De là à imaginer que le contenu de leur rapport est aussi explosif que le laisse entendre la presse italienne...

"*C'est une montée en puissance du dénigrement dont est victime l'Eglise depuis plusieurs années , répond à l'Express un responsable de la curie. En ce moment, toutes sortes de choses sortent. Le cardinal canadien Ouellet (ndlr: l'un des papabili les plus sérieux) était lui-même visé ces derniers jours par la presse, qui rappelait que son frère avait eu des ennuis avec la justice, et pas pour des babioles!*".

L'homosexualité au sein du Vatican est l'une de ces évidences dont tout le monde parle à Rome, mais que nul ne s'aventure jamais à détailler publiquement, de crainte des répercussions. C'est d'ailleurs pour cela que le vaticaniste Marco Politi ne croit pas à la thèse de ses collègues de la Repubblica. "*Dans tous les courants de la curie - conservateur ou réformateurs - on trouve des gens aux moeurs homosexuelles. On ne peut absolument pas envisager un lobby gay qui ferait pression sur le pape, puisque cette pression nuirait à beaucoup trop de personnes! Sans compter que l'article ne comporte aucune citation directe du rapport établi par les cardinaux chargés de l'enquête interne sur Vatileaks. Il faut donc prendre tout cela avec beaucoup de pincettes*".

Ce nouvel épisode s'ajoute à d'autres informations récentes - certifiées, celles-là- fortement embarrassantes pour le Vatican, telle que l'audition du cardinal américain Timothy Dolan - autre papabile. Le prélat vient d'être entendu dans une enquête sur des abus sexuels commis par des prêtres de son ancien diocèse de Milwaukee alors qu'il était archevêque, entre 2002 et 2009. La polémique enfle autour de la participation au conclave de cardinaux qui auraient pêché par négligence dans les affaires de pédophilie de leur diocèse, tel le primat d'Irlande, Sean O'Brady. Si le pontificat de Benoît XVI fut tout sauf tranquille, son épilogue promet d'être au moins aussi agité. lexpress.fr 22.02

Ne dites surtout pas que la curie est dégénérée, l'homosexualité est à la mode, pour un peu les Grecs s'y adonnant dans l'Antiquité, elle serait même à l'origine de la démocratie, au même titre que l'esclavage qui en était le pendant et dont certains sont nostalgiques, où cela ? mais en Grèce voyons, informez-vous...

Ce qui autrefois constituait un signe évident de la dégénérescence ou de la décadence d'une société est devenu le symbole de sa prospérité... Si, si, puisqu'on vous le martèle sous tous les angles, c'est que la classe dominante y a forcément un intérêt quelque part... Mais non, mais non, qu'allez-vous chercher, dans la société les rapports entre les hommes et les femmes, entre les classes, à l'intérieur des classes ne se sont jamais aussi bien portés que de nos jour... Comment cela, vous ne vous êtes pas rendus compte, c'est que vous avez dû passer à côté de quelque chose.

On reviendra plus tard sur la crise qui secoue ce paradis fiscal où les anges batifolent joyeusement. Cela aurait un rapport avec l'oligarchie financière et ses projets politiques criminels à l'échelle de la planète. Je dispose bien d'un ensemble de données qui le prouvent, reste à en connaître les aboutissants, or ils se trouvent que ceux qui détiennent ces informations sont des catholiques orthodoxes, donc on ne peut se fier à leurs analyses forcément partisanes.

En aparté.

Je suis tombé par hasard sur un article qui affirme que Barroso serait à la tête d'une organisation néo nazi spécialisée dans les enlèvements d'enfants pour le compte d'un réseau pédophile européen très huppé.

Sur le coup j'ai cru à un canulard ou une histoire totalement inventée ou sortie de la tête de complotistes, l'article était très long et je ne l'ai pas lu en entier, sauf qu'à la fin il était question d'une enquête de police, donc quelque chose de consistant et vérifiable, dans laquelle il était fait mention d'un témoin qui aurait été menacé de mort s'il prononçait à nouveau le nom du président de la Commission européenne, or s'il s'agissait d'une simple fabulation d'un témoin écervelé il aurait suffi au parquet de le menacer de poursuite pour diffamation par l'intéressé lui-même. Sauf qu'une telle démarche n'a pas eu lieu, car sans doute elle aurait pu alerter les médias qui auraient pu chercher à en savoir plus, chez ces gens-là il y a toujours d'incorrigibles fouilles merde qui sans le vouloir auraient pu soulevé un lièvre plutôt encombrant pour l'UE. De toutes manières cette personne ne pourra plus témoigner si nécessaire, bizarrement elle est morte depuis, ils ont dû le liquider.

Je vous mets deux extraits de cet article (http://www.wikistrike.com) à prendre avec réserves.

- " C'est un journaliste anglais, Christopher Story, qui a sorti l'info: la petite Madeleine McCann aurait été enlevée pour le compte du président de la commission européenne, José Manuel Barroso. Comme avec l'affaire Joris Demmink aux Pays-Bas, on se rapproche furieusement des réseaux d'extrême droite installés après-guerre, mais par l'Allemagne cette fois.

Je vous donne ici un peu les infos brutes sur le sujet, qui restent bien sur sujettes à caution. Toutefois, les mécanismes qui sont dévoilés existent bel et bien, notamment en France. Reprenons.

Maddie a été enlevée à l'Ocean Club Resort de Praia da Luz, au Portugal, le 3 mai 2007. D'après Christopher Story, c'est un groupe néo nazi lié à la Défense allemande et basé à Dachau, appelé le Deutsche Verteidigungs Dienst (DVD), qui a fait le coup. Ceci, à l'instigation de Barroso, le président de la commission européenne, cet instrument de gouvernance fasciste, depuis 2004. Barroso a aussi été premier ministre du Portugal en 2002, franchement atlantiste, et a jeté les bases de la crise économique catastrophique que connaît son pays. D'ailleurs, il a fait exactement la même chose avec l'Europe, à croire que son seul but est de nous ruiner. (...)

Un certain Robert Argiz qui se présente comme un simple citoyen, a écrit en novembre 2009 à Barroso pour le mettre face à ses responsabilités et lui demander de rendre Maddie.

Entre deux petits fours, peut-être qu'il a eu le temps de la lire. Argiz écrit que c'est donc lui, Barroso, qui a ordonné son enlèvement. Il écrit que d'après le rapport du Global Analysis International Intelligence Agency de Christopher Story, « *vous avez ordonné l'enlèvement de Madeleine McCann, après avoir vu les photos d'elle qui vous ont été montrée trois jours avant qu'elle soit enlevée, le 3 mai 2007, et elle est aujourd'hui retenue en captivité sous vos ordres. Le rapport d'analyse nous informe aussi que le 7 aout 2007, le détective John Shore de la London Metropolitan Police intelligence unit a confirmé que Madeleine McCann a été kidnappée sous les ordres d'un haut membre de la Commission Européenne, via des personnes travaillant pour une organisation pédophile en Belgique, présente également au Portugal, après avoir reçu ses photos en pièce jointe dans un e-mail envoyé depuis Praia de Luz* ». Story a expliqué qu'il avait publié le nom de Barroso suite à des menaces de mort qu'il a reçues par un inconnu lui demandant de ne pas citer Barroso. Mais, justement pour se protéger, Story n'a pas eu le choix et a tout balancé. Finalement, Story est mort en juillet 2010, et certains disent qu'il a été empoisonné lors d'une visite aux USA en mars 2010.

De son côté The Telegraph avait publié un mail envoyé par un agent de la police métropolitaine de Londres à la police de Leicestershire (où vit la famille McCann) en mars 2008, dans lequel l'agent explique que Maddie a été choisie sur photo et enlevée par un réseau pédophile basé en Belgique. Il ajoute que la petite a été prise en photo trois jours avant d'être enlevée.

De fait, toutes les pistes sauf celle du réseau pédophile d'élite ont été explorées, y compris la théorie d'un meurtre commis par les parents, qui ont été largement accablés par la presse. Si la piste Barroso est la bonne, on comprend pourquoi il est impératif de détourner l'attention vers les parents."

On dirait que leur monde est encore mille fois plus pourri que ce qu'on savait déjà, non ? Chut, on va peut-être pouvoir le réformer, demandons-lui la permission !

Goodyear : le tyran voulait conserver 500 emplois sur 1200, cela ne faisait pas le compte.

Sur Europe 1, le PDG de Titan se demande pourquoi Arnaud Montebourg l'"embête" sur le dossier Goodyear.

"*Je veux dire: comment peut-il être aussi stupide?*", demande-t-il en expliquant avoir négocié en vain pendant un an avec la CGT pour sauver 500 emplois "*bien payés*". Reuters 22.02

Avant il avait déclaré que les ouvriers devraient travailler six heures pour être payés sept. En passant de 1200 à 500 emplois pour abattre le même boulot, c'est 16 heures payés 7 qu'ils auraient dû travailler, à moins que le PDG de Titan International eut une autre idée en tête, par exemple liquider l'usine en deux fois avec la complicité de Goodyear ce qui aurait été plus simple ou avantageux pour eux...

On ne compte plus les usines qui ont fait l'objet de 3, 4 ,5 dégraissages avant de fermer définitivement leurs portes, ils doivent appeler cela la méthode douce. Pour eux, bien sûr.

ACTUALITE EN TITRES

Jean qui rit

- Wall Street finit en hausse, reconsidérant le message de la Fed - AFP

- Les Bourses européennes terminent en hausse - Reuters

- Nouvelle amélioration du climat des affaires en Allemagne - Reuters

- L'Allemagne ne veut pas imposer de diktat à l'Europe, dit Gauck - Reuters

- Les banques remboursent moins que prévu à la BCE, craintes sur l'Italie - Liberation.fr

- L'ex-patron de Novartis s'excuse du niveau de sa rémunération - L'Expansion.com

- Bruxelles limite les bonus des banquiers : impact nul sur leur rémunération globale - Atlantico.fr

- Volkswagen explose encore les compteurs avec 22 milliards de bénéfices - L'Expansion.com -

- Porsche prévoit d'embaucher 3 000 personnes en cinq ans - L'Expansion.com

Jean qui pleure

- Le gouvernement réduira le déficit à 3% en 2014, dit Moscovici - Reuters

- Le non-cumul des mandats sans doute pas en vigueur avant 2017 - Reuters

- La zone euro en récession en 2013, l'économie française dérape - AFP

- Guetté par la récession, le Royaume-Uni privé de son triple A par Moody's - Liberation.fr

- Plus fort recul des ventes au détail en 18 ans en Italie en 2012 - Reuters

Quand la menace se précise

- Dérapage budgétaire de la France: ce que cache la clémence de Bruxelles - L'Expansion.com

- L'Europe annonce une nouvelle année d'effort pour la France en 2014 - LeMonde.fr

- La France doit prendre des mesures concrètes, dit Asmussen - Reuters

Que vont dire les militaires ?

- Pas d'économies dans le budget des Sports, promet Hollande - Reuters

Place au spectacle, priorité à l'opium du peuple !

Les réacs

- Et les fonctionnaires obtinrent la suppression de la journée de carence... L'emprise de la fonction publique sur la société française est-elle devenue insoutenable ? - Atlantico.fr

- Moins d'Etat, une idée qui fait son chemin - Atlantico.fr

- Pour le patron de Titan «*l'extrémiste*», c'est le gouvernement - 20minutes.fr

- Les dérives du régime chômage des intermittents du spectacle - LeParisien.fr -

- Chômeur, en vacances au Maroc, il remercie Pôle emploi - Le Nouvel Observateur

Moi, j'ai fait plus fort, pendant deux ans j'ai touché les allocations chômages alors que je me prélassais en Inde, c'était lors de mon premier voyage, à l'époque je passais mes journées à la plage. Voilà au moins une expérience que je ne regrette pas.

Plus fort encore, j'ai bossé environ 20 ans, à 60 ans donc dans 2 ans je vais pouvoir faire valoir mes droits à la retraite, selon l'assistante sociale du consulat de France je devrais toucher une retraite d'environ 300 euros par mois, pour commencer en attendant la complémentaire à 65 ans. C'est royal, cela équivaut à 21.000 roupies, hors loyer j'en dépense la moitié ou à peine plus. Voilà, ma fin de vie est assurée, bien joué, non ?

Surtout que je me suis installé en Inde grâce en partie aux ASSEDIC et pour avoir travaillé au noir, on s'est privé et on a économisé sur tout aussi, pendant 3 ans seulement, pour se passer d'un patron le restant de ses jours ce n'est pas un gros sacrifice. Camarades, je ne suis peut-être pas à la hauteur dans tous les domaines, mais question organisation et budget prévisionnel, je suis imbattable !

Intox

- Un chômeur touche en moyenne 980 euros - Le Nouvel Observateur -

- "*Peut-on combattre sa susceptibilité au travail?*" - L'Express.fr

Moi, j'ai renoncé à combattre celle des militants ou des travailleurs qui se connectent sur le site, je n'y prête même plus attention.

C'est peu dire !

- 60% des Français sont pessimistes pour l'avenir de la France - Reuters

- 3 Français sur 4 jugent injuste la politique fiscale du gouvernement - L'Express.fr

Verser des allocations familiales, des retraites exorbitantes à des parasites, c'est scandaleux, effectivement, un gouvernement ouvrier leur couperait les vivres, pas un euro, vendez les biens qu'on ne vous pas a pas encore confisqués pour survivre ou disparaissez !

Le jour où 60% des Français seront pessimistes pour leur propre avenir on en reparlera...

La négociation à coup de canons

- Les armes en Syrie, un moyen de pression pour négocier- LeFigaro.fr

- Une centaine de mort dans l'attentat de Damas- Liberation.fr -

- Des tirs de roquettes font 29 morts à Alep, selon l'OSDH- Reuters

Un jour j'espère qu'on pourra employer les mêmes moyens avec Le Figaro et ses semblables, sans sommations cela va s'en dire, le but n'étant pas de les épargner, voyez ces innocentes victimes en Syrie, merci messieurs Hollande et Fabius pour cette boucherie, on ne vous oubliera pas non plus....

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie a accusé vendredi les Etats-Unis de pratiquer une politique de "*deux poids-deux mesures*" à propos de la Syrie en reprochant à Washington d'avoir bloqué une déclaration du Conseil de sécurité de l'Onu condamnant un attentat à la bombe à Damas.

Cinquante-trois personnes ont été tuées lors de cet attentat commis jeudi dans la capitale syrienne non loin de l'ambassade de Russie et du siège du parti Baas au pouvoir. Reuters 22.02

2- Tunisie

Le président tunisien, Moncef Marzouki, a chargé vendredi le ministre de l'Intérieur sortant, Ali Larayedh, membre de l'aile dure du parti islamiste Ennahda, de former dans les deux semaines à venir le prochain gouvernement.

Le parti de gauche laïque de Moncef Marzouki, le Congrès pour la république (CPR), deuxième groupe à l'Assemblée avec 29 sièges, a dit son souhait de rejoindre une coalition dirigée par Ennahda, comme c'était le cas dans le gouvernement Jebali.

Le choix d'Ali Larayedh est en revanche critiqué par le reste de l'opposition laïque, qui lui reproche de ne pas avoir mis fin aux violences des mouvements salafistes, même s'il a agi avec fermeté contre les militants liés à Al Qaïda.

"*Ce choix aggrave la crise car Larayedh a dirigé le ministère responsable du meurtre de (l'opposant Chokri) Belaïd et de la violence qui s'est étendue dans le pays*", accuse Zied Lakhdar, un des dirigeants du Front populaire, dont Chokri Belaïd, tué le 6 février, était secrétaire-général.

Mahmoud Baroudi, dirigeant de l'Alliance démocratique, estime de son côté que la nomination de Larayedh va provoquer une nouvelle vague de contestation populaire. "*Il est responsable de l'indulgence envers la violence islamiste contre les militants des droits de l'homme*", affirme-t-il. Reuters 22.02

SOCIAL

France

1- Sacfom liquidée

Hier, le tribunal de commerce de Bobigny a placé en liquidation judiciaire Sacfom, la centrale d'achat du distributeur de fournitures de bureau Buro + basée à Rosny-sous-Bois. L'activité devrait cesser dès la semaine prochaine pour ses 109 salariés.

Installée sur 20000 m2 dans la ZAC de la Garenne, la coopérative de la Sacfom (Société des achats en commun des papetiers de France et d'outre-mer), avait été créée en 1948 par des fournisseurs du syndicat des papetiers afin de grouper leurs achats.

Selon les salariés, pour la plupart des agents chargés de la logistique mais aussi des cadres administratifs, chefs de produit et marketing, ce sont les conséquences de la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008 qui ont précipité la chute de la centrale d'achat. « *Nous fonctionnons avec des marges plutôt faibles au regard des autres entreprises et les banques ont refusé depuis trois ans de nous prêter l'argent dont nous avions besoin pour la trésorerie* », expliquait fin janvier l'un des salariés de l'entreprise. Le maire de Rosny-sous-Bois a annoncé qu'il allait rencontrer la semaine prochaine une délégation de salariés.

Si l'avenir de la Sacfom semble scellé, le sort des autres filiales du groupe Buro + (300 emplois en tout, 486 M€ de chiffre d'affaires) devrait être connu la semaine prochaine. Les situations d'Hyperburo (7 salariés) et Hyperburo Développement (46 salariés), également basés à Rosny et qui regroupent les hypermarchés de détail, doit être examiné mercredi prochain par le tribunal de commerce de Bobigny. Quant à Buro + Développement, qui emploie 123 personnes et dispose de plusieurs dépôts dont un à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) et un autre dans la région toulousaine, plusieurs offres de reprise ont été déposées. Leparisien.fr 22.02

2- Retraités.

13,2 millions. C'est le nombre de retraités que comptait la France fin 2012, selon les chiffres que la Cnav (Caisse nationale d'assurance vieillesse) a dévoilés jeudi.

La Cnav a ainsi recensé 605 545 nouveaux retraités en 2012, un nombre en baisse de 4% par rapport à 2011. L'âge moyen des retraités est de 73,3 ans.

Hors retraites complémentaires et avant prélèvements sociaux, le montant moyen brut des pensions est de 665 euros pour les retraités de droit direct (hors pensions de réversion, etc.).

Ce montant s'élève à 289 euros pour les retraités de droits dérivés (pensions de réversion par exemple).

Le montant moyen d'une pension au régime général, pour une carrière complète, s'élève en 2012 à 1 040 euros (contre 1 015 euros en 2011 et 993 euros en 2010).

Pour rappel : le maximum que verse le régime général correspond à la moitié du plafond de la sécurité sociale, soit, au 1er janvier 2013, 1 543 euros. Atlantico.fr 22.02

3- Chômeurs.

Les demandeurs d'emploi indemnisés au titre du chômage percevaient en moyenne 980 euros bruts d'allocation par mois en septembre 2011, et près du tiers n'avaient pas eu de droits au chômage ni à une allocation de solidarité dans les dix ans antérieurs, selon une étude du ministère du Travail publiée vendredi 22 février.

Ce montant était de 6 euros supérieur à celui perçu un an auparavant. Indemnisées en moyenne 7 mois, 42% des personnes n'avaient pas entièrement consommé leurs droits quand, pour diverses raisons (reprise d'emploi, fin de droits, retraite, etc.), elles sont sorties du régime d'indemnisation.

Les chômeurs "indemnisables", pouvant prétendre à une allocation s'ils ont travaillé au moins 4 mois dans les 28 mois précédant (36 mois pour les plus de 50 ans), étaient au nombre de 2,7 millions à fin septembre 2011.

Temps partiel

La moitié sont restés avec des droits ouverts plus de 231 jours continus, le plus haut niveau atteint depuis 2011, souligne la Direction statistique du ministère (Dares).

En moyenne, les nouveaux entrants dans le régime d'assurance chômage sont arrivés avec des droits (durée maximale d'indemnisation) moins longs (528 jours contre 541 jours en 2010). Mais un quart des "indemnisables" ne percevaient pas d'allocation, la plupart du temps (80%) parce qu'ils avaient trop travaillé à temps réduit pour pouvoir cumuler revenu et complément d'allocation.

Près de 4 chômeurs "indemnisables" sur 10 travaillaient à temps réduit (39% contre 38% un an avant). Ces chômeurs en activité réduite ont déclaré, en moyenne, 71 heures au cours du mois pour un revenu mensuel d'activité de 893 euros bruts, complété par une allocation de 677 euros.

2,4 millions chômeurs sans indemnité

Mais la Dares s'intéresse aussi, dans une deuxième étude publiée vendredi, aux personnes "non indemnisables" par l'Assurance chômage, 2,4 millions de personnes fin septembre 2011.

Parmi elles, 80% n'avaient droit à aucune allocation de solidarité, dont une grande part (40%) de jeunes de moins de 30 ans. Ainsi seulement 16,7% avaient droit à l'ASS (Allocation de solidarité spécifique), 1,6% à l'Allocation équivalent retraite et 2,3%

une autre allocation. Les trois quarts des personnes ayant ouverts des droits à l'ASS en 2011 (+9% de nouvelles entrées sur un an) avaient épuisé leurs droits au chômage.

Près d'une personne sur trois (29%) sortie du régime d'indemnisation chômage était en "fin de droits" en 2011 et parmi ces personnes arrivées au terme de leur indemnisation, 19% ont basculé directement vers une allocation de solidarité. nouvelobs.com 22.02

ECONOMIE

Zone euro

La Commission européenne a dressé vendredi un sombre tableau de l'économie de la zone euro, qui restera en récession en 2013 avec des pays multipliant les dérapages budgétaires, à commencer par la France, et une explosion du chômage.

Conséquence de ce ralentissement de l'économie, le chômage va s'aggraver et devrait dépasser les 12% de la population active en 2013, soit près de 20 millions de personnes sans emploi. Avec des records pour l'Espagne et la Grèce, autour de 27%.

La dette publique dépassera les 95%, avec des pics à près de 130% en Italie et plus de 175% en Grèce.

"*Le retour de la croissance viendra d'abord de la demande extérieure. L'investissement et la consommation devraient repartir plus tard dans l'année et en 2014, la demande intérieure devrait être le principal vecteur de la croissance*", a estimé la Commission.

"*Nous devons maintenir le cap des réformes* ", a estimé M. Rehn, au risque selon lui de "*saper le retour de la confiance et de retarder la nécessaire reprise de la croissance et de la création d'emplois*". AFP 22.02

Haut de page

Le 24 février

CAUSERIE

Je mettrai ce soir en ligne une trentaine de nouveaux documents. Et puis ce qui n'a pas été fait le sera plus tard.

Les derniers éléments fournis par Thierry Meyssan (voir l'article dans cette page) sont d'une qualité exceptionnelle et corroborent les derniers développements au Moyen et Proche-Orient. On comprend qu'il fasse des jaloux parmi les journalistes qui finalement ne tiennent pas trop à se mouiller. Dernièrement, avant même leur nomination, il avait donné les noms de trois nouveaux dirigeants de l'administration américaine...

Nous n'avons aucun lien avec le Réseau Voltaire et nous ne sommes pas en concurrence puisque nous ne faisons pas le même travail, il nous est donc aisé de demeurer objectif ou impartial. Nous reconnaissons le talent ou la qualité du travail de certains journalistes sur épreuve comme l'on dirait à propos de photographes.

Son analyse qu'il développe depuis déjà plusieurs mois sur un rapprochement entre les Etats-Unis et la Russie et qu'il confirme ici est d'autant plus intéressante que le Réseau Voltaire avait plutôt de la sympathie pour la Russie de Poutine, ce qui n'est évidemment pas notre cas, et que cette association si elle a dénoncé le 11 septembre 2001 comme une imposture commise par Rumsfeld et Cie., elle ne reprend pas à son compte la théorie de la conspiration dont le cartel des banquiers de la Fed serait les auteurs et ne réalise pas le lien entre les deux, du coup, c'est indépendamment de ce plan consistant à instaurer un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial que Meyssan s'exprime, et qui sans le vouloir confirme que les développements qu'il annonce dans les relations entre l'impérialisme américain et russe pourraient contribuer à faire sauter un obstacle de taille pour réaliser un pas décisif vers l'objectif poursuivi par l'oligarchie financière internationale, ce qui est évidemment une très mauvaise nouvelle pour nous.

En Europe, le terrain est pour ainsi dire déblayé, la voie est libre puisqu'il n'existe pas réellement de forces organisées capables de s'opposer à leur dictature, encore moins de revendiquer le pouvoir, d'ailleurs aucun parti ouvrier ne combat dans cette perspective, ils ont tous abdiqué.

Il ne leur resterait plus qu'à joindre leurs forces pour faire sauter le dernier verrou : la Chine. Ainsi, ce qui apparaissait objectivement impensables serait en passe de se réaliser, les oligarques américains, européens, russes et chinois uniraient

leurs forces pour faire régner une dictature implacable sur le monde en se jouant de la lutte des classes et des contradictions du capitalisme une fois celle-ci annihilées ou réduites au silence, le prolétariat étant dépossédé de tout droit politique pour s'y opposer.

A partir de ce moment-là la civilisation humaine connaîtrait une période de décadence sans fin jusqu'à son extinction finale, confirmant le diagnostic qui avait prévalu autrefois lorsque de brillantes civilisations avait disparu du fait de leur incapacité à passer à un mode de production supérieur, là le même scénario se reproduirait mais à l'échelle de l'humanité toute entière, hypothèse qui n'a rien d'invraisemblable hélas, sauf à nier le processus dialectique qui avait conduit à la disparition de ces civilisations et qui chaque fois s'était reproduit de la même manière, à moins de prêter à cette oligarchie toute puissante de réaliser les objectifs du socialisme, mais là il faudrait être sérieusement atteint du cerveau pour imaginer une chose pareille.

Il nous reste donc peu de temps pour mettre de l'ordre dans nos idées et savoir ce que l'on veut vraiment, cela s'adresse à nos dirigeants, aux intellectuels qui ne font pas ou pas encore partie de l'élite intellectuelle au service de l'oligarchie financière, qui doivent impérativement s'unir au-delà de leurs désaccords pour mobiliser les masses et vaincre ce redoutable ennemi. Après il sera trop tard, chacun doit en prendre conscience le plus rapidement possible. Si nous attendons que la gangrène nous ait dévoré et affaibli au point de ne plus pouvoir nous dresser pour mener ce combat, autant nous avouer vaincu tout de suite.

En observant l'attitude des dirigeants de tous les partis, on a l'impression qu'ils ont déjà déposé les armes. La plupart ont déjà un âge avancé, certains sont mêmes des vieillards, d'autres sont vieux avant l'âge parce qu'ils n'ont pas à se soucier pour leur avenir, c'est donc aux plus jeunes de prendre la relève et de se rassembler dans le même parti même s'ils manquent d'expérience ou d'assurance, peu importe on ne leur en voudra pas, on les aidera à surmonter tous les obstacles, surtout à ne pas reproduire les erreurs des vieux dirigeants complètement sclérosés ou usés davantage par leur compromission avec l'ennemi que par leur détermination à le combat.

Personnellement on se moque des théories qui entourent le 11 septembre 2001, on se moque de ce prétendu Nouvel ordre mondial, on se moque de savoir s'il existe ou non des institutions opaques ou secrètes où se réunissent les puissants du vieux monde, par contre on sait pertinemment et très précisément ce qui s'est passé ce jour-là, on sait aussi que ce projet de gouvernement mondial existe bel et bien, on sait aussi que ces institutions ont directement un rapport avec l'un et l'autre, on en a suffisamment de preuves matérielles.

On sait aussi que le capitalisme mondial traverse une crise qu'il est cette fois-ci incapable de surmonter par les moyens classiques mis en oeuvre autrefois, une guerre mondiale tournerait au désastre avec l'arsenal nucléaire, chimique, bactériologique, les armes sophistiquées dont disposent les Etats, je ne peux pas l'affirmer avec certitude mais je pense que c'est la raison pour laquelle ils n'osent pas recourir à ce moyen là, quelque part ils sont pris à leur propre piège, il leur faut donc passer par un autre scénario, or il n'en existe pas cinquante, en dehors de celui imaginé par les banquiers sionistes au départ et auquel sont en train de se rallier l'ensemble des oligarques de la planète, ce à quoi correspond l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, la Commission Trilatérale, l'UE, l'ASEAN, le NAFTA, le marché unique transatlantique, etc. et maintenant le rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis...

Souvenez-vous, il y a un ou deux mois, les transactions qui ont eu lieu entre des compagnies pétrolières russe (Rosnef) et britannique (BP), des échanges de bons procédés en quelque sorte au point que je me suis dit : c'est étrange on dirait qu'ils s'entendent comme larrons en foire, alors qu'on les disait à couteaux tirés, il est en train de se passer quelque chose dans notre dos dont on ignore tout encore une fois, puis en repensant à un article de Meyssan sur la Syrie, j'ai réalisé que je n'avais pas rêvé et qu'ils étaient bien en train de s'entendre (temporairement ?) pour se partager le pouvoir au lieu de se faire la guerre, l'impérialisme américain n'en ayant pas vraiment les moyens non plus.

L'exploitation à grande échelle du gaz de schiste aux Etats-Unis n'arrive pas à n'importe quel moment, quand l'exploitation pétrolifère en Arabie Saoudite coûte aussi chère ou davantage, tandis que ses réserves ont fondu des trois quart ou plus, stratégiquement si la région demeure déterminante pour l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux, sur le plan énergétique elle ne le sera plus dans l'avenir, ce qui lui permettra effectivement de se concentrer sur une autre partie du monde à soumettre à sa botte ou à rallier à son projet politique. Son prochain objectif sera le rétablissement du capitalisme en Chine.

La stratégie de la tension et des provocations va jouer à fond dans cette direction. En s'appuyant sur le Japon, en déstabilisant un peu plus le Pakistan, en multipliant les incidents avec l'Inde, en manipulant les communautés qui aspirent à leur indépendance en Chine même, etc.

Nulle part !

Espagne hier, dans la manifestation à Madrid.

Les commentateurs ont parlé de dizaines de milliers de manifestants, sans doute des centaines de milliers en vérité, ils n'osent plus avancer de chiffres avant que le ministère de l'ordre établi avance les siens.

- "*Dans n'importe quel pays, cela servirait à quelque chose, mais ici, cela ne sert à rien. Le gouvernement ne nous écoute*

pas", affirmait un médecin AFP 23.02

Détrompez-vous, cela ne sert à rien nulle part, voyez les Grecs qui ont déjà manifesté plus de 5200 fois, qui ont fait une bonne douzaine de grèves générales pour finalement rien.

Plus que rien même, en dehors toutefois du fait qu'ils sont toujours plus nombreux à descendre dans la rue, mais cela s'explique davantage parce qu'ils sont rattrapés à leur tour par les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement et les députés que par une prise de conscience ou une élévation de celle-ci, qui en réalité n'a pas progressé, ce qui explique pourquoi le capital peut tranquillement poursuivre son offensive et l'étendre à d'autres pays au fur et à mesure, tous y passeront

Tant que vous ne tournerez pas votre combat contre les institutions, tant que l'Etat des capitalistes ne se sentira pas menacé vos manifestations ne serviront à rien ou presque. Cela dit vous avez raison de continuer à descendre dans la rue, avec un peu de chance il arrivera peut-être un moment ou vous trouverez la bonne voie, celle qui conduira à votre émancipation, à condition évidemment que vous vous organisiez dans cette perspective et qu'un parti vous serve de guide pour atteindre cet objectif. Oui, je sais, la chance c'est plutôt aléatoire et cela fait beaucoup de conditions à réunir, certes, mais les expériences et les enseignements du passé nous ont prouvé qu'il fallait en passer par là, sinon point de salut et la défaite est assurée, à vous de choisir votre destin.

A méditer là haut, leur cauchemar.

Peu avant 3 heures du matin dans la nuit de vendredi à samedi, un cortège de 12 tracteurs s'est dirigé vers la maison de M. Le Foll, à Berrien, dans le centre du Finistère. A 150 mètres de la maison, protégée par les gendarmes, ils ont déversé de la terre et plusieurs dizaines de chariots de supermarché.

Dans la soirée et dans la nuit, des manifestants, "*très virulents mais agissant hors des organisations syndicales*", selon Jean-Jacques Brot, préfet du Finistère, ont manifesté dans plusieurs grandes surfaces du département, à Morlaix et Châteaulin notamment, déversant des détritus, de la terre, ou endommageant les abris où sont rangés les chariots. Les manifestants ont dénoncé l'attitude de la grande distribution à l'égard des producteurs de lait notamment."*Même si je comprends le désarroi des producteurs, il s'agit d'actes imbéciles et contre-productifs*", a déclaré le préfet. AFP 23.02

Et si à un moment donné les masses se soulevaient et emportaient tout sur leur passage y compris les organisations syndicales et les partis vendus au capital...

Toujours la même méthode qui a fait des merveilles.

Pour les retraites, "*il y aura une commission présidée par Mme Yannick Moreau qui livrera ses conclusions à l'été. Ensuite il y aura une discussion, une concertation avec les partenaires sociaux pour une application en 2014*", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse tenue en marge du salon de l'Agriculture. lefigaro.fr 23.02

1- La représentante du capital livre ses conclusions ;

2- Discussion sur la base de ses conclusions ;

3- Concertation sur la base de ses conclusions ;

4- Application de ses conclusions.

Les syndicats participant à cette mascarade qu'ils légitimeront par leur seule présence ainsi que ses conclusions, ils se partageront les rôles comme d'habitude, entre ceux qui hausseront le ton et refuseront de signer cet accord patronal, et ceux qui le revendiqueront et en rajouteront même une louche et le signeront la main sur le coeur.

Fermetures programmées et orchestrées à défaut de s'y opposer par la force si nécessaire, légimite.

Goodyear. Journée d'action bidon.

- A moins de considérer le capitalisme légitime, dans ce cas-là on accompagnera les décisions que ses représentants seront amenés à prendre, c'est l'un ou l'autre.

La CGT de Goodyear appelle à une nouvelle "*journée de lutte*" mardi à Amiens-Nord pour protester contre le projet de fermeture du site et va attaquer le PDG de Titan International en diffamation, a indiqué vendredi à l'AFP le représentant du syndicat, Mickaël Wamen.

La CGT, syndicat majoritaire, invite les salariés à des débrayages de quatre heures par équipe pour prendre part à cette "*journée de lutte*" : barbecue sur le parvis de la mairie d'Amiens, suivi d'une manifestation dans les rues de la ville. Pour clôturer la journée, "*1.173 kilos de pneus usagés*" doivent être brûlés, symbolisant les 1.173 salariés menacés par la fermeture de l'usine. AFP 22.02

ArcelorMittal de Florange. Le jaune ne savait pas, non, il ne savait pas lire.

Edouard Martin, le leader CFDT de l'usine ArcelorMittal de Florange (Moselle), a dénoncé vendredi "*le sabotage organisé par la direction*" des hauts fourneaux, après que la direction a confirmé l'arrêt de deux tours de chauffe sur les trois du haut-fourneau P3, pour des raisons de sécurité.

Le syndicaliste rappelle que l'accord de Matignon, signé par ArcelorMittal et Jean-Marc Ayrault en novembre dernier, disposait que les outils devaient être maintenus en état jusqu'à l'issue de la procédure d'information. AFP 22.02

Il faut lire : jusqu'à la procédure de ... fermeture.

ACTUALITE EN TITRES

Hollande et son gouvernement au garde-à-vous ou les zélés serviteurs des banquiers.

- Schäuble : "*Paris poursuit ses réformes et va respecter les règles européennes*" - LePoint.fr

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, s'est dit "*confiant*" du "*respect*" par la France "*des règles européennes*" et de la poursuite de réformes structurelles par celle-ci, dans un entretien paru aujourd'hui. AFP 23.02

- Hollande réaffirme l'objectif d'un équilibre des finances publiques en 2017 - AFP

- "*La Commission relève que nous avons fait un effort considérable*", a-t-il fait valoir. AFP 23.02

- Prévisions/PIB: Moscovici prend acte - lefigaro.fr

- Le ministre des Finances Pierre Moscovici affirme qu'il "*prend acte*" de la révision à la baisse des prévisions de croissance de Bruxelles pour la France en 2013. "*Nous en prenons acte*" et le gouvernement veut en "*tirer les leçons*", a déclaré devant la presse le ministre

"*Pour tenir l'objectif de 3% en 2014 nous avons déjà décidé un certain nombre de mesures d'économies*", explique le ministre.

"*Les réformes indispensables ont été repoussées. (...) Notre pays a trop longtemps pratiqué la stratégie de la fuite en avant. Nous devons aujourd'hui prendre nos responsabilités*"

"*Derrière le Président, le Gouvernement est à la tâche pour redresser nos comptes publics et renouer avec la croissance*", a affirmé le ministre. "*Je note avec satisfaction que notre effort d'ajustement structurel est reconnu par la Commission*", a-t-il ajouté. lefigaro.fr 22.02

Intox

- Carrefour et Intermarché: 100% de viande française dans leurs plats préparés - L'Expansion.com

Les actionnaires du groupe de presse auquel appartient L'Expansion doivent avoir des parts dans Carrefour et Intermarché !

- Comment la France est devenue paresseuse - Slate.fr

A Slate.fr ils parlent pour eux, ils comptent parmi leurs contributeurs Attali et Copé notamment !

- Il y a en fait deux gauches: la «*forte*» et la «*populaire*» - Slate.fr

Comme il existe les deux mains d'un même corps, une sur le coeur et l'autre sur le portefeuille, les deux faisant preuve de la même hypocrisie et du même cynisme en se nourrissant de l'ignorance des masses.

Epiphénomène

- Le Royaume-Uni perd son triple A chez Moody's - L'Expansion.com

- Royaume-Uni: la perte du triple A, une sanction aux effets limités - Liberation.fr

Les agences de notation, c'est le cartel des banquiers de la Fed, et la Banque d'Angleterre est une création des mêmes banquiers, ils sont donc juge et partie...

A quoi rime cette mascarade alors ? Mais à justifier de nouvelles mesures d'austérité contre les travailleurs voyons...

Le vent tourne...

- L'opposition syrienne se retire des réunions internationales - AFP

- L'opposition syrienne rompt le dialogue avec ses alliés - Le Nouvel Observateur

... sauf pour la voix de la Ve République

- Pourquoi il faut armer les rebelles syriens - LeMonde.fr

L'autre guerre

- Chine-États-Unis : la cyberguerre est déclarée - LePoint.fr

- Turquie-UE : Merkel favorable à l'ouverture d'un nouveau chapitre de négociation - LePoint.fr

Tout fout le camp, le vieux monde craque de partout, suite.

- L'Italie menacée d'instabilité politique Philippe Ridet - LeMonde.fr

- Le scrutin égyptien avancé, ElBaradei appelle au boycottage - Reuters -

- Le parti néonazi allemand privé de subventions - Libération.fr

Parce qu'il en percevait jusqu'à présent, c'est toujours bon à savoir... C'est quoi le régime au juste en Allemagne ?

- L'opposition conteste la victoire du parti au pouvoir à Djibouti - Reuters

- Un gendre du roi d'Espagne comparaît pour fraude fiscale - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'idiot utile du PS remet le couvert. La comédie continue.

(Les sous-titres en caractère gras sont du courant politique La voix de l'Opposition de gauche)

A croire que la politique menée par Hollande ne s'inscrirait pas dans le prolongement de celle de ses prédécesseurs.

La «*comédie*» de François Hollande sur «*l'amnistie sociale*», Jean-Luc Mélenchon en a soupé... «*Il faut le dialogue, on l'a eu. On a compris qu'il avait compris et qu'il ne voulait pas comprendre*». Ce vendredi matin, au fond d'un café parisien près de la gare

de l'Est, l'ex-candidat Front de gauche à la présidentielle s'agace. Assis aux côtés de Martine Billard, sa coprésidente du Parti de gauche (PG), il a convoqué la presse pour présenter la campagne de sa formation pour soutenir la proposition de loi des communistes examinée mercredi au Sénat. Le texte vise à «*amnistier*» syndicalistes et militants associatifs pour «*des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux*» sous les présidences Chirac et Sarkozy. Mélenchon prévient: «*Ceux qui ne votent pas la loi d'amnistie sociale ne sont pas de gauche.*»

Quand la "***gauche sociale-libérale***" ne serait pas vraiment ce qu'elle est... mais ne peut pas être autre chose finalement.

S'il en veut au chef de l'Etat, c'est parce que, par deux fois, il est ressorti de l'Elysée avec la conviction que Hollande se prêterait à cette «*tradition*» d'amnistie à chaque changement de majorité et qui «*pour le coup (...) ne coûtait pas un euro*». «*Nous avons cru un temps [à une] marque de reconnaissance du nouveau gouvernement et de cette gauche sociale-libérale, regrette Mélenchon. Maintenant nous savons qu'ils ne veulent pas.*»

Quand Mélenchon semble ignorer la véritable nature de Hollande et du PS, normal il y est resté près de 30 ans.

Devant les journalistes, l'ancien socialiste raconte comment Hollande l'a fait «lanterner pendant des mois». Première visite: le 5 juin 2012. Alors qu'il est en pleine campagne législative dans le Pas-de-Calais, il est reçu à l'Elysée. «*Je peux en parler aux journalistes?*» demande-t-il à Hollande. «*Oui, oui, ça aidera*», lui aurait répondu le Président. Deuxième entrevue: le 29 novembre. Après avoir causé des préconisations de Lionel Jospin pour réformer la Constitution, Mélenchon se permet un «*piqûre de rappel*» sur l'amnistie sociale. «*Il prend la tête que vous lui connaissez, détaille-t-il. L'air très embêté: "Tu comprends, le problème c'est que je n'ai pas été saisi"*», dit Hollande à son ex-camarade. «*Moi je t'ai saisi, lui répond-t-il. Nous on t'a saisi.*»

A jouer les crétins, plus d'un doit dorénavant penser que Mélenchon l'est vraiment, je me demande si cela lui est venu un instant à l'esprit, pas sûr il est trop imbu de lui-même. Question incongrue. Hollande peut-il être le ministre du Medef, des patrons, et se positionner au côté de la classe ouvrière quand il est pouvoir ?

«*Pourquoi ne fait-il rien? Il a quand même été onze ans premier secrétaire du PS!*», reprend Mélenchon. Pourquoi? Parce que «*le même homme envoie onze de ses ministres à l'université d'été du Medef*», poursuit-il. Et Martine Billard d'abonder: «*On est dans un contexte de répression qui nous fait mieux comprendre pourquoi il n'y a pas l'amnistie, soit pour les militants syndicalistes ou pour les militants qui ont arraché les OGM* »

On va rien voir du tout, une confirmation tout au plus.

«*C'est le Comité des forges qui parle*», attaque Mélenchon. Pour lui, Valls est «plus à droite que Jules Moch». Un parallèle avec le ministre SFIO lors de la grande grève des mineurs de 1947 - sévèrement réprimée - déjà fait sur son blog. «*L'amnistie sociale, nous devons l'arracher. Elle ne sera pas concédée*», insiste le député européen pour qui le vote de mercredi au Sénat est un «*test*» pour la gauche. «*On va voir quel est le degré d'indépendance des parlementaires socialistes et d'Europe Ecologie-Les Verts, menace Mélenchon, l'index constamment pointé vers l'avant. Ceux qui ne voteront pas avec nous, on ne les lâchera pas (…) On les pourchassera jusque dans le dernier village de France.*»

C'est généralement la dernière salve avant de s'aplatir.

Pour l'instant, la proposition de loi a été rejeté en commission. Les socialistes et les radicaux de gauche pourraient-ils faire adopter le texte en séance plénière mercredi ? Mélenchon et Billard redoutent leurs amendements. «*C'est leur manière d'humilier*», s'agace l'ancien sénateur de l'Essonne, qui dénonce la «sale besogne» des «*cyniques*» et «*roués*» que son, pour lui, ses anciens camarades. «*Ils vont dans la même fosse où se trouvent le Pasok et le parti socialiste espagnol*», s'emporte-t-il avant de faire confiance aux sénateurs PCF, dont leur numéro un Pierre Laurent, pour ne pas se faire piéger: «*C'est pas un alevin, lance Mélenchon. Ils ne vont pas se foutre de lui*».

Mercredi, les partis du Front de gauche accompagnés de plusieurs syndicalistes ont prévu de manifester devant le Sénat pour soutenir cette proposition de loi. Mélenchon y sera: «*Nous sommes dans un monde de luttes de classes, rappelle-t-il. A bon entendeur, salut à M. Cahuzac*». libération.fr 23.02

Pour Mélenchon (notamment) la luttes de classes consiste non pas à mobiliser les masses exploitées contre les institutions, mais à s'adresser en permanence aux institutions pour qu'elles veuillent bien prendre en compte les besoins des travailleurs, de la même manière qu'il substitue au soulèvement révolutionnaire pour renverser le régime, la révolution par les urnes ou citoyennes qui conduit infailliblement... au maintien du régime en place. C'est le véritable objectif politique du Front de gauche.

Dès lors que les institutions pourraient satisfaire les besoins des travailleurs, à quoi bon se mobiliser, dès lors que les élus

pourraient se substituer aux travailleurs pour qu'un changement politique se réalise, à quoi bon construire un parti dans la perspective de renverser le régime, laissons-nous vivre, laissons-les décider à notre place, plaçons un bulletin de vote dans l'urne et attendons patiemment la suite... qui ne viendra jamais évidemment, c'est le but du jeu pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris.

Demandez le programme ou la "***voie de la vertu***"...

Les Français doivent supprimer les 35 heures et repousser l'âge de la retraite, a affirmé vendredi un responsable du parti conservateur de la chancelière allemande, Angela Merkel, dans une interview où il a qualifié la France "*d'enfant à problèmes*" de la zone euro. "*Les Français doivent faire des économies pour gagner des marges de manœuvre. Ils doivent aussi naturellement faire des réformes économiques*", a déclaré à la radio publique Deutschlandfunk Michael Fuchs, vice-président du groupe de la CDU (Union chrétienne-démocrate) au Bundestag (chambre basse du Parlement).

Les Français "*doivent modifier le temps de travail. Vous savez que les Français ont encore les 35 heures. Cela ne peut pas fonctionner quand on travaille 42 heures en Suisse et 40 heures en Allemagne*", a-t-il dit. "*En matière de retraites, les Français ont tout faux. On ne peut pas partir à la retraite à 60 ans. Cela ne fonctionne pas. Les Français doivent y réfléchir*", a-t-il ajouté.

"*Malheureusement, la France est un enfant à problèmes dans l'euro, car d'autres pays ont rempli leurs obligations de façon beaucoup plus intensive, comme l'Espagne et aussi l'Italie sous Monti*", a lancé M. Fuchs. "*Les Français ont cru qu'ils pouvaient y échapper. Cela ne fonctionnera pas*". "*Il est nécessaire que les Français empruntent à nouveau la voie de la vertu. Tout ce que nous avons accompli avec l'agenda 2010 --les réformes du système social et du marché du travail mises en oeuvre entre 2003 et 2005 par le chancelier Gerhard Schröder, ndlr-- , les Français doivent le mettre en oeuvre. J'espère que Hollande a compris cela*", a-t-il ajouté. AFP 22.02

Et à quoi a-t-il mené en Allemagne ?

Un aveu. La palme du cynisme. Ils ne pourront pas dire : on ne savait pas.

Le ministre allemand du Développement, Dirk Niebel, a plaidé pour redistribuer aux pauvres les produits à base de cheval retirés de la vente après avoir été faussement estampillés boeuf, dans un entretien au quotidien allemand Bild paru aujourd'hui.

"*Plus de 800 millions de personnes meurent de faim dans le monde. Et malheureusement en Allemagne, il y a aussi des gens pour qui c'est difficile financièrement, même pour la nourriture (...) Je trouve que l'on ne peut pas, ici en Allemagne, jeter de la bonne nourriture*", a dit M. Niebel.

C'est la première fois qu'un ministre allemand s'exprime de la sorte. Il emboîte ainsi le pas à un député conservateur, Hartwig Fischer, qui, pour convaincre les nécessiteux, s'est fait photographié en une du journal le plus lu d'Allemagne en train de déguster un plat de lasagne au cheval. "*C'est bon ! (...) Je ne peux pas voir de différence avec d'autres lasagnes*", a-t-il expliqué au quotidien qui compte dix millions de lecteurs. AFP 23.02

Non, parce que voyez-vous les miséreux feraient la fine bouche par dessus le marché, ils feraient les difficiles, pour un peu ayant le ventre vide ils rejetteraient la nourriture qu'on leur propose gratuitement sous prétexte qu'elle ne correspondrait pas à leur standard alimentaire. Bref, les pauvres méritent même pas l'attention qu'on veut bien leur porter, ils sont vraiment méprisables. Dirk Niebel et ses semblables sont une insulte à l'espèce humaine, que dis-je à l'espèce animale, ils ne méritent pas d'exister.

Je ne sais pas mais quand j'en vois faire les poubelles en Inde pour bouffer, dans un pays tropical et hyper dégueulasse je vous laisse imaginer l'odeur pestilentielle des poubelles, je n'ai pas l'impression qu'ils se demandent si ce qu'ils sont en train de bouffer comporte ou non de la viande, du boeuf ou je ne sais quoi encore.

En quoi des lasagnes au cheval seraient plus mauvaises qu'au boeuf, je ne comprends pas, elles seraient même meilleures si j'en juge par le goût de la viande de cheval, je dis cela de mémoire, ici en Inde cela n'existe pas, je parle du cheval.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem a défendu aujourd'hui à La Réunion la politique de l'emploi, devant des maires qui l'interpellaient sur la révolte des jeunes chômeurs.

"*Le gouvernement conduit une politique qui doit permettre une stabilisation du chômage, et qui prévoit, pour La Réunion, 9.000 contrats aidés en 2013, et 5.000 emplois d'avenir pour les trois prochaines années*", a fait valoir la porte-parole. "*Ces dispositifs supposent que les collectivités locales fassent un effort financier pour les mettre en oeuvre*".

L'association des maires de La Réunion avait indiqué jeudi que la participation des communes au financement de ces emplois précaires représentait une charge trop lourde pour leurs collectivités. AFP 23.02

2- Tunisie

Quelque 3.000 Tunisiens hostiles à la nomination au poste de Premier ministre désigné d'Ali Larayedh, figure historique du parti islamiste Ennahda, ont manifesté samedi dans la capitale.

Ali Larayedh, ministre de l'Intérieur sortant, est contesté par l'opposition laïque qui accuse le ministère de l'Intérieur d'avoir échoué à réprimer les violences islamistes.

Les manifestants ont défilé sur l'avenue Habib Bourguiba en brandissant des banderoles hostiles à Ennahda et au successeur désigné de Hamadi Jebali. "*Larayedh dehors!*" et "*Le peuple veut la chute du régime!*", scandait la foule. Reuters 23.02

SOCIAL

1- France

Pôle emploi a organisé en janvier une cérémonie de voeux au Palais des Congrès de Montreuil (Seine-Saint-Denis) conviant 900 de ses cadres et dépensant 75.000 euros, selon des informations du site Médiapart vendredi. Interrogé par l'AFP, Pôle emploi n'a pas souhaité commenter cette information, sans la démentir. AFP 22.02

2- Espagne,

Des dizaines de milliers d'Espagnols ont défilé samedi dans les grandes villes du pays pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, la privatisation du secteur public et la corruption.

Sous la bannière unifiée de la "*Marea Ciudadana*" (Marée citoyenne), étudiants, médecins, syndicalistes, jeunes familles et retraités ont manifesté dans une Espagne traversant depuis près de cinq ans une crise économique qui ne semble pas avoir de fin.

Les manifestations sont devenues monnaie courante en Espagne, où les plans d'austérité se succèdent pour réduire l'un des plus importants déficits budgétaires de la zone euro.

A Madrid, par une journée ensoleillée et froide d'hiver, les manifestants partis de quatre endroits différents ont convergé vers la place Neptune, haut lieu de la contestation, situé près du parlement sous haute surveillance, de l'hôtel Ritz et de la Bourse.

Les défilés coïncidaient avec le 32e anniversaire du coup d'Etat manqué par des gardes civils qui avaient fait irruption dans le parlement, pris en otages des députés et menacé l'existence de la démocratie, naissante en Espagne après près de quarante années de franquisme. Reuters 23.02

Dont la plupart des institutions sont toujours en place... comme la monarchie qu'il faut balayer...

3- Allemagne,

Commerzbank, numéro deux de la banque en Allemagne, a annoncé vendredi la suppression de 1.800 emplois dans sa branche de détail d'ici fin 2015, première étape d'un vaste plan de restructuration, et n'exclut pas de réduire encore la voilure au cours des prochaines années.

Commerzbank entend supprimer "*1.800 postes dans ses filiales de banque de détail d'ici le 31 décembre 2015 au plus tard*", a annoncé la société dans un communiqué, ajoutant vouloir éviter les "*licenciements secs*" et procéder à des départs "*à l'amiable*". Par ailleurs, la banque s'est donnée jusqu'à fin 2014 pour étudier avec les représentants du personnel l'opportunité de procéder

à d'autres réductions de personnel. AFP 22.02

ECONOMIE

Automobile.

Volkswagen a annoncé aujourd'hui un bénéfice d'exploitation annuel sans précédent, des ventes record ayant largement compensé les coûts d'innovations technologiques.

Le bénéfice d'exploitation du groupe a augmenté de 2,1% à 11,5 milliards d'euros, étant exactement conforme au consensus d'analystes de Reuters.

Le bénéfice net annuel a bondi de 86,7% à 6,38 milliards d'euros, tandis que le chiffre d'affaires a progressé de 20,9% à 192,68 milliards d'euros. lefigaro.fr avec Reuters 22.02

Haut de page

Le 25 février

CAUSERIE

J'ai mis 30 nouveaux articles en ligne.

Depuis trois jours j'ai levé le pied. Je m'octroie une promenade à pied avec mon chien de 30 minutes le matin après déjeûner et en fin de soirée avant d'aller me coucher deux ou trois heures plus tôt que durant les mois ou les années passées, du coup je fume à moitié moins et je m'en porte immédiatement beaucoup mieux.

A partir de demain je mettrai à votre disposition un questionnaire sous word à me retourner rempli à partir d'une adresse que j'ai créée, joachimrodriguez2013@yahoo.fr, donc vous ne serez pas obligé d'utiliser la vôtre ce qui vous garantira l'anonymat. A la place de votre adresse vous utiliserez celle-ci et vous mettrez comme adresse de destinataire la mienne : milarepa13@yahoo.fr. Si je ne recevais aucune réponse ou en nombre dérisoire, je fermerais le site aussitôt pour me consacrer à une autre activité politique beaucoup moins contraignante.

Bonne semaine à vous tous.

Pour une fois Lutte ouvrière a sorti le 18 février un article que je trouve approprié en direction des masses : *La viande de cheval ne tue pas, mais le capitalisme, si !*

Vous avez dit mimétisme ?

En France

Peillon : "*L'année scolaire s'étale en France sur 35 semaines seulement, alors que dans d'autres pays comme l'Allemagne c'est 40*". Voilà une anomalie qu'il faut corriger au plus vite et elle n'est pas la seule.

dans d'autres pays on travaille au-delà de 40 heures par semaine, alors qu'en France on se trimballe les 35 heures, de quoi passer pour des fainéants, my *Taylor is riche* ne vient-il pas de nous rappeler à l'ordre ? (Taylor, le patron américain de Titan)

Dans de nombreux pays la retraite a été repoussée à 65, 67, 68 ans, alors qu'en France on est à la traîne à 62 ans, et dire qu'il y a des Américains, de Japonais, des Indiens, etc. qui travaillent au-delà de 70 ans, c'est une honte d'être Français !

En Italie

L'homologue de Hollande en Italie, M. Bersani, a déclaré au quotidien l'Unità (ex-communiste) : "*Les fameux marchés exigent que quelqu'un réussisse à mettre le pays sur une voie sûre*" (AFP 25.02), et il se fait fort d'être leur homme pour poursuivre le sale boulot entamé par Monti déjà usé avant l'heure. On n'en a jamais douté.

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourqui ne sont-ils pas normaux ? Un mystère ? Non, ce sont des hominidés plus proches du singe que de l'homme.

- Pourquoi les journalistes parlent bizarrement... - 20minutes.fr

Qui ne s'est pas déjà énervé en écoutant France Info ou Europe 1, TF1 ou M6 contre les intonations artificielles des journalistes?

Mais pourquoi certains journalistes télé et radio s'expriment-ils avec ces intonations trop marquées, ce phrasé peu naturel, ces respirations et reprises de souffle artificielles?

«*Ce n'est pas nous!*», s'exclame Eric Schings, responsable de la spécialité TV du Cuej (Centre universitaire d'enseignement du journalisme).

Son homologue au CFJ (Centre de formation des journalistes), Olivier Siou, confirme.

Marlene Anconina-Mazaud, la consultante voix et expression orale de l'ESJ (Ecole supérieure de journalisme), confirme.

C'est la médiocratie ou leur ambition dévorante de "réussir" en imitant ce qui "marche" qui en fait des zombis, des produits interchangeables, impersonnels, dématérialisés, anesthésiés, soporifiques, lobotomisés. Ils ont une idée tellement médiocre de la prestation qu'on attend d'eux et des médias, inconsciemment évidemment, sinon ils choisiraient sans doute un autre métier, qu'ils s'emploient à l'être, ce serait la condition pour assurer leur carrière professionnelle. Ils n'ont pas tort quelque part, car leurs chefs reconnaîtront en eux des êtres soumis, vils, zélés et facilement manipulables, généralement et si j'ai bonne mémoire les patrons en raffolent.

- Marlene Anconina-Mazaud : «*J'ai donné des cours dans beaucoup d'endroits, un jour je me suis retrouvée devant des journalistes de M6. Je les écoute et je leur dis: s'il-vous-plaît ne faites pas cela, c'est ridicule, personne ne parle comme cela. Ils me disent "mais c'est les producteurs qui nous le demandent". Comme je savais que le producteur était dans le coin, je suis allée le chercher, et il leur a dit: "mais jamais de la vie, c'est eux qui croient qu'il faut faire ainsi car ce sont des espèces de modulations historiques!"*»

"*Je pense qu'il y a une question de mimétisme, assure Olivier Siou. C'est une espèce de retour du refoulé, lorsqu'ils arrivent dans les rédactions, les étudiants pensent que pour faire pro, il faut faire ce qu'ils estiment être comme tout le monde.*"

Difficile donc de comprendre comment on arrive à des résultats parfois si comiques. Mais Cécile Varin tient à ce qu'on ne se moque pas trop vite. « *Le travail sur la voix est quelque chose de très compliqué. Le naturel demande beaucoup de travail. Le naturel finalement c'est de la convention, c'est du théâtre mais un vrai faux naturel, mais c'est très fragile, cela peut basculer. En dehors des vraies caricatures de grosses voix qui font du suspens artificiel, souvent lorsque le ton énerve, c'est juste que l'exercice est raté!*» 20minutes.fr 24.02

Il y a le mimétisme du singe qui ne dépasse pas le stade de la reproduction de certains gestes ou actes produits par la nature ou ses semblables, il ne sert qu'à satisfaire un besoin immédiat, et il y a celui de l'homme qui lui sert à agir sur son environnement, pour le transformer, donc inconsciemment pour satisfaire des besoins en devenir.

Et dans la mesure où les deux agissent inconsciemment, ils demeurent sous l'emprise du règne de la nécessité, qui peut prendre parfois une tournure ridicule ou grotesque.

En famille. Ce sera à celui qui sera le plus hypocrite.

François Hollande «bat des records d'hypocrisie», le silence de Jean-Marc Ayrault sur les attaques du PDG américain de Titan est «consternant» et le Parti socialiste français est «arrogant et sectaire», déclare Jean-Luc Mélenchon dans Le Parisien Dimanche.

«*Hollande bat des records d'hypocrisie en faisant des discours sur la relance alors qu'il organise l'austérité*», accuse notamment Jean-Luc Mélenchon. Il estime que la politique du chef de l'Etat et de son gouvernement, qui s'efforcent notamment de réduire les déficits publics français, est un «*contresens*». «*Ayrault et Hollande ont sauté à pieds joints dans les sables mouvants de l'austérité ! Maintenant, plus ils vont se débattre, plus ils vont s'enfoncer !*» déclare-t-il.

Quant au PS, il est «*arrogant et sectaire*», poursuit le dirigeant du Front de gauche, lui-même issu des rangs du Parti socialiste.

«*Cela ne rend que plus odieuse sa politique dure pour les faibles et faible pour les puissants.*» Jean-Luc Mélenchon accuse notamment Jean-Marc Ayrault de complaisance à l'égard des grands patrons et des dirigeants de la finance internationale.

Il qualifie de «*rustre arrogant*» le PDG de Titan International, Maurice Taylor, qui a notamment accusé les salariés français de ne travailler que «*trois heures par jour*», dans un échange acerbe de missives avec le ministre français du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

Jean-Luc Mélenchon impute au Premier ministre la responsabilité d'une telle «insolence». Maurice Taylor «*a vu comment Jean-Marc Ayrault a baissé les yeux devant Lakshmi Mittal*» (PDG d'ArcelorMittal «*Ayrault a donné un signal aux patrons et à la finance mondiale : en France, ils sont les rois !*» déclare le dirigeant du Front de Gauche. «*A ce niveau de gravité, c'est au Premier ministre de monter en ligne. Son silence est consternant.*» Il accuse enfin François Hollande de s'être entouré de «*vautours*» lors de sa récente visite officielle dans une Grèce selon lui «*livrée au pillage*» - «*Un homme de gauche guidant des dépeceurs !*» s'offusque-t-il.

20 minutes.fr et Reuters 24.02

En quoi le discours de Mélenchon est-il hypocrite et ne tient pas ?

Parce qu'il sait pertinemment qu'il est impossible de faire une autre politique sans s'attaquer aux privilèges de l'oligarchie financière et des capitalistes, aux institutions, et qu'une telle politique déclencherait un déchaînement de la réaction devant laquelle lui-même reculerait, car il n'appellerait pas les masses à se soulever pour l'affronter et imposer cette politique, il reculerait jusqu'au moment où de concession en concession, acculé, il jetterait l'éponge et la réaction reprendrait les rênes du pouvoir.

Depuis les années 30, on ne compte plus les situations de ce genre qui ont toutes connues le même dénouement et Mélenchon n'est pas sans l'ignorer.

Mais alors pourquoi tient-il ce discours ? Mais parce qu'il est incapable de rompre avec le capitalisme et ses institutions, au-delà avec l'UE et l'ONU, il en est un représentant voilà tout, au même titre que l'ensemble des dirigeants syndicaux et des différents partis qui refusent d'engager le combat sur cet axe politique.

Mélenchon fait de la politique parce que c'est son gagne-pain et rien d'autres, c'est une façon d'exister comme une autre, son horizon s'arrête-là en vérité. Il n'a ni conviction ni idéal ni scrupule d'ailleurs, cela peut paraître exageré de l'affirmer ou incroyable, mais quand on sait ce qu'il sait, vous avez une autre explication cohérente pour expliquer son comportement ?

Dimanche, à propos du PDG de Titan international, Maurice Taylor.

«*C'est une espèce de caricature de "yankee", insultant, grossier, vulgaire, comme la plupart des dirigeants nord-américains le sont en général avec leurs colonies. Ils parlent comme ça aux Latino-américains d'habitude (...)*», a lancé Mélenchon lors de l'émission Dimanche +. «*Pourquoi ce type qui est quand même un primate ignorant se croit autorisé à parler comme cela à la France?*», a-t-il ajouté.

«*Ce type se croit capable de nous insulter. Pourquoi? Jean-Marc Ayrault récolte le fruit de sa pleutrerie. S'il avait traité Lakshmi Mittal comme il fallait, personne n'aurait osé moufter après dans le monde*», a-t-il dit.

«*Maintenant tout le monde sait qu'on peut se foutre des Français et se moquer de leurs dirigeants parce qu'ils baissent les yeux*», a-t-il poursuivi. libération.fr 24.02

Ce que dit Mélenchon est exact, mais ne le savait-il pas avant mai et juin 2012, alors qu'il a roulé pour Hollande puis les candidats du PS ? On peut lui renvoyer les compliments qu'il adresse à Hollande, Ayrault et Taylor, il a eu le même comportement avec le PS en pratiquant systématiquement un double langage.

ACTUALITE EN TITRES

77 % d'ignorants et ce n'est qu'une estimation.

- 77 % des consommateurs font confiance aux agriculteurs - LePoint.fr

Masochisme. Réversibilité.

- Pourquoi les automobilistes détestent les cyclistes - Slate.fr

Et quand les mêmes automobilistes deviennent des cyclistes, ils détestent les automobilistes. Comme les vieux qui n'aiment pas les jeunes qu'ils ont été un jour...

Réaction. Parole de sclérosés.

- Le remède pour la France nécrosée : donner leur chance aux individus - Atlantico.fr

Si l'individualisme forcené était le remède à tous nos maux, on se demande pourquoi le patronat est si puissamment organisé en lobbies, partis, syndicats, etc.

La palme de la question débile

- Education: "*Réussir pour être motivé, ou l'inverse?*" - L'Express.fr

Elle y est laisse son âme, ainsi soit-il.

- L'Italie perd sa jeunesse dans les urnes - LeFigaro.

Médiastases

- Elections italiennes: le rôle démesuré de la télévision - Slate.fr

Message de Washington

- Ultime Angelus de Benoît XVI: "*Dieu m'a demandé de me dédier à la prière*" - AFP

Bientôt l'âge de départ à la retraite

- Xavier Bertrand prône la retraite à 65 ans à partir de 2025 - AFP

... et en 2040

- A 101 ans, ultime tour de piste pour le «*plus vieux*» marathonien du monde - 20minutes.fr

Comme quoi on est parfaitement encore en état de bosser à cet âge !

Euphémisme angélique

- Le chef de l'Eglise catholique d'Ecosse accusé d'"*actes inappropriés*" - LEXPRESS.fr,

Les quatre plaignants du diocèse de St Andrews et Edimbourg, en Ecosse, ont affirmé au nonce apostolique en Grande-Bretagne, l'archevêque Antonio Mennini, que Mgr O'Brien avait commis des "*actes inappropriés*" il y a 33 ans, précise le journal britannique.

L'un des prêtres se plaint d'avoir été la victime d'attentions non désirées de la part du cardinal à l'issue d'une soirée très arrosée. Un autre prétend que Mgr O'Brien profitait de prières nocturnes pour avoir des contacts inappropriés. lexpress.fr 24.02

Commentaire avisé d'un internaute.

- "*L'accusation vient de l'Observer/Guardian, quotidien de gauche qui, comme toute la grosse presse britannique, n'a jamais évoqué de son vivant les viols commis sur des dizaines d'enfants par l'immonde pédophile Savile, coqueluche de la BBC et des média, dont le décès récent a permis de révéler les complicités actives ou passives dont cet individu avait bénéficié. Tout doit inciter à la prudence dans cette attaque médiatique contre le cardinal O'Brien: le moment choisi pour révéler les "faits" (33 ans après! ... et juste avant l'élection d'un nouveau pape), et la personnalité du cardinal (bête noire du gros média pour sa fermeté doctrinale).*"

Il semblerait que les maîtres du monde ait besoin d'un autre pape pour mener plus efficacement leur croisade contre tous les

peuples et leur imposer une religion unique, qui sera le pendant du marché comme seule valeur universelle encore en lice... Ils ont pour objectif de détruire toutes les religions, ils vont désormais s'employer à les dénaturer, ils considèrent qu'elles reflètent encore trop les rapports entre les classes, les riches et les pauvres, à l'heure où leur projet consiste à empêcher par tous les moyens que cette opposition puisse s'exprimer, même de manière déformée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Afghanistan

Lors d'une conférence de presse à Kaboul, le porte-parole de Hamid Karzaï, Aimal Faizi, a fait état de plaintes formulées par des villageois de la province de Wardak à propos d'opérations menées par les forces spéciales américaines et un groupe d'Afghans travaillant avec elles.

"*Le ministère de la Défense a reçu pour mission de s'assurer du retrait de la totalité des forces spéciales américaines de cette province d'ici 15 jours*", a-t-il dit.

"*A l'issue d'une discussion approfondie (au sein du Conseil national de sécurité présidé par le chef de l'Etat, NDLR), il est devenu clair que des individus armés désignés comme appartenant aux forces spéciales américaines stationnées dans la province de Wardak se livrent à des actes de harcèlement, de torture, voire de meurtre de personnes innocentes*".

Il y a quelques jours, Hamid Karzaï avait pris un décret interdisant à l'ensemble des forces de sécurité afghanes de demander des frappes aériennes de l'Otan dans les zones habitées de manière à limiter les pertes civiles. Reuters 24.02

2- Israël

Israël a demandé dimanche à l'Autorité palestinienne d'enrayer la recrudescence des manifestations anti-israéliennes avant la visite officielle du président américain Barack Obama, prévue le mois prochain.

Un haut conseiller du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas n'a pas indiqué si l'Autorité, dont la marge de manoeuvre est limitée en Cisjordanie occupée, lancerait un appel au calme, rejetant la responsabilité de la flambée des émeutes sur Israël.

La mort d'un détenu palestinien dans une prison israélienne samedi et la grève de la faim de quatre autres détenus ont alimenté les tensions en Cisjordanie, où des manifestants ont de nouveau affronté dimanche des soldats israéliens en leur jetant des pierres.

Selon le ministre palestinien des Prisonniers, Issa Qaraqaë, citant le médecin-légiste palestinien qui a participé à l'autopsie dimanche, le jeune homme est mort de "*tortures*".

Les résultats préliminaires de l'autopsie "*prouvent qu'Israël l'a assassiné*", a déclaré M. Qaraqaë. Le ministre a divulgué des détails de l'expertise, mentionnant des blessures et des contusions sur le dos et à la poitrine, des traces de torture sur le haut de l'épaule gauche ainsi que deux côtes cassées.

De son côté, le ministère israélien de la Santé a estimé que les premières constatations n'étaient "*pas suffisantes*" pour déterminer la cause de la mort.

Arafat Jaradat, un activiste du parti nationaliste Fatah, avait été arrêté le 18 février pour être interrogé par le Shin Beth à la suite de heurts près de la colonie de Kiryat Arba, à proximité d'Hébron (sud de la Cisjordanie), au cours desquels un Israélien avait été blessé le 18 novembre 2012.

Il doit être inhumé lundi matin dans son village natal de Sa'ir, à côté d'Hébron, des funérailles qui pourraient donner lieu à de nouveaux affrontements.

Près de 3.000 prisonniers ont jeûné dimanche après la mort du prisonnier, provoquée par une attaque cardiaque selon Israël. Une version que contestent les responsables palestiniens.

"*Israël a transmis à l'Autorité palestinienne une demande sans équivoque pour restaurer le calme sur le territoire*", a déclaré

un responsable du gouvernement, ajoutant que le message avait été délivré par l'un des hauts conseillers du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Des heurts ont éclaté vendredi en Cisjordanie occupée et à Jérusalem entre l'armée israélienne et des centaines de manifestants palestiniens. Les manifestants ont lancé des pierres sur les policiers qui ont répliqué en lançant des grenades à percussion et des gaz lacrymogènes.

Selon des sources médicales, trois Palestiniens ont été blessés par balles lors d'une manifestation aux alentours de la prison militaire d'Ofer, près de Ramallah, et l'un d'eux, touché à la poitrine, se trouvait dans un état grave.

Des correspondants de l'AFP ont fait état de heurts également dans les secteurs d'Hébron, Naplouse et Jénine.

Des marches de solidarité ont également eu lieu dans la bande de Gaza.

Le président américain Barack Obama se rendra en Israël et dans les Territoires palestiniens dans le courant du mois de mars. Ce sera sa première visite dans la région depuis qu'il est devenu président des Etats-Unis en janvier 2009. Reuters et AFP 25.02

SOCIAL

Bulgarie

Le Mossad et Obama ou encore Fabius, n'ont pas osé déclarer que c'était un coup monté du Hezbollah !

- Des dizaines de milliers de Bulgares ont défilé dimanche dans une trentaine de villes du pays pour protester contre la pauvreté et exprimer leur colère contre les élites politiques, une mobilisation d'une ampleur sans précédent organisée par des groupes de la société civile.

"*Ras-le-bol des factures élevées, des revenus bas, de la corruption partout, ras-le-bol des promesses des hommes politiques*", s'emporte Mariana Rachkova, 50 ans, à Sofia.

"*Notre dernière facture d'électricité est de 400 leva (200 EUR), alors que je suis au chômage et que mon mari touche 700 leva (350 EUR). Nous aidons en plus ma mère handicapée qui a une pension de 160 leva (80 EUR)*", se plaint-elle.

Un peu plus de 10.000 personnes sont descendues dans la rue à Sofia, selon une estimation de l'AFP, brandissant le drapeau national et scandant "*Les partis dehors!*" ou encore "*Nous sommes nombreux, nous sommes forts!*".

Sur leur banderoles, on pouvait lire "*Unité contre le pillage*" ou encore "*Stop à la mafia*".

Le président Rossen Plevneliev, apparu devant les manifestants, a été accueilli par un concert de sifflets, alors qu'il les remerciait de "*leur position civile active*".

Il a invité des représentants des manifestants, avec ceux des syndicats et des employeurs, à "*discuter des problèmes importants devant le pays*" dès la semaine prochaine à la présidence.

M. Plevneliev doit former un cabinet d'experts chargé d'organiser des élections anticipées au printemps.

La foule était pour le moins hétéroclite et les revendications disparates: des écologistes réclamant une préservation des parcs naturels, aux étudiants indignés de la hausse de leurs frais de scolarité, en passant par les personnes mécontentes des banques ou de l'état des hôpitaux ou encore les mères dénonçant la faiblesse de leurs allocations familiales.

Mais tous s'accordaient à rendre responsables de leurs maux une classe politique jugée plus que jamais corrompue.

"*La corruption n'a jamais cessé de gouverner, pendant ces 23 ans depuis la fin du communisme. J'ai été licenciée pour avoir essayé d'exercer un contrôle sur des entreprises appartenant aux oligarques*", affirme à l'AFP Nikolina Koleva, ancienne employée du fisc.

"*Il faut un changement total du système, mais les hommes politiques ne se laisseront pas faire*", estime-t-elle, redoutant "une guerre civile".

Des manifestations se sont également tenues, toujours dans le calme, dans une trentaine de villes de province. La plus importante s'est déroulée à Varna (est), avec la participation de plusieurs dizaines de milliers de manifestants, selon les médias locaux.

Il s'agit des plus grands rassemblements en Bulgarie sans la participation des partis politiques, les manifestants s'organisant sur les réseaux sociaux.

Dans la deuxième ville du pays, Plovdiv (sud), qui a vu défiler environ 10.000 manifestants, un texte de la constitution a été brûlé.

Les manifestants ont de nouveau réclamé une nouvelle constitution garantissant "*une participation plus active de la société civile dans les institutions de l'Etat*".

La trentaine de groupes de la société civile bulgare, à l'origine de la mobilisation populaire entamée il y a quinze jours, s'était réunie samedi à Sofia et à Sliven (est) pour essayer d'unifier leurs revendications.

Ils veulent pèle-mêle une représentation civile de 50% au parlement et la possibilité de faire perdre aux députés leur immunité et leur siège avant la fin de leur mandat.

Ils exigent aussi un moratoire sur le paiement des factures d'électricité, une suppression de la TVA sur l'énergie électrique, ainsi que l'ouverture d'enquêtes sur la privatisation d'entreprises bulgares et sur l'utilisation des fonds européens. AFP 25.02

Haut de page

Le 26 février

CAUSERIE

J'ai mis en ligne hier soir le questionnaire au format word que je vous demande de remplir et de me renvoyer selon la procédure indiquée qui garantit votre anonymat, d'ici fin mars. Vous comprendrez que la disproportion qui existe entre le travail de forçat que je produis quotidiennement et le traitement dont je fais l'objet ne pouvait pas durer indéfiniment, j'ai besoin de savoir si ce sacrifice sert ou non à quelque chose. C'est très ingrat de travailler sans savoir pour qui et surtout pour quoi. Si vous n'êtes pas capables de le comprendre tant pis.

Environ 1.000 militants ou travailleurs différents se connectent sur le site chaque mois, c'est une estimation basse qui cependant peut varier d'un mois à l'autre, peut-être plus. Personnellement, je peux très bien me passer de ce portail. Si je ne recevais que quelques dizaines de réponses je fermerais le site et je ferais autre chose, la suite ne vous regardant pas à partir de ce moment-là.

Quand j'observe la manière dont se comportent les dirigeants des différents partis et ceux qui gravitent autour, j'ai l'impression d'être dans une cour de récréation d'une école maternelle ou dans un asile d'aliénés, je sais, je ne devrais pas le dire même si je le pense, mais je m'en fous, je n'ai rien à perdre ou à gagner, c'est un truc qu'apparemment vous n'avez pas encore saisi ou très peu d'entre vous, ce questionnaire va me pemettre de le savoir avec précision, partant de là, je n'ai absolument aucune raison d'entretenir la moindre illusion sur ce qui nous attend à court terme.

Je vis en Inde et je n'ai pas l'intention d'en bouger au regard de la tournure des choses. Ma situation est stable, je me suis arrangé pour assurer mes arrières, au prix de sacrifices certes, mais je ne le regrette pas, c'est payant à l'arrivée, j'ai fait les bons choix, j'ai de quoi vivre confortablement, mes besoins sont inférieurs à mes revenus, de toute évidence je suis confronté à beaucoup moins de problèmes que mes semblables en France ou si j'étais reparti en France, je serais sans doute dans une merde noire, j'ai eu l'intelligence jusqu'à présent de m'éviter le pire, même si la vie en Inde n'est pas particulièrement une partie de plaisir, je me contente de peu comme en toutes choses, je n'ai pas les moyens de prétendre à mieux donc je n'y pense même pas, je n'ai jamais vécu à crédit ou sur le dos des autres...

J'ai voulu mettre à profit la liberté (et le temps, etc.) dont je bénéficiais pour me mettre au service de notre cause, apparemment en vain. J'en prends acte. Il arrive un moment où il ne sert à rien d'insister dans une voie qui ne mène nulle part, c'est à vous qu'il revient d'en juger maintenant.

Ce sera mon dernier mot, dorénavant je me bornerai au service minimum, à l'actualisation des rubriques du site.

Le questionnaire figure dans la partie *Documents disponibles dans cette page*.

Suivez le guide.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry est en tournée. La liste des pays où il fera escale pour délivrer la bonne parole, les besoins de l'impérialisme américain, suffit à établir celle de ses principaux alliés.

- Après Londres, son agence européenne, M. Kerry se rendra ensuite à Berlin puis, successivement et jusqu'au 6 mars, à Paris, Rome, Ankara, Le Caire, Ryad, Abou Dhabi et Doha. Liberation.fr 25.02

ACTUALITÉ DU JOUR

Ne serait-il pas plus simple d'exproprier les actionnaires et de prendre la direction cette entreprise ?

Besancenot sur les traces de Mélenchon. A-t-il dit annulation du plan social ? Lisez, cherchez. En quoi la démission de Montebourg changerait quelque chose ? En rien, un Montebourg en cache un autre et ainsi de suite. Parce le petit notable de province Montebourg serait plus efficace dans un autre gouvernement ? Dirigé par le NPA, quel aveu !

- Olivier Besancenot (Nouveau Parti anticapitaliste) a appelé lundi à boycotter le lait Candia dont des salariés luttent contre une menace de fermeture d'usine dans la Sarthe. Sur France 2, l'ex-candidat trotskiste à l'Elysée a brandi une brique de lait de cette marque, en évoquant les employés de l'usine du Lude, près du Mans, «*qui m'ont demandé d'appeler au boycott*».

«*Ceux qui s'apprêtent à boire du lait, vous pouvez faire un geste tout simple, militant à sa façon, arrêter de boire du Candia en ce moment parce qu'ils sont 190 à voir leur usine fermer, à lutter contre leur plan social*», a fait valoir le responsable d'extrême gauche. «*Chacun peut le faire, et chacun peut être un peu plus efficace que le gouvernement en la matière*», selon Olivier Besancenot.

Selon Jean-Baptiste Froville, porte-parole de Candia, «*la restructuration de l'entreprise est liée à des difficultés et le groupe joue sa survie, ce qui nécessite un plan de restructuration*».

L'usine du Lude est, avec celles de Villefranche-sur-Saône (Rhône) et Saint-Yorre (Allier), l'un des trois sites que le groupe coopératif Sodiaal - maison-mère de Candia - compte fermer dans le cadre de sa restructuration.

Olivier Besancenot avait auparavant estimé que le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, «*s'il croit à ce qu'il raconte, il faut qu'il assume qu'il n'a pas les moyens d'agir dans ce gouvernement et qu'il parte*». Interrogé sur l'échange épistolaire entre Arnaud Montebourg et le PDG américain de Titan, il a jugé la lettre de ce dernier «*grotesque, ordurière, mais la réponse de Montebourg c'est "on joue à savoir qui pisse le plus loin", qui est le plus compétitif*».

«*Sauf que la possibilité d'un repreneur Titan*» pour l'usine Goodyear d'Amiens, «*c'est le gouvernement qui l'a mise sur la table, les travailleurs n'y ont jamais cru*», a fait valoir Olivier Besancenot. libération.fr 25.02

Un aristocrate à la direction du Medef ?

- Geoffroy Roux de Bézieux se lance à la conquête du Medef - Liberation.fr

Au Medef s'expriment de violents désaccords, à l'UMP s'expiment des lignes politiques divergentes, mais quand vient le moment d'affronter la classe ouvrière, leurs intérêts collectifs de classe l'emportent sur tout le reste, ils se rassemblent et ils forment un front unique pour que leur politique soit appliquée.

De notre côté, nous connaissons de profonds désaccords, nous développons des lignes politiques opposées, et quand vient le moment de nous rassembler pour affronter le patronat et son gouvernement, au lieu de placer les intérêts collectifs de notre classe au-dessus de tout, et bien on continue de se déchirer pour qu'ils puissent tranquillement appliquer leur politique. On peut le constater quotidiennement depuis des lustres.

C'est la marque de fabrique de nos dirigeants et de leurs partis ou syndicats. Ils défendent d'autres intérêts que ceux de notre classe, les leurs, ceux des couches qu'ils représentent et dont ils sont issus le plus souvent, ou ceux de leurs appareils.

Question : Pourquoi sont-ils incapables de réaliser l'unité contre l'accord du 11 janvier, contre les licenciements, contre la remise en cause des retraites, contre le TSCG, contre l'intervention de l'impérialisme français en Syrie, au Mali, etc ? Quand l'un propose

une action, il s'arrange pour la présenter de telle manière que les autres la rejetteront et c'est ce qui se passe à chaque fois.

Cependant et c'est ce qui permet en partie de comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, ils ont tous un point en commun : aucun refuse de rompre avec le PS et accessoirement avec le PCF, c'est le loup qui figure dans la bergerie et qu'ils n'ont jamais voulu chasser. Quand on dit rompre avec le PS, c'est-à-dire avec un parti qui incarne les institutions, le régime en place, et son idéologie que partage le parti de l'ordre, l'UMP. C'est par ce biais notamment qu'ils ont un fil à la patte qui les relie au régime.

Pour faille cailler du lait il suffit d'introduire une seule goutte de citron, et bien là c'est la même chose. Il suffit de maintenir le citron à l'écart du lait et vous pourrez préserver votre lait ou le consommer comme tel, sinon il se transformera en autre chose et ne sera jamais plus du lait, même si vous lui donnez ce nom ou que vous voulez le faire passer pour du lait. C'est ce qui est arrivé au mouvement ouvrier. Il a caillé, il a filé un mauvais coton, il est gangrené et ne peut donc plus servir à combattre pour notre objectif. Il doit être refonder sur de nouvelles bases renouant avec sa tradition révolutionnaire, socialiste et internationaliste.

ACTUALITE EN TITRES

La guerre du Mali aurait-elle été inutile ?

- La Finlande enfonce l'EPR d'Areva - Liberation.fr

- Un régulateur tchèque valide la décision de CEZ d'écarter Areva - Reuters

Il y en dans nos rangs qui ont déjà sorti leurs mouchoirs...

Un champignon hautement contagieux

- Aide à Chypre: FMI et Europe veulent éviter un scénario à la grecque - AFP

Double confirmation

Je l'annonçais hier...

- Grande-Bretagne: Osborne maintient le cap, la Bourse ignore la perte du triple A - AFP

... ce qui n'a pas empêché le laquais de service de faire du zèle...

- Moscovici "*console*" Londres après la perte de son triple A - L'Expansion.com

On a ainsi (si nécessaire) une idée assez précise de la médiocrité et de la mentalité misérable de ce philistin. Ils sont tous à vomir au PS. Vous pouvez vous dire qu'une personne qui n'a pas davantage de dignité que cela, qui n'en a pas du tout en vérité, fera feu de tout bois. Les dirigeants du PS sont ainsi.

A combien se monte la contrefaçon politique ?

- 49 milliards de dollars : la valeur du marché de la contrefaçon alimentaire - Atlantico.fr

La valeur de la contrefaçon politique s'évalue en centaines de millions de morts, en dix fois plus de malheureux dont ils ont pourri l'existence et celle de leurs familles...

La contrefaçon politique s'appliquant principalement aux partis qui prétendent représenter les intérêts des travailleurs ou le socialisme, et qui en réalité ne sont que des supplétifs du parti de l'ordre et les combattent.

Une épidémie, une pandémie ? Le vieux monde, tout simplement.

- Enquêtes sur des fraudes dans la production d'oeufs en Allemagne - Reuters

Trois régions d'Allemagne ont ouvert des enquêtes visant quelque 200 exploitations agricoles soupçonnées de fraudes à

grande échelle aux règles de commercialisation d'oeufs portant le label de l'agriculture biologique. Reuters 25.02

- Médicament détourné: Le cytotec va-t-il créer un nouveau scandale? - 20minutes.fr

Il s'agit d'un médicament normalement prescrit pour les ulcères et maladies de l'estomac est aussi utilisé par certaines maternités pour déclencher les accouchements. 20minutes.fr 25.02

Qui est en cause ? Des médecins de l'hôpital de Poissy (Yvelines) et Necker (Paris).

Résultat : des nouveaux-nés souffrant de malformations, un au moins sera handicapée à vie, des femmes mutilées, utérus déchirés, traumatisées, etc.

Pourquoi ces médecins ne sont-ils pas radiés à vie immédiatement ?

En guise de désespoir...

- PSA : Le syndicat Sud demande en justice la suspension du plan social - L'Expansion.com

On leur signalera au passage que le pape est toujours en fonction...

Il faudra bien y venir, non ?

- Hollande prépare l'opinion à une marche arrière sur ses grands objectifs - AFP

- Déficit, chômage, impôts: comment Hollande s'est libéré de ses promesses - L'Expansion.com

- Face à la conjoncture, François Hollande prépare la marche arrière - LePoint.fr

La voix de son maître

- Au pied du mur : mais qu'attend donc l'Espagne pour demander de l'aide à la BCE ? - Atlantico.fr

- Bartolone (PS): "*la priorité va à la réduction des dépenses*" - AFP

- Moscovici: le budget 2014 sera "*construit*" avec l'objectif des 3% - AFP

Attention, la surpopulation carcérale pourrait brutalement augmenter.

- Le contrôleur des prisons s'intéresse aux EHPAD - LeFigaro.fr

Jean-Marie Delarue souhaiterait visiter les maisons de retraite. La ministre déléguée aux Personnes âgées et à l'Autonomie appelle à la prudence.

EHPAD : Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Vos études, votre vie, votre idéal : une vulgaire marchandise, un simple produit commercial.

- Un diplômé sur quatre veut mettre les voiles - LePoint.fr

En recherche d'emploi depuis 4 mois, en moyenne 38% des diplômés n'ont décroché aucun entretien. Un chiffre en hausse de 7 points. LePoint.fr 25.02

Un aveu.

- Michèle Delaunay: '*Les aides publiques seront davantage orientées vers ceux qui en ont le plus besoin*' - LeMonde.fr

Pourquoi, parce que ce n'était pas le cas jusqu'à présent ? Mais alors qui en profitait, les copains, leur électorat ?

La spirale infernale

- Le Portugal, éprouvé par l'austérité, à nouveau sous la loupe de ses créanciers - AFP

- Grèce: la reprise dépend "*de la poursuite*" du plan de rigueur - AFP

L'Oscar à la propagande de guerre : Hollywood !

- L'Oscar du meilleur film étranger attribué à "*Amour*" - Reuters

Les médias iraniens ont qualifié lundi de "*politique*" l'attribution de l'Oscar du meilleur film à "*Argo*", le long-métrage de Ben Affleck qui porte sur la crise des otages américains de 1979, critiquant l'apparition pour l'annoncer de la Première dame Michelle Obama.

La 85eme cérémonie des Oscars de dimanche soir était "*la plus politique de tous les temps*", a estimé la télévision publique iranienne en évoquant l'Oscar d'"*Argo*".

"*Argo*" a récolté une moisson de récompenses à travers le monde.

Surprise de taille lors de la cérémonie des Oscars, c'est l'épouse du président américain, Michelle Obama, qui a ouvert l'enveloppe et annoncé, en duplex vidéo depuis la Maison Blanche, le film vainqueur.

Pour la télévision iranienne, cette intervention "*renforce les doutes que la récompense du film avait des motifs politiques*". AFP 25.02

Obama : pire que Bush père et fils et Reagan réunis. Non, on ne vous n'avait pas dit ? Nous, si, sur Hollande aussi...

- Israël a réussi un test de défense antimissile - Reuters

- Affaire Merah : les juges en appellent à Israël, au Pakistan et à l'Égypte - LePoint.fr

Trois Etats au-dessus de tout soupçon !

Pas vue pas pris : trop petit!

- Sarkozy sur la blague de Hollande : "*C'était tout petit !*" - LePoint.fr

Les "***amis***" de Hollande-Fabius-Le Drian sont de grands démocrates, si, si, la preuve.

- Un universitaire refoulé des Émirats pour avoir critiqué le régime de Bahreïn - LePoint.fr

- Qatar: 15 ans de prison en appel pour un poète critique du régime - AFP

Et viva Italia ! Revue de presse.

- Le scénario d'un Parlement bloqué se dessine en Italie - Reuters Italie : sous l'effet de la vague Grillo, risque d'ingouvernabilité - AFP

- Une «*situation très délicate*» en Italie - Liberation.fr

- Instabilité en vue après les élections en Italie - LeFigaro.fr

- Sans majorité au Sénat, l'Italie risque d'être ingouvernable - LeMonde.fr

- Qui pour gouverner l'Italie ? - Le Nouvel Observateur

- Fumée noire sur l'Italie - LePoint.fr

- Italie: le désarroi de la gauche face au casse-tête du résultat des élections législatives - L'Express.fr

Et la vérité sur la soi-disant gauche...

- Les premiers sondages sur le scrutin dopent les marchés italiens - Reuters

- Les marchés saluent la victoire de la gauche en Italie - L'Expansion.com

- La Bourse de Paris en forte hausse, la gauche donnée en tête en Italie - Liberation.fr

... et la douche froide aussitôt après :

- L'incertitude politique en Italie gâche la joie des marchés - L'Expansion.com

La guigne !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

La puissance du vote protestataire aux élections de dimanche et lundi en Italie, après une année de politique d'austérité, menace le pays d'une impasse politique, aucune alliance ne semblant assez forte pour former un gouvernement stable.

Après dépouillement de plus des deux tiers des bulletins de vote, les projections donnent le centre gauche de Pier Luigi Bersani légèrement en tête à la Chambre des députés, devant le centre droit de Silvio Berlusconi qui fait un retour en force inattendu.

Mais aucun des deux blocs ne semble en mesure d'avoir une majorité au Sénat, la chambre haute du Parlement, dont le rôle en Italie est aussi important que celui de la Chambre des députés.

Ce vote de protestation est aussi un camouflet pour le président du Conseil sortant, l'ancien commissaire européen Mario Monti, dont l'alliance centriste n'arrive qu'en quatrième position, loin derrière le Mouvement 5 Etoiles du populiste Beppe Grillo, qui a axé sa campagne sur la dénonciation des "*élites*" pro-européennes et d'une classe politique "*corrompue*".

Selon des résultats encore partiels, il obtiendrait entre 24 et 25% dans chacune des deux chambres, devenant le deuxième parti politique italien, derrière le Parti démocrate, la première force de gauche.

Ce scrutin marque aussi une forte déconvenue pour Pier Luigi Bersani, qui était donné grand favori à la fin de l'an dernier, avec à l'époque une avance de plus de dix points sur Silvio Berlusconi.

Le "*Cavaliere*", à 76 ans, fait un étonnant retour, alors que ses adversaires l'avaient pratiquement enterré fin 2011, quand le technocrate Mario Monti l'avait remplacé au palais Chigi.

Son alliance de centre droit, qui réunit le Peuple de la liberté (PDL), son parti, et les fédéralistes de la Ligue du Nord, est donnée en tête au Sénat, mais pas suffisamment pour avoir une majorité.

A la Chambre des députés, le centre gauche de Bersani devancerait les amis de Berlusconi d'environ un point de pourcentage. Une maigre avance mais suffisante pour y avoir la majorité car la formation ou l'alliance arrivée en tête au palais de Montecitorio se voit automatiquement attribuer une majorité de 340 des 630 sièges de députés.

Au Sénat, les choses sont différentes. Les projections de la RAI, la télévision publique, donnent au centre droit de Berlusconi 112 sénateurs, et 105 au centre gauche. Les amis de Beppe Grillo rafleraient 64 sièges et ceux de Monti, après une campagne décevante, seulement vingt. La majorité au Sénat est de 158 sièges.

Au Sénat, la loi électorale en vigueur depuis 2005 prévoit également une prime au parti arrivé en tête, mais sur une base différente, régionale et non nationale. Les 315 sièges sont attribués région par région en fonction du poids démographique.

Les projections montrent que plus de la moitié des électeurs se sont ralliés aux plates-formes anti-européennes de Berlusconi et de Grillo.

La gauche et le centre ont souligné qu'un tel résultat risquait de rendre le pays ingouvernable - avec à la clé de nouvelles élections dans un avenir proche.

"*Ces projections laissent à penser que nous nous dirigeons vers une situation ingérable, un pays ingouvernable*", a dit Mario Secchi, l'un des candidats de l'alliance centriste de Mario Monti.

Pour Stefano Fassina, économiste du centre gauche, même constat: "*Il ne pourra pas y avoir de gouvernement stable et nous devrons revoter*", a-t-il dit.

"*C'est sûr que s'il y a une majorité à la Chambre et une autre au Sénat, il n'y a pas de gouvernement*", a constaté avec dépit Stefano Fassina, l'économiste du Parti démocrate.

Et les modestes 17/20 sénateurs prévus pour le camp Monti ne suffisent pas pour former une alliance majoritaire.

"*Un pays ingouvernable, politiquement mais aussi techniquement avec peu d'issues fondées sur des alliances presqu'impraticables et numériquement insuffisantes*", a commenté Massimo Razzi dans La Repubblica.

Pour lui, la seule solution sera de retourner voter, soit pour tout le Parlement soit seulement au Sénat.

Mais le numéro deux du Parti démocrate, Enrico Letta, a rejeté cette idée. Pour lui, la formation arrivée en tête à la Chambre des députés doit tenter de former un gouvernement. "*Quel que soit le vainqueur, celui-ci a la responsabilité de faire les premières propositions au chef de l'Etat*" Giorgio Napolitano, a-t-il dit. "*Un retour aux urnes se semble pas aujourd'hui la meilleure option à suivre*", a-t-il ajouté.

Si les prévisions se confirment, le seul moyen de sortir de l'impasse serait peut-être une "*grande coalition*" entre la gauche et la droite, comme celle que Mario Monti a menée pendant un an, sous l'étiquette d'un gouvernement de "*techniciens*", mais qui a finalement cédé sous les coups de boutoir des amis de Berlusconi qui accusaient le "*Professore*" d'être au service de la chancelière allemande Angela Merkel et de sa politique de rigueur.

Un tel scénario de "*grande coalition*" a toutefois été écarté pendant la campagne par les intéressés. Reuters 25.02

2- Etats-Unis

Alors que le secrétaire d'Etat John Kerry commence une tournée internationale,....

... axée sur la situation en Syrie, la Russie multiplie ses critiques de l'attitude ambigüe et de la politique des deux poids deux mesures des Etats-Unis. Pourtant, Washington avait lancé des signaux sur un changement de politique, essentiellement illustrée par la décision du président Barack Obama de remplacer le trio belliciste composé de Hillary Clinton, Leon Panetta et David Petraeus.

Sur le plan diplomatique, les Américains multiplient les déclarations sur la nécessité de trouver une solution à la crise syrienne sur la base de l'accord de Genève, qu'ils tentent de vider de son sens en interprétant arbitrairement certaines de ses clauses. Ils multiplient les mises en garde sur le danger que constitue le Front qaïdiste al-Nosra, mais dans le même temps ils continuent de diriger la guerre en Syrie et d'appuyer les groupes terroristes, comme si rien n'avait changé dans cette crise, d'où ils essaient de s'extirper.

Toutes les données sur le terrain prouvent que les Etats-Unis poursuivent leur guerre contre la Syrie en collaboration avec leurs partenaires occidentaux, la Turquie et leurs auxiliaires arabes. Les Turcs et les qataris continuent d'apporter soutien matériel, logistique, financier, médiatique et politique aux terroristes, avec l'appui actif de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et de Bahreïn.

La seule solution réaliste au problème syrien reste le plan de sortie de crise proposé le 6 janvier par le président Bachar al-Assad. Mais ce plan est conditionné par la mise en place de mécanismes d'arrêt de la violence qui passent, impérativement, par l'assèchement des sources de financement des terroristes, l'arrêt des livraisons d'armes et de munitions et la fermeture des camps d'entrainement installés en Turquie, De même qu'il est nécessaire de démanteler les filières de recrutement et d'acheminement des terroristes du monde entier en Syrie.

Malgré leurs agissements ambigus, les Américains ont émis des signaux qui constituent un aveu de l'échec de leur objectif initial qui consistait à renverser le régime du président Assad. Ils ont concédé avec résignation que le dialogue avec le chef de l'Etat syrien est l'unique voie susceptible d'aboutir à une solution de la crise. Cela ne les empêche pas de manœuvrer dans l'espoir d'améliorer les conditions des négociations. Et c'est dans ce cadre que s'inscrit la "*décision*" de l'opposition syrienne qui

a annoncé samedi qu'elle suspendait sa participation à plusieurs rencontres à l'étranger pour dénoncer le "*silence international sur les crimes*" commis par le régime. Dans le même temps, la Coalition de l'opposition a annoncé la prochaine création d'un gouvernement en zone occupées en Syrie.

La colère exprimée par la Russie face à toutes ces tergiversations montre une fois de plus que seule les développements sur le terrain seront capables de débloquer la situation. C'est donc l'Armée arabe syrienne qui aura le dernier mot. french.irib.ir 25.02

3- Tunisie

Un homme soupçonné d'avoir tué l'opposant Chokri Belaïd et son complice présumé ont été arrêtés lundi, selon des sources policières qui ont affirmé que les suspects de ce crime ayant plongé la Tunisie dans une profonde crise politique appartenaient à la mouvance salafiste.

Le tueur présumé est un artisan de 31 ans spécialisé dans les meubles en aluminium et été arrêté à Carthage, dans la banlieue de Tunis, selon deux sources policières interrogées par l'AFP.

Le deuxième homme est soupçonné d'être le motard qui a permis la fuite du tireur le matin du 6 février après que Chokri Belaïd, opposant virulent aux islamistes d'Ennahda au pouvoir, a été abattu à bout portant en bas de son domicile à Tunis.

Les deux sources interrogées ont indiqué que les deux suspects appartenaient à la mouvance radicale salafiste et que leur arrestation avait été facilitée par le témoignage d'une femme qui a été placée sous protection policière.

L'un de ces sources a précisé que le tueur était actif dans la Ligue de protection de la révolution (LPR), une milice brutale pro-islamiste, du Kram, une banlieue populaire de Tunis voisine de Carthage.

Plusieurs médias tunisiens ont aussi indiqué que deux militants salafistes présumés avaient été arrêtés pour le meurtre de l'opposant, citant aussi des sources sous couvert de l'anonymat.

Selon la radio Mosaïque FM, le tueur "*a déjà avoué son implication dans le meurtre de Chokri Belaid et a confié qu'il a exécuté une fatwa qui appelait au meurtre*" de cet opposant qui dirigeait un petit parti appartenant à une alliance de plusieurs mouvements de gauche et nationalistes, le Front populaire.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur n'a pas répondu aux multiples tentatives de l'AFP de le joindre. AFP 25.02

C'est à croire que le nouveau Premier ministre connaissait le nom des assassins de Chokri Belaïd... Il les balancerait pour tenter d'enrayer la crise politique qui secoue la Tunisie et se donner une certaine légitimité, gagner du temps tout au plus...

4- Syrie

Huit terroristes ont été tués, et quelques autres, blessés, en pleins travaux de préparation d'un missile, avant même son lancement, dans la région d'Al-Bachiriya, à Rif/Idleb.

Selon Farsnews, les forces syriennes ont attaqué une ambulance immatriculée en Turquie, et qui transportait des rebelles blessés, près des régions de Hich et Maarat al-Neman, tuant les personnes à bord. A Idleb, nombre d'ambulances que l'on voit, dans les rues, sont immatriculées, en Turquie. Elles transportent les rebelles blessés aux hôpitaux de fortune, installés, sur la frontière turque, avant de les re-transférer, une fois reçus les traitements nécessaires, à différentes régions de la Syrie, et de les réintégrer, dans la lutte, contre le gouvernement syrien. french.irib.ir 25.02

SOCIAL

France

1.1- Crédit agricole va supprimer 1.400 postes.

Les caisses régionales du groupe Crédit agricole prévoient plus de 1.400 suppressions de postes à la faveur du non remplacement de tous les départs au sein de la banque, rapporte lundi le journal Les Echos.

Selon le quotidien, qui dit s'être procuré un document interne de la Fédération nationale du Crédit agricole (FNCA), le Crédit

agricole prévoit pour cette année le départ de 4.125 salariés et n'entend recruter que 2.707 personnes, "*un mouvement qui se traduirait donc par la suppression de 1.418 postes.*"

"*Au total, les effectifs les effectifs des 39 caisses régionales et de Crédit agricole Titres passeraient ainsi sous la barre des 65.000*", poursuit le journal. Reuters 25.02

1.2- Pixmania va supprimer 150 emplois

Le site d'e-commerce Pixmania a fermé ses 10 magasins en France et se retire de douze des 26 pays européens a-t-il annoncé lundi. Le site, contrôlé à 99% par le britannique Dixons, a procédé a ces fermetures depuis samedi.

Pixmania a vu en 2012 son chiffre d'affaires reculer de 10% à 843 millions d'euros, enregistrant une perte de 25 millions d'euros. Un plan social est engagé pour les 150 personnes que Pixmania employait dans ses magasins français. Le distributeur emploie près de 1000 salariés dans le monde. L'Expansion.com 25.02

Comme le prétendent Hollande, Ayrault et Sapin, amorcer une baisse du chômage d'ici la fin 2013, c'est possible : la preuve... du contraire !

2- Espagne

La première banque en Espagne par les actifs, CaixaBank, a annoncé lundi un plan social qui prévoit la suppression de "*quelque 3.000 emplois*", soit environ 10% des effectifs actuels, dans un contexte de restructuration du secteur en crise.

Fin 2012, CaixaBank comptait 32.625 employés, soit 5.632 de plus qu'un an auparavant, et 6.342 succursales (environ un millier de plus que fin 2011) en raison des acquisitions de la banque.

Comme prévu par la loi espagnole, la direction de la banque a donc entamé "*une période de dialogue et de négociation avec les syndicats, qui pourrait se poursuivre jusqu'à fin avril*", précise Caixabank dans son communiqué.

Sur le plan social, le secteur bancaire, jugé surdimensionné par rapport à la taille du pays, a perdu plus de 28.000 emplois entre 2008 et 2011, passant de 270.855 à 243.041 salariés, selon la Banque d'Espagne. Le nombre d'agences bancaires est passé de 45.662 à 39.843.

Selon les syndicats, 20.000 emplois devraient être supprimés dans le secteur sur les cinq prochaines années, dont 4.500 chez Bankia. La quasi-faillite de la banque issue de l'union de grandes caisses d'épargne a précipité une aide européenne au secteur bancaire espagnol de plus de 40 milliards d'euros. AFP 25.02

Haut de page

Le 27 février

CAUSERIE

J'ai ajouté un article en ligne dans la rubrique politique : *Russie-USA : Vers une révision du rapport de force ?* (french.irib.ir) (27.02.13)

Quand l'opportunisme se fait populiste.

Il y en a qui vont encore faire leur choux gras de cette femme qui est morte en se rendant aux urgences, parce que voyez-vous même les habitants de villages ou de maisons isolées au fin fond du Jura, des Vosges, des Alpes de Hautes Provence, des Pyrénées, de la Creuse, de la Bretagne, de l'Ariège, etc. devraient disposer d'un hôpital à moins de 15 minutes de chez eux, si, si, un bureau de poste, une mairie, une école, la totalité des services publics, en cas de cyclône, en moins d'une heure l'électricité devrait être rétabli jusqu'au chalet isolé situé en haute montagne, en cas de forte chutes de neige, la moindre route départementale ou le moindre chemin vicinal devrait être dégagé aussi rapidement, imaginez un peu qu'une personne soit victime d'un malaise à ce moment-là et que la route soit impraticable pour l'emmener aux urgences et qu'elle décède.

En fait, il faudrait décréter que les décès accidentels pouvant avoir un rapport même très éloigné avec autrui sont désormais prohibés et seront requalifiés en crimes, leurs auteurs ou complices dénoncés, poursuivis et condamnés. Bref, nos procureurs généraux ou dictateurs en herbe ne risquent pas de se retrouver demain au chômage...

Au populisme se mêle désormais le cynisme le plus sordide, c'est à la mode, tout le monde doit donner dedans, c'est le niveau de conscience où se situe la majorité de la population, donc celui des militants qui se traînent à sa suite, c'est le seul plan sur lequel on leur reconnaîtra qu'ils ne sont pas coupés des masses, pour le pire et non pour le meilleur hélas !

A moins qu'ils n'embraient sur la crise politique en Italie qui n'est qu'une mauvaise farce à laquelle est lié un humoriste médiocre. Le dénommé Beppe Grillo s'en prend en effet pêle-mêle à tout ce qui bouge, il est sur la même ligne politique que le très réactionnaire Cohn Bendit pour lequel il faudrait en finir avec les partis politiques, et dans sa diatribe vénimeuse cet ex-comique en rajoute une couche en s'attaquant systématiquement aux syndicats, nous aussi mais pas vraiment dans la même perspective, lui c'est parce qu'il estime qu'ils sont inutiles, nous parce que nous estimons qu'il faudrait en créer un autre sur les bases du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, donc notre critique se situe aux antipodes de cet idiot utile du régime qui fait le jeu de la réaction à l'arrivée.

En France, il ne faut pas critiquer les syndicats vendus au capital. Pourquoi ? Parce que tous s'en accommodent finalement. Nos syndicalistes ne sont pas des révolutionnaires mais des corporatistes, dans le sens où ils ne luttent que pour défendre leurs propres intérêts, du même coup ils favorisent ou laissent le champ libre à une autre forme de corporatiste qui en est le prolongement, et qui conduit au fil du temps à transformer les syndicats en institutions associées à la gestion du capitalisme pour le compte des capitalistes. Si vous leur demandez ce qu'ils pensent de cette analyse qui somme toute n'est qu'un constat, ils se mettront à hurler à la calomnie, c'est pratique pour mettre fin à toute discussion avant même qu'elle eut commencé, c'est leur conception de la démocratie, laissons-leur.

En Italie au cours des 50 dernières années il a dû y avoir plus de 40 changements de gouvernement ou de majorité, donc autant de crises politiques sans que cela ne change quoi que ce soit à l'arrivée. Prenez l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, la Grande-Bretagne, la Grèce ou la France, depuis l'après-guerre tous ces pays ont connu une multitude de changements de majorité au Parlement, des gouvernements dits de droite, de gauche, de technocrates, sans que cela ne change quoi que ce soit.

Un autre élément commun à tous ces pays mais aussi à tous ceux de l'UE que je n'ai pas nommé ici, dans aucun pays n'a émergé un nouveau parti ouvrier ou un nouveau syndicat digne de ce nom, dans aucun, tout du moins au point de s'ancrer profondément dans les masses et de devenir incontournable. Pourquoi insister sur ce dernier point ?

La liste de ce triste comique en Italie a réuni 25,5% des suffrages exprimés. Imaginez maintenant qu'un véritable parti communiste soit parvenu à ce résultat, ce serait un formidable levier pour renforcer ou dévellopper ce parti, intervenir dans la lutte des classes de telle sorte qu'il pourrait modifier le cours des choses, la situation, dans la perspective de la prise du pouvoir qui demeure notre objectif politique, non pas par les urnes mais par la mobilisation révolutionnaire des masses, son succès électoral ne servant qu'à renforcer son implantation dans tout le pays, il pourrait revendiquer la direction du mouvement ouvrier, se lancer à sa conquête et balayer la bureaucratie pourrie des syndicats ou créer immédiatement un nouveau syndicat ruinant l'existence des syndicats corrompus.

Voilà ce que nos dirigeants ignares, bornés, sclérosés, dogmatiques et j'en passe n'ont pas été foutu de faire en plus d'un demi-siècle, et ce n'est pas demain la veille qu'ils y parviendront, tout simplement parce que ce n'est pas leur objectif ou qu'ils sont incapables de comprendre la situation et les rapports entre les classes, ils ignorent la psychologie des masses, comment elles fonctionnent, ils en ignorent tout ou presque. Et ne comptez pas sur le Front de gauche, tout comme en Grèce les travailleurs n'ont rien à attendre de Syriza qui vient de faire allégeance au FMI et à l'impérialisme américain.

Il nous manque un dirigeant de la trempe de Lénine, qui ait ses capacités et son charisme, qui comprenne comment il faut s'adresser aux masses pour les gagner, sans rien renier de nos principes ou notre programme cela va de soi.

La crise politique en Italie pose une seule et unique question qui est également valable en Grèce et dans tous les autres pays, celle de la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire en rupture avec le capital et ses institutions, les partis qui les composent et les appareils corrompus des syndicats, l'UE et l'ONU...

C'est le seul enseignement à tirer de cette crise politique qui s'inscrit dans le prolongement de la crise du capitalisme qui demeure sans issue, qui en est la traduction sur le plan politique. Maintenant que vous avez lu ces lignes, voyez quel parti va reprendre ou plutôt partager cette analyse, à mon avis aucun, on prend les paris ? C'est la clé de la situation, qui seule pourrait permettre de la dénouer favorablement, passer à côté, c'est faussée l'analyse qu'on en donne puisqu'on oublie ou occulte un de ses éléments essentiels...

Ils construisent tous des partis pour mettre du beurre dans les épinards, alors qu'il nous faut construire un parti pour prendre le pouvoir et changer la société, vous aurez tout de suite compris pourquoi cela ne fonctionne pas et ne fonctionnera jamais sur ce modèle-là, ils ne sont pas à la hauteur de la tâche que nous avons à accomplir, leurs dirigeants ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités tout court.

En complément la réaction d'un internaute.

- "*" Le vote protestataire plonge l'Italie dans l'impasse.." Ah bon ? la démocratie ça pose un problème alors ? Le réveil des peuples ça fait peur visiblement ...*"

Effectivement, l'expression la plus élémentaire, étroite ou déformée de la démocratie est incompatible avec la crise du capitalisme dont la politique d'austérité des différents gouvernements constitue la seule réponse possible, disons dans l'immédiat, le pire restant à venir...

La crise du capitalisme, s'il est relativement facile d'expliquer en quoi elle consiste, il n'est pas certain que les travailleurs et la plupart des militants en saisissent vraiment l'ampleur et la portée. Elle n'a rien de comparable avec les crises antérieures de par son ampleur. On se répère, on ne fait que cela à la longue, en vain.

Pour employer une métaphore et un langage populaire, Ils ne se sont pas contentés de bouffer la dernière récolte juqu'à la dernière graine, de faire les greniers et de vider les dernier silos, de réduire les stocks à zéro, ils ont été jusqu'à dévorer en grande partie les semis nécessaires à la prochaine récolte, mieux encore, ils l'ont hypothéquée sur une base haute impossible à réaliser dans de telles conditions.

Il ne reste donc pratiquement plus rien à distribuer aux producteurs qui devront dans l'avenir se satisfaire du minimum vital pour survivre, renouveler leur force de travail, tout ce qui se situait au-delà doit être systématiquement raboté, éliminé, il faut l'oublier, ils le considèrent comme superflu, inutile, nuisible même, de façon à ce que la part qui leur revient ne tombe pas en dessous du seuil au-delà duquel leur propre existence serait à leur tour menacée, c'est toutefois ce qui leur pend au nez, pas seulement à eux, à l'humanité entière puisque c'est leur terrain de jeu.

Ils peuvent cependant encore espérer s'en tirer, car si leur politique a conduit à l'épuisement des sols ils peuvent escompter qu'il se remettra à produire davantage dans quelques années, mais rien n'est moins sûr, à quel prix, et puis ils ne se sont pas contentés de l'épuiser, ils l'ont fortement pollué et là c'est plus grave, irréversible parfois, alors que les besoins de la population ne cessent de croître. Maintenant il est vrai qu'un esclave présente l'avantage d'avoir des besoins réduits au minimum, s'ils parvenaient à réduire la population mondiale en esclavage la production pourrait alors être suffisante pour satisfaire leurs besoins (des nantis) sans même avoir à se faire violence pour les réduire.

Voilà leur (prochain) objectif, faire en sorte que d'ici là il n'existe aucune alternative au capitalisme et pour y parvenir que les masses ne disposent plus d'aucun droit politique, c'est en bonne voie avec l'UE, cela pourrait aussi leur éviter de recourir à une troisième guerre mondiale.

C'est dans ce contexte et dans cette perspective qu'il faut analyser le résultat des élections en Italie, sachant que pour combattre un ennemi organisé en partis, les capitalistes, l'Etat et les institutions fonctionnant sur la base de partis politiques, on a absolument besoin d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire, Beppe Grillo s'inscrivant en opposition à tout parti politique vient finalement en aide à notre ennemi, à la réaction, il est à la fois le produit et la caricature du mouvement ouvrier et de sa décomposition.

ACTUALITE EN TITRES

On se soutient et soulage comme on peut.

- Etats-Unis: pour Bernanke, la Fed doit encore soutenir la reprise à plein régime - AFP

- JPMorgan Chase va supprimer entre 16 000 et 19 000 emplois d'ici 2014 - Liberation.fr

- Wall Street rebondit avec les propos de Bernanke - Reuters

- Journée noire sur les marchés européens, angoissés par le sort de l'Italie - AFP

Les caisses sont vides :

- Mali. L'opération française coûte déjà "*plus de 100 millions d'euros*" - Le Nouvel Observateur

Toujours plus haut, toujours plus bas, bravo !

- Chômage : La France proche d'un triste record ! - LePoint.fr

- Logements neufs: la France continue de s'enfoncer dans la crise - AFP

Intox

- Paris veut un gouvernement italien "*stable*" et minimise l'effet des élections sur la zone euro - LePoint.fr

- Montebourg s'en prend à Merkel après le vote italien - Reuters

- Montebourg: les Italiens ont rejeté "*la politique imposée par les marchés* - AFP

- Barroso appelle les Européens à ne pas céder au populisme - Reuters

- Les pompiers de Bruxelles veulent éteindre l'incendie italien - LePoint.fr

Il y a sa place : à la niche !

- Montebourg : '*Les peuples ne sont pas prêts à passer sous la table*' - LeMonde.fr

... les multinationales non plus, la preuve :

- Coca-Cola, un nouvel allié pour Arnaud Montebourg - Slate.fr

Pas de bol !

- Bruxelles contredit Moscovici et exige un déficit "*nettement sous les 3%*" en 2014 - L'Expansion.com

Réaction. Sionisme, xénophobie et néo conservatisme.

Atlantico.fr : La menace.

- Ces menaces insidieuses qui rognent la liberté de penser en France - Atlantico.fr

Parole de sioniste :

- Pourquoi cela n'a pas de sens de parler d'une troisième intifada - Atlantico.fr

Le bouc émissaire, l'étranger :

- L'Europe et ses systèmes de santé déstabilisés par l'émigration des jeunes des pays en crise vers les pays "*sains*" - Atlantico.fr

Les consommateurs évidemment :

- Industriels, consommateurs, régulateurs : qui sont les vrais responsables des dérives de l'industrie agroalimentaire ? - Atlantico.fr

Le péril jaune :

- Voilà comment la Chine profite de la crise pour acheter à bas prix nos connaissances technologiques - Atlantico.fr

Confirmation

- Syrie: Kerry et Lavrov tentent un rapprochement - AFP

- Nucléaire : les 5+1 proposeraient à l'Iran un allègement des sanctions - LeMonde.fr -

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

L'Italie se trouvait mardi dans une impasse politique inquiétante pour le reste de l'Europe, sans vainqueur clair aux législatives, comme l'a reconnu le chef du centre gauche Pier Luigi Bersani qui a entrouvert la porte au mouvement protestataire de l'ex-comique Beppe Grillo.

Dans l'après-midi, le candidat de la gauche au poste de Premier ministre s'est exprimé pour la première fois depuis l'annonce des résultats et a amorcé un geste d'ouverture envers le Mouvement 5 Etoiles, qui s'est adjugé à la surprise générale un quart des suffrages au parlement.

M. Bersani a évoqué des thèmes chers à cette formation, comme la réforme des institutions, les coupes dans les coûts de la politique, la moralité et la défense des plus défavorisés, appelant Beppe Grillo à dire "*ce qu'il veut pour le pays*".

La gauche soumettra ses propositions au Parlement, "*où chacun devra assumer ses propres responsabilités*", a averti M. Bersani.

Pour l'instant, le Mouvement 5 Etoiles ne souhaite s'allier avec aucune autre formation mais envisagera au cas par cas de voter des réformes, a fait savoir de son côté Beppe Grillo.

"*Nous allons voir, réforme par réforme, loi par loi. S'il y a des propositions qui sont compatibles avec notre programme, nous allons les évaluer*", a-t-il dit en ajoutant: "*maintenant ce n'est pas le moment de parler d'alliances*".

Ces diverses déclarations laissent penser à un possible soutien au vote de lois présentées par un gouvernement de gauche, sans un accord formel de coalition avec le centre gauche, qui dispose d'une solide majorité à la Chambre. Additionnés à ceux de la gauche, les 54 sénateurs de Beppe Grillo permettraient d'avoir une majorité au Sénat.

L'expert politique Stefano Folli a cependant jugé "*extrêmement vague*" la proposition de Bersani, qui risquerait d'aboutir "*à un gouvernement minoritaire exposé à tous les vents au parlement et aux mains de Beppe Grillo*".

Un véritable casse-tête donc. "*Nous sommes conscients du caractère dramatique de la situation et des risques encourus par le pays*", a reconnu M. Bersani.

Les marchés financiers ont réagi très négativement à cette impasse sur le futur gouvernement de la troisième économie de la zone euro: la Bourse de Milan a connu une journée noire, s'effondrant de près de 5% à la clôture.

L'Europe était aussi dans les affres: la Commission européenne a assuré avoir entendu le "*message d'inquiétude*" envoyé par les citoyens italiens, tout en demandant à Rome d'"*honorer ses engagements*" budgétaires et de réformes.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a souhaité mardi soir que l'Italie se dote d'un "*gouvernement stable*", tout en se disant "*pas franchement réjoui*" par le résultat des élections. Auparavant, la chancelière Angela Merkel s'était voulue plus rassurante: "*L'Italie trouvera sa voie*", avait-elle confié à son entourage.

Pour le directeur de la revue politique Micromega, Paolo Flores d'Arcais, la gauche a "*la possibilité de faire un accord avec Grillo en lui donnant la présidence d'une des chambres et de proposer un gouvernement avec beaucoup de techniciens*" qui appliquerait un programme "*commun aux aspirations traditionnelles de la gauche*".

Mauro Calabresi, directeur du quotidien La Stampa, ne voit pas d'autre solution que de "*trouver des convergences entre les partis traditionnels et les nouveaux parlementaires Cinq Etoiles. Ils doivent être traités comme une ressource, pas comme des ennemis*".

Le sort politique de l'Italie est en fait entre les mains du président Giorgio Napolitano qui pourrait juger une telle situation trop instable et lui préférer la mise en place d'un nouveau gouvernement technique de transition avant de nouvelles élections. AFP 26.02

2- Tunisie

2.1- La veuve de Chokri Belaïd, l'opposant tunisien tué par balles à Tunis le 6 février, a déclaré qu'elle voulait savoir qui avait commandité l'assassinat de son mari, en réagissant mardi pour la première fois à l'annonce de l'arrestation du tueur

présumé lundi à Tunis.

"*C'est beau de savoir qui a exécuté mais pour moi c'est très important de savoir qui a commandé, comme cela a été fait, car c'est un crime très organisé*", a déclaré Basma Belaïd sur Europe 1.

"*On demande un procès et on demande de pousser l'enquête et de tout savoir*", a-t-elle affirmé.

Le tueur présumé serait actif dans la Ligue de protection de la révolution (LPR) une milice brutale pro-islamiste, au Kram, une banlieue populaire de Tunis voisine de Carthage.

La LPR a été accusée à de nombreuses reprises par l'opposition d'orchestrer des attaques contre des opposants ou des associations pour les intimider.

Ces ligues sont "*protégées par le système*", a accusé la veuve de Chokri Belaïd qui a demandé "*immédiatement*" leur dissolution. "*Toute la société tunisienne n'a pas arrêté de demander depuis des mois la dissolution de ces ligues*", a-t-elle souligné.

"*La responsabilité politique d'Ennahda est impliquée*", a répété Mme Belaïd, qui a accusé à plusieurs reprises le parti islamiste au pouvoir d'être responsable de l'assassinat de son mari.

"*La moindre des choses est d'assurer la sécurité des citoyens. Ennahda est le parti au pouvoir (...), c'est à elle de protéger les citoyens*", a-t-elle déclaré, alors que le parti islamiste est régulièrement accusé de faire preuve de laxisme vis-à-vis de sa frange radicale et de la mouvance salafiste. AFP 26.02

2.2- L'opposant tunisien Chokri Belaïd a été tué par un groupe de la mouvance salafiste, ont annoncé mardi les autorités, précisant que le meurtrier présumé a été identifié mais est en fuite et que quatre complices sont sous les verrous.

"*Le tueur a été identifié et il est pourchassé*", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Ali Larayedh, lors d'une conférence de presse.

"*Les quatre autres suspects ont été arrêtés. Ils appartiennent à un courant religieux radical, (...) ils sont de nationalité tunisienne*", a ajouté M. Larayedh, en évoquant "*la mouvance salafiste*".

Selon le ministre, qui est appelé à former le prochain gouvernement tunisien, les complices ont effectué le repérage en vue de ce crime, qui a plongé la Tunisie dans une profonde crise politique, et l'un d'entre eux "*a avoué avoir accompagné le tueur*" le 6 février, jour du meurtre.

M. Larayedh n'a pas révélé les identités des personnes arrêtées et a refusé de se prononcer sur l'éventuel commanditaire ou sur un groupe salafiste en particulier. AFP 26.02

3- Egypte

Un tribunal du Caire a jugé mardi que les autorités égyptiennes devaient détruire la totalité des tunnels reliant la péninsule du Sinaï à la bande de Gaza, qui alimentent en armes et en denrées de première nécessité l'enclave palestinienne victime du blocus israélien.

On estime que 30% des biens importés par la population gazaouite (1,7 million d'habitants) le sont via ces tunnels qui permettent de contourner un blocus mis en place par l'Etat hébreu il y a plus de sept ans.

Les Frères musulmans désormais au pouvoir au Caire sont idéologiquement proches des islamistes du Hamas au pouvoir à Gaza mais de nombreux Egyptiens craignent que l'enclave ne présente un risque pour la sécurité du plus grand Etat arabe, notamment pour le Sinaï.

Au début du mois, les forces de sécurité égyptiennes avaient entrepris de noyer une partie de ce labyrinthe que l'armée israélienne bombarde sporadiquement. Reuters 26.02

4- Israël

Le PM sioniste se heurte, désormais, à l'une des crises les plus aiguës de son mandat :

la révolte incontrôlable, dans les territoires palestiniens, déclenchée, suite à la mort du prisonnier palestinien, Arafat Jeradat. Netanyahu a convoqué une réunion d'urgence de son cabinet sécuritaire, pour savoir comment faire face aux manifestations et à la grève de la faim de 3.000 prisonniers palestiniens. Il a même contacté Tony Blair, au sein du Quartette sur

le Proche-Orient. Il a évoqué le test du missile "*Arrow*", lundi, n'écartant pas l'hypothèse d'en faire usage, pour assurer la sécurité d'Israël! french.irib.ir 26.02

SOCIAL

France

1.1- La "***croissance***"... du chômage.

Le nombre de demandeurs d'emploi en France métropolitaine a bondi en janvier à son plus haut niveau depuis juillet 1997, sous l'impact d'une modification du système de radiation des chômeurs qui a pour effet d'accroître sensiblement leur nombre.

La forte baisse des sorties enregistrées par Pôle emploi a néanmoins contribué pour moitié à la hausse de 1,4% sur le mois, soit +43.900 personnes, du nombre des chômeurs inscrits en catégorie A (ceux qui n'ont pas travaillé) en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

A 3.169.300, ce dernier atteint son plus haut niveau depuis plus de 15 ans et demi et frôle le record enregistré en janvier 1997 (3.195.500 selon la nouvelle méthode de comptabilité).

Sur un an, sa hausse est de 10,7% et janvier a été le 21e mois consécutif de progression du nombre de chômeurs en catégorie A.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1,3% le mois dernier, soit 60.800 personnes, pour atteindre 4.680.200, soit une augmentation de 9,8% sur un an. En incluant l'Outre-mer, il atteint 4.967.500.

Dans un communiqué, le ministre du Travail Michel Sapin a estimé que les dernières prévisions de la Commission européenne anticipant pour 2013 une hausse du chômage (taux de 10,7% contre 10,3% fin 2012), qui se poursuivraient en 2014 (11,0%), n'invalidaient pas l'objectif du gouvernement d'inverser la courbe du chômage "*d'ici la fin de l'année*".

Le ministre a relevé que la progression de janvier, corrigée des effets de la réforme, était inférieure à l'évolution moyenne constatée sur le second semestre 2012 et tenait "avant tout" au recul de l'activité sur la fin de l'an passé.

Les entrées à Pôle emploi sont restées stables en janvier, celles consécutives à des licenciements économiques diminuant même de 2,3%.

Mais dans le même temps, le nombre de sorties de Pôle emploi a reculé de 10,0% en France métropolitaine sous l'impact d'une baisse de 11,5% des entrées en stage et d'une chute des radiations administratives (-58,1%), dont le nombre avait fortement augmenté en décembre.

Les demandeurs d'emplois de moins de 25 ans (+0,5% en catégorie A et +0,7% en A, B et C) ont été les moins affectés par la hausse de janvier, alors que les 50 ans et plus ont été une nouvelle fois à la peine (+1,8% en catégorie A, +1,4% en A, B et C).

Les demandeurs d'emploi de plus d'un an (+1,9% en janvier et 13,9% sur 12 mois) ont progressé eux aussi plus vite que la moyenne, leur part dans les inscriptions à pôle emploi atteignant 39,5%, soit 0,2 point de plus qu'en décembre et 1,4 point de plus qu'en janvier 2012.

Les offres d'emplois collectées par Pôle emploi ont enfin reculé de 10,6% en janvier, leur baisse sur un an atteignant 19,7%. Reuters 26.02

1.2- Mouvement social chez Express-Roularta

A l'appel des organisations syndicales CGT-CFDT-Sud-SNJ-FO, une journée de grève a été décidée pour ce mardi 26 février 2013 au sein du groupe Express-Roularta en réponse au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) annoncé la semaine passée par la direction du groupe. Ce plan prévoit la suppression d'environ 80 postes sur quelque 780 emplois. Selon la direction, "*priorité sera donnée à un plan de départs volontaires*". En outre, le magazine L'Entreprise pourrait passer exclusivement sur support numérique et les mensuels Maison française et Maison magazine pourraient fusionner en un seul titre. L'Expansion.com 26.02

1.3- Motorola Mobility ferme son site de Toulouse : 180 emplois supprimés

Motorola Mobility va fermer fin mai son site de Toulouse, qui emploie environ 180 personnes, a déclaré mardi une porte-parole du fabricant de combinés mobiles, filiale de Google, qui a engagé un processus de réduction de ses effectifs dans le monde.

Motorola était installé à Toulouse depuis la fin des années 1960. Reuters 26.02

1.4- Il cumule 287 CDD et personne n'avait rien vu !

La Sotrema, société chargée du ramassage des ordures sur la région mantaise, est attaquée par ses éboueurs pour avoir abusé des CDD. L'un comptabilise 287 CDD (contrat à durée déterminée) en cinq ans. Un autre a multiplié les contrats d'un jour ou deux. Un troisième avait été embauché pour remplacer le remplaçant d'un salarié en CDI…

Quatre salariés ont déjà déposé un dossier.

Mais, selon Michel Forestier, responsable local du syndicat, ils seraient encore plus nombreux. « *Nous en avons compté une dizaine. Ensemble, ils totaliseraient au bas mot près d'un millier de contrats courts. C'est du jamais-vu* », témoigne le représentant.

Si le procédé est, dans certains cas, illégal, il flirte souvent avec les règles du Code du travail et perturbe le quotidien des éboueurs. « *Certes, on a du travail, témoigne l'un d'eux. Mais ces contrats ne nous offrent aucune visibilité. Je galère pour trouver un appartement.* »

Des discussions sont en cours entre les représentants du personnel et la direction afin de régulariser la situation d'au moins trois éboueurs. L'inspection du travail suit l'affaire de près.

Société d'économie mixte, détenue en partie par la communauté d'agglomération de Mantes en Yvelines, la Sotrema aurait l'habitude de compter sur de nombreux CDD.

« *C'est une façon de travailler, assure Philippe Geslan, son président, également vice-président de la Camy. Nous faisons appel à eux en cas de surcroît d'activité. On a toujours essayé d'embaucher quand nous pouvions le faire. Mais, si c'est pour embaucher maintenant et licencier demain, c'est dommage.* » LeParisien.fr 26.02

Evidemment cela durait depuis des années et absolument personne n'était au courant... Au fait, ils servent à quoi les représentants du personnel dans une entreprise ?

ECONOMIE

Banque

La prochaine crise bancaire viendra du système bancaire parallèle, qui n'est pas soumis aux mêmes règles que le système bancaire classique, a estimé mardi le président du directoire de la Banque Postale, Philippe Wahl.

"*Il y aura une nouvelle crise bancaire, nous le savons*", a affirmé M. Wahl lors d'une conférence organisée par le magazine The Economist.

"*Et nous savons d'où elle viendra*", a-t-il ajouté, mentionnant le secteur bancaire parallèle, qui regroupe l'ensemble des acteurs non bancaires qui offrent des services de nature bancaire, le plus souvent des solutions de financement.

Ce secteur aux contours flous comprend notamment les fonds monétaires, les assureurs et les fonds alternatifs (hedge funds).

"*Il est moins régulé, moins taxé, il croît et, selon moi, il représente la prochaine crise*", a martelé le dirigeant de la Banque Postale.

"*Nous devrions essayer de préparer l'avenir et voir comment nous pouvons empêcher cette nouvelle crise financière*", a-t-il ajouté, qualifiant le secteur bancaire parallèle de "*terra incognita*".

Lors de son intervention, plus tôt, le commissaire européen aux Services financiers, Michel Barnier, avait également insisté sur le caractère "*essentiel*" du renforcement de la régulation du secteur bancaire parallèle.

Il avait rappelé l'estimation du Conseil de stabilité financière (FSB), qui évalue les actifs gérés par le secteur bancaire parallèle

à 50.000 milliards de dollars. AFP 26.02

En voilà encore un qui aurait mieux fait de se taire! Car Philippe Wahl en avouant que pour lui le secteur bancaire parallèle était "*terra incognita*", il signifiait pas là qu'il n'avait rien à en dire. En fait, ce qui est inconnu, c'est le niveau auquel se montent les manipulations et malversations de ces gangsters de la finance et contrairement à ce que laisse entredre leur larbin de service, Barnier, qui sont connues et qui agissent en toute impunité, toute nouvelle mesure étant contournée avant même qu'elle entre en application, ce sont les intéressés eux-mêmes qui le clament sur tous les toits.

Quand je dis que Philippe Wahl aurait mieux fait de se taire, dans son propre camp on a déjà dû lui rappeler, car au passage il a avoué qu'ils savaient pertinemment que l'aristocratie financière bénéficiait de privilèges extraordinaires dont elle usait et abusait en toute légalité, tranquillement, puisque droite et gauche sont gagnées à l'ultra libéralisme, leur seul ennemi étant le prolétariat dans son immense majorité inorganisé et donc réduit à l'impuissance.

Là où son discours leur est utile cependant, c'est quand il parle de la prochaine crise, comme si celle-ci devait se terminer un jour, vous aurez remarqué au passage que c'est le discours de tous les gouvernements, de la BCE, etc. bon, cela dépend des jours, alors que tout démontre le contraire : comment des actifs échappant à tout contrôle équivalents au PIB mondial (60.000 milliards de dollars, il ne nous a donné qu'un chiffre officiel) et servant à la spéculation mondiale à une échelle qui se situe là à des centaines de milliers de milliards de dollars (le marché des produits dérivés) n'alimenteraient-il pas en permanence la crise actuelle ?

A quoi sert alors ce discours ? Ils demandent aux travailleurs de faire de nouveaux sacrifices en prévision de la fin de la crise en leur annonçant des jours meilleurs qui viendront par la suite et qu'en réalité ils ne verront jamais, elle est là l'astuce, un peu grotesque, mais cela marche à merveille, la plupart y croient à défaut de conscience ou de perspective politique, c'est l'essentiel et ainsi de suite. Qui pousse l'analyse jusque là et leur dit la vérité, quel parti ? Aucun.

Haut de page

Le 28 février

CAUSERIE

Rectificatif.

Pour renvoyer le questionnaire que je vous ai demandé de remplir, vous avez aussi besoin du mot de passe : adresse : joachimrodriguez2013@yahoo.fr ; mot de passe : 4ghdr89s1z5.

Vous devez donc vous connectez sur Yahoo.

Quand on vous demandera si vous avez déjà un compte vous répondrez oui et ensuite vous taperez l'adresse et le mot de passe. A l'étape suivante, vous cliquerez sur écrire, dans sujet vous écrivez questionnaire, vous joignez le fichier sous word rempli et vous cliquez sur envoyer à mon adresse : milarepa13@yahho.fr. Ce sera joachimrodriguez2013@yahoo.fr qui aura envoyé ce fichier, donc votre anonymat sera préservé.

Dans l'immédiat, à partir du 1er mars le site ne fonctionnera plus que comme une banque de données, la causerie et les infos en bref ne seront plus actualisées en attendant de voir si vraiment le site sert à quelque chose, le 15 mars et non le 31 mars je prendrai la décision de continuer ou de fermer le site. Je préfère ne rien ajouter.

Accord du 11 janvier, retraites, loi d'amnistie sociale, élections en Italie, etc. les grandes manoeuvres ou l'enfumage général continue.

Comment camoufler le plus longtemps possible ses réelles intentions, inavouables, indéfiniment est impossible évidemment, car il arrive toujours un moment où l'on est rattrapé par la réalité, lorsqu'il faut passer aux actes ou lorsque l'heure des décisions a sonné, quand les faits s'étalent sous nos yeux et que plus personne ne peut en nier l'existence...

Gagner du temps, laisser s'écouler un certain temps histoire que l'embrouille joue à plein, laisser le doute s'installer ou creuser son sillon dans les têtes, c'est tout un art !

Le sachant, dès lors on a le choix entre : attendre ce moment-là pour dénoncer un fait ou une décision et les combattre, quand il sera trop et qu'il n'y aura plus rien à faire pour s'y opposer généralement, cela présente l'avantage qu'on aura à en parler le moins longtemps possible, de faire oublier quel rôle précis on a tenu ou que personne ne s'y attarde, comptant comme un allié sur

la mémoire courte, déficiente ou très sélective des travailleurs et des militants, leur difficulté à faire le lien entre cause et effet, ou alors informer immédiatement de ce qui se cache derrière ces manoeuvres pour que les uns et les autres puissent se poser des question, s'en saisir, s'organiser, etc.

L'accord du 11 janvier ils ont eu plus de trois mois pour le préparer en coulisse, la loi d'amnistie sociale elle a été évoquée depuis plus de quatre mois, le résultat des élections en Italie ne faisait aucun doute, tous les gouvernements en Europe qui ont mis en oeuvre une politique d'austérité ont été sanctionnés, balayés depuis quatre ans, sans que cela résolve quoi que ce soit, dans tous ces pays le pouvoir des partis dits de droite ou de gauche sont contestés, bref, tout ce qui s'est passé était prévu depuis le départ, les uns et les autre savaient pertinemment à quoi s'attendre, on peut ajouter l'élection de Hollande et celle des députés en juin 2012, le vote du TSCG, de la "règle d'or", du budget d'austérité de 2013, etc. pour parfaire le tableau on peut encore ajouter la prochaine contre-réforme des retraites et du financement de la protection sociale qui sera le résultat d'un processus identique avec un résultat semblable, c'est-à-dire défavorable aux travailleurs...

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'en n'est plus en présence que de partis uniquement capables de se comporter en commentateur de commentaires après coup et qui osent se poser en avant-garde, oui, c'est plus que grotesque mais ils en sont là, dans son dernier éditorial paru hier D. Gluckstein n'a pas eu à se donner beaucoup de peine pour le confirmer.

Il démarre très fort : "*Que les élections italiennes marquent un rejet de l'Union européenne symbolisées par la défaite cinglante de Monti, tous les commentateurs en conviennent*", quelle chance dites-donc ! le reste est dans le même registre. Puis il cite "*un dirigeant du Parti démocrate*", puis c'est au tour de " *France Info, ce mardi matin, ce commentaire", il y revient plus loin "et la radio publique ne s'interroge même pas*", quelle horreur, elle manque à tous ses devoirs, pour ne pas être en reste, voilà le tour des appareils derrière lesquels il se range "*l'appel des confédérations CGT et CGT-F/O*", envolées leur nature et leurs rééelles intentions, leur responsabilité dans l'accord du 11 janvier, le POI n'a eu de cesse de l'occulter pour préserver les appareils pourris de ces syndicats, la culture des illusions c'est le fond commun de tous les opportunistes et traitres, ce qui lui fait dire plus haut que "*l'Italie sort ingouvernable de ces élections*", ce qui est totalement faux, une falsification des faits comme vous pourrez le lire plus loin, il n'aura pas fallu 24h pour confronter Gluckstein, c'est terrible, c'est cruel mais c'est ainsi.

Je rajoute ici un extrait de l'article sur la situation en Italie que vous pourrez lire plus loin, car je tiens à confronter Gluckstein sur le champ, je ne voudrais pas que vous manquiez cela si vous ne lisiez pas la suite.

- Avant le message de Beppe Grillo, un des élus du M5S en Lombardie avait affirmé que le mouvement envisageait un premier vote de confiance, puis des décisions au cas par cas.

"*L'orientation est de voter la confiance. Après quoi nous verrons les lois les unes après les autres en espérant que le nouveau gouvernement ne fasse pas comme le précédent qui demandait la confiance sur tous ses projets*", a déclaré Ferdinando Alberti.

Les voix du M5S au Sénat sont indispensables à un gouvernement de gauche pour obtenir la confiance. La seule autre option serait que la gauche s'appuie sur la droite de Silvio Berlusconi. Une solution hautement improbable que M. Bersani a écartée dès mardi.

De nombreux membres du M5S ont critiqué sur la Toile la décision de Beppe Grillo. "*J'ai voté pour toi, pas pour que tu détruises tout*", "*je n'ai pas voté en faveur de ces actes irresponsables*", ont-ils écrit.

Pour parler comme lui, l'idiot du régime Beppe Grillo ouvre sa grande gueule pour ne pas perdre la face, mais il va être très vite rattrapé par la réalité et ses colistiers qui ont maintenant envie d'en croquer. Etait-ce si difficile à concevoir que Gluckstein serait passé à côté, à qui veut-il faire croire cela ? Pourquoi pas après tout, on en a vu d'autres dans le passé avec Lambert.

Dès lors, que faut-il penser de l'analyse de la situation et de la politique proposée par Gluckstein ou le POI, reposent-elles sur des éléments aussi foireux, des manipulations inavouables de la réalité ou pire encore ? On vient de le prendre une nouvelle fois en flagrant délit, on est quand même en droit de se poser cette question, non ? Qui est-ce qui outrepasse ses droits ici, qui se fout du monde, moi ou lui, je vous pose la question ? Il y en a plus que marre ! Un minimum d'honnêteté intellectuelle ne les étoufferait pas !

Poursuivons.

Les dirigeants de la CGT et de FO auront tout fait pour que l'accord du 11 janvier passe, notamment en participant aux pseudo négociations dont il est sorti, et voilà qu'un coup de baguette magique, totalement blanchis ils se transformeraient en opposants zélés du gouvernement et du Medef pour interdire sa transcription dans la loi, ils devraient prendre la direction de la mobilisation contre le gouvernement et le Medef, contre le gouvernement c'est moi qui l'ait ajouté, car eux ils continuent de l'épargner... Très très fort décidément, et il y a des militants pour gober cela, c'est tellement monstrueux qu'on en vient à se demander ce qu'ils ont dans la tête, pour quoi combattent-ils vraiment ?

Quant à la loi d'amnistie sociale concotée par le Front de gauche, elle consiste finalement à reconnaître la légitimer du régime et des institutions que des militants auraient enfreints presque malgré eux, et pour lesquels ils demandent aux législateurs de faire preuve de clémence ou de leur pardonner ce moment d'égarement malheureux, d'inconscience, promis juré, ils ne recommenceront plus. Pourquoi ? Parce que les syndicats et les partis ouvriers refuseraient d'en prendre en charge les conséquences (financières ou matérielles), c'est vrai que la solidarité a ses limites et que ce n'est pas vraiment leur fort, leurs conceptions de la lutte de classe et du mouvement ouvrier sont tellement déformées qu'ils en sont incapables, ils ne peuvent pas être solidaires du régime et de leurs militants, encore moins quand ce ne sont pas les leurs.

Opportunisme ou socialisme ?

Pour le POI, c'est "*Dehors l'Union européenne ! Dehors la troïka !*", pour nous ce sera : dehors le gouvernement, la Constitution et les institutions de la Ve République.

Je ne vais pas perdre mon temps à me répéter, je retranscris la causerie du 27 janvier qui suffira amplement à répondre à toutes les questions politiques que la situation pose.

On pourrait rajouter la Constitution que j'avais omise dans le cadre de laquelle toutes ces décisions ont été prises ou ces votes ont eu lieu, conformément à l'esprit de la Constitution fondée par des représentants (de Gaulle - Debré) du capital pour les besoins du capital parmi lesquels figurent le TSCG, d la "*règle d'or*", le budget 2013, l'accord du 11 janvier, l'accord à venir sur les retraites, etc.

Notre ennemi est dans notre propre pays.

Notre ennemi est dans notre propre pays, c'est le gouvernement qui représente les intérêts du capital, les institutions, l'Etat, le capitalisme et ses représentants et non l'UE, la BCE ou le FMI, la troïka.

Question : Qui est-ce qui a adopté le TCSG ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté la "*règle d'or*" ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui a adopté le budget d'austérité de 2013 ?

Réponse : Hollande, le gouvernement et les députés.

Question : Qui est-ce qui va retranscrire sous forme de loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 ?

Réponse : Le gouvernement.

Question : Qui est-ce qui sera éventuellement appelé à l'adopter ?

Réponse : Les députés.

Dans tous les cas de figure, il est établi :

- Que ce n'est ni Bruxelles ni Washington qui mettent en oeuvre cette politique antisociale, mais bien les institutions de la Ve République.

- Qu'ils agissent pour le compte du capitalisme : c'est évident.

- Que cette politique soit conforme aux recommandations de la troïka, Bruxelles ou Washington ou encore des marchés : c'est évident.

Dès lors, il est parfaitement clair que toute propagande ou campagne consistant à orienter les travailleurs dans une autre direction que contre le gouvernement et les institutions, consistera à les mener systématiquement dans une impasse et profitera au régime en place.

Question : Qui a décidé d'entrer en guerre contre le peuple malien et d'attenter à sa souveraineté ?

Réponse : Hollande et son gouvernement.

Question : Qui a décidé de soutenir cette guerre qui a déjà coûté 30 millions d'euros en 13 jours

Réponse : L'ensemble des députés.

Donc une nouvelle fois : les institutions de la Ve République et non Bruxelles ou Washington.

Les fait, encore les faits, toujours les faits, rien que les faits.

A bas le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

A bas l'Assemblée nationale, les institutions de la Ve République !

A bas l'Etat impérialiste et néocolonial ! Fin

J'ajouterai que le même constat et la même ligne politique sont valables pour les travailleurs dans tous les pays de l'UE.

De plus l'appel du bureau national du POI s'emploie sciemment à entretenir des illusions dans le gouvernement quand ils écrivent : "*Force est de constater que pour l'heure, le gouvernement Hollande-Ayrault est engagé sur la voie de la soumission totale*", vous avez noté, "*pour l'heure*", car demain il pourrait peut-être en être autrement c'est inclus implicitement, alors qu'il n'y a aucun doute à avoir sur ses réelles intentions, ce qui signifie qu'ils ont un fil à la patte qui les relie au régime et qu'ils sont incapables de le couper, d'où leur incapacité à axer résolument leur combat contre les institutions de la Ve République avec lesquelles finalement le POI s'accommodent.

Pas très futés et toujours très pressés !

Plus de 90% des mots de passe utilisés par accéder à différents services comme un compte en banque, des mails ou encore les réseaux sociaux via un ordinateur, une tablette ou un téléphone, sont vulnérables en raison de leur répétition, assure une étude de l'entreprise Deloitte. Publié mardi au Panama, le rapport assure qu'avec les 1.000 mots de passe les plus communs pour les utilisateurs (parmi les six millions observés pour l'étude), il est possible d'accéder à 91% des services théoriquement protégés.

"*Le problème le plus grave des mots de passe est leur réutilisation. L'être humain, pour une question de mémoire, retient cinq, six, sept mots de passe, et naturellement, on les utilise pour tout, ce qui les rends très fragiles*", a expliqué à l'AFP Francisco Martin, responsable de Deloitte au Panama."*Cela ne serait pas si grave si au moins on prenait le temps de mettre des mots de passe qui ne soient pas si aisément déchiffrables*", a-t-il ajouté. Selon cette étude, 9,8% des usagers utilisent la combinaison "*password 123456 ou 12345678*", 8,5% "*password ou 123456*" et un 4,7% "*password*".

Le rapport signale également que les mots de passe créés sur des terminaux mobiles ont tendance à être moins sûrs que ceux créés sur ordinateur, en raison de la différence d'accessibilité aux caractères spéciaux. En outre, il faut 4 à 5 seconde pour taper un mot de passe sûr sur un ordinateur de bureau, contre 7 à 30 secondes sur un écran tactile. L'étude portait sur les principales tendances dans l'univers de nouvelles technologies dans 15 pays d'Europe et d'Amérique, en plus de l'Afrique du Sud. L'Expansion.com avec AFP 27.02

'est vrai que passer quelques secondes de plus pour taper un mot de passe plus sûr, en voilà un exercice insurmontable. On se demande dans quel monde on vit et ce que les gens ont dans la tête, si j'en juge par les nombreuses réponses que j'ai reçues à mon questionnaire, le constat est effrayant !

La "***juridiction internationale***", l'OIT, n'a aucun pouvoir coercitif !

Lors d'une rencontre organisée par l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis), le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a prévenu mercredi que son syndicat «traduira» la France devant les juridictions internationales si le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, en «infraction aux normes internationales du travail» selon lui, n'était pas revu.

Selon la CGT, les dispositions sur les licenciements contreviennent à la convention 158 de l'Organisation internationale du travail (OIT) et celles sur la mobilité des salariés à la charte des droits sociaux fondamentaux. libération.fr 27.02

L'OIT est composé en majorité de représentants des Etats et du patronat, je vous invite à lire ou relire ses statuts qui figuent dans le site pour le vérifier. Vous ne croyez tout de même pas qu'ils allaient se tirer une balle dans le pied en s'imposant des mesures contraires à leurs intérêts, il faut être un crétin ou un abruti pour le croire un instant, ce doit être ce que pensent des

militants et des travailleurs Thibault et tous ceux qui en appellent à l'OIT, eh oui, vous nous excuserez de dire les choses crûment mais c'est ainsi !

A force de le croire, on finira par l'oublier : impossible !

Le ministre du Travail Michel Sapin a affirmé mercredi sur Canal+ que le chômage "*sera vaincu tout au long de l'année*" et réaffirmé l'objectif présidentiel d'inverser la courbe avant fin 2013. AFP 27.02

Ils en sont là !

On ne peut pas parler raisonnablement d'un syndicat ouvrier.

Question au-delà de laquelle toutes les autres sont superflues, inutiles, tellement les choses sont parfaitement claires : Un syndicat ouvrier s'adresserait-il au parti de l'ordre (UMP-UDI) pour lui demander de rejeter un accord scélérat concocté par le syndicat des patrons, le Medef, conformément à leurs besoins ?

L'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 27 février 2013. Extraits.

- Nous poursuivons nos rencontres avec les groupes parlementaires concernant l'ANI du 11 janvier et sa transposition législative. Nous avons ainsi développé nos positions devant les groupes PS, UMP et UDI de l'Assemblée nationale, RDSE du Sénat, et nous le ferons prochainement devant les groupes PS et EELV de cette dernière assemblée.

Autant il appartient aux élus de la nation de voter les lois –ce n'est pas du ressort des interlocuteurs sociaux–, autant il est indispensable qu'ils le fassent en toute connaissance de cause, c'est-à-dire en ayant entendu toutes les positions des uns et des autres.

Nous allons donc continuer sur notre ligne «non à l'accord et à sa transposition». Les manifestations du 5 mars, veille de la présentation du projet de loi en Conseil des ministres, contribueront à accroître la pression.

La vérité, c'est qu'ils s'en foutent totalement. Inutile d'ajouter un commentaire, les dirigeants, cadres et militants de partis ouvriers qui collaborent avec l'appareil de FO sont des traitres à la classe ouvrière.

ACTUALITÉ DU JOUR

Sa "***capacité d'indignation***" était limitée par... sa soumission au capital.

Stéphane Hessel, l'auteur en 2010 du manifeste "*Indignez-vous*", dont l'immense succès mondial a inspiré les jeunes "*indignés*" occidentaux en rupture avec le système établi, est mort dans la nuit de mardi à mercredi à l'âge de 95 ans.

Cet ancien résistant et diplomate, engagé à gauche, avait soutenu François Hollande lors de la dernière campagne présidentielle.

"*Sa capacité d'indignation était sans limite, sauf celle de sa propre vie. Au moment où celle-ci s'achève, il nous laisse une leçon, celle de ne se résigner à aucune injustice*", écrit François Hollande dans un communiqué.

Dans son opuscule de 32 pages, vendu 3 euros, l'auteur appelait à une "*insurrection pacifique*" qui, en ces temps de crise, a provoqué une déferlante mondiale et mêmes des élites du printemps arabe se sont référées à l'ouvrage.

Cet ancien résistant et diplomate, engagé à gauche, avait soutenu François Hollande lors de la dernière campagne présidentielle.

"*Sa capacité d'indignation était sans limite, sauf celle de sa propre vie. Au moment où celle-ci s'achève, il nous laisse une leçon, celle de ne se résigner à aucune injustice*", écrit François Hollande dans un communiqué.

Dans son opuscule de 32 pages, vendu 3 euros, l'auteur appelait à une "*insurrection pacifique*" qui, en ces temps de crise, a provoqué une déferlante mondiale et mêmes des élites du printemps arabe se sont référées à l'ouvrage.

Il dénonçait notamment l'écart croissant entre les très riches et les très pauvres, le traitement fait aux sans-papiers et aux immigrés, ainsi que la dictature des marchés financiers.

Ses prises de position pro-palestiniennes lui ont valu des critiques acerbes d'une partie de la communauté juive. Plusieurs organisations ont eu mercredi des mots très durs à l'annonce de sa mort, lui reprochant d'être antisémite.

"*Son grand âge, son sourire, son apparente ingénuité, son indignation focalisée et ses poèmes surannés évoquaient un monde angélique, mais pavaient la route, certainement sans qu'il le voulût lui-même, aux véritables criminels tapis derrière l'enfer des bonnes intentions*", écrit Richard Prasquier, président du Conseil représentatif des institutions juives de France". (La haine des sionistes est sans borne. -Ndlr)

"*Ne jugeons pas Hollande sur les trois premiers mois. Il a dit des choses justes, il fait déjà un certain nombre de choses essentielles, utiles, qui vont dans le sens de ses engagements. Laissons-lui le temps*", disait-il. Reuters 27.02

Il ne pourra plus le dire à ceux qui vivent dans le dénuement absolu, la misère noire, l'angoisse permanente du lendemain...

L'indignation ne mène à rien en soi, il le savait lui qui n'est parvenu à rien, sinon à vivre juqu'à 95 ans, c'était quelque part faire preuve d'un manque cruelde dignité.

ACTUALITE EN TITRES

Une épidémie qui ressemble à un épiphénomène

- Wolfgang Schäuble craint la contagion après le scrutin italien Reuters -

Die Linke, Syriza, le Front de gauche, les Indignés et maintenant M5S de Beppe Grillo en Italie, effectivement une "*contagion*" de mouvements ou formations qui ont toutes pour objectif d'empêcher la classe ouvrière et la classe moyenne de se rassembler dans un parti ouvrier révolutionnaire pour affronter le régime en place.

Profession : affairistes, laquais.

- Paris "*favorable*" à un accord de libre-échange transatlantiqueReuters

Crise oblige !

- Vivendi et SFR: parachute doré de 3,9 millions pour les présidents Lévy et Esser - A FP

- Volkswagen va verser une prime de 7.200 euros à 100.000 salariés allemands - AFP

- EADS voit ses profits bondir de 19% en 2012 - L'Expansion.com

Le cri de l'impuissance !

- L'indignation comme impératif - Liberation.fr

Qui sont les "***casseurs***", les "***terroristes***", qui "***menace*** qui ?

- La loi d'amnistie sociale est un "*appel au cassage*", dit Parisot - Reuters

- Les Occidentaux débattent de l'opportunité d'armer la rébellion syrienne - LeMonde.fr

- La réunion sur le nucléaire iranien s'achève sans accord - Reuters

- Israël appelle à menacer militairement l'Iran - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Le Mouvement protestataire de l'ex-humoriste Beppe Grillo a semblé refuser mercredi toute entente avec la gauche de Pier Luigi Bersani, accroissant l'incertitude en Italie, qui a cependant réussi un premier test post-électoral sur le marché obligataire.

"*Le M5S ne votera pas la confiance au Parti démocrate (PD, gauche), ni à d'autres*", a tranché Beppe Grillo, le chef du M5S, dont les élus (un quart des parlementaires) sont très courtisés en l'absence de majorité claire au Sénat. En revanche, il répète que son mouvement "*votera les lois qui reflètent son programme, quel que soit celui qui les propose*".

Ces déclarations sont intervenues à un moment où l'une des hypothèses avancées pour sortir l'Italie de l'impasse politique serait un gouvernement de gauche majoritaire à la Chambre et minoritaire au Sénat qui bénéficierait d'un soutien au coup par coup des élus estampillés 5 Etoiles.

Le chef du PD Pier Luigi "*Bersani nous harcèle politiquement. Depuis des jours, il importune le M5S avec des propositions indécentes au lieu de se démettre, comme le ferait n'importe qui à sa place*", a écrit Beppe Grillo sur son blog, en réaction à un geste d'ouverture la veille de M. Bersani.

Ce dernier avait évoqué un programme commun a minima qui aurait contenu des réformes chères au M5S comme tailler dans les coûts de la politique (nombre des élus, financements accordés aux partis) et des mesures pour les chômeurs et les travailleurs en situation précaire.

Piqué au vif, M. Bersani a répliqué par communiqué à l'attaque en règle du chef du M5S : "*Ce que Grillo a à me dire, y compris les insultes, je veux l'entendre au Parlement. C'est là que chacun assumera ses propres responsabilités*".

Les déclarations de Beppe Grillo ont accru l'incertitude en raison de leur virulence, mais aussi de leur imprécision.

En parlant de vote de confiance, le dirigeant du M5S n'a pas dit s'il s'agirait du premier vote de confiance au Parlement, permettant l'entrée dans ses fonctions du gouvernement, ou s'il pense aux questions de confiance qu'un gouvernement peut poser sur les lois pour en accélérer l'adoption.

Avant le message de Beppe Grillo, un des élus du M5S en Lombardie avait affirmé que le mouvement envisageait un premier vote de confiance, puis des décisions au cas par cas.

"*L'orientation est de voter la confiance. Après quoi nous verrons les lois les unes après les autres en espérant que le nouveau gouvernement ne fasse pas comme le précédent qui demandait la confiance sur tous ses projets*", a déclaré Ferdinando Alberti.

Les voix du M5S au Sénat sont indispensables à un gouvernement de gauche pour obtenir la confiance. La seule autre option serait que la gauche s'appuie sur la droite de Silvio Berlusconi. Une solution hautement improbable que M. Bersani a écartée dès mardi.

De nombreux membres du M5S ont critiqué sur la Toile la décision de Beppe Grillo. "*J'ai voté pour toi, pas pour que tu détruises tout*", "*je n'ai pas voté en faveur de ces actes irresponsables*", ont-ils écrit.

L'impasse politique n'a pas empêché ce pays de passer avec succès un test de confiance sur les marchés en réussissant une émission obligataire.

Le Trésor italien a levé 6,5 milliards d'euros à moyen et long termes, le maximum prévu, à des taux plus élevés que la précédente opération similaire mais en-deçà des craintes des analystes.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, s'est, pour sa part, dit "*confiant*" mercredi soir dans la "*stabilité politique*" de l'Italie "dans l'intérêt de l'Italie et de l'Europe". AFP 27.02

2- Guinée

Les forces de l'ordre guinéennes ont tiré des grenades lacrymogènes contre des milliers de manifestants d'opposition mercredi à Conakry, au cours d'affrontements qui ont fait une cinquantaine de blessés, rapportent des témoins.

Cette flambée de violence résulte des tensions dans le pays à l'approche des élections législatives de mai, que l'opposition estime truquées par le gouvernement du président Alpha Condé et qu'elle a décidé de boycotter.

"On ne sait pas d'où c'est parti mais les forces de sécurité ont chargé la foule et lancé des gaz lacrymogènes", a dit Ousmane Camara, un habitant de Conakry présent sur place.

L'opposition a lancé un appel à la poursuite des manifestations dans la capitale.

Les élections prévues le 12 mai devraient marquer la dernière étape de la transition vers un régime civil. Une junte militaire a dirigé le pays pendant deux ans après la mort du président Lansana Conté en 2008. Reuters 27.02

3- Syrie

3.1- C'est à juste titre que le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a exprimé sa vive émotion après la mort du photo-journaliste français Olivier Voisin, à Idlib, au cours de combats opposant l'Armée arabe syrienne à Al-Qaïda.

Le ministre a tenu à rappeler qu'« *il revient aux États d'assurer la protection des journalistes, y compris dans les conflits armés* ». Selon son habitude, il entendait de cette manière faire porter la responsabilité du drame au gouvernement syrien.

Cependant, Olivier Voisin était entré illégalement en Syrie. Il travaillait pour le compte de Reporters sans frontières, une association française financée par la NED —vitrine légale de la CIA—, et il était « *embedded* » dans une unité d'Al-Qaïda. Réseau Voltaire 26.02

3.2- Les Etats-Unis vont accroître leur aide à l'opposition syrienne afin d'accélérer le départ du pouvoir du président Bachar al Assad, a annoncé mercredi la Maison blanche.

"*Nous réexaminons en permanence la nature de l'aide que nous fournissons à la fois au peuple syrien, sous la forme d'une aide humanitaire, et à l'opposition syrienne sous la forme d'une aide non létale*", a dit Jay Carney, porte-parole du président Barack Obama.

"*Nous allons continuer à fournir une aide au peuple syrien, à l'opposition syrienne, nous allons continuer à accroître notre aide dans le cadre des efforts pour permettre l'avènement d'une Syrie post-Assad*", a-t-il ajouté.

A la veille d'une réunion des "*Amis de la Syrie*" jeudi à Rome, un dirigeant de l'opposition syrienne, Riad Seïf, a déclaré que les rebelles allaient demander à la communauté internationale "*un soutien politique et humanitaire*" ainsi qu'"un appui militaire qualitatif".

"*Nous demandons à nos amis de nous apporter tout leur soutien pour que nous parachevions nos avancées sur le terrain et pour nous aider à parvenir à une solution politique en position de force, non de faiblesse*", a dit à Reuters ce responsable de la Coalition nationale syrienne (CNS).

Le Washington Post a rapporté mardi que les Etats-Unis, qui refusent jusqu'à présent d'armer les rebelles cherchant depuis deux ans à renverser Bachar al Assad, pourraient revoir leur position et fournir des gilets pare-balles, des véhicules équipés d'armes et des formations militaires aux insurgés.

En visite à Paris, le nouveau secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a déclaré mercredi que Bachar al Assad "*doit savoir qu'il ne peut pas s'en sortir par les armes, donc nous devons l'en convaincre et je pense que l'opposition a besoin de plus d'aide afin d'y parvenir*".

Il n'a pas précisé la nature de cette aide.

Lundi à Londres, il avait dit que Barack Obama réfléchissait à de nouvelles mesures pour répondre aux "*obligations (des Etats-Unis) à l'égard du peuple innocent*".

John Kerry rencontrera les représentants de l'opposition syrienne jeudi à Rome à l'occasion de la conférence des "*Amis de la Syrie*". Reuters 27.02

4- Slovénie

Le pouvoir a changé de mains mercredi soir en Slovénie, le centre gauche ayant évincé le Premier ministre conservateur,

Janez Jansa, personnellement mis en cause pour corruption, avec le vote au Parlement d'une motion de défiance.

Ce changement de cap politique permet aussi pour la première fois de l'histoire de la Slovénie à une femme de devenir Premier ministre, Alenka Bratusek, âgée de 42 ans, du parti de centre gauche Slovénie Positive.

La motion de défiance, soutenue par deux anciens partenaires de la coalition gouvernementale de centre droit, a recueilli 55 voix sur 89 des 90 députés présents, 33 ayant voté contre et un s'étant abstenu.

C'est Alenka Bratusek, mère de deux enfants, plutôt novice en politique mais spécialiste des questions budgétaires en tant qu'ancien haut-fonctionnaire au ministère des Finances, qui a la délicate tâche de former un gouvernement susceptible d'être investi au Parlement et cela d'ici au 14 mars.

Aussitôt après avoir prêté serment et avoir été félicitée par Janez Jansa, Alenka Bratusek a dit sa volonté de "*rassembler et a tendu la main à tous*", affirmant que "*telle est la volonté des citoyens*".

Dans le débat au Parlement, Alenka Bratusek a annoncé qu'il fallait "*stimuler le développement économique et revenir à la croissance*". "*Nous stabiliserons les finances publiques et nous nous mettrons d'accord avec les partenaires sociaux pour les nécessaires baisses de salaires et la hausse très provisoire de certains impôts*", a-t-elle indiqué.

Elle a également précisé que son gouvernement ratifierait l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne.

Pour le politologue Vlado Miheljak, professeur à l'Université de Ljubljana, interrogé par l'AFP, "*il sera difficile pour Alenka Bratusek de former un gouvernement compte tenu des réticences de la Liste civile et du Parti populaire slovène*", mais "*c'est la seule voie pour sortir de la crise*" et "*peut-être que nombre de députés de ces deux partis n'ont pas envie d'affronter le verdict des urnes*".

La crise politique en cours intervient à un moment délicat pour ce petit pays de deux millions d'habitants, membre de la zone euro depuis 2007, très dépendant des exportations, et qui devrait rester en récession en 2013 cependant que son secteur bancaire, lourdement endetté, est au bord de l'implosion. Cette situation fait de la Slovénie un candidat potentiel à une aide financière d'urgence de l'Union européenne, après l'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Espagne.

Et le futur gouvernement devra aussi compter avec un mouvement civique de grande ampleur, mobilisant dans la rue des dizaines de milliers de personnes, protestant tant contre l'impopulaire politique d'austérité de Janez Jansa que contre "*la corruption de la classe politique*" en général. AFP 27.02

SOCIAL

1- Birmanie

Un policier birman a été tué et 42 personnes blessées mercredi au cours d'une manifestation de paysans contre l'expropriation foncière dont ils disent avoir été victimes il y a dix ans au profit d'une entreprise agricole privée.

Vingt-sept membres de forces de l'ordre font partie des blessés au sixième jour de manifestation dans le village de Maletto, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Rangoun, dans le delta de l'Irrawaddy.

Le couvre-feu imposé depuis mardi n'est pas respecté, a dit à Reuters un policier. Les paysans réclament que leurs terres leur soient immédiatement rendues.

Les manifestations sont un phénomène nouveau en Birmanie depuis la relative ouverture démocratique concédée par le pouvoir issu de l'ancienne junte militaire, qui a encouragé les Birmans à faire valoir leurs droits.

Les autorités avaient brutalement réprimé l'an dernier des manifestants qui dénonçaient un projet d'extension d'une mine de cuivre du nord-ouest du pays, vie la confiscation "*illégale*" de plus de 3.000 hectares de terres. Reuters 27.02

2- Allemagne

Ils soignent l'aristocratie ouvrière.

Après avoir enregistré un bénéfice net record de presque 22 milliards d'euros en 2012, le constructeur automobile

allemand Volkswagen a annoncé mercredi qu'il allait verser une prime de résultat de 7.200 euros par personne à environ 100.000 salariés allemands.

L'an dernier, la prime avait atteint un niveau record de 7.500 euros.

M. Winterkorn touchera 14,5 millions d'euros pour 2012, et devrait donc rester le patron le mieux payé du Dax. AFP 27.02

ECONOMIE

Etats-Unis

Le gouvernement du cartel des banquiers de la Fed.

Le Sénat américain a approuvé mercredi la nomination de Jack Lew pour diriger le département du Trésor, malgré ses liens avec Wall Street durant la crise financière.

Comme secrétaire d'Etat, Jack Lew jouera un rôle majeur dans la mise en place des nouvelles lois de régulation financières visant à éviter une nouvelle crise.

A l'été 2011, Jack Lew a joué un rôle clé dans les négociations avec le Congrès, lors desquelles ces coupes ont été imaginées comme un remède forcé pour réduire le déficit. Les finances publiques sont le fil rouge de sa carrière. Ex-bras droit du président à la Maison Blanche et expert du budget, il a piloté le retour des Etats-Unis aux excédents budgétaires à la fin des années 1990 sous la présidence de Bill Clinton. A l'arrivée du républicain George W. Bush au pouvoir, en 2001, il part dans le privé, à la direction de l'université de New York (NYU) puis au sein de la banque américaine Citigroup en 2006.

Il perçoit à son départ de Citigroup un bonus de près d'un million de dollars, juste avant de rejoindre l'administration de Barack Obama en janvier 2009, un fait révélé pendant l'examen de sa candidature par le Sénat. Pour les élus républicains, dont Jeff Sessions, le bonus est incompréhensible au vu des pertes abyssales de la banque pendant la crise, et ne s'explique que par la volonté du groupe bancaire de s'acheter les faveurs d'un homme influent à Washington.

Mais les allers-retours entre le gouvernement et le monde financier sont monnaie courante. Beaucoup de ses prédécesseurs ont, comme lui, travaillé à Wall Street avant de prendre leurs fonctions au Trésor. Henry Paulson, en poste de 2006 et 2009 pendant le second mandat de George W. Bush, avait officié 32 ans dans la banque d'affaires américaine Goldman Sachs.

Avant d'être secrétaire au Trésor sous Bill Clinton (1995-1999), Robert Rubin avait, lui, passé 26 ans dans cette même banque et avait rejoint Citigroup après avoir quitté l'administration. libération.fr 27.06

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2013

CAUSERIE

Pour renvoyer le questionnaire que je vous ai demandé de remplir, vous avez aussi besoin du mot de passe :
adresse : joachimrodriguez2013@yahoo.fr ; mot de passe : 4ghdr89s1z5.

- Le formulaire à renvoyer au site avant fin mars : Pour ou contre la continuité de ce portail ? (modifié le 28.02)

Vous devez donc vous connecter sur Yahoo.

Quand on vous demandera si vous avez déjà un compte vous répondrez oui et ensuite vous taperez l'adresse et le mot de passe. A l'étape suivante, vous cliquerez sur écrire, dans sujet vous écrivez questionnaire, vous joignez le fichier sous word rempli et vous cliquez sur envoyer à mon adresse : milarepa13@yahoo.fr. Ce sera joachimrodriguez2013@yahoo.fr qui aura envoyé ce fichier, donc votre anonymat sera préservé.

Vous pouvez utiliser votre propre adresse ou une autre anonyme pour me renvoyer ce formulaire.

Dans l'immédiat, à partir du 1er mars le site ne fonctionnera plus que comme une banque de données, la causerie et les infos en bref ne seront plus actualisées en attendant de voir si vraiment le site sert à quelque chose, le 15 mars et non le 31 mars je prendrai la décision de continuer ou de fermer le site.

Les articles de février seront classés dans les différentes rubriques d'ici quelques jours, rien ne presse...

Le site a reçu un peu plus de 4.000 visites en février, vous avez été 13 a téléchargé ce formaire, en janvier j'ai eu la preuve qu'il y avait eu environ 1.000 internautes différents qui s'étaient connectés au site, j'attends donc entre 300 et 500 réponses pour voir si cela veut la peine ou non de continuer.

Je sais que ce que je vous demande là consiste en un exercice extrêmement dangereux pour vous, votre famille, vos propres et même votre chien si vous en avez un, et qu'il réclame de votre part de fournir un effort vraiment titanesque, incommensurable, que voulez-vous dans la vie il faut savoir ce que l'on veut à un moment donné !

Haut de page

Le 2 mars 2013

CAUSERIE

Le site sera à nouveau actualisé mais pas avant la fin de la journée. Je vous tiendrai au courant de la suite. Si vous n'avez pas réussi à me renvoyer le questionnaire, c'était peut-être à cause d'une erreur dans l'adresse, yahoo et non yahho, j'ai corrigé. J'attends votre soutien, je ne parle pas financier.

Bon week-end à tous.

Quelques camarades m'ont renvoyé le formulaire que j'ai mis en ligne il y a quelques jours, ils militent ou ont milité au PT ou au POI (CCI). Tous sont d'avis de continuer l'ensemble des rubriques. Un extrait de ce qu'ils m'ont écrit, ma réponse ensuite.

1- Bon courage et bonne continuation. J'attends la fin de la grève.

2- Merci de bien vouloir continuer.

3- Continue stp camarade, ton site est une étoile dans nos jours sombres pour ceux qui cherchent à comprendre et ce positionner politiquement sur le terrain de la lutte de classes. Tu es celui qui nous montre le chemin à suivre. Je contribuerai dés que mon crédit voiture sera terminé en juin à la hauteur de 5 euros par mois.

4- C'est clair que tu fais beaucoup de travail et que tu devrais un peu lever le pied. Mais je pense que c'est un travail très utile. Je me connecte sur ton site tous les jours.

Je pense qu'il serait vraiment dommage d'arrêter en ce moment, où la révolution frappe à la porte, pour la première fois en Europe peut-être depuis un siècle. Les choses peuvent aller très rapidement et s'il est un moment où les révolutionnaires ne devraient pas baisser les bras, c'est justement aujourd'hui.

Ton travail est très utile, en plus de la revue de presse quotidienne que je n'ai pas le temps de faire moi-même et qui n'a pas d'équivalent quotidien, il y a des liens qu'il m'arrive de faire suivre à des camarades à l'autre bout de la France, ou encore des éléments que je peux utiliser dans des réunions ou des articles.

Bref, je ne connais pas actuellement de site pouvant remplacer le tien, et je ne sais pas si une organisation pourrait le faire comme cela. C'est plutôt un travail de « publiciste », comme si Marat était là, au 21 ième siècle.

Nb : tu as toujours la possibilité d'ouvrir un compte paypal si tu veux recevoir de l'argent plus simplement.

Pourquoi Marat ? Pourrais-tu préciser ? Comment lever le pied quand on a une activité par définition quotidienne, c'est mon problème.

Mon problème n'est pas une question d'argent, je n'y ai pas pensé, mais de soutien. Je trouve étrange que la plupart ne le comprennent pas. Maintenant je comprends qu'ils sont face à une situation inédite qui pose de nombreuses questions. Hier encore Internet n'existait pas, donc quels rapports doit-on entretenir avec des gens qu'on ne connaît pas et qui animent des portails qui nous intéressent mais dont on ne partage pas toutes les idées ? Apparemment j'ai cru comprendre que vous ne partagiez pas vraiment non plus les idées de votre propre parti ou syndicat, les camarades sont tous syndiqués aussi.

Et puis, je crois que vous me connaissez bien, beaucoup mieux que vos propres dirigeants d'ailleurs, à moins que vous pensiez que je vous raconte des blagues. Entre nous, à ma connaissance quand je vous parle de moi il arrive souvent que ce ne soit pas vraiment à mon avantage, oui je pousse la sincérité jusque là, de la même manière que je ne vous épargne rien, je ne vous flatte pas, je vous respecte et j'estime que c'est suffisant, ce qui n'est pas toujours bien compris. La vie est dure, non, alors on a parfois des rapports un peu rugueux, un peu secs, mais l'intention n'est jamais mauvaise. Il peut m'arriver d'être maladroit je le reconnais, mais, et cela va vous faire marrer, c'est volontaire en général, c'est pour obtenir une réaction sans que je sache si l'effet escompté sera atteint puisque vous ne m'écrivez pas ou jamais, donc en fait vous ne me facilitez pas la tâche, alors que ma situation ne l'est pas, mon isolement en Inde présente des avantages mais aussi des inconvénients.

Comment voulez-vous que je sente le terrain si personne ne me dit : voilà ce qui se passe en ce moment selon moi, à moi ensuite de comparez ce que chacun me dit, de procéder par recoupement, etc. pour avoir une idée la plus précise possible de la situation. Je comprends que vous ayez du mal à vous mettre à ma place, j'ai quitté la France en 1996 et à part quelques semaines passées à visiter ma famille, la dernière fois en 2002, je ne suis pas censé être au courant de l'évolution de la société, je n'ai qu'Internet pour m'en faire une idée, autrement dit un piège ou plus à chaque page. Parfois je me demande si je ne suis pas à côté de la

plaque, de quel droit je peux parler de la situation, non mais c'est un véritable cas de conscience, oui, je suis bourré de principes et j'ai conscience de mes responsabilités en animant ce portail, c'est quelque chose que j'ai en permanence à l'esprit, pour être tout à fait sincère avec vous, je n'y pense même plus tellement c'est profondément ancré en moi. Comme quoi j'aurais fait un piètre dirigeant, c'est que je ne sais pas mentir ou manoeuvrer ou si mal que je donne à mon interlocuteur les moyens de s'en apercevoir aussitôt, et si je dois commettre une erreur je saute à deux pieds joints dedans, je corrige par la suite et cela ne me pose pas de problèmes. J'ai parfaitement conscience que vos dirigeants n'agissent pas de la sorte et c'est bien dommage car peut-être qu'on aurait pu arriver à se comprendre à défaut de tomber d'accord. Mon modèle, c'est Marx (Engels) et Lénine, ils s'étaient tracés une voie et ils n'en ont jamais varié, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas évolué au fil du temps. C'est difficile de tout prendre en compte et de mettre chaque chose à sa place, d'une personne à l'autre cela varie forcément, il faut donc se concentrer sur l'essentiel qui demeure stable, ne jamais perdre le fil...

Dans mes cours de sciences du langage, j'avais lu que la plupart des échanges entre les hommes provenaient du fait que la communication entre eux était imparfaite ou qu'ils n'interprétaient pas de la même manière un discours, dans la cas contraire ils n'auraient pas grand chose à se dire si chaque fois qu'ils ouvraient la bouche s'était pour produire une vérité définitive...

Je poursuivrais ces précisions demain ou lundi. Pour se marrer, j'ai joué un bien vilain tour à ceux qui avaient cru que j'allais la fermer, le type qui me harcèle depuis des années et que je ne nomme plus s'est d'ailleurs empressé de m'envoyer un courriel que je n'ai pas ouvert et qui a été directement dans la poubelle.

Au fait, j'ai oublié de vous dire quelque chose d'important, je me dois de le dire ici. Hier soir quand j'ai dis à mon épouse que j'allais continuer ce boulot, elle m'a engueulé, à ce moment-là je n'avais reçu que le courriel de Ph., elle m'a dit de lui demander si je devais sacrifier ma vie et la sienne pour une seule personne, je lui ai répondu que les autres devaient penser comme lui mais n'osait pas m'écrire ou se faire connaître

Ouvrir le parti ou prôner un parti des travailleurs, c'est exactement prendre les problèmes à l'envers.

Au contraire, les travailleurs et les militants ont besoin d'un axe de combat, de focaliser leur attention et leur combat sur un objectif précis... Le pire, c'est encore de faire preuve d'indécision, de manque de précision, de s'aligner sur les autres partis sous prétexte de briser son isolement, c'est aux démocrates, aux républicains, aux intellectuels, aux syndicalistes de rejoindre le programme de la révolution socialiste et non l'inverse qui conduit à le diluer au point d'en perdre sa substance, de se transformer en son contraire, finalement de ne plus combattre pour l'objectif qu'on s'était fixé. Tous les partis qui ont procédé de la sorte au fil du temps sont complètement décomposés ou ont disparu ou ils ont renié le socialisme, le POI en fait déjà la démonstration, tout comme le NPA, dans une autre mesure le PCF et avant lui le PS, il y a fort longtemps, jadis ! (A suivre)

Je mettrai en ligne une trentaine de nouveaux articles que j'avais téléchargés dans mon disque dur.

Allez on passe à l'attaque, à cheval !

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sur cette question, pourquoi tout ce battage sur l'histoire du cheval mélangé à du boeuf, aucune religion, philosophie ou culture ou je ne sais quoi encore ne s'oppose à la consommation du cheval chez les carnivores que nous sommes, non ?

Où est le problème ? Vous avez une idée ? Créer un état de psychose général ? Ne faites plus confiance aux étiquettes, à qui que ce soit ? On pourrait commencer par celles des partis politiques, le PS et le PRG en tête, ensuite le PCF, le Front de gauche !

Comment pourrait-il en être autrement aujourd'hui... comme demain !

Les Français sont de plus en plus mécontents des mesures économiques du gouvernement Ayrault. Près de trois quart des Français (73%) se déclarent "*mécontents*" de la politique économique et sociale du gouvernement, selon un sondage Tilder-LCI-OpinionWay publié ce jeudi. L'Expansion.com 28.02

A quoi sert le battage idéologique sur l'écologie ? Réponse.

Interrogés sur la proposition de la ministre de l'Ecologie, Delphine Batho, qui souhaite progressivement aligner la fiscalité du diesel sur celle de l'essence, 43% des sondés estiment que "*c'est une bonne chose*" tandis que 56% pensent que "*c'est une mauvaise chose*". L'Expansion.com 28.02

L'écologie a été développée en opposition au socialisme puisqu'elle ne remet pas en cause les rapports sociaux qui existe en régime capitaliste. De ce point de vue-là, c'est une idéologie réactionnaire.

Quant aux ONG, elles ont pour modèle la CFDT et le PSU, la cogestion ou l'autogestion en régime capitaliste, leur nature est corporatiste. Elles ont été conçues pour mieux enchaîner les travailleurs au capitalisme, les éloigner le plus possible du

socialisme. Elles sont complices du capitalisme, en cela contrairement à ce que certains intellectuels prétendent, elles ne remplissent pas un rôle progressiste, au contraire, elles accompagnent la régression sociale sans fin dont sont victimes les travailleurs et les peuples. Elles les soulagent de certaines souffrances crées par ceux qui les financent et souvent les administrent ou les ont créées, tandis que les gouvernants peuvent tranquillement continuer d'appliquer leur politique antisociale. Il est bon parfois de remettre les choses à leurs places.

S'agissant des intellectuels, ceux qui ne sont pas en contact avec la classe ouvrière (journalistes, écrivains, historiens, anthropologues, etc.), c'est la place qu'ils occupent au sein des rapports de production qui déterminent leurs liens ou leur subordination au capitalisme, pour qu'ils basculent du côté de la classe ouvrière il faut qu'ils parviennent à concevoir ou comprendre que c'est la seule classe qui produit les richesses ou qui remplit un rôle progressiste au sein de ces rapports et de la lutte des classes, bref, un exercice de modestie auquel ils ne sont pas vraiment préparés. Si certains nous lisent et se disent prêts à franchir ce pas sans y parvenir malgré leurs efforts, ils peuvent toujours consulter un psychanaliste freudien qui leur expliquera la démarche à suivre.

ACTUALITÉ DU JOUR

La véritable nature du PS et du gouvernement. A la solde du cartel des banquiers de la Fed.

- Les économistes Michel Aglietta et Jean Pisani-Ferry au Haut Conseil des finances publiques - L'Expansion.com

Michel Aglietta, professeur d'économie à l'université Paris-ouest et conseiller scientifique au CEPII, a été nommé par le président du Sénat, Jean-Pierre Bel. Jean Pisani-Ferry,directeur du think tank Bruegel et professeur associé à l'Université Paris-Dauphine, a été nommé par le président de l'Assemblée, Claude Bartolone.

Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone (PS) a nommé Jean Pisani-Ferry au Haut Conseil des finances publiques et celui du Sénat, Jean-Pierre Bel (PS), Michel Aglietta, ont-ils annoncé dans des communiqués jeudi 28 février.

Le Haut conseil des finances publiques, présidé par le premier président de la Cour des comptes Didier Migaud, et dont le principe a été voté en novembre par une loi organique, doit veiller au respect de "*la règle d'or*" d'équilibre des finances publiques: un déficit budgétaire "*structurel*" (hors aléas de la conjoncture) limité à 0,5% du PIB le plus rapidement possible.

Michel Aglietta est professeur d'économie à l'université Paris-ouest et conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). Jean Pisani-Ferry est un économiste français, directeur du think tank Bruegel et professeur associé à l'Université Paris-Dauphine. L'Expansion.com 01.03

Qu'est-ce Bruegel (think tank) ?

Bruegel est un centre de réflexion indépendant (think tank) créé en 2004 et dont l'activité a commencé en 2005 à Bruxelles. Il est actuellement présidé par Jean-Claude Trichet et dirigé par Jean Pisani-Ferry. Mario Monti président de 2005 à 2008, et Leszek Balcerowicz président de 2008 à 2012 en sont présidents honoraires.

Les travaux de Bruegel couvrent l'ensemble du champ des politiques économiques, notamment politique monétaire, politique commerciale, politiques industrielles, politiques de développement, politiques budgétaires, régulation financière, ainsi que les aspects économiques des politiques énergétiques ou environnementales.

Bruegel est dirigé et financé sur la base d'un système de gouvernance original associant des États membres de l'Union européenne et des multinationales. (wikipedia.org)

On trouve dans son CV : - Expert pour la Commission européenne et le FMI. (wikipedia.org)

Quant à Michel Aglietta il revendique un budget fédéral pour l'UE calqué sur celui des Etats-Unis. (wikipedia.org)

Rappelons au passage que Jean-Claude Trichet a participé à plusieurs reprises aux réunions du groupe Bilderberg, on ne le présente plus, tout comme Monti l'homme de Goldman Sachs

Quant à Leszek Balcerowicz, son palmarès n'est pas mal non plus, en Pologne, il "*fut l'auteur et le responsable de la mise en œuvre d'un processus de transition de l'économie planifiée vers l'économie de marché intitulé « thérapie de choc », aussi appelé Plan Balcerowicz.* (source : wikipedia.org) un farouche antisocialiste tout comme Jean-Pierre Bel et Claude Bartolone.

Dis-moi qui te dirige et qui te finance, je te dirai qui tu es.

Cela se passe de commentaires. Il y en a qui vont découvrir jour après jour à quel point le PS est pourri, lié organiquement au capital. Attention, cela fait près d'un siècle ! Mais alors, la politique de nos dirigeants en direction de ce parti réactionnaire, le front unique, etc. c'était quoi au juste, quelle en était la véritable nature ? La même.

Mais on ne comprend pas et ces dirigeants qui ont mené ou mènent encore cette politique en direction du PS, ses élus, qui nous ont appelé à voter Mitterrand, PS pendant des décennies, etc. quelle est leur véritable nature, leurs véritables intentions, devinez ? C'est clair, non, il faudrait vous faire un dessin en plus ? Mais c'est impossible, on ne veut pas le croire ? Croire ou ne pas croire n'est pas la question, les faits, rien que les faits camarades, vous les avez sous les yeux, cela ne vous suffit pas, vous voulez quoi de plus, hein, dites-nous ? Il vous faut quoi comme preuves pour comprendre ?

L'UE est illégitime et doit disparaître. Mélenchon aussi ?

Le coprésident du Parti de gauche et eurodéputé Jean-Luc Mélenchon a déclaré jeudi sur BFMTV-RMC qu'il souhaitait être candidat aux européennes de 2014. AFP 28.02

Mélenchon va ravaler sa salive, la véritable nature du Front de gauche ou sa fin.

Sa fin, cela m'étonnerait, les représentants du capitalisme ont compris depuis le départ quel profit ils pourraient en tirer, voyez en Allemagne ou en Grèce...

- La proposition de loi du Front de gauche visant à amnistier les faits commis lors de mouvements sociaux et revendicatifs a été adoptée mercredi au Sénat. Elle a provoqué une violente passe d'armes au sein du Front de gauche entre le Parti communiste et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, ce dernier ayant menacé, vendredi dernier, de «*tordre le bras de François Hollande en espérant que ça lui fasse assez mal*». Histoire de le convaincre de l'importance de cette amnistie. Des propos dont le PCF s'est très vite désolidarisé par le voix de son porte-parole Olivier Dartigolles. Au Sénat, la sénatrice communiste Éliane Assassi, présidente de son groupe, s'était aussi agacée des propos de l'ex-candidat à la présidentielle.

(Au PS, on les appelle les bras-cassés quand ils prétendent représenter les travailleurs. - Ndlr)

Sénateur socialiste et responsable des relations avec les partis de gauche au sein du PS, Luc Carvounas considère que le vote de ce texte, «*dont les amendements ont été portés par la sénatrice PS Virginie Kles*», est «*extrêmement important*» et «*représentatif de la bataille quotidienne menée par François Rebsamen - président du groupe PS au Sénat - pour construire des liens avec le Front de gauche*». Une façon de renouer des liens, dit-il, «*avec nos amis communistes qui ne sont pas dans le bon chemin au Sénat en associant leurs voix avec celles de la droite alors que l'exécutif se trouve dans une période extrêmement difficile*».

(Il s'agit d'alimenter l'illusion que le PS serait au côté des travailleurs, alors qu'il les combat quotidiennement. Ils ménagent les staliniens dont ils savent la base à cran, bref, ils se ménagent mutuellement. -Ndlr)

Mais le vrai coupable de cette dérive du Front de gauche, pour Luc Carvounas, proche de Manuel Valls et de Harlem Desir, c'est Jean-Luc Mélenchon, «*petit Robespierre de mauvaise facture» qui «éructe» des propos «violents et outranciers contre le président de la République*». «*Il devrait savoir plus qu'un autre qu'il n'y a pas d'autre gauche possible, soutient Carvounas, sinon une autre droite qui s'installera au pouvoir*».

(S'il se permet ce rappel à l'ordre à Mélenchon, c'est parce qu'il connaît ses véritables intentions qui ne vont pas au-delà de ceux de Die Linke ou Syriza. Syriza en venant de faire allégeance au FMI a démontré que finalement il appartenait au même panier de crabes que le PASOK, dit de gauche, la même gauche qui est à droite en réalité puisqu'incapable de rompre avec le capital et ses institutions politiques, dont l'UE et l'ONU. - Ndlr)

Luc Carvounas déjeune vendredi avec le nouveau responsable aux élections du PCF, Pascal Salvoldelli, vice-président du Conseil général du Val-de-Marne, avec qui, dit-il, il entretient de «*très bonnes relations*». «*Pas une feuille de papier à cigarette ne peut être glissé entre nous*».

(S'il le dit, on le croira sur parole, en famille on peut tout se dire ! - Ndlr)

La direction du PCF en revanche ne semble pas plus goûter les propos de Luc Carvounas que ceux jugés outranciers de Jean-Luc Mélenchon, particulièrement sur ce dossier de l'amnistie. Porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles a dénoncé les propos de Jean-Luc Mélenchon. «*Mélenchon pense qu'il a plus à gagner à un chaos, à une dégradation du climat économique et social pour en récolter les fruits, glisse-t-on à la direction du PCF qui se dit soucieuse du rassemblement de toute la gauche, mais le problème en Europe ces temps-ci, c'est que le mouvement du balancier ne se fait pas dans le bon sens.*» lefigaro.fr 28.02

(La mangeoire camarades, la mangeoire, on comprend, il faut bien qu'ils tirent profit des services qu'ils rendent au régime, c'est aussi leur seule manière d'exister. Mélenchon se ferait bien gauchiste s'il pouvait en espérer personnellement quelque chose. Il ne faut pas oublier que ce type-là a toujours adapté ses idées en fonction de sa carrière de sous-fifre de la Ve République après avoir accepté d'être le ministre de Chirac et Jospin, dans un gouvenement champion des privatisations, encore un bourré de principes et de scrupules, à croire qu'on ne partage pas grand chose avec lui, surtout pas la morale. - Ndlr)

Vivre pour travailler à en crever !

'A l'horizon 2040, il faudra sans doute relever à 67 ans l'âge légal' du départ à la retraite, explique Laurence Parisot, le 1er mars dans un entretien au Monde. Pour la présidente du Medef, '*la désindexation des pensions n'est pas souhaitable sur les moyen et long termes, même si l'on pourrait être amené à l'utiliser dans l'urgence pour les retraites complémentaires*'. Elle envisage également une durée de cotisation qui '*pourrait passer en 2020 à 43 annuités*'.

Mme Parisot préconise, par ailleurs, pour '*restaurer la compétitivité de la France*', '*une profonde réforme du financement de la protection sociale*'. Dans ce cadre, '*il faudrait que nous nous accordions sur un plancher de prestations sociales sous lequel on ne descendrait pas, car ce ne serait pas conforme à notre modèle social ; et qu'à l'inverse, nous ayons un plafond, un maximum de cotisations, à ne jamais franchir pour que nos entreprises restent compétitives*'. lemonde.fr 01.03

PS. Le violence d'Etat ou patronal, de l'exploitation : "***potable***". La lutte des classes... des capitalistes seulement.

Le patronat et l'opposition sont vent debout contre l'amnistie sociale pour les syndicalistes votée mercredi au Sénat dans laquelle ils voient un chèque en blanc à la violence, tandis que les socialistes s'efforcent de recadrer le texte.

Le texte prévoit d'annuler les condamnations pénales et les sanctions disciplinaires pour les atteintes aux biens commises entre le 1er janvier 2007 et le 1er février 2013 et passibles de cinq ans de prison au maximum.

Mais les faucheurs anti-OGM ne peuvent pas prétendre en bénéficier et les menaces contre les personnes dépositaires de l'autorité publique en ont été exclues.

"*Le gouvernement sur ce sujet a toujours dit qu'il fallait respecter un équilibre entre la légalité républicaine - évidemment toutes ces actions doivent s'inscrire dans le respect de la loi - et en même temps le droit syndical*", a expliqué vendredi Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement, sur France 2.

Les députés socialistes ont fait savoir pour leur part qu'ils seraient vigilants. "*Il y a eu un bon travail des sénateurs socialistes pour rendre le texte 'potable'. Il est possible que nous devions le compléter*", a dit Philippe Martin, vice-président du groupe PS, au Figaro.fr.

Le texte sera examiné à l'Assemblée nationale le 16 mai, dans le cadre de la prochaine niche du groupe communiste et Front de gauche.

Mais Jean-Luc Mélenchon a exprimé sa colère, estimant qu'il a été vidé de son contenu.

"*Ce que j'ai vu au Sénat m'a consterné. J'ai vu des socialistes et des radicaux - c'est eux les plus épouvantables - à vouloir mégoter, retirer de la loi ceci ou cela*", a-t-il dit jeudi sur BFM TV.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, avait d'emblée dénoncé mercredi la proposition de loi, y voyant "*un appel à encourager la destruction et le cassage*" et un obstacle au dialogue social.

Elle est revenue à la charge vendredi sur Europe 1, jugeant "*stupéfiant d'imaginer qu'il puisse y avoir une amnistie pour un petit nombre de personnes qui ont commis des délits, qui ont été constatés par la police*."

Elle a été suivie par la CGPME, dénonçant un texte scandaleux et demandant que, s'il devait être maintenu, il soit étendu aux dirigeants d'entreprises condamnés pour délit d'entrave.

A l'UMP, l'indignation est également manifeste. "*C'est un texte absolument clientéliste, un texte d'injustice et de lutte des classes*", a dit Hervé Mariton, député de la Drôme.

Vendredi, l'ancien ministre UMP du Budget Eric Woerth a estimé que "*le Sénat avait pris une décision ahurissante avec la garde des Sceaux*" Christiane Taubira.

"*C'est un chèque en blanc à la violence alors que souffle dans le pays un vent de colère absolument considérable et c'est une gifle au dialogue social*", a dit le député de l'Oise sur Europe 1. Reuters 01.03

Vous appelez cela encore un syndicat ouvrier ? Moi j'appelle cela un syndicat patronal.

Les syndicats du constructeur automobile Opel accepteront la fermeture de l'usine de Bochum -que réclame sa société mère General Motors- en 2016, a annoncé jeudi Wolfgang Schäfer-Klug, président du comité d'entreprise, à l'agence dpa.

Steve Girsky, vice-président de GM, avait donné jusqu'à la fin du mois de février aux syndicats pour accepter un plan de restructuration d'Opel.

IG Metall, le principal syndicat du secteur, avait déjà prévenu qu'il accepterait la fermeture de l'usine et s'appliquerait ensuite à négocier la manière dont la décision serait appliquée. Reuters 28.02

Un puissant facteur de subordination au capital. Leur modèle : la multinationale Coca Cola.

Sur les dix dernières années, la sensibilité de l'opinion publique à la responsabilité sociale et environnementale (RSE) s'est confirmée de façon continue. Dans l'esprit des individus, l'engagement environnemental et sociétal fait désormais partie intégrante de l'identité de l'entreprise. Mais une bonne politique de RSE doit savoir tirer parti des exigences de proximité et de création de richesse.

Le public est-il réceptif aux engagements sociaux et environnementaux pris par les entreprises? Tout indique aujourd'hui que c'est le cas, si bien que la RSE apparaît de moins en moins comme une lubie de chefs d'entreprise un peu fantasques.

En 2008, le cabinet de conseil Towers Watson publiait l'une des premières études mondiales sur le sujet. Dans ce document intitulé Global Workforce, on pouvait lire que l'engagement sociétal et environnemental des entreprises s'élevait déjà au troisième rang parmi les facteurs d'engagements des employés. Le pouvoir d'attraction de la RSE sur le marché de l'emploi se dévoilait alors.

L'intérêt de la RSE a largement dépassé le seul cadre de la marque employeur

En 2011, c'est le cabinet d'audit et de conseil Deloitte qui fournissait des informations complémentaires à ce sujet. Dans son étude Milliannial Survey 2011, Deloitte confirmait ainsi les découvertes de Towers Watson, mettant en avant que 70% des jeunes de 18 à 26 s'étaient déclarés influencés par la qualité de l'engagement d'une entreprise au moment de décider d'y travailler ou non. Depuis, toutefois, l'intérêt de la RSE a largement dépassé le seul cadre de la marque employeur.

D'autres recherches ont en effet permis de confirmer et de préciser l'intérêt de l'opinion publique pour l'engagement sociétal et environnemental des entreprises. En octobre 2012, Capitalcom publiait son Observatoire de la Performance Intégrée. Cette étude réalisée sur un échantillon de la population française révélait notamment que seulement 5% de la population interrogée n'accordait aucune importance à la RSE pour juger d'une entreprise. Un tiers des sondés considéraient cette donnée comme étant d'une importance "*limitée*". En revanche, 43% et 13% des sondés ont respectivement déclaré que l'engagement sociétal et environnemental était un facteur de "*grande*" et "*très grande*" importance dans leur perception des entreprises.

La RSE s'est donc imposée dans l'opinion publique française comme un standard entrepreneurial. C'est d'ailleurs sans surprises que les Français attendent de la part des entreprises, une information en conséquence sur ce sujet: 84% d'entre eux "*souhaite que les entreprises communiquent davantage sur leurs réalisations*", explique Capitalcom.

Il apparaît que l'intérêt du public pour les démarches de RSE traduit avant tout une aspiration à voir les entreprises faire évoluer leur mode de production. Sept Français sur dix, selon cette même étude de Capitalcom, considèrent la RSE comme "*parfaitement compatible avec la performance économique*". Aussi, certaines entreprises ont-elles très tôt compris comment l'engagement sociétal et environnemental pouvait être une source de qualité et de création de richesse nouvelle.

La RSE s'inscrit directement dans la définition du business model de cette entreprise.

Mais il n'y a pas que sur la création de valeur que les entreprises sont attendues au tournant: les actions de proximité suscitent l'intérêt de l'opinion publique qui témoigne d'un intérêt particulier pour des politiques portant sur "*la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail*" ou encore "*l'emploi et l'insertion professionnelle*". En ces termes, "*proximité*" ne veut pas dire "*sans envergure*".

Et qui mieux qu'une entreprise mondiale telle que Coca-Cola Bottling pour l'illustrer. Le succès international du programme 5x20 de cette entreprise s'inscrit en effet dans cette dynamique. Avec ce programme, le géant américain envisage de recruter cinq

millions de jeunes femmes d'ici 2020, dans ses implantations situées dans le monde en développement. Le programme 5X20 peut être considéré comme une utilisation originale et pertinente de la politique de recrutement en faveur de la RSE. L'originalité de cette démarche a d'ailleurs permis à Coca-Cola d'obtenir le soutien de la fondation Bill & Melinda Gates, mais aussi des Nations Unies à travers le programme UN Women.

Ainsi, si la société civile donne la faveur aux démarches de RSE déployée dans l'environnement immédiat de l'entreprise, cela ne les empêche pas de contribuer à un chantier plus vaste. C'est ce qu'illustre Coca-Cola avec le développement humain et la promotion de la parité.

Proximité, création de richesse, et lisibilité semblent être les maîtres mots d'une politique de RSE efficace

Proximité, création de richesse, et bien sûr lisibilité semblent être les maîtres mots d'une politique de RSE efficace. Il semblerait que l'opinion publique ait atteint un stade de réelle maturité quant à sa façon d'appréhender la RSE. Celle-ci n'est plus une vue de l'esprit, et les consommateurs y portent désormais un intérêt particulier. Sans pour autant parler de "*recettes*", il existe indéniablement des principes qui conditionnent la réussite d'une politique de responsabilité de l'entreprise. Ce sont là autant d'éléments à méditer pour les entreprises soucieuses d'évoluer avec succès vers les standards sociaux contemporains. lexpansion.fr 02.03

Sans rire, avec les politiques d'austérité que mettent en oeuvre tous les gouvernements et le saccage de la législation du travail encore favorable aux travailleurs on a une idée assez précise de ce que signifie pour les patrons " *les standards sociaux contemporains*".

L'objectif du RSE au-delà de la participation des représentants du personnels au comité d'entreprise qui sont amenés à se prononcer sur la gestion des entreprises, à proposer des mesures pour augmenter l'exploitation, il s'agit d'associer les travailleurs à la marche du capitalisme en dehors de l'entreprise, de leur rôle de producteur ignorant des rapports réels de production, comme consommateur, bref, de les enchaîner un peu plus solidement au capitalisme.

Facebook : le culte de l'individualisme accompli ou l'antiparti par excellence.

26 millions. C'est le nombre d'utilisateurs "*actifs*" -ce qui ne veut pas dire qu'ils sont tous bien réels...- du réseau en France, selon les chiffres de l'été dernier rapportés par Gizmodo.fr.

5 heures par mois. Tout seul, le nombre de membres du site n'a pas beaucoup de sens. Plus surprenant, il y a le temps qu'ils y passent chaque mois: 5 heures et 18 minutes en France selon les chiffres de juillet 2012 de Nielsen mis en images par Zdnet.fr. C'est déjà presque autant que le temps mensuel consacré au sport (environ 8 heures selon l'Insee)!

52%. Soit la proportion d'utilisateurs qui se connectent "*au moins une fois par jour*" sur le bébé de Mark Zuckerberg selon une étude BVA-Le Parisien de septembre dernier. Si parmi eux certains se diront peut-être prêts à débrancher une journée ou deux dans l'année, cela reste une (très) légère concession sur leur addiction.

150. C'est le nombre "*d'amis*" moyen que compte un membre de Facebook. Et dans la vie réelle? Ce serait plutôt quatre, selon Gizmodo.fr. Reconnaissons-le: le réseau reste un bon moyen de donner des nouvelles, d'envoyer des photos et des commentaires, voire de "*stalker*" (espionner) tous ces gens qui gravitent autour de nos vies sans les inviter à boire un verre.

Vous doutez encore de l'addiction des Français envers le réseau social? Un dernier élément statistique pour la route: près d'un inscrit sur deux (44%) a envisagé un jour de quitter le site ou de fermer son compte. Problème: ceux qui passent à l'acte restent marginaux. Et ce malgré les couacs et les doutes sur la protection des données privées... et toutes les "*journées sans Facebook*" du monde. lexpress.fr 28.02

A relatiser, je ne suis jamais parvenu à annuler mon inscription à Facebook malgré tous mes efforts, si un camarade sait comment faire, je lui envoie mon mot de passe et il s'en charge. Je ne suis inscrit nulle part ailleurs, sauf YouTube, car je comptais ajouter des commentaires après certaines vidéos en incluant l'adresse du site, mais je n'ai jamais trouvé le temps de le faire. Si quelqu'un voulait s'en charger, un camarade qui a un peu de temps, un retraité ou un chômeur par exemple.

Voilà à quoi conduit leur politique ultra libérale.

- Etats-Unis: Detroit, au bord de la faillite, menacée d'une mise sous tutelle AFP

Le gouverneur de l'Etat du Michigan Rick Snyder devrait nommer un tuteur dans les jours qui viennent afin d'empêcher une faillite du berceau de l'industrie automobile américaine, surnommée "*Motor City*".

Cette décision d'un gouverneur républicain et blanc de prendre le contrôle d'une ville essentiellement noire et démocrate a généré d'intenses critiques.

"*L'Etat du Michigan est-il devenu le nouveau Mississippi?*", a indiqué le révérend Wendell Anthony, responsable local de l'Association pour l'avancement des gens de couleur (NAACP), invoquant l'histoire des attaques sur le droit de vote des noirs dans le sud du pays.

Detroit a besoin d'un partenaire "*et non d'un superviseur*", a-t-il ajouté mardi lors d'une conférence de presse.

Une mise sous tutelle par l'Etat serait fondamentalement anti-américaine, a estimé John Philo, directeur de l'association de défense des droits des travailleurs Sugar Law Center for Economic and Social Justice, qui a intenté des poursuites pour bloquer les mesures d'urgence.

Les tuteurs ont le pouvoir de décider unilatéralement de fermer des départements entiers de la municipalité, de modifier les contrats de travail, de vendre des actifs de la ville et de réécrire des législations.

Alors que de tels superviseurs contrôlent actuellement quatre villes du Michigan plus petites que Detroit ainsi que trois circonscriptions scolaires, leur taux de réussite est loin de faire l'unanimité.

Les partisans des mesures d'urgence affirment toutefois que c'est la seule solution.

Pour Sandy Baruah, directrice de la Chambre de commerce régionale, "*le rythme des changements doit être beaucoup plus rapide que la structure politique actuelle ne le permet et un gestionnaire d'urgence pourra changer cette dynamique*".

La ville, jadis la quatrième aux Etats-Unis, a vu sa population passer de d'1,8 million de personnes en 1950 à 713.000 personnes actuellement.

Les tensions raciales nées avec le mouvement des droits civiques, notamment des émeutes dévastatrices en 1967, ont généré un exode de la classe moyenne blanche vers la banlieue. Les entreprises ont suivi, privant la ville de l'essentiel de ses revenus.

S'en est suivie une détérioration des services municipaux, incitant toujours plus de gens à partir, avant le coup de grâce: la crise de l'automobile, qui a débouché sur une douloureuse restructuration du secteur ces dernières années, accompagnée de dizaines de milliers de licenciements.

Detroit, entre-temps, est devenue un repaire de gratte-ciels art déco en ruine, d'usines désaffectées et de maisons abandonnées. La criminalité est endémique. L'argent est devenu si rare que les pompiers avaient commencé à acheter leur propre papier toilette... Jusqu'à ce que le Detroit Free Press le dévoile et que des montagnes de rouleaux leurs soient donnés.

La municipalité, surendettée, est à court de liquidités. Elle devrait finir son exercice fiscal avec un déficit budgétaire de 100 millions de dollars et un passif de plus de 14 milliards de dollars. AFP 01.03

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne lâcheront rien.

- La création d'un CDI dans l'intérim en questions - L'Expansion.com

Si les grandes entreprises du secteur ont proposé de créer un contrat à durée indéterminée pour l'intérim, c'est d'abord pour échapper au renchérissement des cotisations chômage sur les contrats courts, acté par l'accord sur l'emploi. L'Expansion.com

Encore une de leurs farces !

- Le rapport Sirugue sur les lobbies à l'Assemblée nationale - lexpansion.com

S'il pouvait dire vrai !

- Loi sur l'amnistie sociale : "*Un chèque en blanc à la violence*" - Le Nouvel Observateur

Un grand moment de sincérité.

- Ne réduisons pas le budget de la défense - LeMonde.fr

- Parisot : 'Il faudra sans doute relever à 67 ans l'âge légal' de départ à la retraite - LeMonde.fr

Mais l'âge voyons ! Ou plutôt le capitalisme !

- Et revoilà les retraites : mais quels verrous faire sauter pour enfin les sauver ? - Atlantico.fr

Jusqu'où l'ignorance va-t-elle se fourrer !

- Un quart des Français ont renoncé aux plats cuisinés au boeuf - Reuters

Ils vont faire des économies et passeront moins de temps sur Fesse bouc, c'est toujours du mouton ou de la chèvre, les Indiens ne font pas la différence !

Le zèle récompensé.

- Natalie Nougayrède à la tête du quotidien "*Le Monde*" - LePoint.fr

Qui est-elle ?

Pour Madame Nougayrède la culpabilité de l'Iran ne fait aucun doute, et les travaux de l'AIEA, tout comme le rapport du NIE sont nuls et non avenus. Le 22 Janvier 2008, elle écrivait :

« *La diplomatie piétine aussi parce que, ces dernières semaines, l'administration Bush, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, se sont consacrés à réparer les dégâts causés par le rapport des agences de renseignement américaines, publié le 3 décembre 2007.* » (nous soulignons)

Le 10 février, elle s'inquiétait à nouveau du rapport qu'allait remettre le directeur de l'Agence. « *Le rapport de M. El Baradei est important car il pourrait entraver le processus de sanctions contre l'Iran au Conseil de sécurité de l'ONU.* »

Mme Nougayrède a donc choisi depuis longtemps déjà de privilégier l'option des sanctions voire de la menace militaire, et de déplorer les progrès enregistrés par l'AIEA. C'est son droit absolu, comme c'est aussi le nôtre que d'être partisan des solutions diplomatiques et de l'ouverture d'un dialogue entre l'Iran et les USA comme le préconisait le rapport de l'Irak Study Group en 2007.

Mais lorsque ce parti pris conduit à ignorer la réalité des faits, les lecteurs du Monde – et les autres – sont en droit de s'interroger. (http://news2.reopen911.info/2008/03/03)

La bulle ou endettez-vous sans relâche !

- Chute de 3,6% des revenus des ménages américains en janvier - Reuters

- Ventes d'automobiles en hausse de près de 4% sur un an aux USA - Reuters

Les ventes automobiles ont totalisé un volume annuel de 15,38 millions de véhicules en février aux Etats-Unis, soit une hausse de près de 4%, suivant les données publiées vendredi par Autodata. Reuters

Non, elle est encore trop payée !

- Une secrétaire mérite-t-elle d'être moins payée qu'un technicien? - L'Express.fr

Pour nous, un balayeur mérite le même salaire qu'un médecin ou un astronaute. De quel droit, qu'est-ce qui peut légitimer qu'ils n'auraient pas les mêmes droits, les mêmes besoins, les mêmes aspirations ? Absolument rien.

Ces gens-là ont une conception étriquée, plus que limitée de la démocratie. Nous, la nôtre consiste à la pousser au point où le

concept de démocratie lui-même disparaît ou n'a plus lieu d'être.

Confirmation.

- Etats-Unis: profusion d'appels à la Cour suprême pour légaliser le mariage gay - AFP

Ne cherchez plus d'où est partie cette offensive en Europe, vous avez la réponse. Je vous l'annonçais il y a quelques mois, vous vous en souvenez ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Afrique du Sud

Les policiers coupables d'avoir traîné derrière leur véhicule un Mozambicain décédé ensuite au commissariat ont été arrêtés vendredi en Afrique du Sud, où la police est sous le feu des critiques pour sa violence et son manque de respect des droits fondamentaux.

"*Les huit policiers ont été arrêtés dans les locaux du commissariat de Benoni*", dans la banlieue est de Johannesburg, a indiqué dans l'après-midi à l'AFP un porte-parole de la police des polices, Moses Dlamini (IPID). Il seront présentés lundi à un juge.

Le chef du commissariat a, pour sa part, été relevé de ses fonctions et muté pour ne pas compromettre l'enquête.

L'affaire, survenue dans une township proche de Johannesburg, aurait-elle eu cette résonance si les médias locaux n'avaient pas diffusé la vidéo amateur montrant l'incident? Difficile à dire. Mais le scandale provoqué par ces images de policiers menottant le chauffeur de taxi mozambicain mal garé, puis le traînant au sol derrière leur véhicule devant une foule médusée, a obligé les autorités à réagir vite.

Le chauffeur de taxi Mido Macia, 27 ans, a été retrouvé mort dans sa cellule deux heures environ après l'incident. L'autopsie a révélé qu'il avait succombé à un traumatisme crânien et une hémorragie interne. Le jeune homme, qui avait émigré en Afrique du Sud à l'âge de dix ans, "*n'avait jamais posé de problème dans la population et était toujours prêt à rendre service*", a témoigné une voisine sur un média local.

En 2010-11, près de 800 personnes sont mortes en garde à vue ou du fait de la police, selon l'autorité de contrôle de l'institution, et en 2011, la mort en direct d'un manifestant torse nu et non armé, Andries Tatane, frappé à mort, avait déjà mis le pays en émoi.

"*Le coeur de notre action, c'est la lutte contre le crime. Que ce soit dans les rangs de la police ou à l'extérieur, nous devons nous y attaquer*", a martelé vendredi la patronne de la police, qui n'avait pas brillé par sa compassion pour les victimes lors du dernier scandale impliquant ses services, lorsque les policiers avaient abattu 34 mineurs grévistes à Marikana en août 2012.

Interrogée par l'AFP en marge de la conférence de presse, Mme Phiyega a cependant semblé trouver normal que la police, un corps de 200.000 hommes, soit contaminée par la violence de la société sud-africaine: "*La police est une énorme institution, alors ce type d'incidents (...) ça arrivera toujours. Et parce que ça arrivera toujours, la grande question est: comment y remédier?*".

"*Que la police ait fait cela en public, alors que des gens filmaient avec leur portable, ça donne la mesure de l'impunité*", a commenté vendredi pour l'AFP Frans Cronje, chercheur à l'Institut pour les Relations entre les Races.

Les criminologues expliquent les comportements violents des policiers par leur niveau de stress, dans un pays où des agents en service sont régulièrement abattus par des malfaiteurs. "*Lorsque vous voyez un criminel pointer une arme vers vous, ne souriez pas. Le canon n'est pas une caméra. Tirez les premiers pour protéger votre vie*", avait préconisé en 2011 un ancien chef de la police lors de funérailles de policiers.

"*Depuis des années, explique M. Cronje, les policiers ont appris qu'ils peuvent avoir les comportements les plus brutaux. Quand ça arrive aux oreilles des médias, la seule chose qu'ils risquent, c'est une tape sur les doigts, ou alors on étouffe l'affaire discrètement (...) je crois que ce à quoi nous assistons là est une conséquence à long terme*" de cette culture de violence impunie, ajoute le sociologue. AFP 01.03

2- Syrie

Le représentant du secrétaire général de l'ONU a mis en garde contre toute aide militaire aux opposants syriens.

"*Cet acte pourrait conduire à l'exacerbation des tensions et à l'aggravation de la situation, en Syrie*", a ajouté Eduardo Del Buei, le représentant officiel de Ban Ki-moon, en ce qui concerne les aides militaires aux opposants au gouvernement syrien, a indiqué aujourd'hui, la Voix de la Russie. Il a, également, mis l'accent sur la nécessité d'une solution diplomatique, pour mettre fin à la crise, en Syrie. Ces déclarations sont intervenues, quelques heures après la décision de l'UE de livrer des blindés non-armés et d'autres équipements aux opposants syriens.

Hier, jeudi, lors d'une conférence de presse conjointe, à Rome, avec le Président de la Coalition des opposants syrien, Moaz al-Khatib, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a fait part de la multiplication par 2 des aides américaines aux opposants au gouvernement syrien. "*En plus des précédentes aides aux opposants syriens, Washington octroiera une autre aide de 67 millions de dollars*", a affirmé John Kerry. "*La coalition des opposants au gouvernement syrien ne peut pas, à lui seul, assumer la responsabilité du transfert du pouvoir, dans ce pays, et a besoin des aides étrangères*", a-t-il souligné. french.irib.ir 01.03

3- Chine

La Chine a accusé jeudi les Etats-Unis d'avoir procédé l'an dernier à une majorité des 144.000 attaques informatiques dont ont été victimes chaque mois les sites internet du ministère de la Défense et de l'armée.

Dans un rapport publié la semaine dernière, la société de sécurité informatique américaine Mandiant a indiqué qu'une unité secrète de l'armée chinoise, basée à Shanghai, était à l'origine de multiples opérations de piratage informatique qui ont notamment visé les Etats-Unis.

La Chine a formellement démenti, en estimant au contraire être la première victime des piratages. Et elle a fourni pour la première fois jeudi des éléments sur ce qu'elle considère être une attaque informatique généralisée de la part des Américains.

"*Les sites internet du ministère de la Défense et de l'armée sont confrontés depuis leur création à une menace sérieuse d'attaques de hackers. Le nombre de ces attaques a régulièrement augmenté ces dernières années*", a déclaré le porte-parole du ministère, Geng Yansheng.

"*Selon les adresses IP, les sites ont été attaqués de l'étranger en 2012 en moyenne 144.000 fois par mois, les Etats-Unis comptant pour 62,9% dans ces attaques*", a-t-il ajouté. "*Nous espérons que la partie américaine pourra expliquer et clarifier cela*", a dit encore le porte-parole.

Il a fait ces déclarations lors de sa conférence de presse mensuelle, interdite à la presse étrangère, mais dont le compte rendu a été publié sur le site internet du ministère. Reuters 28.02

SOCIAL

1- France

1.1- Quand les distributeurs se goinfrent

Michel-Edouard Leclerc n'a pas la cote auprès des agriculteurs. La FNSEA, les Jeunes Agriculteurs et la Fédération Nationale Bovine (FNB) accusent le patron du groupe de grande distribution d'être le "*Saigneur des filières agricoles*".

Dans un communiqué commun publié jeudi 28 février en marge du Salon de l'Agriculture, les trois organisations "*dénoncent cette dictature des prix les plus bas imposée aux abatteurs, transformateurs, au mépris des réalités économiques des entreprises qui peut conduire à des comportements délictueux injustifiables dont le consommateur est la première victime*".

"*Nous dénonçons cette compétitivité fondée sur le seul prix qui ne répond pas aux attentes diverses du consommateur, saigne les filières jusqu'aux éleveurs et compromet leur avenir*", insistent-elles. Les trois organismes réagissaient des propose tenus par M. Leclerc, attaquant "*les terribles magouilles*" sévissant selon lui dans la chaîne agroalimentaire.

Pour les agriculteurs, "*Monsieur Michel-Edouard Leclerc a entonné la +complainte de l'innocent-vertueux face aux forces du mal + entend sûrement faire oublier ses propres responsabilités dans la situation actuelle*".

Les éleveurs sont confrontés à la flambée des céréales et du soja qui a augmenté le prix de l'alimentation animale. L'Expansion.com 01.03

1.2- Scop n'est pas un scoop !

1.2.1- Le projet de Scop (coopérative) annoncé mardi par la CGT de Goodyear à Amiens-Nord pour sauvegarder l'usine menacée de fermeture est une "*farce*", un "*projet illusoire*" qui "*trompe les salariés*", estime jeudi le syndicat CFE-CGC.

"*Pourquoi la +Scop+ Amiens est-elle une farce qui va illusionner les salariés?*", questionne la CFE-CGC (minoritaire), en préambule d'un communiqué, deux jours après l'annonce surprise par la CGT (majoritaire) d'un projet de création de Scop après le retrait du groupe américain Titan international.

"*Tout d'abord, il faut un vendeur de la marque, des outils, des brevets, des capacités de recherche et de développement, des réseaux commerciaux, notamment*", or "*Goodyear, à ce jour, n'est pas vendeur*", rappelle le syndicat.

"*Ce projet illusoire de Scop trompe les salariés*", poursuit la CFE-CGC, lui opposant le projet du groupe Titan, "*techniquement fiable, financièrement solide et contractuellement lié socialement*".

"*Si la notion de Scop apparaît à ce moment du dossier, ceci signifie que la position de la CGT Amiens-Nord s'affaiblit et que les issues possibles se réduisent les unes après les autres*", considère la CFE-CGC, assimilant cette annonce à "*une fuite en avant organisée par la CGT*", proche "*de l'impasse finale*". AFP 28.02

La CFE-CGC oublie de dire que sur les 1.173 salariés menacés de licenciement, Titan ne s'était engagé qu'à en reprendre que 500.

Ensuite, non pas dans le cadre d'une Scop qui est évidemment une farce, mais dans celui d'une expropriation, Goodyear n'aurait rien "*à vendre*", on ne lui demanderait pas son avis, on lui prendrait tout !

1.2.2- La Cour d'appel d'Aix-en-Provence a annulé jeudi la troisième mouture du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) proposée par la direction de l'entreprise Fralib, spécialisée dans le conditionnement des thés Lipton et des infusions Eléphant.

La Française d'Alimentation et de Boisson (Fralib) est une filiale d'Unilever installée à Gémenos (Bouches-du-Rhône) dont la direction a annoncé la fermeture en septembre 2010, une fermeture refusée par les salariés.

"*C'est une nouvelle victoire, la loi s'applique*", a déclaré à Reuters Olivier Leberquier, délégué CGT du site.

Dans un communiqué, Unilever a dit "*prendre acte*" de cette décision, et en "*examiner le contenu*".

"*Tout au long de ces deux ans et demi, notre seul credo a été le reclassement et la recréation d'emplois pour les salariés du site. Il est regrettable que la Cour d'appel stoppe brutalement le processus d'accompagnement, alors qu'à date 76% des 167 salariés qui avaient déjà quitté Fralib ont retrouvé une solution d'emploi et sont déjà tournés vers l'avenir*", a commenté Frédéric Faure, DRH d'Unilever France et président de Fralib.

"*Je rappelle que des projets et des emplois locaux avaient été validés dans le cadre de la convention de revitalisation signée avec l'Etat*", a-t-il ajouté.

La production de thé Lipton et d'infusions Eléphant a été arrêtée sur le site durant l'été 2011 pour être transférée en Belgique et en Pologne. Il reste actuellement 72 salariés sur le site, sur 182.

Le Tribunal de Grande Instance de Marseille avait validé cette troisième version du PSE de Fralib en avril 2012, mais les syndicats CGT et CFE-CGC avaient fait appel.

"*La justice a annulé cette troisième version. C'est énorme, cette décision est à la hauteur du dossier*", a déclaré à Reuters Me Dany Cohen, avocat des salariés de Fralib.

Les salariés proposent un projet de reprise de l'activité infusion sous la forme d'une société coopérative ouvrière de production, la Scop TI. La communauté urbaine Marseille Provence Métropole a d'ailleurs racheté le terrain de l'usine en août dernier et Unilever a cédé les machines pour un euro symbolique.

Dans ce cadre de ce projet de Scop, les salariés demandent à Unilever la cession de la marque Eléphant et des volumes de commande les premières années, ce qu'Unilever a toujours refusé. Reuters 28.02

1.3- General Electric va supprimer 200 postes.

General Electric a annoncé jeudi son intention de supprimer 200 postes d'ingénieurs et de cadres dans son activité de turbines à gaz en France, a-t-on appris de source syndicale.

Quatre-vingt-cinq des salariés concernés sont employés en sous-traitance.

La direction a révélé lors d'un comité d'entreprise extraordinaire à Belfort un plan de départs volontaires assorti d'un plan de sauvegarde de l'emploi qui touchera les sites de Belfort et Bourogne, dans le Territoire de Belfort, ainsi que celui de Chonas dans l'Isère.

L'entreprise américaine justifie son projet par la baisse de son chiffre d'affaires, lié au ralentissement de l'activité économique mondiale, a précisé à Reuters un élu de CFE-CGC.

L'activité Turbine à gaz de General Electric emploie près de 2.000 personnes en France. Reuters 28.02

2- Italie

Le taux de chômage ajusté des variations saisonnières en Italie a atteint son plus haut niveau en 21 ans, à 11,7% pour le mois janvier, selon des données officielles publiées vendredi.

Le taux de chômage chez les jeunes s'inscrit également en hausse à 38,7%, un nouveau record, contre 37,1%.

En janvier, 97.000 postes ont été supprimés par rapport à décembre et 310.000 comparé à l'année précédente. Reuters 01.03

3- Belgique

Le groupe américain Caterpillar, numéro un mondial des engins de chantier, prévoit de supprimer 1.400 emplois sur son site belge de Gosselies, près de Charleroi, en raison du niveau élevé des coûts et de la faiblesse de l'activité en Europe, a annoncé jeudi sa filiale locale.

Le site, l'un des plus importants du groupe en Europe avec 3.700 salariés, produit des excavateurs hydrauliques, des véhicules de chargement et des pièces détachées.

"*Même si elles sont douloureuses, ces mesures sont indispensables pour nous permettre d'être compétitifs et de donner une chance de survie à notre usine*", a déclaré Nicolas Polutnik, le directeur général de Caterpillar Belgique.

Le syndicat FGTB a quant à lui parlé de "*catastrophe*".

Ce plan social intervient après l'annonce le mois dernier par le sidérurgiste ArcelorMittal de son intention de fermer plusieurs lignes de production sur son site de Liège, ce qui pourrait le conduire à supprimer quelque 1.300 postes.

En octobre, le constructeur automobile Ford Motor avait annoncé un plan de fermeture de son usine de Genk, dont dépendent 4.000 emplois.

Le taux de chômage avoisine 20% dans la région de Charleroi, soit le double de la moyenne nationale.

Pour justifier sa décision, Caterpillar explique que les coûts sont si élevés qu'il serait plus avantageux d'importer les machines concernées que de les produire en Belgique.

Caterpillar employait au total plus de 125.000 personnes dans le monde fin 2012. Reuters 28.02

ECONOMIE

1- UE - Banques

Les dirigeants des banques européennes pourraient voir leurs primes strictement encadrées dès l'année prochaine après l'accord conclu jeudi à Bruxelles entre responsables européens, soucieux de répondre au vif mécontentement du public à l'égard du secteur financier.

L'accord provisoire, annoncé dans la nuit par des responsables politiques et par des négociateurs, prévoit que les primes versées aux banquiers ne puissent dépasser le montant de leur salaire.

Ce seuil pourra être relevé, dans la limite du double, si une majorité d'actionnaires s'y dit favorable.

L'accord doit s'appliquer à toute banque présente en Europe, quelle que soit sa nationalité, ainsi qu'à toute filiale d'une banque européenne à l'étranger.

"*Il n'y aura pas d'exception*", a dit Othmar Karas, élu autrichien au Parlement européen qui a participé aux négociations. "*Cela vaut pour toutes les banques, dans et en dehors de l'Union européenne et pour toutes les banques étrangères dans l'Union européenne*.".

"Pour la première fois de l'histoire de la régulation des marchés financiers de l'Union européenne, nous allons limiter les bonus des banquiers", a-t-il ajouté.

Cet accord représente un échec pour le gouvernement britannique qui s'est longtemps prononcé contre l'instauration d'un tel plafonnement pour ne pas froisser la City, qui fait travailler près de 700.000 personnes.

"*Le Royaume-Uni l'a mauvaise*", a dit un parlementaire, en privé.

Après avoir atteint un pic en 2008 à 11,5 milliards de livres (13,27 milliards d'euros), le montant total des primes distribuées à Londres a fondu de plus de moitié à 4,4 milliards, selon des chiffres du Centre for Economics and Business Research. Il devrait avoisiner en 2013 1,5 milliard de livres et encore diminuer dans les années à venir.

Il est également prévu d'encadrer les gratifications versées autrement qu'en numéraire et étalées sur le long terme afin d'éviter que le système soit contourné.

Pour l'Irlande, qui occupe la présidence tournante de l'Union européenne, l'accord annoncé jeudi est une "*avancée majeure*". Il faudra encore qu'une majorité d'Etats se prononcent en faveur de ce texte pour que l'accord soit finalisé, ce qui implique aussi que Londres ne pourra pas le bloquer seule.

Il n'est par ailleurs pas exclu que certains éléments du texte soient amendés en raison des réserves émises par les représentants d'un certain nombre d'Etats, selon un parlementaire européen.

L'encadrement des primes des banquiers est sans doute l'élément le plus visible de la refonte de la législation européenne sur les banques et le plus emblématique.

Il pourrait toutefois n'avoir qu'un impact limité sur la fiche de paie des intervenants financiers, à Londres notamment, où les salaires annuels approchent parfois 5 millions de livres.

"*Si le plafond est instauré, cela pourrait se traduire par la mise en place de structures salariales plus complexes de la part de banques soucieuses de rester concurrentielles à l'échelle mondiale*", a déclaré à Reuters Alex Beidas, spécialisé dans ces questions au sein du cabinet juridique Linklaters.

Ce n'est pas la première fois que l'Union européenne cherche à encadrer ainsi le système des primes. Dans la foulée de la crise financière, les banques ont été contraintes d'étaler sur cinq ans le versement des primes, ce qui les a incitées à relever les salaires de base.

Prévue pour les banques, la législation ne s'appliquera ni aux fonds spéculatifs ni aux firmes de capital-investissement, qui pourraient toutefois faire l'objet d'une autre série de mesures dans le courant de l'année.

Cet encadrement des primes proprement européen ne sera sans doute pas imité aux Etats-Unis. "Certains aux USA penseront que ce serait une bonne idée de faire pareil", dit Nicolas Veron, du Peterson Institute for International Economics, à Washington. "*Mais la plupart diront ici que légiférer sur les salaires sera contourné par les banques et en définitive portera préjudice à l'économie*." Reuters 28.02

Ce qui est pratique avec eux, c'est qu'on n'a pas besoin de se casser la tête pour comprendre qu'ils se foutent de nous, il suffit de les lire attentivement pour connaître leurs véritables intentions, là en l'occurrence il est dit que "*les primes versées aux banquiers ne (pourront) dépasser le montant de leur salaire*" (des banquiers), pas de problème, il leur suffira d'augmenter leur salaire fixe comme ils l'ont déjà fait auparavant, soit cela se traduira "*par la mise en place de structures salariales plus complexes de la part de banques*" et le tour est joué ! C'est le casino et guignol quoi !

Et puis, il ne s'agit que de la partie visible, disons destinée aux masses pour leur rendre les banquiers plus présentables et justifier leurs sacrifices, ceux des travailleurs bien entendu, équité oblige, car si les banques et les multinationales font transiter des dizaines de milliers de milliards de dollars par les paradis fiscaux, qu'est-ce qui les empêchent de rémunérer discrètement leurs dirigeants de la même manière, sur des comptes anonymes, sans taxes ni impôts ? Rien, et puis c'est légal, les paradis fiscaux sont légaux, le système capitaliste devenu mafieux est tout à fait légal, alors pourquoi devraient-ils se priver de cette opportunité franchement ?

2- Espagne

2.1- Bankia

La banque espagnole Bankia, issue de la fusion en 2010 de sept caisses d'épargne très largement exposées à l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, a rapporté jeudi une perte nette de 19,2 milliards d'euros au titre de 2012.

Bankia -qui dit par ailleurs avoir constitué 26,8 milliards d'euros de provisions l'an dernier- et sa société mère BFA ont demandé l'an dernier 18 milliards d'euros d'aide européenne pour reconstituer leurs capitaux.

L'ensemble du groupe Bankia-BFA a enregistré une perte après impôt de 21,2 milliards d'euros en 2012. Le groupe a précisé que la perte baisserait à 19,4 milliards si un bénéfice de trading lié à un échange en cours de titres hybrides étaient pris en compte. Reuters 28.02

2.2- Fuite des capitaux

L'Espagne a fait peur aux investisseurs. Le volume des capitaux retirés d'Espagne a beaucoup plus que doublé en 2012, avec 179,2 milliards d'euros contre 73,4 milliards en 2011.

En décembre, l'Espagne a ainsi enregistré une entrée nette de capitaux pour le quatrième mois consécutif depuis septembre, avec 18,68 milliards d'euros face aux 32,454 milliards d'euros sortis en décembre 2011. L'Expansion.com 28.02

3- Allemagne

L'Office allemand des Cartels enquête sur une entente présumée sur les prix pour la fourniture d'acier à l'industrie automobile en Allemagne, a annoncé ThyssenKrupp jeudi. Reuters 28.02

En 1933 quand Hitler était au pouvoir et que les usines d'armement allaient tourner à plein régime ? Ah, non en 2013...

Haut de page

Le 3 mars 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne 42 nouveaux documents issus de sources diverses.

J'ai également cessé d'informer des portails quand certains de leurs documents présentaient des problèmes de formatage ou des erreurs d'écriture, je ne mets pas en ligne ces documents ou je les reformate en passant par word avant de les transformer en documents pdf.

Leurs auteurs non plus ne supportent pas la critique, apparemment ces intellectuels sont des démocrates qui ne supportent que les idées qui sont conformes aux leurs, autrement dit ils se comportent comme les détenteurs de la vérité ou de la parole divine tout en s'en défendant évidemment, on a l'habitude de ce genre de situation avec nos dirigeants.

De mon côté, en mettant leurs documents en ligne je démontre qu'on peut avoir une conception de la démocratie plus étendue sans que cela ne remette en cause nos principes et convictions, il n'y a que ceux qui sont incapables de les défendre ou qui n'y tiennent pas vraiment ou encore tiennent à camoufler leurs véritables intentions, qui se réfugient dans une conception de la démocratie étriquée ou bornée correspondant finalement à leur étroitesse d'esprit ou leur capacité intellectuelle limitée.

Leur conception de la démocratie ne vaut guère mieux que celle qu'ils dénoncent par ailleurs chez les autres sans qu'ils en aient conscience, parce que leur activité intellectuelle est axée sur eux-mêmes en réalité, ils sont le centre, l'axe autour duquel le monde gravite. Ils sont animés par la même force centripète qui conduit le capitalisme et la société à la putréfaction, qui les a conduits à deux reprises au XXe siècle à la barbarie et à l'autodestruction à une échelle inégalée dans le passé, qui les y préparent une troisième fois sous nos yeux, après avoir continué de semer la désolation derrière lui sur tous les continents au cours des 67 ans qui viennent de s'écouler.

Nous, nous serions plutôt animés par une force centriguge qui nous conduit à entrevoir la société et le monde au-delà du capitalisme. Nous, nous avons une conception ouverte de la démocratie, capable d'une évolution ou porteuse d'une évolution, tandis que la leur est fermée, elle pue le renfermer, d'ailleurs si vous lisez ces documents vous pourrez constater qu'ils en arrivent tous à une impasse, ils tournent sur eux-mêmes, ils n'ont pour seul perspective que les institutions du capital, pour les uns c'est l'UE, pour d'autres ou tous plutôt, c'est l'ONU.

On a dit que c'était des gens à l'esprit étroit et borné, on peut le vérifier si nécessaire à travers un exemple.

Vous pouvez constater que ceux qui s'en remettent à l'ONU sont les mêmes qui pour la plupart rejettent l'idée que le cartel des banquiers internationaux auraient planifié d'instaurer un Nouvel ordre mondial ou un gouvernement mondial, alors qu'eux-mêmes au fil du temps ne s'en cachent plus vraiment, dans une certaine limite seulement, évidemment, du fait que certains intellectuels américains ou canadiens n'ont cessé de les harceler pendant des décennies jusqu'à les débusquer dans leur tanière et rendre public leur existence, Internet a aussi permis à des voix anonymes de s'exprimer et de fournir des informations tenues secrètes jusque là, le recoupement des deux permettant de mettre chaque pièce du puzzle à sa place et de complèter le tableau qui présente une cohérente remarquable, claire, et bien ces intellectuels, remarquez bien tout comme les porte-parole des néo conservateurs qui sont les représentants politiques ou médiatiques de l'oligarchie financière, estiment que tout cela serait une pure invention qui aurait germé dans l'esprit détraqué d'autres intellectuels en mal de reconnaissance qui aurait développé une théorie du complot avec laquelle ils tiennent à garder leur distance, mieux qu'ils dénoncent rendant service à la pire réaction qui soit.

C'est ainsi qu'à défaut de pouvoir concevoir la société débarrassée du capitalisme, ils s'en remettent à l'ONU, ce gouvernement mondial conçu et présidé justement par l'oligarchie financière, autant dire se jeter dans la gueule du loup. L'ONU qui a couvert ou justifier toutes les guerres depuis 60 ans ! Ils s'en remettent à notre bourreau, au bourreau de tous les peuples, extraordinaire, non ? C'est énorme, grotesque au possible, quand on les lit on n'en croit pas ses yeux, comment faire preuve d'une telle crasse ignorance est possible en 2013, on se demandera spontanément ce que ces intellectuels ont dans la tête, s'ils ont vraiment toute leur tête, comme dirait Marx, en réalité ils marchent dessus.

Ce sont les faits, rien que les faits. Qu'il s'agisse de la dette, des guerres, des maux qui accablent les peuples, si les analyses commises par ces intellectuels présentent un certain intérêt, leurs conclusions sont à rejeter en bloc, catégoriquement, en aucune manière nous ne les soutenons, nous les dénonçons et nous les combattons puisqu'elles consistent à subordonner les masses au capitalisme et à ses institutions politiques, nous, nous combattons pour les renverser, pour le socialisme.

Le jour où ces intellectuels auront compris que seule la classe ouvrière est progressiste et peut changer la société dès lors qu'elle est organisée et dispose d'un parti révolutionnaire pour vaincre, et non de bonnes intentions, des idées, un bulletin de vote, etc. ils feront enfin oeuvre utile, pour le moment l'impasse à laquelle conduisent leurs analyses ne fait que conforter l'idée qu'il n'existerait aucune issue à la crise du capitalisme, ils servent davantage les intérêts du régime en place que notre cause. Qu'ils se mettent au matérialisme dialectique et peut-être pourront-ils enfin progresser.

Autre chose.

J'ai reçu deux nouvelles réponses au formulaire, d'un camarade syndiqué qui a quitté le POI et un enseignant inorganisé.

Le premier camarade a écrit, extrait : - "*Il reste que certaines analyses m'ont certainement influencé, ou m'ont aidé à réfléchir. Par exemple : sur la quasi-absence, dans les batailles politiques conduites par le POI, de la référence au socialisme ; et aussi, sur le jeu de pouvoir mené par le courant trotskiste au sein des appareils, et sur sa manière d'utiliser ses militants comme masse de manoeuvre dans ce contexte. Ceci dit, j'ai quitté, il y a 4 ans, précisément sur une question relevant de la démocratie dans le parti.* "

Le socialisme est tabou, il est réservé à Hollande, Ayrault, Fabius, Sapin, Valls, Rocard...

La réaction et les médias à ses ordres réalisent un amalgame entre stalinisme et communisme, avec le socialisme c'est plus délicatn, car ils ont besoins des partis de l'Internationale social-libéral-impérialiste. On peut donc sans problème utiliser le terme socialisme, je veux dire sans être immédiatement diabolisé, mieux encore puisque le socialisme est une science sociale, socialisme scientifique.

Le capitalisme ne peut pas revendiquer cette valeur scientifique puisqu'il est l'aboutissement d'un processus inconscient, les tripatouillages désespérés de l'aristocratie financière pour tenter de surmonter les contradictions du capitalisme en sont le meilleur témoin sous nos yeux, les hommes ayant fait l'histoire inconsciemment jusqu'à nos jours. Alors que le socialisme repose sur la prise de conscience et la maîtrise, le dépassement des deux forces moteurs à l'origine du devéloppement de la civilisation humaine, les forces productives et la lutte des classes, les rapports qui en sont issus, pour s'émanciper du règne de la nécessité et entrer dans celui de la liberté.

Autre chose.

Hier on a vu qu'un camarade disait que la révolution frappe à la porte, enfin, et qu'il ne faudrait pas louper cette occasion, en effet, cela pourrait nous être fatal ! Mais qui dit révolution ou plutôt situation révolutionnaire ne dit pas forcément révolution, encore moins révolution victorieuse. Il n'a pas lu ou il a déjà oublié ce que j'ai écrit ces derniers jours à ce sujet. Sommes-nous à affronter cette situation ? Dans quel pays les masses sont-elles prêtes ? Aucun en vérité, la situation est pire que dans les années 10 ou 30 ou même 40 ou 50 au siècle dernier.

Effectivement la situation peut évoluer très rapidement, mais on ne peut pas construire le parti et l'Internationale d'un coup de baguette magique ! Ils n'existent pas, et au POI tout au plus il y aurait 3.000 militants pour former la base d'un parti révolutionnaire, et encore, une grande partie d'entre eux sont des vieux ou des vieillards, et tout démontrent que les dirigeants du POI-CCI ne seraient pas en mesure de constituer les cadres d'un tel parti, soit qu'ils n'en auraient pas la volonté, soit qu'ils n'en auraient pas la capacité ou les deux à la fois, cela ne s'improvise pas du jour au lendemain.

Je ne sais pas ce qu'ils vous racontent, j'ai l'impression qu'ils refont le monde entre quatre murs loin de la réalité qu'ils n'ont jamais comprise. Ils se gargarisent ou se retranchent derrière des formules, des principes, mais quand on examine la réalité, on s'aperçoit immédiatement que cela ne correspond à rien, ce n'est que pure dogmatisme, pure fiction ou fantasme, ils vivent dans un monde théorique, virtuel.

Vous n'avez pas encore compris qu'ils n'avaient jamais été capables de renouer avec le fil du marxisme, que prétendre le contraire était une supercherie, pendant 30 ans P. Lambert a soutenu que la situation allait déboucher sur une situation révolutionnaire au point qu'on l'attendait tous les quatre matins, alors qu'en réalité elle a débouché sur une nouvelle période de 30 ans de réaction sur toute la ligne, du mileu des années 80 à 2013, franchement, un peu de sérieux, il était difficile d'imaginer pire dirigeant pour incarner la continuité du marxisme, cela vaut pour la LCR et LO évidemment, là on tombait dans la caricature ou le gauchisme ou le pire sectarisme.

Evidemment, un jour ou l'autre le capitalisme finirait bien par s'effondrer et la révolution pointerait son nez, sans être marxiste il suffisait de consulter l'histoire du capitalisme depuis ses débuts pour en arriver à cette conclusion. C'est ce genre de tautologie ou de lieu commun qui a servi à faire illusion à Lambert et sa clique de théoriciens ou historiens à cent balles.

La question était à partir de la réalité et non d'une projection dans un futur indéterminé, des conditions objectives, des rapports entre les classes, de déterminer quelle politique mettre en oeuvre pour accompagner le mûrissement des conditions subjectives, à la fois construire le parti, organiser les masses et leur permettre d'élever leur niveau de compréhension de la société, le tout en participant à la lutte des classes. On pourrait ajouter que les masses auraient malgré tout progressé, qu'en absence d'une orientation consciente à leur combat et à leur mouvement, elles ne pourraient pas vaincre.

Ce qui s'est passé, c'est qu'au lieu de subordonner la tactique à la stratégie, ils ont procédé exactement à l'inverse. Observez où ils en sont et vous pourrez le vérifier par vous-mêmes. Ils se comportent comme des trade-unionistes pour lesquels seul le mouvement spontané des masses comptent à leurs yeux, les seules tâches qu'ils sont capables de se fixer se réduisent à des objectifs immédiats sans lendemain, impossible à atteindre évidemment, ils passent de l'un à l'autre sans lien, ils sont totalement incapables de se fixer des objectifs politiques, de développer les idées du socialisme, cela en devient grotesque, ils veulent virer la troïka alors que ce n'est pas elle qui applique la politique réactionnaire que nous subissons mais le gouvernement, les députés du PS associés à ceux de l'UMP et de l'UDI, ils ne sont même plus capables de désigner à leurs militants l'ennemi à combattre, en passant, la SFIO avait déjà atteint le même degré de décomposition avant le 4 août 1914 et s'employa à le prouver.

Bon, on ne va pas perdre son temps davantage. Je ne sais pas si vous lisez *Informations ouvrières*, il n'y a rien de plus creux, c'est tout au plus une feuille syndicale réformiste. Cela dit je n'appelle pas les militants à quitter leur parti mais à résister à l'intérieur en attendant des jours meilleurs.

Hier soir j'avais rédigé le passage suivant.

Qu'est-ce qu'un "*congrès ouvert*" ? En fonction de la taille du parti, une huître ou une baleine qui ingurgite tout ce qui passe à sa portée, recrache ce qu'elle n'a pas pu digérer quand cela ne lui a pas été fatal !

"*Congrès ouvert du POI*", ils veulent faire par là la preuve que leur parti serait plus démocratique que les autres, alors qu'en réalité il n'en est rien, l'éclectisme servant ici davantage à couvrir leur incurie politique légendaire qu'à prouver qu'ils ne sont pas sectaires, épreuve à laquelle ils ne risquent pas de se frotter puisqu'ils sont également incapables de confronter leurs idées aux nôtres par exemple.

Quelle est la nature du mouvement ouvrier, du prolétariat aujourd'hui, quelle est son orientation politique ? Pas de réponse, d'ailleurs ils ne posent pas la question, ils ne se la sont jamais posées : « *La situation politique mûrit dans ce pays* ». Cela nous fait une belle jambe ! Elle mûrissait en 1918, en 1923, au début des années 30 en Allemagne ou ailleurs, et vous avez vu le résultat ? J'ai pris l'Allemagne comme exemple parce que les conditions objectives étaient mûres.

Ils ne sont même plus en mesure d'analyser les conditions objectives et subjectives avec précision, d'en fournir une évaluation, encore moins leur orientation. Ils se contentent de commenter au jour le jour la situation avec les sempiternels mots d'ordre sans lendemain et sans perspective alimentant des illusions qui mènent droit dans une impasse politique : « *Comment bloquer la politique du gouvernement et de l'Union européenne ?* », ils traduisent ainsi qu'ils sont également toujours incapables de subordonner leur politique à la construction du parti qui est le seul objectif dont aujourd'hui (comme hier) un parti devrait être comptable, accessible, sauf à s'aligner sur les appareils et à reprendre à leur compte leurs objectifs. Cela leur évite aussi de dire : A bas le gouvernement et le Parlement des capitalistes ! C'est le mot d'ordre que je vous propose d'associer à celui du rejet de l'accord patronal du 11 janvier lors de la grève et des manifestations du 5 mars.

Ils nous ont fait le coup sur les licenciements, les retraites, la Sécu, le TSCG, etc. et ils remettent cela, reproduire à l'infini la même erreur, être incapable d'en tirer des leçons politiques, à ce niveau-là c'est incurable. Comment peut-on prendre au sérieux de tels dirigeants ? Ils sont totalement sclérosés et ne cessent d'en fournir la preuve.

Involontairement pour l'avoir employé à plusieurs reprises, c'est bien l'incapacité de ces dirigeants à assumer leur responsabilité qui les caractérise le mieux et qui est à l'origine de la crise de la direction du mouvement ouvrier, qui s'exprime ici.

On a besoin d'autres dirigeants et d'un autre parti. (A suivre)

Haut de page

Le 4 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter plusieurs sujets, ce sera pour demain.

J'attends toujours que vous me renvoyez le questionnaire en ligne ou un simple courriel. A ce jour je n'ai reçu que 6 réponses, c'est très insuffisant.

- Obama ordonne le gel de 85 milliards de dollars de fonds publics. (Attendre la réaction du département de la Défense...)

- Les Français massivement favorables à l'évolution de l'Eglise catholique. (à mettre en rapport avec l'éjection de Panzer le XVIe...)

- L'Asie championne du monde des milliardaires. (Et du nombre de pauvres qui se comptent en milliards...)

Je voudrais ajouter un mot à la suite de mon intention de fermer le site.

C'était quelque part conforme aux conclusions auxquelles j'étais arrivé, à savoir qu'on était plus barré que jamais, pour être totalement sincère que je ne voyais pas comment nous pourrions vaincre, dit autrement que la quasi totalité des conditions requises faisaient défaut, et que le refus que j'avais rencontré de la quasi totalité des lecteurs du site d'ycollaborer malgré les qualités que de nombreux militants lui reconnaissent, démontrait que j'avais raison de le penser ou confortait mon analyse. Pour apprécier ma décision il fallait prendre en compte ma position, le fait que je vis à 10.000 kms de la France et que par conséquent je ne pouvais rien attendre de plus de mon activité politique, là non plus je ne me suis jamais fait d'illusions.

Si en développant un outil permettant au plus grand nombre de progresser ou de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons, je ne rencontrais pas l'adhésion de militants pour y participer, c'est que cela ne valait pas la peine de continuer à se casser la tête à passer mes journées entières devant un écran et à y laisser ma santé. De plus par les commentaires que

m'ont envoyés une poignée de militants, j'ai pu constater une nouvelle fois que, soit ils ne partageaient pas mes analyses et mes conclusions, soit ils ne les comprenaient pas, alors à quoi cela sert-il que je continue ? Pour qu'ils fassent autre chose ou l'opposé de ce que je prône ? Sérieusement, cela signifie qu'on en est toujours au même point et que mon travail ne sert strictement à rien, car si je ne demande pas que les militants adhèrent à mes idées ou me fassent aveuglément confiance, convaincu sincèrement des idées que je défends le but de ma contribution politique était quand même que le plus grand nombre parviennent à les partager, si ce n'est pas le cas autant arrêter tout de suite.

De mon côté, à travers les centaines de questions que j'ai abordées et les réponses que j'y ai apportées après avoir étudié et épuisé autant d'hypothèses, en y revenant parfois des dizaines de fois en 8 ans sous des angles différents, en les étayant avec une multitude de faits ou arguments, si c'est à l'arrivée pour aboutir au constat que les militants n'y ont rien compris ou pas grand chose, alors que j'ai employé un langage simple et dépouilé, évitant les citations ou les références historiques, les sous-entendus, bref, tout ce qui pouvait constituer des obstacles à la compréhension de mon discours, je me dis que c'est à désespérer, qu'il existe peut-être entre nous un obstacle que je ne suis pas en mesure de discerner et de faire sauter, je suis donc en droit de considérer cette expérience comme un échec, donc il est inutile de le reproduire indéfiniment.

J'avoue ne plus savoir quel langage et quelle méthode utiliser. Il est certain qu'un échange de vive voix aurait sans doute pemis d'apporter des éclaircissements autres que ceux qui me viennent à l'esprit, puisque j'ai dû faire sans cesse les questions et les réponses à défaut de savoir ce que les militants avaient vraiment dans la tête, à quels problèmes ils étaient réellement confrontés. Je me suis vraiment torturé la tête pour essayer de vous aider, j'ai même peut-être été jusqu'à inventer des problèmes que vous n'aviez pas, j'ai perdu un temps considérable à me poser toutes ces questions, jusqu'à l'épuisement physique, plus que moral car même si je considérais notre combat comme perdu d'avance, rien ne pouvait justifier de le mener jusqu'au bout effectivement, mais dans mon cas d'une autre manière qu'en me collant devant un écran 14 heures par jour 7j/7, par exemple en consacrant mon temps à la rédaction de brochures ou de livres que j'aurais pu éditer moi-même en Inde à mes frais.

On continuera plus tard cette explication.

Tenez, en cassant la croute à midi très rapidement, je me suis fait la réflexion suivante en rapport avec l'actualité, comme quoi pas une minute je ne cesse de penser à notre cause.

On a vu lors d'une précédente causerie que les principaux membres du gouvernement étaient franc-maçons, certains diront qu'on s'en fout, pas moi et je vous explique pourquoi. Car il se trouve qu'ils sont aussi sionistes, et quand on repense au fait que les franc-maçons et les sionistes ont la même vision sur la religion, rappelons au passage que les sionistes sont les pire antisémites et que le judaïsme ne sert qu'à couvrir à la fois leurs crimes et leurs véritables intentions politiques, en réalité les uns et les autres développent la même idéologie et poursuivent le même objectif à l'échelle mondiale qu'incarne l'instauration d'un gouvernement mondial auquel travaille le cartel des banquiers sionistes de la Fed notamment, flanqués de monarchies et d'autres banquiers internationaux, le modèle de société auquel ils aspirent ressemblant étrangement à celui de l'Ancien Régime, la place de l'Eglise en moins pour cause de concurrence au niveau mondial avec d'autres religions dont l'islam qu'il leur faut également éradiquer.

Dans nos rangs aussi et ce n'est pas nouveau il y en a qui ont troqué la faucille et le marteau pour l'équerre et le compas. Ceci expliquerait-il cela, là où nous en sommes ?

A propos de la Grèce, je me suis dit en réfléchissant encore à la situation, qu'ils recourront à la dictature une fois que Syriza aura été porté au pouvoir sans pouvoir faire refluer la mobilisation des masses, pour cette fois l'écraser dans un bain de sang.

Le blog économique Liesi a fermé ses portes, il était animé par des traders genre Pierre Hillard, monarchiste catholique. Inutile de vous dire que nous n'avions aucun rapport avec eux. Il semblerait qu'ils n'aient pas digéré la fin du "CDD" (P. Hillard) de Panzer le XVIe, à croire comme disait Prévert qu'ils ne savent pas compter au-delà, dans l'au-delà c'est autre chose !

L'évolution de la situation mondiale ou la marche en avant à la barbarie en déroute plus d'un et en rend malade un grand nombre, nous en faisons partie évidemment.

Le marxisme n'a rien avoir avec un optimisme béat ou stupide à l'image de nos dirigeants qui chaque matin se rendent à leurs bureaux pour vaquer à leurs petites occupations comme si finalement tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Nous, au contraire, on a en permanence à l'esprit le cauchemar que vivent au quotiden des centaines de millions de travailleurs et leurs familles à travers le monde et qui tend inexorablement à s'étendre à des couches de plus en plus nombreuses de la population, on est encore loin du compte. C'est la première pensée qui nous vient à l'esprit en ouvrant les yeux, tandis que le soleil projette ses premiers rayons jusque sur mon lit après avoir traversé une végétation luxuriante et majestueuse, réveillé par le chant des oiseaux... C'est ainsi que je commence la journée tous les matins, idyllique, n'est-ce pas ?

Je pourrais me dire : voilà une magnifique journée en perspective, la vie est belle, pourquoi ne pas en profiter, alors que je n'en verrai pas grand chose en la passant devant mon écran... Vous comprendrez que je me pose la question : pour quoi en deux

mots, pourquoi en un mot je devrais me sacrifier quand ceux à qui je m'adresse ou qui profitent de mon travail ne sont même pas foutus de m'envoyer un petit mot de soutien, même le minimum ils n'en sont pas capables, sachant qu'à ma place la plupart d'entre eux auraient une toute autre attitude que la mienne, je ne me fais aucune illusion sur la nature humaine et ses faiblesses. Ma famille, mes proches, tout le monde me prend pour un fou de ne pas profiter de la chance que j'ai et qu'eux n'ont pas. Est-ce que vous pouvez comprendre cela ? Apparemment non. C'est très préoccupant, effrayant même, car qui pourraient le comprendre alors ? Après s'être élévée à un certain niveau de développement, la civilisation humaine serait-elle donc condamnée à péricliter et disparaître ? Serait-elle condamnée au chaos à défaut de s'être donnée les moyens de conquérir la liberté ? Après tout, il n'était écrit nulle part qu'elle devrait forcément connaître un dénouement heureux, ni le contraire... Je n'ai pas le temps ici de développer, mais il est certain que le développement exponentiel de la démographie mondiale au cours de la seconde moitié du XXe siècle n'a pas vraiment constitué un facteur favorable à son émancipation du règne de la nécessité sous lequel elle ploie de plus en plus et dans laquelle elle est en train de crever sous nos yeux. Cela n'a fait que multiplier les obstacles à sa libération tout en donnant un répit à ses fossoyeurs...

En réalité de très nombreux militants ont déjà baissés les bras, tandis que les autres sont bourrés d'illusions, ils en reviendront bientôt, très bientôt maintenant. Nous, nous préférons regarder la réalité en face et ne s'en faire aucune. Le pire dans la vie, ce n'est pas ce qu'on subit mais d'ignorer pourquoi on le subit, vos dirigeants s'emploient minutieusement à vous empêcher d'en prendre conscience, donc si vous avez quelqu'un à juger commencez par eux, car eux ont le pouvoir de changer les choses, moi je n'ai pas ce privilège, ce qui change totalement la manière dont vous devez apprécier notre démarche et activité respective, si je dois continuer ou non d'actualiser ce portail.

Autre chose.

Éric Toussaint, professeur en sciences politiques à l'Université de Liège, est président du CADTM, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, et membre du conseil scientifique d'ATTAC France.

- "La Grèce doit suspendre unilatéralement le remboursement de sa dette" - 28 février - mondialisation.ca

Il a écrit : "*Je suis d'accord avec vous qu'en Grèce les classes dirigeantes et les gouvernements détruisent la démocratie à plusieurs niveaux. Ils ne respectent pas le vote du peuple, ils ont imposé des protocoles d'accord et traités sans consultation démocratique, ils dégradent le pouvoir législatif, et cherchent à détruire la capacité de la classe ouvrière à négocier collectivement. Ainsi, vous êtes face à un défi majeur et la capacité de Syriza à donner une réponse vraiment radicale à cette attaque est en effet cruciale. Si Syriza adopte des politiques et des propositions plus modérées, les conséquences qui en découleront peuvent être énormes.* "

La première partie de son analyse est juste, ensuite cela se dégrade et tourne au constat du spectateur impotent face à un drame qui se noue sous ses yeux, pour finalement s'avouer impuissant à proposer la moindre issue politique pour y mettre un terme puisque Syriza vient de faire allégeance au FMI et à l'impérialisme américain, ce que Éric Toussaint n'est évidemment pas sans savoir, mais qu'il occulte volontairement.

Syriza a indiqué qu'il ne romprait pas avec l'UE et l'euro, encore moins avec le capitalisme et les institutions grecques, ainsi Syriza ne sera jamais en mesure de dresser la majorité des masses grecques contre l'Etat, dès lors leurs ennemis conserveront le pouvoir de le renverser quand il sera au pouvoir ouvrant la voie à une dictature militaire ou civil s'appuyant sur l'armée, comme en Tunisie ou en Egypte par exemple. Retenez bien ce diagnostic et on en reparlera dans quelques mois, ok ?

Quelques infos en vrac (http://www.jovanovic.com/blog.htm)

Quand l'Etat finance sa propagande.

- Notre lecteur Axel Roffi a vu ceci: "*Vous pointez souvent la servitude des médias envers le pouvoir politique. Pour comprendre pourquoi ils sont tellement à plat ventre, je vous envoie le rapport de la cour des comptes sur la presse écrite. Pas obligé de le lire en entier, je vous fais le résumé en sortant les phrases les plus probantes*":

"*Sur la période 2009-2011, le plan d'aide s'est donc traduit par plus de 450 M de dépenses budgétaires supplémentaires. En prenant en compte le coût de l'avantage du taux de TVA à 2,1 % par rapport au taux normal de TVA à 19,6 %, le total cumulé des aides directes et indirectes accordées au secteur de la presse écrite sur cette même période peut être estimé à 5 Md*"...

Pour un secteur avec 80.000 employés et la moitié de journalistes... Si on compte par journaliste... 5mds sur 3 ans, donc 1,6 mds, si on divise encore par le nombre de journalistes, soit 40.000, on arrive presque à des aides de 40.000 euros par an par journaliste, si on compte l'ensemble du secteur. Avec les 80.000 employés, on est dans un secteur subventionné à hauteur de 20.000 euros par an par employé...

Le Monde aidé à hauteur de 18,5 millions par an... Le Figaro 17, 3 millions par an et Libé 7,9 millions euros ... Je comprends

mieux leur révérence... Chaque journaliste touche directement et indirectement 40.000 euros d'argent public par an, quand on est payé par l'Etat, on est un fonctionnaire. Bien sûr le lendemain de la publication du rapport, les journalistes ont pointé les aides aux buralistes et ont bien sûr passé sous silence les aides à la presse écrite". du 18 au 22 février 2013

Appauvrissement de la classe moyenne aux Etats-Unis.

- Bloomberg et Zero Hedge rapportent que la méga chaîne de magasins américains Wal-Mart "*a enregistré le pire mois de ventes jamais vu depuis 2006... Wal-Mart shares are plunging as the firm reports a 'total disaster' in its February sales ... The worst start to a month I have seen in my 7 years with the company*". Point 1: les clients des Wal Mart sont les Américains moyens. Point 2: En 2013, l'Américain moyen n'a plus un dollar en poche. Point 3: la crise a commencé en 2007 et nous sommes en 2013... Point 4: il y a moins de gens qui ont un emploi en 2013 qu'en... 2006. Du coup cela ne vous étonnera pas d'apprendre qu'un nouveau record a été battu avec le nombre d'Américains au "*food tickets*". Bientôt ils vont dépasser les 50 millions... pour une population de 320 millions!!! du 18 au 22 février 2013

Un paradis fiscal au coeur de l'UE qui se porte bien.

- "*Record pour les fonds luxembourgeois: 2383 milliards d'euros, c'est le niveau atteint en 2012 par les fonds domiciliés au Grand-Duché, soit une hausse de 13,7% sur un an. L'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI) a annoncé ce mercredi des chiffres records pour les fonds luxembourgeois qui ont atteint 2383 milliards d'euros en 2012. Un chiffre historique qui représente 30% des actifs européens*" du 18 au 22 février 2013

L'UE mise devant le fait accompli.

- ... le jeudi 7 février 2013, l'Irlande a été en défaut de paiement et que la perte sèche pour la BCE a été de 20 milliards d'euros. "*Le pays a bénéficié d'une aide de 85 milliards d'euros pour le sauvetage de ses banques en 2009. Mais en décembre dernier, le gouverneur de la banque centrale d'Irlande avait clairement fait comprendre que les échéances ne seraient pas tenues: "le délai de remboursement devrait être considérablement allongé " expliquait-il sur le ton du "c'est ça ou rien ". Coincée, la BCE a accepté (le 7 février) un rallongement des échéances moyennes (qui passent de 7 à 34 ans) et une baisse des taux d'intérêt. Ce faisant, la BCE renonce à 20 milliards d'euros d'intérêt sur 10 ans. Un sacré cadeau quand on sait que pour la Grèce elle avait fait une croix sur 8 milliards d'euros d'intérêts. Le premier remboursement du principal aura lieu en 2038 et le dernier en 2053, ce qui laisse le temps à d'autres "discussions". Bien joué Dublin !*" du 18 au 22 février 2013

Offensive idéologique du gouvernement mondial. Après Drahi et Monti, au tour du pape.

- Le lendemain de la démission du pape, Visa et Mastercard ont aussitôt reconnecté les 50 terminaux de paiement carte de crédit dans les diverses boutiques du Vatican au réseau interbancaire... B-16 n'avait pas voulu être le pape qui porterait la responsabilité de sa faillite financière. Tous ceux qui suivent cette page savent que la JP Morgan avait fait un communiqué de presse "*mondial*" pour annoncer qu'elle fermait le compte du Vatican dans sa filiale italienne. du 14 au 16 février 2013

Les charrettes du 18 au 28 février (http://www.jovanovic.com/blog.htm)

- le groupe de presse Roularta va sabrer 70 salariés

- Pixmania ferme toutes ses 11 boutiques physiques en France.

- Phonehouse est au bord du gouffre

- La Banque Nationale de Grèce va virer 2.000 employés

- Siemens Allemagne prépare son personnel à 7000 nouveaux postes supprimés

- Caixabank prépare 4000 licenciements

- Le méga casino d'Atlantic City qui a fermé ses portes moins d'un an après son ouverture, ne pouvant rembourser ses mensualités de son prêt de 1,5 milliard de dollars - Volvo licencie 1000 ouvriers et cadres

- United Technologies, énergie, vire tout de suite 3000 salariés

- Commerzbank va supprimer 1800 banquiers de plus

- Les emballages Amcor virent 300 personnes en... Australie !!!

- Le papetier NewPage se sépare de 300 salariés,

- Les pages jaunes et blanches d'Australie virent 700 salariés

- Je vous l'avais annoncé ici, mais cette fois c'est sûr Danone vire 900 cadres dont 236 en France

- Coop Alsace va supprimer 120 postes

- Rona, le Jardiland canadien, va sabrer 200 postes

- Le distributeur de matériel électrique toulousain Toutelec risque de perdre 100 postes

- Le promoteur immobilier espagnol Reyal Urbis a déposé le bilan

- Miss Espagne dépose le bilan. Il n'y aura pas de Miss Espagne dans les mois prochains parce que le promoteur était son financier

- L'usine Farcor risque de fermer à Lumbin et 22 salariés sont dans le viseur

- La coopérative maritime à Douarnenez a été placée en liquidation

- Le verrier Libbey sabre 200 salariés et délocalise une partie au Mexique

- Telecom New Zeland va licencier au moins 200 personnes

- Abbott (catheters et outils médicaux) vire 200 salariés en Irlande et 450 aux US Times

- La chaîne de grands magasins JC Penney vire 300 personnes dans son QG

- Les aciers canadiens Timet virent 77 ouvriers

- Transports Bruaux en faillite, 29 personnes licenciées

- Les 70 salariés de Daniel de Gryse, BTP, en colère. "*Ce jeudi 21 février, une cinquantaine de ces salariés en colère ont manifesté à Vervins afin de réclamer le versement de leur salaire du mois de janvier*.", lire ici le journal local La Thiérache où on apprend aussi que mr Ballade les a reçus à la préfecture...

- Confirmation: les meubles Pierson licencient 27 salariés

- Le Washington Post vire 40 journalistes et administratifs le jour de la St Valentin

- Le groupe media italien RCS ("*Corriere della Sera and of Spain's El Mundo, is also planning to sell two of its Milan offices*") vire 800 personnes

- La compagnie Air Bahrein (!!!!) immobilisée pour dettes et face au dépôt de bilan

- Woodbine, le PMU canadien, licencie 109 personnes

- Chicago, la ville d'Obama, veut fermer 129 écoles communales, plus de 1.000 enseignants se retrouveront au chômage

- L'aéroport de Bâle vire 30 personnes

- L'aéroport de Spa ... 40 personnes ?

- La grève des employés de sécurité en Allemagne s'est poursuivie vendredi, pour le 2e jour consécutif à l'aéroport de Hambourg tandis que Cologne Bonn a "*remplacé*" Düsseldorf. Près de 179 annulations de vols à Hambourg, soit environ la moitié du programme de vol.

- L'assureur polonais PZU sabre 630 Polonais

- Iberia licencie 3800 personnes

- Thomson Reuters (département Finances) vire 2500 personnes

- Westinghouse se débarasse de 665 salariés

- Après Doux, c'est Gad, l'un des principaux abatteurs de porc breton, qui se place en redressement judiciaire. Cette filiale de la Cecab (D'Aucy) emploie 1.700 salariés dans deux abattoirs, dont au moins un devrait fermer ses portes.

- Hop, hop, hop, dehors, ING vire 2400 personnes

- Barclays Bank ajoute 1200 (aux 2500 déjà annoncés) total 3700 personnes

- JP Morgan, oui la banque, vire 200 personnes en Angleterre

- La Société Générale va fermer une dizaine d'agences

- La filiale luxembourgeoise de BNP, Bgl Paribas

- La compagnie de tankers Maersk fait partir 58 naviguants

- Orange Suisse vire 140 Suisses

- Orange Pologne va virer 1700 Polonais

- Le géant de l'auto-radio Pioneer sabre 800 personnes

- Kraft Food Suisse licencie 57 personnes

- Valve informatique, 25 postes

- La châine de jeux video GameStop ferme 250 boutiques, 800 personnes sur le départ

- La chaîne de boutiques culture Harmonia Mudi ferme 15 boutiques en France, 40 personnes seront licenciées (" *Le chiffre d'affaires (39,7 millions d'euros) a baissé de 9% au cours des 2 dernières années.*")

- Oxbow, vétêments de surf, vire 35 personnes à Mérignac

- Carat Duchatel supprime 34 emplois en Belgique

- L'imprimerie du Basler Zeitung feme et 72 Suisses seront mis au chômage

- Scooter Store (scooters et fauteuils handicapés) vire 100 personnes de plus après les 200 virées en septembre 2012, soit 300)

- Hudson City Savings sabre 384 personnes

- Homeward Residential Credits vire 325 salariés

- Imation (les cassettes Memorex entre autres) vire 200 personnes

- Northrop Grumann aeronautique sabre 60 personnes de plus

- Le célèbre Forrester Research sabre 30 chercheurs

- Le boulanger industriel Awrey ssabre 200 boulangers

- Symbole: La Hollande ferme son Centre Culturel à Paris, le gouvernement n'ayant plus d'argent. " *Tous les employés ont eu la surprise d'un licenciement général, malgré une volonté de leur part de faire des concessions pour que l'institut ne soit pas fermé.*"

- Huntsman Chimie supprime 63 postes sur 330

- Sovigel, découpe de viande, en Bretagne a perdu 30 personnes

- En France, l'emploi intérimaire a baissé de 8,7% en 2012,

- Zalco (anciennement Pechiney) a mis la clé à la porte (480 salariés + 130 intérims) l'été dernier

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le PS ou les aristocrates du régime passent à l'offensive au côté du gouvernement du Medef-CFDT contre la classe ouvrière.

Le palme de la duplicité, de l'hypocrisie sans fond revient logiquement au parti qui sous l'étiquette du socialisme n'a eu de cesse de le combattre depuis un siècle en se faisant le chantre de l'accord scélérat du 11 janvier 2013 qui consacre la liquidation du contrat de travail.

Le PS n'a aucune légitimité pour s'exprimer au nom de la démocratie sociale qu'il n'a eu de cesse de piétiner depuis qu'il est revenu au pouvoir.

Avec 45% d'abstention (votes blancs et nuls) PS n'a recueilli que 25% des voix des inscrits en juin 2012, il est donc ultra minoritaire dans le pays. Les syndicats CFDT-CFTC et CGC qui ont signé l'accord du 11 janvier 2013 avec le Medef sont minoritaires également au sein du mouvement ouvrier.

- Plus de 68% des Français déçus par Hollande - Le Nouvel Observateur 02.03

Cet accord antisocial concocté par et pour le patronat pour bénéficier d'une main d'oeuvre taillables et corvéables à merci avec la complicité des dirigeants syndicaux, constituerait la pire régression sociale enregistrée par le prolétariat depuis plus d'un demi-siècle s'il était retranscrit dans la loi par le législateur représentant les intérêts des capitalistes.

Hollande et le PS ont maintenu en place l'ensemble des institutions dans le cadre desquelles leurs prédécesseurs n'ont eu de cesse de mener des politiques antisociales, anti-ouvrières, liberticides, réactionnaires. Etait-ce un hasard ? On s'aperçoit que non. Pourquoi, sinon parce qu'ils s'apprêtaient à poursuivre leur politique dictée par les besoins de l'oligarchie financière et les capitalistes, l'amplifier sur le modèle de celle appliquée par tous les gouvernements de l'UE.

Question : Avions-nous eu tort de caractériser le PS comme un parti capitaliste et réactionnaire et de lui refuser tout soutien ou d'avoir des rapports avec ce parti, ses dirigeants, ses cadres, ses candidats, ses élus ? Avions-nous eu tort de dénoncer et de refuser tout front unique avec ce parti profondément réactionnaire, anti-ouvrier, antisocialiste ? Les faits nous donnent raison, hélas bien tard, peut-être trop tard.

Nous avons refusé d'appeler à voter pour Hollande, nous avons refusé d'appeler à voter pour les candidats du PS en juin 2012, et nous avons mis en garde travailleurs et militants sur les illusions qu'auraient forcément accompagné un tel soutien, ainsi que ce qui les attendait, à savoir que Hollande et son gouvernement, les parlementaires du PS s'appliqueraient fort du soutien des appareils syndicaux traitres ou jaunes qui les soutenaient à aller encore plus loin dans les attaques contre les acquis sociaux de la classe ouvrière.

C'est exactement ce qui s'est produit depuis le mois de juin 2012 avec l'adoption du TSCG, de la "régle d'or", du budget 2013 d'austérité, le blocage des salaires des fonctionnaires, le projet de loi Peillon, et maintenant cet accord patronal infâme conduisant à la liquidation du contrat de travail, avant de s'attaquer une nouvelle fois à nos retraites et à la Sécu.

Ce qu'ils appellent une «nouvelle démocratie sociale» consiste en réalité à prendre en charge les besoins des capitalistes qui représentent une minorité de parasites improductifs dans la société, et à piétiner ceux des travailleurs qui constituent la majorité de la population et produisent les richesses. Le PS partage ainsi la conception de la démocratie qu'en ont tous les dictatures qu'elles soient parlementaires ou militaires.

Il s'agit d'une escroquerie, d'une supercherie, d'une imposture qui a pour objet de renforcer la dictature du capital.

Elle intervient à l'heure où le capitalisme subit la plus gigantesque crise de son histoire qu'il est dans l'impossibilité de résoudre autrement que par la destruction de tous les acquis sociaux et politiques des masses exploitées pour finalement les réduire en esclavage ou renvoyer la civilisation humaine plusieurs siècles en arrière, à l'époque de l'Ancien régime quand la plèbe soumise ne disposait d'aucun droit politique, d'aucun moyen pour s'opposer à la dictature féodale que recourir à la violence, à une révolution sociale et politique pour conquérir son émancipation.

C'est celle-ci qui est à l'ordre du jour pour renverser le règne de la dictature du capital qui conduit l'humanité à la guerre et au chaos, à la barbarie.

Face à un Etat, ses institutions et ses partis PS-UMP-UDI-UC à la solde des banquiers et des rentiers qui nous promettent un avenir toujours pire, les travailleurs n'ont pas d'autre alternative que se rassembler dans la perspective de le renverser, former leur propre gouvernement, leur propre Etat, une République sociale où le capitalisme et ses représentants n'auront pas leur place, auront été matés, leur capacité de nuisance réduite à néant, leurs prétentions à l'impuissance.

Aujourd'hui, l'immense majorité de la population est constituée des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, du secteur public et privé, l'Etat et ses représentants leur interdisent de décider librement leur destin, ce droit légitime est bafoué, le peuple travailleur est en droit de le revendiquer, de s'en saisir, de se lever, de prendre le pouvoir pour l'imposer, il n'a pas d'autre voie que celle du socialisme pour renouer avec la paix, le progrès social et conquérir sa liberté.

Le PS a choisi le camp de la réaction, celui des ennemis mortels de la classe ouvrière, ce n'est pas nouveau, aujourd'hui il le revendique ouvertement, gare à ceux qui maintiendraient la moindre illusion sur ses intentions. Le PS s'est la voix du corporatisme qui a ouvert la voie à la guerre et au fascisme en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Chili, en Argentine, etc. au XXe siècle. Contrairement à ce qu'on a pu vous enseigner ici ou là, il n'a jamais été porteur de progrès social ou alors ce fut toujours au détriment de couches entières du prolétariat en France ou ailleurs dans le monde, parce que ces réformes étaient compatibles avec l'exitence du capitalisme. Aujourd'hui, celle-ci est gravement compromise comme jamais, au point qu'il a déjà hypothéqué et consommé les richesses que les générations futures produiront, pour en s'attaquant à notre niveau de vie préparer les conditions d'exploitation et d'oppression terribles auxquelles il entend nous soumettre ainsi que les générations à venir qui devraient être réduites en esclavage, ce sont les conditions de sa survie auxquelles le PS s'est soumis volontiers parce que ce parti est organiquement lié au capital, à l'oligarchie financière, il en est aujourd'hui le porte-parole, le porte-drapeau, jusqu'en Syrie ou au Mali.

On en veut pour preuve qu'une partie de ses dirigeants ou ministres (Kouchner, Fabius, Guigou participe à la Commission Trilatérale, etc.) ont déjà participé à des réunions du groupe Bilderberg qui est l'ordonnateur de la politique du capitalisme mondial et pilote l'ensemble de ses institutions internationales, ONU, FMI, OTAN, Banque mondial, OMC, OCDE, UE, BCE, etc. Leurs dirigeants ont parfois été nommés à la direction de ces institutions (DSK, Lamy, etc.), tandis que d'autres participent à des think-tank ultra réactionnaires ou encore sont banquiers (Attali, notamment) ou viennent de grandes banques faisant partie de la Fed... Au côté du PS figuraient dans l'Internationale social-libérale des partis de dictateurs ou tyrans africains ou d'Amérique latine. Bref, si on ajoute la colonisation et les guerres soutenues par le PS (ou la SFIO), on a là un terrible tableau de chasse dans lequel les pires réactionnaires pourraient s'y reconnaître tout à fait. Voilà le parti qu'on vous a présenté comme étant un parti ouvrier ou ayant un lien avec la classe ouvrière ce qui revient au même.

Inutile de dire que nous considérons tout rapport avec ce parti impossible. Le PS est la copie conforme du parti de l'ordre, en pire dans la mesure où il couvre ses crimes du masque du socialisme dont il est l'ennemi.

On jugera au passage le dégré de décomposition ou d'opportunisme atteint par les partis ou les dirigeants syndicaux qui avaient placé leurs espoirs dans les élus du PS pour rejeter l'accord patronal du 11 janvier, en réalité tous les partis ou mouvements qui se réclament de la classe ouvrière ou du socialisme. S'adresser au PS, c'était s'adresser à notre bourreau disions-nous, avons-nous eu tort de l'affirmer ?

- Appel de 100 de parlementaires socialistes à «une nouvelle démocratie sociale» - 20minutes.fr 03.03

Une centaine de parlementaires socialistes appellent dans une tribune à favoriser l'avènement d'une «nouvelle démocratie sociale» en transcrivant notamment dans la loi, sans en modifier l'équilibre, l'accord sur l'emploi conclu entre les partenaires sociaux...

(Ils parlent d'"*équilibre*", alors qu'il est totalement en faveur du patronat. Celui-ci est un partenaire antisocial. - Ndlr)

Après les négociations marathons entre organisations syndicales et patronales, la «*sécurisation de l'emploi*» arrive au coeur de la bataille parlementaire.

(La distinction entre ces organisations n'a pas lieu d'être à ce niveau-là, puisque accepter d'y participer c'était ouvrir la voie à

cet accord patronal. -Ndlr)

Donner «*une chance à la démocratie sociale dans notre pays*» (Une "*chance*", en réalité un cauchemar pour les travailleurs ! - Ndlr)

«*L'accord sur l'emploi conclu le 11 janvier entre les partenaires sociaux marque une nouvelle ère pour le dialogue social en France. Grâce à cette méthode, la démocratie s'enrichit de la participation des acteurs sociaux à notre objectif commun de lutte contre le chômage*», écrivent les élus dans cette tribune à paraître dimanche dans le JDD.

(Le patronat qui a à son actif 1.000 chômeurs de plus par jour depuis 2008 aurait pour "*objectif commun de lutte(r) contre le chômage*", ce ne peut être que des représentants du patronat pour tenir un tel discours. -Ndlr)

«*Parlementaires de la majorité, nous soutenons cette méthode parce qu'elle donne enfin une chance à la démocratie sociale dans notre pays*», ajoutent les signataires parmi lesquels figurent les députés Patricia Adam, Patrick Bloche, François Brottes, Elisabeth Guigou, Christian Eckert, Catherine Lemorton ou Jean-Jacques Urvoas.

(Elisabeth Guigou est membre de la Commission Trilatérale. Non, vous n'êtes pas la majorité, 75% des électeurs n'ont pas voté pour vous ou n'ont pas voté du tout. - Ndlr)

«*Cette méthode repose sur le dialogue, la concertation et la responsabilité. Nous sommes convaincus que c'est ainsi que peut être mise en mouvement la société toute entière*», font-il valoir.

(Ils assument leur responsabilité, alors il faut les chasser du pouvoir ! - Ndlr)

«*Aucune réforme économique ne peut s'inscrire dans la durée sans un dialogue social permanent» et «la qualité de ce dialogue est un élément essentiel de la compétitivité du pays*», soulignent-ils également.

(C'est le discours du Medef, du FMI ou de la BCE. -Ndlr)

«*La méthode revendiquée de la négociation pose, certes, sans arrêt les questions sur le rythme des réformes et sur les concessions accordées ou les arbitrages rendus, mais elle permet de mobiliser toutes les forces et les énergies du pays pour ancrer le changement dans la durée. La culture du dialogue favorise l'accord, elle permet à chaque représentant, syndical ou patronal, de prendre ses responsabilités et de trouver des compromis*», ajoutent ces parlementaires.

(A bas le dialogue social, à bas le corporatisme, on ne dialogue pas avec l'ennemi, on le combat, on le terrasse, on l'élimine ! - Ndlr)

«*Rappeler au patronat les légitimes exigences de justice sociale*».

(C'est bien connu que le patronat serait légitime pour représenter et prendre en compte la "*justice sociale*". A bas le Medef et les capitalistes, il faut les exproprier ! - Ndlr)

Ces élus socialistes, qui disent avoir «*fait le choix de la démocratie sociale*», expliquent ne pas avoir pour autant renoncer à leur pouvoir de parlementaires.

(Normal, leur conception de la démocratie politique va de paire avec celle qu'ils ont de la démocratie sociale qui consiste à nier ou spolier les droits politiques des travailleurs. -Ndlr)

Mais, disent-ils, «*notre pouvoir, c'est d'abord celui de respecter la voie choisie par les partenaires sociaux en transcrivant dans la Loi, sans en modifier l'équilibre, l'accord qu'ils ont conclu*».

(La CFDT-CFTC et CGC sont minoritaire, cet accord est illégitime, il doit être abrogé. -Ndlr)

«*Notre pouvoir de parlementaires, ajoutent-ils, ce sera aussi, dans les semaines qui viennent, d'encadrer les négociations à venir en application de l'accord pour peser dans le rapport de forces et rappeler au patronat les légitimes exigences de justice sociale*».

(Autant dire qu'ils sont prêts à continuer leur sale boulot jusqu'au bout. Une seule réponse : Dehors, dégagez, à nous de prendre le pouvoir et vive le socialisme ! - Ndlr)

Selon eux, l'accord sur l'emploi conclu entre partenaires sociaux «*marque la naissance d'un nouveau modèle social*». 20minutes.fr avec AFP 03.03

Complément

Je n'ai pas eu le temps de traiter l'article suivant :

- La loi sur l'emploi «*permettra de sauver immédiatement des emplois*», selon Sapin - 20minutes.fr

Ils généraliseront le travail à temps partiel qui soulagera la trésorerie des entreprises, la différence sera payée par l'Etat, via la dette, via les intérêts réglés aux marchés, la dette augmentant qui servira à faire pression sur le gouvernement pour qu'il taille davantage à la hache dans les budgets sociaux, un bon prétexte pour aliment cette spirale sans fin.

Puis « *il portera tous ses fruits lors de la reprise de la croissance*» pour devenir «*un accélérateur à la création d'emploi*», assure le ministre, traduisez : "*les fruits*" ou le profit seront pour les actionnaires ou les patrons, quant à "*la croissance*" elle coïncidera avec la mise en oeuvre des nouvelles conditions de travail imposées aux travailleurs incluses dans cet accord infâme, la croissance de l'exploitation et de la précarité quoi.

Et les mains sales d'ajouter que : quand il songe à un plan social «*l'employeur ne pourra plus décider seul*», explique le ministre, le gouvernement et les syndicats y mettront la main à la pâte.

ACTUALITE EN TITRES

Pas suffisamment endetté

- BNP veut doper l'activité banque d'investissement en Afrique - Reuters

UE, sa vrai nature, ses contradictions, sa finalité aussi :

- Europe: un trait d'union politique entre les peuples et les marchés - Slate.fr

Décrits alors à tort comme ennemis, marchés et peuples auraient en réalité partie liée pour faire progresser conjointement l'intégration européenne.

Le début de gouvernement économique qui a été arraché devrait permettre d'éviter qu'un pays ne coule (le Mécanisme européen de stabilité) ou qu'une grande banque fasse une faillite «*systémique*» (l'union bancaire), mais il n'a résolu en rien le déficit de croissance et d'emploi. (Entre nous, le système capitaliste a dépassé depuis longtemps le stade de la faillite, endetté comme jamais... -Ndlr)

La solution qu'on peut appeler «*américaine*» et qui est soutenue par le FMI trouve de plus en plus d'adeptes. Slate.fr 03.03

C'est effectivement ce sur quoi la réaction se rassemble, ce qui lui assure une certaine cohésion. Ils ont du bol. Nous de notre côté c'est l'inverse, c'est la collaboration avec l'ennemi, la décomposition, la débâcle, la lâcheté, l'incurie politique de l'ensemble de nos dirigeants qui ont renoncé à combattre pour le socialisme.

Quel cauchemar ! Cela s'appelle aussi le marché unique transatlantique...

Le plus zélé remporte la mise, normal non.

- Comment l'Allemagne a transformé l'Europe en un désert économique - Atlantico.fr -

- Comment l'Allemagne d'Angela Merkel a tiré profit de la crise qui ravage ses voisins - Atlantico.fr -

Propagande. La réaction parle aux Français...

- Lagarde, Le Pen et NKM, les trois femmes qui comptent pour les Français - Liberation.fr

C'est Ifop qui a réalisé ce sondage pour le Journal du dimanche. Dommage, il manque Parisot !

Exproprions les banquiers, les patrons !

- Le juge Duchaine: "*Il faut frapper les criminels au portefeuille*" - L'Express.fr

La révolution attendra encore un peu en France...

- Embouteillages sur la route des vacances - LePoint.fr

Ils se partagent les rôles

- BCE: contrairement à Montebourg, Moscovici loue son "*rôle positif*" - AFP

- Deux enfants tués lors d'une bavure de l'Otan en Afghanistan - Reuters

Le Figaro s'inquiète

- Nétanyahou ne parvient pas à former un gouvernement - LeFigaro.fr

Propagande. L'agresseur déguisé en victime.

- Israël, victime collatérale de la guerre en Syrie - LePoint.fr

Bof, ce n'était que des enfants !

- Deux enfants tués lors d'une bavure de l'Otan en Afghanistan - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie Saoudite

La police saoudienne a arrêté vendredi 176 personnes, dont 15 femmes, qui manifestaient pour demander la libération de prisonniers islamistes à Bouraïda, dans le centre du royaume, a rapporté l'agence officielle SPA. "*Cent soixante et un hommes, accompagnés de quinze femmes, ont été arrêtés après avoir refusé de mettre fin à leur rassemblement devant le siège des services des investigations et du procureur de Bouraïda*", a indiqué tard vendredi l'agence, en citant un porte-parole de la police.

Le porte-parole a rappelé l'interdiction de manifester en Arabie saoudite et assuré que les forces de sécurité veilleraient à prévenir tout rassemblement.

Selon l'Association saoudienne pour les droits civiques et politiques (Acpra), 30 000 personnes seraient actuellement détenues dans le royaume pour appartenance à des groupes islamistes radicaux. Le Point.fr 02.03

SOCIAL

1- Portugal

Une marée humaine a déferlé samedi sur le Portugal, Lisbonne en particulier, à l'appel d'un mouvement citoyen apolitique qui a réalisé ainsi une mobilisation exceptionnelle contre les mesures d'austérité, exigées par les créanciers du pays, sous assistance financière.

"*La troïka et le gouvernement dehors*", "*le Portugal aux urnes*", "*élections maintenant*", "*démocratie participative*", pouvait-on lire sur les banderoles portées par les manifestants.

"*Qui s'endort dans la démocratie, se réveille dans la dictature*", "*Bandits, rendez-nous notre argent*" clamait de petites

affiches. "*Aujourd'hui je suis dans la rue, demain ce sera toi*", lisait-on sur une autre à côté d'un portrait du Premier ministre de centre-droit, Pedro Passos Coelho.

Selon le mouvement apolitique "*Que la Troïka aille se faire voir*", organisateur des rassemblements à Lisbonne et dans une trentaine de ville du pays, quelque 500.000 personnes ont défilé dans la capitale où le cortège avait démarré au son de la chanson "*Grândola Vila Morena*", reprise en coeur par les manifestants, la voix tendue d'émotion.

Cette chanson, fréquemment entonnée par des contestataires au passage de membres du gouvernement, est devenue le symbole de la contestation au Portugal après avoir été l'hymne de la Révolution des Oeillets de 1974 qui a permis l'instauration de la démocratie.

A la fin des manifestations elle a retenti au même moment du nord au sud du pays dans toutes les villes où des rassemblements ont eu lieu : de Porto, la grande ville du nord, où selon les organisateurs 400.000 personnes ont manifesté, à Faro la station balnéaire du sud.

En fin de soirée les autorités n'avaient communiqué aucune estimation du nombre de manifestants.

"*C'est le peuple qui est souverain*", une phrase correspondant à un des vers du chanteur engagé José Afonso, créateur de la chanson "*Grândola Vila Morena*", était le principal mot d'ordre des rassemblements.

La cible principale a été l'inspirateur des mesures d'austérité du gouvernement, c'est-à-dire la "*troïka*" (UE-FMI-BCE) représentant les créanciers du Portugal, actuellement à Lisbonne pour un nouvel examen des comptes du pays.

Très actif sur les réseaux communautaires, "*Que la Troïka aille se faire voir*" a réussi samedi à rééditer son succès du 15 septembre 2012 quand il avait mobilisé à travers le pays des centaines de milliers de personnes à travers tout le pays.

"*Ce genre de comptabilité n'est pas important*", a toutefois estimé un des responsables du mouvement, Nuno Ramos de Almeida. "*Ce qui l'est, a-t-il dit à l'AFP, c'est que les gens s'opposent à cette politique*", en ajoutant : "*Le gouvernement ne peut gouverner contre le peuple et je crois qu'il va tomber*".

"*Cette manifestation est un signal clair que "la troïka" et le gouvernement sont de trop dans ce pays*", a estimé de son côté le chef du Bloc de gauche (extrême-gauche) Joao Semedo.

La manifestation de samedi a ainsi donné une nouvelle dimension au mécontentement populaire contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement de centre-droit, en contrepartie du plan de sauvetage international de 78 milliards d'euros accordé au Portugal en mai 2011.

A Lisbonne, le défilé a été d'autant plus important que de nombreux militants du principal syndicat portugais, la CGTP, y ont participé.

Le cortège principal a également été rejoint par plusieurs "*marées*", c'est-à-dire autant de manifestations organisées par des enseignants, des professionnels de la santé, ou des retraités, parmi les plus touchés par les coupes budgétaires.

Même des militaires se sont joints au défilé qui s'est terminé vers 18H30 GMT face au Tage, sur la majestueuse et monumentale Place du Commerce, noire de monde. AFP 03.03

Chasser la troïka et le gouvernement, et après ? En quoi cela constitue-t-il une issue politique ? En aucune manière. Ce sont les institutions, l'Etat qu'il faut balayer pour en construire un sur ces ruines, social...

Est-ce qu'un "*mouvement citoyen apolitique*" pourrait se donner cet objectif ? Non, puisqu'il est politique. Sans une orientation politique correcte et consciente, aucun changement politique ne peut intervenir. C'est ce dont doivent se doter immédiatement les masses, un parti révolutionnaire qui les rassemblent et incarne cet objectif politique : la prise du pouvoir politique, condition préalable à l'abolition des fondements du capitalisme, une fois ses insitutions politiques détruites, parlement, justice, police, armée...

2- Grèce

Plus d'un millier d'enseignants du secondaire ont manifesté samedi à Athènes contre les coupes dans l'éducation et la rigueur, imposées pour la quatrième année consécutive par les créanciers de la Grèce, l'Union Européenne (UE) et le Fonds Monétaire International (FMI).

"*La pauvreté est la plus grande violence*", proclamait une banderole déployée devant le Parlement sur la place Syntagma, théâtre

des manifestations massives ces dernières années, a constaté l'AFP.

"*Deux étudiants morts, on nous tue*", lisait-on sur une banderole qui faisait allusion à la mort des deux étudiants jeudi à Larissa (centre) tués par des émanations d'un chauffage de fortune dans leur domicile.

En raison de la hausse des taxes sur le fioul, plusieurs ménages grecques ont dû cet hiver recourir à des solutions moins onéreuses pour se chauffer.

"*Chassons la troïka (UE-BCE-FMI), les mémorandums (mesures de rigueur) et les néonazis*", scandaient les manifestants, qui ont organisé un concert à Syntagma escortés par d'importantes forces anti-émeutes.

Le syndicat des enseignants du secondaire (Olme) a dénoncé "*la propagande*" dans les écoles des néonazis de l'Aube dorée. Ce parti a fait son apparition pour la première au parlement lors des élections en juin avec 7% des voix.

L'Olme a aussi protesté contre le projet de loi sur la fusion des établissements universitaires, le manque de chauffage dans les écoles et "*les tests d'évaluation*" des professeurs, qui seront appliqués pour la première fois cette année.

Selon l'Olme, "*ces tests ne visent qu'à supprimer des postes dans les écoles où le manque de professeurs est déjà patent*".

Cette manifestation intervient un jour avant l'arrivée dimanche à Athènes des hauts responsables de la troïka pour effectuer le contrôle régulier des comptes grecs en vue de la poursuite des versements des prêts UE-FMI à la Grèce. AFP 03.03

Certes on assiste à un mûrissement politique des masses, on serait tenté de dire que la situation est favorabe à la construction du parti à condition qu'il axe son combat contre l'Etat qu'il faudra renverser...

ECONOMIE

Chypre

Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, a mis en garde contre la sortie de Chypre de la zone euro, estimant que tous les pays membres de l'Union économique et monétaire (UEM) avaient la même importance systémique.

"*Même si l'on appartient à un grand pays de l'Union européenne, il faut avoir conscience de l'importance systémique de chaque membre de la zone euro*", déclare-t-il, cité dimanche par le journal Der Spiegel.

Il adresse ainsi une critique à peine voilée à Wolfgang Schäuble, ministre des Finances allemand, qui s'est interrogé sur l'importance systémique de Chypre, l'une des plus petites économies de la zone euro.

Wolfgang Schäuble a déclaré que la précipitation ne sera pas de mise lors de la réunion des ministres des Finances de l'Eurogroupe lundi à Bruxelles pour se pencher sur la question d'une aide financière de 17 milliards d'euros demandée par Chypre.

L'île méditerranéenne a besoin de huit à dix milliards d'euros pour recapitaliser ses banques, très exposées à la crise de la dette grecque, et sept milliards supplémentaires pour rembourser des prêts et financer des dépenses publiques.

"*Si Chypre devient insolvable de manière désordonnée, ceci entraînera vraisemblablement une sortie de la zone euro*", estime Olli Rehn.

Les dirigeants européens sont divisés sur la manière de venir en aide à Chypre, avec d'un côté un groupe emmené par l'Allemagne préconisant de faire participer ceux qui détiennent des dépôts dans les banques chypriotes au financement d'un plan de sauvetage.

D'autres Etats européens estiment qu'une telle disposition risque de conduire à un mouvement panique de retraits d'argent, ce qui ne fera qu'aggraver le problème.

L'Eurogroupe entretient une étroite concertation avec la Russie qui est intéressée au problème chypriote dans la mesure où les banques du pays détiennent de nombreux avoirs d'investisseurs russes.

Moscou envisage de prolonger un prêt à cinq ans de 2,5 milliards d'euros et l'Allemagne doute de la détermination de Nicosie à

lutter contre le blanchiment d'argent en particulier de fonds russes.

Olli Rehn a répété que la Commission européenne était opposée à un échange de dette ainsi qu'à l'imposition de pertes sur les banques chypriotes et leurs épargnants.

"*Nous ne voulons pas impliquer les épargnants. Je suis persuadé que nous allons trouver une solution permettant de prendre en compte les doutes de tous les pays de la zone euro*", poursuit-il.

Wolfgang Schäuble a affirmé être confiant dans la possibilité de trouver "une solution appropriée" qui, selon lui, ne sera ni facile ni sans douleur pour Chypre.

De manière générale, Olli Rehn a appelé les pays européens à poursuivre la mise en place de mesures d'austérité, au vu d'un endettement "*qui dépasse en moyenne les 90% du produit intérieur brut (PIB) dans l'Union européenne*".

Il a notamment estimé que la France devait réfléchir aux moyens de limiter des dépenses publiques jugées excessives, estimant que la deuxième puissance économique de la zone euro avait à ce stade trop mis l'accent sur la hausse de la fiscalité au détriment de coupes dans les dépenses. Reuters 03.03

Haut de page

Le 5 mars 2013

CAUSERIE

Ce soir j'ajouterai 17 nouveaux articles.

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site avec les articles de février ont été actualisées, j'y ai passé 3 heures et je n'ai pas terminé. Il reste les infos sociales et les vidéos à actualiser. Il faut aussi que j'ajoute les adresses des vidéos qui figuraient dans les causeries de février, ce serait dommage de les égarer.

Les articles sur le 11 septembre 2001 et la Fondation Bertelsmann du dossier consacré aux infos internationales ont été transférés dans le dossier Nouvel ordre mondial, question de cohérence.

Un scandale qui vient à point ? A qui profite le crime, suivez le guide.

Eurofins a annoncé lundi avoir atteint avec un an d'avance ses objectifs de chiffre d'affaires en signant en 2012 des revenus supérieurs à un milliard d'euros. Le spécialiste de la bioanalyse indique précise dans un communiqué qu'il entend désormais doubler son chiffre d'affaires à l'horizon de 2017 pour atteindre à cette date deux milliards d'euros de revenus. "*Notre prochain objectif est de doubler notre chiffre d'affaires pour atteindre deux milliards d'euros d'ici 2017, tout en atteignant et maintenant une marge d'Ebitda ajusté supérieure à 20%*", déclare Gilles Martin, le PDG du groupe, cité dans le communiqué.

"*Eurofins prévoit aujourd'hui d'investir environ 500 millions d'euros en investissements d'équipement au cours des cinq prochaines années en vue de se doter des laboratoires, des technologies d'analyse et des systèmes d'information les plus modernes*", souligne le groupe. A la Bourse de Paris, l'action Eurofins a clôturé vendredi à 153,90 euros. Depuis le début de l'année, le titre a gagné plus de 25% après avoir bondi de 117% en 2012. Reuters 04.03

C'est une piste ou une explication, il y en a peut-être une autre plus pertinente je n'en sais rien.

Ils voulaient peut-être aussi tester le degré de dépendance de la politique à leur propagande, cette opération serait du type manipulation psychologique des masses, peut-être en prévision d'une autre annonce plus catastrophique, une pandémie à grande échelle qu'ils auraient orchestrée de déclencher le moment venu en combinaison avec d'autres facteurs, genre effondrement de l'économie et guerre civile par exemple, ou guerre tout court, qui sait avec ces cinglés dont la détermination n'égale que leur cynisme illimité.

Nouvelles des nantis.

Selon Bercy, la fameuse taxe sur les transactions financières adoptée en août rapportera entre 600 et 800 millions d'euros en 2013, au lieu de 1,6 milliard prévu. Atlantico.fr 04.03

À propos de la crise, les bénéfices des entreprises du CAC40 ont reculé de 27% en 2012 par rapport à 2011 pour atteindre, en cumulé, 53 milliards d'euros. Atlantico.fr 04.03

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation classe contre classe pour ou contre casser le contrat de travail.

1- Mobilisation générale contre l'accord patronal du 11 janvier

La CGT et Force ouvrière appellent à des manifestations et rassemblements partout en France mardi pour dénoncer l'accord national sur la sécurisation de l'emploi, que les deux syndicats jugent destructeur du droit du travail.

Les deux centrales ont mis de côté leur réticence historique à défiler ensemble pour entrer en résistance, avec le soutien de la FSU et de Solidaires, contre ce texte, qui sera présenté mercredi en Conseil des ministres.

Des manifestations et rassemblements sont annoncés dans 200 villes pour faire pression sur les députés et des arrêts de travail sont prévus, mais les perturbations seront a priori limitées.

Le Front de gauche compte lui participer en force à la mobilisation contre le projet signé le 11 janvier par trois centrales - CFDT, CFTC, CFE-CGC - et le patronat. Il promet une bataille à coups de centaines d'amendements. Reuters 04.03

2- Ce qu'il faut en attendre. Ils ont déjà acquis une certaine expérience en la matière en Espagne, dont les effets sont conformes à leurs objectifs.

Laissons la parole au journaliste de l'AFP qui dresse un constat et constitue un aveu :

- L'Espagne a adopté il y a un an une réforme du marché du travail qui modifie les conditions du dialogue social au sein des entreprises et rend les licenciements moins coûteux pour les employeurs, mais encourage également des alternatives aux suppressions d'emploi, telles que les accords de réduction des salaires.

Si cette réforme a contribué ces derniers mois à gonfler le nombre de chômeurs, le gouvernement estime qu'à plus long terme, ses effets seront positifs grâce aux gains de compétitivité qu'elle permettra. AFP 04.03

3- L'oligarchie financière par la voix de l'agence de notation Standard and Poor's adopte l'accord du 11 janvier 2013.

Selon le Medef, la réforme saluée par l'agence financière Standard and Poor's va à la fois "*flexibiliser et sécuriser le marché du travail*". AFP 04.03

Cet accord est donc celui du Medef, donc du patronat, des agences de notation, donc de l'oligarchie financière, du PS, de l'UMP et de l'UDI qui devraient le voter, donc des partis de la réaction, auxquels il faut ajouter les syndicats jaunes ou patronaux CFDT, CFTD et CGC.

4- Le gouvernement patronal est pressé.

Le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, qui doit être présenté mercredi en conseil des ministres, sera applicable début mai, a déclaré lundi Michel Sapin.

"*Point par point, chacune des dispositions est bonne*", a déclaré lundi le ministre du Travail sur BFM TV et RMC. Reuters 04.03

Le 2 mars, comme de nombreux internautes j'imagine, j'ai reçu une lettre du Premier ministre :

Bonjour à tous,

Je m'adresse à vous aujourd'hui pour vous parler d'un sujet essentiel au redressement économique de notre pays : notre compétitivité. La compétitivité, c'est l'emploi.

Nos entreprises ont perdu en compétitivité depuis une dizaine d'années, ce qui explique l'augmentation du chômage et notre important déficit commercial.

Pour y remédier, le gouvernement a adopté les 35 mesures du Pacte de compétitivité, à la suite du rapport que m'a remis Louis Gallois.

(suivait une vidéo que je n'ai pas visionnée, dans laquelle il nous en présentait deux)

Il n'y a pas de fatalité. La France a de grands atouts, à commencer par le dynamisme de nos salariés et de nos chefs d'entreprises, grandes, moyennes ou petites.

Ensemble, nous sortirons de la crise et nous retrouverons notre place dans la compétition mondiale. Vous pouvez compter sur moi. Je compte sur vous. Fin.

Nous lui répondons que si pour être compétitif il faudrait accepter les mêmes conditions de travail, de rémunération et d'existence que dans les pays où la législation du travail est quasi inexistante, où les droits syndicaux et politique des travailleurs sont inexistants, ce sera sans nous.

Nous estimons que dans ces conditions, c'est aux travailleurs de prendre le pouvoir politique et économique, de décider eux-mêmes leur propre destin, nous dénions ce droit aux capitalistes et à ses représentants politiques dont vous faites partie. La seule issue politique à la crise du capitalisme : c'est le fondation d'une République social sur les cendres de celle que vous représentez, le socialisme auquel vous êtes totalement étranger pour en être un ennemi.

Tous les partis ont reçu cette lettre. Croyez-vous qu'ils auront le courage et l'intention d'y répondre dans les mêmes termes que ceux que je viens d'employer ? Nulle illusion à avoir en la matière, ils en sont totalement incapables. Pourquoi ? Devinez ?

5- Le PS en gardien des intérêts des capitalistes.

Les parlementaires socialistes se doivent de transcrire "le plus fidèlement possible" dans la loi l'accord du 11 janvier sur l'emploi et dont un projet de loi sera présenté mercredi en Conseil des ministres, a déclaré aujourd'hui Frédérique Espagnac, porte-parole du PS. AFP 04.03

6- Les dirigeants de la CGT et de FO auront tout fait pour minimiser la mobilisation contre cet accord patronal.

Le préavis de grève déposé par la CGT et FO ne devrait pas chambouler la circulation des métros, trains, RER, tramways et autres bus en région parisienne lefigaro.fr 04.03

Les fonctionnaires ne sont pas concernés, quand ils se mobilisent c'est uniquement pour leur bout de gras, les syndicats les ont formatés ainsi, il ne faut pas en vouloir aux fonctionnaires qui ne savent même pas qu'ils ont le même employeur que leurs petits camarades du secteur privé.

7- Réactions syndicales.

- CGT. "*Dans cette négociation, très vite, le Medef a pris la main et l'a gardée*", dénonce Thierry Lepaon, une nouvelle fois lundi dans Libération. (Quel aveu ! - Ndlr)

"*D'un gouvernement de gauche, on peut tout de même attendre autre chose que ça*", disait Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, la semaine dernière devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS).

"*Ce serait quand même un comble qu'on soit amené à traduire le gouvernement, l'Etat français, devant des juridictions internationales au motif qu'il adopterait des textes en infraction avec les normes du droit international*", ajoutait-il.

Le dirigeant cégétiste, qui avait appelé à voter François Hollande, souligne le paradoxe de devoir, moins d'un an après, "*en appeler à la mobilisation parce que les projets du gouvernement sont considérés comme néfastes*". Reuters 04.03

- FO. "*Cet accord entérine beaucoup de mesures de flexibilité que le patronat demandait depuis longtemps. On pourra licencier beaucoup plus simplement demain*", a regretté Jean-Claude Mailly, le dirigeant de FO, sur RMC. Reuters 04.03

- CFDT. Le patronat et la CFDT exigent que le texte soit voté en l'état et le gouvernement a prévenu qu'il n'était pas question

de toucher à l'équilibre du texte, ce que le gouvernement dit avoir fait en écrivant le projet de loi. Reuters 04.03 Parole de jaune, quoi.

8- Des réactions politiques.

- PS. "*Nous voulons respecter un accord qui est issu du dialogue social*", a dit Harlem Désir sur France Info.

Les représentants du courant "*Maintenant la gauche*" iront ainsi saluer mardi les leaders syndicaux en tête du cortège, sans toutefois défiler eux-mêmes.

- PG. "*C'est une addition de reculs sans précédent pour le monde ouvrier*", estime le président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon, pour qui François Hollande n'imposera le texte "*qu'en violant l'opinion et les corps intermédiaires*".

- EELV. Le sénateur écologiste Jean-Vincent Placé dit de son côté attendre "*la présentation de la transcription de ce texte en projet de loi*".

"*Nous présenter un accord (…) minoritaire chez les salariés et le transcrire mot pour mot, je pense que ça n'a pas de réalité*", a-t-il dit sur Radio Classique et Public Sénat.

- UMP-UDI. Le gouvernement peut compter sur l'appui des groupes de l'opposition, les centristes notamment.

Le sénateur UMP Jean-Pierre Raffarin a annoncé qu'il voterait le texte et le sénateur UDI (centriste) Jean Arthuis a dit lundi sur LCI qu'il ferait "*vraisemblablement*" de même. (source : Reuters 04.03)

Quand on dit qu'ils ne défendent que leur petite boutique.

Le syndicat allemand IG Metall a demandé lundi des revalorisations salariales allant jusqu'à 5,5% dans les secteurs de la métallurgie et de la construction électrique, un chiffre inférieur à ses demandes de l'an dernier mais toujours supérieur à l'inflation.

IG Metall, qui donne traditionnellement le ton des négociations salariales en Allemagne, représente quelque 3,7 millions de travailleurs.

L'approche des élections législatives en septembre enhardit les syndicats allemands, qui espèrent des gestes politiques à l'endroit de leurs adhérents.

La semaine dernière, IG Metall avait revendiqué une revalorisation de 5,5% des salaires dans le Bade-Wurtemberg, Land pilote dans les négociations. Sa revendication se trouve maintenant étendue à tout le pays, mais le syndicat souligne que l'accord salarial ne devrait avoir qu'une durée de 12 mois en raison des incertitudes économiques. Reuters 04.03

Ouf ! Ensuite ils négocieront en sens inverse la baisse des salaires de 5,5% ou plus si affinité avec les marchés qui le réclament.

Un paradis fiscal montré en exemple.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a estimé lundi que l'initiative suisse limitant les rémunérations abusives des patrons des sociétés cotées constituait une "*excellente expérience démocratique*" et qu'il fallait "*s'en inspirer*".

C'est "*une excellente expérience démocratique où les Suisses montrent la voie et, personnellement, je pense qu'il faut s'en inspirer*", a déclaré M. Ayrault, à la sortie d'un séminaire sur l'emploi à l'Elysée. AFP 04.03

Qu'en est-il au juste ?

- Le Parlement, qui n'avait pas donné de consigne de vote, a mis au point un contre-projet, moins réformateur et permettant d'opter pour des dérogations dans le cas des indemnités de départ.

Si le texte de M. Minder est adopté, il faudra encore attendre plus d'un an avant sa mise en oeuvre. Le gouvernement devra d'abord rédiger un projet de loi respectant les principales dispositions de l'initiative, puis la faire approuver par le Parlement. Faute de majorité, c'est le contre-projet qui entrerait directement en vigueur.

Les experts s'attendent à de longs débats, en raison de la technicité du sujet et des différents politiques, puisque seuls le Parti socialiste et les Verts ont soutenu l'initiative. AFP 03.03

C'est encore prendre les masses pour des abruties, car cette loi ne concernera que les grandes entreprises, or elles ont toutes des comptes off shore dans des paradis fiscaux et il leur sera toujours possible sous couvert de l'anonymat de distribuer autant d'argent qu'elles le voudront à leurs zélés administrateurs.

Elle ne servira en réalité qu'à justifier la stagnation ou la baisse des salaires des travailleurs, au nom de l'équité ou de l'intérêt général.

Je ne croyais pas si bien dire en apportant cette précision rédigée hier soir :

AFP 14.03 - Rupert Hoogewerf, le président et directeur de recherches de Hurun Report, estime toutefois que le nombre réel des milliardaires à travers le monde pourrait être trois fois plus élevé, alors que beaucoup d'entre eux dissimulent leur richesse. "*Certaines personnes font délibérément de leur richesse un secret car... elle est accumulée par des moyens illégaux*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Pékin, ajoutant que "*d'autres préfèrent simplement garder un profil bas*". (l'article est en entier dans cette page)

Propagande de l'oligarchie internationale. Au tour de la religion.

- Les Français massivement favorables à l'évolution de l'Eglise catholique - Lexpress.fr 02.03

Qui a réalisé ce sondage ?

L'Ifop de Parisot a tendance néo conservatrice, dont l'idéologie a été fondée par les sionistes, ce sont eux-mêmes qui le revendiquent, qui ont pour objectifs la destruction de tous les rapports qui existaient jusqu'à présent dans la société, sa base culturelle, d'où l'inexistence d'un ministère de la Culture aux Etats-Unis par exemple, dont la famille et les religions (en plus des syndicats et des partis ouvriers), sous couvert d'un judaïsme ou d'un catholicisme de façade exacerbé.

Qui a été appelé à s'exprimer dans ce sondage, qui ont-ils interrogés ?

L'Ifop s'est livré à une manipulation fraudeule pour parvenir à ce résultat qu'il dévoile lui-même, cela en dit long sur leur état d'esprit qui consiste à penser qu'ils sont dors et déjà devenus les maîtres du monde et que plus rien ne peut leur résister, exactement comme dans tous les autres domaines si vous observez attentivement leur comportement, ils agissent ouvertement en dictateur délivré de tout complexe ou scrupule, autant dire que ce qu'ils nous font subir aujourd'hui n'est rien à côté de ce qu'ils nous ont réservé.

Je pense qu'il fallait apporter cette précision pour comprendre dans quel contexte intervient ce sondage, dans le prolongement de la liquidation d'un pape jugé par eux encore trop progressiste ou tout simplement, parce qu'ils ont décidé de passer à une nouvelle étape de leur offensive sur le plan idéologique et qu'il n'avait été élu sur cette base ou formaté dans une telle perspective.

Un paradoxe. L'église conservatrice incarne le vieux monde tel qu'on l'a connu jusqu'à nos jours. Le vieux monde où s'exprime des oppositions entre les classes, société dans laquelle des rapports quasi figés depuis des millénaires entre exploités et exploiteurs malgrè le développement des forces productives qui ont donné lieu à différents modes de production, dans le sens ou les dominants ont conscience d'appartenir à une classe autant que les intérêts qui vont avec, tandis que les dominés demeurent une masse inconsciente d'elle-même, de ses droits et du destin que lui a réservé ce développement historique...

Société où l'homme incapable de saisir consciemment sa propre nature, ses rapports à son environnement, au monde, à son évolution, les a interprétés de façon déformée ou fantasmagorique ce qui a donné lieu à la naissance des différentes religions, qui au fil du temps ont inscrit parmi leurs principes un certain nombre de valeurs morales, d'obligations que devaient respecter, accomplir ou remplir leurs fidèles... Ces principes ou valeurs étaient en harmonie ou correspondaient à la division de la société en classes aux intérêts antagoniques, ils constituaient un ensemble de devoirs que les uns étaient censés accomplir envers les autres, et de droits que tous devaient respecter qu'ils soient pauvres ou riches, pour faire bref.

Ainsi était codifié un ensemble de rapports quasi institutionalisés auxquels chacun devait se soumettre, disons théoriquement, mais auxquels chacun pouvait faire référence pour rappeler à l'ordre ceux qui les enfreignaient, de telle manière qu'on pouvait avoir l'impression qu'il règnait sur terre (comme au paradis !) une sorte d'équité ou tout du monde que la société tendait vers cet idéal, de respect des uns envers les autres qui devaient empêcher toute dérive autoritaire ou barbare, bien que l'histoire jusqu'à nos jours se résument à des guerres incessantes ponctuées de périodes de paix (armés).

Aujourd'hui, il semblerait que rappeler à l'ordre les puissants qui piétinent plus que jamais ces principes et ces valeurs qu'incarnent les extraordinaires inégalités auxquelles nous assistons, soit incompatible avec l'évolution future, à court terme maintenant du capitalisme mondiale qui ne peut nous promettre comme avenir que la pire barbarie qui soit. Aussi ces principes et valeurs dont certaines sont universelles et soutenables, tandis que d'autres sont discutables ou totalement insupportables forment un tout, dont les maîtres du monde ont décidé de se débarrasser, car ils constituent à la fois un point de ralliement à la résistance de certaines couches d'exploités et l'espoir d'un monde meilleur, plus équitable sur terre et non dans les cieux qu'il faut leur oter

de l'esprit.

Le dominé doit se faire à l'idée désormais ou s'attendre demain à connaître des jours toujours pires que la veille sans aucun espoir d'amélioration et s'en contenter, s'en estimer heureux même, ce qui est incompatible avec toute forme de générosité ou de compassion telle que les religions peuvent les enseigner à leurs ouailles. Le marché, la loi du marché doit être la seule religion, la seule philosophie, la seule idée, le seul concept, le seul idéal devant laquelle nous devons nous prosterner pour assurer nos survie misérable d'esclave. Toute autre interprétation, référence, repére, le passé, l'histoire, tout cela doit être déclaré obsolète, dépassé, inutile, toutes nos pensées doivent en être imprégnées profondément, tous nos gestes ou actes doivent y être subordonnés et ceux qui ne l'accepteraient pas seraient tout bonnement éliminés.

Pour la masse des esclaves de demain toute connaissance ou progression intellectuelle, toute élévation spirituelle, est à bannir, donc tout doit être fait pour leur interdire, toute institution qui aurait pour fonction un tel objectif doit disparaître, il en va ainsi de l'école publique, des religions, y compris l'apprentissage de l'écriture cursive (déjà aux Etats-Unis, un article de l'Associated Press, et du Washington Post relayé par *Le Figaro* du 28 novembre 2012. Tout doit être sous leur contrôle, les hommes et leurs pensées, et ne doit servir que le dessein qu'ils ont défini. Ce n'est qu'une perspective, une tendance, une orientation à laquelle ils oeuvrent quotidiennement, comme la construction de l'UE, le marché unique transatlantique, le gouvernement mondial, certes, mais personne ne niera qu'ils ont réalisé d'immense progrès dans cette voie puisqu'il n'existe plus à ce jour de partis révolutionnaires ou d'Internationale ouvrière pour s'y opposer efficacement.

On en est loin penserez-vous, pas si sûr, 45 États américains ont décidé de remplacer le stylo par le clavier et les conséquences ne se sont pas faites attendre, certains enfants ne sont même plus capables d'écrire !

- Eldra Avery doit réapprendre à ses élèves de terminale l'attaché, pour qu'ils réussissent mieux leurs examens de fin d'année. «*Ils doivent écrire trois rédactions en deux heures. Ils ont besoin d'aller vite. La plupart ont appris l'écriture cursive en CE1 et l'ont oubliée. Leur calligraphie est déplorable*».

Les dégâts sont là. Sur 32 élèves de CM1, seuls trois écrivent en attaché, note Dustin Ellis, enseignant à l'école élémentaire Big Springs, à Simi Valley en Californie. Si cela ne tenait qu'à lui, il limiterait le programme à l'apprentissage de la lecture des lettres attachées, pas à leur écriture. «*Les élèves peuvent réussir aussi bien avec les lettres d'imprimerie*», affirme Dustin Ellis. lefigaro 28.11.12

L'homme devient ainsi esclave de la machine au point de perdre son identité, sa personnalité qui sera standardisée, il ne doit plus en avoir, le système en place remplira cette fonction et tous en seront totalement dépendant, ce qui signifie qu'au lieu d'avancer vers le règne de la liberté on va s'enfoncer un peu plus chaque jour dans celui de la nécessité au point de ne plus jamais être capable d'en sortir ni même pouvoir concevoir que cela pourrait se réaliser un jour.

Après cette longue digression revenons à notre sujet du jour.

En quoi a consisté la manipulation de l'Ifop ?

Lexpress.fr - Mais, note l'Ifop, ces résultats masquent cependant la tension entre, d'un côté, des pratiquants plus crispés sur ces sujets qu'il y a quatre ans, et de l'autre, des non-pratiquants plus nombreux à souhaiter ce changement.

Autrement dit, ils sont parvenus à ce résultat en questionnant principalement des croyants non-pratiquants pour lesquels l'évolution de l'église catholique dans le sens où le souhaitent les tenants de l'idéologie néo conservatrice les laisse indifférents de même que sa décomposition.

Attention, nous ne prenons pas la défense de l'église catholique, nous expliquons comment ils s'y prennent pour la dénaturer, la détruire en somme et pourquoi, dans quel objectif, contrairement aux catholiques genre Pierre Hillard qui en sont littéralement malades.

On pourrait donner quelques réponses contenues dans ce sondage.

- 79% des catholiques se prononcent aujourd'hui en faveur d'une évolution de la position de l'Église sur l'avortement. Quelque part c'est une bonne chose. Ils ne sont que 45% chez les catholiques pratiquants, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut.

- 62% des catholiques qui demandent une inflexion de l'Église sur l'homosexualité. C'est une bonne chose aussi. 44% seulement chez les catholiques pratiquants.

91% soutiennent la contraception et 82%le remariage des divorcés. Une bonne chose aussi.

Bref, l'Eglise catholique est condamnée à évoluer et à disparaître si plus rien ne la distingue d'autres institutions spirituelles ou sectes

---

ACTUALITE EN TITRES

Les statistiques du chômage vont commencer à baisser dans 2 mois...

- Hollande: un chômeur sur 2 devra se voir proposer une formation dans les 2 mois - AFP

... et la précarité aussi

- Le cap des 10.000 emplois d'avenir est franchi - L'Expansion.com

Le PS : le parti de l'ordre.

- Les ministres rappelés à l'ordre par le Parti socialiste - LeFigaro.fr

- Aggravation des peines pour atteinte aux forces de l'ordre : une demande récurrente de la Place Beauvau LeMonde.fr -

- Atteintes aux policiers : Valls fait-il du Sarkozy ? - Le Nouvel Observateur

- Le parachutiste blessé par Merah décoré - LePoint.fr

Comment on ne vous avait pas dit que voter Hollande et PS, c'était voter Sarkozy et UMP ? Non, sans blague ?

Populisme. Plus elles sont exploitées surtout

- Plus les femmes sont instruites, moins leurs enfants ont faim, selon l'ONU - AFP

Quand il reste 1700 milliards d'euros à éponger

- Michel Barnier : les contribuables qui payent pour les banquiers, ça suffit ! - LePoint.fr

A l'entendre on croirait que c'est terminé !

L'esclavage généralisé.

- Contre la crise, une zone de libre-échange - Liberation.fr

Quel sera le plus antisocial ? Renchérissement.

- Le Guen préconise "*le passage à la retraite à 62 ans dès 2015*" - LePoint.fr

Ils détiennent au moins des records

- Liliane Bettencourt, femme la plus riche du monde - Le Nouvel Observateur

- De plus en plus de très très riches - LePoint.fr

- Le monde compte un nombre record de milliardaires, Carlos Slim toujours 1er - AFP

- 2013, année faste pour les milliardaires - Liberation.fr

- Espagne: nouveau record du nombre de chômeurs en février, à plus de 5 millions - AFP

- Près de 2,7 millions de chômeurs indemnisés en janvier, en hausse de 1,2% - L'Expansion.com

Apartheid

- Israël met en place des bus réservés aux Palestiniens - Reuters

Un fléau

- ONU: Les Etats-Unis s'attaquent au problème des... diplomates ivres - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Barack Obama a ordonné vendredi soir le gel de 85 milliards de dollars de fonds publics après l'échec d'une ultime réunion avec les chefs de file des groupes parlementaires pour tenter de dénouer la crise budgétaire.

Cette mesure automatique a été adoptée en 2011 pour pousser le Congrès à trouver un compromis sur la réduction du déficit budgétaire, mais démocrates et républicains ne sont pas parvenus à s'entendre, ce que la Maison blanche a jugé "*profondément destructeur*" pour l'économie et la sécurité nationales.

La moitié de ces coupes, qui s'appliqueront entre samedi et le 1er octobre, concerne le budget de la Défense et Chuck Hagel, nouveau numéro un du Pentagone, a estimé qu'elles allaient mettre en péril toutes les missions de l'armée américaine.

Un accord entre la Maison blanche et le Congrès peut encore permettre le déblocage des crédits gelés, mais les deux camps ne semblent pas en prendre le chemin.

De nombreuses confrontations sur les questions budgétaires ont été résolues à la dernière minute, ces dernières années, souvent sous la pression des marchés financiers. Cette fois, Wall Street n'a pas même réagi à ce nouvel épisode du psychodrame qui agite Washington depuis des mois.

L'impact immédiat devrait être très limité, mais la Maison blanche a expliqué ces derniers jours que l'ensemble des administrations seraient touchées, du contrôle aérien aux gardes-côtes en passant par l'éducation, la santé et l'immigration.

Pour sortir de l'impasse, Barack Obama exige le démantèlement de niches fiscales qui profitent essentiellement aux plus hauts revenus ainsi que l'abrogation d'exonérations accordées aux compagnies pétrolières et des avantages fiscaux des fonds de pension.

Après avoir accepté à contre coeur un alourdissement de la fiscalité dans le cadre de l'accord de décembre sur le "*mur budgétaire*", les républicains excluent quant à eux toute concession.

Comparée au budget total des Etats-Unis, qui atteint 3.700 milliards de dollars, les coupes prévues dans le cadre de cette mesure appelé "*séquestre*" représentent peu de choses. Puisque les dispositifs essentiels tels que l'assurance maladie sont à l'abri, ce sont les fonctionnaires et qui paieront le plus lourd tribut.

Avec 2,7 millions de salariés, la fonction publique est le premier employeur des Etats-Unis. Si les coupes s'appliquent pleinement, 800.000 d'entre eux verront leur heures de travail et leurs salaires diminuer entre mars et septembre.

Des notes d'information sur d'éventuelle mises en disponibilité ont d'ores et déjà été adressées au personnel de certaines agences gouvernementales et à leurs syndicats.

Près de 115.000 fonctionnaires du ministère de la Justice ont ainsi été les premiers à les recevoir. Les envois se sont multipliés vendredi lorsque la perspective d'un accord de dernière minute s'est dissipée.

Pour le Congressionnal Budget Office, un organe indépendant, 750.000 emplois pourraient être supprimés en 2013 dans une fonction publique qui s'apprête à se serrer la ceinture.

"*Les gosses n'iront pas chez le dentiste, il se peut qu'ils n'aillent pas chez le médecin. On ne dépensera pas d'argent dans les restaurants ou les cinémas du coin*", a averti Paul O'Connor, président du Metal Trade Council, qui représente 2.500 salariés des chantiers navals de Kittery, dans le Maine. Reuters 02.03

On aura compris la finalité de cette mascarade : réduire le nombre et le salaire des fonctionnaires. Certes ils sont en proie à des contradictions, mais sur l'essentiel ils sont tombés d'accord.

1.2- Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a promis lundi à Ryad de continuer à renforcer l'opposition syrienne sans l'armer, tout en donnant implicitement son aval aux livraisons d'armes aux rebelles "*modérés*" effectuées par des pays du Golfe.

Le nouveau patron de la diplomatie américaine a aussi profité de son passage en Arabie saoudite pour réaffirmer que le temps de la diplomatie avec l'Iran pour son programme nucléaire n'était pas "infini" et pour déjeuner avec le président palestinien Mahmoud Abbas.

A Ryad, M. Kerry a rencontré séparément les ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays du Golfe, qui avaient exprimé dimanche soir leur soutien à un règlement négocié en Syrie, mais réclamé une résolution contraignante du Conseil de sécurité de l'ONU.

"*Les Etats-Unis s'engagent à continuer d'oeuvrer (...) à renforcer l'opposition syrienne*", a dit M. Kerry lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue saoudien, le prince Saoud Al-Fayçal.

Mais le secrétaire d'Etat, dont l'administration refuse d'armer les rebelles syriens, a répété qu'il n'y avait "*pas de garanties qu'une arme ou une autre ne puisse pas tomber pas dans de mauvaises mains*".

Toutefois, prenant acte du fait que des armes sont envoyées aux rebelles par l'Arabie saoudite ou le Qatar, M. Kerry a expliqué que l'opposition syrienne avait "*maintenant la capacité de s'assurer que ce qui va à l'opposition modérée et légitime lui parvient effectivement*".

Son hôte saoudien a pour sa part souligné "*le droit du peuple syrien à se défendre*" et réclamé un "*embargo sur les armes à destination du régime syrien (...) et de sa machine à tuer*".

Les six pays arabes du Conseil de coopération du Golfe (CCG), alliés des Etats-Unis, reprochent à Washington son refus d'armer l'opposition syrienne et estiment que son attitude à l'égard de l'Iran n'est pas assez ferme.

"*Pas de laps de temps infini*"

Sur ce programme nucléaire iranien controversé, "*nous préférons tous les deux (les Etats-Unis et l'Arabie saoudite) le choix de la diplomatie, mais la fenêtre pour une solution diplomatique ne peut simplement pas, par définition, rester ouverte indéfiniment*", a réaffirmé M. Kerry.

"*Il n'y a pas un laps de temps infini*", a-t-il martelé.

Le prince Saoud, dont le pays redoute les ambitions du voisin iranien, a dit espérer que les négociations entre l'Iran et les grandes puissances aboutiraient "*à une solution radicale*".

M. Kerry a également déjeuné avec le président palestinien Mahmoud Abbas, arrivé la veille à Ryad. Il a précisé que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait été mis "*au courant*" de cette rencontre.

M. Kerry, qui a également rencontré le prince héritier saoudien, Salman ben Abdel Aziz, mais n'a pas été reçu par le roi Abdallah, devait poursuivre sa route lundi soir vers Abou Dhabi. AFP 03.03

1.3- Au cours de sa prochaine visite, en Israël le président américain demandera à Netanyahu de fixer un calendrier bien précis pour le retrait des sionistes des territoires occupés en Cisjordanie. C'est World Tribun qui fait état de l'intention d'Obama d'exiger aux Israéliens de préparer leur retrait de la Cisjordanie.

Selon le journal, le président Obama projette de créer un Etat palestinien dès 2014 en Cisjordanie. Obama a très clairement fait comprendre à Netanyahu que sa visite ne vise pas à organiser des spectacles devant le personnel de la presse mais qu'il veut parler de l'iran et de l'Etat palestinien. Ceci veut dire que si Netanyahu ne met pas sur la table un plan viable pour la Palestinien, c'est Obama lui même qui va entrer en action. french.irib.ir 04.03

2- Egypte

Cinq personnes, dont deux policiers, ont été tuées dans des violences nocturnes entre des habitants et les forces de l'ordre à Port-Saïd, signe des tensions persistantes dans cette ville du nord-est de l'Egypte, qui s'ajoutent à un climat politique difficile dans le pays.

Dimanche, les manifestants ont jeté des pierres et des cocktails Molotov contre un poste de police de Port-Saïd, où une grève générale est entrée dans sa troisième semaine. La police a répondu par des tirs de gaz lacrymogène, selon un responsable de la sécurité. Le trafic des navires sur le canal de Suez n'était pas affecté par ces troubles, a précisé l'organisme chargé de gérer cet axe qui relie la Méditerranée et la mer Rouge, stratégique pour le commerce mondial.

Des heurts nocturnes se sont aussi produits au Caire, près de la place Tahrir, entre policiers et manifestants. La police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser la foule qui s'approchait d'un hôtel de luxe sur la corniche du Nil, qui a été vandalisé en marge de heurts en février, selon un responsable de la sécurité.

Le calme était revenu sur place dans la matinée, selon des responsables.

L'Egypte a régulièrement été agitée par des violences parfois meurtrières ces derniers mois, souvent en marge de manifestations contre le président islamiste Mohamed Morsi, élu en juin, accusé d'avoir "*trahi la révolution*" et de ne pas parvenir à faire face aux problèmes économiques.

En visite dimanche en Egypte, le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est entretenu avec M. Morsi et a demandé au pays de redoubler ses efforts pour rétablir la stabilité politique et de remédier à sa profonde crise économique.

Au nord du Caire, la région du delta du Nil a aussi été le théâtre de violences avec une campagne pour la désobéissance civile dans la province de Daqahliya.

Une personne a été tuée et des dizaines d'autres blessées dans des heurts pendant le week-end entre policiers et manifestants à Mansoura, la capitale de cette province. AFP 04.03

3- Syrie

3.1- The Independant reconnait la mort d'un premier britannqiue en Syrie où il combattait aux côtés des terroristes salafo wahhabites.

Le journal affirme qu'il s'agit d'un jeune de 21 ans , déjà parti en Libye, et qui s'appelle Ebrahim al Mezwaqi. "*Mezwaqi fait partie de ces 80 ressortissants britanniques qui se sont militairement engagés aux côtés des rebelles en Syrie. il a terminé en 2012 ses études à Hertfordshire et parti faire le jihad en Syrie*"!! Daily Teleghraph avait déjà confirmé la présence des terrorsites britanniques en Syrie mais c'est la première fois qu'un journal en précise le nombre. La Grande-Bretagne tente par tous les moyens d'obtenir une levée d'embargo sur la livraison d'armes aux terroristes en Syrie. french.irib.ir 04.03

3.2- Le membre de ma commission de l'agriculture du parlement irakien, Karim Alivi a annoncé l'intention de Bagdad de porter plainte contre la Turquie auprès de l'ONU pour avoir détourné l'eau de l'Euphrate, " *ce qui a littéralement provoqué une catastrophe agricole pour les cultivateurs des provinces irakiennes.*" la Turquie a fait ériger des barrages le long de l'Euphrate et empêche l'eau de fleuve de couler. "*Il s'agit d'un réel acte de chantage et Erdogan veut en user pour faire pression sur l'Irak*" s'est indigné le député. Le gouvernement turc fait donc chanter l'Irak comme il le fait aussi avec la Syrie! french.irib.ir 04.03

3.3- Après la Jordanie, la Turquie d'Erdogan se salit par un nouvel acte atroce : la vente aux enchères des femmes réfugiées syriennes !

C'est le numéro deux du principal parti d'opposition " *république populaire*" qui le confirme et le dénonce. " *les droits de l'homme sont bafoués dans les camps des réfugiés en Turquie où se rendent les cheikhs arabes et achètent pour une somme modique les êtres humains*" le numéro deux du parti républicain a également dénoncé le fait que le gouvernement turc autorise les "*enfants de ces camps d'être entrainés aux armes et de combattres* " selon le HCR 75% des réfugiés syriens en Turquie sont des femmes et des enfants. french.irib.ir 27.02

SOCIAL

1- Espagne

Le nombre de chômeurs en Espagne a dépassé les cinq millions de personnes en février, un record qui pourrait à nouveau être battu au cours des prochains mois, alors que le pays est plongé dans la récession et soumis à un effort de rigueur sans précédent.

Selon les chiffres publiés lundi par le ministère espagnol de l'Emploi, la quatrième économie de la zone euro a enregistré en février 59.444 chômeurs de plus que le mois précédent (+1,19%), atteignant le chiffre historique de 5,04 millions de demandeurs d'emploi. Sur un an, les statistiques du ministère ont enregistré 328.124 chômeurs de plus, soit une progression de 6,96%.

Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi en Espagne frôle même les 6 millions de personnes si l'on se réfère aux chiffres de l'Institut national de la statistique (INE), qui utilise une méthode de calcul distincte. Selon l'INE, qui publie des chiffres trimestriels, le pays comptait 5,97 millions de chômeurs à fin décembre, soit 26,02% de la population active, le taux le plus haut de la zone euro après la Grèce.

L'Espagne a adopté il y a un an une réforme du marché du travail qui modifie les conditions du dialogue social au sein des entreprises et rend les licenciements moins coûteux pour les employeurs, mais encourage également des alternatives aux suppressions d'emploi, telles que les accords de réduction des salaires.

Si cette réforme a contribué ces derniers mois à gonfler le nombre de chômeurs, le gouvernement estime qu'à plus long terme, ses effets seront positifs grâce aux gains de compétitivité qu'elle permettra. AFP 04.03

2- Chine

La Chine, où les nouveaux riches aiment s'afficher au volant d'une Audi ou d'une Porsche, pourrait dès 2016 dépasser les États-Unis sur le marché des voitures de luxe, selon une étude du cabinet de conseil McKinsey publiée lundi. "*Les Chinois veulent monter en gamme et désirent acheter des voitures figurant dans le haut du secteur*", a expliqué à l'AFP Sha Sha, la principale rédactrice du rapport.

L'an dernier il s'est vendu en Chine 1,25 million de voitures haut de gamme (contre 1,7 million aux USA), d'une valeur unitaire comprise entre 200.000 et 1,2 million de yuans (25.000 à 150.000 euros). Ce nombre devrait atteindre 2,25 millions de voitures en 2016 et 3 millions d'ici 2020 (contre 2,3 millions aux USA), selon l'étude de McKinsey qui ne s'intéresse pas aux véhicules "*super luxe*", encore plus chers.

Avec plus de 400.000 voitures vendues en 2012, la Chine est ainsi devenue le premier client du constructeur allemand haut de gamme Audi, filiale du groupe Volkswagen. Daimler, avec sa marque Mercedes-Benz, a de son côté annoncé en décembre dernier la création d'un nouveau poste au sein de son directoire uniquement consacré au marché chinois.

Quant à Porsche, il a enregistré en 2012 une nouvelle année record en termes de ventes, notamment grâce au dynamisme du marché chinois, où il a écoulé plus de 30.000 unités. La Chine avait déjà dépassé en 2009 les Etats-Unis pour devenir le premier marché automobile mondial, quelque 240 millions de véhicules étant en circulation sur les routes chinoises fin 2012. Plus largement la Chine représentera d'ici 2015 un tiers du marché mondial des produits de luxe, estimé à 175 milliards de dollars, avait déjà prédit fin 2012 McKinsey. AFP 04.03

Vive le maoïsme ! On plaint de tout coeur les maoïsmes, la réalité est décidément bien cruelle !

L'autre jour j'ai cru reconnaître le bruit du moteur d'une Porsche, autrefois adolescent j'étais mécanicien et fan de bagnoles, je n'en croyais pas mes oreilles, en une fraction de seconde je me suis retourné et j'en ai eu confirmation, en Inde... Et j'ai continué ma promade avec mon chien sur le chemin en terre qui longue cette route à quatre voies en compagnie... de vaches errantes !

3- Colombie

Plusieurs axes routiers ont été bloqués lundi en Colombie à la suite de mouvements sociaux lancés par les producteurs de café et les chauffeurs de camions pour protester contre la baisse de leurs revenus.

Des centaines de camionneurs, appelés à manifester leur mécontentement, ont stationné leurs poids-lourds en travers des routes, afin de réclamer notamment une baisse du prix du carburant ainsi que du tarif des péages.

"*C'est une grève, un rassemblement pacifique, qui est dû à la passivité du gouvernement vis-à-vis des prix du carburant. Nous exigeons une- baisse. Le prix que nous payons, c'est vraiment un plafond*", a affirmé à l'AFP Andres Villegas, responsable dans la région de Cali (sud-ouest) de l'Association colombienne des Camionneurs, qui regroupe environ 19.000 conducteurs.

"*Beaucoup de collègues arrivent seulement aujourd'hui de leur lieu d'origine et la mobilisation va s'intensifier*", a ajouté M.

Villegas, assurant que l'objectif n'était pas de "*paralyser les voies*". Des réunions étaient prévues lundi avec le ministère colombien des Transports.

Quelque 350.000 poids-lourds circulent en moyenne par jour en Colombie, selon la fédération nationale des transporteurs.

Déclenché par l'annonce de la hausse des prix du carburants la semaine passée, ce mouvement, suivi partiellement par la profession, survient une semaine après celui des producteurs de café qui paralysent également certains axes routiers.

Ces producteurs réclament une revalorisation de leurs revenus pour faire face à la chute des cours mondiaux du café (-35% en 2012), combinée au renchérissement du peso par rapport au dollar (+10% en 2012). La production du café, troisième poste dans les exportations, est aussi en baisse (-1% en 2012 et 12% en 2011), en raison de plusieurs saisons de pluies intenses.

Quelque 95% des 560.000 familles de cultivateurs et de récoltants de café sont de petits producteurs. Le gouvernement colombien a annoncé le week-end dernier une augmentation des subventions, jugées insuffisantes par une partie du secteur. AFP 04.03

ECONOMIE

1- Banque

Le « système bancaire de l'ombre »

Par Pascal Roussel - Une différence majeure entre le monde des entreprises et l'univers financier est le degré d'interdépendance qui lie les différents acteurs. Pour l'illustrer, imaginons un scénario purement hypothétique et supposons que le même jour, en Allemagne, la compagnie aérienne Lufthansa (120 000 employés, € 28 milliards d'actifs), le constructeur automobile BMW (100 300 employés, € 88 milliards d'actifs) et le groupe industriel ThyssenKrupp (177 350 employés, € 41 milliards d'actifs) fassent faillite. Cela signifie que le même jour, 400 000 personnes perdraient leur emploi et € 157 milliards d'actifs partiraient en fumée. Une catastrophe économique et sociale sans précédent en Allemagne avec probablement un fort impact dans les autres pays Européens et un impact nettement plus modéré dans le reste du monde.

En comparaison, si une banque systémique allemande (101 000 employés, € 2164 milliards d'actifs) devait faire faillite, le système financier dans chaque pays du monde serait entièrement paralysé.

Comment, dans un pays, la faillite d'une banque systémique peut-elle avoir de telles conséquences ? A cause de ce qu'on appelle le « système bancaire de l'ombre » (shadow banking system), dont une des composantes sont les dérivés.

Commençons par expliquer de la manière la plus simple qui soit, ce qu'est un "*dérivé*". Un dérivé est un pari entre deux entités. Dans la vie de tous les jours, nous faisons des paris pour spéculer sur l'avenir : « *je parie avec toi, 10 euros que telle équipe de foot va gagner le prochain match* ». Mais il existe également une autre forme de pari : l'assurance. Ainsi par exemple, d'une certaine manière celui qui assure sa voiture fait un pari avec sa compagnie d'assurance. La compagnie d'assurance parie que le conducteur n'aura pas d'accident et le conducteur parie le contraire. L'assureur gagne le pari et empoche la prime du conducteur, aussi longtemps que le conducteur n'a pas d'accident.

Dans le monde la finance, un dérivé est un pari entre deux entités, soit dans un but spéculatif, soit comme couverture (assurance). Observons que dans un pari, il y a toujours un gagnant qui doit payer et un perdant qui reçoit l'argent.

Imaginons une banque A qui parie avec une banque B (ou un fonds) que le dollar va se renforcer dans 3 semaines face à l'euro. Les deux banques conviennent que le gagnant empochera une somme de 1 million d'euro. Mais dans l'univers des dérivés, le montant du pari est habituellement exprimé comme un pourcentage d'un montant notionnel. Ainsi les banques A et B diront, par exemple, qu'elles parient 1% du montant notionnel de € 100,000,000 (soit € 1,000,000).

Dans cette situation, ces deux banques sont exposées à une perte de 1 million d'euro. Pour limiter ce risque, une banque peut choisir de faire le pari inverse avec une autre banque. Ainsi, par exemple, la banque A va parier 900 000 euros avec la banque C que le dollar va s'affaiblir dans 3 semaines face à l'euro. Ainsi le risque (et le gain) net de la banque A ne sera plus que de 100 000 euros.

Supposons maintenant que 3 semaines plus tard, le dollar soit plus faible face à l'euro. La banque A perd son pari avec la banque B mais le gagne avec la banque C. Elle utilisera les 900 000 euros qu'elle va recevoir de la banque C pour les donner à la banque B et rajoutera 100 000 euros qu'elle puisera dans sa trésorerie.

Naturellement il s'agit d'un exemple assez simple mais il illustre deux choses très importantes, dans le monde des dérivés :

- Il faut faire la différence entre l'exposition brute (€ 1,000,000) et nette (€ 100,000).

- L'interdépendance est considérable. Le réseau bancaire mondial forme une véritable toile d'araignée, les dérivés agissant comme une colle qui lie les banques entre elles.

Que se passe-t-il si « *l'impensable* » se produit et que la banque C ne paye pas les € 900,000 à la banque A ? Celle-ci va devoir puiser dans sa trésorerie non pas € 100,000 mais dix fois plus. Comme elle ne l'a pas anticipé, elle n'a pas mis d'argent de côté et devra donc vendre des actifs en catastrophe pour éviter, elle aussi, le redoutable défaut de paiements. Or le défaut de la banque C va inquiéter le marché et la banque A va se retrouver face à un marché fortement vendeur, ce qui rendra très difficile la vente de ses actifs à bon compte. Ce simple exemple illustre le risque majeur du monde des dérivés : le risque de défaut d'une contrepartie. Dans ce cas, l'exposition brute devient l'exposition nette !

Comment une banque se protège-t-elle contre le risque de défaut d'une autre banque ? La plupart du temps en achetant un produit dérivé « *assurance défaut de paiements* » (CDS) émis par une autre banque. C'est le serpent qui se mord la queue.

Une autre méthode de protection consiste à demander un gage à la contrepartie. Reprenons l'exemple simple ci-dessus et imaginons qu'une semaine après le début du pari, le dollar commence à s'affaiblir et donc que la banque A est bien partie pour perdre son pari. La banque B peut lui demander de « *mettre sur la table* » un gage que la banque B pourra saisir, si le jour venu la banque A fait défaut et ne peut pas payer le montant du pari. Ce gage (souvent appelé collatéral) se présente sous la forme de cash ou de titres financiers (actions, obligations). Le montant gagé est bien souvent nettement inférieur à l'enjeu du pari.

Quels sont les véritables montants en jeux (juin 2012) ?

- L'ensemble des montants notionnels est de 639,000 milliards d'USD. Cela donne une idée du marché mais ne représente pas les montants en jeu (cela correspond aux 100 millions de l'exemple ci-dessus).

- l'exposition brute est de 25,000 milliards d'USD (cela correspond au 1 million de l'exemple ci-dessus).

- l'exposition nette est de 3700 milliards d'USD (cela correspond au 100,000 de l'exemple ci-dessus) ; Le collatéral en place pour « *couvrir* » cette exposition nette est de seulement 600 milliards d'USD.

Face à ces montants et sachant que le monde des dérivés gravite autour d'une dizaine de méga-banques dans le monde, j'invite le lecteur plein de bon sens à se poser deux questions en cas de faillite d'une banque systémique :

1) Doit-il craindre des conséquences douloureuses pour sa propre banque et son épargne?

2) Quel Etat ou quelle institution pourrait faire quoique ce soit ?

Source : http://www.bis.org/publ/otc_hy1211.pdf et http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2012/sdn1212.pdf

Pascal Roussel, auteur de « Divina Insidia, le Piège Divin », chef d'unité au sein du Département des Risques Financiers de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le 25 février 2013. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la BEI ou de son management. Liesi 26.02 (C'était le dernier article disponible sur ce portail -ndlr)

2- Chine

La Chine a annoncé une importante progression en 2013 de son budget militaire, qui va très probablement renforcer les inquiétudes chez ses voisins, au vu notamment des graves tensions territoriales avec Tokyo. M. Wen Jiabao doit être remplacé par Li Keqiang à la fin des travaux de l'Assemblée nationale populaire (ANP, parlement) le 17 mars.

Ce budget de la défense chinoise -deuxième plus élevé du monde mais nettement derrière celui des Etats-Unis- augmente cette année de 10,7%, à 720,2 milliards de yuans (88,8 milliards d'euros). Le Pentagone et des experts occidentaux assurent toutefois que les dépenses militaires réelles de Pékin dépassent largement ce montant. Pékin a également annoncé mardi un objectif de croissance de 7,5% de son PIB en 2013.

Interrogé mardi par l'AFP, Rick Fisher, de l'International Assessment and Strategy Center, estime ainsi que la Chine mobilise désormais plus de 300 milliards de dollars (230 milliards d'euros) pour son Armée populaire de libération (APL), la plus grande du monde avec 2,3 millions de soldats. Ceci notamment en raison du programme spatial contrôlé par les militaires et de l'entretien de son arsenal nucléaire. "*Une telle hausse à deux chiffres n'est pas surprenante*", commente de son côté Arthur

Ding, un expert de l'armée chinoise basé à Taïwan. "*La croissance économique de la Chine lui permet de soutenir une hausse à deux chiffres de son budget de défense*". lefigaro.fr 05.03

Haut de page

Le 6 mars 2013

CAUSERIE

Une bonne nouvelle ici, il pleut enfin ! Oui on attendait cela depuis octobre et on n'a pas eu de mousson, c'est très grave, il y a quelques 200 millions d'habitants dans le sud de l'Inde et une moisson a sauté, le prix du riz va s'envoler. Je sais, c'est très loin de vos préoccupations.

Evidemment plus d'électricité et quand il se met à flotter, on ne sait jamais quand cela va s'arrêter, quel jour quoi.

Je n'ai pas eu le temps de mettre de nouveaux articles en ligne, ce soir si l'électricité revient. Demain si possible je mettrai en ligne le contenu du projet de loi retranscrivant l'accord patronal du 11 janvier. J'ai réussi à le copier entièrement en réalisant 72 captures d'écran avec Corel, il me reste à raccorder les bouts, plusieurs heures de boulot ! Il n'est pas disponible sur le Net, j'ai regardé ce matin.

Quelques sujets de réflexion à creuser.

1- La notion d'effort pour progresser et comprendre, un truc avec lequel les militants et pas seulement sont fâchés, sauf qu'on n'a rien sans rien... Il faut se faire violence, c'est ingrat, chiant tout ce qu'on veut, un peu de discipline quoi, ensuite je vous garantis qu'on ne le regrette pas. C'est aussi une question d'habitude d'étudier tout au long de sa vie, c'est un plaisir aussi, non ?

2- L'économie : pas intéressant... Sauf que lorsqu'on ne comprend pas l'économie, on ne peut rien comprendre ou presque, surtout sur le plan politique, dès lors comment militer, sur quelle base, des sables mouvants, au petit bonheur la chance, les bonnes intentions sont insuffisantes hélas...

3- L'engagement politique, non merci... Sauf que l'issue à la crise du capitalisme ne peut être que politique, donc si on met de côté l'engagement politique on rame forcément dans le vide ou on brasse du vent, vous me direz qu'on a toujours l'impression de faire quelque chose ou d'être utile, cela reste à voir, on est en droit d'en douter fortement. Voyez en Italie.

4- La quantité des infos tuerait-elle la qualité du raisonnement ? C'est à croire, autrefois on parvenait à avoir une idée juste de la situation en possédant mille fois moins d'infos, à croire qu'on se creusait davantage le cerveau pour saisir le tendance ou l'orientation qui se dessinait à travers les infos qu'on possédaient... Au début du XXe siècle les analyses de Lénine était plus juste que celles de nos dirigeants, à croire qu'ils ne fonctionnent pas vraiment de la même manière ou qu'ils n'ont pas vraiment les mêmes qualités, un euphémisme !

J'ai l'impression que du fait qu'on est submergé d'infos et d'analyses, on en arrive à être saturé et ne plus se poser de questions, un peu comme si elles avaient toutes été posées.

Il y a quand un problème dans tout cela que T. Meyssan avait pointé très justement en 2002, lors de son passage à l'émission d'Ardisson, dans un registre similaire à celui que j'ai abordé : l'information, elle existe, mais elle est éparpillée, et pour comprendre la situation il faut rassembler toutes les pièces du puzzle, P. Hillard dit la même chose dans une vidéo, quelle horreur des monarchistes catholiques, qui ne disent pas que des conneries ou des saloperies, mais pour rassembler ces pièces, il faut les chercher, il faut se demander où les trouver, il faut s'être posé au préalable un tas de questions, c'est un peu comme en mathématiques, où l'on dit que la solution figure dans l'énoncé faut-il encore être capable de le lire correctement....

5- Euthanasie..... encourager ou faciliter le suicide, pourquoi pas... société tellement pourrie, qui n'y a pas pensé un jour...

6- Rendre les gosses aveugles dès la primaire en les foutant devant un écran d'ordinateur.....projet eugéniste...

- Chute de 30% des ventes de surgelés à la viande- Le Nouvel Observateur 05.03

- Boeuf peut-être que la population avait tendance à dépenser moins en achetant des produits congelés, non pas que les produits frais seraient plus chers..... des produits congelés dont les profits allaient à des traders au lieu d'atterrir dans les caisses de l'Etat sous forme de taxes par exemple..... Pourquoi faire dépendre la consommation de produits alimentaires de la population de produits frais ? Pour mieux l'affamer par la suite car ils seront limités en quantité, donc leurs prix augmenteront ?

Vous allez pensez : il est fou ce mec de se poser toutes ces questions, c'est mon côté borné, je veux savoir, comprendre ce qu'ils trament. Pour tout je me pose un tas de questions, pas vous ? Entraînez-vous, vous verrez qu'ensuite tout vous semblera d'une clareté déconcertante.

Je me suis posé toutes ces questions entre 20h hier soir et 9h ce matin, à croire que même en dormant la machine tourne à plein régime, pas celle du capitalisme, j'y ai échappé, pas entièrement, disons que je ne lui réserve pas le meilleur de moi-même et j'échappe à l'humiliation quotidienne d'un patron ou d'un petit chef qui se prend pour un dictateur. Allez, on attaque.

Au fait, ne me dites pas que Pierre Jovanovic est un réac, je suis au courant merci, un adepte de la révolution nationale si vous ne le saviez pas, je ne vous fais pas un dessin, dans son blog il a écrit récemment que les sarrazins étaient aux portes de Paris, les musulmans au Moyen-Age, bref, il en tient une sacrée couche... On s'en tape, ce qui nous intéresse ici ce sont les infos, le reste je l'éjecte.

Vous trouverez plus loin la dernière liste des charrettes qu'il a publiée. En passant, pourquoi aucun syndicat ou parti n'est capable de faire ce boulot ? Vous croyez que cela ne me fait pas chier de devoir me connecter à des blogs réacs pour obtenir des infos, et encore, j'en connais d'autres sur lesquels je n'ai pas le temps d'aller mais où je sais que figurent des infos disponibles nulle part ailleurs, oui c'est un comble, une honte pas pour nous, pour ceux dans notre camp qui ne font pas leur boulot, qu'est-ce qu'ils foutent tous ces retraités (je ne parle pas pour toi P.) des différents partis, voilà un boulot qui ne demande ni un effort physique ni un effort intellectuel ?

Quelques infos en vrac (http://www.jovanovic.com/blog.htm)

Comment, la Fed et le cartel des banquiers ce serait la même famille, non ?

REGARDEZ BIEN COMMENT LA FED ESCROQUE LE PEUPLE (ET C'EST DANS LE NEW YORK TIMES) du 4 au 8 mars 2013 : Gretchen Morgenson a levé un beau lièvre dans le New York Times où elle montre comment la Bank of America a payé la Fed (si,si) pour que celle-ci vienne témoigner en sa faveur au tribunal où elle était accusée de fraude!!!! Mais oui, chers lecteurs, nous se sommes que bien peu de choses. Quand les politiques couchent avec les banquiers... Ne vous étonnez pas qu'aucun banquier n'ait été mis en prison. Cela revient à ce que la BNP ait payé Bercy pour que celui-ci vienne témoigner en sa faveur dans une affaire de CDS pourris vendus comme l'affaire du siècle...

LES BANQUES VOLENT BIEN LA DEMOCRATIE AVEC L'AIDE DE L'ETAT. "The agreement spells out the terms of a deal in which the New York Fed received $43 million from Bank of America's Countrywide unit. The money changed hands to settle a narrow dispute involving cash flows on several mortgage securities held by an investment vehicle, known as Maiden Lane II. That vehicle was created by the New York Fed as part of the rescue of A.I.G., which had held the Countrywide securities. The previously confidential agreement released Bank of America from all litigation claims on the securities held by Maiden Lane II. But in exchange for that $43 million, the New York Fed did something else for Bank of America. It agreed to testify on behalf of the bank in its legal battle against A.I.G. over fraud claims.". Bravo Ben Bernake... Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Comment, les gouvernements français et belge continueraient de renflouer les banques, non ?

LE FOUTAGE DE TETE CONTINUE: DEXIA NE PERD "QUE" 3 MILLIARDS !!!!! du 4 au 8 mars 2013 : Les Merdias, quand ils en parlent, en rajoutent une couche pour faire passer la pilule auprès du public. Nouvelle "*Perte nette de 2,9 milliards d'euros pour Dexia, une "amélioration"... La situation s'améliore néanmoins fortement, si l'on compare à la perte de 11,6 milliards d'euros subie à l'exercice 2011*". C'est autant de milliards de pris sur les impôts et non disponibles pour le bien commun social... Seuls les banquiers peuvent voler le peuple en plein jour sans avoir la police aux trousses... Avec la bénédiction des politiques.

Presque trois milliards d'euros, ce sont 362.500 Twingo neuves à 8.000 euros qui auraient pu être commandées à Renault !!!!! 362.500 voitures !!! Vous imaginez??? Et savez vous où vont ces milliards? En partie dans les comptes de la JP Morgan grâce aux swaps mortels!!! (voir plus bas) Le peuple européen est traîné dans la boue en plus d'être volé. Merci aux européistes et à Bruxelles.

PS: Belfius verse 4 millions d'euros par an au syndicat pour qu'il la boucle, merci à Mr Hardy. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Comment, le PS serait le champion des impôts et taxes, comme Obama par exemple, non ?

LES NOUVEAUX IMPOTS DU PS: SUR LE LIVRET A du 4 au 8 mars 2013 : Ah les enfoirés... Après l'idée de taxer les prestations familiales, voici que le PS veut taxer l'argent que vous avez mis sur votre Livret A... "*Le gouvernement envisage de taxer le livret A. Pour renforcer les futures recettes fiscales, le gouvernement étudie à nouveau la piste de l'épargne réglementée. Et pourrait décider de soumettre le livret A aux prélèvements sociaux. Mais pas pour tout le monde...*" Ajoutez à cela la taxe sur vos indemnités kilométriques, et bientôt une taxe de plus sur le Diesel parce qu'il est trop polluant... Rien de tel pour que la

colère s'amplifie encore plus. Ajoutez y la hausse de la TVA à 20,5% ! La TVA va passer à 20,5% juste pour payer la dette de la France créée de toutes pièces par la loi du 3 janvier 1973. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

En Espagne les militaires commencent à perdre patience.

LES GENERAUX ESPAGNOLS MENACENT LES POLITIQUES D'UN COUP D'ETAT du 4 au 8 mars 2013 : J'ai déjà rapporté ici la nervosité des militaires espagnols, bien plus préoccupés par la déliquescence de leur pays que les militaires français. "*Le pays est-il plus important que la démocratie ?*". L'un de nos lecteurs en Espagne m'a envoyé ce lien sur El Pais du 27 février. Dans une Espagne détruite par la crise et écrasée par des mesures d'austerité appliquées par un gouvernement totalement corrompu, un militaire a donné un sérieux avertissement, expliquant que l'intégrité du pays est plus importante que la démocartie, autrement dit, aucune région ne fera sécession sous prétexte de vote démocratique.

Le message est clair. Voici ce qu'il a dit et qui a été salué par un tonerre d'applaudissements: ""Si los mecanismos de defensa del orden constitucional no funcionan, por acción u omisión, entonces...", concluyó. La única autoridad que pareció resistir su revisión constitucional fue la del Rey, convertido, como en el 23-F, en mando efectivo de las Fuerzas Armadas" ce qui vous donne, pardon pour les fautes, ""*Si les mécanismes de maintien de l'ordre constitutionnels ne fonctionnent pas, par acte ou omission, alors...*" a t-il dit. La seule autorité qui semble résister à un examen constitutionnel est le roi, devenu, comme dans le 23-F, le commandant effectif des Forces Armées. Si Chicharro voulut être ambigu, le public lui ne l'a pas interprété de cette façon: son discours a été accueilli par une ovation debout, ponctuée par des "Bravo! Bravo"".

TRADUISEZ: le peuple espagnol n'y verra aucun mal si l'Armée prenait le pouvoir dans le pays pour maintenir l'Espagne intégre. Le roi ne pourra qu'y souscrire et aller tuer quelques pauvres élephants. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Qui seront les premières victimes du consensus entre les démocrates et les républicains, devinez ?

LES US VONT SABRER 600.000 PERSONNES DU PROGRAMME FOOD TICKETS du 4 au 8 mars 2013 : L'austérité américaine va frapper. A partir de maintenant, ce seront "*600.000 food stamp recipients who will be cut from the program*". Mr Stauffer nous dit: "*Les choses sérieuses commencent aux USA: fin des allocations repas pour des centaines de milliers de personnes, diminution de l´indemnité chômage, fermeture de 100 tours de contrôle dans les aéroports, ça va valser...*". On se demande comment ces 600.000 personnes vont se nourrir... Le crime va exploser. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Les charrettes du 4 au 8 mars 2013 (http://www.jovanovic.com/blog.htm)

- La fin des boulangers: 33 boulangeries en redressement ou en liquiditation dans les Côtes d'Armor !!!

- Une célèbre marque de nougat de Montélimar en liquidation judiciaire, 50 emplois en attente d'un repreneur

- Biscuiterie Lor, agroalimentaire, 70 salariés

- Les stylos Waterman virent 70 personnes... merci aux lecteurs et à Mr Videira qui nous dit: "*Suite à un propos de l'un de vos lecteurs sur le blog sur la perte de ce qui nous lie à la civilisation humaine...*"

- Magro, le groupe de distribution valaisan, qui exploite 11 supermarchés en Suisse romande (Hyper Casino, Super Casino et Distrigros), a déposé une demande de sursis concordataire auprès du Tribunal de Monthey,

- Et maintenant les éleveurs de dindes, Le Clezio et TDI, 250 personnes,

- Le Crédit Agricole va supprimer 1400 emplois... La banque prévient et prépare le personnel en utilisant le... conditionnel lire ici Reuters. Un lecteur nous dit: "*ça c'est juste pour les 4 milliards perdus et il y en a encore une quizaine dans les tiroirs donc mais au moment où j'écris ces ligne la radio annonce que la banque plonge de 5%! Donc fermeture d'agences et licenciements supplémentaires en prévision Et cette banque fait de la pub pour nous dire que elle est locale et investit dans nos régions! On dépasse l'indécence.*".

- La Poste française n'a pas renouvelé 4.800 postes en 2012, autant de suppression de postes indirectes

- La banque JP Morgan supprime 15.500 postes dans sa branche de banque de détail et 4.500 dans la banque de Blythe

- La Rabobank va aussi licencier en masse, 6.000 postes, lire ici les Echos, merci à Damien. "*Après un recul de 20 % de son résultat 2012, la banque néerlandaise va supprimer d'ici 2016 plus de 6.000 postes*".

- La banque Goldman Sachs vire 5% de son personnel, soit 900 personnes,

- La banque Caixa va licencier 3000 personnes

- En France, 63.000 pme vont déposer le bilan en 2013

- Le secteur associé à l'automobile risque de licencier 75.000 personnes,

- Le géant australien de l'assurance QBE vire 700 salariés - Horrible POLAROID d'une région de la Belgique vu par notre lecteur sur le journal L'Avenir, liste du tribunal de commerce de Tournai.

- À Péruwelz, le propriétaire du débit de boissons "*Le Ryadh*" en la rue de Blaton a fait faillite sur aveu.

- À Tournai, les établissements Pottiez proposant de l'outillage en l'avenue de Maire ont fait aveu de faillite.

- Idem pour le conseiller en assurances Xavier Legrand au boulevard des Combattants et Erik Paillez proposant de la consultance d'entreprise dont le siège se trouvait à la rue Sainte-Catherine.

- À Bléharies, c'est l'épicerie "*L'univers alimentaire*" en la rue des Combattants qui a fait aveu de faillite.

- À Anvaing, l'agence de pub "*Graphix Media*" a aussi fait faillite sur aveu.

- Du côté de Ploegsteert, une faillite sur aveu a été prononcée à l'égard de la station-service Total.

- À Lessines, c'est le vidéoclub de la rue de l'Hôtellerie qui a mis la clé sous la porte.

- À Herseaux, c'est le café "*Le Bienvenu*" situé en la rue du Crétinier qui a fait aveu de faillite.

- Enfin, à Quevaucamps, c'est Immobilière de Quevaucamps qui a fait faillite par citation à comparaître.

- Caterpillar, BTP, annonce 1400 licenciements en Belgique

- Le surfwear Kana Beach a été liquidé à Bordeaux

- Bruckheimer games ferme

- Pim Industries, 83 salariés, industrie électronique métallique et plastique

- Devilca, 75 salariés, réservoirs pour Caterpillar.

- Renault Pugnac, 32 salariés, automobile

- La fonderie DMI, 168 salariés

- Confirmation: SFR va fermer 150 de ses boutiques

- Confirmation: le PDG de SFR a reçu presque 4 millions de parachute doré, - La banque Monte dei Paschi "*encourage*" 600 salariés à partir plus tôt que prévu et les syndicats donnent leur accord "*Banca Monte dei Paschi signs deals with unions on jobs, 660 employees to leave the Co. voluntarily*".

- Logitech vire encore, cette fois 140 personnes

- En Belgique 923 entreprises ont fait faillite en février 2013, un nouveau record

- Walor à Legé 26 suppressions de poste et délocalisation (pardon, "*colocalisation*" qu'il faut dire Maintenant) de quelques machines en Roumanie

- Delphi délocalise vers la Pologne, ce qui va entraîner près de 160 suppressions de postes en France, merci à Mr Antoine qui nous dit "*En 5 mois "officiellement" 16.000 pertes d'emploi qui vont se rajouter à tous les autres exclus.... d'autre parle de 17.000*

l'année 2012 "

- Un sans emploi sur trois a des soucis dans sa tête

- Rythme and Hues est en faillite, minimum 200 personnes seront virées. Mr Prévot nous dit: "*Créée en 1987 elle a reçue entre autre un Oscar cette année pour Life of Pi... un collègue me rapporte que de nombreux graphistes ayant travaille dans cette boite entre 2011 et 2012 n'ont toujours pas été payes, alors que le réalisateur de "Life of Pi" qui n'est autre que Ang Lee a quand a lui été grassement arroser de dollars, sans oublier que le film a engranger 470 millions de Dollars au Box Office! Il s'agit "seulement" de 200 postes dans un premier temps, mais la société compte 1400 personnes potentiellement sur un siège éjectable...*"

- J'en ai déjà parlé, mais c'est confirmé 350 graphistes virés chez Dreamworks

- Le laboratoire de Genève Addex Addex vire 37 personnes

- La province catholique de Chicago vire 75 personnes et ferme 5 écoles catholiques

- General Electric France va supprimer 200 postes

- Marvejols, l'un des mes coins favoris en France, voit la fermeture d'une pme locale, Lupus Electro

- Le magasin d'électroménager, hi-fi et multimédia Le Centre Electronique de Charleroi va être mis en liquidation, 30 salariés sur le carreau

- Confirmation de Kraft Food qui supprime des postes en Belgique

- Grand licenciement collectif chez VBH (quicaillerie) en Belgique

- Les syndicats d'Opel acceptent que Bochum ferme en 2016

- Le fabricant de glaces Belgian icecream vire 128 personnes sur 335

- La société Carolo annoncera la suppression de 850 emplois. Un nouveau coup dur pour l'industrie wallonne.

- Les pme qui fabriquent des ethylotests risquent de virer 1500 personnes

- Swissmetal: l'usine de Dornach pourrait entrer au rayon souvenirs

- Verbinnen Poultry Group vire 450 personnes

- La chaîne US Best Buy vire 450 personnes dans son QG du Minesotta

- Oubli: Cemex France (filiale du cimentier mexicain) située à Rungis sera aussi victime en partie des 1500 à 2000 suppressions de postes au niveau mondial via des externalisations des services comptables, DRH et informatique qui seront donnés à IBM

- La ville de Detroit en faillite, gestion confiée à l'Etat

- Martin Lockheed, avions militaires, vire à nouveau, cette fois 70 personnes au Texas

- Diamond Aircraft vire 150 ingénieurs

- Boeing va licencier 300 ingénieurs et ouvriers de plus à cause des soucis du 787

- Saputo annonce la fermeture de son usine en Allemagne et propose la fermeture de son usine au Royaume-Uni, environ 140 employés seront affectés

- BuzzMedia, une société qui fabrique du "*buzz*" pour une centaine de marques vire 50 personnes

- Vitalité health va virer 400 personnes au Canada. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Un accord patronal soutenu par un gouvernement patronal, des députés patronaux, des syndicats patronaux.

Bon, compte tenu que la CGT, FO, la FSU, Solidaires, le Front de gauche, le POI, le NPA, LO et une multitude d'organisations ou groupes appelaient à la journée de mobilisation du 5 mars contre cet accord, l'ensemble représentant plus de 2,5 millions d'adhérents ou militants, alors que le nombre de manifestants éparpillés dans tout le pays a été inférieur au douzième de leurs effectifs ou moins encore puisque des travailleurs non syndiqués ou inorganisés ont participé à ces manifestations, je ne m'attarderai pas à en donner un aperçu.

Je m'attendais évidemment à ce résultat pour ne pas avoir évoqué cette journée d'action sans lendemain lors de mes dernières causeries. Il y en a marre de marcher dans leurs combines de merde, ils prennent vraiment les militants pour des abrutis, je ne fais même plus semblant, je ne peux plus, j'ai plus que ma dose, je laisse cela à ceux dont c'est apparemment la vocation, vous devinez de qui je veux parler.

Cela vous avait-il échappé que Thibault et Mailly ne demandaient pas le retrait ou le rejet de cet accord ?

Vous aurez noté au passage la discrétion de nos dirigeants sur ce point précis, leur complicité avec les appareils est totale.

- La CGT et FO, "*ne demandent pas le retrait du texte*" , mais "*demandent la possibilité de pouvoir l'amender, de pouvoir le rééquilibrer éventuellement*", temporise M. Guedj, parlementaire de l'aile gauche du PS. AFP 05.03

Mais, c'est ce qu'ils font avec application !

- "*C'est aux parlementaires de faire la loi, pas au Medef*", tonne Jean-Luc Mélenchon.

Et qu'est-ce que vous croyez, ils font la loi... du Medef pour le patronat. Comment cela Mélenchon a oublié de le préciser, non, pas possible...

J'ai réalisé une sorte de revue de presse. Je n'ai pas eu le temps d'intégrer certaines déclarations

Point de vue patronal

1- UMP

- Accord sur l'emploi : le silence gêné de l'UMP - LeMonde.fr

L'opposition apporte un soutien critique sur le projet de loi mais se fait très discrète sur la question, soucieuse de ne pas donner un satisfecit à l'exécutif - LeMonde.fr 05.03

- L'ancien ministre UMP Benoist Apparu, aujourd'hui dans l'opposition, a dit sur Radio Classique qu'il voterait "*très probablement*" le projet de loi, même s'il le juge "*trop faible*" et "*trop timide*" pour résoudre la crise du chômage. "*Une bonne partie des parlementaires du groupe UMP va voter ce texte*", a-t-il ajouté. (Reuters 05.03)

2- Patrons des PME

Un sondage TNS-Sofres pour le Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables relève que 55% des patrons de PME estiment que l'accord sur l'emploi conclu le 11 janvier est plutôt une bonne chose pour les entreprises. La Tribune.fr 05.03

3- Les Echos

La négociation sur la sécurisation de l'emploi s'est achevée sur un succès inespéré. (...) l'accord constitue un évènement majeur aussi bien au regard de son contenu que sur le plan politique.

Le texte ouvre des possibilités de flexibilité pour l'emploi et d'anticipation des restructurations pour les grands groupes. L'accord majoritaire en entreprise devient le socle de référence du dialogue social. lesechos.fr 05.03

Retour en arrière, autres précisions.

(...) le gouvernement veut aller plus loin et appelle formellement à reprendre les discussions sur les accords dits de « *compétitivité* » engagés début 2012 sous l'impulsion du gouvernement Fillon. Les mots sont différents, le terme de compétitivité hérissant FO et la CGT, mais le principe reste le même : il s'agit de moduler le temps de travail et de faire baisser les salaires sans passer par une modification du contrat de travail, et donc sans avoir à demander l'accord individuel du salarié. lesechos.fr

4- Le contrat de travail c'est terminé ! Confirmation

- L'adaptation des salaires et du temps de travail via les accords de maintien dans l'emploi, la modification par accord majoritaire des obligations liées au PSE, la sécurisation du dispositif de mobilité interne ou la fixation de l'ordre des licenciements selon le critère de la compétence professionnelle sont incontestablement des avancées qui apportent plus de flexibilité aux entreprises. (lecercle.lesechos.fr 05.03)

Le pendant de la flexibilité accordée aux négriers serait plus de "*sécurité*" pour les travailleurs, il s'agirait d'un accord "*gagnant-gagnant*" (Marie-Ségolène Royal), qu'en est-il en vérité ? Admirez le cynisme :

- "*Le Medef a eu tort de clamer je ne sais quelle victoire dans cet accord*", a-t-elle déclaré sur France 2. "*Ce qui est aujourd'hui sur la table, c'est un accord gagnant-gagnant*." (Reuters 05.03)

Quand on gagne sur toute la ligne, on ne le crie pas sur tous les toits enfin ! Quelle ordure !

- Le pendant de la flexibilité, c'est la sécurisation des parcours professionnels dont l'objectif sous-jacent est bien de maximiser les chances de ceux qui perdent leur emploi pour qu'ils en retrouvent un nouveau. (lecercle.lesechos.fr 05.03)

Vous avez bien lu, cet accord n'a pas pour objet de "*maximiser les chances*" des travailleurs de conserver leurs emplois, mais de retrouver un boulot une fois qu'ils ont été jetés à la rue alors qu'il y a entre 5 et 7 millions de chômeurs dans le pays.

Le dernier paragraphe est savoureux si je puis dire, dans le sens où il confirme l'ampleur de l'attaque qui est portée contre le contrat de travail. Vous avez en mémoire que je n'ai cessé de dire que cet accord scélérat scellait la fin du contrat de travail, j'ai eu un moment d'hésitation avant d'employer cette formule radicale, je me suis demandé si ce n'était pas exagéré, oui l'air de rien c'est le genre de questions que je me pose avant d'écrire, je n'écris pas n'importe quoi, et bien vous en avez ici la confirmation, la parole est à un représentant du patronat.

Nul ne se refusera à saluer un accord qui est une avancée incontestable et constitue une bonne nouvelle pour le dialogue social et l'emploi. (...) Certes, la refonte des contrats de travail ne permettra pas à elle seule d'inverser la courbe du chômage. (lecercle.lesechos.fr 05.03)

Effectivement, comme en Grèce, en Espagne et au Portugal, il va falloir que le gouvernement, celui-ci ou le prochain s'emploie à baisser le niveau de vie des masses, s'attaque violemment à celui de la classe moyenne, car c'est uniquement une fois que leur niveau de vie aura diminué de 25 à 50% qu'ils pourront imposer de nouvelles conditions de travail et de rémunération intégrant le contenu de cet accord ou sur la base de cet accord.

5- La Tribune

La Tribune - Que pensez-vous de l'accord national interprofessionnel (ANI) sur la réforme du marché du travail, conclu le 11 janvier?

Guillaume Sarkozy (délégué général de Malakoff Médéric) - Je n'en pense que du bien. latribune.fr 05.03

5- Un rappel

La presse étrangère salue l'accord [14/01/2013]

Sécurisation de l'emploi : l'OCDE salue un accord «*d'envergure*» [15/01/2013]

Comment ils subordonnent la lutte de classe des travailleurs et leur destin aux institutions de la Ve République.

S'adressez aux parlementaires du PS, de l'UMP et de l'UDI qui sont les représentants des intérêts des capitalistes et qui n'ont

cessé d'en faire la démonstration depuis juin 2012, témoigne de la part de ceux qui entreprennent cette démarche leur propre subordination au capitalisme, démarche que nous dénonçons et combattons.

Au-delà, s'adresser à des parlementaires pour qu'ils résolvent à leur place les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs, c'est les dessaisir de leur propre combat, de leur propre responsabilité, c'est leur interdire de prendre conscience qu'ils ne doivent compter que sur leur propre mobilisation, que leur destin en dépend. C'est aussi les diviser sur les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir pour le compte du patronat.

Mailly (FO Hebdo) daté du 5 mars - "*Comme je l'indiquais la semaine dernière, nous poursuivons complémentairement nos interventions auprès des groupes parlementaires.*"

Finalement, elle consiste à demander aux bourreaux d'épargner leurs victimes qui n'en ont que faire. Au nom des intérêts des travailleurs cela consiste à se faire les complices de leurs bourreaux, de la part de Thibault et Mailly on ne pouvait pas s'attendre à mieux.

Dans son dernier éditorial (FO Hebdo) Mailly en rajoute une couche avec un cynisme qui égale celui de Ayrault ou Sapin, car il nous refait le coup de celui qui ignore le contenu du projet de loi qui sera présenté en Conseil des ministres dès aujourd'hui et transmis au Parlement en avril, alors que Sapin a déclaré lundi sur BFM TV et RMC que "*point par point, chacune des dispositions est bonne*" et figureraient dans ce projet de loi, Hollande et Ayrault s'y sont engagés auprès du Medef et n'ont cessé de le martelé.

Mailly - "*Dès la connaissance du contenu de ce projet, nous l'analyserons et ferons connaître nos positions.* "

Alors qu'est-ce que cela signifie ? Que le 5 mars devait être sans lendemain, une journée d'action bidon comme les milliers d'autres que nous avons connues au cours des décennies précédentes. C'est pour cette raison que nous avons refusé de nous focaliser sur cette perspective contrairement à la confrérie des opportunistes réunis, POI en tête. Allons plus loin.

Cela signifie que malgré tout Mailly tout comme l'ensemble des dirigeants syndicaux vendus, il ne compte pas rompre ses relations avec le Medef et le gouvernement, qui fort de ce succès vont pouvoir tranquillement reprendre la même méthode sur la formation professionnelle, les retraites et le financement de la protection sociale ou la Sécu.

Tout le monde connaît parfaitement le contenu scélérat, antisocial, réactionnaire de ce texte, il s'agit donc pour ces lieutenants de la bourgeoisie de laisser pourrir la situation jusqu'au mois d'avril afin d'accompagner en douceur l'adoption de cette loi.

Les dernières infos.

Reuters 05.03 - Le gouvernement dit avoir fidèlement retranscrit l'accord du 11 janvier (...) et dernière provocation qui montre bien qu'au gouvernement ils connaissent parfaitement aussi les intentions des Thibault et Mailly : Il sera en vigueur le 1er mai, a assuré lundi le ministre du Travail Michel Sapin.

AFP 05.03 - Le projet de loi sur "la sécurisation de l'emploi", transcription fidèle par le gouvernement d'un accord paraphé le 11 janvier par le patronat et trois syndicats dont la CFDT, sera présenté au Conseil des ministres mercredi.

Je vous fais grâce du reste de son éditorial, dans lequel il démontrait qu'il était parfaitement au courant de la situation économique et sociale et qu'il agissait par conséquent ainsi délibérément, conformément à l'idée qu'il se fait de son mandat de représentant des capitalistes, c'est sa manière d'incarner son indépendance... vis-à-vis de la classe ouvrière. Les dirigeants du POI voteront une énième la prochaine résolution du bureau confédéral rédigé par Mailly qui entérine cette politique.

Bon, j'espère que vous ne vous attendiez pas à autre chose.

A propos de la situation politique en Italie.

1- Fabio Liberti, directeur de recherche à l'Iris chargé du suivi de divers aspects du fonctionnement et du développement de l'Union européenne, interviewé par 20 Minutes le 5 mars. Extrait.

- Une précision: le président de la République nomme le chef du gouvernement après des tractations entre les partis, l'Italie étant une république parlementaire, et non une république présidentielle comme en France. Tant que ces tractations politiques ne sont pas terminées, on ne peut tirer aucune conclusion sur ce que deviendra le gouvernement italien. Aujourd'hui, nous sommes au tout début de ces négociations politiques, et il n'y aura pas de décision avant la mi-mai. Et s'il y a un nouveau vote des Italiens, dans le cas où il y aurait une dissolution parlementaire, la formation du gouvernement n'interviendra pas avant fin juin-début juillet. En attendant, le gouvernement s'occupe des affaires courantes.

Il y a deux options. Ce pourrait être tout d'abord un gouvernement de coalition, dirigé par une figure institutionnelle, comme Anna Maria Cancellieri, ministre de l'Intérieur du gouvernement Monti, ou encore le gouverneur de la Banque italienne. Mais dans ce cas, alors que les électeurs viennent de voter pour des candidats contre le système, il est difficile de penser qu'il accepterait la figure d'un banquier. L'autre possibilité, c'est un retour au vote pour les Italiens. 20 Minutes.fr 05.03

Scénario peu probable qui aboutirait au même résultat.

2- M5S, les inconnus de Beppe Grillo - Slate.fr 03.03

Margherita Nasi, journaliste à Slate.fr. Extrait.

- Edoardo Greblo, auteur de La Filosofia di Beppe Grillo. Il Movimento 5 Stelle, évoque ces inconnus:

«*Les élus M5S ne sont pas des politiques de profession et ne souhaitent pas le devenir, du moins si on croit leurs déclarations. Ils ont des professions normales – employés, techniciens, ingénieurs, professeurs, souvent précaires. Ce sont des inconnus parce qu'ils n'ont pas voulu, ou pu, participer aux talkshows politiques.*»

Alberto di Majo, qui a écrit Grillo for President, parle lui aussi de «*personnes normales: ceux qu'on rencontre dans le bus ou au supermarché, des femmes au foyer, des enseignants, des employés, des petits entrepreneurs*».

Une autre caractéristique des élus du M56 est le tropisme informatique: «*Il y a un pourcentage significatif d'ingénieurs ou consultants informatiques, voire de personnes passionnées par le Net*», dit Alberto di Majo.

Son groupe parlementaire peut se vanter d'avoir la moyenne d'âge la plus basse: 37 ans (33 ans à la chambre des députés et 46 ans au Sénat).

Quant aux orientations politiques de ces élus M56, elles sont variées. Alberto di Majo évoque «*une grande partie de personnes proches de la gauche, de partis comme le PD, Italie des Valeurs, Gauche Ecologie Liberté ou Refondation Communiste; mais aussi des gens proches de Berlusconi tout comme de la Ligue du Nord*». Roberto Castiglion, maire M5S de Sarego (province de Vicence) par exemple est un ancien militant de la Ligue du Nord. Alors même que le M5S exploite de nombreuses idées traditionnellement de gauche... Slate.fr 03.03

Cet article se poursuivait en expliquant qu'en devant s'intégrer aux rouages des institutions, à défaut de les liquider, c'est moi qui le précise, ces élus risquent de s'y adapter pour finalement ressembler à ceux qu'ils ont critiqués et qu'ils ont remplacés.

Bref, il y a une grande part d'aventurisme et encore plus d'inconscience dans cette expérience qui risque de leur coûter très cher à l'arrivée, face aux rouages de l'Etat auxquels est liée la classe dominante ils vont se faire récupérer ou broyer à un moment ou un autre. Il n'y a pas de place en politique pour le sentimentalisme, le romantisme ou les bonnes intentions déconnectés de la réalité, ils vont rapidement l'apprendre à leurs dépends, c'est une certitude.

Selon les dernières infos, le masque serait déjà en train de tomber, sur son blog Beppe Grillo envisage la formation d'un cabinet «*technique*». Pour le diriger, il a même avancé le nom de Corrado Passera, qui fut au cours des derniers mois ministre du Développement économique au sein du gouvernement Monti. (lefigaro.fr 05.03)

3- Le président Giorgio Napolitano pourrait désigner un nouveau gouvernement de technocrates pour sortir de l'impasse politique dans laquelle se trouve l'Italie depuis les élections qui n'ont pas permis de dégager une majorité parlementaire stable.

Alors que Beppe Grillo, leader du mouvement anti-système et populiste 5 Etoiles (M5S), se montre intraitable dans son refus de collaborer avec les partis traditionnels, Napolitano préfère donner du temps au temps.

Le chef de l'Etat a indiqué mardi ne pas vouloir précipiter le processus de consultation et a indiqué ne pas pouvoir avancer la date d'ouverture de la session du Parlement fixée au 15 mars.

Vito Crimi, désigné lundi président du groupe M5S au Sénat, a confirmé qu'il n'était pas question de voter la confiance à une formation politique traditionnelle, ni de soutenir un gouvernement technocratique.

L'ambition du M5S est de diriger lui-même le gouvernement, a-t-il expliqué, mardi.

Pour l'instant, Mario Monti qui a été désavoué par les électeurs, assure la gestion des affaires courantes à la tête du gouvernement sortant mais la situation est observée avec attention par les Européens. Reuters 05.03

4- En attendant, Monti est toujours aux commandes, bien qu'illégitime et sorti laminé de ces élection, il pourrait passer le témoin à un de ses semblables, le dénouement au point n°5.

Dans la configuration actuelle, c'est le M5S, grand vainqueur d'élections marquées par une poussée de fièvre contestataire, qui détient la clé d'une solution.

Bersani a bien lancé des appels à la raison mais Grillo, dont le mouvement dispose de 163 élus, tous nouveaux venus en politique, refuse de passer une quelconque alliance.

L'ancien comique a consulté ses parlementaires et a écarté l'option d'un gouvernement de techniciens pour succéder à celui de Mario Monti, l'ex-commissaire européen nommée en novembre 2011 pour engager l'Italie dans une politique d'austérité.

A moins de s'allier dans un cabinet d'union nationale, gauche et droite ont besoin de l'appoint du mouvement populiste 5 Etoiles pour contrôler la chambre haute.

Le Parti démocrate a écarté l'idée d'une alliance avec Berlusconi et a prévu de se réunir mercredi pour discuter d'un programme de réformes envisageables et examiner les prochaines étapes avant l'ouverture de la session parlementaire.

Vito Crimi, désigné lundi président du groupe M5S au Sénat, a confirmé qu'il n'était pas question de voter la confiance à une formation politique traditionnelle, ni de soutenir un gouvernement technocratique.

L'ambition du M5S est de diriger lui-même le gouvernement, a-t-il expliqué, mardi.

Pour l'instant, Mario Monti qui a été désavoué par les électeurs, assure la gestion des affaires courantes à la tête du gouvernement sortant mais la situation est observée avec attention par les Européens.

Lundi, les ministres des Finances de l'Eurogroupe réunis à Bruxelles se sont dit optimistes et confiants de voir le prochain gouvernement italien assumer ses responsabilités en matière de rigueur budgétaire au sein de la zone euro. Reuters 05.03

En réalité, le gouvernement de "*techniciens*" présidé par Mario Monti était déjà un gouvernement de crise, non ? N'ont-ils pas réussi à s'en sortir après le départ de Berlusconi ?

En lisant les commentaires ici ou là, on a l'impression que l'analyse politique se réduit à l'interprétation du jeu ou des manoeuvres institutionnelles, témoignant ainsi que leurs auteurs se prosternent devant les institutions, la légalité, pour finalement être incapables de proposer une issue politique en rupture avec ces institutions qu'ils refusent par ailleurs de placer au centre de leur combat politique, ceci expliquant cela.

5- Une semaine après son succès lors des élections générales italiennes, l'humoriste Beppe Grillo commence à se dévoiler.

Sur son blog, il vient de se déclarer «opposé à tout gouvernement comprenant des partis politiques» et envisage la formation d'un cabinet «*technique*». Pour le diriger, il a même avancé le nom de Corrado Passera, qui fut au cours des derniers mois ministre du Développement économique au sein du gouvernement Monti. lefigaro.fr 05.03

ACTUALITE EN TITRES

Ah ben alors, mon grand dadais, encore une crise politique !

- Belgique: démission du ministre des Finances - AFP

A ceux qui passent le temps en s'en gargariser, pour qui le capitalisme, les institutions vont s'écrouler demain matin, ou pour qui la révolution frappait à la porte au début des années 80 depuis quelques décennies. Pas bol, toutes leurs analyses étaient foireuses !

Au fait, ils ont déjà trouvé un remplaçant...

Le piège de la bulle

- Les taux d'intérêt immobiliers touchent un nouveau plus bas historique - L'Expansion.com

Ils ont de quoi se réjouir.

- A Wall Street, le Dow Jones bat son record historique - L'Expansion.com

- Les principales Bourses européennes clôturent en forte hausse - Reuters

- L'UE donne son feu vert au contrôle des budgets nationaux - LePoint.fr

- L'UE se donne du temps pour plafonner les bonus bancaires - Liberation.fr

Ils y sont intégrés, ils y sont chez eux !

- "*Ne chassons pas les lobbies de l'Assemblée nationale, intégrons-les aux débats dans la transparence*" - L'Express.fr

Demandez la suite du programme !

- Retraites : comment le gouvernement prépare un nouveau tour de vis - LePoint.fr

La France doit trouver de l'argent. Accélération de la réforme de 2010, désindexation des pensions : les propositions fleurissent, même au PS. - LePoint.fr

- L'exécutif prépare une nouvelle cure d'austérité pour 2014 - LeMonde.fr

Vous n'avez pas remarqué qu'en Grèce, en Espagne et Portugal les travailleurs descendent dans la rue par centaines de milliers mais pas en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne. A croire qu'ils sont mieux lotis. Cela confirme qu'il faudra que la majorité des masses exploitées soient prises à la gorge pour se soulever, sinon pas de révolution, comme quoi rien n'a changé sur ce plan-là depuis un siècle ou davantage.

Donc nous ne larmoierons pas sur les malheurs qui nous accablent comme le font nos dirigeants qui finalement s'accommodent très bien du capitalisme ou n'ont rien compris au processus dialectique de la lutte des classes. Nous aurons nos martyrs, nos sacrifiés sur l'autel du combat pour notre émancipation et le socialisme, c'est aussi l'une des conditions pour vaincre notre ennemi.

Comme disait Marx, plus ils taperont sur la classe plus elle sera pousser à se mobiliser pour chercher une issue, allez-y frapper, frapper plus fort disait-il en s'adressant à Bismarck, force est de constater que là aussi marx avait raison. Lui (et Engels), il connaissait la nature humaine, ses faiblesses et ses qualités, nos dirigeants non. Si besoins était, nous dirions qu'on a là la preuve que le fil du marxisme a été rompu le 20 août 1940 et que depuis on n'a jamais réussi à renouer avec lui.

Trois confirmations (en référence à nos précédentes causeries et affirmations).

1- Un milliardaire à la fortune sous-évaluée éreinte Forbes - Le Nouvel Observateur

Le prince Alwaleed bin Talal est crédité d'une fortune de 20 milliards de dollars alors qu'il estime sa fortune personnelle à 29,6 milliards de dollars. lesechos.fr 05.03

2- La prospection offshore en Birmanie ouverte aux sociétés 100% étrangères - AFP

3- Victimes collatérales : en visant les grosses banques, la nouvelle réglementation américaine tue surtout les petites - Atlantico.fr

Après l'Etat corrompu, mafieux, guerrier, terroriste, assassin, et maintenant l'Etat maquereau.

- Quand le Pôle emploi allemand propose de devenir escort-girl - Le Nouvel Observateur

Question : Le Pôle emploi allemand ira-t-il jusqu'à radier les femmes qui refuseront de répondre à cette proposition d'un goût plus que douteux, comment dire, ordurier ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

Le président vénézuélien Hugo Chavez est décédé mardi à Caracas à 58 ans des suites d'un cancer diagnostiqué en juin 2011, mettant un point final à 14 années de pouvoir sans partage et laissant le pays aux mains de son vice-président Nicolas Maduro en vue d'élections anticipées prévues d'ici 30 jours.

Le ministre des Affaires étrangères Elias Jaua a confirmé dans la soirée que M. Maduro serait président pendant l'intérim et qu'un scrutin présidentiel serait organisé dans les 30 jours, conformément aux instructions du président. Sur la transition, les interprétations de la Constitution divergent entre le gouvernement et certains opposants qui réclament un intérim du président de l'Assemblée nationale Diosdado Cabello et non du vice-président.

Peu après l'annonce du décès de Hugo Chavez, la capitale a plongé dans un silence pesant. De nombreux commerces et l'ensemble des transports publics ont immédiatement cessé de fonctionner alors que des centaines de partisans du "*comandante*", visiblement incrédules, sont spontanément sortis dans la rue.

Devant l'hôpital militaire de Caracas où il était soigné, plusieurs centaines de personnes ont improvisé une manifestation, brandissant des portraits du président et chantant des slogans à sa gloire. "*Chavez au panthéon!*", "*Nous sommes tous Chavez!*", scandaient certains.

Après avoir annoncé le décès du président, M. Maduro a lancé plusieurs appels au calme et annoncé que l'armée et la police avaient été déployées dans le pays "*pour accompagner et protéger notre peuple et garantir la paix*". Peu après, le ministre de la Défense Diego Molero, accompagné de plusieurs hauts-gradés, a assuré que les forces armées restaient "*unies pour respecter et faire respecter la Constitution*".

Un haut responsable militaire, le général Wilmer Barrientos, a assuré une heure plus tard que la "*pleine normalité*" régnait dans le pays aux plus importantes réserves mondiales de brut.

Vainqueur de toutes les élections auxquelles il était candidat depuis son arrivée au pouvoir en 1999, Hugo Chavez est mort alors qu'il avait été réélu pour un nouveau mandat de six ans, le 7 octobre 2012. AFP 05.03

SOCIAL

1- Grèce

Quelques milliers d'agriculteurs ont manifesté mardi dans le centre d'Athènes à l'appel du parti communiste KKE contre un tour de vis fiscal et l'augmentation de leurs coûts de production, a constaté l'AFP.

Le rassemblement, devant le ministère de l'Agriculture, intervient après plus d'un mois de mobilisation paysanne dans le centre agricole du pays, qui n'a pas fait reculer le gouvernement, tandis que la police anti-émeutes est intervenue à plusieurs reprises pour empêcher des barrages routiers.

"*Le gouvernement ne nous a rien donné, n'a rien cédé pour nous aider à être compétitifs*", a lancé à la foule Pantélis Moschos, président de l'association des maraîchers de Grèce.

Les protestataires, qui devaient défiler jusqu'au parlement, contestent notamment les hausses des prix de l'électricité et des taxes frappant le fioul, et de récentes mesures durcissant leur régime fiscal et de retraites.

"*Nous ne demandons pas la charité, mais que nos retraites soient protégées, pour ne pas être réduits à la mendicité*", a affirmé à l'AFP un producteur crétois, Iannis Psarakis, 56 ans. AFP 05.03

2- Bulgarie

Les mineurs, les cheminots et les ouvriers des centrales électriques ont défilé mardi à Sofia pour protester contre des

coupes salariales envisagées dans leurs secteurs, qui viennent s'ajouter aux manifestations de rues qui ont renversé le gouvernement en février.

Aucun parti ne semble en mesure de remporter une majorité claire lors du prochain scrutin. Le Premier ministre ayant souhaité ne pas vouloir participer au prochain gouvernement, une nouvelle coalition sera difficile à mettre sur pied et de nouvelles élections pourraient être organisées pour sortir de l'impasse politique.

Le chef de l'Etat, le président Rosen Plevneliev, a annoncé la création d'un comité consultatif de 35 membres chargé de conseiller le futur gouvernement intérimaire et de représenter les intérêts de la population. Reuters 05.03

ECONOMIE

Roumanie

Après Florange en France, Liège en Belgique, la sidérurgie européenne souffre d'une nouvelle plaie ouverte: en Roumanie, la vente expéditive par le géant russe de l'acier Mechel de cinq unités pour 52 euros à une société quasi inconnue menace des milliers d'emplois.

Mechel, détenu par l'homme d'affaires russe Igor Ziouzine, a vendu cinq usines réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 850 millions d'euros à Invest Nikarom, société déficitaire spécialisée dans le commerce d'équipements qui compte à peine trois salariés et un chiffre d'affaires de 340.000 euros.

Les quelque 4.000 salariés ont appris la vente par la presse.

La production sidérurgique roumaine a chuté de cinq à trois millions de tonnes entre 2008 et 2012. 10.000 emplois ont disparu.

Même si les usines Mechel en Roumanie, dont la production est suspendue depuis décembre, accumulaient des pertes de dizaines de millions d'euros, "*la transaction soulève des questions car la société Nikarom n'a pas la puissance financière pour faire repartir ces combinats*", souligne le quotidien économique Ziarul Financiar.

Les annonces du ministre de l'Economie roumain, Varujan Vosganian, indiquant que Nikarom compte faire repartir l'activité le 10 mars à Targoviste et Buzau n'ont pas réussi à rassurer.

D'autant que le flou demeure sur le sort de Campia Turzii et Braila, déjà rongées par des vagues de licenciements.

"*Nous craignons qu'Invest Nikarom soit un paravent qui permette à Mechel de licencier à la pelle puis de démembrer les usines pour vendre de la ferraille comme ils ont commencé à le faire sans assumer aucune responsabilité sociale*", indique à l'AFP Constantin Iarca, chef de file du syndicat Metal 94 au laminoir de Braila.

Invest Nikarom est contrôlé par Viktor et Svetalana Chumakov, les parents de la représentante de Mechel en Roumanie.

A Braila, un laminoir qui a livré dans le monde entier des produits métallurgiques de pointe pour les chantiers navals depuis 1920, ne compte plus que 380 employés contre 600 en 2011.

"*Comment je me sens? Comme un homme qui craint de perdre l'emploi qu'il a depuis 33 ans et qui ne sait pas de quoi sera fait demain. A 55 ans qui voudra m'engager?*", confie à l'AFP Gheorghe Serbanescu, un ouvrier qui s'inquiète de ne plus pouvoir payer les études de sa fille.

Son collègue Victor Mazilu, 56 ans, entré lui aussi au laminoir en 1980, partage la même angoisse.

"*On ne touche pas nos salaires à temps alors que les échéances des prêts, les factures de chauffage ne peuvent pas attendre*", souligne-t-il.

L'entretien se fait dans un café, la direction refusant l'accès aux locaux syndicaux.

De Braila à Campia Turzii, syndicats et salariés dénoncent une volonté de Mechel de "*couler*" les usines.

"*Nous pouvions être rentables mais Mechel a fait porter les pertes sur le laminoir: les matières premières étaient achetées à une filiale, Mechel Services, à un prix plus élevé que sur le marché puis ce que nous produisions était acheté par une autre filiale de Mechel, Mechel Trading, à un prix sous évalué avant d'être revendu*", dénonce M. Iarca.

"*La préfecture, le maire, les responsables politiques répondent que c'est une affaire privée*", regrette M. Serbanescu.

Une réponse également donnée par le Premier ministre social-démocrate, Victor Ponta.

Pour M. Iarca, les autorités devraient toutefois vérifier le respect des contrats de privatisation, signés avec des promesses mirifiques dans les années 2000 mais aussi sanctionner les violations des obligations sociales comme le droit à l'information des salariés.

Malgré le chômage technique, M. Serbanescu se rend tous les jours au laminoir: "*c'est plus fort que moi, il faut que j'y aille. J'espère qu'un investisseur sérieux viendra car nous sommes prêts à travailler*". AFP 05.03

Haut de page

Le 7 mars 2013

CAUSERIE

Hier soir pour préparer la mise en forme du projet de loi retranscrivant l'accord patronal du 11 janvier, sans parler des 30 minutes que j'ai mis à charger chaque page, parfois par morceaux de page, c'était un truc complètement tordu, j'y ai passé 3h30, donc 4 heures au total, au point de m'en fatiquer les yeux et en sortir exténué sur les coups de minuit.

Ensuite, je n'ai pas pu dormir de la nuit et je me suis résolu à me lever à 5 heures, entre 11heures et midi j'ai fait un somme, donc j'ai actualisé au minimum le site. Ce soir j'irai me coucher après manger pour récupérer. Bon, ce n'est pas une vie.

J'ai quand même pris le temps d'ajouter une vingtaine de nouveaux documents, sans les lire, pas le temps.

Quand on nous parle du capitalisme on nous vante volontiersses bienfaits et on passe sous silence ou on sous-estime ses méfaits, on les oublie, l'homme a souvent le vilain défaut d'avoir une mémoire particulièrement sélective. Il en va ainsi de tous les chefs d'Etat, toute ressemblance avec l'un d'entre eux en particulier ne serait que pure coïncidence.

Bon, à 58 ans je suis claqué, à demain... peut-être !

Comment ils maquillent la réalité pour justifier leur politique.

Informations ouvrières n°241, hebdomadaire du POI.

Avant de lire cet article vous pouvez lire ceux de l'Actualité du jour ou le relire ensuite.

- "*Le 5 mars, les confédérations FO et CGT appelaient à manifester dans tout le pays contre la transposition dans la loi de l'accord Medef-CFDTdu 11 janvier sur la flexibilité*."

Faux, ils appelaient à manifester contre la transposition dans la loi de l'accord Medef-CFDTdu 11 janvier telle qu'il figure dans le projet de loi, mais non contre l'accord lui-même qu'ils n'ont appelé au rejet ou au retrait, mieux, ils espérent toujours que les parlemenaires vont l'améliorer.

Donc en réalité, les confédérations FO et CGT appelaient à manifester le 5 mars pour que les parlementaires du PS, de l'UMP et de l'UDI, puisque ces trois formations ont déjà fait savoir qu'elles voteraient cette loi, veuillent bien se placer au côté des travailleurs pour revoir cet accord, autant demander à la main du bourreau qui a signé l'arrêt de mort du contrat de travail de bien vouloir revoir sa copie ou l'épargner.

On baigne décidément en plein surréalisme.

- Yan Legoff : "*Le gouvernement, affaibli mais tenaillé par les exigences du capital financier, va droit au choc. Pour le conjurer, ils misaient sur un « compromis historique ». Mais pour l'instant, il n'y en a pas.*".

Vraiment ? Vérifions-le en reprenant le scénario à zéro.

- Pendant trois mois les 5 syndicats se livrent à de pseudo négociations avec le patronat sachant pertinemment quelle en sera l'issue. Durant toute cette période, ils feignent de n'en rien savoir et refusent de mobiliser contre un accord qui s'annonce dévastateur pour le droit du travail, évidemment ils refusent de rompre leurs relations avec le Medef. Ils vont prétendre qu'il faut attendre de voir ce qu'il en sortira pour passer à l'action si nécessaire.

- Le couperet tombe le 11 janvier 2013, et conformément au scénario habituel les uns signent cet accord et les autres non, l'essentiel étant qu'il existe et que dès lors il se trouve suffisamment de syndicats pour le signer, c'est chose faite.

- Pendant près de deux mois, les deux syndicats non signataires ne vont pas davantage mobiliser contre cet accord, ils attendront la dernière ligne droite, une dizaine de jours avant que cet accord soit transmis au Conseil des ministres pour appeler à une journée d'action, le 5 mars, sans appeler à une journée de grève nationale ni même à une manifestation centrale à Paris.

Ils se seront donc employés à faire en sorte que la colère des travailleurs et des militants qui étaient palpables dès le 11 janvier au soir retombe au cours de ces deux mois, tandis que les uns et les autres multiplieront les manoeuvres, petites phrases, le double langage ambigu habituel qui a le don de décourager et de diviser, bref ils ont fait en sorte de laisser pourrir la situation pour que la mobilisation du 5 mars soit la plus faible possible, pari réussi.

- Dès le 5 mars, donc sans perdre de temps, Mailly de son côté annonce qu'il va falloir prendre le temps d'examiner le projet de loi du gouvernement, il n'en connaîtrait pas la teneur voyez-vous, pas de bol, dès le lendemain je le trouverai sur le portail des Echos et je le mettrai en ligne dans la soirée.

- Le gouvernement semble pressé mais pas tant que cela puisque ce projet de loi ne sera présenté au Parlement que dans un mois environ, en avril, ce qui veut dire qu'il va encore s'écouler un mois, le temps nécessaire pour que la mobilisation même faible qui s'est exprimée le 5 mars tombe un peu plus bas, du coup on peut prédire que Thibault et Mailly vont attendre d'être fixés sur la date où le projet de loi sera présenté au Parlement pour appeler à une nouvelle journée de mobilisation la veille.

Avec un peu de chance, cela tombera la veille ou en pleines vacances scolaires, ainsi ils pourront justifier la faible mobilisation, eux n'y seront évidemment pour rien, ainsi la boucle sera bouclée.

Vous voyez, j'aurais pu faire carrière à la CGT ou à FO... comme mes petits camarades, fastoche, non ?

Bien entendu, on ne peut être que satisfait que l'unité se réalise entre syndicats et partis ouvriers luttant contre le patronat et le gouvernement, mais ce n'est pas une raison pour nous raconter des histoires à l'eau de rose monsieur Gluckstein, ce n'est pas l'unité syndicale qui permettra d'en finir avec le régime en place, rassurez-nous monsieur Gluckstein c'est bien l'objectif du combat du POI, n'est-ce pas ? Malheureusement en vous lisant on aurait plutôt tendance à en douter fortement :

- "*Car la voie de l'action, dans l'unité des organisations ouvrières indépendantes, est la seule possible, sauf à être condamnés à l'avenir de misère, de désolation et de destruction que veulent imposer l'Union européenne et les gouvernements de toutes couleurs politiques qui appliquent ses plans et directives.*"

Il ne peut pas s'empêcher de passer la brosse à reluire aux appareils, on ne se refait pas. Si la CGT et FO ont adopté cette position, c'est après avoir participé à de pseudo négociations qui ont permis qu'un accord puisse exister, ce que le POI passera toujours sous silence car il remet en cause la soi-disant indépendance de ces syndicats liés au capital, et puis c'est uniquement par la base de ces syndicats ne pouvait que rejeter massivement un tel accord qu'ils ne l'ont pas signé, nous ne sommes pas dupes.

Dans son éditorial Gluckstein va s'employer à lier les masses et les militants aux appareils des syndicats, leur mobilisation et leur sort, allant jusqu'à sortir le grand jeu en rappelant la "*nature (des) deux confédérations, issues du même mouvement historique qui a vu se constituer le syndicalisme ouvrier dans notre pays*", comme si depuis la CGT n'avait pas définitivement tourné le dos au "*mouvement historique qui a vu se constituer le syndicalisme ouvrier dans notre pays*", FO étant une création de la bourgeoisie pour diviser et briser le mouvement ouvrier, le subordonner au capitalisme sous prétexte de l'émanciper du stalinisme, passons sur son anticommunisme viscéral et sans cesse remis au goût du jour, FO étant également le chantre du dialogue social qui constitue sa marque de fabrique appelé hier politique contractuelle consistant à négocier avec le patronat et le gouvernement au lieu de mobiliser les travailleurs, oui, c'est le point de départ du corporatisme. Si ces syndicats sont indépendants, c'est bien du "*mouvement historique qui a vu se constituer le syndicalisme ouvrier dans notre pays*", du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle avec lequel ces syndicats n'ont rien à voir, ce qui n'est évidemment pas forcément le cas de leurs militants.

Donc à travers l'unité de façade des appareils de la CGT et de FO, ce serait "*toute la question de l'indépendance du mouvement ouvrier, refusant de se soumettre aux diktats de l'Union européenne et à ses exigences de flexibilité relayées par*

le gouvernement Hollande-Ayrault, qui est ici posée", parce que ces syndicats ne seraient pas soumis au capitalisme, mais si par hasard ils l'étaient, cela en serait fini de "*la question de l'indépendance du mouvement ouvrier*", cela expliquerait peut-être pourquoi il est si gangrené, décomposé, non ? Non, la réponse est ailleurs, mais où ? Mystère !

La question de l'indépendance du mouvement ouvrier ne dépendrait-elle pas plutôt de l'organisation des masses dans des comités ouvriers ou de résistance contre la régression sociale, appelez-les comme vous voudrez, intégrant travailleurs syndiqués et non-syndiqués dans les entreprises, au niveau des localités intégrant travailleurs des secteurs privés et publics qui contrôleraient leur mouvement, qui prépareraient ensemble les prochaines mobilisations, qui interdiraient aux dirigeants syndicaux de négocier quoi que ce soit dans leur dos, qui exigeraient qu'ils rompent avec le patronat et le gouvernement...

Oui, mais là c'est une autre conception de la lutte de classe qui intègrent l'ensemble de la classe et ses organisations et partis, c'est l'unité de la classe réalisée et qui prend conscience de sa force invincible quand elle est rassemblée, prête à livrer le combat jusqu'au bout contre l'ennemi de classe. Surtout pas, tout mais pas cela s'écrient nos dirigeants !

Qui d'autre que la classe peut garantir l'indépendance des syndicats, qui d'autre que la classe peut garantir que l'orientation politique des syndicats est conforme à leurs intérêts, qui d'autre que la classe permet de garantir qu'ils ne s'écarteront pas de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc du capitalisme ?

Décidément Gluckstein n'a pas de bol, il ne peut pas faire une citation sans la tronquer là où cela l'arrange, il écrit : "*« Dehors la troïka et ses plans ! », ont crié ceweek-end plus d'un million de manifestants au Portugal.*", tandis que l'AFP précisait le 3 mars (voir la causerie du lendemain) : - "*La troïka et le gouvernement dehors*", "*le Portugal aux urnes*", "*élections maintenant*", "*démocratie participative*", pouvait-on lire sur les banderoles portées par les manifestants. AFP 03.03. Gluckstein a fait sauter "le gouvernement dehors", apparemment ce n'est pas à l'ordre du jour en France et pour le POI. Ceci explique cela.

L'intégralité de son éditoral a été consacré à nous vendre les appareils pourris de la CGT et de FO qui se seraient refaits soudainement une vertu. On n'en veut pas de votre camelote avariée, les étiquettes et le contenu n'ont rien à voir avec la réalité : "*L'indépendance des organisations ouvrières, refusant toute allégeance aux plans dictés par l'Union européenne et par les différents gouvernements : cette question sera au centre de la conférence ouvrière européenne qui s'ouvrira à Tarragone le 15 mars prochain.*", inutile d'en attendre quelque chose sur une telle orientation politique. Désolé.

ACTUALITÉ DU JOUR

Accord sclérérat du 11 janvier 2013. Il faut aller à l'affrontement.

S'exprimant dans la cour de l'Elysée à l'issue du Conseil, Jean-Marc Ayrault, a fait valoir que ce texte était la traduction du "*premier accord de cette importance depuis 30 ans*".

"*Aujourd'hui, c'est le succès d'une méthode, celle du dialogue social, celle de la négociation, celle de la recherche du compromis*", a affirmé le Premier ministre, souhaitant que le projet de loi soit adopté "*très vite*" au Parlement.

Ce texte sera présenté en procédure accélérée (une lecture par assemblée) le 2 avril à l'Assemblée nationale et le 17 avril au Sénat.

Le chef de l'Etat a vanté un texte qui instaure une "*double-sécurité*" pour les salariés et employeurs, a-t-elle précisé.

"*On ne peut pas réformer le pays uniquement par conflit, par affrontement. On peut le faire aussi (par) des accords, des négociations. (...) Cela sera la même chose pour les retraites, pour la formation professionnelle*", a fait valoir M. Ayrault. AFP 06.03

Voilà, c'est déjà plié ! Cela n'empêchera pas vos dirigeant de reprendre le même refrain...

Pour nous, le salut est dans le conflit, l'affrontement direct, mais nous n'avons pas la même conception de la lutte de classe, la nôtre est héritée des marxistes et des enseignements de la lutte des classes, pas celle de vos dirigeants faillis ou corrompus.

Ce que ne vous disent pas vos dirigeants, c'est que cette méthode de collaboration de classes ne date pas d'hier, en réalité elle existe depuis l'après-guerre, avant même, vérifiez-le, il existe une multitude de documents, d'accords, de faits qui le prouvent, dans un autre contexte économique ils s'en accommodaient puisque cela se soldait par des concessions de la part du patronat, ce que Bergeron appelait du "*grain à moudre*", c'est de la sorte qu'ils ont pourri le mouvement ouvrier et le prolétariat par la même occasion qui pouvaient s'imaginer qu'il en irait toujours ainsi, du même coup personne apparemment ne s'est interrogé sur cette politique et ses conséquences désastreuses à l'arrivée.

Aujourd'hui, 40 ans environ après être entré dans une nouvelle crise mondial, le capitalisme pour retarder son effondrement a hypothéqué les richesses produites par les générations actuelles et à venir en mettant au point des instruments financiers sophistiqués leur permettant de les accaparer avant même qu'elles soient produites et de les dilapider, de telle sorte qu'il leur faut pour trouver à court terme de quoi faire face à la monstrueuse montagne de dettes qu'ils ont créée et qui risque à tout moment d'engloutir tout leur édifice, tout en continuant de se gaver toujours plus évidemment, il leur faut trouver de nouvelles sources de profits, rogner sur les budgets des Etats qu'ils détournent ainsi à leur profit via le service de la dette, s'attaquer à tous les acquis sociaux des travailleurs, récupérer la part de plus-value qu'ils avaient dû leur céder au cours des décennies précédentes, dès lors il n'y a plus rien à gratter, sauf en faveur de l'aristocratie ouvrière et certaines couches d'exploitées qu'ils tiennent à favoriser encore histoire de ne pas trop déstabiliser le régime politique en place, et encore, mais petit à petit ils vont s'y attaquer aussi ainsi qu'à la classe moyenne, comme en Grèce et dans d'autres pays de l'UE...

Evidemment dans ce contexte cette politique apparaît au garnd jour comme particulièrement criminelle, le voile de l'illusion selon lequel par la négociation il était possible d'améliorer son niveau de vie s'est définitivement envolé, seule demeure la désillusion des travailleurs et des militants qui n'y comprennent rien, qui se demandent comment on a pu en arriver là, et bien demandez des comptes à vos dirigeants, leur responsabilité est engagée, je peux même vous assurer qu'ils savaient parfaitement ce qu'ils faisaient, vous pouvez en déduire ce que vous voulez y compris le pire, parfois il est salutaire de regarder la réalité en face...

Pour se marrer car on a besoin de se détendre, on étouffe dans ce climat de trahison nauséabond, cyniquement, je n'ai rien d'autre qui me vient à l'esprit désolé, la "*double-sécurité*" dont parle Hollande me fait penser à un cardiaque déjà très âgé à qui on aurait affirmé qu'en disposant d'un parachute à déclenchement automatique il ne risquait rien. Sauf une crise cardiaque fatale, mais bon, on n'était pas non plus obligé de lui dire !

Renault. Capitulation sur toute la ligne des syndicats vendus.

La CFE-CGC et FO Renault ont donné leur aval au projet d'accord visant plus de compétitivité et de flexibilité dans les sites français du constructeur, premier accord du genre au niveau d'un groupe, qui pourrait devenir une référence en la matière. "*C'est un accord hors du commun (...) Il vaut mieux qu'une régression programmée. Il vaut mieux prendre le risque d'un avenir que de ne pas avoir d'avenir du tout*", a expliqué Laurent Smolnik, délégué central FO. Le texte permet "*d'avoir désormais une vision de l'activité sur nos sites jusqu'à 2016, voire 2020 pour Douai*", dit-il.

Salaires, mobilité et temps de travail figurent parmi les principaux points de l'accord pour plus de compétitivité prévu pour le groupe Renault et dont les principales mesures sont à durée indéterminée.

Emploi: Les effectifs vont diminuer de plus de 15% d'ici fin 2016 pour atteindre 37.142 à en 2016 avec à la clé une économie sur les frais fixes de l'ordre de 400 millions d'euros. Renault va s'appuyer sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC, signée en 2011), et qu'elle prolonge jusqu'en 2016. Outre les 5.700 départs naturels non renouvelés prévus entre 2013 et 2016, la direction envisage 1.800 départs supplémentaires en prolongeant et élargissant la dispense d'activité des carrières spécifiques (DACS) --qui accompagne certains salariés en fin de carrière -- à quasiment tous les collaborateurs sans critère de pénibilité. Pendant ces trois ans avant la date légale de départ à la retraite, les salariés restent dans les effectifs et touchent 75% de leur salaire.

Mutualisation dans les sites industriels: Renault va regrouper ses sites de fabrication et logistiques en deux pôles régionaux pour permettre "*une plus grande fluidité des mouvements de personnel*": le pôle Nord-Est (dont Douai et Sovab), le pôle Vallée de la Seine (dont Andouville, Cléon et Le Mans) et "mutualiser" les métiers non liés à la production.

Mobilité: L'accord veut renforcer la mobilité pour un "*équilibrage entre les sites*", entre ceux en sous-activité et ceux en forte activité. Le prêt de main d'oeuvre entre sites existait déjà entre les sites, mais faute de volontaires suffisants, la direction voulait le rendre obligatoire. Sous la pression de syndicats, elle a fait marche arrière. Les compensations financières sont fixées à un demi-mois de salaire pour 6 mois de prêt, un mois au-delà de 6 mois.

Temps de travail: Tous les sites de production vont s'aligner sur les 35 heures hebdomadaires, pour atteindre un temps de travail effectif de 1.603 heures annuelles, les temps de pause sont de 20 minutes par jour. Certains sites perdront aussi des jours de RTT. Enjeu: 65 millions d'euros d'économie. Le projet d'accord prévoit une réforme des comptes épargne temps et épargne formation pour une économie recherchée de 75 millions d'euros: le compte épargne temps sera ainsi plafonné à 10 jours. En cas de charge de travail exceptionnelle, la durée maximale de travail peut être portée à 12 heures, sur la base du volontariat, hors activités de fabrication. L'accord permet aussi de réduire exceptionnellement à 9 heures la durée consécutive de repos entre deux séances de travail pour faire face à une hausse d'activité.

Salaires: Contrairement à ce que voulait la direction, les salaires ne seront gelés qu'en 2013, et leur augmentation éventuelle sera discutée lors des négociations annuelles obligatoires en 2014 et 2015. L'accord met l'accent sur un renforcement de l'intéressement et de l'actionnariat salarial. L'Expansion.com avec AFP 06.03

Bon, on a compris que c'était un accord patronal sur le modèle de celui du 11 janvier 2013, à rapporter aux déclarations de Mailly du 5 mars. Bref, tout ce que nous avons affirmé depuis des mois se réalise. Si vous êtes militants du POI, demandez donc à vos dirigeants comment se fait-il qu'ils votent comme un seul homme les résolutions du bureau confédéral de FO, pourquoi ils ne rompent pas leurs relations avec ces bureaucrates pourris.

Dans cet accord il est dit que Nissan produira en France, or c'est un faux, la preuve.

Il y a 6 semaines :

Renault produira pour Nissan en France si accord de compétitivité ...
fr.news.yahoo.com/renault-produira-pour-nissan-en-france-si-accord... - 18 janv. 2013.

Il pourrait être intéressant pour Nissan de produire en France chez ...
lexpansion.lexpress.fr/.../renault-pourrait-il-vraiment-fabriquer-des-n... - 18 janv. 2013.

Il y a 1 mois

Nissan ne produira pas en France mais en - Autojournal.fr - Auto ...
news.autojournal.fr/.../Arnaud-Montebourg-Barcelone-Production-Ni... - 5 févr. 2013.

Il y a 2 jours :

Nissan n'a pas le projet de produire en France pour l'instant
www.jta.eu/.../nissan-n-a-pas-le-projet-de-produire-en-france-pour... - Il y a 2 jours.

Nissan n'a pas le projet de produire en France pour l'instant (dirigeant)
www.journalauto.com/lja/depeche/-/id/12037 - Il y a 2 jours.

Vous avez les adresses, vérifiez-le vous-même.

Retraites complémentaires : ce que les dirigeants syndicaux corrompus acceptent.

Le cadre.

- Syndicats et patronat doivent se retrouver jeudi matin pour sauver les régimes des retraites complémentairesde la banqueroute. Évolution des pensions inférieure à l'inflation et hausse des taux de cotisation sont au menu.

Leur rôle.

- Compliquées, les négociations le sont d'abord à cause du contexte. Le gouvernement, qui prépare sa réforme du régime général des retraites, aimerait bien les laisser déminer le sujet des complémentaires et prendre les premiers des décisions douloureuses. Pour, ensuite, leur emboîter le pas en imitant leur exemple sur le régime général.

Qui fixe le cap ? Le patronat comme toujours.

- Pour ne rien arranger, les syndicats sont divisés face aux propositions du patronat pour redresser les comptes.

Consensus patronat syndicats contre les travailleurs.

- Côté dépenses, ils se résignent tous à l'idée, mise sur la table par le représentant des employeurs, Jean-François Pilliard, de sous-indexer temporairement les pensions des retraités, autrement dit de les faire progresser moins vite que l'inflation. Mais, côté recettes, la hausse des cotisations concédée pour l'instant par le patronat ne fait pas l'unanimité. En effet, il propose, sous condition, une hausse du taux d'appel à partir de 2015, mesure qui revient à faire cotiser plus employeurs et salariés, mais sans créer davantage de droits à la retraite.

Ils proposent une hausse des cotisations versées par les travailleurs.

- Le patronat suggère de limiter les dépenses en gelant partiellement les pensions des 11 millions de retraités concernés (hors fonctionnaires, commerçants, artisans, agriculteurs, etc.) Les syndicats eux, réclament une hausse des cotisations, acquittées à la fois par les employeurs et les salariés. (20minutes.fr 06.03)

Inutile de dire qu'ils ont déjà capitulé.

- (...) quelques-uns préparaient ces derniers jours le terrain à des concessions. «*Si on se revoit, c'est que des évolutions sont possibles*», déclarait d'ailleurs dès l'issue de la dernière séance, mi-février, Jean-François Pilliard. Pour sa part, Philippe Pilhet, de FO, ne se dit «*pas opposé à un mélange entre hausse du taux contractuel d'abord, pour combler les déficits, et hausse du taux d'appel ensuite, pour maintenir les réserves à un niveau suffisant*». La CFDT voudrait bien de son côté reconsidérer une hausse du taux contractuel. Pour que les négociations aboutissent, il faut que trois syndicats signent sur les cinq présents autour de la table. lefigaro.fr 06.03

ACTUALITE EN TITRES

Un aveu !

- La zone euro s'est enfoncée dans la récession au 4e trimestre 2012 - AFP

- A Varsovie, Paris et Berlin font de la crise le moteur de l'Europe de la défense - AFP

Parti mafieux.

- L'ambiance à l'UMP? "*Entre Borsalino et le Parrain*", selon Baroin - L'Express.fr

Dehors le gouvernement du chômage !

- Le chômage s'envole à 10,2% en métropole, comme en 1999 - AFP

- Menace et tentative de suicide dans deux agences de Pôle emploi - L'Express.fr

Poser la question c'est y répondre.

- L'accord sur l'emploi est-il identique à ce que proposait Sarkozy ? - LeMonde.fr -

- Projet de loi sur l'emploi: régression ou avancée sociale? - L'Expansion.com

... et pour cause :

- Accord sur l'emploi : le silence gêné de l'UMP - LeMonde.fr

- Parisot appelle majorité et opposition à voter l'accord sur l'emploi - AFP

Il ne devrait pas.

- Le gouvernement s'agace des critiques de Sarkozy - Liberation.fr

- Sapin: l'accord compétitivité à Renault est "*un bon accord*" - AFP

- Allonger la durée de cotisation retraite, «*c'est une des pistes*» selon Sapin - Liberation.fr

Liquidé !

- Italie : enquête sur la mort du chargé de communication de BMPS - LeMonde.fr

A bas le sionisme !

- Israël: un rapport accablant de l'Unicef sur le sort des enfants palestiniens détenus - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Des heurts entre manifestants et policiers se sont produits mercredi pour la quatrième journée consécutive dans la ville égyptienne de Port-Saïd, au débouché du canal de Suez sur la Méditerranée, et des affrontements ont également eu lieu au Caire, la capitale.

Depuis dimanche, les affrontements ont fait six morts, dont trois policiers, et plus de 400 blessés.

Des soldats en armes ont tenté mercredi de s'interposer entre les policiers et les centaines de manifestants. Un soldat a été évacué en ambulance après avoir inhalé des gaz lacrymogènes, a rapporté un témoin.

"*Le peuple veut renverser le régime*", scandaient les manifestants qui demandaient la libération de leurs camarades arrêtés mardi. Ces slogans étaient les mêmes que ceux utilisés lors du renversement du président Hosni Moubarak il y a deux ans.

Au Caire, des manifestants ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre près de la place Tahrir, symbole de la révolution de 2011.

Le long du Nil, près de l'ambassade des Etats-Unis et d'un hôtel de luxe, des groupes de jeunes ont affronté les policiers.

Dans le faubourg de Gizeh, dans le sud de la capitale, un véhicule de la police a été incendié par des manifestants qui réclamaient des compensations pour les familles des victimes de la bousculade du stade de Port-Saïd l'an dernier, rapporte l'agence de presse Mena. Reuters 06.03

SOCIAL

1- Portugal

Le trafic ferroviaire portugais était fortement perturbé mercredi en raison d'un débrayage des salariés des Chemins de fer portugais (CP) dont la mobilisation s'inscrit dans un mouvement de grève tournante du secteur des transports sur l'ensemble du pays durant toute la semaine.

L'adhésion des travailleurs à la grève est "*quasiment totale*", a affirmé José Manuel Oliveira, coordinateur de la Fédération des syndicats de transports et communications (FECTRANS), à l'agence Lusa, dressant un premier bilan de la mobilisation.

L'ensemble des billetteries sont fermées et "*seulement une demi douzaine de trains circulent dans le cadre du service minimum*" aux voyageurs, a-t-il poursuivi.

En revanche, le trafic des trains de marchandises est "*totalement paralysé*" depuis minuit, a-t-il précisé.

Le mouvement des chemins de fer portugais est le point d'orgue d'une série de grèves initiées lundi par la FECTRANS dans l'ensemble du secteur des transports qui se terminera samedi.

"*C'est une semaine pour la défense de la négociation collective, pour l'augmentation des salaires, le respect des accords d'entreprises (...), contre la réduction du paiement des heures supplémentaires et contre les atteintes aux droits*" des employés, énumère l'organisation syndicale dans un communiqué.

Depuis le début de la semaine, les actions se succèdent à travers le Portugal. Lundi, des salariés de la TAP ont livré un billet d'avion aller simple pour le Canada au ministre des Transports, Alvaro Santos Pereira, où il était auparavant professeur, en signe de protestation contre le licenciement de manutentionnaires qualifiés.

Au nord du pays, la circulation dans la ville de Porto a été fortement affectée mardi en raison d'un arrêt des transports en commun de 8h à 16h.

La capitale portugaise devrait connaître de nouvelles perturbations les prochains jours. Les sociétés d'autobus de Lisbonne et sa couronne, la Carris et les Transports du sud du Tage, prévoient des actions syndicales et manifestations, respectivement jeudi et vendredi. AFP 06.03

2- Allemagne

Le gouvernement allemand accusé de cacher la gravité de la pauvreté

Tout juste publié, le rapport sur la pauvreté en Allemagne réalisé par le gouvernement est critiqué par l'opposition de gauche et les médias, l'accusant d'avoir enjolivé la situation sociale dans le pays.

Ce "*rapport sur la pauvreté et la richesse en Allemagne*" pour la période 2007 à 2012, le quatrième de ce type depuis 2001, fait état d'une évolution positive des revenus disponibles des ménages, conséquence directe de la bonne santé du marché du travail dans la première économie européenne.

Toujours sur la foi de chiffres du DIW, le texte affirme que "*l'inégalité de répartition des revenus est à l'heure actuelle en recul*". Selon la presse allemande la version initiale du rapport, élaborée à l'automne 2012, arrivait au constat exactement inverse. "*Les revenus privés sont répartis de manière très inégale en Allemagne*", constatait notamment le rapport dans sa première mouture, selon le quotidien conservateur *Die Welt*.

Dès novembre, la presse avait fait état de réserves notamment du ministre libéral (FDP) de l'Economie, Philipp Rösler, à l'égard de certaines formulations du rapport, et de ses tentatives pour y substituer un message plus positif.

Le ministre a apparemment eu gain de cause, et s'en vantait mercredi matin sur les ondes d'une radio régionale. "*Je trouve que l'on doit mettre en avant le fait que chez nous tout va bien*", a-t-il dit, qualifiant de "*manoeuvre électorale*" les critiques de l'opposition. Celle-ci, relayée par les syndicats mais aussi des associations caritatives, reproche au gouvernement d'avoir manipulé le rapport en l'édulcorant.

Le texte approuvé mercredi en Conseil des ministres constate tout de même que l'exposition à la pauvreté, mesurée par le taux de risque de paupérisation, n'a pas reculé. Depuis 2007, ce taux est "*relativement constant entre 14% et 16%*" de la population. Un constat à mettre en parallèle avec le fait que "*près d'un quart des actifs salariés perçoivent un salaire horaire brut relativement faible, inférieur à deux-tiers du salaire horaire moyen*". L'Expansion.com avec AFP 06.03

Haut de page

Le 8 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas oublié les infos en bref, rien d'intéressant à se mettre sous la dent voilà tout.

Deux nouvelles vidéos.

1- 6 millions de morts de la 3ème guerre mondiale - YouTube (4'59")
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=6udCZF9FaBw

Le témoin : John Stockwell, ancien chef de commando de la CIA ayant participé à trois guerres secrètes de contre-intelligences (et non contre-espionnages il n'y a pas d'erreur) et a occupé un poste au Conseil national de sécurité des Etats-Unis. Il explique ici pourquoi il y a une troisième guerre mondiale depuis 40 ans dont le nombre de victimes peut-être évalué à 6 millions de morts. En réalité depuis 1947.

Il explique aussi très brièvement que la CIA et les généraux ont confisqué la démocratie aux Etats-Unis, ont pris le contôle de la société.

2- Les Principes du pouvoir : l'Empire - Le Film - YouTube(1.35.43)
http://www.youtube.com/watch?v=t159G1kNIJc

A montrer à ses enfants et petits-enfants après avoir jeté tous les manuels scolaires d'histoire selon les internautes qui l'ont

visualisée, je suis seulement en train d'essayer de la télécharger. Que faut-il penser des professeurs d'histoire, des historiens en général ? En anglais avec sous-titres en français. Comme toujours analyses à recadrer sur l'ex-URSS et la référence au communisme, les auteurs de cette vidéo ne comprenant rien et faisant l'amalgame entre stalinisme et communisme.

Pour revenir rapidement sur une réflexion que je me suis faite ces derniers jours.

C'est vrai qu'autrefois il suffisait de lire le journal, plus tard d'écouter la radio et de lire des bouquins trouvés chez de bons libraires ou dans les bibliothèques municipales pour se faire une idée de la situation et imaginer dans quelle direction elle pouvait évoluer. J'ai dit imaginer volontairement à partir des faits et non en partant d'extrapolations ou de rêvasseries.

De nos jours on dipose en plus de centaines de chaînes de télévision, Internet, des milliers de portails et blogs et on n'est pas foutu de comprendre davantage dans quel monde on vit, encore moins de définir la tendance principale qui s'en dégage.

Qu'est-ce que cela signifie ? On est bien obligé de se poser cette question, apparemment tout le monde ou presque semble paumé, les intellectuels en premier lieu qui nous sortent des lieux communs à longueur de temps ou qui s'apitoient sur les horreurs du vieux monde.

Je propose comme explication, que partant du fait qu'on est submergé d'informations et d'analyses en tous genres, toutes les questions qu'on pouvait se poser l'ont été, et qu'il n'est plus nécessaire de réfléchir, de s'en poser d'autres, cela ne nous viendra pas à l'esprit, pourquoi fournir un tel effort, on fait avec ce qu'on a en piochant ici ou là des idées qui semblent conformes à notre attente sans pour autant résoudre notre problème, il est là le problème justement.

Peut-être que toutes les questions qu'on devait se poser n'ont pas été posées ou qu'elles nous sont demeurées inaccessibles, car même sur le Net il faut les dégotter, 90% des blogs ou des portails sont parfaitement inutiles ou sans aucun intérêt, ils ne font que se copier les uns les autres, médiocrement le plus souvent.

En réalité, seuls quelques facteurs sont déterminants, donc posséder des infos sur ces facteurs et leur évolution devrait nous suffire. C'est ce que j'ai essayé de mettre en place avec ce portail, très modestement car il aurait fallu toute une équipe pour faire le boulot à fond, vous ne voulez pas m'aider, soit, mais ne me reprocher rien ni à d'autres qui font un boulot comparable.

C'est comme avec les connaissances en général ou notre formation politique, on a le choix entre lire des milliers de livres écrits par des maîtres dans leur domaine respectif ou par leurs disciples, par leurs élèves dont la qualité des travaux présentent des lacunes ou de graves erreurs, bref, une fois de plus être incapable de faire la part des choses et se noyer sous une masse de données qui au bout du compte sera inexploitable, vous savez c'est comme les têtes trop pleines des intellectuels qui ne sont pas foutus de changer une roue ou de réparer une prise de courant.

Personnellement, dans tous les domaines je recherche l'excellence, les maîtres incontestables, ce qui existe de meilleur, les plus forts, talentueux, les génies, le reste ne m'intéresse pas, pas de temps à perdre avec eux, désolé. En musique, par exemple je suis fan de Beethoven, Coltrane ou Hendrix, je ne vais pas écouter un mec qui pianote dans son coin ou gratte une guitare en regardant où il met ses doigts après 20 ans d'expérience, genre J-L Aubert et Cie, ces mecs-là n'ont jamais rien apporté à la musique, ce sont des pures produits du système, des pauvres types qui savent à peine se servir d'une guitare, j'ai téléchargé une vidéo de Steve Ray Vaugan, un concert qu'il avait donné au festival de jazz de Montreux il y a 10 ans, du blues principalement, ce gars-là est génial, il peut jouer à la vitesse de la lumière la guitare dans le dos sans produire la moindre fausse note et en plus c'est harmonieux, pareil pour Michael Angelo Batio... Ils jouent et composent, leur musique est originale et ce sont des musiciens d'exception, qu'est-ce qu'on peut demander de mieux quand on aime le rock, le hard rock, le heavy metal, le blues ?

C'est la même chose en politique, anthropologie, psychanalyse, économie, littérature, théâtre, cinéma, photo, sculture, architecture, dans toutes les sciences et tous les arts, s'agissant des arts c'est plus facile, il suffit d'ouvrir ses yeux ou ses oreilles, tandis que lorsqu'on aborde un sujet qui se rattache à une science on ne peut pas accéder à ce qui se fait de mieux parce qu'on ne possède pas les connaissances de base, on se contentera très souvent d'ouvrages de vulgarisation destinés au grand public comme l'on dit, il en existe qui sont formidables, certains maîtres, chercheurs ou scientifiques en ont rédigé eux-mêmes et ils sont abordables par le plus grand nombre, il y a juste à connaître dans chaque discipline lesquels sont les meilleurs.

Notre temps libre est limité, il faut donc aller à l'essentiel pour s'instruire ou prendre du plaisir, car la vie c'est cela aussi et non pas seulement réfléchir, je parle pour moi qui y consacre trop de temps contrairement à nos contemporains.

Bon, on s'est quelque peu écarté de notre sujet comme très souvent.

Se poser des questions nous permet de gagner du temps, surtout quand on obtient des réponses satisfaisantes. Cela ne vient pas forcément spontanément, il faut en vouloir, il faut avoir une disposition d'esprit particulière, le type qui se croit très intelligent ou plus malin que les autres, prétentieux, hautain, méprisant, sclérosé, borné, bref le crétin, lui il en sera incapable, de même que le sectaire ou le dogmatique, le mec qui vous dit qu'il a l'esprit ouvert et qui en réalité autour duquel le monde gravite, au-delà

duquel rien ni personne n'existe, il en impose il est grand dans la médiocrité et ne s'en rend même pas compte, ce sont eux qui nous donnent des leçons en général...

Et il ne faut pas croire que se poser plusieurs fois la même question serait une perte de temps, bien au contraire, plus on se la posera et plus on prendra conscience de notre propre ignorance, je vous garantis que cela force le respect et nous encourage à être plus modeste par la suite si on ne l'était pas précédemment, c'est un excellent exercice à consommer sans modération car chaque fois on découvre quelque chose de nouveau qu'on ignorait et pour le coup on peut se dire qu'on est un peu moins con, c'est aussi une source de plaisir qui n'a rien de malsain puique nous partageons nos connaissances avec nos semblables.

Tout se tient, on en revient à notre idéal humaniste, le plus élevé qui soit et qui est synonyme de liberté.

Le voile tombe. Cruelle désillusion. Une trahison permente à remplacer la révolution permanente.

- Flexisécurité : FO fait le grand écart - LeParisien.fr 07.03

FO manifeste le 5 mars contre l'accord du 11 janvier 2013 et signe un accord similaire chez Renault le lendemain, bravo on n'en attendait pas davantage de ces lieutenants de la bourgeoisie !

Il y a peu, répondant à une question d'un journaliste L. Berger (CFDT) avait précisé avoir de bonnes relations avec tous les syndicats "*réformistes*", y compris avec FO avec lequel il continuait de discuter... J'avais gardé cela sous le coude en attendant la première occasion pour le ressortir. Effectivement, c'est la même boutique. Au moins maintenant plus aucun militant ne pourra dire qu'il ne savait pas quel contenu il fallait donner à la soi-disant "indépendance" de FO, et les militants peuvent aussi sérieusement s'interroger sur les véritables intentions des dirigeants de partis ouvriers qui se font les relais de cette escroquerie politique, qui la couvrent, dont ceux du POI, désolé pour nos petits camarades de ce parti qui nous lisent.

Pourquoi FO devrait-il rompre avec le patronat et le gouvernement, avec sa tradition de syndicat soutenant le régime en place et le capitalisme, puisque finalement aucun parti engagé dans ce syndicat n'entend rompre avec lui, dont le POI ? Pour les dirigeants traitres ou jaunes des syndicats, selon les syndicats, le soutien au régime l'emportera toujours sur toutes autres considérations car cette attitude est conforme à leur véritable nature d'agents du capital au sein du mouvement ouvrier. Il en va de même des dirigeants du PS (pour ceux qui le considèrent comme un parti ouvrier) et du Front de gauche.

En procédant de la sorte, ils témoignent si besoin était qu'ils sont étrangers à la classe ouvrière et que leur réel commanditaire était leur ennemi de classe, celle des capitalistes, le régime auquel leur existence était liée. Les origines, les apparences, les illusions, le double langage, les discours radicaux, les bonnes intentions, les effets d'annonce, etc. il arrive toujours un moment où tout cela s'effondre, éclate, s'envole, la réalité enfin reprend ses droits et nous donne raison en l'occurrence, la vérité est certes révolutionnaire mais il faut généralement un certain temps avant qu'elle s'impose, nous y travaillons sans relâche.

On ne peut pas vaincre un ennemi en refusant de le combattre, en étant lié à lui, en refusant d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour l'abattre, c'est aussi simple que cela. Oui, il est bon de rappeler que nous combattons pour vaincre notre ennemi et non pour partager le pouvoir avec lui ou lui concéder quoi que ce soit. C'est un combat à mort dans lequel nous sommes engagés, et si vous n'en êtes pas convaincus, allez demander aux peuples afghan, irakien, palestinien, syrien, etc. ce qu'ils en pensent, eux ils en ont forcément conscience.

Certes, il faut faire la part des choses, faire preuve de mesure, on sait parfaitement cela et on en tient compte quotidiennement contrairement peut-être aux apparences qui sont très souvent trompeuses ici comme ailleurs, mais entre rester strictement sur notre terrain de classe et faire des incursions sur celui de notre ennemi il y a une limite infranchissable et non négociable que tous les partis ont franchi depuis très longtemps, ce qui explique en partie pourquoi nous en sommes là.

Quand on a mélangé de l'eau à du vin, il est ensuite impossible de retrouver l'aspect et l'arôme du vin originel. Quand un vin a tourné au vinaigre, il est devenu inbuvable, dès lors on a le choix entre le boire jusqu'à la lie ou en changer. Nos dirigeants ont décidé que nous devrions crever d'un ulcère à l'estomac, à vous de voir si vous acceptez ou non. Un vin éventé produit le même effet, le prochain congrès du POI sera ouvert à tous les vents, à nos petits camarades de ce parti de savoir s'ils vont accepter ce triste sort auquel les convient leurs dirigeants. Moi je ne bois plus de vin, trop cher et je peux m'en passer, je suis abonné au château la pompe, la cuvée du jour qui n'a pas le temps de s'éventer !

Un dernier mot.

Vous n'avez pas été nombreux à télécharger la retranscription de l'accord du 11 janvier qui figure dans le projet de loi que j'ai mis en ligne avant-hier, or il contient les centaines de modifications qui seront apportées à la légisalation du travail dès qu'il aura été adopté, il est si élaboré qu'il figurera sans doute à très peu d'exception près tel quel dans la loi.

Mailly a dit ne pas encore être en possession de ce texte avant-hier, à mes camarades du POI, ne faites pas comme Mailly,

n'attendez pas et rejeter le rapport d'activité qui vous sera présenté par vos dirigeants dans le cadre de votre congrès, car il y figurera cet accord scélérat, notamment. Si vous ne voulez pas vous faire éjecter ou qu'ils vous poussent à démissionner, vous n'êtes pas obligés de motiver votre vote. Vous pouvez aussi dissocier vos critiques de votre vote.

Ce parti est si peu démocratique, là encore contrairement aux apparences, vous pourriez proposer une boîte aux lettres dans laquelle les délégués déposeraient leurs propositions ou contributions réduites à quelques lignes ou questions de façon anonyme, demandant à la direction sortante et au congrès de les examiner et d'y répondre, ainsi ils ne pourraient pas étouffer certaines questions que les militants du POI se posent, ils ne pourraient pas dire qu'ils ignoraient qu'elles existaient, votre congrès s'enrichirait de discussions auxquelles certains de vos dirigeants ne tenaient pas vraiment, cela les forcerait à sortir du bois, vous y gagnerez en clareté théorique et politique... et en démocratie. Et puis ce serait autre chose qu'un congrès syndical ou de maires de petites communes, il y a les congrès des syndicats et celui des maires de France pour cela, n'est-ce pas ?

Interview pour l'Expansion de Laurent Smolnik, secrétaire fédéral de FO Renault

- Pourquoi FO a signé l'accord compétitivité chez Renault - l'Expansion.com

Au nom de la "***nécessité***", des concessions à hauteur de 500 millions d'euros. Merci patron !

"*La CGT reproche le gel des salaires et le plan de départ de 8 200 personnes au total mais il était nécessaire de faire des concessions.*"

Un précédent.

"*Notre position n'était pas très confortable puisque, contrairement à la CGT, nous étions signataires de l'ensemble des accords locaux sur l'aménagement du temps de travail et notamment les 35 heures qui seront maintenant imposées à tous les sites de production. Il fallait donc prendre une décision en respectant nos engagements précédents.*"

Il le sait et s'en tape :

Question de L'Expansion : En terme d'emploi justement, le texte ne semble pas palier à la baisse des effectifs. N'est-ce pas dangereux pour l'avenir des salariés Renault ?

- "*Outre les 5700 départs naturels qui ne seront pas remplacés, il y a en effet environ 2000 départs de prévus.* "

"*On sait que dans le secteur de l'ingénierie, l'objectif de la direction est une restructuration faisant passer de 10 500 à 8 500 le nombre de salariés.*"

Mieux encore, il a signé un texte en s'engageant sur un volet dont la direction dévoilera le contenu... fin avril !

- "*Pour le moment nous n'avons pas d'autre information à ce sujet mais rien n'est figé dans l'accord d'aujourd'hui. Les mesures concernant les baisses d'effectifs dans l'ingénierie ou la mutualisation des ressources ne seront débattues que lors du comité central d'entreprise (CCE) de fin avril.* "

Et la suite est du vent car personne ne peut dire que la consommation (croissance, sic !) permettra de maintenir un tel rythme de production dans les années à venir. En réalité, cet accord est un premier (ou second) pas dans un engrenage conduisant à des concessions sans fin au patronat, il le sait et s'en fout, c'est un vendu !

"*Et puis en s'engageant sur l'augmentation de la production pour les prochaines années, Renault sera forcé de conserver et peut-être même d'augmenter le nombre de ses employés à l'avenir.*"

Le jaune joue ensuite sur les mots, il n'y aura pas baisse mais stagnation des salaires, mais avec la hausse du coût de la vie cela revient à accepter une baisse de niveau de vie des travailleurs pour que les actionnaires réalisent 500 millions d'euros d'économie qu'ils se partageront par la suite.

Au fait, mais où avais-je la tête, il a bien employé le mot "*concession*" pour réaliser ces 500 millions d'euros d'économie afin d'être plus "*compétitif*", alors pourquoi n'a-t-il pas exigé que les actionnaires qui avaient reçu des milliards d'euros au cours de la dernière décennie casquent à la place des ouvriers ? Ah parce que ce ne sont pas des ouvriers, merde, on n'y avait pas pensé !

Question de L'Expansion : Alors que FO rejette l'accord sur l'emploi au niveau national, vous acceptez cet accord de compétitivité chez Renault, n'est-ce pas contradictoire?

- "*Un amalgame a été fait entre les deux accords. Le seul dispositif qui avait été repris de l'accord national interprofessionnel (ANI) dans le projet d'accord Renault était ce principe de "mobilité obligatoire". Il a fallu plus de 15 réunions de concertations et de négociations pour faire sauter ce dispositif. Il est évident que FO n'aurait pas signé l'accord dans sa présentation initiale. Il n'y a donc plus d'amalgame à faire avec l'accord sur l'emploi à l'échelle nationale. De plus l'ANI parle de baisse de salaire alors que notre accord avec Renault se limite à un gel des salaires en 2013 et pas au-delà.*"

Ce n'est pas une ordure à part cela, il a repris la même méthode, le même argument employé par les syndicats CFDT-CFTC-CGC pour signer l'accord du 11 janvier : sans une concession sur la taxation des contrats de travail courts nous n'aurions pas signé, laissant passer l'essentiel qui profite aux patrons.

Plus loin vous trouverez un article de presse sur le même sujet.

Austérité. Le gouvernement des capitalistes.

Les lettres de cadrage du projet de budget 2014 que s'apprête à envoyer Bercy à tous les ministères intégreront un effort d'économies supplémentaires "*légèrement*" supérieur à quatre milliards d'euros, a déclaré jeudi le ministre délégué en charge du Budget, Jérôme Cahuzac.

Le gouvernement a déjà prévu des économies annuelles de 10 milliards d'euros sur les dépenses publiques jusqu'à la fin du quinquennat. L'effort supplémentaire prévu doit servir notamment à financer une partie du crédit d'impôt compétitivité emploi. Reuters 07.03

Ah ben alors, si c'est pour faire cadeau aux patrons, on s'incline, leurs besoins sont prioritaires !

En 1981, l'OCI (ex-POI-CCI) avait soutenu le mot d'ordre gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes, Lambert avait oublié de nous dire que les ministres PS étaient des capitalistes ?

Question : Quelle était la véritable nature politique de Lambert et de son "*héritier*", Daniel Gluckstein, de leur parti ? Vous avez là la réponse. Et le trotskisme alors ? C'est comme le socialisme au PS, le communisme au PCF, l'indépendance à FO ou à la CGT... Facile à comprendre, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Renault : front unique avec le patronat !

Trois syndicats, représentant plus de 64% des salariés, signeront l'accord de compétitivité proposé par Renault en échange de l'attribution à ses usines françaises de volumes de production supplémentaires.

La CFDT, troisième syndicat du constructeur automobile, s'est prononcée à son tour jeudi en faveur du projet.

"*Après consultation de nos équipes et vérification juridique de l'accord, nous allons donner un avis favorable*", a déclaré au téléphone à Reuters Fred Dijoux, représentant de la CFDT.

"*Il sera utile à l'entreprise et permettra à l'outil industriel français de concurrencer des usines comme en Espagne ou en Grande-Bretagne*", a-t-il ajouté.

Avant la CFDT, qui représente 19,1% des voix, la CFE-CGC, principal syndicat de Renault avec 29,7% des voix, et Force Ouvrière (15,6% des voix), ont déjà annoncé leur intention de signer l'accord de compétitivité.

La CGT, deuxième syndicat de Renault avec 25,2% des voix, a pour sa part toujours dit jusqu'à présent qu'elle ne signerait pas, notamment parce qu'à ses yeux la réduction d'effectifs envisagée risquerait de fragiliser Renault au sein de l'alliance avec le constructeur japonais Nissan.

L'accord de compétitivité, sur lequel direction et syndicats planchent depuis l'automne dernier, prévoit notamment un allongement du temps de travail, un gel des salaires cette année et 8.200 suppressions d'emplois sur la durée de l'accord, qui court jusqu'en 2016, via les départs à la retraite et les démissions.

En échange, Renault s'est engagé à maintenir tous ses sites français sur la durée de l'accord et à leur attribuer des volumes de production supplémentaires pour le compte de partenaires, notamment Nissan. Au total, la production annuelle du groupe en France pourrait s'en trouver accrue de 180.000 véhicules pour atteindre 710.000 véhicules environ en 2016. Reuters 07.03

Reuter a utilisé le conditionnel à bon escient, "*la production annuelle du groupe en France pourrait*" augmenter... ou diminuer encore en fonction de la conjoncture économique, les signataires ont oublié de préciser que c'était une des clause de ce contrat de dupes. (voir la causerie d'hier sur les intentions réelles de Nissan.)

ACTUALITE EN TITRES

Envers les banquiers... Leur plan se passe comme prévu.

- La BCE va poursuivre sa politique monétaire accomodante - L'Expansion.com

- La BCE revoit à la baisse ses prévisions de croissance en zone euro LePoint.fr -

Accommodant prend deux "m", oui, je fais des fautes d'inattention mais je passe aussi mon temps à corriger celles des médias et des internautes.

Le capitalisme ne serait pas à vomir, on va vous aider à y venir :

- Il trouve une souris dans sa boîte de haricots verts - 20minutes.fr

- Carrefour France aurait ouvert une enquête, selon «*Le Parisien*»...

- Viande de Cheval: un anti-inflammatoire interdit dans des produits vendus au Portugal par Auchan - L'Express.fr

Un anti-inflammatoire dont l'utilisation est interdite sur des animaux destinés à l'alimentation humaine a été détecté dans de la viande de cheval retrouvée dans des hamburgers et des boulettes de viandes vendus au Portugal par l'enseigne française. L'Express.fr

Chez Ikéa ils auraient trouvé des excréments (de je ne sais pas quoi) dans certaines préparations, des pizzas je crois. Le recyclage commence par là, il n'y a pas de petits profits...

Enfin un objet identifié.

- Hollande veut rassembler la gauche avec la journée de la Femme - Reuters

- Hollande: "*La France est au Mali parce qu'il y avait des femmes victimes de l'oppression et de la barbarie*" - L'Express.fr -

- 78% des Français sont favorables à la journée de la femme - L'Express.fr

Nous, nous sommes farouchement contre toute opération consistant à mettre en lumière une couche de la population, les vieux, les enfants, les handicapés, les orphelins, etc. en réalité à les dresser les unes contre les autres en tentant de culpabiliser le reste de la population qui serait finalement responsable de leur situation, alors que les gouvernants piétinent leurs droits, les ignorent, les affament, les exploitent.

Raison de plus pour s'attaquer résolument aux rapports sociaux de production.

- Les pathologies psychiques de l'individu naissent de tensions sociales - LeMonde.fr

Qu'est-ce qui en est à l'origine, qu'est-ce qui est pathologique ? Le capitalisme, le système économique d'exploitation et d'oppression qu'il nous faut liquider.

Message de nos geôliers

- Les adieux de l'Etat à Stéphane Hessel, un «*homme libre*» - 20minutes.fr

- Hommage à Hessel : Hollande salue "*un homme libre de sa vie*" - Le Nouvel Observateur

La pompe à fric

- L'assurance-automobile coûte encore plus cher en 2013 - LeFigaro.fr

- Stationnement gênant: les PV vont-ils passer de 17 à 35 euros? - L'Express.fr

L'immobillier et l'automobile s'écroulent et le capitalisme s'effondre...

Que craint-il à part le socialisme ?

- Thierry Lepaon de la CGT craint une dérive à l'italienne - Reuters

Bonnes nouvelles de l'Empire.

- Etats-Unis: plus forte poussée du déficit commercial depuis deux ans - AFP

- La productivité trimestrielle américaine à un plus bas de 4 ans - Reuters

Voilà à quoi servent les ONG complices et porte-parole des chefs de guerre de l'OTAN.

- MSF lance un appel pour sortir du «*chaos*» humanitaire en Syrie - Liberation.fr

Confirmation.

- Le porte-parole de la banque Monte Paschi retrouvé mort - Reuters

- Italie : enquête sur une mort suspecte en marge d'un scandale bancaire - LeMonde.fr

Haut de page

Le 9 mars 2013

CAUSERIE

Les voiles tombent et ce n'est qu'un début.

Le PS est monté en première ligne pour incarner les intérêts de l'oligarchie financière, rien de plus normal. Il n'a pas encore montré de quoi il était capable. Il figure dans le camp de la réaction et rempli parfaitement le rôle du parti de l'ordre, Valls s'emploie à le rappeler.

La CFDT, la CFTC et la CGC ont confirmé qu'ils méritaient amplement leur caractérisation de syndicats jaunes ou patronaux.

FO qui ne vaut guère mieux, mais qui pour être issu de la CGT avait conservé le masque d'un parti ouvrier n'a cessé d'employer un double langage couvert par les trotskistes corrompus par le capital vient à son tour de rejoindre le camp des syndicats jaunes en signant l'accord de compétitivité chez Renault.

La CGT et le Front de gauche en profitent pour se présenter comme les véritables et seuls représentants de la classe ouvrière sans pour autant constituer un danger pour le régime, puique ni l'un ni l'autre n'axe sa politique sur la rupture avec le capital, les institutions de la Ve République et l'Union européenne, cette perspective ne fait pas partie de leurs programmes.

Leur rôle à travers un discours radical consiste à récupérer les couches de la classe ouvrière qui veulent en découdrent pour les mener dans une impasse, les neutraliser, les démoraliser afin de briser leur résistance pour le compte du régime.

Tous les autres partis (POI, NPA, LO) refusant de rompre avec ces partis et les appareils vendus des syndicats, avec le gouvernement, les institutions, l'Etat et le capitalisme, remplissent le même rôle à des degrés divers sans être capable de proposer la moindre issue poilitique aux masses exploitées.

Pour briser ce cycle infernal, il faudrait rompre avec cette conception de la lutte de classe dont la principale caractéristique réside dans le fait qu'elle ne se situe pas strictement sur le terrain de classe du prolétariat, et qui pour cette raison a abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui est de renverser le capitalisme et de passer au socialisme.

Il est clair que sans théorie et programme révolutionnaire une révolution prolétarienne ne peut pas vaincre.

Les massses peuvent se mobiliser par millions comme en Espagne, au Portugal, en Grèce, demain en Italie, en Belgique, en France ou dans d'autres pays de l'UE, elles peuvent se soulever, mais sans une claire conscience des tâches politiques qu'elles doivent accomplir et des objectifs qu'elles doivent se fixer, sans une claire conscience des moyens qu'elles doivent développer pour venir à bout des obstacles qui se dresseront sur leur chemin, elles seront défaites, d'où le rôle déterminant du parti révolutionnaire incarnant au plus haut degré cette conscience de la situation et des rapports entre les classes, et la direction dans laquelle ils doivent s'orienter peut les éclairer ou les guider pour finalement avancer vers leurs objectifs et vaincre, prendre le pouvoir politique.

La dictature implacable du capital qu'incarne le gouvernement et les partis PS-UMP-UDI au Parlement, le Medef et les syndicats qui se sont placés délibérément dans le camp du patronat, la mise en oeuvre de leur politique réactionnaire qui consiste à s'attaquer systématiquement à tous les acquis ou droits sociaux de toutes les couches d'exploités est incompatible avec l'exercice même élémentaire de la démocratie qu'ils piétinent quotidiennement en employant à longueur de temps un discours démagogique pour couvrir la formidable régression sociale et politique à laquelle nous assistons. Dans ces conditions, en attendre quelque chose de posititif pour les travailleurs serait entretenir les pires illusions qui soient et les trahir, se faire les complices de leurs bourreaux.

Du coup, il est raisonnablement impossible d'envisager une amélioration fondamentale et collective du sort des travailleurs ou d'espérer un retournement de la situation sans poser non seulement la question de la rupture des relations avec le capitalisme et ses représentants, avec l'Etat et les partis qui participent aux institutions, les appareils des syndicats qui en sont les lieutenants au sein du mouvement ouvrier, sans mettre à l'ordre du jour la question du pouvoir que les travailleurs doivent conquérir, donc le renversement de l'ordre établi et les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir, ce qui pose comme devoir et responsabilité à chaque militant la tâche urgente de construire un parti ouvrier révolutionnaire qui incarne les droits ainsi que les besoins et les aspirations légitimes des travailleurs.

Quand on se retrouve face à un mur en apparence infranchissable, on a le choix entre s'asseoir à ses pieds en attendant qu'il veuille bien tomber de lui-même, or le capitalisme peut une nouvelle fois s'effondrer jamais il ne disparaîtra de lui-même, l'expérience des multiples crises qu'il a connues depuis deux siècles le prouve amplement, soit on le fait sauter au moyen d'une révolution organisée, disciplinée et conscience qu'elle n'est qu'une première étape, indispensable, vers notre émancipation finale qui ne se réalisera qu'à l'échelle mondiale.

Croire qu'il suffirait de bonnes intentions ou d'être anti-impérialiste à la manière de certains intellectuels pour accomplir cette gigantesque tâche et entraîner la majorité des masses au combat relève de l'ignorance ou de la charlatanerie. La plus grande rigueur et discipline sont indispensables pour à la fois vaincre le scepticisme des indécis ou le doute qui s'est emparé des masses, à juste titre d'ailleurs puisqu'elles ont été sans cesse induites en erreur ou nos dirigeants ont manqué singulièrement de détermination à défendre le socialisme.

C'est vers toutes les couches d'exploités qu'il faut se tourner, du professeur d'université à l'ouvrier travaillant à la chaîne, nous devons leur proposer cette perspective et ce programme politique en rupture avec la soumission intolérable à la dictature du capital, leur salut, celui de leur classe, de la société toute entière en dépend.

Toute autre voie consisterait à s'accommoder du régime en place, à accompagner sa décomposition, sa décadence, à se rendre impuissant à le combattre en attendant qu'il nous broie à notre tour, conformément au processus qu'il a enclenché depuis maintenant plus de 40 ans et qui au lieu de se solder sur le plan politique par davantage de démocratie s'est traduit par sa destruction avec la construction de l'UE, l'emprise de l'oligarchie financière sur l'ensemble des institutions politiques aux Etats-Unis et ailleurs. En guise de bien-être, c'est le chômage de masse et l'exploitation effrénée des masses qui a eu lieu. En guise de paix et d'harmonie entre les peuples, il a semé la haine, la mort et la destruction, la désolation sur une grande partie du monde à travers d'innombrables guerres.

Ce processus n'a cessé de s'amplifier avec la crise du capitalisme mondial qui a pris une tournure permanente depuis le début des années 70. Il a ainsi signifié que ce système économique ne pouvait plus être que synonyme de guerre et de destructions, de souffrances sans nombre pour tous les peuples. Il doit donc disparaître le plus tôt possible, nous devons le renverser, le vaincre, cela doit être notre seul et unique objectif.

Nous devons nous rassembler sur la base de cet objectif et adopter impérativement le principe qu'on ne pourrait accepter de passer le moindre compromis avec lui, de faire preuve de la moindre collusion d'intérêt avec lui , de lui accorder le moindre répit ou d'émettre des réserves sur ses réelles intentions, de manifester la moindre illusion à son encontre, de lui accorder des circonstances atténuantes, refuser de participer à ses institutions, refuser d'être financer par lui, refuser même sa clémence, etc. nous devons rejeter catégoriquement tous liens ou rapports avec le capitalisme, ses représentants, ses institutions. Et si nous sommes présents dans des syndicats ou d'autres organisation, c'est uniquement pour pouvoir y mener ce combat, sur la base de cet objectif et aucun autre qui serait forcément de nature corporatiste.

Quand on combat un cancer, on s'emploie à suivre un traitement qui consiste à tuer les cellules cancéreuses pour empêcher qu'elles ne prolifèrent et s'attaquent à des organes vitaux ce qui serait nous fatal. C'est la même chose avec le combat que nous livrons au capitalisme, un combat à mort. Si maintenant on s'emploie à détruire les cellules cancéreuses et qu'à côté on facilite la prolifération de nouvelles cellules cancéreuses, notre combat est perdu d'avance. A chacun ses responsabilités.

Chavez. Parole d'internaute.

- "*Dictateur? Les médias occidentaux sont d'une d'impartialité sans égal.*
Honte à la gauche européenne pour sa lâcheté (aucun haut représentant).
Lâché par les partis de gauche européen il s'est trouvé des alliés peu fréquentables.
Ses adversaires politiques vénézuéliens on un passé des moins recommandable.
Les droites sud américaine ont été des régimes les plus impitoyables du siècle dernier."

Il arrive un moment où la quantité se transforme en qualité et où la gauche n'a plus rien à envier à la droite ou devient le bras armé de la droite, éventuellement se substitue au pouvoir au parti de l'ordre pour faire le même sale boulot au nom du socialisme. Le jour où vous l'aurez compris, vous aurez fait un grand pas en avant... pour l'humanité.

Nous vous signalons au passage que ce sont les partis de l'Internationale socialiste et les partis staliniens en Amérique latine qui ont ouvert la voie aux dictatures militaires, Chili, Argentine... Comme précédemment en France, Espagne, Allemagne, Italie, Grèce...

Apparemment certains l'ont partiellement compris, parmi les masses et non parmi les partis dits ouvriers, leurs dirigeants.

- "*Même dans cette situation notre cher président aura été minable et pitoyable!*
Pour quelqu'un qui se dit représenter la gauche bravo!!!!!!
Un vague ministre pour représenter la France!
Honte à notre président! président de droite!!!!!"

Ils ne savent même pas ce que c'est que c'est au PS tellement ils sont pourris !

- "*quand je pense que le président français ne va même pas aux funérailles; c'est quand même un peu la honte.*"

Non, Hollande et le PS sont pareils à eux-mêmes, ils haissent tout ce qui n'est pas conforme aux intérêts de l'impérialisme américain et sioniste.

- "*Je serais curieux de connaitre le nombre de personnes qui suivront le cercueil de mimolette, alias Hollande, repose en paix Raphael Hugo Chavez Fria, les crapules qui te dénigrent crèveront seuls, comme des chiens.*"

S'il vous plaît, pas d'amalgame, du respect pour les chiens !

- "*Chapeau Chavez, les merdias français aux bottes de l'ordre ont essayé de te salir, ton peuple a honoré ta mémoire.*"

- "*Chavez el phenomeno. Au moins on ne dira pas qu'il a mis l'arme sur la tempe de 2 millions de venezueliens pour le pleurer. C'est sûr on ne pouvait pas faire ce qu'il a fait et plaire au bourgeois qui aurait monopolisé la richesse pétrolière comme cela se voit en Afrique où 2 % de de la population essentiellement la classe politique possède 98% des richesse du pays. Il aurait échoué s'il n'avait pas redistribué les richesse et investit pour la population. Il n'aurait pas réussi ce qu'il a fait sans le pétrole, mais nombreux sont ceux qui ont les richesse minière et le pétrole qui n'ont pas fait 2% de ce qu'il a fait. Alors ne le détestons pas.*"

ACTUALITE EN TITRES

Le pire est à venir...

-Incertitude politique et récession: l'Italie sanctionnée par l'agence Fitch - AFP

- Pour 42% des Autrichiens, les choses n'étaient pas si mauvaises sous Adolf Hitler -

Le programme économique et social du régime nazi financé par le cartel des banquiers de la Fed, la BoE et les banquiers français

Qui contrôle la BCE, l'UE ? Le FMI, l'oligarchie financière.

- La BCE doit baisser ses taux, estime Christine Lagarde - Reuters

"*L'amélioration du sentiment économique ne provoque pas automatiquement une hausse de l'emploi ou des salaires*", a-t-elle jugé. "*Elle aide peut-être les marchés, mais elle n'aide pas encore les gens*." Reuters 08.03

Ouf, nous voilà soulagé !

Propagande et manipulation des masses.

- Les Français approuvent la réforme du marché du travail - L'Expansion.com

- Moscovici promet un effort "*juste et équilibré*" pour le budget 2014 - AFP

Parole de réacs.

- Et si l'on s'inspirait du système américain de coupes automatiques dans les dépenses publiques pour réduire les déficits ? - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Des milliers d'Egyptiens sont descendus de nouveau vendredi dans les rues de Port-Saïd, au débouché du canal de Suez, pour protester contre la mort d'habitants lors d'affrontements avec la police et contre le verdict rendu par la justice en janvier dans l'affaire de la bousculade meurtrière au stade de la ville.

Au Caire, des échauffourées ont eu lieu entre des dizaines de manifestants et les forces de police sur un pont sur le Nil près de la place Tahrir, épicentre de la contestation en 2011.

La confirmation des sentences rendues par la justice est attendue samedi au Caire et risque de provoquer de nouveaux troubles à Port-Saïd mais aussi dans la capitale.

Les autorités ont d'ailleurs renforcé la sécurité à Port-Saïd et au Caire en prévision de cet arrêt de justice, et elles déploieront 2.000 policiers aux abords de l'école militaire du Caire, où aura lieu l'audience, rapporte l'agence de presse égyptienne Mena, qui cite une source au ministère de l'Intérieur.

Vendredi, un manifestant blessé par balle cette semaine dans des heurts avec la police est mort à Port-Saïd, a-t-on appris de source médicale. Un autre manifestant est mort durant la nuit, à la suite des violences survenues jeudi.

Les manifestants agitant des drapeaux ont scandé "*Nous te sauverons par notre sang, Port-Saïd!*" et "*Le peuple veut la chute du régime!*". Ils ont également repris des slogans hostiles au président Mohamed Morsi et réclamé le retrait des cordons de police.

Huit personnes au moins, dont trois policiers, ont été tuées au cours des violences à Port-Saïd cette semaine. Reuters 08.03

2- Tunisie

L'islamiste Ali Larayedh a annoncé vendredi la composition du nouveau gouvernement de Tunisie, un cabinet reconduisant une alliance sortante élargie à des indépendants qui aura la lourde tâche de sortir le pays, avant la fin de l'année, d'une crise politique et sécuritaire.

Après deux semaines de négociations "*marathon*", le ministre de l'Intérieur sortant a présenté son équipe, qui reconduit l'alliance entre le parti islamiste Ennahda au pouvoir et ses deux alliés laïcs, le Congrès pour la république du président Moncef Marzouki et Ettakatol, faute d'avoir réussi à l'élargir à d'autres forces politiques.

Il a refusé de s'avancer sur le calendrier électoral, assurant qu'il s'agissait d'une prérogative de l'Assemblée nationale constituante (ANC), tout en évoquant les mois "d'octobre-novembre" prochains.

Sur son compte Twitter, Ennahda a souligné que ses membres ne représentaient plus que 28% du nouveau cabinet (40% dans le précédent), alors que les indépendants détiennent désormais 48% des portefeuilles.

Sans surprise, les ministères régaliens ont été confiés à des personnalités indépendantes, le parti islamiste ayant cédé fin février à cette revendication de longue date de ses partenaires et de l'opposition.

Le ministère de l'Intérieur est confié à un procureur, Lotfi Ben Jeddou, celui des Affaires étrangères à un vétéran de la diplomatie tunisienne, Othmane Jarandi, la Défense et la Justice revenant à Rachid Sabbagh et Nadhir Ben Ammou. Ces quatre hommes ne sont pas connus du grand public.

Le cabinet doit désormais obtenir la confiance des députés dans les trois prochains jours afin de mettre un terme à la crise gouvernementale qui s'est ouverte le 6 février avec l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd.

Le Premier ministre Hamadi Jebali avait alors tenté de former un cabinet apolitique, mais face à l'opposition de son propre parti Ennahda, il avait démissionné.

Si la coalition devrait trouver sans mal la majorité requise de 109 députés à l'ANC pour gouverner, ce soutien est largement insuffisant pour pouvoir définitivement régler la crise qui mine le pays depuis des mois.

L'assassinat de Chokri Belaïd n'a fait qu'exacerber les problèmes existants. Ainsi, la vie politique est paralysée depuis des mois faute de consensus sur la nouvelle Constitution, sans laquelle aucune élection ne peut être organisée.

Une majorité des deux-tiers de l'ANC est requise pour adopter la loi fondamentale, mais Ennahda n'a même pas trouvé de compromis avec ses alliés sortants sur la nature du futur régime.

Le maintien de la troïka sortante a d'ailleurs été vivement critiqué avant et après son annonce.

"Ce nouveau gouvernement ne va pas être meilleur que le précédent et va avoir le même destin par ce qu'il a été formé avec la même mentalité partisane", a déclaré à l'AFP l'opposant de gauche Hamma Hammami, chef du Front Populaire et proche de Chokri Belaïd.

"*Le chef de ce gouvernement et ses anciens membres maintenus malgré leurs échecs sont de retour*", a-t-il ajouté.

Et le pays reste déstabilisé par des conflits sociaux à répétition, dans la mesure où aucun remède n'a encore été trouvé au chômage et à la misère, causes majeures de la révolution de 2011. AFP 08.03

3- Syrie

Découverte en Syrie de matériel israélien d'espionnage.

Une unité électronique d'observation et de transmission, dissimulée dans de faux rochers, a été découverte sur le littoral syrien. Il s'agit d'un matériel israélien qui permettait à Tel-Aviv de renseigner des jihadistes sur les mouvements de troupes de l'armée arabe syrienne. Réseau Voltaire 08.03

SOCIAL

France

1- Goodyear : expropriation !

La violence, c'est le chômage, la précarité, la pauvreté, l'exclusion, la discrimination, c'est l'Etat , le patronat et son gouverneùent.

- Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a condamné jeudi soir la "*violence*" ainsi que les "*nombreuses provocations*" et "*agressions*" contre les policiers après la manifestation qui a fait plusieurs blessés parmi les salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-nord et les policiers à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Cette violente manifestation a eu lieu devant le siège du fabricant de pneus à Rueil-Malmaison, à l'occasion d'un nouveau comité central d'entreprise (CCE) sur le projet de fermeture du site.

Le ministre a déclaré qu'il "*tient à rendre un hommage appuyé aux forces de l'ordre*". Les forces de l'ordre, ajoute-t-il, qui "ont fait preuve, une nouvelle fois, d'un grand professionnalisme et d'un sang froid constant face aux très nombreuses provocations et agressions dont elles ont été l'objet durant plusieurs heures". "*Pleinement conscient du désarroi et de la détresse de nombreux salariés*", poursuit-il, "*le ministre de l'Intérieur rappelle cependant que rien ne saurait justifier que les forces de l'ordre soient les cibles de violences*". "*La violence n'est pas la voie du dialogue*", conclut le ministre en déplacement en Guyane où il est arrivé ce jeudi.

Le Nouveau parti anticapitaliste a accusé Manuel Valls d'être un "*bon petit soldat du capital*". "*Pour quelques oeufs, bombes à peinture lancés, et des pneus brûlés, Manuel Valls, chef des flics d'un gouvernement qui se porte garant des intérêts du patronat, vitupère contre les salariés de Goodyear, dénonce les agressions contre les forces de l'ordre et promet même des sanctions*", s'indigne le parti trotskiste dans un communiqué. "*Face aux quelques centaines de salariés qui avaient fait le déplacement depuis Amiens, le déploiement des forces de l'ordre était démesuré*", selon la formation d'Olivier Besancenot et de Philippe Poutou, qui juge "*légitime*" la révolte des salariés de Goodyear. Lexpress.fr 08.03

2- Enseignant : en grève le 28 mars

Quatre fédérations d'enseignants, minoritaires, ont appelé vendredi, dans un communiqué, à une nouvelle grève nationale, le 28 mars, pour exiger l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires et l'ouverture de négociations sur les salaires et les conditions de travail.

La Ferc-CGT, la Fnec-FP FO, Sud Education et la CNT Education (anarcho-syndicaliste) réclament l'abrogation du décret sur la réforme des rythmes scolaires, instituant le retour à la semaine de 4,5 jours dans le primaire à la rentrée 2013 (ou 2014 par dérogation). La réforme n'apporte «*aucune amélioration significative pour les élèves et dégrade un peu plus les conditions de travail des personnels*», selon les organisations.

Elles demandent «un autre projet qui réponde aux besoins des élèves», et l'ouverture de «réelles négociations sur les revendications des personnels», notamment en matière de salaires. Les organisations syndicales s'opposent également au projet de loi pour la refondation de l'école, soumis à l'Assemblée nationale à partir de lundi.

Le texte «*va dans le sens d'une territorialisation de l'école et d'un éclatement du cadre de référence nationale avec le pilotage des cartes de formation professionnelle et la prise en charge des services d'orientation par les régions*», ainsi que «*le transfert aux collectivités locales de missions dans le premier et le second degré*», ajoute le communiqué.

A Paris, les syndicats particulièrement remontés contre le projet prévu par le maire (PS) Bertrand Delanoë, présentent un front uni pour exiger un report de la réforme à 2014. L'intersyndicale SNUipp-FSU, FO, SE-UNSA, Sud, CGT et CNT appellent les enseignants à une nouvelle grève le 25 mars, jour où le Conseil de Paris devrait se réunir sur le sujet. liberation.fr 08.03

3- Quick : "***patron gangster***".

Le gérant d'un restaurant Quick de Villeneuve-sur-Lot, dont la fermeture prochaine avait été annoncée, a fait changer les serrures de l'établissement dans la nuit de mercredi à jeudi, en plein conflit social autour des conditions de licenciement de salariés, a-t-on appris de sources concordantes.

"*Mon manager a découvert ce matin à 8h00 qu'il ne pouvait plus ouvrir les portes. Les serrures avaient été changées et un écriteau affiché sur la porte indiquait +restaurant fermé+*", a déclaré à un correspondant de l'AFP le directeur du Quick, Sylvain Milhouet, précisant qu'aucune explication n'avait été donnée par le gérant.

Il a dénoncé une méthode de "*patron gangster*". Les 16 salariés du restaurant ouvert en septembre 2009 avaient reçu courant février un courrier les convoquant pour des entretiens préalables de licenciement, prévus les 20 et 21 février et finalement reportés. Depuis, les employés, opposés à la fermeture du site, ont procédé à trois débrayages pour obtenir des négociations. L'Expansion.com avec AFP 08.03

4- Les salariés de JPM d'Avermes se mobilisent.

Les salariés de l'entreprise de serrurerie JPM d'Avermes, près de Moulins, se sont lancés dans un difficile bras de fer contre le propriétaire de leur entreprise, le géant suédois Assa Abloy, qui entend regrouper ses usines françaises à plus de 300 kilomètres de là.

Le site de JPM Avermes (Allier), 162 salariés, 33,5M d'euros de chiffres d'affaires, a commencé mercredi une grève illimitée pour lutter contre sa fermeture annoncée par sa maison-mère, le leader mondial des systèmes d'ouverture de portes, le suédois Assa Abloy, 42.000 salariés 5,23 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

En 1997 le groupe suédois est devenu leader mondial de ce secteur en rachetant des entreprises dans tous les continents, y compris en France, dont JPM, Vachette et ses trois filiales Laperche, Bezault, et Litto en Belgique.

"*Aujourd'hui le groupe Assa Abloy est le leader mondial au niveau serrurerie et détient des marques de prestige en France et dans le monde entier, nous ne comprenons pas sa démarche car la santé de l'entreprise est saine et très, très profitable*", a souligné vendredi Eddy Lamartine, délégué syndical CGT du site.

Il manifestait vendredi devant le site avec environ 250 personnes dont de nombreux élus et salariés mobilisés contre ce projet de fermeture prévu à l'été 2013. Les salariés dénoncent aussi des licenciements boursiers.

La direction de JPM avait annoncé le 21 juin le transfert de l'intégralité de ses activités à Sainte-Savine (Aube), près de Troyes, ce regroupement devant permettre selon elle de sauvegarder la compétitivité. Cette "*délocalisation*" concernerait à la fois les équipements, mais également une partie du personnel.

Le groupe suédois a aussi motivé la fermeture de l'usine d'Avermes par la perte par JPM de près de 23% de son chiffre d'affaires et d'environ 25% de ses volumes de ventes depuis 2008.

Sur les 160 salariés de l'usine, 58 emplois seraient transférés à Sainte-Savine et une soixantaine seraient redéployés dans d'autres entreprises du groupe, notamment dans l'Aube.

"*Aujourd'hui le groupe met 20 millions d'euros sur la table pour supprimer 160 emplois et là nous pensons qu'en mettant un quart de cette somme, non seulement on peut pérenniser le site mais aussi maintenir l'emploi, pour l'industrie locale, c'est quelque chose de primordial*", a fait valoir Eddy Lamartine.

Les salariés ont présenté un projet alternatif de sauvegarde, comme repositionner l'offre dans le haut de gamme, mais selon le délégué CGT "*la direction a posé un ultimatum, celui d'accepter avant ce vendredi un plan d'indemnité de départ de 75.000 euros par personne ainsi qu'un congé de reclassement de 9 mois*".

Face à la grogne, la direction a sursis à son ultimatum et une rencontre est prévue mardi 12 mars à 14H00 avec les représentants du personnel. AFP 08.03

Haut de page

Le 10 mars 2013

CAUSERIE

On rajoutera quelques nouveaux articles ce soir ou demain, en fait je n'ai pas envie de bosser.

Horsegate. Une piste ?

Les Européens devraient diminuer leur consommation, notamment de viande, afin de réduire leur empreinte "*terres*", soit le nombre d'hectares nécessaires pour satisfaire leurs besoins, selon un rapport de l'ONG Les Amis de la Terre Europe.

"*Réduire l'empreinte terres de l'Europe implique une baisse radicale de l'ensemble de nos consommations, à commencer par celle de la viande*", écrit l'ONG dans un rapport intitulé "*Terres volées*", qui souligne l'utilisation grandissante des terres mondiales pour l'agriculture et l'élevage, parfois au détriment des cultures locales. AFP 09.03

Toujours aussi réactionnaires ou rétrogrades ces ONG ! Est-ce qu'ils sont au courant qu'il y a en France et en Europe des millions

de travailleurs qui n'ont pas de quoi s'acheter de la viande ou du poisson ou tout simplement de manger à leur faim ? Il nous rendrait vulgaire et violent ces parasites, quelle saloperie ! Commencez donc par vous attaquer au capitalisme ! Les tiers-mondistes nous emmerdent !

A l'heure où l'on peut lire ici ou là des articles sur la bataille de Stalingrad.

Qui l'a remportée, quel fut le véritable vainqueur de la Seconde Guerre mondial ? Staline? Pas vraiment ! L'armée Rouge ? C'est mieux déjà, les valeureux combattants d'Octobre 1917. Mais qui créa et organisa l'armée Rouge ? Léon Trotsky. N'aurait-il pas été assassiné sur ordre de Staline le 20 août 1940 pour qu'il ne vienne pas ternir sa "*victoire*", notamment ?

Autre question. Pourquoi l'impérialisme a-t-il décidé de débarquer en Europe ? Pas spécialement pour vaincre le régime nazisme qu'il avait financé.

Pour endiguer la crise et le chômage persistant aux Etats-Unis, c'est une partie de l'explication, rien de telle que l'économie de guerre pour relancer le capitalisme, Hitler en avait fait la démonstration peu de temps auparavant.

Pour se soumettre l'économie et les institutions européennes (à venir, et mondiales), c'est une autre partie de l'explication, apparaître comme une puissance incontournable y compris sur le plan politique.

Il reste une autre explication, pour empêcher que l'armée Rouge avance jusqu'à Calais et qu'elle réalise la liaison avec la résistance du peuple en arme en France et que s'instaure une nouvelle Commune de Paris, c'est aussi la raison pour laquelle après la reddition des Allemands ils ont bombardé Berlin et Dresde notamment, toute idée de révolution socialiste qui pouvait germer dans la tête du prolétariat français, allemand ou italien devait être anéantie dans l'oeuf, les masses désarmées, l'ordre capitaliste (l'Etat) rétabli au plus vite.

C'est le genre d'arguments ou de faits qu'on aura du mal à trouver dans la plupart des articles publiés sur ce sujet ou les vidéos qui circulent sur le Net, ou alors de manière disparate et sans lien entre eux, l'hégémonie de l'impérialisme américain sur le monde étant le fil conducteur.

Leur justice. Putréfaction de leur société. Patron de droit divin, empoisonneur : libre !

Brochettes de poisson pané, crustacés, poissons entiers… avariés, périmés depuis 2007 pour certains produits. C’est cette marchandise douteuse qu’un grossiste de Gennevilliers stockait dans ses entrepôts.

La quantité de crevettes et autres filets de colin impropres à la consommation est hallucinante. Elle représente au moins 200 kg. Pour la Direction départementale de protection des populations, ex-service de la répression des fraudes, l’affaire a démarré grâce à une indiscrétion.

Crevettes, langoustines et surimi congelés détruits

Un connaisseur de l’entreprise, située non loin du port de Gennevilliers, s’est ému du non-respect des conditions d’hygiène chez ce grossiste, qui approvisionnait quelques marchés locaux, notamment Asnières et Bois-Colombes, et des entreprises de restauration collective. Le comité départemental de lutte contre les fraudes (Codaf), coprésidé par le préfet et le procureur de la République, a piloté le contrôle organisé en début de semaine. Sur place, policiers et enquêteurs spécialistes de la fraude ont découvert trois conteneurs de 1200 litres chacun, pleins de produits de la mer invendables. Ainsi qu’une quinzaine de palettes sur lesquelles s’entassaient crevettes, langoustines, surimi congelés. Tout aussi impropres à la consommation. Le tout a été détruit par les services vétérinaires à la suite du contrôle, opéré entre lundi et mercredi.

La marchandise avariée découverte dans cette entreprise familiale, créée depuis plusieurs décennies et dirigée par un homme de 48 ans, représente quelque 25000 €. Les investigations se poursuivent, avec notamment la vérification d’autres stocks.

Le grossiste a été interrogé mais pas placé en garde à vue. Il pourrait s’en tirer avec une grosse amende. LeParisien.fr 09.03

Commentaire d'un internaute.

- "*Une grosse amende qu'il ne payera pas c'est tout!!!! en liberté il est comme Servier, il peut tout brouiller, tout détruire et hop blanchi, au fait il sponsorise quel parti politique? Car depuis 2007 et avant avec de tels produits livrés dans les cantines (scolaires?) il mérite simplement d'être obligé de manger sa merde jusqu'à ce que mort s'ensuive.*"

Vous vous trompez, il la paiera et il s'en fout, elle n'équivaudra jamais le fric qu'il s'est fait en vendant des produits avariés. J'ai travaillé dans une quarantaine de boîtes à une autre époque et je peux vous garantir que les patrons étaient déjà des ordures.

Un gouvernement ouvrier l'aurait exproprié, aurait saisi tous ses biens et l'aurait envoyé en prison en attendant son jugement. Nous proposerions que ses droits civiques lui soient retirés pendant une période probatoire de 10 ans, qu'il lui soit interdit à vie de diriger une entreprise ou de devenir cadre dans une entreprise, nous lui imposerions un emploi d'ouvrier dans une entreprise contrôlée par l'Etat en délivrant aux syndicats et aux représentants du personnel une copie des délibérés de son jugement.

Les patrons resquillent sur tout ce qui peut l'être, sur la nature des produits qu'ils commercialisent, sur la manière dont ils sont entreposés, leur conservation, leur provenance, la qualité d'un service qu'ils vendent, ce que le client est tenu d'en attendre, sans oublier la législation du travail qu'ils violent à tour de bras...

Et avec la division du travail à l'échelle mondiale qui concerne tous les secteurs d'activité pratiquement aucun contrôle n'est possible. Je donne deux exemples.

J'ai acheté chez Leclerc une râpe à fromage en acier inoxydable il y a plus de 18 ans, elle a commencé à rouiller un peu mais on peut encore l'utiliser. Mon épouse en a acheté une l'année dernière dans une boutique où on trouve de tout à 1 ou 2 euros, elle est tellement rouillée qu'il n'y a plus aucune trace de chrome dessus. La différence, le pourcentage de nickel mélangé à l'acier.

En Inde, si vous achetez un gobelet ou une assiette plate en acier inoxydable vous pourrez la garder pendant 20, 30 ans ou plus, ils ne présenteront aucune trace de rouille. Par contre si vous achetez une moto ou une voiture vous pourrez constater qu'elles comportent déjà des points de rouille. Le conseil d'administration de la SNCF.La colloration de classes à un prix. Salaire : 7.000 euros par mois. (récemment). Y figurent trois représentants de la CGT (majoritaire), dont Véronique Martin, et trois, respectivement de l'Unsa, de la CFDT et de Sud, complètent le conseil au titre des administrateurs élus des salariés. La principale fédération des usagers de transports (Fnaut) reste représentée par son responsable juridique, Marc Debrincat. Deux parlementaires font leur entrée. Il s'agit du sénateur-maire PS de Strasbourg, Roland Ries, et du député socialiste de l'Indre, Jean-Paul Chanteguet, qui préside la commission du développement durable de l'Assemblée nationale. AFP 08.03
Pas mauvaise la soupe à ce tarif-là !

Un scoop !

- François Hollande est-il en train d'inventer le social-libéralisme ? - Atlantico.fr

De tergiversations en hésitations, François Hollande a modifié sa stratégie et va donc carrément changer son fusil d'épaule. Beaucoup l'attendait sur le terrain de la social-démocratie, on va le retrouver sur celui du social-libéralisme.

La social-démocratie est morte le 4 août 1914 souvenons-nous. Depuis, ceux qui s'en réclamaient n'ont cessé de s'adapter au social-libéralisme jusqu'à l'adopter selon les critères qu'on retient, avant ou juste après mai1981.

La financiarisation croissante de l'économie ne consistant pas à résoudre la crise du capitalisme s'amplifiant par ailleurs, le PS (et ses semblables dans le monde) s'est transformé en porte-parole des besoins de l'oligarchie financière jusqu'à en épouser tous les plans ou le programme, la dépense de la Banque de France vis-à-vis des marchés financiers (1973) que Mitterrand ne remettra pas en cause, l'UE dans sa dernière mouture supranationale avec Maastrischt (1992), la BCE et l'euro, sa participation au groupe Bilderberg dirigé par le cartel des banquiers de la Fed (et BoE), à la Commission Trilatérale dirigée par Rockefeller, sa participation à la direction d'institutions du capital contrôlées par les mêmes banquiers internationaux, le FMI, l'OMC, notamment, l'adoption de tous les traités de l'UE jusqu'au TSCG en passant par le MES, etc.

La même soumission constante et sans faille à l'impérialisme américain, britannique et allemand s'est manifestée sur le plan politique, avec de plus en plus de zèle comme on a pu l'observer ces derniers temps avec le cas de la Syrie ou du Mali, et voilà que Hollande le sioniste menace directement l'Iran d'une guerre, ce qui devrait satisfaire les généraux du Pentagone et la CIA qui en rêvent quotidiennement depuis des années.

Tout cela à part la guerre contre le Mali était connu depuis des lustres et n'a cessé d'être confirmé année après année. Ce qui est marrant, c'est qu'un portail ultra réactionnaire feint de le découvrir tout comme nos dirigeants qui se demandaient encore hier ce que ferait Hollande et son gouvernement, mais le sale boulot qui correspond à l'idéologie qu'ils ont épousé et qu'ils incarnent, pourquoi, aurait-il fallu en attendre autre chose ?

J'ai encore reçu un courriel du sale type qui me harcèle depuis des années, que j'ai effacé sans même l'ouvrir, cela a le don de me rendre encore plus vindicatif.

Mais dites-nous, vous passez votre temps à vous foutre littéralement de nous et de vos militants. Qu'est-ce que cela signifie ? Hier vous faisiez passer Mitterrand décoré par Pétain de la fancisque pour un homme de gauche (POI - Stentor dans IO), vous appeliez à voter Miitterrand en 1981 sur la base de bonnes intentions sans lendemain évidemment, vous louiez la IVe République (POI- Sandri) en réalité un gouvernement d'union nationale, vous appeliez au front unique avec le PS en

refusant finalement de le caractériser conformément à sa nature de parti bourgeois, de parti de l'ordre, vous n'avez eu de cesse de vous adresser aux dirigeants et élus du PS qui une fois au pouvoir ont voté tous les textes ou traités réactionnaires préparés par leurs prédécesseurs (RPR-UDF-UMP) sans jamais abolir les lois anti-ouvrières adoptées depuis 1958, vous avez refusé de prendre en compte ou vous avez passé sous silence le rôle criminel du PS avant, pendant et après la Seconde Guerre mondial, son engagement dans la colonisation et son soutien aux guerres du Vietnam et d'Algérie, vous vous êtes employés à taire l'existence d'institutions parallèles ou occultes tel le groupe Bilderberg (1954) qui a largement influencé le cours de la politique mondiale pendant plus d'un demi-siècle, qui a présidé à la création de la quasi-totalité des institutions économiques et politiques internationales du capital à l'échelle européenne et international, excusez du peu, etc. le tout en faisant un parti épouvantable réactionnaire, infréquentable, notre bourreau, notre ennemi à abattre.

Et qu'on ne vienne pas nous sortir ses réalisations politiques ou sociales positives, on pourrait se livrer à la même démonstration avec l'UDR-RPR-UMP, et si finalement il est si facile au PS et à l'UMP de se livrer à cette mascarade, c'est bien parce qu'ils remplissent un rôle complémentaire et que rien ne permet de les distinguer fondamentalement. Vous disiez avant-hier que les institutions de la Ve République avaient été fondées pour un seul parti, le parti de l'ordre qu'incarnait de Gaulle, et bien comme elles vont comme un gant au PS et que les bonapartes sont interchangeables sans que s'ouvre une crise des institutions, cela signifie que la véritable nature du PS c'est d'être un parti de l'ordre similaire à l'UMP, l'autre face de la même pièce, seul le masque change.

Notre combat politique contre le PS doit consister à faire tomber un masque, démonter une apparence, faire envoler une illusion. Et la plus grande imposture politique qui a eu lieu dans les rangs du trotskisme depuis 1940, dans les rangs du mouvement ouvrier depuis le stalinisme, a consisté à systématiquement maquiller ou occulter la véritable nature non pas de ce masque mais de ce qui se tenait derrière. Ils ont fait en sorte que les militants se focalisent sur ce masque sans s'attaquer à la question essentielle qui était la véritable nature de ce parti. Que vous a-t-on dit, qu'il fallait combattre les illusions sur le terrain des illusions, n'est-ce pas, mais sans finalement aller au-delà d'un simple constat une fois le masque tombé, ce qui ne servait strictement à rien. Ils disent qu'ils sont socialistes, on fait tomber le masque et on s'aperçoit qu'ils ne le sont pas, oui, et après, ils sont quoi alors, dites-nous, ils sont quoi alors, répondez, allez-y répondez, ils sont quoi, tout ce que j'ai décrit plus haut et qui ne figure absolument jamais depuis plus de 70 ans dans l'argumentation portée à la connaissance des masses par ces trotskistes de salon.

Comment montrer le vrai visage hideux d'un Mitterrand et ses véritables intentions et ensuite appeler à voter pour lui poser la question c'est y répondre. Il est vrai qu'on disait aux travailleurs qu'ils ne devaient pas se faire d'illusions sur lui, mais sans plus, il y avait une grande part d'inconsistance et d'hypocrisie dans notre comportement, car comme toujours on ajoutait que l'essentiel c'était en premier lieu de chasser le locataire du Palais et on s'occuperait la suite plus tard, tu parles, la suite, une honte sans fin, une capitulation sur toute la ligne qui s'est terminé par la liquidation du PCI.

Quelque part ce fut encore pire envers le stalinisme qui n'était pas le communisme, mais alors qui était quoi, qui venait d'où, qui était rattaché à quelle idéologie, combien de militants parmi nous pouvaient répondre à ces questions, un sur mille, comme nous n'étions que quelques milliers au total, en somme uniquement nos dirigeants, les militants en étaient totalement incapables et le sont toujours aujourd'hui pour la plupart d'entre eux.

Si vous prenez en compte tous ces éléments, la défaillance dans l'argumentation pour combattre le PS et le PCF et la liquidation du PCI qui a a bouti aujourd'hui au POI, les appels en direction de leurs dirigeants et élus, à voter pour leurs candidats, le front unique, etc. vous vous apercevez que tout est lié par la volonté de ne pas construire un véritable parti révolutionnaire, le même constat peut être fait avec le NPA et LO.

En conclusion, il est démontré que refuser de rompre avec les partis institutionnels qui se sont succédés au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle, avec l'Etat, les appareils vendus de syndicats, le capital et ses représentants, ses institutions internationales (y compris l'OIT ou l'UNESCO qui sont des agences de l'ONU), c'est finalement s'interdire de se donner les moyens de construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire ou communiste.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande le sioniste va-t-en-guerre, un danger pour la paix entre les peuples. Il menace l'Iran.

Le président français s'est entretenu, vendredi, avec le président de l'Entité sioniste, et fait montre d'un zèle, sans précédent, pour dénoncer le danger d'un Iran nucléaire :

"*Un Iran nucléaire n'est pas, seulement, un danger, pour Israël , mais pour les pays du golfe (Persique), de l'Europe et du monde entier*" (...) "*Ce n'est pas à Israël, mais à la communauté internationale, d'empêcher l'Iran d'accéder à l'arme atomique.... Les Iraniens jouent un jeu dangereux, et il est possible qu'ils perdent la dernière occasion que leur a accordé la communauté internationale*" ! Le Président socialiste Hollande rivalise de zèle avec son prédecesseur, quand il s'agit d'attaquer

l'Iran! french.irib 09.03

A bas le gouvernement social-libéral-impérialiste et sioniste !

Opération destinée à faire pression sur le gouvernement.

- Les Français refusent la rigueur pour les retraites, selon Ifop - Reuters

- Encore un effort pour réformer les retraites? Les Français disent non - L'Expansion.com

- Retraites : fini, les efforts ! - LePoint.fr

- Retraites: les Français contre un effort supplémentaire - Liberation.fr

Les Français se montrent majoritairement hostiles à tout nouvel effort supplémentaire concernant la réforme des retraites, le refus le plus net (60%) concernant un nouveau recul de l'âge de départ au-delà de 62 ans, selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche.

L'opposition est forte également sur l'allongement de la durée de cotisation au-delà des 42 annuités, avec 57% de "*pas favorables*". L'opinion est un peu plus partagée pour ce qui est de l'augmentation des cotisations retraites payées par les employeurs et les salariés, 48% de "*favorables*", 52% d'"*opposés*". AFP 09.03

C'est une façon de mettre Hollande au pied du mur : soit vous obtempérer aux ordres du marché et nous ne passerons pas à l'offensive contre votre gouvernement, soit vous êtes à l'écoute des masses et nous allons déclencher un déluge de feu qui va vous forcer à plier et à vous soumettre à notre ordre.

Hollande et le PS vont sortir laminer, briser de ce quinquennat, s'ils parviennent jusqu'au bout... L'UMP se prépare déjà à prendre la relève, ils ne cessent de parler du retour possible de la Talonnette...

Inutile de vous dire qu'ils peuvent attaquer le gouvernement à aucun moment nous ne prendrons sa défense, entre la peste et le choléra nous avons décidé de combattre pour une République sociale...

Cela n'a jamais fait un socialiste.

- Lurel (PS) s'enflamme pour Chavez : «C'est De Gaulle plus Léon Blum» - LeParisien.fr

Qu'a-t-il dit au juste de si insupportable pour la confrérie réunie des réactionnaires ?

- "*Toute chose égale par ailleurs, Chávez, c'est de Gaulle plus Léon Blum. De Gaulle parce qu'il a changé fondamentalement les institutions et puis Léon Blum, c'est-à-dire le Front populaire, parce qu'il lutte contre les injustices.*"

Les médias faussaires ont tout simplement tronqué sa citation en omettant la réserve qu'il avait formulée au début de sa déclaration.

Il a poursuivit ainsi : "*Moi, je dis, et ça pourra m'être reproché (...), que le monde gagnerait à avoir beaucoup de dictateurs comme Hugo Chávez, puisqu'on prétend que c'est un dictateur. Il a pendant ces 14 ans respecté les droits de l'homme.*", disons qu'il a été élu et réélu démocratiquement, et la réaction ne supporte pas qu'il ait nationalisé en partie l'industrie pétrolière et d'autres secteurs économiques à l'heure où l'ultra libéralisme ou le néoconservatisme ultra réactionnaire devrait être la seule politique en vigueur sur toute la planète. (source : Lepoint.fr 09.03)

Commentaire d'un internaute.

- "*Une dictature ? Je l'ai parfois entendu dire, mais jamais vérifié par moi même. Si le Venezuela est une dictature, alors je me demande ce qu'est la France.*"

Une dictature, cela vous avait-il échappé ?

ACTUALITE EN TITRES

Ah ben alors si rien n'y fait !

Pourquoi laisser les actionnaires décider des niveaux de rémunération de dirigeants ne les fera pas baisser, au contraire - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afghanistan

Une querelle s'est transformée en un affrontement armé entre les soldats de l'armée américaine et les forces de sécurité afghanes, sur une base militaire américaine, dans l'Est du pays, a déclaré, ce vendredi, le site Internet Khaama Press. Deux personnes, une de chaque côté, ont été tuées.

Il s'agit d'une deuxième attaque contre les forces de sécurité de l'Afghanistan contre les soldats de la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF). 73 soldats des troupes étrangères ont péri, en Afghanistan, dans de tels incidents. french.irib 09.03

SOCIAL

1- Grèce

Environ 15.000 personnes ont manifesté samedi à Thessalonique (nord de la Grèce) contre un projet canadien de mine d'or, qui, selon ses opposants, causerait des dégâts irréversibles à l'environnement.

Les manifestants (9.000 selon la police) ont parcouru le centre de la deuxième ville du pays en scandant des slogans hostiles au gouvernement dirigé par le conservateur Antonis Samaras.

Soutenus par le parti de gauche Syriza, deuxième au Parlement, les opposants dénoncent le projet mené par Hellenic Gold, filiale du groupe canadien Eldorado Gold, pour l'exploitation d'une mine dans la péninsule d'Halkidiki.

M. Samaras a déclaré au journal économique Axia de samedi qu'il n'était pas question de revenir sur le feu vert du gouvernement donné en 2011.

En revanche, il a indiqué que le gouvernement n'avait pas encore statué sur la demande d'Eldorado Gold pour une deuxième concession dans la province voisine de Thrace, qui se heurte également à une forte opposition.

Le maire de Thessalonique et les autorités locales soutiennent le projet d'Hellenic Gold en faisant valoir qu'il permettra de créer des centaines d'emplois alors que la Grèce est en proie à la crise économique et à un taux de chômage record de 26%.

Les opposants assurent de leur côté que l'exploitation de la mine contaminera les nappes d'eau et l'atmosphère avec du plomb, du cadmium, de l'arsenic et du mercure.

La péninsule boisée d'Halkidiki est un haut-lieu touristique qui attire notamment des visiteurs russes et des pays des Balkans voisins.

Un autre groupe canadien, TVX, avait commencé à exploiter l'or à Halkidiki il y a une vingtaine d'années, avant de se retirer en 2003. AFP 09.03

2- Allemagne

Les quelque 800.000 employés des services publics de 15 Etats régionaux allemands ont obtenu une hausse de salaire de 5,6% en deux étapes, a annoncé samedi 9 mars le syndicat des services Verdi, soit le premier grand accord salarial conclu cette année dans le pays.

Une première hausse des salaires de 2,65% sera effective rétroactivement au 1er janvier 2013, et une seconde augmentation

de 2,95% aura lieu le 1er janvier 2014, a détaillé le syndicat dans un communiqué.

Verdi avait réclamé au départ une hausse de salaire de 6,5% sur 12 mois et les négociations avaient été émaillées de plusieurs grèves d'avertissement dans toute l'Allemagne ces dernières semaines, perturbant le fonctionnement de l'administration, des écoles ou encore des transports publics.

L'accord salarial concerne tous les Länder allemands, à l'exception de la Hesse (ouest), qui n'est pas membre de la convention collective.

Un accord de branche n'a pas été trouvé pour le personnel enseignant des Länder. Les salaires de ces 200.000 employés, fixés unilatéralement par les employeurs, sont très variables selon les régions et leur harmonisation est un sujet de discorde depuis des années.

Dans le secteur privé, le syndicat allemand de la métallurgie IG Metall veut obtenir pour sa part des hausses de salaires allant jusqu'à 5,5% pour les 3,7 millions d'employés du secteur métallurgique, qui comprend notamment le puissant secteur automobile.

Cette semaine, environ 75.000 employés dans la sidérurgie du nord-ouest de l'Allemagne ont obtenu seulement une hausse de 3% sur 15 mois. Le Nouvel Observateur avec AFP 09.03

3- Suède Le premier journal suédois, Dagens Nyheter, va supprimer 80 emplois, soit un cinquième de ses effectifs, pour tenter d'équilibrer ses comptes en 2013. "Un cinquième des salariés de Dagens Nyheter vont partir. La réduction des effectifs concerne environ 80 postes", a indiqué le quotidien sur son site internet. DN a invoqué "la mauvaise conjoncture et les problèmes structurels de la presse.

DN, considéré comme le journal de référence en Suède, a été diffusé à 292.100 exemplaires par jour en 2012, et revendique 810.000 lecteurs quotidiens, soit 8,5% de la population suédoise. Il appartient à un groupe familial suédois qui contrôle de nombreux médias, Bonnier. AFP 07.03

ECONOMIE

1- Téléphonie

Le nombre de téléphones multifonctions (smartphones) dans le monde va tripler d'ici à 2018, pour atteindre 3,3 milliards, a estimé vendredi le numéro un mondial des équipements en téléphonie mobile, Ericsson. "*Le nombre d'abonnements avec un smartphone était de 1,1 milliard fin 2012 et nous estimons qu'il atteindra 3,3 milliards d'ici à la fin 2018*", a indiqué le groupe suédois dans son rapport annuel.

D'après Ericsson, les smartphones ne représentent aujourd'hui que "*15 à 20%*" des téléphones portables en usage dans le monde. Mais ils vont être de plus en plus répandus et être de plus en plus gourmands, pris individuellement. "*Le trafic mobile de données augmente de manière exponentielle*": il "*a doublé*" en 2012, et "*devrait selon les estimations être multiplié par 12 entre 2012 et 2018*", poursuit Ericsson.

"*Le plus grand contributeur à la hausse du trafic de données est la vidéo*", qui "*représente aujourd'hui en moyenne 25 à 40% du trafic sur les réseaux mobiles*", d'après le groupe suédois. Si 50% de la population mondiale est actuellement couverte par un réseau 3G, cette proportion devrait grimper à "*85% d'ici à la fin 2017*". Et à cette date, 50% de la population devrait profiter d'un réseau 4G, plus performant. "*De plus en plus, la qualité du service devient une manière de se différencier pour les opérateurs*" en téléphonie mobile, explique Ericsson. AFP 08.03

La machine capitaliste ne doit cesser de consommer, de produire de nouveaux besoins inutiles, nuisibles parfois, la course à l'abîme est lancée.

J'habite à vol d'oiseau à moins de 5 kilomètres des faubourgs de Pondichéry et je ne suis pas en mesure de regarder une vidéo sur mon ordinateur, je n'ai toujours pas de téléphone portable et je n'en veux pas. Pour télécharger une vidéo de 100Mo, il faut plus d'une heure, donc je crois qu'ils nous racontent des blagues ici.

Ce matin un de mes beaux-frères est passé à la maison, il était venu cherché mon épouse en moto. Je lui ai fait remarqué que le pneu avant était usé jusqu'à la corde, que la selle était déchirée, que le feu arrière était cassé... Mon épouse m'a répondu : "*il n'a pas d'argent*", c'est sûr, ils sont quatre et ils possèdent deux portables plus un smartphone qu'il a payé 2.500 roupies. Bon, ce n'est pas mon problème, c'était juste un constat.

2- Hongrie

L'économie hongroise s'est contractée de 2,7% sur un an au quatrième trimestre 2012, selon des chiffres définitifs publiés par le Bureau central des statistiques. Reuters 08.02

3- Espagne

La production industrielle espagnole a poursuivi son repli en janvier, en baisse de 5% sur un an, à un rythme toutefois légèrement moins rapide qu'en décembre, plombée par la chute de la production de biens de consommation, selon les chiffres officiels publiés vendredi. AFP 08.03

4- Etats-Unis

Le crédit à la consommation a connu une forte croissance pour le sixième mois d'affilée en janvier, où sa hausse s'est accélérée, selon des chiffres publiés par la banque centrale américaine (Fed).

L'encours des crédits à la consommation dans le pays a augmenté de 7,0% en rythme annualisé et en données corrigées des variations saisonnières, après avoir bondi de 6,6% en décembre (chiffre révisé en hausse de 0,3 point), indique la Réserve fédérale sur son site Internet. AFP 07.03

Haut de page

Le 11 mars 2013

CAUSERIE

Entre nous, je suis de moins en moins motivé pour continuer ce boulot, surtout avec la chaleur qu'il fait ici. Je n'ai reçu à ce jour que 6 réponses à mon questionnaire... Du coup depuis plus d'un mois je n'ai pas formaté mes propres causeries, je n'en ai pas le courage.

Il y a des gens qui font un travail plus intéressant que le mien, plus important quelque part aussi même s'il ne mène à rien, car ce n'est pas les idées qui mènent le monde et permettront de le changer mais l'action, vérité élémentaire qui échappe aux professionnels de la masturbation intellectuelle dont le mode de vie agit comme un obstacle pour se poser ce genre de questions.

On y reviendra demain avec les conclusions auxquelles est parvenu l'auteur d'un long article, qui à elles-seules, en 9 ou dix points, résument l'impasse à laquelle aboutit toute analyse qui ne se situe pas dans la perspective du socialisme ou sur le terrain de classe du prolétariat, qui rejette les conclusions du marxisme. Tout y figure, ensuite on pourra considérer avoir fait le tour de cette question et se concentrer sur des questions politiques et économiques.

J'ai dégoté par hasard un nouveau portail dédié à l'Union européenne, j'ai chargé au format pdf une cinquantaine de ses articles que je mettrai demain en ligne dans un dossier spécial consacré à l'UE.

Pour commencer la semaine dans la bonne humeur deux vidéos :

1- Vivre sans électricité, une réalité quotidienne en Grèce
http://www.dailymotion.com/video/xxl6ix_vivre-sans-electricite-une-realite-quotidienne-en-grece_news#.UT1vCTccBac

2- Bruxelles Business - Mais qui contrôle vraiment l'Europe ? (Documentaire Arte)
http://www.youtube.com/watch?v=3_8h3poYfoA

Connaissiez-vous La Table ronde des Industriels européens?

La Table ronde des Industriels européens (European Round Table, ERT) est un groupe de lobbying créé en 1983 par Étienne Davignon auprès de la Commission européenne, le Conseil des ministres ou encore le Parlement européen. Il rassemble les 45 plus grandes entreprises européennes, situées dans 18 pays de l'UE.

L'ERT s'est donnée pour objectif de « stimuler la compétitivité mondiale de l'industrie européenne », notamment en prônant la baisse du salaire minimum, la réduction des dépenses de sécurité sociale et la privatisation de services publics.

L'ERT a nettement influé sur le texte de l'Acte unique européen de 1986 et sur le texte du Traité de Maastricht de 1992, traité fondateur de l'Union européenne. Ces faits illustrent de façon flagrante que, par rapport à la masse des citoyens, les lobbies industriels (dont les moyens financiers sont incomparablement plus élevés que ceux des ONG supposées représenter les citoyens) bénéficient d'une relation privilégiée auprès des pouvoirs législatif et exécutif de l'UE. (enigmes-tv.com)

Tiens donc, comme c'est bizarre, Étienne Davignon, monsieur le vicomte s'il vous plaît, qui est également le Président honorifique du groupe Bilderberg. Mais alors qu'est-ce que cela signifie que la Table ronde des Industriels européens que l'on nous présente comme un lobbying, un think-tanks, un puissant groupe de pression ayant des rapports quasi incestueux avec la Commission européenne serait en réalité l'agence européenne des multinationales liées au cartel des banquiers de la Fed et de la BoE (Banque d'Angleterre) ?

C'est au regard du programme et des objectifs qu'ils se sont donnés et qui sont exposés ici qu'il faut analyser la politique et les discours du gouvernements pour en comprendre les tenants et les aboutissants, tout le reste est du vent destiné à détourner l'attention des masses de l'essentiel, selon le principe, on s'occupe de tout dormez tranquille braves gens.

Au fait, si l'ERT a pignon sur rue et rend public une partie de ses travaux ou documents, ses projets et ses objectifs, il n'en demeure pas moins que ses relations avec les membres de la Commission européenne et les ministres des différents Etats de l'UE ainsi que les moyens pour y parvenir demeurent occultes, ce qui permet de caractériser ou d'assimiler cette pratique à un complot sciemment ourdi contre tous les peuples de l'UE.

On reviendra sur ce sujet dans les jours à venir.

Faites tomber les masques, suite.

Un masque tombe ou vous faites tomber un masque et un autre vient assurer la relève et ainsi de suite. Masque socialiste, masque anti-fascisme, masque anti-colonial, masque anti-raciste, masque féministe, masque écologiste, masque républicain, masque démocrate, masque de l'égalité des droits, masque de l'équité et de la justice sociale, etc. la liste n'est pas exhaustive, c'est ce qui me vient spontanément à l'esprit à vous de la compléter.

Chaque fois il s'agissait d'éviter d'aller à la racine de cette tromperie, de caractériser la véritable nature de classe du PS (et du PCF ou du Front de gauche qui depuis lui a emboîté le pas) pour justifier de ne pas rompre avec ce parti du capital lié aux institutions de la Ve République, les appareils des syndicats dans lesquels il est également présent ou sur lesquels il exerce une influence.

Un masque en remplace un autre tout comme la mauvaise herbe repousse quand on ne s'est pas attaqué à sa racine, on est incapable de comprendre sa véritable nature, donc ses rapports avec le régime et le régime lui-même. Aller au bout de notre analyse conduit à rompre avec ce parti et le régime en place, sinon c'est impossible ou c'est se livrer à une escroquerie qu'on s'emploiera à camoufler à notre tour en recourant à un masque, celui du marxisme, du trotskisme par exemple.

Comment expliquer autrement que des militants trotskistes en dehors des aristocrates du régime tel Jospin se retouve un jour au PS, y restent ou le quittent plus tard peu importe, comment une telle dérive politique peut s'expliquer autrement que ces militants n'ont jamais véritablement compris la nature contre-révolutionnaire, profondément réactionnaire du PS. Nous avons de l'estime pour ces militants comme pour tous les militants en général car nous savons parfaitement qu'ils n'ont jamais acquis les moyens théoriques disons à un degré suffisant, leur permettant de faire consciemment la part des choses.

On avait réservé un autre traitement au PCF qui devait contribuer à en détourner définitement les militants, ce fut en partie une réussite pendant toute une période, ce constat doit depuis être révisé également au regard des relations plus ou moins avouables que les différents partis ont entretenu avec son appareil, on traitera cette question une autre fois.

Le PS valait-il mieux que le PCF, méritait-il un traitement privilégié quand on observe au quotidien ce qu'il est réellement, Cahuzac vient de déclarer que les nouvelles coupes budgétaires prévues en 2014 seraient "douloureuses" mais étaient "nécessaires" imposée par les marchés auxquelles ils obéissent au doigt et à l'oeil parce que le PS y est intimement lié depuis des lustes, officiellement depuis 1983, en réalité depuis un siècle, la vérité c'est que le PS est un parti du capital et rien d'autres, tout le reste nous ramène à un vulgaire jeu de rôle où il enfile un masque usé jusqu'à la corde pour avoir tellement servi au point d'en laisser paraître son véritable visage réactionnaire.

Qui sera dupe, qui se laissera berner par une politique destinée à l'épargner, à épargner le gouvernement, les institutions, le régime car tout est lié ? La démagogie et le cynisme des dirigeants et des ministres du PS sont sans limite, de plus en plus grotesques, insupportables au même titre que l'était Sarkozy et l'UMP, Hollande vient de déclarer devant le président de l'Etat sionisme qu'il était inutile de continuer à discuter du volet nucléaire avec les autorités iraniennes et qu'il allait falloir passer à autre chose, à la phase supérieure, c'est-à-dire militaire, alors que même Obama hésite à avancer sur ce terrain, ce qui fait de Hollande le porte-parole des ultra réactionnaires néoconservateurs américains et du Pentagone.

Dans ces conditions, comment peut-on organiser des délégations en direction de Hollande et ses ministres pour qu'ils veuillent bien prendre en compte les besoins des travailleurs, on croit rêver, on se demande dans quel monde vivent ceux qui avancent de telles initiatives, de quoi ils sont faits vraiment, quelles sont leurs véritables intentions, oui il est légitime que les militants que nous sommes se posent ces questions et nous n'inventons rien malheureusement. A un moment donné il faut dire les choses telles qu'elles sont sans se soucier des conséquences, ceux qui refusent cette discussion sont des capitulards ou des renégats, des lieutenants du régime en place qu'ils en aient conscience ou non n'y changeant rien, peut-être n'y comprennent-ils rien, c'est parfaitement possible aussi, on ne veut pas les accabler, on leur demande simplement d'ouvrir les yeux et de ne surtout pas les refermer.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Si vous en trouvez le temps, reprenez le fil de l'histoire depuis le congrès de Tour de 1920, voyez ce que disaient Lénine et Trotsky de la SFIO et du PCF, de leurs dirigeants et leurs politiques, quels rôles ils ont joué avant, pendant et après le Front populaire de 36 ouvrant la voie à Pétain, puis pendant et juste après la Seconde Guerre mondiale comment ils se sont comportés en commis zélés de l'Etat, le rôle de la SFIO dans la scission de la CGT, plus tard comment ils ont préparé le terrain à de Gaulle et l'avènement de la Ve République, véritable dictature de par les pouvoirs exorbitants qu'il s'est octroyé à en rendre jaloux les dictateur africains, les institutions les plus antidémocratiques d'Europe, le rôle du PS dans les syndicats étudiants et enseignants, comment le PS se fondit en 1981 dans le moule de la Ve République bonapartiste comme si elle avait été conçue spécialement pour lui tellement les similitudes avec le parti officiel de l'ordre sont grandes, l'apothéose ayant été atteinte lors de la première cohabitation (1986) entre les deux partis RPR et PS, puis dans l'autre sens en 1997, signifiant qu'en réalité les deux partis étaient en tous points interchangeables et remplissaient exactement les mêmes fonctions, la mimique était parfaite, qui oserait affirmer le contraire ou le nier ?

C'est encore un chef d'Etat issu du parti de l'ordre, Chirac, qui s'opposa à la participation de la France à la guerre contre l'Irak, comme ce fut un chef d'Etat du parti de l'ordre, de Gaulle, qui mit un terme à la guerre d'Algérie et octroya l'indépendance à cette ancienne colonie, ni entre 1936 et 1938, ni entre 1946 et 1958, ni entre 1981 et 1995 un président (de la République ou président du Conseil) issu du PS (ou SFIO) n'a osé s'opposer au lobby militariste et boursier, et si je ne me trompe pas c'est encore de Gaulle qui fut le premier à reconnaître la République démocratique chinoise, la IVe République en ayant été incapable tout en poursuivant la guerre d'Indochine. Il ne s'agit pas là de vanter les mérites du parti de l'ordre ou de de Gaulle, mais de montrer que jamais finalement le PS (et le PCF) n'a véritablement oeuvré pour le socialisme, ni en France ni nulle part dans le monde bien au contraire il en fut en permanence le fossoyeur et l'ennemi.

Pour ceux qui s'en souviennent encore, on nous avait bien dit que le jeu qui consistait à faire tomber les masques devait nous conduire à démasquer l'ennemi qui se cachait en dessous, et bien c'est l'exercice auquel nous venons de nous livrer, nous n'avons fait qu'accomplir notre devoir en demeurant fidèle à notre cause, le socialisme.

Que cela nous vaille insultes ou calomnies on s'en moque éperdument autant le dire tout de suite aux amateurs ou plutôt aux professionnels en la matière.

ACTUALITE EN TITRES

La palme de la désinformation et de la démagogie.

- Démocratie et croissance économique sont-elles antinomiques ? - Atlantico.fr

- Contre les idées reçues : et non, l'Europe n'est pas responsable de l'austérité ! - Atlantico.fr

- Les records à Wall Street reflètent-ils vraiment l'état de l'économie américaine ? - Atlantico.fr

La question qui a tué 19.000 Japonais innocents.

- Les scientifiques auraient-ils pu prévoir Fukushima? - Slate.fr

La justice sélective

Ils sont dans l'impossibilité d'intervenir quand des locataires porte plainte car ils se font rackettés par des voyous qui bloquent le hall d'entrée de leur immeuble.

- L'efficacité des pouvoirs publics est limitée - LeParisien.fr

Par contre quand le ministère de l'Intérieur organise sciemment une provocation contre les travailleurs qui défendent leurs emplois,

là ils réagissent au quart de tour.

- Goodyear: la justice sera saisie suite aux violences - AFP

Le PS est à droite, c'est la droite et il fraie la voie à l'extrême droite.

- Guéant sur Valls: "*Son succès repose sur un discours qui n'est pas de gauche*" - AFP

Un dicours et des méthodes de droite. S'il le dit et s'en félicite, il sait de quoi il parle, c'est son registre...

... la preuve...

- Retraites: "*des efforts*" seront demandés aux Français, prévient Touraine - AFP

Le même discours et la même politique que Sarkozy, que la droite.

... ou encore...

- Dray avertit Mélenchon: "*Jamais une gauche n'a triomphé contre une autre*" - AFP

C'est pour cette raison que le Front populaire contre la gauche, la vraie, les travailleurs, a remis le pouvoir à Daladier, la IVe République à de Gaulle, Mitterrand et Jospin à Chirac, etc.

... et qui a une mémoire sélective...

- Pour Dray, Mélenchon "table sur la défaite" de la gauche - LePoint.fr -

- Dray accuse Mélenchon de creuser le sillon de l'extrême droite - L'Express.fr

Alors qu'il s'est employé minutieusement à la faire monter avec SOS racisme !

... des réactionnaires qu'ils affectionnent....

Après les propos de Lurel sur Chavez : Anne Hidalgo, dimanche matin, interrogée dans le Grand rendez-vous Europe 1/i-télé/«Le Parisien» - «*Aujourd'hui en France», candidate PS à la mairie de Paris, a jugé le propos du ministre «un peu rapide, abusif, excessif*». (...) « *Et puis il y a des aspects de sa personnalité que je condamne totalement, notamment ses amitiés avec le chef de l'Etat iranien ou ses positions sur Israël*», ajoute-t-elle. LeParisien.fr 10.03

Mais quand Hollande reçoit notamment les chefs des djihadistes sanguinaires, l'émir du Qatar et le plutocrate dégénéré d'Arabie Saoudite, ils rencontrent des "*amis*" de la France, de grands démocrates. On peut dors et déjà vous garantir que vous n'aurez plus aucune voix à aucun scrutin. Personnellement, à part en 1976 sous influence de l'OCI j'ai voté au municipal pour un candidat du PS, depuis je n'ai jamais voté pour un de leur candidat, idem pour le PCF évidemment.

Ils ne seraient pas sionistes en plus d'être réactionnaires (c'est un lapsus) ?

Pour les sionistes, critiquer Israël est un acte répréhensible, antisémite, ce qu'était forcément Chavez, nous aussi du même coup. On reconnaît au premier coup d'oeil l'influence des néoconservateurs ultra réactionnaires américains dont justement l'idéologie a été constituée... par les sionistes, tout se recoupe encore une fois.

... et qui sont encouragés à passer à l'offensive.

Dès lors, la dame de fer du Medef peut tranquillement en rajouter une couche puisque son discours recevra un bon accueil au gouvernement, son gouvernement.

- La présidente du Medef, Laurence Parisot, a, à son tour, dénoncé, sur France 3, une déclaration «*choquante*»: «*Comment peut-on dire d'un homme qui était un dictateur, un démagogue, qui incarne le populisme dans toute son horreur, puisse avoir les qualités que prétend notre ministre?*» liberation.fr 10.03

On lui rend bien la haine qu'elle porte à la classe ouvrière.

La vraie...

- Tension entre Karzaï et les USA en pleine visite de Hagel - Reuters

... et la fausse info.

- Une conférence de presse américano-afghane annulée pour "*raisons de sécurité*" - LePoint.fr

L'édifice de la Ve République en tremble déjà !

- Budget : le Front de gauche menace de voter non - LeParisien.fr

Traduire : il avait seulement été manipulé par les services de renseignement.

- Manuel Valls: Mohamed Merah n'avait pas été recruté par la direction du renseignement intérieur - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

De la sueur, du sang et des larmes.

1- Retraites

La ministre de la Santé et des Affaires Sociale Marisol Touraine a prévenu dimanche que des "*efforts*" seront demandés à "*tous les Français*" pour la prochaine réforme des retraites et déclaré que la question de la durée de cotisation devait "*être examinée*".

"*Il nous faudra trouver des mesures de financement à court terme, ces mesures supposeront des efforts de la part de tous les Français, il faut qu'ils soient justement répartis*", a déclaré la ministre sur le plateau du Grand jury RTL-LCI-Le Figaro.

"*A partir du temps où nous vivons plus longtemps, la durée de cotisation doit être examinée*", a-t-elle ajouté, jugeant que le "*débat était trop centré sur l'âge légal*".

Alors que la commission sur l'avenir des retraites est chargée de proposer des pistes de réforme d'ici fin mai, Marisol Touraine a jugé qu'il était "*prématuré et biaisé de mettre en avant une mesure ou une autre*". Et d'enchaîner: "*Je serais bien étonnée qu'on aboutisse à une seule mesure, le simplisme n'a pas lieu d'être dans ce dossier*".

Interrogée sur l'hypothèse, pour le régime général, d'une désindexation sur l'inflation, au coeur de la négociation sur les retraites complémentaires dont l'ultime rendez-vous est prévu mercredi, elle a qualifié cette option de "*pas incontournable*". AFP 10.03

Marisol Touraine a forcément une inspiration de gauche avec un tel passé :

- En 2009, elle appartenait au Club Avenir de la santé, un groupe de pression financé par GlaxoSmithKline, le numéro 2 mondial du secteur.

Elle fut également présidente du club de réflexion socialiste À gauche, en Europe. Marisol Touraine s'est acquittée de l'Impôt sur la Fortune en 2011 au titre du patrimoine 2010.

Club Avenir de la santé.

Le conseil d'orientation du club comprend plusieurs personnalités européennes (extrait) :

Massimo D'Alema (ancien Président du Conseil des Ministres et ancien ministre des Affaires étrangères d'Italie) ;

Joaquín Almunia, aujourd'hui vice-président de la Commission européenne et commissaire à la Concurrence.

Josep Borrell-Fontelles (ancien Président du Parlement européen)

Kemal Dervis, administrateur du "PNUD" est le troisième plus important fonctionnaire de l'ONU après le Secrétaire général Ban Ki-Moon et le vice-secrétaire général des Nations unies Asha-Rose Migiro. De 1977 jusqu'en 2001, il travaillera à la Banque mondiale . (wikipedia.org)

2- Austérité généralisée

Le redressement des comptes publics est douloureux mais nécessaire pour que la France conserve la maîtrise de ses finances publiques, déclare le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, dans un entretien au Journal du Dimanche.

Le gouvernement, qui vient d'abandonner son objectif de réduire les déficits à 3% du PIB cette année, vise 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires en 2014 sur le seul périmètre de l'Etat et cherchera 6 milliards de recettes nouvelles pour maintenir le niveau des prélèvements globaux.

Pour trouver 5 milliards l'an prochain, "*tous les crédits sont potentiellement visés*", ajoute-t-il. "*Il n'y a pas de ministère intouchable. Mais l'Education nationale, la police et la gendarmerie sont exemptées d'effort sur leurs effectifs*."

"*Cela peut être douloureux mais c'est nécessaire. Nous pouvons agir avec discernement*", poursuit Jérôme Cahuzac. "*Sans cet effort, notre pays perdrait le contrôle de ses finances. Il n'aurait plus les moyens d'investir pour sortir de la crise.*"

Quant aux 6 milliards d'euros de prélèvements nouveaux en 2014, "*aucune décision n'est prise sur le détail*", dit-il.

"*Nous sommes chargés de relever le défi de l'ajustement de nos comptes dans un contexte économique très difficile. Le plus simple est d'assumer cette difficulté, de dire la vérité aux Français*", ajoute le ministre du Budget, "*car plus les efforts sont rudes, plus la pédagogie est nécessaire*".

Le gouvernement doit présenter dans les prochaines semaines la nouvelle trajectoire prévisionnelle des finances publiques, qui doit selon lui atteindre l'équilibre structurel fin 2017. Reuters 10.03

Quand il dit "*Nous sommes chargés de relever le défi de l'ajustement de nos comptes...*", il signifie par là qu'il en a reçu l'ordre et qu'il s'exécute, il fait l'aveu qu'ils ne sont que des pions qui gèrent la société conformément aux ordres qui leur sont donnés par l'oligarachie financière dont la troïka est le porte-parole.

Appelez à voter PS, c'était placer notre destin entre leurs mains ou se dessaisir des moyens de lutter pour le prendre en charge nous-même.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

La police égyptienne, secouée par un mouvement de contestation sans précédent, a décidé de ne plus obéir aux ordres, ayant le sentiment d'être instrumentalisée par le pouvoir en place.

Accusés d'usage excessif de la force par l'opposition et les jeunes manifestants hostiles au président islamiste Mohamed Morsi et aux Frères musulmans, les policiers se sentent détestés par leurs concitoyens alors qu'ils assurent respecter simplement les consignes.

"*Nous suspendons notre travail sine die car nous refusons d'assumer la responsabilité des erreurs du gouvernement qui veut nous impliquer dans le conflit politique*", affirme à l'AFP Hassan Mostafa, un colonel de police à Port-Saïd.

"*Toute la société est contre nous, elle considère les manifestants (tués dans les heurts) comme des martyrs, alors que nous n'avons même pas le droit de nous défendre*", ajoute-t-il.

Dans le journal al-Chorouk, le général Hefni Abdel Tawab, du QG de la police à Alexandrie, explique que les policiers "*font les frais de conflits politiques, alors qu'ils risquent des poursuites judiciaires (si des manifestants meurent) ou d'être tués*" dans les heurts.

Les policiers veulent une loi établissant clairement leurs pouvoirs et leurs devoirs, et réclament des armes pour faire face aux manifestations violentes qui se multiplient depuis novembre.

Le mouvement a débuté il y a plusieurs semaines par des manifestations isolées, mais depuis jeudi, des milliers de policiers se sont mis en grève à travers le pays.

Pour essayer d'apaiser les tensions, le ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim a limogé vendredi le commandant de la police anti-émeutes et a nommé un nouveau chef.

"*Nous poursuivrons notre grève jusqu'à ce que le gouvernement accepte nos revendications, à savoir éloigner la police de la politique (...) et limoger le ministre de l'Intérieur*", a répliqué le colonel Mohamed Fawzi, du QG de la police au Caire, dans le journal al-Chorouk.

Ces derniers jours, la contestation s'est étendue aux Forces de la sécurité centrale (FSC, forces anti-émeutes).

A Ismaïliya, sur le canal de Suez, les FSC ont refusé de se rendre dans la ville voisine de Port-Saïd, où les heurts entre policiers et manifestants ont fait une cinquantaine de morts, dont trois policiers, depuis fin janvier. M. Morsi a dû faire appel à l'armée pour assurer la sécurité à Port-Saïd.

Il s'agit du premier mouvement de contestation de cette ampleur au sein des FSC depuis 1986.

La police est mal vue depuis des décennies par une bonne partie de la population. Et malgré la chute début 2011 de Hosni Moubarak, qui s'appuyait sur un appareil policier brutal et tentaculaire, elle est toujours considérée comme un instrument de répression.

Selon les organisations locales de défense des droits de l'Homme, plus de 70 manifestants ont été tués depuis novembre 2012.

Dimanche, le ministre de l'Intérieur a estimé que les grévistes étaient une minorité au sein de la police. Il a aussi défendu les policiers, affirmant que ces derniers n'avaient pas "*effectué un seul tir*" sur des manifestants depuis le début du soulèvement populaire de 2011.

Pour certains commentateurs, cette grève est une réelle menace, alors que le président Morsi est fortement contesté par une partie de la population.

"*Le ministère de l'Intérieur est sur le point de s'effondrer (..) et je ne vois d'autre solution qu'une élection présidentielle anticipée*", a affirmé Abdel Rahmane Youssef, un éditorialiste islamiste modéré, dans al-Chorouq. AFP 10.03

2- Hongrie

«*La Constitution n'est pas un jeu !*» pouvait-on lire sur de nombreuses affiches ce week-end à Budapest. Plusieurs milliers de Hongrois ont protesté dans la capitale contre de nouveaux changements dans leur Constitution. Jeudi, ils avaient assiégé le bâtiment du Fidesz, le parti conservateur au pouvoir. Des amendements, qu'ils jugent contraires aux libertés individuelles, devraient être adoptés lundi par le Parlement, où ce parti détient une majorité des deux-tiers. Au grand dam aussi des institutions européennes qui ne cessent de batailler avec le Premier ministre Viktor Orban, le chef de proue de cette dérive, qualifiée d'autoritaire, par ses détracteurs.

Une nouvelle Constitution très controversée est déjà appliquée depuis le 1er janvier 2012. «*Si le quatrième amendement est adopté (lundi, ndlr), cela voudra dire la fin de l'autonomie des universités, l'ancrage des contrats-étudiants (obligeant les jeunes diplômés détenteurs d'une bourse d'Etat à travailler en Hongrie après la fin de leurs études, ndlr), la persécution des SDF, l'exclusion de la définition de la famille des couples vivant en concubinage, sans enfants ou du même sexe*», ont estimé les organisateurs de la manifestation, à savoir une douzaine d'ONG, dont Amnesty International ou encore TASZ (Association pour les droits de l'homme).

Les Hongrois protestaient aussi contre un texte limitant les pouvoirs de la Cour constitutionnelle, qui ne sera plus autorisée à se référer à sa jurisprudence et devra désormais statuer sur la forme et non plus sur le fond. Même le médiateur de la République a exhorté le président Janos Ader à ne pas signer l'amendement au cas où le Parlement l'adopterait. «*Cette situation pourrait mettre en péril l'équilibre du fonctionnement démocratique des institutions d'Etat* », explique-t-il, selon hu-lala.org, un site en français consacré à la Hongrie. AFP 10.03

3- Malte

Le Parti travailliste maltais, dans l'opposition depuis 15 ans, a remporté une nette victoire sur le Parti nationaliste (PN) du Premier ministre sortant Lawrence Gonzi, lors des législatives de samedi 9 mars.

Joseph Muscat, 39 ans, ancien journaliste et ancien député européen, a affirmé dans sa première et brève réaction qu'il ne s'attendait pas à une victoire aussi "*écrasante*" et a appelé ses partisans à garder le calme. "*Je ne m'attendais pas à une victoire aussi écrasante pour le Labour. Nous devons tous rester calmes, demain est un autre jour*", a dit M. Muscat dans sa première réaction.

Selon les premiers résultats provisoires, son parti est crédité de 55%, contre 43% au PN et 2% à un petit parti des Verts. Le jeune leader de l'opposition, dont le modèle est le président américain Barack Obama, avait fondé une grande partie de sa campagne électorale sur la promesse de réduire de 25% les tarifs de l'électricité et il prévoit la construction d'une centrale électrique à gaz avec une participation de capitaux privés à hauteur de 425 millions d'euros. Il a promis de parvenir à ces résultats en deux ans, faute de quoi il présenterait sa démission.

Le taux de chômage est de seulement 6%, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) en 2012 a été estimée à 1,5% en 2012, selon les dernières statistiques disponibles, et le déficit public n'est que de 2,3% du PIB. Lexpress.fr 10.03

Avec un tel modèle, Obama, son parti mérite le nom de Labour (travailleur) !

4- Chine

Les Etats-Unis sont à l'origine de plus de la moitié des cyberattaques ayant visé la Chine au cours des deux premiers mois de 2013, écrit dimanche l'agence de presse Chine nouvelle, sur fond d'escalade de la tension entre Pékin et Washington à propos de l'utilisation d'internet.

Pékin et Washington se disputent depuis des mois sur la question des cyberattaques, chacun accusant l'autre de s'en prendre à des sites internet gouvernementaux "*sensibles*".

Sur les deux premiers mois de l'année, 2.196 serveurs de contrôle américains ont "*contrôlé*" 1,29 million d'ordinateurs hôtes en Chine, ce qui fait des Etats-Unis le premier pays à s'attaquer à des serveurs et à des ordinateurs hôtes en Chine, affirme l'agence de presse officielle.

En février, le ministère chinois de la Défense a déclaré que deux grands sites internet militaires chinois, dont celui du ministère de la Défense, avaient été la cible de 144.000 cyberattaques par mois l'année dernière, dont près des deux tiers provenaient des Etats-Unis. Reuters 10.03

Autant dire qu'avec nos ordinateurs d'amateurs, quand on nous demande si on accepte une nouvelle protection, c'est davantage pour mieux nous contrôler qu'autres choses, là encore ils nous prennent pour des demeurer. Vous aussi avez-vous remarqué qu'ils passaient une bonne partie à cela ?

5- Etats-Unis

La Commission sénatoriale permanente du Renseignement a terminé la rédaction d'un rapport monumental de 6 000 pages, incluant 35 000 notes de bas de page référençant plus de 6 000 000 de documents, relatif au programme de torture de la CIA.

L'enquête a permis d'établir que le programme était d'une ampleur gigantesque, sans commune mesure avec ce qui a été évoqué publiquement jusqu'ici. La torture était utilisée soit pour conditionner des individus, soit pour leur extorquer des renseignements. Dans ce cas, les informations obtenues, loin d'aider l'Agence dans son travail, l'ont aiguillée dans de mauvaises directions.

Nombre de ces faits ont été traités par le Réseau Voltaire au cours de la dernière décennie, mais déniés jusqu'ici par les institutions et ignorés par les médias dominants.

De l'avis de personnalités ayant eu accès au rapport, sa publication serait de nature à provoquer une onde de choc comparable aux scandales en chaînes qui suivirent les publications des rapports Church (1975) et Pike (1977). Il ne fait aucun doute que les États-Unis ont été au cours de la dernière décennie l'État avec le pire bilan en matière de droits de l'homme. Cependant, la Commission hésite à déclassifier le rapport.

La Commission, qui a déjà auditionné le candidat à la direction de la CIA, John Brennan, voudrait interrompre le processus de confirmation pour lui demander des explications. M. Brennan était en effet le numéro 3 de l'Agence durant la période sombre de George W. Bush Jr. D'ores et déjà, les proches de M. Brennan ont fait savoir qu'il nierait toute implication dans ces crimes. Il devrait plaider qu'il avait été tenu à l'écart de ce programme et qu'il avait été désinformé à ce sujet par ses collègues et

supérieurs. Réseau Voltaire 08.03

SOCIAL

Espagne

Des milliers de manifestants ont défilé dimanche en Espagne, notamment à Madrid et Barcelone, pour protester contre le chômage et l'austérité, et réclamer des réformes politiques, à l'appel des grands syndicats du pays.

Aux cris de "*Gouvernement, démission*", le défilé madrilène a parcouru le centre de la capitale, rassemblant quelques milliers de fonctionnaires, employés du transport, médecins et infirmières qui manifestent depuis des mois pour la défense de la santé publique. (Je ne suis pas sûr que ce cri parvienne jusqu'aux oreilles de D. Gluckstein ! - Ndlr)

Les deux grands syndicats espagnols, UGT et Comisiones Obreras (CCOO), appuyés par des collectifs de citoyens, avaient convoqué des rassemblements dans 60 villes, notamment à Barcelone, "*contre le chômage et pour le renouveau de la démocratie*".

"*Nos problèmes actuels ne peuvent être résolus que par des changements politiques*", affirmait une infirmière de 52 ans, Pilar Gomez, qui manifestait à Madrid enveloppée dans un drapeau républicain rouge, jaune et violet.

"*Ils frappent violemment les citoyens avec ces coupes budgétaires dans l'éducation, la santé, les services sociaux*", ajoutait cette manifestante. "*C'est un motif suffisant pour manifester tous les jours, mais nous devons être plus nombreux*".

"*Du pain et un toit à un juste prix*", réclamaient de petites pancartes dans la foule.

A l'appel des syndicats ou des mouvements de citoyens, ces manifestations, diversement suivies, se multiplient en Espagne contre la politique d'austérité menée depuis plus d'un an par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy.

L'objectif des ces manifestations "*est de provoquer un changement radical et urgent dans l'orientation de la politique économique tant en Europe qu'en Espagne*", a affirmé le syndicat UGT dans un communiqué. AFP 10.03

Haut de page

Le 12 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de finaliser le dossier sur l'UE, ce sera pour demain et d'autres nouveaux articles.

Ce qui suit à titre d'info, je n'ai pas eu le temps non plus de présenter cela autrement, j'ai des problèmes de coupures électriques et ce matin j'ai changé la bâche qui couvre la pièce principale de la maison en prévision des prochaines pluies, l'ancienne était percée, donc c'était une affaire urgente à régler. Aujourd'hui il y avait une nouvelle journée de grève générale. Pas le temps de causer.

Revue de Presse par Pierre Jovanovic à partir du 11 mars

AU VIOL DES PEUPLES S'AJOUTENT LES CRACHATS DES TRADERS (ou: LE DOW JONES BAT DES RECORDS) du 11 au 15 mars 2013 : Du jamais vu dans l'histoire humaine... Ben Bernanke a balancé aux banquiers et financiers pour 2.000 milliards de dollars de planches à billets depuis 2008. Deux mille milliards vous imaginez, ce qui a permis au Dow Jones de soi disant battre ses records historiques selon les crétins, pardon, journalistes économiques que voyez causer dans le poste. Des records qui vont en effet de pair, parfaitement synchronisés même, aux licenciements massifs que l'on voit depuis début 2008 et qui se poursuivent sans cesse depuis mai 2012.

Mais la presse vendue vous dit que tout va bien dans l'économie puisque le Dow Jones a battu son record... Elle a juste oublié ce qui s'est passé 6 mois après ce fameux record. Wall Street a tout simplement explosé!! Il n'y a que les "*experts*" pour ne pas voir l'évidence... Il se trouve que Zero Hedge et le FT ont eu la même réaction outrée que votre serviteur. ZH a même comparé les principaux indicateurs de 2007 vs 2013 et là, on voit bien LA GRANDE ESCROQUERIE DES AMERICAINS et aussi celle des journalistes économiques (et bien sûr des députés et ministres complices) qui laissent faire sans rien dire.

- GDP Growth: Then +2.5% - Now +1.6%
- Regular Gas Price: Then $2.75 - Now $3.73
- Americans Unemployed (in Labor Force) - Then 6.7 million - Now 13.2 million
- Americans On Food Stamps: Then 26.9 million - Now 47.69 million
- Size of Fed's Balance Sheet: Then $0.89 trillion - Now $3.01 trillion
- US Debt as a Percentage of GDP: Then 38% - Now 74.2%
- US Deficit (LTM): Then $97 billion - Now $975.6 billion
- Total US Debt Oustanding: Then $9.008 trillion - Now $16.43 trillion

Au fait Monsieur Toutou, Bozo, Langlais, etc., comment expliquez-vous que, comme le Dow Jones, le CAC40 n'ait pas battu son record, environ 6200 points, de 2007? Hmmm? Pourquoi il se traîne à 3700 points? Comment expliquez vous que le chômage ait explosé des deux côtés de l'Atlantique, malgré la (pseudo) bonne santé outrageuse du monde financier? Comment expliquez vous qu'au moins 30 HEDGE-FUNDS américains n'aient pas explosé après que le cours d'Apple se soit effondré de presque 40%?

La réponse est simple: parce que sur ces 2000 milliards, la Fed n'a balancé aux Européens que quelques milliards de dollars, juste pour mieux les endetter et leur garder la tête hors de l'eau, en réalité juste de quoi respirer... Tout le reste a sauvé les établissements US. Au passage, le peuple européen paye une partie du rétablissement de Wall Street avec du vrai argent, puisqu'il n'y a pas de vraie planche à billets européenne.

PS: Vous avez remarqué que la presse éco française se garde bien d'utiliser le terme "*planche à billets*"... ça ferait désordre. Les caniches utilisent "*assouplissement*", si, si, genre Soupline, voyez?, que Madame verse dans sa machine à laver (c'est aussi une manière inconsciente de nous dire qu'ils nous servent bien de la soupe et pas de l'info)

PS2: le Telegraph non plus n'est pas tombé dans le panneau. "*Central bank money printing and the mystery of soaring shares. 'Why did nobody see it coming?", the Queen asked four years ago on a visit to the London School of Economics, a brilliantly faux naïve question that cruelly exposed the failings of modern economics"... ha ha ha: "1) One reason is zero interest rates, allowing companies which, in a conventional recession, would have gone bust, to stay in business. At the same time, banks have been bailed out, so that bad debts have in effect been nationalised. Taxpayers rather than investors are being made to pay the price for past excesses. The insolvency problem has been transferred from the private to the public sector ... It's labour rather than capital which has been most damaged by the downturn ... 2) The other related explanation is central bank money printing*".

PS3: Lisez cet article de ZH "*Fed Injects Record $100 Billion Cash Into Foreign Banks Operating In The US In Past Week*"... pour que certaines banques bien de chez nous ne fassent pas faillite... ça ferait désordre au Dow Jones. Vous avez vu d'ailleurs que le cours du Crédit Agricole est monté? Faut-il y voir l'intervention de la FED??? ha ha ha... Le monde est entré dans un Weimar planétaire, et tout va sauter à un moment donné ou à un autre.

PS4: Lisez surtout ce papier de Caldwell dans le Financial Times ici "*What looks like a rally may just be the effect of elites passing money among themselves. The Dow Jones rallied beyond 14,300 points this week, passing the highs it reached in 2007 just as the world economy was starting to wobble*"... qui vous explique que tout ceci n'est qu'une cavalerie géante menée par nos politiques, sur le dos du peuple, c'est à dire vous et moi. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

L'EMIR DU QUATAR ACHETE 6 ILES GRECQUES ET CONVOITE CELLE D'ULYSSE du 11 au 15 mars 2013 : Alors là, le monde est vraiment en train de changer de mains. L'un de nos lecteurs a vu comme moi que les propriétaires historiques grecs, sous le poids des nouveaux impôts, ont été obligés de vendre leurs îles. Mais il y a quelque chose de mieux, et c'est notre lecteur Christophe Certain qui parle: "*Le bateau de l'émir mouille près de l'île d'Ithaque, et il a annoncé vouloir racheter en fait tout l'archipel, y compris donc Ithaque, celle d'Ulysse! L'émir du Quatar se positionne donc symboliquement comme "prétendant" à la main de Pénélope et à la souveraineté sur l'île. On n'ose imaginer que les Grecs vendent cette île! Imagine-t-on la France vendre le Mont-St-Michel ou les arènes de Nîmes aux Chinois? En tout cas, dans la légende, se positionner comme prétendant au trône d'Ulysse n'a pas été une bonne stratégie quand celui-ci à fini par rentrer chez lui! A la place de l'émir du Quatar, je me méfierais donc du réveil des Grecs !*"... Oui, en effet. Ils se vendent sans scrupules par la force de l'Union Européenne et des Américains. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

LETTRE D'UN POLICIER + SUICIDES DANS LES COMMISSARIATS du 11 au 15 mars 2013 : "Souvent , lors de vos interventions à la radio ou lors de vos interviews (cf la dernière du 08 mars par exemple), vous stipulez que les policiers ne font pas de Maintien de l'Ordre et ne sont pas formés pour cela....). Il faut que vous sachiez que les CRS sont un corps issu de la Police Nationale et spécialisé dans le Maintien de l'Ordre ... Les gendarmes aussi disposent de Gendarmes Mobiles spécialisés dans le Maintien de l'Ordre....C'est ainsi que vous pouvez voir des "Robocop" Policiers ou Gendarmes lors de manifestations... Aucune différence entre la manière d'agir de ces deux groupes...

Je ne sais pas combien de temps les collègues (CRS) tiendront d'un point de vue "psychologique" (cf Goodyear récemment) car parmi ces gens qui manifestent leur désarroi, il y a des membres de la famille de ces mêmes policiers et gendarmes.

Une chose est sûre , lorsque nous avons manifesté notre mécontentement et envahi (nous Policiers) Saint-Michel en mai dernier

suite au mécontentement des collègues concernant la mise en examen pour homicide volontaire d'un collègue par les magistrats de Bobigny, ce sont les gendarmes qui nous ont empêché d'accéder à La Préfecture de Police...

Cet "antagonisme" Police/Gendarmerie" sert le gouvernement pour le moment car quand les uns manifestent leur mécontentement, les autres s'interposent et vis et versa... Jusqu'à quand? Une chose est sûre, pour avoir moi-même fait du "Maintien de l'ordre", je peux vous dire que les collègues ne tiendront pas longtemps lors de futures manifestations sociales virulentes, car les policiers dans leur ensemble n'en peuvent tout simplement plus (sous-effectifs, pression hiérarchique, mauvaise ambiance généralisée, population hostile à notre égard, et très peu de possibilité de mutations offertes aux collègues afin de rejoindre leur famille le plus souvent restée en Province...)

Les suicides sont en constante augmentation, (jusqu'à 2 par semaine parfois, voire 4 en 8 jours en décembre dernier par exemple) et les actes de violence le plus souvent perpétrés par une "même partie" de la population envers les forces de l'ordre ne cessent d'augmenter en France... Sans que les collègues ne puissent agir (ordres répétés de ne pas intervenir notamment dans les cités).

Moi-même comme des centaines de collègues, je ne compte pas rester au sein de cette administration et il faut que vous sachiez que le nombre de demandes de "mises en disponibilité" explosent et se transforment parfois en démission pure et simple... J'étais rentré dans l'institution par conviction, j'en ressortirai dégoûté et triste pour mon Pays..." Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Licenciements de la semaine du 11 au 15 mars 2013 : tous les records battus !

La Barclays Bank a décidé de se transformer en banque d'automates et va virer 40.000 personnes DE PLUS, et cela afin que les bénéfices soient encore plus grands pour les seuls actionnaires. La banque veut arriver à 100.000 salariés seulement dans le monde. Les banques transforment le monde en une société inhumaine dans laquelle seuls les profits corporate comptent, à l'américaine. La Bête Argent détruit tous les tissus de la société... Ajoutez là dessus 50.000 postes au sein de l'Armée Française qui vont disparaître l'année prochaine pour répondre à l'exigence de l'axe Washington-Bruxelles appellée Union Européenne et vous avez 90.000 emplois qui disparaissent sur 2013-2014 juste avec... deux entités. Imaginez le reste...

- Ericsson, sous-traitant d'Orange Suisse, vire 29 personnes. Mais le mieux, c'est qu'ils leur demandent de former leurs remplaçants roumains en... Roumanie!!!! Aucun scrupule les mecs d'Ericsson...

- le seul bon signe de la semaine: le parc d'attraction Mini-Europe ferme, youpi, (hélas Océade aussi) 120 emplois qui disparaissent, les deux fermeront définitivement le 31 août 2013. Ceci annonce l'explosion de l'UE...

- Prémaman supprime 80 postes en Belgique

- Barclays Bank va virer 40.000 personnes de plus, pour devenir une banque d'automates: "*Barclays chief executive Antony Jenkins has suggested that up to 40,000 jobs could be cut at the bank as customers switch to automated banking, according to reports*."

- Armée Française risque de perdre entre 30.000 et 50.000 personnes. Youpi... Le Point écrit: "*Dans sa quête d'économies, Bercy prévoirait une baisse de 11% du budget de la Défense soit près de 50.000 emplois menacés*"

- La Fédération hospitalière de France annonce 20.000 emplois supprimés en 2013 si les choses ne changent pas lire ici L'Humanité , merci aux lecteurs

- Thomas Cook licencie encore, cette fois ce seront 2.500 voyagistes lire ici , merci à Sacha

- L'assureur Grass Savoye 1er courtier en assurances de personnes en France et 10e courtier mondial, supprime 300 postes. Zut, déjà qu'ils ne répondaient jamais au téléphone...

- Bridgestone Italie ferme une usine de pneus, 950 salariés virés

- Le suédois Vattenfall supprime 2500 emplois

- Le constructeur de wagons de marchandises FreightCar America vire 250 personnes

- IBM délocalise au Mexique encore des licenciements à venir

- La chaîne JC Penney vire 1500 personnes de plus...

- Fermeture du serrurier JPM à Avermes,

- Belgique: 2.800 emplois perdus dans la construction en 2012, stat de mars

- Boxal Suisse ferme son usine à Belfaux

- Google-Motorola vire 1200 personnes de plus

- Inside Secure, informatique, se trouve en difficulté et annonce un plan de réorganisation de ses activités avec 20% des salariés licenciés.

- L'Eglise protestante suisse veut réduire ses effectifs de 30%!!! "Un plan de redressement drastique sera présenté les 14 et 15 mars prochains au Consistoire"

- "La nouvelle direction du magazine gay et lesbien Têtu prévoit le licenciement des 16 personnes et la sous-traitance du site web, Têtu.com"

- Macopharma va virer 67 personnes sur ses sites de Tourcoing, Mouvaux et Neuville-en-Ferrain. La Voix du Nord ,

- Eon France, "*qui emploie plus de 800 personnes en France, veut fermer plusieurs centrales dont celle de Lucy. Cela entrainera la suppression de 215 postes sur la base d'un plan de départs volontaires (dont 67 emplois en Saône-et-Loire).*"

- Bretagne Céramique Industrie vire 12 personnes

- Globe, le grand magasin de Mulhouse en redressement

Merci à Mr Iborra qui nous donne un Polaroïd de ce qui se passe, aussi, en Espagne:

- Ibercaja négocie le licenciement de 592 employés et 187 dans les bureaux

- Licenciements massifs chez le tout operator Orizonia (2300 personnes concernées ??)

- Canal 9 vire 1.100 personnes

- Les grandes entreprises espagnoles ont annoncé plus de 20.000 licenciements en janvier et fevrier Kaosenlared

- Gol et Tam virent en Espagne 350 personnes

- Un parti politique veut commencer le licenciement des fonctonnaires en 2013

- Race (l'assistance routière espagnole) veut tirer 168 personnes soit 20% des employés

- General Electric Spain vire 700 personnes

- Un journal semble avoir des soucis et supprime des sections

- Licenciements dans les studios Time Gate

- Roca notifié 476 licenciements à Alcalá de Henares Alcalá de Guadaira

- Serco Group vire 480 salariés dans le Maryland

- Hausse du chômage en Flandres de 6.6% en février 2013 soit 215.177 personnes (+ 13 257). merci à Mr Antoine

- GE Power and Water supprimerait de 150 à 200 emplois

- Bioware San Francisco, l'entreprise de jeux vidéo en Flash, filiale de Bioware et éditée par Electronic Arts, vient de fermer ses portes en licenciant par la même occasion 25 à 30 employés

- La Poste suisse et Nestlé suppriment 30 et 20 personnes

- GL Bijoux supprime 269 postes après son redressement

- "La communauté urbaine de Strasbourg annonce la suppression de plusieurs journées d'absence payées ... Les syndicats parlent de "confiscation pure et simple d'acquis sociaux" et de "recul social historique".

- J'en ai déjà parlé, mais voici les conséquences chez nous: "Chez Levi's France, sur 155 salariés, le plan social est en route pour 22 personnes, ils regroupent aussi les équipe de Docker's et Levi's (1+1 ne feront pas 2) le siège social Europe de Levi's en Hollande saute (270 personnes) alors que la société n'a jamais fait autant de marge, l'entité Europe est a 66% de marge brute, et la rentabilité est la meilleur de toutes les filiales de Levi's Monde...".

- "Etap Verlichting, pme de l'éclairage, supprime 26 postes en Belgique" Revue de Presse par Pierre Jovanovic

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Hollande aussi impopulaire que Sarkozy. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Pas d'effervescence pour l'accueillir (lors de son déplacement à Dijon - Ndlr), beaucoup de doléances d'habitants en difficulté et même quelques cris de colère. M. Hollande a ainsi été pris à partie par trois personnes qui lui ont demandé sans aménité où en étaient "*ses promesses*" avant d'être écartées sans ménagement par le service d'ordre. "*On aurait préféré que ce premier déplacement se passe plus calmement (...) les consignes seront plus explicites à l'avenir pour éviter ces excès de zèle*", a-t-on concédé dans l'entourage du président.

"*J'appelle l'ensemble de la gauche à faire pack autour du président et, comme lui, aller partout expliquer le sens de cette politique pour redresser notre pays*", a pour sa part lancé le premier secrétaire du PS Harlem Désir lundi matin sur BFMTV et RMC.

Alors que Jean-Marc Ayrault tentera mardi de rassurer les élus locaux en leur proposant un "*pacte de confiance et de responsabilité*", le président devrait lui aussi faire de la câlinothérapie auprès des représentants des collectivités locales, fortement mises à contribution pour la réduction des déficits. Mardi, il rencontrera ainsi des élus ruraux de Côte d'Or.

M. Hollande a achevé la journée par "*un dîner républicain*" auquel étaient conviés les parlementaires du département (5 députés, 3 sénateurs) toutes couleurs politiques confondues. AFP 11.03

Là il avait endossé le masque du républicain, en famille s'il vous plaît.

Retraites. Populisme et tautologie.

Henri Emmanuelli, lors d'un entretien sur France Info le 26 février dernier : "*La biologie fait qu'il faut quand même se poser la question de la durée de cotisation*", lançait alors le député des Landes, que l'on a aussi pu entendre expliquer : "*Je vois des gens qui auront passé plus de temps en retraite que dans la vie active. C'est une situation qui ne peut pas perdurer*".

Henri Emmanuelli considère que la question urgente ne porte pas sur les retraites : "*La vraie solution est en amont. Le problème numéro 1, c'est l'emploi.*" nouvelobs.com 11.03

Répondant à la polémique qui s'en est suivie avec Mélenchon, il a précisé qu'il avait parlé d'un instituteur qui prend sa retraite à 55 ans. Qu'est-ce que cela change, pourquoi un prof devrait-il travailler jusqu'à 70 ans ou plus ? Certes, ils ont des avantages que n'ont pas les ouvriers, mais ils ont un travail usant, harassant et de plus ingrat exerçant leur métier dans des conditions de plus en plus déplorables, rien à voir avec celle d'un élu rentier du régime.

La vraie question serait plutôt de se demander pourquoi depuis toujours les ouvriers et les employés, les travailleurs du secteur privé toutes catégories confondues y compris les cadres ne partent pas à la retraite à 55 ans. Parce que c'est un deal que les syndicats corrompus ont passé avec le régime. C'est certain, et au-delà aujourd'hui plus aucun n'ose aller sur ce terrain parce qu'ils se sont tous convertis à l'économie ultra libérale qu'incarne la politique du gouvernement que par ailleurs ils soutiennent, ne tiennent pas à mettre en difficulté.

Quant à la question de l'emploi, le chômage de masse a démarré sous Mitterrand, le modèle d'Emmanuelli et de Mélenchon,

pour devenir permanent puis ne plus cesser de progresser, l'un et l'autre l'ont oublié évidemment, nous non.

Pour résoudre la question du chômage il faut renverser ce gouvernement et les institutions de la Ve République, les travailleurs doivent prendre le pouvoir politique et instaurer une République sociale qui mette hors la loi le capitalisme. Il n'existe pas d'autre voie. En France comme dans tous les autres pays, c'est sur cette base et dans cette perspective qu'il faut construire le parti et l'Internationale socialiste révolutionnaire.

En famille.

Le Haut conseil de la famille estime qu'il faudra réduire de 2,2 milliards d'euros les prestations familiales d'ici 2016 pour redresser les comptes de la branche famille de la sécurité sociale, écrit lundi le journal Les Echos sur son site internet.

Selon le quotidien économique, le rapport qui sera présenté jeudi au Haut conseil de la famille - chargé de proposer des économies au gouvernement - ne donne pour l'instant pas de piste précise mais souligne que les classes moyennes et supérieures bénéficient largement de la politique familiale.

Le déficit de la branche famille devrait atteindre 1,7 milliard d'euros en 2016, auxquels il faut ajouter les hausses de prestations annoncées en décembre pour lutter contre la pauvreté et qui coûteraient 400 à 500 millions d'euros à cette date, poursuivent *Les Echos*.

Le Haut conseil de la famille dévoilera ses propositions d'économies fin mars. Reuters 11.03

Cet organisme est illégitime et doit être dissout !

Question : qui en fait partie, qui y collaborabe ? Répondre à cette question va nous aider à comprendre pourquoi le gouvernement joue sur du velours, comme sur les retraites, la Sécu, etc. (http://www.hcf-famille.fr/spip.php?article11)

Le Haut Conseil de la Famille réunit 60 membres, représentant l'ensemble des acteurs de la politique familiale.

- Président M. Bertrand FRAGONARD, Président de Chambre honoraire à la Cour des comptes

- Seize représentants des assurés sociaux et des employeurs 2 CGT 2 CFDT 2 CGT-FO 1 CFE-CGC 1 CFTC 1 FSU 1 UNSA 2 MEDEF 1 CGPME 1 UPA 1 FNSEA 1 UNAPL

S'ajoute à cela
- Quatorze représentants du mouvement familial
- Deux députés
- Deux sénateurs
- Trois représentants des collectivités territoriales
- Trois représentants des organismes de sécurité sociale
- Huit représentants de l'Etat
- Dix personnalités qualifiées
- Deux représentants d'organismes intervenant dans le champ de la petite enfance

Nous sommes donc en présence d'un organisme de collaboration de classes auquel participent les syndicats et les partis dits frauduleusement ouvriers présents au Parlement. J'imagine qu'ils sont grassement rémunérés pour remplir cette fonction.

Tout comme au COR (retraites) ou à l'OIT (ONU), leur présence (minoritaire) ne sert qu'à légitimer l'existence de ces organismes, ainsi que les rapports qu'ils produisent sur la base de l'état de la société qui est le produit de la crise du capitalisme, donc à la prendre en charge, à prendre en charge tous les rapports qui en découlent, et en conclusion les décisions antisociales qu'ils sont amenés à prendre conformément aux besoins du capitalisme puisqu'il s'agit pour eux d'assurer la pérennité de la société telle qu'elle existe, autrement dit le capitalisme auquel nos propres besoins doivent être subordonnés, ainsi la boucle de la collaboration de classes est bouclée.

Vous pouvez en reprendre une à une toutes les étapes et vérifiez qu'il n'en manque pas, c'est le même schéma ou la même méthode qui est mise en oeuvre systématiquement dans tous les organismes appelés à remplir la même fonction : associer les soi-disant représentants des travailleurs au bon fonctionnement de la société capitaliste. Voilà ce que les dirigeants d'absolument tous les partis ont accepté.

Pour notre part, si nous disposions d'un parti ouvrier révolutionnaire, jamais nous n'aurions accepté de participer à de tels organismes ou d'avoir des rapports avec les appareils des syndicats ou des partis qui y participaient. Il faut choisir son camp quand

on prétend combattre un ennemi pour le vaincre et non pour s'en accommoder.

ACTUALITE EN TITRES

Son de cloches.

- La confiance dans le nucléaire se rétablit d'après Areva - L'Expansion.com

- Batho : la France «*aura durablement besoin d'une part de nucléaire*» - LeParisien.fr

Tiens donc !

- La crise de l'euro n'est pas terminée... et donne même d'inquiétants signes de rechute - Atlantico.fr

La question inutile par excellence.

- Les riches sont-ils rentables pour la société ? - Atlantico.fr

Le système économique capitaliste est miné à la base.

Cause...

- Pourquoi le nombre de «*super-riches*» augmente-t-il ? - Liberation.fr

... conséquence...

- L'austérité aggrave la récession en Europe du Sud - L'Expansion.com -

- Le PIB du Portugal recule de 1,8% au 4e trimestre - Reuters

- Contraction du PIB italien de 0,9% au 4e trimestre - Reuters -

- La production industrielle française a reculé de 1,2% en janvier - L'Expansion.com

Antisocial tout azimut

- 2,2 milliards d'économies prônées sur les prestations familiales - Reuters

- "*D'accord pour participer à l'effort sur les retraites si on supprime 30% des fonctionnaires*" - L'Expansion.com

La meilleure formule face aux classes surchargées.

- Peillon veut diminuer le nombre de redoublements - LeFigaro.fr

Quand j'ai travaillé au lycée français de Pondichéry, j'avais appris que les élèves ne pouvaient pas redoubler au-delà de la 6e, donc même s'ils avaient des résultats en dessous de la moyenne ou qu'ils étaient franchement nuls en 5e, 4e, 3e, etc. ils devaient automatiquement passer dans la classe supérieure, ce qui voulait dire qu'un élève qui avait commencé à décrocher en 5e devait quand même passer en 4e quitte à ce qu'il décroche totalement et finisse l'année avec une moyenne de 4 ou 5 sur 20, puis passe en 3e où là il serait totalement largué, etc.

Bref, tout était fait pour qu'il soit tellement dégoûté des études pour qu'il quitte l'école.

Le gouvernement sioniste agite de nouveau la menace du musulman

L'AFP ou l'agence de presse officielle du régime donne le la...

- Le groupe de Marignane était capable de commettre un attentat, ses membres déférés - AFP

... ensuite les médias aux ordres prennent le relais et amplifient le message. La menace est permanente...

- Terrorisme : le groupe de Marignane était prêt à agir - Le Nouvel Observateur

- Terrorisme: le groupe de Marignane projetait un attentat imminent - L'Express.fr

- Marignane: les islamistes préparaient un attentat - LeFigaro.fr

- Les interpellés de Marignane auraient pu commettre un attentat bientôt - Liberation.fr

- Le groupe de Marignane comptait passer à l'action «*dans les jours à venir*» - 20minutes.fr

... une nouvelle preuve si besoin était...

- Explosion à la prison de Réau: le parquet antiterroriste se saisit de l'affaire - L'Express.fr

... et pour y remédier, renforcer le contrôle de la population.

- Le logiciel de surveillance qui manque aux enquêteurs antiterroristes - LeMonde.fr

Etrange question, non ? En êtes-vous bien sûr ?

- Affaire Merah: "*Ce n'est pas la DCRI qui a ouvert le feu sur les victimes du tueur*" - L'Express.fr

... oui, cela aurait pu être n'importe quel musulman finalement...

- Islamisme: Pas de «*profil type*» de djihadistes en France - 20minutes.fr

Quand les Frères musulmans mis en place par Doha et choyés par Paris font dans la dentelle.

- Tunisie: un député d'Ennahda qualifie l'excision de chirurgie "*esthétique*" - L'Express.fr

OTAN en emporte... la guerre

- Un rapporteur de l'ONU accuse la Corée du Nord de crimes contre l'humanité - LePoint.fr

- Le dirigeant de Corée du Nord désigne une première cible sud-coréenne - LeMonde.fr

- La Corée du Nord de Kim sur le sentier de la guerre - LeFigaro.fr

- Les Etats-Unis vont tenter d'assécher les rentrées de devises de Pyongyang - AFP

- Chine-Japon, guerre froide en Asie - LeMonde.fr

Cocus, loosers, la risée.

- Syrie : Fabius évoque une levée de l'embargo sur les armes - LePoint.fr

- Paris et Berlin s'opposent sur les armes aux insurgés syriens - Reuters

- Assad se sert de milices pour commettre des massacres, dit l'Onu - Reuters -

Il existe apparemment un axe Washington-Londres-Berlin et accessoirement Moscou et Téhéran, contre un autre axe Paris-Riad-Doha pour régler la question syrienne. Devinez quel est le ticket gagnant, si on peut dire ? L'axe Washington-Londres-Berlin, on y reviendra depuis le XIXe siècle...

L'UMP plus sûrement.

- "*Les échecs de la gauche augmentent la probabilité de voir le FN au pouvoir*" - L'Express.fr

Déjà parler de la gauche s'agissant du gouvernement, c'est se livrer à une falsification puisqu'il poursuit et amplifie la politique réactionnaire du gouvernement précédent. Si la droite se trouvait dans l'impossibilité de revenir au pouvoir pour poursuivre ou imposer cette politique, dans ce cas ce serait à l'extrême droite de s'en charger, pendant que la droite l'aiderait en sous-main quitte par la suite à la poignarder dans le dos pour camoufler son alliance avec l'extrême droite.

Ce qu'on constate, c'est que dans les trois cas de figure, c'est la même politique qui est appliquée pour le compte de la même classe, celle des capitalistes.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Plus de 1000 Athéniens se sont rassemblés hier soir devant le Parlement grec, sur la place Syntagma avec le slogan "*Ça suffit !*", pour protester contre les politiques budgétaires du gouvernement et les mémorandums imposés par la troïka, l'UE et du Fond Monétaire International. Avec 2 arrestations très musclées et des gaz lacrymogènes, il semble que le gouvernement grec ne souhaite pas voir le mouvement des indignés reprendre en Grèce.

Environ 200 policiers de la MAT (brigade antiémeute) ont été déployés pour vider la place Syntagma avec des gaz lacrymogènes et les habituelles violences des policiers. okeanews.fr 11.03

1.2- Une bombe artisanale a explosé hier soir vers 23h devant un bureau de poste de la compagnie Swift Mail, dans le quartier de Pangrati, à Athènes, brisant des vitres et faisant quelques dégâts matériels mineurs. Il n'y a aucun blessé, selon la police.

Les fonctionnaires de police ont indiqué que la bombe se composait d'au moins cinq bonbonnes de gaz (probablement de type camping gaz) et d'un système d'explosion. L'entreprise était fermée à l'heure de l'explosion.

La société Swift mail, dans des forums sur internet, est accusée de coopérer avec la police dans ses enquêtes. okeanews.fr 11.03

1.3- Une femme menace de sauter d'une sculpture en acier située sur la place Omonia.

Un évènement semblable s'était produit en Novembre, quand une femme avait été encouragée à descendre de la structure par les pompiers.

Une ambulance, la police et les pompiers sont à Omonia et essayent d'encourager la femme à ne pas sauter. Ils ont placé un tapis de réception pour sa sécurité. okeanews.fr 11.03

2- Tunisie

Le parti de Chokri Belaïd a annoncé lundi qu'il allait demander au Conseil des droits de l'homme des Nations unies d'enquêter sur l'assassinat de cet opposant laïque aux islamistes au pouvoir en Tunisie.

Le Parti des patriotes démocrates dit ne pas avoir confiance dans le système judiciaire tunisien.

"*Nous sommes convenus (...) d'aller devant le Conseil des droits de l'homme à Genève pour demander une enquête sur le meurtre de Belaïd car nous avons des doutes au sujet de l'appareil judiciaire tunisien*", a dit l'un des responsables de cette formation, Zied Lakhdar, à Reuters.

"*Nous pensons que l'enquête n'a pas été menée de manière sérieuse et qu'il y a beaucoup de doutes et d'ambiguïtés*", a-t-il ajouté. Reuters 11.03

Autant s'adresser à son bourreau ! Avec d'autres partis laïques vous devriez exiger qu'une commission indépendante enquête sur l'assassinat de Chokri Belaïd dont les membres seraient nommés parmi les partis laïques et le syndicat de la magistrature indépendamment des partis présents au gouvernement. Ou alors vous pourriez vous en charger vous-même en assurant la protection armée des enquêteurs.

Haut de page

Le 13 mars 2013

CAUSERIE

Mardi soir.

Le convertisseur de courant qui permet d'avoir de l'électricité par le biais des batteries a encore brûlé, du coup je ne peux plus travailler quand le courant est coupé. Il va falloir sans doute quelques jours avant qu'il soit réparé, aussi le site ne sera que partiellement actualisé pendant cette période. Avec la remontée de la température, ils recoupent le courant de 6h à 10h tous les matins, parfois en début d'après-midi, tous les soirs entre 18 et 19h et à nouveau de 21h à 22h, ensuite de minuit à 1h du matin, bref, quand ils ne coupent pas toute la journée de 6h à 18h.

Je vais voir pour acquérir un second convertisseur de courant, c'est un investissement, mais franchement cela me fait chier de me retrouver plongé dans le noir le soir comme il y a 20 ans quand je m'éclairais avec une lampe à huile. Et puis sans ventilateur je ne peux pas dormir.

Hier après l'un des ventilateurs de l'ordinateur qui avait lâché, c'est le lecteur de CD qui était bloqué, bref, c'est bien simple je ne remets plus les vis du carter qui permet d'accéder à l'intérieur de l'unité centrale car régulièrement je dois enlever et remettre les connecteurs pour qu'il fonctionne normalement, et l'été je l'enlève carrément pour qu'il refroidisse en installant un ventilateur dans sa direction, ma hantise c'est qu'il claque avant que j'ai sauvegardé mes fichiers.

Ici on peut dire que tout est fait pour pourrir littéralement la vie de la population au quotidien. On peut comprendre que les Indiens prennent les choses avec un brin d'insouciance qui peut paraître étrange à première vue à un étranger, ils y sont contraints par la force des choses car sinon il y a vraiment de quoi péter un plomb, c'est nécessaire pour supporter ce qu'ils doivent endurer. Dans ce sens on peut dire que leur bonne humeur est forcée, ils n'ont pas le choix sinon ils passeraient leur temps à se cogner la tête contre les murs, il faut bien se donner les moyens de continuer à vivre malgré tout. On a du mal à s'imaginer une vie aussi épouvantable du premier au dernier jour, cela nous semble inconcevable et pourtant c'est bien le cas et je vous garantis que je n'exagère pas, ce n'est pas le genre de sujet que j'ai envie de traiter à la légère. En réalité le tableau est beaucoup plus noir que ce que je décris mais je ne veux pas vous démoraliser.

Ce qui m'attriste le plus et me préoccupe, c'est d'observer que la société en France et en Europe est en train de s'effondrer pour ressembler de plus en plus à ce que je vis en Inde, alors que le salut de l'humanité ne peut venir que des pays les plus avancés en terme de lutte des classes. Chaque fois que des Indiens m'interrogent sur ce qui se passe en France, ils sont suspendus à mes lèvres en espérant que je leur raconte de belles histoires ou que je leur donne de bonnes nouvelles, une sorte de fenêtre laissant entrevoir qu'un avenir meilleur est possible puisqu'un monde meilleur existe ailleurs, et quand je leur raconte ce qui se passe réellement ils sont abattus, ils n'en croient pas leurs oreilles, ils me demandent comment une telle régression est possible et je peine à leur expliquer parce qu'ils n'ont aucune expérience de la lutte des classes que je ne peux pas leur résumer en deux minutes, je suis obligé de leur dire de me croire sur parole ou je dresse un parallèle avec la situation en Inde.

Bon, je vais me coucher pour essayer de m'endormir avant qu'ils coupent le courant, à demain.

Mercredi.

Je n'ai pas fait le reste du boulot prévu, pas le courage pour ne pas en dire davantage...

S'agissant de la transcription de l'accord patronal du 11 janvier, il sera voté par les députés de l'ordre, PS-UMP-UDI dans leur immense majorité, comme lors du vote du TSCG.

Faut-il en déduire qu'ils sont tous de droite, qu'ils représentent les mêmes intérêts, la même classe sociale, d'après vous, qui hésitera encore à répondre positivement à cette question, existerait-il l'ombre d'un doute ?

Pendant plus d'un demi-siècle on s'est employé à vous faire croire le contraire, c'est cruel pour ceux qui l'ont cru, on les invite à revoir au plus vite leur copie.

Sachant que ce projet de loi sera adoptée par la majorité PS-UMP-UDI, qu'est-ce que signifie alors s'adresser aux députés ? C'est faire allégeance, faire acte de soumission aux institutions de la Ve République ni plus ni moins. Mais alors peut-on encore parler de syndicats et de partis ouvriers, d'après vous ?

L'UDI a déclaré qu'elle ne voterait certainement pas la contre-réforme sur l'école bien qu'elle estime qu'elle aille dans le bon sens selon sa direction, parce qu'elle ne va pas assez loin dans le saccage de l'école publique. Il en va ainsi chaque fois que l'UMP ou l'UDI votent contre un texte présenté par le PS, non pas parce qu'il serait contraire à leurs convictions ou les intérêts qu'ils représentent mais parce qu'il n'est pas encore assez antisocial, hypocritement évidemment, car eux-mêmes n'oseraient pas aller plus loin généralement.

Donc, il ne faut pas être dupe, le PS et l'UMP se partagent les rôles selon qu'ils sont majoritaires ou minoritaires au sein de l'Assemblée nationale pour finalement appliquer ou soutenir la même politique depuis 1958, l'essentiel étant qu'ils gèrent la société pour le compte du capitalisme en assurant la stabilité et la pérennité du régime, toute le reste est secondaire.

On ne caractérise pas un parti à la marge mais sur le fond, or sur ce plan-là, ils sont foncièrement réactionnaires. Pour porter une autre appréciation sur le PS il faut avoir cessé de combattre pour le renversement du régime et le socialisme. Quand on prend en considération cet objectif ou qu'on l'a à l'esprit en analysant pas à pas la politique du PS depuis près d'un siècle, on ne peut que partager ce constat et il est impossible d'émettre une autre conclusion, sauf à avoir abandonné soi-même le combat pour le socialisme. L'intérêt de regarder la réalité en face en toutes circonstances permet d'éviter toute confusion en la matière ou de se fourvoyer lamentablement.

Dès lors faut-il s'étonner de la situation inextricable dans laquelle nous sommes ? Quand on pose les questions essentielles à chaque étape de la lutte de classe, quand on en a le courage ou la volonté même dans les moments les plus difficiles, on trouve toujours une réponse satisfaisante que l'on traduira en terme de tâches pratiques sans renier ses principes et son programme. Depuis l'après-guerre nos dirigeants en ont été incapables manifestement au regard de leur bilan catastrophique, les militants ne sont pas obligés de les imiter, jusqu'au jour où une nouvelle direction révolutionnaire du mouvement ouvrier émergera, le plus tôt serait le mieux.

ACTUALITE EN TITRES

L'étranglement.

- L'UE veut réduire les délais de paiement à 30 jours - L'Expansion.com

Les 27 pays européens devront d'ici le 16 mars avoir introduit une législation qui forcera les entreprises privées et publiques à payer leurs fournisseurs dans un délai maximal de 30 jours. L'Expansion.com

Déjà usagé.

- L'opération reconquête débute mal pour François Hollande Reuters

Un "*gouffre*" entre Hollande et les Français, selon Jacob (UMP) - AFP

53% des Français préfèrent Nicolas Sarkozy à François Hollande - Liberation.fr

Selon un sondage Ifop, seuls 44% des Français interrogés ont répondu préférer l'actuel président de la République, marquant un renversement de tendance. Liberation.fr 13.03

Ils préfèrent l'original à la copie !

De préférence limiter le droit à la santé uniquement aux nantis serait moins coûteux, ce sont les moins nombreux.

- Royaume-Uni: faut-il privilégier l'accès aux soins des personnes qui ont une vie saine? - L'Express.fr

A condition toutefois que les plus nombreux paient à leur place, qu'ils cotisent sans avoir accès au soin, comme la retraite quoi.

Une affaire qui marche à merveille...

- Google verse près de 15 millions de dollars de bonus à 4 de ses dirigeants - AFP

L'exploitation de l'homme par l'homme est à la base de la violation de tous nos droits.

- "*La violence contre les femmes est la violation la plus courante des droits fondamentaux*" - L'Express.fr

A la neige !

- Si je tombe dans une rue enneigée, à qui puis-je faire un procès? - Slate.fr

Il n'y a que des psychopathes pour poser ce genre de questions.

Quand on vous dit qu'ils ont un sexe à la place du cerveau...

- Le désir sexuel peut se lire dans le cerveau - LePoint.fr

Faites tomber les masques.

- Les hommes de Hollande veulent un PS plus offensif - LeFigaro.fr

Au côté du Medef s'entend.

- L'accord emploi arrive chez les députés PS dans un climat apaisé - LeMonde.fr

Ils s'en foutent en fait.

L'hécatombe ou lucifer rattrapé par le mauvais oeil !

- Afghanistan : cinq soldats de l'OTAN tués dans un crash d'hélicoptère - LeMonde.fr

- Un hélicoptère de l'armée israélienne s'écrase, 2 pilotes tués - Reuters

- RDC: quatre Russes meurent dans un accident d'hélicoptère de l'ONU - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Le projet de loi transposant l'accord national interprofessionnel (ANI) signé le 11 janvier est pour ainsi dire adopté, qui en doutait ?

La fronde qui menaçait à la gauche du Parti socialiste semble s'être calmée. Mardi 12 mars, au premier jour de l'examen en commission des affaires sociales du projet de loi transposant l'accord national interprofessionnel (ANI) signé le 11 janvier entre des partenaires sociaux, le travail de déminage en amont du gouvernement sur ce texte délicat avait déjà payé.

Le ministre du travail, Michel Sapin, qui avait suivi pratiquement minute par minute les négociations pour aboutir à cet accord, a poursuivi son minutieux travail de service après vente auprès des députés socialistes qui l'ont reçu mardi matin, lors de leur réunion de groupe hebdomadaire à l'Assemblée. Une audition "*très intéressante*", selon le député Jérôme Guedj (Essonne), figure de l'aile gauche qui était pourtant allé saluer les cortèges de FO et de la CGT lors de la manifestation contre l'ANI, le 5 mars. (Quel engagement politique aller "*saluer*"... ses semblables ! - Ndlr)

"*Michel Sapin a confirmé que le projet de loi était relativement différent de l'accord (...). Il avait lui-même corrigé des béances, clairement en faveur des salariés*", a reconnu l'ancien assistant parlementaire de Jean-Luc Mélenchon au Sénat. Un "*bon travail en amont qui a permis de désamorcer, de déminer*", a également confirmé le rapporteur du budget, Christian Eckert (Meurthe-et-Moselle), selon qui "*le groupe n'est pas aussi clivé qu'on pourrait le penser*" car "*beaucoup ont estimé que le projet de loi est amélioré par rapport à l'accord*". (A la bonne heure -ndlr)

"*Les députés avaient des demandes de précisions, des questions techniques*", a relaté le président du groupe socialiste, Bruno Le Roux (Seine-Saint-Denis), juste après l'audition du ministre, soulignant que "*Michel Sapin prend le temps nécessaire pour répondre, pour démontrer en quoi chaque mesure sera favorable à l'emploi*". (Parole, parole, parole... - ndlr)

L'exercice du ministre a relevé du numéro d'équilibriste pour rassurer les députés socialistes sans inquiéter les signataires du texte (le Medef, la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC). "*Nous ne sommes pas des greffiers, mais nous sommes des garants*", a résumé dans une formule M. Sapin en commission des affaires sociales. (Pensez-vous ! - ndlr)

Par ailleurs, M. Le Roux a annoncé qu'un "*groupe de travail de suivi au jour le jour de la réalisation concrète de cet accord dans les entreprises*" sera mis en place à l'Assemblée, comme le souhaitait le rapporteur du texte, Jean-Marc Germain (Hauts-de-Seine). D'ailleurs, la nomination de ce proche de Martine Aubry comme rapporteur – au lieu du président de groupe lui-même, comme cela avait été d'abord évoqué – avait déjà permis de donner des gages à l'aile gauche du PS. (Aubry qui n'a cessé de marcher dans les pas de Delors, on aura tout entendu dans cet article. -ndlr)

Mais M. Guedj rappelle toutefois que tout n'est pas complètement clos et que M. Sapin "*a confirmé la possibilité d'amender sans perturber l'équilibre général*". Plus question pour lui de parler d'un texte "déséquilibré" mais le député de l'Essonne "*continue à penser qu'il faut l'amender*". "*Le code du travail doit être fait pour 100 % des salariés*", insiste-t-il, le livre en question sous le bras. (Il voulait dire "*refait* -ndlr")

Si le texte devrait donc ne pas poser trop de problème au sein du groupe socialiste, les députés du Front de gauche ne comptent pas tempérer leur opposition et les écologistes, qui sont divisés, ont décidé d'attendre la fin de leurs auditions des partenaires sociaux et le choix du parti lors de leur conseil fédéral des 23 et 24 mars pour arrêter leur position. (Rien à foutre du FdG, la coalition PS-UMP-UDI a la majorité absolue à l'Assemblée nationale. - ndlr)

Enfin, après l'Assemblée, où le texte sera débattu en séance entre le 2 et le 5 avril, le projet de loi devra encore passer l'épreuve du Sénat où la majorité est beaucoup plus fragile et où la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann (PS, Paris), à la gauche du parti, pourrait elle aussi donner de la voix. (Rien à foutre du Sénat, c'est le vote à l'Assemblée nationale qui prime en dernier ressort. -ndlr)

Reste que l'examen du texte devrait se faire de manière assez apaisée, et ce d'autant plus que les députés UMP ne cachent pas leur soutien au projet de loi. "*Cet accord est important et intéressant. Nous le voterons s'il est respecté*", a ainsi assumé Gérard Cherpion, le porte-parole du groupe UMP. lemonde.fr 12.03 (Une confirmation. -ndlr)

A la bonne heure, vous avez raison, vous n'auriez pas fait mieux !

Mais alors cette soi-disant gauche du PS, c'est quoi ? Mais du vent, rien que du vent, une apparence, une illusion, vous ignoriez encore que c'était le fondement de la ligne politique de vos dirigeants ?

Lepaon rassure le Medef en passant son oral aux Echos : on ne se refait pas, ouf !

Thierry Lepaon, qui prendra la tête de la CGT lors de son Congrès la semaine prochaine, ne veut "*pas d'une CGT qui se contente de dire non*" et affirme que la centrale "*n'est pas et ne sera pas le bras armé du Front de gauche*".

"*La question n'est pas de choisir entre négociation et contestation, mais de rester pragmatique et efficace. Je ne veux pas d'une CGT qui se contente de dire non, et cette image est caricaturale*", a dit M. Lepaon dans une interview aux Echos à paraître mercredi.

"*La CGT n'est pas opposée au changement, elle le prouve au quotidien en signant des accords dans les entreprises. Mais, elle, elle ne signe que les bons accords, pas n'importe quoi... C'est la même chose au niveau interprofessionnel*", a-t-il ajouté.

Le CGT se repolitise-t-elle? : "*Absolument pas. La CGT n'est pas et ne sera pas le bras armé du Front de gauche*", a répondu M. Lepaon.

Selon lui, la mobilisation du 5 mars de la CGT et de FO contre l'accord sur l'emploi "*a été très utile, car elle a permis de faire monter le débat face au discours trompeur des signataires du texte*". Mais, "*il faut du temps pour bien faire comprendre les dangers réels du texte*", selon lui

"*Les députés commencent eux aussi à mesurer la portée réelle du texte, on le sent clairement quand nos militants vont à leur rencontre*", a-t-il dit. AFP 13.03

La preuve :

- L'accord emploi arrive chez les députés PS dans un climat apaisé - LeMonde.fr

- L'UMP prête à voter l'accord emploi, sous conditions - L'Expansion.com

Les dirigeants de la CGT et du PCF sont tous bâtis sur le même modèle : un niveau intellectuel limité qui ne s'use que si on s'en sert et dans leur cas pour éviter l'épuisement vaut mieux y recourir le moins souvent possible, un brin crétin sur les bords tout en ignorant qu'ils le sont au point qu'ils le revendiquent comme une qualité qu'ils n'hésitent pas à mettre en avant jusqu'au ridicule, leur naïveté apparente qui sert à camoufler une grotesque manoeuvre leur tient lieu de qualité suprême qu'ils cultivent non sans en tirer profit, c'est la seule trace d'intellligence qu'on discernera chez eux, malsaine et cynique.

Une fois leur trahison passée et qu'ils contestaient encore hier, il leur faut s'en vanter, ils sont comme cela. Vous vous demanderez peut-être à quoi cela rime, c'est psychologique, prenons l'exemple que nous avons sous les yeux pour l'expliquer.

La mobilisation du 5 mars a été un baroud d'honneur, une simple balade pour prendre l'air quoi, c'était conçu comme tel dès le départ mais il y a de gros malins qui n'ont pas voulu en tenir compte et qui ont prétendu y voir ou en faire autre chose, peine perdue évidemment. Bref, l'espoir était encore là, certains y croyaient, maintenant que cette mauvaise farce est passée, il faudrait peut-être passer aux choses sérieuses et cesser d'y croire, encaisser une nouvelle défaite et désillusion, enfoncer le clou quoi histoire de finir d'achever le moral des militants. Rien de tel que de leur balancer qu'on s'est bien foutu d'eux en les laissant croire n'importe quoi alors qu'on savait dès le départ que cette journée bidon ne servirait à rien.

C'est à sa manière ce que leur explique Lepaon en disant que la journée du 5 mars "*a été très utile, car elle a permis de faire monter le débat face au discours trompeur des signataires du texte*" comme un soufflé qui monte en cours de cuisson et fait bon effet et qui retombe quand la température redescend, car finalement rien n'a changé du tout, après une période d'agitation médiatisée, la soi-disant aile gauche du PS a ravalé sa salive avant de serallier au gouvernement. C'est ainsi que les choses se passent chaque fois.

Le militant doit arriver à la conclusion qu'il n'y avait rien d'autres à faire et que ses dirigeants ont été parfaits, dès lors il a le choix entre les suivre aveuglément ou cesser de militer dans ce syndicat ou de militer tout court. Ce qui fait qu'il ne reste que des bénis oui-oui ou des ignares pour la majorité d'entre eux dans la CGT et plus généralement dans tous les syndicats, ce qui explique que depuis des lustres la même caste de bureaucrates corrompus les dirigent et les contrôlent.

Derrière la question du journal patronal, à savoir est-ce que la CGT se repolitise, en répondant négativement Lepaon donne un gage au patronat qu'il s'engage à ne rien faire qui remette en cause son pouvoir, et qu'à travers son discours en apparence radical il ne fallait pas y voir une remise en cause du capitalisme, cela fait partie de la manoeuvre pour embobiner les naïfs ou couvrir ses trahisons futures et rien d'autres.

Et quand il dit que la CGT ne signe que les "*bons accords*", je n'ai pas le temps de faire des recherches pour prouver le contraire, il n'en demeure pas moins qu'en participant au dialogue social la CGT fait en sorte de le légitimer ainsi que les accords qui le soldent selon un partage des rôles savamment orchestré avec les autres syndicats.

S'agissant de la transcription de l'accord patronal du 11 janvier, il sera voté par les députés de l'ordre, PS-UMP-UDI dans leur immense majorité.

Ajoutons que le "*pragmatisme*" commande aux vendus de participer à des centaines d'organismes (comités, hauts conseils, conseils d'administration, institutions diverses, etc) au côté du patronat et/ou des membres des différents partis politiques afin de collaborer à leur analyses et de légitimer leurs conclusions qui déboucheront sur des mesures pratiques, des accords, des lois. Participation rémunérée grassement cela va de soi.

Pour négocier, il faut à la base un accord minimum, si vous réclamer 1% d'augmentation de salaire vous avez une chance que votre patron accepte cette base de négociation, si maintenant vous exiger 5% qui est déjà très modeste, vous êtes sûr d'essuyer un refus et alors il n'existe aucune base de négociation, c'est facile à comprendre. Si maintenant vous êtes du genre à brader vos revendications vous pourrez trouver un terrain d'entente avec votre patron aux alentours de 1,5 ou 2% maximum moyennant à côté quelques concessions car ce sont des requins. Si vous vous en tenez à vos 5%, pas de négociation possible et vous allez directement à l'affrontement, la mobilisation, la grève, sinon à quoi bon être délégué syndical.

Moins vous ferez preuve de détermination et moins le personnel vous suivra ou sera tenté de se mobiliser et plus le patron sera porté à camper sur sa position de départ et à se montrer intransigeant.

Boire l'ultra libéralisme commandée par l'oligarchie financière jusqu'à la lie.

Etre "*clair*" vis-à-vis de l'économie et des entreprises : à 100%, au côté des capitalistes.

Le sénateur-maire PS de Lyon, Gérard Collomb, a invité François Hollande à être "*clair*" vis-à-vis de l'économie et des entreprises, déplorant des "*messages parfois contradictoires*" dans ce domaine, et a prôné un "*socialisme de l'offre*", dans

une interview au Monde. "*Il est impératif d'avoir un langage clair et de fixer un cap*", a déclaré le maire de Lyon, interrogé sur le contexte actuel de crise. "*Les messages sont parfois contradictoires. Il (François Hollande) veut réindustrialiser le pays, mais une partie de la gauche continue de signifier aux entreprises qu'elle ne les aime pas. Comment y arriver dans ces conditions?*", a-t-il lancé.

Le "*socialisme de l'offre*", c'est le social-libéralisme épousant le néoconservatisme.

"*Je ne défends pas les patrons, je défends un socialisme de l'offre. Pas par une vision idéalisée de l'entreprise, mais parce que si on ne stimule pas le goût de l'innovation, on ne s'en sortira pas*", a ajouté Gérard Collomb. "*A chaque fois que cela n'allait pas, a-t-il appuyé, on relançait par la dette, gauche et droite confondues. On est arrivé au bout du système*". "*On aurait pu assumer plus tôt*", a également estimé le sénateur-maire de Lyon, interrogé sur les mesures en faveur de la compétitivité adoptées depuis le début du quinquennat.

Il faut assumer la flexibilité et remettre l'Etat aux mains du marché.

"*J'ai l'impression qu'on construit, à marche forcée, la réflexion qu'on n'a pas menée pendant les cinq années précédentes. François Hollande a dû partir de ce qu'était la vulgate socialiste pour atterrir en urgence, une fois confronté à la réalité*", a-t-il poursuivi. "*C'était objectivement une difficulté dans un moment où il faut agir très vite, ce qui suppose d'être au clair sur ce que l'on pense*", a relevé le sénateur-maire. "*Si le principal défi est l'adaptation de nos entreprises, je ne comprends pas pourquoi la flexibilité est toujours considérée comme un gros mot à gauche. Et si l'investissement est la clé, il faut assumer la coopération public-privé*", a-t-il ajouté. "*Je le vois à Lyon où, quand je mets un euro d'argent public, nous générons 6 euros d'argent privé*", a-t-il conclu. lefigaro.fr 12.03

J'ai lu dans un article financier que pour produire 1 dollar de PIB la Fed en était à dépenser 6 dollars et qu'à ce rythme-là le gouffre qui sépare l'économie productive ou réelle de l'économie financière ou spéculative ne cessait de se creuser de sorte qu'un point de non retour a été atteint en attendant l'effondrement final de tout l'édifice totalement vermoulu. Apparemment Collomb a tout compris à l'envers ou rien du tout ce qui ne serait pas étonnant. Son raisonnement est non seulement faux, il oublie de dire où va en réalité l'argent privé généré par l'injection d'argent public

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Trois explosions provoquées par des bonbonnes de gaz se sont produites mardi à Thessalonique où elles visaient les bureaux du ministre-adjoint de l'Environnement et ceux de deux députés du parti au pouvoir.

La police a précisé que les explosions qui se sont produites peu après 20h00 (18h00 GMT) n'avaient provoqué que de dégâts matériels sans faire de victime.

Six personnes ont été évacuées par les pompiers en raison des émanations de fumée dans les locaux.

"*Le gouvernement ne se laissera pas décourager par des actes de terrorisme*", a déclaré un porte-parole du gouvernement grec faisant référence à la multiplication des attaques commises récemment alors que le pays connaît sa sixième année de récession. Reuters 13.03

2- Israël

Premier président israélien à s'exprimer devant le Parlement européen en près de 30 ans, Shimon Peres a plaidé lundi en faveur de l'intervention d'une force de la Ligue arabe en Syrie "pour mettre fin au massacre", dans un discours appuyé contre le terrorisme et pour la paix.

(Sans rire. - ndlr) Au cours de son intervention qui a duré environ 45 minutes, Shimon Peres s'est livré à un plaidoyer pour la paix au Proche-Orient.

La paix passe toutefois par la lutte contre le terrorisme, a souligné le dirigeant israélien âgé de 89 ans, faisant notamment porter la responsabilité de l'instabilité dans la région sur le mouvement chiite libanais Hezbollah et son principal soutien, l'Iran.

"*L'Iran soutient le terrorisme dans le monde entier. Son principal nervi, le Hezbollah, mène des attaques terroristes et menace la stabilité de la région*", a-t-il déclaré.

"*Le régime iranien constitue la plus grande menace contre la paix. (...) Personne ne menace l'Iran. L'Iran menace les autres. Il met en danger l'indépendance des pays arabes et l'existence même de l'Etat hébreu*", a ajouté M. Peres.

Si les Iraniens demeurent insensibles aux sanctions "*d'autres options sont sur la table*", a averti le président israélien.

M. Peres, prix Nobel de la paix en 1994, a demandé aux Européens de placer le Hezbollah sur la liste noire des organisations terroristes, ce qui requerrait l'unanimité des 27 Etats de l'UE.

"*Le Hezbollah est une organisation terroriste, pas un mouvement politique*", a-t-il insisté. "*Le Hezbollah est en train de détruire le Liban*", a mis en garde le dirigeant israélien.

"*Dans le monde, il y a eu récemment 20 tentatives d'attentats de la part du Hezbollah*", a poursuivi M. Peres, rappelant notamment l'attentat commis le 18 juillet à l'aéroport de Bourgas, en Bulgarie, qui a fait six morts - cinq touristes israéliens et un chauffeur de car.

Les autorités bulgares ont indiqué le 5 février qu'elles avaient la preuve d'une implication du Hezbollah dans l'attentat de Bourgas, mais l'UE doit encore certifier l'enquête bulgare avant, éventuellement, de prendre une décision. AFP 12.03

Cela ne vous rappelle pas le discours de Hollande (ou plutôt l'inverse) ?

3- Liban.

L'irruption des Etats-Unis dans l'arène politique libanaise a coïncidé avec deux développements, régional et local. Sur le plan régional, les événements en Irak semblent prendre une tournure dangereuse entre le Premier ministre chiite et les forces sunnites, à un tel point que Nouri al-Maliki a mis en garde contre l'éclatement de guerres civiles en Irak et au Liban en cas de chute du régime syrien. Ces propos se sont accompagnés de pressions sunnites sur le gouvernement irakien et d'une attaque, la première en son genre, contre l'armée régulière dans une région sous influence de l'opposition sunnite. Sur le plan libanais, l'aggravation de la crise liée à la loi électorale augmente les dangers sécuritaires qui ont atteint le seuil critique, avec un risque de confrontation sunnite-chiite à partir de Saïda. Certes, les mesures adoptées ont réussi jusqu'à présent à contenir le phénomène du cheikh Ahmad al-Assir. Mais le danger ne réside pas seulement dans le mouvement de ce dignitaire.

Des éléments extrémistes terroristes s'infiltrent dans des régions libanaises sensibles et commencent à construire une infrastruture, selon des rapports diplomatiques occidentaux. Ces rapports ajoutent que les pressions exercées par l'Armée syrienne libre (ASL) contre le Front al-Nosra, à la demande des Américains, ont poussé des cadres de cette organisation à trouver refuge en Irak et au Liban. La présence de ces cellules terroristes ne tardera pas à transformer le Liban en champ d'opérations, comme c'est le cas en Irak. La multiplication ces derniers temps des attaques à mains armées contre les banques est un indice, car il est connu que ces organisations procèdent à ce types de méfaits pour se financer.

C'est dans ce contexte que la diplomatie américaine s'est activée pour exercer des pressions afin que les élections soient organisées à la date prévue. Le collège électoral a alors été convoqué et l'ouverture du délai de dépôt de candidatures a été jugée comme une pression supplémentaire sur les partis chiites et chrétiens hostiles à la loi de 1960. C'est pour cela que le président du Parlement, Nabih Berry, a mis en garde contre toute tentative de «coincer» le camp opposé à cette loi. En d'autres termes, le chef du Législatif avertit que si les pressions se poursuivent, il serait contraint de convoquer une séance plénière pour voter le projet orthodoxe. Des sources bien informées affirment que la priorité des Américains n'est pas d'organiser les élections en juin mais d'obtenir des garanties que le scrutin aura lieu avant mai 2014, c'est-à-dire avant l'élection présidentielle. french.irib.ir 12.03

4- Syrie

David Cameron a laissé entendre mardi que la Grande-Bretagne pourrait livrer des armes aux insurgés syriens en contournant l'embargo décrété par l'Union européenne.

"*J'espère que nous réussirons à convaincre nos partenaires européens et que si de nouvelles modifications (à l'embargo en vigueur, ndlr) se révèlent nécessaires, ils seront d'accord avec nous*", a déclaré le Premier ministre britannique devant une commission parlementaire.

"*Mais s'ils ne le peuvent pas, alors il n'est pas totalement exclu que nous soyons obligés d'agir à notre façon. C'est possible*", a-t-il dit.

Lors du Conseil des affaires étrangères de l'UE, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a estimé que la question d'une levée de l'embargo devrait "*être reposée très vite car on ne peut pas admettre qu'il y ait un tel déséquilibre qui aboutit au massacre de toute une population*".

Mais à l'issue de la réunion des Vingt-Sept, le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, a déclaré que semblable mesure pouvait favoriser une prolifération d'armes dans la région et déclencher une guerre par procuration.

Seuls deux Etats dans le monde approvisionnent, croit-on savoir, les rebelles syriens: la riche Arabie saoudite et l'émirat gazier du Qatar. Reuters 12.03

SOCIAL

France

Médicaments : Requip, le nouveau scandale

Un pudique "*augmentation de la libido*" : voilà la ligne ajoutée en 2004 sur la notice du Requip, médicament prescrit contre les effets de la maladie de Parkinson. Le désir réactivé : mais qui s'en plaindrait ? Derrière la formule, la réalité est autrement plus scabreuse. Par une sorte d'effrayante répétition de l'histoire pharmaceutique des vingt dernières années, on a mis une fois de plus sur le marché un traitement en omettant d'informer médecins et patients sur la nature potentiellement gravissime des effets secondaires.

C'est à la persévérance d'un avocat du barreau d'Angers que l'on doit de savoir aujourd'hui que le Requip entraîne pour 15% des malades une addiction au jeu ou au sexe, quand ça n'est pas les deux. Il faut le voir, Antoine Béguin (1), filmé en train d'affronter devant la cour d'appel de Rennes quatre avocats imperturbables, dépêchés par Glaxo Smith Kline (GSK), fabricant du Requip.

Deux cernes profonds sur un visage ouvert, la force fébrile de l'avocat qui sait que son dossier est imparable et le cynisme d'en face à son apogée, Me Béguin a obtenu la condamnation de GSK et 207.000 euros pour Didier J. en prouvant que la multinationale a tenu secrètes les informations sur le risques d'effets secondaires.

(Un documentaire, diffusé ce soir sur France 5, revient sur le combat d'un avocat contre le labo GSK, qui a tu les effets secondaires d'un traitement contre la maladie de Parkinson.) nouvelobs.com 12.03

Haut de page

Le 14 mars 2013

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne une dizaine (ou plus) de nouveaux articles. Je n'ai pas récupéré mon convertisseur de courant donc je ne peux plus travailler entre 6h et 10h du matin et entre 21h et 22h en raison de coupures de courant.

En signant des accords entérinant la suppression de dizaines de milliers de postes de travail, les syndicats votent pour le maintien du chômage de masse. Accord chez PSA, chez Renault, accord du 11 janvier, accord sur les retraites complémentaires, etc. le patronat engrange les succès, le prochain en juillet sera sur les retraites et le financement de la Sécu, quelle aubaine franchement ce gouvernement !

On vous avait averti, après les élections les syndicats et tous les partis se coucheraient devant ou plutôt coucheraient avec le gouvernement qui lui même dormirait dans le même lit que le Medef et l'UMP, l'inceste est légal quoi, et ne dites pas que cela témoignerait de la décomposition de la société, non, c'est le témoignage que le progrès social est en marche.

Ne vous marrez pas, on nous a fait : attendons de voir de quoi il va retourner avec ce gouvernement, entendez par là qu'on aurait dû en attendre autre chose, Mélenchon à remis le couvert hier à propos du nouveau pape, à lire plus loin, c'est édifiant ou révélateur, pour nous cela confirme tout le bien qu'on en pensait.

Nous sommes les empêcheurs de tourner en rond, les emmerdeurs professionnels, on a envie d'être vulgaire car ces gens-là sont trop polis ou propres sur eux pour être honnêtes et franchement on ne le supporte plus. Nous sommes des gauchistes parce que

nous refusons de marcher dans la combine qui consiste finalement à s'adapter à leur société décadende et de plus en plus réactionnaire, à la pensée unique qui finalement se joue des frontières entre la droite et la gauche pour envahir tout l'espace politique et médiatique, les deux sont inséparables chez eux.

Hier soir, j'ai regardé ou plutôt écouté avec intérêt la dernière vidéo de Michel Collon, ils nous livrent quelques précisions sur lesquelles je reviendrai demain. Plus le temps de causer, j'ai une course urgente à faire et il est déjà 17h10.

UE et médias. Propagande et manipulation des masses.

- Le Parlement européen rejette l'accord des 27 sur le budget - Reuters

- Révolte du Parlement de Strasbourg contre le projet de budget européen - LeMonde.fr

Incroyable : le Parlement européen se rebiffe, une révolution... Quand on vous dit que c'est une institution démocratique qui défend l'intérêt général, des peuples évidemment...

Qu'en est-il au juste ? Les faits.

Question : Ils se rebiffent contre qui ?

Réponse : Contre le Conseil de l'Europe constitué des chefs d'Etat en place des 27 pays de l'UE.

Ces chefs d'Etat (et leurs gouvernements) doivent gérér au quotidien une contradiction entre satisfaire les besoins insatiables et de plus en plus pressants des marchés financiers, crise du capitalisme oblige, auprès desquelles ils ont fait acte de soumission, et la situation sociale explosive dans chacun de leur pays qui risque de s'embraser à tout moment. Dans cette partie de poker menteur, les positions qu'ils adoptent sont dictées par les marchés qui les attendent au tournant en pouvant exercer de puissants moyens de rétention à leur encontre s'ils ne s'exécutaient pas jusqu'à entraîner leur chutte, on l'a vu récemment avec Berlusconi par exemple.

Les parlementaires européens sont également tiraillés par une contradiction. Ils sont le relaie de la Commission européenne sous l'influence des lobbyistes des multinationales, ils agissent pour leur compte, ce qui est d'autant plus évident pour les groupes parlementaires de droite qui sont ultra majoritaires au Parlement européen.

Donc en règle générale, quand une majorité de parlementaires européens s'opposent à la Commission européenne ou au Conseil de l'Europe, c'est parce qu'ils estiment que leur politique n'est pas suffisamment droitière ou manque de hardiesse... Bref, ils estiment qu'il faudrait aller plus loin et plus vite dans le saccage de tous nos droits politiques et sociaux puisque c'est de cela uniquement qu'il s'agit. Encore faut-il y mettre la manière, c'est sur cette question que porte leur désaccord

D'un autre côté, contrairement aux membres de la Commission européenne ou de la BCE qui ne sont pas élus, ils sont susceptibles de devoir rendre des comptes à leurs électeurs ou plutôt il leur faut vendre l'UE et ses décisions pour avoir une chance d'être réélus, ils sont en contact avec la population qui supporte de moins en moins la politique réactionnaire de l'UE. Chacun tente donc d'obtenir des concessions ou des miettes pour rendre supportable la situation aux couches qu'ils représentent. Cela dit cela ne change rien au fait qu'ils sont tous fondamentalement soumis à l'UE et ne remettront jamais en cause son fonctionnement ou pire son existence.

Ils sont tentés de défendre des positions favorisant le pays qu'ils représentent, alors que l'orientation de l'UE est de passer outre cette question purement nationale, niant même qu'ils puissent exister à terme des intérêts nationaux, l'UE et les régions se substituant aux Etats une fois totalement vidés de leurs prérogatives ou réduits à l'impuissance. C'est ce qu'a rappelé le laquais des multinationales Cohn-Bendit, co-président du groupe Verts/ALE, qui s'en est pris à ces élus issus de partis politiques nationaux qui "*ne doivent en aucun cas devenir les courroies de transmission des gouvernements nationaux. C'est l'intérêt général européen qui doit prévaloir*" (nouvelobs.com 13.03)

Question : Qui a rejetté quoi?

Réponse : Cinq groupes politiques, dont les conservateurs (PPE), les socialistes (S&D) et les libéraux (ALDE) ont estimé que le budget européen n'avait pas été "*conçu pour garantir le financement durable des grandes politiques européennes, le cadre pluriannuel empêche désormais tout financement de vraies politiques communes*", selon le président de la commission des Budgets, le Français Alain Lamassoure (PPE). Ils ont rappelé que leur stratégie étaitde discuter d'abord sur les "*priorités politiques*"

Question : qui détient le pouvoir la Commission européenne et le Conseil de l'Europe ou le Parlement européen ?

Réponse : En vertu du traité de Lisbonne, le Parlement européen doit désormais approuver le budget, ce qui n'était pas le cas pour les exercices pluriannuels précédents. Les eurodéputés n'ont pas le droit de l'amender, juste de l'accepter ou de le rejeter. Le vote doit intervenir en juillet. (nouvelobs.com 13.03)

Demain ou à terme la même situation prévaudra dans chaque pays du fait qu'ils ont accepté que le pouvoir de la Commission européenne soit étendu à l'élaboration des budgets nationaux. Ainsi, aujourd'hui le Parlement européen est placé sous la dictature d'une institution non élue, la Commission européenne, tous les partis qui y participent ont accepté de se plier à cette règle, et demain cette règle sera étendue aux parlements nationaux, dont les représentants ne seront plus que des relais ou des pions de Bruxelles, de l'oligarchie financière et des multinationales.

En attendant, les parlements nationaux existent encore et il faut les renverser. (A suivre)

ACTUALITE EN TITRES

Vases communicants. Il faut bien qu'il y en ait qui s'en tirent mieux de d'autres.

- Les marchés européens ont limité leur recul grâce aux stats US - Reuters

- Pas de rebond immédiat en vue dans la zone euro - Reuters

- France. La production industrielle baisse en janvier en zone euro - Reuters

- La grande déprime des Français menace les réformes - Reuters

- Impôts, retraites, politique familiale : comment les classes moyennes vont être contraintes de payer le prix fort - Atlantico.fr

D'un monarque à un autre.

- Hollande félicite le nouveau pape François Ier - AFP

Quand les syndicats font le bonheur des actionnaires.

- Efforts des salariés contre maintien des usines: un accord de compétitivité signé chez Renault - AFP

- Retraites complémentaires: le patronat fait un geste envers les syndicats - AFP

- Retraites complémentaires: un accord entérine une baisse de pouvoir d'achat - AFP

Ne dites pas qu'il en est une ou le coup du boomerang.

- Afghanistan: Karzaï ne veut pas être une "*marionnette*" des Etats-Unis - AFP

Faire table rase du vieux monde, une nécessité impérieuse qui se précise...

- Bulgarie: 4e immolation par le feu contre la pauvreté - AFP

- Tunis: le jeune vendeur qui s'est immolé par le feu est décédé - L'Express.fr -

- Un Palestinien tué par l'armée israélienne en Cisjordanie - Reuters

Déclic de cerveaux lobotomisés

- Le clic de la souris fait-il maigrir? - Slate.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Régimes de retraites complémentaires. Un nouvel accord patronal.

Les négociations patronat-syndicat pour redresser les comptes des régimes de retraites complémentaires du secteur privé ont débouché mercredi soir sur un protocole d'accord qui prévoit de limiter pendant trois ans l'augmentation des pensions en dessous du rythme de l'inflation.

Le texte publié au terme de sept séances de négociations prévoit en outre pour les 18 millions de salariés et les entreprises une hausse de 0,1 point des cotisations à l'Agirc et à l'Arrco en 2014 puis en 2015, une concession de la partie patronale qui permettra sans doute d'arracher l'accord d'une majorité de syndicats.

Selon le texte transmis à la presse en fin de séance, les retraites complémentaires des cadres du privé (Agirc) augmenteront de 0,5% à cette date et celles de tous les retraités du privé (Arrco) de 0,8%.

La CGT a motivé son refus par la fin de l'indexation des prestations sur l'inflation, indiquant qu'elle ne pouvait accepter un recul du pouvoir d'achat des retraités.

Pour Danièle Karniewicz (CFE-CGC), un effort est "*demandé à tous les retraités, de façon importante" en particulier "aux classes moyennes*".

"*L'effort n'est pas équilibré*" et "*pour moi ce n'est pas suffisant*", a-t-elle jugé.

Elle a dénoncé de son côté un accord par trop déséquilibré en défaveur des retraités, qui contribueront pour 2,3 milliards d'euros à l'amélioration de la situation des caisses via la désindexation des pensions, et plus particulièrement les cadres.

Ces points "*étaient en dehors de mon mandat*" de négociation, a-t-elle dit.

Philippe Pihet (FO) a rappelé pour sa part que l'Agirc et l'Arcco s'étaient déjà sortis de situations difficiles au début des années 90 par des mesures impopulaires comme le gel du point de pension. "*A l'époque, cela avait permis de reconstituer les réserves et c'est ce qui va se passer maintenant s'il y a assez de signataires*", a-t-il indiqué.

"*Il y a des mesures d'une efficacité relative*", et "*nous repoussons l'échéance de quelques années. C'est utile, je ne suis pas sûr que ce soit suffisant*", a dit de son côté Jean-Louis Malys (CFDT).

"*Il nous semblait essentiel de pouvoir dire à ceux qui ont une retraite déjà moindre qu'ils auront quand même une revalorisation*", a souligné Pascale Coton (CFTC), se disant "*plutôt optimiste*".

Au total, ces mesures permettront d'économiser environ 3 milliards d'euros à l'horizon 2017, faisant passer le déficit des régimes de 8,6 milliards à 5,5 milliards cette année-là, selon Jean-François Pilliard, le représentant du Medef.

"*On repousse le danger qui nous guettait à l'horizon 2017 et 2020*" avec l'épuisement des réserves annoncé des deux caisses, a fait valoir Jean-François Pilliard.

Pour le négociateur du Medef, la signature de l'accord montrerait que les partenaires sociaux ont su prendre leurs responsabilités "*dans un contexte particulièrement difficile*".

"*Cette prise de responsabilité est un appel au gouvernement pour que lui-même apporte sans tarder, à l'occasion de la réforme générale, des éléments de réformes structurelles*", a-t-il dit.

Le protocole d'accord prévoit la mise en place d'un groupe de travail chargé de définir un "*dispositif de pilotage sur le long terme*" des régimes de retraites complémentaires, qui sera notamment chargé d'étudier les conditions de la transposition de la réforme du régime général prévue cette année.

La CFTC donnera sa réponse lundi, tandis que la CFE-CGC attendra le 25 mars et FO le fera "dans les prochains jours. AFP et Reuters 13.03

Le partage des rôles habituels pour distraire la galerie.

En famille. La pauvreté demeure et les illusionnistes passent...

Jean-Luc Mélenchon : "*L'élection de Jorge Mario Berloglio comme nouveau pape n'est pas une bonne nouvelle pour les progressistes du monde chrétien ni pour la révolution citoyenne en Amérique du sud. Silencieux sous la dictature militaire puis à l'heure des jugements des militaires criminels, opposant connu aux gouvernements argentins de Nestor puis de Christina Kirschner, tendre pour l'Opus Dei, hostile aux prêtres progressistes, le nouveau chef de l'église catholique devra prouver qu'il n'a pas été élu pour déstabiliser les régimes progressistes de l'Amérique latine ni pour poursuivre les persécutions contre la théologie de la libération. Compte tenu de l'affichage favorable aux pauvres, il faut espérer qu'il soit plutôt enclin à aider ceux qui en sont actuellement les porte-parole en politique et dans le christianisme amérindien*", a-t-il tranché. lepoint.fr 13.03

Mélenchon a pour fonction de se faire le porte-parole de "*l'affichage favorable*" trompeur de l'ONU au Vatican.

Le voilà à formuler un espoir, à "*espérer*" quelque chose dans le nouveau pape. Le mouvement ouvrier va aller loin avec de tels représentants, c'est sûr !

Et voilà notre libre penseur pourfendeur de soutanes qui enfile le costard du croyant ou de l'obscurantiste enclin à placer son destin entre les mains d'un espoir béat ou sans objet, en fait céleste, divin ! Il s'excuserait presque de ne pas être croyant ou d'avoir critiqué François, on ne sait pas lequel puisque le Vatican a fait savoir que le nouveau pape s'appellerait François tout court !

Hollande n'a pas tenu un autre discours, à moins que ce soit Mélenchon qui s'en soit inspiré : - Le président français François Hollande a félicité mercredi le nouveau pape François Ier assurant que "*la France poursuivra*" un "*dialogue confiant*" avec le Saint-Siège. (AFP 13.03)

Comme quoi Mélenchon est déconnecté de la réalité ou il est complètement largué, si Panzer le XVIe a été poussé à démissionner par JP Morgan, c'est parce que l'heure n'est plus pour l'église catholique ou toutes les religions d'ailleurs d'incarner des valeurs universelles qui dans la pratique se traduisent par des devoirs pour les pauvres et des droits pour les riches, mais à la liquidation de ces valeurs au profit du marché qui devient la seule et unique religion universelle.

De la même manière que la lutte des classes est devenue un obstacle à la mise en oeuvre de la politique ultra réactionnaire de l'oligarchie financière, l'existence même de ce concept est à leurs yeux intolérable et doit être férocement combattue. Ce à quoi nous assistons quotidiennement dans les médias à travers leurs discours haineux envers tout ce qui incarnent de près ou de loin le progrès social, l'anti-impérialisme, etc. l'émission de C. Fourest ou le déchaînement de haine envers Chavez en témoignent par exemple, au-delà doit s'imposer la nécessité de liquider les droits politiques limités dont disposent les masses exploitées pour qu'elles ne soient plus en mesure de s'opposer à la dictature de la gouvernance mondiale qui est en train de se mettre en place... L'heure est à l'union à l'échelle mondiale de toute la société sans distinction de classes (de pays ou de continent) au service de la compétitivité des entreprises qui sont les garants de la croissance de l'économie, l'avenir de l'humanité, sans lesquelles le bien-être et la démocratie sont impossibles à réaliser ou menacer, l'intérêt général dicte d'accepter quelques sacrifices pour faire vivre ces valeurs, etc. tel est le message que tous les représentants du capital reprennent en boucle relayé par les médias, l'élite intellectuel au service de l'oligarchie financière.

Le rôle des religions ne doit plus être d'opposer les pauvres aux riches, pire, de fustiger ces derniers qui seraient responsables des pires injustices ou inégalités, mais de les rassembler dans un effort commun pour que la justice divine se réalise sur terre sans qu'on sache en quoi elle consiste sinon reproduire pour l'éternité ces injustices et ces inégalités. Et si effectivement elle s'avère injuste, il ne restera plus qu'à prier pour qu'elle ne le soit pas dans l'au-delà, puisque qu'il est vain dorénavant d'espérer qu'il pourrait en être autrement un jour sur terre, les hommes étant responsables de leur propre destin doivent le supporter humblement sans se rebeller et sans manifester la moindre haine envers leur prochain, soyez digne, souffrez en silence et réjouissez-vous de cette occasion exceptionnelle qui vous est donnée de racheter vos péchés, aimez-vous les uns les autres, amen.

Les partis politiques traditionnels issus du mouvement ouvrier et leurs satellites, les (intellectuels) opposants au capitalisme, les syndicats ouvriers, les ONG, les religieux, les membres des autres partis, des syndicats, des institutions, en dehors dans le monde d'une poignée de militants conscients et fidèles au socialisme personne ne réclame la fin du système économique capitaliste ou ne s'y oppose vraiment, il est donc normal que ne demeure sur terre qu'une seule et unique idéologie...

Les maîtres du monde.

- Google, Coca-Cola, General Motors : les vrais maîtres du monde - lenouvelobs.com 13.03

La mondialisation a crée de nouvelles superpuissances, les multinationales, qui imposent leur loi face à des gouvernements naïfs ou complices.

"*Ce qui est bon pour General Motors est bon pour l'Amérique*", affirmait en 1953 Charles Wilson, le PDG du constructeur

automobile. A cette époque et jusque dans les années 1970, "*les multinationales étaient conçues comme un instrument de puissance des pays d'origine*", rappelle l'économiste Frédérique Sachwald. Personne n'a, depuis, inventé un terme plus moderne pour désigner ces géants de la finance, de l'industrie et des services qui, dans les années 1980 et 1990, sont devenus les fers de lance de l'économie mondialisée.

Depuis, le paysage a radicalement changé. Loin de n'être que les bras armés des nations, ces firmes sont devenues de grandes puissances à part entière. Dès l'an 2000, sur les 100 premières puissances économiques mondiales, 55 étaient des entreprises, selon la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (Cnuced). Aujourd'hui, la valeur en Bourse du numéro un, ExxonMobil, le classe entre les PIB de l'Autriche et de la Belgique !

Les géants mondiaux non financiers ont acquis un pouvoir démesuré sur nos vies quotidiennes. Ce sont eux qui dictent les mouvements et les valeurs respectives du capital et du travail. Eux qui influent sur ce que l'on mange et la manière dont on se soigne. Eux enfin qui, avec l'avènement du numérique, gèrent nos données personnelles et notre accès aux réseaux sociaux et aux oeuvres culturelles.

Par leur puissance de lobbying, les multinationales circonviennent le politique, neutralisent la critique, évitent la transparence, influencent normes et règlements… quand elles ne coécrivent pas carrément les lois... lenouvelobs.com 13.03

Je ne suis pas abonné au Nouvel Observateur donc nous ne pourrons pas lire la suite.

Il n'est pas dit ici que les multinationales sont contrôlées par un cartel de banquiers internationaux. Quand on évoque les grandes banques et les multinationales, en réalité il s'agit de la même oligarchie financière qui dirige et contrôle le monde, plus ou moins, de plus en plus, leur objectif étant de le contrôler totalement et définitivement via la gouvernance mondiale ou le Nouvel ordre mondial...

Le capitalisme est passé de la concurrence entre capitalistes aux monopoles, puis à la concurrence entre monopoles à la tentative actuelle de réduire cette concurrence pour aboutir à des monopoles planètaires, ce qui nécessite qu'ils concentrent également le pouvoir politique, c'est en bonne voie mais ils ne sont pas au bout de leur peine car ils n'ont pas pu réduire la lutte des classes, l'existence des Etats, leurs institutions et leurs législations, leur histoire, etc.

Pour qu'ils s'entendent, les obstacles à abattre ou les sources de conflits ne manquent pas, il leur faudrait admettre un juste partage du gâteau (marché mondial) en fonction de principes sur lesquels ils ne sont pas d'accord, leurs richesses, le rapport de forces établi entre eux ou leur puissance respective, leur apport ou leur contribution à ce projet, etc.

En tout cas, c'est l'orientation du capitalisme mondial. S'ils n'en font pas un secret, force est de constater qu'il continue d'exister des institutions au fonctionnement opaque qui y travaillent, alors que la population l'ignore totalement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Finlande

Le gouvernement finlandais prévoit des mesures de rigueur budgétaire supplémentaires, a annoncé mercredi la ministre des finances Jutta Urpilainen, sans toutefois révéler de chiffres précis.

Les ajustements à venir pour réduire le déficit budgétaire pourraient "*être supérieurs*" aux 500 millions d'euros déjà annoncés deux semaines auparavant, a déclaré Mme Urpilainen lors d'un discours à Helsinki.

Le gouvernement de coalition, au pouvoir depuis 2011, doit décider la semaine prochaine de coupes dans les dépenses pour les deux années à venir. Elles s'ajouteront aux 5 milliards d'euros des plans d'économie déjà décidés en 2011 et 2012.

Ces mesures sont nécessaires face à l'affaiblissement de la conjoncture depuis le début de l'année, les mesures antérieures étant basées sur les prévisions économiques de décembre, ont précisé des sources au ministère à l'AFP. AFP 13.03

SOCIAL

Espagne

Les syndicats d'Iberia ont annulé leur appel à la grève pour la semaine prochaine, après avoir accepté les propositions d'un médiateur sur le plan social de la direction, a annoncé mercredi la compagnie aérienne espagnole.

"*Iberia et les syndicats représentant 93% du personnel se sont mis d'accord pour accepter et mettre en route les propositions du médiateur Gregorio Tudela sur le plan de viabilité de la compagnie*", a expliqué Iberia dans un communiqué.

La signature de cet accord "*entraîne l'annulation immédiate de la grève prévue pour la semaine prochaine, du 18 au 22 mars, ainsi que le retrait du plan social proposé par l'entreprise*", a précisé la compagnie, détenue par le groupe britannique IAG.

Lundi, "*la majorité des syndicats*" s'était "*prononcée en faveur d'une signature*" du compromis, à l'issue d'une réunion avec le médiateur.

Le plan de Gregorio Tudela, nommé par le gouvernement espagnol pour tenter de trouver une issue au conflit social chez Iberia, implique de réduire de 3.800 à 3.100 le nombre d'emplois supprimés, d'améliorer l'indemnisation des personnes licenciées et de limiter la baisse des salaires des employés restant dans le groupe à 7% pour le personnel au sol et 14% pour le personnel navigant.

Affirmant avoir besoin de plus de temps pour examiner la proposition, le syndicat des pilotes Sepla n'a pas signé l'accord. Il ne prévoit toutefois pas de grève la semaine prochaine.

Le syndicat minoritaire du personnel navigant Stavla s'est pour sa part prononcé mardi contre l'accord, estimant qu'il ne résolvait pas le problème d'Iberia.

L'accord intervient après deux semaine de grève menées par les salariés d'Iberia du 18 au 22 février puis du 4 au 8 mars. AFP 13.03

Haut de page

Le 15 mars 2013

CAUSERIE

Demain j'ajouterai encore une trentaine de nouveaux articles. J'en ai mis en ligne une dizaine aujourd'hui, plus ceux sur l'UE.

Je n'ai pas le temps de faire plus aujourd'hui. Je n'ai pas encore récupéré mon convertisseur de courant, donc service minimum forcé sans électricité une bonne partie de la journée.

Quelques vidéos

Inégalité des richesses aux Etats-Unis
http://www.youtube.com/watch?v=gLT1V7Ifz1c&feature=player_embedded

En dehors du fait que l'intervenant ignore ce qu'est le communisme qu'il évoque en passant en affirmant que cela ne marche pas et conduit à faire une société de fainéants, malgré la description qu'il fait du capitalisme il doit préférer une société réduite en esclavage, hormis cette réserve cette vidéo très courte est intéressante.

La leçon de Chavez à l'Empire (2012)
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2Nm68LRZco8

Hugo Chavez : le FMI dirige l'Europe (14 novembre 2011)
http://www.youtube.com/watch?v=WxXxp8IXJjY

Hugo Chavez donne une leçon de démocratie à l'Empire Anglo-Saxon sur la BBC (Juillet 2010)
http://www.youtube.com/watch?v=fQdDEpOd1wc

ACTUALITE EN TITRES

Zélé serviteur de l'oligarchie financière.

- Pour Hollande, la France est le "*bon élève*" de l'Europe sur le plan budgétaire - L'Express.fr

Vous savez ce qu'on dit dans ce cas-là généralement : peu mieux faire encore ! Ne vous tracassez pas, il va s'y atteler, il a été formaté pour cela comme tous les aristocrates du régime sortis des grandes écoles.

Le gouvernement vous promet de la sueur, du sang et des larmes

- Après les retraites complémentaires, vers des efforts pour le régime général - AFP

- Retraites: Fillon pour "*augmenter la durée d'activité*" jusqu'à 65 ans - AFP

Qui dit mieux, qui va renchérir, la Fondation Bertelsmann a déjà placé la barre à 69 ans en Allemagne...

Le sang, c'est pour le peuple syrien, libanais, iranien...

Racket de l'Etat

-Les premiers radars mobiles de nouvelle génération déployés - AFP

La voix du seigneur est impénétrable...

- Mélenchon demande l'abrogation du délit d'offense au chef de l'Etat - AFP

... miracle, l'oracle s'est réalisé !

- La CEDH condamne la France dans l'affaire de l'affichette "*Casse-toi pov'con*" - AFP

Diantre, en voilà une institution fort démocratique s'écriera le bouffon !

Pauvres : qu'ils le restent !

- '*Le pape François a une conception traditionnelle du pauvre*' - LeMonde.fr

- Le pape François, un conservateur proche des pauvres - L'Express.fr

Traduire : pour que la conception traditionnelle du pauvre soit conservée, rien de tel qu'un pape conservateur...

Au paradis fiscal des banquiers.

- 20 millions d'euros : le montant du "*golden hello*" qu'UBS va accorder à un de ses nouveaux dirigeants Atlantico.fr

- Le directeur général d'UBS a perçu 7,2 millions d'euros en 2012 - AFP

Colonisation. Le pillage continue.

- Immigration : le gouvernement veut attirer les talents étrangers - LeMonde.fr

Ils soufflent le chaud et le froid

- Obama : l'Iran aura l'arme nucléaire "*dans un peu plus d'un an*" - Le Nouvel Observateur

- Paris et Londres veulent armer les rebelles - AFP

- Syrie : Israël se prépare au pire - LePoint.fr

- Syrie : La France prête à livrer des armes aux rebelles et à agir seule si besoin - L'Express.fr

- Syrie: Paris et Londres livreront des armes aux rebelles même sans accord à l'UE - 20minutes.fr

Contrairement à Meyssan qui depuis s'interroge sur les apparentes hésitations ou contradictions de l'impérialisme américain, je pencherai davantage pour la poursuite coûte que coûte du programme établi par le Pentagone en 2001 visant la vassalisation, la balkanisation ou le dépeçage de la Syrie, puis du Liban avant de s'attaquer à l'Iran. En en faisant payer le prix à ses alliés occidentaux ainsi qu'au Qatar et à l'Arabie Saoudite, tandis qu'il s'occuperait de la Chine et de la Russie....

Je me base sur les derniers éléments fournis (et disponible dans le site) sur l'exploitation du gaz de schiste aux Etats-Unis, qui relèverait d'une vaste escroquerie car son coût serait faramineux pour un résultat médiocre ou aléatoire.

La gouvernance mondiale sera féodale, totalitaire et barbare ou ne sera pas.

- Le Qatar pourrait fortement investir en Grande-Bretagne - AFP

- «*Il ne faut pas avoir peur du Qatar*» - LeFigaro.fr

Propagande des prédateurs.

Côté cour

- La Grèce a été maltraitée par l'UE et le FMI, juge le gotha bancaire mondial - AFP

- A Bruxelles, un sommet européen sur fond de contestation de l'austérité - L'Expansion.com

Côté jardin

- Etats-Unis: feu vert de la Fed aux projets de dividendes de 16 grandes banques - AFP

- Réformes: la Grèce a fait des progrès mais des questions demeurent - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Le masque est tombé. Hollande "***le bon élève***" de l'Europe. Un gouvernement de droite, réactionnaire sur toute la ligne est aux commandes.

- Le président François Hollande a estimé jeudi soir que la France était "*le bon élève*" de l'Europe sur le plan budgétaire, lors d'une conférence de presse à la fin de la première journée du sommet européen, sur les moyens de relancer la croissance dans l'UE. Reuters 14.03

1- La dictature du TSCG, sous contrôle d'un organisme illégitime.

Hollande et les candidats du PS s'étaient présentés aux électeurs en 2012 comme les défenseurs des intérêts de la population dont l'immense majorité est composée de travailleurs, depuis ils ont remis leur destin entre les mains des représentants de l'idéologie néoconservatrice ultra réactionnaire, les plus farouches ennemis de la classe ouvrière.

- La composition (paritaire) du Haut Conseil, dont les dix membres ne sont pas rémunérés, confirme qu'il devrait se montrer inflexible. Cinq d'entre eux ont été nommés par les présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale et de leur commission des Finances (deux UMP), ainsi que par le président du Conseil économique, social et environnemental. Il s'agit de l'économiste Mathilde Lemoine, qui dirige les études économiques de la banque HSBC France ; de Marguerite Bérard-Andrieu, ancienne inspectrice générale des finances, directrice générale adjoint de BPCE et ancienne directrice de cabinet de Xavier Bertrand au ministère du Travail ; de Jean Pisani-Ferry, strauss-kahnien et président du think tank européen Bruegel ; de Philippe Dessertine, professeur à Paris-X et farouche partisan d'une réduction des dépenses et des déficits publics, et de Michel Aglietta, professeur spécialiste de la finance et de la monnaie, le seul clairement marqué à gauche. Les autres, dont

le président, le socialiste Didier Migaud, sont des magistrats de la Cour des comptes.

Le Haut Conseil des finances publiques évaluera notamment le respect d'un indicateur primordial depuis l'adoption du traité budgétaire : le déficit structurel, c'est-à-dire le déficit récurrent d'année en année, une fois retirés les effets des variations de la conjoncture sur les finances publiques. Cet indicateur de bonne gestion ne pourra dépasser 0,5 % du PIB, d'ici quelques années, sauf en cas de "*circonstances exceptionnelles*".

Une tâche loin d'être neutre politiquement. Aucun organisme international ne s'accorde sur son calcul ! Pour l'estimer, il faut d'abord s'accorder sur ce que les spécialistes appellent "*le PIB potentiel*". En clair, la richesse que la France serait capable de produire du fait de son volume de capital (nombre d'usines...), de travail (nombre de travailleurs, leur qualification, productivité...) et du progrès technique. Cela permet ensuite de constater l'écart entre le PIB potentiel et le PIB attendu. Cet écart de production est assimilé aux effets de la conjoncture (environnement économique international). Plus l'écart entre le PIB potentiel par rapport au PIB observé est élevé et plus les éventuels déficits publics sont assimilés aux effets de la météo économique. Au contraire, plus il est réduit et plus le déficit est jugé structurel.

Selon certains, la composition du Haut Conseil des finances publiques pose donc problème. Ses membres pourraient être tentés de gonfler artificiellement la part structurelle du déficit.

"*La politique budgétaire sera contrôlée par un cénacle de onze personnes, dont neuf estiment que la France doit fortement réduire ses dépenses publiques et doit tout sacrifier pour respecter des engagements européens sans fondement économique et qui contribuent à enfoncer la zone euro dans la récession. Fallait-il qu'un gouvernement de gauche mette en place cette tutelle ?*" s'interroge ainsi Henri Sterdyniak sur son blog de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Quoi qu'on en pense, le budget 2014 s'annonce bien difficile à boucler. Cette fois, le gouvernement ne pourra plus différer l'ajustement des dépenses publiques. Il va devoir tailler dans le vif. Comme jamais auparavant. Le Point.fr 14.03

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas particulièrement les coups que les travailleurs vont prendre, mais qu'ils soient le fait d'un parti qu'on a présenté pendant des décennies et des décennies comme un parti ouvrier, comme un parti avec lequel il fallait réaliser un front unique, un parti dans lequel les travailleurs pourraient attendre quelque chose de bon dans certaines circonstances, alors qu'en réalité il était solidement ancré à droite depuis près d'un siècle et le demeurera quoi qu'il arrive.

Il existait des milliers d'éléments et de faits le prouvant au cours du XXe siècle. Alors comment se fait-il que l'on n'ait jamais pris en compte sa véritable nature de parti de l'ordre ? Comment se fait-il que ceux qui se réclament du trotskisme n'aient jamais rompu avec ce parti réactionnaire ? C'est question s'adresse à tous les partis qui se réclament du mouvement ouvrier qui sont dans le même cas sans aucune exception.

2- Destruction du droit à l'école pour tous, le PS en rajoute une couche.

Pour réaliser les économies que la troïka réclament et dont le gouvernement se fait le porte-parole, il faut liquider la totalité des acquis ou droits sociaux des travailleurs, dont le droit à l'instruction, à poursuivre des études. Pour réduire le nombre d'élèves scolarisés et par conséquent le nombre d'enseignants, de classes, d'écoles, il a décidé qu'il fallait interdire aux élèves connaissant des difficultés scolaires, ceux des couches les plus défavorisée en général, de redoubler, ce qui conduirait à rapidement mettre un terme à leur scolarité ou à forcer leurs parents à les inscrire dans des écoles privées ou encore à les obliger à se diriger vers l'apprentissage, pire, à traîner dans la rue et à sombrer dans le désespoir...

Le PS et ses élus, auquel certains partis ne cessent de s'adresser ignorant sa véritable nature anti-ouvrière, ont amplifié l'attaque contre le droit à l'école pour tous contenue dans le projet de loi du gouvernement.

- Éducation : le redoublement devra être exceptionnel - lepoint.fr 14.03

Le redoublement d'une année scolaire devra être exceptionnel, en vertu d'un amendement PS au projet de loi sur la refondation de l'école voté jeudi à l'Assemblée nationale, avec le soutien du gouvernement. Les députés ont ainsi décidé d'aller plus loin que le texte initial du rapport annexé au projet, qui recommandait de "*poursuivre la réduction progressive*" du nombre de redoublements, pratique coûteuse plus développée en France que dans les autres pays et à l'efficacité pédagogique peu probante.

La France a le taux de redoublement le plus élevé au monde mais cette pratique "*très coûteuse*" de plus de deux milliards d'euros par an a des effets "*loin d'être probants*" et engendre "*même pour certains élèves plus de difficultés*", rappellent ses signataires.

Cet amendement "*précise opportunément*" le texte, a estimé le rapporteur du projet de loi, Yves Durand (PS). Avis favorable également du ministre de l'Éducation Vincent Peillon. La coprésidente du groupe écologiste Barbara Pompili a aussi soutenu cette précision, jugeant notamment que "si le redoublement était rendu exceptionnel, cela entraînerait une évolution des pratiques pédagogiques". lepoint.fr 14.03

3- Le droit à la retraite repoussé signifie sa liquidation pure et simple.

Les travailleurs sont exploités, une part de leur force de travail est littéralement volée par les capitalistes, ils sont contraints de la vendre pour survivre au quotidien ainsi que leur famille, ainsi ils sont les seuls à produire les richesses et à assurer le développement et le fonctionnement de la société, en principe afin de satisfaire aux besoins ou aspirations de l'ensemble de la population, sauf que, non seulement ce principe a toujours été bafoué en régime capitaliste, en plus il faudrait qu'ils travaillent sans relâche jusqu'à leur dernier souffle pour permettre aux rentiers et parasites de pouvoir satisfaire les leurs.

Le mécanisme qui consiste à faire cotiser toujours plus les travailleurs pour une retraite qu'ils devraient prendre toujours plus tard réduisant du même coup à la fois leur durée de vie et la durée pendant laquelle ils pourront enfin profiter de leur retraite est criminelle, c'est une imposture qui consiste à vous obliger à cotiser pour un droit dont finalement vous ne profiterez jamais ou peu de temps seulement, c'est une escroquerie digne d'une dictature, de l'esclavage auquel ils veulent réduire les travailleurs.

- Même si le gouvernement s'en défend, les efforts demandés aux actifs comme aux retraités pour sauver les retraites complémentaires constituent inévitablement un signal pour la réforme du régime général, et pourraient ouvrir la voie à de nouveaux sacrifices.

Mercredi soir, les partenaires sociaux, qui gèrent les régimes de retraite complémentaire, sont parvenus à un protocole d'accord pour assainir la situation financière délicate de l'Agirc (cadres du privé) et de l'Arrco (tous les salariés du privé).

Le gouvernement s'est félicité de cet accord jeudi, Jean-Marc Ayrault saluant "*l'esprit de responsabilité*" des partenaires sociaux

Les efforts demandés aux retraités et aux actifs sur les complémentaires semblent faire écho aux déclarations de François Hollande en début de semaine, qui avait annoncé des "*choix courageux*" à venir.

La ministre de la Santé et des Affaires sociales Marisol Touraine avait elle-même affirmé peu avant que "*des efforts*" seraient demandés "*à tous les Français*".

Jeudi, la ministre a remis à Yannick Moreau, présidente de la Commission pour l'avenir des retraites, un cahier des charges pour élaborer des pistes de réformes d'ici juin.

Les trois leviers permettant de faire des économies y sont détaillés: durée d'activité, cotisations et pensions.

Le gouvernement pourrait être tenté de cibler cette fois les actifs, par exemple à travers un allongement de la durée de cotisation qui est "*évidemment sur la table*" selon M. Sapin et "*doit être examiné*", selon Mme Touraine.

De son côté, l'ancien Premier ministre François Fillon (UMP) a plaidé jeudi pour un recul de l'âge légal de départ à 65 ans. AFP 14.03

A ceux qui considèrent le SPD comme un parti ouvrier et qui n'ont eu de cesse de le soutenir tout comme le PS (le POI notamment)

Pendant des décennies on nous a répété que le PS, le PSOE, le PASOK, le SPD, etc. étaient des partis ouvriers et que bien que plus ou moins dégénérés et passés définitivement de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages, comme par miracle il pourrait encore en sortir quelque chose de bon, en quelque sorte qu'il suffirait de remplacer quelques dirigeants à leur tête pour que l'affaire soit réglée. Sauf que les choses ne se sont jamais passées de la sorte, pas de bol pour nos furieux opportunistes. En fait ceux (dont l'auteur de ces lignes, ex-militant de l'OCI) qui ont milité dans les partis qui soutenaient une telle théorie ont milité le plus souvent sans le savoir uniquement pour porter le PS au pouvoir en France notamment, c'était l'objectif avoué du dénommé Lambert, son seul et unique objectif...

Le PS parvenu au pouvoir, faisant la même politique que l'UMP (l'UDR ou le RPR) et n'étant pas décidé à en changer, il ne restait plus qu'à adresser des suppliques stériles à ses dirigeants et élus en faisant croire aux militants et travailleurs que cela pourraient changer quelque chose, en réalité cela ne changea rien du tout, au contraire le PS devint encore plus droitier !
En Allemagne Schröder ayant quité son poste de Chancelier et de président du SPD, vous alliez voir que les choses allaient changer, via l'éternelle soi-disant gauche de ce parti du capital. Pas de bol, le SPD resta fidèle à lui-même, tout comme le PS.

La suite, vous l'avez sous les yeux quotidiennement. C'est le résultat de cette politique, qui d'opportuniste, il faudrait peut-être caractériser un jour de traître, puisque apparemment en observant attentivement le déroulement des évènements jusqu'à nos jours, semble correspondre finalement aux véritables intentions de ses dirigeants.

- Gerhard Schröder semble être redevenu la coqueluche d'un monde politique qui l'a longtemps ignoré après son départ du pouvoir

en 2005. A l'occasion du 10ème anniversaire de l'Agenda 2010, un train de réformes radicales qu'il avait annoncé au Bundestag le 14 mars 2003, tout le monde veut le citer, l'interviewer, le recevoir.

Tout particulièrement la direction de son propre parti, le SPD, qui orchestre le retour de l'enfant prodigue, pourtant initiateur de réformes jugées responsables de l'appauvrissement de millions d'Allemands et de la désaffection d'une bonne de l'électorat social-démocrate. Lundi, le président du SPD Sigmar Gabriel s'est en tout cas déclaré "*fier*" de "*cette performance historique*" à l'origine, selon lui, de la bonne santé de l'économie allemande et du fort recul du chômage.

"*Nous allons réduire les aides de l'Etat, exiger de chacun qu'il donne plus et se prenne plus en charge*", clamait Gerhard Schröder en 2003 à la tribune du Bundestag. "*Toutes les forces de la société devront participer: les entrepreneurs et les travailleurs, les indépendants et aussi les retraités. Nous allons devoir fournir un formidable effort collectif pour atteindre notre objectif*", ajoutait-il avant de détailler un agenda qui allait secouer l'Allemagne.

Celui-ci a conduit à l'explosion des emplois à bas salaires (1 salarié sur 4 aujourd'hui), à la fluidification du marché du travail et au renforcement de la modération salariale. En quelques années, le pays retrouvait sa compétitivité au prix d'une explosion de la précarité.

Cette potion peu égalitaire a profondément divisé le SPD. Mais elle a ravi la droite et les patrons. "*Je voudrais remercier personnellement le chancelier Schröder d'avoir, grâce à son Agenda 2010, ouvert la porte avec courage et détermination*", déclarait ainsi Angela Merkel lors sa première déclaration de politique générale, en 2005. En 2008, c'est le patronat allemand qui suppliait le gouvernement de ne surtout pas revenir sur "*les réformes importantes et justes*" de l'Agenda 2010.

Aujourd'hui que le taux de chômage a enregistré un recul historique et durable, et à l'approche des élections législatives, le SPD a lui aussi choisi de se réapproprier le "*grand oeuvre*", aussi pour montrer que le parti a plus que sa part dans les succès de l'économie nationale.

Pour autant, dix ans plus tard, le pays est toujours divisé sur les effets réels des réformes de Schröder. L'économiste Gustav Horn, président de l'Institut de recherches macroéconomiques et conjoncturelles, proche des syndicats, estime que "*la bonne progression de l'emploi est à mettre sur le compte d'une bonne conjoncture et la flexibilité du temps de travail*" négociée par les partenaires sociaux dans des milliers d'accords collectifs. Il évoque surtout le recours massif au chômage partiel et aux accords sur la sécurité de l'emploi signés par les mêmes en 2009/2010. "*L'Agenda 2010 ne suffit pas à lui seul à expliquer le miracle de l'emploi*", conclut-il.

Pour le champion Gerhard Schröder, qui aime à rappeler que ses réformes ne sont tout de même pas "les dix commandements" et qu'il n'est pas "*Moise*", tous ces détails ne comptent plus. Aujourd'hui, il revient sur le devant de la scène le temps d'une campagne électorale en soutenant l'idée défendue par plusieurs économistes: le lancement d'un Agenda 2020! Celui-ci mettrait par exemple l'accent sur les investissements dans la recherche et l'éducation mais aussi, pourquoi pas, sur le passage de l'âge de la retraite à 69 ans. Enfin, pour rattraper les "*bêtises*" du passé, il propose, tout comme le SPD, la création d'un modeste salaire minimum de 8,50 euros de l'heure.

Les principales mesures de l'Agenda 2010

Economie et fiscalité : allègement de la part patronale sur les cotisations maladie, assouplissement de la protection contre le licenciement pour les petites PME, baisse des taux d'imposition plancher (16% à 15%) et plafond (45% à 42%)

Marché de l'emploi : création des mini-jobs (400 euros pour 15 heures/semaine), libéralisation de l'intérim, fusion de l'allocation chômage longue durée et de l'aide sociale (Hartz IV), réforme de l'Agence fédérale pour l'emploi, aide à la création de micro-entreprises.

Education : Développement de l'école primaire toute la journée (4 milliards d'euros)

Retraites et santé : introduction d'un facteur de " *développement durable* " pour freiner la progression des cotisations retraite, introduction et augmentation du ticket modérateur pour les visites médicales et séjour à l'hôpital. lexpansion.lexpress.fr 14.03

Le PCF a deux saints François !

Jeudi matin, le PCF publie un communiqué qualifiant l'élection de "*moment important pour les catholiques de toute la planète*" et se réjouissent de cette nomination "*sans préjuger de la suite*".

Les communistes ne commentent pas non plus le passé flou de Jorge Mario Berloglio sous la dictature argentine et préfèrent se concentrer sur son avenir en tant que pape. Un futur qu'ils veulent construire avec "*tous ceux et toutes celles qui veulent faire grandir la justice et la paix, qui sont épris de dignité humaine et d'égalité des droits pour toutes et tous*".

Selon le porte-parole du PCF, "*il est présenté comme voulant être exemplaire quant aux dérives de la curie romaine. Il semble vouloir changer les choses*". Les communistes sont partagés sur la personnalité du pape François. "*Il peut suivre deux cheminements, soit réorienter l'Eglise soit poursuivre l'héritage de Benoît XVI*", décrypte Olivier Dartigolles. Mais pour l'instant, l'idée est d'attendre la suite avant de le condamner.

Le seul point d'accord entre le PCF et le PG est l'engagement de Jorge Mario Berloglio contre la pauvreté. Jean-Luc Mélenchon espère que le nouveau pape sera "*plutôt enclin à aider ceux qui en sont actuellement les porte-parole en politique*". Tandis que les communistes soulignent "*la priorité aux pauvres qui semble avoir marqué le parcours du nouveau pape soulève une espérance*".

Mais l'idée d'une fracture entre le PCF et le PG sur cette élection agace les communistes. Pour Olivier Dartigolles, "*cette différence de discours*" n'est d'ailleurs pas du tout un handicap: elle "*fait la richesse du Front de gauche*". lexpansion.lexpress.fr 14.03

Alors que des voix dans le monde s'élèvent pour dénoncer la collusion entre la dictature militaire argentine des années 70 et Jorge Mario Berloglio, le PCF estime qu'il pourrait oeuvrer à "*la justice et la paix*" dans le monde sans dire évidemment au profit et au détriment de qui, devinez ? On soutient les pire régimes même 40 ans plus tard, c'est cela le Front de gauche flanqué de la racaille stalinienne.

La "*richesse du Front de gauche*" repose sur l'ignorance, mieux la rupture de ses militants avec le socialisme, ses dirigeants sont des manipulateurs professionnels. Le double langage, la dichotomie entre la théorie et la pratique, entre la parole et l'action qui permet de tout dire et de faire exactement le contraire. Tromper délibérément travailleurs et militants, c'est la seule chose qu'est capable de faire avec persévérance le Front de gauche.

Avec l'amplification de la crise du capitalisme on assiste à la radicalisation des partis traditionnels de droite, à la droitisation de tous les partis dits à tort ou à raison de gauche. Ces derniers à défaut de se placer sur le terrain de la classe ouvrière se placent de plus en ouvertement sur celui de la réaction.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

La guerre en Irak a coûté 1.700 milliards de dollars (1.311 milliards d'euros) aux Etats-Unis, auxquels il faut ajouter 490 milliards de dollars de prestations à verser aux anciens combattants, selon une étude publiée jeudi.

Le Watson Institute for International Studies de l'Université Brown estime que ces dépenses pourraient atteindre au total 6.000 milliards de dollars (4.630 milliards d'euros) sur les quatre prochaines décennies avec les intérêts.

Ce rapport, qui est le résultat du travail d'une trentaine d'experts et d'universitaires, a été publié en vue du 10e anniversaire de l'invasion de l'Irak le 19 mars 2003.

Il s'agit également d'une actualisation d'un rapport de 2011 du Watson Institute rédigé en vue du 10e anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, évaluant le coût en dollars et en vies humaines des guerres en Afghanistan, au Pakistan et en Irak qui ont suivi.

Selon cette étude de 2011, le coût total de ces guerres s'élevait à 3.700 milliards de dollars au moins, sur la base des dépenses effectives du Trésor américain et des engagements de dépenses, telles les prestations médicales et pensions d'invalidité des vétérans américains.

Cette estimation a été portée à près de 4.000 milliards de dollars dans la nouvelle version actualisée.

Le coût total estimé ne prend pas en compte les milliers de milliards de dollars d'intérêts que les Etats-Unis devraient avoir à payer au cours des 40 prochaines années.

Les intérêts de la dette contractée pour faire face aux dépenses de la guerre en Irak pourraient atteindre 4.000 milliards de dollars sur cette période, estime le rapport. Reuters 14.03

2- Israël

2.1- Le nouveau cabinet est plus laïque que les précédents: pour la première fois depuis dix ans, les partis ultraorthodoxes juifs n'en font pas partie. Mais il n'est, en revanche, pas plus pacifiste: les colons et leurs partisans y tiennent les postes clefs et s'emparent même de certains ministères cruciaux.

Les deux hommes forts du nouveau cabinet sont Yair Lapid, la vedette de la télévision, dont le parti est arrivé deuxième aux législatives, et Naftali Bennett, le jeune colon millionnaire. Nétanyahou a tout tenté pour ne pas les intégrer dans son cabinet. Il a échoué face à l'alliance indéfectible des deux hommes, et a dû leur céder des portefeuilles importants.

La pilule est amère pour le premier ministre, et son gouvernement ressemble avant même son entrée en fonction à un attelage difficile à diriger. Nétanyahou est à la tête d'un cabinet qui sera à la merci de ses deux encombrants partenaires, plus jeunes que lui, et qui ne cachent pas leur intention de lui succéder un jour.

«*La question est de savoir si cet enfant, né d'un viol, sera apte à exister*», ironisait Nahum Barnea, l'éditorialiste du quotidien Yedioth Ahronoth. «*Bennett et Lapid vont occuper des hautes fonctions dans un gouvernement dirigé par un premier ministre qu'ils méprisent ouvertement. La paranoïa a tendance à se développer rapidement dans ce genre de cabinets. Il n'existe pratiquement pas de figure d'autorité vers laquelle se tourner. Ce qui est sans conséquence quand il s'agit de définir l'allocation aux écoles talmudiques, devient problématique quand le sujet est l'Iran ou le Hezbollah.*»

Les nouveaux partenaires de Nétanyahou ne vont toutefois pas le contraindre à faire des concessions aux Palestiniens. Même si Lapid a exigé que les négociations reprennent, et si Nétanyahou a fait entrer Tzipi Livni dans sa coalition en la chargeant expressément des pourparlers, le nouveau cabinet est aussi à droite que le précédent.

Les Affaires étrangères sont sous son contrôle, avant de repasser ou non sous celui de l'ultranationaliste Lieberman. Le nouveau ministre de la Défense, Moshe «*Buggy*» Ya'alon, ancien chef d'état-major, est un dur du Likoud. Le ministère du Logement revient à un colon, Uri Ariel, dont la nomination revient selon certains commentateurs à donner au chat la garde du pot de lait. Lapid lui-même, sous des dehors plus urbains et moins idéologiques, n'a jamais été très pacifiste et s'oppose à la division de Jérusalem. Quant à Bennett, il est à la tête du parti nationaliste religieux Foyer Juif, l'un des fers de lance de la politique de colonisation. lefigaro.fr 14.03

2.2- 24 heures après son appel aux pays arabes, pour qu'ils lancent une offensive militaire commune contre la Syrie, Israël a lancé un vaste chantier de construction de routes, sur les hauteurs du Golan.

Selon Al-Alam, des équipements lourds sont, sur place, dans des localités frontalières du Golan avec l'Est du Liban, et des bulldozers du régime sioniste continuent à construire une route, dans la localité de Al-Vazani. Un char surveille les opérations. La route est, vraisemblablement, destinée à envoyer davantage d'armes aux terroristes syriens. french.irib.ir 14.03

3- Tunisie

Plusieurs centaines de personnes ont participé aux funérailles jeudi du vendeur à la sauvette qui s'est immolé cette semaine à Tunis, une procession qui s'est transformée en manifestation contre le parti islamiste au pouvoir, Ennahda, selon une journaliste de l'AFP.

Les obsèques d'Adel Khazri, 27 ans, ont eu lieu dans la petite localité déshéritée de Souk Jemaa, dans le nord-ouest de la Tunisie, le jour où le nouveau gouvernement de l'islamiste Ali Larayedh doit prendre ses fonctions et s'atteler à résoudre une crise politique, sociale et institutionnelle.

Les proches et voisins de la famille du défunt hurlaient leur colère d'abord devant la petite maison de la mère d'Adel Khazri puis lors de la procession.

"*Avec notre âme et notre sang nous nous sacrifions pour notre martyr*", "*Ennahda dégage*" ont notamment scandé les habitants de ce village difficilement accessible et situé sur une colline au bout d'une piste boueuse.

Plusieurs dizaines de jeunes sont ensuite montés à bord de voitures dans le but d'aller manifester dans la capitale régionale, Jendouba, contre la misère et le chômage dans cette région très pauvre.

Adel Khazri, qui subvenait aux besoins de sa famille en vendant des cigarettes à la sauvette, s'est immolé par le feu mardi sur l'avenue Habib Bourguiba de Tunis, haut lieu de la révolution de janvier 2011, une révolte qui avait été déclenchée par l'immolation d'un autre marchand ambulant excédé par la misère.

Deux ans plus tard la pauvreté et le chômage continuent de faire des ravages en Tunisie. Dans ce contexte, les grèves, les manifestations et les conflits sociaux se sont multipliés ces derniers mois. AFP 14.03

SOCIAL

1- Espagne

Des milliers d'étudiants espagnols ont manifesté jeudi à Madrid contre les coupes budgétaires qui frappent les écoles et les universités, défilant derrière une grande banderole où était écrit: "*Notre éducation ne paiera pas votre dette*".

"*Ils privatisent l'éducation, ils augmentent les frais universitaires, ils coupent dans les budgets de la recherche et il y a de plus en plus d'étudiants par classe*", lançait Jorge Barrio, un étudiant ingénieur de 20 ans, dans le défilé qui a traversé le centre de Madrid jusque devant le ministère de l'Education.

"*C'est une honte. La seule solution que je voie, c'est de partir étudier et travailler à l'étranger*", ajoutait le manifestant, prêt à rejoindre les milliers de jeunes Espagnols qui partent chercher du travail à l'étranger, alors que le taux de chômage chez les 16-24 ans dépasse les 55%.

Le gouvernement de droite de Mariano Rajoy avait annoncé il y a un an son intention d'économiser trois milliards d'euros par an dans le secteur de l'éducation, dans le cadre de sa politique de rigueur visant à assainir les finances publiques.

Les régions, qui gèrent ce budget comme celui de la santé, ont ainsi été autorisées à augmenter les frais d'inscription à l'université de 50%, passés en moyenne de 1.000 à 1.500 euros, et à accroître de 20% le nombre d'étudiants par classe.

Mais selon le Syndicat des étudiants, qui appelait à manifester "*pour la défense de l'université publique*" et "*contre le chômage des jeunes*", cinq milliards d'euros ont déjà été économisés sur le budget de l'éducation et 80.000 postes supprimés chez les enseignants. AFP 14.03

2- Cambodge

Le royaume a attiré les grands marques mondiales, au prix de salaires désespérément bas et de cadences infernales.

De plus en plus d'entreprises internationales délocalisent leur production de textile à la recherche, encore et toujours, de meilleurs coûts.

Mais des scènes d'évanouissements collectifs ont tiré la sonnette d'alarme. Et la colère monte, tandis que sous-traitants et grandes marques se renvoient la balle sur leurs responsabilités respectives.

Ou Nin, 25 ans, semble épuisée. Elle fabrique des vêtements pour une marque américaine pour à peine 4 euros par jour. "*Ils impriment des T-shirts. L'odeur y est très désagréable, c'est insupportable*", confie-t-elle à l'AFP en attendant le camion qui la ramène chez elle.

Avec primes et heures supplémentaires, les ouvrières arrivent à gagner en moyenne 60 euros mensuels. Pour survivre, elles dépassent souvent la limite légale des soixante heures hebdomadaires, au risque de se mettre en danger.

"*Il fait souvent chaud à l'intérieur de ces usines. Il arrive aussi qu'elles inhalent des substances toxiques*", explique Moeun Tola, responsable du programme ouvrier du Community Legal Education Centre, qui leur apporte un soutien légal.

Surmenage, sous-alimentation et mauvaise ventilation expliquent "*les évanouissements de masse qui ont eu lieu dans les usines depuis 2010*", estime-t-il.

L'an dernier, elles seraient 1.100 ouvrières à avoir perdu connaissance dans les usines de confection.

Soey Eao, qui travaille depuis 5 ans dans le textile, n'arrive pas à s'en sortir. Elle habite derrière l'usine dans une cité dortoir, où des centaines d'ouvriers cohabitent dans des logements en béton sans eau ni électricité. Elle partage 6 mètres carrés avec trois autres collègues, pour 15 euros par mois.

"*On travaille douze heures par jour, parfois 7 jours sur 7 pour gagner plus*", dit-elle. A 24 ans, elle reverse un tiers de son salaire à

sa famille. "*Je ne peux même pas bien manger car j'essaie de mettre de l'argent de côté, j'achète juste le minimum pour survivre*".

Avec les évanouissements, les grèves et manifestations se sont multipliées. Certaines ont même dégénéré comme en février 2012, lorsque trois ouvrières ont été blessées par un homme qui a ouvert le feu.

Certains des 650.000 ouvriers du textile - dont 400.000 pour des sociétés exportatrices - se sont regroupés dans des syndicats pour exiger une hausse du salaire minimum - au moins 75 euros par mois.

Mais beaucoup n'ont pas franchi le pas. Soey Eao regrette ainsi que "*beaucoup d'ouvriers ne sachent même pas qu'ils ont des droits*".

L'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui inspecte régulièrement les usines du pays, appelle à un nouvel accord de branche entre gouvernement, patrons d'usine et syndicats.

"*A part le Bangladesh, le Cambodge est l'un des endroits les moins chers au monde pour produire des vêtements*", estime Jill Tucker, en charge d'un programme de l'OIT au Cambodge. "*Il est évident que si l'on paye mieux les ouvriers, il y aura moins d'évanouissements*".

Mais usines et marques se renvoient la balle à l'infini.

"*Ce sont les marques qui contrôlent combien nous gagnons (...). Nous n'avons aucun pouvoir de décision sur la marge que nous réalisons car nous sommes des sous-traitants*", assure Ken Loo, secrétaire général du Gmac, association des patrons d'usines du textile.

"*Si nos salaires étaient équivalents à ceux des usines vietnamiennes, les investisseurs viendraient-ils dans notre pays ?*".

Les grandes marques, quant à elles, se défendent de tirer les salaires vers le bas. Le groupe suédois H&M, accusé l'an passé dans un documentaire de chercher à maintenir des salaires de misère dans le pays, affirme ne pouvoir agir directement dans les usines.

"*Ils fabriquent des vêtements pour différents clients, mais les employés sont payés le même montant quelle que soit la marque*", a indiqué Malin Bjorne, un porte-parole du groupe, dans un courriel à l'AFP.

Quant à l'Américain Levi Strauss and Co, il dit financer des initiatives locales pour prévenir les évanouissements. "*Tout le monde a droit à un salaire décent*", a assuré un de ses représentants AFP 14.03

No comment, leur cynisme ne connaît pas de limite.

ECONOMIE

1- Armement.

Les dépenses militaires des pays d'Asie ont été pour la première fois en 2012 supérieures à celles des pays d'Europe en valeur, dit l'Institut international pour les études stratégiques (IISS).

D'après l'IISS, les dépenses de la Chine en matière de défense ont augmenté en volume de 8,3% en 2012. Pour l'ensemble de l'Asie, la hausse a été de 4,94%.

En revanche, les dépenses militaires des pays européens de l'Otan sont retombées en valeur à peu près à leur niveau de 2006. En volume, l'IISS constate même une baisse de 11% sur cette période sous l'effet des politiques d'austérité conduites dans ce domaine notamment en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie et en Espagne.

"*La hausse des dépenses en Asie a été si rapide et l'austérité conduite par les pays européens en matière de défense si rigoureuse, que les dépenses en volume de l'Asie en 2012 (287,4 milliards de dollars) ont excédé les dépenses totales officielles de défense non seulement des membres européens de l'Otan mais aussi de l'ensemble de l'Europe, y compris en tenant compte des pays européens non membres de l'Otan*", écrit l'IISS.

Les Etats-Unis conservent de loin le plus important budget militaire au monde, leurs dépenses représentant 45,3% du montant total mondial.

L'IISS juge que l'exacerbation des rivalités diplomatiques en Asie, continent en pleine expansion économique, contribue à une course aux armements entre les différents pays de la région.

L'Inde, qui dépend fortement de ses importations dans le domaine militaire, s'efforce ainsi de s'armer pour concurrencer le Pakistan et la Chine.

Le Japon et la Corée du Sud, pour leur part, tentent de renforcer leurs capacités en raison des programmes nucléaires et balistiques de la Corée du Nord. Reuters 14.03

2- Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a annoncé jeudi avoir approuvé les plans d'utilisation du capital de seize des plus grandes banques américaines, mais n'avoir donné qu'un feu vert "*sous conditions*" à deux d'entre elles, Goldman Sachs et JPMorgan Chase.

Sur les dix-huit plus grandes banques qui avaient soumis à l'autorisation de la Fed leurs projets de versements de dividendes ou de rachats d'actions, deux ne sont pas parvenues à l'obtenir: Ally Financial et BB&T.

Il s'agit d'American Express, Bank of America, Bank of New York Mellon, Capital One, Citigroup, Fifth Third Bancorp, KeyCorp, Morgan Stanley, PNC Financial, Regions Financial, State Street, SunTrust, US Bancorp et Wells Fargo.

L'examen des plans de Goldman Sachs et JPMorgan, deux banques emblématiques des excès de Wall Street, a en revanche révélé "*des faiblesses dans leur processus de prévision de l'utilisation du capital*" en dépit du fait que ces deux établissements aient fait la preuve de leur capacité à maintenir les ratios de solidité financière réglementaires, indique la Fed dans un communiqué.

En conséquence, précise la banque centrale, ils peuvent commencer à mettre en oeuvre leurs projets, mais devront apporter des réponses satisfaisantes aux questions soulevées par la Fed d'ici à la fin du troisième trimestre, sous peine de voir leurs projets bloqués.

Dans un communiqué, JPMorgan s'est engagée "*à satisfaire tous les critères de la Fed*". Laconique, Goldman Sachs a dit sa satisfaction de pouvoir "*continuer [...] à distribuer du capital [à ses] actionnaires*".

Ally, en revanche, a critiqué la méthode de la Fed, et lui a demandé de faire preuve de "*plus de transparence*".

Parlant sous le couvert de l'anonymat, un responsable de la Fed a indiqué que, dans l'ensemble, les plus grandes banques américaines avaient redistribué 19% de leurs bénéfices en 2012 et qu'elles comptaient augmenter cette proportion dans les années à venir.

BB&T a indiqué que la Fed l'autorisait à reverser pour chacun des quatre trimestres à venir un dividende égal à celui qui sera versé pour les trois premiers mois de l'année et qui marquait une hausse de 15% par rapport à la moyenne pour 2012. AFP 14.03

Goldman Sachs est satisfait et JPMorgan s'est engagée "*à satisfaire tous les critères de la Fed*", en réalité ceux qu'ils ont définis eux-mêmes et imposés aux autres banques dont Ally qui ne comprend pas pourquoi la Fed lui a demandé de faire preuve de "*plus de transparence*" tandis que le cartel des banquiers de la Fed en est incapable, normal puisque ce sont eux qui fixent la règle du jeu !

En attendant ils vont pouvoir se goinfrer, puissent-ils en crever!

3- Chine

La découverte cette semaine de 6.000 carcasses de porcs dans le Huangpu, rivière qui alimente le circuit d'eau courante de Shanghai, a attiré l'attention sur les conditions de l'élevage en Chine et sur les risques sanitaires qu'elles représentent.

Un virus porcin a été décelé sur plusieurs de ces animaux, dont les éleveurs se sont probablement débarrassés en les jetant à l'eau, dit-on dans le milieu agricole.

Il n'y a pas de mécanisme permettant aux éleveurs de porcs d'obtenir des compensations de la part du gouvernement en cas d'épizootie, explique Feng Yonghui, directeur général de Soozhu.com, un centre de recherches sur le sujet.

Qui plus est, les assureurs refusent de couvrir ce risque, qu'ils jugent trop élevé, poursuit-il.

Le porc est la viande la plus consommée en Chine, dont le cheptel s'élevait à 475 millions de têtes fin 2012. Les marges des éleveurs sont réduites et les eaux du Huangpu sont une alternative tentante à l'incinération coûteuse.

"*C'est manifestement le problème des autorités locales (...) Elles ne contrôlent pas bien l'activité porcine*", estime Lin Rongquan, un expert vétérinaire de Shanghai.

Dimanche, le gouvernement central a présenté un projet de réforme qui prévoit notamment de placer plusieurs organes sous la tutelle d'une agence sanitaire dotée d'un statut ministériel.

Si cette mesure va dans le bon sens, estime Wang Xiaoyue, elle ne réglera pas du jour au lendemain les problèmes liés aux additifs alimentaires, aux antibiotiques et à la pollution.

Beaucoup s'en plaignent, mais certains n'hésitent pas à en rire. Lorsque l'envie de fumer le prend, un internaute pékinois explique qu'il lui suffit d'ouvrir la fenêtre. "*Quand on ouvre le robinet, on a de la soupe aux travers de porcs*", lui répond un habitant de Shanghai. Reuters 14.03

Un traitement délirant et cynique de Reuters, pour un peu ils se réjouiraient de cette situation épouvantable. Bref, vivre en Chine c'est l'horreur absolue, sauf pour les multinationales occidentales !

Haut de page

Le 16 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne les articles annoncés, ce sera pour demain, mon histoire de courant n'est pas encore réglé, je suis tombé sur des abrutis.

Deux courriels reçus

1- Ce site est très bien fait et renseigné. Compliments et merci pour ce travail de titan.

Entre nous, j'aurais préféré qu'un parti s'y colle avec les moyens dont ils disposent...

2- Je vous remercie pour votre site.Vous abordez des questions ou des sujets que des partis se prétendant représentatifs de la classe ouvrière n'osent aborder. C'est une des raisons de ma rupture avec ces partis. Continuez, vous n'êtes pas isolé.

Personnellement je préfèrerais que vous soyez organisé dans un parti, mais je vous comprends, mille fois hélas !

Je n'ai pas eu le temps d'écrire un mot sur Chavez parce que je n'ai pas suivi la situation au Venezuela et je n'ai pas le temps de m'y mettre aujourd'hui. Apparemment il avait les rapports avec les masses que je préconise depuis des années et il a prouvé que cela fonctionnait.

Lui il était aux commandes, c'était plus pratique. Un Mélenchon qui a voulu l'imiter, disposait d'une fenêtre médiatique à défaut de pouvoir, mais par sa démagogie maladive il a démontré qu'il n'était pas à la hauteur et bon nombre de ses électeurs ou partisans lui ont tourné le dos rapidement, le gain qu'il pouvait attendre d'une telle expérience s'est transformée en son contraire juqu'à devenir grotesque. Les charlatans ou les comiques finissent tous ainsi en politique. Celui qui sévit en Italie n'en a plus pour très longtemps, il se disait férocement anti-médias aux ordres jusqu'à leur refuser des interviews pour finalement en donner à de grands médias américains dont CNN !

La sincérité et l'honnêteté ne paient pas toujours, si l'on est à contre-courant on le reste quoi qu'on fasse, il ne faut pas se leurrer, mais quand des jours meilleurs pointent à l'horizon on peut engranger des succès qui en appellent d'autres et ainsi de suite, il faut juste que le mécanisme soit enclenché, la suite arrive tout naturellement car les travailleurs (et les militants) ne sont pas des demeurés même s'ils sont ignorants de beaucoup de choses.

Je remercie leurs auteurs, continuez à m'en envoyer cela m'encourage, j'en ai franchement besoin. En échange je vous ai rédigé un article la nuit dernière qui ne devrait pas vous laisser indifférents. Il y a des moments où on est plus inspiré que d'autres. Et pourtant en ce moment je croule sous les emmerdements ! N'hésitez pas à m'envoyez vos commentaires, vous pouvez utiliser l'adresse et le mot de passe que je vous ai donnés.

Je pense que c'est la meilleure réponse que l'on puisse apporter à ceux qui ne veulent voir qu'un aspect de la réalité ou que ce qui les arrange ou encore uniquement ce qu'ils ont compris jusqu'à présent, sans faire l'effort d'aller voir au-delà du capitalisme.

J'ai commencé à écrire cet article à 4h20 du matin ne parvenant pas à m'endormir et après avoir eu une étincelle comme l'on dit. Je l'ai terminé d'un trait à 8h45, moins une pause pour aller chercher des cigarettes à 5 minutes de chez moi et grignoter une tartine en buvant un café.

En fait il exite deux systèmes économiques qui fonctionnent en parallèle et en concurrence sur le plan politique. Jusqu'à présent je m'étais acharné à trouver un lien économique entre les deux et c'était en partie une erreur, car ils fonctionnent indépendamment l'un de l'autre, même s'il existe des interférences entre eux.

Le premier fonctionne selon le capitalisme classique et ses lois que Marx et Engels ont décrites, il est voué à connaître crise sur crise et à s'effondrer, ses moteurs demeurent les forces productives et la lutte des classes, il ne peut y échapper, c'est un système qui fonctionnent selon ses propres lois (et contradictions).

Le second fonctionne comme un parasite qui est venu se greffer sur le capitalisme pour en ponctionner tout le profit sans rien y apporter, contrairement au capitalisme classique qui réinvestit une partie de la plus-value produite dans la production. C'est un corps issu du capitalisme qui en est devenu étranger et qui le combat pour en soutirer l'essentiel du profit produit au risque de le déstabiliser, de l'assécher, de le détruire et par là même la société et la civilisation. C'est la définition de l'oligarchie financière à distinguer de l'industrie financière liée à l'industrie productive.

Tandis que le capitalisme classique repose sur l'extraction de la plus-value produite au cours du procès de production par les travailleurs, une partie ira aux travailleurs, une autre au capitaliste dont une partie sera réservée à la reproduction du cycle du capital et l'autre sera consacrée à satisfaire ses besoins personnels, le parasite ou vampire de la finance profite uniquement du privilège extraordinaire qui lui a été accordé de battre la monnaie et d'en contrôler la quantité en circulation autant que les destinataires qui en profiteront, ceux qui en sont les dépositaires au sein des banques centrales qui sont des banques privées commerciales. Ce qui signifie que les banquiers disposent de la planche à billets et peuvent en produire autant qu'ils le souhaitent et se les distribuer sans que personne ne puisse remettre en cause ce pouvoir exorbitant. Partant de là ils vont acquérir une richesse extraordinaire en grande partie créée à partir de rien, illimitée s'ils le souhaitent, sans rien produire (cette affirmation est à compléter).

Là où les choses vont se compliquer pour eux, c'est qu'ils ne sont pas les seuls sur la place, d'autres banquiers et institutions financières existent à travers le monde, d'autres capitalistes se sont forgés des fortunes, des millions d'entreprises existent qui fonctionnent selon les lois du capitalisme classique et qui ne peuvent pas s'en émanciper, ces capitalistes pour continuer d'exister doivent produire de la plus-value et réinvestir dans la production une partie des profits produits sinon ils disparaissent, or ils n'en ont pas l'intention, pour cela ils doivent trouver en permanence des financements pour leur trésorerie, leur recherche, leur modernisation, etc., les banques doivent leur accorder des crédits qui plus est à des taux d'intérêt acceptables, or les banques qui ne sont pas ou pas totalement dans le giron de l'oligarchie financière dominante, qui disposent encore d'un minimum d'autonomie (plus pour très longtemps avec l'union bancaire en perspective) ont tendance à être asphyxiées par cette dernière, elles doivent se soumettre à leur dictature pour avoir encore le droit d'exister. On assiste donc à une lutte à mort au sein même de l'oligarchie financière entre celle des parasites qui occupent une position dominante et a accès à la planche à billets, et l'autre dominée liée à l'économie capitaliste classique ou productive.

Lutte à mort non pas pour le contrôle total de l'économie, qui d'une certaine manière est déjà assuré autant que faire se peut, car il est impossible au cartel des banquiers dominants d'exercer un tel contrôle à l'échelle mondiale, ils contrôlent le cours des monnaies et des marchés, les taux d'intérêts, mais ils ne peuvent pas s'impliquer dans le détail dans le fonctionnement de toutes les banques et des grandes entreprises ou exercer une influence sur leurs décisions, ils seraient plutôt enclins à réduire leurs effectifs par dizaines de milliers, donc lutte à mort pour le pouvoir politique qui doit leur permettre d'influencer les politiques des gouvernements et des différentes institutions internationales en faveur des capitalistes qu'ils sont également à travers leurs multinationales, sans se soucier des dégâts qu'elles peuvent créer aux autres capitalistes conduits à la faillite par milliers et milliers, le désastre social qui les accompagne en étant le pendant et dont ils ont parfaitement conscience.

Ces deux systèmes économiques qui fonctionnent en parallèle et interfèrent l'un avec l'autre se livrent une lutte à mort sur le plan économique et politique. Ils sont également dans une relation de dépendance. Les vampires de la finance sont les plus cyniques, faut-il s'étonner que G. Soros ait trouvé des circonstances atténuantes aux djihadistes, lorsqu'ils jettent leur dévolu sur un secteur économique, ils conduiront les plus faibles ou ceux qui n'auront pas accepté leur diktat à l'agonie et si besoin ils se feront un plaisir d'achever leurs proies. Si un gouvernement leur résiste ils organiseront une croisade contre lui pour le faire chuter, s'il s'agit d'un dirigeant politique en particulier, ils utiliseront les médias qu'ils contrôlent pour organiser une cabale contre lui pour le salir, le briser, le contraindre à se soumettre ou à abdiquer, à se retirer. Cela en occident, sous d'autres cieux, ils les feront exécuter tout simplement. Nous sommes donc en présence de deux systèmes économiques qui sont en guerre. Alors où est la faille direz-vous, je vous sentais impatient d'y venir.

La faille, elle provient du fait qu'en affaiblissant encore davantage le système économique capitaliste classique déjà en

crise, paradoxalement ils sont en train d'en précipiter l'effondrement et prennent ainsi le risque de disparaître avec lui. On n'a pas encore expliqué pourquoi il existait ces deux systèmes économiques.

Celui qui est venu se greffer sur le permier est le produit de la crise du capitalisme classique, il s'est développé à partir des années 70, sa particularité, outre qu'il fonctionne en grande partie indépendamment de l'économie productive, c'est qu'il est fait pour durer, comment cela, normal direz-vous, pas tant que cela en réalité, jamais par le passé des banquiers n'avaient réussi à mettre longtemps la main sur la planche à billets, il fallut 6 ou 7 tentatives lors des 70 années qui ont précédé la création de la Fed en 1913 pour que la dernière soit la bonne, puis certains présidents ou congressistes ont été une nouvelle fois tentés de remettre en cause ce privilège extraordinaire accordé aux banquiers, JFK le paya de sa vie notamment, il fallu attendre 1992 pour que les banques centrales des pays candidats à l'adoption de l'euro perdent leur souveraineté au profit de la BCE contrôlée en réalité par des banquiers privés européens et américains, dans de nombreux pays comme la Chine, la Russie ou l'Inde c'est encore l'Etat qui bat la monnaie et non des banquiers privés, donc pour l'oligarchie financière dominante il est impératif de s'assurer que ce pouvoir exorbitant qu'elle possède de contrôler la monnaie ne sera jamais remis en cause dans le futur, ce qui doit constituer le gage de la pérennité de son pouvoir, l'argent étant le nerf de la guerre, pouvoir économique qu'elle doit garantir en s'emparant du pouvoir politique qui doit être pour cette raison absolue. On en arrive au dernier volet de notre petit exposé et on arrêtera là pour le moment. Il est 5h50 du matin. Oui, je suis un peu lent, on s'y est mis à 4h20.

Si le système capitaliste classique est voué à s'effondrer, celui qu'ils ont mis en place en parallèle pourrait s'effondrer aussi, disons plutôt qu'il disparaîtrait à la manière d'un mirage, que pourrait-il arriver d'autre au quelque 650.000 milliards de dollars (c'est une estimation qui monte au million de millliards) de produits dérivés, CDS, etc. ? Une précision avant d'arriver à cette dernière partie. On pourrait imaginer que, puisque ils fabriquent autant de dollars qu'ils veulent pourquoi n'en déverseraient-ils pas des masses colossales pour soulager l'économie productive en proie aux contradictions du capitalisme et en grave danger. Mais c'est ce qu'ils ne cessent de faire avec le résultat qu'on peut observer quotidiennement, la dislocation du marché mondial (à terme) ! Et puis il faut se représenter l'économie globalement, il est impossible d'agir à grande échelle sur l'un de ses facteurs sans que cela n'agissent sur d'autres ou les déstabilisent à leur tour, ils ne peuvent pas faire n'importe quoi où ils veulent quand ils veulent, elle est là notamment la faille dans leur mécano.

Quand on dit que l'économie financière ou spéculative pompe toutes les richesses produites par l'économie réelle ou produtive et l'assèche, c'est vrai et faux à la fois ou insuffisant, ce sont les capitalistes de l'économie réelle qui se goinfrent aussi sans modération. Imaginez que vous disposiez de la planche à billets dans votre garage ou votre appartement, vous avez besoin de monnaie, vous en fabriquez autant que nécessaire, vous n'allez pas aller braquer une banque ! Qu'il y ait un transfert de richesses de l'économie productive vers l'économie spéculative, c'est un fait, mais ce facteur est loin d'expliquer la situation actuelle et pourquoi ces deux systèmes existent.

En réalité le second est appelé à se substituer au premier sur le plan politique plus que sur le plan économique dès lors qu'il est garanti de continuer de contrôler la monnaie. Ils ont volé au secours de l'économie productive en crise pour lui éviter de s'effondrer, après avoir contribué à l'affaiblir de manière à ce que les Etats soient obligés de recourir à leurs services moyennant la mise en oeuvre de politiques d'austérité drastiques qu'ils hésitaient à mettre en oeuvre depuis des décennies, qui non seulement sont destinées à s'attaquer aux droits sociaux des travailleurs, mais aussi à affaiblir les Etats qui maîtrisent de moins en moins leur économie, leur budget devant même dorénavant recevoir l'aval de Bruxelles, en les coupant de plus en plus de leur population dont ils ignorent les besoins en contradiction avec les promesses électorales des partis parvenus au pouvoir, au profit de l'UE politique que contrôle l'oligarchie financière.

En résumé, les institutions politiques nationales sont censées refléter les rapports au sein du capitalisme tels qu'ils s'expriment dans la vie quotidienne dans les entreprises, les administrations ou la société en général et oeuvrer au bien-être général (sic!), alors qu'en réalité elles sont devenues des rouages d'institutions supranationales aux mains ou aux ordres de l'oligarchie financière (dominante) et oeuvrant pour ses intérêts. Du coup les masses tendent à se détourner de l'Etat ou ses institutions réduites à l'impuissance, mais conservent toutefois tous leurs pouvoirs, car c'est seulement leur totale soumission au diktat de la troïka qui donne l'impression qu'elles seraient dépouillées de leurs pouvoirs, un parti ouvrier révolutionnaire parvenu au pouvoir pourrait décider unilatéralement de rompre avec la troïka et sa politique antisociale, d'où la nécessité d'orienter le combat du mouvement ouvrier contre l'Etat et les partis qui participent aux institutions, toute politique qui consiste à l'en détourner se fait en réalité le complice de la troïka.

L'affaiblissement politique progressif des Etats au profit d'institutions supranationales en Europe ou ailleurs dans le monde contrôlées par l'oligarchie financière correspond au projet d'établissement d'un gouvernement mondial une fois les masses dépossédées de tous droits politiques, étant donné qu'il leur est et leur sera impossible d'exercer un contrôle ou d'influer sur le cours de la politique mise en oeuvre par ces institutions supranationales, dont une grande partie des membres n'ont pas été élus, et qui fonctionnent donc en violation des principes les plus élémentaires de la démocratie.

La remise en cause du système capitaliste classique pourrait entraîner la remise en cause de ses institutions politiques dont dépend l'existence de l'oligarchie financière et les pouvoirs exorbitants qu'elle a acquis, donc s'assurer dans un premier temps leur neutralité, bienveillance ou complicité était indispensable mais insuffisant, les neutraliser était donc l'objectif politique que s'était fixée les maîtres de la finance et qui est en cours de réalisation avec la construction de ces institutions supranationales antidémocratiques et illégitimes sur tous les continents.

On aura compris qu'à terme ils visent la neutralisation de la lutte des classes. Ils sont engagés dans une course de vitesse effrénée pour y parvenir avant que le capitalisme classique ne s'effondre et les masses se soulèvent, d'où l'urgence, la priorité absolue à la construction de partis révolutionnaire et d'une Internationale ouvrière révolutionnaire avant qu'ils ne soient parvenus à déposséder les masses de tout pouvoir politique, qui de manière déformée, c'est un euphémisme, s'exprime encore de nos jours par l'existence d'institutions politiques indépendantes dans chaque pays.

Observez attentivement de quelle manière ils ont procédé aux Etats-Unis. Ils ont littéralement détruit le mouvement ouvrier et corrompu ce qu'il en restait au point que dans un pays qui possède une population de plus de 310 millions d'habitants il n'existe même plus de parti ouvrier, deux partis aux ordres de la Fed et Wall Street se partagent les voix des électeurs et se succèdent au pouvoir, au congrès et à la chambre des représentants depuis un siècle déjà, sans que la classe ouvrière n'ait le moindre élu défendant ses intérêts, comme si ces centaines de millions de travailleurs n'existaient pas.

Si vous observez la composition de l'Assemblée nationale en France, vous remarquerez qu'on n'est plus très loin de cette situation, le PS et ses satellites figurant dans le camp de la réaction. L'accélération de l'Europe politique pourrait s'expliquer aussi par la crainte que de nouveaux partis viennent troubler leur jeu sur le plan national, ce qu'il leur sera impossible au sein de l'UE ou du Parlement européen. Ces partis le savent, mais s'en accommodent parce qu'ils sont eux-mêmes corrompus par l'idéologie dominante avec laquelle ils sont incapables de rompre, ainsi qu'avec ces institutions supranationales qu'ils voudraient "réformer" ou "réorienter" sans tenir compte de leur nature et de leur fonctionnement qui l'interdisent.

On aurait pu ajouter que l'effondrement du capitalisme classique était déjà en train de se réaliser sous nos yeux : baisse du PIB, baisse du niveau de vie de la population, chômage de masse, précarité généralisée, prolétarisation de pans entiers de la classe moyenne, pauvreté étendue à de nouvelles couches du prolétariat, perte de crédibilité des institutions, montée de l'extrême droite et de la violence aveugle, xénophobie, racisme, remise en cause de la législation du travail, gouvernement ultra minoritaire parmi la population, rejet de tous les partis institutionnels, bref, on retrouve là tous les facteurs caractérisant une profonde récession ou une crise du capitalisme et ses institutions qui a deux reprises au XXe siècle s'est soldée par une guerre mondiale.

Le coup de force de l'oligarchie financière dominante s'accompagne de la destruction de toutes les valeurs que la civilisation humaine avait acquises au fil du temps, valeurs parfois ou souvent teintés de l'étroitesse d'esprit qui habitait la classe dominante qui fut progressiste à une autre époque, dont la destruction est présentée comme une avancée démocratique, alors qu'en réalité la dictature de la finance est incompatible avec l'exercice de la démocratie, une contradiction à côté de laquelle ils passent parce que l'idéologie dominante à largement pénétrée dans leur tête jusqu'au somment de leurs partis.

Il n'est pas étonnant que ceux qui sont tombés dans ce piège qui leur avait été tendu, soient les mêmes qui s'adressent à ses représentants au sein de l'UE ou de l'ONU pour qu'ils respectent la démocratie, confirmant qu'ils n'ont rien compris à la situation mondiale et à la nature de ces institutions qui émanent de l'oligarchie financière ou qui n'existent que par sa volonté.

Des pans entiers du capitalisme et des classes moyennes devraient être broyés par le rouleau compresseur de la dictature des oligarques. En Europe, les Etats devraient perdre leur souveraineté au profit de l'UE qui concentrerait tous les pouvoirs économiques et politiques au point qu'ils ne soient plus possibles de s'y opposer.

Face à cette terrible menace qui relèguerait le socialisme au rang d'utopie, pour reprendre une expression de Trotsky que nous n'avons pas voulu ou su écouter, on a le choix entre s'arc-bouter pour défendre des Etats complètement vermoulus et décomposés, voués à la disparition d'une manière ou d'une autre, des institutions qui sont inféodées à l'UE et dans lesquels il sera impossible de faire entrendre notre voix ou de s'en servir comme tribune pour exposer notre politique aux travailleurs, ou axer résolument notre politique contre ces institutions pour les renverser pendant qu'il en est encore temps. Il y a urgence à en décider.

Epilogue.

Après avoir préparé l'actualisation du site j'ai repensé à cet article en cassant la croûte à midi.

J'ai trouvé une objection à ma démonstration, d'autres me viendront sans doute plus tard à l'esprit. Pourquoi l'oligarchie financière a-t-elle investi dans des multinationales alors qu'elle pouvait tranquillement engranger autant d'argent qu'elle voulait par ailleurs ? Tout d'abord nous avons dit qu'elle n'était pas uniforme, ce n'est que le sommet de la hiérarchie de l'oligarchie financière, une poignée de banquiers, qui dispose de la planche à billets.

ExxonMobil est entre les mains de Rockefeler, si ce n'était pas lui qui avait mis la main sur une grande partie du pétrole du Moyen et Proche Orient il serait tomber en d'autres mains, pire entre ceux d'Etats qui auraient pu imposer leurs conditions. Pour être sûr de conserver ses privilèges dont celui de contrôler la monnaie, le dollar, personne ne devait un jour être assez puissant pour le revendiquer, ainsi il lui faut maintenir à tout prix son hégémonie sur des pans entiers de l'économie mondiale.

Effectivement, il aurait pu se contenter de rouler en Rolls, de se payer un yacht à 100 millions de dollars, un jet privé ou même un boeing 747 pour lui tout seul transformer en palais volant, de se payer un château et de le garnir de toiles de maîtres, etc. Sauf qu'il vit dans un monde en constante transformation et non sur une planète qui lui appartiendrait et dont il serait le monarque absolue, c'est ce à quoi il tend avec ses semblables notez bien. Mais la partie est loin d'être gagnée d'avance et la concurrence fait rage, y compris avec ces Etats qui à une autre époque ont eu la curieuse idée de nationaliser le pétrole, le gaz, l'électricité, les mines, la sidérurgie, le secteur automobile, les transports en commun, la flotte marchande, les communications jusqu'aux moyens d'information et j'en passe, imaginez un peu que demain des Chavez ou Morales fassent tâche d'huile, pour un peu ils seraient tentés de lui retirer son jouet, la planche à billets, le contrôle des marchés financiers, du cour des matières premières, pour un peu notre milliardaire qui aspire à un pouvoir totalitaire se retrouverait à poil !

Donc en multipliant les sources d'enrichissement et en tissant sa toile sur le monde à partir de quelques dizaines de multinationales, il est assuré de conserver un pouvoir de nuisance suffisamment important pour renverser tout prétendant au trône suprême qu'il brille lui-même. C'est un parfait mégalomane qui a les traits d'un tyran à côté desquels les dictateurs africains sont des enfants de coeur, ils sont d'ailleurs les anges gardiens qui veillent sur son fabuleux trésor au détriment de leurs peuples qui croulent sous la misère.

ACTUALITE EN TITRES

Cela leur apprendra !

- Les associations de chômeurs en colère après leur rendez-vous avec Michel Sapin - AFP

AC!, MNCP, Apeis, CGT chômeurs et SNC sont ressorties vendredi en "*colère*" de leur rencontre avec le ministre du Travail Michel Sapin, déçues de n'avoir obtenu aucune des mesures d'urgence qu'elles réclament face à la "*détresse profonde*" des chômeurs, toujours plus nombreux. AFP 15.03

Ils espéraient quoi, des brioches ? Qu'ils leur offrent avec les subventions que leur verse l'Etat ou les régions...

Cahuzac aussi !

- 34 % : la part des Français qui se disent prêts à recourir à la chirurgie esthétique - Atlantico.fr

Les pompiers vêtus de jaune.

- La CGT dénonce le fait que des militants aient brûlé un drapeau CFDT - Liberation.fr

Aristocratie ouvrière oblige, on ne touche pas ou si on touche gros!

- 7630 euros de prime pour les ouvriers de BMW - L'Expansion.com

Les nantis en ont rêvé, la BCE l'a réalisé.

- Inflation faible et salaires donnent de la marge à la BCE - Reuters

... et bravo !

- Espagne: nouveau record de la dette publique à 84,1% du PIB fin 2012 - AFP

- Banco Popolare accroît ses pertes en 2012 - Reuters

- Pertes géantes chez JP Morgan: des dirigeants sur le grill au Congrès - AFP

La peste a encore frappé !

- Pas d'accord à Bruxelles sur les pesticides nocifs aux abeilles - Reuters

Après le redoublement jugé illégitime, ils veulent vous mettre à pied !

- Faut-il rendre les pneus neige obligatoires en hiver?- L'Express.fr

A Paris ils n'ont pas manifesté contre ceux à qui ils veulent livrer des armes en Syrie ?

- Des milices islamistes apparaissent en Égypte - LeFigaro.fr

- Egypte: manifestation au Caire pour un retour de l'armée au pouvoir- AFP

- Egypte : plaidoyer des Frères contre l'égalité des femmes- LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Touché, coulé !

L'enquête préliminaire aurait validé la bande sonore mettant en cause le ministre du Budget quant à un compte en Suisse non déclaré.

Trois témoins ont authentifié devant les enquêteurs de la Division nationale d'investigations fiscales et financières (Dniff) la validité de l'enregistrement, indiquent Mediapart et le Parisien. Le Point.fr 15.03

On se souvient que la lessiveuse européenne, le fisc suisse, avait blanchi Cahuzac. A sa demande, là vous êtes mauvaise langue, la Suisse n'est pas sujette à la corruption, bon, il y a bien eu quelques affaires pas claires avec USB, l'or des nazis, etc. mais bon, vous savez ce n'est pas facile d'être muet comme un coffre-fort et de ne pas commettre quelques erreurs, involontaires bien sûr.

Alors, il démissionne, non la chirurgie esthétique ne lui sera d'aucun secours pour camoufler les apparences, les faits semble-t-il qui sont contre lui

Les godillots.

L'Assemblée nationale a voté dans la nuit de jeudi à vendredi l'article 1er du projet de loi sur la refondation de l'Ecole définissant les grandes orientations du texte. AFP 15.03

Sa Saleté le pape.

Michael Lowy, sociologue et bon connaisseur de l'Amérique latine, analyse les relations du pape François à la théologie de la libération.

- A l'époque de la dictature militaire en Argentine, qui a fait de 1976 à 1983 des dizaines de milliers de morts et de disparus — dix fois plus que sous la dictature militaire d'Augusto Pinochet au Chili—, Jorge Mario Bergoglio s'est distingué par une grande discrétion. Il n'a émis aucune condamnation ni même aucune critique de la dictature. Pire, Jorge Mario Bergoglio était le supérieur de l'ordre des jésuites et a, à ce titre, retiré, en mai 1978, la licence religieuse à deux jésuites qui avaient pris des positions très engagées sur les droits des pauvres. Peu après, ces deux jésuites, ayant perdu la protection de l'Eglise, ont été arrêtés et torturés dans la sinistre école militaire ESMA. On a accusé Bergoglio d'avoir dénoncé ses deux anciens collaborateurs aux militaires, mais il a toujours réfuté cette accusation. Le fait reste qu'en retirant le soutien de l'Eglise, il a permis aux militaires d'intervenir.

La position de Jorge Mario Bergoglio est celle, traditionnelle, de l'Eglise : les pauvres sont considérés comme un objet d'attention, de compassion et de charité. La conception catholique traditionnelle du pauvre se traduit en actes de charité, par l'assistance sociale et par des aides diverses aux plus démunis. Cela peut aller jusqu'à une critique des conditions économiques qui sont responsables de la pauvreté. On retrouve de telles critiques chez Jean Paul II et aussi chez le cardinal Bergoglio.

Non seulement les jésuites, mais tout le clergé, sont censés ne pas prendre de positions politiques. Bien entendu, cela n'a jamais empêché l'Eglise et les jésuites de prendre des positions conservatrices, et de soutenir des régimes monarchiques, des dictatures... La nouveauté a été l'apparition de la théologie de la libération, avec des religieux, des religieuses, des jésuites ou des prêtres – et parfois même des évêques – qui ont pris position en faveur de luttes sociales, de syndicats ouvriers ou paysans, ou même en faveur de mouvements révolutionnaires.

De même, l'appartenance à la Compagnie de Jésus n'a pas empêché de nombreux jésuites de s'engager pour l'émancipation

des pauvres, pour les droits de l'homme ou contre les dictatures. Ignacio Ellacuria, le grand théologien jésuite (1930-1989) a pris position pour la paix au Salvador dans les années 1980 et fut assassiné par le régime militaire de ce pays.

Jorge Mario Bergoglio lui-même n'a pas hésité à s'engager dans une bataille politique contre le gouvernement argentin de gauche de Cristina Kirchner, en opposition à une loi autorisant le mariage des homosexuels. Cette opposition frontale du cardinal Bergoglio au gouvernement de Cristina Kirchner sur des questions comme l'avortement ou le mariage gay est elle aussi politique. lemonde.fr 15.03

Bon, il ne faut pas trop en demander à un sociologue désigné par Le Monde, comparer ou mettre dans le même sac le soutien à une des pires dictatures militaires et s'opposer au gouvernement de Cristina Kirchner, il fallait oser le faire...

Commentaire d'un internaute.

- " *Disons que ce jésuite ne s'est levé contre César que lorsqu'il était un président ou une présidente élus démocratiquement. Lorsque c'était une junte militaire arrivée au pouvoir par un coup d'état, il est resté plus discret. Tout le monde ne peut pas être héroïque.* "

Syrie. Offensive pro-impérialiste. La voix de la réaction.

Un millier de personnes, dont plusieurs personnalités, se sont rassemblées vendredi soir devant le Panthéon à Paris pour manifester leur solidarité avec le peuple syrien et dire "*stop*" aux massacres de civils au deuxième anniversaire du début du conflit, a constaté l'AFP.

Organisée pour la deuxième année consécutive, cette "*vague blanche pour la Syrie*" a également été suivie dans une soixantaine de villes en France et dans le monde, notamment à Genève, Dakar, Moscou, Londres, Bruxelles, Washington, ou New York, selon les organisateurs.

"*Depuis deux ans que le peuple syrien s'est soulevé, le peuple de Paris est à ses côtés, car ce qui se passe dans ce pays est absolument barbare*", a déclaré le maire de Paris Bertrand Delanoë. "+*Stop+ c'est pour stopper la souffrance du peuple syrien qui est absolument insupportable*", a-t-il ajouté. (Pour stopper " *la souffrance du peuple syrien*" arrêter de soutenir le Qatar et l'Arabie Saoudite, pourriture ! - ndlr)

La manifestation avait été précédée par la diffusion par des médias français et francophones d'une vingtaine de courts métrages réalisés à partir d'images tournées par des citoyens syriens. Ces films étaient présentés par les voix de personnalités.

Robert Badinter, Emmanuelle Béart, Jane Birkin, François Cluzet, Daniel Cohn-Bendit, Bertrand Delanoë, Mgr Jacques Gaillot, Stéphane Hessel - décédé fin février - Michel Piccoli y ont notamment participé. AFP 15.03

Où sont passés les partis ouvriers, pourquoi sont-ils incapables d'organiser une manifestation en soutien à l'intégrité et à la souveraineté de la Syrie face à cette agression impérialiste ? Seraient-ils tous en crise ou tellement décomposés qu'ils seraient devenus incapables de mobiliser leurs propres troupes ?

Commentaire d'internaute

1- *D'aprés la communauté Syrienne de France, le seul Syrien etait le representant de l'opposition syrienne designé par la France. D'ailleurs, il est Anglais !*

2- *C'est à peine croyable, tous ces génocidaires bien-pensants. Ils nous ont fait le même coup en Bosnie, au Kosovo...*

3- Lu dans Le Figaro : "*Lors du dernier sommet des ministres des Affaires étrangères de l'UE, le ministre luxembourgeois avait interpellé son homologue français en ces termes: "Vous combattez les rebelles islamistes au Mali ; pourquoi donc cherchez-vous tant à les aider en Syrie?"*"

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

Une juge américaine a ordonné vendredi au FBI de cesser d'utiliser des lettres dites "*de sécurité nationale*", jugeant que cette méthode employée pour surveiller secrètement des utilisateurs sur internet, au nom de la lutte contre le terrorisme, était anticonstitutionnelle.

Le "*Patriot Act*", adopté après le 11 septembre, autorise le FBI à envoyer de telles lettres à des groupes privés pour obtenir d'eux les renseignements nécessaires pour surveiller des comptes internet, tout en leur interdisant de révéler que de telles demandes ont été faites.

Google a récemment indiqué qu'il avait reçu du gouvernement entre zéro et 999 demandes, de 2009 à 2012. Ces demandes concernaient chaque année entre 1.000 et 1.999 comptes, à l'exception de l'année 2010, au cours de laquelle les demandes visaient entre 2.000 et 2.999 comptes, selon Google, qui a précisé ne pas publier de chiffres précis à la demande des autorités. Dans son jugement rendu vendredi, la juge d'une cour de San Francisco, Susan Illston, note que des éléments suggèrent que des dizaines de milliers de ces demandes sont envoyées chaque année et que, dans 97% des cas, elles sont accompagnées d'une interdiction de mentionner leur existence.

"*L'utilisation généralisée de ces ordres de non-divulgation (...) met en lumière un risque pour la liberté d'expression alors que ce n'est pas nécessaire*", écrit-elle dans sa décision. L'interdiction qu'elle a prononcée entrera en vigueur dans 90 jours pour laisser le temps aux législateurs américains de faire appel, "*étant donné l'importance des questions constitutionnelles et de sécurité en jeu*", ajoute-t-elle.

Ce jugement faisait suite à une plainte déposée en 2011 par un groupe de défense de la liberté d'internet, Electronic Frontier Foundation (EFF), au nom d'un groupe de télécoms qui est resté anonyme. "*Nous sommes très satisfaits que la cour ait reconnu les défauts de (ce système) par rapport à la Constitution*", a commenté Matt Zimmerman, d'EFF. lepoint.fr 16.03

ECONOMIE

Espagne

La dette publique de l'Espagne a fortement progressé au cours du dernier trimestre 2012, établissant un nouveau record à 84,1% du PIB, un niveau préoccupant du fait des taux d'intérêt élevés auxquels le pays emprunte sur les marchés.

La dette espagnole a augmenté de 14,8 points de pourcentage au cours de l'année 2012, dont 6,8 points sur le seul quatrième trimestre, une hausse attribuable tant à l'administration centrale qu'aux 17 régions autonomes, a annoncé vendredi la Banque d'Espagne.

En montant brut, l'endettement du pays atteignait 884,4 milliards d'euros à la fin de l'année dernière, également le niveau le plus élevé de la série statistique, contre 736,5 milliards un an plus tôt.

Les chiffres publiés ce vendredi, qui sont ceux pris en compte par l'UE dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, ne tiennent pas compte du prêt européen de 41,3 milliards d'euros au secteur bancaire espagnol.

Le gouvernement prévoit que la dette publique continue à augmenter en 2013, pour atteindre 90,5% du PIB. La Commission L'Expansion.com avec AFP 15.03

A la bonne heure !

Haut de page

Le 17 mars 2013

CAUSERIE

Très vite. Mon épouse Magueswary vient juste de repartir en France. Je viens de vivre un véritable cauchemar au cours des 4 derniers mois pendant sa présence en Inde. A plusieurs reprises je me suis posé des questions sur sa santé mentale, pour arriver à la conclusion qu'effectivement elle était gravement atteinte.

Elle devait partir à l'aéroport de Chennai en voiture avec son frère sur les coups de 14h, il faut plus de deux heures pour faire le trajet et son vol était à 19h. Hier soir elle a décidé d'aller au mariage d'une vague connaissance de la famille que je n'avais jamais vue, pour ne rentrer que ce matin sur les coups de 11h ce matin. Elle a pris une douche puis elle est repartie faire des courses à Pondichéry pour ne rentrer qu'à 14h.

Bien évidemment, elle n'avait pas préparé sa valise. Elle s'y est mise dans une désordre indescriptible, si elle avait pu elle aurait vidé la maison, elle a même emmené du sucre, de l'huile, etc. c'était complètement dingue ! A l'arrivée j'ai dû hurler et lui mettre une tape sur la tête en jetant plusieurs sacs, car alors qu'elle avait déjà atteint les 40 kilos de bagages autorisés, il ne lui restait plus qu'un sac à main de 10 kilos à remplir et tout ce qu'elle envisageait d'emporter en plus devait atteindre plus de 40 kilos, la moitié étant constitué de bouffe dont 15 kilos de riz, je l'ai pesé ! Elle avait bouclé le dernier sac de 10 kilos quand il restait encore plein de linge, ses médicaments et tous ses papiers, plus encore un tas de bricoles. Du coup, elle a rempli quatre autres sacs en jetant dedans tout ce qui lui tombait sous la main, des sacs en plastique et en tissus qu'on utilise ici pour aller au marché, c'est fou, puis au tout dernier moment elle a ramassé ses papiers qui étaient éparpillées à même le sol, la pièce était dans un état indescriptible, un bordel monstre, au point qu'elle a oublié ses lunettes et son livret de famille plus des papiers importants et deux sacs de médicaments, elle a jeté les clés de son appartement en France dans un sac plastique, puis elle s'est mise à chercher son passeport et son billet d'avion, les ayant trouvés, elle m'a embrassé rapidement puis elle est montée dans la voiture sans même se demander si elle n'avait rien oublié, sans se changer, sans manger ou boire un verre, vêtue d'un simple sarie et des tongues, comme prise de furie, son frère et sa mère regardant la scène sans rien dire.

Je pense qu'elle va au-devant de très graves problèmes et moi avec car elle est seule en France. Je soupçonne un médicament de la mettre dans cet état ou alors c'est en relation avec son hémorragie cérébrale. Je n'ai pas trouvé d'autre moyen de la calmer que d'hurler dessus, alors que ce ne correspond pas du tout à mes principes. Elle me traite de tous les noms, puis elle se calme, ce qui ne l'empêche pas de faire une nouvelle connerie cinq minutes plus tard. Soit elle se laisse complètement aller, soit elle fait ce qu'elle veut comme si elle était seule au monde, surtout à la maison.

J'ai peut-être une autre explication mais elle me semble moins crédible. Cette femme est toujours aussi profondément arriérée, depuis qu'elle s'est débrouillée (dans mon dos) pour s'installer en France, elle a pris du poil de la bête et se croit plus intelligente que tout le monde, elle est devenue autoritaire et n'entend plus qu'on lui dicte quoi que ce soit ou tout simplement qu'on lui donne des conseils, qu'on lui évite de faire de grosses conneries, elle m'a fait le coup de la femme malade et fatiguée et ce qu'elle vient de supporter les derniers 24h prouve plutôt le contraire et elle s'apprête à faire un voyage d'une quinzaine d'heures épuisant, donc je me demande si elle ne joue pas la comédie, mais la dernière scène décrite plus haut ne colle pas avec cette hypothèse, je n'ai jamais vu quelqu'un voyager dans de telles conditions, cela tient du délire, de la perte de contôle de soi, mais bon, après tout pourquoi pas.

Je ne sais quelle tournure vont prendre nos relations, cela va s'avérer très compliqué pour moi. Je bosse tellement pour le site que je n'ai pas encore eu le temps d'y réfléchir. Hier sa plus grosse connerie a été de vider le réservoir d'eau, ce matin en me levant je suis aperçu qu'il était vide, il contient 1500 litres d'eau. Quand elle revenue ce matin je lui ai dit, elle n'avait rien à me répondre, puis elle m'a dit qu'elle avait arrosé le jardin, elle a dû l'arroser en prévision que je ne le ferais pas pendant son absence !

Bon, comme dirait l'autre j'ai épousé la misère du monde pour le meilleur mais surtout pour le pire, c'était une connerie, je ne lui en veux pas, je suis très inquiet pour elle car on vit dans un monde de prédateurs, et je ne suis pas sûr que les gens feront preuve de la même patience ou compréhension à son égard.

Passons à la politique pour nous changer les idées. Bordel, comment avoir la tête à cela !

Evidemment je n'ai pas trouvé le temps de mettre en ligne la trentaine de documents annoncés et j'ai laissé de côté d'autres sujets, ce sera pour demain. J'ai encore un sérieux ménage à faire chez moi et pleins de tâches ménagères...

Il n'existe pas d'autre alternative que le socialisme.

L'ennemi serait la troïka pour les uns, accessoirement le gouvernement qui en est le porte-parole, car attention, uniquement à ce titre, pour les autres ce serait l'impérialisme américain mais pas toutes ses agences, pour d'autres encore ce serait la fatalité ou la faute à pas de chance, bref, on baigne en pleine confusion ou opportunisme.

Il y a ceux qui veulent rompre avec l'UE et l'OTAN, bras armé de l'impérialisme américain, mais qui refusent de rompre avec l'ONU dominée par l'impérialisme américain et en appellent à l'esprit de la Ve République.

Il y a ceux qui veulent rompre avec l'UE et l'OTAN, mais qui refusent de rompre avec l'ONU et en appellent à quelque chose qui pourrait ressembler à une République sociale sans toutefois mener le combat contre la Ve République et rompre avec celle-ci.

Il y a ceux qui veulent rompre avec l'OTAN mais qui refusent de rompre avec l'UE et l'ONU et en appellent à une VIe République, en réalité une contrefaçon de la Ve République relookée ou rendue plus présentable tout en conservant la majorité de ses institutions.

Il y a ceux qui face à la destruction programmée des Etats-nations veulent rompre avec l'UE, l'ONU et l'OTAN, mais défendent la République une et indivisible qui se confond avec la Ve République et ses institutions qu'ils se refusent à combattre pour cette raison, non avouée évidemment. Leur modèle serait en réalité la IVe République ou l'union nationale, à la tête de laquelle se trouveraient le PS et le PCF avec lesquels ils sont incapables de rompre.

Pour un peu avec un marteau qui a été conçu pour enfoncer des clous il serait possible de scier un morceau de bois ! Nous sommes en présence d'alchimistes d'un fort mauvais goût, d'escrocs, de charlatans, d'aventuriers, de traîtres, au choix.

Contrairement aux marxistes du XIXe à la mort de Trotsky en 1940 qui partageaient le niveau et le mode de vie médiocre des masses laborieuses, ces gens-là bénéficient de conditions de vie partigulièrement avantageuses, le combat qu'ils mènent n'est pas vraiment inspiré par leurs conditions d'existence confortables et se trouvent totalement déconnecté de ce que vivent au quotidien les masses qu'ils ne peuvent que se représenter que théoriquement ou intellectuellement.

Du coup, leur combat est davantage le produit d'un concept ou d'une réflexion intellectuelle, de leur propre interprétation du monde, que ce qu'il est en réalité et la manière dont les masses le vivent au quotidien. Ils doivent mener un combat permanent pour saisir l'état d'esprit et le niveau de conscience des masses qui leur est totalement étranger, du fait que leurs rapports à la situation ou à la réalité ne sont pas franchement les mêmes. Ils doivent faire l'effort de se représenter comment les masses qui sont fort hétérogènes se représentent la société et de quelle manière cette représentation évolue, quel contenu elles lui donnent, dans quelle direction.

On aura compris que cela fait beaucoup de conditions à remplir pour se mettre au diapason des besoins des masses, et définir pas à pas de la lutte des classes une politique qui soit conforme aux tâches historiques qu'elles ont à accomplir, dont l'objectif politique coïncide finalement avec l'avenir de l'humanité toute entière.

Conditions qu'on leur prête par défaut, car la plupart s'en moquent éperdument, admettons que d'autres en aient plus ou moins conscience.

Il paraît évident que lorsqu'on partage la situation difficile que les masses vivent au quotidien, il sera plus facile d'avoir ou de conserver à l'esprit en permanence l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du capital, tandis qu'on aura tendance à s'en écarter ou à l'abandonner quand on vit confortablement, dans ce cas-là notre combat ne se situera pas dans la perspective du renversement du régime en place mais consistera à s'y adapter, à s'en accommoder, en profitant de ses contradictions ou faiblesses en certaines occasions pour en soutirer quelques avantages partiels ou limités qui ne changeront rien fondamentalement à la condition des exploités, avant que leur situation ne s'aggrave à nouveau ou bien pire encore.

Le refus de défendre et de diffuser les idées du socialisme, l'abandon du combat pour le socialisme n'est pas une fatalité, mais le produit de la faillite politique des dirigeants du mouvement ouvrier, et en premiier lieu de ceux qui se prétendent être son avant-garde.

Ce qui suit n'est pas négociable, ne peut faire l'objet d'aucune concession, d'aucun arrangement, d'aucune entaille, y retrancher quoi que ce soit et la moindre faille suffirait à laisser pénétrer l'idéologie de notre ennemi et aboutirait à dénaturer notre combat, à notre propre faillite politique, le mouvement ouvrier en a fait suffisamment la démonstration au cours de la seconde moitié du XXe siècle pour qu'on ne reproduise pas cette erreur tragique.

On nous taxera sans doute de gauchiste, d'extrémiste ou je ne sais quoi encore, peut-être de dogmatique ou de sectaire, car défendre le socialisme est devenu archaïque, un réflexe d'illuminés ou de militants sclérosés restés figés dans le passé, alors que les uns et les autres cherchent en réalité à perpétuer l'ordre établi en panne d'une vision objective sérieuse et cohérente pour l'avenir de notre classe et de l'humanité, qui puise dans les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes, rejetant l'idée et la perspective, la nécessité que nous revendiquons de faire table rase du passé qu'incarne la société à laquelle ils se raccrochent désespérément. Effectivement, sur ce plan-là tout nous sépare et il est normal que règne une profonde incompréhension entre nous, cela dit nous ne cèderons sur aucun principe, nous revendiquons cette intransigeance et cette rigueur qui est inséparable de notre combat quotidien et de notre objectif politique : permettre aux masses exploitées de s'emparer du pouvoir politique.

Rompre avec les institutions de la Ve République, ses partis, autrement dit tous les partis institutionnels de droite et dits de gauche, les appareils de tous les syndicats vendus au capitalisme et qui sont des parasites, des corps étrangers venus se greffer sur la classe ouvrière, l'Union européenne et la totalité de ses institutions, sa monnaie, l'euro, l'ONU et l'OTAN, dans la perspective d'une République sociale, maillon de la fédération des Républiques sociales d'Europe, que seule pourra réaliser la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées avec à leur tête un nouveau parti ouvier socialiste révolutionnaire, dont le programme sera bâti sur la base de la rupture avec le capitalisme, la totalité de ses représentants et de ses institutions nationales, européennes et internationales, se donnant ainsi les moyens de changer la société et de mettre un terme à toutes les difficultés et souffrances dont sont victimes les travailleurs et leurs familles, réorganisant la production et la distribution des richesses produites uniquement à partir des besoins et aspirations du peuple travailleur, eux seuls en décidant avec leurs organisations, leurs partis et les institutions politiques qu'il aura fondé afin d'en diriger et contrôler l'ensemble du processus

pour mener à bien ce programme social et politique une fois l'ennemi de classe renversé, vaincu.

En guise d'épilogue.

Il est normal de défendre tous nos acquis ou droits sociaux, il n'existe pas de revendications sociales illégitimes, seuls le capitalisme et ses institutions le sont. Le plus souvent nos combats se soldent par une défaire, ce qui est également dans l'ordre des choses, plus encore aujourd'hui qu'hier du fait de l'état permanent de crise dans lequel le capitalisme est entré et qui distingue notre époque.

Pour autant à partir de ce constat, de l'analyse que l'ont fait de la situation mondiale, il est clair que prétendre qu'il serait possible à un moment donné d'inverser le cours des choses au profit des travailleurs relève de la crasse ignorance ou constitue une supercherie politique, imaginez que le gouvernement pourrait satisfaire une revendication sociale collective, donc à valeur politique, c'est entretenir l'illusion que le régime aurait la capacité de le supporter, c'est finalement le soutenir.

Il en va ainsi du POI dont le IVe congrès qui aura lieu fin mai dont la politique tourne autour d'une seule et unique question : "*Quoi faire, comment faire, quels sont les obstacles à l'unité pour inverser le cours de choses*", complétons, dans le cadre du régime en place.

Or la réponse à la question qui ressort de la situation et qui est posée aux travailleurs en France comme partout en Europe, se situe au-delà du régime en place contre lequel il faut concentrer le combat pour l'abattre, ainsi nous avons la réponse à la question posée par le POI, quoi faire, comment faire, organiser les travailleurs dans la perspective du renversement du régime, c'est-à-dire construire le parti qui servira de guide à la révolution.

Quant à celle de l'unité elle n'a pas lieu d'être posée puisqu'elle renvoie aux appareils traitres ou étrangers à la classe ouvrière avec lesquels les dirigeants du POI ne veulent pas rompre, signifiant ainsi que la politique du POI se situe bien dans le cadre de l'ordre établi et qu'ils sont incapables de concevoir qu'il faut en sortir, et que c'est seulement une fois posée cette perspective politique qu'il est possible de concevoir de pouvoir inverser le cours des choses qu'incarne cet objectif politique, la prise du pouvoir politique.

Le POI souhaiterait pouvoir "*inverser le cours de choses*", autrement dit, qu'il soit possible de satisfaire nos revendications sociales dans le cadre du régime en place, c'est son seul objectif politique, inavoué, il démontre une fois de plus qu'il a abandonné le combat pour la révolution socialiste et qu'il est totalement subordonné au capitalisme qu'il verrait bien réaliser les objectifs du socialisme.

De nos jours, "*inverser le cours de choses*" ne peut signifier autre chose que se lancer à l'assaut de l'Etat et le renverser pour instituer une République sociale sur ces cendres. Où avez-vous lu cela dans Informations ouvrières ? Nulle part.

- En Grèce, les masses ont participé à 12 grèves générales et plus de 5.000 manifestations à l'appel de leurs organisations ou partis, à quel moment ont-elles été en mesure d'"*inverser le cours de choses*" ? Jamais ?

- En Espagne et au Portugal, les travailleurs sont descendus dans la rue par millions depuis 3 trois, à quel moment ont-ils été en mesure d'"inverser le cours de choses" ? Jamais ? Idem en Italie, en Belgique, en Grande-Bretagne...

- En France quelque 3 millions sont descendus dans la rue contre la remise en cause de leur retraite, à quel moment ont-ils été en mesure d'"inverser le cours de choses" ? Jamais ?

Qu'est-ce qui leur a manqué chaque fois, le soutien d'un parti du capital, le PS, PSOE, PSP, PASOK, le POI le suggère, avec lequel l'unité était possible ? Quel autre parti sinon ? Quelle politique appliquent-ils quand ils sont au pouvoir, quelle politique ils soutiennent quand ils n'y sont pas, les intérêts de quelle classe incarnent-ils, représentent-ils, défendent-ils ? Celle de notre ennemi. Voilà à qui et à quoi le POI livre le sort des travailleurs, aujourd'hui, comme hier et demain. Peut-on soutenir un tel parti et une telle politique ? Jamais, jamais, comme dirait Marx on y perdrait notre âme.

Qui a dit ?

«*Comme je voudrais une Église pauvre et pour les pauvres!*»... avec JP Morgan comme parrain !

La petite phrase de François, lequel ? au choix, ils sont faits pour s'entendre...

Pour mémoire, JP Morgan avait pour ainsi dire bloqué les comptes des prélats du Vatican, et il les a débloqués dans la foulée de l'annonce de la démission de Benoît XVI et la nomination d'un nouvel adminitrateur de la banque du Vatican, un aristocrate allemand !

ACTUALITE EN TITRES

Chypre. Sauver les banques. Pillage !

- Dix milliards d'euros pour sauver Chypre Liberation.fr -

- Les Chypriotes stupéfaits que leur épargne soit ponctionnée - Reuters

- Les habitants de Chypre sous le choc après l'accord financier Libération.fr - Liberation.fr

- Sauvetage de Chypre: pourquoi la population crie au vol - L'Expansion.com -

- Comptes bancaires taxés : les Chypriotes pris de panique - LePoint.fr

- Consternation à Chypre après l'accord avec l'UE sur le plan de sauvetage - L'Express.fr

La France va les armer, la CIA les liquider !

- Syrie - Alain Chouet : "*Ce n'est pas en armant des salafistes qu'on trouvera une solution*" - LePoint.fr

Alain Chouet, ancien chef de poste de la DGSE à Damas, puis cadre supérieur des services secrets … LePoint.fr 16.03

- La CIA envisage d'utiliser des drones pour liquider les islamistes syriens - L'Express.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Syrie. La voix de l'ONU : c'est la voie de l'impérialisme. Stop à la réaction !

Une nouvelle manifestation a dénoncé le régime de Damas, ses "*massacres infinis*" et l'inaction des Nations unies, samedi à Paris lors du deuxième anniversaire du déclenchement de la guerre civile en Syrie.

"*Bachar, casse toi, la Syrie n'est pas à toi*", ont scandé les deux cents à trois cents manifestants -estimation AFP- en quittant la place de la République avec des drapeaux syriens.

"*Pourquoi le Conseil de sécurité des Nations unies et la conscience internationale se taisent-ils face aux massacres infinis du régime d'Al Assad?*", lisait-on sur une banderole sur un camion en tête du cortège.

Amnesty International, ainsi que des partis de la gauche française (Ecologiste, Nouveau parti anticapitaliste) ont pris part au cortège, 24 heures après une précédente manifestation à Paris où un millier de personnes avait dit "*stop*" aux massacres en Syrie. AFP 16.03

Commentaire d'un internaute

- "*Une fois Bachar parti, iront-ils en Syrie manifester leur soutien aux islamistes?*"

Mais c'est déjà ce qu'ils font !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Des milliers de Tunisiens ont manifesté samedi à Tunis contre le gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda, qu'ils jugent responsables de l'assassinat de l'opposant laïque Chokri Belaïd le 6 février.

Sur le modèle des slogans de la révolution de l'hiver 2010-2011, qui a abouti au renversement de Zine Ben Ali, les manifestants ont scandé "*Ennahda dégage*", "*Le peuple veut la chute du régime*" ou encore "*Le peuple veut une nouvelle révolution*".

Il s'agissait du plus grand rassemblement en Tunisie depuis les manifestations ayant suivi la mort de Chokri Belaïd.

"*Ils ont tué Chokri mais ils ne peuvent pas tuer les valeurs de liberté qu'il défendait*", a déclaré samedi la veuve de Chokri Belaïd, Basma Khalfaoui, devant la tombe de son époux. Reuters 16.03

La veille aussi il y a eu une telle manifestation marquant la fin des 40 jours de deuil. J'ai vu une photo et effectivement il y avait beaucoup de monde dans la rue. A bas le gouvernement semi-féodal islamo-capitaliste, place à la République social (et laïque) !

2- Syrie

La CIA recueille actuellement des renseignements sur des islamistes radicaux en Syrie en vue de les liquider ultérieurement par des frappes de drones, rapporte vendredi soir le Los Angeles Times. Citant d'actuels et d'anciens responsables américains, ayant gardé l'anonymat, le quotidien indique que le président Barack Obama n'a pas encore autorisé des attaques de drones en Syrie, mais que le service de contre-terrorisme de la CIA y a récemment affecté plusieurs agents à la surveillance de militants extrémistes.

Les agents "*chargés de les cibler*" ont formé une unité avec leurs collègues ayant suivi les opérations menées par al-Qaïda en Irak.

Les combattants islamistes jouent un rôle croissant dans la lutte contre les forces gouvernementales syriennes, indique le Los Angeles Times, ce qui a entraîné un regain d'intérêt à leur égard pour la CIA, ajoute le journal.

Le département d'Etat américain croit que l'une des plus puissantes milices syriennes de l'opposition, le Front Al Nusra Front, est une organisation terroriste qu'il est impossible de distinguer de l'organisation al-Qaïda en Irak, relève le Times. L'Express.fr 16.03

Commentaire d'un internaute

- "*On les forme, on les endoctrine, on les arme , on les utilise pour déstabiliser des pays, renverser des régimes génants, et on les tue...*"

SOCIAL

1- France

1.1- Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi à Paris pour réclamer la baisse des loyers et l'arrêt des expulsions locatives tout au long de l'année, alors que le gouvernement a prolongé de quinze jours la trêve des expulsions en raison du froid.

"*C'est pas 15 jours de répit que l'on demande mais toute l'année*", a expliqué à l'AFP Jean-Baptiste Eyraud, le porte-parole de Droit au Logement (DAL), qui appelait à la manifestation avec une trentaine d'associations, syndicats et partis, réunis au sein de la "*Plateforme logement des mouvements sociaux*".

Des manifestations avaient lieu dans une vingtaine de villes. Selon une estimation du DAL et de la CNL "*entre 3.000 et 4.000 personnes ont défilé dans toute la France*". AFP 16.03

1.2- Environ 3.000 personnes selon les organisateurs, 2.000 selon les gendarmes, ont participé samedi à Landivisiau (Finistère) à une "*manifestation pour l'emploi*", dénonçant notamment le "*dumping social*" en Allemagne, après la mise en redressement judiciaire, fin février, des abattoirs Gad SAS, a constaté l'AFP.

Après une brève prise de parole devant l'abattoir de Lampaul-Guimiliau qui emploie environ 800 des 1700 salariés de la société, les manifestants ont défilé dans les rues de Landivisiau, scandant en particulier "*dumping social en Allemagne, mort de l'abattage*

en Bretagne".

Des éleveurs, des élus locaux et parlementaires de gauche et de droite étaient présents aux cotés des salariés venus parfois en famille. Des représentants de la filière avicole, également en difficulté, ont apporté leurs soutiens aux salariés de l'agroalimentaire.

"*On pense au bien-être animal, mais l'ouvrier est oublié dans cette histoire*", a dit à l'AFP Pascal, salarié chez Gad depuis 11 ans, qui brandissait une pancarte disant "*merci à l'Europe*".

"*Une délégation sera reçue le 27 mars par les ministres (Stéphane) Le Foll et Guillaume Garot*", respectivement ministre de l'Agriculture et délégué à l'Agroalimentaire, a indiqué lors d'une prise de parole Olivier Le Bras, délégué FO de Gad, qui a dénoncé "*des distorsions de concurrence*" en Europe.

Des éleveurs présents dans le cortège ont dénoncé "*un contexte concurrentiel très dur, avec des contraintes règlementaires et environnementales qui découragent des éleveurs*". AFP 16.03

2- Hongrie

Les Hongrois vivant dans les campagnes subissent de plein fouet la récession et les mesures d'austérité concomittantes du gouvernement conservateur de Viktor Orban, souvent, ils ne peuvent plus manger à leur faim, alors que toutefois les enfants sont protégés par l'obligation pour leurs écoles de fournir trois repas par jour.

"*La proportion des enfants atteints de malnutrition en Hongrie est attristante: 14,1%*", a estimé l'Institut national de la santé des enfants (OGYI) lors de la publication d'un rapport fin 2012.

Dans le nord-est du pays, une des régions les plus pauvres de l'Union européenne, la situation est alarmante: la région est la plus touchée par le chômage qui atteint 32% -- contre 11% pour la moyenne nationale -- et peut s'élever jusqu'à 80 ou 100% dans les plus petits villages.

Elle était un centre industriel et agricole, avec la société des chemin de fer MAV, une importante usine métallurgique à Ozd et les nombreuses coopératives agricoles.

Depuis la chute de la dictature communiste en 1989, toutes les usines de la région près du village de Gemzse ont fermé : "*Il y a un peu de travail journalier, surtout l'été, avec les champs de tabac. Je peux ainsi gagner sept à huit euros par jour. Mais, l'hiver, il n'y a rien du tout ici*", a expliqué à l'AFP Ferenc Balogh, un habitant rom du village. "*Nous vivons de l'allocation familiale, mais ça ne suffit pas. Alors nous empruntons aussi de l'argent à des usuriers. Le problème c'est que quand ils nous prêtent 10.000 forints, on doit en rembourser 20.000. C'est malheureusement notre seule solution pour continuer à vivre*", a précisé sa femme, Erzsébet.

Pour éviter que les bénéficiaires des aides distribuées par le gouvernement ne les dépensent dans les bars, elles sont distribuées en coupons. Or, une partie des magasins n'acceptent pas ces coupons et les plus démunis -- faute de voiture ou d'argent pour les transports en commun -- n'ont pas les moyens d'y accéder: les usuriers leur achètent leurs coupons à un tiers de leur valeur.

Aujourd'hui, 210.000 familles auraient du mal à se nourrir dans le pays, d'après la banque alimentaire hongroise Elemiszerbank.

Et, principale conséquence de la pauvreté: les enfants ne mangent pas tous à leur faim, ils n'ont accès à des repas chauds qu'à l'école.

Les enfants concernés ne mangent à leur faim que dans les écoles des villages. A Gemzse, l?école de la communauté des frères évangéliques de Hongrie, une branche de l'église méthodiste qui administre six écoles dans la région depuis plus d'un an, fournit ainsi trois repas par jour aux enfants scolarisés.

Depuis une loi votée en 2011, les enfants scolarisés qui vivent dans des familles où le revenu mensuel par personne n'atteint pas les 37.000 forints (130 euros) reçoivent les repas gratuitement.

"*La malnutrition, on s'en rend vraiment compte après les vacances et surtout après les week-ends: on voit à quel point les enfants ont faim. Pendant la première leçon, ils sont incapables de se concentrer. Ils n'attendent que la récréation, quand on leur sert leur premier repas de la journée*", a expliqué à l'AFP l'enseignant Istvan Molnar.

Cette situation précaire des campagnes conduit les pauvres à manifester: ainsi, des "*marches contre la faim*" ont été lancées à travers le pays pour protester contre la réduction des aides sociales décidée par le gouvernement conservateur.

"*Si on est pauvre, on n'a plus le droit de vivre en Hongrie. L'Etat fait comme si tout allait bien. Et pourtant, certaines provinces de*

l'est ou du sud décrochent du reste du pays", a souligné à l'AFP Imre Toth, un des initiateurs fondateur des "*marches contre la faim*".

Mi-février, un millier de manifestants, souhaitant alerter le gouvernement sur les problèmes de pauvreté en Hongrie, sont arrivés à Budapest après une marche de près de 300 km en deux semaines.

Coupes dans les budgets sociaux, loi punissant les sans-logis... les mesures d'austérité frappent les plus pauvres. Avec une économie en récession (recul du Produit intérieur brut de 1,7% en 2012) et une dette publique qui se monte à plus de 80% du PIB, l'Etat hongrois cherche à faire des économies. Et les premiers touchés, comme dans d'autres pays, sont d'abord les plus vulnérables.AFP 16.03

Haut de page

Le 18 mars 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne des articles provenant notamment du Réseau Voltaire et d'Investig'Action, si je n'ai pas repris certains de leurs articles c'est notamment parce qu'ils présentaient un problème de formatage et je n'ai plus ni l'envie ni le courage de reformater ces articles ou de les contacter pour qu'ils corrigent ces erreurs, puis retourner voir sur leurs portails s'ils sont disponibles...

Si vous rencontrez des problèmes avec des polices (caractères) et que vous possédez Adobe Acrobat, au moment d'imprimer au format pdf, il faut ouvrir la fenêtre propriété, ensuite décocher la case : (rely on system fonts only ; do not use document fonts), utilisez que les polices de votre système et n'utilisez pas ceux du document, car il peut arriver que votre système ne supporte pas la version du logiciel utilisé par l'éditeur d'un article ou certaines polices, ce que j'ai du mal à m'expliquer dans mon cas car je travaille avec le version 8 d'Adobe Acrobat et la version 11 d'Acrobat Reader, mais bon, je ne suis pas informaticien et je n'ai pas le temps de me prendre la tête avec ces histoires de compatibilité, j'ai assez à faire avec mon épouse !

A propos de ma compagne dont je vous ai parlé hier. Après le viol d'une jeune femme à Delhi, il y a quelques mois, qui a défrayé la chronique internationale qui découvrait que l'Inde était un pays arriéré, un soir elle regardait les infos en tamoul et voilà qu'elle s'exclame : "surtout pas, ils sont fous, ce sera pire", je lui demande de quoi elle parle, elle me répond que le gouvernement envisage en guise de réponse aux mauvais traitements subis par les femmes de donner plus de pouvoir aux femmes et que c'est une folie parce qu'elles sont encore plus arriérées que les hommes.

Heureusement que c'est une femme indienne qui formule ce genre de propos et qui sait de quoi elle parle, car dans ma bouche cela aurait mal passé, il aurait fallu encore une fois que je me justifie et parte dans des explications interminables. Hier j'ai été un peu léger en parlant de mon épouse et je me suis dit que j'allais encore m'attirer les foudres des féministes, qui entre nous sont davantage féminisés qu'aptes à représenter la cause des femmes travailleuses, je voulais simplement dire qu'en présence d'une personne arriérée, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme d'ailleurs, on est en droit de s'attendre au meilleur ou au pire, et que si on est convaincu d'être moins arriéré qu'elle il vaut mieux en général prendre les décisions importantes et ne pas lui laisser le soin de décider à votre place ou de vous embarquer dans des emmerdements à n'en plus finir. C'est comme la classe qui est capable du meilleur comme du pire, de pencher du côté de la révolution ou d'aller grossir les rangs du lumpenprolétariat, par exemple ces djihadistes.

A ce propos, à ma connaissence on n'a pas entendu cette caractérisation, alors qu'ils agissent comme des milices fascistes, ceux que soutient le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius en Syrie par exemple.

En Syrie, l'opposition à Assad à tout intérêt à soutenir momentanément le régime en place qui assure l'intégrité et la souveraineté de la Syrie contre ces bandes fascistes armées, car c'est dans ce cadre une fois cette guerre terminée que le mouvement ouvrier syrien pourra continuer le combat contre Assad pour faire valoir ses droits politiques et sociaux... Dans le cas contraire, si la Syrie perdait sa souveraineté et était balkanisée en passant sous la domination de l'impérailisme américaine, il lui faudrait commencer par combattre pour chasser l'impérialisme de la Syrie et donc s'allier avec ceux qui combattent également pour le rétablissement de son intégrité et de sa souveraineté, l'ennemi avec lequel il avait justement refusé la veille de s'associer contre l'impérialisme.

Et si le régime a tenu après deux ans d'harcèlement, de destructions et de massacres continus perpétrés par les mercenaires de l'OTAN, c'est uniquement parce que l'immense majorité des Syriens ont compris que le combat pour l'intégrité et la souveraineté du pays était prioritaire et qu'ils ne pourraient gagner cette guerre qu'en s'alliant avec le régime en place qu'ils ne portaient pas particulièrement dans leur coeur ou jugeaient durement par ailleurs, ils ont eu cette intelligence, ce réflex extraordinaire, et ce courage aussi, car ils le paient très cher en sacrifices humains. Et dire qu'avant-hier le NPA a manifesté contre eux, avec l'impérialisme, quelle honte pour leurs dirigeants ! et nous plaignons sincèrement les camarades de ce parti qui se connectent sur notre portail. Vous avez là sous les yeux la véritable nature politique de ces dirigeants, de ce parti qui ne changera jamais.

On comprend les militants qui désertent ces partis. Cela nous pose un problème par ailleurs, car nous sommes dans l'impossibilité de leur proposer une autre structure où s'organiser. J'espérais que des cadres ou quelques dirigeants partageraient mes analyses et mes positions, en vain jusqu'à présent. Non pas que je me prendrais pour un dirigeant ou un militant incontournable, irremplaçable auquel il faudrait se rallier, je n'ai jamais eu cette prétention et ce serait prétendre posséder des qualités que je n'ai pas, disons qu'oeuvrant modestement à notre cause, je me disais qu'ils s'en trouveraient bien qui auraient au moins cette qualité pour me contacter et envisager ce qu'on pourrait faire ensemble, mais apparemment cela ne prend pas, nous ne partageons pas la même conception de la lutte de classe et mon discours les indispose ou les laisse indifférent, la confrontation des idées les effraient et ils préfèrent rester bien à l'abri dans leur petite chapelle, qu'y puis-je, rien, notez bien qu'encore une fois je ne fais que reprendre la méthode de Lénine qui ne mâchait pas ses mots.

Sa méthode a fait ses preuves, je m'y tiens, en réalité je n'y pense plus, je ne me pose pas de questions à ce sujet, c'est devenu naturel chez moi, j'adopte ce qui fonctionne et je rejette ce qui ne fonctionne pas, par économie, cela évite de perdre son temps à palabrer avec des gens qui sont convaincus de détenir la vérité et refusent de vous écouter, quitte à reproduire sans cesse les mêmes erreurs, à adopter ce qui ne fonctionne pas, ils en ont décidé ainsi une fois pour toute, alors je ne vais pas perdre mon temps à essayer de leur démontrer le contraire, c'est peine perdue d'avance.

Cela doit faire plus d'un mois que je ne suis pas aller sur les portails du NPA et LO notamment, et je n'ai pas l'impression d'être passé à côté de quelque chose. Je ne lis pas davantage Informations ouvrières ni même la plupart des articles que je mets en ligne, je me concentre sur l'actualité et les articles qui me servent à actualiser le site quotidiennement. Et je n'ai pas ouvert un bouquin depuis plus d'un mois aussi, je vis sur mes réserves. La solution à nos problèmes, elle est dans la situation, la réalité que nous avons sous les yeux et pas ailleurs. Il est vrai que lorsqu'on est plus jeune on a besoin de se former, donc on doit lire des tonnes de bouquins et s'intéresser à un tas de domaines, en vieillissant c'est moins nécessaire, c'est comme citer les marxistes à tour de bras, c'est un truc que je n'affectionne pas, peut-être parce que je ne suis pas un intellectuel, je suis un ouvrier, je suis plus pragmatique, quand j'appuie sur un bouton il faut qu'il se passe quelque chose et s'il ne se passe rien j'en cherche la raison jusqu'à ce que je comprenne pourquoi et je ne lâche pas le morceau, je ne vais pas chercher ailleurs la solution, elle est forcément sous mes yeux, c'est à moi de les ouvrir et si je n'en suis pas capable je n'accuse personne d'autre que moi, je suis peut-être dur parfois, je le suis encore plus envers moi.

Quand je bossais comme technicien et que j'étais chez un client, sa machine était en panne ou lui causait des misères, il fallait bien que je me démerde pour qu'elle fonctionne à nouveau correctement, il n'y avait personne à côté de moi pour me tenir la main ou me prêter ses yeux ou son cerveau, et bien j'applique la même méthode quotidiennement en politique, démerde-toi, c'est ton problème mon pote. Chavez avait compris ce truc-là et il a été réélu quatre fois, moi je me borne à tenir le cap puisque malheureusement c'est mon seul horizon.

Chacun à son niveau est utile à notre cause, il n'y a pas lieu de culpabiliser parce qu'on a des faiblesses, il faut faire avec tout en les combattant. Il faut tirer un enseignement de chaque expérience, même la plus infime qui soit, c'est cela l'essentiel dans la vie pour progresser. Personne ne peut le faire à notre place, et c'est parce qu'on en a conscience que nous répudions les procureurs qui sévissent dans nos rangs et ailleurs.

L'anachronisme de ma situation en Inde donne lieu à des quiproquos incessants à mon égard de la part des Indiens, je ne peux ni les contredire ni les conforter à mon sujet, aussi je dois me composer un personnage intermédiaire entre l'une et l'autre attitude tout en restant fidèle à moi-même sans les tromper. Un sacré équilibre à trouver, ensuite tout glisse ou se passe bien. Ils ont une représentation de moi qui est stéréotypée et fausse, mais je ne vais pas me lancer à leur expliquer le boulot que je fais quotidiennement ils n'y comprendraient rien, je l'ai vérifié bien entendu, je me contente de rectifier l'idée qu'ils se font de moi, mariée avec une femme indienne qui par définition est arriérée, c'est que le Français doit l'être aussi ou il n'a pas toute sa tête le malheureux ou encore il est comme tous les autres Blancs, moderne, plein de fric, plutôt mou, manipulable, etc. sauf que le Français en question il a une tête qui fonctionne autrement et quand je leur en fais la démonstration ce sont eux qui sont déstabilisés, et puis je la joue fort en gueule, du coup ils hésitent à la ramener ou à essayer de me rouler, bien entendu je joue un personnage, dans la vie je ne suis pas ainsi, je suis très calme, je parle plutôt à voix basse, bref, je suis discret, je déteste me mettre en valeur, je trouve cela ridicule, minable même. Si j'étais moi-même avec les Indiens, ils me piétineraient comme ils trouvent toujours quelqu'un d'une condition inférieure à la leur sur lequel passer leurs nerfs ou le mépriser.

Tout cela je l'observe en m'amusant, en prenant une certaine distance, je ne me prends jamais au sérieux, je laisse cela à nos censeurs et donneurs de leçons, nous, nous essayons de respecter chacun et de faire en sorte que chacun nous respecte, voilà tout. Cela ne nous garantit pas de meilleures relations, mais cela évite bien des problèmes, on en a déjà assez comme cela, ainsi on est un petit plus heureux que la moyenne, on en a conscience évidemment, ce n'est pas grand chose, j'ai appris à me satisfaire de peu, je n'ai pas les moyens d'être plus exigeant et je réclame rien de plus pour moi, cela suffit à mon bonheur, c'est ténu, très limité, mais je ne le dois qu'à moi-même, de quoi peut-on être satisfait dans la vie à part nos propres réalisations ? Je n'attends ou je n'espère rien de personne, c'est à chacun de se réaliser, de progresser dans la vie, de faire des efforts pour cela, de quel droit on devrait attendre quelque chose de quelqu'un, ce serait violer sa liberté ou empiéter dessus.

Entre nous, c'est la meilleure attitude à avoir pour ne jamais être déçu par les autres, on n'en a pas le droit. J'ai enduré pas mal d'épreuves douloureuses dans ma vie comme chacun d'entre nous, la séparation avec mon ex-compagne et ma fille que j'adorais fut de loin la pire de toutes, je ne l'ai jamais digérée mais je me refuse à la juger et je l'adore comme elle est, ma fille aussi,

je ne regrette absolument rien et si je devais refaire ma vie, ce serait encore avec elle que je voudrais partager mon existence, là aussi il faut aller au bout des choses sinon l'enseignement qu'on tire d'une expérience demeure inachevée et peut prêter à confiusion ou à remise en cause pour finalement reproduire les mêmes erreurs. Nous n'avons pas commis d'erreurs, c'est la société qui nous a séparés ou nous étions voués à nous croiser et à nous séparer. J'ai vécu les dix plus belles années de ma vie avec elle et on a produit un joyau, dans leur saloperie de société on ne pouvait guère espérer davantage.

Bon, assez bavardé, cela me détend, j'en ai besoin, et vous me connaissez mieux ainsi. L'air de rien, je vous ai parlé d'un tas de trucs de la vie quotidienne. Lénine aurait peut-être condamné ce penchant qu'il aurait considéré comme une faiblesse, mais Vladimir on ne vit pas à la même époque. La nôtre n'est pas meilleure ou pire, seulement un peu plus complexe au point que plus personne ne s'y retrouve ou presque. Le nouveau pape entend s'adresser aux pauvres d'esprit pour mieux les embobiner, moi je m'adresse à tous les pauvres de la liberté que nous sommes pour la conquérir, tu vois, je ne lâche pas le fil, celui du pape est en soie brodé d'or, le nôtre en acier trempé, le sien lâchera avant le nôtre.

Le saviez-vous ?

Avez-vous entendu parler de la réunion annuelle de la Commission Trilatérale qui s'est tenue à Berlin ce week-end ? Evidemment non ? Et pour cause la totalité des médias ont totalement occulté cette manifestation des puissants du vieux monde. Et pourtant la Chancelière Allemande Angela Merkel devrait intervenir le vendredi 15 mars lors de la soirée d'ouverture.

Un évènement sans intérêt, quelque 180 banquiers, députés ou ministres en fonction ou occupant depuis d'autres fonctions importantes, les dirigeants des multinationales européennes, américaines, asiatiques et même d'Amérique latine se réunissent pour évoquer l'économie et la politique mondiale et la totalité des médias répond aux abonnés absents, même les médias dits alternatifs, comme c'est étrange ?

Quel était l'ordre du jour de cette réunion ? Mystère. La veille certains avaient émis l'idée qu'elle devait se tenir à l'Hôtel Kempinski Bristol sur le Kurfürstendamm à Berlin sans toutefois obtenir de confirmation officielle, le lieu doit être gardé secret jusqu'à la dernière minute. Qui est intervenu, quel en a été le contenu ? Mystère. Il faut se contenter de la liste des participants (sans doute incomplète comme celle de Bilderberg) qui a été rendue publique, ainsi que quelques notes, cette réunion s'est tenu à huis clos comme toutes les autres sur le modèle de celles du groupe Bilderberg. (source : http://vigiinfos.canalblog.com ; sos-crise.over-blog.com ; blogs.mediapart.fr)

1- La Commission Trilatérale, réunie à Berlin : qui en parle ? - 17 mars 2013 - Par Scientia

Ce dimanche 17 mars 2013 se tient toujours à Berlin la réunion plénière annuelle de la Commission Trilatérale. Nous avons déjà consacré à cette réunion l'article de jeudi dernier « *La Commission Trilatérale, à Berlin ce week-end* » sur notre blog *La Science au XXI Siècle*. Comme d'habitude, aucun média « *sérieux* » n'en parle. Quant aux prétendus « *progressistes* », les « *gauches* » participent directement à la Trilatérale (la « *socialiste* » française Elisabeth Guigou en est membre actuellement), et les « *gauches de la gauche* » ont besoin des « *gauches* » pour accéder à un certain nombre de « *bonnes places* ». Il en résulte un silence spectaculaire. Pourtant, au vu de son site, on ne peut pas reprocher à la Commission Trilatérale une réelle opacité. Bien au contraire, les informations et le matériel considérables qui y sont diffusés s'ajoutent aux rapports commercialisés par la Brookings Institution. (Vraiment ? Lire ma contribution plus loin. - Ndlr)

C'est bien au niveau des médias et du monde politique et syndical, que se fait la censure de l'information. Sans oublier ceux qui crient à la « *théorie du complot* ». Pourtant, il ne semble pas qu'il soit interdit, voire même difficile, de s'informer sur les réunions de la Commission Trilatérale, à en juger par les photos diffusées hier par le site VigiInfos sur l'accueil offert la veille par Angela Merkel à la réunion de Berlin (Question : qui connaissait ce portail ? Réponse pratiquement personne ! - Ndlr) . VigiInfos relève également que l'Agenda international de cette semaine affiché par l'Assemblée Nationale comportait explicitement la mention : « *Commission des affaires étrangères. Participation de Mme Elisabeth Guigou, présidente, à la Trilatérale* ». Il n'y a donc pas de secret, uniquement des silences. Lieu de réflexion commune des représentants du capitalisme mondial, la Trilatérale ne se cache ni ne se renie. « *En face* », on ne peut pas en dire autant... Et quel média français a fait savoir à ses lecteurs que l'ami personnel de longue date de François Hollande qu'est le PDG d'AXA Henri de Castries est en même temps le président des rencontres de Bilderberg ?

2- « La Commission Trilatérale, à Berlin ce week-end »

Notre article du jeudi 14 mars avec le titre explicite « *La Commission Trilatérale, à Berlin ce week-end* », http://science21.blogs.courrierinternational.com/archive/2013/03/14/la-commission-trilaterale-a-berlin-ce-week-end.html, présente un bref historique de la création de la Commission Trilatérale il y a quarante ans.

A l'époque, la défaite des Etats-Unis au Viêt Nam s'annonçait clairement et le capitalisme international se trouvait confronté à de nombreux pays se réclamant du socialisme ainsi qu'à un puissant mouvement anticolonial et anti-impérialiste. Au sein même des pays « *riches* », les mouvements revendicatifs étaient puissants et inquiétaient les détenteurs des capitaux.

C'est dans ce contexte, que les fondateurs de la Trilatérale ont appelé en 1973 à une réflexion stratégique commune des trois pôles du capitalisme de l'époque : Amérique du Nord, Europe occidentale, Asie (pour l'essentiel, le Japon). L'actuelle mondialisation du capitalisme a très largement émergé de cette initiative à laquelle ont participé, avec le principal fondateur David Rockefeller, des représentats des multinationales et de la grande finance ainsi que des futurs dirigeants politiques au plus haut niveau comme Zbigniew Brzezinski ou Raymond Barre.

L'Acte Unique Européen (Jacques Delors, 1986) ou la mise en place de l'Organisation Mondiale du Commerce (1994), instaurant la « *libre circulation des capitaux et des marchandises* », sont pour une bonne partie des résultats de cette « *pensée commune* » du capitalisme mondial, dans un contexte bien plus favorable à ses intérêts où l'URSS a cessé d'exister et la République Populaire de Chine a renforcé ses liens avec les Etats-Unis et l'Europe occidentale. Qui s'est vraiment opposé à cette stratégie du capitalisme mondial ? C'est un ancien bras droit de Jacques Delors, le « *socialiste* » français Pascal Lamy, qui dirige actuellement l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

A présent, des représentants de la République Populaire de Chine, de l'Inde, de Singapour, de la Corée du Sud, de l'Indonésie, des Philippines... font partie de la Commission Trilatérale.

Dans ces conditions, et alors que l'on trouve aisément dans le « *marché mondial de la main d'oeuvre* » des salaires dix fois plus bas que le SMIC français, et qu'en Europe même les très bas salaires ne font pas défaut, à quoi peuvent servir les « *économies* » mises en place par François Hollande, Jean-Marc Ayrault, Jérôme Cahuzac... ? La réalité que l'on évite d'exposer aux citoyens est que la véritable dégringolade ne fait que commencer dans des pays comme la France que les capitaux abandonnent à la recherche des plus bas salaires et standards sociaux.

Et c'est de toute évidence une « *excellente raison* » pour ne pas évoquer auprès du « *grand public* » les réunions de la Commission Trilatérale, même si la Trilatérale ne se prive pas de rendre de nombreuses informations parfaitement accessibles sur son site http://www.trilateral.org .

3- Ils camouflent leurs véritables intentions. Comment appellent-on cela ?

Le 17 mars également, Boursier.com se réjouit : « *Baisser les allocations familiales n'est plus un tabou !* », et ajoute encore « *L'idée de se serrer la ceinture n'est plus taboue !* ». Mais a-t-on vraiment expliqué aux Français jusqu'où devront-ils « *se serrer la ceinture* » ? La réalité est qu'on n'a rien vu encore.

Ler site Atlantico tente de se montrer rassurant dans son article « *Frankenstein : l'Occident inventeur de la mondialisation est-il en train d'en perdre le contrôle ?* ». Mais force est de constater que la politique dite « *d'économies budgétaires* » se traduit d'ores et déjà par un effondrement progressif du niveau de vie des populations des Etats-Unis et de l'Europe occidentale. Très clairement, ce n'est que le début d'une profonde dégringolade.

Pour les populations des pays jadis « *riches* », la véritable question n'est pas de savoir si les grandes multinationales et les milieux financiers parviendront à tirer leur épingle du jeu, mais ce que deviendront leurs acquis sociaux de l'après-guerre.

C'est précisément la perspective d'un anéantissement total de ces acquis historiques de travailleurs et citoyens, qui « *déconseille* » d'informer les populations sur les réunions d'entités comme la Commission Trilatérale ou le Cercle de Bilderberg. Et c'est ce qui rend particulièrement troublants de nombreux silences.

Pourtant, les membres de la Trilatérale ne passent pas sous silence leurs activités. Vendredi, son président européen Jean-Claude Trichet publiait dans le New York Times un article d'opinion intitulé « *The Euro Zone and the Global Crisis* ». A la fin de l'article, il est ainsi présenté : « *Jean-Claude Trichet, former president of the European Central Bank, is the European chairman of the Trilateral Commission* ». Trichet évoque explicitement « the future of credible European governance » comme l'un des sujets de la réunion en cours à Berlin.

Quel média français a mentionné cet article de Jean-Claude Trichet ? Quel courant politique a entrepris d'y réagir ?

4- Liste (officielle) des participants français à la Commission Trilatérale

Parmi les 180 membres de la Commission Trilatérale, mars 2013, j'ai relevé (dans leur portail) les noms des Français suivants (la liste complète est en ligne dans le site) :

Alexandre Adler, Scientific Director for Geopolitics, University of Paris-Dauphine; Journalist and Commentator, Paris

Jacques Andréani, Ambassadeur de France, Paris; former Ambassador to the United States

Jean-Louis Bourlanges, Member, State Audit Court (Cour des Comptes), Paris; Associated Professor, Institute for Political Studies in Paris; former Member of the European Parliament, Brussels; former President of the European Movement in France, Paris

Jean-Louis Bruguière, Representative of the French Presidency of the Republic on the EU Equivalent TFTP Project; former EU High Representative to the United States on the Terrorism Finance Tracking Programme (TFTP/SWIFT); Judge, Paris

Patrick Buffet, Chairman and Chief Executive Officer, ERAMET, Paris

François Bujon de l'Estang, Ambassadeur de France; Chairman, FBE International Consultants, Paris; former Chairman, Citi France; former Ambassador to the United States

Patrick Combes, Chairman and Chief Executive Officer, Compagnie Financière Tradition and Viel & Cie., Paris

Michel David-Weill, former Chairman, Lazard LLC, worldwide; Chairman of the Supervisory Board, EURAZEO, Paris

Thierry Déau, Founding Partner, Chief Executive Officer, Meridiam Infrastructure, Paris

Jean-Luc Decornoy, Chairman and Chief Executive officer, KPMG France, Paris

Elisabeth Guigou, Member of the French National Assembly and Chair of the Foreign Affairs Committee; former Minister for European Affairs, Paris

Jean Lemierre, Advisor to the Chairman, BNP Paribas, Paris

Luc Oursel, Chairman and Chief Executive Officer, Areva, Paris

Jean-Claude Trichet, Chairman, Group of Thirty; Chairman, BRUEGEL Institute; Honorary Governor, Banque de France; former President of the European Central Bank; European Chairman, Trilateral Commission, Paris

Quant aux autres participants, les mêmes qu'aux réunions du groupe Bilderberg, les médias étant moins représentés apparemment, avec plus de représentants de multinationales notamment asiatiques. Le tout toujours patronné par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux, ce qui ne vous étonnera pas. Ils y sont tous : Goldman Sachs, JP Morgan, Citigroup, Rockefeller, Rothschild, etc.

5- Epilogue

La Trilatérale est en quelque sorte l'internationale des l'oligarques flanquées de quelques larbins de l'élite intellectuelle dont madame Guigou du PS, ce qui ne vous étonnera pas non plus.

Certains intellectuels persistent à prétendre qu'il n'existerait pas de complot des puissants du vieux monde contre tous les peuples, et que leurs institutions fonctionneraient dans la transparence la plus totale, on vient d'avoir un aperçu du contraire et on a le droit de sourire en entendant ce genre de baliverses.

Il est parfaitement évident que les dirigeants du vieux monde vont révéler aux peuples leurs véritables intentions, leurs projets, les objectifs qu'ils poursuivent, les moyens qu'ils entendent mettre en oeuvre pour les atteindre, qui va y participer, les rapports qui existent entre eux et les différentes institutions dans le monde, c'est très vaste cela va des institutions officielles nationales ou supranationales ou internationales aux simples think-tanks ou groupes de pression, promis, juré, vous saurez tout, sauf que ce n'est pas du tout le cas.

Bien malin celui qui a pu se procurer le moindre document lors de la réunion de la Commission Trilatérale qui vient d'avoir lieu ce week-end, ce qu'on appelle le grand public, la population, le bas peuple, les gens n'en sauront absolument rien puisque les médias sont aussi muets que des carpes, et si vous allez sur le portail de la Commission Trilatérale, il vous faudra maîtriser l'anglais pour lire leurs publications, mieux, en réalité n'y figure qu'un nombre insignifiant de documents, par contre si vous voulez vous en procurez d'autres il faudra que vous casquiez auprès de la Brookings Institution Press, on imagine déjà Germaine la caissière, Gérard le livreur ou encore Réné le soudeur se précipiter sur sa carte bleue pour passer une commande chez ce libraire en ligne, on croit rêver, pour le coup le jour où les conditions seraient réuinies pour qu'ils adoptent ce comportement signifierait qu'on a déjà pris le pouvoir et que la Commission Trilatérale serait en voie de rejoindre la poubelle de la préhistoire de l'humanité !

Il est vrai que lorsque l'on avance quelque chose il vaut mieux savoir de quoi on parle ou procéder à quelques vérifications d'usage pour ne pas tromper ses lecteurs. C'est ainsi que pour me marrer, car je m'y attendais, j'ai cliqué au hasard sur un lien renvoyant à une publication disponible à la Brookings Institution Press, The Global Economic Crisis, le prix 15 dollars, on s'en

fout, qui l'a rédigé, figurent cinq auteurs, j'en citerais deux dont les fonctions au sein de certaines institutions font d'eux de féroces adeptes de la transparence la plus complète qu'on puisse exiger :

- E. Gerald Corrigan is chairman of Goldman Sachs Bank USA. He ended a 25-year career with the Federal Reserve System when he stepped down from his position as president and chief executive officer of the Federal Reserve Bank of New York in 1993. Inutile de traduire vous avez compris, un homme de Goldman Sachs et de la Fed, pour rire, en fait les deux institutions n'en font qu'une !

- Paul A. Volcker served as chairman of the board of governors of the Federal Reserve System from 1979 to 1987... La Fed quoi, je vous fais grâce de la suite.

Et ces oligarques seraient aptes à nous livrer le fonctionnement opaque de l'économie mondiale ainsi que la collusion qui existe entre ses dirigeants et ceux des différentes institutions politiques, qui va croire cela ? Personne, ils vont vous donner la version qu'ils ont concotée et que vous devez gober et pas davantage, en fait ce qu'on sait déjà par d'autres sources ou par recoupement quand on est un peu curieux.

Martelons que nous ne sommes pas des adeptes de la théorie du complot, cela ne nous intéresse pas, mais nous ne sommes pas naïfs au point de croire tout ce qu'on nous dit, contrairement à des intellectuels qui se disent indépendants et dont la liberté d'esprit, l'étroitesse d'esprit devrait-on dire plutôt, ne le permet pas de franchir le monde des apparences dans lequel on veut les enfermer, préférant s'y soumettre plutôt que de faire sauter le voile qui masque finalement la réalité que les maîtres du monde ne tiennent pas à montrer à la face du monde par crainte de perdre la leur qui se confond avec leur misérable ambition de dictateurs.

Pour rappel, un complot consiste tout simplement à agir en contradiction avec ses intentions affichées, pour la bonne raison que nos véritables intentions sont nuisibles à ceux auxquels nous nous s'adressons et donc par nature inavouables.

Vous me direz qu'en prenant textuellement cette définition, elle s'applique au comportement hypocrite que l'on croise tous les jours ou qui est communément répandu (en politique, en présence d'un patron, d'un boutiquier, etc.), c'est bien la raison pour laquelle nous ne prêtons pas d'attention à cette théorie, sauf quand ce comportement concerne notre classe ou l'humanité entière, là on a quand même le droit de se poser certaines questions n'en déplaisent à certains, disons que cela correspond à un instinct de survie que nous estimons légitime et même conseillé d'avoir parfois. Il me semble que la moindre des choses quand on remplit une fonction publique, même à un niveau insignifiant comme le mien, la moindre des choses c'est d'en avertir ses lecteurs axquels on souhaite évidememment le meilleur du monde.

Sur ce, bonne semaine à tous.

Dernières minutes. Je viens de découvrir l'article suivant que je rajoute. Il est daté du 5 janvier 2013. Toujours rien sur le Net sur la réunion du week-end dernier.

6- La tiers-mondisation de l'Europe en marche sur le modèle africain.

Rédigé par 5 auteurs dont Peter Sutherland, PDG de Goldman Sachs International, et Elisabeth Guigou, ex ministre française, présidente de la commission des Affaires étrangères, le dernier rapport de la Commission Trilatérale plaide pour la création aussi rapide que possible d'une communauté euro-méditerranéenne, dans un premier temps, puis euro-africaine.

Pour Peter Sutherland, les printemps arabes ont créé les conditions pour l'établissement d'un grand marché unique EuroMed qui permettra de multiplier par 3,5 à 4 les échanges entre l'Europe et l'Afrique du Nord en conjuguant l'expérience et les moyens de l'Europe avec la jeunesse et le dynamisme d'une population africaine jeune.

Selon les auteurs, ce marché nécessitera une « *Europe ouverte* », ce qui implique quatre libertés fondamentales : libre circulation des biens, y compris agricoles et textiles, des services, du capital et surtout des personnes. C'est sans doute sur ce dernier point de la libre circulation que le projet aura le plus peine à se réaliser pour des raisons politiques.

Cette libre circulation est pourtant inéluctable aux yeux des auteurs car l'Europe, vieillissante aura de toute façon besoin d'immigration.

D'ici 2050, la population européenne comptera 500 millions d'habitants, tout comme les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient. Pour Elisabeth Guigou, avec la population de l'Afrique subsaharienne qui rassemblera 2 milliards d'habitants en 2050, un « *bloc euro-africain atteindrait alors 3 milliards d'êtres humains* », c'est-à-dire plus que la Chine et un tiers de la population mondiale. agenceecofin.com 05.01.13

Mais apparemment la situation ne semble pas vraiment évoluer dans la direction indiquée ici car les masses en Tunisie, en Egypte et en Libye se révoltent contre leurs conditions sociales et politiques inacceptables...

Plusieurs portails ont diffusé cet article daté du 5 janvier 2013, dont Faire vivre le PCF, sans en indiquer la date !

Leur monde ne peut pas être le nôtre.

- Les intempéries du début de la semaine ont entraîné une baisse de fréquentation d'environ 2,5 millions de visiteurs dans les centres commerciaux français et un manque à gagner estimé entre 80 et 85 millions d'euros, a annoncé aujourd'hui le Conseil national des centres commerciaux. AFP 15 03

Chaque minute de votre existence, chacun de vos gestes donne lieu à un calcul en terme de chiffre d'affairesou de profit que vous pouvez leur rapporter, autrement dit c'est le seul facteur qui mérite dorénévant d'être retenu aux yeux de ceux qui entendent contrôler la société décider de votre avenir, en plus du vol de votre force de travail, en dehors du statut de vulgaire consommateur vous n'exitez pas. Voilà leur véritable nature, le vrai visage du monde tel qu'il le conçoive, alors il faut faire table rase et le reconstruire sur de nouvelles bases...

ACTUALITE EN TITRES

La monarchie, c'est l'avenir !

- Le Qatar préparerait une OPA sur Marks & Spencer - Reuters

Quand le populisme se fait modeste.

- La simplicité du Pape soulève les foules - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Flexibilité et sécurisation de l'emploi. Mode d'emploi ou les vases communicants.

1- John Stumpf, le PDG de Wells Fargo & Co, a reçu l'an dernier une rémunération de 19,3 millions de dollars (14,8 millions d'euros) qui en fait un des patrons de banques les mieux payés du pays, selon un avis de la Bourse de New York.

Brian Moynihan, le directeur général de Bank of America , a gagné 12,1 millions de dollars en 2012, un chiffre en hausse de 73%, tandis que le nouveau patron de Citigroup, Mike Corbat, a reçu 12,4 millions de dollars. Le directeur général de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, s'est vu attribuer des actions d'une valeur de 13,3 millions de dollars dans le cadre de son bonus 2012, mais le reste de sa rémunération n'a pas été dévoilé. Reuters 15/03

2- Le conseil d'administration du géant aéronautique américain Boeing a décidé d'augmenter la rémunération pour 2012 du PDG James McNerney de 20% à 27,5 millions de dollars. AFP 16/03

3- Ford Motor a réduit de 29% la rémunération de son directeur général au titre de l'exercice 2012 à 21 millions de dollars. AFP 15/03

Il y a bien un fondement à la baisse des salaires et au saccage de tous nos droits sociaux, aux inégalités croissantes, l'explication est ici : dans les fondements du capitalisme où l'on trouve à un pôle une infime minorité qui bénéficient du privilège de s'emparer légalement des richesses produites, et à l'autre pôle une majorité d'exploités qui sont dépossédés légalement des richesses qu'ils ont produites et auxquels il reste à peine de quoi survivre.

Et contrairement à ce qu'on nous bassine, ce n'est pas la troïka (CE, BCE, FMI) qui justifie sur le plan juridique et politique, ce vol, cette injustice, mais les institutions politiques en place dans chaque pays couronnées par une constitution nationale antidémocratique.

La troïka ne fait qu'utiliser le canal par lequel le capitalisme peut imposer sa dictature, elle sert d'intermédiaire ou d'entremetteur entre d'un côté des gouvernements et des institutions acquis à la cause du capitalisme, et de l'autre les capitalistes. Sa fonction est à la fois de servir de porte-parole à la classe des capitalistes et d'épargner les gouvernements et institutions nationales, qui doivent apparaître comme les victimes innocentes de sa politique ou placés face à un processus qu'ils ne contrôlent pas, et qu'elle présente sous le signe de la fatalité de la crise car elle ne peut pas en montrer l'aspect arbitraire et la boucle est bouclée.

C'est comme si entre la cause et la conséquence ou l'effet ils avaient glissé un intermédiaire pour nous empêcher de réaliser le lien qui existe entre les deux, permettant aux opportunistes de tirer sur cet intermédiaire tandis que les deux faces de la même pièce vaquaient tranquillement à leurs occupations, l'une se consacrant à l'exploitation et à l'accumulation du capital, l'autre se consacrant à l'oppression et si nécessaire à la répression.

C'est dans cette sinistre mascarade ou comédie que marchent ceux qui axent leur politique contre la troïka et qui refusent obstinément de l'axer contre le gouvernement et les institutions, contre le capitalisme en dernier ressort.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Législative partielle dans l'Oise: duel UMP-FN au 2nd tour, le PS éliminé - L'Express.fr

Jean-François Mancel, député UMP sortant, arrivé largement en tête dimanche du premier tour de la législative partielle dans la 2e circonscription de l'Oise, affrontera au second tour la candidate du FN Florence Italiani, la candidate PS Sylvie Houssin ayant été éliminée.

M. Mancel, qui a recueilli 40,61% des suffrages, devance Mme Italiani (26,58%). Arrivée en troisième position, Mme Houssin (21,37%) a été éliminée, faute d'avoir obtenu 12,5% des inscrits.

Lors de ce scrutin, le taux d'abstention a atteint 67,21%. lexpress.fr 17.03

Donc votant 32,78 (votes blancs et nuls ?) : 31,78 X 40,61 : 100 = 13.31%, c'est le score réalisé par le candidat de l'UMP arrivé en tête. A ce niveau-là, ils ont quelle légitimité les partis institutionnels ? Aucune, il faut donc liquider les institutions tel est le message des masses.

2- Palestine

Le "*Tribunal Russell sur la Palestine*", qui était parrainé par Stéphane Hessel, a réclamé dimanche que la Cour pénale internationale (CPI) enquête sur les "*crimes*" d'Israël dans les territoires palestiniens, lors d'une séance à Bruxelles concluant quatre années de travaux.

Ce "*tribunal d'opinion*", fondé en 2009 sur le modèle du célèbre Tribunal Russell sur le Vietnam, entend depuis lors attirer l'attention de l'opinion internationale sur le sort des Palestiniens vivant dans les territoires occupés par Israël, qui les soumet selon son "*jury*" à un régime comparable à celui de l'Apartheid autrefois en vigueur en Afrique du Sud.

Au cours de sessions organisées à Barcelone, Londres, Le Cap et New York, ainsi que lors de la rencontre finale de Bruxelles samedi et dimanche, les participants ont également critiqué les "*complices*" de la politique israélienne, dénonçant en premier lieu les Etats-Unis, principal soutien d'Israël, mais aussi les Nations unies et l'Union européenne.

Le Tribunal, qui était parrainé par le diplomate et ancien résistant français Stéphane Hessel, décédé à 95 ans le 27 février, a au cours de ses quatre années d'existence entendu plus de 150 experts et témoins, ont rappelé ses promoteurs lors d'une conférence de presse.

"*Ils peuvent écrire ce qu'ils veulent. Ils ne représentent qu'eux-mêmes. Ce n'est qu'un organisme privé sans poids politique ni légal, et qui n'a d'autorité morale que parmi ses membres*", a réagi le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Yigal Palmor.

"*Il s'agit d'un document idéologique de propagande que des gens ont écrit pour leurs amis qui pensent la même chose*", a déclaré M. Palmor à l'AFP.

L'ensemble des conclusions et des recommandations du Tribunal sont disponibles sur le site www.russelltribunalonpalestine.com AFP 17.03

La Cour pénale internationale (CPI) : elle est une création de l'impérialisme lié à l'Etat sioniste...

3- Hongrie

Trois mille personnes environ ont manifesté dimanche dans Budapest contre les amendements à la constitution adoptés la semaine passé par le Parlement qu'elles interprètent comme un recul de la démocratie.

Les amendements adoptés lundi dernier limitent le droit de la Cour constitutionnelle à contester les lois en se fondant sur les seules questions de procédure, et non plus sur le fond, et abrogent toutes ses décisions rendues avant 2012. Reuters 16.03

4- Chypre. Hold-up des banquiers !

La zone euro et le FMI ont trouvé ce matin un accord sur un plan de sauvetage d'un maximum de 10 milliards d'euros pour Chypre, en échange d'une taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires qui rapportera près de 6 milliards. Nicosie devient ainsi le cinquième pays de la zone euro à bénéficier d'un programme d'aide internationale.

Mais, chose nouvelle, pour réduire leur participation, les bailleurs de fonds ont demandé à Nicosie d'instaurer une taxe exceptionnelle de 6,75% sur les dépôts bancaires en-deçà de 100.000 euros et de 9,9% au-delà de ce seuil, ainsi qu'une retenue à la source sur les intérêts de ces dépôts.

A ces taxes, s'ajoutent des privatisations et une hausse de l'impôt sur les sociétés qui passera de 10 à 12,5%.

Les bailleurs de fonds de Chypre ont renoncé à un effacement de dette, qui aurait fait subir de lourdes pertes aux créanciers privés et qui était fermement rejetée par Nicosie, mais tous les épargnants seront touchés par ces nouvelles taxes, qu'ils soient chypriotes ou étrangers, en particulier russes. AFP 16/03

SOCIAL

1- France

1.1- Un accord patronal signé chez Air France.

Un nouvel accord collectif a été validé par les syndicats représentatifs des personnels navigants et commerciaux (PNC, hôtesses et stewards) d'Air France, texte dont l'enjeu est d'augmenter leur productivité, a-t-on appris samedi auprès des syndicats.

"*Après plusieurs mois de négociations difficiles dans un climat extrêmement tendu, le SNPNC, syndicat national du personnel navigant de cabine, a signé (le) 15 mars 2013 avec la direction d'Air France un accord portant sur la mise en oeuvre du projet Transform 2015 pour les hôtesses et stewards de l'entreprise*", a indiqué le SNPNC dans un communiqué.

"*L'accord permet de préserver les fondamentaux de notre métier tout en tenant compte du contexte momentanément difficile pour l'entreprise et en évitant les départs contraints d'hôtesses et de stewards*", explique le SNPNC. Les deux autres syndicats représentatifs, l'Unac et l'Unsa, ont indiqué sur leur site internet avoir également signé, ce qui permet à l'accord d'être validé. A eux trois, les syndicats représentent 70% des PNC.

L'accord porte sur 2013-2016. Il prévoit notamment le gel des augmentations générales en 2013 et 2014, le gel du changement d'échelon jusqu'en 2016, ainsi que des mesures sur le temps de travail et les congés. En échange de la signature, la direction de la compagnie s'était engagée à "*gérer le sureffectif de cette catégorie de personnels sur la base du volontariat*". AFP 16/03

1.2- General Electric : 115 postes supprimés.

La direction de General Electric à Belfort (Territoire de Belfort) a confirmé vendredi la suppression d'environ 115 postes dans les prochains mois sur ce site de turbines à gaz, en "*priorité*" par des départs volontaires. AFP 15/03

1.3- Transcom France :407 licenciements.

L'entreprise Transcom France, qui compte trois centres d'appels en France et 407 salariés, s'achemine vers la liquidation judiciaire faute d'offres de reprise, selon les syndicats. AFP 15/03

2- Espagne

Plusieurs centaines de médecins, infirmiers et autres personnels de santé ont défilé dimanche à Madrid pour protester contre les coupes budgétaires en Espagne et les projets de privatisation partielle d'hôpitaux et établissements de soin publics.

Le système de santé public espagnol figurait en 2000 à la septième place du palmarès de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Ce palmarès des systèmes de santé publics dans le monde a été établi une seule fois.

Depuis le mois de novembre, les syndicats de la santé organisent régulièrement ces «*marées blanches*», pour protester contre les tentatives du gouvernement de réduire les coûts dans ce secteur. Liberation.fr 17.03

Haut de page

Le 19 mars 2013

CAUSERIE

Depuis le retour en France de mon épouse je n'ai pas de nouvelles.

Plus le temps de causer. Ce soir je rajouterai quelques articles que j'ai trouvés sur Bilderberg et Cie.

J'ai reçu un courriel d'une publication *Lutte des classes* et leur organisation *Workers International*. Ils disent combattre pour la reconstruction de la IVe Internationale, je leur répondrai quand j'en trouverai le temps.

"*Nous t'envoyons un journal qui pourrait t'intéresser, tes réflexions éventuels sont les bienvenues. Nous te souhaitons une bonne lecture.*

L'air de rie, plein de petits groupes ou formations se connectent sur le site, des militants de tous les partis ouvriers en France et dans le monde, dans plus de 70 pays, et le site n'est pas connu, à moi tout seul je rivalise avec l'Entente des travailleurs, je plaisante.

Une réflexion à creuser qui ne viendra pas à l'esprit de nos dirigeants :

- L'Etat est affaibli, l'armée va être encore plus affaibli, les électeurs se réfugient de plus en plus dans l'abstention, ils désertent tous les partis institutionnels, ils tournent le dos aux institutions, en voilà des bonnes nouvelles, qu'on ne sera pas foutus d'exploiter évidemment, sinon c'est intéressant dans la perspective de l'assaut final contre le régime.

Chypre. Parole d'internaute.

- "*Frédéric Bastiat (1801-1850), économiste politique* "Quand le pillage devient un moyen d'existence pour un groupe d'hommes qui vit au sein des élites de la société, ce groupe finit par créer pour lui-même tout un système juridique qui autorise le pillage, et un code moral qui le glorifie. " "

J'ajouterai une précision : en règle générale ces régimes finissent par étouffés, quand ils ne sont pas renversés par une révolution, ou complètement sclérosés ils pourrissent sur place, parfois ils sont vaincus par des barbares moins évolués qu'eux qui renvoient la civilisation humaine des siècles en arrière et ils disparaissaient.

De brillantes civilisations qui étaient en avance sur d'autres ont connu ce tragique destin, demain ce sera le tour de l'humanité entière si on ne prend pas le pouvoir et on ne passe pas au socialisme...

Les charrettes en France et en Espagne du 18 au 25 mars. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

- HSBC bank va rajouter 5.000 licenciements de plus à sa liste déjà très longue

- Les vetêments Calvin Klein et Tommy Hilfiger, groupe PVH, va licencier 1.000 salariés - Gategroup supprime 1200 emplois, "*en conséquence de la crise du transport aérien en Europe. Ces coupes ne touchent pas la Suisse. Le prestataire zurichois de services de bord entend réduire ses coûts de 35 à 40 millions de francs d'ici à la fin de l'année*".

- Continental Maritime vire 185 personnes

- En Allemagne tout va bien sauf que Daimler vire 1000 ouvriers

- Baxter Biotech licencie 400 salariés dans son usine de Puerto Rico

- La chaîne d'hôtels Marriott va virer une centaine de salariés de ses divers établissements aux US

- Union des Banques Suisses va virer 140 banquiers de plus

- Entertainement Book, fabriquant de livres avec des milliers de coupons de réduction pour les ménagères économes a fermé et a viré tous ses 210 salariés du jour au lendemain

- Le système judiciaire de la ville de Los Angeles va virer 511 personnes par manque de budgets

- L'Espagne bat son record de chômeurs: 5 millions

- Fran Finance Société Générale va fermer des agences

- La Lloyds Bank vire 550 personnes de plus en Angleterre

- En Grèce, 150.000 fonctionnaires vont être mis à la porte d'ici 2015

- Transcom France, trois centres d'appels et 407 salariés va vers la liquidation judiciaire, donc 407 chômeurs

- Notre lecteur Mr Colondon nous dit que "*2.400 emplois sont sur la sellette en Provence Côte d'Azur avec des fermetures, attentes d'un repreneur, réduction d'effectifs. Paca est une région qui résiste. Et avec elle, son industrie. Pour autant, les dossiers ne manquent pas. Voici les plus significatifs. 1200 postes de Lyondell Basell avec 370 postes immédiats. Kem One chlorochimie est en danger, Lfoundry a 720 personnes, Minoterie de Méditerrannée va perdre 68 postes, Fralib va en perdre 72 et Texas Instruments veut virer 517 des 541 emplois de Villeneuve Loubet*".

- La Papeterie Caillette est en RJ "*Fin février, les employés de la papeterie n'auraient pas touché leur salaire pour le deuxième mois consécutif*"

- La chocolaterie Jacques risque de virer 130 personnes

- L'usine Sony vendue, 200 postes sur la sellette

- Unilever France va licencier une nouvelle fournée, 152 personnes

- Correctif: Coop Alsace va licencier 210 personnes et pas 120, merci à Denys

- Juy SA a été liquidée par le tribunal de commerce de Compiègne et 117 salariés sont au chômage. Juy SA avait été rachetée il y a un an par Guido Dumarey, PDG de Punch Metals International

- En redressement depuis octobre 2012, Shelbox France, dont l'usine est située aux salles du Gardon, a été placée en liquidation judiciaire le 5 mars, 59 emplois supprimés

- Louisiane, 32 licenciements seront effectifs en mars 2013 dans les Côtes d'Armor

- Montauban, centre d'appels mis en liquidation, 32 licenciements

- Environ 60 emplois menacés à la fonderie des Ayvelles

- Les 1500 employés de l'Institut dermatologique Immaculée Conception, à Rome, s'impatientent. L'établissement, géré par la Congrégation des fils de l'immaculée conception, est au coeur d'un vaste scandale financier: plus de 500 millions d'euros (665 millions de dollars canadiens) auraient été détournés par des membres de la congrégation.Résultat : fournisseurs et employés n'ont pas été payés depuis le mois d'août. L'établissement menace de licencier 400 employés afin de redresser ses finances.

- Notre lecteur Olivier nous dit "*Suite à ces licenciements, 3 boites travaillant dans le même domaine que CARRIER, 50 emplois, mais de façon complémentaire vont licencier aussi: ALSER 50 licenciements, RASEC 19 et STAAL (pas encore de chiffres). Ces usines travaillent dans l'agencement de supermarchés! Il est à noter que les grandes surfaces de Romorantin marchent bien la première semaine du mois et après c'est désert... La crise est derrière nous dixit le directeur de la France*"

- Les travailleurs Roca commencé une grève de la faim

- Fermeture CosmoCaixa avec 50 mises à pied

- Zeta groupe de presse vire 47 personnes et salaires diminués de moitié

- Telepizza va licencier 145 personnes et fermer les 5 boutiques

- NH groupe hôtelier annonce des liceciements sur 38 hotels de 5.500 employés au total,

- Polytecchic va licencier 301personnes,

- Seda comité annonce 73 licenciements

- Ercros Madrid veut licencier 198 personnes

- Ence (papier)y Cellulose des Asturias veut licencier 144 personnes

- Isofoton (panneaux solaires) veut licencier 380 personnes

- L'équipementier automobile Johnson Controls veut supprimer 98 postes de La Ferté-Bernard qui emploie 540 personnes. La direction évoque la crise du secteur automobile en Europe Lepage

- Clear Edge Power, batteries high tech, vire 40% de ses salariés, soit 170 personnes Revue de Presse par Pierre Jovanovic

---

ACTUALITE EN TITRES

Le Vatican et ses courtisans.

- Ayrault et Fabius représenteront la France à l'intronisation du pape - AFP

Question qui me vient à l'esprit à la dernière minute et à creuser : si vous consultez des ouvrages, lisez des articles ou visionnez des vidéos, écoutez des témoignages, vous pourrez lire ou entendre que les franc-maçons et la religion ne font pas bon ménage, ce serait même la marque de fabrique de cette obscure organisation. Mais dans la réalité il en est tout autrement. C'est comme les sionistes qui se disent les plus fervents adeptes du judaïsme, de pieux juifs qui défendent corps et âme cette religion et leur peuple "*élu*". Mais dans la réalité ils en piétinent allègrement les principes les plus élémentaires allant même jusqu'à financer, soutenir, armer le régime nazi de Hitler, c'est pour dire, martyriser les Palestiniens qui sont des sémites.

Comment comprendre ? De troublantes coïncidences, non ? Jusqu'à leurs symboles qui se recoupent. Cela va loin alors, leurs liens ne remontent pas à hier ? Plus que cela encore...

Les uns se disent athées et ils ne le sont pas, en réalité ils croient en ce qui les arrangent, c'est leur religion qui peut éventuellement s'accommoder de celles qui existent par ailleurs, ce qui va dans le sens de leurs intérêts matériels ; tiens c'est marrant, cela coïncide tout à fait avec le comportement de Hollande et ses ministres, vous l'avez remarqué aussi, bravo! Les autres se disent les plus fervents défenseurs des juifs et leur religion et en réalité ils sont athées, les pires antisémites qui soient et matérialisme dans le mauvais sens du terme, le pire aussi, ils cumulent la pourriture...

Ne serait-ce pas la meilleure façon de se faire passer pour le contraire de ce qu'on est en réalité ? Vous vous dites profondément athée, personne n'osera vous accuser d'entretenir des liens compromettant avec des religieux. Vous vous dites matérialiste jusqu'au bout des ongles, personne n'osera vous taxer d'idéaliste. Vous vous dites prêt à mourir pour défendre la cause juive, personne n'osera imaginer que vous êtes antisémites et liés aux exterminateurs des juifs.

C'est bien la raison pour laquelle nous rejettons toute étiquette, n'importe qui peut se déclarer ceci ou cela et agir en totale contradiction avec les convictions trompeuses qu'il affiche. Marx l'avait dit quelque part et j'ai aussi retenu cette leçon, une toute petite leçon qui tenait en quelques mots, pas besoin d'avoir fait l'ENA ou maths sup pour la comprendre et s'en souvenir. Quand on lit un tas d'ouvrages, on tombe régulièrement sur ce genre d'enseignements qui a valeur de principe, de repère utiles pour le restant de vos jours.

Propagande. La désinformation théorisée, généralisée, idéologiquement correcte.

- Al-Jazeera va lancer une chaîne en français - AFP

Quand on se souvient qu'ils ont été jusqu'à reproduire une place de Tripoli et embaucher un acteur qui devait jouer le rôle de Kadhafi, ça craint grave pour l'information comme disent les jeunes...

Pratique monarchique

- Amiante: Taubira décharge la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy du dossier de l'amiante - AFP

Christiane Taubira a décidé lundi de décharger la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy de ses fonctions au pôle santé du tribunal de grande instance (TGI) de Paris, où elle était devenue la magistrate emblématique du dossier de l'amiante.

A droite toute !

- Accord sur l'emploi: "*Un texte que la droite ne veut pas voir réduit à néant*" - L'Express.fr

- Londres garde le cap de l'austérité, accroît ses dépenses - Reuters

- Hongrie : Viktor Orban met l'extrême droite à l'honneur - LeFigaro.fr

- Le nouveau gouvernement israélien poursuivra la colonisation - Reuters

Rue89 directement visé !

- J'aimerais que Rue89 installe un détecteur à vieux cons - Rue89

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites tomber les masques (suite). Le lendemain de la réunion annuelle de la Commission Trilatérale à Berlin.

- Angela Merkel et François Hollande rencontrent le patronat européen - L'Expansion.com

Relancer la croissance en Europe, tel était le thème du dîner qui a réuni lundi à Berlin François Hollande, Angela Merkel, José Manuel Barroso et des chefs d'entreprises invités à réfléchir sur la compétitivité dans l'Union européenne.

Quatre thèmes étaient au menu du dîner entre les dirigeants européens et une quinzaine de patrons de l'European round table (ERT, table ronde européenne d'industriels), club influent présidé par Leif Johansson, patron du groupe suédois Ericsson: politique de concurrence, politique énergétique, flexibilité du marché du travail et innovation.

Pour favoriser la croissance qu'il ne cesse d'appeler de ses voeux depuis son arrivée au pouvoir en mai dernier, "*nous devons tout faire pour que la compétitivité de l'économie européenne soit la plus haute possible*", a dit François Hollande devant les journalistes.

Angela Merkel lui a fait écho en affirmant qu'une Europe compétitive était "*la clé du succès*".

Entre-temps, deux industriels, le Français Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain) et l'Allemand Gerhard Cromme (Thyssen-Krupp) doivent remettre fin avril un rapport sur la compétitivité sur lequel auront aussi travaillé des représentants du patronat des deux côtés du Rhin.

Selon son entourage, François Hollande a émis le souhait d'organiser à Paris une rencontre similaire à celle de lundi.

Paris espère que cette démarche franco-allemande débouchera sur "*des recommandations les plus concrètes possibles*" à l'image de celles du rapport de Louis Gallois sur lequel le gouvernement a fondé le Pacte de compétitivité présenté à l'automne dernier. Reuters 18.03

Chypre. Braquage de la population par les oligarques. Annulation de la dette ! Pas un euro pour les banksters !

Le Parlement chypriote a reporté à mardi son vote sur le plan de sauvetage européen sur l'île, où les banques ne rouvriront pas avant jeudi pour éviter une ruée aux guichets à cause de la très impopulaire taxe sur les dépôts, qui pourrait être abandonnée en-deçà de 100.000 euros.

Pour tenter de faire revenir le calme, la zone euro a en effet demandé dans la soirée à Nicosie de ne plus taxer les déposants en dessous de 100.000 euros.

"*La zone euro est en faveur de zéro taxe pour les petits déposants*", a indiqué une source à l'issue d'une réunion téléphonique des ministres des Finances de l'Union monétaire, mais à condition que la taxe continue à rapporter près de 6 milliards d'euros comme prévu.

Selon le communiqué officiel publié à l'issue de plus de deux heures de réunion de l'Eurogroupe, "*les autorités chypriotes vont introduire plus de progressivité en ce qui concerne la taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires, à condition que (...) cela ne modifie pas le montant total de l'aide financière des Européens et du FMI*".

La Banque centrale européenne, l'un des trois bailleurs de fonds, s'est dite favorable à des amendements, tandis que Berlin affirmait que la répartition de la contribution de Chypre était "*l'affaire du gouvernement chypriote*".

Moscou a dénoncé comme "*injuste*" une taxe qui coûterait des milliards d'euros aux fortunes russes placées sur l'île, représentant au moins 20 milliards de dollars selon certains experts. Et Washington a appelé à une solution "*responsable et juste*".

Les comptes avec moins de 100.000 euros représentent 30 des 67 milliards d'euros déposés dans les banques chypriotes. Un éventuel abandon de leur taxation obligerait le gouvernement à augmenter fortement, jusqu'à 15%, celle des comptes dépassant 500.000 euros.

Compte tenu des discussions en cours, le Parlement a une nouvelle fois reporté son vote à mardi en fin d'après-midi.

Les débats risquent d'être houleux, le parti communiste Akel (19 députés), et les socialistes de l'Edek (5 sièges) ayant d'ores et déjà rejeté le plan de sauvetage, également critiqué au sein du Diko (centre-droit, 8 sièges), allié du Disy (droite, 20 sièges) du président. AFP 18.03

Commentaire d'un internaute

- "*Quel bel exemple de ce dont ils sont capable de faire! "ils"= la finance, les banques avec la complicité des gouvernements...*"

Vous avez raison. Aujourd'hui on assiste à une opération médiatique de l'Eurogoupe, de la BCE et du FMI qui consiste à faire porter la responsabilité de cette taxe sur les autorités chypriotes et qui pousse l'hypocrisie jusqu'à leur demander de revoir leur copie pour les petits épargnants. Que s'est-il passé en réalité ?

Face au diktat des représentants de l'oligarchie financière euro-transatlantique, littéralement étranglées pour refuser de rompre avec UE et l'euro, il se peut que ce soit les autorités chypriotes qui aient proposé cette mesure que leurs bailleurs de fond ont ensuite adoptée, donc en soutenant ce hold-up sur les économies ou même les comptes courants de la population chypriote, partant de là l'Eurogroupe, la BCE et le FMI s'en sont faits les complices, cela ne les pas gêné le moins du monde de réaliser ce braquage sur le peuple chypriote.

Et le lendemain, devant la mobilisation des Chypriote qui refusent de se faire dépouiller par les gangsters de la finance, les voilà qui accusent les autorités chypriotes d'avoir opté pour une mesure injuste ou dangereuse, les Chypriotes s'étant rués vers les banques pour vider leurs comptes et échapper à cette taxe inique.

Qui est vraiment à l'origine de ce braque en plein jour de la population chypriote par les gangsters de l'Union européene ?

1- Extrait d'un article lemonde.fr d'hier.

- (hier soir à la télévision d'Etat) Le président chypriote, Nicos Anastasiades, s'est adressée à un pays encore sous le choc pour expliquer que son gouvernement n'avait tout simplement pas eu le choix.

"*L'accord que nous avons conclu n'est pas celui que nous souhaitions mais il est le moins douloureux compte tenu des circonstances*", a-t-il dit, assurant avoir "bataillé jusqu'à la fin" au sommet de l'Eurogroupe qui a abouti à l'accord.

Les bailleurs de fonds de Chypre - UE et FMI - ont demandé l'instauration d'une taxe de 6,75 % sur tous les dépôts bancaires de moins de 100 000 euros et de 9,9 % au-delà de ce seuil, ainsi qu'une retenue à la source sur les intérêts de ces dépôts. Cette mesure est censée rapporter 5,8 milliards d'euros selon l'Eurogroupe. En contrepartie, Chypre recevra une aide de 10 milliards d'euros. lemonde.fr 18.03

Il est donc parfaitement clair que ce sont les ministres des Finances de l'Eurogroupe, plus Barroso, Draghi et Lagarde qui sont à l'initiative de ce casse.

2- L'AFP le confirme à sa manière.

- Jörg Asmussen, membre allemand du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), a ouvert la porte lundi à des amendements au plan d'aide à Chypre décidé samedi à Bruxelles, tant que son financement était assuré.

"*C'est le programme d'ajustement du gouvernement chypriote, pas celui de la Troïka ou d'un autre gouvernement*", a déclaré M. Asmussen lors d'une conférence à Berlin. AFP 18.03

Ils ont mis littéralement le couteau sous la gorge du gouvernement chypriote en lui suggérant d'adopter cette mesure, le pays ayant été conduit à la faillite depuis son adhésion à l'UE et à l'euro, quelles autres mesures pouvait-il envisager de prendre ? Aucune ou alors abandonné l'euro et dévaluer sa monnaie, mais le gouvernement chypriote en est incapable, mieux encore refuser de payer cette dette à ses bailleurs de fond, l'annuler unilatéralement.

3- Epilogue.

- Le pays proposerait une taxe exceptionnelle de 3% sur les comptes jusqu'à 100.000 euros afin d'éviter de pénaliser les petits épargnants et de 12,5% pour les dépôts supérieurs à cette somme.

De même source, s'exprimant sous le sceau de l'anonymat, on précisait que les discussions avaient la "*bénédiction*" de la troïka (UE, BCE et FMI). Reuters 18.03

Même 0,1% ce serait inacceptable, un vol, seule l'annulation de la dette est légitime. Et puis on ne change pas la règle du jeu en cours de partie, les gens ont déposé ou placé leur argent en banque à certaines conditions, elles doivent être respectées. S'ils veulent introduire une taxe, qu'elle concerne les nouveaux dépôts.

4- Hier soir aux infos de TV5Monde Asie j'ai entendu le journaliste questionner leur correspondant à Bruxelles.

Question : Est-ce que cette taxe a été évoquée lors de la réunion à laquelle participaient les ministres des Finances de l'Eurogroupe ?

Réponse : Tout à fait, elle a été votée à l'unanimité, tous les ministres des Finances l'ont votée, y compris Pierre Moscovici.

La seule réponse, c'est annulation de la dette et abandon de l'euro, sortir de l'UE, ce qui est valable pour Chypre l'est pour tous les pays de l'UE.

Moscovici est ainsi (également) le ministre de ce vol des petits épargnants, de la totalité de la population puisque même les comptes courants sont concernés. Pourquoi sont-ils aussi concernés ? Parce que cela doit être comme en Inde où j'habite, les comptes courants sont rémunérés, en Inde à 4% d'intérêt, à Chypre je n'en sais rien. Ici non plus on ne paie pas de taxe ou impôt sur les comptes de dépôts rémunérés actuellement à 8,50% l'an. J'ai connu une époque où ce taux atteignait 16%. Si vous avez un capital assez important, vous le déposez en banque et vous pouvez vivre sur les intérêts sans avoir besoin de travailler, vous êtes un rentier, un petit rentier mais rentier quand même, c'est mon statut en Inde.

Je l'ai adopté malgré moi, lorsqu'il m'était impossible de vivre avec le salaire misérable que me versait l'Alliance française, et mon impossibilité d'obtenir un emploi à plein temps au lycée français. Quant à devenir patron ou me lancer dans une exploitation agricole comme je l'avais envisagé au départ, la première solution ne correspondait pas à mes convictions, et la

seconde était irréalisable sans m'associer avec quelqu'un et j'ai renoncé à ce projet.

Je dépense actuellement moins du tiers de ce que verse la banque (d'Etat) en intérêt chaque mois, j'économise le reste que je dépose ensuite sur un nouveau compte de dépôt et ainsi de suite, du coup mon capital augmente tout le temps, cela sert à couvrir l'inflation qui est de l'ordre de 20% environ par an, officiellement 8%, les prix flambent, chaque augmentation est à deux chiffres de l'ordre de 15 à 25% chaque année, sauf l'alimentaire et l'habillement, tout le reste explose littéralement, par exemple le prix de ma moto à plus que doublé en 7 ans, elle va sur sa huitième année et du coup je ne la changerais pas.

Pour revenir à notre sujet.

Moscovici a adopté cette mesure scélérate contre le peuple chypriote, Hollande participe à une réunion avec Merkel et les oligarques des multinationales de la Table Ronde Européenne à peine deux jours après la réunion annuelle de la Commission Trilatérale fondée par Rockefeller, la Fed quoi, après s'être engagé à accélérer la concrétisation du marché unique transatlantique (Etats-Unis- UE), après s'être engagé à retranscrire dans la loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 qui liquide le contrat de travail, après avoir réclamé l'armement des djihadistes qui tentent en vain jusqu'à présent de renverser le régime syrien pour le compte de l'impérialisme américain, après avoir mené une guerre contre le peuple malien, etc. tout cela en à peine quelques mois, tous ces faits signifient que Hollande et son gouvernement sont au moins aussi à droite ou même davantage encore que leurs prédécesseurs.

Question : Etait-ce prévisible ? Parfaitement, nous l'avions pronostiqué, vous pouvez le vérifier en lisant ou relisant les causeries qui ont précédé les élections de 2012. Certains en sont surpris. Pourquoi ? Parce qu'ils en sont restés à une définition du PS qui ne correspond plus à la réalité depuis le 3 août 1914, excusez du peu, il y 99 ans.

Ce qui s'est passé, c'est que selon la situation économique mondiale et plus particulièrement celle de la France, il a pu apparaître comme un parti progressiste quand le capitalisme français se portait mieux et disposait de réserves pour supporter le coût de certains droits sociaux ou encore, quand sa productivité augmentait ou bénéficait d'un environnement mondial plus favorable (années 50-60), puis tous ces facteurs se sont dégradés ou sont passés au rouge, la crise du capitalisme mondial a violemment refait surface (années 70), à ce stade le PS est monté au créneau, il est même parvenu au pouvoir (années 80), il a lâché quelques miettes avant de faire brutalement machine arrière pour ne plus rien concéder ou presque, vint ensuite la mise en concurrence du capitalisme français avec la Chine et d'autres pays, ceux des ex-pays de l'Europe de l'Est après l'implosion de l'URSS dorénavant liés à l'Allemagne (années 90-2000), à ce stade rivaliser avec eux était devenu impossible sur le plan de la compétitivité, le PS entre temps adopta Maastricht, la BCE, l'euro, bref, effectua un nouveau tournant à droite, une fois retourné dans l'opposition parlementaire il s'est livré à un consensus sans faille avec l'UMP accentuant encore sa droitisation, à ce stade il était prêt à être le parfait supplétif du parti de l'ordre (années 2002-2012), de retour au pouvoir depuis 10 mois il n'a eu de cesse de le confimer, avec zèle, au grand bonheur du Medef, des va-t-en guerre de Washington, Londres et Jérusalem, bref il est resté fidèle à sa véritable nature de parti bourgeois, de parti capitaliste, de parti de l'ordre, garant des institutions de la Ve République bonapartistes et antiémocratique, parti de la réaction mondiale, social-libéral ou plutôt néoconservateur, impérialiste et même accessoirement sioniste, conformément à l'appartenance des principaux ministres à la franc-maçonnerie, dont la raison d'être et les objectifs coïncident avec ceux des sionistes, du cartel des banquiers internationaux qui entendent instaurer un gouvernement mondial sur les cendres des Etats et de la démocratie, des droits politiques de la classe ouvrière, une dictature mondiale dénommée Nouvel ordre mondial, voilà la véritable nature, les véritables intentions, les véritables programme et objectifs politique du PS.

Oui, c'est pour ce président et ce parti que certains vous ont appelé à voter en 2012, iront-ils jusqu'à soutenir leurs candidats lors des prochaines élections, en toute connaissance de cause il faut avoir à l'esprit ? Par hasard, vous n'auriez pas comme l'impression que nos dirigeants nous auraient menés en bâteau depuis près de 70 ans, ceux du POI (ex-OCI-POI-PT (CCI)), du NPA (ex-LCR), de LO, ou qu'ils auraient été d'une médiocrité politique sans fond ?

Mélenchon. Le bouffon de l'impérialisme

L'objectif du recrutement, de la formation, de l'armement, du financement de dizaines ou plutôt centaines de milliers de mercenaires salafistes, djihadistes, etc. par Washington, Londres, Paris, Jérusalem, Doha et Riad n'a pas d'autre objectif que renverser le régime en place favorable à Moscou, afin de faire main basse sur le gaz et de briser l'axe Téhéran-Islamabad-Pékin, et non d'établir un régime démocratique en Syrie.

Mélenchon a jugé dimanche sur France 5 qu'«*armer des gens auxquels on n'a posé aucune condition politique c'est leur donner les moyens d'une victoire dont nous ne savons rien du contenu*».

«*C'est logique que l'on s'oppose au gouvernement de Bachar al Assad et que l'on veuille la démocratie pour les Syriens mais pas au prix d'un coup de bélier avec des gens dont on ne sait rien politiquement*», a souligné le coprésident du Parti de gauche (PG). Liberation.fr 18.03

Il témoigne là à la fois sa crasse ignorance des intentions de l'impérialisme américain et de la situation en Syrie et dans la région

ou les pays similaires. En politique les charlatans et les aventuriers sont les plus dangereux, car ils procèdent sans cesse à des amalgames qui contribuent à empêcher les travailleurs d'y voir clair ou de comprendre la situation.

Mélenchon confirme qu'il est un pauvre type, un sale type même, car là il soutient une guerre impérialisme.

Je vais enfoncer le clou dans la tête des militants un peu mou du cerveau ou déjà en partie corrompu par l'idéologie dominante qui soutienne le Front de gauche, un mouvement contre-révolutionnaire. Ils trouveront sans doute que cette caractérisation de ce dangereux illusionniste est exagérée, insupportable même... De mon côté ce que je trouve vraiment insupportable, intolérable, inqualifiable, c'est qu'on soutienne une guerre impérialiste.

Maintenant, je vais leur dire un truc à ces militants, vous pourriez être confrontés demain à une situation comparable, plus tôt que vous pourriez l'imaginer : réfléchissez bien, essayez de vous mettre un instant dans la peau d'un Syrien, qui il y a à peine deux ans vivait en paix et n'aurait jamais imaginé que le pays où il vivait aurait pu être ainsi détruit, sa vie brisée ainsi que celle de ses enfants, réfléchissez bien, prenez votre temps et choisissez votre camp, celui du peuple syrien qui soutient Assad qui incarne l'intégrité et la souveraineté de la Syrie parce qu'il n'a pas d'autres alternatives possibles pour vaincre cette armée de mercenaires entraînés par la CIA, le MI6, le Mossad, la DGSE, ou celui de ceux qui ont entrepris de détruire la Syrie et de massacrer son peuple pour installer un régime fantoche à la botte de Washington et Jérusalem ; le choix se résume entre un pays dominé, un régime moderne et autoritaire, mais incarnant la souveraineté et l'intégrité d'un pays soutenu par l'immensité de son peuple, et un pays dominant, l'impérialisme américain, les Frères musulmans, salafistes, wahabistes, takritistes, djihadistes tous incarnant l'obsurantisme, un régime politique moyen-âgeux, archaïque, prônant la charia, des barbares sanguinaires, réfléchissez bien avant de prendre position.

Je sais, cela peut faire mal au bide de devoir soutenir un régime comme celui d'Assad, temporairement comme je l'ai expliqué dans une précédente causerie, le temps de cette guerre, je ne pense pas que Marx et Engels aient soutenu Bismarck de gaieté de coeur, pour ensuite reprendre le combat contre lui, la question est de savoir si on est capable ou non de faire la part des choses et de déterminer ce qui est essentiel et ce qui est secondaire dans une situation donnée, une situation et des rapports qui nous sont imposés.

Pourquoi martelons-nous qu'il faut impérativement regarder la réalité en face et partir de cette réalité ? C'est juste pour ne pas se fourvoyer ou se tromper de camp, certes inconsciemment, vous admettrez que c'est quand même mieux de soutenir une position conforme aux intérêts des travailleurs, non ? Vous n'êtes pas d'accord, vous préférez céder aux sirènes médiatiques ou de l'OTAN, de Mélenchon ? Nous, nous ne cèderons rien ! Regardez ce que sont devenus ceux qui ont cédé sur ceci ou cela, voyez où ils en sont rendus, notre salut serait dans l'UE pour les uns, dans l'ONU pour les autres, d'autres encore estiment qu'il faudrait en revenir à un gouvernement d'union nationale, la IVe République... qui a ouvert la voie à la Ve ! d'autres encore s'adressent aux élus, aux députés, aux ministres d'un parti, le PS, qui en réalité est notre bourreau et celui du peuple syrien, malien, libyens, etc., leur point commun, leurs compromis et reniements successifs, leur faillite politique les a conduits à renoncer au combat pour le socialisme, tout ce qu'ils sont capables de nous proposer, c'est finalement d'aller nous jeter dans les bras de notre ennemi, vous comprendrez pourquoi dans ces conditions-là on ne les suivra pas, mieux on continuera de dénoncer et combattre leur politique opportuniste. Entre nous pour se marrer, comme quoi j'ai quand même retenu quelque chose du *Programme de transition* de Trotsky.

Accord patronal du 11 janvier. Quand les appareils de la CGT et de FO le soutiennent en s'en remettant aux institutions de la Ve République.

Eh oui, pas de bol pour ceux qui soutiennent les appareils corrompus de la CGT et de FO et qui appellent les travailleurs à faire front derrière, la réalité est cruelle décidément ! Fallait-il s'attendre à autre chose ? Bien sûr que non et nous l'avions annoncé. D'autres, dont le rôle principal depuis des lustres est d'alimenter chez les travailleurs et militants des illusions dans le PS, le PCF et les appareils des syndicats, on voulu nous faire croire qu'il aurait pu en être autrement, comment ? dans le cas des miracles généralement la réponse tarde à venir, donc ne cherchez pas une réponse à cette question grotesque, il n'y en a pas.

Lepaon vient d'annoncer que la CGT organisera une " *journée nationale d'action dans la semaine du 2 au 5 avril avec rassemblements à l'Assemblée nationale et dans les territoires*", il aurait très pu choisir les sièges du PS et de l'UMP que cela aurait été du pareil au même puisqu'ils voteront en choeur ce texte de loi.

Que fait-il en affirmant qu'"*il va falloir que le gouvernement soit à l'écoute des salariés et de leurs organisations syndicales*" ? Ce que j'ai indiqué plus haut, il s'emploie à entretenir l'illusion que le gouvernement pourrait à la fois soutenir les banquiers et les travailleurs. Si demain il y avait une crise politique et qu'un gouvernement d'union nationale se mettait en place vous n'auriez pas besoin d'en chercher bien loin l'origine, elle est ici.

A l'opposé de cette politique de capitulards ou traitres, de jaunes, appelez cela comme vous voudrez, nous appelons les militants et travailleurs à se mobiliser et à s'organiser contre le gouvernement des capitalistes et le patronat pour leur imposer nos revendications ou dans la perspective de le renverser et de les exproprier s'ils s'y opposent.

L'unité des masses exploitées de tout le pays, des travailleurs des secteur public et privé, ne peut se réaliser sur une orientation politique correcte, que si elle est axée contre le gouvernement et les institutions de la Ve République, contre l'Etat capitaliste qui est l'employeur des fonctionnaires, contre les institutions qui sont la représentation politique des intérêts de la classe des capitalistes que les travailleurs du secteur privé combattent, dans la perspective d'une République sociale qui satisfera l'ensemble des revendications sociales des travailleurs des secteurs public et privé. Il n'existe pas d'autre voie.

- Thierry Lepaon a proposé lundi à Toulouse, à l'ouverture du Congrès de la CGT, une nouvelle journée d'action contre l'accord sur l'emploi dans la semaine du 2 au 5 avril, alors que s'ouvrira le débat sur ce projet à l'Assemblée. «*Je propose que le Congrès décide d'une journée nationale d'action dans la semaine du 2 au 5 avril avec rassemblements à l'Assemblée nationale et dans les territoires*», a-t-il dit dans son discours d'ouverture au Congrès.

«*Il va falloir que le gouvernement soit à l'écoute des salariés et de leurs organisations syndicales . Il va falloir aussi que les salariés interviennent massivement et dans la durée*», a-t-il dit. Selon lui, la première journée d'action, le 5 mars, rassemblant la CGT, FO, Solidaires et la FSU, était «*un point d'appui pour la suite*».

«*Le 2 avril va s'ouvrir le débat parlementaire, il ne peut se tenir sans l'intervention des salariés*», a lancé Lepaon. Liberation.fr 18.03

C'est le meilleur moyen de subordonner les travailleurs et militants aux institutions politiques du capital.

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

La majorité des élus du Comité central d'entreprise de PSA a donné lundi son feu vert aux plans sociaux prévus pour l'usine de Rennes et celle d'Aulnay, qui est vouée à la fermeture en 2014 et dont les salariés en grève ont une nouvelle fois manifesté pour contester les projets de la direction.

A grand renfort de pétards, fumigènes et pneus enflammés, environ 200 manifestants, essentiellement des salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois en grève depuis le 16 février et sous tension, ont donné le ton en début d'après-midi devant le siège parisien du constructeur automobile: ils restent farouchement opposés au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) prévu pour le site de Seine-Saint-Denis et revendiquent toujours "*un CDI pour tous et une pré-retraite dès 55 ans*".

Les élus du CCE étaient consultés sur le projet d?accord concernant les mesures d?accompagnement pour les salariés d?Aulnay et pour les 1.400 suppressions de postes à Rennes. En décembre, les syndicats avaient donné un avis défavorable (CGT et CFDT s'étaient abstenus).

Lundi, les élus du CCE des syndicats FO, CFE-CGC, CFTC et SIA-GSEA ont voté en faveur du plan, soit 15 des 20 élus. Les deux élus CGT (1er syndicat avec 23%) ont voté contre. Pour la CFDT, deux ont voté contre, un s'est abstenu.

Par ailleurs, les syndicats du groupe FO, CFE-CGC, CFTC, SIA-GSEA et y compris la CFDT ont indiqué qu'ils signeraient le projet d'accord. Des dissensions au sein de la CFDT sont apparues : au niveau du groupe, la CFDT va donner son aval au plan, alors que la CFDT d'Aulnay conteste depuis des mois --aux côtés de la CGT et SUD -- les mesures prévues.

L'accord est "*très largement majoritaire*" avec la signature prévue de cinq organisations syndicales représentatives (sur six) qui représentent 76% des salariés, a dit à la presse Denis Martin, directeur industriel.

Ce qui n'empêchera pas les salariés d'Aulnay de "*se battre jusqu'au bout*", a lancé aux manifestants Jean-Pierre Mercier (CGT). "*Ce n'est pas aux délégués centraux de décider pour les salariés d'Aulnay et de donner à la direction l'autorisation de nous licencier*", a renchéri José Dequeiroz, délégué du personnel CFDT d'Aulnay.

Après d'ultimes consultations, la validation du plan social devrait intervenir dans la deuxième quinzaine d'avril.

Selon Philippe Julien, secrétaire CGT d'Aulnay, "*les 3.750 postes de reclassement évoqués par la direction, c'est du flan! S'ils ont vraiment des possibilités de postes, que la direction les mettent dans l'accord et que le gouvernement contresigne*". AFP 18.03

ECONOMIE

Chine

La Chine est devenue le cinquième exportateur d'armes mondial à la place du Royaume-Uni, a annoncé lundi un institut suédois spécialisé, ce qui représente son classement le plus élevé depuis la Guerre froide.

Le volume de l'armement exporté par la Chine entre 2008 et 2012 a augmenté de 162% par rapport à la période précédente de cinq ans, sa part du commerce mondial des armes passant de 2% à 5%, indique le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) dans son rapport.

Les places de numéro un et deux sont occupées par les Etats-Unis et la Russie, qui représentent 30% et 26% des exportations d'armes, précise le rapport. L'Allemagne et la France sont troisième et quatrième.

Le Pakistan représente 55% des exportations d'armes chinoises, la Birmanie 8%, le Bangladesh 7%. Reuters 18.03

Haut de page

Le 20 mars 2013

CAUSERIE

Une vingtaine de nouveaux articles seront mis en ligne en fin de journée ou demain matin, je n'ai plus le temps de les intégrer dans le site, ce qui nécessite plus de 30 minutes de travail.

Un patron au-dessus de tout soupçon, comme Cahuzac quoi !

Ils disent tous cela jusqu'au jour où ils sont pris la main dans le sac.

- 750 tonnes de cheval, c'est la quantité que Spanghero est soupçonné d'avoir écoulé.

- 57 tonnes de viande de mouton britannique interdite à la vente ont été découvertes chez Spanghero ;

Cité par RTL, le président de Spanghero, Barthélémy Aguerre, a estimé que sa société "*n'y était pour rien*" et avait été "*une nouvelle fois trompée par son fournisseur*". Reuters 19.03

Au regard de la quantité énorme sur laquelle portait cette fraude, soit les dirigeants de cette entreprise ne procédaient à aucune analyse des marchandises qui leur étaient livrées par souci d'économies, ils la commercialisaient les yeux fermés comme si aucun risque n'existait quant à leur nature et éventuellement quant à leur état et les conséquences qui pouvaient en découler sur la santé des consommateurs, ce qui était totalement irresponsable au point qu'on a du mal à retenir cette hypothèse, soit ils ont soupçonné qu'il y avait quelque chose d'anormal derrière les prix avantageux qui leur étaient concédés par certains de leurs fournisseurs mais par souci d'engranger plus de profits ils n'ont pas chercher à en savoir davantage ce qui nous renvoie à l'hypothèse précédente, à moins qu'ils étaient parfaitement informés, préférant plaider l'ignorance ou le manque de précaution, une simple faiblesse ou légèreté plutôt que la complicité d'escroquerie en cas de problème dans le futur et qui ferait l'objet d'un traitement judiciaire beaucoup plus dur et plus coûteux, bref, ils comptaient bien s'en sortir quoi qu'il arrive.

Au pire l'entreprise disparaîtrait, mais avec l'argent qu'il a empoché au cours des décennies précédentes, son patron ne devrait pas vraiment être dans le besoin dans l'avenir, ce qui ne sera pas le cas des 300 salariés qui risquent de finir à la case chômage.

ACTUALITE EN TITRES

Escroc, menteur, leur morale, leur conception de la dignité.

- Montebourg salue "*l'attitude digne*" de Cahuzac - LePoint.fr

Une odeur de fin de règne

- Mis en cause par la justice, Jérôme Cahuzac démissionne - LeFigaro.fr

- La fédération PS des Bouches-du-Rhône mise sous tutelle - LePoint.fr

- Après le cheval, 57 tonnes de mouton prohibé retrouvées chez Spanghero - AFP

- Mediator: L'agence du médicament mise en examen pour homicides et blessures involontaires - 20minutes.fr

- Un RER attaqué par une vingtaine de jeunes à Grigny - 20minutes.fr

- Nouvelle affaire en Espagne autour du roi Juan Carlos - Reuters

A bas l'école, vive l'exploitation !

- Royal tacle Peillon : pourquoi la France ne veut-elle pas admettre que la réussite sociale peut passer par autre chose que les études ? - Atlantico.fr

- Le travail rend les jeunes plus lucides - 20minutes.fr

Cela s'adresse aux jeunes des couches les plus défavorisées qui doivent se mettre du plomb dans la tête, ainsi lourdement lestés leur insouciance naturelle qui se confond avec leur aspiration légitime à la liberté et à un avenir meilleur que celui de leurs parents sera battue en brèche, brisée, espérant qu'ils deviendront de dociles esclaves rampant devant l'ordre établi.

La "réussite sociale" qui ne passe par les études vous conduira à la condition de prolétaire jusqu'à la fin de vos jours, vaut mieux vous y préparer le plus tôt possible. Que voulez-vous il faut bien des têtes et des jambes dans la société, les têtes vivant confortablement, les jambes étant vouées à la précarité généralisée pour tout juste survivre, normal, non ?

Le fin mot de l'histoire.

- François Kalfon : « *Le redressement productif doit dépasser la lutte des classes* » - Causeur.fr

Causeur.fr est un portail ultra réactionnaire animé notamment par la sioniste Elisabeth Lévy. Dans les pages infos de Yahoo figurent des centaines de titres en provenance d'une quinzaine de sources, c'est là que j'ai trouvé ce titre au relent corporatiste.

Dépasser ou liquider la lutte des classes, c'est la condition à remplir que ce sont fixés les promoteurs d'un gouvernement mondial pour parvenir à leur objectif, cela va donc beaucoup plus loin que la simple évocation du corporatisme, cela correspond à un programme politique destiné à instaurer une dictature mondiale au profit de l'oligarchie financière flanquée d'une élite intellectuelle dont certains médias sont les relais, ce portail en fait partie.

L'UE n'est pas une "***marâtre***", mais une mère maquerelle !

- Le Parlement chypriote rejette la taxe sur les comptes bancaires - Reuters -

- Chypre: l'Europe risque d'être vue comme une "*marâtre*", dit le patronat italien - AFP

Sionisme et impérialisme ne font qu'un.

- Un an après Merah, Valls promet un combat sans merci contre l'antisémitisme - AFP

- Tableaux volés à des familles juives: restitution émouvante à Paris - AFP

- Des élus UMP refusent de célébrer la commémoration des victimes de la guerre d'Algérie - 20minutes.fr

Qu'il s'enfonce, s'effondre !

- L'inflation britannique à son plus haut niveau en neuf mois - Reuters

- Espagne: le taux de créances douteuses des banques remonte à 10,78% en janvier - AFP

- Les ventes de voitures en Europe ont chuté de 10,5% en février - L'Expansion.com

- Dexia: la recapitalisation pèsera sur le déficit 2012 en Belgique et en France - AFP

La question indécente.

- Ménages «*aisés*», acceptez-vous de voir vos allocations divisées par deux? - 20minutes.fr

Et puis quoi encore, vous faites quoi de l'égalité, de la République, hein ? Et la démocratie, vous en faites quoi ?

Cela doit coïncider avec le nombre des membres des conseils d'administration des multinationales

- "*3600 groupes criminels actifs dans l'UE* " - LePoint.fr

Un aveu... tardif qui ne coûte rien.

- Irak : vague d'attentats antichiites à la veille des dix ans de l'invasion - LeMonde.fr

Tiens donc, il s'agissait d'une "*invasion*", franchement qui l'aurait cru, il aura fallu 10 ans au journal Le Monde pour s'en apercevoir ? Et en Syrie aujourd'hui, il s'agit de quoi ?

L'air de rien c'est de la sorte que les médias s'auto-blanchissent. Bush n'a-t-il pas avoué récemment qu'il avait été trompé, que le rapport qui lui avait été remis sur l'Irak comportait de graves lacunes ? C'est la même méthode destinée à redorer son blason terni par des années de mensonges à destination des esprits faibles.

Comment cela, vous osez nous accuser de collusion avec l'impérialisme américain ? Et la plupart des intellectuels ou les têtes pensantes de la classe moyenne, si, si, ils sont capables de penser, s'en accommodent. Cela doit être leur bonne conscience qui leur recommande modestement d'accepter quelques entailles à leurs principes à géométrie variable qu'ils qualfient volontiers de faiblesses, quand ils ne les mettent pas sur le compte de leur ignorance...

Fautes avouées à moitié pardonnées ou plutôt aussitot enterrées, volatilisées, ce qui permet de les reproduire à l'infini ou de ne rien changer et ainsi de suite. Les apparences sont sauvées, c'est l'essentiel. Pour ces gens-là la bonne conscience, la morale, les principes, etc. n'est pas une exigence liée à leurs conditions de vie relativement confortables, c'est un divertissement intellectuel comme un autre, un sujet de conversation comme un autre avant de passer à autre chose, ils n'ont finalement rien à envier au café du commerce qu'ils méprisent.

Et puis, ils comptent sur l'amnésie des gens, le temps passant, qui se souvient encore des titres et des articles pro impérialistes du Monde des années 2003 et suivantes ? Personne ou presque. Qui en tiendra compte ? Encore moins de gens, au bout du compte tranquillement ils peuvent écrire tout et son contraire sans qu'on leur en tienne rigueur et la vie continue comme avant.

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le régime bat de l'aile de tous côtés.

1- Cahuzac. Le 16 mars nous avions titré "***Touché, coulé !***"

Question : parmi les grands bourgeois du PS, combien sont-ils dans le même cas ? En cherchant du côté des banquiers, collectionneurs de montres, de tableaux, d'objets d'art, de propriétaires de villa ou appartement de luxe, d'associés dans des SCI, de modestes contributeurs à l'ISF, de participants à des think-tanks liés au lobbying européen ou transatlantique, d'ex-collaborateurs de grandes banques ou multinationales, etc. les juges ont de quoi faire et décapiter la direction du PS, au passage celle de l'UMP et de l'UDI, accessoirement du FN pour n'oublier personne.

Ce qui est intéressant dans cette histoire, c'est d'observer la solidarité exemplaire qui existe entre les députés de ce qu'ils appellent la droite et la gauche, à lire plus loin.

On a là la nature du régime, des institutions, des partis qui les composent et qui sont totalement étrangers à la classe ouvrière et à ses besoins, c'est un euphémisme de le préciser, mais il le faut bien puisque jusque dans nos rangs il y en a qui soutiennent encore le PS, cherchez l'erreur. Ce qui me fait marrer, c'est une façon de parler car ce n'est pas drôle du tout, c'est que ceux qui tiennent à se démarquer des différents partis POI, NPA ou LO reproduisent en réalité les mêmes erreurs et sombrent dans le même opportunisme.

Qu'ils nous permettent de ne pas être de la partie, car nous estimons qu'il ne peut y avoir de véritable indépendance politique sans rupture avec le PS et ses satellites, les institutions du capital, la totalité de ses représentants, prétendre le contraire est une escroquerie politique ou faire preuve d'ignorance. Trotsky disait qu'il ne fallait pas craindre d'apparaître comme une secte parce qu'on ne mangeait pas de ce pain-là, la suite des événements ne devrait pas tarder à trancher. Trotsky ajoutait qu'on devait se foutre de savoir qui avait raison ou tort à l'arrivée, que nous ne devions pas entrer dans ce genre de considérations qui relevait d'un état esprit méprisable et que seule l'adhésion du plus grand nombre à nos positions importaient, la victoire de notre cause. Trotsky avait assurément développé un niveau de conscience politique supérieur à celui de nos dirigeants. Nous les invitons à s'en inspirer au plus vite s'ils en sont encore capables.

- La démission de Jérôme Cahuzac après l'ouverture à son encontre d'une information judiciaire pour blanchiment de fraude fiscale a asséné mardi un coup de massue au gouvernement français et à sa majorité socialiste, sur fond d'impopularité de l'exécutif.

La réaction ultra-rapide de François Hollande, qui s'est immédiatement séparé du ministre du Budget et l'a remplacé par un fidèle, Bernard Cazeneuve, pourrait cependant lui permettre de limiter les dégâts, estiment des analystes politiques.

Jérôme Cahuzac continue de nier catégoriquement avoir détenu un compte bancaire en Suisse, comme l'en accuse le site internet Mediapart. Mais le parquet de Paris a jugé nécessaire, au vu des investigations menées jusqu'ici, de passer à une nouvelle étape.

"*L'Elysée avait à mon avis anticipé toutes les hypothèses possibles*", estime Christian Eckert, rapporteur socialiste à la Commission des finances de l'Assemblée nationale. "*La rapidité de la démission montre qu'il y avait eu au moins une réflexion.*"

L'annonce de l'ouverture d'une information judiciaire est tombée en pleine séance des questions d'actualité à l'Assemblée, juste avant le vote solennel sur la loi Education.

"*Quand on est sortis tout à l'heure de l'hémicycle, les députés, à gauche comme à droite, pensaient que ce n'était plus possible. Tout le monde disait, 'c'est terminé, il faut qu'il démissionne'*", raconte un parlementaire socialiste.

La démission de ce ministre clef d'un gouvernement contraint de serrer les boulons budgétaires à tous les étages, qui avait acquis une forte autorité et négociait pied à pied avec ses collègues de nouvelles économies, tombe a priori au plus mauvais moment pour le chef de l'Etat et son Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, au plus bas dans les sondages de popularité.

"*C'est un très bon ministre dans un moment très important*", estime un député PS, membre de la commission des finances. "*On va avoir le programme de stabilité budgétaire à remettre à la Commission européenne à la mi-avril, donc toute la trajectoire budgétaire à refaire en fonction des nouvelles données en matière de croissance et déficits.*"

"*En plus demain (mercredi), on a la motion de censure de l'UMP. Ça tombe vraiment très mal*", renchérit un autre.

Pour l'analyste politique Jean-François Doridot, de l'institut Ipsos, tout n'est cependant pas totalement noir dans ce nouvel épisode d'une affaire déclenchée en décembre par des révélations du site internet d'information Mediapart.

"*François Hollande a fait preuve d'autorité, il a montré qu'il ne transigeait pas avec un certain nombre de principes et qu'il pouvait trancher tout de suite*", estime-t-il.

Un avis partagé par un haut responsable du PS, pour qui il fallait à tout prix empêcher que l'affaire Cahuzac devienne un élément perturbateur de plus pour le gouvernement.

"*Actuellement, le gouvernement a des difficultés à faire émerger un message clair et tout élément qui viendrait perturber ce message serait un handicap*", explique cet élu. "*Ce n'est pas tout à fait la même chose d'être au coeur d'une polémique lancée par un organe de presse et d'avoir la justice qui enquête sur votre cas.*"

La démission rapide de Jérôme Cahuzac devrait permettre à François Hollande de préparer plus sereinement l'intervention télévisée qu'il doit faire dans les prochains jours. Reuters 19.03

2- Un parti corrompu jusqu'à l'os.

Les membres du Bureau national du PS réunis mardi 19 mars ont approuvé "à l'unanimité" la proposition du premier secrétaire du parti, Harlem Désir, de mettre sous tutelle jusqu'en mars 2014 la fédération des Bouches-du-Rhône, déchirée depuis des mois par des affaires et des rivalités internes, dans la perspective des élection municipales. Lemonde.fr 19.03

Le PS est un parti d'affairistes, ceux qui issus de différents partis l'ont rejoint et qui ont gravi les échelons au sein de son appareils pour y faire leur carrière, l'ont parfaitement compris. Leur participation aux différents échelons des institutions, du simple maire au président de la République, a fait d'eux des représentants et des serviteurs de l'ordre établi, ils ont pour devoir de faire respecter la Constitution à la population. Vous admettrez que remplir une fonction aussi ingrate mérite compensation sonnante et trébuchante.

Qu'ensuite ils s'accrochent à cette fonction leur semble tout à fait naturel, puisqu'ils procèdent tous de la même manière, à l'exception toutefois des maires des petites communes qui finalement n'ont aucun pouvoir ou comptent pour du beurre. Il ne vous aura pas échappé non plus qu'ils ont une espérance de vie largement supérieure à la moyenne de la population, rarement en dessous de 85 ou 95 ans, on a envie de dire malheureusement.

3- Un cynique euphémisme. Tous complices.

L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), anciennement Afssaps, a été mise en examen mardi en tant que personne morale pour homicides et blessures involontaires dans l'affaire du Mediator, apprend-on de source judiciaire.

Les juges chargés du dossier reprochent à l'ANSM des "*fautes de négligence commises entre 1995 et 2009*", dit l'agence dans un communiqué. Reuters 19.03

Peu importe la période retenue, il faut seulement avoir à l'esprit que l'UMP, l'UDI, l'UC, le PS et ses satellites, aujourd'hui comme hier ou avant-hier sont étroitement associés à la gestion de la société. Ils participent ensemble au fonctionnement des commisions parlementaires ou sénatoriales ou d'autres organismes qui couvrent la totalité des aspects de le vie économique et sociale du pays. Il en va de même au sein des institutions de l'UE.

Donc s'il y a eu négligence ou faute, ils en partagent la responsabilité, mieux, la complicité, car ils ne sont pas sans savoir que certaines institutions ou certains organismes ont un fonctionnement quasi opaque et couvrent des activités douteuses ou frauduleuses, illégales. En prenant leur fonction, ils en assument pleinement la responsabilité, en se disant sans doute que puisqu'elle est partagée avec tous les autres parlementaires, finalement quoi qu'il arrivera ils ne risqueront rien et c'est bien ce qui se passe chaque fois, qu'on se souvienne de l'histoire du sang contaminé, tous les ministres mis en cause à l'époque s'en sont très bien sortis, dont Fabius.

Les puissants trusts pharmaceutiques font la loi et le législateur s'y plie docilement en l'adoptant, voilà la réalité. Donc dans cette affaire criminelle, c'est autant Servier (Mediator) que les institutions et l'ensemble des partis qui y participent qu'il faut juger.

Amalgame. Le ghetto du sionisme est la tombe des juifs, un acte antisémite .

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a promis la tolérance zéro en matière d'antisémitisme au terme d'une journée de recueillement à Toulouse en mémoire des victimes juives tuées il y a un an par Mohamed Merah.

Le ministre de l'Intérieur a dénoncé "*un nouvel antisémitisme, né dans un certain nombre de nos quartiers, né de la haine du Juif, d'Israël, de la France et de nos valeurs*".

Plus de 500 personnes, la communauté juive, les élus et les corps constitués, ont assisté à mardi soir à la cérémonie, qui s'est achevée par une prière pour la République. AFP 19.03

L'antisémitisme naîtrait de la haine de l'Etat sioniste, il fallait oser le dire, ainsi les choses sont parfaitement claires.

Critiquer la politique du gouvernement israélien serait faire preuve d'antisémitisme, il faudrait donc l'approuver même quand il massacre des populations innocentes, pas seulement dans les territoires palestiniens, au Soudan ou en Syrie par exemple.

Décidément sionisme et impérialisme sont bien liés, meiux complémentaire, l'un sert à justifier l'autre.

La preuve que les masses rejettent les institutions et leurs partis.

Sept Français sur dix ne font pas confiance aux responsables politiques. Dix mois après la présidentielle et les législatives, la

défiance des Français envers leurs représentants et les partis est générale selon un sondage exclusif Harris Interactive-Institut Montaigne-LCP-Tilder.

L'alternance entre la majorité de droite et la nouvelle majorité de gauche renforce vraisemblablement ce sentiment auprès des personnes interrogées qui ne se reconnaissent ni dans la politique menée par Nicolas Sarkozy, ni dans celle conduite par François Hollande. Alors que la crise économique perdure et que le chômage poursuit sa montée, 88 % des personnes interrogées qui se déclarent «sans préférence partisane» annoncent ne pas faire confiance aux responsables politiques.

Ce rejet n'est cependant pas propre aux sympathisants des partis contestataires puisque 83 % des électeurs de Nicolas Sarkozy en 2012 et des sympathisants de l'UDI de Jean-Louis Borloo affichent leur défiance envers leurs représentants. Les seuls Français qui se déclarent majoritairement confiants envers la classe politique se trouvent parmi les sympathisants du PS (51 %) et d'Europe Écologie Les Verts (53 %). lefigaro.fr 19.03

Quels enseignements politiques vont en tirer nos dirigeants ? Aucun, ils en ont été incapables jusqu'à ce jour. Vous savez pourquoi ? Parce qu'au lieu de se tourner vers l'immense majorité de la classe ouvrière qui rejettent les institutions et leurs partis, ils se tournent vers les couches supérieures minoritaires qui "*se déclarent majoritairement confiants envers la classe politique* et qui se trouvent être parmi les sympathisants du PS. C'est leur fond de commerce sans lequel leurs partis seraient réduits à une poignée de militants, leur appareil disloqué... Ils sont le flanc gauche des appareils qui entretiennent des illusions dans le régime, qui leur accorde encore parfois quelques miettes en reconnaissance de leur soutien.

Il faut davantage "***sécuriser***" l'accord patronal du 11 janvier 2013.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a demandé mardi au gouvernement de "*modifier*" le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, jugeant que certains points n'étaient "*pas conformes à l'esprit de l'accord*" entériné par les partenaires sociaux le 11 janvier.

Pour la présidente du Medef, il y a des "*éléments qui, selon nous, devraient encore être modifiés par le gouvernement avant d'entrer à l'Assemblée*".

Mme Parisot a notamment pointé la question des modalités de la généralisation des complémentaires santé à tous les salariés, des ambiguïtés sur les délais préfix, qui encadrent les procédures judiciaires, et "*les dispositifs liés à la mobilité interne ou aux accords de maintien dans l'emploi*", qui ne lui "*paraissent pas sécurisés juridiquement*".

Et d'ajouter: "*Tout n'est pas perdu (...). J'espère que tout le monde comprendra qu'il en va de l'esprit du dialogue social et du paritarisme, et de l'introduction du concept de flexisécurité dans notre pays*". AFP 19.03

Elle a raison, plus le gouvernement recule et plus il est possible d'en obtenir quelque chose...

Tiens donc, le "*paritarisme*" serait-il à l'origine du dialogue social ? Quel aveu ! Merci madame Parisot de confirmer ce que nous n'avons de cesse de marteler et qui est à l'origine de la dégénérescence du mouvement ouvrier.

Nous sommes résolument contre le paritarisme, la gestion de quoi que ce soit par les syndicats au côté du patronat et du gouvernement, qu'il s'agisse des organismes sociaux ou de leur présence au sein des conseils d'administration des entreprises nationalisées (SNCF par exemple).

Sauver nos retraites ou sauver le régime, d'après vous de quel côté penche naturellement FO ?

FO reprend à son compte l'argumentation, le chantage exercé par le patronat, si vous n'acceptez pas de nouveaux sacrifices cela en sera fini des retraites, du système par répartition, il le revendique comme vous pourrez le lire plus loin.

Certes les sacrifices peuvent paraître minimes, mais l'essentiel est ailleurs, c'est qu'en mettant le doigt dans cet engrenage infernal, à la fin c'est la main et tout le reste qui y passera puique vous aurez habitué les travailleurs à accepter la remise en cause de leurs droits.

C'était au gouvernement et au patronat de prendre seuls la responsabilité de ce recul social et non à un syndicat dit ouvrier de brader nos acquis sous prétexte que pèserait une plus grande menace encore sur les retraites, c'est une question de principe non négociable selon notre conception de la lutte de classe, que cela ne soit pas celle des dirigeants de FO dont ceux du POI ne nous étonne pas.

Ils bradent nos acquis dans l'espoir que les masses conserveront tout de même de quoi supporter la crise du régime pour ne pas en venir à se poser la question de sa remise en cause. Au passage, bien des couches n'en sont déjà plus capables depuis un

certain temps. Peine perdue, leurs conditions d'existence ne cesse de se dégrader et ce n'est qu'un début. Ils entretiendront jusqu'au bout l'illusion qu'ils pourront y échapper de telle sorte que lorsque cela leur tombera sur la tête, elles seront complètement sonnées, elles n'y comprendront rien, et pour ne pas y avoir été préparées elles seront incapables de trouver la voie pour affronter le régime, voilà le scénario complet auquel nous allons assisté, les dirigeants de FO le savent, ils feignent de l'ignorer, ce qui compte à leurs yeux c'est avant tout soulager le régime auquel ils sont liés.

Que l'on comprenne bien, si cet accord et bien d'autres n'avaient pas été signés, qu'est-ce qui se serait passé ? Le patronat aurait fait valoir ses revendications auprès du gouvernement, celui-ci se serait exécuté et la situation sociale serait encore pire que ce qu'elle est. Si les dirigeant syndicaux signent ce genre d'accords ce serait pour épargner aux masses davantage de souffrances, mais leurs véritables intentions sont tout autres comme on l'a relevé plus haut, il s'agit de procéder par étapes pour ne pas que la machine s'emballe et continuer de contrôler leurs troupes et la classe ouvrière.

La crise du capitalisme nous conduit tout droit à l'abîme, les Grecs, les Portugais et les Espagnols sont en train d'en faire l'amère expérience, les autres suivront infailliblement, c'est à l'ordre du jour de l'OCDE, de l'UE et du FMI. Maintenant ils tiennent à maîtriser ce processus de régression sociale (et politique) sans fin, il doit se réaliser selon un plan qu'ils ont arrêté, en y associant les différents acteurs dont les gouvernements, les parlementaires, les syndicats et les partis ouvriers, tout ce beau monde doit resté à sa place et remplir le rôle que leurs maîtres attendent d'eux, tout doit se dérouler avec le minimum de désordre, de mobilisation, tous doivent reprendre à leur compte l'argumentation qui a été mise au point et à leur disposition par les représentants de l'oligarchie financière, à chacun ensuite de se débrouiller pour le faire avaler à ses troupes, en entier ou par petites doses, l'essentiel étant d'avancer dans la direction qui a été fixée et de ne pas s'en écarter, force est de constater que FO n'est pas sorti des clous, tout comme les autres syndicats avec lesquels il se partage les rôles.

Ils veulent faire croire aux militants et aux travailleurs qu'en procédant de la sorte, sans leur livrer leurs véritables intentions évidemment, qu'ils échapperont au pire, que la formidable régression sociale qui a frappé le prolétariat de plusieurs pays, tous en réalité à des degrés divers, la misère s'étend en Hongrie par exemple, en Grande-Bretagne le droit à la santé ou aux études n'est plus qu'un souvenir, etc. ne les concernera pas, or c'est totalement faux, leur faire croire est criminel.

Soutenir le régime dans la perspective d'épargner le pire aux travailleurs, c'est cette politique de renoncement continu qui a pavé la voie à tous les régimes autoritaires ou les dictatures dans le passé après avoir désarmé politiquement les travailleurs, les avoir induits sciemment en erreur, pour finalement les abandonner à leur triste sort.

A l'opposé, on devrait refuser toute collusion ou compromis avec le régime en place quitte à ce qu'il durcisse sa politique anti-ouvrière, il en prendrait seul la responsabilité, alors qu'ici elle est partagée avec les syndicats et les partis qui en sont partie prenante, c'est donc leur indépendance qui est remise en cause ou qui n'existe que théoriquement en fait, refuser tout compromis ce serait à la fois garantir l'indépendance des organisations et des partis ouvriers indispensables pour la suite de notre combat, condition indispensable pour espérer vaincre notre ennemi, et ouvrir la voie au rassemblement de la classe contre le régime pour l'abattre.

Ceux qui se prétendent indépendants du capitalisme et des institutions sont en réalité des renégats, des traitres qui livrent notre classe à l'ennemi, morceau par morceau, voilà la leçon qu'on peut tirer de cette expérience.

Extrait de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 20 mars 2013.

- Le Bureau confédéral a décidé, à l’unanimité, de signer l’accord sur les retraites complémentaires.

Comme les autres régimes sociaux, les régimes complémentaires sont victimes de la crise et de l’austérité qui plombent les recettes. Depuis quelques années, s’agissant des retraites complémentaires, nous puisons ainsi dans les réserves.

Les régimes paritaires, gérés par accord interprofessionnel entre syndicats et patronat, sont donc en difficulté financière. Ne rien faire, c’est se retrouver sans réserves en 2016 à l’AGIRC, en 2019 à l’ARRCO. Ce qui imposerait soit une baisse drastique des pensions versées, soit la fin des retraites complémentaires, deux schémas inacceptables. Ne rien faire, c’est ouvrir en grand la porte à une réforme globale ou systémique des retraites, ce à quoi nous somme opposés. (...)

Nous avons accepté une revalorisation temporaire un peu moins forte par rapport à l’inflation.

Ce n’est pas la première fois. Dans les années 1994 à 1997 ce fut déjà le cas, y compris à l’époque avec deux années de gel pour l’AGIRC.

D’aucuns en tirent pour conséquence que le gouvernement pourrait s’en inspirer pour les retraites de base (ce qu’il n’avait d’ailleurs pas fait dans les années 1990). Nous ne sommes pas d’accord, tout simplement parce que les plus petites retraites sont dans le régime de base (retraite maximale de 1.400 euros mensuels), les retraites complémentaires, comme leur nom l’indique, viennent en complément!

Ce qui peut valoir pour elles temporairement ne le vaut donc pas pour les retraites de base.

S'agissant des retraites complémentaires, contrairement à ce qu'on lit ou entend ici et là, il n'y a ni baisse des pensions, ni gel.

Concrètement en 2013:

- Pour la plus petite retraite ARRCO, il y aura une revalorisation mensuelle inférieure à 42 centimes à ce qui aurait pu être fait;

- Pour une retraite moyenne ARRCO, la différence sera de 1,82 euro;

- Pour une retraite AGIRC moyenne, l'écart sera de 3,82 euros.

Attachée au paritarisme –rempart contre l'étatisation et la privatisation–, attachée aux régimes par répartition, opposée à toute réforme dite systémique qui s'apparente à une implosion des régimes des retraites et pensions, Force Ouvrière prend en toute liberté de comportement ses responsabilités, comme elle l'a toujours fait pour assurer l'objectif de pérennité des retraites complémentaires.

Le paritarisme, c'est la cheville ouvrière de la collaboration de classes... Si pour sauver notre classe le capitalisme doit s'effondrer, qu'il s'effondre. FO n'y tient pas, on l'aura compris.

Notre classe ne parviendra pas à son émancipation sans subir d'importants sacrifices à côté desquelles les misérables calculs d'épicier de FO sont grotesques. Quand elle sera durement frappée et que les conditions (objectives) mêmes de sa survie seront menacées, elle se mobilisera contre l'Etat, et c'est au cours de cette période que sa conscience de classe progressera et que nous pourrons construire le parti révolutionnaire, si toutefois nous nous y sommes préparés nous-mêmes, je parle de l'avant-garde consciente, ce qui à ce jour n'est pas le cas.

Annulation de la dette, à bas la troïka et le gouvernement chypriote des banksters !

On vient d'apprendre que "*les Allemands et le FMI ont voulu taxer les déposants à Chypre jusqu'à 40%*", ce n'est pas un canular, la source est un diplomate européen qui a souhaité demeurer anonyme, on le comprend.

Quand on rappelle de quoi ils sont capables, on nous tourne le dos, on se refuse à regarder la réalité en face jusqu'au jour où on ne peut plus l'éviter et on se la prend violemment en pleine figure, mais là très souvent il est trop tard pour réagir. Nous ne sommes ni des extrémistes ou des provocateurs, nous partons tout simplement des faits et rien que les faits, n'en déplaisent à nos détracteurs.

Cela rappelle les dépressions des années 20-30 lorsque des millions de petits épargnants furent ruinés en 24 heures ou quelques jours suite à un coup d'Etat des banquiers. La suite sera à l'avenant...

- Le Parlement chypriote rejette la taxe sur les comptes bancaires - Reuters

Les députés chypriotes ont rejeté mardi soir à une très large majorité le projet de loi sur la taxation des comptes bancaires, remettant en question le déblocage d'une aide financière européenne de 10 milliards d'euros.

Face à la colère des épargnants, le gouvernement avait modifié son projet de loi, exonérant les dépôts inférieurs à 20.000 euros et prévoyant de taxer à 6,75% les sommes situées entre 20.000 et 100.000 euros et à 9,9% les comptes de plus de 100.000 euros.

Mais le Parlement, où aucun parti ne dispose de la majorité absolue, s'est prononcé contre le projet de loi par 36 voix contre et 19 abstentions (les députés du parti au pouvoir; le 56e député n'a pas pris part au vote).

A Francfort, la Banque centrale européenne (BCE), a "*pris acte*" de la décision du Parlement chypriote et souligné qu'elle était en contact avec ses partenaires de la troïka, l'UE et le FMI. Dans son communiqué, elle "*réaffirme son engagement à apporter des liquidités si nécessaire et dans le cadre des règles existantes*".

L'annonce du rejet de la taxe sur les comptes bancaires a été saluée dans la liesse par la foule réunie devant le Parlement. "*Chypre appartient à son peuple*", ont scandé les manifestants.

On ignore pour l'heure ce qui va advenir du plan négocié à Bruxelles, mais l'Union européenne avait clairement indiqué avant la décision des députés chypriotes qu'il n'y aurait pas d'aide financière sans contribution des titulaires de comptes bancaires et, à Paris, le ministre français de l'Economie Pierre Moscovici déclarait que la zone euro et le FMI n'iraient pas au-delà de dix milliards.

"*Nous ne pouvons pas prêter plus. Aller au-delà de 10 milliards d'euros, ça fait exploser la dette de Chypre*", a-t-il dit lors d'une rencontre avec des journalistes, à Paris. Reuters 19.03

- Chypre: la taxe sur les dépôts bancaires que personne n'assume - L'Expansion.com avec AFP

- Quatre jours après la mise au point du plan d'aide pour Chypre qui comprend une ponction sur les dépôts bancaires, les partenaires européens se rejettent la responsabilité de l'initiative.

Deux jours après avoir ficelé l'accord en contrepartie d'une aide internationale de 10 milliards d'euros, Nicosie dénonçait un "*chantage*" de ses bailleurs de fonds. "*Le président Nicos Anastasiades s'est démené pour ne pas arriver à une telle issue qui a été imposée par ceux qui tentent de justifier leur décision*", s'est défendu le gouvernement chypriote.

"*Ce que nos bailleurs cherchaient à faire était de fermer les deux principales banques du pays, transférer les dépôts en-dessous de 100 000 euros dans une banque saine et tirer un trait sur tous les autres dépôts. Cela se serait traduit par une perte de valeur de 40% sur les dépôts, selon le FMI, et les comptes auraient été bloqués pendant 5 à 10 ans*", a dénoncé lundi dans un communiqué le porte-parole du gouvernement chypriote. C'est pour éviter ce scénario catastrophe que les autorités chypriotes auraient accepté le principe d'une taxe sur tous les dépôts.

Un tableau simpliste que réfutent certains observateurs. Chypre aurait une lourde responsabilité, selon un diplomate, pour qui le président Anastasiades a refusé de taxer les dépôts au-dessus de 100 000 euros "*avec un taux à deux chiffres*", afin de protéger l'attractivité de sa place financière. D'où le seuil de 9,9% retenu pour les gros dépôts. En contrepartie, il a accepté d'imposer un taux important aux épargnants moins fortunés pour que la taxe rapporte 5,8 milliards d'euros comme prévu. Ce que Nicosie dément.

Selon une source diplomatique européenne qui s'exprime sous couvert d'anonymat, "*les Allemands et le FMI ont voulu taxer les déposants à Chypre jusqu'à 40%*". "*Il y a eu des mises en garde mais ils n'ont pas voulu écouter. Le comble maintenant est qu'ils n'assument pas*", s'emporte-t-elle.

Malgré ces craintes, le gouvernement allemand, tout comme le FMI, a proposé une solution qui protège les petits épargnants, a assuré le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, mettant en cause à la fois le gouvernement chypriote, la Commission européenne et la Banque centrale pour avoir mis en place la taxe qui touche tous les déposants, sans exception.Ce sont "*eux qui ont choisi cette solution et ils doivent maintenant s'en expliquer auprès du peuple chypriote*", a-t-il affirmé à la télévision allemande. Protéger les petits dépôts est "*la position que j'ai défendue vendredi face à des positions beaucoup plus dures*", a renchéri le ministre français Pierre Moscovici.

Selon des sources concordantes, la Commission européenne a travaillé sur l'hypothèse d'une taxe pour tous les déposants mais a proposé des taux moins pénalisants, autour de 3%, pour les moins fortunés. C'est la zizanie en Europe. L'Expansion.com avec AFP 19.03

Ce qu'il faut retenir de cette partie de poker menteur, c'est que la taxation imposée à la population chypriote, le racket des banquiers, a été votée à l'unanimité vendredi, par la BCE, le FMI et l'ensemble des ministres de l'Economie et des Finances de l'Eurogroupe, ce que ne précise pas l'auteur de cet article, et pour cause cela mettrait en lumière le véritable nature ou les véritables intention de ces institutions supranationales illégitimes qui n'auraient pas pu être fondées sans l'accord des banquiers de la Fed et leurs alliées européens dont ils servent les intérêts, ainsi que la collusion permanente qui existe entre ces institutions et la totalité des gouvernements de l'UE et ceux qui les ont précédés.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Un parti régional indien a annoncé mardi son retrait de la coalition au pouvoir, affaiblissant davantage le gouvernement qui ne dispose que d'une minorité au parlement, même si un ministre a démenti toute crise politique.

Le Dravida Munnetra Kazhagam (DMK), deuxième parti plus important de la coalition, avait fait pression, en vain, sur le gouvernement de centre-gauche dirigé par le parti du Congrès pour condamner le Sri Lanka, accusé de crimes de guerre contre la minorité tamoule lors du conflit ethnique achevé en mai 2009.

Le chef de ce parti basé dans l'Etat du Tamil Nadu (sud), Muthuvel Karunanidhi, a annoncé lors d'une conférence de presse à Chennai (sud, anciennement Madras) que son parti allait quitter la coalition de l'United Progressive Alliance (UPA), au pouvoir depuis 2009.

A moins d'un compromis de dernière minute, cette annonce accroît la probabilité d'élections générales plus tôt que la date prévue mi-2014, l'UPA ne jouissant que d'une minorité depuis le retrait d'un parti régional clé en septembre l'an dernier.

Depuis la fin du sanglant conflit au Sri Lanka, Colombo a été accusé à maintes reprises d'exactions commises par les forces gouvernementales lors des derniers mois. Mais le Sri Lanka dément toutes allégations de crimes de guerre et refuse l'ouverture d'une enquête internationale.

Le conflit entre l'armée sri-lankaise et la guérilla tamoule, qui se battait pour obtenir un territoire indépendant, a duré de 1972 à mai 2009. Il a fait, selon des estimations de l'ONU, environ 100.000 morts.

Des organisations de défense des droits de l'homme estiment que 40.000 civils ont été tués au cours des derniers mois par les forces gouvernementales. Les rebelles tamouls ont aussi été accusés d'exactions et d'avoir utilisé des civils comme boucliers humains.

Le ministre des Finances, P. Chidambaram, a toutefois démenti que le gouvernement avait perdu le gouvernail: "*Le gouvernement est stable, le gouvernement va continuer*", a-t-il déclaré devant des journalistes. "*Il n'y pas de crise*", a-t-il ajouté.

P. Chidambaram a aussi estimé que le chef du DMK pourrait revenir sur sa décision si le parlement adoptait une résolution condamnant le Sri Lanka: "*Il révisera sa décision si cette résolution est examinée par le gouvernement*", a-t-il espéré.

Un porte-parole du parti DMK, T.K.S. Elangovan, a indiqué à l'AFP que les ministres du DMK allaient démissionner.

Mais il a aussi laissé entendre que l'annonce du parti pourrait être une tactique pour contraindre le parti du Congrès à durcir ses critiques à l'égard du Sri Lanka: "*Les ministres n'ont pas encore présenté leur démission*", a-t-il ainsi souligné. AFP 19.03

Le DMK a été laminé aux dernières élections législatives en 2012, il lui fallait trouver un os à ronger pour ses troupes. C'est un parti bourgeois.

Muthuvel Karunanidhi est la troisième ou quatrième plus grande richesse de l'Etat du Tamil Nadu (sud) qui comptent 60 millions d'habitants, c'est un gangster, ces rejetons sont impliqués dans des assassinats et des extorsions de fonds... Vous savez comment il a appelé son fils aîné amené à lui succéder ? Staline, je ne déconne pas.

SOCIAL

1- France

1.1- La papeterie de Condat va supprimer 150 emplois.

Plus de 150 emplois, sur un total de 658, sont menacés de suppression à la papeterie de Condat en Dordogne, a-t-on indiqué lundi de source syndicale, alors que la direction a dit envisager un "*projet de réorganisation*" avec des "*conséquences pour l'emploi*". Selon Guy Bretou, délégué CGT à la papeterie Condat, la direction a convoqué un comité d'entreprise pour "*annoncer la fermeture de la ligne 6 de fabrication de papier*" à échéance de juin prochain, ce qui signifierait la perte de 144 emplois, entre les "*gens travaillant sur la ligne et ceux derrière*".

En prenant en compte dix départs en retraite non remplacés debut 2013, ce sont 154 emplois au total menacés de suppression, selon le délégué syndical, qui a évoqué un "*coup de poignard*", une annonce "catastrophique" pour le site situé sur le Lardin Saint-Lazare et Condat-sur-Vézère, dans l'est de la Dordogne. AFP 18 03

1.2- Ce qu'ils ont fait de la société : un monstre !

Samedi vers 22h, entre 20 et 30 personnes ont attaqué un RER stationné en gare de Grigny-Centre. Ils sont entrés dans la rame et s'en sont pris aux gens qui s'y trouvaient pour les forcer à leur remettre portables et argent, a expliqué une source policière. Une dizaine de personnes ont été agressées. «*J'étais dans le RER en direction de Corbeil-Essonnes, et à Grigny nous avons entendu beaucoup de bruits et de cris et nous avons vu des gens courir sur les quais*», a déclaré à l'AFP un jeune homme sous couvert d'anonymat.

«*Une attaque de diligence de l'époque moderne*»

Après avoir tiré le signal d'alarme, les jeunes gens, qui avaient le visage dissimulé, sont passés de wagon en wagon et ont attaqué «*le plus de monde possible*», a-t-il expliqué. «*Moi j'ai pris un coup de poing et du gaz lacrymogène dans les yeux. Ils ont arraché le sac à main de mon amie et m'ont pris mon argent. C'était rapide, violent et cela avait l'air très organisé*», a ajouté ce jeune homme, étudiant à Evry. «*Cela ressemble à une attaque de diligence de l'époque moderne*», a estimé la source policière. «*De cette ampleur, ce n'est pas habituel.*» 20minutes.fr 19.03

2- Italie

Les journalistes du principal quotidien italien Il Corriere della Sera sont en grève mardi et mercredi pour protester contre un plan de restructuration prévoyant 110 suppressions d'emplois sur un total de 355, selon un communiqué syndical visible mardi sur son site internet. Suite à ce mouvement, le site du journal ne sera pas mis à jour mardi et mercredi et la version papier sera absente des kiosques mercredi et jeudi. lefigaro.fr 19 03

3- Allemagne

La rémunération moyenne des patrons allemands du Dax s'est élevée à 5,33 millions d'euros l'an dernier, un chiffre en hausse de 3% par rapport à l'année précédente, selon une étude publiée aujourd'hui. AFP 19 03

ECONOMIE

1- UE

Le Parlement européen et les Etats de l'Union ont abouti mardi à un accord pour confier à la Banque centrale européenne (BCE) la supervision de l'ensemble des banques de la zone euro, une évolution censée prévenir de nouvelles crises dans la région.

Cet accord marque l'aboutissement du projet lancé l'an dernier pour confier à la BCE les pouvoirs lui permettant d'encadrer dès la mi-2014 toutes les banques de la région, un premier pas vers la création d'une véritable union bancaire au sein de l'UE.

L'accord prévoit que la BCE supervisera toutes les banques dont les actifs dépassent 30 milliards d'euros ou 20% du produit intérieur brut (PIB) de leur pays d'origine. La prochaine étape de la construction de l'Union bancaire devrait être la création d'un mécanisme et d'un fonds uniques de "*résolution*" destiné à gérer le démantèlement éventuel d'établissements en grande difficulté en lieu et place des Etats. Mais la réticence de plusieurs pays, Allemagne en tête, à alimenter un tel fonds pourrait poser problème. Pour Paul De Grauwe, économiste à la London School of Economics, le projet de taxation des dépôts à Chypre illustre d'ailleurs le manque de soutien de certains Etats à la mutualisation des ressources nationales.

"*C'est un coup presque fatal porté à l'union bancaire*", a-t-il dit. "*L'élément clé de l'union bancaire, c'est un système qui permet de s'aider mutuellement et de partager les coûts quand une crise bancaire se produit dans un pays donné. Mais la volonté d'y parvenir est absente.*" Reuters 19 03

2- France

La croissance restera bien proche de zéro cette année en France, faisant déraper les déficits, mais le gouvernement doit multiplier les réformes structurelles sans pour autant durcir la rigueur budgétaire, estime l'OCDE dans un rapport publié mardi.

L'organisation rejoint la Commission européenne dans son diagnostic, et le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a assuré mardi qu'il s'agissait là d'une "base de travail" pour la prévision gouvernementale attendue dans les prochains jours.

"*Le calendrier politique offre une occasion unique de mettre en oeuvre une stratégie ambitieuse de réformes permettant d'accroître l'efficacité et de réduire le coût des politiques publiques*", insiste le club des pays riches. Les récentes mesures en faveur de la compétitivité et sur le marché du travail "*constituent des signaux encourageants*" à ses yeux.

Ses experts publient tout un catalogue de mesures susceptibles, selon eux, de diminuer le niveau des dépenses publiques, dont la France détient le record au sein de l'OCDE juste derrière le Danemark.

Parmi les recommandations, certaines sont déjà à l'étude (amélioration de la formation professionnelle, réforme des retraites...) mais d'autres risquent de déplaire à la majorité de gauche, comme la simplification du licenciement ou la fusion des petites

communes et la suppression du département. AFP 19.03

3- Espagne

Le taux de créances douteuses dans les banques espagnoles a repris sa hausse au mois de janvier, à 10,78% du total des créances contre 10,44% en décembre, selon les données publiées mardi par la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 170,69 milliards d'euros en janvier, contre 167,45 milliards d'euros en décembre. lefigaro.fr 19 03

Haut de page

Le 21 mars 2013

CAUSERIE

A tous les lecteurs, amis et camarades francophones dans le monde qui se connectent sur le portail.

J'ai dressé une liste des villes d'où vous vous connectez, j'ai laissé de côté la France et l'Europe occidentale, ceux que j'ai oubliés m'excuseront. C'est en anglais puisque la société qui héberge le portail les a inscrites dans cette langue qui nous est familière. J'ai relévé 55 pays, si on ajoute les pays de la zone euro on atteint les 70 annoncés hier.

Au passage, si vous avez des articles ou des infos qui peuvent intéresser nos lecteurs sur la situation, les luttes sociales ou politiques qui se déroulent dans le pays où vous êtes, n'hésitez pas à me les envoyer.

United States-Bellevue
United States-Minnetonka
United States-Kansas City
United States-Houston
United States-Phoenix
United States-San Francisco
United States-Mountain View
United States-Madison
United States-Woodstock
United States-Spirit Lake
United States-Las Vegas
United States-San Diego
United States-Venice
United States-Lewiston
United States-Renton
United States-Payette
United States-Hailey
United States-Atlanta
United States-Elfers
United States-North Miami Beach
United States-Tampa
United States-El Paso
United States-Ann Arbor
United States-Windermere
United States-Houma
United States-Dallas
United States-Albuquerque
United States-Philadelphia
United States-North Andover
United States-Boston
United States-Dunn Loring
United States-Bloomington
United States-Bluefield
United States-Rockford
United States-Cottonwood
United States-Bakersfield
United States-Boise

United States-Marina Del Rey
United States-Lombard
United States-Edison
United States-New York
United States-Arlington
United States-Evanston
United States-Ripley

Canada-Longueuil
Canada-Quebec
Canada-Mississauga
Canada-Sherbrooke
Canada-Scarborough
Canada-Shawinigan
Canada-Val-Morin
Canada-Ottawa
Canada-Dorion
Canada-Laval

Mexico-Mexico City
Mexico-Culiacan
Ecuador-Quito
Venezuela-Caracas
Brazil-Canoas
Brazil-Campinas
Brazil-Belo Horizonte
Brazil-Apucarana
Brazil-Sao Paulo
Brazil-Rio de Janeiro
Brazil-Uberlandia
Brazil-Pocos de Caldas
Brazil-Brasilia
Brazil-Goiania
Chile-Santiago
Chile-Providencia
Chile-Concepcion
Colombia-Medellin

Martinique-Fort-de-France
Guadeloupe-Pointe-a-Pitre
Haiti-Port Au Prince
Reunion-St-Denis
Reunion-Le Port

Algeria-Setif
Algeria-Algiers
Algeria-Annaba
Tunisia-Tunis
Morocco-Casablanca
Morocco-Agadir
Morocco-Rabat
Morocco-Ifrane
Morocco-Marrakech
Spain-Las Palmas de Gran Canaria
Mauritania-Nouakchott

Cameroon-Yaounde
Cameroon-Douala
Nigeria-Lagos
Togo-Lome
Cote d'Ivoire-Abidjan
Senegal-Dakar
Benin-Cotonou
Rwanda-Kigali
Burundi-Bujumbura

Burkina Faso-Bobo Dioulasso
Niger-Niamey
Mali-Bamako
South Africa-(not set)
Madagascar-Antananarivo

Kuwait-Kuwait
Israel-Rosh Haayin
Israel-Tel Aviv
Iran-Yazd
Qatar-Doha
Lebanon-Beirut
Turkey-Izmir
Turkey-Istanbul

India-Chennai
India-Mahape
India-Bangalore
Indonesia-Medan
Malaysia-Kuala Lumpur
Singapore-Singapore
Thailand-Nakhon Si Thammarat
Thailand-Bangkok
China-Shenzhen
China-Beijing
Japan-Shibuya
Japan-Tokyo
South Korea-Seoul

Russian Federation-Aleksandrovsk-Sakhalinskiy
Russian Federation-Tolyatti
Russian Federation-Penza
Russian Federation-Stupino
Russian Federation-Moscow
Russian Federation-St Petersburg
Russian Federation-Tomsk
Russian Federation-Samara
Ukraine-Kharkov
Ukraine-Kiev
Ukraine-Vinnitsa
Ukraine-Sevastopol
Ukraine-Odessa
Ukraine-Nikolayev
Ukraine-Ternopil
Ukraine-Chernigov
Moldova-Chisinau
Lithuania-Vilnius
Estonia-Tallinn
Slovenia-Ljubljana
Poland-Krakow
Poland-Nowa Huta
Poland-Wroclaw
Czech Republic-Prague
Romania-Constanta
Romania-Bucharest
Romania-Timisoara
Romania-Botosani
Romania-Arad
Hungary-Budapest

Finland-Oulu
Sweden-Stockholm
Sweden-Lund
Sweden-Bromma
Sweden-Karlskrona

Sweden-Halmstad
Norway-Oslo
Norway-Kristiansand
Denmark-Odense

Australia-Melbourne
Australia-Victoria Point
French Polynesia-Papeete
New Caledonia-Noumea

La suite demain.

Je ne suis pas satisfait de ma contribution d'aujourd'hui, je suis complètement crevé, ils ont recommencé à couper le courant toutes les heures la nuit. Mon convertisseur de courant avait brûlé parce qu'il était alimenté en 290 volts au lieu de 220.

Le destin qu'ils nous préparent si on les arrête pas.

Connaissez-vous le slogan qui accompagne le sigle de l'OCDE ? *Des politiques meilleures pour une vie meilleure*, alors qu'ils s'emploient méticuleusement à nous la pourrir ! J'ai ajouté plusieurs articles de l'OCDE dans la rubrique économie qui le confirment.

- Seules les politiques structurelles peuvent nous permettre de forger une croissance plus forte et plus durable. Elles comprennent le renforcement des filets de sécurité sociale et l'investissement dans le capital humain, dans des pays à développement rapide comme le Brésil, la Chine, le Mexique et l'Afrique du Sud, et des actions pour rétablir le dynamisme des économies avancées en soutenant les marchés, en renforçant la concurrence et en réformant les finances publiques et les systèmes fiscaux, sans parler des stratégies d'innovation.(http://www.oecd.org/fr)

Les "*politiques structurelles*" consistent à réduire l'Etat à ses fonctions régaliennes d'appareil répressif, justice, police, armée, les taxes et impôts ponctionnés sur les travailleurs servant à son fonctionnement, tandis que l'ensemble des services sociaux sont livrés au marché et servent ainsi à "*forger une croissance plus forte et plus durable*", autrement dit, les besoins élémentaires ou vitaux de la population sont devenus une source de rente garantie puisqu'elle ne peut pas s'en passer.

Ce qu'ils entendent par "*filets de sécurité sociale*" destiné aux travailleurs des pays cités consisterait dans l'obligation de cotiser à des organismes sociaux privés genre fonds de pension et non le développement d'un service social public collectif. Idem pour "*l'investissement dans le capital humain*" qui serait géré par des organismes privés dont les fonds pourraient être ponctionnés sur les travailleurs eux-mêmes ou sur le budget de l'Etat.

Quant au sort réservé aux travailleurs des "*économies avancées*" il ne serait guère meilleur puisqu'il serait également totalement subordonné au diktat des marchés, l'exploitation serait aggravée du fait du "*renforçant (de) la concurrence*" et la "*réforme*" des "*finances publiques et (des) systèmes fiscaux*" se traduirait par davantage encore d'inégalités, l'affaiblissement ou la liquidation de la classe moyenne.

Leurs véritables intentions et les objectifs de leur politique se situent à l'opposé extrême de ceux qu'ils affichent, ce qui rend leur combat d'autant plus difficile que les masses éprouvent un culte envers les institutions en général ou tout ce qui représente le pouvoir en place.

Leur modèle de société infâme repose sur la marchandisation de tous les besoins de la population qui doivent être une source de profit pour les capitalistes, la mise en compétition ou concurrence de l'ensemble de la société favorisant ainsi les nantis, les couches les plus favorisées, les inégalités entre les classes et les différents couches d'exploités devenant la règle, l'individualisme poussé à l'extrême.

Car seuls ceux qui seront issus de milieux privilégiés ou qui disposeront de dispositions physiques ou de conditions favorables à leur développement intellectuel pourront bénéficier de conditions d'existence relativement normales ou confortables, tandis que l'immense majorité croupira dans la précarité et la misère, sera livrée à elle-même pour parvenir à survivre, à la violence aveugle et durement réprimée dans un climat de guerre civile larvé permanent.

A l'opposé nous proposons aux travailleurs une société débarrassée du capitalisme, du marché, des banquiers et autres rentiers, une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de tous les maux qui accablent les travailleurs, de la décomposition de tous les rapports, des guerres, une société où chacun pourra s'épanouir librement, une société à laquelle chacun participera en fonction de ses capacités et recevra en échange de quoi satisfaire ses besoins et aspirations, où les peuples vivront en paix et en harmonie, nous proposons aux travailleurs une société, un monde débarrassé de toutes les institutions du capital qui ont été fondées pour dresser les hommes les uns contre les autres, les peuples à s'entretuer au seul

profit d'une infime minorité de misérables privilégiés cyniques et criminels, assoiffés de pouvoir, un monde où les hommes et les femmes ne seront plus livrés à une compétition ou une concurrence concourant à les opposer sans cesse entre eux, à créer une atmosphère délétère, angoissante, insupportable, qui fera leur malheur, nous leur proposons un projet de société profondément humaniste, un terme totalement exclu de la société qu'ils vous préparent et dont on peut déjà percevoir les contours dramatiques quotidiennement à travers la barbarie qui s'étend à l'humanité entière.

Ce que nous venons de vous décrire porte un nom : le socialisme, le communisme.

La compétitivité, c'est l'apologie des inégalités et des injustices

Une fois n'est pas coutume, en guise de causerie je vous propose un excellent article daté d'octobre 2012 du portail belge Les dessous de Bruxelles, mais qui est toujours d'actualité, il traite de la compétitivié.

Il faut briser cet engrenage au nom duquel tous nos droits sociaux et politiques sont broyés. Il faut développer une argumentation simple, concise et et précise qu'on pourra utiliser dans notre agitation pour faire prendre conscience aux masses de l'antagonisme qui existe entre leurs droits légitimes et la compétitivité qui en est la négation au profit des nantis.

Cet article est bien fait mais il y manque deux volets ou deux questions qui ne sont pas abordées. La première, la compétitivité par rapport à quoi, la seconde comment se traduit-elle sur le plan économique?

Qui dit compétitivité, dit compétition, mise en concurrence entre des éléments réputés de même nature. Là en l'occurence il s'agit de mettre en concurrence des entreprises à travers le monde qui ne bénéficient pas des mêmes conditions économiques et sociales, fiscales, parfois technologiques ou environnementales. Certaines seront avantagées sur plusieurs plans par rapport à d'autres, tandis que toutes doivent se plier à la réglementation en vigueur dans le pays où elles sont implantées. Le seul élément variable sur lequel individuellement elles peuvent jouer réside dans les conditions de travail et de rémunération des travailleurs, la durée et le coût du travail qu'elles imposent à leurs salariés, donc leur nombre en fonction des marchandises qu'elles se destinent à produire ou service qu'elles doivent rendre à leur clientèle.

Avec la division du travail internationale qui concerne pratiquement tous les secteurs économiques, la concurrence entre les entreprises favorisent celles qui pratiquent des bas salaires et des journées de travail plus longues, qui bénéficient d'une législation du travail particulièrement avantageuses au détriment des travailleurs, ce qui permet aux capitalistes ou actionnaires d'engranger un maxium de profit. Dans ces conditions pourquoi des entreprises devraient-elles accepter de continuer de produire dans certains pays où les conditions leur sont défavorables, ce qu'elle peuvent par ailleurs produire dans d'autres pays dans de meilleures conditions, leur permettant de rivaliser avec la concurrence ? Il y a quelques années déjà j'avais abordé la situation sous cet angle-là, cette question se pose dorénavant avec accuité, elle est même devenue quasi omniprésente. Ceux qui n'avait pas compris la ligne politique que je défendais la comprendront peut-être mieux maintenant.

La compétitivité signifie donc rechercher le coût du travail le plus bas pour une journée de travail la plus longue possible ou l'utilisation des installations industrielles non pas à 60 ou 70% mais proche de 100% quand le marché le réclame, moins quand il reflue, d'où la nécessité pour les capitalistes d'introduire des éléments de flexibilité maximum dans les contrats de travail au point de rendre la main d'oeuvre taillable et corvéable à merci. La seconde question a directement un rapport avec la première que nous venons d'aborder, elle en est le complément, on vient de l'effleurer, l'augmentation de la productivité, de l'exploitation. Elle peut se réaliser par l'augmentation de la journée de travail mais aussi par la formation du personnel qui sera amené à accomplir des tâches nouvelles sans que sa qualification ou sa rémunération évolue en conséquence. Un employé administratif sans qualification remplissant une fonction donnée et percevant un salaire de 1.300 euros brut pourrait se voir proposer une formation en gestion par exemple, à l'issue de laquelle il rejoindrait le service de la comptabilité pour remplir une nouvelle fonction moyennant une augmentation de salaire de 100 euros, alors que ses collègues sont rémunérés 1.800 euros brut. Il n'aurait pas le choix, s'il refusait il serait licencié et n'aurait aucun recours après l'accord scélérat du 11 janvier 2013.

Jusqu'à présent, que l'entreprise ait des commandes ou non et du travail à donner ou non à ses salariés elle devait les conserver sur place et leur payer intégralement leurs salaires. Dorénavant la donne va changer, ils viendront travailler et seront rémunérés par l'entreprise quand elle aura du travail à leur donner, sinon ils resteront chez eux et ils verront leur rémunération diminuer à moins que l'Etat ou la région prennent en charge tout ou partie de la différence si une convention a été signée avec eux, dans tous les cas, les capitalistes seront gagnants, car l'Etat ou la région sont financés avec les impôts et les taxes que paient les travailleurs, exactement comme ce qui se produit déjà avec les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les entreprises compensées par l'Etat.

Dans tous les cas de figure les travailleurs seront perdants, c'est ce que les syndicats ont accepté de signer à travers différents accords.

Nous allons réfléchir plus à fond à cette question pour apporter une réponse sous la forme d'un mot d'ordre contre la compétitivité, en montrer la nature barbare puisqu'elle consiste à dresser les travailleurs les uns contre les autres dans une course effrénée au profit, tout en encourageant un individualisme enragé qui est l'antithèse des principes humanistes les plus élémentaires.

La compétitivité, ou la loi des multinationales (ellynn.fr/dessousdebruxelles - octobre 2012)

Après avoir annoncé un nécessaire « *choc de compétitivité* » appelé des vœux de la droite et du MEDEF, le gouvernement souhaite désormais construire un « pacte de compétitivité » sur l'ensemble du quinquennat de François Hollande. Une préoccupation bien ancrée dans l'air du temps : la « *compétitivité* » est désormais sur toutes les lèvres, omniprésente dans le débat public. Sans qu'on se donne la peine de se demander : d'où vient, au juste, cet impératif de compétitivité ?

Depuis les années 90, la compétitivité est devenue le maître mot du discours politique, un véritable mantra. Aujourd'hui encore, depuis le Parti socialiste jusqu'à la droite, la compétitivité serait l'unique voie de sortie de la crise. Pourquoi au juste ? Parce qu'il n'y a pas le choix. Dans un contexte de libéralisation et de concurrence généralisées, la compétitivité, c'est l'équation gagnante : compétitivité des entreprises = croissance = créations d'emploi.

Cette simple équation permet de comprendre comment la compétitivité s'est imposée comme un objectif ultime, un modèle « gagnant-gagnant » : les entreprises, les salariés et les gouvernements, tout le monde y gagne ; c'est la fin de la lutte des classes, sous la bénédiction bienveillante du capitalisme financier.

Cette potion magique ne s'applique pas seulement à l'économie, mais à la société toute entière. Bien entendu, sur le plan économique, il faut plus de libre-échange, moins de régulation, moins d'impôts pour les (grandes) entreprises, moins de droit du travail, moins de cotisations sociales… Mais il faut aussi mettre l'école, la recherche, les services publics, l'écologie, la culture, nos villes, nos régions... et nous-mêmes au service de la compétitivité.

Sauf que, sauf que… appliquées depuis plus de 20 ans, les bonnes recettes de la compétitivité n'ont jamais tenues leurs promesses. Loin d'apporter des perspectives pour les économies européennes, ces mesures ont en grande partie préparé la crise financière de 2008, puis elles ont contribué à l'empirer [1].

Pourtant, la quête de la sacro-sainte compétitivité n'a pas été en pertes pour tous. Les privatisations, dérégulations, et autres flexibilisations du marché du travail, menées au nom de la compétitivité semblent finalement aboutir aux mêmes conséquences : les bénéfices de quelques-uns ne cessent d'enfler, au détriment des conditions de vie de la majorité. Alors, quid de la compétitivité ? Un petit retour historique s'impose.

Le rêve des industriels

En 1967, le premier ministre Georges Pompidou donnait déjà les premiers éléments de ce que va devenir le discours de la compétitivité : la menace de la concurrence sera l'occasion de sortir la France et ses industriels de la léthargie, de la paresse dans laquelle l'ont plongée les protections douanières.

Si Pompidou laisse entendre que l'effort d'ajustement coûtera aux industriels, l'économiste de la CGT Jean Duret percevait déjà en 1956 la feinte derrière les velléités de libéralisation du marché commun européen : « *On invoquera les dures lois de la compétition internationale pour démontrer qu'un niveau d'emploi élevé ne pourra être assuré que si les travailleurs se montrent "raisonnables" [2]* ».

C'est pourtant à partir des années 80 que prend forme une véritable doctrine européenne de la compétitivité, sous l'impulsion décisive de la Table ronde des industriels européens (European Round Table ou ERT), puissant lobby industriel rassemblant quelques 45 dirigeants de grands groupes européens [3].

La Table ronde se donne pour objectif d'influencer la structure même de la construction européenne, pour la rendre favorable au développement de l'industrie. Elle est bien implantée dans les réseaux de pouvoir bruxellois puisque fondée à l'initiative de deux commissaires européens dont Etienne Davignon, futur dirigeant… de la Société générale de Belgique [4].

Ses premiers succès ne se font pas attendre. Le lobby industriel participera activement à l'élaboration de l'Acte unique européen, qui détaillait les barrières commerciales et réglementaires à supprimer pour permettre l'émergence du marché unique. Le traité se basait sur le Livre Blanc publié par la commission Delors en 1985. Ce document était, comme le reconnurent ses auteurs, lui-même directement inspiré du rapport « *Europe 1990* » rédigé par le lobby industriel [5].

Le marché unique sera un premier pas dans l'imposition de la compétitivité comme impératif catégorique [6]. Ce n'était qu'un début : lorsque Delors rend en 1993 son Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, il remercie les industriels pour leur soutien lors de sa préparation [7]. Une semaine plus tôt, il avait pris part à la conférence de presse de la Table ronde des industriels qui présentait son dernier rapport, selon lequel la compétitivité était LA solution pour «*vaincre la crise* ».

Ce n'est donc pas une surprise : le Livre Blanc approuvé par les gouvernements européens reprend les analyses et préconisations des industriels. Cette séquence témoigne de l'« *alliance objective* » qui voit le jour pendant les années Delors entre

la Commission et les milieux d'affaires. Elle permettra notamment la construction du marché unique face à des gouvernements parfois peu enthousiastes, et se poursuivra après le départ de Delors.

Les termes de cette relation « *gagnant-gagnant* » semblent se résumer ainsi : la Table ronde appelle à plus d'intégration européenne et de nouveaux pouvoirs pour la Commission, et celle-ci, de son côté, contribue à promouvoir la doctrine des industriels au sommet de l'agenda des politiques européennes [8].

Pas d'alternative à la compétitivité

La stratégie de Lisbonne proposée par la Commission et adoptée en mars 2000 apparaît comme l'aboutissement de cette symbiose entre la commission et le lobby industriel. Elle sacrait pour 10 ans la compétitivité comme objectif n°1 de l'Union européenne, appelée à devenir « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010* ».

Pour les lobbies industriels comme l'ERT, le rêve se réalisait : l'Union européenne, dévouée toute entière au bien-être des grands groupes privés. Cette orientation sera confirmée en mars 2010 avec la stratégie « *Europe 2020* » qui reprenait avec quelques ajouts les recettes pro-compétitivité promues dans le cadre de la stratégie de Lisbonne [9].

Dans le cadre de cette croisade pour la compétitivité, la commission préconise d'accroître la concurrence dans le marché intérieur. Au programme, la déréglementation des marchés, et notamment du marché des services, une politique de libre-échange exacerbée, et la libéralisation et privatisation des services publics, notamment l'énergie et le transport. Autant de mesures que l'on retrouve à nouveau dans le « Pacte de croissance » promu en juin par le Président Hollande [10].

En fait, ces politiques de concurrence sont la seule voie possible pour les gouvernements souhaitant stimuler l'économie, puisque, côté macro-économique, les politiques « *alternatives* » sont exclues : on impose un carcan sur les salaires (« *modération salariale* ») pour assurer d'une part la compétitivité du coût du travail, et de l'autre la stabilité de la monnaie unique.

Dans le même temps, la mise en place de la monnaie unique empêche tout ajustement par dévaluation de la monnaie. Une perspective qui n'est pas sans déplaire à l'économiste Bulchadani, de la banque Morgan Stanley, qui expliquait en 1998 : « *Si l'on supprime la devise nationale comme soupape de sécurité, les gouvernements devront se concentrer sur les changements concrets à effectuer pour devenir plus compétitifs : impôts plus bas, flexibilité du marché du travail et cadres réglementaires plus favorables à l'industrie.* »

Les gouvernements doivent par ailleurs renoncer à toute politique budgétaire ambitieuse : obligés d'emprunter sur les marchés financiers, ils doivent désormais faire preuve de « *rigueur* » budgétaire. Et plus question d'augmenter les impôts… là encore, compétitivité oblige.

Dès lors, comme disait Margaret Thatcher, « *il n'y a pas d'alternative* ». Les élus n'ont plus le choix : comme de bons entrepreneurs, ils doivent s'assurer de garantir partout, à tous les niveaux de décision, un contexte « *favorable aux entreprises* » (business friendly). Le principe avait été décrit par Jean Duret un demi-siècle auparavant : « *Les capitaux auront tendance à déserter les régions et les pays où les salaires seront relativement élevés, où certaines lois sociales seront susceptibles de gêner une exploitation trop éhontée. [11]* »

A l'échelle des Etats, des régions, des villes, les élus deviennent des « *managers* », et leurs performances sont comparées à l'échelle européenne (le « *benchmark* ») pour déterminer les « *bonnes pratiques* ». A l'aune... de la compétitivité, bien sûr. C'est le triomphe du nouveau management public, qui se traduit en France par la RGPP (revue générale des politiques publiques).

La compétitivité s'impose partout

Depuis 2000, la commission emboîte le pas aux lobbies industriels, pour qui presque tout finit par se rapporter à la compétitivité, y compris les politiques écologiques et sociales. C'est la raison pour laquelle l'ERT encourage l'« *évaluation comparative* », c'est-à-dire l'utilisation de la comparaison quantitative des effets des politiques de compétitivité pour déterminer les nouvelles mesures à adopter. L'évaluation comparative, cela signifie « *scruter le monde afin d'y découvrir ce que les autres ont de meilleur, où que ce soit, pour ensuite, essayer de l'égaler ou de le surpasser [12]* »

A commencer par l'aménagement du territoire. Les élus locaux deviennent des « *managers* » de territoire qui doivent désormais tout faire pour attirer entreprises et investissements privés. Fiscalité aux petits oignons, partenariats publics-privés, infrastructures adaptées... Les grands projets d'infrastructures, autoroutes, lignes à grande vitesse, aéroports (comme celui de Notre-Dame des Landes) deviennent des éléments essentiels de l'« *attractivité* » des régions [13].

L'université et la recherche n'y échappent pas : elles doivent, elles aussi, se soumettre au dogme de la compétitivité. La stratégie de Lisbonne, puis la stratégie « *Europe 2020* », stipulent que l'université doit permettre de former une main d'œuvre adaptée

aux demandes du marché du travail, c'est-à-dire des entreprises. La commission en appelle même à enseigner « *l'esprit d'entreprise* » dès le plus jeune âge [14]. La recherche doit, elle, se focaliser sur l'« *innovation* », et donner aux entreprises européennes des avantages compétitifs.

Les politiques écologiques sont elles aussi soumises à l'impératif de « *compétitivité* ». Face aux enjeux climatiques, la commission en appelle à une « *croissance verte* » fondée sur le développement des « *technologies vertes* » (dont certaines controversées, comme les biocarburants, par exemple). Les mécanismes de compensation comme la « *finance carbone* » sont censés inciter les industriels à modifier leurs comportements… alors que toute régulation contraignante sur le changement climatique ou les produits chimiques des industries polluantes est exclue... là encore, compétitivité oblige.

Enfin, la protection sociale doit, elle aussi, se mettre au service de la compétitivité : il faut, d'une part, flexibiliser le droit du travail, en finir avec le CDI et les conventions collectives pour faciliter les licenciements – et ainsi permettre aux entreprises de mieux s'adapter aux fluctuations des marchés et mettre en œuvre la « *modération salariale* ». De l'autre part, il faut « *activer* » les politiques de l'emploi, c'est-à-dire inciter les chômeurs à accepter des emplois qu'ils n'accepteraient pas spontanément en durcissant les règles ou en diminuant les allocations. Enfin, la sécurité sociale, dont le financement pèserait trop sur les entreprises, doit être confiée aux assurances privées.

Une équation truquée

En stipulant que toute mesure en faveur des entreprises allait automatiquement réduire le chômage et donc bénéficier à tous, l'« *équation magique* » de la compétitivité a contribué à propager l'idée que les mesures politiques qui vont dans l'intérêt immédiat des plus grandes firmes internationales sont également, par transitivité, dans l'intérêt de tous.

En voyant, encore aujourd'hui, la quasi-totalité de la classe politique sauter comme un cabri en criant « *compétitivité ! compétitivité !* », on ne peut s'empêcher de se dire que les lobbies industriels ont bien joué leur coup. Et on ne peut qu'être perplexe en se demandant comment tout ce beau monde peut-il tomber dans un tel panneau si facilement.

Car il est pourtant évident que cette équation est truquée.

Tout d'abord parce que la centralisation de la production et de la distribution catalysées par le Marché unique ont permis aux multinationales de diminuer les coûts en réduisant considérablement leur main-d'œuvre. Les mesures de concurrence, le libre-échange et la dérégulation du marché du travail censément prises pour stimuler la « *compétitivité* » ne font qu'accentuer cette tendance.

Sur une durée de cinq ans à partir de 1989, la compagnie d'électronique hollandaise Philips a réduit son personnel de 22 % – environ 68 000 emplois [15] ; British Telecom a pu se glorifier d'avoir réduit son effectif de 235 000 à 125 000 entre 1985 et 1996 [16]. À la fin des années 1990, une nouvelle vague de fusions, d'acquisitions et de restructurations industrielles a encore eu pour résultat d'engendrer à la fois des bénéfices record et d'importantes suppressions d'emplois [17].

Le discours orwélien des industriels atteint des sommets, lorsqu'un rapport de la Table ronde des industriels explique que lutter contre les plans de licenciements, c'est lutter contre l'emploi : « *lutter contre la restructuration revient simplement à faire obstacle au changement et à la création d'emplois [18]* »

Le dogme de la compétitivité exclut toute mesure structurelle qui pourrait être prise pour endiguer le chômage : la modération salariale, la rigueur budgétaire pèse sur l'activité et maintient un taux de chômage élevé. Dès lors, la « *lutte contre le chômage* » mise en œuvre par les gouvernements européens relève au mieux du trompe l'œil. Au pire, elle contribue à flexibiliser davantage les conditions de travail, à développer les contrats précaires et à accroître les contraintes sur les chômeurs à travers « *le durcissement des critères d'éligibilité, la réduction des montants et des durées d'indemnisation, [et] le renforcement des contrôles [19]* ».

La conclusion est donc claire. La compétitivité, ce n'est pas l'emploi : c'est le chômage, la précarité, et l'explosion des inégalités. Tout ce que l'on nous a imposé depuis plus de vingt ans.

Un modèle de société

C'est Georges Pompidou qui vend la mèche, dans l'interview citée plus haut. La doctrine de la compétitivité, qui s'impose à toutes les strates de la décision publique, contribue à forger, par le biais d'une menace permanente, une société sous tension. Dans la même veine, Laurence Parisot se demandait en 2005 dans le Figaro : « *La vie est précaire, l'amour est précaire, pourquoi le travail ne serait pas précaire ?* ».

Cette tension est inhérente à nos sociétés « *compétitives* ». Elle n'a de cesse de s'accroître, et avec elle les profits des grands groupes. A mesure que les prétendus « *remèdes* » prouvent leur inanité, on les prescrit avec d'autant plus de force.

Georges Pérec avait donné une image qui pourrait illustrer ce modèle : une île, W, où les habitants sont des athlètes contraints à la compétition et qui deviennent obsédés par la victoire - condition de leur survie. Une société toute entière tournée vers la « *compétitivité* »... où l'on découvre finalement que les performances des athlètes sont dérisoires :

« *Il faut voir fonctionner cette machine énorme dont chaque rouage participe, avec une efficacité implacable, à l'anéantissement systématique des hommes, pour ne plus trouver surprenante la médiocrité des performances enregistrées : le 100 mètres se court en 23"4, le 200 mètres en 51" ; le meilleur sauteur n'a jamais dépassé 1,30m [20].* »

La farce a assez duré. Il est grand temps d'en finir avec la « *compétitivité* », et d'inventer un autre imaginaire... plus vivable.

[1] La modération salariale a été un des facteurs déclencheurs de l'endettement des ménages, la consommation étant "*dopée*" à la dette (notamment aux Etats-Unis). La dérégulation, censée donner un coup de fouet à la compétitivité de l'industrie (y compris financière et bancaire) a permis le développement des produits dérivés incriminés dans la crise des subprimes. Le détricotage de la régulation bancaire a contribué à l'ampleur de la crise bancaire. Enfin, le dogmatisme néolibéral qui préside aux politiques de compétitivité n'a pas permis de mettre en place les mesures pour relancer l'activité après la crise : poursuite accrue des politiques d'austérité, pas de relance publique, on préfère invoquer et favoriser en vain des investissements privés... mais les surplus enregistrés par les grands groupes grâce aux mesures "*pro-compétitivité*" alimentent les dividendes et la spéculation.

[2] Jean Duret, « *Que signifie le Marché commun dans une Europe capitaliste ?* », Cahiers internationaux, n°78, juillet 1956, p.19-30, cité dans le Plan B n°13

[3] Lire la présentation de la Table rondes des industriels européens : http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...

[4] Lire Quand le Vicomte Davignon privatisait la Commission http://ellynn.fr/dessousdebruxelles...

[5] Bastiaan van Apeldoorn et Otto Holman, « *Transnational Class Strategy and the relaunching of European Integration : The Role of the European Roundtable of Industrialists* », 35e convention de l'International Studies Association, Washington, 28 mars-1er avril 1994, p. 21.

[6] Delors déclarera en 1986, devant ses collègues socialistes : « *J'ai toujours pensé, en France, qu'il n'y avait pas assez de marché et que l'Etat était, pour des raisons historiques, omniprésent et trop souvent étouffant ou dominant. La plupart des Français n'ont pas encore acquis cette mentalité d'ouverture au monde sans laquelle nous ne pouvons pas édifier une économie compétitive* » (Jacques Delors s'adressant à ses camarades socialistes, 1986, cité dans « *Delors…* » de Charles Grant)

[7] Agence Europe, 12 décembre 1993 ; cité in Bastiaan Van Apeldoorn, op. cit., p. 246.

[8] « *Nous sommes en train de réduire les prérogatives de l'Etat et du secteur public en général de par les privatisations et la dérégulation… [...] L'unification européenne progresse, et elle favorise les entreprises internationales telles que les nôtres* », expliquait le président de l'ERT Daniel Janssen - "*The Pace of Economic Change in Europe*", 2000 Tokyo Meeting, Trilateral Commission.

[9] L'Europe des industriels n'est pas en panne http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...

[10] 5 recettes socialistes pour réorienter l'Europe http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...

[11] Jean Duret, op.cit.

[12] ERT, Benchmarking for Policy-Makers : The Way to Competitiveness, Growth and Job Creation, Bruxelles, 1996.

[13] Sur le marketing territorial, lire : http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...

[14] Lire Esprit d'entreprise : consultation sur les actions futures au niveau de l'UE : http://europa.eu/rapid/press-releas...

[15] Nicholas Hildyard, Colin Hines et Tim Lang, « *Who Competes ? Changing Landscapes of Corporate Control* », The Ecologist, vol. 26, n° 4, juillet / août 1996, p. 131.

[16] Competitiveness Advisory Group, « *Capital Market for Competitiveness : Report to the President of the European Commission, the Prime Ministers and Heads of State* », juillet 1998.

[17] La compagnie Ericsson, membre suédois de l'ERT, a par exemple annoncé début 1999 son projet de supprimer 11 000 emplois – soit 10 % de sa main-d'œuvre mondiale. Pilkington, géant de la verrerie et membre de l'ERT, basé au Royaume-Uni, a supprimé 9 000 emplois en 1998 et prévoit finalement de diminuer de moitié sa main-d'œuvre par rapport à 1990. Annonçant ces suppressions, Paolo Scaroni, directeur exécutif de la compagnie, a expliqué que cette mesure faisait partie du processus de « *restructuration* » en cours pour diminuer les coûts et augmenter les profits. À la même époque, il déclarait fièrement à la presse que Pilkington empochait un minimum de 20 % de bénéfices sur ses investissements de capitaux et 12 % sur les ventes (lire Magnus Grimond, « *Pilkington lops 1500 job in costs drive* », Associated Newspapers Ltd, 29 octobre 1998)

[18] ERT, « *La création d'emplois et la compétitivité par l'innovation* », Bruxelles, nov.1998.

[19] Florence Lefresne, « *Regard comparatif sur l'indemnisation du chômage : la difficile sécurisation des parcours professionnels* », Chronique internationale de l'IRES¸ n° 115 : Indemnisation du chômage : débat sur les réformes, novembre 2008, p. 3-28, http://www.ires-fr.org/IMG/File/C11....

[20] Georges Pérec, W ou le souvenir d'enfance, Gallimard coll. "l'imaginaire", 1993, 219p. lire : http://www.ouvroir.info/zinc/spip.p...

Ils ont décidé de liquider l'agriculture et l'élevage en France.

- Des pesticides dans les pâtes, les céréales et les biscuits - LePoint.fr

La PAC coûte trop cher et l'UE est en crise, il faut couper dans les subventions accordées aux agriculteurs et éleveurs, on a là le fin mot de l'histoire qui a démarré avec les "*révélations*" sur le cheval mélangé à du boeuf dans des plats préparés. Un coup monté de toutes pièces, car ils ont sorti cette affaire au moment opportun, et s'ils savaient quoi chercher pour savoir de quoi il retournait.

Bref, cette escroquerie était un secret de polichinelle dont ils étaient tous complices, du début à la fin de la chaîne en passant par les autorités concernées qui pouvaient suivre à la trace le cheminement des produits incriminés.

Parole d'internaute

1- "*Extraordinaire invention des marchands du Temple appelés banquiers. Ils nous ont obligé à déposer notre argent sur un compte dans leurs établissements afin de l'utiliser à leur seul fin en taxant les dépôts si besoin. Quel talent !*"

L'existence des banquiers peut être assimilé à un coup d'Etat permanent couvert par l'Etat, ce qui justifie qu'il faille liquider à la fois leur Etat et les banquiers.

2- "*Depuis Nicole Notat et l'épuration au sein de la CFDT, celle-ci n'est plus qu'un partenaire du patronat. La CGT a tous les défauts du monde mais elle reste aux côtés des travailleurs. L'ère autogestionnaire de la CFDT, post-68, chrétienne de Gauche, a été liquidée. SUD est né de ces décombres.*

Désormais, sur le terrain, la CFDT sabote toutes les négociations selon une méthode maximaliste bien éprouvée : réclamer l'inaccessible puis signer à la première occasion. Cela permet de se montrer comme la plus offensive puis celle qui a obtenu quelque chose. La CGT qui ne réclame que ce qu'elle juge honnêtement gagnable, se retrouve toujours sur le bas côté, par son refus de brader.

La CFDT n'est plus un syndicat de salariés. Elle est un auxiliaire du patronat."

J'ajouterai que la totalité des syndicats refusant d'inscrire leur action dans la perspective de l'émancipation du salariat sont de ce fait subordonnés au capitalisme. Socialisme ou capitalisme, si l'on ne choisit pas l'un, c'est qu'on a adopté l'autre, CQFD. Comment, ce n'est pas le discours de vos dirigeants ?

Au nom de leur indépendance les syndicats ont refusé de choisir le socialisme, parce qu'en étant attelés au capitalisme voyez-vous ils seraient indépendants, très sérieusement, ne vous marrez pas, c'est ce que prétendent les dirigeants qui vantent l'indépendance des syndicats. Comment est-ce possible, comment en sont-ils arrivés là ? Demandez-leur. Non, là ce n'est pas sérieux, vous allez perdre votre temps...

ACTUALITE EN TITRES

Un patron de droit divin qui l'emportera au paradis.

- Villejuif: Un homme agresse son patron à la hache et tente de se suicider - Par 20minutes.fr

Son patron venait de lui signifier sa mise à pied, il s'est vengé, légitime, non ?

Le gouvernement des riches, des rentiers et des banquiers : dehors !

- Le Conseil d'Etat pourrait enterrer l'idée de la taxation à 75% - Reuters

- Royaume-Uni: nouveau budget d'austérité malgré une conjoncture sombre - AFP

Charrette et déboire

- Veolia prévoit de supprimer 1.500 emplois dans l'eau en France - AFP

- Industrie solaire: le géant chinois Suntech se déclare en faillite - AFP

A bas les banquiers !

- Les Français ne croient pas en leur système bancaire - 20minutes.fr

- Près de 90% des Français satisfaits de leur banque, selon un sondage - AFP

D'après une étude réalisée par le cabinet Deloitte, seul un Français sur trois (34%) déclare avoir confiance dans le système bancaire français. Près de 9 Français sur 10 (88%) se déclarent satisfaits de leur banque. 20minutes.fr 20.03

Jusqu'où va se nicher l'amour propre mal placé !

Putréfaction de leur société.

- 150 crimes et délits par jour sur le réseau ferré d'Ile-de-France - LePoint.fr

Les supporters du sionisme donnent de la voix.

- Barack Obama en Israël : '*Notre alliance est éternelle*' - LeMonde.fr

- Hollande dénonce l'antisémitisme sur les réseaux sociaux - lemonde.fr

Tout de suite les grands mots !

- Irak, dix ans après: «*On aurait pu éviter cette guerre illégale*» - 20minutes.fr

On ne vous pardonnera jamais de l'avoir couverte ainsi que tous les crimes de l'impérialisme américain, notamment.

ACTUALITÉ DU JOUR

Au garde-à-vous devant leur maître : la Commission européenne.

"*Il n'y aura pas de cassure*", souligne-t-on, jugeant que Bernard Cazeneuve, bien au fait des négociations européennes, pourra présenter sans problème les engagements de la France en matière de finances publiques à la Commission européenne. Reuters 20.03

Quoi qu'il en soit, c'est tout de même (encore) un ministre du gouvernement de la France qui prépare le budget, et c'est lui qui accepte de passer sous les Fourches Caudines de la Commission européenne, c'est donc contre le gouvernement qu'il faut axer notre politique, car s'il y avait un gouvernement ouvrier il refuserait de se soumettre à cette instance illégitime, il commencerait par rompre avec l'UE et l'euro.

Il ne pourra pas dire qu'il ne savait pas.

Jean-Marc Ayrault, mercredi à la tribune de l'Assemblée nationale, a opposé sa volonté d'un "*compromis historique*" pour "*réarmer le pays*" et remporter la "*bataille*" de l'emploi.

"*Je sais combien les efforts que je demande sont difficiles. Je sais que, pour ceux qui souffrent, aucun changement n'est assez rapide. Ce que je veux, c'est que chaque Français soit partie prenante du redressement*", a-t-il expliqué, formulant le voeu de "*réveiller l'espoir*".

S'engageant à une "*fiscalité stable*" et "*juste*", il a réitéré l'engagement de ramener les comptes publics à l'équilibre en 2017, essentiellement par un "effort sur la dépense publique ". Reuters 20.03

C'est vrai que pour les familles qui finissent à la rue "*aucun changement n'est assez rapide*", que voulez-vous on ne peut pas faire cadeaux de dizaines de milliards d'euros aux capitalistes, épargner les riches et satisfaire tout le monde, on a des priorités à respecter, on prend nos responsabilités...

Maintenant ils veulent mettre la main sur les retraites des Chypriotes.

La BCE a versé en début d'année 1.000 milliards d'euros aux banques de l'UE, mais il lui est impossible de trouver 5,8 milliards d'euros préférant racketter la population chypriote.

Vous lirez plus loin que Hollande n'a pas été en reste en affirmant la nécessité que Chypre apporte la "*contribution convenue*" au plan d'aide européen, autrement dit que le gouvernement mette à contribution les Chypriotes pour renflouer un Etat que l'UE a conduit à la faillite.

- Les dirigeants chypriotes sont appelés à se prononcer jeudi sur un "*plan B*" destiné à empêcher une faillite de l'île après le rejet par le Parlement d'un plan d'aide européen prévoyant une taxe sur les dépôts bancaires.

Le président de Chypre, Nicos Anastasiades, a réclamé mercredi qu'une décision soit prise "jeudi au plus tard" par les élus chypriotes sur une version amendée du plan de sauvetage européen, selon l'agence de presse chypriote CNA.

Selon la chaîne publique de la télévision chypriote, ce Plan B, débattu par le gouvernement et qui devrait être présenté aux partis politiques jeudi matin, pourrait comprendre un prélèvement sur les dépôts bancaires supérieurs à 100.000 euros. La première version du plan prévoyait une ponction sur tous les comptes.

M. Anastasiades a convoqué une réunion des chefs de file parlementaires à 07H30 GMT.

En raison des discussions en cours, les banques chypriotes, fermées depuis cinq jours, le resteront cinq jours encore.

A Nicosie, le gouvernement s'est à nouveau réuni mercredi en fin d'après-midi.

Selon la radio publique, les autorités chypriotes envisagent une loi restreignant les sorties en liquide du pays une fois les banques rouvertes, et scindant les établissements en deux catégories, bonnes et mauvaises banques.

Les établissements financiers, qui n'ont pas réouvert après le week-end pour empêcher une ruée aux guichets de clients inquiets et une fuite massive de capitaux, vont rester fermer jusqu'à mardi, a indiqué la Banque centrale.

S'il est encore possible de retirer de l'argent aux guichets, tous les virements sont bloqués.

La Commission européenne a souligné que Nicosie devait présenter une solution garantissant que la dette publique chypriote reste soutenable -- or si Chypre sollicitait un prêt plus important que celui accordé par la zone euro et le FMI, sa dette publique dépasserait mécaniquement le seuil de 100% du PIB en 2020 retenu dans le plan de sauvetage initial.

Le président français François Hollande a souligné lors d'un entretien avec M. Anastasiades la nécessité que Chypre apporte la "*contribution convenue*" au plan d'aide européen.

Selon un porte-parole du gouvernement chypriote, une éventuelle nationalisation des fonds de pensions d'institutions publiques et semi-publiques pourrait rapporter 3 milliards d'euros. Une autre solution pourrait être la fusion des deux principales banques pour réduire le montant de la recapitalisation nécessaire.

Autre piste: une aide de la puissante Eglise orthodoxe de Chypre. Son chef, l'archevêque Chrysostomos II, a déclaré que l'Eglise était prête à mettre son énorme patrimoine foncier et ses avoirs à la disposition de l'Etat, sous forme de garantie.

Nicosie pourrait aussi jouer la carte énergétique grâce aux réserves de gaz récemment découvertes au large de ses côtes, qui laissent présager des revenus massifs d'ici une décennie.

Selon le quotidien russe Vedomosti, la banque russe Gazprombank, détenue à 41% par le géant public gazier Gazprom, a proposé à Chypre une aide financière en échange de licences d'exploitation du gaz naturel. AFP 20.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

L'administration Obama a franchi mercredi un nouveau pas vers le lancement des négociations sur un accord de libre-échange avec l'Union européenne en informant formellement le Congrès de ses intentions.

"*Nous avons l'intention de lancer les négociations sur ce nouvel accord après un délai de 90 jours à partir de cette notification*", a écrit le représentant au commerce extérieur américain par intérim, Demetrios Marantis, dans un courrier adressé aux chefs de file du Congrès et communiqué à la presse.

Le président américain, Barack Obama, et la Commission européenne veulent créer entre les Etats-Unis et l'Europe une des plus importantes zones de libre-échange. Bruxelles doit encore officiellement donner son aval. AFP 20.03

2- Venezuela

Le Venezuela a suspendu le "*canal de communication*" établi fin 2012 avec les Etats-Unis pour tenter de normaliser les relations entre les deux pays, a annoncé mercredi le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Elias Jaua.

"*Ce canal de communication reste suspendu tant qu'il n'y aura pas de message clair identifiant le type de relations que veulent les Etats-Unis avec le Venezuela*", a annoncé M. Jaua après une nouvelle série de crispations diplomatiques entre les deux pays.

"*Cela n'a pas de sens de continuer à perdre du temps*", a encore estimé M. Jaua, évoquant des "*ingérences*" américaines dans les affaires intérieures, en écho à de récentes accusations de "*tentative de déstabilisation*" formulées à l'encontre du président américain et de deux ex-diplomates par le président par intérim Nicolas Maduro.

Ce dernier, candidat du parti au pouvoir à la prochaine présidentielle du 14 avril, a accusé le président Barack Obama de fomenter un plan secret avec l'ex-ambassadeur américain Roger Noriega et l'ancien responsable du Département d'Etat pour les Amériques (et également ex-ambassadeur au Venezuela) Otto Reich.

Selon M. Maduro, ce plan viserait à attenter à la vie du chef de file de l'opposition Henrique Capriles aux fins de déstabiliser le pays.

Mercredi, M. Jaua est allé encore plus loin dans ces accusations en assurant que MM. Noriega et Reich "recrutaient des mercenaires" en Amérique centrale pour mener ce plan à bien.

Lundi, les Etats-Unis ont nié avec insistance être impliqués dans une tentative d'assassinat du chef de l'opposition vénézuélienne pour créer le "*chaos*" avant le scrutin du 14 avril.

L'expulsion de deux attachés militaires américains par Caracas le 5 mars, jour du décès du président Chavez, avait jeté un nouveau coup de froid sur les relations entre les deux pays. Ces deux hommes ont été accusés d'avoir voulu conspirer contre le gouvernement vénézuélien.

Une semaine plus tard Washington annonçait l'expulsion de deux diplomates vénézuéliens "*en réponse à l'action du gouvernement vénézuélien*".

Les deux hommes ont été décorés mercredi par le chef de la diplomatie vénézuélienne. AFP 20.03

Haut de page

Le 22 mars 2013

CAUSERIE

Jeudi, 22h10.

Avec un peu d'avance, je vous livre le travail brut que j'ai effectué entre 20 h et 22h. Bonne lecture et à plus tard.

Je vais écouter un peu de musique pour me détendre un peu. Def Leppard, Ted Nugent, Juda Priest, Metallica, de quoi faire péter en éclats le vieux monde ! Je ne sais pas pourquoi je vous dis cela, ce que vous allez lire est très sérieux et je m'emploie à passer pour un rigolo, comme si je tenais à briser par avance la confiance que vous pourriez me manifester, peut-être parce que je n'ai rien de plus à vous proposer et que j'en suis désolé. Un jour peut-être qui sait ?

Le discours de l'OCDE décrypté. Il s'agit d'extraits commentés des trois documents que j'ai mis en ligne aujourd'hui.

- La France doit faire davantage pour stimuler sa compétitivité et créer des emplois - 19/03/2013

- ... appelle la France à s'attaquer aux goulots d'étranglement persistants qui ont limité sa croissance économique et maintenu le chômage à un niveau élevé ces dernières décennies.

Alors que c'est la subordination concerté entre les différents gouvernements qui se sont succédés en France et les institutions du capital tel l'OCDE de l'Etat au marché pour se financer qui a conduit à son endettement massif. A les entendre ils regretteraient le niveau atteint par le chômage alors que c'était l'objectif qu'il s'était fixé pour faire accepter aux travailleurs n'importe quelle condition de rémunération et de travail, c'est directement le résultat de la politique qu'ils ont préconisée.

- « L'économie française possède de très nombreux atouts et un potentiel considérable, mais une réglementation excessive et une fiscalité élevée érodent progressivement sa compétitivité », a déclaré M.Gurría

La réglementation excessive, c'est celle du travail qu'il faut liquider, quant à la fiscalité élevée, elle est relative aux impôts sur les bénéfices des entreprises et sur les revenus des plus riches, il faudrait les diminuer pour que les nantis et plus riches le soient encore davantage.

- " À l'heure actuelle, la France a une occasion unique de mettre en oeuvre une stratégie vigoureuse et ambitieuse de réformes".

Entendez par là qu'il faut profiter qu'un parti se prétendant socialiste parvenu au pouvoir pour aller encore plus loin dans laremise en cause de tous acquis, ce que n'aurait pas pu envisager de faire le parti officiel de l'ordre, le PS au pouvoir est une aubaine pour eux, merci on l'avait compris avant le 6 mai 2012.

Ensuite l'OCDE "*félicite*" le gouvernement français pour les avancées importantes réalisées au cours des derniers mois, c'est peu dire que sa politique a été entièrement tournée contre la classe ouvrère.

- Une réduction des dépenses publiques s'impose pour diminuer le déficit budgétaire et permettre la baisse des prélèvements sur le travail et les entreprises – une composante essentielle des futurs programmes en faveur de la compétitivité.

Le budget de l'Etat ne doit plus servir à financer des services sociaux mais doit être entièrement destiné aux entreprises, exonérations de cotisations sociales, aide à la recherche et subventions de tout ordre qui participent à la baisse du coût du travail. D'autant plus que c'est faire d'une pierre deux coups, puisque ce sont les travailleurs à travers les impôts st taxes qu'ils paient à l'Etat qui contribueront à la baisse de leur niveau de vie.

- Des réformes du marché du travail – notamment une nouvelle définition du licenciement économique, la simplification des procédures de licenciement et l'amélioration de l'efficacité de la formation professionnelle et des services d'accompagnement vers l'emploi – sont indispensables pour stimuler la création d'emplois.

Tout cela est contenu dans l'accord pourri du 11 janvier 2013. Il faut entendre dans leur bouche par "*services d'accompagnement vers l'emploi* " l'obligation pour un chômeur d'accepter n'importe quel emploi sous peine de perdre ses droits. Dès lors la "*création d'emplois*" sera possible une fois que ces conditions auront été remplies, sinon le chômage de masse persistera, il s'agit là d'un chantage.

- Le renforcement de la concurrence dans le secteur des services et la rationalisation des politiques du logement seront essentiels pour augmenter le pouvoir d'achat, créer des emplois et améliorer la compétitivité.

La privatisatiion des services et la gestion du parcs HLM par des sociétés privées aboutit en réalité à l'effet inverse de celui qui est indiqué là puisque les ponctions sur les assurés sociaux augmentent pour une couverture moindre et les loyers augmentent, les sociétés privées du secteur de la santé et du bâtiment engrangent ainsi davantage de profit qu'ils peuvent réinvestir en partie dans leur activité respective ce qui peut se traduire effectivement par des créations d'emplois sur le modèle qui a été défini plus haut, le profit supplémentaire à en attendre tombant évidemment dans l'escarcelle des capitalistes. - Une réforme du système de prélèvements et de transferts est essentielle.

Ils visent là la liquidation du système de retraite par répartition.

- Une réforme de l'indemnisation du chômage contribuerait à réaliser des économies et à stimuler l'emploi.

On a évoqué cette question plus haut, pour eux il faudrait réduire les allocations que perçoivent les chômeurs ou la durée pendant laquelle ils les perçoivent.

- Le maintien du rythme d'amélioration des finances publiques est nécessaire L'Etat doit continuer de tailler à la hache dans tous les budgets sociaux, de réduire le nombre de fonctionnaires, etc.

- Les difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes imposent d'entreprendre des réformes de grande ampleur.

Il faudrait les contraindre à accepter une formation ou un emploi inférieur au smic. Lire la suite.

- Le niveau élevé du salaire minimum français évince les jeunes les moins qualifiés du marché du travail.

Désormais, un jeune sans qualification ne devrait plus bénéficier d'un salaire minimum, le smic c'est encore trop.

Perspectives de l'économie française - 19 Mars 2013

- l'OCDE préconise : l'assainissement des finances publiques, le redressement de la compétitivité des entreprises et la réforme du marché du travail. C'est la seule façon de ramener la confiance et de sortir pour de bon de cette crise.

Mettez-vous au diapason des entreprises qui exploitent le plus leurs travailleurs et engrangent un maximum de profit et vous pourrez "*sortir pour de bon de cette crise*", encore faudrait-il que le marché mondial soit extensible à volonté, car en multipliant les entreprises proposant les mêmes produits et les mêmes performances en terme de compéttivité à l'échelle mondiale, ces entreprises vont certes se retrouver en concurrence les unes avec les autres selon des critères semblables, mais cela ne multipliera pas pour autant les clients potientiels ou solvables, tout au plus cela renforcera la concurrence féroce qui s'exerce entre les entreprises et alimentera les tensions politiques entre les différents pays.

- ... il faut garder le cap de l'assainissement des finances publiques au-delà de 2013, et concentrer cet effort sur la réduction des dépenses. Suite à une hausse quasi-ininterrompue depuis plusieurs décennies, ces dépenses atteignent en effet un niveau très élevé, le second des pays de l'OCDE en pourcentage du PIB. Cette situation est due en particulier à l'accroissement des dépenses de retraite, de santé et, dans une moindre mesure, de celles liées aux politiques familiales.

Ils annoncent la suite du programme que Hollande va mettre en oeuve en s'attaquant dès juillet au retraites et aux financement de la Sécu.

- L'enjeu est donc de réaliser partout des gains d'efficience, ceci afin de préserver le haut niveau de protection sociale cher aux Français.

En réalité cette politique réactionnaire sur toute la ligne aboutit à l'objectif exactement inverse.

- En termes de réformes structurelles, l'adoption récente du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi et l'accord de janvier entre partenaires sociaux sur le marché du travail sont des signaux bienvenus et très importants.

L'OCDE vote l'accord scélérat du 11 janvier 2013, normal. Cependant cela ne sera pas suffisant, on s'y attendait.

- Ils contribueront sans aucun doute à redresser la compétitivité de l'économie française et créer de nouveaux emplois. Cependant,

il faudra poursuivre ces politiques afin d'assurer une croissance plus robuste.

On a là la confirmation que le redémarage de l'emploi s'il se produisait est conditionné à la remise en cause des conditions de travail et de rémunération actuelle. A mon avis, il n'en sera rien au regard de la situation prévalant en Grèce, ils vont réclamer d'autres mesures encore plus brutales.

- Il faudra aussi continuer à atténuer la dualité des contrats de travail.

Le CDI doit totalement disparaître, même fortement édulcoré avec l'accord du 11 janvier 2013, l'idéal serait une main d'oeuvre jetable.

- Dans un souci d'équité, mais aussi pour accroître la mobilité professionnelle, un régime universel de retraite - par points ou en comptes notionnels - devrait également être mis en oeuvre.

En guise d'équité, ce serait l'inégalité devant le droit à la retraite qui serait consacrée. Tu es usé par le boulot ou par la vie dans leur société de merde, tu décides d'arrêter de bosser, tu n'as pas assez de points pour prétendre à une retraite décende, tant pis pour toi tu finiras ta vie dans la misère, c'est cela qu'ils appellent leur "*souci d'équité*". On devine tout de suite quelles couches de travailleurs en seront les premières victimes. Et si malgré tout, bien que tu sois usé jusqu'à la corde tu continues de gratter pour accumuler des points supplémentaires, tu as toute les chances ou la malchance de crever peu de temps après avoir pris ta retraite. C'est injuste, c'est dégueulasse, c'est toute leur société qui est à vomir, quand on dit qu'il faut faire table rase on n'exagère vraiment pas, on pense aussi à nos gosses, nos petits-enfants et à nos vieux.

Ensuite ils versaient une larme sur la jeunesse qu'ils ont délibérément sacrifiée, je vous fais grâce de ce passage qui est à pleurer de rage.

Ils ont pondu un troisième article dans lequel ils reprenaient les thèmes qui viennent d'être abordés, ils ont toutefois ajouté quelques précisions qui méritent d'être relevées et qui sonnent comme un avertissement, elles confirment ce que j'ai pu évoqué dans des causeries précédentes, à savoir que le capitalisme s'était effondré même si jusqu'à présent cela n'a pas pris la forme brutale d'une violente ou soudaine dépression et qu'ils tentaient d'atteindre les mêmes objectifs sur le plan social et politique sans recourir pour le moment à une guerre ou ayant mis ce scénario de côté provisoirement, objectif social qui se résume à l'acceptation par les travailleurs de n'importe quelle condition de rémunération et de travail pour survivre, et objectif politique dans la mesure où la construction européenne progresse et la mise en oeuvre du marché unique transatlantique est dans les rails notamment.

Les réformes structurelles plus importantes que jamais pour le retour d'une croissance forte et équilibrée - 15/02/13

- Le chemin menant à une forte reprise reste parsemé d'embûches. Néanmoins les mesures prises en Europe et aux Etats-Unis permettent d'écarter la probabilité d'un scénario-catastrophe, a ajouté M. Gurría.

Nous venons d'évoquer par quoi se traduirait "*un scénario-catastrophe*" qu'ils ont écarté pour le moment.

- Depuis son lancement en 2005, Objectif croissance présente chaque année les grandes réformes à entreprendre en priorité pour stimuler l'activité économique et rehausser le niveau de vie dans chacun des pays de l'OCDE.

Les Grecs, les Irlandais, les Portugais, les Espagnols principalement qui ont vu leur niveau de vie diminué parfois drastiquement apprécieront. Ici ils se trahissent car la réalité apporte un démenti cinglant à cette affirmation, la crédibilité de l'OCDE atteint le niveau zéro. On s'en félicite évidemment. Il faut le faire savoir. Quelle est l'origine de la situation sociale dans ces pays ? Ils le disent et s'en vantent, comme quoi s'était bien l'objectif recherché :

- (le rapport Objectif croissance publié par l'OCDE) Il révèle que le rythme des réformes s'est accéléré là où c'était le plus nécessaire – dans les pays européens les plus durement touchés par la crise de la dette souveraine, tels que l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie et le Portugal – alors qu'il est plus modéré dans d'autres pays de la zone euro, notamment ceux qui affichent un excédent des paiements courants comme l'Allemagne ou les Pays-Bas.

Partant de là, la menace hypothétique évoquée plus haut est d'autant plus crédible qu'ils avouent faire face à des obstacles qu'ils n'auraient pas prévus, le chômage massif qui s'est installé pour durer, alors qu'en réalité ils devaient apparaître inévitablement, ils ne pouvaient pas ne pas y avoir pensé, même le New Deal de Roosevelt n'en était pas venu à bout, seule l'économie de guerre et la perspective de la guerre permettront de réduire le chômage de masse aux Etats-Unis qui s'était développé dans la foulée de la grande dépression qui avait suivi le krach d'octobre 1929.

- Affronter les conséquences de la crise sur le marché de l'emploi est sans doute le plus grand défi auquel sont actuellement confrontés les pays membres de l'OCDE et du G20, d'après les auteurs de l'étude.

Le chômage de masse est source d'instabilié politique ou d'explosion sociale incontrôlable, et donc particulièrement dangereux pour eux, à l'heure où tous les partis institutionnels sont rejetés dans tous les pays de l'UE.

Il ne manquerait plus que les travailleurs se rassemblent et axent leur combat contre les institutions pour que la coupe soit pleine. On les rassure, aucun parti n'a décidé de les organiser dans cette direction. Entre nous, ils le savent et s'en réjouissent.

La suite de vendredi après-midi

Bon week-end à tous, ne soyez pas activistes, vous allez gaspiller votre temps et votre énergie en pure perte, prenez le temps de lire, de réfléchir tranquillement à la situation, de vous distraire, occupez-vous de vos enfants et ne négligez pas votre compagne ou compagnon.

Au pasage, j'ai mis en ligne deux excellents articles dans la rubrique International :

- *Les chiffres invraisemblables sur la destruction programmée de l'Irak*
- *Libye : ce sont les rebelles qui bombardaient, pas Kadhafi* (michelcollon.info)

La véritable nature de la direction de la CGT. On n'en veut pas de votre unité frelatée, fondée sur la braderie de nos droits.

On nous a toujours dit qu'il fallait distinguer les dirigeants des militants ou des adhérents, qu'il s'agisse d'un syndicat ou d'un parti. On aurait dû ajouter les travailleurs, oui, les travailleurs qu'ils n'organisent pas, vous savez ceux qui sont les plus nombreux, beaucoup plus nombreux puisque syndicats et partis n'organisent qu'une infime minorité d'entre eux. Sauf que voilà, on a commis l'énorme erreur de les oublier.

Comment cela direz-vous, c'est impossible et vous auriez raison de le penser, car en réalité ils se sont arrangés pour qu'on ne pose cette question en les réintroduisant par la petite porte, en affirmant qu'ils les représentaient, ainsi toute discussion était close avant même d'avoir commencé, et nous, nous sommes tombés dans le panneau de ce tour de passe-passe, involontairement ou inconscemment cela va de soi.

Ce qu'on a pu constater depuis des lustres s'avère en totale contradiction avec le postulat que nous avons posé au début, en réalité les militants ou adhérents des syndicats (et des partis) ne sont pas différents de leurs dirigeants ou pas autant qu'on a voulu nous le faire croire, et on a (encore) eu la démonstration avant-hier au cours du congrès de la CGT lorsque la résolution n°1 sur les «*responsabilités du syndicalisme aujourd'hui*» a recueilli 83,5% des suffrages exprimés, nouvelle mouture du "*syndicalisme rassemblé*" avec la CFDT, ce qui témoigne d'une part que la caste de bureaucrates corrompus qui contrôlent la CGT n'a pas changé depuis que les staliniens ont mis le grapin dessus au milieu des années 20, d'autre part, que l'immense majorité de ses adhérents ignorent ou ont rompu avec l'objectif de l'émancipation du capital qui était celui du combat du mouvement ouvrier révolutionnaire du début du XXe siècle, objectif et mouvement ouvrier auxquel sont étrangers les dirigeants de la CGT depuis cette époque jusqu'à nos jours.

On pourrait objecter à cette analyse qui s'appuie sur les faits, que les délégués qui se sont succédés aux congrès de la CGT pendant près d'un siècle, les dirigeants mis en place à la tête des différentes instances du syndicat, n'auraient fait qu'incarner une classe ouvrière qui s'était embourgeoisé et détournée du socialisme, qu'en cela ils n'auraient pas failli ou trahi, ils auraient tout simplement suivi la classe, ils n'auraient fait qu'exprimer ou incarner le niveau de conscience politique des masses, aussi il ne faudrait pas leur en vouloir, sauf que la question n'est pas celle-ci, nous ne sommes pas des procureurs adeptent de la chasse aux sorcières, la question consiste à mettre en évidence que ce syndicat a cessé depuis belle lurette d'incarner consciemment le processus historique devant conduire à la chute du capitalisme et à la prise du pouvoir par les travailleurs, qu'il a rompu avec les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière pour ne plus représenter que l'aristocratie ouvrières ou les couches supérieures du prolétariat, tendance qui n'a cessé de s'accentuer au cours des dernières décennies, qui de par leurs conditions privilégiées par rapport au reste de la classe sont les plus aptes à se soumettre, s'accommoder ou s'adapter au capitalisme au lieu de le combattre. La signature d'accords pourris avec les gouvernements successif ou le patronat, l'alliance (intersyndicale) avec la CFDT en est l'expression la plus visible ou éloquente. Partant de là, le reste est à l'avenant et on va le vérifier immédiatement.

En réalité, il aurait fallu s'orienter vers la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier révolutionnaire dès l'après-guerre ou profiter de la création de FO, une occasion qu'on a laissé passer. On y reviendra une autre fois, passons à l'actualité.

Nos dirigeants passent leur temps à cirer les pompes de Mailly et Thibault, à épargner leurs appareils en camouflant leurs véritables intentions, à les croire les dirigeants de la CGT et de FO combattraient pour le rejet ou le retrait de l'accord du 11 janvier 2013, des naïfs ou crétins ont été jusqu'à le croire.

Hier lors du congrès de la CGT, Lepaon a réitéré que la CGT ne demandait "*pas le retrait*" du projet de loi (AFP 21.03). Il l'a "*réitéré*", cela signifie qu'il l'avait affirmé précédemment, or, on nous l'avait caché, personnellement je n'ai pas eu le temps d'aller sur le portail de la CGT ou de lire autre chose que les infos disponibles quotidiennement sur le Webb.

Lepaon n'exige "*pas le retrait*" du projet de loi, car il ne veut pas d'"'*une mauvaise loi*" pour les salariés (AFP 21.03), il y tient autant que ceux qui sont à l'origine de cette démarche, car voyez-vous, rédigée par le Medef et son gouvernement, cette loi pourrait finalement être favorable aux travailleurs, c'est ce que prétend Lepaon, Mailly aussi de son côté.

Au passage, il confirme ce que nous n'avons cessé de marteler, à savoir que que dès le départ ils s'étaient entendus sur un partage des rôles entre dirigeants syndicaux qui devrait aboutir à cet accord patronal ensuite retranscrit par le légilateur. Car que dit Lepaon : maintenant qu'on y est et que cet accord est sur le point de se transformer en loi, d'être gravé dans le marbre, ce n'est pas le moment de reculer ou de caner, il faut boire la lie de la trahison jusqu'à la dernière goutte, pas question de se battre pour son retrait, ce qui signifie, et l'essentiel à retenir est ici, que quel que soit le contenu que devrait avoir cet accord puis cette loi, ces pseudo négociations devaient coûte que coûte se concrétiser par un accord puis une loi puisque le patronat le réclamait, autrement dit la direction de la CGT (et de FO) n'ont fait qu'incarner du début jusqu'à la fin que les intérêts du patronat.

Effectivement, ce sont bien des lieutenants du capital infiltrés dans les rangs du mouvement ouvrier, ils sont bien étrangers à la classe ouvrière. A défaut de pouvoir les en chasser, il faut les démasquer, démonter le personnage qu'ils jouent, démolir pièce par pièce l'argumentation qui leur sert de couverture, combattre leur politique en exposant la nôtre est une chose, mais c'est insuffisant. Il faut aussi en exposer les tenants et les aboutissants, à chaque occasion il faut déterminer son origine et son véritable objectif, c'est seulement ainsi qu'on pourra briser le lien qui existe entre ces militants et délégués dociles ou corrompus avec les dirigeants des syndicats, faire progresser le niveau de conscience politique des travailleurs sybdiqués ou non.

On admettra que c'est impossible pour les dirigeants des partis politiques qui sont subordonnés aux appareils pourris des syndicats, où dont leurs propres appareils sont liés organiquement à ceux des syndicats. En fait d'indépendance, leurs discours ne servent qu'à masquer l'absence d'indépendance de leurs partis vis-à-vis des appareils des syndicats inféodés au régime en place, c'est valable pour le POI, le NPA et LO.

Lepaon a également dit : "*On peut envisager un 1er mai dynamique et unitaire*", avec la CFDT évidemment, en réalité ils s'entendent comme larrons en foire, il l'a confirmé en ajoutant qu' il y a aussi "*des sujets d'accord*" avec la CFDT notamment sur "*les salaires, les retraites*" (AFP 21.03). Sur les salaires, alors que l'accord du 11 janvier servira à les tirer vers le bas, comme quoi le signer ou non n'avait aucune importance, les retraites alors que la CFDT a signé tous les accords les bradant, il se démasque ici et confirme tout ce qui a été dit plus haut.

Pour revenir sur ce qui a été dit plus haut sur l'attitude à avoir avec les appareils et dirigeants des syndicats, après avoir été faire des courses et grignoter un morceau à midi j'ai un dernier mot à ajouter.

L'attitude de nos dirigeants pose la question de savoir s'ils ont véritablement une conscience, je m'explique.

Quand j'ai obtenu un poste de cadre en janvier 1990 avec une rémunération d'environ 3.000 euros bruts, il y a 23 ans, aujourd'hui elle devrait tourner aux alentours de 5.000 ou plus, j'ai été embauché dans des conditions précises et mon patron a changé la règle du jeu six mois plus tard. Je devais diriger un service (SAV) selon certains critères et objectifs bien définis et assumer toutes les décisions. Bien, je m'y suis appliqué conscienscieusement et le service fonctionnait correctement. A un moment donné mon patron a estimé qu'il y avait trop de techniciens et qu'il fallait que j'en licencie au moins deux ou trois sur une douzaine. Je lui ai remarqué que dans ce cas-là il ne serait plus possible d'intervenir dans un délai inférieur à quatre heures comme il l'avait exigé, objectif que nous tenions jusqu'à présent. Il m'a expliqué que ce serait à moi de me débrouiller quitte à suivre à la trace chaque technicien, à les harceler, à me transformer en flic quoi, sauf que je n'avais surtout pas été embauché dans cette perspective. Je lui ai tenu tête, il m'a viré.

Quand j'ai atterri dans un village de pécheurs en juillet 2000, j'étais plein de bonnes intentions et j'envisageais de m'investir dans la vie du village. Rapidement j'ai compris que j'étais tombé dans un village particulièrement malsain dominé par des familles de voyous. Cela dit, tous les pécheurs de ce village n'étant pas des malfrats je leur ai apporté mon soutien pendant des années, notamment contre les autorités et la police. Malheureusement nos rapports ne cessant d'empirer, je m'en tins par la suite à des relations minimums, uniquement avec un de mes ex-élèves de l'Alliance française histoire de savoir ce qui se passait dans le village et que je pourrais utiliser plus tard contre eux en cas de nécessité. La situation devenant insupportable nous décidâmes de tout faire pour quitter ce village, donc de revendre notre maison. Pour avoir de bonnes relations avec eux il aurait suffit que je leur verse un peu d'argent, que j'organise des beuveries chez moi et que j'accepte la présence de prostituées, que je les aide à dépouiller quelques étrangers de passage et là nous aurions eu les meilleures relations du monde, mon cauchemar aurait pris fin immédiatement. Sauf que je m'y suis refusé et j'ai préféré aller vivre ailleurs, quelque part quitter un endroit idyllique, je vivais sur une plage et mon terrain était recouvert de cocotiers.

J'ai relaté ces deux exemples pour montrer que lorsqu'on a une conscience, des principes et des convictions il est possible de s'y tenir et de s'en sortir, pour peu qu'on saisisse la bonne occasion au bon moment.

Quand j'étais cadre, j'étais promis à un avenir sans souci matériel, à une vie confortable, j'aurais très bien pu accepter les nouvelles conditions que m'imposait mon patron et m'en foutre de licencier deux ou trois techniciens et rendre la vie infernale à ceux qui devaient rester, j'aurais pu me dire, au diable tes principes, pense à toi, un autre à ta place aurait agi ainsi, ne déconne pas tu ne retrouveras jamais un tel poste, et c'est bien ce qui se produisit et qui me décida à quitter la France pour l'Inde la première fois en décembre 1990, quatre mois après avoir été viré. Pour solde de tout compte j'avais reçu un misérable chèque de 25.000 francs. Nous avions fait des économies avant, c'est cela qui nous permis de tenter notre chance en Inde, nous partîmes avec une somme dérisoire, à peine 150.000 francs.

Quand nous avons quitté ce village de pécheurs, nous ne sommes pas partis sans rien puisque nous avons revendu notre maison et le terrain 4 millions de roupies, ils en valaient le double mais il nous manquait un document pour le vendre à ce prix-là, un document que ce village refusa toujours de nous donner car il espérait tout simplement nous piquer notre terrain, ils échouèrent et nous nous en sommes bien tirés. Depuis je vis tranquille et j'ai en principe de quoi vivre pendant encore un bon moment.

En ce qui me concerne, à aucun moment quelle que soit la situation dans laquelle je me suis retrouvé, quelles que soient les difficultés ou les expériences éprouvantes que j'ai dû affronter, jamais dans la vie quotidienne ou dans ma vie professionnelle je n'ai accepté de brader mes principes, mes convictions, mon idéal, jamais, jamais je n'ai sombré dans la facilité qui aurait consisté à les mettre de côté même provisoirement, il était facile de le justifier, de se raconter des histoires pour garder bonne conscience, parlons-en, quelle conscience, quelle conscience reste-t-il à nos dirigeants ?

Alors pourquoi devrions-nous accepter de brader nos principes pour soutenir des appareils syndicaux pourris, ne serait-il pas possible de mener la lutte de classe dans les syndicats et de les combattre sans avoir à se compromettre avec eux. Qu'est-ce qui nous en empêche, le fait qu'on ne parviendrait pas à s'immiscer dans les instances des syndicats, à obtenir des postes, pendant qu'ils continueraient de soutenir le patronat et le régime... Alors dites-nous, à quoi servirait-il que vous vous compromettiez ainsi si ce n'est pas pour rendre aux syndicats leur véritable mission, et cela au bout de 70 ans de relations sans relâche avec leurs appareils, à part en tirer profit personnellement ? Quel est le bilan de votre refus de rompre avec eux, de votre refus de fonder un nouveau syndicat ? Votre bilan on l'a tous les jours sous les yeux, il est misérable, un échec total, une faillite politique complète, pire, vous vous êtes totalement salis, compromis, déshonorés en agissant de la sorte, vous ne méritez pas l'estime ou la confiance de vos militants, vous n'avez absolument rien apporté à notre classe et au mouvement ouvrier, vous avez contribué à les pourrir avec les illusions que vous n'avez de cesse de colporter dans les appareils et le régime, derrière vos belles intentions qui n'engageaient que vous et les ignorants qui vous croyaient sur parole et que vous avez délibérément abusés.

Et surtout n'allez pas nous dire que vous avez contribué à maintenir le niveau de vie des travailleurs, vos semblables aujourd'hui seraient bien en peine de le dire en Grèce, au Portugal ou en Espagne, c'est avec ce genre d'arguments que vous voulez une nouvelle fois tromper travailleurs et militants, rien ne vous arrête en vérité, nous, nous le savons, finalement si vous vous êtes accommodés de ces rapports avec les dirigeants syndicaux pendant si longtemps, c'était peut-être que vos intentions étaient plus proches des leurs que de la cause que vous prétendez défendre.

A eux de démontrer le contraire s'ils ne sont pas d'accord avec cette analyse, nous les mettons au défi. Oui nous sommes des jusqu'au boutistes, nous le revendiquons, nos principes ne sont pas négociables, l'objectif de notre combat n'est pas négociables, nos convictions non plus, notre programme et notre drapeau non plus, notre combat contre l'opportunisme non plus.

Nous combattons pour construire un nouveau parti révolutionnaire, nous revendiquons le pouvoir politique pour les masses exploitées, c'est l'objectif de notre combat politique et syndical, nous terminerons par une sumple question dont la réponse à elle-seule donne une indication sur la nature de ces dirigeants et leurs partis, où est-ce que cela figure tel quel dans votre journal et non de manière édulcorée, vos publications, vos tracts, vos déclarations, où dites-nous, où ? Nulle part, absolument nulle part.

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent

- Nike fait mieux que prévu avec un bénéfice pour le troisième trimestre en hausse de 55% - AFP

- Hermès brille avec une nouvelle année de résultats records en 2012 - AFP

Dictature du capital

- Chypre: SP abaisse la note d'un cran à "CCC" et redoute un défaut de paiement - AFP

- La zone euro adresse un ultimatum à Chypre - Reuters

- GM condamne l'usine Opel de Bochum après un vote des salariés - Reuters

- Le Haut Conseil des finances publiques mis en place - Reuters

Le pouvoir, l'argent et le sexe à la place du cerveau.

- Financement communautaire: et pourquoi pas dans le porno ? - L'Express.fr

- L'Essonne relance l'idée controversée d'assistants sexuels pour les handicapés - AFP

Une simple question de survie

- "*La sécurité de l'emploi est en tête dans presque tout le Vieux Continent*" - L'Express.fr

- Alimentation: le prix, premier critère d'achat des Français - AFP

Il faut savoir saisir l'occasion.

- A Chypre, «*l'Europe n'a rien fait pour nous, il est temps d'en sortir*» - Libération.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Effet d'annonce et cadeaux au patronat

- François Hollande dévoile un plan d'urgence pour le logement - Reuters 21.03

En 2012, le Venezuela a construit 350.000 logements sociaux, le gouvernement français propose d'en contruire 150.000 pas an à partir de ... 2017, question : qui était le dictateur ?

Sans entrer dans le détail, la réaction du patronat et ses représentants après l'annonce de ces mesures.

- "*C'est bien qu'il y ait une prise de conscience*", a dit à Reuters François Bertière, PDG du promoteur Bouygues Immobilier, qui a cependant déploré un manque de précision.

- La Fédération française du bâtiment (FFB), qui représente les deux-tiers de l'activité de ce secteur en crise s'est pour sa part félicitée de l'intervention de l'Etat.

- Le député François de Mazières, porte-parole du groupe UMP (opposition) à l'Assemblée nationale en matière de logement, a pour sa part salué "*le pragmatisme des mesures annoncées*" mais regretté qu'il n'y ait rien sur l'accession à la propriété. Reuters 21.03

Ils sont satisfaits, ils sont servis ! Des dérogations au plan d'occupation des sols leur ont été aussi accordées...

Encore plus impérialiste.

Depuis plusieurs semaines, la France livrerait des armes aux rebelles syriens, malgré l'embargo imposé par l'Union européenne, qui interdit de telles livraisons, selon Vincent Jauvert, du Nouvel Observateur:

«*Selon une source fiable au sein de l'appareil d'Etat français, François Hollande a décidé mi-décembre de livrer des armes à l'Armée syrienne libre à des groupes sélectionnés par les services de renseignement. Cette décision a été prise en concertation avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis, qui, selon cette source, ont fait le même choix. Elle fait suite à la visite à l'Elysée le 17 novembre du président de la Coalition nationale syrienne, Ahmed Moaz al-Khatib, que les autorités françaises ont, trois jours auparavant et à la surprise générale, reconnu comme "le seul représentant du peuple syrien".*»

Les premiers envois auraient eu lieu début janvier selon le site de l'hebdomadaire.

Quant aux Etats-Unis, Business Insider rapportait dès décembre 2012 que les Etats-Unis envoyaient ouvertement des armes lourdes depuis la Libye aux rebelles syriens. lenouvelobs.fr 21.03

Nous aurons au passage une bien triste pensée pour ceux qui estiment que les conflits internationaux devraient être réglés dans le cadre des institutions internationales telle l'UE ou l'ONU. Ils n'ont pas de bol décidément, à peine ont-il eu le temps de formuler leur exigence, et patatras la réalité leur joue un vilain tour en démontrant que les puissances impérialistes se moquent de ces institutions et des engagements, des traités qu'ils ont bien pu signés eux-mêmes.

Croyez-vous qu'ils rectifieront le tir et changeront de position ? Evidemment non, car quelle autre position pourraient-ils bien adopter sinon se ranger à la nôtre et condamner l'ensemble des institutions politiques internationales du capital, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils adoptent le socialisme, franchement un peu de sérieux, cela vaut pour le Réseau Voltaire, le Comité Valmy et une multitude d'intellectuelles finalement incapables de rompre avec l'impérialisme américain. Certains y viendront, plus tard, espérons-le.

Pourquoi y a-t-il une telle différence entre vous et eux ? Chez eux leurs convictions partent de la tête, les nôtres viennent du ventre quand il est vide, et voyez-vous c'est une impression qu'on ne peut pas vraiment se représenter sans l'avoir vécu soi-même, je parle en général.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- L'armée libanaise a lancé une vaste offensive contre les terroristes armées positionnant sur les frontières libano-syriennes.

Selon Al Mayadeen, l'armée libanaise a procédé à des dizaines d'arrestations de terroristes près des frontières, de là où les " *mercenaires armés lancent des attaques contre le sol syrien*" mercredi les accrochages entre les opposants et les partisans d'Assad au nord du Liban ont fait un mort et quatre blessés . Le 14 mars envoie des armements aux terrorsites salafistes en action en Syrie. french.irib 21.03

2- Est-ce un Igoure issue de cette province de Xinjiang sur laquelle les américains comptent beaucoup pour lancer leur "*printemps chinois*"?

Quelle que soit la réponse, toujours est -il que la photo figure sur un compte facebook appartenant aux terroristes salafistes en action en Syrie. Les terroristes annoncent d'ailleurs en grande pompe l'adhésion de ce " *combattant chinois*" . Al Nosra a renforcé son action de recrutement des "*combattants*" de presque dans tous les pays musulmans et la province démunies de Xinjiang ne semble pas avoir été épargnée : les petrodollars qataris et saoudiens se sont avérés bien efficace face au laisser-aller de Pékin à investir mieux dans ses provinces musulmanes. french.irib 21.03

SOCIAL

1- Grande-Bretagne

Le nouveau directeur général d'AstraZeneca a annoncé jeudi 2.300 suppressions de postes supplémentaires dans les fonctions administratives et commerciales suivant une nouvelle stratégie censée raviver la croissance du groupe pharmaceutique.

Cela signifie que le groupe pharmaceutique supprimera au total 10% environ de ses effectifs, soit 5.050 emplois, d'ici 2016, en réponse à la baisse des ventes provoquée par la perte de brevets de plusieurs "blockbusters", ses médicaments à gros chiffre d'affaires.

L'ensemble des programmes prévus débouchera sur une charge exceptionnelle de 2,3 milliards de dollars et doit procurer des gains annuels de l'ordre de 800 millions de dollars d'ici 2016.

Beaucoup d'analystes estiment qu'AstraZeneca pourrait facilement dépenser 20 milliards de dollars en acquisitions, compte tenu d'un trésor de guerre dépassant les sept milliards de dollars et de sa capacité d'emprunt reposant sur de solides cash flows à

court terme. Reuters 21.03

2- Allemagne

2.1- Grève chez Lufthansa

La première compagnie aérienne allemande Lufthansa a annulé plus de 670 vols prévus jeudi en Europe en raison d'une grève d'avertissement de son personnel au sol dans les aéroports allemands, a déclaré à l'AFP un porte-parole.

La grève, à l'appel du syndicat Verdi, vise à faire pression sur la direction avant l'ouverture de nouvelles discussions vendredi sur des revendications salariales.

Verdi réclame une hausse de salaire de 5,2% sur 12 mois pour quelque 33.000 salariés au sol de Lufthansa en Allemagne et demande des garanties d'emploi.

Mais d'après la responsable des négociations au sein du syndicat, Christine Behle, citée par l'agence de presse allemande DPA, les discussions s'annoncent longues et difficiles et aucun accord ne devrait être trouvé vendredi. AFP 21.03

2.2- Les salariés rejettent le plan de restructuration chez General Motors

Les salariés de l'usine Opel de Bochum, en Allemagne, ont rejeté un plan de restructuration négocié par les syndicats et la direction, ce qui conduira la filiale européenne de General Motors à y cesser toute production fin 2014, a annoncé jeudi la direction.

Celle-ci avait proposé de maintenir l'activité du site pendant deux années supplémentaires, soit jusqu'à fin 2016, puis de conserver sur d'autres sites 1.200 salariés sur un total de plus de 3.000 en échange d'un report des augmentations salariales.

Mais 76% des salariés ayant pris part au vote ont rejeté cet accord, a annoncé le syndicat IG Metall. Des représentants syndicaux ont expliqué que les salariés jugeaient trop vagues les engagements de la direction.

Opel prévoit donc d'arrêter définitivement à la fin de l'an prochain la production de la Zafira Tourer sur le site.

"*Je considère le résultat comme un vote clair de défiance envers la direction d'Opel*", a déclaré le secrétaire régional d'IG Metall Knut Giesler.

Opel a pour sa part regretté le rejet de ses propositions. Reuters 21.03

3- Etats-Unis

Coca-Cola a annoncé jeudi qu'il supprimerait 750 postes aux Etats-Unis dans le cadre d'un passage en revue des activités du numéro un mondial des boissons non alcoolisées.

Ces suppressions représentent environ 1% des effectifs du groupe en Amérique du Nord.

"*Nous devons devenir un groupe nord-américain plus intégré. Cela passe par l'amélioration de nos structures, de nos procédures et de nos systèmes*", lit-on dans la note. Reuters 21.03

Haut de page

Le 23 mars 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer. Je suis à la recheche de portails économiques intéressants, les deux ou trois que je consultais régulièrement ont fermé ou ne sont plus actualisés ou ont sombré lamentablement.

L'esclavage condamné à sourire

En entretien d'embauche, «il faut toujours sourire» - 20minutes.fr

Il faut sourire, être bien coiffé, bien habillé, éviter le genre relax, être très poli, il faut mentir, surtout il faut dire ce que votre interlocuteur à envie d'entendre, ne s'attendant pas à ce que vous procédiez ainsi vous le bernerez facilement, d'autant plus qu'il est certain de sa supériorité et de posséder les qualités d'un fin psychologue. Entrainez-vous, avec un peu d'expérience cela devient un jeu d'enfant de les tromper. Pour bien faire, avant un entretien d'embauche renseignez-vous sur Internet sur le secteur d'activité de cette entreprise, si vous trouvez des éléments sur cette entreprise même, sortez-en quelques bribes lors de votre entretien, ce sera du meilleur effet, faites comme si vous étiez déjà un salarié de cette entreprise, montrez à votre interlocuteur que vous témoignez un intérêt sincère dans celle-ci, son histoire, le formidable destion qui l'attend, vous voulez en être et c'est pour cela que vous avez poser votre candidature, sinon à quoi bon, il faut s'investir à fond...

Oui, c'est cela, il faut sortir le grand jeu, mais pas n'importe comment, il faut être crédible, dites les choses simplement comme si c'était naturel chez vous, et je vous garantis que vous pouvez tromper le DRH du plus grand cabinet de recrutement de France. Si vous rencontrez des difficultés, contactez-moi, j'ai une solide expérience en la matière, je vous aiderai.

Votre lettre de motivation doit être parfaite, sans faute évidemment, une merveille, je ne déconne pas, si elle doit être manuscrite votre écriture doit être aussi belle que celle des écrivains publics du XVIe siècle, vous devez mettre toutes les chances de votre côté, cela compensera peut-être les faiblesses que présente par ailleurs votre candidature. Personnellement je les rédigeais à la manière de Diderot ou Voltaire, ouais de la prose je leur servais à ces crétins, la syntaxe et les tournure de phrases devaient être absolument parfaites, tellement parfaite que les phrases s'enchaînaient au point de faire entendre à celui qui devait la lire une petite musique agréable à l'oreille, je ne déconne pas, et je ne gribouillais pas 10 lignes, je leur servais au minimum une pleine page ou plutôt deux à ces fainéants qui généralement ne prennent pas le temps de les lire jusqu'au bout et les foutent avant à la poubelle, soit je m'étais appliqué et je leur donnais envie de la lire entièrement et j'avais une bonne chance de décrocher un rendez-vous, soit j'étais tombé sur un crétin qui ne savait même pas lire et c'était foiré.

Ces gens-là, il faut les surprendre, ce n'est pas si difficile qu'on le pense, ils sont imbus de leur médiocrité, ils n'ont que mépris pour les pauvres types qui cherchent désespérément un boulot, ils vous méprisent, donc pour attirer leur attention il faut apparaître différent des autres, sortir du lot, se distinguer de la masse des candidats. Vous pouvez être handicapé par votre expérience ou votre formation professionnelle par rapport à d'autres candidats qui eux aussi auront leurs faiblesses, il ne faut donc pas s'avouer vaincu d'avance, sinon on ne peut pas s'en sortir.

Je me suis retrouvé au chômage une quarantaine de fois alors je sais de quoi je cause. C'était plus facile dans les années 70-80, plus difficile par le suite, mais bon, je me présentais tiré à quatre épingle pour une place d'aide-magasinier, en costard cravate et pompe impécable, sans chewing-gum dans la bouche, sans renifler ou me mettre un doigt dans le pif ou les mains dans les poches, bien droit, solide, prêt à l'emploi quoi. Parfois je cachais certains emplois que j'avais occupés ou mon véritable niveau d'études, en maths sup et électronique, parfois au contraire j'en rajoutais une couche, il faut être malin, rusé, bref posséder toutes les qualités de nos dirigeants et que je me refuse à utiliser en politique, mais face à un patron, cela doit être la règle absolue, on est en guerre pour trouver un boulot, sinon on va finir dans la rue merde, et si on a des gosses, c'est toute la famille qui va vivre un vrai cauchemar, alors tous les coups sont permis contre cette saloperie de patrons, on n'a pas le choix.

Ne leur dites pas que vous êtes aux abois, soyez digne, ne leur demandez pas d'avoir pitié de vous, ils en sont incapables, prenez votre courage à deux mains et donnez le meilleur de vous-même, et dites-vous que si cela n'a pas marché cette fois-ci, cela marchera un jour, c'est certain, sinon c'est que vous avez vraiment la poisse ou que vous ne faites pas tout ce qu'il faut pour y arriver. Maintenant il doit y avoir des cas désespérés, des travailleurs qui cumulent tellement d'handicaps qu'ils ne peuvent pas s'en sortir dans cette jungle, car c'est bien ce qu'ils ont fait de la société. Dans ce cas-là, on comprendra qu'ils s'en sortent comme ils peuvent en bravant la légalité, cette putain de légalité devant laquelle nos dirigeants ne cessent de se vautrer au point d'être indignes de parler en notre nom.

Chinoiserie indo-américaine

- Crimes de guerre : le Sri Lanka sous pression de l'ONU - Liberation.fr

Ici tous les jours les manifestations se succèdent contre le Sri Lanka accusé des pires méfaits sur les Tamouls dans sa lutte pour liquider le LTTE. Accusation sans doute justifiée, en réalité rien de plus que les atrocités qui ont lieu en temps de guerre. Alors pourquoi toute cette agitation entre l'Inde et le Sri Lanka ?

L'Inde craignait que le Sri Lanka échappe à son ère d'influence et passe sous le contrôle d'un pays ennemi, soutenu pas les Etats-Unis, il faut donc chercher l'ennemi ailleurs, dans la région, son principal concurrent, la Chine, la Chine qui a justement livré des armes aux autorités de Colombo pour en finir avec le mouvement tamoul séparatiste LTTE, on a vu que le résultat n'avait pas tardé et le LTTE a été quasiment liquidé en un rien de temps alors que cette guerre durait depuis les années 70.

Entre temps Delhi avait cessé d'armer le LTTE, depuis l'assassinat de Rajiv Gandhi en 1991, mais apparemment il avait trouvé d'autres sources d'approvisionnement en armes, ce qui ne fut pas suffisant manifestement, du coup, au fur et à mesure son stock d'armes a diminué et ainsi très affaibli il était devenu à la portée des autorités sri lankaises d'en venir à bout

définitivement. On peut aussi penser que les nouvelles couches de la bourgeoisie sri lankaise voulait solder ce conflit et jouir de ses privilèges en paix, disons que c'est plus confortable et cela prête moins à polémique qu'en temps de guerre.

Evidemment les Américains ont vu d'un mauvais oeil ce rapprochement avec Pékin allié du Pakistan, et l'ouverture de la dictature birmane qu'ils soutenaient n'avait eu pour objectif que d'en conserver le contrôle afin d'éviter que le Birmanie se tourne à son tour vers la Chine pour résoudre ses problèmes économiques.

Autre élément d'explication, la présence en gande quantité de thorium dans le détroit de Palk entre la pointe sud de l'Inde et le nord de Sri Lanka nommé le Pont d'Adam, thorium qui pourrait remplacer l'uranium, sauf que Delhi ne veut pas en entendre parler, le parti du Congrès préfère que l'Inde dépende de l'étranger pour alimenter ses centrales nucléaires, chaque contrat faisant l'object de commissions occultes considérables qui tombent dans l'escarcelle de ses principaux dirigeants ou alimente sa trésorerie, la corruption étant généralisée en Inde.

Un Indien m'a expliqué que la navigation était restreinte dans le détroit de Palk et que le gouvernement de Delhi avait donné son feu vert aux Américains pour y effectuer des manoeuvres militaires, mais pour qu'elles puissent avoir lieu il l'avait aussi autorisé à draguer le fond de la mer à cet endroit. En réalité, il serait agi de disperser le thorium concentré à cet endroit-là pour justifier l'achat d'uranium à l'étranger, sans doute à des sociétés américaines ou sous tutelle américaine, cela reste à vérifier. Sauf que voilà, le principal adversaire du Parti du Congrès, le BJP, un parti bourgeois nationaliste au relent d'extrême droite flanqués de deux alliés hindouistes orthodoxes le VHS et le RRS ont mis en avant qu'une telle opération était contraire au Ramayana, texte mythologique qui avec le Mahabarata constitue la bible des hindouistes, qu'elle détruirait le pont qui existe entre la point sud de l'Inde et le nord de Sri Lanka qu'avait emprunté jadis Hanuman (le dieu à tête de singe) et son armé pour délivrer Rama prisonnier à Sri Lanka, j'ai oublié les détails, bref, briser ce pont qui existerait toujours serait porter atteinte à l'hindouisme, ils ont fait un tel bordel que le gouvernement a dû annuler son projet.

Quel que soit la bonne explication, dans les deux cas les Américains sont impliqués, c'est ce qu'on peut retenir de certain. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Au chevet des institutions antidémocratiques.

- Le Sénat adopte à son tour la réforme bancaire en la durcissant légèrement AFP -

- Noël Mamère appelle Sarkozy à démissionner du Conseil constitionnel - AFP

- «*On peut pas faire de politique quand on aime trop l'argent*» - LeFigaro.fr

- Le Conseil d'Etat enterre la '*taxe à 75 %*', le gouvernement en prend acte - LeMonde.fr

- Jean-Luc Mélenchon rêve d'un "*changement de gouvernement*"- L'Express.fr

Le Second empire s'est déjà trouvé un nouveau Bonaparte : Hollande.

- La mise en examen de Nicolas Sarkozy compromet son éventuel retour en politique - 20minutes.fr

- Après le porno chic, halte à la prostitution chic - Liberation.fr

Il aurait bien besoin de le prouver...

- La CGT restera «*un syndicat exigeant*», promet Thierry Lepaon - Liberation.fr

... on comprend mieux pourquoi

- CGT : Thierry Lepaon tend la main à la CFDT - Le Nouvel Observateur

L'élégance d'un vaurien

- Patrick Balkany à l'avocat de l'ex-majordome de Liliane Bettencourt : "*Je vous emmerde*" - 20minutes.fr

Fermer comme une huitre qui protège sa perle, son trésor

- Espagne : l'ancien trésorier du parti de Mariano Rajoy refuse de répondre au juge - LeMonde.fr

On devrait le foutre en prison pour l'aider à changer d'avis, non ? Il est protégé par les institutions héritées du franquisme que le PSOE n'a pas aboli...

Condescendance et mépris.

- "*La reconnaissance du travail des salariés est un élément essentiel de leur motivation*" - L'Express

- "*Vendre aux pauvres: les limites de la microfinance*" - L'Express.f

Du vol légal de notre force de travail à l'escroquerie généralisée, le vrai visage du capitalisme

- Viande de cheval: le directeur de fait de Spanghero a été écarté - L'Expansion.com

- «*Chevalgate*»: Le scandale s'étend aux boîtes de conserve - 20minutes.fr -

- Viande de cheval : nouveau scandale en Angleterre - LePoint.fr

L'argent n'a pas d'odeur. Si : elle pue !

- Mexique: «*En Europe et aux Etats-Unis, les banques acceptent l'argent du narco-trafic*» - 20minutes.fr

- République dominicaine : démantèlement d'un réseau de trafic de drogue vers la France - LeMonde.fr

Sans doute des relations à Didier Schuller, au clan Pasqua... Saint-Domingue, Neuilly, Levallois, les Hauts-de-Seine, c'est la même banlieue... Bettencourt, Servier, Sarkozy, simple coïncidence...

Tiens donc, encore une guerre totalement "***désintéressée***"... La preuve.

- Mali, la nouvelle ruée vers l'or - LeFigaro.fr

Incroyable, n'est-ce pas ?

L'encerclement de la Syrie se renforce.

- Netanyahu et Erdogan soldent le contentieux de la flottille de Gaza en 2010 - AFP

- Turquie: Öcalan appelle les rebelles kurdes à déposer les armes - LePoint.fr

Tous les besoins doivent être satisfaits... sauf les besoins sociaux élémentaires.

- Assistance sexuelle: «*Oui, une personne de 80 ans, hémiplégique, a aussi besoin de sexualité*» - 20minutes.fr

D'ailleurs c'est bien simple : elle ne pense plus qu'à cela !

Ces gens-là sont frustrés sexuellement, ils ont un sexe à la place du cerveau, ce sont des psychopathes. Et dire qu'on leur donne la parole, cela en dit long sur l'état de putréfaction de la société.

Besoin d'un travail (correctement rémunéré), pour quoi faire ? La mendicité est légale !

Besoin d'un logement qui ne soit pas insalubre, pour quoi faire ? Un taudis ou un bout de trottoir peu faire l'affaire!

Besoin de me soigner, pour quoi faire ? Nous sommes tous programmés pour mourir un jour !

Ils racontent vraiment n'importe quoi :

- Le prix moyen d'une voiture neuve atteint des sommets - LeFigaro.fr

...mais, mais les temps sont durs alors, pas vraiment :

- L'achat d'oeuvres d'art est "*accessible à tous les budgets*" - L'Expansion.com

Dans un pays où il y a officiellement plus de 10 millions de travailleurs pauvres et leurs familles... Où avais-je la tête, pour l'Expansion ces couches de la population n'existent tout simplement pas, elles ne font pas partie de leurs lecteurs, assurément et elles ont bien raison, c'est un torchon...

Les charrettes.

- Boeing supprime jusqu'à 2.300 emplois liés aux programmes 787 et 747 - AFP

- Bosch tourne à son tour la page du photovoltaïque, 3.000 emplois en jeu - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Bas les masques : vive les riches !

Le Conseil d'Etat a scellé le sort de la "*taxation à 75 %*" des très hauts revenus. La section des finances de la haute juridiction administrative, dont l'avis est consultatif, a recommandé au gouvernement s'oppose à une taxation marginale cumulée des revenus supérieure à 66 %. Le ministère de l'économie et des finances en déduit que le taux marginal d'imposition des revenus, hors prélèvements sociaux, ne doit pas dépasser pas 60 %, suivant l'avis du Conseil d'Etat.

Le gouvernement a "*pris acte*" de ces limitations et prévient, prudent : "*Ces contraintes encadrent fortement les marges de manœuvre*". Dans un communiqué, le ministère de l'économie et des finances affirme étudier "*l'ensemble des options techniques envisageables*". "*Les mesures retenues seront mises en œuvre au plus tard dans le cadre du projet de loi de finances pour 2014*", précise-t-il. lemonde.fr 22.03

En famille. Le Parti de Gauche prêt à gouverner avec un président social-libéral-impérialiste-sioniste.

"*On lâche rien*." Tel est le mot d'ordre du Congrès du Parti de Gauche qui s'est ouvert ce vendredi après-midi à Bordeaux. Ce congrès "*vise à affirmer une stratégie autonome et indépendante de la politique du gouvernement*", montrer "*que nous sommes une alternative à gauche*", précise Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de Gauche.

Jean-Luc Mélenchon, co-président du parti, va un cran plus loin dans cette "*confrontation de deux lignes possibles pour la gauche*", dans une interview accordée à L'Humanité: "*C'est une réorientation générale qui est à l'ordre du jour avec un changement de gouvernement! Le Front de gauche est prêt à y pourvoir. (...) Nous sommes candidats au pouvoir*", ajoute l'ex-candidat à l'élection présidentielle qui n'a jamais manqué d'interpeller François Hollande depuis dix mois.

"*Dans le contexte politique et social actuel, il faut montrer que les propositions portées par le Parti de Gauche sont possibles*", précise Martine Billard, co-présidente du parti. "*Nous ne sommes pas juste une force de contestation, nous savons comment gouverner le pays*", ajoute Eric Coquerel.

Pendant trois jours, "*près de 800 congressistes vont renouveler leurs instances et revoir les statuts du Parti qui aujourd'hui compte 12 118 adhérents (dont un tiers de femmes)*", selon le parti qui participe au Front de Gauche. "*Nous avons beaucoup de jeunes et une arrivée très notoire de syndicalistes*" parmi les adhérents, souligne Martine Billard. "*Il y a un côté éducation populaire pour ce congrès*", explique Eric Coquerel, secrétaire national du PG. lexpress.fr 22.03

Après avoir été ministre de Chirac qui avait présidé le parti de l'ordre avant de devenir chef de l'Etat, Mélenchon s'est tellement compromis qu'il n'est plus à cela près. Il fait partie de ces gens sans principe que la honte ne peut pas atteindre, on comprend aussi pourquoi il a pu rester 30 ans au PS, au près de ceux qui sont justement au gouvernement aujourd'hui.

Et il faudrait faire confiance à de tels dirigeants, un tel tel parti, le Parti de gauche, un tel mouvement, le Front de gauche ? Jamais, désolé !

50e congrès de la CGT : rien n'a changé, l'appareil demeure inamovible, monolithique.

- L'appareil pourri conforté : plus de 80% des délégués ont voté le bilan de la direction sortante et son document d'orientation, tout le reste est secondaire, du baratin.

- Toujours en quête de reconnaissance par le bonaparte de service : "*Nous ne voulons pas revenir à l'ère Sarkozy.* " Le gouvernement de François Hollande ? "*Il a moins de mépris à notre égard que le précédent.*"

- L'unité à tout prix, même avec les jaunes ou au prix d'une capitulation : "*Le mouvement syndical, pour être efficace, a besoin d'unité (…) . Divisés, nous sommes toujours affaiblis.*" a rappelé Thibault.

- Pour Lepaon le désaccord avec CFDT sur l'accord scélérat du 11 janvier "*c'est une mini fracture*", autrement dit il minimise le contenu de cette formidable régression sociale, qui serait finalement une pacotille, "*rassemblement unitaire*" pour le 1er mai oblige.

- Pas question d'exiger le retrait de cet accord patronal signé par des syndicats minoritaires, car «*pour réclamer le retrait encore faudrait-il qu'il ait été voté*», a dit Lepaon, il a été signé par le Medef et trois syndicat c'est suffisant pour exiger son retrait, c'est même plus facile que de faire abroger une loi par la suite, on en a la preuve quand on observe que le gouvernement social-libéral n'a abrogé finalement aucune loi anti-ouvrière ou liberticide majeure adoptée sous Chirac ou Sarkozy.

Comme d'habitude certains se gargariseront des prises de parole de délégués opposés tout ou en partie à l'appareil qui finalement ne représentaient que 15% des délégués (lire plus loin), beaucoup de bruit et de gesticulation sans direction politique précise. Si vous avez des infos qui apportent d'autre précisions, elles seront les bienvenues.

1- Thierry Lepaon, à peine élu à la tête de la CGT, a été confronté au Congrès de Toulouse à la première fronde de la part de délégués qui ont exigé qu'il se prononce clairement pour "le retrait" de l'accord sur l'emploi.

La salle reprend en choeur "*retrait, retrait*"

Au dernier jour du Congrès, la direction a proposé le vote d'une résolution proposant une journée de grève et de manifestation contre le projet sur l'emploi, "*dans la première quinzaine d'avril*" pour "*empêcher la transposition dans la loi de l'accord*". Le texte de la résolution ne mentionne pas expressément le retrait du projet de loi. Mais des délégués sont montés au créneau pour demander que le mot retrait soit clairement écrit dans le texte tandis que la salle reprenait en choeur "*retrait, retrait*".

La résolution adoptée malgré tout

Finalement la résolution, présentée par Agnès Naton, membre de la nouvelle direction, a été adoptée par un vote à main levée avec une forte minorité d'opposants. La veille devant la presse, Thierry Lepaon avait affirmé que la CGT ne demande "*pas le retrait*" du projet de loi - car ce serait "*revenir à l'ère Sarkozy*"- mais qu'elle ne voulait pas d'"*une mauvaise loi*".

Le 1er mai unitaire contesté

Thierry Lepaon avait également souhaité "*un 1er mai dynamique et unitaire*", malgré les désaccords avec la CFDT. Un délégué a enflammé les congressistes en s'écriant: "*le 1er mai, je manifesterai contre le projet de loi sur l'emploi (...) je ne défilerai pas avec la CFDT*", sous les applaudissements de la salle qui a longuement sifflé la proposition d'un 1er mai unitaire.

Par ailleurs, un couac est survenu concernant la journée d'action contre l'accord emploi: alors que M. Lepaon avait ouvert le Congrès lundi en annonçant une journée d'action début avril, des fédérations lui ont fait remarquer que le délai était trop rapproché pour déposer des préavis de grève. "*Malheureusement, on n'est pas en mesure de donner la date*" de cette mobilisation, a concédé Mme Naton."*Pour créer les conditions de réussite de cette mobilisation*", elle a "*proposé de laisser le temps*" pour que "*l'ensemble des professions déposent les préavis de grève*". "*Le principe est arrêté de la première quinzaine d'avril*" et "*la date sera choisie lundi*", a-t-elle conclu. L'Expansion.com avec AFP 22.03

2- "*Nous avons certains points de désaccords , mais nous ne voulons pas renouer avec le repli identitaire*, a-t-il affirmé lors de la conférence de presse qui a suivi la clôture du cinquantième congrès de la CGT, à Toulouse. *Nous ne sommes pas d'accord avec la CFDT sur le texte réformant le marché du travail, mais c'est une mini fracture*". Thierry Leapon a même souhaité un "*rassemblement unitaire*" pour le 1er mai. Pas question non plus de demander le retrait de ce texte : "*Nous ne voulons pas revenir à l'ère Sarkozy. Et puis, nous avons déjà obtenu quelques modifications*". Le gouvernement de François Hollande ? "*Il a moins de mépris à notre égard que le précédent.*"

François Hollande, «*je le rencontrerai sans doute prochainement pour lui réaffirmer le besoin de changement*», a-t-il déclaré devant

la presse à l'issue du 50e congrès de la CGT.

Le nouveau numéro 1 a par ailleurs répondu à la fronde, vendredi matin, de militants lui demandant de se prononcer «*clairement*» pour le «*retrait*» du projet de loi sur la sécurisation de l'emploi : «*Notre position est claire (...), tout ce que nous pourrons faire bouger dans le projet existant, nous le ferons bouger.*» Mais «*pour réclamer le retrait encore faudrait-il qu'il ait été voté*», a-t-il ajouté.

Une «*fracture existe bien*» avec la CFDT, signataire de l'accord emploi, «*mais notre volonté de travailler avec les autres organisations syndicales reste intacte*», a-t-il affirmé alors que cette ligne a été critiquée au congrès.

Ce «*désaccord*» ne doit «*pas contraindre*» la CGT à «*un repli identitaire*», et «*nous allons essayer de construire un 1er mai le plus unitaire possible*», notamment avec la CFDT, a-t-il réitéré, alors que cette proposition avait recueilli des sifflets. «*Il y a eu parfois des débats vifs*», mais «*la feuille de route est maintenant tracée*» et l'approbation (à plus de 80%) du bilan de la direction sortante et du document d'orientation sont «*encourageants*» après la crise de succession qu'a connue la CGT en 2012, a-t-il estimé.

Bernard Thibault a tenu à préciser : plus de la moitié des intervenants représentait seulement 15 % des délégués présents à Toulouse.

La fin du congrès a par ailleurs été marquée par un moment fort émouvant. Bernard Thibault, en larmes, a remercié les participants, et ceux, absents, qui lui ont fait confiance. Avec deux remarques, à l'intention des thuriféraires de la CFDT : "*Le mouvement syndical, pour être efficace, a besoin d'unité (…) . Divisés, nous sommes toujours affaiblis.*" lenouvelobs.fr et libération.fr 22.03

3- La CGT reporte de quelques jours la journée d'action qu'elle envisageait entre le 2 et le 5 avril contre l'accord interprofessionnel du 11 janvier sur la réforme du marché du travail, a annoncé vendredi une de ses dirigeantes, Agnès Naton.

Elle a justifié ce report par la difficulté rencontrée par certains syndicats composant la CGT pour déposer un préavis de grève dans les délais légalement requis.

Le bureau exécutif de l'organisation devrait annoncer la date précise de cette journée d'action lundi prochain. Reuters 22.03

Il va bientôt leur falloir un mois pour déclecher une grève, à croire qu'ils n'y tiennent pas vraiment ou font tout pour qu'elles soient un échec.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chypre

Le Parlement chypriote a adopté vendredi soir les premières mesures liées au plan de sauvetage que l'île méditerranéenne, paralysée depuis une semaine, doit conclure avant lundi avec ses partenaires européens pour éviter la banqueroute.

Signe de l'importance du dossier pour l'Union européenne, le sommet UE-Japon prévu la semaine prochaine a été officiellement reporté, et les ministres des Finances de la zone euro vont se réunir dimanche en fin d'après-midi à Bruxelles pour trouver une solution à la crise chypriote, selon plusieurs sources.

Sur l'île, où les banques sont fermées depuis le 17 mars et où tous les virements sont interdits, la situation devenait critique pour nombre d'entreprises, incapables de payer leurs fournisseurs ou d'être payées. Et dans le reste de l'UE, l'énervement des partenaires de Chypre se fait de plus en plus palpable.

Réunis en séance extraordinaire vendredi soir, les députés chypriotes ont approuvé un restructuration du secteur bancaire du pays, la création d'un fonds de solidarité et une limitation des mouvements de capitaux pour éviter une trop forte pression sur les banques à leur réouverture, prévue mardi.

Les députés se sont séparés peu avant minuit (22H00 GMT), sans fixer de date ou d'heure pour l'examen des autres textes prévus, dont le plus controversé doit établir une taxe exceptionnelle, qui pourrait s'élever à 15% selon la télévision publique, sur les dépôts bancaires à partir de 100.000 euros.

Des manifestants, en particulier des employés des banques menacées, se sont rassemblés vendredi soir devant le Parlement, où une trentaine de jeunes au visage cagoulé ont brûlé un drapeau européen devant les barricades de la police aux cris de "*La taxe c'est du vol*".

Chypre doit trouver d'ici lundi 7 milliards d'euros -- plus du tiers de son PIB annuel --, pour débloquer l'aide internationale et obtenir que la Banque centrale européenne (BCE) continue de fournir des liquidités d'urgence aux banques chypriotes, dont certaines feraient alors immédiatement faillite.

La restructuration des banques vise à séparer des bonnes dettes des mauvaises au sein des banques menacées, en particulier de la Popular Bank (Laiki en grec), deuxième banque commerciale du pays.

Selon un responsable du parti de M. Anastasiades, elle permettra de garantir tous les dépôts à hauteur de 100.000 euros, mais que ceux dépassant ce montant pourraient devoir attendre des années avant de récupérer tout leur argent.

"*Le Parlement va bientôt être invité à adopter des décisions difficiles. Certains aspects seront douloureux, mais il faut sauver le pays*", a prévenu le président chypriote Nicos Anastasiades dans un tweet vendredi, tandis que son porte-parole assurait que Chypre resterait dans l'euro.

La taxe sur les dépôts semble d'autant plus inévitable que l'option d'une aide russe, caressée par Nicosie afin d'obtenir une partie de l'aide nécessaire, s'est refermée.

Après deux jours de discussions à Moscou avec le ministre chypriote des Finances Michalis Sarris, la Russie a indiqué ne pas être intéressée par les propositions de Nicosie. Le Premier russe Dmitri Medvedev a assuré cependant que la Russie "*ne fermait pas la porte*" à un soutien à Chypre, mais que Nicosie devait trouver avec l'UE une issue à la crise.

Du côté de l'Union européenne et de la zone euro, dont Chypre fait respectivement partie depuis 2004 et 2008, l'énervement monte, en particulier à Berlin.

La chancelière allemande Angela Merkel a prévenu vendredi matin qu'il ne fallait "*pas abuser de la patience des partenaires de la zone euro*", selon des propos rapportés par des députés de sa coalition, à qui elle s'est adressée lors de réunions fermées à la presse.

Le fonds de solidarité voté vendredi soir doit utiliser en particulier les liquidités des fonds de retraites de la fonction publique, et pourrait également être garanti sur les revenus à venir dégagés par l'exploitation, encore à l'étude, du gaz naturel récemment découvert au large des côtes de l'île.

Mais l'Allemagne refuse une implication des fonds de pension dans le plan d'aide. Selon un porte-parole du ministère allemand des Finances, la troïka avait déjà rejeté une telle proposition le week-end dernier.

A Nicosie, où l'activité semble tourner au ralenti, de nombreux cafés, restaurants ou stations-service refusent désormais les paiements par carte de crédit ou par chèque.

"*Durant ces trois derniers jours, j'ai constaté une baisse de 70% de la fréquentation. Généralement, les réservations sont complètes le vendredi et durant le week-end. Mais je n'ai presque aucune réservation pour les jours à venir. Je ne sais pas si je vais ouvrir la semaine prochaine*", a ainsi déclaré Demos Strouthos, le gérant d'un restaurant dans le centre de Nicosie. AFP 22.03

2- Russie-Chine

Le président russe Vladimir Poutine et son homologue chinois Xi Jinping ont affiché des relations au beau fixe entre les deux pays qui ont conclu d'importants accords dans le pétrole et le gaz pour le premier déplacement à l'étranger du nouveau chef de l'Etat chinois.

"*Nous pouvons vraiment dire que c'est une visite historique avec des résultats positifs*", a déclaré M. Poutine lors d'une conférence de presse commune au Kremlin, au cours de laquelle aucune question n'a pu être posée par les journalistes.

MM. Poutine et Xi ont rivalisé d'amabilités au cours de cette rencontre marquée par l'approfondissement des liens économiques et stratégiques entre les deux pays qui veulent développer leur partenariat.

Le géant pétrolier russe Rosneft a signé des accords prévoyant de doper ses ventes de pétrole au chinois CNPC, avec qui il va en outre coopérer sur huit bloc d'exploration dans l'Arctique russe.

"*Actuellement, nous fournissons 15 millions de tonnes par an, et 50 millions de tonnes n'est pas un objectif inaccessible*", a déclaré le président de Rosneft, Igor Setchine, soulignant qu'il s'agissait d'un "*marché prioritaire*".

En échange de cette augmentation des livraisons, Rosneft va bénéficier d'un crédit chinois de deux milliards de dollars, a-t-il précisé.

De son côté, le géant gazier russe Gazprom a signé avec CNPC un accord en vue de livrer à la Chine à compter de 2018 un volume de 38 milliards de mètres cubes de gaz par an et jusqu'à 60 milliards de mètres cubes par la suite .

"*Nous sommes reconnaissants de votre décision d'avoir choisi notre pays pour votre première visite à l'étranger*", a déclaré M. Poutine à M. Xi, investi la semaine dernière comme président de la République populaire après avoir pris les rênes du Parti communiste en novembre.

"*Les relations entre la Russie et la Chine n'ont jamais été aussi bonnes*", a souligné pour sa part le président chinois, qualifiant M. Poutine de "*vieil ami, bon ami*".

M. Xi, qui a entamé une visite de trois jours en Russie avant de se rendre en Afrique, était accompagné par son épouse Peng Liyuan.

Samedi, le président chinois doit s'entretenir à Moscou avec le Premier ministre russe Dmitri Medvedev, avant de rencontrer des sinologues russes, des étudiants apprenant le chinois et des journalistes.

Au cours des deux dernières décennies, les échanges économiques ont dominé la relation sino-russe, Moscou fournissant à Pékin des technologies militaires et spatiales ainsi que du pétrole, tout en important massivement des produits de consommation courante chinois.

"*Au cours des 20 dernières années, les échanges commerciaux bilatéraux ont été multipliés par 14 et ont atteint l'année dernière la somme record de 88,2 milliards de dollars*", a souligné M. Xi dans une interview à des médias officiels russes.

Les deux pays entendent porter le volume des échanges à "*100 milliards de dollars dans un avenir proche*", a déclaré M. Poutine lors de la conférence de presse.

"*Les projets économiques vont raviver nos liens qui ont connu une stagnation ces dernières années*", a déclaré à l'AFP Sergueï Sanakoïev, secrétaire de la Chambre sino-russe pour la promotion du commerce de produits industriels d'innovation.

La Russie cherche à diversifier ses livraisons d'hydrocarbures en dehors de l'Europe.

"*Les Chinois sont pragmatiques, pour eux l'économie l'emporte sur tout le reste*", a indiqué l'analyste Dmitri Trenine, du centre Carnegie à Moscou.

La Syrie, dont les deux pays sont alliés, et la Corée du Nord, qui a effectué le mois dernier son troisième essai nucléaire, étaient également au menu des entretiens des deux dirigeants.

M. Xi a souligné que les deux pays avaient les mêmes points de vue sur les grands dossiers internationaux. AFP 22.03

3- Liban

Le Premier ministre libanais Najib Mikati a démissionné vendredi en raison d'un désaccord avec le Hezbollah sur les préparatifs des élections législatives et sur le prolongement du mandat d'un haut responsable de la sécurité.

"*J'annonce la démission du gouvernement, qui est peut-être le seul moyen pour les principaux blocs politiques libanais d'assumer leurs responsabilités et de se rassembler pour sortir le Liban d'un tunnel d'incertitude*", a-t-il déclaré à l'issue d'un conseil des ministres infructueux. Najib Mikati a en outre prôné la formation d'un gouvernement d'union pour mettre le Liban à l'abri des "*feux de la région et (...) des divisions internes*".

Le Premier ministre avait pris ses fonctions en 2011 après la chute du gouvernement d'union emmené par Saad Hariri, déjà précipitée par les chiites du Hezbollah et leurs alliés.

Lors du conseil des ministres qui a précédé sa démission, le Hezbollah s'est opposé à la création d'une commission chargée de superviser les prochaines élections législatives et à la prolongation du mandat du général Achraf Rifi, directeur général des Forces de sécurité intérieure.

Comme le Premier ministre, cet officier supérieur, qui doit prendre sa retraite au début du mois prochain, est un sunnite de Tripoli auquel le Hezbollah ne fait pas confiance.

Durant ses deux années au pouvoir, Najib Mikati s'est efforcé de protéger le Liban des débordements de la guerre civile qui fait rage en Syrie voisine.

Le conflit a toutefois attisé les tensions entre les différentes communautés, provoquant notamment des violences dans les rues de Tripoli, la grande ville du Nord. Il a en outre mis le chef du gouvernement en porte-à-faux avec le Hezbollah qui l'a porté au pouvoir et qui soutient fermement le président syrien Bachar al Assad.

Les législatives doivent avoir lieu en juin, mais l'absence d'accord sur le code électoral et la chute du gouvernement pourraient entraîner leur report.

"*Il semble que la nouvelle loi électorale ne sera pas adoptée dans un délai qui permette la tenue des élections parlementaires à la date prévue*", a ajouté Najib Mikati. Reuters 22.03

SOCIAL

1- Espagne

Plus de 75.000 Espagnols surendettés ont été expulsés en 2012, soit 16,7% de plus que pour l'année 2011. L'Andalousie, la Catalogne et Valence sont les régions les plus touchées.

Les expulsions de propriétaires ou de locataires surendettés ont connu un nouveau record en 2012 en Espagne, en hausse de 16,7% par rapport à 2011, portant leur nombre à près de 253.000 depuis 2008, selon les chiffres publiés vendredi par les autorités judiciaires.

Depuis 2008, 415.117 ordres d'expulsion ont été prononcés et 252.826 ont été exécutés, soit près de 61%, a annoncé le Conseil général du pouvoir judiciaire. Ces chiffres concernent les locataires et propriétaires de logements ou de locaux commerciaux qui ne payaient plus leur loyer ou leur crédit. L'Expansion.com 22.03

2- Canada

La police de Montréal a interpellé près de deux cents manifestants vendredi 22 mars lors d'une marche déclarée illégale, organisée par deux associations étudiantes, à l'occasion du premier anniversaire de la plus grande manifestation du '*printemps érable*'. Deux groupes d'une centaine de personnes chacun ont été encerclés en début de soirée par les policiers anti-émeute dans le centre ville. Les manifestants '*ont tous été identifiés, se sont vu infliger une amende et ensuite ont été libérés*', selon un responsable de la police. Il n'y a eu aucun incident ni aucune arrestation, selon la même source

Une militante du parti d'opposition de gauche Québec solidaire, Manon Massé, citée par Radio-Canada, a réaffirmé la demande de sa formation de mettre en place une commission d'enquête publique indépendante sur le comportement de la police lors des manifestations. La marche avait été organisée par une association de la faculté de sciences politiques et de droit de l'université du Québec à Montréal (UQAM) et par le syndicat radical étudiant ASSE, qui demande la gratuité complète des études.

Les manifestants entendaient protester contre l'indexation des droits de scolarité, soit une augmentation de 3 % par an, décidée par le gouvernement provincial de Pauline Marois. lemonde.fr 22.03

Haut de page

Le 24 mars 2013

CAUSERIE

Le portail grec OkeaNews.fr a décidé de faire payer ses lecteurs, autrement dit ses articles ne seront plus libres d'accès. Pour une presse indépendante, c'est le comble ! Son auteur entend vivre de son activité, on peut le comprendre, il n'accepte pas qu'il y ait quelque 17.000 connexions à son portail pour une donation autour de 600 euros. Moi je fais mieux, je récolte 0 euro par an ! C'est ainsi. C'est un boulot ingrat qui procure peu de satisfaction pour celui qui s'y colle.

La différence entre lui et moi, c'est que ses articles ou les infos qu'ils délivrent seront en ligne via Reuters ou des blogs 24 ou 48h plus tard, alors que mes analyses ne figureront nulle part ailleurs que dans mon site, et si je le fermais les militants et travailleurs en seraient privés. Il est vrai que si je récoltais un peu d'argent cela me faciliterait la vie, il n'irait pas dans ma poche ou n'améliorerait pas mon quotidien, je n'en ai pas besoin, par contre je pourrais le consacrer à rémunérer une femme de service pour me soulager des tâches ménagères, balayer la maison et laver le sol une fois par semaine, nettoyer le jardin et l'arroser, faire les poussières et plein de petites choses encore que je ne fais pas faute de temps, je ne vis pas pour autant dans la crasse et le désordre, je suis un adepte de l'ordre et j'ai ma dignité, mais il est vrai que je dois sans cesse cavaler, j'ai une vie de dingue et mon épouse ne le supporte plus, les militants n'en ont pas conscience ou s'en foutent, il faut bien dire les choses comme elles sont, aussi parfois je me laisse aller, je n'ai pas le choix ou je devrais actualiser le site à moitié ou un jour sur deux ou trois. Parfois cela me fait mal au coeur et je dois me faire violence pour ne pas y penser, je crois que mettre les lecteurs au pied du mur précipiterait la fermeture du site, ce qui arrivera sans soute à OkeaNews.fr, je ne leur souhaite pas, mais il fait fausse route.

Je vais vous dire un truc, je ne me connecte jamais à Mediapart, je ne suis pas abonné évidemment, et je m'en passe très bien, ce qui me fait dire que les dizaines de milliers qui s'y sont abonnés étaient décidemment trop riches ! Si demain il n'était plus possible d'accéder aux articles que je me mets en ligne ou que j'utilise pour actualiser le site, je n'aurais pas d'autre alternative que vous demander de participer financièrement au portail pour que je puisse payer les abonnements aux différents médias, et si vous vous y refusiez, dans ce cas-là je n'aurais pas d'autre solution que fermer le site, car je me refuserais de payer des centaines d'euros par an, et si vous ne le compreniez pas tant pis, de mon côté pour continuer à m'informer à bas coût, il me suffirait de m'abonner à l'Alliance française de Pondichéry pour pouvoir avoir accès aux principaux journaux et magazines. Evidemment je ne me verrais pas scanner des pages entières pour actualiser le site, ce serait un travail de dingue, ce n'est plus 12 ou 14 heures par jour que je devrais y consacrer mais 18 ou 20, impossible matériellement.

A ce jour je ne vous demande rien, je n'ai pas besoin de votre argent, mais si un jour je vous demandais de contribuer financièrement au site, sachez que ce serait parce que je n'aurais plus le choix, ensuite ce serait à vous de voir si le portail vous semble vraiment indispensable ou si vous pouvez vous en passer. Vous aurez compris que je n'ai aucun intérêt personnel dans cette affaire, que des sacrifices à endurer et des emmerdements à la clé en guise de récompense, peu de satisfaction en retour.

Il s'est trompé de cour.

Il est sorti de sa talonnette pour menacer un juge qui avait osé le mettre en examen.

La petite frappe de Neuilly qui est sortie des dessous sulfureux du Sac pour passer par la jet-set pour finalement atterrir dans les bras d'une Barbie fortunée n'en finit plus de se la jouer, mais la partie est bien finie pour le petit monarque déchu, renvoyé à ces petites affaires minables au bout d'une mandature, la honte suprême.

La bande de cloportes et de courtisans nazillons qui lui sert de garde rapprochée n'a pu s'empêcher de déverser sa verve nauséabonde tout droit sortie des entrailles putrides du régime qu'incarne l'ectoplasme de leur maître qui hante les couloirs du Château.

C'était inévitable que ces oiseaux malfaisants crachent leurs venins, tant ils sont animés par une haine vengeresse et sourde qui les rongent telle une gangrène purulente et puante qu'ils parviennent difficilement à contenir ou camoufler. Ils transpirent la haine féroce de la justice des misérables dictateurs.

En costards cravate de luxe, trop propres sur eux pour être honnêtes, la plèbe aura à coeur de découvrir que ceux qu'elle prenait pour des gens respectables ne méritaient même pas qu'on les méprise, le moment approche où elle ne s'embarrassera pas de manières chics et distiguées pour les juger à sa façon, pragmatique et expéditive, sans pitié pour cette racaille infâme.

Parole d'internaute

- " *Jusqu'en 1975 tous les grands pays avaient un taux d'imposition marginal de 75% (USA, France, RFA, RU etc.) et c'est bizarre les Etats n'avaient pas de dettes, l'argent rentrait dans les caisses. Ce sont les néolibéraux qui ont ensuite vidé les caisses des Etats en baissant les impôts et en imposant le crédit privé (cher) aux états et le crédit quasi gratuit aux... banques qui se sont mises à spéculer et à créer une économie artificielle.....qui conduit à la ruine de l'économie "réelle" comme ils disent. Dehors les néolibéraux qui en sont arrivés à actionner la planche à billet du désespoir et même à ..... confisquer les dépôts bancaires à Chypre, du jamais vu depuis 1929.....*"

Il faut donc mettre dehors l'UMP et ses satellites, le PS, ses satellites et ses alliés qui soutiennent le gouvernement de l'extérieur, l'UE, l'euro, le FMI, la Banque mondial, l'OMC, l'OCDE, la Fed, car la planche à dollars et à euros il a bien fallu que quelqu'un valide son fonctionnement, le justifie, ferme les yeux, et le pouvoir des marchés, de la finance, de l'oligarchie financière, des banquiers, il a bien fallu que quelqu'un leur donne, tous les gouvernements et les partis qui se sont succédés au pouvoir au cours des 40 dernières années, il faut faire table rase, les chasser du pouvoir, abattre les institutions qui leur servent de caution juridique, de façade légale et démocratique, prendre le pouvoir et changer les bases de la société...

Brève réflexion sur la situation.

L'insulte, la surrenchère des petites phrases, la radicalisation du verbe ne fait pas un programme et ne change pas un parti ou son orientation politique. Le spectacle médiatique, la mise en scène de comédiens professionnels, l'agitation, la gesticulation de marionnettes actionnées pour distraire la galerie à l'état d'esprit morose ou en peine de bonnes nouvelles, qui rêvent discrètement d'une sourde vengeance sans oser le dire parce que le courage leur fait défaut, portés par la situation qui fait des vagues avant de retomber comme un soufflé ou rentrer dans le rang en ordre bien sagement, tout cela fait partie de la règle du jeu et des contradictions que les uns et les autres cultivent, tandis que le bon peuple observe ces guignols amusé ou avec une pointe d'amertume, car il a la fâcheuse impression qu'on se fout de lui et qu'on ne lui a pas tout dit, surtout pas la vérité qu'il découvre effaré et impuissant, pour le moment, le temps qu'il reprenne ses esprits, hier le peuple chypriote dont personne n'avait jamais entendu parler et qu'on croyait apathique a soudainement fait irruption, où, dans la rue, sur la scène politique au point d'occuper tout l'espace et de devenir incontournable.

Et pas n'importe comment, devant le palais présidentiel et le siège du gouvernement, devant le Parlement, contre le Parlement, il exige que sa souveraineté soit respectée, la sienne pas celle du Parlement, il s'en prend directement aux institutions qu'ils accusent d'être les complices de la troïka, des gangsters de l'oligarchie financière, voyez-vous cela, quelle audace, quelle perspicacité, il menace même par une grève quasi insurectionnelle de paralyser le pays et de faire chuter le régime en place, de balayer les institutions, d'imposer la rupture avec l'euro et l'UE qui ont fini par l'étrangler complètement.

Quelle belle leçon à tirer pour le mouvement ouvrier en Europe, non ? Le peuple chypriote indique la direction dans laquelle il faut axer notre combat pour prendre le pouvoir politique, c'est notre seul objectif. Nos dirigeants doivent en faire des cauchemars les faits confirment notre analyse. Maintenant sans parti révolutionnaire il ne pourra pas vaincre, mais il aura courageusement résisté et montré la voie à suivre à tous les exploités.

Après avoir voulu faire main basse sur ses petites économies déposées en banque, le gouvernement a affiché son intention de taper dans ses caisses de retraite, et voilà que maintenant il s'apprête à les licencier tout en continuant de menacer de les taxer. Trop c'est trop, c'est le régime capitaliste et ses institutions politques qu'il faut licencier pour avoir fait faillite, c'est aux travailleurs de prendre leur destin entre leurs mains et personne d'autres à leur place, et de créer leurs propres institutions pour réorganiser la société en fonction de leurs besoins et non pour engraisser une minorité de parasites avides de profit et de pouvoir. C'est la voie du socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Pourquoi insistons-nous en disant que c'est la voie du socialisme ? Parce que sans théorie révolutionnaire, pas de révolution victorieuse, sans le fil pour nous guider vers notre objectif il est impossible d'arriver à bon port ou que le processus parvienne à son terme, on a besoin de cette boussole pour être conscient au fil des étapes qui se succèdent de la direction à prendre et aller de l'avant, se rapprocher de notre objectif, balayer les obstacles qui se dressent sur notre chemin et définir les tâches pour atteindre l'objectif suivant jusqu'à la victoire finale, car nous combattons pour vaincre notre ennemi et non pour en obtenir des concessions.

Et pour mener ce combat à bien, on dispose du socialisme qui est un outil extraordinaire, irremplaçable, qui concentre plus d'un siècle et demi d'enseignements de lutte de classes contre le capitalisme. Il n'existe pas d'équivalent, vous pouvez chercher partout, vous ne trouverez rien, rien d'aussi efficace que le marxisme pour analyser, interpréter et tirer les conclusions pratiques, conscientes du processus de la lutte des classes et de l'évolution du capitalisme, des transformations qu'a subies la société et le monde.

Malheureusement les idées du socialisme, nos dirigeants les ont rangées soigneusement au fond d'un tiroir, apparemment en espérant ne jamais avoir à s'en servir, il faut donc les violenter et les ressortir au grand jour pour que les masses s'en saisissent à nouveau. Bon, ils vont prendre le train en marche et s'épandre en grands discours pour faire bonne figure, ils oseront même prétendre qu'ils avaient prévu ce qui se produit sous nos yeux puisque rien ne les arrête, mais les militants ne sont pas dupes, certains m'ont écrit qu'ils avaient fait le même constat que moi, alors il va falloir redoubler de vigilance et surtout ne pas prendre à la lettre leurs déclarations.

Hier Mélenchon et d'autres dirigeants du PG ont fait les pîtres lors du congrès de leur parti, comme je l'ai dit plus haut, ils peuvent traiter de "*salopards*" les 17 ministres de l'Economie et des Finances de la zone euro, cela ne change rien aux rapports établis entre le PG et l'UE avec laquelle ils ne veulent pas rompre mais réformer, autrement dit nous empêcher de briser cette camisole de force dans laquelle nous étouffons...

La situation sociale empire de jour en jour dans tous les pays, France, Portugal, Belgique, la situation politique et les rapports entre les classes se tendent également, Grèce, Espagne, Italie, dans l'UE mais aussi dans bon nombre de pays du Maghreb et d'Afrique, Tunisie, Egypte, Liban, Mali (journalistes) en Asie aussi, Vietnam, Cambodge, Inde, Bangladesh, bref, c'est le vieux monde capitaliste qui craque de partout. Ce serait encourageant si nous disposions de partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière digne de ce nom.

Lucien Gauthier a relevé dans un aticle du n°243 d'Informations ouvrières, page 16 (une info qui vient du Nouvel Observateur) :

"*En 2 000, 500 firmes accaparaient 70 % du commerce mondial, employaient directement 90 millions de personnes et produisaient 25 % du PIB de la planète.*

En 2012, les 2 000 premiers groupes mondiaux génèrent 36 000 milliards de dollars de chiffres d'affaires, 2 640milliards de profits et valent 37 000 milliards en Bourse."

Il suffirait donc d'exproprier ces 500 firmes ou ces 2 000 multinationales ou holdings sans leur verser un centime évidemment, pour que le capitalisme soit en voie d'éradication sur la surface de la planète. Je suggère donc que cela figure au programme de l'Internationale ouvrière socialiste et que tous les partis qui y adhèrent l'inscrivent à leur programme. Cet objectif étant inséparable du combat pour l'émancipation du capital, l'incarnant, il est non négociable.

Il est 4h30 du matin et je viens encore de me taper une nuit blanche, avec tous les emmerdements que j'ai eu ces derniers mois à cause de mon épouse, plus les coupures de courants intempestives, je suis complètement détraqué, donc pour parler légèrement parce que je suis crevé, c'est fastoche d'écrire le programme de l'Internationale ou les quelques points essentiels qui serviraient de ligne directrice à son action. Vous comparez ce qui vient d'être écrit avec la déclaration adoptée à l'issue de la conférence que le POI vient d'organiser, et vous n'aurez plus besoin de vous demander ce qui nous sépare, nous ne combattons pas pour le même objectif, voilà tout.

Hier on disait que les masses (les couches les plus déterminées) étaient en avance sur les militants, et les militants sur les dirigeants, maintenant il faudrait affirmer que l'écart n'a cessé de se creuser entre eux et qu'ils sont à des années lumières en avances sur eux.

"*Le Parti ouvrier indépendant, qui prépare son IVe Congrès, ouvre la discussion : comment aider à réaliser la mobilisation de millions qui interdira que notre pays connaisse le sort imposé aux travailleurs en Grèce, en Espagne et au Portugal ?*

Pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe !"

C'est quand même beau la liberté en régime capitaliste ! C'est marrant, j'avais cru retenir de Marx et Engels qu'elle ne profitait qu'à la classe des privilégiés, j'ai même cru le constater de mes propres yeux, j'en suis même totalement convaincu.

20 ans avant Maastricht je n'ai jamais eu l'impression d'être libre. Issu d'une famille d'ouvriers pauvres, j'ai préféré ou plutôt, j'ai été poussé à arrêter mes études à 16 ans pour me retrouver dans un centre d'apprentissage avant d'aller bosser. Franchement, vous ne croyez pas que j'aurais pu mieux faire, n'avais-je pas les capacités pour poursuivre mes études et avoir un autre avenir que celui que je me suis coltiné, la précarité tout au long de ma vie en fait, pour finalement me retrouver dans ce trou en Inde ? Quelle liberté !

Si des peuples peuvent se dire libres en étant enchaînés au capitalisme, pourquoi devraient-ils combattre pour briser ces chaînes ? Ils s'y adaptent ou font en sorte qu'elles soient desserées et l'oiseau en cage à le sentiment d'être libre, le sentiment seulement, pour la liberté il lui faudra encore attendre, un clin d'oeil à Prévert. Il y a des couches d'exploitées plus favorisées qui ont apparemment moins d'efforts que d'autres à fournir pour faire naître ce sentiment ou cette impression.

Des nations libres qui se livrent à une guerre économique sans merci dans le cadre de la concurrence du marché mondial, tu parles d'une liberté. Elles ont la liberté de se faire ou non la guerre !

Le POI veut mobiliser les travailleurs pour qu'ils ne connaissent pas une situation comparable à celle des travailleurs en Grèce, en Espagne ou au Portugal. C'est extraordinaire, ils ont oublié Chypre, sauf que voilà il leur faut justement être confrontés à une telle situation pour se soulever contre le régime...

Partant de là on est en droit de se poser la question suivante : qui des travailleurs ou du régime le POI tient donc à épargner, devinez ? Tout le POI tient ici. Maintenant vous connaissez les réelles intentions de ses dirigeants qui sont opposés au socialisme, en réalité ils le combattent. Voyez-vous ils sont trop intelligents pour avoir fait une si grossière erreur, c'est délibérément qu'ils mènent cette politique qui conduit infailliblement dans une impasse politique ou tout droit à la défaite.

Nous, nous souhaitons ardemment que la situation en France devienne aussi critique ou tendue qu'en Grèce, car c'est dans cette situation que l'on peut construire le parti, que la conscience des masses se radicalisent, qu'elles sont tentées de se soulever et de faire voler en éclats le régime, c'est bien nos objectifs n'est-ce pas ? Si on prétend épargner aux masses cette situation, c'est leur interdire qu'une révolution se produise. En fait ils prennent le problème à l'envers, il faut aider les travailleurs à se préparer à affronter le sort imposé aux travailleurs en Grèce, en Espagne et au Portugal qu'ils vont connaître à un moment donné dans la perspective de la mobilisation de millions qui renverseront le régime en place et prendront le pouvoir, c'est mieux ainsi, n'est-ce pas ? Il est clair ici qu'on ne poursuit pas le même objectif et qu'on n'assigne pas les mêmes tâches aux masses, bref, notre politique s'inscrit en totale opposition à celle du POI. Question : qui est fidèle au socialisme ?

On imagine qu'en Grèce, en Espagne et au Portugal, les organisations similaires au POI, les sections de leur IVe Internationale fantôme ont tenu le même discours aux travailleurs, colporté les mêmes illusions en fait, car rien ne pouvait empêcher les différents gouvernements d'appliquer la politique qui a conduit à la situation actuelle, les conditions n'étaient pas réunies pour qu'il en soit autrement, absolument aucun facteur n'était favorable aux travailleurs, on peut s'en désolé et être tenté de travestir la réalité parce qu'elle nous est insupportable, nous, nous préférons procéder autrement et la regarder en face, la prendre telle qu'elle est, ce n'est pas facile mais pour influer sur elle ou la changer un jour à notre connaissance c'est préférable. Vous entendez le bruit du canon qui résonne au loin et se rapproche et vous vous exclamez qu'il faut se mobiliser pour interdire la guerre, ce n'est pas sérieux, elle a déjà commencé, combattons ceux qui l'ont déclenchée pour y mettre fin le plus tôt possible ce sera mieux, non ?

Le capitalisme va s'effondrer, il est en train de s'effondrer, alors aidons-le à s'effondrer totalement pour reconstruire une société meilleure sur ses cendres, au lieu de gémir et tenter d'éviter que la situation en arrive là. Diable, faites donc confiance à la classe, faites enfin votre boulot et nous serons sûrs de vaincre, cela ne fait aucun doute.

Les Grecs sont profondément malheureux et nous le sommes avec eux, ils ne le méritent pas, le plus triste c'est qu'ils le sont sans savoir réellement pourquoi, pour rien, c'est cela l'aspect tragique de la situation, les choses étaient faites de telle sorte que c'était inévitable qu'ils connaissent un jour ou l'autre ce sacrifice, alors qu'au moins cela serve à leur émancipation du capital, à leur liberté, oui elle est la liberté et pas ailleurs. J'ai écrit tout cela à des Grecs qui malheureusement sont sourds. Il et 6h du matin et je vais essayer de dormir un peu.

ACTUALITÉ DU JOUR

A propos du congrès du Parti de gauche.

Quand on prend le train en marche, c'est qu'on avait l'esprit ailleurs.

"*Qu'ils dégagent tous*", "*salopards*", "*échec du gouvernement*"... le vocabulaire utilisé samedi lors du 3e Congrès, à Bordeaux, du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon a traduit une radicalisation provoquant de vifs débats avec le PS.

Durant ces assises qui s'achèvent dimanche, et qui ont été largement dirigées contre les "*politiques d'austérité*" du gouvernement et de l'Europe, les dirigeants du PG s'en sont en particulier pris au ministre de l'Economie Pierre Moscovici provocant un échange acerbe avec le PS.

François Delapierre, secrétaire national, a dénoncé "*les 17 salopards de l'Europe*" faisant référence à l'attitude des 17 gouvernements de la zone euro à l'égard de Chypre. *Dans ces 17 salopards, il y a un Français, il a un nom, il a une adresse, il s'appelle Pierre Moscovici et il est membre du Parti socialiste*", a-t-il dit vivement applaudi par les 800 délégués.

"*Une très belle expression*", dit en souriant aux journalistes Jean-Luc Mélenchon, en qualifiant le ministre de "*petit intelligent qui a fait l'ENA*" et qui "*ne pense pas français, qui pense finance internationale*".

(Lui, il pense Union européenne. - Ndlr)

Ces propos ont été qualifiés "*d'inacceptables*" par le 1er secrétaire du PS, Harlem Désir, qui a demandé à M. Mélenchon de les "*retirer*". "*C'est un vocabulaire des années 30 que l'on ne pensait plus entendre de la bouche d'un républicain et encore moins d'un dirigeant de gauche*", a dit M. Désir à l'AFP.

(C'est pour dire depuis quand le PS (SFIO) a abandonné cet horrible "*vocabulaire*" qui incarne le combat à mort classe contre classe, pas le combat que mène le PG, pas de confusion. Cela conforte ma position sur le PS. Il est formidable Désir, si, si, on devrait lire attentivement toutes ses déclarations. Je m'y attendais quand ils l'ont nommé premier secrétaire du PS, je ne sais pas, il porte cela sur lui, il ne respire pas une intelligence débordante. En réalité, c'est le 3 août 1914 que le PS (SFIO) a cessé d'utiliser ce vocabulaire, quand il a rejoint le camp des "*salopards*". - Ndlr)

"*Une diversion, à la méthode socialiste habituelle : insulter et insinuer plutôt que de répondre sur le fond*", a répondu Jean-Luc Mélenchon. Harlem Désir "*ferait bien de nous dire ce que pense le PS du vote des ministres français sur Chypre*", a-t-il ajouté.

(La radicalisation du PG n'est que verbiage, c'est aussi une manière de faire diversion. Désir pourrait lui renvoyer que Die Linke ne fait pas mieux en Allemagne et que Syriza a donné des gages de bonne conduite au FMI et à l'impérialisme américain récemment. Ils sont tous sortis du même tonneau, alors pourquoi le contenu devrait-il être différent ? - Ndlr)

"*On a un congrès qui ressemble à ce qu'on croit nécessaire de faire. La situation se tend, on va accompagner le mouvement*", avait prévenu plus tôt Jean-Luc Mélenchon. "*On est dans une époque où les citoyens cherchent des réponses claires et fermes*", justifie Martine Billard qui copréside le parti avec M. Mélenchon.

(Il vont "*accompagner le mouvement*", dit autrement cela s'appelle prendre le train en marche et faire de la récupération. Pour le compte de qui, devinez ? - Ndlr)

Pour François Delapierre, le gouvernement "*emmène la France à la catastrophe*" et "*chaque jour prépare le terrain et facilite la tâche à l'extrême droite*". "*On ne veut pas laisser le FN être le seul à parler fort*", ajoute Martine Billard pour qui il s'agit "*d'une course de vitesse avec le FN*". (Mais pas jusqu'à rompre avec l'euro et l'UE. - Ndlr)

"*On est plus radicaux parce que le coup de bambou en face (au gouvernement) a changé de nature*", ajoute Pascale Le Neouannic, secrétaire nationale. "*Nous créerons le conflit partout, le conflit crée la conscience*", répète Jean-Luc Mélenchon.

(C'est le seul mérite qu'on leur concède, et encore, les conditions du conflit existent malgré eux. -Ndlr)

La situation de Chypre a constitué "*la goutte qui fait déborder le vase*", souligne Eric Coquerel, secrétaire national. "*Il faut incarner de manière très claire la rupture avec la politique social-libérale*", ajoute-t-il.

(Des paroles sans lendemain et qui ne coûtent rien. - Ndlr)

"*Chypre c'est un franchissement, c'est un acte de guerre*", estime M. Mélenchon qui décrit un euro "censé être le fluide qui unit les pays" et qui "*au contraire est le moyen de serrer la gorge*". "*Hollande a tout lâché, il a tout faux. Il a peur*", ajoute-t-il. AFP 23.03

(Tiens donc, depuis quand l'euro aurait-il été conçu pour briser nos chaînes ou participer à notre émancipation du capital ? Jamais, Mélenchon s'est pris à son propre piège, se vend, il signifie ici qu'il a participé à cette illusion ou qu'il y a cru lui-même, excellent. Non, Hollande est pareil à lui-même. Pourquoi fallait-il en attendre autre chose par hasard ? Ah encore un de vos tour d'illusionniste de l'avoir fait croire, vous êtes formidable monsieur Mélenchon quand vous êtes spontané, vous découvrez vos véritables intentions. - Ndlr)

Euro et BCE. Les alchismistes entrent en action.

Vendredi soir devant les délégués de son Parti de gauche (PG) réunis en congrès au parc des expositions de Bordeaux, Jean-Luc Mélenchon a mis un certain doute dans les têtes d'une partie de ses militants sur la question de l'euro. «*En substance, il nous a dit qu'on allait tout droit vers une sortie de l'euro, raconte Sébastien, adhérent du PG dans les Landes. Demain, il y a un meeting, il semblerait qu'on aille vers là.*» «*Je trouve cette démarche dangereuse, s'inquiète Christophe Batardy, dirigeant PG en Loire-Atlantique. Ce serait s'inscrire dans une ligne nationaliste*».

(Ils sont tellement subordonnés à l'UE qu'en sortir ce serait faire preuve de nationalisme, comme sortir du capitalisme ce serait faire preuve de socialisme, quelle horreur ! - Ndlr)

Depuis la crise chypriote, l'ancien candidat Front de gauche à la présidentielle convient d'une évolution dans sa perception de l'euro. «*S'il faut choisir entre la souveraineté des Français et l'euro allemand, nous n'aurons pas peur de choisir la souveraineté*», explique-t-il ce samedi dans Sud-Ouest. Dans un communiqué publié mercredi soir, Mélenchon parlait de la monnaie européenne comme d'«*un luxe merkélien coûteux, mais aussi un dangereux moyen d'action contre la souveraineté du peuple*». Et interrogé vendredi après une rencontre avec des ostréiculteurs sur le bassin d'Arcachon, il a convenu qu'il était prêt au «*bilan des faits*»: «*Il y a des colères qu'il faut savoir épouser à temps*», confiait-il.

(En fonction des circonstances ou des interlocuteurs qu'il a en face de lui il tient un discours différent. -Ndlr)

Alors, Mélenchon va-t-il annoncer dans son meeting de dimanche matin qu'il souhaite voir la France sortir de l'euro comme le pensent certains de ses militants? «*L'Europe a fait la démonstration avec l'exemple de Chypre qu'il y a des moments où on aura à choisir entre la souveraineté du peuple et l'euro. Je choisis la souveraineté du peuple*», répond-t-il Mais dans son discours de dimanche, «*je n'irai pas plus loin*», assure-t-il. «*Je ne vais pas dire "sortie de l'euro", sinon c'est une capitulation devant l'Allemagne*», justifie-t-il.

(Quel tartuffe ! C'était juste histoire de causer, il témoigne ainsi qu'il est enchaîné à l'euro, fer de lance de ce qu'il appelle lui-même la remise en cause de la "*souveraineté du peuple*", comme quoi il s'en fout complètement en fait, c'est un bouffon et rien d'autres. - Ndlr)

Et un risque d'assimilation avec le Front national et Marine Le Pen? «*Le FN a une longue tradition de capitulation devant*

l'Allemagne», ironise le député européen. «*La grande différence entre nous et le FN, c'est qu'on veut transformer l'euro, poursuit Guillaume Etievant, président de la commission économie du PG. On ne veut pas être dans une position de repli, ni laisser le FN maître du jeu sur le sujet avec ses réformes simplistes. Le retour au franc n'apporte rien.*»

(Ce sont les alchimistes du XXIe siècle, les fourvoyeurs des sciences, dont la science sociale par excellence : le marxisme. On aura compris qu'ils sont lancés dans une course poursuite avec le FN pour savoir lequel des deux est le plus populiste, on leur laissera le trophée ! - Ndlr)

Ce jeune responsable détaille le plan de route qu'aurait le Front de gauche s'ils étaient au pouvoir pour arriver à modifier les statuts de la Banque centrale européenne (BCE) et s'attaquer à l'euro fort - au PG on parle désormais d'«*euro Merkel*»: «*La méthode classique de négociation ne suffira pas. Le rapport de force doit se mener par la désobéissance européenne», dit Etievant. La BCE ne veut pas prêter directement aux Etats? «Ce qu'elle refuse de faire, nous pourrions le faire en France avec la Banque de France», explique-t-il.*

(Toujours les alchimistes à l'oeuvre, après l'euro, c'est au tour de la BCE. En réalité leur VIe République est du même tonneau, ils ne veulent pas liquider les institutions du capital, ils n'y tiennent pas du tout, mais pas du tout. Autrement dit, il ne faut pas compter sur le PG pour briser nos chaînes. - Ndlr)

Au risque d'être exclu de la zone euro? «D'autres pays du sud de l'Europe pourraient nous suivre et on aurait alors deux zones euros, une au nord et une au sud», répond-t-il. Et une dernière «extrémité» possible: «Avoir une monnaie commune à l'échelle européenne où chaque pays garderait sa propre monnaie nationale», conclut Etievant.

(Ils en arrivent à tout dire et son contraire, ainsi vous ne pourrez pas les accuser de ne pas vouloir rompre avec l'euro et vous ne pourrez pas les accuser de vouloir rompre avec lui. C'est la définition même du populiste qui cherche à vous enfumer. - Ndlr)

Pourtant, samedi matin, lors de la discussion générale des délégués sur leur «plate-forme de synthèse», plusieurs intervenants ont fait par de leurs doutes. «*Que la monnaie soit un problème, je comprends. Mais on ne peut pas se retirer de la bataille, lance un jeune congressiste. J'ai envie de me battre pour que l'euro soit une monnaie sociale. Qu'est-ce qu'on propose? L'euro franc? Qu'est ce ça veut dire?*» «*Nous ne pouvons nous passer d'un projet européen clair, surtout à un an des élections européennes*», poursuit une militante de Bruxelles.

(Ah la gamelle ! Il serait capable d'inventer le banquier social, l'oligarque humaniste ! - Ndlr)

Dans les couloirs du congrès, d'autres ne comprennent pas trop pourquoi cette question sur l'euro est remise en débat. «*Cela n'a pas été préparé, s'étonne Thierry, venu de région parisienne. Sur plusieurs points, je trouve qu'on se rapproche des positions du FN.*» «*La ligne du PG, ce n'est pas la sortie de l'euro, rétorque Dominique, de Paris. Je suis contre l'euro fort. Et si la France dit non, ils ne peuvent pas faire sans nous! Même Hollande peut le faire s'il montrait plus de détermination.*»

(Ah ben alors, encore un petit effort, penseez-le très très fort et Hollande va le faire ! On est en présence de charlatans. - Ndlr)

«*Beaucoup de camarades sont arrivés il y a un an et demi après que l'on a eu nos discussions et nos débats sur l'euro, fait valoir Martine Billard, coprésidente du PG. Il faut qu'on reforme nos militants sur cette question.*» Et Mélenchon va s'y employer dimanche matin: «*Il ne faut pas une monnaie allemande pour les Français, ça ne convient qu'aux Allemands.*» libération.fr 23.03

(Ils martèlent qu'il ne faut pas prendre une position qui un relent nationaliste et ils ne cessent de parler de l'Allemagne comme un ennemi à abattre, comme si c'était encore le "*boche*" l'ennemi, c'est terrible, ils seraient prêts à voter les crédits de guerre contre l'Allemagne ces dangereux aventuriers. -Ndlr)

J'allais oublier de le caser : mais au fait Mélenchon a déjà fait partie d'un gouvernement de l'euro et de la BCE ou je m'abuse, la loi de 1973 s'appliquait, le traité de Maastricht aussi, cela ne lui a pas vraiement posé de problèmes, sa mission de ministre, il l'a bien assumé dans ce cadre-là, n'est-ce pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chypre

Gouvernement chypriote et représentants de la troïka se sont mis d'accord samedi sur la création d'une taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires supérieurs à 100.000 euros de nature à satisfaire les attentes des pays de la zone euro avant la réunion des ministres des Finances, dimanche à Bruxelles.

Le ministre chypriote des Finances, Michael Sarris, a fait état de "*progrès significatifs*" dans les négociations avec les créanciers internationaux.

L'accord prévoit un prélèvement de 20% sur les dépôts supérieurs à 100.000 euros détenus par la Bank of Cyprus, principale banque du pays et une taxe de 4% sur les comptes affichant un solde identique gérés par les autres institutions bancaires, a indiqué un haut responsable chypriote.

La nationalisation des fonds de pension, mesure adoptée vendredi par le Parlement chypriote, ne fera pas partie de l'accord nécessaire à la mise en oeuvre d'un plan de sauvetage européen de Chypre, a-t-il précisé, s'exprimant sous le sceau de l'anonymat.

Les autorités chypriotes, qui continuent de négocier avec les représentants de la troïka, avaient envisagé de taxer à hauteur de 25% les comptes en banque présentant un solde supérieur à 100.000 euros détenus par la Bank of Cyprus.

Les ministres des Finances de la zone euro ont prévu de se réunir dimanche à 18h00 GMT à Bruxelles pour examiner à nouveau le dossier chypriote.

Chypre a jusqu'à lundi pour trouver le moyen de lever 5,8 milliards d'euros nécessaires pour compléter le plan de sauvetage de 10 milliards négocié avec la Banque centrale européenne, le Fonds monétaire international et l'Union européenne.

"*Nous poursuivons nos importants efforts. J'espère que nous aurons une solution rapidement*", a commenté le président Nicos Anastasiades sur son compte Twitter.

Le chef de l'Etat, au pouvoir depuis à peine un mois, est également attendu dimanche à Bruxelles, a-t-on appris de sources européennes et à Nicosie.

Il doit y rencontrer Herman Van Rompuy et José Manuel Barroso, présidents du Conseil et de la Commission européenne, ainsi que Christine Lagarde, directrice générale du FMI.

"*Nous espérons que demain à Bruxelles, nous aurons l'accord de nos partenaires*", a commenté Averof Neophytou, vice-président du Rassemblement démocratique au pouvoir.

Le Commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn, a estimé que Chypre devait se préparer à un avenir très difficile à court terme mais que le pays devait prendre les mesures qui s'imposaient en l'absence de solution idéale.

Rehn a estimé qu'il était indispensable que les ministres des Finances de l'Eurogroupe parviennent à un accord lors de leur réunion dimanche soir.

"*Malheureusement, les événements des derniers jours ont conduit à une situation dans laquelle il n'existe plus de solution idéale. Il ne reste aujourd'hui que des choix difficiles à faire*", a déclaré Olli Rehn dans un communiqué.

Une autre loi permettra au gouvernement de contrôler les capitaux bancaires afin d'éviter des retraits massifs à la réouverture des banques, prévue mardi après plus d'une semaine de fermeture forcée.

Les banques chypriotes gèrent 68 milliards d'euros de dépôts bancaires, dont 38 milliards sur des comptes présentant un solde supérieur à 100.000 euros - des sommes énormes pour un pays de 1,1 million d'habitants qu'expliquent les dépôts massifs de ressortissants étrangers, notamment russes, dans les banques chypriotes. Reuters 23.03

Complément lenouvelobs.fr 23.03

Des centaines d'employés de banques ont manifesté samedi 23 mars dans l'après-midi à Nicosie et menacé de se mettre en grève si les autorités chypriotes, engagées dans une course contre la montre pour sauver les banques et l'île de la faillite, ne garantissaient pas leur avenir.

Parti du siège de l'Union chypriote des employés de banques (Etyk), le cortège s'est rendu devant le palais présidentiel puis devant le Parlement, avant de commencer à se disperser dans le calme, même si la colère était palpable.

"*Si vous ne garantissez pas nos fonds de pension, nous nous mettrons en grève à partir de mardi*", date prévue de la réouverture des banques fermées depuis le 17 mars, a lancé Loizos Hadgicostis, président d'Etyk.

"*Nous reviendrons manifester demain [dimanche, NDLR] devant le Parlement et cette fois-ci ce ne seront pas seulement les employés de banques, mais tous les Chypriotes*", a-t-il ajouté, pendant que la foule scandait "*Honte au Parlement*" et "*Nous allons faire la grève*".

"*Ce que la troïka (UE-BCE-FMI) fait est horrible. C'est un complot, pas seulement pour prendre notre argent mais aussi nos emplois. Nous sommes contre ce plan de restructuration des banques*", a déclaré Andreas, un manifestant, tout en se disant d'accord pour le prélèvement sur les gros dépôts.

Les manifestants, qui craignent pour leur emploi en cas de faillite ou de restructuration des banques, portaient des pancartes proclamant "*Pas touche aux fonds de pension*", "*Non à la banqueroute de Chypre*" ou encore *"Laissez-nous rêver*".

A Bruxelles, plusieurs sources proches des négociations ont indiqué que le plan comprenait la restructuration de la Bank of Cyprus et de la Popular Bank (Laiki en grec), qui "doivent disparaître". Une nouvelle banque serait créée avec les actifs sains des deux banques.

La mesure doit être complétée par une décote sur les actifs sains tirés des deux banques. La fourchette en négociation varie entre 15 à 20%.

La Laiki Bank emploie à elle seule plus de 8.000 personnes à Chypre, soit 1% des 840.000 habitants, ce qui illustre la disproportion du secteur bancaire que l'Union européenne dénonce dans l'économie chypriote. lenouvelobs.fr 23.03

2- Centrafrique

La France a envoyé des troupes en Centrafrique pour sécuriser l'aéroport de Bangui face à l'avancée des rebelles du Séléka qui affirment être entrés dans la capitale et disent se diriger vers le palais où se trouve le président François Bozizé.

"*Une compagnie a été envoyée pour renforcer et sécuriser l'aéroport de Bangui. L'aéroport est désormais sécurisé*", a dit une source diplomatique française à Paris.

uelque 250 soldats français se trouvaient dans la capitale centrafricaine avant l'arrivée du nouveau contingent militaire.

Les rebelles centrafricains du Séléka sont entrés samedi dans la capitale Bangui et, selon leur porte-parole, ils progressent vers le palais présidentiel tout en menant des combats contre les forces gouvernementales.

Selon les habitants de la capitale, l'armée régulière conservait samedi soir le contrôle du centre ville où se trouve le palais présidentiel.

"*Le président Bozizé est toujours au pouvoir*", a indiqué à Reuters le porte-parole du gouvernement Crépin Mboli-Goumba. "*Bangui n'est pas encore tombée*", a-t-il ajouté.

Avec la tombée de la nuit, les combats semblaient avoir cessé à Bangui où l'électricité demeurait coupée après la prise de la centrale de Boali par les insurgés.

Les rebelles ont relancé les hostilités cette semaine dans le pays et se sont fixé pour but de renverser le président François Bozizé qu'ils accusent de ne pas avoir respecté un accord de paix conclu en janvier, prévoyant leur intégration dans les forces armées.

Un journaliste de Reuters, présent dans les faubourgs nord de la capitale, a vu les combattants du Séléka repousser les unités de l'armée régulière et prendre position dans le quartier autour de la résidence personnelle de Bozizé.

Un responsable a indiqué que le chef de l'Etat se trouvait dans le palais présidentiel situé dans le centre de la ville.

Nelson Ndjadder, porte-parole du mouvement, a confirmé l'information, ajoutant qu'un hélicoptère de l'armée utilisé depuis vendredi contre les insurgés avait été abattu.

"*Nos deux colonnes se dirigent maintenant vers le palais présidentiel*", a-t-il déclaré à Reuters.

Un membre de la force africaine de maintien de la paix ayant requis l'anonymat a lui aussi fait état de combats entre les rebelles et l'armée à Bangui et indique également qu'un hélicoptère de combat a été abattu.

"*Les rebelles pourraient s'emparer de Bangui ce soir*", a-t-il reconnu, précisant que les casques bleus s'occupaient de la sécurité de l'aéroport. "*Les combats se poursuivent mais il y a des résistances*".

Le Séléka, qui regroupe différents groupes d'insurgés, avait réussi une avancée jusqu'aux portes de Bangui l'an passé reprochant à Bozizé de ne pas avoir honoré un engagement de fournir du travail et un salaire aux combattants en échange de l'arrêt des combats.

L'Afrique du Sud a dépêché quelque 400 soldats pour entraîner l'armée centrafricaine et selon des sources au sein de la force de maintien de la paix, les Sud-Africains se battraient aux côtés de l'armée régulière.

La radio sud-africaine a rapporté vendredi que Pretoria avait l'intention de renforcer son soutien militaire après une rencontre entre Bozizé et le président Jacob Zuma. Reuters 23.03

3- Burkina Faso

Le 15 octobre 1987, Thomas Sankara, président du Burkina Faso depuis le 4 août 1984, était assassiné à Ouagadougou. Les circonstances du complot qui aboutit à son élimination au profit de Blaise Compaoré, toujours au pouvoir à la tête du Burkina, n'ont jamais été élucidées. Étant donné la personnalité de Sankara, son rayonnement international, ses positions révolutionnaires, il est évident que ce complot débordait les frontières du Burkina. Houphouët Boigny, qui redoutait la contagion des idées sankaristes dans sa population, très liée à celle du Burkina – les deux pays n'ont longtemps formé qu'un seul territoire au sein de l'Afrique Occidentale Française – était intéressé au premier chef à la disparition de Sankara.

La France, puissance tutélaire, alors sous la présidence de François Mitterrand, était offensée par les paroles et les actes d'un président qui avait toutes les audaces. Le Burkina venait de voter à l'ONU pour l'inscription de la Nouvelle Calédonie dans la liste des territoires à décoloniser. Le pacte néocolonial était bafoué.

La famille, les amis et les partisans de Thomas Sankara, soutenus par Survie, n'ont pas renoncé à faire la lumière sur cet assassinat. Pour la deuxième fois une demande de commission d'enquête sur l'implication de la France vient d'être déposée à l'Assemblée Nationale, signée de députés du Front de Gauche et de Europe Écologie-Les Verts. Elle ne peut guère aboutir sans l'accord du Parti socialiste majoritaire.

Interrogé à ce sujet par Médiapart, Pouria Amirshahi, apparatchik socialiste, député et secrétaire de la commission des affaires étrangères, a eu des propos curieux : « *la création d'une commission d'enquête parlementaire implique l'existence préalable d'éléments probants car il s'agit de l'engagement d'une institution républicaine qui ne se fait pas à la légère* ». Si on comprend bien, on enquêtera sur l'implication de la France si celle-ci est d'abord démontrée, ce qui rendrait cette enquête inutile. Tout en prétendant ne pas vouloir « *s'immiscer dans les affaires du Burkina Faso* », l'apparatchik socialiste n'hésite pas à affirmer que « *Thomas Sankara est un personnage à double face [...] qui a aussi été tenté par la violence* », sans apporter aucun élément susceptible d'étayer ce procès d'intention. Ces propos sonnent comme un aveu : quel besoin de tenter de dégrader ainsi l'image de Sankara, sinon pour justifier sa liquidation ?

L'aveu est confirmé par l'éloge de Compaoré : « *il ne faut pas être binaire, il a aussi été stabilisateur dans la région* ». Étrange façon de « *stabiliser* » cette région que de soutenir la rébellion de Charles Taylor au Liberia, celle de Sierra Leone, celle des milices du nord en Côte d'Ivoire, celle du MNLA au Mali. On ne saurait mieux reconnaître que le remplacement de Sankara par Compaoré a été une bénédiction pour les intérêts français, qui sont bien les seuls à avoir été « *stabilisés dans la région* ».

En dépit des habituelles promesses de rupture, rien n'a changé. La France de 2013 s'oppose à ce qu'on dévoile les agissements de celle de 1987. L'apparatchik socialiste répète les arguments des apparatchiks gaullistes pour justifier les exactions françafricaines : les grands leaders africains admirés par les grandes âmes n'auraient pas manqué de révéler le monstre sanguinaire qu'ils portaient en eux si nous n'y avions pas mis le holà en les remplaçant par nos garde-chiourme.

En 2001, à l'issue des travaux de la commission d'enquête parlementaire sur la mort de Patrice Lumumba, les députés belges avaient conclu à la « *responsabilité morale* » de l'État belge, arguant notamment du fait que des fonds secrets avaient financé l'opposition à Lumumba. Ils avaient également recommandé la conservation et l'ouverture de toutes les archives et l'approfondissement des recherches historiques, pour « *exorciser le passé*». Rien de tel en France, où tout ce travail de mémoire est stigmatisé du nom de « *repentance* ». C'est précisément la raison pour laquelle le fantôme de Sankara y restera vivant. survie.org 13.03

Haut de page

Le 25 mars 2013

CAUSERIE

La situation sociale et politique se tendant un peu plus chaque jour dans bon nombre de pays, nous sommes bien obligé d'en tenir compte, sans en rajouter, nous ne sommes pas du tout dans le même cas de figure que l'illusionniste Mélenchon, il va falloir que les âmes sensibles en prennent conscience ou s'y habituent rapidement. Quant aux bonnes nouvelles, il faudra se contenter de peu ou attendre des jours meilleurs, c'est ainsi.

Nous ne sommes pas là pour nous raconter des histoires, pour noircir le tableau, on a déjà notre dose et ce n'est qu'un début, ni pour présenter la situation sous un angle avantageux ou faire preuve d'un excès d'optimisme qui n'a pas lieu d'être. L'espoir existe toutefois, tout comme parfois la chance ou ce qu'on appelle le hasard penche de notre côté, sans plus, soyons lucide, regardons la réalité en face, c'est là que se trouve la solution à nos difficultés, et surtout ne nous berçons pas d'illusions qui pourraient nous être fatales.

Manipulation des masses et propagande. Instrumentalisation, diabolisation, amalgame, identification.

Comme toujours, ce sont les imposteurs parlant au nom des travailleurs qui fournissent force arguments à la réaction pour se mobiliser contre la classe ouvrière comme si les occasions lui faisaient défaut.

En quoi affirmer selon Mélenchon que Moscovici aurait "*le comportement de quelqu'un qui ne pense pas français, qui pense finance internationale*", serait faire preuve d'antisémitisme, faudrait-il taire aussi par exemple que les principaux banquiers de la Fed sont des sionistes, les pires antisémites qui n'aient jamais existé ?

Il s'agit là d'un amalgame qui vise à interdire toute critique de l'oligarchie financière, de la dictature de la finance internationale dont on se fout de savoir si elle compte parmi ses membres des juifs, de la même manière que toute critique du gouvernement israélien ou du comportement en général d'un juif devrait être proscrite pour être immédiatement assimilée à une manifestation antisémite, le "*peuple*" juif étant supérieur à tous les autres, "*élu*" pour régner sur la terre, tandis que le peuple palestinien et les Arabes appartiennent à une espèce inférieure qui ne mérite même pas d'exister, qu'il faut dominer, contrôler, espionner, initimider, réprimer par la force à défaut de pouvoir les éliminer. On est en présence de schizophrènes, de dangereux criminels psychopathes.

Ce sont ceux qui retiennent ce critère, l'antisémitisme, qui ont rappelé que Moscovici était juif et non Mélenchon à notre connaissance (confirmation plus loin).

Pour notre part nous ne retiendrons qu'une chose, deux dirigeants de l'UMP, Jean-François Copé et Nathalie Kosciusko-Morizet, sont montés au créneau pour défendre le ministre des Finances du PS et sa politique économique et antisociale, qui effectivement aurait tout à fait sa place dans leur parti puisqu'il applique la même politique.

L'UMP par là procède à un autre amalgame entre ce qu'elle appelle l'extrême gauche, Mélenchon, le PG, le FdG, et l'extrême droite, qui a une autre époque dénonçait un complot judéo-maçonnique fomenté par la finance internationale dominée par des banquiers juifs comme responsable de la situation économique du pays et dépeignant les juifs en général comme rongés par la cupidité et l'avarice, la pire vermine à exterminer.

Voilà de quoi ils accusent Mélenchon, visant en réalité la classe ouvrière, ses organisations et partis qu'il faudrait museler pour que le gouvernement puisse tranquillement appliquer la politique dictée par l'oligarchie financière dont la troïka est le porte-parole. C'est un procédé utilisé par les dictatures, comme le sont effectivement les institutions de Bruxelles et de Washington, ajoutons le gouvernement israélien qui martyrisent le peuple palestinien depuis plus d'un demi-siècle.

Comme beaucoup j'imagine, je ne savais pas que Moscovici était juif et on s'en fout totalement. Ma compagne est noire et je n'ai jamais remarqué sa couleur de peau. Ces gens-là sont ignobles, pour le coup il est parfaitement légitime de faire table rase du vieux monde pourri qu'ils incarnent et de se débarrasser de cette vermine. Non, on ne se trompe pas en affirmant que les sionistes sont les pires antisémites, les pires ennemis de la classe ouvrière internationale, ils viennent une nouvelle fois d'en administrer la preuve.

En complément de cet article rédigé hier soir.

Mélenchon cite la Bible, pris à son propre piège il se sent obligé de s'expliquer parce qu'il ne peut pas aller au bout de son analyse et expliquer qu'on est en présence de sionistes et qu'ils sont les pires antisémites et ennemi du prolétariat, du socialisme, et la mise en avant de la religion juive ou leur apparenance à la communauté juive ne sert qu'à camoufler leurs véritables intentions politiques, leur véritable nature.

Mélenchon obligé de s'expliquer est sur la défensive, parce qu'il a des comptes à rendre au PS qu'il le veuille ou non puisqu'il n'a pas réellement rompu avec lui, les élections de 2012 l'ont démontré si nécessaire, celles de 2014 le confirmeront.

Jésuitisme ou quand l'hypocrisie sert de principe pour gouverner.

Rappel. Le samedi 16 mars, à Bruxelles, lors de la réunion de avec les autorités grecques de l'Eurogroupe, de la BCE et du FMI, à l'unanimité était votée la taxation de tous les dépôts bancaires, donc Moscovici l'avait votée.

Le dimanche 24 mars Pierre Moscovici a estimé qu'il n'était pas raisonnable de songer à taxer les dépôts bancaires chypriotes de moins de 100.000 euros. (Reuters 25.03)

Quand celui qui est à la fois l'assassin et le bourreau se pose en victime.

- Pierre Moscovici lui-même, qui est d'origine juive, a déclaré dimanche que M. Mélenchon "*est en train, par détestation de la social-démocratie, par détestation du parti socialiste, de franchir certaines bornes*". "*Il y a des choses auxquelles on ne touche pas*", a dit le ministre lors de l'émission Dimanche+ sur Canal+.

(On ne touche pas à la dictature du capital qu'incarne le pouvoir exorbitant acquis par l'oligarchie financière. - Ndlr)

"*J'ignorais quelle était la religion de Pierre Moscovici et je n'ai pas l'intention d'en tenir compte dans l'avenir, pas davantage que dans le passé*", a dit dimanche M. Mélenchon lors du meeting de clôture du congrès. "*Mais si un jour parce qu'il est juif*", Pierre Moscovici était menacé, "*il nous trouverait tous, comme un seul corps, pour le défendre*", a-t-il ajouté.

(Quelque part cela va de soi, mais il faut aussi tenir compte de la personne qui tient un tel discours, Mélenchon qui a un autre point commun avec les dirigeants du PS et les principaux ministres, peut-être Moscovici aussi je n'en sais rien, c'est d'être franc-maçon, une compromission de plus, il les accumule après s'être allié au squelette du stalinisme. - Ndlr)

"*Harlem Désir instrumentalise l'antisémitisme et de façon insupportable*", a-t-il déclaré quelques minutes plus tard aux journalistes.

(Il le peut parce que vous ne dites rien sur la véritable nature du sionisme. C'est vous monsieur Mélenchon qui l'autorisez à se servir de cet instrument de propagande parce que vous menez en permanence un double langage, parce que vous avez une double nature, ce qu'ils savent parfaitement, en réalité une seule puique vous êtes incapable de rompre avec la franc-maçonnerie et les institutions du capital, l'UE, l'ONU, l'euro. - Ndlr)

"*Un coup, une blessure*", a admis au sujet de cette polémique Jean-Luc Mélenchon qui trouve les propos du premier secrétaire du PS "*très offensants et humainement spécialement blessants de la part de quelqu'un qui a milité avec moi pendant des années*".

(On ne peut se sentir "*blesser*" que de la part de quelqu'un qui se situe dans le même camp que vous, dont on est proche, qu'on estime, qui fait partie de votre famille politique, mais non de la part de quelqu'un que l'on caractérise comme notre ennemi. D'où l'importance de caractériser très précisément le PS, avis à ceux qui s'y refusent ou lui trouvent des circonstances atténuantes pour ne pas le situer dans le camp de notre ennemi. - Ndlr)

Durant la journée de dimanche, les réactions se sont succédé, notamment celles de plusieurs ministres, Manuel Valls, Arnaud Montebourg ou Nicole Bricq condamnant les déclarations de M. Mélenchon. Pour la ministre de l'Environnement, Cécile Duflot (EELV) le co-président du PG "*n'est pas antisémite*" mais "*il flirte avec le dérapage à chaque instant, notamment sur les questions de nationalisme*".

(Les chiens aboient et la caravane passe ! -Ndlr)

Jean-François Copé et Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP) ont également fustigé les propos de Jean-Luc Mélenchon sans toutefois accuser explicitement le coprésident du parti de gauche d'antisémitisme.

(Eux ils assument le camp dans lequel ils sont, les dirigeants du PS n'en sont pas capables et l'on comprend pourquoi, toute la différence est là, pour le reste, c'est la même pourriture. - Ndlr)

Mélenchon. "*Il (le gouvernement) ne pense qu'à cajoler la finance*", a-t-il lancé sur scène.

(Ne le saviez-vous pas avant d'appeler à voter pour Hollande ? - Ndlr)

"*Si le président de la République ne se réveille pas, s'il ne comprend pas qu'il n'est pas dans un congrés permanent du PS à la tête de l'Etat (...) bientôt il verra que les autres n'en ont rien à faire de sa gentillesse et de ses blagues*", a-t-il dit.

(Et c'est reparti avec son numéro d'illusionniste, il est là le double langage permanent de Mélenchon (et de Laurent). Hollande pourrait se "*réveiller*", il pourrait "*comprendre*" que le PS et l'Etat sont deux choses différentes, car voyez-vous, s'il est endormi et réalise cette confusion, ce serait malgré lui ou eux, une simple erreur qu'il pourrait corriger, non, cela n'a rien à voir avec sa nature, la classe dont il représente les intérêts et qu'il ne trahira jamais, c'est ainsi que Mélenchon épargne Hollande et soutient le régime. - Ndlr)

"*La finance internationale a fait son cahier de brouillon en Grèce, elle en fait un deuxième à Chypre , c'est nous les suivants*", a affirmé l'ex-candidat Front de gauche à la présidentielle pour qui "*l'affaire de Chypre a été un franchissement*".

(Erreur, le "*brouillon*" a eu lieu il y a fort longtemps, aux Etats-Unis, au pays du cartel des banquiers qui ont acheté littéralement les institutions et liquider l'essentiel des droits politiques de la classe ouvrières et la démocratie au passage, qui a servi de modèle à l'UE, à la BCE, à l'euro, la même dictature se mettant en place des deux côtés de l'Atlantique. Au passage, voilà une autre faiblesse de Mélenchon qui ne met pas en avant cet argument.

La différence entre nous et monsieur Mélenchon, c'est que nous avons une vision globale, universelle de la situation, à 360°, alors que lui il en a une vision étriquée, ethnocentrique. La nôtre englobe le passé, le présent et le futur, la sienne se limite au présent, et l'on comprend pourquoi, se pencher sur son propre passé pourrait s'avérer particulièrement douloureux, et le futur pourrait lui être fatal car il n'en aura pas comme il est parti. C'est là aussi qu'on s'aperçoit que nos analyses et nos positions sont libres de tout intérêt individuel ou ambition personnelle, alors que les siennent sont liées à sa petite personne. Cela permet également de comprendre pourquoi lui et ses semblables du Front de gauche sont finalement dans l'impossibilité de représenter et défendre les intérêts collectifs de notre classe. - Ndlr)

"*Nous ne sommes pas en train de dire que nous proposons de sortir de l'euro*", a-t-il toutefois précisé. "*En sortir, serait accepter +l'euro Merkel+*", a dit M. Mélenchon qui souhaite "*un euro des peuples*".

(Encore heureux que vous ne souhaitez pas "*sortir de l'euro*", autant vous compromettre jusqu'au bout sinon vos mentors ne vous le pardonneraient pas.

Sérieusement que dit ici Mélenchon ? Rompre avec l'UE, la BCE, le FMI, serait leur donner raison, alors autant collaborer avec eux pour qu'ils se mettent au service des peuples au lieu de servir la finance. Il n'est pas sorti du même tonneau que Hollande, Moscovici, Fabius et Cie pour rien, et il y a fort à parier que replacer dans le contexte des années 30, il aurait adopté les mêmes positions que leurs semblables, autant face aux banquiers qu'au régime nazi, c'est le même poison qu'il nous sert en vérité derrière son discours qui se veut radical en direction des naïfs ou des privilégiés qui espèrent ainsi maintenir leur niveau de vie confortable de petits-bourgeois. Les affronter, Mélenchon, le PG et le FdG en sont incapables, voilà une autre leçon à retenir. - Ndlr)

"*L'infecte propagande du parti solférinien va se mettre en route*", a-t-il annoncé, en parlant du PS, dont le siège est rue de Solférino.

Un "*parler cru et dru*", qu'a revendiqué sur scène Jean-Luc Melenchon "*fier d'être tribun*". "*Je ne leur reconnais aucune suprématie intellectuelle parce que ma manière de parler les dérange, parce que j'appelle un chat, un chat et mon camarade, un salopard, un salopard*", a-t-il lancé sous les applaudissements d'une salle pleine.

(Plus la crise du capitalisme s'aggrave, plus les rapports entre les classes se tendent et plus les uns et les autres doivent radicaliser leurs discours en direction de leurs troupes pour donner le change, sans que cela change quoi que ce soit à leurs véritables intentions ou à leur action, car c'est à cela qu'on les juge en dernier ressort, les paroles s'envolent seuls les actes comptent ou demeurent. En la matière, Mélenchon refuse de rompre avec l'UE, l'euro et l'ONU, on en restera là, tout le reste n'est que baratin. - Ndlr)

"*Dans la Bible, il est écrit que Dieu vomit les tièdes*", a-t-il rappelé. AFP 24.03

Au-delà des apparences, Mélenchon pataude dedans ! Si elle "*vomit les tièdes*", on imagine le sort qu'elle réserve aux faibles : l'enfer de l'exploitation de l'homme par l'homme de l'esclavage de l'Antiquité aux temps modernes en régime capitaliste, que justifient ou légitiment toutes les religions.

Les intellectuels, qui en général sont des gens fort modestes, c'est bien connu, s'imaginent qu'ils peuvent se passer de penser ou réfléchir avant de parler comme si tout ce qui sortait de leur bouche était forcément sensé ou parole divine, ce qu'on peut discerner quand on se penche attentivement sur leurs discours. On n'en a pas toujours le temps, il faut dire.

Mélenchon est misérable et méprisable quelque part, car il répond à ses adversaires ou ennemis sur le terrain qu'ils ont choisi pour l'attaquer, celui de la religion, une concession ou une faiblesse (de plus) qu'ils pourront exploiter par la suite, car ils savent autant que nous à quoi s'en tenir à propos de cet histrion après avoir décrypté son double langage, sans parler qu'ils ne sont pas sans savoir que c'est un renégat du marxisme, une proie facile qu'ils peuvent utiliser ou manipuler à leur guise selon les circonstances.

On ne peut comprendre ces joutes médiatiques ou ces polémiques que si on prend en compte les qualités et les défauts de chacun des acteurs en scène au-delà de leurs réelles intentions, leur nature sociale respective, leur place et leur rôle au sein des institutions...

Vous estimerez peut-être que je passe trop de temps sur ce genre de sujets. Je pense au contraire que je n'y consacre pas suffisamment de temps. Car l'air de rien j'applique une méthode d'analyse critique que bien des militants ne maîtrisent pas et qui leur sera fort utile pour analyser par la suite tout un tas de questions, événements, articles, déclarations ou discours. Si je ne suis pas utile à grand chose ou que je n'ai rien de plus à vous proposer, à mon niveau je peux au moins faire oeuvre de pédagogie pour servir notre cause. Après cela vaut ce que cela vaut, je n'ai aucune prétention en la matière, j'explique les choses telles que je les comprends aussi simplement que possible.

Tenez, je vais vous avouer un truc. Personnellement je considère Mélenchon et les siens comme des gens fort malhonnêtes, qui trichent et mentent comme des arracheurs de dents, ils me dégoûtent profondément. Pour moi un simple mensonge vaut une condamnation sans appel, définitive, c'est insupportable, détestable, indigne de la moindre confiance, en politique j'entends, moins dans la vie quotidienne en admettant que chacun puisse connaître un moment de faiblesse puisqu'il nous faut subir bien des difficultés que la société nous impose et qu'on n'a pas choisi.

En politique, c'est forcément en connaissance de cause, délibérément qu'on adopte un certain comportement, qu'on se complait dans certains rapports, on n'emploie pas par hasard ou par caprice un double langage, un discours radical, une posture d'opposant virulent, d'ennemi juré du capital pour finalement s'en accommoder, on ne s'allie pas avec l'ennemi juré du léninisme, de la révolution socialiste internationale, les restes putrides du stalinisme en déclarant qu'on ne sent rien de tel, non, non et non, il ne faut avoir aucun principe ou alors à géométrie variable, aucune conviction ou si peu assurée qu'on est prêt à les brader au plus offrant, aucun idéal ou alors qui se réduit à la bonne conscience qui agit comme un somnifère pour ne pas faire de cauchemar la nuit pour croire une chose pareille.

On a besoin d'un parti bâti sur le modèle du parti bolchevik et de dirigeants irréprochables, qui fassent preuve d'une honnêteté absolue, dont les faiblesses ou imperfections sont somme toute aussi naturelles que pour chacun d'entre nous ne constituent pas des handicaps pour assumer leur mandat, il leur faut donc pour les compenser posséder des qualités exceptionnelles, car dans le cas contraire pour justifier leur politique à un moment donné ils seront tentés de mentir, tricher, manoeuvrer, de recourir à des méthodes détestables, etc. et une fois mis le doigt de cet engrenage infernal, c'est tout le parti qui sera gangrené et y passera, il sera foutu pour notre cause. Engels disait que dans ce cas-là il est irrécupérable et il faut impérativement en construire un nouveau avec d'autres dirigeants... L'expérience à montrer amplement au cours du XXe siècle qu'il ne s'était pas trompé, hélas, mais c'est ainsi. On ne se refait pas.

ACTUALITE EN TITRES

La réaction se mobilise.

- Sarkozy: le juge Gentil accusé de manque d'impartialité - AFP

- Mariage homo: Boutin demande la démission de Valls - AFP

- Débordements à la manifestation anti-mariage gay: la tentation de la radicalité - L'Express.fr

Où, à Doha, Jérusalem, Saint-Domingue ?

- Sarkozy a encore un avenir politique pour 63% des Français - AFP -

En famille.

- Copé et NKM condamnent les propos de Mélenchon sur Moscovici - AFP

- Julien Dray «*peut comprendre la colère*» de Nicolas Sarkozy - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi se permettent-ils une telle arrogance ?

Des centaines de milliers d'opposants au mariage gay et à l'adoption par les couples homosexuels se sont rassemblés dimanche à Paris contre le projet de loi sur le "*mariage pour tous*" en voie d'adoption par le Parlement.

Ils étaient 300.000, estime la préfecture de police, selon laquelle les chiffres définitifs ne seront connus qu'en début de semaine. Les organisateurs revendiquent pour leur part 1,4 million de participants.

Des heurts ont éclaté entre les forces de l'ordre et des manifestants qui tentaient de franchir des barrages interdisant l'accès à l'avenue des Champs-Elysées.

Les forces de l'ordre "*ont été contraintes de faire usage ponctuellement de gaz aérosols compte tenu du comportement très agressifs de certains manifestants*", a expliqué à la presse le directeur de cabinet du préfet de police, Laurent Nunez.

Des manifestants, parfois des pères ou mères de familles, ont vigoureusement protesté contre l'usage de ces gaz. Certains ont commencé à scander "*Hollande démission !*"

"*C'est inacceptable d'envoyer des gaz contre des enfants. Est-ce qu'il est normal qu'on ait des forces de l'ordre dans la République qui tirent sur des familles et des enfants ?*" s'est indigné l'ancien ministre UMP Laurent Wauquiez.

"*Un gouvernement républicain ne peut pas rester sourd à une mobilisation pareille*", a renchéri Henri Guaino, qui avait lancé un appel à "*censurer le gouvernement dans la rue*". Reuters 24.03

Mais alors, comment un "*gouvernement républicain*" a-t-il pu rester "*sourd* quand des millions sont descendus dans la rue pour manifester contre la remise en cause de leur droit à la retraite ? Ah, là c'était pour la bonne cause, ce n'était pas les mêmes couches de la population ou la même classe qui étaient concernées, on comprend, on comprend, la démocratie ne peut exister qu'à condition de la confisquer à la majorité de la population, n'appellerait-on pas cela une dictature ?

Et puis les voilà qu'ils rouspètent les pauvres chéris, les forces de l'ordre se sont retenus et ont fait usage " *ponctuellement*" de "*gaz aérosols*", voyez-vous cela pour un peu ils ont utilisé du désodorisant pour désinfecter les abords de vos quartiers chics, et vous vous plaignez, en fait il s'agissait d'un pesticide, franchement, ils ne sont jamais contents les nantis, à côté les ouvriers de chez Goodyear n'ont pas vraiment bénéficé du même traitement de faveur, s'ils avaient pu il les aurait tout simplement gazés !

Cela lui fait les pieds à cette vermine, à ces réacs pourris, je ne suis pas pour le mariage pour tous, je suis contre le mariage tout court, mais j'ai par dessus tout en horreur cette saloperie immonde, que la bête meurt et l'humanité, notre planète sera sauvée !

Chypre. L'arnaque. Coup d'Etat de l'oligarchie financière.

Les discussions étaient très tendues dimanche soir à Bruxelles entre les autorités chypriotes et les bailleurs de fonds internationaux sur le sauvetage de Chypre, sous la menace d'une faillite et d'une sortie de l'euro.

"*Les négociations continuent. Nous faisons le maximum pour Chypre* ", a indiqué en début de soirée le président Nicos Anastasiades sur son compte Twitter.

Il a même mis sa démission dans la balance. "*Vous voulez me forcer à démissionner?*", a-t-il demandé aux responsables de la troïka des bailleurs de fonds (UE, BCE, FMI), selon l'agence de presse CNA, citant des sources au palais présidentiel. "*Si c'est ce que vous voulez, dites-le moi*", a-t-il ajouté.

"*Je vous fais une proposition, et vous ne l'acceptez pas. Je vous en donne une autre et c'est la même chose. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse?*" a-t-il lancé.

M. Anastasiades s'était entretenu toute l'après-midi avec les présidents du Conseil européen, Herman Van Rompuy, de la Commission, José Manuel Barroso, de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, ainsi que la directrice du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde.

Ces discussions, dont l'objectif était initialement de faciliter une "*solution pour Chypre*" avant l'Eurogroupe convoqué dans la foulée, sont devenues centrales pour trouver un accord permettant le déblocage des 10 milliards d'euros que doivent octroyer l'UE et le FMI.

Les ministres des Finances de la zone euro, qui attendaient l'issue de ces tractations, ont débuté leur réunion vers 22H00

(21H00 GMT), avec plus de quatre heures de retard, selon plusieurs sources diplomatiques.

Mais la confusion régnait dans l'immédiat, un diplomate chypriote affirmant que la réunion n'avait en fait pas commencé. Selon des sources diplomatiques, elle pourrait être interrompue et reprendre lundi.

"*J'espère qu'on arrivera à un résultat*", a déclaré le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. "*Mais cela suppose que les Chypriotes voient la situation de façon réaliste(...). La décision est dans leurs mains*", a-t-il insisté à son arrivée à Bruxelles.

Pour le Français Pierre Moscovici, "*les paramètres d'une solution existent mais le diable est souvent dans les détails*". Il a insisté sur la nécessité de taxer les dépôts les plus importants à Chypre et de mettre fin à ce qu'il qualifie d'"*économie-casino*". "*Sinon c'est vous, c'est moi, c'est nous qui allons payer la facture*", a-t-il ajouté.

En cas d'échec des discussions, le bras de fer entre Nicosie et ses potentiels bailleurs de fonds pourrait précipiter la banqueroute du pays et sa sortie de la zone euro. Chypre est sous la menace directe de la BCE, qui coupera les vivres à ses banques dès lundi faute d'accord.

"*Nous avons une obligation de trouver un accord cette nuit car il faut assurer la stabilité de la zone euro*", a prévenu le ministre luxembourgeois, Luc Frieden. Son homologues espagnol, Luis De Guindos, ministre d'un pays fragile, a souligné qu'en cas d'échec, il pourrait y avoir "*contagion*" de la crise chypriote à d'autres pays de la zone euro.

Samedi, des négociations-marathon ont eu lieu à Nicosie entre des représentants de la troïka -UE, BCE et FMI- et les autorités chypriotes sur les moyens de réunir les 5,8 milliards d'euros exigés en échange d'un prêt international de 10 milliards.

Cette somme devait provenir d'une taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires, même les plus modestes. Mais ce plan, qui a mis le feu aux poudres, a été rejetée mardi par le Parlement chypriote. Nicosie devait également combler ses besoins financiers en procédant à des privatisations et en augmentant son impôt sur les sociétés pour atteindre un total de 7 milliards d'euros.

Selon un haut responsable du gouvernement chypriote, cité par l'agence CNA, les tractations butent notamment en raison de l'attitude "*rigide*" du FMI, qui formule "*chaque demi-heure une nouvelle exigence*". AFP 24.03

Je vous laisse apprécie l'hypocrisie qui transpire à travers ces déclarations, évidemment, ils ignoraient que l'*économie-casino*" était la règle à Chypre. J'ai comme l'impression qu'ils ont décidé de faire d'une pierre deux coup, réaliser un hold-up sur les dizaines de milliards d'euros déposés dans les banques par des oligarques russes et mettre ainsi à bas l'économie du pays, pour ensuite justifier de saigner à blanc les masses chypriotes. A suivre.

En Grèce, il n'est pas question de récupérer les quelque 300 milliards d'euros que les nantis ont planqué dans des banques à l'étranger ou dans des paradis fiscaux. Idem pour l'Espagne et demain d'autre pays. Mais où sont donc passés les 1.000 milliards d'euros que la BCE a versé généreusement aux banques en début d'année ? A côté les quelques milliards d'euros qui manquent à Chypre, c'est de la pacotille. Pourquoi ces arguments ne sont-ils pas repris par les opposants déclarés à ces régimes ? Cherchez l'erreur.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Le chef de l'opposition syrienne Ahmed Moaz al-Khatib a annoncé dimanche sa démission et la principale composante de la rébellion a désavoué le "*Premier ministre*" rebelle, illustrant publiquement la difficulté des opposants à unifier les rangs face au régime de Bachar al-Assad.

Ces annonces coup sur coup montrent aussi l'âpre rivalité des parrains des opposants, notamment le Qatar et l'Arabie saoudite, qui entendent garder la main sur ceux qui pourraient un jour parvenir au pouvoir en cas de chute de l'actuel président syrien, selon des sources politiques.

En revanche, sur le terrain les rebelles ont poursuivi leur offensive, en prenant dans le sud du pays le contrôle d'une bande de 25 km allant de la Jordanie à la ligne de cessez-le feu avec Israël sur le plateau du Golan, a affirmé dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

A la tête depuis novembre de la Coalition nationale de l'opposition, groupe reconnu comme le représentant légitime du peuple syrien par des dizaines de pays et d'organisations internationales, M. Khatib a annoncé qu'il démissionnait pour "*pouvoir oeuvrer avec une liberté que je ne peux pas avoir au sein d'une organisation officielle*".

Cette annonce est survenue deux jours après l'échec des pays européens à se mettre d'accord sur l'envoi d'armes aux rebelles syriens, un projet défendu par Londres et Paris.

De plus, la communauté internationale n'arrive pas à s'entendre sur les moyens de régler le conflit déclenché le 15 mars 2011 par une révolte militaire qui s'est militarisée face à la rébellion. L'Occident veut le départ de M. Assad et la Russie, alliée du régime, refuse toute ingérence dans la crise.

Mais l'opposition syrienne n'est pas non plus à l'abri des divisions.

Selon des opposants, M. Khatib aurait voulu démissionner depuis un certain temps car il était opposé à la nomination d'un Premier ministre rebelle d'intérim, Ghassan Hitto, élu le 18 mars pour former un gouvernement chargé de gérer les territoires sous contrôle rebelle.

Et selon l'un d'eux, il reprochait "*à certains pays, notamment le Qatar, de vouloir contrôler l'opposition*" et d'avoir imposé l'élection de M. Hitto, soutenu par les Frères musulmans.

En visite à Bagdad, le secrétaire d'Etat américain John Kelly a affirmé que sa démission n'était "*pas une surprise*". *"C'est un homme que j'aimais et dont j'appréciais le leadership*".

M. Hitto a été élu à Istanbul par 35 voix sur 49 après 14 heures de discussions à huis clos. Des membres de la Coalition, dont son porte-parole Walid al-Bounni, ont gelé leur appartenance après cette élection.

Dimanche, l'armée syrienne libre (ALS), la principale composante de la rébellion, a annoncé son refus du nouveau "*Premier ministre*".

"*Avec tout notre respect pour Ghassan Hitto*", nous ne le reconnaissons pas comme Premier ministre car la Coalition ne l'a pas choisi par consensus", a déclaré à l'AFP, Louaï Moqdad, un responsable de l'ASL.

Selon un politologue syrien qui requis l'anonymat, cette crise "*illustre la rivalité entre le Qatar, qui s'appuie sur les Frères musulmans et est opposé à tout compris avec le régime, et l'Arabie saoudite et les Etats-Unis qui souhaitent une solution pour mettre fin à la guerre*".

Ces annonces ont pris de court les ministres arabes des Affaires étrangères, réunis à Doha, qui ont évité de se prononcer sur une participation de l'opposition syrienne au sommet de Doha mardi. AFP 25.03

2- L'armée du régime sioniste vient de frapper une base de l'armée syrienne, dans la localité de "*Tal Fars*", sur les hauteurs du Golan, en réponse à des tirs contre une patrouille militaire israélienne.

Selon *Russia Today*, c'est le journal "*Yediot Aharonot*", qui rapporte cette information, sans être en mesure de confirmer si l'attaque a fait ou pas des morts ou des blessés. La chaîne 10 de la télévision israélienne avait annoncé, quelques heures plus tôt, l'attaque contre une patrouille de l'armée israélienne, attaque qui n'a pas fait de victime. Les terroristes d'Al-Nosra auraient joué, sans doute, le rôle d'informateur, dans cette attaque. c'est la seconde fois, depuis le début de la guerre contre la Syrie, qu'Israël entre, directement, en action.

L'aviation sioniste a bombardé, il y a quelques semaines, un centre de recherche militaire, dans la banlieue de Damas. Les terroristes de l'ASL et d'Al-Nosra, qui ont conclu, récemment, un accord avec Israël, pourraient, aussi, être à l'origine des tirs contre une patrouille sioniste. Après tout, le schéma a été le même, sur les frontières syro-turques ! french.irib.ir 25.03

3- Le courant Bana al Dola , opposition interne accuse Ghassan Hitto de vouloir démembrer la Syrie à l'aide de la Turquie .

Quiconque veuille décrocher un siège au sein de la Ligue arabe et d'autres instances internationales par des moyens aussi pervertis est complice des courants qui cherche la désintégration de la Syrie, le courant accuse les parties internationale d'avoir foulé au pied la déclaration de Genève et cherché à bloquer toute solution politique de la crise .

La Ligue arabe a exercé d'intenses pressions sur le CNS pour qu'il forme vie Hitto un cabinet d etransition et pour qu'il puisse occuper le siège syrien au sein de ce conseil... ce cabinet s'il venait à voir le jour ne sera qu'un jouet entre les mains des puissances régionales et internationales et l'administration des régions du nord de la Syrie est un prélude à la désintégration. Le Qatar succède à l'Irak à la tête de la Ligue et il a invité Hitto en lieu et place de l'Etat syrien. french.irib.ir 25.03

Haut de page

Le 26 mars 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne 25 articles supplémentaires.

Précision. L'adresse qui figure dans la page d'accueil à la suite des titres des différents articles est celle des portails à partir desquels j'ai téléchargé ces articles, mais pas forcément celle du portail qui les a publiés à l'origine, cette précision figure dans l'en-tête ou à la fin des articles en question.

J'avais prévu plusieurs sujets de causerie et puis je viens d'apprendre que mon épouse a eu un malaise (A Aubagne en France où elle est toute seule), elle a atterri aux urgences puis a été mise en soins intensifs il y a deux jours, apparemment elle serait sauvée. Je dois aller en moto à Pondichéry pour l'appeler. A demain.

1er avril

A la suite du scandale, le gouvernement britannique avait inséré des dispositions dans la loi sur les services financiers qui doit entrer en vigueur le 1er avril, afin que le Libor puisse être contrôlé. Sa fixation ne sera plus du ressort de l'Association des banquiers britanniques (BBA) mais d'une nouvelle institution qui doit encore être nommée. AFP 25.03

Nommé par qui ? La Banque d'Angleterre dont le nouveau gouverneur est issu de Goldman Sachs ?

Le saviez-vous ?

Le Royaume-Uni, la Suisse, l'Irlande ou encore le Luxembourg ont refusé l'application de la taxe sur les transactions financières imposée par la Commission européenne et soutenue par la France notamment. Reuters 25.03

Ils font ce qu'ils veulent, la Commission européenne ne les met pas en demeure de respecter cette réglementation européenne, ne les menace pas de représailles ?

Non, parmi ces pays il y a au moins trois paradis fiscaux, trois et demi puisque l'Irlande se distingue par une législation particulièrement avantageuse en terme d'impôts sur les bénéfices des entreprises, qui en réalité déclarent ce qu'elles veulent.

ACTUALITE EN TITRES

L'amalgame de trop.

- Mélenchon : «*Irresponsable*» mais pas «*antisémite*» - LeFigaro.fr

- Mélenchon, la colère d'un frustré - LePoint.fr

- Valls: le mot "*salopard*" pour Moscovici est "*inacceptable*" - AFP

Manipulation. Comment faire monter le FN. Mode d'emploi médiatique.

Les faits.

- Juin 2012, la participation dans la 2ème circonscription de l'Oise a été de 58,82% au premier tour et de 59,75% au second. L'abstention avait été de 41,18% au premier tour.

- 24 mars 2013, la participation a été d'à peine 35%, au second tour et de 32% au premier tour.

- En juin 2012 la candidate du FN Florence Italiani a récolté au premier tour 11 185 voix.

- En mars 2013 au second tour où elle était présente 13.120 voix.

Cela qui signifie que sur quelque 86 000 électeurs inscrits, le FN a progressé de 1935 voix, soit une progression tout a fait vertigineuse et présentant un danger extrême de 2,25% !

Titres de la presse à grand spectacle avide des jeux du cirque de l'Antiquité dans sa version moderne genre extermination en masse.

- Dans l'Oise, le FN fait trembler l'UMP - LeParisien.fr

- L'UMP accuse le PS de faire le jeu du FN - LeFigaro.fr

- Le FN vante les mérites de sa "*victoire*" dans l'Oise - L'Express.fr

- Oise: 40% des voix du PS se seraient reportées sur le FN - Slate.fr

- Municipales : le FN veut des alliances locales avec l'UMP - LeFigaro.fr

Ce qui menace le PS et l'UMP, c'est l'abstention massive, le rejet de leur politique dont les électeurs comprennent qu'elle sont finalement identiques, et si certains votent davantage FN que FdG, ce n'est pas par conviction mais parce qu'ils estiment que le FN est plus sérieux ou présente mieux à leurs yeux, le FN incarnant le pouvoir et la société ou les rapports auxquel ils sont subordonnés, tandis que le FdG incarne la classe dominée, leurs propres faiblesses ou contradictions dont ils ne comprennent pas la nature.

Le petit notable de province est un cabotin.

- Arnaud Montebourg se réclame de Roosevelt mais est-il bien conscient du vrai bilan du "*New Deal*" ? - Atlantico.fr

Il est dorénavant admis que le "*New Deal*" n'avait pas réalisé le miracle tant attendu, et que c'est seulement la perspective de l'entrée en guerre des Etats-Unis et sa reconversion à l'économie de guerre qui a permis d'endiguer (provisoirement) le chômage de masse.

La palme du populisme du jour.

- Laurence Parisot : "*Certains voudraient faire du patronat un outil de combat systématique*" - LePoint.fr

- Pourquoi vouloir taxer les riches revient toujours à taxer les pauvres - Atlantico.fr

Les dictateurs font des envieux.

- Les autres Européens sont "*jaloux*" de l'Allemagne, selon Schäuble - AFP

- Le plan pour Chypre est «*équitable pour tous*» selon Berlin - Liberation.fr

Evident, non ?

- L'âge de la déflation : les économies mondialisées sont-elles condamnées à la spirale dépressive ? - Atlantico.fr

Depuis quand le capitalisme pourrait-il échapper à la crise, ne pas s'effondrer ?

Les charrettes.

- TNT Express supprime 4.000 postes après l'échec de sa reprise par UPS - AFP

- Gary Klesch va liquider une partie de Kem One - AFP

- Saint-Gobain va fermer une usine belge de pare-brise: 263 emplois supprimés - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre de rapine internationale de l'oligarchie financière de Kaboul à Bamako en passant par Nicosi, Damas, Athènes, Tripoli, Madrid, Bagdad...

Annulation de la dette, à bas le gouvernement à la solde des banquiers et complice de la troïka, grève générale du secteur bancaire contre les licenciements annoncés.

Les porte- parole de l'oligarchie financière transatlantique viennent de décider du démentèlement d'une banque d'Etat dans un pays souverain et d'imposer du même coup des milliers de licenciements. Ce n'est pas seulement sur les dépôts des riches qu'ils vont faire main basse mais aussi sur une partie des économies de la classe moyenne. Au-delà ils ont prévu d'imposer des privatisations à ce pays, ainsi que des réformes structurelles qui se traduiront par des coupes drastiques dans les budgets sociaux de l'Etat, comme dans tous les pays de l'UE.

Toutes ces mesures décidées par la troïka avec l'accord à l'unanimité des ministres des Finances de la zone euro, dont le Français Moscovici, ainsi que le gouvernement chypriote, ont été prise en violation de la souveraineté du peuple chypriote qui de toute évidence était plus théorique que réelle, en recourant à un artifice juridique rendant seul le gouvernement responsable de ces mesures, grâce à ce tour de passe-passe elles ne feront même pas l'objet d'un vote à son parlement de crainte qu'elles soient rejetées, ce qui constitue un coup d'Etat de la finance et du gouvernement contre le peuple chypriote dont les droits politiques sont piétinés.

Mieux encore, le président de l'Eurogroupe a déclaré au Financial Times que des mesures similaires pourraient être appliqués dans n'importe quel pays de la zone euro après l'avoir sciemment conduit à la faillite. Ainsi la dictature de l'Union européenne contre les peuples s'étale au grand jour ainsi que celle de tous les gouvernements qui la compose.

S'organiser, se mobiliser dans la perspective d'abattre ces gouvernements, les institutions de ces pays pour rompre avec la troïka et le capital, telle est la seule voie pour s'émanciper du joug de cette dictature et pendre le pouvoir politique, reconstruire la société sur la base de nos besoins et non plus sur celle de la compétitivité et du profit qui ne profite qu'à une minorité de parasites qu'il faut dépouiller de tous leurs pouvoirs afin de les neutraliser.

Au passage, nous venons de l'évoquer mais il faut insister sur le fait qu'à Chypre comme en France notamment, on a fait croire aux travailleurs qu'ils vivaient dans une démocratie, qu'ils avaient des droits politiques, qu'ils s'exprimaient à travers les institutions et la Constitution qui en étaient les garants, pour s'apercevoir à l'arrivée, quand il était trop tard, que tel n'était pas le cas en réalité, que c'était une supercherie que tous les partis s'étaient minutieusement employés à couvrir en participant à ces institutions, aux différentes élections, etc.

On nous a reproché de vouloir axer notre combat politique contre les institutions parce que ce combat n'était soi-disant pas à l'ordre du jour ou en décalage par rapport aux préoccupations des travailleurs, en réalité avec l'idéologie dominante qui a fini par empoisonner tous les esprits et empêche les dirigeants des différentes formations politiques de penser librement sur le terrain de classe du prolétariat.

A les écouter, il faudrait attendre le jour où les travailleurs se verraient ouvertement spolier tous leurs droits politiques pour orienter leur attention et leur combat contre les institutions, sauf que dans la plupart du temps pour ne pas dire toujours, quand on s'y prend de la sorte il est trop tard et les travailleurs préfèrent encore supporter de nouveaux sacrifices que de prêter l'oreille à un discours auquel ils n'ont pas été préparé, ils demeurent incapables de faire le lieu entre l'issue politique qu'on leur propose et les difficultés qui leur sont imposées, ils restent sourds à tout changement politique radical qui pour eux s'avèrent impossible à envisager, et préfèrent encore s'accrocher au régime moribon en place qu'ils détestent que de se lance dans une aventure à laquelle ils ne se sont pas du tout préparés. Comme disait Lénine ou Trotsky, le sort d'une révolution dépend en grande partie du niveau de conscience acquis par les travailleurs au moment où elle éclate. Leur niveau aujourd'hui est proche de zéro, donc ce serait se leurrer d'en attendre grand chose.

Passons aux dernières infos sur la situation à Chypre.

- Après avoir initialement annoncé une réouverture mardi, sauf pour les deux plus grosses banques du pays, Laïki Bank et Bank of Cyprus, la Banque centrale chypriote a finalement repoussé l'ouverture à jeudi, dans un communiqué publié dans la nuit de lundi à mardi.

Actionnaires et créanciers obligataires de la Laiki Bank, fondée en 1901 à Limassol, perdent tout. Et les 2488 salariés de la banque, dont une partie manifestait vendredi devant le Parlement, risquent de se retrouver au chômage. Ils ne disent pas merci

à l'Europe.

Le texte, approuvé peu après par les ministres des Finances de la zone euro, prévoit le démantèlement de Popular Bank of Cyprus, dite Laïki, avec à la clé des milliers de suppressions d'emplois, et le transfert à Bank of Cyprus des dépôts inférieurs à 100.000 euros.

Les comptes dont le solde dépasse 100.000 euros seront gelés et utilisés pour payer des dettes de Laïki et pour recapitaliser Bank of Cyprus par le biais d'une conversion en capital.

Les avoirs bancaires supérieurs à 100.000 euros à la Bank of Cyprus vont subir une ponction d'"environ 30%", selon les termes de l'accord conclu par Chypre avec les bailleurs de fonds européens, a annoncé lundi le porte-parole du gouvernement chypriote.

Les autorités chypriotes vont également signer dans les prochaines semaines avec la troïka (UE, Banque centrale européenne et FMI) un protocole d'accord prévoyant des réformes structurelles, des privatisations et une hausse de l'impôt sur les sociétés qui passera de 10 à 12,5%.

Les syndicats, eux, menacent d'une grève pour protester contre les plans de restructuration du secteur, imposé par la "*troïka*" (Banque centrale et Commission européennes, Fonds monétaire international).

Quelques réactions.

- Merkel : "*Je crois que nous avons trouvé une répartition juste des charges*" (AFP 25.03), le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble : "*Le résultat (des négociations) est équitable pour tous les intéressés*", les 2 000 salariés de la banque Laïki qui risquent d'être licenciés apprécieront.

- Le texte, approuvé par les ministres des Finances de la zone euro réunis à Bruxelles, prévoit de liquider Popular Bank of Cyprus, dite Laïki, provoquant ainsi des milliers de suppressions d'emplois.

- Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances, a précisé lundi que le nouvel accord ne devrait pas forcément être approuvé par le parlement de Chypre.

Les autorités chypriotes, qui ont fait voter vendredi une loi sur les résolutions bancaires, n'auront en revanche pas besoin de repasser devant le Parlement pour adopter le nouveau plan de sauvetage

- Dans un entretien à Reuters et au Financial Times, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a déclaré que le choix de faire participer les déposants et les créanciers obligataires au renflouement des banques chypriotes pourrait servir de modèle à l'ensemble de la zone euro.

- La Russie va étudier les conséquences pour ses intérêts du plan conclu lundi à Bruxelles entre Chypre et ses bailleurs de fonds, qui va ponctionner les gros dépôts des deux premières banques de l'île, a indiqué le Premier ministre Dmitri Medvedev. "*Il nous faut comprendre ce que va donner cette histoire et quelles en seront les conséquences pour le système financier et monétaire international, ainsi que pour nos intérêts*", a déclaré le chef du gouvernement russe, cité par les agences. AFP, Reuters, lefigaro.fr lemonde.fr 25.03

Elle peut revendiquer son bilan.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, dénonce, dans un entretien aux Echos lundi, ceux qui veulent faire de l'organisation patronale «*un outil de combat*».

«*Certains voudraient (...) se servir du patronat pour en faire un outil de combat systématique, quitte à risquer la paralysie de notre pays ou à favoriser le populisme*», a-t-elle déclaré. Selon la patronne des patrons, «*certains voudraient une opposition frontale au gouvernement et aux syndicats*».

Elle tient à rappeler que «*d'autres*», dont elle fait partie, «*préfèrent, tout en restant très fermes sur nos valeurs, un travail coopératif, constructif avec les syndicats et le gouvernement*» .

«*Nous ne concevons pas le patronat comme un club fermé qui devrait jouer la confrontation, nous devons avancer*», ajoute Laurence Parisot. Lefigaro.fr 25.03

Pourquoi changer une équipe qui gagne, franchement ?

Entre Parisot et les délégués syndicaux, c'est une vraie histoire d'amour, face à une femme de caractère la plupart des hommes sont des lavettes, chez ceux-là c'est tellement naturel qu'il faudrait être idiot pour ne pas en profiter un maximum, n'est-ce pas ? Messieurs du Medef, la conscience de classe doit l'emporter sur tout autre considération...

INFOS EN BREF

SOCIAL

Belgique

1- BNP Paribas Fortis va supprimer 1.800 postes.

BNP Paribas Fortis fermera d'ici 2015 quelque 150 de ses 936 agences en Belgique -diminuant ses effectifs de 1.800 "*équivalents temps plein*"- dans le cadre d'un plan d'économies de 300 millions d'euros, a indiqué aujourd'hui la première banque belge. Ces réductions d'effectifs se réaliseront "*via la mobilité interne et les départs naturels*", précise dans un communiqué la première banque belge, propriété à 75% de groupe français BNP Paribas et à 25% de l'Etat belge. AFP 25.03

2- Saint-Gobain Sekurit va supprimer 263 emplois

La société Saint-Gobain Sekurit, spécialisée dans les pare-brise pour l'automobile, a annoncé aujourd'hui son intention de fermer son usine d'Auvelais, dans le sud de la Belgique, avec la suppression prévue de 263 emplois, en raison de la chute des commandes. Attendue par les syndicats, l'annonce d'"*arrêter toute activité et de fermer*" l'usine proche de Namur a été faite au cours d'un conseil d'entreprise extraordinaire qui s'est tenu dans la matinée, selon les syndicats.

La décision est liée "*à la profonde dégradation du marché automobile en Europe*", avec une chute des immatriculations de voitures neuves de 24% en cinq ans), a expliqué la direction dans un communiqué. "*En Belgique particulièrement, des arrêts de lignes d'assemblage des constructeurs ont été récemment annoncés*", a-t-elle ajouté, faisant ainsi allusion à la fermeture annoncée de l'usine Ford à Genk (nord), l'une des clientes de Saint-Gobain Sekurit. AFP 25.03

ECONOMIE

France

A qui profite le crime... organisé ?

L'action Eurofins Scientific signe aujourd'hui à la mi-journée la meilleure performance de l'indice SBF 120 à la Bourse de Paris, le spécialiste de la bioanalyse ayant été retenu par la Commission européenne pour un programme de quatre ans portant sur la détection d'allergènes alimentaires. A 12h04, le titre s'octroie 4,12%

"*Le groupe profite du contexte pour faire sa publicité*", ajoute-t-il en référence au scandale de la viande chevaline, dont Eurofins est l'un des principaux gagnants. Le groupe, valorisé 2,5 milliards d'euros en Bourse (+36% depuis le début de l'année), se paye 22,9 fois ses résultats attendus sur les 12 prochains mois (PE) et 5,3 fois sa valeur comptable (PB), contre en moyenne un PE de 16,5 et un PB de 3,2 pour les autres groupes pharmaceutiques équivalents, selon des données Thomson Reuters.

Eurofins a annoncé au début du mois avoir atteint avec un an d'avance son objectif de chiffre d'affaires avec des revenus 2012 supérieurs à un milliard d'euros. Et le spécialiste de la bioanalyse a indiqué viser désormais un doublement de son chiffre d'affaires à l'horizon de 2017 pour atteindre à cette date deux milliards d'euros de revenus. Reuters 25.03

Haut de page

Le 27 mars 2013

CAUSERIE

Un petit mot personnel.

Hier soir je suis allé à Pondichéry pour téléphoner à la clinique où mon épouse est hospitalisée depuis trois ou quatre jours. Je me rends en moto dans la boutique Internet située à 10 kilomètres de chez moi, je me tape les embouteillages. Je tombe sur une boîte vocale : si vous voulez un rendez-vous répondez par oui ou par non, je réponds non, si vous voulez parler à un patient répondez par oui ou par non, je réponds oui, veuillez patienter on va vous mettre en contact avec une hotesse, puis cela sonne, je laisse sonner quelques minutes, rien, je raccroche et je suis rentré chez moi, j'ai perdu 1h15.

Je vais réessayer cet après-midi du consulat sur proposition de l'assistante sociale que j'ai eu au bout du fil hier après-midi, un médecin Indien francophone devrait demander à parler à son cardiologue pour savoir dans quel état elle est au juste. Je suis inquiet évidemment.

La pauvre femme ne supporte plus son existence depuis la pose de ces deux prothèses cardiaques mécaniques, le tic-tic incessant de ces deux valves qui s'ouvrent et se ferment la rend folle, à chaque instant elle se demande si elle est vivante et ne va pas mourir, il faut se mettre à sa place, c'est à devenir dingue ! Elle est devenue insomniaque évidemment, sa vie est complètement détraquée, du coup pour compliquer les choses elle pète les plombs et fait n'importe quoi, c'est grave parfois, elle m'a rendu deux fois malades pendant son dernier séjour en Inde et elle a failli tuer le chien, et je ne parle pas de la porte du congélateur laissée ouverte ou le chauffe eau, le gaz, un robinet, et quand elle fait des courses elle achète n'importe quoi, j'ai une réserve de papier toilette pour un an au moins, du sirop d'orange pour six mois, etc. le réfrigérateur étant plein à craquer, elle a dû laisser dehors des légumes qui ont fini par pourrir, etc. Elle avait ramené tellement de bouffe de France que je me suis goinfré littéralement pour ne pas en jeter ou le moins possible, du coup j'ai repris les 6 kilos que j'avais perdus en son absence. J'ai dû jeter de la bouffe, en Inde, cela m'a rendu malade. Je lui avais dit que je n'avais besoin de rien, rien du tout, rien n'y a fait.

Ce qui se passe aussi, ce qui a changé depuis qu'elle vit seule en France, c'est que je n'ai plus aucun pouvoir sur elle et c'est une catastrophe parce qu'elle est arriérée et agit avant de penser, elle se fout, elle me fout dans une sacrée merde parfois. Il y en a qui ne vont pas comprrendre cela, ceux qui n'ont jamais vécu dans un tel milieu, je leur dit ceci : c'est comme avec un gosse, s'il prend le dessus sur ses parents, c'est foutu, il risque de faire d'énormes conneries, vous ne pourrez plus rien en tirer, il va vous pourrir la vie et mettre parfois la sienne en danger, c'est grave, c'est le lot des masses les plus arriérées que je connais bien, je suis moi-même issu de ce milieu-là, toute la famille était arriérée au possible et n'a jamais évolué, qu'ils aient 20, 40 ou 90 ans ils en sont toujours restés au même point, ah c'est quelque part effrayant à voir, je suis l'exception dans la famille, un peu le paria aussi du même coup, vous savez le mouton noir.

Depuis que ma compagne a pris le dessus sur moi, j'ai l'impression de revivre ce que j'ai vécu jusqu'à l'âge de 20 ans chez mes parents, c'est terrible, je ne m'attendais pas à cela. Bon maintenant elle partage ma vie je ne vais pas la jeter ce serait dégueulasse de ma part et je ne me le pardonnerais jamais. Il a suffit d'une occasion pour que cela se produise, il en faudrait peut-être une autre pour que je reprenne le dessus, mais merde, ce n'est pas mon truc de me battre pour m'imposer à quelqu'un, oui mais c'est pour la bonne cause, certes, je le comprends bien, c'est pour son bien aussi, surtout qu'elle n'a jamais été malheureuse avec moi, mon ex-épouse non plus d'ailleurs, j'avoue ne pas savoir comment m'y prendre pour résoudre ce problème, là elle a fini aux urgences, la prochaine fois cela pourrait être pire, elle me dit souvent qu'elle veut mourrir, qu'elle aurait mieux fait de mourrir lors de sa dernière opération, cela me fait mal au coeur et me rend profondément triste, je crains de ne pas avoir de solution, et je ne peux pas la forcer à rester en Inde, elle dit ne plus supporter la chaleur écrasante de l'été, je vais y réfléchir.

Un dernier mot.

J'ai failli mettre un article du portail wikistrike au contenu particulièrement réactionnaire, qui confirme tout le bien que l'on pense de ces intellectuels qui ont pour conscience de classe le capitalisme, on verra cela demain avec d'autres articles qu'il me faut lire avant. Eux aussi il faut les démasquer et les combattre. Vive le socialisme ! A demain et bon courage, il en faut.

Passons à la politique. Quelques réflexions.

1- L'argent que vous déposez en banque a été honnêtement gagné à la sueur de votre front, vous ne l'avez volé à personne. Je parle pour ceux qui ont les moyens.

Selon la législation en vigueur, le pays, la banque dans laquelle vous déposez votre argent, il est sécurisé, personne ne viendra vous le voler, en principe, mieux, dans certains pays ou établissements bancaires vos dépôts sont rémunérés. Là en l'espèce, à Chypre par la volonté de la troïka, une partie vous sera volé pour secourir les banquiers qui ont plumé l'Etat, légalement. Que faut-il en déduire ?

Qu'on est en présence d'un système mafieux dont les banquiers sont aux commandes et dont leurs hommes de main de la troïka exécutent leurs ordres pour faire main basse sur vos économies à défaut de trouver de quoi éponger leurs propres dettes ou plutôt les profits qu'ils se sont octroyés frauduleusement via des mécanismes financiers et la spéculation.

2- Ils font de la compétitivité un dogme, un idéal qui s'inscrit en contradiction avec les principes élémentaires que l'on prête à l'humanisme. C'est abaisser la morale à la quête d'un vulgaire gain matériel, individuel, la soumettre à cet objectif qui à lui seul devrait guider tous nos gestes et pensées.

3- Le capitalisme souffrirait-il d'une malformation congénitale qui le condamnerait à la putréfaction ou la disparition ou serait-il en proie à une déformation qui le mettrait en péril et qu'il suffirait de corriger pour assurer le bien-être de l'humanité ? Les philistins et opportunistes de tous poils optent pour la seconde version qui a l'avantage d'exclure d'emblée toute confrontation directe et violente avec lui. Ce sont des couards en général.

Il en va ainsi de ceux qui estiment qu'il faudrait établir un moratoire sur la dette des Etats, dissocier celle qui serait légitime de celle qui ne le serait pas et que les travailleurs devraient régler coûte que coûte, alors qu'en réalité ils sont les seuls à l'origine de la création des richesses dont ils sont sans cesse spoliés. Les véritables créanciers, les bailleurs de fonds, de richesses, ce sont les travailleurs et pas les rentiers, ces parasites qui vivent sur leurs dos.

Les mêmes intellectuels prétendent que tous les maux dont souffrent la société proviendrait du libre échange, alors que les crises antérieures du capitalisme se sont produites alors qu'il n'existait pas et cela depuis la moitié du XVIIIe siècle.

J'avais rédigé un article particulièrement polémique contre ces intellectuels, puis je me suis ravisé pour les attaquer sous un autre angle plus incisif encore mais moins personnel si l'on veut, ils auraient estimé que je les méprisais, dans la mesure où je leur offre la possibilité de corriger leur erreur sans les condamner d'une manière définitive.

Il consacre tout un article à cette question en passant à côté de celle qui est essentielle selon nous. Voici en quoi elle consiste, une question en entrainant une autre comme très souvent quand on a l'habitude de s'en poser librement : pourquoi le capitalisme mondial a dû recourir au libre échange? Pourquoi à un moment donné la financiariation de l'économie est-elle devenue la règle ? Pourquoi ont-ils créé tous ces mécanismes économiques si complexes que même les banquiers ne s'y retrouvent pas ? A quoi voulaient-ils ainsi échappé ? Qu'ont-ils ainsi voulu éviter ? Pourquoi ? N'étaient-ils pas les maîtres du monde ? Apparemment pas tout à fait encore.

Vous avez peut-être deviné à quoi cela nous ramène : aux fondements et aux contradictions du capitalisme qui demeurent incontournables et alimentent la lutte des classes et que nos intellectuelles occultent systématiquement, consciemment ou non, ne leur jetons pas la pierre pour une fois, soyons charitable et admettons qu'ils ont aussi leurs faiblesses.

C'est le seul facteur qui permet de comprendre la situation mondiale et les mises en scène auxquels se livrent les uns et les autres pour nous en détourner autant que pour tenter de surmonter ces contradictions sans jamais y parvenir définitivement, les apparences faisant long feu, la crise serait terminée, patatras quelques jours, quelques semaines ou mois plus tard ils sont obligés de convenir du contraire et que le chaos menace l'UE et le monde. Depuis 2008, quasiment toutes les semaines on assiste à ce genre de pitrerie et nos intellectuels n'en ont pas encore saisi l'origine, c'est incurable ou maladif, ou alors ils ne sont pas à la hauteur de la situation, ce qui revient au même. A suivre.

Les charrettes et autres régressions sociales annoncées cette semaine. (Source: blog de Jovanovic)

- Environ 80 sous-préfectures seront supprimées. Les Français devront faire entre 50 et 150 km de plus,

- Avoir les licenciements, DreamWorks baisse les salaires

- AstraZeneca supprime 5.050 emplois au total entre demain et 2016

- Bosch sort du solaire et 3.000 postes vont passer à la trappe

- Veolia licencie 1.500 personnes

- ST Ericsson disparaît et 1.600 postes passent à la trappe

- Boeing vire 2.300 personnes de plus

- Alerte: BlackRock va virer 300 personnes. Même eux

- Macopharma veut supprimer 67 emplois sur 3 de ses sites, sur un total de 1 370 emplois

- Veolia Eau prévoit la suppression de 1.500 postes en France

- Coca-Cola va supprimer 750 postes aux Etats-Unis

- "Siemens is preparing to eliminate 1.200 to 1.400 jobs at three sites of its energy and infrastructure businesses". J'en ai déjà parlé, mais là le pire est arrivé: Scooter Store a décidé de virer 1800 personnes d'un coup, plutôt que de les mettre au chômage technique

- L'Anglais HomeServe vire 300 british

- Les vraies pertes via PSA, lettre de Mr Harnist: " Je viens de parler à un ami qui travaille pour un sous-traitant (qui fait des sièges des voitures) sur le site de Peugeot Sochaux Il circule que d'après le plan social, fin juillet de cette année, donc juste pour les vacances, ce sont 23.000 personnes qui auront perdues leur emploi. Eh oui, les intérimaires ne sont pas comptés dans le plan social Peugeot... Ils ne sont pas licenciés, pour le moment ils ont du travail! Ils ne seront juste pas renouvelés après les congés=>Une équipe sur deux va être supprimée rien que sur le site de Sochaux! Donc résumé de la situation, Peugeot aura détruit, à lui seul, 23000 emplois en France avant début septembre. La rentrée s'annonce musclée, parce que les intérimaires concernés ne seront apparemment pas averti (du moins officiellement) avant leur fin de mission (donc fin juillet!)"

- L'Insee prévoit 74.000 destructions d'emplois au premier semestre. Pour une fois, l'Insee de bidouille pas les chiffres

- Le journal Equipe supprime 40 postes

- American Express Voyages d'Affaires va virer 250 personnes,18% de son effectif. Les cadres ne voyagent plus.

- Avec la fermeture en série de 30% des écoles aux US, ce sont 50% des chauffeurs qui sont virés dans les entreprises de remassage scolaire, soit environ 3000 personnes depuis le début de l'année - Apicil va virer 40 personnes

- La Liechtensteinische Landesbank, connue comme LLB, vire 250 banquiers,

- La déstruction des PME: 15 en liquidation dans le Morbihan

- EDF Luminus 100 emplois menacés

- Les US ferment 150 tours de contrôle pour cause d'absence de budget

- Transcom est bien mort et 400 personnes au chômage

- Condat Papeteries vire 154 personnes au total

- Terra Lacta (lait) va supprimer 100 à 150 emplois

- Et maintenant les journalistes régionaux français!!! Mr Martinet: "On connaissait les délocalisations de construction de voitures, d'usines de chaussures dans des pays où la main-d'oeuvre est à moindre coût. A l'heure d'internet, c'est maintenant l'info qui se délocalise. Plusieurs sites d'informations locales en France sont en réalité écrits depuis la... Tunisie. Lorsqu'il fait une recherche sur le nouveau pont ouvert Chaban-Delmas inauguré le week-end dernier à Bordeaux, ou sur Airbus à Toulouse, le lecteur toulousain ou bordelais est loin de s'imaginer que ces deux articles sont écrits...depuis Tunis. C'est pourtant le cas.
Une agence basée à Tunis travaille en réalité pour plusieurs médias d'information locale en France : Bordeaux.actu.fr, Lyon.actu.fr, et Toulouse.actu.fr. En lisant les mentions légales de ces sites, tout en bas, on découvre en effet l'adresse de leur rédaction : "Hi-Content SARL 2 rue Mahrajène 1082, cité Mahrajène, Tunis""

- Socoval vire 50 personnes

- RDM Sparcraft en sursis

- Nouveau plan social en vue chez Goss, 160 personnes risquent de perdre leur emploi.

ACTUALITE EN TITRES

Vous vous sentez menacé...

- Italie: la récession fait peser un "*risque*" sur le système bancaire, selon le FMI - AFP

... on vous rassure...

- Hollande érige la garantie des dépôts bancaires en "*principe absolu, irrévocable*" - AFP

La garantie des dépôts est un "*principe essentiel dans l'Union bancaire*", à savoir que "*ceux qui mettent de l'argent dans les banques de la zone euro ont une garantie sur les fonds qui sont déposés*", a insisté François Hollande. AFP 26.03

... et pourtant il n'y a pas de quoi l'être...

La solution retenue de la taxation des dépôts bancaires supérieurs à 100.000 euros à Chypre était toutefois, selon Hollande un "*traitement qui ne pouvait être qu'exceptionnel, spécifique, unique et qui néanmoins devait être fait*". AFP 26.03

On aura compris que cette "*garantie*" ne vaut pas davantage qu'un traité qui peut être violé à la première occasion. Ou un "*principe*" adopté, une preuve supplémentaire.

- Michael Sarris a estimé que la durée de l'encadrement des flux financiers était "*une affaire de semaines*".

De tels contrôles vont à l'encontre du principe de libre circulation en vigueur dans l'Union européenne, mais cette entorse est jugée nécessaire pour éviter un mouvement de panique et une ruée vers les guichets bancaires qui ajouterait encore aux difficultés du pays. Reuters 26.03

Ils violent régulièrement, que dis-je quotidiennement le traité de Maastricht... Chut s'écrient en choeur nos dirigeants : c'est pour la bonne cause, pour éviter que le système s'effondre ! Ah oui, c'est vrai qu'on l'aime tellement qu'on n'a pas vraiment envie qu'il disparaisse... Mais non, mais non, qu'allez-vous chercher, cesser de nous calomnier, c'est pour votre bien andouille, évidemment, je n'y avais pas pensé ; là ce n'est pas l'enfer mais le paradis qui est pavé de bonnes intentions... qui s'avèreront tôt ou tard avoir été particulièrement criminelles. A suivre.

Comment ils se foutent du monde. Parce que Bruxelles ou les banquiers ce ne serait pas la même chose.

- Bruxelles veut que les contribuables arrêtent de payer pour les banques - AFP

Alors il faut annuler immédiatement et sans condition la dette de tous les Etats de l'UE.

Chut ! Il y a des choses qu'on ne dit qu'à huis clos ou à voix basse.

- Selon la BCE, Dijsselbloem "a eu tort" de présenter le sauvetage de Chypre comme modèle - L'Expansion.com

Qu'ils s'étripent !

- Chypre s'angoisse, l'Europe s'empoigne - Liberation.fr

- Élection au Medef : l'ambiance s'envenime - LePoint.fr

Quelle saloperie !

- 26 000 : le nombre de bactéries présentes sur un seul billet en euro - Atlantico.fr

Le dictateur.

- Selon Schäuble, les Européens sont "*jaloux*" de l'Allemagne - LePoint.fr

... il n'y a vraiment pas de quoi...

- Après le sauvetage de Chypre, l'Allemagne renvoyée à son passé nazi - L'Expansion.com

Ce n'est pas nouveau...

- "*Les classes populaires n'attendent plus rien de François Hollande*" - L'Express.fr

... mais le pire est à venir...

- Les Français broient du noir, inquiets pour leur niveau de vie - L'Expansion.com

C'est dans le noir qu'on cherche la lumière...

Il a raison. Sur la forme seulement.

- Le peuple a besoin de dirigeants qui parlent «*dru et cru*», selon Jean-Luc Mélenchon - 20minutes.fr

Sur le fond, c'est là que les choses se gâtent. Autrefois dru voulait aussi dire gai, joyeux, comme les fables que nous sert Mélenchon.

Bonnes nouvelles.

- La Banque du Portugal aggrave sa prévision de récession pour 2013 - AFP

- Espagne: récession et chômage en hausse en 2013, prédit la Banque centrale - AFP

Qu'ils aillent manifesté avec le MEDEF ou l'UMP !

La CFDT ne veut pas d'un défilé commun avec la CGT le 1er mai - L'Expansion.com

Le linge sale se lave en famille. Il ne sait même pas ce que cela veut dire.

- Pécresse : "*L'honneur de Sarkozy sera rapidement lavé*" - LePoint.fr

Qui leur vend les armes ?

- Syrie: Les pays arabes s'accordent le droit d'armer les rebelles - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Chypre

1- Le président de la première banque de Chypre a remis sa démission mardi et plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Nicosie, où les banques sont restées fermées pour le 11e jour consécutif au lendemain d'un plan de sauvetage qui s'annonce douloureux.

Après s'être réunis devant le Parlement, les manifestants se dirigeaient en fin de matinée vers le palais présidentiel en scandant notamment en anglais: "*Troïka out of Cyprus*", "*ceux qui ont volé notre argent doivent payer et aller en prison*" ou "*nous devons nous battre car ils boivent notre sang*".

"*Nous ne savons pas ce que sera notre avenir, nous sommes en colère car les choses ne s'arrêteront pas à ces mesures, d'autres seront prises*", dit Christos, 16 ans.

"*Nous devons être tous ensemble pour sauver notre pays, il ne s'agit pas seulement de nos parents, c'est aussi notre avenir*" qui est en jeu, dit un autre adolescent également prénommé Christos.

En passant sous les fenêtres du ministère du Travail, les jeunes, sac sur le dos et capuche sur la tête, ont été applaudis par des fonctionnaires venus aux fenêtres, les manifestants les applaudissant en retour.

Dans l'après-midi, environ 200 employés de Bank of Cyprus inquiets pour leur avenir ont manifesté devant le siège de la Banque centrale à Nicosie, avant de se rendre au siège de leur banque, où ils ont été reçus par un haut responsable. «*Nous*

sommes là pour apporter tout notre soutien aux dirigeants de la Bank of Cyprus pour qu'ils gardent le contrôle de la banque. Nous ne voulons pas quelqu'un de l'extérieur qui prenne des décisions pour nous sans nous consulter», a déclaré une manifestante, Soderoula Papaiohanou. AFP et libération.fr 26.03

2- Les agences bancaires ne rouvriront que jeudi à Chypre et toutes les transactions financières resteront ensuite strictement encadrées pour empêcher une fuite des capitaux.

Selon une estimation de Reuters, quelque 3.000 lycéens et étudiants ont défilé devant le parlement, première manifestation de la colère populaire depuis l'accord conclu lundi matin à Bruxelles, qui doit sauver le système bancaire chypriote mais implique sans doute des années d'austérité.

Le président de Bank of Cyprus, Andreas Artemis, a quant à lui remis sa démission, a-t-on appris d'une source au sein de la banque.

"*Il a envoyé ce matin une lettre de démission qui va être étudiée en conseil d'administration cet après-midi*", a précisé la source, qui a requis l'anonymat.

Un administrateur judiciaire, Dinos Christofides, a déclaré à Reuters avoir été désigné dans la nuit par la banque centrale pour superviser "*la restructuration de la banque et l'absorption d'une partie de Cyprus Popular Bank*".

Les conditions exactes de l'encadrement des mouvements de capitaux -"*très temporaire*" selon Nicos Anastasiades- ne sont pas encore clairement définies.

Michael Sarris a estimé que la durée de l'encadrement des flux financiers était "*une affaire de semaines*".

De tels contrôles vont à l'encontre du principe de libre circulation en vigueur dans l'Union européenne, mais cette entorse est jugée nécessaire pour éviter un mouvement de panique et une ruée vers les guichets bancaires qui ajouterait encore aux difficultés du pays. Reuters 26.03

3- A Chypre, il y aurait deux poids, deux mesures. D'un côté, les clients chypriotes faisant des files d'attente interminables devant les banques. De l'autre, des clients VIP utiliseraient des techniques pour retirer leur argent et le placer en-dehors des banques chypriotes. Pour rappel, sur l'île les banques sont fermées depuis plusieurs jours. Des rumeurs, reprises notamment par le site belge l'Express citant Reuters, affirment en effet que de l'argent a pu sortir des banques.

"*Personne ne sait exactement combien d'argent est sorti des banques de Chypre, ni où il est allé. Les deux banques au centre de la crise, Cyprus Popular Bank, aussi appelée Laiki, et Bank of Cyprus, ont des succursales à Londres qui sont restées ouvertes tout au long du weekend et qui n'ont fixé aucune limite pour les retraits. Bank of Cyprus possède également 80% de la banque russe Uniastrum Bank, qui n'a pas fixé non plus de restrictions sur les retraits exécutés en Russie*" explique une source à l'Express.

De même, la Tribune affirme qu' "*une partie de l'argent russe placé à Chypre aurait ainsi été déplacé, principalement vers la Lettonie. Plusieurs responsables de la BCE ont ainsi contacté leurs collègues lettons pour les mettre en garde contre l'argent russe qui pourrait chercher refuge dans les banques locales, soulignant que cela pourrait mettre en péril le processus d'intégration à la zone euro du pays*". Toujours selon le quotidien économique "*Bruxelles serait en train de faire des recherches pour savoir quelles sont les quantités d'argent russe qui auraient pu quitter en l'espace d'une semaine Chypre. Le ministre des Finances allemand a tenté de minimiser le problème en déclarant que cette fuite de capitaux serait infime comparé aux chiffres en jeu*". Mais trop tard, le problème existe. Et ce ne sont donc pas les oligarques russes qui vont subir la crise chypriote de plein fouet. mais bel et bien les citoyens ordinaires. Atlantico.fr 26.03

Ce qui expliquerait pourquoi Poutine et Medvedev se soient faits plutôt discrets après des déclarations tonitruantes contre l'UE. Ce ne sont pas seulement les riches russes qui ont retiré leur magot des banques chypriotes... Quand on voit qu'un simple appartement ou une modeste maison vaut plusieurs centaines de milliers d'euros, on peut estimer que c'est surtout la classe moyenne chypriote qui va être ainsi dépouillée, ainsi que des étangers issus de la même classe ou plus modeste qui avaient déposé leurs économies dans les banques chypriotes.

Imaginez un ouvrier britannique qui avait acheté une petite maison ou un appartement en Grande-Bretagne il y a 30 ans, et qui parvenu à la retraite s'est retrouvé avec de quoi à peine survivre, son habitation valant aujourd'hui plusieurs centaines de milliers d'euros, il a très bien pu décider de la revendre et prendre son argent pour aller vivre dans un pays où il pourrait mieux vivre ou encore où le coût de la vie était beaucoup plus bas, lui aussi il va être dépouillé.

Personnellement, c'est un peu ce que j'ai fait en revendant ma maison en Inde il y a 20 mois car j'avais tout juste de quoi survivre et que demain le gouvernement Indien décidait de me piquer le fric que j'ai déposé dans une de ses banques d'Etat qui me verse des intérêts annuels de 8,75% (taux actuel). Je serais dans une sacrée merde entre nous et voué à la misère le restant de mes jours... que j'écourterais sans doute dans ces conditions-là.

J'ai placé tout mon argent en banque, que faire d'autres, je n'ai ni salaire ni retraite ? Vous mettre à contribution, en voilà une bonne idée, et je retire mon argent de la banque, j'achète de l'or à la place que je planque dans mon jardin, mais vous ne voulez pas contribuer financièrement au fonctionnement du portail, je ne peux pas vous y forcer, comme dirait l'autre à chacun ses responsabilités.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne.

David Cameron a annoncé lundi une série de mesures destinées à limiter les droits des immigrés en matière d'aide au logement, d'indemnité chômage et de couverture maladie. Le premier ministre a estimé que le système actuel était trop laxiste et qu'il ne devait pas être «*un droit automatique*».

Selon les nouvelles règles, les immigrants ne pourront prétendre à un logement social qu'après cinq ans dans le pays. Ceux qui sont d'origine extracommunautaire pourraient être bannis du système de santé national gratuit et devront souscrire une assurance privée. «*Soyons clairs: nous avons un service de santé national (National Health Service, NHS), ce n'est pas un système de santé international*», a déclaré David Cameron, dénonçant le «*tourisme médical*».

Le gouvernement entend également priver d'indemnités chômage (plafonnées à 85 euros par semaine) les Européens sans emploi depuis au moins six mois s'ils n'ont pas une réelle chance de retrouver un travail.

Avec la montée de l'United Kingdom Independence Party (UKIP), parti souverainiste désormais crédité de 14 % d'intentions de vote, la question de l'immigration s'est imposée au centre du débat en Grande-Bretagne.

Les trois partis traditionnels se sont récemment prononcés pour un contrôle plus strict des arrivées. Même le libéral-démocrate (centriste) Nick Clegg a évoqué la semaine dernière l'idée d'exiger une caution de 1000 livres pour les demandeurs de visas en provenance de pays «*à risques*». «*Ils jouent sur notre terrain maintenant*», s'est amusé Nigel Farage, leader de l'UKIP.

Des chercheurs soulignent que les immigrés contribuent plus à la richesse nationale du pays, notamment par leurs impôts, qu'ils ne lui coûtent en prestations sociales. Selon une étude de l'University College London, le surplus était de 37 % en 2009, contre un déficit de 20 % pour les Britanniques de souche. Sur 2,2 millions d'immigrés venus d'Europe de l'Est depuis 2004, seuls 12.850 touchaient une allocation chômage il y a un an. Et les étrangers sont, proportionnellement, moitié moins nombreux que les Britanniques parmi les bénéficiaires de logements sociaux. lefigaro.fr 26.03

Il a reçu le soutien de la Le Pen, en famille c'est la moindre des choses. Comment cela, Cameron ce n'est pas l'extrême droite ? Ah bon ! il fait bien la politique de l'extrême droite, non ?

Espagne

Un troisième ancien trésorier du Parti populaire, au pouvoir en Espagne, a été inculpé mardi de blanchiment d'argent dans l'enquête sur une affaire de corruption qui touche la droite espagnole et fragilise le gouvernement de Mariano Rajoy.

Angel Sanchis sera entendu le 10 avril par le juge Pablo Ruz, magistrat instructeur à l'Audience nationale.

Le juge veut entendre ses explications sur les accusations selon lesquelles il aurait aidé Luis Barcenas, un autre ex-trésorier du PP, à dissimuler jusqu'à 38 millions d'euros sur des comptes bancaires ouverts en Suisse.

Barcenas est inculpé de corruption passive, d'évasion fiscale et de blanchiment via des sociétés écrans.

Un autre ex-trésorier du parti de droite, Alvaro Lapuerta, est lui aussi poursuivi pour son implication présumée dans ce réseau de corruption.

Le quotidien El Pais a publié fin janvier des documents présentés comme les "*carnets de Barcenas*", des extraits d'une comptabilité occulte qu'il aurait tenue entre 1990 et 2009 et qui démontrerait que le Parti populaire a bénéficié de commissions versées par des entreprises, notamment du BTP, en échange de l'attribution de marchés publics.

Cette "*caisse noire*" aurait financé des compléments de salaires en liquide à des permanents du parti, dont Mariano Rajoy.

Le président du gouvernement a rejeté ces allégations. "*Tout ce qui a été dit et tout ce qu'on a pu insinuer est faux*", a-t-il affirmé début février, quelques jours après la publication des "carnets de Barcenas". "*Il est faux de dire que nous avons reçu des sommes en liquide que nous aurions dissimulées au fisc.*"

Luis Barcenas dément lui aussi toute malversation. Il a récemment entamé une procédure contre le Parti populaire pour licenciement abusif. Reuters 26.03

SOCIAL

France

1- Le gouvernement du chômage de masse.

Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté pour le 22e mois consécutif en France en février et n'est plus qu'à quelques milliers d'unités du record établi en janvier 1997, selon les chiffres publiés mardi par le ministère du Travail.

Le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A (ceux qui n'ont pas travaillé) a augmenté de 18.400 le mois dernier en France métropolitaine (+0,6%) pour atteindre 3.187.700, proche du record de 3.195.500.

Sur un an, la hausse est de 10,8%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,6% le mois dernier, soit 26.500 personnes, pour atteindre 4.706.700, soit une augmentation de 9,8% sur un an.

En incluant l'Outre-mer, il atteint 4.997.600 personnes, proche du chiffre symbolique de 5 millions.

En pourcentage de la population active, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail s'est établi à 10,2% au quatrième trimestre 2012 en métropole et 10,6% avec les départements d'Outre-mer, au plus haut depuis 1999, selon les chiffres publiés début mars par l'Insee.

En février comme en janvier, les travailleurs les plus âgés ont été les plus touchés par la hausse du chômage.

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a ainsi augmenté de 0,9% en catégorie A en métropole (+16,6% sur un an) et de 0,9% en A, B, C (+15,2% sur un an). Ceux de moins de 25 ans ont vu leur nombre augmenter de 0,6% en A, et de 0,4% en A, B, C, soit des hausses respectives de 10,0% et 9,9% sur un an.

"*Pour les demandeurs d'emploi inscrits dans la catégorie A, cette hausse est marquée depuis février 2008 avec, sur cinq ans (60 mois), huit mois de baisse et 52 mois de hausse*", poursuit le ministère. "*Pour les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A+B+C, la hausse est ininterrompue depuis mai 2008, soit depuis 57 mois.*"

La Commission européenne prévoit que le taux de chômage continuera à progresser cette année et l'an prochain pour atteindre respectivement 10,7% et 11,0%. L'OCDE prévoit quant à elle des taux de 11,0% cette année et 11,2% en 2014. Reuters 26.03

1- Journée d'action bidon et lâchés de ballons le 9 avril.

La CGT et FO appellent à des manifestations et des rassemblements contre l'accord sur la sécurisation de l'emploi le 9 avril, jour du vote de ce projet de loi en séance publique à l'Assemblée nationale.

"*Après la forte mobilisation du 5 mars qui a réuni 200.000 manifestants, la CGT appelle l'ensemble des salariés du privé comme du secteur public, des retraités et des privés d'emploi, à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 9 avril*" pour "*empêcher la transposition dans la loi du contenu de l'accord du 11 janvier*", indique la centrale dans un communiqué.

La CGT "*va poursuivre les rencontres avec les parlementaires dans les tout prochains jours afin de leur démontrer la nocivité de l'accord pour les salariés et son inefficacité en matière économique*", ajoute-t-elle.

Dans un communiqué, Force ouvrière "*appelle ses structures et militants à participer aux rassemblements et actions qui auront lieu le 9 avril*" et estime que "*l'accord du 11 janvier, comme le projet de loi actuel, constituent une régression des droits sociaux*".

FO poursuivra aussi ses "*démarches auprès des parlementaires*".

L'union syndicale Solidaires appelle également salariés et chômeurs à "*participer massivement*" à la journée d'action du 9 avril : "*Il s'agit d'amplifier et d'élargir la mobilisation après la réussite de la première étape du 5 mars pour montrer notre détermination au gouvernement*", indique Solidaires dans un communiqué. AFP 26.03

Haut de page

Le 28 mars 2013

CAUSERIE

Mercredi 14h30.

J'ai terminé ce que j'avais à faire chez moi, et comme il me restait un peu de temps avant d'aller au consultat, j'ai rédigé l'article suivant. La suite ce soir et demain.

On croir rêver.

1- La face cachée du libre-échange - 25 mars 2013 - (http://michelcollon.info)

- "*Pour sortir des crises actuelles, nous avons besoin d'un renforcement de la démocratie, ce qui passe par un renforcement des politiques de solidarité et un encadrement beaucoup plus strict des activités des multinationales....*"

Ils veulent mieux "*encadrer*" les multinationales qui ont toutes des comptes off shore dans les paradis fiscaux...

Est-ce que ces intellectuels se rendent compte des grosses conneries qu'ils écrivent et colportent, ce qui est le pire ? On a l'impression que non.

Les multinationales, de deux choses l'une, soit on les laisse faire ce qu'elles veulent parce qu'il est impossible de faire autrement dans la situation actuelle, soit on mène le combat dans la perspective de les exproprier, c'est l'un ou l'autre et il n'existe pas d'autres alternatives, de juste milieu, de demie mesure ou de compromis possible.

2- Ce que l'accord de libre-échange entre l'UE et les USA pourrait changer - 25 mars 2013 - (http://michelcollon.info)

- "*Condamnant le marché transatlantique (ainsi que les projets européens ou américains similaires menés avec d'autres pays), nous voulons que nos responsables politiques se positionnent clairement contre ce projet et y mettent un terme en exigeant des institutions européennes (Conseil, Commission, Parlement) ...*"

Vos "*responsables politiques*", ils sont tous subordonnés à ce projet et n'ont eu de cesse de soutenir le capitalisme depuis des décennies et des décennies, pourquoi demain devraient-ils changer de camp ? C'est une pure vue de l'esprit, pure fabulation ou invention. On est en présence de charlatans, d'aventuriers ou de prétendants au trône, ce sont des Belges, une fois, et on leur signale au passage que la place est déjà prise ! On a quand même envie de leur donner une occasion de rectifier le tir et c'est le but de cet article.

On atteint là le comble de la confusion, de l'incohérence, quand ils s'en remettent à nos bourreaux, ceux qui sont justement chargés de mettre en oeuvre cette politique antisociale et liberticide pour le compte de l'oligarchie financière et les actionnaires des multinationales. Ils auraient voulu nous démontrer que finalement ils ne comprenaient rien ou presque à la situation et aux rapports entre les classes et leurs différentes institutions qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement.

Nous, nous n'exigeons rien des institutions de l'UE, nous combattons pour leur abolition pure et simple, contrairement à ces intellectuels au cerveau décidément bien mal formaté ou déformé par l'idéologie dominante, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité, en aucun cas elles ne peuvent représenter les intérêts ou aspirations des travailleurs dans la mesure où elles ont été fondées par son ennemi de classe pour défendre exclusivement ses intérêts.

Un peu de sérieux, cet organisme supranational conçu par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux est par nature réactionnaire, il a pour unique fonction de broyer tous nos droits sociaux et politiques dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial dont il devrait être à terme l'institution transatlantique réunissant l'Amérique du Nord à l'Union européenne englobant les pays du Maghreb et éventuellement l'Afrique, ce qui va s'avérer beaucoup plus compliqué pour ce dernier continent, les Brics revendiquant sa part du gâteau...

Tournez-vous donc vers la classe ouvrière au lieu de vous tourner vers celle des capitalistes, vous verrez que dans ce cas-là il est beaucoup plus facile d'envisager un avenir meilleur pour le monde, le capitalisme appartenant au passé.

En vous tournant vers la classe qui représente le passé, une époque révolue, vous ne pouvez qu'épouser ses thèses réactionnaires, quoi que vous en pensiez il en est ainsi.

A l'opposé, la classe ouvrière qui produit les richesses représente le futur, l'avenir de l'humanité débarrassée du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, puisque cette classe n'en a engendré aucune autre et n'en exploitera pas une nouvelle une fois qu'elle aura pris le pouvoir politique et économique. Même le stalinisme (dans ses différentes représentations) n'a pas été capable d'en engendrer une nouvelle, l'avez-vous seulement remarqué ? Il avait confisqué le pouvoir à la classe ouvrière pour le remettre finalement aux mains de la bourgeoisie, à l'oligarchie russe d'aujourd'hui.

Pourquoi ne lui faites-vous pas confiance ? Elle est la plus nombreuse, elle représente la majorité de la population, il faut entendre par là l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des secteurs publics et privés, rassemblée, unie, elle est invincible, rien ne peut lui résister et elle a eu l'occasion de le montrer au cours de révolutions dans le passé, il lui faut juste un cadre pour s'organiser, un guide pour l'aider à surmonter les obstacles qui se dressent sur le chemin qui mène à son émancipation, une lumière qui éclaire la voie qu'elle doit emprunter pour atteindre son objectif.

Cet outil irremplaçable, c'est son parti de classe, qui incarne son combat révolutionnaire pour briser les chaînes du capitalisme qui est la cause de tous ses maux et malheurs.

Sans théorie révolutionnaire, sans parti révolutionnaire, sans une Internationale révolutionnaire, jamais nous ne pourrons vaincre le capitalisme.

La suite de jeudi après-midi

Je n'ai pas le temps de causer ni l'envie non plus, je vous renvoie au commentaire que j'ai inséré à la suite de l'article de presse que j'ai mis en ligne aujourd'hui.

J'ai enfin pu avoir mon épouse au téléphone hier après-midi, dans la clinique où elle est hospitalisée. Elle m'a dit en pleurant qu'elle voulait mourir et que la société, le monde était trop pourri, qu'elle n'en pouvait plus... Je n'ai pas trouvé les mots, pour quoi au fait, la convaincre du contraire, lui dire qu'elle se trompe et que nous vivons dans un monde merveilleux, je n'en ai pas trouvé la force, à lire ce qui suit on aurait plutôt envie de vomir, le pire étant encore les partis censés parler en notre nom sur lesquels on ne peut pas compter à moins de ne pas avoir toute sa tête, être lucide et regarde la réalité en face a un prix, on le paie très cher mais on n'a pas le choix.

Combien sont-ils dans le cas de mon épouse les malheureux dont tout le monde se fout éperdument, des centaines de millions, tenez, cela pourrait peut-être la réconforter, elle se sentirait moins seule la pauvre femme. Allez donc vous adresser à ces ordures du PS et leurs satellites, y compris le Front de gauche, qui nous pourrissent la vie, nous, nous avons juste envie de leur faire la peau, apparemment on ne vit pas vraiment la même chose, on ne vit pas dans le même monde et on ne représente certainement pas les intérêts de la même classe.

On croir rêver. (suite)

Social-patriotisme ou front unique derrière les banquiers et capitalistes chypriotes.

Chypre: Un universitaire demande au peuple de prendre lui-même les commandes des banques - mardi 26 mars 2013 - (http://www.wikistrike.com)

- "*Dans une lettre ouverte à ses compatriotes, un universitaire chypriote les exhorte à faire preuve de patriotisme et à retrousser leurs manches afin de sauver eux-mêmes leur système bancaire. Car il faut tourner la page du plan d'aide négocié le 25 mars à Bruxelles au plus*"

- "*En fait, si nous nous sommes retrouvés au bord du gouffre, c'est en grande partie à cause de nos fautes.*"

- "*C'est pour cela que je veux, à travers ces lignes, m'adresser à mes compatriotes, aux gens simples, et leur demander d'inscrire dans leur vie cet objectif de redresser notre système bancaire afin d'obtenir le départ de la troïka et la redéfinition de nos liens de solidarité. C'est maintenant qu'il faut montrer notre patriotisme.*"

- "*Il faut aider notre Etat à se relever*"

L'absence de conscience de classe est cruelle et fatale pour celui qui en est dépourvu, elle le conduit à remettre son destin entre les mains de son ennemi de classe qui n'en demandait pas tant.

L'Etat, celui des capitalistes qui a conduit le pays à la banqueroute, il fallait l'abattre pour en construire un autre basé exclusivement sur les besoins de la population, telle était la tâche de la classe ouvrière chypriote.

Cet universitaire chypriote fait acte de soumission devant les mesures qu'impose l'oligarchie financière. De très nombreux portails ou blogs se présentant comme de gauche ou animés par des anticapitalistes ou anti-impérialiste colportent les mêmes illusions envers le capitalisme parce que leurs auteurs ne sont pas prêts à sauter le pas et à adopter le socialisme.

Je ne mettrai pas cet article en ligne, vous pouvez le lire en entier dans le portail cité.

ACTUALITE EN TITRES

L'aube du féodalisme ou le retour à l'Ancien Régime

- Des investisseurs qataris seuls propriétaires du Printemps d'ici juillet - AFP

- Le Koweït engrange 60 milliards de dollars d'excédent budgétaire en dix mois - AFP

Les conditions objectives sont en train de mûrir.

- Baisse historique du pouvoir d'achat en 2012, année sans croissance - AFP

Le pouvoir d'achat des Français a baissé en 2012 pour la première fois depuis près de 30 ans, en raison notamment des augmentations d'impôts au deuxième semestre, témoignant d'une année sans croissance et augurant mal d'une reprise en 2013. AFP

- Les Français sacrifient les sorties au restaurant - LeFigaro.fr

Pacotille de nantis, bien d'autres sacrifices seront nécessaires pour qu'ils se soulèvent, nous sommes des millions à connaître une situation cent fois pire, nous sommes prêts pour le combat, mais il n'y a personne pour nous organiser et nous proposer une perspective politique qui correspond à notre attente...

Bientôt l'effondrement.

- L'Espagne contrainte de réviser le déficit 2012 à presque 7% - AFP

Les hommes de main du parti de l'ordre à l'oeuvre.

- Le juge Gentil a reçu des menaces de mort, selon le Syndicat de la magistrature - LeMonde.fr

Le juge Jean-Michel Gentil, qui a mis en examen Nicolas Sarkozy pour abus de faiblesse dans l'affaire Bettencourt, a reçu mercredi un courrier contenant des menaces de mort et des cartouches à blanc, annonce le Syndicat de la magistrature. LeMonde.fr 27.03

On sait ce que valent les "***bonnes***" intentions.

- Chypre doit rester un cas unique disent Hollande et Rajoy - Reuters

- Zone euro : Hollande souhaite que la garantie des dépôts bancaires soit "*un principe irrévocable*" - Atlantico.fr

- Chômage : Hollande a "*la volonté*" d'inverser la courbe à la fin 2013 - Atlantico.fr

Confirmation. Bien joué !

- Mariage gay : la Cour suprême des Etats-Unis pour l'égalité des droits - LeMonde.fr

Et l'une des institutions les plus réactionnaires que compte le monde serait progressiste, décidément on aura tout vu et entendu !

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Union nationale au grand complet.

Le Sénat a infligé mercredi un camouflet au gouvernement en votant contre son avis, à la quasi-unanimité, un texte UMP prévoyant la suppression des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire aux familles qui ont perdu la garde de leurs enfants par décision de justice.

La proposition de loi (PPL) de Christophe Béchu et Catherine Deroche prévoit que lorsqu'un enfant est placé auprès des services d'aide à l'enfance, le juge peut décider du maintien partiel des allocations -seulement à hauteur de 35% maximum de leur montant-, et d'autre part que le versement de l'allocation de rentrée scolaire soit automatiquement attribué au service d'aide à l'enfance.

La PPL a été adoptée par 330 voix contre 16 à l'issue d'un débat vif où la ministre de la Famille Dominique Bertinotti, opposée au texte, a été durement critiquée y compris par les sénateurs PS. Seuls le groupe écologiste et quatre socialistes ont voté contre.

Un amendement du sénateur PS Yves Daudigny prévoyant la suppression des allocations au bout d'une "*période d'observation*" de 3 mois après le placement a été adopté.

Les communistes, applaudis par la droite, ont également soutenu le texte UMP mettant en garde au passage le gouvernement contre toute suppression des allocations même pour les plus riches.

C'est la première fois depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir qu'un tel mouvement de mauvaise humeur des élus locaux s'exprime ainsi au Sénat.

"*Il y a des jours où on peut être fier du Sénat*", a conclu l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin.

La députée UMP Valérie Pécresse s'est réjouie en début de soirée du vote du Sénat. AFP 27.03

Voilà les institutions pourries jusqu'à l'os auxquelles s'adressent les dirigeants syndicaux et plusieurs partis dits ouvriers au lieu de rompre avec elles et de les combattre dans la perspective de les renverser. Camarades, ils ont déserté le combat de classe, ils ont abandonné notre classe à son triste sort, ce sont des vendus ! Aucun ne combat véritablement pour le socialisme, voilà la réalité.

Oui, le Front de gauche a mêlé ses voix à cette racaille. L'UMP ou le PS aurait proposé de fixer le smic à 2.000 euros que Marx et Engels vivant à notre époque auraient appelé à voter contre, cherchez l'erreur.

Mais dans quel camp sont vraiment les uns et les autres ? Certainement pas dans celui de Marx et Engels qui incarnaient la classe ouvrière et le socialisme. Leur attitude ou leurs positions étaient subordonnées à l'objectif politique qu'ils s'étaient fixés, construire le parti ouvrier (social-démocrate à l'époque) dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, tandis que celles de tous les partis aujourdhui sont subordonnées à d'autres objectifs qui n'ont rien à voir avec le socialisme de Marx et Engels.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Le Mouvement Cinq Etoiles (M5S) du contestataire Beppe Grillo a répété mercredi qu'il n'accorderait pas sa confiance à un gouvernement de coalition dirigé par Pier Luigi Bersani, chef de file d'un centre gauche majoritaire à la Chambre des députés mais pas au Sénat.

"*Il n'existe aucune condition qui nous permettrait de voter la confiance à un gouvernement composé de ces partis, car ils n'ont aucune crédibilité*", a déclaré Vito Crimi, président du groupe M5S au Sénat, à l'issue d'un entretien avec Pier Luigi Bersani.

La fin de non-recevoir des partisans de Beppe Grillo complique singulièrement la tâche de Pier Luigi Bersani, que le président Giorgio Napolitano a chargé de trouver une hypothétique majorité parlementaire.

Le M5S exclut également d'apporter un soutien au coup par coup aux réformes d'un gouvernement formé par le centre gauche.

Dans la journée, Beppe Grillo a publié sur son blog un billet dans lequel il traite entre autres Pier Luigi Bersani et Silvio Berlusconi de "*vieux michetons*" ("*Padri Puttanieri*") ayant abandonné la jeune génération et "*qui se foutent chaque jour allègrement du monde avec leurs appels à la gouvernabilité*".

Faute d'accord, le chef de l'Etat pourrait charger une personnalité respectée de former un gouvernement d'experts avant de renvoyer les Italiens aux urnes. Reuters 27.03

2- Syrie

Le Qatar est le principal soutien du terrorisme dans la région, a estimé l'agence officielle syrienne. SANA en condamnant, aujourd'hui, mercredi, l'attribution du siège de la Syrie au sein de la Ligue Arabe aux groupes terroristes, a qualifié le Qatar de plus grand fonds de soutien aux terroristes dans la région, a indiqué al-Youm al-Sabaa. Cette décision a été prise lors du sommet arabe, qui a, récemment, eu lieu à Doha, capitale qatari, dans le but de renverser l'Etat de Bachar al-Asad, a ajouté cette agence.

La Ligue Arabe agi en faveur des intérêts de l'Occident et non pas de ceux du peuple arabe et le cheikh Hamed Ben Khalifa Al-e Thani a violé, en demandant à la coalition des opposants syriens d'occuper le siège de la Syrie au sein de cette instance, la charte de cette Ligue, a affirmé SANA. Lors du 24 sommet de la Ligue Arabe le siège de la Syrie a été remis à Moaaz al-Khatib, président de la coalition des opposants syriens. french.irib.ir 27.03

3- Qatar

Selon des rapports de services secrets arabes, le Cheikh réputé, Yusuf el Karadawi, influent théologien, d'origine égyptienne, basé au Qatar, serait un agent du Mossad, et parlerait, couramment, l'hébreu, il aurait rencontré et cotoyé, en 2010, de nombreux agents des services de renseignements israéliens.

Qaradawi aurait reçu un certificat d'appréciation du Congrès américain, qui représente la majorité juive américaine, ainsi que des fonds, pour la mise en œuvre de ce rôle, pour le succès des plans élaborés, dans les chambres occultes de la Knesset, et exécutés, dans le monde arabe, d'où l'insistance de l'Emir du Qatar à exploiter sa fonction religieuse, dans la Ligue islamique mondiale. Ce Cheikh de malheur a lancé une fatwa contre Mouammar kadhafi, le guide de la Jamarihyia libyenne, demandant aux Musulmans de l'assassiner… french.irib.ir 27.03

4- Bahreïn

Le silence de la communauté internationale et le soutien des gouvernements occidentaux ont permis au régime dictateur des Al-e Khalifa de poursuivre la répression musclée de ses citoyens. Lundi, un Bahreïni, touché par les gaz toxiques que les forces du régime utilisent contre les manifestants, est mort.

L'Association islamique du Wefaq (opposition) a annoncé, dans un communiqué, que plus de 50 citoyens ont été tués, jusqu'à présent, par les gaz toxiques que les forces de sécurité utilisent contre les manifestants. Par ailleurs, de nombreux contestataires ont été tués ou blessés, sous la torture. Depuis deux ans, les forces de sécurité bahreïnies, épaulées par les militaires occupants saoudiens, répriment, avec violence, les citoyens, qui exigent, pacifiquement, des réformes politiques et sociales. Les gouvernements occidentaux ne cessent de soutenir les crimes que le régime des Al-e Khalifa commet contre les contestataires.

Récemment, la Commission des Affaires étrangères du Congrès américain a demandé au régime de Manama d'avoir recours à des méthodes plus musclées, pour mettre fin aux protestations populaires. Le Comité bahreïni des droits de l'Homme a publié des documents concernant la situation déplorable des prisonniers politiques, et a demandé au représentant du Haut-Commissariat

des Nations Unies, pour les droits de l'Homme, au Moyen-Orient, de réagir, avec plus de sérieux, aux crimes, que le régime bahreïni commet contre les prisonniers.

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, ce comité a demandé la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, dont le militant des droits de l'Homme, Nabil Rajab. En tout état de cause, les protestations se poursuivent contre la dictature, et les protestants ne reviennent pas sur leur position de principe, qui consiste à demander des changements démocratiques, à Bahreïn. french.irib.ir 27.03

SOCIAL

1- France

Quelques éléments sur l'emploi et le chômage.

Radiations des listes A,B,C,(D,E) de Pôle Emploi par motifs, Février 2013 :
- Défauts d'Actualisation : 211 700, 45,4 % des sorties des listes
- Radiations Administratives (les punis) : 36 400, 7,8 % des sorties
- Autres Cas (mystérieuse rubrique, les morts, suicidés, emprisonnés ?) : 50 700 10,9 % des sorties. soit 298 800 radiés des listes (64,1 %) pour autres motifs que :
- Stages parking : 36 100, 7,7 % des sorties.
- Arrêts maladie, maternité etc : 34 100, 7,3 % des sorties.
- Reprises d'emploi déclarées : 97 700, ne représentent que 20,9 % des sorties des listes de pôle emploi, et encore, y compris contrats aidés, etc ..

Demandeurs d'emploi par catégories :
A : 3 187 700 + 0,6 % (+ 10,8 % sur 1 an)
B : 624 400 - 0,1 % (+ 9,8% sur 1 an)
C : 894 600 + 1 % (+ 6,4 % sur 1 an)
D : 261 200 + 0,2 % (+ 9,7 % sur 1 an)
E : 351 200 - 0,7 % (- 4,7 % sur 1 an)

TOTAL : 5 319 000 (données corrigées), hors DOM TOM, soit + 8,7 % sur 1 an, + 24 300 en 1 mois.

TOTAL, dom-tom compris : 5 742 000 (page 15 du rapport de la DARES, lien en bas de page)

Quelques chiffres qui parlent :
Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 11 % sur 1 an
Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 18,3 % sur 1 an
Chômage des 50 ans et +, + 15,2 % sur 1 an

+ d'1 chomeur inscrit à pôle emploi sur 2 (51,3 %)ne perçoit AUCUNE INDEMNITE, ni ARE (allocation retour à l'emploi), ni allocation de solidarité (ASS, AER ...)

Offres d'emploi dispo, dernier chiffre connu : 135 214

Le + scandaleux, les demandeurs d'emploi invisibles, complètement en dehors des statistiques

Ne sont pas comptés dans ces 5 742 000 demandeurs d'emploi et travailleurs pauvres occasionnels :

1 280 600 foyers bénéficiaires du RSA, en effet sur 2 100 000 environ de foyers (chiffre sous estimé datant de l'an passé) , seuls 819 400 sont inscrits à Pôle Emploi, les autres bénéficient d'autres suivis (associations, collectivités locales etc) en sachant qu'un foyer bénéficiaire, comporte parfois + d'un demandeur d'emploi en son sein.

+ 1 000 000 au bas mot, de bénéficiaires de l'AAH ou d'une pension d'invalidité, ne sont pas inscrits à Pôle emploi

+ des centaines de milliers, voire peut être + d'1 million de SANS-DROITS, principalement :

- des jeunes de moins de 25 ans, primo demandeur d'emploi, qui comme vous le savez n'ont même pas droit au RSA. (quasi unique en Europe)

- des sans droits, pour motif, dépassement des plafonds de ressources dans le foyer, exemple, votre conjoint(e) perçoit 650 € d'allocation chomage, ou 743€ d'allocation adulte handicapé, vous n'aurez même pas droit au RSA, car vous dépasserez le plafond couple qui est de 608€ par mois, si vous ètes NON SDF.

- on peut parler également de retraités qui cherchent un emploi car leur retraite ne couvre pas les charges fixes pour survivre (loyer, énergie, assurances, voiture, téléphone, eau, nourriture, santé (lunettes, dentiste ..) incalculable

- des bénéficiaires de pensions de reversions (veufs, veuves) de 55 ans et +, qui dépassent les plafonds du RSA, et qui n'ont pas encore l'age pour la retraite ou le minimum vieillesse "ASPA" (67 ans) ASPA récupérable sur le patrimoine au décès.

- des bénéficiaires de pensions alimentaires qui dépassent les plafonds du RSA

- on peut également évoquer, des étudiants, boursiers ou non, qui cherchent des petits jobs alimentaires, qui sont donc bien demandeurs d'emploi, en concurrence avec les autres (même si beaucoup sont aussi exploités en stages sous payés, voir gratuits)

- on peut évoquer enfin, des auto-entrepreneurs, qui ne gagnent rien ou presque, et sont demandeurs d'emploi en parallèle.

Faites le calcul vous même, on arrive au total, à + de 9 millions demandeurs d'emploi en France, et travailleurs pauvres occasionnels. (www.wikistrike.com 27.03 source : Dares mars 2013)

2- Allemagne

Près de 16% des habitants en Allemagne vivent sous le seuil de pauvreté, plus qu'en France, mais moins que la moyenne européenne, selon des données publiées ce mercredi par Destatis.

La France se situe en-deçà de la moyenne européenne, avec 14% de la population sous ce seuil, le même niveau qu'en Suède. La part des habitants sous le seuil de pauvreté est la plus faible en République tchèque (9,8%), aux Pays-Bas (11%), en Autriche (12,6%), au Danemark et en Slovénie (13%).

A l'autre extrémité du tableau figurent la Bulgarie (22,3%), la Roumanie (22,2%), l'Espagne (21,8%) et la Grèce (21,4%).

Selon une définition européenne, une personne risque de tomber dans la pauvreté quand son revenu (incluant les aides sociales) est inférieur à 60% du revenu moyen de la population d'un pays, rappelle Destatis. Pour l'Allemagne, ce seuil était évalué pour 2010 à un revenu annuel de 11 426 euros, soit 952 euros par mois. Pour la France, il s'élevait à 11 997 euros sur une année. L'Expansion.com 27.03

ECONOMIE

1- Grèce

La Bourse d'Athènes s'est effondrée pour la deuxième journée consécutive, perdant 6,83% à la mi-séance, dans le sillage du règlement par l'UE et le FMI du cas chypriote, dont la Grèce craint des retombées sur son économie.

A 13h10 GMT, l'indice général réduisait toutefois légèrement ses pertes, à -5,16% (839,29 points), avec des valeurs bancaires relativement épargnées, subissant une chute limitée à 2,71%. Les craintes suscitées par la situation à Chypre avaient déjà fait chuter mardi la place d'Athènes de 4,9%, les économies des deux pays étant très interconnectées. lexpansion.com et lejournaldusiecle.com 27.03

2- Chypre

Pendant que les Chypriotes faisaient la queue devant les distributeurs automatiques pour retirer quelques centaines d'euros, certains non-résidents ont-ils réussi à siphonner leurs comptes bancaires de plus de 100 000 euros en toute discrétion ?

C'est le scénario choquant qui se dessine alors que le nouveau plan de sauvetage européen, annoncé dans la nuit de dimanche à lundi, vise précisément à taxer lourdement les comptes bancaires les plus garnis des banques en difficulté, détenus, pour la plupart, par des non-résidents attirés par la faible taxation des entreprises.

Malgré la fermeture des banques chypriotes depuis le 16 mars dernier et le gel des transactions bancaires, certains détenteurs britanniques, libanais, grecs et des ressortissants des ex-Républiques soviétiques auraient en effet trouvé la parade pour récupérer leur agent jusqu'au 25 mars.

Selon Jacques Sapir, spécialiste de la finance, qui dit obtenir ses informations par un réseau de "*correspondants*", notamment d'anciens élèves, dans les deux capitales, il existe d'autres moyens qu'un simple transfert de fonds entre la maison mère et sa filiale. "Prenons l'exemple d'un Libanais installé à Londres. Il va voir la filiale de sa banque chypriote et lui demande de lui faire un prêt du montant de son compte bancaire. Il lui suffit d'apporter en collatéral les dépôts sur son compte pour l'obtenir. Il n'a aucune intention de rembourser ce prêt, la filiale se servira directement sur le compte", explique le directeur d'études à l'EHESS.

Une manoeuvre, selon lui, à la limite de la légalité, mais que les autorités ne peuvent pas empêcher. "*La Banque centrale européenne ne peut légalement pas s'y opposer, car les mouvements effectués à l'intérieur d'un groupe bancaire ne sont pas considérés comme des transactions.*" Les clients des deux banques chypriotes à Londres et à Moscou auraient aussi utilisé d'autres méthodes de contournement comme les exceptions au gel des comptes instaurées pour le commerce de produits humanitaires, de médicaments ou encore d'approvisionnement de jets en carburant. Les entreprises confrontées à des demandes de remboursement pouvaient aussi se voir accorder des fonds pour honorer leurs appels de marge sur certains contrats. lepoint.fr 27.03

3- Finlande

La Finlande a appelé mardi à épargner les contribuables de la zone euro dans les plans de sauvetage des banques européennes à l'avenir, estimant que la facture devrait être imputée aux actionnaires et créanciers.

« *Partout en Europe nous devrions passer à une économie de marché normale, où les propriétaires et les investisseurs accusent des pertes en cas de débâcle de banque* », a déclaré mardi le Premier ministre Jyrki Katainen lors d'un discours à Helsinki sur l'Europe.

Il a souhaité que l'union bancaire européenne, en cours de création, en fasse un principe fondateur, sinon nous resterons dans la situation actuelle où le contribuable paie les crises bancaires et a dit vouloir que les décisions sur l'union bancaire soient prises dans l'année. AFP et lejournaldusiecle.com 26.03

Haut de page

Le 30 mars 2013

CAUSERIE

Je mettrai en ligne plus tard une vingtaine de nouveaux articles. Jeudi on a explosé le compteur avec 266 connexions sans que je puisse en déterminer la raison. Les autres jours on tournait à une moyenne de 150 connexions. J'ai corrigé l'actualité en titre du 23, j'avais oublié de formater une partie.

Ce week-end je vais encore m'occuper de mes affaires personnelles que j'ai trop tendance à délaisser. Mon épouse va mieux, elle va être transférée dans une maison de repos à la Ciotat en attendant qu'on lui trouve un appartement salubre, avec du chauffage.

Hier matin comme tous les jours j'ai visionné l'actualité économique, social et politique, j'ai téléchargé 17 articles seulement et quelques-uns la veille au soir. En les lisant je n'ai rien trouvé d'intéressant, je n'avais pas pris connaissance du contenu de la prestation télévisée de Hollande.

Du coup j'ai profité de ma journée pour faire ce que j'avais à faire chez moi depuis des semaines, une journée épuisante sous une chaleur écrasante. J'ai transféré mon bureau d'une des chambres de la maison dans une pièce beaucoup plus grande séparée de la pièce centrale ou patio par une double porte coulissante que je laisse ouverte quand je travaille ce qui me donne une vision sur un espace beaucoup plus vaste qu'avant. Du coup j'ai moins l'impression d'être enfermé dans un bunker, je ne supporte plus d'être confiné entre quatre murs, j'ai l'impression d'étouffer, cette pièce devait faire à peine 12 m², alors que celle ou je suis installé fait presque le double et le patio trois fois plus. Et puis je ne supporte pas longtemps que les meubles soient à un endroit, il faut que cela bouge, il y a quelque chose de pas naturel dans notre sédentarisation forcée, elle a peut-être été propice au développement de la civilisation mais elle pourrait bien être aussi sclérosante à la longue. Tous les grands penseurs du passé étaient aussi de grands voyageurs, les artistes aussi.

La politique est un art aussi ne l'oublions pas ! Reproduire la réalité aussi fidèlement possible à partir d'éléments épars fournis par différentes source l'est assurément. Pas toujours facile. A défaut de maîtriser un art, hélas, je n'ai jamais cultivé suffisamment

mon imagination pour cela, je me contenterai de la politique et d'apprécier celui des autres, c'est plus aride, plus ingrat, mais peut-être pas plus difficile à vivre, car la source de mon inspiration ne risque pas de s'éteindre puisque c'est la réalité.

Beaucoup de gens après s'être laissés aller à passer des heures et des heures devant la télé en passent autant ou plus devant l'écran d'un ordinateur. Je ne sais pas comment vous fonctionner, mais moi je suis le plus disponible pour réfléchir à une question quand je fais totalement autre chose, en arrosant le jardin ou en préparant le repas du chien, sur la moto en allant faire des courses ou plus simplement encore avant de m'endormir le soir. J'en déduis qu'on pense mieux ou plus librement quand on est déconnecté des médias ou de toute influence d'où qu'elle vienne. Dans mon cas, j'en ai acquis la conviction par expérience, je ne pense jamais mieux que par moi-même, je ne me reconnais pas dans la manière dont on nous présente les choses quelle que soit la source en général. Assez bavardé.

J'ai quand même bossé toute la matinée pour notre portail, notre cause quoi.

J'ai ajouté quelques articles extraits d'un portail que j'ai découvert avant-hier. Les thèmes abordés ou la manière dont leur contenu est présenté pourraient rebuter certains lecteurs, ce serait regrettable ou une méprise, comment cela voici ce que son auteur écrit à la fin d'un article consacré à la crise du capitalisme, je pense qu'il vous enlèvera un fâcheux doute de l'esprit:

- "*Pour les travailleurs, il n'y a pas d'autre programme valable face à la crise de l'économie capitaliste qu'une politique visant à détruire ce système économique, c'est-à-dire la révolution sociale. Est-ce utopique ? Certainement pas plus que de croire qu'en restant dans le cadre du capitalisme, il est possible d'éviter la catastrophe !*" (http://lereveilmondial.over-blog.com)

J'ignore qui est l'auteur de ces lignes, j'aurais pu les écrire et j'y souscris évidemment. Et ailleurs il reprend à son compte une citation stupidement anticommuniste, mais bon, le monde ne s'est pas fait en un jour !

Ce blog est apparemment spécialisé sur l'économie et la monnaie, une chance cela nous manquait dans la panoplie de nos sources.

Qui a dit ?

- « *M. le Président, nous avons dans ce pays une des institutions les plus corrompues que le monde ait jamais connu. Je fais référence au Conseil de la Réserve fédérale et aux Banques de la Réserve Fédérale […] (qui) ont ensemble coûtées à ce pays assez d'argent pour payer la dette nationale plusieurs fois. […] Cette mauvaise institution a appauvri et ruiné le peuple des États-Unis […] a pratiquement mis en faillite notre Gouvernement. Elle l'a fait par les défauts de la loi conformément à laquelle elle fonctionne […] et par les pratiques corrompues des vautours argentés qui la contrôlent […] (les Banques de la Réserve Fédérale) sont des monopoles de crédit privés qui font du peuple des États-Unis leur proie pour leur bien et celui de leurs clients étrangers ; spéculateurs et escrocs domestiques et étrangers ; et riches prédateurs bailleurs de fonds.* »

Réponse : Congressiste Louis T. McFadden, discours à la Chambre des Représentants (10 Juin 1932)

Depuis ces banquiers ont étendu leur pouvoir de nuisance au monde entier, en particulier en Europe dont ils sont les véritables maîtres, dictateurs.

Manipulation. Lu à la page 2 du n°244 d'***Informations ouvrières***.

- "*Au niveau de l'Union européenne, cela ne va guère mieux : il a suffi, le 19 mars, que la petite île de Chypre, sa population et son Parlement, refusent le plan élaboré par Bruxelles et le FMI, pour provoquer un affolement mondial. La preuve est faite qu'il est possible de rejeter la politique de destruction de l'Union européenne.*"

L'auteur de cet article passe volontairement sous silence que les mesures finalement imposées au peuple chypriote par la troïka avec l'accord du gouvernement de ce pays ne feront pas l'objet d'un vote au Parlement chypriote, l'eurogroupe, la troïka et le gouvernement chypriote ayant affirmé que ces mesures étaient uniquement du domaine du secteur bancaire et ne relevaient pas dès lors du mandat du Parlement ainsi contourné sans que celui-ci ne réagisse puisqu'il est inféodé au capital et la boucle est bouclée. Les Parlements en Europe (et ailleurs), les institutions des différents pays de l'UE ne servent plus qu'à cautionner la politique néolibérale impulsée par la troïka aux ordres de l'oligarchie financière.

Ils n'ont pas de bol décidément les dirigeants du POI, chaque fois qu'ils se saisissent d'un fait ou d'un argument pour justifier leur politique, il tombe à l'eau ou ils doivent violer la réalité, mentir effrontément à leurs militants qu'ils prennent pour des crétins. Nous aurons une pensée toute particulière pour nos camarades du POI qui se connectent sur le site, et qui à force d'avaler des couleuvres risquent de finir empoisonnés à leur tour par le venin de l'opportunisme que ne cesse de leur inoculer leurs dirigeants. Vous connaissez ainsi leur véritable nature, Hollande n'a rien d'un socialiste, eux n'ont rien à voir avec le trotskisme.

La preuve.

Pour rappel, dans l'actualité du jour du 26 mars, d'agences de presse :

- Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances, a précisé lundi que le nouvel accord ne devrait pas forcément être approuvé par le parlement de Chypre.

Les autorités chypriotes, qui ont fait voter vendredi une loi sur les résolutions bancaires, n'auront en revanche pas besoin de repasser devant le Parlement pour adopter le nouveau plan de sauvetage.

Au POI ils tiennent tellement aux institutions qu'ils sont prêts à leur prêter un beau rôle, on soutient le régime comme l'on peut. Quand nous affirmons qu'ils prétendent vouloir abolir la Ve République sans la combattre vraiment, franchement, est-ce que nous exagérons ? La preuve que non vient d'être fournie ici.

Ce sont des fervents défenseurs de la légalité et de l'Etat (des capitalistes) au point de se vautrer dans le pire opportunisme qui soit. Leur défense de l'Etat-nation, de la République une et indivisible, les a rendue aveugles au point qu'ils doivent manipuler les faits pour justifier leur théorie foireuse.

Nous, nous affirmons que le meilleur moyen de lutter contre les institutions, contre le mondialisme qui conduit effectivement à la destruction des Etats-nations, consiste à lutter pour un Etat ouvrier, une République sociale, une fédération des Républiques sociales d'Europe, une République sociale universelle, ce qui nécessite de rompre immédiatement avec les institutions de la Ve République et l'ensemble de ses représentants politiques et syndicaux, ce à quoi le POI se refuse.

Cet épisode chypriote est intéressant, puiqu'il valide notre ligne politique, qui hélas n'est reprise par aucun parti. Les faits, rien que les faits comme ils savent si bien dire et si peu respecter. On serait presque désolé d'avoir raison !

Pourquoi leur laisse-t-on le champ libre ?

J'ai écrit cet article en m'y reprenant à plusieurs fois, il est un peu désordonné et présente des répétitions, je n'ai pas le temps de le réécrire correctement.

Titre : Une gouvernance mondiale de plus en plus urgente - Libération.fr 28.03

Avant-propos

- Alors que la crise invalide les thèses de la vague néolibérale des années 1980, il est indispensable de réinventer l'ONU.

Nous sommes en présence de trois thèmes : 1- la crise du capitalisme ; 2- le néolibéralisme ; 3- l'ONU.

L'auteur va s'employer à articuler sa critique et entraîner le lecteur dans une direction qui n'est pas précisée ici, mais qu'il nous révèle à la fin une fois le conditionnement opéré, en principe.

Autant dire d'emblée que nous sommes en présence d'un article de propagande en faveur d'un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial sous l'égide de l'oligarchie financière qui détient le pouvoir, puisque à aucun moment il ne sera question de le renverser.

Pour lire cet article je vous propose une grille de lecture que vous adopterez, modifierez ou rejetterez, à vous de voir, qui consiste à dire, à partir du constat que l'ONU correspond à un projet inachevé, que l'auteur se destine à définir les moyens qui permettraient de lever les obstacles ou les résistances qui s'y opposent afin d'en venir à bout sans jamais révéler ses véritables intentions et l'on va comprendre tout de suite pourquoi, le tour de passe-passe ou la supercherie consistant à vouloir faire croire au lecteur que les institutions supranationales ou intergouvernementales (G5 à G20) pourraient se libérer de la tutelle de l'oligarchie financière, alors que leurs représentants ont été désignée par elle pour en être les porte-parole.

Sa démonstration repose également sur une contrevérité ou une interprétation frauduleuse du rôle de l'ONU depuis sa création, qui consiste à faire croire au lecteur qu'il fut une époque où cette institution fonctionnait selon un certain nombre d'"*idéaux et de valeurs*" auxquels ses participants auraient adhéré, et que par la suite seulement sa mission aurait été dévoyée par le néolibéralisme, alors qu'en réalité depuis 1947 elle n'a jamais respecté ces "*idéaux ou valeurs*", la preuve en étant qu'elle s'est accommodée du refus d'Israël de se soumettre à la centaine de résolutions qu'elle a votées avec le soutien de l'impérialisme américain. Une dernière précision ou rappel, le néolibéralisme est une pure création idéologique du sionisme.

- Alors que la crise invalide les thèses de la vague néolibérale des années 1980, il est indispensable de réinventer l'ONU.

Remettons les choses à leur place. Ce constat est erroné pour au moins deux raisons.

Un, la crise existait avant le néolibéralisme. Deux, ceux qui ont recouru au néolibéralisme n'ont jamais envisagé de réduire cette crise, mieux, comme elle leur profitait, ils n'ont cessé de développer des mécanismes financiers qui allaient l'alimenter et l'amplifier (à des fins politiques...). Il y a donc là une profonde confusion, avant même d'aborder la première ligne de cet article. A moins que nous ne soyons pas en possession de tous les éléments pour en juger, après tout, son auteur ne regretterait-il pas que le néolibéralisme ait échoué ? Pas à pas nous allons en avoir confirmation. Et quand vous lirez dans l'épilogue quelle organisation est l'origine de cet article vous n'aurez plus l'ombre d'un doute sur la réponse à apporter à cette question.

En aparté, la crise, la dette, la banqueroute menaçant l'Etat, ne serait-ce pas (notamment) ce qui a précipité la chute de la monarchie en France et la Révolution française ? Tous les intellectuels qui par ailleurs nous ramènent à 1973, à la Banque de France battant monnaie, qui voit le diable dans le libre-échange, dans le néolibéralisme, dans la financiarisation de l'économie, etc. produisent des analyses incohérentes qu'il ne faut surtout pas croire sur parole, car les faits quand on les examine de plus près les contredisent.

Ils se sont servis de cette crise en poursuivant un autre objectif, politique cette fois. Ils n'ont pas cherché à la réduire parce qu'ils savaient depuis le début des années 70 que ce serait impossible sans recourir au moyen employé déjà à deux reprises au XXe siècle : la guerre. Arrêtons-nous là. Cela ne vous fait-il pas penser à un sujet évoqué récemment dans notre portail ? Un Nouvel ordre mondial qui se jouerait des contradictions du système capitaliste une fois maîtriser la lutte des classes qu'elles alimentent en permanence.

On a l'habitude d'aborder ce sujet avec une certaine légèreté ou désinvolture, avec mépris même, de considérer qu'il s'agit tout au plus d'une lubie ou d'un caprice de maniacs illuminés tellement fortunés qu'ils se voient déjà en maîtres du monde. Sauf que les institutions supranationales qu'ils ont contribué à fonder sont bien réelles et concentrent de plus en plus de pouvoir, j'entends celles qui sont reconnues comme telles, l'ONU, l'UE, le FMI, etc. Le projet d'établissement d'un marché unique transatlantique s'inscrit dans cette perspective. Les entreprises financières et les multinationales qui contrôlent l'essentiel du marché mondial également.

Quant à l'ONU, leur création, de l'impérialisme américain et ses vassaux, elle a parfaitement fonctionné en soutenant toutes les guerres contre les peuples confortant l'hégémonie américaine, première puissance mondiale qui avait les mains libres pour agir à se guise et contourner aussi bien le fonctionnement de l'ONU que toute opposition ou obstruction à sa politique internationale. Mais qui était à l'origine de l'ONU, du FMI, de la Banque mondiale, de l'UE ? Le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux, les mêmes qui ont constitué le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR...

L'ONU s'est très bien adaptée au néolibéralisme qu'elle a adoptée. Toutefois, elle n'est pas parvenue à venir à bout des résistances qui existaient en Europe et chez les ennemis d'hier des Américains, les Russes et les Chinois, en Amérique latine aussi, les particularités économiques et politiques, historiques, ainsi que les disparités et les différents degrés de développement entre ces pays et d'autres dans chaque continent constituant des freins à cette entreprise qui devait servir de modèle économique universel qu'un gouvernement mondial viendrait consacrer. Pour la troisème fois on y revient, cet article doit avoir un rapport avec ce qu'il faut bien appeler ce complot mondial de l'aristocratie financière internationale, complot car le travailleur lambda en ignore tout, soit qu'on lui a tout caché, soit qu'on lui a menti sur toute la ligne.

On pourrait ajouter que le développement économique et l'intégration de l'ex-URSS et de la Chine dans le marché mondial va précéder (accélérer) l'alignement de ces puissances sur le modèle économique adopté par les Américains, leur appartenance à différentes structures supranationales le préfigure déjà, institutions qui seront intégrées dans le gouvernement mondial au titre de la région qu'ils administreront. A ce titre, l'ONU et son conseil de sécurité limité à une dizaine de membres est obsolète et ne répond plus aux tâches et aux objectifs du capitalisme mondial passé sous le contrôle de l'oligarchie financière, elle est même devenue l'obstacle à abattre pour cette dernière, ce dont l'auteur de cet article se fait le porte-parole. Avec l'affaire syrienne, on a assisté à la paralysie de l'ONU, du coup Poutine et Obama agissent chacun de leur côté ou de concert comme si elle n'existait déjà plus.

L'établissement du néolibéralisme à l'échelle de la planète n'a pas pu se réaliser dans les pays émergents ou sous-développés qui rassemblent plus des trois quart de la population mondiale, car il aurait conduit à un appauvrissement pire encore de centaines de millions de travailleurs et leurs familles et aurait été une source d'instabilité sociale et politique incontrôlable pas seulement dans ces pays, mais au niveau mondial en offrant un spectacle effroyable de misère noire qui n'aurait fait qu'accélérer sa condamnation dans les pays où il avait été adopté. Il pourrait s'agir de le réaliser ainsi que ses conséquences une fois les conditions réunies, cet article participerait à cette entreprise criminelle.

On ne va pas citer ici toutes les contradictions qui sont à l'origine des difficultés que rencontrent le néolibéralisme pour s'imposer à l'humanité, on peut retenir que la démographie mondiale qui a explosé au cours de la seconde moitié du XXe siècle constitue le principal obstacle au néolibéralisme (et menace la survie du capitalisme) et qu'il lui sera impossible dorénavant d'en venir à bout. Ils peuvent déclencher des épidémies, des guerres, mettre en place des régimes dictatoriaux ou des institutions supranationales qui confisquent à leur profit le pouvoir politique aux peuple, mais ils ne peuvent pas réduire les 7 milliards d'hommes, femmes et enfants dans des proportions gigantesques, qui de leur côté font valoir de façon pressante leurs besoins et leurs droits

légitimes, pour cela il leur faudrait déclencher une guerre mondiale nucléaire qui de toute manière les emporterait aussi, nous savons qu'ils sont animés par une détermination sans faille et un cynisme sans fond, cependant ils ne peuvent pas franchir une certaine limite.

Ils sont contraints de faire avec des contradictions qui les, qui nous ramènent aux fondements du capitalisme, à son fonctionnement et à son développement historique qui met à l'ordre du jour la nécessité de passer à un mode de production permettant de libérer les forces productives prisonnières du carcan du capitalisme et se transforment en forces destructrices, afin de pouvoir satisfaire les besoins et les droits sociaux de l'humanité entière. Nous sommes plus de 7 milliards à frapper à la porte avec nos droits, nos besoins, nos aspirations, contre quelques millions de nantis qui à travers le monde captent l'essentiel des richesses et doivent accroître encore la pauvreté dans le monde pour conserver leurs privilèges exorbitants.

C'est cette extraordinaire inégalité de besoins (et de droits) qui existe entre une infime minorité de privilégiés qui possèdent les moyens de production, en réalité qui concentrent tous les pouvoirs économiques et politiques, et cette masse gigantesque d'exploités qui en est dépossédé, spolié, aliéné qui ne possèdent que leur force de travail qu'ils vendent pour survivre quand ils ne sont pas voués au chômage, qui estiment que leurs besoins sont légitimes, qui combattent inlassablement pour qu'ils soient satisfaits, qui mine le capitalisme, qui l'a condamné dès le premier jour, qui va finalement l'emporter, cédant la place au socialisme, puis au communisme, et enfin au règne de la liberté une fois conquise définitivement, certes, après avoir subi de terribles sacrifices, subi de lourdes pertes humaines, mené un âpre et long combat, etc. un faible prix inévitable à payer à côté duquel la survie du capitalisme et ses méfaits monstrueux, le sort qu'il réserverait à l'humanité si elle s'avérait incapable de se libérer de ses chaînes, des chaînes de l'exploitation de l'homme par l'homme, serait incommensurablement plus lourd à supporter, terrifiant par la nature de la dictature mondiale qu'ils projetaient d'instaurer et d'imposer à tous les peuples. Les auteurs de cet article ont bien conscience que sans mettre fin aux fondements de ces inégalités, elles ne vont cesser de se développer pour prendre une tournure dramatique, ce n'est pas leur problème parce qu'ils se situent du "*bon*" côté, ils représentent l'élite intellectuel qui a pour tâche de présenter sous un angle avantageux les projets de leurs maîtres pour qu'ils finissent pas s'imposer, c'est leur mission et ils sont rétribués pour cela.

Deux voies sont possibles, celle que nous propose l'auteur de cet article qui consiste à vouloir "*réformer*" l'ONU, ce qui revient en fait à se jeter dans la gueule du loup, à faire en sorte que les tenants du néolibéralisme parvienne à leur fin, car c'est le véritable objectif du néolibéralisme, l'instauration d'une dictature mondiale dirigée par l'oligarchie financière internationale assistée d'une élite intellectuelle qui lui soit entièrement soumise, et celle à l'opposé qui consiste à combattre pour sa liquidation et l'instauration d'une République sociale universelle basée uniquement sur les besoins et aspirations de la population mondiale, ce qui implique de se débarrasser du capitalisme à l'échelle de la planète entière. Je n'avais pas encore consulté leur site Internet que j'avais deviné où ils voulaient en venir, parmi eux Rocard, Kouchner, feu-Hessel, Morin, Virilio, Passet et je vous passe la liste des ex-présidents de la République, chancelier, ministres, économistes, philosophes...

Je ne vais pas aborder l'intégralité de cet article, on va continuer en commentant les passages les plus savoureux qui confirment notre analyse et mettent en lumière la confusion savemment distillée à laquelle se livre son auteur, son incapacité à penser le monde au-delà du capitalisme puisque sa fonction officielle est d'en être le porte-parole.

Il se fait volontiers l'agent de cette gouvernance mondiale que le groupe Bilderberg appelle de ses voeux, relayé par les chefs d'Etat de Bush père et fils à Sarkozy, Merkel, Barroso, Hollande, etc.

- Or, une gouvernance mondiale est incontournable pour pouvoir surmonter la répétition de crises financières de plus en plus graves ou répondre à la crise systémique résultant de l'enchevêtrement des dérèglements de dimension planétaire qui s'accentuent dans les domaines interconnectés de l'environnement (traités de manière parcellaire par des conférences spécialisées ou divers organismes: PNUE, OMI, PNUD, Banque mondiale…), financiers (à peine effleurés par le FMI, la BRI ou le G20), commerciaux (OMC) et sociaux (BIT)?

A l'entendre la "*répétition de crises financières*" ou la "*crise systémique*" résulterait des différentes "*dérèglements*" mis en oeuvre au cours des 40 dernières années par les maîtres du monde, alors que cette dérèglementation avait pour objet de contourner cette crise du système capitalisme, de continuer à vivre et s'enrichir malgré elle, quite à l'amplifier, ils n'avaient pas le choix étant dans l'impossibilité de l'affronter, d'affronter directement le prolétariat, de lui imposer des mesures qui auraient pu palier à ses conséquences, pas sur les travailleurs, mais pour eux les nantis, mesures qui s'avèreront toujours insuffisantes comme on peut l'observer quotidiennement.

Quand on connaît la nature exacte de leur projet de gouvernance mondiale, qui consiste à instaurer une dictature mondiale une fois tous les droits politiques des travailleurs liquidés, autrement dit une fois la lutte des classes muselée, réduite à néant ou à l'impuissance, on conçoit très bien qu'un fois parvenus à cet objectif il ne serait plus correct d'évoquer une crise à proprement parler puisque toute opposition ou résistance aurait disparu, toute opposition de classes à l'origine des crises appartenant au passé.

Poursuivons la lecture de cet article.

- D'aucuns estiment que l'impasse dans laquelle se trouve la communauté internationale résulte de la prégnance du

système wesphalien de l'État-Nation, lequel n'est plus adapté et devrait d'autant plus être remis en cause que les gouvernements nationaux sont désormais dépassés par le capitalisme de marché du fait des forces autonomes de l'économie et de la technologie.

Il ne remet pas en cause l'État-Nation. Il nous explique ensuite que l'impuissance de l'ONU à remplir son rôle, selon la définition qu'il en a donnée, proviendrait du fait que les représentants des États-Nations auraient privilégié d'autres institutions internationales (G5 au G20) qui à leur tour n'auraient pas respecté non plus leur mandat (lequel, donné par qui ?) se subordonnant au néolibéralisme que les États-Nations auraient finalement adopté également. Bref, tout ce beau monde aurait opté pour le même modèle économique sans trop savoir ce qu'il faisait, sans savoir qui faisait quoi, qui représentait qui, le tout sans lien entre eux, au point de défendre l'ONU, c'est dans l'ordre des choses, et de vanter le mérite des réunions intergouvernementales (G5 au G20) dont il aurait fallu attendre quelque chose de positif pour les peuples.

On ne nous avait pas encore fait ce coup-là, combiner à la fois la défense des États-Nations, de l'ONU et du G20 !

- Il est vrai que l'on peut déplorer l'absence tragique de résultats tangibles du système onusien depuis plusieurs décennies en raison de l'absence de volonté politique ou du double langage des États, mais aussi parfois du fait de la logique propre à des institutions tant intergouvernementales qu'internationales désireuses avant tout de protéger leur pré carré et le pouvoir de leur technostructure? Mais la cause essentielle de cet échec réside dans le fait que les dirigeants les plus influents des Etats occidentaux - subjugués par la doctrine néolibérale que la presse dite sérieuse a d'ailleurs embrassée sans aucun recul ni état d'âme - ont sciemment organisé cette dépossession de pouvoir des organisations intergouvernementales, comme des États, au profit d'institutions financières privées et de groupes multinationaux.

- Les palinodies des G5, G7, G8, G20, censées pallier la carence de l'ONU, ont démontré la vanité, l'incompétence, l'inconscience ou l'hypocrisie de leaders dépassés par les événements dramatiques qu'ils ont contribué à déclencher depuis le début des années 80. Aucun de ces forums aussi prestigieux qu'intermittents n'a été capable de régler les problèmes qui se posent à la planète de manière plus efficace qu'un Conseil économique et social des Nations Unies ou qu'une Cnuced qui avaient le mérite d'être au moins plus structurés, plus représentatifs et plus démocratiques.

On retiendra que l'ONU a falli, les G5, G7, G8, G20 ont failli, les dirigeants les plus influents des Etats occidentaux ont failli, dites-donc, ce sont les mêmes qui siègent à la tête des différents États-Nations, à l'ONU, à l'UE, il faudrait peut-être faire table rase et s'en débarrasser, je parle de ces institutions et ces représentants du capital. Au profit de quoi, de qui ?

Et l'auteur de cet article, à quelle conclusion est-il parvenu, que nous proposent-ils ? Rien, à absolument rien, à part le «*nouvel ordre économique mondial*» ! Cela ne vous étonne pas, n'est-ce pas ?

- Par égoïsme ou par arrogance, ils ont raté l'occasion de négocier les conditions d'un développement équilibré et d'une transition ordonnée dans le contexte du «*nouvel ordre économique mondial*» lorsqu'il était encore temps, pour succomber à la tentation du «*veau d'or*» que représentait le mythe du marché roi, la remise en cause du rôle de l'Etat et le dogme de la dérégulation. Les nouvelles puissances, qui ont vu le jour au Sud veulent désormais profiter de la nouvelle donne, seront demain des interlocuteurs plus agressifs et sûrs d'eux sans avoir cédé dans l'intervalle à la mode du moins d'Etat ou de la concurrence débridée.

Comment, dans ce contexte, revenir aux idéaux et valeurs qui ont permis de créer cet outil irremplaçable et lui permettre de se réinventer ? C'est le défi majeur des années à venir alors que le temps est compté ! Fin.

Le temps de qui, du capitalisme ? Pourquoi ? Parce que 7 milliards d'exploités frappent à la porte et s'impatientent, réclament leur dû ? Les "*idéaux et valeurs*" en question sont ceux des puissants qui les ont définis pour devenir les maîtres incontestés du monde, non seulement on ne peut les partager, on doit les combattre. Ils s'inquiètent de la part grandissante des "*nouvelles puissances*" sur le marché mondial face à l'impérialisme transatlantique dont l'hégémonie est contestée, engluée dans une dette abyssale. Qu'ils se rassurent, la Russie et la Chine, l'Asie n'a jamais compté autant de milliardaires en dollar, chacun aura sa place au sein de la gouvernance mondiale selon le rapport de force existant entre les différentes institutions supranationales qui la composeront... s'ils parviennent à l'imposer à tous les peuples.

Finalement le rôle de cette élite d'intellectuels corrompus ou conquis à l'idéologie néolibérale contrairement à ce qu'ils affirment, consiste à reprendre à leur compte les idéaux et les valeurs chers à tous les peuples, à tous les humanistes, au socialisme pour mieux creuser leur tombe au profit de leurs maîtres de la finance internationale, de la même manière que Bush et Obama ensuite guerroyaient à travers le monde pour la paix et la démocratie, le bien-être de l'humanité.

Ils font usage dans leurs discours de ces idéaux et valeurs de paix et de justice sociale pour les confisquer, les vider de leur substance, les détourner de l'objectif pour lesquels ils ont vu le jour à l'aube du capitalisme alors qu'il est entré en putréfaction et ne peut survivre qu'en les piétinant.

Ce discours est du domaine de la propagande pour tromper les masses ignorantes qui ne comprennent pas ce qui se cache

derrière les mots, dans quelle orientation politique ils s'inscrivent. Décrypter leur discours, démasquer leurs véritables intentions, tel est notre devoir, tel devrait être celui d'un parti ouvrier révolutionnaire.

En guise d'épilogue.

Vous constaterez que le "*creuset politique*" qu'ils appellent de leurs voeux et qui devrait concentrer le pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale ne procèderait pas d'un processus démocratique. Il existe déjà et ils ne sont pas sans l'ignorer, il s'appelle le groupe Bilderberg, sont également présents à ses réunions "*des représentants de la société civile et des autorités morales, intellectuelles et scientifiques*", dont dans le passé certains participants à cette organisation dénommée Collegium International, un think-tank atlantiste ou néoconservateur, néolibéral. Hollande vient d'affirmer qu'il n'était plus socialiste, ce sont de soi-disant socialistes dont Rocard qui ont fondé cette organisation mondialiste. Voici comment ils présentent leur projet, un programme de guerre contre tous les peuples.

La mise en œuvre effective suppose :

- de réaffirmer l'ensemble des droits fondamentaux des individus présents, de les étendre aux générations futures et d'en renforcer l'application dans les limites nécessaires, dans une société démocratique mondiale, au respect de l'ordre public national et supranational ;

(Des "*droits fondamentaux des individus*" conçus par les dictateurs du gouvernement mondial dans des "*limites nécessaires*" fixées par eux, on en a déjà un aperçu avec le moins social qui sert de référence à l'Union européenne. Qui plus est serait soumis à l'ordre "*supranational*", c'est-à-dire à leur pouvoir exclusif une fois les peuples dépossédés de tout pouvoir politique comme c'est également le cas de l'UE. Ils confirment que leur projet consiste bien à instaurer une dictature mondiale. - Ndlr)

- de reconnaître que la détention d'un pouvoir d'échelle globale, qu'il soit économique, scientifique, médiatique, religieux ou culturel, implique le corollaire d'une responsabilité globale, c'est-à-dire étendue à tous les effets de ce pouvoir ;

(Ils confirment une nouvelle fois que leur pouvoir serait absolu sans qu'il soit possible de le contester ou de le remettre en cause. C'est la seule réponse qu'ils ont trouvé à la crise du capitalisme, une dictature implacable qui s'accompagnera d'un contrôle totale sur les populations. - Ndlr)

- d'inciter les Etats souverains à reconnaître la nécessité d'intégrer l'ordre public supranational à la défense des valeurs et intérêts communs dont ils sont l'indispensable support ;

(Les Etats qui n'auront plus de souverain que le nom ou dont la souveraineté ne sera plus qu'un lointain souvenir, doivent "*intégrer l'ordre public supranational*", donc disparaître en tant que tel, c'est ainsi que les peuples seront dépossédés de tout pouvoir politique, n'ayant aucune emprise que cet "*ordre supranational*" au pouvoir tentaculaire, absolu. - Ndlr)

- de favoriser le développement des institutions représentatives des communautés internationales régionales, en même temps que de renforcer la Communauté mondiale et l'émergence d'une citoyenneté globale afin d'élaborer une politique commune pour la régulation des flux ainsi que la prévention des risques et la répression des crimes.

(Ces "*nstitutions représentatives des communautés internationales régionales*" ne sont rien d'autres que l'UE ou la Commission Trilatérale, l'ASEAN, le NAFTA, le MERCOSUR, etc. qui seraient intégrées ou constitueraient les agences régionales du gouvernement mondial constitué et dirigé par l'oligarchie financière. - Ndlr)

Signataires, membres du Collegium International :

Edgar Morin, Michel Rocard, Mireille Delmas-Marty, Richard von Weitzsäcker, Milan Kucan, Stéphane Hessel, Fernando Henrique Cardoso, René Passet, Peter Sloterdijk,

Bernard Miyet, Patrick Viveret, Ahmedou Ould Abdalah, Ruth Dreifuss, William vanden Heuvel, Michael W. Doyle, Ricardo Lagos. En attente d'autres signataires.

Dans d'autres documents, il figure beaucoup d'autre noms, dont celui de Kouchner et de Cohn Bendit. (A suivre)

ACTUALITE EN TITRES

Les prédateurs

- Le secteur de la prise en charge de la dépendance ne connaît pas la crise - AFP

Medica, Orpea, Korian: trois gestionnaires de maisons de retraite ont dévoilé cette semaine des bénéfices en hausse de 7% à 21% pour 2012 et présenté de solides perspectives pour 2013, illustrant la bonne santé d'un secteur qui ignore la crise. AFP

- Louis Dreyfus, le géant français qui revendique 9% des échanges mondiaux de produits agricoles - L'Expansion.com

Louis Dreyfus Commodities a dégagé en 2012 un bénéfice net record de 1,1 milliard de dollars. L'Expansion.com

- Le marché du chocolat attend Pâques avec impatience - LeFigaro.fr

L'obscurantisme ne fait plus recette

- Le catholicisme poursuit son érosion - LePoint.fr

Dans 20 ou 30 ans, les catholiques seront probablement moins nombreux que les "*sans religion*" en France, estime l'institut CSA.

- La jeunesse allemande veut en finir avec les interdits chrétiens - LeFigaro.fr

Le patronat et Hollande jubile.

- Représentativité syndicale: "*La CFDT renforcée, une bonne nouvelle pour le gouvernement*" - L'Expansion.com

Ils l'entretiennent.

- Dette publique : elle atteint 90,2% du PIB fin 2012, soit 1 833 milliards d'euros - Atlantico.fr

Manqué...

- Désir (PS): Hollande "*a été au rendez-vous de la vérité*" - AFP

... la preuve

- Deux tiers des Français pas convaincus par la prestation de François Hollande - LeFigaro.fr

... du coup...

- Matignon remanie son service com - Le Nouvel Observateur

- Le PS nomme 2 nouveaux porte-parole pour "*être plus efficace*" - Lexpress.fr

C'est bien connu qu'il arrive un moment où les masses se bouchent les yeux et les oreilles et n'en font plus qu'à leur tête, quoi que les gouvernants disent ou fassent...

ACTUALITÉ DU JOUR

Un secret de polichinelle.

Jeudi soir, sur France 2, François Hollande confie : « *C'est mon rôle, non pas simplement parce que je suis un président socialiste, d'ailleurs maintenant je ne suis plus président socialiste, je suis le président de tous les Français, le président de la France.* »

C'est dans un entretien croisé avec Sigmar Gabriel, le président du SPD, publié dans Libération le 26 mars 2012, que le candidat avait été le plus affirmatif. Il s'agissait alors pour lui de nier être un véritable social-démocrate :

« *Mon projet est socialiste et je suis socialiste. Je ne suis ni sensible aux sirènes du néolibéralisme ni partisan d'un Etat qui décide de tout au-dessus de la tête des citoyens, des forces sociales et des partenaires sociaux. Je ne suis ni un socialiste modéré ni modérément socialiste. Je suis socialiste, c'est tout.* » politis.fr 29.03

Un secret de polichinelle que ceux qui ont appelé à voter pour lui et les candidats du PS aux législatives se sont bien gardés de mettre en lumière, trompant délibérément les travailleurs ou les militants qui avaient encore des illusions dans ce parti.

En famille. Numéro d'illusionnisme "***sans surprise***". Les fossoyeurs du socialisme.

Sans surprise, le président du Parti de gauche a pilonné l'interview télévisée de François Hollande, estimant que «*l'Élysée (était) enlisé*», dressant le portrait d'un président «*désincarné, presque déshumanisé*» et accusant celui-ci de ne pas être à la hauteur face à la crise. «*Il s'est totalement trompé de diagnostic, il le dit lui-même: "je ne savais pas que la crise serait aussi dure et qu'elle durerait autant". Ce qui montre bien qu'il ne comprend rien aux mécanismes de la finance*», a accusé vendredi sur Europe 1 l'ancien candidat à l'Élysée.

(Pour Mélenchon, Hollande aurait dû s'attaquer à la crise du capitalisme. Hollande feint de ne pas savoir où il a mis les pieds et le bouffon le prend au mot ! - Ndlr)

Sur le fond, les réactions sont tout aussi dures dans le camp socialiste, à l'aile gauche du parti. «*Quand on s'est appelé après l'émission, on était tous consterné, raconte la sénatrice PS de Paris Marie-Noëlle Lienemann. D'ailleurs, on n'a pas réagi tout de suite.*» Ne demandez surtout pas à l'ex-ministre du Logement de François Mitterrand comment elle va. «*Ça va comme une socialiste dont le président n'est plus socialiste*», répond Lienemann. Elle ajoute: «*Jamais le président François Mitterrand n'a dit qu'il n'était pas socialiste*.» lefigaro.fr 29.03

Parce qu'il l'était ? Autant que les membres du PS tous courants confondus.

Qu'avions-nous expliqué, qu'en 1983 le PS s'était officiellement rallié au marché, au capitalisme et qu'il lui faudrait aller toujours plus loin dans sa subordination au capital jusqu'à apparaître au grand jour comme un parti bourgeois ou du capital, ce que Hollande revendique aujourd'hui. Ce qu'il était déjà depuis près d'un siècle et que les partis ouvriers représentants les intérêts de couches privilégiées du prolétariat liées au capital se sont employés à nier pendant des décennies, plus d'un demi-siècle, pour préserver leurs appareils et leurs liens avec le PS ou les appareils des syndicats dans lesquels il était présent.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Les banlieues : pour eux c'est un Etat de non-droit ou tout s'achète et se vend, même les voix.

- Une information judiciaire a été ouverte à Paris sur des soupçons d'achat de votes à Corbeil-Essonnes (Essonne) lors de la campagne municipale de 2010 remportée par le successeur de l'industriel Serge Dassault (UMP), a-t-on appris vendredi de source judiciaire, confirmant une information de *L'Express*.

Cette instruction a été ouverte pour achat de votes, corruption, blanchiment et abus de biens sociaux, selon la source judiciaire. Ces soupçons de pratiques électorales illégales faisaient auparavant l'objet d'une enquête préliminaire menée par la juridiction interrégionale spécialisée (Jirs) de Paris, à la suite d'un signalement par l'agence anti-fraude Tracfin.

L'industriel Serge Dassault a dirigé la commune de Corbeil-Essonnes de 1995 à 2009. Son successeur désigné, Jean-Pierre Bechter (UMP), a été élu en décembre 2010 après invalidation de son élection en octobre 2009.

Le Canard Enchaîné avait rapporté début décembre qu'une somme de 1,7 million d'euros en liquide aurait transité par le Liban avant d'arriver dans les mains d'intermédiaires, quelques semaines avant l'élection municipale de 2010, chargés de distribuer cet argent aux militants et aux électeurs.

L'hebdomadaire mentionnait des vidéos de jeunes d'un quartier de la commune estimant n'avoir pas touché leur dû et la voix de Serge Dassault évoquant une transaction avec un intermédiaire.

En 2009, plusieurs personnes avaient témoigné par écrit au Conseil d'Etat sur des dons d'argent dont ils accusaient Serge Dassault. Ils s'étaient finalement rétractés. Le Conseil d'Etat avait invalidé en juin 2009 la municipale de 2008.

A Paris, outre l'enquête préliminaire sur des achats de votes présumés, ont été ouvertes une information judiciaire pour appels téléphoniques malveillants et tentative d'extorsion de fonds, ainsi qu'une enquête préliminaire pour extorsion en bande organisée, ouverte après des plaintes des enfants Dassault. 20minutes.fr et AFP 29.03

SOCIAL

1- France

Des salariés d'une société d'édition en difficultés retenaient ce vendredi leur directeur et le PDG de leur maison-mère néerlandaise dans les locaux de l'entreprise à Cabestany, au sud-est de Perpignan, a-t-on appris auprès de leurs représentants.

L'entreprise compte 37 salariés dont 19 sont en cours de licenciement en raison de la situation économique de la société, a expliqué à l'AFP la secrétaire du comité d'entreprise, Danielle Casanovas. "*Ce matin, ils sont venus nous dire que les licenciés ne toucheraient ni leurs indemnités légales de licenciement ni une prime négociée par les représentants du personnel parce qu'il n'y avait plus d'argent dans les caisses. Les gens se sont mis en colère*", a-t-elle dit. AFP 29.03

2- Portugal

Des centaines de jeunes ont défilé à Lisbonne, déguisés en bagnard, pour protester contre le plan de rigueur, qui a entraîné une montée du chômage et de la précarité du travail.

Certains manifestants portaient un masque à l'effigie du Premier ministre Pedro Passos Coelho.

»*Le problème, pour moi, et pour toute la jeunesse portugaise, c'est le niveau élevé du chômage. Cela affecte 1,4 millions de Portugais, sachant que 40% d'entre eux ont moins de 35 ans* », souligne un manifestant.

»*Toutes les manifestations ont le même objectif : nous voulons être entendus pour que les choses changent. On ne se taira pas tant qu'on aura pas atteint cet objectif* », ajoute une jeune femme. Euronews 28.03

ECONOMIE

Chypre

L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les plus grandes banques du globe, a averti jeudi que l'économie du pays allait connaître une "*chute libre*", avec une récession pouvant atteindre 20% dans les deux prochaines années.

Le Fonds monétaire international (FMI), un des trois bailleurs de fonds de l'île, a reconnu que la mise en oeuvre du plan d'aide ouvrait une période "*difficile pour les Chypriotes pendant un certain temps*".

"*Nous en sommes conscients mais cela débouchera au final sur un modèle économique qui sera plus viable et plus porté sur la croissance*", a précisé porte-parole du Fonds, Gerry Rice.

Mais au-delà des difficultés économiques, les Chypriotes jugent aussi avoir été injustement traités par leurs partenaires de la zone euro.

"*Je me refuse à parler de solidarité. L'Europe prétend nous aider mais le prix à payer est trop élevé*", a déploré le chef de la diplomatie, qui dénonce "*rien moins que la destruction brutale*" du modèle économique de l'île, basé en grande partie sur le secteur bancaire.

Ce dernier génère environ un tiers du PIB chypriote et emploie près de 13.000 personnes dans le pays, soit environ 1,5% de la population. A elle seule, Laïki compte 2.300 salariés sur l'île, et Bank of Cyprus, l'autre banque visée par la restructuration, 3.300.

"*Chypre est en train de pâtir de tous les coûts liés (...) à l'euro, sans avoir aucun des bénéfices*", a sévèrement jugé le chef économiste de l'IIF, Philip Suttle, évoquant la "*dépression*" économique qui s'annonce.

Le lobby mondial des banques juge en conséquence qu'il y a une "*réelle possibilité*" de voir Chypre sortir de la zone euro après son sauvetage financier controversé. Le président chypriote Nicos Anastasiades a toutefois assuré vendredi que Chypre ne quitterait pas la zone euro, que l'île a rejointe en 2008. AFP 29.03

Haut de page

Le 31 mars 2013

CAUSERIE

J'ai créé un nouveau dossier (dossier4) où seront archivés les 500 ou 600 nouveaux articles à venir de sources diverses, à l'exception des infos écomiques. Le dossier3 créée en début d'année comptait déjà 587 articles ou fichiers. Au total le portail contient environ 7.000 documents archivés.

Je n'ai pas eu le temps d'intégrer de nouveaux articles au site à part 4, ce sera pour demain. J'ai reçu un article de Grèce bien pourri comme on les aime, tendance proche de Syriza, le clone du Front de gauche ou Die Linke, à la gloire de la troïka. Il s'agit d'une association qui se veut apolitique ou quelque chose comme cela, qui entend se faire le porte-parole des besoins et aspirations des peuples en Europe.

Je vous livre leur présentation et leur objectif, le reste figure dans plusieurs documents que j'ai commencé à éplucher et que je commenterai d'ici quelques jours, cela pourra vous servir d'arguments (supplémentaires) contre la troïka.

- "*Nous, le peuple, sommes l'Union européenne ! L'Europe nous appartient et ne peut nous être confisquée. Nous sommes reconnaissants à nos prédécesseurs d'avoir osé concevoir un projet politique ambitieux après-guerre basé sur l'état de droit.*" (Robert Schuman, Jean Monnet, Paul-Henri Spaak et Jacques Delors seraient fiers de leurs progénitures ! La dictature européenne, un Etat de droit, très fort ! - Ndlr)

- "*Nous vous demandons, membres de la Troika (Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International, Commission Européenne) et gouvernement grec, de revoir les politiques d'austérité actuelles et de mettre l'humain au cœur de vos réflexions et décisions*." (On croirait du Mélenchon, non ? Ils causent comme de serviles domestiques dont le sort dépend du bon vouloir de leurs maîtres, vous ne trouvez pas ? L'horreur quoi ! - Ndlr)

Je vous avais avertis, ils n'y vont pas avec le dos de la cuillère ! On va les broyer et dispercer leurs cendres dans la mer Egée ou le Gange c'est moins loin pour moi ! En attendant je vous donne l'adresse de leur portail : http://www.avantieurope.eu

Nos dirigeants au lieu de passer leur temps à se masturber avec leurs syllogismes ou leurs sophismes feraient mieux de s'attaquer à cette saloperie qui ambitionnent de pourrir l'esprit des jeunes de l'UE, consciemment ou non n'est pas notre problème, quand un type braque un fusil sur nous on ne se demande pas à quelle classe il appartient ou s'il a conscience de son geste, on sauve sa peau en premier et on se pose ce genre de questions après si on estime que c'est nécessaire. C'est la guerre de classe, à mort ! (A suivre)

Bon dimanche et lundi à tous.

Voilà ce qui justifie l'existence du capitalisme.

Pourquoi doivent-ils s'enrichir toujours plus au détriment de la majorité de la population laborieuse ? Par cupidité, mais aussi par mégalomanie.

1- Le magnat australien de l'industrie minière, connu pour son excentricité, Clive Palmer, qui avait annoncé le mois dernier à New York sa volonté de faire naviguer un "*Titanic II*", a indiqué avoir commandé une centaine de grands robots animés de dinosaures de Chine pour les exposer dans un parc à thème en Australie. "*Nous aurons la plus grande exposition de dinosaures dans le monde avec 165 modèles,*" a dit M. Palmer. AFP 30.03

2- La rémunération du PDG de Total Christophe de Margerie a grimpé de 18% l'an dernier, atteignant près de 5 millions d'euros, peut-on lire dans le document de référence mis en ligne jeudi par le groupe pétrolier français. AFP 28.03

- Le PDG de la banque James Gorman devrait gagner au total, au titre de 2012, en incluant salaire et diverses primes, 10,7 millions

de dollars. La directrice financière Ruth Porat va toucher pour l'an dernier 8,1 millions de dollars. Le directeur de la division de gestion d'actifs et de gestion de fortune 8,275 millions de dollars. AFP 29.03

Combien de centaines de millions de travailleurs à travers le monde doivent-ils être spoliés de leurs droits sociaux et vivre un cauchemar au quotidien pour que ces parasites continuent d'engranger de telles rémunérations, en toute légalité évidemment ?

A propos de la dette des Etats.

La dette et le service de la dette un puit sans fond qui profite aux marchés et qui ne risque pas de s'épuiser. Qui a aussi le mérite de justifier les coupes dans les budgets sociaux des Etats, la réduction du nombre de fonctionnaire, les privatisations, etc. la politique néolibérale que tous les gouvernements appliquent.

1- A propos des Pays-Bas, mais c'est valable pour tous les autres pays. "*La dette a augmenté plus que la valeur du déficit car l'Etat a fourni de l'argent à des pays qui en avaient besoin via le fonds de soutien européen FESF et via le dépôt de capitaux dans le nouveau fonds de soutien MES*", a précisé le CBS. L'Expansion.com avec AFP 29.03

2- A propos de l'Italie, mais c'est valable pour tous les autres pays, on vient de le voir avec la France et la Belgique avec la banque Dexia. Banca Monte dei Paschi di Siena a publié jeudi une perte annuelle plus lourde qu'attendu après avoir inscrit dans ses comptes d'importantes provisions et subi des pertes massives sur des produits financiers dérivés qui lui valent une enquête sur des soupçons de fraude.

Au total, la troisième banque italienne affiche au titre de 2012 une perte de 3,17 milliards d'euros. En 2011, sa perte nette avait atteint 4,7 milliards.

Monte Paschi, qui a reçu le mois dernier quatre milliards d'euros d'aide de l'Etat italien. Reuters 29.03

ACTUALITÉ DU JOUR

Entreprises mafieuses. Les instituts de sondage sont une source d'enrichissement illégal, de détournements de fonds publics.

- Les sondages de l'Elysée se sont évaporés - libération.fr

Où sont passées les enquêtes d'opinion commandées par Nicolas Sarkozy depuis l'Elysée en 2011 et 2012? Mystère… Ces sondages n'«*ont pas été conservés par la présidence de la République*», selon Sylvie Hubac, directrice de cabinet de François Hollande. Dans un courrier révélé cette semaine par Marianne et adressé mi-janvier à Raymond Avrillier, Hubac assure qu'il n'y a aucune trace de telles enquêtes. Ni au «*service des archives*» ni au «*service financier*». Envolées ! L'ancien chef de l'Etat en était pourtant grand consommateur : près de 900 000 euros en 2008 - sans compter les 1,5 million versés sans appel d'offres à la société de son conseiller très droitier Patrick Buisson -, plus de 680 000 euros en 2010 et près de 800 000 euros en 2011.

Les derniers sondages du quinquennat ont-ils fini à la broyeuse avant le départ de Sarkozy ? «*Soit ils n'ont jamais existé - ce que je ne crois pas -, soit ils ont disparu. Et, dans ce cas-là, pourquoi ? s'interroge Me Jérôme Karsenti, avocat de l'association anticorruption Anticor. On peut douter de la nature de ces sondages. Devaient-ils entrer dans les comptes de campagne ?*»

Dans son dernier rapport sur l'Elysée, la Cour des comptes s'interrogeait déjà fin décembre sur le «*rattachement de ces dépenses à l'activité présidentielle*». Le président-candidat Sarkozy aurait-il utilisé des enquêtes payées avec l'argent public pour sa propre campagne ? Si oui, le Conseil constitutionnel ne pourrait que confirmer le rejet de ses comptes de campagne. Privant de facto l'UMP d'un remboursement de 11 millions d'euros…

Marianne révélait en octobre que la ligne «*conseil en communication*» du compte de campagne du candidat Sarkozy était… vierge. A titre de comparaison, en 2007, il avait dépensé dans ce domaine près d'un million d'euros en sondages et communication. Bizarrerie qui devrait intéresser le juge d'instruction Serge Tournaire. Ce magistrat enquête depuis janvier sur la régularité des marchés conclus sous Sarkozy entre l'Elysée, neuf instituts de sondage et la société de conseil de Buisson. libération.fr 29.03

L'engrenage infernal.

- PSA: discussions en vue sur une augmentation du temps de travail - lenouvelobs.com

Le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën va engager des discussions avec les syndicats pour améliorer la compétitivité de ses sites de production français où il envisage d'augmenter la durée du travail, affirme le Figaro dans son édition du samedi 30 mars.

Une des pistes de réflexion consisterait à augmenter le travail dans la journée tout en supprimant le travail de nuit, plus onéreux, affirme le journal en citant "*une source interne*".

Ces deux mesures pourraient être proposées sur le site de Poissy (Yvelines) qui produit des DS3, des C3 et des 208, selon la même source.

Le directeur industriel du groupe Denis Martin compte lancer les discussions si possible en mai, peu après la fin de la validation du processus de restructuration, qui comprend la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), affirme Le Figaro.

La direction demandera dans un premier temps aux salariés des idées pour économiser 600 euros par voiture fabriquée en France, ajoute le quotidien. lenouvelobs.com 30.03

Je vous fais grâce de la réaction du délégué syndical de la CGT Mercier qui a accompagné la mise en oeuvre du plan de la direction de liquidation de plus de 11.000 emplois et la fermeture d'Aulnay.

Adoubés par leurs pairs

Une élue écologiste et un syndicaliste CGT ont été nommés au collège de la Commission de régulation de l'énergie, en dépit d'un avis négatif d'une commission sénatoriale pour la première, selon un décret présidentiel publié vendredi au Journal officiel.

Il s'agit d'Hélène Gassin, actuellement vice-présidente EELV du conseil régional d'Ile-de-France en charge de l'environnement, ancienne responsable de la campagne énergie chez Greenpeace France et qui s'était impliquée aussi dans la création du fournisseur d'électricité d'origine garantie renouvelable Enercoop. Le 2e nouveau membre est Jean-Pierre Sotura, responsable du collectif développement durable de la CGT et ancien ingénieur nucléaire chez EDF.

La commission des affaires économiques du Sénat avait donné mercredi un avis (purement consultatif) négatif à la nomination de Mme Gassin, tout en approuvant celle de M. Sotura, avait indiqué une source parlementaire à l'AFP. En revanche, les deux nouveaux membres avaient été adoubés par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale. AFP 29.03

Quand vos factures d'électricté ou de gaz augmenteront vous saurez au moins qui vous devrez remercier ! En participant à cette commission, les syndicats cautionnent, légitiment toutes ses décisions.

Nous sommes farouchement contre la collaboration de classes, la participation à toutes formes d'institution, organisme, comité, haut conseil, commission, etc. au côté du patronat et/ou du gouvernement. Notre combat, c'est classe contre classe, sans collusion ni compromis avec l'ennemi. Sans indépendance de classe, pas de combat de classe.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Jean-François Copé a balayé vendredi les accusations de deux journalistes qui, avec leur livre "*Le Coup monté*", ravivent les soupçons au sein de l'UMP en affirmant que le rival de François Fillon a ourdi une manipulation pour s'arroger la présidence du parti.

Dans ce livre paru jeudi, Bruno Jeudy et Carole Barjon décrivent avec force détails ce qu'ils présentent comme le "*putsch*" du 18 novembre 2012, date de l'élection à la présidence du premier parti d'opposition.

Ils citent notamment Patrice Gélard, l'ex-président de la commission de contrôle des opérations électorales (Cocoe) de l'UMP, qui leur aurait déclaré avoir été "*enfumé*" par l'entourage de Jean-François Copé.

"*On ne m'enlèvera pas de l'idée que c'est un coup monté*", déclare le sénateur de Seine-Maritime, qui avait proclamé la victoire de Jean-François Copé avec 98 voix d'avance le lundi 19 novembre, avant de reconnaître deux jours plus tard "*l'oubli*" de trois fédérations d'outre-mer dans le décompte des résultats.

Cette omission, avait-il alors concédé dans un communiqué, aurait abouti "*vraisemblablement à une inversion du résultat final*".

Patrice Gélard a démenti jeudi avoir tenu ces propos, affirmant qu'ils avaient été "*déformés*" par les auteurs, fin connaisseurs de la droite française.

L'ouvrage conforte ceux qui à l'UMP, notamment dans le camp des "*fillonistes*", militent ardemment pour une nouvelle élection en septembre, comme les deux protagonistes en sont convenus par un accord signé le 17 décembre dernier qui a instauré une direction paritaire (copéistes-fillonistes) à la tête du parti.

Des "*copéistes*", principalement, mais aussi d'anciens partisans de l'ex-Premier ministre de Nicolas Sarkozy, s'efforcent d'instiller l'idée de l'inutilité d'un nouveau scrutin.

"*Les militants ne veulent pas d'une nouvelle élection*", assure un proche de Jean-François Copé. "*Ils ont quelqu'un qui est bien là, qui fait le job de l'opposition*". Reuters 30.03

2- Allemagne

SPD = CDU/CSU ? Chut, c'est un tabou, il ne faut surtout pas le dire !

A un peu moins de six mois des législatives allemandes du 22 septembre, l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder fait l'éloge de son successeur conservateur, Angela Merkel, estimant qu'elle a "*assuré avec retenue le leadership*" de l'Union européenne.

Dans une interview au magazine Der Spiegel, Schröder félicite Angela Merkel de ne pas avoir hésité à prendre le leadership de l'Europe lors de la crise de la zone euro.

Schröder, qui a 68 ans et a été chancelier de 1998 à 2005, a estimé en outre qu'elle faisait du bon travail à la tête de l'Allemagne actuellement.

"*Mme Merkel a avec un certain retard pris les bonnes décisions quant aux efforts de sauvetage et de solidarité au sein de l'Union européenne*", déclare Schröder. "*Cela, sans aucun doute, a alourdi la note des efforts de sauvetage de l'euro. Mais elle ne s'est pas dérobée en ce qui concerne le rôle de leadership de l'Allemagne. Et, à mon sens, c'est une bonne chose*." Reuters 30.03

SOCIAL

Belgique

Quelque 5000 personnes, selon la police, se sont rassemblées à Liège samedi matin pour une «*marche pour l'emploi et contre l'austérité*» à l'initiative des syndicats FGTB et CSC, peut-on lire sur le site Internet du Soir.

«*Les marcheurs portaient des banderoles affichant "Bloquons la machine à exclure", "C'est la finance qui nous prend en otage, pas les grévistes" ou encore "Sans notre travail, leur capital ne vaut pas un balle"*», rapporte le site belge. lefigaro.fr 30.03

Ils les ont baladés, quoi ! Il faut bien briser leur détermination... En France, ce sera le 9 avril prochain le prochain lâché de ballons !

ECONOMIE

1- France

Le déficit public de la France s'est élevé à 4,8% du produit intérieur brut en 2012 (-98,2 milliards d'euros) contre 4,5% prévu par le gouvernement, selon les premiers résultats des comptes nationaux publiés vendredi par l'Insee. La dette publique s'élevait à 90,2% du PIB fin 2012, soit 1.833,8 milliards d'euros. AFP 29.03

2- Belgique

Le gouvernement belge a décidé samedi de procéder à 1,4 milliard d'euros supplémentaires d'économies et de procéder à la vente d'un milliard d'euros de biens de l'Etat pour atteindre les objectifs budgétaires fixés par l'Union européenne et éviter d'être attiré dans la crise financière de la zone euro.

Les 1,4 milliard d'euros d'économies, qui s'ajoutent aux réductions budgétaires déjà annoncées l'an dernier pour 2013, vont contribuer à réduire le déficit structurel du budget de l'Etat d'un point de pourcentage, a indiqué le gouvernement.

Les mesures portent sur une réduction des dépenses (baisse de la masse salariale dans la fonction publique, Défense et Coopération...), sur une augmentation des recettes (prix du tabac, soins de santé), ainsi que des recettes non fiscales, notamment les dividendes tirés de la Banque nationale de Belgique. En revanche, le gouvernement a voulu favoriser les investissements dans les PME en réduisant la taxation sur les dividendes.

"*Le gouvernement réaffirme sa volonté de ramener son budget à l'équilibre structurel en 2015. Il s'agit là d'une mesure nouvelle, importante, pour atteindre cet objectif*", a déclaré le Premier ministre belge, Elio Di Rupo, lors d'une conférence de presse.

Le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Olli Rehn avait donné le feu vert la semaine dernière à la Belgique pour que son déficit budgétaire en 2013 dépasse les 2,15% du PIB prévus, a-t-on déclaré de source gouvernementale. Reuters et AFP 30.03

3- Chypre

3.1- Les détenteurs de gros dépôts à la plus grande banque de Chypre, Bank of Cyprus, pourraient enregistrer des pertes allant jusqu'à 60%, plus que ce qui était d'abord envisagé dans le cadre du plan de sauvetage, ont indiqué samedi des responsables.

Les détenteurs de dépôts de plus de 100.000 euros verront au moins 37,5% de leurs fonds transformés en actions, et 22,5% en plus qui sera immobilisé jusqu'à ce que les autorités sachent si elles peuvent remplir les conditions du plan de sauvetage, a indiqué samedi soir la Banque centrale.

«*La première estimation a été que 37,5% des dépôts au-delà de 100.000 euros seront convertis en actions*», a également indiqué à la presse le ministre des Finances Michalis Sarris.

«*Pour être sûrs -une fois que tous les calculs auront été faits sur le montant de la somme dont on a besoin-, 22,5% a été mis de côté*», a-t-il ajouté.

La Banque centrale a indiqué que la décision finale sur le pourcentage à déduire serait faite eet le reste serait rendu au dépositaire.

A la question de savoir si la ponction pourrait être supérieure à 60%, Mario Skandalis, un expert et cadre de la Bank of Cyprus, a indiqué que c'est «une possibilité mais je dirais qu'elle reste assez lointaine».

Selon Marios Mavrides, député de Disy, le parti de droite du président Nicos Anastasiades, les 40% restants seront placés «*dans un compte bloqué pendant six mois pour empêcher les gens de retirer tout leur argent*», mais doivent au final revenir à leur propriétaire, a ajouté M. Mavrides, tout en rappelant que ce délai de six mois menaçait la survie de nombreuses entreprises.

De façon générale, la restructuration drastique du paysage bancaire va avoir des conséquences dramatiques pour l'économie, ont prévenu de nombreux experts.

L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les plus grandes banques du globe, a estimé que pays allait connaître une «chute libre», avec une récession pouvant atteindre 20% sur les deux prochaines années.

Selon la presse grecque, Bank of Cyprus, Laïki et Hellenic Bank ont effacé des millions d'euros de dettes ces cinq dernières années au bénéfice de députés, de proches ou de sociétés liées à des personnalités politiques. Mais plusieurs personnes citées ont démenti tout favoritisme ou délit.

A ce sujet, le ministre des Finances a indiqué que les «*banques, de temps en temps, font le choix de récupérer ou non l'argent qu'elles ont prêté*». «*Ces pratiques ne sont pas rares*», a-t-il ajouté. libération.fr 30.03

La banque vous octroie un prêt et puis décide si elle le souhaite que vous ne lui devez plus rien avant même que vous ayez fini de rembourser votre prêt, elle n'est pas belle la vie à Chypre ! Question : Pour qui, car on imagine que ce n'est pas le pauvre type du coin ou le travailleur lambda qui profite de telle largesse ?

Ce qui est extraordinaire, c'est que le ministre des Finances l'avoue ouvertement, quoi, mais la corruption qui profitait aux nantis voyons. Et ce brave Parlement, il en dit quoi ? Rien, ses membres sont tout autant corrompus. Non, sans blague, on a voulu nous faire croire le contraire...

Ceux (POI notamment) qui refusent de combattre contre les institutions en place, sont toujours prêts à la première occasion à redorer leur blason, à y participer aussi. Vous avez ici le contenu politique qu'aurait une Assemblée constituante que certains appellent de leurs voeux, et dans quel cadre devrait se réaliser l'« union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe » (POI). Qu'y aurait-il de changer pour les travailleurs par rapport à la situation actuelle ? Rien !

Une autre fois on reviendra sur cette question en partant de trois cas de figure : des institutions auxquelles participent de véritables partis ouvriers ou déformés mais dans lesquels les travailleurs se reconnaissent encore, des partis ouvriers complètement dégénérés et qui n'ont plus d'ouvrier que le nom, dans lesquels les travailleurs ne se reconnaissent plus, et enfin, quand une fois évacué le ou les partis ouvriers devenus des partis bourgeois, demeurent des partis ouvriers nouveaux ou anciens dans lesquels les travailleurs ne se reconnaissent pas non plus. On pourrait multiplier les cas en tenant compte de leur participation ou non au pouvoir dans le passé.

Les institutions et les partis qui y participent reflètent le rapport de forces qui existent entre les classes sur le plan national et international, qui a son tour dépend de plusieurs facteurs, dont notamment la situation économique et le niveau atteint par la conscience de classe du prolétariat, le déroulement de la lutte de classes, son contenu et son orientation. Cela pour dire qu'on ne peut se prononcer sur cette question qu'après avoir pris en compte un certain nombre d'éléments et de rapports, de quelle manières ils agissent les uns sur les autres, leur évolution, etc.

Partant de là, il serait fort improbable qu'un principe unique soit suffisant ou prévale pour définir une position qui serait en quelque sorte gravée dans le marbre et valable en toutes circonstances. C'est ce qu'on voudrait nous imposer et c'est ce que nous rejetons. On vient de voir où cela conduit, à soutenir (aveuglément) des institutions antidémocratiques. Le combat contre l'Union européenne est indispensable, mais il ne doit pas nous mener à soutenir des Etats dont en réalité les représentants en sont les complices, auquel cas on ne peut lutter efficacement ni contre l'UE ni contre ces Etats, on défend une ligne politique qui ne peut mener qu'à une impasse, qui se traduira par l'impossibilité de construire le parti ouvrier révolutionnaire.

3.2- Les autorités chypriotes se sont engagées ce samedi à enquêter sur l'effacement présumé de dettes contractées par des personnalités politiques de l'île, après la publication dans la presse d'une liste de prêts octroyés à ces personnalités, qui n'ont pas été remboursés. "*En réaction à des informations de presse au sujet d'effacements de dettes par des banques au bénéfice d'hommes politiques, le gouvernement réaffirme sa volonté d'enquêter pleinement sur tous les aspects de la crise dans le secteur bancaire*", a fait savoir Christos Stylianides, porte-parole du gouvernement.

Il a assuré que l'enquête couvrirait aussi "*l'octroi, l'effacement ou la réduction de prêts (...) ou d'autres services fournis par les banques de la République à la fois à Chypre et à l'étranger*". Selon la presse grecque, Bank of Cyprus, Laïki et Hellenic Bank ont effacé des millions d'euros de dettes ces cinq dernières années au bénéfice de députés, de proches ou de sociétés liées à des personnalités politiques. AFP 30.03

A quelques jours d'intervalle seulement on a pu observer à quel point l'ensemble des institutions chypriotes sont gangrenées, corrompus, y compris le Parlement. En attendre quelque chose, c'est comme demander grâce à votre bourreau.

4- Etats-Unis

Un tribunal de New York a rejeté hier une "*part importante*" des accusations portées contre plusieurs grandes banques aux États-Unis, dont Bank of America ou la britannique Barclays, dans le scandale de la manipulation du taux interbancaire du Libor. "*Cela peut sembler inattendu que nous rejetions une part importante des accusations portées par les plaignants (...) mais cette décision est bien moins infondée qu'il n'y paraît*", écrit la juge Naomi Buchwald dans un jugement consulté par l'AFP.

Des établissements financiers américains locaux associés et les États de New York et du Connecticut avaient saisi la justice, estimant avoir été lésés par la manipulation du Libor, un taux interbancaire central dans la finance mondiale et influençant un grand nombre de produits financiers grand public comme les prêts étudiants.

Tout en reconnaissant que certaines banques incriminées ont déjà accepté de payer des amendes aux régulateurs pour échapper aux poursuites, la juge Buchwald ajoute que "*seules quelques accusations*" portées par les plaignants pourront être examinées par la justice. Dans sa décision, la juge a notamment rejeté ainsi les accusations de violations de lois fédérales antitrust et de racket, estimant que ces griefs ne reposaient pas sur des bases légales assez solides.

Plusieurs des banques impliquées dans le scandale du Libor ont ces derniers mois versé d'importantes amendes pour éviter d'être poursuivies en justice par les autorités de régulation. AFP 30.03

Non, cela n'a rien d'"*inattendu*", c'est normal, logique, dans le cadre de ce scandale ces banques ont versé des amendes insignifiantes de quelques centaines de millions de dollars dans les caisses de l'Etat qui finiront dans celles des banquiers de la Fed, tandis que les différents États, dont ceux de New York et du Connecticut, continueront de ponctionner, de racketter leurs citoyens pour éponger leurs dettes contracter auprès des mêmes banquiers et la boucle est bouclée, n'est-ce pas aux travailleurs, à la classe moyenne de les payer ?

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2013

CAUSERIE

Il est 0h40, j'attends qu'il remette le courant pour que la climatisation démarre et que je puisse enfin aller dormir, du coup j'ai formaté et mis en ligne une quinzaine de nouveaux articles. Avant j'ai regardé Thalassa en mangeant, puis un film sur TV5Monde Asie : Montarnasse Pondichéry. Comme j'ai réorganisé la maison, c'est plus agréable. Je compte bien en tirer profit pour mon boulot. Progresser, aller de l'avant, une obsession.

J'ai pris ma retraite aux environs de 40 ans et je ne le regrette pas. Il paraîtrait qu'on se ferait chier à la retraite, j'ai plutôt l'impression que les journées sont encore trop courtes... pour s'emmerder ! La solitude, c'est autre chose. Quand on pense, on n'est jamais seul, sauf si on pense à soi, alors vaut mieux penser aux autres. Pas besoin de religion pour y arriver. A plus tard.

Lundi matin.

Il y a eu 5.000 connexions au portail en mars et vous avez téléchargé 6.100 documents. La causerie de mars est en ligne au format pdf, 251 pages. Les infos en bref de mars en pdf + index, demain.

Qui a dit ?

1- "*Le travail du journaliste consiste à détruire la vérité, à mentir sans réserve, à pervertir, à avilir, à ramper aux pieds de Mammon et à vendre son pays et sa race pour gagner son pain quotidien. Vous le savez comme je le sais, alors qui peut parler de presse indépendante ? Nous sommes les pantins et les vassaux des hommes riches qui se cachent derrière la scène. Ils tirent les ficelles et nous dansons.*"

Réponse : John Swinton, ancien chef du personnel du New York Times, dans un discours à ses collègues journalistes.

2- "*Le processus par lequel les banques créent de l'argent est si simple que l'esprit résiste à y croire.*"

Réponse : John Kenneth Galbraith, économiste.

3- "*Le problème récurrent au cours des siècles derniers, et qui devra être réglé tôt ou tard, est celui du conflit qui oppose le peuple aux banques.*"

Réponse : Lord Acton, Lord Chief Justice of England, 1875.

4- "*Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est sans doute le tour de passe-passe le plus étonnant qui fut jamais inventé. Les activités bancaires ont été conçues dans l'iniquité et sont nées dans le péché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez-leur, mais si vous leur laissez le pouvoir de créer l'argent, d'un petit coup de plume ils créeront assez d'argent pour la racheter ... Otez-leur ce grand pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtront comme elles devraient le faire, et alors nous aurions un monde meilleur où il ferait meilleur vivre. Mais si vous voulez continuer d'être les esclaves des banques et de payer le coût de votre propre esclavage, laissez les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler le crédit.*"

Réponse : Sir Josiah Stamp, directeur de la Banque d'Angleterre (1928-1941, réputé 2e fortune d'Angleterre à cette époque).

Voilà deux thèmes qu'il faut développer parallèlement à l'axe politique contre les institutions de la Ve République pour une République sociale : démasquer et combattre les médias aux ordres, soumis à la finance, conquis à l'idéologie néolibérale, acquis au gouvernement mondial, donc ses institutions, et expliquer comment fonctionne la société sur le plan économique, rendre accessibles aux travailleurs les bases de l'économie sur lesquelles reposent le capitalisme et la manière dont l'oligarchie financière s'y prend (dette, crédit, banque, consommation, monnaie...) pour les enchaîner à leur système économique qui conduit la société et le monde au chaos, à la guerre.

Ces trois axes de combat présentent l'avantage de comprendre l'ensemble des acteurs et des rapports qui existent dans la société, leurs représentations, dans la perspective du renversement de l'ordre établi, d'une société meilleure et plus juste, du socialisme.

J'arrête là, je vais consacrer quelques heures à faire du rangement dans mon disque dur. On fera un nouveau point sur la situation dans quelques jours.

ACTUALITE EN TITRES

La solution à la crise : baisser le salaire minimum, mieux, le supprimer.

- Non, le salaire minimum ne protège pas du chômage les plus défavorisés : la preuve - Atlantico.fr

Si l'on combine un salaire minimum trop élevé avec des subventions étatiques payées à ceux qui ne travaillent pas, du style RSA, alors le résultat est certain : le chômage augmente.

Si le salaire minimum est fixé trop haut, les moins compétents et/ou les moins bien formés, c'est-à-dire souvent les plus défavorisés, ne peuvent trouver un travail puisque leur "coût" pour les entreprises est supérieur à leur rentabilité. - Atlantico.fr 31.03

Enfumage. La fumée s'est déjà dissipée.

- Réforme des retraites : il va falloir travailler plus longtemps - LePoint.fr

Après Hollande, Ayrault annonce qu'il ne touchera pas à l'âge légal du départ en retraite. Mais il va jouer sur la durée de cotisation. LePoint.fr 31.03

Celui permanent de la troïka.

- La crise économique peut-elle entraîner des coups d'Etat en Europe ? - Atlantico.fr

L'honneur perdu.

- 563 décorés de la Légion d'honneur pour Pâques - Liberation.fr

Antisocialisme.

- Le chef du SPD allemand prend la défense de Hollande - AFP

L'émir des talibans.

- Bureau des talibans à Doha: entretiens de l'émir du Qatar avec Hamid Karzaï - AFP

Haut de page

Le 2 avril 2013

CAUSERIE

Notre portail est internationaliste... et francophone avec de nombreux articles en provenance de Belgique, du Canada, des Etats-Unis, d'Amérique latine et d'Afrique, de Syrie et d'Iran aussi. Normal, son auteur vit en Inde, citoyen du monde... En restant en France entre Français j'aurais l'impression d'étouffer.

Soyons de bonne humeur. Le bureaucrate se connecte sur Internet et fait le tour du monde sans lever les fesses de son fauteuil par crainte que son centre de gravité situé au niveau de son nombril ne se déplace ou tombe plus bas, nous, nous avons une fesse assise sur chaque continent et du coup c'est cet équilibre qui assure notre indépendance ou notre liberté d'esprit.

Je vous conseille la lecture (téléchargement dans le dossier : Néo conservateurs, Bilderberg, Trilatérale, Carlyle Group. Goldman Sachs...) de l'article suivant : *La monnaie, le système bancaire et le système de la Réserve Fédérale*. Présentation rapide.

- L'article d'origine est intitulé "*Money, Banking, and the Federal Reserve: the Complete Transcript*". Il s'agit du texte en anglais complet d'une vidéo visionable sur Youtube.

L'auteur de ce fichier écrit : L'article suivant est le meilleur qu'il m'ait été donné de lire sur le sujet de la monnaie, des banques et de la Réserve fédérale. Certaines situations et déclarations peuvent être mises en parallèles avec ce qui se passe aujourd'hui, non seulement aux Etats-Unis, mais aussi chez nous. (http://lereveilmondial.over-blog.com)

Les analyses que contient ce document ne correspondent pas à celle que nous faisons du capitalisme et n'explique pas ou sont contredites par les crises qu'il engendre inexorablement ainsi que son effondrement. Mais il est bourré d'informations fort utiles pour comprendre comment fonctionnent la monnaie et la Fed et au-delà pour ceux qui ont en tête les contradictions du capitalisme...

Un courriel reçu

"*Résistance, collectif de membres du Parti Communiste Français (fédération du Nord, section de Lille), souhaiterait vous inviter à faire partie de ses fidèles lecteurs. Fraternelles salutations.*"

Bien à vous, nous ne sommes pas sectaires et nous saluons tous les militants qui se connectent sur notre portail d'où qu'ils viennent. La confrontation des idées ne peut être que salutaire à la cause commune pour laquelle nous nous battons, ne la craignons pas, ne craignons pas le socialisme.

Comme disait je ne sais plus qui, l'essentiel n'est pas de savoir qui a raison ou tort mais d'aller de l'avant. Laissons la lutte des classes déterminer quelle position ou ligne politique était correcte et évitons de nous ériger en procureur, nous pourrions nous-même un jour ou l'autre être la victime d'un tel procédé détestable dans nos rangs.

Je me suis couché de bonne heure, à 21h30, parce que j'étais crevé, du coup je me suis levé à 4h ce matin. J'ai encore fait le cauchemar qui revient très souvent : j'étais perdu, quelque temps avant j'étais en compagnie de gens qui ne m'avaient pas attendu et je me suis retrouvé en pleine nature sur une route à l'entrée d'un village où il y avait un château genre château de la Loire, quand j'étais gosse avec mes parents on s'en était fait un paquet, j'ai continué plus tard avec mon ex-épouse, par contre on avait délaissé les cathédrales et les églises, en Inde du Sud, à part des temples il n'y a pratiquement rien à visiter.

Bref, je me suis réveillé tellement dépaysé et transporté plusieurs siècles en arrière, un peu comme en Inde quoi, que des idées me sont venues immédiatement à l'esprit pour alimenter notre causerie du jour.

Le beauf est dans le pré. L'amour vache pour tous n'attend pas : camarades salopards (FdG) unissons-nous pour le meilleur, pour nous, pour le meilleur pour les autres ! Ils ont le sens de l'équité et de la solidarité : un pour tous, tous pourris. Quant à la liberté, il faudra encore attendre, ils l'ont confisquée. Ce pourraient être des idées anarchisantes j'en conviens, à ceci près que la liberté n'appartient à personne, dans le cas contraire elle n'existe tout simplement pas.

Puis j'ai téléchargé les articles de presse de la journée et j'ai bu un deuxième café. J'ai fait griller du pain avant qu'il devienne impropre à la consommation, je l'ai acheté avant-hier et il commençait à fermenter. En cassant la croûte m'est venue une autre idée.

Les ONG ont trouvé un terrain favorable pour se développer dès le début, aux alentours des années 70-80, parce que déjà à l'époque les services sociaux de l'Etat étaient déficients, leur cher Etat devant lequel ils se prosternent a toujours laissé pour contre des couches de travailleurs, pas celles dont leurs représentants font acte de soumission envers lui à la moindre occasion, plus généralement parce que les droits les plus élémentaires de millions de travailleurs n'ont jamais été satisfaits, ne serait-ce que celui de percevoir un salaire permettant de vivre normalement.

Je l'ai vécu, je m'en souviens, c'est gravé dans ma chair et ma tête, et si aujourd'hui je bénéficie d'un niveau de vie relativement confortable, je ne peux m'empêcher de me mettre quotidiennement à la place de ceux qui n'ont pas cette chance.

Cette idée m'est venue à l'esprit parce que j'ai failli m'engueuler avec l'assistante sociale du consulat de France à Pondichéry qui au lieu de m'écouter m'a conseillé avec insistance de dire à mon épouse de s'en remettre à l'assistante sociale de la clinique où elle était hospitalisée. Or, en sept ans, cette personne n'a jamais aidé mon épouse en quoi que ce soit, là elle lui a conseillé de monter au 4e étage en rééducation pendant trois mois, autrement dit de faire gagner du fric à cette clinique de malheur, mon épouse a refusé, elle s'est engueulée avec elle et le médecin, elle a signé une décharge et elle a quité la clinique sur le champ, elle a préféré rentrer chez elle, sans chauffage. Entre assistante sociale, c'est le corporatisme qui domine, voilà ce que j'ai pu constater une nouvelle fois. Voilà pour l'Etat.

C'est donc le Secours populaire qui va aider mon épouse, pour remplir ses papiers et faire de nouvelles démarches pour obtenir un logement décent. C'est pitoyable d'en arriver là. Mon épouse est une brave femme, elle a parfois des comportements stupides, qui n'en a pas entre nous, mais il lui faut être utile aux autres, c'est un trait de sa personnalité, sinon il lui manque quelque chose dans la vie, du coup elle se sent à l'aise dans cette association. Je me suis passé de critiquer cette démarche puisqu'elle est animée de bonnes intentions. Elle n'est pas seulement bénévole trois jours par semaine, elle participe à leurs réunions et m'en touche deux mots parfois, du coup je sais un peu ce qui s'y passe, le meilleur et le pire évidemment. Ce sont eux qui ont appelé les pompiers quand elle s'est évanouie dans leurs locaux il y a 10 jours. Les pompiers d'Aubagne la connaisse, ce n'est pas la première fois que cela lui arrive. Le lendemain de sa sortie, il a fallu qu'elle aille à la caserne les remercier. Hier elle est allée à l'église, elle est hindoue, alors qu'en Inde elle ne fout pratiquement jamais les pieds dans un temple, elle a prié pour les pompiers d'Aubagne m'a-t-elle dit au téléphone. Je lui ai répondu que c'était bien. Staline a martyrisé les croyants (un reportage en Sibérie hier soir aux infos de TV5Monde Asie), nous les bolcheviks nous leur permettrions de pratiquer leur religion aussi longtemps qu'ils le souhaiteraient.

Pour revenir à l'assistante sociale du consulat, je pensais avoir à faire à une personne ouverte, comment dire, évoluée ou à l'écoute des misérables citoyens que nous sommes, pas de bol, elle est de la région d'Aubagne ou peut-être même d'Aubagne et elle connaît l'assistante sociale de la mairie pour avoir prononcé son nom devant moi alors que je ne l'avais pas cité, je sais dorénavant que je n'ai plus rien à en attendre pour mon épouse qui n'a pas d'autre alternative que de se tourner vers le Secours populaire.

Pour conclure je vais vous dire ce que cela m'inspire : on est les otages de ces gens-là, ces fonctionnaires agissent comme des potentats locaux, ils ont le pouvoir de vous aider ou non, de débloquer ou non une situation, au gré de leur humeur, de leur état d'âme, de considérations (corporatistes) qui n'ont rien à avoir avec leur mission, au bout du compte ils favoriseront telle ou telle personne selon qu'elle leur revient ou non.

Pourquoi mon épouse lourdement handicapée et qui était correctement logée a été mise en demeure de déménager dans un logement insalubre où venait d'avoir lieu un suicide ? Ils ont même menacé de l'expulser si elle refusait. Je vais vous dire un truc, j'ai posé cette question à l'assistante sociale, elle n'a pas voulu m'écouter, selon elle la question n'est pas là, et bien moi je vais y répondre : par favoritisme pour loger à sa place une personne que connaissait je ne sais pas qui, le maire, un de ses adjoints ou l'assistante sociale de la mairie d'Aubagne.

J'arrête là je tombe de fatigue, je n'arrive même plus à garder les yeux ouverts, il est 13h15.

ACTUALITE EN TITRES

Hésitation, que craignent-ils ?

- La France a-t-elle réussi sa réforme du marché du travail ? - L'Expansion.com

- Pourquoi il est absurde de penser qu'on pourrait aujourd'hui importer à l'identique les réformes Hartz de Schroeder en France

- Atlantico.fr

Une obligation et un devoir.

- Retraites : on va devoir travailler encore plus longtemps - LeParisien.fr

On va devoir rien du tout, mais au fait quel parti ou syndicat emploie ce langage aujourd'hui, défend la retraite à 50 ou 55 ans ? Ah ben non, si déjà on arrivait à sauver la retraite à 65 ans au lieu de 70 ce serait déjà une sacrée avancées sociale ! Voilà sur quelle ligne ils sont : la capitulation en rase campagne, la soumission complète au capital. On aura l'occasion de le vérifier une nouvelle fois en juillet prochain.

Un syndicat ouvrier aurait eu cette attitude : voilà nos revendications, sur quelle base nous voulons bien discuter avec vous, vous n'êtes pas d'accord, alors la discussion est terminée, nous allons en rendre compte aux travailleurs, ensuite nous nous mobiliserons...

Bonne nouvelle d'Espagne.

- Madrid reverrait à la baisse la variation 2013 de son PIB à -1% - Reuters

- Baisse de 14% des ventes de voitures neuves en mars en Espagne - Reuters

Provocation. Après le hold-up sur la classe moyenne, légalisons officiellement le casino !

- Chypre envisage casinos et avantages fiscaux pour son économie - Reuters

Parole d'escroc...

- Chypre : l'enquête sur la crise n'épargnera personne, promet le président - LePoint.fr

... la preuve :

- Délits d'inités à Chypre : des noms de sociétés et les montants retirés dévoilés - protothema.gr / Le Journal du Siècle 01.04

Les transferts d'argent qui représentent très souvent des montants astronomiques ont eu lieu 15 jours avant la fermeture du système bancaire, soit entre le 1er et le 15 Mars 2013. Ces sociétés semblent donc avoir eu des informations sur une taxation imminente des dépôts situaient dans les banques chypriotes.

Le gouvernement de Nikos Anastasiadis est fortement exposé, puisque dans certains cas les transferts de fonds vers l'étranger ont été faits par des sociétés et des personnes proches ou liées directement au Président de la République, comme Loutsios, qui, trois jours avant la décision de ponctionner les dépôts, transféra 21 millions d'euros sur un compte bancaire britannique.

Voici les listes avec les noms des sociétés et individus qui ont retiré leurs dépôts de Chypre au cours de la période du 1er au 15 Mars. Pour la première colonne, il s'agit des noms des entreprises et des particuliers, puis des montants retirés, la balance des paiements ensuite, la monnaie utilisée et la date du transfert. (figurait ensuite les listes en question, avec les montants et les dates, disponible à l'adresse suivante : http://lejournaldusiecle.com)

Et ce brave Parlement tant chéri par certains, il en dit quoi, il fait quoi ? Yan Legoff répondez, allez on attend votre réponse. Mais voyons, il parlemente, il parlemente, comme ces bavards qui l'admirent ! Entre nous, il est mouillé jusqu'à l'os leur cher Parlement. Chut ne perturbez pas la petite vie tranquille des bureaucrates !

Au fait, et en Grèce ont-ils rapatrié les quelque 300 milliards d'euros qui ont fui le pays depuis 2008 ? Bien sûr que non. Et en Espagne, en Italie ? Même réponse. Elles sont chouettes les institutions dans ces pays, on a vraiment envie de les garder, non ? Ah ces révolutionnaires, des bras cassés ! Vous n'y tenez pas, nous non plus, une République sociale débarrassée de cette vermine ferait notre affaire.

En Grèce comme en Espagne il fallait faire campagne sur ce thème, ne pas lâcher le morceau, cela permettait de mettre en relief la corruption des institutions, de dévoiler leur véritable nature, un argument accessible à tous les travailleurs qui posait les bases d'un véritable combat contre les institutions, de rassembler les militants et les travailleurs sur cet axe dans la perspective de les liquider, d'un gouvernement ouvrier... Au lieu de balader les travailleurs à Bruxelles, Franckfort ou Washington.

Un marché sordide et juteux

- L'Inde refuse une demande de brevet de Novartis - Reuters

Entendu hier aux infos sur TV5Monde Asie, une avocate a dit que le traitement coûterait environ 70 dollars par mois à un patient au lieu de 4.000 si la demande de Novartis avait été validée.

A Pondichéry, le salaire minimum mensuel est d'environ 5.000 roupies, 70 dollars, cela fait 4.900 roupies, 4.000 dollars cela donnerait 28.000 roupies, dans tous les cas de figure ce traitement anticancer demeure inaccessible à la majorité de la population car il vient en complément d'autres médicaments.

La Sécurité sociale n'existe pas ici. Il est possible cependant d'obtenir des médicaments gratuitement en passant par les hôpitaux publics, ils sont distribués au coup par coup lors de chaque consultation après des heures ou des jours d'attente. La Cour suprême indienne n'est pas philanthrope pour autant, ce marché est évalué à 20 milliards de dollars d'ici 2020, elle défend les trusts pharmaceutiques indiens.

Les prédateurs haineux de la troisième multinationale pharmaceutique mondiale n'ont pas tardé à réagir de la pire des manières.

- «*Cette décision est un revers pour les patients et cela va freiner les progrès médicaux pour des maladies sans options de traitement efficace*», a dénoncé le groupe qui a enregistré un bénéfice net de 9,6 milliards de dollars (7,4 mds EUR), en 2012. liberation.fr 01.04

Pour éviter de "*freiner les progrès médicaux*" à venir, il existe une solution : on les exproprie sans leur verser un centime et l'affaire est entendue.

ACTUALITÉ DU JOUR

La collaboration de classes doit être la norme, la règle.

Interview lexpansion.com du 1er avril. Extraits.

L'accord sur la sécurisation de l'emploi est-il une réponse à la crise sociale que traverse le pays?

Laurent Berger - .... il donne "*plus de place au dialogue social*"...

Pourquoi la CFDT a-t-elle accepté une réforme de la procédure des plans de sauvegarde de l'emploi?

Laurent Berger - .... Pour donner, là aussi, plus de poids au dialogue social. lexpansion.com 01.04

Syndicats et travailleurs doivent monter au créneau pour sauver le capital

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Qatar

C'est l'histoire de la petite grenouille, qui veut être aussi grosse que le boeuf, et qui finit par éclater ! Alors que le Qatar nourrit des ambitions impériales, les querelles de pouvoir, qui déchirent, depuis des années, la dynastie Al-eThani semblent prendre une tournure très dangereuse. Les deux extrémités de cette guerre impitoyable, pour le pouvoir, sont l'émir, lui même, et son ministre des A.E. Selon "Al-Akhbariya", qui se réfère aux vidéos et aux images, Cheikh Hamad ben Khalifa Al-e Thani est, gravement, malade, et son ministre des A.E, profitant de cet situation, le regarde comme une proie prête à être consommée.

Dans le camp d'en face, l'émir qui hait, de plus en plus, le ministre Jassem, ne cesse de le harceler : il vient d'ordonner l'arrestation

de 16 des conseillers et proches de son MAE, au sein des services de renseignements, qui "ne travaillent pas bien, puisque Assad est toujours au pouvoir"! Hamad a dépossédé Jassem d'une partie de ses prérogatives et veut le limiter encore plus, dans l'exercice de ses fonctions. Selon "Al-Akhbar", les querelles entre le vieux (Hamad) et le jeune loup (Jassem) n'est pas prêt de finir et les entre-déchirements s'approfondissent, de jour en jour. french.ir 01.04

2- Syrie

Une ex-journaliste de la chaîne américaine CNN fait d'intéressantes révélations. Amber Leon affirme que la chaîne en question ne cesse de falisifier "*les réalités liées à l'Iran et à la Syrie*", et s'est fixée, pour mission, celle de nourrir les campagnes d'intoxication contre ces deux Etats. Amber Leon a été licenciée, pour avoir osé couvrir les événements de Bahreïn, et avoir publié un rapport, sur les cas de violation des droits de l'Homme commis par la police américaine.

Cette journaliste, primée trois fois, de 2006 à 2008, pour avoir produit les meilleurs reportages, dénonce "*l'orientation politique imposée par les directeurs de la chaîne, aux journalistes et aux repporters*". "*Ce sont ces mêmes directeurs, qui dictent que dire de l'Iran et de la Syrie et comment le dire*". "*Cette manière de faire est destinée à justifier, auprès de l'opinion publique, les pressions que subissent la Syrie et l'Iran, de la part des Etats Unis et de leurs partenaires*". "*Le même scénario a été suivi, avant l'invasion de l'Irak, en 2003*". Leon a traité CNN de chaîne, qui produit, sur ordre et dans le sens des intérêts et des objectifs de l'OTAN. french.ir 01.04

Messieurs les valets de l'impérialisme américain, Hollande, Ayrault, Le Drian et Fabius, vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas.

3- Turquie

Kemal Kiliçdaroglu, Le leader du Parti républicain du peuple, en Turquie, CHP, le plus grand parti d'opposition du gouvernement, dans ce pays, a déclaré que les critiques augmentent, de jour en jour, contre le gouvernement d'Erdogan, en raison de ses soutiens aux groupes armés, en Syrie.

Selon Press TV, Kemal Kiliçdaroglu a critiqué les politiques du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, envers la crise syrienne, avant d'ajouter que les paramilitaires, soutenus par les étrangers, qui luttent contre le gouvernement de Bachar al-Assad passent leurs formations, sur le sol turc. Le leader du CHP, en réitérant que la Turquie envoie des armes, pour les terroristes, a indiqué que le parti de la Justice et du développement, (AKP), importent les groupes armés d'autres pays, puis, les envoie, en Syrie. french.ir 01.04

SOCIAL

1- Tunisie

Les centres d'appels en Tunisie du géant français Téléperformance tournaient au ralenti lundi, premier jour d'une grève de 72 heures en raison d'un conflit entre la direction et ses employés.

"*La grève est suivie à 80%*", a déclaré à l'AFP Mongi Ben Mbarek, qui dirige la section poste et télécommunications du principal syndicat du pays, l'Union générale tunisienne du travail.

Réagissant à cette affirmation dans un communiqué, Téléperformance a de son côté souligné que "*le taux de suivi (de la grève) à 14H00 était de 53% dans les centres (...) et non 80% comme indiqué par les syndicalistes*".

Les grévistes réclament une hausse des salaires, l'annulation des licenciements d'une demi-douzaine d'employés en février dernier et l'application d'une convention de 2010 sur l'évolution des carrières. Une réunion de conciliation a échoué le 29 mars.

Les syndicalistes appellent par ailleurs à une manifestation mardi à 13H00 GMT devant le siège de l'entreprise à Tunis. AFP 01.04

2- Egypte

Les autorités égyptiennes ont relevé lundi de 60% le prix de la bonbonne de gaz butane à usage domestique 48 heures avant l'arrivée au Caire d'une délégation du Fonds monétaire international chargée de négocier les conditions d'un prêt de 4,8 milliards de dollars au plus grand pays du monde arabe.

Pour les entreprises, le prix de la bonbonne augmentera de 100%.

La bonbonne de butane passe désormais à huit livres égyptiennes (1,18 dollar) pour les ménages. Bien qu'il s'agisse d'une forte hausse, les Egyptiens s'étaient habitués à payer jusqu'à 50 livres la bonbonne l'an dernier au marché noir. Depuis, ces chiffres sont tombés entre dix et 15 livres pièce, d'après les médias égyptiens.

Le gouvernement du président Mohammed Morsi, issu des Frères musulmans, fait l'objet de pressions de la part du FMI pour qu'il allège les subventions d'Etat au secteur de l'énergie. Ces dernières grèvent lourdement le budget, au risque de déclencher un nouveau soulèvement dans une population déjà durement éprouvée par la crise économique.

L'augmentation du gaz butane, la première depuis deux décennies, s'inscrit dans le cadre d'un plan gouvernemental visant à réduire le coût des subventions au secteur de l'énergie, a indiqué un responsable du ministère des Approvisionnements.

Une délégation du FMI est attendue mercredi dans la capitale égyptienne pour une nouvelle série de discussions sur l'octroi d'un prêt massif à l'Egypte. Reuters 01.04

En Inde, à Pondichéry elle est de 7 dollars environ, très chère.

Haut de page

Le 3 avril 2013

CAUSERIE

Il fait trop chaud pour en faire plus... et ce n'est pas un grossier mensonge !

Le boeuf était du cheval, la bouffe en général, les médicaments, les vêtements, les cosmétiques et même les jouets contenaient des produits chimiques hautement toxiques pour le cerveau et le fonctionnement de certains organes...

Non, pas possible, dans quel monde vivons-nous ! Ah qui le dites-vous ma bonne dame, on ne cesse de dire qu'il faut faire table rase mais personne ne veut nous écouter !

On a été élevé dans le mensonge, on a grandi dans le mensonge, c'est même les pires mensonges qui ont fait les grands hommes et les plus petits, si, si. Quand on affirme que le capitalisme repose sur le vol, on nous traite de menteur. Mais qui au fait ? Des menteurs. Mais alors, c'est peut-être la vérité, la vérité avec laquelle on fait les révolutions.

- Et les institutions au service de l'intérêt général et non des capitalistes, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

- Et la guerre contre l'Irak, l'Afghanistan, la Serbie, la Libye, la Syrie, le Mali, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

- Et Hollande, un président socialiste, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

- Et le PS un parti ouvrier, proche des intérêts des travailleurs, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

- Et tout ce qu'on peut lire dans la presse nationale ou entendre à la télévision, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

Et tout ce qu'on a appris en cours d'histoire à l'école et à l'université, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

Et le socialisme que l'on identifie au stalinisme, le communisme au régime de la Corée du Nord, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

Dévastateur ce scandale pour peu qu'on sache l'utiliser, qu'on ait la volonté de l'utiliser pour servir notre cause, là c'est une autre histoire. Mensonge ou vérité ? A vous d'en juger.

ACTUALITE EN TITRES

Qu'est-ce qu'ils ont tous à vouloir refaire une peau neuve au PS ?

- L'UDI demande l'exclusion de Cahuzac du PS - LePoint.fr

Attendez, il faudrait tous les exclure pour imposture ces antisocialistes !

Il a manqué d'imagination le 1er avril !

- Aveux de Cahuzac : Jacob a "*du mal à imaginer que Hollande et Ayrault n'aient pas été au courant*" - LePoint.fr

Avant la tête...

- Affaire Cahuzac - Montebourg : "*Les bras m'en tombent*" - LePoint.fr

Pris à leur propre piège...

- Sonnés, les socialistes se sentent «*trahis*» par Jérôme Cahuzac - LeFigaro.fr

Lestons-le un peu plus pour qu'il coule.

- Affaire Cahuzac : climat très lourd sur le bureau national du PS - LeMonde.fr

600.000 euros à ce prix-là on peut se permettre tous les remords du monde.

- «*Dévasté par le remords*», Jérôme Cahuzac reconnaît avoir détenu un compte en Suisse - LeFigaro.fr

Un leurre qui couvre un grossier mensonge

- Le débat lèvera les «*incompréhensions*» sur l'accord travail, estime Sapin - Liberation.fr

Lobotomie et eugénisme au programme.

- Barack Obama lance un programme de recherches sur le cerveau - Reuters

Mensonge mondial

- La Banque mondiale veut faire disparaître "*l'extrême pauvreté*" d'ici à 2030 - AFP

Quant à la pauvreté, on s'en accommodera, normal, elle est amenée à se généraliser.

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur moral et la nôtre. Défendre l'indéfendable ou la spirale de l'infâmie perpétuelle.

Cahuzac, l'homme ou ce qu'il en reste, ne nous intéresse pas, je n'ai pas de microscope sous la main pour examiner et disséquer cette vermine, sorte de protéine primitive informe et dégénérée.

Chirurgien ou médecin est sans doute l'un des plus nobles métiers du monde, que nombreux malheureusement épousent non par vocation ou humanisme mais pour se faire un nom, une réputation, un statut social, et s'enrichir évidemment. Je dirais même qu'au fil du temps, les plus vertueux d'entre eux finissent corrompus et cédent à l'idée que leur service si indipensable à la population n'est pas rétribué à sa juste valeur, bref, que la société ou l'être humain est bien ingrat à son égard.

L'homme est ainsi fait qu'il ne peut rien concevoir ou faire très longtemps sans en attendre quelque chose en retour, qu'il le reconnaisse ou le nie n'y changeant rien d'ailleurs. Même lorsqu'il bénéficie d'un statut confortable et enviable par une grande partie de la société, il vient toujours un moment où il ne peut plus s'en contenter, il se lasse le malheureux, on pourrait l'admettre,

mais à condition seulement qu'il l'assume honnêtement.

Il en va ainsi dans une société basée sur les inégalités et l'injustice, et où le pouvoir et la richesse corrompent tous les esprits ou presque qui bénéficient de ce privilège qui finit par leur monter à la tête, leur pourrir l'existence paradoxalement.

Il y a fort longtemps, je suis sorti avec une fille dont le père était capitaine à bord d'un yacht d'un milliardaire basé à Cannes, qui pour tuer le temps en était arrivé à passer des après-midi entières à regarder des matchs de football allongé dans une chaise longue sur le ponton de sa modeste embarcation. J'avais 20 ans et je n'avais pas encore développer une conscience politique, cependant spontanément je me suis dit que notre bonhomme devait avoir un sérieux problème dans sa tête pour être aussi riche et perdre son temps dans une activité aussi insignifiante, j'étais très pauvre et sans avenir et je me suis dit : quel gâchis, quelle injustice ! Ma copine m'a largué peu de temps après, j'étais trop pauvre pour elle, elle n'a même pas voulu me présenter à son père.

Si la plupart des nantis finissent par verser dans l'excès, accumulation démesurée de richesses, luxure, perversité où sont souvent liés drogue, sexe, et trafic en tout genre, le néolibéralisme a amplifié cette tendance innée au capitalisme en se libérant de toute réglementation, de tout principe, y compris moraux, psychologique ou individuel, il a fait sauter les obstacles à tous leurs fantasmes, il l'a banalisé, normalisé en quelque sorte au point qu'il soit obligatoire d'y souscrire sous peine de passer pour ringard ou archaïque.

De la même manière, il est de bon ton de s'afficher, d'attirer l'attention des médias, d'avoir une vie publique bien remplie comme ils disent, de faire partie ou de s'afficher avec la jet-set ou d'embrasser une carrière politique qui à défaut de réhausser votre statut social vous permettra de vous distinguer du lot, vous avez besoin d'exister et que l'on parle de vous, à votre avantage de préférence, car la richesse ne peut pas suppléer à l'oubli et à la solitude. Par dessus tout, il manque toujours un petit quelque chose à ces gens-là pour qu'ils soient véritablement heureux, et la vie tumultueuse ou trépidante qu'ils peuvent mener ne leur fait jamais oublier très longtemps le désert sentimental qui les entoure avant que la lassitude ne les étreigne à nouveau, le cauchemar qui les mine, les ronge, leur font commettre des folies aussi.

Cela s'applique davantage aux petits riches comme notre chirurgien député et ex-ministre, les très riches et les hyper riches vivent dans un autre monde à part, plus discrets ou réservés, leur pouvoir de domination et de nuisance sur le monde suffit à leur bonheur, ils passent leur temps à l'entretenir et à l'accroître, c'est leur raison de vivre.

Tout était donc faux. Propos relevés de Cahuzac.

- "*Je ne souhaite rien tant que clouer définitivement le bec des calomniateurs. Je redis que je n'ai jamais ouvert ou possédé de compte à la banque UBS, en Suisse ou ailleurs à l'étranger. Jamais*", insiste-t-il. lemonde.fr 20.12.2012

- Il s'agit (l'idée de taxer en France les expatriés - ndlr), a expliqué le ministre délégué au Budget "d'éviter que ceux qui décident de vivre en dehors de nos frontières s'exonèrent par là-même des obligations fiscales que ces personnes ont à l'égard de leur pays dans lequel elles sont nées, elles ont grandi, elles ont été éduquées, formées, le plus souvent où elles ont rencontré la prospérité sinon la fortune". "*Bref un pays auquel elles doivent beaucoup et dont elles ont tort, me semble-t-il, de s'exonérer des charges que celui-ci leur demande d'acquitter afin d'être redressé*", a-t-il ajouté. publicsenat.fr 21.12.2012

- "*compte tenu de la faiblesse de la conjoncture actuelle, il n'est pas question de demander d'efforts nouveaux aux Français*",

- "*Cela peut être douloureux mais c'est nécessaire*."

- "*plus les efforts sont rudes, plus la pédagogie est nécessaire*".

- "*Nous sommes chargés de relever le défi de l'ajustement de nos comptes dans un contexte économique très difficile. Le plus simple est d'assumer cette difficulté, de dire la vérité aux Français*". Reuters 10.03

Que dire encore ?

N'allez pas croire qu'il y en aurait un seul qui vaudrait mieux que les autres au sein des partis institutionnels, car pour camoufler autant de vérités et soutenir autant de mensonges quotidiennement dans différents domaines, sur les guerres, les banques, les origines de la crise du capitalisme, etc. pour adhérer à la pensée unique qui appartient à la droite comme la gauche, relayée pas les médias officiels, les uns et les autre agissant hypocritement ou par facilité, dans certains cas pour éviter la polémique ou d'avoir à justifier des positions inconfortables, dans d'autres cas pour les renier aussitôt, finalement motivé avant tout par la soif du pouvoir et agissant pas pure cupidité, intérêt personnel, ils sont à l'image du capitalisme, du régime et de la société en décomposition, et il ne peut pas en être autrement pour occuper la place qui est la leur de serviteur de l'ordre établi. Il peut exister des degrés dans l'infâmie sans toutefois la transformer en son contraire

Qu'on se souviennent que l'ordre établi repose principalement sur l'ignorance des masses, ignorance savemment entretenue à coups de mensonges quotidiens, mille fois reproduits à la fois par ceux qui sont au pouvoir et son opposition officielle, ceux qui se relaient au pouvoir depuis que le capitalisme existe, les hommes ou les représentants officiels et officieux du capital passent, le capitalisme demeure et les générations de travailleurs exploités et opprimés se succèdent. Ainsi l'infâmie est partagée et permanente entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui y aspirent.

On savait qu'Obama était le clone de Bush, nous avions prévu qu'Hollande serait celui de Sarkozy, chaque fois en pire puisque la crise du capitalisme et la situation internationale ne cessent de s'approfondir et de se tendre. Cela valait pour leur entourage. En régime capitalisme, le détenteur du sceau de l'infâmie se tient au sommet de l'Etat, sans qu'il en soit forcément celui qui en fait le plus grand usage, mais les exceptions sont exceptionnement rares.

Quand vous êtes lancé dans une féroce compétiivité avec vos concurrents pour vous enrichir ou vous élever à un statut social supérieur, votre conscience personnelle s'efface, pour peu que vous en ayez eu une un jour, disparaît au profit de ce principe qui guide dorénavant vos pensées, vos faits et gestes, et ce principe pour être sordide, cynique, vous serez pris dans un engrenage infernal qui vous forcera à tout justifier, à recourir aux pires trahisons si nécessaire, tous les rapports que vous entretiendrez avec votre entourage ou le monde extérieur seront faussés et porteront désormais la marque de cette infâmie que rien ni personne ne peut excuser ou pardonner.

Tous menteurs comme des arracheurs de dents.

On ne va reproduire les déclarations des uns et de autres tous plus hypocrites les uns que les autres, on en relèvera une qui l'est peut-être plus que les autres. Quand ils ne sont pas menteurs, ils sont amnésiques ou font preuve d'une mémoire très sélective, qui les arrange. Ils mentent aussi pas omission. Nous avons à faire à des professionnels dans l'art de mentir et tromper les travailleurs et les militants, c'est leur véritable profession, de foi.

- Mélenchon sur Twitter et sur RTL : "*Où s'arrête la chaîne du mensonge ? Qui savait et n'a rien dit ?*" lepoint.fr 02.04

Mélenchon a milité pendant plus de 30 ans au PS, et il ne savait rien de l'histoire épouvantable de ce parti passé de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages il y a 99 ans.

Il a été jusqu'à accepter de devenir ministre de Chirac, mais il ignorait qu'il appartenait au parti de l'ordre.

Il a raison en ce qui le concerne et ses semblables, "*la chaîne du mensonge*" est sans fin pour s'être allié avec les restes nauséabonds du stalinisme.

Quand il a rejoint le PS après avoir quitté l'OCI, il ne pouvait pas prétendre qu'il ne savait pas à quoi s'en tenir à propos du PS, le même verdict sans appel est valable pour son alliance avec le PCF. Pour ces gens-làqui partagent les principes et la morale de nos ennemis, le passé est le passé, il faut l'enterrer, il n'a plus aucun rapport avec le présent, on n'en parle plus et on passe à autre chose, comme s'il n'avait jamais existé, leurs analyses sont purement livresques et sans rapport avec la réalité qu'ils s'emploient quotidiennement à falsifier.

Ce sont des caméléons qui pensent ainsi duper toute le monde, ils se trompent lourdement et la réalité ne cesse de les rappeler à l'ordre à intervalles réguliers, d'ailleurs si le caméléons change de couleur de peau selon les cironstances, celles-ci se reproduisant il reprend aussi sa couleur initiale, ainsi les traîtres et les renégats pris à leur propre piège sont démasqués.

Leur démocratie au rabais s'est toujours accommodée des pires mensonges, vous nous excuserez de ne pas nous apesantir inutilement sur ce sujet que nous traitons quotidiennement, laissons cela à ceux qui ont mauvaise conscience et vont s'en faire des gorges chaudes.

Les mêmes vont embrayer sur le délitement des institutions qui selon eux sont à l'agonie depuis 1958 et que cette affaire révèle une nouvelle fois. Il faut dire qu'il était pratiquement impossible à la justice ou aux autorités suisses de faire disparaître toute trace d'un compte qui a été ouvert pendant 20 ans sans prendre le risque d'être elles-mêmes touchées par ce scandale.

Hollande, Ayrault, le gouvernement ne savaient pas ? La preuve du contraire.

En janvier, l'ex-élu RPR Michel Gonelle avait remis à la police un enregistrement attribué au ministre du Budget et dans lequel ce dernier disait à un interlocuteur avoir un compte en Suisse.

L'ancien maire avait contacté un conseiller de l'Elysée fin décembre pour assurer que cette bande était authentique. Il s'est vu conseiller de saisir la justice s'il avait "des éléments tangibles" à l'encontre du ministre du Budget. LePoint.fr 05.02

Merdia.

- Selon Le Nouvel observateur, qui a révélé l'information, ce document (de la banque UBS. -Ndlr) montre que le ministre n'a pas fermé de compte à l'UBS en février 2010, comme l'a affirmé le site d'informations Mediapart.

D'autres recherches, apparemment tout aussi négatives, seraient remontées jusqu'à l'année 2006 pour des raisons de prescription. Mais selon une source judiciaire, il s'agit d'une "*interprétation inexacte*" de ce document. LePoint.fr 05.02

INFOS EN BREF

SOCIAL

UE

Le taux de chômage dans la zone euro a atteint 12,0% de la population active, un nouveau record, selon les statistiques publiées mardi par Eurostat.

Le taux de chômage des moins de 25 ans est ressorti à 23,9% dans la zone euro, avec des taux en Grèce et en Espagne restant au-dessus de 50%.

Cette envolée du chômage est surtout la cause des mesures d'austérité prises depuis trois ans dans la zone euro pour endiguer la crise de la dette. Reuters 02.04

ECONOMIE

1- France

Un contrôle sanitaire aléatoire a permis de découvrir une fraude à l'emballage dans le rayon boucherie d'un supermarché Super U de Langeac, en Haute-Loire. Une enquête a été ouverte.

La combine était simple: de la viande fraîche étant arrivée à sa date de péremption était reconditionnée puis ré-étiquetée. Une fois sous un nouveau film protecteur, on attribuait aux barquettes de nouvelles étiquettes, avec nouvelles dates d'emballage et de consommation. Ni vu, ni connu, le tout repartait remplir les rayons.

Cette viande périmée s'est donc retrouvée dans les paniers des clients et a été consommée. La remise en vente d'aliments périmés est d'autant plus grave qu'ils sont considérés comme impropres à la consommation et donc nuisibles à la santé des consommateurs.

Différentes investigations sont en cours, menées par les inspecteurs de la Direction des services vétérinaires. Selon les premiers éléments, «*cette pratique était bien organisée et se déroulait depuis un certain temps*».

Mais le secret est bien gardé autour de cette affaire: rien n'a filtré sur la durée exacte de cette fraude, ni pour l'instant sur l'identité des auteurs. Si l'on ne sait pas non plus si des clients ont été malades, le parquet a affirmé ne pas avoir eu connaissance de complications médicales.

La justice prévoit des suites puisque cette fraude relève du délit, ce qui signifie que cette affaire pourrait tout à fait se terminer devant le tribunal correctionnel. lefigaro.fr 02.04

Et le gérant de ce supermarché n'est pas encore en prison ? Ah ben non, le "*secret est bien gardé*" !

2- Grande-Bretagne

La farce financière du jour. Attention, ce n'est pas une recette !

La Grande-Bretagne s'est dotée à compter de mardi de deux nouveaux régulateurs financiers en lieu et place de la défunte

Financial Services Authority (FSA), espérant que ce système bicéphale s'avérera plus efficace dans la prévention des crises bancaires et la protection des épargnants.

Le nouveau système bicéphale s'articule autour d'une Autorité de régulation prudentielle (PRA), chargée de vérifier la bonne santé des banques, et d'une Autorité de bonne conduite financière (FCA), chargée surtout de protéger le consommateur.

"*Les réformes entrées en vigueur aujourd'hui lancent le redémarrage du système de réglementation financière de notre pays*", a déclaré mardi le ministre des Finances George Osborne.

"*Elles représentent un changement radical dans la manière dont les services financiers seront réglementés à l'avenir*".

La PRA, une émanation de la Banque d'Angleterre, doit vérifier que les 1.700 banques, compagnies d'assurance et sociétés de crédit immobilier sous sa tutelle ont suffisamment de fonds propres et respectent les règles en matière de primes et de gestion du risque.

La FCA, une autorité indépendante qu'abritera l'ancien siège de la FSA à Canary Wharf, surveillera le comportement de l'ensemble des établissements financiers, soit 26.000 entreprises au total. Elle sera dotée pour cela de pouvoirs et de capacités de sanction renforcés.

Les autorités espèrent que la nouvelle structure sera capable de mieux anticiper les risques afin que le contribuable n'ait plus à mettre la main au porte-monnaie à l'avenir.

En sus de ces deux nouveaux organismes, le Comité de politique financière de la Banque d'Angleterre définira les orientations de la politique de supervision et surveillera les risques menaçant la stabilité du système financier, telles les bulles immobilières.

Ce comité est présidé par le gouverneur de la banque centrale. Les patrons des deux nouveaux organes de régulation y siègent également.

Les experts pensent que la nouvelle structure ne sera réellement mise à l'épreuve que lorsque l'économie sera à nouveau prospère, entraînant de probables excès. Reuters 02.04

On a compris que c'est la Banque d'Angleterre qui est au sommet de cet organigramme, dont le gouverneur est un homme de main de... Goldman Sachs. Et ils envisagent déjà les prochains "*probables excès*" des banquiers, lire escroqueries. C'est ce qu'on appelle se foutre du monde ouvertement, ils peuvent ils détiennent tous les pouvoir et il n'existe pas d'alternative politique à ce jour, vous avez entendu parler de l'existence d'un parti ouvrier révolutionnaire en Grande-Bretagne ? Pas plus qu'en France, Grèce, Espagne, Portugal, Italie...

3- Chypre

Le plan de renflouement financier de Chypre annoncé mardi prévoit un vaste programme de privatisations et d'austérité visant à un retour à l'excédent budgétaire en 2016.

Un programme de privatisations qui touchera notamment les télécoms, l'autorité portuaire et l'électricité, devrait rapporter au moins 1,4 milliard d'euros sur la période 2013-2016.

Côté rigueur, les retraites du secteur public seront gelées et l'âge du départ à la retraite retardé de deux ans. En outre, les taxes sur le tabac, l'alcool et les carburants vont être relevées, de même que le taux de la TVA.

La taxe sur les bénéfices des entreprises passera à 12,5% et celle sur les intérêts et les dividendes à 30%.

Parallèlement, la banque centrale continue d'assouplir peu à peu les restrictions sur les mouvements de fonds. Pour les entreprises, les transferts sont libres jusqu'à 25.000 euros, au lieu de 5.000 jusque là, et il est désormais possible d'émettre des chèques allant jusqu'à 9.000 euros.

Pour les particuliers, les retraits sont limités à 300 euros par jour et par personne. Les virements bancaires restent impossibles vers l'étranger et limités vers Chypre même. AFP et Reuters 02.04

Mais au fait ce programme de guerre contre les travailleurs chypriotes, il va être valider par le Parlement. Ce brave Parlement dont certains ont chanté les louanges. Comme en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie...

Haut de page

Le 4 avril 2013

CAUSERIE

L'actualité est si chargée aujourd'hui que j'ai eu du mal à savoir par quelle bout la prendre. J'ai dû traiter en coup de vent chaque sujet, on complètera par la suite au fil des jours si nécessaire.

ACTUALITÉ DU JOUR

Affaire d'Etat Cahuzac.

Avant-propos

Cela rappelle les frasques de l'obsédé sexuel DSK que tout le monde connaissaient à la direction du PS et de l'UMP mais que tout le monde avait tus, les uns parce qu'il figurait dans leur parti, les autres pour mieux s'en servir un jour contre lui et le PS et c'est ce qui se produisit.

Apparemment, depuis 2008 au plus niveau de l'Etat, donc sous le mandat de Sarkozy, on savait que Cahuzac se livrait à des malversations fiscales, et ce n'est pas un hasard si c'est un rival UMP de Cahuzac qui a sorti le lièvre. Reste à savoir pourquoi maintenant. Osons une première explication à chaud.

Pour fragiliser un peu plus Hollande et le gouvernement pour qu'ils se droitisent un peu plus en échange du soutien de l'UMP et de l'UDI ? Cela coïncide avec l'élection à la présidence du Medef et précède de quelques mois l'ouverture de nouvelles "*négociations*" devant aboutir à un nouveau coup contre les retraites. Il semblerait que ce soit la branche la plus exigeante, intransigeante, extrémiste du Medef qui soit sur le point de l'emporter.

On sait pas expérience que chaque fois que le PS (ou la SFIO et le PCF) a été au pouvoir et s'est retrouvé en difficulté, il a accordé à la réaction tout ce qu'elle réclamait allant même jusqu'à lui abandonner le pouvoir. On y reviendra dans les jours qui viennent.

Réduire cette affaire à une abstraction.

Tout faire pour réduire cette affaire à un cas individuel qui révèle la pourriture du régime en place, qui frappe et affaiblit les institutions, alimente la crise de tous les partis sans exception, dont les contradictions ne vont pas manquer une nouvelle fois de se manifester au grand jour. Enfin une bonne nouvelle !

La vérité est révolutionnaire, ensuite, tout est une question de patience, de détermination, de persévérance.

- Le ministre du Budget Bernard Cazeneuve a estimé jeudi que le scandale causé par les mensonges de son prédécesseur Jérôme Cahuzac autour d'un compte secret détenu à l'étranger n'était "*pas une affaire d'Etat*" mais reflétait le "*manquement grave*" d'un homme.

"*C'est un manquement individuel très grave. Ce n'est pas la mise en place d'un système de corruption qui atteindrait un parti, un groupe, un Etat*", a déclaré M. Cazeneuve sur la radio Europe 1. AFP 04.04

La vengeance n'est pas toujours un plat qui se mange chaud, réchauffée elle peut être encore plus dévastatrice.

Michel Gonelle, l'ancien maire de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) détenteur de l'enregistrement audio dans lequel Jérôme Cahuzac évoquait un compte en Suisse, a estimé mercredi que ce compte avait pu être identifié dès 2008, donc sous le gouvernement de droite précédent, mais "mis sous l'éteignoir".

"*Selon ce que je sais de bonne source et qui m'a été rapporté, un haut fonctionnaire des Douanes avait identifié le compte en 2008*", a déclaré à l'AFP l'ancien maire RPR et rival politique de l'ex-ministre du Budget en Lot-et-Garonne.

Ce haut fonctionnaire "*est élu d'une ville de l'Oise*", selon M. Gonelle, qui l'a invité à "*se faire connaître des magistrats instructeurs*".

M. Gonelle, invoquant cette bonne source, assure que ce haut fonctionnaire "*a transmis les informations qu'il avait recueillies aux services de renseignements qui ont eu l'enregistrement bien avant tout le monde, l'ont décrypté bien avant tout le monde, et tout ceci a été mis sous l'éteignoir*".

Pour M. Gonelle, à l'exception du député UMP Laurent Wauquiez, "*toute la classe politique et une grande partie des médias ont contribué à soutenir M. Cahuzac, et à stigmatiser Mediapart" et lui-même.*

"Un cordon sanitaire a été fait autour de M. Cahuzac pour le protéger", accuse M. Gonelle, le "sommet" étant selon lui la demande d'entraide administrative adressée à la Suisse par le ministère des Finances "qui était destinée à blanchir" l'ex-ministre et "*dont nous n'avons jamais su la question qui avait été posée*".

M. Gonelle a aussi rappelé mercredi qu'il avait contacté une de ses connaissances à l'Elysée dès le 15 décembre, à propos de l'enregistrement en sa possession.

"*Le président a été mis au courant par moi-même dès le 15 décembre et j'ai expliqué très longuement comment cet enregistrement m'est parvenu fortuitement. Celui qui m'a entendu a très bien compris la sensibilité de mes propos et les a transmis fidèlement. Mais on n'a pas voulu croire ce que disait Mediapart et ce que je disais*", a-t-il déploré.

M. Gonelle, avocat et ex-maire de Villeneuve-sur-Lot, où M. Cahuzac (PS) l'avait battu en 2001, avait découvert sur son répondeur, fin 2000, des propos de M. Cahuzac adressés à une tierce personne, qui évoquaient son compte à la banque suisse UBS.

Cet enregistrement, dont il avait une copie, avait été publié début décembre par Mediapart. M. Gonelle assure que ce n'est pas lui qui l'a transmis au site d'informations en ligne. AFP 03.04

Le Front national mouillé jusqu'au cou également.

Un nouveau personnage apparaît dans l'affaire Cahuzac. Selon les informations du Monde, le compte suisse dont l'existence a été reconnue par l'ancien ministre du budget a été ouvert par Philippe Péninque, un proche de la présidente du Front national, Marine Le Pen.

C'est lui qui, en 1992, a ouvert à la banque UBS un compte dont l'ayant-droit économique était M. Jérôme Cahuzac, a-t-on appris de source proche de l'enquête. Ce n'est qu'en 1993 que ce compte a été récupéré en nom propre par l'ancien ministre, via la société financière Reyl and Cie, basée à Genève, qui ne possédait alors pas de licence bancaire.

Plus tard, en 2009, le compte aurait été transféré à Singapour dans la filiale locale de la banque helvétique Julius Baer. Le compte était alors toujours sous gestion de la société Reyl.

M. Péninque a reconnu avoir entretenu des relations amicales avec M. Cahuzac, qui était alors médecin. Il a affirmé ensuite : "*Ce qui est illégal c'est de ne pas déclarer un compte, pas d'aider à l'ouvrir. Jérôme Cahuzac avait besoin d'un compte, je l'ai aidé à l'ouvrir*."

Marine Le Pen était-elle au courant de ce scénario ? M. Péninque prétend en avoir informé la présidente du Front national : "*Je lui ai dit que j'étais ami avec Cahuzac et peut-être que dans le cadre de mon activité professionnelle, j'avais ouvert ce compte.*"

Philippe Péninque, 60 ans, n'est pas un inconnu pour ceux qui suivent les affaires de l'extrême droite. Cet ex-membre du GUD, un syndicat étudiant d'extrême droite radicale, connu pour sa violence, est aussi ancien membre fondateur d'Egalité et réconciliation. Il fait aujourd'hui partie des conseillers officieux de Marine Le Pen. En 2007, il avait réalisé l'audit du Front national. lemonde.fr 03.04

Aux manettes, c'est guignol ! Qui tire les ficelles ou comment redorer le blason d'un parti qui est une imposture.

La réaction émue et scandalisée à la télévision de @gerardfiloche, membre du bureau national du PS, mardi, aux aveux de Jérôme Cahuzac, a été largement saluée sur Twitter où les internautes ont tour à tour mis en ligne la séquence vidéo tout en faisant part de leur empathie. "*Je n'aurais pas dit mieux, merci Gérard Filoche*", écrit @Bazz_Ra tandis que @BratzyyB souligne "*une réaction saine. Rassurante, aussi*". "*Beaucoup de respect envers Monsieur Gérard Filoche. Preuve d'un engagement vrai au service des français*", estime pour sa part @GaetanAchenza, pourtant un sympathisant de l'UMP. Tout en s'adressant à M. Filoche, @CASI51100 conclut: "*Si tous les hommes politiques étaient comme vous, je retournerais voter*". AFP 03.04

Il sort du même tonneau putride que Mélenchon.

Comme quoi le PS n'est pas ce que vous croyez, comme quoi aller voter pourrait être utile... Pour qui roule-t-il les Filoche et Cie. ? Vous avez la réponse : pour le régime dont le PS est un des piliers au sein des institutions.

Qaund l'état d'esprit du vil serviteur se double d'illusions grotesques.

Interview lexpress.fr, extraits. Vincent Drezet, secrétaire national du syndicat Solidaires finances publiques.

Question : Quelle est votre réaction à la suite de la mise en examen de Jérôme Cahuzac, ancien ministre du Budget, pour blanchiment de fraude fiscale ?

Réponse : C'est plus que de la déception. On a un sentiment de colère, de frustration devant l'ampleur du scandale et de la consternation. C'est absurde que l'ancien ministre du Budget, responsable de l'administration fiscale ait recours à l'évasion fiscale alors qu'il est censé lutter contre. Pour nous, c'est un choc émotionnel, on vit cette affaire comme une trahison. (...) Il nous a tous trahis.

Question : Les actions du gouvernement sont-elles suffisantes pour lutter contre la fraude fiscale? Que recommandez-vous?

Réponse : Il faut que le gouvernement nous montre son réel engagement, les déclarations ne suffisent plus. On attend vraiment de voir comment ils vont renforcer la lutte contre la fraude fiscale. L'intention est affichée mais n'est pas encore traduite. (...) Les agents qui font du contrôle fiscal et se déplacent sur le terrain avec leur propre véhicule ne sont pas remboursés intégralement. Ils payent pour travailler! Enfin, concernant les moyens juridiques, il y a eu des avancées. Mais aujourd'hui, il faut passer la seconde! lexpress.fr 03.04

Ce syndicaliste est aussi misérable que son ministre, qui n'a jamais été le nôtre, c'est là l'essentiel qui permet de distinguer un syndicaliste d'un serviteur du régime. Explication. Le ministre n'a trahi que ceux qui se reconnaissaient en lui. Il attend que le gouvernement "*montre son réel engagement*, après avoir adopté le TSCG, la "*règle d'or*", un budget d'austérité, fait cadeau de 20 milliards d'euros aux patronats, et s'apprêtant à retranscrire dans la loi l'accord scélérat du 11 janvier dernier, etc, et il faudrait encore avoir des doutes sur ses réelles intentions, vous n'êtes pas digne de votre mandat syndical. Solidaires, Sud, des syndicats différents des autres, vraiment ? Il démontre là le contraire.

Il y a eu des "*avancées*" sur les moyens juridique et juste avant il précisait "*nous avons perdu 25.000 postes à la direction générale des finances publiques depuis 2002*", ce qui signifie que les agents de ce ministère ne sont pas en mesure de mettre en oeuvre ces "*avancées*" juridiques qui réclament davantage de moyens.

Bon, il a tenu ce discours comme il aurait pu en tenir un autre, il s'en fout quoi, il vit bien, il a un emploi garanti jusqu'à la retraite, un statut privilège envié de nos jours, vous ne voudriez pas non plus qu'il devienne révolutionnaire !

Comment LO, le NPA et le POI ont rendu compte de cette affaire.

LO - L'affaire Cahuzac, un symptôme de la pourriture capitaliste (Nathalie Arthaud)

Elle fustige la classe des capitalistes qui ont les partis qu'ils méritent, mais pas un mot sur les institutions vermoulues de la Ve République que ce scandale ébranle un peu plus.

NPA - Cahuzac la main dans le sac : crise majeure de la Ve République - 2 avril

Révélateur de la crise du régime, pas besoin d'être un fin analyste pour arriver à ce constat.

La suite et fin relève de la soumission aux institutions et révèle au passage la véritable nature du NPA

- "*C'est le symbole de la crise de régime de la Ve République. Pour empêcher ces voyous d'opérer, il est temps d'imposer l'interdiction du cumul des mandats, la limitation des revenus, le contrôle direct et la révocabilité des élus par la population.*"

Dans le cadre des institutions de la Ve République qu'il suffirait de réformer, de remodeler pour qu'elles puissent enfin se mettre au service de la classe ouvrière.

De notre côté, nous combattons pour une République sociale issue du mouvement révolutionnaire des masses exploitées une fois les institutions de la Ve République renversées, abolies.

Le NPA est ni un parti anticapitaliste ni un parti révolutionnaire.

NPA - Contre la république du fric et des menteurs, une démocratie réelle maintenant ! - 3 avril

- "*Il faut une alternative politique qui annule la dette et garantisse les droits de la population en particulier son droit de contrôle sur la société et l'Etat.*"

Il confirme qu'il ne s'agit pour ce parti ni de changer la société, autrement dit de mettre un terme aux rapports sociaux qui existent dans la société au profit de la classe dominante, de les inverser, ni l'Etat qui en est issu et les incarnent, donc les institutions, ce qui nécessiterait une révolution sociale et politique qui porterait la classe ouvrière au pouvoir.

POI - La palme de l'opportunisme lui revient.

Vous aurez eu l'occasion de remarquer à plusieurs reprises qu'il leur était possible d'inclure les derniers développement de la situation dans leur hebdomadaire Informations ouvrières jusqu'à la veille de sa parution, or dans le numéro paru hier, rien, absolument rien sur cette affaire d'Etat. Par acquis de conscience je suis allé voir s'il y avait un article sur leur portail national, rien, absolument rien, l'affaire Cahuzac n'existe pas, n'a jamais existé.

Ces manoeuvriers professionnels procèdent souvent par non-dits ou par omission quand une question les embarrasse. Comment traiter cette affaire sans s'aliéner telle ou telle courant qui traverse contradictoirement le POI, sans s'aliéner des pans entiers de leurs militants restés fidèles au socialisme, comment ne pas rompre avec le PS, le régime, les institutions qu'il soutient à bout de bras, comment faire pour ne pas se couper des appareils des syndicats (CGT et FO principalement) qui sont embourbés jusqu'au cou dans le dialogue social tout en essayant de faire croire le contraire au moment où Hollande à besoin d'eux plus que jamais ?

Le prochain numéro d'Informations ouvrières répondra sans doute à ces questions, nous nous en délectons par avance.

Tous au chevet de la démocratie, en réalité du vieux monde capitaliste de plus en plus contesté dans le monde entier.

J'ai lu dans un article relatif à la situation en Grèce que la démocratie était en danger, parce que les deux partis qui alternent au pouvoir ou se le partagent comme en ce moment, seraient minoritaires et discrédités auprès de la population. Mais finalement, il n'existerait pas d'autres alternatives que s'en remettre à ses fossoyeurs de la démocratie.

Quelle est la signification politique d'une telle analyse ?

Que si vous êtes démocrates ou que vous avez adopté les principes de la démocratie, vous n'avez pas d'autres alternatives que vous en remettre impérativement à l'un de ces partis, le parti officiel de l'ordre ou son supplétif, les deux constitutants les piliers des institutions ou garantissent la pérennité du régime en place.

Quelle est la signification politique d'un tel postulat ?

Qu'il vous faut absolument soutenir les institutions en place, le régime, l'ordre établi, qui en passant sont responsable de la situation sociale actuelle, mais ces gens-là ne sont pas à une contradiction près, au lieu de les combattre pour les renverser et reconstruire la société sur de nouvelles bases.

Quelle conclusion politique faut-il en tirer ?

Que vous devez vous soumettre à la société telle qu'elle existe, aux institutions, et qu'il est inutile d'envisager un changement politique radicale de la situation, car le régime en place est après tout le meilleur qu'on puisse imaginer et il est fait pour durer pour l'éternité. Prenez votre mal en patience, éventuellement rejoignez l'extrême droite qui vous promet un avenir meilleur ou mettez-vous une balle dans la tête, ce qui revient pratiquement au même, mais surtout ne vous tournez pas du côté du socialisme, le véritable socialisme, circulez il n'y a rien à voir de ce côté-là.

C'est à peu de choses près le même discours qu'on peut entendre dans tous les pays, y compris de la part de cuex qui prétendent incarner (officiellement) le socialisme, tous ceux qui se vautrent aux pieds des institutions et refusent de les combattre.

Le dialogue social, la bouée de sauvetage du régime.

On comprendra qu'à vouloir trop charger une embarcation de fortune, elle finit inexorablement par chavirer à son tour, et ses naufragés par être engloutis par les flots déchaînés qui s'acharnent sur eux.

Au cours des derniers mois nous avons rédigé plusieurs articles de fond sur le dialogue social qui peuvent servir de référence aux militants pour le combattre.

Nous avions précisé que le dialogue social était la négation de la lutte des classes, l'antithèse de l'indépendance de classe du prolétariat, l'antichambre du corporatisme. Nous avions été extrêmement précis et détaillé dans notre argumentation, nous avions essayé de ne rien laisser au hasard pour ne laisser aucune faille dans laquelle l'opportunisme pourrait se glisser.

Constatant que des petits malins animés sans aucun doute des meilleures intentions du monde s'étaient ingénués à présenter la CGT et FO, autrement dit leurs dirigeants comme des opposants au dialogue social ou par le biais de tournures rhétoriques recourant à des sous-entendus le laissant entendre ou deviner à des lecteurs ou un auditoire assez naïf pour être porté à le croire, il m'a semblé nécessaire de revenir une nouvelle fois sur un aspect essentiel du mécanisme du dialogue social, la manière dont il est déclenché ou quelles conditions sont nécessaires pour qu'il puisse avoir lieu, car comme tout rapport, pour qu'il existe il faut au minimum être deux ou que différents acteurs acceptent au départ d'y participer.

On a tendance à oublier que le dialogue social, s'il est le produit d'un rapport, un autre le précède qui ne fait l'objet d'aucune discussion, par principe on l'accepte, l'affaire est entendue, les différents protagonistes en ont convenu ainsi, un accord tacite ou sous-entendu le rend possible et lie ses participants comme s'il existait une sorte de connivence entre les deux parties qui en acceptent par avance les règles. C'est en réalité très malicieux, tordu, sournois, c'est du domaine de la manipulation.

Avant même d'aborder le contenu du dialogue social, il faut préciser en quoi consistent ces règles. Pourquoi est-ce si important ? Parce que c'est ici que s'expriment ou que sont définis les rapports entre les représentants des différentes classes, en théorie puisque ceux de la classe ouvrière sont vendus. On comprend aisément pourquoi cette phase n'est pas abordée par les différents partis ouvriers, elle est déterminante.

Si vous êtes sur une ligne politique intransigeante face au patronat et que votre conception de la lutte de classe coïncide avec la mobilisation des travailleurs sur leurs revendications, vous ne pouvez pas accepter cette règle du jeu qui implique dès le départ que vous êtes prêts à consentir des concessions au patronat, ce qui pour vous est inenvisageable. Votre combat consiste à obtenir des concessions du patronat et non l'inverse, à le placer dans une situation qui l'obligera à lâcher quelque chose, sans rien lui céder cela va de soi.

Dans ce cas-là un tel rapport est impossible puisque les conditions ne sont pas requises, il faut que vous soyez dans une position de renoncement à vos revendications pour qu'il existe, que vous acceptiez d'emblée de vous placer sur le terrain du patronat, rappelons-le avant même que la première réunion ait lieu.

On s'aperçoit ici qu'avant même que le dialogue social ne débute, pour qu'il ait lieu cela implique que les représentants des travailleurs doivent se placer dans le cadre d'un rapport de forces qui quoi qu'il arrive par la suite leur sera défavorable, c'est la condition sine qua non, autrement dit, ils doivent s'avouer vaincus, cela signifie que le dialogue social est synonyme de capitulation en rase campagne devant le patronat, avant même qu'il ait débuté, quel que ce soit l'accord qui en sortira et qui le signera ou non, y participer, c'est accepter de se retrouver dans une position de faiblesse, c'est déjà trahir.

Je ne sais pas dans la vie comment vous gérez vos relations, personnellement quand je sais que je n'ai rien de bon à attendre d'une relation avec une personne, je m'abstiens de la rencontrer ou d'avoir des rapports avec elle, par économie de temps et précaution. Vous me direz que je dois avoir peu de relations, la vie se charge de m'en imposer que je n'ai pas choisi et cela me suffit amplement.

Et bien ici c'est le même principe qui devrait s'appliquer. Sauf que dans ces rapports les dirigeants syndicaux ne mettent pas en cause leurs propres intérêts mais ceux des travailleurs dont ils n'ont rien à faire et qu'ils sont toujours prêts à brader au patronat.

Donc accepter de participer au dialogue c'est accepter au départ un certain type de relations, c'est légitimer un rapport de forces qui ne fait que reproduire celui existant entre les classes dans le pays, la classe dominante fixant les règles, la classe dominé s'y soumettant ou les subissant, ici leurs représentants respectifs. Partant de là on comprend immédiatement qu'il est impossible d'en attendre quelque chose de bon pour les travailleurs, on doit le rejeter ou refuser d'y participer. On pourrait dire encore que les dés sont pipés, la règle est faussée en faveur de la classe dominante dès l'annonce qu'un dialogue social va avoir lieu.

Dès lors on pourrait s'attendre à ce que les partis ouvriers lancent une campagne nationale pour s'y opposer, en développant les arguments qui viennent d'être énoncés, sauf qu'ils s'y refusent tous au nom des liens organiques qu'ils ont tissés avec les appareils pourris des syndicats, ce dont ils ne se vantent pas évidemment, c'est aux miliants de le deviner ou de le comprendre.

Tout ce que l'on peut ajouter ensuite sur le dialogue social après qu'il ait débuté est secondaire ou présentera peu d'intérêt, qui a dit ou fait quoi, signé ou non, peu importe, le mécanisme est lancé et ira à son terme, accord ou non entre les parties en présence, puis ce sera au législateur de rentrer en piste pour clôturer le bal, la messe était dite avant même que le vin soit tiré, il faudra le

boire jusqu'à la lie.

Se ranger derrière des appareils qui ont permis à ce scénario d'avoir lieu tient lien d'une trahison ou d'une complicité de trahison, c'est enchaîner les victimes à leur bourreau pour qu'ils ne lui échappent pas. On peut combattre tout accord ou loi sans se vautrer dans une pitoyable soumission envers les appareils pourris des syndicats, sans colporter de nouvelles illusions sur l'issu de notre combat.

On mène un combat parce qu'on estime qu'il est légitime, pour défendre un droit légitime, c'est suffisant, tout autre justification est à nos yeux insupportable et indigne d'un militant ouvrier. On essaie d'organiser travailleurs et militants de toutes tendances ou courants sur un objectif qu'on a défini, tout en le reliant à la situation et à l'issue politique que nous proposons pour mettre fin à la crise du capitalisme, qui consiste à mettre un terme au régime en place et à avancer vers le socialisme.

Mais pour cela il ne faut pas s'en tenir au rôle du syndicalisme qui sur le plan politique revient à se vautrer dans le trade-unionisme, ce que font tous les partis. Ce n'est pas le niveau de nos propres forces qui détermine les tâches qu'on doit se fixer, encore moins celles que le prolétariat doit accomplir, mais le développement de la situation sociale et politique en rapport avec l'objectif de notre combat politique auquel tous les autres sont subordonnés.

Je crois qu'un grand nombre de militants n'ont pas compris qu'un militant d'un parti politique qui se cantonne au rôle d'un syndicaliste ou ne combat pour aucun objectif politique se comporte en fait comme un de ces dirigeants syndicaux qui accompagnent le capitalisme au lieu de le combattre.

Je viens de recevoir un journal par Internet et en le parcourant j'ai constaté qu'au cours de discussions entre militants ou avec des travailleurs, il est question exclusivement de questions syndicales, sociales partielles, nulle part les questions politiques ne sont abordées, autrement dit il est inutile. En Grèce et en Espagne malgré ce qu'ils subissent ils en sont encore là, ce qui signifie qu'il est impossible de s'en sortir par cette voie-là. Pourquoi croyez-vous que la troïka se permet-elle de frapper aussi fort, sinon parce qu'ils savent qu'en face le combat politique est quasi inexistant. Continuons dans cette voie et nous courrons tout droit au désastre.

C'est dommage car des millions de travailleurs sont disposés à entendre un autre discours, révolutionnaire, encore faudrait-il être capable de s'adresser à eux dans un langage qu'ils comprennent.

J'avais commencé à rédiger la suite hier soir, mais par manque de temps j'ai dû abandonner. Je vous renvoie aux articles précédents qui traitaient de cette question.

A propos de l'accord patronal du 11 janvier et du dialogue social.

1- Thierry Mandon porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale, avant-hier.

- "*il y aura beaucoup moins de votes contre ce texte, s'il y en a, qu'il n'y en avait eu contre le traité budgétaire européen*", contre lequel avaient voté en octobre 20 des 297 députés PS ou apparentés (outre neuf abstentions), a pronostiqué Thierry Mandon lors d'un point presse.

- "*Nous chercherons à améliorer le texte tout en acceptant la logique de l'accord, et en ne soumettant que des amendements acceptés par le gouvernement*", a expliqué le député PS de l'Essonne, après avoir annoncé le dépôt, en séance, d'une cinquantaine d'amendements par son groupe. lepoint.fr 02.04

Tout est cadenassé par le gouvernement, on est donc bien en présence de députés du PS godillots. Bon, on le savait.

2- Il faut se placer sur le terrain du patronat, il n'y pas d'autres alternatives.

Marylise Lebranchu, la ministre de la Fonction publique, a reconnu mardi sur Radio Classique les réticences des certains parlementaires socialistes.

"*Je pense qu'ils vont essayer d'améliorer ce texte comme ils le veulent. Quand on est socialiste et qu'on reconnaît l'action des syndicats comme un élément essentiel, alors on encourage les accords qu'il peut y avoir*", a-t-elle dit.

"*Je sais qu'il y a une majorité pour soutenir le gouvernement et je sais qu'il y a une majorité convaincue des effets profondément bénéfiques du projet de loi issu de l'accord*", a dit le ministre du Travail Michel Sapin, mardi sur RTL.

"*Nous avons une position a priori favorable*", dit-on au groupe UDI (centriste), alors que le groupe UMP attend pour sa part "*l'évolution du texte au cours du débat*" avant de se prononcer.

Le gouvernement espère que cet accord ouvrira la voie à d'autres accords entre partenaires sociaux, notamment sur les retraites, appliquant ainsi sa méthode de la concertation. Reuters 02.04

Il a raison Sapin, il existe une majorité PS-UMP-UDI au Parlement pour soutenir tous les textes anti-ouvriers, comme hier quoi.

On admirera au passage le courage et le style sibyllin de Lebranchu qui en déclarant : "*on encourage les accords qu'il peut y avoir*" sans en préciser le contenu, la nature, l'orientation, vaut mieux pas !

Dans le registre tous menteurs, tous pourris.

Le Grand Rabbin de France avoue un plagiat et un mensonge

Le Grand Rabbin de France Gilles Bernheim a reconnu mercredi un plagiat et un mensonge, admettant avoir réagi "*avec maladresse*" quand les premières accusations sont apparues à l'encontre de son ouvrage "*Quarante méditations juives*".

"*Les plagiats démasqués sur Internet sont avérés*", a-t-il avoué dans un communiqué daté de Jérusalem, alors que le doute montait au sujet de l'originalité de l'ouvrage publié en 2011 chez Stock.

Gilles Bernheim ajoute "*regretter*" ses dénégations initiales: "*Ma réaction devant la première évidence de plagiat a été émotionnelle, précipitée et maladroite. Je l'analyse rétrospectivement comme du déni*."

Sur son blog "*archéologie du copier-coller*", l'universitaire Jean-Noël Darde a porté le coup de grâce. En croisant des recherches sur internet et en bibliothèque, il retrouve des extraits entiers des "*Quarante méditations juives*" dans des livres écrits bien avant les années 80 par Jean-Marie Domenach, Jean Grosjean, Élie Wiesel "*et probablement d'autres*".

"*D'habitude, les plagiaires s'inventent des excuses. Si le plagiat avait été moins grossier, Bernheim aurait pu s'en sortir. Là, il n'avait pas le choix*", commente M. Darde.

Pour cet enseignant de l'université Paris VIII, qui s'intéresse surtout aux plagiats académiques, "*le plus grave, c'est le mensonge*" du Grand Rabbin. Et pas seulement le communiqué de dénégation. "*A la sortie du livre, Gilles Bernheim a expliqué avoir un +fort désir d'écrire+ qui le tient éveillé la nuit et a assuré que ses Méditations étaient de loin son oeuvre la plus personnelle*", rappelle-t-il.

Deux ans plus tard, le Grand Rabbin a demandé à son éditeur de retirer l'ouvrage des librairies et de sa bibliographie. Il a également présenté ses excuses à Dolorès Lyotard, la veuve du philosophe, et à Elisabeth Weber, ainsi qu'aux autres auteurs plagiés et à ses lecteurs. AFP 03.04

Affaire de corruption en Espagne, l'infante inculpée

L'infante Cristina, fille du roi d'Espagne Juan Carlos, a été inculpée mercredi dans le cadre d'une enquête pour détournement de fonds visant son mari, a-t-on appris de source judiciaire.

Le juge d'instruction Jose Castro, chargé du dossier, a convoqué Cristina de Borbon y Grecia, 47 ans, pour une audition le 27 avril, ajoute-t-on, confirmant des informations de presse.

Elle sera interrogée sur des détournements d'argent public et des fraudes fiscales d'un montant de six millions d'euros commis par son mari, Inaki Urdangarin, lorsqu'il dirigeait l'organisation caritative Noos.

On ignore quelles charges ont été retenues à l'encontre de la princesse qui faisait partie de l'organisation.

Le juge Castro, qui a pu consulter des courriers électroniques dans lesquels Inaki Urdangarin demandait à sa femme des conseils dans la gestion d'affaires, a dit disposer d'éléments démontrant la complicité de la princesse.

Des experts judiciaires ont expliqué que le magistrat construisait un dossier qui pourrait déboucher sur un procès impliquant le couple.

"*La loi est la même pour tous*", a affirmé le juge dans un bref communiqué à l'appui de son ordonnance, reprenant les propos du roi Juan Carlos dans son allocution de Noël en 2011.

Le magistrat a précisé avoir décidé d'inculper Cristina afin de s'assurer qu'elle témoignera en personne et ne s'abritera pas derrière la loi espagnole pour échapper à une comparution.

Pour Manuel Villoria, spécialiste des questions de corruption et professeur de sciences politiques à l'université Juan Carlos, ces charges sont "*dévastatrices*" pour la famille royale espagnole.

"*Il (le juge) affirme considérer Cristina comme complice et que (Urdangarin) n'aurait pas pu agir sans son aide. Elle était au courant et elle ne l'a pas empêché*", a expliqué Villoria.

Inaki Urdangarin a comparu fin février devant un tribunal de Majorque pour répondre des accusations de fraude fiscale et de détournement d'argent qui pèsent contre lui, un scandale qui a fortement écorné l'image de la monarchie espagnole.

Cet ancien joueur de handball professionnel est accusé d'avoir utilisé ses relations afin de remporter des contrats publics pour organiser des événements sur l'île de Majorque et ailleurs en Espagne. Reuters 03.04

Offensive du Medef. Ils en veulent toujours plus, normal face à un ennemi faible et corrompu.

Patrick Bernasconi, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), a annoncé dans un entretien au Figaro sa candidature à la présidence du Medef pour "*la défense des entreprises*" et "*un dialogue social renforcé*".

"*Je suis candidat*" à la présidence du Medef, déclare M. Bernasconi, en faisant valoir son "*engagement fort depuis huit ans*" à la tête de la FNTP et "*une expérience de négociateur au Medef*". Interrogé sur son projet, M. Bernasconi répond qu'il "*croit en un dialogue social renforcé, d'abord au niveau de l'entreprise, pour améliorer la compétitivité*".

Le président de la FNTP estime que dans les entreprises "*le vrai sujet c'est la compétitivité et le poids des charges des entreprises, et donc les dépenses publiques et sociales*". "*On ne peut pas laisser les entreprises avec un tel niveau de charges*", dit-il encore. M. Bernasconi se déclare "*totalement solidaire du bilan*" de Laurence Parisot, présidente du Medef depuis 2005, mais ajoute qu'il n'était "*pas solidaire de sa démarche visant à modifier la gouvernance*".

Dans le domaine des statuts du Medef, il préconise de passer à deux mandats de quatre ans pour le président, au lieu d'un mandat de cinq ans suivi d'un de trois. Enfin, en matière de rémunération des grands patrons, il se prononce pour "*la transparence*". Il révèle qu'il gagne dans son entreprise "*5 000 euros net par mois, sans prime ni dividende*". lemonde.fr 03.04

Et il ne s'est pas effondré en 5,6 secondes ?

Tchétchénie: un gratte-ciel de 40 étages ravagé par le feu à Grozny - AFP

La façade d'un gratte-ciel de 40 étages était ravagée par le feu mercredi soir à Grozny, la capitale de la Tchétchénie, dans le Caucase russe.

Selon des photos et vidéos mises en ligne sur les réseaux sociaux, le feu a embrasé de bas en haut tout un flanc du bâtiment, et s'est propagé rapidement à la façade principale par les matériaux d'isolation, dont des fragments enflammés tombaient de temps à autre.

La télévision russe a montré à 21H00 locales (17H00 GMT) des images de l'immeuble, dont la façade continuait d'être la proie des flammes dans la nuit.

Près de 300 hommes étaient mobilisés sur place et un hélicoptère bombardier d'eau devait rejoindre Grozny à partir d'une république voisine. AFP 03.04

Le 11 septembre 2001, après avoir été ravagée partiellement par un incendie pendant à peine 1h30, la tour n°7 de 42 mètres de haut, qui n'avait été percutée par aucun avion, située à une encablure des tours du WTC, s'effondrait à son tour sur elle-même à la manière d'une démolition contrôlée en 5,6 secondes.

La version officielle a ce jour explique que ce serait cet incendie qui en aurait été la cause, les produits inflammable utilisés dans la construction de cette tour et le matériel de bureau et du simple papier en se consumant aurait suffit à élever la température au point de fondre des poutrelles en acier de 10 centimes d'épaisseur, 1600°C. Bien entendu, pas un seul architecte ou ingénieur en construction métallique sérieux ne croit à cette version farfelue.

Afghanistan. Quand l'iméprialisme américain remet le pouvoir aux talibans

La guerre en Afghanistan a été présentée par les gouvernements des puissances occidentales comme une guerre contre le terrorisme pour instaurer la démocratie dans ce pays. C'était un grossier mensonge, la preuve (si nécessaire).

- Le Président afghan, Hamed Karzaï, vient de l'annoncer : le chef des Talibans est autorisé à se porter candidat, pour le scrutin présidentiel de l'année prochaine! Karzaï, en réitérant son appel de désarmement, à l'adresse des Talibans, les a invités à s'investir en politqiue et à devenir un parti politique.

Trop démocratisant, le président, qui accordait un entretien à la presse allemande, a affirmé que le chef des Talibans avait, "*parfaitement, le droit de se présenter aux présidentielles, et que le peuple afghan en avait autant, pour voter pour ou contre lui*". Karzai s'est lancé, ensuite, dans une diatribe contre l'Occident, qui considère l'Afghanistan, "*non pas comme un allié, mais comme un ennemi*". Les Talibans, qui ont motivé l'invasion, puis, l'occupation de l'Afghanistan, par les Américains et leurs alliés, en 2001, viennent d'ouvrir un bureau, à Doha. Les Etats Unis, qui s'apprêtent à quitter l'Afghanistan, en 2014, ont des contacts réguliers avec "*leurs ennemis numéro 1*".

La perspective d'un Afghanistan dirigé par le "*Président Mollah Omar*" est, sans doute, le démenti le plus solide apporté aux prétentions démocratisantes des Etats Unis, quand ils ont envahi l'Afghanistan. french.irib.ir 03.04

ACTUALITE EN TITRES

Quand le système capitaliste d'exploiteur est devenu mafieux.

- Un ex-courtier de Goldman Sachs arrêté pour une fraude à 8 milliards - AFP

- Des actionnaires de RBS réclament quatre milliards à la banque - Reuters

Un groupe d'actionnaires de Royal Bank of Scotland a porté plainte contre la banque britannique et quatre de ses anciens dirigeants au nom de pertes qu'il affirme avoir subi lors de sauvetage de l'établissement. Reuters 03.04

Ainsi va leur monde

- Grèce: reprise des discussions avec la troïka - AFP

- Chypre doit refonder son économie sur un socle incertain - Reuters

- Italie: "*probable*" recul du PIB de 1,5-1,6% cette année - AFP

- Chute de 17% des ventes automobiles en mars en Allemagne - Reuters

- L'aide aux pays pauvres a connu en 2012 sa plus forte baisse depuis 1997 - AFP

- Les usurpations de plaques d'immatriculations explosent encore en 2012 L'Expansion.com -

Tous pourris, le ver était dans le fruit !

- Le Grand Rabbin de France avoue un plagiat et un mensonge - AFP

- «*On peut se demander si la catégorie du mensonge s'applique au politique*» - Liberation.fr

- Affaire de corruption en Espagne, l'infante inculpée - Reuters

- "*L'affaire Cahuzac renforce l'idée que les politiques sont tous pourris*" - L'Express.fr

- Moscovici : "*Je n'ai jamais eu la volonté de blanchir Jérôme Cahuzac*" - LePoint.fr

Déclaration inutile, dorénavant plus personne ne vous croira. Je pense qu'on a là la leçon essentielle à tirer de cet événement. Voilà une excellente occasion pour aider à les travailleurs à y voir plus clair. Vous aviez des doutes, vous vous posiez des questions, vous vous demandiez si les uns et les autres ne vous cachaient pas la vérité, vous aviez raison et vous étiez très loin du compte...

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud camarades, il faut enfoncer le clou, on peut ainsi aider les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes. Oui vous valez mieux que cette pourriture, bien entendu que vous êtes capables de décider vous-mêmes votre destin, de gérer la société, vous ne ferez pas pire, c'est impossible, etc...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie Saoudite.

1- Les "***amis*** de la France (Sarkozy, Hollande, Fabius) sont des barbares.

Selon les journaux saoudiens, Ali al-Khawahir avait 14 ans quand il a poignardé l'un de ses amis dans le dos, causant sa paralysie. Après une décennie passée en prison, il risque maintenant d'être à son tour paralysé, sur demande de sa victime, s'il ne parvient pas à payer 1 million de riyals (environ 200.000 euros) de dommages et intérêts. Selon le site Arabian Business, la somme originale était deux fois plus importante, mais aucune raison n'a été évoquée pour justifier cette baisse.

Le système pénal saoudien, qui applique la loi islamique, autorise la qisa (ou loi du Talion). La victime peut ainsi demander aux juges que son assaillant subisse le même sévice qu'elle. Le plus souvent, ce genre de cas se règle grâce à la diyya, une compensation financière, comme ça a déjà été le cas dans une affaire similaire en 2010. A l'époque, la Haute cour de la province de Tabuk avait rejeté la demande de la victime, suivant les recommandations d'Amnesty International.

Pour Ann Harrison, directrice adjointe d'Amnesty International au Moyen-Orient, «*il est temps que les autorités saoudiennes respectent leurs engagements internationaux et retirent ces punitions de leur système de lois. Paralyser quelqu'un en guise de punition s'apparente à de la torture, et il serait choquant qu'une telle sentence soit prononcée*».

Selon l'ONG, la loi du Talion saoudienne a déjà donné lieu à un florilège de sévices corporels, parmi lesquels l'arrachage de dents, l'énucléation ou la mort. Le vol est toujours passible d'une amputation de la main droite, et le «*braquage sur autoroute*» peut valoir une amputation croisée (main droite et pied gauche). Si la sentence de paralysie devait être appliquée, elle irait à l'encontre de la Convention contre la torture des Nations unies, convention dont l'Arabie saoudite est signataire depuis 1997. slate.fr 03.04

Un modèle de démocratie à exporter en Syrie et partout dans le monde.

C'est une petite victoire pour les Saoudiennes. La Commission de promotion de la vertu et de prévention du vice du pays a accordé aux femmes l'autorisation de faire du vélo, rapporte l'agence américaine United Press International. Désormais, monter à bicyclette ne sera plus un délit, ni une activité exclusivement réservée aux hommes. Néanmoins, ce changement ne va pas sans certaines conditions.

Les femmes devront être entièrement voilées et accompagnées d'un homme de leur famille. Le vélo doit seulement servir à se divertir ou faire du sport et non être utilisé comme moyen de locomotion. De plus, elles ne pourront circuler dans les zones de forte affluence. elle.fr 03.04

Haut de page

Le 5 avril 2013

CAUSERIE

Je m'excuse pour la médiocrité de mes causeries des derniers jours ou mon manque d'a propos parfois, je suis complètement crevé toutes les nuits de 23h à 4h du matin toutes les heures ils nous coupent le courant pendant une heure, et avec la chaleur qu'il fait ici il m'est impossible de dormir sans la climatisation. Cet après-midi il fait 38°C dans le bureau.

Je rencontre aussi de gros problèmes avec ma connexion Internet qui me fait perdre énormément de temps, le réseau est saturé, la ligne est très lente ou se bloque sans cesse, elle ne fonctionne normalement qu'à partir de minuit !

Je viens de réussir à consulter les statistiques du site, hier on a explosé le dernier record avec 449 connexions, j'imagine que certains vivant aux quatre coins du monde voulaient en savoir plus sur le scandale qui secoue le régime en France.

Affaire d'Etat Cahuzac

J'avais commencé à rédiger cette partie hier soir, elle est un peu décousue, je n'ai plus le temps de remettre de l'ordre, vous m'en excuserez.

On vient d'apprendre que le trésorier de la campagne présidentielle de Hollande était actionnaire de sociétés offshore aux îles Caïmans, mais uniquement pour y faire des affaires clament-ils, le choix d'un discret paradis fiscal était fortuit évidemment !

Le déballage continue, il se retrouverait dans l'équipe Hollande d'anciens salariés d'EuroRSCG, et souvent à des postes de choix : d'Aquilino Morelle, conseiller politique du président, à Gilles Finchelstein, qui veille sur les "*discours et les questions de stratégie*" de Pierre Moscovici, en passant par Sacha Mandel, conseiller en communication du ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, ou Viviane Nardon, son alter ego auprès du président de l'Assemblée, Claude Bartolone. (Le Monde 03.04)

Le lobbying a pénétré et gangrené toutes les institutions jusqu'au sommet de l'Etat.

Le PS est un parti de grands bourgeois et d'affairistes qui n'a rien à voir avec le socialisme qu'il combat en réalité.

Alors au programme, qu'est-ce qu'on propose aux travailleurs, de faire table rase ou non, en commençant pas les institutions, l'Etat et ses partis corrompus ?

Il faut bien faire comprendre aux travailleurs que la société se délite ou se décompose à tous les niveaux parce qu'elle est complètement gangrenée au sommet. La sève qui atteint la cime de l'arbre part de ses racines. Et quand la partie émergée d'un système atteint ce degré de pourriture nauséabonde, c'est parce que la partie immergée est entrée en putréfaction depuis déjà un long moment.

La politique est le concentré de l'économie, alors il est normal que le système capitaliste parvenu à un stade de décomposition avancée finisse par dégager une odeur putride sur le plan politique. Le sommet de l'Etat, le chef de l'Etat, le Parlement, l'ensemble des institutions de la Ve République, tous les partis qui se sont succédés au pouvoir depuis l'avènement de la Ve République et tous ceux qui gravitent autour ou les soutiennent, y compris les dirigeants syndicaux, sont les représentants d'une seule et même classe, celle des capitalistes, des banquiers, des rentiers, des parasites, de la vermine qui nous pourrit la vie, qui est responsable des milles difficultés et souffrances que rencontrent au quotidien des millions et millions de travailleurs et leurs familles.

On nous dit qu'il faut s'en accommoder, en se bouchant le nez sans doute, qu'il faut avoir des relations avec eux, en mettant en sourdine nos principes sans doute, qu'il faut s'adresser à eux, en y mettant la forme sans aucun doute, il faut négocier avec eux, en faisant abstraction de leur véritables intentions sans doute, voyez-vous, la maladie dont ils sont porteurs ne seraient pas contagieuses, sauf qu'on a sans cesse pu observer exactement le contraire. Ah les faits, la réalité est bien cruelle envers ceux qui passent leur temps à vouloir la tordre dans tous les sens pour justifier leur politique !

Comme je n'ai pas le temps de consacrer ma journée à l'affaire d'Etat Cahuzac, on se contentera de trois nouvelles réflexions sur ce sujet, et plus loin vous trouverez les dernièrs développements.

Plusieurs aspects de cette affaire et ses conséquences doivent encore être abordés.

La plupart des commentateurs ne s'attardent pas trop sur l'élément déclencheur de cette affaire : le recours à la délation, uniquement pour assouvir la soif de vengeance personnelle d'un homme animé par une rancune tenace, féroce, procédé détestable s'il en est qui témoigne d'une bassesse infâme. Sur le plan morale, son auteur et sa victime se situent au même niveau d'ignominie, que l'un soit à l'UMP et l'autre au PS était finalement dans l'ordre des choses.

Ensuite, quand on observe les louanges qui sont adressées à Mediapart, déjà au regard du procédé employé on est pris par des haut-le-cœur, puis quand on réfléchit davantage, on se dit que qu'ils seront les seuls bénéficaires de cette affaire à l'arrivée, comment cela, c'est simple à comprendre. Revenons en arrière.

Au départ et tout au long de cette affaire les différents protagonistes n'ont été animés que par des intérêts purement individuels, espérant en tirer profit, à chaque instant c'est leur conscience personnelle ou plutôt leur absence de conscience personnelle qui les a guidés, à aucun moment il n'ont été animés par une conscience de classe, au point qu'il est facile à Hollande et ses ministres de proclamer aujourd'hui qu'il ne s'agissait que d'une affaire strictement personnelle qui n'engageait ni le PS ni l'Etat, et ceux qui les accusent de collusion avec Cahuzac, c'est encore à titre personnel, à aucun moment et personne ne le relève, il s'agirait de faire le procès du PS et des institutions, donc également de l'UMP, y compris du FN qui est lié à cette

affaire. Chacun des protagonistes de cette affaire est intervenu strictement pour défendre des intérêts individuels, matériels sans relation avec une quelconque notion de conscience d'aucune sorte.

Dans le cas de Mediapart, on est en présence du même scénario sordide, cette affaire va leur faire de la pub et ils vont gagner encore plus de fric, partant de là ils n'ont pas l'intention d'analyser à fond ce que révèle cette affaire car ils devraient en arriver à la conclusion que le régime est tellement gangrené qu'il faut le renverser, ce qui n'est pas leur objectif, ils perdraient du même coup leurs sources d'information, leur fond de commerce s'épuiserait et ils devraient fermer boutique.

Et quant aux conséquences que cette affaire pourrait avoir sur le PS, c'est mieux encore, ils cherchent à tout prix à l'épargner, seuls les ignorants ou les naïfs y verront là une contradiction, ils ont oublié ou ne savent pas qui est Plénel et d'où il vient, son parcours politique et professionnel. Un membre du PS (?) intervenant sur un de leurs blogs le résume bien, il explique que toute cette affaire devrait profiter au PS pour se refaire une santé, un nouveau masque quoi, pour pouvoir continuer longtemps à tromper les travailleurs et les militants qui ont placé leurs illusions dans ce parti, mais surtout, pour continuer à jouer son rôle de pilier du régime en place en espérant qu'il épargnera la classe moyenne à laquelle ces gens-là appartiennent en échange de quoi, ils continueront à assurer le rôle de serviteur du régime et la boucle est bouclée, la manoeuvre consistait uniquement à se servir du PS, à faire pression sur lui éventuellement, afin de maintenir leur niveau de vie somme toute confortable et rien d'autre.

- "*Il est plus que temps que mes amis socialistes tournent une page, remette au premier plan les idées, les valeurs qui ont fait de la France une grande nation. Il est temps que le Parti Socialiste reprenne les valeurs socialistes dans ses pratiques, pas comme un slogan électoral pour "conquérir" des sièges de pouvoir.*" (http://blogs.mediapart.fr/blog/henri-pouillot/040413/jerome-cahuzac-le-parti-socialiste-se-doit-de-tourner-une-page)

Un tel degré d'illusion ou d'ignorance est affligeant, on croit rêver en lisant ces lignes. On se dit que ces gens-là font feu de tout bois, il utilise là la même méthode que celle qu'il dénonce par ailleurs, soit il n'en a pas conscience, soit il s'en moque. Crasse ignorance qui ne concerne pas seulement le PS et sa nature, mais la situation, la profonde crise économique dans laquelle se trouve plongé le capitalisme, on croirait que l'auteur de ces lignes en ignore tout, qui ne laisse aucune marge de manoeuvre au gouvernement quel qu'il soit du moment qu'il demeure subordonné à l'oligarchie financière, au capitalisme, or, il est totalement impossible que le PS rompt un jour avec eux, il n'a cessé d'en faire la démonstration pendant près d'un siècle, mieux il en est le produit.

C'est cela qu'ils ne peuvent pas, qu'ils ne veulent pas, qu'ils s'interdisent de comprendre, les dirigeants du PS sont tous sortis des mêmes grandes écoles (ENA, ESSEC, HEC, Science Po, etc.) qui fabriquent les aristocrates de la cour qui siège au Palais, flanqué de grands bourgeois, banquiers et autres affairistes fortunés, où le locataire n'est qu'un pantin entre les mains des monarques de la finance qui en sous-main depuis Bruxelles ou Washington dirigent le pays et une grande partie du monde. Comment ces parasites pourraient-ils incarner les "*valeurs socialistes*" qui leur sont totalement étrangères et qui doivent être le cauchemar de leur vie en vérité !

Ces Plénel et Cie. sont-ils atteints de sénilité précoce, des crétins finis, ils semblent avoir démontré le contraire. Alors que sont-ils ? Corrompus par l'idéologie dominante avec laquelle ils sont incapables de rompre, de toute évidence leur conscience de classe est liée au sort du régime, du PS qui l'incarne.

L'inconsistance, l'incohérence, le laxisme, le dilettantisme, leur ignorance aussi les atteint dès lors qu'ils sont confrontés à une question qui nécessite de rompre résolument avec le régime en place, leurs intérêts particuliers ou individuels prennent le dessus ou parlent à leur place jusqu'à trahir les valeurs ou principes qu'ils prétendaient défendre ou représenter. Leur conscience politique s'arrête là où leurs intérêts individuels sont en danger ou remis en cause, et lorsqu'il n'existe apparemment aucune issue politique à la crise du capitalisme ils vont plus loin encore en sabordant toute conscience personnelle, hypocritement, maladroitement.

Quand Mediapart avait organisé une sorte de conférence sur la dette de l'Etat, il avait invité une dizaine d'économistes critiques, cela fit l'objet d'une vidéo. Ces grosses têtes s'employèrent finalement à la légitimer et pas un ne cita la loi de 1973 qui en était à l'origine et qu'il faudrait abroger immédiatement, normal, puisque d'une manière ou d'une autre il faudrait bien la régler aux banquiers selon eux. Mediapart avait mis en scène la question de la dette pour finalement voler au secours des banquiers. Et bien là nous avons assisté au même scénario apparemment bien rodé.

Une simple "***faute***, cela se rachète, s'oublie, s'excuse, qui n'en fait pas ?

- François Hollande, et donc Jean-Marc Ayrault et Pierre Moscovici, mentent selon Laurent Mauduit (Mediapart), pour qui « *la faute éthique et politique commence le 7 février quand il y a cette manipulation avec la demande d'entraide administrative et une campagne de presse tapant sur Mediapart* ».

- Invité ce matin par le Grand Direct des Médias sur Europe 1, Laurent Mauduit n'a pas mâché ses mots. "*Bien sûr que François Hollande savait ! Il le savait au moins dès lors qu'il y a l'information préliminaire qui est ouverte. Il a menti en disant qu'il l'avait découvert avec les aveux de Cahuzac*". (Europe1.fr 04.04)

A mon avis, Hollande savait depuis longtemps que Cahuzac avait eu un compte en Suisse à USB, il a dû penser à tort quand il l'a nommé ministre, que dès lors qu'il avait été transféré à Singapour sa trace serait définitivement perdue ou qu'il faudrait des années pour la retrouver, et que d'ici là Cahuzac ne serait plus ministre et lui plus président.

Mais c'est bien sûr !

"*Mais évidemment, qu'il a un compte en Suisse !*" C'était le 12 décembre 2012, au tout début de "*l'affaire Cahuzac*". Le spécialiste des questions de sécurité Alain Bauer, qui connaît aussi bien le monde du renseignement que la Rocardie et la franc-maçonnerie, lâche la confidence au Monde, au détour d'une conversation.

Proche de Nicolas Sarkozy, Alain Bauer n'a jamais conseillé Jérôme Cahuzac. Mais comment imaginer que cet intime de Stéphane Fouks, le patron d'Havas Worldwide (ex-EuroRSCG), n'ait pas évoqué avec ce dernier le cas du ministre du budget ? Qu'il n'ait pas échangé un mot du sujet avec son autre ami de trente ans, le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, étrangement silencieux depuis le début de cette affaire ? lemonde.fr 03.04

Toute la place de Paris était au courant pour un peu !

En guise d'épilogue très rapidement.

Qu'a donc fait Mélenchon pendant plus de 30 ans au PS, sinon le légitimer, le régime avec ?

- "*Marine Le Pen savait pour le compte suisse de Jérôme Cahuzac, elle qui ne dément pas les affirmations de son conseiller Péninque, qui assure avoir ouvert le compte en 1992 et en avoir fait part à la présidente du Front national*", explique le PG.

"*Qu'a donc fait Marine Le Pen depuis tout ce temps? Rien, sinon vociférer pour faire le bruit de fond et pour ne pas gêner un système dont elle est l'un des pions serviles*", ajoute le parti de M. Mélenchon. AFP 04.04

Dans le registre pas très sérieux.

J'ai reçu un journal de deux pages d'une organisation que je ne nommerai pas, de jeunes militants je veux croire, qui ne semblent pas avoir compris que la lutte de classes était un combat à mort, et que face à un ennemi qui veut sauver sa peau toute hésitation ou tergiversation pouvait être fatale

- "*Il n'y a pas de place pour des suppliques à l'égard du PS, aucune lettre à leurs dirigeants, aucunes prières mais il faut un avertissement sérieux et le dernier. Se sont tout de même des énarques et non des enfants de coeur !*"

On croit rêver une fois de plus, depuis 1914 le PS a eu des milliers d'occasions de se placer résolument au côté de la classe ouvrière, il a démontré qu'il en était incapable, cela ne vous suffit pas, vous n'avez pas encore compris qu'il est impossible de transformer le plomb en or ?

Un rappel ou une info au passage. Le PS est à vomir.

- Mais cet exemple vient conforter d'autres "*scandales*" qui discréditent le Parti Socialiste Le cas "*Théo Balalas*". Cet ancien membre de l'OAS (toujours adhérent à l'ADIMAD-OAS), condamné pour son activité dans cette organisation criminelle, terroriste avait créé "*Ordre nouveau*" à Marseille, puis le Front National, avant de rentrer au Parti Socialiste, avec Gaston Deferre. Il est resté une bonne trentaine d'années responsable du recrutement dans les Bouches du Rhône. A la suite de ma lettre du 16 septembre 2006 au secrétaire du PS de l'époque, un certain François Hollande, j'ai bien l'accusé de réception, mais pas de réponse mais ce personnage est resté en fonction. Et quand Le Pen vient à Marseille, très régulièrement, ils se retrouvent au restaurant ensemble. (source : http://blogs.mediapart.fr/blog/henri-pouillot/040413)

A l'époque de Gaston Deferre, Mélenchon était au PS, ne vous marrez pas, lui et Dray, ils luttaient déjà contre l'extrême droite ou le FN !

Suite à un courriel adressé au Réseau Voltaire, j'ai reçu la réponse suivante :

- Toute personne cherchant à se connecter à Voltairenet.org voit s'afficher une page de mise en garde accusant ce site de vouloir lui transmettre des virus.

Cette annonce provient de "*Stop Badware*" (http://www.stopbadware.org), une association, créée à Harvard par Google et PayPal, et subventionnée par la CIA via deux sociétés qu'elle a acquise.

En août 2011, Google avait déjà interrompu notre référence et annulé unilatéralement le contrat de publicité que nous avions avec lui (Google Ad) en nous accusant de propager des messages de haine. En définitive, Google a accepté de nous référencer à nouveau, mais a refusé de reprendre son contrat Google Ad.

Nos techniciens et juristes tentent de se faire expliquer les motifs réels de l'initiative actuelle de "Stop Badware" et de les contraindre à cesser leur action contre nous.

Thierry Meyssan

Les dernières charrettes annoncées. (Revue de Presse par Pierre Jovanovic)

- Le groupe TNT supprime 4000 postes
- BNP supprime 1800 postes et ferme 150 agences bancaires
- T-Mobile, l'opérateur télécom américain a viré au moins 260 personnes
- Cinq usines de Kem One mettent 1300 salariés sur la selette
- Annoncé: Caterpillar se débarasse tout de suite de 300 personnes aux US
- Les salariés français de Ricoh en grève, en particulier pour les 35 heures…
- Plus de 260 postes seraient supprimés chez St Gobain sekurit pour cause d'effondrement des ventes de voitures
- La société Van Gansewinkel, déchets industriels, étudierait un plan de licenciement de 700 personnes d'ici fin 2013, une logique de ses annonces de 2012,
- A Séverac ce seront bien 220 emplois qui seront supprimés chez Confort et Systèmes
- Suite: la direction du groupe chimique Kem One, 2600 personnes en France, s'est mis en redressement et au moins 400 personnes risquent d'y perdre leur emploi
- Plus de 250 ouvriers de la voirie de New York vont être licenciés le 3 avril
- Le maire de la ville veut acheter les canapés « Atmospheres Interiors » pour sauver l'emploi de 191 personnes de sa ville
- Schneider: 52 emplois sur 87 seront bel et bien supprimés sur le site de Dison
- Tecumseh Europe va virer 62 personnes
- Calaire chimie à Calais supprime 51 postes
- Lynda.com, spécialiste de la formation à distance va se séparer de 45 personnes
- Hôpitaux Sud Ardennes, 12 postes supprimés et 30 « redéployés »
- Alliant Techsystems, espace, a viré de nouveau 150 personnes
- Le journal de sports US Sporting News a viré 12 journalistes d'un coup dans l'espoir de sauver le titre et le Boston Phenix a fermé
- Sioen Industries vire13 emplois à Mouscron
- Hazemeyer à Gauchy vire supprime 15 personnes
- Metal Industrie déménage: seuls 5 emplois sont conservés sur 25
- Hazemeyer vire 16 salariés
- Lupus Elktro va virer 40 personnes sur 117

ACTUALITE EN TITRES

Alors qu'il la piétine en France, il ne doute de rien : dégage !

- Hollande salue "*les pas décisifs*" du Maroc vers la démocratie - AFP

Grandeur et décadence d'un régime

- Le trésorier de la campagne de Hollande a des investissements offshore - AFP

- Le frère Cahuzac bientôt suspendu du GODF - L'Express.fr

- Nouvelle mise en examen à Marseille pour Alexandre Guérini - Reuters

Les chiens aboient et la caravane passe...

- Investissements offshore du trésorier d'Hollande: le FN ironise sur la "gauche Caïman" - AFP

- Affaire Cahuzac: le PG dénonce les "*aboiements de Marine Le Pen*", "*caniche fidèle*" - AFP

Commencez par en haut !

- A Paris, la chasse aux rats de la préfecture de police - AFP

En famille. Jaune, imposteur et traître.

- Chérèque : '*C'est toute la gauche réformiste qui est humiliée*' - LeMonde.fr

Alors que l'Union européenne héberge des paradis fiscaux !

- Cahuzac : Martine Aubry est '*hallucinée*' - LeMonde.fr

Quand Delors en était le parrain !

- Offshore Leaks: Bruxelles exhorte les pays européens à agir contre l'évasion fiscale - L'Expansion.com

Chassons-les du pouvoir, prenons le pouvoir !

- Les Espagnols perdent patience face aux affaires de corruption - Reuters

- France. «Les politiques ne mesurent pas le niveau d'écoeurement des citoyens» - Liberation.fr

La blanchisseuse à l'oeuvre.

- Bettencourt : le parquet défend un non-lieu pour Sarkozy - LeFigaro.fr

- L'UMP prône une amnistie fiscale en pleine affaire Cahuzac - Reuters

Leur voler tout simplement !

- Quelles solutions pour orienter davantage l'épargne des Français vers le financement de l'économie ? - Atlantico.fr

Le chef d'un gang a parlé

- Copé: "*François Hollande est en train de devenir le chef d'un clan*" - AFP

Leur justice

- Fin du suspense pour Georges Ibrahim Abdallah qui reste en prison - AFP

- Drogue : Valls veut frapper les acheteurs au portefeuille - Le Nouvel Observateur

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

Plusieurs milliers de fonctionnaires territoriaux et hospitaliers ont manifesté jeudi à Paris à l'appel de Force Ouvrière (FO) pour dénoncer «*l'austérité*» et «*la casse*» des services publics.

Venus de toute la France, les fonctionnaires FO, au nombre de 1 900 selon la police, 6 à 7 000 selon les organisateurs, ont formé un long cortège rouge et blanc, aux couleurs de leur centrale, entre la gare Montparnasse et la place Vauban, non loin du ministère de la Santé.

Fonctionnaires territoriaux et hospitaliers ont des inquiétudes différentes mais des revendications communes: revenir sur le blocage des salaires, résultat du gel du point d'indice, améliorer les conditions de travail, arrêter les suppressions d'emploi.

Les territoriaux FO redoutent les conséquences du futur projet de loi de décentralisation, qui va entraîner, selon eux, un recul du service public. «*On nous dirige vers des statuts locaux*» a affirmé Yves Kottelat, secrétaire général-adjoint de la Fédération FO ses services publics.

«*Ils se servent de l'intercommunalité pour supprimer des emplois*», a dénoncé Thierry Rocton, employé à Nantes (Loire-Atlantique) dans le service municipal des espaces verts. Dans la ville longtemps dirigée par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le gardiennage de nuit et la fourrière ont été privatisés, le Château des Ducs de Bretagne est devenu une société d'économie mixte, et «*on a des craintes pour le Musée des Beaux-Arts*», énumère-t-il. libération.fr 04.04

2- Chypre

Des salariés des banques ont manifesté jeudi à Chypre pour réclamer une protection de leurs fonds de pensions et de leurs emplois, mis en péril par le plan de sauvetage de l'île au bord de la faillite.

Sur l'île, les salariés des banques ont observé une grève de deux heures à l'appel de leur syndicat Etyk avant de manifester pour réclamer le maintien des emplois et des fonds de pension dans les deux plus grandes banques du pays, Bank of Cyprus et Laïki.

Plus d'un millier de salariés des banques ont défilé jusque devant le Parlement, malgré les assurances apportées la semaine dernière par le président Nicos Anastasiades que tout serait fait pour protéger les fonds de pension des deux banques en cours de restructuration.

"*Pas touche à nos emplois, pas touche à nos fonds de pension*", pouvait-on lire sur les banderoles déployées par les manifestants.

"*Nous voulons des engagements écrits sur la protection de nos fonds de pension et de nos emplois*", a déclaré George Georgiou, 35 ans, qui travaille dans la banque depuis 14 ans.

Le secteur bancaire emploie près de 13.000 personnes dans le pays, soit environ 1,5% de la population. A elle seule, Laïki compte 2.300 salariés sur l'île, et Bank of Cyprus 3.300.

Il n'y avait pas eu de mouvements sociaux jusque là à Chypre, en récession depuis deux ans.

Mais le plan de sauvetage est assorti de conditions draconiennes, prévoyant des réformes douloureuses dont une hausse des impôts, une baisse des effectifs de la fonction publique, des privatisations et une diminution soudaine et drastique du secteur bancaire, qui pèse très lourd dans l'économie de l'île.

La première banque du pays, Bank of Cyprus, est en cours de restructuration, et la deuxième, Laïki, en cours de liquidation. Les gros comptes de Bank of Cyprus doivent subir une ponction qui pourrait aller jusqu'à 60%, et ceux de la Laïki resteront gelés pendant des années, avant qu'un éventuel solde ne soit versé à leur titulaire une fois la banque dissolue.

Parmi les autres mesures d'austérité que Chypre doit encore mettre en oeuvre figure une hausse de l'impôt sur les sociétés de 10% à 12,5%, une hausse des impôts sur les intérêts à 30% et une hausse de la taxe foncière.

Le nouveau ministre chypriote des Finances Haris Georgiades a assuré mercredi que son pays appliquerait "*entièrement*" toutes les mesures prévues par le plan de sauvetage européen, assurant que le gouvernement ferait "*tout ce qu'il faudra pour remettre en état nos finances publiques*". AFP 04.04

Haut de page

Le 6 avril 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté hier quelques articles dans la rubrique économie.

A propos du système capitaliste mafieux.

Mémorandum réalisé à partir des premiers éléments rendus publics par le consortium de journalistes d'investigation international, surnommés les Offshore Leaks.

Alors que les institutions de l'Union européenne et des différents gouvernements des pays de l'Union européenne sont infiltrés et plus ou moins sous le contrôle du cartel des banquiers de la Fed, d'institutions comme la Table ronde des industriels européen.

- Selon la Commission européenne l'évasion fiscale coûtait « plus de 1.000 milliards » d'euros par an à l'Europe..

Un paradis fiscal au coeur de l'Europe.

-Selon « Le Matin » (Suisse), 300 personnes et 70 sociétés en Suisse sont touchées par le scandale des « Offshore Leaks ».

Tandis qu'ils ont saigné le peuple grec.

- Grèce. 103 sociétés offshores inconnues des services fiscaux, dont l'existence a été révélée par l'enquête.

Le modèle de la BCE ou l'antichambre de l'évasion fiscale

- Le Süddeutsche Zeitung révèle ainsi que la Deustche Bank, le plus grand établissement bancaire allemand, a créé 309 sociétés écran et trusts via sa filiale à Singapour jusqu'en 2010.

La direction de la Deutsche Bank, bien qu'elle fasse ouvertement de la publicité pour ses filiales des îles anglo-normandes, Caïmans et Maurice et soit déjà l'objet d'une enquête pour fraude fiscale depuis l'an dernier, nie en bloc. (slate.fr 05.04)

Tous les banquiers sont des gangsters.

- Les banques françaises BNP Paribas et Crédit agricole ont supervisé la création de sociétés offshore dans des paradis fiscaux à la fin des années 1990 et tout au long des années 2000, écrit vendredi le quotidien Le Monde.

"*En participant activement à la création de ces sociétés offshore, les banques françaises contribuent à l'opacité financière internationale*", affirme Le Monde.

Le Crédit agricole a aussi déclaré respecter les lois et réglementations des pays où il est implanté.

"*A ce jour les activités de banque privée dans ce qui est communément appelé les paradis fiscaux sont fermées ou en cours d'extinction*." Reuters 05.04

Un "*en cours*" qui pourrait s'étaler sur une durée indéfinie. La preuve.

- Dans son enquête, Le Monde explique que depuis 2009, après le sommet du G20 à Londres notamment, les banques françaises ont commencé à répondre aux autorités politiques en se retirant des paradis fiscaux considérés comme les plus opaques ou les moins coopératifs.

"*Mais, depuis, ce mouvement de retrait a marqué le pas*", ajoute Le Monde. Reuters 05.04

Les deux banques ont assuré qu'elles respectaient la loi. BNP Paribas s'est défendu en expliquant que les sociétés en question ont depuis été fermées et que sa politique était de n'ouvrir ce genre de service qu'à des clients non européens.

Mais les fichiers d'«Offshore Leaks» mentionnent une famille d'armateurs grecs qui a eu recours à la BNP pour ouvrir une IBC.

Pour sa part, le Crédit agricole n'a pas souhaité commenter dans le détail, au nom du «*secret bancaire*». Liberation.fr 05.04

Sachant pouvoir agir en toute impunité parce qu'ils sont les véritables maîtres du monde, ils poussent la provocation jusqu'à révéler l'étendue de leurs crimes sans doute largement sous-évaluée.

- La Stolen Asset Recovery Initiative (http://star.worldbank.org/star/about-us/our-vision), un programme de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations Unies, a estimé que les flux transfrontaliers des recettes mondiales des crimes financiers totalisaient un montant annuel estimé entre 1.000 et 1.600 milliards de dollars.

A côté la liste des fortunes des milliardiares rendue publique fait pâle figure, je l'avais pointé il y a quelques semaines en affirmant qu'il était impossible que Rockefeller ne possède que 2,5 milliards de dollars, une somme désiroire pour le banquier le plus riche du monde au début du XIXe siècle.

- Une étude (http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Price_of_Offshore_Revisited_120722.pdf) réalisée par James S. Henry, ancien économiste en chef au sein de McKinsey & Company, estime que les personnes riches ont entre 21.000 et 32.000 milliards de dollars en patrimoine financier privé niché dans les paradis offshore - à peu près l'équivalent des économies américaine et japonaise additionnées.

Il faut se serrer la ceinture pour sauver les banques...

- Ses recherches montrent, par exemple, que les actifs gérés par les 50 plus grandes "*banques privées*" du monde - qui utilisent souvent des paradis fiscaux pour servir leurs clients à "*valeur nette élevée*" - sont passés de 5.400 milliards de dollars en 2005 à plus de 12.000 milliards de dollars en 2010.

La Grande-Bretagne est bien un paradis fiscal, on le savait déjà. Et les Etats-Unis ? Le premier a servi de modèle au second.

- Les Îles vierges britanniques -ci auraient aidé des dizaines de milliers de personnes à créer des sociétés et trusts offshore ainsi que des comptes en banque difficiles à tracer.

L'opacité est la norme.

- Les clients offshore sont servis par une industrie d'intermédiaires grassement rétribués. Des comptables, des avocats et des banques qui leur procurent un abri et leur montent des structures financières et des actifs aléatoires en leur nom.

Le secret est la règle. Qui a dit qu'il ne fallait pas parler d'un complot au fait ?

- TrustNet se décrit comme un «guichet unique» (http://www.portcullis-trustnet.com/en/home/) - son personnel comprend des avocats, des comptables et autres experts qui peuvent façonner des "*packages*" secrets pour s'adapter aux besoins et aux valeurs nettes de ses clients. Ces forfaits peuvent être simples et pas chers, comme une société à affrétée dans les îles Vierges britanniques.

Profession : faussaire.

- Quand ils créent des entreprises pour leurs clients, les entreprises de services offshore nomment souvent de faux administrateurs et actionnaires - des procurations qui font office de "*stands-in*" lorsque les véritables propriétaires d'entreprises ne veulent pas que leur identité soit connue (http://www.gao.gov/assets/250/249637.html). Grâce à la prolifération d'administrateurs et d'actionnaires de paille, les traqueurs de blanchiment d'argent et autres crimes financiers se retrouvent souvent dans des impasses quand ils essayent de découvrir qui se trouve réellement derrière les sociétés offshore.

Recherche homme de paille.

- Une analyse (http://www.guardian.co.uk/uk/datablog/2012/nov/26/offshore-secrets-companiessham- directors) menée de concert par l'ICIJ, la BBC et le Guardian a identifié un groupe de 28 administrateurs de paille qui ont servi en tant que représentants sur le papier de plus de 21.000 entreprises entre elles. Ces administrateurs représentant 4.000 entreprises chacun. http://www.lesoir.be 04.04

On est bien en présence d'un gigantesque système économique mafiieux généralisé, parallèle et parfaitement légal, couvert par tous les gouvernements. Plus personne ne pourra affirmer le contraire et dire je ne savais pas.

Cela pose un tas de questions évidemment. Nous avions pris les devants il y a quelque temps déjà pour ne pas être pris au dépourvu le jour où ce scandale mondial éclaterait. Cependant il va nous falloir pousser notre analyse plus loin au regard des derniers éléments en notre possession ou modifier notre appréciation de la situation sociale et politique.

Quand on nous raconte qu'un trou de 10 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat chypriote mettrait en péril l'économie mondiale alors que les plus fortunés de la planète ont accumulé ou possèderaient (officiellement) entre 21.000 et 32.000 milliards de dollars, on cherche à comprendre, on se dit qu'il y a comme un problème quelque part. La question serait de savoir d'où proviennent ces 21.000 ou 32.000 milliards de dollars, à quoi ils correspondent vraiment.

Seraient-ils le produit de la spéculation mondiale, de montages financiers frauduleux bâtis sur le modèle de la chaîne de Ponzi ? La chute de Bernard Madoff aurait-elle préfiguré celle de l'économie mondiale bâtie sur le même modèle ?

Une grande partie de cette somme reposerait sur du vent ou serait fictive, elle n'existerait qu'à partir du moment où la plus-value qui y correspond serait ponctionnée (en permanence) dans l'économie réelle, en partie seulement car les possesseurs de ces fortunes n'en ont pas besoin en totalité simultanément, une partie seulement de ces capitaux circulent, elle servirait à couvrir uniquement certaines transactions, mais l'accumulation de richesses étant exponentielle, il leur est impératif de pomper toujours plus dans l'économie réelle sous peine que tout l'édifice s'écroule, jusqu'au moindre dollar ou euro, du coup 10 milliards d'euros par ci, 20 par là, des centaines au total suffisent à alimenter le mécanisme et empêcher qu'il se grippe, autrement dit qu'il s'effondre . Je pense qu'on tient là un élément de réponse important à notre question.

Une autre partie reposerait sur les profits qu'ils ont engrangés via leurs multinationales, leurs banques (intérêts d'emprunt à leur client et facturation de services).

Les sommes astronomiques qu'ils ont détournées du fisc par le biais des paradis fiscaux proviendraient de cette seconde source, toutes les banques et multinationaes possédant des compte offshore ainsi que leurs principaux dirigeants.

L'info du jour tient du surréalisme au regard des éléments qui viennent d'être évoqués quand on n'en connaît pas l'origine.

- L'Union européenne (UE) continue de faire peser un "*risque*" sur les perspectives économiques mondiales comme l'a rappelé le cas de Chypre, a affirmé vendredi un haut responsable du Trésor américain.

"*Le risque d'instabilité financière en Europe reste un risque pour notre reprise et pour les perspectives économiques mondiales*", a déclaré sous couvert de l'anonymat ce responsable alors que le secrétaire américain au Trésor, Jacob Lew, entame lundi une tournée dans l'UE.

"*Les événements récents à Chypre (sauvée de la faillite par un plan d'aide international, ndlr) nous rappellent que l'Europe se fraye un difficile chemin vers la réforme budgétaire et financière*", a ajouté ce haut responsable, estimant que Chypre, plombée par son secteur financier, était une situation "*unique*".

Le responsable américain a toutefois souligné l'important poids économique de "*nombreuses banques*" européennes et appelé les autorités à "*avancer*" vers un mécanisme institutionnel de "*recapitalisation*" et de "restructuration" afin de se doter d'un "*filet de sécurité commun*". AFP 05.04

Question : à partir du moment où le capitalisme mondial a mis au point un système économique parallèle mafieux, parasite, qui permet aux capitalistes de monopoliser et d'accumuler des richesses à leur seul profit en toute impunité, puisque par le biais des institutions politiques qu'ils contrôlent également ils ont décrété qu'il était légal, ce n'est pas seulement la légalité du capitalisme qui est remise en cause mais aussi la légitimité des institutions qui sont à son service. (A suivre)

ACTUALITE EN TITRES

Référendum en famille avec le PS

- Référendum Alsace: Bayrou appelle les Alsaciens à se mobiliser pour le "*oui*"- AFP

- Référendum en Alsace: Copé appelle les militants UMP à voter oui - AFP

Pour nous se sera non !

Ils partagent tous la même idéologie, le nier est déjà un grossier mensonge.

- Affaire Cahuzac - Marisol Touraine : "*La faute d'un seul homme*" - LePoint.fr

- Cahuzac: "*Pas une crise de régime, une crise de confiance*", selon Cambadélis - AFP

- Tous pourris, non ; tous menteurs, oui ! - LePoint.fr

Le coup du balais sans manche.

- Jean-Luc Mélenchon appelle à donner un grand coup de balai - Reuters

- Pierre Laurent (PCF) préfère le «*coup de braquet à gauche*» au «*coup de balai*» - Liberation.fr

Ils sont déjà socialistes... sans le savoir !

- 73% : la part des 15-30 ans qui aimeraient devenir fonctionnaires - Atlantico.fr

Les charrettes ou suppressions d'emplois.

- Société générale: réorganisation en vue avec "*des centaines*" d'emplois supprimés - AFP

La Société générale envisage de supprimer d'ici à fin 2013 "*plusieurs centaines*" de postes en France, a-t-on appris vendredi de sources syndicales, l'une d'elles évoquant une fourchette de "*600 à 700*" donnée par la direction. AFP 05.04

- Finmeccanica ferme 25 usines et supprime plus de 2.500 postes - Reuters

La chaîne de ponzi sur le point de casser.

- L'Europe fait peser un "*risque*" sur l'économie mondiale, selon le Trésor américain - AFP

Pas trace de l'Etat d'Israël !

- Le grand rabbin Gilles Bernheim n'a jamais eu l'agrégation de philosophie - lemonde.fr

Gilles Bernheim étant né en 1952, L'Express a donc épluché les palmarès du prestigieux concours, entre 1968 (en imaginant qu'il aurait obtenu le diplôme très jeune, comme certains l'indiquent) et 1986. Bilan : "*Pas la moindre trace de son nom. Selon nos informations, la mention de cette agrégation n'apparaîtrait pas non plus dans les fichiers administratifs du ministère de l'éducation nationale*", écrit le magazine. lemonde.fr 05.04

Et l'histoire du "*peuple élu*" et tout le reste, ne serait-ce pas non plus un mensonge ?

A bas l'occupation du Mali !

- Paris propose de garder une force de 1.000 hommes au Mali - Reuters

Au tour du Liban ! (suite)

- Liban: un député d'opposition en passe de devenir Premier ministre - AFP

Un député de l'opposition soutenue par Washington et Ryad est en passe d'être désigné Premier ministre au Liban, Tammam Salam, deux semaines après la démission du gouvernement au sein duquel le Hezbollah pro-syrien et ses alliés étaient très influents.

D'après les experts et les médias, c'est l'Arabie saoudite, poids lourd au Liban, qui a poussé en faveur du député de Beyrouth.

Tammam Salam, qui appartient à l'une des grandes familles politiques du Liban, est le fils de Saëb Salam qui a été six fois Premier ministre entre 1952 et 1973.

Il a été élu député de Beyrouth en 1996 et 2009 sur les listes de Rafic Hariri (assassiné en 2005), puis celle de son fils Saad Hariri. AFP 05.04

ACTUALITÉ DU JOUR

La décomposition du régime au grand jour, suite.

Le "*séisme*" politique provoqué par l'affaire Cahuzac n'est peut-être pas fini, a estimé vendredi Edwy Plenel, fondateur du site

internet Mediapart.

"*Nous avons diverses informations qui nous parviennent (...) sur lesquelles nous travaillons*", a déclaré à Reuters l'ancien directeur de la rédaction du quotidien Le Monde.

"*Je pense que cette question de la fraude et de l'évasion fiscale n'est pas terminée pour la classe dirigeante française dans son ensemble*", a-t-il ajouté.

Dans une émission enregistrée jeudi par la chaîne de télévision France Ô pour diffusion dimanche, il juge nécessaire un "*sursaut démocratique et social*" en France.

(Le seul "*sursaut démocratique et social*" possible consisterait à liquider les institutions de la Ve République et exproprier banquiers et capitalistes, y êtes-vous prêt monsieur Plénel ? Tout le reste ne peut être que du baratin. - Ndlr)

"*On ne peut pas continuer à être dirigé par des gens qui se croient au-dessus des lois qu'ils votent*", explique-t-il.

Prié de dire, dans cet extrait, si la France se dirige vers un "*scandale d'Etat*", il répond : "*Vers un scandale républicain parce que c'est toute la République qui est concernée*".

Dans un entretien avec Reuters, Edwy Plenel a cependant précisé que les informations en possession de Mediapart devaient d'abord être recoupées et vérifiées avant d'être publiées.

"*Je ne peux pas en être sûr à cette date. Mais vous avez Cahuzac. Vous avez déjà Jean-Jacques Augier (l'ex-trésorier de la campagne du président François Hollande-NDLR) dans un paradis fiscal, vous avez toutes les histoires Sarkozy qui peuvent rebondir*", a-t-il poursuivi.

"*Dans l'affaire Takieddine, il y a des paradis fiscaux partout (...) Supposez que demain, après-demain, on ait de nouvelles informations sur un responsable politique quel qu'il soit, le séisme républicain est là*", a-t-il ajouté.

L'ancienne majorité, qui multiplie accusations et attaques contre le gouvernement socialiste depuis les aveux et la mise en examen de Jérôme Cahuzac, est "*oublieuse*", dit Edwy Plenel.

Des élus ont émis l'hypothèse que la détention par l'ex-ministre du Budget d'un compte secret en Suisse, puis à Singapour, était non seulement connue de l'actuel gouvernement mais aussi du temps où l'UMP dirigeait le pays.

L'UMP Michel Gonelle, ancien rival de Jérôme Cahuzac dans le Lot-et-Garonne, a ainsi déclaré jeudi sur Europe 1 que des informations douanières en faisaient état depuis 2008.

L'ancien ministre centriste Hervé Morin a lui aussi accrédité l'idée que la droite savait, affirmant dans Le Parisien que "*la rumeur parisienne était constante*".

Le député écologiste Noël Mamère a suggéré que le précédent exécutif connaissait la situation de Jérôme Cahuzac quand, alors député socialiste, il a été nommé en 2010 à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale sur proposition du PS mais avec l'accord de Nicolas Sarkozy.

"*J'entends beaucoup la droite interpeller le président de la République et le Premier ministre sur le thème : 'Comment ? vous ne saviez pas ?' Mais on peut poser la même question à Nicolas Sarkozy qui a laissé Jérôme Cahuzac devenir président de la commission des Finances*", a-t-il dit. Reuters 05.04

On ne retiendra qu'un élément dans ce discours pour rester fidèle à la cause que nous défendons, n'en déplaise à ceux qui se satisfont facilement de la superficialité des choses. Monsieur Plénel réclame que les lois qui ont été votées soient appliquées ou respectées par tous, alors que nous exigeons leur abrogation car nous estimons qu'elles sont antisociales, anti-ouvrières, liberticides pour certaines et finalement réactionnaires.

De toutes évidences nous ne nous situons pas sur le même terrain de classe, un simple constat.

Monsieur Plénel nous est sympathique évidemment, tout comme Mélenchon, mais nous ne sommes pas là pour former une bande de bons copains, encore moins pour rafistoler le régime, nous pensons à ces millions de travailleurs pour lesquels la vie est un cauchemar au quotidien et qui chaque matin en se réveillant se demandent quand il prendra fin, s'il prendra fin un jour, vous voyez l'affaire est très sérieuse, grave et dramatique, du coup vos petits calculs institutionnels ou vos extrapolations politiques à deux balles dont l'issue ne changera rien à la vie de ces travailleurs au bord du désespoir, nous semblent fort déplacés.

Non, la pourriture n'est pas "***intrinsèque***" mais à la racine, il faut l'arracher !

Jean-Luc Mélenchon a sonné vendredi le rassemblement à Paris le 5 mai, pour dénoncer un «*système*» qui «*révèle sa pourriture intrinsèque*». Un système, a expliqué sur France Info le coprésident du Parti de gauche, «*qui a combiné les effets d'une monarchie quinquennale avec une irresponsabilité se diffusant à tous les étages par la concentration du pouvoir et le néolibéralisme avec les flots d'argent qui circulent.*»

Et l'objectif, c'est de rassembler l'ensemble des électeurs de gauche déçus par ceux qui sont au pouvoir pour construire une autre majorité à gauche et surtout, arriver à la VIe République. «*Des milliers de militants socialistes sont meurtris, j'espère qu'ils vont se rapprocher de moi, qu'ils vont comprendre*» que les socialistes sont, selon Mélenchon «*des menteurs, des trafiquants d'influence avec l'extrême droite*»… «*La chaîne du mensonge commence dans le Parti socialiste et finit au Front national, c'est absolument invraisemblable!*», tempête-t-il.

(Monsieur Mélenchon, ils ont voté (TSCG, etc.) comme un seul homme depuis 11 mois à l'Assemblée nationale, vous l'avez déjà oublié, votre mémoire vous joue là un bien vilain tour, c'est regrettable.

"*La chaîne du mensonge*" commence également au FN dans la mesure où c'est un parti bourgeois qui se nourrit des inégalités entre les classes, qui les exploitent pour le compte du capital, tout comme le PS, vous nous excuserez de pas retenir son origine ouvrière qui lui est totalement étrangère. - Ndlr)

Et l'objectif, c'est de rassembler l'ensemble des électeurs de gauche déçus par ceux qui sont au pouvoir pour construire une autre majorité à gauche et surtout, arriver à la VIe République. «*Des milliers de militants socialistes sont meurtris, j'espère qu'ils vont se rapprocher de moi, qu'ils vont comprendre*» que les socialistes sont, selon Mélenchon «*des menteurs, des trafiquants d'influence avec l'extrême droite*»… «*La chaîne du mensonge commence dans le Parti socialiste et finit au Front national, c'est absolument invraisemblable!*», tempête-t-il. lefigaro.fr 05.04

Sa VIe République ne remet même pas en cause l'existence du Sénat ou s'accommode de l'Union européenne, une escroquerie politique. Monsieur Mélenchon, vous êtes sortis du même tonneau que ces "*milliers de militants socialistes*", du raison n'a jamais donné que du vin et non du jus de pomme. Il faut briser le tonneau, en prendre un autre et en changer le contenu pour qu'il en sorte autre chose. Sur le plan pédagogique vous avez plus de lacunes qu'il n'y paraît ou vous vieillissez, mal.

Les élus du PS sont illégitimes.

Un conseiller municipal de Perpignan, Frédéric Gonano, a décidé de démissionner du PS à cause du mensonge, aussi dévastateur selon lui que celui de Jérôme Cahuzac, de la part des socialistes sur le non-cumul des mandats, a-t-il indiqué vendredi.

Dans la lettre de démission envoyée jeudi à Harlem Désir, Gonano écrit que le mensonge de Jérôme Cahuzac a suscité une juste indignation et occulté le report du non-cumul. «*C'est oublier que nombre de députés socialistes élus en juin 2012 ont également usé du mensonge devant les Français*» en s'engageant à démissionner de leurs mandats locaux avant le 30 septembre 2012. «*Comment ne pas y voir un parallèle détestable et ravageur*» avec l'affaire Cahuzac, demande-t-il. Liberation.fr 05.04

Monsieur Gonano, entre nous, il n'y a personne pour nous écoutez ici, dires-moi, en réalité tous les élus du PS sont dans le même cas puisque le PS est une imposture, il n'a rien de socialiste, n'est-ce pas, ni aujourd'hui ni hier, ni demain ?

Vendu. Le ministre du CAC40 ou de Wall Street, c'est la même chose.

Après la réussite de la vente par l'Etat d'actions de l'équipementier aéronautique Safran la semaine dernière, Arnaud Montebourg a annnoncé vendredi que ce type d'opérations pourrait se multiplier afin de contribuer à l'assainissement des finances publiques.

"*Dans le cadre de la restructuration budgétaire et la modernisation des politiques publiques, nous réfléchissons en effet à un changement de nos participations,* a déclaré le ministre du Redressement productif dans une interview au Wall Street Journal (WSJ). *Nous n'excluons pas ce genre d'action, mais nous ne voulons pas perdre notre influence sur les entreprises*".

Les prochaines opérations pourraient servir plus directement à éponger le déficit.Parmi les importantes participations publiques, on compte des parts très majoritaires dans EDF (84,4% estimés à près de 23 milliards d'euros) ou Areva (si on y ajoute la participation du Commissariat à l'énergie atomique) ou Aéroports de Paris, ainsi que des participations minoritaires dans France Télécom (13,4% représentant près de 3 milliards), Air France-KLM, GDF Suez (36,71% pesant près de 13 milliards) ou encore Renault (15,1% à près de 2,3 milliards). La liste complète des participations de l'Etat est disponible ici. Le montant total du portefeuille public était estimé au 18 mars à 57,5 milliards d'euros. L'Expansion.com 05.04

Que voulez-vous, c'est cela la gauche du PS, je ne mets pas de guillemets volontairement pour ceux qui continuent de colporter l'illusion qu'elle existerait. Quelle mesure peut prendre la gauche d'un parti du capital, sérieusement, répondez ? Des mesures réactionnaires. Non, pas possible.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

Le gouvernement portugais a subi vendredi un sérieux revers de la part de la Cour constitutionnelle qui a rejeté plusieurs mesures du budget de l'Etat pour 2013, élément clé du plan de sauvetage négocié avec les créanciers internationaux du pays.

La Cour constitutionnelle a jugé non conforme à la Loi fondamentale la suppression des 14e mois de salaires versés aux fonctionnaires et aux retraités, ainsi qu'une mesure instaurant un prélèvement sur les allocations chômage et maladie, a annoncé son président Joaquim Sousa Ribeiro dans une déclaration à la presse.

"*Ce sont les lois qui doivent se conformer à la Constitution et non pas l'inverse*", a-t-il déclaré en précisant que la décision de la Cour concernait l'ensemble de l'année et avait donc une valeur rétroactive.

La Cour constitutionnelle avait été saisie au début de l'année par le président Anibal Cavaco Silva, pourtant du même parti social-démocrate que le Premier ministre Pedro Passos Coelho, et par l'opposition de gauche.

Le verdict rendu par les juges, sans possibilité d'appel, met le gouvernement en difficulté car il complique singulièrement la réalisation de son objectif de ramener le déficit public à 5,5% du PIB à la fin de l'année, les mesures retoquées ayant un impact budgétaire net d'environ 860 millions d'euros, selon les estimations.

Il lui sera vraisemblablement difficile de compenser ce montant sans de nouvelles mesures d'austérité, d'autant plus qu'il s'est d'ores et déjà engagé à réduire les dépenses publiques de manière "*permanente*" à hauteur de 4 milliards d'euros d'ici 2015.

Une nouvelle dose d'austérité risque toutefois de renforcer les critiques de l'opposition socialiste qui réclame une renégociation du plan d'aide. Elle risque aussi d'accroître le mécontentement populaire qui a culminé début mars quand des centaines de milliers de personnes ont manifesté à travers le Portugal contre la politique dictée par ses bailleurs de fonds.

Après la décision de la Cour constitutionnelle, M. Passos Coelho, selon divers commentateurs, pourrait procéder à un vaste remaniement ministériel. Un Conseil des ministres exceptionnel a d'ailleurs été convoqué pour samedi à 14H30 GMT.

Les décisions de la Cour risquent en outre de brouiller l'image du Portugal auprès des marchés au moment où le gouvernement, après avoir réussi fin janvier sa première émission de dette à moyen terme depuis sa demande d'aide internationale, envisage de réaliser son premier emprunt à 10 ans depuis son sauvetage financier.

Pour le gouvernement, la situation est d'autant plus délicate que les mesures d'austérité, qu'il met en oeuvre sous la tutelle de la "*troïka*" (UE-FMI-BCE) représentant ses créanciers, ont aggravé la récession tandis que le chômage frappe désormais près de 17% de la population active.

Tenant compte de ces difficultés, la "*troïka*" a allégé récemment les objectifs du gouvernement lui accordant jusqu'à 2015 pour ramener le déficit au dessous de la limite des 3% du PIB fixé par Bruxelles.

L'attente de la décision de la Cour a considérablement tendu le climat politique. Certains médias ont même avancé un scenario catastrophe selon lequel le Premier ministre pourrait démissionner, entraînant le pays dans des élections législatives anticipées au cas où les décisions de la Cour lui seraient trop défavorables.

La pression sur le gouvernement a été d'autant plus forte qu'il a dû faire face mercredi au Parlement à une motion de censure du Parti socialiste, la principale formation de l'opposition qu'il a néanmoins surmonté grâce à la confortable majorité dont il dispose à l'Assemblée.

M. Passos Coelho a également subi un autre revers avec la démission de son ministre adjoint Miguel Relvas, également en charge des Affaires parlementaires, qui a quitté ses fonctions après des mois de polémique sur l'obtention de son

diplôme universitaire. AFP 05.04

La confrérie des opportunistes réunis va-t-elle en profiter pour chanter les louanges de la Cour constitutionnelle garante des institutions que les masses exploitées doivent abattre pour fonder leur propre Etat, une République sociale ?

Le gouvernement va contourner ce verdict de la Cour constitutionnelle en prenant de nouvelles mesures d'austérité et on n'en parle plus... On ne va pas perdre son temps avec ce sujet.

2- Jordanie

Il ne fait pas bon être amateur de heavy metal en Jordanie. Cinq étudiants d'une université du nord d'Amman, coupables de nourrir un culte pour la musique rock et de l'afficher dans leurs choix vestimentaires, ont été inculpés, le 26 mars, pour "*incitation à la division confessionnelle et doctrinale*". Cibles d'une campagne de diffamation quasi hystérique, alimentée par quelques boutefeux islamistes, les jeunes gens sont accusés, sans la moindre preuve, d'avoir profané un Coran et de s'être livrés à "*l'adoration de Satan*" sur le campus de leur fac.

Les faits remontent au 12 mars. Ce jour-là, quatre garçons et une jeune fille sont pris à partie et molestés par plusieurs dizaines de leurs pairs dans l'enceinte de l'université Al al-Bayt, non loin de la frontière syrienne. La rumeur les accuse d'avoir organisé un rituel "*démoniaque*" au cours duquel un exemplaire du livre saint de l'islam aurait été déchiré et brûlé.

L'intervention d'amis et de la direction de l'établissement les soustrait à la mauvaise humeur de leurs congénères. Mais pas aux calculs politiques de la monarchie. Car en quelques heures, par le biais des réseaux sociaux, l'incident s'est transformé en controverse nationale. Flairant la bonne affaire, le chef de file du courant salafiste djihadiste jordanien, Abou Sayaf, a décrété qu'il était permis de tuer ces "*infidèles*". "*J'espère que leur punition interviendra bientôt*", a-t-il ajouté. Soucieuses de ne pas prêter le flanc aux critiques des radicaux, les autorités ont alors décidé de maintenir les cinq malheureux en prison.

"*Parce que mon fils s'habille en noir, il est devenu un suppôt de Satan, grimace la mère de l'un d'eux. On l'accuse d'adorer le diable du fait de ses goûts musicaux et de sa coiffure qui ne plaît pas à tout le monde.*" La soeur de l'étudiante mise en cause a confirmé à Human Rights Watch, qui fustige l'impunité dont jouissent les agresseurs d'Al al-Bayt, que les compagnons d'infortune étaient des fanas de rock.

Plutôt punk, gothique, hardcore ou garage ? L'histoire ne le dit pas. Dans un pays conservateur comme la Jordanie, il en faut de toute façon peu pour faire désordre : "*Notre société n'a guère de tolérance pour l'altérité, constate l'analyste politique Amer Sabaileh. Les rumeurs de comportements déviants lui montent vite à la tête.*"

Mais cette fois-ci, comme le montrent l'arrestation et l'inculpation des zazous jordaniens, le gouvernement a pris parti. Est-ce pour les protéger, "*parce que leur vie est en danger*", comme l'assure Marwan Shehadeh ? Ou bien "*parce que les autorités doivent déjà faire face à assez de difficultés avec l'affaire syrienne et la hausse des prix*", comme le suggère Amer Sabaileh ? Quelle qu'en soit la raison, le pouvoir a choisi de sanctionner, offrant aux pyromanes salafistes une victoire inespérée. lemonde.fr 05.04

Oui il s'agit bien des mêmes féodaux dégénérés, ceux qui sont alliés de Paris, Londres et Washington, sans oublier Jérusalem, ceux qui entendent importer la "*démocratie*" en Libye, en Tunisie, en Egypte et maintenant en Syrie.

Je vais me faire une soirée heavy metal et hard rock en solidarité avec ces jeunes jordaniens. Les puritains, les dogmatiques, les donneurs de leçons et les procureurs en tous genres sont les pires ennemis de la liberté de penser, de la liberté tout court.

Les plus jeunes n'ont pas connu cette époque, mais les anciens s'en souviennent sans doute encore, dans les années 60 en France (notamment), dans certains milieux et plus généralement dans la société, si vous écoutiez les Beatles ou les Stones vous étiez considérés comme des voyous, des vauriens, des fainéants, s'il vous prenait la mauvaise idée de les imiter et d'avoir les cheveux longs et on vous traitait de gonzesse, de petite pédale, si vous en rajoutiez en portant un jean et des santiags, vous étiez bon à être enfermé !

SOCIAL

Italie

Un triple suicide provoqué par des difficultés financières choque l'Italie qui peine à trouver un gouvernement susceptible de sortir le pays de la crise et de la récession.

Romeo Dionisi, 62 ans, et sa femme Anna Maria Sopranzi, 68 ans, ont été retrouvés pendus vendredi à Civitanova Marche, sur la côte adriatique, a annoncé la police. Ils ont laissé une lettre demandant pardon pour leur geste désespéré.

En apprenant le suicide de sa soeur, le frère d'Anna Maria Sopranzi, Giuseppe, âgé de 72 ans, s'est jeté à la mer et s'est noyé. Son corps a été retrouvé un peu plus tard.

Fortement endetté, le couple Dionisi vivait d'une maigre retraite que touchait Anna Maria. Romeo, ouvrier du bâtiment, n'arrivait pas à trouver du travail, rapporte la presse locale.

Le maire de la ville, Tommaso Claudio Corvatta, a précisé que le couple, par fierté, avait préféré se suicider plutôt que demander de l'aide. Reuters 05.04

Les ouvriers ont leur dignité à l'inverse d'un Cahuzac, Hollande, Désir ou Cambadélis qui ignorent même pas ce que cela signifie.

Haut de page

Le 7 avril 2013

CAUSERIE

Pas le temps et trop chaud pour causer, 37°C dans le bureau !

Ce qui est effarant et très inquiétant, c'est qu'il peut se passer n'importe quoi dans ce pays, on nous sert toujours les mêmes discours : pas touche aux intitutions ! Inutile d'en dire davantage ce serait perdre son temps. Et c'est la même chose partout dans le monde. J'ai ajouté 28 articles de sources diverses.

ACTUALITE EN TITRES

Leur justice.

- "*Le vol en supermarché est réprimé sévèrement, mais pas l'évasion fiscale*" - L'Expansion.com

Le premier récupère ce qui lui appartient, le second joue avec ce qui ne lui appartient pas...

La choc.

- Fraude fiscale et austérité, cocktail explosif pour la politique en Europe - AFP

Quelle issue politique ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Le régime s'effondre.

Faux et usage de faux.

- Jérôme Cahuzac a menti à une banque suisse, selon un quotidien - AFP

L'ancien ministre français du Budget Jérôme Cahuzac, a "*menti*" à une banque suisse, la banque Julius Baer, en fournissant un "*certificat fiscal falsifié*", écrit samedi le quotidien zurichois Tages Anzeiger, citant ses propres sources.

En 2009, après que la Suisse s'est déclarée prête à accorder l'aide judiciaire en cas d'évasion fiscale, Jérôme Cahuzac a estimé

que la situation devenait trop dangereuse à Genève et a demandé à Reyl & Cie de transférer les fonds sur un compte ommnibus à Singapour, auprès de la filiale de la banque Julius Baer .

La banque Julius Baer a réagi avec prudence, écrit le journal. Elle a réclamé à Reyl & Cie, bien que rien ne l'y obligeait, un formulaire appelé "*formulaire A*", qui fait apparaître le nom du détenteur des fonds.

Lorsque les banquiers de Julius Baer ont vu qu'il s'agissait d'un homme politique, ils ont demandé un document certifiant que les fonds avaient bien été déclarés au fisc compétent.

Selon des recherches effectuées par le Tages Anzeiger, Jérôme Cahuzac "*a présenté un certificat fiscal falsifié*". Il a également assuré que ces 600.000 euros provenaient de son activité de chirurgien esthétique, ajoute le journal. En conséquence, Julius Baer a autorisé l'opération de transfert de fonds. AFP 06.04

Les institutions... des paradis fiscaux.

- Le trésorier de la campagne de Hollande primé par les députés - Reuters

Jean-Jacques Augier, trésorier de la campagne présidentielle de François Hollande mis sur le devant de la scène pour avoir ouvert des sociétés aux Iles Caïmans, un paradis fiscal, a reçu samedi le Prix des députés 2013 pour un livre sur la Chine.

Renaud de Spens, co-auteur de ce "*Dictionnaire impertinent de la Chine*", partage avec lui ce prix, remis par le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. Reuters 06.04

En adoptant l'économie de marché, le capitalisme, ils ont aussi adopté les paradis fiscaux puisqu'ils en sont inséparables. Pourquoi ne pas déclarer illégaux les paradis fiscaux, tout simplement ?

Evasion fiscale à grande échelle, patrons du CAC40, actionnaires rentiers, UMP, UDI, PS même pourriture.

- L'établissement bancaire Reyl et Cie aurait servi "*d'officine*" à de nombreux Français tentés par l'évasion fiscale, révèle "Le Monde". - Lenouvelobs.com

Reyl et Cie, une banque suisse au cœur du scandale. Outre Jérôme Cahuzac, d'autres responsables politiques - de droite comme de gauche - ainsi que de grands industriels auraient profité des services de cet établissement bancaire suisse établi à Genève, révèle "Le Monde" dans son édition du dimanche 7 avril.

Le quotidien raconte ainsi que la perquisition des locaux de la banque, menée par la justice suisse le 22 mars dernier, révèle que cette banque est prisée depuis plusieurs dizaines d'années des VIP français pour faire dormir leur argent au chaud.

Face à de telles informations, le juge français Renaud Van Ruymbeke, chargé du dossier Cahuzac, pourrait de fait faire "*des demandes complémentaires*" aux autorités suisses pour démasquer d'autres fraudeurs français.

Selon les documents "*Offshore Leaks*" révélés entre autres par "Le Monde", un intermédiaire de la banque Reyl aurait organisé le transfert de plusieurs fonds vers des établissements singapouriens, dont celui de Jérôme Cahuzac.

La justice française, au-delà du simple cas de l'ancien ministre du Budget, s'intéresse désormais à d'autres possibles fraudeurs qui auraient suivi le même itinéraire que lui, puisque qu'une demande d'entraide judiciaire a été adressée à Singapour.

"Le Monde" révèle par ailleurs qu'un certain Hervé Dreyfus, conseiller patrimonial de Nicolas Sarkozy, serait aussi le gestionnaire de fortune de Jérôme Cahuzac, et qu'il aurait pu jouer le rôle occasionnel de porteur de valises entre la Suisse et la France. Lenouvelobs.com

Et pendant ce temps là les dirigeants syndicaux signent des accords pourris bradant les droits acquis des travailleurs chez PSA, Renault, etc.

Que disions-nous, que martelons-nous sans cesse depuis des années ?

Aucun compromis, aucun recul social, aucun sacrifice, aucun effort supplémentaire, nous refusons tout discussion qui aurait pour objectif de légitimer une régression sociale au nom de la crise, du sauvetage d'emplois, nous rejetons toutes les analyses, tous les diagnostics "*partagés*", tous les prétextes avancés par le patronat et le gouvernement pour faire porter sur les travailleurs la responsabilité et les conséquences de la crise du capitalisme, nous refusons tout dialogue social, nous considérons que

si l'existence du capitalisme est devenu incompatible avec la satisfaction de nos besoins élémentaire, nécessite de remettre en cause systématiquement tous nos acquis ou droits sociaux il doit disparaître, et il faut engager le combat dans cette perspective politique aussi bien dans les syndicats que dans les partis ouvriers, l'émancipation du salariat étant inscrit à leurs programmes et constitue l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Le combat pour défendre chacun de nos droits doit se situer impérativement dans cette perspective, dans le cas contraire inévitablement le mouvement ouvrier sera amené à s'adapter aux exigences du capitalisme en crise et tous nos droits finiront par disparaître. Il ne suffit pas de l'écrire dans un programme ou de le faire figurer dans une déclaration ou de le proclamer dans un discours, il s'agit de le faire figurer dans chaque tract, chaque bulletin ou journal, dans l'agitation et la propagande quotidienne, voilà en quoi consiste le combat de militants ouvriers révolutionnaires.

On a le choix ici entre deux conceptions de la lutte de classe qui sont antinomiques, l'une part du postulat que c'est le capitalisme qui doit disparaître pour céder la place au socialisme, au pouvoir des travailleurs, à un Etat ouvrier, une République sociale, l'autres que ce sont nos acquis ou droits qui doivent disparaître au nom de la préservation du capitalisme.

Nous rejetons tout compromis avec l'ennemi aux abois, toute discussion ou rapport avec lui, notre combat consiste à aider les travailleurs à prendre conscience de la situation, à les organiser, à favoriser leur mobilisation pour défendre bec et ongle la plus petite parcelle de leurs droits, aucune faiblesse, aucune hésitation, aucun recul, aucun reniement ne peut être toléré, c'est un principe non négociable.

Veut-on vaincre ou être broyé, telle est la question dorénavant qui se pose à chaque militant face au rouleau compresseur de la réaction mondiale.

Ils sont aux abois.

La succession de scandales touchant des responsables politiques ou économiques accentue un peu plus la défiance des citoyens européens vis-à-vis de leurs élites, notamment dans les pays soumis à des politiques d'austérité, comme en Italie avec la montée du populisme.

En France, l'affaire d'évasion fiscale touchant l'ex-ministre du Budget Jérôme Cahuzac va renforcer "*la vision un peu dominante d'un rejet des élites politiques, que l'on retrouve un peu partout en Europe*", craint Eddy Fougier, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris). "*Tout concourt à ce que cela conforte les thèses populistes, la thèse du +tous pourris +*", s'inquiète-t-il. AFP 06.04

Parlez pour vous, l'Iris est gangrené par les néoconservateurs.

Le moment ne serait-il pas propice à la construction du parti ? N'est-ce pas notre analyse, notre programme, notre théorie, notre perspective politique qui se trouvent ainsi vérifiés, confortés ? Tous pourris, cela signifie, les institutions, les partis qui y participent, le capitalisme, le régime, faisons table rase...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- L'affaire des sondages de l'Elysée prend de l'ampleur. Après une longue bataille juridique, le juge d'instruction Serge Tournaire, chargé d'enquêter sur les enquêtes d'opinion commandées durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, décoche ses premières flèches. Première victime, Patrick Buisson, l'ancien conseiller du président de la République, dont le domicile et le bureau ont été perquisitionnés jeudi matin. Les enquêteurs cherchent à mettre la main sur une partie des sondages commandés par l'Elysée en 2011 et 2012, qui semblent avoir disparu des archives de la présidence de la République.

La procédure, qui porte sur d'éventuels faits de «favoritisme» et «détournements de fonds publics», a été lancée suite à une première plainte déposée en 2010 par l'association Anticor, qui veut lutter contre la corruption. Elle visait une convention commerciale signée en 2007 par l'ex-directrice de cabinet du président Nicolas Sarkozy, Emmanuelle Mignon, avec la société de conseil Publifact de Patrick Buisson. En 2009, la Cour des comptes avait épinglé ce contrat, passé sans qu'«*aucune des possibilités offertes par le code des marchés publics pour respecter les règles de la mise en concurrence (...) n'ait été appliquée*».

Dès mars 2011, le juge Tournaire avait estimé qu'il y avait matière à enquêter sur ce contrat, mais le parquet avait fait appel. Huit

mois plus tard, la cour d'appel de Paris s'était opposée à l'enquête, estimant que le juge risquait de remonter jusqu'au chef de l'Etat et de porter atteinte à l'inviolabilité de ce dernier. Après une longue procédure menée par Anticor, la Cour de cassation a finalement autorisé en décembre dernier le juge Serge Tournaire à enquêter. L'enquête a été élargie en janvier à l'ensemble des sondages commandés sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy aux sociétés Publifact, PubliOpinion - les deux sociétés de Patrick Buisson - Giacometti-Peron, Ipsos, Ifop, OpinionWay, Sociovision, TNS Sofrès et CSA.

Les prestations de la société du sondeur Pierre Giacometti, conseiller et ami de Nicolas Sarkozy, ont quant à elles été facturées à hauteur de 2,5 millions d'euros. «*En tant que prestataire, nous nous assurons de la légalité des contrats que nous signons*», se défendait l'ancien directeur d'Ipsos France fin 2011 dans Le Monde. Patrick Buisson, lui, ne s'est jamais expliqué sur ces commandes.

Si Anticor s'interroge sur d'éventuelles surfacturations, les thèmes de certains sondages commandés par l'Elysée posent également question: des enquêtes sur DSK, l'affaire Bettencourt, le mariage de Nicolas Sarkozy avec Carla Bruni ou les candidats socialistes potentiels à la présidentielle de 2012. Autant de sujets qui «*ne relèvent pas de la conduite de l'État», selon Anticor. Selon l'avocat de l'association, Me Karsenti Nicolas Sarkozy lui-même pourrait être rattrapé par cette affaire. Si la justice établissait que «les sondages commandés répondaient à une initiative partisane ou personnelle [...] ces actes [seraient] détachables de la fonction présidentielle*», expliquait-il au Monde fin 2012. L'immunité de l'ex-chef de l'Etat serait alors caduque. lefigaro.fr 04.04

On se demandera comment de vulgaires sondages peuvent coûter des millions d'euros... Quoi que non, on connaît la réponse.

Détournement de fonds publics, commissions, corruption et enrichissement personnel, demandez le programme !

1.2- Au moins, des dizaines de Takfiris français, combattent, dans les rangs d'Al-Nosra, l'Etat et l'armée syriens. Selon le centre international d'études de l'extrémisme, ICSR , affilié au collège Kings, à Londres, "*au moins, 600 ressortissants européens, se trouvent, dans des camps d'entraînement, près des frontières syriennes. Sur ces 600 personnes, 90 ont la nationalité française. Toujours, selon l'enquête réalisée par l'ICSR , au moins, 11% des "rebelles", qui combattent, en Syrie, sont des étrangers. 441 ressortissants européens s'entraînent, actuellement, aux armes, dans ces camps*", de l'aveu des chercheurs de ce centre.

Damas a, à plus d'une reprise, dénoncé la présence des étrangers, dans les rangs des terroristes. Le retour de ces Takfiris, dans leur pays d'origine, est l'une des principales raisons, pour laquelle l'Europe reste sceptique à l'idée de la levée de l'embargo, sur la livraison d'armes, à destination des rebelles. La France insiste, toutefois, pour que ces terroristes soient armés, au risque de mettre en péril sa propre sécurité. Ce seraient les relations privilégiées de la France avec le Qatar qui expliqueraient cette insistance. french.irib.ir 04.04

2- Syrie

2.1- A en croire l'hebdomadaire "Times", "*le Hamas entraîne les rebelles de l'ASL, pour qu'ils combattent le régime syrien*".

Interrogé, à ce sujet, par le journal libanais, "Al-Akhbar", Ezzat al-Rachgh, membre du bureau politique du Hamas, a rejeté "*cette allégation infondée*". "*Les informations concernant l'implication de la branche armée du Hamas, dans l'entraînement des membres de l'ASL, sont fausses et sans fondement*". "*S'il est vrai que le Hamas compati aux souffrances du peuple syrien et souhaite sa dignité et sa liberté, il n'en reste pas moins vrai qu'il campe toujours sur sa position de neutralité et qu'il évite de s'ingérer, en Syrie*". Ossameh Hamdan, représentant du Hamas, au Liban, s'est insurgé contre cette fausse accusation : "*C'est une allégation factice, car les membres des brigades Qassam ne se trouvent pas, en Syrie*". "*Seuls les civils palestiniens sont, en Syrie, regroupés, dans des camps*". Le "Times" avait prétendu que els brigades d'al Qassam, branche militaire du Hamas entraînaient l'ASL. french.irib.ir 06.04

2.2- On a pu voir dernièrement la photo d'un enfant soldat syrien posant cigarette au bec entre deux barbus en treillis engagés dans la lutte armée contre le régime en place et pour qui sa présence semble normale.

Ce gamin s'appelle Ahmed, il a huit ans et ses parents auraient été tués dans un bombardement de l'armée syrienne sur Alep. Son père était lui-même engagé dans la guérilla contre le gouvernement. Ahmed est bien sûr incapable de se servir réellement du fusil de guerre dont on l'a doté mais ce ne sont certainement pas les occasions de risquer sa vie que lui refuseront ses deux camarades de combat.

On trouve d'autres images d'enfants soldats enrôlés par les forces hostiles au gouvernement, en général un peu plus âgés.

Et on apprend que, non contents de recruter des enfants soldats en Syrie, on en recrute maintenant à l'étranger, comme cet adolescent parti de Ceuta pour lutter sur le «*sentier de Dieu*» contre le régime syrien.

Comme si c'était le régime syrien qui avait incarcéré son père !

Les parents de Nourdine ont déposé plainte ce dimanche

Lundi, ils ont reçu un appel de leur fils leur confirmant qu'il était en Turquie

Par Ignacio Cembrero & Rocio Abad Madrid / Ceuta, El Pais (Espagne) 3 avril 2013 traduit de l'espagnol par Djazaïri

Jusqu'à présent, seuls des adultes espagnols et musulmans s'étaient rendus en Syrie pour participer à la lutte armée contre le régime dictatorial de Bachar al-Assad, mais depuis la fin de la semaine dernière est venu s'ajouter un mineur, Nourdine âgé de 16 ans, selon des sources des services de sécurité espagnols.

Nourdine a franchi, sans doute dans la soirée de samedi, la frontière avec le Maroc et c'est le lendemain matin que ses parents, Ahmed et Toria, ont découvert qu'il n'avait pas dormi dans leur maison du quartier du prince Alonso. Dans la soirée de ce même dimanche, ils ont déposé plainte au commissariat de police.

Lundi dernier, les parents on reçu un appel de leur fils qui leur a expliqué les raisons de son départ. «*Il nous a demandé pardon plusieurs fois, dit qu'il était en Turquie et qu'il allait en Syrie et qu'il n'allait pas rentrer,*» a raconté le père au journal El Faro de Ceuta. Le jeune avait ajouté au téléphone qu'il «*… allait combattre sur le sentier de Dieu.*»

La surprise a été énorme parce que, selon ses parents, Nourdine était un adolescent tranquille qui n'avait jamais parlé du conflit syrien à la maison. Ahmed, son père, avait été lui-même arrêté et emprisonné en 2006 au cours de l'Opération Dune ordonnée par Baltasar Garzón qui était à l'époque juge de l'Audience nationale dans le cadre de la lutte antiterroriste. Nourdine était le plus petit des quatre enfants de la famille.

Le délégué du gouvernement à Ceuta, Francisco Antonio González, a reconnu aujourd'hui devant la presse que des réseaux salafistes sont présents dans la ville, mais que l'adolescent a été pris en charge à Castillejos, la localité marocaine frontalière. Il a affirmé ne pas savoir combien d'habitants de Ceuta ont demandé à aller en Syrie pour se sacrifier et il a attribué son ignorance aux négligences du passé de la part de l'administration de l'Etat dans la traque des réseaux de recrutement.

En juillet 2013, trois autres musulmans de Ceuta, dont Rachid Wahbi, 32 ans, père de famille et chauffeur de taxi, s'étaient eux aussi rendus en Syrie en passant par le Maroc où ils avaient été recrutés puis par la Turquie. Ils avaient fait le trajet en compagnie d'au moins une demi-douzaine de Marocains, selon des sources sécuritaires. Tous trois sont morts si on en croit des appels téléphoniques de condoléances en provenance de Syrie reçus par leurs proches à Ceuta. La police marocaine a démantelé plusieurs réseaux de recrutement de djihadistes, le plus récent l'ayant été le 19 janvier dernier selon un communiqué.

Coïncidant avec l'annonce du départ pour la Syrie d'un adolescent de Ceuta, le Centre International d'Etudes de la Radicalisation, qui dépend du King's College à Londres a rendu public un rapport dans lequel il assure que depuis début 2011, entre 135 et 590 – la fourchette est très large – musulmans européens ont rejoint l'insurrection en Syrie. Ils représentent de 7 à 11 % du total des combattants étrangers parce que la majorité de ces derniers vient de pays musulmans.

La majorité d'entre de ceux [des combattants venus d'Europe] qui sont allés en Syrie sont partis du Royaume Uni, des Pays Bas, de France, de Belgique et d'Allemagne. L'Espagne figure en queue de peloton avec seulement six djihadistes, un chiffre qui a doublé depuis le départ des trois hommes partis de Ceuta pour la Syrie à l'été 2012. http://mounadil.wordpress.com/ (french.irib.ir 04.04)

3- Algérie

Le Parti des travailleurs, dirigé par Louisa Hanoune, qualifie de «dangereux» le théologien Youssef Al-Qaradawi qui s'immisce dans les affaires internes de l'Algérie. Dans un communiqué sanctionnant les travaux du bureau politique, cette formation accuse directement le prédicateur rémunéré par le Qatar de vouloir «*manipuler*» les jeunes du Sud en profitant de leur détresse sociale. Elle cite, comme argument, son appel qu'elle juge «*indécent*» destiné aux jeunes chômeurs du sud algérien pour les encourager à «*réclamer le changement politique*» dans leur pays.

S'étant déjà exprimé sur la question du chômage au sud du pays et ayant toujours réclamé des mesures exceptionnelles pour l'enrayer, Mme Hanoune, qui a signé ce communiqué, dénonce vivement ces «manœuvres malsaines» vivant la stabilité du pays et lance un appel à l'endroit de ces jeunes chômeurs à faire échouer «ces tentatives de manipulation de leur mouvement de protestation», menées par «*ce véritable prédicateur au service de la politique de dislocation des nations, qui vient d'adresser un appel à la révolution de jeunes du sud de l'Algérie*».

Pour Mme Hanoune, ce prédicateur a bien franchi les limites de la bienséance et de la courtoisie, lui qui a été accueilli en fanfare en Algérie par le président de la République et bien d'autres hauts responsables du pays. Al-Qaradawi n'est pas à sa première

frasque du genre. Il s'est maintes fois illustré par ses prêches appelant notamment les Arabes à s'entretuer au point de se faire détester par une bonne partie des musulmans. french.irib.ir 06.04

4- Cisjordanie

Cisjordanie : L'emir Al Thani immolé!!

Les étudiants palestiniens ont mis le feu ce jeudi à l'effigie de l'émir Al Thani en signe de protestation contre les politiques de Doha dans la région. selon Al Alam , Mahmoud Abbas , paniqué, aussitôt condamné cette démarche des étudiants , liés au fatah . " *Cette démarche est une démarche isolée et ne regarde ni le gouvernement ni le peuple palestinien*" a affirmé Mahmoud Abbas. "*Ce n'est pas notre position, ni celle du Fatah ni celle de l'AP que de mettre le feu à l'effigie de l'emir du Qatar. les étudiants noncé peu avant et au cours d'un débat universitaire les politiques du Qatar dans la région. Les relations entre la Palestine et le Qatar sont solides et ce genre de démarche ne leur porte pas préjudice. les palestiniens ont toujours regardé avec gratitude les dirigeants arabes*". french.irib.ir 04.04

5- Israël

Selon les sources israéliennes, la cinquième unité du dome de fer est désormais opérationnelle . le système est en état d'alerte et son centre de commandement prêt à passer à l'action mais le lieu où il devra être déployé n'est pas déterminé. deux des quatre systèmes déjà opérationnels sont déployés près des frontières syriennes et le troisème se trouve installé à l'aéroport. le système est peu performant à en juger son efficacité minime au terme de la guerre de huit jours. french.irib.ir 03.04

6- Liban

Selon le site Al Ahd, "*l'ambassade US, à Beyrouth, mène des patrouilles de sécurité, dans les différentes villes libanaises, au mépris de la souveraineté de l'Etat libanais*"!

"*En effet, le fait que les agents de sécurité liés à l'ambassade patrouillent à l'intérieur du bâtiment situé, dans la localité de Aoukar, est, plus ou moins, acceptable, car c'est une norme, au Liban, pour toutes les représentations diplomatiques, que de veiller, avec soin, à la sauvegarde de leur sécurité. Mais l'extension de ces actions sécuritaires, au-delà de l'ambassade, et à l'échelle de toute une région n'est, ni acceptable, ni rationnel.* " Les patrouilles que mènent les forces de sécurité de l'ambassade autour de celle-ci viole l'intégrité territoriale et la souveraineté libanaise. Pire, cette mauvaise habitude semble avoir fait des émules et les autres représentations diplomatiques occidentales ont de plus en plus tendance à emboîter le pas aux Américains.

Selon le site, "*il s'agit d'un sentiment de supériorité affiché, à l'égard des Libanais, un sentiment, à la fois, humiliant et méprisant*". "*Les Libanais se sentent surpris et vexés, à chaque fois qu'ils voient le convoi de l'ambassadrice et ses compagnons américains et libanais sillonner les rues, en perturbant la circulation, comme si l'ambassadrice cherchait à faire peur aux Libanais ou à les intimider*"! french.irib.ir 04.04

7- Grèce

En utilisant une loi de 1937 votée pendant la dictature de Metaxas et sous prétexte qu'ils ne remplissent pas les conditions de permis, la Mairie d'Athènes prévoit de fermer au moins 35 espaces culturels dans la capitale. Parmi eux, plusieurs sont de petits espaces alternatifs, comme des troupes théâtrales expérimentales, qui devront payer une amende très lourde afin de rouvrir et sont donc condamnés à disparaître. Malgré le fait que la capitale s'appauvrit au niveau culturel et adopte une orientation vers le loisir de masse, beaucoup de jeunes artistes doivent faire face à la perspective du chômage.

Les institutions et les artistes concernés ont réalisé une assemblée lors de laquelle ils ont décidé des mobilisations et des initiatives légales, en demandant que leurs espaces restent ouverts et que le cadre juridique soit mis à jour.

De son côté, la Mairie d'Athènes prétend avoir contrôlé 89 espaces culturels dont au moins 50 fonctionneraient illégalement et suite aux réactions, elle assure être en train de chercher un compromis provisoire. okeanews.fr 06.04

Haut de page

Le 8 avril 2013

CAUSERIE

La faillite morale qui accompagne l'enrichissement personnel, quel que soit le niveau auquel ils se situent, témoignent de

l'attachement à l'idéologie bourgeoise justifiant ou légitimant au niveau supérieur ou s'accommodant au niveau inférieur des inégalités et des injustices que la société a engendrées, autrement dit à l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de l'existence des classes sociales et dont les rapports entre dominant et dominé impose leur empreinte à tous les rapports dans la société.

Vous pouvez rendre public votre patrimoine, publier les relevés de vos comptes en banque, c'est du domaine de la gesticulation ou du grand spectacle car l'essentiel est ailleurs : l'idéologie que vous incarnez et défendez, en l'occurrence s'agissant des guignols des partis institutionnels, l'idéologie bourgeoise.

L'avantage de se référer à ce facteur, c'est que parce qu'il est le produit d'une conception des rapports entre les classes, il englobe toutes les formes, tous les masques, toutes les dénominations qui ont cours pour les représenter, capitalisme, impérialisme, libéralisme, néolibéralisme, conservatisme, néoconservatisme, fascisme, réformisme, etc. au-delà toutes les institutions nationales et internationales qui les incarnent, dont notamment les institutions de la Ve République, l'UE et l'ONU.

Pourquoi les représentants de la réaction dénoncent un discours idéologique dès lors qu'on s'attaque aux proivilèges de la classe qu'ils incarnent ? Parce que la question idéologique nous ramène à l'origine des rapports qui existent dans la société, donc aux fondements du capitalisme qu'ils protègent. Vous aurez remarqué que plus personne ne s'aventure sur ce terrain, absolument aucun parti.

Pourquoi Marx et Engels avaient-ils fait figurer dans le Manifeste du parti communisme la nécessité d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme ? Certainement pas parce qu'elle aurait été à l'ordre du jour à la moitié du XIXe siècle, je veux dire par là que les conditions objectives auraient été réunies pour que le prolétariat accomplisse cette tâche, ce n'était pas le cas et ils en avaient parfaitement conscience. Ils avaient signifié par là que le développement historique du capitalisme, des forces productives et de la lutte des classes tendaient vers cet objectif, permettraient de le réaliser sous certaines conditions objectives et subjectives, ils indiquaient aussi que le combat contre l'idéologie bourgeoise pour être efficace devait s'inscrire dans la perspective de briser ou plutôt d'éliminer ce rapport qui en est le fondement.

Pourquoi est-ce si important et pourquoi les représentants de la réaction de droite comme de gauche diabolisent, tournent en dérision, finalement fuient comme la peste tout débat idéologique ? Parce que ne pouvant pas lutter directement contre les fondements du capitalisme, nous n'avons pas les moyens de mettre dehors demain matin notre patron ou de saisir ses avoirs ou encore de fermer la Bourse, on est bien d'acccord, du coup le combat contre la représentation moderne de l'exploitation de l'homme par l'homme, le capitalisme, ne peut prendre que la forme d'actions dans le cadre de ce rapport, même s'il tend à le dépasser quand on fait grève par exemple, une fois la grève terminée c'est bien ce rapport qui domine à nouveau, rien n'a changé fondamentalement. Par contre, dans le discours, l'agitation et la propagande, on peut aller beaucoup plus loin et remettre en cause jusqu'aux fondements de l'idéologie bourgeoise, la démasquer, mette à nu ce qu'elle recouvre, mettre à nu le capitalisme en réalité, donc montrer sa véritable nature avec ses faiblesses et ses contradictions, ce qui permet de démystifier l'image avantageuse que ses représentants en ont donné et qui est profondément incrustée dans le cerveau des masses, de dévoiler et de faire le lien entre sa raison d'être, son fonctionnement, son objectif, qui sont étrangers au bien-être de la population en général, à l'intérêt général qui se réduit à leur misérable profit.

Finalement, leur idéologie pour exister doit entourer du voile de l'illusion aussi bien les rapports sur lesquels elle repose que leurs véritables intentions, à ce titre elle est une escroquerie permanente qui nécessite que les masses en demeurent ignorantes. Cependant il leur arrive de faire référence ouvertement à ces rapports qu'ils estiment légitimes, en cela ils ont le soutien de toutes les religions, parce que les masses sont si ignorantes qu'elles les acceptent, n'est-ce pas non plus ce qu'on leur a enseigné à l'école ou à l'université, à travers l'éducation que leurs parents leur ont transmise ?

Quand maintenant on observe que nos braves révolutionnaires de tous courants politiques en sont réduits à jouer les ramasses miettes syndicaux pour leur propre compte ou à défendre les oripeaux nationalistes d'une République aux relents impérialistes, on ne s'étonnera pas que l'idéologie bourgeoise pavoise, se montre provocante, menaçante, guerrière, puisque tous ses détracteurs sérieux ont déserté le combat idéologique ou sont de minables critiques accrochés à ses basques.

Défendre le socialisme, les enseignements du marxisme, relancer le combat idéologique au plus haut niveau, oser remettre au premier plan notre idéal, voilà la tâche (notamment) que tout militant ouvrier devrait se fixer.

Je travaille moins pour le site dorénavant, quatre heures de moins par jour en moyenne, je me désengage progressivement de cette activité compte tenu des rapports que j'ai avec les personnes ou les militants qui se connectent sur le portail et qui ne me conviennent pas. Dans le fichier consacré aux articles de presse de chaque mois ne figurera plus la page des titres, pas le temps de la réaliser au regard de la quinzaine d'internautes qui téléchargent ce fichier cahque mois.

Quoi qu'on dise ou fasse, cela ne change rien, j'en prends acte.

J'étais tellement absorbé par la rédaction d'un article que j'ai oublié de le sauvegarder, j'y avais passé plus d'une heure, puis planté, un problème électrique a eu raison de mon onduleur et de mon système de secours, ordinateur éteint brutalement, du coup j'ai

perdu tout ce boulot, merde et remerde ! Je travaille dans des conditions difficiles l'air de rien. Ce sera pour demain, nous verrons comment le POI a présenté la "*victoire*" du non au référendum en Alsace, due en réalité uniquement à l'abstention, au rejet des institutions, ce qu'il ne précise pas évidemment, un modèle de manipulation de l'info, on y ajoutera la façon dont ils ont présenté la proposition de Mélenchon et Laurent d'une marche le 5 mai ou comment tronquer une citation et ce que cela recouvre.

La rupture.

- Dans l'entourage du chef de l'Etat, certains voient mal comment sortir de l'impasse. "*Ce ne sont pas les mesures de moralisation qui vont changer quoi que ce soit. La population a été ébranlée dans ses profondeurs, il y a aujourd'hui une rupture de confiance avec le monde politique*", affirme ainsi un de ses conseillers. AFP 07.04

C'est le pire des scénarios pour eux, car c'est lorsqu'elles perdent toute influence sur les masses qu'elles sont portées à chercher une solution à leurs difficultés et qu'elles sont tentées de se soulever contre le régime.

L'Union européenne est un paradis fiscal pour les riches.

Evasion fiscale: le Luxembourg prêt à réduire son secret bancaire - AFP

Pourquoi cultivent-ils le secret ? Auraient-ils quelque chose à cacher ?

Les paradis fiscaux ont prospéré ces dernières décennies dans le monde pour atteindre le nombre de soixante treize, sans compter les Etats qui en sont à eux tout seul comme le Luxembourg ou la Grande-Bretagne. Ce sont les grandes puissances impérialistes occidentales qui en sont à l'origine.

Elles ont décrété que leur existence était légale pour organiser et couvrir des opérations financières frauduleuses ou illégales qui consistent à permettre à leurs citoyens les plus aisés, outre le fait de détourner d'énormes sommes d'argent du fisc de leur pays d'origine qui ainsi échappent à l'impôt, de se livrer à toutes sortes de trafics ou de blanchir, de recycler l'argent qui en est issu, cela va du trafic de drogue, d'armes, de fausse monnaie, d'êtres humains, etc. aux commissions occultes versées à des intermédiaires lors de la réalisation de contrats commerciaux ou pour service rendu en tant qu'agent d'un lobby.

Ce système financier parallèle et opaque, et par définition échappant à tout contrôle ou pouvoir populaire, n'a cessé d'enfler pour prendre des dimensions monstrueuses dès lors que les mêmes puissances économiques ont décidé de déréglementer la finance mondiale au cours des années 90, ces paradis fiscaux abritant dorénavant des capitaux supérieurs à ceux dont disposent les Etats. Parvenu à ce stade, ce régime devenu mafieux dispose de pouvoir tel qu'il est en mesure d'influer directement sur l'économie de chaque Etat et de leur dicter sa loi, partition que les institutions financières officielles du capital (FMI, Banque Mondiale, etc.) ont pour mandat de mettre en musique ainsi la boucle est bouclée.

Pour parfaire leur ouvrage, sur le plan politique, ceux qui tirent les ficelles, les plus riches, donc les banquiers de la Fed et leurs associés occidentaux, se réunissent régulièrement à huis clos (Bilderberg notamment) avec la coterie qu'ils ont soigneusement sélectionnée parmi l'élite intellectuelle qui a adopté leur idéologie néolibérale, afin de préciser à ses membres leur mandat ou l'orientation politique, les objectifs vers lesquels devra tendre leur action, et éventuellement leur distribuer les postes ou fonctions qu'ils seront amenés à occuper à court terme au sein des institutions politiques ou économiques, ainsi la boucle est bouclée.

Bref, cela ressemble au casting d'un film réunissant autour de quelques monarques les aristocrates et leur cour au service d'une même cause ou d'un projet de gouvernement mondial dont ils seraient les maîtres absolus.

Cela, c'est le monde tel qu'ils l'ont imaginé, tel qu'ils l'ont organisé, jusqu'à un certain point seulement, car en réalité ils sont loin de maîtriser tous les facteurs qui entrent en ligne de compte et qui peuvent parfois leur réserver de mauvaises surprises. Le scandale Cahuzac en fait partie tout comme l'économie capitaliste avec ses contradictions, à ce niveau-là on ne peut pas parler d'un détail mais d'un ensemble de rapports qui leur échappent, parce qu'il leur est impossible de prévoir les réactions du peuple et d'empêcher que sa conscience politique finisse par mûrir à force de le matraquer.

S'ils ne pouvaient pas compter sur la corruption des syndicats et des partis ouvriers (Front de gauche), et surtout sur l'incapacité de l'avant-garde de renouer avec le marxisme, leur sort ainsi que celui du vieux monde avec lequel ils s'identifient serait scellé.

ACTUALITE EN TITRES

A court d'argument, il ne leur reste que l'amalgame ordurier.

- Pour Sapin, Mélenchon "*joue dans la même cour*" que Le Pen - Le Nouvel Observateur

- Cette pourriture voudrait faire oublier que c'est le PS qui a remis en selle le FN dans les années 70-80.

Ils creusent leur propre tombe, aidons-les à la rejoindre le plus tôt possible.

- Affaire Cahuzac: Le «*Tous pourris*» progresse dans l'opinion - 20minutes.fr

- Le fossé se creuse entre les Français et les politiques - LeFigaro.fr -

- Le centre-gauche italien divisé sur une alliance avec Berlusconi - Reuters

Les mains sales. Qui remportera la palme du plus menteur ?

- Jérôme Cahuzac a-t-il menti sur le montant de son compte en Suisse? - AFP

- Cahuzac : Pierre Laurent espère que Hollande n'était pas au courant - LeFigaro.fr

- Moscovici : «*Jusqu'au jour des aveux de Jérôme Cahuzac, je ne sais rien*» - LeParisien.fr

- Wauquiez (UMP) : après Cahuzac, "*il faut une opération mains propres*" - LePoint.fr

Charogne. Etre capitaliste ne serait pas "***un choix de style de vie***". Leur larbin non plus !

- David Cameron: vivre des aides sociales est "*un choix de style de vie*" - lexpress.fr

Plus dure sera la chute.

- Le Brésil ouvre une enquête judiciaire pour corruption contre l'ex-président Lula - LeMonde.fr

- Espagne: la popularité du roi en chute libre, selon un sondage - AFP

Le crime international organisé a encore frappé

- Onze enfants tués dans un raid aérien de l'Otan en Afghanistan - Reuters

Resserer les boulons avant la prochaine offensive guerrière.

- Kerry en Turquie pour confirmer le coup diplomatique d'Obama - Reuters

- John Kerry presse la Turquie de normaliser ses relations avec Israël - AFP

- Israël redemande une ligne rouge pour le nucléaire iranien - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur politique est forcément guidée par "***l'intérêt général***.

À en croire la télévision publique suisse (RTS), l'ancien ministre français du Budget Jérôme Cahuzac aurait cherché à placer 15 millions d'euros en Suisse en 2009.

«*Il aurait tenté de placer cet argent dans un établissement de gestion financière à Genève, mais l'établissement aurait refusé par crainte de complications ultérieures, Jérôme Cahuzac étant une personnalité exposée politiquement, selon des informations bancaires recueillies par la rédaction de la RTS.*» De son côté, Le Monde affirme que cet établissement de gestion

serait une banque basée à Genève dans laquelle la fiduciaire Reyl a ses habitudes.

Un peu plus tôt, Darius Rochebin, journaliste pour le média helvète, a indiqué que, «*selon beaucoup de sources, Jérôme Cahuzac aurait détenu beaucoup plus d'argent*» que les 600.000 euros avancés par l'ancien ministre lors de ses aveux du 2 avril. Il ajoute que «*l'on revient souvent à cette somme de 15 millions d'euros*». D'ailleurs, ce montant avait déjà été avancé par le site Mediapart .

Le journaliste explique sur i-Télé qu'il tient ces informations de banques privées genevoises qui veulent rester discrètes. «*Elles se sont méfiées car Jérôme Cahuzac faisait partie de ce que l'on appelle les PEP, les "personnes exposées politiquement", elles ont donc refusé car c'était trop sensible pour elles. C'est pourquoi M. Cahuzac s'est retourné vers cette structure qui s'appelle Reyl et qui a finalement organisé le montage*», explique le journaliste.

Mais ce montant paraît très modeste aux yeux de nombreux spécialistes, compte tenu des frais facturés pour de telles opérations. Darius Rochebin explique ainsi que pour «*tous ces montages financiers, on dit que le ticket d'entrée est d'un million au minimum. Pour organiser un montage à Singapour et que cela vaille la peine d'un point de vue financier, 600.000 est de l'avis général une somme trop modeste*». lefigaro.fr 07.04

Les paradis fiscaux n'existent pas !

1- Le cas du Luxembourg, membre de l'Union européenne.

Le Luxembourg est prêt à modifier les règles régissant le secret bancaire et à coopérer plus étroitement avec les autorités fiscales étrangères, a annoncé son ministre des Finances, Luc Frieden, une déclaration saluée par son homologue allemand.

"*Le Luxembourg n'est pas un paradis fiscal*", a assuré Luc Frieden dans un entretien publié par le Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung, un journal allemand.

Le Luxembourg et l'Autriche sont aujourd'hui les deux seuls Etats de l'Union européenne qui refusent de communiquer aux autres pays membres l'identité des titulaires étrangers de comptes bancaires dans leurs établissements financiers. Reuters 07.04

Si un pays dont les détenteurs de comptes bancaires peuvent être anonymes n'est pas un paradis fiscal, cela signifie qu'il n'existe pas de paradis fiscaux sur terre, peut-être dans les cieux, même pas au Vatican !

2- Le cas de la Suisse, à l'origine des paradis fiscaux et qui leur a servie de modèle par la suite.

Plusieurs sources indiquent que Reyl & Cie, dotée d'une licence bancaire depuis novembre2010, est l'"*officine*" à laquelle des dizaines de "VIP" français – hommes politiques de droite comme de gauche, grands industriels et entrepreneurs – se sont durant des décennies adressés, en toute confiance.

Pour le fondateur, Dominique Reyl, 75 ans, un Français diplômé d'HEC qui dispose d'un large carnet d'adresses dans l'Hexagone, et son fils François, qui a pris le relais en 2002, les dégâts d'image sont déjà considérables.

Dans ce contexte explosif, les documents obtenus par Le Monde et le consortium ICIJ, dans le cadre de l'opération "*OffshoreLeaks*", enfoncent encore plus le clou. Ils permettent de retracer la manière dont la banque a mis en place des parades pour protéger ses clients non déclarés. Ceci alors que le secret bancaire helvétique s'amenuisait de jour en jour, à la suite du scandale UBS aux Etats-Unis et des pressions des pays du G20 pour que la Suisse abandonne le secret bancaire en matière d'évasion fiscale.

Ces documents montrent aussi comment Reyl & Cie a organisé la transhumance hâtive des comptes "*problématiques*" à Singapour, dont celui de M.Cahuzac, déposé là-bas dans la filiale de la banque privée suisse Julius Baer.

Si aucun nom ne figure sur ces données pour l'instant, on y apprend que, entre septembre 2008 et mars 2009, Reyl a créé six sociétés aux Seychelles. Ces entités (Wind Charm Corporation, Fame Eagle Corporation, Oceania City International Inc., Sunny Ridge Group Limided, Jade Green Investments Limited, Moonlite Overseas LTD), qui masquaient des comptes, étaient détenues via des actions au porteur, un dispositif dénoncé par l'OCDE qui empêche toute identification de leur ayant droit économique. Interrogée sur ces montages offshore, la banque Rey a fait savoir, par sa chargée de communication, qu'"*elle ne commente pas l'actualité quand cela part dans tous les sens comme aujourd'hui*".

Un expert, familier du fonctionnement de Reyl, a accepté de décrypter ces données sous couvert d'anonymat. Il explique que "*ces structures achetées aux Seychelles ont été mises à disposition des clients qui ne souhaitaient pas voir leur compte déménager à Singapour*". D'autres sociétés, qui ne figurent pas dans les données informatiques récupérées, auraient également été créées

aux îles Vierges britanniques, à Panama et au Costa Rica.

Le but, avec ces sociétés, était aussi de permettre aux clients d'échapper à l'impôt à la source sur les revenus de l'épargne : seuls les comptes nominaux étant concernés, abriter les comptes dans des sociétés permettait d'échapper au fisc.

Pour les clients qui ont accepté de déplacer leur fortune non déclarée en Asie, Reyl a ouvert en mars 2009 une filiale à Singapour (Reyl Singapore PTE LTD), dix jours avant la décision historique de la Suisse d'adopter les standards de l'OCDE en matière d'échange fiscal.

Le 13 mars 2009, Berne acceptait ainsi de lever le secret bancaire en matière d'évasion fiscale, pourvu qu'une autorité fiscale en fasse la demande.

En août 2009, une convention révisée de double imposition était signée avec la France, permettant dès le 1er janvier 2010 ces échanges d'informations. "*Une course contre la montre s'est alors déclenchée pour évacuer tout ce qu'on ne pouvait pas garder à Genève. Durant trois mois, toute l'équipe a été mobilisée. François Reyl a fait lui-même le tour des clients non déclarés*", raconte l'expert.

N'ayant jusqu'alors aucune présence à Singapour, Reyl a d'abord fait appel à Swiss-Asia Financial Services Limited, une "*plate-forme de booking*" (un prestataire proposant des adresses et des locaux), dirigée par d'anciens banquiers suisses.

Tous les comptes gênants ont été clôturés à Genève, dans les différentes banques dépositaires de Reyl (dont UBS, Julius Baer et Credit Suisse). Et les ponts avec Reyl ont apparemment été coupés. "*Officiellement, c'est Swiss-Asia qui gérait les comptes, mais elle continuait à recevoir des instructions d'investissements de la part de Reyl, sans traces écrites*", poursuit l'expert.

En juin 2010, face au nombre important de comptes à transférer, Reyl & Cie a été contrainte de demander une licence de gestion de fonds à Singapour. Les comptes des clients ont alors été reversés dans diverses banques, dont des établissements singapouriens.

Il ressort des documents "*OffshoreLeaks*" qu'un certain Charles Bok a supervisé l'opération de repli vers la place financière asiatique, alors considérée comme moins perméable aux demandes d'entraide que la Suisse. Selon nos informations, il s'agit d'un gestionnaire de fortune belge, arrivé une année auparavant chez Reyl, avec de nombreux clients belges non déclarés.

Sur son site Internet, Reyl sert un tout autre discours pour expliquer cette ruée vers l'Asie au moment de la levée partielle du secret bancaire suisse. Elle explique que ce développement est essentiellement motivé par le fait de se mettre au service des fortunes asiatiques, et de profiter "*de l'essor économique et de la création de richesse dans cette zone*". Une explication qui fait sourire l'expert : "*La raison principale c'est que Reyl ne pouvait plus garder toutes ces patates chaudes à Genève.*"

Ce grand déballage a de quoi donner des sueurs froides aux clients non déclarés de Reyl. Car la justice ne compte pas s'arrêter en si bon chemin: une demande d'entraide judiciaire a été adressée à Singapour. Et, comme l'a appris Le Monde, un banquier genevois, témoin privilégié entendu à Annecy, le 13 février, par la police judiciaire dans le cadre du dossier Cahuzac, a récemment été contacté par le service national de la douane judiciaire française.

Les douaniers s'intéressent à la manière dont des mallettes d'argent "*cash*" ont pu être transportées entre la Suisse et la France, dans le cadre d'opérations de compensation. Le banquier a déjà désigné Hervé Dreyfus, le gestionnaire de fortune de M. Cahuzac, demi-frère de Dominique Reyl, et également conseiller patrimonial de Nicolas Sarkozy, dans le rôle de porteur occasionnel de valises. Il est aussi prêt à évoquer le rôle d'autres apporteurs d'affaires pour le compte de Reyl, dont certains avocats français agissant au nom de prestigieux clients.

Des observateurs s'attendent à ce que de nombreux clients de la filiale de Reyl en France quittent précipitamment le navire.

Par ailleurs, il est apparu que le publicitaire Jacques Séguéla a confié depuis des années la gestion de sa fortune à Dorothée Marty, la présidente de Reyl France. Contacté par Le Monde, M. Séguéla a confirmé cette relation financière, précisant toutefois que son argent était déposé à la Barclays à Paris. Il assure n'avoir jamais eu de compte en Suisse, et avoir "*le cœur tranquille*". lemonde.fr 06.04

Nous retiendrons de cet article, que chaque fois les banquiers couvrant les opérations illégales de leurs clients ont été informés à l'avance des modifications à venir dans la réglementation financière internationale, de telle sorte que cela leur laissait le temps d'organiser "*la transhumance hâtive*" de ces comptes vers d'autres paradis fiscaux encore plus opaques, "*considérée comme moins perméable aux demandes d'entraide*" de la police judiciaire de certains pays ou encore, moins sur les feux de la rampe de l'actualité et ainsi de suite.

Les institutions rejetées.

Les sous-titres sont du site.

Pourquoi ce titre, parce que contrairement aux opportunistes qui vont se faire une gorge chaude de ce résultat pour justifier leur politique, il est avant tout le fait de l'abstention massive, il exprime le rejet de toute proposition politique venant de l'exécutif, de l'Etat, des partis institutionnels, car chacun avait le choix entre deux réponses opposées, se prononcer pour ou contre cette fusion de ces deux départements.

L'UMP explique le contraire, mais que vaut une analyse de ce parti qui était engagé jusqu'au cou dans le oui à ce projet de fusion, les "*débats sur les questions institutionnelles, ça n'intéresse pas nos concitoyens*" ? De son point de vue il n'a pas tort, les questions institutionnelles n'intéressent pas les citoyens quand ils estiment qu'ils n'ont rien de bon à en attendre dans un sens ou un autre, mais maintenant proposons-leur une politique qui rompt radicalement avec ce qu'ils ont toujours connu ou les discours des uns et des autres et dans laquelle ils se reconnaîtraient et il y a fort à parier qu'ils s'y intéresseraient vivement pour qu'elle triomphe.

Tout a toujours été fait pour écarter les travailleurs de toutes les questions politiques relevant de la Constitution ou des institutions, alors qu'elles remplissent un rôle décicive dans leur vie de tous les jours, ce qui est quand même extraordinaire, on peut observer quotidiennement qu'absolument tous les partis s'emploient minutieusement à en détourner les travailleurs, alors que l'issue à la crise du capitalisme se situe là et pas ailleurs.

Quand ils l'abordent, c'est sur un plan purement nationaliste, souverainiste, populiste, ainsi ils offrent sur un plateau à certaines ordures (Sapin) la possibilité de se livrer à un amalgame avec l'extrême droite qui se situe effectivement sur le même terrain, la défense de l'Etat bourgeois tel qu'il existe face à l'Union européenne. Nous, nous ne tombons pas de ce piège en situant tout rejet des mesures politiques proposées par l'Etat dans la perspective d'une République sociale débarrassée du capitalisme, de la révolution socialiste, terrain sur lequel on ne risque pas de se retrouver en concurrence avec l'extrême droite.

Voilà ce qui arrive à ceux qui refusent ou qui ne sont plus capables de mener le combat politique le drapeau de la révolution socialiste déployé.

Nous ne disposons que des résultats partiels de ce vote(il est 14h en Inde) , il ressort que c'est uniquement l'abstention qui a fait gagné le non, à tel point que le M'PEP qui s'est empressé de titrer *Victoire de la démocratie en Alsace !* n'a pas fourni le moindre chiffre dans son article, misérable manipulation de staliniens repentis aux méthodes réchauffées... A suivre.

La fusion du conseil régional d'Alsace avec les deux conseils généraux du Haut-Rhin et du Bas-Rhin n'aura pas lieu. Des résultats partiels du référendum de dimanche créditent le "non" d'une victoire par 56,44 % des voix dans le Haut-Rhin, dans un contexte de très faible mobilisation des électeurs. Les électeurs Bas-Rhinois y seraient en revanche favorables à près de 67 %, mais l'abstention a également été très forte.

Il fallait, pour faire passer le projet, que les votes positifs représentent plus de la moitié des suffrages et au moins 25 % des électeurs inscrits dans chacun des départements. Or la participation aurait été de 36 % dans le Bas-Rhin, et de 37 % dans le Haut-Rhin.

Des sondages sur mesure.

Censé, selon ses partisans, renforcer le poids de l'Alsace, le "oui" partait pourtant favori. Un sondage publié début mars donnait près de trois-quarts de "oui" pour un quart de "non", même si le camp des opposants était déjà plus fort dans le sud de l'Alsace.

Quelle chance pour vous et votre camp !

"Quand on a des débats sur les questions institutionnelles, ça n'intéresse pas nos concitoyens. Quand on vote pour une personne ou un parti, ça intéresse davantage", a commenté à Strasbourg le président (UMP) du Conseil général du Bas-Rhin, Guy-Dominique Kennel.

Le PS regrette que l'UMP n'ait pas fait son boulot.

Le Parti socialiste a estimé dimanche soir que ce rejet était "la conséquence d'un manque de dialogue". "La 'majorité alsacienne' conduite par l'UMP n'a pas su fédérer autour de ce projet excluant de fait plusieurs territoires et familles politiques", a commenté dans un communiqué Alain Fontanel, secrétaire national du PS chargé des fédérations. lemonde.fr 07.04

Les Corses, interrogés sur une fusion identique en 2003, à l'initiative du gouvernement, avaient voté "non" à près de 51%. Reuters 07.04

Les partisans de cette fusion ont mis ce résultat sur le dos de la crise, du chômage et de l'affaire Cahuzac, ce n'est pas faux, ils sont les révélateurs de la pourriture d'un régime qui ne peut pas vraiment inspirer confiance.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Japon

De l'eau radioactive semble avoir fui d'un autre réservoir de stockage souterrain de la centrale nucléaire japonaise de Fukushima Daiichi, a annoncé dimanche son exploitant, la compagnie Tokyo Electric Power (Tepco).

La fuite semble ne pas être trop importante, précise Tepco. Samedi, la compagnie avait annoncé que 120 tonnes d'eau radioactive étaient susceptibles d'avoir fui d'un autre réservoir situé à proximité de celui-ci.

La centrale a subi ces derniers temps une série de fuites et de problèmes de refroidissement.

Vendredi, Tepco avait annoncé que le mécanisme de refroidissement du réacteur n°3 avait cessé de fonctionner pendant trois heures. Reuters 07.04

SOCIAL

1- Portugal

Le Premier ministre du Portugal, Pedro Passos Coelho, a annoncé dimanche soir que les dépenses publiques seraient réduites pour compenser l'invalidation par la Cour constitutionnelle de plusieurs mesures de son plan d'austérité et respecter les objectifs budgétaires du pays. Reuters 07.04

2- Espagne

Des jeunes Espagnols ont manifesté par centaines dimanche à Madrid, dans plusieurs autres villes d'Espagne et devant des ambassades à l'étranger, contre le chômage qui les oblige souvent à s'exiler pour chercher un emploi.

Au rythme des sifflets et des tambours, des centaines de manifestants ont défilé à Madrid derrière une grande banderole portant les mots : "*Nous ne partons pas, ils nous jettent dehors*"; et en criant : "*Nous ne voulons pas partir*".

"*Nous voulons dénoncer l'exil forcé auquel sont contraints les jeunes espagnols à cause du manque de travail*", a expliqué Mikel Revuelta, un porte-parole de Juventud sin Futuro.

Le collectif a rassemblé plus de 7.000 courts témoignages d'Espagnols qui pensent quitter le pays ou sont déjà partis, accessibles sur une carte du monde interactive publiée sur internet.

Ils racontent par exemple l'histoire d'un médecin qui travaille comme serveur et guide touristique en République dominicaine, ou celle d'un moniteur de ski en Islande.

Alors que l'Espagne affiche un taux de chômage de 26%, les jeunes sont très durement frappés, avec un taux de 55% chez les 16-24 ans.

La difficulté à trouver du travail conduit de très nombreux jeunes Espagnols, souvent diplômés, à partir tenter leur chance à l'étranger, notamment en Allemagne, en Grande-Bretagne ainsi qu'en Amérique Latine.

70 pour cent des Espagnols de moins de 30 ans pensent partir s'installer à l'étranger, selon une étude publiée en février par le Real Instituto Elcano, un institut de recherche. AFP 07.04

ECONOMIE

Japon

Après la planche à dollars et euros, voilà le temps venu de celle à yens !

La Banque du Japon (BoJ) devrait acheter pour 1.200 milliards de yens (9,5 milliards d'euros) d'emprunts d'Etat japonais la semaine prochaine en ciblant des titres dont l'échéance est distante de plus de cinq ans, rapporte dimanche le quotidien économique Nikkei.

La banque centrale prévoit de procéder en avril à cinq achats d'un montant total de 6.200 milliards de yens. Par la suite, elle réaliserait chaque mois pour environ 7.500 milliards d'achats en six opérations, précise l'article, qui ne cite pas ses sources.

La BoJ a annoncé jeudi une refonte de sa politique monétaire avec pour objectif d'injecter près de 1.100 milliards d'euros de liquidités en deux ans dans l'économie nippone par le biais d'achats d'obligations d'Etat. Reuters 07.04

Haut de page

Le 9 avril 2013

CAUSERIE

J'ai commencé à archiver les articles de mars dans les différentes pages d'accueil du site, c'est ingrat, long, laborieux. J'ai retiré de la page d'accueil les titres de mars, histoire qu'on y voie plus clair, mais ils ne sont pas tous archivés, d'ici deux jours. J'ai beaucoup de mal à travailler avec la chaleur et la nuit précédente ils n'ont pas arrêté de couper le courant... Mais bon, il y a pire sur terre...

Tout ce que compte le vieux monde de pourritures rend hommage à Thatcher, l'article de presse que j'ai mis en ligne en est l'illustration. On y reviendra peut-être demain, quand les dirigeants du PS auront séché leurs larmes. J'ai téléchargé un témoigne qui vaut son pesant d'or, vous pouvez ajouter dur, signé Jean-Louis Bianco, ancien secrétaire général de l'Elysée sous François Mitterrand. Quand le clan de la réaction perd l'un des siens, c'est un jour de fête pour tous les opprimés de la planète !

Personnalité insignifiante et inconnue, elle fut invitée à participer à une réunion du groupe Bilderberg, trois ans plus tard elle devenait Premier ministre et appliquait d'une main de fer la politique néolibérale définie par ses pairs.

POI. Les opportunistes démasqués.

Titre : Les électeurs ont refusé la collectivité unique d'Alsace (7 avril)

- "*Échec retentissant pour le référendum sur un projet de fusion des collectivités départementales et régionale d'Alsace. Les résultats pratiquement définitifs ont montré que les électeurs du département du Haut-Rhin ont massivement rejeté le projet. Dans le département du Bas-Rhin le oui l'a emporté, mais sur la base d'une très forte abstention.*

Qu'en est-il vraiment ? Le POI a la manoeuvre.

En réalité, l'abstention a été du même ordre de grandeur à 1% près ! En définitif, 2,07%, info parvenue plus tard il faut préciser.

Le Monde du 8 avril : " *la participation aurait été de 36 % dans le Bas-Rhin, et de 37 % dans le Haut-Rhin.*"

Les faits.

Même source : "*Des résultats partiels du référendum de dimanche créditent le "non" d'une victoire par 56,44 % des voix dans le Haut-Rhin, dans un contexte de très faible mobilisation des électeurs. Les électeurs Bas-Rhinois y seraient en revanche favorables à près de 67 %, mais l'abstention a également été très forte.*"

J'ai réussi à me procurer les résultats définitifs par l'AFP : 35,11 % de participation dans le Bas-Rhin et 37,18 % dans le Haut-Rhin .

A l'arrivée, le département du Haut-Rhin a voté non à 55,74 %. Le département du Bas-Rhin a voté pour à 67,53 %, mais n'atteint

pas le chiffre des 25 % d'inscrits favorables (23,71 %). Le projet ne verra donc pas le jour.

On a bien confirmation que le taux d'abstention a été sensiblement le même dans les deux départements.

Allons plus loin et enfonçons le clou. 1 267 703 d'électeurs étaient inscrits en Alsace, se répartissant ainsi. (source : www.lalsace.fr) :

- Le Haut-Rhin qui comptait 519 575 électeurs inscrits a voté non à 55,74 %. Participation : 37,18 %.

- Le Bas-Rhin qui comptait 748 128 électeurs inscrits a voté oui à 67,53 %. Participation : 35,11 %. (22,90% des inscrits)

Si la barre de participation fixée à 25% des voix exprimées n'avait pas existé, au total des voix exprimées le oui l'aurait emporté.

Pour m'en assurer je me suis livré à un calcul de CM1 qu'un dirigeant du POI pourra vérifier :

Haut-Rhin

Non - 519 575 X 37,18 % X 55,74 % = 107677 voix
Oui - 519 575 X 37,18 % X 44,26% = 85500 voix

Bas-Rhin

Non - 748 128 X 35,11% X 32,47% = 85288 voix
Oui - 748 128 X 35,11% X 67,53 % = 177379 voix

Total oui : 262879 voix
Total non : 192965 voix

Dans le Haut-Rhin, 25% des inscrits représentaient 129893 voix
Dans le Bas-Rhin, 25% des inscrits représentaient 187032 voix

Soit au total : 316925 voix

Comme dirait l'autre, il n'y a pas photo ! Accablant, non ?

En réalité, c'est uniquement l'abstention, le rejet de toute mesure relevant des institutions et soutenue par ses principaux partis qui est le véritable vainqueur de ce référendum. Ce qu'il ne faut surtout pas ébruité, car cela va à l'encontre de la politique opportuniste du POI qui refuse obstinément d'axer son combat politique contre les institutions de la Ve République. Au bout du compte, qu'il s'agisse de la politique, des méthodes, de leurs dirigeants, POI, NPA, LO et FdG sont tous à mettre dans le même sac.

Désolé sincèrement pour nos petits camarades du POI, vos dirigeants sont de sacrés manipulateurs et ils viennent une nouvelle fois d'en faire la démonstration, il leur faut par n'importe quel moyen justifier leur politique, ils sont ainsi, demandez-vous pourquoi, ce que cela recouvre, vous allez tomber de haut, c'est un certain Pierre Lambert qui leur a enseigné...

Et le M'PEP n'avait pas hésité à titrer : *Victoire de la démocratie en Alsace !* , avec une telle conception de la démocratie il y a de quoi s'inquiéter sur la nature de ce mouvement et ses véritables intentions.

En conclusion, je ne remets évidemment pas en cause cette bataille à laquelle il fallait participer, toutefois sur une autre ligne politique, ce que je dénonce c'est la présentation des résultats de ce référendum, sciemment tronqués, et l'interprétation qui en a été donnée à la limite de la falsification (POI) ou purement frauduleuse (M'PEP), car il aurait fallu souligner, non seulement qu'au total des voix exprimés le oui l'avait emporté, mais que sans l'affaire Cahuzac qui a éclaté quelques jours plus tôt, il est quasi certain que la barre des 25% d'inscrits aurait été franchie.

La manière dont le POI et le M'PEP ont rendu compte de ce référendum n'est pas franchement à leur avantage, cela ne vous fait pas penser aux médias que nous ne cessons de dénoncer, dont les masses se méfient comme la poisse au même titre que tous les partis, les institutions ? A juste titre.

Nous sommes les otages de ces dirigeants qui ont confisqué le socialisme et les partis ouvriers pour leur propre compte et dont les intentions et les objectifs politiques ne peuvent pas être les mêmes que les nôtres.

La réalisation de cet article m'a pris trop de temps pour m'occuper d'un autre sujet le "*coup de balais*" de Mélenchon, la réponse

de Laurent et la manière dont le POI l'a présentée, ce sera pour demain. Mais est-ce bien nécessaire ? Vous avez l'article de Libération paru le même jour (le 5 à 16:41), en voici le titre : *Pierre Laurent (PCF) préfère le «coup de braquet à gauche» au «coup de balai»* , il s'agissait d'une interview de Laurent, il vous suffit de comparer son contenu avec l'article qui figure dans le portail national du POI où ils ont interprété une citation qu'ils ont tronquée.

En deux mots parce que cela me démange, je ne supporte pas les manipulateurs, ils me dégoûtent, ils ont titré : *Mélenchon propose une « marche citoyenne pour la VIe République » et pour « une Constituante » le 5 mai*, puis vient la citation de Laurent laissant à penser qu'il est sur la même longueur d'onde que Mélenchon, qu'il est favorable à son "*coup de balai*", pas du tout, il dira "*Ce n'est pas l'expression que je privilégie. Je préfère un grand coup de braquet du gouvernement vers la gauche pour organiser un nouveau contrat politique.*", quant à la tarte à la crème de la Constituante, il enfoncera le clou en précisant "*On peut engager un processus constituant immédiat sans appeler à une dissolution de l'Assemblée nationale*", bref, une bien mauvaise farce, on le savait depuis longtemps.

Pour finir, une précision importante, je tiens à préciser que la citation qui a été reprise par le POI est extraite de cette interview, je vous invite à le vérifier vous-même, j'y tiens, on ne traite pas des dirigeants de manipuleurs sans preuve, et je refuse qu'on me fasse confiance sur quoi que ce soit, j'y tiens aussi. C'est si facile de tromper les militants, de se faire passer pour ce qu'on n'est pas, pour ce qu'on voudrait qu'on nous prenne, c'est franchement dégueulasse, répugnant. Bon, je n'aurai pas à écrire cet article demain.

ACTUALITE EN TITRES

Milton Friedman, Ronald Reagan, Margaret Thatcher, Georges Bush : c'est leur modèle idéologique.

- Le thatchérisme, une idéologie radicale devenue la norme - Reuters

- Pourquoi l'héritage politique de Margaret Thatcher est tout sauf réductible à son libéralisme économique - Atlantico.fr

- Thatcher: symbole d'un ultralibéralisme qui a mené à la crise actuelle - AFP

Un ennemi insaisissable qui n'en est pas un.

- La lutte contre le secret bancaire peine à passer à la vitesse supérieure - AFP

- L'Autriche risque l'isolement sur le secret bancaire - Reuters

- Loi américaine contre l'évasion fiscale: difficile à appliquer - L'Expansion.com

Toujours plus fort.

- Record de faillites en Espagne au premier trimestre - Reuters

Les charrettes du jour.

- Liquidation de deux sites de fabrication de meubles - Reuters

- 280 emplois menacés par le dépôt de bilan du constructeur automobile Heuliez - 20minutes.fr

- Plan social en vue chez Virgin Megastore, en l'absence d'une reprise globale - AFP

Normal, il avait le choix entre 73 paradis fiscaux !

- Affaire Cahuzac: son avocat dément les 15 millions d'euros en Suisse - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le portefeuille est à droite, que l'on partage l'idéologie de la droite, on est de droite, pas de gauche.

Le ministre délégué à la Consommation, Benoît Hamon, a condamné lundi l'appel à une manifestation "*coup de balai*" par le leader du parti de Gauche Jean-Luc Mélenchon, estimant qu'elle visait à diviser la gauche et risquait de favoriser une montée de l'extrême droite.

(La montée de l'extrême doite, c'est votre politique qui s'inscrit dans la continuité de celle de l'UMP qui la favorise, politique qui est de droite. - Ndlr)

"*La gauche doit être collective (...) appeler à une manifestation coup de balai contre la gauche, ça rompt avec toutes les traditions, toute l'histoire de la gauche*", a souligné le ministre interrogé sur RTL.

(Ne parlez pas de ce que vous ne connaissez pas ou de ce qui vous est étranger, s'il vous plaît. Mais si vous y tenez, la gauche dont vous parlez était corrompue par le capitalisme depuis près d'un siècle au point de ne jamais l'avoir réellement combattu, encore moins vaincu, au point que cette gauche est devenu l'un des principales piliers du régime en place qu'il nous faut renverser. - ndlr)

Une telle manifestation de protestation contre le gouvernement "*divise la gauche et, en divisant la gauche, on peut être sûr du résultat : A la fin, ceux que nous sommes censés représenter dans l'espace politique, les classes populaires, ceux qui vivent avec 1.000 euros, ceux qu'ont pas de boulot, seront les dindons de la farce*", a souligné le ministre. AFP 08.04

Basta, bas les pattes, vous ne nous représentez pas ! Alors que chaque jour des travailleurs sont jetés à la rue avec la bénédiction de ce gouvernement, assez, dehors ce gouvernement des capitalistes !

A vous dégoûter d'être de gauche, de la gauche de la gauche, d'extrême gauche, alors soyez révolutionnaire et combattez pour le renversement des institutions de la Ve République, pour une République sociale, pour le socialisme !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

Le Portugal entend maintenir le cap de l'austérité fixé par ses créanciers internationaux en dépit des critiques provoquées par l'annonce de nouvelles coupes budgétaires, qui doivent compenser les mesures du budget 2013 que la Cour constitutionnelle vient de rejeter.

Le gouvernement portugais va devoir couper dans les dépenses de santé ou l'éducation pour atteindre les objectifs du plan de sauvetage, après l'invalidation de mesures d'austérité dans les services publics.

Le gouvernement portugais va devoir couper dans les dépenses de santé ou l'éducation pour atteindre les objectifs du plan de sauvetage, après l'invalidation de mesures d'austérité dans les services publics.

La Cour constitutionnelle a censuré vendredi la baisse programmée des primes de vacances dont bénéficient les fonctionnaires et les retraités. De même, les diminutions des indemnités-maladie et des indemnités-chômage ont été jugées contraires à la Constitution. Les hausses d'impôts d'une ampleur sans précédent ont en revanche été validées.

Cet arrêt risque de creuser le fossé entre une fonction publique qui semble protégée et un secteur privé mis à mal par une récession sans précédent depuis les années 70.

Bien que leurs traitements aient baissé plus vite que ceux des salariés du privé, les fonctionnaires gagnent encore deux fois plus en moyenne.

Tous pâtissent néanmoins d'une hausse sans précédent de la fiscalité mise en oeuvre depuis janvier et la plupart des économistes tablent sur de nouvelles mesures d'austérité qui risquent d'aggraver ou de prolonger la récession.

La parade trouvée par le Premier ministre consiste à accélérer les coupes dans les budgets de la Santé, l'Éducation et la

Sécurité sociale, a déclenché un flot de critiques de la part de l'opposition de gauche et des syndicats, qui craignent que ces réformes ne sonnent le glas de l'Etat-providence.

Les partenaires européens du Portugal - notamment le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble - se sont empressés de rappeler la nécessité de maintenir le cap de la rigueur et donc de prévoir de nouvelles réductions des dépenses publiques.

La Commission européenne a quant à elle invité le Portugal à rester fidèle aux mesures d'austérité prévues par ses créanciers internationaux s'il veut disposer de plus de temps pour rembourser les prêts liés à son plan de sauvetage.

Si elle l'a fragilisé, la décision de la Cour constitutionnelle n'a toutefois pas causé la perte du gouvernement. "*L'essentiel, c'est qu'il n'y a pas de crise politique, que le gouvernement reste en place et qu'il n'est pas prévu de renégocier les objectifs du plan de sauvetage. Les choses auraient pu tourner beaucoup plus mal*", souligne Filipe Garcia, directeur d'Informaçao de Mercados Financieros, une société de conseil de Porto.

Les observateurs évoquent le gel des investissements dans le système hospitalier et la réduction des remboursements, qui permettrait de dégager des centaines de millions d'euros.

"*Le fossé budgétaire qui s'ouvre est assez large, mais pas impossible à combler avec d'autre mesures*", écrivent quant à eux les analystes de Citi, selon lesquels l'arrêt de vendredi pourrait toutefois retarder le retour du Portugal sur les marchés. AFP et Reuters 08.04

Haut de page

Le 10 avril 2013

CAUSERIE

Apparemment je m'étais planté dans les dates des causeries des derniers jours, j'avais préparé le boulot sur plusieurs blocs-notes et j'ai mélangé les dates. Nous sommes bien le 10 avril !

Les réflexions que m'a inspiré hier soir le mouvement ouvrier, après avoir pris connaissance de l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi retranscrivant l'accord patronal du 11 janvier 2013.

J'appelle tous les militants à refuser de participer à toute campagne en direction des élus du PS ou d'autres partis, de Hollande et son gouvernement, pétition, adresse, lettre, délégation, à rejeter tout mot d'ordre dans leur direction, toute politique les associant, toute perspective qui les incluerait, aucun soutien à leurs candidats aux prochaines élections, pas une voix.

(En me relisant mercredi après-midi, j'ai supprimé deux paragraphes trop explicites et violents pour être compris par les militants.)

S'adresser aux élus ou aux députés du PS témoigne de la formidable régression politique du mouvement ouvrier qui a été orchestrée par tous les partis depuis 70 ans. On atteint le niveau théorique et politique zéro !

Quand on arrive à un tel constat, on se pose des questions sur les moyens dont on dispose pour remédier à cette situation, est-ce encore possible, on peut en être profondément choqué et sombrer dans le désespoir devant l'immensité de la tâche qui nous attend, en même temps on se dit qu'il suffit parfois de peu de chose pour qu'une situation qui semblait désespérée bascule dans son contraire, que la magie de la dialectique opère favorablement, s'il est vrai qu'on est davantage habitué au pire, on sait aussi que le meilleur peut également se manifester au détour d'une expérience, d'un évènement révélateur qu'il existe autre chose que les désirs ou les illusions auxquelles on se raccrochaient naïvement ou inconsciement jusque là, je ne vous raconte pas d'histoire, cela se produit au cours de la vie de chacun d'entre nous pour peu qu'on soit apte à saisir ces moments et à en tirer des enseignements.

Tout cela n'est pas sérieux, c'est faire preuve de crasse ignorance de l'histoire de la lutte des classes au XXe siècle ou baigner en pleine inconscience que d'attendre quelque chose de partis qui n'ont eu de cesse de creuser notre tombe, cela tient du délire, aucun travailleur censé ne devrait faire confiance à de tels militants ou partis.

Quand je travaillais en France, en dehors de mon salaire que j'attendais à la fin du mois, jamais je n'ai espéré quelque chose d'autres d'un patron. Quant à l'Etat et ses institutions, ses partis, en dehors des impôts qu'ils me réclamaient, je n'en ai jamais attendu davantage non plus. Dans tous les cas, je savais que je ne devais compter que sur moi-même pour m'en sortir ou améliorer mon sort, et lorsque ce n'était pas possible je me disais que tel était le sort que m'avait réservé leur société et qu'il en serait ainsi temps qu'elle existerait. Si on avait inculqué les mêmes rapports aux travailleurs et aux militants, on n'en serait sans

doute pas là aujourd'hui.

Parfois on se demande à quoi bon dépenser tant d'efforts, passer autant de temps, déployer autant d'énergie, sacrifier une partie importante de son existence à expliquer en long en large et en travers, sous tous les angles possibles et imaginables quelque chose d'aussi simple à saisir sans résultat, en vain.

Je vous parle très simplement, je ne tourne pas autour du pot, je suis direct, je vous livre ce que m'inspire la situation en me disant que je ne dois pas être le seul à penser ainsi. J'ai les ressources suffisantes pour dépasser ce constat et me projeter au-delà, mais ce n'est pas le cas de bien des militants qui dépriment gravement, qui n'y croient plus, certains capitulent, d'autres cessent le combat tout en observant ce qui se passe d'un oeil distrait, c'est compréhensible et bien triste.

Je vais leur dire un truc qui ne va peut-être pas leur remonter le moral mais qui ne les achèvera pas en tous cas. Ceux qui s'adressent aux élus du PS et au gouvernement, à Hollande, ils sont une infime minorité, ils ne représentent pas la classe ouvrière qui les méprisent, je parle des dirigeants du PS, les travailleurs refusent de marcher dans cette combine pourrie qui consiste à s'adresser à leurs bourreaux, ce sont eux qui formeront le gros des troupes qui le moment venu se lanceront à l'assaut des institutions, gardez confiance en eux en toute occasion. N'oublions pas que la "majorité" PS à l'Assemblée nationale n'a été élue qu'avec 25% des voix des électeurs inscrits en 2012. On pourrait faire un parallèle avec le référendum qui vient d'avoir lieu en Alsace ou le oui n'a pas franchi la barre des 25%. La majorité des travailleurs ne se reconnaissent pas dans ce parti, et aucun autre, ils le rejettent, ils ne se déplacent même pas pour leur signifier, ils les méprisent, les institutions avec.

Pour se détendre un peu et on terminera par là, en balayant le jardin cet après-midi (mardi) une formule m'est venue à l'esprit que je ne pense pas avoir lue quelque part et qui m'a fait sourire, ouais tout seul dans le jardin, moi aussi on va me prendre pour un dingue !

Quotidiennement quand j'ai terminé d'actualiser le site, après j'ai encore un certains nombre de corvées qui m'attendent, je suis crevé mais je dois m'y coller, je n'ai pas le choix. En voyant les feuilles mortes qui parsemaient le jardin, j'ai été pris de découragement, je me suis dit : merde aujourd'hui je n'enlèverai que les feuilles de tecks, elles sont énormes, c'est rapide en cinq minutes ce sera bâclé. Puis commençant à les ramasser, cela m'a fait chié de voir qu'il y avait plein de feuilles mortes et de fleurs fânées partout, je me suis dit que cela faisait dégueulasse, du coup avec mon balais indien j'ai finalement tout nettoyé, et c'est là que cette formule a surgi de nulle part : qu'est-ce qu'un anarchiste adepte de l'ordre et de la discipline : un communiste ! Elle est courte mais elle me plaît bien. Et elle est juste surtout. Je la dédie à tous les camarades communistes, spécialement à l'un d'entre eux à qui je pense toujours.

Qui a dit ?

A propos du "*projet de loi de sécurisation de l'emploi*" adopté hier par l'Assemblée nationale.

1- "*Le vote de ce texte fera date. C'est une petite révolution. La démocratie représentative et la démocratie sociale ont réussi leur mariage*"

Réponse : Annick Lepetit, porte-parole du groupe PS.

2- "*Ce texte est dans la ligne de ces grands moments qui ont marqué de grands progrès*"

Réponse : Michel Sapin.

Ils sont bien de droite, le cynisme c'est la marque de la pourriture extrême, du mépris.

Parole d'internaute

A propos du "*projet de loi de sécurisation de l'emploi*" adopté hier par l'Assemblée nationale.

- "*Ca, c'est pour ceux qui croyaient que le Pingouin était de gauche, même Sarko ne l'avait pas fait et bien... Hollande et Ayrault, eux, sans aucun scrupule, vous la glisse bien profond. Dorénavant vous toucherez moins en travaillant plus pour essayer de sauver votre entreprise en difficulté pour finalement finir par vous faire virer quand même à la fin.*"

C'était couru d'avance, nous le savions, vous enfoncez des portes ouvertes, il faut aller plus loin maintenant et en tirer des enseignements politiques, c'est la moindre des choses, c'est élémentaire.

Pas à la manière du Front de gauche, du POI, du M'PEP et bien d'autres organisations ou groupes opportunistes qui continueront de s'adresser au PS, à ses élus, ses ministres comme si rien ne venait de se produire, rien depuis plus d'un demi-siècle en

réalité. C'est révélateur, c'est très intéressant car cela confirme ce que nous disions qu'ils étaient incapables de tirer la moindre leçon politique de la lutte des classes, qu'ils étaient sclérosés, à la remorque du PS, qu'ils étaient incapables de concevoir une issue politique dans laquelle le PS ne remplierait pas le premier rôle, quand ce n'est pas au niveau politique, c'est au niveau syndical.

Le PS incarne le régime en place et rien d'autre, il ne cesse d'en faire la démonstration quotidiennement, c'est un parti de droite profondément réactionnaire, s'en remettre à lui d'une manière ou d'une autre, c'est soutenir le régime.

- "*La différence avec l'UMP, c'est que l'UMP eux affichaient clairement être du coté du Medef!*"

Mais voyez-vous pour les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier, il suffisait que le PS fasse croire le contraire, même maladroitement, pour qu'ils lui prêtent des vertus socialistes, progressistes, humanistes et j'en passe. Pourquoi ? Mais parce que cela allait de pair avec leurs propres intérêts, voyons.

- "*Si la droite avait juste fait le tiers de ce que la gauche a fait depuis 11 mois, il y aurait eu la révolution. Avec la gauche, on brade les acquis sociaux sans problème. Normal cela touche le privé, les fonctionnaires et les régimes spéciaux ne sont pas concernés.*"

Toutes les couches sont touchées par la politique d'austérité, mais vous avez raison de soulever qu'elles ne sont pas toutes logées à la même enseigne et que l'Etat épargne autant qu'il peut les fonctionnaires, ce sont eux qui assurent la stabilité du régime en place. Et cette différence de traitement permet de maintenir la division qui existe dans la société entre travailleurs des secteurs privé et public, c'est un élément essentiel de leur dispositif. Dans le secteur privé, c'est l'aristocratie ouvrière qui remplit le même rôle. Ainsi le prolétariat est profondément divisé et pendant ce temps-là les capitalistes vaquent tranquillement à leurs occupations.

Rien ne dit qu'il y aurait eu une révolution comme vous dites, regardez en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, ce sont des gouvernements dits de droite qui continuent de tailler à la hache dans les acquis sociaux des travailleurs et vous n'avez pas l'ombre d'une révolution à l'horizon. Il en faudra plus que cela de nos jours, Trotsky l'avait bien compris 75 ans plus tôt...

- "*Ces socialistes sont vraiment des ordures.*"

Si vous le dites, on n'osera pas vous contredire, et encore, vous ignorez le millième de ce qu'ils sont vraiment, ce qu'ils trafiquent dans votre dos, sans parler de leur passé.

- "*Socialistes, CFDT, MEDEF même combats bande de pourris !*"

Votre liste est incomplète, mais vous avez raison d'employer le pluriel, il s'agit d'une association permanente de malfaiteurs...

- "*Le Pouvoir décide froidement de ses propres intérêts le Peuple n'est en rien concerné, il subit, donc le Peuple doit aussi créer son propre pouvoir par des réseaux d'entraides, opposer un Pouvoir contre un autre voilà la solution*."

Que dit-il ? Inconsciemment qu'il n'existe pas ou plus de contre-pouvoir dans ce pays. Ce n'est pas totalement faux, hier on aurait pu se demander où étaient passés les deux millions d'adhérents de la CGT, de FO, de la FSU, de Sud, du PCF et du Front de gauche, du POI, du NPA, de LO, à peine 120.000 ont manifesté dans toute la France selon la CGT, en réalité disons 80.000 à tout casser, par contre quand il s'agit d'une contre-réforme concernant les fonctionnaires ils sont un ou deux millions dans la rue, cherchez l'erreur. C'est donc délibéré ? D'après vous ? Qui produit la plus-value, le secteur public ou privé ? Les fonctionnaires aussi sont exploités par l'Etat, mais ils n'ont même pas conscience d'avoir un employeur !

On vous sent crispé monsieur, détendez-vous, la question que vous abordez est mal posée mais elle ne manque pas d'intérêt. En Syrie, les puissances occidentales alliées de Riad et Doha ont mis sur pied tant bien que mal un gouvernement alternatif à celui d'Assad en prévision de la chute de ce dernier à laquelle ils travaillent depuis deux ans. Apparemment cette opération relève davantage de l'aventurisme parce qu'elle n'a pas le soutien de la population syrienne. On ne crée pas de toutes pièces une situation de double pouvoir, cela ne se décrète pas.

Si vous entendiez pas là quelques bricolages du type missions humanitaires, les ONG et autres associations en tous genres sont déjà à pied d'oeuvre pour venir en aide aux plus déshérités. Sur le plan politique, c'est une autre paire de manches.

Dans le cadre du combat classe contre classe (ce qui n'est pas le cas en Syrie), opposer un pouvoir à un autre pose la question politique fondamentale du rapport entre les classes, son inversion en faveur de la classe dominée, ce qui ne peut être rendu possible que par une révolution renversant les institutions en place qui ont été fondées pour que la classe dominante exerce son pouvoir sur la classe dominée, celle des exploités, la dictature du capital cède la place à la dictature du prolétariat.

On peut concevoir cette perspective politique, c'est même fortement recommandé. Quand on dit "*le pouvoir décide*", il faut être plus précis et déterminer de quelle manière s'exerce ce pouvoir, par le biais des institutions en place dont la Constitution est le

garant. Donc remettre en cause le pouvoir en place n'est possible que dans la mesure où on envisage de liquider les institutions qui existent. Cela signifie que tout contre-pouvoir qu'on projetterait de construire, avant même qu'il surgisse au cours de la révolution, devrait s'inscrire dans cette perspective, ce serait à la fois la base de son programme politique et l'objectif de son combat sur le plan stratégique. Reste encore une question a abordé, déterminante.

Pour qu'on envisage d'abroger les institutions, cela doit reposer sur une autre motivation que politique, on doit se poser une question ou revenir à la précédente. Les institutions incarnent des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, la classe des capitalistes, leur raison d'être est de permettre aux capitalistes d'exploiter les producteurs de richesses et s'emparer de l'essentiel de ces richesses produites, donc la seule motivation qui peut justifier le renversement des institutions c'est de mettre fin à ces rapports de production, au capitalisme, il faut donc être convaincu de la nécessité de son abolition parce qu'il n'est pas en mesure de satisfaire l'ensemble des besoins et aspiration des masses laborieuses, il ne l'a jamais été d'ailleurs.

C'est donc à partir de cette analyse du développement historique du capitalisme qu'on arrive à la conclusion qu'il est condamné comme système économique à disparaître, il doit céder la place au socialisme. Précision que cette analyse et cette conclusion reposent uniquement sur des faits et les rapports qu'ils entretiennent, il n'y a rien de mystérieux là-dedans ou de subjectif, la part d'interprétation est réduite à sa plus simple expression et ne se traduit qu'en terme de perspective politique. Si on ne procède pas à cette analyse ou qu'on ne la partage pas, on ne peut pas parvenir à cette conclusion et on continue d'entretenir des illusions dans le capitalisme.

Ensuite seulement on analyse de quelle manière sur le plan politique le capitalisme est parvenu à se maintenir en place, de quelles structures juridiques et institutionnelles il s'est doté pour justifier son existence ou la légitimer de façon à imposer ces rapports aux exploités, de telle sorte qu'ils coïncident avec l'ensemble des rapports qui existent dans la société, permettant ainsi à l'illusion que l'intérêt général était inséparable de la défense de ces rapports de s'imposer, d'où le constat que c'est l'ignorance de ces rapports et cette confusion entretenue par les partisans du régime qui seules assurent la pérennité du capitalisme.

Parvenu à ce stade de notre analyse, il n'est plus possible de concevoir la liquidation du capitalisme sans abolir ses institutions politiques, son Etat, et poser seule la question de liquider les institutions ne nous viendra même pas à l'esprit tant elle est incongrue ou un non-sens, absurde. La classe ouvrière ne pourra jamais prendre le pouvoir sans liquider le cadre juridique ou institutionnel qui permet aux rapports de classes basés sur la domination de classe du capitalisme d'exister.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Ce que l'on ne parvient pas à comprendre, c'est qu'à ce stade de l'évolution du capialisme, il est impossible de réaliser ce qu'on appelait autrefois le programme minimum, en gros réaliser la satisfaction de nos revendications sociales immédiates, sans mettre en oeuvre le programme de la révolution socialiste, c'est-à-dire liquider l'Etat bourgeois et s'attaquer immédiatement aux fondements du capitalisme, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on supprimera du jour au lendemain le capitalisme dans tout le pays, mais on sera maître des institutions politiques et économiques qui permettront d'anéantir sa capacité de nuisance tout en lui dictant notre politique, ce qui nous permettra de supprimer les inégalités les plus criantes, de les réduire de telle sorte que chaque travailleur et sa famille pourra vivre dignement de son travail une fois débarrassé définitivement des difficultés matérielles qu'il a toujours connues ou de l'angoisse de l'avenir qui rongeait son existence.

ACTUALITE EN TITRES

Alors qu'il l'a voté des deux mains !

- Pour Montebourg, l'austérité mène l'Europe à «*la débâcle*» - Liberation.fr

La tyrannie déguisée...

- Dialogue social: Le pragmatisme en réponse aux crispations - 20minutes.fr

... le résultat :

- L'austérité en Europe rend l'accès aux soins difficile pour les plus pauvres - L'Expansion.com

Encore un petit effort...

- France. Le déficit de l'Etat se creuse de 2,9 milliards en février - L'Expansion.com

- Grèce: première baisse des prix à la consommation en 45 ans - AFP

- Espagne: le PIB reculera de 0,5% à 0,6% au premier trimestre 2013 - AFP

- La Slovénie doit assainir d'urgence son secteur bancaire - LePoint.fr

- Portugal: le gouvernement gèle les dépenses non essentielles - AFP

UMP-UDI-PS-FN : à Cayenne !

- "*Il faut établir un délit de fraude fiscale en bande organisée*" - L'Expansion.com -

Objectif atteint : 999.999 euros

- Le PDG d'Orange prêt à réduire son salaire pour le faire passer sous 1 million d'euros - AFP

Bruxelles la lessiveuse de Goldman Sachs et Cie.

- Secret bancaire: les grands pays européens demandent à Bruxelles d'agir - AFP

Délation, climat nauséabond.

- Bordeaux: une campagne de pub pour poster des photos de dealers sur Facebook - L'Express.fr

Le vrai visage du Hamas : archaïque, féodal.

- Gaza: le Hamas sévit contre les chevelures masculines "*indécentes*" - AFP

Les services de sécurité du Hamas, au pouvoir à Gaza, ont interpellé des jeunes hommes à la chevelure jugée "*indécente*" pour leur couper les cheveux de force, a affirmé le Centre palestinien pour les droits de l'Homme (PCHR), basé à Gaza. AFP 09.04

Ce n'est pas pour rien la branche palestinienne des Frères musulmans.

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment ils soutiennent le régime

Trois déclarations qui viennent à point nommé en soutien au gouvernement et aux institutions.

- Le patron de la CGT ne manifestera pas avec Mélenchon le 5 mai - LePoint.fr

Le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a déclaré mardi qu'il ne participerait pas à la manifestation proposée par Jean-Luc Mélenchon le 5 mai à la suite de l'affaire Cahuzac. "*Ce n'est pas le rôle des syndicalistes de régler des questions de rapport entre les partis politiques même si ces questions nous intéressent*", a expliqué le leader de la CGT sur Canal+.

- Bové pousse un "*coup de gueule*" contre Mélenchon - AFP

Le député européen José Bové a poussé mardi un "*coup de gueule*" contre Jean-Luc Mélenchon et son appel à donner un "*grand coup de balai*" politique, en soulignant le peu d'assiduité de M. Mélenchon au Parlement européen.

A "*un moment, quand on dit: +tous pourris d'un côté, coup de balai, le peuple doit reprendre le pouvoir+, la moindre des choses, c'est que soi-même, on n'ait rien à se reprocher*", a-t-il dit. AFP

Tous les deux ex-trotskistes, deux renégats sous le coup du boomerang.

C'est sûr que le peuple va "*reprendre le pouvoir*" au Parlement européen !

L'Assemblée nationale a adopté mardi le projet de loi sur l'emploi, salué comme inédit par le gouvernement.

Le projet qui transcrit dans la loi l'accord sur la sécurisation de l'emploi signé en janvier par le patronat et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) mais rejeté par la CGT et FO, a été voté par 250 voix pour et 26 contre.

Le PS a très majoritairement voté pour - 6 députés socialistes ont toutefois voté contre, comme René Dosière, et 35 se sont abstenus, dont Jérôme Guedj. Les radicaux de gauche l'ont adopté "*dans leur majorité*", 3 étant contre.

Les 16 écologistes se sont abstenus. Abstention aussi de l'UMP, à l'exception de trois députés qui ont voté contre, dont Henri Guaino. Les 30 élus centristes de l'UDI se sont également abstenus. Le Front de Gauche a voté contre ce "*texte de casse sociale*", après avoir ferraillé une semaine entière dans l'hémicycle. Les deux députés du Front national ont également voté contre.

Le projet, qui accorde plus de flexibilité aux entreprise tout en créant de nouveaux droits pour les salariés, est désormais soumis au Sénat qui l'examinera à partir du 17 avril en procédure accélérée.

Pour contrer le projet, qui à leurs yeux "*sécurise les licenciements et non pas l'emploi*", plusieurs milliers de salariés (120.000 dans toute la France selon la CGT) sont descendus dans la rue à l'appel de la CGT, FO, la FSU et Solidaires dans de nombreuses villes, selon les bureaux régionaux de l'AFP. Les quatre syndicats avaient déjà organisé des manifestations le 5 mars.

"*Messieurs et mesdames les parlementaires, ne votez pas cette réforme injuste*", exhortait la grande banderole déployée par 6.000 manifestants (selon le chiffre de la police), rassemblés aux abords de l'Assemblée nationale avec à leur tête les numéros un des confédérations.

(Le terme est correct, il s'agissait bien de misérables exhortations qui témoignent que leur politique ne peut mener que dans une impasse, volontairement évidemment puisque ce sont des vendus. - ndlr)

"*Ce n'est pas du tout un accord donnant-donnant*" mais "*un accord donnant-perdant*", a affirmé le leader de la CGT Thierry Lepaon qui reproche au gouvernement d'avoir "*une oreille droite bien ouverte*" aux revendications du Medef et "*une oreille gauche un peu bouchée*".

(C'est marrant, on avait cru qu'il avait deux oreilles à droite, à droite toute quoi comme sa politique le démontre depuis 10 mois. - ndlr)

Son homologue de FO, Jean-Claude Mailly a lancé un avertissement aux députés: "*C'est une piqûre de rappel, une façon de vous dire que dans quelques mois, quand la loi se sera appliquée, c'est vous qui en porterez la responsabilité*".

(Entre nous, qu'est-ce qu'ils en ont à foutre ! Mailly aussi. - ndlr)

La présidente du Medef, Laurence Parisot, est "*plutôt satisfaite*". AFP 09.04

Comment le mouvement ouvrier ne serait-il pas pourri, quand on constate que lors de chaque mobilisation ils lui donnent une orientation réactionnaire, là en l'occurrence il s'agissait de subordonner la classe aux institutions, aux élus du PS qui ont voté (notamment) le TSCG, dont l'accord patronal du 11 janvier est le complément ou l'application antisociale naturelle.

Temps qu'on ne voudra pas admettre que le PS est un parti de la réaction, le parti de l'ordre bis, on n'avancera pas d'un millimètre. Je l'ai affirmé il y a quelques années déjà, cela se confirme ici.

Tartufferie.

Un accord de principe est intervenu mardi au niveau européen pour obliger les entreprises travaillant dans le secteur des industries extractives à rendre publiques les sommes qu'elles paient aux gouvernements des pays où elles sont présentes, a annoncé sur Twitter la présidence irlandaise de l'UE.

"*Cet accord va faire naître une nouvelle ère de transparence dans une industrie trop souvent entourée de secret, et contribuera à combattre l'évasion fiscale et la corruption, tout en créant un cadre pour qu'à la fois les compagnies et les gouvernements puissent être tenus responsables de l'utilisation des revenus tirés des ressources naturelles*", a-t-il ajouté.

Les compagnies concernées devront publier les paiements effectués auprès des gouvernements sous forme d'impôts et taxes, royalties ou droits d'exploitation, pays par pays et projet par projet.

Pour Oxfam, il s'agit "*d'une énorme avancée pour combattre la corruption*", mais le texte aurait dû aller plus loin encore et

"*inclure d'autres secteurs comme les télécommunications ou la construction*".

Les ministres français de l'Economie Pierre Moscovici et du Développement Pascal Canfin se sont félicités de la conclusion de cet accord.

Dans un communiqué, ils soulignent que "*l'Europe se dote ainsi des règles les plus exigeantes puisque la directive européenne va au delà de la règlementation américaine en incluant le secteur forestier ainsi que les sociétés non cotées*"

"*La France relaiera au sein du G8 et du G20 cet engagement en faveur de la transparence du secteur extractif*", ajoutent-ils, précisant que la France soutiendrait également "*l'élargissement de la transparence au secteur financier*". AFP 09.04

Toutes ces compagnies ou trusts disposent de centaines de milliards de dollars et de comptes dans les paradis fiscaux, donc d'une comptabilité occulte et d'une caisse noire, et on voudrait nous faire qu'elles vont déclarer les sommes qu'elles versent aux différents gouuvernements, pourquoi pas le nom de leurs intermédiaires et des porteurs de valises pendant qu'ils y sont.

Les Américains sont à l'initiative de Bâle III, mais ils ne l'appliqueront pas, ainsi ils concoctent un tas de réglementations contraignantes pour tous les Etats sauf le leur, dans d'autres cas ils leur permettent d'exercer un meilleur contrôle sur des secteurs entiers de l'économie mondiale afin de pouvoir mieux préserver leurs parts de marché. Bien entendu l'UE se soumet volontiers à ce principe.

C'est ce même principe sélectif ou préférentiel qui a été adopté dernièrement par l'ONU sur la réglementation des ventes d'armes, seuls les Etats alliés et les organisations de mercenaires accréditées par les puissances occidentales, en premier lieu par les Etats-Unis, se verront livrer des armes par ces Etats marchands de canons ou dont la stabilité économique repose en grande partie sur l'économie de guerre pour ce qui est des Etats-Unis. On comprend pourquoi la Syrie, l'Iran et la Corée du Nord s'y sont farouchement opposés, et d'autres pays comme la Chine ou la Russie ont refusé de le ratifier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie.

1.1- Les masques tombent.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH, proche de l'opposition) s'en est pris mardi à une unité d'insurgés qui, selon lui, torture et vole des habitants d'Alep, grande ville du nord de la Syrie.

La torture, les enlèvements et les exécutions sommaires sont devenus monnaie courante dans le conflit civil qui ensanglante la Syrie depuis deux ans.

Mais l'OSDH, organisation basée en Grande-Bretagne qui s'appuie sur un réseau de militants à travers la Syrie, se dit mardi obligée de dénoncer les actes du bataillon des Martyrs de Badr, une unité des Hommes libres de la brigade Syrie (Ahrar Souriya), après avoir recueilli un grand nombre de témoignages montrant qu'elle recourt fréquemment à des incarcérations et à la torture.

"*Ce genre d'actes est de plus en plus courant des deux côtés, malheureusement (...). Des actes de ce genre nuisent à la révolution qui a commencé*", a déclaré Rami Abdelrahman, directeur de l'OSDH, dans une interview téléphonique. Reuters 09.04

1.2- Al-Qaïda allié des opposants au régime.

Al-Qaïda en Irak a reconnu pour la première fois mardi que le Front al-Nosra, en première ligne dans le combat contre le régime de Damas, était une branche de son groupe et avait pour objectif la fondation d'un Etat islamique en Syrie.

Classé "*organisation terroriste*" par Washington, al-Nosra s'était d'abord fait connaître en Syrie par des attentats suicide, avant de devenir une redoutable force armée combattant aux côtés des insurgés contre le régime de Bachar al-Assad.

Le département d'Etat américain a estimé que cette annonce "*confirm(ait) ce que nous savions depuis longtemps: le Front al-Nosra est la branche syrienne d'al-Qaïda en Irak, une franchise d'AQI*".

La France a dit vouloir discuter avec ses partenaires européens et au Conseil de sécurité de l'ONU d'un éventuel classement de ce groupe comme "*organisation terroriste*".

"*De facto, vous avez une partie du pays dirigée par Bachar al-Assad et une autre partiellement gérée par les gens d'al-Qaïda*", a commenté Aaron Zelin, du Washington Institute for Near East Policy.

Al-Qaïda en Irak et al-Nosra, formé de combattants syriens et de volontaires étrangers, seront désormais fédérés sous l'appellation Etat islamique en Irak et au Levant, a indiqué al-Baghdadi dans un message sur des sites jihadistes.

Abou Mohammad Al-Joulani a été choisi comme chef d'al-Nosra, a affirmé Al-Baghdadi.

Al-Nosra a pour ambition d'instaurer une gouvernance islamique dans la Syrie de l'après-Assad, ce que rejette l'Armée syrienne libre (ASL), principale composante de la rébellion.

"*Nous ne soutenons pas l'idéologie d'al-Nosra (...) Personne n'a le droit d'imposer aux Syriens la forme de leur Etat*", a ainsi réagi Louaï Meqdad, responsable de la communication pour l'ASL, assurant que les rebelles luttaient pour un "*Etat démocratique*".

Il a cependant reconnu que "*certaines brigades de l'ASL coopéraient avec eux dans certaines opérations*" vu que qu'al-Nosra était "*financé et armé*". "*C'est une coopération tactique et ponctuelle*".

Pour l'agence officielle Sana, "*ce parrainage est un test pour la crédibilité de l'ONU, du Conseil de sécurité et des pays indépendants: ils doivent choisir entre l'alignement sur le terrorisme représenté par al-Qaïda et le droit du peuple syrien et de son gouvernement à combattre le terrorisme*". AFP 09.04

2- Arabie Saoudite

Quand l'Arabie Saoudite perpétue un attentat en Syrie.

Turki Hassan, l'officier retraité de l'armée syrienne et expert des questions militaire s'est scandalisé par le fait que la chaine saoudienne ait pu prédire l'attentat suicide lundi à Damas, attentat qui a fait des dizaines de morts et de blessés. " *Al Arabiya a annoncé la nouvelle de cette explosion quelques heures avant qu'elle n'ait eu lieu , ce qui montre que ces attentats sont oeuvres des partis étrangers*" . french.irib.ir 09.04

Haut de page

Le 11 avril 2013

CAUSERIE

J'ai des affaires personnelles à régler, aussi je mettrai en ligne une trentaine de nouveaux documents en ligne ce soir ou demain, plus le temps maintenant.

L'équipe du Qatar (PSG) éliminée en quart de finale de la Ligue des champions, voilà une bonne nouvelle !

Déjà qu'ils avaient triché au match allé, sans doute l'émir avait-il acheté les arbitres pour accorder un but alors que deux joueurs étaient manifestement hors jeu. Je ne m'intéresse pas au sport, j'avais entrevu cela sur TV5Monde Asie, j'avais allumé la télévision pendant que je préparais mon dîner lundi, il y avait une émission consacrée au football, j'ai jeté un oeil du côté de l'écran, voilà tout.

A ce propos, les programmes de TV5Monde Asie sont de plus en plus médiocres, ils ont supprimé toutes les émissions à caractère politique et polémique en semaine, et le samedi soir, à la place d'On n'est pas couché du Ruquier qui avait succédé à Tout le monde en parle d'Ardisson, dorénavant on a le droit à un match de football en direct, du coup je n'allume plus la télé le samedi soir.

Je me demande si je vais renouveler mon abonnement début mai, cela me couche cher pour pas grand chose, disons que cela me changeait un peu d'Internet, la solitude me pèse parfois.

Réflexions inspirées par la situation en France

L'impression qui se dégage spontanément de Hollande quand on l'observe et l'écoute, c'est spontanément qu'il ne croit pas un mot de ce qu'il dit, son discours est plaqué, monocorde, il ne fait même plus l'effort de le cacher, il est fini.

Il était bien l'homme de la situation, de passage, sans saveur ni talent particulier, tout juste bon à gérer les affaires courantes tandis que les ordres venaient d'ailleurs, du Medef, de la Bourse, de la BCE, de Berlin ou Washington, laissant la place à des ministres zélés de gérer les différents dossiers. Incapable d'assumer ses responsabilités à l'intérieur, comme un homme complexé, frustré et inférieur, il se venge violemment à l'extérieur en se prenant pour un chef de guerre contre un ennemi avec lequel il avait pactisé précédemment, autrement sa lâcheté s'exprime en s'en prenant brutalement à un de ses homologues qui ose défendre la souveraineté de son pays, ce qu'il serait incapable de faire, il est trop faible, d'ailleurs il s'en moque, il lui faut déjà trouver les moyens de survivre politique et cela l'accapare entièrement. Qu'il soit en phase avec tous les éléments en décomposition de la société ne tient pas non plus du hasard, cela coincide avec sa propre personnalité et au-delà son existence personnelle qui n'est qu'un tissu de mensonge et d'imposture au point qu'il doit peiner à s'y reconnaître lui-même.

Je me demande toujours comment on peut prétendre faire le bonheur d'un peuple tout en oeuvrant quotidiennement à son malheur, pour agir de la sorte, il ne faut pas seulement manquer de conscience, il ne faut plus en avoir du tout. C'est sans doute le comportement le mieux partagé entre tous les élus ou presque ; l'exception ne concerne que ceux qui ne disposent en fait d'aucun pouvoir ou dont la fonction les met en rapport avec peu d'administrés, entre les dirigeants des différents partis à quelques exceptions près, on voudrait y croire, qui à force de s'arranger avec leur conscience, de mentir et de se livrer à toutes sortes de manoeuvres inavouables et détestables finissent par ne plus en avoir non plus, d'où l'expression : on ne se refait pas.

Je ne suis pas un puritain de la morale, je sais seulement que lorsqu'on a mis le doigt dans l'engrenage du mensonge, de la manipulation ou de la falsification, ensuite tout le reste y passe, il faut donc s'interdire d'adopter cette attitude qui va finalement à l'encontre des intérêts pour lesquels nous nous battons et qui donnent un sens à notre vie aussi. Chacun fait comme il l'entend dans la vie, je ne me pose pas en donneur de leçons, j'en ai horreur, je vous cause simplement, sincèrement entre amis, collègues, camarades voilà tout.

Que dans le camp de notre ennemi ils aient absolument besoin de mentir pour cacher aux travailleurs leurs réelles intentions, on peut le comprendre, ils n'ont pas vraiment le choix, sauf sous une dictature, mais dans le nôtre, c'est incompréhensible, indigne.

J'ai écrit ce passage ce matin, ce qui suit la veille au soir, je me demandais si j'allais trouver la transition, c'est fait.

Le pouvoir qui fuit la réalité en prétendant l'affronter tout en la déformant, qui se réfugie dans la démagogie la plus éhontée en employant des mensonges usés jusqu'à la corde, qui ne peut supporter la moindre concession, la moindre critique, est un régime aux abois, coupé du peuple, qui flirte avec la tyrannie. C'est le régime qui existe aujourd'hui en France.

Hollande et son gouvernement ont pris le relais de Sarkozy et son gouvernement ultra réactionnaire, c'était prévisble, c'était inscrit d'avance dans le calendrier, nous l'avions prédit, c'était inévitable. Quand près de 30 ans de régression sociale continue n'a pas suffi à endiguer la crise du capitalisme qui a surgit dès le début des années 70, il ne faut pas s'étonner si les coups qui s'abattent sur les travailleurs sont de plus en plus violents.

Ils y ont été mal préparés par des syndicats et des partis ouvriers qui n'ont cessé de reculer et de capituler devant le rouleau compresseur de la réaction pour finalement abdiquer en rase campagne et déserter le terrain du combat politique pour le socialisme. Le lien avec le marxisme a été rompu à la mort de Trotsky et nous ne sommes jamais parvenus à renouer avec lui. Voilà le rapide constat que l'on peut dresser aujourd'hui.

Tous les jours on peut lire des articles provenant d'une multitude de sources dénonçant les méfaits ignobles du capitalisme à travers le monde, mais aucun ne remet en cause son existence ou celle de ses institutions politiques et la nécessité de se rassembler pour mener le combat dans cette perspective.

Chaque fois leurs auteurs dénoncent un ou des aspects du capitalisme pour aussitôt s'en remettre à ceux qui seraient porteurs d'espoir ou de progrès social, alors qu'en réalité ils appartiennent déjà au passé ou servent de caution à d'autres destructions encore plus massives ou dévastatrices.

Dans d'autres cas, ils dénoncent l'une ou l'autre de ses institutions internationales économiques ou politiques pour aussitôt en légitimer d'autres qui seraient plus présentables ou fréquentables, comme si en dernier ressort elles ne faisaient pas toutes partie d'un seul et même ensemble bien ordonné, guidé par les mêmes intentions au profit des mêmes commanditaires qui tirent les ficelles.

Une autre variante qui concerne les partis, consiste à définir une ligne politique qui épargne les institutions nationales et qui mènent systématiquement dans une impasse, parce que tous les partis refusent de rompre avec les partis et les appareils des syndicats qui soutiennent les institutions et de combattre strictement sur la base du programme de la révolution socialiste qu'ils ont abandonné. La relation de cause à effet est facile à établir et le résultat est sans appel.

On a envie de dire : quel gâchis car tout combat politique est difficile, se heurte à des obstacles, qu'avez-vous gagné au bout du compte à renier le marxisme et le léninisme, à quel résultat êtes-vous parvenu, quel est votre bilan ? Nulle part, il est nul, voilà la réalité en face de laquelle il faut mettre nos dirigeants, car eux seuls en portent la responsabilité, et quelle responsabilité, le sort de l'humanité entière ! j'ignore si nous sommes nombreux à en avoir conscience.

Cela ne veut pas dire qu'ils sont tous bons à jeter, je sais que cela arrange certains militants de le penser, je ne partage pas cette manière de voir, qu'on se comprenne bien je ne fais qu'établir un constat, je ne porte pas un jugement sur les uns ou les autres, je me situe exclusivement sur le terrain du combat politique et j'estime que manifestement ils n'ont pas été à la hauteur des tâches qu'ils avaient à remplir, reste à savoir lesquelles et pourquoi sans accabler personne, et j'ose prétendre depuis la disparition de Trotsky pour remettre les pendules à l'heure plus facilement, tout reprendre à zéro depuis cette époque, vous comprendrez aisément que je ne me situe pas sur un plan personnel ou sur celui de la lutte de pouvoir au sein d'un parti, je ne suis adhérent à aucun parti, j'ai cessé de militer dans un parti depuis 32 ans et je vis depuis 1996 à 10.000 kilomètres de la France, donc franchement je n'ai absolument aucune ambition ou intérêt personnel dans cette affaire, j'étais sincèrement, honnêtement, de faire avancer les choses, sans plus.

Il y a quand même quelque chose qui m'inquiète, je vous livre le fond de ma pensée, c'est peut-être un tort, mais au point où nous en sommes on ne risque plus rien, on a peut-être au contraire tout à y gagner, je crois en la puissance de la sincérité, c'est peut-être naïf de ma part, je suis ainsi et on ne me changera pas. Je me dis qu'on a à faire à des dirigeants intelligents ou qui sont habitués à réfléchir en principe, à côté et sans fausse modestie je dirais que je joue dans le registre inférieur, quand on m'explique quelque chose que je n'avais pas compris ou avec laquelle je n'étais pas d'accord, si j'estime que l'argumentation ou la démonstration de mon interlocuteur est sérieuse et cohérente, je suis prêt à adopter l'interprétation qu'il me propose sans me demander d'où elle vient ou je ne sais quoi, je m'en tiens strictement au terme de notre échange.

Je vais vous dire un truc, en visionnant des vidéos dans lesquels des réacs intervenaient, j'ai non seulement appris un tas de choses que j'ignorais sur différents sujets, je leur ai même piqué certains éléments de leur raisonnement qui me servent depuis, par exemple la dualité que les gouvernants ont entretenue et exploitent quotidiennement pour justifier leur propre politique. C'est Pierre Hillard qui avait insisté sur ce rapport, on a pu observer qu'à peine l'URSS disparu, il a fallu que l'impérialisme américain s'invente un nouvel ennemi pour justifier sa nouvelle croisade coloniale par exemple, la guerre incessante contre le terrorisme qu'il a créé de toutes pièces.

Ce rapport ne m'était pas étranger, mais en m'en servant pour analyser la situation j'ai pu plus facilement comprendre la connexion qui existaient entre différents facteurs ou acteurs. J'ai progressé et ce fut pour moi l'essentiel, sans partager évidemment les positions ou les conclusions politiques de Pierre Hillard. Marx sans la dialectique de Hegel, n'aurait jamais été Marx, c'est une leçon que j'avais retenue il y a fort longtemps. Alors pourquoi certains dirigeants ne seraient pas capables de procéder de la même manière. C'est plus compliqué quand on milite au sein d'un parti, quand on fait partie d'un appareil, mais à un moment donné c'est notre conscience qui nous commande de passer à l'action, de poser les vrais problèmes sans se soucier des conséquences

Finalement, Thatcher n'était pas si infréquentable que cela.

Jean-Louis Bianco, ancien secrétaire général de l'Elysée sous François Mitterrand (de 1982 à 1991). Interview du 8 avril, Le Nouvel Observateur. Extraits.

Jean-Louis Bianco : C'était une femme qui avait le sens de l'Etat, de l'intérêt de son pays.

(Rectifions : l'intérêt de la classe des privilégiés après avoir brisé la grève des mineurs. - ndlr)

Jean-Louis Bianco : Ce qui m'a marqué, c'est que malgré les grandes divergences politiques avec François Mitterrand, elle ne s'est finalement pas si mal entendue que ça avec lui.

(Quel aveu ! Mais avec qui ne pourriez-vous pas vous entendre à part les véritables socialistes ? - ndlr)

Jean-Louis Bianco : A partir du moment où elle a fait des réformes qui sont acceptées et irréversibles, elle a obligé les travaillistes à se redéfinir. Finalement, elle leur a rendu service en les obligeant à revoir leur ligne idéologique et à la moderniser.

(On aurait l'impression d'entendre parler un dictateur espagnol, chilien ou argentin, jamais les travailleurs n'ont accepté ces contre-réformes, et prétendre qu'elles seraient irréversibles révèle qu'il serait prêt à les défendre par n'importe quel moyen, y compris en recourant à l'armée.

L'idéologie des travaillistes est la même que celle à laquelle le PS a adhéré il y a près d'un siècle, à l'époque le Labour Party était déjà complètement gangrené par le réformisme bourgeois, pro impérialiste, etc., que l'ensemble des partis de l'Internationale antisocialiste, ce qu'il voulait dire par là, c'était que dorénavant le Labour Party s'alignerait systématiquement sur

les besoins exprimés par les banquiers de la City, et que toute référence à la lutte des classes et au socialisme appartenait à un passé lointain avec lequel ils avaient définitivement rompu. - ndlr)

Le plus cocasse ou le comble du cynisme comme on voudra, c'est qu'il termine cet interview en dénonçant le néolibéralisme que Thatcher incarnait, alors que le PS y adhère également, ce qu'il démontre à travers la politique qu'il met en oeuvre ou toutes ses prises de positions sur l'UE, l'euro, etc.

ACTUALITE EN TITRES

Ah bon ! Mais pourquoi...

- Pression accrue sur les banques pour plus de tranparence - Reuters

... la réponse, non, pas par là....

- Secret bancaire : Hollande cherche la clé - Liberation.fr

... pas par là, n'insistez pas....

- Hollande: création d'un parquet financier avec compétence nationale - AFP

- Le monde judiciaire sceptique sur les annonces de François Hollande - LeMonde.fr

... par là :

- Zone euro: il faut assainir les banques, voire en fermer, selon Lagarde - AFP

Nous y voilà !

Tout cadenasser, changer de masque

- François Hollande : "*Aucun ministre ne peut remettre en cause la politique conduite*" - LePoint.fr

L'imposture suprême : l'antisocialisme déguisé.

- Hollande sur la moralisation: «*Nous devons être exemplaires*» - Liberation.fr

- Hollande décrète "*une lutte implacable*" pour la moralisation de la politique - AFP -

- François Hollande en croisade contre les paradis fiscaux : les mesures annoncées peuvent-elles changer la donne ? - Atlantico.fr

Auraient-ils quelque chose à cacher par hasard ?

- Pour Claude Bartolone, publier le patrimoine des élus s'apparente à du "*voyeurisme*" - L'Express.fr

- Les ONG satisfaites des propositions de François Hollande - Liberation.fr

- Moralisation de la vie politique: Transparency International salue les annonces de Hollande - L'Express.fr

Transparency International a été fondée à Berlin par Peter Eigen en 1993, qui fut directeur de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Est et l'Amérique latine de 1975 à 1991. Il en fut le président jusqu'en 2005, date à laquelle lui a succédé la canadienne Huguette Labelle.

La section française a été créée en 1995 et est présidée depuis 2005 par Daniel Lebègue, haut fonctionnaire et économiste.

Son financement.

... l'organisation s'interdisant toute subvention publique , bien qu'elle reçoive tout de même des fonds de la Commission européenne. Certaines entreprises et associations participent également à alimenter le budget.

Précision ou confirmation.

Selon Thierry Meyssan, l'association vouée à dénoncer les secrets et éliminer la corruption, serait elle-même « opaque » , écrivait-il, en 2007. Sa très importante section américaine serait manipulée par l'association National Endowment for Democracy (NED). L'action de Transparency International viserait, toujours selon Meyssan, à « *ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises multinationales en accusant de corruption les gouvernements qui leur résistent et, en définitive, de favoriser la globalisation économique .* »

Le lien historique entre l'association et le gouvernement US est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement US, et dont le siège est situé à Washington .

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes.

Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale. (source : Wikipedia)

On a les soutiens qu'on peut. Flanqué d'un tel soutien Hollande est bien lesté... pour mieux couler !

L'oligarchie financière flanquée d'un troupeau de moutons.

- Ayrault sur l'affaire Cahuzac: "*Il y a toujours des brebis galeuses*" - L'Express.fr

- Le trésorier de Jean-Marie Le Pen actionnaire d'une société offshore - LeMonde.fr

Parole des porte-parole des banquiers et leurs zélés serviteurs.

- Moralisation : la presse pointe les effets pervers d'un "*grand déballage*" - LePoint.fr

Parole de patrons

- Hollande rejette les appels à un changement de cap économique - Reuters

- Hollande rappelle à l'ordre les ministres anti-austérité - L'Expansion.com

- Ryanair critique la gestion "*communiste*" des aéroports français - Reuters

- Christian Noyer pour le gel des retraites et prestations sociales - Reuters

Pillage en règle

- Chypre va vendre de l'or pour financer son sauvetage - Reuters

- Chypre: Cyprus Airways en quasi-faillite poursuit ses vols, pour le moment - AFP

Ah la crise !

- Un indicateur de l'efficacité de la politique monétaire japonaise : + 40% sur les ventes de Ferrari au Japon - Atlantico.fr

- Le luxe européen retrouve les vertus du marché américain - Reuters

Enfin, des bonnes nouvelles.

- Le FMI voit une faible hausse de la croissance mondiale en 2013 - Reuters

- Commerce: l'OMC révise une nouvelle fois à la baisse ses prévisions - AFP

- Les Etats-Unis abaissent leurs prévisions de croissance 2013-201 - AFP

- L'Italie relève ses prévisions de dette pour 2013 et 2014 - Reuters

- Dette: la France épinglée par l'UE - AFP

- Bruxelles inquiète pour l'Espagne et la Slovénie - AFP

L'"***erreur***" à éradiquer : le sionisme !

- Révélation d'un nouveau plagiat du grand rabbin Bernheim - LeFigaro.fr

Excusez du peu.

- Pays-Bas: 50.000 tonnes de boeuf vendues en Europe "*pourraient*" contenir du cheval - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille, quand on aime... le fric, on partage les mêmes relations.

Ce 23 mars (2007), Eric Woerth et Patrick Devedjian, en pleine campagne présidentielle, sont venus à Genève lever de l'argent pour Nicolas Sarkozy auprès des quelque 100.000 électeurs français résidant en Suisse. Ils courtisent votes et capitaux, lors d'une réunion à l'hôtel Crowne Plaza et une fin de soirée très select à la Caviar House, selon l'enquête d'Yves Steiner dans "l'Hebdo".

Entre les deux "*Sarko boys*" pose ce jour-là un certain Pierre Condamin-Gerbier, alors président de l'UMP en Suisse, mais aussi - ce qui était passé inaperçu à l'époque - associé de Reyl & Cie.

Enthousiasmé par le programme pro-business du candidat, il a "*ressuscité*" une délégation moribonde, qui ne compte que 23 adhérents quand il prend les commandes. Ce militant convaincu arrive un an plus tard à en recruter 500, plus 500 sympathisants. Ce qui en fait, explique-t-il, la "*plus grande délégation UMP à l'étranger*". Au total, il estime entre 500.000 et 1 million de francs les dons récolté par l'UMP suisse pour cette présidentielle...

D'où sa colère quand, une fois au pouvoir, Nicolas Sarkozy et son ministre du Budget, Eric Woerth, se lancent dans une stigmatisation des exilés fiscaux, qui connaîtra son apogée avec la "*liste HSBC*". Les chèques de ces "*mauvais patriotes*", pourtant, n'avaient pas d'odeur !

Désertant l'UMP à la fin de 2008 pour rejoindre l'éphémère Alternative libérale, Pierre Condamin-Gerbier accuse alors Eric Woerth de "*cracher dans la soupe dans laquelle il a été ravi de tremper ses lèvres !*".

Les family offices, c'est la spécialité de Pierre Condamin-Gerbier. "*Il s'agit de secrétariats étendus, spécialisés dans les services personnalisés aux grandes fortunes* ", explique-t-il. Typiquement, les patrimoines qui pèsent moins de 100 millions d'euros s'adressent à des multi-family offices, qui ont plusieurs clients.

Comment gérer actifs immobiliers, objets d'art, jets et yachts, oeuvres philanthropiques ? Comment organiser sa sécurité ? Où mettre les enfants à l'école ? Ces questions n'ont plus de secret pour Pierre Condamin-Gerbier, qui les pratique depuis près de vingt ans. François Reyl, rencontré à Londres, lui propose, en 2006, de venir à Genève lancer le Reyl Private Office.

En 2002, François intègre Reyl & Cie, dont il devient directeur général en 2008. Le décollage est spectaculaire : outre le Private Office, il crée une gamme de fonds de placement pour les institutionnels, ouvre un bureau à Paris, qui gère plus de 300 millions d'euros avec une douzaine de personnes. Reyl Paris vient de recruter Virginie Robert, une ex de Lazard et de Raymond James Asset Management, où travaille actuellement... Hervé Dreyfus.

Viennent ensuite des antennes au Luxembourg, à Singapour et à Hongkong. Officiellement pour solliciter l'argent asiatique. En

fait, parce qu'il oriente ses clients vers des coffres-forts plus discrets. En effet, selon les documents d'"Offshore Leaks" révélés par "*le Monde*" du 8 avril, Reyl aurait, à partir de 2008, monté une série de sociétés dans des paradis fiscaux exotiques : Seychelles, îles Vierges britanniques, Panama, Costa Rica...

Alors qu'elle n'était jusque-là que société de gestion, Reyl & Cie obtient à la fin de 2010 une licence bancaire en Suisse. En 2011, elle acquiert à Zurich une structure dédiée aux clients américains ; début 2013, elle ouvre à Londres et lorgne sur le Moyen-Orient... Reyl & Cie emploie actuellement plus de 125 personnes et gère quelque 7,3 milliards de francs (8,8 milliards d'euros). Ses avoirs ont été multipliés par sept en six ans : "*La croissance a dépassé 60%*" sur la seule année 2012, se réjouissait François Reyl dans une récente interview à l'Agefi.

"*Reyl & Cie est emblématique des boutiques qui ont profité de la transparence forcée des grandes banques, explique un conseiller fiscal français. Alors qu'à partir de 2008, les UBS, HSBC et autres Crédit suisse - dans le collimateur des autorités américaines et européennes - faisaient le ménage dans leurs comptes non déclarés, les clients éconduits se sont rabattus sur ces maisons familiales moins regardantes*."

Pierre Condamin-Gerbier a-t-il - comme Hervé Dreyfus, que l'on dit ami d'enfance de Cécilia Sarkozy et très introduit à l'UMP - drainé ses amis politiques dans sa banque ?

Non. Mon activité politique n'avait rien à voir avec mon activité professionnelle, qui elle-même était distincte de la banque privée", nous répond-il.Pour ce conseiller juridique genevois, pourtant, "*Reyl est connue pour être l'un des réceptacles de l'argent français offshore...*". Reste à savoir si les juges français souhaiteront faire explorer les livres de Reyl& Cie, au-delà du dossier Cahuzac.

En tout cas, les mailles du filet se resserrent sur les centaines de boutiques similaires. "*Le secret bancaire suisse est mort*", tranche l'avocat genevois Philippe Kenel, de Python & Peter. Certes, le gendarme suisse de la finance - la Finma - tolère encore que les grandes banques ignorent l'identité des ayants droit finaux, s'ils sont clients de sociétés de gestion helvétiques qui ouvrent des comptes groupés opaques. Comme Reyl l'avait fait pour Cahuzac à l'UBS... D'où le "*chou blanc*" de la demande de renseignement administrative de Bercy.

Mais la dissimulation sera de plus en plus risquée : "*Le non-déclaré ancien était toléré; il le sera de moins en moins*", dit un conseiller juridique. lenouvelobs 10.04

Risquée mais possible, les paradis fiscaux ayant essaimé la planète au cours des dernières décennies, il leur suffira de ne pas mettre tous leurs oeufs dans le même panier, de multiplier les intermédiaires et autres hommes de paille ou sociétés bidons et le tour sera joué.

L'avocat Philippe Kenel ne dit-il pas que le secret bancaire est mort mais qu'en réalité il ne l'est pas, il ne cesse de renaître de ses cendres.

On peut se dire que s'ils ont plus de difficultés à planquer leur fric, qu'il va leur falloir payer plus d'impôts, ils vont se venger en réclamant des gouvernements des politiques encore plus brutales contre les travailleurs pour accroître leurs profits, la pression de l'oligarchie financière va s'accentuer sur eux. A suivre.

Que le PS, l'UMP et le FN baignent dans ces histoires occultes de fric ne surpendra personne, tout en conservant les nuances d'usage, c'est la même classe sociale qu'ils représentent ou dont ils font partie, à laquelle ils ont voué leur destin.

En famille. Le grand bourgeois Fabius soigne ses intérêts personnels ou l'art du service "gagnant-gagnant".

Les "*apporteurs d'affaires*" de la banque suisse Reyl & Cie se nichent jusque dans les plus grands cabinets d'avocats parisiens. Le Monde a ainsi appris que l'avocat d'affaires Alain Maillot, de Darrois, Villey, Maillot et Brochier (DVMB) avait, lui aussi, joué un rôle important pour Reyl & Cie. "*J'ai vu à de nombreuses reprises Alain Maillot, dans les locaux de Reyl & Cie à Genève. Il a amené de très gros clients*", certifie un gestionnaire de fortune qui a été témoin de cette relation nouée depuis au moins 2006.

En 2001, Alain Maillot avait été mandaté par le ministère de l'économie, alors conduit par Laurent Fabius, pour défendre ses intérêts face à l'administration américaine dans le cadre de l'affaire Executive life. Puis il a été l'un des fiscalistes français les plus consultés, lors de la mise en place, en décembre, 2009, de la "*cellule de dégrisement*", sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Bercy avait durant huit mois ouvert un guichet pour permettre aux contribuables de régulariser leurs avoirs cachés à l'étranger, après paiement d'une grosse amende. Trois mille dossiers avaient été traités.

Interrogé sur le fait que son associé Jean-Michel Darrois est aujourd'hui l'avocat et l'ami proche de Laurent Fabius, il assure ne pas connaître personnellement le ministre des affaires étrangères, même s'il le voit, chaque année, à l'anniversaire de son associé. Lors du dernier dîner, il avait été placé à la même table que M. Fabius. Il l'a également croisé sur deux dossiers

importants, en sa qualité d'avocat d'EADS : la première fois en 2000 quand le grand groupe d'aéronautique demandait des agréments fiscaux ; et la seconde fois en 2012 au moment du projet de fusion entre EADS et BAE. 09.04

Que Fabius et Sarkozy fassent appel au même avocat est tout à fait normal quand on en est si proche.

En famille. La palme. Bruxelles, Londres, Luxembourg, Malte ou encore l'île de Man et Monaco...

C'est le site Internet du Nouvel Obs qui révèle les faits. Bernard Tapie multiplierait les sociétés à l'étranger éparpillant sa fortune entre Bruxelles, Londres, Luxembourg, Malte ou encore l'île de Man et Monaco. "*Nous avons consulté les comptes de ses sociétés enregistrées à Paris, Londres et Bruxelles. Verdict : ses entreprises n'ont pas payé d'impôts en 2009, 2010 et 2011*", explique le site.

L'ex-patron de l'OM ne se priverait pas non plus, par la même occasion, de s'acheter yacht, villas et jets privés à travers ces entités étrangères.

Le site estime la fortune de l'homme d'affaires aujourd'hui à 400 millions d'euros. Pour étayer ses affirmations, il aurait pris contact avec l'ancien ministre de la Ville qui aurait répondu : "*A quoi cela sert que je réponde aux questions ? De toute façon, tu es de mauvaise foi. Je préfère te laisser écrire ton article, et puis j'enverrai un droit de réponse. D'ailleurs, je t'emm...*" Clic. Fin de la conversation. [...]" LePoint.fr 10.04

Le monarque de la blanchisserie.

François Hollande déclare la guerre aux "*dérives de l'argent*" - Reuters

François Hollande a dévoilé mercredi son plan pour moraliser la vie politique française, qui inclut la création d'un office central de lutte contre la fraude et d'un parquet financier dédié aux affaires de corruption et de grande fraude fiscale.

Cette affaire révèle "*la nécessité d'une lutte implacable contre les dérives de l'argent, la cupidité et la finance occulte*", a dit le président. "*Elle appelle des réponses fortes que les Français eux-mêmes exigent parce que l'exemplarité de la République, c'est la condition de son autorité*."

Une haute autorité "*totalement indépendante*" contrôlera les déclarations de patrimoine et d'intérêt des ministres, des parlementaires, des responsables des exécutifs locaux et des grandes administrations, dont le Conseil constitutionnel.

Présidée "*par une personnalité nommée en conseil des ministres, après avis du Parlement*", cette instance comptera "*six membres issus de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat, et de la Cour des comptes*", précise Matignon dans un communiqué.

Dans le troisième volet de son intervention, François Hollande a redit sa détermination à lutter contre les paradis fiscaux, un combat qui ne peut toutefois être mené qu'au niveau européen, au minimum.

"*Les paradis fiscaux doivent être éradiqués en Europe et dans le monde*", a-t-il affirmé. "*Je n'hésiterai pas à considérer comme un paradis fiscal tout pays qui refusera de coopérer pleinement avec la France*".

Le chef de l'Etat a demandé que "*les banques françaises et les grandes entreprises déclarent à l'avenir leurs filiales partout dans le monde*".

Les grands groupes français publient déjà dans leur rapport annuel la liste de leurs filiales dans le monde. C'est notamment le cas de BNP Paribas, de la Société générale, d'Axa ou encore de Total.

François Hollande a aussi opposé une fin de non-recevoir aux ministres et à la gauche de la majorité qui réclament un changement de cap économique pour ne pas céder à l'austérité imposée par l'Union européenne.

"*Le sérieux budgétaire, ce n'est pas l'austérité*", a-t-il affirmé. "*Le sérieux, c'est le cap, la croissance c'est l'objectif, l'emploi c'est l'exigence. Cette politique a été fixée, je n'en changerai pas*".

"*Aucun ministre ne peut remettre en cause la politique qui est conduite, qui n'est pas l'austérité*", a-t-il insisté. Reuters 09.04

Dire la vérité, faire preuve d'honnêteté : c'est à bannir, cela favorise le "populisme" !

Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone s'est dit mercredi opposé à la publication du patrimoine des élus,

après l'annonce de mesures par François Hollande sur la moralisation de la vie politique.

Les 37 membres du gouvernement de Jean-Marc Ayrault doivent publier d'ici lundi leur patrimoine, après la démission de l'ancien ministre du Budget Jérôme Cahuzac, qui a admis posséder un compte clandestin à l'étranger.

"*Je suis réservé quant à la publication du patrimoine des élus. La dérive individuelle de M. Cahuzac ne doit pas déboucher sur une culpabilité collective. Je mets en garde contre toute initiative qui viendrait alimenter le populisme*", a déclaré Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, au quotidien Le Figaro.

"*Déclarer, contrôler, sanctionner, c'est de la transparence. Rendre public, c'est du voyeurisme*", ajoute-t-il dans Le Figaro daté de jeudi, utilisant les mêmes termes que l'opposition. Reuters 09.04

Parce que voyez-vous, il faudrait leur faire confiance les yeux fermés : laissez tomber, on va s'en charger, ben voyons ! Je trouve très bien de les harceler, de leur pourrir la vie, après tout n'est-ce pas ce qu'ils font subir aux travailleurs quotidiennement, tout en étant dans une situation plus confortable ?

C'était d'ailleurs l'orientation du discours de Hollande hier matin, il n'avait pas d'autres objectifs, on va faire notre cuisine entre nous en créant une énième haute autorité, patati patata et l'affaire est réglée, quelle affaire au fait ?

En famille, on ira tous aux paradis... fiscaux.

Jean-Marie Le Pen dans la même position que François Hollande. Le trésorier de campagne du président d'honneur du Front national, tout comme le trésorier de campagne du président de la République, a utilisé les services de plusieurs sociétés offshore comme le révèle Mediapart.

L'éditeur Jean-Pierre Mouchard, vieil ami du fondateur du FN et ex-trésorier du micro-parti Cotelec, a opéré dans les années 1990 des virements internationaux à travers Overseas Property Services Limited à Gibraltar, pour renflouer l'une de ses maisons d'édition française, Magellan. C'est la société fiduciaire Isola et Isola, également située à Gibraltar, qui gère les opérations de l'éditeur liées à Overseas Property Services Ltd, mais aussi celles liées à la société panaméenne Hadret Al-Raiss, dont Jean-Pierre Mouchard est actionnaire. lemonde.fr 10.04

La voix des banquiers ou la politique du gouvernement... des banquiers.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a estimé mercredi que la France devait faire 40 milliards d'euros d'économies d'ici 2014 pour réduire son déficit et mener à bien nombre de mesures pour relancer la croissance attendue proche "*de zéro*" cette année.

Interrogé sur Europe 1 sur les efforts à faire pour parvenir à la limite des 3% de déficit public autorisé par le Traité de Maastricht, M. Noyer a expliqué qu'il fallait "*faire en 2014 le même niveau de dépenses qu'en 2012*".

"*Par rapport à la tendance spontanée qui serait une augmentation des dépenses en deux ans de 40 milliards, il faut faire 40 milliards (d'euros) d'économies*", a-t-il précisé.

"*Ce qu'il faut faire ce sont des mesures qui sont tout à fait à notre portée*", a insisté le gouverneur de la Banque de France.

Concrètement, "*il faut geler les dépenses au niveau atteint en 2012. Cela veut dire qu'il faut faire un effort partout" et notamment "geler les retraites, continuer à geler les salaires des fonctionnaires, les prestations sociales...*", a poursuivi le gouverneur de la Banque de France.

Mais il a récusé le fait que le gouvernement soit engagé dans une cure d'austérité pour le pays dont la croissance en 2013 sera "*faible*", proche de zéro.

"*On n'est pas dans l'austérité, on est aujourd'hui confronté à la nécessité d'avoir une gestion très rigoureuse des finances publiques parce que nous avons un déficit public qui est trop important*", a poursuivi le responsable.

"*D'une façon générale, on n'a pas le choix. On ne peut pas continuer pendant des années à creuser les déficits, creuser la dette, à rejeter la dette sur les générations futures*", a-t-il martelé.

Par ailleurs, M. Noyer a estimé que le pays avait besoin "*de doper la croissance*" par des réformes structurelles comme celle du marché du travail. AFP 10.04

INFOS EN BREF

SOCIAL

Turquie

Le syndicat turc de l'aéronautique a appelé les salariés de la compagnie Turkish Airlines (THY) à faire grève pour dénoncer la décision de leur direction de ne pas réintégrer 305 employés licenciés après un mouvement de grève l'an dernier, a annoncé mercredi l'un de ses responsables.

"*Nous allons annoncer aujourd'hui (mercredi) notre décision de faire grève car il n'y a eu aucune avancée dans les discussions entamées le 16 janvier*", a déclaré à l'AFP Mustafa Yagci, le secrétaire général de Hava-Is, seul syndicat du secteur aérien en Turquie.

Le mouvement ne débutera concrètement que d'ici "*une dizaine de jours*" pour laisser une dernière chance à la négociation avec la direction de l'ex-compagnie nationale, a toutefois précisé M. Yagci.

Le ministre turc des Finances Mehmet Simsek a immédiatement dénoncé la décision du syndicat. "*Nous ne permettrons pas que les activités de THY soient perturbées, surtout pas avant la saison touristique*", a-t-il menacé.

En mai 2012, les salariés de THY avaient cessé les travail plusieurs jours pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail et, surtout, l'adoption par le Parlement turc d'une loi interdisant la grève dans plusieurs secteurs jugés stratégiques par le gouvernement islamo-conservateur, du pays, notamment le secteur aérien.

La compagnie avait alors procédé au licenciement de 305 salariés grévistes, qu'elle refuse depuis catégoriquement de réintégrer. Le secrétaire général du syndicat Hava-Is a précisé mercredi que le nouvel appel à la grève était "*parfaitement légal*" an vu d'une modification la loi votée en novembre.

Sur les 15.900 salariés de THY, 14.000 sont membres du syndicat.

Contrairement à la quasi-totalité des ses concurrentes européennes, Turkish Airlines, récompensée deux fois d'affilée du titre de meilleure compagnie du vieux continent, affiche une forte croissance et multiplie les dessertes dans le monde entier.

THY a ainsi transporté en 2012 près de 39 millions de passagers, en hausse de 20% par rapport en 2011.

Elle envisage de multiplier par deux sa flotte actuelle de 215 avions, après deux récentes commandes géantes de 117 Airbus mono-couloirs de la famille A320 et 95 exemplaires de son concurrent de chez Boeing, le 737. Aux prix catalogue, ces deux commandes sont facturées, options comprises, à près de 20 milliards de dollars. AFP 10.04

Haut de page

Le 12 avril 2013

CAUSERIE

Première partie rédigée jeudi soir.

A propos du site.

J'ai pris mon courage à deux mains et j'ai archivé tous les articles de mars hier soir. Rien que pour la rubrique International cela m'a pris 1h30. Cela prend tellement de temps que je pensais abandonner toute ces rubriques, du coup cela m'a forcé à réfléchir et j'ai réussi à trouver un moyen pour gagner un peu de temps sans rien sacrifier. Je n'avais pas prévu que le site prendrait une telle tournure, je n'ai pas pensé à formater les pages d'accueil des différentes rubriques exactement de la même manière, en informatique cela ne pardonne pas, ce qui me pose des problèmes maintenant et me force à faire de nombreuses corrections, à rajouter ou supprimer des espaces pour que l'alignement des titres soit correcte, avec IE, avec Mozilla j'ai abandonné, il y a un problème de compatibilité entre les deux navigateurs que je ne suis pas parvenu à résoudre.

Ce qui me détruit la santé, ce n'est pas le boulot ou la chaleur mais le manque de sommeil. Hier après-midi, après avoir terminé l'actualisation du site, je me traînais tellement que j'ai été faire une sieste, la nuit précédente je n'avais pas dormi plus de 4 heures, et cela fait des semaines que cela dure, je tiens au café et à la clope, ce qui n'arrange rien évidemment. Si cela continuait, je serais forcé de réduire mon activité aux causeries et infos en bref et je dormirai une partie de la journée, le reste du temps j'essaierai de faire un peu d'exercice pour perdre les kilos en trop que j'ai pris, c'est dû à ce foutu manque de sommeil.

Je pense que si je me concentrais sur l'actualité et peaufinais mes analyses tout en lisant davantage d'articles, on n'y perdrait pas au change. L'air de rien, tous les jours je bosse en cavalant littéralement, je bâcle les causeries, j'ai à peine le temps de réfléchir à ce que j'écris, c'est très risqué, et souvent je m'aperçois après coup que j'ai oublié de traiter un volet important d'un sujet. Heureusement que je ne suis pas distrait par des discussions aussi inutiles qu'interminables, mon isolement est un avantage, sinon jamais je ne pourrais être aussi disponible pour faire ce boulot.

Signalons au NPA et à LO que la Ve République existe toujours.

Enfin, à petit pas, un peu tard, peut-être avant de passer à autre chose, l'affaire Cahuzac remet au premier plan les institutions de la Ve République qu'il nous faut abattre pour construire sur ses cendres un nouvel Etat, une République sociale, socialiste, ce qui ne nécessite que les masses révolutionnaires se soulèvent et se dotent de leurs propres organismes de pouvoir politique indépendants sur lesquels elles excercent un contrôle permanent, d'un programme mettant à l'ordre du jour la refonte de la société sur la base de nouveaux rapports de production et de distribution des richesses qui doit avoir comme contenu l'expropriation des banquiers et des capitalistes du CAC40, des grandes et moyennes entreprises...

Liquider les institutions politique du capital est indispensable pour s'attaquer ensuite à la racine du mal, au capitalisme lui-même. Ces deux objectifs sont liés et inséparables, ils constituent les deux piliers autour desquels la classe doit se rassembler, s'organiser, l'unité de la classe peut se réaliser sur cette base-là, dans cette perspective, quel formidable horizon s'ouvre à elle, quel puissant espoir il va faire naître chez chaque travail, et dès lors rien ni personne ne pourra les diviser.

Si nous avançons dans cette voie et que nous trouvons les bonnes formules, le langage qui convient pour nous adresser aux travailleurs, demain ils seront des millions à répondre à cet appel, à briser les chaînes qui les retenaient de passer à l'action, l'illusion du régime et du capitalisme, tout puissant et invulnérable, en réalité corrompu et failli volant en éclats.

Quand l'heure de la confrontation générale approche tout devient plus limpide et plus simple, plus accessible à comprendre, soudainement tous les masques et illusions tombent et s'envolent, ils servaient à entretenir le doute, à alimenter le pessimisme, dorénavant ce sont des certitudes qui les remplacent, le régime est corrompu, pourri, il faut le balayer, le capitalisme n'est porteur que que misère et milles souffrances, il faut qu'il disparaisse, un nouvel horizon apparaît que l'on distingue encore à peine, c'est à nous d'aider les travailleurs à y donner forme, de la substance pour qu'il se matérialise, pour que finisse de mûrir l'idée qu'une autre société meilleure et plus juste est possible pour peu qu'on se mobilise et qu'on balaie les obstacles que notre ennemi a dressé sur le chemin de notre combat libérateur. S'émanciper de l'exploitation et de l'oppression, se libérer de la tyrannie, de la dictature du capitalisme, voilà l'objectif de notre combat.

Chaque militant peut le mener dans l'entreprise ou l'administration où il travaille, dans sa localité. Depuis de longues années déjà on entend dire un peu partout dans le pays : cela va péter, cela ne peut plus durer, la situation est devenue insupportable, tout fout le camp, etc. et on a perdu beaucoup de temps à mener des batailles qui se sont toutes soldées par des échecs, les rares exceptions sont discutables selon moi, on a refusé de les situer dans une perspective politique car soi-disant elle aurait été un obstacle à l'unité, alors qu'il était impossible de vaincre, donc en pure perte, au contraire il fallait donner à cette exaspération qui jaillissait du plus profond de la classe ouvrière un contenu et une orientation politique pour lui donner un sens, un espoir, une certitude qui se serait traduite un jour ou l'autre, pour en avoir douté on n'a pas voulu avancer dans cette voie.

Avancer la rupture avec la Ve République tout en refusant de rompre avec le PS qui en est un des piliers et ses élus, c'est pratiquer le double langage, c'est inacceptable, insupportable. S'adresser à Hollande pour lui demander de "*faire respecter le suffrage universel*", demander de le rencontrer, c'est non seulement refuser de prendre en compte les millions et millions de travailleurs qui ne se reconnaissent pas en Hollande, c'est tenter de transformer cette première prise de conscience en illusion dans le régime au-delà de Hollande, faire régresser le niveau de conscience de ces travailleurs, les tirer en arrière, c'est contre-révolutionnaire. Les faits ont plus de valeur que les discours qui n'engagent que ceux qui les prononcent et les naïfs qui leur accordent plus d'importance qu'ils n'en ont.

Seconde partie vendredi

Une réflexion à creuser qui m'est venue à l'esprit : Mélenchon, le Pablo du XXIe siècle...

Je mettrais en ligne les 30 nouveaux articles ce soir. La chaleur monte, on crève !

Achever le régime, abattre ce qui reste de leur République moribonde et corrompu, liquider de fond

en comble les institutions de la Ve République, fonder une République sociale sur ses cendres.

Cahuzac, "*toute honte bue*" écrit *Informations ouvrières* (IO n°246, page 4), parce qu'il pourrait éprouver ce sentiment ? C'est marrant on aurait plutôt observé que tout indiquait le contraire.

La preuve avant-hier il s'est encore posé la question de savoir s'il reprendrait sa place à l'Assemblée nationale comme si rien ne s'était passé : "*C'est trop tôt, je n'ai pas encore pris ma décision*", a-t-il déclaré jeudi la Dépêche du Midi (Reuters 10.04)

Cahuzac, c'est l'ordure finie qui assume l'être devant ses pairs, ne serait-ce pas parce qu'il serait en bonne compagnie à l'Assemblée nationale ou que les autres élus lui ressembleraient ? Maintenant ils peuvent très bien le chasser de leurs rangs pour qu'on n'en vienne pas à se poser cette question.

J'exagère, attendez Bernard Cazeneuve sur France Info a estimé possible son retour à l'Assemblée nationale, je n'invente rien, précisant que "*c'est un dialogue qu'il doit engager avec lui-même, avec sa conscience*", parce qu'il en aurait une, même son de cloche qu'au POI, et oui il y a des signes qui ne trompent, du plus mauvais effet, révélateur, ravageur.

Les uns et les autres veulent sauver ce qu'ils osent encore appeler la démocratie, laquelle, inutile d'en préciser la nature, c'est entendu, entre eux, d'ailleurs le POI et le PS partagent les mêmes préoccupations. Claude Jenet veut "*réconcilier le peuple et les élus*", réconcilier signifie que précédemment il existait un rapport de confiance entre eux, des élus de partis étrangers à la classe ouvrière il faut préciser, ce qui permettait d'assurer la stabilité du régime en place, confiance qui incarnait en réalité les illusions des masses ou leur profonde ignorance des institutions, je ne sais pas ce que vous en penser, mais au lieu de souhaiter que les masses reproduisent ces rapports on souhaiterait plutôt qu'elles prennent leur sort en main, qu'elles rejettent tous ces élus, oh là pas si vite, car si cela se déroulait dans le cadre de "*l'élection d'une Assemblée constituante souveraine*", cela changerait la donne du tout au tout. Tiens donc, ces élus deviendraient-ils des révolutionnaires par miracle, car ce ne serait pas vos candidats qui seraient davantage élus, dites-nous comment votre parti composé de quelques milliers de militants pourrait-il faire entendre sa voix plus qu'aujourd'hui, alors que les médias acquis au régime demeureraient en place, l'inégalité des moyens matériels et financiers dont dispose les partis resterait inchangée, expliquez-nous comment vous comptez vous y prendre, à moins que Laurent (PCF) ait lâché le morceau le 5 avril en affirmant que pour un peu il n'y aurait même besoin de dissoudre l'Assemblée nationale pour que l'Assemblée constituante se mettte en place, eh hop, on change d'étiquette, on passe un coup de vernis et le tour est joué.

Le Figaro du 8 avril se préoccupait aussi de "*l'avenir de notre République*", autant dire que nous ne mêlerons pas nos voix à un tel concert de bonnes intentions qui passent sciemment à côté de l'essentiel, un tel discours est inaudible ou ne peut prêter qu'à confusion. Leur République agonise, qu'on l'achève, place à une République sociale ou socialiste, mot d'ordre que ne pourront pas reprendre Le Figaro, Mélenchon ou Laurent

L'heure n'est pas à la "*refondation de la République*" (bourgeoise), pas même à la "*rupture avec la Ve République*" qui même moribonde pourrait continuer d'exister ou des pans entiers des institutions, soyons clair, l'heure est au combat pour abattre les institutions de la Ve République, ensuite seulement une fois cet objectif atteint, il sera possible d'envisager une République sociale ou socialiste.

"*Du point de vue de la classe ouvrière et de la démocratie, la crise du régime appelle la liquidation des institutions de la Ve République et la convocation d'une Assemblée constituante souveraine jetant les bases d'institutions authentiquement démocratiques, permettant qu'un gouvernement prenne les mesures d'urgence qu'appelle la situation : l'interdiction des licenciements, la (re)nationalisation des secteurs clés de l'industrie, le rétablissement des services publics, etc.*"

Dans son éditorial D. Gluckstein y vient, à ceci près, d'une part qu'il oublie de préciser qu'aucune mesure d'urgence ne pourra être prise sans au préalable exproprier les banquiers, rompre avec l'euro ou que l'Etat se réapproprie le monopole de la création monétaire (et du crédit, du commerce extérieur), d'autre part, il évoque cette perspective (liquider la Ve République) pour aussitôt dans la pratique l'oublier, car si elle figure dans une déclaration, elle ne constitue pas l'axe du combat politique du POI, pire, il ne peut se défaire de l'illusion que l'unité des travailleurs pourrait se réaliser sur un autre objectif, pour retomber aussitôt dans le travers qui consiste à privilégier le combat sur le plan social et syndical et à colporter de nouvelles illusions sur la possibilité qui existerait de "*stopper net les contre-réformes et (les) mesures d'austérité*", ruinant ainsi l'espoir que l'issue politique qu'il avait proposée pouvait faire naître chez les travailleurs.

"*Cet objectif est indissociable de l'action pratique pour aider à réaliser l'unité des travailleurs et des organisations, pour stopper net les contre-réformes et mesures d'austérité que le gouvernement Hollande en crise prétend continuer à asséner.*"

Une pure coïncidence.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer Interrogé sur Europe 1 le 10 avril.

"*On n'est pas dans l'austérité, on est aujourd'hui confronté à la nécessité d'avoir une gestion très rigoureuse des finances publiques parce que nous avons un déficit public qui est trop important*", a poursuivi le responsable. AFP 10.04

Hollande à la télévision le 10 avril.

"*Le sérieux budgétaire, ce n'est pas l'austérité*", a-t-il affirmé. "*Le sérieux, c'est le cap, la croissance c'est l'objectif, l'emploi c'est l'exigence. Cette politique a été fixée, je n'en changerai pas*". AFP 10.04

ACTUALITE EN TITRES

De quelle année ?

- Cahuzac : l'Élysée alerté dès le 15 décembre - LeFigaro.fr

Les droits pour les aristocrates, les devoirs pour les serfs.

- Tous ces moyens légaux qui permettent de contourner sans problème l'opération vérité sur les patrimoines - Atlantico.fr

Le roquet aux abois se venge aveuglément...

- Evasion fiscale : Paris menace l'Autriche de liste noire - LeMonde.fr

... et se ridiculise...

- Lutte contre les paradis fiscaux: Hollande a annoncé une mesure déjà votée - L'Expansion.com

... la réponse :

- L'Autriche dénonce les paradis fiscaux américain et britannique - Reuters

Les bouffons du régime

- L'arrêt des hauts-fourneaux de Florange entériné - Reuters

- Florange : les syndicats en appellent au gouvernement - LePoint.fr

Coupez-donc le cordon ombilical avec votre bourreau ! A bas le gouvernement des banquiers et des capitalistes, tout le pouvoir aux travailleurs !

Au pinard, citoyen !

- Alcool : les Français boiraient 86 litres de vin par an, contre 257 litres en 1961 - Atlantico.fr

La charrette du jour.

- Siemens va supprimer plus de 3.000 postes dans sa division industrie - AFP -

Pire qu'avant-guerre !

- Le chômage en Grèce atteint le taux record de 27,2% - L'Expansion.com

- Les "*découragés*" redoublent le niveau réel du chômage en Italie - Reuters

Il fallait écrire double et non redouble.

Le pouvoir, le fric et le cul, ils ne pensent qu'à cela.

- Le G8 conclut un accord "*historique*" pour lutter contre les violences sexuelles en zone de guerre - LePoint.fr

- Le Montana dépénalise la sodomie entre homosexuels - LeMonde.fr

- La taille du soutien-gorge épinglée en Suède - Liberation.fr

Ces titres figuraient dans la page infos internationales de Yahoo, je n'ai pas été les chercher sur un site porno, je précise !

Qui l'aurait cru ?

- Des rebelles syriens refusent l'État islamique prôné par Al-Qaeda - Liberation.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Bien mal acquis

Les élus français manifestent leur malaise à l'idée de publier leur déclaration de patrimoine, le président de l'Assemblée décelant lui-même un risque du "*voyeurisme*" dans cette mesure annoncée par le gouvernement pour moraliser la vie politique.

Se faisant pour l'occasion le porte-parole d'élus de droite comme de gauche, Claude Bartolone a fait part de ses "*réserves*" au Premier ministre, qui consulte jeudi présidents et chefs de groupe de l'Assemblée et du Sénat sur cette idée annoncée mercredi pour éteindre l'incendie allumé par l'affaire Cahuzac.

L'Elysée admettait jeudi que le sujet "*ne passe pas*" chez les parlementaires, y compris socialistes.

"*Dans le contexte actuel, il ne sera pas facile de les faire voter*" en faveur de la loi attendue d'ici l'été, a reconnu un conseiller de François Hollande.

Publier les patrimoines, "*ce n'est pas forcément la bonne solution pour permettre un lien de confiance entre les élus et la population*", a dit Claude Bartolone à la presse à Matignon. "*Une nouvelle fois, cela envoie un signal 'vous devez vous méfier des élus'*".

"*Je ne voudrais pas que dans cette volonté de lutter contre toute dérive, on donne une nouvelle fois le sentiment que les élus sont condamnables a priori, ce serait une mauvaise chose pour la démocratie*", a-t-il fait valoir.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a elle aussi invité sur RMC à "*ne pas basculer dans un moralisme qui pousserait à une espèce de surenchère et conduirait à laisser croire aux Français que ceux qui exercent des fonctions, qui s'engagent sont tous corrompus, malhonnêtes*". Reuters 11.04

Ils sont tous corrompus par la même idéologie se déclinant sous différents masques, celle que défend et qu'incarne madame Parisot, elle, elle ne peut pas le cacher, mieux, elle en est fière.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Koweït

Un million de dollars d'amende et dix ans de prison pour avoir diffamé l'émir ou la religion: le projet de loi du gouvernement koweïtien aura de quoi faire réfléchir les journalistes et les blogueurs. Le texte qui, selon des journaux koweïtiens, s'appliquerait aux médias imprimés ou électroniques ainsi qu'aux réseaux sociaux, doit être voté par le Parlement, où le pouvoir dispose d'une confortable majorité.

Si la mesure est adoptée, elle durcira encore un Code pénal déjà sévère. D'après les ONG de défense des droits de l'homme, au moins 25 personnes sont en ce moment détenues pour avoir «*offensé*» l'émir Sabah al-Ahmad al-Sabah sur Twitter ou sur Facebook. Certains prisonniers ont déjà été condamnés à cinq ans de prison.

Désormais, ils risqueraient deux fois plus, ainsi que la ruine financière. Le ministre de l'Information n'a pas confirmé les chiffres, mais il a reconnu l'existence du projet qui, selon lui, n'est pas destiné à museler la liberté d'expression mais à «*maintenir la stabilité*» et à «*ajouter de la valeur aux médias.*»

Cette polémique met en lumière une révolte relativement oubliée. Le Koweït connaît aussi son «*printemps arabe.*» Il a même commencé avant ceux des Tunisiens et des Égyptiens. Grâce, paradoxalement, à l'avancée de la démocratie dans le richissime émirat pétrolier. Le Koweït possède un Parlement depuis 1960, et depuis plusieurs années, les revendications montent pour demander une monarchie constitutionnelle.

L'émir ne l'entend pas ainsi. Après avoir annulé deux fois de suite des élections faisant la part belle à l'opposition, il a finalement obtenu une Chambre favorable, après avoir modifié la loi électorale. Depuis, les manifestations se succèdent, parfois violentes. La dernière a rassemblé des centaines de Koweïtiens, dont d'anciens députés, devant le palais de justice. Les manifestants demandaient la libération des blogueurs emprisonnés. Si le projet de loi est confirmé, il semble que l'émir n'est pas prêt à les entendre. lefigaro.fr 11.04

Pour Le Figaro, "*le richissime émirat pétrolier*" devant lequel il bave est un bastion de "*l'avancée de la démocratie*" au Moyen-Orient, la preuve, il a "*annulé deux fois de suite des élections faisant la part belle à l'opposition*", belle exemple de démocratie qui inspira d'autres souverains.

On sait maintenant quel régime inspira l'UE, qui, insatisfaite du vote non en Irlande, imposa un nouveau vote pour faire passer le oui au projet de TCE, ou encore le tour de passe-passe employé par Sarkozy pour parvenir au même résultat. Il n'eut même pas besoin de modifier la loi électorale, il la contourna en utilisant un artifice antidémocratique contenu dans la Constitution de la Ve République.

SOCIAL

1- Italie

Environ trois millions d'Italiens sans travail ont abandonné leur recherche d'emploi, ce qui alourdit considérablement la situation reflétée par la méthode officielle de calcul du taux de chômage, peut-on constater dans des chiffres publiés jeudi par l'institut national de statistiques Istat.

Le taux de chômage italien a atteint 11% en 2012, soit 2,7 millions de personnes, ce qui le place dans la moyenne de l'Union européenne et bien en-dessous de l'Espagne (25%) et de la Grèce (24,3%).

Comme dans le reste de l'UE, cette méthode de calcul ne prend cependant en compte que les personnes qui ont effectué au moins une démarche de recherche lors des quatre semaines précédant l'enquête, ou celles qui sont sur le point d'accepter une offre d'emploi.

Les "*découragés*", terme qui se réfère à ceux qui ont abandonné leur recherche d'emploi, sont donc trois millions en Italie, soit 11,6% de la population active, ce qui constitue un niveau sans équivalent dans l'UE. Cette proportion est par exemple de 4,7% en Espagne, 1,8% en Grèce, 1,3% en Allemagne et 1,0% en France.

La majorité des analystes jugent d'ailleurs que le taux de chômage est peu significatif de la situation italienne, et que c'est le taux d'emploi, qui mesure la proportion de gens qui travaillent par rapport à la totalité de la population en âge de le faire, qui doit être privilégié.

A 56,4% en janvier, le taux d'emploi de la troisième économie de la zone euro est lui dans le bas du classement de l'UE et se trouve en-dessous des chiffres espagnols et grecs. Reuters 11.04

Selon certaines sources, aux Etats-Unis la même situation qu'en Italie prévaudrait...

2- Grèce

Le chômage a battu un nouveau record en Grèce avec un taux de 27,2% au mois de janvier, contre 25,7% (revisé) en

décembre, selon les chiffres de l'agence de la statistique grecque (Elsat) publiés jeudi. Reuters 11.04

ECONOMIE

1- Autriche

L'Autriche a répondu aux critiques sur son secret bancaire en invitant jeudi le Royaume-Uni et les Etats-Unis à réprimer les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent sur leurs propres territoires.

A la veille de rencontrer ses collègues de l'Union européenne réunis à Dublin pour débattre entre autres de la question, la ministre autrichienne des Finances, Maria Fekter, n'a pas exclu de suivre l'exemple du Luxembourg, qui a annoncé la suppression du secret bancaire pour les ressortissants de l'UE à partir de janvier 2015.

Mais elle a souligné que ce ne pouvait être "*à sens unique*", accusant Londres et Washington de ne rien faire pour supprimer leurs propres paradis fiscaux dans le Delaware ou les îles anglo-normandes.

"*Le Delaware et le Nevada sont des paradis fiscaux et des centres de blanchiment d'argent dont il faut parler aussi*", a-t-elle dit dans une interview au quotidien Die Presse. Quant à la Grande-Bretagne, accuse la ministre, c'est "*l'île des bénis de l'évasion fiscale et du blanchiment*".

Maria Fekter propose pour sa part que la Grande-Bretagne et des territoires associés comme les îles anglo-normandes, dont la principale est Jersey, soient tenus de suivre les règles que l'UE a imposées à Chypre pour empêcher des particuliers de prendre anonymement le contrôle de sociétés ou de fondations.

"*Ce que nous exigeons de Chypre, une petite île, nous l'exigeons aussi du Royaume-Uni*", dit la ministre conservatrice dans son interview à Die Presse.

Dans un autre entretien au tabloïd Kurier, elle ajoute : "*Nous voulons un registre des fondations pour les îles anglo-normandes mais aussi pour les pays où la loi britannique s'applique comme les îles Caïmans, les îles Vierges ou Gibraltar (...) Ce sont des territoires qui sont des paradis pour ceux qui fuient les impôts.*"

Le chancelier Werner Faymann, qui est social-démocrate, a déclaré cette semaine que son pays était prêt à négocier avec Bruxelles tant que le secret bancaire continuerait de protéger les ressortissants autrichiens.

La Commission européenne a averti Vienne lundi que refuser de modifier ses règles en matière de secret bancaire risquait de la placer dans une position "*isolée et intenable*".

Les Etats-Unis, qui ont lancé ces dernières années une vaste traque aux évadés fiscaux, doivent entamer des négociations prochainement avec l'Autriche.

L'UE l'a prévenue qu'elle prendrait des mesures de rétorsion si Vienne fournit des informations sur les comptes bancaires des ressortissants américains et refuse de le faire pour les autres pays de l'UE. Reuters 11.04

Sauve qui peut ! Le grand déballage et quand ils s'étripent entre eux, on en redemande. Au fait Maria Fekter est social-démocrate, comme Hollande, et elle défend un paradis fiscal ? Normal, non ? Oui, bon d'accord.

Ce qui est formidable ici, c'est que l'UE vole ouvertement au secours "*des ressortissants américains*" mais pas d'autres pays ou continents, et se comporte ainsi comme le 51e état des Etats-Unis d'Amérique, pardon, le 52e après Israël.

Quand ils parlent habituellement des paradis fiscaux, les uns et les autres évoquent volontiers des îles aux noms exotiques qui laissent à penser qu'ils se situeraient à l'autre bout du monde, plantés en plein océan protégés uniquement par un récif coralien et un troupeau de requins prêts à dévorer tous ceux qui s'en approcheraient pour peu qu'ils seraient habités de mauvaises intentions à leur égard, sorte de superpuissances microscopiques d'où tout le monde ignorerait l'origine de leur pouvoir quasi-surnaturel, divin quoi.

Du coup, on s'imagine que pour que ces paradis fiscaux édictent leurs propres règles en matière financière, c'est qu'on doit être en présence d'Etats souverains et indépendants auxquels il est impossible d'imposer un contrôle sur son fonctionnement bancaire, franchement quel pays dans le monde accepterait de s'y soumettre, n'est-ce pas ? On pourrait ajouter à part les Etats vassaux des Etats-Unis : l'Union européenne.

Généralement on ne cherche pas plus loin, on se dit que ces Etats isolés ont dû trouver le secret de la pierre philosophale pour transformer un vulgaire caillou planté en pleine mer en or, voilà tout.

Sauf que voilà, cette histoire aux relents exotiques qui tiendrait du miracle après que le paradis céleste se soit répandu soudaienement sur terre, relève de la fable destinée aux pauvres types enclins à se libérer par n'importe quel artifice de la grisaille de sa vie quotidienne.

Non seulement la plupart de ces îles ne sont pas des Etats souverains et indépendants, elles appartiennent à de puissants Etats qui les ont colonisées autrefois, et parmi ces paradis fiscaux figurent même ces Etats en tant que tels, effectivement, la Suisse, l'Autriche, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, etc. Hormis le privilège de battre monnaie qu'ils ne possèdent pas, le fonctionnement des paradis fiscaux est copié sur celui des grandes banques centrales, la Fed, la BoE, la BCE qui n'ont de comptes à rendre à personne.

Prenons les îles Vierges qui appartiennent à l'empire britannique, elles n'existent comme paradis fiscal que par la volonté de la Banque d'Angleterre qui n'est pas une banque d'Etat ou publique, mais commerciale contrôlée par un cartel de banquiers, banquiers qui ont également le monopole de la création monétaire, ils sont propriétaires de la planche à billets (livre), donc ils contrôlent l'ensemble de l'économie du pays.

Ils détiennent le pouvoir et ils ont édicté des lois que les citoyens britanniques doivent respecter, à l'exception des plus fortunés qui peuvent en partie y échapper grâce aux paradis fiscaux qu'ils ont créés à cet effet. Soustraire leur fortune à l'impôt, s'en servir pour se livrer discrètement à toutes sortes de trafics parfaitement illégaux ou financer des activités politiques criminelles à l'échelle internationale, voilà en gros la raison d'être de ce système mafieux qu'ils ont conçus avec l'aval des institutions de leur pays qui leur étaient acquises, et qu'aucun gouvernement dans le monde n'a osé remettre en cause à ce jour.

Ils ont ainsi acquis un pouvoir extraordinaire sans contrôle de la population qui en ignore tout ou presque, qui leur permet d'imposer leur dictature à tous les peuples, de conduire l'humanité au chaos et à la guerre.

2- Chypre. Le coup de grâce : le silence est d'or.

2.1- Chypre devra finalement trouver 13 milliards d'euros, soit six milliards de plus que prévu initialement, dans le cadre d'un plan de sauvetage international de l'île, déjà sous le choc de mesures sévères visant son secteur bancaire.

En effet, le porte-parole du gouvernement Christos Stylianides a annoncé jeudi que la dette du pays avait été revue à la hausse, à 23 milliards (mds) EUR, dont 10 seraient fournis par les bailleurs internationaux et le reste assuré par les Chypriotes eux-mêmes.

"*C'est un fait, le mémorandum de novembre parlait d'environ 17,5 mds de financements nécessaires. Ce chiffre est désormais de 23 mds d'euros*", a-t-il dit.

Cette annonce intervient à la veille à Dublin d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro qui doivent se prononcer sur les mesures que doit mettre en oeuvre Nicosie pour bénéficier de l'aide internationale et recevoir comme prévu un premier versement début mai. Ils devraient a priori donner "*un feu vert politique*", selon un diplomate européen.

En échange, le pays devait trouver initialement 7 milliards d'euros, une somme évaluée désormais à 13 mds, soit plus de 75% du PIB. La majeure partie viendra de la restructuration du secteur bancaire, qui comprend une ponction sur les plus gros créanciers, y compris les déposants; 10,6 milliards d'euros au lieu des 5,8 milliards annoncés au départ.

Pour expliquer le passage de 17,5 à 23 mds EUR, une source proche du dossier a souligné que les besoins de Chypre avaient évolué.

Selon elle, même si la restructuration du secteur bancaire doit désormais être largement financée par le secteur privé, les besoins prévus de financement de l'Etat ont augmenté en raison d'une récession plus forte que prévue qui assèche ses recettes. Les 23 mds EUR comprennent à la fois les contributions publiques et privées, alors que les 17 mds ne prenaient en compte que le financement public.

Le projet chypriote de vendre les réserves excédentaires d'or du pays afin de participer au financement de son plan de sauvetage, peut constituer un précédent pour les pays les plus endettés de la zone euro, comme l'Italie ou le Portugal.

Même si le gouvernement chypriote a rappelé jeudi que la décision reviendrait à la banque centrale du pays, un document de la Commission européenne affirme que Nicosie a pris des engagements afin de lever environ 400 millions d'euros par la vente de son surplus d'or.

"*Cela pourrait changer la donne pour les marchés*", estime un négociant en or. "*Sachant que le Portugal a rejeté (une partie) du dernier plan d'austérité en date, et qu'il possède 90% de ses réserves de change en or, cela veut-il dire que l'on va lui demander d'en vendre une partie?*"

L'or représente 90% des réserves de changes du Portugal et 78% de celles de l'Italie, qui en détient à elle seule 3.230 tonnes. A titre de comparaison, l'Inde possède moins de 10% de ses réserves en or.

Malgré l'ampleur de ces chiffres, la vente d'or ne permettrait qu'un allégement limité des problèmes de financement de la zone euro. Les réserves d'or de l'Italie ne valent par exemple que 95 milliards d'euros, au cours actuel du métal, alors que l'encours de la dette du pays avoisine les 1.685 milliards.

Néanmoins, l'exemple chypriote montre que la vente d'or permettrait à Nicosie de lever une part non négligeable de 3% des 13 milliards d'euros que le pays doit réunir en complément de l'aide de 10 milliards versée par la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI).

Le cours de l'once d'or a plongé après l'annonce de la vente éventuelle des réserves excédentaires chypriotes. Les marchés craignent que cette décision accentue la pression sur d'autres banques centrales.

Si d'autres pays européens emboîtaient le pas à Nicosie, cela provoquerait une baisse des prix du métal précieux, alors que la demande en or des banques centrales a été l'une des rares à augmenter en 2012.

L'article 7 du protocole du Système européen de banques centrales garantit toutefois l'indépendance des institutions nationales, notamment par rapport aux gouvernements, ce qui signifie en théorie qu'elles ne peuvent pas être obligées de vendre leurs réserves d'or.

Même si elles le désirent, l'Accord des banques centrales sur l'or, qui en est à sa troisième version depuis sa signature en 1999, limite la vente d'or totale par ses signataires à 400 tonnes par an.

Ce plafond est pour le moment bien supérieur à la réalité des échanges, les banques centrales signataires n'ayant vendu que 4,2 tonnes d'or depuis la signature de la dernière mouture de l'accord en septembre 2012.

La dernière vente d'ampleur a été réalisée au premier semestre 2009, quand la Banque de France en avait cédé 17,4 tonnes. L'ensemble des banques centrales sont passées de vendeuses nettes à acheteuses nettes d'or en 2010. Reuters 11.04

Après le racket et le hold-up sur les comptes bancaires de la population, pillage en règle de l'or de l'Etat...

2.2- Pour Jonathan Loynes, analyste de Capital Economics, "*l'augmentation spectaculaire de la taille du programme souligne la profondeur des problèmes auxquels est confronté le pays, et pose de nouvelles questions sur l'impact de futurs sauvetages dans la zone euro sur les déposants et les créanciers*".

Dans ce contexte, le Produit intérieur brut de Chypre devrait se contracter très fortement pendant deux ans. Dans le détail, le PIB devrait chuter de 8,7% en 2013 et encore de 3,9% en 2014, avant de repartir timidement à la hausse en 2015 (1,1%).

Chypre a déjà mis en garde qu'elle pourrait être à très court terme en difficulté car elle a besoin de 75 millions d'euros pour payer ses fonctionnaires et les retraites en avril. AFP 11.03

Haut de page

Le 13 avril 2013

CAUSERIE

31 nouveaux articles en ligne. Je me suis refusé de mettre en ligne deux articles publiés sur le portail mondialisation.ca dont un faisait l'apologie du capitalisme.

L'auteur à la fin d'un long article qui se voulait savant par le nombre de citations ou de références qu'il contenait, révélait au lecteur dans une formule lapidaire le postulat sur lequel reposait sa démonstration et avec lequel correspondait son objectif, démontrer que "*la domination de l'homme par l'homme est donc la quintessence de l'économie*", et qu'elle est évidemment indépassable, éternelle, comme le capitalisme, tandis que le socialisme et le communisme sont morts et enterrés à jamais.

Ce n'est ni le premier ni le dernier article de ce genre qui sera rédigé par des intellectuels incapables de concevoir la société au-delà du capitalisme à partir de son développement historique qui leur demeure incompréhensible. Je vous passe la débauche de moyens malhonnêtes qu'il a dû déployer pour parvenir à cette conclusion sur fond de confusion de la première à la dernière ligne, en versant occasionnellement dans le nihilisme pour réfuter les travaux de Marx et Engels, la prétention de l'homme à atteindre la connaissance serait surfaite ou une escroquerie.

C'est le genre d'articles qui fait appel à des connaissances que 99,99% des lecteurs ne possèdent pas, ce qui les conduit automatiquement à suivre la pensée de son auteur qui les guide dans une direction précise pour qu'ils y adhèrent ou semer le doute dans leur esprit, c'est l'objectif de ce procédé qui appartient au registre de la manipulation.

Pour analyser sérieusement cet article de 6 page, il faut être rompu à la polémique et maîtriser la dialectique, cela nécessiterait d'y passer plusieurs jours en comptant les recherches de documents, je n'en ai pas le temps. Si un militant veut s'y coller, l'article portait le titre : La métamorphose du capitalisme.

L'autre article portait sur Gramsci que je n'ai jamais lu ou pour le peu que j'en ai lu ne m'intéresse pas, les critiques de Marx ou Lénine qui ne sont pas capables d'aligner deux arguments sérieux ne peuvent être qu'une perte de temps, ce qui nous fait le plus cruellement défaut.

Aller à l'essentiel en toute chose est un principe de base, ce qui ne signifie pas sacrifier ce qui est secondaire, personne plus que Marx n'a pris en compte les aspects secondaires des questions qu'il a traitées. S'agissant des intellectuels ou des penseurs, c'est leur capacité à ne pas confondre ces deux aspects de la réalité ou au cours de leur travaux sur un thème précis qui décidera de leur valeur, de leur talent à discerner les rapports qui existent entre les différents facteurs en présence, dès lors qu'ils ont reconnu et recensé ces derniers. Ce qu'on retient ou nous sert d'instrument de mesure pour juger ou jauger la qualiité d'un intellectuel ou d'un penseur, c'est la profondeur de ses analyses, sa capacité à les mener jusqu'au bout, à étudier ou vérifier toutes les hypothèses qui lui viennent à l'esprit, et s'il n'en est pas satisfait en chercher d'autres, ce qui est incompatible avec l'emploi d'arguments à l'emporte-pièce ou le recours à des vérités assénées sans preuve...

En règle générale, une question que l'on pose qui n'en amène pas une autre dans la foulée ne mérite pas qu'on s'y arrête, cela signifie qu'elle a été mal posée. Car une question correctement posée ne pouvant pas recevoir une réponse unique, simple, définitive ou satisfaisante spontanément ou se réduire à quelques mots, appellera automatiquement une ou plusieurs autres questions et ainsi de suite, et c'est l'ensemble des réponses que nous aurons apportées à toutes ces questions qui nous permettront d'épuiser notre sujet et constituera la réponse à notre question initiale.

En présence d'un processus dynamique ou dialectique, on ne peut le saisir qu'en utilisant la même méthode sur le plan intellectuel, c'est le génie de Marx et Engels de l'avoir parfaitement maîtrisée et théorisée. C'est cela que les intellectuels leur reproche, d'avoir rendu accessible l'interprétation du monde, de la société, de la nature, de l'homme en reproduisant ou en employant la méthode qui était à l'origine de leur existence et rapports.

Et vous savez pourquoi un ouvrier est plus apte à la saisir qu'un intellectuel ? Parce que l'ouvrier est en contact avec la matière, au premier coup d'oeil il perçoit qu'elle n'est jamais la même, qu'elle est vivante, alors qu'un intellectuel ne manie que des idées, des concepts et qu'il est incapable de saisir spontanément cette transformation de la matière, il doit se la représenter intellectuellement. Il y a des intellectuels qui sont aussi des travailleurs manuels, par exemple un chirurgien. Dans leur cas, pour devenir des travailleurs manuels ils ont dû consacrer tellement de temps à leurs études qu'ils ont fini par tout intellectualiser, par concevoir que la société fonctionnait de la sorte aussi, par devenir des machines à penser déconnecter de la réalité matérielle. (A suivre, je n'ai plus le temps de continuer, ces lignes ont été écrites hier soir vers 1h du matin, et ce samedi après-midi, je n'ai plus le temps, j'ai du boulot chez moi.)

Constitution. Cour des compte et Conseil d'Etat, des institutions illégitimes.

- Migaud : l'effort structurel sur le déficit ne doit pas être relâché - LePoint.fr

- EDF autorisé à limiter le droit de grève - Reuters

Le Conseil d'Etat a reconnu vendredi la possibilité pour EDF de limiter le droit de grève dans ses centrales nucléaires, comme l'électricien, devenu une société privée, l'avait fait lors des mouvements sociaux de 2009. Reuters 12.04

Alors, on l'abolit ou non la Constitution antidémocratqiue de la Ve République ?

Attention, on abolit du même coup la police, l'armée, le parquet, on en voit qui en tremblent déjà d'effroi : mon dieu, mon dieu, avec tous ces voyous, ces délinquants, ces trafiquants, ces terroristes, ces djihadistes qui trainent partout, qu'est-ce qu'on va devenir ? Rien de moins, si vous êtes déjà des loques vous ne descendrez pas plus bas, on vous rassure, ressaisissez-vous,

ouvrez les yeux, en face ce sont des poltrons, des planqués (fiscaux et autres), ils se sentent forts et se croient tout permis parce que vous êtes faibles, relevez la tête et vous verrez qu'il vous faudra la baisser pour vous situer à leur hauteur...

Qui d'entre tous les travailleurs vaut moins qu'un Cahuzac ? Personne ! Alors au combat !

Les ennemis et les fossoyeurs du socialisme.

Absolument rien du côté du PS, du PCF et leurs satellites.

- Que reste-t-il du socialisme ? - LePoint.fr

Quel bonheur ! Mais faites donc, ne vous retenez pas !

- '*Malheureusement, je pense à quitter le PS presque tous les jours*' - LeMonde.fr

Réfléchissez deux secondes : vous croyez encore ces escrocs, ces imposteurs, ces menteurs, ces voleurs ?

("*Quarante députés et sénateurs possèdent ou ont possédé des comptes à l'UBS*")

Un internaute.

- "*On comprend mieux ainsi.*

On comprend la réticence de certains députés socialistes à mettre sur la place publique leur patrimoine.

C'est drôle de vouloir traquer les riches, et être soi-même un socialiste se méfiant de la France à un tel point, que le besoin de mettre son pognon à l'abri en Suisse ou ailleurs. C'est drôle qu'appeler les autres au patriotisme économique, et être soi-même un évadé fiscal.

Heureusement il y a la famille, l'épouse les enfants, les parents, enfin tous ceux à qui l'on peut faire confiance afin de diluer son patrimoine avant d'être obligé de le publier.

C'est beau le socialisme, mais c'est vachement trompeur."

Ce qui est "*trompeur*", ce sont ceux qui s'en réclament alors qu'ils y sont étrangers, le socialisme ne peut pas vous avoir trompé puisque vous ignorez de quoi il s'agit, vous venez de l'avouer.

Le socialisme, c'est avant tout la prise du pouvoir politique par les travailleurs qui imposent leur programme social aux capitalistes, à ceux qui n'ont pas été expropriés, pouvoir politique qu'ils exercent à travers l'Etat ouvrier qu'ils ont constitué une fois celui de leur ennemi détruit. Sans cet Etat qui concentre leur pouvoir, il leur est impossible d'imposer leur programme social aux capitalistes ou de satisfaire leurs revendications sociales élémentaires, de mettre fin aux inégalités et les injustices les plus insupportables qui existaient dans la société, sans toutefois à ce stade les éliminer complètement.

C'est seulement à l'échelle mondiale une fois le capitalisme éradiqué de la surface de la planète ou en voie d'éradiquation, qu'il sera possible de supprimer toutes les inégalités liées aux rapports sociaux de production de l'ancien régime qui avaient dicté l'ensemble des rapports dans la société, le statut social des différentes couches de travailleurs manuels et intellectuels légitimant un traitement matériel inégal ou des conditions matérielles d'existence inégales entre elles qui n'avait pas lieu d'exister. Pourquoi un médecin, un professeur, un ingénieur devrait-il bénéficier de conditions d'existence meilleures qu'un cantonnier, un ouvrier agricole ou à la chaîne dans une usine, qu'est-ce qui peut le légitimer, le justifier, absolument rien en réalité, sauf que c'est la norme en régime capitaliste. Cette différence étant ancrée dans les cerveaux depuis des siècles, il est impossible d'en venir à bout d'un seul coup sans provoquer une réaction violente de la part des couches priviilégiées dont nous avons aussi besoin pour vaincre notre ennemi, qu'il faut gagner au socialisme. C'est une partie de l'explication.

Le socialisme, la révolution socialiste, la classe des exploités a besoin de l'Etat pour maintenir son pouvoir sur la classe des capitalistes qui n'a pas encore totalement disparu dans le pays et encore moins dans le monde. Par quel moyen le capitalisme légitime-t-il son existence, en se servant du cadre juridique de l'Etat, de l'Etat bourgeois ou capitaliste. Par quel moyen le socialisme doit-il légitimer son existence, en se servant du cadre juridique de l'Etat qu'il a fondé, un Etat ouvrier, une République sociale ou socialiste.

Sans cet outil, la classe ouvrière ne pourra conserver le pouvoir ou vaincre définitivement son ennemi de classe, outil qui hier servait

à la réprimer, qui demain servira à réprimer la classe des capitalistes, d'où la nécessité d'un nouvel Etat, car l'outil qui a été forgé par la classe dominante pour réprimer la classe dominée ne se mettra jamais au service de cette dernière pour réprimer la classe des capitalistes, il doit être dissout. Aussi longtemps que le capitalisme existera à la surface de la terre, les capitalistes refuseront d'admettre leur défaite et organiseront la résistance, le sabotage de l'économie, etc. pour tenter de reprendre le pouvoir, d'où la nécessité impérieuse que la classe ouvrière dispose d'un Etat qui aura pour tâche notamment de les mater, de les neutraliser, tâche permanente et non d'un jour.

Voilà qui explique pourquoi les partisans du capitalisme ou les plus farouches ennemis du socialisme s'attaquent à l'Etat, y compris en régime capitaliste. L'Etat incarne le rapport de forces qui existe entre deux classes antinomiques au profit de la classe dominante qui détient aussi le pouvoir économique. On perçoit tout de suite quel danger son existence représente pour les capitalistes. Que ce rapport s'inverse et ils perdent tous leurs pouvoirs, alors que si l'Etat n'existe plus cette question ne se pose plus ou plus de cette manière, pour un temps le plus grave danger qui pèse sur leur pouvoir est écarté. Au passage on comprend la finalité de leur projet de gouvernement mondial, mais là n'est pas notre sujet.

Voici quelques exemples que j'ai relevés qui témoignent de leur rage à combattre le socialisme sous cet angle.

- ... la pratique totalitaire du volontarisme étatique qui est le marqueur du socialisme (contrepoints.org cité par french.irib.ir le 12 avril)

- Le socialisme était donc pour Marx une étape nécessaire permettant de socialiser la production tout en conservant la forme du travail salarié. Dans ce système, l'état joue un rôle clé et organise un capitalisme centralisé. Les tentatives de mise en place d'un état socialiste redistributif ont cependant échoué, et, n'ont réussi qu'à accentuer les inégalités, à l'exemple de la Russie et la Chine. (http://www.mondialisation.ca/la-metamorphose-du-capitalisme)

Ici l'auteur se livre à un amalgame entre socialisme et stalinisme ou maoïsme qui en était l'antithèse, la caste parasitaire de bureaucrates au pouvoir ayant joué le même rôle que les capitalismes en accaparant l'essentiel des richesses produites par les travailleurs, l'Etat représentant un mode de production socialiste gangrené par la corruption et un mode de distribution de type capitaliste au profit des cadres du parti stalinien, ce que feint d'ignorer l'auteur de cet article.

Quand on évoque l'Etat, il faut toujours se poser la question de savoir quelle en est la nature, qui le dirige ou le contrôle, la classe des capitalistes par l'intermédiaire de ses représentants au sein des institutions, une caste de bureaucrate issu d'un parti, ou les travailleurs eux-mêmes. Poser ainsi cette question permet d'éviter bien des confusions, et on s'aperçoit qu'en réalité il n'a jamais réellement existé d'Etat socialiste, son embryon en URSS ayant été détruit par Staline après la mort de Lénine, et en Chine dès le premier jour c'est une caste de bureaucrates a spolié les masses exploitées du pouvoir politique.

Il y a quelque temps déjà le philosophe Onfray avait été aussi catégorique ou expéditif que l'auteur de l'article précédent en décrétant que finalement le capitalisme avait toujours existé, donc qu'il était éternel, et que par conséquent il était inutile et vain d'envisager sa disparition, substituant l'arbitaire à l'analyse, qui permet au contraire d'envisager son dépassement en se basant sur son développement historique.

L'auteur de l'article précédent en arrive à expliquer que le capitalisme réalise à sa manière le socialisme sur le plan de la production, confirmant au passage l'analyse de Marx qui voyait dans la concentration et la rationalisation de la production à l'échelle mondiale, une tendance générale inhérente au capitalisme confirmée de nos jours. Evidemment, toutes les contradictions qui accompagnent cette évolution et que Marx avait décrites sont également présentes, elles explosent mêmes au visage des capitalistes qui sont impuissants à les contenir, qu'ils combattent en mettant en oeuvre de brutales politiques de régression sociale, ce qui une fois de plus nous renvoie aux fondements du capitalisme et pose la question de l'expropriation des capitalistes.

L'Etat socialiste concentre le pouvoir économique au profit de la classe des producteurs au détriment de la classe des capitalistes, en poussant à fond ce processus, ce sont les classes qui sont amenées à disparaître, donc également l'Etat dans la forme où on le connaît ou l'Etat socialiste tel qu'on le décrit.

Aujourd'hui à quoi assistons-nous ? Une poignée de capitalistes concentrent le pouvoir économique à leur profit au détriment de la classe ouvrière, en poussant à fond ce processus, la classe ouvrière disparaît en tant que classe tandis que demeure uniquement une poignée d'oligarques qui dirigent le monde, et parallèlement pour mener à bien ce projet ou atteindre cet objectif, on s'aperçoit qu'ils s'emploient à affaiblir la place des Etats, donc ce qui incarne les rapports entre les classes, les classes elles-mêmes, de manière à ce que la classe des exploités ne dispose plus d'aucun droit politique pour contester leur domination de classe qui doit être dans l'avenir absolue et définitive.

Tandis que le même processus économique conduit à l'extinction des classes, des Etats, de l'argent au profit de l'humanité toute entière en régime communiste ou ce qui lui succèdera, avec les capitalistes au pouvoir il conduit au despotisme, à la tyrannie, à une dictature mondiale, à la mise en esclavage de l'humanité entière.

Ce qui trouble la plupart des intellectuels, c'est que nous sommes en présence d'un processus pour ainsi dire symétrique qui aboutit

à un résultat diamétralement opposé qu'ils confondent, parce qu'ils ne l'ont pas suffisamment étudié ou en ignorent presque tout.

Notons au passage que c'est le facteur politique qui fait la différence, le processus économique (dialectique) poursuivant son chemin depuis deux siècles (ou plus).

Les charrettes en France et ailleurs de la semaine du 8 avril (Source: Blog de Pierre Jovanovic)

- Société Générale va virer entre 600 et 700 salariés... "*Cultivons l'esprit d'équipe*" nous rappelle Mr Lacoste
- La Bank of America a viré 469 personnes dans son siège de Newark et 1.320 dans l'Etat de New York
- RBC va supprimer 210 postes au Luxembourg
- La Roma Bank vire 57 salariés
- Barclays Bank va virer 243 personnes en France
- La distrubution automobile craint 15.000 supressions d'emplois
- Les gâteaux Papy Brossard caassent leur pipe, et 90 salariés risquent de se retrouver à Pôle Emploi
- Les polos Lacoste licencient en Espagne
- US Cellular vire 600 personnes
- Caterpillar va virer 460 salariés de plus
- Bls Cargo (transit ferroviaire entre Italie et Allemagne via la Suisse) licencie du personnel "car une dizaine d'aller-retours par trains ont été supprimés par jour, signe d'un gros ralentissement du commerce intra européen" nous dit notre lecteur François,
- Thomas Cook France va virer 150 salariés et supprimer la marque Thomas Cook pour ne garder que Jet Tours
- Aprochim (groupe Chimirec) va supprimer 21 emplois
- Saintronic pourrait licencier 47 salariés
- La société d'éoliennes Novéol tombe, avec 9 personnes,
- Walt Disney ferme sa société Lucas Art avec 150 licenciements
- Rien ne vaut mieux que d'être dans une banque: les salariés du Crédit Immobilier de France payés depuis juin 2012 à ne rien faire.
- Licenciement de 40 personnes dans l'industrie du jeu vidéo chez High Moon
- Moncigale supprime 74 postes
- Darty va fermer ses 43 magasins en Espagne, 650 emplois vont disparaître
- Sega ferme ses studios en Asutralie
- Il était une fois en Picardie: alors que le Conseil régional de Picardie, comme chaque année, célèbre le printemps de l'industrie, à grand coût de communication, c'est plutôt en hiver que se situe l'industrie. Le mois de mars 2013 a enregistré de multiples plans sociaux. - Le 1er mars, les 60 derniers salariés de l'ex-entreprise STILL à Montataire ont été licenciés. - Le 13 mars, les 117 salariés de Juy SA à Crépy-en-Valois ont été licenciés. - Le 15 mars, le 242 salariés de Merck à Eragny-sur-Epte ont reçu leur lettre de licenciement. - Le 27 mars, 320 employés de l'usine Goss de Montataire sont menacés par une fermeture envisagée par le propriétaire du groupe Shangai Electric. Ce désastre économique s'accompagne bien sûr d'un véritable désastre social et humain dans un département où le chômage ne cesse de grimper plus vite que la moyenne régionale et nationale.
- Finmeccanica ferme 25 usines et supprime plus de 2.500 emplois
- Gascogne Woods supprime 23 emplois
- Walt Disney va licencier dans sa division de produits dérivés et de ses studios d'animation
- La chaîne de restaurants américains Texas De Brazil va virer 85 personnes pour compenser le manque de clients
- Aar Mobility Systems vire 130 personnes et Ansell HwakEye (defense)
- Briljent Communication licencie 100 salariés sur 200 lire ici Ibj.com
- Kmart licencie 76 personnes avec le début de fermeture de magasins
- Ciba Vision Corp va virer 260 personnes
- Laval. 56 emplois sont menacés à l'association familiale d'aide à domicile
- Mr Schneider, conseiller de salariés, nous dit: "*Augmentation de questions sur les procédures collectives. Je viens d'être contacté 7 fois en l'espace de 3 semaines. Du jamais vu, autant de licenciements!*".
- Le New York Observer vire 11 journalistes
- Fisker Automotive va virer 75% de ses salariés, soit 150 salariés
- United Space Alliance licencie 68 autres ingénieurs
- La fermeture de presque 30% des écoles aux US entraîne en ce moment des milliers de suppressions d'emplois de chauffeurs de bus (ramassages scolaires) et des centaines de petites pme qui ferment.
- Vlaemynck, mobilier de jardin, terrasses et piscines, a été placé en redressement judiciaire.
- Tecumseh Europe vire 62 personnes
- Rhône-Alpes: le bâtiment craint une perte de 4.000 emplois en 2013

ACTUALITE EN TITRES

Ainsi va l'oligarchie financière et ses zélés serviteurs

- JPMorgan Chase affiche un bénéfice en hausse au 1er trimestre - Reuters

- Le Portugal multiplie les signaux pour rassurer ses créanciers - AFP

- La Slovénie va présenter des réformes à l'UE en mai et lancer des privatisations - AFP

Nous aurions exécuté Servier et ses complices.

- 1 300 à 1 800 morts à long terme devraient être dues au Mediator - Liberation.fr

Un de plus.

- Allemagne: l'ancien président Christian Wulff inculpé pour corruption - AFP

Ils sont si proches, si complémentaires...

- Silvio Berlusconi se dit ouvert à un président de centre-gauche - Reuters

Ainsi va le vieux monde

- Egypte: l'armée a donné l'ordre d'opérer des manifestants sans anesthésie - L'Express.fr

- Manifestation dispersée à Bahreïn avant le Grand Prix de F1 - Liberation

- Etats-Unis: "*fermez Guantanamo!*", clament des manifestants américains - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Et ailleurs ?

Xavier Kemlin, héritier du groupe Casino qui vit dans le canton de Genève, client d'UBS qui lui a parfois demandé de l'accompagner dans des manifestations huppées à l'étranger.

À ces occasions, le millionnaire a pu recueillir quelques confidences. "*J'ai appris qu'au moins 40 députés et sénateurs de droite comme de gauche possèdent des comptes rien qu'à l'UBS. Ces titulaires devraient se méfier car, à trop recevoir de coups, Jérôme Cahuzac risque, lui aussi, de faire des révélations*", ajoute l'exilé fiscal, qui se déclare proche de Manuel Valls et de Claude Bartolone. Au cours de l'entretien, Xavier Kemlin donnera au Point.fr le nom d'un ministre titulaire, selon lui, de plusieurs comptes non déclarés à l'UBS, sans pouvoir en apporter la preuve. Le Point.fr 12.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- A Athènes, la conférence de presse organisée par le comité contre la torture policière s'est tenue le Mardi 9 avril 2013, avenue Sofias. Le lieu choisi est un symbole fort : il s'agit d'un ancien poste de police de la junte, la sinistrement célèbre dictature des colonels (1967-1974). C'est aujourd'hui un musée de la résistance démocratique contre la dictature.

Pour accéder à la salle de conférence, il faut passer devant les cellules où furent torturés les opposants au régime : « *Ici fut torturé le héros Spiros Michalakopoulos* », dit la pancarte sur laquelle repose une gerbe de fleurs desséchée.

Le long du couloir, d'interminables séries de photographies de visages en noir et blanc. « *Morts* » (NEKPOI en grec), répète l'écriteau au-dessus de chaque série. Mais dans ces lieux, l'horreur cohabite avec l'espoir : « *liberté !* », peut-on lire sur les murs. Avant même que les intervenants s'installent, la tension dans la salle est déjà palpable. La conférence sera donnée en grec, mais une traduction anglaise est proposée aux journalistes étrangers, très majoritairement représentés. La salle est

comble, beaucoup restent debout ou s'assoient par terre, mais on ne compte que deux médias grecs.

Zoe, militante au comité contre la torture policière fait les présentations. Une pétition circulera à la fin, elle contient déjà plus de 1500 signatures et parmi ceux qui se sont joints à leur cause, on dénombre d'imminentes personnalités, des scientifiques, des acteurs, des artistes en tout genre.

Le premier intervenant est Dimitris Katsaris, l'avocat des 15 antifascistes arrêtés suite à une manifestation contre le fascisme et le racisme. Ce qu'il a vu, il ne peut le tolérer, « *pas en 2012* » répète-t-il sans cesse. Il dit avoir « *subi un choc* ».

Et puis il raconte : le refus systématique qu'oppose la police à ses demandes d'entretien avec ses clients pendant plusieurs jours. Les humiliations subies par les 15 antifascistes. On les a battus, insultés, humiliés pendant des heures. Lui et ses confrères avocats ont tout fait pour rendre l'affaire publique. Mais la presse grecque est restée muette. Pourtant, « *Les coups ont été répétés et continus, en particulier chez les femmes. Le comportement était totalement humiliant*.» précise-t-il.

Il a fallu attendre que les photos des torturés soient publiées dans « *The Guardian* » pour que l'affaire éclate en Grèce. Réaction des pouvoirs publics : « *Ce sont des mensonges. Tout ça n'est jamais arrivé* ». Le ministre de l'ordre public Nikos Dendias à même menacé The Guardian de poursuites.

Comme si l'audience avait à son tour subit un choc, un silence de plomb fut l'unique réaction de la salle.

Yannis Bourzoukos prend ensuite la parole : « *Je crois que la torture, ce n'est pas l'affaire d'une partie de la population mais c'est l'affaire de toute la population. On ne doit pas la combattre qu'en Grèce, ni même qu'en Europe, mais dans le monde entier* ». Le reste de son intervention est bouleversante. Le fils de Yannis est l'un des quatre jeunes anarchistes arrêtés après un hold-up et torturés il y a quelques semaines et dont la police avait diffusé les photos retouchées. « *Ils se sont rendus sans résistance.* » précise Yannis.

Une fois fois transférés à la station de police de Veria, ils l'ont fait s'agenouiller, une cagoule sur la tête. Ils lui criaient : « *On veut jouer les fortes têtes, hein ?* » Ils l'ont frappé pendant quatre heures et ne se sont arrêtés que parce qu'ils étaient fatigués. Et quand ils l'ont envoyé se nettoyer, ils lui ont dit : « *Ne prends pas peur en te regardant dans la glace* ». Par deux fois, une dizaine d'hommes cagoulés sont venus à leur domicile. Ils s'en sont pris à sa fille, ils réclamaient des informations sur son fils. Une femme, blonde, imposante, s'est avancée et a dit à sa fille : « *Allez, dis au patron, sinon on a d'autres méthodes pour te faire parler.* » Yannis Bourzoukos conclut par l'importance d'étendre la lutte contre les tortures policières à l'ensemble du monde.

La salle l'applaudit à tout rompre, comme pour lui signifier sa solidarité.

« *Il faut que ça s'arrête !* »

Puis, c'est un jeune homme de 30 ans, Dimitris Kopanas, qui prend la parole. Après son arrestation, il indique qu'il a d'abord été retenu pendant trois jours sans qu'il ne se passe rien, puis il a été placé dans une autre cellule où il a été battu sans arrêt. Les policiers n'ont laissé ni sa famille ni son avocat le voir pendant près d'une semaine, parce qu'il était trop amoché. Quand ils ont enfin levé l'interdiction, le 6ème jour, son avocat a demandé des explications sur son état physique. Ils ont dit qu'il était tombé dans les escaliers. « *Comment j'aurais pu tomber dans les escaliers alors que je n'ai pas quitté ma cellule ?* » S'indigne Dimitris. Dents cassés, contusions partout sur son visage et calculs rénaux furent le résultat de son séjour en prison dans laquelle il a vu des étrangers se faire torturer et tabasser jusqu'à tomber dans le coma. Il insiste pour parler des cellules bleues du service psychiatrique de la prison. Il y a passé 4 jours, nu, à subir la climatisation qui passe du chaud au froid toutes les 15 minutes. « *Il faut que ça s'arrête !* » sera son mot de la fin.

« Les droits de l'homme sont l'affaire de tous »

Enfin, Paulos Klavdianos, journaliste torturé par la junte pour avoir écrit un article sur la torture prend la parole. « *Quand on s'est retrouvés en prison avec mes confrères et mes compagnons, on se disait qu'après la dictature ça serait la fin des tortures. On pensait qu'après la dictature, les gens se rendraient compte que même s'il ne leur été rien arrivé personnellement, ils étaient concernés par la torture et que ça ne se reproduirait plus* ». D'un air dépité, il conclut qu'aujourd'hui les gens se comportent de la même façon, que s'ils ne se sentent pas directement concernés, ils ne s'en mêlent pas, et c'est, d'après lui, précisément cela qui doit changer. Il faut que les droits de l'homme soit une évidence pour tous. Qu'ils soient respectés sans faire de distinction entre les Hommes, et que c'est l'affaire de tous.

Les quatre intervenants assis à la tribune s'étant exprimés, d'autres prirent la parole, les premiers étant inscrits sur la liste officielle des intervenants, les derniers s'exprimant spontanément. Dimitris Christopoulos, le président de la ligue des droits de l'Homme a ainsi déclaré : « *Il semble que la violence policière raciale ou ethnique a cédé sa place à une violence de classe et une violence politiquement orientée. Nous voyons que l'idéologie de l'extrême droite entre dans la police. L'évolution de certaines pratiques devient la règle*.».

Aphrodite Babassi fait partie d'une association qui aide les détenus : « *13000 prisonniers vivent dans des conditions terribles de surpopulation et de violations des droits de l'homme. Ces derniers jours, le ministère de la Justice a décidé de mettre l'EKAM [forces spéciales anti-terroriste] de Dendias [le ministre de l'ordre public] à l'intérieur des prisons et de procéder à des inspections inopinées au cours desquelles les détenus sont déshabillés et battus tout en étant menottés. Nous craignons que cette coopération va encore aggraver la situation. Il faut continuer à donner la parole aux prisonniers anonymes dans les prisons grecques et les centres de détention.*».

Yannis Mouzalas, de Médecins du Monde, un universitaire de l'université de Londres, une doctoresse qui avait été appelée auprès des émigrés en camp de détention, diverses associations et un autre journaliste torturé durant la junte ont manifesté leur indignation vis-à-vis de ces pratiques policières et du silence des médias grecs à ce sujet, tous faisant bloc d'une seule et même voix.

Les anciennes générations, qui avaient connues la junte, et les nouvelles se confondaient à tel point que le journaliste qui avait été torturé, tenant à tout prix à remercier les participants et « *surtout le jeune Dimitris* », s'est tourné vers lui et lui a dit : « *Nous avons connu la même prison. C'est comme si tu étais avec moi en 1967.* ». okeanews.fr 10.04

1.2- Depuis samedi dernier, plus de 1000 immigrés auraient commencé une grève de la faim pour protester contre les conditions de détentions en Grèce. Depuis la mise en place de l'opération "*Xenios Zeus*" (Zeus, l'hospitalier...) en août 2012, les commissariats et les centres de détentions sont surpeuplés. Les conditions de détentions avaient déjà été pointées du doigt par le bureau du haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme qui avait conclu après une visite en janvier dernier : "*Dans la plupart des établissements de détention visités par le groupe de travail, les conditions sont bien en deçà des normes internationales des droits de l'homme, y compris en termes de surpopulation*". Le front antifasciste de la région du Pirée a publié une lettre qui revient sur une action des citoyens actifs du Pirée le 27 mars dernier. Suite à leur mouvement de protestation devant le commissariat de Drapetsona, le commissaire a autorisé une équipe de 5 personnes à entrer dans les cellules et discuter avec les détenus. Le constat est accablant et depuis, sur les réseaux sociaux et sur les blogs, on ne parle plus de camps de détention mais de camps de concentration.

Le texte a été traduit par Marie-Laure Coulmin-Koutsaftis et Frédéric Bendali.

Traduction du texte de Yorgos Karistinos daté du 28/03/2013

Après le passage à tabac, par des policiers du poste de police de Drapetsona, de migrants détenus là, comme ils nous l'ont affirmé, en rétorsion à la grève de la faim qu'ils ont commencée, et après la tentative de suicide du détenu Palestinien de 28 ans Ibrahim Faraz, nous, citoyens actifs du Pirée, avons effectué le 27/3 un rassemblement de protestation et de solidarité (à l'appel de l'Initiative Antinazis du Pirée). Quand nous sommes arrivés devant le Commissariat, le Commissaire s'est mis devant le rang des CRS (MAT en grec), qui avaient pris position, il nous a informés et il a autorisé une équipe de cinq personnes à entrer et à discuter avec les gens retenus dans les cellules.

L'image à laquelle nous avons été confrontés alors était insupportable : dans les 70 mètres carrés environs de la cellule d'enfer du poste de police, 100 personnes étaient entassées, enfermées là depuis 9 mois, depuis le début de l'opération « *Xenios Dias* » (« *Zeus hospitalier* ») (en référence au dieu protecteur des étrangers, en réalité un plan de ramassage et de rétention des migrants en situation irrégulière). Détenus sans droit de promenade, sans voir le soleil ou respirer d'air pur (rappelons qu'il s'agit d'un poste de police), dans des conditions d'hygiène lamentables, souffrant de maladies de peau et autres du fait des conditions de détention, désespérés, au bord du suicide. Personne ne pourrait rester là 9 mois, ni même 9 heures. C'est une violation flagrante des Droits de l'Homme, c'est la disparition de toute notion d'humanité et de société légale.

Nous nous sommes effondrés, lorsque nous avons vu un homme se déchirer les chairs et se couvrir de sang de haut en bas, quand il nous a vus, ne trouvant que cette solution pour sortir de cet enfer où il est détenu et où il subit des tortures depuis 9 mois. Au détenu qui s'était ainsi blessé, il a été annoncé qu'il serait libéré, ainsi qu'au Palestinien qui avait tenté de se suicider.

Le message est clair : vous ne sortirez d'ici que si vous vous suicidez, et si vous êtes chanceux peut-être qu'à l'hôpital ils réussiront à vous sauver...

En tant que citoyens actifs du Pirée nous demandons :

- Que le Conseil Municipal, les corps de métier, les syndicats et toutes les institutions de la région élargie du Pirée prennent officiellement position et qu'ils fassent pression pour que cesse cette situation inhumaine.

- Les travailleurs dans les structures compétentes de l'état (policiers, administratifs, psychologues etc.) en mesure d'exercer leurs facultés de jugement et leur humanité doivent mesurer leurs responsabilités. Ils ont le devoir de réagir.

- Que soient fermées les cellules de la police où sont détenues les victimes de l'opération « *Xenios Dias* » (« *Zeus hospitalier* »). Elles sont une insulte à notre humanité et font honte au Pirée.

Nous nous battons contre la barbarie, le fascisme et le cannibalisme social.

Nous exigeons que cesse l'opération inhumaine « *Xenios Dias* » (« *Zeus hospitalier* ») menée par la police et l'état grecs.

Nous réclamons l'évidence. Le respect des Droits de l'Homme. Une vie décente pour nous toutes et tous.

Front antifasciste de la région du Pirée okeanews.fr 12.04

2- Palestine

Grande émotion en Palestine où Israël vient de kidnapper Thaer Halahla mercredi à l'aube, à son domicile de Ramallah, après l'avoir saccagé. Cet ancien prisonnier, libéré en juin dernier, avait fait une grève de la faim de 77 jours, pour dénoncer sa détention administrative. Thaer, qui est de la région d'Hébron s'est installé depuis 3 mois à Ramallah et participe à la solidarité envers les prisonniers politiques palestiniens, ce que ne peut supporter Israël.

Son appartement a donc été saccagé hier à 2 H du matin par une cinquantaine de soldats israéliens, qui ont ont d'abord pris en otage l'un de ses voisins, lui ont bandé les yeux et s'en sont servis comme bouclier humain pour pénétrer chez Thaer, qu'ils ont violemment frappé et embarqué, les yeux bandés sans lui permettre de s'habiller et sans donner la moindre raison pour son arrestation.

Sa femme Shirin, qui a perdu connaissance, a dû être hospitalisée. Sont restés dans la maison leurs deux enfants de 3 ans et de 20 jours, veillés par la soeur de Thaer.

L'armée a également encerclé au même moment le domicile de ses parents dans le village de Kharas près d'Hébron.

Thaer Halahla, 33 ans, a été arrêté 8 fois par israël et a passé 6 ans et demi en prison au total, sans la moindre inculpation, précise l'association Addameer. La dernière fois il a avait été incarcéré du 26 juin 2010 au 5 juin 2012. Et il avait dû subir deux interventions chirurgicales après sa grève de la faim, et continue à être sous traitement médical.

Thaer est actuellement en train de subir un "*interrogatoire*" dans le le célèbre centre de torture "*russe*" de la Moscobiya à Jérusalem.

Tous les Palestiniens s'inquiètent pour sa santé déjà très fragile, sachant que ce n'est pas dans les geôles israéliennes qu'il pourra bénéficier des soins dont il a besoin.

UN ENFANT DE 14 ANS EN DANGER AUX MAINS DES TORTIONNAIRES

Parallèlement Addameer et Defence for Children International s'inquiètent de l'arrestation et des mauvais traitements subis par Mohammad K, 14 ans, arrêté dans la ville de Silwad, suspecté d'avoir jeté des pierres. Il a été embarqué après avoir été menotté et brutalisé, tandis que ses parents se voyaient interdire de l'accompagner au centre d'interrogatoire.

Mohammad, qui se trouve avoir une double double nationalité américaine, a été interrogé sans pouvoir bénéficier de la présence d'un avocat et est maintenant incarcéré à la prison d'Ofer. Un tribunal militaire a demandé la prolongation de son interrogatoire le 7 avril dernier, alors que Mohammad s'est plaint au juge de mauvais traitements pendant son arrestation et son interrogatoire.

Sa famille s'inquiète d'autant plus que leur fils a un souffle au coeur depuis sa naissance.

POUR RAPPEL : MERCREDI 17 AVRIL SERA LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS PALESTINIENS. ORGANISEZ DES MANIFESTATIONS PARTOUT OU JOIGNEZ-VOUS A CELLES PREVUES PRÉVUES DANS NOMBREUX PAYS ET VILLES !

CAPJPO-EuroPalestine (french.irib.ir 12.04)

3- Afghanistan

La production d'héroïne a été multipliée par quarante en Afghanistan depuis l'intervention de l'OTAN, en 2001. Ces chiffres alarmants ont été avancés par Viktor Ivanov, directeur du service fédéral russe de contrôle des narcotiques, dans son discours tenu à Vienne le 11 mars 2013 à l'occasion de la 56èmesession de l'office de Nations-Unies contre la drogue et le crime. Une bonne occasion pour rappeler qu'un peu plus d'un million de personnes ont perdu ces dix dernières années la vie en raison de l'abus de stupéfiants. Le trafic mondial de la drogue

Viktor Ivanov a avancé qu'un des principaux facteurs d'instabilité en Afghanistan était encore représenté par l'héroïne : « *tout observateur impartial doit admettre la triste réalité que la communauté internationale n'a pas réussi à stopper la production d'héroïne en Afghanistan depuis l'arrivée des troupes de l'OTAN* ». Au cours de la dernière décennie, la place de l'opium dans l'agriculture a fait un bond de 18%, passant de 131.000 hectares cultivés à 154.000. Au point de pouvoir dire sans se tromper que sa production est devenue centrale dans l'économie du pays.

Peu de temps avant l'intervention de l'OTAN, les talibans avaient pris des mesures d'interdiction de l'opium, le déclarant contraire aux lois islamiques, et avaient réussi à abaisser notablement le niveau de production. Mais la production redémarra de plus belle depuis l'occupation occidentale, et Kaboul couvre désormais 90 % du marché mondial de l'héroïne dont une grande partie se retrouve dans les rues des villes des États-Unis, de Russie et d'Europe.

Ivanov en a profité pour rappeler comment il tentait de convaincre la population locale qui doit souvent sa survie à la culture du pavot, et aussi comment il espérait couper le financement des talibans qui sont fréquemment en mesure de trouver des fonds provenant de la vente de l'opium à des marchés étrangers. Ce qui n'est pas une mince affaire quand on sait qu'environ 15 % du produit national afghan sont directement issus des exportations de drogue, dont le montant est estimé à quelque 2,4 milliards de dollars par an.

Afghanistan. La production d'héroïne a été multipliée par quarante depuis l'intervention de l'OTAN

Les États-Unis et l'OTAN n'ont visiblement pas l'intention de faire table rase des champs d'opium, ce qui soulève de nombreux doutes car en Colombie, le gouvernement local et l'Oncle Sam ont détruit près de 150.000 hectares de coca en 2011. Une broutille à côté des 2.000 plans d'opium déracinés dans le même laps de temps.

Une raison à cela selon la chaîne d'information Russia Today : les banques internationales tireraient avantage de cette situation. La drogue serait ainsi devenue pour elles aussi importante que le pétrole ou le gaz naturel. french.irib.ir 12.04

SOCIAL

France

Juchés sur des tracteurs et accompagnés de leurs bêtes, plus de 15.000 éleveurs ont manifesté vendredi à travers la France selon la FNSEA, à l'appel du mouvement, disant craindre de "*finir sur la paille*" faute de mesures d'urgence face à la hausse de leurs charges et au blocage des négociations avec la grande distribution.

"*Nous exigeons la revalorisation du prix du lait dès la paie d'avril*", a lancé le président de la FNSEA. Le premier syndicat agricole français et son allié des Jeunes Agriculteurs demandent que les éleveurs puissent notamment répercuter la flambée des prix de l'alimentation animale due à la hausse des prix des céréales.

Les producteurs de lait réclament par exemple une hausse de 3 centimes sur le litre de lait, pour compenser la hausse des charges (de 30 euros pour 1.000 litres, soit près de 10% du prix de vente, en 2012). Le sujet est en négociation mais bloque pour l'instant sur la proposition de certaines enseignes de la grande distribution. AFP 12.04

ECONOMIE

1- FMI. Les paradis fiscaux, un problème, pourquoi donc ?

Les paradis fiscaux ne menacent pas la stabilité financière et la lutte contre ces territoires opaques ne règlera pas le "*sujet crucial*" de l'optimisation fiscale, a indiqué vendredi à l'AFP une porte-parole du FMI, interrogée sur les révélations de l'"Offshore leaks". Priée de dire si le FMI considérait les paradis fiscaux comme une menace sur la stabilité financière, cette porte-parole a répondu: "*Ce n'est pas notre opinion*". "*Bien entendu, c'est un sujet que d'autres agences et nous-mêmes suivons avec attention*", a-t-elle toutefois précisé.

Selon la porte-parole du FMI, qui se réfère aux "*travaux*" de l'institution, les "*progrès récents*" obtenus sur les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent ont permis de s'attaquer à l'évasion fiscale et "doivent se poursuivre".

Mais ils ne règlent pas la "*question cruciale*" de l'optimisation fiscale, qui permet d'échapper légalement à l'impôt par des

montages financiers plus ou moins complexes, a ajouté la porte-parole.

"*Des mesures permettant de s'attaquer à l'optimisation fiscale qui seraient à la fois politiquement acceptables et techniquement cohérentes sont difficiles à identifier et doivent encore être davantage explorées*", a conclu cette porte-parole du Fonds monétaire international. wikistrike.com, source : latribune.fr 07.04

S'ils ne sont pas un problème, c'est peut-être parce qu'ils sont la solution, à quoi, pour qui, devinez ?

2- Slovénie

La Slovénie, considérée par les marchés comme un candidat potentiel à une aide internationale, va présenter d'ici le 9 mai à l'Union européenne (UE) un plan d'action pour lutter contre la crise, a annoncé vendredi le Premier ministre Alenka Bratusek.

"*Nous allons préparer notre programme de stabilité et de réformes d'ici le 9 mai et l'enverrons immédiatement à Bruxelles*", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse.

Son gouvernement de coalition de centre gauche va proposer parallèlement au Parlement dans les deux semaines à venir un projet de privatisation "*d'une ou deux grandes entreprises publiques*", probablement une banque, "*car cela enverrait un message positif aux marchés internationaux*", a-t-elle également annoncé.

Dans un rapport publié mardi, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avait de son côté recommandé au gouvernement de lancer un programme de privatisations.

Le secteur bancaire est le problème numéro un du petit pays de la zone euro. Les banques slovènes -dont les trois principales sont aux mains de l'Etat- croulent sous les créances douteuses, évaluées à 7 milliards d'euros par le Fonds monétaire international (FMI).

Elles vont de nouveau devoir être recapitalisées, ce qui pèsera davantage sur les finances du pays, confronté par ailleurs à une récession et qui a de plus en plus de mal à se refinancer sur les marchés.

Les taux d'intérêt des obligations slovènes arrivant à maturité à 10 ans ont encore augmenté vendredi, atteignant 6,84%, se rapprochant dangereusement de la barre des 7%, jugée intenable à long terme pour un pays.

Le petit Etat issu de l'ex-Yougoslavie prévoit de creuser son déficit à 4,2% du Produit intérieur brut (PIB) cette année, après 3,7% en 2012. AFP 12.04

Haut de page

Le 14 avril 2013

CAUSERIE

1- En régime capitaliste, plus particulièrement à notre époque, la démocratie est synonyme de démagogie, elle se caractérise par la collaboration de classes, directe ou rampante et plus discrète, qui aboutit à la négation de l'indépendance de classe du prolétariat, au corporatisme et à la confiscation du pouvoir politique au profit de l'oligarchie financière. L'actualité politique italienne en fait la démonstration, lire plus loin.

On peut l'insérer dans notre discours en précisant sa nature, à condition que les rapports entre les classes soient inversés au profit de la classe dominée, celle des masses exploitées. Doit-on défendre la démocratie, la République ? Nous rejetons cette question. Dans quelle perspective politique peut-on les défendre ? Voilà qui est déjà mieux.

2- Le hold-up réalisé par les banquiers via la BCE sur les comptes bancaires chypriotes devait demeurer une exception, juré, craché ; en passant, un précédent avait déjà eu lieu lors de la faillite de banques en Grèce et en Espagne, les épargnants ayant acquis des actions de ces banques ayant perdu leurs économies, tandis que parallèlement elles allaient être renflouées par l'ensemble des contribuables européens, il fallait bien que quelqu'un casque franchement, la dette des Etats augmentant et donc les intérêts qu'ils versent au marché, à ceux qui ont orchestré la faillite de ces banques. Voilà qu'ils y reviennent, cette fois au niveau de l'ensemble de l'UE, à lire dans cette page.

Ils pourraient mettre la main sur les comptes des épargnants au-dessus de 100.000 euros.

Si demain vous vendez le modeste appartement dont vous avez hérité de vos parents ou que vous aviez acheté 500.000 francs il y a 20 ou 30 ans dans une grande ville et qui vaut aujourd'hui 250 ou 300.000 euros, attention, ils vont mutualiser les pertes des banques, c'est l'une des vertus de l'union bancaire qu'ils ont dans les tiroirs et saisir tout ce qui dépassera 100.000 euros. Qui sait, ils pourraient aller plus loin, ils utilisent le conditionnel...

Suite de la causerie d'hier.

Nous avons dit hier que la concentration, la rationalisation et la socialisation des moyens de production sont inhérents à l'évolution du capitalisme. Elles constituent aussi les bases matérielles ou les conditions objectives du socialisme.

Les intellectuels qui s'opposent au socialisme ou le rejettent, parce qu'ils en ignorent tout ou presque, sont déroutés par tant de similtudes entre le capitalisme et le socialisme au point parfois de les confondre.

On a du mal à imaginer quelle idée ils en ont vraiment, apparemment fantasmatique ou lui attribuant une origine mystérieuse, qui serait dans le meilleur des cas le produit d'une interprétation erronée ou falsifiée de la réalité, car lui témoignant du mépris au lieu d'en étudier sérieusement les fondements, ne disposant pas des qualités requises pour la mener à son terme, ce dont on les soupçonne fortement au regard des efforts désespérés et souvent mahonnêtes qu'ils déploient pour le réfuter, en vain. Nous laisserons de côté les intérêts personnels qui les portent à adopter ce comportement et qui nous écarterait de nore sujet.

Revenons rapidement sur quelques notions de base.

Tout rapport exprime le lien, la combinaison ou l'influence qu'exerce différents facteurs entre eux. Et tout processus est le produit de rapports ou prend sa source à l'origine de rapports qu'il traduit ou exprime, développe pour donner à son tour naissance à d'autres rapports et ainsi de suite, en cela c'est un phénomène dynamique ou vivant.

L'étude de la composition de ces rapports et de leur évolution ou transformation relève de ce qu'on appelle la dialectique, qui n'est pas un concept, une interprétation dans laquelle une part de subjectivité viendrait se glisser pour déformer éventuellement la réalité plus ou moins consciemment, une idéologie, une théorie ou une doctrine, mais la simple observation des faits dans leur déroulement, en cela elle est une science exacte à l'échelle historique telle que nous pouvons la concevoir de nos jours. A ce titre le marxisme ou matérialisme dialectique mérite la mention de science sociale ou socialisme scientifique que lui ont attribué ses fondateurs et qui n'est pas usurpée.

N'ayant pas le temps de rédiger un article de fond, contentons-nous de revenir sur quelques aspects de l'évolution du capitalisme d'hier et d'aujourd'hui.

- Sur quoi reposa le développement du capitalisme au XIXe siècle, qu'est-ce qui l'accompagna sinon l'absence d'organisation de la classe ouvrière privée de tout droit politique. Hormis en Grande-Bretagne où le capitalisme pris son essort en premier en Europe, il a fallu attendre la seconde moitié ou la fin du XIXe siècle pour que la classe ouvrière commence à se doter de syndicats et de partis ouvriers. Le développement du capitalisme se traduisit par l'exploitation forcenée du prolétariat, des hommes, des femmes et des enfants, accompagné d'une répression féroce de toute rebellion (organisée) contre l'ordre établi. La tyrannie à l'intérieur, la guerre à l'extérieur, comme de nos jours, guerre de rapine et colonisation hier, installation de régime fantoche et pillage des ressources de pays dominés aujourd'hui. Le tout avec le soutien des masses exploitées embourgeoisées et des organisations du prolétariat corrompus subordonnées à l'impérialisme, aujourd'hui comme hier en plus accentué car depuis tous les pays ont rejoint ou copié la Grande-Bretagne.

- A quoi avons-nous assisté avec la Chine à la fin du XXe siècle, sinon au même processus sous couvert de la dictature du parti maoïste : surexploitation du prolétariat et absence d'organisation indépendante des travailleurs pour défendre leurs droits sociaux et politiques.

- Cette surexploitation avait pour but de palier une des faiblesses (contradiction) du capitalisme, la baisse tendancielle du taux de profit ; le capitalisme réalise aussi son profit au niveau du volume, de la masse de la plus-value produite pour faire simple et bref, d'où la nécessité de produire toujours plus, à l'unité son profit s'érode sans cesse, d'autant plus qu'il faut le prendre en compte à l'échelle mondiale et non à celle d'un pays ou d'un secteur d'activité ; la part du capital variable, de la force de travail mis en oeuvre dans la réalisation de la plus-value ne cesse de décroître par rapport à la somme du capital constant, fixe ou engagé dans le procès de production, or c'est l'unique source d'où le capitalisme tire son profit, il lui faut donc réduire le coût de cette force de travail, les salaires, allonger la durée du travail et faire travailler les ouvriers plus longtemps. Par tous les moyens possibles il faut que la part de la plus-value produite qui lui revient augmente et que celle de l'ouvrier diminue, il peut aussi baisser les salaires, augmenter les cadences, moderniser son installation et produire autant avec moins de main d'oeuvre, l'idéal étant pour lui d'avoir un effectif flexible qui réponde uniquement à ses besoins, en fonction de son carnet de commandes, les pseudo négociations qui ont débouché sur l'accord patronal du 11 janvier 2013 avait pour fonction de le réaliser (en partie), d'avancer dans cette voie.

- Plus le coût du travail diminue, plus la valeur de la force de travail décroît, plus le niveau de vie des ouvriers baisse, plus le chômage augmente, plus le nombre de travailleurs endettés et insolvables croît. L'idéal pour les capitalistes, ce serait que les travailleurs soient en permanence surexploités, que le coût de la force de travail soit le plus bas possible, qu'ils soient obligés de s'endetter pour consommer une partie des marchandises qu'ils produisent ou améliorer sensiblement leur qualité de vie, de telle sorte qu'il leur reste chaque mois tout juste de quoi assurer leur survie ou couvrir leurs besoins vitaux, ce qui les obligent à la fois à accepter les conditions de travail et de rémunération qu'on leur proprose et à réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une grève pour tenter de les améliorer.

- Le capitalisme se trouve face à trois défis insurmontables : le développement exponentiel de la démographie mondiale, le vieillissement de la population, l'augmentation des besoins de la population.

Autrefois l'entretien d'un ouvrier se résumait à se procurer des vêtements, de quoi se nourrir et cuisiner, se chauffer, se loger, quelques meubles, un vélo pour se déplacer et quelques bricoles, un fer à repasser et un poste de radio par exemple. De nos jours, il faut ajouter à cette liste une multitude de biens d'équipement, réfrigérateur, machine à laver, appareil photo, téléviseur, chaîne hifi, téléphone, ordinateur, et bien entendu la bagnole, liste loin d'être exhaustive, on pourrait ajouter en option : machine à laver la vaisselle, machine à repasser, lecteur de DVD, camescope, magnétoscope, magnétophone, sèche linge, vélo, scooter, sky, planche à voile, etc. il ne manque plus que le parachute, car la chute sera plus dure ! En Inde, il faut ajouter le ventilateur, mieux le climatiseur, qui, s'il ne coûte pas une fortune à l'achat, est une ruine au niveau de la facture d'électricité.

Pour posséder ces biens d'équipement qu'il faut remplacer régulièrement, il faut vendre sa force de travail un certain prix, il est même préférable que sa valeur augmente, or tout indique qu'elle aurait tendance à baisser, à diminuer de moitié comme en Grèce par exemple, demain ou déjà en Espagne, au Portugal, à Chypre. On n'a pas évoqué la qualité de vie ou le bien-être qui a progressé et qui a un coût aussi, les loisirs, les sorties, les vacances, la culture, etc. On aurait pu ajouter l'éducation et la santé, la retraite, l'accès à une meilleure alimentation...

Tous les travailleurs aspirent légitimement à conserver l'accès à ces biens d'équipement qui font partie de leur vie quotidienne, ainsi que la qualité de vie qu'ils ont acquise en échange de leur contribution à la société par leur travail, par la lutte de classe, et ceux qui en sont privé ou subissent des conditions de vie médiocre ou effroyable y aspirent légitimement également à travers le monde.

Si demain les 7 milliards d'habitants de notre planète faisaient valoir leur droit légitime à accéder aux meilleures conditions de travail et de rémunération qui existent dans le monde, à une qualité de vie supérieure, au niveau de vie leur permettant d'accéder à tous les biens ou services évoqués plus haut, la fortune des millionnaires ou milliardaires en dollars ou euros dans le monde n'y suffirait pas, et une fois qu'on leur aurait confisquée il leur serait impossible de la reconstituer, cela suffirait à peine à satisfaire les besoins les plus élémentaires de la population mondiale dans un premier temps, le complément serait assuré par la suite grâce à l'adoption d'un mode de production encore plus performant, qui éliminerait les monstrueux gâchis du mode de production capitaliste tout en ménageant les ressources de notre planète que l'on respecterait.

La question qui est posée à chaque travailleur, militant, intellectuel est de savoir si oui ou non ce droit qui vient d'être exprimé est légitime, et s'il l'est, ce que nous affirmons, celui du capitalisme à continuer d'exister ne peut pas l'être puisqu'il en est la négation, il doit donc disparaître et notre devoir est d'engager le combat afin d'atteindre cet objectif.

Il faut expliquer aux travailleurs et particulièrement aux intellectuels au lieu de les endormir avec de longs discours, qu'effectivement nous avons des droits, nous les défendons et nous revendiquons de nouveaux droits et c'est bien naturel, parfaitement légitime, mais aucun droit ne se réalise spontanément ou n'est descendu un jour du ciel, pour qu'ils se réalisent il faut avoir à l'esprit qu'il est de notre devoir d'agir, de nous organiser pour les conquérir.

Droits et devoirs sont intimement liés dans la société, ce que les travailleurs ignorent, si demain vous ne vous organisez pas pour défendre vos droits, tôt ou tard il ne vous restera que des devoirs à subir, vous serez réduit en esclavage, jetez un oeil sur ce qui se passe dans le monde, ce ne sont pas les exemples qui manquent et qui le prouvent malheureusement.

On n'a pas le droit de bercer les travailleurs d'illusions, de les encourager à persister dans leur comportement irresponsable au nom d'un ouvriérisme nauséabond et criminel, chacun à sa mesure doit prendre conscience de la place et du rôle qu'il joue dans la sociéte, de sa responsabilité à agir pour qu'elle s'améliore ou change au lieu d'observer impuissant sa lente agonie annonciateur des pires calamités qu'on n'a pas du tout envie de subir, ainsi que nos enfants et petits-enfants.

En guise d'épilogue.

K . Marx : Le Capital (Livre I – Section VIII)

- L'expropriation des producteurs immédiats s'exécute avec un vandalisme impitoyable qu'aiguillonnent les mobiles les plus infâmes, les passions les plus sordides et les plus haïssables dans leur petitesse. La propriété privée, fondée sur le travail personnel, cette propriété qui soude pour ainsi dire le travailleur isolé et autonome aux conditions extérieures du travail, va

être supplantée par la propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat.

Dès que ce procès de transformation a décomposé suffisamment et de fond en comble la vieille société, que les producteurs sont changés en prolétaires, et leurs conditions de travail, en capital, qu'enfin le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses, alors la socialisation ultérieure du travail, ainsi que la métamorphose progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement exploités, communs, en un mot, l'élimination ultérieure des propriétés privées, va revêtir une nouvelle forme. Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés.

Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. Corrélativement à cette centralisation, à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, partant l'économie des moyens de production, l'entrelacement de tous les peuples dans le réseau du marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste. A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.

L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquêts de, l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol.

Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui de fait repose déjà sur un mode de production collectif. Là, il s'agissait de l'expropriation de la masse par quelques usurpateurs; ici, il s'agit de l'expropriation de quelques, usurpateurs par la masse.

Il faut être riche pour être légitime.

Plus de six Français sur dix estiment nécessaire la publication du patrimoine des hommes politiques, même si sept sur dix seraient indifférents s'ils apprenaient qu'un ministre ou un député était très riche, selon un sondage IFOP dans le Journal du Dimanche.

De toute façon, 85% des sondés pensent que les responsables politiques sont plus riches que l'ensemble des Français (56% beaucoup plus riches et 29% un peu plus riches), contre 12% qui les considèrent ni plus, ni moins riches et 2% moins riches (1% sans opinion). AFP 13.04

Rien d'étonnant, chez les masses profondément arriérées et bien au-delà on pratique le culte du riche, du puissant. Si vous êtes riche, c'est que vous le méritez, c'est que vous avez été assez intelligent pour le devenir ou le rester, vous méritez le respect et qu'on vous fasse confiance. Dans ma famille d'ouvriers arriérés, jamais un professeur, un chercheur ou un scientifique ne l'emportera sur un patron ou un homme politique réputé riche. Un militaire ou un policier bénéficie du même statut, ils sont les gardiens de l'ordre. La pauvre est avant tout pauvre par son ignorance, et jusqu'à preuve du contraire, celui qui l'est moins l'est tout autant.

Ceux qui veulent aborder les travailleurs en les épargnant, en ne leur reconnaissant aucune responsabilité se font de graves illusions ou ne les connaissent pas, je n'ai jamais pu parler avec mon père en y mettant ou non les formes, pour lui j'étais un pauvre type, il vouait un culte à son patron et quand il parlait c'était son patron qui s'exprimait pas sa bouche, je n'avais plus qu'à la fermer.

Les travailleurs sont soumis à un complexe d'infériorité, dans le cas contraire ils auraient confiance en eux, dans leur force et la situation serait différente. A l'opposé des ouvrièristes qui flattent leurs faiblesses ou défauts, je leur dis qu'ils valent mieux que tous les patrons ou riches du monde, à l'époque je n'ai pas su tenir ce discours à mon père et je le regrette, depuis qu'il est mort j'ai repensé à nos rapports et j'en ai tiré des leçons, trop tard, personne n'est parfait, n'est-ce pas ?

Les travailleurs estiment qu'ils sont redevables de quelque chose à leurs patrons, à ces élus qui passent leur temps à les exploiter ou leur mentir. C'est le vieux monde de la servitude humaine qui les a rendu ainsi, seul le combat pour leur émancipation les aidera à abandonner ce comportement.

ACTUALITE EN TITRES

La comédie...

- Devant les militants PS, Ayrault et Désir dénoncent les "conservateurs" européens - AFP

... qui tourne court, le masque tombe :

- PSA: Montebourg met en garde contre toute radicalisation - AFP

Même plus besoin de masque. Prêt à tout...

- Bersani prêt à un accord avec Berlusconi sur la présidence - Reuters

Le chef du centre gauche italien Pier Luigi Bersani a réaffirmé samedi qu'il chercherait à conclure un accord avec Silvio Berlusconi sur l'élection du président de la République, tout en continuant à rejeter la perspective de gouverner avec son rival. Reuters 13.04

Le partage des postes, des fonctions, des prébendes, des rôles entre ce qu'ils osent appeler la droite et la gauche pour mieux tromper les masses.

... le carnaval est permanent en Italie :

Le mouvement Cinq Etoiles (M5S) de Beppe Grillo a organisé un premier tour de scrutin sur internet pour sélectionner dix candidats à la présidence. Un deuxième tour aura lieu lundi pour désigner le candidat final.

Et savez-vous qui figure parmi ces candidats : Romano Prodi, toujours membre du Parti démocrate, ex- président de la Commission européenne (1999-2004), ex-président du Conseil (2005-2008), ex-président du nouveau Parti démocrate (2008), et avant cela, membre de la Démocratie chrétienne (DC), ministre de l'Industrie sous le gouvernement de Giulio Andreotti (1978-1979), président du Conseil des ministres italien du 18 mai 1996 au 9 octobre 1998.

Quel palmarès ! Sous sa présidence de l'Union européenne.

- Il a été le président de la Commission européenne du mois de septembre 1999 au 22 novembre 2004. Sous sa présidence il y a eu, entre autres innovations; la mise en circulation des billets et pièces libellés en euro, le 1er janvier 2002 pour douze pays de l'Union européenne. L'entrée de dix nouveaux pays au sein de l'Union le 1er Mai 2004: Chypre, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie et la Hongrie. La signature, à Rome le 29 octobre 2004, du traité établissant une Constitution pour l'Europe. (source Wikipédia)

Le masque est tombé, place au corporatisme

- En cas d'absence d'accord entre Bersani et Berlusconi sur un candidat, le Parti démocrate pourrait joindre ses forces à celles du M5S pour élire un président sans l'appui de Berlusconi.

De leur côté, la Confindustria, le patronat italien, et les principaux syndicats de salariés ont annoncé samedi lors d'une conférence à Turin qu'ils demanderaient une série de réformes et la formation immédiate d'un gouvernement.

"*Nous devons passer un accord et nous unir pour appeler à une seule chose: la gouvernabilité*", a déclaré Raffaele Bonanni, secrétaire général de la CISL. Reuters 13.04

Et la boucle est bouclée !

Parole d'internaute

- "*Thatcher sera jugée par l'histoire comme une authentique criminelle contre l'humanité : son néolibéralisme est à l'origine du chaos du monde actuel avec la faillite irrémédiable mais catastrophique du capitalisme financier anglo-US et avec la surexploitation des ressources pour l'appât du gain, édifiée en vertu par cette folle et ses suiveurs : "il n'y a pas de société, il n'y a*

que des individus", "je veux retrouver mon argent" (dans l'UE), "il n'y pas d'alternative" (TINA), etc., manifestations d'un esprit psycho-rigide malade, profondément dépravé. Pour célébrer dignement sa mort, je choisis moi aussi la chanson du Magicien d'Oz : "Ding Dong, the Witch is dead !"... mais dans l'interprétation du regretté Klaus Nomi : un morceau d'anthologie à revoir sur YouTube..."

Dans cette vidéo un passage est dédié au Magicien d'Oz, à la version de 1939, suite au hold-up sur l'or des Américains perpétués par la Fed, les pantoufles de Dorothy ne seront pas en argent comme dans la version originale, mais en rubis, le scandale de l'argent étant passé par là...

La crise économique ? Explications et comment y remédier.
http://www.youtube.com/watch?v=Jsk-FdJwL60

Certains vous parlent parfois de la loi 1973 par laquelle l'Etat français est devenu tributaire du marché pour se financer moyennant des intérêts. D'autres vantent le miracle de l'étalon or auquel était adossé le dollar après la Seconde Guerre mondiale. Ont-ils entendu parler du "*crime de 73*" ? Apparemment non, vous non plus je suppose. Cette vidéo remet les pendules à l'heure sur l'or, un rappel qui renvoie ces économistes critiques à leurs chères études.

En 1873, pour contrôler l'économie américaine, la Banque d'Angleterre décréta du jour au lendemain que le dollar argent qui avait cours aux Etats-Unis devait céder la place à l'or... Rappelons que la Banque d'Angleterre était déjà la propriété du cartel de banquiers qui allaient fonder la Fed 40 ans plus tard, les mêmes banquiers ou leurs descendants qui les contrôlent toujours un siècle plus tard.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran.

C'est le président de l'Entité sioniste qui se le promet : Shimon Peres est sûr et certain qu'en cas d'échec des pourparlers Iran/5 +1, "*Obama va attaquer, militairement, l'Iran*". Le site Aroutz Sheva publie l'interview de Peres avec le jouranal "*Israel Hayoum*", au seuil du 65ème anniversaire du régime sioniste, où il affirme n'avoir "*aucun doute. Obama va frapper l'Iran, si les négociations n'aboutissent pas*".

Peres répondait, en effet, à ceux, en Israël, qui prônent une action unilatérale sioniste contre l'Iran. Peres a tenté, ensuite, de consoler cette frange de la population sioniste, en affirmant que "*le temps joue contre la RII, puisque la situation économique va de mal en pis et que le régime iranien va s'effondrer*". Cela fait 34 ans que les autorités du régime sioniste, à commencer par Peres, lui même, parle de l'effondrement imminent du "régime iranien". french.irib.ir 13.04

2- Syrie

C'est la chaîne d'information CNN, qui rapporte cette information : "*les Etats Unis projettent d'attaquer, militairement, la Syrie. Les commandants de haut rang, au sein de l'état-major de l'armée US, ont des plans d'attaque militaire contre la Syrie, qui seront annoncés aux troupes, dès la semaine prochaine*". "*Une partie de ces plans prévoit des frappes aux missiles de croisières contre la Syrie. Parallèlement à ces frappes, les Etats Unis enverront des avions géants et bourrés d'aides humanitaires ravitailler la population (!!!)*".

Les Etats Unis avaient, déjà, annoncé des plans d'aides militaires aux "*rebelles*", mais ces plans n'ayant pas été réalisés, leurs alliés leur reprochent d'avoir fait faux bond. french.irib.ir 13.04

Haut de page

Le 15 avril 2013

CAUSERIE

On est lundi, c'est en principe mon jour de repos, mais j'ai oublié ce que cela voulait dire.

Pour se détendre. Connaissez-vous Olive ? La compagne de Popeye assurément, la femme que je croise tous les soirs en promenant mon chien cela m'étonnerait. C'est sa version ébène, disons 1,70m pour 35 à 40 kilos maximum, d'une maigreur cadavérique, le visage ravagé par la variole et un sourire tout aussi ravageur, les dents rougies par le pan (feuille de bétel, noix d'arec et chaux) qu'elle mâche à longueur de journée, deux énormes boucles de nez en or, un sac en plastique au bout d'un bras, l'autre main tenant le tas de bois posé sur sa tête, le tout enveloppé dans un sari bon marché. Cela fait plus d'un an que je la croise tous les soirs, on échange quelques mots amicaux en tamoul. Elle est accompagnée de sa vieille mère toute frippée, plus petite mais à la démarche assurée. Elles travaillent dans une propriété, elles passent la journée debout à balayer les feuilles mortes, à nettoyer les allées courbées en deux. Le soir il leur faut faire environ 3 ou 4 kilomètres à pied pour rentrer chez elles.

Olive doit avoir environ 40 ans, elle a deux enfants, ils vont à l'école m'a-t-elle dit. Son mari les a abandonnés, les gosses grandissant il fallait dépenser du fric dans l'école et le transport, le coup classique. Olive n'a été gâtée ni par la nature ni par la société, ainsi vous ne pourrez pas me soupçonner de la draguer. Je ne connais ni son nom ni l'endroit où elle habite, je ne lui ai pas demandé, elle, elle connaît le nom de mon chien dont elle a peur, Yvan le terrible ! C'est elle qui me l'a demandé, cela devait la rassurer, en cas d'attaque soudaine du molosse, elle devait penser qu'en l'appelant par son nom il l'épargnerait ! J'ai déjà dit à Yvan, et il en a convenu, qu'elle n'avait que les os sous la peau, mais bon, vous savez ce que c'est les chiens, ils aiment bien les os en général et en voyant Olive dans son petite cerveau il peut facilement l'identifier à un gros os !

Olive est courageuse, elle ne m'a rien demandé, elle a eu le bon réflexe entre nous. Une fois sa journée de boulot terminée, elle doit encore se farcir ces kilomètres à pied avec son fagot de bois sur la tête et son sac, le bois c'est pour cuisiner et son sac contient la vaisselle de son déjeûner, le matin avant se cogner ces 3 ou 4 kilomètres, elle doit s'occuper de ces gosses et surtout cuisiner, et le soir rebelote complètement crevée. La pauvre femme est épuisée, l'autre jour elle pleurait, elle avait mal aux jambes, c'est là qu'elle m'a raconté que son mari s'était fait la male. Sa maigre paie passe dans l'école et le bus, l'entretien de ces gosses, ils habitent dans une cabane en feuilles de cocotier.

Dimanche, oui, j'ai oublié de vous dire qu'il lui arrive souvent de travailler 7j/7, elle s'arrête visiblement épuisée, je la rejoins et je lui demande si elle sait faire du vélo, elle me répond oui, je lui demande si ce ne serait pas mieux de faire ce trajet en vélo et pourquoi elle n'en a pas, elle me répond que oui mais qu'elle n'a pas d'argent pour en acheter un. Et bien qu'à cela ne tienne je vais vous en offrir un lui déclarai-je, ne dites rien, tout le plaisir est pour moi, non, non, ne me remerciez pas. Je pensais en moi-même que cela ne me coûtait rien et que cette scène était lamentable, c'est plutôt leur société qui est misérable, je la hais autant que cette femme doit la haïr.

Je peux vous raconter cette petite histoire parce que je sais qu'elle ne me lira pas. Parfois auprès de certains d'entre vous, j'ai dû passer pour un monstre par la dureté de mes propos vis-à-vis de notre classe, je tenais à vous assurer que cela ne pouvait être que le fruit d'un malentendu regrettable entre nous. Mes beaux-frères ont abusé de moi, ils peuvent aller se faire foutre dorénavant, la plupart sont des fainéants, au contraire cette femme est courageuse et digne, il était donc normal, comment dire, que je fasse un petit quelque chose pour réparer l'injustice dont elle est victime, cela ne servirait à rien que je lui achète une mobylette, elle n'aurait pas d'argent pour acheter de l'essence et l'entretenir, payer l'assurance...

Passons à la politique

Un sujet que nous aborderons une autre fois, les rapports entre droits sociaux et droits politiques et lutte de classe, quels sont leurs rapports à l'Etat, aux différentes classes.

Infos de dernières minutes.

Le chef de l'Etat par intérim Nicolas Maduro, dauphin d'Hugo Chavez, a remporté de peu l'élection présidentielle de dimanche au Venezuela avec 50,76% des voix contre 49,07% à son rival de l'opposition, Henrique Capriles, selon le résultat officiel proclamé par la commission électorale nationale. Reuters 15.04

Le chiffre du jour : 20,79 %.

C'est le taux de participation enregistré dimanche aux premières élections européennes en Croatie. Cette formalité devait précéder l'adhésion de ce pays à l'UE, le 1er juillet. Leurs 12 députés s'ajouteront aux 754 que compte le Parlement européen.

Question : Quelle légitimité auront-ils ? Réponse : Aucune.

Ces députés qui ont été "*élus*" ont récolté chacun sur leur candidature au mieux à peine des 10% des électeurs inscrits. De quelle légitimité peut-on se prétendre quand on représente à peine 10% des électeurs ? Aucune.

Le taux de participation moyen aux élections européennes a été de 43 % enregistrée dans les 27 pays membres de l'UE lors du scrutin européen de 2009. (lemonde.fr 15.04), ce qui confirme qu'il s'agit bien d'une institution antidémocratique dès lors qu'ils décrètent que la majorité se situe en dessous de 50%, elle n'est plus absolue mais relative, il n'y aurait que 10% de votants

que l'élection serait validée.

On peut se poser encore deux questions.

En imaginant qu'ils représenteraient réellement les besoins de leur population, comment 12 députés d'un pays pourraient-il faire entendre leurs voix dans un hémicycle comportant 766 élus ? C'est totalement impossible. Cela est valable pour l'ensemble des députés de tous les pays présents au Parlement européen.

Question : Mais alors les lois ou directives qui sont adoptées par ce parlement, quels intérêts représentent-ils, qui décident de leur contenu ? La Commission européenne non élue, dont les représentants sont désignés par les chefs d'Etat qui peuvent être de droite ou de gauche, ce qui n'a aucune espèce d'importance ou conséquence puisque eux-mêmes représentent les intérêts des capitalistes pour avoir adopté leur idéologie.

Cela signifie qu'en réalité les députés européens n'ont absolument aucun pouvoir, leur pouvoir est dilué, noyé au sein d'une assemblée dont la majorité leur échappera toujours. Cette majorité coïncidera toujours avec la politique proposée par la Commission européenne puisque leurs représentants partagent la même idéologie, sont issus des mêmes partis.

Cela signifie que la voix ou les intérêts, les droits des travailleurs sont totalement absents du Parlement européen, qu'il est impossible qu'un jour ils constituent la majorité, et que ceux qui seraient tentés d'y participer ne feraient que légitimer les fondements antidémocratiques et réactionnaires de cette institution, la confiscation des droits politiques des travailleurs par un parlement aux ordres des banquiers et des multinationales.

Ne devrait-on pas tirer les mêmes conclusions du fonctionnement des institutions nationales de chaque pays ?

Non, car dans le cas de l'UE, si la Commission européenne est désignée par les chefs d'Etat et dispose seul du droit de constituer, de faire les lois, les députés sont seulement amenés à se prononcer sur ces lois, ils peuvent les adopter ou les rejeter, au mieux proposer des amendements à la marge, et comme il se trouvera toujours une majorité parmi eux pour les adopter, finalement la Commission européenne obtient toujours gain de cause quoi qu'en disent les députés.

Dans le cas des institutions nationales dans chaque pays, c'est le parti qui a obtenu la majorité aux élections législatives qui va gouverner, des rangs duquel sera désigné le Premier ministre qui sera chargé de former le gouvernement. Dans l'UE, les députés du Parlement européen sont amenés à se prononcer sur le candidat à la fonction de président de la Commission européenne proposé par les chefs d'Etat, sur les candidats à la fonction de commissaires européens proposés par le président de la Commission européenne, mais en aucun cas ce sont eux qui le ou les désignent.

Les députés européens sont dans un rapport de subordonnés à une autorité supérieure, non élue, la Commission européenne, alors que les députés des parlements nationaux sont dans un rapport de subordonnés envers le Président de la République qui a été élu au suffrage universel et qui désigne le Premier ministre parmi la majorité, d'où le caractère bonapartiste de la Constitution.

Dans le cas de l'UE, entre les électeurs et les députés vient s'intercaler une institution non élue, la Commission européenne qui dispose du pouvoir de constituer, du même pouvoir qu'un gouvernement, inamovible il faut préciser, alors que dans le cas d'un pays ou Etat, le rapport est direct entre électeurs d'un côté, et chef d'Etat et députés de l'autre, de plus les députés disposent du pouvoir de faire tomber un gouvernement, d'imposer de nouvelles élections législatives, le chef de l'Etat, tel un monarque dispose également de ce pouvoir, ce qui n'est pas le cas des députés européens qui sont les otages (complices en vérité) de la Commission européenne.

Si les structures politiques d'un Etat et de l'UE sont similaires, chef de l'Etat, gouvernement, Parlement, par contre la répartition des pouvoirs ou les rapports entre les différentes institutions sont différents.

Dans l'UE, il est impossible aux députés européens de destituer les chefs de l'Etat (dans la plupart des pays non plus, sauf condtions exceptionnelles) qui désignent le président de la Commission européenne et les commissaires européens, il leur est également impossible de faire chuter son gouvernement, la Commission européenne, alors que c'est possible dans chaque pays, d'où le pouvoir discrétionnaire, totalitaire, hors de tout contrôle que nous prêtons à la Commission européenne. Ajoutons, qu'au cours des décennies qui viennent de s'écouler, que quels que soient les chefs de l'Etat, les présidents de la Commission européenne ou les commissaires européens en place, de droite comme de gauche comme ils disent, la même politique antisociale avait été appliquée, la même orientation réactionnaire avait été imposée à tous les peuples de l'UE avec la constance d'un métronome.

L'UE est une institution supranationale dictatoriale, parce que les peuples n'ont finalement absolument aucune emprise sur ces dirigeants, les travailleurs ne disposent d'aucun droit politique sur les instances de l'UE.

Ce qu'il faut retenir, c'est que la subordination des Etats à l'UE se réalise par le biais de la spoliation des droits politiques

des travailleurs, c'est une des conditions politiques nécessaires à la construction de l'UE, et que c'est également l'objectif politique que se sont donnés les promotteurs de l'UE, pour avancer vers l'établissement d'un gouvernement mondial dont l'UE serait l'agence européenne attelée aux Etats-Unis dans le cadre d'un marché unique transatlantique.

La négation des droits politiques des masses exploitées est la pierre angulaire sur laquelle repose la réalisation de leur projet de dictature mondiale pour contrecarrer ou contenir la crise du capitalisme. Dans l'impossibilité de réduire cette crise, ils ont échaffaudé le plan suivant : une fois le prolétariat neutralisé ou ses droits politiques anéantis, ses organisations et partis muselés, corrompus, liquider les uns après les autres tous ses droits sociaux, abaisser drastiquement son niveau de vie, faire en sorte que la vente de sa force de travail coïncide avec le coût de son entretien réduit au minimum une fois éliminés une partie de ses besoins jugés superflus, de telle façon que la majeure partie de la plus-value tombe dans leur escarcelle au lieu d'être dilapidée en salaire et avantages sociaux, qu'elle vienne combler la tendance à la baisse du taux de profit qui caractérise la crise du capitalisme, et assure ainsi une relative stabilité des contradictions inhérentes au capitalisme, qui artificiellement et arbitrairement (dictature) seraient sous contrôle, le contrôle de la population, la mise sous tutelle des droits politiques des exploitées en constituant la meilleure (et seule) garantie.

ACTUALITE EN TITRES

La menace...

- L'Europe s'empare de la lutte contre l'évasion fiscale - AFP

... ouf !

- Banques: la Suisse persiste dans son refus de lever le secret bancaire - AFP

- Pas de levée du secret bancaire en vue, dit le président suisse - Reuters

Le modèle économique anglo-saxon ?

- Le ministre allemand de l'Economie appelle Paris à des réformes - AFP

- Berlin veut modifier le traité de Lisbonne pour l'union bancaire - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Pour une République sociale espagnole!

Plus de 8.000 manifestants ont défilé dimanche 14 avril dans le centre de Madrid pour réclamer l'avènement d'une IIIe république en Espagne et dénoncer une monarchie à l'image ternie par plus d'un an de scandales dans un pays en crise.

Agitant des milliers de drapeaux républicains rouge, or et violet, les manifestants, la plupart des républicains convaincus de longue date, criaient "*L'Espagne, demain, sera républicaine*" et "*Le Bourbon, au travail*", en direction du roi d'Espagne Juan Carlos.

Comme tous les ans, ils avaient été convoqués, sous le slogan "*A bas le régime monarchique, pour la IIIe république*", pour marquer la date anniversaire de la IIe république, proclamée le 14 avril 1931 et suivie par près de 40 ans de dictature franquiste après la guerre civile (1936-1939). Le Nouvel Observateur avec AFP 14.04

Vous feriez mieux de cesser de compter, vous risquez de ne ne pas en voir le bout, ne comptez que sur vous-même cela vaudra mieux !

La liquidation de la monarchie, des institutions héritées du franquisme, l'instauration d'une République socale sur leurs cendres s'attaquant aux fondements du capitalisme, voilà la tâche à laquelle doit s'atteler le prolétariat espagnol, le prolétariat dans toute l'Europe.

Haut de page

Le 16 avril 2013

CAUSERIE

Je mettrai en ligne ce soir une douzaine de nouveaux articles.

Ils sont prolixes, ils ne manquent décidément pas d'imagination pour justifier leur enrichissement ou leur statut social privilégié... au détriment du reste de la société. Pour un peu il serait naturel, un don du ciel ! Légitimer le marché, le capitalisme, l'existence des riches et des pauvres relève de la même idéologie, des bourgeois et leurs serviteurs grassement rémunérés pour leurs services, des nantis parfois richissimes, des esclavagistes de toutes les époques.

On a beau vieillir, chaque jour qui passe nous donne un peu plus envie de vomir leur société, leur monde. Pour le supporter je vais remettre son vélo à Olive, je suis allé l'acheter hier, cela représente pour elle l'équivalent d'un mois de salaire (4.000 roupies), pour moi, moins de 5% de mes revenus mensuels. Je ne sais pas comment les nantis peuvent vivre et comment ils font pour s'enrichir toujours plus sans en perdre le sommeil. Plus tu as de fric pour vivre, dans mon cas le fric de ma maison que j'ai vendue et placer à la banque à 8,75% d'intérêts par an, plus tu peux avoir une vie confortable, plus les inégalités de la société te sont insupportables, injustes, quand tu compares comment tu vis avec ce que vivent les pauvres tu en es malade, même si tu n'en es pas responsable et que tu combats leur société, tu ne peux pas t'empêcher d'y penser. Cela ne me pourrit pas la vie, cela me stimule.

Parfois il y a des gens qui vous disent qu'il ne faut pas penser à cela, qu'on y est pour rien et que cela ne sert à rien de se gâcher la vie : profitez-en disent-ils, on n'en a qu'une, prenez du bon temps, laissez-vous vivre, ce n'est pas vous qui allez changer le monde, vous vous torturez l'esprit inutilement, la vie est belle quand même... Certes, elle est magnifique, pas pour tout le monde, loin de là hélas ! Il est vrai qu'on ne demandera pas à chacun de penser à la misère du monde en permanence, c'est à finir en dépression, d'y penser parfois et d'agir en conséquence surtout.

Leur monde. Raison de plus pour ne pas vous ressembler !

"*Bien sûr qu'on peut être riche et de gauche ! Etre de gauche, c'est une position philosophique, une conception de la société*", a dit Eva Joly ne sur Europe 1. Reuters 15.04

Une "*conception de la société*" : s'enrichir !

C'est marrant, j'ai bossé dans une quarantaine de boîtes, du bas jusqu'au haut de la hiérarchie, et à cause de ma "*conception de la société*" je ne suis jamais parvenu à m'enrichir, c'est qu'on ne doit pas vraiment avoir la même, je crois même me souvenir que c'est ma "*conception de la société*" qui m'a conduit à redescendre presque en bas de l'échelle sociale, certains diraient qui m'a perdu, je pense au contraire qu'elle m'a sauvé.

En Inde aussi depuis 20 ans, on m'a proposé une multitude de fois d'investir pour m'enrichir une ou deux décennies plus tard, et j'ai toujours refusé au nom de ma foutue "*conception de la société*". Camarades, vous disposez d'un bien immobilier de quelques centaines de milliers d'euros, vendez-le, venez en Inde, achetez quelques terrains dans les faubourg d'une grande ville, dans 10 ou 20 ans vous pourrez les revendre 50 à 100 fois plus chers, voire beaucoup plus que le prix que vous les aurez acquis, fastoche, si à l'époque j'avais investi mes 100.000 balles aujourd'hui je serais millionnaire en euros, un terrain (un acre) qui valait 250.000 roupies en 1991 en vaut entre 30 et 50 millions en 2013, faites le calcul.

Le dernier placement juteux qu'on m'avait proposé remonte à 5 ans en arrière environ, il consistait à acquérir des parts d'une clinique privée en construction qui depuis marche du tonnerre de dieu, ses actionnaires s'enrichissant comme c'est pas possible sur le dos du peuple qui dois se sacrifier pour se faire soigner. J'en ferais des cauchemars, je ne pense pas que ce soit le cas d'Eva Joly ou de Michèle Delaunay.

ACTUALITÉ DU JOUR

Narcissisme. Encore heureux qu'ils ne détestent pas les riches !

La ministre aux Personnes âgées Michèle Delaunay a déclaré pour son couple un patrimoine de 5,4 millions d'euros.

Michèle Delaunay, cancérologue et ancien chef de clinique, déclare pour son couple marié en communauté de biens 5,4 millions,

dont 3,1 millions d'immobiliers avec deux maisons à Bordeaux, une à Arcachon (Gironde), une à Hossegor (Landes). Son patrimoine comporte notamment 200 000 euros de meubles et tableaux anciens, 15 000 de bijoux. Selon Sud Ouest. Son époux haut fonctionnaire, un couple sans enfant, qui plus est.

"*Je ne déteste pas les riches, mais le comportement et l'aura que s'attribuent les riches du fait de leur richesse. Je ne sais que travailler, comme mes parents*" a-t-elle déclaré. Lepoint.fr 15.04

Elle ne déteste pas les riches, il ne manquerait plus que cela, parlons-en de votre comportement. Quand on n'a pas d'enfant, alors pourquoi posséder ou conserver quatre maisons et une telle fortune ? Par cupidité ? Si s'enrichir en pratiquant la médecine, ce n'est pas dégueulasse, qu'est-ce qui l'est alors ? Rien, c'est normal.

Commentaire d'internaute

- "*Qui, sans enfants, accumule ses richesses et ses épargnes en biens immobiliers... Pour qui ? Pour quoi ? Pour se sentir en sécurité ? La peur de trop dépenser ?*

On n'a pas à la juger mais cependant comment pourrait-elle comprendre en profondeur le "petit peuple" ? Les réels soucis financiers des "petites personnes âgées" ?

Son besoin de cumul ne laisse guère de place à l'empathie devant la pauvreté et la misère."

Elle s'en fout !

Les pauvres passent leur temps à compter pour survivre, les riches passent leur temps à compter pour s'enrichir, ils sont méprisables. Ils n'ont qu'une seule manière de se racheter ou d'y échapper : épouser la cause de la révolution socialiste, je ne pense pas que ce soit le cas d'un seul ministre, d'un seul député ou sénateur, d'un seul membre du PS, c'est même une certitude.

- "*Ce qui est choquant ce n'est pas sa "fortune" (il y en a d'infiniment plus importantes au PS...) mais l'expression qu'elle emploie : "je ne me suis jamais vécue comme riche"... Avec un tel patrimoine, c'est une insulte aux pauvres ! Car je doute en sus qu'elle vive comme les 80 % de Français modestes et pauvres !*

Elle ne sait en fait pas ce qu'est la pauvreté, le souci du lendemain, la crainte de "manquer" et de n'avoir rien à donner à manger à sa famille !

Et madame Delaunay ne s'"est "jamais vécue comme riche" ? Dame ! On s'en serait douté... La pauvre."

Même si elle le savait, elle s'en contrefout !

Moi j'ai de quoi vivre confortablement sans être riche, quand je m'achète un nouveau short, si celui à 150 roupies me convient, je ne vais pas acheter celui à 280 roupies, je raisonne comme un pauvre, et à côté de cela je craque 4.000 roupies pour acheter un vélo à une femme miséreuse qui bosse et que je ne connais même pas, et dire que je ne suis pas allé au resto depuis au moins deux ans parce que je trouve que leurs tarifs ont trop augmenté, là encore je pense raisonner comme un pauvre, en solidarité avec ma classe qui souffre terriblement, pas comme un riche qui se serait contenté de la plaindre ou de lui donner l'aumône en espérant en tirer profit dans l'au-delà en plus ! Ils me font horreur !

Sacrée fatalité ! Ce serait inné, naturel chez eux. Le bal des hypocrites.

- Publication de patrimoine : "*En désacralisant les élus, on va gagner en démocratie*" - LePoint.fr

C'est pas mal à l'heure où elle est piétée quotidiennement, quand justement ces élus se font les complices des banquiers et autres rentiers en appliquant une politique antisociale afin de satisfaire leurs besoins au détriment de ceux des travailleurs.

La personnalisation de la politique a pour fonction de détourner les masses ignorantes de son contenu réel, de son origine et de son objectif.

Comment ça marche ? Mode d'emploi.

Moi, ministre, député, sénateur, maire d'une grande ville, je suis élu et j'ai un train de vie de nantis, je l'avoue humblement, vous me croyez, n'est-ce pas, alors quand je vous dis que tous ces sacrifices qu'on vous impose sont indispensables pour venir à bout de cette foutue crise, vous me croyez aussi n'est-ce pas, vous venez de m'accordez votre confiance, de convenir que

j'étais parfaitement honnête bien que riche ou aisé, pourquoi vous mentirais-je maintenant, hein dites-moi, pour quelle raison, vous ne pouvez pas répondre, vous voyez que j'ai raison et la boucle est bouclée le pauvre bougre est enfumé !

Le consensus droite gauche existe depuis un siècle, la compatibilité entre eux est totale en effet. Pourquoi ? Parce qu'ils partagent la même idéologie.

- Riche et de gauche: "*tout à fait compatible*", estime Le Foll - AFP

Pauvre et de gauche est apparemment tout à fait incompatible puisqu'on ne trouvera pas un seul ministre, député ou sénateur qui le serait. Alors où doivent-ils se situer les pauvres ? A l'extrême droite, à l'extrême gauche, nulle part ? Les oublier, les abandonner, les faire disparaître... Qui les représente, quel parti, quel parti compte dans ses rangs disons 20 à 30% d'ouvriers ou d'employés appartenant aux couches les plus défavoriées du prolétariat ? Aucun.

Qui dit couches les plus défavorisées ne dit pas forcément les plus arriérées politiquement, j'ai donné l'exemple de mon qui l'était, mais j'aurais pu donner l'exemple inverse de Pierrot l'éboueur que nous avions recruté à l'OCI à la fin des années 70. On a déserté ces couches de travailleurs au profit des couches supérieures ou moyennes, des intellectuels, de l'artistocratie ouvrière, qui par leurs situations sociales ou leur mode de vie et donc de pensée, sont portées à s'adapter au capitalisme, accélérant la dérive droitière des partis ouvriers depuis incapables de s'adresser à ces couches les plus défavorisées, coupés d'elles.

Autrefois, jadis devrait-on dire, les partis ouvriers se construisaient par le haut, on y trouvait des bourgeois ou des membres de la classe moyenne, des professions intermédiaires ou libérales on dirait aujoud'hui, mais à la différence de nos partis, ils se mettaient aussitôt au service de la classe ouvrière à l'époque largement inculte, sachant à peine lire, écrire et compter, pas toujours, insistons, ils s'adressaient à des ouvriers dont les connaissances ou le niveau intellectuel était cent fois, mille fois inférieur à celui des ouvriers du XXIe siècle, ils parvenaient à s'en faire comprendre et à en recruter. Au XIXe siècle leurs conditions de travail et d'existence étaient effroyables, aujourd'hui ils sont voués à la précarité et à la pauvreté à vie, souvent au chômage de longue durée...

Si nous sommes incapables de les organiser, c'est parce que nos rapports à ces couches de travailleurs, l'idée qu'on s'en fait est forcément erronée, notre conception de la lutte de classe qui est adaptée à d'autres couches et situations ou encore rapports n'est pas adaptée à ces travailleurs pour les recruter. Vous me direz que les différents partis ne sont même pas capables de retenir les travailleurs qui les avaient rejoints à un moment donné. Effectivement, chacun a pu le constater, cela provient selon moi du fait qu'on leur a raconté des histoires ou qu'on les a laissé entretenir des illusions dont ils ont fini par se lasser.

On ne rejoint pas un parti combattant en principe pour le socialisme et la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans l'espoir que ces objectifs se réalisent à court terme ni même de notre vivant. Or, inconsciemment c'est souvent le cas, ou alors on se dit que ce mouvement va se développer, le processus ou la mobilisation qui a conduit à notre propre engagement politique, que le régime est à l'agonie, la Ve République vacille, le capitalisme va s'effondrer, bref on s'attend à ce que se produise enfin quelque chose, quoi, on n'en sait rien au juste, tout cela se passe dans notre tête, naïvement on est plein d'espoir, sans raison apparente, peu importe, on ne s'en rend pas compte, on passe son temps à se leurrer soi-même et on y est encouragé, on veut y croire et dans le parti dans lequel on milite aussi, pour motiver leurs troupes les dirigeants rajoutent une grosse couche d'optimisme béat qui repose sur du vent, du jour au lendemain tout serait possible, pour un peu même les miracles, jusqu'au jour où toujours inconsciemment on s'aperçoit que c'était un mirage, on est déçu, démoralisé, on décroche.

Dans d'autres cas, on se dit que c'était juste une expérience comme une autre et on passe à autre chose sans autre procès, on se dit encore que cela ne mène nulle part ,ce que personne ne sera en mesure de contredire efficacement puisque depuis le début vous vous êtes trompé et vous êtes demeuré dans l'erreur, pas forcément d'adresse ni de chemin, mais d'histoire et de timing, le passage du captalisme au socialisme est une nécessité dont il est impossible de connaître l'heure et l'endroit exacts, nécessité qui ne peut se réaliser qu'une fois certaines conditions objectives et subjectives réunies, il correspond à l'aboutissement d'un développement historique et votre engagement politique devait coïncider avec la compréhension de ce processus dialectique davantage que son objectif, j'ai envie de dire arrêter de penser au socialisme pensez davantage au capitalisme pour mieux le comprendre et le combattre, pour que votre engagement politique ait un sens il faut que vous preniez conscience qu'il s'inscrit dans une direction conforme à l'évolution du capitalisme qui mène au socialisme ou à la barbarie, c'est le seul moyen d'être parfaitement en phase avec l'époque à laquelle vous vivez, d'être conscient, état que vous n'aviez pas le jour où vous avez rejoint le parti, qu'il ne vous sera jamais donné d'avoir spontanément, qu'il vous faut acquérir pas à pas, puis cultiver, entretenir, intellectuellement mais aussi en intervenant dans la lutte des classes.

On ne milite pas dans le but d'obtenir un résultat individuel ou collectif, mais avant tout parce que c'est une nécessité, une nécessité absolue.

Les générations passées se sont pas battue pour obtenir la réduction de la durée du travail par nécessité avant tout, car il était infernal de travailler 14 ou 16 heures par jour 7j/7. Et bien, on l'a oublié depuis, mais c'est la nécessité qui doit commander notre engagement politique, la conscience de la nécessité de se débarrasser du capitalisme, nécessité qui ne repose pas sur du vent mais sur une analyse du développement historique du capitalisme, de son fonctionnement, ses fondements, des facteurs et

des rapports qui sont à l'origine de son développement jusqu'à nos jours, des tendances vers lesquelles tend son évolution, ses différents cycles économiques, etc.

Nous vivons dans une société où chacun de nos gestes sont commandés par la nécessité, nous n'en avons pas forcément conscience, et bien c'est cette conscience qu'il nous faut acquérir ou nous réapproprier. Sur le plan politique, nous devons observer et étudier de quelle manière cette nécessité opère dans les rapports entre les classes pour en acquérir une conscience la plus parfaite possible, dans quel but direz-vous, de construire le parti, enfin, mais aussi de s'en libérer, se libérer du règne de la nécessité qu'incarne ou qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme pour passer au règne de la liberté, liberté qu'on ne peut pas atteindre d'un coup, on en revient ici à notre illusion inconsciente du départ, mais dont notre combat pour la conquérir constitue le premier acte, combat qui est à la fois pratique, politique et théorique.

On ne milite pas pour conquérir la liberté pour soi ou en soi, on milite parce que c'est la seule manière consciente de lui permettre de s'exprimer, d'exister. On pourrait ajouter, de donner un sens à sa vie, qui en nous délivrant de la nécessité nous permet d'échapper à l'individualisme, à la cupidité, au comportement mesquin et hypocrite qui est propre aux nantis et aux ignorants, à ces riches de gauche... par nécessité !

A chacun son paradis fiscal !

Le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, a espéré lundi que l'effort dans la lutte contre les "*véritables*" paradis fiscaux sera aussi forte que la pression exercée sur son pays et l'Autriche pour lever le secret bancaire.

"*J'espère que, dans la lutte contre les véritables paradis fiscaux, on agira aussi fermement qu'on l'a fait pour les petits pays de l'Union européenne*", a-t-il estimé au cours d'une conférence de presse à Vienne avec son homologue autrichien, le conservateur Michael Spindelegger.

Jean Asselborn a notamment regretté qu'en ce qui concerne la question des îles anglo-normandes, on discute avec Londres seulement "*entre quatre yeux*", se déclarant favorable à la transparence sur ce sujet.

"*Ni l'Autriche, ni le Luxembourg ne sont des paradis fiscaux*", a martelé le chef de la diplomatie luxembourgeoise, précisant qu'il était favorable à ce que l'Autriche et son pays aillent dans le même sens sur la levée du secret bancaire.

"*Nous souhaitons que le secret bancaire soit conservé pour les citoyens autrichiens*", a répété lundi le chef de la diplomatie autrichienne. AFP 15.04

ACTUALITE EN TITRES

Ne vous en faites pas, ils cultivent le culte du riche.

- Michèle Delaunay : "*Un patrimoine difficilement compréhensible pour les Français*" - LePoint.fr

Sur le coup certains seront choqués ou en feront des gorges chaudes, cela va alimenter les discussions au zinc du café du commerce pendant quelques jours, puis l'inertie de l'histoire reprendra le dessus.

Heureusement que les technocrates de Bruxelles sont là !

- Sept Français sur 10 n'ont pas confiance dans les politiciens - Reuters

Certes, mais ils votent pour eux, et quand ils ne votent pas pour eux ils ne votent pas votre eux, leur conscience politique n'est pas mûre, rassurez-vous. C'est bien de savoir ce qu'on ne veut plus, c'est mieux de savoir ce qu'on veut et comment l'obtenir, ce n'est pas encore le cas aujourd'hui.

A qui profite le crime ?

Quel discours tiennent les néolibéraux ? Les Etats et les institutions politiques, les partis politiques sont des obstacles à la liberté et à la démocratie, ils sont source de corruption, de crises et de guerres, etc. il faut donc avancer vers l'établissement d'un gouvernement mondial qui assurerait le bonheur de l'humanité pour tous...

Il ne manque plus que les Etats-Unis.

- Paradis fiscaux: le Luxembourg pointe du doigt le Royaume-Uni - AFP

Jusqu'où iront les zélés serviteurs du sionisme ?

- Embarrassantes précautions en marge de la visite de Peres - LePoint.fr

- Filiale SNCF: enquête sur une possible discrimination anti-musulmans - AFP

- Visite de Shimon Peres : la SNCF a-t-elle caché des employés noirs et arabes ? - Rue89

- "*Pas de salariés musulmans*" : discrimination à la gare du Nord ? - Le Nouvel Observateur

- Un incident stupéfiant «*à caractère raciste*», mettant en cause des personnalités israéliennes de premier plan, s'est produit vendredi 8 mars 2013 à 10H30, à la Gare du Nord à bord du train Thalys en provenance de Bruxelles (Belgique) avec à son bord Shimon Perez.

A l'arrivée du président israélien, sa délégation a fait l'objet d'un singulier traitement assuré sur une «*base confessionnelle*». La manutention de l'opération avait été confiée à la société Itiremia SAS, une filiale Groupe SNCF, dont le Directeur Général est Sébastien Budillon et le chef de site Patrick Vidal.

L'accès du train a été interdit au chef de bord qui était noir et un conducteur d'un autre train, d'origine maghrébine, a été empêché de rejoindre son poste. (Israël-discrimination raciale : Honte à Simon Perez, Honte à la France - 14 avril, mondialisation.ca)

L'auteur de cet article se trompe à mon avis, ce n'est pas la délégation israélienne qui a imposé ces mesures mais cette filiale zélée de la SNCF qui a pris cette initiave, sur ordres et de qui si ordres il y a eu, je n'en sais rien. Attention, certains auteurs brodent ou en rajoutent quand ils ne connaissent pas exactement les faits, cela discrédite notre combat contre le sionisme.

Récemment, c'était Aubry, qui cédant à la pression des salafistes avait annulé une conférence sur la Syrie à Lille. A part cela, ce ne serait pas le PS qui fraierait la voie au fascisme...

Les dictatures occidentales toujours sur le pied de guerre.

- Venezuela. Les Etats-Unis réclament un audit des résultats - Le Nouvel Observateur

Et lors de la réélection de Bush ?

- Syrie. Preuves d'attaque chimique : les Occidentaux paralysés - Le Nouvel Observateur

C'est leur nouvelle stratégie, utiliser des armes chimiques via leurs mercenaires djihadistes, et incriminer ensuite le régime pour mieux justifier la menace qu'il représente et une attaque militaire directe contre la Syrie...

Haut de page

Le 17 avril 2013

CAUSERIE

Il fait entre 35 et 40°C, je peine à actualiser le site. Ce qui suit a été rédigé hier soir d'un trait, je n'ai mis aucun article en ligne sur l'or, je les ai tous trouvé mauvais.

Au royaume des faux monnayeurs.

Je vous communique les infos économiques et financières que j'ai glané ces dernières semaines, puisque apparemment plus personne n'est en mesure de s'y retrouver et de comprendre ce qui se trame et comment cela va finir, on se contentera d'avancer prudemment à tâton.

Tout ce que comporte le monde économique et financier s'affole suite au hold-up réalisé par la troïka à Chypre sur les comptes

des épargnants, de certains épargants, les mafieux russses y ont échappé comme par miracle. On peut lire des commentaires démentiels sur les mesures qu'elle imposerait aux Etats en cas d'effondrement bancaire. Idem à propos de l'or qui a encore cédé 10% en une seule journée, lundi dernier. Le cours de l'argent est sur la même pente, inversement proportionnel à la demande et a chuté à moins de 25 dollars l'once, ce qui est totalement irrationnel dirait un économiste, en apparence seulement. D'autres évoquent une nouvelle monnaie internationale aux alentours de 2015 à l'initiative des Chinois.

La Fed et la BoJ font tourner la planche à billets à plein régime pour soutenir une économie mondiale rongée jusqu'à la corde par la dette ce qui permet à Wall street et aux principales places boursière de s'envoler ou de battre de nouveaux records, tandis que discrètement certains rachètent leurs propres actions avant qu'elles ne s'écroulent. Tout aussi discrètement, en réalité ouvertement mais personne ne semble en comprendre la signification, les principales banques centrales rachètent de l'or sur le marché, cela tombe bien son cours est à la baisse, une bonne affaire, mais dans quel but. La plupart des matières premières sont à la baisse également, y compris dans le secteur alimentaire, blé, soja, maïs. Le pétrole également, tandis que le dollar remonte, ils s'y raccrochent comme à une planche pourrie en désespoir de cause en se disant que la Fed n'a pas d'autre alternative que de continuer à injecter de la monnaie dans le circuit financier. Pendant ce temps-là tous les indicateurs sont à nouveau au rouge aux Etats-Unis, en Europe et en partie en Chine, mais sont masqués par des annonces frauduleuses destinées à rassurer les investisseurs qui marchent dans la combine, ils n'ont pas le choix, dans le cas contraire si leur confiance venait à faire défaut, ce serait le signal de la débâcle et tout leur édifice s'effondrerait en 24h, ils seraient les premiers ruinés.

Quelque part, c'est une histoire de fous et bien des analystes le reconnaissent. Sur l'or et quelques métaux précieux, on pourrait émettre l'hypothèse suivante, ils s'emploient à en faire baisser le cours pour s'accaparer les stocks mondiaux, forcer les possesseurs à le vendre, ce qui leur permet de l'acquérir à bon marché, pour ensuite en faire à nouveau l'étalon d'une nouvelle monnaie mondiale ou de change, et une fois cet objectif atteint faire flamber leur cours ce qui leur permettrait sans tirer le moindre coup de canon de se rendre maître de l'économie des trois quart de la planète, tandis que le dollar ne vaudrait plus rien, les Chinois qui possèdent quelque 3200 milliards d'obligations en grande partie en dollars n'auraient que leurs yeux pour pleurer ou leur stock d'or comme contrepartie pour préserver leur place sur le marché mondial face à l'alliance des banques centrales américaine (Fed), anglaise (BoE), européenne (BCE) et japonaise (BoJ), ainsi la dette gigantesque des Etats pourraient être épongée en échange d'une plus grande dépendance politique envers les Etats-Unis et ses alliés britanniques et allemand qui possèdent les plus grandes réserves d'or et contrôle le marché des matières premières qui pourraient figurées dans la combinaison d'une nouvelle monnaie.

Si le cours de l'or baisse, il est passé de 1700 dollars l'once à 1340 environ et que les banques centrales en achètent massivement, que l'Allemagne a demandé aux Américains, aux Britanniques et aux Français de lui restiuer son stock d'or, ce n'est pas un pur hasard ou pour des prunes, il est clair que cela fait partie d'une stratégie monétaire mondiale avec aux commandes les banquiers de la Fed.

Ils ont sans doute d'autres priorités sur le feu avant d'en arriver là. En Europe, les classes moyennes et au-delà certaines couches de la classe ouvrière disposent globalement en volume d'un patrimoine immobilier et financier gigantesque qui les fait saliver, le tout se chiffre en milliers de milliards de dollars ou d'euros, épargne ou comptes en tous genres, assurance-vie, actions, etc. Ils voient d'un mauvais oeil qu'une masse si importante de la population dispose d'autant de richesses tandis qu'eux doivent se casser la tête à créer sans cesse de nouveaux outils financiers de plus en plus risqués pour pomper l'argent de l'économie réelle vers l'économie spéculative ou rentière de manière à maintenir leur train de vie et couvrir leur position, honorer leurs engagements à terme, etc.

Un simple coup d'Etat, un hold-up, un fric-frac vite fait bien fait présenté comme une fatalité par les médias pour empêcher que tout le système s'écroule, voilà ce qui leur permettrait de souffler un peu tout en mettant la pression sur les possesseurs du bien le plus précieux, l'or et accessoirement l'argent qui pourraient continuer de chuter pour les pousser à s'en débarrasser. Il suffirait que la Fed cesse d'injecter des milliards de dollars sur le marché et que les taux d'intérêts remontent pour que le signal à la baisse sur les place boursière soit déclenché et la spirale infernale de la chute finale s'ensuive, il suffirait par un tour de passe dont Rothschild et Rockefeller ont le secret, que le cours de l'or suive la même pente pour qu'il ne joue plus le rôle de valeur refuge et que les investisseurs le vendent, pendant que nos banquiers le rachètent dans l'arrière salle, ils sont coutumiers du fait et cela marche à tous les coups, les traders sont des guignols. La Bourse monte sans rapport avec l'économie réelle dont tous les indicateurs sont au rouge, du coup des commentaires prévoient que le jour où elle va s'effondrer, la dépression qui s'en suivra sera cent fois plus profonde que celle de 1929, ce qui justifie que rendu à cette situation-là on vende tout ce qu'on possède qui a encore de la valeur, y compris son or. Si les masses ne brûlent pas vivant les banquiers, ils seront devenus les maîtres absolus de la place.

Personnellement je ne donnerais pas cher de leur peau, en attendant on va souflller sur les baises ardentes de la révolution socialiste réactivées à l'occasion de la nouvelle étape de la crise du capitalisme en 2007 pour être fin prêt au moment de monter le bûcher sur lequel le capitaliste partira en cendres. Nos amis britanniques avaient ces derniers jours une dernière pensée affectueuse pour M. Thatcher, faisons en sorte que

Epilogue

Je rajoute ce matin un facteur que j'avais omis, c'est l'or papier qui est vendu par les investisseurs et non l'or physique qui reste stocké dans les coffres des banques centrales. Et en échange de leur or papier on leur remet de la monnaie de singe, des dollars.

Ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est qu'on assiste à une partie de pocker menteur à des fins politiques. Ceux qui possèdent la planche à billets et contrôlent l'économie mondiale, la masse monétaire en circulation, doivent agir d'une part pour contrecarrer les conséquences de la crise du capitalisme, de l'économie productive ou réelle, faire en sorte que le système ne s'effondre pas, pas pour le moment, d'autre part, parallèlement parfaire le dispositif politique qu'ils ont mis en place qui passe par des moyens de pression économiques sur les Etats sans entraîner d'explosion sociale ou pire déclencher des révolutions, dans les deux cas ils marchent sur le fil du rasoir et l'un et l'autre des processus peut échapper à leur contrôle à tout moment.

On voit bien qu'une partie des facteurs sont manipulés et produisent certains effets. On peut s'illusionner sur leur raison d'être et sur leur évolution davantage encore sur leur fin pour certains d'entre eux. Par exemple et ce n'est qu'une hypothèse, l'endettement des Etats leur sert à piller l'économie réelle, à affaiblir les Etats, à renforcer leur contrôle via la troïka. On se dit qu'il leur rend un tel service que la dette n'est pas prête de s'éteindre, d'ailleurs elle ne cesse d'augmenter. Mais qui dit qu'ils ne pourraient pas décider de la liquider si du même coup les Etats perdaient le peu de souveraineté qu'il leur reste, si en contrepartie cela leur permettait de franchir un pas décisif dans l'établissement d'un gouvernement mondial qu'ils contrôleraient, le jeu en vaudrait la chandelle et servirait leur objectif final qui est politique et non économique, bien qu'ils détiendraient dès lors tous les leviers de l'économie mondiale.

Quand on a à l'esprit qu'ils ont financé les deux camps lors des deux guerres mondiales du XXe siècle pour tirer profit des deux côtés et qu'ils en sont ressortis renforcés, on peut et on doit absolument tout imaginer possible de leur part, même le plus invraisemblable ou illogique, illogique quand on ignore leurs véritables intentions ou leur projet, leur détermination et leur cynisme illimitée. A suivre.

L'air de rien, on passe pas mal de temps à suivre l'économie mondiale, plus que la politique parfois, où s'agitent les pantins désignés des véritables maîtres du monde, on privilégie les faits aux discours souvent vides ou creux.

Un dernier mot après avoir lu un nouvel article sur l'or. Preuve de l'incohérence du marché, on y revient juste après :

- Avec la hausse quasi irrésistible depuis le début de l'année du marché américain des actions qui, fort du concours financier énorme de la banque centrale (Fed), a enchaîné une course aux records historiques depuis début mars, les investisseurs tendent à revoir leurs priorités, selon les analystes. "*Les gens se demandent ce qu'est un actif sûr et de plus en plus, ils tendent à aller vers les actions, même si Wall Street n'a pas été très performant aujourd'hui*", a expliqué un courtier d'une banque italienne. L'Expansion.com avec AFP 16.04

Oui, vous avez bien lu, les actions un "*acte sûr*", alors qu'on devrait s'en méfier comme de la peste sachant que leur cours a été dopé artificiellement par la mise sur le marché d'une quantitité monstrueuse de liquidité par la Fed. Et si soudainement elle décidait de fermer le robinet, elle l'a déja fait dans le passé. Non, impossible se disent-ils, ils ne vont pas nous jouer un si mauvais tour, non ils vont se gêner, il est connu que le cartel des banquiers de la Fed sont des gens bourrés de principes et de scrupules et que leur morale les incitera à vous prévenir le moment venu, ben voyons, quelle naïveté ! Ils ne pensent tellement qu'à s'enrichir par n'importe quel moyen rapidement, qu'ils en sont aveugles et sourds. Comme disait Lénine, rira bien qui rira le dernier.

La vérité des faits nous suffira amplement.

Libération et d'autres médias se sont empressés de dédouaner la responsabilité de la CIA dans l'attentat de Boston, et tous ce que comptent de vassaux le vieux monde s'est livré à une débauche de témoignages de sympathie envers l'Amérique qui terrorise littéralement le monde depuis le 11 septembre 2001, notamment.

Il est regrettable, mais c'est inévitable, que des illuminés adeptes de la théorie du complot aient saisi cette occasion pour exploiter le moindre indice et se livrer à une analyse sans fondement pour en faire porter la responsabilité à la CIA et au gouvernement, ce qui ne peut que porter atteinte à la crédibilité de cette version si après vérification elle s'avérait exacte, rendant inaudible la vérité qui une fois de plus échappera ainsi à la majorité des Américains et du reste du monde.

N'oublions pas non plus que le peuple américain est la première cible de la politique néolibérale et liberticide mise en oeuvre par le gouvernement.

Un complément à prendre avec des réserves.

http://www.youtube.com/watch?v=UDxs6tSff84&feature=player_embedded

Il y a plus de questions que de réponses entourant la double attaque à la bombe à l'arrivée du marathon de Boston qui a fait au moins trois morts et plus de 130 blessés, le 15 Avril 2013.

L'entraîneur de Cross-Country Ali Stevenson a témoigné sur la chaîne Local 15, affirmant qu'une atmosphère particulière régnait

avant le début du marathon. Il témoigne de la présence de chiens renifleurs de bombes ainsi que des guetteurs sur les toits des immeubles, à la ligne de départ ainsi qu'à la ligne d'arrivée. Alors qu'une explosion avait eu lieu, les autorités ont annoncé aux participants de ne pas s'inquiéter, car il s'agissait juste d'un exercice d'entraînement.

Pour lui, les autorités savaient quelque chose.

Cela peut s'expliquer par les antécédents et les attentats commis par l'extrême droite américaine. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Une info rassurante.

- Goldman Sachs: bénéfice du 1er trimestre supérieur au consensus - Reuters

Charrettes

- Thomas Cook France annonce un plan social de près de 170 postes - AFP

- Angleterre: Axa supprime 450 emplois et arrête les conseils financiers - AFP

Un siège éjectable plutôt confortable

- Le directeur de cabinet de Montebourg propulsé P-DG d'Arianespace - LePoint.fr

Quand on aime, on ne compte pas...

- Le Medef veut un "acte 2"' du pacte de compétitivité - Reuters

Le Pack Soupline qui lave plus blanc que blanc.

- Le PS assouplit sa position sur le patrimoine des élus - Reuters

Dialogue imaginé avec Giselle.

- Mais qu'est-ce que c'est que tous ces partis dont les dirigeants sont si riches ?

- Les partis des riches ma bonne dame, non ?

- Vous n'aimez pas les riches jeune homme ?

- Plus si jeune que cela, vous me flattez, je n'aime pas les riches qui aiment les riches et méprisent les pauvres.

- Ils ne seraient pas riches s'ils se méprisaient eux-mêmes, vous débloquez mon vieux.

- Ah, j'aime bien qu'on remette les choses à leurs places ! Pourquoi ne pourraient-ils par être riches, disons sans l'avoir forcément recherché eux-mêmes, et épouser la cause des pauvres, du socialisme, à titre individuel qu'est-ce qui les en empêcherait, rien, non ?

- Il est vrai que cela aurait un certain panache, comment dire, ce serait anachronique, dans notre langage, cela aurait de la gueule, un prince rouge quoi.

- Exactement, comme à l'époque des bolcheviks en Russie, jusqu'à y laisser leur fortune et leur peau vous savez.

- Puisque vous le dites, ça c'était de vrais seigneurs, mais franchement, vous imaginez cela à notre époque, dès qu'un petit bouton apparaît sur leur bout du nez ils vont consulter de crainte que cela s'infecte et les enlaidisse, pire, les défigure à jamais, ce ne sont même plus des hommes.

- Nous nous écartons de notre sujet.

- Vous avez raison, ce n'est pas d'être riche qui est une tare, c'est de tout faire pour le rester ou l'être encore plus au lieu de vouer sa vie à ceux qui ne le seront jamais. Si certains d'entre eux adoptaient ce comportement, cela passerait l'envie aux pauvres de devenir riches, quelle connerie entre nous, cela leur servirait d'exemple et ils consacreraient leur vie à autre chose.

- A conquérir leur liberté par exemple.

- Bien dit jeune homme, le combat pour la liberté, c'est le combat de toute une vie.

Le tour du monde des voyous.

- Sénégal: Karim Wade a passé sa première nuit en prison avec six "*complices*" - AFP

- Le scandale Monte dei Paschi rattrape la banque japonaise Nomura - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Sans appel

Relevé dans la déclaration d'hier de Cahuzac sur BFM-TV et RMC.

- Prié de dire si le chef de l'Etat était informé par d'autres canaux, il a eu cette phrase susceptible de relancer les interrogations de l'opposition sur le rôle de l'exécutif : "*J'ignore quel était son degré de connaissance de cette affaire*".

Ce qui laisse entendre qu'il savait, sans préciser quoi et depuis quand, un secret de polichinelle.

- "*J'espère que viendra le moment où le jugement sera moins dur*", a-t-il expliqué. Reuters 16.04

Pourquoi, pour quelle raison, dites-nous ? Vous êtes chirurgien, vous devriez savoir que les abus du passé cause des ravages et qu'avec le temps cela ne s'arrange pas, non ? Et le devoir de mémoire, vous avez dû en entendre parler.

Il doit se dire que cette histoire va se terminer en eau de boudin, qu'elle n'aura servi à rien et ne changera rien, ce en quoi il aurait raison de le penser, dans peu de temps plus personne n'en parlera plus. Il peut compter sur l'inconsistance des hommes, c'est une de leurs terribles faiblesses, il faut sans cesse leur rappeler l'histoire passée qu'ils ont tendance à oublier. Alors de là à en tirer des leçons, il ne faut pas rêver, cela ne concerne qu'une infime minorité qu'on peine même à discerner tellement elle est insignifiante, comme les hommes en général aussi, Cahuzac en fait partie.

Le Medef a réclamé mardi au gouvernement un "*acte 2*" du pacte de compétitivité, avec pour objectif la mise en place d'une véritable "*stratégie*" sur les prélèvements obligatoires qui pèsent sur les entreprises.

La présidente de l'organisation patronale, Laurence Parisot, a estimé que ce cadre était nécessaire pour traiter aussi de questions comme les réformes des retraites et du financement de la protection sociale mais aussi de la transition énergétique.

S'agissant de la réforme des retraites, à laquelle le gouvernement s'attaquera au deuxième semestre, elle a déclaré devant la presse qu'il n'était "pas question" pour les entreprises d'accepter "*la moindre hausse de cotisations, que ce soient des cotisations employeurs ou des cotisations salariés*".

Elle a estimé en outre que considérer que la solution passera par une baisse des pensions via une désindexation, une hypothèse évoquée par certains après l'accord en ce sens conclu sur les retraites complémentaires, relevait "*d'une illusion, pour ne pas dire une tromperie à l'égard de tous les Français*."

Au moment où le gouvernement s'apprête à remettre son programme de stabilité à l'Union européenne et commence à préparer le budget 2014, Laurence Parisot a tiré le signal d'alarme sur le poids des prélèvements pesant sur les entreprises.

Y voyant la première raison qui explique que leur taux de marge soit tombé à des plus bas inquiétants, elle a pressé les

pouvoirs publics d'adopter une véritable "*stratégie*" en matière de prélèvements obligatoires dans le cadre du pacte de compétitivité lancé fin 2012.

Les enjeux de compétitivité ne doivent de même pas être oubliés dans le traitement des questions énergétiques, a encore dit la présidente du Medef.

"*Si la question du mix énergétique, de la transition énergétique n'est regardée que sous l'angle du choix des innovations pour être un peu plus orienté développement durable, alors on commettra des erreurs, on s'empêchera de retrouver des éléments pour une croissance forte et pérenne*", a-t-elle déclaré.

Pour cette raison, le Medef avancera des propositions lors d'une conférence de presse le 24 avril au cours de laquelle il entend remettre sur la table le dossier de l'exploration des gaz de schiste.

Laurence Parisot a encore demandé instamment au gouvernement de ramener la fiscalité sur les plus-values de cessions d'actions au niveau de la moyenne européenne.

"*Il faut que le gouvernement, la majorité et tant qu'à faire l'opposition aussi comprennent qu'il n'y aura pas de retour possible à la croissance (...) si un signal clair, fort, dépourvu d'ambiguïté n'est pas donné aux entrepreneurs. Ce signal passe par une révision drastique de la fiscalité*" sur les actions, a-t-elle dit.

Interrogée sur le sujet, elle a jugé "*triste et révélateur*" que les patrimoines divulgués lundi par les membres du gouvernement comprennent peu d'investissements en actions.

"*Les politiques ont compris qu'il y avait un enjeu de financement de l'économie (...), je pense que la BPI (Banque publique d'investissement) est une institution tout à fait pertinente et prometteuse mais la vraie réponse au financement de l'économie est que chacun devienne actionnaire, que chaque Français investisse dans les entreprises françaises*', a-t-elle déclaré. Reuters 16.04

Ce sera sans nous ou alors sans vous.

Ce que réclame Parisot est simple à comprendre : l'alignement de la législation du travail et en matière de retraite, sur le plan de fiscalité des entreprises avec ce qui existe aux Etats-Unis. Gageons que ce qu'ils ne pourront pas obtenir par ce biais, ils l'obtiendront en avançant dans la réalisation du marché unique transatlantique, l'homogénéisation vers le bas calquée sur les Etats-Unis sera la bienvenue, la norme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

1.1- Le président du Conseil italien Mario Monti et le chef de file du centre gauche, Pier Luigi Bersani, ont progressé lundi vers un accord sur le choix du futur président, étape essentielle pour sortir le pays de l'impasse politique créée par les législatives de la fin février, qui ont accouché d'un parlement bloqué.

Les députés et sénateurs doivent commencer jeudi à élire un successeur au chef de l'Etat, Giorgio Napolitano, dont le mandat expire le 15 mai.

Mario Monti dit s'être entendu avec Pier Luigi Bersani pour rechercher "*les convergences maximales entre forces politiques sur le nom d'un candidat qui fasse autorité et soit à même d'incarner l'unité nationale*".

En vertu de la Constitution, le président Napolitano n'a pas le droit de dissoudre le parlement dans la phase finale de son mandat. Cela signifie qu'il incombera à son successeur de trouver une solution à l'impasse politique dans la Péninsule, soit en convoquant des élections législatives anticipées, soit en convaincant les partis politiques de trouver un accord.

Que Monti et Bersani parviennent ou non à trouver un terrain d'entente avec le centre-droit de Silvio Berlusconi et avec le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo, un accord entre eux deux serait un pas important car leurs blocs ont ensemble, théoriquement, suffisamment de poids pour permettre l'élection du prochain président.

Mille sept électeurs prendront part au scrutin: les députés et les sénateurs ainsi que des délégués des régions. Le chef de l'Etat est élu à la majorité des deux tiers. Reuters 16.04

1.2- Le Mouvement 5 Etoiles (M5S) a désigné mardi une journaliste de télévision, Milena Gabanelli, comme candidate à l'élection présidentielle en Italie, à l'issue d'une consultation par internet.

Le choix de cette journaliste d'investigation de la Rai, qui jouit d'une bonne réputation en Italie, ne devrait guère peser dans la lutte engagée entre le centre gauche de Pier Luigi Bersani et le centre droit de Silvio Berlusconi.

Il met fin cependant à l'hypothèse d'un soutien apporté par le M5S de Beppe Grillo, ouvertement hostile à la classe politique traditionnelle, à l'ancien président du Conseil Romano Prodi.

Mardi pourtant, dans un courriel, l'ancien humoriste devenu un symbole de la contestation du système suggère qu'il pourrait se montrer plus conciliant envers la gauche si Bersani appuyait la candidature de Milena Gabanelli à la présidence.

"*J'aimerais donner un conseil à Bersani, sérieusement, sans plaisanter. Ce pourrait être un moyen de nous rapprocher: vote pour Gabanelli*", écrit Beppe Grillo dans ce message. "*Ce serait un signe important.*"

Beppe Grillo ne va pas jusqu'à évoquer explicitement une alliance avec le centre gauche mais parle d'une éventuelle coopération, ce qu'il n'avait jamais concédé jusqu'ici.

"*Ce pourrait être le début de quelque chose, une collaboration, peut-être. Tente le coup, tente le coup et nous verrons*", ajoute le porte-parole du M5S.

Dans la consultation organisée sur internet par le M5S, arrivé troisième des législatives derrière les deux grandes coalitions avec un quart des suffrages exprimés, les partisans du mouvement ont placé Romano Prodi en huitième choix sur une liste de 10 personnalités présélectionnées.

Outre Romano Prodi, les personnalités les plus fréquemment citées parmi les favoris sont d'autres anciens présidents du Conseil, Giuliano Amato et Massimo D'Alema, ainsi que l'ex-commissaire européenne Emma Bonino. Aucune d'elles ne semble toutefois faire consensus.

Une majorité des deux tiers est nécessaire dans un premier temps. Reuters 16.04

2- Syrie

Le guide des Frères Musulmans syriens, Mohammad Riad Chakfa, a demandé, lundi 15 avril 2013, que le Front al-Nusra se « *distance des loyalismes étrangers et collabore avec le peuple syrien* ».

Riad Chakfa a vivement critiqué le classement par Washington du Jabhabt al-Nusra (Front de soutien au peuple du Levant) sur la liste des organisations terroristes. Réseau Voltaire 16.04

SOCIAL

1- France

1.1- Le tribunal de commerce de Rouen a sonné mardi le glas des espoirs de reprise de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime) en rejetant les deux offres en lice au dernier jour de la date-butoir fixée avant la fermeture définitive.

Au terme d'une année de douches écossaises pour les 448 salariés du site, deux dossiers, ceux des groupes panaméen Netoil et libyen Murzuk Oil, avaient été jugés recevables début avril par les administrateurs judiciaires.

"*Le tribunal a jugé qu'aucune des offres examinées (...) ne présentait les capacités financières et techniques suffisantes pour assure la reprise pérenne de Petroplus*", ont indiqué les administrateurs judiciaires dans un communiqué.

Ils précisent que cette décision "*entraîne donc la cessation définitive d'activité de la société (...) et malheureusement le déclenchement dans les jours prochains de la procédure de licenciement collectif des salariés*", ont-ils ajouté, précisant que le

comité d'entreprise se réunirait le 18 avril.

A l'issue de la décision, les quelques centaines de salariés et de sous-traitants présents devant le tribunal criaient : "*Nationalisation, nationalisation*" mais le fatalisme dominait.

"*On a eu une audience très riche mais clairement les repreneurs n'étaient pas au rendez-vous*", a déclaré l'avocat des salariés Jean-Marie Valentin. "*Les salariés sont allés au bout de ce qui était possible. Il faut raison garder et penser maintenant à l'avenir.*"

En février 2012, l'avenir de la raffinerie de Petit-Couronne, que le candidat François Hollande s'était engagé à sauver, a provoqué des prises de positions contradictoires au sein du gouvernement.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg s'était notamment dit confiant, évoquant des offres "*sérieuses, crédibles, financées, qui demandent à être finalisées*".

Dans un communiqué, Arnaud Montebourg et le ministre du Travail, Michel Sapin, disent dans un communiqué prendre acte de la décision qui, "*associée à l'épuisement de la trésorerie de la société, clôt la période de recherche de repreneurs*".

Quelques minutes avant la décision, les salariés rassemblés devant le tribunal se montraient pessimistes.

"*Bien ou mal, il faut que cela se termine. Je crois qu'il y a peu de gens qui croient à une cession*", ajoutait Bruno Capon, secrétaire CGT du comité d'entreprise, précisant que les premières lettres de licenciement seraient envoyées le 23 avril.

Depuis les années 1970, une quinzaine de raffineries ont fermé leurs portes en France, où l'on compte désormais huit sites en activité - hormis Petit-Couronne - et une installation mise sous cocon près de Marseille.

Elles produisent la moitié du diesel consommé dans le pays, soit 20 millions de tonnes, ainsi que sept millions de tonnes d'essence. Reuters 16.04

1.2- Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) a demandé mardi la "*réquisition immédiate*" de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime), après que le tribunal de commerce de Rouen a décidé la liquidation de la raffinerie.

"*Ainsi après des mois de valses hésitations où les personnels ont été baladés de promesses en renoncements, de déclarations d'élus en repreneurs douteux, cette décision apparaît comme irréversible pour les 470 salariés restants et les centaines de personnes concernées, sous-traitants, familles, proches*", ajoute-t-elle

"*Il faut se rappeler que c'est Shell qui s'est débarrassé de sa raffinerie en la vendant à Petroplus, spécialiste de la liquidation industrielle*", poursuit Mme Poupin.

"*Aujourd'hui le gouvernement, qui a tout promis et son contraire aux salariés, est au pied du mur. Il doit réquisitionner maintenant pour maintenir les emplois sur le site, avec une production sous contrôle de l'Etat et des salariés, dans la perspective d'un service public de l'énergie*", selon le NPA. AFP 16.04

En voilà encore qui veulent mettre le gouvernement "*au pied du mur*". Le NPA s'adresse à lui comme s'il s'agissait d'un gouvernement ouvrier qui n'appliquerait pas son programme, à notre connaissance ils se trompent à la fois de programme et de gouvernement.

Il fallait dire aux travailleurs que ce serait ce que ferait un gouvernement ouvrier qu'ils auraient porté au pouvoir et qu'ils contrôlerait, or ce n'est pas le cas aujourd'hui, sauf à entretenir une nouvelle fois des illusions dans ce gouvernement.

2- Italie

Des milliers de salariés italiens se sont rassemblés mardi devant le Parlement pour protester contre le manque de financement public du dispositif de chômage partiel.

D'après les syndicats, le gouvernement de Mario Monti, chargé d'expédier les affaires courantes, doit trouver quelque 1,5 milliard d'euros pour garantir les sommes dues à 700.000 salariés en chômage partiel.

Le programme "*Cassa integrazione*", co-financé par les entreprises et par l'Etat, permet à des entreprises en difficulté de mettre temporairement des salariés en chômage partiel, avec salaire réduit. L'Etat prend à son compte une partie du salaire.

Mais les pouvoirs publics n'avaient pas anticipé le "*succès*" de ce programme. Depuis le début de l'année, 520.000 salariés italiens ont déjà été renvoyés chez eux et le budget prévu pour 2013 est presque épuisé.

La ministre du Travail, Elsa Fornero, devait rencontrer dans la journée une délégation syndicale mais n'a donné aucune garantie financière.

"*Le gouvernement n'a plus d'alibi. Si nous n'obtenons pas de garanties, il y aura davantage de manifestations, nous continuerons d'occuper les places de notre pays*", a prévenu Susanna Camusso, de la confédération syndicale CGIL qui représente six millions de salariés.

Les syndicats estiment que le gouvernement pourrait dégager les financements nécessaires en coupant dans les dépenses militaires, en chassant les gaspillages ou en augmentant les taxes sur les actifs financiers.

"*Ce n'est pas un conflit qui peut se terminer par un match nul*", a souligné Luigi Angeletti, qui dirige le syndicat UIL. "*Si le gouvernement ne trouve pas l'argent nécessaire, nous ferons descendre des centaines de milliers de salariés dans les rues de Rome*."

Au-delà de l'état des finances publiques de l'Italie, dont la dette s'élève à 2.000 milliards d'euros, la situation se complique du fait de l'impasse politique depuis les élections législatives de février. Officiellement, le gouvernement Monti ne peut que s'occuper de "*l'administration ordinaire*". Reuters 16.04

ECONOMIE

Etats-Unis

Goldman Sachs a fait état mardi d'une hausse supérieure aux attentes de son bénéfice au premier trimestre, de janvier à mars, le bénéfice de la banque d'affaires a progressé de 5,5%. Reuters 16.04

Haut de page

Le 18 avril 2013

CAUSERIE

J'emploie volontairement un ton léger (ou populaire, un brin vulgaire mais sans plus) parfois histoire de se détendre un peu tellement l'actualité est triste ou à mourir d'ennui, il faut dire qu'elle nous donnerarement l'occasion de se marrer franchement, à côté de cela on traite très sérieusement tous les sujets, disons qu'on n'a pas envie de rajouter de la gravité à la situation dramatique que vive tant de travailleurs et leurs familles dans le monde, il faut aussi soutenir le moral des militants qui sont des travailleurs comme les autres avec leurs difficultés.

On essaie en maniant l'ironie, l'humour ou la provocation de prendre malgré tout les choses du bon côté, d'entretenir l'optimisme qui va de pair avec notre combat et notre idéal qui finira bien par s'imposer un jour face à la barbarie, la légèreté du traitement de l'actualité n'est pas incompatible avec la rigueur, on essaie seulement de l'aborder, comment dire, entre amis ou collègues de galère, camarades, en faisant sauter les barrières ou les obstacles qui peuvent exister entre nous, sans aucune notion de hiérarchie, le but est d'avancer ensemble, on laisse les calculs et les manoeuvres à ceux qui en ont fait leur profession, ce n'est décidément pas notre truc. Et puis, parfois il est préférable de prendre de la distance pour aborder certains sujets, tant pis pour ceux qui prennent tout au premier degré ou qui sont plutôt coïncés, attention c'est très mauvais pour votre santé et là je ne plaisante pas. Bonne fin de semaine à tous.

Alors quoi de neuf aujourd'hui dans leur vieux monde ?

3 morts dans un misérable attentat aux Etats-Unis et les médias en font un battage planétaire, important séisme en Iran qui fait plus de 40 morts, personne n'en parle ou presque. Et on ne parle même pas des attentats qui ont lieu quotidiennement en Afghanistan, en Irak, en Syrie, et dans d'autres pays que les puissances occidentales se sont employés à déstabiliser politiquement pour mieux contrôler leurs richesses...

Nos amis américains ont perdu leur indépendance il y a un siècle quand fut fondé la Fed. La nôtre, on l'a perdu quand la social-démocratie s'est effondré l'année suivante... Pourquoi ? Parce que depuis les uns et les autres demeurent attachés à

son cadavre, scellant ainsi le destin du mouvement ouvrier qui est bien parti pour prendre le même chemin...

Le saviez-vous ?

- L'entreprise américaine Nobel Energie déjà partenaire de l'exploitation du gaz au large de la côte israélienne- pressentie également pour exploiter le gaz au large de Chypre - à investir dans l'exploitation du gaz syrien.

Ce qui se joue actuellement dans l' Est Méditerranéen c'est une guerre pour mettre la main sur les ressources énergétiques encore inexploitées qui s'y trouvent les principaux prédateurs étant les USA, Israël et la Turquie.

En Syrie c'est via un conflit armé de proxis, à Chypre c'est par le biais d'une guerre économique. french.irib.ir 18.04

Non cette info ne nous a pas été fournie par un grand média français ou une agence de presse occidentale respectable, mais par la radio iranienne d'Etat. Quelle horreur, on va nous accuser de collusion avec les autorités iraniennes !

Tous les jours on voit des guignols qui s'agitent, qui s'affolent et qui se justifient parce qu'ils sont mis en cause sur les "*réseaux sociaux*" dont les agissements nous font penser à une dictature, pour un mot ou une petite phrase prononcée et immédiatement interprétée dans tous les sens, qui sous-entendrait ceci ou cela, forçant celui qui l'a commis de s'expliquer, à s'excuser, à s'humilier publiquement... Quel avilissement de se soumettre à cet exercice indigne !

Notre réaction : on s'en contrefout, mais alors royalement, on a à faire à des psychopathes, des frustrés, des complexés qui ne supportent la liberté d'expression que lorsqu'elle coïncide avec leurs idées décadentes, qui se veulent ouverts, mais qui révèlent en réalité un esprit étroit et borné, arbitraire, tyrannique.

Nous avons adopté un principe et nous nous y tiendrons jusqu'au bout. Nous avons décidé une fois pour toute de ne pas être sous influence d'où qu'elle vienne, notre indépendance n'est pas à vendre, elle n'est pas négociable.

ACTUALITE EN TITRES

C'était écrit.

- Nouveau record d'impopularité pour l'exécutif - Le Nouvel Observateur

- Présidentielle: Hollande serait aujourd'hui à égalité avec Le Pen, derrière Sarkozy - AFP

- Alain Juppé : "*Hollande fait ce qu'il reprochait à Sarkozy*" - Le Nouvel Observateur

C'est tout ce qu'il lui restait !

- Cahuzac a «*glissé une peau de banane*» sous les pieds de Hollande selon Filippetti - 20minutes.fr

Confirmation. On l'avait annoncé.

- Mittal: pas d'aciérie électrique à Florange, investissements à Fos et Dunkerque - AFP

Il y a quelques mois, je ne sais pas si vous vous en souvenez, nous avions même été plus loin allant jusqu'à annoncer la fermeture à terme du site de Florange.

L'opacité... en guise de transparence, il fallait oser cette avancée sociale !

- Ayrault annonce un geste pour les petites entreprises - Reuters

"*Dès aujourd'hui, nous décidons la suppression de l'obligation de rendre publics les comptes pour 1,4 million de TPE, une charge inutile*", explique le Premier ministre dans un entretien au quotidien économique Les Echos à paraître demain. Reuters 17.04

Même la France est un paradis fiscal.

- La BNP critiquée pour son laxisme en Afrique et à Monaco - Reuters

Putain de bagnole !

- Les ventes de voitures chutent de 10% en Europe - Reuters

- L'emploi s'effondre dans la vente et la réparation automobiles - Reuters

Amertume de fort mauvais goût

- Comment redonner aux riches le goût de participer à l'effort national (plutôt que de les punir quand ils fuient) - Atlantico.fr

Franchement quite à choisir, entre s'enrichir en prenant des risques ou s'enrichir en dormant, le choix est vite fait, non ?

Regardez, moi, j'ai choisi la deuxième solution depuis près de 20 ans et je ne m'en porte pas plus mal... Bon, il est vrai que je ne suis pas riche, j'ai de quoi vivre normalement et cela me suffit, et au moins je ne prends pas le risque de me faire virer par un patron parce qu'il ne peut pas me piffrer, je parle de mes idées, merci j'ai déjà largement donné. On m'a proposé d'investir dans des entreprises, à quoi bon, je dépose mon fric à la banque, elle me verse des intérêts et cela me suffit pour vivre. Pour bosser pour notre cause en fait, merci à eux. En attendant, je peux m'imaginer ce que c'est que la vie d'un rentier : c'est dur, houlala, il faut se lever le matin, quelle corvée de se demander ce qu'on va pouvoir foutre aujourd'hui, pour un peu on en serait malheureux... (J'arrête mon bavardage, je suis à la bourre, quel boulot de dingue !)

A donner le tournis à tous les opportunistes.

- Présidence italienne : gauche et droite soutiennent Marini - Libération.fr

- Italie: gauche et droite soutiendront la candidature de Franco Marini à la présidentielle - AFP

C'est juste pour maintenir l'équilibre et éviter de tomber... Dites-donc, les deux, ce sont bien les piliers du régime, non ? Ne serait-ce pas ce que nous ne cessons d'affirmer ?

Visez entre les deux !

- Obsèques de Margaret Thatcher : 2 300 invités triés sur le volet - LePoint.fr

- 4000 policiers pour les funérailles de Thatcher - LeFigaro.fr

J'ai lu qu'elles auraient coûté plus de 10 millions d'euros, austérité oblige s'il vous plaît.

Comme ces gens-là sont modestes...

- L'économie américaine poursuit sa croissance modeste, dit la Fed - Reuters

Enfin quoi, en voilà qui se prendraient bien pour l'administration américaine !

- Etats-Unis: des plaignants nigérians contre Shell déboutés par la Cour suprême - AFP

Enfin une bonne nouvelle.

- Bank of America: bénéfice multiplié par 4 - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Prostitution. Quand ils n'ont même plus les moyens de l'opium du peuple (foot) et des bobos (tennis).

La compagnie aérienne de Dubaï, Emirates, est devenu ce matin le nouveau partenaire de Roland Garros. L'information a été confirmée ce matin lors d'une conférence de presse organisée en présence de Jean Gachassin, le président de la FFT, et de Tim Clark, le président d'Emirates.

Le contrat porte sur cinq saisons, jusqu'en 2018, et son montant est supérieur à 3 millions d'euros par an, ticket d'entrée minimal pour devenir sponsor de Roland-Garros. La société sera visible en panneautique sur le central, où elle remplacera Adidas, et sur les terrains annexes et bénéficiera d'un espace dédié "RG Lab". lefigaro.fr 17.04

Tout de suite les grands mots !

Le ministre australien des Finances, Wayne Swan, a fustigé mercredi une "*austérité stupide*" en Europe qui pèse sur la relance de l'économie mondiale et en fait supporter l'effort à l'Asie, au Wall Street Journal avant la réunion des ministres des Finances du G20 jeudi et vendredi à Washington. Lefigaro.fr 17.04

Il a raison, bon on sait que les entreprises du CAC40 continuent d'engranger des milliards de profits, quant aux autres, il existe bien des moyens de les rendre plus compétitives, par exemple elles pourraient vendre à perte histoire de se mettre au niveau du marché et écouler leur camelote... Mais elles couleraient direz-vous. Non, pas forcément, il suffirait que les banques acceptent de réhausser leur niveu d'endettement ou de leur accorder de nouveaux prêts... Oui mais ce serait fort risqués, voire irresponsables si à terme elles n'étaient pas solvables... Peu importe, par un jeu d'écriture comptable il suffirait que les banques inscrivent ces prêts dans la ligne dépréciation d'actifs (à risque) ce qui leur permettrait de les déduire des bénéfices qu'elles déclarent et de payer moins d'impôt, à la limite cela augmenterait leur propre endettement... Peu importe, à dire vrai ce serait même une aubaine pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il fasse un nouveau geste envers les banques, la BCE n'y serait pas opposé du moment que ce serait les contribuables qui paieraient l'addition...

Il a raison monsieur Swan, avec un peu de bonne volonté et quelques tours de passe-passe on peut toujours s'en sortir. Mais quel serait l'avantage d'une telle magouille comptable ?

En permettant aux entreprises de produire plus, cela permettrait de maintenir un niveau d'emploi plus élevé, donc de doper la consommation de la population, de permettre au cycle du capital de s'achever, donc aux capitalistes de retrouver leur capital de départ augmenté du profit qu'ils ont extorqués au passage aux travailleurs.... Peu importe que ce soit sur des bases viciées ou pourries, en mutualisant les dettes sur le dos de l'ensemble de la population, en fait les plus nombreux, les travailleurs, le poids de la dette qui pèse sur chaque capitaliste est ainsi dilué ou atténué, sans pour autant disparaître... Bon, il ne faut pas non plus demander l'impossible, la dette des entreprises, des banques et des Etats continuera d'augmenter, l'essentiel est de trouver un équilibre qui empêche tout le système de se gripper, puis de s'effondrer, de façon à ce que nous capitalistes nous puissions continuer de vivre comme avant, au-delà, c'est comme les question existentielles, il vaut mieux ne pas se les poser ou y penser...

Et puis, n'oublions pas que pendant ce temps-là, la pression étant maximum sur le gouvernement, il pourra ainsi justifier de prendre des mesures antisociales qui permettront d'accroître la compétitivité et les profits de nos entreprises, du coup même la bonne conscience des banquiers s'en trouvera d'autant soulagée, leur prise de risque justifiée, en fait ils n'avaient fait qu'anticiper sur la politique du gouvernement, vous voyez qu'on peut encore s'en sortir...

Ce n'est là que quelques aspects de la situation.

Pocker menteur. Le silence est d'or.

Vous les croiriez sur parole, vous ? Il faudrait être fou !

Le début de la manoeuvre.

- L'or, qui valait 250 dollars l'once il y a 12 ans sur le marché au comptant, a depuis augmenté chaque année pour atteindre 1.668 dollars fin 2012. Le record avait été atteint en 2011 à 1.920 dollars l'once.

La crise du capitalisme ayant pris une sale tournure depuis 2008, les investisseurs ont diversifié leurs placements en renforçant leur position sur l'or réputé pour être une valeur refuse.

L'impasse de la dette nécessitera un réajustement monétaire mondial.

- Les experts n'ont pas vu venir le plongeon de 13% des cours de l'or en deux jours, du jamais vu depuis 30 ans, qui suscite aujourd'hui des interrogations sur sa valeur dans les portefeuilles des investisseurs.

Ce serait intéressant de savoir qui a vendu (du papier or), qui a conservé son or, et en cas de vente d'or physique, qui l'a acquis, et pour finir qui a continué de parier à la hausse tandis que d'autres pariaient à la baisse. Question : ceux qui ont parié à la baisse n'ont-ils pas été parmi les premiers vendeurs pour amorcer cette tendance et en tirer par la suite de juteux profits ? Ne serait-ce pas par hasard les mêmes qui auraient acquis l'or physique qui a été vendu ? Les mêmes n''auraient-ils pas spéculé à la fois à la hausse et à la baisse, pour finalement se retirer au bon moment et encaisser d'énormes profits ? Certains ont dû gagner sur tous les tableaux en bernant tout le monde, et d'autres ont perdu des sommes colossales après avoir parié à la hausse.

- En janvier, 37 analystes et experts interrogés par Reuters le voyaient encore battre ses records pendant un an ou deux: des banques comme ANZ, BNP Paribas, Bank of America/Merrill Lynch, Deutsche Bank, Commerzbank, Macquarie, Morgan Stanley, Standard Chartered et Goldman Sachs avaient des prévisions supérieures à 1.800 dollars.

Un indice.

- Si plusieurs banques avaient commencé à corriger leurs prévisions à la baisse, comme Goldman Sachs le 10 avril, la plupart continuaient de recommander l'or comme placement alternatif et comme protection contre l'inflation.

En réalité, Goldman Sachs a donné le top du départ d'une forte "*correction*" à la baisse qui n'a cessé de s'accélérer les jours suivants, dans quelle proportion Goldman Sachs a procédé à ce que ce journaliste nous présente comme une "*correction*" pour un peu anodine ou habituelle, bref qui ne mérite pas qu'on s'y penche pour en savoir davantage, nous n'en savons encore rien.

Une explication qui en cache une autre.

- Bank of America/Merrill Lynch reconnaît que le catalyseur a été la crainte de nouvelles ventes d'or dans la zone euro à la suite du projet chypriote.

Il est clair que si la banque centrale chypriote vendait une partie de son stock d'or sur le marché, de l'or physique, en barres, ceux qui auraient l'intention de s'en porter acquéreur souhaiteraient le faire au meilleur coût possible, on connaît la suite. L'explication donnée par Bank of America/Merrill Lynch ne servait qu'à camoufler leur réelle intention.

Faire croire que l'or serait devenu une marchandise vulnérable comme une autre.

- "*L'effondrement des cours de l'or est difficile à expliquer à l'aune de variables habituelles comme le niveau pondéré du dollar ou les taux d'intérêt, ce qui soulève des inquiétudes sur sa réputation de valeur refuge*", estime l'établissement.

Effectivement, aucun facteur objectif, aucun élément rationnel ou logique lié à la situation économique ou politique ne permet de justifier cette chute brutale de l'or. Il faut donc en déduire que ce serait le produit d'une vulgaire manipulation de quelques banquiers parmi les plus puissants.

On garde à l'esprit que les cours des matières premières, y compris l'or, sont déconnectés de tout lien avec l'économié réelle, ils sont le pur produit de la spéculation mondiale à laquelle se livrent des armées de traders à la solde des puissantes banques occidentales, en premier lieu américaine. Comme ils parient à la fois sur leur cours à la hausse et à la baisse, en fonction des infos que les plus puissantes et influentes d'entre elles diffusent auprès des marchés financiers et des manipulations auxquelles elles se livrent en coulisse, certaines toucheront le jackpot et d'autres subiront d'énormes pertes, les petits porteurs ou les investisseurs qui ne font pas partie du premier cercle des banquiers étant les premiers lésés, il faut bien que des pigeons paient pour les autres dans cette affaire. On assistera bientôt au même processus avec les actions.

L'opération à ce stade aurait pu avoir pour objectif d'inciter les investisseurs ou les possesseurs d'or à douter du rôle de refuge de l'or dans l'avenir pour qu'ils le vendent, sachant qu'en premier lieu ce serait les détenteurs d'or papier qui s'en séparerait, le fin mot de l'histoire consistant à faire chuter son cours au plus bas pour qu'ensuite les banquiers raflent sur le marché l'or physique au meilleur prix.

- "*Je pense que personne n'avait prévu des variations et des volumes pareils. Tout cela a fait énormément de mal à la confiance des investisseurs*", raconte Sean Corrigan, responsable des investissements chez Diapason Commodities Management en Suisse.

Qu'est-ce que c'est que 7 tonnes d'or ? Tout juste une malheureuse pépite !

- Le 10 avril, un rapport de la Commission européenne suggérait que le pays vende une partie de ses stocks d'or, à hauteur de 400 millions d'euros, dans le cadre de son plan de renflouement.

En août 2011, les réserves d'or détenues par les banques centrales à l'échelle mondiale se montaient à 30562,5 tonnes. (wikipédia) Et ce serait la mise en vente de 7 malheureux tonnes d'or qui aurait mis le feu aux poudres ? Vous racontrez cela à d'autres.

Cette explication est grotesque.

La preuve.

- Les plus optimistes soulignent que les banques centrales restent attachées à leurs réserves d'or, dont l'exemple chypriote a justement démontré l'importance en temps de crise.

Il s'agit maintenant d'entretenir la psychose qu'ils ont déclenchée.

- Nul ne sait combien de temps il faudra pour que la confiance revienne, d'autant que les anticipations de reprise de l'économie mondiale sont plutôt négatives pour les fondamentaux de l'or.

D'autres préfère croire qu'il ne s'agissait que d'un épiphénomène, une brutale correction de son cours, sans lendemain.

- "*Je ne pense pas que le rôle de l'or sera sérieusement remis en cause par ces trois jours d'extrême volatilité*", dit Daniel Brebner, analyste de Deutsche Bank.

"*Un certain nombre d'institutions vont certainement réfléchir au bien-fondé d'utiliser l'or comme un investissement, mais seul le temps nous dira si l'or est vraiment devenu une relique des temps barbares*". Reuters 17.04

Une question pour conclure : Temps "*barbares*", d'hier ou de demain ?

Un dernier mot pour entretenir le suspense, car finalement on ne sait pas ce qu'ils ont derrière la tête. Les quantités d'or disponibles dans le monde seraient insuffisantes pour servir de garantie aux relations économiques entre Etats et aux transactions financières internationales, pour servir d'étalon à une nouvelle monnaie... (A suivre)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Gauche et droite sont tombées d'accord mercredi pour soutenir la candidature de l'ex-président du Sénat Franco Marini à l'élection présidentielle organisée partir de jeudi au Parlement, une étape clé pour sortir de la crise politique dans laquelle l'Italie est empêtrée depuis 50 jours.

Le Parti démocrate (PD, gauche) et le Peuple de la Liberté (PDL, droite) ont annoncé dans la soirée leur soutien à ce politicien de 80 ans, président du Sénat de 2006 à 2008 et qui fait partie de l'aile démocrate-chrétienne du Parti démocrate.

"*La candidature de Franco Marini est celle qui est la plus en mesure de réaliser les plus grandes convergences*", a déclaré le leader du PD Pier Luigi Bersani, à l'issue de négociations avec la droite de Silvio Berlusconi. "*C'est une personne limpide et généreuse, l'un des constructeurs du centre gauche lié au travail et au social*", a-t-il ajouté.

Peu après, Silvio Berlusconi a confirmé lui aussi le soutien de son parti, le Peuple de la Liberté (PDL, droite), à la candidature de M. Marini.

"*Nous croyons que c'est la meilleure solution possible en ce moment (...) Franco Marini est une personne positive et sérieuse, et pour nous il ne s'agit pas d'une défaite*", a-t-il affirmé lors d'une réunion de son parti. "*Marini n'est pas du centre droit, mais il a toujours démontré être au-dessus des partis*", a-t-il ajouté.

Cette annonce d'un candidat de consensus entre PD et PDL a aussitôt suscité des remous au sein de la gauche. Matteo Renzi, maire de Florence et rival malheureux de M. Bersani aux primaires du PD, a ainsi exprimé immédiatement son désaccord: "*Je crois que de nombreuses personnes ne voudront pas voter pour lui*", a-t-il dit.

Jeudi doit avoir lieu le premier tour du scrutin présidentiel, où voteront à bulletin secret 1.007 députés, sénateurs et délégués régionaux.

Le président de la République, un rôle habituellement honorifique, est très important dans la phase délicate que traverse l'Italie, et cela fait déjà plusieurs jours que les partis sont engagés dans des pourparlers tous azimuts pour trouver un successeur à Giorgio Napolitano, 87 ans, dont le mandat expire à la mi-mai.

Le but des négociations entre PD et PDL était d'identifier une figure proche de la gauche, forte du plus gros bataillon d'électeurs (495 voix), qui ne soit pas hostile au Cavaliere, angoissé par la menace de condamnations judiciaires dont un chef de l'Etat "ami" pourrait le gracier.

M. Bersani, en tant que vainqueur "*relatif*" des législatives, avait le choix entre s'allier avec M. Berlusconi ou avec le Mouvement 5 Etoiles (M5S) de l'ex-humoriste Beppe Grillo.

Beppe Grillo a affirmé mercredi sur son blog que le chef de la gauche avait déjà opté "*pour la combine*" avec le Cavaliere, alors que le M5S a choisi officellement comme candidat le constitutionnaliste Stefano Rodota, issu de la gauche.

Mais un compromis sur le président pourrait résoudre l'équation pour le gouvernement: M. Bersani, après une tentative avortée fin mars, espère se voir confier par le nouveau président les rênes d'un gouvernement qui serait minoritaire mais nouerait une sorte de pacte de non agression avec la droite.

Une ligne qui provoque de fortes tensions au sein du PD de M. Bersani, dont une bonne part perçoit toute entente avec M. Berlusconi comme un pacte avec le diable.

Lors des trois premiers scrutins, la majorité des deux tiers est nécessaire, mais à compter du quatrième vote, la majorité absolue suffit pour être élu.

Parmi les autres noms évoqués des derniers jours figurent aussi l'ex-commissaire européenne Emma Bonino, et l'ex-président de la Commission européenne Romano Prodi, le seul à avoir battu deux fois le Cavaliere. AFP 17.04

2- Chypre

La version définitive du plan de sauvetage financier de Chypre sera soumise à un vote du parlement, une décision inattendue qui crée de nouveau de l'incertitude sur le renflouement du petit pays membre de la zone euro.

Dans un communiqué, le procureur général Petros Clerides a expliqué, Constitution à l'appui, qu'un vote, réclamé par l'opposition, était requis.

Invité de la radio publique chypriote, le porte-parole du gouvernement, Christos Stylianides, a prévenu: "*Quiconque s'apprête à voter contre l'accord de prêt devra simultanément proposer comment trouver ces 10 milliards d'euros*."

"*Ils devraient aussi proposer comment nous pourrons faire face à des questions comme le versement des salaires et des retraites, et comment nous pourrons faire face au tollé général que provoquerait un possible rejet de cet accord*", a-t-il ajouté.

Le Parlement chypriote, où siègent 56 députés, avait déjà semé l'effroi en rejetant en mars à une écrasante majorité (36 voix contre, 19 abstentions) une première version du plan de sauvetage négocié avec les partenaires européens de Chypre et qui prévoyait de taxer les comptes bancaires dès le seuil de 20.000 euros.

Chypre doit en outre augmenter ses impôts, baisser ses dépenses publiques, et mettre en oeuvre des réformes structurelles pour assainir ses finances publiques.

Le plan de renflouement devrait être déposé à la fin du mois devant le Parlement, une fois entériné par le gouvernement, a dit mercredi à Reuters le secrétaire général du Parlement, Socrates Socratous.

Le vote s'annonce serré.

Les écologistes ont annoncé dès mercredi que leur unique député au parlement voterait contre l'accord. Les communistes de l'AKEL et les socialistes de l'EDEK, qui représentent ensemble 24 sièges, ont publiquement exprimé leur opposition à la nouvelle mouture du plan de sauvetage.

De leur décision - rejet ou abstention - pourrait dépendre l'issue du vote au parlement.

Le Rassemblement démocratique et le Parti démocratique, qui soutiennent le gouvernement, devraient voter pour. Mais ils n'ont pas

la majorité absolue. Reuters 17.04

3- Syrie

Le président syrien Bachar al-Assad a affirmé mercredi que les Occidentaux jouaient avec le feu en finançant selon lui Al-Qaïda et a laissé entendre qu'il comptait rester au pouvoir jusqu'en 2014, voire au-delà.

Dans une interview d'une heure à la chaîne officielle Al-Ikhbariya, où il est apparu tranquille, M. Assad a prévenu que la guerre dans son pays pourrait gagner la Jordanie voisine, qu'il accuse d'entraîner les combattants rebelles et de faciliter l'entrée de "milliers" d'entre eux en Syrie.

"*L'incendie ne s'arrêtera pas à nos frontières, tout le monde sait que la Jordanie est aussi exposée (à la crise) que la Syrie*", a-t-il dit, tandis qu'à Washington, le secrétaire à la Défense Chuck Hagel annonçait un renforcement du dispositif militaire américain en Jordanie, qui dépassera les 200 hommes.

"*L'Occident a déjà payé très cher le fait d'avoir financé à ses débuts Al-Qaïda en Afghanistan. Aujourd'hui il fait la même chose en Syrie, en Libye et dans d'autres endroits et il paiera cher au coeur de l'Europe et des Etats-Unis*", a prévenu M. Assad.

"*L'Occident ne sait pas que ce terrorisme se retournera contre lui*", a-t-il précisé. Ils "*combattent Al-Qaëda au Mali et le soutiennent en Syrie. C'est la politique de deux poids deux mesures*", a-t-il ajouté en référence à l'intervention française dans le pays africain.

M. Assad a souligné dans son interview qu'"*il n'y a pas de terroriste modéré*", rejetant toute distinction entre les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) et les groupuscules jihadistes, dont le Front jihadiste Al-Nosra, qui a récemment fait allégeance à Al-Qaïda.

"*Al-Qaïda domine (la rébellion) en Syrie*", a-t-il souligné.

Le président syrien a affirmé qu'une défaite de son régime face aux rebelles, qu'il a comme toujours qualifiés de "*terroristes*" financés par l'étranger, signifierait "*la fin de la Syrie*".

"*Nous n'avons pas d'autres options que la victoire, car si nous ne sommes pas victorieux, ce sera la fin de la Syrie*", a déclaré M. Assad.

Il a lié son départ à une "*décision du peuple*", laissant entendre qu'il pourrait se représenter à la présidentielle à l'issue de son mandat en 2014.

M. Assad s'en est pris à l'opposition, essentiellement basée à l'étranger, doutant de son patriotisme, minimisant son appui populaire et estimant qu'elle n'était pas à la hauteur pour s'engager dans un dialogue avec Damas.

"*Comment êtes-vous patriote si vous avez fui à l'étranger ? (...) Dans tous les pays du monde, l'opposition est une opposition élue et bénéficie d'une base populaire. Où sont les élections sur lesquelles se base cette opposition-là?*", a-t-il demandé.

Sur un éventuel dialogue avec l'opposition, M. Assad a affirmé qu'il ne négocierait pas pas ceux qui ont "*encaissé de l'argent pour vendre la patrie*" et "*ceux qui n'ont pas de base populaire*".

Evoquant une éventuelle intervention humanitaire internationale, dans un pays qui compte désormais selon l'ONU 2,5 millions de déplacés et d'importantes pénuries alimentaires, M. Assad a estimé qu'elle "*viserait uniquement à détruire les Syriens*" en rendant le pays dépendant de l'étranger. AFP 17.04

SOCIAL

1- France

1.1- CFE-CGC

Carole Couvert, 40 ans, a été élue mercredi présidente de la CFE-CGC par le 35e congrès de la confédération des cadres, réuni à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) et sera la première femme à diriger le syndicat depuis sa création en 1944.

Mme Couvert, jusque là numéro 2 de la CFE-CGC, l'a emporté sur François Hommeril avec 59,7% des voix. Elle succède à Bernard Van Craeynest qui présidait la CFE-CGC depuis 2005. AFP 17.04

1.2- Des centaines de salariés du groupe Eiffage se mobilisent.

Plusieurs centaines de salariés du groupe Eiffage se sont rassemblés mercredi, en marge de l'assemblée des actionnaires à Paris, pour protester contre des salaires "*misérables*", la dégradation des conditions de travail et la sous-traitance "*abusive*" dans le groupe de BTP, a constaté une journaliste de l'AFP.

"*Depuis l'arrivée du nouveau PDG fin août, Pierre Berger, il y a un changement radical de politique au détriment de l'emploi et des salaires. De plus, il n'y a plus de dialogue social*", a déploré Gilles Letort, secrétaire CGT du comité d'entreprise européen. Il a estimé à près d'un millier le nombre de manifestants.

Pour lui, les "*seuls objectifs de la direction sont l'enrichissement des actionnaires et la casse des acquis sociaux*". Il a dénoncé également "*des cadences infernales avec des moyens qui s'amenuisent de plus en plus*".

Les 70.000 salariés du groupe, numéro trois du secteur du BTP derrière Vinci et Bouygues, étaient invités à une "*grande journée d'action*" et de grève à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, FO, CFTC. AFP 17.04

2- Espagne

Des milliers de mineurs ont manifesté ce soir dans le nord de l'Espagne, pour protester contre la suppression progressive des aides au secteur charbonnier qui selon eux, condamne l'économie de régions entières. Derrière une banderole portant les mots "*Non à la fermeture des mines de charbon, pour la défense des bassins miniers,*" les mineurs, accompagnés de leurs femmes vêtues de t-shirts noirs, ont défilé à Leon, dans la région de Castille-et-Leon, à l'appel des syndicats UGT et Comisiones obreras (CCOO). Une autre manifestation a parcouru les rues de Mieres, une ville des Asturies, autre région minière du nord de l'Espagne.

Les mineurs affirment que la baisse d'activité dans les mines de charbon, liée à la réduction des aides publiques, a placé "*les salariés et les habitants des régions minières de Castille-et-Leon dans une situation sans précédent dans l'histoire des mines en Espagne*", selon un communiqué des syndicats. Les mineurs espagnols avaient fait grève pendant plus de trois mois, entre mai et août 2012, mais ce conflit avait pris fin sans accord avec le gouvernement.

En pleine restructuration depuis 20 ans, les mines de charbon espagnoles ont progressivement fermé. Une quarantaine sont encore en activité, principalement dans le nord, faisant travailler 8.000 mineurs. Mais le charbon espagnol, plus cher que le charbon importé, dépend des subventions de l'Etat, qui sur décision de Bruxelles prendront fin en 2018.

Ajoutant à ce déclin, le gouvernement conservateur, engagé dans une chasse au déficit public, a réduit les aides au secteur de 301 millions d'euros en 2011 à 111 millions en 2012. De quoi condamner, selon les mineurs, jusqu'à 30.000 emplois directs ou indirects, dans des régions dont l'économie bat au rythme de la mine depuis des générations. lefigaro.fr avec AFP 17.04

3- Allemagne

Quelque 3.400 salariés de la poste allemande, Deutsche Post, étaient en grève d'avertissement aujourd'hui sur fond de négociations salariales, bloquant la livraison de plus de deux millions de courriers, selon leur syndicat Verdi.

"*Environ 2,3 millions de lettres et plus de 100.000 paquets n'ont pas été livrés*", a précisé Verdi dans un communiqué, soulignant que notamment les villes de Berlin, Hambourg (nord), Düsseldorf (ouest) et Mayence (sud) étaient touchées.

Le syndicat, qui réclame une hausse des salaires de 6% pour les salariés de Deutsche Post, et au minimum 140 euros de plus par mois, a annoncé son intention de poursuivre le mouvement dans les prochains jours alors que la prochaine séance de négociations avec la direction du groupe doit avoir lieu le 25 avril. AFP 17.04

4- Grande-Bretagne

Le taux de chômage a rebondi au Royaume-Uni à 7,9% sur la période de trois mois achevée fin février.

Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a progressé à 2,563 millions a précisé l'ONS dans son bulletin.

Le chômage de longue durée a par ailleurs progressé avec 900.000 personnes au chômage depuis plus d'un an, un chiffre en hausse de 8.000 par rapport au trimestre précédent (septembre-novembre). AFP 17.04

Haut de page

Le 19 avril 2013

CAUSERIE

Qui a dit ?

- " *... c'est dans le milieu économique et non ailleurs qu'il faut chercher les causes des malaises sociaux et des vices humains. Quand un cultivateur veut débarrasser son champ des mauvaises herbes qui l'envahissent, il bouleverse avec la charrue et la pioche le sol où elles plongent leurs racines : pour guérir la société de ces maux et l'homme de ces vices, il faut recourir non aux réformes politiques et aux prédications morales des politiciens et des moralistes bourgeois, mais bouleverser avec la charrue et la pioche révolutionnaires le sol économique qui les engendre. Et c'est pourquoi le Parti ouvrier, le seul Parti politique qui ait une base philosophique, prend pour but de ses efforts une refonte générale de la propriété.*"

Réponse : Paul Lafargue, La base philosophique du Parti ouvrier. (1882)

ACTUALITE EN TITRES

Autant en emporte le vent. Le doute qui tue.

- Hollande poursuit sa chute dans les sondages dans un climat très tendu - AFP

- Le président confronté aux doutes et à une opposition sociale grandissante - LeFigaro.fr

- Cambadélis : «*La cote d'alerte est atteinte pour le PS*» - LeFigaro.fr

A force de charge la barque, elle finit par couler, normal, non ? Désolé, nous n'avons plus de bouées de sauvetage !

Décidément, il n'avait pas le don du sacrifice !

- Petroplus: "*L'Etat ne fait pas des miracles*", pour Arnaud Montebourg - L'Express.fr

D'ailleurs, c'est bien parce que les patrons n'y croient pas qu'on leur fait tant de cadeaux. Un Etat ouvrier ne réaliserait pas davantage de miracles, il en finirait avec le capitalisme, mais pour se payer ce cadeau, il va falloir que vous y mettiez du vôtre, que vous rejoigniez notre combat pour le socialisme...

Haro sur les couches les plus défavorisées, à croîre qu'elles sont de plus en plus nombreuses.

- Gaz: l'Autorité de la concurrence préconise la fin des tarifs réglementés - AFP

- Le comité sur la fiscalité écologique pour une hausse du diesel - Reuters

- Le Smic est-il vraiment la cause du chômage en Europe? - L'Expansion.com

- Prix du lait: un "*vrai risque pour l'avenir*" selon les coopératives - AFP

Charrettes

- IBM souhaiterait supprimer 1.200 à 1.400 postes en France - Reuters

- Sabic va supprimer 1.050 emplois, cesser des activités en Europe - Reuters

- Licencié de Veolia pour avoir refusé des coupures d'eau - Le Nouvel Observateur

Encore une bonne nouvelle, la troisième en quelques jours.

- Morgan Stanley dépasse les attentes grâce à la gestion de fortune - AFP

Mimétisme

- Etats-Unis: Le gouverneur du Maryland taxe l'eau de pluie - wikistrike.com

- Une commune du Nord va taxer les contribuables sur les eaux de pluie - wikistrike.com

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le G20 ou la lessiveuse du capitalisme. Effets d'annonce.

- Le G20 aux prises avec une Europe en panne, veut avancer sur les paradis fiscaux - AFP

Car voyez-vous, ces 20 pays les plus puissants de la planète sont aussi blancs que les cimes des deux versants du Mont Blanc, si, si, et pour cause ils seraient totalement étrangers aux paradis fiscaux qui auraient été fondés un jour d'un coup de baguette magique par on ne sait pas qui au point même qu'ils peinent à savoir ce qui s'y passe vraiment, non mais très sincèrement, nous sommes en présence de personnalités si importantes que personne n'oserait un instant remettre en cause leur honnêteté, pourquoi devrait-on imaginer qu'ils nous cacheraient quelque chose, hein, franchement ?

On a là la méthode et le discours qu'ils destinent aux masses ignorantes prêtes à les croire sur parole puisqu'elles ignorent tout ou presque de l'histoire et du fonctionnement des paradis fiscaux. C'est aussi le message qu'ils adressent à l'élite intellectuelle (médias) invitée à y adhérer les yeux fermés et à le reproduire, ce qui ne nécessitera aucun effort de leur part puisqu'ils font eux-mêmes partie de la maison.

Le G20 ne rassemble pas les plus puissants de la planète, mais seulement leurs représentants politiques. Leur fonction est uniquement de servir de relais entre leurs maîtres, l'oligarchie financière, et la plèbe, leur bonne parole étant relayée par les médias à leur ordre, auxquels on peut ajouter dans chaque pays une armée de fidèles et zélés larbins institutionnels, partis et diirgeants syndicaux notamment.

L'"*Europe (est) en panne*", ils en parlent comme s'ils n'y étaient pour rien, ce qui est vrai et faux à la fois, vrai parce que ce ne sont pas eux qui détiennent véritablement le pouvoir mais les banquiers, faux, parce qu'ils ont délibérément choisi de remplir cette fonction politique auprès des nantis, d'être leurs porte-parole.

C'est en jouant sur les deux tableaux selon les circonstances qu'ils peuvent tromper les masses qui finalement n'y comprennent rien ou pas grand chose. Cela la liberté de ton suffisante pour présenter la situation sous un certain angle en fonction de l'effet recherché, de tenir un discours qui n'a rien à voir avec leurs réelles intentions sans que personne ne trouve à y redire, tant la mise en scène est bien orchestrée ou rodée.

Si nous avons à faire ici à des pantins, toute l'opération consiste à faire croire que ce sont eux les véritables décideurs du destin des peuples et du monde. Pourquoi ? Voyons, mais pour protéger les véritables responsables de la situation sociale que les travailleurs doivent affronter quotidiennement, au-delà les fondements du capitalisme qui ne doivent jamais être mis à nu, ils en sont les gardiens, les protecteurs. C'est là leur principale fonction, et ils ont été désignés en fonction de leur loyauté indéfectible au capitalisme, en acceptant par avance d'endosser la responsabilité des conséquences dramatiques qui découleraient des décisions qu'ils annonceraient devant le monde pour défendre sa survie, quel qu'en soit le prix en vies humaines innocentes.

C'est ainsi que le travailleur lambda ne peut avoir qu'une image déformée du G20, et interpréter de manière erronée la situation qui lui est servie sur un plateau à partir d'une grille de lecture qui a été conçue pour l'induire en erreur à son insu. Quant à lui demander de reconnaître ce qui est ici véritablement en jeu, la guerre entre les classes, la lutte des classes, la lutte pour le contrôle du pouvoir politique à l'échelle mondiale, il ne faut pas rêver !

La théorie qui justifiait l'austérité : des économistes reconnaissent leur erreur de calcul Atlantico.fr

Voilà encore un effet d'annonce pour camoufler une autre supercherie.

Hollande 1er : combien de régiments ?

- Les "*Fralib*" écrivent à François Hollande - L'Express.fr

Mais c'est une vraie histoire d'amour ? Attendez, on a mieux en magasin ce matin ou plutôt pire.

J'ai reçu le n°247 d'*Informations ouvrières*, à la page 14 ils ont reproduit un communiqué de presse daté du 10 avril 2013, de la Fédération nationale de la Libre Pensée, un appendice du POI, "*La Libre Pensée a été reçue par le président de la République*"

En comprenant le titre, ils ont donné à pas moins de dix reprises du "*président de la République*", je les ai recomptés à trois reprises parce que je n'en revenais pas. Comme on dit chez nous : trop poli pour être honnête. Remarquez qu'ls n'y étaient pas obligés. Tant de courbettes devant le Bonaparte de service est indigne, humiliant, grotesque. Cela témoigne autant de leur état d'esprit que de leurs véritables intentions qui n'ont pas grand chose à voir avec leur discours politique, davantage quand on y regarde de plus près.

Allez, on compte ensemble, si, si j'y tiens :

1- (le titre) La Libre Pensée a été reçue par le président de la République
2- (2e ligne) ... la Libre Pensée a été reçue par le président de la République, M. François Hollande
3- (16e ligne) ... a fait part de son souhait que le président de la République
4- (21e ligne) ... Monsieur le président de la République
5- (35e ligne) ... la Libre Pensée a demandé au président de la République François Hollande
6- (41e ligne) ... à l'occasion que souhaitera le président de la République
7- (57e ligne) ... Le président de la République a écouté avec attention la Libre Pensée
8- (64e ligne) ... La Libre Pensée a demandé au président de la République
9- (71e ligne) ... La Libre Pensée a informé le président de la République
10- (78e ligne ... Monsieur le président de la République a indiqué

Le compte est bon. Cela ne vous fait pas penser à : Jacques a dit lever le bras droit, Jacques a dit restés assis...

Il paraîtrait qu'ils ont été recus "*dans une ambiance très cordiale*", c'était la moindre des choses...

Ne dites surtout pas que le POI s'emploierait à colporter des illusions dans Hollande, son gouvernement, et quand la situation ne le permet pas ouvertement ou selon les circonstances, dans le régime, les institutions, mais non, mais non, ce serait les calomnier ou se livrer à une interprétation erronée, mensongère, il est vrai qu'on devrait interpréter un tel acte de servitude comme un geste de bravoure...

Hollande 1er : combien de régiments nous demandions-nous en titre. Ecoutez, un pour chaque ministère, est-ce que cela fera votre affaire monseigneur ?

- "*La Libre Pensée a informé le président de la République qu'elle avait sollicité toute une série d'entrevues avec différents ministères pour aborder un panel de dossiers.*" Ils feraient mieux de déménager au Château ou rue de Solférino (siège du PS) histoire de réduire leurs frais de transport qui sont pris sur les cotisations de leurs adhérents, surtout qu'ils se déplacent en taxi le plus souvent.

On ne se refait pas. Tout cela ne tient pas du hasard ou d'une simple maladresse, la preuve.

Il se trouve que dans la même page figurait un article de l'Association pour une Constituante, dans lequel il était précisé qu'"*aucun parti ne peut prétendre incarner et conduire la volonté de changement de système*", autrement dit, le combat politique ne doit pas être subordonné à la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, qui ne remplirait qu'un rôle accessoire dans les luttes à venir et la résolution de la question du pouvoir, puisqu'un cartel composé des partis déjà existants ferait très bien l'affaire pour réaliser un "*changement de système*", qui, vous l'aurez bien compris dans de telles conditions n'aura jamais lieu. Au moins leurs intentions sont claires.

Tous ces gens-là ont le don de se moquer des militants en leur proposant pour se battre des couteaux sans lames, c'est marrant mon premier réflexe serait de les placer en première ligne pour voir comment ils vont s'en tirer, après tout pourquoi devrait-on se sacrifier à leur place, ils viennent de montrer qu'ils en étaient indignes.

Ce sont de dangereux aventuriers car pendant ce temps-là la réaction et l'extrême droite se renforcent, eux ils construisent un parti pour prendre le pouvoir. Nous, nous devrions axer notre combat sur la défense de l'indépendance des syndicats.

Foutaise, en Belgique, en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce notamment, on pourrait ajouter la Grande-Bretagne, les travailleurs ont utilisé depuis 2008 le canal certes étroit et déformé des syndicats pour se mobiliser contre la politique d'austérité

qui leur était imposée, ils n'ont pas de partis révolutionnaires pour aiguillonner leur combat, encore moins pour diriger leur mouvement ou leur montrer la voie, c'est spontanément que travailleurs et militants s'opposent à la politique de leur propre gourvernement et de la troïka. Même dans les pays scandinaves où les syndicats sont profondément intégrés aux institutions, les travailleurs tentent de les utiliser pour se mobiliser, on en a eu des échos au cours de l'année passée, dans le secteur de la santé, je ne sais plus dans quel pays, en Suède peut-être.

Donc l'axe politique mis en avant par le POI, c'est du vent, charlatanerie, c'est du même ordre d'idée envers les appareils pourris des syndicats que leur témoignage honteux de soumission envers Hollande, le régime le tout mis bout à bout. A côté de cela, ils peuvent tenir tous les discours qu'ils veulent, sortir toutes les déclarations qu'ils veulent, bourrées de contradictions quand on les lit attentivement, les faits, rien que les faits nous intéressent.

Défendons l'indépendance des syndicats, ne combattons pas pour construire le parti, laissons l'hypothétique Assemblée constituante se charger de la question du pouvoir, et sans rire c'est avec cela qu'on va en finir un jour avec les institutions de la Ve République quand on lit l'éditorial de D. Gluckstein, ben voyons !

Un dernier mot. Mon boulot est un peu décousu et je m'en excuse, mais c'est ma journée de travail qui est ainsi, ma journée tout court, je dois me débrouiller pour tout faire tout seul et ce n'est pas facile, surtout entre deux coupures de courant. Bon, on fait ce qu'on peut.

L'état d'esprit habituel d'un militant qui transparaît dans ses articles est révélateur à plus d'un titre, de sa personnalité ou son absence de personnalité, son niveau de conscience politique, le degré de son engagement politique, ses véritables intentions, sa conception du monde aussi, sa manière de l'interpréter, son niveau intellectuel ou ses connaissances, ses qualités et défauts ou lacunes, faiblesses, voilà pour l'essentiel.

Avec un peu d'expérience, quand on a à l'esprit chacun de ses facteurs, lorsqu'on lit un article ou écoute un discours, il est relativement facile de cerner la personne à laquelle on a à faire. Vous me direz que son auteur peut tricher, certes, mais il arrive toujours un moment où il se découvre.

- "*Quelle honte que ce dégradant spectacle de ministres « livrant » leur patrimoine*" (IO n°247, page 2, Lucien Gauthier)

Pour un peu on croirait qu'il est comptable de leurs actes ! Par exemple ici, l'auteur est outré que des ministres se livrent selon lui à un exercice "*dégradant*", on est donc pensé à croire qu'il les tenait en haute estime ou qu'ils méritaient qu'on leur attribue une vertue qui manifestement leur est étranger, se mettre au service désintéressé d'une cause ou d'un idéal. La honte ne peut pas atteindre ces ministres corrompus par l'idéologie bourgeoise qui ne seraient jamais parvenus à occuper cette fonction s'ils n'avaient pas prêté serment de toujours servir la cause du mensonge et de l'hypocrisie, quite à se vautrer dans la fange et être jeté un jour en pâture à la vindicte publique pour assumer jusqu'au bout leurs actes infâmes au service d'une cause inavouable.

L'exercice auquel se livrent les ministres, j'en suis moi-même coutumier sans que je trouve cela dégradant. Vous savez tous comment je vis, je suis un rentier, c'est vulgaire, je sais, mais il faut bien continuer de vivre sans salaire ni retraite, passons sur votre générosité, je ne vous demande rien, combien d'argent je possède en banque, environ 90.000 euros, ce que je possède en biens matériels, rien puisque j'ai revendu ma maison et je loue. Où est le problème dites-nous monsieur Gauthier, on attend que vous en fassiez autant ainsi que tous les dirigeants de tous les partis et syndicats. Assurément vous devez connaître des fins de mois difficiles, vous percevez un salaire de misère, l'épée de Damoclès du chômage suspendue au-dessus de votre tête, endetté jusqu'aux dents, qui plus est mal logé, dans l'impossibilité de vous soigner, bref, vous devez cumuler tellement de difficultés que vous préférez nous épargner de partager votre triste sort, on comprend.

Dites-nous, quelle "*honte*" y aurait-il à cela, on cherche à comprendre, vous savez, nous sommes beaucoup moins intelligent que vous ? Parce qu'on devrait vous croire sur parole ? Mais dans quel monde vivez-vous au juste ? Vous savez pourquoi la journée je suis torse nu, pieds nus et en short ? Pour économiser le prix d'un slip et d'une chemise qui me sont inutiles face à un écran d'ordinateur, et puis je suis plus à l'aise sous 35°C. Vous voulez plus de détails encore, il suffit de demander pour être servi. Il semblerait que nous n'ayons pas vraiment beaucoup de points communs finalement et pas seulement sur le plan politique. Je vais être accusé d'être un exhibitionniste ou un extraverti, le complément de ma mégalomanie rampante, quelle horreur !

Moi, ce qui m'intéresserait que vous nous livriez, ce serait se savoir au juste comment vous pouvez justifier votre politique, votre conception de la lutte de classes, vos rapports avec les différentes classes, les institutions, les différents partis, les appareils des syndicats, vous nous balancez votre politique mais vous ne nous dites pas d'où elle vient, sur quoi elle repose véritablement, on aimerait que vous nous l'expliquiez pour qu'on puisse juger sur pièces, voyez-vous on a horreur des spéculations ou extrapolations dans ce domaine, on est de simples ouvriers qui essayons de comprendre, de réfléchir librement, je ne dirais pas qu'on ne croit que ce qu'on voit, mais en la matière il nous semble préférable de s'en tenir à des faits concrets, c'est notre droit, non ?

Je vais vous dire un truc qui pourrait vous rendre service. Vous devez penser qu'à se découvrir ainsi on en est que plus vulnérable, et que nos adversaires ou ennemis pourraient profiter de cette faiblesse pour nous attaquer ou nous porter de mauvais coups. Qu'ils s'y essaient, au contraire on en ressort encore plus fort, blindé, pour ainsi dire invulnérable. J'irais plus loin encore, je

dirais même que cela pourrait nous être profitable car cela nous forcerait à agir sur nos propres faiblesses, on a parfois tendance à s'en accommoder et à se laisser vivre, ce serait une excellente occasion pour remédier à ce comportement laxiste et renforcer notre armure, nous améliorer encore. Armure s'entend sur le champ de bataille et non sur le plan psychanalytique on pourrait finir schizophrène (W. Reich)

Vous, vous vivez dans la hantise de voir vos forces décliner, de perdre du terrain, vous vous sentez faible et vulnérable, vous craignez toute attaque, de la même manière que vous pleurnichez quand le gouvernement nous assène un mauvais coup, on vous sent à l'aguet, on a l'impression que toute votre énergie est consacrée à assurer votre propre survie contre une menace insidieuse qui vous bouffe littéralement l'existence, vous ne dégagez pas la sérénité ou la tranquilité d'esprit nécessaire à la conduite d'un parti ouvrier.

Nous, nous ne craignons rien en dehors de voir nos forces physiques et nos capacités intellectuelles limitées décliner, si, d'être réduit à la misère et de ne plus pouvoir mener cette activité politique. Qui craindre, notre ennemi, nos adversaires, c'est tout, pas de quoi en faire un cauchemar entre nous. Ni de les envier ou avoir envie de leur ressembler, franchement. Soyez vous-même camarades, pensez par vous-même, c'est le fil qui nous relie à la liberté, c'est sans doute la seule véritable liberté dont nous disposons dans leur société, vous ne supportez pas qu'on vous juge et vous avez raison, alors refusez qu'on vous dicte de quelle manière vous devez penser, alors soyez forts, ayez confiance en vous, sinon comment voudriez-vous aider les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes ? Nous avons conscience de nos faiblesses, modestement apprenons à vivre avec, sachons nous en servir comme un levier pour relever tous les défis qui nous attendre et nous vaincrons.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- PortugalLe gouvernement portugais a annoncé jeudi des coupes budgétaires d'environ 600 millions d'euros pour réaliser les objectifs de réduction des déficits exigés par les créanciers après le rejet de plusieurs mesures d'austérité par la Cour constitutionnelle.

"*Le Conseil des ministres a décidé de fixer des limites budgétaires par ministère*", a déclaré le secrétaire d'Etat au Budget Luis Morais Sarmento lors d'une conférence de presse.

"*Les mesures approuvées affecteront les dépenses en personnel, biens et services, ainsi que des dépenses courantes*", a-t-il ajouté sans autres détails.

Les mesures, qui ont été annoncés à l'issue d'un examen supplémentaire des comptes du pays par la troïka (UE-FMI-BCE) représentant les créanciers du Portugal, devraient être détaillées lors du prochain budget rectificatif qui doit être présenté au parlement en mai.

Le gouvernement, qui s'est engagé à ne pas augmenter les impôts mais à agir du côté des dépenses, a précisé en outre qu'il y avait une marge de manoeuvre pour que ces nouvelles mesures soient négociées avec les partenaires sociaux et l'opposition. AFP 18.04

2- Bahreïn

Des milliers de personnes ont participé jeudi à une manifestation anti-gouvernementale à Bahreïn, à trois jours du Grand Prix de Formule Un qui sera disputé dimanche sur le circuit de Sakhir.

L'opposition considère cet événement sportif, en raison de son retentissement médiatique, comme un moyen de faire entendre ses revendications.

Entre 2.000 et 3.000 manifestants ont défilé jeudi à Karzakkan, un village proche du circuit de Sakhir, au sud-ouest de Manama, la capitale.

Ils demandaient la libération des détenus politiques et brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "*la démocratie est un droit*".

"*A bas Al Khalifa!*", scandaient les protestataires, visant la famille sunnite qui règne sur ce petit royaume peuplé majoritairement de chiites.

En 2011, le Grand Prix de Bahreïn avait dû être annulé après des manifestations qui avaient fait au moins 35 morts. L'an dernier, malgré de nouvelles violences, l'épreuve avait pu être disputée. Reuters 18.04

SOCIAL

Grèce

Une trentaine de travailleurs immigrés ont été blessés par balles dans un champ de fraises du Péloponnèse pour avoir réclamé leur paie, illustrant la situation misérable des migrants en Grèce où l'incurie face aux violences xénophobes est récurrente.

Les trois superviseurs d'une exploitation de Manolada, un village de 2.000 habitants à 260 km au sud-ouest d'Athènes, ont tiré à la carabine mercredi soir sur quelque 200 jeunes travailleurs agricoles, pour la plupart bangladais, qui réclamaient leurs salaires, promis par le propriétaire plus tôt dans la journée et non payés.

Parmi eux certains ex-employés réclamaient jusqu'à six mois d'arriérés de salaire. Haut lieu de la production de fraises en Grèce, Manolada est régulièrement le théâtre de violences contre les saisonniers étrangers qui y travaillent dans des conditions misérables.

"*Nous vivons dans des serres ou des baraques de fortune, nous nous lavons dans des tonneaux pour un salaire de 22 euros qu'on ne touche jamais*", a osé dénoncer l'un d'eux jeudi matin sur la radio Skaï.

Mercredi soir, après la fusillade, vingt-huit travailleurs ont été hospitalisés dont sept l'étaient toujours jeudi.

Le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou a promis une "*réaction immédiate et exemplaire*" contre cette "*attaque inhumaine*" alors que les ONG de défense des droits de l'Homme épingle régulièrement le gouvernement pour son inertie face à la banalisation des violences racistes.

"*L'exploitation économique de centaines ou de milliers de migrants habitant dans des conditions inacceptables ne peut pas être tolérée par la République hellénique*", a dit le ministre de l'Ordre public, Nikos Dendias.

Son collègue chargé de l'Emploi, Yannis Vroutsis, a dénoncé "*les conditions inhumaines de travail et d'exploitation*" et a qualifié "*l'emploi illégal de crime social*", alors que la plupart des migrants travaillent au noir à Manolada depuis une décennie.

Pour Dimitris Christopoulos, universitaire et responsable de la Ligue des droits de l'Homme en Grèce, ce dérapage sanglant était prévisible: "*Les autorités connaissaient depuis longtemps les conditions esclavagistes dans cette région*", où des débordements ont eu lieu en 2007 et 2009 notamment.

Avec la crise économique, le chômage frappe désormais 27% de la population active et augmente le nombre des sans papiers, selon M. Christopoulos. "*Le gouvernement se précipite pour dénoncer l'incident afin de ne pas laisser la place à Aube dorée, le parti néo-nazi*" pour capitaliser sur les inégalités de la société grecque, estime-t-il.

Les violences contre les immigrés se sont multipliées depuis l'arrivée en juin dernier au parlement d'élus du parti Aube dorée, tandis que le gouvernement de coalition droite-gauche d'Antonis Samaras lançait une vaste opération contre les sans papiers.

Jeudi après-midi des manifestations de soutien aux immigrés ont eu lieu à Athènes et Manolada. Sur les réseaux sociaux un appel à boycotter "*les fraises de Manolada*" (#bloodstrawberries) a été lancé. AFP 18.04

Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est qu'ils ne reviennent pas armés de kalachnikovs pour leur faire la peau, légitime défense, non ? Y compris contre l'extrême droite et demain ceux qui protègent le Parlement, les institutions...

ECONOMIE

France

Une liste de 353 personnes soupçonnées d'avoir détenu un compte en Suisse a été transmise au fisc français par les juges d'instruction chargés de l'enquête sur les pratiques commerciales d'UBS en France, a-t-on appris jeudi de source proche de l'enquête.

Cette demande a été formulée dans le cadre de l'enquête des juges Guillaume Daïeff et Serge Tournaire pour blanchiment de fraude fiscale sur des soupçons de double comptabilité et d'ouverture de comptes non déclarés chez UBS en Suisse.

Le fisc français a sollicité son homologue suisse via une demande d'entraide administrative pour éclaircir la situation de ces personnes, selon le journal Le Monde.

La première banque suisse est soupçonnée d'avoir mis en place une double comptabilité destinée à masquer certains mouvements de capitaux entre la France et la Suisse, et d'avoir permis à ses commerciaux suisses de démarcher des clients sur le territoire français, en violation de la législation.

Une note anonyme transmise à l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP), consultée par l'AFP, atteste de l'existence de "*carnets de lait*" entre 2002 et 2007, système destiné à enregistrer les ouvertures de comptes non déclarées en Suisse réalisées par les commerciaux.

Elle décrit le rôle présumé de chargés d'affaires en Suisse et en France et de membres de la direction d'UBS France dans cette double comptabilité. AFP 18.04

Haut de page

Le 20 avril 2013

CAUSERIE

Je mettrai en ligne ce soir une quinzaine de nouveaux articles.

Recyclage. Pillage.

Face à la crise morale et politique, ouvrir à notre peuple une perspective de rassemblement patriotique et progressiste. - vendredi 19 avril 2013.

Auteur : par Les Clubs Penser la France (CPF), Pôle de renaissance communiste en France (PRCF), Texte du M'PEP.
Extraits commentés, cet article figure dans le portail du M'PEP.

Les mots et expressions clés qui démasquent les contre-révolutionnaires infiltrés dans nos rangs.

- "*reconstruire*" (l'appareil productif industriel et agricole ; la nation républicaine)... le capitalisme sur les bases d'un modèle appartenant à un passé révolu, l'Etat sur des bases économiques du passé, notons au passage, pas question d'en finir avec l'un et l'autre, ils y tiennent.

Les différentes phases par lesquelles le capitalisme mondial est passé ne seraient par le produit d'un processus dialectique, mais le produit d'une idée, d'une volonté, du hasard qui fait parfois bien ou mal les choses selon son humeur du moment. Ne cherchez surtout pas à les interpréter en fonction de facteurs matériels et les rapports qu'ils entretenaient entre eux, leur évolution ou transformation, vous pourriez vous égarer... dans le passé forcément nébuleux.

- "*reprendre le chemin*" (du civisme, de l'indépendance nationale, du progrès social et de la coopération internationale)... des temps heureux du passé, sans rompre avec l'ONU, qui comme chacun sait, est une institution férocement attachée à "*l'indépendance nationale*" de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie...

Ces gens-là sont des nostalgiques d'un passé que nous ne regrettons pas, parce que nous n'avons pas eu le privilège de bénéficier de ses vertus merveilleuses, à croire qu'il ne faudrait retenir de l'histoire que les temps de paix, et que les période de guerres et les années de terribles souffrances qui les ont suivies n'avaient jamais existé.

Ils sont comme tous ces ignorants ou réactionnaires qui réhabilitent le Moyen-âge, l'époque des seigneurs et des curés qui aurait été synonyme d'un bien-être perdu et d'harmonie dans la société, alors qu'en réalité il n'était fait que d'arbitraire, de tyrannie, de guerres, de famines, de misère et d'indigence, sans oublier l'obscurantisme, la profonde ignorance des masses, les superstitions...

Double langage. Comment ça marche ?

Ils accusent le FdG "*de ne pas vouloir remettre en cause le système*", pour affirmer immédiatement après que "*toute mesure, même superficielle, visant à prévenir les plus gros abus*" en matière "*de « moralisation de la vie politique » prônée par François Bayrou*" "*est bonne à prendre*" qui n'aurait pour seul objectif de renforcer le système.

Ils affirment qu'aucun parti institutionnel n'est "*à même d'apporter une réponse progressiste*" aux questions que se posent les travailleurs, pour immédiatement après prôner "*une large alliance républicaine s'inspirant, dans les conditions d'aujourd'hui, des principes et du programme du Conseil national de la Résistance*", dans lequel figurait justement ces partis institutionnels ou les ancêtres de ceux qui existent aujourd'hui.

Surtout ne pas en finir avec les institutions et le capitalisme.

Ils appellent à "*constituer la République sociale, laïque, souveraine, une et indivisible, sur des bases réellement démocratiques*", qui reposeraient sur quel rapport entre les classes, entre classe dominante et classe dominée, le même qui existe depuis l'avènement du capitalisme ou sur son inversion une fois les capitalistes dépossédés du pouvoir politique et expropriés donc en faveur de la classe dominée devenue classe dominante ? Quelle signification donnée à l'expression approximative ou volontairement floue pour que chacun l'interprète à sa façon "des bases réellement démocratiques" ?

Exactement la même qu'après-guerre tels que les staliniens la développèrent, lorsque la priorité fut donnée par les partis (et syndicats) qui participaient au Conseil national de la Résistance de "*reconstruire l'appareil productif industriel et agricole*", de revigorer le capitalisme français affaibli par quatre années de guerre autrefois, mis à mal par la crise du capitalisme et l'emprise croissante de l'oligarchie financière sur l'économie depuis plus de trente ans aujourd'hui, le tout entouré des vertus euphorisantes, anesthésiantes, soporifiques du Front populaire qui n'a jamais eu pour objectif de remettre en cause le régime en place et le capitalisme mais plutôt de leur accorder un nouveau sursis, autant dire qu'un tel programme est étranger au socialisme.

Le Front populaire se caractérise par l'alliance de partis bourgeois et ouvriers, il est au niveau le plus élevé de l'Etat la mise en oeuvre de la politique de collaboration de classes pour le compte de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Il apparaît toujours au moment où le régime traverse une profonde crise et les masses se mobilisent, pour museler le mouvement ouvrier et le faire refluer, lui interdire toute issue politique au-delà du régime en place, conformément à son programme. Le Front populaire constitue un rempart destiné à protéger les institutions, le régime, le capitalisme contre l'assaut des masses, dont la tâche politique à l'ordre du jour coïncide avec la nécessité de les abattre pour prendre le pouvoir et constituer son propre Etat...

Parce que le Front populaire est lié à la bourgeoisie, aux capitalistes, on comprendra que son programme et ses objectifs sont incompatibles avec le socialisme ou ne permettent pas d'avancer dans cette voie. Le Front populaire est l'antithèse du socialisme, il y est étranger dans la mesure où il est incapable de rompre avec le capitalisme. Il faut rappeler car certains pourraient avoir tendance à l'oublier, que le capitalisme et le socialisme sont antinomiques, incompatibles.

L'Etat, les institutions, la Constitution reposent et incarnent un rapport de forces entre classe dominée et classe dominante au profit de cette dernière.

En régime capitaliste, c'est la classe qui possèdent les moyens de production et de distribution qui détient le pouvoir économique et politique, la classe des capitalistes. Sur le plan politique, l'Etat a pour fonction de réglementer, de légiférer, d'organiser les rapports entre les classes de telle sorte que cette domination de classe puisse s'exercer librement, de trouver un équilibre politique qui permette à la classe des capitalistes d'exploiter tranquillement les travailleurs et d'éviter que les exploités remettent en cause aussi bien ce fragile équilibre que le pouvoir de la classe dominante.

En régime capitaliste, ce n'est pas l'Etat qui détient le pouvoir économique, qui possèdent les moyens de production mais les capitalistes. Les moyens de production appartiennent en France à quelque trois millions de capitalistes si l'on prend en compte la totalité des entreprises de la plus petite à la plus importante. Seules nous intéressent au départ sur le plan de la socialisation ou nationalisation les quelque 4.800 moyennes et grandes entreprises.

Notre objectif n'est pas d'exproprier chaque capitaliste pour les remplacer par un travailleur ou un groupe de travailleurs, parce que les capitalistes seraient de mauvais gestionnaires ou subtiliseraient une part trop importante des richesses produites ou encore seraient incapables de faire propérer leurs entreprises ce qui se traduirait par des salaires médiocres ou des licenciements, des suppressions d'emplois, etc. Non, notre objectif n'est pas de remplacer de "*mauvais*" capitalistes par de "*bons*" capitalistes. Notre objectif repose sur une analyse du développement historique du capitalisme, celle des fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels. Notre objectif prend en compte les fondements du capitalisme, son fonctionnement et son évolution qui le conduit inexorablement à la crise et l'effondrement. C'est la raison pour laquelle notre objectif n'est pas de réformer le capitalisme mais de changer les fondements sur lesquels doit reposer la production, les rapports sociaux de production et le mode de production. Cela ne peut pas se réaliser en transférant les moyens de production d'une main à une autre,

d'un capitaliste à un travailleur ou un groupe de travailleurs qui viendrait prendre tranquillement sa place et ainsi de suite jusqu'à temps que les 4500 moyennes ou grandes entreprises aient été confisquées aux capitalistes, tout en laissant le temps d'organiser leur résistance, de procéder à des sabotages, des faillites fraudeuses, des lock-out, etc.

L'utopie et la faillite autogestionnaire dans un environnement économique dominé par le marché mondial suffit à démontrer qu'une entreprise isolée aussi bien gérée soit-elle, est dans l'impossibilité de lutter contre la concurrence mondiale, seule la puissance de l'Etat détenant tous les leviers économiques, le monopole de la création monétaire, du crédit, du commerce extérieur et le pouvoir d'orienter la production en fonction des besoins de la population, ce qui signifie détenir ces 4500 entreprises et les profits qu'elles dégagent, peut permettre à la classe ouvrière au pouvoir et à son Etat qu'elle contrôle de résister à la pression du capitalisme mondiale pendant une période plus ou moins longue en attendant que la révolution socialiste balaie toute l'Europe, puis le reste du monde et que le capitalisme soit définitivement vaincu à l'échelle de la planète.

En conclusion, nous avons vu qu'en régime capitaliste le pouvoir économique était réparti entre les mains de quelques milliers de capitalistes et que l'Etat ne disposait pas de ce pouvoir, et pour s'attaquer aux fondements du capitalisme il était indispensable que l'Etat ouvrier concentre entre ces mains le pouvoir économique, ce qui nécessite qu'auparavant la classe ouvrière ait pris le pouvoir politique.

Ce que cela démontre, c'est que définition et le fonctionnement de l'Etat ne sont pas les mêmes selon le régime en place ou la classe qui détient le pouvoir, autrement dit l'Etat des capitalistes ne peut pas remplir les fonctions d'un Etat ouvrier ou socialiste, il doit donc non pas être réformer ou relooker mais disparaître de fond en comble puisque l'on se destine à reconstruire la société sur des bases nouvelles, on peut employer ici le verbe reconstruire puisqu'au préalable on a précisé qu'il fallait impérativement détruire l'Etat des capitalistes de fond en comble.

On reviendra sur la question de l'Etat qui est déterminante pour notre combat. On pourrait ajouter qu'au niveau internationale, si les capitalistes se livrent à une concurrence féroce, c'est toujours par l'intermédiaire d'Etats qu'ils se livrent à des guerres ou signent des traités de paix qu'ils sont toujours prêts à piétiner à la première occasion.

ACTUALITE EN TITRES

Vive le progrès social !

- Medef: Pierre Gattaz pour repousser l'âge de la retraite à 65 ans, voire plus - AFP

Question : pendant combien de temps encore on va les laisser tranquillement déballer leur artillerie sans réagir au même niveau, cela s'adresse à nos dirigeants ?

Ils veulent notre peau bordel, ils l'affichent ces ordures, et nous on se contente de la routine, on n'ose pas prononcer un mot plus haut que l'autre par crainte de déclencher la foudre de la critique ou des médias ou de cette saloperie de "*réseaux sociaux*" infiltrée ou manipulée par la réaction. Langage feutré, inchangé, réaction molle, rencontre avec le président de la République, quelle honte !

Question à cent balles :

- Secret bancaire: Le G20 va-t-il prendre les mesures nécessaires? - 20minutes.fr

En a-t-il le pouvoir ? Réponse :

- Le G20 appelle à s'attaquer aux racines du secret bancaire - AFP

- Le G20 exhorte la communauté internationale à s'attaquer au secret bancaire - LePoint.fr

Ils "*appellent*" qui, ils "*exhortent*" qui, sinon ceux qui détiennent réellement le pouvoir, l'oligarchie financière dont ils sont les porte-parole, les marionnettes, les hommes de paille.

Fichtre, quelle audace ! Non, c'était une blague voyons !

- Après Moody's, Fitch retire à son tour son triple A à la Grande-Bretagne - AFP

La Grande-Bretagne, c'est le 51e ou 52e état américain après Israël, ils se fichent de nous.

Vaincre ou périr, disions-nous.

- L'austérité en Grèce fait exploser le nombre de suicides et de meurtres - AFP

Un espoir bien fondé.

- Les USA espèrent de gros contrats d'armes au Proche-Orient - Reuters

Pourquoi pas Monti ou Draghi ?

- Le centre-gauche italien propose Romano Prodi pour la présidence - Reuters

Parce qu'il s'en fout !

- Pourquoi votre médecin ne sait pas suffisamment ce qu'il vous prescrit - Atlantico.fr

Je vous avais raconté qu'en vérifiant sur Internet la composition et la fonction des médicaments que le médecin avait donnés à mon épouse, il s'était trouvé que trois remplissaient exactement la même fonction, des antidépresseurs ou quelque chose comme cela, on les avait supprimés immédiatement.

A part diagnostiquer des infections communes et visibles, 90% d'entre eux sont des bons à rien. Idem pour les chirurgiens, une fois opéré, si vous avez des complications, c'était imprévisible, ils n'en sont pas responsables, ils ont empoché leur fric, démerdez-vous !

La survie du capitalisme repose sur l'ignorance des masses, l'enrichissement des médecins sur celle de leurs patients, et plus ils sont vieux, plus ils en profitent. Franchement dégueulasse, le mot est faible. Eux aussi ce sont des salopards.

Voilà un formidable métier que j'aurais bien voulu exercer, j'aurais soigné gratuitement les pauvres et j'aurais surtaxé les riches, j'y aurais consacrer ma vie en prêtant la même attention à chaque patient sans compter mon temps. Je n'aurais rien pu faire sans le faire à fond.

ACTUALITÉ DU JOUR

Les rapaces de "***mauvais augure***"

Pour certains analystes, la chute de l'or, qui s'accompagne plus généralement d'un déclin des cours du pétrole et des métaux, reflète l'incapacité de la Réserve fédérale des Etats-Unis et d'autres banques centrales à générer une demande solide, malgré l'injection de vastes sommes de liquidités dans le système financier mondial.

(On ne comprend pas, comment se fait-il qu'il soit impossible de "*générer une demande solide*", alors que le cours des actions s'envolent à Wall Street et d'autres places boursières, en principe cela signifie que les investisseurs tablent sur "*une demande solide*" selon le cycle, production, consommation, profit, profit qui tombera dans leur escarcelle, non ? Qui plus est, qui sont ces investisseurs, les traders des grandes banques qui agissent pour le compte de leurs clients, grandes banques parmi lesquelles celles de la Fed. L'argent versé aux banques par les banques centrales n'atterrirait pas dans l'économie productive ou marchande, et la capitalisation des entreprises non plus, ainsi l'économie mondiale serait au bord de la paralysie. - Ndlr)

La faiblesse de l'or et des matières premières "*témoignent de préoccupations sur la croissance mondiale*", estime Mohamed el Erian, co-investisseur en chef chez Pimco. "*Les matières premières sont les oiseaux de mauvais augure pour la croissance mondiale depuis un moment, et cela s'est encore accentué récemment.*"

(C'est une explication, en effet une grande partie de la population qui avait les moyens de consommer est fortement endettée, l'autre partie n'en a plus les moyens à cause des politiques d'austérité mises en oeuvre, la hausse des prix, le chômage. - ndlr)

La baisse du cours de l'or, qui a été sur la seule journée de lundi la plus importante jamais enregistrée, s'est traduite par plusieurs milliards de dollars de pertes pour les investisseurs et pourrait être le prélude de déclins dans d'autres classes d'actifs.

(Cela pourrait être le signal que la fin de la partie est proche. - ndlr)

Les prix de l'or avaient déjà baissé de manière importante avant des chocs comme l'effondrement du fonds Long-Term Capital Management en 1998 et la crise financière mondiale entamée dix ans plus tard.

(Le capitalisme carbure à la confiance, qu'elle s'écroule et il s'effondre, reste à savoir si cela se produit sous contrôle ou hors contrôle du cartel des banquiers qui tirent les ficelles. Il serait préférable que ce soit hors contrôle, car là ils pourraient être amenés à commettre de graves erreurs aux conséquences totalement imprévisibles, c'est malheureux à dire, mais aujourd'hui le mouvement ouvrier ne peut tabler que sur le hasard qui ferait bien les choses pour s'en sortir, cela arrive parfois. -ndlr)

Les inquiétudes nées de la chute de l'or ne doivent cependant pas faire oublier que le métal précieux n'était pas à l'abri d'une correction après avoir vu son prix monter sans interruption depuis douze ans, avec un gain de 52% sur les trois dernières années. Reuters 20.04

(Reste à savoir si la baisse est vraiment le pendant de la hausse présentement ou si elle a une autre origine que l'on ignore pour le moment. Qui détient les stocks d'or, qui est propriétaire des mines d'or, qui en décident le cours ? Les mêmes, non ? - ndlr)

Quand le Medef prend le pouvoir.

Le Sénat a supprimé vendredi 19 avril, dans le cadre de l'examen du premier article du texte sur l'emploi, la "*clause de désignation*" qui permet aux partenaires sociaux de désigner l'organisme assureur qui prendra en charge la complémentaire santé que le texte prévoit de généraliser à tous les salariés.

Un amendement UMP, soutenu par les centristes et prévoyant cette suppression, a été adopté à la surprise générale par 171 voix contre 164 grâce à l'abstention des écologistes. Le PS, le CRC (communistes), le RDSE (à majorité PRG) ont voté contre. C'est une revendication du Medef.

Cette clause n'avait pas été incluse dans l'accord du 11 janvier (ANI) que retranscrit le projet de loi pour ne pas irriter les assureurs membres du Medef. "*Deux organisations patronales sur trois et tous les syndicats de salariés, signataires ou non, étaient favorable à la clause lors des négociations*", a plaidé en vain Michel Sapin. "*Il y a des branches plus riches que d'autres. Qu'arrivera-t-il si celles-là prennent en charge l'ensemble des prestations ? Et il n'y aura plus de solidarité interbranche. La complémentaire doit être adaptée à l'entreprise et les entreprises doivent pouvoir choisir*", a déclaré Jean Desessard (EELV) pour justifier l'abstention de son groupe. L'Expansion.com avec AFP 19.04

EELV ou la voix des patrons, ce n'est pas un scoop.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Parti grand favori, l'ex-Premier ministre Romano Prodi a échoué vendredi au quatrième tour de l'élection présidentielle italienne, et Pier Luigi Bersani, leader du centre-gauche arrivé en tête aux élections de février, désavoué, a annoncé sa prochain, rendant la crise inextricable.

Choisi le matin même par la gauche, qui compte le plus grand nombre d'électeurs, M. Prodi avait recueilli seulement vendredi 395 voix, très loin de la majorité absolue requise (504 voix sur 1.007 électeurs).

101 "*franc-tireurs*" --sur 496 électeurs de gauche-- n'avaient pas respecté la consigne de vote en sa faveur.

M. Bersani a annoncé que son parti s'abstiendrait lors du cinquième scrutin des grands électeurs, prévu samedi matin, et qui s'annonce voué à l'échec, sauf retournement spectaculaire de dernière minute jamais exclu dans le contexte italien.

"*Je n'arrive pas à accepter que le candidature de Romano Prodi ait échoué. Nous avons abouti à une affaire d'une gravité absolue, les mécanismes de responsabilité et de solidarité ont sauté*", a-t-il dit, pour expliquer l'annonce de sa démission, qui interviendra, a-t-il dit, une fois élu le prochain chef de l'Etat.

Selon lui, le PD doit "*reprendre les contacts avec les autres forces politiques*".

La première force de gauche avait déjà échoué la veille à faire élire l'ex-syndicaliste démocrate chrétien Franco Marini, choisi en commun accord avec la droite de Silvio Berlusconi.

Pour protester contre le choix de M. Prodi, dont il est la bête noire, le Cavaliere avait appelé le centre-droit à ne pas participer au quatrième tour, consigne largement respectée par son camp.

Le nom de l'ancien président de la Commission européenne, âgé de 73 ans, est très mal vu à droite notamment parce qu'il est le seul à avoir battu à deux reprises le Cavaliere.

Pier Luigi Bersani avait opté pour celui qui a dirigé le gouvernement à deux reprises (1996-1998 et 2006-2008) pour tenter de ressouder son parti, que l'accord avec la droite sur la candidature Marini avait risqué de faire éclater.

Au moins la moitié des transfuges du PD ont apparemment voté pour le candidat du Mouvement 5 Etoiles (M5S), Stefano Rodotà, un constitutionnaliste qui fêtera bientôt ses 80 ans.

M. Rodotà a recueilli 213 voix, soit bien plus que les 162/163 votes émanant des "*grillini*" (petits grillons) comme sont surnommés les militants du mouvement de l'ex-humoriste Beppe Grillo.

"*Il n'y a plus de PD. La gauche est détruite*", a asséné Maurizio Lupi, du Peuple de la Liberté (PDL) de Silvio Berlusconi, tandis qu'un de ses collègues comparait la situation au roman "*Dix petits nègres*" d'Agatha Christie, où les personnages meurent les uns après les autres.

M. Berlusconi s'est réjoui de la démission annoncée de son adversaire, affirmant que son parti PDL s'abstiendrait lui aussi lors du vote prévu samedi matin s'il n'y avait pas un candidat de consensus entre droite et gauche trouvé d'ici là.

Plusieurs scénarios s'offrent aux partis italiens : l'un est une candidature plus neutre, comme celle de la ministre de l'Intérieur Anna Maria Cancellieri, soutenue par le mouvement "*Scelta Civica*" du président du Conseil Mario Monti selon lequel "*elle pourrait attirer d'autres forces politiques*".

M. Berlusconi a rencontré M. Monti qui devait voir M. Bersani samedi matin.

Ou bien la gauche pourrait se rallier au candidat du M5S, Stefano Rodotà, ancien député européen et surtout ancien président du Parti démocratique de la gauche (PDS, dont le PD est l'héritier).

Le PD peut aussi revenir à une candidature plus susceptible de séduire le camp de Silvio Berlusconi, par exemple l'ex-premier ministre Giuliano Amato. AFP 20.04

2-Grèce

Du premier ministre au bureau de police local, tout le monde connaissait la situation de la région de Nea Manoloada, où une trentaine de migrants se sont faits tirés dessus par un des superviseurs de la ferme qui produit des fraises. Selon Infowar, le site de Aris Chatzistefanou, co-réalisateur de debtocracy et catastroika, "*Tout le monde savait ce qui se passait à Manolada, depuis la seconde moitié des années 1990. Car, en fait, Manolada n'est pas un symbole de la crise mais bien de la « Grande Grèce » de la Bourse, des Jeux Olympiques et des énormes projets des gouvernements Simitis et Karamanlis.*"

Mahmud El Sandan

« *Nea Manolada n'est que la première zone économique spéciale ayant opéré avec succès en… Grande Grèce* »

Dans un article sur son site infowar, Aris Chatzistefanou revient sur les événements de Nea Manolada. Il raconte son expérience personnelle dans la région, puisqu'il s'y était déplacé avec Petros Papaconstantinou, membre du Mouvement "*Unis contre le racisme*". Ils s'étaient rendus chez l'ouvrier Égyptien que ses patrons avaient traîné en voiture sur un kilomètre en lui frappant les mains avec un marteau. Ils lui devaient plusieurs milliers d'euros et, lorsqu'il demanda son dû, "*ils lui firent comprendre ce que signifie le Moyen Âge social en Grèce*".

En passant près des installations où, leur dit-il, il travaillait, les « *musclés* » de la société se lancèrent à leur poursuite. Aris et Petros leurs échappèrent de peu, en arrivant à sauter dans la voiture et, tant bien que mal, atteindre l'autoroute en direction de Patras. Finalement, l'histoire est sortie grâce, aussi, à l'intervention de l'initiative 1againstracism du Haut-commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, qui présenta une brève vidéo avec l'entretien de Mahmud El Sandani (ici en grec).

Sur infowar, Aris Chatzistefanou explique :

"*Tout le monde savait ce qui se passait à Manolada, depuis la seconde moitié des années 1990. Car, en fait, Manolada n'est pas un symbole de la crise mais bien de la « Grande Grèce » de la Bourse, des Jeux Olympiques et des énormes projets des gouvernements Simitis et Karamanlis. Tout le monde était au fait : depuis le premier ministre à l'officier de l'équipe de nuit du commissariat local de police. Des sociétés entières se réveillaient le matin pour envoyer aux champs les esclaves venus du Bangladesh et du Pakistan et, au soir, pour aller jouer avec les vestales prisonnières venues d'Europe Orientale.*

Les premiers n'avaient pas de papiers et ne pouvaient se permettre de dénoncer à la police qu'ils se faisaient voler par leurs patrons. Les secondes n'avaient pas leurs passeports pour pouvoir s'évader de cet enfer dénommé Grèce.

À l'époque, leurs employeurs votaient PASOK, Nouvelle Démocratie et LAOS. À présent, ils ont remplacé le troisième pilier par la Gauche démocratique (Dimokratiki Aristera) ou se sont tournés vers l'Aube Dorée pour chercher la protection par rapport à leurs victimes.

Le président de la Communauté pakistanaise avait dénoncé à la caméra d'info-war.gr que les fascistes opèrent comme hommes de main des patrons pour leur éviter de payer les travailleurs étrangers, mais aucune instance de l'État grec n'a jamais voulu enquêter sur les dénonciations.

Quand nous avons donné la vidéo au journal Guardian –parce qu'aucune chaîne grecque n'accepterait, de toute évidence, de la passer sur antenne- des personnalités médiatiques laissaient entendre que le reportage n'était qu'une sorte de vendetta entre le journal et le ministre de l'ordre public. À leur manière, elles ont également voilé les dénonciations."

Aris conclu dans son article : "*Et voilà que, à présent, tout le monde est surpris. L'on se bouscule pour enregistrer les déclarations des victimes et exprimer leur fureur et leur indignation. Ne vous inquiétez pas. Ce n'est pas le dernier mot de l'histoire. Nea Manolada n'est rien de moins qu'une zone économique spéciale. Et la prochaine sera : les grecs*".

Le quotidien Kathimerini a publié hier une vidéo montrant la situation à la ferme juste après la fusillade. Des images que l'on ne pensait sans doute pas voir un jour dans un pays de l'Europe en 2013. okeanews.fr 19.04

3- Argentine

Un million d'Argentins sont descendus jeudi soir dans les rues de Buenos Aires, pour l'une des plus importantes manifestations antigouvernementales depuis des années, qui illustre l'ampleur de la colère de l'opinion face à la dégradation de la situation économique et les projets de réforme de la presse et de la justice.

La manifestation s'est déroulée dans le calme. Nombreux étaient les participants à frapper des casseroles, forme traditionnelle de protestation en Amérique latine, tandis que d'autres brandissaient des pancartes avec ces slogans: "*Argentine, réveille-toi!*" et "*Cristina corrompue*", allusion à la présidente Cristina Fernandez.

Plusieurs personnalités de l'opposition ont pris part à la manifestation, qui avait été soigneusement organisée à l'avance via les médias sociaux.

D'autres manifestations étaient organisées dans les villes du reste du pays.

Cristina Fernandez, dont le mandat prend fin en 2015, est particulièrement critiquée par l'opposition pour son projet de réforme de la justice mais aussi pour un projet de loi sur la presse, destiné selon les analystes à affaiblir le groupe Clarin, empire médiatique qui ne ménage pas ses critiques contre la présidente. Reuters 20.04

Plus haut j'ai écrit cette saloperie de "*réseaux sociaux*" infiltrée ou manipulée par la réaction, je ne croyais pas si bien dire.

SOCIAL

1- Allemagne

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a déclaré vendredi envisager de saisir la justice après l'appel à la grève lancé pour lundi par le syndicat des services Verdi sur fond de négociations salariales concernant au total 33.000 employés au sol et en cabine.

Verdi a appelé à une grève d'avertissement dans dix aéroports, dont les deux principaux hubs de Lufthansa, Francfort (ouest) - premier aéroport allemand et troisième européen- et Munich (sud), Hambourg (nord) ou encore Düsseldorf (ouest). A Berlin, la grève démarrera seulement à 12H30 heure locale.

Mais pour Lufthansa, au vu de l'ampleur du mouvement, "*très massif*", et du nombre de sites concernés, on ne peut pas parler de grève d'avertissement.

"*Il s'agit d'une grève totale qui va entraîner des dommages pour un montant en millions d'euros à deux chiffres*", a déclaré à l'AFP Claudia Lange, porte-parole de Lufthansa. "*Pour cette raison, nous examinons nos options judiciaires*", a-t-elle ajouté.

Dans un communiqué, Verdi a justifié la grève par l'échec des négociations menées depuis fin février.

"*Le refus sur lequel campent les employeurs a inquiété et contrarié les salariés. Verdi appelle donc à une grève d'avertissement toute la journée du lundi 22 avril*", a-t-il expliqué dans un communiqué.

Verdi réclame une hausse de salaire de 5,2% sur douze mois pour quelque 33.000 salariés de Lufthansa en Allemagne et demande des garanties d'emploi.

Or selon le syndicat, au terme d'une troisième séance de négociations, Lufthansa n'a proposé qu'entre 0,4 et 0,6% d'augmentation sur douze mois.

"*Cela signifie une perte nette en termes de salaire réel pour les employés et ne peut en aucun cas être accepté*", a déclaré une responsable du syndicat, Christine Behle, citée dans le communiqué.

"*La date de la grève est incompréhensible. Nous avons programmé quatre nouvelles séances de négociations et nous avons fait cette offre mercredi*", a encore déclaré Mme Lange à l'AFP.

Les négociations concernent essentiellement les personnels au sol, mais Verdi compte aussi une minorité du personnel de cabine de Lufthansa parmi ses affiliés. La majorité du personnel de cabine est syndiqué auprès d'une autre organisation, Ufo. Cette dernière est parvenue à un accord en novembre avec la compagnie, qui prévoit une hausse de 4,6% des salaires valable deux ans à compter de janvier 2013. AFP 20.04

2- Grèce

La part disponible des revenus des ménages grecs s'est réduite de 8,3% en rythme annuel au cours du dernier trimestre 2012, en raison des mesures d'austérité budgétaire prises par le gouvernement et du niveau sans précédent du chômage, montrent des chiffres publiés vendredi par l'institut national de statistiques Elstat.

Elstat explique que la baisse du revenu disponible est due à un déclin de 13% des salaires, une réduction de 5% des prestations sociales et une hausse de 8% des impôts sur le revenu et la fortune.

Depuis le début de la crise de la dette en 2009, les revenus disponibles ont diminué nominalement de 22%, et d'environ un tiers en tenant compte d'une inflation de 10% sur la même période.

Le consommation, qui représente trois quarts du produit intérieur brut (PIB), soit la proportion la plus importante dans la zone euro, a elle chuté de 11,2% en rythme annuel à 22,9 milliards d'euros au cours des trois derniers mois de 2012.

Le taux d'épargne des ménages a lui baissé de 5,9% sur cette période, contre un repli de 2,8% au cours du dernier trimestre de 2011. Reuters 20.04

Haut de page

Le 21 avril 2013

CAUSERIE

Samedi soir.

Qui gouverne aux Etats-Unis ?

Dans une vidéo, une sénatrice américaine demande au représentant du Trésor combien de milliards de dollars provenant du trafic de drogue une banque (HSBC ici) devra blanchir avant que quelqu'un se décide à agir aux Etats- Unis, envisage "l'arrêt des activités d'HSBC aux Etats-Unis. Il lui répond qu'il n'en sait rien et que ce n'est pas de son ressort, donc du gouvernement américain, il "n'est pas autorisé à fermer une institutions financières" mais que ce serait peut-être du ressorte de l'OCC (Bureau du contrôleur de la monnaie) ou de la Fed. Excellent.

Comme la Fed, la CIA et le Pentagone ne font qu'un, et que c'est la CIA qui contrôle le trafic de drogue et son blanchiment pour financer une partie de ses activités illégales dans le monde via les banques installées aux Etats-Unis ou des paradis fiscaux qui sont protégés par la Fed, les banques peuvent continuer encore longtemps à blanchir de la drogue pour les cartels mexicains et colombiens.

Madame Elizabeth Warren a lourdement insisté en demandant au représentant du Trésor quelle était son opinion sur cette affaire, il lui a répondu qu'il n'en avait aucune, elle a alors demandé au sénateur en charge de ce dossier quelle était la sienne, il lui a fait la même réponse laconique en ajoutant que le ministère de la Justice avait fait son travail et appliqué la loi et qu'il n'avait rien à ajouter. Visiblement excédée, elle leur a balancé qu'il suffisait d'être pris en possession d'une once (27 gr) de cocaïne sur le sol américain pour avoir toutes les chances d'aller en prison et en cas de récidive d'y rester pendant de longues années, mais que les responsables du blanchiment de plus d'un milliard de dollars de cocaïne pouvait rentrer chez eux et dormir tranquillement dans leur lit, terminant en disant que "*c'est fondamentalement inacceptable*".

L'Amérique est une grande démocratie, en réalité une tyrannie, une dictature pour le citoyen américain lambda, un Etat mafieux, un paradis pour tous les trafics dont les banquiers sont les actionnaires ou les commanditaires, les lois sont faites par eux et pour eux. G. W. Bush avait dit tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous. Et les banquiers de préciser, la loi est faite nous, alors si vous n'êtes pas banquiers, la loi est faite contre vous.

Elizabeth Warren: "que faut-il faire pour fermer une institution financière ?"
http://www.youtube.com/watch?v=DRZS93v9q-M&feature=player_embedded

A demain.

Haut de page

Le 22 avril 2013

CAUSERIE

Encore une causerie bien fournie, du coup je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne une dizaine d'articles, ce sera pour ce soir. Bonne semaine à tous.

Qui a dit ?

- " *La crise a eu un impact dramatique sur des millions de familles, en particulier sur la jeunesse. Il est plus que temps de placer l'humain au cœur de nos politiques afin de créer une croissance qui bénéficie à tous et qui préserve l'environnement.*"

Réponse : Jean-Luc Mélenchon, non. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, lors du Forum du Nouveau Monde le 17 avril dernier. (http://www.oecd.org)

Angel Gurría doit être un écosocialiste sans le savoir !

"*l'humain au cœur de nos politiques*", en voilà un véritable mot d'ordre révolutionnaire, n'est-ce pas monsieur Mélenchon, tellement révolutionnaire qu'il est repris par le secrétaire général de l'OCDE. C'est quoi au fait l'orientation politique du Front de Gauche ?

Très sérieusement, ils ont eu une "***révélation***".

- Le fort endettement des États occidentaux ne peut plus être considéré comme une cause de leur faible croissance, mais tout au plus une conséquence.

Cette révélation accrédite une nouvelle fois l'économiste américain Scott Sumner, qui, au cours de l'année 2009, explorait une

voie alors hétérodoxe : la crise serait d'origine monétaire. Atlantico.fr 20.04

Heureusement ou malheureusement que le ridicule ne tue pas ! Eux aussi ils ne doivent pas savoir ce que c'est la honte.

En réalité il s'agit d'une demi-vérité pour un vrai mensonge, vous ne vous attendiez tout de même pas à l'inverse, non, franchement ?

Pour employer leur langage, l'économie étant tirée principalement par la consommation et celle-ci ralentissant, la production a emprunté la même tendance, pendant que le chômage explosait, à cela s'ajoutent les cadeaux divers fiscaux faits aux entreprises, bref, le tout se solde logiquement par la baisse des recettes de l'Etat, son endettement augmente, le service de la dette en conséquence, quelle trouvaille ! Ils sont très forts ces économistes diplômés des grandes écoles ! Et les travailleurs devraient être complexés à côté de ces nuls, ils ne seraient pas capables de gérer la production, la société ?

Ils auraient confondu la cause et la conséquence, rien de moins, décidément ce sont de piètres dialecticiens ! Alors on peut se passer d'eux ? A qui le dites-vous, évidemment. Voilà un argument que chaque travailleur devrait graver dans sa tête.

Pour couvrir leur médiocrité, ils ne peuvent que s'enfoncer un peu plus et recourir à un grossier mensonge : "*la crise serait d'origine monétaire*". Hier c'était la finance, le casino, les banquiers qui détiennent la planche à billets et contrôlent la masse monétaire, donc l'économie, maintenant ce seraient les faux-monnayeurs. Dites-donc, par hasard ce ne serait pas les mêmes ? Vérifions-le

- Le diagnostic monétaire réalisé par Scott Sumner découle d'un simple constat, l'effondrement de la variable primaire qu'est le PIB nominal (somme de la croissance et de l'inflation) est de la responsabilité de l'autorité monétaire d'une économie (la Fed, la BCE etc….).Le PIB nominal n'est de fait rien d'autre que ce que nous pouvons appeler le niveau d'activité au sein d'une économie, la demande.

Les reponsables sont nommés, la Fed, la BCE etc., bref, ce sont bien les mêmes. Plus loin, l'auteur de cet article le confirmait ainsi : "*... Sumner poursuit en rappelant que le niveau de demande est justement la variable dont l'autorité monétaire a le contrôle.*"

Poursuivons. Leur nouveau tour de passe-passe va consister à doper artificiellement la demande (ils doivent être de gauche eux aussi ! - Ndlr) . Mais distes-nous, ne serait-ce pas justement ce qui a été à l'origine du déclenchement de cette crise en 2007 ?

- L'observation des années passées révèle que la croissance nominale des économies était stable, aux alentours de 5% aux États-Unis, 4% en Europe. L'année 2008 marque une rupture, cette stabilité s'écroule, et l'Europe est encore aujourd'hui engluée dans cette situation. Pourtant, la stabilité est l'objectif même d'une politique monétaire, et le mandat de maitrise des prix n'est qu'une méthode pour parvenir à cet objectif.

La politique monétaire n'a rien à voir ici. Quand une partie de la population est endettée jusqu'aux dents, que ses revenus stagnent ou diminuent sous l'effet de la hausse des prix, taxes et impôts ou pire du chômage, cela se traduit automatiquement pas son incapacité à maintenir le même niveau de consommation, par l'impossibilité de d'endetter davantage, pire par devenir carrément insolvables.

Les voilà qui enfourchent leur nouveau cheval de bataille : la maîtrise de la demande, la consommation, qui se décrèterait en somme sans se soucier des autres paramètres de l'économie qui devraient y être soumis. Si vous ne consommez pas davantage, ce serait soit que vous faites preuve de mauvaise volonté, soit que vous n'ayez pas fait ce qu'il fallait pour ne pas être insolvable car on vous en a fourni l'occasion, au mieux vous êtes un piètre consommateur, au pire un mauvais citoyen. En réalité rien de nouveau, cette théorie est celle du néolibéalisme poussée à l'extrême, généralisée ou appliquée à l'Europe. J'ai vendu la mêche, cela vous aidera à mieux comprendre la suite.

- Après de nombreuses années passées à ne considérer que la seule variable qu'est l'inflation, nous avons négligé qu'une banque centrale maitrise la demande dans son ensemble et non pas sa conséquence seule qu'est l'évolution des prix. Cet acharnement dogmatique devient la cause même de la crise.

La demande, c'est à la fois le marché intérieur et international. On consomme en fonction de son revenu et de ses besoins de préférence. Voudrait-il dire par là que les salaires seraient trop bas en général, que la population qui en a les moyens épargne trop, qu'elle n'est pas suffisamment endettée ? Retirons la première hypothèse qui est manifestement farfelue, reste les deux suivantes, l'épargne, tiens c'est marrant il semblerait que la troïka lorgne justement dessus depuis le coup de grâce qu'elle a porté à Chypre, l'endettement de la population pour créer une nouvelle bulle du type subprime, en voilà une bonne idée, même que Sarkozy et Lagarde y avaient déjà pensé, permettre aux plus pauvres d'accéder à la propriété sans se soucier de savoir s'ils pourraient régler leurs traites dans l'avenir.

Résumons, voilà ce que j'ai cru comprendre : la crise actuelle viendrait du fait que les pays en crise n'auraient pas appliquer les mêmes remèdes que, je vous le donne en mille, la Fed et la banque centrale japonaise qui font tourner la planche à billets à

plein régime ! La BCE qui s'y est initiée timidement récemment à hauteur de 1.000 milliards d'euros est invitée à leur emboîter le pas. Mais alors, ce qu'il préconise là pour l'UE notamment, c'est la fuite en avant sur le modèle de l'endettement abyssal fédéral américain, bravo vous avez tout compris.

- ... C'est ainsi que lors de l'année 2012, la consécration de la théorie voit le jour, la FED met en place une politique directement issue des analyses du professeur.

Quelques mois plus tard, en décembre 2012, le gouvernement Britannique (ayant consulté Sumner) nomme un nouveau gouverneur, Mark Carney, adepte de la théorie du NGDP Targeting, ou objectif de PIB nominal. Le Japon emboite le pas et modifie en profondeur la doctrine de la Bank Of Japan sur la base du diagnostic monétaire, les résultats sont immédiats.

2012 ? Il semblerait que ce professeur ait un sérieux retard à l'allumage du côté des neurones. En guise de résultats "*immédiats*", la décision de relancer à tout va la machine à fabriquer du yen sur du vent, histoire de faire baisser artificiellement le cours du yen et de reporter davantage le coût de son gigantesque endettement sur les pays émergents là où dorénavant la plus-value est produite, alimentant au passage l'inflation dans ces pays-là. Du déjà vu, un plat réchauffé et indigeste, c'est pour cela que les idéologues du régime aux Etats-Unis sont si aigris, ils ne connaissent rien d'autres.

Quant à Mark Carney, il est assurément une référence pour légitimer cette "*théorie*" et les réelles intentions de ceux qui s'en réclament désormais, il suffit d'avoir à l'esprit qu'il a travaillé treize ans pour Goldman Sachs, dans ses bureaux de Londres, Tokyo, New York et Toronto, banque qui comme chacun sait n'a que le bien-être de l'humanité comme devise. Ainsi la boucle est bouclée ou presque, il reste le cas de l'UE qui doit leur emboîter le pas.

- La zone euro est aujourd'hui confrontée à un bouleversement doctrinal qu'elle refuse de voir. Malgré une pression internationale qui sera exercée en ce week-end de G20, la prise en compte d'un telle analyse suppose d'accepter le diagnostic lui-même : la crise, la grande récession que nous connaissons depuis 2008 est de la responsabilité des autorités monétaires. Les États-Unis, le Royaume Uni, le Japon ont admis ce que l'Europe est aujourd'hui incapable d'accepter : sa propre responsabilité.

En gros, cela signifie que les Etats de l'UE doivent abandonner le peu de souveraineté qu'il leur reste au profit de l'oligarchie financière internationale qu'incarne en Europe la BCE, que tous les gouvernements doivent faire preuve de davantage de volontarisme en adoptant le " *bouleversement doctrinal*" que représente le néolibéralisme, ils doivent donner plein pouvoir à la BCE de suivre à la lettre la politique monétaire dictée par le cartel des banquiers de la Fed qui se traduira par les mêmes conséquences dans l'UE et dans le monde, dans l'UE par la généralisation de la pauvreté, la précarité et le chômage de masse, le renforcement des inégalités déjà existantes... La BCE devrait baisser son principal taux directeur et inonder les banques de milliers de milliards d'euros une fois le secteur bancaire remodelé à leur convenance, la valeur du dollar et du yen étant réduite à leur coût de production, demain l'euro n'aura pas plus de valeur.

Les Etats-Unis, le Japon et l'UE n'ont pas d'autre alternative que s'endetter toujours plus au détriment de leur propre population réduite en esclavage, tous leurs acquis sociaux et politiques liquidés.

Quelques réactions d'internautes qui fournissent d'autres indications.

1- "*Il faudrait que l'on m'explique en quoi appuyer le bouton "print" de la planche à billet monnaie centrale va améliorer les choses. Lutter contre la déflation est une chose, tout permettre en son nom en est une autre, et notamment plein de papier de dettes qui ne vaudront plus rien. Les conséquences de ceci ne seront certainement pas minces.*

"la crise, la grande récession que nous connaissons depuis 2008 est de la responsabilité des autorités monétaires". Je pense juste que nous sommes en économie de bulle depuis 25 ans, que les bulles n'ont cessé de se multiplier et de gonfler et, qu'à un moment, elles vont éclater."

2- "*Lorsque l'Europe devait financer le seul déficit Américain elle y parvenait, à coup de baisse des salaires, chômage et consommation artificiellement dopée par l'immigration sauvage.*

Lorsqu'il lui a fallu supporter aussi la sous-évaluation (artificielle, elle-aussi) de la monnaie Chinoise, elle a aussi perdu son industrie, encore un peu plus ses emplois et son déficit commercial s'est accru.

Lorsque l'Europe absurde de Maastricht s'est élargi, elle a du financer les nouveaux entrants en se désindustrialisant à leur profit.

Maintenant que le Japon entre dans la danse du QE, la seule qui tienne encore le coup en Europe, l'Allemagne va aussi perdre des parts de marché à son profit."

Au fait, et la réelle cause de cette crise, c'est pour quand ? Allez, ce sera dans la rue, quand les masses auront décidé de s'en charger elles-mêmes.

Un complément de dernières minutes.

Comme quoi on a bien compris.

- Le Commissaire général à l'Investissement, Louis Gallois, souhaite un assouplissement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) et des exigences européennes en matière de déficits pour relancer la croissance.(http://bourse.lesechos.fr 21.04)

Il a préconisé deux mesures notamment :

1- ... le desserrement des calendriers de retour aux équilibres financiers, qui imposent une cure draconienne d'austérité aux pays les plus endettés.

"*C'est ce que les Hollandais ont demandé, c'est ce que le Fonds monétaire international vient de demander à la Grande-Bretagne, c'est ce que les Espagnols vont demander parce qu'ils ne tiendront pas leurs objectifs*", a fait valoir Louis Gallois.

2- "*...une politique plus accommodante de la BCE*" à l'instar de ce que font les banques centrales du Japon et de Grande-Bretagne et la Réserve fédérale américaine. "*Est-ce que la BCE ne pourrait pas (..) mettre plus de liquidité dans l'économie ?*" (id)

Nous y voilà ! Vous parlez d'une nouvelle théorie.

En réalité le cartel des banquiers de la Fed ont commencé à la mettre en oeuvre il y a un siècle, puis depuis le début des années 70 après s'être débarrassé de la tutelle encombrante de l'or, c'est ce qui leur a permis d'étendre, de maintenir et d'amplifier leur hégémonie sur le monde... Que vient faire le Japon là-dedans ? Mais voyons, il est présent au sein de la Commission Trilatérale présidée par Rockefeller. Ah ben alors tout s'explique ! Eh oui !

Les dernières réflexions inspirées de l'actualité à creuser.

1- Le système capitaliste est à la fois un mode de production et de distribution des richesses.

Ces deux volets sont inséparables, et il se trouve des petits malins qui voudraient nous faire croire qu'ils seraient possible de les dissocier, conserver le mode de production ou les rapports sociaux de production du système économique capitaliste et distribuer les richesses plus équitablement entre les classes selon une formule dont ils détiennent le secret.

Une manière de légitimer l'exploitation de l'homme par l'homme qui s'accompagne forcément de l'oppression exercée par une classe sur une autre, selon ses "*progressistes*" ou "*humanistes*" qui décidément ne doute de rien.

2- La révolution sera nationale, bourgeoise sur le modèle de celle de 1789 ou socialiste.

Autant dire tout de suite que les deux premières ont comme point commun de ne pas remettre en cause l'existence du capitalisme ni ses institutions politiques que son l'UE ou l'ONU notamment.

3- Chaque fois que le capitalisme mondial est sur le point de s'effondrer, il parvient à s'en sortir, cela signifierait-il qu'il ait trouvé la parade pour se jouer des contradictions qui le minent ?

C'est un constat que chacun peut faire, mais sur lequel peu daignent s'attarder. Pourquoi ? Parce que la réponse à cette question se situe davantage sur le plan politique que sur le plan économique. Comment cela ? Le monopole de la création monétaire et du contôle de la quantité de monnaie en circulation a été accordé à la Fed en 1913 non pas par une autorité économique, mais politique. Idem pour la BCE par le biais du traité de Maastricht. Dès lors seule une autorité politique peut briser ce monopole. Tel sera la tâche du gouvernement issu du soulèvement révolutionnaire des masses exploitées.

S'agissant plus largement du sytème économique capitaliste en vigueur, ce sont des institutions politiques qui l'ont légalisé et qui s'emploient depuis à le légitimer, sans faille depuis deux siècles en Europe et au Etats-Unis notamment, puisqu'aucun gouvernement dit de droite ou de gauche ne l'a jamais remis en cause.

Le capitalisme s'est doté de constitutions qui étaient toutes bâties sur le même modèle ou les mêmes rapports entre les classes, qui consistaient à répartir le pouvoir exécutif, législatif et judicaiaire au sein d'institutions politiques qui auraient pour unique fonction de servir ses intérêts et d'assurer sa survie, de lui donner les apparences de la légitimer en se prévalant de principes démocratiques soumis toutefois au pouvoir discrétionnaire d'une autorité supérieure selon les pays, chef d'Etat ou Cour

suprême, Conseil constitutionnel, et de se doter d'un cadre juridique qui lui permettrait d'imposer et perpétuer sa domination de classe au nom de l'intérêt général, de telle sorte qu'elle apparaisse légitime et que toute atteinte à celle-ci soit déclarée à la fois infondée ou injustifiée, illégale et illégitime. Ils ont ainsi décrété que le capitalisme était et serait éternel, sur le plan historique il s'agit d'une grossière falsification des faits que chacun peut vérifier, et c'est à cette supercherie qu'adhèrent tous ceux qui refusent de le remettre en cause ou qui s'en accommodent.

Ces institutions politiques fondées par les capitalistes, pour les capitalistes, devaient par la suite leur permettre de créer les institutions ou les instruments économiques et financiers adaptés au fonctionnement et aux besoins du capitalisme et à son évolution dans le cadre du marché mondial. Ce ne se sont pas des banquiers ou des chefs d'entreprises qui ont institué la moindre institution économique qui existe dans le monde, mais bien le pouvoir politique, gouvernement et Parlement subordonnés au capitalisme. Quant aux instruments économiques et financiers, s'il a été accordé aux banquiers le privilège de les créer, encore une fois, c'est suite à une décision prise par le pouvoir politique. Et si le pouvoir politique a perdu le contrôle des instruments financiers imaginés par les banquiers ou ignore même leur existence ou la manière dont ils fonctionnent, c'est après leur avoir signé un blanc-seing.

Ainsi, par n'importe quel bout qu'on prenne notre affaire, on s'aperçoit que le pouvoir politique, les institutions politiques sont à l'origine de la situation économique, sociale et politique, et que sans leur collusion constante avec les capitalistes dont ils partagent l'idéologie, le capitalisme n'aurait pas pu se maintenir et il aurait déjà disparu.

La question du pouvoir politique, la manière dont il s'exerce et les moyens que l'on doit définir pour s'en emparer est déterminante.

Sur le plan économique, le capitalisme pourra toujours s'en sortir désormais, à une seule condition, pour autant que le pouvoir politique lui permette, ce qui signifie que le renversement du pouvoir politique en place, les institutions, doit constituer notre objectif et notre axe de combat politique et qu'aucun compromis dans cette perspective ne peut être toléré.

Hier je n'ai pas actualisé le site mais en réalité j'ai encore plus travaillé que d'habitude, j'ai notamment commencé à rédiger un article dans lequel je développe une argumentation étayant l'affirmation selon laquelle les capitalistes se dont donnés les moyens de s'émanciper des contradictions du capitalisme, sans que cela signifie que celles-ci aient disparu, disons, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, en apparence, qu'ils s'en servent mais à une toute autre fin que celle que nous imaginions, car finalement le pouvoir financier extraordinaire qui leur a été accordé par le pouvoir politique en place leur permet de viser un objectif qui n'est ni économique ni politique, mais uniquement de modeler le monde (dans l'avenir qui commence maintenant) tel qu'ils l'on conçu, et dans lequel seules une élite d'oligarques et d'intellectuels acquis à leur projet, ainsi que les couches de la population qu'ils auront sélectionnées pour les servir en feront partie, population qui sera forcément très réduite par rapport aux 9, 15 ou 20 milliards d'habitants que la planète devraient supporter d'ici quelques décennies ou un siècle, et qui on l'aura bien compris serait incompatible avec la survie de la civilisation humaine, toutes classes et couches confondues, sans exception, y compris celle de l'oligarchie, la vie sur terre étant devenue infernale, une lutte pour la survie de chaque instant, dans tous les domaines, alimentaire, santé, etc, mais aussi physique, le monde étant condamné à vivre sous un régime de guerre civile perpétuelle.

Il est clair que l'oligarchie ou les maîtres du monde ont compris que leur existence ou leur avenir serait compromis s'ils laissaient le monde prendre une telle direction, qu'il leur fallait agir, mais aussi qu'ils ne devaient pas prendre des mesures qui risqueraient de leur faire perdre le pouvoir politique, d'où ce qu'on analyse comme des contradictions dans le discours changeant de leurs représentants sur l'austérité ou la dette des Etats mais qui n'en sont pas, ils avancent à tâton, sournoisement et prudemment, ils ont bien conscience de marcher sur le fil du rasoir, ils savent aussi que cela prendra encore des décennies, voire un siècle avant que la marche du monde soit en phase avec leur projet et qu'aucun retour en arrière ne soit rendu possible.

Leur objectif est de conserver la planète en suffisamment bon état pour continuer d'y vivre, eux seuls ou presque, ce que contredirait l'épuisement de certaines ressources naturelles ou une guerre thermonucléaire qui pourrait les emporter ou pourrirait leur petit paradis terrestre, d'où la nécessité de réduire le niveau de vie de la population, puis de réduire la production et la population mondiale elle-même, le tout progressivement mais sûrement. Cela peut sembler dément et irréalisable comme projet, on est bien d'accord, mais ils s'y accrochent. D'ici là, ils peuvent commettre de graves erreurs, ils ne contrôlent pas tout encore, ce qui nous laisse encore une marge de manoeuvre suffisante pour espérer les renverser, prendre le pouvoir politique et anéantir leur capacité à nuire au destin de l'humanité. Au passage, je vous ferais remarquer que les quelques éléments auxquels j'ai fait référence sont déjà omniprésents dans l'actualité économique et sociale depuis quelques décennies, certains depuis quelques années seulement.

Je ne cède pas ici à une quelconque théorie, je pars des faits et je m'en tiens à ce terrain-là. Si mes conclusions coïncident avec la théorie du Nouvel ordre mondial, c'est un pur hasard, et je tiens à rappeler ici que cette théorie n'a pas été élaborée par des illuminés, des intellectuels en quête de notoriété ou en panne d'inspiration, mais qu'il s'agit d'un plan, d'un projet, d'un objectif qui a été défini par les maîtres du monde dont les gouvernants se sont emparés (Bush père et fils, Sarkozy, Merkel, Barroso, Obama, etc. y ont fait référence dans différents discours et bien d'autres avant eux) ou s'en font fait les porte-parole, et que contrairement à eux, je ne fais pas disparaître d'un coup de baguette magique les contradictions du capitalisme telles que Marx les a exposées, dont la lutte des classes qui déterminent toujours le sort de l'humanité dans un sens ou dans l'autre, socialisme ou barbarie.

Appelez cela comme vous voudrez, la théorie que je développe ici très rapidement à ceci d'originale qu'elle prend en

compte l'ensemble des facteurs existants ainsi que leurs rapports, contrairement à l'interprétation du capitalisme ou de la société qu'on nous sert, qui occulte ou refuse de prendre en compte certains facteurs parce qu'ils sont incapables de les situer dans une perspective à la fois économique et politique et même au-delà comme je l'ai précisé plus haut.

Je n'ai fait qu'esquisser cette théorie, elle permet au moins de mieux comprendre comment fonctionne la société et le monde, dans quelle direction ils s'orientent, pourquoi les gouvernements ou différentes institutions prennent telles ou telles mesures ou leurs discours, pourquoi alors que tous les indicateurs sont au rouge le capitalisme ne s'effondre pas, comment peut-il survivre étouffant sous une montagne de dettes qui vont encore croître ? Je ne l'ai pas encore mentionné, il va de soi que leur plan n'est pas sans comporter un certain nombre d'obstacles ou difficultés à surmonter dans le propre camp des capitalistes, certains seront sacrifiés, d'autres auront du mal à s'adapter à ce nouvel environnement plus hostile et cynique que jamais envers le reste de la population, et il leur reste encore bien des territoires à conquérir, telle la Chine et la Russie et bien d'autres pays qui sont plus ou moins leurs vassaux.

Avant de développer cette argumentation je m'étais fait la réflexion suivante, en fait un constat : ils possèdent le pouvoir économique d'accroître leur richesse dans des proportions illimitées, ils détiennent le pouvoir politique qui leur permet d'exercer leur pouvoir économique, rien ni personne ne menace leurs pouvoirs, ils sont assurés de les conserver puisque la classe ouvrière a été incapable de se doter d'une nouvelle direction (internationale), et malgré tout cela ne leur suffit, qu'est-ce que cela signifie, il leur faut autre chose mais quoi, qu'est-ce qu'à leur place j'aurais besoin demain, en plus, pour continuer de vivre comme un monarque absolu, et bien tout simplement qu'il soit encore possible de vivre sur cette planète. Le paradoxe des paradoxes réside dans le fait qu'ils craignent d'être emportés par la situation, le monde infernal qu'ils ont contribué largement eux-mêmes à façonner. Qu'il les emporte dès maintenant ! Telle est la tâche de la révolution socialiste mondiale, en débarrasser la surface de la terre.

Répétons-le encore une fois, nous ne remettons pas en cause l'interprétation marxiste du développement historique du capitalisme, nous en confirmons le bien-fondé au regard des faits, nous la complétons ou la prolongeons à partir de l'évolution de certains facteurs qu'on ne peut pas ignorer pour mener notre combat politique.

On ne peut pas tout dire en quelques dizaines de lignes, le plus difficile sans doute à comprendre, c'est que nous sommes obligés d'interpréter certaines données sous deux angles différents, le premier sous l'angle du capitalisme disons classique que nous avons connu jusqu'au début des années 90, et le second en intégrant le développement démesuré du facteur financier qui s'inscrit dans une nouvelle stratégie du capitalisme mondial.

Par exemple, la liquidation de nos acquis sociaux participent indirectement à la baisse du coût du travail, les cotisations dites patronales ou ouvrières que les entreprises versent aux organismes sociaux sont déduites du profit réalisé au cours du procès de production tout comme votre salaire, cette partie de la plus-value ou du profit produit échappe au capitaliste, cette cotisation sociale ou salaire différé doit servir notamment à couvrir vos frais médicaux quand vous êtes malade, maintenant ce n'est plus le cas, on vous retient une sommes forfaitaire sur chaque consulatation, pire, on vous rembourse de moins en moins certains médicaments ou plus du tout, ce qui veut dire que vous avez cotisé pour rien et que vous devez payer en plus pour vous soigner et acheter vos médicaments, vous payez deux fois en fait, il vous faut donc défalquer ces frais supplémentaires de votre salaire qui de fait diminue, vous ne vous en apercevez pas, la somme inscrite au bas de votre feuille de paie demeure la même, sauf que votre niveau de vie baisse puisqu'il vous restera moins d'argent pour vivre une fois déduit ce forfait et l'achat de vos médicaments.

Ainsi, ce n'est pas seulement le coût du travail qui diminue, mais aussi notre niveau de vie qui baisse, pour se soigner, cela ne dépend plus des cotisations que l'on verse aux organismes sociaux, nous ne sommes plus logés à la même enseigne, mais de notre capacité financière individuel, de la somme qui nous reste en poche une fois qu'on a réglé toutes nos charges fixes, traites, loyers, assurances, eau, électricité, etc. Ils ne s'attaquent pas à nos acquis sociaux uniquement pour réaliser davantage de profit, ils peuvent créer autant d'argent qu'ils veulent et créditer leur propre compte, mais pour nous rendre esclave d'un système qu'ils contrôlent et dont ils peuvent modifier les règles à leur convenance, allant jusqu'à décider qui a encore le droit de se soigner et qui n'en a plus le droit, pousser ce raisonnement à l'extrême et voyez ce que cela donne : ils décrètent qui a le droit de vivre et qui a le droit de crever. Vous pouvez l'appliquer à l'école, à l'habitation, au travail, à l'alimentation, au cadre de vie, etc. et vous vous apercevrez qu'ils sont en train de sélectionner ceux qui feront partie de leur programme et ceux qui en seront exclus, sachant qu'ils destinent une grande partie de la classe moyenne à venir grossir les rangs du prolétariat, cela fait beaucoup de monde.

On pourrait se poser une autre question : pourquoi n'ont-ils pas procédé plus tôt de la même manière si c'était si simple, en apparence seulement, on peut avancer plusieurs explications : parce qu'ils n'étaient pas encore maître du pouvoir politique, depuis 1991 et la disparition de l'URSS, plus aucun parti susceptible d'accéder au pouvoir ne se réclame du socialisme, la lutte des classes a changé de dimension, un certain nombre d'incertitudes qui pesaient sur le développement de la lutte des classes se sont estompées ou ont disparu depuis, puis, plus aucune puissance n'est en mesure de rivaliser avec l'impérialisme américain, et la Chine alors, la Chine ramenez son PIB par tête d'habitant et vous vous apercevrez qu'elle a un demi-siècle de retard sur les Etats-Unis ou la France, autre facteur qui leur laisse une marge de manoeuvre plus grande, la construction européenne qui a réalisé d'énormes progrès, la création de l'euro et de la BCE qu'ils manipulent à souhait, n'a-t-on pas appris récemment qu'ils avaient injecté 7 mille milliards de dollars dans les banques américaines présentent sur le marché européen depuis 2008 en

intimant l'ordre aux autorités européennes de ne pas s'y opposer, en conclusion, la situation n'a jamais été aussi favorable pour leur laisser les mains libres d'agir à leur guise dans tous les secteurs de l'économie, y compris en recourant à des méthodes opaques et frauduleuses, sans parler des paradis fiscaux dont ils sont les premiers bénéficiaires.

Et la crise, c'était du bidon diront certains ? Non. En 1914, ils n'ont pas trouvé d'autre moyen de la surmonter (provisoiement) que de recourir à une guerre mondiale... En 1939, ils ont remis cela pour redonner un nouveau souffle au capitalisme. Souvenons-nous aussi que le New Deal avait échoué à résoudre la question du chômage de masse qui accompagnait la crise du capitalisme des années 30 aux Etats-Unis, seules l'économie de guerre et la guerre en viendront à bout, y compris en Allemagne. Depuis, aujourd'hui, ils ont développé de nouveaux marchés, mais ils sont encore trop faibles pour absorber les marchandises produites sur le marché mondial, et reprendre le même scénario qu'au XXe siècle serait trop risqué au regard des armes dévastatrices qu'ils ont mises au point, cependant moyennant quelque magouilles financières additionnelles pour équilibrer la barque, cela suffit pour empêcher le vieux capitalisme de sombrer. A côté et plus discrètement, ils avancent leurs pions et poursuivent tranquillement leur affaire...

On poursuivra une autre fois, peut-être avec l'article que j'avais commencé de rédiger hier, en fait je m'en suis déjà largement inspiré ici. Cependant de nombreuses autres questions méritent qu'on les pose et qu'on y réfléchisse.

4- Les paradis artificiels de la démocratie au XXIe siècle.

Le patrimoine des élus est à l'idéologie qu'il incarne, ce que la fraude fiscale est au néolibéralisme qui incarne un régime économique devenu mafieux : un paravent pour protéger un système économique basé sur l'ignorance et le vol, dans les deux cas une vaste escroquerie, légale évidemment.

5- Les "***réseaux sociaux***" sont à la liberté (d'expression), ce que l'éclectisme est à la vérité.

La liberté ne peut se concevoir puis se conquérir que collectivement. C'est seulement une fois les éléments les plus conscients de la société rassemblés librement et luttant ensemble dans un parti politique qui incarne cet idéal, qu'elle peut espérer devenir une réalité, condition à remplir pour entraîner l'immense masse des exploités à sa conquête et renverser l'ordre établi qui en est la négation. Voilà pour les enseignements que les marxistes ont tirés de la lutte de classes du XIXe et XXe siècle.

En participant aux "*réseaux sociaux*" (ce qui n'est pas mon cas je rappelle) on a l'impression de bénéficier d'une liberté nouvelle ou supplémentaire, sans se demander et encore moins savoir ni pourquoi ni comment cette soit-disant avancée sociale est devenue une réalité, qui nous l'a accordée si généreusement et dans quel but précis, alors qu'en fait elle consiste uniquement à extérioriser, exposer au grand jour, matérialiser, entretenir, reproduire à l'infini notre propre ignorance que nous sommes privés de liberté sans savoir ni pourquoi ni comment la conquérir.

A tel point que nous percevons cette liberté comme un bienfait tombé du ciel, alors qu'en réalité il s'agit d'un nouveau carcan qu'ont conçu les ennemis de la liberté pour nous empêcher de trouver la voie qui permettrait de la conquérir. Quand on observe qu'on en est à confondre démocratie et dictature depuis déjà de très nombreuses décennies, le cas extrême étant l'appréciation que l'on porte sur le régime américain, on se dit que se méprendre et être incapable de faire la distinction entre le combat pour la liberté et le meilleur moyen de l'étouffer est pour ainsi dire dans l'ordre des choses ou était inévitable.

Il en va ainsi des "*réseaux sociaux*" qui servent de soupapes à une société liberticide rendue invivable pour assurer sa survie, des Ong qui soulagent la misère humaine tout en permettant de la prolonger, de l'action syndicale conçue comme un pansement pendant que la gangrène poursuit son oeuvre, de l'action politique ne consistant plus qu'à gérer ce carcan une fois tombé sous son influence, qui en réalité nous éloigne un peu plus chaque jour de notre émancipation, de la liberté.

Chacun cherche à réinventer la liberté, sa liberté comme on dit sa vérité, comme si elle dépendait de notre volonté ou de notre imagination, alors qu'en réalité elle repose sur des conditions ou des rapports matériels, les rapports sociaux entre les classes, le système économique en vigueur.

La liberté ou plutôt l'illusion de le liberté, l'absence de liberté repose sur des facteurs économiques et politiques, et ils ont voulu faire croire à la population qu'il suffisait qu'elle y pense très fort individuellement pour qu'elle se réalise, il faut admettre que jusqu'à présent ils ont assez bien réussi leur coup, les masses marchent à fond dedans, particulièrement parmi les couches les plus favorisées, tandis qu'en réalité elle est en train de crever et l'étau se ressert autour de son cou, pour dans l'avenir la contenir dans la camisole de force d'un nouvel ordre mondial qu'ils ont conçu à cet effet.

On dit que l'espoir fait vivre, certes, mais quand on s'en contente, non seulement on s'interdit d'avancer sur la voie qui permettrait un jour de le réaliser, il finit par nous quiter et on en crève.

Triste vie, triste fin, la pire qui soit, alors renouez avec les enseignements du marxisme, avec le socialisme, et si pour une raison ou une autre cela vous semble difficile ou incompréhensible ou encore que vous aviez un a priori négatif sur le marxisme, étudiez

dans le texte la méthode que les marxistes ont utilisée pour interpréter le monde, la société, la nature, l'homme, ensuite vous viendrez logiquement au socialisme, nous en avons la certitude, c'est le seul moyen de conserver intact cet idéal, pour autant que vous parveniez à la compréhension que le parti socialiste révolutionnaire que nous devons construire en est la représentation la plus fidèle et que vous devez y militer.

Vous me direz que ce parti n'existe pas et que c'est bien là le problème, la clé de la situation.

Ce message s'adresse en particulier aux dirigeants du POI, le seul parti qui même de manière déformée ou avec lequel nous avons d'importants désaccords incarne encore notre idéal, faites-leur lire, demandez-leur ce qu'ils en pensent, rejoignez-le sans forcément adhérer à sa ligne politique. Vous savez, quand on milite et qu'on est face à face avec un travailleur ou un autre militant, il n'y a personne pour dicter votre discours ou pour contrôler vos propos, l'essentiel c'est l'orientation dans laquelle se situe votre combat, votre refus de toute compromission avec l'ennemi, la nécessité d'abattre les institutions de la Ve République pour instaurer une République sociale qui s'attaquera aux fondements du capitalisme, permettra d'avancer sur la voie du socialisme.

Des millions de travailleurs perdent littéralement leur temps et gaspillent leur énergie sur les "*réseaux sociaux*", dans des Ong et associations diverses, dans le syndicalisme conçu comme une fin en soi, vous avez le choix entre décider de les imiter en sachant que cela ne mène strictement nulle part ou ne changera absolument rien à la société ou de prendre consciemment une autre voie.

J'ai précisé consciemment parce que c'est là le facteur essentiel qui permet de distinguer ces deux types d'engagements. On pourrait conclure par là, en disant qu'on a l'impression de participer librement à un "*réseau social*", de s'engager librement dans une Ong ou une association alors qu'en réalité ce sont les fourvoyeurs ou les ennemis de la liberté qui les financent, les gèrent, les contrôlent, les administrent, établissent leurs statuts et définissent leur orientation, leurs objectifs, les manipulent, parfois qui les ont créés, ils sont très forts pour le maquiller ou vous faire croire que vous en êtes partie prenante, que cela vient de vous, etc. évidemment tout cela vous échappe, vous n'en avez pas conscience, comment le pourriez-vous puisque vous n'avez pas conscience de leurs véritables raisons d'être, même parfois leurs dirigeants l'ignorent eux-mêmes, ils sont inconsciemment le produit, les marionnettes d'une idéologie, bref, ce qui caractérise le mieux ce type d'engagement c'est l'inconscience, l'ignorance, la même ignorance qui habite les masses, elle en est une des manifestations si l'on veut, à quoi cela rime-t-il au bout du compte, à quoi cela sert-il, on serait bien en peine de le dire, on se fait plaisir en somme, cet engagement est au combat de l'humanité pour se défaire des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, ce que la masturbation est au coït.

A l'opposé notre libre engagement dans un parti combattant pour le socialisme, pour la liberté, ne peut être qu'un exercice conscient qui s'appuie sur un processus dialectique dont on peut repérer les différents stades, les différents facteurs, les différents rapports, leur évolution, leur transformation, leur orientation qui reposent uniquement sur l'observation ou la prise en compte des faits, vérifiables et que chacun est appelé à vérifier par lui-même pour en acquérir la compréhension, forger ses convictions, être capable de les étayer et les défendre, de façon à élever son propre niveau de conscience et être à la hauteur de l'idéal pour lequel on combat, démontrer que ce n'est pas une utopie, mais une nécessité historique tout à fait réalisable sous certaines conditions, et que bien qu'étant au départ une aspiration légitime, le seul fait de la poser se passe de toute justification, il n'y a que la tyrannie sous couvert de démocratie qui en a sans cesse besoin pour couvrir ses crimes, pour finalement manipuler ses intentions antisociales, réactionnaires et liberticides.

Deux vidéos à ne pas manquer.

1- Réseau Voltaire. "*La Syrie et le Qatar vus par la 1ère chaîne de TV russe*" - 19 avril 2013
http://www.youtube.com/watch?v=r1YWpunShnE&list=UU3TR6S1FgdXmtbBPMvAabYg

(Pour avoir des sous-titres en français, Appuyez sur "cc")

2- 11-Septembre : Il faut écouter April Gallop
http://www.dailymotion.com/video/xt1hcp_11-septembre-il-faut-ecouter-april-gallop_news?start=0#.UXLQT0ocBac

En 2007, une militaire employée du Pentagone était à son bureau le 11 septembre 2001. Elle témoigne ce qu'elle a vue de ses propres yeux une fois sortie sur la pelouse qui se situait devant la façade qu'un avion avait soit-disant percuter : pas trace de kérozène, de débris d'avion, de sièges arrachés ou calcinés, de bagages, d'effets personnels, de corps humains ou ce qui aurait dû en rester, absolument rien...

ACTUALITE EN TITRES

Préparer le bûcher !

- Secret bancaire: un nouveau pas du G20 sur une route semée d'embûches - AFP

Miracle !

- Cette théorie née sur Internet et qui pourrait sauver l'économie - Atlantico.fr

Inonder le marché européen de liquidité via la BCE. Quelle trouvaille !

La fausse vérité, maheureusement, est omniprésente.

- « *Le vrai mensonge, heureusement, est assez rare* » - Rue89

Etre rentier, cela se mérite !

- Allemagne: hausse de 10% des rémunérations des présidents de conseils de surveillance - AFP

Les présidents des conseils de surveillances d'entreprises cotées à l'indice vedette DAX de la Bourse de Francfort ont enregistré une hausse de 10% de leur rémunération en 2012, selon le quotidien économique Handelsblatt à paraître lundi. AFP

La pieuvre

- Mis en vente du groupe Darty : Le fonds Knight Vinke, actionnaire à 25%, a mandaté Goldman Sachs. - lefigaro.fr 21.04

ACTUALITE EN TITRES

T'as gueule !

"*Un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne*" LePoint.fr

"*Cela devrait être la règle, car ça ne peut pas être autrement*", a estimé dimanche lors d'une interview au Parisien le ministre des Relations avec le Parlement, Alain Vidalies.

"*Cela devrait être la règle, car ça ne peut pas être autrement. Dans un gouvernement, il n'y a qu'une seule politique*", ajoute-t-il. LePoint.fr 21.04

Il a raison, il pourrait en dire autant du PS.

Putain de langage tout de même! Et dire que nous faisons des efforts pour ne pas être vulgaire, c'est vrai, tous les jours on doit se faire violence pour ne pas leur balancer crûment ce qu'on pense d'eux, et franchement ce n'est pas beau à entendre.

En famille, la sécurité du régime est notre priorité.

Le Sénat a adopté, dans la douleur, dans la nuit de samedi à dimanche le projet de loi sur l'emploi, le gouvernement ayant décidé d'utiliser un vote bloqué pour faire accélérer les débats ce qui a déclenché la fureur des sénateurs communistes qui ont retiré tous leurs amendements et quitté l'hémicycle.

Le texte a été voté par 172 voix contre 24 à l'issue d'un débat houleux. Le PS, le RDSE et les centristes ont voté pour. L'UMP et les écologistes se sont abstenus. Seuls les communistes ont voté contre ainsi que Marie-Noëlle Lienemann (PS).

«*Ce texte représente un tournant avec la flexi-sécurité à la française*» a déclaré le centriste Jean-Marie Vanlerenberghe (UDI-UC). «*Le texte est équilibré*» a assuré Françoise Laborde, du RDSE. Pour le ministre du Travail, Michel Sapin, «*c'est un moment de progrès, ce sont des opportunités nouvelles dans le dialogue social qui s'ouvrent*». liberation.fr 21.04

Ah ben alors, et la gauche du PS, elle a fondu comme une peau de chagrin ! Mais peut-être que ce n'était qu'un mirage, une illusion après tout, non, vous croyez ?

La tarte à la crème du New Deal est rance, moisie, impropre à la consommation.

Ils n'ont tiré aucun enseignement de l'échec du New Deal, ces gens-là sont incurables.

- L'aile gauche du PS propose un "*plan de relance écologique et social pour la France et pour l'Europe*" mobilisant 43 milliards d'euros en deux ans, permettant de créer ou préserver 500.000 emplois et destiné à "*s'affranchir d'une certaine orthodoxie libérale et budgétariste*"

Ils n'ont tiré aucun enseignement de l'échec du New Deal, ces gens-là sont incurables. "*créer ou préserver 500.000 emplois*" quand le chômage dépasse les 5 millions...

- "*Comme dans les années 30 aux Etats-Unis, la politique économique est redevenue restrictive trop tôt et, comme dans les années 30, il faut s'affranchir d'une certaine orthodoxie libérale et budgétariste pour mettre en oeuvre avec détermination un plan de relance, au moment où il est à la fois le plus nécessaire mais aussi le plus efficace, afin de sortir l'économie de cette spirale récessive*", écrivent-ils.

Ils veulent le sauver à tout prix le capitalisme !

- La relance de la consommation passerait notamment par une amélioration "*temporaire de l'indemnisation du chômage et du chômage partiel dans les entreprises*" et une revalorisation des aides sous condition de ressources" pour les jeunes.

Des chômeurs heureux, encourager le chômage partiel ! Quant aux jeunes, vous êtes dans la misère, rassurez-vouc demain vous serez pauvres ! Tout un programme

- La "*réindustrialisation du pays*" serait pour sa part fondée sur "*l'innovation et la qualité*", avec "la construction d'infrastructures de transport (lignes à grande vitesse, canaux, fret ferroviaire, tramways), "*la montée en puissance des filières industrielles nécessaires à la transition énergétique, ou encore de la voiture électrique*" et le soutien du secteur BTP via "*une prime à l'achat de logements neufs*" pour les plus modestes.

En général, "*l'innovation et la qualité*" sont réservées aux nantis, à la classe moyenne, la leur ; le lobby de la Table ronde des industriels européens ne verraient rien à redire à "*la construction d'infrastructures de transport*", ils en redemanderaient même, ils ont oublié les aéroports dans leur liste ! ; "*une prime à l'achat de logements neufs*" pour les plus modestes, Sarkozy et Lagarde en ont rêvé, vont-ils le réaliser ? l'enfer est parfois pavé de bonnes intentions, ici c'est la crasse ignorance ou l'inconscience qui prédominent.

La cerise sur le gâteau, à la place de Draghi je saisirais la perche qu'ils lui tendent pour mettre d'autorité à contribution les comptes d'épargne de la population.

- Les auteurs précisent que "l'apport de l'Etat pourrait donner lieu à l'émission d'un emprunt national"permettant d'"agir à un moment décisif pour notre économie". AFP 21.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

en Famille. La démocratie déjà grabataire est enterrée, quel soulagement !

- Le président italien sortant Giorgio Napolitano, 87 ans, appelé à la rescousse par un Parlement dans l'impasse, a été réélu samedi, provoquant la fureur de Beppe Grillo, qui a crié au "*coup d'Etat*" et lancé un appel à une "*mobilisation populaire*".

La réélection, une première dans l'histoire italienne, à une très large majorité de cet ancien communiste qui fêtera ses 88 ans en juin, a été accueillie par une longue ovation debout de la majorité des "*grands électeurs*".

"*Aujourd'hui est une journée importante pour notre République. Je remercie le président Giorgio Napolitano pour son sens du devoir et sa générosité personnelle et politique qui lui a fait accepter de poursuivre son engagement dans un contexte aussi difficile*

et incertain", a aussitôt réagi le chef de la droite Silvio Berlusconi.

Dans la matinée, de Pier Luigi Bersani (gauche) à Silvio Berlusconi (droite) en passant par le chef du gouvernement sortant Mario Monti, tous étaient venus l'exhorter à se représenter.

Cette fois-ci, "*les rencontres ont permis de faire émerger une large convergence*" des forces politiques en faveur de M. Napolitano, a souligné M. Bersani, chef du Parti démocrate (PD).

Son successeur à la tête du gouvernement, Mario Monti, a lui aussi remercié M. Napolitano pour son "*esprit de sacrifice*".

Le pape François a félicité M. Napolitano après son élection, lui souhaitant "*de poursuivre son action éclairée et sage soutenu par la coopération*" des partis politiques.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a félicité M. Napolitano pour sa réélection qui intervient à "*un moment décisif pour le processus d'intégration*" européen.

Le président du Parlement européen Martin Schulz s'est dit pour sa part "*confiant que sa stature internationale et son expérience aideraient le pays à sortir de l'impasse et à restaurer la stabilité, la cohésion et la confiance dont l'Italie et l'Europe ont besoin*", tandis que le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, s'est réjoui de pouvoir "*continuer à coopérer avec lui en ces temps difficiles pour l'Italie et l'Union européenne*".

A l'opposé, l'ex-humoriste Beppe Grillo, chef du Mouvement cinq étoiles (M5S), a estimé que les dirigeants des partis politiques traditionnels étaient "*prêts à tout pour empêcher le changement*". "*Ils sont désespérés. Un coup d'Etat est en cours*", a-t-il écrit sur son blog pendant que ses partisans, rassemblés devant la Chambre des députés à Rome, criaient "*Bouffons, bouffons!*", "*Honte!*", tout en scandant le nom de leur candidat, le constitutionnaliste Stefano Rodota

Ce dernier s'est toutefois dissocié de ces manifestations, soulignant "*être opposé à une quelconque marche sur Rome*". Il a même adressé "*un salut au président réélu*".

Cet échec cinglant a entraîné un véritable séisme au sein de la gauche.

M. Bersani a annoncé sa démission, de même que la présidente du PD, Rosy Bindi, tandis que M. Prodi retirait sa candidature face à la trahison des membres de son propre parti. AFP 20.04

Les bouffons (POI, PG) qui il y a peu encore tablaient sur la gauche du PS en France pour s'opposer à la politique de Hollande et son gouvernement), oseront-il récidiver en voyant dans la crise du PD un élément majeur de la crise politique qui secoue l'Italie ?

Dernières infos.

L'ex-comédien Beppe Grillo a qualifié dimanche à Rome la réélection du président italien Giorgio Napolitano de "*petit coup institutionnel rusé*" des partis traditionnels, tempérant ses propos de la veille évoquant "*un coup d'Etat*". AFP 21.04

Faut-il commenter ? Un misérable charlatan.

2- Chypre

Le président chypriote Nicos Anastasiades a dévoilé vendredi une série de mesures visant à maintenir l'emploi en dépit du lourd coût que fait peser le plan de sauvetage européen sur l'économie de l'île méditerranéenne en récession.

M. Anastasiades, de centre-droit, a prévenu que ceux qui ne cherchaient pas activement de travail ne bénéficierait d'aucune aide de l'Etat mais que son gouvernement ferait tout pour aider ceux qui cherchent un emploi dans cette île où le chômage se rapproche des 15% et devrait augmenter nettement en 2013 et 2014.

Alors que certains font pression pour que les emplois soient donnés en priorité aux Chypriotes, ce qui violerait les lois européennes, M. Anastasiades a pris soin de préciser que ces plans de création d'emplois seraient ouverts à tous ceux "*qui ont résidé à Chypre de façon légale et permanente ces cinq dernières années*".

Il a toutefois prévenu que l'île ne serait plus un "*paradis pour émigrés*" et que les aides aux demandeurs d'asile serait "*largement réduites*", les allocations pécuniaires étant notamment transformées en coupons pour s'habiller et se nourrir.

M. Anastasiades a promis que l'Etat réembaucherait 800 contractuels et investirait 21 millions d'euros pour subventionner à hauteur de 40% les salaires de 6.000 chômeurs qui seront employés dans le secteur clé du tourisme.

Les entreprises bénéficieront en outre de 25% de réductions d'impôts à chaque nouvelle embauche durant l'année.

"*Sans aucun doute, d'autres tests difficiles nous attendent, c'est pour cela que j'attends de tous patience et compréhension*", a-t-il déclaré.

"*Je veux souligner que réussir à relancer l'économie et sortir de la crise le plus vite possible ne peut se faire qu'en se tenant aux obligations que nous avons acceptées*" dans le cadre du plan de sauvetage, a-t-il ajouté. AFP 20.04

3- Jordanie

Jusque-là prudent face au conflit syrien et après une tentative avortée de négociations avec Bachar el-Assad, le roi Abdallah II a mis deux couloirs aériens à la disposition de l'aviation israélienne. lefigaro.fr 21.04

SOCIAL

France

Avec le beurre, l'argent du beurre, la vache et la fermière se serait tellement mieux !

- Lakshmi Mittal, PDG d'ArcelorMittal, déclare "*regretter*" la fermeture des hauts-fourneaux de Florange (Moselle) tout en estimant que le coût de l'énergie et du travail en France limite la compétitivité du secteur de l'acier dans le pays.

"*Nous voulons créer une production durable et pour cela, il faut augmenter la compétitivité de notre dispositif industriel en France*", ajoute-t-il.

"*Pour augmenter la productivité de nos sites en France, il faudrait que les coûts de l'énergie soient moins chers, comme aux États-Unis ou en Allemagne. En France, le coût du travail est, par exemple, 20% plus élevé qu'en Espagne, et votre droit du travail reste encore trop rigide*."

La fermeture des hauts-fourneaux de l'usine ArcelorMittal de Florange, qui entraînera la suppression de 629 emplois directs, a été entérinée début avril.

Les propos de Lakshmi Mittal interviennent alors qu'un projet de loi sur la sécurisation de l'emploi est examiné au Sénat. Il prévoit notamment que les entreprises puissent négocier des baisses de salaire en échange d'un maintien des effectifs. Reuters 20.04

ECONOMIE

G20

La "*fin du commencement*" qui n'en finira jamais de durer.

- Quatre ans après une première offensive, le nouveau coup porté au secret bancaire par les pays du G20 pourrait sonner le glas de l'évasion fiscale à condition de surmonter quantité d'obstacles politiques et techniques, selon des experts interrogés par l'AFP.

"*C'est un changement de braquet très important, un saut qualitatif qui signe le retour du politique*", se félicite Pascal Saint-Amans, en charge de la lutte contre les paradis fiscaux à l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE).

Réunis vendredi à Washington, les ministres des Finances du G20, qui regroupe les principaux pays développés et émergents, sont tombés d'accord sur une mesure aux apparences purement techniques mais aux conséquences inédites.

Dans leur communiqué final, ils ont "*exhorté*" la communauté internationale à adopter "*l'échange automatique d'informations*" bancaires et à en faire le nouveau "*standard*" international de la lutte contre l'évasion fiscale.

En clair, les pays seraient automatiquement informés dès qu'un de leurs ressortissants dépose de l'argent à l'étranger, en rupture radicale avec le système actuel.

Réclamée depuis plusieurs années par les ONG, l'échange automatique est désormais dans l'air du temps. Lourdement endettés, les pays riches lorgnent sur la manne de l'évasion fiscale des particuliers, évaluée par certaines ONG à 25.500 milliards de dollars.

Sous la pression des Etats-Unis, pionniers sur le sujet, un groupe de pays européens, dont la France et l'Allemagne, vient d'appeler à généraliser ce mécanisme et a réussi à convaincre la puissante place financière du Luxembourg.

La patronne du FMI, Christine Lagarde, s'est déclaré jeudi, "*à titre personnel*", favorable à la fin du secret bancaire.

"*En 2009, on a fait une brèche dans le secret bancaire mais aujourd'hui, avec la force politique du G20, c'est le barrage qui est en train de céder*", estime Pascal Saint-Amans.

Le processus s'annonce toutefois ardu. Un échange automatique au niveau international requiert des trésors de logistique et un patient travail de définition des données dont l'OCDE a été chargé.

Mais ce n'est pas le seul obstacle.

"*La lenteur c'est un peu le problème de ce que tout le G20 décide. Et il se pourrait que certains pays se mettent à traîner des pieds*", prévient Eric Lecompte.

Pendant les négociations à Washington, la Chine a déjà fait de la "*résistance*" et ralenti les discussions, a indiqué à l'AFP une source proche du dossier.

Selon d'autres associations, c'est la portée même de cette annonce qu'il faut relativiser. Privés des moyens logistiques adéquats, les pays pauvres n'ont pas les moyens de passer à l'échange automatique et pourraient rester sur le bord du chemin.

"*C'est un pas important pas mais il doit être étendu aux pays en développement victimes d'une fuite des capitaux qu'ils ne sont pas en mesure de taxer*", estime James Henry, de l'organisation Tax Justice Network.

Alors que la mort du secret bancaire a déjà été maintes fois annoncée, M. Henry assure qu'il "*reste encore beaucoup à faire*" et s'en remet à une citation de Winston Churchill pour résumer son diagnostic: "*Ce n'est pas la fin ni même le commencement de la fin mais cela pourrait être la fin du commencement*". AFP 20.04

Haut de page

Le 23 avril 2013

CAUSERIE

J'ai encore dû bâcler une partie de cette causerie pour pouvoir la mettre en ligne avant 17h ici, après je dois absolument m'occuper de mes affaires et c'est comme cela tous les jours ou presque.

Suite de la causerie d'hier

Une objection à la théorie que j'ai exposée hier. Elle ne vient pas d'un lecteur, j'en ai d'autres en magasin, je n'ai tout simplement pas le temps de toutes les traiter en même temps

Ce sont eux qui ont permis à la démographie mondiale et aux forces productives de se développer.

S'agissant de la démographie mondiale ils n'ont pas vraiment eu le choix, et il est vrai que c'est un sérieux obstacle à la réalisation de leur projet, mais je n'ai jamais affirmé qu'ils pourraient le mener à son terme.

Quant aux forces productives on pourrait dire la même chose, à ceci près que leur développement était nécessaire pour parvenir à un niveau de maîtrise scientifique ou technologique compatible avec la gestion des ressources de la planète pour garantir leur survie à long terme notamment.

De plus, maîtres des multnationales et leurs centres de recherches, leurs laboratoires, ceux des universités qu'ils financent et contrôlent également, il leur est donc possible d'agir aussi sur la démographie mondiale, l'état de santé de la population, sa durée de vie, etc. cela peut paraître machiavélique et cela l'est en réalité, on pourrait dire qu'ils détiennent déjà en grande partie le sort à venir de l'humanité dans le creux de leurs mains, je vous renvoie pour le vérifier au pouvoir acquis par des firmes des secteurs pharmaceutique, agroalimentaire, de la chimie, etc. au développement mondial des OGM, à l'emploi colossale dans l'agriculture des engrais chimiques, pesticides, herbicides, dans l'alimentation des animaux consommés d'antibiotiques, d'hormones et autres agents accélérant leur croissance, dans l'alimentation, des colorants, adjuvants, conservateurs, de toutes sortes de matières toxiques employés dans la fabrication des vêtements, literies et autres objects que nous employons tous les jours, sans oublier les vaccins et de très nombreux médicaments dont les effets secondaires sont dévastateurs, etc. etc. etc.

Il y en a qui affirme que la durée de vie de la population devrait croître encore, je serais prêt à parier le contraire, ce qu'on a déjà pu observer en Russie depuis 1991, aujourd'hui en Grèce, demain en Espagne, et ce n'est qu'un début. Ce qu'on ne nous dit pas non plus, c'est que deux personnes sur trois qui parvient à un âge très avancé, disons au-delà de 70 ou 75 ans, se trouve déjà dans un état de délabrement physique et parfois mental épouvantable et de dépendance quasi permanente.

On poursuivra une autre fois.

Parole d'internaute.

- "*C'est après la carrière politique que les dividendes arrivent, pas pendant. Idem pour les hauts fonctionnaires, l'argent arrive après le pantouflage. Les drogués font des carrières politiques longues pour le pouvoir, pas pour les pépettes.Si on limite le nb de mandats, chacun préparera une reconversion juteuse dès le premier jour de la première élection.*"

Vous avez vu juste :

- Une conférence à 100.000 dollars ? - LePoint.fr

Nicolas Sarkozy va participer à une conférence pour la banque d'affaires Goldman Sachs. Selon Mediapart, il sera grassement rétribué pour cette prestation. LePoint.fr 22.04

ACTUALITE EN TITRES

Inutile, l'ultra libéralisme ou le néolibéralisme : c'est déjà l'extrême droite !

- Copé dit qu'il "*n'acceptera aucune collusion avec l'extrême droite*" - AFP

A UE et à dia

- La politique d'austérité a atteint ses limites, selon Barroso - Reuters

- Bruxelles promet que l'exception culturelle ne sera pas négociée avec les Etats-Unis - AFP

- Chypre: le président accuse l'UE d'avoir utilisé son pays comme cobaye - AFP

Craquements

- Reprise encore lointaine pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal - Reuters

- L'Espagne s'attend à une récession deux à trois plus forte que prévu en 2013 - L'Expansion.com

Suppressions d'emplois à venir

- Sans reprise en Europe, Michelin devra restructurer - Reuters

- GDF Suez dément préparer un plan social - LePoint.fr

L'UE est bien synonyme de pauvreté et de régression sociale, ils le disent eux-mêmes.

- Allemagne: une hausse des salaires pénaliserait la zone euro, selon Weidmann - AFP

Rappel d'une info d'hier :

- Allemagne: hausse de 10% des rémunérations des présidents de conseils de surveillance - AFP

Les présidents des conseils de surveillances d'entreprises cotées à l'indice vedette DAX de la Bourse de Francfort ont enregistré une hausse de 10% de leur rémunération en 2012, selon le quotidien économique Handelsblatt à paraître lundi. AFP 21.04

Manipulation des masses et propagande impérialiste à l'échelle mondiale

Voilà qui mérite qu'on en parle

- De Mohamed Merah à Boston, le terrorisme islamiste de "*seconde génération*" - Atlantico.fr

Voilà de quoi il est inutile de parler

- Etats-Unis : cinq morts dans une fusillade près de Seattle - Liberation.fr

- Six morts dans une fusillade en Russie - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Au grand complet s'il vous plaît. Union nationale néo coloniale ou impérialiste.

Les députés français ont voté lundi, sans surprise, en faveur du prolongement de la mission d'intervention militaire au Mali où l'armée tricolore a amorcé un retrait de ses quelque 4.000 hommes.

Sa prolongation a été approuvée par 342 voix contre zéro au Palais-Bourbon. L'UMP a voté pour, avec des réserves. Le groupe du Front de gauche, qui avait voté l'envoi de troupes françaises au Mali, a décidé cette fois-ci de s'abstenir. Reuters 22.04

Alors, on les liquide oui ou non les institutions réactionnaires de la Ve République ?

Il y en a qui s'insurgent contre le "*tous pourris*", on est d'accord sur la forme, mais sur le fond, ne vient-on une nouvelle fois d'avoir la démonstration que tous les partis présents à l'Assemblée nationale sont pourris jusqu'à la moelle, franchement qui pourrait encore soutenir le contraire ?

Je vais vous dire un truc, on les connaît comme notre poche, ceux qui s'encanaillent avec cette pourriture le justifieront en ajoutant que ce n'est pas vraiment un problème, parce que la majorité des travailleurs soutient cette intervention militaire, autrement dit, ils verseront dans la démagogie en s'appuyant sur les illusions des travailleurs au lieu de s'en tenir à une position de classe conforme à leurs intérêts et de les combattre.

Après cela on s'étonnera que le prolétariat et le mouvement ouvrier soient réactionnaires ou que leur niveau de conscience politique ne progresse pas, normal, ils font tout pour qu'il en soit ainsi.

En famille (elle s'agrandit de jour en jour!). Faites tomber les masques.

Il a été ministre sous Chirac, il peut l'être sous Hollande, il aura loupé Sarkozy !

- Jean-Luc Mélenchon a déclaré lundi que son objectif était de devenir le Premier ministre de la France.

"*Bien sûr, c'est le but*", a déclaré le co-président du Parti de gauche sur Europe 1.

"*François Hollande avait une chance de faire quelque chose de bien, il l'a ratée. Il peut se rattraper (...) Il peut me nommer*

Premier ministre. Je n'ai pas peur", a-t-il ajouté avant de préciser qu'il n'avait pas été contacté dans la perspective d'un éventuel remaniement. Reuters 22.04

Les nouveaux curés ou l'école le berceau de l'idéologie de l'esclave.

- Morale laïque: "*L'enseignant doit faire de chaque enfant l'honnête homme de demain*" - L'Express.fr

Quand la société sujette à une décomposition accélérée s'inscrit dans une perspective de régression sociale sans fin que traduisent les inégalités et les injustices qui explosent, il est quasiment impossible d'inculquer des valeurs ou des principes humanistes à des enfants, dès lors qu'on est dans l'impossibilité de les faire profiter des acquis matériels et sociaux de la civilisation humaine.

Ces inégalités et ces injustices étant le produit des rapports existant entre les classes, plus ils se tendent, plus ils sont omniprésents dans chacun des rapports mettant en présence des individus, hommes, femmes et enfants de différentes conditions ou classes, catégories sociales, finissant par pourrir tous les rapports dans la société, au sein d'une même famille, entre collègues de travail, voisins de palier, et bien sûr à l'école. Un enfant tend naturellement à reproduire ou copier les rapports qui existent autour de lui, dans la société, dans lesquels il est aussi un des acteurs, au sein de sa famille.

Si ses parents sont non seulement individualistes et sont prêts à empiéter sur les droits des autres pour satisfaire leurs besoins, à leur manquer de respect, ils seront mal placés ensuite pour inculquer à leurs enfants des règles ou des principes qu'ils ne respectent pas eux-mêmes et que pour cette raison leurs enfants auront tendance à reproduire. Ils n'auront aucune autorité sur eux ou petit à petit elle s'affaiblira jusqu'au moment où ils n'auront plus aucune emprise sur eux.

Ces parents, et donc leurs enfants, seront d'autant plus individualistes dans une société qui s'est employée depuis une trentaine d'années à liquider les acquis sociaux ou les repères à caractère collectif qui incarnaient ces règles ou principes humanistes.

Ce sont donc ceux qui ont contribué au niveau de l'Etat à créer cette situation, à influencer ces rapports dans cette direction-là, tous les partis politiques qui se sont succédés au pouvoir, qui en portent la responsabilité, et non les travailleurs ou les enseignants.

L'enseignant n'a aucun moyen d'agir sur ces rapports, sauf à engager le combat politique pour liquider le capitalisme dont la crise est à l'origine de la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société.

En Inde où je vis depuis près de 20 ans, les enfants ne reçoivent aucune éducation, leurs parents ne leur enseignent rien. Si un enfant vole, il sera réprimandé, il se fera taper dessus par son père ou sa mère, voilà comment il va acquérir au fil du temps ces règles ou principes de respect d'autrui. Il constatera qu'autour de lui peu les respectent bien qu'ils soient passés par la même expérience que lui, du coup il sera porté à les enfreindre encore et encore quand l'occasion se présentera, surtout lorsqu'il sera devenu adulte et qu'il n'aura plus à craindre les coups de son père, pour aboutir à une société où tous les rapports sont archi pourris.

C'est ainsi que j'ai dû rompre mes relations avec tous mes beaux-frères (devenus adultes) à l'exception d'un seul, ainsi que le reste de la famille de mon épouse, ce qui fait beaucoup de monde vous l'aurez deviné. Et j'ai dû procéder de la sorte avec toutes les personnes avec lesquelles j'avais eu un jour ou l'autre des rapports qui avaient forcément dégénérés. Dans certains cas j'avais pris cette décision pour un autre motif qui finalement avait le même contenu.

Par exemple, dernièrement une personne qu'à une autre époque je voyais régulièrement et à laquelle j'avais rendu quelques services, sa situation matérielle s'étant améliorée elle m'avait oublié, redonna signe de vie deux ans plus tard en me demandant de passer chez elle, ce charmant garçon attend toujours et il risque d'attendre longtemps. J'allais oublier de préciser qu'au téléphone il m'avait raconté qu'il s'était foutu dans un fichu pétrin en empruntant sur 20 ans pour acheter un appartement à Chennai (ex-Madras) et qu'une fois réglé son crédit chaque mois il lui restait tout juste de quoi vivre, je serais prêt à parier qu'il voulait me taper du fric, une relation désintéressée quoi, c'est le seul genre de rapports qui existent en Inde.

Je vous en avais déjà parlé à plusieurs reprises dans des causeries, mais je n'étais pas certain que vous ayez vraiment saisi à quel niveau se situait le problème, je profite de cette occasion pour le préciser.

Ils veulent former les zombies de demain qui devraient se satisfaire du mode de vie médiocre qu'ils leur préparent. L'homme "*honnête*" de demain devrait avant tout être humble et soumis, comme ils disent entre ministres "*fermer sa gueule*" et s'estimer heureux, sans avenir ou perspective... On y reviendra.

A jouer avec le feu, on finit par se brûler les mains.

La politique d'austérité en Europe a atteint ses limites, a déclaré lundi le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

"*Tout en pensant que cette politique est fondamentalement juste, je pense qu'elle a atteint ses limites*", a-t-il dit lors d'une conférence.

"*Pour réussir, une politique ne doit pas seulement être bien conçue. Elle doit bénéficier aussi d'un minimum de soutien politique et social*", a-t-il ajouté.

Les politiques d'austérité à l'oeuvre notamment en Europe et les efforts d'assainissement budgétaire sont accusées désormais de plomber la croissance.

Le nouveau secrétaire américain au Trésor, Jack Lew, et la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, ont tous deux plaidé récemment pour une modération des mesures d'austérité dans certains pays d'Europe afin de ne pas aggraver la crise économique.

"*Ils prêchent des convertis*", a assuré jeudi dans une interview à Reuters le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn. Reuters 22.04

Ils doivent regretter que les gouvernements en place ne parviennent pas à faire entendre raison à la petite-bourgeoisie, à la classe moyenne et aux couches moyennes qui s'accrochent à leur mode de vie privilégié par rapport au prolétariat, qui ne veulent consentir aucun sacrifice...

Attention, ils ne sont pas contre la politique d'austérité qu'ils ont imposée aux travailleurs dans tous les pays de l'UE, ils dénoncent uniquement ses conséquences sociales et politiques qui déstabilisent plusieurs Etats et les obligent à freiner leur offensive généralisée contre la classe ouvrière, offensive qu'ils vont poursuivrent, cela va de soi.

Cette politique a eu un autre effet dévastateur, elle s'est traduite par la perte de confiance de pans entiers de la société dans la capacité du système en place.

C'est ainsi que ceux qui avaient encore les moyens de consommer se sont mis à douter, à craindre d'avoir mangé leur pain blanc et que l'avenir leur réserve de mauvaises surprises, du coup ils ont annulé ou reporté certains achats ou investissements préférant épargner en attendant des jours meilleurs, plombant un peu plus ce qu'ils appellent la croissance.

Au passage on peut se poser une question : si ceux qui ont encore les moyens de réaliser des investissement ou de consommer sans se soucier du lendemant ont levé le pied, qui donc investi en Bourse si ce n'est pas eux ? Certains prétendent que ce sont les banquiers eux-mêmes ou des institutions financières qui leur sont liées... A suivre.

La CIA se dote d'un nouveau centre de renseignement.

Facebook aurait l'intention d'ouvrir un nouveau datacenter dans l'état de l'Iowa, selon un journal local, rapporte Venture Beat. D'une surface de 130.000 m², il devrait coûter 1,5 milliard de dollars et faire partie des plus grands datacenters mondiaux.

Le réseau social dispose de serveurs dans l'Oregon et en Suède. Pour la construction de celui-ci, il pourrait chercher à obtenir des subventions liées à l'utilisation de l'énergie éolienne pour générer une partie de l'énergie nécessaire au site. L'Expansion.com 22.04

Qui paie le renflouement des banques, devinez ? La réponse.

Le déficit public de l'Espagne a été nettement supérieur aux prévisions en 2012, montrent les chiffres publiés lundi par Eurostat, qui confirment par ailleurs que la France n'a pas tenu son objectif de réduction du déficit.

Le déficit espagnol ressort à 10,6% du produit intérieur brut (PIB) alors que la Commission européenne prévoyait un chiffre de 10,2% et que le gouvernement de Mariano Rajoy avait annoncé un chiffre de 7%.

L'écart entre ce dernier chiffre et celui publié lundi s'explique par le fait que les statistiques établies par les services de la Commission européenne prennent en compte l'impact des recapitalisations bancaires et d'autres mesures de soutien au secteur financier.

La France, elle, affiche un déficit de 4,8% du PIB pour 2012, un chiffre conforme à celui annoncé fin mars par l'Insee.

Le gouvernement français, qui visait initialement 4,5% de déficit, avait annoncé auparavant que cet objectif ne serait pas tenu si Eurostat décidait d'y intégrer le dernier plan d'aide à la banque Dexia, ce qu'il a fait. Reuters 22.04

C'est chouette quand même d'être banquier : un, l'Etat les renfloue avec l'argent public, du contribuable, ce sont les travailleurs qui casquent ; deux, la dette de l'Etat augmente donc les intérêts versés aux marchés aussi, versés par qui, pardi, par les mêmes, les contribuables, les travailleurs qui ainsi casquent deux fois.

Vous avez remarqué, c'est devenu une sale manie chez eux de nous faire casquer deux fois, pour des cacahuètes ou du vent, soins et médicaments, retraites, chômage, etc. vous cotisez et au moment où vous avez besoin de ce service, soit on vous réclame encore du fric, soit on vous dit que vous n'y avez pas le droit.

Le système capitaliste est devenu mafieux et ceux qui nous gouvernent nous rackettent littéralement, il serait peut-être temps de s'en débarrasser, non ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

Allemagne

Le personnel de la compagnie aérienne Lufthansa a entamé lundi un mouvement de grève pour faire pression sur la direction dans le cadre de négociations salariales tendues.

La grève, qui touche les aéroports de Francfort, le troisième d'Europe, Munich et Hambourg, a entraîné l'annulation de près de 1.700 vols.

La compagnie aérienne, qui a mis sur la table une hausse de 1,2% à partir d'octobre 2013, suivie d'une augmentation de 0,5% par an, redoute que ce débrayage ne lui coûte des dizaines de millions d'euros.

L'organisation syndicale Verdi, qui représente 33.000 membres du personnel de l'entreprise, a qualifié de "*scandaleuse*" l'offre de hausse de salaire faite par la direction.

Elle réclame une hausse de 5,2% pour le personnel navigant et les personnels au sol ainsi qu'un engagement de la compagnie de sauvegarder l'emploi. Reuters 22.04

Haut de page

Le 24 avril 2013

CAUSERIE

Détendons-nous un instant.

Mélenchon, c'est le printemps, tralala itou la saison des bourgeons est arrivée, Mélenchon, tralala itou les bouffons sont de sortie, youpi, farces et attrapes nigauds, youp là houp, pétards mouillés et autres attractions coloniales, c'est par là tralala itou...

A Rome aussi le caranaval est sur le point de se terminer, les masques tombent et ce n'est pas pour nous déplaire. Y voir plus clair, voilà ce que les masses ont absolument besoin. Certes, ils ont plus d'un masque à leur panoplie d'illusionniste, vous aurez remarqué qu'ils tiennent de moins en moins longtemps, on les aura à l'usure, on va s'y employer.

"Mon bon ami, toute théorie est grise, mais vert et florissant est l'arbre de la vie"

(Goethe, dans Faust, Méphistophélès provoque les doutes les plus noirs chez l'étudiant Vagner.)

Scléroser. Définition du Grand Robert : Se figer, ne plus évoluer. Dessécher (se), figer, immobiliser (s'). Encroûter (s'). Qui ne peut plus évoluer, qui n'évolue pas; qui n'est plus adapté aux exigences du temps.

Traduction pratique par le Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire dans l'éditorial du n°50 de sa publication «*Combattre pour le socialisme*» datée du 10 avril 2013 (groupe à ne pas confondre avec le CCI-T :

"*il faut imposer au PS, au PCF, aux dirigeants des organisations syndicales qu'ils rompent leur collaboration et leur soutien politique à ce gouvernement.*"

Je ne commenterai cet article, puisqu'ils ont décidé de ne pas le mettre en lecture libre sur Internet, on comprend pourquoi, des esprits mal avisés pourraient avoir l'idée d'en faire la critique.

Sans rire, en dessous du titre de leur publication, ils ont reproduit la formule de Lénine "*On ne peut pas aller de l'avant si l'ont d'aller au socialisme*", eux ils craignent la critique, il est vrai qu'avec une telle ligne politique on ne risque pas d'aller bien loin, on comprend.

Pourquoi le PS et le PCF devraient-ils "*rompre leur collaboration et leur soutien politique à ce gouvernement*", puisqu'ils prônent la même politique, puisque le gouvernement ne fait qu'appliquer le programme du PS? Idem pour les dirigeants des syndicats, qui parce qu'ils soutiennent et soutiendront jusqu'au bout le régime ne rompront jamais avec. La preuve, en participant au "*dialogue social*", tous, signataires et non signataires de l'accord scélérat du 11 janvier 2013, ont démontré que quelqu'en soit le contenu, ils y participeront, le cautionneront, le légitimeront.

Le seul enseignement qu'il aurait fallu en tirer n'était pas que les dirigeants pourris des appareils devraient rompre avec le gouvernement et le patronat, mais que parce qu'ils avaient fait la démonstration qu'ils en étaient incapables, il fallait en s'appuyant sur cette expérience engager le combat dans les syndicats dans la perspective, la nécessité de rompre avec le capitalisme que le gouvernement, le patronat et les appareils incarnent, ce n'est pas du tout la même chose, ainsi on respectait, on précisait aux militants et aux travailleurs la place et le rôle de chacun occupe, je dirais même que les deux lignes politiques sont opposées, incompatibles, elles définissent et poursuivent des objectifs différents et antinomiques.

La première consiste à cultiver des illusions dans le PS et le PCF, les appareils vendus des syndicats, le gouvernement, le régime, la seconde ne laisse place à aucune illusion, il n'y a pas d'autre alternative possible que s'organiser et engager le combat dans la perspective de la chute du capitalisme et le renversement du régime en place.

Il faut de l'audace et du courage pour soutenir la ligne politique révolutionnaire que nous proposons, il faut situer son combat politique dans la perspective du socialisme.

Le marxisme est une théorie. Cette théorie reposait sur au moins six facteurs, rapports et conclusions : le développement des forces productives et de la lutte des classe qui sont inséparables, les contradictions du capitalisme qui conduisent à son effondrement, les rapports sociaux de production qui constituent les fondements du capitalisme, basés sur l'inégalité entre la classe qui possède les moyens de production et celle qui ne possède que sa force de travail pour survivre, on pourrait ajouter que c'est par le biais de l'exploitation et de l'oppression de la classe des producteurs, du vol légal d'une partie de sa force de travail que la classe des capitalismes s'enrichit, enfin, le développement du capitalisme conduit à sa propre décomposition, putréfaction, à la barbarie ou au socialisme, à la libération des forces productives, à l'émancipation du règne de la nécessité.

Ces rapports n'ayant pas changé depuis le milieu du XIXe siècle, cette théorie demeure valable. Par contre les rapports à l'intérieur des classes ont subi de profondes transformations, ce qui nécessite d'en tenir compte pour définir notre tactique et notre stratégie, cette partie de la théorie devant forcément évoluer et s'adapter à ces transformations et non l'inverse. D'ailleurs je me demande même s'il est correcte de parler ici de théorie tant elle est appelée à connaître des modifications.

Théoriser ces rapports comme s'ils étaient figés, c'est le propre d'esprits sclérosés ou en panne d'imagination, alors que la réalité nous fournit quotidiennement les matériaux et les expériences nécessaires à l'élaboration de notre ligne politique, dont nous devons tirer aussi (ou surtout) des enseignements.

Nous aurons l'occasion d'y revenir sur le terrain pratique, par exemple lorsqu'il s'agira de se poser la question de savoir quelle attitude adoptée lors des élections municipales, nous verrons sans doute que nous serons amenés à modifier notre tactique, ce n'est pas certain, c'est possible, probable, tout va dépendre de l'évolution d'un certain nombre de facteurs dans les mois à venir, il se peut que nous soutenions un parti ou un mouvement, ni le Front de Gauche et ni le M'PEP, concernant les élections européennes la question est plus simple et réglée, nous avons pris position pour le boycott.

Nous ne confondons pas président de la République, député, sénateur, maire et député d'une institution supranationale européenne, de la même manière que nous évitons de faire un amalgame entre les dirigeants et les militants des syndicats et des partis, sauf dans certains cas s'agissant des partis, notamment le PS dont il est impossible d'ignorer qu'il s'agit d'un parti bourgeois ou capitaliste, idem pour ses satellites.

Les maîtres du monde peuvent tout se permettre ou presque.

La presse sud-coréenne a peu goûté la décontraction de Bill Gates, qui rencontrait lundi, à Séoul, la présidente Park Geun-Hye.

Veste ouverte, une main dans la poche, Bill Gates l'a joué décontracté. Les Sud-Coréens y ont vu une attitude particulièrement "*irrespectueuse*" dans un pays régi par d'impérieux codes de bienséance.

La photo du "*scandale*" s'étale ce mardi en Une de tous les quotidiens nationaux. L'Expansion.com 23.04

Est-il exagéré de les appeler les maîtres du monde ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ont parfaitement conscience du gigantesque pouvoir qu'ils ont acquis et que tous les gouvernants du vieux monde sont à leurs pieds, et que celui ou celle qui s'aviserait de les affronter pourrait terminer comme Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi, Patrice Lumumba, Mohammad Mossadegh ou encore Abraham Lincoln, John Fitzgerald Kennedy, Salvador Allende...

Mise en garde aux jeunes.

Fumer l'hortensia : le joint à la mode allemande - Le Nouvel Observateur

Contourner l'interdiction du cannabis en fumant des joints d'hortensias… C'est l'option adoptée par de plus en plus de jeunes Allemands, comme le révèle le journal "*Die Welt*" outre-Rhin.

Les autorités de Bavière font le même constat à chaque printemps : les hortensias des jardins publics sont saccagés. Les feuilles et les pétales de l'arbuste sont arrachés pour être séchés puis consommés sous forme de joints. La plante de bruyère provoquerait des effets hallucinogènes et euphorisants proche de celui de la THC contenue dans le chanvre.

Problème : l'expérience peut se révéler dangereuse, voire mortelle. "*Il est strictement déconseillé de fumer les parties aériennes séchées de cette plante*", explique Kurt Hostettmann, professeur de pharmacologie à Lausanne et à Genève qui s'exprime sur le site du journal suisse "*Le Matin*". "*Ses effets secondaires sont très néfastes pour la santé : troubles gastro-intestinaux, problèmes respiratoires, accélération du rythme cardiaque, étourdissements*".

Plus inquiétant encore, fumées en grande quantité, les substances contenues dans l'hortensia "*se transforment en acide cyanhydrique, plus connu sous le nom de Zyklon B, qu'utilisaient les nazis dans les chambres à gaz*", poursuit Kurt Hostettmann, ajoutant qu'elles peuvent entraîner "*une mort rapide par étouffement*". Le Nouvel Observateur 23.04

Si en politique vous n'êtes pas obligé d'emboîter le pas des opportunistes ou des démagogues professionnels, dans la vie quotidienne il est conseillé de faire preuve d'autant si ce n'est plus de discernement et de volonté pour ne pas tomber dans les nombreux pièges que leur société vous tend.

Fumer un stick ou un pétard léger de cannabis permet pendant quelques heures de faire abstraction des emmerdements de la quotidienne qui nous pourrissent la vie ou d'oublier l'absence de perspective dans leur société, de passer une bonne soirée et de se marrer un coup entre potes et copines, cela détend et permet de passer une bonne nuit ensuite, au-delà pas touche, danger, pas de poudre, pas de drogues de synthèse, c'est de la merde. Et si on n'a rien à fumer vaut mieux encore boire un coup, pas trop, pas à s'en rendre malade, juste pour être un peu gai, moins triste.

Je fume très modérément depuis 38 ans et je n'en suis pas mort, parce que j'ai su déjouer ces pièges. J'ai tout essayé quand j'étais jeune, pour voir, juste pour étudier l'effet des différentes drogues, à la façon d'un psychanalyste, je conseillerais à personne d'imiter cette expérience. J'ai beaucoup de potes qui y ont laissé leur peau. Depuis décembre je ne fume plus et je ne m'en porte pas plus mal, il m'est arrivé souvent d'arrêter pendant de longues périodes. Je me servais du cannabis comme stimulant intellectuel quand j'étais plus jeune, et aussi pour son effet euphorisant, devenu vieux il me sert dorénavant davantage de somnifère, cela va vous faire marrer mais c'est la vérité, depuis décembre je dors moins bien, je pense trop si je ne suis pas cassé je continue de penser pendant des heures et des heures, une vodka et un stick ridicule me suffisent à passer une bonne nuit. Et puis je clope deux fois moins quand je fume un stick, donc j'y trouve mon compte, surtout en regardant une vidéo de hard rock, dans ma tête j'ai toujours 20 ans, c'est le reste qui commence à avoir du mal à suivre.

Vous avouerez que je ne pose pas vraiment en donneur de leçons ici comme en politique d'ailleurs, je vous fais partager mes expériences et mes réflexions, ensuite chacun en fait ce qu'il en veut. Etre jeune hier, ce n'était pas franchement drôle quand on était issu du milieu ouvrier pauvre, depuis c'est encore pire, certains estimeront peut-être que les jeunes d'aujourd'hui bénéficient de davantage de liberté qu'autrefois, en réalité elle est virtuelle ou très superficielle en l'absence de toute perspective politique dans un monde dominé par l'idéologie néolibérale.

ACTUALITE EN TITRES

Les discours...

- En Europe, l'austérité perd de sa rigueur - Liberation.fr

Face à la crise qui dure, de plus en plus de voix s'élèvent pour remettre en cause le rythme trop rapide des politiques d'assainissement budgétaire. Liberation.fr

Ils n'y renonceront pas évidemment.

... et la réalité

- Espagne: nouvelles coupes budgétaires "*probables*" mais moindres qu'en 2012 - AFP

- Le gouvernement portugais veut baisser l'impôt sur les sociétés - Reuters

Lobbying. L'UE ou le porte-parole des chevaliers de la Table ronde des industriel (ERC).

- L'UE classe une enquête pour cartel sur l'eau en France - Reuters

- Les litiges reçus par le Médiateur de l'eau en nette hausse - L'Expansion.com -

Côté jardin

- Les Bourses européennes terminent en forte hausse - Reuters

Côté cour

- Chômeurs: Le record de 1997 pourrait tomber ce jeudi - 20minutes.fr

- Les embauches en CDI chutent de 6% au premier trimestre 2013 - L'Expansion.com

- HSBC supprime 1.149 emplois pour réduire ses coûts - Reuters

- BASF annonce 500 nouvelles suppressions d'emplois - Reuters

- Le patron de Spanghero annonce 160 suppressions d'emplois - 20minutes.fr

Appel à la délation. Tout un département mis à l'index.

- Maltraitance en Seine-Saint-Denis: "*Les enfants ont longtemps couvert leur père*" - L'Express.fr

Les chemise brunes sont de retour...

J'ai été un enfant battu, mon père passait ses nerfs sur moi en rentrant du boulot, même pendant les vacances mais moins régulièrement. Mes parents ont menacé de me placer dans un internat, plus tard ils ont brandi la menace de l'hôpital psychiatrique, et à 20 ans pile, ils ont profité que j'étais parti au service militaire (qui n'a duré que 12 jours, j'ai réussi à me faire réformer) pour donner ma chambre à ma soeur, au retour ils m'ont fait comprendre que je devais dégager, c'est ce que j'ai fait six mois plus tard pour me retrouver dans la misère la plus totale jusqu'à rester sans manger pendant trois jours.

Je n'ai jamais dénoncé les mauvais traitements que mes parents m'ont infligés et que je ne portais pas vraiment dans mon coeur. 20 ans plus tard mon père m'a dit ne rien regretter et que si c'était à refaire il recommencerait à me taper dessus, à mon retour d'Inde la première fois j'ai atterri chez eux malgré moi, cela a tenu huit jours, on a failli se battre mais mon père était déjà affaibli, le soir même sur les coups de 20h ils m'ont foutu dehors, j'avais juste osé lui tenir tête en défendant la jeunesse victime du sida, pour mon père, c'était mérité !

Je vous raconte des tranches de vie, comme cela personne ne pourra dire que je suis un foutu privilégié ou que je l'ai été un jour.

Intellectuels. Quand la fainéantise rend réactionnaire.

- Parents cancres et enfants tyrans : ce sujet de fond qu'aucune morale laïque ne permettra de traiter - Atlantico.fr

C'est forcément la faute des parents et des enfants, pas celle de la société décadente et décomposée à laquelle ces intellectuels collaborent et soutiennent.

Tartufferie

- Florange : la CGT et FO veulent porter plainte contre Mittal - L'Expansion.com

Les bienfaits de la croissance et de la concurrence.

- Philippines: malgré la croissance, la très grande pauvreté ne recule pas - AFP

- Optique : la concurrence s'accroît, les marges aussi - LeMonde.fr

Ils détiennent un nouveau record.

- Nombre record de détenus en avril dans les prisons françaises - LeMonde.fr

La voie tchétchène et kurde pour neutraliser la Russie et attaquer l'Iran

- Washington tergiverse face aux armes chimiques d'Assad - LeFigaro.fr

- Soupçons israéliens sur les armes chimiques en Syrie - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le PCF la cinquième roue du carrosse du régime.

En effet, «*c'est un fait politique*» que le PCF n'hésite pas à s'encanailler avec un parti (bourgeois) qui participe au gouvernement social-libéral-impérialiste, ouvertement contre-révolutionnaire, qui se déclare hostille à un "*coup de balai*" pour en finir avec la Ve République.

Ils étaient faits pour s'entendre après que P. Laurent eut déclaré le 5 avril dernier qu'il y était également hostile, en précisant que la tenue d'une Assemblée constituante ne nécessiterait même pas de dissoudre l'Assemblée nationale.

Mais pourquoi le PCF peut-il se droitiser ainsi ? Mais justement parce que simultanément il ferme les portes à toute issue politique à la crise du capitalisme, dès lors que ce qu'il considère comme un risque est écarté, ses dirigeants peuvent pour ainsi dire tout se permettre et afficher ouvertement qu'ils soutiennent le régime, et la boucle est bouclée.

- Pour la première fois depuis le retour de la gauche au pouvoir, écologistes et communistes se sont vus en tête à tête. Hier, durant près de deux heures au siège du PCF, place du Colonel-Fabien, une délégation d'Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) menée par son secrétaire national, Pascal Durand a échangé avec le chef des communistes, Pierre Laurent et ses camarades.

Des «*échanges sur le fond*», rapporte-t-on dans l'entourage de Durand. Le numéro 1 d'EE-LV a accordé un «*oui de principe*» à une participation de sa formation aux «assises pour une refondation sociale et démocratique», organisées par le Parti communiste le 16 juin à Paris. «*C'est un fait politique*, se félicite Olivier Dartigolles, porte-parole communiste. *C'est un élargissement de ceux qui veulent se retrouver et réfléchir.*»

En revanche, Pascal Durand a réaffirmé qu'Europe Ecologie-les Verts ne participerait pas à la «*marche pour la VIe République*» du Front de gauche, le 5 mai. «*Malgré les efforts faits par Pierre Laurent pour réorienter les mots d'ordre, on ne peut pas valider un registre de langage comme celui du "coup de balai"*», assure un proche de Durand. Liberation.fr 23.04

Nous appelons les militants et les travailleurs à participer à cette journée de mobilisation sur le thème : faisons table rase du passé, finissons-en avec la totalité des institutions de la Ve République, avec le régime en place, place au socialisme, à la République sociale débarrassée du capitalisme, de l'UE, de l'euro et de l'ONU !

Ce n'est pas vraiment le programme du Front de gauche, de leur VIe République, disons que ce serait un vrai "*coup de balai*", à la Lénine !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le gouvernement portugais prévoit de réduire "*nettement*" les taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises, a déclaré mardi le ministre de l'Economie, Alvaro Santo Pereira.

Il a également promis que la banque publique CGD débloquerait un milliard d'euros de financements supplémentaires cette année et 2,5 milliards l'an prochain. Par la suite, le gouvernement entend créer une véritable banque de développement dont le financement des PME exportatrices sera l'une des missions premières, a-t-il dit.

"*Nous voulons plus d'investissement et le principal instrument pour y arriver, c'est la réforme de l'impôt sur les sociétés que nous entendons mettre en oeuvre par le biais d'une baisse importante des taux d'imposition, pour rendre l'investissement plus attractif*", a dit Alvaro Santos Pereira.

Le taux de l'impôt sur les sociétés au Portugal est actuellement de 24%.

"*Même si elle est importante, la baisse de l'impôt devra être progressive car nous n'avons pas les moyens d'appliquer une baisse très rapide*", a précisé le ministre de l'Economie.

Il avait auparavant dit souhaiter ramener le taux de l'impôt sur les sociétés à 10% environ pour les entreprises engageant des investissements productifs.

Une telle baisse ferait de l'IS portugais l'un des plus bas d'Europe. Mais elle devrait être au préalable approuvée par Bruxelles, or le sujet est sensible, l'Union s'efforçant d'éviter le "*dumping fiscal*" entre ses pays membres.

Le plan du gouvernement portugais, a expliqué Alvaro Santos Pereira, devrait permettre de porter la part des exportations dans le produit intérieur brut (PIB) à 50% d'ici 202, contre environ 40% cette année.

En dépit la crise, les exportations portugaises ont augmenté ces deux dernières années, ce qui en fait l'un des rares soutiens à l'activité économique.

La croissance potentielle annuelle du PIB devrait atteindre 2% en 2020 contre 0,7% en moyenne sur la période 2000-2010. Cette année, le PIB devrait reculer de 2,3% après une chute de 3,2% l'an dernier. Reuters 23.04

Au moins cet article a le mérite de dire clairement en quoi consiste vraiment ce qu'ils entendent par "*croissance* : la diminution du coût du travail couplée à la diminution de l'impôt sur les sociétés qui leur permet d'être plus compétitives sur le marché mondial, au détriment évidemment de celles où les salaires et l'imposition sur les bénéfices sont plus élevés, ce qui permet d'augmenter la plus-value sans forcément augmenter le taux de profit, du moment qu'ils empochent des profits peu importe le reste, chaque chose en son temps.

2- Grèce

Anniversaire de la junte en Grèce : ”Si vous connaissiez l’histoire, jamais vous ne la laisseriez se répéter”

Suite à la publication, le jour de l’anniversaire du coup d'Etat du 21 avril 1967, d’un sondage stipulant que 30% des interrogés regretteraient la dictature, beaucoup d’internautes ont pris l’initiative de raconter les injustices commises sous le régime dictatorial et préviennent du danger des amalgames dans cette période de crise.

Dans la nuit du 21 Avril 1967 , les chars des putschistes occupent les quatre cibles principales du centre d'Athènes : le Palais Royal, l'Assemblée, la Radio et la Centrale téléphonique. Le Roi, qui officiellement n'était pas au courant, promulgue un décret diffusé à l'aube à la radio, installant l’État de siège, suspendant les garanties constitutionnelles et créant des tribunaux spéciaux.

Le coup d'État par la Junte militaire réussira et se prolongera pendant les sept années suivantes.

À l'occasion de l'anniversaire du début de la dictature, le quotidien Elefthérotypia a publié une enquête téléphonique réalisée par l'Institut Métron Analysis avec comme question : « *Est ce que les choses étaient mieux sous la dictature ?* ». Les résultats du sondage sont plutôt inquiétants : 30% des personnes interrogées jugeraient que la situation était meilleure sous la dictature. Les nostalgiques seraient répartis sur l'échiquier politique grec avec cependant des pourcentages plus faibles à gauche et au centre. Ainsi 71% des électeurs de SY.RI.Z.A auraient répondu de façon négative à la question alors que les résultats pour les partisans de la majorité Nea Demokratia sont plus mitigés puisque 46% regretteraient le régime dictatorial.

Les résultats de l'enquête nous apprennent aussi que 59% des interrogés seraient d'avis que la sécurité était meilleure sous la dictature et 24% estimeraient que le pays avait une meilleure image à l'international.

Cependant, suite à la publication de cette analyse, des réactions négatives se sont faites entendre. Ainsi des voix remettant en cause la fiabilité et la validité de cette recherche se sont élevées. En effet la question peut être jugée trompeuse et cela revient au débat sur l'honnêteté des sondages d'opinion ou dans la plupart des cas (et notamment dans celui ci) le sondé n'a le choix qu'entre deux réponses : oui ou non, face à une question formulée de façon simpliste et nuancée.

Au-delà des doutes sur la méthodologie utilisée, beaucoup soulèvent également le fait que ce genre de sondage risque d'aider à la progression de l'extrême droite. Il est vrai que la crise économique, la montée en puissance du parti néonazi Aube Dorée et les critiques contre un régime corrompu ont fait de l'anniversaire de la dictature une actualité brûlante. Il est vrai aussi que l'on peut voir dans cette enquête le résultat d'une colère qui est certes inévitable mais qui est toutefois mélangée à de l'ignorance - notamment le mythe croissant qu'il n'y avait pas de corruption sous la dictature - et de l'opportunisme.

En effet, il est dangereux, surtout dans les périodes de crise, d'aller chercher de l'espoir dans les moments les plus sombres de l'histoire. À cet égard, il faut également souligner l'initiative de beaucoup d'internautes qui ont mis en place sur les réseaux sociaux Twitter et Facebook la plate-forme « *écouter une histoire*» pour relater et surtout rappeler ce que certains ont vécu sous la dictature. Beaucoup ont partagé cette devise: « Si vous connaissiez l'histoire, jamais vous ne la laisseriez se répéter ».

Ainsi, il était possible de lire ces types de messages : "*Je me suis rendu deux fois en Grèce durant la junte. Ce n'était certainement pas mieux. Aucune des personnes que j'avais rencontrée n'aimait vivre dans un état policier*". Certains disent "*sous la dictature, nous avions la sécurité.*" Ouais, c'est ça. Sauf si vous vous opposiez à eux, "*Mon parrain a passé 5 ans en prison à cause de la junte. Demande lui comment c'était la torture*." ou "*Mes parents ont dû quitter la Grèce avec seulement leurs vêtements sur le dos à cause de la junte*".

L'objectif officiel de la junte, dont on ne sait pas trop si elle a été imposée par des forces extérieures dans un contexte de Guerre froide, était de « *garantir la paix sociale dans le pays* ». La dictature, c'était d'abord la liquidation complète de toute la vie politique habituelle, l'interdiction de quelque trois cents groupements et associations, le pouvoir que le nouveau régime s'est arrogé de prendre n'importe quelle décision en tout domaine, qu'il s'agisse de l'arrestation d'un indésirable ou de la suspension d'un fonctionnaire, d'un règlement sur les transports publics ou d'une révision de la Constitution. Cette « *sécurité* » que certains regrettent signifiait l'exil, l'emprisonnement, la persécution, la disparition de la carte des vues opposées. D'ailleurs pour le seul tribunal militaire d'Athènes, on estime à environ deux cents le nombre de personnes condamnées pour délits contre l'État pour la simple période Avril-Novembre 1967.

A cela s'ajoute une presse contrôlée et censurée : en effet l'Article 14 de la Constitution grecque qui protégeait la liberté de penser et la liberté de presse a été immédiatement supprimée. Finalement pour citer l'un des militaires instigateurs du coup d'État, Stylianos Pattakos : « *La petite peur est nécessaire. Elle fait du bien aux gens* ». Il est également intéressant de rappeler que le dernier des colonels de la junte militaire, Nikolaos Dertilis, mort en janvier 2013, était condamné à prison à vie pour ses actes commis et surtout pour avoir assassiné un étudiant lors de la répression sanglante d'un soulèvement à l'Institut polytechnique d'Athènes en 1967 et bien que la loi lui permettait de demander la grâce et de se repentir, il ne l'a jamais fait.

Durant la campagne électorale, le chef du parti néonazi Aube dorée Nikos Michaloliakos vantait la dictature militaire du pays, dans un discours à Aspropyrgos, près d'Athènes, le 7 Juin 2012. OkeaNews 23.04

Je leur ai écrit pour leur dire que c'était ce qui leur pendait au nez s'ils n'orientaient pas leur combat contre les institutions, l'armée et la police qui fricotent avec l'extrême droite en fait partie, en vain, ils n'ont finalement tiré aucune leçon du passé, ils comptent sur Syriza pour s'en sortir, ce qui précipitera le retour de la dictature...

SOCIAL

France

1- Précarité généralisée.

Les déclarations d'embauche en contrat à durée indéterminée (CDI) au premier trimestre 2013 ont chuté de 6% par rapport au trimestre précédent et de 12,7% sur un an, selon des données publiées mercredi par l'Acoss, la caisse nationale des Urssaf.

Le recul est davantage marqué dans les entreprises de 20 salariés ou plus (-4,7% sur le trimestre, -9,4% sur un an), plus modéré dans les très petites entreprises (-1,4% et -4,2%).

Les embauches de plus d'un mois diminuent sur un an dans la quasi-totalité des régions (sauf Guadeloupe, Guyane et Corse).

Sur un an, le repli concerne pour le cinquième trimestre consécutif tous les grands secteurs d'activité: -9,9% dans l'industrie, -7,5% dans le BTP et -7% dans le tertiaire.

En revanche, les embauches en contrats à durée déterminée (CDD) de moins d'un mois progressent légèrement (+0,9% sur le trimestre, +6,9% sur un an).

Au total, 5,3 millions d'embauches (hors intérim) ont été déclarées auprès des Urssaf au cours du premier trimestre, dont 13,5% en CDI, 18% en CDD supérieurs à 1 mois et 68,5% en CDD de moins d'1 mois. AFP 23.04

Le CDD de moins d'1 mois, c'est le travailleur exploitable et jetable, non ? Voilà la nouvelle norme du travail en régime capitaliste. Gageons que Sapin y voie un "*progrès social*".

2- La pauvreté gagne du terrain.

Le niveau de vie des Français a stagné ou baissé en 2010, mais cette tendance masque une réalité contrastée: les plus modestes ont été particulièrement touchés par la crise, alors que les 5% les plus riches ont tiré leur épingle du jeu, souligne une étude de l'Insee.

Mais si presque tous les Français sont concernés par cette baisse, elle est plus sensible dans le bas que dans le haut de l'échelle de revenus, précise l'Insee. Ainsi, la diminution oscille entre 1,3 et 1,6% pour les 30% les plus pauvres, mais est limitée à 0,3% pour les 10% les plus riches.

Seules les catégories les plus aisées ont échappé à la stagnation ou à la baisse de leur niveau de vie. Ainsi, le niveau de vie des 5% les mieux lotis est reparti à hausse en 2010 (+1,3%) après avoir quasiment stagné en 2009 (+0,2%). Et les revenus des 1% des personnes les plus aisées ont augmenté plus fortement encore.

Conséquence de cet écart, la plupart des indicateurs d'inégalité ont progressé en 2010, ainsi que le taux de pauvreté monétaire, qui a atteint 14,1% de la population (en hausse de 0,6 point par rapport à 2009), rappelle l'Insee. Cela signifie qu'en un an, environ 440.000 personnes supplémentaires sont tombées sous le seuil de pauvreté.

La hausse a particulièrement touché les familles, avec 2,7 millions d'enfants pauvres et un taux de pauvreté des moins de 18 ans de 19,6% en 2010.

"*Depuis le début de la crise, en 2008, le niveau de vie a augmenté pour les Français situés dans la moitié supérieure de l'échelle des revenus alors qu'il a diminué pour les autres*", a résumé Jérôme Accardo, chef du département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages, en conférence de presse.

Avec un taux de pauvreté de 10,4% en 2009 (dernier chiffre disponible), les personnes âgées restent en moyenne moins touchées par la pauvreté que les personnes d'âge actif, souligne aussi l'Insee. Mais la pauvreté des seniors reste concentrée et s'est même accrue chez les femmes de plus de 75 ans, souvent veuves et qui, sur les générations concernées, ont peu travaillé et donc moins cotisé pour leur retraite. AFP 23.04

Les pauvres n'intéressent que les curés des différentes religions et autres associations spécialisées dans la vente de miracles ou mirages à consommer sur place, car après il est trop tard ou il n'en reste plus rien.

Haut de page

Le 25 avril 2013

CAUSERIE

Aujourd'hui il y a plus d'articles de presse en ligne, cela dépend de l'actualité sur Internet.

Un masque, cela se recycle.

Décadence et régression. "***mariage pour tous***" ce sera oui, "***amnistie sociale***", ce sera non.

Je proposerai comme buste de Marianne pour réparer une injustice qui a duré depuis trop longtemps celui de Delanoë, sérieusement, pourquoi pas, il faut assumer jusqu'au bout maintenant.

Il est dit qu'au XXIe siècle l'émancipation de l'exploitation demeurera la dernière forme d'oppression dont finalement toute les bonnes consciences féministes, homophiles, écologistes, ouvriéristes et tiers-mondistes, humanistes de salon s'accommodent.

Pour la première fois dans l'histoire de la civilisation humaine, le premier acte par lequel l'homme devient producteur (Engels) a été piétiné au profit de son statut d'esclave des marchés financiers qui dictent dorénavant son mode de vie, de vulgaire consommateur de marchandises, de biens et services au rang duquel sa nature figure et a été abaissée. Procréation in vitro et mère porteuse. Ils avaient déjà poussé la monstruosité jusqu'à déposséder la mère de l'enfant qu'elle allait mettre au monde au profit d'une autre femme. Ainsi les travailleurs se retrouveront spoliés non seulement du produit de leur travail mais aussi de leur progéniture, ils auront tout perdu, jusqu'au fruit de leur semence mâle et femelle. Au vol de leur force de travail vient s'ajouter maintenant le kidnapping institutionnel, légal de leur enfant dans le cadre d'une opération tarifée ou qui fait très souvent l'objet d'un marchandage commercial.

L'adoption du mariage homosexuel a été initié par sept monarchies dégénérées en Europe, du coup on se demande comment des formations politiques dites de gauche ou d'extrême gauche, révolutionnaires, marxistes ou trotskistes ont-elles pu soutenir un tel projet porté par un gouvernement social-libéral-réactionnaire, alors que les monarchies sont réputées pour leur puritanisme maladif, leur pudibonderie archaïque, leur libertinage étant le pendant pour le reste de la société de leur morale liberticide.

Quant à l'alliance de la droite officielle et de l'extrême droite contre ce projet, il est le produit des contradictions qui assaillent les rangs des représentants du capitalisme que les tenants du néolibéralisme de l'autre côté de l'Atlantique peinent à gagner à leur projet de nouvel ordre mondial basé sur la destruction de la famille, des valeurs et principes que les religions ou les philosophies avaient adoptés jusqu'à présent et que le capitalisme avait récupéré pour conforter sa domination de classe au cours de son ascension.

Ce n'est certainement pas un hasard non plus si ces sept pays font aussi partie de ceux qui ont poussé le plus loin le dialogue social, le corporatisme, frayer à une autre époque avec le fascisme ou on mis en oeuvre les politiques d'austérité les plus violentes en Europe, à l'exception de la Grèce. J'ai omis jusqu'à présent le Portugal qui depuis le moyen-âge jusqu'à la chute de la dictature de Salazar n'a fait qu'imiter ou subir l'influence de son voisin monarchiste espagnol.

Les moeurs débridés de l'aristocratie et de la bourgeoise sont devenus tendance, ils font la une des tabloïds à scandales, people, jet-set, branché, camé, voilà le modèle, l'idéal, baignant dans la luxure, excentrique, gavé des plaisirs de la vie à en vomir, extraverti, perverse, dépravé, rongé par la cupidité, la vanité, la haine, froid, calculateur, cynique, superficiel, insignifiant, médiocre, leur opinion a plus de valeur que la vôtre, on ne vous la demande pas d'ailleurs ou on la piétine.

A l'autre bout de la chaîne on trouve leur pendant misérabiliste, populiste, communautariste, ouvriériste, tiers-mondiste, droit de l'hommiste collaborationniste, trade-unioniste, fataliste, impuissant, finalement ils se côtoient, se chevauchent mais parviennent à se multiplier, la science a fait des progrès, ils leur tiennent la chandelle en priant qu'elle ne s'éteigne pas, ils risqueraient de se perdre. Ils en sont fiers, leur amour-propre en dépend, il y ont mis tout leur talent et le revendique, c'est le nouvel engagement militant au nom du progrès social, de l'humanisme, du socialisme, du communisme, du trotskisme, qu'il nous soit permis de ne pas leur ressembler.

Un monde merveilleux, effrayant en vérité.

Parole d'internaute

1- "*D'après l'INSEE 1 franc 1972 = 0,89935 euros 2010. Donc le smic à 1000 francs de 1972 équivaut à un peu plus de 900 euros maintenant et pas 1800 euros. Le pouvoir d'achat des Français n'a pas baisser dans les années 80 et 90 mais la création de nouvelles dépenses (télécom, internet, électronique, ...) et l'obsession de la pierre des Français ont augmentés les dépenses contraintes. Pendant longtemps l'état français a emprunté pour soutenir artificiellement le pouvoir d'achat, maintenant il ne peut plus et pour certains Français le réveil est dur...*"

Pour les capitalistes aussi, ils ont de quoi s'inquiéter, car les travailleurs n'entendent pas se passer des nouveaux besoins qui ont été créés au cours des dernières décennie ou voir leur niveau de vie baisser...

2- "*Regarder le document de la DGCCRF "Evolution des dépenses contraintes et de " la relation client " sectorielle" datant de décembre 2011. La part des dépenses contraintes dans la consommation totale est passée de 15.1% en 1959 à 33.1% en 2010. La part uniquement lié au logement est passé de moins de 10% en 1959 à plus de 20% en 2010.*"

Le commentaire précédent est valable aussi ici.

3- "*Le tout est de savoir si cette étude tiens compte de la défiscalisations des heures supplémentaires qui a touché plusieurs millions de personnes dans les salaires médians. Il faut aussi pendre en compte, le fait que les entreprises ont beaucoup restructuré et qu'elles ont augmenté de façon importante les objectifs individuels et donc certaines parties variables, avec des contreparties non négligeables, en terme d'investissement personnel. Travailler 50H/semaine au lieu de 35, a sans doute permit à certains de gagner plus, mais à quel prix ?*

Cette façon de procéder permet aux entreprises, d'augmenter leur profits, sans augmenter pour autant leur masse salariale, au grand bonheur des actionnaires. Comme quoi il n'est nul besoin d'augmenter vraiment la productivité, dans une période ou il est difficile d'écouler les stocks, il suffit de jouer sur la motivation des employés à ne pas se faire licencier, pour non atteinte des objectifs. La carotte certes, mais ils n'oublient pas pour autant le bâton. Ce sont sans doute des critères qui ont échappé à l'analyse finale de cette étude. Mais ce sont ces finesses qui font précisément toute la différence et qui peuvent aussi, autant que celles décrites, expliquer les écarts. Bienvenue dans le privé."

4- "*Tous les constructeurs automobiles de petite et moyenne gammes voient leur production chuter (y compris les japonais), mais Jaguar a augmenté ses ventes de 22% !!! C'est une preuve que les plus riches deviennent encore plus riches, alors que 95% à 97% de la population se serre de plus en plus la ceinture.*"

Depuis l'accord scélérat du 11 janvier 2013, ils appellent cela une ceinture de sécurité !

5- "*Le PIB représente 2000 milliards d'euros annuel ! Le budget global des dépenses de l'État est de 390 milliards d'euros annuel ! Soit 20,00 % du PIB et pas 56.9 % ! La France est déjà en sous-effectif en fonctionnaires pour assurer correctement les services publics à proportion de la population ! Vos commentaires sont incohérents ! Baisser les pensions et les allocations ferait encore plus de pauvre gens ! Il faut relancer l'économie en injectant massivement de l'argent pour investir dans la recherche, lancer des grands chantiers écologiques! lancer un vaste programme de rénovation des logements.*

Alors vous allez me dire qu'il faut de l'argent pour faire tout cela ! mais de l'argent il y en a en masse ! celui qui a été volé à l'état depuis 30 ans et qui est planqué dans les paradis fiscaux ! Les sommes sont tellement considérables que si l'État avait cet argent dans ses caisses la sécu serait à l'équilibre ! Les caisses de retraite seraient pleines à craquer ! Les investissements pour l'industrie seraient au top ! Les BTP auraient des carnets de commandes à perte de vue ! L'État est le 1er investisseur dans le pays il n'est pas responsable comme vous le dite ! ce sont les sommes gigantesque des évadés dans les paradis fiscaux qui sont les responsables de ce désastre Vous faites une mauvaise analyse des situations et désigné l'état comme responsable alors que son budget primaire est à l'équilibre depuis 30 ans !"

ACTUALITE EN TITRES

Charrettes

- IBM envisage la suppression de plus de 1.200 postes en France - AFP

Le géant américain de l'informatique IBM envisage de supprimer "*plus de 1.200 postes*" sur les 9.700 que compte le groupe en France, a-t-on appris mercredi de sources syndicales, à l'issue d'un comité central d'entreprise.

Une de mes soeurs travaille chez IBM...

- Le Printemps reconverti en centre commercial de luxe, 226 emplois menacés - AFP

Inutile, dans votre milieu c'est déjà fait !

- Et maintenant, légalisons la polygamie! - Slate.fr

Enfin des bonnes nouvelles.

- Bankia annonce un bénéfice trimestriel après une perte record - Reuters

Ils ont nationalisé Bankia histoire de faire payer ses dettes aux contribuables, et une fois redevenue rentable grâce à l'argent public, ils la privatiseront à nouveau.

- Ford augmente son bénéfice de 15% malgré de nouvelles pertes en Europe - AFP

Question stupide.

- Plaidoyer pour l'union nationale - LePoint.fr

L'union nationale est-elle une idée stupide ? Quand un pays se trouve, comme le nôtre aujourd'hui, devant un mur de problèmes à résoudre, elle apparaît logique. Mais, comme chacun sait, logique n'est pas nécessairement français. LePoint.fr 24.04

Mettre tous ses oeufs dans le même panier présente des risques, tout dépend du contexte. On notera que l'union nationale de droite ou sa version de gauche, le Front populaire, se termine toujours par le retour en force du parti de l'ordre ou pire, la mise en place d'une dictature militaire.

Que cela ne tienne, la réaction se sent pousser des ailes

La véritable nature du capitalisme s'expose.

- La crise appauvrit les plus pauvres, quand les plus riches s'enrichissent - Liberation.fr

La faute à qui : mais aux travailleurs les mieux lotis pardi...

- Les salaires en France sont-ils trop élevés? - L'Expansion.com

Acceptez donc des sacrifices, chantage à l'emploi.

- Les salaires n'ont pas fléchi en France avec la crise, un risque pour l'emploi - AFP

- Les ventes de PSA chutent encore, la flexibilité s'impose - Reuters

Sans parler de cette armée de fainéants...

- Chômage: une indemnisation allongée ralentit le retour à l'emploi - AFP

- Le surcoût des intermittents - LePoint.fr

Pendant que la précarité se généralise...

- Recul des embauches de plus d'un mois en mars et au 1er trimestre - Reuters

Les négriers sont à pied d'oeuvre

- Sur fond de crise, le Sénat braque les projecteurs sur l'immigration utile - AFP -

En Espagne ils ne sont pas en reste.

- Retraite : l'Espagne envisage de repousser l'âge de départ au-delà de 67 ans - LeParisien.fr

Le gouvernement du Medef, suite.

- Transition énergétique: Le Medef veut ouvrir le débat sur le gaz de schiste - 20minutes.fr

La culture des illusions gravée dans la pierre.

- Florange: une stèle en mémoire de la "*trahison*" de Hollande - AFP

- «*Viens boire l'apéro à l'Elysée*»: Hollande a-t-il trahi sa promesse? - Slate.fr

- Le gouvernement est contre l'amnistie sociale - L'Expansion.com

Pour trahir un principe ou une idée, il faut auparavant avoir prouvé qu'on l'avait adoptée, qu'on en était digne, que la crédibilité d'un tel engagement ne reposait pas sur des paroles sans lendemain mais bien sur des actes. Or, il se trouve que Hollande et le PS se sont employés à prouver qu'ils en étaient totalement incapables, socialiste version réformiste bourgeois en parole en période électorale, antisocial, impérialiste et réactionnaire en acte une fois aux commandes de l'Etat ou chaque fois que les intérêts supérieurs de la classe des exploiteurs le commandaient depuis 99 ans s'agissant du PS.

Une telle détermination sans faille, une telle constance à soutenir l'ordre établi aurait dû suffir à classer le PS dans le camp des ennemis du socialisme et des travailleurs pour ne jamais remettre leur destin entre les mains de ce parti réactionnaire.

- Amnistie sociale, loi sur l'emploi : le Front de gauche dénonce un "*changement de cap*" - LePoint.fr

Qu'est-ce que cela signifie, de quelle manière le Front de gauche soutient-il le régime en place et s'emploie-t-il à interdire aux travailleurs d'entrevoir la moindre issue politique à la crise du capitalisme ?

On pourrait ajouter à l'argumentation précédente, qu'il s'agit ici de faire croire aux travailleurs que le PS et ses satellites ne seraient pas foncièrement réactionnaires, et que pour cette raison ils seraient capables d'évoluer, de se réformer, c'est à la mode, même que le capitalisme, la finance, les banques en seraient capables, l'UE, la BCE et l'ONU aussi, finalement les partis politiques ne seraient plus les représentants d'une classe sociale en particulier, leur nature sociale aurait un fond idéologique à géométrie variable en fonction du cours de la lutte des classes, ce qui n'est totalement pas faux dans certaines limites, ce qui l'est en revanche c'est qu'ils pourraient rompre avec l'idéologie qui les structure, qui en est leur marque de fabrique en quelque sorte, lorsqu'ils ont adopté l'idéologie bourgeoise aucun retour en arrière n'est possible, pourquoi, parce que c'est le résultat d'un processus ou d'une adhésion consciente, c'est consciemment qu'ils abandonnent l'idéologie à laquelle ils avaient adhéré précédemment et qu'ils combattent désormais, ils vont se reconstruire sur ces cendres, or on ne renaît jamais de ses cendres.

Ces gens-là font feu d'absolument tout bois, ils se foutent totalement d'une expérience qui ne date pas plus loin qu'hier, pour eux c'est comme s'il ne s'était absolument rien passé, il faut l'entendre pour le croire tellement c'est incroyable, nous cela nous choque particulièrement parce que nous tirons une leçon de chaque expérience pour la suite de notre combat ou de notre vie tout simplement :

- "*Les formations de gauche doivent se rencontrer maintenant, il faut une rencontre entre la direction du PS et celle du PCF. Le parti socialiste doit nous dire dans quel chemin il veut s'engager maintenant*", a dit la présidente du groupe communiste du Sénat (CRC) Eliane Assassi. "*Ce que retiennent les gens c'est que ce gouvernement n'est pas celui pour lequel ils ont voté*", a-t-elle conclu. AFP 24.04

En famille, à gauche évidemment. Le PS étant tellement ouvertement à droite, que n'importe quel militant un tant soit peu honnête en déduira que pour être un allié de ce parti, il faut être soit de droite soi-même, je parle de leur parti, soit au minimum soutenir le régime, ce n'est pas possible autrement.

Rencontrer la direction du PS, rencontrer Hollande, mais c'est comme si on demandait à rencontrer le pape ou je ne sais pas, Barroso, Bush, Rockefeller, c'est de la démence pure.

Cela vous fera penser à la causerie d'hier.

Le "*chemin du PS*", il n'en connaît qu'un seul : celui de la réaction !

Vous n'êtes pas capable de développer une ligne politique indépendamment du PS, vous en avez besoin pour aller faire pipi, il faut absolument qu'il vous accompagne, même devenu un grand garçon ou une grande fille, la distinction est devenue inutile excusez-moi, vous ne pouvez pas vous en passer, c'est pire que la cocaïne des traders dites-nous ? Et vous voudriez qu'on vous suive, c'est une plaisanterie n'est-ce pas, vous n'êtes pas encore au courant que le carnaval est terminé, qu'on ne marchera plus jamais dans cette combine pourrie, gravez-vous cela dans la tête, cela s'adresse à tous ceux qui s'adressent aux dirigeants du PS ou à Hollande.

Commentaire d'un internaute à la suite d'un autre article mais qui est adapté à celui-ci :

- "*La France est majoritairement à droite quoiqu'on en dise : l'arrivée de la gauche n'est due qu'au système électoral.*"

Les "*gens*", les couches (en général) qui ont voté PS en juin 2012 ont une conception tellement déformée ou si éloignée du socialisme, que ce serait commettre une falsification que les cataloguer à gauche, elles ont voté PS uniquement parce qu'elles estimaient que le PS serait plus à même de préserver leurs privilèges. Si demain elles estimaient que l'UMP ou l'UDI était le mieux placé pour remplir cette fonction, elles voteraient majoritairement pour ces partis.

La blague financière du jour

- Une charge de restructuration plombe le profit de Barclays - Reuters

Cela lui évite de distribuer des dividendes aux actionnaires et de payer moins ou pas d'impôt. Et si ce plan de restructuration correspond à des licenciements, cela revient à le faire supporter aux contribuables, à ceux notamment qui seront virés, elle n'est pas belle la vie à Wall Street !

Le visage mercantile et hideux du capitalisme.

- Madrid vend le nom de sa plus célèbre station de métro à Vodafone - L'Expansion.com

- Un homme en Inde vend son petit-fils sur Facebook - L'Expansion.com

Ces morts innocents qui passeront inaperçus de la propagande officielle.

- Irak: 128 morts en deux jours, des combattants prennent une ville - AFP

- Bangladesh: au moins 124 morts dans l'effondrement d'un immeuble - AFP

- Afghanistan: treize morts et des dizaines de blessés dans un séisme - AFP

- Cinq morts dans une fusillade dans l'Etat de l'Illinois - Reuters

Propagande. Ah bon, ce n'était qu'une rumeur, une cynique farce !

- Les USA n'ont pas conclu à l'usage d'armes chimiques par Damas - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Il n'y a que la vérité qui blesse !

- Tollé autour du "*mur des cons*" du Syndicat de la magistrature AFP -

- «*Mur des cons*» : malaise dans la classe politique LeFigaro.fr

Qu'ils soient de gauche, de droite ou du centre, l'ensemble des cadres politiques se disent choqués par le «*mur des cons*». Certains craignent de se voir ainsi désignés à la vindicte des magistrats et s'inquiètent pour l'indépendance de la justice. LeFigaro.fr 24.04

S'ils se sentent tous concernés, c'est qu'ils doivent vraiment l'être !

Il faut savoir que ce "*mur des cons*" se situe dans un local syndical et non dans le palais de justice à la vue du public.

- Christiane Taubira, interpellée à l'Assemblée (Atlantico a opportunément rappelé que la ministre avait ouvert le congrès du SM en novembre), a estimé que «*les personnes qui se trouvent sur ce panneau sont fondées à déposer plainte*». Pour Luc Chatel (épinglé parmi les «*cons*»), il s'agit «*d'une remise en cause de l'impartialité de la justice*». Mais ce mur se situe dans un local syndical, pas dans un palais de justice. Robert Ménard (estampillé «*con*»), ex-président de Reporters sans frontière, a annoncé

qu'il portera plainte pour injures. libération.fr 24.04

Dans le cas de Ménard, c'est encore un compliment ! Si tous les cons portent plainte en France, il va falloir créer des dizaines de milliers de tribunaux pour enregistrer leurs plaintes ! La ministre de l'injustice qui les soutient aura le droit de d'inscrire sur la liste.

Au lieu d'un mur, c'est un pyramide géante qu'il va falloir construire pour tous les inscrire, ceux qui n'y figureraient pas pourraient se sentir vexés !

Con. Définition du Grand Robert. Imbécile, idiot, se conduire d'une manière absurde.

Aux Etats-Unis, la juge Marianne B. Bowler qui a inculpé Djokhar Tsarnaev pour les attentats de Boston, le 22 avril 2013, a décrété que les cocottes-minute appartenaient au registre des armes de "*destruction massive*", selon le New Yok Times.

En France, employer la formule populaire d'imbécile ou d'idiot, con, fera-t-il l'objet de poursuite pour injure, alors qu'il n'est pas possible de porter plainte contre ces falsificateurs de la réalité, ces révisionnistes sans frontière ?

L'autre définition de con qu'il aurait été possible de se prévaloir à leur encontre ne pourra même plus les choquer : pubis de la femme puisque celle-ci a officiellement disparu hier, au même titre que l'homme, sans doute un connard.

La réaction passe à l'offensive tout azimut contre la classe ouvrière.

Qu'est-ce qui l'encourage à afficher ouvertement la couleur, sinon Hollande et son gouvernement qu'ils savent gagnés à leur cause.

La sécurisation du capitalisme a été adoptée.

L'Assemblée nationale a adopté mercredi soir l'ultime version du projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, vivement combattu par le Front de gauche mais soutenu par les centristes, qui ne sera soumis au Sénat que le 14 mai.

Le texte, sur lequel s'étaient mis d'accord mardi les représentants des députés et sénateurs réunis en Commission mixte paritaire (CMP), a été adopté par 141 voix pour, 16 contre et 44 abstentions. AFP 24.04

Il faut rétablir le travail forcé ou STO

Allonger la durée de l'Assurance chômage ralentit le retour à l'emploi sans améliorer la qualité de l'emploi retrouvé, affirme une étude de l'Institut des politiques publiques obtenue mercredi par l'AFP.

Cette enquête, la première menée en France selon l'Institut, évalue les effets tant potentiellement négatifs d'une allocation plus généreuse (dépréciation des compétences, baisse des efforts pour rechercher un emploi) que positifs (incitation à n'accepter que des emplois stables ou bien payés).

Confirmant des observations menées dans d'autres pays, cette étude apporte des arguments aux partisans du retour à une indemnisation dégressive, alors que les règles d'indemnisation des chômeurs doivent être renégociées par le patronat et les syndicats en septembre.

L'enquête conclut en effet à une diminution de 28% du taux de sortie du chômage lorsque la durée d'indemnisation est de 15 mois au lieu de 7 mois. Cet impact équivaut à deux mois et demi de plus de chômage. AFP 24.04

Leur idée est de réduire la durée d'indemnisation des chômeurs pour les forcer à accepter n'importe quel emploi... plus tôt, car ils y sont malgré tout souvent contrait par la force des choses, il faut bien survivre.

Je ne sais pas ce que vous en penser, mais j'ai comme l'impression que ce serait bien là l'origine de la "*croissance*" sur laquelle ils tablent dans l'avenir.

Il faut baisser les salaires trop élevés responsables du chômage

Les salaires nets ont progressé beaucoup plus en France que chez ses voisins depuis le début de la crise en 2008, l'écart croissant avec la productivité risquant de dégrader encore la situation de l'emploi, selon une étude rendue publique mercredi.

Depuis 2008, le salaire réel net moyen - c'est à dire tenant compte de l'inflation -, "*continue de croître à un rythme annuel de 0,8% dans le secteur privé*", notent les auteurs de l'étude du Conseil d'analyse économique (CAE).

La France se distingue de ses principaux partenaires européens: les salaires réels ont ralenti en effet aux Pays-Bas et diminué en Italie, Espagne et Royaume-Uni. L'Allemagne a vu ses salaires se redresser, mais après une forte baisse avant la crise.

Le décalage avec la productivité, qui a eu tendance à stagner, "*laisse craindre une dégradation supplémentaire de la situation de l'emploi*", écrivent Philippe Askenazy, Antoine Bozio et Cécilia Garcia-Penalosa.

Selon les auteurs, cet état de fait s'explique en partie parce que "*les entreprises préfèrent réduire l'emploi que les salaires*" pour "*préserver la motivation des travailleurs et le climat social" et par l'"effet d'entraînement*" des minima de salaires fixés par accords de branche.

Pour retrouver une cohérence entre salaires et productivité, les économistes conseillent au ministère du Travail, qui use régulièrement de son pouvoir pour étendre ces accords à l'ensemble des entreprises de la branche, y compris celles non affiliées aux organisations patronales signataires des accords, d'être "*plus sélectif*".

Les dérogations aux minimas de branche doivent également être encouragées pour les entreprises en difficulté, soutiennent-ils.

Ainsi, les accords de flexibilité, facilités par la loi sur la sécurisation de l'emploi qui doit être votée définitivement le 14 mai, devraient aller "*jusqu'au bout*", a expliqué M. Askenazy devant la presse. Ces accords négociés aménageant temps de travail et rémunération devraient pouvoir "*déroger aux minimas de branches*" en cas de baisse temporaire des salaires, estime-t-il. AFP 24.04

Il faut réduire les arrêts maladie qui ruinent l'économie.

L'évolution "*préoccupante*" depuis 2000 des dépenses liées aux arrêts maladie nécessite une amélioration des contrôles et une meilleure prise en compte de la santé au travail, souligne un rapport parlementaire publié mercredi.

Les dépenses d'indemnités journalières au titre de la maladie ont connu une "*progression dynamique*", passant de 4,3 milliards d'euros en 2000 à 6,3 milliards d'euros en 2011, indique dans ce rapport la Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la Sécurité sociale (MECSS) de l'Assemblée nationale, qui note toutefois une diminution de ces dépenses en 2012.

Or "*s'agissant de la politique de contrôle menée par l'Assurance maladie, elle est perfectible*", car les contrôles "*s'avèrent peu sélectifs et ne jouent pas forcément leur rôle de dissuasion*", affirme la rapporteure Bérengère Poletti (UMP).

Elle suggère notamment d'étendre le champ des contrôles aux arrêts de moins de sept jours, alors que 90% de ces contrôles concernent des arrêts longs, de plus de 45 jours.

Les médecins gros prescripteurs d'arrêts pourraient être mieux ciblés et les contrôles généralisés dans la Fonction publique, selon elle.

Le rapport pointe par ailleurs "*le niveau trop élevé des dépenses liées aux accidents du travail et aux maladies professionnelles*".

Après une tendance à la baisse observée depuis 1970, les accidents ont été plus nombreux en 2011, par rapport à 2010 (+1,7%). Les maladies professionnelles prises en charge par la CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) sont aussi en hausse sur ces deux années (+8,6%).

La Mecss préconise donc d'accentuer la prévention des risques professionnels et d'améliorer la sensibilisation aux maladies professionnelles. AFP 24.04

Pendant que les gangsters de la finance bénéficient de la clémence du régime.

La proposition de loi du Front de gauche visant à amnistier certains délits commis lors de mouvements sociaux, à laquelle le gouvernement est opposée, a été rejetée de facto mercredi en commission des Lois à l'Assemblée.

Tous les articles de cette proposition de loi, qui avait été adoptée de justesse au Sénat fin février, ont été rejetés l'un après l'autre.

Michèle Tabarot, secrétaire générale de l'UMP, a vu mercredi "*une victoire nette*" pour le pays et un signe de "*la gouvernance erratique*" de François Hollande dans le refus gouvernemental de la proposition de loi d'amnistie sociale.

Le débat viendra le 16 mai dans l'hémicycle, avec l'examen de cette proposition de loi lors d'une journée dite "*niche parlementaire*" réservée à des textes du FG, mais son issue ne fait guère de doute face à l'hostilité exprimée mercredi par le ministre des Relations avec le Parlement, Alain Vidalies, et par le chef de file des députés PS, Bruno Le Roux. AFP 24.04

Ils exultent à l'UMP et au Medef, on les comprend.

On retiendra également que M. Dolez était défavorable à l'amendement portant sur l'amnistie des " *faucheurs volontaires*" de champs d'OGM, M. Dolez qui fut un temps encensé par le PT.

Et Servier (Mediator), Mas (PEP) et ses complices, des escrocs professionnels, des assassins, quelque 1.800 morts, toujours en liberté ?

Les masques sont tombés, le carnaval est terminé, suite.

Le numéro deux du Parti démocrate (PD, gauche) Enrico Letta a été chargé mercredi de former un gouvernement alliant gauche et droite pour mettre fin à la crise politique dans laquelle l'Italie est empêtrée depuis deux mois.

Le chef du gouvernement sortant, Mario Monti, s'est "*réjoui*" de cette nomination, se disant certain que M. Letta "*réussira à consolider la crédibilité de l'Italie au niveau international, de même que le rôle*" de son pays dans la définition des "*choix stratégiques de l'Union européenne*".

M. Letta devra allier droite et gauche. Son parti s'y était farouchement opposé jusqu'ici, se refusant à un accord avec son ennemi juré, Silvio Berlusconi, et préférant rechercher un accord avec le mouvement de l'ex-comédien Beppe Grillo qui lui a claqué la porte au nez à plusieurs reprises.

Enrico Letta est le neveu de Gianni Letta, l'homme de confiance de Silvio Berlusconi, ce qui pourrait mettre de l'huile dans les rouages.

"*Un gouvernement de grande coalition est une pilule amère pour le PD*", a rappelé Stefano Folli, du quotidien économique Sole 24 ore. Mais le temps presse. "*Un conflit permanent est un luxe que l'Italie ne peut pas se permettre*", a analysé Massimo Franco, éditorialiste du Corriere della sera, premier quotidien de la péninsule.

Selon l'organisation patronale Confindustria, deux mois sans gouvernement fort ont coûté à l'Italie un point de PIB.

Le Peuple de la Liberté (PDL) de Silvio Berlusconi a fait savoir, de même que les centristes de Mario Monti, qu'il soutiendrait le futur gouvernement.

La Ligue du Nord, ex-alliée de Berlusconi, y sera hostile, tandis que le Mouvement 5 Etoiles (M5S) a promis une "*opposition constructive*".

Selon les experts de la banque Barclays, la nomination de M. Letta "*devrait être accueillie positivement par les marchés*". Mercredi en fin d'après-midi, la Bourse était en hausse de 0,4%.

Youpi !

Quelle crise politique !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chypre

Le gouvernement chypriote a annoncé avoir approuvé mercredi le plan de sauvetage avalisé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international constitué d'un prêt de 10 milliards d'euros et d'une contribution de 13 milliards d'euros que Chypre doit trouver notamment par une mise en liquidation de la principale banque du pays.

"*Le gouvernement a approuvé l'accord de prêt et le Mémorandum qui seront soumis au Parlement pour des discussions préliminaires au niveau des commissions*", a déclaré porte-parole du gouvernement Christos Stylianides devant les journalistes.

"*La ratification de l'accord de prêt est prévue après le 26 avril*", a-t-il ajouté.

Alors que cela n'était pas prévu au départ, le Parlement devra se prononcer sur la totalité du plan à la suite d'une décision du procureur général qui l'a jugé comparable à un traité international.

Les députés des partis communiste AKEL et socialiste EDEK ont protesté contre le prix cher que Chypre doit payer dans le cadre de ce plan, qui augmente la pression sur une économie en plein récession. AFP 24.04

2- Grèce

Quelques dizaines de manifestants s'étaient retrouvés pour manifester leur mécontentement via à vis de la censure de l'Etat, suite à la fermeture du site internet indépendant Indymedia Athènes et de la radio Radio98fm par le gouvernement la semaine dernière. Le slogan: "*Raise your voice, fight against State Censorship*" ("*Faites entendre votre voix, luttez contre la censure de l'Etat*"). Les forces de l'ordre sont intervenues pour arrêter une trentaine de sympathisants au mouvement indépendant, selon des sources sur place. Deux touristes auraient également été arrêtés durant l'opération des forces de l'ordre.

Les forces spéciales de la police auraient demandé à une femme passant près de la manifestation en vélo d'ouvrir son sac et son ordinateur portable. La Police a également menacé plusieurs journalistes qui couvraient l'évènement, dont Marios Lolos, le président de l'union des photo-reporters en Grèce.

Contacté par Okeanews, Marios Lolos a indiqué qu'alors qu'il commençait à prendre des photos des événements, plusieurs officiers de Police sont venus lui demander ses papiers d'identité :

"*Ils ne m'ont pas battu, mais m'ont menacé, disant que je n'avais pas le droit de prendre des photos de leurs visages. Je leur ai répondu que je prenais en photos la police dans le cadre de son action, ce qui est le droit du journaliste. Je ne les prend pas en photo quand ils sont un terrasse d'un café avec leur femme... Ils m'ont dit que si ils voyaient des photographies montrant leurs visages, j'aurai des problèmes. Ils me poursuivraient en justice. C'est une menace de leur part pour les prochaines manifestations, ils savent que je suis le président de l'association des photo-reporters. Nous ne sommes plus en démocratie.*"

La Grèce a chuté de 14 places dans le classement RSF sur la liberté d'expression entre 2012 et 2013, le pays est désormais classé 84ème mondial, juste devant le Kosovo et après le Koweit, le Bhoutan, le Togo ou le Congo. Les événements d'aujourd'hui lancent un nouveau message à ceux qui souhaitent couvrir l'actualité dans le pays. Les cas de censures sont de plus en courant, sans oublier l'absence de réaction de la justice quand un journaliste apprend, enquête à l'appui, qu'un banquier a loué les services de tueurs à gage pour le liquider. Sans oublier les menaces de mort dont le journaliste d'Unfollow a fait l'objet en début d'année suite à une enquête sur la contrebande du pétrole en Grèce.

Une manifestation contre le fascisme est prévue ce soir à Athènes, tandis qu'une contre la censure doit se dérouler demain soir à partir de 18h place Monastiraki, toujours à Athènes.

La semaine dernière, les protestations contre l'interruption du site internet de Indymedia Athènes et du programme de la radio Entassi, suite à une intervention de l'Etat, se sont poursuivies. Lundi 15 avril, une mobilisation s'est déroulée dans l'Ecole Polytechnique, où était hébergé le serveur de Indymedia. Il est intéressant de noter que pendant la manifestation, la connexion internet de l'Ecole Polytechnique était étrangement coupée.

Des mobilisations ont aussi eu lieu dans d'autres villes au cours de la semaine dernière, tandis que jeudi, une émission sur la répression des médias de contre information avait été diffusée depuis le siège du syndicat des journalistes (ESSIEA). OkeaNews 24.04

ECONOMIE

Afrique du Sud

La nouvelle classe moyenne et riche d'Afrique du Sud consomme avec frénésie, mais très largement à crédit. Et les médiocres perspectives de croissance font craindre aux économistes une crise de l'endettement qui toucherait gravement la partie économiquement la plus dynamique de la population.

Dans ce pays où les inégalités sont parmi les plus criantes au monde, on voit dans les quartiers huppés ou sur les autoroutes entre Durban, Johannesburg et le Cap une proportion étonnante de BMW, Mercedes, et même de Porsche ou de Ferrari.

Les centres commerciaux sont bondés sept jours sur sept, et les statistiques appuient ces constats: la consommation des ménages

n'a cessé de croître sans interruption trimestre après trimestre depuis la récession de 2009.

Certes, la crise mondiale s'est ressentie dans les ventes du commerce de détail, mais ce secteur a tout de même progressé de 3,8% en 2012.

Tout irait pour le mieux donc si les statistiques de l'endettement ne mettaient pas en lumière une situation désormais dangereuse. Le ratio moyen dette/revenu disponible des Sud-Africains s'élève à 76%, selon John Loos, économiste à la First national Bank. Et l''autorité nationale du crédit note que les demandes d'emprunt ont augmenté de 12% entre septembre et décembre 2012.

Celia Mondi, une infirmière de 40 ans, fait partie de ceux qui empruntent juste pour joindre les deux bouts: "*Mes économies ont fondu. Je n'ai plus d'autre choix que d'emprunter pour subvenir à mes besoins de base*", témoigne cette mère célibataire de deux enfants. "*La quasi-totalité de ma paye passe dans le remboursement de mes achats en carte de crédit, de mes emprunts, et dans l'assurance.*"

Les difficultés de Mme Mondi sont de celles qui inquiètent les économistes, parce qu'elle est justement représentative de la nouvelle classe moyenne noire, qui est devenu le moteur de la croissance sud-africaine depuis la fin du régime ségrégationniste d'apartheid en 1994.

Mais le système s'essouffle désormais. L'essentiel des emprunteurs ne trouvent plus que des crédits très onéreux, les défauts de remboursement sont en nette augmentation: un cinquième des crédits contractés ne sont plus remboursés au bout de trois mois.

De plus, les coûts de l'énergie, du carburant ou des produits alimentaires ont explosé depuis quelques mois, même si l'inflation sud-africaine reste contenue à 5,9%. Mais les économistes prédisent que la limite des 6%, l'objectif affiché par la banque centrale, sera dépassée au troisième trimestre 2013.

L'électricité notamment, très bon marché pendant des années, a vu son prix doubler depuis quatre ans, et une hausse de 8% par an est déjà programmée sur les cinq prochaines années.

Depuis août 2012 et la crise dans les mines, le rand s'est en outre affaissé face aux monnaies de référence, renchérissant d'autant le prix des produits d'importation.

Selon John Loos, la hausse des taux d'intérêt --le taux de base est actuellement de 5%-- va inévitablement obliger les Sud-Africains à réduire leur consommation. "*La façon la plus efficace de limiter l'endettement des ménages est d'augmenter les taux d'intérêt*", dit cet économiste dans un récent rapport.

Mais avec une croissance du PIB de 2,8% seulement, loin derrière un bon nombre de nations émergentes, et un taux de chômage officiel à 25%, la marge de manoeuvre pour resserrer le crédit est quasi-inexistante. AFP 24.04

Haut de page

Le 26 avril 2013

CAUSERIE

Pyramide et non piramide, le mur des cons est si escarpé qu'on en perd son latin avant d'en atteindre le sommet !

J'ai ajouté 17 nouveaux articles de sources diverses.

Enfin, on se permet un moment de détente après des mois et des mois d'un laborieux travail. Il faut se les procurer sinon on va devenir dingue, il est interdit de déprimer camarades, on doit se tenir les coudes, admettons une légère entorse à nos principes de rigueur, mais c'est pour la bonne cause.

On ne s'accorde aucun répit et aucune illusion, aucune concession et aucun compromis surtout, alors notre combat est forcément plus difficile, on doit affronter une ribambelle d'opportunistes en plus de l'ennemi que nous combattons, il faut avoir les reins solides, des nerfs d'acier, un moral insubmersible, disons le crûment puisque c'est la vérité, on se prend la réalité en pleine gueule, on y fait face. Parfois on n'a pas les moyens de comprendre la situation du premier coup, il faut s'y reprendre à plusieurs reprises, peu importe, l'essentiel est d'aller de l'avant, parfois de reculer pour mieux avancer ensuite, notre détermination est notre force, l'essentiel c'est de ne pas lâcher le fil qui nous relie à notre objectif, c'est lui qui nous indique la direction, qui nous guide.

Mélenchon : enfin la vérité...malgré lui

- Front de Gauche : "*C'est le Parti socialiste qui divise la gauche*" - Le Nouvel Observateur

Oui, c'est un désaccord sur la nature et la fonction du PS, sa caratérisation politique, les rapports à ce parti, qui est en grande partie à l'origine de la gangrène qui a pourri et profondément divisé le mouvement ouvrier, au point qu'il ne dispose plus de direction ou n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction, d'orientation politique en dehors d'un soutien permanent au régime, il est devenu incapable d'organiser et de mobiliser en masse les travailleurs et de leur proposer une issue politique à la crise du capitalisme, jusqu'à son avant-garde qui est devenue incapable de se déterminer indépendamment de ce parti de l'ordre.

Ce n'est évidemment pas ce qu'a voulu dire Mélenchon qui situe le PS et ses satellites à gauche, alors que nous les situons à droite, pour nous la gauche consiste dans le Front de gauche, le POI, le NPA et LO.

Ce qui divise la gauche, c'est son incapacité à rompre avec le PS, qui se caractérise au Front de gauche par son incapacité à rompre avec les institutions de la Ve République dont sa VIe République serait le clone à peine modifié à la marge, avec l'UE, la BCE, l'euro et l'ONU, bref, avec le capitalisme et ses institutions politiques nationales, européennes et internationales qu'incarne ou dont le PS est le représentant, le porte-parole.

Ce qui divise la gauche, c'est son incapacité à se situer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, de rompre avec le régime en place et de se fixer comme issue politique de l'abattre. Ce qui manque à la gauche, c'est un programme et une orientation révolutionnaire.

De son côté, le POI par la voix de D. Gluckstein dans son dernier éditorial (IO n°248) confirme ce qui vient d'être dit lorsqu'il écrit : "*Il n'est pas secondaire que six députés PS, se joignant à ceux du Front de gauche, aient voté contre la loi transposant l'accord national interprofessionnel (ANI). Il n'est pas secondaire non plus que trente-cinq autres se soient abstenus*", si cette prise de position sans lendemain ou qui ne coûte absolument rien à leurs auteurs ou à qui que ce soit d'ailleurs, qui ne sert qu'à sauver les apparence ou donner l'impression que le fonctionnement du PS et des institutions ne serait pas aussi monolithique, bonapartiste, antidémocratique que l'on croit, au passage cela laisse entendre qu'ils pourraient peut-être évoluer favorablement, qui sait, dès lors pourquoi faudrait-il rompre avec le PS et avec les institutions, ce serait une erreur politique, en affirmant que ce numéro d'illusionniste "*n'est pas secondaire*", c'est qu'il est son contraire, essentiel, déterminant, que D. Gluckstein privilégie la forme au fond, les paroles ou gesticulations aux actes, ce qu'il confirmera lui-même en les invitant plus loin dans son éditorial à "*travailler, maintenant, tout de suite, à la mobilisation unie des travailleurs (...) pour bloquer toutes ces contre-réformes*", que les mêmes braves députés du PS ont par ailleurs adopté, voté il y a à peine quelques mois, il lui faut l'occulter pour justifier sa ligne politique opportuniste qui consiste finalement à tenir en permanence un double langage. Comment cela ?

Le POI propose une ligne politique qui ne pourrait s'imposer dans le pays qu'à partir du moment où le PS (et le PCF) l'adopterait, la reprendrait à son compte et prendrait la direction de la mobilisation des masses contre le régime du même coup, or chacun sait qu'ils n'en feront rien, et que si malgré eux cette situation devait se présenter ils mettraient toutes leurs forces dans la bataille pour qu'elle reflue et la mener dans une impasse avant de se conclure par une défaite.

Le POI est dans l'incapacité de proposer et défendre une ligne politique indépendante du capital, à laquelle le PS (et le PCF) ne serait pas lié ou partie prenante, leur objectif est que le PS remplisse une fonction en totale contradiction avec sa nature contre-révolutionnaire. C'était déjà le programme et l'objectif de feu P. Lambert en 1972, donc cela ne date pas d'hier.

Le double langage consiste donc à présenter une ligne politique soit-disant indépendante, alors qu'en y associant le PS lié organiquement au régime en place, il est impossible qu'elle le soit, pour qui prend en compte les rapports entre les classes en déduira exactement l'inverse.

Il est parfaitement clair qu'il est impossible qu'une issue politique favorable aux travailleurs se réalise un jour à laquelle le PS (et le PCF) serait associé, au contraire, elle se réalisera contre le PS associé à l'UMP, tous deux piliers de l'ordre établi. Une véritable politique indépendante devrait le préciser et l'expliquer pour que chaque travailleur et militant comprenne bien la place et le rôle de chaque parti.

Le problème du POI et de tous les partis de gauche, c'est qu'ils sont incapables de s'appuyer uniquement sur les travailleurs, ils n'ont pas confiance en eux, au-delà cela démontre qu'ils n'ont pas davantage confiance dans le socialisme, alors il leur faut en permanence s'en remettre à d'autres acteurs qui viendraient combler ce déficit, parce qu'ils sont incapables de développer une politique révolutionnaire en direction des travailleurs, ils leur substituent des élus du PS ou du Front de gauche qui manifestent de temps en temps des états d'âme, qui sont liés au régime et n'ont pas d'autres intérêts puisqu'ils en vivent, contrairement aux travailleurs qui y sont subordonnés mais dont les intérêts coïncident avec la chute du régime, des millions peinent déjà à survivre, alors ils n'ont aucun intérêt à le préserver.

Nous, nous partons du constat que les intérêts des travailleurs sont antinomiques avec la nature du PS, l'idéologie de leurs dirigeants ou élus qui incarnent le capitalisme, par conséquent il est de notre devoir de lutter à la fois contre l'UMP-UDI-FN et le PS-EELV-MRC-PRG, ce qui ne peut se faire efficacement qu'en mettant en avant les rapports sociaux fondamentaux qui

existent entre les classes, qui sont à l'origine des inégalités et des injustices, des crises, des guerres, de la décomposition de la société, etc. qui déterminent tous les rapports dans la société, et que c'est seulement en s'attaquant aux fondements de ces rapports, en les renversant (en les inversant entre classe dominante et dominée) qu'il sera possible de satisfaire nos besoins et aspirations, de vivre en paix et en harmonie, de s'épanouir et de connaître le bien-être, de vivre dans une société meilleure et plus juste pour commencer, voilà ce qui justifie la nécessité de liquider les institutions de la Vé République, de s'organiser et de contruire un parti révolutionnaire rassemblant les travailleurs ayant conscience de ces rapports et de ces objectifs pour les atteindre et vaincre, avancer sur la voie de notre émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, du socialisme, de la liberté.

Pour nous l'essentiel, ce ne sont pas les états d'âme d'une poignée de députés qui n'ont eu de cesse de soutenir le régime depuis le 6 mai 2012, ce sont les rapports sociaux fondamentaux qui existent entre les classes et les antagonismes irréconciliables qui existent entre les classes, dont les contradictions et le combat politique doivent se solder par la prise du pouvoir par les travailleurs et le ou les partis révolutionnaires qui mènent le combat dans cette perspective, voilà ce qui doit structurer et servir d'orientation, d'objectif à notre combat politique.

Un dernier mot.

J'ai lu dans le numéro 248 d'*Informations ouvrières*" que le POI avait refusé de s'associer au "*coup de balais*" du 5 mai proposé par le Front de gauche sous prétexte que l'appel proposé par les organisateurs n'était pas orienté contre le gouvernement, alors que le POI ne cesse d'épargner le gouvernement et les institutions en axant son combat contre la troïka.

On ne peut pas imaginer pire mauvaise foi ou faux prétexte quand on pense que le POI ne cesse de lancer des appels en direction de Hollande et des différents ministères, des élus du PS. Du coup, on comprend qu'il ne puisse pas justifier autrement leur refus de participer à cette mobilisation qu'en recourant une fois de plus à une méthode déloyale, car quoi que dise ou fasse le Front de gauche cette manifestation sera de toute manière tournée contre le régime.

Chacun pouvait y participer sur ses propres mots d'ordre comme l'a rappelé un militant du Front de gauche, nous appelons les militants à y participer sur le mot d'ordre de la liquidation de la totalité des institutions de la Ve République, la rupture avec l'UE, la BCE, l'euro, le FMI et l'ONU, position qui n'est pas celle du Front de gauche.

L'objectif est également en défendant cette ligne politique d'obliger le Front de gauche à se découvrir un peu plus, que les travailleurs et militants prennent conscience que ses véritables intentions ne correspondent pas vraiment avec leurs intérêts. Un parti comme le POI qui est plus proche de nos positions avait tout à gagner à participer à cette mobilisation, son refus ne fait que confirmer que ses dirigeants n'ont pas pour objectif de construire le parti qui pourrait prendre, qui doit prendre la direction du mouvement ouvrier et de la révolution pour porter le prolétariat au pouvoir, ses dirigeants poursuivent manifestement un autre objectif.

ACTUALITE EN TITRES

La bonne nouvelle du jour

- Exxon annonce un 1er trimestre meilleur que prévu - Reuters

A peine dit...

- Amnistie sociale : Mélenchon appelle les parlementaires PS à «*rompre les rangs*» - LeParisien.fr

... que l'écho répond...

- Gouvernement: trois fortes têtes du PS appellent à un changement de rythme - L'Express.fr

...déjà entendu

- Jean-Marc Ayrault: «*Je ne veux pas réformer en passant en force*» - 20minutes.fr

L'usage de la vaseline n'est pas encore aussi répandu qu'on serait porté à le croire... Allez, ils peuvent bien l'avouer maintenant, c'était un bon coup quand même, bravo !

Misérabilisme. De tonnes d'explosifs pour démolir trois tours, ils en sont réduits à une Cocotte-minute...

- Attentat de Boston : les frères Tsarnaev projetaient de frapper New York - LePoint.fr

Vous n'êtes peut-être pas au courant, mais la Maison Blanche, le département d'Etat, le haut commandement de l'armée américaine, le Congrès et le Sénat, le FBI, la CIA et le Pentagone planchent depuis des mois sur un sujet épineux, à savoir : si autoriser un canif dans les bagages à main des passagers empruntant le transport aérien états-unien ne risquerait pas de remettre en cause la sécurité des Etats-Unis. Ce n'est pas une plaisanterie, il y avait encore ce matin un article traitant de ce sujet.

ACTUALITÉ DU JOUR

Les cons en famille. Les fondations du régime fragilisées.

Mettez-vous un instant à leur place, c'est franchement rageant, ils déploient tellement d'imagination pour qu'on ne les soupçonne pas de l'être, et voilà que tous leurs efforts tombent à l'eau, c'est, comment dire, laissons la parole à Bartonone qui le dira mieux que nous, il est mieux placé :

- "*Mur des cons*" : "*pas supportable*", pour Bartolone - LePoint.fr

D'ailleurs on se demande encore ce que le régime pourrait supporter, puisque la démocratie est déjà de trop.

Un portail néolibéral et sioniste à l'origine de cette affaire.

Le site Atlantico s'est procuré une vidéo, tournée par un «*juge apolitique et non syndiqué*», dans un local du syndicat de la magistrature (SM) où apparait un «*mur des cons*». Sur le portail Atlantico tout aussi "*apolitique*" sans doute officie Gilles William Goldnadel, président de France-Israël et d'Avocats Sans Frontières. (causerie du 19 février 2013)

Délation, infiltration, espionnage, des méthodes de dictateur.

La présidente du Syndicat a indiqué sur Francetvinfo que ce mur «*est destiné à rester privé*» et que la vidéo a «*été tournée à (leur) insu, dans un local qui n'a pas destination à recevoir du public*». 20minutes.fr 25.04

Le PS dans le rôle de chien de garde du régime.

Il a suffit que des dirigeants du parti de l'ordre hurlent au scandale pour que la ministre de l'injustice se mette aussitôt au garde-à-vous et saisisse pour avis le Conseil supérieur de la magistrature, mieux, les invite à porter plainte. Le "*mur des cons*" a franchi le stade de la gangrène, la pourriture l'emporte ! Normal, dans ce domaine-là aussi ils se livrent à un concours, une farouche concurrence fait rage, c'est à celui qui se distinguera de ses petits camarades, au jeu de celui qui sera le plus con quoi, le parcours est sécurisé depuis le 11 janvier, selon le principe de la compétitivité, de la productivité, ils sont en pleine croissance !

On est toujours le con de quelqu'un. Ils sont encore plus réacs que Sarkozy !

Si j'ai bonne mémoire, c'est lui qui avait balancé "*pauv'con*" à un visiteur du Salon de l'agriculture qui avait refusé de lui serrer la main, cette personne n'a pas porté plainte, elle ne le pouvait pas, La Talonnette était immunisée par son mandat de chef de l'Etat, mandat qui lui servait d'anticorps et qu'il n'aurait jamais pu acquérir s'il n'était pas con, non ? Entre nous, cela dit, on se demande s'ils ne sont pas moins cons que nous, mais bon, c'est une autre histoire.

Au fait, on a déclaré forfait, on n'est pas de la partie, non vraiment, sans façon, on n'a rien à vous réclamer, on n'attend rien de vous, on ne tient à avoir aucun rapport avec vous, on cède volontiers notre place à ceux que cela intéresse, les volontaires sont nombreux aussi dans nos rangs...

Mais on a tous envie de les exécuter, on ne compte plus la liste est trop longue !

Il existe toujours une distinction ou ne serait-ce qu'un décallage entre les paroles et les actes, entre le moment où on les prononce et le moment où elles peuvent se concrétiser en acte, à l'exception des phrases performatives, par exemple lorsqu'un témoin au tribunal jure de dire la vérité, il produit l'acte qu'il énonce, il y a simultanéité entre les deux, il réalise l'acte en le prononçant.

Il y a aussi des paroles qui ont une valeur symbolique, des paroles qui témoignent de l'état d'âme de celui qui les expriment à voix haute sans qu'elles soient forcément interprétées de la même manière ou saisies avec la même intensité par ceux qui

les entendent. Ils existent aussi des figures de pensée qui ont pour fonction de faire réagir son interlocuteur, sans lesquelles sont attention ne se porterait pas forcément sur l'essentiel de notre discours, il existe aussi des figures de style qui remplissent une fonction similaire, elles servent uniquement à guider le lecteur ou notre auditoire et non à l'orienter ou pire l'abuser, on n'identifiera pas le contenu d'un discours aux figures de style ou de pensée qui auront été employées, une telle confusion rendrait toute compréhension impossible ou alors on se livrerait à un procès d'intention à l'encontre de son auteur, des moyens rhétoriques somme toute classiques qu'il a employés.

Ce n'est pas mon cas, mais il arrive aussi qu'on formule un souhait, un désir, un voeux dans un contexte précis et sachant qu'il a peu de chance de se réaliser ou aucune, cela est davantage du domaine de l'imaginaire ou de l'extrapolation que de la réalité, cela ne porte pas à conséquence, sauf quand cela tombe dans l'oreille d'un juge mal embouché qui en prend ombrage, et qui de toute évidence a franchi "*le mur des cons*".

- Lors d'une émission télévisée, le réalisateur français Bertrand Tavernier a déclaré que le juge chargé de l'affaire Outreau était "*quelqu'un que vous avez envie d'exécuter*".

(On soutient Bertrand Tavernier évidemment contre cette tentative de museler toute parole libre, on va même en rajouter une couche, il n'est pas encore mort ? - ndlr)

Le magistrat Fabrice Burgaud, qui a instruit l'affaire d'Outreau, va déposer plainte contre Bertrand Tavernier pour "*provocation au crime*", pour les propos tenus par le réalisateur dans une émission de télévision, a annoncé jeudi l'avocat de Fabrice Burgaud, Me Patrick Maisonneuve. Le 10 avril sur le plateau de C à vous, sur France 5, Bertrand Tavernier évoquait le film Présumé coupable, dans lequel l'huissier Alain Marécaux, l'un des acquittés, est incarné par Philippe Torreton. Bertrand Tavernier avait notamment déclaré "*c'est quelqu'un que vous avez envie d'exécuter, le juge d'Outreau*".

"*C'est quand même très violent*", a dit Me Maisonneuve, qui va déposer plainte "*dans les jours qui viennent*" et envisage également de poursuivre le réalisateur en diffamation. Ce dernier avait déclaré que le juge a "*cassé des vies*", "*détruit des gens*". Fabrice Burgaud, dont l'instruction de l'affaire d'Outreau est très controversée, a témoigné pour la première fois depuis son audition devant la commission d'enquête parlementaire dans un documentaire lui aussi controversé, intitulé *Outreau, l'autre vérité*, sorti au cinéma début mars, dans lequel il défend son travail.

Le dossier de pédophilie d'Outreau avait éclaté en février 2001 et défrayé la chronique. Il avait abouti à un fiasco judiciaire, après deux procès aux assises en 2004 et 2005. Treize des dix-sept accusés ont été acquittés, après parfois trois ans de détention provisoire. LePoint.fr 25.04

Le juge Burgaud devrait savoir que c'est l'occasion qui fait le larron, pour le moment il peut dormir sur ses deux oreilles, bon peut-être plus pour très longtemps, le régime peut exploser à chaque instant, qui sait ? Il lui reste sa bonne conscience, c'est l'essentiel.

Sur Internet on trouve toutes sortes d'ordureries, paraît-il, je n'ai pas été vérifié, de l'apologie du nazisme à la zoophilie en passant par des portails pornographiques particulièrement crades ou immondes, tout cela le plus légalement du monde, et voilà qu'il suffit de traiter de con une de ses médiocrités politiques qui prétend nous gouverner ou émettre le souhait de débarrasser la société d'une erreur de la nature comme ce juge minable, pour qu'on vous intente un procès, mais c'est que nous sommes en présence d'une dictature qui n'ose pas dire son nom.

Je n'ai pas fait référence à la "*réforme*" de la magistrature qui a sans doute quelque chose à voir avec l'affaire du mur des cons qui nous fait penser à la pyramide de Ponzy

L'UMP veut créer une "***Agence pour le travail***"... obligatoire. Le pays transformé en camp de travail forcé.

Face à François Hollande, qui "*a tout essayé contre l'emploi*", l'UMP assure travailler à des réformes "*vigoureuses*" pour résorber le chômage, avec en point d'orgue la fin des 35 heures et un nouveau palier dans la dégressivité des indemnisations.

Dans le cadre de ses "*états généraux de la reconquête*", en vue de la présidentielle de 2017, le principal parti d'opposition a décliné une série de propositions en faveur du plein emploi, auquel il dit encore croire.

Sous l'apostrophe "*Travailleuses, travailleurs...*" emprunté à Arlette Laguiller, égérie de l'extrême gauche, l'UMP préconise de supprimer la loi de référence à la durée du travail pour des négociations par branche ou par entreprise. La fonction publique passerait à 39 heures "*sans augmentation salariale à court terme*".

Le parti prône un contrat unique à durée indéterminée qui remplacerait CDD et CDI, la création d'une "*Agence pour le travail*", qui fusionnerait les services publics de l'emploi, la réforme du régime d'indemnisation du chômage.

"*Il faut en finir avec la logique de l'indemnisation passive*", souligne Hervé Mariton.

Au bout de six mois de chômage, l'indemnisation deviendrait dégressive avec des modalités différentes selon l'âge, la rémunération et le niveau de formation. L'UMP se garde pour l'heure d'avancer une échelle chiffrée, consciente du caractère détonant d'une telle mesure. "*Il s'agit d'une phase très préparatoire*", dit-on prudemment.

Le parti met également l'accent sur le formation, qui "*n'est pas à la hauteur*", et émet l'idée de "*classes métiers-études*", à la manière des "*sports-études*" pour ouvrir les jeunes sur le monde professionnel. Reuters 25.04

Le dernier "*sport*" à la mode de Cayenne proposé à la jeunesse : travailleur précaire payer avec un lance-pierres, esclave.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Des incidents ont éclaté jeudi soir en plusieurs endroits du centre de Madrid lorsque les policiers, ripostant à des jets de projectiles, ont dispersé à coups de matraque des groupes de jeunes qui manifestaient pour réclamer la démission du gouvernement.

A la fin de cette manifestation qui avait rassemblé entre 1.000 et 2.000 personnes, en majorité des jeunes, sous le mot d'ordre "*Assiège le Congrès*", des manifestants se sont mis à lancer des bouteilles, des pétards et des feux de bengale contre les policiers anti-émeutes qui barraient l'accès au Congrès des députés.

Un imposant dispositif de 1.400 policiers avait été déployé pour cette manifestation, convoquée par une coordination appelant à la "rébellion populaire" et à l'occupation des abords du Congrès à la démission du gouvernement espagnol.

Les principales organisations de la mouvance des "*indignés*" se sont désolidarisées de ce mot d'ordre.

Rassemblés en trois points du centre de Madrid, les manifestants, criant "*A bas l'Etat policier*", certains portant le drapeau républicain rouge, jaune et violet, ont convergé vers la place faisant face au Congrès, la chambre basse du Parlement, protégée comme les rues avoisinantes par d'épais cordons de policiers, certains casqués.

"*Je ne suis pas d'accord avec la politique que mène le gouvernement, il est soumis aux politiques de la Banque centrale européenne que nous n'avons pas élue*", lançait Lorena Perez, une chômeuse de 29 ans du secteur de la communication. "*Ils ne défendent pas nos intérêts, mais ceux des banques et de l'Allemagne*".

"*Je suis venu pour défendre nos droits*", affirmait Jesus Seguera, un employé du bâtiment au chômage, âgé de 34 ans.

"*C'est une combinaison de plusieurs choses. Ils ne tiennent pas leurs promesses électorales. Et mon foyer est frappé par le chômage et les coupes budgétaires dans la santé*", ajoutait ce manifestant venu de Séville, en Andalousie.

D'autres portaient de petites pancartes avec les mots "*6,2 millions de raisons*", rappelant le nombre record de chômeurs (27,2% des actifs) dans le pays annoncé jeudi. AFP 25.04

2- Islande

L'économie de l'Islande, qui organise samedi des élections législatives, est sortie de la récession et du chômage avec des cicatrices qui ont marqué durablement sa population.

En apparence, avec un chômage enviable (moins de 5%) et une croissance correcte pour l'Europe (1,6% en 2012), l'île s'est bien relevée de la faillite de son secteur financier en 2008. Mais sa campagne électorale est marquée par un mécontentement qui coûtera vraisemblablement le pouvoir à la coalition de gauche (les sociaux-démocrates et le Mouvement gauche-verts).

De 2,5% en juin 2008, celui-ci (le chômage - ndlr) allait dépasser 8% début 2009, culminer à 9% en mai 2010, avant de retomber sous les 5% en février 2013.

Cette chute du chômage est l'un des points forts du bilan du gouvernement sortant. Pourtant, elle laisse sceptiques les Islandais.

Pour l'expliquer, ils citent pêle-mêle l'émigration des jeunes, l'exclusion des chômeurs de très longue durée des statistiques et l'augmentation du temps partiel non désiré et du nombre de bénéficiaires d'allocations handicap.

A en croire les sondages, la coalition gouvernementale sortante devrait être lourdement sanctionnée dans les urnes.

Hannes Holmsteinn Gissurarson, professeur de science politique qui fut l'une des inspirations du Parti de l'indépendance (droite), s'en réjouit. Il estime que le gouvernement "*a fait l'opposé de ce qu'un gouvernement est censé faire lors d'une crise financière: il a augmenté les impôts, en particulier sur la création de richesse et d'emplois, et il a arrêté tout investissement*".

Ces recettes ont été approuvées sinon inspirées par le Fonds monétaire international, qui a prêté à Reykjavik 1,6 milliard d'euros entre 2008 et 2011. Pour l'organisation de Washington, le succès passait par une maîtrise du déficit budgétaire et une restructuration du secteur bancaire. C'est ce qu'a réussi l'Islande.

Si le FMI n'est plus là aujourd'hui, le pays se débat toujours avec les conséquences de la crise. La plus discutée dans cette campagne électorale est l'endettement des ménages.

D'après les statistiques gouvernementales, un ménage sur dix est en retard dans ses loyers ou ses remboursements de prêts immobiliers. Et plus d'un tiers des Islandais (36%) s'estiment incapables de faire face à une dépense imprévue de 1.000 euros.

Beaucoup ont l'impression que leur problème a été ignoré par ceux qui ont dirigé le pays depuis quatre ans. AFP 25.04

SOCIAL

1- France

Le nombre de chômeurs dans la catégorie phare a battu son record en mars, à 3.224.600, augmentant pour le 23e mois consécutif, selon les chiffres publiés jeudi par le ministère du Travail.

Le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A (ceux qui n'ont pas travaillé), la plus observée, a augmenté de 36.900 en France métropolitaine (+1,2%). Sur un an, il progresse de 11,5%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,7% le mois dernier, soit 34.400 personnes, pour atteindre 4.741.100, en hausse de 9,8% sur un an.

En incluant les départements d'Outre-mer, il a dépassé la barre symbolique de 5 millions, à 5.033.600 personnes.

"*Cette situation est le résultat d'une hausse ininterrompue depuis maintenant 5 ans (58 mois de hausse au cours des 60 derniers mois en catégories A+B+C, 52 mois en catégorie A)*", souligne le ministère du Travail dans un communiqué.

En France, le nombre de jours passés en moyenne au chômage a également battu son précédent record en mars, à 485 jours pour les catégories A, B, C.

Comme les mois précédents, les travailleurs les plus âgés ont été les plus touchés par la hausse du chômage en mars, et dans une moindre mesure les plus jeunes.

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a ainsi augmenté de 1,3% en catégorie A en métropole (+17,0% sur un an) et de 1,1% en A, B, C (+15,2% sur un an). Ceux de moins de 25 ans ont vu leur nombre augmenter de 1,3% en A, et de 0,8% en A, B, C, soit des hausses respectives de 10,9% et 9,8% sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus en catégories A, B, C a augmenté de 1,1% en mars en France métropolitaine (+15,1% sur un an).

Les offres collectées par Pôle emploi ont diminué de 6,0% le mois dernier (-18,2% sur un an).

La vigueur de la démographie française se traduit par une progression régulière de la population active, qui impose au pays de créer quelque 200.000 emplois par an pour faire reculer le chômage, soulignent des économistes, ce qui est impossible tant que la croissance n'atteint pas au minimum 1% à 1,5%.

La Commission européenne prévoit que le taux de chômage continuera à progresser cette année et l'an prochain pour atteindre respectivement 10,7% et 11,0%. L'OCDE prévoit quant à elle des taux de 11,0% cette année et 11,2% en 2014 et le Fonds monétaire international 11,2% et 11,6%. Reuters 25.04

2- Espagne

Le taux de chômage a atteint un nouveau record de 27,2% au premier trimestre en Espagne, où 6,2 millions de personnes sont privées d'emploi.

"*Ces chiffres sont pires que prévu et illustrent la gravité de la situation économique en Espagne ainsi que le décalage choquant entre l'économie réelle et la finance*", a commenté José Luis Martinez, responsable de la stratégie de la banque Citi à Madrid.

L'éclatement de la bulle immobilière, gonflée pendant une décennie par le crédit facile, a jeté des millions d'employés du secteur du bâtiment au chômage depuis 2009 et entraîné l'ensemble de l'économie espagnole, notamment les services, dans la récession.

La situation a été aggravée par les coupes dans les dépenses publiques et les hausses d'impôts et de taxes décidées par les gouvernements successifs de gauche et de droite pour contenir l'envolée des déficits publics et tenter de rassurer les marchés financiers.

Le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy doit présenter vendredi à la Commission européenne son programme national de réforme, que chaque pays de l'UE doit soumettre en avril.

Face à la colère des Espagnols confrontés aux conséquences sociales des politiques de rigueur, le président du gouvernement a assuré que ce programme ne contiendrait aucune mesure supplémentaire d'austérité.

Les manifestations sont désormais fréquentes en Espagne et des milliers de policiers ont été mobilisés ce jeudi pour encadrer un rassemblement aux abords du parlement.

De nombreux économistes doutent que le programme de réforme de Mariano Rajoy suffise à relancer l'économie espagnole et à créer des emplois. Reuters 25.04

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont dit que le chômage des 16/24 ans atteignait 60%. N'y aurait-il pas matière à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire ?

Haut de page

Le 27 avril 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter toutes les infos du jour, ce sera pour demain.

Juste un petit mot, une précision à propos de la Bourse que je rédige après avoir terminé la causerie du jour.

Wall Street et la plupart des bourses occidentales grimpent parce que les sociétés cotées réalisent une grande partie de leur chiffre d'affaires dans les pays émergents où ils réalisent des profits énormes. De plus, avec la mise en oeuvre de violentes politiques d'austérité en Europe qui ont consisté notamment à abaisser le coût du travail et augmenter les profits des entreprises, ils espèrent bien en tirer rapidement de substantiels bénéfices malgré la faiblesse de la consommation. C'est une partie de l'explication qui complète ce qui a été dit les derniers jours.

Apparemment ils sont aveugles à tous les autres facteurs sociaux et politiques qui risquent à tout moment d'emporter le scénario sur lequel repose leur optimisme ou leur confiance. Faisons en sorte qu'ils tombent de haut et ne puissent pas se relever, préparer ces conditions et y préparer les travailleurs, voilà notre tâche.

Un article à lire.

Je vous conseille la lecture de l'article suivant (rubrique Tribune libre) : *Pierre Lévy : « Les dirigeants européens ne supportent plus la démocratie »*.

Pourquoi ? Parce qu'il est intéressant et pose les bonnes questions, l'auteur aboutit à la conclusion qu'il faut rompre avec l'UE et qu'il n'y a pas d'autre voie possible, et il termine en affirmant que le problème réside dans l'existence même du capitalisme, ce qui nous va très bien.

Cependant il manque un élément déterminant dans sa démonstration, la nécessité d'abattre l'Etat bourgeois, du capital, les institutions. A l'arrivée sa démonstration aboutit logiquement dans une impasse et il ne pouvait pas en être autrement. Un extrait.

Il écrit :

- "*Ce qui est nouveau, ce sont les armes dont il s'est doté pour mieux soumettre les peuples. Si demain l'UE n'existait plus, les problèmes ne disparaitraient pas pour autant. Ça ne supprimerait pas l'exploitation de l'homme par l'homme et il faudrait continuer à combattre le capitalisme. Mais lorsqu'on parvient à se défaire de l'arme la plus efficace de son adversaire, on a déjà franchi un grand pas.*

Il faut donc donner la priorité au combat d'aujourd'hui qui est de faire sauter les carcans. Quand des forces progressistes remettent en cause l'UE, ça offre des perspectives. Mais lorsque des forces censément progressistes continuent à répéter « il faut une autre Europe », ce sont des forces beaucoup moins sympathiques qui s'emparent du combat national. Avec tous les dangers que l'on peut imaginer..."

Ce qu'il ne comprend pas, c'est qu'aucun gouvernement ne rompra jamais avec l'UE, le voudrait-il qu'il en serait empêché par la nature même des institutions, la Constitution de la Ve République devant laquelle il se prosternerait, qu'il se refuserait de remettre en cause puisqu'il en serait lui-même le produit, les liquider serait se suicider, perdre toute légitimiter ce qui entraînerait immédiatement sa chute. Ce n'est quand même pas sorcier à comprendre, non ?

De plus l'UE et les différents gouvernements qui la composent, l'ensemble des institutions internationales du capital ne lui permettrait pas, sans parler de Washington qui tirerait les ficelles, il serait renversé par la réaction qui orchestrerait une guerre civile avant même d'avoir pu appliquer le premier décret, d'ailleurs tous les ingrédients sont déjà en place en vue de cette perspective politique.

Le capitalisme tient sa légitimité de la Constitution qui a défini les différentes institutions dans lesquelles est réparti son pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Les capitalistes détiennent la totalité du pouvoir ce qu'on semble ignorer. La totalité des institutions, la justice, la police et l'armée sont à son service. Attenter à sa légitimité, c'est entraîner une réaction immédiate et violente de ces institutions, sans parler des bandes armées ou milices de l'extrême droite, patronales, etc.

C'est la raison pour laquelle seule une révolution prolétarienne peut en venir à bout, les liquider de fond en comble, c'est la condition indispensable pour pouvoir remettre en cause les fondements du capitalisme, rompre avec l'UE, etc, reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales, il n'existe pas d'autres alternatives, seul le peuple en arme guidé par un parti révolutionnaire la réalisera, parce que lui seul en a la capacité, la force et la détermination.

C'est le programme de la révolution socialiste internationale.

On se détend un peu avant d'attaquer la suite.

Pas con la bête. Non mon chien n'est pas con, moins con qu'eux pour sûr et je peux le prouver.

Quand mon épouse est là, elle interdit à Yvan d'entrer dans la maison et la pauvre bête obéit. Le jour où elle est retournée en France, il n'a pas fallu une heure avant qu'il s'installe tranquillement dans la maison parce qu'il savait que je ne lui dirais rien, depuis il y passe ses journées, il a besoin d'être près de moi sinon il s'ennuie.

La course au plus con est lancée, ils sont sûrs de l'emporter !

Le "*mur des cons*", voilà la véritable indépendance de la justice, voilà ce qui incommode les plus réactionnaires. Trois titres pour l'illustrer.

- «*Mur des cons*»: Christiane Taubira s'en prend à la «*liberté d'opinion*», selon le Syndicat de la magistrature - 20minutes.fr

- "*Mur des cons*": le FN porte plainte contre le Syndicat de la magistrature - AFP

- Mur des cons: Morano "*demande la dissolution*" du syndicat de la magistrature - AFP

Pour s'émouvoir de l'emploi de ce mot banalisé depuis des générations par la chanson populaire, le cinéma ou le théâtre, cela

mérite de l'être et de détenir la palme dans ce domaine, Copé, Morano, Le Pen, Taubira, Bartolone et Cie sont ex æquo et nous ne tenterons pas de les départager. Il faut être d'une hypocrisie sans fond, ces gens-là sont répugnants au possible.

Travailleurs, vous valez mille fois mieux que ces misérables parasites qui passent leur temps à instrumentaliser le moindre bruissement qui sort de leur poubelle, c'est à votre tour de détenir le pouvoir, de gouverner.

J'ai mis en ligne la lettre ou réponse datée d'hier que le Syndicat de la magistrature a adressé à la ministre de la Justice.

Je ne la commenterai pas et j'adhère à son contenu en le soutenant. Effectivement il s'agit d'une opération politique pilotée par le parti de l'ordre, l'UMP, sa branche d'extrême droite, dont le portail Atlantico est l'un des bras médiatiques, contre l'indépendance des magistrats et leur expression syndicale.

Les lecteurs du site connaissent ce portail dont j'ai eu l'occasion de parler à plusieurs reprises, vous avez du bol d'être aussi bien informés pour comprendre la situation...

Aux royaumes des cons, il y a les monarques, leur cour, les courtisans, leurs zélés serviteurs, les bouffons aussi.

Nous ne parlerons pas ici du con banal ou commun qui est trop simple pour ne pas l'ignorer ou s'en moquer, vous aurez reconnu notre milieu, non, on va s'intéresser à ceux du monde d'en haut où qui ont acquis une certaine notoriété et qui ne le supportent pas, bref qui ont l'habitude de traiter ceux d'en bas de con et d'en profiter, sans eux ils n'existeraient pas ou on n'aurait jamais entendu parler d'eux.

Les cons qui s'ignorent sont les plus dangereux : haineux, hargneux, taigneux, revanchards, rancuniers, souvent très déterminés, c'est leur faiblesse, elle les rend aveugle, c'est là qu'on peut les coincer ou en profiter, pour peu qu'on les flatte et qu'on les mette en confiance, ils vont se lâcher et vous livrer des confidences.

Ce sont aussi des gens complexés ou mal dans leur peau, ambitieux, arrivistes, ils parlent très forts aussi. Ils s'écoutent parler en pensant que cela intéresse la terre entière, ils parlent avant de réfléchir et ils ne supportent pas la critique, ils présentent toutes les caractéristiques des tyrans, le monde doit être à leur image et en réalité il l'est, hideux et insupportable, où domine ignorance et dictature.

Parmi eux, il y a ceux qui ne peuvent pas le cacher ou très maladroitement, comme Sarkozy ou Hollande par exemple, et il y a ceux plus sournois qui en ont fait leur passe-temps favori, c'est d'ailleurs ce qui les fait passer pour des gens très intelligents, eux sont davantage faits pour durer, les premiers pour servir et être éliminés ensuite, ils avaient un contrat à durée déterminé à remplir, quand il a atteint son terme ils retournent dans l'ombre ; il arrive cependant qu'ils resservent comme homme de paille, quand ils n'ont trouvé personne pour se sacrifier le plus con reprend du service, avant de sauter cette fois définitivement, il ne faut jamais sous-estimer la détermination des cons de haut vol qui seront recyclés par la suite dans une de leurs poubelles à récompenser les zélés serviteurs du système en place.

Il existe évidemment des nuances entre le con qui en a conscience et l'assume tant bien que mal et celui qui refuse de l'admettre et s'efforce de démontrer le contraire. Il y a ceux par exemple qui se font passer pour cons, qu'ils le soient ou non peu importe ici, ils comptent en tirer un avantage, parce qu'on leur a collé cette étiquette ils s'en servent pour justifier leurs magouilles une fois découvertes qu'on leur pardonne volontiers, ne sont-ils pas simples d'esprit, ils ont agi sous l'impulsion de leur inconscience qu'ils ne contrôlent pas, alors soyons tolérant envers eux.

Vous me direz que je fais une interprétation du con qui dépasse la signification communément admise. Dans certains cas, il est vrai que je l'étends à des gens que l'on n'a pas l'habitude de trouver dans cette catégorie-là, parce qu'au-delà de leur comportement qui peut passer pour cohérent, je prends en compte les effets négatifs ou nuisibles qu'ils vont produire sur la société ou le monde que j'associe à un témoignage de connerie, car je prétends qu'on peut s'appeler Rothschild ou Rockefeler et être les plus riches et les plus puissants de la terre et qu'utiliser ce pouvoir pour faire le malheur de l'humanité n'est pas une marque d'intelligence.

Parole d'internaute

1- "*La caméra cachée d'Atlantico, c'est comme si ils avaient filmé en caméra cachée une conversation de ces syndicalistes autour de la machine à café ou une discussion en soirée où ils se moqueraient de tous ces « cons ». Le procédé s'apparente à du journalisme-poubelle.*

Dans un syndicat s'expriment toujours des avis tranchés et de la dérision envers ses « ennemis », ce n'est pas un scoop. Dans le local de la CGT de Florange ou de Renault ça il ne doit pas en être autrement. Mais comme c'est un syndicat de magistrats, tous les sarkozystes sautent sur l'occasion pour mieux dénigrer une corporation qu'ils ont toujours rêvé de mettre au pas.

Morano parle d'affaire d'Etat, c'est clair elle avait sa place sur le mur."

Vous avez raison, Atlantico est une véritable poubelle, je peux en parler, tous les jours ou presque sur la base de titres prometteurs je visionne plusieurs de leurs articles, je les télécharge, et quand je les lis plus tard je m'aperçois dans neuf cas sur dix qu'ils sont nuls ou ne servent qu'à justifier le néolibéralisme ou défendre l'ordre établi.

2- "*Elle s'est couchée devant la droite dure via Atlantico pour discréditer la justice qui inculpe Sarkosy ! Ce gouvernement est bête à pleurer. Mais cela va renforcé la gauche de la gauche et tant mieux !*"

Ils n'ont pas digéré l'affaire Cahuzac, ils doivent craindre qu'il y ait une suite ou des suites, car il doit être loin d'être le seul dans ce cas-là. Et puis il y a tous ces élus du PS qui sont mis en examen...

Des psychopathes qui s'ignorent.

- Journée de l'asexualité: L'amour sans faire l'amour - 20minutes.fr

Je les plains !

Il y a cinq jours en Inde c'était la journée des végétariens ou un truc dans ce goût-là, je l'ai découvert en allant au supermarché de Pondichéry. En passant dans une allée, je remarque qu'un rayon a été recouvert de journaux, celui où se trouvent des boîtes de conserves renfermant de la viande ou du poisson, je trouve cela étrange, je mets mes lunettes pour lire l'affichette qu'ils ont scotchée à cet emplacement, ils informaient les consommateurs qu'ils étaient désolés de ne pouvoir accéder à leur demande en raison de ce diktat qu'ils appliquaient à la lettre.

Parmi les Indiens que je connais, je vis ici depuis près de 20 ans, je serais incapables d'en citer cinq qui sont vraiment végétariens, j'en connais deux seulement en fait pour autant que je me souvienne. Cela veut donc dire que c'est une infime minorité de tyrans qui imposent à l'immense majorité de la population sa volonté.

Pour revenir à notre sujet, ces dégénérés pourraient nous imposer de nous passer de rapports sexuels un jour par an tout simplement parce qu'ils en auraient décidé ainsi. Nous serions donc tous responsables des graves problèmes psychologiques qu'ils ont dans leurs têtes au point de vouloir nous les faire partager. Mais qu'ils aillent donc consulter un psychologue, un psychiatre ou un psychanalyste, cela vaut également pour une grande partie des homosexuels qui ne supportent pas le sexe opposé pour des raisons diverses et qu'ils laissent vivre ceux qui n'ont pas ce genre de problèmes et qui à ma connaissance constituent l'immense majorité de la population.

C'est un peu fort, c'est à croire que l'on ne penserait qu'à cela et qu'on baiserait 365 jours par an, 366 les années bissextiles, en réalité c'est loin d'être le cas pour la majorité qui est mentalement équilibrée, malgré nous souvent, on fait avec et on n'y pense pas voilà tout.

En réalité, ce sont ces gens-là qui en font une fixation parce qu'ils ont de graves problèmes psychologiques, ils n'assument pas ce qu'ils sont, ils craignent l'autre sexe, tout psychothérapeute honnête vous le dira. On y reviendra un autre jour, on a autre chose à penser et à faire de plus important.

- Ils ne couchent pas le premier soir. Ni le deuxième. Ni ceux qui suivent, d'ailleurs. Et ils veulent le faire savoir. Les membres de l'Association pour la visibilité asexuelle (AVA) organisent, vendredi, une journée pour faire connaître leur mouvement. Comme les hétéros ou les homos, les asexuels ont une attirance sexuelle pour un genre (garçons, filles ou les deux). Mais ils n'éprouvent pas de désir sexuel. «*Nous voulons que l'asexualité soit reconnue comme une orientation sexuelle à part entière, explique Paul, l'un des porte-parole de l'AVA. En parler permettrait à beaucoup de gens de se sentir mieux...*»

Antoine en faisait partie. «*A 18 ans, je n'avais pas le même ressenti que les autres, témoigne-t-il. Je voyais bien que quelque chose clochait sans savoir quoi. Alors, j'ai tout essayé...*»

Avec des filles ou des garçons, ses relations se soldent par des échecs. «*Sauf celles où les rapports sexuels passaient au second plan*», poursuit-il. Et puis, un jour, il découvre le mouvement asexuel sur Internet. Discute avec des gens que le sexe dégoûte. Avec d'autres qui avouent ne jamais prendre de plaisir et faire l'amour uniquement pour satisfaire leur partenaire... «*Ça m'a rassuré*», raconte-t-il. 20minutes.fr 26.04

Il faut être malade pour être dégoûter de son propre corps

ACTUALITE EN TITRES

Trop tard, impossible.

- Le patron de PIP demande pardon - Liberation.fr

Trop facile, on ne vous pardonnera jamais tous vos crimes, notre vengeance sera terrible !

Il ne manque plus que l'eugénisme et la boucle sera bouclée.

- Journée de l'asexualité: L'amour sans faire l'amour - 20minutes.fr

Chouette, l'Europe sociale chère à certains enfin réalisée !

- Des mafieux millionnaires grâce à l'argent extorqué à des ex-Yougoslaves du 93 - AFP

- Coups de filet à Paris et Lyon dans les clans de cambrioleurs géorgiens - 20minutes.fr

Les bonnes nouvelles du jour.

- La rémunération de Rupert Murdoch passe de 24 à 28 millions de dollars - LePoint.fr

- Samsung annonce des bénéfices record le jour de la sortie du Galaxy S4 - AFP

Charrettes.

- PSA supprime 850 postes de nuit en intérim à Sochaux - L'Expansion.com

- Spanghero : 160 des 240 emplois menacés à court terme - Liberation.fr

Entre colère et fatalisme

- Les ménages toujours plus pessimistes face à la récession et au chômage - AFP

- 75 % des Français seraient hostiles à une amnistie sociale - LePoint.fr

- Seul un Français sur dix valide les choix économiques de Hollande - Reuters

Mission impossible...

- Comment repenser le travail pour motiver malgré la crise? - L'Express.fr

Motiver par quoi, votre société à vomir? Pourquoi travailler, pourquoi étudier, pourquoi vivre même, hein dites-nous, sans idéal, sans perspective d'amélioration cela n'a aucun sens, il faut faire table rase, ça c'est déja le début d'un nouvel idéal...

... d'autant plus que...

- Pourquoi vos salaires sont trop élevés - LePoint.fr

Pour vous motiver on va baisser votre salaire, votre niveau de vie...

A quand la chute du régime, quel sera le maillon le plus faible ?

- La récession sera pire que prévu cette année en Espagne - Reuters

- En Espagne, '*sans l'économie souterraine, il y aurait déjà eu une révolution*' - LeMonde.fr

Les courtisans du monarque.

- La CGT appelle Hollande à changer de cap - Le Nouvel Observateur

- Mélenchon déçu par Hollande sur l'amnistie sociale - LeMonde.fr

Parole de gavés

- A Guantanamo, faut-il ou non forcer les protestataires à s'alimenter? - L'Express.f

Parole de cumulards.

- L'Assemblée rejette un texte prévoyant de cumuler minimum vieillesse et salaire - Liberation.fr

Laissez-nous donc le temps de familiariser l'opinion publique avec cette idée et de fabriquer les preuves.

- Washington veut "*des faits*" sur les armes chimiques en Syrie - Reuters

- Syrie: Assad a probablement eu recours à des armes chimiques, dit Washington - AFP

Pourquoi tant de manières, les masses sont manipulables à souhait

- Armes chimiques en Syrie: pourquoi les Occidentaux tergiversent - L'Express.fr

Pourquoi insistent-ils tellement ?

- Des armes chimiques changeraient la donne en Syrie, selon Obama - Reuters

- Les armes chimiques, ligne rouge d'une intervention en Syrie - LeMonde.fr

Crescendo.

- Londres évoque des «*preuves croissantes*» que la Syrie utilise des armes chimiques - Liberation.fr

Foncez !

- Syrie : pour Washington, Damas a utilisé des armes chimiques - LeFigaro.fr

Le Monde, Libération, Le Figaro, la voix de son maître.

ACTUALITÉ DU JOUR

Lettre du Syndicat de la magistrature adressée à la minstre de la Justice le 26 avril

« Madame la ministre,

Suite à la diffusion mercredi 24 avril par le site Atlantico d'une vidéo d'images soustraites à l'intérieur de notre local syndical, vous avez cru devoir saisir le Conseil supérieur de la magistrature pour apprécier s'il y a eu "*manquement à la déontologie*".

Vous avez déclaré, dans un communiqué de presse et devant le Sénat, "*condamner cette pratique*", vous avez exprimé "*votre consternation face à ce comportement*" et considéré qu'il s'agissait "*d'un acte insupportable, stupide et malsain*".

Quelle pratique ? Celle d'un journaliste qui filme en cachette l'intérieur d'un local syndical privé à l'insu de ses occupants ?

Quel acte ? Celui d'un site en ligne, proche de la droite la plus dure, qui décide de diffuser ces images qu'il sait soustraites ?

Quel comportement ? Celui d'une certaine droite prompte à instrumentaliser cette "*révélation*" à des fins bassement politiciennes pour décrédibiliser ceux qui combattent avec force leurs idées depuis des années ?

Et bien non, tout cela ne semble pas vous avoir choquée …

Vous avez au contraire cédé à la pression de ceux-ci et choisi de vous en prendre à l'expression en privé d'une opinion – lapidaire et caricaturale certes mais qui n'a rien à envier aux propos publics outranciers de certains à notre égard – concernant ceux dont nous dénoncions les propos, les actes ou les prises de position.

Souhaitez-vous donc réglementer la liberté d'opinion des syndicalistes, définir les standards de l'affichage autorisé dans les locaux syndicaux, voire même encadrer la liberté des magistrats que nous sommes s'exprimant dans la sphère privée ?

Vous prétendez, dans votre communiqué, que "*le devoir de réserve des magistrats suppose la retenue même dans le cadre de l'expression syndicale*".

Quelle expression syndicale, Madame la ministre ?

Des propos satiriques tenus en privé par des syndicalistes dont personne d'autre qu'eux n'auraient dû avoir connaissance sans cette soustraction d'images ? Cette violation de notre sphère privée syndicale n'est pas "*une expression syndicale*", laquelle est par nature publique. Faut-il vous rappeler que dans nos prises de position publiques nous nous en sommes toujours tenus au débat d'idées ?

Quel devoir de réserve, Madame la ministre ? Celui des magistrats ou celui d'un syndicat ?

Est-il besoin de vous rappeler que "*l'obligation de réserve*" ne s'applique qu'à l'expression publique des magistrats et qu'en tout état de cause, elle ne constitue ni une obligation au silence, ni une obligation de neutralité ?

Mais, au-delà des circonstances de l'espèce, et en raison de l'amalgame qui est fait entre expression privée et action syndicale, c'est bien l'expression publique syndicale et, par conséquent, le fait syndical dans la magistrature que vous remettez en question par votre saisine consternante du Conseil supérieur de la magistrature. Nous attendions plutôt de vous, Madame la ministre, que vous défendiez vous-même cette liberté syndicale.

En plus de 40 années de combats pour les droits des magistrats et les libertés publiques, le Syndicat de la magistrature a dû faire face à de multiples tentatives visant à l'empêcher de s'exprimer.

Vous venez de vous inscrire dans cette longue tradition, nous le regrettons vivement.

Nous vous prions, Madame la ministre, de croire en l'assurance de notre parfaite considération. »

Pour le Syndicat de la magistrature,

Françoise Martres, présidente.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bosnie

Le président de la Fédération croato-musulmane de Bosnie, Zivko Boudimir, et 19 autres responsables de la région ont été arrêtés vendredi dans le cadre d'une opération anti-corruption, a annoncé le parquet général de Bosnie.

Des perquisitions ont été menées dans les bureaux du président Boudimir à Sarajevo et dans les locaux du gouvernement régional à Mostar, dans le sud du pays.

Selon la presse locale, Boudimir est soupçonné d'avoir reçu des pots-de-vin en échange de la grâce de plusieurs condamnés.

Le vice-président de la Fédération, Mirsad Kebo, a affirmé vendredi qu'il avait alerté la Cour constitutionnelle sur la légalité de certaines procédures d'élargissement de condamnés ces deux dernières années.

Zivko Boudimir est également depuis l'an dernier à l'origine d'un bras de fer politique après avoir refusé d'entériner un remaniement du gouvernement régional et avoir repoussé la nomination de magistrats à la Cour constitutionnelle.

A la suite des accords de paix de Dayton en 1995, la Bosnie-Herzégovine est composée de deux entités autonomes, la Fédération croato-musulmane et la République serbe de Bosnie (Republika Srpska), ainsi que du district neutre de Brcko.
Reuters 26.04

SOCIAL

Bangladesh

Des heurts ont opposé vendredi au Bangladesh la police à une foule immense de manifestants qui ont attaqué des usines après l'effondrement d'un immeuble construit illégalement dans lequel plus de 300 ouvriers de l'industrie textile ont trouvé la mort, selon un nouveau bilan.

La police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes contre la foule en colère à Savar, dans la banlieue de la capitale Dacca, où le Rana Plaza, un immeuble de huit étages, s'est effondré mercredi comme un château de cartes.

Il s'agit du pire accident dans l'histoire industrielle du Bangladesh, un pays pauvre d'Asie du Sud qui a fait de la confection le pivot de son économie.

"*La situation est très instable. Des centaines de milliers d'ouvriers participent à la manifestation*", a déclaré M. Asaduzzaman, un responsable de la police.

Des ouvriers ont attaqué des usines, renversé des véhicules, brûlé des pneus sur la route et essayé de mettre le feu à des échoppes le long du parcours de la manifestation de masse, selon un responsable de la police locale. Ils ont aussi obligé des usines textiles à fermer.

"*Ils exigent l'arrestation et l'exécution des propriétaires des ateliers et du bâtiment qui s'est effondré à Savar*", près de Dacca, a-t-il dit à l'AFP.

Le bilan de la catastrophe s'est encore alourdi, dépassant pour la première fois le cap des 300 morts, dont une grande proportion de femmes.

"*Le bilan est de 304 morts*", a déclaré un porte-parole de l'armée, Shahinul Islam, précisant que plus de 2.300 personnes avaient été sorties vivantes des décombres depuis l'accident.

La catastrophe a relancé la polémique sur la sécurité dans l'industrie textile fournissant des marques occidentales.

L'immeuble abritait cinq ateliers de confection notamment liés à la marque espagnole Mango et au britannique Primark, seules enseignes à avoir confirmé leurs relations avec des ateliers du Rana Plaza où travaillaient quelque 3.000 personnes, dont de nombreuses étaient toujours portées disparues.

Des ouvriers s'étaient publiquement inquiétés la veille de fissures mais leurs responsables ont ignoré les mises en garde, leur enjoignant d'embaucher normalement le jour suivant.

Les Etats-Unis n'ont pu dire si des marques de vêtements américaines se fournissaient auprès des ateliers présents dans l'immeuble mais ont plaidé pour de meilleures conditions de travail dans ce secteur.

L'accident "*démontre qu'il faut que le gouvernement, les propriétaires, les consommateurs et les travailleurs trouvent des moyens d'améliorer les conditions de travail au Bangladesh*", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Patrick Ventrell.

Le Premier ministre du Bangladesh a promis jeudi que le propriétaire de l'immeuble, en fuite, serait arrêté et puni.

En novembre 2012, un incendie dans une usine textile fournissant notamment l'américain Walmart avait fait 111 morts à la périphérie de Dacca. AFP 26.04

Je vis en Inde où la situation est identique, vous imaginez mon état d'esprit, s'ils attrappent le propriétaire ils vont le tuer, peut-être le lapider à mort, normal, si je pouvais j'en serais. En France Servier et Mas ne méritent pas autre chose.

Haut de page

Le 28 avril 2013

CAUSERIE

Aujourd'hui on ne cause pas, hier avec leur histoire de "*journée de l'asexualité*" ils m'ont coupé toute envie !

Bon dimanche à tous... et bon courage pour lundi.

Parole d'internaute.

(Après qu'il eut été révélé que ce serait un journaliste de France 3 qui avait filmé le "*murs des cons*" et l'eut ensuite transmis au portail Atlantico.fr)

- "*Est-il vraiment important de savoir de quel coté est un journaliste pour rapporter une info? Sachant qu'une grande partie est à gauche, l'information n'est pas neutre?* "

L'information n'est pas neutre et il arrive souvent, très souvent que la présentation qui en est faite ne le soit pas non plus, allez toujours ou presque.

Pas plus que les autres couches des masses exploitées les journalistes n'ont conscience d'appartenir à une classe ou de représenter les intérêts d'une classe en particulier, sauf ceux qui sont encartés dans un parti étiqueté à droite ou à l'extrême droite.

Marchandise frelatée ou escroquerie sur la marchandise

Dialogue imaginé avec Gaston ferrailleur de profession. Mais sans arme ou désarmé.

- C'est marrant cela, les journalistes sont à gauche, les médias sont à gauche, les magistrats sont à gauche, le président de la République est à gauche, le gouvernement est à gauche, la majorité des députés est à gauche, la majorité des sénateurs est à gauche, mais en réalité le pouvoir executif, législatif et judicaire est à droite et la politique qui est conduite dans ce pays est de droite...

Gaston - Ah ben cela alors je n'en reviens pas, en voilà une sacrée contradiction à laquelle je n'avais jamais pensé !

- N'est-ce pas ?

- Mais c'est un numéro d'illusionniste ou quoi ?

- Comprenne qui pourra mon bon monsieur.

- Grand dieu, quel fameux tour de passe-passe, il doit y avoir un lézard quelque part, non ? Vous connaissez la réponse et vous en faites un mystère.

- N'inversez pas les rôles, je ne vous cache rien, moi.

- Vraiment ?

- Je vous assure, d'ailleurs vous brûlez Gaston, la réponse figure dans votre question, étendez votre champ lexical, réfléhissez un peu.

- Je n'y suis pas habitué vous savez, j'ai la tête qui tourne dès que je m'y emploie, et puis si vous employez des mots que je ne comprends pas on n'est pas sorti de l'auberge, il y pousse quoi dans votre champ lexical, soyez généreux et venez à mon secours.

- En réalité, c'est quelque chose de très bête.

- Alors c'est à ma portée.

- Si vous le dites.

- Cela aurait-il un rapport avec un lézard qui gambaderait dans un champ, vous m'avez mis sur la piste en parlant de bête.

- En effet.

- Cessez ces cachoteries, je n'y connais rien en lézard.

- Le caméléon cela ne vous dit rien.

- C'est celui qui change de couleur.

- Tout à fait.

- Mais quel est le rapport avec la chose qui nous occupe ici ?

- Ecoutez. On peut prétendre être de gauche ou avoir des idées de gauche alors que leur contenu ne l'est pas vraiment ou si peu que les idées de droite dominent. Prenez le contenu de votre bouteille de picrate et versez-le dans une bouteille étiquetée Gevrey Chambertin, placez-là bien en vue sur une étagère, quand une de vos connaissances vous rendra visite en jetant un coup d'oeil sur votre bouteille, elle aura l'impression trompeuse que vous avez dû faire un héritage pour vous payez un vin aussi fameux. Par contre, quand elle sera partie, si vous vous en versez un verre, ce sera toujours la même vinasse qui vous brûlera l'estomac que vous avalerez, et même si vous aviez l'idée de le laissez dormir quelque temps dans un tonneau en chêne, il serait toujours plus proche du vinaigre que d'un grand Bourgogne.

- Et alors, où vouliez-vous en venir au juste? Vous voudriez m'en acheter une bouteille que je ne refuserais pas.

- Pourquoi pas. Tous ces gens de gauche ignorent ce qu'est réellement être de gauche, ce que cela signifie vraiment, ils sont davantage de droite que de gauche, certains l'ignorent et d'autres en ont parfaitement conscience. Sur leur bouteille ils ont écrit à gauche mais le contenu ne l'est pas ou si peu. Je vous vois perplexe, c'est normal ma démonstration était incomplète, je m'y attelle sur le champ et vous verrez qu'ensuite la situation vous paraîtra beaucoup plus claire, sauf si vous n'arrêtez pas de picoler.

- Je vous écoute.

- Imaginez maintenant que votre visiteur ne s'y entende pas en vin, comme vous il n'a jamais bu que de la vinasse, si vous lui servez un verre de votre bouteille étiquetée Gevrey Chambertin, à coup sûr il va s'exclamer qu'il n'a jamais bu un aussi bon vin de sa vie. Et bien ces gens qui se disent de gauche sont dans la même situation que votre ami, je parle de ceux qui sont honnêtes et sincères, pas de ceux qui tirent profit de cette supercherie, je ne vous l'ai pas encore dit pour ne pas vous embrouillez davantage, autrefois chez les Anciens le lézard était symbole defourberie, d'escroquerie, aujourd'hui si le pays est à droite, en réalité gouverné par la droite, c'est en grande partie parce que la distinction entre le droite et la gauche repose ou recouvre une gigantesque supercherie, ceux qui nous gouvernent et se prétendent de gauche sont en réalité des imposteurs, des escrocs, ils sont de droite en vérité. Quant aux autres, ils auraient fait de piètres taste-vin et se leurrent eux-mêmes.

- Je vous entends, mais la gauche elle existe quand même rassurez-moi.

- Elle est ailleurs, et là les choses se compliquent...

- Ah non, n'en rajoutez pas !

- Laissez-moi continuer, ce n'est pas moi qui complique les choses à loisir, c'est ainsi malheureusement, je disais que cette gauche ne l'est pas vraiment non plus, comment vous expliquer cela simplement, voilà j'ai trouvé. C'est comme si au lieu de verser votre vinasse dans votre bouteille étiquetée Gevrey Chambertin vous l'aviez remplie avec un vin de meilleure qualité, du Côte du Rhône par exemple ou un Mâcon, un petit vin comme on dit.

- Mais c'est encore une escroquerie ? Un connaisseur ne s'y laisserait pas prendre.

- Assurément.

- C'est désespérant, laissez-moi me versez un autre verre.

- Faites.

- Et la vraie gauche alors, elle existe oui ou non, bordel ?

- Oui, mais le problème c'est qu'elle est incapable d'accéder au Gevrey Chambertin pour remplir votre bouteille.

- Vous me soulagez, je n'y croyais plus. Et vous pensez qu'il va lui falloir encore beaucoup de temps avant d'en trouver le chemin ?

- Tout dépendra si elle demeure sobre et ne s'égare pas.

- Elle est bien bonne celle-là, vous avez le mot pour rire vous, c'est que vous y avez déjà goûté et que vous aimez cela.

- Pardi !

(J'ajoute un mot, Gaston est en train de cuver!)

Etre capitaliste, c'est être de droite, représenter officiellement les capitalistes, c'est être de droite, les représenter officieusement ou sournoisement aussi, cela ne change absolument rien à ce rapport qu'on se dise de gauche ou je ne sais quoi.

Autrefois était de droite qui était monarchiste et était de gauche qui était bourgeois ou capitaliste ou pour l'abolition de la monarchie pour simplifier. Donc être de droite ou de gauche était déterminé par rapport à l'existence des différentes classes et l'appartenance à l'une d'entre elle bien que cela ne soit pas nécessaire.

Aujourd'hui est de droite qui est capitaliste ou bourgeois, qui légitime l'existence du capitalisme, et est de gauche qui appartient aux masses exploitées, remet en cause la légitimité du capitalisme ou combat pour l'abolition du capitalisme sans forcément appartenir au prolétariat.

Ainsi la ligne de démarcation entre la droite et la gauche est très claire. Il n'y a pas d'embrouille possible, à chacun ensuite de se positionner d'un côté ou de l'autre de cette ligne. Cela signifie-t-il qu'on ne peut pas soutenir le capitalisme et prétendre être de gauche ? Effectivement, c'est impossible, il faut choisir son camp. Oui, il faut remettre les choses à leurs places, sinon on ne s'en sortira jamais. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Plutôt plus que moins quand même.

- Zone euro: l'austérité à marche forcée, "*erreur*" plus ou moins nécessaire - AFP

Cherchez l'erreur : l'existence de la zone euro, l'euro.

S'ils pouvaient dire vrai.

- La France pourrait connaître une explosion sociale, estiment 70% des sondés - AFP

Attention, on va vous prendre aux mots !

Des rats

- Le Parti socialiste français édulcore sa charge contre Merkel - Reuters

Ils appartiennent à cette sous-espèce qu'on ose à peine qualifiée humaine tant elle est cynique et nous répugne, d'hommes et de femmes inférieurs parvenus au pouvoir par une ironie de l'histoire et qui détiennent le destin de tout un peuple entre leurs

mains, qui à la moindre injonction de leurs maîtres courbent l'échine, se répandent en excuses, bref, se comportent en larbins, n'hésitant pas à se contredire à 24h d'intervalle et témoignant ainsi leur absence de toute conscience, scrupule ou morale.

Cela dit en passant, cette "*charge*" contre Merkel était ridicule, minable, laissons cela de côté pour le moment.

- Italie: un gouvernement d'union entre la gauche et la droite de Berlusconi est né - AFP

- La gauche répétait sur tous les tons ces dernières semaines qu'elle n'accepterait jamais de gouverner avec son ennemi juré, Silvio Berlusconi. libération.fr 27.04

Vous aurez constaté que leurs homogues italiens ne valent guère mieux, en réalité c'est la totalité des partis affiliés à l'Internationale socialiste dans le monde qui sont ainsi.

Au "*mur des cons*" vous pourrez ajouter ceux qui ont vu dans le jeu du cirque institutionnel italien une terrible crise politique, qui, comme nous l'avions affirmé ne déboucherait sur rien et connaîtrait une fin heureuse...

Aux travailleurs et militants italiens nous proposons la même orientation politique que celle que nous avons définie pour la France et les autres pays de l'UE : rupture avec les partis institutionnels et combat contre les institutions, l'Etat pour une République sociale.

En passant, le combat contre l'Etat présente l'avantage d'associer, de rassembler travailleurs des secteurs privé et public sur le même objectif.

Les pourris. Les affaires sont les affaires.

- Affaire Mediator : une ex-sénatrice UMP mise en examen - Liberation.fr

- Nouvelles accusations sur un financement libyen de la campagne de Sarkozy - LeMonde.fr

- Une nouvelle plainte vise Valérie Trierweiler pour «*recel de détournement de fonds*» - 20minutes.fr

- Affaire du Carlton: DSK à la barre? - L'Express.fr

Atlantico.fr. Un portail ultra réactionnaire. En titres.

(Extraits de quelques titres des derniers jours)

Sur le plan politique.

- Virage politique J-2 : la situation est-elle (enfin) assez grave pour que François Hollande ose affronter l'aile gauche de sa majorité ? - Atlantico.fr

- Bienvenue en Hollandistan, pays en voie de sous-développement - Atlantico.fr

- Gauche flonflon-ronchon : les secrets de fabrication du Mélenshow - Atlantico.fr

- Et un nouveau Bush en piste : d'où vient ce goût particulier des Américains pour les dynasties politiques ? - Atlantico.fr Mur des cons : le monde de la magistrature consterné par le manque de déontologie de son syndicat - Atlantico.fr

- Les influences de la franc-maçonnerie sur les décisions de François Hollande - Atlantico.fr

Défense du capitalisme, des riches.

- Pourquoi toute politique de relance fondée uniquement sur la consommation est forcément vouée à l'échec - Atlantico.fr

- Budget de la Défense : Bercy est-il parti en guerre contre l'industrie de l'armement ? - Atlantico.fr

- Egalité salariale hommes femmes : les entreprises dernières victimes en date des erreurs de diagnostics gouvernementaux dans la chasse aux discriminations - Atlantico.fr

- L'obsolescence programmée, ce mythe qui révèle à quel point notre rapport aux mécanismes économiques est biaisé - Atlantico.fr

- Comment mettre davantage à profit l'attachement particulier que les plus riches ont à l'épargne ? - Atlantico.fr

Farouchement antisocial, anti-ouvrier.

- Assistanat : les vrais chiffres d'un fléau français - Atlantico.fr

- 47% : l'augmentation des dépenses d'indemnisation en arrêt-maladie en dix ans - Atlantico.f

- 6,3 milliards d'euros par an, la facture des arrêts de travail, ce nouveau visage de la contestation sociale - Atlantico.fr

- Mais qu'est-ce que la loi d'amnistie sociale vise vraiment à apaiser : les relations sociales ou celles entre le gouvernement et ses alliés politiques ? - Atlantico.fr

- Parents cancres et enfants tyrans : ce sujet de fond qu'aucune morale laïque ne permettra de traiter - Atlantico.fr

La pointe avancée de la réaction.

- Une justice impartiale ? Manifestement, pas pour un certain nombre de juges du Syndicat de la Magistrature - Atlantico.fr

- 79 % des Français opposés à la loi sur le mariage homosexuel approuvent la poursuite de la mobilisation - Atlantico.fr

- Ni bandits, ni terroristes : pourquoi des manifestants anti-mariage homosexuel ont-ils été gardés à vue 48h ? - Atlantico.fr

Son modèle : une dictature, un régime tyrannique, les Etats-Unis.

- Pourquoi les drames n'unifient pas les Français comme ils le font pour les Américains - Atlantico.fr

Pour finir, un aveu.

- Le bonheur est dans le nez (de Pinocchio) : et s'il fallait mentir aux hommes pour les faire progresser - Atlantico.fr

Pas de bol : la vérité est révolutionnaire !

ACTUALITÉ DU JOUR

Entretien Le Parisien avec la présidente du Syndicat de la magistrature, Françoise Martres, et son secrétaire général, Eric Bocciarelli.

Depuis combien de temps existait ce mur?

Eric Bocciarelli. Il était là depuis des années, mais il a été, pour beaucoup, alimenté sous l'ère Sarkozy. Sous sa présidence, nous avons été stigmatisés, injuriés publiquement, des décisions de justice ont été remises en cause, des magistrats mutés ou convoqués en pleine nuit… Nous étions sous pression, et ce mur était un exutoire satirique confiné dans un espace privé. Cette droite que nous combattons a vu dans ces images volées le prétexte qu'elle attendait pour nous faire taire.

Deux pères de victimes étaient aussi épinglés…

Françoise Martres. Ce mur s'attaquait aux idées, pas aux personnes. Ces deux hommes ont défendu des positions que nous combattons : l'un était favorable à la suppression du juge d'instruction, l'autre était membre de l'Institut pour la justice, une association qui milite pour davantage de repression. Jamais nous ne les avons visés en leur qualité de victimes. Cet amalgame nous a beaucoup touchés car il n'était pas dans notre intention de faire du mal à qui que ce soit. leparisien.fr 27.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Après deux mois d'impasse, un nouveau gouvernement est enfin né en Italie: une coalition gauche-droite incarnée par le nouveau Premier ministre démocrate Enrico Letta et par son numéro deux, le chef du parti de Silvio Berlusconi, Angelino Alfano.

«*C'était le seul gouvernement possible et sa constitution ne pouvait pas attendre*», a commenté le président de la République, Giorgio Napolitano. Cette alliance permettra au nouveau gouvernement d'obtenir la confiance des deux Chambres, comme le prévoit la Constitution, s'est-il félicité.

Enrico Letta a effectué un rigoureux dosage politique en prenant six ministres provenant du pari Démocratique, six du PDL de Silvio Berlusconi et deux représentants de «*Choix Civique*» de Mario Monti.

Signal très fort de cette «large entente» encore mal acceptée par nombre de militants du Parti démocrate (gauche) de Letta, Alfano, chef du Peuple de la liberté (PDL, droite), parti créé par Berlusconi, sera vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. Ce Sicilien de 43 ans est considéré comme le bras droit de Silvio Berlusconi, qu'il l'avait nommé à la tête de son parti, le PDL, en juillet 2011

Le ministère de l'Economie et des Finances va au directeur de la Banque d'Italie, Fabrizio Saccomanni.

Un visage connu fait une nouvelle apparition: celui de l'ex-commissaire européenne radicale Emma Bonino, nommée aux Affaires étrangères. Elle était vice-présidente du Sénat dans la législature précédente. Quant à la Justice, ministère très sensible pour Berlusconi, poursuivi dans plusieurs procès, il revient à l'actuelle ministre de l'Intérieur, Anna Maria Cancellieri. Moavero Milanesi conserve son portefeuille aux Affaires européennes. Un des poids lourds de l'équipe Berlusconi, Gaetano Quagliarello, est chargé de la Réforme constitutionnelle.

«*Le Parti démocrate ne réussit pas à digérer l'idée de faire partie d'un gouvernement de large entente avec Berlusconi (…)*», analyse Marcello Sorgi dans le journal La Stampa.

De son côté, Silvio Berlusconi, redevenu indispensable alors qu'on le croyait fini il y a encore quelques mois après maints procès et scandales, faisait monter les enchères. Après l'annonce du gouvernement, il a affirmé avoir agi «*pour la formation du gouvernement sans poser aucune condition, sans exclure des personnes qui avaient été ministres dans de précédents gouvernements*». «*Ainsi, nous avons contribué à faire un gouvernement en peu de temps*», s'est-il réjoui.

Beppe Grillo a vu dans les tractations tous azimuts un «*mépris pour les huit millions d'Italiens*» ayant voté pour lui. libération.fr et lefigaro.fr 27.04

2- Islande

Selon une projection faite par la télévision publique RUV à partir d'un dépouillement partiel dans les six circonscriptions du pays le Parti de l'indépendance (droite) serait en tête devant le Parti du progrès (centriste et agrarien).

M. Benediktsson et M. Gunnlaugsson ont infligé une défaite cinglante aux deux partis de gouvernement. L'Alliance (sociaux-démocrates) perdrait la moitié de sa représentation avec 10 députés, tandis que le Mouvement gauche-verts en aurait 9.

Une comparaison avec les résultats de 2009 montre que les électeurs ont fui la gauche.

Le parti Avenir radieux (pro-UE) aurait 6 sièges. Quant au Parti pirate, si les premières estimations le propulsaient au dessus du seuil des 5% nécessaires pour avoir des députés, celles données par RUV à 0H45 GMT le plaçaient juste en dessous.

Les partis vainqueurs ont bénéficié de la lassitude des Islandais après des années de rigueur budgétaire et de difficultés à boucler les fins de mois.

La campagne électorale a été dominée par la question de l'endettement des propriétaires immobiliers, problème auquel les deux partis vainqueurs ont promis de s'attaquer tout de suite.

Le Parti de l'indépendance et le Parti du progrès sont habitués à gouverner ensemble. Ils avaient présidé à la libéralisation du

secteur financier dans les années 2000, qui avait débouché sur une hypertrophie puis une faillite des banques.

"*Les électeurs ont la mémoire courte*", déplorait dimanche Anna Katrin Kristansdottir, électrice de 49 ans, à la sortie d'un bureau de vote de Reykjavik.

La soirée était amère pour les membres de la coalition de gauche, inédite, qu'avaient choisie les Islandais en pleine crise financière en 2009.

"*Nous perdons à l'évidence beaucoup*" de voix, a déclaré sur RUV le chef de file des sociaux-démocrates, Arni Pall Arnasson. "*C'est une grande déception*", a avoué le ministre des Affaires étrangères, Össur Skarphedinsson, social-démocrate europhile.

Le Premier ministre Johanna Sigurdardottir ne se représentait pas, prenant sa retraite à 70 ans.

Après avoir appliqué pendant une bonne partie de son mandat des recettes inspirées par le Fonds monétaire international, qui a prêté à Reykjavik 1,6 milliard d'euros entre 2008 et 2011, elle s'est dite "très triste" de la défaite. lexpress.fr 28.04

3- Grèce

Le conseil politique du PASOK se réunira la semaine prochaine, normalement mercredi, pour discuter d'un audit sur les finances du parti qui, selon des dernières révélations, comprendraient plus de 100 millions d'euros en liquide n'apparaissant pas dans la comptabilité.

Le quotidien Efimerida ton Syntakton (Le journal des rédacteurs) a rapporté dimanche que le leader du PASOK, Evangelos Venizelos, a fait appel à cinq entreprises de comptabilité (Grant Thornton, Ernst & Young, KPMG, Deloitte and Touche and PWC Greece) pour contrôler les comptes du parti dont la dette s'élève à 114 millions d'euros. Le quotidien avance même que cette enquête pourrait démontrer que 114,5 millions d'euros ont été dépensés entre 2007 et 2010 sans aucune trace dans la comptabilité.

Le parti n'a pas confirmé le rapport qui a dénoncé ces incohérences mais a rappelé qu'un audit avait été mené sur les comptes entre 2004 et 2010. Cet audit serait d'ailleurs arrivé à la conclusion que les découvertes des comptables devraient être discutées avec les membres visés du parti.

Le journal prétend que les comptables ont trouvé que les dépenses n'ont aucun enregistrement en comptabilité, alors que celles ci ont été approuvées par l'ancien responsable et ex-premier ministre George Papandréou, ainsi que par l'ex secrétaire Nikos Athanasakis et le secrétaire général Rovertos Spyropoulos.

Spyropoulos a fait une déclaration avant-hier disant que cette annonce n'avait « *aucun lien avec la vérité* » okeanews.fr 27.04

Haut de page

Le 29 avril 2013

CAUSERIE

Ici on crève de chaud et ils recommencent à couper le courant la journée. On attend toujours la pluie depuis octobre. C'est l'anniversaire de ma petite-fille Cassie, elle a trois ans et je l'adore évidemment, comme sa mère et son papa.

J'ai ajouté 11 nouveaux articles. Je crois qu'en avril on va battre le record de fréquentations du site, bravo à vous !

Vous ne voulez pas vous attaquer à l'Etat, aux institutions, ils vous broieront !

A mon avis, si je peux me permettre, ce qui confère un intérêt particulier à ma contribution politique, c'est qu'elle a été rédigée sur la base de connaissances acquises et une certaine expérience de la vie sans consulter le moindre ouvrage ou me poser la question de savoir si les idées que je développais étaient bien conformes à telle ou telle théorie ou doctrine, pour me faire passer pour un marxiste par exemple.

Sa valeur, si toutefois elle en avait une, repose sur le fait que je n'analyse pas la situation actuelle à partir des critères, des facteurs ou des rapports qui avaient cours autrefois ou à une autre époque, mais bien à partir de ceux qui existent en 2013, ce qui permet au passage de vérifier la validité de la théorie ou les instruments que j'utilise pour interpréter la situation et les adapter si nécessaire

à l'époque actuelle et non l'inverse, ce qui nous évite de tomber dans le piège mortel du dogmatisme, de tordre la réalité pour qu'elle corresponde à notre théorie transformée en dogme insipide. J'espère que cet exercice vous sera profitable.

A gauche la révolution, à droite la contre-révolution.

Pour que vous vous y retrouviez plus facilement j'ai mis en rouge mon intervention.

Ceux qui sont pour le maintien en place de l'ancien régime sont de droite et ceux qui sont contre sont de gauche, voilà qui devrait délimiter les deux côtés de la barricade. Non, ce n'est pas négociable, pas amendable.

Je vous propose quelques extraits d'articles que j'ai dégoté sur Internet et qui vont nous servir de support pour traiter à nouveau de ce sujet.

1- Le 11 septembre 1789, les députés de l'Assemblée constituante, réunis pour délibérer sur le droit de veto accordé au roi Louis XVI, se répartissent spontanément de part et d'autre du président : à gauche, les opposants au veto, à droite les partisans du roi.

Cette pratique s'enracine lorsqu'à partir d'octobre 1789, les députés délibèrent dans la salle du Manège des Tuileries. Ceux qui sont hostiles à la Révolution ou soucieux de la contenir s'assoient sur le côté droit de la salle, par rapport au président de l'Assemblée (ce côté est dit le « côté de la reine »). Les autres, plus ou moins favorables à la Révolution, s'assoient à la gauche du président (le « côté du Palais-Royal »).

De cette répartition des députés français par affinités datent les clivages entre une droite (réputée conservatrice) et une gauche (réputée révolutionnaire ou réformiste) qui rythment aujourd'hui encore la vie politique dans toutes les démocraties. (herodote.net)

Aujourd'hui le réformisme est mort et enterré, il ne reste donc plus que les révolutionnaires à gauche et les contre-révolutionnaires à droite.

La révolution est un processus dialectique, elle est permanente, et ceux qui s'y opposent sont des contre-révolutionnaires. Maintenant il faut faire attention par ce qu'on entend par permanente, car certains réactionnaires l'ont totalement dévoyée, ils s'en sont saisis pour justifier des mesures régressives ou contre-révolutionnaires partant du principe qu'il fallait s'adapter à la marche à l'abîme du capitalisme ou s'adapter aux exigences des marchés financiers, comme si le néolibéralisme s'inscrivait dans le prolongement du processus révolutionnaire ouvert en 1789, alors qu'il est le fossoyeur du mouvement démocratique qui lui a donné naissance, il en est le bourreau et non le continuateur ou le descendant légitime. J'ai parlé d'un processus révolutionnaire ouvert en 1789 parce qu'il allait permettre de lever les obstacles au développement des forces productives nécessaire pour mettre un terme au cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour peu que le prolétariat fasse sa révolution et prenne le pouvoir, clôture ce chapitre de la préhistoire de la civilisation humaine.

2- Ce que définit la Constitution, c'est précisément ce qui ne peut être débattu ordinairement. Ce qui ne peut être soumis à l'exercice quotidien de la remise en cause dialectique. La droite, même née de la Révolution, a donc voulu conserver intacts certains pans de la vie politique. Elle est conservatrice. Pas contre-révolutionnaire, mais bien conservatrice. Conserver un état antérieur constitue d'emblée un frein à la Révolution dont le champ d'exercice est, par définition, indéfini.

La révolution est permanente au point d'être sans cesse rappeler ici, c'est l'élément que nous retiendrons.

- C'est donc la gauche qui a l'apanage du progrès révolutionnaire, car dès sa fondation elle en a accepté le caractère illimité et indéfini. La Révolution est de gauche. (...) Personne ne pose de question, n'exige de justification. L'assemblée sait immédiatement ce que l'intervenant veut dire. Cette compréhension instinctive pour l'homme de gauche, la bienveillance commune dont il bénéficie ne sont que le résultat de l'immunité dont bénéficie la Révolution. La gauche est donc héritière de la légitimité, tandis que la droite doit sans cesse chercher à construire ses origines. (...)

Le refus de mettre un terme aux rapports sociaux de production nés avec le capitalisme et qui le définissent, au mode de production capitaliste, exprime le rejet du caractère "*illimité et indéfini*" de la révolution, c'est une attitude contre-révolutionnaire. Effectivement, le bien-être social, la justice, le droit de disposer des mêmes droits, de vivre en paix, en harmonie avec les autres peuples, de pouvoir s'épanouir dans la société, de pouvoirs satisfaire tous ses besoins et aspirations n'a pas besoin de justification à partir du moment où l'on empiète pas sur la liberté d'autrui, que l'on ne vit pas au détriment d'autrui, que l'on vit de son travail sans exploiter ou opprimer quiconque.

La droite "*doit sans cesse chercher à construire ses origines*", en vain, et pour cause, en réalité il lui faut sans cesse tenter de justifier l'injustifiable, le règne de l'exploitation et de l'oppression sous lequel nous vivons, les inégalités et les injustices monstrueuses qui accompagnent la survie du capitalisme, le droit d'aller bombarder un peuple pour piller ses richesses.

- Le système est né de la Révolution. La droite représente la famille politique qui, tout en l'acceptant, a voulu y poser des limites. Elle doit donc se justifier. La règle du jeu fixée par la Révolution repose sur la dialectique. Si pour la gauche l'utilisation de cette règle est naturelle, son acceptation est toujours plus compliquée pour la droite. (...)

La gauche qui en réalité a adopté l'idéologie de la droite a abandonné cette dialectique, pire, elle ne s'en sert que pour mieux asservir les masses au régime en place, ce qui en déroute plus d'un. Comment expliquer cela rapidement. Par exemple une même mesure adoptée dans le cadre du régime en vigueur produira un effet inverse de celui qu'elle produirait si elle avait été prise par un gouvernement révolutionnaire une fois débarrassé du capitalisme et ses institutions. Quand ils prétendent agir pour le droit des femmes ou des couches minoritaires dans la société, qui peut croire un instant que leur réelle intention consisterait à lutter contre les injustices ou les discriminations dont ils font l'objet, il faudrait être particulièrement naïf, ils comptent s'en servir pour mieux les exploiter ou mieux monter les différentes couches d'exploitées les unes contre les autres afin de conserver le pouvoir, toutes ces inégalités ou injustices sont le produit ou la reproduction des rapports qui existent entre les classes, donc elles ne pourront disparaître que lorsque ces rapports auront été inversés ou auront disparu. Prenez la lutte contre le racisme, elle a favorisé le développement du communautarisme, la ghettoïsation qui existe aujourd'hui dans certaines villes est pire que celle que j'ai connu dans les années 60 quand existaient des bidonvilles à Nanterre, elle s'est banalisée, ils l'ont banalisée au point d'en faire des lieux de non-droit où règnent désormais la pègre, les imams et le désespoir surtout.

Toute mesure progressiste adoptée sous un régime capitaliste sa transforme en son contraire. C'est la tombe du réformisme. Dans un régime socialiste la libération sexuelle permettrait à chacun de s'épanouir sexuellement, sous un régime capitaliste elle donne lieu à une débauche de perversités (et violences) sexuelles, de mal être ou de déséquilibres sexuels.

- La droite telle que nous la connaissons actuellement ne s'appelle finalement droite que parce qu'elle est moins à gauche que la gauche. Elle n'est pas à droite du système mais à droite dans le système. Il n'y a pas de différence de fondements philosophiques ni de valeurs, mais une différence de positionnement. La droite, comme la gauche, a accepté le préalable révolutionnaire. (...)

Là on a vraiment envie de se marrer, l'auteur de ces lignes a raison, la droite est moins à gauche que la gauche mais c'est la droite , et la gauche est moins à droite que la droite, mais c'est aussi la droite, là c'est moi que le rajoute, car elle a rompu avec la dialectique de la révolution permanente qui commandait de rompre avec le capitalisme pour passer au socialisme, ce que cette soit-disant gauche est incapable d'envisager, définitivement.

La droite est "*à droite dans le système*" et la gauche est à gauche dans le système, c'est bien qu'on s'évertue à expliquer, en étant dans le système et en étant incapable d'en sortir, il n'y a plus de différences fondamentales entre la droite et la gauche, adopter le système, c'est adopter le capitalisme et ses institutions, c'est être de droite.

La droite a "*accepté le préalable révolutionnaire*" pour mieux le combattre, la gauche pour mieux le brader, ils se complètent.

- Parler de droite et de gauche n'a donc finalement de sens que si l'on accepte le système révolutionnaire, à l'exclusion de toute autre logique politique. Mais alors, il n'y a pas vraiment d'alternative politique au conflit indéfini inauguré par la Révolution. Pour qu'il y ait une alternative, mieux vaut parler de Révolution et de Contre-Révolution que de gauche et de droite. Car c'est bien là qu'est la véritable césure. Il est cependant difficile d'identifier la droite actuelle à la Contre-Révolution. On l'a vu, elle aussi profite de la dialectique et en accepte les règles. Cependant, par son positionnement, elle joue parfois un rôle de frein à la Révolution. C'est d'ailleurs ainsi qu'elle est née : en prétendant en 1791, défendre la Constitution et poser ainsi un obstacle au déroulement rapide et sans faille de la logique révolutionnaire. (....)

Autrement dit la distinction entre la droite et la gauche existe à condition de ne pas se poser trop de questions, de ne pas entrer dans les détails, de surtout pas se demander si par hasard ils ne feraient pas la même politique, si ils ne seraient pas finalement au service de la même classe, celle des capitalistes.

Il a raison, la "*véritable césure*" réside dans l'alternative de la révolution et de la contre-révolution, révolution qui ne peut avoir comme forme et contenu que celle de la révolution socialiste, il faut donc classer dans le camp de la contre-révolution tous ceux qui y sont opposés.

- Dans cette évolution, quelle est la place de la droite ? Celle d'une force qui vise à conserver l'état antérieur né de la Révolution de 1789-1793, sans que la gauche ne le bouleverse par la révolution permanente. (ichtus.fr)

Conclusion : la véritable gauche, c'est nous, les militants qui combattons pour la révolution permanente définie par Marx, Engels, Lénine et Trotsky, la révolution socialiste internationale. Pour un peu, on n'aurait même pas besoin de le préciser. Vous avouerez que la confusion entre la droite et la véritable gauche a été savamment entretenue pendant de longues décennies et qu'il était relativement facile de clarifier les choses.

ACTUALITE EN TITRES

Vous avez dit réactionnaires, "***ravagés***". C'est viscéral, congénital, naturel chez eux.

- A bas l'entrepreneur, vive le fonctionnaire : chronique d'un désamour ravageur - Atlantico.fr

Nos amitiés à tous les fonctionnaires qui se connectent sur le portail de l'Opposition de gauche, qui savent qu'on les aime et les défend, qui comprennent que lorsqu'on les critique c'est pour briser le carcan qui divise la classe ouvrière et permet à la réaction de les attaquer.

Toute compromission comporte un risque !

- Italie : fusillade alors que le nouveau gouvernement prêtait serment - LeMonde.f

---

ACTUALITÉ DU JOUR

On peut toujours choisir de conserver ou de liquider l'Etat des capitalistes.

- *Belgique, le sauvetage des banques : « 9 milliards de recettes pour 35 de dépenses »* - mondialisation.ca - 26 avril 2013

Entretien au journal belge *Le Soir*, le 24 avril 2013, d'Eric Toussaint, Président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde de Belgique et maître de conférence à l'ULg. Extraits.

Question : Mais l'État avait-il le choix ?

Eric Toussaint : A mes yeux, la dette que nous connaissons aujourd'hui est frappée d'illégitimité car elle n'a pas respecté l'intérêt général.

Parce que l'Etat serait garant de "*l'intérêt général*", on avait plutôt cru comprendre qu'il agissait en priorité pour le compte de la classe dominante, qu'il en défendait les intérêts qui sont opposés à ceux de la classe dominée, non ? Voilà l'Etat doté d'un statut au-dessus des classes qui ne correspond pas à la réalité.

Qu'il remplisse le rôle de médiateur entre les classes on veut bien l'admettre, il sert à établir un équilibre dans les rapports entre les classes, mais en privilégiant les intérêts de la classe qui détient le pouvoir économique, et en temps de crise, plus la classe des nantis est gourmande et se fait pressante, plus le déséquilibre en faveur de cette dernière s'accentue au point de révéler sa véritable nature sociale d'Etat bourgeois ou capitaliste.

Eric Toussaint : En outre, c'était aussi à la justice de prendre des mesures pour établir les responsabilités de cette débâcle

Lui attribuer un autre statut que le sien est nécessaire quand on refuse de combattre pour l'abattre, CQFD. Il le confirme à sa manière en s'en remettant à son pouvoir judiciaire qui est le pendant du pouvoir exécutif et législatif entre les mains de la classe dominante.

Quelle fâcheuse manie de se prosterner devant l'Etat.

Et puis, comment les travailleurs pourraient-ils être responsables d'un milliionnième de la dette de l'Etat dans un système économique reposant sur le vol légal d'une partie de leur force de travail, alors qu'ils sont les seuls à produire les richesses ? En réalité, les travailleurs sont les véritables créanciers des capitalistes depuis que ce système économique existe. Décidément, effectivement dans pratiquement tous les domaines il faut remettre chacun à sa place.

Et ce n'est pas non plus un hasard si nos braves intellectuels ne mettent pas en avant l'annulation de la dette des travailleurs, des ménages comme l'on dit. Si la production était basée sur les besoins des travailleurs et que l'essentiel des richesses produites n'atterrissait pas dans la poche des capitalistes, les travailleurs n'auraient pas besoin de s'endetter. Donc leur dette correspond bien à l'équivalent que les capitalistes leur ont volé, dans ce cas-là ils ne doivent rien à personne, n'est-ce pas ? Cet argument est imparable, alors pourquoi n'y pensent-ils pas, c'est tellement élémentaire ?

Les capitalistes ont tout prévu en instaurant leur Etat, la répartition des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire de telle sorte qu'ils demeurent sous leur contrôle quelle que soit la majorité parlementaire ou le parti qui parviendra au pouvoir.

C'est ce qui a fait dire à Marx et Engels qu'il fallait le "*démolir de fond en comble*" et en rebâtir un autre sur de nouvelles bases, une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions ou organes de pouvoir. Comme quoi nos deux compères avaient vu juste. Qui a dit que le socialisme n'était plus d'actualité ? On attend toujours qu'un parti ouvrier en fasse la promotion... Est-si compliqué, la preuve que non.

Lisez ou relisez aussi à l'occasion L'Etat et la révolution de Lénine, avec un tel armement on est aussi invincible que la classe ouvrière quand elle déferle...

A défaut d'une issue politique : on se suicide !

Les faits

- Près de 4 Français sur 5 seraient favorables à un gouvernement d'union nationale AFP -

...cependant...

- Peillon: un gouvernement d'union nationale n'aurait "*pas de sens*" AFP

...pourquoi ...

.- Un gouvernement d'union nationale ne serait "pas efficace", pour Sapin Le Nouvel Observateur

... pourquoi sont-ils aussi catégorique...

- Sapin: pas de crainte d'une "*confrontation sociale*" AFP

Et la boucle est bouclée, le carcan sous lequel nous croulons.

Ils auront tout essayé et testé en Europe... ou presque.

- Près de quatre Français sur cinq (78%) seraient favorables à un gouvernement d'union nationale gauche-droite intégrant aussi des personnalités de la société civile, jugé plus efficace notamment pour lutter contre le chômage, selon un sondage Ifop publié dimanche dans le JDD. AFP 28.04

A croire qu'ils n'ont tiré aucune leçon des expériences grecque et italienne, quand Lucas Papadimos avait été nommé premier ministre le 10 novembre 2011 et trois jours plus tard le président Napolitano avait nommé Mario Monti au poste de premier ministre.

En Italie, Napolitano vient de resservir le couvert, tandis qu'en Grèce la Nouvelle démocratie gouverne avec le Pasok.

Au Belgique aussi ils ont un gouvernement d'union nationale, depuis les fermetures d'usines se succèdent à une cadence accélérée, c'est ce qu'ils appellent être "*plus efficace notamment pour lutter contre le chômage*".

Les Français seraient donc sourds et aveugles.

- Las de l'austérité, les Islandais optent pour l'alternance - Reuters

En Islande, le Parti de l'indépendance et le Parti du progrès avaient présidé à la libéralisation du secteur financier dans les années 2000, qui avait débouché sur une hypertrophie puis une faillite des banques. Lors des élections législativesde 2009 ils avaient été renvoyés dans l'opposition parlementaire, tandis que de L'Alliance (sociaux-démocrates) et du Mouvement gauche-verts prenaient le relais.

Cette coalition de gauche, inédite, qu'avaient choisie les Islandais en pleine crise en 2009 ne s'étant pas attaquée au chômage et à l'endettement des ménages, ainsi qu'aux multiples difficultés que rencontrent les travailleurs dans leur vie quotidienne, viennent de remettre aux commandes ceux qui avaient conduit le pays à la banqueroute, ce qui a fait dire à Anna Katrin Kristansdottir, une électrice de 49 ans, à la sortie d'un bureau de vote de Reykjavik : "*Les électeurs ont la mémoire courte*", disons qu'ils ont compris qu'il n'existait aucune issue politique qui leur soit favorable, et que dans ces conditions en portant au pouvoir les partis qui étaient dans l'opposition, peut-être tiendraient-ils au moins une ou deux promesses électorales pour les remercier d'avoir voté pour eux, sans en attendre davantage. (source : Lexpress.fr 28.04)

Au Portugal, la situation est identique, le niveau de conscience politique et l'état d'esprit des travailleurs aussi. Voici la dernière info.

- Portugal : le PS maintiendra la discipline budgétaire s'il arrive au pouvoir - AFP

L'opposition socialiste, qui réclame une renégociation du plan de sauvetage accordé au Portugal en mai 2011, s'engage à poursuivre des politiques de discipline budgétaire s'il gagne les prochaines élections législatives - AFP 28.04

Cela nous ramène à l'article que vous avez pu lire plus haut, les faits ne font que le confirmer, en réalité je pars des faits et non l'inverse, je ne cherche pas à tout prix à prouver que la droite et la gauche appartiennent à la même famille de droite, tandis que la véritable gauche est ailleurs, parmi les partisans de la "*révolution permanente*" qu'incarne aujourd'hui le combat pour la révolution socialiste, la liquidation du capitalisme et ses institutions politiques.

J'ai écris presque, car il reste la dictature fasciste comme ultime rempart du régime pour contenir les masses et terminer le travail engagé par la droite et que la gauche a continué, la fausse gauche, mais n'a pas été capable de mener à son terme, ce qui nécessite de liquider les organisations et partis ouvriers dans lesquels les travailleurs se rassemblent pour résister et mener leur combat contre le capital et ses institutions.

Pour illustrer ce qui pointe à l'horizon, voyons ce qui se passe en Grande-Bretagne.

- Grande-Bretagne : la résistible ascension de la droite de la droite - lepoint.fr

Anti-Europe, anti-immigrés, l'UKip pourrait bien faire une entrée fracassante sur le théâtre électoral outre-Manche.

Sur quoi repose son audience ?

- Surtout celle des déçus de la classe politique, ceux qui ne font pas confiance au peu charismatique leader du Labour Ed Miliband pour apporter un vrai changement dans leur vie quotidienne, et ceux qui sont en colère contre le Premier ministre David Cameron, jugé pas assez à droite. Souvent une Grande-Bretagne des champs ou des banlieues, blanche, un peu plus âgée que la moyenne, nostalgique de l'autorité affirmée de Margaret Thatcher, du rayonnement du Commonwealth, inquiète du poids de l'immigration et profondément anti-impôts et anti-Bruxelles. Ces inquiétudes et ces colères s'étendent et se transforment rapidement en convictions politiques en cette période d'austérité et de crise.

La première secousse est arrivée lors d'une législative partielle en février dernier. La candidate Ukip a recueilli 28 % des suffrages, le meilleur résultat de l'histoire du parti dans une élection de ce type, et cela dans une circonscription traditionnellement Lib-Dem, l'équivalent des centristes en France. Cerise sur le gâteau pour les amis de Nigel Farage : leur candidate a humilié les conservateurs en les reléguant à la 3e place à 25 % (le candidat Lib-Dem en tête au premier tour a été élu de justesse au deuxième). Dès lors chacun s'attend à une réplique spectaculaire jeudi prochain lors d'élections locales. Le parti pourrait rafler des centaines de sièges dans tout le pays, si son influence, jusqu'à 17 % dans certains sondages, se confirme. Les candidats Ukip pourront alors mettre le champagne au frais pour les élections européennes de juin 2014, où il pourrait cette fois arriver en tête. Puis enchaîner sur un autre succès au scrutin national de 2015, où l'Ukip pourrait alors raisonnablement espérer faire son entrée au Parlement. Voire devenir la 3e force politique du pays et accéder aux responsabilités en acceptant une coalition.

"*Si l'Ukip fait de bons résultats jeudi prochain, tous les paris sont ouverts*", confie ce week-end un cadre conservateur au quotidien The Independent. Un vent de panique pourrait souffler, les élus craignant tous pour leur siège. L'aile droite du parti pourrait exiger un nouveau durcissement du ton face aux soutiens de David Cameron. Ceux-ci estiment qu'après la promesse d'un référendum sur la sortie de l'Union européenne et l'annonce d'une réorientation des aides sociales en direction des nationaux, beaucoup de gages ont déjà été donnés en deux mois. lepoint.fr 28.04

On a le droit au même scénario dans tous les pays.

La surenchère à droite pour tenter de mordre sur l'électorat de la petite-bourgeoisie, des couches moyennes et arriérées réceptives au discours de l'extrême droite, d'un leader charismatique et excellent orateur, Nigel Farage en Grande-Bretagne, à ce qu'on appelle la gauche, la tentation de s'aligner sur la même politique en donnant des gages supplémentaire à la classe dominante, qu'elle aurait plus à y gagner en associant à sa politique antisociale des pans entiers des syndicats et des partis ouvriers, divisant profondément le mouvement ouvrier ce qui lui permettrait d'aller encore plus loin dans l'application de son programme qui somme toute est identique à celui de la droite.

Du coup, les travailleurs qui ne sont pas si sourds ou si aveugles qu'on veut nous le faire croire se réfugient dans l'abstention, car ils considèrent plus ou moins consciemment que la droite et la gauche c'est du pareil au même, pendant que les couches les plus arriérés qui sont aussi les plus désespérés et à la recherche d'un sauveur suprême pour résoudre leurs problèmes seront tentés par le vote d'extrême droite, bref, la droite comme la gauche s'emploient à faire le lit de l'extrême droite.

Et si nous en sommes rendus là, c'est parce que nous avons été incapables de nous doter d'une nouvelle direction politique, d'un nouveau parti révolutionnaire, d'une nouvelle Internationale socialiste.

Nos dirigeants n'ont pas été capable d'analyser le cours suivi par le capitalisme mondiale qui devait aboutir à la formidable crise que nous connaissons aujourd'hui et qui se traduirait à moyen terme par l'impossibilité d'envisager la moindre nouvelle réforme progressite ou sociale, pire, aboutirait à la remise en cause systématique de tous nos droits ou acquis sociaux et politiques, qu'il était impératif de clarifier ce qu'on entendait par la droite et la gauche, le camp de la révolution et celui de la contre-révolution, ils ont été jusqu'à abandonner ce langage pour se réfugier dans un discours institutionnel, dans la pratique cela s'est traduit par de multiples tentatives pour associer cette gauche contre-révolutionnaire à leur combat, colportant sans cesse des illusions dans le PS, puis dans son courant soit-disant de gauche qui en réalité n'existe fondamentalement pas, on peut ajouter ses satellites et ses alliés du Front de gauche attelé au char de l'UE et de l'ONU, discours et ligne politique incohérentes et inaudibles à l'arrivée pour finalement proposer une issue politique dans laquelle tous ces partis seraient associés autant dire n'inspirant pas davantage confiance que ces partis liés au régime en place.

Pour avoir tenté de ménager la chèvre et le choux, comme dans la fable les deux finiront par être dévorés.

Tous ont refusé de rompre avec le PS, c'est établi pour le POI et quoi qu'en disent le NPA ou LO qui à chaque élection font du lèche-bottes, tous ont refusé de rompre avec les appareils corrompus des syndicats, tous ont refusé de rompre avec les institutions de la Ve République, quand ils ne ne passent pas leur temps à arpenter les allées du pouvoir, ils participent à chaque élection et quand il leur arrive rarement de ne pas y participer ils se passent bien d'appeler à leur boycott, un mot devenu tabou dans leur bouche, et lorsqu'il s'agit de défendre des droits ou des acquis sociaux ou politique, c'est toujours dans le cadre du régime en place, ils sont totalement incapable de les situer dans une autre perspective, pire ils voudraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, encore une illusion, au lieu de situer leur combat dans la perspective de l'émancipation du capital et du socialisme, c'est ainsi qu'ils se font les défenseurs de l'Etat, de ses institutions, du régime, de l'ordre établi qu'ils prétendent combattre.

Vous ne voudriez tout de même pas que dans ces conditions le mouvement ouvrier et le prolétariat soient révolutionnaires ou trouvent la voie du socialisme, un peu de sérieux, un peu de respect pour les travailleurs et les militants s'il vous plaît, il est temps de remettre chaque chose à sa place et d'appeler les choses par leurs noms sans se soucier que cela plaise ou non à qui que ce soit, cela passe ou cela casse, au diable les misérables manoeuvres ou calculs d'appareils, de chapelles, la remise en cause de nos acquis ou droits sociaux ou politiques n'est pas négociable, notre programme révolutionnaire n'est pas négociable, nos principes, on peut et on doit les adapter dans la forme mais leur contenu n'est pas négociable, notre objectif politique et les moyens de l'atteindre ne sont pas négociables, notre cause et notre idéal ne sont pas négociables, le socialisme n'est pas amendable ou négociable, quand on dit socialisme ou barbarie cela signifie effectivement quelque chose ou alors rien du tout, au choix.

Comme disait Trotsky, si maintenant s'en tenir à une position, une ligne, un objectif c'est être sectaire, alors nous le sommes, nous devons l'être, nous le revendiquons, j'ajouterais que c'est notre force et que tout autre attitude serait assimilable à un suicide politique.

Les militants ou cadres à qui leurs dirigeants ont fait avaler des couleuvres de plus en plus lourdes à digérer, en passant pour mieux les endormir, c'est le meilleur moyen pour attraper les serpents, qu'ils ont habitué à toutes sortes de compromis qu'ils ne se donnent même plus la peine de justifier tellement c'est ancré dans leur conception de la lutte de classe, vont peut-être rétorquer en lisant cet article que c'est le meilleur de ne pas construire le parti, de demeurer marginaliser, etc. mais dites-moi, votre parti il est parvenu à quel résultat au juste à partir celui-là, en plus vous ne pourrez même pas revendiquer d'avoir aidé les travailleurs à y voir plus clair dans les rapports entre les classes, c'est encore pire, non ?

Et qui vous dit qu'en trouvant le bon discours pour s'adresser aux masses sans rien renier de nos principes, nous n'aurions pas pu constuire le parti, dites-nous, qu'est-ce qui vous permet de l'affirmer ? C'est ce que vos dirigeants répètent à longueur de temps sans doute, mais cela a-t-il vraiment un rapport avec la réalité. A quel moment vous ont-ils tenu le discours que vous trouvez dans ce portail, quand se sont-ils vraiment adressés aux masses sans maquiller la réalité, dites-nous ?

La tradition des monarchies européennes ayant été séduite par le fascisme est respectée.

- Pays-Bas: l'ombre de la dictature argentine plane sur la future reine Maxima - AFP

L'ombre de la dictature argentine plane sur la future reine Maxima des Pays-Bas: son père a servi un régime militaire répressif.

Fidèle serviteur de la dictature du général Jorge Videla, Jorge Zorreguieta a été successivement son vice-ministre (1976-1979), puis son ministre de l'Agriculture (1979-1981).

Pendant que le père de Maxima siégeait au gouvernement, les opposants au régime disparaissaient à travers le pays. Souvent torturés, parfois jetés depuis des avions. Les organismes de défense des droits de l'homme dénombrent 30.000 disparus. Deux plaintes ont été déposées contre lui pour la disparition d'un médecin et d'une biologiste dépendant de son

ministère, mais il n'a jamais été inculpé par la justice argentine.

De nombreux dignitaires de la dictature ont été jugés et condamnés en Argentine, dont le général Videla, qui purge une peine de prison à perpétuité pour crimes contre l'humanité.

L'ex-ministre âgé aujourd'hui de 85 ans affirme qu'il ne savait rien des atrocités commises par le régime du général Videla, la plus féroce des dictatures militaires d'Amérique latine. "*Il y a des cas concrets de gens qui lui ont demandé de l'aide pour retrouver des disparus et il ne les a pas aidés*", affirme à l'AFP Gonzalez Guerrero, co-auteur avec Soledad Ferrari du livre "*Maxima, une histoire vraie*".

"*Le changement de Maxima a été impressionnant et lui fait honneur. Elle a vécu son enfance dans une bulle où on disait qu'il n'y avait pas de disparus en Argentine et que les militaires avaient gagné une guerre contre la subversion. Elle est arrivée aux Pays-Bas en pensant cela et a défendu son père publiquement. Mais il y a eu un déclic et elle a commencé à se poser des questions et à enquêter ce qui s'était passé dans le pays*", selon l'auteur argentin.

Pour les auteurs de l'ouvrage sur Maxima, un hommage aux disparus de la dictature a été rendu discrètement lors du mariage princier: 30.000 fleurs -le nombre présumé de disparus- décoraient les lieux où le mariage a été célébré. AFP 28.04

Nous n'avons pas la force de déposer une larme sur les dictateurs et leurs complices pour la plupart toujours libres, mais en aurions assez pour les exécuter si cela était possible. Je sais ce sont des choses qu'on ne dit pas mais que l'on fait, mais à ma place je peux me le permettre.

Soutien et dérapage. "***Murs des cons***", suite

Après le temps des critiques, celui des appuis. Le Syndicat national des journalistes (SNJ) a apporté ce dimanche "*son plus total soutien*" au Syndicat de la Magistrature (SM) mis en cause pour son "mur des cons". "*Une attaque en règle*"

Dans un communiqué, le SNJ, premier syndicat de la profession, "*s'élève contre le mauvais procès fait au Syndicat de la Magistrature*" qui fait "*l'objet d'une attaque en règle qui concerne tout le mouvement syndical*".

Le SNJ "*rappelle que l'utilisation d'images volées dans un lieu privé, en l'occurrence les locaux du SM, est contraire à la déontologie professionnelle la plus élémentaire*".

"*Or on ne peut que s'interroger sur l'intention qui sous-tend et la publication des photos de ce mur et le traitement qui en est fait dans la presse*", demande en outre le SNJ, qui appelle tous les journalistes "*à se poser les bonnes questions, à ne pas céder à la pression de la course à 'l'audimat' et à refuser de participer à une manipulation de l'opinion*".

Appel inacceptable à la délation.

Quant au SNJ-CGT de France 3 demande que soit traduit en conseil de discipline l'auteur présumé des images de ce mur, Clément Weill-Raynal, un des journalistes judiciaires de la chaîne.

Joy Banerjee, représentant CGT de la rédaction nationale de France 3, a estimé que le journaliste qui aurait capté ces images et les aurait transmises au site Atlantico est coupable "*d'une atteinte à la déontologie. On ne vole pas des images et on ne les donne pas à un autre média que le sien*", a-t-il dit à l'AFP.

L'auteur présumé des images, un journaliste de France 3, fait l'objet d'une enquête interne, selon la direction de la chaîne.

Atlantico a jusqu'à maintenant affirmé que l'auteur de la vidéo est un "*juge apolitique et non syndiqué*" en visite au syndicat. lexpress.fr 28.04

Nous n'avons pas changé de régime, alors ceux qui veulent se lancer à la chasse aux sorcières en seront victimes demain, pire, tous les militants ouvriers sans exception. Quand on dit qu'ils font le lit de l'extrême droite, est-ce qu'on exagère vraiment ou sommes-nous encore en dessous de la vérité ?

Dictature de la finance. Juge et partie. Un précédent qui fera jurisprudence et le tour est joué.

Subprime: accord amiable de Moody's, SP et Morgan Stanley sur 2 plaintes AFP

Les agences de notation Moody's, Standard and Poor's (SP) et la banque d'investissement Morgan Stanley ont passé des

accords amiables mettant fin à deux plaintes datant d'avant la crise financière qui les accusaient d'avoir dissimulé les risques d'investissements liés aux "subprimes", des prêts hypothécaires risqués.

Un document enregistré au tribunal fédéral de Manhattan vendredi soir indique que la plainte de King County, dans l'Etat de Washington (nord ouest des Etats-Unis), et de Abu Dhabi Commercial Bank ont été "abandonnées à la suite d'un accord amiable", dont les montants n'ont pas été dévoilés par les parties.

Le procès aurait été particulièrement crucial pour SP qui fait aussi l'objet d'une plainte déposée en février par le gouvernement américain, qui veut recouvrer quelque 5 milliards de dollars de pertes subies par des investisseurs qui auraient acheté des produits dérivés de crédits hypothécaires très risqués (subprime) sur la foi de notes de S&P excessivement optimistes.

Le département américain de la Justice (DoJ) accuse S&P d'avoir en toute connaissance de cause accordé des notes complaisantes pour préserver sa part de marché dans les produits dérivés. AFP 28.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

Merkel: '*Les membres de la zone euro doivent se tenir prêts à céder leur souveraineté*'.

Les membres de la zone euro doivent se tenir prêts à céder leur souveraineté dans certains domaines aux institutions européennes pour permettre au bloc de surmonter la crise et d'attirer à nouveau les investisseurs étrangers, a déclaré la chancelière Angela Merkel dont les propos ont été rapportés par Reuters. La chancelière, qui s'exprimait lors d'une conférence organisée par la Deutsche Bank à Berlin, et à laquelle était également invité le Premier ministre Polonais Donald Tusk, a également défendu le recours à la politique d'austérité pour faire face à la crise, affirmant que l'Europe devait trouver à la fois une manière de générer de la croissance tout en assainissant ses finances.

« *Nous semblons n'être capables de trouver des solutions communes que lorsque nous sommes au bord du gouffre* », a-t-elle dit. « *Mais dès que la pression se fait moins forte, tout le monde veut suivre sa propre voie. Nous devons être prêts à accepter que l'Europe ait le dernier mot dans certains domaines. Sinon, nous ne pourrons plus poursuivre la construction européenne* ».

« *Il serait dangereux que d'autres pays en Europe ressentent que l'Allemagne impose son propre modèle économique sur le bloc entier* », a poursuivi la chancelière. *Nous n'avons pas toujours besoin d'abandonner nos pratiques nationales, mais nous devons être compatibles. Actuellement, c'est le chaos. Nous devons être préparés à rompre avec le passé pour aller de l'avant. Je suis prête à le faire* », a ajouté Merkel.

Les dirigeants européens doivent se réunir à Bruxelles dans les deux prochains mois pour discuter des avancées à réaliser pour aller vers une «*union fiscale*», rappelle Reuters. wikistrike.com 23.04

Elle a raison, il faut balayer le passé, faire table rase et la virer pour commencer, ainsi que l'UE !

2- Grèce

Le parlement grec a adopté dans la nuit de dimanche à lundi une loi sur de nouvelles mesures de rigueur réclamées par la troïka (UE-BCE-FMI) comprenant surtout la restructuration du secteur public et le renvoi de milliers de fonctionnaires.

La loi a été adoptée, à l'issue d'un débat houleux à l'assemblée, par 168 voix sur un total de 292 députés présents. 123 députés ont voté contre tandis qu'un député a simplement voté "*présent*".

Prévoyant le renvoi d'ici à 2014 de 15.000 fonctionnaires, dont 4.000 en 2013, une mesure inédite, cette loi ouvre la voie à la poursuite des versements de prêts de la zone euro et du FMI à la Grèce, d'un total de 8,8 milliards d'euros.

Les fonctionnaires censés être renvoyés sont ceux sanctionnés pour corruption ou incompétence, ceux poussés au départ volontaire à la retraite ou les victimes de la suppression de leur poste après la fermeture de dizaines d'organismes publics.

Dimanche soir, une manifestation de 800 personnes, selon la police, a eu lieu à l'appel des syndicats du privé et du public sur la

place Syntagma, en bas du parlement, dans le centre d'Athènes.

La confédération des fonctionnaires (Adedy) a dénoncé "*les suppressions de postes et la destruction du service public*" ainsi que "*la procédure d'urgence décidée par le gouvernement*" pour le vote de la loi.

Outre la restructuration du secteur public, la loi adoptée qui ne comporte qu'un seul article, une pratique récurrente pour contraindre les députés de voter l'ensemble des dispositions, prévoit l'extension d'un impôt foncier, imposé en 2011, mais en le réduisant de 15%.

Il prévoit également l'ouverture à la concurrence de nouvelles professions et des facilités de paiement, néanmoins sous de strictes conditions, pour permettre à l'Etat de récupérer des milliards d'euros d'arriérés d'impôts et de cotisations sociales auprès des ménages ou d'entreprises endettés.

Le principal parti de l'opposition, la Gauche radicale (Syriza), a déposé une motion d'anticonstitutionnalité de la procédure d'urgence, qui a été rejeté par le parlement.

Le ministre des Finances Yannis Stournaras a souligné que la procédure d'urgence était nécessaire car l'Eurogroupe (réunion des ministres des Finances de la zone euro) "*doit se prononcer lundi sur la poursuite du versement des prêts (...) dont la Grèce a besoin pour payer salaires et retraites*".

Les partis d'opposition ont dénoncé un amendement déposé à "*la dernière minute*" par M. Stournaras prévoyant la réduction du salaire minimum mensuel à 490 euros contre 580 d'euros actuellement. AFP 28.04

C'est le Parlement qui vous inflige ce traitement insupportable, alors il faut le renverser et prendre le pouvoir, il n'existe pas d'autres alternative politique : tout le pouvoir aux travailleurs et aux organismes politiques qu'ils doivent fonder indépendamment de l'Etat qu'ils doivent renverser, il n'existe pas d'autre voie, le socialisme.

3- Syrie

Le secrétaire général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) a qualifié de complots contre la Syrie, tous les incidents, dans ce pays.

"*Ce front est prêt à faire face à toute agression étrangère contre la Syrie*", a-t-il affirmé. "*Les activités de ce front se limitent à la défense des camps palestiniens, mais en cas de toute agression étrangère contre la Syrie, les forces de ce front quitteront les camps*", a déclaré Ahmad Jibril. french.irib.ir 28.04

A en croire Nader Moghabele, analyste et journaliste jordanien et animateur du site "*les infos de notre pays*", Poutine est bien trop ferme, dans son soutien à la Syrie. Poutine a annoncé, au cours d'une rencontre privée ceci :

"*même si la guerre atteint les rues de Moscou, la Russie ne renoncera pas à son soutien à Assad*". Le journaliste, qui est connu, pour ses relations privilégiées avec les Russes, cite toujours le président russe, qui aurait rejeté " *l'idée d'un tête à tête avec Obama*", suivant une demande de ce dernier, puisque "*Poutine n'est nullement pressé, pour parler d'Assad avec le chef de la Maison Blanche*". french.irib.ir 28.04

SOCIAL

1- France

1.1- Chômage

160 000 emplois (souvent précaires) pour 9 500 000 privés d'emplois et travailleurs pauvres occasionnels.

Ne vous inquiétez pas pour vos députés de l'assemblée nationale, avec 1 an de RSA par mois, en argent de poche, au black légalisé, alors qu'ils en ont pas besoin, car salaire d'autant déjà, + nombreuses gratuités, ça va pour eux, ça roule ma poule, et la retraite sera pas trop médiocre non plus.

N'écoutez pas ceux qui disent que ça part en partie, pour louer une permanence, c'est eux même ou leurs proches qui empochent les loyers la plupart du temps, et qui seront propriétaires du bien, façon judicieuse de détourner le pognon me direz vous...

Bon si on parlait des millions de personnes, toujours + nombreuses, qui elles doivent très souvent survivre en étant moins de 2 fois sous les seuils de pauvreté, ou les revenus ne couvrent trop souvent, même pas les charges fixes (bah oui, c'est comme ça, ceux au pouvoir, hier comme aujourd'hui, sont des ordures inhumaines, pas un scoop hein ... qu'il faudrait multiplier par 2 les allocs de survie, et non pas de 25 centimes par jour (7.50€ par mois), à bon entendeur ...)

Sans parler des ignobles déchets humains, qui coupent ces mêmes allocs de survie, parfois de façon arbitraire, dans certains départements à des gens déjà dans la merde jusqu'au cou, faudrait je pense les foutre en taule avec ceux qui grugent le fisc, tout ces dangereux dégénérés du bulbe.

Les dégats humains, maladies, violences, la gestion administrative et répressive de la pauvreté, etc, ça coute de +, bien + financièrement à la collectivité, que de garantir de la non pauvreté avec un revenu universel décent.

Bref revenons froidement aux chiffres :

Radiations des listes A,B,C,(D,E) de Pôle Emploi par motifs, Mars 2013 :

- Défauts d'Actualisation : 190 700, 42,5 % des sorties des listes

- Radiations Administratives (les punis) : 39 200, 8,7 % des sorties

- Autres Cas (mystérieuse rubrique, les morts, suicidés, emprisonnés ?) : 52 400 11,7 % des sorties.

soit 282 300 radiés des listes (62,9 %) pour autres motifs que : - Stages parking : 36 700, 8,2 % des sorties.

- Arrêts maladie, maternité etc : 35 700, 8 % des sorties.

- Reprises d'emploi déclarées : 94 000, ne représentent que 20,9 % des sorties des listes de pôle emploi, et encore, y compris contrats aidés, etc ..

Demandeurs d'emploi par catégories :

A : 3 224 600 + 1,2 % (+ 11,5 % sur 1 an)
B : 643 500 + 3,1 % (+ 12,7% sur 1 an)
C : 873 000 - 2,4 (+ 2,3 % sur 1 an)
D : 257 100 - 1,6 % (+ 7,6 % sur 1 an)
E : 350 300 - 0,3 % (- 5,1 % sur 1 an)

TOTAL : 5 348 500 (données corrigées), hors DOM TOM, soit + 8,6 % sur 1 an, + 29 400 en 1 mois.

TOTAL, dom-tom compris : 5 718 300 (page 15 du rapport de la DARES)

Quelques chiffres qui parlent :

Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 12,4 % sur 1 an
Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 18,2 % sur 1 an
Chômage des 50 ans et +, + 15,2 % sur 1 an
Offres d'emploi collectées, - 18,2% sur 1 an

+ d'1 chomeur inscrit à pôle emploi sur 2 (50,9 %)ne perçoit AUCUNE INDEMNITE, ni ARE (allocation retour à l'emploi), ni allocation de solidarité (ASS, AER ...) Offres d'emploi dispo, dernier chiffre connu : 160 242

Le + scandaleux, LES DEMANDEURS d'EMPLOI INVISIBLES, complètement en dehors des statistiques

Ne sont pas comptés dans ces 5 742 000 demandeurs d'emploi et travailleurs pauvres occasionnels :

1 273 500 foyers bénéficiaires du RSA, en effet sur 2 100 000 environ de foyers (chiffre sous estimé datant de l'an passé) , seuls 826 500 sont inscrits à Pôle Emploi, les autres bénéficient d'autres suivis (associations, collectivités locales etc) en sachant qu'un foyer bénéficiaire, comporte parfois + d'un demandeur d'emploi en son sein. + 1 000 000 au bas mot, de bénéficiaires de l'AAH ou d'une pension d'invalidité, ne sont pas inscrits à Pôle emploi

+ des centaines de milliers, voire peut être + d'1 million de SANS-DROITS, principalement :

- des jeunes de moins de 25 ans, primo demandeur d'emploi, qui comme vous le savez n'ont même pas droit au RSA. (quasi unique en Europe)

- des sans droits, pour motif, dépassement des plafonds de ressources dans le foyer, exemple, votre conjoint(e) perçoit 650 € d'allocation chomage, ou 743€ d'allocation adulte handicapé, vous n'aurez même pas droit au RSA, car vous dépasserez le plafond couple qui est de 608€ par mois, si vous ètes NON SDF.

- on peut parler également de retraités qui cherchent un emploi car leur retraite ne couvre pas les charges fixes pour survivre (loyer, énergie, assurances, voiture, téléphone, eau, nourriture, santé (lunettes, dentiste ..) incalculable

- des bénéficiaires de pensions de reversions (veufs, veuves) de 55 ans et +, qui dépassent les plafonds du RSA, et qui n'ont pas encore l'age pour la retraite ou le minimum vieillesse "ASPA" (67 ans) ASPA récupérable sur le patrimoine au décès.

- des bénéficiaires de pensions alimentaires qui dépassent les plafonds du RSA

- on peut également évoquer, des étudiants, boursiers ou non, qui cherchent des petits jobs alimentaires, qui sont donc bien demandeurs d'emploi, en concurrence avec les autres (même si beaucoup sont aussi exploités en stages sous payés, voir gratuits)

- on peut évoquer enfin, des auto-entrepreneurs, qui ne gagnent rien ou presque, et sont demandeurs d'emploi en parallèle.

Faites le calcul vous même, on arrive au total, à + de 9 MILLIONS demandeurs d'emploi en France, et travailleurs pauvres occasionnels.

Sources : Rapport complet de la DARES de 20 pages (et non pas le simple communiqué de presse envoyé aux médias) : http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/p... wikistrike.com 26.04

1.2- Voilà 31,4 milliards d'euros d'économie à réaliser !

En 2008, Nicolas Sarkozy avait programmé la suppression de 54.000 emplois dans la défense entre 2008 et 2015. Selon cette source proche du dossier, le Livre blanc 2013 prévoit la poursuite des baisses d'effectifs prévues jusqu'en 2015 et la suppression de 20.000 postes supplémentaires dans les quatre années qui suivent.

La répartition des suppressions de postes entre les différentes armées et services de la défense sera décidée ultérieurement, lors de le l'élaboration de la Loi de programmation militaire (LPM, 2014-2019) qui doit être discutée à l'automne au Parlement.

Par ailleurs, le budget 2014 de la Défense sera maintenu à 31,4 milliards d'euros, comme l'avait annoncé le chef de l'Etat le 28 mars. Et 179,2 milliards en euros constants seront consacrés à la défense entre 2014 et 2019, toujours selon la source proche du dossier. lexpress.fr 28.04

2- Bangladesh

Quatre jours après l'effondrement d'un immeuble de huit étages contenant des ateliers dans la banlieue de la capitale Dacca, au Bangladesh, le pays est toujours en état de choc. Un dernier bilan après cet accident industriel, le pire qu'ait connu le pays, fait état de 376 morts et plus de 900 disparus. Près de 2 500 personnes sont sorties vivantes des décombres du Rana Plaza, mais l'espoir de retrouver des survivants s'amenuise. Dimanche, alors que les sauveteurs pensaient avoir trouvé "*une femme qui était, croyons-nous, la dernière survivante*", un incendie a éclaté, tuant la potentielle miraculée.

Selon les premier éléments de l'enquête, l'immeuble avait été bâti sur un sol instable et sans les autorisations nécessaires, et plus de 3 000 ouvriers, majoritairement des jeunes femmes, y ont été envoyés quelques heures avant l'effondrement, malgré les avertissements concernant la fragilité du bâtiment.

Après plusieurs jours de recherche, la police a arrêté plusieurs personnes, notamment deux ingénieurs, deux dirigeants d'un atelier et le propriétaire de l'immeuble, appréhendé à la frontière indienne. Elle est toujours à la recherche du copropriétaire, un industriel espagnol du nom de David Mayor.

Le suspect est également directeur général de Phantom-Tac, une société conjointe à parts égales entre Phantom Apparels (Bangladesh) et Textile Audit Company (Espagne). M. Mayor devrait notamment donner davantage de détails sur

le fonctionnement des ateliers, et sur les compagnies occidentales qui y étaient présentes.

Depuis l'effondrement de l'immeuble, la présence de plusieurs marques de vêtements a été constatée. Certaines, comme la société espagnoles Mango ou la britannique Primark, ont admis avoir passé des commandes dans ces ateliers. D'autres démentent fermement toute présence. C'est le cas de Benetton, qui assure que "*les gens concernés dans l'effondrement de l'atelier au Bangladesh n'étaient pas des fournisseurs de Benetton*". Pourtant, une photographie circule montrant de chemises bleues étiquetées "*United Colors of Benetton*" à l'endroit où le sous-traitant New Wave Bottoms, qui cite la marque au nombre de ses clients sur son site, avait ses ateliers avant la catastrophe.

Le groupe n'a pas non plus répondu à une première demande concernant une copie de documents fournie par la Fédération des ouvriers du textile au Bangladesh portant mention d'une commande de 30 000 articles en septembre 2012. Des étiquettes destinées à la marque américaine de prêt-à-porter féminin Cato ont également été retrouvées sur place.

L'ONG Clean Clothes Campaign, qui défend les ouvriers du textile à travers le monde, affirment que des étiquettes de la marque européenne C & A ont aussi été retrouvées. La société assure ne plus avoir de lien avec des fabricants basés au Rana Plaza depuis octobre 2011. Selon Clean Clothes Campaign, le britannique Bon Marché, l'espagnol Corte Ingles et le canadien Joe Fresh ont reconnu leurs liens avec les ateliers. En revanche, Carrefour a démenti tout lien avec "*des entreprises qui étaient en activité dans cet immeuble*" alors que la Fédération des ouvriers du textile et de l'industrie au Bangladesh dit avoir retrouvé dans les décombres des étiquettes de la marque "*Tex*".

La colère contre la négligence qui a conduit au drame a provoqué de violentes manifestations depuis mercredi au Bangladesh, deuxième exportateur textile mondial derrière la Chine. Dimanche toutefois, les rues de Dacca étaient calmes. L'opposition appelle à une grève nationale le 2 mai pour protester contre cet accident industriel particulièrement meurtrier, le troisième en cinq mois. Le secteur du textile emploie 3,6 millions de personnes dans le pays, pour la plupart des femmes, dont certaines gagnent l'équivalent de 30 euros par mois.

En Grande-Bretagne, la présence de marques occidentales a été critiquée. Une manifestation a eu lieu devant un magasin Primark à Londres, et une pétition a été mise en ligne pour exiger des sociétés impliquées dans ces ateliers une compensation pour les familles des victimes. L'ONG ActionAid a également lancé une campagne pour que les consommateurs paient volontairement une "*taxe sur les t-shirts*" pour venir en aide aux familles touchées. "*Il me semble que nous avons une obligation morale d'aider, explique au Guardian Victoria Butler-Cole, à l'origine de l'action. Tout le monde possède un vêtement fabriqué au Bangladesh. Ce n'est pas seulement la faute des compagnies qui vendent ces vêtements*".

Quelles bandes d'ordures ces ONG, allez vous faire foutre, seules ces compagnies, les propriétaires de l'immeubles et le gouvernement sont responsables ! La seule "*obligation morale*" que nous avons, c'est de construire le parti de la révolution socialiste pour en finir avec le capitalisme.

ECONOMIE

1- France

Les Pompes Funèbres Générales (PFG) sont-elles à vendre ?

Une pandémie est-elle programmée pour GS s'intéresse à nos morts ?

L'agence Reuters annonce que le fonds d'investissement Astorg Partners (Actuel propriétaire du groupe OGF / PFG) aurait mandaté Goldman Sachs pour l'aider à trouver un investisseur dans le cadre de la cession du groupe de pompes funèbres OGF.

OGF C'est quoi?

Avec les différentes enseignes (PFG, Roblot, Henri de Borniol et Dignité Funéraire, soit environ 1000 agences), le Groupe est présent sur toute la France. La société, leader sur le secteur a réalisé un chiffre d'affaires de 533 millions d'euros en 2012 (exercice clos en mars 2012, nous attendons les chiffres 2013 avec impatience), soit le un quart du marché français des pompes funèbres en réalisant près de 120 000 obsèques.

Mais aussi:

5 500 salariés
435 funérariums

51 crématoriums en exploitation ou en construction (soit le tiers des installations en France)
430 000 contrats de prévoyance en portefeuille avec une croissance de 15% par an
145 000 cercueils produits
16 000 monuments posés dans les cimetières
3 000 opérations de rapatriement avec PFG rapatriement

Depuis près de 170 ans, les Pompes funèbres Générales sont les leaders des services funéraires et de l'accompagnement des familles en deuil…

Astorg aurait mandaté Goldman Sachs pour vendre le Groupe OGF

Le processus de mise en vente d'OGF, qu'Astorg a acquis en octobre 2007 sur la base d'une valeur d'entreprise de 300 millions d'euros, ne fait que commencer. et avec un résultat brut (Ebitda) réalisé de l'ordre de 100 millions d'euros, la société OGF / PFG pourrait être valorisée entre 800 millions et un milliard d'euros, explique les analystes financiers. La recherche risque d'être moins facile soulignent les spécialistes de levées de fonds du fait de la situation économique en France … wikistrike.com 22.04

Goldman Sachs dans le rôle de croque-mort est à sa place. Avant que les rôles ne soient inversés, mais nous ne pouvons leur garantir à l'avance que nous ferons preuve envers eux de plus d'égards qu'ils en ont eu envers nous, ni même autant, vous savez, la plèbe est rustre et immorale, elle aussi elle a une mémoire sélective, et puis tout se mérite !

2- Etats-Unis

Les Etats-Unis revoient le calcul du PIB depuis 1929, une bouffonnerie.

Leur mode de calcul du PIB va en effet subir une refonte complète, qui fera techniquement gonfler le PIB américain de 3%, soit environ 470 milliards de dollars.

Ces changements entreront en vigueur au 1er juillet 2013, et les séries statistiques concernant le PIB vont être entièrement recalculées depuis 1929 !

« *Nous allons réécrire toute l'histoire de l'économie !* », a expliqué hier au Financial Times Brent Moulton, chargé des comptes nationaux au bureau des statistiques.

L'objectif annoncé est de prendre en compte dans le PIB des actifs immatériels (Recherche & Développement, royalties, frais annexes…), qui n'ont jamais été comptabilisés jusqu'ici, et que l'ONU a recommandé d'intégrer depuis 2008.

Modifier le calcul du PIB va par ailleurs jouer sur d'autres données, telle l'inflation. C'est un critère décisif qui détermine, notamment, la politique monétaire de la Fed. Il va aussi réduire le niveau de dette par rapport au PIB. La réforme statistique pourrait donc mener à des décisions économiques qu'on ne soupçonne pas aujourd'hui.

Après l'Australie, qui a ouvert le bal, les Etats-Unis sont le premier grand pays à se plier à cette nouvelle règle, qui reflète mieux l'économie moderne, dans laquelle les biens incorporels ont pris un poids considérable. La dernière grande réforme avait eu lieu en 1999, via l'intégration des ventes de logiciels informatiques dans le PIB.

Désormais, les dépenses de « *Recherche et Développement* », qui étaient considérées jusqu'ici comme des dépenses courantes, deviendront des investissements. Les royalties, ou droits d'auteurs (dont ceux du cinéma) et certains frais comme les droits de mutation immobiliers seront aussi considérés comme des investissements, et non plus comme des dépenses courantes.

Cette réforme du calcul du PIB devrait progressivement être appliquée dans le monde, l'Europe ayant prévu de l'examiner en 2014. wikistrike.com 24.04 - Sources : Les Echos

3- Suisse

Poursuivi pour avoir dénoncé une fraude fiscale portant sur 200 milliards d'€ en Europe

Cet ex-informaticien de la banque HSBC est poursuivi par la justice suisse pour vol de fichiers bancaires qui avait permis d'identifier des milliers d'évadés fiscaux.

Devant le tribunal de l'Audience nationale qui débattait de la demande d'extradition présentée par la Suisse, Hervé Falciani a affirmé qu'il n'avait jamais été payé pour divulguer ces données. «*Jamais, en aucun cas*», a-t-il répondu, interrogé pour savoir s'il avait touché de l'argent pour divulguer ces fichiers, qui, récupérés par le fisc français en 2008, avaient permis de découvrir des

milliers d'évadés fiscaux dans le monde et mené au redressement fiscal de fraudeurs français.

L'ex-informaticien a insisté sur le fait qu'il avait d'abord tenté d'alerter les autorités suisses avant de se tourner vers la France, mais que celles-ci n'avaient pas voulu enquêter sur HSBC.

Arrêté à Barcelone le 1er juillet 2012, l'ex-informaticien avait été remis en liberté provisoire en décembre. La Suisse, qui avait auparavant lancé un mandat d'arrêt international contre lui, avait déposé une demande d'extradition auprès du ministère espagnol de la Justice le 5 juillet.

Hervé Falciani est soupçonné d'avoir soutiré des informations à la banque, divulgué des secrets industriels ou commerciaux et violé le secret bancaire. Les fichiers qu'il est accusé d'avoir volés ont permis de découvrir 659 comptes en Suisse pour les seuls clients espagnols, a souligné l'ancien secrétaire d'Etat au Budget, Carlos Ocaña, entendu lundi par le tribunal.

Selon le procureur, ces documents ont révélé une fraude fiscale portant sur 200 milliards d'euros dans toute l'Europe. wikistrike.com 25.04 - Sources : France 2 / Libération

Nous devrions soutenir Hervé Falciani puisqu'il a agit de la sorte de façon désintéressée, il est plus courageux que la plupart de nos dirigeants qui sont des couards.

Haut de page

Le 30 avril 2013

CAUSERIE

Lundi 21h30 - heure locale

Avec un peu d'avance sur demain, j'ai mis en ligne quelques nouveaux articles publiés par le Réseau Voltaire. L'attentat de Boston pue de plus en plus la CIA, on s'en doutait depuis qu'on savait qu'il n'avait pas été commis par l'extrême droite américaine. A demain, je vais lire ces articles.

La suite mardi.

J'ajouterai quelques nouveaux articles ce soir, je me dépêche de télécharger le boulot de la journée dans le serveur du site, on n'a pas de courant depuis ce matin et il est déjà 15h50, j'ai vidé les trois quarts des batteries. Et je me suis passé de ventilateur pour les économiser.

On a fini le mois avec plus de 6.100 visites.

Austérité. Hypocrisie générale de la gauche de la droite.

Hier ils étaient tous pour ou s'en accommodaient, au mieux ils refusaient de la combattre, dorénavant ils sont tous contre, en y mettant les formes, certains lui reconnaissant tout de même des vertus, les autres se contentent d'exprimer des réserves à voix haute, pour ensuite affirmer à voix basse que seul le rythme qui avait été imposé par la troïka était en cause, et qu'il ne fallait surtout pas l'abandonner.

L'austérité serait à l'origine de tous nos malheurs, chômage, précarité, pauvreté, etc. chacun y va de son petit couplet depuis que ses conséquences ont pris une tournure sociale catastrophique, regrettable en esquissant une larme et totalement imprévisible, cela va de soi, chacun aura compris que parce qu'il est devenu impossible de les ignorer ou de les faire disparaître des écrans de télévisions ou d'ordinateurs, mais surtout depuis qu'elles se répercutent sur le plan politique.

On aura observé qu'il devient pour eux urgent de dénoncer cette politique antisociale et profondément injuste qui perturbe jusqu'à l'équilibre politique institutionnel bien huilé et en place depuis des lustres entre la droite et la gauche, qui les oblige à pratiquer une forme d'union nationale parlementaire sur toutes les questions économiques et sociales qui sont soumises aux députés, notez au passage que cette pratique ne date pas d'hier, et quand cela ne suffit pas ils en viennent à se rassembler en famille au sein d'un même gouvernement comme c'est le cas aujourd'hui en Grèce et en Italie.

Tous ou presque pourfendent cette politique antisociale comme s'ils n'en étaient pas les responsables ; la Commission européenne et le FMI s'en émeuvent en choeur à la suite de certains chefs d'Etat ou de gouvernement en Grèce, Irlande, Portugal qui réclament davantage de délais pour remplir les caisses des gangsters de la finance, leurs peuples étant déjà au bord de l'asphyxie

ou au-delà, émigrent, se réfugient dans l'alcool, la drogue, se suicident, etc. tandis que d'autres réclament que la mise en oeuvre de ces violentes mesures antisociales bénéficie également d'un délai, car ils craignent qu'elles ne débouchent sur une instabilité politique telle qu'elle les oblige à dévoiler leur véritables intentions et à recourir à la répression des mouvements sociaux, mettant au passage à nu ou fragilisant un peu plus les fondements du régime, de telle sorte qu'elle pourrait favoriser l'extrême droite et le regroupement de milliers de travailleurs dans des partis ouvriers hostile à toute politique d'austérité et plus généralement au capitalisme et aux institutions en place, ainsi qu'à l'Union européenne qui est le fer de lance de cette politique réactionnaire.

Posons-nous quelques questions.

Quelles sont les vertus de l'austérité, pourquoi ont-ils adopté cette politique ?

La principale vertu de l'austérité consiste à faire payer aux travailleurs la crise du capitalisme. Et si les mesures prises s'attaquent brutalement au coût du travail et au niveau de vie des travailleurs, cela signifie que cette crise a atteint les fondements du capitalisme, dans la mesure où les rapports établis entre les classes qui permettent à la classe dominante d'exercer son pouvoir économique sur la classe dominée ne le permettent plus tels qu'ils existent. Il est donc nécessaire de rééquilibrer ces rapports en faveur de la classe des exploiteurs, ce qui se traduit par un approfondissement des inégalités sociales, de modifier la répartition de la part de la plus-value (ou des richesses produites) attribuée à chaque classe au détriment des travailleurs, afin d'assurer la survie du capitalisme lui-même.

Nous n'entretrons pas ici dans les détails car cela nous emmènerait trop loin et je n'en ai pas le temps, je vous renvoie à de précentes causeries ou des articles qui figurent dans le portail dans lesquels cette question a été traitée.

L'austérité est le pendant de l'effondrement du capitalisme, elle est la condition indispensable mais pas suffisante qui précède un nouveau cycle d'expansion du capitalisme. On a pu observer dans le passé que chaque crise avait jeté sur le pavé des millions de travailleurs, avait réduit à la pauvreté, à la misère noire ou à l'indigence l'ensemble de la classe ouvrière des villes et des campagne, avait ruiné des pans entiers de la petite-bourgeoisie, prolétarisé des couches entières de la classe moyenne, conduit à la faillite des centaines de milliers d'entreprises, d'investisseurs en bourse.

A deux reprises au XXe siècle, ce ne fut pas suffisant pour surmonter la crise du capitalisme, alors ils recoururent à de gigantesques et monstrueuses destructions humaines et matérielles à travers toute l'Europe jusqu'à l'Oural pour qu'enfin provisoirement et artificiellement le cycle de l'accumulation du capital puisse tourner à plein régime, et notez bien chaque fois en recourant au crédit et à la planche à billets, à l'endettement généralisé de la société, ce qui devait infailiblement conduire à une nouvelle crise, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Jusqu'à présent, s'ils n'ont pas eu recours à ce scénario, c'est parce qu'ils sont parvenus à développer de nouveaux marchés, celui de la main d'oeuvre à bon marché principalement, qui leur a permis de rétablir, maintenir ou accroître le taux de profit qui était en chute libre dans les pays capitalistes développés. Cette époque est sur le point de s'achever et ce processus n'est pas sans contradictions ou faiblesses.

Maintenant qu'ils ont réalisé de gigantesques profits en surexploitant la main d'oeuvre asisatique principalement, pour écouler les marchandises produites ils s'attellent progressivement à développer ces marchés, notamment en créant une importante classe moyenne, ce qui a comme inconvénient d'alimenter la lutte de classe du prolétariat, chaque travailleur estimant légitime de pouvoir accéder à ces marchandises ou services qu'ils produisent eux-mêmes, ce qui a pour conséquence de créer de l'inflation et une forte augmentation des salaires, ils augmentent de 20% en moyenne par an depuis quelques années dans les grandes villes ou centres industriels en Chine, mais aussi en Inde ou dans d'autres pays.

Cette marche forcée au développement, outre le fait qu'elle laisse sur le carreau des centaines de millions de travailleurs et leurs familles dont le niveau de vie est toujours aussi misérable, comporte des limites. Pour que ces marchandises et services soient accessibles et consommés ils doivent être à un prix abordable en rapport avec le salaire ou le niveau de vie des couches de la population susceptible de les acquérir ou d'en faire usage, les capitalistes sont donc obligés de rogner sur leur profit s'ils veulent les écouler, la production est plus anarchique que jamais, la concurrence féroce, de telle sorte que les prix des biens d'équipement sont poussés à la baisse.

Un exemple en Inde. Vous pouvez acquérir une voiture neuve sans débourser un centime et commencer à la payer l'année suivante, c'est incroyable mais vrai. Vous disposez d'une voiture grauite pendant un an, déclarez-vous insolvable au moment de payer la première traite, si vous avez perdu votre emploi, que vous ne possédez aucun bien et que votre compte bancaire est vide, que peuvent-ils faire, vous envoyez en prison, ce n'est pas ainsi qu'ils récupèreront leur argent. Et malgré tout les immatriculation ont baissé de 10% au cours des derniers mois. Il semble que l'expansion artificielle par l'endettement de ce nouveau marché ait atteint ou même dépassée la limite qu'il pouvait se fixer.

En Inde, mais en Chine aussi dans des proportions encore plus vertigineuses, des dizaines et dizaines de millions de travailleurs se sont endettés jusqu'au dents pour devenir propriétaires de leur habitation. Il y à trois semaines environ un Indien informaticien

que je connais depuis plus de 10 ans m'appelle, je n'avais plus de nouvelles de lui depuis un an et demi. Il travaille à Chennai, il vient de se marier et il m'apprend qu'il a acheté un appartement. Je le félicite en lui disant que je suis heureux qu'il s'en soit bien tiré, il est issu d'une famille de pécheurs pauvres dont les parents sont décédés depuis longtemps. Mais là il me dit qu'il a un gros problème, qu'il a fait une grosse bêtise. Diable, quoi donc ? Il m'explique qu'il s'est foutu sur le dos un crédit sur 20 ans, qu'il doit payé des traites de 20.000 roupies par mois et que le coup de la vie a tellement augmenté qu'en fin de mois il ne lui reste plus rien, il ne peut pas économiser une roupie, bref, qu'il ne s'en sort plus et qu'il est étranglé par ce foutu crédit qui pompe les trois quarts de son salaire et lui pourrit la vie. Dommage il avait tout pour être heureux, autant qu'on peut l'être en Inde avec son statut, c'est très relatif en réalité, disons qu'avec son salaire il pouvait avoir une vie très confortable, ce qui demeure inaccessible à 8 ou 9 Indiens sur 10. Pour la petite histoire, il m'a demandé de passer le voir le week-end suivant à la petite maison qu'il possède dans son village natale à quelques kilomètres de chez moi, je n'ai pas donné suite pour le moment, car il pourrait s'être soudain souvenu de moi pour me taper du fric et je serais gêné de lui refuser un prêt qui serait forcément usurié pour être sûr qu'il me rembourse ou que je ne ne perde pas mon argent à l'arrivée.

Ils sont parvenus à contenir les contradictions du capitalisme en exportant massivement des capitaux pour développer de nouveaux marchés en commençant par surexploiter leur main d'oeuvre, ils ont consacré une partie du capital qu'ils avaient accumulé dans les pays capitalistes développés entre 1945 et le début des années 70 pour financer des délocalisations vers ces marchés, ils ont commencé à profiter du développement du marché intérieur dans les pays émergents, mais surtout ils sont parvenus à mettre en concurrence à la fois la main d'oeuvre, les marchandises et les services du monde entier, rendant obsolère ou inutile car non rentable des pans entiers de l'industrie, de l'agriculture, des services dans les pays capitalistes développés, principalement les pays de l'UE fortement industrialisés. Cependant comme c'est aussi le marché où le niveau de vie de la population est le plus élevé au monde, où ils écoulent une grande partie de leurs marchandises et services, ils ne peuvent pas s'en passer, pas pour le moment ou pas entièrement en imaginant que cela soit possible un jour, qu'ils s'écroulent et c'est l'économie mondiale qui s'effondre puisqu'une partie importante de l'économie des pays émergents reposent sur les exportations, l'existence aussi de cette nouvelle classe ou couche moyenne qui serait durement frappée, deviendrait insolvable, et ce serait l'économie des pays émergents qui s'effondrerait à son tour, il leur faut donc trouver la parade qui consiste à réduire le coût du travail dans l'UE tout en augmentant la productivité (le taux d'exploitation) de manière à ce que le niveau de vie de la population ne baisse pas ou augmente pour qu'elle continue de consommer comme avant, ce qui nécessite de s'attaquer à la législation du travail, au CDI, à la durée légale du travail, aux retraites, mais aussi à la jeunesse en la mettant de plus en plus à disposition des entrerprises sans lui verser de salaires ou une obole.

Là où cela a coïncé et coince, c'est qu'ils n'ont pas pu ou n'ont pas osé jusqu'à maintenant s'attaquer frontalement à la classe ouvrière, de ce point de vue-là l'accord scélérat du 11 janvier 2013 est en effet historique, car il enfonce un coin important dans la législation du travail en vigueur, c'est la porte ouverte à la remise en cause de la totalité des droits collectifs des travailleurs, qui à terme signifierait la dislocation de la classe ouvrière comme classe.

Je n'ai plus le temps de continuer, il est déjà 13h10, je n'ai pas pris ma douche je n'ai pas pris de petit-déjeunée ni déjeûné, je dois faire des courses et je n'ai pas encore commencé à traiter les infos du jour, aussi on s'arrêtera là aujourd'hui.

Pour ne pas vous laisser sur votre faim, mais chacun l'aura compris, si nous n'avons pas eu le droit à une nouvelle guerre mondiale depuis 1945, c'est uniquement parce qu'ils ont recouru à la parade que j'ai évoquée, qui a été facilitée par le recours à la planche à billets de manière quasi illimitée dès lors que le dollar n'était plus automatiquement convertible en or, cela leur offre une marge de manoeuvre infinie ou presque... A suivre.

Vous ne pourrez pas dire que j'avance des arguments ou propose des positions sans les étayer ou ne fournir aucune explication, ce qui ne garantit pas qu'ils soient justes, ce qui vaut pour les autres vaut également pour moi, cela va de soi.

En guise d'épilogue, pour se détendre.

Qui veut sauver Mailly, les travailleurs ou le capitalisme ou les deux à la fois ? Etait-ce possible, leurs intérêts sont-ils compatibles ? Et s'il fallait que le capitalisme s'effondre totalement, ce qui se traduirait fatalement par d'énormes sacrifices pour les travailleurs, pour les sauver du capitalisme, s'en émanciper ?

- Pour Mailly, "à faire de l'austérité, on va tous mourir avec des déficits zéro" - AFP

Pas vous quand même ?

Ah ben alors si même ses maîtres le disent, c'est que cela doit être vrai.

- "*A faire de l'austérité, on va tous mourir avec des déficits zéro, c'est cela que ça signifie. Même les organismes internationaux, que l'on ne peut pas suspecter de gauchisme ou je ne sais quoi, comme le FMI, se posent la question au moins sur le rythme de l'austérité*", a déclaré M. Mailly sur i-télé.

Pour un peu il offrirait un brin de muguet à Lagarde le 1er mai ! Vous voyez que le FMI n'est pas ce qu'on dit, franchement, vous

êtes des mauvaises langues.

La chute serait peut-être fatale au capitalisme, alors ne lui souhaitons pas.

- Selon lui, "*nous sommes en train de tomber dans la récession un peu partout, l'Europe est en récession, la Grèce est en dépression et si on continue sur l'austérité, c'est toute l'Europe qui va se casser la figure y compris l'Allemagne d'ailleurs*".

Quand il dit "*tous*", "*nous*" ils parlent au nom de toutes les classes confondues comme si elles avaient les mêmes intérêts, parce qu'il est impossible pour Mailly d'envisager de se passer de celle des capitalistes, de se situer exclusivement sur le terrain de celle des travailleurs il se livre à cet amalgame, c'est inconscient à ce niveau-là, c'est plus fort que lui, c'est congénital, naturel.

Mais que l'Europe se "*casse la figure*", on n'attend que cela, on ne demande que cela, on devrait s'en réjouir car en principe cela devrait alimenter la lutte des classes, à condition toutefois de proposer une issue politique aux travailleurs, s'agissant des syndicats, la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications qui passe par le renversement du régime en place et l'expropriation des capitalistes. Mailly est contre cette issue politique, il partage donc la crainte des capitalistes et ses représentants que les masses s'emparent de la crise du capitalisme pour la résoudre à leur manière, en faisant leur révolution, quelle horreur !

Pour l'éviter, il leur prodigue de précisieux conseils.

- "*Il faut, à la fois au niveau européen, avoir une dynamique de relance --ça signifie pouvoir emprunter au niveau européen (...)-- et il faut redonner du pouvoir d'achat*", a estimé le leader de FO. AFP 29.04

Finissons par un scoop, une découverte fabuleuse.

- L'austérité est mauvaise pour la santé, disent des chercheurs - Reuters

Vous êtes ouvriers ou modestes employés, vous n'avez pas à en rougir ou à être complexés, ce qui n'est pas le cas de nombreux intellectuels.

ACTUALITE EN TITRES

La saison du tir aux pigeons, Hollande l'a inaugurée : feu !

- François Hollande, l'ami des «*pigeons*» - Liberation.fr

Et avec qui François roucoule ? Mais avec Angela voyons !

Toujours plus haut... plus dure sera la chute

- Wall Street: l'indice élargi S&P 500 à un nouveau record historique - AFP

- Les Bourses européennes en hausse, confortées par le président du Conseil italien - AFP

- La Bourse de Paris nettement dans le vert avant la réunion de la BCE - AFP

- Trimestre solide pour Deutsche Bank et augmentation de capital - Reuters

Comment ils se goinfrent...

- Dividende exceptionnel de 9 euros par action Lagardère - Reuters

- Accor: près de 4 millions d'euros d'indemnité pour le PDG démissionné - L'Expansion.com

... et versent dans la luxure, sans complexe évidemment.

- STX lance son dernier paquebot, du super luxe pour les super riches - AFP

La question saugrenue

- La BCE doit-elle suivre l'exemple de la banque centrale américaine ? - LePoint.fr

Les colonisateurs toujours sur le pieds de guerre.

- 150 ans après Camerone, la Légion étrangère "*partout où la France se bat*" - AFP

Les rats, suite.

Le gros bâton...

- Allemagne: cinglante réplique du camp de Merkel aux critiques venues de France - AFP

... du coup...

- Controverse sur l'Allemagne: la majorité socialiste calme le jeu - AFP

... mieux encore...

- Cambadélis veut la suspension de l'auteur de la fuite sur Merkel - Reuters

- Cambadélis: le PS va présenter un texte "*profondément pro-européen*" - AFP

Du coup, ils en rajoutent une couche. Allez mouche ton nez petit renégat merdeux.

...car...

- Moscovici: l'idée d'une confrontation avec Berlin est "*contre-productive*" - AFP

Lâche, non, complice.

.... résultat...

- Hollande 19%, Sarkozy 34%, Le Pen 23% - Libération.fr

Chouette se dit Sarkozy, je vais être élu avec 82% des voix, je vais pouvoir me lâcher et me venger... ou finir au gibet, qui sait ?

...mais, fatalité oblige

- Pour 48% des Français, Sarkozy n'aurait pas fait mieux que Hollande - Le Nouvel Observateur

...conclusion

- La classe politique exclut un gouvernement d'union nationale - Le Nouvel Observateur

Inutile, l'autre est déjà prêt à prendre le relais.

L'exercice du pouvoir est une course de fond et de relais entre la droite et la gauche, et dire qu'il y en a qui ne l'ont pas encore compris dans nos rangs, c'est désespérant. J'allais oublié de préciser que la ligne d'arrivée était sans cesse repoussée, donc ne la cherchez pas, seules les masses sont capables de siffler la fin de la course et pour le moment c'est plutôt mal barré, d'ici là on va assister à une hécatombe, y compris dans nos rangs. Pour ne pas manquer de souffle camarades, adhérez au socialisme, adoptez le marxisme, c'est une source d'inspiration inépuisable. Tenez le coup, on les aura à l'usure.

Propagande. Les médias porte-parole de la CIA.

- Attentat de Boston : l'aîné des Tsarnaev était en contact avec des islamistes - LeMonde.fr

- Attentats de Boston: le rôle de la mère en question - L'Express.fr

Ce qu'ils ne diront pas ou pas pour le moment.

- Selon le quotidien russe Itzvestia , Tamerlan Tsarnaev a participé en 2012 à un séminaire de l'association géorgienne Fonds pour le Caucase.

Cette association est une branche de la Fondation Jamestown, une agence de presse créée par la CIA.

Il est trop tôt pour conclure sur ce qui s'est réellement passé à Boston. Une chose cependant est sûre : le FBI ment. - Réseau Voltaire 27.04

C'était la moindre des choses quand même !

- Le nouveau gouvernement italien bien accueilli par les marchés - L'Expansion.com

Réactionnaire for ever

- Rejet de l'anglais à l'université : défense de l'exception française ou réflexe archaïque des élites ? - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

«***Mur des cons***» suite et fin.

- «Mur des cons»: Le journaliste à l'origine de la vidéo assume, France 3 ouvre une procédure disciplinaire - 20minutes.fr

- Clément Weill-Raynal : «*Oui, j'ai filmé le "mur des cons" et j'en suis fier*» - LeParisien.fr

Etre con et fier de l'être, généralement cela va ensemble !

On a compris le fin mot de cette histoire minable, Atlantico.fr a déclaré que ce n'était pas un journaliste qui lui avait remis ce film mais un "*avocat apolitique et non syndiqué*", en réalité la soeur de ce journaliste! Explication.

La soeur de Clément Weill-Raynal, Aude Weill-Raynal, est avocate proche de Gilles-William Goldnadel avec qui elle préside l'association Avocats sans frontières, Gilles-William Goldnadel anime un blog nommé Blogdanel dans lequel on trouve une multitude d'articles qu'il a rédigés et qui sont parus dans le portail Atlantico.fr, et à la suite des articles publiés par Atlantico.fr on trouve dans la rubrique "*décryptage*" la sous-rubrique "*La semaine Goldnadel*", ainsi la boucle est bouclée de cette vulgaire provocation orchestrée par un des courant néolibéral et sioniste de la droite. (source Rue89)

Un complément pour montrer qu'il ne peut y avoir méprise sur la personne et ses intentions.

- Un procès avait opposé Clément Weill-Raynal au journaliste de France 2 Charles Enderlin, qui avait porté plainte pour complicité de diffamation.

Il était question de l'affaire al-Dura, du nom d'un enfant palestinien mort dans un échange de tirs dans la bande de Gaza, le 30 septembre 2000.

Sous le pseudonyme de Daniel Vavinsky, Clément Weill-Raynal avait signé un article dans le magazine Actualité Juive. Il remettait en cause le travail de Charles Enderlin, convaincu d'une gigantesque manipulation des images. Une thèse qu'il n'est pas le seul à défendre, puisque des théoriciens du complot hurlent à la scénarisation depuis des années.

Dans ce procès, Clément Weill-Raynal est condamné en première instance puis en appel. Il était défendu par sa sœur, Aude Weill-Raynal, avocate proche de Gilles-William Goldnadel avec qui elle préside l'association Avocats sans frontières.

A l'époque, Rue89 avait rencontré son frère jumeau, Guillaume Weill-Raynal. Brouillé avec le reste de la fratrie, celui-ci accusait

son frère et sa soeur d'avoir dérivé vers la droite dure juive. Déjà convoqué par la direction

Quand Clément Weill-Raynal pense que quelqu'un a été antisémite, il publie une tribune. En 2011, l'une d'entre elles, « *Quand France Inter crache sur les Juifs* » lui vaut un communiqué de la Société des journalistes de Radio France :

« *Le 6 janvier, une trentaine de membres de la Ligue de Défense Juive se sont introduits dans les locaux de France Inter. Pour justifier cette intrusion, ils montraient un texte écrit sur son blog par Clément Weill-Raynal, intitulé " Quand France Inter crache sur les Juifs ".*

Dans ce texte, ce dernier, par ailleurs journaliste à la rédaction de France 3, citait – et tronquait – plusieurs témoignages diffusés le 22 décembre sur notre antenne, témoignages recueillis par notre correspondant à Jérusalem, Frédéric Barreyre. » Rue89 29.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

Le parti conservateur d'Angela Merkel a répliqué de manière cinglante lundi aux récentes critiques des socialistes français à l'égard de la politique de la chancelière allemande, accusant le gouvernement en France d'essayer d'occulter les problèmes de ce pays.

Le porte-parole de la chancelière avait pourtant semblé vouloir apaiser les tensions en faisant une claire distinction entre des critiques exprimées par un parti politique et l'action du gouvernement français.

Jugeant la relation franco-allemande "*essentielle*", le porte-parole, Steffen Seibert, avait souligné que les critiques ayant figuré dans l'ébauche d'un texte rédigée par les socialistes français avant un congrès de leur parti n'avaient rien à voir avec le travail entre les deux gouvernements. "*Ce qui compte pour nous, c'est l'action du gouvernement*" français, a-t-il martelé.

Mais le parti conservateur de Mme Merkel a réagi plus durement, épinglant le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

"*Le gouvernement de gauche (français) ne peut détourner l'attention du fait que la France a besoin de réformes structurelles profondes*", a déclaré Andreas Schockenhoff, vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU, dans un communiqué.

"*Les attaques infondées de responsables socialistes français de haut rang contre la chancelière sont inhabituelles et inappropriées pour la relation franco-allemande*", a jugé M. Schockenhoff qui préside le groupe d'amitié franco-allemande au Bundestag.

"*Elles montrent avant tout le désespoir dans lequel se trouvent les socialistes français du fait que, même un an après leur arrivée au pouvoir, ils ne trouvent aucune réponse convaincante aux problèmes financiers et économiques de leur pays*", a-t-il ajouté.

Le porte-parole du gouvernement allemand a cependant loué la qualité de la coopération franco-allemande. "*Ce qui compte pour nous, c'est (...) la coopération directe avec le président français (François Hollande), le Premier ministre (Jean-Marc) Ayrault, et les ministres*", a déclaré Steffen Seibert.

Si on regarde cela, "*il se dégage une toute autre image*" de nos relations, a-t-il souligné.

"*Sans cette union étroite entre la France et l'Allemagne, il ne peut y avoir de progrès en Europe, il faut le savoir et la chancelière le sait*", a-t-il insisté.

"*L'Allemagne et la France travaillent à la préparation d'une proposition commune (pour avancer vers une plus grande intégration en Europe) qui puisse être présentée aux partenaires européens*", en vue du sommet de juin, a ajouté M. Seibert, sans donner plus de détails.

Pour le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle, "*le débat actuel sur l'avenir de l'Europe n'est pas un conflit entre la France et l'Allemagne, mais une discussion nécessaire entre des écoles politiques différentes sur le bon chemin (à emprunter) pour sortir de la crise*".

Dans un entretien à paraître mardi au quotidien allemand régional Kölner Stadtanzeiger, le commissaire européen à l'Energie, l'Allemand Günther Öttinger, a appelé la France à poursuivre ses réformes structurelles, notamment celles concernant le marché du travail, les retraites et la suppression de postes dans le service public.

L'opposition allemande de gauche a cependant défendu le droit d'attaquer Mme Merkel. "*Les critiques des socialistes français contre la politique rigide d'économie ordonnée par Berlin sont représentatives de la position d'autres partenaires et partis européens et sont dans l'ensemble légitimes et justifiées*", a estimé Rolf Mützenich, porte-parole du groupe social-démocrate au parlement allemand.

Le président du groupe des Verts, Volker Beck, a estimé que "*nos amis français (avaient) le droit de contredire Merkel*". "*Ce n'est pas un crime de lèse-majesté*", a-t-il dit. "*Une politique de rigueur à la Merkel, qui ne fait pas attention aux conséquences économiques, (...) ne conduit pas à la consolidation budgétaire*", a-t-il plaidé.

Le gouvernement français a pris soin de prendre ses distances envers le virulent projet de texte du Parti socialiste français paru vendredi qui qualifiait Mme Merkel de "*chancelière de l'austérité*" et l'accusait d'"*intransigeance égoïste*". AFP 29.04

Ils sont tous d'accord sur les objectifs à atteindre, là où ils divergent c'est sur "*le bon chemin (à emprunter) pour sortir de la crise*", empêcher que le capitalisme ne s'effondre totalement, brusquement.

Si vous prenez tous leurs discours, vous aurez remarqué qu'ils sont tous préoccupés uniquement par les aspects économiques et financiers de la crise, les intérêts de l'oligarchie financière quoi, et lorsqu'ils daignent se pencher sur le sort des travailleurs, c'est pour leur taper dessus, "*poursuivre ses réformes structurelles, notamment celles concernant le marché du travail, les retraites et la suppression de postes dans le service public*".

Et que la "*coopération directe avec le président français (François Hollande), le Premier ministre (Jean-Marc) Ayrault, et les ministres*" soit excellente, on n'en a jamais douté un instant.

2- Syrie

2.1- Le secrétaire général du Hezbollah, qui vient d'arriver, à Téhéran, pour participer à la conférence consacrée aux révolutions arabes, avait rencontré, auparavant, à Beyrouth, le vice-ministre russe des A.E Bogdanov. Les analystes affirment que l'axe des conversations avait tourné autour de l'éventuelle intervention armée des puissances occidentales, d'Israël et de leurs alliés arabes et turcs, contre la Syrie.

Les discussions ont duré quatre heures et les parties ont affirmé la nécessité de trouver une solution syro-syrienne à la crise. "*Ni la Russie, ni le Hezbollayh, ne permettront que soit utilisée une solution autre que politique, en Syrie. Les deux parties rejettent, fermement; tout recours à la solution militaire et à l'ingérence étrangère; en Syrie*", a affirmé une source présente aux entretiens.

Bogdanov s'est fait accompagner, au cours de sa rencontre avec Nasrallah, par l'ambassadeur russe. Selon les analystes, le voyage de Nasrallah, à Téhéran, l'une de ses rares visites publiques, à l'étranger, devra se comprendre, dans le sens de la formation d'une alliance impliquant la Russie, l'Iran et le Hezbollah, et qui est destinée à faire face à une éventuelle agression étrangère contre la Syrie. french.irib.ir 29.04

2.2- Selon le journal sioniste, "*Maariv*", les chasseurs sionistes viennent de frapper un centre de commandement et un centre de recherche, à Damas!

L'aviation sioniste aurait violé, dimanche, l'espace aérien syrien, et bombardé un centre de recherche, sur les armes chimiques syriennes. Toujours, selon ce rapport, l'aviation israélienne aurait, également, frappé un centre de recherche militaire, à Damas. Le journal fait, également, état du survol du palais présidentiel syrien, avant de se heurter au feu nourri des unités de DCA de l'armée syrienne. Les sources israéliennes n'ont pas réagi à cette information, tout comme les sources syriennes. Au mois de janvier, l'aviation israélienne a bombardé, dans la banlieue de Damas, un centre de recherche militaire. Deux personnes ont été tuées, et cinq autre, blessées. french.irib.ir 29.04

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté 17 articles en attendant l'actualisation du site d'ici 2 heures maximum.

Le récit suivant n'est pas une blague du 1er avril.

Je me suis réveillé à 5h ce matin, alors que je faisais un rêve étrange. Je me trouvais dans un majestueux palais en marbre, je n'en ai jamais visité depuis que je vis en Inde. Je me tenais en hauteur, surplombant une sorte de fosse à laquelle on accédait par deux escaliers latéraux. Dans cette immense pièce, trois ou quatre personnes conversaient, l'affaire semblait sérieuse. Au milieu était disposé un tombeau également en marbre clair. Il était ouvert, à l'intérieur un homme était allongé, seule la tête était visible, son corps était recouvert d'un linge blanc immaculé.

Soudain un homme pris la parole, il ordonna de passer à ce qui devait être la fin de la cérémonie funèbre, la séparation en deux du corps du défunt. Ce qui devait être un soldat, vu l'uniforme qu'il portait et qui me fit penser à une scène de la Rome antique se leva, il se tenait sur la plateforme qui surplombait cette pièce, il était bien situé à une quinzaine de mètres au-dessus du tombeau, il saisit une gigantesque épée de la même longueur qu'il enfourcha comme on chevauche une monture, il prit place aux pieds du corps du défunt, il disposa la pointe de son épée à égale distance des deux jambes qui étaient légèrement écartées, en touchant le sol elle produisit un son strident qui indiquait aux témoins qu'ils devaient tourner le dos au tombeau, puis d'un coup sec le bourreau traça un grand trait avec son épée qui était restée en contact avec le sol qui fit hurler le marbre à vous glacer le sang, soudain le défunt ouvrit les yeux, remua la tête, il était vivant.

En réalité ce qui venait de se passer, c'est que notre soldat s'était offert un coup d'essai pour être sûr de ne pas manquer sa cible, car déplacer cette immense épée sur une longueur correspondant à celle du corps du défunt nécessitait de disposer d'une force physique hors du commun et de suivre un entraînement intensif, il était donc de coutume que le colosse chargé d'exécuter cette besogne s'exerce avant d'accomplir sa tâche.

Quelle ne fut pas ma surprise en découvrant que l'homme que l'on avait pris pour mort il y a quelques instants seulement et qui maintenant se tenait assis et ayant retrouvé ses esprits conversaient bruyamment avec les témoins de cette scène, qu'il s'agissait de Kadhafi ! Je ne vous raconte pas de blague, je me suis levé aussitôt pour déjeûner et me mettre au clavier pour raconter ce rêve et ne pas en perdre une miette.

Voilà que je cauchemarde sur Kadhafi, elle est bien bonne celle-là ! Je m'en suis voulu de ne pas avoir pris immédiatement position contre le bombardement de la Libye par les puissances militaires occidentales, sans le soutenir cependant, cette erreur

se serait-elle transformée en profond remords, il faut dire que je n'ai cessé d'y penser pendant des mois, comme quoi j'ai été parfaitement sincère et je n'ai pas joué une comédie en condamnant par la suite le bombardement de la Libye quand j'eus pris connaissance de la situation exacte, cela montre aussi que lorsque je commets une erreur, je le reconnais, mais cela reste gravé dans ma tête, je ne me le pardonne pas aussi facilement qu'à un tiers.

Et puis ce qui m'a choqué, c'est la manière dont ils s'en sont débarrassés, en le livrant à une horde de barbares sanguinaires, alors que peu de temps avant ils avaient pactisé avec lui, Blair, Berlusconi, Sarkozy, qui pour avoir agi de la sorte je considère appartenir à l'espèce la plus vile, la plus répugnante qui soit du genre humain. Leur chercher des équivalents dans le passé est difficile, quelque part ils sont pire qu'Hitler, Mussolini ou Franco, il n'y a qu'un homme qui les surpasse tous dans l'infâmie : Staline qui a exterminé ses camarades du parti bolchevik, assurément dans l'histoire il n'a pas d'équivalent dans la félonie. Que certains lui trouvent des circonstances atténuantes est insupportable, indigne d'un militant du mouvement ouvrier. Imaginez que demain je vous trahisse, que je vous traite comme des criminels et que j'ordonne de vous exécuter sans que vous n'ayez commis le moindre crime, vous me pardonneriez ? Quand vous pensez à Staline ou que vous lisez un article sur Staline, pensez-y, que cela demeure gravé dans votre tête à jamais. Mao non plus ne s'est pas embarrassé de scrupules pour liquider physiquement ses camarades de parti qui n'avaient commis pour seul crime d'exprimer des positions différentes des siennes, en cela comme dans bien d'autres domaines il a été un fidèle disciple de Staline.

En attendant je m'étais couché à 1h du matin et je n'ai dormi que 4 heures à peine, je vais encore me traîner toute la journée. Les rêves me passionnent, j'y vois une source intéressante pour analyser la psychologie et le comportement de l'homme, pour mieux le comprendre. Pour faire des économies d'électricité je me suis acheté un réveil disposant d'une sonnerie pour le programmer sur 5h et couper la climatisation, en principe ensuite j'avais prévu d'ouvrir les fenêtres, de mettre en route un ventilateur et de me recoucher jusqu'à 7 ou 8h, je suis complètement crevé et j'ai des années de sommeil en retard, donc il faut absolument que je me raisonne et dorme davantage, ce matin c'était manifestement raté !

Bon, je vous raconte tout cela mais vous en avez peut-être rien à foutre et je vous comprendrais, la causerie me sert aussi de journal personnel comme je l'avais indiqué un jour. Ce que je voulais montrer surtout, c'est qu'on peut tirer un enseignement de chaque expérience, même la plus banale, si ce n'est pas cela l'école de la vie, c'est quoi alors ? Avec un peu d'expérience, il arrive un moment où le cerveau fonctionne à plein régime 24h/24, dit autrement, où l'on prend conscience de plus de choses qu'auparavant sans avoir l'impression de fournir un effort particulier, et entre autres avantages, cela facile la vie.

On ne regrettera qu'une chose, c'est que la journée ne comporte que 24h, car ce que je viens d'écrire vient de me fournir matière à développement, je pourrais poursuivre sur ma lancée sur plusieurs pages mais je dois arrêter là. Dans le témoignage que j'ai fourni dans le paragraphe précédent, j'ai dis la même chose à deux niveaux différents, dans le premier j'ai parlé du cerveau qui se trouve au niveau élémentaire, dans le second j'ai évoqué la conscience qui se situe au niveau supérieur. Et bien j'en tire une leçon pratique, si on utilisait le premier niveau pour nous adresser aux masses peut-être qu'elles pourraient saisir davantage notre discours... Stop, je mets la machine la haut en veille quelques instants pour passer au boulot de la journée, sinon on y sera encore demain matin.

Ce qui suit a été rédigé hier soir.

Un mot sur l'Inde.

- Une fillette de quatre ans est décédée lundi soir au Care Hospital de Nagpur, dans l'Etat du Maharashtra (ouest), deux semaines après avoir été violée à maintes reprises par un suspect de 35 ans, à Ghansour, avant de l'abandonner dans une ferme, selon l'agence Press Trust of India.

La victime avait été retrouvée inconsciente par ses parents le 18 avril . AFP 30.04

Plus rien ne m'étonne en Inde.

Tout s'achète.

Pour quels géants du textile l'usine du Bangladesh travaillait-elle?

Mango, Primark, Benetton, C&A, Tex (Carrefour), etc.

- Le groupe irlandais Primark est pour l'instant le seul à s'être engagé à indemniser les victimes. - Slate.fr 30.04

Une ruine, le prix d'une vie quand on sait que ces ouvrières percevaient en moyenne un salaire de 30 euros par mois, en travaillant 6j/7 et sans doute plus de 8h par jour.

Les opposants à la guerre au Mali son persona non grata en France, ainsi en a décidé Hollande et

son gouvernement impérialiste

Aminata Traoré, est une militante altermondialiste malienne.

Cameroonvoice : Nous avons appris avec stupéfaction que les autorités françaises ont refusé de vous accorder un visa d'entrée en France pour participer à une réunion publ ique le 22 avril dernier. Pouvez vous nous confirmer cette information ?

Aminata Traoré : En fait, j'ai été invitée par Die Linke, un parti de gauche allemand, et des militants français. Je devais faire un tour à Berlin et par la suite donner une conférence à Paris et Lille. J'avais un visa de circulation de 4 ans de l'espace Schengen qui a expiré au mois de Février.

Quand je me suis rendue à l'ambassade d'Allemagne pour solliciter un droit d'entrée dans l'espace Schengen, ils m'ont accordé un visa de trois jours uniquement pour leur pays en me notifiant que la France a donné des instructions pour qu'aucun pays de l'espace Schengen ne m'accorde de visa.

Cameroonvoice : Il y avait donc une interdiction de circulation dans l'espace Schengen vous concernant, dont vous ignoriez totalement l'existence ?

Non non, on ne me l'avait pas notifié avant, c'est à la faveur de ce voyage que je l'ai su. J'ai été autorisée à aller en Allemagne et à revenir au Mali directement sans fouler le sol de l'espace Schengen mis à part l'Allemagne. Je ne sais pas si c'était une exception allemande, ou si les autres pays de l'espace Schengen pourront m'accorder la même « *faveur* ».

Ma liberté de circuler est maintenant restreinte. Les consulats européens échangent entre-eux, des listes de personæ-non-grata, et les dispositions changent selon la gravité du délit entre guillemets. En ce qui me concerne, je ne sais pas ce que l'on me reproche. Dans mon cas, j'ai eu la chance d'avoir cette ouverture de la part de l'Allemagne, mon compatriote Oumar Mariko (Secrétaire général du SADI, Ndlr), lui il n'a pas pu voyager du tout.

Cameroonvoice : Vos prises de position contre l'intervention militaire des forces étrangères au Mali et notamment celle de la France ne seraient pas la cause de cette interdiction ?

Certainement, sinon je ne comprends pas pourquoi, la France et surtout les membres de ce gouvernement de gauche, qui m'ont reçu et qui me connaissent parfaitement le feraient. En principe, nous partageons les même idées. http://www.michelcollon.info 29.04, source : Cameroonvoice

Vous savez les principes, ça va ça vient, si vous vous y fiez vous allez finir chèvre ! Et à ménager la chèvre et le choux on sait le destin qui les attend.

A-t-elle toute sa tête ou elle le fait exprès ? On lui dit la vérité ou on la laisse mariner dans son océan d'illusions ? On s'étonnera au passage que ses contacts en Europe ne lui aient pas ouvert les yeux, mais après tout ils sont peut-être aussi aveugles et sourds.

C'est marrant, il y a des gens qui ont les faits sous les yeux et cela ne leur suffit pas, cela ne leur suffit jamais en réalité, il la fuit, la réalité, ils sont incapables d'en tirer une conclusion ou une leçon. Peut-être n'y ont-ils pas intérêt ou que cette conclusion serait contraire à leurs intérêts personnels qui passent en premier à leurs yeux tout simplement. C'est le cas de tellement de gens qu'on ne s'en étonne même plus. Et ce sont les mêmes qui s'étonnent ensuite que les autres bradent leurs principes, elle est bien bonne celle-là ! Vous comprenez pourquoi nous sommes si intransigeants sur nos principes ?

Sérieusement, si le gouvernement était de gauche, si Hollande était de gauche, si le PS était de gauche, cela signifierait que le capital, la Bourse, la banque et le marché sont de gauche.

La culture des illusions

Le Tribunal Russell pour la Palestine a tenu sa dernière session les 16 et 17 mars 2013 à Bruxelles.

Peine perdue ou la culture des illusions dans des institutions inféodées à l'impérialisme américain dont l'Etat sioniste est le 51e Etat.

- Les philosophes Bertrand Russell et Jean-Paul Sartre avaient fondé, en 1966, un tribunal populaire des consciences afin d'enquêter sur les exactions commises par l'impérialisme nord-américain au Vietnam. Russell tenait à déjouer, selon ses propres mots, « *le crime du silence* ». Le Tribunal Russell pour la Palestine, créé en mars 2009, entend reprendre le flambeau pour dénoncer les injustices et les violations du droit international perpétrées par l'État d'Israël. La dernière session se tenait les 16 et 17 mars 2013 à Bruxelles. (...)

Les sessions, c'est fini. On a abordé tous les sujets que nous voulions traiter et on ne veut pas devenir une ONG. Depuis 2007-2008, c'était clair qu'il y aurait, pour nous, un début et une fin. Mais il serait problématique de s'arrêter maintenant alors qu'on demande à l'Union Européenne, aux États, à l'ONU et la société civile de se mobiliser. http://www.michelcollon.info 28.04

L'Union Européenne, les États, l'ONU, aucun n'a pris des mesures coercitives pendant 66 ans pour contraindre l'Etat israélien à appliquer ne serait ce que les résolutions adoptées par l'ONU depuis 1947, et voilà que demain ils pourraient se mobiliser en faveur des Palestiniens, on croit rêver !

Quelle perte de temps et d'énergie, quel gâchis en admettant que les auteurs de ce tribunal étaient sincères ! Eux aussi, ils sont tellement imbibés des idées de la classe dominante qu'ils en perdent la tête, qu'ils sont finalement incapables de penser librement, ils viennent d'en faire la démonstration.

Infos en bref.

1- Nous vous signalons au passage l'unification des groupes Bolchevik et CCI-T qui ont constitué le Groupe marxiste internationaliste (GMI).

2- J'ai reçu un courriel et des documents du Parti Communiste International, j'en ai mis un en ligne dans la Tribune libre.

3- Ce 1er mai syndical s'apparentant à la célébration d'une défaite en rase campagne ou d'une trahison orchestrée par les dirigeants de tous les syndicats, nous n'y consacrerons aucun article.

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui est donc Enrico Letta ?

- La confiance arrive des Etats-Unis - 30 avril - mondialisation.ca

Enrico Letta a reçu la confiance : celle du secrétaire d'Etat étasunien John Kerry qui, avant même qu'elle ne soit votée par le parlement italien, s'est félicité de la naissance du nouveau gouvernement. Confiance bien méritée. Enrico Letta, garantit John Kerry, est « *un bon et fidèle ami des Etats-Unis, qui a montré tout au long de sa carrière un engagement solide dans notre partenariat transatlantique* ». Le gouvernement Letta, souligne Kerry, assurera la poursuite de « *notre étroite coopération sur de nombreuses questions urgentes dans le monde entier* ». C'est donc le secrétaire d'Etat étasunien qui traite un thème fondamental que les partis italiens ont effacé du débat et des programmes avec lesquels ils se sont présentés aux électeurs : la politique extérieure et militaire de l'Italie. mondialisation.ca 30.04

Dites donc, quel suspense cette crise politique ! A quoi ça sert alors de s'en gargariser ? Devinez : à ne pas poser les bonnes questions, pardi !

Extrait d'un article publié par le portail italien articolotre.com

- Nel curriculum di Enrico Letta: Bilderberg e Trilateral Commission - articolotre.com

Traduction : Dans le programme de Enrico Letta: Bilderberg et la Commission Trilatérale.

- Bene Entico Letta risulta tra i presenti alla riunione del gruppo Bilderberg, a Chantilly in Virginia, ai primi di giugno 2012 e soprattutto il premier è un membro della Trilateral.

Traduction : Eh bien Entico Letta est parmi ceux qui étaient présents lors de la réunion du groupe Bilderberg, à Chantilly, en Virginie, au début de Juin 2012, et surtout le Premier ministre est un membre de la Trilatérale. articolotre.com 29.04, en italien, traduction Google

Encore un qui comme par hasard après avoir participé à une réunion du groupe Bilderberg se retrouve propulsé à la tête d'un Etat (ou d'une institution internationale). Comme Monti, quelle heureuse coïncidence !

A part cela le groupe Bilderberg piloté par les banquiers de la Fed n'a aucune influence sur le cours de la situation mondiale, il faudrait l'ignorer, s'en désintéresser et se focaliser sur le jeu institutionnel au sein des Etats qui est complètement pipé, la peuve en est.

Au fait, qui osera encore appelez cela la gauche, qui ? Letta est le clone de Monti qui était de gauche, c'est bien cela ? Et même que le siège de Goldman Sachs à New York en est le siège, si, si...

Peut-être ma nièce Nadia Torbol, elle est Italienne, fille de Jacques maçon de son état et ma tante Geneviève femme au foyer, décédée depuis longtemps, ils habitaient dans le quartier des Lilas à Paris autrefois avant de retourner en Italie. Le boujour à nos amis Italiens qui nous lisent au passage.

Bene, bene Entico Letta, quoi, le groupe Bilderberg, c'est quoi ce truc-là, tu as lu cela dans SAS ou un roman de science fiction ma dirait-elle peut-être.

Normal, les masses ignorent tout de ce qui se trame derrière leur dos. En quoi est-ce si important de la savoir ? Parce qu'on ne peut pas appartenir à une élite désignée par des banquiers pour jouer un rôle de premier plan au sein des institutions d'un pays et se prétendre de gauche, c'est incompatible, sauf à cataloguer le cartel des banquiers et les marchés financiers, les monarques et les dirigeants des multinationales à gauche, ce serait absurde, grotesque.

Non, il faut que les masses demeurent ignorantes et continuent de croire que leur destin se joue au sein des institutions auxquelles elles doivent participer en glissant un bulletin de vote dans une urne tous les 4, 5 ou 7 ans, c'est un moyen comme un autre,disons discret ou sournois, de les subordonner au régime en place.

Parfois les non-dits on plus de pouvoir que les discours.

Au passage, nous remercions au nom de notre classe tous ceux qui gardent le silence (complice) sur l'existence et la portée de ces institutions opaques et qui en réalité dirigent le monde ou influent directement sur le cours du monde.

Qu'ils n'oublient pas, le prochaine réunion du groupe Bilderberg se tiendra début juin... en Italie.

"***Murs des cons***", épilogue

Le "*murs des cons*" a donné lieu à une foire d'empoigne où certains intellectuels y ont laissé des plumes, se sont découverts. Ils se sont découverts aussi une vocation à défendre plutôt le régime en place que l'indépendance des juges.

En quoi cela témoignerait-il d'un manque d'impartialité de la part de juges d'afficher leur penchant politique ou plutôt idéologique sur un panneau d'affichage situé dans un local syndical ? En quoi cela témoignerait-il d'un manque d'impartialité dans l'accomplissement de leur fonction qui n'a absolument rien à voir ici.

Dès lors qu'une personne est soupçonnée d'avoir enfreint la loi, leur devoir est de rechercher la vérité, de forger leur conviction sur la base des faits et des témoignages recueillis et rien d'autres pour déterminer si cette personne est coupable ou innocente au regard de la législation en vigueur, sur la base du principe de la présomption d'innocence. Bref, leur rôle consiste à faire appliquer la loi, et non à obéir à une idéologie ou doctrine.

Or il se trouve que sous Sarkozy, ils ont dû subir toutes sortes de tracasseries, humiliations, pressions, le petit monarque et sa cour de nazillons et autres zélés serviteurs se considérant au-dessus de la loi, interférant dans le déroulement de certaines affaires, critiquant certaines décisions de justice sur une base résolument idéologique, de telle sorte que certains juges ont estimé que leur indépendance était menacée , et qu'au-delà c'était le principe d'égalité devant la loi ou la justice qui prévalait jusque là qui était remis en cause à travers ces intimidations, sanctions ou attaques.

Il semblerait que ce "*mur des cons*" ait constitué une sorte de remède expiatoire pour extérioriser la pression qu'ils subissaient et qu'ils ne pouvaient pas exprimer autrement, certainement pas dans l'accomplissement de leur fonction. Il y aurait beaucoup à dire sur les signes extérieurs distinctifs que nombreuses personnes arborent comme on affiche ses idées ou ses goûts personnels, qui reflète le besoin de partager ses idées ou de faire connaître aux autres un aspect particulier de sa personnalité. Ils peuvent avoir un contenu ou une signication culturelle, idéologique ou politique, qu'on ne confondra pas avec la fonction que cette personne remplie dans la société et qui ne déterminera pas forcément un comportement donné ni même un caractère, qui ne permettra pas de discerner sa personnalité ou d'en tracer un portrait complet, sauf à extrapoler ou fabuler en procédant par identification, en généralisant, en appliquant la signification d'un signe à la personnalité d'un individu, à défaut de connaître une personne on exprime le besoin de la cataloguer en lui prêtant une personnalité qui en réalité n'est pas la sienne. C'est une manière très superficielle de voir les choses ou de considérer les gens qu'on ne cherche pas vraiment à connaître ou à comprendre, les sociologues sont souvent des professionnels du genre.

Blog international du Collectif « Indépendance des Chercheurs » (France) (http://science21.blogs.courrierinternational.com) - 26/04/2013

- N'est-il pas légitime, au vu de ces textes de loi (Les articles 434-24 et 434-25 du Code Pénal), d'attendre des magistrats un comportement en toute circonstance serein et sans agressivité ? A fortiori, à l'égard des personnes physiques.

(Les magistrats seraient des surhommes ou des êtres d'exception qui devraient tout supporter sur un ton monocorde, sans éprouver la moindre tension, même en privé ils devraient se maîtriser, et ne pas être pris parfois de diarrhéee ou être constipés comme cela arrive à tout le monde, et tendre grâcieusement la joue gauche quand on les a frappés sur la joue droite... En quoi traiter de cons des gens qui vous ont humiliés constituerait-il une forme d'agressivité, indirectement, ni en face ni en public ? Il n'y a pas de pire violence et bassesse que recourir à l'humiliation envers une personne impuissante pour vous répondre. - ndlr)

- Et si un incident de cette nature a pu se produire dans la magistrature, combien de pratiques de stigmatisation d'individus en cercle restreint, certes moins extériorisées mais pas pour autant moins réelles, existe-t-il dans l'environnement des différentes instances d'évaluation que comptent les institutions françaises ? Qui se soucie de la transparence et de l'équité réelle de leur fonctionnement ?

Voilà qu'ils sont pire que la police politique des régimes dictatoriaux, même en privé ou en "*cercle restreint*" il faudrait s'interdire de porter un jugement sur nos bourreaux, ceux qui nous pourrissent la vie, non seulement nous leur souhaitons tout le mal possible, mais nous y oeuvrons quotidiennement, avec détermination, acharnement, férocement, notre intention est bien de leur faire la peau car nous sommes engagés dans une lutte à mort, oui nous sommes enragés mais nous sommes lucides, parfaitement conscients, autant que les familles des quelques 380 travailleuses du textile qui ont été sacrifiées au Bangladesh uniquement pour que des actionnaires cupides, rongés par l'avidité et sans scrupule s'enrichissent toujours plus, victimes d'une "*agressivité*" sourde, aveugle, barbare qui mérite la potence, c'est ce que réclamaient hier les travailleurs dans la rue à Dacca.

De quels "*individus*" parlez-vous, cette racaille infâme qui siège dans les institutions, parlons-en, corrompue, qui ment comme elle respire, hypocrite, populiste, qui passe son temps à camoufler ses véritables intentions, qui cumule toutes les tares ou faiblesses du genre humaine, lâche, fainéante, arrogeante, vaniteuse, cupide, pervertie, pourrie par l'argent, qui a pour idole le marché, la Bourse, la banque.

Comment le fonctionnement des institutions pourrait-il être "*transparent*" quand on sait qu'elles sont gangrenées par les lobbies ? Comment pourraient-il être élus, gouverner s'ils révélaient leurs véritables intentions ? Ces gens-là vouent un tel culte aux institutions qu'il nous faut abattre, qu'ils les voudraient parfaites, sans doute à leur image. C'est là qu'on devine qu'il y a quelque chose qui cloche dans leur discours. Qui profèrent de telles prétentions à part les dictateurs à qui personne n'osera reprocher le moindre défaut sous peine d'être exterminé ?

Ils sont gagnés par le puritanisme anglo-saxon qui a envahi les institutions américaines, au nom duquel une armada de lois liberticides ont été adoptées depuis le 11 septembre 2001, il existe même une loi qui autorise un agent des forces de l'ordre à vous conduire au commissariat pour subir un interrogatoire si vous avez été surpris à la terrasse d'un café à tenir un discours à votre petit ami jugé dangereux pour la sécurité des Etats-Unis. Autrement dit, en principe dans ce pays transformé en gigantesque camp de concentration la liberté d'expression est garantie par la Constitution, mais en réalité il existe toute une batterie de lois qui la restreint gravement, vous pouvez posséder une armurerie chez vous, mais faire preuve d'agressivité verbale peut vous conduire en prison, vous coûter la liberté.

Ces moralistes, ces bonnes consciences à cent balles sont en réalité extrêmement dangereux, autant que l'extrême droite. Ce blog est hébergé par le site web courrierinternational.com qui appartient au groupe Le Monde, dès lors on comprend pourquoi leur penchant à régimenter la liberté d'expression conduit au pire arbitraire.

Il faut toujours se méfier des apparences, ils se présentent comme un Collectif « Indépendance des Chercheurs », on pourrait penser des intellectuels éclairés ou progressistes, et en réalité on a à faire à de fieffés réactionnaires. Dommage que le Syndicat de la magistrature ait supprimé son "*mur des cons*", ils auraient pu y figurer en bonne place, en fait la facade de l'immeuble aurait fini par être trop étroite pour tous les contenir.

ACTUALITE EN TITRES

Quand les moralisateurs étaient des pourris.

- Guéant se défend de tout blanchiment d'argent - AFP

... pas de bol

- Des estimations d'art contredisent les propos de Guéant - Liberation.fr

Le peintre flamand Andries van Eertvelt, dont Claude Guéant dit avoir vendu deux tableaux pour un total de 500 000 euros, est un artiste du XVIIe siècle dont le prix record hors frais aux enchères se monte à 140 000 euros, a indiqué mardi à l'AFP la société Artprice.

Le prix médian des œuvres de van Eertvelt, peintre de moyenne envergure, spécialiste des marines et des batailles navales, est de 41 000 euros, selon la société française, numéro un mondial des données sur le marché de l'art. Le chiffre de 500 000 euros pour la vente en 2008 de deux marines de van Eervelt, évoqué par Claude Guéant, apparaît donc comme «*une anomalie par rapport au prix du marché, au regard des données indicielles et économétriques sur cet artiste*», considère Artprice. liberation.fr 30.04

- Guéant est "*un menteur*" ou "*un voleur*", selon Bachelot - Le Nouvel Observateur

Questionné sur les sommes en liquide il évoque deux choses, mais aucune des deux ne semble totalement correspondre à ce qu'il décrit :

1- Nicolas Sarkozy a mis un terme aux primes au mérite à la fin de l'année 2003 et non pas en 2006. Il a alors mis en place une enveloppe de 5 millions d'euros destinée à des primes au mérite, versées sous surveillance des syndicats. Cette prime, officialisée en 2004, était alors déclarée sur les fiches de paye, et non payée en liquide.

2- La seconde hypothèse est celle des "*fonds spéciaux*". En principe, les collaborateurs des cabinets ministériels ne sont plus rémunérés en liquide depuis longtemps. Précisément depuis que Lionel Jospin a mis fin à cette pratique, en 2001. Un an avant l'arrivée de M. Guéant place Beauvau.

Les ministres ont vu leur rémunération augmenter d'environ 70 %, avec effet rétroactif au 8 mai, date de la nomination du gouvernement, pour compenser la fin des fonds spéciaux.

La déclaration de M. Guéant pourrait donc laisser entendre que, durant cinq ans après le vote de la loi sur les fonds spéciaux, des ministères continuaient de puiser dans ceux destinés au renseignement intérieur pour y prélever, en toute impunité, des primes. Mais les montants de ces fonds ont diminué, de 60 millions à 26 millions d'euros entre 2001 et 2002. En outre il évoque un système limité au ministère de l'intérieur et qui aurait bénéficié non au cabinet mais à "*plusieurs milliers de fonctionnaires*".

D'anciens membres de cabinets ministériels ont confirmé au Monde que ces pratiques n'avaient plus cours après 2002, du moins dans d'autres ministères. Roselyne Bachelot, qui fut ministre à la même époque, était elle aussi sceptique, mardi, sur cette version, et jugeait que "*soit M. Guéant est un menteur, soit un voleur !*" Et Daniel Vaillant, ancien ministre de l'intérieur, a démenti tout "*système*" de ce type, et confirmé la fin des fonds spéciaux après 2002. lemonde.fr 30.04

Autre hypothèse, il se peut qu'avec Sarkozy et sa clique il s'en soit foutu plein les poches, mais dans de telle proportion c'est impossible, sinon Sarkozy devrait avoir beaucoup plus de fric, cette hypothèse ne tient pas.

- Guéant: le PS soupçonne une possible "*affaire d'Etat*" - AFP

Pour laver celle de Cahuzac ? Pratique la blanchisserie en famille !

Une affaire d'Etat peut en cacher une autre, qui sait ?

Enquête après l'achat par Thomas Fabius d'un appartement à 7 millions - AFP

Selon l'hebdomadaire "Le Point", le parquet de Paris "*s'intéresse*" aux conditions d'achat du somptueux appartement que le fils du ministre des Affaires étrangères a acheté l'année dernière.

Il indique cependant que Thomas Fabius fait l'objet d'une enquête préliminaire pour "*faux*" et "*tentative d'escroquerie*" après une plainte déposée contre lui fin 2011. C'est dans le cadre de ces investigations que les enquêteurs ont trouvé la trace de l'achat de l'appartement.

Ce 280 mètres carrés, ancien pied-à-terre du réalisateur Claude Zidi, a été acquis pour sept millions d'euros en juin 2012. Comment Thomas Fabius a-t-il pu financer cet achat sans être soumis à l'impôt sur le revenu ?, s'interroge "Le Point".

L'homme d'affaires trentenaire a expliqué à l'hebdomadaire avoir acheté son appartement, "*comme tout le monde, avec un prêt bancaire*". Les revenus générés par TF Conseils, sa société de consulting créée en 2005, auraient suffi selon lui à obtenir ce prêt, toujours selon le "Point". Mais le journal dit n'avoir trouvé trace d'aucun salaire, ni dividende. Thomas Fabius aurait indiqué

à l'agent immobilier chargé de la transaction qu'il comptait financer son achat en partie grâce à des gains au jeu.
Selon l'hebdomadaire, cette transaction aurait déclenché un signalement de Tracfin, l'organisme de Bercy chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale.

Le fils de Laurent Fabius a par ailleurs été condamné en 2011 pour "*abus de confiance*". Le Nouvel - Observateur 30.04

L'argent ne viendrait-il pas tout simplement de son père qui l'aurait détourné ainsi du fisc ? Lui aussi il doit être de gauche !

... plus prosaïque.

- Un proche de Lagarde aurait changé un tracé de TGV pour sa mère - LeMonde.fr

Quel déballage !

J'imagine l'effet que cela puut produire sur un jeune un peu fragile, sans diplôme, sans boulot, qui habite dans une banlieue pourrie, plutôt mal barré quoi, qui peine à imaginer son avenir dans cette société, qui voudrait bien s'en sortir ou vivre comme tout le monde mais qui ne voit pas trop comment s'y prendre, qui peut basculer à tout moment d'un côté ou de l'autre, du mauvais côté, celui de la délinquance ou du gangstérisme, et qui entend jour après jour, mois après mois parler d'affaires de corruption, d'enrichissements colossaux des parasites ou rentiers, mais il y a là de quoi le rendre fou, l'influencer, et si par malheur il fait le mauvais choix, à qui incombera la responsabilité, à lui, à ses parents ou à ceux qui nous gouvernent et l'armée de larbins à leur service ?

Quand on pense à la jeunesse, on a envie de pleurer.

Le culte de la propriété privée des moyens de production inculqué dès le berceau..

- Entrepreneuriat à l'école: "*Voilà des cours qui vont servir à quelque chose!*" - L'Express.fr

la réponse :

- L'Ecole va-t-elle enseigner la cupidité ? - Le Nouvel Observateur

Les bonnes nouvelles.

- Carlos Ghosn a touché plus de 11 millions d'euros en 2012 - Reuters

- Rosneft annonce un résultat en recul de 13% au 1er trimestre - Reuters

- Bond de 44% du bénéfice de NYSE Euronext au premier trimestre - Reuters

Charrettes et suppressions d'emplois.

- The Phone House annonce la fin de ses activités, craintes pour les 1.200 emplois - AFP

- Air France pourrait supprimer de nouveaux postes - LeMonde.fr

Les syndicats ont mis le doigt dans l'engrenage, pour la direction c'était le feu vert pour aller plus loin, normal.

Plus vite aussi, quelle aubaine !

- L'usine PSA d'Aulnay acte sa propre fermeture en validant le plan social - AFP

- A PSA Rennes, le plan social mis en oeuvre à partir du 2 mai - AFP

Vive l'Europe sociale !

- Nouveau record du chômage dans la zone euro, à 12,1 % en mars - LeMonde.fr

- L'Espagne s'enfonce dans la récession sur fond d'explosion du chômage - L'Expansion.com

- L'Irlande abaisse ses prévisions de croissance - Reuters

Même survivre devient un cauchemar.

- Plus de six millions de Français peinent à payer leur facture d'électricité - 20minutes.fr

Pour la peine...

- Gaz et électricité : la taxe augmente - Liberation.fr

La question que seuls des cons pouvaient poser.

- Que ce serait-il passé si le « *mur des cons* » avait été l'œuvre de magistrats de droite ? - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Chypre

Le Parlement chypriote a adopté mardi un plan de sauvetage européen prévoyant un prêt de 10 milliards d'euros en échange de mesures d'austérité draconiennes pour l'île méditerranéenne au bord de la faillite.

L'accord conclu avec la troïka des bailleurs de fonds -Union européenne (UE), Fond monétaire international (FMI) et Banque centrale européenne (BCE)- a été adopté par 29 députés tandis que 27 ont voté contre. Il n'y a pas eu d'abstention.

"*C'est un memorandum qui signifie que les groupes les plus faibles de notre société vont devoir faire des sacrifices douloureux comme le reste de la société. C'est la seule manière car ainsi, nous évitons la faillite*", a indiqué le président du parti au pouvoir Disy Averoff Neophytou avant le vote.

Le ministre des Finances du gouvernement, Haris Georgiades, a reconnu lundi que les choses seraient "*très difficiles*" pour Chypre en raison des contreparties imposées.

Mais, sans ce programme, Chypre risque de s'effondrer totalement économiquement et d'être contrainte de sortir de la zone euro, ce qui serait "*dramatique*", a souligné le ministre.

Le président du Parlement, Yannakis Omirou, a qualifié pour sa part le plan de "*coup de force barbare et colonial*".

George Perdiki, le député écologiste, a dressé un tableau très sombre de l'avenir de l'île.

"*Le peuple chypriote aura faim. Il va traverser des temps très durs, jamais connus dans un passé récent. C'est un fait. La génération la plus jeune va émigrer, les problèmes de société vont augmenter et la misère et la tristesse vont prévaloir. Les gens se retrouveront à l'état de mendicité et ruinés. Mais le plus triste, c'est qu'ils seront moralement ruinés*", a-t-il dit. AFP 30.04

Quel cynisme : "*les groupes les plus faibles de notre société vont devoir faire des sacrifices douloureux comme le reste de la société*", normal ce sont les plus nombreux, tandis que la minorité de nantis continuera de manger à sa faim, que dis-je de se goinfrer !

Qui a décidé de sauver les banquiers ? Le Parlement, le gouvernement. C'est quoi le Parlement, le gouvernement ? Les institutions, l'Etat, le pouvoir législatif et exécutif au service des capitalistes. Mais pourquoi est-il impossible de changer de politique dans le cadre des institutions en place ? Mais parce qu'elles ont été fondées pour servir les intérêts d'une classe déterminée, celle des capitalistes et pas une autre.

Donc pour changer de politique et que l'Etat soit au service des travailleurs et non plus des capitalistes, cela signifie qu'il faut en changer, non ? C'est basique, élémentaire, c'est en effet la seule solution.

Mais voyez-vous, c'est beaucoup trop simple pour qu'on puisse l'expliquer aux militants et aux travailleurs, pour qu'ils le comprennent et rompent avec les institutions en place. Ils doivent être bien trop tarés pour qu'on se donne cette peine, c'est ce que doivent penser nos dirigeants. Ils vous répondront sans doute que ce n'est pas à l'ordre du jour, ils veulent toujours avoir le dernier mot ou raison, à les entendre ce ne sera jamais à l'ordre du jour, en réalité ils n'y tiennent pas vraiment. En deux mots ils sont propriétaires de leur parti et ils vous emmerdent, c'est ce qu'on est en droit d'en déduire au regard de leur comportement.

Certains estimeront encore que nous exagérons, nous leur répondrons que pendant des années on nous a accusé d'exagérer, puis au fil du temps les faits nous ont donné raison, je dirais même que parfois on était encore en dessous de la réalité, qu'ils y réfléchissent tranquillement, on ne forcera jamais quelqu'un à partager une idée ou une conviction qu'il ne s'est pas forgé lui-même, c'est notre méthode, on dit ce qu'on pense que cela plaise ou non, ensuite chacun en pense ce qu'il veut librement, c'est notre conception de la démocratie.

Haut de page

Le 2 mai 2013

CAUSERIE

A propos du site.

Avril 2011

- 2 117 visites.
- 1 472 documents téléchargés.

Avril 2012

- 3 020 visites
- 2 632 documents téléchargés.

Avril 2013

- 6 150 visites.
- 11 358 documents téléchargés.

ACTUALITE EN TITRES

Pas de répit pour la planche à billets.

- Politique monétaire: statu quo de la Fed - Reuters

Les rachats d'obligations du Trésor américain et de titres hypothécaires se poursuivront au rythme de 85 milliards de dollars par mois, a déclaré la banque centrale dans un communiqué publié au terme de sa réunion monétaire.

Les rachats d'actifs se poursuivront jusqu'à ce que le marché du travail s'améliore de manière tangible, a encore indiqué la banque centrale américaine. lefigaro.fr avec Reuters 01.05

Pour le meilleur...

- Hollande et Letta s'allient pour le conseil européen de juin - Reuters

... mais surtout pour le pire.

- UE : pour Enrico Letta, la priorité, c'est l'union bancaire - LePoint.fr

- La croissance mondiale trop faible pour créer des emplois, selon le FMI - AFP

... mais...

- La confiance du consommateur à travers le monde augmente - Reuters

... et pendant ce temps-là, c'est carnaval !

- Des centaines de personnes à Florange pour un "*Festival des entreprises en lutte*" - AFP

De la mégalomanie à la mythomanie. La finance éthique, ça n'existe pas. Et pourquoi pas? - Slate.fr

...la preuve que non, une fois

Microcrédit et crowdfunding : focus sur ces nouvelles alternatives au système bancaire - Atlantico.fr

... deux fois, etc.

Yahoo: 36 millions pour Marisa Mayer - lefigaro.fr

La directrice générale de Yahoo!, Marissa Mayer, a empoché 36,6 millions de dollars en salaire, primes et actions l'an dernier après avoir passé six mois à la tête du groupe internet. lefigaro.fr 01.05

Nous sommes dans une monarchie héréditaire

- TF1 mise sur Le Lay fils - LePoint.fr

Patrick Le Lay a dirigé TF1 pendant vingt ans (1988-2008) ; c'est désormais son fils, Laurent-Eric Le Lay (photo), qui est profilé pour piloter le groupe. LePoint.fr

Sur le plan politique, cette hérédité passe par les grandes écoles et les universités qui forment les aristocrates qui seront chargés demain de représenter les intérêts des capitalistes au sein des différentes institutions politiques, écoomiques, sociales ou les différents partis politiques ou encore les conseils d'administration des entreprises nationalisées, ainsi la transmission du mandat de serviteur du régime sera assuré et celui-ci sauvegardé.

Trou noir

- Marine Le Pen se veut "*la lumière de l'espoir*" des Français - Le Nouvel Observateur

Elle profite que "*la lumière de l'espoir*" ne vienne pas des syndicats et des partis ouvriers qui refusent de rompre avec le capital ou leurs représentants, qui s'emploient à laisser travailleurs et militants dans la pénombre de leur ignorance. Et quand bien même ce ne serait pas tout à fait le cas, ils manquent de charisme, leurs discours sont inaudibles, incohérents, n'inspirent pas confiance, hélas !

L'écologie en régime capitaliste : un concept réactionnaire.

- La taxe sur les meubles en application lefigaro.fr

La contribution écologique sur le mobilier vient d'entrer en application ce 1er mai. Sur le même modèle que la contribution écologique sur les produits électroniques, cette taxe servira à financer et améliorer le recyclage des meubles usagés, dont les matériaux peuvent servir à créer de nouveaux objets.

Concrètement, l'application de cette contribution se traduit par une hausse plus ou moins importante du prix des meubles : 20 centimes pour une chaise, 18 euros pour une armoire. lefigaro.fr 01.05

A coup sûr ce sont des partis de gauche qui nous imposent cette nouvelle taxe, non mais qu'est-ce que vous croyez, c'est pour la bonne cause...

C'est une couverture de la CIA.

- Bolivie: le président Morales expulse l'USAID - AFP

Vous avez dit réac ? Quand le marché fait l'objet d'idolâtrie.

- Et donc, enseigner l'esprit d'entreprise équivaudrait à enseigner la cupidité aux élèves... Mais avant de les insulter, avez-vous rencontré un seul entrepreneur dans votre vie M. Mélenchon ? - Atlantico.fr

Qu'est-ce que c'est "*l'esprit d'entreprise*" sinon le capitalisme, le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui justifie l'oppression, la répression nécessaire pour le préserver. C'est aussi le règne de l'individualisme forcené, de la féroce compétition, concurrence que les travailleurs se livrent entre eux pour survivre, qui permet de justifier, de banaliser ou normaliser les inégalités et les injustices, qui conduit à rendre tous les rapports dans la société insupportables, guidés par la cupidité ou la loi du marché ce qui revient au même, et où les principes humanistes n'ont pas leur place, toutes les valeurs sociales sont piétinées, l'indifférence et le mépris, la loi de la jungle ou la barbarie deviennent la norme. Le but de l'existence serait d'exploiter le travail des autres, d'en tirer profit, de se transformer en profiteur, en voleur, que la mentalité qui en découle soit épouvable, pourrie, est imparable, que dans ces conditions le règne de l'arbitraire ou la dictature se renforce serait logique puisque notre comportement reposerait finalement sur des rapports impossibles à justifier, tous les excès seraient possibles, permis, sans avoir de compte à rendre à personne...

C'est aussi le rejet des principes, des règles ou des valeurs collectives qui sont les garants de la satisfaction des besoins ou aspirations individuels de chacun, c'est se livrer à l'apologie du marché, y subordonner l'existence de nos enfants, cela ne vous rappelle-t-il pas quelque chose, des questions que nous avons abordées en détail au cours des mois précédents, leur projet de gouvernement mondial ou de Nouvel ordre mondial consistant à faire du marché la seule référence, la seule religion, philosophie, le seul idéal auquel toute notre vie serait subordonnée une fois rendu au stade d'esclave sans droit politique et sans défense.

Cette nouvelle religion, philosophie, ce nouvel idéal porte un nom : le néolibéralisme qui a été élaboré par les sionistes. Si vous relisez les précédentes causeries, vous constaterez vous-même que tout correspond.

Le néolibéralisme se distingue du capitalisme classique par le fait que vous ne pouvez assurer votre survie ou satisfaire vos besoins même les plus élémentaires que par votre travail, uniquement par votre travail, vous êtes dépouillé de tous droits sociaux qui dorénavant sont privatisés, marchandisés, qui se monnaient, ce qui vous oblige à accepter de travailler dans les conditions qu'on vous impose pour y avoir droit ou vous en passer et dans certains cas disparaître. C'est le règne de la dictature absolue. A côté les esclaves de l'Antiquité et les serfs du moyen-âge étaient mieux traités.

ACTUALITÉ DU JOUR

Echo du 1er mai en France.

Parole de manifestants.

- "*Contre l'austérité construisons une opposition de gauche à ce gouvernement*", ont scandé les manifestants à Bordeaux. AFP

Nous y travaillons quotidiennement ! Une Opposition de gauche en rupture avec toutes les politiques de compromission avec le capital, ses représentants et ses institutions que tous les partis et syndicats se sont employés à mettre en oeuvre depuis 70 ans.

- A Strasbourg. "*Y a-t-il vraiment des socialistes dans notre gouvernement?*", interrogeaient des pancartes. AFP

Poser la question, c'est y répondre.

Lepaon s'en fout, il fait comme s'il n'avait pas entendu la question.

- "*Le gouvernement est sensible aux arguments du Medef et nous voulons lui rappeler ses engagements: il faut avoir une politique de gauche*", a souligné Thierry Lepaon.

Quel engagement ? Hollande n'a jamais tenu qu'un seul discours : prendre l'engagement de faire une politique de gauche pour faire une politique de droite une fois élu, puisque Sarkozy n'en avait plus les moyens politiques dès lors qu'il refusait de rompre avec le capital et les institutions de la Ve République, l'UE et l'ONU.

Hollande n'a jamais eu qu'un seul et unique mandat : poursuivre la politique de son prédécesseur, ceux qui se sont imaginés

autre chose se sont laissé abuser par leurs propres illusions, leur ignorance ou inconscience, favorisés en cela par tous ceux qui ont appelé à voter pour lui.

Bénis soient les réformistes qui soutiennent le régime.

-... Jean-Claude Mailly, a précisé depuis Laval (Mayenne) que "*FO est un syndicat réformiste mais n'accepte pas n'importe quoi, on n'est ni des béni oui-oui, ni des béni non-non*". Force ouvrière a rassemblé, comme tous les ans, plus de 300 militants devant le Mur des fédérés à Paris. AFP

Ils ne sont même pas capable de mobiliser leurs propres adhérents. Comme disait Marx ne prenez jamais pour argent comptant ce que les dirigeants ou les partis pensent ou disent d'eux-mêmes, cela n'engagent qu'eux et ne leur coûte rien.

Dans le camps des syndicats jaunes.

- ... le numéro un de la CFDT, Laurent Berger a préféré tenir un rassemblement avec ses homologues de deux autres syndicats réformistes, Luc Bérille (Unsa), Philippe Louis (CFTC), sur un terrain de sport de la banlieue de Reims, réunissant quelque 300 participants, selon un correspondant de l'AFP.

"*Cette union représente un front uni des réformistes, c'est le début d'un travail renforcé entre les organisations syndicales et seule l'union peut faire reculer les extrêmes*", a déclaré Laurent Berger.

"*Une autre voie, celle de la négociation et du compromis doit s'ouvrir*", a renchéri Philippe Louis, pour lequel le rassemblement de Reims donne "l'exemple". AFP

La voie de la régression sociale généralisée sans fin pour préserver les profits des capitalistes. On aura compris que les paradis fiscaux est la voie par laquelle se réaliser le paradis sur terre des catholiques collaborationnistes.

Faible consolation, notons que le FN qui s'était promis de damer le pion au mouvement ouvrier a fait un flop en ne rassemblant à Paris que 3.000 personnes, selon la police. AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Le Bureau national, la direction du Parti Socialiste, a adopté ce soir un texte se voulant de "*réorientation*" des politiques européennes en faveur de la croissance et aussi "*de combat contre les droites*" en Europe, a-t-on appris auprès des participants à la réunion.

Après la polémique qui avait forcé Jean-Marc Ayrault à intervenir ce week-end, le texte a été expurgé de toutes les mentions qui s'en prenaient à Angela Merkel. Un premier "*brouillon*" du document qui évoquait "*l'intransigeance égoïste*" et avait fuité dans la presse vendredi avait suscité un vif émoi en France et en Allemagne.

Le texte adopté ce soir, par 26 voix contre 6 et 4 abstentions, va être soumis aux militants socialistes en vue de la Convention du PS sur l'Europe, le 16 juin à Paris, étape dans la préparation de la campagne pour les élections européennes de mai 2014. "*Nous avons adopté un texte de rassemblement des socialistes pour réorienter les politiques européennes, avec en priorité la croissance et l'emploi*", a déclaré à la presse le porte-parole du PS, David Assouline. "*C'est aussi un texte de combat contre les droites européennes qui ont non seulement aggravé la crise par leurs politiques mais qui, avec le verrou de l'austérité, ne permettent pas d'en sortir*", a-t-il ajouté.

Plusieurs représentants de l'aile gauche du PS ont dit à la presse qu'ils avaient proposé de déposer devant le Bureau national un "*texte alternatif*", intitulé "*L'Europe le sursaut*", mais que leur demande avait été refusée. Un seul texte du BN doit être soumis aux militants, a expliqué David Assouline. "*L'état de la discussion, la situation de notre parti dans le moment où nous sommes, l'état du pays, le fait d'avoir pu surmonter plusieurs divergences, tout cela milite pour que nous ayons un seul texte présenté aux militants*", a souligné devant le Bureau national Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS en charge de la convention sur l'Europe avec Catherine Trautmann, cité dans un communiqué.

"*C'était une feuille de route pour réorienter la construction européenne avant même les élections européennes de 2014*", a expliqué Emmanuel Maurel, du courant "*Maintenant la gauche*". "*On va déposer des amendements (à l'attention des militants) pour réorienter la construction européenne et faire des propositions un peu concrète en termes de calendrier pour les mois à venir. On va le proposer avec ceux qui le souhaitent, je pense aux amis de Benoît Hamon*" (du courant "*Un Monde d'avance*"), a-t-il ajouté. Ces amendements, "*un peu clivants*", a dit Jérôme Guedj, portent sur plusieurs sujets principaux et notamment "*un moratoire sur l'application du Pacte de stabilité*", le refus du nouveau budget européen, "*car il est en diminution et ne permet pas une relance notamment par les investissements à l'échelle européenne*", a-t-il ajouté. "*On demande que l'euro fort soit mis en débat (...) ainsi que son impact sur la compétitivité et les exportations*", a poursuivi Jérôme Guedj. lefigaro.fr avec AFP 30.04

On passera sur l'absence de démocratie dans ce parti, la direction interdisant à ses adhérents de prendre position sur deux textes distincts, ils y sont habitués et ils s'en accommodent très bien. Vous savez pourquoi ? Parce que c'est en lisant l'un en ayant l'autre à l'esprit ou en les comparant que l'on peut discerner plus facilement leurs faiblesses, leurs défauts, leurs contradictions. Tous ceux qui refusent la confrontation des idées le savent très bien.

Pour gommer tout ce qui les distinguait de Merkel, il fallait être assurément de gauche, comme Merkel quoi ! Ouf, c'est fait : la copie est enfin conforme à l'original, l'honneur est sauf !

Le jeu des illusionnistes décrypté rapidement :

- Alors que c'est le lobbying des banquiers et des multinationales qui mène la danse (la Table ronde des industriels européens) : "*réorienter la construction européenne*", pure fabulation.

- Ne rien changer, étaler les coups sur les travailleurs sur une période plus longue : "*faire des propositions (...) en termes de calendrier*". Si possible après les élections de 2014 : pas de bol ce sera impossible.

- Une proposition qui va dans le sens des dernières recommandations du FMI et de l'OCDE : "*un moratoire sur l'application du Pacte de stabilité*", quel courage !

- Pour quoi faire ? "*une relance notamment par les investissements à l'échelle européenne*", chouette alors, les grands travaux qui s'inscrivent dans le cadre de la régionalisation à l'échelle européenne et la perspective du démantèlement des Etats, les chevaliers de la Table ronde vont applaudir des deux mains.

- Pour quoi faire ? Pardi, pour favoriser : "*la compétitivité et les exportations*". Tout pour les patrons quoi.

En conclusion, cette soit-disant gauche du PS ne s'oppose pas à la politique que leur direction leur propose, ils le disent eux-mêmes en affirmant que leurs amendements sont tout juste"*un peu clivants*", pas trop quand même par crainte de se faire une nouvelle fois rappelés à l'ordre par leurs chefs.

J'ai pris le temps de commenter rapidement cet article après les avoir traités de rats dernièrement, car c'est bien ainsi qu'ils se comportent tous. Les uns s'excusant d'avoir pu froisser Merkel, les autres courbant l'échine et faisant amende honorable pour bien montrer qu'ils n'étaient animés que de bonnes intentions envers les patrons et l'Union européenne, ils en rajoutent même une couche, ce dont nous n'avons jamais douté.

2- Bolivie

Le président Evo Morales a annoncé mercredi l'expulsion de Bolivie de l'USAID, l'agence américaine pour le développement international, en l'accusant de conspiration et d'ingérence dans la politique intérieure bolivienne.

"*Nous avons décidé d'expulser l'USAID de Bolivie. L'USAID s'en va de Bolivie*", a lancé M. Morales dans un discours enflammé prononcé devant des milliers de personnes.

Il s'adressait à la foule pendant un rassemblement pour la Fête du Travail sur la place d'Armes de La Paz, devant les bâtiments des pouvoirs exécutif et législatif boliviens.

Les Etats-Unis on regretté la décision bolivienne et contesté les allégations "*sans fondement*" du président Morales.

"*Le gouvernement américain regrette profondément la décision du gouvernement bolivien d'expulser l'agence américaine pour le développement international. Nous contestons les accusations. (...) L'objectif de l'USAID est d'aider le gouvernement bolivien et d'améliorer la vie quotidienne de la population*", a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat Patrick Ventrell.

L'USAID, présente en Bolivie depuis 1964, se trouve dans ce pays "*pour des objectifs politiques et non pour des objectifs sociaux*",

a affirmé M. Morales, une des figures de la gauche radicale latino-américaine.

L'USAID et d'autres institutions liées à l'ambassade des Etats-Unis à La Paz "*conspirent contre le peuple, et particulièrement contre le gouvernement national*", a accusé M. Morales, qui dirige la Bolivie depuis 2006.

"*Plus jamais l'USAID, qui manipule, qui utilise nos frères dirigeants, qui utilise des camarades de la base en leur donnant des aumônes !*", a déclaré le président bolivien.

Dans son discours, M. Morales a critiqué avec virulence le secrétaire d'Etat américain John Kerry, qui avait déclaré en avril, devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants, que l'Amérique latine était "l'arrière-cour" des Etats-Unis.

L'expulsion de l'USAID constitue notamment "*une protestation contre ce message du chef de la diplomatie des Etats-Unis*", a dit M. Morales.

"*Sûrement, (les Etats-Unis) croiront toujours qu'ici on peut manipuler politiquement, économiquement*", a dit le président bolivien. "*Mais cela, c'était dans les temps anciens*".

M. Morales a publiquement chargé le ministre bolivien des Affaires étrangères, David Choquehuanca, de communiquer à l'ambassade des Etats-Unis l'expulsion de l'USAID, "*cet instrument (de Washington) qui persiste à avoir une mentalité de domination, de soumission*". AFP 01.05

Morales a confimé ce que le Réseau Voltaire avait déjà établi.

3- Israël

Les Etats Unis et Israël jubilent ! Le plan qatari "*de compromis avec Israël* " s'est attirés l'approbation enthousiaste de Washington et de Tel aviv. Ce plan prévoit un échange de terre entre israéliens et palestiniens et il a été évoqué au cours des entretiens récents entre le PM qatari Jassem Ben Hamad et le secrétaire d'Etat Kerry. Tzipi Livni , ex ministre sioniste des AE est responsable des négociations de soi disant de paix et elle aussi a qualifié le plan qatari de pas important. " *cela permet aux palestiniens d'entrer en négociations*" . Le plan qatari est la version "*optimisée dans le sens des intérêts sionistes*" du plan arabe .

Le Qatar dit que les pays arabes sont prêts dans ce cadre de procéder à un échange de terre avec le régime sioniste ce qui veut dire que ces mêmes pays arabes dont parlent le Qatar sont prêts à renoncer à leur souveraineté sur des territoires occupés depuis 1967 par le régime sioniste. Mais que disent les Palestiniens? Curieusement une partie du Hamas, pro qatarie est absente des débats. Mais la branche combattive et résistante elle dénonce ce plan "*proposé par ceux qui ne se sont sentis jamais lésés par les politiques expansionnistes et maximalistes du régime sioniste* ". Le Qatar endosse les habits de "*sauveur de la Palestine*" alors que ses crimes en Syrie prennent chaque jour une nouvelle dimension. L'émir Al Thani fait tout pour provoquer une interventin armée sioniste contre la Syrie . Et cette intervention semble désormais se préciser. french.irib.ir 01.05

4- Russie.

La tentative d'assassinat du premier ministre syrien et le tir de missiles en direction d'un avion de ligne russe alors qu'il traversait le ciel syrien semblent avoir radicalisé les positions : selon Al Nahar, le tir de deux missiles en direction d'un avion de ligne russe avec 200 passagers à bord dans le ciel syrien a poussé les présidents russe et américain à entrer immédiatement en contact et à s'échanger avertissements et mises en gardes ! " *Poutine a rappelé à Obama que Moscou prenait très au sérieux l'attaque contre l'avion civil russe et ferait tout pour saisir toutes les dimensions de cette affaire* ". S'en est suivi la mise en garde de Lavrov qui a annoncé que les USA ne pouvaient pas déclencher une guerre contre la Syrie sous prétexte de l'usage par Damas d'armes chimiques. " *Nous ne permettrons pas que le scénario irakien s'applique à la Syrie*".

L'avertissement a été tout de suite pris au sérieux par la France et la Grande-Bretagne, qui, en pratiquant un virage de 180 degrés, ont affirmé n'avoir aucune preuve "*fiable*" sur l'usage par Damas d'armes chimiques. En fait, Londres et Paris se sont distancés d'Israël, Israël qui confirme l'utilisation de la substance chimique par Damas en étayant cette allégation de soit-disant documents qu'il aurait transmis aux services de sécurité intérieur des Etats-Unis.

Au cours de leur contact téléphonique, Obama et Poutine sont tombés d'accord sur la nécessité de résoudre la crise syrienne par voie négociée et ne jamais se diriger vers une option militaire. Mais Obama a saisi l'occasion pour rappeler à Poutine qu'il est inquiet de l'usage possible de l'arme chimique par la Syrie et du fait que ces armes tombent entre les mains des extrémistes. Il a dit vouloir rencontrer Poutine à l'occasion du prochain sommet du G20 en Russie et demandé à ce que les deux parties préservent leurs contacts. Poutine n'a pourtant pas se laisser fléchir par ces assauts d'amabilités et aurait répondu : "*cette affaire de l'avion russe visé par les missiles nous inquiète. Ne plaisantez pas avec nous sous prétexte de la Syrie, Monsieur* "! french.irib.ir 01.05

Jusqu'à preuve du contraire, nous estimons fiables les infos fournies par cette source qu'utilise également le Réseau Voltaire ou qui fournit des infos que d'autres sources partagent et que le Réseau Voltaire utilise. Par déduction et par une simple observation je suis parvenu à cette conclusion. Il y a parfois des fautes dans leurs articles qui sont des traductions en français.

SOCIAL

1- Bangladesh

La palme de l'hypocrisie et du cynisme.

- L'UE a exhorté aujourd'hui le Bangladesh à "*agir immédiatement*" pour faire respecter les normes internationales de sécurité et de santé dans les usines du pays, près d'une semaine après l'effondrement meurtrier de l'une d'entre elles.

"*En tant que plus grand partenaire commercial du Bangladesh, l'Union européenne s'inquiète particulièrement des conditions de travail, notamment en matières de santé et de sécurité, en vigueur pour les travailleurs dans les usines à travers le pays*", ont déclaré dans un communiqué la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, et le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht. lefigaro.fr avec AFP 30.04

D'ailleurs ils s'en soucient tellement qu'ils s'emploient à rendre les conditions de travail dans l'UE de plus en plus infernales, pour ceux qui ont la chance d'avoir un travail évidemment.

Aucun actionnaire ou dirigeant des multinationales en cause, personne parmi les responsables de l'Union européenne n'étant au courant des conditions de travail épouvantables et des rémunérations misérables au Bangladesh, en Inde, en Indonésie, à Sri Lanka, en Chine, au Vietnam, aux Philippines, en Tunisie, au Mali, etc. mais aussi dans les pays d'Europe centrale.

D'après les dernières infos, le nombre d'ouvrières tuées devraient s'élever à 570 en tenant compte des 169 encore portées disparues et qu'il n'y a plus aucune chance de retrouver vivantes.

Et nous devrions appliquer le principe de tolérance envers leurs bourreaux et leurs complices, hors de question. Nous les vengerons le moment voulu.

2- Allemagne

Le syndicat allemand Verdi a annoncé mercredi un accord avec la direction de Lufthansa au sujet d'une hausse des salaires pour 33.000 employés de la compagnie aérienne, ce qui éloigne la perspective d'une nouvelle grève.

Les salariés de Lufthansa Cargo et de Lufthansa Technik verront leur salaire augmenter de 4,7% et tandis que ceux des employés de Lufthansa AG seront révalorisés de 3,0%, précise le syndicat.

Ce dernier ajoute que l'accord, qui doit être approuvé par les membres de Verdi d'ici le 14 mai, court sur 26 mois. Reuters 01.05

Donc un peu moins de 2,3 et 1,5% par an, bref Verdi a capitulé, au départ il exigeait 5 ou 6% par an.

Haut de page

Le 3 mai 2013

CAUSERIE

J'ai commencé à coucher sur le papier quelques réflexions sur ce que j'appelle pour le moment le réformisme expansionniste tel qu'on peut le trouver à la CGT, FO, SUD, et parfois à la FSU, et le réformisme régressif tel qu'il s'exprime à la CFDT, CFTC et l'UNSA ou encore la CGC. Ils ont comme point commun le renoncement à combattre pour l'abolition du capitalisme, de tourner le dos au socialisme... La suite dans quelques jours.

Vite débarrassons-nous du capitalisme, car l'argent ne fait pas le bonheur,au contraire, il contribue à un "***effondrement***" de la personnalité.

C'est juste pour se détendre un instant avant de passer aux choses sérieuses.

- Dans une interview publiée jeudi par le magazine américain Vanity Fair, l'épouse de l'ex-chef d'État français reconnait être en thérapie et déclare s'être sentie vulnérable après avoir pris 18 kg lors de la naissance de sa fille Giulia en 2011.

Être en thérapie (à 45 ans -ndlr) l'aide à voir clair et à avoir le sens des responsabilités. "*J'aime ce type de travail sur soi parce qu'avec l'âge s'il n'y a pas de philosophie, il n'y a pas de sérénité, pas de sagesse. Il n'y a rien, sinon un effondrement*" LePoint.fr

Il est vrai que d'être passé par Eric Clapton et Mick Jagger pour aboutir lamentablement à Nicolas Sazkozy, il y a de quoi franchement déprimer, quelle régression ! Et puis pour une femme qui attache autant d'importance à son corps, 45 ans, c'est vieux, ça devient laid et avec 18 kilos en plus, c'est carrément respoussant ! Il faut dire que pour être mannequin, c'est comme pour être footballeur, il ne faut pas être trop évolué en général, Jagger à part sa belle gueule, sa réputation et son fric, faire la fête et baiser à-tout-va, il revendique 4.000 maîtresses, il a quoi pour plaire à une femme ?

On va conclure cet aparté en se payant le portail Atlantico.fr néolibéral et sioniste que vous connaissez bien maintenant, il a publié en 2012 un article sur ce couple d'enfer en se livrant à une comparaison entre Jagger et Sarkozy, un bref extrait histoire d'être de bonne humeur aujourd'hui :

- "*En fait, les deux hommes avaient beaucoup de points communs. Ces deux personnalités dynamiques, charismatiques, étaient tous deux des fanatiques de la condition physique, et à leur façon, des sex-symbols*", La Talonnette un "*sex-symbol*", on en tombe à la renverse et moi je suis Apollon ! Ils méritaient bien de figurer sur le "*mur des cons*" !

Quand je vous disais qu'on n'avait pas à être complexé par rapport à eux, j'ignorais la portée d'une telle affirmation.

Lecture.

Nos amis belges sont proches de Bruxelles, nos amis canadiens de Washington, normal qu'ils soient à la pointe du combat international contre le capitalisme, l'impérialisme, le gouvernement mondial en gestation, même s'ils ne vont pas au bout de leurs analyses ou qu'elles ne les conduisent pas à renouer avec le socialisme, souhaitons leur sincèrement d'y parvenir un jour.

L'Europe sociale n'aura pas lieu - François Denord & Antoine Schwartz (2009)

À l'instar de Nessie, le sympathique monstre du Loch Ness, l'Europe sociale soulève les passions sans que jamais son existence n'ait pu être prouvée. Dans les eaux glacées du grand marché, ses chances de survie sont pourtant minces. Sa mythologie n'a qu'une raison d'être : elle insuffle un supplément d'âme à une Europe qui flotte en apesanteur, au-dessus des peuples.

Dès les années 1950, la construction européenne fut l'autre nom donné au rétablissement du libre-échange. Elle prend racine dans un projet conservateur porté par des élites atlantistes soucieuses de dompter sous le fouet de la concurrence les soubresauts du Vieux continent. Cette empreinte s'est avérée indélébile, malgré les élargissements successifs du périmètre de l'Union.

Une Europe libérale ne saurait, comme par magie, se muer en Europe sociale. Sauf à envisager une refonte complète de ses institutions et de ses principes. Ce à quoi invite ce livre qui dissipe bien des illusions et permet de découvrir les possibles écartés sur le chemin de l'histoire. http://dessousdebruxelles.ellynn.fr

A la suite figurait un lien vers un entretien avec l'auteur publié par L'Humanité, ils ont dû se raviser après l'avoir estimé trop compromettant, on comprend :

Entretien — « *L'Europe est prise en étau entre néo et ultralibéraux* », L'Humanité, 02/06/2009.

L'Europe sociale est un tour de "*magie*" imaginée par les partisans de l'Union européenne telle qu'elle a été fondée, existe et fonctionne.

Conclusion intéressante : "*Une Europe libérale ne saurait, comme par magie, se muer en Europe sociale. Sauf à envisager une refonte complète de ses institutions et de ses principes*", ce constat s'applique aux institutions nationales dans chaque pays.

Il est impossible de passer à une République sociale, au socialisme, sans liquider l'Etat, les institutions en place qui ont été fondées pour assurer la pérennité de la domination de classe du capitalisme, les rapports sociaux de production qui ont pour origine les inégalités entre la classe des exploitées et celle des exploiteurs qui représentent une infime minorité de la population et concentre les richesses entre ses mains.

Toute politique qui ne s'inscrit pas dans cette perspective, qui n'est pas subordonnée à cet objectif est contre-révolutionnaire,

elle oeuvre au maintien de l'ordre établi.

UE. Névrose obsessionnelle.

En 15 minutes? attaque tout azimut de la la Commission européenne contre les différents Etats de l'UE. La preuve. (http://europa.eu/newsroom/press-releases/index_fr.htm)

- La Commission va récupérer auprès des États membres 230 millions € correspondant à des dépenses effectuées au titre de la PAC 02/05/2013 | 12:00 - Commission européenne

- Aides d'État: la Commission invite les Pays-Bas à mettre un terme à l'exonération fiscale sélective dont bénéficient les entreprises publiques 02/05/2013 | 11:45 - Commission européenne

- Aides d'État: la Commission ordonne à la France de recouvrer certaines aides incompatibles reçues par la SNCM 02/05/2013 | 11:45 - Commission européenne

- Aides d'État: la Commission rouvre une enquête concernant des aides fiscales accordées à EDF suite à un jugement de la Cour 02/05/2013 | 11:45 - Commission européenne

Le saviez-vous ?

- "*Le système de la gouvernance économique de l'UE permet d'assurer une conduite et un suivi approprié à l'échelle de l'UE. Chaque année, la Commission analyse soigneusement le programme de réforme nationale de chaque État membre et contrôle si les politiques menées sont en adéquation avec les orientations fixées. Suite à cela, la Commission adopte en mai ses recommandations par pays et les présente au Conseil européen en juin pour les faire approuver. La procédure relative aux déséquilibres macroéconomiques récemment introduite garantit un suivi renforcé des déséquilibres macroéconomiques, et la possibilité de sanctionner des États membres de la zone euro qui n'apportent pas de réponse à ceux-ci lorsqu'ils deviennent excessifs*." (Crise économique - la réponse de l'UE - http://europa.eu/newsroom/highlights/financial-crisis/index_fr.htm)

La Commission européenne les propose à qui ces recommandations qui ont valeur de diktats ? Au Conseil européen. C'est donc en dernier ressort le Conseil européen qui décide. Et que désigne le Conseil européen, qui le compose ? Les chefs d'État ou chefs de gouvernement des vingt-sept États membres de l'Union européenne.

Tiens donc, mais alors, je ne comprends pas, on nous dit, répète, martèle que nous sommes victimes de la politique antisociale, réactionnaire, totalitaire de l'UE, la troïka, alors qu'en réalité ce sont les chefs d'Etat qui adoptent cette politique, c'est écrit noir sur blanc, ce sont donc les institutions nationales de chaque pays qui sont directement responsables de cette politique. Non, chut, c'est tabou, on ne touche pas aux institutions, à l'Etat ! L'UE s'en charge ! Cherchez l'erreur.

Comme cela commence tout de même à sentir le roussi en France (et dans la plupart des pays de l'UE), il y a des petits malins qui refusent obstinément d'axer leur combat politique contre les institutions, qui maintenant désignent le gouvernement comme le responsable de la situation, toujours accompagné de la troïka en embuscade, car ils se réservent toujours la possibilité de se rabattre sur elle si le gouvernement se retrouvait vraiment en difficulté, après avoir passé des mois à le ménager, des décennies à faire croire que le PS serait de gauche, la manoeuvre consiste à laisser penser que ce serait une simple affaire de gouvernement et non d'institutions, d'Etat qu'il faudrait liquider purement et simplement, ils évoquent leur abolition en coup de vent dans leur discours pour faire bonne figure et passer rapidement à autre chose, mais nous ne sommes pas dupes, d'ailleurs l'objet de leur combat n'est pas de le faire chuter, mais de le "*bloquer*", pour qu'il se mette aux services des travailleurs, que Hollande respecte son mandat, voyez-vous cela, c'est commettre une grave méprise sur sa teneur.

Ils voudraient réalisé l'unité sur cet unique objectif, "*bloquer*" le gouvernement, sans le relier à une perspective politique, du coup même le travailleur qui n'a pas l'habitude d'analyser un discours politique sent instinctivement qu'il y a un lézard quelque part, que ce n'est pas sérieux, que ce discours manque de cohérence ou qu'il est inconsistant, il reste sur sa faim, normal.

Et pourquoi s'arrêtent-ils en chemin ? Parce que s'ils poussaient le bouchon plus loin, l'unité serait compromise, c'est leur réponse, mais elle l'est dès le départ. L'unité de qui ? Des dirigeants de partis contre-révolutionnaires ou carrément de droite comme le PS et ses satellites. L'unité pour avoir une valeur, elle doit reposer sur cette perspective révolutionnaire à laquelle ces dirigeants n'adhèreront jamais, c'est aux militants ou adhérents, aux travailleurs qui n'en sont pas convaincus aujourd'hui d'y venir, de l'adopter, c'est à eux qu'il faut s'adresser, ce sont eux qu'il faut gagner au socialisme, encore faudrait-il le défendre soi-même, or ce n'est pas le cas.

C'est quand même extraordinaire, on croirait qu'il serait impossible de démontrer qu'il sera impossible de changer de politique dans le cadre des institutions, et qu'il faut s'orienter vers leur renversement parce qu'il n'existe pas d'autre voie ou alternative, on regorge d'arguments pour étayer cette démonstration et voilà qu'on se retrouve face à un obstacle infranchissable, alors on tente de

le contourner pour atterrir dans une impasse, c'est imparable.

Mille fois on a eu l'occasion de saisir (et d'expliquer aux travailleurs) que nos revendications, nos droits ou non acquis étaient incompatibles avec la survie du capitalisme, du régime, des institutions, et au lieu de partir de ce constat pour aller de l'avant, non, on rebrousse chemin, on tergiverse.

Au POI le 1er mai ils en étaient encore à se demander s'ils allaient ou non participer à la manifestation du 5 mai qui sera forcément tournée contre le gouvernement et le régime, même si ses organisateurs freinent des quatre fers. Il faut y participer drapeau de la révolution socialiste déployée, de toutes manières, c'est tellement le bordel dans le mouvement ouvrier français (et ailleurs) qu'il n'y a pas vraiment de direction légitime, pas de direction du tout, chacun fait ce qu'il veut et y va de son refrain, c'est le moment d'en profiter pour faire connaître son programme et confronter nos idées et que le meilleur gagne !

Non, non et non, l'objectif du renversement des institutions n'est pas une option, une sorte de gadget promotionnel que l'on ajoute éventuellement à nos mots d'ordre, un truc qui figurerait dans notre boutique et qui serait secondaire, une sorte d'accessoire qu'on sortirait discrètement mais dont on pourrait très bien se passer, c'est le fil qui permet de donner une orientation, une direction au mouvement ouvrier autre que celle que lui donne tous les autres partis qui soutiennent le régime, qui permet de relier le combat sur chaque revendication aux tâches politiques que les masses ont à accomplir, qui permet de modifier ou changer sa nature qui jusqu'à présent à un contenu bourgeois puisqu'il ne s'inscrit pas dans une perspective au-delà du régime en place, de lui donner enfin un contenu révolutionnaire, de renouer avec sa tradition révolutionnaire, avec le socialisme.

J'ai lu les comptes rendus de quelques meetings du POI qui se sont tenus la semaine dernière. Hier soir, pendant que la climatisation rafraîchissait la chambre avant de m'endormir j'y ai repensé en me disant qu'à la place d'un travailleur ou même d'un militant, escusez-moi l'expression je vais me lâcher un peu, je me serais sacrément fait chier ! Car qu'est ce que cela m'apporte de savoir que tel prof est en bute contre tel problème dans son établissement, que tel facteur a telle difficulté dans son bureau de poste, que telle prime risque d'être supprimée aux cheminots, etc. je ne suis ni prof ni postier ni cheminot, ce sont des questions purement syndicales qui n'intéressent que ceux qui y sont confrontées. Jje vais ressortir de ce meeting en n'ayant finalement rien appris qui puisse me servir pour comprendre le capitalisme, les rapports entre les classes, les institutions, les partis, rien, que dal quoi, le néant, pourquoi le capitalisme ne s'effondre pas, pourquoi cette crise dure et dure encore depuis des années, pourquoi le régime est à l'agonie mais ne s'écroule pas, bordel, ils n'ont abordé aucune de ces questions et j'en suis toujours au même point, je ne comprends toujours rien à rien, je dois être très con et eux trop intelligents pour moi... A suivre.

Sur le Net quelques jours plus tôt..

Informations ouvrières n°249 page 10

- "*Où avez-vous pu prendre connaissance, ailleurs que dans ce numéro d'Informations ouvrières, de l'information selon laquelle les soldats américains ont pris position dans une base en Espagne pour intervenir en Algérie ?*"

Réponse.

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika incapable de gouverner : démission ou destitution ou coup d'Etat ? - Mondialisation.ca 29 avril 2013

Une chose est certaine: la France sait ce qu'il en est vraiment, et cautionne ce qui se trame. Les Etats-Unis aussi. Selon le quotidien londonien Al-Qods al-Arabi, généralement bien informé, 800 Marines et 8 avions militaires vont être envoyés sur la base américaine de Moron, en Espagne, en prévision d'un soulèvement populaire en Algérie, pour évacuer le personnel diplomatique et les ressortissants américains qui s'y trouvent.

A Alger, le ministère des Affaire étrangères a qualifié l'article de « *tissu d'inepties malveillantes* » et « *la référence fielleuse faite à la situation politique et à la stabilité en Algérie* » de « *totalement infondée et absurde* ». A voir…

J'ai mis cet article en ligne.

Une contrevérité fondamentale

Ils ne font pas de politique, la politique doit être absente des syndicats, qui plus est des syndicats qui se prétendent indépendants, pas quand il s'agit de s'attaquer à l'UE qui est une institution politique, mais quand il s'agit de mener le combat contre les institutions de la Ve République, l'Etat.

L'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du jeudi 2 mai 2013. Extrait.

- "*Fondamentalement, ce sont les modalités de la construction européenne qui sont en cause, modalités qui se sont aggravées avec l'adoption du TSCG*."

Non, c'est la subordination des institutions de la Ve République à l'Union européenne, à la troïka, au capitalisme, autrement dit, la nature de ces institutions, de l'Etat devant lesquels vous vous prosternez.

Attrape-nigauds.

Le microcrédit pratiqué dans les pays en voie de développement est l'équivalent du crédit à la consommation pratiqué à un taux usuraire.

Qui en bénéficient ? Les plus démunis, pauvres, chômeurs. En fait les organismes qui leur prête de petites sommes à un taux d'intérêt prohibitif, plus de 20 ou 25% l'an.

Il existe la version crédit collaboratif ou crowdfunding réservée au fanatique d'Internet. En quoi cela consiste ? Des internautes prêtent ou donnent de l'argent via une plateforme pour un projet. Si la somme nécessaire est collectée, le projet se lance. Dans le cas contraire, l'internaute n'est pas débité.

La rétribution ? Là encore, cela dépend des plateformes et des projets, mais elle peut être inexistante, ou prendre diverses formes de rétribution. Début avril, un projet de film tiré de la série Veronica Mars a recueilli 5,7 millions de dollars en quelques jours grâce à la plateforme Kickstarter. Les contributeurs à la levée de fonds ont reçu un Tshirt, et quelqu'un se sont vus offrir un rôle de figuration. (Atlantico.fr 01.05)

C'est le jackpot pour le réalisateur de ce film qui a trouvé un financement gratuit, sur lequel il va se rémunérer évidemment, il ne va tout de même pas travailler gratuitement, et si ce film dégage du profit il pourra se le mettre dans la poche sans rien verser aux naïfs qui auront rendu possible sa réalisation et la boucle est bouclée.

Autre attrape-couillons : PayPal.

"*Vous pouvez entreposer sur votre compte PayPal des liquidités dans la limite de 8 000 euros par transfert et sans plafond. Ainsi, vous mettez de l'argent très simplement hors du système bancaire et il reste totalement disponible. Le risque de contrepartie est bien évidemment la société eBay cotée sur la Bourse américaine*". (id)

Liste des licenciements, semaine du 29 avril (Source: Blog de P. Jovanovic)

- HSBC lance sa Ne liste de licenciements, cette fois 3.000 personnes... tout en disant qu'il y a aura 1500 embauches, cherchez l'erreur de com (USA)
- Le finnois Outokumpu, sidérurgie, vire 2.500 ouvriers (USA)
- RePower annonce la licenciement de 750 personnes l (USA)
- Le scandale de la viande de cheval fait encore des vicitimes: Northern Beef vire 108 ouvriers (USA)
- First Data, prcess de cartes bancaires, vire 1.750 personnes dans le monde (USA)
- L'éditeur de jeux video en rajoute 900 Jeux Video
- NH Hoteles réduit la voilure en Espagne: suppression de 410 emplois
- Le journal Express Times vire 12 journalistes lire ici NBC et le Vancouver Sun prépare sa liste aussi
- Kyocera solaire supprime 100 postes (USA)
- SouthWest Airlnes vire 300 personnes (USA)
- BASF annonce 500 nouvelles suppressions d'emplois
- Roche dissout Applied Science, et 170 personnes virées (USA)
- Providence Health, hôpitaux privés, vire 150 infirmières et médecins (USA)
- Tower Defence Aerospace vire 190 personnes (USA)
- Lonza a supprimé 141 emplois depuis début 2013
- Volvo automobiles annonce 1.000 suppressions d'emplois en 2013
- Air Transat abolit près de 50 postes
- Danone confirme la suppression de 236 postes en France, tous sur la base du volontariat
- La laiterie de Rozet-Saint-albin ferme ses portes
- Vodafone compte supprimer 500 postes en Allemagne
- Cofpa Albany direction a confirmé la suppression de 200 postes
- L'électricien Fauché va supprimer 80 emplois dans sa branche installation
- Sochaux : PSA va supprimer 800 emplois en intérim
- Le chômage dans la ville de Béziers est (officiellement) à 15.5% soit 21.000 personnes, stat officielle. En vrai, mettez ce chiffre à 35.000
- 300 salariés sur la sellette chez Castel Viandes
- Le CE de Fagor-Brandt espère convaincre le tribunal, saisi en référé, d'ordonner la suspension d'une délocalisation de la

production de lave-vaisselle vers la Pologne, 500 emplois en risque
- Le fabriquant des batteries pour voitures à Outarville, sauf repreneur providentiel, fermera définitivement ses portes laissant 120 personnes sur le carreau.
- Le groupe textile Royer compte fermer son usine de Blanquefort
- Liquidation judiciaire pour l'entreprise textile Virtuose
- Fermeture en Belgique pour délocalisation en Estonie, 120 emplois perdus
- Limousin Loctrans, fondé en 1970, en cessation de paiement environ 30 personnes en risque
- Gdf Suez va virer 4.200 postes sur 3 ans l
- Le Printemps reconverti en centre commercial de luxe, 226 emplois menacés
- Les salons de coiffure en crise: "Concurrence, notamment de la part des auto-entrepreneurs, baisse du CA et des clients, qui espacent de plus en plus leurs visites... Y a-t-il trop de salons de coiffure en France? Selon Michèle Duval du Centre national des entreprises de coiffure, le syndicat aux 2600 salons adhérents, il perd actuellement 2% de son CA chaque année ...
Soins, lissages et autre renforçateurs sont délaissés au profit du basique shampoing-coupe-coiffage. La fréquentation est passée de 6 fois par an avant la crise à 4,5 fois en 2010.

(Et si tout le monde m'imitait, elle serait passée à 0 ! Depuis plus de deux ans je les laisse pousser et quand ils sont trop longs, je donne un coup de ciseaux, c'est gratuit, rapide, efficace, pas besoin de se déplacer. - note de Tardieu)

- "*Une librairie, Furet du Nord, où je commandais vos livres va fermer... triste constat... je pense à tous ces employés avec qui j'avais sympathisé*"
- Les Espagnols ne vont carrément plus au cinéma syldeg, le pire week-end en 6 ans vient d'être enregistré
- 200 suppressions de postes chez Biomnis, le secteur médical est touché en France
- Au total 8000 emplois vont disparaître dans le secteur de la biologie en France
- Novartis va supprimer 300 emplois
- Cooper Power Systems vire 163 personnes, délocalise au Mexique
- Le constructeur de wagons et de rails Greenbrier vire 200 personnes
- Texas Instruments vire 100 personnes à son siège de Dallas
- Moog aerospace vire 97 personnes
- Une info qui annonce d'autres licenciements vue par Aetos dans le Parisien: "*Commandes en baisse : les chefs d'entreprise n'ont pas le moral*" wikistrike.com 01.05

ACTUALITE EN TITRES

Pulvérisées les institutions de la Ve République !

- Contre Bachelot, Henri Guaino sort la sulfateuse - Le Point.fr

Déballage de linges sales en famille, ils s'enfoncent... Trop propre, trop poli pour être honnête dit-on...

C'est vite dit !

- "*Disons adieu au socialisme*", par Dominique Reynié - LeMonde.fr

Dans sa version réformiste qui en est l'antithèse? Si vous pouviez dire vrai, quel soulagement ce serait pour tous ceux qui combattent pour le socialisme.

Lui, président de la République - Gérard Filoche : "*Hollande a donné satisfaction à ceux qui n'ont pas voté pour lui*" - LePoint.fr

Normal, non ? Où se situe le problème, Hollande et le PS auraient-ils soudainement changé de nature ? Il faut êtyre un crétin ou un ignorant pour le croire ou un faussaire pour le prétendre.

Normal, sa maison mère c'est la Fed !

- Wall Street encouragée par la BCE, l'indice S&P 500 bat un nouveau record - AFP

Les peuple sacrifiés

- Plus de 60 morts dans l'effondrement d'une mine d'or au Darfour - Reuters

- Somalie: la récente crise alimentaire a fait 258.000 morts, surtout des enfants - AFP

Nouvelle marotte et vieille recette.

- Commerce équitable: Tomy Mathew, une histoire indienne - Liberation.fr

L'exploitation équitable, cela signifie consentie par les exploités qui ne chercheront pas la voie pour s'en émanciper.

Cette théorie consiste à faire croire qu'il serait possible d'échapper à la loi du marché, d'échapper à l'emprise des banques qui par le biais des produits dérivés fixent le cours des matières premières, se les accaparent sur le marché mondial avant de les revendre en empochant une plus-value, et ainsi de suite jusqu'au destinataire final.

Le commerce équitable constituerait une "*alternative au système de commerce mondialisé qui désavantageait nos producteurs. Nous devions nous immuniser contre les fluctuations de marché !*", quelle naïveté ou ignorance du fonctionnement du marché mondial. On y reviendra plus tard, en y associant l'autogestion. On croirait être revenu à Fourier, Owen et Cie avec toutes ces théories foireuses mille fois réfutées par les faits.

Comment croyez-vous que nous sommes la première économie mondiale, hein ?

- Bangladesh : l'immeuble textile qui s'est effondré fournissait des entreprises américaines - L'Express.fr

- "*Des sociétés qui travaillaient dans cet immeuble semblent avoir des liens avec de nombreuses entreprises aux Etats-Unis et en Europe et nous continuerons de discuter avec ces entreprises de la manière dont elles peuvent améliorer les conditions de travail au Bangladesh*", a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Patrick Ventrell. L'Express.fr 02.05

Un Etat barbare dès l'âge de 4 ans à abattre.

- Les suicides ont explosé depuis 10 ans chez les "*baby-boomers*" aux Etats-Unis - L'Express.fr

Un rapport des autorités fédérales américaines publié jeudi révèle que les suicides ont explosé aux Etats-Unis ces dix dernières années parmi les Américains d'âge moyen. L'Express.fr

- Fusils pour enfant : un business florissant aux États-Unis - LePoint.fr

- Etats-Unis. Un fusil spécialement conçu pour les 4-10 ans - Le Nouvel Observateur

- Etats-Unis: des enfants fous de la gâchette - L'Express.fr

- Kristian Sparks, 5 ans, a abattu sa petite soeur âgée de deux ans par balle alors qu'il jouait avec le fusil que lui avaient offert ses parents. - L'Express.fr

Syrie. Propagande et intox

- L'opposition signale un nouveau "*massacre*" en Syrie Reuters

- Syrie: les Etats-Unis n'écartent plus d'armer les rebelles - AFP

- Les forces d'Assad à l'offensive, de Damas à la Méditerrannée - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Chouette, l'Europe sociale est en marche ?

- L'Europe se mobilise pour la croissance et l'emploi des jeunes - AFP

... pas vraiment :

- Christine Lagarde ne voit pas "*d'alternative*" à l'austérité - L'Expansion.com

A les entendre, l'UE ne serait pas responsable du chômage de masse et en particulier de celui des jeunes. Les différents gouvernements non plus et les banquiers pas davantages que les patrons, bref, ils feraient face à un phénomène naturel inexpliqué et contre lequel il n'existerait aucun remède. A part tout de même augmenter la productivité et le taux d'exploitation, mais cela ils n'en font pas état ici, ils le traîtent à part pour que les travailleurs ne comprennent pas les rapports qui existent entre ces différents facteurs.

D'un côté, on apprend que la BCE a franchi jeudi une nouvelle étape dans sa politique monétaire accommodante en annonçant la baisse de son principal taux directeur, baromètre du coût du crédit en zone euro, à 0,5% en faveur des banques. Et de l'autre, que la laiterie Paris-Lait en grande difficulté financière se voit contrainte de déposer le bilan parce qu'aucune banque n'a accepté de s'engager dans un plan de financement, ce qui se traduira par 50 chômeurs supplémentaires.

L'austérité et en particulier le chômage de masse répond à quatre critères au moins :

- la surproduction qui en période de crise se solde par une réduction de la consommation, de la production et la fermeture d'unité de production.

- favoriser la production à bas coût sans se soucier d'autres considérations

- éliminer des pans entiers de l'industrie les moins rentables en terme de profit, accroître la concentration de la production (et du capital) et les parts de marché que contrôlent les multinationales, qui renforcent au passage leur monopole et leur pouvoir.

- accroître la compétition (division) que se livrent les travailleurs entre eux pour faire pression à la baisse sur les salaires.

Pourquoi ne peuvent-ils pas remettre en cause la politique d'austérité et s'attaquer au chômage, le patronat le dit lui-même, quand il explique que la détérioration des perspectives économiques doit inciter à la modération, faute de quoi les hausses de salaires risquent de se traduire par des suppressions de postes, donc une hausse du chômage. (lire plus loin en Allemagne)

Vous voulez travailler, alors acceptez les conditions ou les rémunérations qu'on vous impose. Vous ne voulez pas ? Très bien, on va vous y contraindre en employant les grands moyens, vous n'avez pas le choix, vous devez sacrifier votre niveau de vie ou pour le maintenir sacrifier votre mode de vie, travaillez plus et plus longtemps, et si vous persistez dans le refus, vous serez réduit à la misère et l'indigence, n'oubliez pas, vous avez la liberté d'accepter ou de refuser notre offre, nous sommes en démocratie.

Ils craignent que la jeunesse incontrôlable s'enflamme et donne le signal du combat pour le pouvoir.

- Dans un contexte de hausse quasi-généralisée du chômage en Europe, avec plus de 19 millions de personnes sans emploi, le taux de chômage des jeunes atteint des records dans les pays les plus fragiles: plus de 59% en Grèce, près de 56% en Espagne, mais aussi 38,4% en Italie et 38,3% au Portugal.

En visite à Lisbonne, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a indiqué qu'il proposerait lors du sommet européen de juin de "*nouvelles mesures pour une action immédiate en faveur de la croissance et de l'emploi, notamment en direction des jeunes*". AFP

A part des emplois précaires, que leur proposent-ils ? Rien, aucun avenir !

Quant à la CES, qui a conscience du danger mortel qui couve, elle ne propose rien d'autre que de mieux enchaîner le destin des travailleurs et jeunes à celui de l'UE dont elle est une émanation.

- Pour la secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES), Bernadette Segol, il existe actuellement un "*sens de l'urgence sociale en Europe*". Les politiques d'austérité "*ont échoué*" et "*quelque chose doit être fait si on veut que les citoyens restent associés au projet européen*", a-t-elle déclaré à l'issue d'une rencontre entre la Commission européenne et les partenaires sociaux européens. AFP

Ils prétendent s'engager à lutter contre le chômage des jeunes tout en demeurant rivé à l'objectif de réduire le déficit des Etats qui a servi de prétexte à la mise en oeuvre de la politique d'austérité et toute une batterie de contre-réformes qui se sont soldées par l'augmentation du taux de chômage dans toute l'Europe.

Voilà pour les bonnes intentions relayées par les médias aux ordres, mais qui ne peuvent plus cacher leur perplexité face à ce discours de crainte de se couper définitivement de leurs lecteurs.

C'est ainsi que maniant la carotte et le bâton au profit de ce dernier, Barroso s'est dit "*très confiant*" dans le fait que l'Italie puisse sortir dès cette année de la procédure de "*déficit excessif*", en lançant un avertissement à peine voilé au nouveau chef du gouvernement italien, Enrico Letta, que cela dépendait des mesures "*concrètes*" que Rome doit présenter à Bruxelles avant fin mai, qui s'inscriront dans la continuité des mesures antisociales ou favorables au patronat déjà adoptés, ce à quoi l'heureux élu du cartel des banquiers (Bilderberg) a promis "*nous allons travailler afin d'obtenir un résultat positif*", on n'en doute pas monsieur Letta, pour les chômeurs ou les jeunes évidemment.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

Un député du parti néo-nazi Aube dorée s'en est pris jeudi au maire d'Athènes, qui avait fait interdire dans la matinée une distribution de nourriture gratuite réservée aux seuls Grecs organisée par ce parti dans le centre d'Athènes, et jugée "*raciste et illégale*", selon une source policière.

Le député Yorgos Germenis a insulté le maire d'Athènes Georges Kaminis dans un bâtiment municipal où se tenait une manifestation municipale à l'occasion de la Pâque orthodoxe fêtée cette année le 5 mai, selon la même source.

Selon certains médias, le député a tenté de frapper le maire et en manquant le coup, il a légèrement blessé un enfant.

Selon des images diffusées par la télévision Mega, deux gardes municipaux ont réussi à immobiliser M. Germenis au moment où il allait physiquement attaquer le maire, en lui demandant l'arme qu'il portait à la ceinture.

L'incident s'est produit deux heures après que les forces anti-émeutes eurent fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser plusieurs dizaines de membres du parti néo-nazi, arrivés avec un camion sur la place Syntagma en contrebas du Parlement, pour distribuer de la nourriture "*aux seuls Grecs*".

Etaient également présents trois députés du parti Aube dorée, dont le porte-parole Ilias Kassidiaris, qui s'était fait remarquer en juin 2012 en frappant au visage une députée de gauche, et en jetant un verre d'eau sur une autre, durant une émission télévisée.

Le maire a qualifié cette manifestation "*d'arbitraire, raciste et illégale*" et indiqué que le parti n'avait pas demandé d'autorisation pour la mener.

La police est en train de constituer un dossier judiciaire contre certains des membres d'Aube dorée, qui ont "*tenté de conquérir un espace public*", ainsi que pour "*menaces*" et "*insultes*" contre les forces de l'ordre, a-t-on précisé de source policière.

Entré pour la première fois au parlement en juin 2012, avec 7% des voix et 18 députés, le parti Aube dorée, qui affiche un discours xénophobe et antisémite, est impliqué dans de nombreux cas de violences contre les migrants en Grèce.

L'an dernier, le parti avait distribué de la nourriture sur la place Syntagma à ceux qui montraient une carte d'identité grecque, insultant les immigrés qui passaient, suscitant de vives réactions des partis de gauche et d'ONG.

Le parlement a levé en octobre l'immunité parlementaire de M. Germenis et de son collègue Panayiotis Iliopoulos après que ces deux députés ont été accusés de destruction de biens d'autrui suite à des attaques contre des vendeurs immigrés sur un marché près d'Athènes. AFP 02.04

SOCIAL

1- France

Les employés de la dernière laiterie à yaourts d'Ile-de-France, en grande difficulté financière, ont déposé vendredi dernier un préavis de grève reconductible pour aujourd'hui. Une trentaine des 50 salariés de l'entreprise se disent menacés de licenciement.

Chez ces derniers, le sentiment d'avoir été « *menés en bateau depuis plusieurs mois* » ne fait que se renforcer jour après jour : « *On y croyait il y a un an, quand le patron (NDLR : Christophe Gaudy) a repris la société* », affirme Patrick Neuez, qui a appelé à la grève en l'absence du délégué du personnel de l'entreprise, en arrêt maladie.

« *Mais au fur à mesure, on s'est rendu compte que des choses n'allaient pas. Il nous dit depuis le début que les banques ne le suivent pas, alors que dans un dossier de redressement judiciaire, il y a besoin d'un plan de financement, dans lequel apparaît obligatoirement une banque.* » leparisien.fr 02.04

2- Allemagne

Près de 50.000 salariés allemand de la métallurgie et de l'électricité ont cessé le travail jeudi pour réclamer des hausses de salaires, a annoncé le puissant syndicat IG Metall, ajoutant que d'autres actions seraient menées dans les jours à venir.

La première centrale syndicale allemande réclame des revalorisations salariales pouvant atteindre 5,5% dès le mois de mai pour quelque 3,7 millions de salariés. Une offre présentée par le patronat, qui proposait des augmentations de 2,3% à partir de juillet, a été rejetée.

"*Ce n'est pas suffisant. IG Metall s'attend à une offre susceptible de servir de fondement à un accord. C'est pour cela que nous maintenons la pression*", a déclaré Berthold Huber, le président d'IG Metall.

Les syndicats estiment que les augmentations de salaires auraient des effets bénéfiques pour l'économie, puisqu'il en résulterait une hausse de la consommation.

Pour le patronat, au contraire, la détérioration des perspectives économiques doit inciter à la modération, faute de quoi les hausses de salaires risquent de se traduire par des suppressions de postes.

Les prochaines discussions dans la métallurgie et l'électricité sont prévues le 7 mai dans le Bade-Wurtemberg et le 8 mai en Bavière. Le premier Land où est passé un accord donne en général le la pour l'ensemble du secteur. Reuters 02.05

Haut de page

Le 4 mai 2013

CAUSERIE

Rédigé vendredi soir.

Qu'est-ce qu'on a encore bossé au mois d'avril ! Et puis on a encore abordé un tas de questions, sans a priori, j'en ai encore un paquet en magasin, on ne peut pas toutes les traiter à la suite, on profite de l'actualité, c'est plus vivant, cela parle d'avantage aux lecteurs, le site est fait pour cela, pour vous. Personne ne pourra dire qu'on est sclérosé, en se posant autant de questions c'est impossible on finirait par se contredire et raconter n'importe quoi, ce serait intenable. On procède à la fois comme Marx et Diderot, ce sont de bonnes méthodes pour déblayer le terrain et avancer.

Demain tous à la Bastille pour en finir avec la totalité des institutions de la Ve République qui comprend le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire, souvenez-vous que le premier décret de la Commune de Paris consista à aboilr l'armée et à armer le peuple. Désarmer l'ennemi pour le vaincre, cela va de soi, c'est élémentaire n'est-ce pas, c'est trop simple. Ceux qui rejettent cette perspective tiennent un double langage, il faut les démasquer et les placer face à leurs contradictions, leur argumentation est incohérente, il est facile de le démontrer.

Il faut faire table rase du passé, liquider l'ancien régime et passer au socialisme, il n'existe pas d'autre voie et toute demi-mesure ouvrirait la voie à la réaction, à la dictature fasciste, voyez ce qui est en train de se passer en Grèce, souvenez-vous de ce qui s'est passé autrefois au Chili, en Espagne.

C'est le Conseil européen qui réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement des 25 pays de l'UE qui va adopter les budgets nationaux des différents Etats une fois passés par le roulerau compresseur de la Commission européenne, budgets nationaux placés sous la tutelle du TSCG qui consisteront à poursuivre les programmes de guerre du capital contre les travailleurs et la jeunesse de toute l'Europe.

Ce sont donc les institutions nationales dans chaque pays qui vont l'adopter et seront charger de l'appliquer. C'est donc contre ces institutions que doit être impérativement axée notre politique, non pas pour qu'elles en changent, une fois établi le constat

que c'était totalement impossible, pourquoi, tout simplement parce qu'elles ne font que remplir la mission pour laquelle elles ont été fondées, mais dans la perspective de les renverser, de prendre le pouvoir.

Voilà sur quelle orientation politique nous appelons les militants et les travailleurs à manifester le 5 mai, contre le gouvernement, pour l'abolition des institutions de la Ve République, pour la rupture avec l'Union européenne, le FMI et l'ONU, l'OTAN, pour une République sociale issue du soulèvement révolutionnaire des masses exploitées portées au pouvoir, conditions politiques indispensables pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et satisfaire nos revendications sociales légitimes, en finir avec le chômage, la précarité, la pauvreté, tous les maux de la société qui ont pour seule origine la survie du capitalisme.

Samedi matin et après-midi.

J'archiverai les articles d'avril ce soir ou demain. Je formaterai (pdf) aussi les causeries et les articles de presse d'avril demain également ou lundi.

Bon week-end à tous et bonne manif demain.

La bonne nouvelle, ce n'est pas que les appareils corrompus de la CGT et de FO ont refusé de signer l'accord du 11 janvier, rappelons que sans leur participation au "*dialogue social*" dans lequel s'est inscrit cet accord, jamais il n'aurait pu voir le jour.

La bonne nouvelle, ce n'est pas non plus que le "*syndicalisme rassemblé*" en aurait pris un coup dans l'aile parce que la CGT n'a pas manifesté avec la CFDT le 1er mai, foutaise, d'ailleurs Lepaon l'a profondément regretté en ajoutant qu'ils se retrouveront sur d'autres dossiers, on n'en doute pas un seul instant.

Dans les deux cas, ces appareils ont opéré un retrait tactique pour conserver le contrôle de leur syndicat, sur ce plan-là il n'y a absolument rien de changé, c'est cela l'essentiel et non les misérables manoeuvres ou calculs d'appareils auxquels se livrent ceux qui prétendent autre chose. Tenir compte des contradictions qui s'expriment dans les syndicats ou différents partis, les exploiter, d'accord, tout dépend d'une part de quelle manière on les caractérise, ensuite dans quelle perspective politique, ce que l'on compte en faire et là on n'est pas du tout d'accord.

La véritable bonne nouvelle est ailleurs, elle réside dans le fait que plus de la moitié de la population a commencé à comprendre quels étaient les rapports entre le gouvernement, les institutions, les partis, le capitalisme, la finance et les médias au grand dam de ces derniers qui assimilent ce niveau de conscience supérieur à l'adhésion à la "*théorie du complot*".

Vous qui militez dans différents partis, observez quel usage feront vos dirigeants de cette information, s'ils y feront allusion ou non, ce sera révélateurs de leurs véritables intentions.

Diffusez des bonnes nouvelles aux militants et aux travailleurs, on ne demande pas mieux, leur raconter des histoires, on s'y refuse.

Dans chaque pays de l'UE, le gouvernement et les institutions sont les bras armés de l'oligarchie financière, des capitalistes. Couper ces bras revient à leur interdire de nous frapper pour ensuite les terrasser, les vaincre. Orienter les masses vers la troïka revient à soulager, soutenir le gouvernement et les institutions de la Ve République.

ACTUALITE EN TITRES

Bonne nouvelle !

- Vendredi 3 mai : la Bourse de Paris à son plus haut niveau depuis près de deux ans - LePoint.fr

La couleur brune.

- François Hollande, le président qui se voulait caméléon mais qui ne trouvait jamais la bonne couleur - Atlantico.fr

Vive les narco-Etats !

- A Mexico, Obama salue l'émergence d'un "*nouveau Mexique*" - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Question : Pourquoi ne pas y répondre ?

"*Nous avons un gouvernement de gauche qui nous a prouvé qu'il est le sponsor officiel des paradis fiscaux*", a expliqué à la presse Olivier Besancenot qui venait de pénétrer dans la cour de la Banque de France. "*Pourquoi le gouvernement ne retire-t-il pas les accréditations à toutes les banques qui ont des filiales dans des paradis fiscaux ?*", a-t-il interrogé. Le Nouvel Observateur avec AFP 03.05

Question : Comment un gouvernement pourrait-il à la fois être "*le sponsor officiel des paradis fiscaux*" et être de gauche ? Notre réponse, c'est qu'en réalité il est de droite.

Question : Mais pourquoi Besancenot ne peut-il pas arriver à la même conclusion ? Parce que lui il est incapable de rompre avec le PS, CQFD.

La différence fondamentale, c'est la méthode du socialisme scientifique.

La différence fondamentale qui existe entre Besancenot et bien d'autres ailleurs qu'au NPA et nous, c'est que lui passe son temps à poser des questions sans proposer de réponses, alors que nous, nous nous faisons un devoir d'en proposer étayées sur l'analyses de multiples hypothèses, facteurs, rapports, etc. à partir des faits.

L'art consommé de l'opportunisme, du dilettantisme, que l'on pourrait appeler de l'inconsistance, du charlatanisme ou encore de brasser du vent en donnant l'impression d'avoir anaysé à fond une question, consiste à poser une question sans y répondre, à en poser parfois plusieurs et de s'arrêter en court de route, avant la ou les prochaines questions qui, s'il devait y répondre, contrediraient les réponses qu'il a apportées aux questions précédentes ou plus généralement les conclusions qu'il en a tirées, le mettrait en difficulté pour justifier la ligne politique de son parti, sa conception de la lutte de classe, au-delà dévoilerait que son interprétation de la société présente de graves lacunes, ses véritables intentions, etc.

La méthode de Marx consistait à aborder un facteur ou un rapport à partir des faits et de se poser autant de questions qu'il était possible jusqu'à leur épuisement dans le cadre du processus dialectique (dynamique ou historique) dans lequel il s'inscrivait, pour ensuite en réaliser la synthèse ou les formuler sous une forme théorique, incluant leurs tendances principales ou évolution possible permettant de définir de quelle manière on pourrait agir dessus sur le plan pratique ou de les retranscrire sous forme de tâches et d'objectifs politiques. Cette brève définition du marxisme me semble conforme à l'original : un guide pour l'action, pour transformer le monde.

Le marxisme part uniquement des faits qui sont le produit de l'action inconsciente des hommes sur la matière, la nature, la société, les analyse dans leurs rapports dialectiques, pour déboucher sur une conclusion pratique, l'action consciente des hommes sur la matière, la nature, la société et la boucle est bouclée. Ce qui distingue la première phase de la seconde ne vous aura pas échappé.

C'est tout bête en somme, pour que l'homme parvienne à faire son histoire consciemment il lui suffit (aujourd'hui) de partir des faits et leurs rapports et de les analyser dans leur développement ou devenir, c'est ainsi qu'il parvient à cette compréhension, à ce niveau de conscience supérieure.

J'ai rajouté "*aujourd'hui*", car c'est seulement depuis l'avènement du capitalisme qui a engendré un formidable développement des forces productives, des sciences et des techniques, des connaissances en général, qu'il est possible à l'humanité de satisfaire tous ses besoins matériels, de se libérer du règne de la nécessité, à l'homme de comprendre les facteurs historiques qui ont été à l'origine de la civilisation humaine, se les approprier pour faire consciemment sa propre histoire, ce qu'il ne peut accomplir qu'en se libérant des chaînes de l'exploitation de l'homme par l'homme qui sont autant d'entraves à sa liberté et à la compréhension de sa propre nature, de la nature en général.

Parvenu à ce niveau-là, c'est un fait établi, reconnu. Conspirateur, c'est celui qui la dénonce qui l'est ! La preuve.

- Un Français sur deux croit en la théorie du complot - LePoint.fr

La théorie du complot ? La rengaine est vieille, mais toujours d'actualité. C'est ce que révèle une étude de grande ampleur publiée ce vendredi par Le Monde. D'après un sondage réalisé par Opinion Way, mené auprès de 2.500 personnes juste après la présidentielle, 51% des Français approuvent l'énoncé "*Ce n'est pas le gouvernement qui gouverne la France. On ne sait pas en réalité qui tire les ficelles*". 22% des sondés sont "*totalement d'accord*" avec ces idées, et 29 % sont "*plutôt d'accord*".

Ils en ont apparemment quand même une petite idée. (ndlr)

Mais quels groupes spécifiques "*tirent les ficelles*" du monde ? La finance internationale, répondent trois sondés sur quatre, toutes tendances confondues. 45% des Français pensent également que les médias sont aux manettes. 44% des sondés se méfient des "*autres pays qui cherchent à nous dominent*". LePoint.fr 03.05

Voilà une nouvelle plutôt rassurante ! Comme quoi il ne faut jamais désespérer camarades.

L'oligarchie financière dominée par le cartel des banquiers de la Fed et flanquée de son élite intellectuuelle comprenant les médias, le tout sous la tutelle militaire du Pentagone et de la CIA, de l'impérialisme américain, bravo, c'est bien le cocktail du Nouvel ordre mondial qui "*tirent les ficelles*" !

Effectivement, la politique appliquée par tous les gouvernements depuis 40 ans et adoptée par les institutions de la Ve République est dictée par l'oligarchie financière, le cartel des banquiers de la Fed ou plus largement des pays occidentaux cooptés au sein du groupe Bilderberg, de la Commission Trilatérale et d'autres institutions encore plus opaques.

En réalité, ils contrôlent l'ensemble des institutions internationales économiques et politiques qu'ils ont eux-mêmes contribué à mettre en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ONU, UE, BCE, FMI, Banque Mondiale, OCDE, etc. Certains le savent depuis longtemps, d'autres l'ont découvert récemment, faisons en sorte que plus personne parmi les travailleurs l'ignore dans un proche avenir. Et tirons sans sommation à boulets rouges sur tous les charlatans ou illusionnistes qui le nient encore.

Le gouvernement en est le complice, il en est le porte-parole, l'exécutant zélé et docile de la politique dictée par le marché, les banquiers via l'UE, d'ailleurs quand on prend la peine d'écouter attentivement le discours des différents ministres (ou dirigeants du PS ou de l'UMP), on s'aperçoit qu'ils ne s'en cachent même plus, ils ne cessent de répéter qu'ils doivent respecter impérativement telle ou telle critère (TSCG, Maastricht, etc.) pour ne pas s'attirer les foudres du marché, ils sont aux ordres quoi, ce sont des laquais, des hommes de paille de la finance qui nous gouvernent, lorsqu'ils n'en sont pas issus directement. Ne jamais perdre de vue qui décide en dernier ressort : le gouvernement et le Parlement, les institutions de la Ve République et non la troïka ou les banquiers.

C'est tellement visible, entré dans les moeurs on pourrait dire, que parler de "*complot*" démontre uniquement que les médias sont totalement inféodés à l'oligarchie financières, d'ailleurs ils appartiennent pratiquement tous à des holdings à la tête desquels se trouvent des banquiers, Le Monde, Le Figaro, Libération, etc.

Là où il y a véritablement complot, c'est justement dans l'attitude des médias et bien d'autres acteurs qui nient les faits, la réalité, qui s'emploient ainsi à empêcher les masses d'en prendre conscience et d'en tirer les conclusions politiques qui s'imposent : balayer le capitalisme, exproprier les banquiers et par là couper les vivres aux médias à leur service, briser le lien qui existe entre l'oligarchie financière et l'élite intellectuelle qui propage l'idéologie nauséabonde néolibérale, dont l'aboutissement réside dans l'établissement d'une dictature mondiale basée sur le modèle d'une monarchie absolue, d'un gouvernement mondial ou Nouvel ordre mondial ine fois les masses réduites en esclavage et dépourvues de tous droits sociaux et politiques.

Si Le Monde et d'autres médias montent au créneau sur ce thème, c'est qu'il y a vraiment péril en la demeure, ils ont conscience qu'ils sont en train de perdre le contrôle des masses et que dès lors tout peut arriver. Ils commettent là une grave erreur, mais il semble qu'ils en aient décidé ainsi parce qu'ils n'ont plus le choix, ils sont acculés, il faut bien comprendre que jamais la rédaction du Monde n'aurait été autorisée à traiter ce sujet de cette manière-là sans autorisation de ses banquiers.

Le problème pour ce qui nous concerne, c'est qu'aucun parti ouvrier n'a pris conscience de la nécessité d'aborder cette question du pouvoir occulte de la finance ou plutôt qu'elle "tire les ficelles". Pourquoi ? Parce qu'ils ne veulent pas aborder les rapports de la finance avec les institutions, le gouvernement, ce qui les obligeraient à tirer la conclusion que le gouvernement ne peut pas être de gauche, pas davantage le PS, et que par conséquent il faut axer le combat politique à la fois contre le gouvernement et les institutions, sauf qu'ils continuent d'entretenir des rapports avec eux, ils se refusent à caractériser le PS pour ce qu'il est, ils ne veulent pas rompre avec le PS et les institutions, leurs petites combines, leurs misérables intérêts d'appareil l'emportent sur la nécessité d'élever le niveau de conscience des travailleurs du fonctionnement de la société et du monde.

Cette question est quelque part déterminante parce qu'elle permet aux masses de prendre leur distance ou de rompre avec l'idéologie dominante, condition pour qu'une révolution triomphe. Nous devons encourager tout ce qui permet aux travailleurs de mieux comprendre dans quel monde nous vivons.

De notre côté nous sommes cohérents avec notre engagement en publiant dans le portail des milliers d'articles de différentes sources qui concourent à alimenter la réflexion et à améliorer le niveau de conscience des militants et travaillleurs.

Parole d'internaute.

1- Un pays qui n'a pas le pouvoir de gérer sa monnaie, qu'on vienne pas me dire qu'il s'auto-gouverne. Ce sont les techniciens administrateurs de Bruxelles qui dirigent la France.

2- Cela fait belle lurette que des groupes mafieux ont mis la main sur le système politique français! En particulier, "Le Siècle", une filiale du club de Bilderberg et La French American Foundation, une filiale du Council on Foreign Relations, dont le programme 2008-2013 est connu sous le nom de "Nouvel Ordre Mondial". Comme les responsables de la presse en font aussi partie, l'intox va continuer de plus belle... Résistance!

3- C'est pas la théorie du complot, n'importe quoi... Officiellement 80% des textes de lois votés par le Parlement français = textes rédigés par les techniciens administrateurs de l'Union Européenne. Il n'y a aucun secret, c'est officiel.

Donc comment prétendre que l'Etat français dirige quelque chose ? C'est Bruxelles qui dirige la France, c'est la BCE qui dirige notre économie, c'est l'OMC qui dirige notre politique commerciale.

4- Y'a pas de complot, c'est un état de fait admis par nos élites elle-mêmes.

5- Pour certains journaux, toute information venant d'ailleurs que leur source est une "*théorie du complot*". On dirait que leurs journalistes sont les seuls qui ont avalé la pilule de verité qui était disponible en stock limité et que par conséquent eux seuls détiennent la vérité.

Bruxelles dirige toute la zone euro comme dans une dictature. Impossible de faire les référemdums, impossible d'en sortir librement, on dirait une secte pernicieuse

6- A ce niveau la c'est plus du complot

7- 1 français sur 2 a lu le traité européen, quoi.

8- Il n'y a peut-être pas de complot proprement dit, mais il y a eu réellement un accord tacite sur le système économique, i.e. le modèle capitaliste, à adopter par les dirigeants des pays européens comme contre-partie de leur libération par les Américains juste après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Afin de discréditer les gauches révolutionnaires, des attentats "*terroristes*" meurtriers tels celui du 2 août 1980 de la gare de Bologne, et faisant 85 morts et 200 blessés, ont été perpétués par des groupuscules d'extrême-droite sous l'oeil plus que bienveillant des Américains dans le cadre de Gladio et dans d'autres pays du réseau dormant de Stay Behind...Ces faits historiques sont malheuresement véridiques.

9- « *Certains croient que nous (les Rockefeller) faisons partie d'une secrète cabale travaillant contre les meilleurs intérêts des Etats-Unis, me caractérisant moi et ma famille comme des " internationalistes " conspirant avec d'autres, partout dans le monde pour construire une structure unique mondiale politique et économique, si vous voulez. Si c'est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être.* » Rockefeller, David - Citation dans ses mémoires, pages 405.

10- Le Monde baptise cela "*la théorie du complot*" pour essayer de discréditer une réalité dont ses propriétaires Niel, Bergé, Pigasse font pourtant partie : les réseaux financiers ou autres, qui sont multinationaux et n'ont rien à faire de nos intérêts nationaux !

ACTUALITÉ DU JOUR

Le 5 mai : abattre les institutions de la Ve République.

"*Il y a une gauche dans ce pays et vous allez la voir le 5 mai*": Jean-Luc Mélenchon entend dimanche après-midi à Paris, avec ses partenaires du Front de gauche, faire de la marche "contre l'austérité", une démonstration de force, la veille du premier anniversaire de l'accession à l'Elysée de François Hollande.

"*D'échec, il n'y en aura pas, ce n'est pas possible, parce que ce nous sommes en train de faire est une chose inouïe. C'est une manifestation de gauche sous un gouvernement de gauche, contre une politique sociale libérale et pour changer les institutions, c'est énorme, personne n'a jamais fait ça. Et vous allez voir le niveau d'éducation et de conscience populaire qu'il y a dans notre pays*", réaffirmait vendredi Jean-Luc Mélenchon, pour qui "*à 100.000 (manifestants) c'est un triomphe*".

En lançant l'idée de cette manifestation "*contre l'austérité, contre la finance et pour la VIe République*" en plein scandale Cahuzac, le porte-parole du Front de gauche (FG) avait parlé d'un "coup de balai". Une illustration du "*parler cru et dru*" du coprésident du parti de gauche (PG) qui n'avait pas plu à tout le monde. "*Pas la bonne expression*", avait rectifié Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et autre porte-parole du FG.

Plusieurs personnalités qui auraient pu être tentées par cette démarche visant à "*appliquer une autre politique*" ont été refroidies par le "*coup de balai*", un an presque jour pour jour après l'élection de François Hollande et le retour d'une partie de la gauche au pouvoir.

Des écologistes participeront au défilé, dont Eva Joly, ancienne candidate EELV à la présidentielle. "*Eva Joly se met dans une démarche individuelle*", estime Pascal Durand. Elle est cependant entourée de plusieurs élus et militants EELV qui, dans une tribune à Médiapart, ont appelé à manifester dimanche.

Autre allié extérieur au Front de gauche : le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot. "*Nous appelons à manifester sur nos propres bases*", a toutefois précisé M. Besancenot, qui n'est pas d'accord avec M. Mélenchon sur la VIe République.

"*On ne change pas les choses en changeant les gens, on mettrait les bons à la place des mauvais ? Il faut changer les règles*", a-t-il dit, estimant que si Jean-Luc Mélenchon devenait Premier ministre ce serait, plutôt qu'un coup de balai, un "*coup de plumeau pour nettoyer le mobilier de Matignon*". "*Il faut un maximum de gens*" dimanche, a toutefois précisé Olivier Besancenot qui souhaite qu'après les manifestation "*de la droite et l'extrême droite*", "*la contestation contre le gouvernement change de camps*"

Lutte Ouvrière (LO) ne participera pas. "*Ce n'est pas notre politique, c'est celle de Jean-Luc Mélenchon*", a déclaré à l'AFP Nathalie Arthaud, porte parole de LO. "*Les grandes formules, les envolées, les airs de tribun, tout cela ne suffit pas*", estime l'ex-candidate à la présidentielle. (Normal, LO ignore même qu'il y aurait des institutions dans ce pays ! On le sait bien que ce n'est pas votre politique, on ne peut pas accompagner le PS à chaque élection municipale et rompre avec lui, on comprend. - Ndlr)

"*Jean-Luc Mélenchon Premier ministre, cela ne changerait rien pour les travailleurs*", ajoute Mme Arthaud, pour qui "*c'est aller d'illusion en illusion*". Quant à la VIe République, "*on ne se reconnaît pas dans cette étiquette*", dit-elle. (Le 5 mai, la question n'est pas Mélenchon ou le programme du FdG, une question "*d'étiquette*", mais de montrer aux masses l'objectif à abattre : les institutions de la Ve République. Manifestement LO n'y tient pas, on a déjà dit pourquoi. - ndlr)

Des syndicalistes, des militants associatifs, des sympathisants sont également annoncés pour ce grand défilé, de la Bastille à Nation. "*Plus d'une centaine de bus*" étaient déjà prévus en début de semaine selon Marie-Pierre Vieu, responsable de la coordination nationale du Front de gauche.

"*Cela s'annonce comme une grande marche (...) il y aura beaucoup de monde*", prédit Pierre Laurent, dont le parti fournira le gros des troupes mobilisées dimanche. "*Il y a, fait-il valoir, dans le peuple de gauche le sentiment qu'on a besoin de cette remobilisation pour ne pas se laisser enfermer entre l'échec du gouvernement et la montée de la droite et l'extrême droite*". AFP 03.05

Au-dessus des lois.

Le ministère de la Santé a ordonné jeudi l'ouverture d'une enquête après des révélations sur la commercialisation, par un laboratoire français, de prothèses de hanche non homologuées.

La ministre, Marisol Touraine, a précisé qu'un millier de prothèses avaient été retirées du marché mais qu'il n'était pas question pour l'instant de demander le retrait de celles déjà implantées.

Selon Le Parisien, ces prothèses fabriquées par le laboratoire Ceraver, une PME française, ont été posées sur 650 patients dans une soixantaine d'hôpitaux entre 2009 et 2012.

Interrogé jeudi matin sur plusieurs radios, le directeur adjoint de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), François Hébert, a souligné que, à ce stade, les enquêtes n'avaient pas fait apparaître de "*risque sanitaire avéré*".

"*Il s'agit d'un problème d'autorisation administrative qui n'a pas été obtenue*", a-t-il dit sur BFM.

Interrogé par Le Parisien, le PDG de Ceraver, Daniel Blanquaert, reconnaît avoir distribué ces prothèses sans autorisation mais estime que les modifications apportées à ses produits étaient "*mineures et ne justifiaient pas de nouvelle certification*."

L'enquête menée contre Ceraver a par ailleurs fait apparaître que le laboratoire avait effectué des essais sur l'homme de tiges métalliques de prothèses revêtues d'un tissu anti-bactérien sans autorisation.

Ces tiges ont été implantées en 2011 dans le fémur de quatre patients de l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne (Hauts-de-Seine). Le Parisien fait état d'essais cliniques de ce revêtement qui se seraient soldés par la mort d'une souris sur deux, ce que conteste Ceraver. Reuters 02.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

Le Parti de l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) a réalisé une forte percée lors des élections municipales en Angleterre et au Pays de Galles et pourrait troubler le jeu politique avant les élections nationales prévues pour 2015.

Avec 26% des voix selon les résultats partiels, cette formation anti-européenne et anti-immigration signe la meilleure performance électorale pour le quatrième parti du pays depuis la Seconde Guerre mondiale.

Présent au parlement européen, l'UKIP n'a pas de député à la Chambre des Communes au parlement britannique, mais son poids croissant risque de peser sur les positions du gouvernement Cameron en ce qui concerne l'Europe et l'immigration.

En outre, l'UKIP est arrivé en deuxième position, devant les conservateurs du Premier ministre David Cameron, dans une élection législative partielle dans le nord de l'Angleterre remportée par le Parti travailliste.

"*Cela démontre que nous sommes un parti sur une trajectoire (ascendante)*", s'est réjoui Paul Nuttall, le numéro deux d'UKIP, à la BBC. "*Les électeurs votent pour nous car nous avons remporté la bataille des idées sur l'immigration et sur l'Union européenne*".

La victoire des travaillistes était attendue dans cette circonscription où ils sont majoritaires depuis 1935 mais, dans le contexte d'une faible participation, le Labour a largement reculé, obtenant à peine plus de 50% des suffrages.

Attendus ce vendredi, les résultats définitifs des élections municipales en Angleterre et au Pays de Galles, où 2.000 sièges sont en jeu, devraient confirmer la bonne tenue de l'UKIP.

"*C'est inquiétant pour les trois partis principaux*", a déclaré Tony Travers, directeur de la London School of Economics, à propos de la percée de l'UKIP. "*Personne ne sait si l'UKIP n'est qu'un feu de paille.*" Reuters 03.05

2- Venezuela

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé vendredi l'ancien président de Colombie Alvaro Uribe de fomenter un plan pour l'assassiner avec la complicité de certains responsables de la droite (opposition) vénézuélienne.

"*Uribe est à la tête d'un plan pour m'assassiner. Uribe est un assassin, j'ai déjà suffisamment d'éléments (pour affirmer) qu'il est en train de conspirer. Il y a des secteurs de la droite vénézuélienne en communication avec lui dans cette optique*", a affirmé M. Maduro dans un discours face à des employés du métro de Caracas.

Par ailleurs, M. Maduro a de nouveau accusé certains tenants d'une "*droite fasciste*", basés au Venezuela et à l'étranger, de vouloir le "*renverser*" ou le faire "*disparaître physiquement*" aux fins de semer "*l'anarchie*" dans le pays.

Il a même assuré que des hommes armés seraient prêts à entrer sur le territoire par l'Amazonie (sud) pour lancer une attaque contre sa personne. AFP 03.05

3- Jordanie

Le secrétaire général du front Amal islamique de Jordanie (Frères musulmans) a prédit que la Jordanie sera le second pays après l'Egypte à être conquis par la confrérie. Dans une vidéo postée sur le web, Maza Mansour s'exprime devant une université jordanienne." *Nous avons gagné l'Egypte, nous gagnerons la Jordanie*" ! Ces propos ont suscité l'appropation et l'enthousiasme des étudiants en majorité partisans des Frères.

Sur les réseaux sociaux les voix hostiles sont toutefois plus audibles que celles des partisans de la confrérie : "*nous soupçonnons les Frères d'avoir un projet universaliste qu'ils comptons mettre en application au risque de renoncer à l'identité nationale.*" Les Frères jordaniens font partie d'une des branches les plus extrémistes de la confrérie et revendique des centaines de combattants salafistes en Syrie . Selon les analystes , les Frères jordaniens sont en rapport avec les services secrets britanniques. french.irib.ir 03.05

4- Iran-

4.1- C'est Times of Israel qui le dit : Le secrétaire à la défense Hagel aurait affirmé au ministre de la guerre sioniste que son pays penserait plus sérieusement à l'option de la guerre contre l'Iran et ses conséquences après la présidentielle iranienne.

" *Hagel et ses compagnons auraient promis d'orienter leurs efforts vers une confrontation armée contre l'Iran apres la présidentilles iranienne et en cas d'échec de la diplomatie*". Wall Street Journal a révélé l'existence d'une nouvelle génération de bombes anti bunker US, seules capables de détruire des sites nucléaires iraniens. Ces bombes sont aussi promise à Israël s'il n'agit pas seul pour entrer en guerre contre la RII. french.irib.ir 03.05

4.02- Une coalition officieuse composée de l'Arabie saoudite, de la Jordanie, des Emirats , de l'Autorité palestinienne, de la Turquie et d'Israël a vu le jour pour contrer l'Iran. C'est ce qu'affirme Alex Fishman , analyste militaire sioniste , cité par Al Qods Al Arabi. " *C'est une coalition qui est présenté avec le nom de code 1+4 dans la corresponsdance du département d'état et dont le principal objectif est de contrer l'Iran et la Syrie et le Hezbollah*" . "*Les Etats-Unis ne parle pas d'une nouvelle Otan et à ce stade des choses, il n'est question que de rencontre et d'échange d'informations et de renseignements sécuritaires entre les responsables de ces pays. une seconde étape vise à neutraliser ce que cette coalition qualifie d'actes terroristes (ndlr: qualificatif paradoxal dans la mesure où cette coalition est le plus grand sponsor du terrorisme salafiste)*" selon le journal ; des difficultés risquent de paraître quand les Américains chercheront à approcher Riyad et Tel Aviv mais de multiples rencontres se déroulent en ce moment entre les deux parties qui partagent de nombreux intérêts et qui peuvnet finalement les rapprocher.

La poignée de main du ministre saoudien de la défense et son homologue sioniste à Berlin et au cours de la conférence des ministres de la défense de l'Otan reste ancrée dans les mémoires. Entre la jordanie et Israël les coopérations sont autant significatives ; les israéliens participent à l'heure qu'il est à la formation des rebelles dans des camps en Jordanie, rebelles qui pertent ensuite pour combattre en Syrie. Quant à la Turquie, l'Iran et la Syrie présentent pour elle une menace au même titre que pour Israël. Outre des relations commerciales très étendues, Ankara et Tel Aviv souhaitent affronter ensemble cette menace commune. Pour les Etats-Unis, l'Egypte n'a qu'un "*demi gouvernement, d'où leur désintérêt pour cet Etat et sa présence au sein de cette coalition anti-iranienne. Par contre, le Qatar et Bahrein sont deux autres emirats que les Etats-Unis aimeraient voir au sein de cette coalition qui a pour l'objectif la mise au pas de l'iran , la rupture totale de ses liens avec la Syrie*". french.irib.ir 02.05

5- Arabie Saoudite

Les autorités saoudiennes ont fait passer à l'interrogatoire 4 membres d'une organisation, nouvellement, instituée, dans le but de fermer cette organisation, a annoncé "*Amnesty international*", en allusion aux tentatives du régime des Al-e Saoud, de fermer les organisations non-gouvernementale de défense des droits de l'Homme, a indiqué, aujourd'hui, l'agence de presse libanaise. "*Les autorités saoudiennes ont accusé 4 activistes des droits de l'Homme de soutenir et de faire de la propagande, pour une organisation non autorisée et d'avoir créé un site, sur Internet, sans en obtenir l'autorisation*", a ajouté "*Amnesty International*", en allusion aux lacunes des législations, en Arabie, sur les modalités de créer des ONG. french.irib.ir 02.05

6- Syrie.

6.1- Mercredi, lors d'un entretien avec la télévision libanaise, Alexandre Zasypkin a affirmé que son pays ne permettrait pas que le scénario libyen se répète, en Syrie. "*Nous ne voulons pas que l'utilisation des armes chimiques, en Syrie, devienne un prétexte, pour fomenter des complots contre la Syrie*", a souligné Alexandre Zasypkin. "*La propagation de la menace du terrorisme et de l'extrémisme, dans la région, portera atteinte aux intérêts des pays de la région*", a fait savoir l'ambassadeur russe, au Liban, Alexandre Zasypkin, en allusion au fait que la Russie ne souhaite pas que le scénario des armes chimiques, en Irak, se répète, en Syrie. french.irib.ir 02.05

6.2- La Russie a averti le Qatar, la Turquie et l'Arabie saoudite contre toute attaque contre les intérêts russes, en Syrie.

Selon le site du quotidien palestinien, "*Al-Manar*", les sources diplomatiques ont déclaré à ce site que les dirigeants russes ont, par écrit, mis en garde ces trois pays en question contre toute atteinte aux intérêts russes, en Syrie, par les groupes terroristes soutenus par ces pays. D'après ces sources, Moscou a averti Ankara, Riyad et Doha que les bandes terroristes avaient essayé, il y a quelques jours, de détruire, en vol, un avion de ligne russe. Moscou a souligné que la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite seraient responsables de toute attaque contre les intérêts russes et que la Russie était capable de défendre ses intérêts et ses ressortissants, à travers le monde. french.irib.ir 02.05

SOCIAL

1- Slovénie

Le gouvernement de centre gauche slovène, en place depuis six semaines seulement, prépare fiévreusement un plan d'action pour éviter un recours à une aide internationale, une tache perturbée cette semaine par une sévère dégradation de la note du petit pays de la zone euro.

Pour stabiliser le budget, le plan d'action prévoit de nouvelles coupes dans les salaires de la fonction publique, une augmentation de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou encore la création d'un "*impôt de crise*" temporaire qui toucherait l'ensemble des citoyens.

Une ou deux entreprises publiques devraient également être privatisées, dont une banque, d'ici à la fin de l'année. AFP 03.05

2- Portugal

Le Premier ministre portugais a annoncé vendredi une série de coupes sévères dans les dépenses publiques pour permettre au pays, sous assistance financière, de respecter ses engagements budgétaires au moment où les politiques d'austérité suscitent mécontentements et doutes à travers l'Europe.

Dans un discours à la nation, Pedro Passos Coelho a annoncé le report de l'âge du départ à la retraite à taux plein à 66 ans et l'allongement du temps de travail de 35 à 40 heures pour les fonctionnaires. Leur nombre devrait être réduit de 30.000 sur un total d'environ 700.000 par le biais de départs volontaires.

Les sévères mesures de rigueur énumérées par le Premier ministre représentent des économies de 4,8 milliards d'euros d'ici 2015, dont 1,3 milliard d'euros rendues nécessaires par la décision prise début avril par la Cour constitutionnelle invalidant plusieurs dispositions du budget de l'Etat pour 2013, caractérisé par des hausses d'impôts sans précédent.

Dans ses prévisions économiques publiées vendredi, la Commission européenne s'est à nouveau inquiétée des "*incertitudes*" créées par le verdict de la Cour constitutionnelle.

Le Premier ministre a par ailleurs assuré qu'il n'augmenterait pas davantage les impôts afin de ne pas "*compromettre les perspectives de reprise économique, de l'emploi et de l'investissement*", alors que l'écononomie du pays doit reculer de 2,3% cette année et le chômage dépasser le taux record de 18%.

Pressé par ses créanciers, qui voient dans le consensus politique un des éléments clés de la réussite du plan de sauvetage du Portugal, le Premier ministre a appelé au dialogue avec les partenaires sociaux et les partis politiques, visant en particulier le Parti socialiste, principale formation de l'opposition. AFP 03.05

Haut de page

Le 5 mai 2013

CAUSERIE

Si vous exigez une hausse de salaire, le gouvernement et le patronat vous sortent que c'est impossible parce que cela menacerait l'emploi, la compétitivité des entreprises, pendant que la moyenne des rémunations des patrons du CAC40 en 2012 a dépassé 2 millions d'euros, et alors qu'il y a déjà officiellement plus de 5 millions de chômeurs dans le pays, il faut donc en déduire que les salaires des travailleurs sont trop élevés et qu'il faudrait les réduire car ils sont à l'origine du chômage de masse, sans toucher aux rémunérations exorbitantes des patrons qui sont tout à fait légitimes, c'est le sens de leurs discours sur la croissance dans lequel se situe l'accord patronal du 11 janvier 2013 que soutient le gouvernement.

Si vous vous mobilisiez contre la politique antisociale ou d'austérité du gouvernement, vous porteriez la responsabilité de préparer le retour de la droite ou l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, et non cette politique réactionnaire que les masses laborieuses rejettent massivement.

Autrement dit, vous devez subir, vous sacrifier, accepter de vivre toujours plus mal et de voir vos droits politiques piétinés sans réagir. Telle est la conception de la démocratie du PS, dans d'autres pays ou à une autre époque on appellerait cela une dictature.

Sans partager les mots d'ordre des organisateurs de la manifestation à Paris le 5 mai, nous avons décidé d'appeler à y participer avec nos propres mots d'ordre, car en mettant en avant celui d'une VIe République se trouve posée la nécessité d'en finir avec les institutions de la Ve République qui incarnent ce régime antidémocratique, cette dictature.

Ceux qui sous différents prétextes ont décliné leur participation à cette manifestation témoignent ainsi leur attachement à ces institutions.

Sans préjugé des intentions des organisateurs que nous connaissons parfaitement et que nous ne partageons pas, nous estimons que cette initiative présentait l'avantage de désigner aux travailleurs l'obstacle à abattre, la tâche politique qu'ils ont à accomplir, la voie dans laquelle ils doivent orienter leur combat pour pouvoir par la suite entrevoir la satisfaction de leurs revendications sociales.

Il est clair depuis déjà de nombreuses années, qu'il ne sera pas possible de stopper l'engrenage sans fin de la régression sociale généralisée mise en oeuvre par le gouvernement et le Parlement sans les renverser et prendre le pouvoir.

La crise du capitalisme exige que cette politique antisociale soit appliquée par le pouvoir exécutif et législatif avec détermination et persévérance et menée jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques qu'incarne l'Union européenne et demain le marché unique transatlantique, étape déterminante vers l'établissement d'un gouvernement mondial, une dictature mondiale de la finance.

Les masses exploitées sont très hétérogènes, certaines couches ont commencé à prendre conscience de ce qui se trame dans leur dos et ne croient plus aux balivernes que leur racontent le gouvernement et les partis de droite comme de gauche, elles rejettent les institutions ou sont mûres pour rompre avec elles, il est donc de notre devoir de leur proposer une issue politique qui répond à ce rejet et à la question du pouvoir ainsi posée, tandis que l'extrême droite se nourrit de ce rejet ou tente de le récupérer à son profit.

La question n'est pas de savoir si nous avons ou non les moyens de changer le cours des choses ou de modifier la situation ou encore d'empêcher le FN de développer sa politique nauséabonde, nous savons que nous n'en avons pas les moyens, et même si nous les avions cela ne changerait rien au fait que nous sommes uniquement comptable des objectifs que nous pouvons atteindre dès lors qu'on se donne la peine d'exposer la situation aux travailleurs sans leur raconter d'histoires et de leur proposer une politique résolument révolutionnaire, ce qui ne veut évidemment pas dire qu'on se destinerait à renverser le régime demain matin...

L'hétérogénéité des situations et des revendications des masses pose la question de leur convergence vers un même objectif politique qui peut les rassembler ou les unir afin de les aider à se dresser contre le régime pour le vaincre. Le combat pour défendre tous nos droits ou acquis sociaux ne présente un intérêt que s'il se situe dans cette perspective politique, ainsi tout recul du gouvernement serait un appel à continuer le combat jusqu'au bout, sachant que pour une revendication qui serait éventuellement satisfaite cent autres ne le seraient pas, fort de cette expérience le prolétariat serait encouragé à se saisir de cet objectif politique qui incarnerait la satisfaction de l'ensemble de ses revendications. Sinon il est incapable de tirer le moindre enseignement des luttes qu'il mène et il en est toujours au même point.

Vidéo

Carnets de Syrie (documentaire russe vostfr sur la guerre civile en Syrie) - Publiée le 22 janv. 2013
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=BYBFl_I31lQ

Attention : actes de grande cruauté (plus de 16 ans).

Un impressionnant documentaire diffusé sur Russia 24 sur le coût humain du conflit syrien et l'échelle de dévastation atteinte. Pas de politiques, juste le regard de syriens ordinaires.

540

C'est le nombre d'ouvrières mortes dans l'effondrement de l'immeuble où elles travaillaient à Dacca au Bangladesh, deuxième exportateur mondial de textile après la Chine.

Au total 2.437 personnes sur les 3.000 personnes se trouvaient dans cet immeuble au moment du drame, le décompte macabre devrait donc monter à 563 ouvrières sacrifiées sur l'autel du profit des multinationales occidentales.

Selon un responsable de l'enquête, des vibrations dues notamment à de gros générateurs sont à l'origine de l'effondrement de l'immeuble qui était déjà très fragilisé, ont indiqué des témoins.

"*Quatre énormes générateurs étaient installés sur les étages supérieurs de l'immeuble en violation de toutes les règles*", a déclaré vendredi Uddin Khandaker, un haut fonctionnaire qui dirige l'enquête diligentée par le gouvernement sur la catastrophe.

Une douzaine de personnes ont été arrêtée dans le cadre de l'enquête, dont le propriétaire de l'immeuble du Rana Plaza et les quatre propriétaires d'ateliers de confection. (source : AFP 04.05)

ACTUALITE EN TITRES

Le monarque, sa cour, ses courtisans, ses serviteurs, ses bouffons...

- Primes : Valls dispose de la plus grosse enveloppe - LeFigaro.fr

Selon les documents budgétaires, le ministère de l'Intérieur est le mieux loti en primes de cabinet. Les proches du ministre toucheraient en moyenne 20.000 euros par an de complément de salaire.

A ce prix-là, on ferme sa gueule et on exécute ! A raser !

Les laquais de Bruxelles.

- Ni laxisme, ni austérité, la France veut rassurer sur sa conduite budgétaire - AFP

- Pierre Moscovici : "*Il n'est pas question de relâcher l'effort de réduction des dépenses*" - LePoint.fr

- Déficit: des conservateurs allemands mécontents du sursis accordé à Paris - AFP

- Barroso prend la défense de Merkel sur la rigueur budgétaire - AFP

- Déficit - France : la BCE met en garde contre tout relâchement - LePoint.fr

Remake

Une banale question sans conséquence

- Les chantiers navals de Saint-Nazaire bientôt en vente ? - LePoint.fr

Une réponse qui se veut rassurante.

- STX: L'activité des chantiers de Saint-Nazaire pas «*menacée*», assurent Montebourg et Moscovici - 20minutes.fr

Cependant le danger se précise.

- Le sud-coréen STX envisage de vendre ses chantiers navals en France - 20minutes.fr

Cela dépend pour qui.

- Le gouvernement sera "*toujours aux côtés*" des chantiers de l'Atlantique - Le Nouvel Observateur

Pour finalement s'avérer fatal toujours aux mêmes.

- "*STX France a besoin de commandes, pas d'un nouvel actionnaire*" - LePoint.fr

Non, tout compte fait vaut mieux pas.

- Wolfgang Schäuble pas pour un accord fiscal avec la Suisse - Reuters

Waren Buffet a gagné 51% mais pas la lutte des classes !

- Bénéfice en hausse de 51% pour Berkshire Hathaway - Reuters

Le "***mur des cons***" s'étoffe.

Auréolé. Des tâches !

- Est-ce bien raisonnable d'avoir des auréoles sous les bras ? - LeMonde.fr

Dans le miroir

- Un animal grégaire, un être docile, maladif, médiocre, l'Européen d'aujourd'hui - Atlantico.fr

En détresse.

- Séquestré par vos salariés ? Petit kit de survie pour patrons en détresse - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

"***Changer la vie des Français*** "... en pire !

La porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem : "*Nous, ce dont on parle aujourd'hui, ce sont des réformes pragmatiques qui ont vocation à changer la vie des Français* "

On entend bien, votre seule "*vocation* est de servir les intérêts des capitalistes.

Le spectre de l'extrême droite à laquelle ils fraient le chemin.

- Najat Vallaud-Belkacem "*Si c'est pour renvoyer tout le monde dos à dos, si c'est pour mettre tous les responsables politiques, gauche, droite, dans un même sac, on sait à quoi cela conduit*"

Mais vous y êtes dans le même sac et cela sent très mauvais, vous avez raison ça pue à plein nez la réaction.

- Benoît Hamon, met en garde les manifestants qui s'apprêtent à défiler dimanche à l'appel du Front de gauche contre un "*échec de la gauche au pouvoir*", qui serait "fatal".

- Benoît Hamon- "*Tout ça préparerait le terrain à l'arrivée, non pas d'une autre gauche au pouvoir, mais d'une droite radicale voire de l'extrême droite*".

Ce qui définit mieux que tout le PS, c'est l'incapacité congénitale de ses dirigeants d'assurmer leurs responsabilités, la politique qu'ils appliquent avec toutes ses conséquences.

Si c'est un "*échec de la gauche au pouvoir*" après avoir chassé la droite du pouvoir et que vous considérez que personne d'autre à gauche pourrait faire mieux, sans penser au Front de Gauche en ce qui nous concerne, en suivant son raisonnement cela signifie qu'il n'existe plus que l'extrême droite vers laquelle se rabattre. Remercions monsieur Hamon pour cet exercice de logique imparable !

- Harlem Désir "*... la gauche, ce n'est pas la vocifération, c'est l'action au service de la justice sociale, pour la refondation de l'école*"

Action décriée par les travailleurs et militants qui sont opposés à l'accord scélérat du 11 janvier 2013 et à la réforme de l'école que votre parti veut imposer. Mais vous avez raison, "*vociférer*" ne sert à rien ou ne sera pas siffisant pour obtenir le retrait de toutes les mesures ou lois antisociales que votre parti a adoptées depuis un an et à venir sur les retraites et le financement de la protection sociale, toutes les lois anti-ouvrières ou liberticides adoptées par les gouvernements précédents et que vous ne comptez pas abolir, contre le gouvernement et les institutions de la Ve République il faut organiser et rassembler l'ensemble des travailleurs pour les renverser et prendre le pouvoir, car il n'existe pas d'autre moyen pour changer de politique, changer la société...

- Harlem Désir : "*On a besoin que toute la gauche, aujourd'hui, se mobilise pour l'action, pour l'emploi, pour la justice sociale (...) Et il n'y a pas une gauche, celle de Jean-Luc Mélenchon, qui gagnera contre le reste de la gauche*".

Vous vous mobilisez avec le Medef et les syndicats jaunes, vous vous mobilisez avec la Commission européenne, la BCE, le FMI, etc. qui représentent le capital qui représente la droite, vous ne voudriez tout de même pas après qu'on vous considère comme appartenant à la gauche, il faut être cohérent monsieur Désir et assumer. On va vous dire un truc, la gauche elle

gagnera contre vous, contre la droite

Inversement des rôles.

- Harlem Désir : "*Ses vociférations n'alimentent finalement que l'exaspération*".

Vous prenez vraiment les travailleurs pour des abrutis. C'est votre politique qui les exaspère, non pas qu'ils attendaient forcément une autre politique de votre part, ils la rejettent massivement, voyez les sondages, l'exécutif n'a jamais été aussi impopulaire sous la Ve République en si peu de temps après qu'une nouvelle "majorité" soit parvenue au pouvoir.

On ne vous en veut pas, on ne vous demande rien, on n'exige rien de vous, on n'attends rien de vous, d'ailleurs c'est bien simple, on ne vous adresse même pas la parole, nous menons notre combat en toute indépendance sur le terrain de classe des exploités contre la classe des exploiteurs que vous représentez, vous voyez pas besoin de "*vociférer*".

L'offensive contre la classe ouvrière va se poursuivre.

Michel Barnier, le membre français de la Commission européenne, a exhorté samedi François Hollande à faire preuve de "*courage politique*" en poursuivant les réformes malgré le répit donné par son institution à la France pour résorber ses déficits.

La France, a-t-il ajouté, doit être en mesure de réduire ses "*frais de fonctionnement*" à un rythme plus lent, comme l'a prescrit sa propre Cour des comptes, et elle en est "*capable comme d'autres l'ont fait, l'Allemagne, les pays nordiques*".

Mais elle doit aussi poursuivre les réformes des retraites et du marché du travail pour améliorer sa compétitivité et inverser la courbe du chômage.

"*C'est aussi un moment de vérité pour le gouvernement qui doit avoir le courage politique de faire ces réformes qui vont parfois être mal comprises, qui vont demander des efforts mais il faut montrer le sens de ces efforts*", a dit Michel Barnier.

On n'en doute pas.

Ce membre de l'UMP a également appelé l'opposition à "*avoir le courage politique de soutenir le gouvernement quand il fera des réformes qui iront dans la bonne direction*".

Message reçu cinq sur cinq par le serviteur zélé de la finance

François Hollande a déclaré vendredi qu'il n'abuserait pas de la liberté donnée par la Commission.

Ce délai de deux ans "*vient consacrer ce que la France a demandé depuis un an : qu'on mette la croissance au premier rang de nos priorités*", a dit le président français.

Il leur a donné des gages.

"*Ne croyez pas pour autant que parce qu'on a cette souplesse, cette liberté, cette capacité qui nous est donnée d'engager notre politique sans avoir une contrainte qui nous empêche d'agir pour la croissance et l'emploi, nous puissions nous dispenser du sérieux budgétaire indispensable.*"

En Allemagne, Wolfgang Schäuble a jugé le délai accordé à la France conforme avec les règles du pacte de stabilité réformé "*qui permet une certaine flexibilité*".

"*Mais la Commission a aussi dit, et c'est très important, que des exigences claires pour les réformes nécessaires accompagnent (l'extension)*", a-t-il dit dans l'hebdomadaire Bild am Sonntag à paraître dimanche. Reuters 04.05

Marisol Touraine en a donné un aperçu dans un entretien au journal Le Figaro vendredi, en confirmant que dans le cadre de la réforme des retraites "*un effort sera nécessaire, auquel devront participer tous les Français*". AFP 03.05

Propagande et manipulation des masses. Une arme à double tranchant.

Près de trois quarts des Français se disent hostiles au projet de loi d'amnistie des délits commis lors de conflits sociaux, selon un sondage Ifop pour Sud Ouest dimanche qui vient confirmer un précédent sondage BVA.

(Normal, ils sont plus des trois quarts à ne participer à aucun conflit social. La conscience de classe des travailleurs n'existe pas dans la même proportion ou n'est guère assurée, en réalité ils partagent davantage celle des bourgeois qui se laissent vivrent ou profitent de la société telle qu'elle existe sans se poser de questions ou s'engager pour l'améliorer, encore moins pour la changer. C'est peut-être dure à encaisser pour un militant mais telle est le constat que chacun peut faire, à moins de se leurrer soi-même. Cela dit, lisons la suite. - ndlr)

"*Les Français font preuve d'un rejet massif*", note l'Ifop, 73% d'entre eux se déclarent défavorables à ce projet de loi, contre seulement 27% qui adhèrent au texte.

(27%, ce n'est pas si mal, puisque cela comprend les retraités, sur la base d'environ 46 millions d'électeurs, cela donne 12 420 000 qui soutiendraient ce texte, dites-donc il y a largement de quoi construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, non ?

S'ils ne condamnent pas l'action violente de travailleurs pour défendre leurs droits, avec un peu d'effort ils ne condamneraient de recourir à une action violente, ils adhèreraient au moyen de la révolution pour renverser le régime en place pour peu qu'il s'incère dans un programme politique cohérent et sérieux défendu par un parti qui devrait l'être également. Vous voyez que tout n'est pas tout noir. Si maintenant nous ne sommes pas capables de s'adresser à ces millions de travailleurs, de les organiser et de construire le parti, il ne faut s'en prendre qu'aux dirigeants de nos partis et non à ces travailleurs. - ndlr)

Deux sympathisants PS sur trois (66%) se disent également défavorables au projet de loi, 29% d'entre eux se disant même "*tout à fait défavorables*".

(C'est dans l'ordre des choses, normal pour un parti de droite, et ce n'est pas un hasard si les sympathisants de l'UMP y sont farouchement opposés dans les mêmes proportions, 68%. - ndlr)

L'institut remarque que les interviewés ont tendance à être de plus en plus hostiles au projet avec l'âge. Ainsi, si 39% des moins de 35 ans sont favorables à la loi d'amnistie sociale, cette proportion tombe à 13% chez les 65 ans et plus.

(Normal, les vieux ne se sentent pas concernés, de plus ils sont faibles physiquement et s'identifient aux victimes de cette violence. - ndlr)

"*La catégorie socioprofessionnelle émerge également comme une variable lourde d'adhésion au texte*", dit l'Ifop : seuls 17% des professions libérales et cadres supérieurs se disent favorables au projet, contre 43% chez les ouvriers.

(Normal, pour les nantis qui ne sont pas foutus de changer une roue par crainte de se faire une entorse au petit doigt ou de changer une ampoule sans craindre de s'électrocuter, partisans de toutes les guerres du moment qu'ils n'entendent pas le bruit du canon ou des gémissements des victimes innocentes agonisantes, toute violence sous leurs fenêtres et qui risqueraient de les atteindre est condamnable.

Pour l'ouvrier au contraire qui est habitué à la dure, à se faire matraquer à longueur de temps par la politique réactionnaires des différents gouvernements, pragmatique par excellence, il considère qu'il arrive un moment où répondre à la violence de l'Etat et du patronat qu'il subit par la violence est légitime. Quelque part, sans en avoir encore conscience il légitime la révolution... - ndlr)

Les catégories franchement opposées se révèlent être les personnes âgées de 65 ans et plus (56%), les catégories socioprofessionnelles supérieures (51%) et les sympathisants de l'UMP (68%).

(Rien de surprenant à cela comme nous l'avons déjà dit. Les vieux aspire à la sérénité, les nantis à profiter de leurs privilèges et les partisans de l'UMP au maintien de l'ordre établi. - ndlr) (source : AFP 04.05)

Mort il y a 89 ans, c'est encore leur cauchemar !

- De quoi Lénine est-il mort? - slate.fr

Quel mystère ! Ils doivent craindre qu'il se réveille un jour ou qu'il se réincarne !

- Alors que Die Welt vient d'en rappeler la cause : "*... il s'agissait des conséquences tardives de l'attentat qu'a commis Fanny Kaplan (socialistes révolutionnaires -ndlr)avec un pistolet contre Lénine en 1918. Une balle est restée logée dans le cou, duquel elle n'a été extraite qu'en 1922. Autrefois le médecin de Lénine imputait ses maux de tête à une infection liée au plomb.*"

(Le 3 mars 1918, le gouvernement avait signé le traité de paix de Brest-Litovsk avec les Allemands qui déclencha la furie de la branche gauchiste des socialistes-révolutionnaires qui dans le passé s'était livrée à divers attentats ou assassinats de dignitaires de l'ancien régime. De plus le gouvernement venait de renvoyer sine die la tenue de l'Assemblée constituante sur laquelle comptait

les socialistes-révolutionnaires évincés du pouvoir lors de la révolution d'octobre 1917 pour se refaire une santé... Après (comme avant) la victoire de la révolution, les organisations centristes ou démocrates petites-bourgeoises qui ne saisissent pas le développement de la situation pour faire bref, peuvent se transformer en organisations contre-révolutionnaires, d'où aussi la nécessité parfois de les mâter, au même titre que les anarchistes quand ils présentent un réel danger pour le nouvel Etat ouvrier. Et oui, faire la révolution ou être révolutionnaire ne consiste pas à prendre ses désirs pour la réalité, ni avant, ni pendant, ni après... - ndlr)

Une équipe de chercheurs américano-russes de l'UCLA, en Californie, vient de publier une étude qui soutient la thèse selon laquelle Lénine, décédé en 1924 à l'âge de 53 ans, aurait été atteint d'une mutation génétique rare qui aurait provoqué les trois accidents vasculaires cérébraux dont il a été victime quelques mois avant sa mort et qui l'ont laissé paralysé.

Le rapport de l'autopsie réalisée sur le corps de Lénine à son décès qui a mis la puce à l'oreille aux chercheurs: «*Les artères cérébrales étaient si calcifiées que lorsqu'on les tapota avec des pinces lors de son autopsie, elles retentirent comme si elles étaient de pierre*», écrivent-ils. slate.fr 04.05

Atteint d'une mutation génétique, Lénine était en réalité un mutant ! Etait-il seulement humain dans le sens humaniste le dirigeant du parti bolchevik et de la révolution d'Ocobre, était-ce possible ? Avait-il le coeur aussi sclérosé que les vaisseaux de son cerveau, avait-il une pierre à la place du coeur ce monstre ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afghanistan

Le président Hamid Karzaï a révélé avoir parlé en début de journée avec le chef de l'antenne de la CIA à Kaboul pour lui demander que l'agence de renseignement américaine continue de verser des subsides à l'Afghanistan.

"*Je l'ai remercié pour le soutien qui nous est fourni depuis dix ans et je lui ai demandé de le poursuivre*", a déclaré Hamid Karzaï en précisant que ces fonds secrets étaient versés au Directorat national de la sécurité, qui coiffe les services de renseignements afghans.

"*Dans la situation que connaît aujourd'hui l'Afghanistan (...), (cette aide financière) est extrêmement utile*", a-t-il ajouté.

Selon le New York Times, qui a révélé fin avril l'existence de ces fonds secrets, ces derniers ont pour objectif officiel d'accroître l'influence de la CIA à Kaboul. Mais en réalité, ils alimentent la corruption et donnent plus de pouvoirs aux chefs de guerre locaux, ce qui a pour effet de saper la stratégie de sortie des Etats-Unis du "*bourbier*" afghan. Reuters 04.05

Cela confirme une nouvelle fois les contradictions qui existent au sommet de l'Etat aux Etats-Unis, et le fait qu'une grande partie de la politique étrangère de ce pays échappe à l'exécutif et aux parlementaires, qu'il existe au sein du Pentagone et de la CIA un puissant clan qui agit en dehors de tout contrôle du gouvernement ou des institutions, qui prend ses ordres ailleurs, où d'après vous sinon auprès des créanciers du Trésor américain, le cartel des banquiers de la Fed. Ajoutons, qui blanchissent dans leurs établissements via les paradis fiscaux l'argent du trafic de drogue que contrôle en grande partie la CIA.

Quand ils ne peuvent pas obtenir du Congrès ou du gouvernement ce qu'ils veulent, ils le courcircuitent voilà tout. C'est la raison pour laquelle certains soutiennent qu'il existerait un gouvernement de l'ombre à Washington, cet épisode tendrait à le confirmer pour ceux qui n'en étaient pas encore convaincus depuis le 11 septembre 2001 ou bien avant d'ailleurs. Ce qui est intéressant ici, c'est que ces contradictions s'affichent au grand jour, ce qui témoignent des difficultés que rencontre l'impérialisme américain sur son propre sol.

Haut de page

Le 6 mai 2013

CAUSERIE

J'ajouterai une dizaine d'articles ce soir.

Il y a plusieurs façons de s'adresser aux militants et aux travailleurs :

- en fournissant une interprétation tronquée ou sélective de la situation ou des faits de manière à ce qu'elle coïncide avec la ligne politique que l'on défend, sans avoir à la justifier et de manière à influencer le lecteur dans une direction précise plus ou moins à son insu, qui sera déterminée par le degré ou la qualité des éléments implicites ou sous-entendus utiliés portés à sa connaissance ou

- en mettant en relief les rapports qui existent entre les différents facteurs qui composent la situation, éventuellement en les replaçant dans un contexte plus général, pour que le lecteur puisse saisir la ou les tendances qui s'en dégagent, ce qui lui permettra de se forger une libre appréciation des faits, ce qui n'interdit pas de lui en proposer une qu'il partagera ou non.

Vous avez dit indépendant : de qui ?

La manifestation du 5 mai à Paris était annoncée contre la politique d'austérité conduite par le gouvernement et tournée contre les institutions de la Ve République. Les travailleurs et les militants qui devaient y participer manifesteraient donc contre cette politique et les institutions, quel que soit le contenu, les mots d'ordre ou l'orientation qui seraient retenus par ses organisateurs, qui à notre connaissance soutiennent le régime et les institutions.

Dès lors, ceux qui ont refusé d'y participer devaient privilégier l'interprétation qu'en donnaient les appareils du Front de gauche (principalement), au détriment de celle contradictoire qu'adopteraient les travailleurs et les militants, animés par un vulgaire et mesquin calcul d'appareil au lieu d'être guidés uniquement par les intérêts des travailleurs en se plaçant à leur côté contre les appareils contre-révolutionnaires du Front de gauche.

Notre seul objectif était de faire de cette manifestation un succès ou une démontration de force face au gouvernement et à l'UE.

Bien entendu, connaissant les réelles intentions des organisateurs de cette manifestation, on ne s'attendait pas à ce qu'ils créent les conditions de son succès, qu'ils s'y prennent à l'avance et qu'ils organisent les travailleurs, c'est ainsi que c'est au dernier moment qu'ils s'y sont pris pour appeler à la mobilisation, multipliant les discours contradictoires (Mélenchon se déclarant à devenir le Premeir ministre de Hollande par exemple) ou de division pour en minimiser la portée, leur objectf étant d'en détourner le contenu pour en faire une manifestation de soutien au régime, ce qui aurait été plus difficile si elle avait été massive.

Franchement, qui pouvait prendre un instant au sérieux le prétendant à la fonction de skippeur du pédalo du locataire du Château ? Personne, ainsi les choses étaient parfaitement claires et il était possible de participer à cette manifestation tournée contre le gouvernement et les institutions sur ses propres mots d'ordre, sans craindre d'être accusé de soutenir le Front de gauche dont les réelles intentions s'étalent au grand jour. Il fallait être d'une mauvaise foi incurable pour prétendre le contraire. En fait les uns et les autres soutiennent le régime chacun à leur manière, ce qui fournit matière à leurs discours sur l'unité, alors qu'en réalité c'est le facteur qui nourrit la division.

La position de LO reflétait ses préoccupations purement électoralistes en vue des municipales de 2014, on comprend. Quant au POI qui se prétend "*ouvert*" aux autres courants du mouvement ouvrier, il a démontré que cette ouverture correspondait uniquement au développement opportuniste de ses dirigeants, et qu'ils demeuraient aussi sectaires et dogmatiques qu'autrefois, ouvert à tous ceux qui en réalité partagent leurs idées ou positions, et fermé à ceux qui n'en partagent que certaines, les apparences sont souvent trompeuses ou ne trompent que ceux qui sont disposés à se laisser tromper ou à se leurrer eux-mêmes.

Leur attitude a finalement consisté à déserter, à laisser les travailleurs et les militants présents lors de cette manifestation seuls aux prises ou face à l'appareil du Front de gauche, au lieu de défendre leurs propres mots d'ordre et politique. C'est une autre manière de soutenir le régime, plus discrète, sournoise.

Le chiffre du jour. 622

Selon un dernier bilan, la catastrophe survenue au Rana Plaza de Savar, à une trentaine de km de la capitale bangladaise, a fait 622 morts. Reuters 05.05

Par erreur, j'avais situé ce bâtiment à Dacca.

ACTUALITE EN TITRES

Privatisation et dépeçage en vue.

- Ayrault envisage de réduire la participation de l'Etat dans des entreprises publiques - AFP

Dire le contraire et ils s'écrouleraient !

- Le milliardaire Warren Buffett optimiste sur l'économie et les marchés - AFP

En famille. Côté pile et côté face.

- Bayrou pour "*un accord d'unité nationale*" entre "*réformistes des deux rives*" - AFP

Merci monsieur Bayrou de signifier que le MoDem appartient à la même famille que le PS. Attention tout de même de ne pas trop en dire monsieur Bayrou, à force vous allez scier la branche sur laquelle repose le régime...

... pour certains c'est déjà fait

- Placé (EELV) "*à l'aise*" de voir Joly dans la rue et Duflot au gouvernement - AFP

Même le monarque va sur le trône ! Pour les non intitiés au langage populaire, trône signifie aussi le siège des cabinets d'aisances.

Aveu. Sans blague, ce ne serait pas le governement syrien ?

- Les rebelles syriens ont utilisé du gaz sarin, selon Carla Del Ponte - LeMonde.fr

Réaction. Eugénisme. Mondialisme.

- Il naît beaucoup trop d'humains : pour ceux qui sont en trop, on a inventé l'État Atlantico.fr

Et quand l'Etat n'existe pas ou est trop faible pour leur venir en aide, il devient quoi ce bétail en trop ? Il est voué à la déchéance, à disparaître plus ou moins discrètement, à petit feu ou brutalement, Soudan, Somali, etc. Même en supprimant l'Etat, ce surnuméraire demeure, quelle poisse ! Alors il faudra mettre au point différentes techniques et différents procédés pour les éliminer en masse...

ACTUALITÉ DU JOUR

A propos de la manifestation du 5 mai

Le Front de gauche (FG) et Jean-Luc Mélenchon ont mobilisé, dimanche à Paris, "*contre l'austérité, contre la finance et pour une VIe République*", des dizaines de milliers de déçus de la gauche pour dire haut et fort que "*le compte n'y est pas*" et réclamer "*que ça change vraiment*".

De la place de la Bastille à celle de la Nation, grand classique des défilés de la gauche en France, une "*marche citoyenne*" réunissait dans l'après-midi 180.000 manifestants, selon Jean-Luc Mélenchon qui avait affirmé vendredi que ce serait "*un triomphe*" si le cortège regroupait 100.000 personnes. La préfecture de police l'a évalué à "*30.000*".

Une divergence de chiffrage qui a mis le feu aux poudres entre M. Mélenchon et Manuel Valls (Intérieur), le premier décrivant le second comme "*aux abois*" et le second accusant le premier d'être "un théoricien du complot".

Seules les intentions comptent.

Mélenchon (PG) : "*Aucun monarque, fut-il républicain, ne nous imposera jamais sa loi*".

Pierre Laurent (PCF) : "*nous n'acceptons pas d'en rester là, de nous rallier à l'idéologie de la défaite face aux forces de l'argent*".

Chant patriotique.

Mélenchon : "*C'est nous qui commençons, avec cette marche citoyenne, cette insurrection dont la patrie républicaine a besoin*".

Ils rassurent Hollande, était-ce vraiment nécessaire ?

Sergio Coronado, député EELV : "*ce n'est pas une manifestation contre François Hollande, c'est une manifestation pour que le gouvernement change de cap*".

Mme Joly a demandé à François Hollande de "*retrouver l'esprit du Bourget, lorsqu'il disait vouloir combattre le pouvoir de l'argent*".

"*La manifestation n'est pas une mobilisation antigouvernementale, elle doit être un point d'appui pour mener une autre politique*".

Même langage, chercher l'erreur.

Mme Joly : "*Nous avons chacun nos histoires, nos traditions politiques (...) Mais nous ne nous laisserons pas diviser*".

Harlem Désir : On "*n'a pas besoin d'une gauche qui se déchire, on a besoin d'une gauche qui se rassemble dans l'action*".

Cela commence par le combat dans l'unité au quotidien que refuse le NPA.

Besancenot : "*On sait qu'il y a des gens dans les couches populaires, chez les salariés (...) qui sont révoltés contre ce gouvernement et l'objectif (...) c'est de leur donner une perspective politique commune, (...) c'est une grande manifestation de la gauche anti-gouvernementale*".

Laquelle, abattre les institutions, une République sociale ? Pas vraiment.

La palme revient à Pierre Moscovici, dans l'émission Le Grand Rendez-vous Europe 1-I>Télé-Le Parisien :

"*Toujours, dans notre histoire, quand la gauche a oublié que c'était la droite qu'il fallait combattre et non pas le voisin (...), chaque fois qu'elle a dit que c'était le social-démocrate qui était un social-traître, alors au final, ça a été l'échec*" .

Traduisons en remettant chacun à sa place : le PS prétend être de gauche, or c'est bien lui qui "*a oublié que c'était la droite qu'il fallait combattre*", donc en admettant qu'il serait de gauche, la caractérisation de "*social-traître*" lui va comme un gant.

Quant à "*l'échec*", tout dépend à quoi on fait allusion. Pour le patronat c'est plutôt une victoire, ne s'est-il pas félicité de l'accord scélérat du 11 janvier 2013 dont le gouvernement a été à l'initiative ou qu'il a soutenu, qu'il revendique ? Finalement Moscovici confirme que le PS ne peut pas être de gauche, on l'en remercie. (source : Reuters et AFP 05.05)

En complément

En famille. Mélenchon excelle dans le rôle du bouffon du monarque.

A l'entendre il serait possible d'être un jour à gauche et un jour à droite, pour ensuite revenir à gauche avant de repartir à droite et ainsi de suite, parce qu'il ne peut pas admettre que Hollande et le PS sont de droite parce qu'il n'envisage pas de rompre avec eux. Rompre avec le PS signifierait se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, or il en est incapable. Alors sur quel terrain se situe-t-il ? Bonne question qui en appelle une autre, en existe-t-il cinquante ? A notre connaissance il n'en existe que deux, celui de la classe ouvrière ou des capitalistes. Hollande et le PS se situant sur celui des capitalistes et Mélenchon ne voulant pas rompre avec eux, sur quel terrain se situe-t-il ? Poser la question c'est y répondre. Du coup, vous avez la nature précise du Front de gauche qui s'étale sous vos yeux. Vous pouvez reprendre cette démonstration depuis le début, vous verrez qu'il n'y a aucune entourloupe ou manoeuvre malintentionnée de ma part.

- Dans une interview au Parisien dimanche, Le coprésident du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon demande au président Hollande «*de se remettre à gauche, où il était au moment du vote*» de la présidentielle, il y a un an. «*Comme il refuse d'entendre, j'ai dit que nous, au Front de gauche, étions prêts à gouverner et moi être Premier ministre*», poursuit-il.

Hollande serait de gauche, il l'est, mais voilà, il a oublié qu'il l'était le malheureux, il doit sans doute être victime d'un fâcheux trou de mémoire, le surmenage vous savez ce que c'est, aussi Mélenchon se fait fort de lui rappeler, quelle grotesque comédie !

- Il explique que ce serait alors une «*cohabitation de gauche*» avec «*un Président qui dit qu'il n'est plus socialiste et un Premier ministre qui confirme qu'il est de gauche*». Jean-Luc Mélenchon fait valoir que cette tâche de Premier ministre «*peut aussi être confiée à un autre que (lui)*». Il cite à cet égard Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif.

Avec le complice de Mittal et Peugeot (notamment) comme Premier ministre, c'est sûr que le gouvernement ferait une politique de gauche, mieux socialiste ! Mélenchon se vend ici, c'est un manipulateur, il roule pour le régime, il vient d'en faire la démonstration. Et puis, puisque l'union nationale semble difficile à réaliser, pourquoi ne pas essayer le front populaire qui en est le pendant... de gauche !

La crise du capitalisme ne serait pas à l'origine de la politique menée par le gouvernement, du coup pourquoi ne pourrait-il pas faire preuve de bonne volonté et en changer. Voilà qui témoigne que Mélenchon ne comprend rien à la nature de la crise du capitalisme, au capitalisme lui-même, et qu'il n'a pas l'intention de rompre à la fois avec le gouvernement et le capitalisme.

- Pour Jean-Luc Mélenchon, François Hollande «*est l'une des causes de la crise, comme Mme Merkel et les autres dirigeants européens qui ont fait le choix de l'austérité*». 20minutes.fr et AFP 05.05

Ils ont seulement fait un mauvais "*choix*" en somme, mais ils auraient eu le choix, ce qui signifie que sans rien changer fondamentalement aux rapports entre les classes, il serait possible de faire une autre politique, or l'exacerbation des contradictions du capitalisme s'inscrit en totale contradiction avec cette affirmation charlatanesque.

NPA. Titre : Le 5 mai, c'est la rue qu'il faut tenir, pas le balai ! - Vendredi 3 mai 2013

Mélenchon aurait dit "*la rue*" qu'ils auraient dit le boulevard, l'avenue, la place, l'impasse ferait mieux l'affaire semble-t-il.

Il faudrait qu'"*une opposition se fasse enfin entendre*", très bien, à quoi, à qui ? Pas au PS car l'affaire Cahuzac aurait révélé " *la vraie nature de la politique du gouvernement*", mais pas sa nature, celle du PS, surtout pas, imaginez un instant les conclusions qu'ils faudraient en tirer.

Pour quoi fallait-il manifester le 5 mai ? Pour "*une démocratie réelle qui rompe avec les institutions de la Ve République, qui interdise la concentration des pouvoirs et le cumul des mandat, qui impose le contrôle direct de la population sur les élus révocables, rémunérés à un niveau du salaire moyen...*", le problème et toute la difficulté aussi, c'est que c'est impossible sans une révolution prolétarienne ou renverser le régime en place. Il est impensable de passer du régime actuel au socialisme sans une révolution. Mince, j'allais oublier que le NPA était anticapitalisme mais pas révolutionnaire.

Pourquoi ? Parce que c'est uniquement à l'issue d'une révolution prolétarienne victorieuse que les rapports de domination de classe se trouvent modifiés, inversés en faveur de la classe des exploités, parce que c'est seulement au cours de la révolution que les masses se dotent d'institutions politiques indépendantes qui leur servent de point d'appui pour liquider les institutions de l'ancien régime ou ce qu'il en reste, car la révolution ne règle pas tous les problèmes d'un coup, elle n'est que le point de départ du processus politique qui va permettre à la classe qui détient le pouvoir d'exercer sa dictature sur la classe dominée, celle des exploiteurs qui n'a pas disparu d'un coup de baguette magique avec la chute de l'ancien régime... C'est seulement dans ce cadre et une fois ces conditions réunies qu'il est possible d'envisager l'existence d'une réelle démocratie. Or, on ne nous dit pas comment y parvenir. C'est encore une autre manière de soutenir le régime : proposer un objectif sans les moyens pour l'atteindre, ce qui revient à demeurer rivés sur place !

- Mais c'est bien toute la cuisine qu'il faut changer. Les « *coups de balai* » ne suffisent pas, car le système n'est pas seulement poussiéreux, il est moisi. Il ne s'agit pas seulement de changer de gouvernement, de président ou de personnel politique, en remplaçant les uns par les autres, ou de changer le numéro de la république, il est question de changer toutes les règles du jeu, que la population souverainement élabore et légifère sa propre représentation démocratique. Puisque les politiciens et les riches s'enlisent dans les affaires, il est temps de prendre les nôtres en main.

Mais dans quelles conditions il serait possible que "*la population souverainement élabore et légifère sa propre représentation démocratique*", pas de réponse, et bien entendu grâcieusement les capitalistes accepteraient de tout perdre...

En fait, c'est une mauvaise piste, les masses feraient leur cuisine dans leur coin, tandis qu'en haut ils feraient la leur.

- Nous ne partageons pas la façon de faire, ni les appels cocardiers, souverainistes, voire nationalistes car notre drapeau est à jamais celui de l'internationalisme. Mais, nous voulons contribuer au plus large rassemblement possible pour mettre en échec la politique du gouvernement, pour ne pas laisser le rue aux réacs homophobes et défendre la perspective d'une démocratie réelle, par en bas, qui mette les financiers et leurs amis politiciens hors d'état de nuire. Voilà pourquoi, le 1er le 5 mai, nous appelons tous et toutes à descendre dans la rue.

On a envie de leur répondre qu'on en a rien à foutre ici de l'internationalisme, la question qui nous était posée consistant à savoir comment en finir avec le régime en place, par des discours ou des votes ou par un soulèvement révolutionnaire des masses. L'internationalisme servait à faire diversion.

Nous y voilà, "*une démocratie réelle*" serait possible, par en bas, tandis que perdurerait en haut une fausse démocratie animée

par "*les financiers et leurs amis politiciens*", et ce serait une confrontation tranquille, pacifique ou électorale qui trancherait leurs différents et que le meilleur gagne, ces derniers acceptant de bon coeur les "*règles du jeu*" qui leur seraient imposées ou défavorables et conduiraient à les mettre "*hors d'état de nuire*, un conte pour grands enfants un peu attardés qui se terminerait bien.

D'un coup de baguette magique une dictature serait remplacée par une véritable démocratie. Je ne sais pas si vous l'avez également remarqué, il semblerait que tous les peuples qui se sont soulevés dans un passé plus ou moins lointain et s'y sont essayés ont échoué, apparemment il leur a manqué quelque chose ou la "*règle du jeu* n'était pas la bonne, peut-être bien "*poussiéreuse*" ou "*moisie*"...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

Le ministre allemand de l'Economie Philipp Rösler a accusé samedi le président de la Commission européenne José Manuel Barroso d'avoir remis en cause de manière "*irresponsable*" la politique de consolidation budgétaire en Europe.

"*C'est irresponsable quand un président de la Commission européenne remet en cause la politique de consolidation budgétaire dans les pays de l'UE*", a martelé M. Rösler à Nuremberg (sud) où son parti libéral FDP en congrès doit adopter d'ici dimanche son programme à cinq mois des législatives.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a lui défendu la décision de la Commission européenne vendredi d'accorder un délai de deux ans à la France pour atteindre ses objectifs budgétaires, dans une interview à paraître dimanche. M. Schäuble a souligné que le Pacte de stabilité autorisait "*une certaine flexibilité dans l'application des règles*". AFP 05.05

2- Syrie

2.1- Le président de la République arabe syrienne, Bachar el-Assad, a inauguré personnellement une stèle commémorant les victimes étudiantes de l'agression dont le pays fait l'objet depuis deux ans, samedi 4 mai 2013.

Le président s'est offert un bain de foule improvisé dans le campus où plusieurs milliers d'étudiants étaient rassemblés pour la cérémonie.

Qualifiée de « *révolution* » par l'OTAN et le Conseil de coopération du Golfe, l'agression contre la Syrie se caractérise par l'absence de soulèvement des universités et, au contraire, leur attaque par le Front Al-Nosra (Al-Qaïda). RV 05.05

2.2- "*La Syrie a annoncé à la Russie qu'elle ne laisserait pas sans réponse le raid israélien contre son territoire, mais Poutine a demandé à Assad d'éviter toute riposte, avant le contact téléphonique qu'il devait avoir avec Obama*", a affirmé l'ex-député du parlement libanais, Nasser Qandil , cité par Al-Alam. "*Nous sommes entrés dans une guerre totale contre le régime sioniste. Tous nos aéroports, nos bases de missiles ont été visés . Ces attaques ont lieu, alors que l'armée syrienne reprend, les unes après les autres, les enclaves contrôlées par les terroristes.* ".

Ces évolutions interviennent, sur fond d'une visite imminente de Kerry à Moscou, le centre de commandement des opérations US est en Jordanie et le raid sioniste n'a, en réalité, aucun lien avec les substances chimiques. Le raid du dimanche matin est un test, pour étendre les attaques à l'ensemble du territoire syrien. Les F-18 ont été employés, pour mener ces raids, avions capables de tirer des missiles à 60 miles. Le raid voulait, aussi, aplanir le terrain à l'avancée des Qaïdistes et d'Al-Nosra entraînés, en Jordanie. ...Poutine a demandé à Assad de faire preuve de retenue..et Assad attend de voir le résultat de ces contacts téléphoniques entre Poutine et Obama. On ne sait pas si Israël finira par se tirer de la guerre ou pas. ... il y a, aussi, des chances, pour que les prédictions du secrétaire général du Hezbollah se réalisent et qu'une guerre globable se déclenche, dans toute la région. french.irib.ir 05.0

2.3- L'armée syrienne attaquera des cibles à l'intérieur d'Israël en cas de nouvelles attaques israéliennes contre la Syrie, rapporte dimanche la chaîne de télévision publique en citant des officiels syriens.

Selon la télévision, l'armée syrienne a reçu l'ordre de répondre à toute attaque sans attendre l'autorisation du commandement suprême.

"*Les missiles syriens sont prêts à attaquer des objectifs spécifiques en cas de nouvelles violations*", rapporte la télévision syrienne.

Selon la même source, la Syrie a donné le feu vert aux Palestiniens pour "*agir contre Israël*" à partir des hauteurs du Golan, occupés par Israël. french.irib.ir 05.05

2.4- La présidence égyptienne a condamné, dimanche, l'agression d'Israël contre la Syrie, après des raids de son armée, près de Damas. Ces raids sont une violation des principes et du droit international et sont de nature à ajouter à la complexité de la situation et à menacer la sécurité et la stabilité de la région, a-t-elle affirmé, dans un communiqué. french.irib.ir 05.05

2.5- Le site Dampress rend public les noms des deux pilotes de l'appareil israélien, qui a participé au raid contre la banlieue de Damas. Les sources sionistes ont reconnu avoir perdu contact avec Shamoel Azar et Esson Gary, alors qu'ils survolaient la Syrie. "*Nous n'avons aucune information sur le sort de ces deux pilotes*", ajoutent les sources sionistes. french.irib.ir 05.05

2.6- Pour le ministre iranien de la Défense, "*le raid israélien n'aurait pas pu avoir lieu sans le feu vert des Américains et de leurs alliés.*" Cette offensive prouve à quel point le régime sioniste se sent désemparé, désoeuvré, face aux évolutions, qui se succèdent dans la région, et ses réactions ne font que mettre davantage en péril l'ensemble de la région. french.irib.ir 05.05

Haut de page

Le 7 mai 2013

CAUSERIE

Lundi soir à Pondichéry, 21h, avec un peu d'avance sur vous.

J'ai mis en ligne 12 nouveaux articles. Aux webmasters de portail ou blog, FileZilla est très rapide pour télécharger des fichiers, je l'ai adopté. Je gagne 10 à 15 minutes chaque fois, une heure par semaine, 4 heures par mois, la moitié ou le tiers d'une journée de boulot, eh oui il faut tout rationaliser au maximum et calculer sans cesse sinon on ne s'en sort pas, de toutes manières je ne m'en sors pas ! Je vous laisse j'ai du boulot en pagaille.

Le chiffre du jour. 654.

Le bilan du pire accident dans l'histoire industrielle du Bangladesh dépasse désormais les 650 morts, a annoncé l'armée lundi, après la découverte de nouveaux corps dans les décombres d'un immeuble du secteur textile qui s'est effondré le 24 avril. Selon un membre de l'armée chargée de coordonner les secours, Manzur Elahi, "*le bilan s'élève désormais à 654 morts*", après un précédent bilan de 610 morts fourni dimanche. "*Le bilan devrait encore s'alourdir*", a-t-il prévenu.

Un soldat de l'armée participant au secours, Delwar Hossain, a indiqué dimanche soir à l'AFP que l'odeur nauséabonde se dégageant des ruines suggérait la présence d'autres cadavres toujours pris au piège. Le Point.fr/AFP 06.05

Cette information mérite la "UNE" écrit un internaute. Vous ne voudriez tout de même pas que la majorité de la population qui vit dans l'insouciance ou passe son temps à se donner bonne conscience pour les mieux nantis, soit victime d'indigestion, de migraine ou de cauchemar, franchement.

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi s'inquiéter, franchement ?

- Mario Draghi exhorte les pays endettés à maintenir le cap - Reuters

- Dette: la Slovénie présentera son plan d'action à Bruxelles dans les temps - AFP

- Enrico Letta croit à une croissance sans dette pour l'Italie - Reuters

- Schäuble exhorte la France à poursuivre ses réformes - L'Expansion.com

- À Bruxelles, le lobby bancaire donne de la voix - L'Expansion.com

- Quand le privé profite des faiblesses de l'État - L'Expansion.com

Oxymore. Quand une preuve est gênante, elle devient soupçon avant de disparaître.

Négation avec réserve.

- Armes chimiques en Syrie : des soupçons concrets, mais pas de preuves selon l'ONU - LePoint.fr

Négation sans réserve

- Gaz sarin en Syrie: l'ONU n'a pas de preuve d'utilisation d'armes chimiques -L'Express.fr

La sanction tombe.

- L'Onu déjuge Carla Del Ponte sur le gaz sarin en Syrie - Reuters

Le "***mur des cons***"... sans nuance.

- Cheveux gris : des chercheurs mettent au point un traitement - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi banaliser un consensus qui existe déjà ? Union de la droite ou la camisole de force.

Le centriste Jean-Louis Borloo a proposé lundi aux groupes parlementaires une série de mesures "*vitales*" afin d'aboutir d'ici fin juin à une "*loi d'union républicaine pour le redressement*" afin de sortir la France de la crise.

Le président de l'UDI a toutefois rejeté la proposition de son rival au centre, François Bayrou, de mettre en place un gouvernement d'union nationale.

Parmi les mesures proposées figurent l'application dès juin 2013 de l'allègement des charges prévu par le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et l'anticipation au 1er juin 2013 des nouveaux taux de TVA prévus au 1er janvier 2014 pour compenser cette diminution des charges.

Le parti centriste propose également aux groupes parlementaires de s'engager à ne pas augmenter les prélèvements obligatoires d'ici 2017, à anticiper de deux ans l'application de la loi de 2010 sur les retraites modifiée en 2012 et à baisser les dépenses publiques de dix milliards d'euros par an. Reuters 06.05

Bref, que des mesures antisociales contre la classe ouvrière ou des mesures favorables au patronat, normal. Il faudrait juste anticiper leur application.

Mais quel serait pour eux l'intérêt politique d'une telle alliance (ouverte ou au grand jour, revendiquée) entre le PS, l'UDI et l'UMP ?

Borloo l'a dit plus loin : "*Un accord même limité serait un vrai signal pour nos compatriotes*", ce qui signifie qu'il contribuerait à renforcer l'impression ou plutôt la conviction ancrée dans les têtes qu'il n'existe pas d'autre politique possible, qu'il faut s'y faire et accepter de bon coeur de nouveaux sacrifices, inévitables pour éventuellement éviter le pire, qui sait, ainsi le veut la situation dont aucun n'est véritablement responsable ou alors ils le seraient tous, impensable, pas raisonnable, les uns et les autres étant de bonne foi puisqu'ils partagent la même analyse et les mêmes remèdes à la crise et la boucle est bouclée.

Pour faire passer leur politique réactionnaire, ce qui ne présente d'ailleurs aucune difficulté en l'absence d'une puissante opposition organisée, aucun danger ne menace réellement le régime, la faire accepter par la force des choses serait plus approprié, il leur faut serrer les rangs, voler au secours de Hollande et du gouvernement cependant massivement rejetés dans le pays, sachant qu'eux ne feraient pas mieux, sans doute moins, donc vaut mieux encore profiter que le PS est au pouvoir et le soutenir que l'enterrer pour appliquer leur programme, leurs commanditaires, les banquiers et capitalistes l'exigent.

Ils savent qu'ils n'échapperont à la sanction populaire lors des prochaines élections, donc ils ne se disposent pas par rapport à ce facteur. Et puis, par expérience ou en ayant observé ce qui s'était passé dans d'autres pays similiaires, ils savent ou ils ont constaté qu'un jour ou l'autre les électeurs reviendront vers eux, d'une part parce qu'ils ont une mauvaise mémoire, et d'autre part parce qu'ils ne sont pas parvenus à développer une conscience de classe, puisque tout a été fait pour qu'ils demeurent subordonnés au capitalisme, autant sur le plan idéologique que leur mode de vie.

Malgré le chômage de masse et la détérioration de la situation sociale au cours des 5 ou 6 dernières années, les masses ne descendent pas dans la rue par millions, il faut donc en déduire que la majorité d'entre elles disposent encore des moyens nécessaires pour faire face à leurs besoins ou qu'elles n'ont pas trouvé la voie qui les conduirait à se dresser contre le régime.

Le régime par le canal de ses partis, ses institutions et les médias à sa botte diffuse sa propagande néo libérale et profite de la confusion extrême des idées qui règne sur une multitude de portails ou blogs parmi les mieux référencés dont aucun ne remet en cause le modèle économique en vigueur, le système capitalisme.

Il sait également que tous les dirigeants syndicaux sont corrompus par le capitalisme et qu'aucun ne le remettra en cause. Quant aux partis qui se réclament du socialisme, ils sont profondément divisés, et les forces de l'avant-garde révolutionnaire sont éparpillées dans une myriade de petites formations qui sont plus prompts à mettre en avant leurs désaccords que ce qui les rapproche. Aucun parti ouvrier n'est crédible ou n'inspire confiance aux travailleurs, de telle sorte que les masses se retrouvent à la merci du régime, dont les différentes composantes se déchirent uniquement sur le meilleur moyen d'appliquer le programme antisocial que finalement ils partagent.

C'est le refus de caractériser le PS comme un parti bourgeois, capitaliste, de droite, le maintien de liens avec ce parti, autrement dit avec le régime dont il est un des piliers, qui a interdit de développer une politique ouvrière authentiquement indépendante de l'Etat et du capitalisme, la recherche constante de l'unité avec le PS, les adresses en sa direction, le soutien à ses candidats en ont été la traduction pratique, qui a trouvé son prolongement dans le refus de rompre également avec les appareils des syndicats et de poser à terme la nécessité de fonder un nouveau syndicat ouvrier, préférant privilégier la thèse selon laquelle une évolution favorable pourrait se produire dans les syndicats, alors que 70 ans plus tard la preuve de l'impuissance à laquelle aboutit cette théorie s'étale quotidiennement sous nos yeux.

Borloo, Copé, Hollande, Désir, Mélenchon, Laurent, Le Pen, Parisot, Barroso, Draghi, tous en ont parfaitement conscience, il n'y a que les travailleurs et surtout l'immense majorité des militants pour ne pas dire la quasi totalité qui l'ignorent, qui refusent de regarder la réalité en face, soit qu'ils prennent leurs désirs pour la réalité, soit qu'ils considèrent les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, la nature des différents partis comme figée, gravée dans le marbre et donnant lieu à une dramatique confusion qui au lieu de se réduire au fil du temps ne fait que s'amplifier semble-t-il. Vous me direz que lorsque dans ce domaine comme dans d'autres, quand les contradictions auront atteint la limite du supportable il finira bien par se produire une étincelle quelque part qui sonnera le glas du retour aux fondamenteux du socialisme, on y oeuvre quotidiennement.

Je regrette de travailler seul dans mon coin, car il y a tant à faire, tant de questions importantes que je n'ai pas le temps de traiter et c'est fort dommage. Presque tous les jours ou disons chaque semaine, je lis des articles qui mettent l'accent sur une question qui relève de la propagande en faveur du capitalisme sous un angle particulier, présentée par de soit-disant intellectuels progressistes ou critiques, et je me dis qu'il faudrait s'en saisir et y apporter notre propre réponse, démontrer sur quel postulat repose réellement leur argumentation, car j'imagine qu'elle est posée ailleurs, que ce n'est pas un cas isolé, par exemple, l'économie sociale, présentée par des économistes comme une alternative au néo libéralisme, alors qu'en réalité ils en reprennent tous les principes antisociaux.

A les lire, il s'agirait d'un projet profondément humaniste permettant d'introduire des relations "*équitables*" entre les classes, de lutter vraiment contres les inégalités et les injustices. De quelle manière, j'ai relevé quelques extraits qui se passeront de tout commentaire.

- "*Sur le marché du travail, la législation et la jurisprudence donnent de faux signaux. Une prétendue protection des femmes, des jeunes et d'autres groupes renchérit l'emploi à tel point que certains d'entre eux ne sont plus engagés.*", on retrouve là l'argument typique du néo libéralisme (Hayet, Friedman)

- Il faudrait "*abolir les lois sociales n'apportant pas vraiment une aide*", à qui, mais à ceux à qui elles coûtent, aux patrons.

- Il faudrait "*élaguer particulièrement le droit social et du travail et apporter les réformes nécessaires pour répondre aux exigences d'une économie de marché moderne. Il est important d'accorder plus de liberté de mouvement aux petites et aux nouvelles entreprises dans le domaine du droit social et du travail.*"

J'ai trouvé cela sous la plume d'un juriste et professeur d'économie allemand, Eberhard Hamer, dans un article paru dans Horizons et débats et diffusé par le Réseau Voltaire, *Le soutien du «Mittelstand» correspond à l'économie sociale de marché et représente une alternative au socialisme et au capitalisme*", hebdomadaire dont la devise est de "*favorier la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité - Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains*".

Je m'y suis intéressé car il prétend qu'il existerait une autre alternative que le socialisme au capitalisme, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que ce n'est pas le cas. Ce qui est tout à fait étonnant, c'est que cela ne saute pas aux yeux de son auteur qui se ridicule ainsi, il est aveuglé, littéralement obnubilité par la question de comprendre pourquoi "*on ne peut plus faire fortune en travaillant ou plutôt en exploitant*", cette disposition étant réservée aux investisseurs, aux banquiers, aux riches, très riches, ultra riches, catégorie à laquelle il a le malheur de ne pas appartenir. Au passage, s'enrichir en exploitant le travail d'autrui, voilà justement sur quels rapport sociaux repose le capitalisme.

Je vous passe les détails de cette théorie foireuse qui aboutit à faire de la petite entreprise le modèle social idéal, après que l'auteur se fut livré à une critique acerbe de l'économie financière qui a gangrené toute l'économie, des multinationales qui imposent leurs lois ou vampirisent le marché, petite entreprise qui présenterait l'avantage d'avoir un visage si humain qu'elle permettrait enfin à son patron de s'enrichir en exploitant ses salariés, ce que la finance et les multinationale lui interdisent aujourd'hui.

Ce serait chouette si on pouvait retourner deux siècles ou davantage en arrière à l'époque des manufactures, de la petite industrie naissante dans des ateliers de fortune, au compagnonnage, quand il n'existait aucune loi pour régir les rapports entre les classes, là au moins ceux qui possédaient les moyens de production pouvaient s'en donner à coeur joie, les hommes, les femmes et les enfants travaillaient entre 12 et 15 heures par jours, là au moins la "*législation et la jurisprudence*" ne risquaient pas de donner "de faux signaux" qui auraient "*renchérit (le coût de) l'emploi*", inutile aussi d'"*élaguer particulièrement le droit social et du travail*" il était inexistant, en voilà une alternative intéressante au capitalisme, qu'il nous permette d'y préférer le socialisme.

Vous voyez, on devrait publier cet article, le démonter pièce par pièce, mais je n'en ai pas le temps. Et pourtant c'est très important, chaque fois qu'on nous sort une nouvelle alternative au capitalisme ou qu'une vieille théorie est ressortie d'un placard, notre devoir est de l'analyser sérieusement et de la réduire en poussière, montrer en quoi elle est incohérente ou relève du modèle déjà existant.

Quand je pense à tous ces militants de valeurs ou qui en ont la capacité mais qui perdent leur temps à écrire la même chose que leurs petits camarades à une virgule près ou dans des activités syndicales qui ne mènent nulle part ou que d'autres assument très bien, je les appelle à faire ce travail que je publierai dans le portail, il pourra être lu par plus d'un millier de militants, cela servira notre cause, le socialisme

Haut de page

Le 8 mai 2013

CAUSERIE

Les articles d'avril des différentes rubriques ont été archivés à l'exception de l'économie.

Vous avez dit quoi, la gauche ?

L'Etat sioniste bombarde la Syrie pour la seconde fois en quelques semaines, silence complice du gouvernement français (notamment). Normal, il est de gauche !

Le chiffre du jour. 715

Des centaines de rescapés du pire accident industriel au Bangladesh bloquaient mardi un accès routier central pour réclamer arriérés de salaires et dédommagements tandis que le bilan de l'effondrement de l'immeuble textile se monte désormais à 715 morts.

Lorsqu'il s'est effondré comme un château de cartes le 24 avril, plus de 3.000 ouvriers étaient au travail.

Avec l'arrêt brutal de leur travail, les rescapés du drame demandent maintenant aux propriétaires des ateliers de confection de leur verser de l'argent, correspondant à la fois à leurs salaires et à des dommages et intérêts pour les blessures physiques subies lors de l'effondrement du Rana Plaza.

Les ouvriers scandaient des slogans réclamant "les salaires impayés et des dédommagements", a indiqué à l'AFP un responsable de la police locale, M. Asaduzzaman.

Le vice-président de l'Association bangladaise des fabricants et exportateurs de textile (BGMEA), Shahidullah Azim, a assuré à l'AFP que le paiement de salaires n'était qu'une question d'heures.

"*Nous allons payer environ 3.400 ouvriers ou leurs bénéficiaires conformément à notre loi du travail*", a-t-il dit, ajoutant que la BGMEA, qui représente les 4.500 usines du pays, allait verser l'équivalent de trois mois de salaires.

Elle prend aussi en charge les frais médicaux de plus de 1.000 ouvriers blessés dans le drame et a promis de dédommager les familles des victimes.

Mohammed Ibrahim, un représentant syndical participant au sit-in, a affirmé à l'AFP que les ouvriers avaient été priés de fournir des détails sur leur emploi mais qu'aucun d'entre eux n'avait encore reçu d'argent.

Craignant que les marques occidentales ne se détournent de leurs fournisseurs bangladais, le gouvernement a annoncé lundi la mise en place d'une nouvelle commission d'enquête censée inspecter les milliers d'usines textiles à la recherche d'éventuels défauts de construction.

Le gouvernement avait fait une annonce similaire après un incendie dans une usine textile près de Dacca en novembre dernier, qui avait déjà fait 111 morts. Mais les inspections avaient été jugées nettement insuffisantes pour faire progresser les conditions de sécurité déplorables dans ce secteur industriel.

Le Bangladesh est le deuxième pays exportateur de textile au monde, après la Chine. Cette industrie occupe plus de 40% de la main d'oeuvre du pays et représente 80% de ses exportations. AFP 07.05

En réalité personne ne sait combien d'ouvriers et ouvrières travaillaient au moment du drame, et si le généreux syndicat patronal du textile affirme qu'il va indemniser les familles de 3 400 salariés, sachant que 2.437 sont sortis sains et saufs, le nombre de morts pourrait s'élever à près de 1.000.

En Inde, plus l'entreprise compte de salariés et plus les salaires sont élevés ou tout du moins ils sont entre 3 à 4 fois plus élevés que dans les "work shops" ou petits ateliers.

Si j'ai bien compris des dizaines de petits ateliers fonctionnant comme des sous-traitants se partageaient la superficie du bâtiment qui s'est écroulé au Bangladesh pour le compte d'entreprises plus importantes, ce qui explique les salaires particulièrement misérables, moins de 30 euros par mois.

C'est le niveau de rémunération que l'on peut trouver en Inde principalement dans le milieu rural, sinon chez les femmes sans qualification, employée dans le commerce ou des entreprises qui emploient un grand nombre de femmes, elles sont considérées comme du bétail, leur salaire est inférieur de moitié ou davantage à celui d'un ouvrier.

Leur salaire sert essentiellement à payer les frais scolaires de leurs enfants qui sont placés de préférence dans des établissements privés, l'école public étant réputée pour sa médiocrité légendaire et justifiée. Ce choix est souvent déterminé par le fait que l'enseignement est délivré en anglais ou que l'apprentissage de l'anglais est favorisé, parce que pour poursuivre ensuite des études la maîtrise de l'anglais est indispensable.

J'ai rédigé ces lignes sur la base du témoignage de la famille de mon épouse notamment, deux des épouses de mes beaux-frères travaillent en usine, un de ses oncles travaillaient à l'Anglo-French textile une entreprise de 7.000 salariés, et deux de mes nièces (13 et 16 ans) sont scolarisées dans des écoles privées, elles parlent couramment l'anglais. Régulièrement je demande à des Indiens ou Indiennes que je croise quel est leur salaire pour avoir une petite idée de l'évolution de la situation sociale en Inde.

ACTUALITE EN TITRES

TSCG oblige : à supprimer !

- Jours fériés, ponts de mai: ce qu'ils coûtent à l'économie - L'Expansion.com

En douter ne serait pas sérieux !

- Moscovici défend à Berlin le sérieux budgétaire de la France - AFP

Chose promise, chose due, non : cause perdue!

- Parquet financier: le gouvernement promet l'indépendance, la profession critique - AFP

- Un superparquet financier «illusoire» contre la fraude fiscale ? - Liberation.fr -

Un risque salutaire pour le capitalisme !

- La consommation d'alcool reste un risque majeur pour la santé en France - LeMonde.fr

Et le pire : c'est que cela marche !

- Quand l'Etat se met en quatre pour nous faire faire des bébés - Slate.fr

Avez-vous entendu parler des recherches qu'ils mènent sur l'utérus artificielle ? Ce n'est pas une blague.

Les charrettes de la semaine du 6 mai (Source: blog Jovanovic)

- Telemraket, le plus ancien livreur de courses à domicile (lancé en 1985 me semble-t-il, avec la vague Minitel) vient d'être placé en redressement, victime de la crise. Les Français ne veulent plus payer cher et être livrés. Ils préfèrent transporter leurs courses et payer moins... Une centaine de personnes sur la selette.

- Le tribunal de Nancy a donné la liquidation judiciaire des librairies Stanislas de Nancy et de Luneville ... 10 personnes iront à Pole Emploi.

- Le groupe Ducher avec 6 librairies papeteries et 90 salariés a été placé en redressement judiciaire par le tribunal de Bar le Duc.

- Rappel: les Librairies Chapitre en mobilisation à Paris contre les 271 suppressions de postes

- Confirmation: le groupe textile Albany va virer au total 200 personnes en France sur deux siteslire ici L'Alsace

- Le Portugal va virer 30.000 fonctionnaires

- Les fonctionnaires portugais qui ne seront pas virés passeront de 35 heures à 40 heures semaine et l'âge du départ à la retraite à taux plein passe de 65 à 66 ans

- Pire que prévu: Phonehouse fermera toutes ses boutiques dans 7 mois, 1200 salariés virés, sans parler des sous-traitants

- Edison (l'Edf de Californie) vire 730 salariés de plus (Los Angeles Times)

- Harris Corp a annoncé le 1 mai qu'il virait 400 ingénieurs et salariés.(Orland journal)

- Ecolab vire 500 salariés (Bloomberg)

- Rose Garden à Portland vire 900 personnes

- Festo, sous-traitant automobile va virer 125 personnes sur 250 aux Etats Unis

- Sutter Health vire 170 personnes (SF business times)

- BuySeasons, vêtements sur le web vire 90 personnes (Journal Sentinel)

- Le bureau du travail de Pennsylvanie vire 100 personnes le 1er main (Post Gazette)

- Le papetier américain The Boise Inc. va virer 265 ouvriers (Minessota Radio)

- Les helicoptères Bell virent 140 ingénieurs (Fort Worth Star Telegram)

- Duke vire 585 jobs salariés de la centrale nucléaire Crystal River (Tampa bay)

- Medtronic, équipements médicaux, vire 230 ingénieurs de plus

- Caterpillar vire 300 salariés de plus (ça n'en finit plus...) (Sun Times)

- Tower International, défense, vire 190 ingénieurs (Detroit)

- Fermeture définitive de SI Group chimique à Ribécourt

- Straumann en Suisse vire 200 personnes

- Sidérurgie: Valtimet (Vallourec) annonce la suppression de 32 emplois en Côte-d'Or

- Le Rectorat d'Amiens va supprimer tous les postes d'assitants pédagogiques de Picardie

- Osisko supprime environ 45 emplois (Québec)

- Rio Tinto supprime encore des emplois de bureau à Londres et Johannesburg

- L'usine Godart fermera en 2013

- Le Luxembourg licencie aussi en masse. "Tous les salariés d'Objectif Plein Emploi ont été licenciés."...

- La Poste suisse va supprimer 61 postes (elle est bonne)

- Beaucoup de licenciements passent inaperçus nous dit un lecteur, des enseignes de magasins ferment, notamment l'enseigne "*sport mode*" à Saint Maximin dans l'Oise. En effet, ceux que je donne ici ne sont que la partie visible de l'iceberg...

- Allons-y gaiement. Air France pourrait supprimer de nouveaux postes

- Un plan de 700 départs volontaires chez Peugeot

- L' équipementier automobile Godart, situé à Fumay, est menacé de fermeture, il y a 81 emplois menacés.

- "*Sur l'ile de la Réunion des salariés de L'Entreprise Générale de Construction Electrique en grève pour réclamer leur paye de février et mars (voir celui d'avril bientôt) ainsi que leurs tickets-restaurant de novembre 2012 jusqu'en mars 2013... attention, ici le Créole a le sang qui bouillonne d'un coup*"

- Le fabricant de tubes en acier Valtimet, filiale de Vallourec, a annoncé la suppression de 32 emplois sur son site de Vénarey-les-Laumes

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille, ils ont bien le droit de se traiter de con.

- Le "*printemps des cons*" de Jean-François Copé hérisse la gauche - Reuters

- La gauche dénonce "*l'outrance langagière*" de Jean-François Copé - LeMonde.fr

Qu'a-t-il dit ? "*Que François Hollande et sa République des camarades prennent bien garde! Car je le prédis, il y aura bientôt un 'Printemps des cons'*", a-t-il déclaré lors d'un meeting lundi soir à Nîmes. Reuters

Passons sur la menace qui était déjà présente avant le 6 mai 2012. La Le Pen propose de démolir les barres d'immeubles infâmes, les ghettos des banlieues, pour reloger leurs habitants dans des habitations à caractère humain, dans des maisons individuelles, il est plutôt là le véritable danger. Qu'on se souvienne comment les nazis ont procédé pour rassembler la majorité des masses derrière eux, le drame, c'est que plus de 90% des travailleurs et des militants l'ignorent encore.

Si j'ai bien compris, il a voulu dire que Hollande avait fait des promesses aux électeurs lors de sa campagne présidentielle et

qu'une fois élu il ne les a pas tenues, le chômage progresse, etc. bref, qu'il les avait pris pour des cons. C'est la vérité, ce que ne dira pas Copé, c'est que Sarkozy n'aurait pas fait mieux, normal.

De plus, constatant d'une part qu'Hollande avait donné depuis des gages à Bruxelles et à la finance, qu'il s'était engagé dans une politique de droite, et que d'autre part il n'avait pas l'intention d'en faire une de gauche, il lui rend service en faisant pression sur lui pour qu'il accélère la mise en oeuvre de son programme que rien ne distingue de celui de l'UMP, sachant qu'il peut compter sur l'UMP et l'UDI au-delà des apparences, des manifestations verbeuses de Copé qui ne sont faites que pour tromper les naïfs, ainsi l'ignorant sera fondé à penser que Hollande fait une autre politique que celle qu'aurait appliquée Sarkozy et lui témoignera de la sympathie puisqu'il le critique vertement, alors qu'en réalité il n'en est rien, cela fait partie du scénario bien huilé des institutions, entre le gentil et le méchant, les masses soutiennent le gentil ou manifestent leur neutralité à son égard et le tour est joué.

Tout le monde sait que Sarkozy n'aurait pas fait mieux ou pire selon le point de vue où l'on se place, alors ne prenons pas cette déclaration au premier degré, elle est fait pour, c'est un piège, et c'est aussi la raison pour laquelle le PS s'engouffre dedans. La preuve.

- "*Il abaisse le débat politique. C'est un mépris vis-à-vis des choix démocratiques qui ont été faits par les Français le 6 mai. Je luis demande de cesser cette vulgarité*", a déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste sur RMC Info et BFM TV. lepoint.fr 07.05

Le premier, le pire, l'incommensurable, l'indépassable, l'impardonnable, le plus dangereux et criminel des mépris consiste à se prétendre socialiste ou de gauche quand on ne l'est pas, ce qui est le cas du PS. Tout le reste est à nos yeux secondaire.

S'il vous plaît, laissez Hollande gouverner tranquillement, ils appliquent les "*choix démocratiques qui ont été faits par les Français le 6 mai*" qui en réalité se sont traduits par l'adoption du TSCG, de la règle d'or, d'un budget d'austérité, 20 milliards d'euros supplémentaires de cadeaux au patronat, l'accord du 11 janvier 2013, la poursuite de la régionalisation, la guerre au Mali, le soutien aux salafistes en Syrie, l'alignement total derrière Washington, Bruxelles, Berlin, Franckfort, autant de "*choix démocratiques*" que partagent l'UMP, j'irai même plus loin, le PS leur a volé la vedette en légalisant le mariage des homosexuels, car en observant ce qui se passe aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne qui sont le chantre du néo libéralisme dont se réclame Copé, l'UMP y serait venu un jour ou l'autre ou l'aurait revendiqué.

Désir déclare que Copé méprise les électeurs qui ont porté Hollande et le PS au pouvoir, dès lors comment imaginer que Désir, Hollande et le PS les mépriseraient, c'est grossièrement joué car tout le monde a leur bilan en tête et peut en arriver à la conclusion qu'ils les méprisent également, la sortie de Copé témoigne qu'ils sont tous aux abois, qu'ils doivent recourir aux pires expédients pour essayer de faire prendre aux masses des vessies pour des lanternes, qui dans ce pays n'a pas l'impression d'être pris pour un con par ceux qui nous gouvernent depuis des décennies, qui ? Il ne faut donc pas attacher aux mots plus d'importance qu'ils n'en ont, mais voir plutôt ce qu'ils recouvrent, quels rapports existent-ils entre les masses d'un côté et l'executif et le législatif de l'autre côté, de quelle manière ils évoluent, dans quelle direction, etc. 48 heures plus tôt, Borloo indiquait qu'après avoir commencé à consulter les responsables des différents groupes parlementaires il était optimiste sur la réalisation d'une "*loi d'union républicaine pour le redressement*", donc on est très loin d'une opposition frontale entre les partis qui se partagent le pouvoir au Parlement.

Quand j'étais gosse mes parents ne prononçaient jamais de vulgarités devant leurs enfants, qu'un merde ou con sorte de ma bouche par mégarde et j'avais la marque des cinq doigts de la main droite de mon père collée sur la figure. Chers parents, n'en voulez pas à vos enfants s'ils vous traitent de cons, que ce soit mérité ou non peu importe. Ce qui n'ai jamais mérité, c'est de taper sur un gosse, même s'il a fait une grosse connerie.

En aparté

Comme m'avait dit il y a quelque temps un dirigeant du PT, "*des cons il y en a partout*", vous aurez deviné de qui il voulait parler. A l'époque j'en avais été extrêmement troublé car il ne me serait jamais venu à l'esprit de parler ainsi des dirigeants de mon ex-parti. Après coup je dois reconnaître qu'il m'a rendu un fier service, car cette réflexion n'étant pas tombé dans l'oreille d'un sourd, je me suis dit ensuite qu'elle devait être motivée et qu'il ne me restait plus qu'à découvrir en quoi sur le plan politique, je m'y attelais et je n'allais pas être déçu effectivement...

Revenons à l'actualité. Puritanisme ou vierges effarouchées, loyalismes.

A la page 16 du n°250 d"*Informations ouvrières* (POI), ils se sont offusqués du langage employé par Roselyne Bachelot qui a osé traiter Guéant de "*voleur*" ou de "*menteur*", quelle manque de "*délicatesse* franchement ! Employer les termes de voleur ou de menteur à l'encontre de l'ex-ministre de la police constituerait un crime pour un peu, voyez-vous cela. On espère qu'au moins vous n'avez pas manqué de lui faire savoir ou à la direction de l'UMP...

DItes-nous, en quoi cela devrait-il nous concerner ? Ah, c'est parce que le POI et le PS seraient du même bord, de la gauche, c'est cela qui vous choque chochotte, n'est-ce pas ? On devrait prendre des gants et faire des courbettes quand on parle de ce ramassi d'affairistes corrompus qui osent parler en notre nom, qui passent leur temps à piétiner le socialisme pour en donner

une image détestable aux masses. Dites-donc décidément votre amour-propre est bien mal placé. Ceci explique peut-être pourquoi vous êtes finalement incapable de défendre les idées du socialisme.

On va enfoncer le clou pendant qu'on y est. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle vous n'avez pas trouvé utile de consacrer une seule ligne à la manifestation du 5 mai à Paris contre la politique d'austérité du gouvernement et les institutions.

Quand on est embarrassé pour aborder une question, le mieux encore c'est de la faire passer à la trappe en espérant que les lecteurs et les militants n'y verront que du feu. Elle est belle votre conception de la démocratie, "*ouverte*" comme chacun peut en juger ici, parce que ce serait en escamotant certaines questions, en refusant d'y répondre que la conscience politique des travailleurs et des militants pourrait progresser, en observant le résultat on a plutôt l'impression du contraire.

Cela dit, la vulgarité manifeste souvent un manque de patience... Certes, mais pour bien de nos semblables la patience est un luxe qu'ils ne peuvent pas s'offrir, seuls des nantis peuvent l'ignorer, s'en offusquer. En science du langage, on évoque une forme d'économie du langage qui nous fait employer un mot au lieu d'une paraphrase. A l'usage, on peut tomber dans la facilité ou la fainéantise qui consiste à l'employer à tout va, cela devient une corruption du langage simplifié à l'extrême ou approximatif qui remplacera une expression plus appropriée.

Il y a quelques semaines j'ai été amené à y réfléchir, je ne sais plus exactement dans quelle circonstance, j'en suis arrivé à la conclusion que si les Américains n'arrêtaient pas de dire fuck ou fucking c'était parce que telle était la société pourrie dans laquelle ils vivaient, bien au-delà de ce qu'on imagine très souvent. Voilà que je m'en souviens, c'était mon épouse au téléphone qui pour parler des rapports qu'elle vivait en ce moment à Aubagne avait employé "*enculé*" à plusieurs reprises ; elle ne maîtrise pas parfaitement le français et je lui ai dit de ne jamais employé ce mot détestable en public, ni même d'autres vulgarités qui dans sa bouche seraient très mal prises, j'essaie de la protéger de fâcheux malentendus, des gens peuvent avoir une réaction violente.

Merde, con, ça fait chier passe encore, il faut bien se soulager parfois, il faut être tolérant aussi, on doit endurer tellement de soucis, peines, souffrances, au-delà c'est inutile, contre-productif, pas joli du tout, stupide aussi, cela manque de grâce, de charme et vous passez pour un vaurien, c'est dommage.

Voyez-vous ma chère, il eut été plus sage que vous vous eussiez exprimé en employant un langage chatié et recherché sans vous laissez aller à verser dans un discours emphatique qui eut été du plus mauvais effet, et vous vous eussiez essayé à la prose que l'assistance eut loué vos qualités incomparables sans même rien y comprendre, puisque vous étiez en présence de rustres ou de simples d'esprit que quelques mots eussent suffit à vanter votre génie.

Dorénavant nous nous exprimerons de la sorte dans le portail, faudrait-il encore que je ne commette aucune erreur dans la correspondance des temps et des modes, ce qui m'arrive souvent parce que je ne prends pas le temps de me relire. Je plaisante évidemment. Je n'ai plus le temps de lire, mais je raffole de la littérature des XVIIIe et XIXe siècle principalement.

Jeunesse sacrifiée : la précarité comme seul avenir.

Sapin souhaite étendre au secteur privé les emplois d'avenir - Liberation.fr -

Destinés en priorité aux associations et aux collectivités territoriales, ces contrats en CDD ou CDI sont subventionnés par l'Etat pour trois ans maximum - 75% du Smic dans le non marchand, 35% dans le marchand.

Le ministre du Travail Michel Sapin s'est dit mardi «*favorable*» à «*étendre plus qu'aujourd'hui au secteur privé*» les emplois d'avenir, destinés aux jeunes pas ou peu qualifiés, dont environ 20 000 ont été signés fin avril sur les 100 000 escomptés fin 2013.

Sapin a souligné que ceux auxquels sont destinés les emplois d'avenir «*sont les jeunes les plus en difficulté, ceux qui restent toujours au bord du chemin si on ne s'occupe pas d'eux*», qu'il évalue à 500 000.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, et l'ancien directeur général de Pôle emploi, Christian Charpy, avaient plaidé fin avril, après la publication de chiffres record du chômage, en faveur d'un ouverture de ce dispositif au secteur privé. Liberation.fr 07.05

On l'avait annoncé.

"*subventionnés par l'Etat*", cela signifie d'une part, que les patrons bénéficient d'une ristoune de 35% sur la partie du salaire différé (cotisations sociales) ce qui correspond à une baisse déguisée du coût du travail, d'autre part, que ce sont les travailleurs, par le biais des impôts et taxes qu'ils versent à l'Etat, qui leur font ce cadeau, c'est ce que Hollande, Ayrault, Sapin ou Parisot appellent le "*donnant-donnant*" qui en réalité ne profite qu'au patronat.

Bonapartisme. Comment brider la lutte contre la délinquance financière ?

Le conseil des ministres a examiné mardi le projet de loi créant un super procureur financier, gage d'efficacité contre la corruption selon le gouvernement, qui promet son indépendance.

Pour l'Union syndicale des magistrats (USM), ce futur procureur financier "*est un objet judiciaire non identifié, inabouti et potentiellement dangereux*".

Le syndicat "*s'étonne*" en revanche dans un communiqué "*du choix précipité de modifier l'architecture du parquet français*" en créant ce procureur financier, "*a fortiori dans les suites de l'affaire Cahuzac qui, contrairement à d'autres affaires traitées ces dernières années, notamment à Nanterre, a démontré un fonctionnement normal du parquet de Paris*".

Il estime que "*plutôt que de créer de toutes pièces*" ce procureur, "*il serait plus pertinent de renforcer les services existants*".

De plus, selon l'USM, "*la centralisation dans les mains d'un seul magistrat de l'ensemble des poursuites dans les dossiers nécessairement sensibles que constituent les atteintes à la probité en matière financière, est particulièrement inquiétante*".

En effet, dit-il, le processus de nomination des procureurs, "*même amélioré par l'extension de l'avis conforme du CSM, n'est pas de nature à lever totalement les suspicions et à garantir*" leur indépendance.

Le syndicat juge enfin "*crucial que soit supprimé le +verrou de Bercy+, qui interdit aux procureurs d'enquêter sur des faits de fraude fiscale sans une plainte préalable de l'administration fiscale*".

Mardi matin sur France Inter, la présidente du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), Françoise Martres, craignant un "*effet d'annonce*", avait elle aussi affirmé que ce procureur, nommé "*comme les autres par le pouvoir exécutif*", ne serait pas indépendant. AFP 07.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

1.1- Qatar. Le gouvernement en proie à une catharsis victime de catarrhiniens

Doha ferait pression sur le gouvernement français pour obtenir plus de vols sur la France pour sa compagnie Qatar Airways, rapporte mardi le site d'information économique la Tribune. Selon le site, Paris ne semble pas vouloir accéder à la demande du Qatar pour ne pas fragiliser davantage Air France, qui a du mal à résister à la concurrence de Qatar Airways et des autres compagnies du Golfe.

Le Premier ministre du Qatar, Hamad ben Jassem al-Thani, a écrit à son homologue français Jean-Marc Ayrault pour regretter que cette demande ait été refusée et rappeler que les commandes de Qatar Airways chez Airbus soutiennent l'emploi en France, selon la Tribune qui interprète ce rappel comme une menace d'acheter moins d'Airbus.

"*Le Premier ministre a bien reçu ce courrier, qui a été pris en compte*", a-t-on confirmé à Matignon. La Direction générale de l'aviation civile (DGAC) a confirmé que Qatar Airways, qui dispose de 21 vols sur la France en vertu d'un accord signé en 2011, en a récemment demandé un de plus, de façon informelle. "*Ca a été refusé oralement*", a déclaré un porte-parole.

La Tribune rapporte que les représentants de quatre ministères, dont celui des Affaires étrangères, ont déjà débattu de la question sans conclure le 18 avril et doivent se retrouver la semaine prochaine. "*Un travail interministériel est engagé, la concertation va se poursuivre mais cela va prendre du temps*", a-t-on indiqué dans l'entourage de M. Ayrault.Air France s'est refusé à commenter ces informations. L'Expansion.com 07.05

Traduction du titre, pour se détendre : Ou traumatisme dû à la soumission à un sous-ordre de primates. Ben Jassem al-Thani pourrait racheter Air France ou pourquoi pas le Château, Matignon, les murs seulement suffiraient pour exercer son pouvoir sur le locataire provisoire du fond de commerce...

1.2- Dans l'hexagone nombril du monde, ce n'est guère mieux.

Voyou multirécidiviste ayant pour parrain Chirac, mis en examen une multitude de fois, condamnés à plusieurs reprises, placé plusieurs fois en détention provisoire, il finit toujours par écoper uniquement de peines de prison avec sursis, il parvient même à faire annuler ses peines d'inéligibilité, accusé plusieurs fois de détournement de fonds publics et prise illégale d'intérêts à hauteur de millions d'euros, d'affaires frauduleuses, de corruption passive, de faux et usage de faux etc. il écope d'amende dérisoire ou bénéficie en appel de non-lieux. Assurément, voilà un personnage qui en sait trop pour avoir été ainsi protégé par tous les chefs d'Etat et de gouvernement depuis 20 ans.

Parmi ces affaires : Hôtel de Reginald Flosse, mort du journaliste Jean-Pascal Couraud, affaire des sushis, annuaire de l'Office des postes et des télécommunications, de la compagnie aérienne Air Tahiti Nui et de la chaîne Tahiti Nui Télévision, emplois fictifs, achat de l'atoll Anuanuraro.

- Le tir à vue sur l'homme politique, à commencer par le premier d'entre eux, le président de la République, est un sport très prisé. Il y a pourtant des matins où l'on éprouve une envie soudaine de retourner l'arme contre l'électeur. Ainsi sont-ils plus de soixante mille en Polynésie française qui ont offert dimanche la victoire à Gaston Flosse, 81 ans, pilier de la chiraquie outre-mer.

"*Le vieux lion*" du Pacifique est sans doute l'homme le plus corrompu de la République. Il est sous le coup de deux condamnations à la prison. Sans parler de celles du passé. En janvier le tribunal correctionnel de Papeete lui a infligé cinq ans ferme pour trafic d'influence et corruption. Il a fait appel. En février, la cour d'appel de Papeete l'a condamné à quatre ans avec sursis et trois ans d'inéligibilité pour emplois fictifs.

Il s'est pourvu en cassation. Dans l'attente des décisions, il a pu faire campagne. Il n'est pas le premier dont le charisme et l'art du clientélisme sont un défi gagnant à l'intégrité et la vertu naïve de la démocratie. Jacques Médecin à Nice, Jean-Pierre Kucheida à Liévin, ou Jean-Noël Guérini dans les Bouches-du-Rhône, entre autres, ont emprunté les mêmes chemins.

Le cas Flosse, un mois après l'affaire Cahuzac - qui peut-être n'a pas atteint les rivages de Tahiti -, est la claire démonstration que l'arsenal du "*choc de moralisation*" déployé par François Hollande n'est pas le remède approprié. Ce n'est pas une déclaration de patrimoine qui arrêtera un Gaston Flosse. L'interdiction du cumul des mandats et plus encore leur limite dans la durée seraient de meilleurs remparts contre l'appropriation des fonctions électives et les dérives qu'elle peut engendrer. Ou encore des dispositions législatives spécifiques pour protéger les élections et les électeurs de ces prédateurs cyniques aux prises avec la justice et candidats.

Au lieu de quoi Gaston Flosse redeviendra le prochain président de la Polynésie française (il l'a déjà été durant 16 ans). Et quitte à fermer les yeux sur la morale, il n'est pas certain que ce retour ne fasse pas, au moins temporairement, les affaires de l'Élysée. Gaston Flosse, autonomiste, est le garant de la présence et de l'influence française dans le Pacifique.

Celui qu'il vient de battre, Oscar Temaru, indépendantiste, qui a bénéficié du soutien des socialistes hexagonaux, a demandé en début d'année à l'ONU de réinscrire la Polynésie parmi les pays à décoloniser. Il a délégué auprès de l'ONU à New York pour plaider sa cause Richard Tuheiava, sénateur qui siège au Palais du Luxembourg... sous les couleurs du parti socialiste !
Gaston Flosse est un voyou, il achète, il menace, il a fait exécuter de basse besogne. Mais le voyou est parfois utile. charentelibre.fr 07.05

Complément

La liste autonomiste menée par Gaston Flosse est arrivée largement en tête des élections territoriales en Polynésie française avec plus de 45% des voix , devant son rival de toujours l'indépendantiste Oscar Temaru et leur cadet en politique Teva Rohfritsch, selon les résultats définitifs publiés mardi (lundi localement) par le haut commissariat à Papeete. Le taux de participation a été de 72,79%.

La liste du Tahoeraa Huiraatira du vieil ami de Jacques Chirac, l'insubmersible Gaston Flosse, a recueilli 45,11% des suffrages (62.340 voix); celle de l'UPLD du président sortant Oscar Temaru 29,26% (40.441 voix) et celle de A Ti'a Porinetia de Teva Rohfritsch 25,63% (35.421 voix).

Même s'il a réalisé un score tout à fait notable, M. Rohfritsch, 38 ans, n'a donc pas réussi à s'imposer comme la troisième voie, entre les deux adversaires de toujours que sont MM. Flosse (81 ans) et Temaru (68 ans).

Ces élections territoriales, en scrutin de listes, permettent d'élire 57 représentants à l'Assemblée de la Polynésie française. Avec la forte prime majoritaire (19 sièges) attribuée au vainqueur pour assurer une stabilité politique à la Polynésie qui a connu 13 gouvernements en 9 ans, le Tahoeraa disposera désormais de 38 sièges, contre 11 sièges à l'UPLD et 8 sièges à A Ti'a Porinetia.

Le 16 mai, les conseillers territoriaux éliront le président de leur Assemblée, un poste où est pressenti Edouard Fritch, le dauphin de Flosse.

La semaine suivante, ils éliront le président de la Polynésie, chef de l'exécutif qui constituera ensuite son gouvernement. Sauf énorme surprise, Gaston Flosse devrait retrouver le fauteuil (et le palais) qu'il n'avait plus occupé depuis un bref passage entre février et avril 2008, et surtout après un règne sans partage de 1991 à 2004.

Le futur président devra s'attaquer à la grave crise économique et sociale qui affecte cette collectivité à la très large autonomie où il n'existe pas d'assurance chômage, alors que le chômage touche entre 20 et 30% de la population. AFP 07.05

Gaston Flosse, c'est le Charles Pasqua polynésien quoi ! Couvert, blanchi, réhabilité par le parquet, couronné !

Tous les citoyens justiciables ne sont pas égaux devant la loi. La preuve. Si votre casier judiciaire n'est pas vierge, vous ne pouvez pas accéder à certains emplois. Autrefois si vous aviez été réformé du service militaire, vous ne pouviez pas prétendre à un emploi de fonctionnaire.

En France on ne compte plus les ministres, députés, élus en tous genres ou dirigeants de partis politiques (essentiellement au PS et à l'UMP) qui ont été mis en examen ou condamnés, qui ont été mêlés à des affaires criminelles, sordides ou de corruption, sur lesquels pesaient de graves soupçons, et qui sont encore en poste ou l'ont récupéré, parfois qui ont été recyclés dans la haute administration ou les conseils d'administration d'entreprises du secteur privé, employés comme conseillers ou hommes de paille, envoyés en mission en Afrique par exemple ou intermédiaires dans des affaires louches ou occultes, leur état de service ou leur passé peu glorieux leur servant de carte de visite, à croire qu'elle constitue une garantie pour ceux qui les emploient, qui pourront toujours leur faire porter le chapeau en cas de coup dur moyennant indemnité ou commission et surtout leur silence.

2- Syrie

2.1- Rencontre Kerry-Labrov

Au cours de la conférence de presse entre John Kerry le secrétaire d'Etat américain et le ministre des Affaires étrangères russes, Dmitri Labrov les deux pays jusque là en désaccord ont trouvé un terrain d'entente sur la situation les opposant en Syrie

La Russie et les Etats-Unis vont encourager ensemble le gouvernement Syrien et l'opposition au régime à trouver une sortie politique au conflit fratricide. Nous sommes tombés d'accord dans l'obligation d'organiser dès que possible une conférence internationale , peut être avant même la fin du mois. Elle sera organisée dans la lignée de la conférence de Genève tenue en juin de l'Année derniére a déclaré le secrétaire américain. euronews.com 07.05

2.2- Mise en garde.

Suite aux raids israéliens contre la Syrie, le président russe aurait dit, lors d'un entretien téléphonique avec le Premier ministre israélien, Benyamin Netantahu, que Moscou ne permettrait pas la chute du gouvernement d'Assad. "*S'il y a d'autres raids israéliens contre la Syrie, la Russie pourra y riposter*", aurait prévenu le Président Poutine. french.irib.ir 07.05

2.3- Démasqués. Les forces de sécurité et du renseignement syrien disent avoir eu l'accès à des informations classifiées qui révèlent la nature de l'alliance qui s'est nouée entre les dirigeants arabes et les Etats Unis. Selon Al Manar qui parait à Qods, ces documents sont tombés entre les mains des forces syriennes en cours des opérations de ratissage ménées dans différents enclaves repris aux terroristes . " *Le rôle particulèrement nuisible de certains états arabes, leur complicité avec Israël et les Etats unis contre l'Etat et la nation syriens sont révélé à travers ces documents*" selon le journal, " *il s'agit d'un véritable trésor que possède désormais le gouvernement syrien et qui peut révéler à quel point les régimes arabes sont allés loin dans leurs crimes contre le peuple syrien* ". "*Les document prouvent également le soutien armé des Etats-Unis et d'Israël aux terroristes pour détruire de façon systématqiue les infrastructures du pays, pour commettre le massacre et le pillage des biens privés et publics. Les documents montrent aussi le montant des aides financières de l'Arabie saoudite, du Qatar, et l'implication d'Ankara dans le financement et l'entrainement des terroristes*". french.irib.ir 07.05

3- Israël

Vers un gel de la colonisation en Cisjordanie… C'est ce qui ressort d'informations données aujourd'hui par la radio israélienne. Benjamin Netanyahu, actuellement en visite en Chine, aurait ainsi ordonné un gel des appels d'offres pour les logements dans les colonies juives de Cisjordanie, il a en tous cas fait part de sa décision à son ministre du Logement il y a quelques jours.

Pas de confirmation officielle pour l'instant côté israélien mais on sait que Barack Obama, en visite en mars à Jerusalem, avait fortement insisté auprès du Premier ministre israélien pour un gel des colonisations, élément essentiel de toute reprise des négociations de paix entre Etat hébreu et Palestiniens. Les pourparlers sont à l'arrêt depuis 2010. euronews.com 07.05

SOCIAL

Allemagne

Près de 100.000 employés de la métallurgie se sont mis en grève mardi à travers l'Allemagne pour exiger des augmentations de salaires, a annoncé le syndicat IG Metall.

Ce dernier réclame des revalorisations salariales dès le mois de mai allant jusqu'à 5,5% pour quelque 3,7 millions d'employés. Il rejette l'offre du patronat, qui propose d'augmenter les salaires de 2,3% en juillet.

Les négociations se déroulent région par région. Si un accord est conclu dans un Land, il est ensuite généralement adopté dans les autres Etats du pays.

IG Metall envisage de faire voter à ses adhérents le principe d'une grève illimitée si aucun accord n'est conclu d'ici la Pentecôte, les 19 et 20 mai.

De nouvelles grèves sont d'ores et déjà prévues mercredi dans le Bade-Wurtemberg, siège des constructeurs automobiles Daimler et Porsche, en Bavière et en Rhénanie du Nord-Westphalie.

Après une décennie de modération salariale, les syndicats allemands exigent des revalorisations avec l'espoir d'être soutenus par les responsables politiques du pays à l'approche des élections législatives du mois de septembre. Reuters 07.05

ECONOMIE

1- FMI

La directrice générale du FMI donnait une conférence à l'université à Amsterdam, mais les étudiants l'ont interrompue :

"*Pourquoi la technocratie est meilleure que la démocratie ?*", crie l'une d'eux, reprise en choeur par ses camarades dans la salle. Au bout d'un moment, Christine Lagarde a répondu :

"*Evidemment ce que nous visons, comme je l'ai dit précédemment, c'est la stabilité, et clairement nous avons besoin en ce moment d'une discussion stable.*" euronews.com 07.05

"*Evidemment*"... elle a répondu à côté de la question...

2- OMC

Le Brésilien Roberto Azevedo, un diplomate de carrière spécialiste des relations commerciales, sera le prochain directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a-t-on appris mardi de source diplomatique.

Roberto Azevedo, ambassadeur du Brésil auprès de l'OMC, a été préféré par les 159 pays membres à l'ex-ministre mexicain du Commerce Herminio Blanco. Il sera le premier latino-américain à diriger l'organisation fondée en 1995.

Roberto Azevedo, 55 ans n'a pratiquement pas quitté Genève le siège de l'OMC durant les 16 ans oú il a dirigé la délégation brésilienne. Azevedo a bataillé, parfois avec succès contre les subventions des Etats Unis et de l'Union européenne à leurs agriculteurs.

Roberto Azevedo estime que le système commercial est affaibli par la paralysie des négociations commerciales. Il va devoir s'attaquer à la simplification des prises de décisions au sein d'une organisation paralysée.

Le nouveau directeur général prendra ses fonctions le 1er septembre et devra immédiatement s'atteler à la préparation de la "Conférence ministérielle" bisannuelle prévue à Bali, en Indonésie, en décembre.

Ce sommet est censé déboucher sur un accord de standardisation des procédures douanières susceptible, selon ses promoteurs, de favoriser les échanges, donc de soutenir la croissance mondiale. Reuters et euronews.com 07.05

2- Monopole absolu

Apple et Samsung, ce sont 100% des profits de l'industrie du mobile - L'Expansion.com

Apple capterait 57% des bénéfices d'exploitation du secteur, Samsung 43%. Aucun autre constructeur ne gagne d'argent sur son activité de téléphonie moible, selon des analystes.

Qui capte le plus de profits dans l'industrie du téléphone mobile ? Toujours les mêmes. Apple et Samsung. Et ces deux acteurs ne font pas dans la demie-mesure : ils concentrent 100% des bénéfices d'exploitation du secteur ! C'est en tout cas le calcul des analystes de Cannacord Genuity, pour le premier trimestre 2013. Aucun des autres industriels du secteur ne gagne d'argent. L'Expansion.com 07.05

Haut de page

Le 9 mai 2013

CAUSERIE

J'ai dû actualiser sommairement le site car je dois aller au bureau d'immigration en urgence. Je n'ai pas eu le temps de me relire, je corrigerai à mon retour. Je mettrai aussi en ligne des articles de presse et d'autres articles dans différentes rubriques. Sinon demain, car je dois encore retourner en ville cet après-midi pour téléphoner en France, mon épouse est au plus mal.

Rédigé hier soir.

Mon épouse m'a appelé de la clinique Casamance où elle est hospitalisée depuis trois jours après avoir eu un nouveau malaise plus grave, elle crache du sang et m'a demandé en pleurant de l'oublier car continuer de vivre avec le bruit infernal de ses deux valves cardiaques qui lui résonnent dans la tête la rend folle, elle préfère mourir et va le dire au médecin qui doit s'occuper d'elle. Elle a rapidement raccroché parce qu'elle était trop faible pour parler. Pour supporter une telle épreuve il faut être particulèrement équilibré mentalement et si possible intellectuellement, or ce n'est pas le cas de mon épouse. Sans ces valves elles seraient mortes depuis plus de six ans, elle a fait preuve d'un courage exceptionnel et d'une formidable volonté pour survivre juqu'à présent, je crois que son acharnement à rester seule en France avec toutes les difficultés qui l'attendaient l'aura finalement achevé. Elle aussi elle se bat, elle résiste, mais il y a malheureusement dans la vie des fatalités contre lesquelles on est impuissant. Je ne lui ai pas dit évidemment. Sa vie aurait sans doute été plus facile si je lui avais consacré plus de temps, mais au bout du compte cela n'aurait rien changé, c'est ce que j'avais fait avec mon ex-épouse, j'ai sacrifié bien des choses et elle a quand même fini par partir, dans d'autres conditions mais le résultat aura été le même.

Je ne sais pas quoi dire, je n'avais pas de nouvelles depuis trois jours et je commençais à m'inquiéter, je me dis que je dois me faire à l'idée d'une issue fatale à court terme. Elle m'a dit que le médicament qui régule sa pression sanguine était un poison, elle le prend depuis sept ans, je n'y comprends rien, après les poumons ce serait les reins qui seraient atteints, je ne sais pas qui lui a dit cela, un autre médecin peut-être.

Je suis bien triste et un peu désemparé car je ne sais pas quoi penser, c'est peut-être une fausse alerte. Elle était en colère parce que le consulat avait refusé un visa à son frère pour qu'il la rejoigne en France, il aurait pu la soutenir et elle aurait été moins seule, je n'ai cessé de lui dire de rester en Inde mais elle n'a rien voulu savoir et de mon côté je ne peux pas rentrer en France, ma situation serait invivable. Elle m'a dit de continuer de me battre parce qu'on vit vraiment dans un monde pourri, je lui ai demandé de penser à autre chose, mais elle s'est emportée, je n'ai pas insisté.

Demain je dois aller au bureau d'immigration pour valider mon visa, je devais y aller avant le 8 mai en principe, je croyais qu'il me restait encore un mois, je suis tellement occupé que je ne vous pas le temps passé, le 1er mai dans la causerie j'avais écrit une bafouille en croyant qu'on était le 1er avril, c'est pour dire.

Ici ils ont recommencé à couper le courant toutes les nuits, c'est infernal, on croule de fatigue, on vit sur les nerfs et on est à moitié détraqué, mais le mental ou le moral tient le coup. Et pour tout arranger je croule sous les emmerdements entre mon convertisseur de courant que je n'ai toujours pas récupéré depuis deux mois, la télé qui est tombée en panne, un climatiseur qui est foutu, la moto dont je n'ai pas le temps de m'occuper, mes dents, mon pieds gauche, bref je n'ai que l'embarras du choix!

J'arrête d'actualiser le site pendant deux semaines et j'ai le temps de tout régler. Et la guerre en Syrie alors ? J'y pense en permanence, contre l'Iran aussi, ces cinglés sont bien décidés à aller jusqu'au bout, c'est ma conviction. On vit dans un monde dirigé par des dingues et nous sommes une infime minorité à en avoir vraiment conscience, et encore moins que cela encore si j'en juge par les accommodations auxquelles les uns et les autres se prêtent, un tel manque de discernement laisse rêveur de la

part de militants. De mon côté à mon modeste niveau j'aurais vraiment tout tenté, essayé, testé, engagé pour déblayer le terrain et parvenir à y voir clair, en vain, c'est plus que troublant ou consternant, effrayant, terrifiant pour l'avenir, ce soir je ne suis pas disposé à tourner autour du pot, je vous livre ce que je pense réellement. Indirectement j'avais fondé l'espoir que mes analyses permettraient de favoriser le rapprochement entre militants, cadres ou dirigeants, courants ou différentes tendances révolutionnaires, en vain, même sans y être associé directement, j'y aurais vu se concrétiser l'espoir de forger une nouvelle avant-garde sur la base du programme de la révolution socialiste internationale. J'ajouterai sans prétendre que mes analyses aient été toujours correctes, disons que les questions que je posais pouvaient servir de déclic pour en résoudre certaines laissées sans réponse satisfaisantes depuis des lustres et qu'on trimballe comme de vieilles casseroles, les casseroles du mouvement ouvrier, cela n'aura servi à rien.

Personne n'est parfait, j'ai essayé de donner l'exemple en ne me prenant pas trop au sérieux pour que les lecteurs ne se sentent pas obligés de m'apprécier et qu'ils fassent bien la distinction entre la personne qui s'adressait à eux et le contenu de son discours, de telle sorte qu'il concentre uniquement son attention sur les questions que nous abordions et qu'il oublie qui les posait car finalement cela ne présente aucun intérêt, j'ai envie de dire, faites comme si je n'existais pas, c'est plus simple ainsi, cela ne vient pas polluer votre raisonnement. Souvent on a un a priori favorable ou défavorable sur une question en fonction de la personne qui l'aborde ou la traite, consciemment ou non, c'est stupide et cela ne devrait pas entrer en ligne de compte. J'essaie de comprendre comment des travailleurs ou des militants peuvent supporter un ou des dirigeants, alors que leurs discours sont insupportables, par exemple Mélenchon qui soutient l'UE, admettons que ces militants ignorent la nature de l'UE, d'accord, mais quand il en appelle à l'ONU, là le doute n'est pas permis, ou encore quand il se voit Premier ministre de Hollande, on croit rêver, on se dit mais ce n'est pas possible que des militants ouvriers supportent le Front de gauche une minute de plus, c'est plus que grotesque, cela tourne à guignol, on a à faire à un charlatan qui ne prend même plus la peine de le camoufler, comment peut-on prétendre combattre pour le socialisme avec de tels dirigeants prêts à gouverner avec des ennemis du socialisme qui plus est ont déjà gouvernés avec eux, y compris le parti de l'ordre officiel, à ma connaissance Chirac était bien au RPR quand Mélenchon en fut ministre, il faut être tombé sur la tête, n'avoir aucun principe ou avoir une conception du socialisme qui n'a absolument rien à voir avec le socialisme.

Je ne dois pas être comme tout le monde il faut croire, avant-hier je suis tombé sur un portail que je ne connaissais pas, j'ai découvert des articles et des photos, il y avait aussi des vidéos sur les ravages causés par les bombes à uranium appauvri que les Américains ont balancé sur l'Irak, les mots nous manquent pour qualifier ce crime, c'est monstrueux ce qu'ils ont fait, je suis resté un moment scotché sur ces photos d'enfants difformes, je n'étais pas hébété, je voulais en tirer une leçon, je ne voulais pas ou ne pouvais pas les quitter des yeux sans en tirer profit pour notre cause, la leur ces malheureux, ils sont tous morts depuis, je me suis demandé comment on a pu continuer de vivre après comme avant, comment les masses qui ont eu ces informations sont finalement demeurées indifférentes à cette épouvantable tragédie, pire encore de la part des différentes formations politiques qui ne sont jamais parvenus à se mettre d'accord sur une plate-forme d'actions communes contre le régime en place, ce qu'avait réussi à faire autrefois les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et les bolcheviks en Russie contre le tsar et son régime féodal, je me suis dit alors que le sort du peuple irakien et des autres en général passait apparemment après leurs misérables intérêts de boutiquiers, que faudrait-il alors qu'il se produise pour qu'ils changent de comportement si face à pareille cruauté ils ne réagissent pas, c'est à se demander s'ils en seront capables un jour, on est en droit d'en douter fortement au regard de cette expérience.

L'abjection du capitalisme qui s'étale sous nos yeux quotidiennement, les bruits des canons qui résonnent continuellement dans nos oreilles devrait être une source de cauchemar pour tout militant ouvrier, la souffrance des peuples sacrifiés, martyrisés ne semble pas parvenir à celles de nos dirigeants. Certains ont le mérite d'appeler à l'unité, leur appel reste vain, cela ne sufft pas, il faut démasquer, dénoncer, matraquer ceux qui s'y opposent, mettre en lumière leur collusion avec l'ennemi et appeler les militants à rompre avec ces partis contre-révolutionnaires, il faut les harceler, les briser, il n'y a rien à attendre des dirigeants de ces partis, cela fait des lustres qu'ils en font la démonstration, ils ne changeront jamais, ils sont liés au régime en place, cela vaut pour le NPA et LO, aucun de leurs dirigeants n'a les qualités requises pour prendre la direction du mouvement ouvrier, cela explique en partie pourquoi ils ne le revendiquent pas d'ailleurs, ils en seraient incapables.

Autrefois des dirigeants se sont hissés à la tête du mouvement ouvrier alors qu'ils n'existaient ni la radio ni la télévision ni Internet, à croire qu'un miracle se serait produit et pourtant non, ils avaient le charisme, la méthode, le discours ou le langage adapté à leur auditoire, ils inspiraient confiance à des masses en grande partie incultes, on pourra toujours dire que d'une certaine manière cela les favorisa, dans ce cas-là il ne faut pas oublier d'ajouter que d'autres facteurs jouaient en sens contraire, elles étaient supersticieuses et sous l'emprise des curés aussi, moins instuites et moins aptes à réfléchir, plus aptes à agir sur un coup de tête, à favoriser leur état d'âme sous la pression des évènements ou d'éléments extérieurs malintentionnés à leur égard, sournois ou fourbes, sans réelles connaissances, il était facile de les rouler dans la farine, et cependant les masses parvenaient à distinguer le bon grain de l'ivraie.

Une fois n'est pas coutume ces derniers temps, j'ai eu à feuilleter le week-end dernier l'Histoire de la révolution russe de Trosky, non pas que la manifestation de dimanche dernier m'inspira particulièrement mais je m'y suis cependant intéressé, je ne l'ai pas traité avec mépris contrairement à d'autres, je l'ai relaté dans plusieurs causerie. En février 1917 il n'y avait que 15.000 militants au parti bolchevik à Pétrograd, c'était très peu, et pourtant le parti bolchevik pris le pouvoir huit mois plus tard. Si je ne me trompe pas il y avait un peu plus de 100 millions d'habitants en Russie en 1917.

Au lieu de serrer les rangs au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ou de conserver l'unité de ces différentes

tendances, Lénine estima que leurs divergences étaient trop importantes pour mener la révolution socialiste à la victoire, et que pour vaincre la révolution nécessitait un parti qui témoigne une détermination sans faille sur la base d'un programme qui ne laisse planer aucun doute sur ses intentions et les objectifs politiques à atteindre... Les faits lui donnèrent raison. Il ne chercha pas à réaliser l'unité à tout prix avec les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires avant comme après la révolution de février 1917, en réalité à aucun moment depuis celle de 1905.

Les forces du parti bolchevik étaient certes faibles numériquement, mais lorsque la révolution éclata des milliers de militants d'autres partis déçus par la politique de leurs dirigeants se dirigèrent vers le parti bolchevik, de même que des milliers puis des dizaines de milliers de travailleurs, c'est le processus dialectique de la révolution et la détermination de Lénine qui furent responsables de cette formidable dynamique qui allait créer les conditions favorables à la prise du pouvoir par le parti bolchevik, alors que huit mois plus tôt, même au sein du parti de Lénine pas un militant n'aurait parié un copeck sur ce scénario, souvenez-vous qu'à son retour en Russie en avril 1917, la totalité du comité central avait pris Lénine pour un dément, un fou, qui tout seul voulait se lancer à l'assaut du pouvoir.

Au lieu d'opter pour un parti de type bolchevik ou léniniste, les dirigeants du PCI puis ceux de la LCR opèrent successivement pour le PT devenu POI et le NPA, des partis ouverts à différents courants ou tendances, autrement dit au lieu de partir des enseignements de la révolution russe, considérant que la période ouverte avec la révolution russe était close depuis la chute de l'URSS, il fallait remettre les compteurs à zéro et reparirent de la période qui l'avait précédé et ils prirent pour modèle la SFIO ou le parti social-démocrate qui existait au début du XXe siècle, dans l'espoir qu'ils attireraient des militants de différents tendances qu'ils gagneraient à la leur, peut-être de telle sorte qu'à un moment donné leur tendance révolutionnaire ou trotskiste en sortirait et se transformerait en un nouveau parti communiste.

S'agissant du NPA, c'est plutôt mal barré, c'est même carrément foiré. Quant au POI, on ne peut pas dire que jusqu'à maintenant cela soit un succès, puisque le Courant communiste internationaliste a perdu environ la moitié de ses effectifs et la moité qui demeure est composé en grande partie de militants âgés. Pire, la présence d'autres tendances dans ce parti sert de repoussoire à bon nombre de militants révolutionnaires qui sont soit inorganisés, soit organisés dans une multitude de groupes ou groupuscules, le tout conduisant l'ensemble à l'impuissance, car la présence des ces tendances qui ne se reconnaissent pas toutes dans la révolution socialiste nécessite de la part des dirigeants de POI de jongler sans cesse avec les contradictions de leur propre parti, trouver un équilibre pour satisfaire toutes ces tendances s'avère périlleux ou même casse-geule, aventureux, ce qui de l'extérieur n'échappe pas aux militants qui qualifient l'attitude des dirigeants du POI de double langage.

Il est clair que lorsqu'on n'adopte pas la révolution pour avancer vers le socialisme, cela signifie qu'on adopte le réformisme ou le passage progressif au socialisme dans une société qui demeure sous l'emprise du capitalisme, autrement dit le socialisme est renvoyé aux calendes grecques, ces deux méthodes ou moyens sont antinomiques ou opposés dans la mesure où ils ne partagent pas le même objectif ou plutôt l'un peut permettre de l'atteindre et l'autre non. Quand on a ces deux tendances qui se côtoient dans le même parti, on peut imaginer toutes les contradictions et les tensions auxquelles elles peuvent donner lieu, il faut sans cesse manoeuvrer pour qu'un tel parti n'explose pas ou alors, l'une des deux tendances se couchent devant l'autre, et si ce parti a été spécialement fondé pour permettre à la tendance réformiste bourgeoise de le rejoindre, on n'a plus besoin de se demander laquelle fait carpette.

Finalement rien ne justifiait de ne pas construire un parti sur le modèle du parti bolchevik en l'adaptant à notre époque évidemment, de ce point de vue-là LO était l'exemple à ne pas suivre, en tenant compte des profondes transformations qu'a connu la société au cours du XXe siècle, il aurait pu servir de ralliement ou de pôle d'attraction à la majorité des militants révolutionnaires, à l'avant-garde... A suivre

Le chiffre du jour. + de 800

Selon le dernier bilan des autorités, l'effondrement, le 24 avril, d'un immeuble de 9 étages qui abritait des ateliers de confection a fait plus de 800 morts. Le Point.fr 08.05

ACTUALITE EN TITRES

Il doit manquer un chiffre devant.

- 73 millions de jeunes chômeurs dans le monde en 2013 - AFP

Il doit manquer un chiffre devant.Aucune amélioration du marché du travail des jeunes n'est à attendre à moyen terme, avec un taux de chômage mondial des 15-24 ans attendu à 12,8% en 2018 contre 12,3% en 2013, selon une étude de l'Organisation internationale du travail. AFP

En réalité, ils sont totalement incapables de fournir un chiffre sérieux.

En Inde par exemple, plus d'1,2 milliard d'habitants, il n'existe pas l'équivalent de Pôle emploi, j'imagine que ce n'est pas un cas unique en Asie, qu'en Amérique latine et en Afrique bon nombre de pays doivent être dans le même cas. Qui plus c'est l'économie informelle ou l'agriculture qui fournissent l'essentiel des emplois, or dans ces secteurs économiques les salariés ne sont enregistrés nulle part, ils n'ont ni contrat de travail ni feuille de paie donc pas de solde de tout compte et de certificat de travail, dans ces conditions comment peut-on évaluer avec précision le niveau du chômage ?

Le maître et son disciple.

- G7: Washington veut pousser l'Europe à "*changer de cap*" sur l'austérité - AFP

- Syrie : l'UE "*très satisfaite*" de l'accord entre les États-Unis et la Russie - LePoint.fr

... et histoires pas très sérieuses.

- Bruxelles propose douze mesures pour mieux faire aimer l'Europe - LeMonde.fr

- Bruxelles veut des comptes bancaires accessibles à tous et des banques plus transparentes - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Rencontre Kerry-Poutine sur la Syrie à Moscou avant-hier.

Selon les sources diplomatiques américaines, citées par le quotidien Al Jomhouriyat du Liban, le secrétaire d'Etat John Kerry aurait formulé une double proposition au président Poutine sur le dossier syrien.

" *Les Etats Unis auraient proposé la création d'une zone tampon le nord des frontières nord de la Syrie au lieu d'une zone d'exclusion aérienne, une zone où aucune partie ne tire sur l'autre. et une seconde proposition consiste en la tenue d'une conférence internationale en présence de la personnen d'Assad et de toutes les parties impliquées dans la crise*" L'Iran sera-t-il invité à cette conférence? " *les détails de ces propositions seront rendues public prochainement*". french.irib.ir 08.05

Les médias à la solde ne se sont pas focalisés sur les déboires de M Kerry à Moscou. et pourtant derrière les sourires affichés devant les caméras, le vieu diplomate a du affronter la colère russe, celle de Poutine entre autre qui l'a fait attendre des heures derrière les portes du Krémlin avant de le recevoir !

Mais c'est quoi qui ennerve tant les Russes et les poussent de plus en plus à s'éloigner de Washington ? La Syrie ! Le journal koweitien Al Siyasa s'intéresse à trois scénarios qui occupent en ce moment la majeure partie du temps des officiels américains et dont aucun ne satisfait pas Moscou : " *le premier scénario toujours envisagé par les Américains consiste à éliminer physiquement Assad, un assassinat qui serait commis par l'un de ses proches pour éviter que la responsabilité n'en incombe pas aux opposants ou aux parties étrangères . Un second sénario prévoit une intervention armée impliquant les Etats Unis , la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne et les pays alliés. les pays arabes du golfe Persique et l'ASL soutiennent avec vigueur cette option mais la Jordanie et la Turquie sont plutôt réservées par crainte de voir toute la région embrasée. Et il existe un troisième scénario et qui consiste à attendre 2014 et la fin du mandat d'Assad pour lui demander de se retirer du pouvoir et de quitter le pays sans courir le risque d'être poursuivi sous peine de quoi les Etats Unis et leurs alliés auront recours à la force*".

Or ces trois scénarios ne plaisent pas aux Russes dans la mesure où tous les trois relèvent de la pure ingérence dans les affaires d'un Etat souverain. les dirigeants arabes se rendront bientôt en Turquie où ils débattront avec les Américains et Turcs de ces trois scénarios sur fond d'accusations de l'usage d'armes chimiques qui pèse contre le régime Assad et qui constitue aux yeux des russes plutôt un prétexte qu'autre chose pour déclencher la guerre. french.irib.ir 08.05

Pour Vojislav Motozov, expert russe des question internationales, la visite de Kerry, à Moscou, n'avait qu'un seul objectif, persuader les Russes de la "nécessité de renoncer à Assad" !

"*Et pourtant, il est impossible que la Russie accepte le départ d'Assad, car la politique syrienne de la Russie rejette, d'emblée, toute négociation autour de la personnalité d'Assad ou de la nature du régime, qui devra être celui de la Syrie. La Russie est partisane acharnée du fait que le droit international soit discuté, dans l'objectif de faire respecter les droits des Etats à se défendre. La Russie s'oppose, en ce sens, à toute ingérence, dans les affaires intérieures des Etats. "Ce que prétendent les Américains, au sujet de leur soutien à la déclaration de Genève, est un pur mensonge. La pensée américaine, dans cette affaire, consiste, ni plus,*

ni moins, à pousser Assad vers la porte de sortie, et en cas de refus de ce dernier, à refuser d'accepter toute solution négociée à la crise, à armer ses mercenaires, en Syrie, d'armes sophistiquées et à les envoyer combattre le régime syrien, jusqu'à ce qu'il soit renversé."

"En effet, les Américains ont l'habitude de mettre à profit la faiblesse de leurs adversaires. Si ces derniers font preuve de faiblesse, les Etats Unis continuent leurs pressions, mais dès que le rival se montre ferme, dans ses positions, les Américains finissent par revoir leur ligne de conduite". le stratège russe a rappelé le titre de l'avant texte d'une loi qui s'apprête à être voté, au Congrès, "Stabilité, en Syrie, en 2013" : "l'article phare de ce texte est le soutien armé aux rebelles syriens. Les néocons, les faucons et les lobbies pro-Israélien pressent Obama, pour qu'il accepte ce projet de loi". "La visite de Kerry, en Russie, est une occasion, pour Moscou, de comprendre les évolutions de la politique syrienne de la Maison Blanche. S'il y a des changements ou bien si Washington continue à s'en tenir à son bellicisme anti-syrien. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que si les Etats Unis continuent à accorder leur prédilection à la solution militaire, en Syrie, la Russie va revoir ses accords stratégiques avec le régime Assad, va l'armer de tous les armerments nécessaires à la défense de la Syrie, face aux agressions étrangères". french.irib.ir 08.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

Dans sa première réaction au raid aérien de 5 mai d'Israël contre la banlieue de Damas, le secrétaire général du Hezbollah a affirmé réagir immédiatement à toute éventuelle attaque militaire sioniste contre le Hezbollah. selon le journal Al Ray qui cite Nasrallah au cours d'une réunion interpartite, " *il n'existe aucune issue digne de ce nom pour la guerre internationale qui se déroule en Syrie. Aucun signe d'apaisement n'est perceptible. .... de très profondes fissures existent entre les parties en lice, les sunnites, les chiites , les kurdes et les alaouites , ce qui rend particulièrement difficile une entente* " . Le secrétaire général du Hezbollah met ensuitene garde contre les risques d'une extension du conflit syrien au Liabn . " *Si cette crise finit par contaminer le Liban, il va sans dire que la situation des musulmans et du pays en général sera déstabilisée et il y a même les risques d'un conflit à caractère confessionnel*" " *Le Liban se trouve pleinement engagée dans une période marquée par des découvertes pétro gazières , ce qui pourrait assurer la prospérité et le bonheur de ses citoyens*".

Selon le journal koweitien , le secrétaire général revient ensuite sur la guerre en Syrie qui " *s'est transformée en une arène où s'affrontent les pays occidentaux et islamiques*" " *En Syrie, le Qatar a ses agents, l'Arabie saoudite , les siens et a côté, la France, les Etats Unis et la Grande Bretagne entrainent leurs forces . Personne ne fait attention à ceux qui veulent le dialogue national et la fin de la guerre . Il n'existe pas cet esprit de l'entente qui a précédé le dialogue national libanais en 1989*" "*la crise syrienne est une vraie calamité . Tout est désormais possible et chaque possibilité est pire de toutes . La seule solution viable passe par le dialogue et les Syriens ne doivent pas attendre Obama ou Poutine pour se tirer de la crise*" le secrétaire général du Hezbollah réagit aussi au raid israélien en affirmant qu'en cas de la moindre attaque contre les réserves de missiles du Hezbollah, le Hezbollah ripostera immédiatement et sans considération aucune. french.irib.ir 08.05

Jordanie

Le parlement jordanien a voté l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël et le rappel de l'ambassadeur jordanien en poste à Tel Aviv. la décision répond aux attaques multiples de l'armée sioniste contre la mosquée d'Al Aqssa et la nouvelle vague d'arrestation en Cisjordanie . les députés demandent aussi la révision du traité de paix avec Israël. french.irib.ir 08.05

SOCIAL

Bangladesh

Le Bangladesh a fermé 18 usines du textile pour des raisons de sécurité après l'effondrement, le 24 avril, d'un immeuble de 9 étages qui abritait des ateliers de confection. De précédentes informations avaient fait état d'un bâtiment de huit étages mais le responsable de l'enquête a ensuite affirmé qu'il y en avait neuf. "*Seize usines ont été fermées à Dacca et deux à Chittagong*", la deuxième ville du pays, a annoncé à la presse le ministre du Textile, Abdul Latif Siddique, précisant que de nouvelles usines seraient fermées dans le cadre du renforcement des mesures de sécurité.

Il s'agit des premières fermetures décidées par les autorités depuis le drame, le plus meurtrier de l'histoire industrielle du pays.

Le Point.fr et Reuters 08.05

Allemagne

Près de 400.000 salariés du secteur de la métallurgie en Allemagne ont participé à un mouvement de grève en une semaine pour réclamer des hausses de salaires, a annoncé mercredi le syndicat allemand IG Metall.

"*Jusqu'à présent, plus de 390.000 salariés dans 1.600 entreprises ont participé à la grève +d'avertissement+*", a déclaré le puissant syndicat dans un communiqué.

Ce type de grève, connu sous le nom de "Warnstreik" en Allemagne, ne nécessite pas de vote des adhérents et se traduit généralement par des débrayages de quelques heures seulement, afin de faire pression sur l'employeur en période de négociations salariales.

Sur la seule journée de mercredi, quelque 90.000 grévistes ont débrayé, a ajouté IG Metall, soulignant que d'autres actions devaient se dérouler en fin d'après-midi et dans la soirée.

L'Etat régional de Bavière (sud) a été le plus mobilisé, avec environ 33.000 grévistes dans 72 entreprises, dont 12.800 débrayages au sein des différentes usines du constructeur automobile BMW et 1.600 chez le producteur de roulements et de systèmes de lubrification SKF.

Les Etats régionaux de Bade-Wurtemberg (sud-ouest) et de Rhénanie du Nord-Westphalie (ouest) ont également répondu à l'appel du syndicat avec des mobilisations respectives de 32.000 et 15.700 grévistes pendant quelques heures sur la journée.

D'autres mouvements de plus faible ampleur se sont déroulés dans la plupart des autres Länder allemands. A Kaiserslautern, en Rhénanie-Palatinat (sud-ouest), 1.200 salariés ont ainsi cessé le travail dans une usine du constructeur automobile Opel, selon le communiqué.

Interrogé par l'AFP, une porte-parole d'IG Metall a précisé que le syndicat menait mercredi des négociations dans l'Etat régional de Bavière qui, en cas d'accord, pourraient servir de modèle pour les autres régions d'Allemagne.

"*Nous sommes confiants, mais hier des négociations dans le Bade-Wurtemberg se sont soldées par un échec*", a précisé cette porte-parole, soulignant qu'un nouveau tour de table pourrait s'avérer nécessaire la semaine prochaine.

D'ici là, le mouvement de grève devrait marquer une pause ou du moins être considérablement réduit, a-t-elle encore ajouté.
AFP 08.05

Ils sont décidément très forts ces "*syndicalistes*", sans rien avoir obtenu ils annoncent déjà que "*le mouvement de grève devrait marquer une pause ou du moins être considérablement réduit*", à la place du patronat je jouerais le pourrissement.

C'est marrant quand on y pense, on se dit que ce genre de syndicalistes auraient pu faire d'excellents représentants patronaux, la preuve en me mettant à leur place je saurais quoi faire pour défendre les intérêts du patronat. Ils ont raté leur vocation !

Haut de page

Le 10 mai 2013

CAUSERIE

A ceux qui ont lu les causeries des derniers jours où j'ai encore étrillé Mélenchon et le Front de gauche. J'ai reçu un courriel de l'abruti qui me harcèle depuis des années, sympatisant ou adhérent du POI, il a titré son mail que je n'ai pas ouvert et qui est parti directement à la poubelle : "*au cul de Mélenchon*", parce que j'avais appelé à participer à la manifestation du 5 mai sur des mots d'ordre opposés justement à ceux de ses organisations que j'ai qualifiés par ailleurs de contre-révolutionnaires.

Il n'a pas dû digérer que j'analyse sur quoi reposait le refus de certains de ne pas y participer après avoir mis en lumière leurs vulgaires manoeuvres d'appareils. Cela démontre qu'en fait ils ne sont même pas capables d'assumer leurs positions, c'est très grave évidemment, car on ne peut pas faire confiance à de tels dirigeants ou partis.

Vous avouerez que lorsqu'on est à court d'arguments pour défendre ses positions on verse volontiers dans l'insulte, la

calomnie, l'amalgame, le faux, la falsification, et d'autres procédés indignes pour discréditer les arguments de ses adversaires. C'est franchement misérable.

Réponse à l'article paru dans le n°6 de Lutte des classes : *Il est temps de rompre avec le sectarisme*.

Non, non et non, le Front de gauche n'a pas pour vocation de regrouper les militants qui entendent lutter contre le gouvernement et les institutions, d'ailleurs leurs principaux dirigeants, Mélenchon et Laurent ne cessent de leur donner des gages dans ce sens. Le dernier en date et répété à deux reprises en quelques jours fut d'annoncer qu'il était prêt à devenir le Premier ministre de Hollande et de la majorité parlementaire ayant adopté le TSCG, la "*règle d'or*" ou encore ayant voté pour l'intervention militaire au Mali, notamment. Mélenchon en devenant le ministre de Chirac avait déjà épuisé tout crédit qu'on pouvait lui accorder, que les travailleurs aient la mémoire courte est une chose, de la part de dirigeants c'est impardonnable.

Quant à Pierre Laurent, le 5 avril, dans une interview à *Libération* il avait clarifié sur quoi reposait la VIe République qui figure dans le programme du Front de gauche, en affirmant que pour qu'une Assemblée constitutane voie le jour il ne serait même pas la peine de procéder à de nouvelles élections et que l'Assemblée nationale telle qu'elle existait pouvait très bien faire l'affaire, autrement dit sur le plan politique cela ne changerait strictement rien. Ajoutons que le Front de gauche n'entend pas rompre avec l'UE, la BCE, l'euro, le FMI ou l'ONU.

Voilà dans quelle impasse le Front de gauche entend mener les militants et travailleurs, l'affirmation selon laquelle la " *cette coalition offre une perspective de regroupement politique des travailleurs opposés à la politique de l'offensive européenne de la bourgeoisie*" est une vue de l'esprit, en réalité elle s'inscrit en totale contradiction avec les faits, les déclarations, les positions et le programme du Front de gauche. L'objectif politique du Front de gauche est de récupérer pour le compte du régime en place les militants ou les travailleurs qui manifestent le plus de détermination à le combattre, ce qui se concrétise par son refus ou son incapacité de les organiser et de préparer sérieusement les actions qu'il leur propose. Une manifestation comme celle du 5 mai aurait dû faire l'objet de réunions et de meetings dans tout le pays au cours du mois précédent pour mobiliser la classe et y associer les différents partis de gauche ou d'extrême gauche, or il n'en fut rien.

Pour notre part nous avions estimé qu'il était tactiquement possible de participer à cette manifestation, de soutenir Mélenchon ou le Front de gauche dans d'autres circonstances, mais sans aller au-delà. Nous pousuivrons plus tard cette discussion. Quant à se référer à l'entrisme dans le PS dans les années 30 prôné par Trotsky, voilà qui m'a tout l'air de sombrer dans le dogmatisme, de vouloir prendre le contre-pied du NPA et du POI pour tomber dans le même travers. Ne serait-ce pas reprendre la méthode de Pablo qui prônait de faire de l'entrisme dans les PC pour en modifier l'orientation politique, alors que tout indiquait que ce serait toujours impossible, ce que les faits ont amplement démontré depuis le début des années 50. L'entrisme, parlons-en, ceux qui l'ont pratiqué bien au-delà des années 30 ne s'en sont jamais remis, au mieux les uns ont fini par complètement abandonner le marxisme, au pire ils se sont retrouvés dans le parti républicain américain! A suivre

Le chiffre du jour. 912

Le bilan de l'effondrement il y a deux semaines du complexe du Rana Plaza, qui abritait des ateliers textiles, a été porté 912 morts. Reuters 09.05

Qui a dit ?

- " *Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le pêché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et, en un tour de mains, ils créeront assez d'argent pour la racheter. Ôtez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes Fortunes comme la mienne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux. Mais, si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits.*"

Réponse : Sir Josiah Stamps, directeur de la banque d'Angleterre 1928 – 1941, réputé 2 ème Fortune d'Angleterre à cette époque.

Alors, messieurs Mélenchon et Laurent, on le exproprie ou non les banquiers, les actionnaires du CAC40, des grandes entreprises ? Vous connaissez leur réponse. Que voulez-vous on est de gauche ou on ne l'est pas, on est socialiste ou on ne l'est pas...

- Le rôle des monarchies européennes - euronews.fr 08.05

Question : Pourquoi un tel article ?

Réponse : Partant du constat que l'immense majorité de la population ne possède ni les informations indispensables ni le niveau de connaissances requis pour pouvoir disposer librement de son sort et qui plus celui de tout un peuple, il est normal qu'elle

s'en remette à une autorité supérieure, sorte de sauveur suprême, monarque, empereur, chef d'Etat, qui remplit ces conditions pour gérer à sa place son destin et celui du pays.

On pourrait ajouter de la même manière que sur le plan de la morale, il est normal que ce soit un dieu qui assume cette fonction puisque vous en êtes incapables. Et si un personnage concentre le pouvoir politique dans un pays, on ne peut pas l'accuser d'être un dictateur, car en réalité oeuvrant au bien commun de tous les hommes ou l'intérêt général de la société, sa légitimité est assimilable à un droit divin qu'il ne serait pas davantage raisonnable de contester, amen ou la boucle est bouclée.

Allons plus loin.

Depuis quelque temps on peut observer en Europe que les droits politiques des travailleurs sont spoliés ou anéantis par le biais du pouvoir grandissant de l'Union européenne leur imposant sa dictature. Pouvoir acquis au détriment des parlements nationaux qui ont accepté de se soumettre à cette dictature.

En réalité, en dehors de quelques pays comme la Russie ou la Chine susceptibles de rivaliser avec les pays occidentaux dominants, c'est le monde entier qui se retrouve à la merci d'institutions financières ou politiques qui concentrent le pouvoir et décident du sort de tous les peuples, condition de travail et de rémunération, niveau de vie, emploi, scolarisation, habitation, accès à la santé, etc.

Dans tous les pays existe une constitution et des institutions, une forme de représentation politique disposant d'un vernis démocratique destiné à laisser penser que chaque citoyen aurait les moyens d'influer sur le cours des choses dans son propre pays, alors qu'il n'en est rien puisque ces institutions nationales fonctionnent déjà en grande partie comme des relais nationaux d'une ou plusieurs institutions supranationales créées par l'impérialisme américain, tous les pays en sont membres (FMI, Banque mondiale, UE, ONU, etc.) de gré ou de force, de gré de préférence pour ne pas être sévèrement sanctionnés par les maîtres du monde qui tiennent l'économie mondiale, détiennent le pouvoir militaire et exerce leur hégémonie politique sur le monde.

Les maîtres du monde, l'oligarchie financière et l'élite intellectuelle à son service n'ont de cesse de parfaire ce dispositif politique destiné à spolier définitivement le prolétariat mondial de tout droit politique afin d'établir un gouvernement mondial sur lequel il n'aurait aucune emprise, il serait totalement déposséder du droit d'intervenir sur tous les rapports économiques, sociaux, politiques, culturelles ou questions de société, son mode de vie comme son mode de pensée lui seraient imposés sans qu'ils puissent le modifier ou agir dessus.

Il faut que les peuples se fassent à cette idée ou admettent que s'ils étaient incapables hier de prendre en mains leur destin, ils s'en sont sortis ce fut uniquement grâce à l'action de souverains éclairés et bons, qu'ils le sont toujours autant aujourd'hui, ils doivent l'élévation de leur mode de vie et de vivre en paix à la conduite exemplaire des affaires de leur pays par des chefs d'Etat ayant fait preuve de grandes qualités ou d'une grande sagesse, ils le seront forcément encore demain.

Cependant, la crise, les inégalités, les guerres incessantes, bref les difficultés auxquelles doivent faire face malheureusement tous les peuples démontrent que le monde doit évoluer et ne peut pas rester dans la configuration qu'on lui connaît aujourd'hui, son organisation doit évoluer, l'existence d'Etats-nations est devenue un frein, un obstacle au réglèment de tous les problèmes économiques et sociaux qui accablent injustement les populations, ils ont démontré qu'ils étaient incapables de les résoudre ils faut donc avancer rapidement vers une autre organisation à l'échelle des continents et du monde, car c'est seulement à ce niveau qu'il sera possible de venir à bout des égoïsmes nationaux pour le bien de tous les peuples...

C'est guidé par cette bonne intention à votre égard que l'Union européenne se construit, l'Alena, le Mercosur, l'ONU et d'autres institutions qui oeuvrent quotidiennement à votre bien-être, à la prospérité et à la paix.

ACTUALITE EN TITRES

Des vauriens détiennent le pouvoir

- JPMorgan poursuivie en Californie pour fraudes liées aux cartes de crédit - AFP

- Québec: coup de filet sans précédent contre la corruption dans le BTP - AFP

- Des hackers détournent des comptes bancaires et volent 45 millions de dollars - AFP

L'austérité a quand même du bon.

- Italie: le FMI prône des coupes dans les dépenses et des baisses d'impôts - AFP

- La Slovénie privatise 15 sociétés et augmente la TVA - Reuters

- Le chômage des jeunes dépasse les 60% en Grèce - Reuters

- Portugal: le chômage grimpe au taux record de 17,7% au 1er trimestre - AFP

- Schäuble : la France est "*sur la bonne voie*" - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le régime de Damas a annoncé jeudi qu'il répliquerait immédiatement et durement à toute nouvelle attaque d'Israël contre son territoire, au moment où le mouvement libanais Hezbollah assurait que son allié syrien lui livrerait de nouveaux types d'armes.

"*Bachar al-Assad doit s'en aller*". John Kerry le secrétaire d'Etat américain l'a répété ce jeudi à Rome lors de nouvelles discussions sur la Syrie, cette fois avec le chef de la diplomatie jordanienne Nasser Judeh. John Kerry qui confirme la poursuite des préparatifs pour mettre sur pied une conférence internationale. Objectif : trouver une solution politique à cette crise. Et le président syrien n'en ferait pas partie. "*Le ministre des Affaires étrangères jordanien va travailler avec nous pour essayer de réunir toutes les parties autour d'une même table souligne John Kerry. L'objectif est de mettre en place un gouvernement de transition issu d'un consensus, ce qui signifie clairement pour nous que le président Assad ne sera pas une composante de ce gouvernement de transition* ". euronews.com 09.05

1.2- Dans un entretien exclusif à l'AFP, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Moqdad a affirmé qu'"instruction a été donnée de répondre immédiatement à toute nouvelle attaque israélienne".

"*Nos représailles contre Israël seront dures et douloureuses (...) En aucun cas la Syrie ne permettra que (les attaques israéliennes) se reproduisent*", a-t-il souligné.

Israël a lancé vendredi et dimanche une série de raids dans la région de Damas, qui visaient selon des responsables israéliens des armes iraniennes destinées au parti chiite libanais Hezbollah, ce que Téhéran a démenti.

M. Moqdad a lui aussi qualifié de "*mensonges*" les affirmations d'Israël. "*Il n'y pas de voitures qui transféraient des armes*" vers le Hezbollah, a-t-il affirmé.

Peu après, Hassan Nasrallah, le chef de ce mouvement dont des hommes combattent auprès de l'armée syrienne, a assuré sur la chaîne al-Manar que "*la riposte syrienne aux raids israéliens sur son territoire sera de fournir au Hezbollah des nouveaux types d'armes*".

"*La réponse syrienne est hautement stratégique parce qu'elle implique également l'ouverture du front du Golan (occupé par Israël) aux combattants de la résistance*", a précisé le chef du Hezbollah, qui avait affronté l'Etat hébreu en 2006 lors d'une guerre sanglante et dévastatrice.

Les autorités syriennes ont par ailleurs salué le rapprochement américano-russe en faveur d'une solution politique au conflit en Syrie, en se disant confiant en la fermeté de la position de Moscou, Washington insistant cependant sur un départ négocié du président Bachar al-Assad.

Opposés sur le dossier syrien, la Russie --fidèle allié du régime de Damas-- et les Etats-Unis ont annoncé mardi un accord sur les bases de la réunion de Genève de juin 2012, qui avait appelé à un arrêt des combats et à une transition démocratique sans préciser le sort de M. Assad.

Mais l'opposition a répété mercredi qu'elle considérait le départ du président syrien comme un préalable à toute discussion, portant un coup dur à l'appel américano-russe.

Et le secrétaire d'Etat américain John Kerry, qui s'était montré nettement plus évasif sur le sujet mardi à Moscou, a réaffirmé jeudi à Rome la position de Washington sur la nécessité d'un départ de M. Assad. AFP 09.05

2- Afghanistan

Les Américains veulent garder neuf bases militaires en Afghanistan après 2014 et certains pays de l'Otan envisagent aussi de maintenir des soldats dans le pays, a déclaré jeudi le président afghan Hamid Karzaï, en se disant favorable à la demande américaine.

Les Américains "*veulent neuf bases à travers l'Afghanistan*" et "*nous allons leur donner*" ces bases car "cela est dans l'intérêt" du pays, a déclaré M. Karzaï lors d'un discours à l'Université de Kaboul retransmis en direct à la télévision.

Ces bases se trouvent aux quatre coins du pays: à Kaboul, Bagram (près de Kaboul), Mazar-i-Sharif (nord), Jalalabad (est), Gardez (sud-est), Kandahar (sud), Helmand (sud), Shindand (ouest) et Hérat (ouest), a-t-il détaillé.

La Maison Blanche a rapidement réagi jeudi aux déclarations du président Karzaï. "*Les Etats-Unis ne cherchent pas (à avoir) des bases militaires permanentes en Afghanistan*", a déclaré le porte-parole de la présidence, Jay Carney.

"*Toute présence (militaire) américaine serait uniquement à l'invitation du gouvernement afghan et dans le but de former des soldats afghans et de s'en prendre aux derniers éléments d'Al-Qaïda*", a dit M. Carney.

M. Karzaï a par ailleurs assuré que, outre les Etats-Unis, d'autres pays de l'Otan envisageaient de maintenir une présence militaire au-delà de 2014.

"*L'Otan avait l'habitude de dire qu'elle allait partir, mais maintenant ils viennent les uns après les autres nous dire +non nous n'allons pas partir, nous allons rester+*", a-t-il affirmé sans citer de pays ni expliquer quelle serait leur mission. Plusieurs pays de l'Otan contribuent actuellement à la formation des forces afghanes.

Chaque pays concerné devra conclure, selon le président afghan, un "*accord bilatéral*" avec Kaboul sur les modalités de sa présence au-delà de 2014.

L'Isaf combat depuis plus de dix ans au côté des forces afghanes l'insurrection menée par les talibans, qui ont gagné du terrain ces dernières années, au point de pousser les Occidentaux à envisager des discussions de paix.

2014 est aussi l'année où l'Afghanistan doit voter pour désigner un successeur à M. Karzaï, qui ne peut en principe se présenter pour un autre mandat.

"*La seule chose nouvelle dans cette annonce est le nombre de bases que veulent les Américains. Karzaï essaie de voir la réaction du public afghan, du Pakistan, de l'Iran et des autres pays voisins*", a estimé le directeur d'un centr e de recherche de l'Université de Kaboul, Waheed Wafa. AFP 09.05

3- Chine

La présence de la petite-fille de Mao Tsé-toung sur une liste de millionnaires a déclenché jeudi en Chine des railleries dénonçant "*l'hypocrisie*" d'un régime qui continue officiellement à prôner l'idéal révolutionnaire du fondateur de la République populaire.

Kong Dongmei, jeune quadragénaire, et son mari Chen Dongsheng figurent au 242e rang d'une liste de riches personnalités établie par un magazine financier chinois, New Fortune. Leurs avoirs sont estimés à 5 milliards de yuans (620 millions d'euros).

Kong Dongmei est la petite-fille de Mao et de sa troisième épouse, He Zizhen. En 2001, elle avait ouvert une librairie à Pékin vantant la "*culture rouge*", celle de la cause révolutionnaire prolétarienne à l'origine de la fondation de la Chine communiste en 1949. Mais de nombreux internautes ironisaient jeudi sur la fortune de Kong Dongmei, estimant qu'elle était bien loin de correspondre aux valeurs de désintéressement de la période maoïste. Ils ont aussi critiqué Kong Dongmei pour avoir apparemment violé la règle de l'enfant unique. Selon New Fortune, le couple aurait trois enfants.

"*Le président Mao nous avait conduits à l'éradication de la propriété privée, mais sa progéniture a épousé un capitaliste et violé la politique du planning familial*", a écrit Luo Chongmin, un conseiller du gouvernement basé dans le sud-ouest du pays.
Cette controverse intervient alors que le célèbre cinéaste Zhang Yimou, l'un des principaux personnages culturels officiels de la Chine, est également accusé d'avoir violé à plusieurs reprises la politique draconienne de l'enfant unique. Le réalisateur d'Épouses et concubines aurait au moins sept enfants. LePoint.fr 09.05

SOCIAL

1- Espagne

Manifestations géantes contre le projet de réforme de l'éducation espagnole - euronews.fr

Des milliers de manifestants d'étudiants et de professeurs ont défilé dans les rues catalanes. Leur cible? Le projet de réforme de l'éducation espagnole présentée ce vendredi au Parlement. Parmi les mesures figurent de nouvelles coupes budgétaires, de nouveaux types d'examens et une place plus importante accordée à la religion catholique.

Même scénario à Valence. Sur les pancartes, les manifestants avaient écrit leur refus de laisser passer une réforme considérée comme injuste et discriminative à l'égard des plus modestes. Des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et manifestants en colère.

D'après les médias espagnols, 60% d'étudiants et d'enseignants auraient ainsi fait part de leur mécontentement à travers le pays. En deux ans, le budget alloué à l'éducation a diminué d'environ 3 milliards d'euros. euronews.fr 09.05

2- Portugal

Le chômage a fortement progressé au Portugal au premier trimestre 2013, atteignant le taux record de 17,7% alors que le pays, sous assistance financière, applique un strict programme d'austérité, exigé par ses créanciers.

Selon l'Institut national des statistiques (INE) le nombre de sans-emploi est de 952.000 ce qui représente une augmentation de 16,2% sur un an avec 132.900 chômeurs en plus.

Pour les jeunes de 15 à 24 ans, le taux de chômage s'est élevé à 42,1%, tandis que il a augmenté de 19,8% sur un an et de 4% sur un trimestre pour la tranche d'âge 25 à 34 ans, selon l'INE.

Le nombre de personnes bénéficiant d'un emploi a été estimé à 4,4 millions sur une population d'environ 10,5 millions de personnes.

Pour 2013 le gouvernement a prévu un taux de chômage de 18,2% qui devrait passer à 18,5% l'année prochaine alors qu'il a présenté récemment un nouveau programme de mesures d'austérité qui prévoit notamment la suppression de 30.000 fonctionnaires sur un total d'environ 700.000.

La hausse du taux de chômage, qui était l'année dernière de 15,7%, intervient alors que la politique de rigueur a fortement contribué au recul de l'économie. En 2012 la récession a été de 3,2% et devrait s'établir à la fin de 2013, à 2,3%. AFP 09.05

3- Grèce

Le taux de chômage des jeunes a dépassé le seuil des 60% en Grèce en février, conséquence de la récession après des années d'austérité imposée par les créanciers internationaux d'Athènes, montrent les statistiques du chômage publiées jeudi.

Le chômage pour l'ensemble de la population a atteint 27%.

Le nombre de demandeurs d'emploi a pratiquement triplé dans le pays depuis le début de la crise de la dette en 2009 et il atteint des proportions inédites pour les 15-24 ans, malgré des mesures ciblées du gouvernement pour relancer les embauches. Le salaire minimum, notamment, a été réduit de 32% pour les moins de 25 ans, à environ 500 euros par mois.

L'économie grecque en est à sa sixième année de récession, avec une contraction attendue de 4,2% à 4,5% cette année. Reuters 09.05

4- Slovénie

La Slovénie a annoncé jeudi un vaste programme de privatisations et un relèvement de la TVA dans le cadre d'un train de mesures de crise destinées à lui éviter de faire appel à une aide internationale.

Le Premier ministre, Alenka Bratusek, a annoncé que le taux de TVA serait relevé de deux points, à 22%, à compter du 1er juillet. Le gouvernement continue, par ailleurs, de négocier avec les syndicats au sujet d'une baisse des coûts salariaux dans la fonction publique, a-t-elle ajouté.

Le déficit budgétaire doublera pratiquement à 7,8% du produit intérieur brut cette année, contre 4% en 2012, mais le gouvernement compte le faire redescendre à 3,3% dès l'an prochain.

Parmi les 15 sociétés nationales appelées à être privatisées figurent la deuxième banque du pays, Nova KBM Bank, le principal opérateur télécoms, Telekom Slovenia, la compagnie aérienne Adria Airways et l'opérateur de l'aéroport de Ljubljana.

L'Etat ne conservera pas de minorité de blocage dans ces sociétés, a précisé le ministre des Finances Uros Cufer, en chiffrant à un milliard d'euros le produit des privatisations et des autres mesures.

L'ex-République yougoslave doit mobiliser des ressources pour rester solvable et redresser son secteur bancaire, qui croule sous sept milliards d'euros de créances douteuses en raison de la chute des exportations slovènes depuis la crise financière mondiale.

L'Union européenne, à laquelle appartient la Slovénie, presse Ljubljana d'ouvrir son économie encore contrôlée à 50% par l'Etat. Mais le gouvernement de coalition tout juste installé peine à montrer un visage uni et se heurte à l'hostilité des syndicats.

Le gouvernement s'est refusé pour le moment à imposer un "*impôt de crise*" progressif sur les salaires, en estimant que la hausse de la TVA permettra de faire rentrer 250 millions d'euros par an dans les coffres de l'Etat.

Alenka Bratusek a cependant averti qu'elle devrait en arriver à cette extrémité si les syndicats ne s'entendent pas sur une réduction de 250 à 300 millions d'euros des dépenses du secteur public. Reuters 09.05

5- Bangladesh

Huit personnes ont trouvé la mort dans l'incendie d'un site de confection situé dans la zone industrielle de Mirpur, à Dacca, la capitale du Bangladesh, a-t-on appris jeudi de la police et d'une fédération professionnelle.

L'incendie s'est déclaré dans une usine du grand groupe textile bangladais Tung Hai, dans un immeuble de onze étages, alors que la plupart des employés étaient rentrés chez eux.

"*Nous ne savons pas encore comment l'accident s'est produit*", a déclaré Mohammad Atiqul Islam, qui dirige la BGMEA, une fédération d'exportateurs de vêtements.

"*L'usine était fermée et tous les ouvriers avaient quitté les locaux une heure avant*", a déclaré Bhazan Sarker, responsable des services d'incendie.

Le groupe Tung Hai emploie plus de 1.000 salariés et compte parmi ses clients d'importants groupes de distribution occidentaux, comme le Britannique Primark ou l'Espagnol Inditex. Tung Hai fabrique notamment des pulls, des gilets et des pyjamas. Reuters 09.05

Haut de page

Le 11 mai 2013

CAUSERIE

Question pour vous occuper le week-end : n'avez-vous pas l'impression ou acquis la conviction qu'on peut arriver à comprendre dans quelle direction évolution le capitalisme mondial ? Bon week-end à tous, ici à Pondichéry on a la journée la plus chaude depuis le début de l'année.

Infos persos.

1- Mon épouse Magueswary est sortie d'affaire provisoirement, elle a fait une hémorragie interne dont les médecins disent ignorer l'origine cinq jours plus tard ou ne tiennent pas à lui dire, je n'en sais rien, elle les a pressés de lui dire la vérité et ils lui ont répondu qu'ils n'en savaient rien, bravo !

Comme chaque fois qu'elle a un malaise elle atterrit à la clinique qui l'a opérée du coeur et dont j'ai appris depuis qu'elle avait une mauvaise réputation, je vais les contacter pour leur interdire de la prendre en charge la prochaine fois et la diriger vers La Timone à Marseille. Quand elle a voulu se faire opérer il lui restait environ 6 mois à vivre et le délai d'attente à l'hôpital (public) était de plusieurs mois, aussi elle a dû se rabattre sur une clinique (privée), hélas !

2- Depuis que j'ai obtenu mon nouveau visa de 15 ans je suis retourné deux fois au bureau d'immigration, lundi cela fera la troisième fois pour leur remettre encore un dossier composé de documents qu'ils possèdent depuis... 17 ans en au moins quadruple exemplaire comme notre certificat de mariage, à ce niveau-là ce n'est plus de la bureaucratie mais de la démence !

3- Pour que les parents puissent accéder aux résultats des examens de leurs enfants sur Internet, le ministère de l'Energie a ordonné que le voltage soit diminué parce qu'il n'y a pas assez de courant au Tamil Nadu... Résultat, pendant trois jours la tension était trop basse pour que le compresseur de mon réfrigérateur se mette en route, autrement dit je n'avais plus de frigidaire ! Sur le coup j'ai cru à un problème local, quand j'ai appris ce qui se passait j'ai eu l'idée de le brancher à la sortir du convertisseur de courant qui délivre en sortie du 220 volt et ça a marché, sauf qu'en cas de coupure de courant cela déchargerait les deux batteries en un rien de temps et je me retrouverais du coup sans courant, pas de lumière, pas de ventilateur sous 40°C. Bref, voilà à quoi je perds mon temps, à me creuser la tête pour résoudre quotidiennement un tas de problèmes, mais bon nous sommes dans un pays en voie de développement, il ne faut pas désespérer, avant de sortir hier après-midi j'ai débranché la prise du réfrigérateur et quand je suis entré je me suis jeté sur la prise pour la rebrancher, pour ne pas oublier j'avais placé le fil en travers de la porte de la cuisine !

Mise au point.

Il y en a dans les rangs du mouvement ouvrier qui nous gonflent encore avec de Gaulle et le Conseil national de la résitance, alors qu'en réalité il n'a fait que servir de caution pendant la Seconde Guerre mondiale aux tripatouillages polico-financiers anglo-saxon, français et américain qui ont financé le régime nazi via la BIS dont le siège était en Suisse, aujourd'hui la BRI (Banques des règlements internationaux), et dont il devait être parfaitement au courant, mais qu'il a couvert en échange de son "*indépendance*" qu'ils lui feront chèrement payer par la suite.

Pour nous ce qui a le plus d'importance, ce n'est pas ce qu'il a fait, mais ce qu'il n'a pas fait ou dit dans la mesure où nous continuons d'en subir les conséquences. Staline, le PCF et la SFIO en savaient autant et adoptèrent le même comportement. La sainte alliance contre-révolutionnaire entre la réaction et la soit-disant gauche ne date pas d'hier. Ne la cherchons pas dans les manuels d'histoire, elle n'y figure pas, pas même dans ceux des différents partis.

Si vous avez des enfants scolarisés posez-leur cette question, vous pouvez aussi la poser autour de vous histoire de vous engueuler en famille par exemple : quelles furent les causes des deux guerres mondiales du XXe siècle, un triste hasard, un malheureux concours de circonstances, une brutale fatalité, une mise en scène sordide, un sinistre scénario en partie imprévu ou inévitable et en partie orchestré ? La dernière version était la bonne.

A propos du Front de gauche.

En quoi cela serait-il un mouvement ou une organisation de masse comparable au PC ou à la SFIO d'autrefois ? En rien.

Combien réllement de militants y sont organisés ? Tout au plus quelques dizaines de milliers, enlevez le PCF et il n'y en a plus que quelques milliers à peine, le reste de leur troupe se composent de simples adhérents. Ce ne sont donc pas des organisations de masse.

Le PG compte combien d'ouvriers ou d'employés ? Une poignée. Idem dans ses autres composantes. A noter que le NPA n'a pas été foutu d'organiser une manifestation quand ils comptaient soit-disant quelque 9000 adhérents, le courant qui a rejoint le Front de gauche en serait encore moins capable.

Il reste quoi alors ou qui ? Le PCF sans lequel le Front de gauche serait incapable d'organiser la moindre manifestation. D'où hier la tentation qui m'a pris de comparer l'invitation que des militants nous ont adressée de rejoindre le Front de gauche au coup de force de Pablo au début des années 50 qui avait consisté à entrer dans le PC pour en infléchir la politique, dans l'espoir que ce parti totalement stalinisé ou inféodé à Moscou cesserait de l'être, ce qui était évidemment impensable et s'avéra impossible.

Le PS roule pour le régime en place, le PCF roule pour le PS et le Front de gauche roule pour le PCF, voilà en gros à quelle conclusion j'en étais venu il y a déjà quelque temps sans l'évoquer aussi directement dans mes causeries.

Revenons en arrière et abordons rapidement certaines questions soulevées par l'article de ces militants.

Dans les années 30 il était inimaginable de faire de l'entrisme dans le PC où règnait la chasse aux trotskistes. A cette époque, dix ans après la scission de 1920, la SFIO comptait encore des dizaines de milliers de militants ouvriers, les trotskistes

étaient marginalisés, entrer dans la SFIO pouvait leur permettre de rompre en partie leur isolement, quand à influer sur sa politique, ils remportèrent quelques victoires qui demeurèrent éphémènes avant de se faire exclure, bref on ne peut pas dire que le jeu en valait la chandelle, de là à croire que Trotsky aurait renoué avec son vilain défaut conciliateur que Lénine n'eut de cesse de combattre, il n'y a pas loin, on en retrouvera des traces jusque dans le Programme de transition...

Même en admettant qu'il eu raison, je pense toutefois qu'il s'illusionnait sur l'issue du mouvement révolutionnaire des années 30 en France qui allait déboucher sur le Front populaire(Où va la France ?). Au jeu des citations ou des formules auquel se livrent ces militants pour justifier leur position, on pourrait leur en opposer une autre qui est fameuse dans laquelle Trotsky affirmait en substance qu'il valait mieux qu'on nous accuse de faire partie d'une secte que de brader nos principes, et dans le Programme de transition il borcardait autant les opportunistes que les sectaires, on pourrait continuer longtemps dans ce registre sans parvenir à une conclusion satisfaisante. Vous voulez un autre exemple, il prônait le travail dans les syndicats et ailleurs il affirmait qu'il ne fallait pas hésiter à en sortir si ce travail s'avérait vain, les uns et les autres n'ont retenu que la première version jusqu'à aujourd'hui.

Plus sérieusement, la question est de savoir pour quoi on milite, quel est notre objectif. Si c'est aider à faire progresser le niveau de conscience politique des masses, le niveau de compréhension du fonctionnement de la société, alors il faut résolument tourner le dos au Front de gauche ou prendre ses jambes à son cou et le fuir au plus vite, car à travers leur double langage leurs dirigeants ne font qu'embrouiller les travailleurs et les militants au lieu de les aider à y voir plus clair. Ils jouent le même rôle que les appareils des syndicats qui prétendent s'opposer au gouvernement ou au patronat, et organisent des journées d'action bidons pour les démoraliser et permettre à leurs mesures de passer. Vous voulez un exemple, leur VIe République.

Se destine-t-elle d'abolir la Constitution de la Ve République, de dissoudre le Sénat, l'Assemblée nationale, le Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat, le Conseil économique, social et environnemental, la Cour des comptes, la police, les CRS, le GIGN, l'armée, les renseignements généraux, la DCRI, la justice, de remettre en cause tous les traités signés dans le cadre de l'UE, de l'ONU ou d'autres traités bilatéraux ou multilatéraux signés avec différentes puissances impérialistes, de rompre avec toutes ces institutions ? Vous connaissez la réponse, c'est non évidemment. Autrement dit, c'est une mauvaise farce. Chacun est libre d'y adhérer ou non, en ce qui nous concerne ce sera non définitivement.

L'autre objectif est de construire un parti qui permette de porter la classe ouvrière au pouvoir, ce qui implique le renversement du régime en place par une révolution, un soulèvement révolutionnaire qui pourrait débuter mais sans que cela soit obligatoire, disons qu'il en prendrait automatiquement la forme, une grève générale insurrectionnelle. Un parti qui exprimerait consciemment le déroulement de ce processus révolutionnaire, les tâches et les objectifs politiques qu'il devrait se fiixer, les moyens de les réaliser et de les atteindre, un parti qui serait capable d'éclairer les masses, de les guider, de les organiser afin de briser tous les obstacles qui se dresseront sur leur chemin jusqu'à la défaite de son ennemi... Objectif impossible à réaliser sans ce parti. En quoi le Front de gauche correspondrait-il à cette définition ou perspective ? En rien, à moins d'estimer que Mélenchon devenu Premier ministre de Hollande ferait l'affaire, rien que l'énoncé est grotesque, farfelu, pure charlatanerie. Cela ne nous fait même pas sourire tellement c'est débile, méprisant pour les militants du Front de gauche.

Comment serait-il possible de défendre un programme réellement révolutionnaire dans le cadre du Front de gauche alors que le sien s'inscrit en totale contradiction avec le nôtre ? Nous nous retrouvons sur pratiquement aucune question nationale ou internationale, pas même les questions dites de société où le Front de gauche a emboîté le pas de la pire réaction, les monarchies européennes sur la question du mariage des homosexuels qui n'avaient franchement pas besoin de cela pour être stigmatisés. Vous n'êtes pas convaincus, excusez-moi, c'est que vous êtes gangrenés par l'idéologie dominante, ouvrez les yeux, cela fait plus de 30 ans que le PS avec SOS raciste combattent soit-disant contre l'islamophobie, et selon tous les sondages parus ces dernières années, pires ces derniers mois, il n'y a jamais eu autant d'islamophobes en France. Vous savez pourquoi ? Parce que le seul combat qui méritait d'être mené le PS ne pouvait pas le mener, contre le chômage, la précarité et la pauvreté qui nécessitait de s'engager résolument dans le combat pour renverser le régime qui en est responsable.

Nous sommes en désaccord sur la caractérisation du PS, des institutions, sur l'UE, la BCE, l'euro, le FMI, l'ONU, la guerre en Afghanistan, en Libye, au Mali, en Syrie, sur le mondialisme, la finance, la dette de l'Etat, le sort à réserver au capitalisme, etc. Bref, même sur la question du combat contre la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement nous ne sommes pas d'accord, car elle devrait passer en premier par l'annulation unilatérale de la dette de l'Etat sans laquelle toute relance économique qu'ils appellent de leur voeu aura pour conséquence d'augmenter cette dette que les travailleurs paieront, oui, que vous le vouliez ou non, en dernière analyse la politique du Front de gauche revient à faire payer aux travailleurs la relance de la machine capitaliste, leurs relais dans les syndicats s'en chargent.

Ce sont des comédiens, vous vous faites berner par des comédiens et vous voudriez que l'on participe à ce scénario, trop peu pour nous. Si on poursuivait notre analyse on arriverait à la conclusion que rien ne distingue la politique du Medef, du gouvernement, du PS et du Front de gauche, tous réclament de la croissance pour en finir avec la crise du capitalisme, mais aucun n'entend annuler la dette de l'Etat, rompre avec la BCE et l'UE. Et le PS évidemment.

On pourrait conclure provisoirement en rappelant que les clônes du Front de gauche en Allemagne et en Grèce, Die Linke et Siryza sont totalement subordonnés au régime en place et qu'ils n'ont jamais manifesté l'intention de rompre avec lui. Vous vous souvenez peut-être que le principal dirigeant de Siryza s'était rendu à Washington il y a quelques mois à l'invitation du FMI et du ministère des Affaires étrangères qu'ils avaient rassurés au cas où son parti remporterait les prochaines élections législatives,

il continuerait d'honorer la dette aux créanciers internationaux de la Grèce, il ne romprait ni avec l'euro ni avec l'UE, il ne reviendrait pas sur les contre-réformes meurtrières prises par ses prédécesseurs contre les travailleurs, bref voilà une coalition de partis qui se veut progressiste et qui en réalité est réactionnaire.

Vous nous excuserez, mais ce sont là les faits, rien que les faits. Cela vaut mieux que toutes les citations du monde d'où qu'elles viennent.

Le chiffre du jour. 1038.

Plus de deux semaines après l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza, situé dans la zone industrielle de Savar à une trentaine de kilomètres de Dacca, des cadavres continuent d'être extraits des ruines du bâtiment et un porte-parole militaire a annoncé vendredi que le nombre de morts confirmé atteignait désormais 1.038. Reuters 10.05

OMC. Un "*choix tactique*".

Kevin Gallagher, de l'université de Boston, spécialiste de la mondialisation et du développement, souligne pour sa part que le choix d'un patron issu des pays émergent, relève d'un calcul tactique. Pour lui, "*comme l'OMC fonctionne sur la base d'un pays un vote, les Occidentaux qui ont fait ce choix espèrent qu'un choix favorable au Brésil entraînera le soutien des Brics (Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud) et des autres marchés émergents et en développement.*"

Roberto Azevedo n'a-t-il pas tardé à se positionner sur la question en affirmant que "*Le protectionnisme est largement répandu, cela ne concerne pas deux ou trois membres de l'OMC. Nous devons être vigilant.*" Et d'ajouter "*Le système multilatéral de commerce est un bien commun de tous les pays.*"

Et il insiste encore "*Avec la crise de 2008, des tendances protectionnistes ont émergé, elles sont toujours là. Nous devons les combattre*". "*Nous sommes de mon point de vue face au risque de perdre un système trés valable, un système pour lequel nous nous sommes tous battus, pour le créer et le faire avancer*." L'Expansion.com avec AFP 10.05

Si c'est un Européen qui s'attaque aux subventions dont bénéficient les agriculteurs en France, ils vont hurler, mais si cela vient d'un Brésilien, un membre d'un pays en voie de développement, ils se verront répondre que ce sont des nantis et qu'ils devraient avoir honte de vouloir conserver leurs privilèges au détriment d'agriculteurs pauvres, alors qu'en réalité il s'agira de privilégier les malheureuses compagnies multinationales implantées en Amérique latine par exemple... Gageons que les écologistes écervelés vont soutenir ce représentant d'un pays en voie de développement.

Vous êtes pour, nous sommes pour, c'est adopté, c'est vous qui l'avez voulu, vive la démocratie !

Les gouvernants pour appliquer leur programme antisocial, anti-ouvrier, liberticide, réactionnaire et j'en passe utilisent les médias et les instituts de sondage. Comment ?

Ils fabriquent un questionnaire orienté dans une direction précise, ils le soumettent à un nombre limité de personnes, environ 1.000 à chaque fois, et une fois qu'ils ont les résultats qu'ils escomptaient ils le publient, et comme par hasard 9 fois sur 10 ils correspondent à une mesure que le gouvernement avait dans ses cartons ou qu'il s'apprêtait à rendre public.

Il ne lui reste plus ensuite qu'à l'adopter en précisant qu'elle est légitime puisqu'une majorité de "*Français*" y sont favorables, il ne l'impose pas puisque ce sont eux qui l'ont réclamée, du coup si vous ne partagez pas leur avis, vous serez catalogué dans la minorité qui doit respecter les aspirations de la majorité, démocratie oblige et la boucle de la manipulation est bouclée.

- Réduction des vacances d'été: Selon un sondage, la proposition recueillerait 63% d'opinions favorables - 20minutes.fr

- Les parents d'élèves sont pour une réduction des vacances d'été - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Posture, imposture, illusionnisme, stigmatisation, communautarisme, les vrais coupables épargnés, les vraies questions jamais posées. Mode d'emploi.

1- En France, le Cran poursuit la Caisse des dépôts pour avoir "*profité de l'esclavage*", donc l'Etat, mais pas les riches colons ou capitalistes qui se sont enrichis sur le dos des esclaves.

Nous soupçonnons les auteurs de cette plainte d'être motivés par des intentions inavouables, qui expliquent que parce qu'il ne serait pas possible d'obtenir "réparation" de l'esclavage sur le plan politique, ils auraient décidé de déplacer le "*débat*" sur le plan judiciaire, "*débat*" qui singulièrement prend un contenu sonnant et trébuchant en millions, voire en milliards de dollars, alors que le "*débat*" sur le plan politique ne rapporterait pas un centime, débat parfaitement possible contrairement à ce qu'ils affirment, qui aurait le mérite de faire le procès du capitalisme, mais apparemment le Cran n'y tient pas vraiment, il pourrait aussi mettre en lumière ce qu'on oublie souvent, c'est évidemment valable en Inde où je vis, que les premiers esclavagistes étaient de riches autochtones, des noirs qui avaient réduit en esclave d'autres noirs, ce que les tiers-mondistes blancs ignorent ou occultent.

Ajoutons qu'il est de bon ton à notre époque de s'attaquer à l'Etat à l'instar des néo libéraux ou de l'Union européenne qui projettent d'instaurer un nouvel ordre mondial où les Etats-nations n'auraient plus qu'un rôle subsidiaire à remplir une fois leur souveraineté abolie, non pas que nous défendrions aveuglément l'Etat tel qu'il existe celui des capitalistes, ce qui est le cas du Cran qui n'inscrit pas son action dans la perspective du socialisme en France ou ailleurs dans le monde, nous combattons pour la chute du régime qu'incarne l'Etat dans la perspective d'un Etat ouvrier, une République sociale qui fera le procès politique du capitalisme, donc de l'esclavage et du salariat.

Titre : - Le Cran poursuit la Caisse des dépôts pour avoir "profité de l'esclavage" - AFP

- Le Conseil représentatif des associations noires (Cran) a annoncé vendredi, à l'occasion de la journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage, qu'il assignait en justice la Caisse des dépôts (CDC), lui reprochant d'avoir profité de la traite négrière.

"*La CDC est complice d'un crime contre l'humanité*", a déclaré Louis-Georges Tin, président du Cran, qui assigne la CDC et deux de ses filiales devant le tribunal de grande instance (TGI) de Paris parce que la banque avait encaissé les sommes versées par Haïti en contrepartie de son indépendance.

"*Nous assignons en justice la Caisse des dépôts et consignations, la banque d'Etat qui a joué un rôle considérable dans l'esclavage*", a insisté M. Tin, lors d'un point de presse devant le palais de justice de Paris, précisant que l'assignation serait remise lundi à la banque.

Haïti a acquis son indépendance en 1804 contre les troupes de Napoléon Bonaparte, mais la France avait alors exigé un tribut financier pour indemniser ses colons. Haïti a payé de 1825 à 1946 "*des sommes équivalentes à 21 milliards de dollars*", selon M. Tin. C'est la CDC qui a encaissé cet argent, a-t-il souligné.

Selon lui, "*cette rançon a précipité Haïti dans une spirale infernale d'instabilité et de misère*". Après la colonisation, Haïti a été frappé d"une double peine".

La CDC s'est également "*enrichie grâce à l'exploitation colonialiste*", a ajouté Me Norbert Tricaud, avocat du Cran, qui compte demander à la CDC "*d'abonder à hauteur d'au moins 10 millions d'euros un fonds de dotation pour financer des recherches*" sur l'esclavage.

Plus généralement, l'assignation contre la CDC s'insère dans une campagne du Cran pour obtenir des réparations en raison de l'esclavage. "*Si on fait cette assignation, ce n'est pas pour nous venger, mais pour alimenter le débat*", a expliqué Me Tricaud, qui envisage d'autres actions contre des banques privées ou des groupes sucriers.

"*Faute de solution politique, nous menons le débat sur le plan juridique*", a renchéri M. Tin. AFP 10.05

2- Ceux qui se destinent à toiletter la Constitution pour la rendre plus présentable, seraient les mêmes qui combattraient, c'est un grand mot, pour une VIe République, à croire qu'ils ont du temps à perdre pour se préoccuper ainsi de la préservation de la Ve qu'ils voudraient voir abolie, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, pour ne pas dire qu'on est absolument convaincu du contraire. Chacun aura compris qu'il s'agissait d'une supercherie, mais rien n'est moins sûr apparemment.

Les toiletteurs et chiens de garde de la Constitution de la Ve République ont inclus dans leur demande de supprimer le mot "*race*", le préambule de la IVe République auquel fait référence la Ve République. Cela appelle plusieurs remarques.

On ne voit pas en quoi la suppression de ce mot de la Constitution qui aurait servi à "*donner une légitimité juridiques aux idéologies racistes*", aurait une quelconque influence sur le racisme qui a une origine sociale, économique, sinon de criminaliser les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière qui se trouvent être également les plus ignorantes, et qui pour ces raisons peuvent verser dans le racisme, y sont encouragées par l'UMP et le FN mais aussi par l'état d'esprit tiers-mondiste méprisable qui règne au sein d'une certaine frange du mouvement ouvrier.

Par cette opération, il s'agirait de faire disparaître l'origine économique et social du racisme qui est liée à la survie et à la crise du capitalisme à laquelle le Front de gauche n'a pas l'intention de s'attaquer, ce qu'il démontre une fois de plus en témoignant

sa subordination à la Constitution de la Ve République, qui de notre côté, n'est ni réformable ni amendable mais doit être abolie.

On pourrait poursuivre cette démonstration, mais je n'en ai pas le temps, on y reviendra une autre fois. Le Front de gauche ayant fait référence au préambule de la Constitution de la IVe République, je leur propose de se pencher sur les passages suivants :

Préambule de la Constitution de 1946, IVe République - 27 octobre 1946

- Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi.

Il semblerait que ce droit soit bafoué en permanence. (+ de 5 millions de travailleurs en sont privés)

- Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

Il semblerait que ce droit soit bafoué en permanence. (les quelque 100.000 clochards du pays bénéficient assurément des "*moyens convenables d'existence*".)

- La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

Il semblerait que ce droit soit bafoué en permanence. (Serbie, Afghanistan, Irak, Côte d'Ivoire, Libye, Mali, Syrie...)

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'on ne peut pas à la fois être légaliste, se prosterner devant la Constitution et les institutions et combattre en même temps pour les abolir ou les renverser, c'est l'un ou c'est l'autre mais pas les deux à la fois, c'est impossible.

Titre : - Les députés FG proposent de supprimer le mot "*race*" de la législation française - AFP

- Les députés Front de gauche ont présenté une proposition de loi visant à supprimer le mot "*race*" de la législation française, une initiative à laquelle le gouvernement est "*favorable*" tout en soulignant les difficultés de rédaction.

"*En supprimant la catégorie juridique de +races+, nous cesserions de donner une légitimité juridiques aux idéologies racistes et nous affirmerions, enfin, qu'elles s'appuient sur un concept qui n'a aucun fondement scientifique*", expliquent les députés. AFP 10.05

En guise de complément les articles en question.

Constitution de la Ve République - 1958

Article premier. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée.

Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946

1. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

16. La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.

Cette opération médiatico-politique est d'autant plus misérable que chaque fois que le mot "*race*" apparaît dans ces deux textes ce serait plutôt sous une forme positive, pour affirmer qu'il ne faut pas en tenir compte du moment qu'on admet cette distinction, distinction qui n'a pas lieu d'être évidemment, mais ici les conséquences de son existence étaient réduitee à néant puisque le législateur demandait justement de ne pas en tenir compte. Ces gens-là sont des fouilles merdes qui passent systématiquement à côté des questions essentielles que se posent les travailleurs, à croire qu'ils ont toujours la tête dans une poubelle, on a envie d'ajouter : et pour cause c'est là qu'ils finiront leur sinistre et médiocre carrière politique!

On aurait dire tout simplement : l'art de brasser du vent pour se faire passer pour ce qu'on n'est pas, cela marche les masses sont ignorantes et la plupart des militants le sont tout autant...

Entre nous, lâchons-nous un instant il fait 40°C aujourd'hui et je sens que je vais craquer, ce n'est pas une partie de plaisir de se fader toutes ces conneries, mais c'est indispensable pour que les militants comprennent comment ça marche, comment ils s'y prennent pour les embobiner, qui sont ces gens-là, leurs véritables intentions, cela ne m'amuse pas du tout d'y passer du temps, mais il faut bien que quelqu'un s'y colle à ce boulot...

3- Au Guatemala.

Au Guatemala, la justice a condamné l'ex-dictateur Rios Montt de 86 ans à 80 ans de prison pour génocide et crimes de guerre, mais pas l'impérialisme américain qui en sous-main a participé à la guerre civile au Guatemala entre1960 et 1996 qui a fait 200.000 morts et disparus... Loin de nous l'idée d'innoncenter cet ex-dictateur et l'ancien général Rodriguez qui était jugé avec lui, disons qu'à 86 ans et 30 ans après les faits qui leur sont reprochés, le régime en place se donne bonne conscience pour pas cher ou sans prendre de risques tout en évitant de juger les commanditaires de ces massacres. S'il croit ainsi tourner définitivement la page de cette période noire du Guatemala, il fait une grave erreur.

Titre : - Guatemala : l'ex-dictateur Rios Montt condamné à 80 ans de prison pour génocide et crimes de guerre - lexpress.fr

- C'est durant sa présidence de 1982 à 1983, courte mais particulièrement dure qu'ont été perpétrés les pires crimes contre les indigènes durant la guerre civile de 36 ans.

Sous l'autorité de cet ancien dictateur (86 ans -ndlr), arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1982 et délogé de la même façon l'année suivante, l'armée à appliqué la politique de "*la terre brûlée*" à l'encontre de communauté indiennes soupçonnées de soutenir les guérillas de gauche, en pleine guerre froide. La guerre civile au Guatemala (1960-1996), a fait 200.000 morts et disparus, selon les Nations unies. lexpress.fr 10.05

Institutions. Le point critique de la folie est atteint !

Le président de Debout la République, Nicolas Dupont-Aignan, s'est prononcé ce vendredi pour la présence du Front national dans le gouvernement d'union nationale qu'il appelle de ses voeux pour «*résoudre les problèmes des Français*».

De fait, l'ancien candidat souverainiste à la présidentielle verrait bien un gouvernement d'union nationale «*avec Henri Guaino, Jean-Pierre Chevènement, Arnaud Montebourg, et pourquoi pas M. (Florian) Philippot (vice-président du FN, ndlr) et (François) Delapierre (secrétaire national du Parti de gauche)*».

Un tel gouvernement, a-t-il dit, travaillerait «*sur une ligne républicaine, pas la ligne du Front national, pas celle du Front de gauche*», plutôt une ligne «*de salut public pour défendre les emplois, relocaliser, sortir de l'euro, contrôler nos frontières, mettre en place un vrai plan de redressement de nos finances publiques*».

Pour Nicolas Dupont-Aignan, «*cela aurait plus de gueule que l'union nationale dont on nous parle maintenant, qui consiste à garder ceux qui ont échoué depuis vingt ans*».

«*Le problème de fond, c'est que c'est "Tournez manège" et (qu') au moment où les Français souffrent tant, ils voient ce monde politique totalement déconnecté de tout, qui ne pense qu'à la place, au pouvoir*», a-t-il conclu. 20minutes.fr et AFP 10.05

No comment, ils deviennent fous !

La blanchisserie du régime est toujours en service.

Le parquet de Bordeaux a requis vendredi un non-lieu au bénéfice d'Eric Woerth et de Patrice de Maistre, mis en examen pour trafic d'influence passif et actif dans l'enquête sur la fortune de Liliane Bettencourt.

L'ancien gestionnaire de fortune de l'héritière de L'Oréal est mis en cause pour avoir embauché en 2007 l'épouse d'Eric Woerth dans sa société de gestion de patrimoine.

Le ministre UMP du Budget lui a personnellement remis la Légion d'honneur l'année suivante, et les juges soupçonnent un échange puisque Patrice de Maistre était membre du club des donateurs fortunés de l'UMP, le "*Premier cercle*".

"*Le parquet estime que le lien de corrélation entre les deux faits - condition nécessaire à la caractérisation du délit - n'est pas formellement démontré*", écrit vendredi le procureur de Bordeaux dans un communiqué.

"*Le parquet a remis, ce jour, son réquisitoire définitif afin que les susnommés soient admis au bénéfice de non-lieux*", ajoute-t-il.

Le parquet juge par ailleurs que l'action d'Eric Woerth dans la mise à disposition, en 2009, d'une parcelle de l'Etat pour la réalisation d'un auditorium financé par Liliane Bettencourt, "*n'encourt aucun reproche*". Cette mise à disposition avait été décidée par un arrêté signé par celui qui était alors ministre du Budget.

La décision finale de renvoyer ou non devant un tribunal les deux hommes reviendra toutefois aux juges en charge de l'instruction.

Tout en disant attendre la position des juges, l'avocat d'Eric Woerth a salué vendredi une "*bonne nouvelle*".

"*Nous disions depuis maintenant plusieurs années que cette suspicion et ces hypothèses ne reposaient sur rien, je suis évidemment heureux que le parquet de Bordeaux partage cette analyse qui me paraît évidente*", a déclaré Me Jean-Yves Le Borgne sur i>télé.

"*Je ne doute pas qu'un jour ou l'autre, le bon sens triomphera, et qu'on s'apercevra que rien ne pouvait être reproché à Eric Woerth dans ce contexte*", a-t-il ajouté.

Outre sa mise en examen pour trafic d'influence passif, son client a été mis en examen pour le "*recel*" de 150.000 euros dans un autre volet de l'affaire Bettencourt. Cette somme lui aurait été remise par Patrice de Maistre.

Me Jacqueline Laffont, l'une des avocates de Patrice de Maistre, s'est également dite "*très satisfaite*" de ce réquisitoire.

"*Nous avions déposé une demande de non-lieu démontrant qu'il n'y avait pas le moindre indice d'un trafic d'influence et que cela n'était qu'une construction intellectuelle*", a-t-elle dit à Reuters.

"*On attend maintenant la position des juges d'instruction et on pense qu'elle devrait suivre les réquisitions prises par le procureur de la République de Bordeaux.*"

Dans son communiqué, le procureur de Bordeaux juge par ailleurs que les délits de financements illicites de campagne électorale et de parti politique, pour lesquels Eric Woerth et Patrice de Maistre n'ont pas été mis en examen, "*ne ressortent (...) nullement caractérisés*", et rappelle que ces faits sont couverts par la prescription. Reuters 10.05

Entre nous, les "*cons*" ne le sont pas tant que cela !

ACTUALITE EN TITRES

Comment ils se goinfrent.

- Wall Street: le Dow Jones et le S&P 500 battent de nouveaux records - AFP

- UniCredit a renoué avec le bénéfice au 1er trimestre - Reuters

- Le bénéfice net trimestriel de Nissan en hausse de 46% - Reuters

- Panasonic anticipe un bénéfice 2013/2014 en hausse de 55% - Reuters

- Bénéfice trimestriel net de 603 millions d'euros pour Generali - Reuters

- ArcelorMittal confirme ses objectifs malgré un premier trimestre difficile - AFP

- La nouvelle stratégie de Generali commence à porter ses fruits - Reuters

Sans blague ?

- Réforme bancaire: "*La France a accouché d'une loi quasi vide*" - L'Expansion.com

Votre "***échec***", effectivement il faut "***en finir***" : dégagez !

- Violences à Marseille: des élus socialistes dénoncent l'échec scolaire et la pauvreté - AFP

- Marseille - Manuel Valls : "*En finir avec ce climat insupportable !*" - LePoint.fr

L'émir du Mali a parlé.

- Mali: les élections en juillet doivent avoir lieu sur l'ensemble du territoire, selon Hollande - AFP

Le gouvernement de "***l'ombre*** ne désarme pas.

- L'administration Obama de nouveau mise en cause sur Benghazi - Reuters 10.05

L'ambassade américaine à Benghazi était en réalité un repère de la CIA, l'ex-ambassadeur américain mort lors de cette attaque aurait été lié à des trafics d'armes via la CIA, il y a fort à parier qu'elle a été orchestrée par la CIA elle-même pour faire disparaître un témoin qui ne faisait pas partie de la maison et qui en savait trop, bien entendu sans en informer Obama ou le département d'Etat qui furent mis devant le fait accompli ou plutôt en les informant de telle manière qu'ils ne puissent pas éviter cette attaque pour ensuite leur faire porter le chapeau...

A force de lire des articles d'auteurs très bien informés sur la situation aux Etats-Unis, pour un peu ce serait comme si on y était. Cela pour dire pour comprend de mieux en mieux la situation, non ?

Voilà ce qui s'appelle être pragmatique !

- Un distributeur automatique de billets arraché à la tractopelle en Seine-et-Marne - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

La Russie finalise les livraisons de ses missiles de défense aérienne à la Syrie, a déclaré vendredi à Varsovie le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

"*La Russie vend (des missiles) depuis longtemps, elle a signé des contrats et est en train de finaliser les livraisons en vertu des contrats signés. Ceci n'est interdit par aucun accord international*", a-t-il déclaré devant la presse.

Selon le chef de la diplomatie russe, "*il s'agit d'une arme défensive pour que la Syrie, qui est le pays importateur, ait la possibilité de se défendre contre des frappes aériennes*".

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry avait estimé jeudi à Rome que la livraison de missiles russes à la Syrie serait "*potentiellement déstabilisante*" pour la région.

De son côté, le chef de la diplomatie allemande Guido Westerwelle a fait état vendredi à Varsovie d'une "*controverse*" à ce sujet avec son homologue russe et a réclamé l'arrêt des livraisons d'armes à la Syrie.

"*Nous sommes convaincus que les livraisons internationales d'armes à la Syrie doivent cesser et que nous devons tout faire pour donner une chance à une solution politique*", a-t-il dit à l'issue d'une rencontre tripartite des ministres des Affaires étrangères polonais, russe et allemand.

Ces déclarations sont intervenues au moment où le Premier ministre britannique David Cameron discutait vendredi à Sotchi, en Russie, avec le président russe Vladimir Poutine des "*options possibles*" pour régler la crise en Syrie. AFP 10.05

SOCIAL

1- Espagne

En Espagne, 2012 avait été une année record pour les expulsions. Pour la première fois, un autre chiffre a officiellement été dévoilé, celui des saisies immobilières. Près de 40 000 logements ont été saisis en Espagne l'année dernière à la suite d'impayés, a annoncé la Banque d'Espagne, vendredi 10 mai, alors que les expulsions de propriétaires et de locataires surendettés soulèvent l'indignation dans ce pays en crise.

Selon l'enquête menée auprès d'un ensemble de banques gérant plus de 85 % des crédits immobiliers en Espagne, 39 167 habitations ont été saisies au cours de l'année. Parmi ces logements, 32 490 étaient considérés comme des résidences habituelles, par opposition aux résidences secondaires ou aux logements destinés à être loués.

Plus de la moitié d'entre elles (18 325) ont été remises aux banques de manière volontaire par leur propriétaire, 14 165 sur décision de justice, avec dans 355 cas recours à la force publique, détaille la Banque d'Espagne.

Le Conseil général du pouvoir judiciaire avait lui annoncé en mars que 75 605 ordres d'expulsion avaient été exécutés par la justice en 2012, soit 16,7 % de plus qu'en 2011, qui était déjà une année record. Mais ces derniers chiffres englobent une réalité plus large, celle des locataires et propriétaires de logement ou de locaux commerciaux qui ne payaient plus leur loyer ou leur crédit. lemonde.fr 10.05

2- Afrique du Sud

Le numéro un mondial du platine, Anglo American Platinum (Amplats), a annoncé vendredi qu'il entendait supprimer 6.000 emplois (au lieu de 14.000 initialement prévus - ndlr) en Afrique du Sud, au risque de susciter une violente réaction des syndicats, quelques mois après les violentes grèves qui ont endeuillé le secteur minier du pays.

Amplats --une filiale à 80% du conglomérat minier Anglo American qui extrait près de 40% du platine dans le monde-- a précisé que son plan social affecterait essentiellement le bassin de Rustenburg (nord).

Cette ville minière située à 120 kilomètres au nord-ouest de Johannesburg fut l'épicentre d'une vague de grèves sauvages ayant fait une soixantaine de morts dans les mines au second semestre 2012. La mine de Marikana, où la police a abattu 34 grévistes le 16 août, est à une quarantaine de kilomètres.

"*Le principal problème est de faire revenir aux bénéfices nos opérations déficitaires*", a sobrement commenté le directeur général du groupe, Chris Griffith, lors d'une conférence téléphonique. AFP10.05

ECONOMIE

Japon

Le yen a symboliquement cassé le seuil des 100 pour un dollar sur le marché des changes pour la première fois depuis quatre ans et demi, un nouveau succès pour le Premier ministre japonais Shinzo Abe qui compte sur la dépréciation de la monnaie pour relancer les exportations.

En six mois, le yen a perdu plus de 20% de sa valeur face au billet vert.

Les "*Abenomics*", comme on dit au Japon, consistent en un mélange de politique monétaire ultra-accommodante et de relance budgétaire.

Ce cocktail irrite certains partenaires du Japon, comme la Corée du Sud qui a dû se résoudre à baisser ses taux jeudi, même si le G7 et le G20 prennent acte de la parole de Tokyo selon laquelle la glissade du yen est un effet collatéral et non l'objectif principal de la politique suivie.

Le Japon n'a aucune intention de manipuler les taux de change, a réaffirmé le ministre de l'Economie Akira Amari vendredi, à quelques heures de l'ouverture d'une réunion des grands argentiers du G7 près de Londres.

La Corée du Sud et avant elle l'Australie ont surpris les marchés en réduisant leurs taux directeurs cette semaine, citant dans les deux cas le niveau élevé de leur devise.

La banque centrale néo-zélandaise a fait savoir de son côté qu'elle était intervenue sur le marché pour faire baisser sa monnaie, une démarche rare pour ce pays.

Malgré ces signes d'irritation, les marchés s'attendent à ce que le G7 laisse faire Tokyo, comme déjà le G20 en février, pour ne pas rallumer une guerre des monnaies. Le yen, estiment des analystes, pourrait du coup descendre rapidement jusqu'à 104 ou 105 pour un dollar.

Signe que la baisse du yen commence à jouer sur les exportations, l'excédent japonais des comptes courants a atteint en mars son niveau le plus élevé depuis un an, à 1.250 milliards de yens (9,47 milliards d'euros), grâce à une baisse du déficit commercial et à la hausse des résultats réalisés à l'étranger et convertis en yens, selon des données publiées vendredi.

Le yen faible a d'ores et déjà eu un impact positif sur les bénéfices de grands groupes japonais comme Toyota, tout en mettant sous pression leurs concurrents étrangers, sud-coréens notamment. Le won sud-coréen s'est apprécié de plus de 10% face au yen depuis le début de l'année, contribuant à un recul de 2,1% de la Bourse de Séoul sur ces quatre mois alors que l'indice Nikkei a bondi dans le même temps de 40% à Tokyo, atteignant vendredi un nouveau plus haut depuis janvier 2008.

Autre conséquence de la politique monétaire ultra-accommodante de la BoJ, les investisseurs nippons ont été acheteurs nets d'obligations étrangères au cours des deux dernières semaines, à la recherche de meilleurs rendements qu'au Japon, alors qu'ils étaient vendeurs sur 11 des 12 semaines précédentes.

Mais la baisse du yen n'a pas que des conséquences positives pour le Japon puisqu'elle entraîne un renchérissement des matières premières et de l'énergie dont l'archipel est largement importateur.

"*Pour les industriels, la dépréciation du yen favorise les exportations mais augmente aussi les coûts des matières premières*", a ainsi tempéré cette semaine Yasuyuki Yoshinaga, le directeur général de Fuji Heavy Industries Ltd.

Ce facteur peut expliquer la relative prudence des entreprises nippones qui, pour la plupart, n'ont que modérément relevé leurs prévisions de résultats pour l'exercice clos en mars 2014. Reuters 10.05

Haut de page

Le 12 mai 2013

CAUSERIE

Mon épouse est rentrée chez elle, c'est une secrétaire de la clinique Casamance qui en a décidé ainsi. Un cardiologue qui l'a appris a trouvé cette décision scandaleuse alors qu'elle a fait une hémorragie interne il y a quelques jours, mais il n'est que vacataire et il a tout juste le droit de la fermer.

Bonne nouvelle tout de même, ce cardiologue qui paraît sérieux devrait prendre désormais mon épouse en charge sur Marseille, et si tout ce passe bien elle devrait être admise plus tard à La Timone.

J'ai ajouté quelques articles dans différentes rubriques, j'en mettrai six autres en ligne ce soir, j'ai aussi téléchargé des fichiers que j'avais oubliés de placer dans le serveur du site et qui étaient donc inaccessibles.

.Vous excuserez les fautes d'orthographe ou de ponctuation dans les articles que je reproduis du portail iranien french.irib.ir, tous les jours je corrige des dizaines de fautes ou je dois modifier la ponctuation, mettre en capital la première lettre après un point, mais j'en laisse passer, j'ai autre chose à faire.

Un courriel reçu d'un militant du POI

"*Cher camarade perdu en Inde,*

Le poi n'est pas monolithique comme vous savez ; on a discuté du 5 mai avant : pour la 6ème : on est d'accord avec vous, contre l'ue et pour tout dissoudre, contre l'austérité c'est trop vague et on n'est pas dans la maj du président à la différence des organisateurs qui l'ont dit ; il y en a qui voulaient y aller ; ils ont pu le faire mais ils n'étaient pas les + nbreux ; moi vu mon âge je n'allais pas me taper 3 h de tgv pour savoir ce que je savais, qu'il faut un objectif précis et on défilera avec tous comme pour le 30/ 09/2012.

Bien à toi"

On se dit tu ou on se dit vous, vous employez les deux, vous je préfère maintenant, j'ai constaté que la proximité n'apportait rien au contraire, sauf entre vieux peut-être, mais là il y a des jeunes qui nous lisent et nous observent.

Je vous remercie de votre courriel qui a demandé moins de temps pour parcourir 10.000 kms que monter à Paris, je vous taquine mais animé de bonnes intentions comme vous allez pouvoir le lire.

Vous avez raison, il ne fallait pas trop en faire et tel n'a pas été mon propos.

D'ailleurs, les organisateurs, en province, à part affréter des cars ou organiser collectivement le départ de leurs troupes en voiture ou en train, ils ne l'ont pas organisée sérieusement cette manifestation, tout du moins d'après ce que j'ai pu comprendre, ils n'ont pas tenu des centaines de réunions ou meetings dans tout le pays pour la préparer. Tout au plus les militants qui étaient sur la région parisienne et les alentours pouvaient y participer sur leurs propres mots d'ordre, c'est tout ce que j'avais voulu dire, pas vraiment le service minimum, y participer sérieusement et de manière organisée.

C'était surtout histoire de faire connaître aux militants et aux travailleurs présents à cette manifestation qu'il existait une autre politique que celle que propose le Front de gauche qui mène dans une impasse.

Quant à ce qu'on pouvait en attendre, certes pas grand chose, à part ajouter quelques milliers de participants à cette manifestation, montrer aux travailleurs que la quasi totalité des partis dits de gauche ou d'extrême gauche en dehors de L0 rejettaient la politique d'austérité du gouvernement et les institutions (en parole seulement évidemment mais les travailleurs ne sont pas en mesure de faire la distinction donc peu importe), distribuer des tracts à des militants et des travailleurs qui ne connaissaient pas forcément votre parti ou sa politique, prendre des contacts.

C'était aussi une occasion de montrer aux militants des autres partis que sans partager leur politique ou positions, on peut se retrouver sur ce qui nous rassemble.

Tu me diras que c'était justement là que le bas blessait, qu'il y avait un profond désaccord entre l'appel des organisateurs et la politique de ton parti. Je l'avais parfaitement compris. Mais là encore, il s'agissait de bien faire la distinction entre d'une part, les dirigeants du Front de gauche et des autres organisations qui allaient participer à cette manifestation, qui était sur une position finalement de soutien au gouvernement qu'ils voulaient gauchir, comme si on pouvait gauchir la finance ou l'UE auxquels il est inféodé, et d'autre part les militants qui le composent et les travailleurs qui allaient participer à cette manifestation en ayant retenu qu'une chose relayée en boucle par les médias : le 5 mai manifestation contre la politique d'austérité du gouvernement et accessoirement pour une VIe République, je dis accessoirement parce qu'ils n'ont pas idée de ce qu'on entend par institutions ou Constitution.

Participer à cette manifestation sur des mots d'ordre clairs contre la politique d'austérité du gouvernement dans une perspective révolutionnaire permettait à la fois d'accrocher les participants à cette manifestation et de combattre la politique opportuniste du Front de gauche, sans forcément la nommer, il suffisait de développer sa politique pour que celle du Front de gauche en sorte laminée.

La question était aussi ou surtout de ne pas laisser l'exclusivité du terrain de la lutte (en parole ou en apparence, mais le problème c'est que les travailleurs et les militants s'y font prendre facilement) contre le gouvernement au Front de gauche et aux gauchistes qui en proie à un grand désarroi sont prêts à s'en remettre à la première planche pourrie qui se présentent à eux pour rompre leur isolement, à ce titre la participation du NPA n'a pas eu d'autres significations.

C'était aussi une occasion de faire taire ceux qui vous traitent de sectaires, à moindres frais, et de leur rappeler à d'autres occasions, sans se rallier à l'appel des organisateurs de cette manifestation, j'ai cru comprendre qu'ils n'en avaient pas fait une conditon pour y participer puisque de nombreux groupes ou groupuscules y ont participé sur leurs propres mots d'ordre. En définitif, c'était une occasion de ne pas se couper des travailleurs et du mouvement ouvrier, j'ai cru comprendre également que c'était une préoccupation de ton parti, n'est-ce pas ?

Je comprends qu'on pouvait hésiter à y participer, on ne risquait d'y perdre son âme il ne faut pas abuser, et je persiste à penser qu'en évaluant la situation et en privilégiant nos rapports avec les travailleurs et les militants au lieu d'accorder plus d'importance aux rapports d'appareils, il était possible de participer à cette manifestation.

Au fait, extrême gauche n'est pas un gros mot ou à prohiber, dans l'Histoire de la révolution Trotsky l'avait employé à propos du parti bolchevik et des socialistes révolutionnaires de gauche, il n'y a pas de honte à en faire partie. Personnellement je m'en tape complètement.

Au passage, le bonjour à vos camarades du POI, il ne vous aura pas échappé que je me comporte comme un loyal adversaire et

non comme un ennemi de votre parti ou de sa politique.

Idéologie.

Commentaire ajouté à la suite de l'article : G7 Finances: les enjeux économiques et monétaires d'une réunion sous haute tension... idéologique

En réalité, aux Etats-Unis selon les dernières données disponibles sur l'emploi, le déficit public, les recettes fiscales et les dépenses de l'Etat, la croissance du PIB, c'est l'inflexion de la politique économique préconisée depuis des années par la Fed par Obama et son gouvernement qui commence à donner les premiers résultats ou signes de l'amélioration de la situation...

Cet article est intéressant, mais il y règne une grande confusion dans les idéologies qui se côtoient au sein du capitalisme mondial. Par exemple, l'auteur réalise une dichotomie entre néo libéraux et monétaristes qui n'a pas lieu d'être à mon avis, la BCE n'a fait que suivre à la lettre les instructions de la Fed, à ceci près que l'UE n'étant pas un Etat fédéral et la BCE ne disposant pas du même pouvoir que la Fed pour intervenir avec la même efficacité sur la politique des gouvernements des pays de l'UE, elle n'a pas pu arroser le marché de liquidités dans les mêmes proportions que la Fed ou encore la Banque centrale du Japon.

Quant à ceux qu'il appelle Kénésiens, ce sont les conservateurs d'hier opposés aux néo libéraux.

Les premiers demeurent en grande partie partisans de l'économie capitaliste classique ou productive, davantage nationalistes ou souverainistes, adeptes de la mondialisation…

Les seconds, adeptes du mondialisme, sont entièrement conquis à l'idée que seul le marché doit réguler l'économie, le social passant à la trappe, tandis que pour les conservateurs il passe au second plan, le résultat est le même pour les travailleurs dans les deux cas, seuls le rythme et la violence des attaques changent.

Dans tous les pays on retrouve cette ligne de démarcation idéologique au sein des partis (ou coalition de partis) représentant le capital.

En France, à l'UMP, Fillon représente le courant conservateur, Sarkozy et Copé le courant néo libéral. En Allemagne la CDU et la CSU, en Grande-Bretagne les conservateurs et les libéraux, aux Etats-Unis, le parti démocrate et le parti conservateur…

Tous les partis de l'Internationale socialiste étant passés dans le camp du capitalisme, il est normal qu'on y retrouve ces deux idéologies conservatrice et néo libérale.

Au PS, Moscovici et Fabius (notamment) incarne l'idéologie néo libéral, le soi-disant courant de gauche représente l'idéologie conservatrice. Pourquoi pas le kénésianisme ? Parce qu'il n'a plus d'espace pour exister depuis 30 ou 40 ans, il n'a cessé de se réduire comme une peau de chagrin au fil du temps et que le néo libéralisme s'imposait (en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, puis dans tous les pays occidentaux).

Pour empêcher que l'illusion du kénésianisme ne disparaisse et que le capitalisme apparaisse sous son jour le plus sombre et sans l'ombre d'un espoir d'amélioration à l'horizon, ce qui présenterait l'inconvénient de conduire les masses à s'en détourner ou à rompre avec lui, à chercher une voie en rupture avec le capitalisme, c'est le Front de gauche qui a repris le flambeau, il roule pour le capitalisme, c'est la mission que s'est donné d'accomplir Mélenchon depuis qu'il a quitté le PS et la raison d'être du PG.

Et si vous observez ce qui se passe au niveau des syndicats, vous retrouverez cette même ligne de clivage ou plutôt sous forme de tendances, normal puisqu'ils sont tous subordonnés au capitalisme, entre les néo libéraux représentés par les syndicats jaunes, CFDT, CFTC, et les conservateurs ou kénésiens la CGT, FO, la FSU, SUD, l'UNSA et la CGC naviguant entre les deux.

Rappel ou appel à l'insurrection, légitime.

« *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs.* »

Art. 35 Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793

Bon, alors, ce n'est pas idignez-vous qu'il fallait dire, mais soulevez-vous !

Le chiffre du jour. 1.084

A Savar, dans la banlieue de Dacca, l'armée s'apprête désormais à mettre un point final à ses opérations de secours après la découverte de dizaines de nouveaux corps dans les décombres de la cage d'escalier, portant le dernier bilan à 1.084 morts. AFP

ACTUALITE EN TITRES

Conservateurs contre néo libéraux.

- G7 Finances: les enjeux économiques et monétaires d'une réunion sous haute tension... idéologique - Atlantico.fr

- BCE: le patron de la Deutsche Bank critique la politique de taux faibles - AFP

- Le débat entre austérité et croissance divise le G7 - L'Expansion.com

Pas vraiment comploteurs, pas vraiment conspirateurs, juste adeptes du culte du secret !

- Un frère parle à L'Express : le GO le suspend - L'Express.fr

Parce qu'il a accepté une interview avec une journaliste de L'Express, le frère du GODF (50 000 membres) Dominique Mimi a été suspendu de son obédience pour un an. L'Express.fr

Atlantico exprime un souhait à haute voix.

- Berlusconi condamné à 4 ans de prison : Pourquoi il n'ira jamais derrière les barreaux - Atlantico.fr

L'économie pour les nuls, non, par les nuls !

- Nouvel erratum des économistes stars de Harvard - Liberation.fr

Il suffit juste de le penser très fort... pour que cela devienne la vérité.

- Les attentats en Turquie pourraient être liés à la Syrie - Reuters

- La Turquie soupçonne la Syrie après deux attentats - Reuters

- Turquie: un double attentat fait 43 morts, Ankara accuse Damas - AFP

Des attentats organisés par les opposants à tout accord.

- Syrie: des experts doutent d'un terrain d'entente entre Washington et Moscou - AFP

Comment l''Etat favorise le racisme et manipule les masses.

- Sharia4Belgium, le groupe terroriste à l'origine de l'envoi de combattants belges en Syrie - LeMonde.fr

Ils ont pignon sur rue avec la bénédiction des autorités...

ACTUALITÉ DU JOUR

Encore une chance que cela ne se décrète pas !

La communauté internationale est en train de faire des "*pas de géant*" dans la lutte contre l'évasion fiscale, a affirmé samedi le ministre français des Finances Pierre Moscovici, à l'issue d'une réunion du G7 en Grande-Bretagne.

"*Un véritable consensus émerge pour prendre des mesures efficaces pour que chacun paie sa juste part de l'impôt*", c'est un "*impératif de morale*" qui permet en outre "*plus d'efficacité pour nos budgets*", a-t-il souligné.

M. Moscovici a indiqué qu'il allait "*insister*", avec son homologue allemand Wolfgang Schäuble, "*pour que l'UE avance très vite et que la Commission européenne fasse des propositions très vite*" en ce sens.

"*On ne va pas décréter la fin des paradis fiscaux, mais on a lancé un mouvement pour faire reculer de façon décisive l'évasion fiscale*" et "*déboucher sur l'obsolescence des paradis fiscaux*", a-t-il affirmé. AFP 11.05

L'UE, la Commission européenne, pourquoi pas Rockefeller, Rothschild, Goldman Sacht, JP Morgan et Cie. pendant qu'il y est !

Ah ben si maintenant les "*grands argentiers de la planète*" seraient capables de respecter un "*impératif de morale*" autre que le coffre fort des banquiers, c'est vraiment qu'on vit dans le meilleur des mondes, quelle bonheur ! Moscovici, que dis-je, il a bien parlé d'un "*consensus*" avec Draghi de la BCE et Lagarde du FMI, n'est-ce pas ? Alors c'est qu'ils sont tous de gauche, si, si, comme Moscovici !

Intouchable. Un monarque même déchu demeure de droit divin.

- Mise en examen de Sarkozy: 105 députés UMP soutiennent Guaino contre le juge Gentil - AFP

"*Dans une lettre ouverte au procureur de Paris, ils s'étonnent de la décision du parquet d'ouvrir une enquête préliminaire sur les propos de Guaino*", écrit le quotidien, soulignant qu'ils reprennent à leur compte les attaques de leur collègue député: "*Comme lui, nous affirmons que le juge (...) +a déshonoré un homme, a déshonoré les institutions et a déshonoré la justice+*" en mettant M. Sarkozy en examen.

Cette phrase, explique Le Figaro, M. Guaino l'avait prononcée le 22 mars, au lendemain de la confrontation entre le juge Gentil et l'ancien chef de l'État. Pendant près d'une semaine, précise le quotidien, il avait dénoncé dans plusieurs médias une "*décision grotesque*", "*irresponsable*", une "*salissure pour la France*".

L'Union syndicale des magistrats (USM) a déposé plainte pour "*outrage à magistrat et discrédit jeté sur une décision de justice*" contre le député UMP, proche de M. Sarkozy. Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire.

L'ancien chef de l'Etat a été mis en examen par le juge Gentil pour abus de faiblesse à l'encontre de Liliane Bettencourt. AFP 11.05

Ce qui a été "*grotesque*", "*irresponsable*", une "*salissure pour la France*", c'est d'avoir eu un président de la République aussi médiocre.

Je vous fais grâce des arguments sur la démocratie et l'indépendance de la justice...

Gêné, pourquoi devrait-il l'être ? Quelle dignité, quelle légitimité ? Celle du marché pardi !

- Cahuzac prend la température de l'électorat au marché de Villeneuve-sur-Lot - AFP

L'ancien ministre du Budget Jérôme Cahuzac a fait samedi son marché à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), sa première apparition publique depuis sa démission, semblant ainsi vouloir prendre la température de l'électorat alors que plane le doute sur l'hypothèse de sa candidature à la législative partielle organisée en juin pour le remplacer.

Mardi, interrogé par le Figaro.fr qui lui demandait s'il comptait se porter candidat indépendant à la législative partielle des 16 et 23 juin dans la 3ème circonscription, il a répondu : "*Aucune décision prise (...) Je constate une forme d'attente ou d'espérance chez certains*".

Le PS du Lot-et-Garonne a largement désigné lundi le chef d'entreprise à la retraite Bernard Barral, 66 ans, comme candidat du parti pour la législative partielle. Mais, au premier tour, il y avait eu 42 bulletins nuls sur 200 votants, et parmi ces bulletins plus de 20 portaient le nom de Jérôme Cahuzac.

Jean-Claude Gouget, son ancien suppléant qui n'a pas souhaité se représenter à la partielle, n'a appris que samedi après-midi que Jérôme Cahuzac s'était rendu sur le marché dans la matinée : "Ca veut dire qu'il va être candidat!", a-t-il d'emblée estimé auprès de l'AFP.

"*Il est venu dire bonjour aux Villeneuvois, j'ai trouvé ça gentil*", a commenté Mme Catarino, propriétaire de la poissonnerie

des Arcades, sur la place Lafayette, qualifiant M. Cahuzac de "*très grand Villeneuvois*" et précisant que "*ça ne (la) dérange pas s'il est candidat*".

Au micro de RTL, une autre Villeneuvoise a considéré ensuite que M. Cahuzac était "*gonflé, culotté*" d'avoir fait cette promenade "*comme si de rien n'était*". Mais un autre habitant, auquel l'ex-ministre aurait confié "*faire un petit sondage parmi la population*", a assuré au contraire lui avoir conseillé : "*Allez-y, allez-y*".

Bernard Barral, pour sa part, était "profondément choqué" que M. Cahuzac "*vienne ainsi parader sur le marché*" pour "*tâter le terrain*".

M. Barral a dit "*ne pas craindre du tout*" la candidature éventuelle de Jérôme Cahuzac. "*Il a reçu un accueil courtois, mais les commentaires en +off+ étaient différents*", a-t-il affirmé. AFP 11.05

A sa place, j'aurais utilisé mes talents de chirurgien esthétique pour changer de visage pour qu'on ne me reconnaisse pas dans la rue.

Non, il n'est pas irresponsable, c'est une ordure finie voilà tout, cela nous dépasse, on a du mal à le concevoir parce qu'on ne lui ressemble pas. Et s'il peut parader ainsi, c'est parce qu'il a conscience qu'une grande partie des masses continuent de pratiquer le culte des personnalités qu'elles estiment supérieures à elles, les notables, les patrons, les riches, les gens qui sont propres sur eux et parlent bien, de préférence un langage auquel elles ne comprennent rien, mais qu'on décrypte à leur place de telle manière qu'elles y trouvent ce qu'elles voulaient entendre et le tour est joué.

Pas sûr que cela marche ce coup-là, le contexte social est défavorable, la suite nous le dira, à suivre.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

C'est cela qu'Israël redoutait! Le chef d'état-major interarme iranien, le général Hassan Firouzabadi s'est félicité de ce qu'"*en Syrie, une résistance vient de naître, de la même nature que celle du Hezbollah, une résistance, qui s'organise, très rapidement*". "*La victoire, qui est celle la Résistance syrienne, est obtenue, grâce au leadership d'Assad, un dirigeant, qui a su, jusqu'ici, résister à l'Arrogance, aux hordes wahhabo-salafistes. Il a fait preuve de discernement, d'intelligence, et a bénéficié du soutien de son peuple*".

Selon le général, "*seul, Assad, est à même de réaliser les revendications de son peuple, tout en préservant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de la Syrie*". "*Les noyaux de résistance sont formés et agissent, avec force, dans les régions reprises des mains des terroristes*", a fait remarquer le général Firouzabadi. french.irib.ir 11.05

2- Liban

Le député libanais Walid Sakriya se félicite de la livraison du système de défense anti aérien à la résistance libanaise : " *Equiper la résistance des missiles anti aériens change radicalement le rapport de forces et de dissuation dans la région*" "*la résistance saura préserver aussi bien le Liban que la Syrie face aux menaces israéliennes ... la guerre de 2006 a établi une nouvelle équation de force israélo-arabes et à l'époque le hezbollah a fait de bons choix stratégiques. depuis la résistance s'est modernisée et s'est équipée de nouveaux armements . Sa puissance balistique s'est multipliée et ceci n'a été possible que grâce à l'aide syrienne*" " *le fait que la Syrie donne à la résistance la possiblité de franchir des lignes rouges occidentales, de se doter du système de défense anti aérienne va affaiblir sensiblement l'ennemi sioniste , va précipiter le déclin d'Israel ... en 2006 le Liban n'avait pas de défense anti aérienne et cette faiblesse a permis Israël de détruire les infrastructures libanaises. Cette faiblesse ouvre aussi le ciel libanais à l'aviation sioniste qui prend d'assaut la Syrie depuis le Liban. ...les récents propos de Nasrallah ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de la résistance. Celle ci deviendra une armée par entière dotés non seulement de missiles de roquettes mais aussi de missiles anti aériens, anti navire.... cet état de fait renforce l'arrière base syrienne et empêche les avions sionistes de trop s'aventurer* " le député a de bons espoirs que le Hezbollah acquiert bientôt des missiles sol-sol , anti-navire, anti-char, la technologie de cyberguerre, système radar ... french.irib.ir 10.05

3- Libye

Un groupe de militaires US, déployé, au Sud de l'Espagne, s'apprête à se rendre, en Libye.

La situation sécuritaire va de Charybde en Scylla, en Libye "*nouvelle*", ce qui donne aux Américains le prétexte nécessaire à

un déploiement de troupes, en Libye. Les GI's sont censés aider à l'évacuation des ressortissants étrangers, en cas de crise sécuritaire majeure. Ces Marine's sont membres des forces d'intervention rapide, qui sont positionnées, au Sud de l'Espagne, en prévision des missions, en Afrique. Le contingent américain, en Allemagne, est, lui aussi, en état d'alerte, et se prépare, à ce même titre, à une intervention rapide.

Sur le terrain, les agences de presse occidentales ne couvrent que, très partiellement, les informations, en provenance de la Libye. Les miliciens, un temps appelés "*révolutionnaires*" ont bloqué les routes menant à l'aéroport, et ils demandent la mise à l'écart de tous les "*résidus de l'ancien régime*", pour se dégager de leurs positions. Les Libyens, eux, victimes expiatoires de la politique expansioniste des Etats Unis, au Nord de l'Afrique, ne cessent de manifester leur mécontentement et de dénoncer l'état de destabilité permanente, d'insécurité croissante, qui a paralysé la vie, à travers la Libye.

Une seule question vient à l'esprit : et si l'intervention de l'OTAN, en Libye, l'affaire du meurtre de l'ambassadeur Stevens, à Benghazi, n'étaient destinés qu'à justifier un déploiement de troupes US, en Libye? Après tout, l'affaire du film anti-Islam de 2012 et la colère provoquée, chez les Musulmans, et leurs attaques contre les ambassades US, ont permis un déploiement, en catimini, de troupes US, au Yémen? french.irib.ir 11.05

Haut de page

Le 13 mai 2013

CAUSERIE

Deux petites histoires pour commencer tranquillement la semaine.

L'autre jour je suis allé chez un avocat Indien francophone pour un affidavit en anglais, une déclaration sur l'honneur quoi. On se connaissait déjà un peu et on discute. Je lui demande s'il connaît un autre avocat que j'avais eu comme élève à l'Alliance française, monsieur Narayanan. Il me répond oui. Je lui demande s'il n'avait pas remarqué qu'il y avait un petit problème dans son comportement. Il me répond que oui, qu'il est un peu frappé, plutôt mentalement déséquilibré.

Je poursuivis en lui demandant comment il avait pu suivre des études et passer son diplôme d'avocat, c'est une question qui me turlupine depuis plus de 10 ans. Il me répond : - écoutez monsieur, c'est très simple, il suffit de se procurer les épreuves des examens des cinq dernières années, d'en apprendre par coeur la moitié et le jour de votre examen vous êtes assuré d'obtenir la moyenne, ce n'est pas plus compliqué que cela. Evidemment je lui réponds, c'est simple comme bonjour, je n'avais pas l'esprit assez tordu pour y avoir pensé, que je suis idiot. Il me dit qu'il comprend mieux pourquoi il parlait si bien le français, parce qu'il m'avait eu comme professeur pendant un an. Et je me souviens qu'il a loupé l'examen final, car là les réponses ne figuraient nulle part !

Mais alors demandais-je à cet avocat, en est-il ainsi dans tous les domaines, en médecine, en technologie, informatique, etc. Il me répond : mais bien sûr, c'est comme cela que cela marche en Inde, c'est pour cela qu'il y a tant de problèmes et que le pays ne progresse pas...

Vous vous souvenez peut-être qu'un jour je vous avais parlé des médecins Indiens qui partaient travailler en France, j'en ai eu trois comme élèves dont un pédopsychiatre, en vous conseillant de les éviter, certains ont peut-être pensés que j'exagérais, en réalité pas du tout et vous savez pourquoi maintenant, sans généraliser bien sûr. Au fait, je me suis fait enlever une verrue sous le pied gauche il y a quelques mois, le boulot a été mal fait et je dois y retourner. Je suis allé trois ou quatre fois chez le dentiste au cours des derniers mois pour colmater quelques dents, le ciment blanc ne tient pas, il faut que j'y retourne à nouveau. Ce n'est pas qu'ils ne sont pas foutus de vous mettre un plombage qui tient, ce n'est pas rentable, vaut mieux laisser les dents pourrir, les couronnes rapportent dix fois plus !

Une dernière très courte.

Ce matin au bureau d'immigration une jeune et jolie femme s'assoie à côté de moi, elle m'adresse son plus beau sourire, on entame la conversation en anglais. J'apprends qu'elle est bangladaise. Je lui demande si elle sait combien d'ouvrières sont mortes dans l'immeuble qui s'est effrondré près de Dacca il y a plus deux semaines. Elle me répond qu'elle l'ignore et qu'elle n'était même pas au courant de ce dramatique incident. Bon, eh bien elle l'aura appris en Inde de la bouche d'un Français, il n'est jamais trop tard !

En très bref.

Si vous téléchargez le fichier *Les attentats du Marathon de Boston: Un tissu de mensonge*, vous aurez la surprise de voir une capture d'écran (Boston Globe) montrant Tamerlan Tsarnae arrêté par la police et parfaitement en vie et apparemment pas blessé, alors que selon la version officielle il aurait été tué lors d'une fusillade par les forces de l'ordre.

J'ai modifié les adresses de plusieurs fichiers figurant dans la rubrique Mondialisme, eugénisme, Néo libéralisme, Bilderberg, Trilatérale, Goldman Sachs..., je n'avais pas vu que j'avais laissé un espace entre deux signes, certains naviguateurs ne le supportent pas et le téléchargement est impossible.

Bonne semaine à tous.

Au fait, au camarade du POI qui m'a envoyé un courriel avant-hier : je ne suis pas perdu, puisque je suis avec vous !

Le chiffre du jour. 1.126

Bangladesh. Le bilan de la plus grande catastrophe industrielle du pays a atteint 1.126 morts après l'effondrement d'un immeuble de neuf étages abritant des ateliers de confection dans la banlieue de Dacca, la capitale. AFP

La grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf

- 73% des Français ne voient pas de changement depuis l'élection de Hollande - AFP

Et pourtant, Hollande enfle, il grossit a vue d'oeil !

Une grenouille vit un boeuf
Qui lui sembla de belle taille.
Elle, qui n'était pas grosse en tout comme un oeuf,
Envieuse, s'étend, et s'enfle et se travaille,
Pour égaler l'animal en grosseur,
Disant: "Regardez bien, ma soeur;
Est-ce assez? dites-moi: n'y suis-je point encore?
Nenni- M'y voici donc? -Point du tout. M'y voilà?
-Vous n'en approchez point."La chétive pécore
S'enfla si bien qu'elle creva.

Le monde est plein de gens qui ne sont pas plus sages.
Tout bourgeois veut bâtir comme les grands seigneurs,
Tout prince a des ambassadeurs,
Tout marquis veut avoir des pages.

Jean de La Fontaine - 1668.

Le monarque, les aristocrates et les courtisans du régime tiennent à la fois des pages et des ambassadeurs de l'oligarchie financière qui les engraisse en échange des services qu'ils lui rendent.

Un échange de bon procédé qui ne nuit qu'à celui que la flatterie honore, tandis que les rentiers demeurent étrangers à ces ambitions grotesques et soignent leur santé tout en assurant leur prospérité.

Une fois ces serviteurs de fortune gavés, ils deviendront parfaitement inutiles, alors le moment sera venu de les remplacer par des pages tout aussi gourmands mais moins encombrants.

ACTUALITE EN TITRES

Constat. Il faut faire table rase !

- Joly : "*Un Kärcher ne suffirait pas à décrasser le système actuel*" - Le Nouvel Observateur

Qui gouverne l'UE ?

- Berlin voudrait une accélération des réformes dans la zone euro - Reuters

Il suffisait de le demander poliment.

- Le Portugal et ses créanciers d'accord sur le nouveau plan d'austérité - AFP

Le nouveau programme d'austérité de M. Passos Coelho prévoit notamment la suppression de 30.000 fonctionnaires sur un total d'environ 700.000, l'allongement de leur horaire de travail de 35 à 40 heures par semaine et le report de l'âge du départ à la retraite à taux plein de 65 à 66 ans. AFP

La tiers-mondisation de l'Europe en marche

- En Espagne, "*sans l'économie souterraine, il y aurait déjà eu une révolution*" - LeMonde.fr

Selon les estimations, le travail au noir représente de 20 % à 30 % de l'économie de l'hôtellerie et de la restauration. LeMonde.fr

Dans un pays dit émergent comme l'Inde, cela doit représenter au moins 80% de l'économie, cela explique le niveau de vie médiocre de la population et les gigantesques inégalités qui existente dans ce pays.

Ils ne manquent pas d'air !

- La Fed s'inquiète du risque de bulles - LeFigaro.fr

Ben Bernanke, le patron de la banque centrale américaine, prend au sérieux les risques croissants de bulles financières liés à la politique monétaire ultra-accommodante de son institution.

A croire que ce ne serait pas la Fed qui aurait le monopole de la création monétaire et qui contrôlerait la masse monétaire en circulation...

Dommage que le suicide ne soit pas un reflexe naturel chez les réactionnaires.

- Natalité au plus bas au Japon, en Italie et en Allemagne : le reflet d'une population suicidaire fatiguée d'elle-même ou la somme d'égoïmes individuels ? - Atlantico.fr

Ne serait-ce pas la société qui les fatiguerait par hasard ? Quand on a conscience du monde épouvantable et surpeuplé dans lequel on vit, on devrait être pris de nausée en croisant une femme enceinte dans la rue, pure réflexe humaniste.

Confirmation.

- Guerre des chefs au Conseil représentatif des associations noires - LeMonde.fr

Le conseil d'administration du Conseil représentatif des associations noires (CRAN) a envoyé un communiqué de presse désavouant l'actuel président du CRAN, Louis-Georges Tin, au sujet des poursuites judiciaires contre la Caisse des dépôts.

Quand ils prennent le président syrien pour un demeuré.

- Attentat en Turquie: La Syrie est-elle responsable? - 20minutes.fr

Non, c'est vrai Assad aurait commandité cet attentat sans réfléchir que Washington, Londres, Paris et Ankara s'empresseraient de lui en attribuer la paternité, il a réussi à déjouer toutes les manoeuvres pour le faire chuter depuis deux ans et soudainement il commettrait cette grotesque et fatale erreur, ben voyons.

ACTUALITÉ DU JOUR

A bout de souffle... la "***serpillière***". L'éternelle recommencement ou le changement dans la continuité.

Cambadélis prédit un "*deuxième souffle de François Hollande*" après la "*serpillière*" - L'Express.fr

Débarrassée de l'héritage du gouvernement précédent, la gauche a désormais les mains libres. C'est en tout cas la ligne du

député PS Jean-Christophe Cambadélis, qui a assuré ce dimanche que "*le deuxième souffle*" du quinquennat Hollande "*commence*", après une période où il a fallu "*passer la serpillière*" sur les années Sarkozy. L'Express.fr

Dites-donc monsieur Cambadélis, au regard de la société dans laquelle vous nous proposez de vivre après avoir passé la "*serpillière*" pour la décrasser, je ne vous embaucherais pas chez moi pour laver le carrelage par crainte qu'il soit encore aussi dégueulasse après, on comprend que vous ne soyez pas vraiment familiariser avec les tâches manuels qui sont du ressort des petites gens, un autre monde que le vôtre.

Un ouvrier un peu perspicace s'écrierait : ils ne sont bon à rien décidément ! Il aurait raison, pour ce qui nous concerne ils sont mauvais en tout, même pas bon à passer la serpillère c'est pour dire. Mais alors, si nous prenions le pouvoir à quelle tâche pourrions-nous les affecter ? Quelle casse-tête ! Nettoyer les chiotes des prisons où leurs amis seraient entôlés par exemple, et au cas où ils feraient mal le boulot ils n'auraient qu'à leur mettre la tête dedans histoire de sentir à quel point le vieux monde empestait !

Plus sérieusement. Et toutes les lois ou mesures antisociales, liberticides adoptées par les précédents gouvernements, elles n'ont pas le droit au coup de "*serpillière*" ? Ah ben non ! On les conserve, elles font partie de nos acquis, je veux dire par là que ce n'est pas possible... On comprend, comme Sarkozy vous êtes de gauche...

"*Nous ne sommes plus sur la défensive*", a-t-il assuré. Effectivement, le temps de l'offensive est venu.

En réalité "*le deuxième souffle*" sert de couverture aux prochaines attaques programmées contre les retraites et le financement de la protection sociale notamment. C'est une arnaque de plus.

Ce qui est intéressant avec les bavards, c'est qu'ils parlent trop, ils en disent trop ou pas assez mais suffisamment pour se foutre eux-mêmes dans le pétrin ou qu'on comprenne leurs véritables intentions. Nous en sommes friands à vrai dire. Qu'a dit de plus le renégat (ex-trotskiste) ?

"*Aujourd'hui, le débat avec la Commission européenne ouvre la perspective de deux ans plus tranquilles*", a-t-il poursuivi, "*nous sommes dans une nouvelle situation, nous avons la possibilité de desserrer les contraintes imposées de l'extérieur*", a-t-il insisté. lexpress.fr 12.05

Excellent, il a affirmé qu'ils avaient pour ainsi dire les mains libres pour faire la politique de leur choix, c'est bien cela n'est-ce pas ? Ce qui signifie qu'il revendique par avance les prochaines attaquent contre les retraites notamment, là il ne ne pourra pas se retrancher derrière l'UE ou on ne sait qui.

Au passage, il n'a pas pu s'empêcher de témoigner qu'ils étaient aux ordres de la Commission européenne, Du coup, il faut être sourd ou ne pas savoir lire ou être un fieffé crétin pour ne pas comprendre qu'ils prennent leurs ordres à Bruxelles et qu'ils les appliquent.

En fait, leur fonction consiste à passer la "*serpillière*" sur nos acquis sociaux.

Le rouleau compresseur en marche.

L'Allemagne pousse en faveur de nouvelles réformes et coupes budgétaires dans les pays de la zone euro en proie à la crise financière, selon un rapport obtenu par le magazine allemand Der Spiegel, dans lequel Berlin passe en revue les progrès réalisés à l'aune des règles budgétaires de l'UE.

Ces règles ont permis de provoquer dans l'ensemble des pays de la zone euro une "*mobilisation générale politique en faveur de réformes structurelles et d'une plus grande compétitivité*", lit-on dans ce rapport, mis au point par le cabinet de la chancelière Angela Merkel, et que cite le Spiegel dans sa livraison de dimanche.

Toutefois, en Italie, il reste "*de la marge pour une libéralisation du marché du travail*" et en Grèce et en Espagne, de nouvelles réformes sont "*essentielles*" pour venir à bout de lois rigides sur le travail.

Afin d'améliorer la tenue de ses finances, la France a accru ses recettes fiscales, mais a dû également réduire ses dépenses, note le rapport.

Les réformes nécessitent du temps, mais des progrès plus rapides sont nécessaires, lit-on aussi dans le rapport. Reuters 12.05

60% des jeunes sont au chômage en Grèce, ce n'est pas encore suffisant...

Ils savent que le mouvement ouvrier est complètement gangrené, ils en profitent.

Lepaon. Récidive. Ce sont les travailleurs qui sont responsables de la situation sociale.

Le discours des révisionnistes et des staliniens de toujours ou la mise en oeuvre du mécanisme qui a si bien fonctionné pour aboutir à l'accord scélérat du 11 janvier, cette fois avec les retraites. Mode d'emploi.

Tous les syndicats participent au Conseil d'orientation des retraites (COR) qui est un organisme de collaboration de classes. Qu'est-ce que cela signifie ? Soyons bref, clair et précis.

Les représentants du capital, Medef et gouvernement, analysent la situation telle qu'elle résulte de la crise du capitalisme ou des rapports entre les classes qui leur sont favorables puisque ce sont les capitalistes qui détiennent le pouvoir économique. Leur intention n'étant pas de remettre en cause ces rapports de domination de classe, mais plutôt de les perpétuer, les mesures qu'ils préconiseront en matière sociale ne pourront que s'inscrire dans cette perspective, autrement dit ils seront portés naturellement à s'attaquer aux acquis ou droits sociaux des travailleurs qui s'inscrivent en contradiction avec leurs propres intérêts de classe.

En principe, les représentants des travailleurs analysent la situation en refusant de prendre en compte la crise du capitalisme qui résulte de ses contradictions et conduit à son effondrement. Sachant que les rapports entre les classes sont défavorables à la classe dominée, se placer sur le terrain réservé aux représentants des capitalistes ou prendre en compte la crise du capitalisme, partager leur analyse de la situation, accepter de négocier avec les représentants du patronat sur cette base constituerait un arrêt de mort des intérêts de classe qu'ils sont censés défendre une fois abandonnée leur indépendance de classe.

Les revendications sociales que doivent défendre les syndicats ouvriers se trouveront obligatoirement en totale contradiction avec l'analyse et les mesures préconisées par le patronat et le gouvernement, qui refuseront de les satisfaire, de sorte qu'aucun dialogue ou aucune négociation entre eux ne sera possible, sauf si l'une des deux parties en présence abdique et se place sur le terrain de son ennemi. Du coup, les syndicats ouvriers n'auront pas d'autre alternative que d'en appeler à la mobilisation des travailleurs, de recourir à la grève, pour faire valoir les droits des travailleurs.

Mais pour que ces syndicats ouvriers soient crédibles et cohérents et soient perçus comme tels par les travailleurs, ils doivent conserver leur indépendance de classe vis-à-vis des capitalistes, ils doivent rompre avec leurs représentants, refuser de discuter avec eux sur la base d'un rapport qu'ils ont établi et qui devrait servir de cadre à de pseudo négociations et à un accord qui ne pourrait être que favorable aux capitalistes.

Dans le cas contraire, ils introduiront un élément de division dans le mouvement ouvrier, entre les travailleurs qui seront portés à attendre qu'il sorte quelque chose de ces pseudo négociations, donc qui ne se mobiliseront pas, et ceux qui n'en attendant rien de bon seront prêts à se mobiliser, portant un coup à la détermination des travailleurs les plus déterminés car affaiblissant la mobilisation à venir qui ne prendra pas un caractère de masse, ce qui permettra au patronat et au gouvernement de parvenir à leurs fins.

Pour mettre un point d'honneur à leur sale besogne ou camoufler leur trahison, les dirigeants syndicaux corrompus accuseront les travailleurs d'être responsables du recul social enregistré à l'issue de cette mascarade parce qu'ils ne se sont pas mobilisés et la boucle sera bouclée.

Nous accusons Lepaon et Mailly d'être responsables du recul annoncé sur les retraites, car il est parfaitement clair que sans leur participation à cette conférence elle ne pourrait pas avoir lieu. La trahison est établie dès lors qu'on accepte d'y participer.

Je reproduis un large extrait de deux articles de l'AFP et Reuters, lisez-le attentivement tout ce qui vient d'être dit y figure, ils vont nous faire le même coup que le 11 janvier 2013. Ajoutons, avec la complicité de tous les partis ouvriers puisqu'aucun n'entend rompre avec les appareils pourris de la CGT et FO.

- La CGT sera reçue en dernier lundi par Jean-Marc Ayrault au terme d'une journée de discussions qui aura vu se succéder avant elle à Matignon, à partir de 08h30, le Medef, l'UPA, la CGPME, FO, la CFDT, la CFE-CGC, et la CFTC.

"*La question des retraites va nécessiter une mobilisation d'ampleur des salariés*", a déclaré M. Lepaon lors du Grand rendez-vous Europe1/i-Télé/Le Parisien-Aujourd'hui en France.

"*La question du rapport de force est une question essentielle. Il faut que les salariés s'occupent de leurs affaires*", a-t-il ajouté, jugeant que "*le résultat d'une négociation, c'est avant tout le résultat d'une mobilisation*".

"*Il faut que les salariés arrêtent de penser que les syndicats, dans le cadre de négociations, peuvent obtenir des choses s'ils n'investissent pas le terrain social et s'ils ne se mobilisent pas*", a-t-il précisé, appelant les salariés à une "*irruption sur le terrain social*".

M. Lepaon s'exprimait à la veille d'une rencontre entre le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et les syndicats pour préparer la prochaine conférence sociale des 20 et 21 juin.

Le numéro un de la CGT a demandé une réforme "*structurelle*" du financement des retraites qui passe, selon lui, par l'augmentation des salaires, ainsi que par l'emploi et la croissance. Refusant une nouvelle adaptation du système actuel, il a prévenu que la CGT n'accepterait ni un allongement de la durée des cotisations ni une baisse du montant des pensions. Faute de quoi, le syndicat appellerait à des manifestations.

"*Si on allait vers un salaire minimum à 1.700 euros, on n'aurait pas de problème de retraite*", a-t-il dit. "*L'autre curseur, c'est l'emploi et donc la croissance*", a-t-il estimé. Selon lui, "si on augmente les salaires et si on augmente le nombre de salariés au travail, on n'a pas de problème de retraite". AFP et Reuters 12.05

Lepaon est un manipulateur professionnel. Il met en avant "*la question du rapport de force (qui) est une question essentielle*", alors qu'en réalité c'est uniquement le rapport qui existe entre classe dominante et la classe dominée qui doit déterminer l'attitude à avoir d'un dirigeant ou d'un militant ouvrier.

Et quand il évoque "*l'augmentation des salaires, ainsi que par l'emploi et la croissance*", qu'est-ce à dire? Que tous les travailleurs devraient espérer obtenir des salaires décents ou un emploi conforme à leur qualification dans le cadre du régime en place, que ces revendications seraient compatibles avec le maintien en place du régime capitaliste, alors que depuis des décennies il n'a cessé de démontrer le contraire, cela signifie qu'il le soutient et qu'il n'a pas du tout l'intention de mener le combat pour le liquider, c'est donc lui (et ses acolytes des autres syndicats) le responsable de la situation sociale à laquelle les travailleurs sont confrontés et non ces derniers.

Avec des "*si*" on mettrait Paris en bouteille... ou en bière le mouvement ouvrier et la classe ouvrière !

Sans parti révolutionnaire socialiste : point de salut !

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche en Espagne pour célébrer le deuxième anniversaire de la naissance du mouvement des "*indignés*", ne parvenant pas à mobiliser autant qu'à l'origine malgré un chômage record et un programme d'austérité historique.

Le mouvement, spontané et apolitique, témoignant du ras-le-bol face au chômage, à la corruption et aux excès du libéralisme, avait il y a deux ans surpris un pays où, malgré la crise, le mécontentement s'était jusque là peu exprimé.

Malgré le malaise social, les "*indignés*", qui répondent à une structure horizontale et refusent de se constituer en parti, ont largement perdu en visibilité, ne parvenant plus à convoquer les foules de leurs premiers mois d'existence. AFP 13.05

Le parti, encore le parti, rien que le parti, c'était la leçon principale de la révolution d'Octobre, tout le monde l'a abandonné ou lui a tourné le dos, il ne faut pas chercher ailleurs le marasme dans lequel se trouve plongé le mouvement ouvrier. Le léninisme c'est le parti (bolchevik) disait Trotsky, qui s'en souvient encore, qui s'en soucie de nos jours ? Aucun dirigeant d'aucun parti hélas, mille fois hélas !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le ministre de l'information, Omran Zou'bi, a qualifié les explosions produites hier à Rihaniyah en Turquie d'"*acte terroriste condamné par tous les critères moraux, humains et légaux*", exprimant sa condoléance au peuple turc frère et souhaitant la guérison aux blessés.

"*Toutes les accusations publiques ou implicites lancées par certains responsables turcs à la Syrie sont complètement refusées*", a jugé Zou'bi qui parlait à l'ouverture du colloque intellectuel politique organisé à la bibliothèque d'al-Assad à Damas. Il a assuré à cet effet que la Syrie n'a suivi et ne suivra jamais une telle méthode qui se contredit avec ses valeurs, ses mœurs et sa conduite.

Il a fait noter que le gouvernement turc a transformé les régions frontalières en des centres de terrorisme et facilité l'accès des

armes et des terroristes vers la Syrie et c'est pourquoi il assume la responsabilité morale et politique directe envers les deux peuples turc et syrien et ceux de toute la région. "*Nous connaissons le but de celui qui veut produire des explosions en Syrie, mais pourquoi fait-on des explosions en Turquie quelque jours avant la rencontre entre Erdogan et Obama? Est-ce Erdogan veut provoquer les Etats-Unis, dire qu'il a assez de capacité pour intervenir en Syrie ou bien avorter les efforts russo-américains déployés dans le cadre des arrangements politiques?*", s'est interrogé Zou'bi.

Il a appelé, à cet effet, la Turquie à se défendre contre le terrorisme et les terroristes et à assumer la pleine responsabilité. french.irib.ir 12.05

1.2- Les membres des forces spéciales de l'armée sioniste viennent d'entrer à Al Quasseir où les terroristes d'Al Nosra et de l'ASL sont encerclés par les soldats de l'armée nationale! selon Al Khabar press, " *des forces spéciales israéliennes arrivent expréssement pour venir en aide des terroristes d'Al Nosra. Ils ont traversé les frontières du côté libanais et cherchent à empêcher l'avancée des soldats de l'armée syrienne*".

Al Quasseir est la principale base des terroristes en action contre l'Etat et l'armée syrien. c'est une ville qui entre dans la cinquième semaine de son siège par les forces de l'armée nationale. Si l'Armée syrienne parvient à entrer dans la ville, l'un des principaux artères d'approvisionnement des terroristes sera coupé au risque de mettre hors jeu le front terroriste d'Al Nosra. french.irib.ir 12.05

1.3- Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont négociés secrètement sur les modalités de l'armement des rebelles en Syrie.

Selon la chaîne Press TV, le but de ces négociations secrètes serait d'intensifier le conflit armé à l'intérieur de la Syrie, suite aux récents raids aériens du régime sioniste contre la Syrie. Cela intervient alors que la Syrie a lancé une guerre sans merci contre les terroristes liés à al-Qaïda. Le ministre britannique de la Défense, Philip Hammond, s'est entretenu avec le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, sur la possibilité de l'armement des terroristes et des mercenaires qui se battent contre le gouvernement du président Bachar al-Assad. french.irib.ir 12.05

J'ai corrigé plein de fautes dans les derniers articles de ce portail, je pourrais leur demander de me rétribuer pour ce service, ainsi je deviendrais un salariés du régime de Téhéran ! Certains se demandaient pour qui je roulais, eh ben voilà vous avez la réponse : Allah oh Akbar !

SOCIAL

1- Grèce

Les autorités grecques ont menacé les enseignants du secondaire d'arrestation s'ils participent à la grève prévue dans la semaine, qui pourrait perturber les examens d'entrée dans les universités.

C'est la troisième fois que le gouvernement d'Antonis Samaras recourt à des mesures d'exception pour ramener des grévistes au travail.

La coalition gouvernementale emmenée par les conservateurs de Nouvelle démocratie souhaite augmenter de deux heures le temps de travail des enseignants du secondaire et en muter 4.000 dans les zones isolées où les effectifs sont insuffisants.

Dix mille professeurs à temps partiel pourraient en outre être remerciés à l'expiration de leurs contrats, selon le syndicat OLME, qui appelle à la grève le 17 mai, date du début des examens, et à des arrêts de travail tournants la semaine suivante.

L'OLME prévoit en outre un rassemblement lundi à Athènes et invite les autres syndicats du public et du privé à s'associer au mouvement du 17 pour en faire une grève nationale.

Le gouvernement, qui peut recourir à des mesures d'exception telles que la réquisition des fonctionnaires en cas de troubles de l'ordre public, de catastrophe naturelle ou de menace sanitaire, a donc mis les enseignants en demeure de rester à leur poste ce jour-là.

Constantine Arvanitopoulos, ministre de l'Education, a jugé la mesure nécessaire pour garantir le "*droit sacré*" des étudiants à des examens sans accrocs. Reuters 12.05

2- Bangladesh

Le Bangladesh a mis sur pied une commission en vue d'augmenter le salaire minimum des ouvriers du textile, a déclaré dimanche un ministre après une série de catastrophes mettant en relief leurs mauvaises conditions de travail.

"*Nous avons mis en place une commission d'experts chargés d'étudier la question d'un salaire minimum pour le secteur du textile. Nous l'avons fait à la suite de la demande des ouvriers d'augmenter leurs salaires*", a déclaré à l'AFP le ministre du Textile, Abdul Latif Siddique.

Un ouvrier du secteur de la confection au Bangladesh gagne moins de 40 dollars par mois, des conditions que le pape François a comparé à du "*travail d'esclave*".

La commission d'experts comprendra à la fois des représentants des syndicats et des propriétaires d'usines, a précisé M. Siddique.

"*Il n'y a aucun doute que les salaires vont être augmentés*", a-t-il indiqué, ajoutant que le gouvernement avait également pris en considération la hausse du coût de la vie. AFP 12.05

3- Niger

Près de 800.000 personnes sont, actuellement, en situation d'"*insécurité alimentaire*", au Niger, et ont besoin d'aide, 84.000 d'entre elles doivent recevoir "*une assistance immédiate*", a averti, dimanche, l'ONU. Dans ce pays sahélien, en proie à des crises alimentaires chroniques, "*près de 800.000 personnes se trouvent en insécurité alimentaire et ont besoin d'un appui, d'ici la période de soudure, de juin à août*", indique, dans son dernier bulletin, le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), à Niamey.

La période de soudure se situe entre l'épuisement des récoltes de la précédente campagne et les nouvelles récoltes, attendues, généralement, en septembre. Sur ces 800.000 personnes, quelque 84.000 "*n'ayant plus de réserves alimentaires*" ont "*besoin d'une assistance immédiate*", alerte Ocha. Les sinistrés vivent, dans 13 zones abritant plus de 2,7 millions de personnes, sur une population totale de plus de 17 millions d'habitants. Les régions les plus affectées sont Tillabéri et Tahoua (Ouest) et Zinder (centre-sud), selon l'agence onusienne. french.irib.ir 12.05

Aucune agence de presse occidentale n'a relayé cette info.

Haut de page

Le 14 mai 2013

CAUSERIE

Je viens de m'apercevoir que j'avais oublié de sauvegarder les articles de presse du début du mois, donc ne les cherchez pas dans le fichier de mai.

Dans la fenêtre *Documents disponibles dans cette page* j'ai ajouté un fichier pdf (Acrobat Reader) réalisé à partir d'une capture d'écran (Corel) des statistiques du site d'avril 2013, dans lequel vous trouverez trois pages : 1- le nombre de visites par jours et le total mensuel ; 2- le nombre total de téléchargements et le classement des dix premiers fichiers; 3- une carte du monde montrant les lieux où se situent les internautes qui se sont connectés au site au mois d'avril. En prime vous avez la capture de mon écran de travail quotidien avec en haut les différents liens (icones) qui me servent à actualiser le site.

D'habitude on commence par ce que j'ai rédigé la veille au soir, aujourd'hui on procèdera à l'inverse parce que ce que j'ai rédigé ce matin qui s'y prête mieux, en réalité je ne savais pas dans quelle direction l'idée que j'avais en tête m'entraînerait, je ne suis pas structuré comme un intellectuel.

Rosa Luxemburg, malgré sa victoire remportée sur les révisonnistes, avait échoué à faire exclure Bernstein du Parti ouvrier social-démocrate allemand, la gangrène dont était atteint ce parti ne cessa de gagner du terrain et atteignit son point d'orgue lors de sa capitulation le 4 août 1914 qui signera son arrêt de mort comme parti ouvrier ou de gauche, la veille c'était la SFIO qui avait signé le sien.

Bien qu'étant passé avec armes et bagages dans le camp de l'ennemi, on conserva par la suite l'ancienne division entre partis de droite et de gauche parce que des centaines de milliers d'ouvriers y étaient encore organisés. Depuis, le SPD et le PS (tous les partis de l'Internationale socialiste jaune en Europe) ayant effectué un nouveau virage à droite en adhérant au néo libéralisme, ce saut qualitatif ne permet plus de les caractériser comme des partis de gauche.

Dans ces partis supplétifs du parti officiel de l'ordre, il n'existe plus que deux courants politiques, l'un conservateur, l'autre néo libéral, le premier dit de gauche, le second dit de droite, tandis qu'aucun ne se réclame ou ne peut se réclamer du marxisme ou de la révolution socialiste. Le premier n'est rattaché à la lutte des classes que par sa subordination au capitalisme industriel national et non par les liens qui le rattacheraient historiquement à la classe ouvrière dont il est devenu totalement étranger en théorie comme en pratique. Le second est totalement subordonné au capitalisme financier et ne doit son existence qu'à celle du premier.

Sur le plan social, ils sont rattachés à l'aristocratie ouvrière qui est le pendant de l'aristocratie financière notamment par le biais des syndicats, qui s'en servent comme point d'appui pour lutter contre le reste du prolétariat, le diviser, pour le compte des capitalistes. On peut ajouter leur lien avec la petite-bourgeoisie, qui pour préserver ses privilèges, à défaut d'une autre perspective politique que le capitalisme, estime normale que face à la crise du capitalisme ce soit le plus grand nombre qui se sacrifie à sa place, la classe ouvrière.

S'appuyer sur l'un (conservateur) de ces courants et s'adresser à l'autre (néo libéral) sans tenir compte de leur nature, consiste à la fois à opter pour la peste et le choléra en intruisant un ordre de préférence, alors que ces deux bactéries s'avèrent fatales, au lieu d'en préserver ou prémunir les travailleurs en diffusant les idées du socialisme.

Déserter le combat pour le socialisme aboutit à diffuser le révisonnsime au sein du mouvement ouvrier et à s'associer aux appareils des partis et des syndicats qui en sont les ennemis, donc à l'incapacité de rompre avec eux et les institutions. C'est cette politique qui a été menée pendant 70 ans par la soi-disant avant-garde et qui nous a conduit à la situation actuelle.
Le dogmatisme mêlé à l'abandon des fondements du socialisme en sont les principales origines.

Ce qui est tout à fait remarquable et que chacun peut vérifier quotidiennement, c'est que malgré la généralisation de la scolarité, la mutitude des moyens et des canaux d'informations qui existent de nos jours, la compréhension des masses du fonctionnement de la société n'a pas évolué depuis le milieu ou la fin du XIXe siècle ou le début du XXe siècle.

Lundi soir.

J'ai plusieurs sujets sur le feu que je voudrais aborder, mais je dois encore les creuser en profondeur avant d'y venir. Avant-hier je crois, j'ai employé l'expression révisionnisme pour réformisme, c'est bien le mot qui convient, plus que jamais, quand Rosa Luxemburg l'avait utilisé pour qualifier la théorie de Bernstein qui remettait en cause les travaux et les conclusions de Marx et Engels sur l'effondrement du capitalisme.

Oui, j'ai réussi à trouver un peu de temps pour lire et je dois dire que c'est une formidable source d'inspiration, à condition de ne pas confondre 2013 et 1893 ou 1913 ! Ce n'est certainement pas en lisant la littérature des partis ouvriers en 2013 mise à la disposition des travailleurs (journaux ou tracts) que je risque de trouver matière à inspiration, c'est vide, creux, nul, archi nul, du point de vue de l'éducation des masses pour les aider à progresser c'est du niveau du commentaire d'une salle de presse ou de la rédaction d'un média national, inutile, le néant, cela en est navrant, désespérant, à croire qu'ils le font exprès.

C'est en fin d'après-midi en promenant mon chien sur un chemin en terre entouré de terrains en friche que je me suis fait cette réflexion. On était au calme, l'horizon était dégagé, tous les soirs je profite de cette atmosphère propice à faire le point en fin de journée pour aborder à nouveau certaines questions, ayant remarqué qu'il n'était pas rare qu'à cette occasion de nouvelles questions surgissent ou que je les aborde sous un autre angle, ce qui me permet d'approfondir ou de nourrir ma réflexion, d'aller toujours plus à fond dans une question particulière. Il y en a qui évitent de se poser des questions, personnellement je fais l'inverse, je vais plus loin encore, je me pose des colles pour me forcer à réfléchir à des questions auxquelles je n'avais pas encore trouvé de réponses satisfaisantes. Je me suis demandé qu'est-ce que j'avais bien pu lire récemment sur l'effondrement du capitalisme sur les portails des différents partis, réponse, rien qui ait retenu mon attention, puis j'ai repensé à ce que j'avais écrit dans la journée sur les syndicats et je me suis posé la même question, réponse, rien, aucun n'aborde ces questions, aucun ne prend la peine d'expliquer aux travailleurs et aux militants ce qui est en train réellement de se passer, c'est terrible, et de fil en aiguile évidemment j'en arrive à me demander qu'est-ce que cela signifie, pourquoi agissent-ils ainsi, délibérément car ce ne sont pas des crétins, ils savent très bien ce qu'ils font et pourquoi ils le font, pourquoi n'expliquent-ils rien finalement aux travailleurs et aux militants, quels rapports ils existent entre différents facteurs, quelle en est la nature, l'origine, la finalité, ce que cela recouvre, leur portée, leur signification politique, etc. ils n'analysent rien ou superficiellement, ce sont des commentateurs, ils vivent dans leur temps et l'accompagne, ils se laissent vivre quoi et accompagnent les différents acteurs de cette mauvaise comédie qui s'accommodent du capitalisme et du régime, rendant compte de leurs singeries à la manière de spectateurs un tantinet désabusés devant un scénario aussi pitoyable, à quoi servent-ils, à rien ; tenez, ils sont comme les spectateurs qui regardent un match de football à la télévision, et qui visionnant après coup une scène au ralenti se rendent compte que les arbitres ont commis une faute d'arbitrage sans que cela ne change le cours du match, à quoi cela sert-il, à rien.

Craignent-ils de se démasquer eux-mêmes, c'est la question à laquelle je suis arrivé. Imaginez un instant qu'en décortiquant une question à la manière de notre camarade Marx muni de son microscope et de son télescope, de son scalpel et de son bulldozer, n'importe quelle question car au point où ils en sont l'analyse de n'importe quelle question peut leur être fatale aujourd'hui tant ils se sont fourvoyés, il arrive un moment où une hypothèse vienne éclairer leur politique sous un jour peu avantageux qui puisse mettre la puce à l'oreille à un observateur attentif ou un tant soit peu curieux, qui saisissant ce fil ne le lâche plus, et bien il y a toutes les chances qu'ils parviennent aux mêmes conclusions que moi et ils n'y tiennent pas vraiment.

Qui, quand, où reprennent-ils la méthode de Marx ? Aucun, jamais, nulle part.

Les rapports entre les partis sont tabous, les rapports entre les partis et les syndicats, c'est tabou, les rapports entre les partis et les institutions, c'est tabou, les rapports entre les classes, c'est tabou, les rapports des fonctionnaires à l'Etat, c'est tabou, les rapports des masses au capitalisme, c'est tabou, les rapports des masses au mouvement ouvrier, c'est tabou, etc. etc. etc. non mais c'est incroyable, c'est le constat que l'on peut faire quotidiennement s'agissant de tous les partis. Ils débitent leur texte qui ne doit pas dépasser du cadre qu'ils se sont fixés un jour, il y a fort longtemps à moins qu'on leur ait soufflé. C'est leur tendance dogmatique qui s'exprime ainsi. Marx était passionné par la méthode d'Hegel, Lénine par celle de Marx et Balzac, ils les ont assimilés, voilà ce qui nous manque le plus aujourd'hui.

Nos dirigeants nous resservent sans cesse le même disque rayé depuis 70 ans et on en a plus que marre !

Lepaon et Mailly s'apprêtent une nouvelle fois à brader nos retraites, vont-ils poser la question de rompre ou non avec eux, seulement poser la question, bien sûr que non, ils en sont incapables, ce serait mettre le doigt dans l'engrenage de la question qui en appelle une autre et ainsi de suite, c'est trop compromettant, leur parti exploserait.

Engels et de Roxa Luxemburg décrivaient déjà les syndicats comme des obstacles au socialisme, je l'ai lu hier dans *Réforme sociale ou révolution*, Lénine n'en pensait pas moins, et pour Trotsky les syndicalistes constituaient le tendance la plus droitière du parti bolchevik : "*C'est une loi historique que les responsables syndicaux forment la droite du parti. Elle ne connaît aucune exception. C'était vrai dans la social-démocratie, vrai aussi chez les bolcheviks.* "(Oeuvres - Trotsky - juin 40, p.30). Les marxistes considéraient qu'on ne pouvait combattre dans les syndicats sur une ligne de classe sans qu'elle se situe dans la perspective du socialisme. Question : quel parti en 2013 combat sur cette ligne de classe ? Réponse : aucun. Il faut donc en déduire qu'ils combattent tous sur une ligne d'adaptation au capitalisme, car c'est l'un ou c'est l'autre, cela ne peut pas être les deux à la fois.

Souvenez-vous sur quel principe reposait le révisionnisme : le mouvement est tout, le but n'est rien, vous le retrouvez ici, et si vous examinez attentivement la politique de tous les partis vous constaterez qu'ils sont tous alignés sur ce principe, ils privilégient le mouvement spontané des masses, les revendications immédiates et abandonnent l'objectif du combat du mouvement ouvrier, la prise du pouvoir par les travailleurs, à aucun moment ils ne développent les idées du socialisme.

Un autre élément pour alimenter votre réflexion, la dichotomie entre théorie et pratique que l'on retrouve d'ailleurs dans le principe qui vient d'être énoncé.

Le révisionnisme consiste également à les séparer, la théorie devenant une abstraction, pure scolastique à pratiquer au coin du feu les soirées d'automne, que l'on néglige ou marginalise, privilégiant la pratique où on aura forcément du mal à trouver trace de l'objectif politique de notre combat sauf à croire tous les quatre matins que l'heure a sonné de renverser le régime, on imagine mal que cela vienne à l'esprit des travailleurs, seule la théorie en fait mention, or si on la fait passer à la trappe sous differents prétextes, qu'est-ce qui reste comme éléments de formation à la disposition des masses pour élever leur niveau de conscience politique, faire le lien entre leurs expériences, entre les différentes phases de la lutte de classe pour les relier entre elles et rendre ce processus dialectique compréhensible, rien, elles ne tireront aucun enseignement de leurs luttes, elles pourront se mobiliser cent fois sans avoir fait le moindre pas en avant, observez ce qui se passe en Grèce, au Portugal ou en Espagne. Négliger la théorie, c'est abandonner l'objectif de notre combat, en résumé. N'était-ce pas par hasard par là que le bât blesse du mouvement ouvrier, chez la plupart des militants qu'il ne s'agit pas là d'accabler évidemment ?

Le problème avec la théorie, c'est qu'il faut la reformater au fil du temps, elle n'est pas gravée dans le marbre, elle n'est pas immuable, ce qui implique de comprendre les transformations que subit la société et le monde, dans quelle direction ils s'orientent, ce n'est pas facile, c'est une source d'erreurs permanente, oui il faut l'avouer, soyons modeste, d'où la nécessité d'y aller à tâton, d'avancer prudemment, de prendre le temps d'étudier patiemment chaque facteur et rapport, leur évolution, il faut sans cesse tout revérifier et se poser de nouvelles questions, on se trouve parfois face à des situations inédites, c'est donc à nous de chercher les bonnes réponses. A moins d'être un génie comme Marx ou Engels, cela devrait être une tâche collective pour en venir à bout, ne nous leurrons pas.

Dans mes contributions la théorie et la pratique sont étroitement mêlées, je pense que c'est le fil conducteur qui me guide quand j'évoque sans cesse ou très régulièrement la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses et la construction du parti dans laquelle l'une et l'autre se réalisent. Dans l'action l'une ou l'autre peut être privilégiée et c'est normal, il faut seulement avoir à l'esprit qu'elles sont indissociables.

Revenons à cette théorie figée ou devenue un dogme et qui nous coûte si chère.

Et cela fait 70 ans qu'on idolatre les syndicats ! Les institutions aussi, cherchez bien depuis combien de décennies les partis ouvriers n'ont pas appelé au boycott d'une élection, sauf erreur de ma part, jamais, ils se sont abstenus parfois d'y participer fautes de moyens financiers, de signatures ou pour ne pas faire de l'ombre à un candidat du PS. Le PS et le PCF aussi, ils en redemandent, ils ne peuvent pas s'en passer, c'est pire qu'obsessionnel, c'est congénital ! Mais dans tout cela quel rapport y a-t-

il encore avec le marxisme, le socialisme ? Aucun, absolument aucun.

Quel parti appelle au boycott de la conférence sur les retraites, lequel a appelé au boycott du processus qui a conduit à l'accord patronal du 11 janvier 2013 ? Réponse : aucun. On pourrait se faire provocateur et se poser la question s'il existe encore un parti ouvrier dans ce pays, on répondrait oui, indépendant, on répondrait non, socialiste, on répondrait non, si oui, démontrez-le appelez au boycott de la conférence des 21 et 22 juin prochain, engagez la bataille, engagez toutes vos forces pour contraindre la CGT et FO à ne pas y participer, on vous met au défi.

Chiffre du jour. 1.127.

L'armée au Bangladesh a annoncé qu'elle mettrait fin mardi à la recherche de corps dans les ruines de l'immeuble de neuf étages qui s'est effondré près de Dacca le 24 avril, faisant 1.127 morts. 20minutes.fr13.05

Mise en garde aux jeunes.

- Canada : saisie d'une drogue 40 fois plus forte que l'héroïne - LePoint.fr

Cette drogue vendue sous forme de comprimés était notamment composée de desmethyl fentanyl, un opiacé dangereux, a indiqué la police.

"Ces saisies majeures se démarquent par la présence de produits jamais vus par le service de police de la ville de Montréal : le desmethyl fentanyl, l'ethylcathinone et le pentedrone. Ces produits chimiques (...) peuvent être jusqu'à 40 fois plus forts que l'héroïne. Ils sont extrêmement puissants et dangereux", a précisé la police dans un communiqué.

Certaines des substances étaient si nocives que quatre policiers ont été incommodés alors qu'ils les manipulaient et que l'un d'entre eux a même dû être hospitalisé en urgence avec des symptômes affectant son rythme cardiaque et sa pression artérielle, malgré le fait qu'il portait un masque. Ces drogues étaient mises sur le marché sous forme de comprimés attrayants - l'un d'eux portait le logo de Facebook - et à petit prix. LePoint.fr 13.05

ACTUALITE EN TITRES

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir !

- Le bonus du PDG de Société Générale augmente de 75% au titre de 2012 - AFP

Au fait, depuis le début de la crise en 2007, vous avez entendu parler des syndicats (ouvriers) des banques ?

Féroce concurrence mondiale.

- Le yen continue de s'enfoncer face au dollar - L'Expansion.com

Les économie japonaise et américaine sont largement liées depuis de nombreuses décennies, ceux qui vont trinqués sont ceux qui ont les mains liées ou le moins de marge de manoeuvre, l'UE en priorité.

Vivre et mourir pour travailler : une fatalité !

- Âge de départ, durée de cotisation: les solutions du Medef pour réformer les retraites - L'Expansion.com

- Le Medef pour relever l'âge légal de la retraite à 65 ans - Reuters Retraites : les Français pourraient cotiser 44 annuités - LeFigaro.fr -

- Retraites : un consensus inaccessible ? - Liberation.fr

- Retraites: les enjeux et les clés d'une réforme impopulaire - L'Expansion.com

- Retraites: une réforme "*juste*" et "*pérenne*" assure le PS - AFP

Du moment qu'elle conviendra au patronat, elle sera juste pour le PS, qui démontre une fois de plus qu'il est un parti de gauche.

A 70 ans et usé jusqu'à la corde : au boulot!

- "*Il faut garder un esprit jeune au travail*" - L'Express.fr

Ils liquident leur propre peuple

- Etats-Unis: l'alimentation trop salée responsable de 150.000 morts par an - AFP

La teneur en sel dans les aliments industriels et la restauration rapide reste excessive aux Etats-Unis et provoque quelque 150.000 morts par an, selon une nouvelle étude. AFP

Confirmation.

- Guatemala: l'ancien dictateur Rios Montt hospitalisé après un malaise AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Nouvelles taxes à venir.

La mission Lescure préconise d'instaurer une taxe sur les ventes d'appareils connectés (smartphones, tablettes, ordinateurs, TV connectées, consoles...) à un "*taux très modéré*" (par exemple 1%) selon Aurélie Filippetti, pour financer la transition numérique des industries culturelles. L'Expansion.com avec AFP 13.05

Le gouvernement des riches

Il existe en France 11 300 foyers gagnant plus de 100 000 euros par an, qui ne paient aucun impôt sur le revenu ! Qui plus est, le nombre de foyers non-imposables parmi les plus hauts revenus n'a cessé d'augmenter, passant de 3 000 à 11 300 entre 2004 et 2011.

Il y a, en France de plus en plus de riches, et ceux-ci sont de plus en plus riches. Malgré l'augmentation du seuil d'entrée[de 78 000 euros en 2004 à 100 000 en 2011], le nombre de foyers de la tranche des plus hauts revenus est passé de 423 000 à 572 000 entre 2004 et 2011, et leur revenu moyen a augmenté d'un tiers, passant de 138 000 euros à 182 000 euros ! Et non seulement ils sont de plus en plus riches, mais ils sont surtout de moins en moins imposés. Sur la même période, leur taux d'imposition sur le revenu est passé de 22,7% à 17,5% ! Soit une baisse de près d'un quart !

Cette diminution du taux d'imposition pour les plus riches a été constante pendant la période et a continué pendant la crise. Alors que la situation de nos finances publiques, aurait nécessité la mobilisation de tous, on constate que leur taux d'imposition a diminué de 18,9 % à 17,5 %, entre 2008 et 2011, en plein cœur de la crise. Les plus hauts revenus peuvent remercier Nicolas Sarkozy !

Enfin, cerise sur le gâteau, le Conseil des Prélèvements Obligatoires nous précise qu'au-delà d'un certain revenu (4,2 millions d'euros par an), c'est-à-dire pour le 1/100 000e des français les plus riches, le taux d'imposition baisse ! Les 352 foyers les plus riches de France, dont le revenu moyen est de 8,4 millions d'euros, ne paient que 15% d'impôt sur le revenu. Quand l'ensemble des foyers fiscaux gagnants plus de 100 000 euros par an paient 17,5 % d'IRPP. alternatives-economiques.fr 03.05

Bocott ! La collaboration de classes est l'antithèse de la lutte des classes.

Le cadre qu'ils acceptent d'emblée.

- La concertation sociale doit commencer début juin sur la base du rapport-bilan piloté par Yannick Moreau, une ancienne présidente du Conseil d'orientation des retraites (COR), et se poursuivre lors de la conférence les 20 et 21 juin.

La base est viciée, les dés sont pipés, dès lors y participer c'est légitimer ce processus y compris sa conclusion, c'est se placer sur le terrain de notre ennemi de classe, c'est trahir.

Ensuite, peu importe les déclarations et les appels à la mobilisation qui sont du domaine de la gesticulation pour se blachir par

avance de toute accusion de collusion avec l'ennemi et de trahsion. Le scénario est parfaitement réglé comme le partage des rôles.

Se concerter : S'entendre pour agir de concert. (Le Grand Robert)

Comment peut-on imaginer un seul instant que des représentants des travailleurs pourraient s'entendre avec des représentants du capital, qui plus est pour agir de concert ou ensemble, et que les droits des travailleurs pourraient être respectés ? Poser la question c'est y répondre, impossible.

Un accord unanime est inutile, il n'est même pas souhaitable pour le gouvernement et le patronat, il serait entâché de suspicion et sa légitimité entamé, non, ce qui est "douteux" c'est d'aborder cette question sous cet angle. Pourquoi ?

Parce que cela permet justement d'occulter l'accord unanime des syndicats de participer à cette mascarade dont nous connaissons tous l'issue, leur présence (CGT et FO) qui en est la condition préalable, sans laquelle cette conférence n'aurait pas lieu.

Les véritables responsables du bradage de nos acquis ou droits, ce ne sont pas les syndicats jaunes dont il ne faut rien attendre d'autres, non, ce sont la CGT et FO qui par leur participation au dialogue social permettent aux syndicats jaunes de jouer pleinement leur rôle auprès du gouvernement et du patronat, par leur seule présence la CGT et FO cautionnent l'ensemble du processus du début à la fin, y compris ses conclusions.

- Le gouvernement souhaite présenter un projet de loi avant la fin de l'année mais comme pour la réforme du marché du travail, il est douteux que les syndicats atteignent un accord unanime.

Les déclarations des uns et des autres.

- Le nouveau numéro un de la CGT, Thierry Lepaon, a de son côté appelé dimanche à une "*mobilisation de grande ampleur*" à la rentrée pour peser sur la réforme des retraites, nécessaire pour faire face à des déficits du système attendus à plus de 20 milliards d'euros pour la seule année 2020.

- Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a répondu sur un ton tout aussi offensif à la présidente du Medef, Laurence Parisot : "*On n'acceptera pas de bouger l'âge ou de rallonger la durée de cotisation, on ne l'acceptera pas, c'est une évidence*", a-t-il lancé devant la presse.

"*Nous n'accepterons pas une réforme globale dite systémique qui consisterait à tout chambouler pour faire un régime par points*", pas plus que "*bouger l'âge ou rallonger la durée de cotisation*", a-t-il ajouté. FO est tout aussi hostile à une "*désindexation*" vis-à-vis de l'inflation qui reviendrait à "*taper sur les petites retraites*", a-t-il dit aussi.

"*On a toujours dit qu'on était près à regarder, y compris à accepter des augmentations de cotisations à discuter, c'est un problème de recettes*", a-t-il dit.

"*Nous, on défend des droits. Le patronat est dans une autre logique, il défend les droits du patronat. Que voulez-vous que je vous dise, moi ? Cela s'appelle la lutte des classes.*"

- Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a dit que si le recul de l'âge de la retraite n'était pas négociable, l'allongement de la durée de cotisation ne constituait pas un tabou.

- Il a été rejoint de façon aussi prudente par la CFE-CGC.

- la CFTC a jugé que la réforme devrait plutôt passer par une augmentation des cotisations, voire une minoration temporaire des pensions.

"*On refuse de repousser l'âge de la retraite ou même de rallonger les durées de cotisations*", a déclaré Philippe Louis, son secrétaire général. "*Pour le financement, il n'y a pas 36 solutions, il faut effectivement passer par une augmentation, soit des cotisations, soit de la CSG (contribution sociale généralisée), soit par une minoration (des pensions)*."

- Le Medef a d'emblée fait monter la pression en plaidant pour un âge légal de départ à la retraite porté à au moins 65 ans en 2040 et pur 43 années de cotisations dès 2020 pour une retraite pleine.

- Le président de l'Union professionnelle artisanale (UPA), Jean-Pierre Crouzet : "*On ne peut pas réfléchir à des augmentations des cotisations puisque celles-ci sont déjà aujourd'hui trop lourdes pour faire face à la compétitivité*".

- Le président François Hollande a exclu par avance un relèvement de l'âge légal de départ à la retraite, qui est passé à 62 ans. Mais il a publiquement admis que l'allongement de la durée de cotisation était une option envisagée.

Selon Europe 1, parmi les pistes envisagées par l'Elysée, figurent un alignement de la CSG des retraités sur celle des actifs et une désindexation des pensions par rapport à la hausse des prix, comme celle conclue pour deux ans par les partenaires sociaux pour sauver les régimes de retraite complémentaire.

La durée de cotisations pourrait être portée à 44 ans à l'horizon 2035, contre 41,5 ans aujourd'hui, selon la radio.

L'exercice s'annonce délicat pour le chef de l'Etat qui subit les pressions de la Commission européenne.

Celle-ci a cité les retraites comme exemple de réformes qu'elle souhaite voir la France mener en échange du délai de deux ans concédé pour réduire son déficit public.

"***Toutes les pistes possibles***" figurent dans le rapports Moreau, sauf une qui consiste à refuser de faire payer aux travailleurs la crise du capitalisme qui se traduit par la remise de tous leurs droits sociaux, y compris celui à la retraite.

- Le dossier des retraites sera "*abordé à la conférence*" de juin, puis fera l'objet d'une "*discussion l'été*" et "*d'ici la fin d'année*" il y aura une "*prise de décision de l'Etat, du gouvernement et du Parlement*", a confirmé Jean-Claude Mailly. Selon lui, le rapport de la mission confiée à Yannick Moreau, attendu en juin, va "*lister toutes les pistes possibles sans prendre de position*".

Pourquoi ne pas reprendre une méthode qui a si bien fonctionné ?

Marchander des mesures en faveur de l'emploi et des chômeurs dont on sait ce qu'il en est advenu au détriment du coût du travail en janvier 2013, cette fois au profit du "*pouvoir d'achat*" des actifs au détriment du droit à la retraite.

- Pour la CFDT, la conférence sociale devra en priorité traiter de l'emploi et du soutien aux chômeurs.

Les "*thèmes précis*" de la deuxième conférence sociale "*ne sont pas encore arrêtés. On sait qu'il y aura les retraites, le service public, le redressement productif, on a parlé de la Banque publique d'investissement*", a relaté M. Mailly, qui affirme avoir insisté sur le "*dossier pouvoir d'achat*".

Les thèmes seront arrêtés le 22 mai à l'issue d'une conférence dite de méthode qui réunira à Matignon les protagonistes de la deuxième conférence sociale.

L'art d'enfoncer les portes ouvertes.

- "*Avec le pacte budgétaire européen, on s'est mis dans la seringue de l'austérité (...) on est en plein libéralisme économique*", a dit Jean-Claude Mailly pour qui la France "*n'a pas changé de politique économique globale*" par rapport à la présidence de Nicolas Sarkozy.

Quand aurait-elle changé depuis 30 ou 40 ans ? Jamais, ce qui ne l'empêche pas de tenir toujours le même discours, de conserver la même attitude face au gouvernement et au patronat, on ne se refait pas. (source : AFP et Reuters 12 et 13.05)

La seule position conforme aux intérêts des travailleurs, c'est le boycott de cette conférence patronale dont l'unique objet est de brader nos retraites et droits, y participer, c'est s'en faire le complice.

On ne peut pas prétendre lutter sur le terrain de classe des exploités, lutter classe contre classe, se prétendre indépendant ni même prétendre défendre l'indépendance des syndicats, sans appeller au boycott et mener bataille sur cet objectif. Avis aux opportunistes. Observez attentivement l'attitude de chaque parti, c'est révélateur de leur véritable nature et de leurs intentions.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Six ans de prison et une peine d'inéligibilité à vie ont été requis lundi contre Silvio Berlusconi pour incitation à la prostitution de mineure dans l'affaire du "Rubygate".

L'ancien président du Conseil, âgé de 76 ans, est accusé d'avoir eu des relations sexuelles tarifées avec une danseuse, Karima El Mahroug, dite "Ruby", alors que celle-ci était encore mineure durant des soirées "bunga bunga" organisées dans sa villa d'Arcore, près de Milan.

Silvio Berlusconi est également accusé d'abus de pouvoir pour avoir fait libérer "Ruby" en mai 2010 dans une affaire distincte concernant le vol d'un bracelet d'une valeur de 3.000 euros.

Une cour d'appel de Milan a déjà confirmé mercredi une peine de quatre ans de prison, dont un ferme, prononcée à son encontre en première instance pour les conditions frauduleuses d'achat de droits télévisés par son empire médiatique Mediaset. Berlusconi s'est pourvu en cassation. Il a en outre été déclaré inéligible pour cinq ans dans le cadre de cette affaire de fraude fiscale.

A Naples, le parquet demande pour sa part que l'ancien président du Conseil soit jugé pour avoir, selon l'accusation, versé en 2006 trois millions d'euros au sénateur Sergio De Gregorio afin qu'il change de camp et affaiblisse ainsi le gouvernement de centre gauche de l'époque, dirigé par Romano Prodi. Reuters 13.05

2- Lettonie

A moins de sept mois de l'adhésion attendue de la Lettonie à la zone euro au 1er janvier 2014, la plupart des habitants de ce pays balte restent opposés à la monnaie commune, selon un sondage publié lundi.

Environ 62% des Lettons sont contre l'adhésion, dont 24% "fermement", alors que seules 36% la soutiennent, selon ce sondage réalisé du 2 au 23 avril auprès d'un échantillon de 1.016 personnes.

Membre de l'UE depuis 2004, Riga a déjà demandé formellement début mars à la Commission européenne et à la Banque centrale européenne (BCE) le feu vert à son entrée dans l'eurozone au 1er janvier 2014. Les deux institutions doivent rendre leur verdict en juillet.

Le gouvernement de Riga estime que, malgré la crise de la zone euro, un petit pays comme la Lettonie avec ses 2 millions d'habitants a tout intérêt à rejoindre le bloc dans lequel se trouvent déjà ses principaux partenaires commerciaux.

L'équipe de centre droit au pouvoir rejette également l'idée d'un référendum sur l'adhésion, réclamé par l'opposition de gauche. AFP 03.05

3- Algérie

Un responsable du ministère algérien vient de confirmer l'apparition d'un courant religieux radical, l'ahmedisme. C'est ce qu'indique, ce 13 mai, le site d'information Liberté Algérie.

Pour le moment, peu d'indications ont été données sur l'ahmedisme. Mais Liberté Algérie revient sur la montée, ces dernières années, de courants religieux radicaux, comme le Salafisme, le Chiisme ou le Takférisme. Des «sectes», qui, selon le ministère algérien des Affaires religieuses, n'auraient pour but que de «*déstabiliser le pouvoir en place, au Maghreb et dans le monde arabe*».

Pour contrer le phénomène, deux projets de loi visant à réglementer la construction et la hiérarchisation des mosquées sont à l'étude. Et une surveillance plus accrue sera menée, dans les campus universitaires, où, selon les autorités, les Salafistes recrutent. french.irib.ir 13.05

4- Syrie

4.1- Les neuf suspects, soupçonnés d'être mêlés aux attentats de samedi, dans la ville turque de Reyhanli, à la frontière syrienne, sont des citoyens turcs, a déclaré le vice-Président du gouvernement turc, Besir Atalay, à une conférence de presse, dans la province de Khatai. Les autorités turques avaient accusé, initialement, les services spéciaux syriens d'avoir organisé les attentats.

D'après les récentes données, 146 personnes sont mortes et 140 ont été blessées, suite à l'explosion de deux véhicules. Plus d'une vingtaine sont dans un état grave. Omran az-Zoubi, ministre syrien de l'Information avait, fermement, démenti les affirmations de Muammar Guler, ministre turc de l'Intérieur, qui rendait Damas responsable de ces attentats.

"*La politique turque, sur le volet syrien, échoue*", estime Stanislav Tarassov, directeur du Centre du Proche-Orient et du Caucase de l'Institut international des Etats modernes.

La Turquie doit choisir : soutenir les communiqués de Genève, qu'elle a signés, et engager l'élaboration d'une nouvelle feuille de route, ou bien se distancer. Dans ce cas, la Turquie s'avèrera, en marge du processus de paix. Dans cet ordre d'idée, le récent attentat est inspiré, par les forces régionales, en vue de saper une nouvelle conférence internationale sur la Syrie.

Il est possible que les attentats, en Turquie, soient commis par les groupes extrémistes, estime l'expert de l'Institut d'études stratégiques et d'analyse, Serguei Demidenko :

Il est possible que se soient les séparatistes kurdes, les fondamentalistes islamiques, les radicaux de gauche. Dans la situation qui s'est créée Damas n'est guère intéressé à commettre les attentats sur le territoire turc.

L'Acte de stabilisation, en Syrie 2013, est soumis à l'examen du Congrès des Etats-Unis. Il autorise les livraisons d'armes à «*l'opposition armée syrienne*». La Turquie se réserve le droit d'appliquer «*toutes les mesures de rétorsion*», après une série d'explosions à Reyhanli, a déclaré pendant sa visite, à Berlin, le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu.,

Les Etats-Unis doivent aménager, en Syrie, une zone d'exclusion et assurer les livraisons d'armements lourds, y compris, de missiles de croisière et de systèmes «*Patriot*» aux forces de l'opposition, a dit à l'ABC, le sénateur John McCain.

Nous pouvons aménager une zone d'exclusion, dans l'espace aérien syrien. Nous pouvons livrer à l'opposition les armes et lui prêter concours, pour mettre fin au massacre insensé.

Selon un représentant de l'OTAN, l'alliance ne sait rien, pour le moment, sur l'initiative turque de convoquer une réunion urgente du Conseil Nord-atlantique. La prochaine séance du Conseil regroupant les ambassadeurs des 28 pays de l'alliance est fixée, au 15 mai, à Bruxelles. french.irib.ir 13.05

4.2- Le président américain Barack Obama et le Premier ministre britannique David Cameron ont dit lundi être décidés à "*accroître la pression*" sur Bachar al-Assad et exhorté Moscou à faire évoluer sa position, sur fond de crise humanitaire "*sans précédent*" dans ce conflit.

"*Ensemble, nous allons poursuivre nos efforts pour accroître la pression sur le régime, pour fournir de l'aide humanitaire aux Syriens souffrant du conflit, pour renforcer l'aile modérée de l'opposition et nous préparer à une Syrie démocratique sans Bachar al-Assad*", a affirmé M. Obama lors d'une conférence de presse.

Le Premier ministre, à l'issue d'un entretien avec M. Obama à la Maison Blanche, a relevé que la Russie et les Etats-Unis s'étaient mis d'accord la semaine dernière sur l'idée de relancer le processus dit "*de Genève*" pour obtenir une transition politique en Syrie, avec l'espoir d'organiser prochainement une conférence internationale.

Cette conférence, un temps évoquée pour la fin du mois, ne devrait pas pouvoir se tenir avant le début du mois de juin, a toutefois affirmé lundi le département d'Etat, en invoquant les "*nombreux acteurs et pays différents impliqués*".

L'accord conclu le 30 juin 2012 en Suisse entre les grandes puissances ne précise pas le sort de M. Assad et l'opposition syrienne continue de considérer son départ du pouvoir comme une condition préalable à toute discussion.

La Coalition de l'opposition syrienne a annoncé qu'elle discuterait de la proposition russo-américaine le 23 mai. D'ici là, elle consulte ses alliés régionaux, notamment l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, a annoncé lundi son chef par intérim. AFP 13.05

4.3- L'un des commandants des milices liées à Al Nosra s'expriment sur les échecs successifs des terroristes en Syrie. et il en accuse l'Iran et la Syrie. ces accusations sont évidemment bien déconnectées des réalités du terrain . Selon Tabnak, Abdel Ghader Saleh, l'un des commandants des brigades d'Al Towhid en opération à Alep annonce "*la défaite d'Assad* ", affirme le journal turc Zaman. " *Assad n'est plus capable de se battre contre nous et ce sont l'Iran et le Hezbollah contre lesquels nous nous battons en ce moment !'*" les Iraniens considèrent la Syrie comme leur 35ème province et les responsables iraniens l'ont même ouvertement dit"!!! mais les délires du chef de guerre sont encore allés encore plus loin : " *l'Iran et le Hezbollah coopèrent avec Israël pour soutenir Assad (!!) car Assad a protégé pendant 40 ans les frontières d'Israël* "!! ces étranges propos se sont achevés sur un constrat encore plus extravagant : " *les récentes frappes d'Israël contre Damas étaient destinés à soutenir le régime syrien, c'était pour empêcher les opposants à avoir accès aux arsenaux du régime Assad. Certains officiers de l'armée syrienne (!!) auraient dû déserter et nous aider pour que nous puissions nous emparer de ces armes et c'est pour cela qu'Israël a bombardé Damas*" .

Les délires de ce chef de guerre aux abois sont intéressants en ce sens que l'armée syrienne continue ses avancées fulgurante sur le terrain et les terroristes sont de plus en plus poussés à se replier et à quitter leurs positions. Quant à l'hypothèse d'une

coopération Israël Assad/Iran, le ridicule est trop prenant pour être commenté . Les forces spéciales d'israël soutiennent sur le terrain les terroristes salafistes et Israël a même dressé des hôpitaux de campagne pour en soigner les blessés... french.irib.ir 13.05

5- Jordanie

L'ex ambassadeur israélien en Allemagne vient de faire des aveux qui ont de quoi donner des insomnies au roi Abdella de Jordanie!

Avi Primor qui s'entretenait avec une chaine allemande a reconnu d'abord l'assassinat du commandant en chef du Hezbollah Imad Moghniyeh en 2008 commis par Israël avant de se pencher sur le raid isarélien du 5 mai contre la banlieu de Damas. " *Je ne crois pas que la Syrie riposte au raid israélien. En 2008 quand le renseignement israléien a tué Imad Moghniyeh , la Syrie et l'Iran ont promis de le venger , or ils n'ont rien fait alors qu'ils avaient promis de commettre des attentats à travers le monde*" interrogé sur le sort des réfugiés palestiniens, Primor s'est ensuite donné à la tâche délicate de réveler les dessous des plans furturs de l'Empire pour le Moyen Orient : " *Israël a des projets pour la Jordanie et les réfugiés palestiniens et il demandera à Abdellah II de changer la nature du régime politique en Jordanie et préparer le terrain à la création de la "Palestine originelle". " Si cette exigence ne se réalise pas , une révolution aura lieu en Jordanie et en provoquera l'effondrement de la monarchie , a dit l'ex diplomate en allusion à peine lavrée aux Frères musulmans de Jordanie.* " Le meilleure choix pour la Jordanie est peut être que le roi accepte de se transformer en une sorte de président allemand , c'est à dire un personnage protocolaire avec des prérogatives limitées ! Change ton royaume en un pays démocratique et permet aux Palestiniens de l'utiliser comme leur propre pays, a -t-il lancé ensuite un historien israélien lui aussi invité à cette emission, un certain Folfozen. french.irib.ir 13.05

ECONOMIE

Grande-Bretagne. Union transatlantique.

La Grande-Bretagne a prévenu lundi que tout devait "être sur la table" des négociations sur l'accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne, alors que la France veut exclure l'exception culturelle des discussions.

"*Tout doit être sur la table, y compris les questions difficiles, sans exception*", a estimé le Premier ministre britannique David Cameron dans une allocution à la Maison Blanche, à Washington, aux côtés du président américain Barack Obama.

Les négociations transatlantiques visant à créer une des plus grandes zones de libre-échange au monde n'ont pas encore formellement commencé. Le Parlement européen et les Etats-membres doivent approuver le mandat de discussions tandis qu'aux Etats-Unis, un délai lié à la consultation du Congrès doit encore être observé.

"*Il y a une véritable chance que le processus soit lancé à temps pour le sommet du G8 (les 17 et 18 juin en Irlande du Nord, ndlr). Les cinq prochaines semaines sont donc cruciales*", a estimé M. Cameron.

Mais des dissensions commencent déjà à se faire jour.

En première ligne, la France exige que le secteur audiovisuel soit exclu des négociations et a prévenu qu'"elle ne transigerait pas" sur cette question.

"*L'exclusion des services audiovisuels n'est pas négociable*", ont ainsi lancé fin avril les ministres françaises de la Culture Aurélie Filippetti et du Commerce Nicole Bricq, clamant leur attachement au système français qui permet de limiter le libre-échange afin de soutenir et promouvoir leurs oeuvres.

Le commissaire européen au Commerce Karel De Gucht a pour sa part assuré que "*l'exception culturelle ne serait pas négociée*" avant que son porte-parole ne précise que cela ne signifiait pas que l'audiovisuel serait exclu des discussions.

Cet accord transatlantique, qui vise à contourner les blocages au sein de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), risque également de rencontrer de sérieux obstacles sur la question agricole, et notamment celle des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Cultivés à grande échelle aux Etats-Unis, ils sont strictement réglementés en Europe où seule la mise en culture de deux semences génétiquement modifiées est autorisée.

Fin avril, des parlementaires européens ont demandé dans une résolution que les négociations transatlantiques "*ne menacent pas le +principe de précaution+ européen*".

Là encore, la France et son puissant secteur agricole devraient être aux avant-postes.

Face à ces obstacles, le Premier ministre britannique a jugé que seules "*l'ambition et la volonté politiques*" permettront de prendre conscience des "*immenses bénéfices*" apportés par un tel accord.

En attendant, cette nouvelle prise de position pourrait bien creuser encore davantage les lignes de fracture au sein du Vieux Continent alors que M. Cameron s'est engagé en janvier à organiser un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE d'ici à 2017.

A ses côtés à la Maison-Blanche, le président américain a redit lundi qu'il espérait ouvrir les discussions avec l'UE "*dans les prochains mois*".

"*Nous avons une bonne opportunité de baisser les droits de douanes, d'ouvrir les marchés, de créer des emplois et de rendre nos économies plus compétitives*", a détaillé M. Obama.

Les échanges commerciaux entre l'UE et les Etats-Unis se sont élevés à près de 646 milliards de dollars en 2012: les Etats-Unis ont importé pour 380,8 milliards de biens en provenance d'Europe et en ont exporté 265,1 milliards vers le Vieux Continent. AFP 13.05

Le déficit commercial américain avec l'UE est donc de 115,7 milliards de dollars, donc cet accord transatlantique aura pour vocation de remédier à cette situation, mais il ne se ferait pas au détriment de l'Europe clament les Américains...

Haut de page

Le 15 mai 2013

CAUSERIE

Il est 14h25 heure locale. D'ici 16h je mettrai une vingtaine d'articles en ligne et j'actualiserai la rubrique Articles de presse.

Quand dans la rubrique Actualité en titre, j'écris en titre d'une info "*confirmation*", cela signifie que les faits qui surviennent confirment l'analyse que j'avais faite à la suite d'une question d'actualité peu de temps auparavant, parfois à peine 24h avant, histoire de montrer aux lecteurs que je leur avais pas raconté n'importe quoi ou que mon analyse était juste.

Ce n'est pas qu'il faille sans cesse se justifier, mais il est normal que chacun se pose des questions sur le sérieux des analyses qu'on propose puisqu'on ne se connaît pas, après tout je pourrais très bien vous raconter n'importe quoi, là vous avez les éléments pour en juger librement, c'est ma conception de la démocratie ou des rapports que nous devons avoir entre nous, et si je me suis planté, je me dois de corriger.

Confirmation

- Hausse de 27% des actes homophobes en France en 2012 - Reuters

Les insultes et agressions homophobes ont connu une hausse sans précédent en 2012 en France sur fond de vives tensions suscitées par le débat sur le mariage homosexuel, selon le rapport annuel de l'association SOS Homophobie publié mardi.

Selon ce rapport qui s'appuie sur les témoignages reçus par l'association de lutte contre l'homophobie, 1.977 récits faisant état d'un acte homophobe ont été recueillis en 2012, soit 27% de plus qu'en 2011. Reuters 14.05

Comme disait Léon, parfois on a du pif, une merveille de la nature, en fait c'était couru d'avance. (lire les précédentes causeries)

Le Comité Valmy m'a fait parvenir un courriel avec des liens vers de nombreux articles. Je les ouvre et je télécharge ces articles avant de les lire rapidement et voir si je vais les mettre en ligne dans le site. Je tombe sur un article où l'on peut lire :

- "*Le dualisme sociétal a longtemps été l'apanage du Tiers-monde. Il se caractérise notamment par la polarisation riches-pauvres de la société et la grande faiblesse de la classe moyenne. La dynamique néolibérale impose un ajustement structurel qui tend à généraliser au monde entier le dualisme des sociétés sous-développées. C'est ce que je nomme la Tiers-mondialisation de la planète*."

Il y a deux jours j'écrivais que le tiers-mondisme était en marche dans l'UE, en réalité, je l'avais déjà prosnostiqué en 2005.

J'ai également reçu un bref courriel du portail *Les Dessous de Bruxelles*, le bonjour à nos amis Belges.

ACTUALITE EN TITRES

Youpi !

- Wall Street: le Dow Jones et le S&P500 battent de nouveaux records - AFP

- Les Etats-Unis devraient réduire leur déficit de plus de 40% en 2013 - AFP

Tandis que la dette fédérale, 16.400 milliards de dollars, devrait continuer d'augmenter...

C'est à vous donner envie d'être de gauche !

- Le Medef salue "*l'avènement de la flexisécurité à la française*" Reuters

Mais où ont-ils la tête ?

- Les Français ont perdu foi dans le projet européen - Reuters

- Les produits financiers complexes séduisent un nombre croissant de Français - AFP

Charrette et suppressions d'emplois.

- Air France : suppression de 500 postes d'hôtesses via des départs volontaires - Atlantico.fr

- Fermeture d'usine à Dieppe, 112 emplois menacés - Liberation.fr

Rien que d'y penser on est pris de nausée.

- Moscovici se dit «fier» de sa première année à Bercy - 20minutes.fr

- Cahuzac offre une place de suppléant à un élu local - Le Nouvel Observateur

Stop à la guerre pour cause de chômage partiel !

- Etats-Unis: deux semaines de chômage partiel pour les civils du Pentagone - AFP

Les barbares que soutiennent messieurs Hollande, Ayrault, Fabius, Le Drian.

- La vidéo d'un rebelle syrien arrachant un coeur provoque l'indignation - L'Express.fr

C'était le coeur d'un soldat syrien. Ensuite il en a mangé des morceaux... Ces mercenaires sanguinaires recrutés par le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie pour le compte des impérialistes occidentaux méritent uniquement une balle dans la tête, discrètement il faut les liquider physiquement.

Atlantico.fr, vous voilà dans votre élément !

- Cannes : le monde secret (et très rentable) des prostituées du Festival - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

ANI. "***Ce qui compte, c'est que les politiques permettent ça***" (Laurence Parisot).

Elle est comblée, le Medef et le patronat exultent, cela valait vraiment la peine d'élire un président de la République et une majorité de gauche, quelle aubaine !

Eux non plus ils n'ont pas trouvé utile de modifier leur caractérisation du PS, la même qu'a adopté le mouvement ouvrier depuis un siècle, ce qui apparemment ne pose de problèmes à personne ou presque, et qui malgré l'épreuve des faits témoignait qu'elle était obsolète et devait être révisée sous peine, de quoi, mais de soutenir le régime en place dont il est un des principaux piliers, dans la majorité ou l'opposition les deux se complétant harmonieusement dans le cadre des institutions de la Ve République, et d'alimenter en permanence la gangrène qui pourrit le mouvement ouvrier de l'intérieur, syndicats et partis, l'en extraire ou rompre avec lui était une nécessité absolue sous peine de subir le même sort, ce dont témoigne l'impuissance et l'impasse politique à laquelle en sont réduits tous les partis ouvriers.

Vous l'ignoriez peut-être pour avoir écouté vos dirigeants, madame Parisot et les patrons font de la politique, les syndicats font de la politique, ce qui ne les empêche pas d'être statutairement indépendants des partis politiques, et il ne vous aura pas échappé à cette occasion que leurs intérêts politiques se rejoignent, coïndident, les uns ayant appelé à voter Hollande ou s'étant prononcés contre la réélection de Sarkozy ce qui revenait au même, les autres se réjouissant de trouver un président de la République et une majorité parlementaire qui soient à l'écoute des besoins du patronat.

Vous avez là le contenu réel du mandat de Hollande et de sa majorité parlementaire et le patronat ne s'y était pas trompés. Quant à ceux qui expliquent qu'ils auraient été élus sur un autre mandat, ils ne font que prêter une oreille attentive, il faudrait préciser et dire intéressée, aux illusions qui ont pu parcourir certaines couches des masses privilégiées et les plus subordonnées au régime et qu'ils n'ont eu de cesse de colporter ou d'alimenter allant jusqu'à se demander quelle politique Hollande et son gouvernement allait appliquer, comme si l'affaire n'était pas entendue à l'avance. Donc, au lieu d'ouvrir les yeux de ces couches et de s'appuyer sur celles qui avaient refusé de voter aux législatives de 2012 ou de soutenir les candidats du PS, ils ont fait exactement l'inverse.

A l'intérieur des syndicats, ils mènent exactement la même politique refusant de rompre avec leurs appareils vendus au capitalisme et qui soutiennnent chacun à leur manière le régime. En se faisant les complices des appareils des syndicats, ils trahissent la cause pour laquelle ils prétendent combattre.

Briser l'alliance des appareils de la CGT et de FO avec le régime, ses partis et ses institutions, en engageant une bataille nationale pour le boycott du dialogue social, pour les forcer à rompre avec le gouvernement et le patronat permettait de montrer aux travailleurs et aux militants la voie à emprunter pour combattre sur une véritable ligne de classe indépendante sans laquelle aucune issue politique à la crise du capitalisme n'est envisageable, cohérente ou crédible. Le POI, le NPA et LO ont préféré ménager ces appareils, leurs montures.

Pour revenir à la causerie d'hier, si les dirigeants de ces partis ne souhaitent pas voir progresser le niveaux théorique de leurs militants, c'est parce qu'ils craignent qu'en saisissant les rapports dialectiques qui existent au sein de la lutte des classes ils parviennent à comprendre qu'à un moment donné la quantité se transforme en qualité et qu'il n'est plus possible de tenir le même discours, et que les positions qu'on défendait hier nécessitent d'être révisées sous peine de défendre des intérêts contraire à nos objectifs, de révolutionnaires se transformer en réactionnaires ou contre-révolutionnaires.

Ces dirigeants ont rompu avec la dialectique comme avec le marxisme, ils ont cassé le thermomètre de telle sorte que les militants ne soient plus capables d'évaluer le degrès de trahison des appareils et n'envisagent de rompre avec eux.

Leur refrain est bien rodé, que disent-ils aux militants ? Qu'il suffirait de déployer sa propre politique pour combattre celle des appareils, qu'il serait inutile et contre-productif de les attaquer frontalement. On est d'accord, mais là encore dans un contexte donné, quand les appareils se contentent de trahir sur le fond, pendant que des avancées sociales sont encore possibles. Or, nous ne sommes plus du tout dans ce contexte social depuis des décennies, où non seulement aucune réforme (politique, à caractère collective) n'a vu le jour, mais où tous nos acquis sont systématiquement bradés, où une formidable régression sociale est amorcée, et dont l'accord scélérat du 11 janvier a signifié justement qu'un nouveau degré venait d'être franchi dans la trahison des syndicats, y compris la CGT et FO qui ont permis la réalisation de cet accord en participant au dialogue social, en refusant de rompre avec le gouvernement et le patronat. Sur les retraites, ils ont tellement augmenté le nombre d'annuités nécessaire pour bénéficier d'une retraite à taux plein, et ils s'apprêtent à remettre le couvert, qu'on est en droit d'estimer qu'un degré supplémentaire et fatal a été franchi dans la liquidation du droit à la retraite d'un grand nombre de travailleurs.

Pour nos dirigeants qui ont cassé ou confisqué le thermomètre qui permet d'évaluer à quel moment un stade irréversible a été franchi ou la quantité s'est accompagnée d'une transformation qualitative des rapports entre les appareils et les capitalistes d'un côté, avec les travailleurs de l'autre, au détriment de ces derniers, il serait impossible d'évaluer ces rapports et leurs modifications ou plutôt il serait inutile d'en tenir compte, comme s'il n'existe pas de limite, pas de degré, pas de niveau permettant de les évaluer et d'en tirer des leçons pratiques, non, il faut fermer les yeux et faire comme si rien finalement ne s'était passé, ils se sont d'ailleurs vendus quans ils ont été jusqu'à remettre en cause l'accord du 11 janvier 2013 qualifié d'historique par Hollande, son gouvernement et le Medef, le patronat, avant de faire marche arrière, mais il était trop tard, les militants attentifs et honnêtes

s'en souviennent peut-être encore, on leur souhaite, on vous le souhaite vivement car tout repose sur vous maintenant.

Des militants vont encore estimer que je vais trop loin, alors qu'en réalité je ne fais qu'attaquer le régime en place. Cette confusion n'est pas sans en appeler une autre. Comment cela, vous affirmez qu'aucune réforme progressiste n'aurait vu le jour depuis 30 ou 40 ans, vous débloquez mon pauvre vieux... Voyons cela de plus près en prenant quelques exemples significatifs : le droit à l'avortement pour les femmes, c'était la moindre des choses après que le nombre de femmes (exploitées) au travail eut doublé au cours des décennies précédentes, la cinquième semaine de congés payés, le 13e mois, la retraite à 60 ans, c'était la moindre des choses après que la productivité eut enregistré d'immenses progrès, sans parler des privatisations, les nouveaux droits des travailleurs dans les entreprises, c'était la moindre des choses pour accompagner la collaboration de classes qui allait passer à la vitesse supérieure, etc. etc. etc. Dans tous cela, où est passé l'objectif du combat du mouvement ouvrier ? A la trappe, c'est la principale vertu du réformisme, et tous ceux qui se sont réclamés des réformes étaient en réalité des révisionnistes du marxisme, de faux socialistes ou trotskistes, des agents du régime en place.

Vous trouverez ci-dessous des extraits de deux articles de presse qui confirme ce qui vient d'être dit.

1- Le vote définitif de la loi sur la sécurisation de l'emploi, qui transpose un accord national (ANI) conclu en janvier entre le patronat et trois syndicats, "*marque l'avènement de la flexisécurité à la française*", a déclaré mardi le Medef.

Dans un communiqué, Laurence Parisot, la présidente de l'organisation patronale salue "*un événement dans l'histoire économique et sociale de notre pays*".

Sur le fond, le Medef souligne que le texte donnera aux entreprises des outils pour une "*adaptation rapide et sécurisée aux évolutions de leurs carnets de commande et de la conjoncture*" tout en renforçant la protection des salariés.

Sur la forme, Laurence Parisot y voit "*l'avènement d'une culture du compromis, d'une méthode où la réforme est portée par les partenaires sociaux après des décennies d'une philosophie de l'antagonisme social.*"

La CFDT, qui a joué un rôle moteur dans la conclusion de cet accord, s'est félicitée pareillement du vote des parlementaires et appelé une mise en œuvre rapide des mesures qu'il comprend.

"*Dans un contexte économique et social particulièrement dégradé, le vote de cette loi est aussi une étape importante dans une nouvelle articulation entre démocratie sociale et démocratique politique*", a dit le syndicat dans un communiqué signé par Patrick Pierron, son principal négociateur pour l'accord.

Laurence Parisot avait évoqué le sujet mardi matin lors de son point de presse mensuel, se déclarant "*convaincue que les partenaires sociaux sont les vrais acteurs possibles de la réforme en France, beaucoup plus que les politiques*."

"*Ce qui compte, c'est que les politiques permettent ça*", a-t-elle ajouté. Reuters 14.05

2- François Hollande a inauguré par cet accord sa méthode de concertation "*à l'allemande*" par laquelle il espère faire passer des réformes, comme celle à venir cette année des retraites, avec l'approbation d'une majorité de syndicats.

Après les députés le 24 avril, les sénateurs ont entériné à leur tour mardi le texte sur la réforme du marché du travail mis au point par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat par 168 voix contre 33. Le projet de loi est donc définitivement adopté.

Au Sénat, où la gauche dispose d'une étroite majorité, les élus du Front de gauche, après un longue bataille d'amendements, ont voté contre et le groupe écologiste s'est abstenu.

Le texte a été voté grâce à l'abstention de la majorité de l'UMP et au vote favorable de la majorité des centristes.

A l'Assemblée, le groupe écologiste et 35 députés socialistes avaient joint leurs voix à celles de l'UMP et de l'UDI (centriste) en s'abstenant, provoquant la colère des dirigeants du PS et de l'exécutif. Reuters 14.05

La réaction des "***cons***".

Lancée à l'initiative de Serge Federbusch, président du parti des libertés, un rassemblement de soutien à Clément Weill-Raynal, le journaliste de France 3 qui a révélé le scandale du «*mur des cons*» du Syndicat de la magistrature (SM), a réuni une centaine de personnes devant le siège de France Télévisions ce mardi en milieu de journée.

Plusieurs personnalités politiques étaient présentes, notamment Valérie Boyer et Guy Tessier, tous deux députés UMP des Bouches-du-Rhône ainsi que plusieurs candidats UMP aux primaires parisiennes, Jean-François Legaret, Pierre-Yves Bournazel

et Franck Margain.

L'ancien président de Reporters sans Frontières Robert Ménard dénonçait de son côté «*l'attitude scandaleuse des médias et des syndicats de journalistes qui ont demandé des sanctions contre leur confrère*» au lieu de le défendre. lefigaro.fr 14.05

Le pire, c'est que le Ménard a raison : lui aussi il ferait mieux de la fermer !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

Le Premier ministre conservateur David Cameron a tenté mardi de désamorcer la surenchère eurosceptique qui déchire son parti en inscrivant dans un projet de loi sa promesse de convoquer un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE d'ici 2017.

Selon ce texte, présenté par les Tories, le libellé de la question posée lors du référendum sera : "*Pensez-vous que le Royaume-Uni devrait rester un membre de l'Union européenne?*"

Le projet de loi, qui précise également que le référendum doit être organisé avant le 31 décembre 2017, est très vraisemblablement voué à l'échec au Parlement en raison de l'opposition des Travaillistes et des Libéraux-Démocrates, membres de la coalition gouvernementale et europhiles déclarés.

Mais ce projet de loi "*va permettre qu'il y ait un débat à la Chambre des Communes (...) et un vote*" sur ce sujet, a expliqué le ministre des Affaires étrangères William Hague.

Alarmés par la percée électorale du parti populiste et anti-européen UKIP, la frange eurosceptique des Tories mène actuellement la vie dure à David Cameron.

Elle réclame que le référendum sur l'UE ait lieu plus tôt ou veut obtenir, au moins, des garanties sur sa tenue, jugeant trop vagues les promesses du chef du gouvernement. Celui-ci avait annoncé en janvier qu'il voulait renégocier d'abord les termes de l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE et organiser ensuite, s'il était réélu en 2015, un référendum d'ici fin 2017 sur le sujet.

Des figures du Parti conservateur ont même appelé ces jours-ci à une sortie pure et simple de l'Europe et deux ministres ont déclaré qu'ils choisiraient eux aussi une sortie de l'UE si un référendum était organisé tout de suite.

Pour montrer leur impatience, des députés vont défendre mercredi au Parlement une motion symbolique dans laquelle ils déplorent l'absence, dans le programme législatif du gouvernement présenté le 8 mai, d'un projet de loi scellant l'organisation de ce référendum.

Un porte-parole de David Cameron a déclaré qu'il était "*très heureux*" que le vote ait lieu et a précisé que les ministres avaient été appelés à s'abstenir, niant que la politique du gouvernement était en proie au chaos.

Les eurosceptiques sont galvanisés par les sondages qui montrent un désenchantement croissant des Britanniques vis-à-vis de l'UE.

Selon une enquête publiée le 8 mai, 46% des Britanniques veulent en sortir. Un autre sondage paru lundi montre que 35% des Britanniques sont pour l'organisation immédiate d'un référendum sur l'UE. Et seuls 22% d'entre eux se disent certains de voter pour un maintien dans l'UE.

Ces turbulences ont mis David Cameron dans une position délicate. Il a cependant reçu lundi, lors de sa visite aux Etats-Unis, le soutien inattendu de Barack Obama, qui a trouvé "*logique*" son idée de négocier d'abord avec Bruxelles avant tout référendum : "*dans une relation très importante, on doit d'abord voir si l'on peut réparer ce qui ne fonctionne pas avant d'envisager une rupture*", a fait valoir le président américain, qui voit d'un mauvais oeil une éventuelle sortie de la Grande-Bretagne de l'UE.

David Cameron "*doit montrer qui est le patron. En ce moment, ce n'est pas lui*", a souligné un éditorialiste du Times, notant qu'"*un grand nombre de députés Tory avaient cessé d'être loyaux envers lui*".

Ce projet de loi "*ressemble à la dernière réaction de panique*" d'un Premier ministre qui "*a perdu à la fois le contrôle de son ordre*

du jour et le contrôle du parti", a lancé le député travailliste Douglas Alexander.

Mais la concession faite par David Cameron ne semble pas avoir calmé dans l'immédiat les ardeurs des eurosceptiques.
A commencer par le député John Baron, initiateur de la motion débattue mercredi au Parlement qui a déjà rallié 78 signataires, dont 67 conservateurs.

Ce dernier a jugé que ce projet de loi était un "*pas dans la bonne direction*", mais que c'était "*un second choix*", et il a pressé ses collègues de soutenir son texte mercredi. AFP 14.05

2- Syrie

2.1- Le principal groupe d'opposition armée syrien, l'Armée syrienne libre (ASL), perd des combattants qui désertent au profit du Front al-Nosra lié à al-Qaïda.

Le groupe extrémiste n'a cessé de croitre ces derniers mois et beaucoup pensent que cela est principalement en raison des combattants sunnites étrangers, radicalisés par l'insurrection après l'invasion américaine de l'Irak en 2003, qui auraient traversé la frontière pour rejoindre les militants luttant contre les partisans chiites du président Bachar al-Assad.

Mais plus récemment, de nombreux combattants de l'ASL se joignent au Front al-Nosra en raison d'un manque d'armes et de munitions.

Selon un commandant de brigade de l'ASL, quelques 3000 hommes ont déserté au cours des derniers mois et une autre estimation indique que l'Armée syrienne libre rebelle a perdu un quart de ses combattants.

The Guardian-Médiarama french.irib.ir 14.05

2.2- Selon le site israélien Walla " *les services secrets israéliens sont perplexes devant la pugnacité d'Assad au bout de deux ans de guerre , eux qui croyaient pouvoir en finir avec lui au bout de quelques semaines* " . "Les Américains peuvent évidemment supprimer Assad mais ils ont peur d'avoir à affronter un front uni russe chinois après cette élimination en ce sens deux scénarios sont envisageables : l'intervention del'Occident soutenu par la Ligue arabe , un scénario qui pourrait échouer vu le soutien financier et militaire de la Chine de la Russie de l'Iran et du Hezbollah à Assad, et le second scénario qui consiste à mener une opération spéciale sur le sol syrien à tuer Assad comme on l'a fait pour l'ex-ministre syrien de la Défense . Les terroristes échouent pourtant dans toute leur tentative destinée à pénétrer la capitale . C'est un bastion imprenable . Il ne reste donc que d'essayer acheter les proches d'Assad et de le tuer par leur intermédiaire. ". Un autre site sioniste affirme que le Mossad surveille très étroitement le Golan en attente des affrontements qui éclateront bientôt sur le Golan non loin du mur de séparation et qui risquent d'impliquer les nosratistes. Ces derniers désormais pris au piège risquent à tout instant de retourner contre l'allié israélien. french.irib.ir 14.05

2.3- Des sources américaines ont commencé à divulguer les détails de l'entente conclue entre la Russie et les Etats Unis autour de la Syrie.

Cette entente qui sera effective à partir du mois de juin comprend quatre clauses dont l'octroie du commandement de l'ASL à Manaf Tlass , ex bras droit d'Assad et actuel commandant déserteur. Les autres clauses sont les suivantes : fin des combats entre l'ASL et l'armùée arabe syrienne, fixation d'un calendrier pour l'amorce du dialogue entre les parties en lice en Syrie, désignation de Talas à la tête de l'ASL, personnage partiellement consensuel et accepté par les Etats Unis et une partie du régime syrien, élimination physique des groupes takfiris et les salafos wahhabites par Tlaas y compris Al Nosra et les brigades Al Chaam, activation de l'ASL dans des zones appelées zones de contact, remise de la direction du conseil suprême militaire à Talas et création d'une délégation militaire pour discuter avec les personnalités politiques en vue de former un gouvernement de coalition. Toujours selon ces sources, " *la conférence Genève officialisera le dialogue intersyrien en présence de certains pays influents*" mais quelles sont les étapes de l'entente à mettre en place ? La création des comités de bataille chargés d'empêcher tout affrontement entre l'ASL et l'Armée arabe syrienne, Talas devra réprimer tout act violant le cessez le feu, et collecter ensuite les armes et de mettre sous le commandemant de l'ASL toues les milices armées. selon cette information, les Américains ont une entière confiance en Talas. french.irib.ir 14.05

2.4- Selon le journal russe Kommersant, le système de défense anti-missile S300 est en passe d'arriver en Syrie.

Alors que le Premier ministre israélien est attendu ce mardi à Moscou pour s'entretenir avec le président Poutine de la Syrie, ce dernier ne cesse de réaffimer son intention d'envoyer en Syrie les missiles S300. Au Premier ministre britannique, David Cameron, Poutine a annoncé sa ferme décision de livrer les S300 à la Syrie. Cette insistance a été aussi celle de Lavrov, le ministre russe des AE qui s'est entretenu le 10 mai avec ses homologues allemand et polonais derrière les portes closes et leur a annoncé l'iiréversibilité de la décision du Krmlin de doter la Syrie du performant système de défense anti missile. Netanyahu, lui tentera de prier les Russes au cours de son séjour moscovit de revenir sur leur décision. Poutine n'a pas hésité à mettre en

garde Israël au cours d'un contact téléphonique contre une reproduction du raid mené contre la banlieue de Damas le 5 mai dernier. french.irib.ir 14.05

2.5- Le ministre de l'Information Omran al-Zou'bi a affirmé que le gouvernement syrien a accueilli favorablement les résultats de la réunion du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avec son homologue américain John Kerry et exprimé son optimisme, prudent, étant donné que les paroles ne suffisent pas mais qu'elles doit être suivies d'étapes ultérieures et de disussions des détails.

Dans une interview avec la chaîne al-Manar, le ministre syrien a affirmé que la solution politique de la crise en Syrie et l'engagement d'un dialogue national syrien global qui n'exclut personne sont une initiative déjà lancée par la Syrie dès le début de la crise.

A propos de la participation de la Syrie à la conférence internationale de paix, le ministre syrien a indiqué que cela dépend de savoir les détails et les développements mais la décision politique est claire et axiomatique à savoir, de partir vers une solution politique et l'appui des efforts positifs internationaux, et en même temps faire face au terrorisme.

M. Zou'bi a, en outre, affirmé que la Syrie ne sera absolument pas une partie dans un acte ou un effort politique ou bien dans un dialogue ou une rencontre qui portent atteinte, d'une façon directe ou indirecte, à la souveraineté nationale.

Il a indiqué que la question du président, de la forme du gouvernement et de la constitution sont au cœur même de la souveraineté nationale et que c'est le peuple et les urnes qui décident ces questions. french.irib.ir 14.05

SOCIAL

1- OCDE

Les inégalités de revenus bruts dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont davantage accrues sur les trois années allant de 2008, début de la crise économique, à la fin de 2010 que pendant les douze années précédentes, selon un rapport de l'OCDE publié mercredi.

L'Etat a amorti le choc pour de nombreux individus, mais de nouvelles réductions des dépenses sociales dans les pays de l'OCDE pourraient creuser les inégalités et accroître la pauvreté dans les années qui viennent, prévient l'organisation.

L'écart est le plus important au Chili, au Mexique, en Turquie, aux Etats-Unis et en Israël, et le plus faible en Islande, Slovénie, Norvège et Danemark.

"*Ce constat préoccupant souligne la nécessité impérieuse de protéger les citoyens les plus vulnérables, de surcroît dans une période où les gouvernements poursuivent les efforts requis pour contenir les dépenses publiques*", a déclaré le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurria, dans un communiqué. "*Des politiques visant à stimuler la croissance et l'emploi doivent être conçues pour assurer l'équité et l'efficacité. Parmi ces politiques, la réforme des systèmes fiscaux est essentielle afin de veiller à ce que chacun paie sa juste part, et reçoive en retour le soutien dont il a besoin*".

Entre 2007 et 2010, les ménages les plus pauvres ont vu leurs revenus diminuer davantage, ou moins progresser, que celui des plus riches. Ainsi, les 10% de ménages les plus aisés ont globalement moins souffert que les 10% les plus pauvres dans 21 pays sur les 33 pour lesquels des données sont disponibles.

Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté pendant la crise dans la plupart des pays. La fiscalité et les prestations sociales ont contribué à atténuer les hausses globales, mais les différentes catégories de population ont été diversement touchées. La pauvreté a ainsi touché davantage d'enfants et de jeunes, mais moins de personnes âgées. Jusqu'en 2010, dans de nombreux pays , les retraités ont en effet été plus protégés que la population active, leurs pensions ayant été moins affectées par les ponctions fiscales.

Depuis 2007, le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté a augmenté dans 16 pays de l'OCDE, les hausses dépassant 2 points en Turquie, Espagne, Belgique, Slovénie et Hongrie. La pauvreté a en revanche baissé de plus de deux points au Royaume-Uni et au Portugal. AFP 14.05

Quand on lit que la pauvreté aurait diminué au Royaume-Uni et qui plus est au Portugal, on ne peut s'empêcher d'émettre des réserves sur le sérieux de ce rapport.

2- Allemagne

Les salariés des sites Amazon de Bad Hersfeld, le plus gros centre logistique du géant américain de distribution en ligne, et de Leipzig, ont cessé le travail. Le syndicat des services Verdi veut obtenir que les 9 000 salariés allemands d'Amazon soient rattachés à la convention collective du secteur du commerce de détail, ce que refuse la direction. Amazon affirme payer un salaire horaire de 9,30 euros la première année, puis de plus de 10 euros. Verdi réclame un plancher de 10,66 euros de l'heure. L'Allemagne n'a pas de salaire minimum généralisé, et les salaires sont négociés par branche par les partenaires sociaux. libération.fr 14.05

3- Grèce

Plusieurs catégories de fonctionnaires grecs, notamment dans l'éducation et la santé, ont cessé le travail mardi pour protester contre l'interdiction d'une grève des enseignants du secondaire prévue en fin de semaine.

Recourant à des mesures d'exception, le Premier ministre Antonis Samaras a menacé de faire arrêter et licencier ceux qui braveraient cette interdiction. La grève prévue vendredi pourrait perturber les examens d'entrée dans les universités.

C'est la troisième fois cette année que le gouvernement, soucieux de rassurer les créanciers internationaux, recourt à de telles mesures.

Enseignants, médecins et membres des services administratifs locaux devaient se rassembler dans le centre d'Athènes vers 07h00 GMT. Le personnel des perceptions locales et des services municipaux devait également cesser le travail pour 24 heures.

"*C'est notre réponse aux politiques autoritaires du gouvernement contre les enseignants du secondaire. Ces décisions créent une situation explosive dans le secteur de l'éducation, dont les victimes sont les enseignants, mais aussi les étudiants et leurs parents*", dit l'Adedy, syndicat du secteur public, dans un communiqué. L'organisation prévoit en outre un débrayage de quatre heures jeudi, auquel le syndicat du privé GSEE s'est associé.

La coalition gouvernementale emmenée par les conservateurs de Nouvelle démocratie souhaite augmenter de deux heures le temps de travail hebdomadaire des enseignants du secondaire pour le mettre au niveau de la moyenne européenne et en muter 4.000 dans des zones isolées où les effectifs sont insuffisants.

Dix mille professeurs à temps partiel pourraient en outre être remerciés à l'expiration de leurs contrats, selon le syndicat OLME, qui appelle à la grève le 17 mai, date du début des examens, et à des arrêts de travail tournants la semaine suivante.

Le gouvernement, qui peut recourir à des mesures d'exception telles que la réquisition des fonctionnaires en cas de troubles de l'ordre public, de catastrophe naturelle ou de menace sanitaire, a donc mis les enseignants en demeure de rester à leur poste ce jour-là. Reuters 14.05

Vos avez remarqué que les journalistes citent la "*coalition gouvernementale emmenée par les conservateurs de Nouvelle démocratie*" sans nommer le Pasok, ce n'est pas la première fois, je dirais même que c'est systématique, imaginez un peu, un parti de gauche interdisant une grève... A une autre époque en France ils mitraillaient les ouvriers...

4- Afrique du Sud

Des débrayages mardi à la mine de Marikana, théâtre l'an dernier d'une longue grève meurtrière, faisaient craindre un nouvel embrasement des mines sud-africaines quelques jours après l'assassinat d'un syndicaliste et l'annonce d'importants licenciements chez Amplats, le numéro un mondial du platine.

Quelque 400 hommes se sont réunis sur la colline au pied de laquelle se trouve un mémorial avec des croix blanches en hommage aux victimes du 16 août, face à l'un des puits de Marikana. Ils ont ensuite été rejoints par des centaines de collègues pour un meeting dans un stade voisin.

Des grévistes ont expliqué à l'AFP être furieux que leur entreprise continue de tenir compte du Syndicat national des mineurs (NUM) alors qu'il a été supplanté par Amcu, un syndicat plus radical.

Amcu et le NUM sont quasiment en guerre, le premier accusant le second, proche du pouvoir, d'être trop conciliant avec le patronat, alors qu'une bonne partie des mineurs et de leurs familles vivent dans la misère.

Et la surenchère continue, au moment où s'ouvrent de nouvelles négociations salariales dans la profession.

Amcu, qui a pris de plus en plus d'importance ces derniers mois, a été à l'origine du violent mouvement de 2012, lequel avait fait tache d'huile dans la plupart des mines sud-africaines --dont le poids est très important pour la plus puissante économie du continent.

Selon un pointage publié jeudi dernier par la direction, Amcu représente désormais 70% des mineurs de Lonmin, contre 20% pour le NUM. Mais les négociations sur les modalités de la reconnaissance du nouveau syndicat majoritaire patinent.

"*Les travailleurs ne redescendront pas sous terre tant qu'ils n'auront pas une réponse correcte ou que les bureaux du NUM n'auront pas été fermés*", a précisé Molisi Phele, un autre mineur.

Des mineurs de Lonmin avaient déjà débrayé pour les mêmes raisons début mars, tout comme des collègues d'Amplats à la mi-février.

Selon le quotidien économique Business Day, les syndicalistes d'Amcu se plaignent aussi d'avoir été tenus à l'écart des discussions autour du plan social annoncé vendredi par le numéro un mondial du platine Anglo American Platinum (Amplats). Il prévoit la suppression de 6.000 emplois --12% de ses effectifs dans le pays--, essentiellement dans le bassin de Rustenburg, à une quarantaine de kilomètres de Marikana.

Tant Amcu que le NUM ont appelé à l'action pour s'opposer à toute suppression d'emplois.

En outre, le week-end a été endeuillé par trois meurtres. A deux pas d'une mines d'Amplats, le coordinateur régional d'Amcu Mawethu Steven --appelé aussi "*Steve*"--, a été abattu par des inconnus alors qu'il regardait un match de football dans une taverne.

Ce syndicaliste devait témoigner devant la commission d'enquête sur les violences de l'an dernier, qui poursuit ses auditions depuis plusieurs mois à Rustenburg.

"*Qui a tué Steve?*", ont chanté les manifestants dans le stade.

Les gens du NUM "*utilisent des armes à feu pour tuer nos gens, les membres d'Amcu, et Lonmin les protège*", a accusé le gréviste Mandisi Dlamini.

"*Les choses tournent mal ici, nous ne pouvons pas rester les bras croisés quand nos gens sont tués tous les jours... C'est la faute du NUM*", a renchéri Michael Sobantu, un militant d'Amcu.

Le NUM se plaint aussi d'être la cible de violences, deux autres hommes --des jumeaux-- ayant été tués par balles dimanche soir dans un bidonville situé aux portes de la mine de Marikana. L'ancien syndicat majoritaire dit que l'un d'eux était l'un de ses permanents. Des affrontements ont alors opposé la police à des habitants du bidonville.

Amcu avait lancé un appel au calme lundi, alors que la tension est extrêmement vive dans la région.

Les rivalités syndicales, les suppressions d'emplois et les brutalités policières "*pourraient mener à une situation incontrôlable*", a estimé Peter Attard Montalto, analyste chez Nomura. AFP 14.05

Ils sont très forts les mineurs Sud-africains, ils ont du bol, ils ont réussi à fonder un syndicat qui défend leurs intérêts et à rejeter dans la minorité le NUM lié à l'ANC... Nous, nos dirigeants n'en ont même pas été foutus en 70 ans, à croire qu'ils n'y tenaient pas vraiment...

5- Bangladesh

5.1- Gap et d'autres grandes marques américaines ont refusé lundi d'approuver un accord sur les conditions de sécurité dans les usines textiles du Bangladesh validé par les deux leaders mondiaux du prêt-à-porter, le suédois H&M et l'espagnol Inditex.

Cet accord, soutenu par l'Organisation internationale du travail, des syndicats et d'autres groupes d'influence, était en négociation depuis le 24 avril.

Le syndicat IndustriALL, qui a conduit les négociations, a salué l'engagement de H&M et a souhaité que d'autres marques suivent son exemple avant une date-butoir fixée au 15 mai.

Le groupe espagnol Inditex, propriétaire de l'enseigne Zara, a fait savoir qu'il soutenait cet accord. "*L'accord n'est pas publié mais, comme vous le savez, nous avons joué une part très active dans son développement*", a précisé un porte-parole.

Un porte-parole d'IndustriALL a dit que l'Américain PVH, qui possède Calvin Klein, et l'Allemand Tchibo, déjà signataire

d'un programme existant au Bangladesh, avaient exprimé leur soutien à l'accord.

Gap, partie prenante des négociations, a dit être prêt à valider l'accord "*aujourd'hui*" mais réclame au préalable un changement dans la clause relative aux règlements des contentieux devant la justice.

"*Grâce à ce simple changement, cet accord mondial historique pourra avancer avec l'ensemble des distributeurs, pas seulement ceux qui sont basés en Europe*", a déclaré Eva Sage-Gavin, une cadre de Gap, dans un communiqué.

L'Europe représente environ 60% des exportations textiles du Bangladesh.

Wal-Mart, qui participait également aux négociations, n'a pas communiqué sur l'accord.

Le premier groupe mondial de distribution a en revanche exhorté les autorités bangladaises à faire cesser la production dans une usine qu'il juge dangereuse, Stitch Tone Apparels à Chittagong, et à inspecter un autre site à Dacca, la capitale.

Le gouvernement bangladais a adopté lundi un amendement au Code du travail permettant au Parlement d'autoriser la constitution de syndicats dans les usines de confection sans autorisation préalable des employeurs.

Cette disposition est réclamée de longue date par les organisations internationales du travail et les associations de défense des droits de l'homme.

L'amendement a été adopté au lendemain de la décision du gouvernement de créer une commission chargée d'évaluer les augmentations de salaires pour les ouvriers de la confection.

Le salaire minimal mensuel est de 38 dollars, après une augmentation de 80% en 2010 acceptée au terme de plusieurs mois de violentes manifestations. Reuters 14.05

5.2- Les responsables des usines et certains ingénieurs sont parfois arrêtés et des comités ad hoc sont créés, mais en raison de la corruption endémique (trente des plus grands propriétaires d'usines textiles siègent au Parlement de Dacca et la moitié des députés possèdent directement ou indirectement des usines), ces commissions ferment les yeux sur les conditions de travail et l'état des bâtiments. Cette fois encore, le propriétaire de l'immeuble Rana Plaza était l'un des leaders locaux du parti au pouvoir, l'Awami League.

Le Bangladesh a émergé dans l'industrie de l'habillement à partir des années 1990 grâce à une main d'œuvre abondante et peu coûteuse. Depuis 2009, il figure à la deuxième place des exportations mondiales dans ce secteur, derrière la Chine. Il a largement bénéficié du dispositif "*Tout sauf les armes*" établi par l'Union européenne en 2001 pour favoriser le développement des exportations des pays les moins avancés, puis a profité de l'assouplissement des règles du Système généralisé de préférences (SGP) en 2011. Résultat du développement de ce secteur, l'habillement représente 80 % des exportations du Bangladesh et ce dernier est depuis 2012 le deuxième fournisseur de l'Europe. L'Union europénne ne peut soumettre ce pays à des sanctions économiques, sous peine de mettre en danger développement progressif du niveau de vie. lemonde.fr 14.05

Mais surtout, l'UE est le représentant des multinationales négrières occidentales, "*mettre en danger (le) développement progressif du niveau de vie*" de leurs actionnaires serait indécent....

ECONOMIE

1- Zone euro

La production industrielle de la zone euro a augmenté de 1,0% en mars, sa plus forte hausse depuis juillet 2011, ce qui s'explique principalement par un bond de la production d'énergie.

Ce chiffre meilleur qu'attendu cache toutefois des disparités marquées: en mars, la production industrielle a notamment reculé en France et en Italie alors qu'elle progressait en Allemagne.

La production d'énergie des 17 a augmenté de 3,8% par rapport à février.

La production manufacturière de produits de consommation durables, comme les voitures ou l'électroménager, a augmenté de 1,9% sur un mois. Reuters 14.05

2- France

La consommation alimentaire hors domicile, qui couvre tous types de restauration sur place ou à emporter, a représenté un marché de 86,5 milliards d'euros en France (+0,34%) en 2012, selon une étude de Gira conseil publiée mardi dans le journal L'Hotellerie-Restauration.

Ce chiffre représente "*l'une des plus faibles croissances depuis le début des années 2000*", ajoute l'hebdomadaire de la presse professionnelle, qui donne les "*premières tendances*" de l'étude annuelle.

"*Le consommateur fait attention à ses dépenses et en même temps le marché, ralenti par le phénomène de crise, est tout de même porteur*", a expliqué à l'AFP le directeur du cabinet Gira, Bernard Boutboul.

Le nombre de repas pris hors domicile, que ce soit dans un restaurant commercial, rapide et/ou servant à table, un restaurant collectif, ou chez un traiteur, a progressé de 1,31% à 9,6 milliards d'unités, selon l'étude.

La dépense moyenne des Français par repas est de 9,01 euros, en hausse de 0,96% par rapport à l'année précédente mais en baisse de 2,66% par rapport à 2008.

Le secteur le plus dynamique reste la restauration rapide moyenne et haut de gamme (+3%), "*largement au dessus du marché global*", a précisé M. Boutboul.

En revanche, le secteur de la restauration à table de moyenne gamme est le plus affecté avec une baisse de 1,87%.

Le secteur de la restauration à table haut de gamme n'est lui pas du tout touché. L'Expansion.com 14.05

La majorité de la population, la citadine, se nourrit de plus en plus mal. On notera avec satisfaction que la table de ceux qui se goinffrent sur notre dos se porte bien.

3- Etats-Unis

Les Etats-Unis devraient faire baisser leur déficit public de plus de 40% au cours de l'exercice fiscal 2013 pour le ramener à 642 milliards de dollars, son niveau le plus faible depuis 2008, selon une étude du Bureau du budget du Congrès américain (CBO) publiée mardi.

"*Etant donné que les recettes doivent augmenter plus vite que les dépenses selon le régime légal en vigueur, les projections de déficits du CBO continuent d'être revues à la baisse*", écrit cet organisme indépendant dans son rapport.

Au terme de l'exercice fiscal 2012, achevé fin septembre, le déficit public américain s'est élevé à 1.087 milliards de dollars et devrait fondre de 40,9% cette année pour atteindre 642 milliards de dollars, d'après le CBO.

En 2013, le déficit public américain ne devrait plus représenter que 4% du produit intérieur brut (PIB), contre 7% en 2012, avant de poursuivre sa décrue jusqu'en 2016, selon le CBO.

Il "*devrait toutefois augmenter dans les années suivantes, pour atteindre 3,5% en 2023*", en raison notamment de la hausse des coûts de l'assurance-maladie et d'un alourdissement de la charge de la dette, indique le rapport.

Dans la même étude, le CBO écrit que le plafond de la dette américaine ne devra être relevé qu'en octobre ou novembre. La limite actuelle (16.400 milliards de dollars) a été atteinte le 31 décembre, mais le Congrès a voté une loi permettant au Trésor de continuer à emprunter jusqu'à ce samedi inclus. AFP 14.05

Haut de page

Le 16 mai 2013

CAUSERIE

J'ai au moins trois sujets sur le feu, mais il fait si chaud ici, 40°C ou plus que travailler est une vraie corvée, je n'avance pas. Ce soir j'ajouterai encore de nouveaux articles sur la Syrie et l'Algérie.

Au passage, les agences de presse et les médias multiplient les infos contradictoires, dorénavant cela concerne absolument tous les domaines. Du coup, c'est un casse-tête, faut-il laisser passer un jour ou deux avant de rendre compte d'une info ou cela ne vaut finalement pas le coup, au départ ils vous présentent une info comme quelque chose de très importants, puis la baudruche se dégonfle, bref à force de courir après le scoop, ils délirent ! J'imagine que c'est la même chose dans la version télévisuellle ou radiophonique qu'on écoutera distraitement pour briser la solitude si nécessaire ou papier tout juste bon pour faire du feu quoi.

On se passera des articles du portail grec okeanews.fr puisque "*désormais, les nouveaux articles du site sont accessibles uniquement aux abonnés*", comme je l'avais déjà indiqué, ce ne sera pas une grosse perte étant donné que les agences de presse diffusent gratuitement dans un délai de 24 à 48h l'essentiel des infos qu'on peut y trouver.

Où vont-ils ?

Affronter les appareils des syndicats, vous n'y pensez pas.

NPA. Contre nos retraites, le gouvernement nous fait le coup du dialogue social - Mardi 14 mai 2013

Gouvernement et patronat ont, ensemble, un plan de bataille pour imposer un nouveau recul. Face à eux il faut refuser le piège du dialogue social. Il faut discuter d'un plan pour une contre-offensive face à cette politique entièrement dévouée au Medef contre les salariés.

Du niveau de la conversation de sallon de thé pour vieilles filles.

LO. Retraites : le gouvernement nous attaque par tous les bouts - mardi 14 mai 2013

Ayrault consulte les confédérations syndicales et le patronat pour décider les réformes sociales qu'il voudrait faire passer à l'Assemblée nationale en septembre.

... ce gouvernement, comme le précédent, soutient les retraites des travailleurs comme la corde soutient le pendu.

A table en famille. Apparemment ils s'en accommodent.

POI. Un "*dialogue social*" indispensable au gouvernement pour faire passer sa réforme.

- "*La réforme des retraites est bel et bien lancée. (...) La « concertation » ou la « négociation » avec les syndicats et le patronat a commencé dès ce lundi 13 mai. (...) Il voudrait donc à tout prix, d'une manière ou d'une autre, obtenir une sorte d'accord des syndicats, et de la CGT et de FO en particulier. C'est la question principale posée aujourd'hui, au centre de tous les enjeux.*"

Il est vrai qu'il est difficile de courir deux lièvres à la fois, la véritable question était le refus de la CGT et de FO de participer à cette conférence afin qu'elle n'ait pas lieu, ce qui aurait contribuer à ouvrir une crise entre le gouvernement et les syndicats, mais puisque leurs appareils en ont décidé autrement, cela a force de loi dans le mouvement ouvrier, le POI n'y tient pas vraiment ou pas du tout.

Quant à l'édito de D. Gluckstein (IO n°251), pour le qualifier on reprendra ses termes, ce n'est "*que baratin*", une "*fable*" osant conclure en disant "*Il y a une seule base pour l'unité ouvrière, celle de l'indépendance du mouvement ouvrier*", alors que celle-ci est foulée aux pieds par la CGT et FO en participant à cette conférence sans que le POI le condamne.

Bref, le révisionnisme a bien gangrené tous les partis ouvriers.

A la page 4, ils questionnent un syndicaliste ou plutôt un manchot :

- "*Il (Ayrault - ndlr) fait comme si FO et CGT n'avaient pas refusé cet accord, comme s'il n'y avait pas eu le 5 mars et le 9 avril, comme si FO et la CGT étaient corédactrices de la loi avec la CFDT. (...) Il s'agit de contribuer à ce que les syndicats aient les mains libres pour se battre*."

Non, Ayrault fait comme si la CGT et FO avaient bien participé à la mascarade sordide qui a débouché sur l'accord du 11 janvier 2013, lui il s'en tient aux faits, la totalité des faits, c'est sa force, il n'est pas comme vous qui ne voyez que ce que vous voulez voir, ce qui vous arrange, c'est votre faiblesse, à moins que vous n'y compreniez rien à rien, les syndicats ne peuvent pas avoir les mains sagement posées au côté de celles du gouvernement et du patronat sur la même table, liées par un processus qu'ils ont accepté et dont ils connaissent les tenants et les aboutissants et avoir les mains libres pour les combattre, un peu de sérieux.

On enfonce le clou ?

Dans la même page : - *Tarragone, mars 2013 : un appel de militants ouvriers de toute l'Europe pour "refuser toute subordination du mouvement ouvrier aux gouvernements*"... et pendant ce temps-là les syndicats ouvriers discutent tranquillement en France avec le gouvernement et le patronat à quelle sauce les droits sociaux des travailleurs seront engloutis sans qu'ils appellent au boycott du cycle infernal du dialogue social, et ils osent prétendre qu'ils agiraient contre "*toute subordination du mouvement ouvrier aux gouvernements*", si ce n'est pas tenir un double langage, qu'est-ce que c'est alors ?

Avec une nouvelle démonstration d'allégeance au régime la coupe est pleine

"*187 élus, parlementaires, maires, conseillers généraux et municipaux soutiennent la demande d'audience au président de la République*". Cela doit être une histoire d'amour entre eux qui remonte à fort longtemps...

Et le socialisme dans tout cela ? Quoi ? Le socialisme ? Connaît pas, pourquoi je devrais ? Non, c'est en option !

S'il m'arrive assez souvent de mettre l'accent sur une info qui va faire l'objet d'un développement à court ou moyen terme, ce que j'appelle par dérision avoir du pif en hommage à Trotsky, au POI ils n'ont décidé pas de bol ou on ne peut pas dire que ce sens soit très développé chez eux quand ils ne sont pas carrément à la traîne...

En page 16, Michel Sérac écrit : "*Les statistiques de l'Insee sur la pauvreté sont exactes et précises*", patatras dès le lendemain au moins deux médias, Le Point (Pourquoi votre pouvoir d'achat baisse bien plus qu'annoncé) et Challenges (Pouvoir d'achat : la baisse de 0,9% annoncée par l'Insee serait en fait de 3,1%) affirment qu'elles seraient erronées.

L'idolatrie qui entoure la fonction publique chez ces dirigeants eux-mêmes fonctionnaires ou ex-fonctionnaires à la retraite est quasiment pathologique dans la mesure où elle déteint sur leur analyse de l'Etat et de la République au point de déformer les rapports qui existent entre ces différents facteurs et de fournir une analyse de la situation qui n'a finalement qu'un rapport approximatif avec la réalité, tout comme les fonctionnaires de l'INSEE à la solde de leur employeur, celui qui les arrange.

Cette déification des fonctionnaires qui sont le principal fond de commerce des appareils des syndicats et de l'Etat sans que sa nature soit caractérisée ou rappelée, on la retrouve à tous les niveaux de la politique du POI et des formes d'organisation du courant trotskiste depuis le PCI d'après-guerre. Ce qui explique qu'Informations ouvrières tienne davantage lieu d'une feuille syndicale et d'un bulletin municipal plutôt qu'un organe de formation et de combat politique au service des travailleurs et du socialisme. Ils ne rendent pas service aux travailleurs du secteur public, au contraire en flattant leur ignorance du rôle de l'Etat, leur employeur, ils contribuent à mieux les subordonner au régime en place, sournoisement à la façon de trade-unionistes qui ont abandonné le combat pour le socialisme, en défendant les intérêts catégoriels des fonctionnaires ne sont-ils pas à leur côté ?

Les apparences sont trompeuses, les fonctionnaires étant aussi ignorants que le reste des masses, ils s'y fieront, qui plus est puisque cela fait leur affaire et le tour est joué, c'est nous qui passeront pour des empêcheurs de tourner en rond ou pire encore, des ennemis des fonctionnaires, alors qu'en réalité en leur ouvrant les yeux nous les aidons à mieux comprendre le fonctionnement de la société, ce qui n'est pas leur préoccupation principale évidemment, mais c'est la nôtre et c'est celle-ci qui prime, car elle incarne les intérêts de l'ensemble des travailleurs des secteurs public et privé.

La différence fondamentale entre nous et ces dirigeants, c'est que nous sommes guidés uniquement par les intérêts collectifs de la classe, par un seul et unique objectif commun à l'ensemble de notre classe sans jamais opposer les intérêts d'une catégorie de travailleurs contre une autre, sans jamais se servir d'une catégorie au détriment d'une autre comme le font sans cesse les dirigeants syndicaux auxquels ces dirigeants sont liés, observer attentivement, cela figurait dans l'accord scélérat du 11 janvier 2013 entièrement tourné contre les travailleurs du secteur privé le gouvernement et le patronat pouvant compter sur la neutralité de ceux du secteur public où sont organisés les trois quarts des syndiqués.

Les fonctionnaires devraient avoir à l'esprit que les flatteurs vivent au détriment de ceux qui les écoutent. On comprendra qu'ils prêtent davantage l'oreille à ceux qui leur promettent des résultats immédiats, plutôt qu'à ceux qui leur tiennent un discours qui les appelle en plus à réfléchir à leurs conditions et à produire un effort pour comprendre comment fonctionne la société et dans quelle direction elle s'oriente. Surtout il ne faut rien dire ou faire qui pourrait les contrarier par crainte qu'ils nous tournent le dos, nourrissons leur susceptibilité, vous êtes parfaits, il faut éviter qu'ils se posent trop de questions, déjà qu'ils sont harcelés par la propagande des appareils, des partis, des médias, d'une multitude de charlatans qui sévissent sur Internet, de l'Etat, alors imaginez un peu l'état de leurs neurones si vous veniez perturber la routine dans laquelle ils sont enfermés, cette camisole de force dans laquelle ils se sentent en sécurité bien qu'elle finira un jour par causer leur perte, c'est d'ailleurs valable pour les travailleurs du privé, ils pourraient devenir complètement paranos, hystériques les malheureux, vaut mieux encore qu'ils se sentent bien comme ils sont, qu'ils ne changent rien, qu'ils ne se doutent de rien, de ce qui les attend...

Nos camarades fonctionnaires auront compris qu'il nous est impossible de souscrire à cette démarche qui creusent leur tombe et celle de l'ensemble de notre classe. Nous soutenons le combat de tous les travailleurs des secteurs public et privé, par contre nous condamnons le contenu et l'orientation politique dans lequel les partis l'inscrivent.

Tenez, j'ai lu qu'ils (le POI) regrettaient que le gouvernement refuse de procéder à la nationalisation des chantiers navals de Saint-Nazaire, non ce n'est pas un canular, "*Aujourd'hui, entièrement soumis aux exigences de l'Union européenne, le gouvernement Hollande-Ayrault : — refuse toute nationalisation ou même que « l'Etat devienne actionnaire majoritaire » pour sauver les industries essentielles du pays*", quelle affaire, pourquoi pas lui demander d'être de gauche, d'être au service des travailleurs alors qu'il est au service des banquiers, d'être socialiste, de plus, les chantiers navals changeraient de propriétaire sans que les rapports sociaux de production n'aient été modifiés, l'Etat capitaliste se substituant à un capitaliste et le tour serait joué, voilà pour leur conception du socialisme, terminant ainsi : "*Le comité de Saint-Nazaire du POI réaffirme que la nationalisation du chantier naval est la seule solution efficace pour garantir son avenir et tous les emplois directs et indirects, pour imposer une politique industrielle avec des commandes de navires.*", mais dans quelles conditions cela pourrait-il se réaliser, qui et comment cela pourrait-il devenir réalité ? Pas de réponse, mystère ! Vous aurez remarqué au passage, tout cela sans que les travailleurs aient pris le pouvoir, sans que le rapport entre classe dominante et classe dominée ait été inversé, bref, ils font de la politique sans en faire (ou pour le compte de l'ordre établi, en procédant sournoisement par sous-entendu), en laissant militants et travailleurs totalement désarmés, ils ne sont pas plus avancés, du coup le gouvernement et les patrons peuvent continuer d'appliquer leur politique. Vous avez sous les yeux ce que j'ai expliqué dans une causerie il y a trois jours.

C'est cette orientation opportuniste que je dénonce et que je combat, ou plutôt cet absence d'orientation politique, car au lieu de combattre le régime en place dans la perspective de son renversement, d'un gouvernement ouvrier qui procèderait à cette nationalisation ou socialisation, que proposent-ils ? Rien, un constat, du vent.

L'article de Challenges du 15 mai 2013.

- En 2012, le pouvoir d'achat global des ménages a donc enregistré un recul de 0,9%, selon les dernières données de l'Insee publiées mercredi 15 mai. Un repli plus important que la première estimation réalisée en mars dernier par l'institut statistique, qui tablait alors sur une baisse du pouvoir d'achat global de 0,4%. Cependant, lorsqu'on prend en compte certaines données comme les dépenses contraintes, la chute apparaît bien plus brutale que celle officiellement annoncée. Démonstration.

Pour calculer l'évolution du pouvoir d'achat, l'Insee compare la progression du revenu disponible brut des ménages à celle des prix à la consommation. Si l'inflation progresse plus rapidement que les revenus, le pouvoir d'achat diminue. Le revenu disponible brut des ménages comprend ainsi selon la définition de l'Insee la somme des revenus d'activités (les salaires), des revenus du capital (dividendes, intérêts de l'épargne ou encore loyers immobiliers perçus hors plus value latentes ou réalisées), des prestations sociales (allocations familiales, chômage, pensions, etc.) ainsi que des autres transferts courants (comme les indemnités d'assurance) auxquels l'Insee retranche les impôts et les cotisations sociales qui pèsent sur les ménages.

Or, en dépit d'une très forte hausse des impôts en 2012 (+10% contre +6,6% en 2011), le revenu disponible brut a continué de progresser (+ 0,9%), passant de 1.326,3 à 1.338,4 milliards d'euros. Le problème c'est que cela ne compense plus la hausse des prix de consommation finale qui a été de 1,9% l'année dernière. Résultat: les Français peuvent s'offrir moins de produits et de services qu'il y a un an, avec une diminution donc du pouvoir d'achat de 0,9% sur l'année. Une situation quasiment inédite en France depuis la deuxième guerre mondiale puisque le pouvoir d'achat global des Français ainsi calculé n'a baissé qu'à deux reprises depuis 1960: en 1983 et en 1984.

La démographie camoufle la perte de pouvoir d'achat

Le problème, c'est que ces données ne prennent pas en compte la démographie. Ce pouvoir d'achat correspond à l'ensemble de la population. Et si cette dernière augmente plus rapidement que les revenus disponibles, cela signifie que chaque personne dispose de moins de revenus. C'est pourquoi l'Insee mesure également l'évolution du pouvoir d'achat par personne. Avec une augmentation de la population d'environ 0,5% en 2012, le pouvoir d'achat par personne baisse alors non pas de 0,9% mais de 1,4%.

C'est encore pire si l'on recalcule le pouvoir d'achat par ménage. En effet, le nombre de ménages français a tendance à progresser plus rapidement que la population du fait du vieillissement de la population (par exemple, des femmes âgées restent seules après la mort de leur mari et comptent toujours pour un foyer) et du phénomène de décohabitation avec les divorces. Ainsi, le nombre de ménages a progressé de 1% en 2012, soit presque deux fois plus vite que la population. Le pouvoir d'achat par ménage recule ainsi de près de 1,9%.

Des dépenses contraintes qui augmentent

Ces données ne semblent toutefois pas suffisantes pour traduire le ressenti des Français quant à leur capacité à supporter le coût de la vie. Cela s'explique notamment par les dépenses contraintes comme le logement qui semblent toujours augmenter plus rapidement que l'inflation. Un indicateur, rarement mis en avant par les autorités, existe pourtant bel et bien pour en rendre compte. L'Insee calcule chaque année ce qu'elle appelle les dépenses de consommation finale "*pré-engagées*", autrement dit les dépenses contraintes.

Il s'agit selon la définition de l'Insee des dépenses liées au logement, au chauffage, à l'électricité, aux services de télécommunications, aux frais de cantine, à la redevance télévisuelle ou encore aux frais d'assurance. Le reste est considéré par l'institut comme le revenu "*arbitrable*", c'est-à-dire le budget dont disposent réellement les ménages à leur guise.

Et là, surprise: si les revenus bruts disponibles augmentent de 0,9%, le revenu "arbitrable" progresse beaucoup moins vite : de seulement 0,2% en 2012. Cette différence s'explique par le fait que les dépenses contraintes ont augmenté de leur côté de plus de 2,8% sur un an.

Du coup, l'évolution du pouvoir d'achat, en dehors des dépenses incompressibles, est encore plus alarmante. Le pouvoir d'achat "*arbitrable*" a ainsi diminué de 2,6% par personne et de 3,1% par ménage. Soit, là encore, la plus forte baisse observée depuis 1984, où cet indicateur avait enregistré un repli de 3,6%. challenges.fr 15.05

ACTUALITE EN TITRES

Quand le bonheur des uns fait le malheur des autres.

Côté jardin

- La Bourse de Paris en hausse malgré de mauvaises statistiques économiques - AFP

- Wall Street finit en légère hausse, nouveaux records - Reuters

Côté cour

- Zone euro: la récession se poursuit, la France décroche - AFP

- Crise économique: l'Europe de l'est touchée à son tour - AFP

En famille.

- La France entre en récession, Hollande promet des réformes à Bruxelles - AFP

- La Commission européenne rassurée par les engagements de Paris - Reuters

Ah bon ?

- Faire baisser le chômage en pleine récession, le défi impossible du gouvernement - L'Expansion.com

Pas suffisamment apparemment!

- Le pouvoir d'achat des Français a subi une baisse record en 2012 - 20minutes.fr -

- Pourquoi votre pouvoir d'achat baisse bien plus qu'annoncé - LePoint.fr -

Le capitalisme est un crime contre l'humanité.

- Code pénal : les députés introduisent un crime d'esclavage moderne - LePoint.fr

Confirmation

- La science informatique bientôt enseignée en primaire - LeFigaro.fr

Il y a quelque temps nous avions reproduit un article dans lequel des enseignants américains expliquaient que l'enseignement à des élèves en bas âge de l'informatique avait abouti au fait qu'ils n'étaient même plus capables d'écrire avec un stylo ou de lire une lettre manuscrite, que sans cette machine qu'est l'ordinateur, à l'aide uniquement de leurs doigts ils ne savaient pas écrire leur nom, l'ordinateur devenant un organe complémentaire à leurs mains sans lequel ils sont impotents. L'homme devenu

totalement esclave de la machine conçue par des hommes qui excercent leur contôlent sur lui...

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande le président français... de l'Union européenne.

Qui aurait dû en douter ? Personne. Qui ne savait pas que depuis 1957 le PS n'avait cessé de soutenir la construction de l'Union européenne représentant les intérêts des multinationales et des banquiers, avant comme après le traité de Maastricht jusqu'en 2012 ? Tout le monde le savait. Mais étrangement aucun parti ouvrier, aucune formation politique, pas même le moindre groupuscule n'a appelé au boycott de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2012 sachant ce qui se tramait contre les travailleurs.

Tous se sont employés à faire croire aux travailleurs qu'il y aurait eu une différence entre Sarkozy et Hollande, entre l'UMP et le PS, alors que les faits témoignent du contraire. Tous se sont alignés sur les illusions qu'entretenaient les couches moyennes privilégiées et de la classe moyenne dans Hollande et le PS et qui correspondaient à leurs intérêts spécifiques, tandis que ceux de la classe ouvrière devraient être broyés.

Dès lors que Hollande et sa "*majorité*" parlementaire seraient élus, nous savions qu'ils se plieraient systématiquement au diktat de l'UE pour en avoir été les complices pendant 55 ans, parfois même pour avoir favoriser la mise en oeuvre de sa politique destructrice (Delors, Rocard, Jospin). Donc ce qui se produit aujourd'hui était déjà écrit à l'avance.

De son côté, le patronat savait que l'arrivée au pouvoir de Hollande et du PS favoriserait la mise oeuvre de sa politique antisociale avec le soutien des appareils syndicaux vendus au capitalisme, qu'ils s'emploieraient à cadenasser le mouvement ouvrier et le prolétariat comme ils l'avaient fait avec succès à partir du 10 mai 1981, là encore avec la complicité de tous les partis ouvriers.

Il est clair que seule la rupture avec Hollande et son gouvernement réactionnaire, avec le PS et ses satellites, avec les institutions de la Ve Républisue, avec les appareils pourris des syndicats, pourrait permettre de concevoir une issue politique aux travailleurs conforme à leurs intérêts et de mener le combat à l'intérieur du mouvement ouvrier dans cette direction afin de démasquer les traitres, marginaliser les jaunes, rassembler les éléments les plus avancés de la classe ouvrière dans la perspective d'un gouvernement ouvrier et du socialisme.

Mais hélas, aucun dirigeant, aucun parti ne veut entendre parler d'une telle orientation ! Ils sont tous acquis à la cause du régime en place, dans le cas contraire, qu'ils prouvent le contraire et nous les soutiendrons, disons-leur : les militants et les travailleurs vous observent, ils attendent votre réponse, ils jugeront sur pièces.

- La Commission européenne a salué mercredi l'engagement de la France de mener d'ambitieuses réformes structurelles de son économie.

"*Nous savons qu'il y a aujourd'hui une volonté de poursuivre des réformes ambitieuses, pour la compétitivité*", a déclaré José Manuel Barroso en conférence de presse. "*Je suis vraiment rassuré car le président de la France l'a lui-même dit.*" "*Nous partageons la même analyse*", a-t-il dit.

"*L'économie française doit enrayer sa perte de compétitivité pour créer croissance et emplois*", a-t-il ajouté.

François Hollande a confirmé pour sa part que "*le temps qui est donné doit être mis au service de réformes de compétitivité et donc de croissance*".

Dans son esprit, une consolidation des réformes s'impose "*non parce que l'Europe nous le demanderait mais parce que c'est l'intérêt de la France*".

"*Je soigne l'économie française pour qu'elle puisse repartir*", a dit le chef de l'Etat. "*Je fais en sorte qu'on puisse prendre les bons instruments, utiliser les bons outils pour qu'on puisse repartir*".

Il a cité les réformes de la formation professionnelle, des retraites et de l'indemnisation chômage, qui feront toutes l'objet de négociations avec les partenaires sociaux.

La Commission européenne dira le 29 mai ce qu'elle attend de la France en échange d'un sursis de deux ans.

Décidé de longue date, avant le sursis accordé à Paris pour son déficit budgétaire, le déjeuner avec la Commission a été présenté par François Hollande comme une marque "*d'attachement*" de sa part aux institutions européennes, qu'il avait déjà honorées en venant au Parlement européen en février. Reuters 15.05

Question à cent balles : Qui explique aux travailleurs que ce qu'ils entendent par croissance coïncide avec l'accord patronal du 11 janvier, celui à venir sur les retraites, etc ? Même qu'en Grèce en ayant diminué les salaires de près de 50%, cela ne suffit pas encore et la troïka en redemande.

Cela doit être ses mensonges qui le font grossir !

- Pour Cahuzac, Hollande serait un plus gros menteur que lui - L'Express.fr

Jérôme Cahuzac concède avoir menti en assurant ne pas avoir de compte à l'étranger. Mais minimise le poids de son mensonge... "*C'est moins grave de mentir pendant quinze secondes devant 577 députés que de mentir depuis un an sur l'état de la France, comme le fait François Hollande...!*", aurait-il déclaré à certains de ses anciens conseillers, selon des propos rapportés dans *Le Figaro*, ce mercredi 15 mai.

Un raisonnement sur la hiérarchie du mensonge déjà rapporté début avril par *Le Canard enchaîné*. Jérôme Cahuzac pointait du doigt la politique du gouvernement qui lui aurait ordonné de mentir sur la possibilité de réduire le déficit de la France. "*On me dit que j'ai menti sur ma situation personnelle. Cela veut dire quoi? Qu'il y aurait des mensonges indignes et d'autres qui seraient dignes? Quand on ment sur ordre, et pour des raisons politiques, à l'Assemblée, est-ce digne? A ce compte-là, j'ai menti devant l'Assemblée, sur la possibilité de réaliser 3% de déficit en 2013*." L'Express.fr 15.05

Il est vrai que question dignité, vous en connaissez un rayon, c'est votre spécialité...

Non, vous auriez menti "*sur ordre*", de qui, de Hollande ? Et Hollande, "*sur ordre*" de qui ment-il ? Barroso, Draghi, Merkel ou son petit doigt, c'est la même chose. A qui ? On le sait, aux crétins qui ne demandent que cela, sinon à quoi bon franchement !

Un programme "***choc***", de guerre contre les travailleurs.

Roux de Bézieux, candidat au Medef, présente son programme choc - Reuters Geoffroy Roux de Bézieux, candidat à la présidence du Medef, a proposé mercredi une trêve fiscale pour les entreprises, une réforme d'ampleur des retraites et de l'assurance chômage, une TVA-CSG "sociale" et des négociations pour relancer l'emploi.

Le chef d'entreprises, qui présentait ses 90 propositions aux médias, affrontera quatre autres candidats à la succession de Laurence Parisot à la tête du patronat français le 3 juillet : Pierre Gattaz, Patrick Bernasconi, Thibault Lanxade et Hervé Lambel.

"*C'est presque un programme de gouvernement*", a dit l'ancien président de l'Unedic, l'organisme qui gère l'assurance chômage, en précisant avoir écarté les propositions "*totalement irréalistes*".

Plutôt que de supprimer directement les 35 heures, il souhaite que les partenaires sociaux négocient pour permettre à chaque entreprise de moduler le temps de travail par un accord majoritaire.

Pour redresser les marges des entreprises, plus faibles en France que dans les autres grands pays européens, il demande qu'il n'y ait "*plus aucune nouvelle taxe sur les entreprises jusqu'en 2017*", et la création d'un plafonnement fiscal maximal. Il suggère de fixer ce plafond à 34% en 2014 et de le baisser d'un point par an pour atteindre 29% en 2019, un niveau qu'il estime comparable à la situation allemande.

Afin de réduire le coût du travail, il souhaite que soit relancée la "*TVA sociale*", annulée par François Hollande, en transférant les cotisations familiales sur la TVA et la CSG.

Face à la dégradation continue du marché de l'emploi, il prône une négociation visant à réduire la dualité CDD/CDI, en renforçant les protections associées au premier tout en rendant le second plus "flexible". Une plus grande adaptation de la complexité et du coût des plans sociaux à la taille des entreprises serait d'autre part négociée.

Pour redresser les comptes des retraites, il propose d'augmenter le nombre d'annuités, de reculer progressivement l'âge légal, de désindexer les augmentations de l'inflation et d'aligner, "*à long terme*", les régimes du public et du privé.

Alors que les comptes de l'assurance chômage sont attendus en perte de 5 milliards d'euros cette année, Geoffroy Roux de Bézieux propose de durcir plusieurs paramètres. Il prône une réduction de la durée d'indemnisation, un plafonnement des indemnités à 2.000 euros par mois, une dégressivité des allocations et une réforme des régimes spéciaux, notamment ceux

des intermittents et des frontaliers.

S'il devient président du Medef, il menace à cet égard de ne pas signer à n'importe quelles conditions la prochaine convention d'assurance chômage attendue fin 2013. Reuters 15.05

En 2007 j'avais commis une erreur, j'avais estimé que si Sarkozy était élu et qu'il entreprenait de nous matraquer, l'avant-garde se rassemblerait pour le combattre, tel ne fut pas le cas, chacun étant davantage préoccupé à défendre son appareil ou micro-appareil. En sera-t-il autant si cet aristocrate, Geoffroy Roux de Bézieux, venait à prendre la direction du Medef ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le renseignement américain, CIA, vient de le reconnaitre : "*si le président syrien parcipite en 2014 aux élections présidentielles syriennes, il sera accrédité de 75% des voix*".

Selon le site d'information Al Ahd, qui cite la CIA, " *un ensemble de rapports et de sondages collectés au sujet des éléctions présidentielles 2014 vient de le confirmer , si Assad est à nouveau candidat, il l'emportera avec 75% des voix*" " *et cette victoire sera d'autant plus probable si un adversaire de poids ne dispute pas ce scrutin avec lui. Assad continuerait ainsi à être au pouvoir jusqu'en 2020.* " Le rapport de la CIA confirme les victoires sur le terrain de l'armée syrienne et le fait que l'armé arabe syrienne a une nette suprématie sur le terrain qui semble se prolonger jusqu'aux élections de 2014. french.irib.ir 15.05

1.2- Il y a des signes qui ne trompent pas ! Selon le site libanais, Khabar press, des centaines de membres de la milice ASL sont en train de quitter le territoire syrien pour les pays européens. " *Les avancées fulgurantes de l'armée arabe syrienne d'une part et l'emprise d'Al-Nosra et d'autres groupes takfiris sur l'ASL de l'autre, ont poussé des dizaines de commandants de l'Armée syrienne libre à quitter les régions nord de la Syrie et partir via la Turquie en Europe*". "*Ces gens là échappent les réglements de compte des takfiris et le feu nourri de l'armée syrienne, ajoute le site qui souligne une hausse sensible des demandes d'asile politique formulées par les membres de l'ASL auprès des services d'immigration des pays européens dont l'Allemagne.*" Le site fait une remarque digne d'intérêt : "*l'Arabie saoudite comme certains autres pays du golfe Persique ont bien financé et soutenu l'ASL mais ils refusent d'en accueillir sur leur sol les membres. Il en va de même pour les réfugiés syriens. De ce fait les combattants de l'ASL trouvent en Europe une contrée plus sûre et plus digne de confiance.* " Cette information est diffusée alors que le ministre allemand de l'Intérieur a récemment reconnu la présence des extrémistes salafistes allemands en Syrie et s'est inquiété que ces "*éléments ne se transforment pas en une menace contre l'Allemagne dès leur retour*". french.irib.ir 15.05

1.3- Trois jours après la diffusion d'une vidéo qui met en scène un terroriste nosratiste cannibal en train d'arracher puis de consommer tout cru le coeur d'un soldat syrien, le département d'état daigne enfin réagir : il cvondamne mollement cet acte et précise s'en être plaint auprès "des rebelles"!!

" *Nous appelons les belligérants à respecter les droits de l'homme et le droit international* ". Or cette condamnation a du mal à convaincre dans la mesure où les Américains continuent d'armer et de financer ces mêmes terroristes en dépit du fait qu'ils les ont inscrits sur la liste des organisations terroristes . du côté des médias occidentaux, la radio Osten de Norvège fait remarquer : " *il est douloureux pour nous les occidentaux le soutien que nous apportons àdes sauvages qui ont prétexté la démocratie pour commetre des pires ignominies . et la douleur est encore plus cuisante de voir que les crimes sont commis au nom de l'Islam. C'est trahir l'islam, et les enseignements qu'il prodigue à ses disciples . cette personne qui mange de la chaire humaine est représentant de la démocratie occidentale en Syrie. il avoue avoir commis ce crime il est membre de l'ASL (brigade Farough) et nous , en occident on ne fait rien pour la traduire devant la justice.* " Le site de CNN affirme avoir contacté l'un des amis du cannibale qui confirme effectivement cet incident qui se serait déroulé il y a deux semaines . le CNN se contente donc de confirmer sans condamner le crime . lejournal Dagbladet de Norvège , sans exiger aucune puntion, se contente lui de souligner que cette vidéo " *a exposé aux yeux d'un occident plus ou moins ignorant le combre de la sauvagerie des islamistes* ". french.irib.ir 15.05

2- Turquie

Sur l'ordre direct de l'AKP au pouvoir, l'armée de l'Air turque vient de décider de mettre à la porte ses 700 employés (pilotes, techniciens, ingénieurs...) alaouites !

Le député du parti républicain, Attila Kart qui a annoncé cette nouvelle, a souligné que les licenciements avaient un

caractère exclusivement confessionnel et qu'ils pourraient s'inscrire dans le sens des plans qu'a Erdogan pour une attaque aérienne contre la Syrie. Entre 20 à 25 millions de Turcs sur un total de 75 millions sont de confession alaouite, comme celle d'Assad et de son clan et depuis qu'Erdogan s'est engagé aux côtés des Etats et des régimes arabes dans la guerre contre la Syrie, ils subissent des pires persécutions. french.irib.ir 15.05

SOCIAL

France

La volonté de réduire les coûts pour la Société Générale ne date pas d'hier. Ainsi, en 2011, la banque avait recours massivement aux stagiaires, détenant même un record en la matière, puisqu'elle employait pas moins de 11.214 stagiaires selon une enquête publiée sur BastaMag. Un chiffre qui équivaut à 26,7% de l'effectif total de ses salariés en France. En comparaison, la BNP en comptait 2.766 pour un effectif similaire. La Tribune 14.05

ECONOMIE

1- FMI

Le Belge Jacques de Groote, ancien administrateur du Fonds monétaire international (FMI), répond de blanchiment devant le tribunal pénal fédéral de Bellinzone en Suisse. Les sommes saisies dépassent les 600 millions d'euros. lecho.be 14.05

2- Europe centrale et orientale

Les pays d'Europe centrale et orientale sont peu à peu rattrapés par la crise, certains de ces anciens champions de la croissance comme la Pologne ou l'Estonie, sont en pleine décélération, alors que la République tchèque s'enfonce dans la récession.

Le produit intérieur brut (PIB) de la Pologne, poids lourd économique de la région, n'a augmenté que de 0,1% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent.

Un chiffre qui apparait d'autant plus faible qu'il concerne un pays en rattrapage économique dopé par les fonds de l'UE.

Sur l'ensemble de 2012, la Pologne avait vu son PIB progresser de 1,9%, contre +4,5% en 2011.

Dans la zone euro, la récession s'est poursuivie au premier trimestre, avec un PIB en repli de 0,2%, a indiqué mercredi l'office européen des statistiques, Eurostat.

En Allemagne, la croissance a atteint à peine 0,1% au premier trimestre, selon les derniers chiffres et la France a officialisé mercredi sa récession avec la publication d'un recul de 0,2% du PIB au premier trimestre.

Largement dépendante de la production automobile et des exportations, l'économie tchèque, s'enfonce dans la plus longue récession de son histoire moderne.

Au premier trimestre, le PIB de ce pays s'est replié de 0,8%, sixième trimestre consécutif de baisse.

"*La récession de l'économie tchèque ne se rapproche pas de la fin mais, au contraire, elle s'aggrave*", a averti Petr Dufek, analyste de la banque CSOB.

Membre de l'UE depuis 2004 mais pas de la zone euro, la République tchèque est entrée en récession fin 2011. Pour l'ensemble de 2012, son PIB a reculé de 1,2%, après une hausse de 1,9% en 2011.

La Slovaquie voisine, pays membre de la zone euro et dont l'économie repose largement sur la production automobile et électronique, tourne au ralenti avec un PIB en hausse de 0,3% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent.

Sur l'ensemble de 2012, le PIB slovaque avait progressé de 2,0%, après une augmentation de 3,2% en 2011.

L'Estonie, dernier pays entré dans la zone euro, qui caracolait en tête des membres de l'UE avec une croissance record de 8,1% en 2011, voit ses perspectives s'assombrir.

Le PIB de ce pays balte a baissé de 1,0% au premier trimestre et le taux de chômage est reparti à la hausse, à 10,2%, après 9,3% au dernier trimestre de 2012.

En comparaison annuelle, la croissance n'est plus que de 1,0% au premier trimestre après 3,2% en 2012.

Dans la Lettonie voisine, pays qui espère rejoindre la zone euro en janvier 2014, la croissance a ralenti à 1,2% au premier trimestre, après avoir atteint 5,6 sur l'ensemble de l'année dernière, soit le meilleur résultat au sein de l'UE.

En revanche, "*de bonnes nouvelles viennent de Hongrie et de Roumanie*", souligne Capital Economics.

La Hongrie est sortie de la récession qui la frappait depuis la mi-2012, avec une hausse de 0,7% de son PIB au premier trimestre de 2013, et la Roumanie a vu son PIB progresser de 0,5%. AFP 15.05

3- Grèce.

L'opérateur public d'électricité grec DEI (PPC), l'une des principales sociétés contrôlées par l'Etat, sera privatisé d'ici 2016 après restructuration en 2015, a annoncé mercredi le ministère de l'Environnement et de l'Energie.

Le projet gouvernemental pour cette cession prévoit la création d'ici 2015 "*d'une nouvelle entreprise compétitive qui comprendra 30% de la partie productive de la DEI, les mines de lignite et les usines hydroélectriques et de gaz naturel de la société*", a indiqué un communiqué ministériel.

"*La procédure sera complétée d'ici le premier trimestre 2015 et la nouvelle société sera opérationnelle immédiatement*", selon ce texte, précisant que les détails de la privatisation seront examinés par la Commission européenne d'ici fin juin.

L'Etat grec, qui possède actuellement 51% de la DEI, s'est engagé à vendre 17% de la DEI d'ici fin 2015. Des caisses de retraites possèdent 3,8% de la DEI.

L'opérateur de transmission de l'électricité (ADMIE) sera également privatisé, selon le ministère, qui précise que l'ensemble de ces cessions doit être conclu d'ici 2016.

La DEI figure sur la longue liste des sociétés publiques que le pays s'est engagé auprès de ses créanciers UE et FMI à privatiser en échange de prêts de 240 milliards d'euros dont le pays bénéficie depuis l'explosion de la crise de la dette en 2010.

La libéralisation du marché énergétique, dominé depuis des décennies par la DEI, est une condition préalable réclamée par les créanciers pour que le pays continue de bénéficier des prêts. AFP 15.05

Haut de page

Le 17 mai 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter en ligne quelques articles et les ouvrages de Rosa Luxemburg, ce sera pour ce soir.

Rédigé hier soir

Sans que je puisse en déterminer les raisons, notre portail est en passe d'être fréquenté par de plus en plus de travailleurs et militants, vendredi 10 : 388 connexions ; le 13 : 372 ; le 14 : 533 et le 15 : 483, alors qu'on avait l'habitude de naviguer autour de 100 connexions par jour il y a peu de temps encore. 2.500 connexions en une semaine, le record !

Je suis frustré de ne pas savoir à quoi cela tient, je ne vais pas me focaliser là-dessus, mais c'est un véritable problème, car si je le savais je pourrais réorienter le portail dans une direction plus à même encore de répondre aux attentes des militants ou travailleurs.

Etait-ce en rapport avec l'actualité ? Aurais-je mis en ligne des articles qui seraient répertoriés en bonne place par les moteurs de recherche et qui seraient accessibles facilement à partir de mots clés que de nombreux internautes utilisent ?

A propos de l'actualité, je me suis abstenu d'intervenir sur les Etats-Unis et les difficultés que rencontrent Obama tout en suivant quotidiennement ce dossier, j'attendais de voir si le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca publierait des articles sur ce sujet, car je n'ai pas le temps de m'y attarder. Apparemment la guerre fait rage entre les différents courants qui s'affrontent au sein de l'administration américaine, du département d'Etat et de la Défense, du Pentagone et de l'armée, quant à savoir quelle attitude adoptée dans plusieurs dossiers brûlants dont la Syrie, l'attitude à avoir face à la Russie et Israël, tandis qu'une partie de l'armada russe croise dans la Méditerranée depuis aujourd'hui. A suivre.

Sur le plan social en France rien de nouveau. Sur le plan politique nous avons fait un point dans la journée.

Le trait marquant de la situation, c'est le refus obstiné de tous les partis de rompre avec les appareils des syndicats et d'engager la bataille pour le boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochain.

Les uns et les autres sont tombés dans le piège qui leur était tendu, qui consistait à courir après l'actualité qui en grande partie reflète les illusions ou l'ignorance des masses, au point, une fois passée cette camisole de force qui au quotidien est le pendant de la routine abrutissante dans laquelle les masses se débattent, être incapables de relier la réalité aux enseignements de la lutte des classes du passé qui synthétisaient la riche expérience et les connaissances accumulées par le mouvement ouvrier pour mener son combat, intégrer les faiblesses de notre ennemi dans une stratégie qui la briserait.

On ne peut pas penser un instant à la situation en Grèce, au Portugal ou en Espagne, mais aussi en France et bien d'autres pays de l'UE, sans constater que la question de l'Etat ou du pouvoir et de la rupture avec le capitalisme est omniprésente, elle concentre à elle-seule toute la situation et ses contradictions. C'est palpable au quotidien, il n'y a pas une revendication sociale qui n'aboutit pas à la poser directement du fait que chaque fois qu'elle demeure insatisfaite le même argument est avancé : c'est incompatible avec la compétitivité des entreprises, avec l'object de la réduction du déficit de l'Etat. La politique d'austérité est imposée par l'Etat, les institutions, le président de la République et son gouvernement, le parlement à sa botte, porte-parole des intérêts du patronat, des capitalistes, de l'oligarchie financière.

Le gouvernement et le patronat mènent une guerre de classe contre la classe ouvrière et plus largement contre la classe moyenne. Eux ils livrent un combat classe contre classe sans s'embarrasser de fioritures pour le camoufler. Et nous de notre côté, on a des syndicats jaunes ou traitres et des partis ouvriers qui louvoient, tergiversent, se compromettent avec ces appareils. Dans ces conditions notre combat est perdu d'avance, car même si les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils, sans parti ouvrier pour incarner consciemment ces lois, le processus dialectique qui voit les masses se soulevées contre le régime, il est impossible de vaincre, ce qui signifie qu'ils nous livrent à l'ennemi, quelle autre conclusion faudrait-il tirer ? Nous sommes lucides et nous refusons de nous gargariser avec des formules qui finalement utilisées mal à propos desservent notre cause.

Bien que Rosa Luxemburg ait commis quelques erreurs, je vous invite à lire ou relire ses ouvrages que j'ai remis dans la rubrique Défense du marxisme, ils sont très courts et très accessibles. Ensuite, débarrassez-vous de tout a priori, observez l'attitude des différents partis, gardez à l'esprit sa définition du révisionnisme ou notez-la sur un cahier et passez au crible la politique et les positions de ces partis, vous serez stupéfait par la clareté des conclusions auxquelles vous parviendrez. C'est cette lecture qui m'a fait dire les derniers jours : mais où est passé le socialisme, je n'ai pas pu m'en empêcher tellement cela m'avait paru évident. Je le savais, je ne sais pas pourquoi mais à chaque nouvelle lecture des marxistes, je suis stupéfait de constater que le marxisme a disparu de ces partis, qu'il est devenu un fétiche, une icone, un objet digne de figurer à l'état de fossile dans le musée des civilisations anciennes disparues.

Ils s'y prennent tellement bien, que non seulement ils ne sont pas capables d'attirer vers eux les couches les plus avancées de la classe ouvrière, les couches les plus défavorisées du prolétariat non plus, mais aussi la classe moyenne, finalement ils ont tout faux sur toute la ligne.

Qu'on nous permette de poursuivre sur la voie que nous nous sommes tracé et de ne pas en dévier, comme dirait l'autre, les faits trancheront.

Parmi les sujets que j'ai sur le feu il y a l'effondrement du capitalisme, le révisionnisme à notre époque (depuis 1945), la stratégie de la construction du parti (léniniste) intégrant la classe moyenne. Il est déjà 22h50 et je dois aller dormir, j'ai des mois de sommeil à rattraper, aussi nous verrons cela plus tard, chacun de ces sujets posent une multitude de questions auxquelles il faut prendre le temps de réfléchir, surtout que j'ai l'intention de les traiter en repartant de zéro. Je ne sais plus quelle année exactement, Rosa Luxemburg prétendait qu'en raison de l'hétérogénéité de la classe ouvrière il serait impossible dans l'avenir de parvenir à l'établissement d'un salaire minimum, les faits lui ont donné tort et depuis la division du travail s'est encore amplifiée, comme quoi on ne peut pas se contenter de lectures.

Il vaut mieux partir des expériences, des faits et des rapports de nos jours, voir dans quelle mesure ils peuvent s'intégrer dans les enseignements qui nous ont été légués, sinon les compléter ou en tirer de nouveaux enseignements. Vous direz à juste titre que cela pose la question de leur légitimité ou crédibilité. Effectivement, je répondrais à cela qu'on se demande quelle légitimité il y a à s'inspirer d'enseignements du passé qui sont devenus obsolètes ou sans rapport avec la réalité que nous vivons, tout dépend

du sérieux et de la profondeur de notre démonstration et bien d'autres critères qui trouveront toujours matière à critique ou polémique, comme je l'ai dit plus haut, les faits trancheront. Il est tard et je vais vous dire un truc très vite, cela dépend en grande partie de l'honnêteté avec laquelle on mène nos travaux, si on maîtrise notre sujet ou si on cherche à avoir raison en brassant du vent.

1913-2013. Happy birthday la Fed !

Le capitalisme en crise, ils ont provoqué la Première guerre mondiale pour procéder à une nouvelle répartition des terres et des richesses en fonction de leur puissance respective acquise...

Le capitalisme en crise, ils ont provoqué la Seconde guerre mondiale depuis les Etats-Unis qui se savaient à l'abri de toute destruction pour mettre la main sur le pétrole et le gaz du Moyen et Proche-Orient et redécouper la carte de la région à leur convenance, assurer leur hégémonie sur l'Europe et installer des institutions financières et politiques internationales pour imposer leur plan de gouvernement mondial à la planète entière...

Quant à la Troisième guerre mondiale qui aurait déjà dû éclater, elle se produit sous nos yeux de manière contrôlée, sous la forme d'une contrainte admise ou forcée dans les domaines technologiques et des communications (ordinateur, téléphone portable, jeux vidéos, etc.), de l'agriculture et l'élevage (engrais, pesticides, herbicides chimiques, OGM, propriété industrielle des semences, stérilisation, ionisation, hormones, antibiotiques, virus, etc.), l'alimentation et l'agroalimentaire (préservatif, sucre, sel, additifs chimiques en tous genres, etc), de la santé (vaccins destructeurs, médicaments présentant des effets secondaires ravageurs, pollution de l'eau et de l'air, etc.)

Sur le plan politique en spoliant les peuples de leurs droits politiques au profit d'institutions supranationales non élues (UE, Alena, Mercosur, ONU, etc), leurs parlements nationaux y étant totalement soumis ; en déstabilisant certains régimes jusqu'à entraîner leur chute, liquidant leurs dirigeants pour les remplacer par des pantins à leurs bottes, ils recourent au moyen de la guerre de basse intensité en employant une armée de mercenaires qu'ils liquident à leur tour par la suite... Cette politique définit par l'oligarchie financière qui contrôle banques et multinationale (Bilderberg, Commission Trilatérale) passe ensuite par le relais de l'élite intellectuelle et politique (CFR, think-tanks néo libéraux, médias, etc.) qu'ils ont sélectionnée et qui est chargé de la mettre en oeuvre dans chaque pays.

Sur le plan militaire, ils agissent déjà comme les maîtres du monde, ils disposent de l'Otan ou interviennent unilatéralement quand bon leur semble sans se soucier du droit international ou des accords de Genève qu'ils piétinent ou de l'ONU qu'ils ignorent ou contournent. Nous ne nous réclamons pas de ces institutions, c'est un simple constat.

Sur le plan économique, ils contrôlent la création monétaire et la masse de monnaie en circulation, ils sont propriétaires de la planche à billets, ils peuvent en imprimer autant qu'ils en veulent quand ils le veulent sans qu'aucun gouvernement ne puisse s'y opposer, que le système menace de s'effondrer quelque part, ils interviennent ou non en fonction de leurs intérêts, de leur objectif politique à long terme.

Les Etats européens ont abdiqué leur souveraineté en acceptant de se placer sous la tutelle de la BCE, de la Commission européenne et du FMI, dès lors ils disposent des moyens nécessaires pour leur imposer leur politique d'endettement, puis de restriction budgétaire, d'austérité, exiger des réformes structurelles, de s'attaquer frontalement à la classe ouvrière, faire baisser drastiquement le coût du travail, liquider l'ensemble de ses acquis sociaux, terminer de privatiser ce qui peut l'être encore, le tout devant aboutir à une perte totale de souveraineté sur le plan économique, leurs budgets étant soumis à la Commission européenne, avant la prochaine étape, l'établissement d'un gouvernement économique européen et la réalisation de l'union bancaire qui cadenasseront l'activité économique de chaque pays et décidera de leur sort.

Une fois tout droit social et politique aboli, la classe ouvrière ne présentera plus les contours d'une classe, chacun de ses membres étant atomisé dans la société, chacun disposant de droits différents en fonction de son statut particulier, droits totalement arbitraires, inégaux, liés à son statut d'esclave, les conditions indispensables pour organiser sa résistance auront disparu, la lutte des classes aura été abolie, seule demeurera la féroce dictature de monarques concentrant tous les pouvoirs, leur cour distillant la nouvelle religion, l'humanité sera amenée à péricliter, une fois éliminées les masses inutiles, restreinte à l'armée d'esclaves qui produira les biens nécessaires au bien-être de leurs maîtres...

Ce processus est en marche, il est encore temps de l'enrayer...

La suite demain ou dans les jours qui viennent, comment ils se servent des contradictions du capitalisme qui n'ont pas disparu, qu'ils ont apparemment les moyens de neutraliser ou de contourner en inondant le marché de liquidités...

Depuis 2007, ils ont dû créer ainsi pas moins de 15 à 20.000 milliards de dollars, euros, livres, yens, via les banques centrales, soit directement pour le compte des banques, assurances ou institutions financières, soit en passant par l'intermédiaire des Etats ce qui a permis de gonfler leurs dettes, on peut imaginer qu'une banque "*to big to fall*" trop grosse pour faire faillite s'écroulerait en présentant une ardoise de centaines de milliards de dollars, que cela ne serait pas vraiment un problème pour eux à côté de

ces milliers de milliards de dollars, il leur suffirait de faire chauffer une fois de plus la planche à billets et le tour serait joué.

Ils peuvent décider de laisser s'écrouler tout le système économique, l'économie mondiale, mais on ne voit pas quel intérêt ils pourraient en tirer puisque le mondialisme est sur les rails, sauf s'ils rencontraient un obstacle insurmontable avec la Russie et la Chine. Mais le jeu en vaudrait-il la chandelle ? Ils ont mis plus de 50 ans pour construire tout cet édifice aujourd'hui contesté un peu partout dans le monde, en réalité ils sont plus faibles qu'on l'imagine, leur pouvoir tient en grande partie à la corruption du mouvement ouvrier (international), prendre le risque de l'affaiblir encore plus pourrait lui être fatal, ils pourraient perdre le contrôle du marché mondial, des institutions des différents pays qui sont aujourd'hui conquis à leur cause...

C'est à nous d'enfoncer le coin si je puis dire pour les faire vaciller puis tomber, personne d'autres ne le fera à notre place, la classe moyenne doit s'allier avec le prolétariat pour les renverser et prendre le pouvoir. Toute compromission avec leurs représentants, gouvernement, partis, appareils syndicaux, institutions, doit être dénoncée impitoyablement, combattue férocement, brisée. On n'a pas le droit à l'erreur, tergiverser serait irresponsable, louvoyer criminel, chacun doit choisir son camp, face à une dictature qui affirme ouvertement ses prétentions, expression dans la bouche du pape hier, il n'existe pas d'autre alternative que d'imposer notre propre dictature à notre ennemi, nous sommes engagés dans une lutte à mort, vaincre ou périr, être réduits en esclavage ou conquérir notre liberté, telle est le dilemme devant lequel nous sommes placés.

Complément

J'ai écrit ces lignes le 14 au soir, une sorte de brouillon dans lequel je me questionnais.

- J'ai en préparation un article sur le capitalisme et le socialisme. Je me demandais si je pourrais trouver quelque part un ou des articles qui correspondent à mon analyse, où, je n'en sais rien, car apparemment je n'ai lu nulle part un article qui inclurait les contradictions du capitalisme que nous connaissons depuis Marx et les derniers développements de l'économie spéculative qui s'en affranchissent ou plutôt les neutralisent, qui en quelque sorte accompagnent l'effondrement du capitalisme pour mieux maîtriser l'orientation que l'oligarchiie financière entend donner au monde afin d'en devenir le maître absolu et incontesté.

Cela me pose un problème. Je me dis que ce n'est pas possible que personne d'autres développe cette analyse ou même l'ait développée pour la réfuter, ce qui me servirait à vérifier le bien-fondé de mes conclusions. J'ai déjà évoqué ce sujet dans de précédentes causeries, mais je veux aller plus loin maintenant. Si cette analyse débouchait sur une théorie, il faudrait l'accompagner de son aspect pratique, de quelle manière pourrait-on lutter efficacement contre cette nouvelle configuration du capitalisme mondial une fois vérifié que notre objectif demeure valable. Souvenons-nous que Trotsky avait été amené à affirmer que si certaines conditions venaient à être réunies, le socialisme n'aurait été qu'une "*magnifique utopie*". On ne doit rejeter aucune hypothèse et toutes les étudier à fond.

Pour tout vous dire cela m'aurait bien arrangé que quelqu'un d'autre mène ce travail à son terme, car souvent on se contente de généralités qui débouchent sur une analyse approximative qui ne rend compte qu'imparfaitement de la réalité, or, pour théoriser un phénomène ou des rapports on doit s'appuyer sur des faits incontestables et se livrer à un travail d'historien que je ne peux pas faire car je devrais y consacrer la totalité de mon temps. Je peux tout au plus esquisser une théorie qui reposera sur des faits que j'ai en substance en mémoire qui pourrait donner l'impression d'un travail inachevé ou qui manquerait de sérieux, ce qui serait regrettable au regard de l'importance du sujet traité.

Prétendre que le fonctionnement du capitalisme ne répond plus tout à fait aux lois décrites par Marx mérite des explications précises, détaillées, étayées et sérieuses, c'est la moindre des choses. Maintenant l'arme de la dialectique et de la logique, la mise en rapport de certains faits peut permettre de palier le manque de matériaux pour étayer une démonstration, c'est d'ailleurs souvent le procédé auquel je recours en m'en remettant en partie à mon intuition à défaut de mieux. Intuition qui repose sur une base matérielle et non subjective. Ce qui ne me pose aucune difficulté puisque je pars d'aucun a priori, ici comme ailleurs j'ai pour principe de démarrer une analyse sans savoir à l'avance où elle va me mener, ainsi je ne cherche pas à l'influencer dans une direction ou une autre et je ne risque pas de me leurrer moi-même et de leurrer les autres par la même occasion. Il y a des questions qui méritent une attention soutenue, de chaque instant, pour ne pas se fourvoyer, se méprendre, s'égarer. C'est le cas de notre sujet s'il en est. On doit aussi admettre qu'on peut se tromper du tout au tout, je ne peux l'ignorer ici puisque je ne connais personne qui ait abordé la situation sous l'angle que je propose d'employer pour l'analyser. Et je ne cherche pas à me distinguer particulièrement, je suis plutôt d'une nature discrète et disciplinée, et chaque fois dans la vie où je dus me mettre en avant ce fut forcé ou contraint, par exemple quand je devins militant ou prof.

Tout cela pour dire qu'il faut bien réfléchir avant de s'aventurer sur un terrain inexploré qui comporte forcément des mines, des pièges, des obstacles qu'on ne perçoit pas forcément au premier coup d'oeil, même en étant très vigilant. Maintenant il est vrai qu'on s'y aventure publiquement que lorsqu'on l'a déminé, on livre le fruit de ses travaux, or j'ai l'habitude, bonne ou mauvaise, de me passer de cette précaution et de faire vivre aux lecteurs l'aventure palpitante qui consiste à déminer le terrain au fil du développement d'une idée, ce qui permet de suivre plus facilement sa progression et de percevoir si l'auteur est à la hauteur de l'ouvrage qu'il a entrepris ou si c'est un charlatan, un simple aventurier qui nous mène dans une impasse ou qui se comporte comme un sophiste.

Chacun a sa méthode, sans doute qu'un intellectuel procèderait autrement, il commencerait par établir un plan, etc. moi je me passe même de brouillon, parfois j'ai jeté sur le papier quelques notes mais cela ne va pas plus loin, il faut que tout sorte d'un jet, que tout soit clair dans ma tête au moment où je me mets au clavier, sinon je remets cela à plus tard, je ne pense pas à une question quand le moment est venu de me pencher dessus, j'y pense en permanence ou à différents moments de la journée, plusieurs jours de suite, pendant des semaines parfois, et c'est quand je suis satisfait du résultat ou que j'estime que le terrain est suffisant déblayé que je me mets à écrire.

Nous aborderons ce sujet dans les jours à venir, je dois encore y réfléchir. Cela me semble tellement important que je me dis que je n'ai pas le droit à l'erreur, bien que si je commettais une erreur cela permettrait à quelqu'un de la corriger au cas où je ne m'en apercevrais pas, ce qui nous permettrait d'avancer, vous voyez, je n'estime pas être le propriétaire des idées sur lesquelles je travaille, j'estime qu'elles nous appartiennent collectivement, c'est bien ainsi que nous nous en sortirons, n'est-ce pas ? Je n'ai pas du tout envie d'avoir raison dans mon coin ou de détenir la vérité, c'est un reflexe qui m'est étranger et que je trouve minable.

Il y a quelques instants, lors d'une pause de quelques secondes, je me suis dit que le socialisme se situait au-delà du capitalisme, et bien si l'effondrement du capitalisme n'a pas encore eu lieu c'est qu'il existe quelque chose au-delà du capitalisme tel qu'on le connaissait depuis Marx qui en est responsable, il faut déterminer quoi, comment cela fonctionne, quelque chose qui est issu du capitalisme mais qui possède aussi ses propres lois de fonctionnement, ses propres contradictions, on en a déjà une idée assez précise, mais ce n'est pas suffisant.

Nous sommes en présence d'une situation inédite dans l'histoire du capitalisme, alors qu'on ne vienne pas nous raconter qu'il faudrait se contenter du *Capital* de Marx et que tous les rapports dans la société seraient demeurés inchangés. Demain la Fed, la BCE, la BoE et la BoJ ferment les robinets et tout le système s'effondre en 24 heures, c'est infaillible. Cela mérite réflexion, non ? Ils ne le font pas. Pourquoi ? Et qu'est-ce qui se passe sur le plan économique, social et politique pendant ce temps-là dans tel ou tel pays, au niveau des pays dominants, dominés, émergents, sous-développés, voilà ce qui nous intéresse de comprendre en mettant en rapport tous ces facteurs et tous ces rapports entre eux, de quelle manière ou dans quelle direction ils évoluent.

Pour ceux que cela intéresse, ils peuvent se reporter aux causeries depuis le mois de janvier 2013 où nous avions commencé à aborder la situation sous cet angle-là, en procédant prudemment, par élimination, déduction sur la foi de simples constats ou observations. Il nous manque des données, par exemple j'ignore quel est le taux de profit moyen en Chine, dans la zone Euro ou aux Etats-Unis, à l'échelle mondiale, peu importe, on a suffisamment d'éléments pour en saisir la tendance, d'ailleurs on ne cherche pas précisément à décrire de quelle manière la situation va évoluer, saisir les principales tendances de l'évolution de la situation mondiale ou dans telle ou telle pays nous suffit pour déterminer quelle tactique et stratégie adopter, de quelle manière on doit s'adresser aux masses, etc.

Finalement, le sérieux de notre démarche repose sur notre capacité et notre volonté à prendre en compte tous les facteurs et rapports tels qu'ils existent et pas autrement. Ensuite, reste à expliquer simplement ce qui en ressort, les principales tendances, comment le traduire sur le plan pratique, politique pour avancer vers notre objectif qui n'a pas varié d'un millimètre, la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

ACTUALITE EN TITRES

La restriction est indécente.

- Hollande, un social-libéral (presque) assumé - Liberation.fr

La bataille de l'emploi est en bonne voie.

- Les destructions d'emploi continuent mais moins qu'attendu - AFP

- François Hollande confirme l'élargissement des emplois d'avenir dans le privé - Le Nouvel Observateur

Enfin, une bonne nouvelle.

- Le luxe ne connaît pas la crise: 4 à 5% de hausse attendue en 2013 - AFP

- 27 millions de dollars pour un diamant incolore de 101 carats - Reuters

Voilà ce qu'ils ont fait de leur propre peuple, alors les autres...

- Un enfant sur cinq souffre de troubles mentaux aux USA - Reuters

Charrettes .

- Plus de 20 000 emplois détruits début 2013 - Liberation.fr

- RBS va supprimer 1.400 emplois au Royaume-Uni - Reuters

Juge et partie

- L'accord entre le fisc britannique et Goldman Sachs jugé légal - Reuters

Obama et ses valets

- Syrie : Obama et Erdogan exigent à nouveau le départ d'Assad - Libération.fr

- Paris ne veut pas de Bachar al Assad à la conférence de Genève - Reuters

La France n'entend pas convier le dirigeant syrien, Bachar al Assad, à la future conférence internationale sur le conflit en Syrie, a déclaré jeudi François Hollande. Reuters

Attiré par l'odeur de la poudre à canon

- Moody's réhausse la note souveraine de la Turquie - LeMonde.fr

Les amis de nos ennemis sont nos ennemis.

- Au Koweït, pas de malade étranger avant le déjeuner - Libération.fr

Ils doivent être très forts à Atlantico !

- Les hommes physiquement forts sont plus enclins à avoir des opinions de droite - Atlantico.fr

Une telle unanimité transpire la manipulation.

- 97,1% : le pourcentage de scientifiques qui concluent à la responsabilité de l'homme dans le réchauffement climatique - Atlantico.fr

Sans doute après vous !

- L'Inde, le Bangladesh et Hong Kong sont-ils les pays les plus racistes au monde ? - Atlantico.fr

Vive la dictature du prolétariat et de la classe moyenne !

- Le pape François dénonce la "dictature de l'économie" - Reuters

Intox.

- Bangladesh : l'accord sur la sécurité réjouit les syndicats - Le Nouvel Observateur

- Nawaz Sharif pourra gouverner les mains libres au Pakistan - Reuters

En proie au gouvernement de l'ombre.

- Etats-Unis: Obama tente de reprendre la main après des affaires qui l'ont affaibli - AFP

- Barack Obama limoge le chef du fisc américain - Liberation.fr

Mais nous sommes des "bêtes" !

- Et si on faisait l'amour comme des bêtes ? - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollanderies, acte II.

- Ami de l'entreprise, partisan d'une politique de l'offre, de l'allègement des contraintes administratives et de la réduction des dépenses publiques : tel est le visage qu'a présenté François Hollande lors de sa conférence de presse, jeudi après-midi. Le président de la République a ainsi confirmé une orientation lisible depuis la fin 2012 et l'annonce d'un crédit d'impôt de vingt milliards pour les entreprises. Sans faire de nouvelles annonces, mais en récapitulant les réformes passées et les projets déjà connu, il a plus que jamais confirmé le virage social-libéral du gouvernement.

Reste que le positionnement social-libéral de François Hollande avait rarement été affirmé de manière aussi claire. libération.fr 16.05

Voilà qui est rassurant, il nous sera plus facile de défendre le socialisme

- François Hollande s'est décrit comme «*un socialiste qui veut faire réussir la France*».

Oui, mais là plus personne ne le prend au sérieux, heureusement ! On ne confondra pas son échec personnel et le socialisme qui n'y est pour absolument rien. Voilà un bel argument à développer dans un tract contre le gouvernement, en défense du socialisme.

Compromission.

- «*Le premier acte qui doit être à chaque fois posé, c'est de trouver le compromis entre la France et l'Allemagne*», a-t-il expliqué.

- Il a également donné à l'intégration européenne une valeur supérieure aux orientations politiques nationales : «*Le risque de l'Europe, ce n'est pas de passer de droite à gauche, mais que le choix national prime sur l'intérêt européen.*».

Il est vrai que ce "*risque*" n'en est pas vraiment un, il en est la preuve vivante, la droite et la gauche étant du pareil au même, la distinction une vaste escroquerie.

Cynisme et provocation. A bas la gauche !

- "*La gauche n'est pas là pour dépenser et s'en aller*", a-t-il plaisanté.

Elle est là pour faire le sale boulot que la droite n'avait plus les moyens politiques de faire.

L'oligarchie financière va se doter d'un "***gouvernement économique***" européen.

- Le chef de l'Etat a promis une "initiative" pour "*sortir l'Europe de sa langueur*", qui passera notamment par la mise en place d'un gouvernement économique réuni "*tous les mois autour d'un véritable président nommé pour une durée longue*". Une "*proposition initiale de l'été 2011 de Mme Merkel et de Nicolas Sarkozy*" a rappelé Jean-Louis Borloo. Le patronat, par la voix du Medef, a commenté en ces termes: "*L'engagement résolument européen (...) en direction d'un gouvernement économique de la zone euro correspond à la vision que le Medef promeut.*". Sa mission serait de débattre des principales orientations économiques européennes, en particulier fiscales et sociales.

Travailler pour vivre jusqu'à en crever.

- «*Dès lors que l'on vit plus longtemps, parfois beaucoup plus longtemps, on devra travailler aussi un peu plus longtemps*», a assuré François Hollande.

Soulager le "***fardeau***" des nantis, oui, celui des travailleurs, ce sera non.

- il refuse de «*reporter sur les générations à venir le fardeau du financement des régimes de retraite», mais les 1.700 milliards d'euros de dette de l'Etat à mettre au compte des banquiers et du capitalisme, cela ne le gêne pas de «reporter sur les générations*

à venir (ce) fardeau», normal, il est leur représentant !

Boycott !

- François Hollande a convenu que la réforme des retraites, qui interviendra cette année, ne sera probablement pas la dernière. Le chef de l'État en a fixé les grandes lignes: hausse de la durée d'activité (comprenez de la durée de cotisation et non de l'âge de départ) pour coller à la progression de l'espérance de vie et correction des inégalités existantes. La concertation, qui doit démarrer après la conférence sociale des 20 et 21 juin, durera «*jusqu'à la fin de l'été*» et se basera sur les recommandations formulées par les 10 membres de la commission Moreau.

Nous rejettons cette "*base*", ces "*recommandations formulées par les 10 membres de la commission Moreau*"

Amalgame entre casseurs et travailleurs défendant leurs emplois.

- Le chef de l'État s'est dit prêt à «*regarder*» certaines situations qui relevaient de la proposition de loi sur l'amnistie sociale visant des faits syndicaux qui a été renvoyée jeudi en commission des lois de l'Assemblée. Des «*cas exceptionnels*», a-t-il précisé. «*On ne peut pas condamner ce qui s'est passé au Trocadéro ou ailleurs, et dire ensuite, c'est normal que pour d'autres conflits on détruise. Il n'y a aucun conflit qui justifie qu'on détruise*», a-t-il jugé, rappelant qu'il était «*par expérience et par principe*» contre toute loi d'amnistie.

Vous aurez noté "*ou ailleurs* et "*pour d'autres conflits*", quelle pourriture ! Il est dans son rôle de défenseur de la propiété privée des moyens de production, de l'ordre établi.

Il a raison, il n' a "*aucun conflit*" entre capitalistes en France ou dans le monde "*qui justifie qu'on détruise*" des vies humaines en jetant des millions de travailleurs à la rue ou en les privant d'emploi, il faut en finir avec les responsables de la casse sociale, les banquiers et les capitalistes.. et leur gouvernement, Hollande dégage et ton gouvernement, ta "*majorité*" parlementaire PS-UMP-UDI : dégagez !

Détournement de fond, Hollande dans le rôle de chef des banksters.

- «*l'assurance-vie sera réformée pour que les fonds puissent être davantage affectés aux fonds propres des entreprises*», comme le préconisait il y a deux mois le rapport parlementaire Berger-Lefebvre.

Je n'ai pas souscrit à une assurance-vie et j'ai bien fait, j'aurais engraissé gratuitement ces parasites. A quand une campagne des partis ouvriers ou des syndicats pour dénoncer cette gigantesque escroquerie ? Comment, mais vous n'y pensez pas, les travailleurs ne le comprendraient pas... Ah oui, c'est vrai, j'avais oublié que les partis et les syndicats se servaient des masses les plus ignorantes pour justifier leur opportunisme !

Le camp de la barbarie ou de l'impérialisme américain.

- François Hollande a estimé qu'il fallait convaincre Moscou, soutien du régime syrien, que «*son intérêt est d'en terminer avec Bachar al-Assad*».

(source : AFP, Reuters et lefigaro.fr 16.05)

L'ennemi est dans notre propre pays.

Les difficultés économiques de la France s'expliquent avant tout par le contexte économique international, estiment 43% des Français, tandis qu'ils sont 34% à les imputer à la politique du gouvernement actuel, selon un sondage BFMTV-CSA publié jeudi. AFP 16.05

Ils soutiennent le régime et légitiment la Constitution comme ils peuvent. C'est une "***trahison***", la pire de toute !

1- Le mot «***race***» banni des textes de loi - Liberation.fr

Les députés ont voté un texte soumis par le Front de Gauche, présenté comme une «première étape» vers une promesse de François Hollande : rayer le terme de la Constitution. Liberation.fr 16.05

On aurait envie de dire, que s'il devait en rester une ce serait celle des cons, et que le Front de gauche est bien partie pour

la représenter !

Des peuples jadis isolés sur les différents continents se sont reproduits en étant soumis à des contraintes naturelles spécifiques qui ont donné naissance à des développements sur le plan biologique ou morphologique permettant de les distinguer beaucoup plus tard et de les répertorier en fonction de leur origine.

Nul racisme ici, je n'ai fait qu'évoquer le développement naturel d'une espèce qui donné naissance à plusieurs races, comme celle des chiens par exemple, qui dans des conditions spécifiques a produit le berger allemand ou le caniche ou encore le teckel, on aurait plus prendre celle des bovidés qui a donné le boeuf, le buffle ou le yak.

Que dit Le Grand Robert du chien : - Mammifère domestique (Carnivores; Canidés), d'une espèce dont il existe de nombreuses races... Le Front de gauche va-t-il aller jusqu'à attaquer en diffamation les auteurs de ce dictionnaire au nom de la protection de l'espèce canine ? Race signifie specimen issus d'une même espèce ayant connu une évolution spécifique et répertoriés comme telles dans l'ordre de la connaissance humaine.

C'est justement à celle-ci qu'il s'agit de s'attaquer ici, car dès lors que cette évolution ne serait plus prise en compte, le processus qui a donné lieu à cette différenciation deviendrait inintelligible, toute distinction devrait disparaître au profit d'une caractérisation générique, en poussant ce raisonnement dans ses retranchements on arrive à la conclusion que toute connaissance deviendrait impossible.

Cette démarche est extrêmement dangereuse et n'a rien d'humaniste, elle est au contraire anti-scientifique et conduit à une déshumanisation de l'humanité, de l'espèce humaine dont justement la diversité des races est sa richesse et le gage de sa survie, au même titre que biodiversité dans la nature.

Il m'est arrivé à plusieurs reprises dans le passé d'affirmer que les races n'existaient pas, c'était une affirmation erronée que j'avais produite par facilité pour ne pas entrer dans une polémique sur un sujet sensible sans avoir le temps de le traiter sérieusement, même de manière très brève. Je corrige donc ici en précisant ma pensée.

J'irai encore plus loin.Sur cette question et bien d'autres pour ne pas dire toutes, ces gens-là sont incapables d'assumer jusqu'au bout leur responsabilité, leur démarche aboutit à gommer l'existence des différentes races pour en fait n'en laisser qu'une dominer les autres, la leur, celle des occidentaux, des blancs, des blancs occidentaux, car il existe aussi des blancs métissés, par exemple aux Etats-Unis ou en Amérique latine.

La reconnaissance des différentes races est au contraire une marque de respect vis-à-vis de chacune d'entre elles qui forment la communauté humaine. Vous avez pu constater à la lecture des articles de le Constitution de la Ve République ou du préambule de la IVe République qui mentionnaient la race que j'avais reproduits dans une causerie, qu'il n'était pas fait référence à une race supérieure à une autre, auquel cas la suppression de cette mention aurait été parfaitement justifiée.

Or, ils se trouve qu'aujourd'hui, comme hier d'ailleurs, le législateur qui s'apprête à faire disparaître cette mention à la race dans la Constitution, se trouve être justement le porte-parole d'un impérialisme qui n'a eu de cesse jusqu'à aujourd'hui d'exploiter les autres races aux quatre coins du monde, de les considérer inférieures et le projet d'union-transatlantique Etats-Unis-Union européenne en porte la marque, c'est même sa marque de fabrique, et l'intégration de l'Afrique dans ce projet ne fait que le confirmer une fois recoloniser ou totalement sous la coupe des puissances occidentales. La supercherie consiste à faire croire, que la France qui fait partie des pays dominants, en éliminant la distinction entre les races les respecteraient en les intégrant dans un projet commun qui profiteraient équitablement à chacune d'entres elles ou à tous les peuples, alors que c'est exactement l'inverse qui est en train de se produire, en réalité ils poursuivent la politique de colonisation entamée au XVIIIe siècle mais qu'ils toilettent en surface sur le plan idéologique ou constitutionnel pour mieux la masquer ou la rendre plus présentable.

Le PS s'est employé au nom de la lutte contre le racisme dès les années 70 à stigmatiser en réalité certaines communautés issues de l'immigration, à encourager la discrimination dont elles devaient être victime, à s'en servir pour diviser davantage les masses au moment où une nouvelle crise du capitalisme sévissait, l'ouvriérisme ou le tiers-mondisme nauséabond qui devait accompagner cette campagne en faveur des populations immigrés et à laquelle la quasi-totalité du mouvement ouvrier à participer n'a eu pour effet qu'accroître le racisme et produire des ghettos où il est même devenu dangereux de s'aventurer. Maintenant qu'ils sont parvenus à alimenter la haine envers principalement les populations issues du Maghreb, d'Europe centrale avec l'aide de l'Union européenne, d'Asie via le mondialisme, à créer un climat propice à la guerre civile entre les différentes couches de la population, à la suspicion généralisée, à la délation, à créer une atmosphère nauséabonde dans le pays, il s'agit de passer à la phase suivante qui va consister sous couvert d'une égalité qui n'existe que sur le papier ou abstraite, de faire en sorte que toutes ces couches s'affrontent entre elles, le législateur s'étant armé ou ayant adopté des dispositions entre temps pour réprimer toute manifestation consistant à porter atteinte aux intérêts des couches minoritaires (homosexuels, immigrés, etc.) qu'il a lui-même désigné à la vindicte publique en renforçant leurs droits, alors que la société sous l'effet de la crise du capitalisme et de la politique antisociale mise en oeuvre par le gouvernement continue de se décomposer à vive allure, ce qui va se manifester par la multiplication des règlements de compte violents ou de haine aveugles, le législateur s'en lavant les mains ou refusant d'en endosser la responsabilité puisque de son côté il a pris soi-disant des dispositions pour éviter qu'un tel cas de figure se

produise, le régime est sain et sauf, c'est l'essentiel, et peu importe si la société est devenue invivable, c'était l'objectif recherché à défaut d'autres solutions pour parvenir à l'objectif qu'ils s'étaient fixés et la boucle est bouclée.

Au fait, on aurait pu commencer par là, mais j'ai préféré développer mon argumentation sans tenir compte des artifices politiques liés à cette question, car on aurait pu m'accuser de vouloir les réfuter à tout prix en tant qu'opposant au régime, auriez-vous perdu de vue que c'était Hollande qui était à l'origine de cette manipulation, le soupçonneriez-vous par hasard d'être animés de bonnes intentions envers les différents peuples qui se trouvent être de races différentes ? Après son aventure au Mali, ce serait impossible, on est bien d'accord, n'est-ce pas? Vous aurez compris qu'une fois de plus le Front de gauche s'illustre de la plus triste et sordide manière en reprenant à son compte un des éléments du programme du candidat Hollande, l'ami des Africains.

Au passage, le Front de gauche témoigne son attachement à la Constitution de la Ve République, inutile ensuite de démontrer que leur VIe République n'était qu'une mauvaise farce puisqu'ils s'y emploient eux-mêmes.

Nous, nous ne sommes favorables à aucune modification de la Ve République, cela ne nous concerne pas, nous ne nous reconnaissons pas dans cette Constitution, la seule chose qui nous concerne, c'est le combat pour son abolition, et non pour la toiletter, la remodeler, la réformer, lui donner un verni démocratique trompeur, pour tromper qui, mais les travailleurs.

Révisionnisme ou socialisme, à vous de choisir votre camp.

2- Mélenchon : le renvoi du texte sur l'amnistie sociale est une "***trahison***" - LePoint.fr

Comment faire passer Hollande et son gouvernement, le PS, qui sont des représentants et des défenseurs de la propriété privée des moyens de production pour ses ennemis alors que c'est évidemment impossible. Voilà la tâche à laquelle s'applique Mélenchon avec constance, sa principale fonction, sa raison d'être politique pour le compte du régime en place.

Eugénisme. Ils sont sur la bonne voie.

1- Au moyen d'un virus

Deux employés hospitaliers ont été contaminés par le nouveau coronavirus (nCoV) en Arabie saoudite en soignant des patients infectés, a déclaré l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le nCoV est proche du virus responsable du Sras (syndrome respiratoire aigu sévère) qui avait fait plusieurs centaines de morts en Chine en 2003. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) juge désormais probable qu'il se transmet d'humain à humain.

"*C'est la première fois que l'infection au nouveau coronavirus est diagnostiquée chez des professionnels de santé après exposition à des patients*", a souligné l'OMS dans un point sur l'évolution de la maladie diffusé mercredi soir. Reuters 16.05

2- En rendant folle la population.

Près de 20% des enfants américains souffrent de troubles mentaux et le nombre de pathologies recensées n'a cessé de croître depuis plus d'une décennie, affirme un rapport publié jeudi par le Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Cette première étude du CDC sur le sujet a été menée sur des enfants de trois à 17 ans avec le constat que les troubles mentaux coûtent chaque année 247 milliards de dollars en frais médicaux, principalement aux services de l'éducation et de la justice.

Les troubles mentaux sont définis comme de "*graves écarts dans le développement attendu des fonctions cognitives, sociales et émotionnelles*".

De plus, ces enfants sont plus enclins à développer des problèmes chroniques de santé comme l'asthme ou le diabète et peuvent, une fois adultes, souffrir de maladies mentales.

L'enquête montre, d'après les données collectées entre 1994 et 2011, que le nombre d'enfants souffrant de troubles mentaux n'a cessé de croître. Reuters 16.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

La justice britannique a rejeté jeudi un recours contre un accord conclu en 2010 entre le fisc et la banque Goldman Sachs, qui a ainsi été dispensée de payer jusqu'à 20 millions de livres sterling de pénalités (23,65 millions d'euros).

Andrew Nicol, juge à la Haute Cour, a déclaré que cet accord était conforme au droit, tout en le critiquant.

"*L'accord avec Goldman Sachs ne constitue pas un épisode glorieux de l'histoire (du fisc britannique)*", écrit le juge dans ses attendus, avant d'égrener une liste d'erreurs commises par les services fiscaux, le HMRC.

Une enquête menée par Reuters a montré que le montant des impôts versés par les grandes entreprises en Grande-Bretagne avait baissé au cours des 12 dernières années, période pourtant marquée par une hausse de leurs profits, tandis que ceux des particuliers et des petites entreprises avaient augmenté.

Le recours rejeté jeudi porte sur un accord conclu en novembre 2010 entre l'ancien patron du HMRC, Dave Hartnett, et des dirigeants de Goldman Sachs pour régler un différend de longue date au sujet d'une pratique, désormais interdite, consistant à verser des primes à des employés au Royaume-Uni via des paradis fiscaux.

L'organisation UK Uncut Legal Action, à l'origine du recours, affirme que cet accord a permis à Goldman Sachs de payer certes des arriérés d'impôts mais en évitant toute pénalité. Reuters 16.05

SOCIAL

1- France

Le nombre d'emplois a continué à diminuer en France au premier trimestre 2013, selon une étude publiée par l'Insee ce jeudi. Mais le rythme de cette baisse a ralenti : dans le secteur privé, 20 300 postes ont disparu entre janvier et mars 2013, moitié moins qu'au cours du trimestre précédent. Cette baisse de 0,1% n'en est pas moins la quatrième consécutive. Elle est plus marquée dans l'industrie (-0,4%, soit 13 400 emplois de moins) et la construction (-0,3%, 4800 emplois). Au total, sur un an, plus de 133 000 postes ont disparu dans les secteurs marchands, qui emploient 16 millions de personnes environ.

«*Paradoxalement, ces destructions sont relativement limitées compte tenu de la faible croissance,* souligne Eric Heyer, économiste à l'OFCE. *Il n'y a pas de licenciements massifs, les fins de CDD représentent une grande partie des entrées à Pôle Emploi. Mais cela veut dire qu'il y a des sureffectifs dans les entreprises. Et donc que, lorsque la reprise viendra, elle se fera sans création d'emplois, car ces sureffectifs suffiront à absorber la production supplémentaire.*»

Le redressement de l'intérim apporte une note plus claire à ce tableau. En baisse depuis mi-2011, ce secteur connaît une légère reprise au premier trimestre, avec 11 400 postes gagnés (+2,2% sur un trimestre). Les plus optimistes y verront le signe annonciateur d'une reprise. «*Contrairement aux années 1990, on ne peut plus considérer l'intérim comme un élément précurseur sur le marché de l'emploi, tempère cependant Eric Heyer. Autrefois, les emplois en intérim annonçaient effectivement de futures embauches en CDI et CDD. Aujourd'hui, ils sont beaucoup plus nombreux et font office de variable d'ajustement, mais leur variation est à prendre avec précaution.*»

D'autant que, toujours selon l'institut statistique, les industriels français ont revu à la baisse leurs prévisions d'investissement pour 2013, prévoyant désormais un recul de 4% de leurs dépenses d'équipements alors qu'ils anticipaient une stabilité lors de la dernière enquête trimestrielle de l'Insee réalisée en janvier. liberation.fr 16.05

2- Grèce

Les enseignants du secondaire ont annulé une grève de 24 heures prévue vendredi en Grèce, cédant aux menaces d'arrestation et de renvoi adressées par le gouvernement au cas où ils manqueraient à l'appel.

"*La majorité des syndicats d'enseignants estime que les conditions ne sont pas réunies pour que la grève puisse avoir lieu comme prévu*", a déclaré Nikos Papachristos, secrétaire général de l'OLME, le syndicat des professeurs du secondaire.

Signe d'une certaine lassitude de la population à l'égard des mouvements de grève et de divergences croissantes au sein des syndicats eux-mêmes, les enseignants disent avoir annulé le débrayage par manque de soutien des autres salariés.

Jeudi, seule une douzaine de personnes se sont rassemblées à Athènes pour soutenir les revendications des enseignants. D'après un sondage Kapa/Ta Nea, plus de 70% des personnes interrogées se disent opposées à cette grève. Reuters 16.05

Ils ont eu raison, cette grève avait été programmée pour le jour des examens, une provocation... policière, pardon syndicale !

Haut de page

Le 18 mai 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer aujourd'hui, j'ai trop de boulot chez moi. Bon week-end à tous

Une vidéo

La face cachée du Qatar
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=3207FUTkykQ

ACTUALITE EN TITRES

Hollande et le PS toujours plus réactionnaires et impérialistes.

- Conférence internationale sur la Syrie: Paris refuse la présence de l'Iran - AFP

- Tchad: la France réagit à peine à l'arrestation de plusieurs élus - L'Express.fr

Quelle question incongrue!

- «*Je me pose la question de savoir s'il est possible de condamner des politiques*» - LeFigaro.fr

... la preuve que non :

- Cahuzac perçoit encore ses indemnités de ministre, confirme Moscovici - AFP

Confirmation

- "*Ce n'est pas le mot race dans les textes qui alimente le racisme*" - LeMonde.fr

- Danièle Lochak, professeur émérite de droit public à l'université de Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, ancienne présidente du Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés), et auteur de La race, une catégorie juridique (Presses de la FNSP, revue Mots, 1992) porte un jugement nuancé sur cette initiative qui ne devrait pas, selon elle, aboutir ensuite à modifier la Constitution de 1958, et encore moins le préambule de 1946.

Etait-il nécessaire de faire disparaître le mot "***race***" de la législation ?

Je suis partagée. D'un côté, les mots ne sont pas neutres. Utiliser un terme – a fortiori dans un contexte juridique – peut lui donner une certaine légitimité : on peut donc comprendre le souhait d'éliminer le mot "*race*" des textes de loi.

D'un autre côté, dans tous les contextes où ce mot apparaît, c'est sur le mode de la dénégation, pour disqualifier les actes et les propos racistes, il est donc difficile d'en tirer la conséquence que les "*races*" existeraient.

Le terme, au demeurant, n'est pas tabou dans beaucoup d'autres pays qui, comme la France, ont mis hors la loi la discrimination raciale. Et surtout, on le trouve dans toutes les conventions internationales relatives aux droits de l'homme qui interdisent les discriminations fondées – notamment - sur l'origine, ou l'appartenance à une ethnie ou une race. Ratifiées par

la France, elles font à ce titre partie de son droit positif. C'est le cas également de l'article 10 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), de la Charte européenne des droits fondamentaux et de la directive de 2000 relative à l'égalité de traitement entre les personnes "*sans distinction de race ou d'origine ethnique*".

L'adoption de ce texte va-t-il entraîner des changements concrets ?

Ce texte a une portée essentiellement symbolique, tout le monde en convient. Car ce n'est pas la présence du mot "*race*" dans la législation qui alimente le racisme ni même la croyance en l'existence des races. Ce qui est important, c'est de se donner les moyens de lutter contre le racisme – qui suppose entre autres une politique plus respectueuse des droits des étrangers et des droits des Roms. (Dites-nous, comment ce gouvernement pourrait faire une "*une politique plus respectueuse des droits des étrangers*" alors qu'il brade tous nos droits sociaux et politiques ? - note du site)

Si le texte amendé au cours de la discussion parlementaire aboutit à remplacer systématiquement les mots "*en raison de [...] sa race*" par l'expression "*pour des raisons racistes*", de façon à ne pas risquer d'affaiblir la répression du racisme, on notera qu'il laisse subsister dans l'ensemble de la législation les termes d'"*ethnie*" ou d'"*appartenance à une ethnie*". Or l'ethnie est en réalité un substitut euphémisé de la "*race*" mais qui, sentant moins le soufre, peut aboutir à conférer une crédibilité à des distinctions qui sont tout aussi contestables et dangereuses que celles reposant sur la "*race*".

Notre point de vue.

Le racisme comme la haine envers tout ce qui ne nous ressemble pas a pour origine les rapports sociaux de production basés sur l'inégalité entre les classes (le capitalisme), rapports entre les classes qui en temps de crise tendent à amplifier ces inégalités et à les étendre aux couches (minoritaires) les plus faibles de la société, couches de la société que certains partis s'emploient à manipuler, à mettre systématiquement en avant jusqu'à la provocation, tandis que d'autres en font des boucs émissaires responsables des difficultés que rencontrent les masses pour monter les différentes couches d'exploitées les unes contre les autres.

Les partis de droite ou de gauche qui gèrent la crise du capitalisme prétendent lutter contre le racisme, alors qu'ils en portent la responsabilité pour être incapables de résoudre les questions sociales qui en sont à l'origine, tandis que l'extrême droite en tire profit, les uns et les autres se partageant les rôles pour le compte du régime en place. Quant à l'extrême gauche en mêlant sa voix à la gauche qui est complice de la droite, elle ne fait que témoigner son incapacité à développer une politique indépendante des partis qui sont des piliers du régime.

Chez lui

- Sarkozy en Israël, une rencontre prévue avec Netanyahu - AFP

Intox

- L'Espagne enregistre son premier excédent commercial depuis 1971 - libération.fr

Titre alléchant, n'est-ce pas, on pourrait en conclure que tout s'arrange en Espagne, pour un peu, la politique du gouvernement était la bonne, sauf qu'il y a un mais.

Mais cet excédent est uniquement dû à la faiblesse des importations par rapport aux exportations, les importations ont chuté de 15% par rapport à mars 2012, tandis que les exportations n'ont augmenté que de 2% durant la même période.

Chut, c'est le port d'attache de la Ve flotte américaine dans le Golfe !

- Bahreïn: le domicile du plus haut dignitaire chiite "*attaqué*" par l'armée - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils y viennent à reculons... Hollande est de droite et le PS aussi.

- Pour Mélenchon, Hollande mène une politique économique de droite - Reuters

Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a commenté l'an II du quinquennat en assénant: "*l'an II, c'est l'an pire*", jugeant que "*oui*",

sur "*certains domaines*", le chef de l'Etat était de droite. Reuters

"*Austérité, An II*", titre le journal communiste L'Humanité selon lequel "*pour des millions de Français (...) le sentiment amer d'avoir été trompés n'a malheureusement pas été dissipé*". AFP 17.05

En quoi consiste la manoeuvre ?

Le premier dit que le Hollande serait de droite, alors lorsque le second affirme que ceux qui ont voté pour lui se sont trompés, cela signifie qu'ils ont élu un président de droite en croyant élire un président de gauche, sauf que voilà, personne n'était censé ignorer la nature de Hollande et du PS qui ont fait la démonstration lors d'une multitude d'occasions au cours des décennies précédentes qu'ils étaitent de droite, personne n'ignore que le PS a été au pouvoir pendant de longues années sans jamais résoudre par exemple la question du chômage, personne n'ignore non plus qu'il a gouverné avec un président de droite (Chirac), personne n'est censé ignorer le consensus permanent qui existait entre l'UMP et le PS à l'Assemblée nationale, etc. alors si des électeurs sachant tout cela ont malgré tout voté Hollande et pour le PS en juin 2012, c'est qu'ils sont eux-mêmes à droite, bien enchaînés au capitalisme et aux institutions, plutôt réactionnaires que révolutionnaires, il est vrai que si le contraire était vrai cela se saurait et se verrait sur le terrain, or il n'en est rien force est de le constater.

Alors à quoi rime cette gesticulation du PG et du PCF ? A camoufler leur refus de véritablement combattre le gouvernement et sa politique du fait que la majorité des masses sont plutôt à droite, auquel cas ils s'en couperaient ou plus généralement parce qu'ils sont eux-mêmes subordonnés au régime.

Vous allez peut-dire que ma démontration ne colle pas, puisque le PCF dit que les électeurs ont l'impression d'avoir été trompés. Ils n'en sont pas davantage à gauche pour autant, ceux qui avaient voté Sarkozy en 2007 et qui ont été déçus par sa politique, seraient-ils devenus automatiquement de gauche ? Ils auraient été trompés par Hollande s'il avait véritablement présenté un programme électoral de gauche donc rompant avec le capitalisme, les institutions, l'UE, or à aucun moment il n'a été sur cette ligne politique, il a toujours tenu un discours de droite, sauf à en extraire certains passages pour en tirer des conclusions abusives ou sans rapport avec sa véritable orientation politique, à droite toute.

On pourrait dire encore, qu'une partie des électeurs de Hollande ont pris leurs désirs pour la réalité, se sont leurrés eux-mêmes alors qu'il n'y avait pas matière à cela, laissons de côté ici le fait qu'ils auraient ou non été en mesure d'en décrypter le discours, ils y ont été encouragés par tous ceux qui ont appelé à voter pour lui ou à chasser Sarkozy, dont le PG et le PCF. Ils en partagent la responsabilité, c'est peut-être cela aussi qu'ils tentent de faire oublier, bien que rien ne soit moins sûr, ils font partie des gens qui sont incapables de reconnaître leurs erreurs et qui passent plutôt leur temps à les justifier pour qu'on ne les qualifie pas ainsi et ne leur reproche pas, ils les reportent de préférence sur les masses, comme à la CGT Lapaon vient de le faire, elles ont voté Hollande en se laissant abuser, après tout c'est de leur faute, au premier tour elles avaient la possibilité de voter pour le candidat de Front de gauche, ce n'est pas dit ici explicitement, mais c'est sous-entendu dans le discours du PCF, nous, nous n'avons rien à nous reprocher, les travailleurs ont finalement le gouvernement qu'ils méritent et la boucle est bouclée.

En famille. Accord patronal du 11 janvier 2013. Le gouvernement a fourni la table et les chaises, le Medef le papier, Lepaon le stylo, Mailly l'encre... et Berger a signé !

Les numéros un de la CGT et de la CFDT, dont les rapports sont distendus depuis l'accord sur l'emploi avec le patronat, n'ont "*rien à se pardonner*", a assuré vendredi sur LCI le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon.

Les deux numéros un vont déjeuner ensemble ce vendredi, a confirmé M. Lepaon.

"*Nous n'avons rien à nous pardonner Laurent Berger et moi. Il n'a rien à me pardonner, je n'ai rien à lui pardonner. On a eu des positions différentes sur l'accord interprofessionnel*", a dit M. Lepaon.

"*L'avenir jugera si la CGT a eu raison ou si la CFDT a eu raison. Les faits aujourd'hui, me semble-t-il, nous donnent raison et donc on va en discuter tranquillement avec Laurent au cours d'un déjeuner, ce qui est normal*", a-t-il poursuivi.

Ce déjeuner vise à "*préparer ensemble la grande conférence sociale. L'enjeu c'est la prise en compte des intérêts des salariés*". AFP 17.05

On ne leur souhaitera pas bon appétit !

Bref, ils s'entendent comme larrons en foire et gueuletonnent sur notre dos ! Vous avouerez que ce qui distingue le jaune du traître est aussi fin qu'une feuille de papier à cigarette et ne leur coupe pas l'appétit, nous, ils nous donnent envie de vomir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Le FMI ne serait-il qu'un repère de pervers et de corrompus ?

Un nouveau rebondissement dans l'affaire Tapie-Lagarde ? Mediapart a affirmé, vendredi 17 mai, que le Trésor public avait renoncé à réclamer 15 millions d'euros d'impôt à Bernard Tapie. Selon le site d'information, un juge commissaire du tribunal de commerce de Paris a prononcé le 20 octobre 2009 la forclusion de certaines des créances détenues par le Trésor public sur la liquidation de sociétés de l'homme d'affaires. 12 millions d'euros de créances auraient notamment été abandonnées au titre des impôts sur le revenu des années 1992 et 1993, précise-t-il.

Mediapart rappelle que l'affaire Tapie est au centre de trois procédures judiciaires, dont l'une pourrait conduire la semaine prochaine à la mise en examen de Christine Lagarde, l'actuelle directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), par la Cour de justice de la République (CJR). Une procédure visant Christine Lagarde est ouverte depuis l'été 2011 à la Cour de justice de la République, seule habilitée à traiter des délits concernant des ministres dans l'exercice de leur fonction, pour complicité de détournement de fonds publics et de faux. lemonde.fr 17.05

1.2- Affaire Balladur-Sarkozy.

Selon France-Info, le juge Renaud Van Ruymbeke détiendrait la preuve que des rétrocommissions versées dans le cadre de contrats d'armements auraient servi à payer des enquêtes d'opinion pour la présidentielle de 1995.

Selon France-Info, l'enquête sur l'affaire Karachi, portant sur un financement occulte de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, vient de faire un grand pas. Le juge Renaud Van Ruymbeke aurait en effet fait le lien entre les rétrocommissions versées à des intermédiaires étrangers, dans le cadre des contrats d'armement avec le Pakistan et l'Arabie saoudite, et la campagne Balladur.

Le magistrat détiendrait la preuve que Abdul Rahman El Assir, associé à Ziad Takieddine, a utilisé une partie des commissions concédées par le gouvernement Balladur pour acheter deux enquêtes d'opinion au politologue américain Paul Manafort sur la présidentielle de 1995.

Payés 52 000 dollars, ces sondages réalisés en octobre 1994 et janvier 1995 auprès de 800 électeurs français donnaient le candidat Balladur, dont Nicolas Sarkozy était le porte-parole, largement gagnant. lexpress.fr 17.05

2-Grèce

Nouvelle polémique en Grèce impliquant le parti néo-nazi Aube dorée, dont un des députés aurait crié trois fois «*Heil Hitler !*» dans l'hémicycle. L'affaire a eu lieu vendredi lors de la séance des questions d'actualité, juste après que le vice-président du parlement a ordonné l'exclusion de Panayiotis Iliopoulos, député d'Aube dorée, car il avait injurié le chef du Syriza (gauche).

Selon l'Agence de presse grecque Ana (semi-officielle), c'est Christos Papas, considéré comme l'un des idéologues du parti néo-nazi, qui aurait réagi lancé ce sinistre cri. Ce qu'Aube dorée a immédiatement démenti.

Panayiotis Iliopoulos avait provoqué l'incident initial en déclarant: «*Mr Alexis (Tsipras) dort du sommeil du juste et rêve devenir Premier ministre*», selon le débat retransmis par la radio Skaï, une heure après l'incident. Le président de séance lui avait alors demandé de se comporter de façon digne, en le menaçant de prendre «*les mesures*» prévues par le code parlementaire.

«*Syriza est un gang (...) allez-y minables*», a rétorqué le député d'Aube dorée en qualifiant les députés qui applaudissaient l'intervention du président de séance de «*troupeau de chèvres*». Le vice-président a alors ordonné l'expulsion du député, entrainant le départ de tout le groupe parlementaire Aube dorée de la salle. Cette mesure n'avait pas été utilisée depuis vingt ans, selon un responsable du parlement. leparisien.fr 17.05

Confirmation. Cette info était parue partiellement la veille dans le portail okeanews.fr dorénavant payant.

3- Egypte

Des centaines d'Egyptiens manifestaient vendredi au Caire pour réclamer le départ du président islamiste Mohamed Morsi, près

d'un an après son élection.

Des marches sont parties de différents quartiers de la capitale en direction de la célèbre place Tahrir, symbole du soulèvement qui a contraint le président Hosni Moubarak à la démission en février 2011, selon des journalistes de l'AFP et des images télévisées en direct.

En tête de l'un des cortèges, deux grandes banderoles réclamaient "*une élection présidentielle anticipée*" et "*une Constitution unissant tous les Egyptiens*".

Des membres de la campagne "*Tamarrod*" (rébellion, en arabe), qui dit avoir réuni plus de deux millions de signatures pour exiger le départ de M. Morsi, faisaient signer des formulaires aux passants tout en défilant, selon un journaliste de l'AFP.

Plusieurs partis et forces politiques, comme Al-Dostour du Prix Nobel de la Paix Mohamed ElBaradei et le mouvement du 6-Avril, l'un des fers de lance de la révolte de début 2011, avaient appelé à cette manifestation contre le président Morsi et les Frères musulmans dont il est issu.

Ils réclament l'organisation d'une élection présidentielle anticipée, la libération des militants politiques emprisonnés et justice pour les "*martyrs de la révolution*".

Les opposants de M. Morsi l'accusent de gouverner dans le seul intérêt des Frères musulmans, bien qu'il assure être "*le président de tous les Egyptiens*", et de ne pas avoir su faire face à la grave crise politique et économique que traverse l'Egypte. AFP 17.05

4- Tunisie

Le rassemblement du groupe salafiste Ansar Ashariaa prévu dimanche à Kairouan, dans le centre de la Tunisie, a été interdit par le gouvernement qui a menacé de sévir contre ceux qui défieront l'autorité de l'Etat.

"*Nous avons décidé d'interdire ce rassemblement en raison d'une violation de la loi et de la menace qu'il représente pour la sécurité et l'ordre public*", a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

"*Tous ceux qui défieront l'autorité de l'Etat et de ses institutions, ceux qui tenteront se semer le chaos, ceux qui inciteront à la violence et à la haine en porteront toute la responsabilité*", a averti le ministère.

Il a encore menacé de représailles "*tous ceux qui tenteront de s'attaquer aux forces de l'ordre*" et assuré que la police et l'armée étaient "hautement mobilisées".

Le chef du parti islamiste au pouvoir Ennahda, Rached Ghannouchi, avait affirmé cette semaine que le gouvernement allait interdire le congrès annuel d'Ansar Ashariaa, le principal groupe salafiste jihadiste, qui en retour avait appelé "*40.000 partisans*" à défier les autorités et à aller dimanche à Kairouan.

Un porte-parole d'Ansar Ashariaa (les partisans de la loi islamique), Seifeddine Raïs, a mis en garde jeudi le pouvoir contre "*toute intervention de la police pour empêcher*" le rassemblement, estimant que le gouvernement serait "*responsable de toute goutte de sang versée*".

Le mouvement n'a "*pas besoin d'autorisation pour prêcher la parole de Dieu*", selon lui.

"*On n'accepte pas les menaces de mort et l'incitation à la haine, on n'acceptera pas de se faire traiter de tyrans*", a rétorqué vendredi le ministre de l'Intérieur Lotfi Ben Jeddou.

Il a appelé Ansar Ashariaa "*à la sagesse, à s'intégrer à la vie politique, à accepter l'autre et à renoncer à la violence verbale et physique*".

"*Nous ne voulons pas la confrontation (...) Nous n'avons pas fermé leurs mosquées, nous ne les avons pas empêchés de faire de la prédication. Ce sont eux qui sont passés à la surenchère*", a-t-il souligné.

Vendredi soir, Ansar Ashariaa a diffusé des consignes à ses partisans.

"*Nous conseillons à nos frères qui viennent à Kairouan de se déplacer en groupe et de ne pas se séparer car les agents du tyran bloquent la majorité des carrefours et provoquent nos frères*", a-t-il dit sur sa page Facebook.

La semaine dernière, le chef d'Ansar Ashariaa, Saif Allah Bin Hussein dit Abou Iyadh, un vétéran d'Afghanistan ayant combattu avec Al-Qaïda, avait déjà menacé de "*guerre*" le gouvernement et accusé Ennahda de mener une politique contraire à l'islam. Abou Iyadh est en fuite depuis l'automne 2012, les autorités le soupçonnant d'être l'organisateur de l'attaque en septembre de l'ambassade américaine à Tunis (quatre morts parmi les assaillants).

Le bras de fer entre le gouvernement et les groupuscules salafistes, jusqu'alors tolérés, s'est accentué après que les autorités ont admis la présence de combattants d'Al-Qaïda en Tunisie.

Les forces de sécurité et l'armée pourchassent depuis fin avril des groupes armés retranchés sur les massifs ouest du pays, près de l'Algérie. Lors des opérations, seize militaires et gendarmes ont été blessés par des mines artisanales sur le Mont Chaambi, près de Kasserine (centre-ouest).

Les salafistes sont responsables de nombreux coups d'éclat et de violences, selon les autorités, alors qu'Ennahda est accusé par l'opposition d'avoir fait preuve de laxisme face à cette mouvance rigoriste de l'islam sunnite. AFP 17.05

5- Syrie

5.1- Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a souhaité vendredi que la conférence internationale sur le conflit syrien proposée la semaine dernière par la Russie et les Etats-Unis ait lieu aussi vite que possible.

"*Il ne faut pas perdre la dynamique*" créée par la perspective de cette rencontre, à laquelle doivent être conviés des représentants du régime de Bachar al Assad et de l'opposition, a-t-il souligné à l'issue d'un entretien avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

"*Le plus tôt sera le mieux*", a estimé ce dernier, répétant que l'Iran devait être représenté, ce qui pourrait ne pas être du goût des Etats-Unis.

Si l'idée aboutit, la conférence devrait se tenir en juin à Genève, mais nombre d'obstacles doivent encore être surmontés, notamment en ce qui concerne la participation de l'Iran.

"*Chez certains de nos collègues occidentaux, il y a un désir de réduire le cercle des participants externes et de lancer le processus à partir d'un très petit groupe de pays dans un cadre qui, essentiellement, fixerait à l'avance les équipes de négociateurs, l'ordre du jour et même peut-être l'issue des discussions*", a dit jeudi Sergueï Lavrov dans une interview diffusée sur le site internet de son ministère.

A Washington, on assure ne vouloir exclure personne. "*Nous ne disons ni oui ni non*", a assuré Jen Psaki, porte-parole du département d'Etat.

"*Nous sommes au courant des remarques russes. Une fois de plus, ce n'est pas une surprise, ils l'ont déjà souligné publiquement par le passé et nous allons faire le nécessaire pour que toutes les parties participent.*

"*La question de la participation de l'Iran en fait certainement partie, mais il y a un certain nombre d'autres facteurs et, en fin de compte, l'objectif est de créer un climat à même de favoriser une transition politique*", a-t-elle ajouté.

A Paris, on affirme néanmoins que la présence d'une délégation iranienne est exclue.

"*En ce qui nous concerne, en tous les cas, par l'Iran*", a déclaré à la presse à Paris le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Philippe Lalliot. "*La crise syrienne, par contagion, touche toute la zone. Il y a un enjeu de stabilité régionale; on voit mal qu'un pays qui représente une menace pour cette stabilité participe à cette conférence*", a-t-il ajouté.

Lors de sa conférence de presse jeudi, François Hollande s'était étonné que les Russes, "*s'ils parlent d'une conférence, continuent de livrer des armes*" à Damas.

"*Il y a urgence à régler la question sur le plan politique mais tout en maintenant la pression sur le plan militaire*", a estimé le chef de l'Etat français.

Du côté de l'opposition, la Coalition nationale syrienne (CNS), elle-même en proie à de profondes divergences, doit se réunir jeudi prochain à Istanbul pour décider de sa participation à la conférence. Elle faisait jusqu'ici du départ de Bachar al Assad un préalable à l'ouverture du dialogue avec les autorités syriennes, mais les Etats-Unis semblent désormais décidés à laisser son sort aux soins des négociateurs.

La CNS, dominée par les mouvements islamistes, est en crise depuis la démission de son président Moaz al Khatib en mars. Les rivalités entre le Qatar et l'Arabie saoudite, ses principaux mécènes, empêchent l'émergence d'un chef de file crédible à même de négocier au nom de toute l'opposition, dit-on de source française.

Du côté de la Syrie, le ministre de l'Information, Omran Zoabi, a réclamé mardi des détails sur la conférence et exclut toute participation de Damas à une initiative "*qui nuirait directement ou indirectement à sa souveraineté*". Le rôle du président ne relève que "*du peuple syrien et des urnes*", a-t-il souligné.

En juin dernier, sous l'impulsion de l'ex-médiateur international Kofi Annan, les puissances du "*Groupe d'action sur la Syrie*" ont adopté une "*Déclaration de Genève*" qui prévoyait notamment la formation d'un gouvernement de transition à Damas "*sur la base d'un consentement mutuel*".

L'accord est resté lettre morte, en partie parce qu'il laissait de côté le sort de Bachar al Assad.

Les préparatifs de "*Genève II*" doivent se poursuivre la semaine prochaine à Amman, en Jordanie, où se retrouveront les Etats membres du groupe des Amis du peuple syrien, qui réunit les Etats-Unis, la Turquie, des pays arabes et européens mais pas la Russie. Reuters 17.05

5.2- Les tribus arabes en Irak ont réaffirmé leur plein appui à la Syrie face à la conspiration qui la vise.

Lors d'une visite à l'ambassade de Syrie à Bagdad, les chefs de tribus arabes ont condamné l'ingérence étrangère dans les affaires syriennes intérieures et les tentatives d'attiser la sédition entre les Syriens.

Le cheikh Satar al-Waeli, président du rassemblement national des tribus irakiennes, a mis l'accent sur le rôle important de la Syrie, direction, armée et peuple, dans l'affrontement de l'occupation israélienne et des complots occidento-américains, exprimant son appréciation de l'intrépidité de l'armée arabe syrienne dans sa lutte contre le terrorisme

Il a invité la Ligue arabe et le 1er ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, à réviser leurs positions prises contre les intérêts des Arabes.

De son côté, l'ambassadeur de Syrie à Bagdad, Satam Jadaan al-Dandah, a exprimé, dans une conférence de presse tenue au terme de la visite, sa gratitude et ses remerciements aux tribus arabes en Irak pour leurs positions soutenant la Syrie.

A la fin de la visite, le chef dudit rassemblement a décerné à l'ambassadeur syrien le "*bouclier des fidèles*" en signe d'appréciation du rôle national de la Syrie. french.irib.ir 16.05

5.3- La « *grande reporter* » Sofia Amara , est une piètre journaliste qui sait pratiquer à merveille la manipulation, faire cadrer l'information à la ligne éditoriale. Elle s'est rendue célèbre par ses reportages à la gloire d'une opposition militarisée au régime syrien, qu'elle s'est attachée à présenter systématiquement sous les couleurs les plus avenantes.

Or, il apparaît aujourd'hui que l'« *adorable* » et « *charmant* » rebelle qui avait si bien servi sa propagande anti-Assad, n'est autre que le monstre qui vient d'être filmé en train d'arracher le cœur d'un Syrien. Alors Sofia Amara cherche bien évidemment à tirer son épingle du jeu en affirmant au sujet du monstre qu'elle avait pourtant adoré : « *Quand je l'ai rencontré dans le quartier de Baba Amr, à Homs, entre le 16 et le 24 décembre 2011, alors que je tournais un reportage pour Arte intitulé Syrie : Au cœur de l'armée libre (…) c'était quelqu'un de charmant, d'avenant, d'adorable* ». Il aurait entre temps selon Sofia Amara perdu son humanité !

Cela n'est que manipulation. Les nombreux témoignages des habitants de Homs que nous avons recueillis confirment que les « *adorables rebelles* » de Sofia Amara ont commencé de kidnapper, égorger, couper des hommes en morceaux – par le simple fait qu'ils étaient Alaouites – dès mai 2011. Sofia Amara ne pouvait pas l'ignorer. Mais son objectif n'a jamais été de rapporter honnêtement ce qui se passe véritablement en Syrie ni ailleurs. Aller dans le sens du courant, ici démoniser Assad, est tellement plus gratifiant ! Son premier reportage « *Syrie, dans l'enfer de la répression* », acheté par Arte, diffusé le 11 octobre 2011 -repris par toutes les chaines télévisées- lui a valu le prix de la vidéo au festival du scoop à Lille. french.irib.ir 16.05

5.4- Le courant salafiste djihadiste de Jordanie a annoncé mardi que le front d'al-Nosra pour la population d'al-Cham (Jebhat al-Nusra li-Ahl al-cham) a pris la décision d'affronter les combattants du Hezbollah en Syrie et de placer cette question à la tête de ses priorités.

L'un des principaux dirigeants de ce courant, Mohamed Chelbi al-Mokni, alias Abou Sayef, a déclaré à UPI que "*le Front d'al-Nosra d'al-cham a pris une décision claire d'affronter les combattants du Hezbollah dans les différentes villes de Syrie*". "*Le Front d'al-Nosra d'al-Cham s'est préparé pour faire front aux partisans du Hezbollah qui menacent les adeptes de la Sunna en Syrie*", a-t-il ajouté.

Le courant salafiste djihadiste de Jordanie proche du Front d'al-Nosra pour al-Cham a annoncé récemment que le nombre de ses partisans qui combattent les forces gouvernementales syriennes sur les territoires syriens, a atteint 500 dont 35 ont été tués. Le nombre de combattants du front de la Nosra pour al-Cham qui combattent le régime syrien, avoisine à peu près les 12 mille. Le front compte dans ses rangs des combattants américains, européens, arabes, du Golfe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Le Front d'al-Nosra est une organisation salafiste créée à la fin de 2011 avec le début des événements en Syrie. Le Hezbollah est accusé d'entraîner ses éléments dans la bataille entre le régime syrien et les groupes d'opposition armée. Le parti libanais de résistance rétorque qu'il appuie les populations de certains villages syriens où résident des Libanais, pour affronter les menaces des éléments armés. http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/syrie-le-front-dal-nosra-declare-la-guerre-aux-combattants-du-hezbollah/id-menu-957.html http://www.gnet.tn french.irib.ir 16.05

5.5- L'armée syrienne a pris d'assaut la localité de Tal Attari à Hasaka où des dizaines de terroristes ont été tués et près de 600 d'autres ont déposé leurs armes avant de se rendre.

Un repaire des terroristes près de Tal Al Assari a été frappé et des terroristes qui l'occupaient ont été tués et blessés. L'artillerie lourde de l'armée a visé Tal Hamas où se concentraient des Nosratistes. french.irib.ir 17.05

5.6- Le journal koweitien Al Qabas affirme avoir appris des "*sources libanaises*" que c'est le Hezbollah qui a joué un rôle décisif dans la victoire de l'armée arabe syrienne à Deraa et à rif de Damas.

" *C'est à l'aide des combattants du Hezbollah que l'armée syrienne a pu reprendre le contrôle de la ville de Karaba Ghazala , localité stratégique située sur la route Damas-Deraa*" écrit le journal. " *Les forces du Hezbollah progressent très rapidement dans les régions du sud de la Deraa vers les frontières jordaniennes qu'elles contrôlent désormais et d'où elles empêchent tout trafic d'armes*". Les médias arabes publient régulièrement les informations sur la présence des combattants du Hezbollah en Syrie. Le secrétaire général du mouvement Nasrallah a confirmé cette présence là sur les lieux saints chiites en Syrie, objets d'assaut des terroristes salafistes. Il y a quelques jours, Assad a affirmé avoir ouvert les portes de la Syrie sur la résistance et faire de la Syrie un pays de la résistance. french.irib.ir 17.05

5.7- Al Quasseir est le symbole de la trahison occidentale envers les opposants anti Assad. ! C'est ce qu'affirme l'un des responsables du CN qui a des rapports solides avec les terroristes de l'ASL et du front Al Nosra pris au piège dans la banlieu de Quasseir.

"*Tout le monde nous a tourné le dos, tout le monde nous ment, nous n'entendons que des promesses creuses alors que les bombes et les missiles nous tombent dessus ; nous avons le sentiment d'avoir fait l'objet d'un grand deal, un véritable complot nous attend. Nous sommes face à un choix tuer ou être tué* ", dit l'un des terroristes en action à Quasseir cité par AsSafi, journal libanais. Selon asSafir toujours des dizaines de membres de l'ASL et des takfiris cherchent à établir des contacts avec l'armée syrienne pour déposer leurs armes et se rendre . « *Tout le monde nous a trompés et on ne peut plus croire personne, les occidentaux, les arabes, le CN….* » Ce responsable de la coalition des opposants syriens a même menacé de parler un de ces jours devant la caméra et de « vider son sac » : « *Je balancerais tout, révélerais tout et je sais que beaucoup de responsables au sein de l'opposition sont du même avis que moi* » ; Toujours selon le journal, les opposants à Assad refusent l'idée d'une conférence Genève II car ils affirment que « *personne n'a besoin de nous ni les Américains ni les Russes* ». une grande panique s'est également emparée de ces opposants qui sont sûrs que l'entente dit de Genève II visent à éliminer une partie d'entre eux non pas seulement de l'équation syrienne mais physiquement tout court. french.irib.ir 17.05

SOCIAL

Chine

La hausse des salaires dans les grandes agglomérations chinoises a ralenti en 2012, comme la croissance globale de l'économie, montrent vendredi les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques.

Dans les villes, les employés de groupes "*non privés*", qui regroupent officiellement les entreprises publiques, les sociétés par actions et celles qui accueillent des investissements étrangers, ont vu leur salaire annuel augmenter de 11,9% à 46.769 yuans (5.918 euros) en moyenne.

Dans les "*institutions privées*", les entreprises contrôlées par un ressortissant chinois, les salaires ont progressé de 17,1% à 28.752 yuans.

Sur les 31 provinces chinoises, 25 ont augmenté leur salaire minimum, de 20% en moyenne. Mais le niveau de ce salaire

minimum varie fortement d'une province à l'autre puisqu'il peut aller de 870 à 1.500 yuans par mois.

La majorité des économistes jugent que les données sur les salaires moyens doivent être relativisées car elles ne concernent que les zones urbaines, où les revenus sont bien plus importants que dans les campagnes.

Les autorités estiment que les revenus sont trois fois plus important dans les villes qu'en milieu rural et que les employés des secteurs les plus lucratifs gagnent quatre fois plus d'argent que ceux qui travaillent dans les domaines les moins rémunérateurs. Reuters 17.05

ECONOMIE

France

L'enseigne Leclerc était partenaire depuis plus de 10 ans de l'usine textile qui a pris feu au Bangladesh jeudi 9 mai provoquant la mort de huit personnes, selon une information du JDD confirmée à l'AFP par Michel-Edouard Leclerc. AFP 17.05

Haut de page

Le 19 mai 2013

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps d'actualiser les Articles de presse, ce sera pour ce soir. J'ai ajouté une vingtaine d'articles hier.

A propos du site.

Mercredi le nombre de connexions a atteint 561, le record absolu, jeudi 518 et vendredi 434. A la même date en 2012, le 15 mai il y avait eu 92 connexions, 119 le 16 et 108 le 17, en 2011, 65, 82 et 78.

La dualité du pouvoir n'existe pas.

Les illusionnistes, charlatans, aventuriers et j'en passe s'emploient à mettre en avant qu'il existerait du bon et du mauvais en toute chose pour finalement ne jamais trancher en faveur de l'un ou de l'autre, notez bien qu'ils ne s'en vantent pas forcément, tandis qu'ils s'appuient publiquement sur certains de leurs aspects, pour en favoriser d'autres qu'ils ne révèleront pas, l'interprétation correcte de leur discours ou action réside alors dans le non-dit ou le non-fait qui échappe aux néophytes, laissant de côté au passage ce qui leur tient lieu d'orientation ou ce qu'ils recouvrent.

C'est ainsi que l'on peut vanter tel mérite, telle qualité, tel talent d'un président, d'un ministre, d'un élu ou d'un dirigeant, d'un parti ou d'un courant, pourquoi pas d'un patron, d'un militaire, de l'ONU, de l'OTAN en occultant le rôle qu'il joue ou leur responsabilité dans tel ou tel évènement ou dans la situation actuelle.

Cependant ils tranchent tout de même en faveur du maintien de l'ordre établi, car c'est avec lui qu'ils n'entendent pas rompre.

Le capitalisme a du bon, la religion aussi, la guerre, la bombe atomique, les génocides, les famines, le chômage, la misère humaine sous toutes ses formes, l'exploitation de l'homme par l'homme surtout, bref, toutes les exterminations de masse et ce qui en est à l'origine présentent des avantages qu'il ne faudrait pas négliger sous peine d'être taxé de sectaire ou dogmatique, et sinon les portes des institutions et des médias s'en trouveraient fermées, impensable. Vouloir s'en séparer serait un crime, pas moins, contre l'humanité s'entend, puisque le capitalisme et la religion présentent l'avantage incomparable d'oeuvrer côte à cote au bien-être des hommes sur terre et dans les cieux. C'est bien d'ailleurs pour cette raison que le pape et Merkel se sont rencontrés hier.

Mélenchon, ne le cherchez pas, il est où sont braquées les caméras en ce moment, sur la croisette, pas de bol il flotte à torrent ! Le Festival de Cannes lui a offert l'opportunité une nouvelle fois de sortir une petite phrase en soutien au front populaire qui en serait à l'origine, pas vraiment en réalité et on y reviendra demain en détail. Je vais vous mettre en bouche, la première manifestation eu lieu en 1939 et la première la Palme d'Or fut décernée au film américain de Victor Fleming *Le magicien d'Oz*, qui se déroulait dans un pays imaginaire gouverné... par une monarchie absolue, le bonheur, tout aussi absolu pour ses sujets... Cela ne vous fait-il pas penser à quelque chose ? Dès le départ ce sont les Américains qui par leur soutien et leur présence ont fait la célébrité de ce festival, jusqu'à nos jours d'ailleurs et personne d'autres.

Ah, ces dirigeants "*socialistes et communistes*" ont fait de si grandes choses dans le passé, qu'on en oublierait presque le reste qui fut détestable au possible, là aussi, jusqu'à nos jours ! Il est vrai que pour un peu ils ne seraient pas responsables de la situation actuelle, de la situation dramatique dans laquelle se trouve plonger le monde, pourquoi s'acharner à sans cesse rabâcher ce mauvais côté de leur histoire au lieu de voir leur bon côté que pour notre part nous chercherons en vain, puisque nous ne jugeons pas les actes aprés les avoir réduits à des abstractions, mais en les intégrant comme manifestations ayant influencé le cours des choses dans une direction précise qui n'a apparemment rien eu à voir avec le socialisme et le communisme.

Nous sommes des empêcheurs de tourner en rond, c'est un vilain défaut, mais qui a du bon, tout dépend ce qu'on en fait, toute la différence est là entre nous et eux, c'est épuisant puisque notre combat ne connaît pas de répit, s'endormir sur ses lauriers et se satisfaire d'arguments superficiels n'est pas notre fort, nous sommes des bêtes de somme, des forcenés de la lutte de classe, on est un peu comme ces bouddhistes qui refusent de connaître le bonheur aussi longtemps qu'un seul homme vivra dans le malheur, on s'interdit d'accéder au nirvana tout en ayant acquis les connaissances nécessaires pour percevoir ce que serait le monde débarrassé de l'exploitation et de la servitude humaine, ce qu'on appelle autrement le socialisme, cela a sans doute quelque chose à voir avec notre conception de la révolution permanente... Si des hindouistes nous lisent, avec le shivaïsme... Je vis en Inde et je connais mes classiques !

La palme d'or du "***gadget politique***" revient cette semaine au M'PEP.

Ils ont publié le 16 mai un article intitulé *Le mythe néfaste d'un gouvernement d'union nationale*, considérant qu'un tel gouvernemen serait "*au service des classes dirigeantes*", alors que le M'PEP fait l'éloge du Conseil national de la résistance qui allait même au-delà d'un gouvernement d'union national puisqu'il incluait les syndicats. Est-ce qu'ils se relisent au moins ? Vous pouvez le vérifier à l'adresse suivante : http://resistance.ftp.free.fr

Le M'PEP écrit : "*L'idée d'un gouvernement d'union national n'est qu'un gadget politique, c'est un nouveau conseil national de la résistance qui est nécessaire.*"

Des militants des différents partis de gauche et d'extreme gauche notamment participent au M'PEP, à la lecture du préambule du programmme du CNR que faut-il en conclure : qu'ils ne sont pas vraiment de gauche, comme Hollande et le PS, ce serait une fâcheuse coïncidence, mais qui finalement ne nous surprendrait pas tant que cela, lisez ce qui suit et dites-nous ce que vous en pensez, de Gaulle aurait-il été de gauche sans le savoir le malheureux ?

- "*Mesures à appliquer dès la libération du territoire*

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

1°) Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le Général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ;"

Il est bien précisé "*dès la libération du territoire*", ce qui signifie que les partis SFIO, PCF et la CGT se placeraient sous le commandement du général de Gaulle qui comme chacun sait incarnait le prolétariat, le mouvement ouvrier, le socialisme quoi ! Tout comme le Parti radical.

Ils font décidément très forts nos staliniens défroqués ! Quand on lit cela on n'en croit pas ses yeux, on se demande s'ils ont toute leur tête tellement la manipulation est grossière.

Pas du tout, ils le revendiquent en reproduisant plus loin la composition du CNR, ce sont donc des agents du capitalisme qui s'assument et qui agissent à l'intérieur du mouvement ouvrier pour son compte, comme les staliniens et les révisionnsites de toujours.

La fin du programme du CNR va finir de vous achever pour ceux qui ne le connaissaient pas.

- "*L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi.*

En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C.F.L.N et de son président le général De Gaulle !"

Il ne vous étonnera pas qu'une quinzaine d'années plus tard, cela ait débouché sur la Ve République conçue de toutes pièces pour de Gaulle. Le Front populaire, le Conseil national de la résistance et la IVe République ne furent pas l'antithèse de la Ve

République, mais bien son antichambre.

Les masques tombent les uns après les autres.

Quand la droite se radicalise sous l'effet de la crise, la gauche qui est incapable de se placer résolument au côté de la classe ouvrière et de rompre avec le régime se droitise de plus en plus, cherche à s'allier avec des pans de la bourgeoisie pour sauver les meubles et les apparences, à 70 ans de distance, il y a des petites malins qui s'imaginent que nous n'aurions pas de mémoire et qu'il serait possible de ressortir les différentes moutures de collaboration de classes, Front populaire, Conseil national de la résistance, IVe République, sans que personne en dénonce le contenu contre-révolutionnaire, antisocialiste, et bien c'était là commettre une grossière erreur.

Nous continuerons de combattre toute forme d'union nationale déguisée, toute tentative de lier le sort de la classe ouvrière à celui des exploiteurs qui précipiterait sa perte, son indépendance de classe pour mener son combat politique déterminant sa capacité à se mobiliser et à vaincre son ennemi n'est pas négociable quand on prétend combattre pour le socialisme. Il y a beaucoup de gens qui veulent le bien de la classe ouvrière, mais force est de constater que le socialisme compte bien peu d'amis ou de partisans.

Hollande ayant remplacé Sarkozy, rien n'a changé, la réaction sur toute la ligne qui caractérisait l'ancien gouvernement et l'ancienne majorité parlementaire est plus vivace que jamais. Sans même qu'il soit besoin d'intégrer les syndicats à l'Etat, leur subordination permanente aux besoins des capitalistes qui traduit leur refus de rompre avec le gouvernement et le patronat, suffit à aboutir au même résultat : porter de nouveaux coups à l'indépendance de la classe ouvrière qui à terme pourrait aboutir à sa destruction en tant que classe une fois tous ses droits sociaux (et politiques) détruits, ce processus qui n'est pas sans contradictions est en route, s'amplifie, s'accélère sous la conduite d'un président et d'un gouvernement qui se prétendent de gauche, d'où la nécessité impérieuse de dénoncer cette supercherie et de les caractériser comme des ennemis de la classe ouvrière. On ne combat pas uniquement l'austérité, on combat le gouvernement et les institutions pour une République sociale.

L'humanité est à un tournant de son histoire, il peut signifier son crépuscule et précipiter sa fin ou au contraire déboucher sur son émancipation du règne de la nécessité qu'incarne le marché, pour peu que le mouvement ouvrier renoue avec le socialisme, brise le carcan du révisionnisme qui sévit sous différents masques trompeurs.

Aujourd'hui peu de voix s'élèvent pour défendre cette politique, elles sont marginales, insignifiantes, réduites à l'impuissance, au silence parfois, car de nombreux militants la partagent sans avoir les moyens de s'exprimer, c'est une certitude, il ne nous manque que le cadre organisé pour la faire exister, un véritable parti socialiste révolutionnaire.

On n'a pas envie de faire dans l'incantation, pas plus que larmoyer sur notre sort, on redouble de courage pour maintenir allumée la flamme de la révolution socialiste internationale qui demeure la seule alternative au capitalisme. Je suis en train de réfléchir à une initative à l'échelle mondiale, dont je pourrais proposer le principe à différents acteurs en attendant de la finaliser s'il s'en trouvait qu'elle intéresse.

En guise d'épilogue.

Il peut nous arriver d'être maladroit ou de donner l'impression qu'on s'accroche désespérément à une position ou un principe, alors qu'en fait on passe son temps à se creuser la tête pour essayer de faire avancer notre cause, c'est une obsession de tous les instants jusqu'à en faire des cauchemars la nuit.

On ne cherche pas à avoir raison à tout prix, parfois on préfèrerait même s'être trompé tellement la réalité nous paraît effrayante sous certains aspects. J'habite en Inde depuis 1996 et je ne suis plus retourné en France depuis 11 ans, j'ai arrêté de militer pendant 20 ans, entre 1981 et 2001, franchement qu'est-ce que cela pourrait m'apporter d'avoir raison dans mon trou à l'autre bout du monde, quelle satisfaction ou avantage je pourrais en tirer, aucun, au contraire j'y laisse ma santé alors qu'en tant que rentier je pourrais avoir une toute autre vie que je n'imagine même pas d'ailleurs.

Je comprends parfaitement qu'il faille sans cesse se justifier, cela ne me pose pas un problème puisque je suis le premier à revenir cent fois sur les mêmes questions ou sujets, par contre, quand on fait face à des gens sans scrupule ni principe, d'une malhonnêté intellectuelle sans limite, on a l'impression de s'épuiser en pure perte à leur répondre, je ne cherche pas à les convaincre, ma tâche réside juste à vous mettre en garde contre les pièges que certains vous tendent.

Pour la petite histoire, il est très tard, il est minuit, ils viennent de couper le courant et j'ai encore une heure à attendre avant de pouvoir aller me coucher, donc restons encore un peu ensemble.

Un jour, quand j'étais jeune, on m'a présenté la réincarnation de Trotsky, évidemment immédiatement j'en suis tombé amoureux. Je ne l'ai jamais rencontré, seulement entraperçu, il demeurera pour moi une ombre, un fantôme, une icone, je n'en sus jamais rien et je n'ai jamais cherché à en savoir davantage.

Quelques années plus tard je pris mes distances mais sans rompre avec cet amant qui ignorait même mon existence. Les années passèrent, puis survint un jour ou je m'en rapprochai, l'expérience de la vie ayant fait son oeuvre, je n'étais plus disposé à confier mon sort à une ombre, à croire au fantôme, encore moins à adorer une icone, et quelle ne fut pas ma surprise de ne point le reconnaître. Je me demandai terriblement choqué comment j'avais pu me leurrer de la sorte. Mais maintenant que j'y repense, je me dis que c'était normal, n'étant pas différent de mes semblables j'avais sans doute eu besoin d'un sauveur suprême qui incarne en chair et en os l'espoir qui avait jailli peu de temps avant dans ma vie lors de ma rencontre avec Marx et Engels, le socialisme.

Il y a dans la vie des gens qui agissent par esprit de contradiction, il faut qu'ils se singularisent, ils sont mal dans leur peau et il faut qu'ils se prouvent à eux-mêmes qu'ils existent, normal dans une société qui vous broie ou vous ignore. Certains pourraient penser ou le pensent si fort que je l'entends d'ici, que j'appartiendrais à cette catégorie. Or, si c'était le cas je reproduirais plutôt le comportement que je dénonce chez certains dirigeants selon un modèle d'identification bien connu et décrit par les psychanalystes ; au tribunal l'avocat d'un psychopathe justifie l'attitude de son client en rappelant l'expérience douloureuse qu'il a lui-même vécu ou subi quand il était enfant et qu'il n'a fait que reproduire, les parents qui battent leurs enfants ont souvent été battus eux-mêmes par leurs parents.

Depuis plus de 8 ans, plus précisément depuis 2008 où j'ai commencé ces causeries, à de multiples reprises j'ai demandé aux lecteurs de ne jamais prendre pour argent comptant ce qu'ils pouvaient lire dans le site, que je ne leur demanderai jamais de m'accorder leur confiance, que ce n'était pas l'objet de mon travail qui consistait uniquement à proposer des pistes de réflexion, à contribuer modestement à la discussion pour faire avancer notre cause si possible, qu'en aucune manière je me prenais pour un dirigeant, tout simplement parce que je n'en avais pas les capacités.

Donc loin de m'identifier à ceux que je critique, j'ai adopté une attitude à laquelle j'ai réfléchie, consciemment, c'est peut-être la chose que je sais le mieux faire, l'un de mes rares talents dirons-nous, pour avoir pris l'habitude de porter un regard critique permanent sur mon propre comportement ce qui m'évitera de me prendre pour ce que je ne suis pas ou de me leurrer moi-même, sinon à quoi bon se donner autant de mal pour progresser dans la vie.

Il est 1h5 du matin, en fait ils avaient remis le courant à 0h20, parti sur ma lancée et encore en forme je suis allé au bout de ce que je voulais dire ici. Cela me fait de la peine qu'on puisse penser que je serais animé de mauvaises intentions, c'est quelque chose que je ne supporte pas, polémiquer violemment me pèse, ce n'est pas dans ma nature de jouer les méchants ou les durs, bref, je fais ce que je peux, je donne tout, mon seul espoir et mon seul objectif c'est qu'on arrive à s'en sortir, à résoudre nos problèmes pour aller de l'avant, vers le socialisme.

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils veulent nous saigner les monstres !

- Inde: Standard and Poor's menace de reléguer le pays en catégorie spéculative AFP

Quand on sait à quel point la vie des Indiens est déjà pénible, tous les rapports pourris au-delà de ce qu'on peut imaginer, on se demande ce qu'ils veulent de plus. Plus de pauvreté et de servitude sans doute.

On a aussi la servitude du climat qui pèse lourd sur nos épaules. Le moindre mouvement nous fait transpirer comme une vache, sacrée ou non, comme quoi Visnou n'a pas autant de pouvor que cela, imaginez alors ce qu'il en coûte à un ouvrier du bâtiment ou agricole, toutes les fenêtres et les portes ouvertes, un ventilateur fonctionnant en permanence, assis face à l'écran à vous écrire, j'ai une serviette posée sur les genoux qui me sert à m'éponger tous les cinq minutes, rien que l'énergie dépensée par les neurones nous accablent, c'est pour dire que personne n'est épargné.

L'Inde pourrait être un bon laboratoire pour observer ce qui va se passer en Chine prochainement, car ici le libéralisme économique a commencé en 1991, il y a donc 22 ans, il a été le produit et il s'est traduit par un endettement massif de la population, ce qui n'existait pas auparavant, ils ont libéralisé le crédit jusqu'à ce qu'un point de blocage soit atteint, d'où la stagnation ou le recul économique qui s'est produit en 2012.

L'Inde est un pays ou la corruption atteint tous les niveaux de la société, de plus règne ici une anarchie généralisée dans la production, une grande partie de l'économie est informelle, enregistrée nulle part ou presque, la précision ne vaut que pour la police et les services de renseignement, on ne peut pas parler derégulation puisqu'il n'y a jamais eu de régulation de la législation du travail qui doit tenir sur une feuille recto verso, demeure archaïque, qui plus est dans la plupart des cas elle n'est pas appliquée ou inexistante, seuls les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises où il y a des syndicats sont réellement protégés.

Du coup, les banques ont accordé des millions et millions de crédit à des travailleurs sur la bonne foi d'un emploi qu'ils occupaient, précaire, les allocations chômages n'existent pas évidemment, il leur suffisait de déclarer un salaire un jour pour

qu'ils s'endettent des années sans savoir s'ils conserveraient leur emploi ou comment ils pourraient honorer leurs traites s'ils se retrouvaient au chômage. Pour compléter le tableau, l'inflation galopante des dernières années allait encore grever leur budget, les obligeant à supporter de nouvelles privations. Ainsi ils sont pris à la gorge, ils sont endettés jusqu'au cou et ils ne peuvent plus économiser une roupie, donc dépenser ou s'endetter davantage.

Ce que préconise Standard and Poor's consiste donc à les pressuriser davantage, à privatiser ce qui peut l'être qui se traduira par de nouvelles hausses de prix ou de tarif des services. Les Indiens qui n'étaient pas habitués à l'économie capitaliste, qui ne s'étaient jamais endettés par le passé puisqu'ils n'avaient pas accès au crédit se retrouvent pris dans l'engrenage infernal du marché à produire misère et servitude, ils croyaient en être sortis, ils n'ont pas encore compris ce qui leur arrive mais le subissent quotidiennement, la soi-disant liberté qu'ils ont cru que la société leur offrait s'est retournée contre eux, en régime capitaliste c'était inévitable.

Je vous assure qu'ils ignorent totalement dans quel engrenage ils sont pris et qui va les broyer. Je vous ai déjà décrit les rapports archi pourris qui existaient dans ce pays à tous les niveaux et dans absolument tous les domaines, dans celui entre consommateurs et commerçants ou entreprises de biens d'équipements c'est l'arbitraire le plus total, la dictature qui prévaut, je viens encore d'en faire l'expérience moi-même.

Ma télé Samsung LCD est tombée en panne. Un technicien Samsung est venu chez moi pour tenter de régler le problème. Il nettoie un connecteur et le problème a disparu. Il me dit quand même qu'en cas de récidive il faudrait envisager de changer l'écran et que cela coûterait 9.000 roupies. Il repart, il était 15h30, je laisse la télévision allumée histoire d'en profiter le soir, de crainte que si je l'éteignais le même problème surgisse. La télévision a donc fonctionné normalement pendant 7 ou 8 heures d'affilée.
Le lendemain je la rallume, écran noir. J'ai essayé de bidouiller les connecteurs sans succès.

Je laisse passer une semaine, puis mon beau-frère l'emporte au Samsung service center, il travaille dans la même rue. Le lendemain il m'appelle et me dit que l'écran est foutu et que je dois débourser 9.000 roupies, je souris car je m'y attendais, je me suis dit quelle bande d'ordures. Je m'y rends et je tape un scandale, en vain, ils n'en ont rien à foutre, mieux encore avec la prise en charge et les taxes la facture se montrerait à 12.300 roupies. Il est impossible de la faire réparer ailleurs. Mon beau-frère me dit que la même télé neuve vaut aujourd'hui 15.000 roupies, donc qu'il ne me reste plus qu'à en acheter une neuve, la mienne n'avait que 4 ans et demi et je l'avais payée à l'époque 27.000 roupies.

N'allez surtout pas croire qu'ils ont agi ainsi avec moi parce que j'étais Français, pas du tout, avec des Indiens qui ne connaissent rien à rien, ils en profitent encore plus pour les rouler, ils n'ont absolument aucune conscience, aucun principe, aucun scrupule, aucune morale, ce que je viens de décrire sont les seuls rapports qu'ils connaissent et pratiquent. Je vais vous dire jusqu'où cela peut aller, c'est à mourir de tristesse.

J'ai prêté 90.000 roupies à ce beau-frère pour qu'il termine les travaux de sa maison en attente d'un chèque du gouvernement, le seul qui ne m'a pas encore volé, à ma connaissance, mais je peux aussi me tromper, je sais qu'il a profité de moi à plusieurs reprises pour se mettre de l'argent dans la poche, c'est lui qui entretient mes climatiseurs. Mon épouse, donc sa soeur m'a dit de lui prêter cet argent à 3% d'intérêt mensuel, 36% l'an, un taux usuraire, c'est lui qui a proposé ce taux car pour lui c'est normal que sa soeur s'enrichisse ainsi sur son dos en échange d'un service, en principe il doit me rendre l'argent d'ici quelques semaines.

C'est pour vous dire à quel point ces rapports sont ancrés dans leur mode de vie. Moi cela me choque terriblement, je n'ai jamais profité des autres, quand il me versera ces intérêts je refuserai évidemment, l'attitude de Samsung ne l'a pas surpris évidemment, rien de plus normal en somme.

Maintenant, ramenez cette pratique à tous les biens d'équipement que des centaines de millions d'Indiens ont acquis au cours des dernières années, cela va d'un ventilateur à une voiture, sous peu si ce n'est pas déjà fait tous les revendeurs vont leur faire le même coup que Samsung m'a fait, parfois ils se seront acquittés entièrement de leur précédent emprunt, parfois non, soit ils pourront en souscrire un nouveau, soit ils devront se passer de cet équipement ou en trouver un d'occasion qui tombera en panne peu de temps après et ainsi de suite.

Alors que cherche Standard and Poor's, les travailleus indiens ont déjà un statut d'esclave, leur pourrir encore plus la vie ?

ACTUALITE EN TITRES

Qui en a vraiment ? Certainement pas les intéressés.

- Lutter contre les paradis fiscaux sans semer d'illusions - Liberation.fr

Intox

- Eva Joly refuse une mission sur les paradis fiscaux - lexpress.fr

Il ne s'agit donc pas, chez l'ancienne juge, d'un refus de collaboration avec le gouvernement, mais plutôt d'une exigence de prérogatives plus larges, sur le modèle d'un Haut-Commissariat. lexpress.fr 18.05

Qui finalement aurait abouti au même résultat !

Il s'agissait d'une fausse info doublée d'une vraie qui avait valeur d'intox, très fort !

Et pendant ce temps-là la réaction pavoise.

- Et l'air de rien, venons-nous de vivre la semaine qui a entamé pour de bon la déconstruction de l'Etat-providence hérité de 1945 ? - Atlantico.fr

Quand la morale des prévaricateurs, des prédateurs et des prédicateurs se rejoint.

- De Smith à Samuelson, ces "*bibles*" de l'économie dictées par la morale - Atlantico.fr

Ah la morale des banquiers et des banquiers sionistes surtout...

- Le pape défend l'éthique devant 200.000 personnes place Saint-Pierre - AFP

L'éthique ou l'étiquette ?

- Merkel parle économie et mondialisation avec le pape François - Reuters

- Les évangélistes séduisent toujours plus de fidèles - LeParisien.fr

- Argentine : l'ex-dictateur Videla a fini ses jours en prison - AFP

Oui, dans son lit, à croire qu'il n'y a décidément pas de justice ou de morale ici bas

Il faudrait écrire un conte pour nos enfants ou petits-enfants : l'histoire du sabre, du goupillon et de la cassette...

Le vent en poupe...

- Revenue à 4.000 points, la Bourse de Paris va tenter de garder le cap - AFP

- Guidée par un optimisme têtu, Wall Street espère de nouveaux records - AFP

... et pourtant...

- Les fusions et acquisitions en baisse de 7% (en Europe) depuis début 2013 - Reuters

- Un an après, l'action Facebook vaut 31% de moins qu'à son entrée en Bourse - AFP

- OMC: Azevedo ne cache pas un "*certain pessimisme*" sur la relance de Doha - AFP

Confirmation.

- Mariage homo: Borloo "*ne croit pas à une abrogation*" - AFP

- Copé : "*Une fois au pouvoir, il nous faudra réécrire le texte sur le mariage gay*" - LeMonde.fr -

J'avais affirmé que si Sarkozy avait été élu, c'est lui qui aurait pris l'initiative du mariage gay, à leur manière Borloo et Copé le confirment. Personne ne s'est aventuré à soutenir une telle thèse, le courage et la perspicacité ne sont décidément pas le fort

de nos dirigeants, à moins qu'ils pèchent par ignorance.

Dites-nous pourquoi les monarchies européennes et les Etats impérialistes qui sont bien connus pour leurs prédispositions naturelles en faveur du progrès social et des libertés y seraient favorables, personne non plus n'a relevé cette anomalie ou plutôt contradiction qui pourtant sautait aux yeux, il ne reste plus que leur chef de file respectif à rejoindre leur rang, la monarchie britannique et l'Etat fédéral américain, la semaine dernière le Minnesota a été le 13e ou 14e Etat à l'avoir adopté aux Etats-Unis, pourquoi le régime décomposé français aurait-il dû rester en marge de ce processus de désintrégration de la famille, se distinguer des artisans du Nouvel ordre mondial ?

Non seulement il n'y avait aucune raison à cela, mais on a pu observer à cette occasion à quel point les uns et les autres étaient tombés dans ce piège et avaient eu la naïveté de croire que ce dossier serait soudainement sorti des cartons du PS, sachant d'une part que Hollande et le gouvernement allaient inscrire leur action dans le prolongement de leurs prédécesseurs et d'une, et que toutes les lois, mesures, décrets qui allaient sortir à partir de juin 2012 étaient déjà en attente depuis des années voire davantage dans les tiroirs des différents ministères, n'attendant que le moment opportun pour voir le jour et de deux. Il fallait décidément ignorer le fonctionnement des institutions de la Ve République, CQFD.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Le patron de l'agence Gary Pruitt de l'agence de presse américaine Associated Press (AP) a dénoncé lundi une "*intrusion massive et sans précédent*" du département de la Justice américain. Ce dernier se serait secrètement saisi de deux mois de relevés téléphoniques de l'agence et de certains journalistes.

Les faits remontent au printemps 2012 mais AP n'en a pris connaissance que le 10 mai. Une lettre est arrivée du procureur de Washington informant la responsable du service juridique que les relevés de téléphone de certains collaborateurs de l'agence – domicile et portable inclus – avaient été saisis sur une période de deux mois. Vingt lignes étaient concernées, réparties entre les bureaux de l'agence à New York, à Washington, à Hartford (Connecticut) et au Congrès. Une centaine de journalistes pourraient être concernés.

L'agence précise que les relevés d'appels saisis à son insu concerne un article publié en mai 2012 sur une "*opération de la CIA au Yémen qui a empêché au printemps 2012 un complot d'Al-Qaïda visant à faire exploser une bombe dans un avion pour les Etats-Unis*".

Dans un communiqué, le ministère de la Justice ne répond pas à ces accusations. Il dit suivre un certain nombre de lois en vigueur lorsqu'il recherche des relevés ou autres informations émanant d'organisations de presse.

"*Ces réglementations nous imposent de chercher à obtenir nos informations par tous les moyens possibles (…) avant d'envisager de recourir à une requête formelle*" qui autoriserait la saisie de relevés, indique le communiqué. "*Nous devons prévenir l'organisation à l'avance sauf si cela pose une menace importante à l'intégrité de l'enquête*", poursuit-il.

La Maison Blanche a néanmoins répondu n'avoir "*aucune connaissance*" de telles démarches concernant AP.

"*Nous ne sommes pas impliquées dans les décisions prises en lien avec des enquêtes criminelles, puisque ces dossiers sont pris en charge indépendamment par le département de la Justice*", a réagi le porte-parole de Barack Obama, Jay Carney. Russia Today et Le Journal du Siècle 14.05

2- Egypte

Le Front du Salut national, principale formation de l'opposition en Egypte regroupant des libéraux et des partis de gauche, a dénoncé samedi le projet de loi de contrôle des organisations non-gouvernementales visant, selon le FSN, à les étouffer.

Le texte, qui est l'oeuvre des Frères musulmans au pouvoir, a été soumis au Conseil de la Choura, qui fait office de Parlement. Selon le FSN, il est encore plus restrictif que la législation en vigueur à l'époque du régime déchu de Hosni Moubarak.

Le projet, estime l'opposition dans un communiqué, "*cherche à reproduire une police d'Etat en inscrivant dans la loi le rôle des organes de sécurité chargés de contrôler les activités des groupes de la société civile*".

Le texte prévoit que les ONG doivent être soumises à l'approbation d'une commission composée en partie de représentants des services de sécurité et devront obtenir une autorisation officielle pour recevoir des fonds venant de l'étranger.

"*Ces dispositions pourraient permettre à ces entités de refuser le financement de groupes de défense des droits de l'home qui supervisent des élections ou oeuvrent au combat contre la torture*", estime ainsi le FSN.

Le président de la commission des lois du Parti de la liberté et de la justice (PLJ, vitrine politique de la confrérie islamiste), Mokhtar al Achry, a de son côté assuré à Reuters que le projet de loi garantirait la liberté de fonctionnement des ONG. Il a aussi affirmé qu'un seul des neuf membres du comité chargé de veilleur à leurs activités et à leur financement serait issu des services de sécurité. Reuters 18.05

3- Syrie

La Russie a livré récemment à la Syrie la nouvelle génération des missiles de pointe sol-mer de type Yakhont, équipé de radar sophistiqué, ont annoncé vendredi des responsables américains à Reuters.

La livraison de ces missiles avait été évoquée tout d'abord par le New York Times dans son édition de jeudi. Le général Martin Dempsey, chef de l'état-major interarmes américain, a estimé que cette fourniture d'armements de pointe risquait d'encourager l'armée régulière syrienne et de prolonger le conflit. Les missiles Yakhont (rubis en français) livrés par Moscou à Damas ont une portée d'environ 300 kilomètres. "*Ils sont difficiles à détecter et encore plus difficile à abattre, aussi est-ce un instrument de taille pour tenir les bâtiments de guerre à distance des rivages syriens*", a expliqué Nick Brown, rédacteur en chef de la revue IHS Jane's, qui fait autorité en matière de défense. french.irib.ir 18.05

4- Jordanie

Les Jordaniens croient s'être lourdement trompés au sujet de la Syrie.

Leurs calculs ont été simplement faussées et la crise syrienne semble les emporter avec elle. En Jordanie, il est loin le temps où les élites se réunissaient dans des salons et se félicitaient de ce que les Etats-Unis en finiraient très bientôt avec Assad sans que la Jordanie, elle, ait les mains souillées. Une majorité des personnalités politiques jordaniennes se demande désormais: la crise syrienne, est-ce un complot ou une révolution?. Le régime Assad, est-ce un régime génocidaire ou un ordre politique qui se porte garant de l'unité et de l'indépendance de la Syrie? Et l'aide "*noire*" des pays arabes du sud du golfe Persique aux rebelles syriens, ne constitue-t-elle pas une ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie? Et la Turquie soutient-elle la révolution du peuple syrien ou agit-elle surtout dans le sens d'une renaissance de l'empir ottoman? Des dizaines de ces questions viennent à l'esprit des élites jordaniens sans qu'ils aient la moindre réponse à fournir.

L'autre facette de la médaille, c'est le gouvernement jordanien qui ne cesse de se plaindre de l'afflux des réfugiés syriens en Jordanie alors que les chiffres qu'il avance sont surévalués. Pour certains analystes, les plaintes d'Amman constituent une méthode de diversion censée pour s'attirer davantage d'aide financière et panser les plaies multiples que porte la société jordanienne. Mais c'était sans compter avec les aléas liée à cette crise. Les Jordaniens semblent désormais reprocher au roi d'avoir tenté de capitaliser une situation qui somme tout n'a guère profité au pays mais qu'au contraire a impliqué la Jordanie dans une aventure sans lendemain. Les élites de Jordanie se demandent avec angoisse si leur pays sera la prochaine victime. Le face à face entre l'axe arabe/turc/USA/Frères musulmans d'une part et l'axe Chine/Russie/Iran/Irak emportera -t-il la Jordanie dans ses tourrments?

Tout porte à croire qu'Assad restera au pouvoir en Syrie et que le changement ne viendra que de l'intérieur sans que les puissances étrangères puissent imposer que que ce soit. Ce qui veut dire que la Jordanie devra vivre dans ce paysage polarisé, entre deux tendaneces opposées, une situation particulièrement délicate qui se prête à de multiples lectures L'axe américano-golfique tend vers le règlement définitif de la question palestinienne en s'apprêtant à jeter du leste face à Israël et si ce règlement venait à avoir lieu, ce sera la Jordanie qui sera mis à l'ndexe . Dans ce cas, les Palestiniens, alliés historique d'Amman, se transformeront en ses pires ennemis jurés. Car c'est en Jordanie que l'Emipre a décidé de dresser un Etat palestinien. Cette nouvelle donne fera automatiquement des ennemis historiques du pouvoir jordanien, des amis "*stratégiques*". L'axe Iran/ Russie/ Irak/Liban c'est cet axe qui refuse une patrie alternative pour les Palestiniens et rejette le plan Terre contre terre.

Une autre caractéristique de ce conflit syrien est la suivante : l'axe américano golfique exerce de violentes pressions sur la Jordanie pour qu'elle s'implique dans la crise sécuritaire et politique syro palestinienne. pour cet axe là, que la Jordanie laisse ses plumes dans cette histoire importe peu. Paradoxalement , l'axe Iran/Russie/Liban/Irak ne demande rien à la Jordanie, si ce n'est sa neutralité. Cet axe là est prêt à coopérer dans tous les domaines que ce soit face au projet de la confédération jordanienne, nouveau pays des palestiniens, ou face aux défis économiques et infrastructurels qui se présentent à la Jordanie.

La Jordanie se trouve aussi confrontée aux prises de positions israéliennes. La confrontation entre ces deux axes bénéficie à

Israël car chaque pays arabe qui tombe, c'est Israël qui gagne en marge de manoeuvre et étend son influence. L'adhésion de la Jordanie à l'axe de la résistance contraindra Israël à revoir sa copie dans la région, à renoncer à l'option armée, à terme à ses politiques non seulement vis à vis de la Jordanie mais aussi à l'égard de la Syrie et du Liban.

Il va sans dire que l'ennemi israélien s'efforce à tout prix de bâtir en Jordanie un pays palestinien. C'est un fait que la Jordanie ne pourra jamais se passer aussi facilement de ses alliés historiques réunis dans le premier axe pour se rallier au second axe composé de l'Iran et de ses alliés. Que peut faire donc la Jordanie? Ce que lui a conseillé le ministre iranien des AE récemment en visite en Jordanie : il a demandé à la Jordanie de préserver sa neutralité ... une majorité de Jordaniens juge cette proposition "*réaliste*", " *compréhensible*" et "*responsable*". french.irib.ir 18.05

SOCIAL

1- Italie

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé samedi à Rome contre l'austérité à l'appel du syndicat italien des métallos Fiom pour exiger notamment "*le droit au travail, à l'instruction et à la santé*".

"*Nous ne pouvons plus attendre*", a déclaré le secrétaire de la Fiom Maurizio Landini. "*Les choix des gouvernement Berlusconi et Monti sont à l'origine de la situation très pesante que nous visons maintenant. Il faut remette le travail au centre*" du débat, a-t-il ajouté.

50.000 participants étaient attendus à la manifestation mais ils étaient au moins le double selon les organisateurs. Le cortège a défilé de la place de la République en plein centre jusqu'à la place San Giovanni, lieu traditionnel de rassemblement.

"*Il faut bloquer les licenciements et réformer l'aide sociale (...) en introduisant un revenu citoyen pour lutter contre la précarité*", a affirmé M. Landini.

Le taux de chômage en Italie s'élève à 11,5% de la population active, mais il est de 38,4% chez les actifs de 15-24 ans. AFP 18.05

Pas besoin, vous n'irez nulle part !

"*Ils ne nous arrêteront pas*", affirme Beppe Grillo. "*Nous sommes prêts à gouverner dès demain en cas de chute du gouvernement*".

Un discours aussi "*creux*".

Concernant l'Europe, l'ex-comédien qualifie l'euro de "*mot creux, qui ne signifie plus rien*" car "*euro veut dire mark*", l'ancienne monnaie allemande. Se qualifiant de "*partisan convaincu de l'Europe*", il "*veut que l'on rediscute de la conception même de l'Europe*".

Avec qui vous voulez "*rediscuter*", ils sont tous acquis à l'UE ? Changer la "*conception même de l'Europe*" passe par la rupture avec l'UE, y êtes-vous prêt ? Poser la question, c'est y répondre.

2- Israël

Après l'adoption mardi d'un budget de rigueur pour 2013 et 2014 par le gouvernement, plusieurs centaines d'Israéliens ont défilé samedi 18 mai au soir à Tel-Aviv et dans d'autres villes israéliennes, selon des témoins et les médias locaux. Cette nouvelle mobilisation contre la cure d'austérité prévue par le gouvernement n'a réuni qu'environ 2 000 manifestants à Tel-Aviv, selon un correspondant de l'AFP, contre 10 000 samedi dernier.

Le nouveau ministre des finances, Yaïr Lapid, qui s'était présenté pendant la campagne électorale comme le défenseur des classes moyennes, était toujours la cible principale des manifestants, mais ces derniers s'en sont aussi largement pris au premier ministre Benyamin Nétanyahou épinglé cette semaine par les médias, qui lui reprochent son train de vie. Plusieurs centaines d'Israéliens ont manifesté devant sa résidence à Jérusalem et devant sa résidence privée de bord de mer, à Césarée.

A Césarée, selon les médias, les manifestants ont brandi un matelas gonflable et des pancartes sur lesquelles ont pouvait lire "*Syndrome du lit volant*", une allusion aux information de presse selon lesquelles M. Nétanyahou aurait fait installer un lit double dans l'avion affrété pour un de ses récents déplacements, ce qui aurait coûté au contribuable près de 100 000 euros. lemonde.fr 18.05

Travailleurs israéliens et palestiniens même combat pour une République sociale...

Haut de page

Le 20 mai 2013

CAUSERIE

Petite frayeur ce matin.

J'étais sorti du bureau pour me servir un café, en revenant j'aperçois un serpent dans la pièce, gros comme un doigt mais d'un mètre environ. j'ai été cherché une pelle pour le chasser car je n'allais pas bouziller le carrelage, je ne suis pas chez moi, j'ai réussi à le diriger jusqu'à la porte principale de la maison, après être sorti je l'ai accompagné jusqu'au bout du jardin avant de le saluer en lui disant de ne pas y revenir car je serais plus féroce la prochaine fois, j'aurais pu le tuer, mais à quoi cela m'aurait-il servi franchement ?

Par manque de temps, je reporte à demain trois infos : les morts vont continuer de payer en Israël, Mélenchon et ses derniers états d'âme, Afrique du Sud les mineurs réclament 60% d'augmentation de salaire, ce n'est pas en France que cela arriverait, les syndicats sont trop corrompus, au fait la retraite pour nous, c'est 50 ans, entre 27 et 30 annuités, et ce n'est pas négociable, tout comme le smic ou la retraite minimum à 1.500 euros nets par mois !

Qui a dit ?

- Vous voyez qu'un certain nombre de nos camarades ne se placent pas sur le terrain du but final de notre mouvement. Et c'est pourquoi il est nécessaire de le dire clairement et sans équivoque. C'est actuellement plus que jamais nécessaire. Les coups de la réaction tombent sur nous drus comme grêle. Nous devons répondre au dernier discours de l'empereur. Nous devons déclarer, d'une façon claire et nette, comme le vieux Caton : « *Je pense qu'il faut détruire cet État !* » La conquête du pouvoir politique reste notre but final, et le but final reste l'âme de notre lutte. La classe ouvrière ne doit pas se placer au point de vue décadent du philosophe : « *Le but final n'est rien, c'est le mouvement qui est tout !* » Non, au contraire : le mouvement, en tant que tel, sans rapport avec le but final, le mouvement comme fin en soi, n'est rien, c'est le but final qui est tout !

Réponse : Rosa Luxemburg lors du congrès du du Parti social-démocrate allemand à Stuttgart en 1898

Pour les révisonnistes « *le but final n'est rien, c'est le mouvement qui est tout !* », ce qui s'exprime par la recherche de l'unité à tout prix dans un tout autre but que celui du combat du mouvement ouvrier qui finalement disparait de leur propagande, pour les marxistes révolutionnaires « *le mouvement comme fin en soi, n'est rien, c'est le but final qui est tout* », ce qui signifie que c'est ce but final qui constitue l'axe de combat de la classe ouvrière autour duquel elle doit se rassembler, son unité doit se réaliser, c'est le fil conducteur qui doit guider son combat pour ne pas se fourvoyer ou se détourner de son objectif, défendre ou conserver son indépendance de classe.

La rupture avec le capitalisme et ses représentants, les institutions, la liquidation du capitalisme incarne ce but final.

Quel parti ouvrier aujourdhui combat sur cet axe politique, rassemble les travailleurs sur cet objectif ? Quel syndicat combat dans cette perspective ? Aucun. A différents degrés, l'adaptation au capitalisme ou le refus de rompre avec les appareils acquis au capitalisme incarne "*le mouvement comme fin en soi*".

Un mauvais numéro d'acteur.

- En marge du Festival de Cannes, Mélenchon "*en terre de mission*" - AFP

Pour lui, ce déplacement à Cannes est une forme de "*retour*". "*On reprend le terrain partout*", a-t-il ajouté, entouré de militants ou sympathisants du Front de gauche et du Parti de gauche venus assistés au festival "*Visions sociales*" qui se déroule du 18 au 26 mai à Mandelieu-La-Napoule, près de Cannes (Alpes-Maritimes).

"*Le Festival de Cannes a été créé à la Libération par la CGT, les communistes et les socialistes, peu de gens le savent (...), pour répliquer à la Mostra fasciste à Venise. (...) Et on se l'est fait piquer, progressivement, c'est devenu le +top lieu+ du pognon*", a-t-il dit. AFP 18.05

Il ne manque pas une occasion pour leur lécher les bottes, alors qu'au même moment les braves staliniens de la CGT, "*les communistes et les socialistes*" s'employaient à désarmer le peuple et oeuvraient au côté de de Gaulle pour reconstruire l'Etat

et refaire démarrer la machine capitaliste... Cela non plus apparemment "*peu de gens le savent*" hélas, puisque tout a été fait pour que cela s'efface des mémoires, ne figure pas dans les manuels scolaires, etc. Inutile de rappeler qu'à cette époque le prolétériat était confronté aux pires difficultés pour survivre...

La France ressent dès l'Exposition spécialisée de 1937 le désir de consolider son prestige culturel en organisant une compétition internationale de films. À la fin des années 1930, choqués par l'ingérence des gouvernements fascistes allemand et italien dans la sélection des films de la Mostra de Venise — inaugurée en août par le docteur Joseph Goebbels —, Émile Vuillermoz et René Jeanne soumettent à Jean Zay, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, l'idée d'un festival international de cinéma en France . Jean Zay est intéressé par la proposition , et est encouragé par les Américains et les Britanniques, qui boycottent la Mostra de Venise : Harold Smith, représentant à Paris de la Motion Picture Association of America et Neville Kearney, délégué officiel du cinéma britannique en France, s'engagent à soutenir la manifestation et à y amener des vedettes. Le festival se veut un partenariat franco-américain qui crée le plus grand marché du film mondial. Plusieurs villes sont candidates, notamment Vichy, Biarritz et Alger mais Cannes, dont Henri-Georges Clouzot apprécie l'agrément et l'ensoleillement, est choisie. Philippe Erlanger, associé à l'entreprise, est le premier délégué général du Festival.

En juin 1939, Louis Lumière accepte d'être le président de la première édition du Festival qui doit se dérouler du 1er au 20 septembre. Il avait alors déclaré vouloir « *encourager le développement de l'art cinématographique sous toutes ses formes et créer entre les pays producteurs de films un esprit de collaboration* ».

La première édition du Festival se déroule après la guerre, du 20 septembre au 5 octobre 1946, dans l'ancien casino de Cannes, sur les volontés de Philippe Erlanger, chef du service des Echanges artistiques au ministère des Affaires étrangères, et de la confédération générale du travail dont le réalisateur Louis Daquin est membre. Le Ministère des Affaires étrangères et la ville de Cannes prennent en charge le financement.

Il est un temps question que le Festival de Cannes et la Mostra de Venise aient lieu chaque année en alternance. La France et les professionnels du cinéma ignorent cet accord. En 1946, le Festival est un succès et les cinéastes attendent une nouvelle édition en 1947. Lorsque l'accord est dévoilé, il est vivement critiqué : certains parlent d'une « *capitulation de la France* », d'après le magazine La Technique Française. Le Palais des Festivals et des Congrès, construit pour le Festival en 1979

Le gouvernement refuse de financer un Festival annuel et le Palais des Festivals est construit dans la précipitation par le syndicat pour accueillir l'édition de 1947. Encore aujourd'hui, la Fédération CGT des syndicats du spectacle siège au conseil d'administration du Festival. Cette année, les organisateurs du Festival décident que le jury se compose d'un représentant par pays.

En réalité, le casino qui accueillera le premier Festival de Cannes sera construit par l'architecte Camille Mari, et inauguré le 28 janvier 1907 en présence du grand duc Michel de Russie. En 1930 l'architecte niçois Roger Séassal entreprendra sa modernisation complète.

En l'absence de lieu dédié au festival, la première édition se déroula du 20 septembre au 5 octobre 1946 dans l'ancien casino de Cannes.

Aussi, dès 1946, la municipalité de Cannes décide de construire sur la Croisette un bâtiment pour recevoir le festival. (fr.wikipedia.org)

Une, sans la partition des Américains qui dominaient déjà l'industrie cinématographique mondiale, le Festival de Cannes n'aurait jamais vu le jour ou il n'aurait pas occupé la même place. Deux, ce sont des promotteurs privés et la ville de Cannes qui ont contruit les bâtiments dans lesquels s'est déroulé le premier Festival de Cannes en 1939, puis en 1946. Trois, la Palme d'Or au Festival de Cannes de l'année 1939 fut attribuée au film américain Le Magicien d'Oz de Victor Fleming, sorte de conte fantastique qui se déroulait dans un pays imaginaire, le pays d'Oz qui se trouva être... une monarchie absolue !

Je n'ai pas le temps de poursuivre, il aurait été intéressant de comparer le récit de L. Frank Baum avec la manière dont il a été adapté au cinéma. On ajoutera seulement que ce film produit par la Metro-Goldwyn-Mayer a coûté 2,6 millions de dollars, une somme colossale à l'époque, alors lorsque Mélenchon dit que le Festival de Cannes "*c'est devenu le +top lieu+ du pognon*", une fois de plus il raconte n'importe quoi, c'était déjà le cas en 1939.

Qu'on ne vienne pas nous reprocher d'ergoter sur des détails dans le seul but de déconsidérer ou de ridiculiser Mélenchon, il sait très bien le faire très bien en parlant à tort et à travers de sujets qu'il ne connaît pas ou en travestissant la réalité.

Je vais vous dire un truc, si j'étais à sa place je refuserais de répondre aux journalistes, je me contenterais de leur adresser une déclaration, ce ne serait pas les médias qui décideraient où, quand et comment je devrais m'exprimer et sur quel sujet, c'est aussi cela l'indépendance politique.

ACTUALITE EN TITRES

Confirmation. Hypocrisie congénitale.

- NKM sur le mariage gay: "*On ne pourra pas démarier ou désadopter*" - AFP

- Mariage pour tous : Chatel ne croit pas «*qu'on reviendra en arrière*» - Liberation.fr

Ne le croyez pas, il le sait !

Engels avait décrit la reproduction de l'espèce réalisée à travers l'acte sexuel entre un homme et une femme comme le premier acte de production de l'homme avant de produire plus tard ses propres moyens de subsistance...

Question : Comment voudriez-vous que l'homme se rendent maître un jour des moyens (privés) de production dès lors qu'il ne maîtrise même plus le moyen de se reproduire lui-même, ce qu'un couple homosexuel est incapable de réaliser ?

Le comble du cynisme.

- Jérôme Cahuzac renonce à essayer de redevenir député - Reuters

"*Je ne serai pas candidat. J'espère que chacun comprendra et respectera ce choix douloureux et qui me fut bien difficile à faire*", dit l'ancien ministre socialiste du Budget dans un entretien publié samedi sur le site internet du quotidien régional toulousain La Dépêche.

Donné largement battu dès le premier tour par un sondage Ifop révélé vendredi, Jérôme Cahuzac a entendu en outre François Hollande se déclarer jeudi hostile à sa candidature. Reuters 19.05

Quel drame, pour un peu il faudrait le plaindre !

Heureusement, car s'il s'était présenté, certes il aurait été battu et éliminé au premier tour de la municipalle en 2014, mais le candidat du PS aussi. Il rend service au PS, gageons qu'ils trouveront les moyens de soulager sa peine...

Ce serait Chirac encore, on irait volontiers...

- EELV: pour Mamère, les écologistes n'iraient pas dans un gouvernement conduit par Valls - AFP

Confirmation

- Resistance: hommage d'Ayrault et Daniel Cordier à l'héritage social du CNR - AFP

Le M'PEP pourra toujours prendre Ayrault comme Premier ministre ! (lire la causerie d'hier)

Pour séduire, il faut au moins avoir du charme...

- Arthaud (LO) appelle les travailleurs "*écoeurés*" à ne pas se laisser séduire par le FN - AFP

Le Pen n'en a pas plus qu'Arthaud soit dit en passant.

Pourquoi seraient-ils "*écoeurés*" ? Parce qu'ils sont ignorants. Pourquoi sont-ils ignorants ? Parce que tout a été fait pour qu'ils le soient ? Pourquoi ? Parce que dans le cas contraire le régime ne tiendrait pas un jour de plus.

Maintenant, pourquoi ne se dirigent-ils pas vers LO ? Parce que cette organisation ne leur inspire pas confiance. Pourquoi ? Parce qu'elle n'a jamais trouvé les moyens de s'adresser aux travailleurs. Pourquoi ? Parce que sa conception de la lutte de classe est en contradiction avec l'objectif du combat qu'elle prétend mener. Je vous laisse poursuivre.

L'épouvantail qu'ils agitent pour que les masses soutiennent le régime.

- Election du Lot-et-Garonne: la «*menace du FN*» n'est pas écartée - 20minutes.fr

Voilà que le PS ressort le vote utile, cela va être de plus en plus difficile de tenir ce discours, puisque le PS n'est utile qu'aux ennemis de nos droits sociaux et politiques et a choisi leur camp... C'est lui qui pave la voie qui mène au FN, à la pire réaction. Allons plus loin partant de ce constat. Pourquoi ? Parce que le PS et le FN ont en commun de représenter le capitalisme, vous prenez ce fil à partir du PS, vous tirez dessus et au bout vous arriverez au FN ou à l'extrême droite, on en a fait l'expérience à travers le monde tout au long du XXe siècle.

A ce stade, ce serait plutôt le PS la pire menace pour les masses exploitées et le socialisme, car il sert de repoussoir aux couches de la classe moyenne qui pourraient rejoindre le combat du prolétariat et qui seraient tentées de s'orienter vers le socialisme qu'il passe son temps à dénaturer, salir, le mot est faible.

Intox

- Le Labour dénonce les multinationales qui échappent à l'impôt - Reuters

Une découverte dites-donc, cela daterait d'hier à peine !

- Londres saborde l'enquête sur la mort de l'espion Litvinenko - LeFigaro.fr

Tout simplement parce qu'il s'était suicidé !

La réaction dans tous ses états.

Parce qu'il y a des précédents ailleurs détestables et que cela commence à se savoir...

- Pourquoi il est si difficile d'être libéral en France - Atlantico.fr

Dramatique !

- Cambriolages à Saint-Tropez : où l'on apprend que les caméras du quartier huppé et "ultra-sécurisé" des Parcs ne fonctionnent pas - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le peuple a le gouvernement qu'il mérite ou comment lui concocter. Mode d'emploi.

Question : Qui aurait décidé de placer Aubry à Bercy ?

- Sondage: 70% des Français mécontents de Moscovici, Aubry favorite pour le remplacer - L'Express.fr

- Les Français verraient bien Martine Aubry à Bercy - Reuters

Alors, quelle est la réponse à la question posée plus haut, le PS, sinon qui ?

Ce sondage a été commandé à l'Ifop par le JDD qui appartient au groupe Lagardère.

Essayons d'en apprendre un peu plus sur ce journal.

- Le JDD est le premier journal vendu chez les PDG/gérants (9 %) devant Les Échos puis le Monde (7 %). Les lecteurs du JDD sont principalement des hommes à revenu assez élevé et plutôt de droite. Le journal cible des personnes ayant un pouvoir d'achat élevé.

Le journal a été critiqué pour ses liens avec le pouvoir, sous le mandat de Nicolas Sarkozy .

Le Journal du Dimanche a également été critiqué pour avoir changé de direction quatre fois en cinq ans. (wikipédia)

Ce sont donc les patrons du CAC40 qui poussent Hollande à placer Aubry à Bercy, ils doivent se dire à juste titre d'ailleurs que la fille doit ressembler à son père qu'ils ont adoré, l'ex-président de la Commission euopéenne, le parrain de la politique d'austérité dans les années 80 sous Mitterrand, J. Delors.

Ce serait Bruxelles qui piloterait directement Bercy, c'est d'ailleurs ce qui est prévu depuis que le budget du pays doit être soumis à la Commission européenne, autant mettre dans la place quelqu'un qui le revendique et en est fier, qui mieux qu'elle pourrait défendre l'héritage de Delors ?

Quant à la critique adressée au JDD pour avoir changé de direction quatre fois en cinq ans, c'est petit, mesquin, ils ont dû changer de direction chaque fois que le vent semblait souffler dans une autre direction, Sarkozy réussira-t-il à se maintenir au pouvoir, sera-t-il réélu, a-t-il une chance, est-ce qu'il ne serait pas déjà usé notre poulain, ajoutez à cela le bordel au PS, DSK rayé de la carte, un de leurs poulains aussi, en réalité ils possèdent toute l'écurie, Hollande fera-t-il l'affaire ou non, qui d'autres en lice, etc. et à chaque réponse un nouveau directeur de conscience, c'est que les patrons en ont besoin pour garder le moral, car ce n'est pas le tout de s'enrichir sur la plèbe, il faut que cela continue, il faut miser sur le bon cheval, solide, sûr, fidèle, un bon bourrin de labour pour creuser un profond sillon dans ce qui reste d'un Etat social en ruine, le saigner jusqu'à rendre grâce, Aubry fait figure de favorite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Va-t-en-guerre. "***Il y a une urgence***", il en va des "***perspectives de demain***"

Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian a justifié dimanche l'achat par la France de deux drones aux USA en expliquant que la France avait "raté le rendez-vous des drones" et confirmé des discussions également avec Israël pour l'achat d'autres appareils.

"*Il y a aujourd'hui deux pays au monde qui construisent des drones, les USA et Israël, nous sommes entrés en contact avec les uns et les autres pour pouvoir en acquérir immédiatement*", a indiqué le ministre de la Défense au "Grand rendez-vous Europe1-Itélé-Le Parisien.

La France doit notamment acheter deux drones de surveillance Reaper aux USA pour une livraison avant la fin 2013 afin de soutenir ses opérations au Mali

"*La France a raté le rendez-vous des drones (...) ce qui est invraisemblable pour une nation qui a un savoir faire technologique, aéronautique, électronique considérable avec des entreprises majeures qui étaient en situation de pouvoir le faire*", a regretté le ministre.

"*J'ai constaté en arrivant qu'il était indispensable d'avoir cette capacité-là qui nous permet d'avoir une vision d'un territoire, d'un théâtre d'opération. Donc, c'est un outil indispensable dans les perspectives de demain*", a-t-il souligné.

"*Seulement, il n'y en a pas. Alors qu'est-ce-qu'on fait? on attend que peut-être un jour certains industriels décideront d'agir d'ensemble pour le produire? mais ça sera quand? dans dix ans. Mais il y a une urgence et j'assume cette responsabilité*", a lancé le ministre de la Défense tout en précisant qu'il s'agit pour la France d'une solution provisoire. AFP 19.05

2- Grèce

Et si la Grèce abandonnait l'euro, et revenait à la drachme, son ancienne monnaie ? C'est le rêve de Plan B, un nouveau parti politique, qui s'oppose à l'austérité imposée par le gouvernement d'Athènes.

Depuis le début de la crise une sortie de l'euro est un sujet récurrent en Grèce, explication du fondateur de Plan B :

"*L'expérience que nous avons tiré de la récession internationale est qu'aucun pays n'a réussi à s'en sortir avec une monnaie chère qui est aussi utilisée par une grande puissance économique comme l'Allemagne, explique Alekos Alavanos. Nous avons besoin d'une monnaie compétitive, pour faciliter les exportations et booster le marché intérieur*"

Plan B regroupe 400 membres, dont cet artiste céramiste, Yannis Stavridis: "*Je pense qu'une sortie de l'euro donnera à notre pays*

la possibilité de développer une politique économique indépendante en faveur du peuple. Parce que l'euro est un corset serré qui empêche la Grèce de se développer."

A 75% pourtant, les Grecs n'ont pas envie de revenir à la drachme, persuadés que l'euro, en circulation depuis 2002, est un moindre mal. euronews.fr 19.05

Encore des illusionnistes ou des charlatans ! On y reviendra.

3- Tunisie

Le Premier ministre tunisien a qualifié de "*terroriste*" le groupe salafiste Ansar Ashariaa, jugé responsable des heurts dimanche à Tunis qui ont fait un mort et une quinzaine de blessés après l'interdiction du congrès de ce mouvement à Kairouan.

"*Ansar Ashariaa est une organisation illégale qui défie et provoque l'autorité de l'État*", a déclaré M. Larayedh à la télévision publique en marge d'un déplacement au Qatar.

Ce groupe "*est en relation et est impliqué dans le terrorisme*", a ajouté ce haut responsable du parti islamiste Ennahda qui dirige le gouvernement.

C'est la première fois que M. Larayedh, un ancien ministre de l'Intérieur et bête noire des salafistes, qualifie Ansar Ashariaa de "*terroriste*".

Faute d'avoir pu tenir son congrès à Kairouan, à 150 km de Tunis, bouclée par un impressionnant dispositif de sécurité, Ansar Ashariaa a appelé ses partisans à se rassembler Cité Ettadhamen, un bastion salafiste à 15 km à l'ouest de la capitale.

Des heurts ont éclaté dans ce quartier en début d'après-midi et se sont poursuivis dans la cité voisine d'Intikala, où les centaines de manifestants armés de pierres, d'armes blanches et de cocktails Molotov se sont réfugiés après voir été repoussés par des tirs, des gaz lacrymogènes ainsi que l'avancée de blindés.

Dans la soirée des heurts sporadiques avaient encore lieu mais la police semblait contrôler ces quartiers.

Le gouvernement, dirigé par le parti islamiste Ennahda, avait interdit le congrès d'Ansar Ashariaa à Kairouan en estimant qu'il représentait une "*menace*".

Ainsi, son chef en fuite Abou Iyadh, un vétéran d'Al-Qaïda en Afghanistan libéré de prison à la faveur de l'amnistie post-révolutionnaire, a menacé le gouvernement d'une "*guerre*" la semaine dernière, accusant Ennahda de mener une politique anti-islam.

Ennahda a longtemps été accusé de laxisme face aux groupuscules jihadistes. Il a considérablement durci sa position depuis que 16 militaires et gendarmes ont été blessés entre fin avril et début mai par des mines posées par des groupes armés liés à Al-Qaïda à la frontière avec l'Algérie.

A Kairouan, le calme régnait dans la soirée dimanche et le dispositif sécuritaire a été levé. En fin de matinée, de brefs heurts y avaient opposé un petit groupe de salafistes à des policiers, puis des manifestants, en majorité des jeunes ne semblant pas appartenir à la mouvance islamiste, ont affronté par moments les forces de l'ordre.

Selon une source sécuritaire sur place, 70 militants salafistes ont été interpellés dans cette ville. Aucun chiffre précis n'a été donné concernant les arrestations à Tunis, le ministère de l'Intérieur avançant "*quelques dizaines d'arrestations de bandits et de salafistes*" dans toute la Tunisie.

Le porte-parole d'Ansar Ashariaa, Seifeddine Raïs, a été arrêté dimanche, selon son organisation et une source sécuritaire.

Enfin, samedi soir, Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a exprimé son soutien à Ansar Ashariaa, tout en appelant les militants tunisiens à faire preuve "*de sagesse et de patience*".

"*Ne vous laissez pas provoquer par le régime et sa barbarie pour commettre des actes imprudents qui pourraient affecter le soutien populaire dont vous bénéficiez*", a déclaré Abou Yahia al-Shanqiti, membre du comité d'Al-Charia d'Aqmi.

Depuis la révolution, la Tunisie a vu se multiplier les violences salafistes. Le pays est aussi déstabilisé par une profonde crise politique et le développement de conflits sociaux dus à la misère.

L'état d'urgence est en vigueur dans le pays depuis la chute de Ben Ali. AFP 19.05

Question : Comment dans un pays quadrillé par les services de renseignement, la police et l'armée a-t-il été possible de faire entrer des armes, et qu'un tel mouvement se soit développé, sinon avec la complicité du régime en place ?

SOCIAL

1- France

1.1- Enchaîné. Il n'y a pas une minute à perdre.

PSA Peugeot Citroën compte engager d'ici juin des négociations sur sa compétitivité en France, emboîtant le pas à Renault et à plusieurs équipementiers automobiles, tous confrontés à des surcapacités chroniques sur un marché en berne en Europe.

Le premier constructeur automobile français avait jusqu'ici simplement indiqué qu'il souhaitait débuter ces discussions sitôt son plan social entré en vigueur, ce qui est chose faite depuis le 29 avril, et qu'il espérait parvenir à un accord à l'automne prochain.

"*Je confirme que dans les semaines prochaines, on aura l'occasion de se voir sur notre sujet (...) d'un nouveau contrat social avec les salariés pour redresser l'entreprise PSA*", a déclaré le directeur des ressources humaines Philippe Dorge à des journalistes.

Une source proche du dossier a indiqué qu'une première réunion pourrait avoir lieu dès la fin mai.

Comme les autres, PSA ne pourra pas échapper à des engagements sur sa production et ses investissements en échange de concessions sur les salaires et le temps de travail.

"*Vous ne pouvez pas demander un effort à des salariés si vous n'avez pas en face quelque chose à mettre*", observe Guy Maugis, président de Bosch France, qui a lui-même conclu un accord de flexibilité le mois dernier à Rodez.

"*Et dans une industrie comme la nôtre, ça s'appelle essentiellement un investissement dans une nouvelle ligne de produits avec de la visibilité sur les volumes à terme*", ajoute-t-il. "*Sinon, vous pouvez toujours dire aux gens qu'il faudrait réduire les coûts pour que l'entreprise gagne plus, mais ça, je ne sais pas faire.*"

Bosch, premier employeur industriel allemand en France, avait défrayé la chronique en 2004 en imposant une augmentation du temps de travail à Vénissieux (Rhône) pour éviter une délocalisation. Il a promis fin avril une trentaine de millions d'euros pour moderniser son usine aveyronnaise en échange d'une modération salariale et de l'utilisation de jours de RTT pour faire face aux aléas de la demande.

PSA a déjà obtenu l'été dernier des concessions à Sevelnord (Nord) moyennant l'attribution au site d'un nouveau modèle de camionnette. Mais l'accord qu'il s'apprête à négocier couvrira l'ensemble de ses sites français, sur le modèle de ce qu'a obtenu Renault fin mars après six mois de discussions.

En échange, Renault a promis d'allouer des volumes de production supplémentaires à ses sites français, notamment la future Micra de son partenaire Nissan qui sera fabriquée à Flins. PSA devra apporter des garanties similaires, notamment sur le renouvellement des gammes Peugeot et Citroën à Rennes, Sochaux et Mulhouse à l'horizon 2016.

Michelin négocie lui aussi actuellement des accords sur la gestion du compte épargne-temps sur ses sites français de pneumatiques.

Quant à Plastic Omnium, c'est le hasard qui a conduit à un accord en janvier à Saint-Désirat. Après l'incendie d'un atelier de peinture, l'équipementier a envisagé un temps de délocaliser l'activité en raison de la facture des travaux, mais s'est finalement engagé à reconstruire l'atelier et à moderniser le site ardéchois pour un montant d'environ 20 millions d'euros.

La France est sur le point de se doter d'une loi sur la sécurisation de l'emploi, qui contient des dispositions sur les accords de flexibilité. Un recours déposé par l'opposition UMP pourrait repousser sa promulgation à la mi-juin au plus tôt.

Interrogé sur l'impact d'un report de la loi sur les négociations chez PSA, Philippe Dorge a répondu: "*Ce sont des sujets qui sont liés, mais les deux calendriers ne sont pas strictement dépendants*." Reuters 19.05

Savez-vous dans quelles conditions s'est terminée la grève chez PSA Aulnay ?

La direction de Peugeot qui est parvenue à ses fins grâce à la CGT qui n'a jamais appelé à la grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de fermeture d'usine et de suppressions d'emplois, de toutes les sites du groupe, des travailleurs de l'ensemble du secteur automobile, y compris les sous-traitants confrontés à la même situation, elle a versé une rallonge pouvant aller jusqu'à 20.000 euros à chaque salarié pour qu'ils quittent l'usine avant la fin du mois de mai, en 2013 pas en 2014, et elle a annulé les sanctions et les poursuites engagés contre certains salariés, c'était la moindre des choses puisqu'à l'arrivée elle va même pouvoir fermer son usine d'Aulnay avant la date prévue.

C'est qu'hier Arthaud (LO) a appelé une "*grande victoire*"

Cela valait bien un hommage hier d'Arthaud (LO) "*aux ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay qui ont fait grève pendant quatre mois*", le leader de la CGT de PSA-Aulnay, Jean-Pierre Mercier, était membre de LO, les staliniens n'auraient pas fait pire. (source : AFP 19.05)

1.2- Pillage et racket en règle, bulle immobilière en France.

Les prix de l'immobilier en France sont beaucoup trop chers. Ce n'est pas une association de consommateurs en colère qui l'affirme mais le prestigieux magazine *The Economist*. Le classement qu'il établit dans sa dernière livraison sur les prix de la pierre est formel: par rapport aux revenus disponibles dans l'Hexagone, les loyers y sont surévalués de 39 % et le coût des m2 à l'achat y est excessif de 34 %. Sur ce plan, la France est le plus mauvais élève de la classe européenne. En Angleterre, les loyers ne sont surévalués que de 19 % ; en Espagne, seulement de 15 %. C'est que, depuis l'éclatement de la crise des subprimes en 2007, les prix de l'immobilier ont reculé dans la majorité des pays européens. Ils ont chuté de 26,5 % en Espagne, de 16,5 % aux Pays-Bas, de 11,4 % en Angleterre. Rien de tout cela en France où ils ont augmenté de 1,1 % sur la période.

Bref, selon *The Economist*, il y a bien une bulle immobilière en France. Mais, si l'on en croit les réseaux d'agences immobilières, elle n'est pas près d'éclater. Après avoir reculé de 1,9 % l'année dernière, les prix de l'immobilier ne devraient pas baisser de plus de 3 % en France selon la Fnaim.

Reste que l'Hexagone n'est pas le pays dans le monde où la bulle immobilière est le plus préoccupante. C'est le Canada qui détient ce triste record. Là-bas, les loyers sont surévalués de 73 % et le coût de la pierre de 32 %. -Hongkong est également dans une situation inquiétante avec des loyers surévalués de 81 % et une augmentation de 109 % du prix de la pierre depuis fin 2007. lefigaro.fr 19.05

2- Espagne

Des milliers de personnes, dont de nombreux médecins et infirmières, ont manifesté dimanche à Madrid contre les coupes dans le secteur de la santé et la privatisation de la gestion de plusieurs hôpitaux madrilènes.

Les manifestants, au nombre de 6.000 selon la police, ont défilé dans le centre de la capitale, précédé par une banderole sur laquelle on pouvait lire : "*la santé ne se vend pas, elle se défend*".

Brandissant des pancartes proclamant "*on brade la santé*" ou "il est criminel de faire des coupes dans la santé", les manifestants ont réclamé la fin des réductions budgétaires dans ce secteur.

Ils ont également demandé que le gouvernement régional conservateur revienne sur sa décision de privatiser la gestion de six des 20 plus grands hôpitaux madrilènes, de même que de 27 centres de soin - sur les 270 que compte la communauté autonome.

Arrivés sur l'emblématique Porta del Sol, les manifestants ont lu un manifeste dans lequel ils affirmaient "*qu'ils n'acceptaient pas la destruction du système de santé*".

Depuis novembre, les syndicats protestent régulièrement contre les coupes budgétaires qui, selon eux, mettent en péril la santé publique. AFP 19.05

3- Etats-Unis

A Chicago, des centaines de parents, d'élèves et de professeurs manifestent depuis samedi pour protester contre la fermeture annoncée d'une cinquantaine d'école pour des raisons budgétaires. Si ce plan d'écomie est voté, il affectera 50 000 élèves. Pour se rendre dans d'autres écoles, ils devront traverser des quartiers parfois très dangereux contrôlés par les gangs. euronews.fr 19.05

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Les oiseaux de mauvais augure ont beau dire que Wall Street finira bien par subir un mouvement de correction après une hausse de près de 17% du S&P 500 depuis le début de l'année, l'élan qui porte la place boursière américaine ne semble pas près de s'arrêter.

La possibilité d'un repli technique n'a cessé d'être évoquée ces dernières semaines, surtout au vu de l'accélération du "rally" en mai. Depuis le début du mois, le S&P, qui vient d'enchaîner une quatrième hausse hebdomadaire d'affilée, affiche une progression de 4,4%.

Mais cela n'a pas empêché le Dow Jones et le S&P 500 de continuer à inscrire de nouveaux records, amenant ainsi certains à se dire que les craintes d'un recul sont infondées.

"*Nous n'avons aucun plafond technique à l'esprit à ce stade. L'élan est vraiment puissant et suivre le mouvement est notre principale préoccupation*", a déclaré Cam Albright, chargé des allocations d'actifs chez Wilmington Trust Investment Advisors.

Le S&P 500, qui a dépassé la barre des 1.600 points il y a deux semaines à peine, n'est plus qu'à moins de 40 points des 1.700.

A mesure que les actions poursuivent leur progression, certains intervenants commencent à croire que l'évolution à l'oeuvre n'a rien d'une bulle mais constitue plutôt le début d'un marché haussier.

D'autres estiment au contraire que le bond de Wall Street est détaché d'éléments fondamentaux comme les indicateurs macro-économiques et les résultats d'entreprise et dépend surtout des injections de liquidités des grandes banques centrales.
Reuters 19.05

2- Bourse

La manipulation des cours de cotation des marchés boursiers, que ce soit sur les actions proprement dites, sur les matières premières comme le pétrole ou l'or ou encore les denrées alimentaires est désormais à peu près de notoriété publique.

Il y a quelques semaines un des dirigeants de la FED reconnaissait lui même que les cours étaient totalement soutenus artificiellement par les banques et les fonds de pension grâce aux injections continues de la FED. L'utilisation des robots algorythmiques , ou les High Frequency Trading qui permettent aux professionnels d'avoir des informations non accessibles pour le public et aux investisseurs s'apparentent à des délits d'initiés et nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour en demander le contrôle et la régulation.

Il y a deux jours Bruxelles a entamé une enquête pour manipulation des cours du pétrole. A la fois par les pétroliers, mais aussi par les marchés financiers et leurs acteurs.

Dans tous les pays la manipulation de cours est du ressort de la justice pénale car ce n'est rien d'autre que de l'escroquerie pure et simple.

Lorsque des acteurs de la chaîne financière proposent à leurs clients des produits qui peuvent s'arbitrer sur des marchés dont les cotations sont devenues totalement corrompues par les manipulations dont elles font l'objet, ils ne font rien d'autre que ce que ferait un industriel agro alimentaire qui proposerait en toute connaissances de cause, de la viande totalement avariée à ses clients . Ces produits concernent aussi bien des assurances vies , que des produits de placement bancaires ou encore des produits retraites .

Tous les acteurs de la chaîne deviennent complices, du simple gestionnaire de compte au conseiller en gestion de patrimoine, puisque par leur passivité , ils contribuent à maintenir en place un système qui permet à de proposer des produits toxiques. Si eux mêmes ne réagissent pas, ils deviennent complices puisqu'ils ne peuvent ignorer les conditions actuelles dans lesquelles s'effectuent les cotations.

Il n'est nul besoin de faire de nouvelles lois sur ces sujets. La plupart des pays Européens interdisent la manipulation de cours de la même manière qu'ils interdisent la diffusion de viande avariée . Il suffit juste de faire appliquer celles qui existent.

Et en attendant que la justice ne retrouve son rôle pour stopper la diffusion de ces produits corrompus, l'information doit circule. WikiStrike.com 17.05

L'auteur de cet article est naïf, il n'a pas encore compris ou il n'a pas à l'esprit que ces lois existent pour être contournées, que ceux qui en sont les rédacteurs sont justement ceux qui vont les contourner.

Neuf intervenants sur dix qu'il soit journaliste économique ou économiste tient ce genre de discours sans se rendre compte des énormes bêtises qu'ils sortent. Les médias ne font que les reproduire grâcieusement.

3- Pétrole

Alerté par un groupe hongrois, la Commission européenne enquête sur la fixation des prix pétroliers. L'UE a perquisitionné les locaux de Royal Dutch Shell, de BP et de Statoil.

Il s'agit d'une enquête de grande ampleur et on n'avait pas vu cela depuis le scandale du Libor. Un producteur d'éthanol hongrois a dit mercredi avoir alerté la Commission européenne sur le rôle de l'agence Platts dans la fixation des prix pétroliers, contribuant ainsi à inciter les autorités de la concurrence à lancer une enquête auprès de trois grandes compagnies pétrolières.

Pannonia Ethanol, un novice sur le marché européen de l'éthanol, est ainsi devenue la première entreprise à publiquement dire qu'elle s'était plainte auprès de Bruxellesdans ce dossier.

La Commission européenne a perquisitionné les locaux de Royal Dutch Shell, de BP et de Statoil, soupçonnant une manipulation des prix pétroliers. L'exécutif européen a dit mardi qu'il suspectait les groupes concernés d'avoir passé des accords anti-concurrentiels touchant à la soumission de prix à Platts, leader mondial de l'information sur les prix pétroliers, filiale de McGraw Hill.

Il craint que les sociétés concernées se soient entendues pour transmettre à Platts des informations faussées sur les prix afin de manipuler les prix publiés de certains produits pétroliers et biocarburants. La CE souçonne par ailleurs un abus de position dominante, empêchant l'émergence de nouveaux participants, toujours dans l'optique de fausser les prix publiés.

Pannonia Ethanol a dit avoir contacté Platts au printemps dernier afin d'avoir accès au système "*market-on-close (MOC)*" de l'agence, une fenêtre journalière d'une demi-heure pendant laquelle elle détermine les prix sur la base des enchères, des offres et des transactions des entreprises participantes.

L'agence d'information sur les prix pétroliers, numéro un mondial de son secteur, a mis en place une procédure contraignante pour les entreprises qui voudraient devenir contributeurs à l'évaluation des prix. "*Nous ne cessions de recevoir de nouvelles choses à faire pour pouvoir entrer dans le système. Platts ne cessait de nous dire qu'elle exerçait une "discrétion éditoriale" et nous a jamais fourni de vraie raison pour ne pas nous laisser entrer*", a déclaré Eric Sievers, directeur général d'Ethanol Europe, société holding de Pannonia Ethanol.

"*Le comportement de Platts nous a paru très étrange et certainement pas du tout professionnel et donc, au bout du compte, nous sommes allés voir la Commission. Elle nous a écoutés et posé beaucoup de question*." Eric Sievers a précisé que Pannonia Ethanol a dit aux autorités européennes qu'elle vendait souvent de l'éthanol à un prix inférieur à celui qui était échangé dans le système de Platts. WikiStrike.com 16.05

A mon avis, la Commission européenne se livre à une comédie en perquisitionnant les locaux de Royal Dutch Shell, de BP et de Statoil histoire de les prévenir qu'à l'avance ils devront être plus prudents quand ils se livrent à des magouilles sur les cours, sinon elle sera obligée de sévir, elle doit conserver l'ombre d'une légitimité, et puis cela en restera là.

4- Japon

Tepco, l'exploitant de Fukushima, souhaite rejeter des dizaines de milliers de tonnes d'eau hautement radioactive dans l'Océan Pacifique. Mais les pêcheurs japonais s'y opposent farouchement, craignant une désastre environnementale.

Tepco souhaite récupérer de l'eau de pluie ainsi que dans les nappes phréatiques du sous-sol de la région de Fukushima, pour la mélanger à l'eau hautement radioactive provenant des systèmes de refroidissement de la centrale accidentée, pour ensuite rejeter cette eau en mer, affirmant qu'elle ne contiendra alors que très peu d'éléments radioactifs.

La société assure ainsi que cette eau n'est pas plus contaminée que celle des rivières environnantes qui finissent dans l'océan. Mais les pêcheurs de la région de Fukushima ne l'entendent pas de cette oreille et redoutent une contamination halieutique.

Lundi, la compagnie a expliqué son plan de pompage aux organismes de pêche de la région, mais ceux-ci estiment à l'heure

actuelle ne pas disposer de suffisamment d'éléments pour se prononcer.

"*Nous avons besoin d'entendre à nouveau des explications de Tepco et de l'État avant de nous concerter et d'émettre un nouveau jugement*", a indiqué un représentant de fédération de pêcheurs cité par l'AFP.

Aucune décision ne sera prise avant le mois prochain et Tepco doit parvenir à gérer les 400 tonnes d'eau quotidienne qui arrive sur le site de Fukushima-Daiichi. D'autant que les réservoirs commencent tous peu à peu, à être pleins et que les autres solutions de stockage ne sont pas adaptées.

En effet, les bassins creusés dans le sol ne disposent pas de matériaux pour couvrir le fond avec une étanchéité parfaite. Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique, ce problème de l'eau serait le plus grave auquel doit actuellement faire face le site de Fukushima. Le Journal du Siècle 14.05

Haut de page

Le 21 mai 2013

CAUSERIE

J'ai actualisé la rubrique *Défense du marxisme*. J'ai ajouté un texte de 1985 de S. Just histoire de rafraîchir la mémoire des militants du Courant communiste internationaliste du POI à la veille du congrès du POI, *Les syndicats, la crise de l'impérialisme et la nouvelle période de la révolution prolétarienne*. Ce texte n'est pas sans comporter un certain nombre d'erreurs selon nous, que l'on retrouve implicitement ou ouvertement dans la politique du POI.

La caractérisation de FO devrait les questionner. L'absence d'une tendance révolutionnaire dans les syndicats pour ne pas embarrasser les appareils, leur laisser les mains libres est une constante jusqu'à nos jours.

Quelques sujets de réflexion à développer.

1- On ne peut pas se satisfaire de revendications partielles ou transitoires, de miettes, cette conception de la lutte de classe est étrangère au marxisme et au socialisme...

2- On entend dire que le capitalisme nous aurait déclaré la guerre, que ses représentants ou porte-parole s'en ferait les relais, les institutions, et les appareils vendus au capitalisme, ne serait-il pas temps de leur déclarer la guerre aussi, à Lepaon et Mailly qui en participant à la conférence sur les retraites en juin prochain cautionne sa tenue, la légitime par leur présence, y compris ses conclusions ou l'accord qui en sortira ?

3- Une nouvelle étape qualitative dans la liquidation de nos droits sociaux, dans l'existence de la classe ouvrière en tant que classe a été franchie le 11 janvier 2013, doit-on en rester là, devrait-on continuer d'avoir les mêmes rapports avec eux comme si rien ne s'était passé ? Telle est jusqu'à présent la position adoptée par le PG, le PCF, le POI, leNPA et LO, franchement, pourquoi envisager de changer des rapports qui débouchent sur d'aussi bons résultats : insupportable, ils en sont les complices !

Obama, Cameron et Hollande veulent à tout prix débarquer Assad. La popularité de Hollande tourne au mieux autour de 25 à 30%. La CIA que l'on ne soupçonnera pas de rouler (sic!) pour le président syrien a fait savoir dans un rapport publié récemment, que si des élections présidentielles devaient avoir lieu demain Assad serait réélu avec un score de 75% des suffrages, un véritable plébiscite quoi, de quoi en faire pâlir Hollande, Cameron et Obama de jalousie.

On comprend le revirement Turc et pourquoi ils sont dépités, il est impossible de vaincre un peuple uni qui résiste à un envahisseur. Vous lirez plus loin que Mélenchon est désespéré, pauvre chéri, comme on le comprend, nous, nous ne le sommes pas, bien au contraire, au côté du peuple syrien nous sommes fiers de son combat contre la coalition des puissances occidentales, il constitue un formidable espoir pour tous les peuples qu'il est possible de vaincre, une extraordinaire leçon de courage et de politique pour les combats à venir en Europe et dans le monde pour conquérir notre émancipation du capital, notre liberté. Voyez-vous monsieur Mélenchon, vous êtes désespéré parce que vous avez choisi le mauvais camp...

Notre seul espoir repose sur les masses, le facteur déterminant qui peut soulever des montagnes, vaincre l'ennemi le plus puissant du monde, sur lequel repose le socialisme, ne pas croire dans les masses, c'est cesser de croire dans le socialisme, ce n'est pas être socialiste.

4- Quel est l'état des liens entre l'aristocratie financière et l'aristocratie ouvrière 94 ans après la publication de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* par Lénine ?

ACTUALITE EN TITRES

Quand vont-ils déclencher la tempête qui sera dévastatrice ?

- La perspective d'un compromis budgétaire s'éloigne à Washington - Reuters

- Goldman Sachs cède le solde de ses parts dans le chinois ICBC - Reuters

- Morgan Stanley vend sa gestion de fortune indienne à StanChart - Reuters

- Un rapport souligne le risque lié à la dette japonaise - Reuters

... et pendant ce temps-là...

- CAC 40 : la Bourse de Paris au plus haut depuis deux ans - Atlantico.fr

A charge de revanche.

- La droite peut-elle aider un président socialiste à faire une politique de droite ? - LePoint.fr

La soi-disant gauche a tellement aidé un président conservateur (Chirac) ou néo libéral (Sarkozy) à faire une politique de droite, qu'il serait normal que la droite ne montre pas ingrate. A-t-elle agi autrement au Parlement depuis juin 2012 ?

- Christine Boutin : "*Il y a des lois supérieures à la loi de la République*" - LeMonde.fr

Les voix du seigneur sont impénétrables, même la République n'y résiste pas...

Difficile de lier tant de contradictions sans se brûler les ailes.

- 2014 : Bayrou plaide pour des conseils d'union municipale - LeFigaro.fr

- Borloo peine à convaincre avec son «*consensus républicain*» - LeFigaro.fr

Intox

1- Que faire du mariage gay en 2017 ? L'UMP divisée et hésitante - AFP

Le couple des conservateurs et des néo libéraux n'est pas sans contradictions...

2- Engagé en Syrie, le Hezbollah subit de lourdes pertes - Reuters

30 morts recensés pour reprendre une ville de 80.000 habitants face à des barbares armés par la France notamment, c'est très peu en réalité.

3- Islamophobie : les Etats-Unis épinglent l'Europe - Le Nouvel Observateur

- Poussée mondiale de l'islamophobie et de l'antisémitisme, s'alarme Washington - AFP

Les Etats-Unis se sont alarmés lundi d'une poussée de l'islamophobie en Europe et en Asie et d'une hausse continue de l'antisémitisme dans le monde, dans leur panorama annuel mondial sur les libertés religieuses. AFP 20.05

En réalité les Américains alliés des sionistes à moins que ce soit l'inverse, estiment que les gouvernements traînent les pieds à s'aligner sur leurs positions pro-israéliennes et en faveur de la liberté religieuse accordée aux prédicateurs salafistes, takritistes ou wahhabites qui servent leurs intérêts et ceux de l'Etat sioniste.

La preuve.

- "*Les restrictions gouvernementales, qui correspondent souvent à une animosité au sein de la société, ont débouché sur des actions anti-musulmanes qui ont affecté la vie quotidienne de bon nombre de fidèles*", écrit encore le rapport annuel du département d'Etat sur les libertés religieuses dans le monde, publié ce lundi 20 mai.

Dans ce rapport exhaustif concernant l'année 2012, Washington fustige également la répression de groupes religieux en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam ou en Birmanie et la poursuite de la montée de l'antisémitisme en Egypte, en Iran et au Venezuela.

Comme les années précédentes, le rapport sur les libertés religieuses dans le monde accorde aussi une large place à la Chine, où le gouvernement a "*harcelé, interpellé, détenu, condamné à la prison un certain nombre de fidèles*".

Et pour faire bonne mesure et qu'on ne les accuse pas de manquer d'impartialité :

- Le rapport s'en prend aussi à l'Inde pour l'interdiction du port du voile pour des écolières d'Etats indiens où les hindous sont majoritaires. Mais le département d'Etat dénonce également la "*répression*" contre des branches minoritaires de l'islam dans des pays musulmans à "*majorité sunnite ou chiite*", citant l'Arabie saoudite, le Pakistan, l'Indonésie, Bahreïn ou encore l'Iran.
Le Nouvel Observateur 20.05

Comment stigmatiser certaines communautés pour faire monter le racisme et l'antisémitisme qui leur sert à diviser les masses et assurer la stabilité de leur régime (et justifier leur soutien à Israël) pendant que la crise sociale dont ils sont responsables fait des ravages.

Tiens, ils ont oublié la Syrie où apparemment depuis des lustres toutes les communautés se côtoyaient et vivaient en paix, jusqu'au jour où ils ont envoyé leurs mercenaires pour les monter les uns contres les autres, ce qui a apparemment échoué, et détruire ce pays, là c'est une réussite.

Parce qu'ils ne maîtrisent même pas le français.

- "*Parlez-vous keuf ?*": publication d'un dictionnaire du jargon policier - AFP

Esclavagisme

- Cambodge: Deuxième accident en quatre jours dans une nouvelle usine textile, 23 blessés - 20minutes.fr

Des grandes marques ou des hypermarchés ont déjà délocalisé une partie de leur production d'Inde ou de Chine vers le Cambodge et le Laos ou la main d'oeuvre est encore moins chère.

Le sionisme ou la haine.

- Israël annule une mission de l'Unesco à Jérusalem-Est - AFP

- Reportage de Charles Enderlin : Israël accable France 2 - Le Nouvel Observateur

On te soutient Charles, cela des décennies qu'il est l'envoyé de France 2 en Israël, ce journaliste a du mérite, je ne le connais pas, mais en l'écoutant chaque fois j'ai remarqué qu'il essayait d'être neutre ou indépendant, il nous est sympathique.

ACTUALITÉ DU JOUR

Même pas drôle. Si vous voulez vraiment "***mourir***", prématurément, le Front de gauche vous ouvre le chemin.

Jean-Luc Mélenchon n'a pas peur de l'explosion sociale. Il l'a souhaite. Son seul regret, c'est que «nous ne l'aurons pas». «*Parce que les gens ont peur, a-t-il dit vendredi sur RTL, parce qu'il y a de la résignation*». «*Pour pouvoir se révolter, il faut déjà pouvoir penser, pas à demain matin, mais à après-demain…*»

(Exact, et pourquoi ne pensent-ils pas "*à après-demain*" ? Faudrait-il encore leur proposer une politique et une perspective, qui éveille chez eux un un espoir, un avenir, un idéal, mais comment cela serait-il possible en restant enfermé dans le carcan

du capitalisme que vous monsieur Mélenchon êtes incapable de briser, de dépasser, qui plus est, en vous alliant aux oripeaux contre-révolutionnaires du stalinisme ? Votre crédibité, celle du Front de gauche est nulle en vérité.

Il y a aussi plusieurs explications au comportement des masses qui sont loin d'être hétérogènes.

Si vous vous concentriez sur ses couches les plus déshéritées au lieu de faire le guignol sur les plateaux de télé, vous verriez qu'elles ne sont pas forcément résignées, mais elles ne vous intéressent pas en dehors des périodes électorales, vous êtes incapable de les organiser ou de les recruter à votre parti.

Pour que les masses se soulèvent, faudait-il qu'elles ne puissent plus vivre comme avant, est-ce vraiment le cas aujourd'hui ? A de multiples reprises j'ai abordé cette question en affirmant que ce n'était pas avec le ventre plein qu'on faisait une révolution, j'avais repris le discours d'Engels sur l'embourgeoisement du prolétariat, qui plus est du mouvement ouvrier dans une proportion encore plus importante, donc idéologiquement.

Et en Grèce direz-vous, les conditions objectives sont réunies pour une révolution. Sans doute, mais la situation est encore plus compliquée du fait de l'existence d'une multitude d'auto-entrepreneurs, les Grecs ont la propriété privée chevillée au corps depuis de longues décennies et ils estiment qu'ils peuvent s'en sortir par cette voie qui va les réduire à l'indigence, qui les y a déjà conduits.

Les Grecs comme les Français et tous les peuples de l'UE et au-delà n'ont toujours pas compris comment fonctionnaient la société et les institutions, cette ignorance mêlée à l'amélioration de leur niveau de vie au cours des précédentes décennies ne les a pas du tout préparés à affronter la situation que nous connaissons aujourd'hui, du coup effectivement ils sont désemparés, désarmés, parfois désespérés, mais la faute à qui sinon à ceux qui leur ont caché la vérité, qui ont abandonné ou se sont détournés du socialisme pour les flatter dans le sens du poil (de leurs illusions) en leur faisant croire que finalement le capitalisme pouvait s'accommoder du progrès social, alors que ce n'était pas le cas.

Il dépend des rapports qui existent entre l'évolution des contradictions du capitalisme mondial et la lutte des classes, rapports qui évolueront en fonction de la conscience qu'en auront les différentes classes, qui se traduira en ce qui concerne la classe ouvrière au niveau de sa capacité à s'organiser, et qui détermina le rapport de forces existant entre elle, d'où émergeront de nouveaux progrès sociaux ou l'inverse, une formidable régression sociale, ce qui est en train de se produire sous nos yeux du fait que le prolétariat, le mouvement ouvrier a été incapable de se doter d'une nouvelle direction pour affronter le capital, après que ses partis traditionnels eurent passé définitivement dans le camp de l'ennemi de classe, ce qu'on lui a soigneusement caché ou qui a été édulcoré en entrenant l'illusion que ces partis pourraient encore servir ses intérêts bien qu'ils n'aient eu de cesse de le trahir, d'ailleurs aucun parti ne propose une issue politique à la crise du capitalisme sans leur faire jouer un rôle déterminant, alors qu'ils ont épousé la cause du capitalisme et sont liés organiquement au régime en place. Mélenchon fait partie de ces gens qui vouent un culte au PS et au PCF, comment voudriez-vous que les gens comme vous dites pensent "à après-demain", alors que vous avez constamment les yeux rivés sur hier, sur un passé qui n'existe plus, des partis qui n'existent plus pour le mouvement ouvrier, qui sont étrangers ou morts pour le socialisme. - Ndlr)

L'ex-candidat à la présidentielle s'est montré plus que jamais désespéré par la politique menée par François Hollande en qui il n'a «*aucune confiance*». «*Sinon pour appliquer sa ligne politique*.» Seul résultat de cette première année: «*Une récession généralisée.*»

(Encore un aveu qui confirme parfaitement ce qui vient d'être dit. Cétait avant le 6 mai 2012 qu'il fallait tenir ce discours, tirez à boulets rouges sur Hollande et le PS comme je l'ai fait jusqu'à présent, il fallait utiliser cette tribune pour les broyer, tout ressortir depuis le 3 août 1914, absolument tout, impossible en étant associé au PCF qui s'était partagé les rôles et le sale boulot avec le PS, Mélenchon a sans cesse tenu un double langage.

Nous, nous disons aux travailleurs et aux militants sans se soucier de l'accueil qu'ils accorderont à ce discours, en politique il en va comme dans la vie, quand on vous a trahi une fois, qui plus est, cent fois, mille fois pendant près d'un siècle, c'est pour la vie, c'est définitif, il faut passer à autre chose, aller voir ailleurs, il n'y a pas de rémission possible sauf à trahir à notre tour les idées que nous prétendons incarner, l'idéal pour lequel nous combattons.

Mélenchon feint ou est un crétin, car comment imaginer un seul instant que Hollande se serait présenté à la candidature suprême du système bonapartiste de la Ve République «sinon pour appliquer sa ligne politique» ? Devions-nous nous attendre à autre chose ? Nous avons refusé d'appeler à voter Hollande, nous avons refusé d'appeler à voter pour les candidats du PS en 2012, à voter tout court sachant à l'avance ce qui nous attendait, à aucun moment nous n'avons colporté la moindre illusion dans ces partis avant et après ces élections, alors que certains disaient : attendons de voir ce qu'ils vont proposer, l'air de dire, qui sait, à croire que les uns et les autres n'avaient finalement pas de programme, qu'ils étaient incapables de se battre sur la base de leur propre programme, voyez ce qu'il en est à un mois de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, que disent-ils sur les retraites, qu'il ne faut pas y toucher, c'est intolérable, nous, nous disons, la retraite, c'est à 50 ans qu'il faut la prendre, car déjà à cet âge-là un ouvrier est usé jusqu'à la corde, à croire qu'ils ignorent tous ce qu'il endure quotidiennement, chaque année supplémentaire de travail le rapproche de son cercueil, c'est une ou deux années qu'il aura en moins à vivre, c'est un crime.

- ndlr)

«*C'est l'an II, c'est l'an pire*», a-t-il prédit, se disant assuré que «*les Français n'avaient pas compris que c'était ça que comptait faire François Hollande*». L'eurodéputé souligne que, lui, avait parfaitement pris la mesure de ce qui se tramait: une «*politique folle*» appliquée «*partout en Europe*» et qui «*conduit au désastre…*» «*Toute la campagne (présidentielle), a rappelé Mélenchon, j'ai passé mon temps à dire: il faut un débat, il faut qu'on parle, confronte, vérifie…*» «*Car moi, j'avais expliqué que les objectifs qu'il s'était donnés par rapport au budget, à la réduction du déficit, conduiraient à cet effondrement dans lequel nous sommes*.» Pour lui, dans certains domaines, le chef de l'État est «*de droite*». «*Il faut bien appeler les choses par leur nom.*» «*Nous allons mourir!*», a-t-il martelé. «*Nous allons avoir 300.000 chômeurs de plus…*» Et pour lui, «quand le chômage explose, ce ne sont pas des chiffres sur un papier, mais la vie de millions de gens qui est intégralement pourrie».

(Monsieur Mélenchon fait partie de ces gens qui parlent à tort et à travers, qui sont prêts à discuter ou débattre avec n'importe qui sans que lui vienne un instant à l'esprit qu'en agissant ainsi ils les légitiment, car n'étant pas en principe placés sur le même terrain toute discussion entre eux devrait être impossible, si ce n'est pas le cas, cela signifie qu'il y en a forcément au moins un qui n'est pas à sa place ou qui ne livre pas ses réelles intentions, et les contradictions qui jaillissent lors de ces débats sont là pour en témoigner.

Mélenchon fait aussi partie de ces gens qui passent leur temps à tenir un double langage, à dissocier la parole de l'action de telle sorte qu'il est possible de leur attribuer un contenu différent sans que cela constitue une contradiction, et il y a fort à parier si on lui faisait remarquer, qu'il répondrait qu'on se livre à un amalgame ou qu'on serait victime d'une confusion avec laquelle il n'a rien à voir. Quand un jour Hollande serait acceptable pour monsieur Mélenchon au point de devenir son Premier ministre et quelques jours plus tard à peine déclarer qu'il le désespère, on a là la preuve qu'on est en présence d'un guignol, d'un type qui se fout totalement de notre sort. Cela saute aux yeux, nous éclate au visage, et il se trouve encore des militants pour faire confiance au Front de gauche, mais ils sont tombés sur la tête ou ils n'ont rien dedans, ce n'est pas possible autrement.

Monsieur Mélenchon sait tout mieux que tout le monde, il peut intervenir spontanément sur tous les sujets qu'on lui soumet, c'est une encyclopédie à lui tout seul, il posséderait une culture phénoménale, il a tout dit et tout prédit avant tout le monde pour finalement nous confier qu'il est désespéré, franchement comment peut-on prendre au sérieux un type pareil ? «*Nous allons mourir!*», quel drame, on ne meurt qu'une fois, sauf au théâtre monsieur le comédien ! - ndlr)

PS et gouvernement sont agacés par les attaques de Mélenchon. Dimanche, Jean-Yves Le Drian s'est dit persuadé, sur Europe 1, que Mélenchon «*finalement n'a qu'un seul objectif: faire tomber la gauche, et je ne suis pas sûr que cet objectif-là soit une politique de gauche. Donc, je serais tenté de dire qu'il m'indiffère*».

(Le mépris, c'est la seule chose qu'ils connaissent au PS, sauf quand il s'agit de leurs amis d'Arabie Saoudite ou du Qatar, qui eux méritent leur estime, normal, ils sont faits pour s'entendre et le démontrent. - Ndlr)

Au Front de gauche, même si les communistes, par la voix de leur secrétaire national Pierre Laurent, se sont aussi demandés «*si le président de la République fait preuve d'aveuglement ou d'obstination*» - ce qui serait alors «une erreur politique lourde», tout le monde n'est pas aussi alarmiste et pessimiste que Jean-Luc Mélenchon. Le PCF compte ainsi beaucoup sur l'organisation, le 16 juin, d'assises de la «*refondation sociale et démocratique de la République*» pour mobiliser la gauche sur une autre politique. Et pas seulement la gauche radicale. Une trentaine d'organisations (politiques, syndicales ou associatives) se sont ainsi retrouvées lundi autour de la table pour préparer l'événement qui devrait se tenir en Seine-Saint-Denis avec, parmi les présents, des socialistes de la frange gauche comme Marie-Noëlle Lienemann et des écologistes.

(Pierre Laurent en tient une sacrée couche, non, il est dans son rôle, souvenons-nous qu'ils se les partagent entre Hollande, Mélenchon et lui. Hollande ne fait pas "*preuve d'aveuglement ou d'obstination*", il est à son poste «*sinon pour appliquer sa ligne politique*», fidèle à ses convictions réactionnaires, tout est dans l'ordre des choses. Il commettrait «*une erreur politique lourde*» s'il en changeait, il doit rester pareil à lui-même tout comme le PS, d'ailleurs souvenons-nous, ils ne sont pas capables de faire autre chose, sauf à vouloir se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, c'est sans doute le problème de Pierre Laurent, dans le contexte actuel c'est un exercice des plus périlleux, ils doivent avancer à découvert, sans masque et leur vrai visage est celui de la réaction.

Alors comment tenir un discours aux apparences radicales pour faire bonne mesure auprès de leurs troupes et soutenir en même temps le régime, pardi, en l'enfermant dans un cadre conçu à cet effet, les assises de la «*refondation sociale et démocratique de la République*» feront l'affaire, avec au programme pour divertir la galerie : marionnettistes, prestidigitateurs, illusionnistes, contorsionniste, clowns, numéros de farces et attrapes, etc. le spectacle étant assuré notamment par Marie-Noëlle Lienemann et des écologistes, Mélenchon dans le rôle de monsieur loyal (envers qui vous avez), Laurent dans celui de réalisateur et metteur en scène et le tour sera joué, la magie du cirque pourra opérer puisque leurs militants ont un niveau théorique médiocre, le numéro de dressage leur sera particulièrement destiné. - ndlr)

Mardi, une nouvelle réunion devrait définir les thèmes de cette journée. Les retraites devraient tenir un rôle central. Le dossier sera quelques jours plus tard au cœur de la conférence sociale des 20 et 21 juin. Les Assises ne cachent pas leur ambition

d'apporter leur propre contribution au débat… «*Dans le climat actuel, indique le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles, nous devons absolument ouvrir une porte qui permette de construire ensemble et de ne pas désespérer*…» lefigaro.fr 19.05

(Absolument ! C'est marrant, pourquoi, la "*porte*" serait-elle toujours fermée ? Et nous qui avions cru comprendre que vous l'aviez ouverte en proposant une issue politique aux travailleurs, on a dû mal comprendre, cela doit être pour cela aussi que les travailleurs sont désespérés, ne vous donnez pas tant de mal, ils pourraient l'être encore davantage dans le futur, on s'en chargera à votre place. ndlr)

Hollande-Fabius-Le Drian le bastion de la pire réaction impérialiste.

En Syrie.

La Turquie n'est pas opposée à la présence de l'Iran à la conférence de Genève II, a annoncé une source diplomatique sous couvert d'anonymat. « *La Turquie a fini par reconnaitre le rôle influent de l'Iran dans le règlement de la crise en Syrie, ainsi que la nécessité de la présence de l'Iran à la conférence de Genève II* ». Auparavant, la Russie avait insisté sur la présence de l'Iran à la conférence internationale sur la Syrie, qui aura lieu, à Genève. french.irib.ir 20.05

Pour rappel, causerie du 18.05.

- A Paris, on affirme néanmoins que la présence d'une délégation iranienne est exclue.

"*En ce qui nous concerne, en tous les cas, pas l'Iran*", a déclaré à la presse à Paris le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Philippe Lalliot. Reuters 17.05

Si Erdogan après avoir rencontré Obama à Washington dit que l'Iran participera à cette conférence, c'est que les Américains en ont décidé ainsi avec les Russes, et demain à Paris les nostalgiques de l'empire colonial lui emboîteront le pas aussi sec.

Le Drian, il a dit quoi à propos de Mélenchon, "*il m'indiffère*, assurément il fera preuve de la même fermeté et tiendra le même langage face à Obama ! Quel bande de minables, le PS quoi !

Au Liban.

Le mouvement de la résistance libanaise le Hezbollah suit de près les agissement de la France qui s'accélèrent contre lui !

Cheikh Mohamad Yazbek, président de la délégation religieuse du Hezbollah a dénoncé les tentatives de Paris pour inscrire le nom de la résistance sur la liste des organisations terroristes à titre d'une démarche destinée à palire au régime sioniste. l'info est reprise par le site Al Nachra. Il a mis en garde contre des basses manoeuvres qui "*visent à apaiser les craintes d'Israël face à une seule puissance immédiates qui est capable de lui porter des coups à savoir le Hezbollah* ". " *Les Israéliens ont depuis toujours l'habitude. IIs font pleurer les autres pour rire. Mais ce temps des fous rires est révolu et je peux vous dire qu'avant que l'ennemi nous fasse pleurer, nous allons l'obliger à verser de chaudes larmes. Nous en sommes au stade des attaques préventives : avant même qu'Israël puisse nous détruire, nous allons le détruire. Plus aucune trace de l'humiliation et du mépris subis par le passé*". french.irib.ir 20.05

En aparté, hier soir j'ai adressé un courriel à ce portail iranien pour leur signaler les nombreuses fautes que comportaient leurs articles.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

Les autorités israéliennes a exigé dimanche de France 2 qu'elle corrige un reportage datant de septembre 2000 sur la mort d'un garçonnet palestinien dans les bras de son père qui avait enflammé les esprits et déclenché une flambée de violences contre l'Etat hébreu.

Mohammed al Doura, 12 ans, et son père, Djamal, avaient été filmés dans la bande de Gaza par une équipe de la chaîne de télévision publique française terrorisés à l'abri d'un muret, pris sous les tirs croisés entre l'armée israélienne et des activistes palestiniens, au début de la seconde "*intifada*".

L'enfant avait ensuite été découvert sans vie. Son père avait en revanche survécu, blessé.

Dans un rapport de 36 pages publié dimanche, les autorités israéliennes estiment que l'affirmation de France 2 selon laquelle Tsahal serait responsable de la mort du petit garçon est "*destructive*" et a alimenté pendant des années des attaques par des islamistes radicaux contre des intérêts israéliens et américains.

Cette accusation, lit-on aussi dans le rapport, "*a servi d'inspiration et de justification au terrorisme et à l'antisémitisme*".

A Gaza, Djamal al Doura a contesté le rapport israélien en le présentant comme une "*nouvelle invention*". Interrogé par Reuters, il a exigé la tenue d'une enquête internationale avec participation arabe sur les événements vieux de près de 13 ans.

France 2 a quant à elle réagi au rapport israélien en déclarant dans un communiqué qu'il "*témoigne d'une volonté de participer à une enquête internationale indépendante menée selon les normes internationales*".

La chaîne ajoute être disposée à contribuer à l'exhumation du corps du petit Mohammed "*pour aider à clarifier les circonstances*" de sa mort. Reuters 20.05

Les sionistes respirent, transpirent, scuintent la haine de l'autre, du Palestinien, de l'arabe, du juif, du sémite. 13 après des faits dont plus personne ne devait encore parler, car ils se sont rendus coupables de tellement d'actes de barbarie envers les Palestiniens depuis, ils n'assument toujours pas leurs crimes.

Ils ont dû le ressasser pendant toutes ces années, imaginez un peu le degré de haine qui peut les habiter, cela dépasse tout ce qu'on connaît, en dehors peut-être des mercenaires sanguinaires qui interviennent en Syrie et qu'ils soutiennent, ils ont même mis une infimerie à leur disposition pour les soigner en Jordanie. Et France 2 qui est à prêt à faire amende honorable face à ces dictateurs, service public oblige pour un peu cela pourrait devenir une affaire d'Etat, ils ont une mentalité de larbin, ils nous dégoûtent.

Pour une fois que des journalistes indépendants font leur travail, cela est à mettre en relation avec l'affaire du "*mur des cons*" déclencher par un portail et un journaliste sioniste, Atlantico.fr, cette fois contre l'indépendance des juges. Au fait, c'est pas cette semaine que Sarkozy devait faire une visite de deux jours en Israël et rencontrer le Premier ministre ?

SOCIAL

1- Portugal

Une large majorité de Portugais est favorable à une rupture ou à une renégociation du plan d'aide international mis en oeuvre au Portugal depuis deux ans, estimant qu'il a aggravé la situation économique du pays, selon un sondage publié lundi dans les médias portugais.

D'après cette étude d'opinion, 82,5% des sondés estiment que le Portugal devrait rompre l'accord avec la troïka représentant les créanciers internationaux du pays ou le renégocier.

Au premier trimestre, l'activité économique au Portugal s'est contractée de 3,9% sur un an, tandis que le chômage a atteint le taux record de 17,7%.

Cette politique de rigueur est de plus en plus contestée par les syndicats et l'opposition, provoquant même des tensions au sein de la coalition au pouvoir. Le ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, chef du petit parti conservateur CDS-PP, membre de la coalition de centre droit au pouvoir, s'est en particulier déclaré opposé à un projet de contribution spéciale sur les retraites.

Dans ce contexte, le président portugais Anibal Cavaco Silva a convoqué lundi après-midi le Conseil d'Etat, un organe consultatif composé de 21 membres de sensibilités politiques diverses, afin d'étudier "*les perspectives de l'économie portugaise pour la période de l'après-troïka*".

Pendant cette réunion au palais présidentiel, le mouvement apolitique "*Que se lixe a troïka*" (Que la troïka aille se faire voir) a appelé à une concentration afin de réclamer la fin de l'austérité et la démission du gouvernement. AFP 20.05

2- Bangladesh

La police au Bangladesh a tiré lundi des balles en caoutchouc pour disperser des milliers d'ouvriers du textile en colère réclamant des hausses salariales, sur fond de débat sur leurs conditions de travail après la mort de 1.127 employés dans l'effondrement d'un immeuble près de Dacca.

La police affirme être intervenue après que des ouvriers ont bloqué l'accès à une autoroute dans la zone industrielle d'Ashulia, à la périphérie de la capitale, où sont basées des centaines d'usines de confection travaillant pour des groupes occidentaux comme l'américain Walmart ou le français Carrefour.

Ces usines avaient fermé quelques jours la semaine dernière pour cause de violence d'ouvriers. Elles ont rouvert vendredi, l'Association bangladaise des fabricants et exportateurs de textile (BGMEA) ayant dit avoir obtenu la garantie du gouvernement que les usines bénéficieront de "*la plus grande sécurité*".

Depuis l'effondrement d'un immeuble du secteur textile le 24 avril, qui a fait 1.127 morts, les ouvriers, parfois payés 38 dollars (30 euros) par mois, ont presque quotidiennement débrayé pour réclamer des hausses de salaire et l'exécution du propriétaire de l'immeuble.

"*Ils demandaient de meilleurs salaires. Nous avons tiré des balles en caoutchouc et fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser car ils sont devenus violents et ont occupé une route*", a déclaré à l'AFP le chef de la police d'Ashulia, Badrul Alam.

Selon lui, environ 20.000 ouvriers ont pris part à la manifestation. Selon le chef de la police du district, Mustafizur Rahman, ils étaient 12.000. AFP 20.05

Ils exigent un salaire minimum de 77 euros, l'équivalent de 5.300 roupies indiennes environ, c'est le salaire minimum à Pondichéry.

Mais de nombreux travailleurs ont en réalité un salaire mensuel net entre 3 et 4.000 roupies dans un pays où l'économie dite informelle occupe 3 emplois sur 4. Au lieu d'économie informelle, il vaudrait mieux parler d'économie sans loi ni règle ou statut, totalement dérégulée ; sans contrat de travail, feuilles de paie, enregistrés nulle part, ce sont ainsi les trois quarts ou les trois cinquièmes des 350 à 400 millions de travailleurs indiens qui sont taillables et corvéables à merci, livrés à l'arbitraire de patrons à côté desquels les vôtres en France feraient figures d'humanistes !

3- Burundi

Les enseignants des écoles secondaires publiques du Burundi, réunis au sein du syndicat Conseil national du personnel de l'enseignement secondaire (CONAPES), ont entamé lundi une grève générale pour s'insurger contre les disparités salariales observées dans la fonctionnaire publique.

Dans des écoles à la mairie de Bujumbura visitées par APA, la grève a été largement suivie. Au lycée municipal de Buyenzi, aucun professeur n'a quitté la salle des professeurs pour aller enseigner.

Le représentant du CONAPES à cette école, Dismas Ntiranyuhura, a indiqué que les enseignants réclament la fin des disparités salariales observées dans la fonction publique.

Selon lui, certaines catégories de fonctionnaires ont bénéficié des grosses primes ou indemnités alors que les autres n'en ont pas eu, notamment les enseignants. Il a cité à ce propos le personnel de la santé qui bénéficie actuellement de 17 indemnités, alors que les enseignants n'en ont que deux.

"*Un travailleur qui a deux ans dans ce secteur qui a terminé l'école paramédical (deux ans après la dixième) touche un salaire de loin supérieur au mien. Moi, je viens de passer 17 ans dans l'enseignement. C'est ridicule !*", a dénoncé M. Ntiranyuhura, selon qui ''*des statuts spéciaux sont élaborés pour certains fonctionnaires, mais pour les enseignants on nous rétorque que nous sommes nombreux ; ceci n'est pas acceptable*".

Avec la nouvelle ordonnance ministérielle portant modalité de calcul de l'impôt professionnel sur les rémunération qui a porté le salaire imposable à 150.000FBU et plus, M. Ntitanyuhura indique que cela a permis aux petits fonctionnaires comme les enseignants de gagner un peu d'argent. Ainsi, il dit gagner 32.000Fbu. ''*Mais, a-t-il dit, les disparités restent et cela doivent disparaitre. A diplôme égal, salaire égal*".

Cette grève arrive presque à la fin de l'année au moment où les élèves se préparaient à passer les examens de fin d'année. apanews.net 20.05

Apanews.net est une agence de presse africaine que j'ai dégotée par hasard. (pour les nuls en orthographe : dégoter ou dégotter, les deux existent, fastoche le français à apprendre !)

Haut de page

Le 22 mai 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer, actualité trop chargée. J'ajouterai des articles en ligne ce soir.

ACTUALITE EN TITRES

Hollande en président du conseil d'administration d'une banque ou d'une entreprise, privée cela va de soi.

- Ce que François Hollande aurait dû dire si sa conférence de presse avait été l'assemblée générale de ses actionnaires - Atlantico.fr

Ils ne digèrent pas leur défaite.

- Comment Bachar Al-Assad reprend la main en Syrie - LeMonde.fr

- Syrie: combats à Qousseir, le Hezbollah inquiète Etats-Unis et UE - AFP

- Hezbollah : sa branche armée "*terroriste*" aux yeux de l'UE ? - Le Nouvel Observateur

- Syrie : Erdogan dénonce l'"*intervention étrangère*" du Hezbollah - LePoint.fr

- Londres veut le Hezbollah sur la liste des groupes terroristes - Reuters

Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tuer.

- Guatemala: la condamnation de l'ex-dictateur Rios Montt pour génocide annulée - AFP

La Cour constitutionnelle du Guatemala a annulé pour vice de procédure la condamnation historique de l'ex-dictateur Efrain Rios Montt, premier ancien autocrate latino-américain à avoir été reconnu coupable de génocide, qui sera renvoyé devant la justice.

La Cour constitutionnelle renvoie également l'accusé devant le tribunal qui l'a jugé, à une date non définie.

Mardi, la défense de M. Rios Mont a également fait part à l'AFP de son intention de le voir comparaître devant d'autres juges que ceux qui ont mené le précédent procès. AFP 21.05

Vrai fausse info.

- Grèce: effet caché de la crise économique, chiffre record des suicides - Atlantico.fr

En 2011, en République hellénique il y a eu 477 suicides, soit une hausse de 26% sur un an, a indiqué mardi auprès du service statistique Elstat.

A l'image de ses voisins du Sud, la Grèce affiche toutefois un taux de suicide plus bas que les pays du nord de l'Europe. Atlantico.fr

Un internaute a réagi en relevant qu'en France la population était six fois plus importante pour 11 à 12.000 suicides par an.

ACTUALITÉ DU JOUR

Confirmation.

- GB : le mariage homosexuel approuvé par les députés, passe devant les Lords - AFP

Les députés britanniques ont voté mardi en faveur du projet de loi autorisant le mariage homosexuel, après une bataille parlementaire difficile pour le Premier ministre britannique David Cameron, accusé au sein de son parti d'avoir perdu le contact avec la base.

Au total, 366 députés ont voté en faveur du projet de loi et 161 s'y sont opposés.

Cette validation ne marque toutefois pas la fin du parcours législatif du projet de loi, qui sera présenté dès mercredi devant la Chambre des Lords. La discussion à proprement parler y prendra place début juin, et pourrait donner lieu à une forte résistance, notamment de la part des évêques.

Si le mariage homosexuel ne suscite quasiment pas de remous dans l'opinion publique, qui lui est majoritairement favorable selon les sondages, le sujet déchire en revanche le parti tory.

Mais au Royaume-Uni, le changement est avant tout symbolique, puisque les couples homosexuels ont déjà les mêmes droits parentaux que les couples hétérosexuels : ils peuvent adopter, recourir à la procréation médicalement assistée et à une mère porteuse, pourvu qu'elle ne soit pas rémunérée. Ils peuvent également s'unir depuis 2005 dans le cadre d'un partenariat civil. AFP 21.05

En fait je m'étais trompé ou plutôt j'avais manqué de précision, donc je rectifie, la monarchie britannique qui depuis la fin du XVIIe siècle est liée à la famille Rothschild entres autres banquiers, plus encore depuis le début du XIXe siècle, n'a pas de retard sur les autres monarchies qui ont déjà adopté le mariage homosexuel, la monarchie en Europe incarnant le progrès social aux XIXe et au XXe siècle cela fut étonnant, quelle méprise de ma part, non, bien au contraire elle les a même devancées, ainsi tout est dans l'ordre des choses.

La réaction ne peut engendrer que la réaction, un peu comme les chiens ne peuvent pas faire des chats. Le plus étonnant, c'est que des révolutionnaires qui manquent singulièrement de discernement puissent imaginer le contraire sous la pression de l'idéologie dominante qui est devenue envahissante, au point de culpabiliser si on ne la partage pas, de ne même plus avoir le courage de s'y opposer, parce qu'ils procèdent pas abstraction, isolant un fait ou une mesure du contexte dans lequel il intervient et perdant de vue dans quelle direction évoluent la société et le monde, les rapports entre les classes, à moins qu'ils n'en aient pas conscience, ce qui est le plus probable, à qui ils profitent vraiment.

A Doha, gouvernants et intellectuels font preuve de servilité envers un émir dégénéré, et là on constate le même phénomène envers des monarchies qui sont à l'initiative de cette mesure qui conduit à la dislocation du dernier rapport qui avait résisté jusqu'à présent à la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société engendrée par celle du capitalisme, brisant le rapport associant un homme et une femme en reconnaissant leurs différences sur lequel la civilisation humaine s'était contruite. Les deux seront perdant à l'arrivée, c'était leur objectif. Leur apport à la civilisation humaine étant remis en question, ils ne seront plus considérés comme de vulgaires marchandises ou des consommateurs, et encore, déhumanisés puisque incapables de se reproduire, n'appartenant plus tout à fait à l'espèce humaine, appartenant seulement au marché, ils en sont le produit après tout, il a acquis le droit d'en faire ce qu'il veut avec leur consentement...

En régime socialiste, chacun pourrait vivre librement sa sexualité sans que le législateur n'intervienne, toute discrimination envers les homosexuels serait sévèrement sanctionnée, quant au mariage, notion obsolète et réactionnaire, contre-nature, qui enchaîne deux êtres de sexe opposé ou de même sexe, nous ne l'encouragerons pas, nous ne pourrons pas le supprimer arbitrairement, nous le laisserons dépérir au fur et à mesure que la société se débarrassera des rapports créés sous le capitalisme, les couples auront les mêmes droits, sauf en ce qui concerne la procréation assistée qui sera interdite dans tous les cas de figure, et le droit à l'adoption sera réservé au couple de sexe différents.

Gageons qu'une société respectant les aspirations de chacun et concourant à la satisfaction des besoins de l'ensemble de la population permettra à chacun de se sentir bien dans sa peau, d'assumer le sexe sous lequel il est né, ce qui dans certaines circonstances est impossible sous un régime (capitaliste) construit aussi sur l'opposition entre les sexes au lieu de sa complémentarité, reproduisant l'opposition entre classe dominante et classe dominée, ce qu'on retrouve dans la disparité salariale entre les hommes et les femmes par exemple au détriment des femmes, injustice qui aura totalement disparu dans un régime socialiste.

En famille du 13e sommet de Doha au Qatar.

Deux sources d'informations (notamment) sur le Qatar

Vidéo. La face cachée du Qatar

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=3207FUTkykQ

124 articles sur le Qatar proposés par le Réseau Voltaire
http://www.voltairenet.org/mot113.html?lang=fr

Dans notre portail vous trouverez 26 articles de sources diverses sur le Qatar.

Les Daladier et Chamberlin du XXIe siècle. La France vassal du Qatar.

Ce qui caractérise notre époque, c'est l'allégeance des gouvernants et de la plupart des intellectuels à un confetti, un "*micro-état, à peine plus grand que la Corse*" dirigé par un ploutocrate mégalomane et sanguinaire, terrotisme d'Etat, chef mafieux d'une cohorte de barbares djihadistes qui terrorisent les populations de Tunis à Damas, leur servilité apparemment sans limite ne peut que nous inspirer le plus profond mépris. Ils incarnent la décadence du capitalisme.

Que parmi les représentants français qui se sont précipités à Doha on trouve des parlementaires de l'UMP, de l'UDI et du PS n'étonnera personne.

Je n'ai pas le temps de rédiger un bel article, bien structuré, etc., aussi on se contentera de quelques éléments que j'ai essayé de classer par thèmes pour couvrir cet évènement qui n'a rien d'anodin. Il est grotesque du début à la fin, c'est peut-être dur à concevoir et à avaler, mais pour être lucide, il nous faut absolument regarder la réalité en face et essayer d'en tirer des enseignements pour la suite de notre combat.

Quand l'émir des djihadistes d'Al Nosra dicte son agenda aux chefs d'Etat du monde entier.

-... l'organisation du Forum est aussi pour le Qatar une manière de mettre ses propres thèmes à l'agenda international. Depuis treize ans, le pays tente de se présenter en hôte privilégié des discussions sur la transition démocratique du monde arabo-musulman. (metrofrance.com 21.05)

Le Qatar profite de cette tribune pour appeler une nouvelle fois à une intervention militaire occidentale en Syrie.

- Pour cette 13e édition, l'intervention en Syrie et la résolution du conflit israélo-palestinien sont au cœur de débat. Venu en personne inaugurer les discussions, l'Émir a accueilli ses invités avec un message sans équivoque. "*Il est regrettable de voir que les initiatives internationales ont échoué à prendre la voie de la conscience*", a-t-il martelé devant un parterre de personnalités. De la même façon, il a réclamé "*le retrait des territoires palestiniens occupés*". (metrofrance.com 21.05)

Une dictature créée de toutes pièces par les puissances occidentales à l'instar de l'Etat sioniste allié du Qatar qui leur rend bien.

- Une stratégie d'influence permise avant tout par la fortune colossale accumulée par le Qatar. Car, si le Forum de Doha fait le plein, c'est aussi parce que l'Émir sait se montrer généreux. Le budget total de la manifestation n'est pas connu, mais les 600 participants sont tous invités. Voyage, hébergement, repas, tout est intégralement pris en charge par l'émirat. Une façon de s'assurer que le Forum de Doha, même s'il n'aboutit à rien, aura au moins fait le plein. (metrofrance.com 21.05)

Parmi les participants à ce sommet.

- Le député (UDI) Maurice Leroy, président du groupe d'amitié parlementaire France-Qatar participe au 13e forum de Doha

20minutes.fr : Le Qatar fait polémique. Qu'en pensez-vous?

Maurice Leroy : Je n'ai pas d'avis à donner. Je n'aime pas les polémiques quelles qu'elles soient.

François Fillon, Hubert Védrine (PS) [ancien ministre des Affaires étrangères] sont venus, Elisabeth Guiguou (PS) [qui dirige la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale] a décidé d'envoyer des députés.

Beaucoup plus de députés voulaient venir mais un groupe d'amitié ne peut pas envoyer dans un pays étranger plus de sept de ses membres. C'est réglementé. Par ailleurs, pour la première fois, la commission des Affaires étrangères a décidé d'envoyer une délégation de huit députés à Doha. Je m'en réjouis.

20minutes.fr : Mais ce qui crée le trouble est le soutien du Qatar aux groupes islamistes dans plusieurs pays…

Maurice Leroy : Moi, Maurice Leroy, je n'en sais rien, je ne suis pas aux services secrets. 20minutes.fr 21.05

Il ne sait rien, il n'a d'avis sur rien dès qu'on lui pose des questions embarrassantes sur le Qatar, une loque quoi.

Parmi les intervenants à ce sommet.

- L'émir du Qatar, Cheikh Hamad Ibn Khalifa Al Thani, a donné le la aux travaux de ce forum dont il a présidé la cérémonie d'ouverture. Il a notamment relevé que la treizième édition intervient à un moment crucial de l'histoire du monde arabe marquée par une colère populaire générale contre les inerties et les gouvernances dictatoriales. «Les peuples arabes se sont soulevés pour réhabiliter les citoyens dans leur dignité et liberté. Ces peuples constitueront à l'avenir la pierre angulaire dans l'édification du nouvel ordre mondial», a notamment averti l'émir de l'Etat du Qatar.

Quatre invités ont ensuite défilé à la tribune pour proposer leurs propres perceptions, celles de leur pays ou de leur région à propos des affaires de ce monde.

MM. Gordon Brown, ancien Premier ministre britannique et président du Parti travailliste, François Fillon, ancien Premier ministre français, Peter Maurer, vice-président de l'Argentine, et Wolfgang Ischinger, président de la conférence de sécurité à Munich, ont exposé leur manière et leurs recommandations pour résoudre l'ordre politique, sécuritaire et économique mondial, en proie, selon eux, à d'imminentes et graves menaces. http://philippehua.com 21.05

Pour rappel, ce pays est régi par la charia (la loi islamique) et la nouvelle Constitution (2004) n'autorise pas la formation de partis politiques. Le ministre des Affaires étrangères, interrogé plusieurs fois sur cette question, répond que le Qatar est un petit pays et ne peut pas contenir tous les partis politiques. (source : wikipédia)

François Fillon (UMP) invité d'honneur du 13e Forum de Doha

Extrait de son intervention.

- Vous avez développé, ici au Qatar, un modèle exemplaire. En l'espace de quelques années, vous avez ancré votre choix du multilatéralisme. Vous comptez parmi ceux qui s'impliquent sur les grands enjeux globaux, la régulation financière internationale, le changement climatique ou encore l'aide au développement. Bien entendu, cela suscite quelques critiques. Mais la voie que vous avez choisie – celle de conserver votre identité tout en faisant le choix du dialogue des civilisations et du dialogue interreligieux – est la seule possible. Ce facteur religieux est essentiel à la compréhension de notre monde. www.francoisfillon.org 21.05

En Syrie, les mercenaires recrutés, payés et armés par l'émir du Qatar se sont employés à briser, sans succés, l'harmonie qui existait entre les différentes religions dans ce pays. Fillon n'est pas sans le savoir, à moins de prétendre qu'il ne connaîtrait pas l'histoire de ce pays, nous ne lui ferons pas cet affront.

Eric Woerth (UMP)

Membre de la délégation française présente au Qatar pour l'ouverture lundi de la 13e édition de Doha Forum, Eric Woerth explique au JDD que la France doit "*mieux comprendre*" ce qu'est aujourd'hui cet Etat, "*à la fois tout petit en terme de dimension et très grand en terme d'influence*".

"*La question est de savoir pourquoi ce pays a autant d'influence, au-delà de sa manne financière très importante*", affirme l'ex-ministre et député UMP de l'Oise. "*Cette conférence tourne autour du monde arabe mais son avenir nous concerne de très près*", souligne Eric Woerth, qui regrette que le monde politique français soit encore "*beaucoup trop fermé sur lui-même*". http://www.europe1.fr 20.05

Il faudrait accorder plus d'importance au Qatar, on a compris le message.

Hubert Védrine (PS)

Depuis le Qatar, l'ex-ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine faisait parties de nombreuses délégations étrangères venues débattre du contexte international et économique à l'invitation de l'Emir du Qatar Skeikh Hamad Bin Khalifa Al Thani.

Les Qataris ont assez habilement réussi à créer quelque chose qui attire beaucoup de personnalités du monde entier. Je ne crois pas qu'il y ait d'autres événements de cette nature dans le monde arabe. C'est un peu comparable à la politique étrangère du Qatar : ce Forum est original, dynamique et en même temps il bénéficie de la grande absence de la plupart des pays arabes aussi bien sur le plan diplomatique que le sur le plan culturel ou dans le débat des idées. Il y a ici une très grande liberté de ton. Il

y aura notamment des échanges sur la démocratie, les droits de l'Homme, la situation en Syrie ou le développement économique. Ce sommet est assez représentatif du fait que les événements intellectuels et politiques ne se tiennent plus uniquement dans le monde occidental. lejdd.fr 20.05

Que le plus misérable laquais soit un dirigeant du PS n'étonnera personne non plus, ils vont avoir "*des échanges sur la démocratie, les droits de l'Homme*" avec ceux qui sont en train de détruire la Syrie et de massacrer son peuple qui ne leur ont rien fait, qui n'ont agressé personne, aucun Etat, vous êtes un tyran monsieur Védrine.

Le président sénégalais Macky Sall

Visite officielle à Doha : Qatar déroule déroule le tapis rouge à Macky Sall.

Le président de la République, Macky Sall semble accorder beaucoup d'importances aux retombées que sa visite officielle au Qatar peut générer pour le Sénégal.

Le point d'orgue de la visite officielle est la rencontre entre le président de la République du Sénégal, Macky Sall avec son Altesse Sheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, Emir du Qatar. Un déjeuner royal est à l'honneur de son hôte. Il est offert par l'Emir. http://www.le-dakar.com 20.05

Macky Sall est venu pour lui vendre le Sénégal et son peuple, il n'y en a pas un pour relever l'autre.

Quand les mains sales font le ménage

Le contexte. Ils s'entendent comme larons en foire.

Ils ont favorisé la fraude fiscale à grande échelle des citoyens les plus fortunés, ils ont créé de toutes pièces les paradis fiscaux, toutes les puissances économiques occidentales en possèdent sur leur territoire ou sont alliés par le biais de l'UE ou d'accords économiques bilatéraux à des Etats qui en possèdent, tous possèdent sur leur territoire respectif des banques et des multinationales répertoriées dans les paradis fiscaux, le fisc de ces Etats en est parfaitement informé et estime que c'est légal.

S'attaquer à la classe moyenne supérieure.

- Les Vingt-Sept poussés à aller vite contre la fraude fiscale - AFP

- Strasbourg presse les Etats d'agir contre la fraude fiscale - Reuters

- Fraude fiscale: le gouvernement va alourdir les sanctions pénales - AFP

Ils le savaient tous.

- Cahuzac : le fisc savait depuis 2001, selon Gonelle - liberation.fr

Devant la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire du compte en Suisse, le premier détenteur de l'enregistrement de Jérôme Cahuzac dit avoir alerté l'administration dès 2001, par l'intermédiaire de l'un de ses proches.

C'est en dehors de toute procédure officielle que Michel Gonelle a donc trouvé ce qu'il nomme «*une troisième voie*» : informer, au printemps 2001, un fonctionnaire des impôts, faisant partie de son «*cercle intime*», qui avec son accord, s'est chargé de relayer l'information à la Direction nationale d'enquêtes fiscales (DNEF). liberation.fr 21.05

Ouf !

- Artifices fiscaux des multinationales: la polémique relancée - AFP

- La polémique sur les impôts dérisoires payés par certaines multinationales a beau prendre de l'ampleur, elle ne devrait pas être abordée mercredi lors du sommet européen sur la fiscalité, centré sur la lutte contre la fraude fiscale des particuliers. AFP

Le comble de l'hypcrisie quand on abrite un paradis fiscal : Le Vatican.

- Fraude fiscale: Letta dénonce une "*hypocrisie incroyable au niveau européen*" - AFP

- ... en janvier dernier, la Banque d'Italie a suspendu toutes les activités de paiements électroniques du petit Etat pour manque de transparence, paralysant ainsi les musées du Vatican et les magasins pour touristes, et empêchant le retrait d'argent des deux guichets automatiques de la banque vaticane qui proposent de faire les opérations bancaires en latin !

Les banques italiennes, pour des raisons de normes anti-blanchiment, ne peuvent plus travailler avec la banque du Vatican et, pour ses opérations électroniques, cette dernière travaille désormais avec le soutien d'une banque suisse ! lalibre.be 15.03.13

Et puis cela va prendre du temps...

D'où vient le pouvoir de la Commission européenne ? Réponse.

- Les ministres des Finances des 27 ont décidé mardi de confier un mandat à la Commission européenne pour renégocier les accords fiscaux avec la Suisse, Andorre, Monaco, Saint-Marin et le Liechtenstein. Mais ils ont échoué à se mettre d'accord sur le point le plus important: faire adopter à l'unanimité la révision d'une loi européenne, en souffrance depuis 2008, sur la fiscalité de l'épargne.

Cette loi prévoit l'échange automatique d'informations de certaines données bancaires. L'idée est à terme de la renforcer et d'en étendre le champ d'application, notamment à l'assurance-vie.

Or, l'Autriche et le Luxembourg, farouches défenseurs du secret bancaire, n'ont pas complètement levé leurs restrictions, contrairement à ce qu'espéraient leurs partenaires, arguant qu'il fallait au préalable des négociations abouties avec les pays tiers comme la Suisse, ce qui va prendre du temps. AFP 21.05

Reposons la question ; D'où vient le pouvoir de la Commission européenne ? Réponse.

Et pendant ce temps-là le Parlement européen se fait le relais... du G20 !

- Dans leur résolution, les députés européens relaient le message du G20, qui a appelé le 19 avril à la généralisation de l'échange automatique d'informations en matière fiscale entre les Etats.

Ils invitent la Commission européenne à imposer aux entreprises multinationales la publication du montant précis des impôts qu'elles versent dans chaque pays où elles opèrent.

Ils estiment que les licences bancaires de tout établissement financier qui favorise la fraude fiscale doivent être suspendues ou révoquées.

Quant aux paradis fiscaux, ils devraient, selon le Parlement, se voir imposer des mesures de rétorsion telles que barrières tarifaires, interdiction d'accès aux marchés publics de l'Union ou non reconnaissance du statut juridique des sociétés qui y sont établies. Reuters 21.05

Commission européenne qui se trouve être sous la coupe du lobby de la Table ronde des industriels européens qui rassemble une cinquantaine de dirigeants de multinationales, une mauvaise blague que croire que la Commission européenne pourrait s'attaquer à leurs intérêts.

Quand le pape se fait l'écho du G8 et de la Commission européenne.

Ah ce que la vie était belle sous le bon vieux capitalisme des XIXe et XXe siècle !

A droite comme à gauche, on trouve des nostalgiques de l'époque où la plèbe en guenille démunie ou résignée trainait derrière elle sa misère, pendant que les aristocrates et les bourgeois vivaient dans une opulence tapageuse avec la bénédiction des curés et des pasteurs, tandis que les petits-bourgeois et les intellectuels s'épanchaient sur les merveilleux progrès de la société que le capitalisme leur procurait, ce qui leur avait permis de développer un humanisme à bon marché...

Refonder l'Union Européenne en conservant le bon vieux système capitaliste qui avait fait le bonheur des exploités des générations passées, en faire enfin une Europe sociale où chacun pourrait s'épanouir et profiter du progrès social, où la paix et la liberté règneraient, heureux soient les hommes qui placés sous les saints auspices des banquiers et des institutions politiques qui leurs sont dévouées entretiennent un tel idéal de justice et de fraternité...

- Le pape dénonce le "*capitalisme sauvage*" - Reuters

Le pape François a dénoncé mardi, lors d'une visite à une soupe populaire, le "*capitalisme sauvage*" et prêché pour un retour des valeurs de générosité et de charité.

"*Un capitalisme sauvage a enseigné la logique du profit à tout prix, du donner pour recevoir, de l'exploitation sans tenir compte des personnes (...) et nous en voyons les résultats dans la crise que nous traversons*", a dit le pape François.

La semaine dernière, il avait lancé un vibrant appel à une réforme de la finance mondiale, estimant que l'impitoyable "*culte de l'argent*" et la "*dictature de l'économie*" avaient aggravé la vie de millions de personnes à travers la planète.

"*L'argent doit servir, il ne doit pas gouverner*", avait-il déclaré aux ambassadeurs accrédités auprès du Saint-Siège pour son premier grand discours sur la finance depuis son élection en mars. Reuters 21.05

Celui qui possède le monopole de la création monétaire et de la masse monétaire en circulation détient le pouvoir, les banquiers des banques centrales. Le pape serait-il disposé à abolir ce monopole pour le remettre au peuple travailleur qui crée les richesses ? Poser la question c'est y répondre.

Pour conserver son emprise sur ses ouailles ou pour qu'ils ne leur viennent pas à l'idée de s'écarter du bercail ou qu'ils y retournent s'ils s'en étaient écartés, il lui faut dénoncer les aspects les plus visibles ou violents du capitalisme, histoire qu'ils n'aient pas l'idée de prendre la voie de la lutte des classes les malheureux, ils seraient perdus pour toujours même dans l'au-delà. La ficelle est un peu grosse quand même, non ? Plutôt une corde passée au cou des masses ignorantes parmi les plus défavorisés pour mieux les achever, à moins que le capitalisme s'en charge lui-même, de nos jours ils ne manquent pas de bourreaux pour exécuter sa sentence, y compris dans le mouvement ouvrier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves le Drian, a appelé, vendredi 17 mai 2013, à un durcissement des « *sanctions décisives* » contre l'Iran. Il a déclaré, lors d'un discours devant l'Institut Carnegie à Washington : « *La double approche sanction-dialogue doit nous conduire à renforcer la pression sur l'Iran dans les mois qui viennent car le programme iranien d'enrichissement continue*».

Cette déclaration hostile et irréfléchie du ministre français a fait réagir Ahmad Vahidi, ministre iranien de la Défense. « *Les déclarations du ministre français de la Défense témoignent de deux choses. Tout d'abord, la France continue à se comporter comme une puissance colonialiste et il est dommage qu'un État, qui est le berceau de l'une des plus grandes révolutions de l'Histoire, parle et agisse en puissance coloniale. Le second point dont témoignent ces propos, c'est l'inefficacité des sanctions anti-iraniennes. Le fait que ces sanctions restent sans effet pousse l'Occident à en réclamer le durcissement* » a fait remarquer Monsieur Vahidi, avant de revenir au soutien de la France au terrorisme en Syrie, et à ses politiques belliqueuses « *éhontées et déplacées* » en Afrique et au Moyen-Orient.

« *Au lieu de tenir ce genre de discours hostile et inhumain, il vaudrait peut-être mieux que les dirigeants français s'attèlent à la tâche, ô combien urgente, de résoudre les problèmes et les crises domestiques qui rongent la France. […] Si la France faisait l'objet d'une toute petite portion des sanctions infligées à l'Iran, les Français ne pourraient les supporter, même si la France est l'une des puissances économiques mondiales. […] Les Iraniens ne reculeront pas face aux pressions. Ils ne renonceront pas à leurs droits et resteront attachés à leurs convictions et à leurs idéaux.* », a ajouté le ministre iranien de la Défense.

En tenant un tel discours devant un think tank (l'Institut Carnegie) favorable au « *choc des civilisations* », le ministre français de la Défense ne fait que défendre la position du lobby sioniste de France, au détriment des intérêts économiques et politiques des Français (fermeture de l'usine Peugeot d'Aulnay-sous-Bois suite aux sanctions économiques infligées à l'Iran !). french.irib.ir 21.05

Sarkozy et Juppé en pire, non ? Normal, qui en doutaient ? Less larbins pour se faire valoir sont souvent plus royalistes que le roi...

2- Arabie Saoudite

Cinq Yéménites ont été exécutés et leurs corps exposés en public le 21 mai dernier dans le sud-ouest de l'Arabie Saoudite. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, les hommes avaient commis une série de vols et assassiné un Saoudien en l'étouffant.

Un sixième homme, un Saoudien, condamné pour meurtre, a en outre été exécuté dans la province de Assir (sud), ce qui porte à 47 le nombre d'exécutions dans le pays depuis le début de l'année.

Les cinq Yéménites, parmi lesquels figurent trois frères, ont été « *exécuté et crucifiés* » à Jizane. Selon un témoin, l'exécution a eu lieu sur une place devant le campus universitaire de la ville.

Une photo publiée sur Twitter montre les cinq corps suspendus à un câble soutenu par deux grues. Elle ne permet pas de démontrer de façon claire si les cinq personnes ont été décapitées ou tuées par balles. Leurs corps ont été retirés quelques heures après l'exécution.

En Arabie Saoudite, qui applique une interprétation extrêmement rigoureuse de la Charia, le viol, le meurtre, l'apostasie, le vol à main armée et le trafic de la drogue sont passibles de la peine capitale.

Avec 79 décapitations effectuées en 2012, l'Arabie Saoudite se place au quatrième rang des pays qui exécutent le plus de condamnés à mort dans le monde. euronews.fr 21.05

Ah les "*amis* de Hollande, Fabius, Le Drian... Dites-moi qui sont vos amis, je saurai qui vous êtes. Voilà, tout le monde sait maintenant.

3- Syrie

3.1- Jénine (Cisjordanie). Le front progressiste palestinien du travail estudiantin à l'université arabe américaine a organisé hier à Jénine en Cisjordanie un colloque intitulé "*Palestine se solidarise avec la Syrie*".

Lors de ce colloque, l'archevêque Atallah Hanna, archevêque des sébastes des Grecs-Orthodoxes, et l'intellectuel palestinien, Rassem Oubaydate, ont exprimé leur refus du complot tramé contre la Syrie, territoire et peuple et leur solidarité avec elle face au plan barbare visant à la détruire.

Ils ont affirmé leur rejet de toute intervention étrangère dans les affaires du pays. Au terme du colloque, les participants ont organisé une marche silencieuse de solidarité au centre de Zababdiyah.

Les participants ont prié Dieu pour la libération des deux métropolites, Boulos Yaziji et Yohanna Ibarhim et toutes les personnes enlevées et leur retour sains et saufs à leurs familles, affirmant que cette rencontre intervient pour exprimer la solidarité du peuple palestinien, musulmans et chrétiens, avec la Syrie. french.irib.ir 21.05

3.2- Sofia (Bulgarie). Le comité de solidarité bulgare avec la Syrie, la Communauté syrienne et l'Union nationale des Etudiants de la Syrie, branche de Bulgarie, ont organisé une marche imposante devant l'ambassade de Turquie à Sofia en signe de solidarité avec la Syrie face aux complots qui la visent, et de dénonciation des crimes du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan en Syrie.

Les allocutions et les lettres prononcées en deux langues arabe et bulgare ont condamné les crimes odieux du gouvernement d'Erdogan contre le peuple syrien qui compromet, par ses anciens rêves colonialistes son alentour, y compris la Bulgarie elle-même.

Les allocutions ont exprimé l'appui des partis et des forces politiques bulgares à la Syrie qui a le droit de défendre ses terres contre les terroristes qui entrent clandestinement dans ses territoires via les frontières syro-turques avec l'appui d'Erdogan et de son parti.

Les allocutions ont souligné le rôle négatif de certains mass médias bulgares dans la transmission de la vérité de l'entrée dans les territoires syriens des terroristes armés mercenaires via les frontières turques.

Les étudiants et les colonies syriens en Bulgarie ont exprimé leur dénonciation de la politique d'Erdogan qui appuie les terroristes et leur fournit l'arme chimique utilisée à Khan al-Assal, affirmant, par contre, leur appui à l'armé et à la direction syrienne dans leur guerre contre le terrorisme. french.irib.ir 21.05

SOCIAL

France

Malgré les salles d'attente surchargées, malgré les heures d'attente, les Français aiment l'hôpital public. C'est le résultat d'un

sondage TNS Sofres pour la Fédération hospitalière de France publié mardi. Pourtant, les services d'urgence sont débordés (17 millions de passage en 2012).

Au total, 81% des personnes interrogées ont une bonne opinion des hôpitaux publics ("plutôt" à 67%, "très bonne" à 14%).

Dans le détail, les principes les plus importants pour les Français sont l'accessibilité financière (52%) et l'accessibilité géographique (29%). LePoint.fr 21.05

Pour une République sociale qui restaurent tous les services publics, socialise les banques et toutes les grandes entreprises...

Haut de page

Le 23 mai 2013

CAUSERIE

J'ai dû aller porter mon passeport au service d'immigration ce matin et cet après-midi j'ai dû y retourner pour récupérer mon visa, enfin je suis tranquille pendant 5 ans, du coup j'ai perdu près de deux heures. J'ajouterai une douzaine d'articles ce soir, hier je n'en ai pas eu le temps. J'ai dû bâcler la fin de l'actualisation du site, il est 18h00 ici.

Pas le temps de causer, l'actualité est trop chargée encore.

On y reviendra demain, une info de dernière minute que je viens de voir sur le Net, Hollande le président de droite et digne héritier de Sarkozy, vient de faire l'éloge de Schröder.

Question : Quand est-ce que le Front de gauche, le POI, le NPA et LO vont se décider à rompre avec le PS, les appareils vendus des syndicats, les institutions ?

- A Leipzig, François Hollande loue les réformes su travail menées en Allemagne - AFP

Le président français François Hollande a fait l'éloge des réformes du marché du travail menées en Allemagne par l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, jeudi à Leipzig (est).

"*Le progrès, c'est aussi de faire dans les moments difficiles des choix courageux pour préserver l'emploi, pour anticiper les mutations industrielles et c'est ce qu'a fait Gerhard Schröder ici en Allemagne et qui permet à votre pays d'être en avance sur d'autres*", a-t-il dit, très applaudi, lors des célébrations des 150 ans du parti social-démocrate allemand (SPD).

"*Ces décisions ne sont pas faciles à prendre, elles peuvent faire surgir des controverses, mais rien ne se construit, rien de solide ne se bâtit en ignorant le réel*", a-t-il ajouté, en faisant l'éloge de l'amitié franco-allemande comme moteur de l'Europe. AFP

Question : Comment a-t-on pu imaginer un instant que Hollande était de gauche, que le PS était de gauche. Qui a colporté cela pendant des décennies ? Pourquoi ? Dans quel but ?

Qu'est-ce qui lui permet de faire preuve d'une telle arrogeance, d'assumer sa politique réactionnaire ? Les besoins du capitalisme en crise, certes, mais aussi le fait qu'en face il n'y a pas de répondants, pas d'ennemis, tous les partis ont abdiqué à leur manière, il a bien conscience qu'aucun parti n'appelle au boycott de la conférence des 20 et 21 juin, il en tire profit, normal, non. Vous lirez plus loin que Matignon l'a déclaré hier ouvertement.

Une fois ce constat réalisé, il faut aller plus loin et se demander ce que sont vraiment ces partis, leurs dirigeants d'aujourd'hui et d'hier, qui étaient-ils, que valaient-ils, ce sont eux qui nous ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui et personne d'autres, je vous encourage vivement à faire l'inventaire de leur politique depuis 70 ans et nous en reparlerons plus tard. Vous pouvez lire aussi les anciennes causeries depuis août 2008 qui fourmillent d'indications.

Le M'PEP remet en cause l'indépendance de la classe ouvrière. A bas l'union nationale et « ***les jours heureux*** ». !

Titre : Journées de printemps du M'PEP pour le 70e anniversaires du Conseil national de la résistance.

C'est le 27 mai 1943, en pleine guerre, rue du Four à Paris, que s'est réuni pour la première fois le Conseil national de la Résistance.

Il rassemblait des gaullistes, des communistes, des socialistes, des responsables politiques de droite et de gauche, des syndicalistes… Il avait pour but de réunir tous les patriotes afin de redonner à la France sa souveraineté et donc sa liberté.

Les fédérations départementales du M'PEP, seuls ou avec d'autres organisations, organisent de multiples initiatives le week-end des 25, 26 et 27 mai. Vous trouverez ci-dessous quelques exemples.

- « *Comment construire un vaste mouvement pour reconquérir la souveraineté populaire et sortir de la dictature néolibérale mondialisée ?*».

- « *S'allier pour reconquérir la souveraineté : pour quoi faire ? Avec qui ? Comment ?* ».

- "*On boit un pot, on casse la croûte et... on refait le monde ! Afin que reviennent « les jours heureux ».*"

Les « *les jours heureux* », ce sera le travail aux pièces, les tickets de rationnement jusqu'en 1949 pour les crèves la faim, ce sera l'appel de l'abbé Pierre en 1954 en faveur des millions de mal-logés, ce sera la poursuite de la colonisation en Indochine au Maghreb et en Afrique, etc. etc. etc. Quel bonheur !

A bas le social-patriotisme, A bas la collaboration de classes !

Allier la droite et la gauche, "*réunir tous les patriotes afin de redonner à la France sa souveraineté et donc sa liberté*", ce ne serait pas le thème de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochain sur les retraites qui rassemblent patronat et syndicats dits ouvriers en présence d'un gouvernement faisant une politique de "*droite*" (Mélenchon) ? En fait, un gouvernement de droite tout court !

En choeur avec le M'PEP : Vive le général-président Charles de Gaulle, vive la France et vive la République !

Conférence antisociale des 20 et 21 juin. La "***forte adhésion au processus des conférences sociales***" peut nous "***faciliter***" le sale boulot.

J'exulte, vous avouerez quand même qu'on est excellent, en fait, c'est à Matignon qu'il faut adresser ce compliment. Les faits me donne raison, hélas !

Première partie

- Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault réunit mercredi patronat et syndicats en amont de la deuxième conférence sociale du quinquennat qui fixera, en juin, la feuille de route du gouvernement pour les mois à venir.

Cette réunion, consacrée à l'organisation et aux thèmes de la conférence sociale des 20 et 21 juin, permettra à chacun "*de se positionner*" et de "*faire apparaître les points d'accord et de désaccord*", explique-t-on à Matignon, où Jean-Marc Ayrault sera entouré de plusieurs ministres, dont Michel Sapin (Travail), Pierre Moscovici (Economie), Arnaud Montebourg (Redressement productif), Marisol Touraine (Affaires sociales et Santé) et Marylise Lebranchu (Fonction publique).

Alors que les partenaires sociaux appellent le gouvernement à passer à la vitesse supérieure pour stopper le chômage, l'ordre du jour de la conférence des 20 et 21 juin est déjà connu.

Six tables rondes devraient ainsi nourrir les deux jours de débats qu'ouvrira le président François Hollande au Palais d'Iéna: emploi-formation, filières d'avenir, santé au travail, retraites, services publics et Europe sociale.

L'accord sur l'emploi du 11 janvier, violemment combattu par FO et la CGT, avec des soutiens à gauche, a laissé des traces. Les dirigeants de la CGT et de la CFDT commencent tout juste à tenter de recoller les morceaux.

Le fait que cet accord n'ait "*pas réuni toutes les organisations syndicales*", la montée du chômage et l'entrée en récession créent un contexte "*plus difficile*" pour la conférence 2013, reconnaît Matignon, même si on pense qu'a contrario, la "*forte adhésion au processus des conférences sociales*" peut la "faciliter". AFP 22.05

Tout est dit ici et confirme notre analyse. C'est bien la participation de la CGT et FO qui leur permet de parvenir à ces accords scélérats.

Question : quel parti à ce jour à engager toutes ses forces pour dénoncer la participation de la CGT et FO à la prochaine conférence (et les précédentes), mène campagne sur le thème du boycott ? Réponse : Aucun.

Quelle leçon faut-il en tirer sinon qu'ils en sont les complices et soutiennent le gouvernement, le patronat, le régime, non ? Vous avez une meilleure explication à fournir, n'hésitez pas à nous la communiquer nous la porterons à la connaissance de nos lecteurs.

Seconde partie

- La Commission d'experts chargée de travailler sur l'épineux dossier des retraites met, dans la plus grande discrétion, la dernière main à son rapport qui servira de base à la concertation gouvernement-syndicats, et va être remis aux alentours du 10 juin.

Il est dit clairement que les syndicats participeront à cette mascarade sur la base de ce rapport, qu'ils en ont accepté le principe, d'ailleurs il ne peut pas en être autrement, car s'ils se situaient sur le terrain des besoins des travailleurs sachant que le gouvernement se situe sur celui du patronat ils auraient décliné l'invitation, toute concertation serait impossible.

Dans "***la plus grande discrétion***, mais...

- Les gros traits de la réforme sont déjà connus. Ainsi, il n'y aura ni réforme globale du système, ni nouveau recul de l'âge légal, mais un allongement de la durée de cotisation. Des mesures de justice seront mises en place pour les femmes et la pénibilité devrait être prise en compte.

Il est dit ici que l'allongement de la durée de cotisation fera partie de l'accord final, dès lors s'asseoir à la même table que le gouvernement revient à légitimer cet accord, qu'ils le signent ou non.

La CGT et FO ne pourront pas dire : on ne savait pas de quoi il allait retourner.

- En outre, le président François Hollande a confirmé la semaine dernière que les Français seront appelés à travailler plus longtemps pour combler un besoin de financement de 20 milliards d'euros en 2020.

Et ce n'est que le hors d'oeuvre...

- Le gouvernement entend proposer à l'automne une nouvelle réforme, après celles de 2003 et 2010. Les réflexions de la Commission pour l'avenir des retraites serviront de base à la concertation que va engager le gouvernement avec les partenaires sociaux lors de la Conférence sociale des 20 et 21 juin, visant à préparer cette loi, entre autres.

Sauver les apparences, lier davantage les syndicats à cet accord pourri en vue.

- Pour le gouvernement, le rapport ne sera pas tout à fait du "*clé en mains*" comme l'a été celui de Bertrand Fragonard pour la réforme des allocations familiales, a souligné Mme Yannick Moreau.

Selon la conseillère d'Etat, il faut laisser des marges pour la négociation avec les partenaires sociaux: "*Sur certains points difficiles, il y aura plusieurs scénarios*", ajoute cette haut-fonctionnaire qui connaît le dossier des retraites sur le bout des doigts.

Autour de Mme Moreau des rapporteurs "*prêtés*" par le COR, l'Insee ou encore l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) rédigent le texte. Les neuf membres de la Commission, qui ont été tous choisis par le Premier ministre, discutent point par point, donnent leur avis et leur opinion.

"*On s'est réuni au début tous les 15 jours, puis toutes les semaines et maintenant chaque semaine le matin et l'après-midi*", raconte Mme Moreau.

Ils ne sont pas tous des spécialistes à proprement parler du dossier des retraites mais ont un profil utile pour l'architecture de la réforme que le gouvernement entend mener. AFP 22.05

A bas le Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République et le drapeau des Versaillais ! Votre République des banquiers et des rentiers n'est pas la nôtre. Vive la République sociale débarrassée du capitalisme !

Le Sénat a décidé d'imposer la devise de la République "*liberté, égalité, fraternité*" et le drapeau tricolore, au fronton des écoles, collèges et lycées, dans le cadre du projet de loi pour la refondation de l'Ecole dont il a commencé mercredi l'examen des articles.

Les sénateurs ont voté un amendement du gouvernement prévoyant que "*la devise de la République et le drapeau tricolore sont apposés sur la façade des écoles et des établissements d'enseignement du second degré publics et privés sous contrat*".

Il stipule également que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 sera affichée "*de manière visible*" dans les locaux scolaires.

"*Aucune disposition législative ou réglementaire ne détermine les conditions de pavoisement des écoles, des collèges et des lycées*", a fait valoir le ministre de l'Éducation Vincent Peillon. Il s'agit de "*réaffirmer l'attachement de la nation à son école et de contribuer à l'appropriation par les élèves des fondements de la Constitution*". AFP 22.05

Les "*fondements de la Constitution*", c'est la soumission de la classe dominée à la classe dominante, c'est le cadre ou plutôt le carcan juridique et politique qui a été trouvé par le législateur pour tenter de justifier ou de légitimité les inégalités et les injustices qui dominent dans cette société au détriment des masses exploitées, et que les principes de liberté, de l'égalité et la fraternité ont pour seul but de camoufler ou de rendre acceptable aux yeux du peuple.

Les principes retenus par le législateur sont une supercherie destinée à tromper les exploités pour mieux leur faire accepter leur triste sort... La soi-disant liberté et égalité dont bénéficieraient le riche et le pauvre, l'exploiteur et l'exploité, le patron ou actionnaire et l'ouvrier ou l'employé, la fraternité qui unirait leur destin est une escroquerie politique qui sert uniquement ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique pour assurer la stabilité et la survie du régime honni par les travailleurs.

ACTUALITE EN TITRES

L'obligé de l'émir d'Al-Nousra.

- Mohamed Kuwari, ambassadeur du Qatar en France : «*François Hollande viendra en visite officiel au Qatar les 23 et 24 juin*»
- 20minutes.fr

Crescendo. Après le coup de la cocotte-minute: le couteau et la machette

- Un meurtre en pleine rue à Londres fait craindre un acte terroriste LeMonde.fr

- Londres : meurtre en pleine rue, la piste terroriste avancée - LeFigaro.fr

- Meurtre «*manifestement terroriste*» d'un soldat à Londres: la théorie des loups solitaires Slate.fr

- GB: un soldat tué à Londres dans "*une attaque terroriste*" selon les autorités AFP

Ils sont parvenus à créer les conditions d'une guerre civile pas seulement en Tunisie ou en Syrie par exemple, mais dans tous les pays occidentaux. Comment en manipulant des groupes ou des individus isolés livrés au désespoir par l'intermédiaire de religieux radicaux et d'agents infiltrés dans leurs rangs. Après avoir effectué sur eux un long et patient travail idéologique, au lieu de les décourager de recourir à des actions violentes, ils les légitiment et les poussent à passer à l'acte, si nécessaire ils leur fournissent même le matériel. Parfois ces crimes sont prémédités ou organisés, d'autres fois ils en perdent le contrôle et sont produits à l'improviste.

Dans les deux cas ils servent leur cause, justifier le quadrillage policier du pays, la vidéo-surveillance renforcée, créer une atmosphère de peur ou d'insécurité permanente parmi la population pour qu'elle resserre ses liens avec le régime en place, qui pendant ce temps applique sa politique antisociale et le tour est joué.

En songe...

- Etats-Unis: la Fed songe à ralentir son aide financière sans tour de vis prématuré - AFP

- Wall Street finit en baisse après la réunion de la Fed - Reuters

Un Etat mafieux avant l'heure.

- L'insolente santé des banques suisses - LePoint.fr

La haine est un plat qui se mange froid, 41 ans plus tard.

- Un Irlandais inculpé après un attentat de l'IRA à Londres en 1982 - Reuters

En famille, un tel engouement a de quoi éveiller les soupçons...

- Le bel avenir du Parti social-démocrate allemand - LeMonde.fr

- Christine Lagarde et la gauche: pourquoi si peu de haine? - L'Express.fr

Le gouvernement des capitalistes.

Quand la porte-parole du gouvernement se fait la porte-parole de la direction de PSA.

- PSA quitte Meudon mais garde ses salariés - Liberation.fr

«*C'est un simple déménagement*», insiste Najat Vallaud-Belkacem, porte- parole du gouvernement. Liberation.fr

Quand le ministre du Redressement productif se fait le porte-parole de Bolloré.

Arnaud Montebourg soutient le groupe Bolloré au Niger - L'Express.fr

Il a adressé une lettre à Mahamadou Issoufou, président du Niger, le 26 mars dernier, dans laquelle il vantait les compétences du groupe français pour la construction d'une ligne de chemin de fer au Niger.

Le groupe français est "*crédible et expérimenté*", il a le "*soutien de la France*", écrit le ministre. L'existence d'une telle lettre a de quoi surprendre, alors que François Hollande a dit vouloir rompre avec les vieilles pratiques de la Françafrique, qui fait du continent la chasse gardée politique et économique de la France, feint de d'étonner L'Express. L'Express.fr 22.05

Monsieur Montebourg, vous êtes sur la bonne voie, ne changez rien, vous avez déjà gagné une croisière de trois jours sur le yacht de monsieur Bolloré... en compagnie de son ami Sarkozy...

Pour un diplôme "***honoris causa***" es sionisme.

- Israël : Sarkozy honoré par une université - LeParisien.fr

C'est un devoir !

- Enjoliver son CV, un «sport national» français - 20minutes.fr

Message de ceux qui ont commencé la guerre.

- Syrie: les Etats-Unis appelent Assad à s'engager en faveur de la paix - AFP

- Syrie : John Kerry appelle Al-Assad à «*s'engager pour la paix*» - Liberation.fr

L'incurie normalisée

- Le mal de dos pourrait être soigné avec des antibiotiques - 20minutes.fr

Si vous êtes victime d'une déformation de la colonne vertébrale ou de l'usure prématurée d'un disque intervertébral, un antibiotique ne pourra pas y remédier, foutaise !

ACTUALITÉ DU JOUR

Au nom du socialisme. Il faut les broyer !

La députée socialiste de Marseille Sylvie Andrieux a été condamnée mercredi à trois ans de prison dont deux avec sursis,

une amende de 100.000 euros et cinq ans d'inéligibilité pour des faits de détournements de fonds publics.

L'élue PS a été reconnue par le tribunal correctionnel de Marseille coupable d'avoir fait verser environ 740.000 euros à des associations fictives de sa circonscription pour obtenir les voix d'électeurs entre 2005 et 2008, lorsqu'elle était vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'élue devait faire savoir dans l'après-midi si elle fait appel du jugement.

Des peines allant de 30 mois de prison ferme à six mois avec sursis ont été prononcées à l'encontre des 21 autres prévenus qui ont comparu à ses côtés au mois de mars.

"*Cette décision est une reconnaissance des faits. Elle montre que la région a été escroquée, c'est une décision satisfaisante*", a estimé Gilles Gauer, l'avocat du conseil régional.

La cour a également accordé à l'institution 716.593 euros de dommages, que les prévenus devront solidairement verser en réparation du préjudice subi.

Durant les trois semaines d'audience, Sylvie Andrieux s'est défendue d'avoir tiré profit des subventions accordées par la collectivité.

Fidèle à son système de défense depuis le début de l'instruction, elle s'est tout au long du procès défaussée sur l'action des fonctionnaires et a minimisé son pouvoir réel face à la puissance administrative.

La condamnation de Sylvie Andrieux fait suite à celle, mardi, à 30.000 euros d'amende pour abus de bien social de l'ancien député socialiste et maire de Liévin (Pas-de-Calais), Jean-Pierre Kucheida.

Lundi, s'ouvrira devant le tribunal correctionnel de Béthune (Pas-de-calais) le procès de Gérard Dalongeville, ancien maire PS d'Hénin-Beaumont, fief de Marine Le Pen, pour faux, usage de faux, détournements de fonds et fausses factures. Reuters 22.05

Les ripoux de Bercy à la manoeuvre. Pas touche à Lagarde, le FMI ne leur pardonnerait pas...

1- Bercy pourrait déposer un recours en nullité contre l'arbitrage rendu en 2008 en faveur de Bernard Tapie, a indiqué mercredi Pierre Moscovici, confirmant une information publiée par Le Point.fr le 5 mars dernier. Le ministre de l'Économie rappelle par ailleurs qu'aucune procédure ne viserait Christine Lagarde, qui "*conserve la confiance des autorités de l'État*".

"*S'il s'avérait que les intérêts de l'État ont été lésés, alors Bercy utiliserait les voies de droit qui sont à sa disposition, parmi lesquelles la constitution de partie civile dans le volet non ministériel du dossier*", a ajouté le ministre, précisant qu'il s'agirait d'avoir accès au dossier pour tous les acteurs hormis Christine Lagarde.

Dans un deuxième temps, Bercy envisage, si nécessaire, de déposer un "*recours en nullité*" contre l'arbitrage lui-même, a affirmé Pierre Moscovici. "*Mme Lagarde conserve toute la confiance des autorités françaises et la mienne*", a répété le ministre. L'actuelle présidente du Fonds monétaire international (FMI) doit s'expliquer jeudi devant la Cour de justice de la République (CJR) sur la décision de l'État de recourir à un tribunal arbitral qui a octroyé 285 millions d'euros à Bernard Tapie (400 millions avec les intérêts) pour solder le litige après la vente d'Adidas.

Ministre de l'Économie entre 2007 et 2011, Christine Lagarde est sous la menace d'une mise en examen. Elle est visée par une enquête pour "*complicité de faux et de détournement de fonds publics*" qui a conduit à la perquisition de son domicile parisien le 20 mars. Elle va devoir justifier la décision, donnée par écrit en octobre 2007 à de hauts fonctionnaires, de recourir à cet arbitrage, sur les montants octroyés et sur le choix de ne pas engager de recours en annulation contre cet arbitrage. Une information judiciaire est également en cours devant le tribunal de grande instance de Paris sur le volet non ministériel de l'affaire, pour "*usage abusif des pouvoirs sociaux et recel de ce délit*". Le Point.fr 22.05

2- Christine Lagarde est convoquée ce jeudi devant la Cour de justice de la République (CJR) pour s'expliquer sur la décision de l'État de recourir à un arbitrage privé dans le conflit opposant Bernard Tapie au Crédit lyonnais, ex-banque publique, sur la vente d'Adidas.

À l'issue de son interrogatoire, qui est susceptible de se poursuivre vendredi, elle pourrait être mise en examen par les trois juges de la commission d'instruction de la CJR, seule juridiction habilitée à juger les membres du gouvernement pour des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions. Une issue jugée plus que probable par diverses sources judiciaires.

Le principe de recourir à un arbitrage privé pour un conflit impliquant une structure publique - le Consortium de réalisation, créé pour gérer le passif du Crédit lyonnais - est contesté. La légalité même de cette procédure est mise en doute. En octobre

2007, Christine Lagarde demanda par écrit à de hauts fonctionnaires de Bercy de recourir à cet arbitrage confié à des juges qui, pour deux d'entre eux, ont été soupçonnés de partialité. Lui est également reproché d'avoir fait modifier le protocole initial d'arbitrage afin d'y intégrer la notion de préjudice moral, qui conduisit à verser 45 millions supplémentaires aux époux Tapie. Enfin, l'ex-ministre devra s'expliquer sur le choix de ne pas exercer de recours contre la sentence arbitrale.

L'avenir de Christine Lagarde au FMI, même en cas de mise en examen, ne paraît pas menacé dans l'immédiat. lefigaro.fr 22.05

Encore un "***socialiste***" néo libéral.

L'Education nationale ne souffre pas d'un manque de moyens budgétaires ou d'effectifs mais d'une mauvaise organisation et d'une utilisation défaillante des dispositifs existants, estime la Cour des comptes dans un rapport publié mercredi.

Les principes de gestion du ministère de l'Education nationale n'ont pas évolué depuis le milieu du XXe siècle et ont des effets contraires aux objectifs affichés, ajoute la Cour, dans une critique voilée de la politique du gouvernement.

"*L'effort financier consenti par notre pays se situe à un niveau comparable, voire supérieur à celui des pays qui assurent mieux la réussite de leurs élèves*", a dit le premier président de la Cour des comptes Didier Migaud lors de la présentation du rapport intitulé "*Gérer les enseignants autrement*".

"*Cela montre que le système éducatif souffre avant tout d'une mauvaise organisation, et non d'une insuffisance de ses ressources financières et humaines*", a-t-il ajouté.

La France comptait 837.000 enseignants en 2012, soit près d'un fonctionnaire sur deux, représentant une masse salariale de 49,9 milliards d'euros en 2011, soit 17 % du budget général de l'Etat et 2,5 % du produit intérieur brut.

Deux mois après l'adoption du projet de loi de refondation de l'école qui prévoit la création de 60.000 postes, Didier Migaud estime que "*ce qui est en cause n'est pas le nombre d'enseignants mais la façon dont ils sont employés*".

Le rapport, élaboré à partir d'enquêtes de terrain menées dans cinq académies (Versailles, Lille, Nantes, Bordeaux et Limoges), pointe un système d'affectation des enseignants inadapté aux besoins des élèves et aux exigences des postes.

L'institution préconise notamment d'affecter les professeurs agrégés en priorité dans les voies générales et technologiques des lycées et non en collège.

La revalorisation du métier est jugée "*indispensable pour surmonter la crise d'attractivité*" que la profession traverse. En 2011 et 2012, plus de 20% des postes proposés au concours du Capes externe n'ont pas pu être pourvus dans six disciplines.

"*Cette reconnaissance doit se traduire par une réévaluation pécuniaire portant sur le montant des indemnités et non sur celui du traitement indiciaire*", peut-on lire dans le rapport. Nicolas Sarkozy voulait moins d'enseignants mais mieux payés.

Selon les chiffres de la Cour des comptes, un instituteur démarre à 1.801 euros nets par mois et perçoit 2.135 euros en milieu de carrière, loin derrière le salaire moyen de l'OCDE.

En collège et lycée, un professeur certifié entre dans le métier avec 1.843 euros et un agrégé 2.268 euros. En milieu de carrière, ils gagnent respectivement 2.473 et 3.216 euros.

Enfin, l'institution recommande d'inclure dans les obligations de service les heures nécessaires aux activités qui entrent dans le cadre de la mission des enseignants.

Pour compenser le surcoût entraîné par cette gestion plus individualisée, l'institution propose de faire des économies en mettant en place une rationalisation de la scolarité au lycée, de développer la bivalence des enseignants au collège et d'annualiser le temps de travail des enseignants.

"*Une gestion optimale de cette ressource, a fortiori dans le contexte difficile des finances publiques françaises, est une nécessité*", estime la Cour des comptes.

Dans une réponse annexée au rapport, le ministre de l'Education indique ne pas partager le constat sur la mauvaise utilisation des moyens existants.

"*L'amélioration de la gestion des ressources humaines est indispensable, elle n'est pas pour autant suffisante à elle seule*

pour améliorer d'un point de vue pédagogique notre système éducatif et des créations de postes sont aujourd'hui nécessaires pour accomplir des missions que nous souhaitons réaffirmer", écrit Vincent Peillon. Reuters 22.05

Ils se partagent les rôles, l'un entend s'attaquer au statut des enseignants, l'autre prétend les protéger... pendant qu'il applique une politique consistant à l'attaquer.

A bas la Cour des comptes, abolition de la Constitution et des institutions de la Ve République !

PSA. La collaboration de classes, une affaire qui marche avec des syndicats vendus.

Le constructeur automobile PSA Peugeot-Citroën a examiné mercredi un projet de vente de son site de conception et d'ingénierie de Meudon-la-Forêt (Hautes-de-Seine) et annoncé l'ouverture d'une négociation sur la compétitivité dès le 29 mai.

PSA "*va ouvrir un cycle de négociations pour construire un nouveau contrat social participant au redressement du groupe*", a indiqué la direction dans un communiqué, à l'occasion d'un comité central d'entreprise (CCE).

"*A travers l'initiative d'un nouveau contrat social, l'objectif est d'engager les salariés, individuellement et collectivement, dans la vision stratégique et les projets d'avenir de l'entreprise et de renouveler et de renforcer le dialogue social pour anticiper, partager et accompagner les projets et le redressement du Groupe*", précise le communiqué.

Le groupe a déjà signé un accord de compétitivité dans son usine de Sevelnord (Nord).

"*J'aimerais bien que ce soit bouclé à l'automne*", avait déclaré en avril le président du directoire Philippe Varin.

PSA emboîte le pas à son concurrent Renault qui a signé en mars un accord de ce type avec trois syndicats.

Pour le délégué FO," *l'examen de ce projet de vente n'avait pas sa place dans un CCE ordinaire*". "*C'est un peu un passage en force*", a-t-il jugé, ajoutant toutefois: "*Apparemment, il y a une opportunité de repreneur d'immobilier qui se présente bien*". "*Cela permet de renflouer les caisses et d'éclaircir la vision sur les dépenses en mutualisant un peu plus l'établissement de Vélizy*", a-t-il estimé. AFP 22.05

On écouterait ce discours sans savoir qui en est l'auteur, on penserait qu'il a été prononcé par un membre de la direction qui se réjouit que l'affaire "*se présente bien*" et "*cela permet de renflouer les caisses*", le bonheur pour Peugeot d'avoir de tels "*délégués syndicaux*".

Quand le législateur représentant les intérêts des multinationales et des nantis crient à la fraude.

Il faut donner du temps au temps...

- Fraude fiscale: "*les enquêtes sont maîtrisées politiquement*", déplore Joly - AFP

- Evasion fiscale : le Conseil européen accouche de bonnes volontés - Le Nouvel Observateur

- La lutte contre l'évasion fiscale : les Européens pour un accord avant fin 2013 - LePoint.fr

Le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker : "*Nous allons abandonner le secret bancaire et nous diriger vers l'échange automatique d'informations, que nous voulons introduire le 1er janvier 2015*", histoire de donner plus de 20 mois aux fraudeurs de trouver un autre paradis fiscal, il en existe 73 au dernier recensement, donc il serait étonnant qu'ils n'en trouvent pas un où placer discrètement les sommes qu'ils auront détournées du fisc, CQFD.

En Europe il reste la Suisse, Andorre, Monaco, Saint-Marin ou le Liechtenstein et surtout la City avec les îles Vierges britanniques, les îles Caïmans, les îles Cook, de Gibraltar, d'Anguilla, de Montserrat, les Iles Turks et Caicos, de Jersey, de Guernesey et l'Ile de Man, La Barbade.

La législation anarchique leur permet d'organiser discrètement la fraude qui a un statut légal.

- Mathilde Dupré, de l'ONG CCFD-Terre solidaire, donne aussi l'exemple du Royaume-Uni, de l'Irlande et même de la Belgique. Des pays à la fiscalité attractive qui attirent entreprises et particuliers. En Belgique, il n'y a pas d'impôt sur la fortune et la taxation des plus-values de cession est plus faible, ce qui a attiré Gérard Depardieu. En Irlande, l'impôt sur les société n'est que de 12,5% (contre 36,1% en France), ce qui y a attiré Apple. Mais le fisc irlandais est également clément pour les artistes, qui

bénéficient d'une exemption spéciale. Le prix Goncourt Michel Houellebecq en a joui de 2000 à 2012 avant de revenir en France.

Quant au Royaume-Uni, il représente pour Mathilde Dupré un cas particulier. La spécialité britannique des trusts permet de dissimuler la véritable identité des propriétaires des comptes bancaires, ce qui rend l'échange automatique d'informations inopérant. Or ce système de trusts est utilisé par des entreprises comme par des particuliers, et aurait même tendance à se "*démocratiser*", selon Terre solidaire. Pourtant, solidarité européenne oblige, les membres de l'UE ne sont jamais désignés comme paradis fiscaux par leur pairs, regrette Mathilde Dupré. La liste officielle française n'en contient par exemple aucun.

La solution? Une véritable harmonisation fiscale à l'échelle européenne, improbable serpent de mer alors que les disparités récemment relevées par la Commission européenne demeurent très fortes. Pour Mathilde Dupré, ce nouveau sommet européen risque de ne pas changer grand chose. Les grandes déclarations contre l'évasion fiscale semblent marquer le pas. lexpress.fr 22.05

Monarchie. "***Un système politique médiéval***", ne serait-ce pas par hasard l'objectif politique du Nouvel ordre mondial ?

- Nicholas Shaxson, dans son bestseller intitulé Les Paradis fiscaux : enquête sur les ravages de la finance néolibérale, un ouvrage devenu la bible du mouvement de lutte contre l'évasion fiscale, définit Jersey comme l'association "*de finances délocalisées dignes du futur et d'un système politique médiéval*".

Si la structure politique de cette île est très particulière, son système d'imposition ne l'est pas moins. Les législateurs n'aiment pas les complications, mais ils adorent en revanche les chiffres ronds : 0 % d'impôts pour les entreprises qui ne sont pas des institutions financières, 10 % pour ces dernières et un taux fixe de 20 % sur les recettes au titre des revenus, quel que soit le montant desdites recettes. .presseurop.eu/El País 22.05

Au moment où ils saignent tous les peuples qui rejettent de plus en plus massivement et violemment leur politique d'austérité et néo libérale de régression sociale sans fin, il faut bien qu'ils donnent le change en faisant croire aux masses ignorantes qu'ils luttent aussi contre les capitalistes et la finance dont ils sont les représentants, histoire de les diviser, de les faire patienter, de les déboussoler, pour qu'elles finissent par admettre que le monde va mal et qu'il ne peut pas aller mieux.

Il en ira ainsi temps que les masses n'abandonneront pas le terrain de la classe dominante pour se situer exclusivement sur son propre terrain de classe, rompant avec le capitalisme et ses représentants, ses institutions politiques ...

Le pouvoir et l'argent gouvernent le monde.

La chancelière allemande Angela Merkel reste cette année la femme la plus puissante du monde, devant la présidente brésilienne Dilma Rousseff (2e) et la philantrophe et femme d'affaires américaine Melinda Gates (3e), selon la liste annuelle du magazine Forbes publiée mercredi.

C'est la 3e fois consécutive que Mme Merkel s'impose au sommet du classement des femmes les plus puissantes du monde, et la 8e fois en dix ans.

"*C'est la colonne vertébrale de l'Union européenne et elle porte le destin de l'euro sur ses épaules*", écrit Forbes.

Les 100 femmes les plus puissantes du monde (www.forbes.com/power-women) travaillent dans la technologie, les affaires, les médias, la politique, le monde du spectacle, dans des organisations caritatives ou sont milliardaires. Leur puissance a été déterminée par Forbes en fonction de leur argent, de leur puissance médiatique et de leur impact.

Elles représentent 26 pays.

Les 24 PDG ou DG de la liste ont généré des revenus combinés pour 2012 de 893 milliards de dollars. Parmi celles qui réussissent dans la technologie, figurent en bonne place Sheryl Sandberg (Facebook, 6e), Virginia Rometty (IBM, 12e) Ursula Burns (Xerox, 14e), Meg Whitman (Hewlett-Packard, 15e) et Marissa Mayer (Yahoo! 32e).

Voici les 9 premières de ce classement :

1. Angela Merkel, chancelière allemande
2. Dilma Rouseff, présidente du Brésil
3. Melinda Gates, co-présidente de la Fondation Bill et Melinda Gates
4. Michelle Obama, Première dame des Etats-Unis
5. Hillary Rodham Clinton, ancienne secrétaire d'Etat américaine

6. Sheryl Sandberg, directice générale de Facebook
7. Christine Lagarde, directrice générale du FMI
8. Janet Napolitano, secrétaire américaine à la Sécurité intérieure
9. Sonia Gandhi, présidente du parti indien du Congrès (euronews.fr et AFP 22.05)

A vous faire détester les femmes, non, quand même pas, celles-là assurément !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Le parquet de Bordeaux avait décidé initialement de requérir le renvoi de l'ancien ministre Eric Woerth devant le tribunal correctionnel avant d'opter pour un non-lieu à la suite d'une concertation avec le parquet général, écrit Le Monde.fr.

Ce "*tour de passe-passe juridique*" a scandalisé les magistrats instructeurs, qui ont été en outre choqués par un communiqué du parquet, qu'ils assimilent à une pression sur la justice dans le déroulement de l'affaire Bettencourt, ajoute mercredi le site du quotidien.

Dans un communiqué, la section locale du Syndicat de la magistrature (SM) s'interroge également sur les raisons qui ont conduit le parquet à publier le 10 mai ce texte dans lequel il expose sa "*vision du dossier*".

Interrogé par Le Monde, le procureur général auprès de la cour d'appel de Bordeaux, André Ride, se défend d'avoir donné des "*instructions formelles*" et affirme que le revirement du parquet est le fruit d'une discussion collective.

"*On a discuté collectivement avec mon avocat général et M. Laplaud. Nous n'étions pas d'accord avec l'analyse de la magistrate du parquet*", explique-t-il.

"*Le réquisitoire a été examiné en collaboration avec le parquet général et le parquet, et le réquisitoire qui a été signé par le procureur est le seul qui fait foi sur la position du ministère public*", confirme pour sa part à Reuters l'avocat général Pierre Nalbert.

Selon le Monde, la magistrate spécialisée du parquet a remis début mai au procureur Claude Laplaud un projet de réquisitoire, dans lequel elle préconise le renvoi des deux hommes devant le tribunal correctionnel.

Mais Claude Laplaud a décidé de consulter son supérieur, le procureur général André Ride, lequel lui a indiqué que les conclusions de la parquetière ne lui convenaient pas.

Devant le refus de la magistrate de modifier ses réquisitions, Claude Laplaud aurait repris lui-même le document et demandé un non-lieu pour les deux hommes, sachant que c'est aux juges d'instruction que revient la décision finale de renvoyer ou pas devant une juridiction.

Or, l'article 36 du code de procédure pénale prévoit qu'un procureur général peut enjoindre par écrit aux procureurs d'engager des poursuites ou de saisir une juridiction mais ne l'autorise pas à ordonner de mettre fin à des poursuites judiciaires, affirme le quotidien.

Les magistrats instructeurs auraient donc manifesté par écrit leur mécontentement auprès de la chambre de l'instruction et de la première présidente de la cour d'appel.

Le Syndicat de la magistrature s'étonne pour sa part de la publication d'un communiqué par le procureur de la République, soulignant qu'il "*ne peut déroger au secret de l'instruction qu'afin d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexactes ou pour mettre fin à un trouble à l'ordre public*".

Il peut alors rendre publics des éléments objectifs tirés de la procédure "*ne comportant aucune appréciation sur le bien-fondé des charges retenues contre les personnes mises en cause*".

Pour le syndicat, Claude Laplaud "*ne se contente pas d'annoncer ses réquisitions*" mais "*commente sa vision du dossier*", avant de conclure que "*le lien de corrélation*" entre la remise de la médaille et l'embauche de Mme Woerth "*n'est pas*

formellement démontré".

"*Il y a matière à s'interroger sur les raisons qui ont conduit le procureur de la République a ainsi communiquer à ce stade de la procédure, chose exceptionnelle, alors que tout au long de l'instruction de l'affaire, il s'est contenté de rares communiqués, sibyllins, voire obscurs*", insiste-t-il. Reuters 22.05

2- Islande

Les deux partis vainqueurs des élections législatives en Islande en avril ont annoncé mercredi avoir trouvé un accord de gouvernement incluant l'organisation d'un référendum sur l'adhésion à l'Union européenne.

"*Nous ne poursuivrons pas les négociations d'adhésion avec l'Union européenne tant que n'aura pas eu lieu un référendum*", indique la plateforme gouvernementale signée par ces deux partis, le Parti du progrès (centre) et le Parti de l'indépendance (droite), traditionnellement hostiles à une adhésion.

Dans l'immédiat, les discussions avec Bruxelles, qui avaient commencé en juillet 2010 et été suspendues en janvier en vue des élections législatives, ne reprendront pas.

Le nouveau gouvernement a indiqué qu'il devait évaluer leur avancement et les modalités pratiques du référendum.

Les récents sondages sur l'UE montrent tous une majorité d'Islandais défavorables à une adhésion. AFP 22.05

3- Syrie

3.1- Selon Al Nachra, citant un député du parlement libanais, " *les officiers français, britannqiues, belges, hollandais, qataris ont été arrêtés au cours des combats à Qusseir alors que l'étau continue de se resserer autour les terroristes d'Al Nosra* ".

Assam Ghansou , député du parti baas socialiste libanais qui se confiait à Al Nachra , "*le nombre de ces officiers étrangers s'élève à des dizaines. Le chef d'Al Nosra Abou al Walid a été tué alors qu'il combattait au milieu de ces officiers étrangers... 36 villages situés dans la banlieue de Qusseir ont été libérés et l'armée arabe syrienne a réussi en deux jours de combats à nettoyer les régions du nord ouest de la ville ce qui veut dire que les voies d'approvisionnement d'Al Nosra depuis Arsal et Homs sont totalement coupées.* " Selon ce députés libanais, l'amée cherche désormais à libérer l'aéroport Al Zabgha, ce qui lui permettra d'annoncer zones sûres les frontières syro-libanaise. "*Des milliers de terroristes se sont rendus et près de 18 libanais, tous des partisans du cheikh Salem Al Rafaï, le religieux salafiste libanais ont été arrêtés. Il y a aussi des salafistes libanais tués ou encore arrêtés. chaque famille libanaise qui a envoyé son fils au front du combat contre la Syrie a reçu 50000 dollars.* "Le député dément catégoriquement la présence des combattants libanais en Syrie et s'inquiète du retour des dizaines de combattants salafistes au Liban. " *Le Liban ne peut pas tolérer éternellement ces élements sur son sol surtout quand ils sont équipé d'armes et de munition*". french.irib.ir 21.05

3.2- Depuis que l'armée syrienne a réussi à bouter les terroristes d'Al Nosra de la vilel starétgqiue de Qusseir, les israéliens ont perdu le sommeil. les officiels de Telm Aviv ont même menacé de s'attaquer militairement à cette ville si l'assaut de l'armée syrienne se poursuit. Cet assaut se poursuit effectivement mais le plus grand souci du régime sionsiet réside ailleurs. Israël a une présence très active dans cette bastion du qaidisme ! Ses officiers de renseignement, ses équipements d'espionnage et d'écoute, ses armes sont partout présents. Ces menaces d'une action armée contre Qusseir sont-elles donc à être prises au sérieux ?

Le président de la commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du parlement iranien n'en croit pas un seul mot. " *Les propos tenus par les responsables israéliens après la quasi chute de Qusseir sont destinés à remonter le moral aux terroristes qui à l'appuie des israéliens et des forces occidentales ont maintenu pendant un an le siège de la ville*". " *L'armée syrienne a réussi à reprendre une grande partie de cette ville stratégique située près des frontières libanaises . Une grande quantité d'armes et de munitions qui arrive à Qusseir franchit les frontières syro libanaises. Les menaces sionistes visent à amortir les pressions de l'armée syrienne de ce côté là pour empêcher la fermeture de cette principale voie de transit* ". "*L'armée syrienne poursuit avec force et vigueur le nettoyage de cette localité de la présence des terroristes et en dépit de la dispersion des combats , l'armée a préservé sa cohésion pour pouvoir résister aux offensives ennemies.*" " *Les pays occidentaux et Israël se sont trompés dans leurs calcules en ce qui concerne la capacité de l'armée syrienne à résister. Le think tank qui a élaboré le scenario de la chute d'Assad n'aurait jamais crû que l'armée syrienne puisse tenir le coup dans une guerre d'usure ou encore qu'elle puisse résister face à l'assaut des milliers de terroristes takfiris*". french.irib.ir 22.05

3.3- Le chef de la soi-disant Armée syrienne Libre (ASL) Salim Edriss a reconnu lors d'un entretien téléphonique avec le quotidien américain Washington Post qu'il a reçu des tonnes d'armes en provenance de certains pays arabes.

« *Je viens de recevoir 35 tonnes d'armes de l'Arabie saoudite. Ces armes sont destinées à nous aider dans la bataille de Qousseir, mais ces armes sont toujours insuffisantes pour faire face aux chars et aux avions du régime syrien*", a-t-il dit.

« *Je ne participerai pas à la conférence de Genève si les Etats-Unis et leurs alliés ne réalisent pas un équilibre militaire entre nos forces et le régime syrien* », a ajouté le chef de l'ASL.

« *Nous réclamons de nous fournir des antichars et des armes sol-air. Notre présence serait inutile à la conférence si nous sommes faibles sur le terrain* », a-t-il indiqué. french.irib.ir 22.05

Les compagnies occidentales exploitent en Arabie Saoudite et au Qatar des concessions pétrolifères et gazières, ces pays perçoivent un pourcentage sur chaque baril ou m3 extrait, avec cet argent ils achètent des arment aux pays occidentaux qui les produits et dont les compagnies exploitent leur pétrole et leur gaz, armes qu'ils envoient ensuite aux mercenaires qu'ils ont recrutés et qui combattent le régime syrien pour le compte de leurs commanditaires occidentaux et la boucle est bouclée.

Mieux encore, au besoin ou à l'occasion, les gouvernements des pays importateurs de pétrole qui imposent une taxe phénoménale sur l'essence et le gaz aux consommateurs dans leur pays peuvent décider de leur fournir gratuitement des armes, autrement dit, ces gouvernements utilisent cette taxe pour payer leur guerre. Ce sont donc les travailleurs en faisant le plein d'essence qui paient les armes que l'Etat achète aux industriels de l'armement qui serviront à massacrer la population civile syrienne qui n'a jamais déclaré la guerre à personne. Bien entendu, sans que l'Etat n'ait consulté la population pour lui demander si elle estimait légitime qu'une partie de son salaire qu'elle lui verse sous forme de taxes serve à des fins criminelles. Leur démocratie est en réalité une tyrannie déguisée.

3.4- Israël est prêt à attaquer la Syrie, en cas de chute du président Bachar al Assad, pour empêcher que des armes perfectionnées ne tombent entre les mains de groupes djihadistes ou du Hezbollah libanais, a déclaré mercredi le chef de l'armée de l'air israélienne.

Dans l'hypothèse où Israël devrait affronter le Hezbollah et ses soutiens iraniens, a ajouté le général Amir Eshel, il faut s'attendre à un conflit long et douloureux.

"*Si la Syrie s'effondre demain, nous devrons mener des actions préventives pour empêcher que des armes perfectionnées tombent dans n'importe quelles mains*", a-t-il dit lors d'une conférence à l'Institut Fisher pour les études spatiales et aéronautiques, près de Tel Aviv.

"*Nous devons être prêts à affronter tous les scénarios, avec seulement quelques heures de préavis.*"

Il a ajouté que dans le cas d'un tel conflit Israël pourrait se retrouver engagé sur trois fronts en même temps, ce qui forcerait l'armée de l'air à utiliser "*tout le spectre*" de ses capacités d'intervention.

Un futur conflit, a-t-il souligné, s'annonce difficile.

"*Les gens s'attendent à ce qu'on envoie l'adversaire au tapis, à quelque chose de chirurgical où Israël ne sera pas touché, mais ça ne se passera pas comme ça. L'arrière sera frappé, quoi que nous puissions faire*", a-t-il expliqué, évoquant des attaques de missiles.

"*Si nous partons en guerre dans le Nord, nous pouvons gagner, sans doute, mais les choses seront totalement différentes de ce que nous avons connu dans le passé. Pas question de dire qu'on pourra régler l'affaire en deux mois... C'est bien plus compliqué que cela.*"

Prenant également la parole lors de cette conférence, le ministre de la Défense Moshe Yaalon s'est aussi inquiété des livraisons d'armes aux combattants en Syrie.

"*Il y a des gens qui tentent d'envoyer dans la région des armes susceptibles de nuire à notre suprématie aérienne et navale (...) On doit empêcher cela de façon responsable et réfléchie*", a-t-il dit.

Moshe Yaalon, tout en reconnaissant les récentes avancées des forces d'Assad appuyées par le Hezbollah, a déclaré que le régime de Damas était en déclin.

"*Assad est en train de perdre la Syrie*", a-t-il expliqué. "*Il continue à aller de l'avant grâce au soutien russe mais l'affaire n'est pas jouée - les choses peuvent s'arrêter tout d'un coup ou alors continuer encore pendant des années.*" Reuters 22.05

4- Etats-Unis

4.1- Un interrogatoire qui tourne mal dans l'enquête sur l'attentat du marathon de Boston. Un homme a été tué par l'agent du FBI qui l'interrogeait à Orlando, en Floride, à l'issue d'un "*violent affrontement*", a simplement indiqué la police fédérale. Selon les

médias américains, l'homme était un ami de Tamerlan , le frère aîné Tsarnaev et principal suspect de l'attentat qui a fait trois morts le 15 avril. fr.euronews.com 22.05

4.2- Selon un bilan de l'Association britannique du journalisme d'enquête, les attaques de drones organisées par la centrale américaine du renseignement (CIA) rien qu'au Pakistan ont fait 3.577 morts depuis 2004, dont 884 civils. AFP 22.05

SOCIAL

France

1- Epuration programmée..

Le tribunal de commerce d'Arras a prononcé mercredi la liquidation judiciaire du fabricant de lasagnes Fraisnor qui emploie 110 personnes, en redressement judiciaire depuis le 6 mars, après la crise dite de la viande de cheval. Le tribunal a prononcé cette liquidation avec poursuite de l'activité jusqu'au 31 mai.

La CGT a annoncé pour sa part son intention de bloquer l'usine, ainsi que «d'autres formes d'action dans les jours à venir». «*Le tribunal par sa décision donne raison à la mafia viande et cautionne le scandale des viandes de cheval*», a regretté Christian Delépine, représentant CGT, à la sortie du tribunal.

Le syndicaliste s'en est pris à la direction «*qui n'a pas fait preuve de la détermination nécessaire pour mettre en oeuvre une stratégie de développement industriel*» et à son «*refus de recapitaliser l'entreprise*», mais aussi à l'Etat et aux pouvoirs publics. La CGT a dénoncé le refus «*obstiné*» du tribunal de prolonger la période d'observation. Quant à la communauté urbaine d'Arras, elle n'a selon le syndicat pas tenu son engagement de racheter les bâtiments pour renflouer la trésorerie de Fraisnor.

La société fabriquait chaque mois 700 tonnes de lasagnes fraîches, en majorité au boeuf et au porc, vendues dans toutes les grandes et moyennes surfaces françaises, sous marque distributeur.

«*Les clients à l'exportation nous ont très vite laissé tomber*», a pour sa part déclaré le patron de Fraisnor Alain Leemans, et la production avait chuté subitement de 60 % après le scandale de début d'année.

Depuis le 2 mai, l'usine qui se trouve à Feuchy (Pas-de-Calais), près d'Arras, est à l'arrêt, faute de matières premières. libération.fr 22.05

A l'aide d'un scandale qu'ils ont orchestré, ils ont épuré un secteur d'activité, c'était apparemment le but recherché... Au profit de qui, je n'en sais rien. A suivre.

2- Les patrons sont des voyous.

De plus en plus ciblée, la lutte contre le travail dissimulé (salariés non déclarés, dissimulation d'heures ou d'activité...) s'est avérée plus fructueuse en 2012, année où 7261 actions ciblées ont été menées. "*On a un meilleur rendement des contrôles. Dans le domaine du travail dissimulé, lorsque l'on cible les actions sur certains critères de risque, dans 80% des cas, on redresse*", explique Jean-Marie Guerra, directeur de la réglementation, du recouvrement et du service à l'Acoss.

Les redressements pour travail dissimulé ont ainsiaugmenté en 2012 de 18%, a indiqué mercredi l'Urssaf, qui chapeaute les caisses chargées de recouvrer les cotisations sociales auprès des entreprises, confirmant une information des Echos. Les chiffres "*quasi définitifs*" fournis à l'AFP montrent que le travail dissimulé a représenté 260 millions d'euros de redressements en 2012, contre 220 millions en 2011. La hausse de 18% est équivalente à celle constatée en 2011.

Pour expliquer ce nouveau bond des redressements pour travail illégal, Jean-Michel Guerra avance "*trois leviers*": des équipes "*permanentes dédiées et spécialisées*" installées désormais dans chaque région, le "*partenariat*" avec les autres acteurs (gendarmerie, police, justice, services fiscaux et directions régionales du travail), et enfin des "*croisements d'information*" améliorés pour démonter "*les grosses affaires avec montages transnationaux*".

Les redressements de l'Urssaf ne selimientent pas au travail au noir. L'ensemble des redressements opérés à la suite de fraudes, négligences ou erreurs sont en augmentation de 7,43%, à 1,373 milliard, contre 1,278 milliards en 2011, un nouveau record. Sur cette somme, 181 millions ont été des restitutions aux entreprises, selon l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss), la caisse des Urssaf.

Au total, si l'on tient compte des opérations effectuées par les Urssaf pour le compte d'autres partenaires (Assurance chômage, Caisse nationale des industries électriques et gazières), les régularisations ont atteint 1,685 milliard d'euros en 2012 (+14%), précise l'Acoss qui publiera comme chaque année son bilan définitif et détaillé au début de l'été.

En matière de contrôle régulier des entreprises, le taux de redressement des cotisations se situe "*à 2,75% de la masse des cotisations contrôlées*" en 2012 (contre 2,5% en 2011). Dans ce cadre, 65% des contrôles ciblés aboutissent à un redressement. En 2012, environ 150 000 actions de contrôle ont été réalisées, un peu moins qu'en 2011, dont 87 000 "*sur place*" dans les entreprises et près de 60 000 "*sur pièces*", précise-t-il. L'Expansion.com avec AFP 22.05

"*lorsque l'on cible les actions sur certains critères de risque, dans 80% des cas, on redresse*", 80% de patrons voyous, bref, les exceptions confirment la régle :une classe à éradiquer quoi !

ECONOMIE

1- Multinationales.

Pour être un consommateur conscient, il faudrait pouvoir connaître le prix réel d'un article. Sur base des bilans des sociétés, il apparaît que le coût de la main d'œuvre est dérisoire. Si l'on prend l'exemple d'une chaussure de sport vendue chez nous en magasin à 100 euros, on s'aperçoit que la main d'œuvre ne coûte que 40 centimes. Les coûts de fabrication au Bangladesh tournent autour de 20 euros. La publicité et la recherche reviennent à 17 euros. Le poste le plus important est le chiffre d'affaires du fournisseur, du magasin, qui s'élève dans ce cas à 50 euros. La multinationale empoche, elle, 13 euros.

"*Produire n'apporte quasiment plus aucune valeur*"

"*Aujourd'hui, la conclusion que l'on peut en tirer c'est que produire n'apporte quasiment plus aucune valeur. Ce qui crée de la valeur, c'est la création de la marque, la recherche et le développement. Donc, tout ce qui est en amont de la production. Et tout ce qui est en aval, c'est la mise sur le marché. Et dans les pays développés tels que la Belgique, c'est là que se trouve la valeur et plus du tout dans la production où les multinationales font des appels d'offres en disant qui peut me produire le moins cher et jouent entre les pays. Bangladesh, Vietnam, Chine. Et elles vont sourcer, c'est le terme utilisé, la production qui est la moins chère pour leurs produits*", explique Bruno Wattenbergh, économiste, au micro de Jean-Pierre Martin.

Les bénéfices très peu touchés.

La plus-value d'un article se fait donc dans les pays de consommation. L'amélioration des conditions de travail dans les ateliers du Sud-Est asiatique n'affectera que très peu la marge bénéficiaire. Les multinationales auront tendance à chercher de nouveaux fournisseurs moins regardants. rtl.be/wikistrike.com 20.05

Cet article est intéressant mais pas suffisamment précis pour exploiter les données qu'il fournit, il faudrait savoir à combien se monte la masse salariale ou le coût du travail de chaque poste pour en faire le total et le comparer à l'ensemble du capital mis en oeuvre hors salaires, ensuite une fois établi le rapport entre capital variable et capital constant, faudrait-il encore pouvoir le comparer sur une période de 10 ou 20 ans pour en étudier l'évolution, ou le comparer avec ce qui se fait dans d'autres pays.

Cela dit si la multinationale empoche 13 euros sur chaque paire de chaussures vendues, reste à savoir combien elle a investi et combien de paires de chaussures elle vend ou compte vendre pour en tirer des enseignements en terme de marge, bénéfice ou profit.

Ce qu'on s'aperçoit ici, c'est que 80% du prix de vente de cette paire de chaussures ne se retrouvera pas dans le pays qui l'a fabriquée.

Par contre, c'est une erreur de dissocier ce qui se situe en amont et en aval de la production et la production elle-même. En réalité le procès de production est complexe et comprend l'ensemble de ces étapes jusqu'à la commercialisation du produit final. Le capital peut prendre une forme abstraite au point de le rendre méconnaissable et de penser qu'il échapperait aux lois qui s'appliquent lors de la transformation de la matière, or ce n'est pas le cas, il faut intéger dans le coût de la paire de chaussures le coût de la force de travail qui a été mise en oeuvre lors de chaque étape, de sa conception à sa commercialisation afin que le produit soit mis à la disposition d'un acquéreur potentiel et que le cycle du capital soit bouclé et se reproduise s'il trouve preneur sur le marché.

Le développement de la publicité, du marketing et d'une multitude d'intermédiaires ou services rend difficile l'évaluation ou l'évolution des rapports qui existent entre les différents facteurs qui entrent en ligne de compte dans le capital, à partir d'un

simple article de presse c'est impossible, il faudrait consulter les rapports établis par les chambres de commerce ou des syndicats des différentes corporations qui fournissent des éléments chiffrés précis ou arpenter des bibiothèques comme l'avait fait Marx à une autre époque.

Les multinationales, les entreprises et les hypermarchés qui semblent s'enrichir le plus se contentent de fournir un modèle ou un cahier des charges à des fournisseurs dans des pays où le coût de production est très bas, donc sans pratiquement investir un centime ou si peu, qui se chargent de produire des marchandises pour leur compte.

On a vu qu'au Bangladesh des ateliers misérables installés dans un bâtiment de fortune suffisaient pour produire T-shirt, chemise, jupe, pull-over, etc. donc sans que les multinationales n'investissent un euro dans la construction d'une usine et l'achat de machines, leur profit était maximum

2- Chypre

L'économie chypriote continue à courir des risques substantiels, et la récession annoncée pour le pays pourrait être plus grave que prévu, a estimé aujourd'hui Panicos Demetriades, gouverneur de la banque centrale.

Selon lui, Chypre, qui a obtenu en mars un plan "*d'aide*" de dix milliards d'euros de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI), fait face à des risques "*inhabituellement élevés*" au niveau macroéconomique et sur son secteur bancaire.

"*La récession pourrait être plus grave que prévu avec un impact négatif sur les finances publiques, y compris la dette souveraine*", a-t-il estimé dans un discours préparé pour une conférence à Nicosie et qui a été lu par un responsable de la banque centrale qui le représentait.

Le produit intérieur brut (PIB) de Chypre devrait se contracter de 8,7% en 2013. Le gouverneur de la banque centrale a souligné les risques consécutifs aux pertes imposées aux plus gros déposants des deux principales banques du pays, dans le cadre du plan d'aide qui prévoit également un mécanisme de contrôle des capitaux. lefigaro.fr et Le Journal du Siècle 22.05

Haut de page

Le 24 mai 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté une douzaine d'articles, six autres à venir ce soir.

Encore un boulot monstrueux aujourd'hui, j'espère ne pas avoir commis trop de fautes. Ici il y a deux ventilateurs qui tournent à fond fenêtres et portes ouvertes, on crève, c'est dur de bosser, surtout à 57 ans ! A 50 ans je me sentais déjà fatigué, alors bosser jusqu'à 70 ans, c'est criminel, il faut les arrêter par n'importe quel moyen.

Excusez-moi, il y en a qui ont dû tomber sur le cul en entendant hier Hollande faire l'éloge de Schröder et sa politique ultra libérale, moi cela ne m'a pas choqué, j'ai plutôt trouvé cela génial.

La suite que j'ai écrite hier soir.

Contrairement aux uns et aux autres qui demeurent incapables de caractériser le PS comme un parti bourgeois, du capital, de droite, témoignant ainsi qu'ils demeurent subordonnés au révisionnisme ou au stalinisme ou un cocktail des deux, nous n'avons pas besoin d'entretenir des liens et d'alimenter des illusions dans le PS et leurs relais dans les syndicats pour légitimer et définir notre politique qui est et demeure indépendante du capitalisme et ses représentants.

A ce titre, il nous faut préciser que nous rejetons l'opportunisme de Lutte ouvrière, qui par son sectarisme à géométrie variable et son dogmatisme grossier et de façade entretien l'illusion que nous serions en présence d'une organisation qui incarne le léninisme, alors qu'ils en sont une caricature grotesque ou les fossoyeurs.

On peut commettre l'erreur en analysant le comportement des dirigeants des courants, groupes, organisations ou partis se réclamant du trotskisme de croire qu'ils seraient animés par un idéal très élevé, alors qu'en réalité leurs analyses et leurs activités sont uniquement déterminées par les intérêts des couches auxquelles ils appartiennent et auxquelles ils s'adressent en priorité, qui se trouvent être justement les plus enclines à se pencher vers le PS avec lequel ils partagent le même fond de commerce, cela leur suffit à entretenir leurs appareils ou micro-appareils et à satisfaire leur soif de pouvoir ou leur mégalomanie qui les porte à

croire qu'ils détiennent la vérité, et peu importe que les faits démontrent l'inanité de leurs théories ou mettent en lumière leur incurie politique puisque les militants sont trop faibles sur le plan théorique pour les contredire, voilà d'où ils tirent leur légitimité.

Nos analyses et nos conclusions pratiques s'inspirent et s'inscrivent dans la continuité de celles de Marx et Engels qui furent confirmées par la révolution russe de 1917, et que depuis l'épreuve de la lutte des classes n'a cessé de confirmer également. Concernant notre méthode d'analyse, nous avons adopté celle de Marx qui consiste à analyser à fond chaque question que pose l'actualité, la situation, le développement de la lutte des classes, les transformations que subissent la société et le monde. C'est seulement avoir épuisé l'ensemble des questions relatives à un fait ou une situation et être parvenu à apporter une réponse satisfaisante à chacune d'entres elles, que l'on estime un sujet traité suffisamment sérieusement pour en tirer les premières conclusions théoriques ou pratiques, confirmer ou infirmer celles qui existaient déjà si le cas se présentait.

Notre démarche ne consiste pas à mettre en oeuvre une théorie ou une doctrine qui existerait, elle consiste à partir des fait pour forger une théorie qui se traduira ensuite sur le plan pratique et organisationnel. Ainsi notre méthode est semble-t-il conforme à celle employée par les fondateurs du socialisme scientifique, le matérialisme dialectique et historique.

Notre méthode, dans la mesure où elle part des faits et rejette d'emblée tout a priori ou idées préconçues, dans la mesure où elle est incompatible avec le principe selon lequel il ne faudrait pas se poser certaines questions, autrement dit que certaines questions seraient tabous, il sera très difficile, voire impossible à nos détracteurs de nous accuser d'être sclérosé, de défendre des principes gravés dans le marbre pour l'éternité ou de pratiquer une forme de dogmatisme, puisque notre théorie est vivante et s'adapte à la réalité, dans le sens où elle s'en inspire, en tire son origine, le socialisme ne reposerait-il pas sur le capitalisme et son développement ?

On va vous faire le coup que Hollande et le PS sont pire que ce qu'on pensait, en réalité pas du tout, ils sont demeurés fidèles à eux-mêmes.

Les militants ont été entraînés à la remorque de la social-démocratie dégénérée par leurs dirigeants, cela concerne tous les partis depuis 70 ans, trade-unionisme et parlementarisme, ouvriérisme, tiers-mondisme, antiracisme, écologisme, féminisme, européisme, mondialisme, et maintenant homophobisme, ils vous auront tout sorti, tout fait et la plupart auront sauté les deux pieds joints dans le piège.

J'en vois d'ici certains qui vont dire : pas moi ! Comment cela pas vous, il y en a bien un dans lequel vous êtes tombé, réfléchissez bien, et bien cela suffit, c'est un de trop, le ver est dans le fruit, vous comprenez ? Peut-être préférez-vous ne pas comprendre, il n'est jamais trop tard et il n'y a pas de honte à avoir, toute la honte retombe sur nos dirigeants.

Je vais vous dire un truc qui va vous sembler incompréhensible à coup sûr, juste pour vous montrer le décalage qui existe entre la situation réelle et l'état de l'avant-garde du mouvement ouvrier, on est plus qu'à la bourre, on a des années-lumière de retard, on n'a pas de parti ouvrier digne de ce nom, pas d'Internationale évidemment, il n'existe pas la base d'un parti de type léniniste, il n'existe pas de courants révolutionnaires dans les syndicats, aucun syndicat digne de ce nom non plus, vulgairement, on est à poil quoi, les poils qui servent à camoufler la nullité politique de nos dirigeant, les adresses du POI en direction de Hollande et des dirigeants du PS, l'alliance temporaire mais répétée du NPA avec dirigeants du PS, quant à LO son sectarisme qui a pris l'allure de phobie de vieilles filles effarouchées confine à l'impuissance, pendant que les capitalismes se livrent tranquillement à des activités totalement illégales, mafieuses, ils en ont même fait leur règle, ils ont conçu des lois de telle sorte qu'elles sont inadaptées, inapplicables, détournées, contournées, les institutions et l'UE les couvrant, mieux édictant des lois pour les légaliser, aussi bien sur le plan économique ou financier que sur le plan politique et militaire, etc. alors je vais vous dire à quelle conclusion j'étais parvenu il y a déjà quelque temps partant de ce constat, si nous avions un parti ouvrier révolutionnaire, il se pourrait qu'il ne se serait pas contenter d'actions légales pour combattre un ennemi invisible, sournois, sans foi ni loi, sans principe ni scrupule, qui use de tous les stratagèmes pour parvenir à ses fins.

Vous me direz que cela signifierait que notre politique en direction des masses serait un échec pour recourir à une telle méthode (que je décrierai pas ici), pas forcément, il ne faut pas oublier que nous ne combattons pas à armes égales, notre ennemi estime que tous les coups sont permis et nous nous devrions refuser de mener notre combat au même niveau, en employant des méthodes comparables, qu'est-ce qui le justifierait, rien à nos yeux.

Mais bon, tel n'est pas le sujet à l'ordre du jour ne nous méprenons pas, c'était juste pour vous montrer à quel point nous sommes démunis face à un ennemi surarmé et prêt à nous broyer et que peu d'entre nous en ont véritablement conscience. Continuons de jouer dans la cour de récréation institutionnelle avec le FdG, le POI, le NPA et LO et notre avenir, celui de la sociéte et du monde est scellé d'avance. L'autre voie consiste à revenir au socialisme.

Le racket du jour. 8 millions d'euros.

- Les onze radars feu rouge que compte la capitale ont rapporté près de huit millions d'euros depuis le début de l'année.

Résultat: entre les mois de janvier et d'avril, la dizaine de poteaux longilignes couleur réverbère a permis de flasher 58.732

chauffards. Figaro.fr 23.05

ACTUALITE EN TITRES

Enfin un avenir radieux !

- L'ONU revoit encore à la baisse la croissance mondiale pour 2013 et 2014 - AFP

- Chine: l'activité manufacturière se contracte, la croissance fragilisée - AFP

- Le Portugal annonce "*un super crédit d'impôt*" pour les sociétés - AFP

Pas suffisamment compétitif ?

- 4e : la place qu'occupe Paris dans le classement des villes les plus attractives pour les investisseurs au monde - Atlantico.fr

- L'Unedic prévoit un chômage en hausse en 2013 et 2014 - Reuters

- Sapin : le chômage va encore augmenter avant de s'inverser - LePoint.fr

Des "***abus***" inévitables, légalisés.

- Stages étudiants : les députés encadrent la loi pour éviter les "*abus*" - LeMonde.fr

Au côté de la famille Le Pen ?

- Najat Vallaud-Belkacem présente aux célébrations de Jeanne d'Arc: Certains catholiques intégristes enragent - 20minutes.fr

Un modèle de démocratie pour Obama, Cameron et Hollande.

- Abou-Dhabi : dix mois ferme pour quelques tweets - LePoint.fr

Un jeune citoyen des Emirats a été condamné pour avoir évoqué un procès en cours sur son compte Twitter. LePoint.fr 23.05

Et Hollande-Ayrault-Fabius n'ont pas encore exigé sa libération immédiate ? Incroyable !

Ils s'éclatent à l'UMP !

- Raffarin redoute l'«*éclatement*» de l'UMP - Liberation

Intox

Au-dessus de lois.

- Google, Starbucks, Amazon et cie : l'Europe parviendra-t-elle à lutter contre l'évasion fiscale des multinationales ? - Atlantico.fr

Hors la loi

- Europe : les grands groupes bientôt obligés de dévoiler les impôts qu'ils paient - Atlantico.fr

Cynisme.

- Le Parlement européen s'inquiète pour les ouvriers des usines textiles au Bangladesh - L'Expansion.com

Les légumes ne sont pas ceux qu'on croit !

- Les enfants ne reconnaissent plus les légumes - LeFigaro.fr

- Alimentation: un écolier sur trois ignore ce qu'est un poireau - AFP

- Une betterave? Près de neuf enfants sur dix ignorent de quoi il s'agit - 20minutes.fr

L'égalité, la liberté, l'indépendance des femmes tant revendiquées par les ouvrièristes et les féministes de tous poils dont Rothschild et pour cause, en régime capitaliste se traduit en réalité par le malheur des hommes et leurs enfants et des femmes. On paie et on va payer très très cher 70 ans de compromission, d'opportunisme, l'abandon du socialisme.

Incomestible, dégueulasse !

- Les rayons frais des supermarchés veulent reconquérir les consommateurs - L'Expansion.com

Grotesque !

- L'obésité, un mal mondial en hausse - 20minutes.fr

Liberticide

- Fumer, boire, manger, jouer... : faut-il (et peut-on) davantage taxer les comportements ? - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

A bas le PS et l'Internationale social-libérale-impérialiste !

1- Intox. Ils ne savent plus quoi inventer pour imposer leur politique antisociale.

- L'Allemagne, pays le plus apprécié, selon un sondage de la BBC - 20minutes.fr

L'Allemagne est le pays le plus apprécié du monde, selon un sondage publié jeudi par la BBC, et recueille de nombreux suffrages en Espagne et en France malgré la fermeté de la chancelière Angela Merkel sur l'austérité. 20minutes.fr

- La veille : La chancelière allemande Angela Merkel reste cette année la femme la plus puissante du monde (...) selon la liste annuelle du magazine Forbes publiée mercredi. AFP 22.05

2- Schröder-Hollande : aussi réactionnaires et antisocialistes que Merkel et Sarkozy.

- A Leipzig, François Hollande loue les réformes du travail menées en Allemagne - AFP

- "*Il faut analyser la politique de François Hollande à la lumière du socialisme*" - L'Express.

- Le «*bras d'honneur*» du président à l'aile gauche du PS - LeFigaro.

- «*Plus le PS fait comme le SPD en Allemagne, moins il est socialiste*» - Liberation

3- En famille. La véritable nature du PS et ses semblables : le camp de la réaction.

- Les partis politiques, l'autre atout du modèle allemand - LeFigaro

- 150 ans du SPD: Hollande fait l'éloge du modèle allemand - AFP

Le président français François Hollande a fait l'éloge des réformes du marché du travail allemand et plaidé pour plus d'intégration européenne, lors des célébrations jeudi à Leipzig des 150 ans du parti social-démocrate (SPD), en présence de la chancelière Angela Merkel.

François Hollande estime désormais que sur le chômage des jeunes, il partage un "langage commun" avec la chancelière. AFP 23.05

Sur le coup en lisant ces lignes je me suis demandé si je n'avais pas rêvé, Angela Merkel de la CDU invitée du SPD, après tout tout est possible de leur part me suis-je dit, si le journaliste l'a écrit je suis tenté de le croire, puis à l'écran j' ai vu une photo de Schröder assis avec à sa droite Merkel tous les deux en train de se marrer, et à sa gauche Hollande qui ne pipant mot les regardait d'un air idiot.

On aura compris qu'ils n'ont pas besoin de réaliser l'union nationale en Allemande, elle existe déjà dans les faits depuis des lustres, depuis l'après-guerre en réalité. Et en France ? D'après vous ? Sous une forme plus feutrée, plus discrète, plus sournoise, l'UMP ex-RPR ou ex-UDR participent avec le PS (ses satellites et le PCF) à toutes les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, au sein de tous les ministères ou de l'adminstration, dans les différentes institutions, il y a élus ou des technocrates affiliés à l'UMP et au PS, tout ce beau monde travaille ensemble et dans la bonne humeur à peaufiner la même politique et cela depuis des lustres.

Oui quand on vous envoie vous adresser à des élus du PS, on se fout bien de vous en réalité, on vous prend pour des crédules, des ignares qu'on peut manipuler à merci, après cela demandez-vous quelle considération ces dirigeants peuvent avoir pour leurs militants à part du mépris ?

4- Opération camouflage, quand les fossoyeurs et ennemis du socialisme changent de masque.

- Le SPD déserte l'Internationale socialiste et crée un "*club*" parallèle - LeMonde.fr -

Le Parti social-démocrate (SPD) allemand a profité de la célébration, à Leipzig, de son 150e anniversaire, le jeudi 23 mai, pour lancer la veille "*l'Alliance progressiste*", un "*réseau*" social-démocrate appelé, selon lui, à prendre le relais de l'Internationale socialiste (IS). Pour le SPD, cette organisation, créée à Paris en 1889 et relancée en 1951, a été incapable de penser la crise du capitalisme financier et a trop longtemps accepté dans ses rangs la présence de "*camarades*" peu recommandables comme Daniel Ortega ou Laurent Gbagbo, le président du Nicaragua et son ex-homologue de Côte d'Ivoire. Il est donc temps de tourner la page.

L'invitation lancée par le SPD a été couronnée de succès : quelque 80 partis étaient représentés. Les partis sociaux-démocrates et socialistes européens mais aussi des partis africains, sud-américains, asiatiques et même le Parti démocrate américain. Le représentant de celui-ci, Howard Dean, a d'ailleurs fait preuve d'un "*euro-enthousiasme*" qui manquait singulièrement aux Européens. "*L'Europe a les meilleures lois de protection du consommateur, le meilleur droit du travail, le meilleur droit environnemental. (...) Préserver l'Union européenne est fondamental*", a déclaré M. Dean.

Si le Parti démocrate, tout comme le Parti du Congrès indien et le Parti des travailleurs brésilien n'adhèreront pas formellement à l'Alliance progressiste, ils en suivront les travaux. Contrairement à cette dernière, l'Alliance progressive n'est dotée d'aucun secrétariat ni d'aucun permanent. Il a été décidé à Leipzig que ses membres se réuniront en octobre à Stockholm puis, au début 2014, en Tunisie.

L'objectif de cette structure est d'être "*la plate-forme qui trouvera les réponses communes et progressistes aux défis internationaux tels que le renforcement de la dimension sociale de la globalisation et du progrès durable, la bataille contre le changement climatique, le renforcement des droits de l'homme, y compris les droits de la femme, et de la démocratie mais aussi de la paix et de la sécurité*". Autre différence avec l'IS, l'Alliance peut accueillir des syndicats et des organisations non gouvernementales. A Leipzig, mercredi, c'est d'ailleurs Michael Sommer, le président de la confédération syndicale allemande, le DGB, qui a prononcé le véritable discours d'ouverture au cours duquel il a déploré un "*recul*" des idées progressistes depuis une trentaine d'années.

L'initiative allemande a fait grincer des dents. Quelques heures avant la rencontre de Leipzig, on apprenait que le président de l'Internationale socialiste, le Grec Georges Papandréou, et l'inamovible et tout-puissant secrétaire général, le Chilien Luis Ayala, avaient écrit aux membres de l'organisation pour se plaindre de l'initiative du SPD qui, à leurs yeux, divise la gauche mondiale. Invité à Leipzig, M.Papandréou ne s'y est pas rendu. En revanche, le président du Parti socialiste grec, Evangelos Venizelos, était lui, bien présent.

Le Parti socialiste français était représenté par une délégation emmenée par le premier secrétaire Harlem Désir. Contrairement au SPD qui a réduit de 95 % sa contribution à l'IS, où il n'a plus qu'un statut d'"*observateur*", le PS a, lui , réduit sa cotisation de moitié mais entend rester membre à part entière. "*L'Internationale socialiste est une organisation qui a toute une histoire, qui joue un rôle important en Afrique et qu'il faut réformer mais que nous n'abandonnons pas*", explique M. Désir, qui juge les deux structures "*complémentaires*". Le Monde 23.05

Leur "*plate-forme*" reprend à son compte les thèmes et l'orientation qui ont été adoptés dès les années 90 par l'impérialisme américain, ce qui a fait dire au représentant du Parti démocrate américain. : "*L'Europe a les meilleures lois de protection*

du consommateur, le meilleur droit du travail, le meilleur droit environnemental. (...) Préserver l'Union européenne est fondamental", qui avec l'union transatlantique est une pièce maîtresse du gouvernement mondial pour lequel ils oeuvrent.

Les sociaux-démocrates allemands ont voté avec le parti de la chancelière tous les plans de sauvetage de la zone euro, depuis le début de la crise, même s'ils n'ont eu de cesse de critiquer la politique d'austérité imposée, selon eux, par Angela Merkel. LeMonde.fr -

Un toilettage tellement ils sont sales, ils font peau neuve mais rien de changer à l'intérieur, cela pue toujours autant l'imposture, un "*réseau*" qui sera ouvert, c'est à la mode, à des syndicats tout aussi subordonnés qu'eux au capitalisme. S'ils se débarrassaient de toute référence au socialisme, cela nous rendrait service. On y reviendra plus tard.

Pendant des décennies l'OCI-PCI, puis le PT ont soutenu le SPD, le POI continue. Ne soutiendrait-il pas Hollande par hasard ? De quelle manière ? On vous a déjà fourni suffisamment d'éléments pour le savoir, on en ajoute encore quelques-uns un peu plus loin.

5- La soi-disant gauche du PS priée de ravaler sa salive et de servir leur maître, cela tombe bien ils ont la mentalité de serviteurs.

- Le «*bras d'honneur*» du président à l'aile gauche du PS - LeFigaro.

Pour eux (la "*gauche*" du PS - ndlr), les réformes allemandes sont un épouvantail qui ne peut en aucun cas être ou devenir un modèle pour la France. Certes, l'Allemagne a désormais des finances publiques saines, mais à quel prix, disent-ils. «*Schröder, c'est l'explosion de la précarité, c'est la multiplication des mini-jobs sous-payés et ce sont des réformes qui n'ont pas été couronnées de succès d'un point de vue électoral*», s'énerve le vice-président de la région Ile-de-France, Emmanuel Maurel, un des chefs de fil de l'aile gauche du PS. Il ajoute: «*En faisant l'éloge des réformes allemandes, François Hollande fait un bras d'honneur à de nombreux socialistes. De mémoire, son discours du Bourget n'était pas une apologie du schröderisme. Il parlait alors d'un socialisme fidèle à ses valeurs. Là, on n'y est plus.*» «*J'ai bien vu les déclarations de l'ex-camarade Hollande. C'est consternant*», réagit, entre colère et ironie, la sénatrice de Paris Marie-Noëlle Lienemann.

Alors que Hollande assure être «socialiste» et non social-démocrate, beaucoup pointent au contraire le changement de doctrine présidentielle. «À quoi joue-t-il? Franchement, je ne sais pas bien. Je crois que son obsession aujourd'hui, c'est avant tout de rassurer les marchés et la Commission européenne», confie un élu. Pour Lienemann, Hollande veut avant tout «*donner des gages de gestion au patronat*».

Le président enterre surtout les années Jospin. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, le premier secrétaire François Hollande n'avait de cesse de répéter que les socialistes français devaient trouver leur voie, être une alternative aux positions du Britannique Tony Blair et de l'Allemand Gerhard Schröder. Il était sur la même ligne que le premier ministre Lionel Jospin.

Du reste, les relations n'ont jamais été très chaleureuses entre Hollande et Schröder. Interrogé pour savoir s'il allait rencontrer François Hollande à l'occasion de son séjour parisien de décembre 2011, l'ex-chancelier allemand répondait alors au Figaro : «*Non, et je n'ai pas prévu de le faire. En tant que premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande a travaillé très étroitement avec Oskar Lafontaine (rival de Gerhard Schröder au SPD, qu'il quittera en 2005 pour fonder Die Linke, un parti « antilibéral », NDLR). Pas avec moi. C'est pourquoi il n'existe pas de relation entre nous.*» Dans cet entretien, Gerhard Schröder se montrait bien plus ouvert vis-à-vis de Nicolas Sarkozy. Manifestement, Hollande a passé l'éponge. Le voilà prêt à vanter la politique qu'il critiquait naguère, à faire l'éloge d'un Schröder de plus en plus critiqué au sein du SPD.

Rue de Solferino, on veille à ne pas donner trop d'importance à l'éloge de Schröder. «Discours offensif et résolument européen de François Hollande à Leipzig, salué par une standing ovation de nos camarades allemands!», écrit sur Twitter le premier secrétaire Harlem Désir, présent en Allemagne. Il fut pourtant très critique vis-à-vis de l'ex-chancelier. «*Ce n'est pas vraiment un éloge sur Schröder, c'est un éloge sur la capacité à réformer et à mettre le pays au travail*», tempère-t-on à la direction du parti. Décidément très optimiste, ce représentant de la direction ajoute: «*Pour nous, les positions de Hollande sont un élément de cohésion du parti. Le cap est ferme et il y aura un effet centrifuge. Sans compter que cela va affaiblir la gauche du parti, notamment Hamon, qui ne pourra pas se positionner contre le président.*» lefigaro.fr 23.05

Ces gens-là mentent comme ils respirent, se contredisent sans cesse, changent de masques tous les quatre matins, le pire ce sont ceux qui refusent d'en tenir compte et de s'en tenir à leur véritable nature : réactionnaire.

Les Emmanuel Maurel, Marie-Noëlle Lienemann et Cie en demeurant au PS cautionnent la politique de Hollande, ils servent le régime, comment, en donnant l'impression par leur impuissance que finalement il n'est pas possible d'aboutir à une majorité pour faire une autre politique, entendez par là qu'il n'y aurait pas en France une majorité de travailleurs favorable à une autre politique, c'est ce qu'il faut faire entrer dans la tête des travailleurs, une autre politique qui est effectivement impossible dans le cadre du PS ou avec le PS qui est un parti du capital.

Le gouvernement français fer de lance de la réaction internationale. (suite)

La France va proposer que la branche militaire du Hezbollah soit inscrite sur la liste des groupes terroristes de l'Union européenne en raison de son soutien au régime de Damas, a déclaré mercredi le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius en déplacement à Amman.

"*Compte tenu des décisions qu'a prises le Hezbollah et le fait qu'il a combattu très durement la population syrienne, je confirme que la France proposera d'inscrire la branche militaire du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes*" de l'UE, a déclaré M. Fabius à des journalistes.

"*Vous avez vu que le Hezbollah non seulement s'est engagé pleinement en Syrie mais qu'il a aussi revendiqué son engagement*", a encore noté le ministre dans la capitale jordanienne.

"*Comme il y a en plus d'autres éléments qui concernent ce qui c'est passé en Bulgarie et dans d'autres endroits, nous considérons que c'est un point qui devrait faire l'accord de l'ensemble des européens*", a estimé M. Fabius.

Il faisait allusion à l'attentat anti-israélien du 18 juillet 2012 à Bourgas, en Bulgarie, qui avait fait sept morts - cinq Israéliens, l'auteur présumé de l'attentat et un Bulgare. Le gouvernement bulgare de l'époque avait imputé la responsabilité de l'attentat au Hezbollah.

A la question s'il avait informé le Liban de la position de la France sur ce point, M. Fabius a répondu: "*c'est un point que le Liban connaît.*" AFP 22.05

L'émule de G. Bush traite les autorités libanaises avec mépris. La responsabilité de l'attentat au Hezbollah n'a jamais été prouvée, une reconstitution devait avoir lieu qui aurait pu la confirmer ou l'infirmer, apparemment plus de nouvelles, mais pour Fabius l'affaire est entendue puisqu'il en a décidé ainsi ou plutôt à Washington.

Il ne lui viendrait pas à l'idée d'inscrire sur la liste de Etats terroristes le Qatar et l'Arabie Saoudite qui soutienne le front Al-Nosra en Syrie puisqu'ils servent ses intérêts.

Sarkozy et ses acolytes on pouvait les qualifier de nazillons sans que personne ne trouve à redire, ils appartenaient au parti de l'ordre officiel, pour un peu ils passeraient pour des enfants de choeurs à côté des Hollande, Ayrault, Le Drian, Fabius et Cie. Aux Etats-Unis, le dictateur a revêti un masque de couleur pour camoufler son visage de tyran, en France il a revêti celui du socialisme.

Croissance + de profits = précarité - de salaire.

En France.

Le Premier ministre Français, Jean-Marc Ayrault, a annoncé jeudi que 20.000 emplois d'avenir avaient été signés et que des négociations de branche avaient été lancées en vue de la signature de contrats de génération.

Le chef du gouvernement a présidé un séminaire sur l'emploi qui a réuni une dizaine de ministres à Matignon.

"*En six mois, sur les 100.000 emplois d'avenir prévus, nous avons déjà atteint le chiffre de 20.000 emplois, nous sommes maintenant dans la période de montée en puissance*", a-t-il déclaré à la presse. "*Nous avons levé tous les obstacles, les incompréhensions qui pouvaient exister*". Reuters 23.05

Le France à l'heure de l'union transatlantique et de la législation du travail en vigueur en Allemagne...

Au Portugal

Le gouvernement portugais espère favoriser l'emploi et relancer son économie en berne depuis que le pays est sous assistance financière internationale, grâce notamment à "*un super crédit d'impôt*" pour les sociétés, a annoncé jeudi le ministre des Finances.

L'une des mesures phares de ce programme prévoit un crédit d'impôts pour les sociétés, pouvant atteindre les 20%, pour des investissements jusqu'à 5 millions d'euros réalisés au second semestre de cette année.

"*L'impôt sur les sociétés, pour des entreprises qui investissent en 2013, pourront s'élever à 7,5%*", contre un taux de

25% actuellement, a expliqué Paulo Nuncio, secrétaire d'Etat aux Affaires fiscales.

"*Cette mesure sans précédent*", selon M. Gaspar, doit favoriser "*la création d'emplois chez les jeunes, ce qui est une priorité du gouvernement et de l'Europe*". AFP 23.05

Le Portugal à l'heure de l'union transatlantique et des règles fiscales en vigueur aux Etats-Unis...

Le verni démocratique de la dictature de l'UE.

Le Parlement européen a approuvé jeudi l'ouverture de négociations entre Bruxelles et Washington sur un accord de libre-échange, demandant toutefois que les services culturels et audiovisuels, y compris en ligne, en soient exclus.

Cette résolution qui correspond aux souhaits de la France a été adoptée à Strasbourg par 460 voix contre 105 et 28 amendements. Les groupes des Verts et de la gauche communiste ont voté contre.

Washington et Bruxelles entendent lancer d'ici fin juin les négociations qui pourraient durer jusqu'à deux ans.

Selon la Commission européenne, un accord de libre-échange entre deux partenaires qui génèrent ensemble près de la moitié des richesses mondiales, pourrait apporter 0,5% de croissance supplémentaire à l'UE et 0,4% aux Etats-Unis à l'horizon de 2027.

Les Vingt-Sept doivent se mettre d'accord à la majorité qualifiée avant le 14 juin sur le mandat de négociation qui sera accordé à la Commission européenne.

Cette dernière, tout en s'engageant à défendre l'exception culturelle et la réglementation européenne dans divers domaines, lors des négociations avec Washington, souhaite, qu'aucun secteur ne soit exclu a priori.

"*Nous devons à tout prix éviter d'enlever des objets de la table avant le début des négociations. Ça ne signifie pas qu'il n'y aura pas de lignes rouges*", a plaidé jeudi soir, lors d'un débat, le commissaire européen au commerce, Karel de Gucht. Reuters 25.05

Si la position du Parlement ne constitue qu'un simple avis, c'est à lui qu'il reviendra de donner son quitus ou de mettre son veto, in fine, à l'accord.

Je n'ai plus le temps, ce soir ou demain je mettrai en ligne trois documents du Parlement européen qui prouvent le contraire.

Alors il faut balayer le "système" : abolition des institutions de la Ve République !

Quand c'est un membre influent de l'UMP qui le dit, on ne va pas faire la fine bouche...

- Interrogé sur "France Inter", Pierre Condamin-Gerbier, qui était associé-gérant de la banque Reyl qui s'était occupée du compte de Jérôme Cahuzac avant son transfert à Singapour, entre 2006 et 2010, affirme qu'"*il n'y a pas qu'un Jérôme Cahuzac. Ce n'est pas juste le mensonge d'un homme. C'est le mensonge d'un système*". Responsable de la délégation UMP en Suisse en 2007 et 2008, il dénonce "*le double discours et l'hypocrisie de la classe politique française*".

"*Il y a des Cahuzac à droite, il y a d'autres Cahuzac à gauche. Il y a des Cahuzac sur l'ensemble de l'échiquier politique*", affirme-t-il.

"*L'ensemble de l'échiquier politique est concerné*", affirme ce témoin-clé, pour qui la situation est un "*secret de polichinelle*".

Le banquier évoque non seulement des fraudes mais aussi un possible "*financement politique*". "*Si la justice va au bout, cette affaire peut aller très loin*", prévient-il. Le Nouvel Observateur. fr 23.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Le parti de centre droit arrivé en tête des législatives en Bulgarie a renoncé jeudi à constituer un nouveau gouvernement, ouvrant

la voie à la formation par ses rivaux socialistes d'un cabinet de technocrates pour sortir le pays de l'impasse.

Le président Rossen Plevneliev a immédiatement transmis le témoin aux socialistes, qui ont terminé en deuxième position du scrutin du 12 mai derrière le GERB et pourraient soumettre leur gouvernement au vote du Parlement en début de semaine prochaine.

Les socialistes souhaitent former un gouvernement de techniciens chargé d'élever le niveau de vie en Bulgarie, pays le plus pauvre de l'Union européenne. Ils proposent qu'il soit dirigé par Plamen Orecharski, ancien ministre des Finances d'un gouvernement socialiste, mais qui n'est pas membre du parti.

Il manque un siège aux socialistes et à leurs alliés traditionnels du DPS, le parti représentant la minorité turque de Bulgarie, pour détenir la majorité absolue au Parlement. Selon les experts, la formation d'un gouvernement de technocrates devrait leur permettre de bénéficier du soutien ou de l'abstention de députés d'autres partis, notamment des nationalistes. Reuters 23.05

2- Kirghizistan

Le président kirghize a réaffirmé sa volonté de fermer la base militaire américaine de Manas, tête de pont pour la guerre en Afghanistan. Le projet de loi aurait déjà été présenté au Parlement. Payant soixante millions de dollars par an, les Etats-Unis étaient prêts à faire monter les enchères. La base abritant 1500 soldats américains devrait fermer en juillet 2014. euronews.fr 23.05

SOCIAL

1- France

1.1- Enseignants et de chercheurs exige le retrait du projet de loi Fioraso

Plusieurs centaines d'enseignants et de chercheurs ont défilé, mercredi 22 mai entre le Panthéon et l'Assemblée nationale, pour réclamer le retrait du projet de loi Fioraso de réforme de l'université, réclamant des "*moyens*".

Le cortège, réuni à l'appel d'une intersyndicale composée de la FSU, de la CGT, FO, Solidaires et des collectifs Sauvons la recherche (SLR) et Sauvons l'université (SLU), s'est ébranlé peu après 14 h 30 derrière une banderole "Abandon du projet de loi enseignement supérieur-recherche. Des moyens pour le service public".

Les manifestants, dont certains portaient des blouses blanches de laborantins, ont scandé "*Non, non, non à la loi Fioraso*", "*Des postes pour l'enseignement supérieur et la recherche*" ou encore "*Titularisation de tous les précaires*". "*Il y avait une attente extrêmement forte*" de la communauté universitaire qui s'est transformée en "*très grosse déception, parce qu'on se retrouve devant un projet de loi qui reprend les mêmes orientations*" que celles prises par le précédent gouvernement, a dit à l'AFP Claudine Kahane, cosecrétaire générale du Snesup-FSU, premier syndicat du secteur.

Mme Kahane a également déploré "*l'absence de garantie sur les moyens budgétaires, alors que les universités sont dans de grandes difficultés budgétaires*". "*Certaines universités sont en déficit et doivent geler des postes*", a-t-elle expliqué.

Jean-Luc Antonucci, représentant de la FERC-Sup CGT, a critiqué un texte qui "*inscrit dans le marbre la loi LRU sur l'autonomie des universités*". "*Une de nos premières revendications est que la masse salariale soit gérée au niveau national, et non plus local, comme c'est le cas aujourd'hui, ce qui donne des pouvoirs exorbitants aux présidents d'université*", a-t-il souligné.

"*La précarité grignote de plus en plus l'emploi dans nos laboratoires*", a déploré Daniel Steinmetz, du SNTRS-CGT. "*Le gouvernement espère qu'on va se substituer à l'industrie, en introduisant comme nouvelles priorités pour les laboratoires le transfert de leurs résultats vers l'industrie*", a-t-il notamment dénoncé. Les syndicats réclament l'abrogation des lois de 2006 sur la recherche et de 2007 sur l'autonomie des universités. lemonde.fr 22.05

1.2- Manifestion et grève contre le coût de la vie à Nouméa.

Le port autonome de Nouméa est bloqué par des militants de l'intersyndicale contre la vie chère en Nouvelle-Calédonie, en grève générale depuis le 15 mai, a constaté jeudi l'AFP.

Les deux dépôts de carburant de la zone industrielle de Ducos sont également bloqués.

Plusieurs centaines de syndicalistes, avec banderoles et drapeaux, sont regroupés devant les accès au port de Nouméa, dans le cadre d'actions successives sur le terrain pour dénoncer le coût de la vie dans l'archipel, près de 35% plus élevé qu'en Métropole.

"*Le port c'est l'importation, les marges excessives, les taxes. On s'attaque aux symboles*", a déclaré David Meyer, secrétaire général de la Fédération des Fonctionnaires.

Depuis le 15 mai, l'intersyndicale a multiplié les manifestations, les rassemblements devant les hypermarchés ou le gouvernement local, affirmant "*ne rien vouloir lâcher tant qu'elle n'aura pas obtenu un baisse effective des prix*". Des internats scolaires sont fermés tandis que la compagnie domestique Aircal a annulé tous ses vols jeudi.

Mardi, une marche a rassemblé selon les chiffres de l'intersyndicale "10.000 personnes" à Koné, dans le nord de la Nouvelle-Calédonie faiblement peuplé. La gendarmerie a compté 2.500 manifestants.

"*Ce qui s'est passé dans le nord est exceptionnel. Il y a une exaspération profonde des gens et on sent que depuis la marche de Koné, notre mouvement est pris au sérieux car la vie chère expose le pays à des risques graves*", a déclaré à l'AFP David Meyer.

Il a indiqué que sous l'égide de l'Etat, des réunions pourraient avoir lieu ce week-end entre les présidents des institutions locales, les groupes politiques du Congrès, les acteurs économiques et les syndicats.

Le gouvernement local, qui a organisé plusieurs rencontres avec les importateurs, la grande distribution et les industries locales, a proposé une baisse de 10% des taxes sur les produits importés hors UE.

Il a également annoncé une révision du barême de l'IRPP "*en faveur des classes moyennes*" ainsi que des mesures de défiscalisation pour le logement intermédiaire.

Qualifiées de "*mesurettes improvisées*", ces annonces n'ont pas satisfait l'intersyndicale, qui réclame une baisse des prix et une réforme structurelle de l'économie. AFP 23.05

2- Bangladesh

Bangladesh ont décidé jeudi à Genève de mettre en oeuvre le plus rapidement possible l'accord signé la semaine dernière sur la sécurité des usines textiles dans ce pays, selon la confédération syndicale UNI Global Union.

"*Les entreprises aux côtés d'IndustriALL Global Union (une autre confédération syndicale, ndlr) et UNI Global Union se sont mis d'accord pour immédiatement faire avancer une mise en oeuvre de l'accord*", a indiqué UNI Global Union dans un communiqué.

"*L'objectif est d'avoir des inspecteurs de la sécurité sur le terrain aussi vite que possible afin de commencer à résoudre les problèmes les plus urgents*", ajoute-t-il.

IndustriALL qui revendique 50 millions de travailleurs dans 50 pays et UNI Global 20 millions avaient lancé ce projet d'accord dès 2012.

Parmi les signataires de l'accord atteint la semaine dernière au Bangladesh, figurent l'italien Benetton, l'espagnol Inditex (Zara), le suédois H&M et le français Carrefour.

La liste a également recueilli les signatures de l'américain PVH (Tommy Hilfiger et Calvin Klein), l'allemand Tchibo, ainsi que de Tesco, Primark, El Corte Ingles, jbc, Mango, KiK, G-Star, Aldi, New Look, Mothercare, Loblaws, N Brown Group, Stockman, WE Europe, Esprit, Next, Lidl, Switcher, Charles Vögele, et A&F. AFP 23.05

Surexploités dans de meilleures conditions pour qu'on n'en entende plus parler... Dans un pays où la corruption est généralisée, un inspecteur de la sécurité cela s'achète une bouchée de pain ou se liquide si nécessaire.

ECONOMIE

1- France

Cherchez l'erreur.

1.1- Le nombre de défaillances en France a été de 20.625 entre janvier et avril 2013, en baisse de 3,9% par rapport à la même période en 2012, selon le baromètre de printemps de l'assureur-crédit Coface présenté jeudi.

En tout, entre mai 2012 et avril 2013, 59.630 entreprises ont fait faillite en France, en très léger repli par rapport à l'année précédente (-0,1%). Ce chiffre est proche de celui atteint en 2009 (63.204 cas), au plus fort de la crise.

"*La stabilisation observée pourrait être provisoire, les entreprises sont en effet fragilisées par la récession en cours qui s'est confirmée au premier trimestre 2013*", estime dans un communiqué la Coface.

L'asssureur-crédit prévoit que le nombre de faillites augmente de 2% en 2013 par rapport à 2012, atteignant 61.500 entreprises contre 60.461 l'année dernière.

Les petites et moyennes entreprises (PME) qui emploient entre 20 et 249 salariés, sont les plus touchées par ces défaillances, en augmentation de 3,7% sur un an. De la même manière, 43 entreprises de taille intermédiaire (ETI, entre 250 et 4.999 employés) ont fait faillite entre mai 2012 et fin avril 2013, un "*nombre élevé*" pour la Coface.

Les très petites entreprises (TPE) ont en revanche bien résisté avec une baisse de 30% des défaillances par rapport à janvier-avril 2012. AFP 23.05

1.2- Le nombre des défaillances de PME a continué de progresser au premier trimestre en France et celui des entreprises de taille intermédiaire (ETI) s'est stabilisé à un niveau élevé, selon une étude publiée jeudi par l'assureur crédit Coface.

Sur les douze derniers mois à fin avril, le nombre d'entreprises en redressement ou liquidation judiciaire est resté quasi stable (-0,1%) par rapport à un an plus tôt, à 59.630, juste sous le record enregistré en 2009 (63.204). Il recule même de 3,9% sur le premier trimestre.

Mais ce repli est uniquement dû aux segments des entreprises individuelles (11 à 19 salariés) et des très petites entreprises, alors que les sociétés commerciales ont enregistré une hausse de 3,1% de leurs défaillances.

Par taille d'entreprises, les PME (entre 20 et 249 salariés) sont les plus touchées (+3,7% sur un an), particulièrement les plus importantes, alors que les défaillances d'ETI (250 à 5.000 salariés) restent à un niveau élevé. Reuters 23.05

Réponse : l'AFP est une agence de presse française, Reuters est une agence presse américaine, la première a davantage avantage à enjoliver la situation....

2- Chine

Le gouvernement d'Abe est fermement engagé à poursuivre sa politique visant à stimuler l'économie à coup de politique à taux zéro, d'assouplissement monétaire et de dévaluation du yen.

Dans l'est de l'Asie, cette politique suscite la méfiance et un bloc "yuan" s'est déjà formé : six des 10 pays de la région (Corée du Sud, Indonésie, Taiwan, Thaïlande, Malaisie, Singapour) ont d'ores et déjà fixé leur taux de change plus par rapport à la monnaie chinoise qu'en fonction du dollar. Seuls Hong Kong, le Vietnam et la Mongolie continuent de suivre le dollar.

La part du commerce de la Chine avec l'Asie du sud-est est passée d'environ 2% en 1991 à 22% actuellement. Pour les voisins de la Chine, la République populaire est devenue le plus grand partenaire commercial. Ainsi l'arrimage de leur monnaie au yuan leur assure l'équilibre des relations commerciales avec le plus grand exportateur du monde dont ils profitent considérablement.

Dans l'Asie du sud-est, l'arrimage à la monnaie chinoise a donc déjà remplacé l'arrimage au dollar. Conclusion : la fragile structure du système monétaire d'Extrême-Orient est de nouveau secouée par la tourmente. Toutes les banques centrales de la région n'ont officiellement qu'une petite part d'or dans leurs réserves. Atlantico.fr 23.05

Haut de page

Le 25 mai 2013

CAUSERIE

Sauf si l'actualité s'emballait, demain ce fera day off, relâche, je dois m'occuper de ma maison.

Tomorrow it'll be a day off, may be next week we up to date our webb site in English, no, don't worry it was just a joke teasing you. Have a good day dear comrades.

J'ai actualisé le site à trois reprises aujourd'hui, ci-dessous la dernière partie, les deux autres à la suite.

Troisième et dernier jet de la journée

Je ne savais pas si bien dire en publiant ce matin la première partie de l'actualisation du site que j'avais préparée hier soir, on n'avait pas de courant, donc pas de climatiseur et j'ai dû attendre 1h du matin pour aller me coucher, j'en ai donc profité pour bosser. Je me suis levé à 6h.

Avouez qu'on devient bon quand même. Ah le pif Léon ! Le pif vaut mieux que les formules apprises par coeur et répétées comme des moulins à prières, n'est-ce pas madame Arthaud ?

Madrid

- Le Royaume-Uni a payé l'Espagne pour qu'elle reste neutre pendant la Seconde Guerre mondiale - leparisien.fr

La raison invoquée ne correspond pas à la réalité. Franco était acculé financièrement, qui pouvait lui fournir de l'argent frais ? Les banquiers qui ont financé les Etats des deux camps avant et pendant la guerre.

L'internationale des monarchies orchestrées par les bailleurs de fonds, les banquiers de la Fed et de la BoE, les mêmes en réalité, via la BIS (aujourd'hui BRI) en Suisse, tout est dans l'ordre des choses. En fait ils ont utilisé le même canal qui leur avait servi quelques années plus tôt pour financer discrètement le régime nazi, c'est prouvé les documents figurent dans le site.

Même sous Franco, l'Espagne demeurait une monarchie, en sommeil dirons-nous, comme la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas notamment. Or même si les monarchies lorgnaient du côté du régime nazi, il ne fallait pas que cela s'ébruite ou tout du moins que cela ait un caractère officiel qui pourrait apparaître plus tard dans les manuels scolaires ou passer à la postérité, cela aurait contrecarré leur plan qui était de les associer à la suite du programme : Bilderberg, l'Union européenne... L'article est en entier dans cette page

Londres

- Itinéraire londonien d'un «*loup solitaire*» - Libération.fr

- Les tueurs présumés de Woolwich, figures "*périphériques*" de la mouvance islamiste - AFP

- Meurtre d'un soldat à Londres: le MI5 aurait tenté de recruter un des suspects - L'Express.fr

Un ami de Michael Adebolajo, l'un des deux hommes arrêtés pour le meurtre d'un soldat mercredi à Londres, a affirmé à la BBC que les services de renseignements britanniques avaient auparavant tenté de le recruter.

Les services de renseignements intérieurs britanniques ont tenté de recruter Michael Adebolajo, qui a revendiqué le meurtre d'un soldat mercredi à Londres, a affirmé vendredi soir à la BBC un de ses amis qui a été arrêté après son interview télévisée.

Selon lui, Michael Adebolajo a rejeté l'offre du MI5 (services de renseignements intérieurs britanniques) de travailler pour eux. Ils n'ont cessé de l'appeler, après un séjour au Nigeria. "*En gros, il a été harcelé par le MI5, c'est quelque chose qu'il m'a précisément dit*", a déclaré Abou Nusaybah qui a fait la connaissance de Michael Adebolajo en 2002.

Les services de renseignements intérieurs voulaient lui demander s'il connaissait certaines personnes, a-t-il raconté à la chaîne de télévision britannique. "*Après leur avoir dit qu'il ne connaissait pas ces personnes et ainsi de suite, ils lui ont demandé s'il ne voulait pas travailler pour eux*", a précisé Abou Nusaybah. La BBC a indiqué que ce dernier avait été arrêté après son interview. L'Express.fr 24.05

Stockholm

- Des renforts de police étaient attendus vendredi à Stockholm afin d'empêcher une sixième nuit d'émeutes après les violences qui ont secoué durant cinq nuits la banlieue de la capitale suédoise.

Les troubles auraient pour origine la mort à Husby, un quartier défavorisé de la capitale, d'un habitant âgé de 69 ans abattu par la police. La police a dit avoir été incapable de raisonner cet homme qui avait brandi une machette et a plaidé la légitime défense. AFP 24.05

Il y a un truc que je ne comprends pas, un type vous menace avec une machette, vous avez un flingue sur vous et au lieu de lui tirer dessus pour le neutraliser s'il s'avère réellement dangereux, vous l'abattez froidement, j'appelle cela un meutre.

Bon, si un jour la police débarque chez moi et qu'elle se fait menaçante, je sors l'artillerie lourde et je les dézingue à la façon des Tonton flingueurs, légitime défense !

Solidarité ! Tiens, et dire qu'on aurait pu croire que Schivardi avait été victime d'une injustice.

Secrétaire national du principal parti d'opposition (UMP - ndlr), il avait été candidat aux législatives de 2012 dans le Xe arrondissement. Mais son compte a été rejeté en janvier par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, en raison notamment de paiements directs de certains frais, au lieu de passer par un mandataire financier.

"*Eu égard, d'une part, au caractère substantiel de l'obligation méconnue, dont M. Tieu ne pouvait ignorer la portée, et, d'autre part au montant et à la part des dépenses ainsi acquittées, il y a lieu*", en application du code électoral, "*de prononcer l'inéligibilité de M. Tieu à tout mandat pour une durée d'un an à compter de la date de la présente décision*", déclare le Conseil dans sa décision. Il ne pourra donc pas être candidat aux municipales de mars 2014.

Sanction. La monarchie n'avait qu'à pas perdre sa tête !

- Législatives : Charles-Philippe d'Orléans déclaré inéligible - LeFigaro.fr

Le second jet, j'ai actualisé les ***Articles de presse***, la suite d'ici 1h30 environ, il est 14h30 ici.

Le premier jet de la journée, la suite viendra dans 5 ou 6 heures. J'ai ajouté quelques articles.

Bon week-end à tous.

Quelques thèmes de réflexion ou à développer.

1- Comment ils ont fait de simples jeunes travailleurs désespérés des lumpenprolétaires.

A partir du 11 septembre 2001, les néo libéraux américains ont développé une stratégie à laquelle les néo conservateurs ont adhéré, qui consistait d'une part à utiliser le réseau Al-Qaïda que la CIA avait créé comme base logistique et à puiser dans les millions de déshérités et désespérés sans avenir au Moyen et Proche-Orient pour l'alimenter, d'autre part à fournir aux jeunes musulmans sans repères dans les pays occidentaux et ailleurs dans le monde, principalement en Afrique dominée par la pauvreté, une base idéologique en apparence conforme à l'islam à laquelle ils pourraient adhérer par le biais d'un prosélytisme effréné réalisé par des imans radicalisés et conquis à la théorie de la guerre des civilisations, manipulés par l'Arabie Saoudite et le Qatar notamment, de telle sorte que ces jeunes prolétaires devenus malgré eux des lumpenprolétaires fanatisés deviennent des terroristes à la solde de la CIA où aillent servir la cause de l'impérialisme américain comme mercenaires dans différents pays, Libye hier, Syrie aujourd'hui, ainsi ils officieraient à la place des soldats américains, se feraient tuer à leur place, et une fois que la fin du conflit approcherait, procèderait à leur liquidation physique, à moins qu'ils puissent les transférer sur un autre terrain d'opération.

Bien entendu, tous les jeunes mais aussi des moins jeunes qui ont été contaminés par l'idéologie guerrière et fanatique que les imams salafistes ou wahhabites dans les pays occidentaux, l'ont été à des degrés divers, il ne se sont pas tous enrolés pour aller guerroyer en Syrie. Certains sont sous contrôle dans ce qu'ils appellent des cellules "*dormantes*" prêtes à être activées en cas de besoin, mais un certain nombre ne le sont pas. Certains ont constitué leur propre cellule terroriste, et parmi eux il y en a qui décident de passer à l'action à l'improviste, on vient d'en avoir un exemple à Londres, selon toute vraisemblance. Les groupes les plus importants et les mieux organisés sont infiltés par des agents de la CIA ou des services secrets de différents pays ou plutôt des agents qu'ils ont recrutés pour remplir cette mission.

Leurs chefs qui ont été formés en Afghanistan ou au Pakistan ou encore au Yemen sont sous contrôle, ils reçoivent leurs ordres directement de leurs maîtres, à l'origine, de Washington.

J'ai laissé de côté ici l'usage qu'ils pouvaient faire de ces masses désespérées qu'ils ont idéologiquement armées et fanatisées pour déstabiliser des régimes ou entraîner une division de la population sur une base confessionnelle, Tunisie, Egypte, venir en aide

à des régimes en proie à une crise politique et sociale qu'ils sont incapables de régler. Je n'ai pas évoqué non plus la manipulation d'individus isolés par la CIA ou les services secrets qui consiste à pousser un individu à passer à l'acte, qui échouera ou non, pour ensuite exploiter cet événement monté en épingle par les médias sur le plan politique.

On pourrait terminer provisoirement sur ce sujet en notant qu'en procédant de la sorte, ils ont introduit un ferment de guerre civile dans tous les pays occidentaux eux-mêmes en proie à une crise sociale au bord de l'explosion, qu'ils exploiteront le moment venu, ce qu'ils ont déjà peut-être commencé à faire puisqu'il demeure des zones d'ombre dans l'affaire Merah, ce qu'ils nous ont raconté ne colle pas, les témoignages directs, de visu, qui se recoupent, ont fait état d'une personne qui ne ressemblait pas du tout à Merah, corpulence, cicatrice ou tatouage sur le visage, etc.

La base du racisme est sociale, seule la révolution sociale (et politique) en viendra à bout, tout le reste est du baratin de dangereux charlatans, de colonialistes qui ont soutenu toutes les guerres impérialistes des dernières décennies, cela s'adresse au Front de gauche mais aussi au NPA, nous leur disons, en choisissant le camp de l'Arabie Saoudite, du Qatar et d'Israël dans la guerre contre le peuple syrien, vous avez opté pour le camp des ennemis de la classe ouvrière qui nourrissent et instrumentalisent le racisme au lieu de le combattre, au côté du PS vous faites le lit de l'extrême droite en France, de la réaction.

Sauf revirement de dernière minute et bombardement de la Syrie par l'impérialisme américain, l'intégrité de la Syrie et de son peuple sort victorieuse de cette guerre que vous avez perdue, décidément le terme de looser vous colle à la peau. Choisissez le camp de la révolution socialiste, vous ne serez jamais perdant.

2- 1913 - 2013. Happy birthday la Fed !

Si, si, on y tient !

1913 : un cartel de banquiers parvient après 70 ans d'efforts et d'intrigues à reprendre le monopole de la création monétaire, la Fed ou Réserve fédérale était créée. Les mêmes banquiers anglo-saxons détenaient déjà la Banque d'Angleterre.

1914 : Première Guerre mondiale dans un contexte de crise économique qui va permettre aux banquiers de s'enrichir davantage...

1939-1945 : le cartel des banquiers sionistes américains (et anglo-saxons) après avoir orchestré la dépression d'octobre 1929 aux Etats-Unis qui leur a permis de s'enrichir encore plus et avoir conduit l'Allemagne à la faillite, puis avoir financé le régime nazi qui précipitera la Deuxième Guerre mondiale, tireront profits des deux protagonistes engagés dans cette guerre sur le plan économique et politique pendant et après la guerre. Les Etats fortement endettés auprès de ces banquiers pour financer leur guerre, les autres étant ruinés, ils se tourneront vers ces banquiers qui leur dicteront leurs conditions.

1944 Création du FMI

1945 Création de la Banque Mondiale

1945 Création de l'ONU

1954 première réunion du groupe Bilderberg présidée par le cartel des banquiers de la Fed. A l'ordre du jour (notamment) de cette réunion : l'Union européenne.

1957, soit à peine trois ans plus trad, le Traité de Rome lançant officiellement la construction de l'Union européenne était signé, ses pères fondateurs européens dit-on officiellement auront été en réalité des admirateurs du régime nazi, au même titre d'ailleurs que les monarques européens présents à la réunion du groupe Bilderberg trois ans plus tôt, les banquiers de la Fed ayant de leur côté financé le régime nazi et la montée de Hitler au pouvoir. Ainsi la nature de cette institution ne peut laisser aucun doute sur ses intentions ou ses objectifs politiques. Tous les faits qui viennent d'être rappelés sont rigoureusement exacts et il est possible à chacun de le vérifier en consultant les documents qui figurent dans le site. Ceux qui veulent "réformer" l'UE les ignoreraient-ils ? Si tel était le cas, ce sont des ignorants et des ignorants ne sont pas habilités à parler en notre nom, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité.

1971 : Nixon annonce la fin de la convertibilité du dollar en or. Le cartel des banquiers de la Fed qui possède la planche à billets deviennent virtuellement les maîtres du monde.

1972 : La Commission Trilatérale présidé par Rockefeller voyait le jour.

1973 : La Banque de France, donc l'Etat français, remettait aux mains du marché son destin qui devenait son créancier.

1992 : Traité de Maastricht instituant la BCE et l'euro, les Etats de la zone euro et de l'UE abdiquaient leur souveraineté. A la

même époque les banquiers développent de nouveaux outils financiers qui vont leur permettre de transférer la plus-value de l'économie productive vers l'économie spéculative, de contourner la réglementation en vigueur.

2001: le capitalisme traverse une crise économique profonde... C'est à ce moment-là que se produisent les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, ils ont été commandés par les néo libéraux parmi lesquels figurent les banquiers sionistes de la Fed. Leur objectif : franchir une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial qu'il dirigerait en sous-main. Cette fois, c'est sur le plan politique que les Etats européens doivent abdiquer leur souveraineté et se placer comme un seul homme au service de l'impérialisme américain qui refuse de voir remis en cause son hégémonie sur le monde.

2008 : la crise mondiale du capitalisme sert de prétexte à l'effondrement de Lehman Brothers qui aurait pu être évité, tout comme le crash de 1929. La crise des subprimes en est le véritable révélateur sur le plan social, elle permet de comprendre que le capitalisme est en situation de survie artificielle. Elle va surtout permettre aux banquiers de la Fed d'inonder le monde de milliers de milliards de dollars, entre 12 et 15.000 milliards de dollars dont la majeure partie atterrira dans leurs poches, à peine 2 ou 3.000 milliards de dollars servira à secourir les institutions financières en difficulté aux Etats-Unis, cette somme d'argent colossale va servir en grande partie à spéculer contre les Etats européens pour briser leurs dernières résistances à leur plan qui consiste à les placer sous la tutelle de la Commission européenne et la BCE acquises à leur cause.

Début des années 2010 : Obama annonce que l'union transatlantique est leur prochain objectif économique mais aussi politique.

2013 : Les négociations qui devraient aboutir en 2015 à l'établissement d'un marché unique EU-UE sont officiellement annoncées, elles devraient débuter dans les mois qui viennent, en réalité elles sont déjà bien avancées. Ce sont les mêmes banquiers flanqués de leurs semblables dans les pays de l'UE qui sont aux commandes, ils ne les ont jamais lâchées en réalité depuis... 1913. Happy birthday la Fed ! Y en a-t-il beaucoup dans nos rangs sur le webb qui leur ont fait leur fête ?

Question : De tels rapports de cause à effet, de telles coïncidences à répétition seraient-ils dus au hasard ? Qui dirige le monde ? Depuis quand ? De quelle manière ? Quel est leur objectif ?

Vous aurez remarqué avec quelle détermination sans faille, quelle persévérance exemplaire ils ont mené leur combat pendant plus d'un siècle, à côté nous sommes des dilettantes, de frileux plaisanciers, normal qu'ils en soient récompensés, on aurait envie de dire qu'on y tiendrait parculièrement si on n'avait pas au même moment à l'esprit les ravages effroyables et les souffrances épouvantables qu'engendre leur politique à l'échelle mondiale et la poursuite de leur plan.

On aura constaté qu'à l'origine de chaque événement ou dénouement important au XXe siècle on trouvait les banquiers (sionistes) de la Fed associés à des monarchies (Grande-Bretagne et Pays-Bas principalement, mais aussi plus discrètement scandinaves, belge, espagnole...), à l'Allemagne et une élite intellectuelle servile. Au passage bien peu savent que la monarchie britannique a une origine germanique, ceci aide à comprendre cela, les liens privilégiés qui existent entre les banquiers (sionistes et anglo-saxons) de la Fed et l'Allemagne, mais aussi à comprendre la question palestinienne...

Le Parlement européen est la verni démocratique de la dictature de la Commission européenne.

Trois exemples datant du 23 mai 2013 prouvent que le Parlement européen sert de vitrine démocratique à la dictature de l'UE contrairement à ce qu'affirmait avant-hier un journaliste de Reuters qui avait écrit : "*Si la position du Parlement ne constitue qu'un simple avis, c'est à lui qu'il reviendra de donner son quitus ou de mettre son veto, in fine, à l'accord.*"

Le Parlement européen dans le meilleur des cas doit se prononcer entre la lèpre et le choléra concocté par la Commission européenne. De plus 100% des députés sont acquis à la cause de l'Union européenne, aucun ne combat pour son abolition et s'ils s'en trouvaient, ils seraient tellement minoritaires qu'ils leur seraient impossibles de faire entendre leur voix, aussi la participation à cette institution supranationale antidémocratique est une escroquerie politique qu'il nous faut combattre. Nous appelons au boycott des élections européennes de 2014, tout parti qui y participerait serait complice de la dictature de l'UE.

1- Renforcer la démocratie et la solidarité dans la gouvernance économique

(Session plénière Union économique et monétaire - 23-05-2013)

Introduction

- Le Parlement a accueilli, avec réserve, les prochaines étapes de l'union économique et monétaire proposées par la Commission. Selon la résolution, la mise en œuvre des règles en matière de gouvernance doit être prioritaire sur toute nouvelle proposition. Les députés plaident également en faveur de davantage de contrôle démocratique et de nouveaux outils pour traiter les préoccupations sociales.

Il écrit que "*les prochaines étapes de l'union économique et monétaire (sont) proposées par la Commission*" et non par le Parlement.

Le Parlement ne propose aucun texte ou aucune loi, cette prérogative ou ce monopole est du ressort de la Commision. La preuve.

- La résolution sur les prochaines étapes de l'union économique et monétaire (UEM) a été adoptée jeudi par une large majorité de 484 voix pour, 107 contre et 13 abstentions. Ce texte a été voté en plénière un mois après la présentation de la Commission européenne de deux communications relatives aux nouvelles mesures visant à mieux coordonner les programmes de réformes économiques et à améliorer la convergence et la compétitivité des économies européennes.

Ensuite vient une demande adressé par le Parlement à la Commission témoignant de l'ordre hiérarchique qui règne au sein de l'UE, de la soumission du premier au second.

- Les députés demandent à la Commission de garantir la pleine mise en œuvre des mesures de gouvernance économique...

Pour se couvrir alors que le gudget des différents Etats va être soumis à l'approbation de la Commission, les députés européens demande à celle-ci que les parlements nationaux soient plus impliqués dans ses décisions, autrement dit qu'ils abadiquent leur souveraineté au profit de la Commision tout en prenant en charge les décisions de celle-ci, c'est un modèle du genre, c'est la raison pour laquelle j'en reproduis de larges extraits.

- La résolution rappelle que les parlements doivent être pleinement impliqués lors de transferts de souveraineté. Les députés critiquent les projets de la Commission qui cherchent peu de contrôle démocratique, soulignant que la légitimité est possible seulement si les décisions sont prises de manière démocratique.

2- Négociations UE Etats-Unis: impliquer le Parlement dans le processus

(Session plénière Commerce extérieur/international - 23-05-2013)

Ce n'est pas le Parlement européen qui va négocier avec les Américains mais la Commission européenne.

- Cette résolution constitue la contribution du Parlement au mandat de négociation de l'UE.

- Les députés ont donné leur feu vert au début des pourparlers...

- ... ils(les députés (Ndlr) espèrent que la Commission européenne cherchera à obtenir le plein accès aux marchés publics des Etats-Unis...

Si cela ne suffisait pas, voilà qui le confirme :

- Le Conseil des ministres de l'UE projette d'autoriser l'ouverture des négociations et d'approuver les directives en juin.

Les pourparlers pourraient ensuite débuter en juillet et la Commission espère les conclure d'ici fin 2014.

3- Incendies et effondrement au Bangladesh: le Parlement demande davantage de mesures préventives

(Session plénière Développement et coopération / Politique de l'emploi - 23-05-2013)

Dans les grandes comme dans les petites choses, le Parlement européen n'est que le laquais de la Commission, il n'a absolument aucun pouvoir.

- Ils (les députés - Ndlr) appellent la Commission à promouvoir la responsabilité des entreprises européennes à l'étranger...

- Ils (id) demandent à la Commission d'examiner le respect de ces conventions par le Bangladesh...

Au fait, à propos de l'"*accord*" entre les multinationales du textile et les syndicats du Bangladesh dont le Parlement européen s'est réjoui, vous aurez remarqué qu'il n'y figurait pas un mot sur les salaires, la durée du travail, la précarité sociale des salariés.

Normal, la surexploitation ne doit pas connaître d'entraves, c'est cela aussi le colonialisme qui a donné satisfaction aux députés du Parlement européen, tout est dans l'ordre des choses.

ACTUALITE EN TITRES

Coupable mais pas responsable. Le contraire fut plus que surprenant.

- Christine Lagarde en témoin assisté, le FMI rassuré - Liberation.fr

- Affaire Tapie: Christine Lagarde échappe à la mise en examen - AFP

Christine Lagarde a été placée vendredi sous le statut de témoin assisté par les magistrats de la Cour de justice de la République (CJR) dans l'enquête sur le règlement en 2008 du litige avec Bernard Tapie après la vente d'Adidas. AFP

Gangstérisme de haut vol.

- Le président d'UBS France entendu par les juges - Reuters

- Démission du principal négociateur suisse sur la fiscalité - Reuters

- Offshore Leaks : le patron de Raiffeisen Bank offre sa démission - LeMonde.fr

- Espagne: nouvelle enquête sur Bankia, colère des petits actionnaires - AFP

- Accusé d'évasion fiscale, le DG de Raiffeisen offre sa démission - Reuters

- Espagne : l'infante Cristina de nouveau dans le viseur de la justice - LePoint.fr

Vos services en savent quelque chose !

- Manuel Valls: Même quand ils agissent seuls, les terroristes ne sont pas des «*loups solitaires*» - 20minutes.fr

Un record détestable...

- Détenus français: nouveau record de 67.839 personnes incarcérées début mai - AFP

... une place honorable

- 4e : la place qu'occupe la France dans le classement des pays comptant le plus d'athées au monde - Atlantico.fr

Au bout de deux ans, c'est impossible.

- L'opposition syrienne en quête de crédibilité avant Genève - Reuters

La voix de la réaction décomplexée

- Réformes structurelles et sacrifices individuels : quels efforts les Européens sont-ils prêts à consentir pour sortir de la crise ?
- Atlantico.fr

Aucun !

Au secours la planète se réchauffe !

- 3,7°C ce vendredi matin à Paris, la température la plus basse depuis 1887 - 20minutes.fr

Gaz à effet de serre oblige, ils vivent dans un carcan !

- Les Français ne consomment pas assez de féculents - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Toujours plus à droite les sociaux-libéraux-impérialistes

Le président des patrons

- Salaire des patrons : la promesse de Hollande qui a fait long feu - LeMonde.fr

- Rémunération des patrons: L'exécutif s'est-il dégonflé devant le lobby patronal? - 20minutes.fr

- Pas de loi sur les salaires patronaux : "*camouflet pour la gauche*" - LePoint.fr

Le président des va-t-en-guerre

- François Hollande pour une nouvelle étape de l'Europe de défense - Reuters

Sur fond de menaces terroristes persistantes, Paris souhaite élargir ses coopérations au-delà de son lien traditionnel avec le Royaume-Uni, l'autre puissance nucléaire européenne, qui envisage les coopérations de défense de manière bilatérale.

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a mis l'Europe de la défense au menu du sommet de décembre, une initiative saluée à Paris, qui voit d'un bon oeil l'ouverture à une coopération avec des pays de l'Est comme la Pologne.

"*La France veut ouvrir une nouvelle étape de l'Europe de la défense*", a déclaré le président français à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

François Hollande appelle de ses voeux une coopération renforcée avec l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne mais aussi les pays du groupe de Visegrad, qui regroupe Pologne, Hongrie, Slovaquie et République tchèque.

"*L'Europe de la défense, ça doit être l'Europe tout entière, y compris celle qui était hier de l'autre coté*", a-t-il dit.

François Hollande a évoqué un ajustement des équipements "*à la réalité des menaces d'aujourd'hui et de demain*".

Il a évoqué la commande, "*trop longtemps différée*", de "*drones de surveillance et de combat*", d'avions de transport A400M et de ravitaillement en vol MRTT, de frégates multirôles Fremm, de véhicules blindés VBMR et de missiles anti-navires légers, en coopération avec les Britanniques.

Pas question non plus de freiner les programmes en cours concernant les avions de combat Rafale, les hélicoptères d'attaque Tigre et de transport NH90, les sous-marins Barracuda. Reuters 24.05

Vous avez suivi, Herman Van Rompuy lui a soufflé, il reprend la balle au bond, c'est tout ce qu'il sait faire Hollande, si vous voulez savoir ce qu'il va déclarer ou annoncer dans les jours ou les semaines à venir, écoutez ce que disent les porte-parole officiels des banquiers et des actionnaires des multinationales...

Le président d'un parti d'affairistes et de loques. Quand on adhhère à un parti de droite : on assume !

C'est une nouvelle couleuvre pour l'aile gauche du PS et pour la -gauche radicale. Une couleuvre qui sera sûrement bien difficile à avaler.

Après l'enterrement de l'amnistie sociale, après l'éloge des réformes «*courageuses*» à l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder, François Hollande a récidivé -vendredi en faisant annoncer par son ministre de l'Économie, Pierre Moscovici, qu'il n'y aurait fina-lement pas de loi pour limiter les -rémunérations des patrons. Le gouvernement privilégie désormais «*l'autorégulation exigeante*» mais promet de «*légiférer*» si les «*décisions annoncées ne sont pas à la hauteur*». Voilà ce que l'on appelle un enterrement de première classe.

Dans les rangs du PS, la déception est palpable. Le député de Paris Jean-Christophe Cambadélis n'en fait pas mystère: «*Ce n'est pas une reculade, mais, à l'évidence, on n'est pas au niveau que nous nous étions nous-mêmes fixé*.» Interrogé sur i-Télé pour savoir si l'aile gauche du parti ne risque pas de se déchaîner, le député socialiste répond: «*Se déchaîner, je ne pense pas, le regretter, certainement.*»

En réalité, l'aile gauche du PS est bel et bien vent debout. «*On en a ras le bol*», s'énerve un des membres de cette frange du parti. «*Le terme très libéral d'autorégulation me fait penser à la main invisible du marché*», s'étonne un autre élu. «*L'orientation actuelle du président de la République est de faire toutes les concessions possibles au patronat pour qu'il relance l'économie,* s'agace le PS Gérard Filoche. Mais on sait bien que ça n'a jamais marché.» Il ajoute, visant les réformistes socialistes qui raillent l'aile gauche: «*Je ne me sens pas du tout minoritaire dans le parti*.» lefigaro.fr 24.05

Ah si au moins cela marchait de faire "*de faire toutes les concessions possibles au patronat*" ! Rien que d'y penser en dit long sur le degré de corrruption de Filoche, car le seul fait de militer au PS qui est un pilier du régime, c'est déjà faire une concession au régime, le soutenir.

Et puis, les pauvres chéris, voyez-vous cela, ils sont "*déçus*". Cambadélis, le renégat, a le mot pour rire, enchaînés comme ils sont au capitalisme et aux institutions, ils ne risquent pas de "*se déchaîner*", ils vont exprimer un "*regret*", vous savez c'est comme le pauvre type qui vient d'apprendre à 50 ans qu'il allait perdre son boulot en sachant qu'il n'était pas près d'en retrouver un, il est juste pas content, un peu triste mais sans plus, pour un peu il s'en fout, si, si, ces gens-là sont comme cela, c'est leur nature, sans scrupule ni principe ni morale en dehors de leurs intérêts personnels qui se confondent avec ceux du régime qu'ils soutiennent, ils nous font horreur.

Que dire des militants d'autres partis dont les militants n'ont eu de cesse de soutenir le PS, de le présenter sous un angle avantageux, de le couvrir pendant 70 ans pour le porter au pouvoir (interview de P. Lambert en 1972, il y a 41 ans, hier quoi !), ce ne sont plus des couleuvres qu'ils vont devoir avaler mais des boas, des anacondas !

Hier soir je me suis encore interrogé et je me suis demandé si cela n'avait pas été une erreur d'affirmer devant les militants de ces partis que finalement il était possible de continuer de militer dans ces partis, car s'ils avaient pris la décision de les quitter en masse, peut-être que certains de leurs dirigeants en auraient profité pour créer un nouveau parti sans tâche plutôt qu'eux aussi continués d'avaler des couleuvres... Que ces partis s'effondrent et qu'il en naisse un autre, c'est peut-être le seul moyen de parvenir à construire le parti, je deviens shivaïsme, je plaisante !

A ce propos, lu dans le n°252 d'*Informations ouvrières*. (en ligne dans la Tribune libre)

Comment ils cherchent à épargner Hollande, le régime.

Le titre et la petite phrase de trop, qui en dit trop ou pas assez. A propos de Hollande :

Titre : "*A Bruxelles, “le chef, c’est lui !'*"'.

- "*Et pour bien souligner qui dirige selon lui, il a annoncé le lendemain, lors de la deuxième conférence de presse de son quinquennat, à l’Elysée*", qu'est-ce que cela signifie, que ce ne serait pas Hollande, le président de la République et son gouvernement qui dirigerait le pays en s'appuyant sur la "*majorité*" parlementaire PS, conformément à la Constitution de la Ve République ? Y aurait-il un problème quelque part dans ce constat pour les dirigeants du POI ?

Ah, il ne collerait pas avec la politique du POI, il ne permettrait pas de la justifier, pas de bol en effet, ce n'est pas monsieur Barroso qui est le chef de l'Etat du pays ni même le Premier ministre, mais bien un membre du PS, parti qui poursuivant, amplifiant la politique antisociale et réactionnaire de l'UMP témoigne qu'il fait partie du même camp, du côté des ennemis de la classe ouvrière, le camp de la réaction.

En quoi ce constat devrait-il vous gêner monsieur Yan Legoff ? Parce que votre mot d'ordre « *Non à la dictature de la troïka !* » ne correspond pas à la réalité, l'expression "*la dictature de la troïka*" figure trois fois dans l'*Appel du comité de liaison national pour l’unité et la résistance*, on y cherchera en vain la dictature des institutions de la Ve République qu'incarne le chef de l'Etat et le Parlement.

Vous allez voir ce que vous aller voir

Yan Legoff : ... "*imposer aux travailleurs ces réformes de « compétitivité » meurtrières.*

Et là, c’est une autre affaire…"

Tu parles, avec votre aide puisque vous refusez de rompre avec les appareils de la CGT et de FO qui par leur participation rendent possibles des conférences patronales qui débouchent toutes sur des accords remettant en cause nos acquis sociaux.

Mais qu'on se le dise :

Marie Stagliano : "*Les choses sont loin d'être jouées*", ben voyons, toujours à propos de l'issue de la prochaine conférence antisociale des 20 et 21 juin prochain, on ne voit pas pourquoi puisque la CGT et FO divisent et désarment les travailleurs en participant à cette conférence, ils passent un noeud autour du cou des travailleurs au lieu de les mobiliser.

C'est marrant, parce que ces adeptes du front unique de la base au sommet laissent en réalité le sommet, les appareils faire ce que bon leur semble, ils les ménagent et prétendent les combattre, et pendant ce temps-là les militants cavalent, une très mauvaise plaisanterie, le double langage habituel.

Il fallait déterrer la hache de guerre contre les appareils avant le 11 janvier 2013, si la hauteur des attaques du patronat contre la classe ouvrière ne le mérite pas à leurs yeux, ne vous attenddez à ce qu'ils la déterrent un jour, cela signifie qu'ils ont complètement capitulé.

Mieux encore, si, si, c'est possible après s'être encore adressé récemment à Hollande, je crois même qu'ils sont dans l'attente d'un rendez-vous avec lui, autant demander un entretien avec Schröder ou Merkel, mais rien ne les arrête au POI.

- "*Acte III de la décentralisation : Appel CGT-FO-FAFPT (1) à un rassemblement devant le Sénat le 30 mai.*"

Ce serait le Front de gauche ou je ne sais pas qui qui aurait avancé une telle initiative qu'ils l'auraient dénoncée, hier c'était une trahison, aujourd'hui c'est la voie de la révolution et du socialisme, qu'on se le dise.

Ils le revendiquent et font du zèle.

- Un responsable du SPD s'en prend au projet de taxe financière - Reuters

Un haut responsable social-démocrate allemand, Nils Schmid, s'en est pris vendredi au projet actuel de taxe européenne sur les transactions financières, jugeant qu'en l'état, il risquait de plomber les comptes des banques.

Tout en réaffirmant dans sa lettre qu'il soutient le principe d'une telle taxe, il pointe le fait qu'un prélèvement de 0,1% sur la valeur des transactions financières risque de grever les propres coûts d'emprunt des banques.

Le ministre des Finances de Merkel, le conservateur Wolfgang Schäuble, est lui aussi partisan d'une telle taxe. Reuters 24.05

D'un Front à l'autre. En capitulant devant le régime le Front de gauche ne combat par l'extrême droite.

- Marseille : une ex-candidate communiste se présente sous les couleurs du FN - Libération.fr

Le Parti communiste s'est dit «*scandalisé*», vendredi, par le choix d'une de ses candidates aux dernières législatives dans les Bouches-du-Rhône de rejoindre le Front national pour être candidate à l'élection municipale de Marseille en 2014.

«*Les communistes sont profondément scandalisés par le choix d'Anna Rosso-Roig de rejoindre les rangs du FN. L'incompatibilité est totale entre nos valeurs et ce que porte l'extrême droite xénophobe et ultra-conservatrice face à laquelle nous menons un combat sans concession*» a déclaré le secrétaire départemental du PCF, Pierre Dharréville, dans un communiqué. «*Aujourd'hui, Anna Rosso-Roig renie le combat qu'elle a mené à nos côtés. Nous avions cru à la sincérité de son engagement*», a-t-il ajouté.

«*C'est un épiphénomène sur fond d'ambition personnelle. Elle n'avait manifestement pas sa place chez nous. Ce n'est pas une grande perte pour le PCF*» juge-t-on à la direction du PCF. «*A force de bouffer à tous les râteliers, attention à ne pas frôler l'ingestion*» ajoute-t-on plus crûment place du Colonel-Fabien. (Ils en connaissent un rayon en la matière les staliniens ! - ndlr)

L'intéressée, passée aussi par le PS et longtemps militante CGT, avait été candidate communiste aux législatives de juin 2012 dans la 6ème circonscription des Bouches-du-Rhône qui couvre le 9ème arrondissement de Marseille et une partie du 10e. C'est dans ce secteur notamment, où elle vit, ou celui des 1er et 7ème arrondissements, qu'elle pourrait se présenter aux municipales en mars 2014, comme l'a révélé le site internet d'information Marsactu. Libération.fr 24.05

Passée par le PS, le PCF pour atterrir au FN, beau parcours ! Logique quelque part, car à défaut de définir l'ennemi de la classe ouvrière, le capitalisme, les institutions et d'engager résolument le combat contre, d'autres se chargent de leur trouver des boucs émissaires. A force de capituler, ils poussent les masses vers l'extrême droite... On traîne derrière nous une expérience d'un siècle qui le prouve, vérifiez-le vous-même avant de hurler à la calomnie.

Parasite : l'honneur, c'est comme la dignité, cela se mérite !

- Peut-on qualifier le président portugais de "*clown*" ? C'est ce que la justice portugaise va devoir déterminer. Elle a en effet ouvert une enquête vendredi 24 mai pour déterminer si une telle insulte méritait des poursuites pour injure au chef de l'Etat.

"*Nous avons déjà un clown. Il s'appelle [Anibal] Cavaco Silva.*" Cette phrase, qui s'étale vendredi à la "*une*" du quotidien économique Jornal de Negocios, a été prononcée par le journaliste et écrivain Miguel Sousa Tavares.

L'écrivain répondait ainsi, dans une interview au journal, à une question sur l'éventualité de voir apparaître au Portugal une personnalité semblable au comédien et homme politique italien Beppe Grillo.

Etre traité de "*palhaço*" ("clown") n'a pas plu au président, qui quelques heures après la parution du journal a demandé au procureur général de la République de déterminer si cette insulte pouvait être assimilée à "*une offense à l'honneur*" du chef de l'Etat. Une enquête a aussitôt été ouverte.

"*L'offense à l'honneur*" du président est passible d'une "*peine de prison de trois ans maximum, ou d'une amende*", selon l'article du Code pénal que M. Cavaco Silva a invoqué pour formuler sa demande.

M. Sousa Tavares a toutefois rapidement admis, dans des déclarations à l'agence Lusa, avoir été "*excessif*" dans ses paroles. "*Je n'ai aucune considération politique pour Cavaco Silva mais j'en ai pour le chef de l'Etat quel qu'il soit*", a-t-il déclaré.

Le président portugais, dont le rôle est essentiellement protocolaire, fait parfois l'objet de moqueries de la part de ses compatriotes. Récemment, il a été raillé pour avoir déclaré qu'une "*intervention de Notre-Dame de Fátima*" avait sans doute permis que le Portugal, sous assistance financière, obtienne un nouveau satisfecit de ses créanciers.

Commentaire d'internaute

- "*Dire que c'est grace a N.D. de Fatima que le Portugal a eu un répit de ses créanciers vraiment, c'est de l'obscurantisme économique. Pas étonnant, qu'il soit ridiculisé par une partie des Portugais.*"

- "*Le pauvre... Depuis quand insulte-t-on ceux qui affament leur propre peuple ?*"

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Damas se dit prête à participer à une éventuelle conférence de paix internationale à Genève.

Reçu à Moscou ce vendredi, le vice-ministre syrien des affaires étrangères a donné son accord de principe à la proposition russo-américaine.

Selon Moscou cependant, le terrain a été miné par es autres initiatives internationales.

"*Les réunions de Madrid et Istanbul ne sont pas prometteuses. Elles posent comme condition préalable à la participation de l'opposition syrienne à la conférence internationale dite "Genève 2", la démission de Bachar al-Assad, et la formation d'un gouvernement sous supervision des Nations unies,*" a déploré Alexander Lukashevich, porte-parole du ministère russe des affaires étrangères.

Réunie à Istanbul, l'opposition syrienne doit se prononcer aujourd'hui sur sa participation.

"*Nous aimerions savoir si la délégation de Damas est mandatée pour prendre des décisions, y compris sur le transfert des pouvoirs à un gouvernement par interim, un gouvernement de transition qui aura les pleins pouvoirs décisionnels. Ce n'est pas clair,*" a estimé Louay Safi, membre de la coalition nationale syrienne.

La réunion d'Istanbul intervient alors que l'opposition est en difficulté sur le terrain. Epaulée par le Hezbollah chiite libanais, l'armée syrienne avance sur Qousseir, une ville stratégique de l'ouest aux mains des insurgés. euronews.fr 24.05

2- Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, et le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, ont à nouveau évoqué ensemble, vendredi, l'organisation d'une conférence de paix sur la Syrie.

Moscou et Washington semblent faire chacun de leur côté pression sur le régime et sur l'opposition pour qu'ils acceptent une telle initiative.

John Kerry et Sergueï Lavrov, qui s'étaient rencontrés le 7 mai à Moscou à ce sujet, se retrouveront lundi à Paris pour un entretien privé, a-t-on appris de source américaine autorisée.

L'insistance de Washington et Moscou à organiser cette réunion n'est semble-t-il pas du goût de tout le monde, en particulier de l'Arabie saoudite, un des principaux soutiens des rebelles sunnites contre le pouvoir alaouite - une branche du chiisme.

"*L'Arabie saoudite n'est pas contente que la conférence de Genève n'ait pas l'air de se diriger vers un départ immédiat d'Assad*", a confié à Reuters un dirigeant de la CNS.

Mais la CNS elle-même ne parvient pas à s'entendre sur un plan de transfert du pouvoir crédible.

Dans une nouvelle tentative, Moaz al Khatib a publié sur sa page Facebook un plan en 16 points qui appelle Bachar al Assad à transférer ses pouvoirs à son vice-président ou à son Premier ministre, puis à partir à l'étranger avec 500 membres de son entourage.

Mais cette proposition n'a semble-t-il pas soulevé l'enthousiasme des autres membres de la Coalition.

"*(Moaz al Khatib) a le droit de faire des propositions, mais celle-là va terminer directement dans la poubelle de l'Histoire. C'est un succédané de sa précédente proposition qui n'avait mené nulle part*", a réagi l'un d'eux.

Autre difficulté pour l'opposition : résoudre rapidement ses divisions internes en se trouvant un nouveau chef et élargir sa composition pour contrebalancer l'influence des islamistes, une demande insistante des pays occidentaux.

"*La communauté internationale marche un peu plus vite que l'opposition. Elle veut voir une liste complète de participants du côté syrien pour Genève et cela veut dire que la Coalition doit mettre en ordre ses affaires*", note un diplomate européen.

Outre Bourhan Ghalioun, plusieurs opposants sont pressentis pour succéder à Moaz al Khatib : Ahmed Toumeh Kheder, originaire de la province de Daïr az Zour, frontalière avec l'Irak; Louay al Safi, un professeur qui a enseigné aux Etats-Unis; ou encore le président par intérim de la CNS, Georges Sabra, un chrétien qui avait pris la tête des manifestations pour la démocratie au tout début du soulèvement. Reuters 24.05

3- Le journal britannique annonce la défaite imminente des "*rebelles*" à Alep et dans la banlieue de Damas. Deux journalistes de daily Telegraph qui se trouvent sur le front des combats à Alep et à Rif de Damas brosse un tableau assez réaliste de ce qui se passe réellement en Syrie : "*le chaos règne au sein des opposants à Assad et il faut reconnaitre que l'armée syrienne a réussi de prendre le contrôle du coeur stratégique de ces deux villes* " " *les portraits d'Assad sont ces jours ci accrochés aux murs de Damas avec plus de fierté que jamais*" " *dans le temps les rebelles sont parvenus à s'emparer de certaines localités du nord de la Syrie faisant dire aux analystes que Bachar va échouer. or Assad est désormais dans un état qui fait dire à ces mêmes experts qu'il peut porter le coup de grâce à ses opposants*" fait remarquer Ruth Sherlook. " *M. Assad a ouvert les voies de communication de Deraa sur la route de la Jordanie et il a ainsi mis un terme aux acquis sporadiques des rebelles*" "*Sherlook relève ensuite les troubles dans la banlieue de Damas et le nouveau rapport du renseignement allemand. le renseignement allemand avait prédit la chute d'Assad en 2012 mais il vient de reprendre le contrôle du sud de la banlieue de Damas* " french.irib.ir 24.05

ECONOMIE

Espagne

La banque espagnole Bankia est revenue vendredi au centre des attentions, avec l'ouverture d'une enquête boursière sur la chute du titre, qui s'ajoute à la procédure judiciaire en cours sur de possibles malversations, dans un climat de colère des petits actionnaires.

"*Voleurs*", "*délinquants*": ainsi ont été accueillis, dans la matinée, les patrons des trois plus grandes banques du pays (Santander, BBVA et CaixaBank), entendus comme témoins à l'Audience nationale, où les attendait une poignée de petits épargnants furieux d'avoir perdu une partie de leurs économies.

Car à la rage de ces derniers d'avoir vu la valeur de leurs titres fondre depuis l'entrée en Bourse de Bankia à l'été 2011 s'est ajouté un nouveau motif de colère: en une seule séance, celle de jeudi, les actions de la banque ont chuté de 51,43% à 0,68 euro.

Cette situation a intrigué l'autorité boursière CNMV, qui a ouvert jeudi soir une enquête.

"*En raison du volume élevé d'actions Bankia négocié (jeudi), de 49,39 millions d'actions en comparaison avec un capital de 19,93 millions d'actions, la CNMV va analyser en détails l'activité de la séance afin de vérifier si la norme légale en vigueur a été respectée, en particulier en matière de fonctionnement du marché*", a expliqué le régulateur dans un communiqué.

"*C'est une très bonne nouvelle que la CNMV ouvre une enquête pour bien comprendre ce qui s'est passé hier, parce que c'est difficile de comprendre, moi je ne comprends pas du tout*", a réagi le président de Bankia José Ignacio Goirigolzarri, sur la radio Cope.

"*Mon opinion (...) c'est qu'il y a eu des investisseurs institutionnels qui ont vendu les actions à découvert, je crois que c'est ce qui s'est passé*", a-t-il ajouté, reprenant une hypothèse largement relayée par la presse espagnole.

Le journal El Mundo expliquait ainsi que plusieurs banques avaient vendu jeudi un grand nombre d'actions à découvert, c'est-à-dire en misant sur une chute du titre la semaine prochaine, quand sera menée une nouvelle augmentation de capital.

En revanche, les petits actionnaires qui ont, selon les médias, été nombreux à appeler leurs agences bancaires pour tenter de vendre leurs titres devant la chute de l'action, se sont vu répondre qu'ils ne pouvaient le faire avant mardi.

"*Les particuliers auraient pu (vendre dès jeudi) mais ils ne connaissent pas ces pratiques, les investisseurs institutionnels sont eux beaucoup mieux informés de toutes ces possibilités*", explique Soledad Pellon, stratégiste à la maison de courtage IG Markets, pour qui "*c'est quelque chose de légal*".

Les analystes de Link Securities estiment eux que la pratique "*n'est pas légale selon la norme espagnole*" et soulignent que "*cette forte chute met en conditions d'infériorité les petits actionnaires, qui ne peuvent vendre et font maintenant face à de lourdes pertes*" quand ils voudront vendre leurs titres mardi.

Ce jour-là, Bankia bouclera une augmentation de capital de 15,54 milliards d'euros, qui entraînera une perte moyenne de 36 à 38% pour les épargnants. La séance de jeudi accentue donc ces pertes alors qu'on leur avait promis une valeur d'action de 1,35 euro. Elle vaut désormais la moitié.

L'annonce de la CNMV survient alors qu'une enquête judiciaire est déjà en cours sur les conditions de l'introduction en Bourse de Bankia en juillet 2011, la justice soupçonnant 33 responsables de la banque de délits d'"*escroquerie*", de "*détournement de fonds*" et de "*falsification des comptes annuels*". AFP 24.05

En une seule séance "*les actions de la banque ont chuté de 51,43%*", mais c'est pire qu'en octobre 1929 aux Etats-Unis. Attendez qu'ils fassent le même coup à Wall Street, Londres, Paris, Frankfort, Rome, Madrid... C'est programmé.

Haut de page

Le 26 mai 2013

CAUSERIE

Je ne voulais pas travailler aujourd'hui, j'arrête à 14h30 heure locale, je dois laver toute la maison. Je mets juste en ligne l'article que j'ai rédigé ce matin. Ce soir je mettrai en ligne 13 nouveaux articles.

Trois infos qui nous interpellent

1- Une supercherie qui dure depuis plus d'un demi-siècle, beaucoup trop longtemps, dans laquelle tous ont donné.

Droite gauche, droite gauche, droite gauche, droite gauche, soldats, rompez les rangs !

- Italie: nouveau duel gauche-droite pour des élections locales très disputées - AFP

C'est valable en France et tous les pays de l'UE (et au-delà), droite et gauche se partagent les voix des électeurs à quelques pour

cent près d'écart entre les deux à chaque élection, et la Constitution, les institutions sont ainsi faites qu'à tour de rôle à intervalle régulier ou non c'est la droite ou la gauche qui gouverne pour le compte des capitalistes.

On entend souvend des gens désabusés dire : voter à droite ou à gauche : pour ce que cela change ; un coup c'est la droite qui passe, un coup c'est la gauche et c'est toujours pareil ; droite ou gauche : cela revient au même, ils sont de mèche, etc.

Ce qui est extraordinaire, c'est que la majorité des travailleurs en ont parfaitement conscience depuis des lustres, il n'y a que les intéressés de droite et de gauche qui prétendent le contraire pour que la comédie continue et être récompensés pour leur contribution à cette mauvaise farce, on sait pourquoi, la stabilité du régime et sa survie en dépendent.

Ils ne sont pas les seuls, en réalité toutes les formations politiques y participent volontiers de l'extrême droite à l'extrême gauche. Dans ces conditions, pourquoi les travailleurs devraient-ils avoir confiance dans un parti plutôt qu'un autre, puisque finalement personne ne tient compte du constat qu'ils dressent que la droite et la gauche font la même politique et les ignorent ?

Si vous disiez hier que droite et gauche c'était du pareil au même, en tant que militant ouvrier vous étiez traité d'ignorant ou de gauchiste, on vous accusait de faire le jeu du régime ou d'être un ennemi des travailleurs, chacun a en mémoire la célèbre formule anarchiste conspuée par les institutionnalistes : élections pièges à cons, apparemment les cons ne sont pas ceux qu'on croyait, alors qu'en réalité ce sont ceux qui ont refusé d'écouter ce que disaient les travailleurs et qui ont entretenu cette supercherie qui n'ont eu de cesse de les ramener ou de les maintenir dans le jeu institutionnel duquel ils n'avaient rien à attendre, puisque la droite ou la gauche étaient étrangers à leurs intérêts fondamentaux.

La gauche, hier composée de révisionnistes (réformistes bourgeois) et de staliniens, incarnait les thèses défendues à la fin du XIXe siècle et au début du XXe par Bernstein, Dürhing, etc. qu'Engels, Luxemburg et Lénine avaient violemment combattus dans la social-démocratie, puis Trotsky, l'une consistant à nier les analyses, les conclusions et les enseignements du marxisme sur le capitalisme pour finalement abandonner le socialisme, voilà pour le révisionnisme, l'autre niant le caractère permanent de la révolution socialiste à l'échelle mondiale, de telle sorte qu'il serait possible de construire le socialisme dans un seul pays, pour finalement maintenir isoler la révolution russe jusqu'à sa liquidation programmée et orchestrée, voilà brièvement pour le stalinisme. Inutile de dire, que révisionnistes et staliniens devaient s'entendre pour étouffer ou liquider toutes les révolutions à venir dans le monde.

L'un et l'autre étant étrangers au prolétariat et au mouvement ouvrier, ils allaient s'appliquer minutieusement et avec détermination à mieux enchaîner les masses au capitalisme en manipulant leur combat et en les détournant systématiquement du socialisme. Tel fut le contenu et l'objectif qu'ils assignèrent au combat du mouvement ouvrier au cours de la période allant de l'expansion économique d'après-guerre jusqu'à la crise des années 70, en réalité jusqu'à la fin des années 70. Ils eurent 35 ans pour parfaire leur oeuvre et pourrir littéralement le mouvement ouvrier, au point qu'il en oublie jusqu'à ses origines ou ait totalement rompu avec sa tradition révolutionnaire de la fin du XIXe siècle et du début du XXe. C'est ainsi qu'en 2013 si vous demandez à un militant d'un parti ou d'un syndicat ce qu'est le socialisme, sur quoi il repose et quel est son but, vous serez surpris (ou non) de constater qu'il n'en sait rien ou qu'il en a une idée totalement déformée.

A vouloir ménager la chèvre et le choux, on a perdu l'un et l'autre, on a finalement tout perdu, jusqu'à l'avant-garde qui est elle-même totalement gangrenée par l'idéologie dominante, qui s'est largement compromise avec ces partis, qui a tenu à les ménager au point d'être devenue à son tour incapable de défendre le socialisme, voilà quelle pourrait être la morale de cette histoire dramatique.

Pour un plat de lentilles ils ont vendu leur âme pour s'être détournés ou avoir abandonné le marxisme qui reposait sur l'effondrement du capitalisme et qui posait comme condition à la révolution ou la prise de pouvoir par la classe ouvrière, que les conditions objectives devaient être réunies, autrement dit que les conditions matérielles d'existence des masses soient devenues insupportables, or pendant 35 ans leur combat a consisté à leur rendre le capitalisme plus supportable, ils considérèrent que mener le combat dans la perspective du socialisme constituait un obstacle à l'unité, ils ne visaient que des objectifs immédiats, alimentaires, notamment dans les syndicats, ils adbiquèrent face aux révisionnistes et aux staliniens et ils ne permirent à aucun moment aux travailleurs et aux militants de comprendre réellement la situation et les rapports qui existaient entre les classes et à l'intérieur des classes, de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

C'est cette grossière illusion et tromperie que nous allons payer très chère maintenant, voyez les Grecs où ils en sont, ils sont retournés 40 ans en arrière sur le plan social, non seulement ils ont combattu pendant 40 ans pour rien, ils ont tout perdu, ils ne comprennent rien à ce qui leur arrive et ils ne disposent même pas d'un parti pour leur expliquer et les aider à aller de l'avant.

Devrions-nous à notre tour faire preuve de faiblesse et de complaisance envers les Lambert-Gluckstein, Krivine-Besancenot, Laguiller-Arthaud qui n'ont eu de cesse d'entretenir cette criminelle distinction (illusion) entre la droite et la gauche, qui ont refusé de rompre avec le PS et le PCF, avec les appareils vendus de la CGT et de FO ?

Nous ne faisons le procès de personne, mais d'une politique qu'on se comprenne bien, s'agissant du PS on le classe dans le rang de nos ennemis au même titre que les dirigeants du PCF.

Nous sommes favorable au front unique en direction de l'ensemble des militants du mouvement ouvrier pour les associer au combat pour en fournir avec le capitalisme et ses institutions politiques, mais nous sommes farouchement contre le front unique en direction des dirigeants du PS et du PCF qui ne ferait que contribuer à entretenir l'illusion dont il a été question plus haut. Ce qui ne signifie pas qu'on les ignorerait pour autant ou qu'on laisserait leurs militants se débrouiller avec eux, cela c'est l'argument des manipulateurs du POI-CCI, j'y avais été sensible quand je militais à l'OCI quand j'étais jeune, maintenant j'en ai tiré les leçons, pas du tout, on mène un combat féroce pour mettre en lumière leur véritable nature d'agents du capital et contre leur politique au service du régime, afin que les militants rompent avec ces partis et leur idéologie et de dissuader les travailleurs de les rejoindre.

2- Ils seront impuissants face aux contradictions qu'ils ont eux-mêmes créées.

Il se pourrait bien que la gratuité du Net -qui ne l'est pas tout à fait, ne soit plus qu'un souvenir prochainement, les principaux médias réservant l'accès à leurs articles aux seuls abonnés, c'est déjà le cas partiellement, mais ils envisagent tous d'en réduire encore l'accès gratuit, YouTube parle de rendre payant l'accès aux vidéos musicales et l'offre d'applications gratuites que l'on trouve sur la toile pourrait encore se restreindre. Ils ont fait en sorte de rendre accessible Internet à un maximum de personnes faisant croire qu'un irrésistible vent de démocratie soufflait sur la planète (alors que la guerre fait rage, c'est très fort !), et maintenant qu'ils ont amarré la planète entière à Internet, il s'agirait de passer aux choses sérieuses, la récréation est terminée.

Ils ont fait en sorte que chacun puisse librement y placer les informations qu'il souhaitait de façon à ce que chacun y trouve ce qu'il y cherchait en fonction de ses goûts, penchants, préoccupations, idées, convictions, etc. Nous accorder une telle liberté ne pouvait être que suspect à nos yeux, sachant à quel point la diffusion de l'information et l'élévation du niveau de connaissance de la population sont contradictoires avec leurs intérêts et leurs objectifs politiques.

Surtout s'agissant d'informations contredisant les leurs ou leurs conclusions. Il serait donc tenté de siffler la fin de la partie et de s'attaquer en premier lieu aux agences de presse ou aux journalistes des médias qui révèlent au grand public dirons-nous des informations trop compromettantes, alors qu'ils sont censés être aux ordres. Ils s'occuperont par la suite des sites indépendants, encore que cela semble impossible, tant ils sont nombreux dans le monde, d'où aussi la nécessité qu'ils se multiplient.

Nous ne dirons pas qu'il y a du bon et du mauvais en toute chose, mais qu'elles comportent des contradictions parfois inattendues et que l'on ne peut pas contrôler, ils sont en train d'en faire l'expérience. C'est ainsi par exemple que les maîtres du monde croyait en finir avec la Syrie en quelque mois pour être finalement sur le point d'encaisser une cinglante défaite deux ans plus tard, ce dont on se réjouit, il y a donc parfois loin de la coupe aux lèvres. Au passage cette victoire sera à mettre au compte de la résistance et du formidable courage du peuple syrien, tandis que la défaite sera à mettre à celui de tous ceux qui l'ont combattu, y compris le Front de gauche et le NPA en tête. Vous voyez, on ne perd pas une occasion de dire les choses telles qu'elles sont, ne serait-ce pas Mélenchon qui dernièrement à propos de la politique de Hollande a affirmé qu'il fallait appeler les choses par leurs noms, nous nous les remettons à la place qui leur convient.

Puisque dans l'extrait qui suit il est question de complot, on pourrait encore ajouter un mot sur ce sujet que nous avons abordé sans a priori dans d'autres causeries.

S'il y a complot, hormis les mythomanes ou illuminés adeptes de la théorie du même nom, cela tient à la propension des médias à refuser de diffuser certaines informations de façon à ce qu'elles ne soient pas accessibles au grand public, médias, presse et télévision, qui sont régulièrement invités aux réunions du groupe Bilderberg ou font partie de think-tanks néo libéraux ou néo onservateurs ou se côtoient banquiers et patrons de presse, directeurs de l'information ou chefs de rédaction, s'ils agissent de la sorte, c'est parce qu'ils en ont reçu l'ordre.

On lira que provocation et complot font bon ménage à la CIA, on a ainsi la preuve que ceux qui s'attaquent aux journalistes indépendants qui dénoncent des complots menés à partir de la Maison Banche ou du Pentagone, en sont les propres auteurs.

- Lundi l'AP a révélé que les enregistrements téléphoniques saisis par la justice pouvait impliquer 100 employés qui ont utilisé les lignes de téléphones sur lesquelles porte l'enquête – qui semble ne concerner qu'une seule information de l'AP datant du 7 mai 2012 selon laquelle la CIA avait déjoué un complot d'Al-Qaida dans la péninsule arabique visant à faire exploser en vol un avion de voyageurs en route pour les États-Unis. Pourtant il s'est avéré plus tard que le complot était en réalité un piège monté de toutes pièces par la CIA. Comme l'a récemment confirmé le directeur de la CIA, John Brennan, "*Nous avions le contrôle du complot qui n'a jamais représenté une menace pour le public étasunien*."

Alors pourquoi l'administration Obama cible-t-elle des reporters et des chefs de la rédaction qui ont travaillé sur une nouvelle qui selon l'aveu même de la CIA n'avait rien à voir avec un réel danger pour la sécurité nationale ? "*Il y a une guerre plus large contre [ceux qui révèlent] des informations*" a répondu Radack. "*Les lanceurs d'alerte, les hackers et tous les dissidents. C'est une attaque en règle contre ceux qui contrôlent l'information*". (Les pauvres et la dictature des marchés : Se soulever ou mourir 24 mai - mondialisation.ca)

3- L'Empire promet aux peuples du monde entier des décennies de guerres.

Et dire qu'il s'en trouve encore qui n'ont pas encore compris que les "*attentats*" du 11 septembre 2001 avaient été commandités par ceux qui les exploiteraient ensuite ou en tireraient profit pour justifier le régime de terreur qu'ils imposeraient sur tous les continents au nom de la "*guerre contre le terrorisme*", dont ils étaient en réalité les chefs d'orchestre. Il leur fallait un prétexte pour intervenir militairement partout dans le monde, ils l'ont créé de toutes pièces, sans contrôle démocratique dans leur pays, piétinant la souveraineté des Etats, et dire que certains appellent encore ce régime une démocratie, il s'agit de la même supercherie que celle dénoncée plus haut, parvenue à un stade supérieur puisque pouvant se passer de toute représentation politique de la classe ouvrière, ses droits politiques ont été détruits avec la quasi-disparition de ses partis, dans un pays où finalement n'existent plus ou s'affrontent conservateurs, néo conservateurs et néo libéraux. Au passage, c'est l'objectif de l'Union européenne et de l'union transatlantique qui ne se limitera pas à des mesures économiques et sociales. Le modèle politique de l'Union européenne disions-nous il y a déjà quelques années : ce sont les Etats-Unis. C'est aussi le modèle du gouvernement mondial ou du nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer. On remerciera au passage les partis ouviers qui en participant aux élections européennes en 2014 soutiennent leur sinistre projet.

- Témoignant devant la Commission du Sénat américain sur les Forces armées, jeudi, des responsables du Pentagone ont affirmé que les lois sur la « *Guerre contre le terrorisme* » leur accordent des pouvoirs étendus pour mener des guerres partout dans le monde, y compris aux États-Unis, sans l'autorisation du Congrès.

Le vice-ministre de la Défense Michael Sheehan, a affirmé que la loi AUMF d'Autorisation de l'usage de la force armée, votée en 2001 par le Congrès après les attentats du 11 septembre, constitue une autorisation effective du Congrès pour les prochaines guerres menées dans le cadre de la « *Guerre contre le terrorisme*. » De son point de vue, le Pentagone peut continuer sa campagne mondiale d'assassinats par drones et lancer de nouvelles guerres tant qu'elles sont classées dans la catégorie « *guerre contre le terrorisme,* » sans avoir besoin d'une nouvelle autorisation du Congrès.

« *Pour le moment, tout va bien avec l'AUMF, telle qu'elle est actuellement*, » a dit Sheehan. « *Présentement […] cela fait l'affaire.* »

Sheehan a clairement dit qu'il croyait que cette autorisation de guerre s'étendait jusqu'à un avenir indéfini. Il a dit, « *De mon point de vue, cela va continuer pendant un bon moment, oui, au-delà du deuxième mandat du président […] je pense que ce sera au moins pour 10 ou 20 ans.* »

(Le Pentagone dit au Sénat américain que les guerres vont continuer durant des dizaines d'années - 21 mai - mondialisation.ca)

Haut de page

Le 27 mai 2013

CAUSERIE

J'ai commencé à rédiger une causerie hier soir mais je dois encore la compléter, ce sera donc pour demain.

On abordera le congrès du POI et la question du mot d'ordre d'indépendance des Etats sous un angle, comment dire, politiquement incorrecte, je vous mets l'eau à la bouche, Chine, Etats-Unis, Inde et demain Union européenne, des Etats fédéraux vastes et fortement peuplés dont comparables au moins sur ces trois plans, qui sentent franchement mauvais la dictature et l'absence de droits politiques pour la classe ouvrière, faut-il les conserver tels qu'ils sont ou oeuvrer à leur dislocation dans la perspective de constituer des Républiques sociales qui seront intégrées dans de nouveaux Etats fédéraux débarrassés du capitalisme ? C'est la question que je me suis posé qui en a entraîné une multitude et à laquelle nous tenterons de répondre demain ou après-demain au plus tard.

En attendant, bonne semaine à tous, courage camarades, tout n'est pas perdu, prenons appui et exemple sur l'héroïque combat du peuple syrien et vive le socialisme !

Le saviez-vous ?

- Dans la réserve des Indiens Dakota à Pine Ridge, S.D., le second comté le plus pauvre des États-Unis, l'espérance de vie d'un homme est de 48 ans. C'est la plus basse espérance de vie de l'hémisphère occidental en dehors de Haïti. Près de 60% des maisons de Pine Ridge, dont la plupart sont des huttes en tourbe, n'ont pas d'électricité ni d'eau courante ni d'isolation ni d'égouts. Dans les vieux camps miniers du sud ouest de Virginie, l'eau, l'air et le sol sont si empoisonnés que le cancer y est endémique. Il n'y a pas de travail. Et les montagnes Appalaches d'où provient l'eau d'une grande partie de la côte est, sont parsemées d'énormes bassins artificiels remplis de métaux lourds et de boues toxiques. Pour pouvoir respirer les enfants vont à l'école avec des inhalateurs.

Les habitants, coincés à l'intérieur de villes en ruine, souffrent d'une misère et d'une violence assortie d'emprisonnements de masse si grandes qu'ils sont brisés émotionnellement et psychologiquement. Et les travailleurs agricoles de la nation, qui n'ont droit à aucune protection légale, sont souvent obligés de travailler sans être payés, comme des serfs. Voilà comment se décline l'épouvantable domination des multinationales. C'est ce qui nous attend tous. Dans cette course accélérée vers l'abîme, nous finirons tous serfs ou esclaves.

(Les pauvres et la dictature des marchés : Se soulever ou mourir - 24 mai 2013 - mondialisation.ca)

Non, il ne s'agit pas du scénario d'un film de science-fiction ou d'anticipation présenté au Festival de Cannes, mais la stricte et triste réalité aux Etats-Unis, terrible n'est-ce pas. Si vous militez au Front de gauche, au POI, au NPA ou à LO, gravez-vous ces lignes dans la tête avant de lire la suite, cela vous sera utile, tout du moins on ose l'espérer. Faites-en une copie pour vos dirigeants en leur disant qu'on en a plus que marre de leurs manigeances d'appareils.

La Palme d'or à une formidable manipulation.

- Cannes : la Palme d'or à une passion brûlante entre deux jeunes femmes - AFP

Une passion brûlante entre deux jeunes femmes, " *La vie d'Adèle*" du Franco-tunisien Abdellatif Kechiche, a remporté dimanche la Palme d'or du 66e festival de Cannes, une première pour un film qui parle aussi ouvertement et crûment d'homosexualité. AFP 26.05

Le président de la République François Hollande a estimé que la Palme d'or récompensait "*le talent des artistes, la liberté du réalisateur, son audace et la confiance qu'il porte dans la jeunesse*". AFP 26.05

Le talent, la liberté, l'audace et la confiance consisteraient à être incapable d'assumer le sexe que la nature nous a donné à la naissance, extraordinaire, on imaginera difficilement pire renoncement, pire reniement des origines de la civilisation humaine.

La paresse intellectuelle est devenue un "*talent*".

Passons sur le "*talent*" de ceux qui sont tombés à pieds joints dans le panneau, ils n'ont toujours pas compris que cette opération était pilotée à l'échelle mondiale par les tenants du mondialisme, à croire qu'ils sont sourds et aveugles.

On retrouve ici la mentalité du petit bourgeois ou du militant placé sous l'influence de l'idéologie dominante, qui flatte l'air de rien son individualisme, encourage ses lubies ou caprices et qui ne s'en aperçoit pas, parce que cela correspond à ses idées (et à son statut social), idées que la classe dominante lui a soufflées tellement fort dans les oreilles qu'ils les a adoptées sans même s'en rendre compte, inconsciemment, croyant bien faire parce qu'il est généreux et épris de justice, ce qui est parfaitement louable par ailleurs, sans réfléchir un instant aux rapports de classe existant, parce que finalement il n'a même pas le niveau politique pour réfléchir sur ce plan. Comment le pourrait-il quand il ignore que ce sont des monarchies qui ont ouvert le bal, tandis que le PS a pris le relais, parti tout aussi réactionnaire que les monarchies mais qu'il continue de classer à gauche, c'est là qu'on se rend des méfaits catastrophiques de cette monstrueuse escroquerie politique dont sont coupables tous les partis. Il a oublié ou abandonné ou n'a jamais possédé cette conscience de classe qui consiste à poser toute question sous cet angle-là (de classe) pour ne pas être manipulé. On ne lui en veut pas, comme on n'en veut pas à un élève d'être un cancre mais à ceux qui nous gouvernent, à ses dirigeants qui l'ont induit en erreur ou n'ont pas fait leur boulot, d'ailleurs on se demandera si ceux (POI) qui ont fait preuve d'un black out absolu sur le mariage homosexuel ne lui auront pas rendu le plus mauvais service, à croire que la lâcheté est devenu aussi un "*talent*".

ACTUALITE EN TITRES

Dictature. Société placée en liberté surveillée.

- Militaires pris pour cible: Comment assurer leur sécurité ? - 20minutes.fr

Placez un militaire derrière chaque militaire, un flic derrière chaque citoyen, une caméra à chaque coin de rue, dans chaque hall d'immeuble, chaque ascenseur, chaque recoin, ou alors faites comme aux Etats-Unis, armez la population, non, je me trompe d'époque...

Intox.

- Soldats agressés à Londres et Paris: piste terroriste des deux côtés de la Manche - AFP

Notre "***cauchemar***", c'est le terrorisme d'Etat.

- Les islamistes autoradicalisés, cauchemar de l'antiterrorisme - LeFigaro.fr -

Normal, en Allemagne les rentiers s'enrichissent grâce au dumping social nommé Hartz !

- Merkel s'engage à éviter une guerre commerciale entre Chine et UE - AFP

On peut ajouter les entreprises allemandes qui ont délocalisé une partie ou la totalité de leur production dans les ex-pays de l'Est où le coût du travail est aussi bas... qu'en Chine ! Ils sont donc faits pour s'entendre.

Les patrons ripoux, suite.

- Le conseil du sidérurgiste italien Ilva démissionne - Reuters

Le conseil d'administration d'Ilva a démissionné, a annoncé samedi le sidérurgiste italien, à la suite de la saisie de huit milliards d'euros d'actifs de sa maison mère dans le cadre d'une enquête judiciaire...

Ils ont perdu une bataille... mais pas la guerre.

Syrie

- Syrie: Damas participera à Genève-2, Beyrouth entraînée dans le conflit - AFP

- Syrie: l'opposition, bloquée par ses divisions, ne peut se prononcer sur Genève 2 - AFP

- Israël s'accommode du maintien de Bachar el-Assad - LeFigaro.fr

Palestine

- Le temps des décisions difficiles approche, dit John Kerry - Reuters

- Un plan de 4 milliards de dollars pour développer l'économie palestinienne - AFP

- Shimon Peres: "*réelle possibilité*" de paix entre Israéliens et Palestiniens - AFP

Une bombe à retardement permanente qu'ils avaient sous-évaluée.

- Le défi de gérer les attentes des populations du printemps arabe - Reuters

Coucou, ici aussi en Inde et chez nos voisins Chinois, Pakistanais, Bengladais, etc. "*les attentes*" de la population et de la jeunesse en particulier sont immenseq, tous veulent leur part du gâteau et profiter du progrès social.

ACTUALITÉ DU JOUR

Il nous reste deux ans.

- UE: Moscovici veut faire avancer l'Union politique dans un délai de deux ans - AFP

Le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a plaidé samedi à Paris pour qu'"*un contenu*" soit donné à l'Union politique européenne "*dans un délai de deux ans*", citant notamment un gouvernement économique et une capacité budgétaire propres à la zone euro.

Rappelant que Berlin avait exprimé plusieurs fois son souhait d'aller vers une Union politique, il a affirmé vouloir le "*prendre au*

mot" pour "*donner un contenu à cette Union politique et (se) fixer un délai de deux ans pour y parvenir*".

Il a répété la proposition de François Hollande le 16 mai de créer un "*gouvernement économique*" qui se réunirait tous les mois et serait doté d'"*un véritable président*".

Outre les décisions de politique économique, ce gouvernement serait chargé de l'harmonisation de la fiscalité et d'un début de convergence sociale. M. Moscovici a plaidé pour la formation à ce titre d'un "*Eurogroupe social*". AFP 25.05

Non seulement le PS est aussi pourri que l'UMP, mais en plus ils font du zèle. Savez-vous pourquoi ? Parce qu'ils trimballent le boulet de leur appartenance à un parti réputé socialiste même s'il y est totalement étranger, il leur faut montrer pattes blanches, donner des gages à leurs maîtres, à chaque instant ils doivent témoigner de leurs réelles intentions, c'est cette contradiction, ce fardeau qui les obligent à aller plus loin encore que le parti officiel de la réaction, à être encore plus réactionnaire quoi.

Bon, alors camarades du POI, quand est-ce qu'on se fait un front unique avec le PS ? Je vous sens un peu refroidis ces derniers temps, il ne faut pas, vous savez votre avenir passe par le PS, c'est feu Lambert qui n'a cessé de le répéter pendant 50 ans et Gluckstein a pris le relais... Comment, vous oseriez remettre en cause sa stratégie ? A la bonne heure, vous êtes sur la bonne voie, rejetez toute compromission avec l'ennemi et soyez dignes de l'Opposition de gauche... Je ne sais pas si vous avez bien lu, le temps presse, deux ans, c'est très court et en même temps une éternité... au cours d'une révolution...

Mystification. Comment le Parti de gauche roule pour l'UE... et l'établissement d'un gouvernement mondial. Mode d'emploi.

Un rappel pour commencer.

Le Parti mal nommé de gauche se reconnaît dans l'UE, il en est même partie prenante directement au Parlement européen. Il se reconnaît aussi dans l'euro et dans la BCE. Pour lui, toute rupture avec l'UE est impensable.

A ce stade il légitime l'existence de l'UE sans se soucier de sa nature, de quelle manière et par qui elle avait été fondée, de son fonctionnement, ce qui est conforme à son alignement sur l'ONU fondée également sous auspices américaines, ce qui a amené le Fdg a soutenir toutes guerres entreprises ou orchestrées par les Etats-Unis jusqu'à celle contre la Syrie ou encore contre le Mali au côté du PS, de l'UMP et de l'UDI.

Ainsi s'il existe un lien depuis leur fondation entre l'ONU et l'UE, c'est bien l'impérialisme américain, plus particulièrement le cartel des banquiers de la Fed qui détient le pouvoir au Etats-Unis, d'où le rapprochement ou l'intégration logique des E-U et de l'UE dans une "*union transatlantique*" qui consisterait à soumettre tous les peuples de l'UE aux mêmes conditions politiques qui prévalent aux Etats-Unis où le prolétariat ne dispose pratiquement plus de droits politiques, conservateurs, néo conservateurs et néo libéraux se partageant le pouvoir.

Ainsi le refus du Fdg de rompre avec l'UE était inscrit dans son refus de rompre avec l'ONU, sa servilité congénitale face au capital qui tient lieu de lien idéologique avec le PS lui interdit de remettre en cause ses institutions politiques, rien de plus logique en somme.

D'où ce nouveau coup de poignard dans le dos des travailleurs qui consiste à travers un référendum à prendre la défense de l'Union européenne au lieu de nier sa légitimité à signer un traité avec l'impérialisme américain. Cette opération consiste donc à subordonner davantage les travailleurs à l'UE pour finalement lui laisser les mains libres d'agir à sa guise après lui avoir témoigné le soutien de la principale composant du mouvement ouvrier, car on imagine que le FdG va adopter l'appel du Pdg, en réalité après l'avoir muselé ou cadenassé.

Cet appel est doublement criminel, car en prétendant que "*ce texte livre notre pays et l'Union européenne aux intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis*", cela signifie que ce ne serait pas déjà le cas, ce que le Pdg ne peut pas admettre sinon sa position en faveur de l'existence de l'UE n'y résisterait pas, la manipulation qui consiste à présenter l'UE comme autre chose qu'une machine de guerre concoctée par l'oligarchis financière américaine contre le prolétariat européen apparaîtrait au grand jour. Le Pdg prend ouvertement la défense de l'UE contre laquelle tous les travailleurs sont en train de lutter aujourd'hui. Rien de changer en cela non plus.

Il l'assume pleinement quand ils prétendent que ce traité serait "*contraire à nos intérêts*", tandis que l'UE oeuvrerait pour les intérêts des travailleurs, c'est bien connu !

Cerise sur le gâteau, on aurait pu commencer par le dessert, mais il nous fallait passer par le plat de consistance pour mieux cerner la nature du Pdg et du Fdg ou la mettre en évidence de façon à ce que les militants comprennent bien leur nature contre-révolutionnaire, leur véritable objectif, en réalité quand on lit attentivement cet appel, on s'aperçoit qu'ils "*exigent*" un référendum mais en aucun cas ils appellent au rejet ou au retrait de ce projet de traité transatlantique.

Cela rappellera aux militants toutes les fois où le Fdg a refusé de mener le combat dans l'unité contre le gouvernement en opposant à cette proposition qui aurait pu permettre de rassembler de larges masses un appel à un référendum qui devait consister à dresser ceux qui y étaient favorables à ceux qui étaient contre, de manière à diviser nos forces et faire en sorte que les mesures du gouvernement soient appliquées plus facilement sans avoir jamais appelé à leur retrait ou leur rejet pur et simple il faut préciser.

L'impression qui ressort de tout cela, c'est que Mélenchon et sa bande de bras cassés regrettent de ne pas avoir été associés à la rédaction de ce texte dont finalement il partage l'orientation, l'objectif politique, car ne nous y trompons pas, le volet économique de ce traité est une chose, celui politique en est une autre que le Pdg passe soigneusement sous silence.

Croire que le cartel des banquiers de la Fed et leurs acolytes européens ne s'intéresseraient qu'aux questions économiques serait une terrible erreur, fatale, car souvenons-nous que c'est dans la foulée des accords de Bretton Woods qui donnèrent naissance au FMI qu'ils créèrent l'ONU, son pendant politique qui allait leur fournir le cadre politique et juridique dans lequel ils allaient dorénavant intervenir afin d'assurer ou plutôt légitimer leur hégémonie politique sur le monde, justifier toutes leurs guerres avec ou sans l'aval de l'ONU, puisque participer à cette institution internationale revenait pour les Etats à se soumettre à la domination de l'impérialisme américain et ses alliés européens, on pourrait même aller plus loin et affirmer que le cours de l'histoire l'a amplement confirmé au regard de l'évolution de la situation en URSS, ses ex-satellites, en Chine ou Cuba qui finalement prennent le même chemin en adoptant à leur tour le capitalisme, on pourrait encore citer la centaine de résolutions adoptées par l'ONU à l'encontre de l'Etat sioniste qui sont restées lettres mortes sans qu'aucun Etat ne trouve à y redire ou décide de se retirer de l'ONU, tous sans exception, y compris la Russie et la Chine.

Et la manière dont les Russes (et les Chinois) ont abordé la question syrienne à l'ONU ne remet pas en cause le consensus qui existe entre eux et les Américains, elle a consisté à profiter des difficultés économiques américaines pour rééquilibrer la balance en leur faveur tout en se partageant les rôles, car si les Américains ont besoin des richesses du Proche et Moyen-Orient pour assurer leur développement, les Russes (notamment) en ont également besoin. Maintenant que cela ait fortement déplu à l'aile néo libérale qui siège au gouvernement et au Pentagone et qui serait partante pour une confrontation militaire avec la Russie qui entraînerait une Troisième guerre mondiale est accessoire, apparemment elle a été mise en minorité ou elle a dû admettre qu'une telle aventure n'était pas sans risque, alors qu'Obama a planté la prochaine étape de leur programme de gouvernement mondial, l'union transatlantique E-U- UE justement, ce serait donc dommage de tout flanquer par terre pour une question relativement secondaire au bout du compte de répartition des pouvoirs à l'échelle mondiale entre puissances, puisqu'elles seront toutes associées à leur projet de Nouvel ordre mondial, qui ne pourra pas se réaliser sans le concours de la Russie et de la Chine.

Tout cela n'est pas sans contradictions, observons qu'elles sont sous contrôles jusqu'à présent, car le seul grain de sable qui pourrait bloquer cette mécanique monstrueuse ou la faire dérailler, la lutte de classe du mouvement ouvrier, il est réduit à l'état de poussière ou à l'impuissance, le Pdg et le Fdg s'appliquant à la disperser de telle sorte qu'il ne s'en remette pas, la liquidation de tous les repères dans la société fait partie de ce combat idéologique, c'est leur manière de contribuer à l'établissement de ce Nouvel ordre mondial.

On comprend dès lors que les médias se prêtent volontiers au jeu et rendent compte des moindres éructations ou gesticulations de Mélenchon et les dangereux charlatans qui l'entourent, ils partagent les mêmes objectifs politiques.

Au fait, dans quel journal d'un parti trouvez-vous ce genre d'analyses accessibles à tous qui permet de mieux comprendre la situation mondiale en prenant en compte l'ensemble de ses facteurs ou acteurs ?

- Le conseil national du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, réuni dimanche, a exigé un référendum sur le projet de Grand marché transatlantique (GMT), instaurant un libre échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

"*Ce texte livre notre pays et l'Union européenne aux intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis*", selon un communiqué du PG, dans lequel il réclame un "*référendum sur le grand marché transatlantique*".

Pour le parti coprésidé par Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard, "c'est le renoncement officiel et définitif à une Europe indépendante de l'impérialisme américain".

"*Ce traité renforce la domination de celui-ci sur un +bloc+ occidental au service d'une guerre économique avec la Chine et les autres puissances émergentes, lourde de danger et contraire à nos intérêts. Par là même, il tourne également le dos à toute idée d'une Europe au service de rapports internationaux basés sur la coopération avec les pays du sud*", ajoute le PG.

"*Nous ne voulons pas d'une Europe américaine. Le +GMT+ est un texte aussi décisif pour les peuples que les traités de Rome, de Maastricht et du TCE. Ce texte a été préparé en catamini, il s'apprête à être adopté de la même manière: il ne peut en être question !*", selon le parti membre du Front de gauche.

C'est pourquoi le conseil national du PG "*exige*" un référendum "*avant même toute ouverture de négociations officielles avec les*

Etats-Unis".

A cette fin, le PG propose "*une campagne unitaire large en faveur du référendum avec les partis de gauche, associations, syndicats qui partagent (leurs) critiques*". AFP 26.05

"*une campagne unitaire* sous le signe de la soumission à l'UE en refusant d'avancer le mot d'ordre de retrait qui inclut le refus de reconnaître une quelconque légitimité à l'UE pour décider de notre sort, est un fervent de division, nous dénonçons et rejetons catégoriquement cette initiative dont l'objectif s'inscrit en totale contradiction avec le but prétendument affiché.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Lisbonne, près du palais présidentiel, pour réclamer la démission du gouvernement dont la politique d'austérité, exigée par les créanciers du pays, a considérablement aggravé la récession et le chômage.

"*Changer de politique!*", "*Le gouvernement dehors!*", "*Contre l'exploitation et l'appauvrissement!*", étaient les principaux mots d'ordre de la manifestation convoquée par la CGTP, le principal syndicat portugais qui avait affrété plusieurs dizaines d'autocars pour amener ses sympathisants jusqu'à la capitale.

"*Il faut faire tout ce qui est à notre portée pour nous débarrasser de ce gouvernement*", a déclaré le secrétaire général de la CGTP, Armenio Carlos.

La manifestation était soutenue par le mouvement apolitique "*Que se lixe a troika*" (Que la troïka aille se faire voir) qui en mars a rassemblé contre l'austérité plusieurs centaines de milliers de personnes à travers le Portugal.

"*L'austérité punit les pauvres mais profite aux riches*", "*Voleur, voleur*", pouvait-on lire sur de petites affiches ornées du portait du Premier ministre Pedro Passos Coelho, brandies par des manifestants parmi lesquels des fonctionnaires, des chômeurs, et des retraités. Nombre d'entre eux agitaient des drapeaux rouges.

"*Le gouvernement doit démissionner tout de suite*", déclarait Maria, une Lisboète de 57 ans, au chômage depuis plusieurs mois comme son mari et sa fille. "*Ne sommes venus à Lisbonne pour dire +assez+. Le gouvernement coupe tout, même les retraites. Le président doit le renvoyer* ", renchérissait Antonio Amoreira, venu de Porto, la grande ville du nord du pays.

Le président Anibal Cavaco Silva, dont le rôle est essentiellement protocolaire, peut dissoudre le Parlement et convoquer des législatives anticipées, comme le souhaitent actuellement 57% des Portugais, selon un sondage, publié samedi par le journal Publico. AFP 25.05

D'un président à un autre, d'un gouvernement à un autre, de droite ou de gauche ou de droite tout court puisqu'ils font la même politique d'Athènes à Lisbonne... Ce sont les institutions qu'il faut renverser et prendre le pouvoir...

1- Italie

Les Italiens ont voté ce dimanche aux élections municipales dans des centaines de villes, dont la capitale, un scrutin test un mois après la formation d'un gouvernement de large alliance où cohabitent la droite et la gauche.

Dimanche vers 17H00 gmt la participation était en forte baisse par rapport au scrutin municipal précédent, se situant autour de 37% contre 45% en 2008 à la même heure, selon le site du ministère de l'intérieur. Mais le scrutin se poursuit jusqu'à 20H00 dimanche et reprend lundi jusqu'à 13H00 gmt.

Les regards sont tournés vers Rome où le maire sortant, l'ex-néofasciste Gianni Alemanno, du parti de Silvio Berlusconi, affronte Ignazio Marino, candidat du principal parti de gauche, dont est issu le chef du gouvernement Enrico Letta.

Selon les derniers sondages publiés, les deux hommes se partageraient chacun entre 33 et 35% des voix. Viendrait derrière (15%) Marcello de Vito, candidat du Mouvement Cinq étoiles (M5S) de l'ex-comique Beppe Grillo qui s'était adjugé un quart des

voix aux dernières législatives de février, mais semble avoir perdu du terrain.

Au total 7 millions d'Italiens sont appelés à voter dans 564 communes. AFP 26.05

Abstention massive, droite et gauche minoritaire, M5S ou la caravane passe et le régime reste en place, rien de nouveau quoi.

2- Guinée

Troisième jour de violences a Conakry et au moins cinq personnes sont mortes. Dans les rues de la capitale guinéenne, des opposants au regime font face aux forces de l'ordre.

Une manifestation pour réclamer des élections législatives libres et transparentes a été fortement réprimée jeudi par la police.

Depuis, les banlieues de Conakry s'embrasent et samedi, la police a fait des raids dans plusieurs quartiers réputés favorables a l'opposition.

Les hôpitaux sont envahis de blessés par jets de pierres, battons et armes blanches mais aussi par des blessés par balle. Les médecins craignent que le bilan s'alourdisse.

L'opposition accuse le president Alpha Condé de vouloir manipuler le scrutin des élections. Depuis son accession au pouvoir en 2010, la date des élections législatives a toujours été repoussée. Elles sont actuellement fixées au 30 juin. euronews.fr 26.05

3- Egypte

La Haute Cour constitutionnelle égyptienne a invalidé samedi une partie de la nouvelle loi électorale rédigée par les islamistes au pouvoir, ce qui pourrait repousser à nouveau les élections législatives prévues en octobre.

Critiquée par l'opposition laïque, qui menaçait de boycotter le scrutin, la loi électorale avait été adoptée le mois dernier par la Choura, la chambre haute du Parlement, l'Assemblée du peuple (chambre basse) ayant elle-même été dissoute il y a près d'un an sur décision de la Cour constitutionnelle.

Quatre articles de la loi ont été jugés non conformes à la constitution, a-t-on appris de sources judiciaires. Le texte va être renvoyé au Parlement.

Cette décision illustre le bras de fer qui oppose depuis un an le président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, au pouvoir judiciaire, que les islamistes accusent d'être dominé par des magistrats fidèles au président déchu Hosni Moubarak.

La Choura, largement dominée par les islamistes, débattait d'ailleurs samedi d'une proposition de loi controversée visant à abaisser l'âge du départ à la retraite des juges, réforme qui pourrait se traduire par la mise à l'écart de quelque 3.000 magistrats. Reuters 25.05

4- Syrie

4.1- Selon le journal libanais As-Safir, " *le Qatar tente de sauver de la mort certaine des centaines de terroristes salafistes retranchés dans les régions du nord de Qousseir et il compte pour ce faire utiliser ses mercenairs syriens et libanais*"!

Doha a mis de grosses quantités d'armes à la disposition de ses acolytes au Liban et ces derniers sont appelés à franchir les frontières syro-libanaises et à acheminer ces armes aux terroristes pris au piège. "Les mercenaires libanais du Qatar projettent d'attaquer les villages frontaliers du Liban pour briser le siège et parvenir au nord de Qousseir". Le journal relève par ailleurs l'appel lancé par le chef de la coalition des opposants syriens, George Sabra qui sans peur du ridicule, a demandé à l'ASL de se mobiliser et de se converger vers Qousseir . Dans le même temps Lawa al Towhid, la branche militaire des Frères musulmans syriens a publié une vidéo où il met en scène un convoi de trente véhiculed partant d'Alep vers Qousseir. L'armée arabe syrienne est parvenu à entrer dans la ville par trois axes de l'est , de l'ouest et du sud et à reprendre le contrôle de cette ville stratégique transformée depuis des mois en un bastion qaidiste. french.irib.ir 25.05

4.2- L'armée du régime sioniste vient de donner son feu vert à ce que les colons israéliens s'arment et s'attaquent aux intérêts libanais et syriens. C'est l'information reprise par Haaretz qui évoque la situation critique dans le Golan : " *l'armée israélienne a décidé de livrer des armes légères aux colons résidant dans le Golan et ils ont l'ordre de tirer sur des soldats syriens ou libanais* ". Le journal affirme que l'armée sioniste est en état d'alerte au Golan. Depuis le 5 mai, date à laquelle l'aviation israélienne a tiré des missiles contre la banlieue de Damas, la Syrie a décidé de mettre un terme au cessez-le-feu avec Israël au Golan. Certaines informations font état de la formation des brigades de résistance palestinienne dans cette région et de tirs de

roquettes fréquents que les médias israéliens ne couvrent pas tellement par crainte de susciter la panique parmi les colons. french.irib.ir 25.05

4.3- Syrie : pourquoi les USA soutiennent-ils les terroristes?

Stephen Walt, analyste de Foreign Policy se posent cette question essentielle et tente d'y répondre dans son dernier article : L'auteur dénonce les politiques hypocrites et les cachoteries de l'administration US dans le dossier syrien. " *En Syrie deux axes s'opposent l'axe Qatar/Arabie saoudite/ USA/Turquie et l'axe Iran /Hezbollah/Russie. Washington croit que la crise syrienne lui offre la meilleure occasion pour affaiblir l'Iran et changer dans le sens de ses intérêts les rapports de force à l'échelle de la région*". Selon l'auteur, la politique d'Israël dans la région est complexe et pluridimentionnelle : alors certains dirigeants israéliens disent ne pas souhaiter la chute d'Assad, d'autres font en sorte que l'armée israélienne mène des raids contre le territoire syrien. Israël veut porter atteinte aux intérêts iraniens dans la région et semer la discorde entre les pays islamiques. Et tout ceci sur fond de la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens.

Walt ne peu s'empêcher de souligner les ressentiments que nourrissent les populations du Moyen-Orient envers l'administration US et fait remarquer : "*Obama a montré qu'il ne souhaitait pas s'impliquer davantage en Syrie . C'est peut être parce qu'il cherche à faire croire que son pays n'est pas belliciste mais c'est peine perdue. Au Moyen-Orient toutes les nations haïssent le bellicisme US et n'importe quel état qui se rapproche de Washington perd de sa popularité. Et c'est pourquoi Washington ne pourra pas établir une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie*". En effet "*les Etats-Unis ne peuvent pas envoyer directement des bateaux bourrés d'armes pour des rebelles syriens d'où leur recours à leurs alliés qataris et saoudiens qui se chargent bien de cette tâche. Depuis son arrivée au pouvoir, Obama a agi toujours dans l'ombre et a préféré des méthodes en coulisses, peu couteuses et loin des regards à tout autre méthode . C'est pourquoi les agents et les instructeurs de la CIA entrainent les rebelles au lieu de s'engager directement sur le terrain*".

L'auteur estime qu'Obama poursuivra son scenario de guerre lavrée contre la Syrie : " *je ne sais pas à quel degré ce scenario est réalisable, tout ce que je sais c'est que je ne veux pas que ce scenario se réalise au nom des intérêts suprêmes des Etats Unis et de l'impératif de la paix et de la sécurité pour la société américaine. Les citoyens américains ne devront pas permettre que des bateaux d'armes soient acheminés pour les terroristes en Syrie ou que ces terroristes bénéficient des instructions des agents de la CIA puisque tout ceci rend encore plus compliqué la situation* ". french.irib.ir 25.05

4.4- Pour contrer les menaces sécuritaires, le régime israélien envisage d'installer des mines anti-personnel et anti-char.

Marcil Afif, responsable du secteur de mine au ministère de la Guerre d'Israël, parle de deux millions de mines qui seront installées sur les frontières de la Palestine occupée avec la Syrie et le Liban. « *Pour l'heure, un million de mines anti-char et anti-personnel sont installées sur les frontières avec le Liban et il existe un million de mines au Golan*", d'après Marcil Afif. french.irib.ir 25.05

5- Liban

5.1- Les autorités libanaises ont obtenu des informations au cours de ce mois, selon lesquelles l'émir de l'organisation Jabhat al-Nusra en Syrie, Abu Mohammad al-Golani, avait récemment visité le camp de réfugiés palestiniens de Ein el-Hilweh au Liban.

Les informations rapportent aussi que al-Golani a tenu des réunions avec des groupes salafistes qui soutiennent son action, et plus particulièrement avec les organisations du Fatah al-Islam et du Jund al-Sham, pour aboutir à un accord sur des opérations militaires contre le Hezbollah et la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Selon des sources bien informées, l'information a été transmise par des sources occidentales, et les détails qui s'y rapportent sont actuellement vérifiés.

Une source militaire des services de renseignement libanais, a déclaré à Al-Monitor qu'il y avait des raisons de croire que la personne qui a visité le camp était un représentant de Golani, et non pas Golani lui-même. Toutefois, les informations à la disposition des organismes de sécurité libanais - à la fois les organismes officiels et ceux appartenant au Hezbollah - ont à leur disposition des informations et des rapports indiquant que Jabhat al-Nusra pourrait commettre des attentats contre le Hezbollah et ses sites, en réponse à la participation militaire de ce dernier dans la bataille de Qusair.

Les informations obtenues par les services de sécurité libanais correspondent à celles venues des services de renseignement étrangers - dont deux proches de l'opposition syrienne - et indiquent que Jabhat al-Nusra en Syrie a décidé d'étendre les combats au Liban, en adoptant des règles d'engagement différentes de celles en Syrie. Le but est de lancer des représailles contre le Hezbollah, et d'aller progressivement vers une guerre totale contre celui-ci.

Cette information est basée sur des changements politiques et militaires importants qui se sont produits à l'intérieur de camp de Ein el-Hilweh au cours des dernières semaines, avec entre autres initiatives le lancement d'une campagne d'entraînement pour les Palestiniens déplacés, par le Fatah al-Islam et le Jund al-Sham. La campagne d'entraînement est organisée sous la responsabilité d'Oussama Shehabi (un militant de l'un des groupes takfiris [radicaux fondamentalistes] liés à Al-Qaïda). D'un autre côté, Mahmoud Issa, également connu sous le nom de « *Al-Lino* » - un commandant du Fatah qui a une relation compliquée avec la direction de son mouvement à Ramallah - a lancé une campagne d'entraînement parmi les réfugiés pour

son propre groupe.

La concurrence entre « Al-Lino » et les forces islamistes affiliés à Jabhat al-Nusra réflète une partie d'un conflit larvé entre le Qatar et les Émirats arabes unis, lesquels mettent indirectement en œuvre un programme saoudien. Le Qatar encourage les chefs de Jabhat al-Nusra à contrebalancer la défaite de Qusair par une riposte au Liban, en enflammant le front de Jabal Mohsen-Bab al-Tabbaneh dans le nord et en étendant l'influence des forces salafistes dans le camp de Ein el-Hilweh.

En revanche, les Émirats Arabes Unis sont impliqués dans ce même camp par l'intermédiaire de Mohammed Dahlan, un ancien responsable de la sécurité au sein du Fatah avant ses désaccords avec l'Autorité palestinienne (AP) de Mahmoud Abbas. Selon nos informations, Dahlan se préparerait à déclarer un nouveau mouvement militant à l'intérieur du camp de Ein el-Hilweh. Il est donc prévisible qu'il y ait une tension accrue dans ce camp. Cela fait partie d'une lutte d'influence pour contrôler le camp, entre des puissances régionales qui sont divisées sur qui doit représenter l'opposition et qui doit être à l'avant-garde d'un processus de transition en Syrie. Cela montre que tous les éléments du conflit en Syrie se sont étendus au Liban. Un officiel du ministère français des Affaires étrangères a estimé qu' il faudrait un miracle pour que le conflit en Syrie ne s'étende pas au Liban..... french.irib.ir 25.05

5.2- Le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, a déclaré que l'institution militaire «*n'acceptera plus qu'elle ou le Liban soient pris pour cibles*» et qu'elles prendront «*dorénavant des mesures qui correspondent à la gravité de la situation interne*».

S'exprimant dans le cadre de l'ordre du jour qu'il a adressé aux militaires à l'occasion du treizième anniversaire de la libération du Liban-Sud, le général Kahwaji a souligné la difficulté de la conjoncture interne et régionale et a relevé que la situation au Liban a empiré à cause des événements de Tripoli.Il a rappelé que l'armée a tenté au cours des dernières années à assumer sa mission «*en silence et à travailler sérieusement, mais fermement, tantôt à travers le dialogue, tantôt en faisant valoir à l'autodéfense* ».« *Mais il semble, a ajouté le général Kahwaji, que certains ont pris pour de la faiblesse notre silence et notre penchant pour le dialogue. Ils ont essayé de porter atteinte à notre unité et de faire jouer la fibre confessionnelle*.» « *Nous sommes toujours disposés à consentir des sacrifices, mais nous refusons catégoriquement que l'armée soit utilisée comme bouc émissaire en fonction des caprices de certaines parties libanaises ou régionales*», a-t-il poursuivi en faisant assumer à celles-ci, mais sans les nommer, la responsabilité de la détérioration de la situation dans le pays. french.irib.ir 25.05

5.3- M. Seyed Morteza Nematzadeh, expert des questions du Moyen-Orient estime que le Hezbollah n'intervient pas dans le conflit entre le gouvernement du président syrien Bachar al-Asad et l'opposition syrienne, mais pour défendre l'axe de la Résistance dans la région.Comme l'avait prévu il y a longtemps le président Bachar al-Assad, la crise syrienne est devenue un véritable conflit régional où interviennent presque tous les acteurs régionaux et internationaux. Alors que la presse occidentale fait état de l'envoie d'armes saoudienne pour les rebelles qui se battent contre le gouvernement du président Assad, la réunion des onze ministres des Affaires étrangères arabes, occidentaux et turc accuse l'Iran et le Hezbollah libanais de présence militaire en Syrie pour défendre le gouvernement du président Bachar al-Assad. Les aides du hezbollah libanais au gouvernement syrien pour se battre contre les terroristes dans la région d'al-Qusseir est devenu un prétexte pour que les ennemis de la Syrie accusent l'Iran et le Hezbollah d'aider Damas à se battre contre les rebelles et d'intervenir dans les affaires intérieures de la Syrie.

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, s'est dit inquiet du rôle du Hezbollah dans les évolutions intérieures de la Syrie, lors d'un entretien avec le président libanais, Michel Sleimane. De même, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont décidé d'intégrer le nom du Hezbollah libanais dans la liste des organisations terroristes établie par l'Union européenne. Il s'agit en réalité, d'un complot commencé il y a quelques semaines par les lobbies pro-israéliens dans les pays européens.

Le président syrien, Bachar al-Assad, a annoncé récemment que pour combattre les terroristes il n'a pas besoin du soutien militaire du Hezbollah libanais ou de la République islamique d'Iran. Pourtant les ennemis de la Syrie ont sauté sur l'occasion pour profiter de la situation actuelle pour porter atteinte à la position du Hezbollah dans la région et à l'intérieur du Liban.

M. Seyed Morteza Nematzadeh, expert des questions du Moyen-Orient estime que le Hezbollah n'intervient pas dans le conflit entre le gouvernement du président syrien Bachar al-Asad et l'opposition syrienne, mais pour défendre l'axe de la Résistance dans la région.

- Le Hezbollah libanais a annoncé que ses combattants ont aidé l'armée syrienne à nettoyer la région d'al-Qusseir. Ne croyez-vous pas que cette action du Hezbollah donnerait un prétexte aux pays occidentaux de prendre des mesures hostiles contre le mouvement libanais ?

Morteza Nematzadeh : Dès sa création dans les années 1980, le Mouvement du Hezbollah libanais a essayé toujours d'éviter d'entrer dans les conflits politiques internes, afin de pouvoir concentrer toute son énergie à lutter contre l'expansionnisme du régime sioniste. A présent, et en ce qui concerne la crise syrienne, le Hezbollah obéit en fait à la même logique. Le Hezbollah a annoncé qu'il n'interviendrait pas dans le conflit intérieur de la Syrie. La présence des combattants du Hezbollah aux côtés des soldats de l'armée syrienne s'explique dans le cadre des efforts conjoints des deux parties dans la lutte contre les complots du régime sioniste, et pour renforcer la position de la résistance anti-israélienne. Cette présence se concentre autour deux axes : la défense des Libanais qui vivent dans les régions frontalières entre la Syrie et le Liban, la défense de la position de l'axe de

la Résistance, sans intervenir dans les affaires intérieures de la Syrie.

- Le Hezbollah a remercié récemment le gouvernement syrien pour l'envoi d'armes sophistiquées aux combattants de ce mouvement libanais. Pourquoi les hauts responsables du Hezbollah libanais annoncent publiquement cette livraison d'armes dans le contexte actuel ?

Morteza Nematzadeh : L'existence des liens entre le Hezbollah libanais et le gouvernement syrien au niveau d'armements et de stratégie militaire n'est pas un secret. Cette coopération s'est établie pour renforcer la position de la Résistance face au régime sioniste. En annonçant cette nouvelle dans le contexte actuel, le Hezbollah veut rappeler à tout le monde que la Syrie est un rempart important de la résistance contre l'expansionnisme du régime israélien, et pour montrer que les rebelles et les terroristes qui se battent contre le gouvernement syrien sont des mercenaires des Etats-Unis, d'Israël et des gouvernements arabes.

- Récemment une délégation américaine a visité le Liban et a demandé au gouvernement de Beyrouth d'organiser les prochaines élections à la date prévue. Quelles sont les vraies raisons de la visite de cette délégation américaine au Liban ?

Morteza Nematzadeh : Les adversaires du Hezbollah à l'intérieur du Liban souhaitent pouvoir bénéficier de la crise intérieure de la Syrie pour affaiblir la position du Hezbollah au Liban. Les différends qui existent à présent à l'intérieur du Liban portent sur la loi électorale. Les différents partis politiques cherchent à imposer leur interprétation de cette loi pour en tirer profit au moment de la répartition des sièges du Parlement libanais. Les Etats-Unis et leurs alliés s'inquiètent de la place qu'occupe le Hezbollah dans la sphère politique du Liban. Le but de la visite de la délégation américaine au Liban est d'empêcher le Hezbollah de réussir aux prochaines élections libanaises. french.irib.ir 26.05

6- Turquie

6.1- Une source européenne citant un responsable israélien fait un aveu assez révélateur du rôle néfaste de la Turquie dans la région : " *La Turquie est l'unique pont qu'Israël peut emprunter pour se conduire vers la victoire face à l'Iran*".

" Les bases aériennes en Turquie joueront un rôle axial dans nos futures frappes contre l'Iran surtout dans le contexte actuel où les iraniens continuent à faire avancer leur nucléaire . des chasseurs israéliens sont déployés dans des bases aériennes turques . ces chasseurs effectuent constamment des vols d'essai . des equipes sécuritaires et militaires israéliennes se trouvent enn permanence en Turquie et ce sont elles qui sont en charge d'une station d'écoute sur le sol turc. " la source israélienne poursuit : " *la Turquie a bien prouvé qu'elle s'estime bien liée par les accords sécuritaires signés avec Israël car tout au long de la longue brouille avec Tel Aviv, Ankara ne s'est jamais soustrait de ses engagements. les bases aériennes turques sont disponibles*". Les patriot déployés sur les frontières turques visent à protéger Israël contre la Syrie, affirment les analystes. french.irib.ir 25.05

En voilà une bonne raison d'intégrer la Turquie dans l'UE...

6.2- La persistance de l'ambiguïté sur les auteurs réels des explosions, survenues, à Reyhanli, situé dans la région frontalière de la Turquie avec la Syrie a élargi le cercle des spéculations et des accusations mutuelles des Partis et des groupes politiques turques. Selon certains rapport parvenus, un groupe de hackers en diffusant des documents sur les explosions de Reyhanli vient de révéler que le groupuscule terroriste al-Nosra en Syrie a organisé ces explosions de quoi était conscient l'appareil sécuritaire turc. L'appareil sécuritaire tuc, conscient des actes éventuels terroristes dans les régions frontalières avec la Syrie, a négligé d'empêcher la survenance de tels actes, a écrit le quotidien turc Melliyat. Une vague qui, semble-t-il, pointé le gouvernement d'Ankara, dirigé par Recep Tayyip Erdogan, pour discréditer, lui et son gouvernement. Par contre, Erdogan a annoncé, lors d'une visite à Reyhanli, disposer des documents établissant l'implication du Parti d'opposition « *républicain du peuple* » (CHP) dans ces explosions. La visite d'une délégation du CHP en Syrie et leur rencontre avec Bachar al-Assad constituent l'un de ces documents a déclaré Erdogan. En toute état de cause, la vague visant à porter des accusations mutuelles en Turquie ne semble pas prendre fin et un rapport détaillé sur les résultats des enquêtes menées sur les explosions à Reyhanli et ses raisons et auteurs réels n'est pas encore mise au point. Une telle ambiguïté et un tel égarement sur les motivations de ces incidents sont, de l'avis de certains observateurs politiques, le résultat de la confrontation de deux points de vue dans ce pays.

La plupart des hommes d'Eta turc ont la conviction que la crainte de la contagion de la crise syrienne à l'intérieur des frontières de leur pays a amené Ankara à s'ingérer, activement, dans les évolutions syriennes. C'est pourquoi certains partisans de cette approche sont d'avis que des forces de l'extérieur de la Turquie, notamment en Syrie, souhaitent mettre Ankara aux prises avec des questions internes et l'éloigner de ce qui se passe en Syrie. Ces partisans ont la conviction qu'avec la fourniture des moyens pour le déplacement des terroristes vers la Syrie, la Turquie tombera, finalement, elle-même, dans le piège des jeux politiques des opposants syriens. Ils estiment que les groupes takfiris en Syrie en s'appuyant sur la question des explosions à Reyhanli, cherchent à faire basculer les Etats-Unis dans une intervention militaire contre Assad. La confrontation de ces points de vue pourrait, selon les observateurs politiques, en grande partie, déterminer les évolutions internes turques.

Sur la scène de la politique étrangère turque, un autre événement politique est en train d'apparaitre, c'est-à-dire, le nouveau tour de consultations menées par la Turquie pour faire avancer les plans américains visant à résoudre la crise syrienne. A titre

d'exemple, le ministre turc des affaires étrangères, Ahmed Davutoglu a récemment annoncé qu'en cas d'échac de la conférence dite Genève, la Turquie et les Etats-Unis passeront au plan B alternatif. french.irib.ir 26.05

SOCIAL

1- France

Un accord a été trouvé lundi matin au terme de négociations marathon entre élus locaux, organisations patronales et intersyndicale permettant de mettre un terme à la grève générale contre la vie chère en Nouvelle-Calédonie, a-t-on indiqué de source officielle.

L'accord porte notamment sur la baisse des prix immédiate de 10% de 300 produits alimentaire et d'hygiène, le gel des prix jusqu'à décembre 2014 et la mise en place d'une Taxe générale sur l'activité (TGA), qui doit remplacer une série d'autres taxes. AFP 26.05

2- OGM

Deux millions de personnes dans le monde ont manifesté contre les OGM selon les organisateurs. Objectif de "*La marche contre Monsanto*", obtenir plus de contrôle sur les semences génétiquement modifiées produites à 90% par le géant américain Monsanto.

"*Les gens ont le droit de savoir ce qu'ils mangent, dit Anne McGregor, activiste du mouvement "Move to Amend ", mais ce droit ne sera jamais confirmé tant que les entreprises pourront dépenser des quantités illimitées d'argent pour influencer les résultats des élections*."

"*Ils n'ont pas le droit de jouer avec notre nourriture, rajoute Christine Parr, venue manifester, de transformer les aliments en expérience de laboratoire.*"

Les manifestants demandent notamment aux gouvernements d'imposer un étiquetage obligatoire des OGM. En Europe il est obligatoire pour la nourriture contenant plus de 0,9% d'OGM. 71% des Européens sont inquiets à propos des organismes génétiquement modifiés. euronews.fr 26.05

3- Grèce

Le gouvernement grec vient de déposer au Parlement un projet de loi pour le moins insolite, qui n'a qu'insuffisamment attiré l'attention : les citoyens devant plus de 5 000 euros au fisc seraient passibles d'une peine d'emprisonnement d'un an.

Avec l'engrenage des différentes pénalités pour défaut de paiement, la croissance exponentielle du chômage et la mécanique infernale des intérêts, la barre des 5 000 euros sera vite atteinte.

La sanction serait effectuée non pas dans une prison classique, mais dans des casernes militaires reconverties pour l'occasion en sorte de « *camps de travail* » (on n'ose dire « *de rééducation* » ou « *de concentration* »...). Variante : des « *prisons agricoles* », dans lesquelles chaque journée de travail rachèterait deux en prison. Inutile de préciser que ce projet continue de susciter la polémique.

Le travail gratuit imposé aux contribuables défaillants fait penser aux corvées des serfs et autres manants du régime seigneurial du Moyen Age. Mais cette régression d'ampleur s'appréhende encore mieux par un retour à l'histoire grecque de l'Antiquité.

La loi de la « *remise du fardeau* »

En 594 av. J.-C., Solon devient archonte de la cité d'Athènes, en proie à de grosses difficultés économiques et sociales. Les paysans endettés sont alors réduits en esclavage par les riches propriétaires auprès desquels ils ont dû emprunter à des taux usuraires (à l'époque, le concept de marché financier n'existait pourtant pas, pas plus que les banques privées modernes ou la troïka).

L'équilibre socio-politique de la cité, qui reposait sur la solidité d'une classe de petits et moyens paysans propriétaires de leurs terres, s'en trouvait de facto menacé.

Solon décida alors une mesure radicale pour faire face à l'urgence de la situation : la « *seisachteia* », terme qui peut se traduire par « *remise du fardeau* ». Les dettes furent effacées, la servitude pour dette interdite, la contrainte par corps prohibée.

« *Solon, réveille-toi, ils sont devenus fous !* »

Solon est considéré comme l'initiateur de la démocratie athénienne qui allait s'épanouir au siècle suivant, du moins de certaines de ses bases. Le ballon d'essai lancé par le gouvernement grec constitue bien une tentative de retour en arrière, que nous aurions été bien en mal d'imaginer il y a quelques années.

Nous nous contenterons de lancer un appel au plus profond d'une Histoire, dont nous sommes collectivement les héritiers et devrions de manière semblablement collective être les dépositaires. Un appel : « *Solon, réveille-toi, ils sont devenus fous !* ».

La dette ne doit pas être un perpétuel prétexte à saigner toujours plus les peuples. Plus que jamais, une « *seisachteia* » s'impose. Qui peut raisonnablement croire que les dettes des Etats seront un jour entièrement remboursées ? C'est aussi une invitation aux peuples européens à reprendre en main leur destin. wikistrike.over-blog.com/Rue89 23.05

ECONOMIE

1- Grèce

La rigueur imposée ne devait-elle pas servir à réduire la dette de la Grèce ? Normalement oui. Mais le FMI et les dictatures financières ont roulé tout le monde dans la farine, aujourd'hui, le peuple grec en subit les conséquences: les services publics sont à l'agonie, le pays est enntré dans la pauvreté, l'extrême droite Aube dorée s'émancipe, et les politiques vont voter armés au Parlement..

Y a-t-il pire qu'une dictature ? re-oui, la "*financiture*".

La dette grecque a augmenté de 29 milliards d'euros, passant de 280,3 milliards en mars 2012 à 309 milliards en mars 2013, l'efficacité desplans d'austérité montre ici ses limites dont une étude récente montre qu'elle a été acceptée suite à une erreur informatique (mais qui n'en est pas une pour certains)

L'agonie grecque est brutale, et au vu des chiffres de la dette, elle est loin de se terminer. Le pire semble pour demain. wikistrike.over-blog.com 24.05

2- Russie

Les dirigeants et hauts responsables de nombreux pays ont attéri ces deux dernières semaines en Russie dans l'espoir de trouver une sortie de crise en Syrie. l'un des voeux le plus cher de tous ces dirigeants aura été le fait d'être reçu par Poutine : Kerry, Cameron, Netanyahi, Ban Ki Moon se sont ainsi succédés au Kremlin car aux yeux de tous ces gens, la clès de la crise syrienne passe par la Russie. dans ce dossier, les Etats-Unis et l'Europe se focalisent un peu trop sur le Moyen Orient. Ils devront peut être jeter un petit coup d'œil du côté de la Méditerranée pour comprendre mieux l'attitude moscovite. le refus obstiné de Poutine à " *coopérer*" est devenu un énigme pour l'Occident car à aucun moment de l'Histoire, la Russie n'a fait montre d'une telle obsession pour protéger un allié même moyen oriental. Pourquoi la Russie défend-elle avec un si grand acharnement la Syrie? La réponse n'est pas difficile à trouver : A travers les lunettes russes , la région de la Méditerranée contient les intérêts les plus vitaux de la Russie. la stratégie maritime de Moscou et les exportations énergétiques de Russie se jouent en Méditerrané. Aux yeux des géostrateges russes, la Syrie ne fait pas partie du Moyen Orient mais de la région méditerranéenne.

Le Moyen-Orient arabe occupe une place moins importante dans la diplomatie russe que la Méditerrané surtout la région orientale de cette mer. Au cours de la saison froide alors qu'une majorité de ports russes sont impraticable du fait du froid intense, les ports de la mer noire servent de principale voie de transit pour les exportations pétro gazières russes. Le transport maritime de la Russie ne pourra pas avoir lieu sans encombre. la présence de la flotte russe en Méditerranée offre ainsi une ombrelle protectrice aux activités de transport de la Russie dans cette région. la flotte russe dans l'est de cette mer fait autorité et assure la présence sans partage des russes sur les marchés pétrogaziers de la Turquie, de l'Italie et de la Grèce. Les Russes cherchent activement à asseoir leur assise sur le marché gazier grec israélien. A Chypre les investissements russe se chiffre déjà à des centaines de millions de dollars .

La Russie tient d'étroits liens avec les immigrés russes qui sont largement présents dans les pays de l'est méditerranéens : en Israël qui compte plus d'un millions citoyens d'origine russe ces liens ne sont pas à sous-estimer. les américains et leurs alliés pensent peut être ces jours ci à faire des concessions aux Russes, à réduire les pressions sur la Syrie. A raison car la Russie possède de larges influences dans certaines régions du monde, une influence qui peut être retournée contre les USA ; Bush en a

fait l'expérience il a rejeté la demande russe de ne pas reconnaitre le Kosovo et la Russie a tôt fait de s'en venger au cours d'une guerre contre la Géorgie. La Syrie est plus qu'un simple allié . et dans toute entente , les USA ne doivent pas oublier cet aspect.... french.irib.ir 24.05

3-Iran

L'Inde ne souhaite nullement interrompre le cours des importations du brut iranien.

Au seuil de la visite à la Nouvelle Delhi du secrétaire du département d'Etat américain, John Kerry, son adjoint Vandy Sherman a fait part de la prolongation du délai des importations indiennes du brut en provenance de l'Iran. En tant que l'un des principaux producteurs du brut, l'Iran joue un rôle déterminant dans la fourniture du pétrole aux plusieurs pays dont les économies émergentes asiatiques comme la Chine et l'Inde. Malgré leur dépendance vis-à-vis du pétrole iranien les clients dont les pays asiatiques sont sous pression de la part des Etats-Unis, pour arrêter leur achat du pétrole iranien. Par ailleurs les autorités indiennes ont à maintes reprises annoncé avoir besoin d'importer du brut iranien. Constatant l'inefficacité des sanctions et menaces contre les importateurs du brut iranien, Washington a eu recours au stratagème d'encouragement.

Tenant compte de la réalité du marché pétrolier et de la place incontournable d'Iran sur ce marché, le congrès américain a ajouté une clause dans les lois interdisant les importations du brut iranien, ce qui permet au gouvernement américain d'exempter certains clients du pétrole iranien. Sur ce fond les pays qui réduisent leurs importations du brut en provenance de l'Iran, jouiront d'une exemption de 180 jours. A la suite de cette décision prise par les Etats-Unis, l'Inde, la Chine et le Japon ont réduit leurs importations pour pouvoir ainsi empêcher le gel du cours des importations de brut iranien. L'Inde a réduit l'achat du pétrole iranien de 18 millions de tonnes en 2011-2012 à 13 millions de tonnes pendant l'exercice 2012-2013. C'est la 3ème fois que l'Inde bénéficie d'exemption. En raison de la dépendance des clients vis-à-vis du pétrole iranien l'interruption des importations en provenance de l'Iran serait impossible, c'est pourquoi les Etats-Unis se servent d'une nouvelle ruse pour faire pression sur les partenaires commerciaux de l'Iran.

Ce que nous devons prendre en considération dans ce processus, c'est que les multiples capacités sans égales de l'Iran lui permettant de réduire sa dépendance vis-à-vis des exportations du pétrole, ont fait de ce pays une forteresse invincible. Bien que ces 3 dernières décennies qui se sont écoulées depuis la victoire de la Révolution islamique, l'économie iranienne ait vécu des sanctions, la guerre et la reconstruction, la résistance du peuple et les mesure sages prises pour surmonter les difficultés ont toujours garanti au peuple la voie sans obstacle vers le progrès. Les progrès et les innovations réalisées par les spécialistes iraniens dans différents domaines technologique, scientifique sont dû à la volonté ferme du peuple iranien pour couper la dépendance aux autres pays. Dans ce droit fil la réduction de la dépendance vis-à-vis des revenus pétroliers est une priorité du pays pour que cette manne reste à la disposition des générations futures. french.irib.ir 25.05

Haut de page

Le 28 mai 2013

CAUSERIE

J'actualiserai les Articles de presse plus tard, plus le temps, actualité trop chargée. J'ai corrigé quelques fautes dans la causerie d'hier, vous m'excuserez, je n'ai plus le temps de tout vérifier.

Le chiffre du jour. 2%.

- Apple a réussi à négocier un statut fiscal particulier avec les autorités irlandaises lui permettant de payer un impôt sur les sociétés représentant moins de 2% de ses bénéfices sur les dizaines de milliards d'euros de bénéfices qui ont transité par ses filiales irlandaises. Reuters 27.05

Apple, Google, Pfizer et d'autres multinationales américaines implantées en Irlande sont plébiscitéEs par les investisseurs à Wall street, on comprend pourquoi : les impôts qu'elles ne paient pas vont aller dans leurs poches !

Parole d'internaute

1- "*Le Qatar pays des arriérés qui du jour au lendemain sont devenus riches. Comparons deux pays pétroliers : le Qatar et la Malaisie. Les princes ignorants du Qatar investissent sans compter dans le bling bling, quand la Malaisie investit dans l'education, la science, l'industrie... La Malaisie par exemple commence à concevoir ses propres voitures (de marque PROTON) et va certainement devenir un des leaders en hautes technologie (comme leurs voisins)... les Qataris claquent leurs pétrodollars et ils le montrent : imbéciles heureux !*"

Mais c'est ce dont rafolent les dictateurs ou les maîtres du monde.

2- "*Le Qatar c'est Israël mais en version arabe*."

Il n'existe tous les deux que par la grâce des Etats-Unis, ce sont des créatures immondes produites par le cartel des banquiers anglo-saxon sionistes de la Fed.

3- "*Beaucoup de journalistes frisent la débilité en affichant un QI souvent inférieur à celui de certains primates.Sinon comment convulser et oser exceller dans la bêtise du mensonge. A titre d'exemple un gaz classique comme celui appelé "Moutarde"utilisé en seconde guerre mondiale, s'il est utilisé pourrait tuer instantanément et mettre hors d'état des milliers de personnes en seulement quelques minutes. En conséquence, si Assad avait utilisé un gaz, il se serait instantanément débarrassé de la vermine d'Al Nosra avant même que l'auteur de cet article mette en ligne ce communiqué, apparemment faxé par la Centrale Terroriste de Propagande, sis à Londres. Mais contre vents et marée le peuple syrien viendra à bout de la vermine terroriste.*"

4- "*Heureusement que ces 2 journalistes du Monde sont là! Ni la CIA, ni la DST, ni le MI6 ou ni la BNB ni le Mossad n'ont des preuves (crédibles j'entends) mais 2 apprentis journalistes ont filmés 3 barbus et ils appellent ça des preuves! A mourir de rire !*"

Ou mourir tout court sur le champ de bataille...

5- " *Deux journaleux qui en savent plus que tous les services spécialisés de renseignements qui enquêtent sur le sujet ! Tous revenus en forme ? Pas très efficace les " armes chimiques"!*"

Hélas, la vermine a la peau dure !

ACTUALITE EN TITRES

Ils en tremblent déjà, ils ont dû prendre modèle sur l'Etat.

- Le gouvernement promet de sévir contre le "*racket au CICE*" des grands groupes - L'Expansion.com

- «*Certaines entreprises se livrent à du racket pur et simple*» - Liberation.fr

Béni soit l'Etat proclament nos révolutionnaires de salon sans se poser d'autres questions...

Un pour tous, tout pour l'Allemagne.

- UE-Chine: Merkel s'engage à éviter une guerre commerciale - AFP

- Solaire: l'UE se divise sur des sanctions contre la Chine - AFP

Dix-huit pays de l'Union européenne, dont l'Allemagne, refusent d'imposer des sanctions à la Chine pour protéger l'industrie photovoltaïque, contraignant la Commission européenne à chercher une solution négociée avec Pékin...

C'est que l'enjeu est autrement plus important dans d'autres secteurs clés de l'économie.

- La Chine lance une procédure antidumping contre les chimistes européens - L'Expansion.com

Dialogue social ayant conduite à l'accord du11 janvier 2013. La boîte de Pandore offerte par les syndicats au patronat

Ces multinationales qui procèdent discrètement à des assassinats en masse. Après une vaste restructuration, PSA ouvre le chantier de la compétitivité - AFP

Ces multinationales qui procèdent discrètement à des assassinats en masse.

- Les médicaments causeraient au moins 18 000 morts par an - Liberation.fr

Les envoyer au bagne ou au boulot, c'est la même chose !

- Que faire des collégiens virés de leur école ? - LePoint.fr

Les marques de fabrique d'une monarchie.

- Quand les rois de Hollywood font l'apologie de l'exception culturelle française - AFP

Ce compliment formulé par l'un des rois de Hollywood (Steven Spielberg -ndlr) , temple du libéralisme et de la concurrence, avait déjà été lancé durant le festival par un autre nabab de la Mecque du cinéma, le producteur américain Harvey Weinstein.

La ministre française de la Culture, Aurélie Filippetti, n'a pu que savourer le compliment de Steven Spielberg.

Le Centre national du cinéma (CNC), un établissement public français, n'a pas manqué non plus de souligner à quel point la sélection, et les lauréats, du festival, étaient redevables au système de l'exception culturelle.

L'oeuvre ayant raflé la palme d'or, "*La vie d'Adèle - Chapitre 1&2*", d'Abdellatif Kechiche, "*a été soutenue par le CNC au titre des aides automatiques et sélectives en partenariat avec le fonds Eurimages et la région Nord Pas-de-Calais*", relève le CNC. AFP 27.05

Nos compliments iront à ceux dans nos rangs qui ont voulu se faire plus royalistes que le roi...

Vont-ils l'interpeller et le mettre en garde à vue avant de comparaître devant un juge ?

- Guaino confirme qu'il ne se rendra pas à sa convocation - Le Nouvel Observateur -

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La voix de la contre-révolution.

M'PEP, les Clubs « Penser la France » et le PRCF. titre : Distinguer les vrais et les faux amis de l'"*esprit de 45*" - 27 mai 2013

Après avoir dénoncé la récupération politique du PS et du FN des acquis sociaux concédés par le capital dans le cadre de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat à la fin de la Seconde Guerre mondiale en échange de sa liquidation et son désarmement par les membres du Conseil national de la Résistance (CNR), PCF et CGT en tête, au profit de la reconstruction de l'Etat bourgeois et du redémarrage de la machine capitaliste, le programme du CNR coïncidant avec les éléments du programme du Front populaire qui n'avaient pas été appliqués avant guerre suite à la capitulation de la SFIO et du PC, ne remettra pas davantage en cause la domination de classe de la bourgeoisie, témoignant de leur abandon du socialisme et de leur soumission total au capital et à son représentant, le général Charles de Gaulle. Au passage, quand on nous dit que les rapports entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière que nous connaissons aujourd'hui seraient l'oeuvre de tranformations relativement récentes, datant tout au plus du début des années 80, on a la preuve ici qu'ils remontent 68 ans en arrière en réalité, donc les différents courants trotskistes qui nous ont raconté cette fable pour justifier leur politique devront trouver d'autres arguments pour nous expliquer pourquoi ils ont toujours été à la traîne des révisionnistes et des staliniens.

Le stalinisme n'est pas mort, la preuve.

Sans rire, " *l'heure est à la contre-offensive du monde du travail*" sous le drapeau du CNR dont le programme "*unissait les communistes, les gaullistes et des républicains de toutes sensibilités, de droite et de gauche, des royalistes, des syndicalistes*", tout ce beau monde luttant ensemble comme un seul homme car possédant les mêmes intérêts de classe " *pour reconquérir l'indépendance nationale, rétablir la République et reconstruire la France*", ainsi soit-il aurait dit Koba, le "*Petit père des peuples*", ils auraient été fiers de ses disciples.

Nous disons aux membres de la classe moyenne, aux millions de capitalistes des petites et moyennes entreprises qui sont en bute à la dictature de l'oligarchie financière, qui en sont les otages, auxquels elle n'offre pas d'autre alternative que de leur emboîter le pas et se transformer en tyran pour assurer leur survie, ce que nombre de prétendants à devenir patrons n'avaient pas envisagé, nous comprenons les contradictions et les difficultés innombrables auxquelles ils doivent faire face, la plupart d'entre eux sont voués à disparaître ou à rejoindre les rangs du prolétariat ou à partager leur mode de vie avec toutes ses conséquences désagréables

ou dramatiques, nous les appelons à rejoindre le combat de la classe ouvrière dans la perspective d'une République sociale, qui une fois qu'elle se sera débarrassée des prédateurs de la finance et du CAC 40 leur apportera tout son soutien pour qu'ils puissent continuer leurs activités dès lors qu'elles correspondent aux besoins de la population et qu'ils sont en mesure de les satisfaire, dans le respect de la législation sociale établie par la nouvelle République, le socialisme ne consistant pas à égorcher les petits patrons mais à s'attaquer à l'origine des inégalités entre les classes qu'incarne les propriétaires des moyens de production qui concentrent les richesses entre leurs mains et exploitent toutes les autres classes y compris les couches les plus vulnérables du capitalisme.

Nous leur disons qu'ils n'ont pas d'avenir sous un régime néo libéral placé sous la tutelle de l'impérialisme américain, ils seront broyés ou leur indépendance compromise, seul le socialisme est en mesure d'assurer la pérennité de leurs entreprises ou de leurs droits sous la forme d'un contrat social garanti par l'Etat.

L'article du M'PEP est un chef d'oeuvre à mettre au compte de la littérature stalinienne, contre-révolutionnaire, je vous invite à le lire sur leur portail, à chaque paragraphe ils s'attaquent aux ennemis déclarés ou officielles de la classe ouvrière pour mieux couvrir les crimes de ses partis traditionnels, dont le PCF et les dirigeants de la CGT, comment ils procèdent, c'est très simple, par la méthode du non-dit, ils escamotent totalement leur responsabilité, leur politique social-patriote, nationaliste, de collaboration de classes avant, pendant et après 1945, que l'on retrouve justement dans le CNR et qu'ils revendiquent, c'est donc très maladroit, mais logique quand on connaît les staliniens et on sait de quoi ils sont capables, ils assument leur politique, ce qui est le plus désarmant ou déroutant pour un jeune militant, c'est pourtant la réalité, lisez attentivement leur article pour le vérifier, c'est une manière de donner l'apparence de l'honnêteté intellectuelle, de mettre en confiance le lecteur ou son auditoire, alors qu'ils l'embarquent sur une voie opposée à ses intérêts de classe. Pour ne pas se faire manipuler, il faut apprendre à décrypter ces articles, c'est un conseil d'ami.

A l'imposteur, au fossoyeur du socialisme : fermez-là !

- Hollande critique l'emploi du vocabulaire de la Résistance par les anti-mariage gay - LeMonde.fr

La réaction a même employé celui des révolutionnaires de 1792 et de mai 68, on comprend pourquoi il n'y a pas fait référence...

Avec vous au pouvoir, le futur ne peut que "*terrifier*".

- "*Bien sûr qu'il y a des doutes, que le présent peut être difficile, que le passé peut parfois terrifier*", a-t-il souligné. "*Mais nous devons toujours avoir ce sentiment que demain peut être meilleur qu'aujourd'hui*". Reuters 27.05

Qui y croit encore ? Personne. Mais il a raison de s'exprimer ainsi, il faut l'encourager persévérer dans le même registre, car il se coupe un peu plus des travailleurs qui n'en croient pas un mot. Le M'PEP nous promet des "*jours heureux*" sous les auspices du régime capitaliste, c'est merveilleux, rien de tel pour en détourner les militants.

Cela urge ! Barroso avait "***mal communiqué***".

- Course contre la montre pour la supervision bancaire unique - Reuters

Tout cadenasser ou finaliser le plus vite possible dans l'UE pour éviter toute explosion sociale qui pourraît se répandre comme une traînée de poudre à travers toute l'Europe...

... pendant que..

- Malgré les discours, l'austérité reste de mise dans l'UE - Reuters

- Malgré la confiance affichée par Paris dans sa fronde contre l'austérité et les propos récents de José Manuel Barroso, président de la Commission européenne sur les "limites" de ces politiques, les pays de la zone euro ne sont pas sur le point de changer drastiquement de stratégie pour adopter des mesures de relance.

Qu'est-ce que cela signifie ? Double langage, contradiction, hésitation ? Pas vraiment, ce qu'ils veulent dire, c'est que la stratégie qui consiste à réduire le coût du travail et liquider les droits sociaux des travailleurs, leur imposer une formidable régression sociale, faire exploser le chômage, bref s'attaquer à tous les acquis sociaux qu'ils ont dû concéder à la classe ouvrière durant la période couvrant les trois décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe est l'objectif qu'ils se sont fixés afin selon les cas d'augmenter la part des profits qui iront dans la poche des capitalistes ou de tenter d'enrayer la baisse du taux de profit dans des secteurs économiques fortement concurrentiels sur le marché mondial, ce qui devrait se traduire uniquement par l'augmentation de leur marge de négociation qui leur permettront toutefois d'augmenter leurs profits en volume, le tout se traduisant par une baisse générale du niveau de vie des masses au profit des nantis qui s'enrichiront davantage encore, les inégalités entre les classes auxquelles ce processus devrait aboutir étant calqué sur le modèle américain.

C'est seulement une fois qu'ils seront parvenus à un résultat satisfaisant sur le plan social que le chômage refluera, quand ils seront parvenus à imposer aux travailleurs des conditions de travail et de rémunération moins avantageuses avec la complicité des syndicats et des partis ouvriers, ce jour-là ils pourront clamer les bienfaits de l'austérité qui a permis à la croissance de redémarrer.

Cela a une autre signification ou soutend une autre modification importante, jusqu'à présent ce qu'il appelle la croissance reposait à hauteur d'environ 70% sur la consommation dans le pays, mais en appauvrissant les masses, surtout qu'il faut prévoir que le chômage de masse ne sera pas près de disparaître, cet objectif est intenable ou sera impossible à réaliser puisque les conditions auront disparu pour l'atteindre, ce qui signifie qu'un autre facteur, extérieur au pays va prendre le relais, les classes moyennes situées dans les pays émergents qui se comptent par centaines de millions et qui elles-même sont soumises à des conditions d'exploitation effroyables, mais dont le développement et le niveau de vie en progression constitue les bases d'une croissance économique à bon marché puisque dans ces pays le prolétariat est également surexploité, qui plus est sans droit, la lutte des classes y est aussi peu développée que la conscience tout court de la population, une aubaine quoi, une alternative alléchante au marché européen comportant trop de contraintes et de réglementation, trop politique, sûre, relativement stable, de quoi rassurer les investisseurs...

En Inde, la croissance signifie asservissement des masses laborieuse au capitalisme, c'est le droit d'entrée qu'il faut accepter de payer pour avoir accès au marché, améliorer son niveau de vie, devenir un consommateur de biens d'équipement, accéder au crédit, ce qui nécessite d'en finir avec un mode de vie insouciant qui consistait à se satisfaire de peu sans avoir besoin de trop travailler, tout en restant en dehors du marché, en endurant bien des souffrances mais en disposant d'une certaine liberté et joie de vivre qui a depuis disparu au profit de nouvelles difficultés et souffrance dues à l'engrenage sans fin dans lequel les masses sont tombées ou plutôt qui leur a été imposé en leur faisant miroiter monts et merveilles, les mêmes mirages ou illusions qui habitent les masses en occidents et dont elles sont devenues les esclaves.

J'ai connu les deux époques que je décris ici, j'étais en Inde lorsque cette transition s'est effectuée. Au niveau des transformations intervenues dans les rapports sociaux, on pourrait dire brièvement qu'on est passé de rapports féodaux qui laissaient une certaine liberté aux serfs qui étaient relativement solidaires entre eux, à des rapports capitalistes où cette liberté a totalement disparu puisqu'ils travaillent six jours sur sept tout au long de l'année sans aucun droit, et à leur atomisation accompagnée d'un individualisme féroce qui s'est développé, au point que les membres d'une même famille que j'ai connus plus jeunes liés comme les cinq doigts de la main sont devenus totalement étrangers à leur sort ou témoignent entre eux une indifférence

Cet article se poursuivait ainsi :

- Pierre Moscovici, ministre français de l'Economie et des Finances, s'est félicité fin avril du terrain gagné par "*le climat anti-austérité*" auprès de la communauté internationale

Peu de temps auparavant, José Manuel Barroso, partisan de longue date de la rigueur budgétaire, avait estimé de manière inattendue que les politiques d'austérité avaient atteint leurs limites, même s'il avait souligné que ces mesures étaient "*fondamentalement justes*".

"*Pour réussir, une politique ne doit pas seulement être bien conçue. Elle doit bénéficier aussi d'un minimum de soutien politique et social*", avait-t-il dit.

Un responsable européen, en lien régulier avec des dirigeants nationaux, a expliqué à Reuters que le président de la Commission européenne avait "*mal communiqué*" et qu'il n'était pas possible de renoncer à l'austérité.

"*Il est trompeur d'annoncer la fin de l'austérité et un retour à une relance par les déficits budgétaires*", a dit le responsable. "*On peut reporter de manière marginale les mesures d'ajustement budgétaire d'un an ou deux, mais ce n'est pas une vraie réponse.*"

"*Il ne s'agit pas d'abandonner les politiques d'austérité*", note Carsten Brzeski, économiste chez ING. "*Il s'agit simplement d'adapter le rythme des ajustements et de se concentrer sur les réformes structurelles pour éviter de subir un cercle vicieux de l'austérité*." Reuters 27.05

Ils tiennent leur proie et ne sont pas près de la lâcher, CQFC !

Une fois réduit à l'état de pauvreté et la précarité étant généralisée, sans droits sociaux devenus une marchandise comme une autre accessibles uniquement à ceux qui en ont les moyens financiers, cet état étant devenu la norme, évoquer l'austérité n'est plus a propos puisqu'elle est ancrée dans la société ou dans le mode de vie des masses.

Crime préméditée par étouffement financier.

- L'IGF tire la sonnette d'alarme au sujet de la santé financière des hôpitaux -20minutes.fr -

L'Inspection générale des Finances veut limiter les capacités d'emprunt bancaire des hôpitaux, dont la dette a triplé en moins de dix ans sous le poids des investissements, affirment Les Echos à paraître mardi.

Mandatée par le gouvernement, l'Inspection générale des finances souligne dans un rapport consulté par le quotidien que "*l'encours des prêts de moyen et long terme est passé de 9 milliards d'euros en 2003 à plus de 24 milliards en 2011 sous le poids des plans d'investissement*".

Face à cette situation, l'IGF préconise de "*limiter fortement*" le recours des établissements de santé aux emprunts bancaires de court terme, affirment Les Echos.

L'importance de cette dette "*a rendu d'autant plus problématiques les conséquences de la crise bancaire et financière de l'automne 2008 pour le secteur hospitalier*", observe l'IGF.

Le journal cite ainsi le cas du CHU de Caen, contraint "*de retarder des paiements courants, faute de trésorerie*".

Dans ses colonnes, le patron de la Fédération hospitalière de France, furieux contre la préconisation de l'IGF, juge que "*l'hôpital risque l'embolie avec la multiplication des normes*". AFP 27.05

En faillite : Privatisons-les !

Une seule solution : l'annulation de leurs dettes, pas un centime de plus pour les marchés financiers qui asphyxient les hôpitaux, sortie de l'UE et de l'euro, une République sociale qui concentre tout le pouvoir, la création monétaire, la banque et le crédit...

Ils en sont les porte-parole. Un aveu.

- François Hollande appelle à lutter contre "*la haine*" et "*l'intolérance*" - LePoint.fr

- Au Crif, Roger Cukierman repart tambour battant contre l'antisémitisme - AFP

- Combattre le terrorisme sans violer les droits, demande l'Onu - Reuters

Haine de la classe ouvrière, intolérance envers ses droits, les sionistes champions de l'antisémitisme, le terrorisme d'Etat qui viole les droits des peuples malien et syrien...

- Chercher à combattre le terrorisme en limitant les droits individuels et en maltraitant les suspects risque d'avoir des effets pervers et d'aggraver encore le problème, a déclaré lundi le Haut Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, la Sud-Africaine Navi Pillay.

"*De telles pratiques vont à l'encontre du but recherché. Les mesures qui violent les droits de l'homme ne détruisent pas le terrorisme, elles le nourrissent*", a-t-elle souligné. (Elle ne pensait sans doute pas si bien dire, mais elle est encore en dessous de la réalité, puisque le terrorisme est la créature de la CIA et du Pentagone. - ndlr)

"*Le maintien en prison de nombre d'entre eux (à Guantanamo - ndlr) relève de la détention arbitraire, en violation du droit international, et une telle injustice est devenue un outil de recrutement idéal des futurs terroristes*", a estimé la diplomate sud-africaine. Reuters 27.05

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les Américains et leurs alliés occidentaux ont fondé l'ONU qui fonctionne comme une dictature : les Etats membres sont appelés à adopter la politique internationale qu'ils ont concoctée pour eux, de leur côté ils ont les mains libres pour agir comme bon leur semble, sauf quand la Chine et la Russie s'emmêlent, et encore quand cela empiète sur leurs intérêts, sinon ils laissent faire. L'ONU est bien une machine de guerre contre tous les peuples, y participer, s'y soumettre, la légitimer comme le fait Mélenchon, c'est se faire le complice de l'impérialisme américain.

Mise en scène et témoignages fabriqués. Le Monde spécialiste en documents et vidéos falsifiés à la rescousse.

- Syrie: Le Monde témoin d'attaques chimiques contre les rebelles près de Damas - AFP

- Deux reporters du «*Monde*» témoignent de l'utilisation d'armes chimiques par l'armée syrienne - 20minutes.fr

Un internaute ajoutait que cette info fabriquée de toutes pièces allait être reprise pas une vingtaine de réactions... Normal, elles sont toutes réactionnaires ! Et puis, qui va les contredire, quel parti, quel syndicat, aucun ils sont tous vendus, seul le POI a pris position au côté du peuple syrien, va-t-il condamner l'armement des djihadistes par le gouvernement français et l'Union européenne, on le saura en lisant Informations ouvrières demain.

Sur quoi repose ces "*témoignages*" : "*les soldats rebelles toussaient, avaient les yeux qui brûlent, les pupilles rétractées. Cette exposition provoque vomissements et perte de connaissance*.", normal quand on est exposé aux vapeurs produites par les explosions d'obus et autres projectiles, sans parler de la poussière ambiante causée par les destruction quand on vit en permanence dans des quartiers réduits à l'état de gravats.

S'ajoute à cela la fatigue, des conditions de vie qui mettent à rude épreuve les organismes les plus solides, surtout au bout de deux ans de guerre, la mauvaise alimentation, le manque de sommeil, d'hygiène, de soin, tout est fait pour vous anéantir quand vous êtes harceler de tous côtés, car l'immense majorité des syriens sont au côté du régime.

Et puis, apparemment, il ne s'agit que de malaises ou de maux bénins et passagers qui ne touchent que quelques malheureux mercenaires sanguinaires sur le sort desquels s'apitoient ces "*journalistes*". Cette manipulation est grossière, ils n'ont pas osé mettre en scène la population syrienne qui passeraient au travers des gaz, ce n'est pas là la seule contradiction de ces "*témoignages*", le gaz répandu dans l'air choisirait ses victimes, un peu comme le nuage de Tchernobil qui s'était arrêté au frontière de la France en 1986, on a souvenir d'un village kurde gazé par Saddam Hussein, 5.000 morts officiellement et pas âme qui y ait survécu, au minimum l'emploi de gaz devrait se solder par des centaines ou des milliers de victimes, or ce n'est pas le cas en Syrie.

Il leur faut un prétexte pour bombarder la Syrie et chasser Assad du pouvoir, ils n'ont pas désarmé, la seule chose qui pourrait les arrêter ce serait qu'Israël s'emmêle et que la confrontation dégénère avec le Hezbollah, les Palestiniens et l'Iran, ce qui enflammerait toute la région au point que le conflit pourrait devenir incontrôlable et menacer l'existence de l'Etat sioniste, tout en déstabilisant un peu plus des régimes déjà fragiles en Tunisie ou Egypte par exemple, mais aussi à Barhein ou en Arabie Saoudite, en Jordanie, au Yemen, bref du Maghreb à la Corne de l'Afrique.

Ces "*journalistes*" sont des spécialistes en armement en tous genres, ils sont diplômés d'universités ou ils ont fait des études de chimie tellement poussées dans le domaine des gaz toxiques qu'au premier coup d'oeil ils sont capables de déterminer la nature de ceux qui auraient été employés par le régime syrien, qu'on se le dise.

- «*La gravité des cas, leur multiplication, la tactique d'emploi [...] montrent qu'il ne s'agit pas de simples gaz lacrymogènes utilisés sur les fronts, mais de produits d'une autre classe, bien plus toxiques*», affirment les journalistes. 20minutes.fr 27.05

Ces faux témoignages sont d'autant plus grotesques que chacun à en mémoire le précédent irakien, et que sans être un spécialiste en géopolitique n'importe quel individu normalement constitué comprendra spontanément que les puissances occidentales n'attendent qu'un faux pas d'Assad pour le liquider, et le président syrien est suffisamment intelligent pour savoir que l'emploi de tels gaz lui serait fatal.

Ce que ces pourritures n'ont pas l'air de comprendre, c'est que plus personne ou presque ne le les croit, et plus une information est ouvertement orientée dans une direction qui correspond aux intérêts du gouvernement ou à sa politique et reprises en choeur par la quasi-totalité des médias, plus la population s'en méfie et tend à la rejeter d'emblée sans même en vérifier la véracité tellement ils l'ont abreuvée de promesses et de mensonges.

Le droit à la paresse, les syndicats suisses sont contre.

- Un référendum en suisse pour le revenu minimum à vie - libération.fr

Voilà une «des initiatives les plus décoiffantes jamais présentées» au vote des Suisses, comme l'a écrit le journal le Matin Dimanche. «Voulez-vous recevoir une rente de 2 500 francs suisses [2 100 euros, ndlr] par mois sans condition et jusqu'à la fin de votre vie ?» Telle est la question qui va être posée aux Helvètes, en vertu d'un projet de votation qui a réuni les 100 000 signatures requises.

Inspiré des thèses de l'utopiste français Charles Fourier, ce revenu de base inconditionnel (RBI) «*supprime les contrôles avilissants*» auxquels doivent se soumettre les bénéficiaires d'allocations sociales, selon le comité B.I.E.N. - Suisse, à l'origine de l'initiative. Le plus curieux est que le vote - prévu d'ici deux ans - risque d'être négatif, les syndicats et le monde des affaires, dénonçant cette «*prime à la paresse*» qui ruinerait l'Etat et ferait exploser les impôts… libération.fr 27.05

Les syndicats sont devenus réactionnaires, le mouvement ouvrier est bourgeois et réactionnaire, le prolétariat aussi, apparemment

les conditions ne sont pas encore réunies pour qu'ils redeviennent révolutionnaires, dans certains pays cela tient aux conditions objectives qui ne sont pas mûres, en France ou en Allemagne par exemple, alors qu'elles le sont en grande partie en Grèce et au Portugal, tandis que les conditions subjective font partout défaut, il n'existe plus aucun parti combattant sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale, quand on dit qu'ils ont abdiqué ce n'est pas de gaité de coeur, cela nous rend malade en vérité pour ne pas dire qu'on en est épouvanté tellement c'est dramatique.

Tenez, la preuve que les conditions objectives ne sont pas mûres en France, elles le sont ou sont même entrées en putréfaction pour certaines couches défavorisées du prolétariat : - L'assurance-vie va bien. Ce produit d'épargne bien aimé des Français a généré une collecte nette positive (versements supérieurs aux retraits) pour le cinquième mois de rang en avril à 1,9 milliard d'euros, selon les chiffres publiés lundi par l'Association française de l'assurance (Afa). Sur les quatre premiers mois de l'année, la collecte nette s'est établie à 9 milliards d'euros, a souligné l'Afa, qui regroupe les deux principales fédérations d'assureurs. C'est toutefois moins que le Livret A et le LDD qui ont enregistré une collecte nette de 20,66 milliards d'euros sur la période. L'Expansion.com 27.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Seul près de 68% des votants ont fait le déplacement en Italie pour les municipales dans plus de 500 villes du pays. Le taux de participation est encore plus catastrophique à Rome où à peine un électeur sur deux s'est prononcé. euronews.fr 27.05

2- Egypte

Obtenir la destitution du Président Morsi, tel est l'objectif du "*Mouvement Rebelle*", en Égypte. Le mouvement d'opposition créé il y a un mois par de jeunes activistes estime que le chef de l'État, issu des Frères musulmans, ne répond pas aux exigences de la révolution.

La principale arme de ces insurgés d'un nouveau genre, une pétition. Ils entendent recueillir 15 millions de signatures pour obtenir le départ de Mohammed Morsi.

"*En Égypte, les gens de la rue sont maintenant très déçus. Le président n'a apporté aucun des changements promis durant la révolution. Il y a même une nouvelle phase de violence. Notre défi est important. Il s'agit de ramener la révolution dans chaque rue, chaque quartier, chaque village, de manière aussi pacifique qu'à ses débuts*", explique le porte-parole du mouvement, Mahmoud Bader.

Le mouvement aurait déjà recueilli plus de deux millions de signatures en moins de deux semaines. euronews.fr 27.05

3- Syrie

3.1- Les 27 pays membres de l'Union européenne sont finalement parvenus à s'entendre, lundi soir à Bruxelles. Au terme d'une journée de négociations, les ministres des affaires étrangères européens ont décidé de lever l'embargo sur les armes pour les rebelles syriens. Les ministres ont par ailleurs maintenu le reste de l'ensemble des sanctions prises depuis deux ans contre le régime de Bachar al-Assad.

Dans les faits cependant, cette décision ne devrait rien changer pour les rebelles qui font face à l'offensive de l'armée syrienne, en particulier autour de la ville stratégique de Qousseir. Car les 27 "*se sont engagés à s'abstenir d'exporter des armes à ce stade et, en tout état de cause, à appliquer un certain nombre de critères stricts à d'éventuelles exportations futures*", a expliqué le ministre luxembourgeois, Jean Asselborn.

Le ministre britannique, William Hague, principal défenseur du texte, a ainsi précisé à l'issue de la réunion que la Grande-Bretagne n'envisageait pas dans l'immédiat de livrer des armes aux rebelles. "*Bien que nous n'ayons pas de plan immédiat pour envoyer des armes en Syrie, la levée de l'embargo nous donne la flexibilité de le faire à l'avenir si la situation continue à se détériorer*", a déclaré M. Hague.

Aucune arme ne devrait ainsi être livrée d'ici au 1er août, date avant laquelle les ministres ont prévu de "*réexaminer*" leur position. Ce délai devrait leur permettre de dresser un premier bilan de la conférence internationale "Genève-2" prévue en juin à l'initiative des Etats-Unis et de la Russie.

Catherine Ashton, la chef de la diplomatie de l'UE, a insisté sur le fait que la fourniture d'armes était "*destinée à la protection des civils*". Elle sera en outre "*soumise à un certain nombre de conditions*", notamment en terme de contrôles sur leurs destinataires, afin qu'elles ne puissent tomber entre les mains de groupes radicaux. Le Monde.fr 27.05

3.2- Le sénateur McCain est en colère contre les succès flagrants de l'armée syrienne à Qusseir et il ne va pas par quatre chemins pour la manifester : " *en cas d'échec de Genève II, les Etats Unis interviendront pour détruire l'aviation syrienne*"!! Membre de la commission des forces armées au sénat us, McCain qui s'exprimait en marge du forum économique de la mer morte à Amman (!!) a menacé l'Etat syrien d'une action militaire si la conférence dite Genève II n'aboutissait pas aux résultats concrets.

"*En cas d'échec, nous allons accroitre notre aide aux rebelles syriens et la chute d'Assad sera alors inévitable.. l'aviation syrienne a un rôle décisif et les missiles de croisière pourront très bien être utilisés pour détruire l'Armée de l'Air syrienne. C'est ainsi que l'aviation d'Assad sera anéantie*". " *Il y a deux ans on croyait que son régime allait s'écrouler rapidement mais cette chute rapide n'a pas eu lieu* ". McCain s'est ensuite livré à l'analyse du raid israélie,n du 5 mai contre la banlieue de Damas : " *les raids israéliens ont bien prouvé que l'option militaire est parfaitement applicable contre la Syrie . Je trouve honteux que l'admlinistration américaine n'ait pas élargi son aide à l'adresse de l'opposition syrienne, ne l'ai pas encore dotée d'armes lourdes. C'est en raison de cette scandaleuse position US qu'Assad a remporté la guerre jusqu'ici*". McCain a préscit une intervention militaire contre la Syrie à l'exemple de ce que " *nous avons fait en Bosnie et au Kosovo*"!!! french.irib.ir 27.05

4- Turquie

« *Tu ne peux pas comprendre la situation de la ville de Reyhanli ni celle de ses habitants. Tu entraînes les terroristes et tu les envoies en Syrie. Tu es le chef des terroristes en Syrie* » c'est en ces termes que le chef du parti républicain du peuple, Kamal Kilichdaroglu s'est adressé au Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. « *Erdogan, je sais que tu vas dire que tu vas porter plainte contre moi, devant le tribunal. Mais, moi, je n'abandonne pas mon chemin quoi qu'il m'adviendra* », a-t-il souligné.

Le parti républicain du peuple estime que la politique du gouvernement d'Ankara envers la Syrie est la principale cause du massacre du peuple de ce pays ainsi que l'insécurité dans les villes frontalières turques. french.irib.ir 27.05

SOCIAL

Inde

Des dizaines de fonctionnaires ont manifesté ce lundi dans la ville de Srinagar, dans le Cachemire indien. Ils protestaient pour réclamer des hausses de rémunérations ainsi que la titularisation de plusieurs agents contractuels.

La police a fait usage de canons à eau pour disperser les manifestants. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés. euronews.fr 27.05

Haut de page

Le 29 mai 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de finaliser la causerie que j'avais en préparation et puis on a encore des coupures de courant, depuis ce matin 9h, il est 15h40, il fait entre 35 et 40°C, je crève et pas le courage d'en faire plus. Ce soir je mettrai en ligne une vingtaine de nouveaux articles.

La gauche, l'Opposition de gauche, c'est ici.

Hollande et Cameron cherchent à torpiller la conférence internationale sur la Syrie prévue en juin.

- La Russie a regretté mardi la fin de l'embargo de l'Union européenne sur les armes à destination de la Syrie et estime qu'elle met en péril la conférence internationale en préparation. Reuters 28.05

Ce que craignent les gouvernements français et britannique, c'est que l'accord passé entre les Américains et les Russes débouche sur une solution politique où ils seraient les principaux perdants, aussi bien sur le plan économique que politique.

Apparemment c'est la saison des pigeons ou des cocus, lire plus loin.

Le chiffre du jour. 7.

Selon une étude de l'Institut français de gouvernement des entreprises publiée aujourd'hui, le montant des dividendes versés par les entreprises françaises a été multiplié par sept entre 2002 et 2010. Atlantico.fr 28.05

Un couronnement royal s'il vous plaît.

A propos du mariage homosexuel et de la Palme d'or du Festival de Cannes décernée à un film mettant en scène des lesbiennes.

Hier j'ai loupé le coche comme on dit, suite à l'article de l'AFP "*Quand les rois de Hollywood font l'apologie de l'exception culturelle française*", cette opération lancée par des monarchies, la reine des Pays-Bas en tête, monarchie pas tout à fait comme les autres puisqu'elle fut choisie pour accueillir en mai 1954 à l'hôtel de Bilderberg à Oosterbeek la première réunion du groupe portant depuis le même nom, le prince Bernard de Hollande étant davantage associé que concurrent à Rockefeller au Moyen-Orient dont ils pillèrent ensemble le pétrole (Shell et Exxon Mobil), a été couronnée par des "*rois*", ceux de Hollywood, Hollywood qui se trouvent être également une machine de propagande au service de la CIA, (lire à ce sujet les articles qui figurent en ligne dans le site), ainsi le protocole a été respecté du début à la fin, et ne cherchez pas où sont passés les cocus de cette histoire, la postérité retiendra qu'ils n'avaient pas été invités au festin, royal cela s'entend, et qu'ils furent simplement remerciés pour avoir parfaitement jouer le rôle de figurants qui leur avait été destiné.

Un petit complément pour confirmer ce qui a été dit sur les Pays-Bas.

- Les Pays-Bas sont les premiers à avoir, en 2001, ouvert le mariage aux couples de même sexe. Le 1er avril 2001, à minuit, quatre couples deviennent les premiers mariés homosexuels. Slate.fr 29.05

Un courant politique qui fournit ses sources, qui étaie ses arguments, qui analyse la situation ou développe une théorie à partir des faits, qui étudie chaque hypothèse, qui tire un enseignement de chaque expérience, un vrai bonheur, non? Je plaisante, je ruisselle de sueur mais je suis de bonne humeur, parfois il faut se faire violence pour l'être.

Soit dit en passant, je préfèrerais la compagnie de la transsexuelle Amanda Lear, bien qu'un peu défraîchie, plutôt que Christine Boutin, histoire de me réconcilier avec mes petits camarades qui ont franchement manqué de perspicacité sur ce coup-là. J'ai une petite histoire indienne à propos de transsexuelle, mais ce sera pour une autre fois.

Nous ne reconnaissons qu'une seule résistance, celle à la barbarie capitaliste pour le socialisme.

Nous rejetons la résistance de 1945 sur fond de collaboration de classes, de capitulation et de trahison devant le capital qui a oeuvré à maintenir l'ordre établi avant la guerre. L'avènement de la Ve République en 1958 devait parachever logiquement ce processus destiné à maintenir au pouvoir la classe des exploiteurs et à redonner le pouvoir à son représentant le général Charles de Gaulle. C'est ainsi que pendant les 11 années suivantes la France sera gouvernée par un militaire.

La Constitution qui avait été rédigée pour permettre au Bonaparte ou au monarque de service d'exercer son pouvoir (exorbitant) est toujours en vigueur plus d'un demi-siècle plus tard, tandis que l'ensemble des institutions lui sont soumises. En cela, il ne représentait pas seulement le sommet de l'Etat, il incarnait la continuité de l'Etat bourgeois qui caractérisait la domination de classe des exploiteurs sur les exploités, ainsi il était le représentant de la classe qui détenait le pouvoir et pour laquelle il gouvernait.

Voilà quelle est la véritable et unique fonction de Hollande.

C'est en ayant ce constat à l'esprit qu'on devait ou devrait analyser les discours et les positions des différents partis qui se réclament du mouvement ouvrier. La réalité est cruelle pour ceux qui s'en sont écartés ou ont préféré fermer les yeux pour appeler à voter Hollande ou soutenir les candidats du PS en juin 2012. Quand la théorie qui inclut ou part des faits ne sert plus qu'à justifier ses propres analyses ou positions au lieu de servir un objectif politique pratique conforme aux intérêts des travailleurs, on en vient à soutenir les institutions et le régime en place qu'incarnent certains candidats ou partis.

De compromission en reniement, on finit par s'enfoncer dans l'erreur, à la théoriser, à tenter de la justifier par des méthodes détestables qui finissent par nous rendre aveugles et incapables de supporter la confrontation des idées, toute discussion devient impossible.

Avez-vous observé ce qui vient de se passer lors des élections municipales partielles en Italie ? L'abstention a atteint environ 44%, plus de 50% dans certaines grandes villes, en recul de plus de 20% par rapport aux dernières élections municipales. Cela signifie que la majorité des masses ont rejeté tous les partis qui se présentaient dans le cadre des institutions et de

la Constitution existantes.

En France, absolument tous les partis sont déjà en piste pour les élections municipales de 2014, autrement dit, aucun ne tirera les leçons des élections législatives de juin 2012 en France qui avaient enregistré un taux d'abstention record, autant dire qu'ils se foutront éperdument des résultats des élections municipales italiennes, quand bien même les travailleurs se détournent des institutions, eux ils y demeurent fermement enchaînés, tel est un enseignement que l'on peut tirer.

Pour revenir à ces élections municipales italiennes, j'ai noté que le M5S de l'ex-humoriste Beppe Grillo avait enregistré une cinglante défaite, son score a été divisé par deux par rapports aux dernières législatives, cela proviendrait selon L'Express qui se fait l'écho des premières réactions sur place en Italie: Pour beaucoup, l'effondrement du M5S vient de son refus d'une alliance avec le PD pour former un gouvernement après les législatives. "Nous avons raté le train", a regretté Rosolino, un militant. Pour Stefano Folli du Sole 24 Ore, "un message confus, l'incapacité à mettre sa force au service d'une vraie dynamique réformatrice et les modestes". lexpress.fr 28.05

Cela signifie que ce mouvement n'était qu'un feu de paille comme nous l'avions analysé, mais surtout que ses voix se sont reportées sur le Parti Démocrate qui a enregistré un très bon score, ce sont donc les couches de travailleurs privilégiés, les couches moyennes, les fonctionnaires, toutes celles qui ont plus à perdre que les autres qui elles se sont réfugiés dans l'abstention, qui ont été votées, qui ont manifesté leur soutien à des candidats d'un parti bourgeois semblable au PS en espérant qu'ils contribueront à maintenir leurs avantages ou à régler les problèmes qu'ils rencontrent dans leur commune, témoignant de leurs illusions dans ce parti et de leur subordination aux institutions. Et c'était bien là la signification de la participation à ces élections comme candidats ou électeurs.

Mais un véritable parti ouvrier, devrait-il définir sa politique et s'appuyer sur les couches manifestant le plus d'illusions dans les partis qui représentent le capital même drappés des oripeaux du socialisme et témoignant leur subordination aux institutions, ou au contraire devrait-il s'adresser et prendre appui sur les millions et millions de travailleurs qui les rejettent et sont prêts à rompre avec le capital et ses institutions politiques ?

Tous les partis (et les syndicats) ont opté pour la première réponse et se sont détournés des couches dites populaires, tandis que certains osent prétendre lutter contre l'extrême droite qui récolte de plus en plus de voix de ces couches populaires, autrement dit, ils participent bien à faire le lit de l'extrême droite et leur mise en scène ou gesticulations grotesques ne servent qu'à le camoufler.

N'étant pas obnubilé par le jeu institutionnel, nous attendront de voir comment va se développer la situation en France lors des prochains mois avant de prendre position sur les élections municipales, contrairement à tous les partis qui apparemment n'en tiendront pas compte, comme quoi leur politique est dictée par autre chose que les faits, par des intérêts d'appareil, ils en font encore ici la démonstration.

Et oui, je suis désolé pour les militants de ces partis, je ne fais que dresser un constat que chacun peut vérifier.

ACTUALITE EN TITRES

Charrettes.

- Goodyear: pas de repreneur pour Amiens-Nord, les syndicats vont en justice - AFP

- 240 emplois supprimés chez Spanghero - Reuters

- Près de 200 emplois menacés par la vente de l'usine Sony en Alsace - AFP

Il paraîtrait que c'est un chiffre magique

- 7 : par combien ont été multipliés les dividendes des entreprises françaises entre 2002 et 2010 - Atlantico.fr

Medef-CFDT : vive le capitalisme. CGT : Vive l'armée !

- La CGT dénonce le livre blanc de la Défense - L'Expansion.com

Même combat !

Quand on vous disait qu'ils avaient un problème de ce côté-là.

- Sexualité: Pas si facile de prendre son pied - 20minutes.fr

Ceci est la cause de cela

- Chômage et pouvoir d'achat: le moral des Français à son plus bas historique - AFP

- Le moral des Français s'effondre sous un seuil historique - LePoint.fr

- Les Européens n'ont jamais autant pris de drogue - Le Nouvel Observateur

La voie de son maître.

- Banque de France : petit manuel de libéralisation à l'usage de Hollande - LePoint.fr

- La Cour des comptes appelle à des "*économies structurelles*" - LeMonde.fr

Et dire que la baisse de la TVA devait créer des milliers d'emplois...

- La restauration a perdu 10% d'emplois en deux ans - AFP

Pas une dictature ?

- Le ministre de la justice américain a approuvé la surveillance de Fox - LeMonde.fr

Il faut bien les ménager, ils vous rendent de si précieux services...

- Prison avec sursis pour avoir attaqué l'ambassade américaine de Tunis - Libération.fr

L'attaque de septembre dernier avait été orchestrée par la mouvance salafiste jihadiste, selon les autorités locales. Libération.fr

Syrie. Partie de poker menteur

- L'UE lève l'embargo sur les armes aux rebelles Libération.fr - Liberation.fr

- Syrie : Washington soutient la décision européenne - LePoint.f

- Pour Damas, la levée de l'embargo de l'UE représente un "*obstacle*" - LeMonde.fr

- Syrie: Moscou insiste pour livrer des missiles au régime - AFP

Rompre le silence, briser les institutions !

- Résistance: minute de silence au parlement pour le 70ème anniversaire du CNR - AFP

Les zélés serviteurs et les cocus

- Record de non-remplacement des fonctionnaires en 2012 - LePoint.fr

Le taux de non-remplacement s'est établi à 61,3 % en 2012. Le taux le plus élevé sous l'ère Sarkozy avait été de 50 % en 2011. LePoint.fr 28.05

ACTUALITÉ DU JOUR

Mélenchon dans le rôle de ministre des Affaires étrangères d'un président aux idées de "***droite***".

Mélenchon se serait-il rangé au côté du peuple syrien qui lutte pour son auto-détermination contre les mercenaires jihadistes de 35 pays soutenus par la coalition militaire américano-franco-britannique qui détuisent tout le pays ? Pas vraiment. Décyptage.

Au début de son intervention on pourrait croire qu'il condamne la décision d'Hollande d'envoyer des armes aux assassins du peuple syrien, alors qu'ils leur en fournissent sous le manteau vias Doha, Riad et Istambul, cela il ne le dira pas évidemment.

- "*François Hollande et le gouvernement viennent de commettre une faute lourde contre la paix en faisant pression avec la Grande-Bretagne pour que l'Union européenne lève son embargo sur les exportations d'armes en Syrie*", écrit l'eurodéputé dans un communiqué.

En réalité pas du tout, son soucis n'est pas le sort du peuple syrien dont il n'a rien à foutre, il le demontrera plus loin, mais la "*puissance diplomatique*" de la France qui pourrait être affaiblie, où, mais en Afrique et dans la région pardi, là où l'impérialisme fraçais à des intérêts (au Mali par exemple) et dont Mélenchon se fait le représentant ici, au passage vous aurez noté sa véritable nature, franchement réactionnaire.

- "*En commettant les mêmes erreurs en Syrie (qu'en Libye - ndlr) , François Hollande expose la France à de nouvelles menaces et affaiblit notre puissance diplomatique*".

Mélenchon en porte-parole de la "*puissance diplomatique*" de l'impérialisme français, c'est beau, encore un dirigeant de gauche, vendu oui ! Pour finalement déplorer que le gouvernement français s'aligne sur Washington, ce qui est faux, officiellement tout comme la France et la Grande-Bretagne, les Américains ne fournissent pas d'armes aux jihadistes, et soutenir l'Union européenne qui se rangeront derrière les Américains. C'est qu'il l'aime l'Union européenne Mélenchon, ils sont inséparables.

"*Cette levée de l'embargo aligne l'Europe sur les États-Unis et l'empêche de peser en faveur d'une résolution politique du conflit syrien. Cette surenchère militaire en Syrie conduit tout le Moyen Orient à une impasse*", dit-il. AFP 28.05

En conclusion, Mélenchon reproche à Hollande d'avoir abandonné la ligne de conduite qu'il avait adoptée et qui lui avait été dictée par les Américains. C'est bien Mélenchon qui a affirmé récemment que Hollande avait des idées de "*droite*", il faut croire que Mélenchon les partage, mieux, il s'en fait le garant, comme du régime quoi.

Quand je dis que ce type-là est un charlatan, un pauvre type en vérité, je ne lui fais pas un procès d'intention, il vient de le démontrer une nouvelle fois en prêtant aux Américains une position qui n'est pas la leur, c'est significatif et très grave. Cette grossière erreur montre qu'il parle à tort et à travers en se donnant un air intelligent, ce qui a sans doute le don d'épater la bande de bras cassés qui lui sert de cour, car en principe, un dirigeant d'un parti qui doit s'exprimer publiquement sur un sujet important doit le maîtriser ou savoir de quoi il retourne, pour cela il suffit qu'il se réunisse avec les autres dirigeants de son parti ou ceux qui sont censés suivre l'actualité politique internationale pour être parfaitement informé de la situation, ce qui n'est manifestement pas le cas de cet histrion. Pour qui roule Mélenchon ? C'est clair, non ?

Front unique Medef, CGPME, UPA , CFDT, CFTC et CFE-CGC contre les travailleurs

Trois organisations patronales - Medef, CGPME, UPA - et trois syndicats - CFDT, CFTC, CFE-CGC - ont publié mardi un rapport commun pour relancer la croissance, un texte dont s'est dite "*fière*" la présidente du Medef Laurence Parisot et qui constitue un nouveau "*cap*" pour le dialogue social selon le leader de CFDT Laurent Berger.

Le rapport de 165 pages, intitulé "*réinventer la croissance*", a été présenté mardi soir du siège du Medef par les six organisations.

"*Ce soir, je suis fière d'être avec les représentants syndicaux pour présenter ce que j'appellerai un livre*", a affirmé Mme Parisot en vantant les mérites du "*dialogue social*" pour "*faire avancer le pays*" et "*sans lequel on n'aboutit a rien*".

Mme Parisot a mis en garde contre les "*dangers*" qui menacent la méthode du dialogue social qui "*a beaucoup d'adversaires*", à la fois "*à gauche et droite*", parmi le patronat et parmi les syndicats, a-t-elle dit en allusion à la CGT et à FO qui ont refusé de prendre part aux débats pour l'élaboration de ce rapport.

De son côté, Laurent Berger a souligné que le dialogue social, "*facteur de progrès*" est "*en train de passer un cap*" et a rappelé l'interdépendance entre l'économique et le social. Le rapport, a-t-il dit, sera l'un des "*documents sur la table de la conférence sociale des 20 et 21 juin*".

Dans ce rapport, le patronat et les syndicats souhaitent notamment une nouvelle "*gouvernance économique*" qui suppose une meilleure définition du champ d'intervention de "*l'Etat*" qui devra être "stratège" et "*respectueux des avis des partenaires sociaux*".

Pour Joseph Thouvenel, vice-président de la CFTC, "*l'originalité première*" de ce texte est que syndicats et patronat ont "*fait ensemble un constat commun et des propositions communes*".

Le rapport juge notamment qu'il ne faut pas fermer la porte au gaz de schiste et suggère de poursuivre la recherche sur la sécurisation des techniques d'exploitation.

Il s'agit du deuxième texte économique commun des six organisations après celui sur la compétitivité en 2011. AFP 28.05

La CGT et FO ne pourront pas dire qu'ils sont tombés dans un piège les 20 et 21 juin prochains, qu'ils ne savaient pas de quoi il retournait, ce qui servirait de support à cette mascarade, s'ils y participent, c'est qu'ils la cautionnent, sachant par avance également que l'accord qui en sortira reposera sur ce rapport.

Ils ont refusé de participer à l'élaboration de ce rapport, ils doivent maintenant refuser de participer à cette conférence basée sur ce rapport, sinon à quoi bon. AFP 28.05

En complément.

- Le Medef, la CGPME, l'UPA et les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC appellent en outre à une plus grande coordination des politiques économiques en Europe et à davantage d'harmonisation.

Les signataires prônent par ailleurs un renforcement de la politique économique européenne, avec une "*véritable gouvernance économique à l'intérieur de la zone euro*", une meilleure coordination des politiques budgétaires, une plus grande harmonisation de la fiscalité et des normes, l'achèvement du marché unique, une "*convergence sociale*", et une stratégie industrielle européenne. Reuters 28.05

Autant dire que les syndicats ne font pas de politique, l'Union européenne n'est pas une institution politique comme chacun sait.

Ils se font les relais de l'oligarchie financière et de sa politique conduisant à l'intégration définitive des Etats des 27 pays dans l'Union européenne une fois abandonnée leur souveraineté ou indépendance au profit de cette dictature calquée sur le modèle américain.

Ils ont franchi un nouveau "*cap*", effectivement une nouvelle étape qualitatif qui les rangent définitivement parmi les syndicats patronaux ou jaunes, anti-ouvriers. Ils se sont placés eux-mêmes en dehors du mouvement ouvrier qu'ils combattent au côté du patronat. Aucun front unique (ou intersyndicale) ne doit être appelé en leur direction ou ne pourra être toléré avec ces syndicats.

Je n'ai plus le temps d'aborder ce sujet plus à fond, on y reviendra. Juste un mot très bref.

Que fallait-il penser de la déclaration du POI qui prétendait que le front CGT-CFDT se serait brisé le 11 janvier 2013 suite à la résistance des militants, mieux encore, des braves appareils de la CGT et de FO, alors qu'en réalité cette rupture était le produit d'un virage ultra droitier de la CFDT, CFTC et la CGC volant au secours du capitalisme en crise et du gouvernement, on en a ici la preuve. Ils se partagent les rôles, c'est comme les partis qui soutiennent le gouvernement de l'intérieur et ceux qui le soutiennent de l'extérieur, ainsi le mouvement ouvrier est complètement cadenassé ou presque.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

L'un des trois juges du tribunal arbitral qui a octroyé 403 millions d'euros à Bernard Tapie en 2008 et l'avocat de l'homme d'affaires ont été placés en garde à vue, a-t-on appris mardi de source proche de l'enquête.

Le magistrat Pierre Estoup, l'un des trois juges du tribunal privé qui a soldé le litige opposant Bernard Tapie au Crédit Lyonnais sur la cession d'Adidas, est en garde à vue depuis lundi matin, a précisé cette source.

L'avocat de l'homme d'affaires, Me Maurice Lantourne, a de son côté été placé en garde à vue mardi, a-t-elle indiqué, confirmant

une information de Mediapart.

Le trio-arbitral était composé de Pierre Estoup, premier président honoraire de la cour d'appel de Versailles à l'époque, d'un ex-président du Conseil constitutionnel, Pierre Mazeaud, et de l'avocat Jean-Denis Bredin.

Trois juges du pôle financier parisien, Serge Tournaire, Guillaume Daïeff et Claire Thépaut, conduisent depuis septembre 2012 une information judiciaire pour usage abusif de pouvoirs sociaux, recel de ce délit, détournement de fonds publics et faux dans le volet non-ministériel de cette affaire.

Le tribunal arbitral avait condamné en juillet 2008 le Consortium de réalisation (CDR), structure créée en 1995 pour gérer le passif du Crédit lyonnais après sa quasi-faillite, à verser à Bernard Tapie 285 millions d'euros d'indemnités, dont 45 millions à titre de préjudice moral (403 millions d'euros avec les intérêts).

L'ancienne ministre de l'Economie Christine Lagarde, qui avait choisi en 2007 de solder par un arbitrage privé le litige judiciaire, a été entendue jeudi et vendredi par la Cour de justice de la République. Elle a été placée sous le statut de témoin assisté. Reuters 28.05

Lagarde n'a pas été mis en examen, il fallait bien des lampistes...

2- Etats-Unis

Le ministre de la justice américain, Eric Holder, a personnellement approuvé la décision de faire saisir les détails de communications téléphoniques de la chaîne de télévision Fox News, dans le cadre d'une enquête sur des fuites relatives à la Corée du Nord. Ce feu vert signifie que l'Attorney General est davantage impliqué dans cette affaire que ne l'a reconnu officiellement le département de la justice.

James Rosen a rapporté en juin 2009 que les services de renseignement américains redoutaient de nouveaux essais nucléaires nord-coréens à la suite de sanctions adoptées par les Nations unies contre le régime de Pyongyang. Stephen Kim, un ancien analyste du département d'Etat soupçonné d'être la source de James Rosen, doit comparaître en procès en 2014 pour infraction à la législation sur le contre-espionnage. James Rosen lui-même n'est pas poursuivi.

L'administration américaine est déjà soupçonnée de porter atteinte à la protection des sources des journalistes dans une autre affaire, portant sur la saisie de détails de communications téléphoniques de journalistes de l'agence de presse Associated Press. lemonde.fr 28.05

3- Syrie

3.1- Selon l'hebdomadaire Al Manar de la Palestine, plus de 500 bandes terroristes opèrent dans différentes localités de la Syrie et elles sont composées à 85% de délinquants, de criminels non syriens. les sponsors de ces bandes terroristes , soit Riyad/Doha/Washington/Tel-aviv financent et organisent ces bandes à l'effet de tuer les syriens, de détruire la Syrie. french.irib.ir 28.05

3.2- « *Le contrat de vente des missiles S-300 à la Syrie est, tout à fait, légal. La Russie exécutera ce contrat et ces missiles seront livrés à la Syrie* » a déclaré, l'ambassadeur de Russie à l'Otan, Alexandre Grouchko. Ce dernier a souhaité que les pays occidentaux évitent d'armer les rebelles syriens. Pour sa part, l'ambassadeur de Syrie à Moscou a déclaré que la Russie, restant attachée à ses engagements, n'a pas stoppé les livraisons de ces systèmes de missiles antiaériens à la Syrie. french.irib.ir 28.05

3.3- Le sénateur néoconservateur US McCain, membre de la commission de la defense au sénat, s'est rendu en l'espace de quelques heures en Syrie via les frontières turques pour rencontrer les chefs de l'ASL, Salim Edriss à Alep. Outre Edriss, d'autres chefs terroristes dont le nom n'a pas été divulgué ont rencontré McCain. Aucune information n'a filtré sur la teneur des discussions.

McCain a menacé dimanche la Syrie de frappes aériennes massives en cas d'échec de la conférence Genève II. L'Europe vient de son côté décider d'une levée de l'embargo sur la livraison d'armes à destination des rebelles. french.irib.ir 28.05

3.4- Selon des sources proches au bureau du Premier ministre irakien disent que Washington insiste sur la nécessité d'un rôle central de l'Irak dans le règlement de la crise actuelle en Syrie. La visite du ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Muallem à Bagdad est intervenu d'après un programme prévu d'avance. Cette visite à été reporté en raison de la situation intérieure de l'Irak, mais il est à noter que les autorités irakiennes et syriennes ont des contactes et des rencontres réguliers soit à Bagdad soit à Damas.

Cette fois-ci, les responsables irakiens ont arrangé la visite de Walid Muallem à Bagdad de sorte qu'il arrive à la capitale irakienne après la conversation téléphonique du vice-président américain Joe Biden avec le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki. Ainsi, la Maison Blanche a demandé à la partie irakienne de véhiculer un message secret de Washington au président syrien Bachar al-Assad.

Cela montre que la Maison Blanche a décidé de donner à Bagdad un rôle central dans le règlement de la crise intérieure de la Syrie. Selon les sources proches du bureau du Premier ministre irakien, le message secret de Joe Biden au président Bachar al-Assad porte sur un point important : la Maison Blanche demande à Damas de se servir convenablement de l'occasion créée par la tenue imminente de la conférence internationale de Genève II. Pourtant tout le monde s'accorde à dire à Bagdad que jusqu'à présent, les Etats-Unis ont agi différemment car ils ont tout fat pour soutenir l'opposition syrienne qui se bat pour renverser le gouvernement du président Bachar al-Assad.

Le fait que les Etats-Unis insistent à ce que la partie syrienne participe à la conférence internationale de Genève II peut montrer que selon les dirigeants américains, le conflit ne se résume pas entre le gouvernement de Damas et de l'opposition syrienne installée à l'étranger. C'est pourquoi Washington demande au gouvernement syrien de créer des ponts entre Damas et les autres puissances régionales et internationales pour approfondir les négociations.

En outre, les sources bien informées à Bagdad disent que dans sa conversation téléphonique avec Joe Biden, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a mis l'accent sur les effets néfastes que la crise syrienne peut avoir à l'intérieur de l'Irak, notamment en ce qui concerne les activités des courants salafistes.

La Maison Blanche a bien compris que l'opposition syrienne installée à l'étranger n'a aucun poids sur les évolutions sur le terrain à l'intérieur du pays. Washington a compris aussi que les courants salafistes soutenus par certains pays de la région deviennent de plus en plus forts aux rangs des opposants armés au gouvernement du président Bachar al-Assad. Dans ce cadre, le vice-président américain, Joe Biden a demandé au Premier ministre irakien Nouri al-maliki de dire au président Assad que la Maison Blanche lui donnera assez de temps pour nettoyer les éléments salafistes.

Il est à noter que le ministre syrien des Affaires étrangères n'était pas seul dans sa mission à Bagdad, il a été accompagné par le colonel Mohammad Nassif, officiel de liaison qui occupe le poste de vice-Premier ministre et joue le rôle d'intermédiaire entre la Syrie d'une part, et l'Iran et l'Irak de l'autre.

Selon des sources bien informées à Bagdad, dans sa conversation téléphonique avec le Premier ministre irakien, le vice-président des Etats-Unis, Joe Biden a demandé au gouvernement irakien de prendre une position neutre vis-à-vis des évolutions qui se produisent à l'intérieur de la Syrie. Autrement dit, Washington demande à Bagdad de prendre pour exemple le comportement du gouvernement libanais à l'égard de la crise syrienne. Selon ces sources, le vice-président américain a demandé aussi au Premier ministre irakien d'empêcher la formation d'une région autonome sunnite à l'intérieur de l'Irak, car selon les autorités américaines, la création d'une telle zone en Irak permettra aux éléments liés à al-Qaïda de trouver un nouveau refuge dans la région du Moyen-Orient. french.irib.ir 28.05

4- Iran

L'Iran a accédé mardi à la présidence de la conférence de Genève sur le désarmement.

L'ambassadeur iranien Moshen Naziri Asl a affirmé qu'il va insister sur le désarmement nucléaire pendant les quatre semaines de son mandat. Plusieurs délégations, dont Cuba, la Syrie, le Pakistan, la Russie, la Chine, l'Algérie et l'Egypte, se sont félicitées de l'arrivée de l'Iran à la présidence de la conférence et ont exprimé leur soutien à Téhéran.

La présidence est assurée par tournus selon l'ordre alphabétique des pays. Les délégations occidentales, qui ont exprimé des réserves précédemment sur l'éventualité d'une présidence iranienne, n'ont pas pris la parole. L'ambassadeur iranien a affirmé que le désarmement nucléaire a toujours été la priorité absolue de l'Iran. french.irib.ir 28.05

5- Israël

5.1- Selon la chaine 10 de la TV israélienne, les exercices militaires "*Plaque Tournante 7*" ont littéralement échoué. La chaine reste avare de commentaire sur cet échec mais laisse entendre que les divergences de vue entre les responsables militaires du front intérieur israélien d'une part et de l'autre les services de sécurité israéliens ont empêché que les manoeuvres réussissent.

Les exercices militaires en question visaient en effet à préparer Israël à faire face à des milliers de missiles que le Hezbollah, la Syrie et Gaza tireraient en direction d'Israël en cas de guerre. french.irib.ir 28.05

5.2- C'est l'ex ministre israélien des AE , Avigdor Liberman qui répond par affirmative à cette question !

Selon Jerusalem Post qui cite l'actuel président de la commission de la défense et des affaires étrangères de la Knesset , "*le Hezbollah possède des armements qui sont capables d'attaeindre n'importe quel point en Israël*" " *Eu regard des menaces émanant de l'axe radical (ndlr: Iran/Hezbollah/Syrie) , ce dont nous avons besoin en ce moment c'est la résistance et la détermination* ". " *L'Iran va droit vers la fabrication de la bombe atomique* " a -t-il dit avant de se liguer sur le discours des ennemis arabes d'Assad en accusant ce dernier d''avoir utilisé des substances chimiques contre les rebelles. french.irib.ir 28.05

SOCIAL

Chili

Une manifestation d'étudiants chiliens réclamant un changement du système d'éducation pour un enseignement gratuit et de qualité s'est achevé mardi en affrontements avec la police dans les rues de la capitale chilienne.

La marche, convoquée par la Confédération des étudiants du Chili (Confech), regroupant les principales universités du pays, avait été autorisée par la police mais avec un parcours n'incluant pas la principale artère de la capitale, la Alameda, qui passe notamment devant le Palais de La Moneda, siège de la présidence chilienne.

Sous des trombes d'eau qui ont provoqué des inondations, la fermetures des écoles primaires de la région et des coupures d'électricité, quelque 2.000 étudiants selon les médias - 600 selon la police - se sont massés sur une place de Santiago pour demander une restructuration du système éducatif.

Les heurts se sont produits lorsque la police a refusé au cortège l'accès de la Alameda et a fait usage de gaz lacrymogènes et de lances à eau.

"*Ils veulent rendre invisible notre mobilisation pour cacher l'échec du gouvernement*", s'est plaint sur Twitter Andres Fielbaum, président de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili.

Les étudiants chiliens ont réalisé plus de 40 marches depuis 2011 pour demander au gouvernement de Sebastian Piñera (premier président de droite depuis la fin de la dictature en 1990) une réforme du système éducatif, cher et inefficace, selon eux.

Le système actuel, faisant la part belle au privé, est hérité de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

Le gouvernement chilien a présenté plusieurs projets de loi à destination du système universitaire, prévoyant notamment de diminuer le coût des crédits contractés par les étudiants pour financer leurs études, mais sans parvenir à calmer la fronde. AFP 28.05

ECONOMIE

Etats-Unis

Ils empiétaient sur nos plates-bandes

-La justice new-yorkaise a annoncé mardi l'inculpation de l'émetteur de monnaie numérique Liberty Reserve et de sept de ses responsables, pour avoir blanchi six milliards de dollars en sept ans, après ce qui serait la plus vaste enquête internationale menée en matière de blanchiment.

Basée au Costa Rica, Liberty Reserve, créée en 2006, était une plateforme de paiement électronique utilisant la monnaie numérique du même nom (LR), permettant d'envoyer et de recevoir de l'argent de n'importe qui, n'importe où dans le monde, en dehors de toute réglementation.

Elle est accusée par les autorités judiciaires américaines d'être devenue "*la plaque tournante financière de la cybercriminalité*", avec plus d'un million d'usagers, dont 200.000 aux Etats-Unis, qui en sept ans ont passé 55 millions de transactions "*dont presque toutes étaient illégales*".

Au total, six milliards de dollars auraient ainsi été blanchis, selon le procureur fédéral de Manhattan Preet Bharara.

Le Trésor américain a également mis Liberty Reserve à l'index comme étant "*une institution dont le but premier est de blanchir*

de l'argent". C'est la première fois que le Trésor prend des mesures contre une plateforme de paiement électronique ou "*de monnaie virtuelle*".

"*Le Trésor est déterminé à protéger le système financier américain des cybercriminels et d'autres acteurs mal-intentionnés agissant dans le cyberespace, spécialement des institutions étrangères qui facilitent la criminalité en ligne et espèrent échapper aux règles*", a indiqué le sous-secrétaire au Trésor chargé de la lutte contre le financement du terrorisme, David Cohen.

En tout sept responsables ou ex-responsables de Liberty Reserve ont été inculpés: cinq ont été arrêtés vendredi dernier en Espagne, au Costa Rica et à Brooklyn (New York), et deux autres sont toujours recherchés au Costa Rica.

Le fondateur de la plateforme Arthur Budovsky, 39 ans, habitant aux Pays-Bas, a notamment été arrêté en Espagne, et le co-fondateur Vladimir Kats, 41 ans, à Brooklyn.

"*Liberty Reserve était devenue la plaque tournante financière de la cybercriminalité, facilitant un grand nombre d'activités criminelles en ligne, dont les fraudes à la carte bancaire, les vols d'identité, les investissements frauduleux, le piratage informatique, la pornographie infantile et les trafic de drogue*", selon l'acte d'accusation.

Les transactions y étaient "*anonymes et impossibles à tracer*". Et pour ajouter à l'opacité, les utilisateurs de la plateforme ne pouvaient pas y virer directement des fonds, mais devaient passer par un site "*tiers*".

L'enquête a impliqué les forces de l'ordre de 17 pays et serait "*la plus grande enquête internationale jamais menée en termes de blanchiment d'argent*", selon M. Bharara.

Les autorités ont également saisi cinq noms de domaine, dont celui de Liberty Reserve et de quatre sites "*tiers*" contrôlés par les inculpés. 35 autres sites font l'objet de procédures civiles. En outre, 45 comptes bancaires ont été saisis ou gelés. AFP 28.05

La CIA a vraiment besoin de fric !

Haut de page

Le 30 mai 2013

CAUSERIE

Mercredi soir avec un peu d'avance sur demain... ou de retard, j'ai ajouté plus de 20 articles, je teste l'adresse du fichier sur les retraites au format Powerpoint (.pps ou .ppt ou .pptx) car je ne sais pas quel extension fonctionne. Il est 22h45, dans 10 minutes l'extension correcte devrait fonctionner.

Jeudi

En raison de l'actualité encore très chargée, j'ai laissé tomber tout le reste provisoisement. Ici on attend la pluie qui pourraît nous rafraîchir un peu, bien que ce soit une autre source d'emmerdements puisqu'ils coupent le courant, mais bon, il faut essayer de prendre les choses du bon côté. Si le site n'était actualiser demain ou les jours suivants vous sauriez pourquoi, on ne sait jamais, un cyclone ou un gros coup de vent, c'est vite arrivé !

Nous, nous ne pratiquons pas "*l'ouverture*" nous n'avons rien à brader, et puis nous sommes ouvert naturellement, la preuve : nous ne craignons pas la confrontation des idées.

Je vais vous raconter mon dernier cauchemar, la nuit dernière. (vous pouvez zapper et passer à la suite si cela ne vous intéresse pas.)

J'étais technicien et j'avais été envoyé par ma boîte aux Etats-Unis, à New York, pour participer à un stage semble-t-il. Très vite j'ai été pris de panique parce que je ne comprenais rien à l'anglo-américain, sorte d'anglais dégénéré ou les prépositions et les conjonctions sautent, les mots s'enchaînent à toute vitesse, apocopes et aphérèses se succèdent...

Mon malaise allait s'amplifier au contact d'une ville déshumanisée, grise et laide, tout me semblait superficiel ou plutôt irréel, irrationnel aussi ou dont je ne parvenais pas à en saisir le sens. Un matin, je suis sorti de ma cage au 27e étage pour essayer d'aller à la rencontre d'Américains dans des quartiers où vivaient des minorités qui devaient partager mon malaise ou qui devaient être différents des Américains que j'avais rencontrés jusque là. Je tombais sur des immeubles moins élevés et même des maisons individuelles assez anciennes, des petites rues et des places qui me faisaient penser à un village mexicain, peut-être à cause d'une modeste église toute blanche plantée au beau milieu de l'une d'elles. En fait j'allais croiser des gens au regard

hagard, d'autres semblaient lobotomisés et se déplaçait comme des d'automates, certains marchaient en titubant ou penchaient d'un côté avant de se redresser et de continuer leur chemin, c'était leur état normal.

Effarer par un tel spectable qui me remplit d'une tristesse infinie, moi aussi j'allais devenir fou. J'avais quitté la périphérie du quartier des affaires où mon employeur m'avait logé et qui m'avait donné cette impression désagréable de folie permanente ou ambiante, en m'enfonçant dans les bas-fonds de New York, j'allais forcément craquer, ma nature psychologique étant fragile. A force de déambuler pendant des heures dans ce quartier, parfois il m'arrivait de faire une pause pour me reposer et reprendre mes esprits, je sentais que quelque chose était en train de vaciller en moi, je finis par m'égarer, par ne plus en trouver la sortie au point de m'en sentir prisonnier, tétanisé.

C'était le début de la fin ou le démarrage d'un mécanisme psychologique infernal que je connaissais bien sans jamais être parvenu à le maîtriser, au bout duquel j'allais sombrer complètement. Plus je cherchais à retrouver mon chemin, plus je perdais mon identité au point de ne plus pouvoir prononcer un mot et de ne plus savoir qui j'étais ni d'où je venais, et en croisant des zombis qui avaient l'impression d'être dans le même cas que moi ou plus atteints encore, cela ajoutait à la terreur qui s'emparait de moi, puis plus rien.

C'est à ce moment-là que je me suis réveillé. Tombé dans le coma sur un trottoir, en fouillant dans mes poches la police m'avait identifié comme étant un ressortissant Français et avait averti l'ambassade de France, c'est là que je trouvais à mon réveil après avoir passé plusieurs jours dans le coma dans un hôpital de la ville.

Voilà ce dont j'ai eu souvenir ce matin en ouvrant les yeux. A part cela j'ai fait une bonne nuit et je suis dispo pour bosser. Ce qui est intéressant dans ce rêve, c'est qu'il revient constamment, seule la mise en scène change mais le contenu psychologique est identique. Je pense avoir percé le secret ou les rouages de ce mécanisme qui à la base repose sur un complexe d'infériorité, une profonde humiliation subie autrefois, sans doute quand j'étais enfant pour avoir été battu très souvent par mes parents, parfois tous les jours, au point d'être traumatisé à l'idée de rentrer à la maison après l'école, c'est quelque chose dont je me souviens parfaitement.

C'est l'impuissance et l'incompréhension face à cet abus de pouvoir et cette injustice ressenties par l'enfant qui crée chez lui un traumatisme qu'il risquera de trimballer durant toute sa vie, car il va profondément le refouler tout en développant un comportement qui en sera influencé, à son insu puisqu'il n'en aura pas conscience. Par la suite cela se traduira par des excès ou des emportements car il aura tendance à reproduire ce qu'il a lui-même subi, des manifestations violentes spontanées ou inattendues qu'il ne maîtrisera pas, il pourra avoir un caractère irascible, développer des lubies, être capricieux, etc. en réalité, il développera une multitude d'artifices par crainte de voir ressurgir la ou les phobies qu'il avait profondément enfouies dans son inconscience.

Dans le cas de ce rêve qui a pris la forme d'un cauchemar, c'est la résurgence de cette ancienne phobie identifiée à ce profond malaise qui va conduire à cette perte d'identité qui fait sombrer notre personnage dans le coma, parce qu'il ne la supporte pas davantage qu'autrefois, pour en ignorer la nature et l'origine, il est dominé par son inconscience qui finit par l'emporter. Et quand il se réveille, il ignore tout de ce qui lui est arrivé, il ne peut donc en tirer aucun enseignement, il est incapable de remonter le fil jusqu'à la source de cette frustration, de ce complexe d'infériorité qui le mine et qu'il n'est pas en mesure d'identifier.

Si le catalyseur de cette phobie a été les coups qu'il a pris quand il était enfant ou les mauvais traitements qu'il a subis, c'est à la fois son impuissance et son ignorance qui les accompagneront qui donneront naissance à cette frustration qui se traduira à son tour par le développement d'un puissant complexe d'infériorité et marqueront son caractère pour le restant de ses jours le plus souvent, car une fois devenus adultes bien peu de gens sont capables de se livrer à une telle analyse de leur comportement. En fait, ils adoptent la même attitude que sur le plan social où ils se laissent vivre, et ne cherchent pas davantage à comprendre comment fonctionne la psychologie humaine que la société.

A 20 ans je voulais devenir infirmier psychiatrique pour devenir ensuite psychanalyste, cela a bien failli se produire, mais sans diplôme ce fut hélas impossible, j'avais énormément étudié, certainement plus qu'un étudiant suivant un cursus universitaire, j'étais passionné et totalement absorbé par mon sujet, autant qu'aujourd'hui en politique. Mais bon, ces études me serviront le restant de mes jours, donc je suis comblé. Je ne suis pas de nature à prendre les choses (ou les gens) du mauvais côté, j'ai appris à tirer un enseignement de chaque expérience, même la plus infime, et je dois dire que je m'en sors bien ainsi, je viens d'en fournir la preuve en analysant ce cauchemar, vivre ou travailler à New York, c'est bien pire qu'un cauchemar en réalité !

Vous comprenez au passage pourquoi je n'ai aucune difficulté à aborder n'importe quelle question, je n'ai aucun a priori, aucun tabou, car lorsqu'on procède autrement ou à l'inverse il est impossible d'analyser une question à fond, de venir à bout d'un problème ou d'une difficulté, il faut que la frontière entre la conscience et l'inconscience ait disparu ou plutôt soit suffisamment poreuse pour aller voir au-delà de la superficialité ou l'apparence des choses telles qu'elles se présentent à nous ce qui s'y passe.

C'est Socrate qui disait connais-toi toi-même je crois, cela ne résout pas les problèmes de la société contrairement à ce que disent certains (le portail Wikistrike par exemple qui en a fait sa devise) qui tiennent justement à culpabiliser les travailleurs, en réalité, mieux les enfoncer, mais cela nous rend d'inifinis services et contribue à améliorer notre productivité de militant

ouvrier socialiste révolutionnaire, pour parler comme les patrons du Medef et de la CFDT.

En conclusion, pour se libérer d'une frustration ou d'une phobie profondément ancrée dans notre inconscient, il faut la revivre intensément, il faut vivre cette pulsion avec la même charge émotionnelle qu'autrefois, et simultanément en prendre conscience pour l'orienter dans une autre direction ou la sortie, Freud disait la sublimer, ainsi sans pouvoir faire disparaître totalement cette phobie de la même manière qu'on ne peut pas réécrire le passé, on peut le revivre sous une forme ou une autre mais on ne peut pas l'effacer, cette phobie deviendra supportable ou ses effets seront atténués, maîtrisés, pour reprendre notre exemple, de telle sorte qu'on ne développera plus un complexe d'infériorité sans pour autant en développer un de supériorité, on deviendra un être mentalement équilibré, dans le marxisme on parle de conscience supérieure, je pense qu'en psychologie l'expression s'applique aussi.

Nous sommes parvenus à résoudre un problème, parce que nous avons associé conscience et inconscience, sinon nous n'aurions pas pu mener notre analyse jusqu'au bout, c'est là notre secret et la puissance incomparable de notre méthode qui ne diffère guère du matérialisme dialectique quand on y regarde de plus près, cela en est une application en réalité, au lieu de s'intéresser à ce qui est enfoui dans notre inconscience pour y associer notre conscience, on se penche sur les liens ou rapports qui existent entre des faits appartenant au présent et au passé, c'est en cela que le marxisme est incomparable comme méthode pour analyser ou interpréter la marche du monde, s'en écarter ou l'abandonner, c'est être voué à trébucher dans l'obscurité ou l'obscurantisme, voyez où nous en sommes...

Vous aurez remarqué que je me suis inspiré de la méthode de Freud, mais à aucun moment je n'ai eu besoin de ramener ce cauchemar à un traumatisme d'ordre sexuel vécu lors de mon enfance. Les ennemis de Freud ne lui reprochent pas d'avoir ramené à la sexualité chaque expérience traumatisante, phobie ou tendance mentale pathologique vécue ou développée par la suite par une personne, non, c'est à sa méthode d'analyse qu'ils s'en prennent, car elle permet d'atteindre ou de faire remonter à la surface les expériences traumatisantes qu'ils ont vécues eux-mêmes autrefois et qu'ils ne supportent pas, en gros, ce sont des psychopathes et ils désirent le rester ou ils ne souhaitent pas que le monde se porte mieux, qu'on retrouve dans leur démarche les ingrédients classiques de la réaction la plus noire n'est pas vraiment une surprise.

Sur ce, j'espère que vous ne sortez pas traumatisés de cette analyse. Pour la prochaine consultation gratuite, disons au prochain cauchemar !

ACTUALITE EN TITRES

Il en tremble déjà !

- Rail: le gouvernement présente sa réforme sous l'oeil inquiet des syndicats - AFP

Halte à la dictature du gouvernement européen des banques et des multinationales !

- Ce que Bruxelles recommande à chacun des pays de l'UE - L'Expansion.com

- La CE prône les réformes en zone euro au nom de la croissance - Reuters

- Bruxelles exige de la France des réformes en échange d'un délai - AFP

- Bruxelles demande à la France de réformer ses retraites dès cette année - AFP

- Déficit: la Commission donne 4 mois à la Belgique pour rentrer dans les clous - AFP

- La Commission européenne recommande la sortie du déficit excessif pour l'Italie - L'Expansion.com

Et Intox

- «*L'Europe est en passe de devenir une maison de redressement*» - Liberation.fr

- Hollande renvoie la Commission européenne dans ses cordes - L'Expansion.com

- Hollande : "*La Commission n'a pas à nous dicter ce que nous avons à faire*" - LePoint.fr

Avec zèle, s'il vous plaît

- La réponse de Ayrault à Bruxelles: "*nous ferons les réformes à notre manière*" - L'Expansion.com

- Bruxelles: "*la France est souveraine pour décider des réformes*" dit le PS - AFP

"*La France est souveraine pour décider des réformes et d'en apprécier les contenus avec son Parlement et son gouvernement, et compte qu'on la respecte pleinement*", a indiqué le porte-parole dans une déclaration à l'AFP.

Le président Hollande a déclaré mercredi à Rodez que "*la Commission (européenne) n'a pas à dicter*" à la France ce qu'elle a "*à faire*", après que Bruxelles eut demandé à Paris d'entamer la réforme des retraites dès cette année.

"*Sur le fond*", a ajouté le porte-parole, "*les socialistes rappellent que si la nécessité de rétablir nos comptes publics est un impératif, la façon d'y arriver n'est pas unique*". AFP29.05

Mais Barroso n'en doute pas, personne n'en doute d'ailleurs !

La preuve

- Le chômage continuera à augmenter en 2014 selon l'OCDE - AFP

- Vers une gratification minimale pour tous les stagiaires ? - Liberation.fr

436,12 euros mensuels, c'est beaucoup trop, comment le budget de la fonction publique territoriale, hospitalière ou celui des associations va-t-il pôuvoir supporter une telle charge ? Mais non, qu'on est bête, ils occupent des emplois de fonctionnaires ou de salarié qui sinon seraient rémunérés au Smic, une super aubaine en fait. Vive Schröder, la croissance et la misère sociale !

Les provocateurs ou dangereux irresponsables

- Mariage gay: le pionnier Mamère "*fier*" mais inquiet de l'homophobie "*libérée*" - AFP

- Valls souhaite «*incriminer davantage les actes homophobes*» - Liberation.fr

- Mariage homosexuel: "*Fallait-il en faire autant?*" - L'Express.fr

Les sionistes sont les plus dangereux pour les sémites, et les homophiles les plus dangereux pour les homosexuels.

Liberticide. Pousse au crime de lèse-majesté.

- Pierre Charon jugé pour pour avoir traité Yannick Noah de «*délinquant*» - 20minutes.fr

Si traiter quelqu'un de délinquant c'est se rendre coupable du délit de diffamation, autant dire que la liberté d'expression doit être réduite à flatter les charlatans ou les aventuriers qui tiennent des discours abracadabrants. Nous accusons Yannick Noah de servir les intérêts du législateur qui n'attend qu'une occasion pour restreindre davantage la liberté d'expression.

Confirmation. RSF jusqu'au FN

- Béziers : le FN pourrait apporter son soutien à Robert Ménard - Le Nouvel Observateur

Totalement à la solde de l'impérialisme américain

- Corruption en Iran: Total verse 400 millions de dollars à Washington - AFP

- Le Canada impose un embargo commercial quasi-total à l'Iran - AFP

Syrie, poursuite du poker menteur.

- Pour Damas, la levée de l'embargo de l'UE représente un "*obstacle*" - Le Monde

Le régime estime que cette décision montre que l'UE a pour but de "*soutenir et d'encourager les terroristes en leur procurant des armes*". Le Monde 29.05

- Syrie : l'armée syrienne s'empare d'un aéroport-clé près de Qousseir - LePoint.fr

- Armes chimiques en Syrie: Pour Damas, la France est une «*menteuse*» - 20minutes.fr

- Washington somme le Hezbollah de quitter la Syrie - LePoint.fr

- L'opposition syrienne ne négociera qu'une paix sans Assad - Reuters

- Syrie: L'ONU s'inquiète de la prise de pouvoir des islamistes au sein de la rébellion - 20minutes.fr

- Armer les rebelles syriens, la seule solution envisageable - LeMonde.fr

Ainsi les intentions du journal Le Monde sont parfaitement claires.

Je l'avais dit il a deux ans environ, ils ne lâcheront pas le morceau, quitte à foutre le monde entier à feu et à sang, on se veut optimiste, mais en même temps on imagine mal qu'ils acceptent une défaite politique contre la Syrie qui remettrait en cause toute leur stratégie de remodelage du Moyen et Proche-Orient. En cas de défaite, il est clair qu'il leur faudrait abandonner l'idée d'attaquer l'Iran, et cela renforcerait la position de l'opposition à leur politique néo coloniale ailleurs en Afrique.

Leur tentative de déstabiliser la Russie de l'intérieur a échoué. Reste à savoir si Poutine aurait les moyens de mener une guerre contre les Etats-Unis et l'Union européenne, guerre qu'on a du mal à envisager tant les conséquences économiques pour l'UE seraient désastreuses, précipitant tous les pays de l'UE dans une grave crise sociale alors qu'ils peinent à maintenir un semblant de stabilité politique croulant sous un chômage de masse, grâce à la complicité des syndicats corrompus et les partis dits de gauches notamment, équation qui peut exploser à tout moment cependant, car les masses peuvent passer à l'action une fois libérées du carcan des appareils traîtres du mouvement ouvrier.

On voit bien que les uns et les autres hésitent, soufflent le chaud puis le froid, font marche arrière pour ensuite reprendre un discours encore plus guerrier.

La pire réaction est encore Hollande et Fabius qui prônent la guerre à tout prix contre la Syrie, le Liban et l'Iran. Tout parti qui ne rompt pas immédiatement avec le PS et le gouvernement doit être considéré à son tour comme porte-parole et complice de la réaction, c'est déjà le cas du Front de gauche et du NPA, avis aux amateurs. On est désolé pour leurs militants de dresser un tel constat, mais il faut bien qu'ils comprennent qu'il s'agit d'une guerre et non de misérables revendications alimentaires, de guerre, entendez-vous, de guerre, c'est une question de vie ou de mort pour des millions de nos confrères et consoeurs en Syrie, cela nous prend aux tripes voyez-vous. Si cela ne vous dit rien, allez donc passer un week-end en Syrie, peut-être que vous en reviendrez blindés contre ceux qui soutiennent le gouvernement français impérialiste. Ici, l'Inde reste discrète, elle achète du pétrole à l'Iran...

Le FBI assassin.

- Boston: L'homme tué par le FBI lors d'un interrogatoire n'était pas armé, selon la presse américaine - 20minutes.fr

L'homme d'origine tchétchène tué la semaine dernière en Floride lors d'un interrogatoire avec le FBI au sujet de ses liens présumés avec les auteurs de l'attentat de Boston. Il a en outre été abattu après des heures d'interrogatoire. 20minutes.fr

Il devait trop en savoir, ils l'ont liquidé froidement...

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. La Commission européenne "***exige***", le gouvernement s'exécute et ses larbins tiennent la traîne.

Face à la violence des exigences de la Commission européenne et à l'amplitude de l'offensive qui se dessine contre la classe ouvrière et la classe moyenne, les uns et les autres se devaient de réagir bruyamment pour mieux camoufler leur collusion avec l'UE.

Hollande, le gouvernement et le PS n'avaient pas d'autre alternative qu'affirmer dans un premier temps qu'ils n'avaient pas d'ordres à recevoir de Bruxelles, pour ensuite faire amende honorable et réaffirmer qu'ils appliqueraient à la lettre les recommandations de la Commission européenne formulées sous la forme d'une "*exigence*" (Barroso), leur désaccord portant uniquement sur le délais pour y parvenir.

Les différents acteurs dont les déclarations sont reproduites plus loin présentent un point commun : ils critiquent l'attitude Hollande et du gouvernement, mais pas un n'envisage de rompre avec l'UE ou avec la CES pour ce qui est des syndicats. Du coup, entre les paroles et les actes, chacun sait que ce sont ces derniers qui comptent en dernier ressort, ainsi tous soutiennent le gouvernement et l'Union européenne. La voie est libre. A moins que...

- La zone euro doit privilégier la réforme des marchés du travail et des services et elle peut se donner un peu plus de temps pour réduire son endettement, a annoncé mercredi la Commission européenne, prenant ainsi ses distances avec les politiques d'austérité.

Dans ses recommandations aux Etats membres, l'exécutif européen a insisté sur l'urgence d'agir tout en soulignant la nécessité de poursuivre l'assainissement des comptes publics.

Les pays de la zone euro déjà surendettés ne peuvent se permettre de relancer la croissance par la dépense publique. Ils doivent donc engager des réformes structurelles souvent douloureuses, en comblant les carences du marché du travail, des régimes de retraite et des services publics.

La CE insiste sur la nécessité de rendre le marché du travail plus souple et sur l'ouverture totale des marchés des biens et services ; ouverture de certaines professions en France, comme les notaires ou les taxis. Elle souhaite aussi que Paris supprime les tarifs réglementés sur le gaz et l'électricité et ouvre le secteur du transport ferroviaire domestique des passagers.

"*Les Etats membres doivent à présent redoubler d'effort sur les réformes structurelles en ayant en vue la compétitivité*", a dit son président, José Manuel Barroso, lors d'une conférence donnée à l'occasion de la présentation des recommandations annuelles de la Commission.

Dans un autre domaine, elle demande à Paris de poursuivre ses efforts de simplification de la fiscalité: élargir la base de l'impôt sur le revenu, ramener les taux de TVA proches de la moyenne européenne, transférer une partie de la fiscalité sur le travail vers l'environnement et la consommation.

"*C'est un message d'exigence*", a estimé le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse.

La France a dit qu'elle était d'accord avec les recommandations et de la Commission et qu'elle mènerait les réformes structurelles à son rythme.

Mais c'est surtout la France qui a retenu son attention: pour l'exécutif communautaire, Paris doit réformer son marché du travail et son système de retraites - avec pour objectif de le ramener à l'équilibre financier d'ici 2020 - pour regagner le dynamisme économique perdu tout en réduisant la dépense publique. La Commission prône aussi une réforme de la fiscalité permettant de rendre ses entreprises plus compétitives.

"*Ce délai supplémentaire doit être employé à bon escient pour s'attaquer à la compétitivité déclinante de la France, les entreprises françaises ayant souffert d'une perte inquiétante de compétitivité au cours de la dernière décennie, et même, pouvons-nous dire, au cours des 20 dernières années*", a dit José Manuel Barroso.

Un message que s'est fait fort de relayer le commissaire aux Affaires économiques, Olli Rehn.

"*Il est dorénavant primordial que la marge de manoeuvre créée par un rythme de consolidation ralenti soit employé par les Etats membres à la mise en oeuvre des réformes économiques indispensables à la réalisation de notre potentiel de croissance et à l'amélioration de notre capacité à créer de l'emploi*", a-t-il déclaré.

Les recommandations de la CE, une fois adoptés lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement fin juin, deviendront contraignantes. Elles sont notamment censées influencer la préparation des budgets nationaux dès 2014.

Les réactions.

François Hollande : "*la commission n'a pas à dicter ce que nous avons à faire*", en matière de réformes structurelles.

Jean-Marc Ayrault a lui promis des réformes que la France fera à sa "*manière*" tandis que le ministre des Finances, Pierre Moscovici, moins offensif, a répété "*son engagement déterminé à poursuivre sa stratégie de sérieux budgétaire, au bon rythme*".

Jean-Luc Mélenchon : "*La France doit refuser d'appliquer ces recommandations et désobéir*", a-t-il protesté.

(Mais lui non ! Extraordinaire, quel tartuffe ! - Ndlr)

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF : "*Cela confirme ce qu'on avait vu venir, opine, après la caresse du report des deux ans, ce sont des recommandations particulièrement féroces que propose la Commission européenne. C'est une opération de chantage.*"

(Les staliniens semblent toujours tomber des nus ! Imposteurs ! - Ndlr)

Pour Emmanuel Maurel, vice-président de la région Ile-de-France, leader de l'aile gauche du PS : "*la Commission veut que la France se livre à un exercice de vandalisme social*". "*On dit parfois que les commissaires sont des arbitres : ce ne sont en réalité ni plus ni moins que des hooligans, des casseurs*", a-t-il lancé.

(Il ne rompra pas pour autant avec le PS ou l'UE, c'est un arriviste, c'est son gagne-pain ! - Ndlr)

"*J'ai noté avec satisfaction que le président de la Republique a redit que la question des retraites serait traitée dans le cadre de la conférence sociale*", s'est réjoui Pascal Durand, secrétaire national d'EELV

(Oui, l'affaire est déjà entendue, c'est Laurent Berger qui l'a affirmé avant-hier, en disant à propos du rapport cosigné par le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGC qu'il sera l'un des "*documents sur la table de la conférence sociale des 20 et 21 juin*" (AFP 28.05), conférence patronale qui reprendra justement les recommandations de Bruxelles. - ndlr).

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, a résumé la situation ainsi : "*La Commission écrit la partition, les gouvernements européens la jouent. [...] En contre-partie du délai de deux ans accordé à la France, la Commission attend des décisions douloureuses et elle nous ressort des antiennes libérales sur les retraites*", dit-il.

(Non monsieur Mailly, voilà qu'il nous fait le même coup que les staliniens, la Commission ne "*ressort (pas) des antiennes libérales sur les retraites*", elles ont toujours été sur la table, pourtant vous êtes bien placé pour le savoir pour avoir participé à toutes les réunions sur cette question au cours des dernières années, votre assiduité a d'ailleurs été remarquable à ce sujet. Mais vous avez raison : "*La Commission écrit la partition, les gouvernements européens la jouent*" et vous vous la cautionnez en y participant, on n'en attendait pas davantage de votre part entre nous. Vous nous confirmez bien que vous serez de la prochaine partie, n'est-ce pas ? Avec la bénédiction des dirigeants du POI. - Ndlr)

La réponse de Hollande ne trouve pas grâce à ses yeux. "*C'est de la communication, à partir du moment ou les deux ans*" de délai pour atteindre les déficits de 3 % "*sont accordés avec des engagements de réforme, les thèmes sont déjà arrêtés*", a-t-il souligné sur Europe 1.

(Vous vous vendez ! Vous lâchez le morceau, vous dites que vous savez de quoi il retourne et vous y participez, alors ne venez pas dire que vous ne saviez pas et qu'on vous ferait un mauvais procès, un peu de décence si vous en êtes capable. - ndlr)

Vous vous demanderez peut-être comment est-ce possible qu'ils livrent ainsi le pot aux roses ? Mais parce qu'ils savent qu'il n'y a pas de répondants, les militants n'y comprennent rien ou les soutiennent aveuglément ou encore ils sont totalement gangrenés par l'idéologie dominante qui a pourri le mouvement ouvrier, partis et syndicats. Et puis, il leur faut être à la hauteur des exigences du capital et sa crise, à la limite ils sont prêts à saborder leur syndicat et leur parti si nécessaire pour assurer la survie du régime. Ont-ils agi autrement depuis 70 ans ? Car enfin, ce ne sont plus à proprement parler des syndicats ou des partis ouvriers, il faudrait peut-être un jour arrêter de se raconter des histoires, ils se foutent tous ouvertement de nous et je suis poli.

(source : Le Monde, Reuters et AFP 29.05)

Schizophrénie. Manipulation des masses. Le terrorisme d'Etat étendu à Internet. Le ministre des jihadistes en Syrie a dit

- Terrorisme : "*la traque sur internet doit être une priorité*", selon Valls - LePoint.fr

- Les gendarmes dans des McDo' pour sensibiliser les jeunes aux «*dangers*» de l'internet - 20minutes.fr

- Les députés pointent les faiblesses du renseignement français face au terrorisme - L'Express.fr

"*Internet est devenu un vecteur de propagande, de radicalisation et de recrutement pour le terrorisme d'inspiration jihadiste. C'est également un lieu d'échange pour les terroristes*", souligne le Ministre.

(il a écrit "*un lieu d'échange pour les terroristes*", qui ne sont pas forcément des jihaidistes, cela peut donc être des militants d'extrême gauche français ou de différentes nationalités catalogués comme terroristes dans leur pays d'origine. Demain, cette notion pourrait être étendue à tout opposant au régime. - Ndlr)

Selon Manuel Valls, "*internet fait l'objet d'une veille très active de la part de nos services. Internet est un moyen discret de communication qui laisse toutefois des traces exploitables par les services spécialisés. Donc cela doit être une priorité pour nous.*" Comme "*la détection précoce des signes de radicalisation*", ajoute Manuel Valls. "*Des signaux peuvent alerter lorsqu'ils convergent : rupture dans les parcours individuels, changements brutaux de comportement, radicalisation du discours, coupure avec l'environnement familial ou professionnel. Il est essentiel de savoir capter ces signes avant-coureurs*", juge Manuel Valls.

(Ils ont mis en place un système de communication qui permet toutes les dérives possibles et inimaginables, et ensuite ils s'en inquiètent et répriment. C'était un formidable moyen pour ficher tranquillement la totalité de la population sans que personne n'y trouve à redire, puisque finalement c'est compris dans le concept d'Internet. Avez-vous remarqué que le comportement qu'il décrit correspond à peu de chose près au mien ? Hélas, je n'ai pas les moyens de me transformer en terroriste ou d'appartenir à un parti qui aurait une branche clandestine (comme la CIA, MI6, etc.) , pas dans le genre de ceux qui opèrent un peu partout, mais tel que les marxistes pouvaient le concevoir autrefois. - Ndlr)

Si le ministre de l'intérieur reconnaît que des "*erreurs d'appréciation ou d'analyse existent*", il précise que "*le renseignement c'est avant tout la difficulté de bien cerner des individus.*" "*L'utilisation des sources humaines a permis à plusieurs reprises de déjouer des complots terroristes. Comme le risque zéro n'existe pas, cela veut dire qu'il faut pousser l'analyse sur chaque individu qui représente un danger potentiel*", conclut Manuel Valls. Le Nouvel Observateur avec AFP 30.05

(Au diable les bavures qui sont inévitables, une vie brisée, qu'est-ce que c'est franchement ? En disant qu'il "*faut pousser l'analyse sur chaque individu qui représente un danger potentiel*", cela veut dire que nous sommes tous concernés. De notre côté, chaque banquier, actionnaire ou patron d'une grande entreprise, chaque représentant du capital "*représente un danger potentiel*" pour chaque travailleur qui a un emploi, pour chaque famille ouvrière qui a des enfants. - Ndlr)

PSA. Union patronale des collabos.

Le groupe PSA Peugeot Citroën a ouvert mercredi avec les organisations syndicales un cycle de négociations visant à leur faire partager sa vision stratégique et à renforcer le dialogue social pour redresser l'entreprise et préserver son ancrage en France, face à un marché en berne.

Ce cycle de réunions se déroulera du 6 juin à octobre, à un rythme hebdomadaire, a annoncé Philippe Dorge, directeur des ressources humaines, selon un communiqué publié à l'issue de la première réunion ouvrant ce chantier.

La réunion s'est tenue en présence du président du directoire Philippe Varin qui a défini les objectifs de ce "*nouveau contrat social*". Il s'agit pour lui de "*mieux associer les salariés et leurs représentants à la vision stratégique et aux projets d'avenir de l'entreprise, d'identifier ensemble les leviers qui contribueront au redressement du Groupe et lui permettront de maintenir ses bases fortes en France et de renouveler et enrichir le dialogue social pour anticiper les projets et les transformations du Groupe en cherchant à sécuriser l'emploi et les compétences*", indique le communiqué.

"*Nous n'entamons pas aujourd'hui la négociation d'un simple accord de compétitivité*", a précisé Philippe Dorge. "*C'est une stratégie sociale novatrice visant à engager davantage les salariés sur la vision et les projets*", a-t-il souligné. A l'issue de ce cycle, "*c'est un large consensus que nous souhaitons obtenir autour du contrat social*", a-t-il dit.

Les organisations syndicales se sont, dans leur majorité, félicitées de la présence de M. Varin à cette réunion.

Pour Franck Don, élu CFTC, "*c'était important qu'il puisse venir*". Selon Christian Lafaye, représentant FO, la présence de M. Varin qui a "*pris au sérieux*" cette réunion s'avère "*encourageante*" pour les partenaires sociaux tandis que la CFE-CGC a "*constaté avec satisfaction*" son "*engagement fort*".

"*Nous préférons le gagnant gagnant au perdant à coup sûr*", estime pour sa part la CFE-CGC dans un communiqué, qui affirme aborder ces négociations "*dans un esprit d'ouverture*" (C'est à la mode dans le mouvement ouvrier ! -ndlr) , tout en précisant sa volonté de camper également sur des "*incontournables*".

Selon FO, il y aura des contreparties pour les salariés en termes de volumes sur les sites et en termes d'investissements. "*On pourrait revenir à une situation normale à partir du moment où on ferait meilleure fortune*", a indiqué Christian Lafaye.

Le représentant de la CGT, Bruno Lemerle, a jugé, quant à lui, que "*derrière les mots de dialogue social renouvelé, M. Varin a fait planer le chantage à l'emploi*". "*Son leitmotiv, c'est réduire les coûts en France*", a-t-il dit. Pour la CGT, "*la qualité du travail passe par des salariés formés, avec des emplois stables, une bonne rémunération, une qualité de vie qui va à l'inverse des notions de flexibilité ou de mobilité imposées*". AFP

La CGT tient un discours et dans la réalité fait exactement l'inverse, quant aux autres syndiats, on se demandera lequel est le plus à droite, apparemment la concurrence est rude, tous vendus !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Afrique

Les chefs d'Etat et de gouvernement africains réunis dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba ont approuvé lundi la proposition d'organiser un sommet qui va être consacré à la sécurité sur le continent. L'objectif qui sera assigné à la rencontre est celui de parvenir à la constitution d'une capacité africaine de réponse immédiate aux crises pouvant survenir en Afrique.

La nécessité de doter l'Union africaine d'une telle capacité a été depuis longtemps posée au sein de cette organisation. Son urgence s'est imposée au constat que faute d'un instrument à disposition, l'Afrique et son organisation interétatique ont dû systématiquement compter sur les partenaires internationaux pour régler en leur lieu et place les conflits et crises survenus sur le continent. Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Ramtane Lamamra, a eu parfaitement raison d'estimer que la décision de constituer une capacité africaine de réponse aux crises « *est un développement de portée historique* » qu'il faut maintenant concrétiser.

La réserve qu'inspire cependant la décision des chefs d'Etat et de gouvernement africains d'organiser ce somment est qu'ils lui ont fixé comme lieu de sa tenue Paris, la capitale française. Leur choix est incontestablement une erreur au plan de la symbolique. En tout cas, les Africains ne comprendront pas pourquoi leurs dirigeants vont se rencontrer à Paris pour discuter de la constitution d'une force d'intervention propre au continent. Addis-Abeba, siège de l'Union africaine, ou toute autre capitale du continent sont mieux indiquées si effectivement l'objectif est de doter l'Afrique d'un instrument destiné à lui permettre de ne pas compter uniquement sur la contribution étrangère pour le règlement des crises continentales et faire face à la menace terroriste dont la région est devenue le théâtre privilégié.

L'engagement de la France dans certains des conflits auxquels est confronté le continent, sa participation aux côtés d'Etats africains en butte à la pieuvre du terrorisme ne justifient pas la « délocalisation » de leur sommet sur la sécurité entérinée par les chefs d'Etat et de gouvernement africains. Cette malencontreuse initiative confortera chez beaucoup la conviction qu'ils ont de ce fait accordé à la France un « *droit de regard* » dans la définition par l'Afrique d'une stratégie de prise en charge des conflits qui surviennent chez elle et un statut de « *leadership* » dans la conduite des actions pour les résoudre.

Peut-être que certains chefs d'Etat africains ont estimé que par ce geste le continent exprime une « juste reconnaissance » à l'égard de la « *solidarité* » que la France a manifestée au continent à l'occasion de la crise malienne et d'autres que l'Union africaine n'a pu prendre en charge faute justement d'une force d'intervention adéquate. Cela ne les exonère pas pour autant du soupçon qu'en l'occurrence ils restent favorables et acquis au maintien d'une relation spécifique entre la France et l'Afrique. Une relation qui pourtant a démontré qu'elle n'est pas exempte de la vénéneuse conception néocolonialiste qui consiste à faire valoir que l'Afrique et ses Etats indépendants ont toujours besoin du tutorat de leurs ex-puissances colonisatrices. french.irib.ir 29.05

2- Turquie

Zubeir Khan, célèbre écrivain et journaliste pakistanais affirme que la Turquie " *a creusé sa propre tombe*" en se faisant l'allié de l'Arabie saoudite dans son projet de transfert des terroristes salafistes saoudiens vers la Syrie.

" *La Turquie a commis en 2012 la même erreur envers l'Etat syrien que le Pakistan dans les années 80. Absorbés par ses rivalités avec l'Afghanistan, le Pakistan a servi de pont aux takfiris saoudiens qui sont partis par milliers vers l'Afghanistan communiste. Quel en est le résultat aujourd'hui? La province de Waziristân est aujourd'hui le nid de terroristes takfiris est la conséquence de ce grand faux pas stratégique*". "*L'Arabie saoudite et les Etats-Unis coopèrent actuellement pour propusler au sommet du pouvoir syrien un régime salafiste et la Turquie, leur complice, n'aura pas un meilleur avenir que ce que vit aujourd'hui le Pakistan. Les takfiris sèment haine et destruction contre toutes les confessions, chiites, soufis, sunnites. les chiites pakistanais sont aujourd'hui leurs principales victimes. En Turquie les chiites constituent 25% de la population et ils*

vivent aujourd'hui un génocide. ... Il est temps que les Turcs s'élèvent contre le gouvernement qu'ils se sont choisis avant qu'il ne soit trop tard."

"*La Turquie évacue les qaidistes pakistanais depuis la province de Waziristân du nord vers les frontières turco syrienne. Un vol 709 de la compagnie Turkish Air a été le premier à avoir transféré les takfiris à la province de Hatay . Ces 93 takfiris étaient de nationalité pakistanaise, koweitienne, yéménite, afghane. Le renseignement turc collabore avec le renseignement saoudien et qatari dans ce domaine*". " *Les takfiris pakistanais utilisent même la ligne aérienne sioniste ElAl pour se rendre en Turquie*"! french.irib.ir 29.05

3- Syrie

3.1- Le président américain a demandé au Pentagone de mettre en œuvre les plans consistant à instaurer une zone d'exclusion aérienne en Syrie.

Cette demande avait été faite par la Maison Blanche avant la visite, de la semaine dernière, du secrétaire du département d'Etat américain, John Kerry, au Moyen-Orient, ont annoncé deux autorités américaines sous le sceau de l'anonymat, cité par Press TV citant le Daily Beast. Obama poursuit une double stratégie, qui d'une part soutient la voie politique pour mettre fin à deux ans de crise en Syrie et de l'autre il présente en même temps des plans pour une intervention militaire dans ce pays. La crise syrienne a débuté en mars 2011 au cours de laquelle un grand nombre de civils, des forces de sécurité et de soldats ont été tués. french.irib.ir 29.05

3.2- Des activistes présents en territoire syrien ont accusé mercredi l'opposition en exil de saper l'insurrection, un indice du désarroi qui prévaut dans le camp des adversaires de Bachar al Assad et qui complique un peu plus les chances de succès de "Genève II".

Réunis depuis près d'une semaine à Istanbul, les 60 membres de la Coalition nationale syrienne (CNS) n'arrivent pas à s'entendre sur leur participation à la future conférence, pour laquelle le gouvernement de Damas a donné son accord.

La Russie, principale alliée de Bachar al Assad avec l'Iran, a de son côté lancé une nouvelle mise en garde aux Occidentaux, et notamment aux Etats-Unis, accusés de mettre en péril par leurs initiatives la future conférence de Genève.

Consternés par "*la discorde persistante*" qui mine la Coalition, quatre groupes d'opposition basés en Syrie et regroupés dans un Mouvement révolutionnaire ont estimé que la réunion d'Istanbul constituait "*une timide tentative d'ajouter des personnes (..) qui n'ont aucun impact réel sur la révolution.*"

Ils exigent que la moitié au moins des organes de direction de la Coalition soit composée de membres des "*forces révolutionnaires.*" Dans un "*dernier avertissement*", ils déclarent "*ne pouvoir accorder une légitimité à un organisme politique qui trahit la révolution.*"

Le communiqué du groupe des quatre a provoqué un débat au sein de la Coalition. "*On commence à réaliser avec effroi que la Coalition doit se reprendre, sinon le camp Assad va nous encercler*", a estimé l'un des délégués présents à Istanbul.

Le conflit entre islamistes et nationalistes dans la CNS est exacerbé par les ambitions diverses des soutiens à l'opposition, que ce soit les monarchies du Golfe, les Etats-Unis ou l'Europe.

La rivalité est notamment forte entre le Qatar, qui appuie les membres islamistes de la coalition, et l'Arabie saoudite, inquiète de l'influence grandissante des Frères musulmans.

Les délégués de la CNS, dominée par les islamistes, se déchirent aussi sur l'ouverture de leur instance à d'autres courants soutenus par les pays occidentaux.

L'idée de départ était d'inclure vingt nouveaux membres issus du courant libéral, mais la Coalition actuelle n'a proposé que cinq sièges à ce mouvement dirigé par le chrétien Michel Kilo.

"*Il ne fait aucun doute que les dirigeants de la Coalition n'ont pas assumé leur responsabilité de représenter la révolution du grand peuple syrien*", ajoutent les quatre groupes d'opposants.

Ils estiment que l'impasse actuelle facilite "*l'ingérence flagrante*" des puissances extérieures au conflit. Des représentants saoudiens sont arrivés à Istanbul pour tenter de faire avancer les choses. Ils ont été rejoints par des délégués qataris, américains, français et jordaniens.

Le ministre russe des Affaires étrangères a vivement critiqué un projet de résolution des Etats-Unis qui condamne le gouvernement syrien, jugeant que pareille initiative nuira aux efforts déployés pour mettre un terme à la guerre civile

S'exprimant avant un débat mercredi du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, où la résolution devrait être soumise, Sergueï Lavrov a estimé que les Etats-Unis "*faisaient activement la promotion d'une initiative extrêmement malsaine*".

Le chef de la diplomatie russe a qualifié le projet de résolution d'"unilatéral et odieux", le comparant à une résolution similaire adoptée mi-mai par l'Assemblée générale de l'Onu.

Sergueï Lavrov a réitéré en outre le souhait de la Russie de voir l'Iran invité à la conférence, ce à quoi s'oppose la France, et estimé que les opposants au président Bachar al Assad devaient être convaincus de participer aux négociations "*sans conditions préalables*".

Son homologue français, Laurent Fabius, a répété mercredi qu'inviter l'Iran, "*dont l'objectif est d'empêcher une solution positive*" en Syrie, constituerait une erreur.

"Genève II" devrait théoriquement se dérouler à la mi-juin mais le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Levent Gumrukcu, a estimé mercredi que la conférence ne pourrait avoir lieu "*avant la fin du mois de juin*". Reuters 29.05

3.3- Selon l'hebdomadaire palestinien Al -Manar, plusieurs officiers saoudiens ont été arrêtés en Syrie au cours des opérations de nettoyage de ces derniers jours à Qousseir.

"*L'armée syrienne continue ses avancées sur le terrain au prix de susciter la colère des soutiens occidentaux et arabes des terroristes. Des centaines de terroristes blessés sont évacués dans des hôpitaux israéliens à l'aide des réseaux saoudiens, turcs et qataris*". "*Dans des régions " nettoyées", l'armée nationale a découvert des stocks d'armes, d'équipements logistiques made in Israël, des équipements d'écoute, armes et munitions* " et le journal d'ajouter : " *les forces syriennes ont arrêté vendredi dernier trois officiers de renseignement saoudiens, qui opéraient sur ordre direct de Bandar Sultan, chef du renseignement saoudien ... au cours d'interrogatoire, ces officiers ont avoué avoir pour mission d'établir des contacts avec les agents de sécurité israéliens, de leur transmettre les renseignements au sujet des centres de recherche, des centres militaires syriens.*"

Al Manar affirme : " *ces officiers travaillaient étroitement avec les miliciens liés à Saad Hariri et à Samir Geagea... de l'aveux de ces officiers, l'un des proches adjoints de Bandar Sultan s'est rendu lui même à Qousseir pour gérer le trafic d'armes à destination des rebelles et ce, sous la supervision directe des bandes liées à Hariri et à Geagea*". " *Les officiers saoudiens ont confirmé l'existence des groupes sécuritaires qataro-saoudiens qui ont pour charge d'exécuter les terroristes qui veulent fuire les combats et quitter la Syrie.*" french.irib.ir 29.05

3.4- Le Hezbollah et les forces spéciales de la garde républicaine syrienne, les mieux entraînées des troupes syriennes, ont envoyé des renforts vers Qousseir pour prendre le dernier carré de cette ville défendu avec acharnement par les groupes takfiris, selon le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), basé et soutenu par Londres.

Le Hezbollah, "*ainsi que les forces spéciales de la garde républicaine qui sont les mieux entraînées de l'armée syrienne ont envoyé des renforts à Qousseir*", a indiqué Rami Abdel Rahmane.

Comme le Hezbollah, les unités spéciales de la garde républicaine sont entraînées à la guérilla urbaine, selon lui.

"*Les préparatifs montrent qu'ils préparent une opération d'envergure*", ajoute Abdel Rahmane.

Mercredi matin, la ville était la cible de bombardements aériens, "notamment sur le nord et l'ouest de la ville" (où sont retranchés les groupes takfiris), selon Abdel Rahmane.

"*Si Qousseir tombe aux mains du régime, cela sera un coup dur pour les rebelles car la frontière libanaise, par laquelle transitent les armes, leur sera fermée*", explique M. Abdel Rahmane.

"*Si Qousseir n'était pas stratégique, les rebelles ne se seraient pas battus jusqu'à la mort et le régime et le Hezbollah n'auraient pas mis tout leur poids*", ajoute-t-il.

"*Une chute de Qousseir sera aussi un revers moral pour les insurgés*" qui combattent depuis plus de deux ans les troupes syriennes, ajoute le directeur de l'OSDH. (Al Manar) french.irib.ir 29.05

4- Iran

Téhéran est aujourd'hui, mercredi 29 mai, hôte de la Conférence internationale sur la Syrie, avec pour devise « le règlement diplomatique et la stabilité régionale ».

La Conférence de Téhéran a pour objectif d'aider à faire avancer l'idée de trouver un mécanisme politique pour régler la crise syrienne, a souligné le porte-parole de la diplomatie iranienne, Abbas Araqtchi, qui a souhaité que toutes les parties présentes à la Conférence de Téhéran travaillent pour plus d'entente afin de parvenir à un règlement politique acceptée par tous les Syriens. De figures saillantes d'une quarantaine de pays, d'instances régionales et internationales participeront à la Conférence de Téhéran, a indiqué Araqtchi.

Le vice-ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian a pour sa part vu en la Conférence de Téhéran, un pas vers la réalisation d'un règlement politique, basé sur l'arrêt des violences et l'ouverture du dialogue national.

Des représentants de la Chine et de la Russie assisteront également à la Conférence de Téhéran, a précisé Amir Abdollahian. french.irib.ir 29.05

SOCIAL

1- France

1.1- Chez Candia le personnel se rebiffe.

Une soixantaine de salariés de l'usine laitière Candia (groupe Sodiaal) de Saint-Yorre (Allier), menacée de fermeture, bloquent depuis le milieu de l'après-midi plusieurs responsables de l'entreprise, dont la DRH du groupe, les empêchant de sortir de l'entreprise, a constaté l'AFP. Les salariés, qui se sont mis en grève en début d'après-midi pour exiger l'annulation de la mise à pied en vue d'un licenciement de deux de leurs collègues, bloquent l'entrée du site avec des véhicules et des palettes.Ils empêchent la sortie des deux véhicules dans lesquels se trouvent la DRH et un huissier, venus de Paris, pour l'un, et le responsable régional des Ressources humaines pour l'autre.

Le mouvement de colère des salariés a éclaté après que deux salariés, avec respectivement 6 ans et 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise, se sont vu signifier leur mise à pied immédiate en vue de leur licenciement. Selon Sylvie Salgado, une déléguée du personnel qui accompagnait l'un des deux salariés, "le responsable d'exploitation est venu le chercher sur son lieu de travail en lui disant qu'il était convoqué à un entretien préalable. La DRH lui a dit qu'il était mis a pied jusqu'au 12 juin et qu'on lui signifierait ce jour-là les faits qui pourraient lui être reprochés", a-t-elle dit à l'AFP.

"*On leur a dit que cela allait mettre le feu aux poudres mais ils ont dit qu'ils assumeraient*", a poursuivi la représentante du personnel."*Ils ont choisi la manière forte, ils devaient se douter que cela allait exploser*", a déclaré à l'AFP Jean-Louis Borie, l'avocat des salariés. Vers 18H00, le blocage de l'usine se poursuivait dans un climat assez tendu, tandis qu'une vingtaine de gendarmes avaient pris position près de l'usine. Interrogée par l'AFP, un porte-parole de Candia a indiqué qu'il n'avait pas de commentaire à faire. L'Expansion.com avec AFP 29.05

1.2- ArcelorMittal, fin de la récréation pour les jaunes.

Quelque 500 salariés et représentants syndicaux d'ArcelorMittal ont manifesté mercredi devant les bureaux de l'usine de Florange (Moselle).

Ils se sont réunis alors que se tenait la troisième réunion de négociations sociales devant décider du sort de 629 salariés de l'ancienne usine "*à chaud*" (hauts fourneaux) de Florange.

"*Nous sommes ici pour faire passer un message à la direction: jamais, jamais, jamais, on ne laissera brader votre avenir*", a martelé le leader local CFDT Édouard Martin devant plusieurs centaines d'ouvriers de l'ancienne usine à chaud avant d'entrer dans la salle de réunion.

"*Après ce que nous avons vécu pendant 23 mois et la suppression de 790 emplois avec la fermeture de la filière liquide, la direction a le culot et l'audace de faire des propositions qui sont tout simplement inacceptables. Nous sommes là pour dire +Non, vous devez revoir votre copie+*", a-t-il ajouté. AFP 29.05

Impressionnant, Mittal va en faire une jaunisse !

2- Chili

Bravant le déluge, ils ont de nouveau défié les forces de l'ordre hier à Santiago pour réclamer un changement du système éducatif avec un accès gratuit et de qualité. Les étudiants qui ont réalisé plus de 40 marches depuis 2011 exigent la fin de la suprématie du privé héritée de l'ère Pinochet. euronews.fr 29.05

3- Argentine

Un mouvement syndical contre la politique économique du gouvernement argentin a entraîné mercredi 29 mai le blocage de nombreux accès routiers à Buenos Aires, aggravant les habituelles congestions du trafic dans la capitale.

Sous la consigne "*contre l'ajustement et pour un salaire digne*", l'aile d'opposition de la Centrale des travailleurs argentins (CTA), appuyées par des organisations sociales et politiques de gauche, a appelé à une grève de vingt-quatre heures incluant des barrages de rues, avenues et autoroutes, ainsi qu'un rassemblement sur la place de Mai, face au plais présidentiel.

"*L'objectif est la modification de la distribution de la richesse, en partant de la discussion sur les revenus des travailleurs*", a expliqué José Rigane, secrétaire adjoint de la CTA dans un communiqué. Le syndicat, qui regroupe principalement des fonctionnaires et des enseignants, a souligné que "*cette grève est [menée] pour une meilleure équité et contre l'idée que le salaire est un bénéfice auquel on applique un impôt alors qu'il n'existe pas d'impôt sur la rente financière ou sur les jeux en Argentine*".

La CTA réclame notamment un salaire minimum de 5 000 pesos (environ 946 dollars au change officiel) et des mesures pour freiner l'inflation, estimée par le gouvernement à 10 % par an, mais qu'analystes et opposition situent à 25 %, niveau prix en compte lors des négociations salariales paritaires. La CTA, centrale minoritaire de centre gauche, est scindée entre deux tendances, qui s'opposent sur le soutien ou non à la politique de la présidente Cristina Kirchner. lemonde.fr 29.05

ECONOMIE

Suède

Des sociétés suédoises ont exporté près de deux cents tonnes de saumon interdit en raison de leur taux de dioxine. Ces poissons, pêchés en mer Baltique en 2011 et 2012, ont été interdits à l'exportation par l'Union européenne depuis 2002. Stokholm autorise sa vente tout en mettant en garde les consommateurs contre les éventuels dangers. Du coup certains pêcheurs ont choisi de vendre leurs produits illégalement, en majorité à la France :

"*C'était la seule alternative. Ce saumon est impossible à vendre en Suède. Les gens n'en consomment pas. Il doit être rosé et avoir un bon aspect. Donc c'était la seule façon. La France était la seule à vouloir acheter, avec le Danemark*", explique le revendeur suédois Per Ahlgren.

L'affaire a été révélée par un documentaire diffusé en Suède. Des témoins affirment que ce saumon a également été vendu en Allemagne, ou encore en Grande-Bretagne. Un produit dangereux pour la santé, surtout pour les enfants et les femmes enceintes. Les autres ne devraient pas en consommer plus de trois fois par an. internationalnews.fr 24.05

Haut de page

Le 31 mai 2013

CAUSERIE

Jeudi soir

Le mois de mai s'achève, nous n'avons pas eu le temps de consacrer quelques lignes à la Commune de 1871, mais le coeur y était au côté du peuple syrien qui combat courageusement contre la barbarie impérialiste. Nous n'avons pas eu le temps de traiter bien des sujets, l'intervention française au Niger par exemple.

Quelle misère l'ignorance humaine ! C'est difficile d'admettre qu'on pourrait avoir une vie merveilleuse et qu'ils s'emploient à nous la pourrir quotidiennement, cela dépasse l'entendement. Ceux qui gouvernent méritent-ils encore le statut d'êtres humains, ce n'est pas moi qui pose cette question ou plutôt qui dresse ce constat où l'on perçoit la réponse, mais un ex-ministre de Reagan, incroyable n'est-ce pas ? Paul Craig Roberts, qui n'est pas n'importe qui, prend un énorme risque en condamnant avec une violence extrême le régime américain qui pour lui est une infâme dictature qu'il faut abattre par tous les moyens dit-il. Oui,

on n'entendra pas un tel discours dans la bouche d'un dirigeant du mouvement ouvrier. Il y en a qui voudraient que le PS et le PCF fasse une politique contraire à leur nature qu'ils n'ont jamais faite et qu'ils ne feront jamais, on nage en plein délire, c'est de la démence pure. Quand on lit cela on comprend pourquoi les masses sont au bord du désespoir, on le serait à moins.

Les travailleurs ne sont pas à blâmer, nos dirigeants sont faibles, lâches et minables, ce sont des incapables. Ils passent leur temps à se gargariser de formules, de principes, de théories, de citations, de petites phrases apprises par coeur qu'ils répètent comme des crécelles d'un air satisfait en fuyant la réalité qu'ils se refusent à regarder en face. Les lire et vous sombrez irrésistiblement dans un profond désespoir, car il n'existe pas l'ombre d'une lueur d'espoir dans leur discours. Nul, creux, vide, le néant, voilà l'impression qui s'en dégage.

L'humanité court à sa perte à vive allure, quand on y regarde de plus près on se dit que c'est terrifiant, cela devrait nous interpeller, nous révolter, nous enrager, nous donner envie de prendre les armes, eux se résignent à préparer les prochaines élections ! Chaque jour c'est un travail vraiment ingrat de traiter l'actualité tant elle relaie le comportement misérable d'affairistes en tous genres, de personnages petits, mesquins, arrogeants qui détiennent le pouvoir de dicter notre sort, tandis que nous sommes réduits à l'impuissance pour les combattre.

Nous sommes les otages de dirigeants qui n'ont pas été foutus de construire ne serait-ce qu'un parti qui inspirerait confiance, sans qu'il soit parfait, on ne lui demanderait pas puisque c'est impossible, mais qui au moins se serait élevé au-dessus de la médiocrité ambiante, apparemment c'était trop leur demander. Ils ont failli, ils peuvent changer le nom de leur parti, nous promettre des changements, à l'arrivée le résultat est toujours pire que la veille ! S'en rendent-ils seulement compte ? Pourquoi n'avons-nous pas un parti dont nous serions fier, comme être fier d'être marxiste, communiste, léniniste, bolchevik ?

Dans la vie on a le choix entre avancer dans une voie en faisant preuve d'honnêteté et de respect envers les autres (et soi-même) ce qui nous procure certaines satisfactions ou emprunter un chemin parsemer de coups tordus, d'hypocrisie et de mensonges, qui finalement ne mène pas plus loin ou plutôt nulle part, j'ai l'impression qu'en politique on s'évertue à choisir la deuxième solution.

Cela me fait penser à ce que je vis en Inde depuis bientôt presque 20 ans, à savoir que puisque tout le monde ment, il faut mentir, tout le monde vole, alors il faut être un voleur, sinon tu passes pour un pigeon ou un couillon et tu es perdant. J'aurais plutôt tendance à penser qu'en agissant de la sorte tout le monde est perdant car il est impossible de faire confiance à personne et les relations sont détestables, donc on se pourrit nous-même la vie, la société est un cauchemar, c'est stupide.

Moi j'ai décidé de ne rien changer à mon comportement et je ne m'en porte pas plus mal, je dirais même beaucoup mieux que les gens que je connais, j'ai cent fois moins de problèmes qu'eux, et quand je suis perdant, je n'en fais pas un drame parce qu'à côté je suis gagnant, j'ai cela en plus qu'ils n'ont pas, la satisfaction d'être honnête en toute circonstance, cela n'a pas de prix, et cela n'est pas une question de statut social puisque les plus crapules sont les plus aisés, comme partout.

Non, c'est vraiment un mauvais calcul de construire un parti sur des bases faussées à l'origine, le résultat sera forcément faussé aussi et il partira en vrille un jour ou l'autre, c'est écrit. J'ai peut-être la naïveté de croire que l'intelligence humaine l'emporte sur ses faiblesses pour peu qu'on est capable de la mettre en valeur, je pense que cela fait aussi partie de notre conception du socialisme, sinon comment avoir confiance dans les masses.

Je voulais arrêter là, il est plus de minuit et ils ont coupé le courant, donc je ne peux pas aller me coucher, cela recommence tous les jours. Vous voyez, j'en tire partie pour écrire au lieu de me morfondre.

C'est cela, soyons positif, lucide mais positif, on doit souvent trouver le courage en soi-même. Si vous avez le moral à zéro, pensez au peuple syrien qui mène un combat héroïque, les Kurdes qu'Erdogan a voulu acheter viennent de se retourner contre l'ASL, voilà une bonne nouvelle, les Kurdes à la frontière turque, le Hezbollah à la frontière libanaise, les deux routes d'approvisionnement en armes des jihadistes sont coupées, il ne reste plus qu'à les liquider. Je comprends les Syriens qui s'engagent dans les milices populaires que le régime a armées et qui ne craignent pas d'y laisser leur peau, ils n'ont plus rien à perdre.

Je partage leur état d'esprit et je suis bien loin de celui qui prévaut en France. Du coup je traite les questions sociales en France comme si on était sur un champ de bataille, on doit mener un combat à mort contre le gouvernement, le patronat et les syndicats jaunes. C'est cet état d'esprit qu'il faut inculquer aux militants, des millions de travailleurs sont prêts à suivre ou à s'enroler dans la bataille pour peu qu'on leur montre l'exemple et qu'on leur ouvre la voie.

Les sceptiques ou les frileux sont des nantis, parce qu'ils ne partagent pas le sort de ces millions de travailleurs défavorisés ils sont incapables de ressentir ce qu'ils vivent au quotidien. Ils le pourraient s'ils n'avaient pas des dirigeants qui se détournaient de ces travailleurs. Ils ont opté pour une position défensive alors que le patronat passe à l'offensive ou plutôt la poursuivent, l'amplifient, de recul en recul, on finit laminés. Si on ne dresse pas des obstacles sur son chemin, il continue d'avancer, le premier obstacle aurait été de rompre avec les appareils traitres de la CGT et de FO, mais ils s'y refusent, cela aurait créé un séisme dans ces syndicats et leurs dirigeants seraient obligés de réagir. Au lieu de cela, il y en a qui appellent les appareils à rompre avec le gouvernement et le patronat, ce n'est pas la bonne méthode, c'est en engageant partout le combat, dans chaque entreprise et dans chaque administration, en dressant les masses contre eux qu'il faut briser leur alliance avec eux, cela a

une toute autre valeur et portée pour la suite de leur combat qui doit avoir un contenu politique. C'est aux masses de faire sauter le carcan des appareils et notre boulot est de les y aider, de les organiser dans cette perspective. Si simultanément on brisait le consensus qui existait dans les syndicats avec leurs appareils, ils se retrouveraient doublement affaiblis.

J'arrête là, il est 1h10 du matin et ils viennent de remettre le courant.

Vendredi 16h

Les infos qui tombent depuis un certain temps démontrent que les banquiers, les patrons, les ministres, les principaux élus, tous les membres des institutions, les dirigeants des partis institutionnels sont des menteurs, des fraudeurs, des délinquants, des voyous, des hypocrites, bref de la racaille, en col blanc, de haut vol, qui vont à l'église le dimanche matin ou jouent de l'équerre et du compas, comme compassion quoi, jurent la main sur le coeur, pardon, sur le portefeuille, qu'ils sont honnêtes et sincères, alors qu'ils s'emploient à pourrir la vie des honnêtes gens qui en suent et plus encore pour survivre dans une société qui nous donne la nausée, d'ailleurs si on les prenait au mot, cela voudrait dire qu'on y serait condamné, quelle terrible perspective pour la jeunesse, pour l'humanité !

Vous savez pourquoi le patronat et la réaction se sentent pousser des ailes ? Parce qu'il n'y a personne pour dire : stop ! Parce que voyez-vous pour dire stop, il faudrait dans le même temps s'attaquer à tous ceux qui soutiennent le régime, c'est-à-dire quasiment tous les partis et tous les syndicats, tirer à boulets rouges dessus, les étriller, les laminer, les broyer... Quelle horreur !

Dire : voilà ce qu'ils disent, voilà ce qu'ils font, voilà ce que cela signifie, voilà ce qui se passe dans les faits, prendre à témoin les travailleurs qui ne pourraient que confirmer, personne n'y tient apparemment, curieux non, là il n'y a plus personne, pas un seul parti n'en a le courage, ce sont eux qui creusent la tombe du mouvement ouvrier.

Aux intellectuels partout dans le monde qui entendent combattre le capitalisme, pour son abolition.

Le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, rejoignez les rangs des militants qui combattent pour la révolution siocialiste. Si vous n'en êtes pas convaincus, faites-en l'expérience, adoptez-le, soyez les garants de l'intégrité du socialisme scientifique pour que personne ne le confisque, ne le dévoie ou parle en son nom en lui tournant le dos, engagez-vous, assez de discours, pourquoi ne pas fonder l'Association internationale des travailleurs pour l'abolition du capitalisme (AIPAC) ?

J'ai commencé à rédiger le plan de ce qui pourrait être un appel au mouvement ouvrier et aux intellectuels du monde entier à fonder une telle association, mais je n'ai pas trouvé le temps de le finaliser, un texte aussi concis et précis que possible dans lequel figurerait l'essentiel, il faut y réfléchir à tête reposée à partir de toutes les prises de positions que j'ai relevées depuis plus d'un an, l'air de rien c'est un boulot colossal. La difficulté, c'est de ne rien oublier pour sortir un document cohérent et de combat, qui, lorsqu'on a finit le lire donne envie de l'adopter, que l'on ne soit pas là à dire qu'à tel endroit tel passage prêterait à confusion, que tel autre comporterait un sous-entendu, etc. C'est peut-être trop ambitieux de ma part et c'est la raison pour laquelle je ne me focalise pas dessus pour le moment, mais je me dis que si personne ne tente quelque chose on n'arrivera à rien.

J'ajouterai ce soir une quinzaine de nouveaux articles. Dimanche je vous donnerai les statistiques de fréquentation du site du mois de mai, on a pulvérisé notre record, le parti des 10.000 : c'est nous, et attendez, on n'a rien rogné !

Bon week-end à tous.

Le chiffre du jour. 12.000 milliards de dollars

- Les dix principaux dispositifs d'exonération fiscale aux Etats-Unis priveront les caisses de l'Etat fédéral de 12.000 milliards de dollars (9.260 milliards d'euros) au cours des 10 prochaines années, ce dont bénéficient grandement les revenus les plus élevés, montre une étude du Congressional Budget Office mercredi.

En 2013, plus de la moitié des 900 milliards de dollars de recettes dont l'Etat se privera iront aux 20% d'Américains aux revenus les plus élevés, souligne le CBO, organisme non partisan équivalant à la Cour des Comptes.

Le centile des revenus les plus élevés, autrement dit les ménages qui gagnent au moins 450.000 dollars par an, en recueilleront à eux seuls 17%. Reuters 30.05

Il s'agit bien de 12 000 milliards de dollars et non de 12 milliards.

Le "*CBO, organisme non partisan équivalant à la Cour des Comptes*" qu'on nous permette d'en douter, disons qu'au sein de l'administration américaine il y en a qui comprennent que si l'orientation politique actuelle de l'Etat ou du gouvernement devait être maintenue dans les années à venir, ils courraient à la catastrophe.

Parole d'internaute

A propos des mercenaires jihadistes soutenus et armés désormais par le gouvernement français détruisant la Syrie et massacrant son peuple.

- "*Ces groupes de mercenaires, payés et équipés d'armement Occidentaux (de très haute qualité) sont responsable pour au moins 80% des morts civils et militaires Syriens... Ne parlons pas des armes chimiques et de haute technologie, qui sont elles distribuées par les forces spéciales (SAS) et la Turquie...*

C'est juste un crime contre l'Humanité, qui se cache derrière un sois disant "printemps Arabe"... Sans la Russie, ce petit pays serait déjà démembré, et sa population massacrée par "les libérateurs"."

Précision.

"*Les AK 47 et le RPG 7 foisonnent, mais les FAL en calibre 30 NATO équipaient la Grande Bretagne, jusque dans les années 1990, on en voit beaucoup trop... Et il est très fréquent de voir des M16 dans leurs différentes versions historiques. Des SAS et des éléments de la DGSE sont en Turquie...*

Reconnaitre de l'armement, fut mon métier... Direction Technique des Armements terrestres... Fut entre autres mon employeur.

Heureusement que la Russie veille, pour empêcher les "coupeurs de têtes" que nous armons (l'argent des Émirats nous motive) de massacrer les pauvres Syriens... L'Armée Arabe Syrienne est une armée de conscription, elle n'est pas composée de mercenaires, des jeunes gens y font leur service militaire, qui dure un an..."

ACTUALITE EN TITRES

Que des surprises !

- Nouveau record de chômeurs en avril en France - AFP

- «*Les banques utilisent les filiales offshore pour leur propre évasion fiscale*» - Liberation.fr

- La taxe Tobin risque d'être fort édulcorée - Reuters

- Etats-Unis: hausse surprise des inscriptions au chômage, le PIB revu en baisse - L'Expansion.com

Intox.

- Bartolone (PS) s'en prend à Sapin et aux "*bureaucrates européens*" - AFP

- Front de Gauche: les raisons de la fracture avec Hollande - L'Express.fr

Cons et voyous

- Nicolas Sarkozy, la droite, et "*les deux connards*" Copé et Fillon - L'Express.fr

L'ancien président orchestre son retour, estimant "*que ni Jean-François Copé ni François Fillon - 'les deux connards' comme il les a qualifiés récemment devant un député UMP - ne sont à la hauteur*". L'Express.fr

On va le faire à la Audiard :

- Si le branque qui les traitent de connard est un pauvre con, c'est que tous ces caves triment pour les mêmes pinces l'oseille qui tirent les ficelles et encaissent le pognon, t'as pigé ? Et l'enflure de service qu'ils ont placé au Château pour remplacer le pauvre con est une perle dans le genre raclure. Excusez-moi monsieur, diplômé es école nationale d'administration des coups pourris où sont formés les salopards qui en croquent pour nous baiser. C'est un métier paraît-il, dites plutôt une vocation !

T'as pigé, c'est leur taf, ils jactent bien, ils t'enflent et engraissent pendant que leur boss entasse les lingots et partouze sur un yacht au soleil au beau milieu de l'océan Pacifique. Mais il faut leur reconnaître au moins une qualité, c'est qu'ils se font chiés pour mériter leur pourliche de garçon de café, la haut ils les méprisent, s'ils leur accordent le statut de Kleenex c'est par faiblesse, et quand tu lorgnes leurs tronches d'abrutis tu te dis que c'est encore généreux de leur part...

- Une "*bande organisée*" en cause dans l'affaire Tapie/Lagarde ? - Le Nouvel Observateur

Comment cela, l'Etat dirigé par une bande mafieuse, qui l'aurait cru franchement ? Et ce serait nouveau, si, si, car hier l'Etat était un modèle de démocratie, même qu'ils se bousculent au portillon dans les rangs du mouvement ouvrier pour nous le faire croire, inutile de donner des noms vous les connaissez très bien. Mais alors, est-ce que cela signifierait, qu'on nous aurait raconté des histoires depuis des lustres ? Non, non, pourquoi cela ?

Il fallait le tuer à la naissance ou stériliser ses parents !

- Alexandre, "*musulman radical*", aurait-il pu être empêché de nuire? - L'Express.fr

C'est la question qu'on devrait se poser à propos du capitalisme et ses représentants...

Profession : rentier

- Être occupé sans être trop pressé, voilà la recette du bonheur - Atlantico.fr

Déjà grillé !

- Beppe Grillo du succès aux échecs - Slate.fr

Les ONG, c'est grillé, les réseaux sociaux, c'est grillé, les Indignés, c'est grillé, M5S, Die Linke, c'est grillé, leur clone sont les prochains sur la liste dont le Parti pirate, le Front de gauche, il va rester quoi alors ? Je ne sais pas, le parti, le parti de Lénine par exemple, on n'a pas encore essayé, ah merde, il n'existe pas, pas de bol ! La faute à qui ? Devinez.

ACTUALITÉ DU JOUR

L'Etat et le gouvernement des banquiers.

Spécialiste du système bancaire, l'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran a été auditionnée ce mercredi par la commission d'enquête du Sénat sur l'évasion fiscale. Elle souligne que l'implantation des banques dans les paradis fiscaux ne sert pas seulement les intérêts de leurs clients : les groupes bancaires eux-mêmes utilisent leurs filiales offshore pour «*optimiser*» leurs impôts, dont le taux implicite est en baisse par rapport aux années 1990.

En matière fiscale, les banques sont-elles de bonnes élèves ?

L'analyse de la contribution des banques aux recettes fiscales révèle que celle-ci n'a fait que s'affaiblir depuis le milieu des années 1990. De cette date à la veille de la crise, l'imposition des banques a été multiplié par 1,5. Mais leurs profits, eux, étaient multipliés par dix, en raison du fort développement de leurs activités. On a donc un taux d'imposition «*implicite*» en baisse. Et l'une des principales raisons de cette optimisation fiscale, c'est l'implantation des banques à l'étranger, et notamment dans les paradis fiscaux. L'autre explication, c'est le recours à la déductibilité des intérêts d'emprunts, à laquelle les banques ont beaucoup recours. Mais c'est en contradiction avec la volonté des régulateurs de sécuriser le système financier.

Il y a donc une «***double utilité***» aux filiales offshore ?

Tout à fait : ces implantations servent en partie les clients des banques, en partie les banques elles-mêmes. Pour les clients, cela ne devrait pas changer grand-chose en théorie, puisqu'ils sont censés déclarer leurs revenus en France – sauf à être en fraude sous couvert du secret bancaire. Mais les banques, comme les autres entreprises, peuvent tirer profit des différences de fiscalité entre les pays pour payer moins d'impôts.

Quelle est la solution ?

Il faut automatiser les échanges internationaux d'informations bancaires, au lieu du système «à la demande» qui prévaut aujourd'hui. Cela permettrait d'y voir clair quant aux comptes de particuliers et d'entreprises – y compris de banques – dans les paradis fiscaux. Mais pour ces dernières, il n'est pas forcément illégal de profiter des différences de fiscalité, via la création de filiales offshore. Tant que ces écarts existeront, les entreprises en profiteront. La transparence ne réglera donc pas tout : il faut aussi œuvrer à la convergence des systèmes d'imposition. Aux Etats de tirer les conséquences. libération.r 30.05

On aura compris que les banquiers tirent profit de tous les côtés et que le peuple est le pigeon qu'ils plument. On aura compris aussi pourquoi les paradis fiscaux ont de beaux jours devant eux puisque toutes les banques en profitent.

Il n'y a pas d'autre alternative que les exproprier sans leur verser un centime, de saisir tous leurs avoirs, biens ou richesses... Il n'y a pas de demi-mesures possibles. Mais c'est radical ? C'est radical, il faut extraire le mal à la racine, c'est comme avec une dent pourrie ! Mais elle ne repoussera pas ? Heureusement encore !

Parole de banquier. Haro sur les salops de pauvres qui s'enrichissent au Smic et sont responsables du chômage !

Dans sa lettre annuelle adressée au président de la République, mardi 28 mai, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer s'inquiète que entreprises françaises soient de moins en moins compétitives par rapport à leurs concurrentes allemandes.

Les entreprises françaises font moins en moins de marge, ce qui se fait sentir au niveau des investissements : « *Confrontées à la concurrence étrangère, en France comme sur les marchés d'exportation, les entreprises ont cherché à compenser un coût de travail élevé en restreignant leurs marges [...] Elles ont réduit leur capacité à investir, et à financer la recherche-développement, diminuant peu à peu le contenu en innovation de leurs produits, et affaiblissant donc leur compétitivité hors-coût.* »

Après avoir donné un bon point au gouvernement Ayrault (notamment pour le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), il avertit : « *Il importe que des hausses discrétionnaires du SMIC ne viennent pas à l'avenir remettre en cause cet avantage* ». Donc en gros, il appelle à geler le SMIC, c'est-à-dire à faire baisser encore un peu plus le pouvoir d'achat des travailleurs les plus pauvres...

Christian Noyer prône une désindexation des pensions par rapport à l'inflation pour éviter que l'effort soit uniquement à la charge des actifs. Wikistrike.com 30.05

Allez-y, il y a de la marge ! C'est ce qu'ils doivent se dire.

Quand je tombe sur une info sur la France, je la lis de l'extérieur puisque je suis à 10.000 kilomètres de chez vous, je ne vois pas que la France d'ici, je vois l'Europe, le reste du monde, je vois surtout la Grèce, le Portugal ou l'Espagne... Eux aussi ils portent le même regard, mais pas sous le même angle, eux c'est parce qu'ils sont étrangers à la classe ouvrière, ils voient le monde à travers les lunettes des banquiers de la Fed, de Wall Street, de leur constat découle ce qu'on vient de lire.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Ziad Takieddine a été placé en garde à vue jeudi à Paris dans le cadre d'une information judiciaire ouverte début mai par le parquet de Paris des chefs de corruption d'agents publics étrangers et escroquerie, a-t-on appris de source proche de l'enquête.

Les enquêteurs soupçonnent l'homme d'affaires franco-libanais d'avoir voulu quitter la France alors qu'il fait l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire, indique une source policière, confirmant une information de Mediapart.

Mis en examen dans le volet financier de l'affaire Karachi et impliqué dans l'enquête sur d'éventuels financements libyens de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, Ziad Takieddine aurait acheté un passeport diplomatique de la République dominicaine, précise-t-on de même source.

Ce passeport aurait coûté 200.000 dollars (environ 154.000 euros), selon une source proche de l'enquête.

Deux hommes d'affaires soupçonnés d'avoir servi d'intermédiaires dans l'achat de ce passeport ont également été placés en garde à vue jeudi. Reuters 30.05

2- Etats-Unis

2.1- James Comey ayant servi au département de la Justice sous George W. Bush devrait remplacer Robert Mueller, qui doit quitter le FBI en septembre.

Le président américain Barack Obama a décidé de nommer à la direction du FBI un républicain ayant servi au département de la Justice sous la présidence de George W. Bush, selon le New York Times. James Comey, 52 ans, est un ancien gestionnaire de fonds spéculatif qui enseigne actuellement à l'École de droit de l'université de Columbia. Il devrait remplacer Robert Mueller, qui doit quitter la direction du FBI en septembre. The Times cite deux personnes ayant connaissance du choix du président, mais la Maison-Blanche a refusé de commenter cette information mercredi soir.

Selon le journal, la date de la nomination du prochain directeur est inconnue. Robert Mueller était entré en fonction au FBI après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, et sous son influence, l'agence qui était vouée principalement à la lutte contre la criminalité en col blanc et le trafic de stupéfiants est devenue un instrument des services secrets et du contre-terrorisme. James Comey a été conseiller général pour un important fonds spéculatif, Bridgewater Associates, dans le Connecticut, et son expérience devrait profiter au FBI qui doit faire face à des coupes de budget. LePoint.fr 30.05

2.2- Le père d'Ibraguim Todachev, un jeune homme d'origine tchétchène tué en mai par le FBI pendant son interrogatoire sur les attentats de Boston, a déclaré jeudi qu'il voulait que les agents fédéraux américains soient jugés pour avoir "*exécuté*" son fils.

Ibraguim Todachev, 27 ans, avait été abattu le 22 mai après deux heures d'interrogatoire par les agents fédéraux dans son appartement d'Orlando alors qu'il tentait -apparemment- d'attaquer un enquêteur.

Son père, Abdoulbaki Todachev, a montré jeudi à des journalistes à Moscou des photos d'un corps criblé de balles, affirmant qu'il s'agissait de son fils. Sur ces photos, il est visible qu'une des balles a été tirée dans l'arrière de la tête.

"*Aujourd'hui je veux la justice. Je veux une enquête, que ces gens (le FBI) soient poursuivis selon les lois américaines*", a-t-il déclaré.

"*Ce ne sont pas des agents du FBI. Ce sont des bandits et ils doivent comparaître en justice*", a-t-il poursuivi.

Il a expliqué que les photos lui avaient été envoyées par Internet par la communauté musulmane de Floride.

Le FBI a affirmé que ses agents avaient tué le jeune homme en état de légitime défense alors que le suspect avait sauté sur l'un d'eux.

Mercredi, le Washington Post a rapporté qu'Ibraguim Todachev n'était pas armé.

M. Todachev a dit que la balle tirée dans la tête prouvait que le FBI avait tué délibérément son fils.

"*Ce n'est pas un tir que l'on fait quand on est attaqué. C'est un tir pour exécuter quelqu'un*", a-t-il déclaré.

"*Ils ne pouvaient pas juste le menotter? Au moins, ils auraient pu le blesser au pied ou à l'épaule. Là il a été tué à la manière d'une exécution*", a-t-il dit, ajoutant qu'il devait avoir des informations que les agents voulaient garder secrètes.

"*Donc ils l'ont réduit au silence*", a-t-il estimé. AFP 30.05

Vous avez tout compris, les Etats-Unis sont entre les mains d'assassins au-dessus des lois.

3- Equateur

Le président d'Equateur, Rafael Correa, a accusé la Grande-Bretagne de commettre la "*pire violation*" envers le fondateur du site Internet WikiLeaks, Julian Assange, réfugié depuis près d'un an dans l'ambassade du pays latino-américain à Londres.

"*Quelle pire violation des droits de l'homme peut subir une personne qui n'a pas la possibilité de sortir d'une ambassade, alors qu'un État lui a accordé l'asile politique*", a lancé M. Correa lors d'un entretien à la radio équatorienne Majestad.

"*C'est même un manque de considération pour l'État qui lui a accordé cet asile politique*", a-t-il souligné.

"*Imaginez un instant l'inverse. Qu'une personne, pour divers motifs, se soit réfugié à l'ambassade britannique ou américaine en Equateur et que, pendant un an, nous refusions de lui accorder un sauf-conduit*", a poursuivi le chef de l'État, investi la

semaine dernière à Quito pour un nouveau mandat de quatre ans.

En conflit ouvert avec les groupes privés de médias, qui le taxent régulièrement d'autoritarisme, il a reproché à la presse d'opposition de passer cette affaire sous silence, l'accusant de "*double morale*".

Son intervention intervient au lendemain de l'annonce par le chef de la diplomatie équatorienne Ricardo Patiño de son intention de rendre à Londres pour y rencontrer M. Assange et remettre aux autorités britanniques un dossier en faveur d'un sauf-conduit.

"*Tout dépend désormais de la Grande-Bretagne, de la Suède et de l'Europe*" car "*l'Equateur a fait tout ce qu'il fallait*", a insisté M. Correa. AFP 30.05

4- Syrie

4.1- Le président syrien Bachar al Assad a prévenu jeudi que tout accord de paix qui pourrait être conclu à la conférence de Genève devrait être approuvé par référendum.

Lors d'un entretien diffusé par la chaîne de télévision libanaise Al Manar, proche de ses alliés chiites du Hezbollah, le chef de l'Etat syrien a confirmé son accord de principe à la participation de Damas à la conférence internationale que tentent d'organiser la Russie et les Etats-Unis.

A la question de savoir s'il posait des conditions préalables à sa participation, Bachar al Assad a répondu: "*La seule condition, c'est que tout ce qui sera mis en oeuvre sera soumis à l'opinion publique syrienne et à un référendum syrien.*"

Le président syrien a par ailleurs assuré que Moscou honorerait les contrats de vente d'armes signés avec Damas avant le début du conflit, notamment celui qui porte sur la livraison de missiles antiaériens S-300, très critiquée par Israël et les pays occidentaux.

"*Les contrats avec la Russie ne sont pas liés à la crise et la Russie s'est engagée à honorer ces contrats*", a-t-il dit.

"*Tout ce sur quoi nous sommes tombés d'accord avec la Russie sera appliqué, et une partie a déjà été appliquée.*" Reuters 30.05

4.2- « *L'équilibre des forces a, totalement, changé en faveur de l'armée* » a affirmé, le Président syrien, dans un entretien avec la chaine al-Manar, qui sera diffusé, ce soir. « *L'armée a remporté de nombreux succès dans sa bataille contre les groupes armés et les équilibres militaires sont, totalement, changés en faveur de l'armée* » a souligné, le Président Assad. Interrogé au sujet de la présence du Hezbollah libanais, le Président Assad a affirmé que la Syrie et le Hezbollah se trouvent sur le même axe. « *Certains groupes d'effectifs du Hezbollah sont présents sur les régions frontières avec le Liban. Mais, c'est l'armée syrienne qui mène et dirige le combat contre les groupes armés et ce combat se poursuivra jusqu'à l'élimination des terroristes* », a martelé le Président Assad. Il a par la suite dénoncé le rôle de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et du Qatar qui soutiennent, financièrement et militairement, les groupes armés, qui sont venus, par des centaines de milliers se déployer, en Syrie.

Le Président Assad a confirmé l'accord de principe de la Syrie pour la participation à la conférence de Genève II, tout en exprimant ses doutes quant aux résultats de cette conférence. Interrogé au sujet des raids israéliens, le Président syrien a déclaré que son pays ripostera, avec fermeté, à toute nouvelle offensive israélienne. french.irib.ir 30.05

4.3- L'armée gouvernementale syrienne a reçu une première livraison de missiles russes S-300, rapporte jeudi 30 mai le journal libanais Al Akhbar citant une interview télévisée du Président Bachar al Assad. "*La Syrie a reçu une première cargaison de missiles anti-aériens russes S-300. Le reste de la cargaison arrivera prochainement*", déclare le président syrien dans cet entretien, cité par le journal et que doit diffuser la chaîne de télévision Al Manar.

Les autorités de Moscou avait fait savoir mardi qu'elles ne renonceraient pas à la livraison de missiles sol-air à la Syrie en dépit des objections occidentales. Le gouvernement russe a également accusé l'Union européenne de mettre en péril la tenue d'une conférence internationale à Genève sur la Syrie en ayant de fait levé son embargo sur les armes à destination des rebelles syriens.

Selon Al Akhbar, Bachar al-Assad affirme dans son entretien à la chaîne Al Manar qu'il prévoit de se rendre lui-même à Genève tout en doutant de la réussite d'un tel forum. Il réitère sa volonté de combattre les groupes armés. Le président syrien, selon le journal libanais, souligne également les liens étroits existant entre ses forces et le Hezbollah. "*La Syrie et le Hezbollah font partie du même axe. L'armée syrienne est celle qui se bat et qui mène les combats contre les groupes armés, et ce combat se poursuivra jusqu'à ce que tous ceux qui se nomment terroristes soient éliminés*."

Dans le même temps, Le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov avait justifié mardi la livraison prévue des S-300 à Damas en estimant que ces missiles visaient à dissuader toute velléité d'intervention extérieure dans le conflit. Mais Israël

a averti qu'il réagirait en cas de livraisons de ces missiles. "*Si par malheur, ils (les S-300) arrivent en Syrie, nous saurons quoi faire*", avait affirmé le ministre israélien de la Guerre Moshé Yaalon. Israël a mené début mai deux raids aériens sur des cibles militaires près de Damas, en prétendant vouloir empêcher un transfert d'armes au Hezbollah. Dans son interview avec la chaine al-Manar, le Président syrien a mis en garde le régime israélien, en martelant que son pays ripostera, avec force et fermeté, à toute nouvelle offensive israélienne. french.irib.ir 30.05

3.5- Israël ne veut pas provoquer d'escalade militaire avec la Syrie mais ne permettra pas le transfert d'armes stratégiques, notamment au Hezbollah libanais, a affirmé jeudi le ministre de l'Eau et de l'Energie, Sylvan Shalom. Il n'y a pas lieu de provoquer une escalade, il n'y a pas de raison de réchauffer le front avec la Syrie, cela n'a pas été notre objectif et cela ne le sera pas, a déclaré Shalom à la radio publique.

Interrogé sur la fourniture par la Russie à la Syrie de S-300, des systèmes sol-air sophistiqués capables d'intercepter en vol des avions ou des missiles téléguidés, Shalom s'est voulu rassurant. Depuis des années, la Syrie dispose d'armes stratégiques, le problème se poserait si ces armes étaient susceptibles de tomber dans d'autres mains et d'être utilisées contre nous. Dans ce cas nous devrions agir, a-t-il ajouté. french.irib.ir 30.05

4.5- Selon les analystes politiques, l'une des pires erreurs stratégiques de l'ASL aurait été son offensive contre les régions kurdophones d'Alep!

L'attaque d'envergures contre les villages kurdes du nord d'Alep, la mort des dizaines de kurdes syriens ont décidé ces derniers à prendre clairement position en faveur de l'armée arabe syrienne. C'est le village Aqiba situé à 16 kilomètres du nord d'Alep qui a été le théâtre de violents affrontements entre l'ASL et les kurdes syriens, affrontements qui ont coûté la vie à des dizaines de kurdes et ont provoqué l'exode des habitants. Une autre ville où les combats ont mis face à face l'ASL et les kurdes syriens est Afrin.

Depuis ces effrontements, les kurdes syriens se sont engagés aux côtés des soldats de l'armée nationale et se multiplient désormais pour couper la ligne d'approvisionnement des terroristes depuis la Turquie voisine. Ainsi, les projets d'Ankara visant à la débarasser du PKK, à l'installer dans le nord de l'Irak et à rallier les kurdes syriens avec eux et tout ceci par l'intermédiaire de ses milices de l'ASL vient d'échouer. french.irib.ir 30.05

5- Iran

A l'issue de la conférence des "*vrais*" Amis de la Syrie à Téhéran, le vice ministre iranien des AE, Ami Abdellahiyan a tenu un point de presse et a répondu aux question des journaliste.

" *Nous ne permettrons pas que l'Etat syrien tombe! Le monde ne sera pas le témoin de la fin de l'Etat en Syrie car nous allons poursuivre notre souien aux syriens*" . Interrogé sur la position d'Ankara dans ce dossier, Amir Abdellahiyan a émis "*l'espoir de voir la Turquie adopter une position plus modérée dans ce dossier*". Le vice ministre iranien a fait état de la formation d'un groupe de contact composé des pays arabes, africains, asiatiques et du Moyen Orient pour faciliter l'amorce du dialogue entre le gouvernement syrien et l'opposition. La seconde mission de ce groupe de contact c'est "*d'oeuvrer afin d'obtenir la fin des violences* ". french.irib.ir 30.05

SOCIAL

1- France

1.1- Le nombre de chômeurs a enregistré en avril en France son 24e mois consécutif de hausse pour toucher un nouveau record à 3.264.400 pour les demandeurs d'emploi de catégorie A (qui n'ont pas travaillé), a annoncé jeudi le ministère du Travail.

Avril a été marqué par 39.800 demandeurs d'emplois de plus en France métropolitaine, soit une hausse de 1,2% par rapport à mars et de 12,5% par rapport à un an plus tôt.

Leur nombre a progressé de 568.000 depuis le début du mouvement de hausse actuel et de 336.800 depuis l'élection il y a un an de François Hollande, qui a néanmoins réitéré son objectif de faire reculer le chômage d'ici fin 2013, même si les économistes estiment qu'il relève de l'impossible.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a aussi progressé de 1,2% le mois dernier, pour atteindre 4.799.200, sa hausse sur un an atteignant 10,8%. Avec les départements d'Outre-mer, il s'élève à 5.095.700 personnes.

Schröder a parlé.

"*Je maintiens malgré ces chiffres, malgré ce qu'il représentent sur le plan individuel, familial pour beaucoup de Français, je maintiens l'objectif de l'inversion de la courbe du chômage avant la fin de l'année*", a dit François Hollande, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse commune avec la chancelière allemande Angela Merkel, en rappelant les dispositifs mis en place par le gouvernement comme les contrats de générations et les emplois d'avenir.

Sur un an, les 50 ans et plus représentent la plus forte progression (+17,4%), contre +12,7% pour les moins de 25 ans et +10,8% pour les 25-49 ans.

Dans le même temps, la proportion de chômeurs inscrits depuis un an ou plus à Pôle emploi a progressé de 0,1 point, pour atteindre 40%, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis juin 2000.

L'Unedic, qui gère l'assurance chômage, estime que le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A augmentera de 178.700 en 2013 et de 128.700 en 2014, même si son président n'exclut pas un palier de stabilisation à la fin 2013, avant qu'il ne reparte à la hausse. Reuters 30.05

1.2- La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) a demandé jeudi des «*mesures exceptionnelles*» pour l'emploi, dont la possibilité de renouveler librement les CDD ou une exonération de cotisations patronales pendant 4 ans pour «*tout premier nouvel emploi*» durable dans les petites entreprises.

Pour «*maintenir des emplois existants*», l'organisation patronale réclame ainsi d'abord «*la possibilité de renouveler librement et sans contrainte les CDD successifs, dans le cadre de la durée maximale autorisée*», 24 mois dans le cas général.

Elle a également proposé, «*pour ne pas passer à côté d'emplois potentiels*», de «*suspendre le seuil de 50 salariés qui déclenche 35 obligations administratives et financières supplémentaires*». Selon la CGPME, ce seuil est un frein à l'embauche qui explique qu'on compte en France «*2,4 fois plus d'entreprises de 49 que de 51 salariés*».

Parallèlement, la CGPME a demandé au gouvernement d'«exonérer de charges sociales patronales, pendant 4 ans, tout premier nouvel emploi pérenne créé dans les entreprises de moins de 20 salariés». 20minutes.fr 30.05

2- Portugal

Métro en grève, entreprises à l'arrêt, assemblées et meetings: la CGTP, le principal syndicat portugais, a organisé jeudi une journée de protestation contre l'austérité, exigée par les créanciers du pays, sous assistance financière depuis mai 2011.

"*Le bilan est très positif*", a déclaré le secrétaire général de la CGTP, Armenio Carlos qui a parlé "*d'une adhésion totale*" à la grève du métro et s'est félicité de nombreux arrêts de travail des employés de la poste qui protestaient aussi contre des projets de privatisation.

Cette journée de mobilisation était considérée par la CGTP comme un test en vue d'"*une lutte plus générale*".

La CGTP, proche du Parti communiste et l'UGT, liée au Parti socialiste, envisagent d'appeler à une grève générale au mois de juin, après celles organisées l'année dernière en mars et novembre.

La CGTP avait choisi le 30 mai -la Fête-Dieu - pour sa journée de protestation car pour la première fois cette année ce jour n'était pas chômé, faisant partie des quatre jours fériés que le gouvernement a décidé de supprimer dans le cadre de ses efforts pour redresser ses finances.

Comme dans d'autres pays d'Europe, l'austérité a provoqué une hausse sensible du mécontentement populaire. Au Portugal la grogne sociale s'est manifestée par des grèves à répétition et des manifestations qui jusqu'à présent se sont déroulées de manière pacifique.

Bruxelles a confirmé mardi les objectifs concertés avec la "*troïka*" et selon lesquels le Portugal doit ramener le déficit public à 5,5% du PIB, puis à 4% l'année prochaine et 2,5% en 2015, sous de la limite des 3% fixée par la Commission.

Ils semblent pourtant difficiles à atteindre et, dans ses dernières estimations, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est montrée plus pessimiste que le gouvernement, prévoyant un déficit à 6,4% du PIB en 2013 et à 5,6% l'année suivante.

Même si le gouvernement continue d'affirmer que les objectifs sont à sa portée, le Premier ministre Pedro Passos Coelho n'en a

pas moins récemment admis qu'il pourrait solliciter de la troïka un nouvel allégement.

Alors que la CGTP protestait contre l'austérité le gouvernement a annoncé avoir approuvé en Conseil des ministres un budget rectificatif pour 2013 afin de compenser des mesures de rigueur rejetée en avril dernier par la Cour constitutionnelle.

Ce budget rectificatif, qui doit être voté la semaine prochaine au Parlement, où la coalition de centre-droit au pouvoir dispose d'une confortable majorité, prévoit notamment de réduire les budgets de fonctionnement de tous les ministères à hauteur de 0,5% du PIB. AFP 30.05

3- Espagne

Des milliers de personnes ont manifesté jeudi au Pays basque espagnol lors d'une grève générale convoquée par plusieurs syndicats nationalistes pour protester contre la politique d'austérité menée par le gouvernement régional.

Derrière une grande pancarte blanche réclamant "*Un travail décent, des droits sociaux. Pour un modèle propre à Euskal Herria*" (Pays basque), plusieurs milliers de manifestants ont défilé à Bilbao ainsi que dans les autres villes basques et la région voisine de Navarre.

"*C'est à cela que sert la grève générale. A nous opposer à l'appauvrissement social et économique auquel on nous soumet*", affirmait dans un texte lu en fin de manifestation le syndicat ESK.

Les députés de la coalition indépendantiste de gauche EH Bildu ont apporté leur soutien à la grève générale et participé aux manifestations aux côtés de dirigeants de la gauche indépendantiste.

EH Bildu, avec 21 députés au Parlement basque sur 75, était devenue la deuxième force régionale aux élections du 21 octobre 2012, derrière le PNV (27 députés). Ces deux partis nationalistes avaient ainsi devancé les deux grands partis espagnols, le Parti socialiste (16 députés) et le Parti populaire, de droite, au pouvoir à Madrid (10 députés).

Cette huitième grève générale au Pays basque depuis mai 2009 a été qualifiée de "*succès*" par ses organisateurs qui ont estimé la participation entre 30% et 70% selon les entreprises. AFP 30.05

ECONOMIE

Espagne

L'économie espagnole s'est contractée de 0,5% au premier trimestre de cette année par rapport au précédent, durant lequel il avait déjà reculé de 0,8%, montrent les chiffres officiels publiés jeudi, qui confirment l'estimation initiale pour janvier-mars.

En rythme annuel, le produit intérieur brut (PIB) espagnol s'est contracté de 2,0% au premier trimestre, conformément aux attentes. Reuters 30.05

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin 2013

CAUSERIE

J'ajouterai quelques articles ce soir ou demain.

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser entièrement le site aujourd'hui, ni de terminer plusieurs causeries en préparation. On pourrait évoquer un sujet sous forme de question à laquelle chacun pourrait réfléchir tranquillement avant de l'aborder.

Aujourdhui nous combattons pour la souveraineté ou le maintien de l'indépendance des Etats face à l'UE. S'ils parvenaient à leur fin et à réaliser l'union politique de l'UE qui aurait une structure fédérale plus ou moins comparable aux Etats-Unis, l'Inde ou la Chine : faudrait-il continuer à lutter pour l'indépendance des Etats de l'UE ? Si la réponse était négative, quel mot d'ordre et quelle stratégie adopter ? Si la réponse était positive, l'UE comme les pays déjà cités couvrant un vaste territoire et comportant des centaines de millions d'habitants, cela signifierait-il que dans ces pays il faudrait lutter pour l'indépendance de chaque Etat ou province ?

Pourquoi ce qui a constitué un progrès économique et politique dans ces pays-là à une certaine époque ne serait-il pas transformé en un obstacle à tout progrès social et politique ou plutôt au combat des exploités pour leur émancipation ? Pourquoi devrait-on éviter de se poser cette question ? Ne serait-elle pas légitime quand on voit dans quelle impasse nous sommes ? Peut-être que la réponse à cette question pourrait déboucher sur une issue politique, pourquoi pas ?

Jusqu'à présent on nous a expliqué que ce serait réactionnaire, demain sera-t-il réactionnaire de lutter pour l'indépendance de la France vis-vis de l'UE ?

Le chiffre du jour. 256 000.

C'est le nombre de nantis en France possédant au moins 1 million de dollars d'actifs, selon une étude du Boston Consulting Group, occupant la 10e place dans le monde. Atantico.fr 31.05

256 000 à exproprier, on leur prend tout et ils vont gratter à l'usine, à la chaîne, et s'ils résistent on leur passe les fers.

OCI, PCI, MPTT, PT, POI, l'"***ouverture***" ou la dissolution permanente

Le POI est à l'initiative d'une délégation d'élus qui a demandé une audience à Schröder, pardon, à Hollande, on croit rêver. Mais

dans quel monde vivent-ils ? Pas dans celui qui n'a rien à attendre de Hollande et qui ne lui demande rien.

Vous avez là le sens de "*l'ouverture*" sous lequel le POI a placé son congrès, certainement pas en direction de la classe ouvrière. Comment un tel parti pourrait-il inspirer confiance aux travailleurs ?

Le slogan ou l'ordre du jour du congrès "*ouvert*" du POI :

« *La situation est grave.* (Sans blague !)
Comment s'en sortir ? (Impossible !)
Comment aider à réaliser l'unité pour bloquer les plans du gouvernement ? » (Impossible !)

Ensuite ? Rien. Un intervenant dans un meeting ose évoquer la grève générale, il se fait remettre à sa place immédiatement par un militant du POI, on est là pour discuter, discuter des moyens pour réaliser l'unité, on ne discute pas d'autres choses, cela fait 70 ans qu'ils sont sur la même ligne, le résultat se passe de commentaires.

Voyez-vous, le mot d'ordre de grève générale n'est à l'ordre du jour nulle part en Europe.

Ils n'ont décidément pas de bol au POI, ils ont le chic de dire une chose qui se trouve immédiatement contredite, ils doivent le faire exprès. Le Portugal n'est pas la France, d'accord, mais on peut quand même discuter oui ou non, apparemment, non.

- Portugal : le principal syndicat appelle à la grève générale - LeMonde.fr - 31.05

Intox. Cinéma.

Oliver Stone : « *Alexis Tsipras va faire la différence dans le monde entier* »

Le réalisateur américain oscarisé Oliver Stone n'a fait qu'encenser Alexis Tsipras, le chef du Syriza, qu'il a rencontré en marge du festival international de Zagreb. okeanews.fr

Rappel. (Début février 2013)

Ne craignez rien, nous ne sommes pas "*réellement radicaux*".

- Tsipras a pris la parole devant plusieurs auditoires aux Etats-Unis. Son discours le plus important, prononcé mardi à Washington à l'institut Brookings, s'adressait clairement à la classe dirigeante américaine.

« *Y a-t-il une raison valable pour que quelqu'un craigne la gauche en Grèce aujourd'hui ?* » a demandé Tsipras à son auditoire au milieu de ses remarques de mardi. « *J'ai entendu la personne qui s'exprimait avant moi dire que je représente la gauche radicale [c'est la traduction du nom de son parti, ndt]… Mais en quoi sommes nous réellement radicaux ? Les alarmistes vous diront que notre parti va arriver au pouvoir, déchirer nos accords avec l'Union européenne et le FMI, faire sortir notre pays de la zone euro, rompre tous les liens de la Grèce avec l'occident cultivé – civilisé, puis transformer la Grèce en une nouvelle Corée du Sud.* » Il assuré à ses auditeurs que le « *but [de SYRIZA] est de sauver le pays et de maintenir le pays dans la zone euro.* »

Un agent de la troïka qui ne risque pas d'en faire trop ou de devenir "*complètement fou*".

- Les remarques de Tsipras montrent clairement que SYRIZA n'a aucune intention de répudier la dette grecque ou de déchirer l'accord sur les mesures d'austérités passé entre Athènes et ce que l'on appelle la troïka (Commission européenne, FMI, et BCE), ils veulent simplement en renégocier les termes.

Tsipras s'est vu demander par un des membres du public pourquoi le peuple grec devrait s'attendre à quelque chose de différent de la part de SYRIZA par rapport à ce que fait le Premier ministre Samaras « *qui était initialement opposé à l'accord et qui maintenant le soutient.* » « *Nous nous sommes accoutumés au fait de voir des politiciens qui disent une chose… avant d'être élu et une chose différente une fois au pouvoir,* » a-t-il répondu, « *comme vous le voyez, nous ne disons que des choses auxquelles nous croyons et que nous allons essayer d'appliquer. Nous ne disons rien de complètement fou.* »

Syriza est "*de plus en plus social-démocrate*", un compliment d'un représentant du FMI, pour mémoire le FMI catalogue Schröder et Blair comme des sociaux-démocrates.

- Au sein de la classe dirigeante à Washington, il y a eu des déclarations d'approbation pour la performance de Tsipras aux Etats-Unis, laquelle a été accueillie comme un virage à droite supplémentaire de la part de Syriza.

« *Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus social-démocrate,* » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. Lombardi, toujours d'après leJournal, a dit que la tournée américaine de Tsipras « *souligne le passage de SYRIZA à une position plus équilibrée, politiquement mature, qui pourrait rassembler plus de soutien en Grève et est plus acceptable vue de l'étranger.* »

Pas de risque non plus qu'il soit "*gauchiste*", droitier assurément.

Un article affiché sur le site Web de l'institut Brookings déclare également : « *Dans un pays où les gauchistes ont historiquement étés incendiaires, prompts à la violence, et agressivement anti-américains, M. Tsipras se révèle chaleureux, courtois, pragmatique et pressé d'entendre le point de vue américain. [...] Il a parlé chaleureusement des appels à la justice sociale lancés par le président Obama lors de son discours d'investiture.* »

Effectivement, dans son discours de mardi, il a loué la politique du gouvernement Obama et du conseil de d'administration de la Banque fédérale américaine, tout en donnant une image édulcorée de la situation sociale aux Etats-Unis.

Les 40 millions d'Américains qui n'ont pas accès aux soins et réduits à l'indignence, les millions qui ont perdu leur maison, les 15 à 20 millions de chômeurs, etc. une vue de l'esprit pour Tsipras.

- « *L'une des choses que je remarque ces deux derniers jours que j'ai passé aux Etats-Unis [...] c'est que l'Amérique est un pays qui ne se trouve pas dans un état de dépression comme l'est la Grèce,* » a-t-il dit. « *Je n'ai vu aucun commerce fermé. Je n'as vu aucun visage triste. Je n'ai vu aucun signe de désespoir nulle part. L'Amérique a échappé à la misère après 2008*. » (Un article du portail WWS publié par Mondialisation.ca du 2 février 2013 : Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI. Diponible en entier dans les articles de presse de février du site La voix de l'Opposition de gauche)

J'ai refusé de m'abonner au portail okeanews.fr devenu payant, je leur ai fait parvenir l'article de WWS par courriel en ajoutant une note ironique sur leur soutien à Syriza qui roule pour le régime en Grèce. Je ne laisse rien passer. Je leur ai dit qu'au lieu de se prétendre indépendants, ce qui ne voulait plus rien dire tant cette notion a été galavaudée, valait mieux affirmer être objectif et tout publier, même les articles qui ne nous plaisent pas forcément, c'est ce que je fais dans le portail quotidiennement, à quelques exceptions près que je me refuse à publier.

ACTUALITE EN TITRES

L'orientation est claire, non ?

- 256 000 : le nombre de millionnaires que compte la France - Atlantico.fr

- La taxe sur les transactions financières a du plomb dans l'aile - LePoint.fr

- Jean-Marc Ayrault tente de ménager les autoentrepreneurs - Reuters

- Zone euro: nouveau record du chômage qui frappe violemment les plus jeunes - AFP

- Perspective : un travail à tout prix - euronews.fr

Un monde de voyous !

- Pierre-Yves Bournazel (UMP) : «*J'attends du conseil des primaires le courage moral de reconnaître qu'il y a des fraudes*»
- 20minutes.fr

Depuis vendredi l'UMP organise des primaires pour départager ses candidats à la mairie de Paris en 2014...

- La banque belge KBC poursuivie pour escroquerie - Reuters

A bas les OGM, autodétermination des agriculteurs !

- Du blé OGM américain alarme le Japon et l'Europe - Liberation.fr

- Monsanto fait marche arrière sur les OGM en Europe - Reuters

Dictature, danger.

- La vidéoprotection s'impose en 2013 - LeFigaro.fr

- En première ligne, les policiers municipaux réclament des armes - LeFigaro.fr

Secrets de polichinelle.

- L'étude qui montre que les nouvelles normes qui forcent les banques à détenir plus de capital ne les rendent pas plus sûres - Atlantico.fr

Surtout quand on sait qu'elles transfèrent une partie de leurs capitaux dans les paradis fiscaux en toute légalité !

- Scandale Liberty reserve : la lutte contre le blanchiment d'argent reproché aux monnaies virtuelles cacherait-t-elle d'autres motifs moins avouables ? - Atlantico.fr

Intox criminelle.

- Pas de risque élevé de cancer dans les régions de Fukushima - Reuters

Pentagone, CIA, FBI, FED : le crime organisé.

- Attentat de Boston : malaise autour de l'enquête - Le Nouvel Observateur

Trop rock, trop jeune, trop cher...

- France 2 supprime "*Taratata*" - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment Mélenchon vole au secours du gouvernement et de l'Union européenne.

Autres titres possibles.

- Défendre la légitimité du gouvernement pour mener à bien la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains.

- Le coup du boomerang ou le pot aux roses dévoilé aux ignorants qu'ils ont manipulés. Un mensonge qui vaut bien une vérité.

Quel régal ! La sortie de Barroso, puis celle de Hollande qui a entraîné la réaction de Mélenchon et la tentative des courtisans du monarque de rattraper le coup est un vrai bonheur, car cette tragi-comédie met en lumière à la fois la collusion qui existe entre tous ces acteurs et leur véritable nature.

Pour analyser les faits qui ont pris ici la forme de déclarations, nous allons commencer par reprendre celle de Barroso, puis nous évoquerons le contexte, et pour finir nous reproduirons un article de Reuters d'hier dans lequel figurent des passages des déclarations de Hollande, sa cour et son bouffon et nous ajouterons une déclaration du PS.

Avant cela rappelons les rapports qui existent entre les différents acteurs de cette mauvaise comédie.

L'UE est une création (made in USA) du capital par le capital pour le capital, une institution destinées à détruite les droits sociaux et politiques des travailleurs pour les réduire en esclavage dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière. Se réclamer de l'UE, lui attribuer une quelconque légitimité, lui trouver des avantages ou vanter ses bienfaits, vouloir la réformer, c'est comme espérer que la coalition Medef-CFDT-CFTC-CGC se place un jour sur le terrain de classe du prolétariat, c'est se placer dans le camp de la contre-révolution, de la réaction.

L'UE n'existe que par la volonté des chefs d'Etat qui désignent la Commission européenne, ce sont eux qui la mandatent pour s'attaquer à tous nos acquis sociaux et droits politiques. A ce titre il faut noter que les Etats n'ont pas abdiqué leur pouvoir politique au profit de l'UE, ils lui ont confié le pouvoir de les subordonner à la dictature de l'oligarchie financière qui de fait à terme détiendrait seule le pouvoir politique, c'est l'objectif final qu'ils se sont fixés.

Pourquoi cette précision ? Pour rappeler qu'à tout moment n'importe quel (chef d') Etat peut décider de rompre avec l'UE, et que s'ils ne le font pas, c'est uniquement parce que leurs représentants sont en réalité des porte-parole de l'oligarchie financière, peu importe qu'ils l'admettent ou non, le masque ou la posture qu'ils adoptent, seuls les faits comptent. Cette précision est doublement importante, car elle permet de situer et de comprendre le jeu que jouent les différents acteurs qui sont en scène ici dont aucun n'entend rompre avec l'UE. Autrement dit, ils sont tous complices et jouent le même scénario, chacun ayant un rôle particulier à tenir.

Ce qu'il faut retenir, c'est que la déclaration de la Commission européenne en mettant en lumière la subordination de Hollande et son gouvernement à l'UE porte atteinte à sa légitimité dont il a absolument besoin pour pouvoir jouer son rôle lors de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, apparaître comme le représentant des intérêts de la nation ou de l'intérêt général, oeuvrant en toute indépendance par rapport aux différents protagonistes en présence, le patronat et ce qui est censé être les représentants des travailleurs, principe intenable à soutenir en apparaissant ouvertementcomme le porte-parole de l'UE sachant que la majorité des travailleurs et des militants ont parfaitement compris que l'UE est au service de la finance et des multinationales, leur ennemi quoi.

Finalement, contrairement à ce que pouvait laisser penser son intervention, l'illusionniste Mélenchon ne s'adressait pas à Hollande mais à Barroso qu'il a rappelé à l'ordre, à savoir qu'à vouloir se mêler de trop près des rapports entre les représentants du capital qu'incarnent Hollande flanqué du Medef et des syndicats jaunes, il risquait de faire capoter la conférence antisociale de juin et d'ajouter des obstacles supplémentaires sur leur chemin pour mener à bien leur offensive anti-ouvrière.

L'ordre des choses est respecté.

Le PS comme tous les partis de droite soutient la construction de l'UE, et de son côté le Front de gauche n'entend pas rompre non plus avec l'UE quelle que soit sa politique ou son orientation, finalement ils sont dans le même camp, de la même manière que tous se félicitent de la tenue de la conférence patronale des 20 et 21 juin prochains, aucun ne la dénonce, comme aucun ne dénonce la légitimité de Hollande ou son gouvernement, de leur côté, aucun syndicat n'entend rompre avec la CES qui est une création de l'UE, avec le patronat ou le gouvernement, ainsi la boucle de la réaction est bouclée, le sort des travailleurs est scellé puisque aucun parti, absolument aucun n'entend rompre avec le PS, le gouvernement, les institutions, les appareils vendus des syndicats. Entre nous, ne serait-ce pas la définition d'un complot ?

Barroso, président de la Commission européenne.

"*Les Etats membres doivent à présent redoubler d'effort sur les réformes structurelles en ayant en vue la compétitivité*", a dit son président, José Manuel Barroso, lors d'une conférence donnée à l'occasion de la présentation des recommandations annuelles de la Commission.

"*C'est un message d'exigence*", a estimé le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse.

La France a dit qu'elle était d'accord avec les recommandations et de la Commission et qu'elle mènerait les réformes structurelles à son rythme. AFP 29.05

Vous aurez remarqué que l'imposteur Mélenchon n'a pas relevé que Barroso avait parlé d'une "*exigence*", un diktat, un ordre, ce qui ne laissait aucune doute sur la soumission totale de Hollande à la Commission européenne, il faudrait plutôt dire au capital, car il ne faut jamais oublier que la Commission européenne est une émanation des chefs d'Etat et que les donneurs d'ordres sont les banquiers.

Le PS.

- Bruxelles: "*la France est souveraine pour décider des réformes*" dit le PS - AFP 29.05

"*La France est souveraine pour décider des réformes et d'en apprécier les contenus avec son Parlement et son gouvernement, et compte qu'on la respecte pleinement*", a indiqué le porte-parole dans une déclaration à l'AFP. AFP 29.05

Ce qu'il fallait entrendre par là, c'était qu'il n'était possible pour les syndicats dits ouvriers de "*négocier*" qu'avec un gouvernement souverain, donc qui peut se prévaloir d'être légitime, dans le cas contraire ce serait encore plus compliqué, voire impossible de les associer directement à sa politique antisociale.

L'article de Reuters du 31 mai.

- Jean-Luc Mélenchon a estimé vendredi que François Hollande mentait en affirmant que les détails des réformes à mener en France relevaient de sa souveraineté et ne pouvaient être imposés par Bruxelles.

Je ne sais pas si je me suis exprimé suffisamment clairement sur ce point précis, il faut absolument que ce soit Hollande qui prenne en charge la politique antisociale qu'il entend poursuivre par le biais du dialogue social, il doit l'assumer pleinement pour qu'elle puisse être menée à son terme, Mélenchon y tient, c'est cela qui est remarquable ici, car l'histrion se fait le porte-parole de Barroso, en tant que dirigeant d'un parti politique en France, il estime avoir la légitimité de rappeler Hollande à son devoir, lequel devoir consiste à appliquer les contre-réformes concoctées par la Commission européenne, c'est tellement tordue comme manoeuvre que neuf militants sur dix vont applaudir Mélenchon et le tour est joué !

- La Commission européenne a demandé à Paris de faire des réformes de structure, notamment en matière de retraites, tout en lui accordant deux ans de plus, jusqu'en 2015, pour parvenir à ramener son déficit public à 3% de son produit intérieur brut.

Le président français a dit respecter ces recommandations mais estimé que la Commission ne devait pas dire "*à la place des Etats ce qu'ils doivent faire*".

"*François Hollande ment quand il dit 'Bruxelles n'a pas à me dire ce que je dois faire', c'est faux*", a déclaré vendredi sur France 2 le co-président du Parti de gauche.

"*Tous les ans, la France donne son projet de budget à l'Europe grâce à François Hollande, et la Commission européenne dit à la France ce qu'elle doit faire grâce à François Hollande, après quoi François Hollande prend la posture de dire 'on ne me dira pas ce que je dois faire', mais si mon bonhomme*", a-t-il ajouté. "*C'est exactement le genre de pantalonnade que je veux dénoncer.*"

Embourbé dans ses contradictions le charlatan en vient forcément à libérer quelques vérités qui ne lui coûtent rien, il faut bien aussi qu'il défende sa propre légitimité ou apparaisse comme un opposant au gouvernement. Il ne va pas toutefois jusqu'à faire le lien entre la Commission européenne et les chefs d'Etat qui l'ont investie. Si on recoupe ses déclarations, on s'aperçoit qu'un coup Hollande a le pouvoir de décider sa politique, un coup il ne l'a pas. En réalité il l'a en permanence, et quand il semble ne plus l'avoir c'est parce qu'il a abdiqué devant l'UE, les banquiers.

- La ministre des Affaires sociales Marisol Touraine a réaffirmé de son côté la ligne défendue jeudi par le président. "*C'est évidemment François Hollande le chef d'orchestre*", a-t-elle dit sur France Info.

Car sans "*chef d'orchestre*" il serait impossible de jouer la partition du dialogue social, CQFD.

- Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone a quant à lui estimé que la Commission avait "*rendu un très mauvais service à l'Europe*."

"*C'est insupportable que la Commission européenne demande à la France une réforme des retraites d'envergure. Ce n'est pas son rôle*", a-t-il dit sur BFM TV. "*Son rôle est de dire 'vous avez pris des engagements en ce qui concerne le respect des normes de votre budget', (…) s'ils veulent désespérer les amoureux de l'Europe, qu'ils continuent comme ça*." Reuters 31.05

Traduisons : ce n'est pas à la Commission européenne de nous demander d'appliquer des contre-réformes, c'est à nous d'en prendre l'initiative, on est capable d'assumer nos responsabilités, c'est vrai et c'est faux, pure hypocrisie, puisque le reste du temps ils se servent de l'UE pour couvrir leur politique réactionnaire en affirmant qu'ils se conforment à ses recommandations. UE qu'il faut préserver aussi, c'est ce qu'il dit à sa manière en se faisant le porte-parole des "*amoureux de l'Europe*".

L'UE a pour fonction de servir de bouc émissaire aux Etats afin de détruire les droits sociaux des travailleurs, en tant qu'Etats-nations ils lui sont utiles temps que cet objectif n'a pas été atteint, tandis qu'ils ont déjà confisqué leurs droits politiques en légiférant à la place des Etats-nations, il ne leur reste plus qu'à les intégrer totalement avec la collaboration des partis et syndicats du mouvement ouvrier corrompus pour que les travailleurs n'aient plus aucun moyen de s'opposer à la dictature qui sera en place, ainsi leur oeuvre sera achevée, leur objectif atteint.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE

Sensibiliser les jeunes européens à l'action politique, et notamment aux élections européennes de 2014, c'est l'objectif de la Ligue des Jeunes Electeurs, dont le lancement officiel a été suivi de l'envol d'une montgolfière en présence du président de la Commission européenne à Bruxelles. euronews.fr 31.05

Merci monsieur Barroso, vous confirmez ce que nous avons dit : participer à ces élections, ce sera vous soutenir, vous êtes formidable, si, si, peut-être un peu fatigué ces derniers temps... Avis aux amateurs.

2- France

L'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, déjà poursuivi dans l'affaire Karachi, a été écroué vendredi soir après une nouvelle mise en examen, notamment pour corruption d'agent public étranger et escroquerie, a annoncé à l'AFP une source judiciaire. AFP 31.05

On en connaît un que cela doit bien faire marrer... (La Talonnette qui a voulu le mouiller...)

3- Kirghizstan

L'état d'urgence a été décrété vendredi dans un district du Kirghizstan où des troubles ont éclaté après une manifestation pour la nationalisation d'une mine d'or -une des principales ressources de ce pays très pauvre d'Asie centrale- exploitée par le groupe canadien Centerra Gold.

Alors que des affrontements se sont produits dans la matinée entre forces de l'ordre et manifestants près de la mine de Kumtor, à 350 km à l'est de la capitale Bichkek, le président kirghiz Almazbek Atambaïev a signé un décret instaurant l'état d'urgence jusqu'au 10 juin dans le district, avec un couvre-feu de 21h00 à 06H00 locales.

Les troubles avaient débuté dès jeudi près de ce gisement exploité depuis 1997 par Centerra Gold. Des centaines de manifestants se sont dirigés vers la centrale électrique locale et ont coupé dans la soirée l'alimentation en électricité de la mine.

Ces manifestants réclamaient la nationalisation de la mine de Kumtor, poids lourd de l'économie kirghize et plus important investissement étranger dans le pays.

Ils tiennent pour responsables de la concession au groupe canadien les précédents présidents, Askar Akaïev et Kourmanbek Bakïev, tous deux soupçonnés de corruption et renversés par des soulèvements populaires.

La compagnie canadienne a annoncé de son côté vendredi qu'elle fermait temporairement sa mine, tout en continuant "*de coopérer étroitement avec le gouvernement*" local.

"*La compagnie va poursuivre la fermeture ordonnée des installations jusqu'à ce que le calme revienne et qu'un accès sûr (à la mine) soit permis*", a indiqué dans un communiqué Centerra Gold, dont l'action a chuté de près de 8% vendredi à la Bourse de Toronto.

Après la coupure de l'alimentation électrique, la police a interpellé 92 personnes, selon le procureur général du Kirghizstan, provoquant la colère de milliers de personnes qui ont réclamé vendredi leur libération.

Environ 3.000 manifestants se sont rendus dans le village où se trouvaient les personnes arrêtées, bloquant les routes, occupant des bâtiments administratifs et retenant pendant quelques heures en otage un responsable régional.

Des heurts ont alors éclaté entre les manifestants et les forces de l'ordre qui ont usé notamment de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes pour disperser la foule. Celle-ci a lancé des pierres sur les policiers.

Selon un dernier bilan du ministère de la Santé, 55 personnes ont été blessées dans ces affrontements, dont 13 membres des forces de l'ordre. 72 autres personnes ont alors été arrêtées, selon le vice-Premier ministre Chamil Atakhanov.

L'Etat kirghiz a subi une "*perte de 1,4 millions de dollars*" (environ 1 million d'euros) à cause de la coupure de l'alimentation électrique de Kumtor, a affirmé le gouvernement, en soulignant que la production dans les mines stratégiques comme celle-ci ne devrait pas s'arrêter pour une minute.

"*Tous les organisateurs de la manifestation pour Kumtor seront punis sévèrement par la loi. Je garantis cela en tant que président*

du pays," a déclaré M. Atambaïev avant de signer son décret.

"*Nous ne permettrons pas et ne les laisserons pas ruiner et enterrer le pays*", a-t-il ajouté.

Située à 4.000 mètres d'altitude, près du lac Issyk Koul, la mine est l'une des plus élevées au monde. Depuis plusieurs mois, les habitants manifestent aussi contre son impact négatif sur les écosystèmes très fragiles de cette région. AFP 31.05

4- Palestine

Six charniers datant du soulèvement palestinien de 1936 et de la Nakba de 1948 ont été découverts dans le cimetière de Jaffa, a rapporté mercredi Fondation Al-Aqsa pour la dotation et le Patrimoine, mettant à jour des centaines de corps de Palestiniens massacrés par les gangs sionistes.

« *Lors des travaux d'entretien et de réparations du cimetière [Kazkhana], nous avons découvert des parties meubles dans le sol où nous avons trouvé des charniers ... avec des centaines de squelettes et de restes humains des rebelles, des martyrs et des civils qui ont péri au cours de la Nakba* », a rapporté le responsable du Mouvement islamique à Jaffa, le cheikh Mohammed Najem.

La fondation a pu dater les restes des victimes, tuées dans la guerre de 1948, qu'il s'agisse d'attentats à la bombe et de bombardements de quartiers résidentiels, ou de meurtres perpétrés par des tireurs isolés situés autour de la ville, selon le rapport.

« *Le cimetière Kazkhana a confirmé les faits historiques qu'Israël a essayé de cacher et d'effacer durant plus de 65 ans, concernant les massacres commis par les gangs sionistes lors de la Nakba palestinienne en 1948*», peut-on lire.

« Ces charniers ont levé tous les doutes sur la véracité des témoignages oraux recueillis par les historiens auprès des personnes qui ont vécu la Nakba de 1948 et sur les documents relatant la guerre et les massacres dans Jaffa et sa banlieue, » ajoute le rapport.

Certaines des témoignages faisaient état d'un grand nombre de cadavres éparpillés dans tous les quartiers de Jaffa, puis enterrés rapidement dans des fosses communes en raison des circonstances extrêmes qui prévalaient.

Le rapport cite un récit d'un témoin oculaire expliquant comment les habitants de Jaffa ont été forcés de transporter les corps au cimetière et de les enterrer dans des fosses communes, tandis que la ville étaient bombardée par les gangs sionistes.

« *La fondation continuera à mener des recherches et à tester scientifiquement les dépouilles ... et à envoyer des informations au monde entier pour faire savoir qu'Israël est construit sur les ossements du peuple palestinien* », a déclaré Abed al-Majid Ighbariya, responsables des données concernant les sites pris en charge par la fondation.

La Nakba, ou « *catastrophe* » fait référence à l'expropriation et à l'expulsion massive des Palestiniens de leur patrie par les bandes sionistes, en 1948. (30 mai 2013 - al-Akhbar) french.irib.ir 31.05

5- Syrie

Le FBI, cité par les médias outre athlantique a confirmé la mort de l'une ses espionnes, la dénommée Nicole Leen Mansfield, au cours de combats en Syrie. Née au Michigan, l'américaine s'était convertie il y a trois ans en Islam et mariée à un arabe , naturalisé dès lors américain. les employés du FBI ont rapporté la nouvelle de la mort de Nicole à sa famille. les proches de Nicole disent ne pas connaitre le nom de son mari qui s'est séparé de sa femme il y a quelques mois, juste avant que celle-ci parte pour la Syrie.

Selon Al Alam, l'Arabie saoudite envoie un grand nombre de leurs ressortissants ayant des tendances extrêmistes salafo wahhabites aux Etats Unis pour faire des études ou du commerce. Ces saoudiens une fois installés cherchent en général à se marier avec des américaines et à trouver une assise au sein de la société US pour répandre leurs pensées extrémistes. Cependant, les autorités américaines sont loin de réagir à ce phénomène en dépit de leur prétention de lutte contre l'extrémisme.

Jeudi trois espions étrangers, un britannique, une américaine et un non syrien à l'identité inconnue ont été tués à Idleb alors que les Etats-Unis disent vouloir parvenir à une solution pacifique de la crise syrienne. Les forces de l'armée syrienne ont découvert une grosse quantité d'équipements d'écoute et d'espionnage à bor du véhicule que les espions conduisaient. ces équipements étaient destinés aux terroristes. french.irib.ir 31.05

SOCIAL

1- Portugal

Au lendemain de la journée de protestation contre l'austérité, la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), principal syndicat portugais, a appelé à une grève générale pour le 27 juin, vendredi 31 mai. Cette décision intervient alors que le gouvernement a adopté, jeudi, de nouvelles mesures de rigueur destinées à compenser celles rejetées début avril par la Cour constitutionnelle.

Les syndicats entendent protester en particulier contre la suppression de 30 000 postes de fonctionnaires, l'allongement de leur temps de travail, qui passe de trente-cinq à quarante heures par semaine, et l'augmentation de leurs cotisations sociales. LeMonde.fr 31.05

2- Turquie

Au moins une vingtaine de personnes ont été blessées vendredi lors de l'intervention musclée de la police antiémeutes contre des centaines de manifestants qui campaient depuis quatre jours dans le centre d'Istanbul pour protester contre un projet d'urbanisation controversé.

De nombreux blessés gisaient inconscients après qu'une colonne de policiers a fait abondamment usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour déloger dès l'aube les manifestants du parc Gezi, à Taksim, centre névralgique de la rive européenne de la mégapole turque.

Parmi les manifestants, qui se sont mobilisés contre la démolition et le déracinement d'arbres par les autorités locales, deux ont été hospitalisés pour des blessures à la tête, a observé le photographe de l'AFP. L'un d'entre eux serait un journaliste, selon les médias turcs.

"*Ils pulvérisent du gaz sur tout le monde, comme si c'était du pesticide. Enfants, bébés, personnes âgées, touristes, plus personne ne compte*", a écrit sur le site de micro-blogging Twitter l'un des manifestants, sous le nom de "@blogcuanne".

Sur les réseaux sociaux, des milliers de personnes exprimaient déjà leur soutien aux manifestants stambouliotes qui, tous âges confondus, entendent dénoncer le projet d'urbanisation à cet endroit de la municipalité qui prévoit le déracinement de certains des 600 arbres qui constituent le poumon de cette partie de la ville.

Situé à deux pas de la place Taksim, où se déroulent traditionnellement les manifestations, le parc Gezi, construit en 1940, est grignoté par les hôtels de luxe érigés aux environs. Selon le projet de la municipalité, tenue par le parti islamo-conservateur au pouvoir, un centre culturel et un centre commercial, ainsi que des baraques militaires de l'époque ottomane reconstituées devraient y être construites.

Depuis lundi, lorsque des bulldozers ont fait irruption, des habitants de la ville, habitués du parc ou des militants écologistes, ont commencé à monter la garde, soutenus par des députés de l'opposition parlementaire, avec des escarmouches quotidiennes contre les forces de l'ordre, affirmant que les travaux sont "*illégaux*". Initiée par les écologistes et les urbanistes, la manifestation s'est petit à petit transformée en rassemblement contre le gouvernement et ses méga-projets de construction à Istanbul (nouveau pont sur le Bosphore, 3e aéroport international, etc...), avec la participation de nombreux militants de la société civile, à l'origine d'une "*plateforme Taksim*" sur les réseaux sociaux.

La municipalité d'Istanbul, première ville de Turquie avec ses 15 millions d'habitants, a assuré que les arbres déracinés seraient replantés ailleurs et que les travaux s'inscrivent dans le cadre du projet de rendre piétonnière la place Taksim, projet qui doit être achevé en juin. AFP 31.05

ECONOMIE

1- Suède

Le Fonds monétaire international a déploré vendredi que les ménages suédois remboursent leurs emprunts immobiliers si lentement qu'ils prévoient de le faire en moyenne sur 140 ans.

"*La stabilité financière serait [...] renforcée par une réduction constante des échéanciers de remboursement - qui dépassent en moyenne 140 ans*", a indiqué le FMI dans un communiqué à l'issue d'une mission en Suède.

Cette statistique avait été révélée en mars par un organisme gouvernemental, l'Inspection du secteur financier. Elle porte sur des emprunts considérés comme relativement sûrs, ceux où l'acheteur immobilier a eu un apport initial égal ou supérieur à 25% de la valeur du bien et verse des mensualités supérieures aux seuls intérêts.

D'après l'institution de Washington, le marché immobilier suédois est l'un des principaux risques pour l'économie du pays, aux côtés de la crise en zone euro.

"*Avec une dette des ménages montée au-delà de 1,7 fois le revenu disponible, une baisse soudaine et non négligeable des prix de l'immobilier pourrait avoir un effet sur la consommation et les banques, faisant monter le chômage et encore baisser l'inflation, et grimper le nombre de prêts non productifs et les coûts de financement des banques*", a souligné le FMI.

Le Fonds a donné des projections de croissance qui sont les mêmes que celles du gouvernement, à 0,1 point près. Il table sur 1,1% en 2013 et 2,3% en 2014.

En revanche, en matière de taux de change, il a contesté l'analyse du Premier ministre Fredrik Reinfeldt, qui a estimé à la mi-mai que la couronne était "*très forte*".

Selon les calculs du FMI, "*en termes effectifs réels, la couronne est toujours légèrement en dessous, mais près de ses fondamentaux à moyen terme*". AFP 31.05

A retenir : "*les coûts de financement des banques*"... Ils ont endetté les travailleurs sur plusieurs générations, très fort le "*modèle social*" suédois, il fallait y penser... Si l'emprunteur "*verse des mensualités supérieures aux seuls intérêts*" combien de fois il aura payé son habitation avant d'en devenir propriétaire ? Ils leur ont peut-être fait le même coup qu'aux Africains ou une variante...

2- Chypre

Les autorités chypriotes ont annoncé vendredi le gel de 5,3 milliards d'euros d'avoirs financiers appartenant à trois anciens dirigeants de la banque Laiki, liquidée le mois dernier dans le cadre du plan d'aide de 10 milliards de l'Union européenne et du FMI.

La décision de l'administrateur judiciaire chargé du démantèlement de Laiki (Popular Bank of Cyprus) vise l'homme d'affaires grec Andreas Vgenopoulos et deux de ses compatriotes, Efthimios Bouloutas et Kyriakos Magiras, précise la banque centrale dans un communiqué.

Tous trois ont siégé au conseil d'administration de Laiki, dont le dépôt de bilan s'est traduit par de lourdes pertes pour des milliers de déposants.

Andreas Vgenopoulos, président non exécutif de Laiki jusqu'à son départ du groupe fin 2011, a protesté dans un communiqué contre le gel de ses avoirs qui, selon lui, "*manque totalement de sérieux*".

La procédure vise aussi à empêcher une société d'investissement grecque, Marfin Investment Group (MIG), présidée par Andreas Vgenopoulos, de verser de l'argent aux trois hommes.

En janvier, MIG avait annoncé son intention d'intenter une procédure judiciaire contre l'Etat chypriote, lui reprochant de l'avoir lésé en nationalisant Laiki l'an dernier.

Andreas Vgenopoulos accuse Nicosie d'avoir causé la faillite de Laiki en acceptant en octobre 2011 le plan de restructuration de la dette publique grecque. Reuters 31.05

On retiendra. Tiens donc les magouilles de Goldman Sachs qui ont conduit à l'éclatement de la crise grecque seraient aussi la cause de la crise chypriote...

3- Inde

L'Inde a enregistré une croissance en 2012-13 de 5%, le pire résultat en dix ans de ce pays émergent qui vise le double pour pouvoir lutter contre la pauvreté, selon les données officielles publiées vendredi.

Un manque de confiance des investisseurs, une forte inflation et une faible demande des pays occidentaux expliquent le ralentissement de l'activité de la troisième puissance économique d'Asie, habituée depuis des années à d'insolents taux proches de 9%.

Pressée par le milieu des affaires, La Banque centrale indienne (RBI) a réduit en mai son principal taux d'intérêt, sa troisième baisse cette année, tout en prévenant avoir "peu d'espace" pour un nouvel assouplissement.

La RBI continue de garder un oeil inquiet sur l'inflation, qui a toutefois ralenti en avril, passant sous les 5% pour la première fois depuis 2009.

L'indice des prix de gros confirme la tendance suivie par l'indice des prix à la consommation qui reste élevé mais est également tombé en avril, passant sous la barre psychologique des 10%, à 9,39%.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2012-13, correspondant aux mois de janvier à mars, la croissance s'est encore effritée à 4,8% sur un an.

Elle est toutefois légèrement meilleure que celle du troisième trimestre (+4,5%).

Parmi la rafale de réformes annoncées l'an dernier par le Premier ministre, Manmohan Singh, certaines sont toujours bloquées par un parlement hostile, notamment la libéralisation du secteur de l'assurance et de l'épargne-retraite et une loi-clé simplifiant l'acquisition foncière.

Nouveau revers pour le gouvernement, l'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé ce mois-ci que l'Inde avait "*une chance sur trois*" de voir la note de sa dette souveraine tomber en "*catégorie spéculative*".

La note de l'Inde qui est de "BBB-" est déjà la plus basse des pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et son abaissement à la catégorie spéculative augmenterait le coût de l'emprunt de ce pays et l'investissement y serait considéré risqué.

L'OCDE a abaissé cette semaine ses prévisions de croissance 2013-14 à 5,3%, contre 5,9% précédemment.

Plus optimiste, le ministère des Finances table, lui, sur une croissance comprise entre 6,1% et 6,7%.

Si ces chiffres peuvent paraître élevés pour les pays occidentaux à l'anémique croissance, le gouvernement indien estime que la lutte contre la pauvreté ne sera efficace qu'après avoir atteint le seuil de 10% de croissance. AFP 31.05

Ils ne sont pas au bout de leur déconvenue, car ils ne doivent pas prendre en compte tous les facteurs. Ils bradent leur camelote pour trouver des acheteurs, ils la vendent à des clients à peine solvables, mieux, ils ont gonflé les ventes en proposant de partir avec une bagnole neuve et de commencer à la payer dans un an...

A part cela les prix continuent de flamber...

Haut de page

Le 2 juin 2013

CAUSERIE

Demain je mettrai de l'ordre dans la page d'accueil du site et je créerai les fichiers de juin, j'ai aussi rendez-vous au consulat de France. Je dois aussi acheter une télévision et j'attends le répérateur pour la machine à laver cette fois.

Il y a six mois elle ne vidangeait plus, un ressort bouffé par la rouille avait cassé. Mon beau-frère s'en était occupé, il l'a remplacé par un ressort qui était aussi rouillé et qui n'a pas tardé à péter à son tour, il ne s'en était pas vanté, je l'ai découvert en démontant la machine à laver, bien entendu j'avais payé pour un ressort neuf plus le déplacement ! C'est le beau-frère à qui j'ai prêté aimablement 90.000 roupies pour finir sa maison. Vous vous souvenez ce que j'ai écrit sur les rapports en Inde, agréables quoi !

J'écris cela pour dire que quoi qu'il arrive il faut garder sa conscience et ne rien changer, c'est tentant de devenir un salop ou de faire n'importe quoi dans la vie, ici c'est la règle, c'est naturel, ils n'ont jamais connu d'autres rapports, en France c'est différent. Je ne suis pas philosophe parce que je vis en Inde, je suis lucide et j'essaie de ne pas être injuste aussi, c'est souvent ce qui arrive quand on juge les autres, alors à bas les procureurs !

Toujours en forme comme vous pouvez le constater et un moral d'enfer ! J'espère que c'est communicatif...

Quelques réflexions, rédigées samedi soir et dimanche.

1- On fait mieux que le parti des 10.000, sans changer de drapeau ni programme, sans rien renier !

On a atteint 10.367 visites en mai, moins les miennes, 10.336, soit 334 par jour en moyenne. Vous avez téléchargé 20.381 documents, c'est énorme, bravo à vous ! Je mettrai demain dans le site une copie d'écran où vous pourrez le vérifier. Je crois que j'avais mis en ligne 170 nouveaux articles en mai.

Bon, il n'est pas dit qu'on tiendra au même rythme les mois prochains, c'était peut-être un mois exceptionnel ? On ne change rien, on va essayer de s'améliorer encore, on est le porte-parole de l'avant-garde de la classe ouvrière en France et en Europe qui se dresse contre le capital et ses institutions politiques. Reste à orienter son combat contre les institutions politiques nationales dans chaque pays pour les abattre.

Hier les manifestants à Lisbonne scandait "*révolution*", le mouvement mûrit, il faut s'appuyer dessus, l'encourager, l'aider à aller de l'avant. A Francfort hier aussi, sur la banderole en tête du cortège de la manifestation on pouvait lire, en anglais : "*Crisis demand decision : Let's choose communism - Stop crisis - End capitalism*". La crise nécessite des décisions : choisissons le communisme, stop à la crise, fin du capitalisme, je ne sais pas si c'était une manif de gauchistes ou d'altermondialistes, mais cette banderole pouvait nous convenir.

Et dire que nos partis hésitent à se réclamer du socialisme et du communisme, quand ils y font référence c'est en coup de vent, cela leur brûle la langue, à croire qu'ils se dépêchent de passer à autre chose pour se faire pardonner d'avoir commis un affreux péché, honte à leurs dirigeants !

Il ne suffit pas comme l'a fait Gluckstein de reprendre à la fin d'un éditorial la conclusion du *Manifeste du parti communsite* de Marx et Engels, faut-il encore dans la pratique quotidienne s'en montrer digne, appeler au boycott du dialogue social et de la conférence patronal des 20 et 21 juin prochains, rompre avec les appareils corrompus des syndicats, briser le consensus qui existe entre le gouvernement, le patronat et la totalité des syndicats, car nous ne sommes pas dupes, participer à cette conférence, c'est la cautionner, c'est légitimer son issue, tous les militants le savent. L'unité des appareils avec les appareils, on ne peut pas imaginer pire ligne politique.

Demain on ajoutera trois articles d'auteurs différents consacrés à la rupture avec l'euro. Mais aucun n'entend rompre pour autant avec l'UE et la BCE, encore moins avec le capitalisme, leurs analyses s'arrêtent en chemin parce qu'ils sont incapables de renouer avec le socialisme. Ils n'ont pas compris la nature de la crise du capitalisme ni même ses lois de fonctionnement ou ses contradictions qui conduisent infailliblement à son effondrement, à de nouvelles crises de plus en plus profondes et générales...

Je ne peux pas mettre ces articles en ligne maintenant car au moment de les formater en pdf mon ordinateur s'est bloqué, je dois l'éteindre et le rallumer, or c'est impossible pour au moins deux heures encore, je suis en train de télécharger des vidéos de concerts de Ted Nugent et cela prend des heures avec ma connexion merdique.

Rompre avec l'euro pour revenir aux monnaies nationales dans le cadre du Système monétaire européen, ils n'ont rien trouvé de mieux, comme si avant l'entrée en vigueur de l'euro c'était un vrai bonheur de vivre sous un régime capitaliste, pour certaines couches privilégiées sans doute, mais pour nous l'objectif c'est que pas un seul travailleur reste sur la touche ou ne bénéficie pas du progrès social, car, qu'il en reste un et demain ce sera des millions qui seront dans le même cas, on est en train d'en faire l'expérience, il faut donc être conséquent et en tirer les leçons, il faut exproprier les capitalistes et pour y parvenir il faut s'emparer du pouvoir politique, chasser du pouvoir tous les partis qui gouvernent et interdire à ceux qui les soutiennent de gouverner à notre place, seul un gouvernement des partis et des courants politiques combattant résolument au côté de la classe ouvrière pour le socialisme et issu de son soulèvement révolutionnaire sera à même d'appliquer un programme social et politique conforme aux intérêts de l'ensemble des masses exploitées.

Rompre avec l'euro pour simplement en revenir à la situation antérieure ne ferait que renforcer la concurrence entre capitalistes et exacerber les tensions entre Etats, augmenter le risque de conflits, de guerre... A l'opposé, le combat pour la rupture avec le capitalisme et instaurer une République sociale s'inscrit dans la perspective d'une fédération des Républiques sociales d'Europe qui seule garantira la paix.

On poursuivra plus tard sur ce sujet car c'est important. Si les entreprises ne sont pas compétitives face aux Chinois par exemple, par quelle miracle le seraient-elles en échangeant l'euro pour le franc, en dévaluant, en faisant payer cette dévaluation aux travailleurs ?

Pour ainsi dire le système capitaliste se présente à l'échelle mondiale sur deux niveaux différents incluant des coûts de la main d'oeuvre différents, priviligier l'un contre l'autre revient à faire payer aux travailleurs de l'un les avantages que vont en retirer les autres, on ne peut pas marcher dans une telle combine, il faut admettre que le capitalisme est au bout du rouleau et qu'il doit disparaître, qu'on soit un ouvrier chinois, mexicain, américain, français ou tunisien, on a le droit au même traitement social, à la même dignité. Pour combattre efficacement le capitalisme il faut en avoir une vision globale, mondiale, sinon on risque de se comporter en colon ou en réactionnaire.

2- Ce qui a changé avec Internet.

Avant on disposait des médias nationaux que la plupart des travailleurs et des militants ne lisaient pas, la radio et la télévision qui diffusaient en boucle la propagande officielle, les partis qui sortaient leur hebdomadaire qui servaient à justifier leur politique, accessoirement des revues théoriques paraissaient qui servaient le même dessein dogmatique.

La théorie était pour ainsi dire couper de la réalité, ses auteurs avaient eu cent fois l'occasion de malaxer ce qu'ils allaient nous servir avant de livrer leurs épreuves, qui comme par hasard ressemblaient comme deux gouttes d'eau à ce qu'on avait lu auparavant une multitude de fois sous leurs plumes.

Maintenant, il est possible de la confronter immédiatement avec la réalité, d'en vérifier le bien-fondé, et là comme par enchantement nos théoriciens se sont volatilisés, leurs articles sont aussi plats que ceux des chroniqueurs des médias officiels, on y cherchera en vain un début d'analyse débouchant sur une perspective politique.

Nous, c'est ce qui nous intéresse particulièrement, comme quoi nous ne vivons pas dans le même monde ou nous ne poursuivons pas les mêmes objectifs politiquesapparemment, nous en raffolons, car il n'y a rien de plus gratifiant pour un militant ou un travailleur que parvenir à comprendre sur le champ ce qu'il est en train de vivre et de pouvoir en faire profiter ces petits camarades. Quelque part c'est justifié, car on a l'impression d'être mieux informé ou d'être moins idiot, d'être plus conscient que la moyenne, de tenir en main notre destin ou de pouvoir agir dessus, ce n'est pas rien quand on y réfléchit un peu, cela aide les travailleurs et les militants à avoir davantage confiance en eux. Et puis, il sera beaucoup plus difficile de nous manipuler, de subir l'idéologie dominante que distille à longueur de temps médias et partis.

Notre objectif n'est pas d'avoir raison à tout prix, il n'y a que les minables et les manoeuvriers pour lesquels c'est une préoccupation, non, notre objectif est que chacun puisse se saisir de la méthode d'analyse que nous utilisons pour se faire ses propres convictions, je n'ai jamais demandé à quiconque de partager mes analyses ou mes conclusions, cela ne m'intéresse pas, que chacun progresse à son rythme en fonction de son expérience et de ses capacités, tel est notre seul objectif. Après que l'on soit d'accord ou non, c'est une autre question, cela se discute, selon la même méthode, sans contrainte, librement, c'est la seule manière d'avancer ensemble.

En abordant l'actualité en temps réel, c'est sur le champ que l'on peut vérifier la validité de notre théorie, nos analyses, nos positions, cela ne pardonne pas, chaque erreur est sanctionnée immédiatement et personne n'y coupe, tout le monde en est témoin, c'est terrible pour les imposteurs, les charlatans ou les aventuriers, ils sont démasqués pour ainsi dire avant d'avoir commencé à nuire, plus ils communiquent, plus ils s'enfoncent.

C'est s'exposer et prendre un grand risque que de s'exprimer ainsi quotidiennement comme je le fais également, surtout que mes moyens sont extrêmement limités, c'est un défi que je relève qui révèle mes faiblesses, peu importe, on en a tous, ce qui compte ce sont nos qualités, d'ailleurs elles passent inaperçues et tout le monde s'en fout, moi le premier, je parle aussi bien de mes faiblesses que mes qualités, l'essentiel est ailleurs franchement, ce n'est pas l'avis de tout le monde assurément, entre ceux qui évitent de se livrer à ce genre d'exercice et ceux qui en raffolent aveuglés par leur propre ego ou mégalomanie, qui se piègent eux-mêmes comme Mélenchon par exemple.

En conclusion, le résultat est positif puisque cela permet de mettre la théorie ou la méthode du marxisme à la portée de tous quotidiennement, cela ne peut qu'aider chacun à interpréter le monde librement, en toute indépendance de l'Etat et ses médias, ses partis. Les militants en feront un bon usage lors de leur intervention dans la lutte des classes.

3- Il y a une semaine j'ai eu une conversation essentiellement politique de 45 minutes avec mon ex-épouse, très intéressante ou instructive pour mon combat puisqu'elle a confirmé pratiquement à la virgule près l'appréciation que je portais sur la situation en France, principalement sur l'état d'esprit des travailleurs en relation avec leurs conditions d'existence et la manière dont ils les vivaient. Je ne dirais pas que cela m'a réconforté, mais c'est toujours utile de savoir qu'on ne s'est pas fourvoyé.

4- La mission d'un journaliste, c'est d'informer, or pour la plupart ce serait plutôt de se conformer aux besoins (ordres) de la classe dominante de telle sorte que les informations qu'ils nous délivrent sont au mieux tronquées, déformées, au pire fabriquées (Le Monde sur la Syrie par exemple dernièrement), indignes de confiance, il faudrait boycotter les médias nationaux. Ils se sont transformés en outils de propagande au service de l'oligarchie financière qui tient les cordons de la bourse. C'est l'un des facteurs essentiels sur lequel elle compte pour instaurer sa dictature mondiale.

J'ajouterai demain un article qui relate l'assassinat ces derniers jours d'une journaliste de la télévision syrienne par les djihadistes de monsieur Hollande.

J'ai failli mettre en ligne un article de Wikistrike qui reproduisait une info du portail de Jovanovic, vous savez le très sérieux journaliste économique qui croit aux anges, en le relisant rapidement je me suis aperçu que ce qui étéit présenté comme un scoop n'avait qu'une valeur toute relative et qui plus est incomplète, à savoir que la Fed avait encore injecté 1.000 milliards de

dollars dans les banques et le marché sans qu'on sache quel jour précisément, entre nous me suis-je dit, 1.000 milliards de dollars qu'est-ce que c'est, un pourboire à côté des 15 ou 20.000 milliards de dollars qu'ils ont déjà déversé dans l'économie pour en fausser les règles ou plus encore, on ne sait pas très bien puisque les infos nous arrivent au compte-gouttes parfois des années plus tard. Bref, je me suis dis que cela valait pas le coup.

5- La radio francophone iranienne avec laquelle j'ai eu un échange de courriels et dont je mets régulièrement en ligne des articles m'a demandé mon adresse postale pour m'envoyer un cadeau, je ne plaisante pas. Je leur ai transmis l'adresse de mon site donc ils savent à quoi s'en tenir à propos de mon engagement politique. Ne m'attendant pas à recevoir un tel courriel, j'en ai informé un journaliste qui les connaît bien qui m'a répondu qu'il n'y avait rien de compromettant là-dedans. Je vais leur donner l'adresse de mon épouse en France et je vous tiendrais informer par la suite. Si un jour je suis expulsé d'Inde et persona non grata en France, j'irais immigrer en Iran ou en Syrie ! C'est mon côté provocateur et curieux à la fois. Mes adversaires pourront dire que je roule pour les mollah à défaut de rouler pour l'UMP !

6- Il n'était pas possible de traiter la dernière polémique entre Mélenchon et Hollande sans faire le lien entre différents facteurs et rapports, c'est d'ailleurs indispensable pour analyser la plupart des questions que nous avons à aborder quotidiennement.

La difficulté consiste à cerner qu'on n'est pas en présence d'un processus logique où tous les éléments s'imbriqueraient mécaniquement ou interviendraient selon un programme bien établi, ils sont au contraire soumis à des contraintes en perpétuelle évolution qui leur donnent un caractère aléatoire, mais dont l'ordonnancement importe peu puisqu'elles finissent toujours par répondre à la même obligation ou servir la même cause. Vrai dilemme et fausse contradiction se côtoient au point de les confondre, les différents acteurs s'employant à brouiler les pistes pour qu'on s'y perde et que la trace de leurs véritables intentions s'estompent ou demeurent invicibles, obscures, inaccessibles.

Il faut se demander qui est qui, quelle est sa véritable nature, quelles sont ses positions sur l'UE, l'euro, le capital, les institutions, le socialisme, quelle position a-t-il adopté à telle ou telle occasion, quels rapports entretient-il avec tel ou tel acteur, dirigeant, parti, telle ou telle institution, qu'est-ce qui détermine une mesure politique, en réalité tout ramène à des questions économiques mais pas seulement, il existe un va et vient permanent entre l'économie et la politique, c'est ce qui rend si difficile la compréhension de ce qui est en train de se passer, un jour c'est l'un qui domine ou sert de tremplin pour atteindre un objectif, un jour c'est l'autre, pour comprendre à quoi tout cela rime il faut avoir en tête leur objectif final, sinon c'est impossible de relier tous les facteurs et rapports entre eux, d'en déterminer l'orientation.

Prenons le cas de Hollande, quand on fait l'ENA ou une grande école c'est pour servir l'Etat ou le capital et non pour les combattre, l'ombre d'un doute n'est pas permis sur ses réelles intentions. Un militant du PS qui entend s'élever dans la hiérarchie de ce parti, détenir des mandats, devenir un élu, un député ou un sénateur, un ministre, président de la République, sera amené à cautionner et servir docilement le régime en place, il a pu être un militant ouvrier les premiers jours, puis il a cessé de l'être pour priviligier son ambition personnelle, s'il a fait des études et qu'il souhaite faire carrière dans ce parti, il envisera d'occuper une fonction qui lui procurera un statut social et une rémunération équivalente à ceux que lui aurait procuré un poste dans une administration ou une entreprise privée, on observe ici que ses préoccupations sont devenus au fil du temps ou très rapidement très éloignées ou étrangères à celles qu'ils avaient en devenant militant, de la cause du socialisme qui pour lui est devenue secondaire ou plutôt qu'il a abandonnée puisqu'il se destine à servir le régime en place dont dépend entièrement son mode de vie.

Dès lors qu'on tire partie personnellement de son activité politique, qu'elle nous procure des avantages en nature ou financier, le plus souvent les deux, elle prend le dessus sur notre engagement politique qui change alors de nature. On est devenu un affairiste ou un vulgaire bureaucrate. Ensuite, il nous faudra gérer cette contradiction plus ou moins habilement, on devra employer toute la panoplie de l'hypocrite pour se justifier et faire en sorte qu'elle n'apparaisse pas au grand jour. Un glissement sémantique progressif ou brutal accompagnera ce processus en conformité avec ce qu'on est devenu, car il arrive un moment où l'on ne s'en cache plus vraiment, le socialisme ou la révolution, c'était à mettre au compte de l'insouciance de la jeunesse, depuis on a mûri, on a davantage pris conscience de la réalité, autrement dit, on se conforme à la société telle qu'elle est sans plus avoir envie de la changer, on ne le dira pas ouvertement mais c'est ce que cela signifie. Ces gens-là ont une conscience à géométrie variable, c'est l'élément d'ajustement structurel sur lequel il joue pour finalement ne satisfaire que leurs intérêts individuels.

Mélenchon est exactement dans le même cas, caricatural : un jour trotskiste, peu de temps après social-démocrate, par la suite ministre d'un président de droite (Chirac), ensuite le voilà flanqué des oripeaux du stalinisme, et pour finir, provisoirement, il se verrait bien Premier ministre d'un président de la République qui a des idées de droite selon lui, il a même été jusqu'à affirmer que Hollande était encore pire que Sarkozy, pour un peu il a loupé une occasion quand Sarkozy était le monarque de service ! S'il y a une constante ou un fil qui relie ces différentes étapes du parcours de Mélenchon, ce n'est certainement pas les idées ou les convictions qu'il avait adoptées puisqu'il n'a cessé de les brader au plus offrant, y compris l'Union européenne dont il est un des porte-parole en tant que député, mais bien ses intérêts personnels, sa petite personne.

Quant à l'Union européenne, on connaît parfaitement sa nature, on connaît un peu moins ses objectifs bien qu'elle s'en cache de moins en moins. Pour les comprendre il faut les replacer dans le contexte mondial sur le plan politique, à l'échelle du développement du capitalisme sur le plan économique. Son objectif est de spolier les masses exploitées de tout droit politique afin qu'elles ne puissent plus combattre pour des droits sociaux et qu'elles soient dans l'impossibilité de remettre en cause

le gouvernement mondial dont elle est un des maillons. Elle vise rien de moins que la fin de la lutte des classes qui coïnciderait avec l'instauration d'une dictature mondiale bâtie sur le modèle d'une monarchie absolue.

Et les contradictions du capitalisme, que deviendraient-elles, et le combat pour le socialisme quel contenu aurait-il ?

Je pense qu'on doit être assez peu à avoir pris conscience que la situation que nous connaissons aujourd'hui coïncide déjà avec le contournement à la fois des contradictions (lois de fonctionnement) du capitalisme à coup de dizaines de milliers de milliards de dollars, euros ou yen injectés dans l'économie ou le marché depuis 2008, et de la lutte des classes puisque le mouvement ouvrier est quasiment totalement gangrené ou étranger au socialisme, dès lors que ces deux facteurs déterminants sur lesquels repose la perspective du socialisme sont sous contrôle, on peut affirmer qu'ils ont réalisé d'importants progrès dans la réalisation de leur plan pour nous réduire en esclavage.

Dans ces conditions, c'est seulement l'irruption violente du prolétariat révolutionnaire sur la scène politique en France ou en Europe qui pourrait conduire à une inversion de la donne, encore faudrait-il qu'il soit en mesure de tirer un enseignement politique de chacune de ses expériences afin de renouer avec le socialisme et de se doter d'une direction marxiste révolutionnaire. C'est l'objet de notre combat.

On n'a pas le temps ici d'aborder le volet économique, cependant il y aurait énormément à dire encore, notamment sur l'UE et l'union transatlantique ou marché unique E-U- UE qui correspond à l'objectif de parvenir à un renforcement des monopoles, à une nouvelle concentration du capital, deux objectifs qui découlent ou qui coïncident, qui correspondent ou indiquent généralement qu'on aborde une situation de sortie de crise du capitalisme, alors que ce n'est pas le cas aujourd'hui, ce qui indiquent bien qu'ils comptent y parvenir en employant d'autres moyens, notamment grâce à la soumission du mouvement ouvrier qui collabore avec gouvernement et patronat à la baisse du coût du travail et à la liquidation de la législation du travail, des droits sociaux des travailleurs. Que cela permette d'augmenter la productivité et leurs profits, d'accroître l'exploitation des travailleurs est somme toute secondaire au regard de leur objecif final qu'il faut situer sur une échelle de temps plus longue que ce qu'on imagine habituellement, qui inclut une baisse importante de la population mondiale, on n'y pense d'autant moins qu'elle ne cesse d'augmenter, c'est aussi là un des obstacles majeur à la réalisation de leur plan qu'il leur faut essayer de gérer au mieux, facteur explosif en réalité. Les maîtres du monde visent une réduction drastique de la population mondiale à long terme réduite à 500 millions ou un millard d'habitants maximum, afin de réserver les ressources de la planète à la satisfaction de leurs seuls besoins sachant qu'elles ne sont pas illimitées. Réduire notre niveau de vie et nous réduire en esclavage s'inscrit dans cette perspective qui semble surréaliste, mais pourtant tel est bien leur plan.

Dans l'immédiat il leur faut gérer la contradiction qui existe entre la satisfaction des besoins de 7 milliards d'êtres humains et la monopolisation de l'essentiel des richesses au profit d'une poignée de privilégiés. Comme ils savent qu'ils ne peuvent pas s'émanciper des contradictions du capitalisme qui conduisent à son effondrement, ils tentent de le retarder tout en avançant sur la voie qui conduirait à l'instauration d'un gouvernement mondial, objectif qui s'il était atteint coïnderait avec l'extinction de ces contradictions qui leur empoissonnent l'existence. On assiste donc à une course de vitesse entre deux scénarios, l'un permettant à la classe ouvrière de parvenir au pouvoir et de reconstruire la société sur les bases du socialisme, l'autre conduisant l'oligarchie financière à imposer sa dictature sur le monde et à réduire le socialisme à l'état d'utopie.

ACTUALITE EN TITRES

Leur justice et les lampistes

- Des proches de Berlusconi accusés de prostitution de mineure - euronews.fr

Et pendant ce temps-là les affaires continuent...

- Plus de 1.000 morts en Irak en mai - LePoint.fr

Changer la société pour ne pas devenir sourd, fou !

- Halte au terrorisme du niveau sonore ! - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Quelque 9.000 manifestants selon les organisateurs, 3.000 d'après la police, ont défilé samedi dans le centre de Toulouse avant d'écouter un discours de Jean-Luc Mélenchon fustigeant le gouvernement et la finance. " *Vous n'avez pas d'autre horizon que la lutte*", a lancé le coprésident du Parti de Gauche aux militants qui avaient parcouru les artères du centre-ville à l'appel du Front de gauche «*contre l'austérité, la finance et pour la VIe République*».

Dans le défilé, où se remarquaient des bonnets phrygiens derrière des pancartes «*On va leur couper la tête*», «*Changer le système*» ou encore «*Marx ou crève*», flottaient des drapeaux du Front de gauche, du PCF ou du Parti de gauche. Jean-Luc Mélenchon, qui a pris la parole à la fin de la marche, a estimé que «*la crise était le résultat d'une politique organisée, voulue, délibérée*». 20minutes.fr 01.06

Heureusement qu'on a un "*autre horizon que la lutte*... pour la lutte : la chute du régime et la prise du pouvoir !

Avec un peu de bonne volonté, même que Hollande pourrait devenir un président de gauche, si, si, même que l'UE, l'euro et la BCE pourraient se mettre au service des travailleurs. La crise du capitalisme en fait, ce serait juste une question de bonne ou de mauvaise volonté de certains acteurs voyez-vous...

Comment avec de telles sornettes travailleurs et militants pourraient-il y comprendre quelque chose ?

2- Portugal

Cartons rouges, chants et sifflements ont marqué les manifestations contre l'austérité qui ont rassemblé des milliers de personnes samedi après-midi à Lisbonne et dans les principales autres villes portugaises contre les mesures d'austérité mises en oeuvre au Portugal depuis deux ans.

"*Basta!*", "*Troïka dehors!*" "*Gouvernement démission!*", "*Respect!*", avaient écrit sur des pancartes des protestataires, qui sifflaient et brandissaient des cartons rouges devant la représentation du Fonds monétaire international (FMI) à Lisbonne, sur l'une des principales artères de la capitale où la circulation automobile avait été coupée.

"*Troïka, gouvernement dehors!*", "*arrêtons cette politique!*", scandaient également les manifestants contre le programme de rigueur imposé depuis deux ans par la troïka des créanciers du Portugal, à savoir l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI, en échange d'une aide financière de 78 milliards d'euros.

Les protestataires, qui ont défilé à l'appel du mouvement apolitique "*Que se lixe a troika*" ("*Que la troïka aille se faire voir*") et de plusieurs collectifs de citoyens, ont également entonné "*Grandola Vila Morena*" : cet hymne de la révolution des oeillets, qui avait renversé en 1974 la dictature salazariste, est régulièrement repris pendant des manifestations contre l'austérité.

"*Je ne suis pas responsable de leurs erreurs. C'est injuste d'entendre ensuite que certains gardent leurs privilèges tandis que la population doit se serrer la ceinture!*", a confié à l'AFP Manuel Oliveira, agent de sécurité.

"*Il faut que ça cesse. Malheureusement, je crois qu'il ne nous reste plus qu'à faire la révolution. Ces manifestations n'y changeront rien*", a affirmé pour sa part une retraitée lisboète qui tenaient une pancarte réclamant le départ de la troïka.

Des représentants des principaux partis d'extrême gauche se sont également joints aux manifestants à Lisbonne.

"*Ce jour a une symbolique et une force particulières car il rassemble des pays européens, les peuples d'Europe, dans la lutte contre le chantage de la finance et la troïka*", a déclaré Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de gauche.

Arménio Carlos, secrétaire général de la CGTP, principal syndicat portugais qui a annoncé vendredi une grève générale pour le 27 juin prochain, a également défilé samedi dans la capitale portugaise.

A Lisbonne, il n'y a pas eu d'évaluations du nombre des manifestants, mais à Porto, la capitale du nord du pays, ils étaient près de mille, selon la police, et 3.000 selon les organisateurs, à battre le pavé contre l'austérité.

A l'instar des principales villes portugaises, des manifestation conte l'austérité ont aussi eu lieu à Francfort, à Madrid et dans plusieurs autres villes européennes. AFP 01.06

3- Allemagne

Plusieurs milliers de personnes -7.000 selon la police- participaient samedi à Francfort à une manifestation contre les politiques d'austérité en Europe, à l'appel du collectif anticapitaliste Blockupy, a constaté un journaliste de l'AFP.

La manifestation devait initialement s'achever par un rassemblement aux abords de la Banque centrale européenne (BCE) alors que le 1er juin marque le 15e anniversaire de la fondation de l'institution.

"*Nous voulons clairement dire que la politique de la banque centrale européenne et de la troïka, soumises à l'influence capitale du gouvernement fédéral, n'est pas la solution*", a affirmé à l'AFP Roland Süss, porte-parole de Blockupy, collectif réunissant syndicats et organisations de gauche, avant que le cortège ne se mette en mouvement. AFP 01.06

Les mots ont une signification.

La démission du gouvernement pour en mettre un autre à la place qui fera la même politique, ce n'est pas s'attaquer aux institutions, à la Constitution.

Dire que la politique de la BCE (et de la troïka) est mauvaise, cela n'est pas rompre avec la BCE, c'est juste faire pression sur elle pour qu'elle fasse enfin une bonne politique, comme si cela était possible, comme si cet objectif était compatible avec le combat pour le socialisme, évidemment non.

4- Turquie

En Turquie, la police s'est retirée ce samedi après-midi de la place Taksim dans le centre d'Istanbul. Le lieu a été rapidement envahi par des milliers de personnes. Il s'agit notamment de militants d'un parti d'opposition qui a appelé ses partisans à se rassembler là.

Depuis deux jours, les forces de l'ordre empêchaient l'accès à cette célèbre place du centre-ville.

Le lieu est symbolique car il se situe à côté du Parc Gezi, un espace de verdure menacé de disparition. Et c'est là qu'avaient débuté ce vendredi les manifestations qui ont dégénéré en heurts avec la police. euronews.fr 01.06

Haut de page

Le 3 juin 2013

CAUSERIE

Dimanche soir (2)

Les causeries (265 pages) et les articles de presse (52 pages) de mai sont disponibles au format pdf. (Acrobat Reader) Quel boulot de dingue !

Dimanche soir (1)

J'ai mis en ligne les trois articles sur la rupture avec l'euro dans la rubrique Economie et dans la rubrique Syrie à la date du 28 juin j'ai ajouté : *Yara Abbas, journaliste de la télévision syrienne assassinée par les "rebelles"* , en découvrant le visage de cette jeune femme qui semble si douce et innocente et la vie devant elle, je pense que vous serez comme moi et que vous aurez le coeur serré, c'est à mourir de tristesse, et pourtant nous sommes blindé et pas du genre à pleurnicher. A bas tous les régimes tyranniques qui soutiennent les djihadistes, à commencer par le régime français que nous vomissons !

On doit avancer sur cinq fronts simultanément :

1- celui social pour répondre à l'offensive en préparation du Medef flanqué des syndicats jaunes et vendus et soutenus par le gouvernement,

2- celui politique orchestré par PS dont le Front de gauche est le pendant,

3- celui économique qui consiste à répondre aux allégations farfelues d'économistes dont aucun finalement ne propose de

rompre avec le capitalisme,

4- celui international en soutien à tous les peuples qui combattent pour leur émancipation ou leur autodétermination, syrien en tête,

5- celui institutionnel en France, en Europe et dans le monde, le combat contre L'UE est inséparable à la fois du combat pour abattre la Ve République et contre l'établissement d'un gouvernement mondial dont l'union transatlantique ou marché unique est la prochaine étape programmée.

Ce devrait être la trame du programme d'action d'un parti révolutionnaire combattant pour le socialisme.

A ma modeste place, tout ce que je peux faire c'est d'aider à armer les militants pour mener ce combat à partir de leur parti respectif, chacun fait pour le mieux.

Lundi.

C'était déjà écrit, mais personne ne savait.

- Le PDG de Total prédit de nouvelles fermetures de raffineries - Reuters

C'est comme ce qui se passe en Grèce et en Espagne qui attend les travailleurs des autres pays, personne ne savait.

Ou encore, nos acquis ou droits sociaux conquis au cours de la lutte des classes, personne ne savait qu'ils seraient remis en cause un jour, personne n'a voulu considérer ce combat dans la perspective du socialisme, opposant la recherche de l'unité à tout prix à l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui a été abandonné en réalité, elle est là la source de l'opportunisme, chez les Lambert, Krivine, Laguiller.

Ils ont fait de l'amélioration immédiat du sort des travailleurs une fin en soi, bradant le contenu et l'orientation de leur combat qui n'avait plus rien à voir avec le marxisme, leur valeureux internationalisme et leur bonne conscience ne s'attardant pas sur l'origine des profits réalisés par les capitalistes français pour financer ces améliorations sociales. Il faut bien se mettre dans le crâne que l'économie mondiale fonctionne selon le principe des vases communicants, d'autant plus de nos jours où la division du travail internationale a été poussée à l'extrême dans tous les secteurs économiques.

Tout aura été fait pour ne pas élever le niveau de compréhension ou de conscience des travailleurs, ce qui va de paire avec l'incapacité de les organiser et de construire le parti, mieux, nos fameux révolutionnaires ont considéré que s'attarder sur ce facteur serait un handicap à leur lutte de classe, alors qu'en réalité en procédant de cette manière ils allaient faciliter celle de leur ennemi, au moment où les travailleurs avaient le plus besoin de comprendre ce que signifiait l'offensive sur tous les fronts de la réaction, période dans laquelle nous sommes, ils se trouveront totalement désarmés pour l'affronter.

Les capitalistes se sont servis des profits tirés de la colonisation qui n'a en réalité jamais cessé réellement pour corrompre le mouvement ouvrier et le prolétariat avec la complicité des syndicats et des partis ouvriers. Lénine l'avait relevé à la suite d'Engels et Luxemburg il y a près d'un siècle, donc qu'on ne vienne pas nous dire que ce serait un phénomène nouveau, imprévisible, contre lequel il était impossible de lutter. En réalité, ils s'y sont tous adaptés et ce n'est pas terminé. Que cette situation ait été inévitable, c'est un constat que formulait Lénine, sauf que rien nous obligeait de nous y adapter ou de nous en accommoder, toute la différence est là entre marxisme et opportunisme.

Nous ne mettons pas tout sur le dos de ces dirigeants ou de ces partis, nous disons simplement qu'ils n'ont pas été à la hauteur de la situation, qu'ils ont failli et qu'aujourd'hui nous en payons les conséquences dramatiques. Car qui pourrait faire confiance à de tels partis sachant qu'ils couvrent ou justifient les erreurs de leurs dirigeants, qu'ils refusent de les reconnaître et de modifier leur stratégie, leurs rapports avec les syndicats notamment ? C'est au cours de la même période citée plus haut qu'ils ont lié des rapports organiques avec les appareils de la CGT ou FO, pourquoi sont-ils incapables de rompre aujourd'hui avec eux, parce qu'ils sont aussi corrompus, on est tout de même en droit de se poser cette question, non ?

D'où provient l'attitude des intellectuels qui se disent de gauche, quel est leur modèle, qu'est-ce qui inspire leur analyse ?

Ils se disent : finalement on ne vit pas si mal que cela en régime capitaliste, il suffisait de procéder à quelques réformes et la vie serait belle... Ils calquent leur attitude sur les couches les plus favorisées de la classe ouvrières ou qui parviennent encore à s'en sortir, tout en observant que tous les partis sont cette longueur d'onde-là, franchement pourquoi envisager de changer la société puisque plus personne ne combat pour cet objectif, remisons le socialisme au musée des horreurs ou des utopies, on ne va tout de même pas se battre pour un objectif que tout le monde a abandonné...

On les comprend même si on ne partage pas leur conclusion, la responsonsabilité repose sur ses partis, le POI, le NPA

et accessoirement LO. Ne parlons pas du Front de gauche qui passe ouvertement son temps à soutenir le régime, il est déjà aussi grillé que Die Linke en Allemagne ou Syriza en Grèce.

ACTUALITE EN TITRES

A bas le racket de l'Etat !

- Des prostituées manifestent à Paris pour la dépénalisation du racolage - L'Express.fr

La mégalomanie galopante d'un nain.

- La France peut-elle devenir une puissance de l'Asie-Pacifique ? - LeMonde.fr

En famille. Faites tomber les masques. Aveu ou révélation. Trop poli pour être honnête !

- Désir: Hollande a salué le travail de Schroeder "*simplement par politesse*" - AFP

Une misérable manoeuvre pour rattraper le coup : trop tard !

La phrase entière qui ne laisse aucun doute après avoir affirmé que Hollande n'était pas Schröder, dès fois qu'on serait tenter de commettre l'horrible méprise de les confondre : "*C'était la moindre des politesses que quand même saluer le travail qu'il avait fait*", le sale boulot qu'il a fait quand on se place sur un autre terrain que celui du patronat, ce qui est impensable pour le PS, donc on persiste et signe: Hollande = Schröder, et Hollande=Sarkozy et Schröder= Merkel

Il faudrait dire à l'AFP d'éviter les fautes d'orthographe : Schröder.

Sur le front du gouvernement impérialiste.

- Hollande souligne "*l'impérieuse nécessité*" d'empêcher Téhéran d'avoir la bombe - AFP

Il faudrait commencer par démanteler l'arsenal nucléaire, biologique et chimique de la France.

- Invité du Grand Rendez-vous Europe1-i>Télé-Le Parisien, le ministre français des affaires étrangères a réitéré d'autre part l'opposition de la France à une participation de l'Iran à conférence internationale sur la Syrie.

Laurent Fabius a estimé dimanche que cette conférence qu'il a qualifiée de "*dernière chance*" pour le pays, pourrait se réunir en juillet et non mi-juin comme évoqué précédemment de source diplomatique. Reuters 02.06

Ils font tout pour la torpiller pour ensuite justifier une intervention militaire contre la Syrie...

Généreuse intention. Quand Fabius vole au secours des provocateurs et porte-parole de l'idéologie néo libérale

- Femen jugées en Tunisie: Fabius espère de la «*clémence*» - 20minutes.fr

Réactionnaire sur toute la ligne, normal.

Un aveu. Dites, la démocratie c'est quoi au juste ?

- Copé : "*A l'UMP, nous apprenons la démocratie, c'est assez nouveau*" - LeMonde.fr

N'en faites pas trop quand même ! Il ne serait pas un peu tard, à tout hasard ?

Intox. Parfois il vaut mieux s'abstenir.

- Bruno Le Maire lance un appel «*pour une révolution démocratique*» - 20minutes.fr Là, vous dérapez !

Parole de manifestants : Erdogan tête de Turc !

- Istanbul: «*Ce sont les arbres qui cachaient la forêt du ras-le-bol*» - Libération.fr

- Manifestations en Turquie : « *c'est devenu une guerre* » - Rue89

- Les manifestants turcs ne désarment pas - LeFigaro.fr

- Istanbul : "*Ce n'est que le début, notre combat continue*" - Le Nouvel Observateur

Vous avez dit affairistes, vendus, corrompus, non, sans blague ?

- Grande-Bretagne. Plusieurs parlementaires anglais accusés de corruption - Le Nouvel Observateur

Plusieurs parlementaires britanniques étaient dimanche 2 juin au coeur d'un scandale, après avoir été filmés à leur insu en train de proposer apparemment leurs services en échange d'argent, à des journalistes se faisant passer pour des représentants d'une entreprise privée. Trois membres de la Chambre des Lords ont été filmés en caméra cachée par le "Sunday Times" qui en diffuse des extraits, deux jours après une affaire similaire de trafic d'influence présumé touchant un député conservateur.

Le parti travailliste a suspendu dimanche deux des Lords impliqués, Jack Cunningham et Brian Mackenzie, tandis que le troisième, John Laird, du parti unioniste d'Ulster, a démissionné de son groupe parlementaire, en attendant les résultats d'une enquête.

Ces révélations s'ajoutent aux accusations visant le député Patrick Mercer, qui a démissionné vendredi du groupe parlementaire conservateur après avoir été filmé également à son insu, dans le cadre d'une enquête de la BBC et du "Daily Telegraph". Le Nouvel Observateur avec AFP 02.06

- France. Quand le lobby du tabac offre à des parlementaires un déjeuner à 10 000 euros - L'Express.fr

Le fabricant de cigarettes British American Tobacco (BAT) -Lucky Strike, Dunhill, etc. a récemment invité des parlementaires de droite comme de gauche à déjeuner. Montant de l'addition? 10 000 euros, selon le JDD. L'Express.fr 02.06

Conservateurs et travaillistes, droite et gauche, c'est bien la même famille, non ?

Coup tordu. Le Monde en connaît un rayon...

- Le ministre de la justice, Eric Holder, dans le collimateur des médias américains - LeMonde.fr

... il s'en fait le relais

- Le ministre américain de la justice soupçonné de faux témoignage - LeMonde.fr

Il faut être extrêmement prudent quand on analyse une info provenant des Etats-Unis, car Obama a conservé ou a nommé des républicains dans son équipe, dès lors il est évident que certains d'entre eux lui glisseront des peaux de bananes pour le mettre en difficulté sur certains dossiers où il traine les pieds, pour qu'il aille plus loin qu'il ne le souhaitait dans la direction voulue par l'aile néo conservatrice ou néo libérale, puisque finalement ils ont la même politique que les conservateurs qu'incarne Obama, ensuite tout est une question de degrès, d'opportunité...

Un scoop !

- Les Espagnols ne croient plus aux partis politiques actuels - Reuters

Pour parvenir à cette conclusion ils ont réalisé un sondage sur 600 personnes seulement, donc nous n'en rendrons pas compte.

L'Etat sioniste, une monstruosité en effervescence

- Israël, la ségrégation au quotidien ? - LePoint.fr

- Netanyahou condamne les actes racistes anti-arabes - LePoint.fr

- Le Liban va protester auprès de l'ONU après des survols israéliens - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi ce ne serait pas les assurances qui gèreraient la protection sociale ? Pour votre bien, bien entendu...

L'ancien numéro deux du Medef, Denis Kessler, critique les deux grands accords signés cette année par l'organisation patronale, la réforme du marché du travail et le sauvetage des régimes complémentaires de retraite, parce qu'ils vont augmenter de trois milliards d'euros les charges des entreprises.

Dans une interview aux Echos de lundi, publié sur le site internet du journal, le PDG du réassureur Scor justifie en outre son soutien à Pierre Gattaz pour la présidence du Medef et se défend de prôner une "*ligne*" dure hostile au paritarisme dans le dialogue social.

"*Les deux accords signés par le Medef depuis le début de l'année sur l'emploi et les retraites complémentaires se traduisent par environ 3 milliards d'euros de charges supplémentaires sur les entreprises*", déplore-t-il, pour ajouter :

"*Et malgré des cotisations très élevées, l'Unedic, l'Agirc et l'Arrco auront accumulé au moins 25 milliards d'euros de déficits de 2009 à 2013 ! Où est le plan d'action du Medef pour redresser ces organismes paritaires ?*"

"*Cessons d'être frappés de bipolarité : se plaindre des charges sociales et accepter de les augmenter, condamner les déficits publics mais laisser filer les déficits des organismes paritaires ! Si l'on ne parvient pas à les redresser, il faut confier leur gestion à d'autres*", poursuit Denis Kessler.

Interrogé sur ceux qui lui reprochent son hostilité au dialogue social, Denis Kessler répond qu'il a signé "*plus de cent accords sociaux*" dans le cadre de ses responsabilités, mais ajoute aussitôt : "*Ceci dit, c'est dans l'entreprise que le dialogue social est le plus responsable et utile.*"

L'ancien président de la Fédération française des sociétés d'assurances réclame d'autre part que les assureurs soient davantage associés aux négociations en matière d'assurance vieillesse, d'assurance-chômage et d'assurance-maladie car ils "*savent gérer ces risques sans générer des déficits insoutenables*." Reuters 02.06

Non, ils affichent des profits insolants tandis qu'ils rackettent les assurés, les assurances sont des institutions du type brigandage...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Le bras de fer entre le président et le pouvoir judiciaire se renforce en Egypte. La Haute cour constitutionnelle a invalidé ce dimanche la chambre haute du parlement, la Choura, en jugeant non constitutionnelle la loi ayant régi son élection. La Choura est largement dominée par les islamistes.

"*La Haute cour constitutionnelle a exprimé un jugement historique en statuant que la chambre haute a été élue illégalement, estimait Hamdi el-Fakharany, avocat et ancien membre du parlement. Maintenant le Président doit la dissoudre.*"

"*Aujourd'hui la Cour Constitutionnelle a fait preuve de courage, malgré les pressions exercées par le groupe qui gouverne l'Egypte*", a ajouté Wael Hamdy Al-Said, un autre avocat en parlant des Frères musulmans. La Choura ne devrait être dissoute qu'une fois que le nouveau parlement sera élu. Les prochaines législatives sont prévues en octobre.

Ce dimanche, la Haute cour constitutionnelle a également jugé illégale l'Assemblée constituante dominée par les islamistes qui avait rédigé la constitution approuvée par référendum en décembre. euronews.fr 02.06

2- Turquie

Les manifestations contre le gouvernement turc ont continué jusqu'au petit matin ce dimanche. Ici, à Ankara, la capitale, des centaines de personnes ont allumé des incendies dans le quartier de Tunali.

En moins d'une semaine, 1700 personnes ont été arrêtées et 235 manifestations ont eu lieu dans 67 villes de Turquie, a annoncé ce dimanche le Ministère de l'Intérieur turc.

A l'évidence, il n'est plus seulement question d'arbres. Les enjeux ont grossi. "*Bien sûr, le parc est devenu un symbole, analyse Yasar Adanali, activiste spécialiste des questions urbaines et auteur du blog Reclaim Istanbul. Mais c'est un symbole accessible à beaucoup de gens. Un arbre, ça peut parler à tout le monde. A un islamiste de gauche, à un libéral, à un environnementaliste*".

A ce symbole premier, se sont greffés divers éléments : l'exaspération suscitée par la politique de la ville, néo-libérale, pratiquée par le gouvernement.

Alors qu'en trois jours, les manifestations se sont étendues à travers le pays, comme ici à Izmir, l'opposition de gauche nationaliste a accusé le Premier ministre de se comporter en dictateur. Au pouvoir depuis dix ans, Recep Tayyip Erdogan reste l'homme politique le plus populaire de Turquie. Le Nouvel Observateur et euronews.fr 02.06

3- Syrie

3.1- La Russie a bloqué samedi au Conseil de sécurité des Nations Unies une déclaration proposée par le Royaume-Uni, qui s'alarme des affrontements meurtriers dans la ville syrienne de Koussaïr, à la frontière avec le Liban, où la rébellion est assiégée par les forces fidèles au président Bachar al Assad.

Londres, qui préside le Conseil de sécurité, souhaitait exprimer "*les graves préoccupations à propos de la situation à Koussaïr, en particulier les conséquences sur les civils*" des combats entre les soldats syriens, soutenus par les combattants du Hezbollah libanais, et les rebelles.

La déclaration aurait en outre appelé les deux camps "*à faire leur possible pour éviter de faire des victimes parmi les civils*", et demandé au gouvernement syrien en particulier "*d'assumer ses responsabilités sans la protection des civils*".

Un diplomate a expliqué que pour Moscou, "*il n'est pas souhaitable de s'exprimer, alors que le Conseil de sécurité ne l'a pas fait lors de la prise de Koussaïr par les opposants*". Reuters 02.06

3.2- Plus que jamais, le conflit syrien prend une tournure sectaire. Le cheikh Youssef al-Qardaoui, un dignitaire sunnite très influent a lancé samedi sur internet un appel à la guerre sainte en Syrie, en réponse à l'engagement du Hezbollah, qu'il appelle le "*parti de Satan*".

Au Liban voisin, où les élections législatives viennent d'être reportées de 17 mois officiellement en raison de la situation sécuritaire, les tensions sont croissantes entre chiites et sunnites.

"*Nous avons combattu dans les rangs du Hezbollah, nous avons résisté à l'armée israélienne. Mais maintenant nous nous sommes rendus compte que l'armée israélienne est plus clémente que le Hezbollah envers les Sunnites syriens*." le cheikh sunnite Bilal Masri. euronews 02.06

4- Liban

Les pays du Golfe envisagent de prendre des sanctions contre le Hezbollah libanais qui poursuit son engagement militaire auprès des troupes gouvernementales en Syrie et interfère dans les affaires de la région, a indiqué le vice-ministre bahreïni des Affaires étrangères.

Ghanem al Bouainain a précisé que les six Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) considèrent la présence du Hezbollah en Syrie comme "*une intervention communautaire*".

Pour l'instant le CCG, organisation de coopération régionale, n'a pas discuté de l'éventualité de placer le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes, une mesure adoptée par Bahreïn la semaine passée.

La Ligue arabe et les Etats-Unis ont appelé l'organisation islamiste à retirer ses combattants de Syrie. "*Le conseil ministériel (du CCG) condamne l'intervention téméraire en Syrie et décide d'envisager des actions contre tous les intérêts du Hezbollah dans les*

pays membres du CCG", a précisé le vice-ministre bahreïni.

Le CCG regroupe l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, Bahreïn, les Emirats arabes unis et Oman.

Bahreïn a interdit la semaine passée toutes les organisations politiques du pays d'engager des contacts avec le Hezbollah. Reuters 02.06

5- Libye

Le dirigeant du Conseil de la Cyrénaïque, groupe politique fédéraliste, a proclamé dimanche l'autonomie de cette riche région pétrolière de l'est de la Libye d'où est partie l'insurrection contre Mouammar Kadhafi en février 2011.

Ahmed Zoubaïr al Senoussi, cousin du défunt roi Idris renversé en 1969, n'a cependant aucun mandat officiel et on voit mal comment il compte mettre cette décision en oeuvre sur le terrain.

Le Conseil de la Cyrénaïque, fondé l'an dernier, plaide pour la transformation de la Libye en un Etat fédéral, où les provinces (Tripolitaine à l'ouest, Cyrénaïque à l'est et Fezzan au sud) seraient dotées d'une large autonomie comme c'était le cas dans les années 1950, sous la royauté.

À Tripoli, le Congrès général national (CGN), qui fait office de Parlement, a décidé de former une commission pour examiner la déclaration de Senoussi qui s'est engagé à mettre en place une Assemblée et une force de sécurité autonomes en Cyrénaïque.

"*À compter d'aujourd'hui, la Cyrénaïque est une région fédérale dans le cadre de l'Etat libyen*", a dit le chef du Conseil de la Cyrénaïque dans un discours dans la ville d'Al Marj. "*La Cyrénaïque va remettre en vigueur la Constitution de 1951 et aura un Parlement.*" Reuters 02.06

Il ne s'agirait pas à proprement parler d'une partition du pays, mieux encore, ce serait le retour aux concessions ou comptoirs du XVIIIe et XIXe siècle sous domination coloniale exercée par des multinationales qui pilleraient les richesses (le pétrole et le gaz) du pays pour le compte de leurs riches actionnaires : les banquiers.

Ces comptoires seraient administrés par des potentats locaux qui pour exercer leur pouvoir, s'appuieraient sur des milices privées armées, formées et encadrés par des instructeurs provenant de sociétés privées occidentales, qui auraient également en charge d'assurer la sécurité des installations pétrolières. Ce serait une sorte d'entité extraterritoriale conçue pour fonctionner selon ses propres lois comparable aux zones spéciales (industrielles) qui existent déjà dans bon nombre de pays... où aux paradis fiscaux.

6- Ethiopie

Quelque 10.000 personnes ont défilé dimanche à Addis Abeba dans la première manifestation antigouvernementale d'importance depuis les violences consécutives aux élections contestées de 2005 qui s'étaient soldées par 200 morts.

Certains manifestants scandaient des slogans en faveur de la justice tandis que d'autres brandissaient des photos d'opposants politiques emprisonnés.

La manifestation autorisée par le pouvoir était surveillée par des forces de l'ordre en nombre limité.

"*Nous avons demandé à plusieurs reprises au gouvernement de libérer les prisonniers politiques, les journalistes et ceux qui lui demandent de ne pas intervenir dans les affaires religieuses*", a déclaré Yilekal Getachew, président du Parti Semayawi, organisateur de la manifestation.

Il a précisé que les manifestants entendaient également attirer l'attention des autorités sur les questions du chômage, de l'inflation et de la corruption.

"*Si ces questions ne sont pas résolues et qu'aucun progrès n'est enregistré dans les trois prochains mois, nous organiserons de nouvelles manifestations. C'est le début de notre combat*", a-t-il ajouté.

Le Parlement éthiopien compte 547 élus mais un seul membre de l'opposition. Reuters 02.06

SOCIAL

1- UE

Le taux de chômage de la zone euro s'est établi à un nouveau niveau record en avril, à 12,2 % de la population active, selon les données publiées vendredi 31 mai par l'office européen des statistiques Eurostat. Quelque 19,37 millions de personnes étaient au chômage en avril dans les 17 pays de la zone euro, précise Eurostat dans un communiqué. En mars, le taux de chômage s'était établi à 12,1 % de la population active.

En un mois, 95 000 personnes sont venues grossir les rangs des chômeurs au sein de l'Union monétaire et environ 1,64 million en un an. Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage était à 11 % en avril, comme le mois précédent. Au total, 26,58 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE en avril. En comparaison, le taux de chômage était de 7,5 % en avril aux Etats-Unis.

"*Un retournement de situation n'est pas en vue, estime un analyste pour la banque ING.Même si la zone euro sort de récession plus tard cette année, le marché du travail risque lui de rester en dépression jusqu'à l'année prochaine.*"

La situation est particulièrement critique en Grèce et en Espagne, deux pays lourdement frappés par la crise, où le chômage touche plus d'un actif sur quatre et plus d'un jeune sur deux. Le taux de chômage s'est établi à 27 % en Grèce, où les dernières données disponibles datent de février. En Espagne, il est grimpé à 26,8 % en avril et au Portugal, troisième pays le plus violemment touché par le chômage, à 17,8 %.

Conséquence de la crise, la situation s'est fortement dégradée en un an dans les pays les plus fragiles, ceux de la périphérie : le taux de chômage a bondi de 21,9 % à 27 % en un an en Grèce, de 11,2 % à 15,6 % à Chypre, de 24,4 % à 26,8 % en Espagne et de 15,4 % à 17,8 % au Portugal. En revanche, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en avril en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,4 %) et au Luxembourg (5,6 %).

Le chômage des jeunes de moins de 25 ans, qui sera un des principaux thèmes du sommet européen de juin, était à 24,4 % dans la zone euro en avril, avec des pics en Grèce (62,5 %), en Espagne (56,4 %), au Portugal (42,5 %) et en Italie (40,5 %).
Dans l'ensemble de la zone euro, cela se traduit par 3,62 millions de personnes sans emploi dans cette catégorie d'âge. lemonde.fr 31.05

2- Italie

Quand les utopies de la 2è moitié du XIXè siècle refond surface ou la misère sociale autogérée en guise d'avenir. Ne rigolez pas, il y a des révolutionnaires au NPA qui prennent l'affaire très au sérieux.

- "*Considérés comme des rebuts de la société, nous nous sommes recyclés nous-mêmes*": en banlieue de Milan, des chômeurs laissés sur le carreau par la faillite de leur employeur occupent l'usine abandonnée pour y lancer une activité de récupération de composants.

Le projet de réappropriation de ce vaste site industriel laissé par feue la société Maflow, jadis prestigieux fabricant de composants de climatisation automobile, est illégal, mais toléré par les autorités et par le propriétaire des lieux, une société du groupe bancaire Unicredit.

Le site, après divers rebondissements, a définitivement fermé ses portes à la fin de l'année dernière après avoir licencié 330 personnes entre 2010 et 2012.

L'usine, la devanture bardée de banderoles revendicatrices, abrite à présent deux groupes: l'un, informel, dit "Occupy Maflow", à l'origine cet hiver de l'occupation de la fabrique, et l'autre "Ri-Maflow", qui a pris en mars 2013 une forme légale de coopérative sociale et travaille à sa reconversion en site auto-géré. Soit une cinquantaine de personnes au total.

Le projet, mûri depuis l'été 2012 au fil des luttes pour la préservation de l'usine, n'en est encore qu'à ses débuts mais sa principale activité tournera autour du recyclage et de la réparation d'appareils électriques et électroniques destinés à la casse. Une salle reconvertie en atelier accueille déjà des piles de vieilles tours d'ordinateurs, des monceaux de claviers jaunis et quelques outils.

Pour Michele Morini, 43 ans, ancien employé aujourd'hui membre de Ri-Maflow, la démarche du collectif est simple: "*Il n'y a pas de travail à l'extérieur, nous allons donc le concevoir et l'inventer nous-mêmes. Mais nous avons besoin d'un endroit, donc nous sommes revenus sur les cendres de Maflow*".

"*Chercher du travail coûte cher. Après deux ans de recherche, nous nous sommes dit qu'il fallait changer de stratégie. Nous espérons avoir la chance des débutants, réussir à concevoir quelque chose qui ait du sens, d'écologiquement utile, d'assez simple à lancer, et qui n'implique pas l'achat d'équipements coûteux*", souligne-t-il, insistant sur la "*dignité*" retrouvée grâce au travail.

"*La valeur ajoutée (du projet) est de ne laisser échapper aucune ressource: la planète à présent est à bout de forces. Les déchets sont des agglomérats de ressources qui doivent être ré-extraits et redistribués*", poursuit-il.

Le mouvement Ri-Maflow s'inspire librement des sociétés ouvrières d'aide mutuelle nées dans la 2è moitié du XIXè siècle pour pallier le manque de protection sociale, et dont les principes étaient "*solidarité, égalité et autogestion*". Il se revendique aussi des "*fabricas recuperadas*" d'Argentine, sites de production repris en main par leurs ouvriers après la crise financière de 2001 et pour certains légalisés depuis.

Le préfixe "Ri" fait référence au mot "*renaissance*" (rinascita) mais aussi à d'autres "*belles choses comme réutilisation, recyclage, réappropriation, révolution*", selon le site du mouvement.

"*Les perspectives sont bonnes*", affirme Pietro Calvi, 46 ans, lui aussi participant au projet. Selon lui, le renforcement attendu des normes européennes pour le recyclage de ce type de déchets risque de mettre en difficultés l'Italie, très en retard en la matière, et devrait donc favoriser l'entreprise.

Michele Morini balaye toute référence politique, mais plaide pour que son cas et celui des Ri-Maflow "*fassent réfléchir*" sur ce qui apparaît désormais comme une "*situation critique, où les voies normales, conventionnelles, banales n'offrent plus de réponse*".

"*Je n'aurais jamais pensé arriver à ce point. Je n'ai jamais été un révolutionnaire*", souligne-t-il, concluant: "*Même les modérés doivent emprunter des voies à la limite, risquées, qu'ils n'auraient jamais pensé devoir prendre: c'est très clair, soit ils le font, soit ils ne mangent pas*". AFP 02.06

ECONOMIE

Japon

Le Japon a annoncé samedi une aide publique de 10,6 milliards d'euros sur cinq ans pour l'Afrique, à l'ouverture d'une conférence dédiée à ce continent où la Chine, avide de matières premières, accroît considérablement sa présence.

Ce dernier a annoncé ce nouveau plan d'assistance devant une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement africains réunis à Yokohama (région de Tokyo) pour la cinquième conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (Ticad).

Sur ce total, a précisé Shinzo Abe, "*le Japon fournira 650 milliards de yens (environ 5 milliards d'euros) en cinq ans pour le développement des infrastructures*", insistant sur l'importance des "*couloirs internationaux*" de transports au sein du continent et sur l'amélioration des réseaux électriques.

D'après des chiffres évoqués à Yokohama, l'Afrique perdrait 2% de croissance par an du fait de ses infrastructures déficientes.

"*Lors de la dernière décennie, l'Afrique a connu un taux de croissance moyen de 5%*", a pourtant rappelé le président de l'Assemblée de l'Union africaine, le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn.

Mais ce développement "*a été surtout tiré par les exportations de matières premières*", a souligné M. Desalegn, pour qui "*cela doit changer dans les années à venir, à mesure que le continent diversifie son économie*".

Pour soutenir ce mouvement, il a espéré que les coopérations nouées ces dernières années aboutissent à des résultats probants en terme de construction et d'amélioration de ces infrastructures cruciales.

M. Desalegn a évoqué des "*partenariats*" engagés avec "*différents membres de la communauté internationale*", entre autres le Japon, mais aussi bien sûr la Chine dont la présence est devenue incontournable sur le continent, ainsi que d'autres pays émergents comme le Brésil et l'Inde. french.irib.ir 02.06

Haut de page

Le 4 juin 2013

CAUSERIE

Lundi soir

J'ai encore ajouté 17 articles.

Dans la Tribune libre : *Bas les pattes devant nos retraites ! Dirigeants syndicaux, boycottez la « conférence sociale » !* du Groupe marxiste internationaliste. (ex-CCI-T et Bolchevik)

Sans partager tout à fait l'orientation de cet appel, on peut s'y rallier. J'estime que s'il est correct de dire que les travailleurs doivent s'organiser et se mobiliser pour contraindre les appareils à refuser de participer à cette conférence, s'adresser directement aux dirigeants syndicaux n'était pas nécessaire, on s'en serait bien passer. On ne va pas faire les difficiles, à côté tous les partis ont abdiqué, on soutient donc cet appel.

Autre chose, perso.

Je connais le contenu du colis que va m'adresser la radio fancophone iranienne dont je mets des articles en ligne : une carte postale, un calendrier, un magazine et un drapeau, voilà qui est fortement compromettant, je le sortirai si un hindou orthodoxe me cherche ! C'est sympathique et je n'ai pas à faire de commentaire.

A propos de mes affaires personnelles, suite à la lettre de quatre pages dans laquelle je dénonçais les conditions dans laquelle mon épouse vivait à Aubagne, dans un logement HLM insalubre, elle vient de recevoir une lettre d'Habitat13 l'informant qu'à partir du mois de juin elle ne paierait plus de loyer, ce qui veut dire qu'elle devrait déménager rapidement, ils lui ont même remboursé la moitié du loyer de mai.

Ah c'est que je m'étais appliqué ! J'avais rédigé cette lettre dans la règle de l'art, j'y avais mis tout ce que j'avais, j'y avais passé un après-midi entier, mais qu'est-ce qu'elle était bien tournée, à côté mes causeries sont nulles, de vulgaires brouillons, c'est pour dire. Cela m'a rappelé mes lettres de motivation quand je cherchais du boulot, qui laissaient pantois ceux qui les lisaient, ils auraient crû du Zola, une fois piquée au vif leur curiosité, ils voulaient voir à quoi ressemblait le littérateur et neuf fois sur dix je décrochais le job ! Bon, ils ignoraient à quel emmerdeur ils allaient avoir à faire et j'en rigolais intérieurement.

C'est si rare d'être satisfait de soi-même, en ce qui me concerne, c'est un luxe qu'on ne peut pas s'offrir tous les jours, c'est comme l'ouvrier qui sort son costard uniquement pour les grandes occasions, c'est pour la bonne cause, je défends le droit de mon épouse d'être logée décemment, surtout dans sa situation, je rappelle qu'elle est d'origine indienne, lourdement handicapée et seule en France.

Bon assez bavardé, à demain.

Mardi 14h.

Actualisation partielle avec quelques nouveaux articles en ligne, politique, Syrie et Tribune libre, l'actualisation complète d'ici 1h30 ou 2 heures.

Dans cette pasge vous pouvez lire un article sur l'or, ce n'est peut-être pas votre tasse de thé et je peux le comprendre, par contre il est intéressant de comprendre la détermination qui animent les banksters qui se livrent à des manipulations monstrueuses en toute légalité évidemment.

Je n'ai pas pu m'empêcher de reproduire ici le commentaire que j'ai ajouté à la suite de cet article, car finalement cela m'a bien fait marrer, bon il n'y a pas de quoi puisque d'une certaine manière ils n'ont fait que reproduire à une échelle réduite le mécanisme qui avait entraîné la dépression d'octobre 1929 aux Etats-Unis.

Rapidement, ce que j'ai compris, c'est qu'il s'agit d'une formidable arnaque des faux-monnayeurs.

Ils ont mis sur le marché de l'or papier en quantité monstrueuse sans rapport avec les stocks d'or physique. Les acheteurs se sont rués dessus en pensant que c'était une valeur aussi sûre que l'or physique, on leur a vendu comme tel, le résultat a été de faire monter puis chuter le prix de l'or, tandis que les banques centrales rafflaient derrière l'or physique disponible à moindre coût.

Explication. Ce sont les banquiers eux-mêmes qui ont émis et acquis (c'est pratique !) une grande quantité de ces titres (or papier), ce qui a eu pour résultat de faire monter le cours de l'or histoire d'appâter le poisson avide de profits ou de bonnes affaires. Une

fois ferré et les clients se précipitant en masse pour en acheter, le cours a atteint des sommets. Puis ils ont sifflé la fin de la partie, ils ont revendu en masse leurs titres en empochant une grosse plus-value pendant que les cours chutaient brutalement laissant les détenteurs d'or papier avec leur bout de papier tout juste échangeable contre des dollars, les derniers servis étant les dindons de cette farce, puisqu'eux ils n'ont tiré aucun profit de cette opération, pire, ils y ont laissé leur chemise ! Bordel, je n'ai jamais foutu les pieds dans un casino, mais à côté quel ennui cela doit être, là au moins tu peux suivre le mécanisme par lequel tu vas te faire plumer !

Résultat : Les investisseurs jusqu'aux petits porteurs des classes moyennes se retrouvent avec des titres (or papier) qu'ils ne peuvent pas échanger contre de l'or physique, à la place les banquiers se destinent à leur fournir de la monnaie de singe, des dollars qui ne valent déjà plus grands choses et demain que dal ! Vous avez saisi l'arnaque, en échange de dollars on leur a servi un bout de papier, et à ceux qui s'en sont séparés ils ont donné... des dollars. C'est à n'y rien comprendre. Si, si, lisez la suite et vous comprendrez, certains ont tout de même réalisé un beau profit, mais l'essentiel était ailleurs.

Allez, mieux encore.

Derrière tout cela, il y avait autre chose, il s'est opéré un gigantesque transfert d'argent de l'économie réelle ou productive vers l'économie fictive ou spéculative et davantage encore, car l'or papier que les banquiers ont émis, il n'avait pas plus de valeur que les milliers de milliards de dollars qu'ils créent en faisant tourner la planche à billets et qu'ils injectent dans l'économie, par contre l'argent que leur ont versé les clients qui les ont achetés il ne tombait pas du ciel, ils ne l'avaient pas fabriqué la nuit dans leur cave ou leur garage, non, c'était les économies des petits épargnants qui travaillaient, des classes moyennes qu'ils dépouillaient ainsi. Du coup, la monnaie qu'ils avaient fabriquée avec la planche à billets et qui avait acquis la forme fictive d'or papier pour l'occasion et qui n'avait aucune valeur en acquièrait une par le biais de ce mécanisme, cette opération s'apparente donc à du blanchiment de fausse monnaie. Est-ce clair ?

Les marques de l'infâmie.

Carrefour (Tex), Auchan et Camaïeu ont refusé de participer au fonds d'indemnisation des 1.127 victimes de l'effondrement du Rana Plaza Savar près de Dacca au Bangladesh, alors que des vêtements portant leurs noms ont été trouvés dans les décombres, contrairement à l'anglo-irlandais Primark, l'espagnol El Corte Ingles, l'italien Benetton ou le canadien Loblaw. Ils estiment que la présence des étiquettes ne constitue pas une preuve. (source : Lexpress.fr 03.06

ACTUALITE EN TITRES

Cran d'arrêt à deux lames

- Fitch abaisse la note de Chypre d'un cran à "B-" avec perspective négative - AFP

- Le FMI réduit de moitié sa prévision de croissance en Allemagne - Reuters

Au menu de Goldman Sachs.

- Feu vert de Bruxelles au rachat du ketchup Heinz par Warren Buffett - AFP

- Sarkozy invité de marque de Goldman Sachs à Londres - Le Nouvel Observateur

Allez-y, faites-le, qu'est-ce qui vous retient ?

- Près d'un patron européen sur deux veut réduire ses effectifs - L'Expansion.com

Ah, c'est cela !

- L'Europe est menacée par un fort risque de troubles sociaux - Reuters

C'est un euphémisme !

Parce que votre société nous angoisse, nous donne la nausée ?

- "*Pourquoi consommez-vous du cannabis avant d'aller travailler ?*" - LePoint.fr

Un patron, quoi !

- "*Etre heureux au travail en vivant dans un esprit de pauvreté*" - L'Express.fr

L'esclavage des temps modernes.

- Comment l'Allemagne profite des taux de chômage astronomiques des pays d'Europe du Sud - Atlantico.fr

Un scoop !

- L'OIT dénonce la hausse des inégalités de revenus dans les pays riches - L'Expansion.com

Quand on sait quel niveau elles ont atteint aux Etats-Unis et que c'est le modèle néo libéral emprunté par tous les pays de l'UE notamment, on se demande de qui se fout cette agence de l'ONU à laquelle participent les syndicats.

A quoi sert l'OIT ? Organe de collaboration de classes à l'échelle mondiale, elle sert à accompagner le capitalisme et ses méfaits, ses constats ont valeur de fatalité puisque ceux qui les dressent sont justement ceux qui en sont responsables ou coresponsables, c'est son objectif politique.

Intox

- Parti socialiste: L'aile gauche veut réorienter la vision européenne du PS - 20minutes.fr

- A Londres, Nicolas Sarkozy laisse entendre qu'il est prêt à revenir en politique - LeMonde.fr

Vite, courrons nous réfugier derrière Hollande !

Dictature. Repérage, identification, fichage, écoute, inculpation préventive, liquidation...

- Le FBI ne pense qu'à mettre les internautes américains sur écoute - L'Expansion.com

Dictature mondiale et chasse à l'homme planétaire.

- Washington renforce les sanctions contre l'Iran, s'attaque à sa monnaie - AFP

A quand des sanctions contre la dictature américaine ?

- Les Etats-Unis offrent 23 millions de dollars pour retrouver ses ennemis - Libération.fr

C'est peu sachant combien ils sont nombreux, à commencer par les Américains eux-mêmes...

On n'y pense pas, mais le meilleur moyen de soutenir l'impérialisme américain, c'est encore de ne parler que de ses ennemis à l'extérieur en oubliant ceux de l'intérieur, comme si les masses américaines privées de droits politiques vivaient dans un pays idyllique

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Reculer pour mieux... t'enlacer. Tout jeu de mot serait déplacé et vulgaire.

- Transparence du patrimoine: les députés PS font reculer le gouvernement - L'Express.fr

- Quand Manuel Valls enlace Jérôme Cahuzac L'Express.fr

Jérôme Cahuzac, dont l'humanisme doit se situer à la hauteur de sa morale, c'est-à-dire au niveau du sous-sol des égoûts de

Paris, cela se passait au cimetière Montmartre, a participé à la cérémonie funèbre en hommage un ami intime, Guy Carcassonne. Il n'y avait que du beau monde à cet enterrement de premier choix, notamment Valérie Trierweiler, Edouard Balladur, Michel Sapin, Claude Bartolone, Dominique Strauss-Kahn, Jean-Louis Borloo ou Christiane Taubira, et évidemment Jean-Louis Debré, le président du Conseil constitutionnel, bref droite et gauche bras dessus bras dessous en famille au chevet d'un célèbre constiutionnaliste, ils se devaient d'être reconnaissant envers l'un de leurs pairs qui a passé sa vie à faire acte de soumission devant la Constitution de la Ve République.

Le bon chirurgien qui venait peut-être de perdre un client se tenait à part, seul dans un coin nous dit-on, sanglotant durant toute la durée de la cérémonie, comme c'est émouvant n'est-ce pas, jusqu'au moment où n'en pouvant plus devant tant de souffrance le ministère de l'Intérieur s'est jeté dans ses bras en l'enlassant et l'embrassant affectueusement nous dit le journaliste de L'Express.

Le 2 avril dernier, Manuel Valls avait déclaré sur BFM TV, "*ne plus avoir envie de parler*" à l'homme du compte en Suisse: "*Parce qu'il m'a trahi, parce qu'on se sent sale, parce que la démocratie a été bafouée*", deux mois plus tard c'est déjà oublié, envolé... Ainsi le ministre de l'Intérieur a autant ou encore moins de principes qu'un vulgaire voyou, voici ce dont il vient de faire la démonstration.

Ces gens-là n'ont aucune conscience, c'est ce qui caractérise le mieux le PS et ses satellites et alliés. Et quand il leur arrive d'en faire preuve, c'est pour témoigner par la suite qu'ils n'en ont pas, car chez eux ce ne peut être qu'un état d'âme passager, une sorte de faiblesse qui consiste en réalité à se pencher sur eux-mêmes ou à s'identifier passagèrement aux victimes d'injustices dont il ne faut jamais oublier qu'ils en sont aussi les complices.

Cela vaut pour les victimes des guerres, des discriminations envers toutes les minorités, etc. Nous les jugeons en nous plaçant sur un terrain de classe uniquement, pour nous c'est le seul qui est légitime car il incarne le combat contre toutes les inégalitées et injustices engendrées par le système économique qu'ils soutiennent ou dont ils sont les représentants.

Aux plus jeunes qui ne le savent et aux plus vieux qui sont devenus amnésiques ou qui ont une mémoire sélective.

Colonialisme, collaboration, racisme, antisémitisme, misogynie, homophobie, tapez donc ces mots (la liste n'est pas exhaustive) sur Google en y ajoutant le nom d'un parti et par exemple "dans le passé" ou au cours de telle ou telle période, avant, pendant ou après la guerre, vous serez surpris parce que vous découvrirez si vous ne le saviez pas déjà, d'ailleurs on découvre toujours des discours qu'on ne connaissait pas ou qu'on avait oublié, l'essentiel ensuite c'est de conserver en mémoire la nature et les tendances principales de chaque parti, ainsi vous serez fixés sur ce qu'ils sont réellement et ce que vous pouvez en attendre ou non, à vous de voir.

Sachez tout de même qu'un parti ne change jamais (en bien) ou ne s'améliore jamais, ce n'est que pure tromperie, seuls les alchismistes et autres illusionnistes prétendent le contraire, fiez-vous davantage à F. Engels, c'est un conseil d'ami. Ce n'est pas une question de morale, c'est être lucide.

A titre individuel, on peut évoluer ou même changer du tout au tout, à condition de ne pas tirer avantage personnellement de sa situation ou de l'idéologie qu'on a adoptée, sur le plan matériel, financier, du statut social, car dans ce cas-là il faut très souvent les abandonner et peu sont prêts à faire ce sacrifice. Ceux qui militent ou font de la politique ou du syndicalisme en vue d'y faire carrière sont irrécupérables, il faudrait qu'ils se retrouvent sur la touche et n'aient plus rien à perdre pour changer, c'est extrêmement rare, car généralement ils s'empressent de s'enquérir d'une situation qui leur accorde des privilèges comparables. Vous avez entendu dire un jour pourquoi peu de gens méritaient d'être connus...

Cela dit, il ne faut pas juger notre semblable (les autres travailleurs ou militants) qui n'est pas responsable des difficultés qu'il rencontre dans la vie et la manière dont il y fait face, nous ne sommes pas forcément tous solidement armés pour les affronter, loin de là même.

En complément, le beau parcours de monsieur Carcassonne.

- juriste français spécialiste du droit constitutionnel, professeur des universités en droit public à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense.

- membre du cabinet de Michel Rocard lorsque celui-ci était Premier ministre, comme conseiller aux relations avec le Parlement. Il a été son collaborateur au ministère de l'Agriculture (1983-1985) puis à Matignon (1988-1991)

- Son expertise a été requise par le gouvernement de Lionel Jospin et par le Mouvement des entreprises de France (Medef) sur des sujets délicats

- membre du comité directeur de l'Institut Montaigne (think tank néo libéral présidé par Claude Bébéar, groupe Axa) et du comité de rédaction de la revue Pouvoirs.

- En juillet 2007, il est nommé au Comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions, mis en place par le président de la République Nicolas Sarkozy.

- Contrairement à son collègue de l'IEP de Paris Olivier Duhamel, qui considère la Ve République comme viciée à la base et s'est rallié à l'idée de la création d'une VIe par révision constitutionnelle, Carcassonne défend la constitution de 1958 et considère qu'elle est suffisamment souple pour permettre toute évolution du système politique. (Wikipédia)

Le Pen en rêve, les sionistes l'ont réalisé.

- Israël va renvoyer des milliers d'immigrés érythréens dans "*un pays d'Afrique de l'Est*" - LeMonde.fr

Israël a annoncé dimanche avoir conclu un accord avec un pays d'Afrique de l'Est encore inconnu pour y envoyer des milliers d'immigrés clandestins eryhtréens entrés ces dernières années sur son territoire par sa frontière poreuse avec l'Egypte.

Selon la radio de l'armée israélienne, il s'agit d'un pays qui ne connaît pas de troubles et qui partage des intérêts communs avec Israël, qui pourrait être l'Ouganda, l'Ethiopie ou le Sud-Soudan.

Israël serait par ailleurs encore en discussion avec deux autres pays africains pour conclure des arrangements similiaires pour gérer le cas des immigrés soudanais.

Son modèle : le retour des Sud-Soudanais au moment de la déclaration d'indépendance du pays, en 2011. "*Tous ceux qui sont rentrés se sont parfaitement intégrés et ont même œuvré pour leur nouveau pays. Avec l'argent, les compétences et les connaissance qu'ils ont ramenés d'Israël, ils ont dynamisé l'économie*", a-t-il expliqué. "*Les Erythréens veulent gagner leur vie, et ils comprennent qu'ils ne peuvent le faire ici*", a-t-il ajouté pour défendre son initiative. LeMonde.fr 03.06

Nous avons bien lu que "*les Erythréens veulent gagner leur vie, et ils comprennent qu'ils ne peuvent le faire ici*", donc ils n'ont pas d'économies, mais ceux qui les ont précédés "*avec l'argent (...) qu'ils ont ramenés d'Israël, ils ont dynamisé l'économie*" de leur pays, on aura compris qu'ils s'en sont débarrassés sans se soucier de ce qu'ils deviendront par la suite et que cet argument n'était qu'un grossier mensonge.

Mieux encore, ils les ont vendus, oui vendus à certains Etats avec lesquels l'Etat sioniste avait passé des accords

En fait d'"*arrangements*" conclus avec certains Etats africains, en réalité un troc sordide, les sionistes ont procédé à un contrat de type commercial consistant à leur vendre les immigrés dont ils voulaient se débarrasser en échange d'une mane financière qui prendrait est-il précisée la "*forme de formation à l'agriculture, de prêts, d'assistance médicale et d'infrastructures dans le pays d'accueil*".

Vous croyez que ceux qui prétendent combattre l'extrême droite vont se saisir de cette info ? Allez voir le vérifier sur leur portail pour et vous serez fixé. Par la même occasion vous vérifierez qu'il y figure bien l'article sur 1.400 milliards de dollars que l'Europe à voler à l'Afrique, ce sont des champions de la lutte contre le racisme... Pour nous, elle commence par là.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police turque a lancé dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 juin des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants qui leurs lançaient des pierres à Istanbul et Ankara, au cinquième jour de la contestation contre le gouvernement turc. La même technique avait été utilisée plus tôt dans la journée contre les milliers de protestataires, pour la plupart jeunes et étudiants, réunis sur la place de Kizilay, centre névralgique de la capitale.

Les forces de l'ordre, très critiquées pour leur brutalité au début du mouvement, ont également tiré avec des balles en caoutchouc à Ankara, selon CNN-Türk. A Istanbul, elles cherchaient dans la soirée à déloger du quartier de Gümüssuyu (rive européenne) quelque 500 manifestants qui y avaient érigé des barricades et allumé des feux.

Dans les deux villes, d'autres rassemblements de plus grande ampleur se poursuivaient par ailleurs dans le calme malgré l'heure tardive.

Ces violences interviennent après les échauffourées qui ont éclaté dans la nuit de dimanche à lundi entre policiers et manifestants, dont certains ont incendié des bureaux du parti au pouvoir. Selon les médias turcs, environ 500 personnes ont été interpellées à cette occasion.

Partie de protestations contre un projet immobilier qui impliquait la destruction d'un parc au cœur d'Istanbul, la contestation s'est transformée en un vaste mouvement contre le parti le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) au pouvoir depuis 2002, après la répression brutale par la police des premières manifestations. Les manifestants reprochent à Recep Tayyip Erdogan son autoritarisme et l'accusent de vouloir "*islamiser*" la société turque.

L'une des plus importantes confédérations syndicales a annoncé lundi qu'elle appelait à partir de mardi à une grève de deux jours pour dénoncer le recours à la "*terreur*" par l'Etat contre les manifestants qui défient le gouvernement.

Marquée à gauche, la Confédération des syndicats du secteur public, qui revendique 240 000 adhérents regroupés dans 11 syndicats, a également estimé que la brutalité de la répression traduisait l'"*hostilité envers la démocratie*" du gouvernement islamo-conservateur au pouvoir.

A Istanbul, quelque 3 000 personnes ont défilé pour dénoncer le travail partial et la "*soumission*" des médias au sujet du mouvement de protestation. "*Presse vendue !*", "*on ne veut pas d'une presse soumise*", a scandé la foule devant les locaux du groupe de médias Dogus Holding, qui détient notamment la chaîne d'information en continu NTV. La timidité de leur couverture des événements est d'autant plus visible que les réseaux sociaux se sont massivement mobilisés dès vendredi pour relayer les appels à manifester dans tout le pays et dénoncer la brutalité des interventions des forces de l'ordre.

En Turquie, la presse écrite et télévisée est largement contrôlée par des conglomérats jugés proches du gouvernement. Seuls quelques journaux et chaînes de télévision affichent leur indépendance ou même leur opposition politique au pouvoir mais subissent, selon les organisations de défense de la presse, des pressions politiques et financières de sa part. lemonde.fr 03.06

"*Presse vendue !*", "*on ne veut pas d'une presse soumise*", cela s'adresse aussi au journal des banquiers, Le Monde... En fait on n'exige rien de ce journal, on dresse un constat, c'est tout.

2- Syrie

2.1- Le ministre syrien de l'information appelle le premier ministre turc, grand défenseur de la liberté d'expression, "*à respecter les revendications légitimes de son peuple*".

"*Le recours excessif à la force ne peut se justifier en aucune sorte . les manifestants turcs ne sont pas des terroristes et Erdogan a encore le temps pour empêcher que les chose se dégradent de façon irréversible*" a dit le ministre cité par Al Alam. Le ministre a demandé ensuité la libération des centaines de turcs emprisonnés ces derniers jours pour avoir pensé différemment et pas comme Erdogan. " *Il n'existe aucun justificatif pour que autant de manifestants pacifistes turcs soient arrêtés par les policiers. Il vaudrait peut-être mieux que Monsieur Erdogan s'en aille s'exiler à Doha!* ". Le Qatar et la Turquie oeuvrent ensemble à la destruction de l'Etat syrien. Un dernier bilan du ministère turc de l'intérieur de près d'une semaine de manifestation en Turquie fait état de 79 blessés et de 1700 arrestations. Human Rights Watch lui dresse un bilan plus lourd : deux morts, 1000 blessés, près de 2000 arrestations. french.irib.ir 03.06

2.2- Après la mort des dizaines de nosratistes dans la banlieue de Qusseir , l'heure est au bilan ! Le commandant du front terroriste d'Al Nosra dans la région de Qusseir s'avoue vaincu : " *tous les axes donnant accès à Qusseir sont tombées. Nous avions barricadé toute cette région depuis deux ans ; des tranchées, des tunnels souterrains, des milliers d'armes et de grosses quantités de munitions tout et tout nous les avons préparés à Qusseir. ... donc votre victoire, chiens d'alaouites, est folle et anormale ... insensée*".

"*J'ai déjà pris part à plusiuers opérations d'envergure en Afghanistan et en Irak . J'ai combattu Kadhafi (!!) mais je n'ai jamais vu des hommes d'une si ferme volonté, si détérminés qui viennent au combat sans peur ni crainte . Ils étaient décidés même à mourir avant nous et dès qu'ils sont arrivés à Qusseir, nos combattants ont déposé les armes et pris la fuite. Nous avons perdu le contrôle de la situation dès que les combattants du Hezbollah sont entrés en scène. Nous avions entendu des choses sur leur compte mais nous n'en croyions pas nos oreilles. J'ai fini par croire tout ce que j'avais entendu.*" Une dernière information fait état de la mort des dizaines de nosratistes à Bekaa et plus pércisément dans la région de Belbec. Ils sont tombés dans un guet apen tendu par les forces du Hezbolah alors qu'ils voulaient franchir les frontières libanais! french.irib.ir 03.06

SOCIAL

1- Allemagne

Amazon en Allemagne. Des centaines de salariés des sites de Leipzig et de Bad Hersfeld observent une grève de 24 heures pour réclamer de meilleurs salaires au géant américain du commerce en ligne. Emmenés par le syndicat Verdi, les grévistes demandent à la direction d'appliquer les mêmes conditions de travail que les autres entreprises de la distribution, ils souhaitent notamment une hausse du salaire de base et une revalorisation des primes de travail de nuit. Quelque 600 salariés avaient participé aux derniers mouvements sur ces mêmes sites, les 14 et 27 mai dernier. Amazon emploie environ 9 000 salariés en Allemagne. euronews.fr 03.06

2-Afrique du Sud

2.1- La guerre des syndicats miniers continue en Afrique du Sud malgré les appels au calme du gouvernement, faisant un mort et un blessé par balles lundi près d'un puits du groupe britannique Lonmin à Marikana, un an après les violences et les grèves qui avaient bouleversé le pays.

Un responsable du syndicat national des mines (NUM), proche du pouvoir, a été tué et un autre grièvement blessé lundi par des hommes armés dans cette mine de platine, point de départ l'an dernier d'un long mouvement de grèves sauvages pour les salaires dans tout le secteur minier.

La fusillade a lieu moins d'une semaine après un appel solennel du président sud-africain Jacob Zuma à éviter un nouvel embrasement social, notamment dans les mines, première source de revenus à l'exportation, alors que l'économie nationale connaît un inquiétant ralentissement.

Les mines contribuent directement et indirectement environ à 18% du PIB sud-africain. "*S'il faut déployer une force de maintien de la paix, nous le ferons dans tout le secteur minier*", a menacé lundi la ministre du Travail Mildred Oliphant lors d'une rencontre avec les syndicats.

Le NUM venait tout juste d'obtenir en justice un sursis pour garder ses locaux dans l'entreprise, bien que mis en minorité par une majorité du personnel.

"*Lonmin est horrifié par cette violence dénuée de sens*", a réagi le groupe britannique, qui a confirmé que les tireurs s'étaient attaqués aux locaux du NUM.

"*Nous appelons toutes les parties, en particulier les syndicats, à faire preuve de la nécessaire autorité et à condamner sans ambiguïté le meurtre et l'usage de la violence*", a ajouté Lonmin, qui a "*augmenté la visibilité de la sécurité sur tout son site*". Son action a chuté à Londres.

Selon Mxhasi Sithethi, coordinateur régional du NUM dans la province, "*il n'y a pas eu dispute avant (les tirs). Ils savaient qui ils cherchaient*", a-t-il ajouté à propos des meurtriers.

La première victime a reçu au moins deux balles dans la tête. Il a tenté de fuir, mais ses agresseurs l'ont pourchassé. L'autre syndicaliste blessé a été criblé de six balles dans le corps, selon la même source.

Interrogé par l'AFP pour savoir s'il soupçonnait un syndicat adverse, le secrétaire général du NUM Frans Baleni a répondu: "*Je ne veux pas spéculer, mais tout est possible*".

Le NUM et le petit syndicat radical Amcu s'affrontent sans merci depuis 2012, et le décompte des morts --encore trois le week-end des 11 et 12 mai dernier dans la région de Marikana, dont une figure locale d'Amcu-- fait davantage penser à une guerre des gangs qu'à l'exercice normal du droit de grève et de la démocratie dont le président Jacob Zuma s'est fait le chantre dans son discours jeudi dernier.

"*Il n'y a eu aucune arrestation et pas une seule condamnation pour tous ces meurtres*", a déploré la puissante confédération des syndicats sud-africains Cosatu, critiquant "*l'anarchie*" dans la région entretenant "*un climat d'impunité*".

Accusé d'avoir développé une mentalité d'apparatchiks défavorable aux intérêts de mineurs, le NUM a été totalement débordé l'an dernier par l'exaspération salariale dans les mines et a perdu sa représentativité dans tout le secteur du platine.

A l'instar du groupe Lonmin, où Amcu est désormais majoritaire à 70% parmi les quelque 28.000 salariés et le NUM obligé en principe de plier bagages.

Dans le secteur de l'or et du charbon, Amcu siège pour la première fois cette année à la table des négociations salariales

centralisées par la Chambre des mines.

Le NUM estime avoir perdu 44.000 adhérents en deux ans, voire 70.000 selon la presse. Mais il refuse toutefois de s'avouer vaincu et cherche à regagner le terrain, répétant que quiconque veut briser son monopole veut la peau du mouvement syndical et nuire aux mineurs.

Chez Lonmin, il a été jusqu'à falsifier des dizaines de cartes d'adhérents selon la presse. Le NUM a aussi saisi les tribunaux pour empêcher la fermeture de ses locaux syndicaux.

Ces multiples conflits alimentent une spirale économique négative: les mines s'embrasent, le rand s'effondre, le pétrole coûte plus cher à l'importation, les prix augmentent et les salariés revendiquent d'autant plus, et ainsi de suite. AFP 03.06

Voilà ce qui attend les jaunes partout dans le monde. Ils ont raison, il faut extraire la vermine qui a pourri le mouvement ouvrier.

Nous soutenons les mineurs et leur syndicat ouvrier Amcu contre le gouvernement et son syndicat jaune, le NUM.

2.2- Le groupe minier Xstrata, propriété de la multinationale suisse Glencore, a licencié un millier de mineurs sud-africains ayant participé à une grève sauvage dans des mines de chrome du nord du pays, a-t-on appris lundi auprès de l'entreprise.

"*Ces mille salariés ont été licenciés vendredi et ce week-end. Ils ont jusqu'à mardi pour faire appel. Ils s'étaient mis en grève illégalement*", a expliqué à l'AFP Christopher Tsatsawane, porte-parole de Xstrata en Afrique du Sud.

Trois sites voisins sont affectés, Helena, Magareng et Thorncliffe, dans la province du Limpopo (nord). A l'origine de ces débrayages sauvages qui ont débuté mardi dernier, un employé s'est plaint d'avoir été agressé par un supérieur, selon le porte-parole. french.irib.ir 03.06

Haut de page

Le 5 juin 2013

CAUSERIE

Je vous conseille le document suivant dans la rubrique Economie : *Rapport sur le développement humain 2013 : des chiffres surprenants* (michelcollon.info) (04.06.13), il comporte des données et des tableaux intéressants.

Je n'ai pas pu ajouter 4 ou 5 articles car ma connexion décroche en pdf, je vais les charger au format html (Internet), ensuite je les transformerai en fichier word puis en pdf, cela me fait du boulot en plus. C'est sur la situation en Syrie.

J'ai lu il y a une heure que Qusseir était entièrement libérée, selon la TV syrienne, on attendra confirmation ce soir. Infliger une défaite militaire à Hollande et Fabius nous donnerait du baume au coeur, qui a dit que la classe ouvrière avait besoin d'une victoire, et bien voilà, on la tient peut-être et pas des moindres.

J'essaierai d'archiver ce soir les articles de mai pour qu'on y voie plus clair dans la page d'accueil du site, je suis crevé et le soir mes yeux fatiguent.

Confirmation de dernière minute.

BEYROUTH (Reuters) - L'armée syrienne a pris mercredi le contrôle de la ville stratégique de Koussaïr, près de la frontière libanaise, signant une importante défaite pour les forces opposées au président Bachar al Assad qui ont confirmé leur retrait.

Nous y reviendrons demain. A bas le gouvernement impérialo-sioniste Hollande-Fabius ! C'est leur défaite !

Discussion sur la Syrie.

J'ai rencontré lundi une Française qui était réceptive à la propagande officielle du gouvernement et à son interprétation de la situation en Syrie. Elle est progressiste ou de gauche pour la situer.

J'avais amorcé la discussion sur la question syrienne avant de laisser la parole à mon interlocutrice. De toute évidence nous n'étions pas sur la même longueur d'onde. Poursuivre en campant respectivement sur nos positions risquait de nous ne mener

nulle part. J'ai rapidement analysé la situation pendant que je l'écoutais.

Puis j'ai eu l'idée de lui sortir un fait, j'ai fait référence au sondage réalisé par la CIA ou dont elle a rendu compte paru dans un grand magazine américain qui indiquait que 75% des Syriens voteraient Assad s'il se présentait demain à des élections présidentielles. J'ajoutais qu'on ne pouvait pas soupçonner la CIA d'avoir trafiqué ce sondage car ses conclusions n'allaient pas vraiment dans le sens de la politique américaine en Syrie.

Mon interlocutrice a été ébranlée par cet argument qui contredisait tout ce qu'elle avait entendu jusqu'à présent, elle ne pouvait pas le nier.

Nous avons alors poursuivi la discussion tranquillement, elle était curieuse d'en savoir plus, qu'est-ce que cela signifiait alors. Précédemment la discussion était partie sur la présence étrangère en Syrie ou l'interférence de pays étrangers dans l'affaire syrienne, elle, elle pensait à l'Iran et au Hezbollah, moi, je pensais aux puissances occidentales et aux pays du Golf, plus Israël. Nous avons repris la discussion en revenant sur ce facteur et elle a convenu que les puissances occidentales intervenaient dans la région "depuis des lustres" dira-t-elle. J'acquiessais en lui signifiant que dans l'affaire syrienne c'était exactement la même chose, qu'il ne fallait pas chercher d'autres explications parce qu'il n'y en avait pas, ils ont tenté de le couvrir maladroitement en expliquant qu'Assad massacrait son peuple, alors que c'était un grossier mensonge, ensuite ils ont violemment provoqué le régime pour qu'il réponde brutalement, ce qu'il a été obligé de faire, et ensuite tout s'est enchaîné jusqu'à sortir dernièrement l'histoire des armes chimiques comme à propos de l'Irak pour justifier son renversement au nom de la démocratie, tandis qu'en réalité ils sont en train de détruire le pays et de massacrer la population pour instaurer un régime à leur botte qui leur permettra notamment de piller ses richesses au détriment de la Russie et la Chine, avant de s'attaquer à l'Iran et ainsi de suite, tout se tient, il s'agit d'une opération programmée de brigandage qui n'a absolument rien à voir avec les intérêts du peuple syrien, pas plus qu'au siècle dernier au Maghreb, en Afrique, au Moyen ou au Proche-Orient qu'ils ont pillés systématiquement et empêché de se développer.

J'ai procédé ici en partant de l'avantage que mon interlocutrice m'avait concédée suite à l'évocation du sondage en faveur d'Assad, puis j'ai ajouté les derniers développements qui collaient avec son argumentation, elle ne pouvait qu'en convenir, la situation lui semblait plus claire et elle ne cherchait plus à me contredire ou à défendre une position devenue intenable.

Ma démarche était cohérente, persuasive, mon interlocutrice m'a pris au sérieux, je me suis appuyé uniquement sur des faits, à aucun moment je n'ai cherché à défendre une position. J'ai réussi à retourner la situation en ma faveur quand mon interlocutrice au lieu de me couper la parole a manifesté le désir d'en savoir davantage et m'a laissé parler. Elle avait fourni elle-même une partie de la réponse en faisant référence à l'attitude de l'impérialisme occidentale à une autre époque, il m'a suffi d'ajouter un fait et de relier les deux en nous replaçant dans le contexte actuel pour l'amener sur mon terrain et la conduire à admettre que son interprétation initiale était erronée, je ne lui ai pas demandé de l'avouer ou de le reconnaître ce qui aurait été maladroit ou stupide, je me suis contenté d'observer qu'elle n'avait plus aucune argument à m'opposer, cela suffisait à me faire comprendre qu'on était d'accord.

Livrez-vous à ce genre d'analyse quand vous avez une discussion avec un travailleur ou un autre militant, cette femme de 35 ans environ travaille dans le domaine social, vous améliorerez vos performances, votre productivité comme ils disent au Medef ou à la CFDT !

On doit tirer une leçon de chaque expérience, c'est déterminant pour progresser dans la vie.

Je vais vous avouer un truc. Au début de notre discussion j'était très mal à l'aise parce que j'avais des difficultés pour m'exprimer, car je ne parle à personne à part à mon chien. C'était terrible, j'avais la mâchoire crispée, j'avais du mal à ouvrir la bouche pour articuler, j'ai bien cru que la discussion allait tourner court, j'en ai pris rapidement conscience en mettant cela sur le compte de mon manque d'entraînement à m'exprimer en français et le blocage s'est dissipé au bout de quelques minutes qui me parurent interminables, à ce moment-là je la laissais parler le temps de reprendre mes esprits, car lorsque je m'exprime en anglais ou en tamoul je n'ai pas ce problème là, les Blancs doivent me crisper, je plaisante.

Ce qui me paraît important de retenir, c'est qu'il faut laisser s'exprimer notre interlocuteur, histoire de voir sur quel terrain il se place, comment il perçoit et vit la situation, il faut apprendre à écouter, et si notre interlocuteur n'est pas très locace, il faut le brancher sur un autre sujet ou aborder notre sujet sous un autre angle, il arrivera bien un moment où il va se lâcher.

Ensuite, il est inutile d'embrayer en lui sortant notre camelote, c'est justement l'erreur fatale à ne pas commettre, cela mènerait nulle part. Non, il faut lui sortir un fait ou deux qui contredit sa démonstration et l'ébranle, le fait douter, ce n'est pas vous qui essayez de le déstabiliser ou de le faire douter, c'est lui qui va faire le constat qu'il se trouve face à une contradiction à laquelle il n'avait pas pensé, il ne faut surtout pas penser à sa place, il faut le laisser avancer tranquillement à son rythme.

Le but est de l'amener sur notre terrain sans le brusquer, il va y venir tout seul, il faut faire en sorte qu'il tire une conclusion des faits qu'on a portés à sa connaissance, ce n'est surtout pas à nous de lui souffler, ensuite il n'y aura plus qu'à constater qu'elle correspond à la nôtre, et à partir de là seulement on pourra embrayer et aller plus loin, aborder d'autres questions politiques,

il sera disponible pour nous écouter, toujours en employant la même méthode, en lui redonnant la parole et en l'écoutant attentivement et ainsi de suite, là on a une chance de tisser une relation de qualité et peut-être de mener un combat ensemble ou de le recruter.

Ce sont les faits qui justifient nos conclusions politiques ou nos positions et non l'inverse. Je n'ai jamais dit à mon interlocutrice que je soutenais le peuple syrien et le régime parce que j'estimais que la souveraineté et l'indépendance de la Syrie était légitime, qu'Assad incarnait l'unité de la Syrie, que l'autodétermination du peuple syrien était un droit imprescriptible, etc. ce sont des principes et des positions que je défends mais qui peuvent être contestés, alors qu'il est impossible de contester des faits établis, vérifiables, connus.

D'où l'importance d'être bien informé, de savoir de quoi on parle, c'est notre boulot dans ce portail. Il faut saluer au passage tous ceux dans le monde qui s'emploient à nous informer, journalistes, intellectuels en tous genres, personnalités diverses qui ont occupé à un moment donné de leur vie une fonction politique et qui aujourd'hui combattent le capitalisme à leur manière qui n'est pas forcément la nôtre, peu importe ici, sans eux on serait désarmés face à la gigantesque machine de propagande de la classe dominante. On vit dans un monde rongé par l'injustice, alors ne le soyons pas à notre tour et rendons-leur hommage une nouvelle fois.

Vous voyez que tout n'est pas noir ou à désespérer, il y a encore des gens de par le monde qui ont une conscience, des valeurs et des principes que nous partageons, nous pensons à nos amis belges, canadiens, américains, mais aussi à ceux qui vivent au Proche-Orient et qui risquent leur vie au nom du combat pour la justice sociale, nos droits politiques, la liberté. On écrit ton nom avec le sang de nos innombrables martyrs qui restent à jamais gravés dans nos mémoires. Qu'il n'ait pas coulé en vain, qu'ils se rangent sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale au côté du prolétariat et nous sommes assurés de vaincre notre ennemi.

Ils ont choisi délibérément leur camp.

La preuve qu'ils savent ou en ont conscience, c'est donc délibérément qu'ils refusent d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions, contre l'Etat, l'employeur des fonctionnaires. Mieux encore, ils soutiennent le patronat et s'attaquent au prolétariat pas seulement en France mais dans le monde. Démonstration.

Extrait de l'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 5 juin 2013

- Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas de dire «*c'est la faute à la méchante Commission européenne*» (Mais ne vous excusez pas. - Ndlr) . Celle-ci s'inscrit dans les décisions des gouvernements, notamment le traité non renégocié et le pacte budgétaire européen. En quelque sorte, les gouvernements ont fixé les règles du jeu que la Commission doit suivre. Certes, la Commission européenne est d'inspiration très libérale et n'est donc pas bousculée par la logique, mais ce sont bien les gouvernements qui ont accepté les traités successifs.

Au-delà des questions qui relèvent de la communication, on doit constater à la fois que les demandes de la Commission s'inscrivent dans l'austérité économique et sociale et que les calendriers bruxellois et parisiens sont concomitants.

Baisse des «*charges sociales*», réforme de l'organisation territoriale de l'État, réforme de l'assurance-chômage, diminution du coût des dépenses de santé, réduction d'impôts, ouverture de certains services à la concurrence et réformes des retraites et du marché du travail constituent l'essentiel d'un cocktail socialement et économiquement détonant.

Conclusion de Mailly

- En France comme en Europe, nous ne pouvons pas tolérer que la liberté de négociation s'efface derrière la prétendue libre concurrence.

On pourrait se demander à quoi vous servez au juste, la question qu'il ne faut surtout pas que les militants se posent.

Ce que ne tolère pas Mailly, c'est l'évolution "*logique*" du capitalisme mondial, qui face à 7 milliards de ventres à nourrir et les besoins de quelques millions de nantis, doit se donner les moyens de servir ces derniers en priorité, voilà tout. Et pourquoi ne le tolère-t-il pas ? Pardi, parce qu'il n'a pas l'intention de s'y attaquer !

Monsieur Mailly, ce qui n'est pas normal ce n'est pas le cours suivi par le capitalisme qui conduit au néo libéralisme, c'est que vous privilégiez la négociation à la mobilisation des masses, que vous optiez finalement pour la collaboration de classes à la place du combat classe contre classe.

Les capitalistes se sont donnés les moyens grâce à la collaboration des syndicats et le répit que vous leurs avez gracieusement accordé au cours des dernières décennies, de développper des secteurs économiques dans pratiquement tous

les domaines d'activité à moindre coût et plus rentables en Asie et ailleurs dans le monde qu'en France ou dans les vieux pays capitalistes, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils se transforment maintenant en philanthropes et qu'ils ne profitent pas de cette aubaine pour s'enrichir encore plus, franchement, un peu de sérieux.

Le problème n'est pas la libre concurrence, c'est un argument réactionnaire monsieur Mailly et je vais vous expliquer pourquoi.

Parce que malgré lui le capitalisme en étendant la division du travail à tous les secteurs d'activité à travers le monde permet à certains pays de se développer, ce qui ne signifie pas que toutes les couches de ces pays bénéficieraient à égalité des retombées du progrès social qui en découle, nous sommes sans doute d'accord sur ce point. Où nous ne le serons pas en revanche, c'est sur la manière de s'attaquer à cette libre concurrence qui nécessite aucun compromis avec le patronat, car il en profite en France pour faire pression sur les travailleurs et leur imposer une baisse du coût de leur force de travail ou une augmentation du taux d'exploitation, la destruction de tous leurs acquis sociaux en passant par le démembrement de la législation du travail qui leur était favorable jusqu'à présent, le tout au nom de la compétitivite des entreprises face à la concurrence sur le marché mondial, et à l'étranger à travers leurs filiales, les multinationales et bien d'autres entreprises de taille moyenne exploitent la main d'oeuvre bon marché concurrençant celles qui existent en France, de telle sorte que le patronat est responsable de la situation qu'il dénonce et qu'il a créé lui-même, vous nous permettrez d'élargir la notion de patronat ou de capital à l'ensemble des capitalistes des différentes puissances qui ont délocalisé une partie de leur production dans ces pays ainsi que le capitalisme qui s'y est développé à partir de riches acteurs locaux...

Ainsi, en refusant de vous attaquer au capitalisme, vous laissez le champ libre à la concurrence que se livrent les travailleurs du monde entier ; en France, vous affaiblissez leur capacité à résister aux attaques du patronat quand vous ne vous ne vous employez pas à la neutralité en l'enfermant dans la camisole de force du dialogue social auquel vous participez, et quand vous dénoncez la libre concurrence, c'est en réalité le développement de ces pays et l'amélioration du sort de la population qui l'accompagne auquel vous vous attaquez, sachant que le niveau de vie, des prix des biens et des services sont forcément plus bas que dans les pays plus développés comme la France, celui des rémunérations ou le coût du travail l'est forcément aussi, on pourrait ajouter que même si la totalité des travailleurs chinois travaillant dans des entreprises dont la production est destinée à l'exportation percevaient des salaires beaucoup plus importants, ils demeureraient toujours en moyenne en prenant en compte l'ensemble des facteurs entrant en ligne de compte dans la détermination des rémunérations (salaire différé, avanatage sociaux, etc.) très inférieurs à ceux qui existent en France.

Sachant que le niveau de vie et les rémunérations en Chine par exemple ne sont pas prêts de rattraper ceux qui existent en France, en dénonçant la libre concurrence, en réalité vous apportez de l'eau au moulin du patronat français qui entend justement réduire cette concurrence en baissant le coût du travail en France, puisque c'est le seul moyen de réduire l'écart qui existe avec le coût du travail de leurs concurents à l'étranger.

Vous pouvez formuler le voeux que le niveau de vie et de rémunérations des Chinois rattrapent ceux des Français, mais ce n'est qu'un voeux pieux monsieur Mailly, or on ne combat pas le patronat avec ce genre d'arguments qui en réalité lui laisse le champ libre pour s'attaquer aux acquis ou droits des travailleurs, nous ne vivons pas dans un monde virtuel ou imaginaire, chaque jour monsieur Mailly des centaines de millions de travailleurs dans le monde sont confrontés à des difficultés pour assurer le quotidien ou tout juste survivre ou en sont réduits à se demander angoissés de quoi sera fait leur avenir dans ce monde où prédomine les inégalités et les injustices, qui sont à mettre au compte du capitalisme que vous refusez de combattre, pour le faire disparaître, car tel est le problème à l'ordre du jour.

On pourrait dénoncer à cette occasion la présence de votre syndicat au sein de l'OIT, de la CES et de la CSI (Confédération Syndicale Internationale), mais je n'en ai plus le temps.

Rompre les relations avec le gouvernement des capitalistes, avec le patronat, refuser de participer à la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, engager le combat classe contre classe, préparer les masses à se soulever contre le régime pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, telle est la mission d'un véritable syndicat ouvrier, indépendant de l'Etat.

ACTUALITE EN TITRES

Ainsi va leur monde...

- Solaire: Bruxelles entame un bras de fer avec Pékin - AFP

- LVMH réplique contre Hermès avec le dépôt d'une plainte au pénal - AFP

- Un céréalier du Kansas porte plainte contre Monsanto - Reuters

- Samsung obtient l'interdiction à la vente aux USA de produits Apple - AFP

Le Talon de fer.

- FMI: en panne de croissance, la France doit maintenir "l'élan" des réformes - AFP

Croissance rime avec régression sociale sans fin...

La France : "***Avant-garde***" de la réaction mondiale.

- "*La France doit jouer un rôle d'avant-garde de l'OTAN*" - LeMonde.fr

- Laurent Fabius confirme l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, la Maison blanche estime que les preuves sont insuffisantes 20minutes.fr

- Syrie: Pour Laurent Fabius, «*toutes les options sont sur la table*» en réaction à l'utilisation d'armes chimiques - 20minutes.fr

Dommage qu'on ne puisse pas encore en dire autant pour régler votre cas...

Passe-droit. A bas les privilèges : révolution !

- Henri Guaino : «*Toutes les fortunes de France négocient leurs impôts*» - Liberation.fr

Intox

- Les Français heureux et bien intégrés, selon un sondage - Reuters

Ils sont "*bien intégrés*" dans quoi, la capitalisme ? Ce n'est pas un scoop alors... Mais le capitalisme se désintégrant, l'espoir est permis...

- François Rebsamen (PS) : "*La gauche doit reprendre la bataille des idées*" - LeMonde.fr

Traduction : il faudrait penser à changer à nouveau de masque...

En famille. Les vases communicants

- Wallis-et-Futuna : un député élu avec le soutien de l'UMP rejoint les bancs du PS - LePoint.fr

Il faut assumer l'ivresse du pouvoir...

- Un diplomate suisse interpellé après une course poursuite avec la police - LeFigaro.fr

L'ambassadeur suisse auprès de l'OCDE a été arrêté au volant de sa voiture en état d'ébriété. - LeFigaro.fr 05.06

Eugénisme. Sortez... votre pied à coulisse !

- Les pénis retrécissent - L'Express.fr

- Selon une étude anglaise, la taille du pénis en érection serait passée de 15,4 cm à 12,95 cm en dix ans. - L'Express.fr

D'où vient cette baisse? Selon les scientifiques, les polluants et changements environnementaux qui perturbent le système endocrinien, en sont notamment la cause. L'Express.fr 05.06

Tiens donc ! A ce rythme-là dans un siècle il n'en restera plus rien !

... mais...

Mais que les hommes complexés se rassurent: des chercheurs australiens ont montré que si la taille du pénis est un trait

anatomique qui contribue à séduire les femmes, la taille (du corps) et la silhouette sont également déterminants. L'Express.fr 05.06

C'était juste une info pour se détendre, un peu, pas trop quand même, restons correcte !

ACTUALITÉ DU JOUR

La tentation de la dictature. Changez-moi ces juges ! La justice : C'est nous ou rien !

La majorité des personnes mises en examen dans l'affaire Bettencourt ont déposé mardi une requête en suspicion légitime devant la Cour de cassation à l'encontre des trois juges d'instruction, a annoncé l'avocat chargé de les représenter.

La Cour de cassation, qui devrait statuer d'ici 10 à 15 jours, peut considérer que la requête est fondée et décider de dépayser l'affaire et de nommer de nouveaux juges d'instruction, a affirmé Me Patrice Spinosi, avocat à la Cour de cassation, à la presse.

La requête a été déposée à la demande de Nicolas Sarkozy, de l'ex-ministre Eric Woerth, du photographe Francois-Marie Banier, de l'homme d'affaires Stéphane Courbit et de Patrice de Maistre, le gérant de fortune de Liliane Bettencourt, notamment.

Cette procédure permet de saisir directement la Cour de cassation lorsqu'il y a des "*éléments objectifs qui permettent de suspecter pour un mis en cause que la juridiction n'est pas impartiale à son égard*", a précisé le défenseur.

Cette requête sera signifiée à l'ensemble des parties mercredi, a précisé Patrice Spinosi.

"*Ce sont les trois magistrats qui sont ici visés par la requête, le juge Gentil pour les liens spécifiques qu'il avait avec l'expert qu'il a nommé et les deux autres juges pour l'assistance dans les médias qu'ils ont portée à leur collègue*", a-t-il ajouté.

Cette contre-attaque de la défense intervient après des révélations selon lesquelles l'un des médecins qui avait procédé à l'expertise de l'héritière de l'Oréal était témoin au mariage du juge Gentil.

Par ailleurs, le parquet général de Bordeaux ne devrait pas requérir jeudi l'annulation de la mise en examen de Nicolas Sarkozy lors d'une audience de la chambre de l'instruction consacrée à l'examen des demandes de nullités de procédure dans l'affaire Bettencourt, a-t-on appris lundi de sources proches du dossier.

Dans ses réquisitions écrites, l'avocat général Pierre Nalbert ne retient pas l'argument avancé par la défense de l'ancien chef de l'Etat concernant la définition de l'abus de faiblesse dont aurait été victime l'héritière.

Me Spinosi a également demandé à la Cour de cassation de "*suspendre le cours de l'instruction*".

"*En l'état de nos informations, il n'y a pas eu de report de l'audience de jeudi mais ça peut changer d'ici demain (mercredi) puisqu'il y a eu un très grand nombre d'éléments nouveaux et une demande spécifique de la part de cette défense à cet égard*", a-t-il dit.

"*La voie est extrêmement étroite mais rarement dans des dossiers on a autant d'éléments objectifs qui permettent de tenter d'emprunter cette voie étroite*", a-t-il estimé. Reuters 05.06

Pourquoi pendant qu'ils y sont ne pas exiger la suspension de la justice, des institutions, de la Constitution et instaurer purement et simplement une dictature, non ?

Monsanto (Rockefeller, Gates, etc.) : empoisonneurs et voyous.

Un céréalier du Kansas a porté plainte lundi contre Monsanto, accusant le géant américain de l'agrochimie de grave négligence après la découverte d'une souche non homologuée de blé génétiquement modifié dans une ferme de l'Oregon.

Ernest Barnes, qui produit du blé dans le comté de Morton, dans le sud-ouest du Kansas, affirme que cette découverte lui a nui financièrement, ainsi qu'à d'autres céréaliers "*parce qu'elle a eu un impact sur les exportations et le prix du blé*".

Après l'annonce de la découverte par le département américain de l'Agriculture, le Japon a annulé un appel d'offres pour l'achat de blé américain destiné au marché de l'alimentation, tandis que l'Union européenne doit tester ses importations avant de décider d'éventuelles restrictions.

L'avocat du plaignant a promis de nouvelles plaintes. Monsanto a de son côté estimé avoir suivi un programme rigoureux dans ses expérimentations et jugé probablement très limitée la présence de cette souche non homologuée. Le groupe américain a promis de présenter une "*défense vigoureuse*". Reuters 05.06

Et on n'a pas encore retrouvé mort Ernest Barnes, fauché accidentellement par un chauffard qui passait par là, il ne s'est pas encore pendu ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

Le président russe Vladimir Poutine a rabroué des journalistes le questionnant sur les attaques faites à la société civile russe, notamment via une nouvelle loi forçant les ONG en Russie à se déclarer comme "*agents de l'étranger*". C'était à l'occasion de la conférence de presse suivant la fin d'un sommet entre l'Union européenne et la Russie.

Vladimir Poutine : "*Regardez la loi russe, il ne s'agit nulle part de fermer ces organisations, et encore moins de leur appliquer des sanctions. Il s'agit de divulguer des informations financières, si l'ONG est impliquée dans une activité politique elle doit se signaler comme agent de l'étranger*."

En Russie, « *agent de l'étranger* » est synonyme d'espion, et le terme d' « *activité politique* » est suffisamment élastique pour donner au Kremlin une très grande marge de manœuvre. Depuis le mois de mars des centaines de descentes ont été organisées dans les bureaux d'ONG. Euronews.fr 05.06

Les ONG visées sont en réalité des agences de la CIA, du MI6 ou liées à des think tanks néo libéraux européens ou américains, autrement, derrière leur façade droit de l'hommiste elles sont infiltrées et financées par ces canaux. Leurs dirigeants présentent les mêmes traits que ceux qu'ils dénoncent dans le régime, ils sont tellement imbus d'eux-mêmes qu'il arrive souvent qu'ils ne se rendent même pas compte qu'ils sont manipulés. Ces intellectuels sont frustrés parce que la réalité ne tient pas compte de leurs désirs de petits-bourgeois réactionnaires.

Ces ONG sont du même type que celles que l'on a découvertes en Libye, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, en Chine, etc. dans tous les pays que les impérialisme américain et sioniste ont décidé de déstabiliser, la Russie en faisant partie évidemment.

Une d'entre elle a donné une interview à cette agence de presse, Groupe Moscou Helsinki, elle s'en remet à l'Union européenne, elle avoue au passage que les travailleurs russes n'ont pas les mêmes préoccupations que leur ONG, qu'ils y sont étrangers en somme, pour finalement s'intéresser au cas d'oligarques et d'opposants connus pour leur liens... avec Washington, un cadeau cette interview qui justifie d'une certaine manière l'attitude de Poutine.

Dans notre bureau d'Euronews à Bruxelles nous accueillons Lyudmila Alexeyeva, une militante des droits de l'homme, à la tête du Groupe Moscou Helsinki. Quelles effets souhaiteriez-vous que le sommet Union européenne-Russie ait dans le domaine des droits de l'homme et des libertés en Russie ?

Lyudmila Alexeyeva :

J'aimerais croire que lors de cette réunion, les homologues européens de nos dirigeants aient été catégoriques sur ces questions. Les simples citoyens russes sont préoccupés par la situation des droits de l'homme et la tournure des relations entre les autorités et la société civile. L'Union européenne a du remarquer que nos dirigeants ont récemment lancé l'assaut sur la société civile avec l'intention, je crois, de la supprimer totalement.

Euronews :

Mais les citoyens ordinaires sont peut-être plus préoccupés par la satisfaction de leur propres besoins matériels… Les relations russo-européennes ne devraient-elles pas être plus focalisées sur la coopération économique laissant les questions humanitaires sur un second plan ?

Lyudmila Alexeyeva :

Vous avez raison sur le fait que le peuple est en priorité intéressé par les problèmes de la vie quotidienne. Mais les militants des droits de l'homme, les politiciens et tous les intellectuels savent que tant que la société est privée de ses libertés civiles et de la possibilité d'influencer le cours des décisions politiques, le peuple ne trouvera pas de solution à ses problèmes de vie quotidienne.

Euronews :

Quelle est l'importance pour vos interlocuteurs européens des cas juridiques de Khodorovsky, Magnitsky, Navalny… ?

Lyudmila Alexeyeva :

Je pense qu'ils sont très importants, non seulement pour les citoyens de notre pays mais aussi pour n'importe quel citoyen européen et citoyen du monde. Car la qualité de vie de ces citoyens dépendra de la direction que choisit de prendre un grand pays comme la Russie. Ce n'est pas un pays démocratique mais il peut aller vers plus de démocratie. Le risque qu'indiquent les évènements récents est qu'au contraire il se dirige d'un Etat autoritaire, tel qu'il est actuellement, vers un Etat totalitaire. Si la Russie devient un Etat totalitaire, le monde entier en souffrirait. Tâchons de nous rappeler ce que le monde entier ressentait quand notre pays était l'URSS.

Euronews :

Lyudmila Alexeyeva, merci d'avoir accordé cette interview à Euronews. Euronews 05.06

Mais c'est nous qui vous remercions de mettre en lumière la véritable nature de ces ONG, en détourner les travailleurs fait partie de nos fonctions.

2- Egypte

Une quarantaine d'humanitaires condamnés à de la prison ferme au Caire 27 d'entre eux, étrangers pour la plupart, écopent de cinq ans de détention. La grande majorité de ces étrangers, dont 16 Américains, ont été jugés par contumace. Ils avaient quitté le pays après avoir versé une caution de 330 000 dollars chacun.

La justice leur reproche d'avoir dirigé des ONG non agréées qui auraient reçu des fonds illégaux.

"*Ces organisations ont entraîné des cadres dans certaines élections. Tout cela a entravé le travail des organisations dans la société civile*", conclut le procureur Abdel Fattah Hamed.

Le Caire reproche notamment à Washington d'avoir puisé dans l'aide militaire qui lui est attribuée pour financer ces ONG.

"*La communauté internationale s'inquiète pour l'avenir des libertés individuelles en Égypte. Cette condamnation coïncide avec le début des discussions parlementaires concernant un projet de loi régulant la société civile. Un texte vu par certaines ONG comme un moyen de contrôle administratif supplémentaire sur les gérants du travail civil*", souligne notre correspondant sur place Mohammed Shaikhibrahim. Euronews 05.06

Dites donc, c'était des Américains fortunés pour débourser du jour au lendemain 330 000 dollars chacun, à moins que ce ne soit pas eux qui aient payé cette caution. Bref, rien à voir avec les bénévoles qui créent dans leur coin une association pour venir en aide à je ne sais qui.

Les ONG ont pour fonction d'accompagner la liquidation des services publics, de les suppléer de manière à ce que l'Etat n'ait pas besoin d'en créer, voilà sur le plan sociale.

Sur le plan politique, elles ont servi à affaiblir, disloquer le mouvement ouvrier, à ce titre elles figurent parmi nos ennemis, même si parfois dans la pratique il nous faut moduler ou réaliser des compromis avec elles qui ne peuvent être que de circonstance.

Toutes les ONG importantes sont financées par les Etats, les banquiers, les multinationales, chacun peut le vérifier, les données figurent dans le portail Wikipédia ou sur le Net, par notre ennemi, donc partant du prinicipe que les amis de notre ennemi est également notre ennemi, nous les considérons comme tel en règle générale. C'est valable pour le Forum social mondial qui est financé par les mêmes bailleurs de fonds. On ne passe rien, c'est ainsi.

3- Turquie

Les manifestants qui défient depuis cinq jours le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan sont retournés dans la rue par

milliers mardi soir à Istanbul et Ankara, malgré les "*excuses*" du gouvernement aux victimes de brutalités policières.

Face aux manifestants, la police turque a utilisé dans la nuit de mardi à mercredi du gaz lacrymogène et des canons à eau pour tenter de les disperser, ont rapporté des médias locaux.

Les contestataires tentaient de se diriger vers les bureaux du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan dans ces deux villes, ignorant les injonctions des forces de l'ordre qui leur intimaient l'ordre de se disperser, selon des médias locaux et un journaliste de l'AFP.

Mardi, au lendemain d'une nouvelle nuit de violences marquée par la mort d'un deuxième contestataire, le vice-Premier ministre Bülent Arinç avait tenté d'enrayer le mouvement de protestation en qualifiant de "*légitimes*" les revendications des écologistes à l'origine des troubles et invité les mécontents à rester chez eux.

A l'opposé du ton ferme du chef du gouvernement, en tournée au Maghreb jusqu'à jeudi, M. Arinç a dispensé un discours plus conciliant.

Au sortir d'une réunion avec le président Abdullah Gül, il a d'abord présenté ses excuses aux très nombreux blessés civils, à l'exception toutefois de "*ceux qui ont causé des dégâts dans les rues et tenté d'entraver les libertés des gens*".

Sur un plan plus politique, M. Arinç a assuré que son gouvernement respectait "*les différents modes de vie*" des Turcs.

Depuis le début de la contestation vendredi, les manifestants accusent M. Erdogan de dérives autoritaires et de vouloir "*islamiser*" la Turquie laïque.

"*Nous n'avons pas le droit ou le luxe d'ignorer le peuple, les démocraties ne peuvent pas exister sans opposition*", a également souligné M. Arinç, promettant que son gouvernement avait "*retenu la leçon*" de ces événements.

Ce discours a tranché avec l'intransigeance de M. Erdogan qui, sûr de son poids politique, a balayé les critiques et renvoyé ses détracteurs aux élections locales de 2014. "*A mon retour de cette visite, les problèmes seront réglés*", a-t-il lancé, provocant, lundi à Rabat.

Mais le discours de M. Arinç n'a pas convaincu les manifestants, qui ont à nouveau envahi par milliers à la nuit tombée la place Taksim d'Istanbul, où ils ont scandé des slogans réclamant le départ du Premier ministre. Plusieurs milliers de personnes se sont également réunies en soirée à Ankara.

"S'ils font marche arrière, s'ils changent quelque chose en Turquie, le conservatisme et tout ce qu'ils ont fait, alors peut-être la foule pourra-t-elle rentrer chez elle", a dit à l'AFP Didem Kul. "*Mais nous ne pouvons pas rentrer chez nous sans en avoir la preuve*", a ajouté cette étudiante de 24 ans qui "*occupe*" Taksim, "*et même si nous rentrons à la maison, nos sentiments (à l'égard du pouvoir) n'auront pas changé*".

"*Ces excuses, c'est pour limiter la casse et parce qu'ils sont coincés*", a renchéri Baki Cinar, le porte-parole de la Confédération des syndicats du secteur public (KESK), qui a entamé une grève mardi par solidarité avec les manifestants.

Le KESK est entré mardi dans la contestation en appelant à un arrêt de travail de deux jours et sera rejoint mercredi par la Confédération syndicale des ouvriers révolutionnaires (DISK), qui revendique 420.000 membres, pour une journée de manifestations.

Après la mort dimanche d'un jeune homme percuté par une voiture pendant une manifestation à Istanbul, un deuxième contestataire, âgé de 22 ans, a été tué lundi soir dans un rassemblement à Hatay (sud-est) de plusieurs "*coups de feu tirés par une personne non identifiée*", a annoncé le gouverneur de la ville, Celalettin Lekesiz.

Le premier rapport d'autopsie rendu public par le procureur a toutefois jeté le doute sur les circonstances de sa mort, assurant n'avoir pas identifié de traces de balles.

Hormis les deux personnes décédées dimanche et lundi, les violences des quatre derniers jours ont fait plus de 1.500 blessés à Istanbul et au moins 700 à Ankara, selon les organisations de défense des droits de l'Homme et les syndicats de médecins.

Ces chiffres n'ont pas été confirmés par les autorités. Le porte-parole du gouvernement a évalué mardi à seulement 64 manifestants et 244 policiers le nombre des blessés.

La brutalité de la répression, largement évoquée sur les réseaux sociaux turcs, a suscité de nombreuses critiques dans les

pays occidentaux. euronews.fr 05.06

Je vous passe les déclarations européennes et américaines hypocrites.

4- Syrie

Israël vient de le reconnaitre par voix de Debkafile, le site proche des milieux du renseignement de l'armée israélienne : " *la guerre à Damas est finie et l'armée arabe syrienne y emporte une victoire épique en en expulsant totalement les rebelles*" l'armée syrienne contredit ainsi le ministre sioniste de la guerre qui a prétendu le 3 juin que les rebelles contrôlent toujours quatre zones de la capitale. " *Ceux des rebelles qui restent encore dans la ville ne peuvent plus grande chose et ne sont capables ni d'attaquer des bâtiments publics ni l'aéroport de Damas*"; " *les aides matérielles de l'Iran et de la Russie continuent à être déchargées deux après le début des violences à l'aéroport de Damas. Les opérations dans les zones de l'ouest de Damas sont assurées par les bataillons 3 et 4 de l'armée syrienne et un commando du nom de Foji. La plupart des rebelles ont été amenés à quitter Damas et sa banlieue*".

Selon les sources consultées par Debka, " *toutes les voies donnant accès à la capitale sont sous le contrôle de l'armée depuis 4 juin... de même les soldats de l'armée syrienne ressèrent l'etau autour des régions de l'ouest de la ville de Qusseir. Les terroristes sont aussi encerclés à Hama.* " " *Le raid du 5 mai d'Israël contre Assad a plutôt bénéficié au régime Assad et Assad en est sorti renforcé*". french.irib.ir 05.06

5- Iran

Selon une source bien informée, proche du ministère iranien des Affaires étrangères, le chargé d'affaires de l'ambassade qatarie à Téhéran a été convoqué par ledit ministère.

« *Puisque l'ambassadeur du Qatar à Téhéran était absent, le chargé d'affaires de ce pays a été convoqué par le ministère iranien des Affaires étrangères, qui lui a fait part des vives protestations de la RII* », a fait savoir la même source. Cette convocation fait, semble-t-il, suite à un communiqué émis par le ministère iranien du Renseignement. Dimanche, le ministère iranien du Renseignement a annoncé dans un communiqué la découverte d'un réseau d'espionnage lié aux ennemis.

« *Le chef de ce réseau avait été embauché, il y a quelques années, par les services d'espionnage du pays arabe le plus rétrograde qui n'est nullement comparable avec l'Iran indépendant et puissant sur aucune dimension ni politique, ni militaire, ni économique et culturelle. Il n'est point surprenant que ce pays, soutenu par l'Occident et le régime sioniste, mène des agissements contre l'Iran* », a indiqué le texte. french.irib.ir 05.06

SOCIAL

1- France

Plus de 400 suppressions de postes en Bretagne ont été annoncées mardi par le numéro un mondial du saumon, le groupe norvégien Marine Harvest, lors d'un Comité central d'entreprise à Landivisiau, a-t-on appris de sources syndicales.

Le groupe a l'intention de fermer au premier semestre 2014 ses sites de Poullaouen (187 CDI et une centaine d'intérimaires), près de Carhaix (Finistère), et de Châteaugiron (125 CDI et une cinquantaine d'intérimaires), en Ille-et-Vilaine, a annoncé la direction, confirmant des informations syndicales.

"*Nous envisageons la fermeture des sites de Poullaouen et Châteaugiron*", a déclaré à l'AFP Siska Bourgeois, responsable relations humaines et communication pour l'Europe.

"*Nous voulons investir, mais de manière efficace, en évitant la dispersion. Nous allons investir 8 millions d'euros sur les deux années à venir à Landivisiau. Nous abandonnons le "premier prix" qui, dans le fumage, n'est pas fiable ni durable en France, pour nous concentrer sur le moyen/haut de gamme*", a-t-elle dit.

Groupe coté à la bourse d'Oslo, Marine Harvest, dont le siège est à Bergen (Norvège), emploie plus de 6.000 personnes dans une vingtaine de pays dans le monde et produit, outre du saumon d'élevage, une large gammes de plats préparés et de préparation à base de produits de la mer.

Le groupe norvégien conserverait cependant en Bretagne pour le saumon fumé l'usine de Landivisiau (Finistère), où une quinzaine de postes seraient supprimés dans les services administratifs. Par ailleurs, une soixantaine de salariés du site de Poullaouen

seraient reclassés à Landivisiau qui emploie actuellement 270 CDI et une centaine d'intérimaires.

"*Avec l'arrêt de la gamme premier prix, ça va baisser les tonnages de production qui vont tomber à 5.000 tonnes par an contre 8.500T l'an dernier pour les deux usines de Poullaouen et Landivisiau*", a expliqué à l'AFP Jérôme Joffroy, élu CGT de Poullaouen.

Le représentant syndical rappelle que le groupe norvégien se porte bien mais qu'il a racheté récemment le plus grand producteur polonais de saumon. "*Il est évident que ça a joué dans la décision de fermer Poullaouen qui n'avait pas bénéficié d'investissements importants depuis une dizaine d'années*", a estimé M. Joffroy.

De son côté, la communauté de communes, Poher communauté, s'est étonnée que la direction des deux sites finistériens n'ait pas répondu aux propositions économiques présentées par les élus. "*Nous les avons rencontrés à plusieurs reprises ces trois derniers mois mais, depuis que nous leur avons proposé par écrit de réaliser une usine-relais avec un crédit-bail, nous n'avons pas eu d'écho, aucune réponse à nos deux courriers*", a déclaré à l'AFP Christian Troadec, maire de Carhaix et président de Poher communauté à laquelle appartient Poullaouen.

"*Nous allons demander l'arbitrage d'Arnaud Montebourg (ministre du Redressement productif, ndlr), d'autant que le groupe Marine Harvest gagne de l'argent. On ne peut pas rayer ainsi une usine de la carte et tirer un trait sur la casse sociale avec 300 familles concernées. C'est un coup de massue sur la tête des gens*", a ajouté M. Troadec. Créée dans les années 1970 par un habitant de la région, l'usine de Poullaouen est "*un site historique*" car elle a été la première en France à faire du saumon fumé et a compté jusqu'à un millier de salariés, a rappelé l'élu.

En Bretagne, Marine Harvest dispose également d'un site dans le Morbihan, à Lorient (58 CDI), pour des produits pré-emballés multi-espèces. Un site similaire est implanté à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-calais). AFP 05.06

2- Italie

Le groupe italien d'électroménager Indesit prévoit de supprimer 1.425 postes en Italie, soit un tiers de ses effectifs dans le pays, ont déclaré mardi deux syndicats.

L'entreprise a expliqué de son côté, après la présentation du plan aux représentants du personnel, vouloir réorganiser ses activités italiennes et investir 70 millions d'euros dans le pays sur la période 2014-2016.

Pour la FIM-CISL, les suppressions de postes pourraient être le prélude à une délocalisation hors d'Italie d'une partie des activités de fabrication.

De son côté, le syndicat FIOM a expliqué qu'Indesit prévoyait de fermer deux de ses usines italiennes et de transférer une partie de sa production hors de son pays d'origine.

Le groupe compte huit sites de production (trois en Italie, deux en Pologne, un en Grande-Bretagne, un en Russie et un en Turquie) qui emploient au total 16.000 personnes. Reuters 05.06

Haut de page

Le 6 juin 2013

CAUSERIE

La position adoptée par Hollande et Fabius envers la Syrie est extrêmement grave et doit interpeller chaque militant et travailleur, ils appellent ouvertement la coalition militaire occidentale à bombarder la Syrie et à liquider celui qui incarne son unité et son indépendance, à briser la résistance du peuple syrien.

Quelque part, oui ils sont pires ou plus réactionnaires si cela était possible que Sarkozy et Juppé, nous le savions, ils en font quotidiennement la démonstration devant le monde entier. Dans le passé il est déjà arrivé que des affairistes parlant au nom du socialisme témoignent qu'ils appartenaient en réalité au camp de la réaction, des ennemis de la classe ouvrière et des peuples luttant pour leur émancipation.

Sauf que voilà, le mouvement ouvrier et son avant-garde n'en ont tiré aucune leçon, ils se sont employés à entretenir les mêmes rapports avec le PS (notamment) comme si finalement rien ne s'était passé, cela paraît incroyable et pourtant nous en avons la preuve sous le nez tous les jours, qu'il s'agisse du Front de gauche, du NPA ou de LO, ou encore du POI, qui par le biais de ses élus a osé demander un entretien "*en personne*" à Hollande qui contribuera à le légitimer, alors qu'en tant que

représentant d'un parti se dénommant socialiste et osant s'exprimer au nom du socialisme, nous lui refusons toute légitimité, c'est une monstrueuse imposture, c'est un représentant du capital, nous estimons que tout rapport, tout compromis ou toute collusion avec Hollande et son gouvernement, avec les dirigeants de leur parti constituerait une trahison des travailleurs et leurs intérêts, une trahison du mouvement ouvrier, du socialisme.

Vous aviez raison monsieur Mélenchon, il arrive un moment où il faut appeler les choses par leurs noms, quand l'existence de millions de syriens innocents est en jeu et bien au-delà encore, c'est le moment ou jamais. Rompre avec Hollande, son gouvernement, le PS, les appareils vendus des syndicats, est une nécessité impérilleuse pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, ce n'est pas négociable.

On nous traitera peut-être de gauchistes ou d'extrémistes, cela nous laisse indifférents, nos adversaires ne se privent pas pour nous caractériser d'ennemis de la classe ouvrière, un rappel à l'adresse de nos camarades du POI, alors qu'il nous soit permis de dire ce que nous pensons sans se soucier de savoir à qui cela plaît ou non.

Sur la question Syrienne. Qui ? A qui profite le crime ?

Tout d'abord les derniers éléments en notre possession.

Le gouvernement français impute l'usage de ce gaz au régime sans apporter la moindre preuve :

- Du gaz sarin a été utilisé en Syrie, selon la France - Reuters

- Invité de la chaîne de télévision France 2, M. Fabius a assuré qu'une "*ligne*" avait été franchie rapporte Le Monde du 5 mai, ce sont des propos extrêmement grave, car c'est la "*ligne*" au-delà de laquelle une intervention militaire occidentale se justifierait, s'imposerait selon eux, le bombardement de la Syrie.

De son côté, François Hollande a dit hier à Paris : "*Nous avons fait notre devoir, devoir de vérité car nous avions les éléments qui maintenant permettent de donner la certitude de l'utilisation, à quel niveau nous ne le savons pas encore, des armes chimiques en Syrie*" (AFP 05.06).

Il y a quelque temps déjà à propos d'Alep, ils avaient été tentés de mettre en scène ce scénario puis ils l'avaient abandonné, leur défaite sur le terrain à Al-Qousseir ranime la haine des belliqueux va-t-en-guerre qui ne s'est jamais éteinte en réalité.

Le gouvernement britannique affirme qu'il lui est impossible d'imputer l'usage de ce gaz à l'un ou l'autre des protagonistes, malgré la tentation affiichée de l'iimputer au régime syrien.

- Londres convaincu de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie - Reuters

Mais :

"*Nous sommes certains que le gaz sarin a été utilisé, nous avons nous-mêmes nos échantillons, nous pensons que c'est très probable que l'utilisateur, c'est le régime syrien, mais nous ne sommes pas au stade de dire que c'est sûr*", a dit, mercredi, Peter Ricketts, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, sur Europe 1. lemonde.fr 05.06

Le gouvernement russe rejette les allégations de Paris et Londres.

- Le vice-ministre russe des Affaires étrangères a de son côté mis en cause toutes ces allégations, qui s'appuient sur des rapports diffusés par les médias. french.irib.ir 05.06

Il faut préciser que ce sont des mercenaires de l'ASL qui ont remis ces échantillons aux journalistes du Monde

- Syrie : comment les échantillons de gaz sarin ont été rapportés - Lemonde.fr 05.06

Voici de larges extraits d'un article commenté du journal Le Monde, le médias officiel de l'Otan.

Les journalistes du Monde évoquent des "*rebelles*", parmi lesquels il faut rappeler figure celui avait posté sur le Net une vidéo où on le voyait dépecer le corps d'un soldat syrien avant de se livrer à un exercice d'anthropophagie, des gens responsables et d'une intelligence supérieure, qu'il nous soit permis d'en douter. Inutile de rappeler qu'ils se sont livrés à de multiples scènes de massacres de civils innocents depuis deux ans, voilà des gens dont les témoignages sont forcément dignes de confiance selon les barbouzes du Monde.

- Les échantillons du Monde proviennent pour l'essentiel de la même zone : Jobar, un quartier du nord-est de Damas investi par les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) début février, et dans lequel nous sommes arrivés le 2 avril. Quelques jours plus tard, les premières attaques avec un gaz inconnu y avaient lieu, avant de se multiplier pendant une semaine environ.

A Jobar, l'ASL se trouve dans des positions très proches – à quelques mètres parfois – de celles de l'armée syrienne. Il ne semble pas vraisemblable que les rebelles se soient infligé une autoexposition à des gaz dont l'effet est terrible sur les combattants : pupilles rétractées, suffocation, perte de connaissance, pour l'essentiel.

Ils sont assez abrutis ou fanatisés pour croire que ces gaz choisiraient leurs proies et les épargneraient !

- Le premier endroit où des lots nous ont été confiés se trouve à Zamelka, ville à la sortie de Damas, collée à Jobar.

Donc ces journalistes n'ont rien collecté du tout, on leur a remis de soit-disant échantillons qu'ils ont pris comme tels.

- A la mi-avril, on y reçoit presque quotidiennement les mêmes cas d'hommes exposés au "*gaz*", comme on l'appelle alors.

En réalité l'armée syrienne en ferait un usage massif "quotidien", mais jusqu'à présent personne ne s'en était aperçu, sauf ces journalistes du Monde !

- Les composants chimiques des gaz toxiques se fixent dans le tissu, tout particulièrement si les vêtements sont sales ou humides.

Voilà pour les "*échantillons*" dont personne ne sait exactement d'où ils proviennent, les victimes de ce gaz ne pouvant pas détecter dans quel quartier ou zone il a été pulvérisé, ni par qui.

- Lorsque des rebelles de l'ASL ont appris que nous nous efforcions de quitter le pays avec l'intention d'emmener ces échantillons jusqu'à un laboratoire certifié, ils nous ont aussi confié d'autres lots similaires.

On se croirait dans un entrepôt !

- Il s'est écoulé du temps entre les prélèvements et leur arrivée en France : entre quatre et cinq semaines pour certains.

Ils parlent de prélèvements sanguins qui s'avèreront inutilisables par la suite. Dites-donc, à votre place dès que j'aurais eu un échantillon valable, je n'aurais pas trainé dans les parages, j'aurais déguerpi sur le champ pour fuir ce pays en guerre, pas vous ?

- Un tee-shirt de combattant isolé dans un sac plastique, et correspondant au même échantillon. Un lot d'habits, enfin, dans un sac plus vaste.

Et en plus vous faites les poubelles, ce n'est pas très sérieux.

- Dans l'un des pays voisins de la Syrie, nous avons donc entamé des discussions avec les autorités françaises. Les échantillons seront analysés par le centre de recherche du Bouchet, qui dépend de la Délégation générale de l'armement (DGA), le Quai d'Orsay s'engageant par écrit à ce que les résultats soient communiqués au Monde.

Mais c'est qu'on vous attendait, vous étiez en mission commandée ou quoi, dites-nous tout ?

- Les analyses menées par le centre du Bouchet fournissent la preuve formelle d'une utilisation de gaz sarin en Syrie.

Ah ben nous voilà bien avancé ! Mais cela ne nous dit pas qui l'a utilisé, Au fait, vous savez que des civils et des soldats de l'armée syrienne ont présenté les mêmes symptômes que vous avez décrits sur vos amis mercenaires ? Ils ont dû se gazer eux-mêmes sans doute.

- D'après les résultats des analyses menées par le laboratoire militaire français, que Le Monde a pu consulter, du gaz sarin a été utilisé dans les deux attaques ayant fait l'objet de prélèvements d'échantillons.

Pure spéculation puisque vous ne savez même pas où ont été trouvés précisément les vêtements qui ont servi à ces analyses, ni même à qui ils appartenaient puisque ce sont des mercenaires de l'ASL qui vous les ont remis, alors qu'ils ne leur appartenaient pas. Mais au fait, si vous vous trouviez dans une zone qui avait été gazée au point de jouer au mariole en revêtissant des masques à gaz, pourquoi n'avez-vous pas donné à analyser vos propres vêtements, ceux des gens qui étaient avec vous ?

- Dans ce dernier cas, les services français assurent avoir pu certifier la chaîne de transmission, par laquelle leur sont parvenus des échantillons de sang et d'urine des victimes directes de l'attaque menée par un hélicoptère gouvernemental qui avait largué, à haute altitude, des projectiles blancs de la taille d'une boîte de conserve diffusant une fumée blanche.

Et vous n'avez pas pu récupérer un de ces "*projectiles blancs de la taille d'une boîte de conserve*", là cela aurait constitué une preuve infaillible contre le régime syrien, ces boîtes ne se sont pas volatilisées, vous savez où elles étaient tombées, c'était donc facile de les récupérer, pour un peu sur l'étiquette vous auriez même eu le droit à la photo et à la signature d'Assad... Ah il était trop tard, vous n'y avez pas pensé ! On comprend, on comprend...

- Cet utilisateur ne peut qu'être l'armée gouvernementale.

L'arrestation de membres d'Al-Nosra en possession de deux kilos de gaz sarin prouve le contraire, votre affirmation trahit vos réelles intentions qui n'étaient que fournir un prétexte à Washington, Paris et Londre pour bombarder la Syrie et liquider Assad comme en Libye et en Irak. Tout votre argument n'est que mensonge et manipulation.

On veut bien admettre que pour le journal d'un parti ouvrier rédiger un bel article à destination de ses militants et de ses lecteurs qui relate les derniers événements présente un certain intérêt, dans la mesure où y figure une analyse qui tranche avec celle des médias aux ordres. C'est à notre avis très insuffisant.

Il est sans doute tout aussi pertinent de proposer aux lecteurs sous forme de tableau les faits sur lesquels reposent ces analyses contradictoires qui aboutissent à des conclusions diamétralement opposées. J'en ai relevés trois tirés de l'actualité récente.

1- Les armes chimiques.

Hollande-Fabius : ils affirment à la suite du journal Le Monde que le gouvernement syrien auraient utilisé des armes chimiques.

Les faits : la police turque a arrêté plusieurs mercenaires du groupe Al-Nosra en possession de 2 kilos de gaz sarin. Par contre, il n'existe aucune preuve que l'armée syrienne aurait utilisé une telle arme qui n'aurait fait que précipiter une intervention militaire des puissances occidentales.

- Dans le cadre de son enquête sur les attentats de Reyhanli(11 mai 2013), la police turque a procédé, lundi 27 mai 2013, à une série de perquisitions chez des militants du Front Al-Nosra, à Adana et Mersin. 12 suspects ont été arrêtés.

Le Front Al-Nosra est la branche levantine d'Al-Qaïda. Les militants s'apprêtaient à utiliser ce gaz sarin à la fois en Turquie et en Syrie. Le gaz sarin est une arme chimique interdite par les Nations Unies en 1991.

Cette découverte intervient alors que le quotidien français Le Monde, dans son édition datée du 28 mai, la publication d'un reportage en cinq parties de Jean-Philippe Rémy et Laurent Van Der Stockt « *attestant* » l'usage de gaz par l'Armée arabe syrienne contre la « *rébellion* » à Jobar (quartier de Damas). (Réseau Voltaire 31 mai)

- Les rebelles syriens ont utilisé du gaz sarin, selon Carla Del Ponte - LeMonde.fr 04.05

- L'Onu déjuge Carla Del Ponte sur le gaz sarin en Syrie - Reuters 04.05

2- Le peuple syrien souhaite le départ du président Assad.

Hollande-Fabius : ils n'ont cessé de répéter avec d'autres qu'il s'agissait d'une révolution démocratique que le régime avait réprimée dans le sang, et que la population syrienne martyrisée par un président tyrannique était engagée dans un combat légitime pour le chasser du pouvoir, d'où le soutien du gouvernement français à l'opposition au président Assad.

Les faits : la CIA a révélé la semaine dernière les résultats d'un sondage dans un grand magazine américain, qui indiquaient que si le président Assad se présentait demain à des élections présidentielles il remporterait 75% des suffrages, un plébiscite. Ce qui signifie que contrairement à ce qu'affirme le gouvernement français notamment, l'immense majorité du peuple syrien s'est rangée derrière Assad qui incarne l'unité et l'indépendance de la Syrie.

- Le renseignement américain, CIA, vient de le reconnaitre : "*si le président syrien parcipite en 2014 aux élections présidentielles syriennes, il sera accrédité de 75% des voix*".

Selon le site d'information Al Ahd, qui cite la CIA, " *un ensemble de rapports et de sondages collectés au sujet des élections présidentielles 2014 vient de le confirmer , si Assad est à nouveau candidat, il l'emportera avec 75% des voix*". french.irib.

ir 15.05

3- Le massacre de civils par l'armée syrienne à Al-Qousseir.

L'ASL : dans un communiqué repris par les agences de presse et les médias, cette instance basée à Londres a affirmé qu'il resterait 20.000 civils dans la ville d'Al-Qousseir (sur 30.000 habitants avant la guerre) et que l'armée en décidant de lancer une offensive allait causer des milliers de victimes civiles, justifiant ainsi son appel à l'aide des puissances occidentales pour intervenir militairement pour empêcher ce massacre.

Les faits : le 5 mai 2013 l'armée syrienne est parvenue à libérer la totalité de la ville d'Al-Qousseir au mains des djihadistes depuis un an, et le correspondant de l'agence Reuters basé à Beyrouth a affirmé que selon les informations qui lui ont été transmises, la ville était en grande partie détruite, les rues étaient désertes et il n'y avait pas âme qui vive dans la ville, confirmant ce qu'avait annoncé le gouvernement syrien qu'enprévision de cette offensive, il s'était employé à faciliter l'évacuation des civils de cette ville, ce que les faits viennent de confirmer.

- Selon certains (djihadistes. -ndlr), 20.000 civils se trouvaient encore dans Koussaïr lorsque l'offensive a débuté, il y a quinze jours. Reuters 30.05

- Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), de nombreux civils avaient quitté la ville bien avant le début de l'assaut. (AFP 05.06) Là ils se contredisent entre-eux, c'est la pagaille, la débandade !

- Des images de Koussaïr diffusées par les télévisions mercredi montrent d'importantes destructions, avec des bâtiments en ruine, des rues dévastées et aucun habitant en vue. Reuters 05.06

Dans le commentaire accompagnant une photo prise de Koussaïr par le correspondant de Reuters, il parlera d'une ville "*fantôme*".

Un internaute apporte un nouvel élément que j'ignorais, à la suite de l'article du Figaro du 5 mai (L'armée syrienne prend le contrôle d'al-Qusayr) :

- "*Depuis presque 2 ans, l'armée tient bon, reste organisée, et commence a regagner du terrain... La population du pays ne bouge pas et soutient le Président du pays. (voir le reportage sur France 2 il y a quelques jours qui a d'ailleurs autant surpris le journaliste du plateau que moi !) Je pense qu'on nous a "enfumés" avec cette fameuse rébellion qui était sensé combattre pour le peuple...*"

C'est un dramatique euphémisme monsieur !

Je n'ai pas pu voir ce reportage de France 2 en étant en Inde.

Dans le premier cas, c'est Carla Del Ponte et la police turque qui contredit les allégations du gouvernement français, alors que la Turquie est un partenaire de la France contre le régime syrien.

Dans le second, c'est la CIA que l'on ne soupçonnera pas d'être favorable au régime syrien, qui révèle à son grand dam que le peuple syrien le soutient.

Dans le troisième, c'est une agence de presse américaine qui contredit les allégations de l'ASL.

Dans les trois cas, ce sont des acteurs indépendants ou plutôt favorables aux ennemis du régime syrien qui par leurs témoignages prouvent qu'on est en présence d'une machination contre le régime syrien sans que ce dernier ait été pris en défaut ou ait cherché à maquiller sa responsabilté ou la situation.

Ainsi à partir des faits la réalité est rétablie et le rôle criminel et sordide de cette guerre de rapine menée par la coalition américano-franco, britannique appuyée par l'Etat sioniste et les Etats du Golfe qui est à l'origine de la destruction de la Syrie et du massacre de son peuple par une armée de mercenaires sanguinaires qu'ils ont recrutés, financés, armés, infiltrés en Syrie, n'est plus à démontrer puisqu'il est exposé ici au grand jour.

Une démonstration balaie tous les doutes qu'on pouvait avoir sur le rôle joué par les différents acteurs de cette tragédie.

En guise d'épilogue.

On ne peut pas être plus clair et précis, on ne peut pas faire plus simple non plus, cette argumentation est à la portée de n'importe quel travailleur ou militant, personne l'ayant lu ne peut dire ensuite : je ne comprends pas, c'est impossible ou on a à faire

à un crétin fini ou quelqu'un de mauvaise foi, auquel cas il vaut mieux ne pas poursuivre la discussion.

Partant de là, ce qui est intéressant de signaler à notre interlocuteur, c'est qu'il en est ainsi dans pratiquement tous les domaines, quand on lui parle de la crise, des retraites, du chômage, de l'école, des hôpitaux, de la situation en général, chaque fois on lui ment, on lui cache la vérité, on lui raconte des balivernes, qui, le gouvernement, les partis institutionnels, les dirigeants des syndicats, les médias évidemment, car pas un ne lui tient ce langage, pas un ne l'aidera à répondre aux questions qu'ils se posent en partant des faits.

Car finalement, la situation est beaucoup plus simple qu'on ne le pensait, il suffit de partir des faits pour que tout soit plus clair immédiatement, encore faut-il que quelqu'un les porte à votre connaissance, ce n'est pas toujours facile d'y accéder même s'ils sont disponibles sur Internet, il faut les rassembler, établir les rapports qui existent entre eux, etc.

Et si nous avions un parti nous poursuivrions en expliquant à ce travailleur ou militant que notre politique repose uniquement sur des faits, que nous sommes des gens sérieux et cohérents. En allant plus loin mais cela pourra faire l'objet d'une autre causerie, parmi ces faits, il y a ceux qui relèvent de différents acteurs à différents niveaux dans la société, mais il y a aussi ceux qui sont relatifs à nos propres besoins et aspirationsen tant que travailleur.

Par exemple, si vous dites que vous êtes fatigué et que vous prendriez bien votre retraite maintenant, c'est un fait, un fait qui n'intéresse personne, que personne ne prendra en compte, que la société telle qu'elle est ignore ou plutôt telles que les institutions qui existent ignorent. C'est un fait qui va se traduire sous la forme d'un besoin, d'un droit qui est bafoué, vous avez à peine 50 ans, vous dites que vous êtes déjà fatigué et que vous voudriez bien prendre votre retraite maintenant, mais mon pauvre vieux, où avez-vous la tête, vous n'êtes pas au courant de la situation, etc. vous voyez, c'est la situation qui retient leur attention, vous, vous n'existez pas pour eux ou vous passez après ce qui revient au même, ilsne vous permettront pas de prendre votre retraite demain, vous devrez crever au boulot s'il le faut...

Et bien voyez-vous, notre parti, notre programme, l'objectif de notre combat politique incarne tout ce qu'on vous refuse, nous considérons que vous êtes l'acteur principal dans la société, donc on vous écoute, puis on prend en compte vos besoins ou aspirations qui passent avant toute autre considération, la crise, la compétitivité des entreprises, le sauvetage des banques, la croissance ou je ne sais quoi, parce que nous considèrons que tous vos droits sont légitimes et inaliénables et doivent être satisfaits, ce qui n'est pas forcément possible dans cette société, d'où la nécessité de la changer pour une société qui reposera sur vos droits et rien d'autres, on appelle cela modestement le socialisme...

Une info dont la source est non identifiée :

- La DGSE travaille à un nouveau tracé passant par le Niger (voir récentes attaques menées par Bajolet) puis la Tripolitaine où les gazoducs camerounais et oleoducs tchadiens viendraient rejoindre les réseaux sous contrôle de la DGSE, c'est pour cela que les (...) sionistes de la défense à Paris veulent occuper la Tripolitaine et que Bajolet a fait sauter l'ambassade de France à Tripoli. La DGSE frappera l'Algérie par l'Ouest selon le plan de Tel Aviv, car ce nouveau tracé est loin de faire l'unanimité.

Les pigeons et les perroquets

Evolution entre 2002 et 2012 du salaire fixe et bonus, hors stock-options et actions gratuites de neuf patrons du CAC 40.

Henri de Castries : Axa - 2002 : 1 329 146 euros ; 2012 : 3 049 761 euros - Variation : 129 %
Benoît Potier : Air liquide - 2002 : 1 296 000 euros ; 2012 : 2 743 000 euros - Variation : 112 %
Pierre Pringuet : Pernod-Ricard - 2002 : 1 412 140 euros ; 2012 : 2 696 873 euros - Variation : 91 %
Paul Hermelin : : Capgemini - 2002 : 1 218 350 euros ; 2012 : 2 187 600 euros - Variation : 80 %
Franck Riboud : Danone - 2002 : 2 400 000 euros ; 32012 : 658 170 euros - Variation : 52 %
Gérard Mestrallet : GDF Suez - 2002 : 2 270 602 euros ; 2012 : 3 088 977 euros - Variation : 36 %
Bernard Arnault : LVMH - 2002 : 3 387 043 euros ; 2012 : 3 519 516 euros - Variation : 4 %
Baudouin Prot : BNP Paribas - 2002 : 1 373 748 euros ; 2012 : 1 418 681 euros - Variation : 3 %
Martin Bouygues : Bouygues - 2002 : 2 432 999 euros ; 2012 : 2 404 970 euros - Variation : - 1 %

Moyenne : 2002 : 1 531 127 euros ; 2012 : 2 867 081 euros - Variation : 87 %

Le 15 mai 2001, la loi NRE (nouvelles régulations économiques) venait de passer, faisant obligation aux grands patrons de révéler toutes leurs rémunérations.

Finies, les cachotteries : les petits actionnaires et la presse allaient pouvoir pointer les abus et contraindre les principaux intéressés à plus de mesure.

Les neuf patrons du CAC 40 aux manettes depuis 2002 et toujours en poste ont vu leurs rémunérations (salaire fixe et

bonus) s'apprécier de 87 % en moyenne, soit, hors inflation, une hausse de 68 %. Au cours de la décennie écoulée, trois d'entre eux parviennent même à doubler leurs émoluments : le président d'Axa, Henri de Castries, ses homologues d'Air liquide, Benoît Potier, et de Pernod-Ricard, Pierre Pringuet, promu grand patron en milieu de parcours.

Comment expliquer les effets pervers et inflationnistes de la transparence ? "*Par le jeu des comparaisons faites à partir de grilles très précises élaborées par des cabinets de consultants. Les patrons les plus performants veulent figurer dans le haut du panier et se rapprocher des standards américains. Les autres ne veulent pas figurer au-dessous de la rémunération moyenne de leurs pairs. Ce serait vécu comme un affront fait au dirigeant par le comité des rémunérations, l'organe du conseil d'administration chargé de proposer les fixes et les bonus*", explique Pierre-Henri Leroy, patron de Proxinvest, cabinet de défense des actionnaires minoritaires. Cette mécanique d'appréciation salariale porte d'ailleurs le joli nom d'"*échelle de perroquet*", dont on gravit les barreaux au vu et au su de tous. L'Express.fr 05.06

Vous aurez compris que les pigeons sont ceux qui estiment normal que les "*perroquets*" se goinfrent sur leurs dos...

ACTUALITE EN TITRES

Hollande ou le chantre de la réaction mondiale

- "*Pourquoi les alliés de la rébellion syrienne ne lui livrent-ils pas d'armes ?*" - LeMonde.fr

- Syrie. Hollande pousse la communauté internationale à agir - Le Nouvel Observateur

- Syrie : Israël doute de la volonté de Washington d'intervenir militairement - LeMonde.fr

Hollande est encore plus pourri que le président américain et le Premier ministre israélien réunis !

- Comment "*Le Monde*" a obtenu des preuves de l'usage d'armes chimiques - LeMonde.fr

- Armes chimiques en Syrie : la Russie reste muette - LeMonde.fr

Parce qu'il n'y a rien à dire, c'est une fabrication des services secrets français via le journal Le Monde.

Nos sincères condoléances.

- La Lettonie va devenir le 18e membre de la zone euro. - L'Expansion.com

Dites, c'est quoi le crise ? Ouvrez vos yeux et vos oreilles !

- A New York, le boom des tours résidentielles de luxe - AFP

- Le casse du siècle : comment les banques vont parvenir à sortir encore plus fortes de la crise - Atlantico.fr

- Classes moyennes : le 21ème siècle m'a tuer ? - Atlantico.fr

Voilà un portail atlantiste qui porte bien son nom, pour les Américains vous avez un demi-siècle de retard.

- Paupérisation des classes moyennes : un risque économique, social et politique - LeMonde.fr

En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, non, pas vraiment...

Pèlerinage néo libéral.

- Taxe sur le solaire: Berlin regrette une "*erreur*" de Bruxelles - AFP

- Dailymotion: Fleur Pellerin veut rassurer les investisseurs de la Silicon Valley - AFP

Intox

- Paradis fiscaux et frais bancaires à nouveau en débat à l'Assemblée - AFP

- Crise grecque: le FMI reconnaît des "*échecs notables*" - L'Expansion.com

- Retraites : Ayrault promet de laisser du temps à la concertation - LeParisien.fr

Toujours des bonnes nouvelles...

- Espagne: le fabricant de cigarettes Altadis supprime 10% de son effectif - AFP

- L'économie portugaise est entrée dans sa 3e année de récession - Reuters

La palme du cynisme

- Mali: la reconstruction, une chance pour lutter contre le travail des enfants - L'Express.fr

- Les 15-30 ans fument et boivent plus mais se disent "*en bonne santé*" - AFP

Pendant qu'ils traitent la main d'oeuvre immigrée comme des chiens.

- Arabie saoudite : trente coups de fouet pour une gifle - Liberation.fr

Les féministes vont pouvoir soutenir ce régime barbare...

ACTUALITÉ DU JOUR

Le Pentagone a déjà promis des décennies de guerre, Hollande le confirme... au nom de la "recherche de la paix".

Après Obama, et l'Union européenne, au tour de Hollande, l'imposture normalisée.

- Hollande, chef de guerre, récompensé pour la paix au Mali - AFP

François Hollande a reçu mercredi à Paris le Prix de l'Unesco pour la paix en présence des principaux dirigeants ouest-africains, venus lui rendre hommage pour l'action militaire de la France au Mali, le jour même où des combats reprenaient dans le nord entre l'armée malienne aux rebelles touareg.

"*Il peut paraître paradoxal de recevoir une récompense pour la recherche de la paix après avoir porté la responsabilité d'une guerre*", a déclaré le président français, qui a insisté sur le soutien apporté à l'intervention française par la communauté internationale, les Africains au premier chef.

M. Hollande a néanmoins admis que "*la situation au Sahel reste fragile*". "*Les terroristes se cachent dans toute la région et frappent aujourd'hui le Niger et peut-être demain se dirigeront-ils ailleurs en Afrique*", s'est-il inquiété.

"*Le combat n'est pas fini*", a dit le président français. "*Il y a encore beaucoup à faire au Mali et au-delà. C'est une grande partie de l'Afrique qui est aujourd'hui menacée. L'enjeu, c'est de tout faire pour renforcer les capacités des pays africains pour qu'ils puissent assurer eux-mêmes leur sécurité*". AFP 05.06

L'Unesco est une agence de l'ONU, de l'impérialisme américain, ceux qui y collaborent sont des traitres.

Les vassaux de Washington ou la voie de la guerre contre les peuples syriens, libanais et iraniens.

La Ligue arabe a condamné mercredi l'implication du Hezbollah libanais dans le conflit syrien, a annoncé Nabil Elaraby, secrétaire général de l'organisation.

Dans une résolution adoptée à l'occasion d'une réunion au Caire, les ministres des Affaires étrangères des Etats membres condamnent toute forme d'intervention étrangère, particulièrement celle du mouvement chiite pro-iranien, a-t-il ajouté, s'adressant à la presse après la rencontre.

Essam al Haddad, conseiller à la sécurité du président égyptien Mohamed Morsi, a jugé mardi l'implication du Hezbollah criminelle et le gouvernement Bahreïni l'a rangé parmi les organisations terroristes, mais la résolution de la Ligue ne va pas aussi loin.

La réunion de mercredi devait permettre d'adopter une position commune en vue de la conférence de "Genève II" qui pourrait avoir lieu en juillet, selon Lakhdar Brahimi, émissaire de l'Onu pour la Syrie.

Dans la résolution adoptée mercredi, les Etats membres plaident pour le déploiement d'une force de maintien de la paix de l'Onu pendant la période de transition envisagée par le plan de paix adopté lors de la première conférence de Genève. Ils réitèrent par ailleurs leur soutien à la formation d'un gouvernement intérimaire dans lequel tous les protagonistes du conflit, y compris l'actuel gouvernement, seraient représentés.

Le président Bachar al Assad ne pourra toutefois exercer aucune fonction exécutive, a souligné Mohamed Kamel Amr, ministre égyptien des Affaires étrangères.

"*Le conseil de transition aura tous les pouvoirs. Cela signifie qu'Assad n'aura aucun rôle (...) Toutes les prérogatives seront transférées à l'autorité de transition, défense et sécurité y compris*", a-t-il ajouté. Reuters 05.06

La Ligue arabe ne condamnera pas l'implication du Qatar, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie et d'Israël, pas plus que les 35 pays dont des mercenaires ou des militaires ont été tués ou faits prisonniers par l'armée syrienne depuis deux ans, dont des français, des britanniques, des américains, normal.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le régime de Bachar al-Assad et son puissant allié, le Hezbollah libanais, ont pris mercredi aux rebelles la ville clé de Qousseir dévastée par deux semaines de combats acharnés, remportant une importante victoire dans la guerre en Syrie.

L'ONU, les Etats-Unis et la Russie ont tenu à Genève une réunion préparatoire en vue de la conférence de paix internationale voulue par Washington et Moscou -- qui pourrait avoir lieu en juillet.

Les positions jusqu'au-boutistes des protagonistes rendent difficile l'organisation de la conférence de paix internationale.

Les ministres arabes des Affaires étrangères ont invité mercredi les protagonistes à y participer.

Le régime syrien a donné son accord de principe à cette conférence, tandis que l'opposition exige au préalable la démission du président Assad, l'arrêt des combats et le départ de Syrie de combattants de l'Iran et du Hezbollah.

Une nouvelle réunion préparatoire aura lieu à Genève le 25 juin, a déclaré l'émissaire spécial des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie Lakhdar Brahimi, au terme de la réunion de mercredi.

Pour M. Brahimi, cette conférence pourra se dérouler "*espérons-le en juillet*".

L'objectif est d'amener "*les parties syriennes, sans conditions préalables, à examiner comment elles pourraient appliquer le communiqué*" de Genève, adopté en 2012 par la première conférence internationale, a dit M. Brahimi, admettant que "*les parties syriennes ne sont pas prêtes*".

La première conférence de Genève avait mis au point un plan de transition sans se prononcer sur le sort du président Bachar Al-Assad.

La porte-parole du département d'Etat à Washington, Jennifer Psaki, a assuré mercredi que les Etats-Unis, la Russie et l'ONU

s'étaient entendus pour que l'objectif de la conférence de Genève-2 soit de "*tenter de former un gouvernement de transition*" en Syrie dans lequel "*aucun pouvoir exécutif (ne serait) laissé au régime*" de Bachar al-Assad.

De source diplomatique, on déclarait à Genève que les discussions russo-américaines préparatoires à cette conférence ont buté mercredi sur la question de la participation de l'Iran. AFP et Reuters 05.06

1.2- C'est un rapport israélien repris par l'hebdomadaire Al Manar de la Palestine qui conclut à la victoire de l'axe de la résistance : les rapports parvenus des services du renseignement israélien , américain et britannique confirment l'échec des parties hostiles au régime Assad. La plupart des agences de renseignement israéliennes croient qu'Assad a bien surmonté la période la plus difficile et que les risques d'un renversement de son pouvoir sont déjà derrière lui.

Ce sont des rapports qui se supperposent à ceux élaborés par les renseignements britanniques et américains." *les efforts contre l'axe "extrémiste" (ndlr: Hezbollah, Iran, Syrie) n'ont pas abouti et ils ont eu plutôt l'effet inverse.* " Le rapport prodigue ensuite des conseils à Israël et à d'autres parties anti-Assad impliquées dans la guerre : " *Le seul moyen pour Israël et ses alliés dans la guerre contre Assad consiste à éviter une intervention armée directe et claire en Syrie . Il ne faut pas céder aux voeux des régimes arabes qui préconisent le recours à n'importe quelle type d'armes lourde et létale pour éliminer Assad. ou au moins il ne faut pas trop insister pour qu'Assad soit éliminé*" et le rapport reconnait : " *l'insistance des pays hostiles à Assad pour envoyer des armes aux rebelles ne tient pas à leur volonté de voir Assad tomber, ces pays veulent en effet provoquer un maximum de destruction dans les infrastructures syriennes* " le rapport affirme qu'en dépit des succès de l'armée arabe syrienne, " *Israël poursuivra ses efforts pour créer une zone tampon à l'intérieur de la Syrie et de provoquer ainsi son morcellement*" french.irib.ir 05.06

Cela confiirme ce que j'ai affirmé à plusieurs reprises qu'il en faudra beaucoup plus pour qu'ils lâchent le morceau. Seule la crainte de perdre le contrôle sur le plan politique en Europe pourrait les arrêter à mon avis.

1.3- Une grande partie des insurgés armés se sont retirés d'Al-Qousseir et enfuis vers les régions Al-Qara et Al-Zaba qui se trouvent toujours sous contrôle des terroristes de Lawa Al-Tawhid.

Selon Fars News, suite à la défaite des terroristes dans la lutte à Al-Qousseir, face à l'armée syrienne, les insurgés armés basés dans cette ville se sont affrontés au groupe terroriste Lawa Al-Tawhid, les deux parties s'attribuant, les uns les autres, la responsabilité de l'échec face à l'armée. Une personne a été tuée et deux autres, blessées, au cours de cet affrontement. french.irib.ir 05.06

1.4- Un commentateur de la télévision israélienne estime que l'Iran serait le gagnant de l'affaire syrienne.

Ehud Yaari, commentateur politique de la télévision israélienne a fait allusion aux acquis obtenus par l'axe de la résistance et aux lourds échecs des groupes armés, soutenus par les Occidentaux, en Syrie, pour dire que tout cela montre la victoire de l'Iran face aux Etats-Unis et aux Occidentaux dans l'affaire syrienne. « *La question qui s'impose est de savoir si Barack Obama et les Occidentaux se résigneront face à l'énorme victoire de l'Iran dans l'affaire syrienne* », a ajouté le commentateur de la télévision israélienne. Ehud Yaari a aussi affirmé que différents pays étaient impliqués dans le conflit en Syrie, ajoutant que la victoire appartient, actuellement, à l'Iran et à la Russie. « *La victoire de l'Iran sera d'ailleurs une catastrophe stratégique pour les Etats-Unis et Israël* », a précisé le commentateur et analyste politique israélien, et d'ajouter : « *Reste à savoir si Obama permettra que l'armée syrienne avance encore sur place ; si c'est le cas, l'Iran et le Hezbollah vont accumuler de grands et sans précédent acquis* ». french.irib.ir 05.06

2- Turquie

Les manifestants ne baissent pas les bras, en fin de journée ils ont envahi la place de Kizilay, dans le centre d'Ankara. Ils étaient plus de 10.000 dans la capitale, ayant répondu à l'appel des syndicats. Les forces de l'ordre les ont dispersés à grand renfort de gaz lacrymogènes et de canons à eau.

Depuis les premiers affrontements vendredi, deux personnes sont mortes et les ONG de défense des droits de l'Homme ont dénombré plus de 2.800 blessés dans les seules villes d'Istanbul, d'Ankara et d'Izmir. Les manifestants attendent désormais le retour de Tunisie ce jeudi soir du Premier ministre Erdogan (affirmation gratuite du journaliste. - ndlr), qui a jusque-là balayé d'un revers de main tous leurs griefs. euronews.fr 05.06

SOCIAL

1- Chine

Les ouvriers d'un abattoir de volailles où s'est déclaré lundi un incendie qui a fait 119 morts n'ont pas trouvé anormal que les portes de l'abattoir soient fermées, alors même que le feu avait déjà pris dans l'usine.

Selon les premiers éléments de l'enquête, des fuites d'ammoniac sont à l'origine de l'explosion, dit le gouvernement chinois. Sont également mis en cause les matériaux de construction inflammables, la mauvaise conception des sorties de secours et le manque de matériel de protection contre les incendies de cet établissement construit il y a quatre ans.

Le verrouillage des portes, dénoncé par les médias officiels, est une pratique fréquente, a déclaré Li.

"*Ils craignaient que les ouvriers ne sortent, arrêtent de travailler et perdent leur temps. Certaines personnes allaient s'acheter de quoi manger pendant le travail. Ça les inquiétait aussi*", a-t-elle dit.

Un autre ouvrier, hospitalisé après avoir inhalé de l'ammoniac, estime quant à lui qu'il n'était pas déraisonnable de laisser les portes fermées.

"*Bien sûr qu'ils restreignent nos déplacements. Je ne sais pas pourquoi mais ce n'est pas excessif. Quelle entreprise permet à ses salariés d'aller et venir pendant les heures de travail ?*" a-t-il dit, sous le sceau de l'anonymat.

De nombreux employeurs profitent de la corruption pour contourner les règles de sécurité. Reuters 05.06

2- Bangladesh

2.1- Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine textile au Bangladesh sont tombés malades mercredi après avoir bu de l'eau sur leur lieu de travail, ont annoncé à l'AFP des sources policière et industrielle.

Un responsable administratif de l'usine située à Gazipur, à la périphérie de Dacca, la capitale, a indiqué à l'AFP qu'il pourrait y avoir jusqu'à 600 ouvriers touchés.

Un responsable de l'Association bangladaise des fabricants et exportateurs de textile (BGMEA), qui représente les 4.500 usines du pays, a indiqué que l'eau consommée par les ouvriers pourrait avoir été empoisonnée à dessein.

"*Nous soupçonnons un acte d'empoisonnement. Il pourrait s'agir de pesticide*", a dit S.M. Mannan, le vice-président la BGMEA, interrogé par l'AFP.

"*L'usine a son propre approvisionnement en eau qui vient d'une pompe alimentée en profondeur par un puits, donc la contamination est écartée. Quelqu'un a dû mélanger du poison dans l'eau*", a-t-il avancé. AFP 06.06

Dans une autre dépêche de l'AFP reproduite par 20minutes.fr on pouvait lire : «*Nous pensons que l'eau de l'usine Starlight Sweaters a été empoisonnée ou contaminée*», a déclaré à l'AFP le policier chargé du secteur industriel, Mahfuzur Rahman. 20minutes.fr 05.06

L'eau a pu être "*empoisonnée ou contaminée* a dit ce policier, alors que pour le représentant du syndicat des patrons des fabricants et exportateurs de textile elle a été forcément "*empoisonnée*" dédouanant d'avance la responsabilité du propriétaire de l'usine. Explication, je rappelle que je vis en Inde depuis 1996.

Mais l'eau qu'ils ont bue ne venait pas directement de ce puit, pas plus l'eau que je bois chez moi. Elle passe par un ou deux réservoires qui doivent être entretenue, nettoyés régulièrement... Dans celui qui est située sous la terrasse devant la porte d'entrée de chez moi, les travaux ayant été mal effectués comme c'est le cas habituellement ici, il reste un passage laissant entrer la poussière et des insectes, cela m'est déjà arrivé d'y trouver des cafards et des lézards morts, comme je dois le remplir tous les jours je jette un coup d'oeil dedans pour vérifier qu'un intrus n'y ait pas tombé, le trou se situe au niveau de la tuyauterie, j'en ai parlé au propriétaire il y a bientôt deux ans, il s'en fout apparemment, c'est un Français de Pondichéry, ex-militaire à la retraite. AFP 05.06

2.2- La police a par ailleurs indiqué avoir tiré des balles en caoutchouc et fait usage de gaz lacrymogène pour disperser une manifestation de familles de personnes toujours portées disparues dans l'effondrement de l'immeuble.

Des responsables de Savar, la ville où s'est écroulé l'immeuble, ont indiqué qu'un millier de proches de victimes et d'ouvriers s'étaient rassemblés sur le lieu du drame pour demander la publication d'une liste complète des disparus afin que les familles puissent faire valoir leurs droits à des indemnisations.

"*Il y avait jusqu'à 1.000 manifestants, ils ont bloqué une importante route d'accès et ont organisé un sit-in devant les ruines*

de l'immeuble pendant près de trois heures", a rapporté le policier, Amjad Hossain.

Un autre policier à Savar, Sheikh Farid Uddin, a dit à l'AFP qu'il y avait eu des heurts entre les forces de l'ordre et les manifestants lorsque la police a tenté de débloquer la route, précisant que les manifestants leur avaient jeté des pierres.

"*En représailles, nous avons tiré des balles en caoutchouc et utilisé du gaz lacrymogène pour les disperser*", a-t-il ajouté. AFP 05.06

Haut de page

Le 7 juin 2013

CAUSERIE

En raison de l'actualité politique en France, le site ne sera actualisé que partiellement aujourd'hui. J'ai ajouté une douzaine d'articles hier soir.

A propos de l'agression de Méric Clément.

J'ai réagi dans cet article en tant que père (et grand-père) et militant ouvrier. Ma contribution est certes modeste mais je ne peux pas nier que des militants, de jeunes militants se connectent sur le site et que j'ai une certaine responsabilité envers eux. Je ne peux et je ne veux pas leur raconter n'importe quoi pour faire plaisir à je ne sais qui.

Je sais d'avance qu'il y a parmi nous des esprits étroits et bornés, complètement sclérosés, hyper dogmatiques, vous savez, ces orthodoxes du marxisme qui peuvent vous sortir des citations en rafales et qui ne sont pas capables de réfléchir autrement qu'à travers le prisme déformé de leurs principes gravés dans le marbre pour l'éternité, amen, et bien je n'en tiendrais pas compte.

Je veux bien admettre que certains militants aient réagi sur le coup de l'émotion, mais en politique ce ne sont pas nos émotions qui nous guident, mais notre état de conscience, plus précisément la conscience d'appartenir à une classe sociale déterminée et la place qu'elle occupe dans le développement de la civilisation humaine ou l'humanité.

Je ne réalise pas ce portail pour engranger un maximum de connexions, j'essaie d'analyser lucidement la situation à partir des faits dans le seul objectif de la rendre compréhensible au plus grand nombre, ensuite chacun en tire ses propres conclusions sans être obligé de partager les miennes.

Question : Qui connaît dans quelles circonstances exactes s'est produite cette agression ? Qui a écouté les différents témoignages rassemblés sur place, depuis le magasin de vêtement où les deux groupes se sont retrouvés en présence ?

Apparemment la maîtrise de soi et le discernement n'est pas le fort des dirigeants du mouvement ouvrier, ils ne sont décidément pas à la hauteur de leurs responsabilités ou de la cause qu'ils prétendent représenter, ceux dont je relate les prises de positions ici qui sont à vomir. Finalement, au risque de vous choquer, je vais vous livrer le fond de ma pensée qui tranchera une fois de plus avec la bonne conscience d'où qu'elle vienne qui s'étale à longueur de médias depuis deux jours.

Ce qui est le plus à craindre, le plus effrayant pour un militant ouvrier, ce ne sont pas les fafs qu'on évitera de provoquer aussi stupidement, mais l'orientation du mouvement ouvrier, sa soumission au capital, aux institutions. On pourrait ajouter le populisme ou la démagogie, le double langage et la manipulation, l'hypocrise et la provocation auxquels se livrent ses dirigeants, encore une fois cela ne concerne que ceux qui ont mis en scène hier la mort de cet étudiant.

Ce sont eux en dernière analyse les responsables de la mort de M. Clément, ce sont eux qui portent la responsabilité des suicides de travailleurs poussés au désespoir, de jeunes qui se réfugient dans l'alcoolisme, la drogue, qui en viennent à épouser les idées de l'extrême droite, car ce sont bien eux qui interdisent à la classe ouvrière et à sa jeunesse d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme en pratiquant la collaboration de classes, qui ne leur proposent aucune perspective à laquelle ils pourraient se raccrocher, aucun idéal, ils s'emploient à cadenasser le mouvement ouvrier dans le carcan du capitalisme et ses institutions auxquelles ils collaborent.

Le combat contre l'extrême droite, nous avons eu l'occasion de l'évoquer à plusieurs reprises, nous ne changeons pas de discours, il commence par s'attaquer et rompre avec le capital et ses institutions politiques, ses partis, les appareils jaunes et traitres des syndicats, l'Union européenne et l'ONU temple de la dictature du capital, de la guerre contre les peuples, de l'impérialisme américain. Aucun des intervenants dont il est fait mention plus loin n'a adopté cette position politique, tous collaborent avec le régime qui effectivement nourrit l'extrême droite, le racisme et toutes les formes de discriminations, donc ils en portent la responsabilité à des degrés divers.

L'engagement contre le fascisme est une escroquerie politique pour certains, Front de gauche, NPA, etc., pour d'autres, les anarchistes principalement, c'est le produit parfois dramatique comme aujourd'hui, d'une profonde ignorance du fonctionnement de la société, du capitalisme, qui conduit (aveuglément aussi) à vouloir s'attaquer aux conséquences d'un mal sans jamais s'attaquer à sa racine, ce qui évidemment est vain ou ne mène nulle part, signifions au passage qu'il nous est impossible d'inverser le processus conduisant au renforcement de l'extrême droite temps que le prolétariat ne s'est pas mobilisé pour infliger une défaite politique au capital, et que la direction du mouvement ouvrier n'a pas manifesté sa détermination à mettre en oeuvre un programme social qui correspond (plus ou moins, c'est une autre question) à ses intérêts...

Aujourd'hui, on ne voit pas comment le prolétariat faiblement organisé et toujours aussi ignorant du fonctionnement de la société pourrait infliger une défaite politique au capital, d'autant plus qu'aucun parti ne combat sur un tel programme qui nécessite pour être cohérent et inspirer confiance à des millions de travailleurs et jeunes, l'expropriation du capital et la liquidation des institutions de la Ve République. Quel parti incarnerait aujourd'hui l'idéal d'une autre société, quel parti combat sous le drapeau du socialisme et s'emploie à faire connaître aux travailleurs le programme de la révolution socialiste ? Aucun.

Si je devais dire un mot personnel, je dirais que c'est pure folie de provoquer les fafs, les skinheads, les Hells Angels.

Quand j'étais technicien, je vous ai déjà raconté que j'avais été amené à réparer des copieurs dans les bureaux du FN à Paris, puis à Saint-Cloud ou encore chez Miinutes, et bien avec ma grande gueule, je peux vous dire que je n'en menais par lourd. Chez Minutes, j'étais jeune, j'ai même failli avoir une altercation avec un employé au crâne rasé, parce qu'il ne me lâchait pas des yeux, par curiosité je jetais un oeil un peu partout, il m'a demandé si j'avais besoin de quelque chose, j'ai eu envie de lui demander s'il était de la police, mais au dernier moment j'ai ravalé ma salive, parfois il faut avoir l'intelligence d'estimer la situation et la fermer, instinct de survie et dignité ne sont pas forcément incompatibles.

Plusieurs fois lors de collages (à l'OCI) on s'était retrouvé nez à nez avec des militants du FN, chaque fois on a préféré passer notre chemin au lieu de les provoquer, les fois suivantes on était trois fois plus nombreux par mesure de sécurité, jamais armés, à l'OCI comme au POI ils cultivaient le culte de la légalité. Si demain je devais coller, je serais armé évidemment. D'autres fois, quand je me suis retrouvé seul face à un groupe de types en Rangers qui avaient une sale gueule, j'ai préféré changer de trottoir ou de direction, pourquoi prendre le risque de se faire massacrer inutilement, non ?

Il vaut mieux éviter toute provocation et tout contact, c'est un principe. Maintenant il y a des organisations dont c'est la fonction ou la raison d'être, on a envie de dire à leur risque et péril. Si j'ai bonne mémoire, au tournant du XXe siècle lorsque le frère de Lénine a été exécuté pour acte terroriste, Lénine en a été affecté mais il n'en a pas fait tout un plat, cela n'a eu aucune influence sur son parcours ou son comportement politique.

Venons-en à notre sujet.

On ne peut pas dire que l'appel à manifester hier soir ait soulevé les foules, les organisateurs n'ont même pas été foutus de rassembler leurs adhérents si j'en juge les articles de presse qui en ont rendu compte. On est loin de février 34, n'est-ce pas ? Cela devrait faire réfléchir les militants. Où en est le mouvement ouvrier ?

Un internaute

- "Désir, Bergé, Valls, Ayrault etc... n'ont mëme pas la décence d'attendre les résultats de l'enquête, sans même parler des résultat du procès, pour se livrer à une récupération politique sans scrupule." Vous avez le droit de compléter cette liste, c'est ce que nous allons faire maintenant.

Les faits, à confirmer toutefois dans les jours qui viennent.

- Mercredi soir, le jeune militant d'extrême gauche, âgé de 18 ans, et trois de ses amis sortaient d'une vente privée organisée dans un appartement de la rue de Caumartin, à Paris, quand ils ont croisé la route de leurs agresseurs. Ils ont été attaqués par un groupe de skinheads, exhibant tatouages de croix gammées et sweat-shirt à la gloire de « *Blood and Honour* », un groupe néo-nazi britannique. Transporté dans la foulée à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Clément Méric a été déclaré en état de mort cérébrale. Selon plusieurs témoins, il a été frappé avec un poing américain, une arme blanche dont le port est interdit en France. L'étudiant serait ensuite tombé et sa tête aurait tapé le poteau, selon plusieurs témoignages. AFP

D'après les premiers éléments, Clément et les individus caractérisés comme «*skinheads*» ont eu une première altercation avec échanges d'insultes lors d'une vente privée de vêtements, notamment des marques Fred Perry et Ben Sherman, particulièrement prisées des skinheads mais aussi des antifascistes, rue Caumartin. Ces deux groupes se sont-ils rencontrés de façon fortuite ? Se connaissaient-ils ? 20minutes.fr

Quatre personnes, trois hommes et une femme, ont été placées en garde à vue, a précisé une source policière. L'auteur présumé du coup mortel figure parmi elles. Dans ses premières déclarations, il a indiqué ne pas avoir eu l'intention de tuer le jeune

homme, décédé à l'âge de 19 ans. Le Point

De l'inconscience à la provocation.

Les propos rapportés qui suivent entre guillemets ne sont pas ceux du journaliste, il faut le préciser à ceux qui ne savent pas lire ou lisent ce qu'ils ont envie de lire.

- Clément Méric "*faisait du terrain, du renseignement, de l'agit-prop*". "*Il portait tout le temps son badge antifasciste*", précise un étudiant de première année comme lui. "*C'était un militant qui était tout le temps là. Il tractait contre les fascistes, pour le droit des étrangers, pour l'égalité hommes-femmes*", ajoute Adrien, de 5e année, qui le connaissait.

Clément militait aussi à Brest à la Confédération nationale du travail (CNT), mouvement anarcho-syndicaliste.

En entrant à Sciences Po, Clément Méric avait rejoint les rangs du syndicat Solidaires, mais n'était adhérent d'aucun parti, d'après plusieurs sources. "*Il avait des engagements très divers*", antifasciste, anticapitaliste, anti-homophobe avec Act Up au cours des derniers mois, a précisé Claire Cosquer, militante Solidaires Sciences Po. Il avait notamment participé ces derniers mois à plusieurs actions pour dénoncer la recrudescence de propos homophobes. Le 17 avril, en marge d'une manifestation de la Manif pour tous, il faisait partie d'un petit groupe d'étudiants brandissant une banderole "*L'homophobie tue*" et criant "*Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartier pour les fachos*". "*C'était quelqu'un de ferme dans ses convictions, mais il n'était pas agressif. On pouvait s'engueuler en assemblée générale, et le lendemain il disait bonjour normalement*", explique Raphaëlle Remy-Lele, une étudiante qui milite à l'Unef et qui l'a fréquenté.

Selon une source policière, il était connu des services spécialisés comme appartenant à un groupe de militants d'extrême gauche qui recherchaient la confrontation avec des militants d'extrême droite, notamment la vingtaine de skins constituant le noyau dur des JNR (Jeunesses nationalistes révolutionnaires, groupuscule radical), avec qui ils "*jouaient à cache-cache et se cherchent depuis quelque temps*". Le Point

Le gauchisme peut avoir des conséquences tragiques

- A Paris hier soir. "*Le fascisme, c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève*", ont crié des membres d'Action antifasciste Paris Banlieue, groupe auquel appartenait Clément Méric. AFP

Erreur fatale : on élimine ce qui le nourrit, le régime en place, ensuite il l'aide à crever.

Lu dans un commentaire d'un autre internaute

- Idem pour Hidalgo, qui est une notable du PS, un parti qui fait le jeu du FN en soutenant un gouvernement qui mène une politique dans la continuité du précédent, après avoir promis de s'attaquer à la finance. Hollande est même allé jusqu'à recycler les renégats qui s'étaient mis au service de Sarkozy, comme Jean-Pierre Jouyet.

Cela s'applique au Front de gauche, Mélenchon (PG) et Buffet (PCF) en tant que ministres de Chirac ont mené "*une politique dans la continuité du précédent*" gouvernement "*après avoir promis*" monts et merveilles aux travailleurs.

Récupération politique

Les médias en rajoute une grosse couche dégueulasse, en fait ils se placent au côté des gauchistes, tiens donc, est-ce que le gauchisme ferait le jeu du régime par hasard ?

- il a reçu un coup de poing (américain) et il est mal tombé : "*le tout jeune homme tabassé à mort mercredi soir à Paris par des skinheads*" (Libération)

Tabassé signifie s'acharner sur quelqu'un et le rouer de coups. En réalité, il a reçu un violent coup de poing (américain) et malheureusement en tombant sa tête à taper là il ne fallait pas, certains ont dit un poteau, d'autres ont parlé d'une borne en ciment.

- ses agresseurs sont partis sans avoir conscience de la gravité du choc reçu par M. Clément et ses conséquences, le journaliste leur impute l'intention d'avoir voulu le tuer : "*Son meurtrier s'est marré puis s'est barré*" ; "*frappé à mort*" (Le Nouvel Observateur)

Cela arrange apparemment tout le monde d'émettre l'hypothèse d'un crime, y compris Hollande et Valls, alors qu'il s'agissait d'un tragique concours de circonstance, il se serait tenu à un autre endroit et il serait en vie aujourd'hui et personne n'en aurait parler.

Un "*crime*" prémédité.

Valls : "*Incontestablement il y a une connotation politique dans ce crime*"

- Bartolone, a appelé ce jeudi soir à une "*lutte implacable*" contre les "*mouvements ennemis de la République*".

Si vous parlez de votre République qui bafoue en permanence la démocratie et nos droits sociaux, nous sommes également visés car nous en sommes parmi les ennemis les plus acharnés, nous combattons pour son renversement et l'établissement d'une République sociale, sans le PS évidemment.

- Malek Boutih à Sciences Po. Le député PS de l'Essonne appelle la droite à manifester pour rétablir "*un cordon républicain*". Selon lui, "*il y a un terreau enrichi par des personnes comme Christine Boutin*", notamment avec ses propos sur la Palme d'Or à Cannes. "*Toutes les digues ont lâché*". Le député estime que même si "*les seuls responsables sont les assassins, il y a un contexte qui pousse à la radicalisation de l'extrême droite*".

Les voilà qui en profitent pour appeler à l'union nationale, quelle pourriture ! Qui fraie la voie au fascisme sinon le PS. Toute son histoire en est marquée.

- Pierre Bergé. "*L'immonde Barjot avait promis du sang, le voilà qui éclabousse la démocratie et la République. Cette manifpourtous se rend elle compte?*"

Quelle démocratie, quelle République, quand un carteron d'affairistes mondialistes flanqués d'ouvriéristes et de petits-bourgeois dégénérés décident que 0,1% de la population doit avoir les mêmes droits que 99.99%, tandis que les droits sociaux et politiques de l'immense majorité de la population sont bafoués ?

- Le président de l'Unef Paul Bernardet à Sciences Po : "*Clément était une personne engagée, son visage a été repéré. Il y a une volonté de mettre à bas tous ceux qui se battent pour l'égalité, la démocratie. Il y a un contexte de haine depuis les débats sur le mariage pour tous. C'est hélas une issue presque logique*".

Tandis que l'Unef soutient la politique du PS sur les universités, leur privatisation, au nom de l'égalité et de la démocratie évidemment...

Parti de Gauche

- Dans un texte signé de son secrétaire général Alexis Corbière, le Parti de Gauche affirmait que Clément Méric avait été "*violemment frappé au sol par un groupe de plusieurs militants d'extrême droite, manifestement du Groupe JNR (Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires)*".

Faux.

- Selon les premiers éléments de l'enquête, les skinheads seraient partis et auraient attendu "*avec des renforts*", dehors, le groupe de quatre jeunes gens. La victime "*a été frappée par l'un des skins qui avait un poing américain et a chuté sur la chaussée en heurtant un plot au passage*". AFP

Ne donnez pas l'oreille aux provocations du dangereux charlatan Mélenchon.

- "*Aux rassemblements, tenez-vous à distance du #PS qui a trop assimilé @LePG à l'extrême droite. Pas d'amnésie sur l'amnistie*", a tweeté Jean-Luc Mélenchon. Le Parti de Gauche a initié plusieurs rassemblements en France, dont un à Paris auquel le Parti socialiste a appelé dans la matinée à participer, ainsi que le PRG et LO.

Il a pointé du doigt une "*banalisation des Le Pen complaisamment entretenue en même temps (qu'il a lui-même) été continuellement diabolisé*". AFP

Le populiste accusé de "*récupération*".

A Paris, place Saint-Michel. Le Front de Gauche a été interrompu dans son discours par les antifascistes qui ont scandé "*récupération*". "*Plusieurs gauches se confrontent ce soir*", analyse Louis Morice, notre journaliste. Dans un discours, le syndicat Sud Solidaires estime que "*l'avancée de l'extrême droite est faite des renoncements*" de l'extrême gauche. (Le Nouvel Observateur)

Complétons ce discours en ajoutant que les dirigeants de Sud emboîtent le pas à la CGT et à FO sur le terrain.

Terminons par quelques titres de presse.

- Méric : Copé demande la dissolution des "*groupuscules*" violents d'extrême droite comme d'extrême gauche - LePoint.fr

Copé a raison, les gauchistes, populistes et autres ouvriéristes de gauche ou d'extrême gauche vous tendent la perche, allez-y fermer notre portail pendant que vous y êtes, quel pire ennemi pourriez-vous avoir que l'Opposition de gauche qui combat pour la révolution socialiste mondiale ?

Militant agressé : Mélenchon met en cause "*la banalisation des Le Pen*" - LePoint.fr

Quel triste pitre !

Agression d'un militant : Peillon évoque un climat "*intolérable*" - LePoint.fr

C'est vous qui l'alimenter avec votre politique social-libéral-impérialiste.

Militant agressé : Désir appelle à un "*bloc républicain face aux violences d'extrême droite*" - LePoint.fr

Vous serez en famille...

L'homosexualité est aujourd'hui moins acceptée qu'en 2007 en France - LeMonde.fr

N'auront-ils pas tout fait pour en arriver là ? Les ennemis des homosexuels n'étaient pas apparemment ceux qu'on croyait, cela nous fait penser aux juifs qui ont pour pire ennemi ceux qui parlent en leur nom.

- La députée socialiste Anne-Yvonne Le Drain, interrogée par Le Lab Europe 1, s'en prend directement à l'ex porte-parole de la Manif pour tous : "*J'accuse Frigide Barjot d'avoir libéré des pulsions violentes qui ont directement conduit à cette agression. Elle a ouvert la porte aux serpents.*

Quand elle promet du sang par exemple, il y a des manières de dire les choses qui ont été prononcé qui vont au delà de ce qui est acceptable". LeMonde.fr -

Le venin des serpents ne présente pas le même degré de dangerosité pour l'homme, étant au pouvoir il semblerait que le vôtre soit fatal à la démocratie...

En conclusion, nous sommes profondément écoeurés par le traitement et la récupération politique dont a fait l'objet la mort de cet étudiant.

ACTUALITE EN TITRES

A la bonne heure !

- France. Le chômage continue à grimper - AFP

- Le taux de chômage atteint 10,8 % au premier trimestre - LeMonde.fr

- Surendettement: les dépôts de dossiers en hausse en avril - AFP

- Le taux de chômage en Grèce atteint 26,8% - L'Expansion.com

Comme des chiffonniers.

- Sauvetage de la Grèce: l'UE et le FMI se déchirent à l'heure du bilan - AFP

- Grèce: la troïka a "*bien fonctionné et fonctionne bien*", selon le FMI - AFP -

- Bruxelles et le FMI en désaccord "*fondamental*" sur la Grèce - L'Expansion.com

- Crise grecque : derrière le mea culpa du FMI, le procès de la troïka - LeMonde.fr

En volà de vrais syndicats... patronaux !

- Les syndicats d'Alitalia acceptent une baisse des salaires - Reuters

Les syndicats d'Alitalia ont accepté une baisse du temps de travail et des salaires dans le cadre d'un accord qui ouvre la voie à un nouveau plan stratégique, a annoncé jeudi la compagnie aérienne italienne. Reuters 06.06

Un lampiste à l'ombre.

- Espagne: un banquier en prison, symbole du désastre des caisses d'épargne - AFP

Un gouvernement expert en gaz...

- Un rapport recommande l'exploration en France des gaz de schiste - Reuters

- Christian Bataille (PS): "*Exploiter le gaz de schiste est dans l'intérêt de la France*" - L'Expansion.com

Parisot et le Medef doivent se réjouir.

... jusqu'à l'hystérie.

- Armes chimiques en Syrie : "*Des preuves indiscutables et irréfutables*" - LeMonde.fr

- Prudence à l'Onu après les annonces sur le gaz sarin en Syrie - Reuters

- Gaz sarin en Syrie : Washington étudie les informations de Paris - LeParisien.fr

Racket

Cigarettes

- Cigarettes: le gouvernement veut une hausse de 40 centimes, selon la presse - AFP

- Hausse du prix du tabac : «*Ça devient infernal*» - LeFigaro.fr

- La contebande de cigarettes dans la ligne de mire de Bruxelles - AFP

PV vidéo

- Colombes passe aux PV vidéo - LeParisien.fr

- Une procédure simplifiée - LeParisien.fr

- Jusqu’à début 2013, pour instaurer la vidéoverbalisation, les communes devaient remplir un dossier spécial. LeParisien.fr 06.06

Intox

- Lettonie : un miracle économique, grâce à l'austérité - LePoint.fr

- Des milliers de partisans pour accueillir Erdogan à l'aéroport - Libération.fr

Miracle !

- La date de péremption des produits frais pourrait être allongée - LeFigaro.fr

Dictature. Tout un peuple en liberté surveillée

- Le renseignement US a accès aux serveurs de tous les grands acteurs Web - 20minutes.fr

- Etats-Unis: Obama critiqué pour des surveillances téléphoniques héritées de Bush - AFP

- États-Unis : des millions d'abonnés téléphoniques surveillés - LeFigaro.fr

La causerie d'hier soir

A propos de la Syrie.

Puisque le mouvement ouvrier se comporte en laquais du gouvernement Hollande-Fabius sur la Syrie et se vautre dans le trade-unionisme, nous allons amplifier nos efforts au coté du peuple syrien que tous abandonnent lâchement. L'éclectisme est l'ennemi de la détermination à combattre pour l'objectif que nous nous sommes fixés, nos dirigeants et leurs partis qui s'ouvrent à tous les courants y compris les plus droitiers en font la démonstration en étant embourbés dans des contradictions qui les réduisent finalement à l'impuissance.

Poursuivons sur la voie que nous nous sommes tracés. Je vous propose un article du *World Tribune*, un magazine américain paru le 31 mai dernier. J'ai traduit les passages qui nous intéressent et qui confirment ce qui a été dit dans la causerie d'hier en y apportant quelques précisions.

Je pousse le vice, car la vérité ou l'honnêteté est devenue une perversion dans notre société, jusqu'à vous donner la version américaine, les anglophones pourront ainsi vérifier que ma traduction est conforme à l'original.

http://www.worldtribune.com/2013/05/31/nato-data-assad-winning-the-war-for-syrians-hearts-and-minds/

- NATO data: Assad winning the war for Syrians' hearts and minds - Friday, May 31st, 2013

Info de l'OTAN : Assad gagne la guerre des coeurs et des esprits des Syriens

- After two years of civil war, support for the regime of Syrian President Bashar Assad was said to have sharply increased.

Après deux ans de guerre civile, le soutien au régime du président syrien Bachar al-Assad a fortement augmenté.

- NATO has been studying data that told of a sharp rise in support for Assad. The data, compiled by Western-sponsored activists and organizations, showed that a majority of Syrians were alarmed by the Al Qaida takeover of the Sunni revolt and preferred to return to Assad, Middle East Newsline reported.

L'OTAN a étudié des données qui confirme une forte augmentation du soutien pour Assad. Les données, recueillies par des militants et des organisations soutenus par l'occident, ont montré qu'une majorité de Syriens ont manifesté leur inquiétude face à l'emrprise d'Al Qaida sur la révolte sunnite et ont préféré revenir à Assad, rapporte Middle East Newsline.

- "*The people are sick of the war and hate the jihadists more than Assad*," a Western source familiar with the data said. "*Assad is winning the war mostly because the people are cooperating with him against the rebels*."

"*Les gens en ont marre de la guerre et haissent davantage les djihadistes que Assad,*" a déclaré une une source occidentale familère avec la situation. "*Assad est en train de gagner la guerre surtout parce que les gens coopèrent avec lui contre les rebelles* ".

- The data, relayed to NATO over the last month, asserted that 70 percent of Syrians support the Assad regime. Another 20 percent were deemed neutral and the remaining 10 percent expressed support for the rebels.

Les données, relayées à l'OTAN au cours du dernier mois, a affirmé que 70 pour cent des Syriens soutiennent le régime Assad. 20 pour cent se sont déclarés neutres et les 10 pour cent restants ont exprimé leur soutien aux rebelles.

- They said the data came from a range of activists and independent organizations that were working in Syria, particularly in relief efforts.

Les sources (...) ont affirmé que les données proviennent d'un éventail de militants et d'organisations indépendantes qui travaillaient en Syrie, en particulier dans le domaine humanitaire. (...)

- A report to NATO said Syrians have undergone a change of heart over the last six months. The change was seen most in the majority Sunni community, which was long thought to have supported the revolt.

Selon un rapport de l'OTAN, les Syriens ont manifesté un changement de comportement lors des six derniers mois. Ce changement a été davantage le fait de la communauté sunnite majoritaire, qui a longtemps soutenu la révolte.

- "*The Sunnis have no love for Assad, but the great majority of the community is withdrawing from the revolt,*" the source said. "*What is left is the foreign fighters who are sponsored by Qatar and Saudi Arabia. They are seen by the Sunnis as far worse than Assad.*"

"*Les sunnites n'ont pas de penchant pour Assad, mais la grande majorité de la communauté renonce à la révolte* ", a précisé cette source. "*Ce qui demeure, ce sont les combattants étrangers qui sont parrainés par le Qatar et l'Arabie saoudite. Ils sont vu par les sunnites comme bien pire que Assad* ".

En complément un extrait de l'article du Réseau Voltaire daté du 5 juin : *L'OTAN admet 70 % de soutien à Bachar el-Assad* :

- Depuis deux ans, les événements en Syrie sont présentés par la presse atlantiste et du CCG comme une révolution pacifique cruellement réprimée par un tyran. Au contraire, la presse syrienne et anti-impérialiste les relate comme une attaque étrangère, armée et financée à coup de milliards de dollars.

Il faut préciser que face à cette guerre déclenchée par les puissances occidentales pour faire chuter le régime syrien et installer un gouvernement fantoche à Damas, la question qui est posée ici est celle de l'unité et de l'indépendance de la Syrie et non la nature du régime de Bachar el-Assad.

Mêler ou traiter les deux questions ou les présenter dans le même article revient à les mettre sur un pied d'égalité, qui laissera le choix au lecteur de privilégier l'une ou l'autre, autrement dit, c'est être incapable d'assumer ses responsabilité, c'est se défiler honteusement, et refuser lâchement de trancher sur l'ordre de priorité dans lequel ces questions doivent être abordées.

Ce fut le cas du Rédacteur en chef d'Informations ouvrières Lucien Gauthier à la page 16 du n° 253 présentant le président syrien comme un tyran, alors que c'était ni le moment ni le lieu le plus approprié, comme le fait quotidiennement Hollande et Fabius pour justifier leur intervention en Syrie au côté de la coalition de mercenaires de l'ASL et d'Al-Nosra ou Al Qaïda :

- "*La presse et les gouvernements dénoncent chaque jour les massacres de l'armée du président syrien Bachar el-Assad. Pendant des années, ils ont reçu et encouragé le président syrien. Rappelons que Sarkozy était assis aux côtés de Bachar el-Assad pour assister au défilé du 14 Juillet à Paris. Tout d'un coup, ils découvrent que le régime syrien réprime son peuple.* "

Peu importe ce qu'il écrit par la suite, on a envie de dire que le mal est fait, sournois, car il y en aura encore pour dire qu'on fait tout un plat de ce qui leur semblera peut-être un détail, une maladresse, pourquoi pas, on veut bien l'admettre, je parle de la maladresse mais qui manifeste une nouvelle fois le penchant des dirigeants du POI (CCI) à tenir un double langage, sous une forme suggestive, d'autres fois sous la forme d'un non-dit, comme par exemple sur le mariage homosexuel ou pendant des mois le POI n'a pas produit une seule ligne, pas un mot, rien, le silence absolu, révélateur, non ?

Voilà comment il terminait son article, je reproduis ce passage pour qu'on ne m'accuse pas de vouloir lui intenter un procès d'intention.

- "*Une vidéo circule montrant des opposants syriens de la brigade Omar-al-Farouq tuer un soldat syrien, découper son coeur et lemanger ! Précisons que cette brigade ne fait pas partie du Front al-Nostra lié à al-Qaida, mais bien à l'Armée syrienne libre. Et c'est cette Armée syrienne libre que les grandes puissances soutiennent et que de nombreux groupes de gauche et d'extrême gauche appellent les gouvernements occidentaux à soutenir et à armer au nom d'une prétendue révolution syrienne.*"

C'est Al-Nosra et non al-Nostra comme Nostradamus ou pourquoi pas Nostradamas, mais bon une faute de frappe en pleine guerre, on lui passera, mais pas le reste, désolé !

Sur ce plan-là, la position du POI est correcte contrairement au Front de gauche ou au NPA, celle qui figure dans le premier passage reproduit pourrait davantage être celles de militants du POI appartenant à un ou d'autres courants que le POI-CCI auquel appartient Lucien Gauthier. Quelle poisse cette "*ouverture*", n'est-ce pas !

La suite de l'actualisation demain, si le temps le permet, car il a plu ce soir pendant 4 heures, c'est peu.

Il n'a pas vraiment plu depuis un an et la situation commence à devenir critique dans certains villages de l'extrême sud de l'Inde au Kerala, ils ont foré des puits à 1000 pieds (300 mètres) de profondeur sans trouver d'eau, c'est mon propriétaire qui m'a raconté cela cette après-midi en venant chercher le chèque du loyer.

Merde, il est 23h30 je voulais aller me coucher et ils viennent de couper le courant ! Ah il est revenu ! mais avec une importante baisse de tension, donc pas de climatiseur pour le moment, c'est tous les jours ainsi, on est sur les nerfs, pas de la guerre mais presque ! Ah, là ils ont recoupé, c'est dingue, en lisant ces lignes vous le vivez en temps réel, c'est infernal, n'est-ce pas ? Rien à voir avec le confort de la vie en France, avec bien des difficultés, j'en ai bien conscience, mais quand même pas à ce point-là.

Haut de page

Le 8 juin 2013

CAUSERIE

Pour accéder directement à la causerie de samedi : Samedi

Vendredi soir

Syrie. Le NPA à la pointe de la réaction au côté du gouvernement Hollande-Fabius.

- Contre les crimes d'Assad, solidarité avec le peuple syrien - Mercredi 5 juin 2013

- "*Les témoignages s'accumulent sur l'utilisation en Syrie d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad. Contre un peuple soulevé depuis plus de deux ans pour la liberté et la dignité, la terreur de masse ne cesse d'augmenter. Aucune « ligne rouge » ne semble infranchissable. Car Assad bénéficie de fait de l'impunité de la « communauté internationale ».* "

Vous avez bien lu : le NPA se réclame de la « *communauté internationale* », c'est-à-dire de l'OTAN et ses bombardiers.

Vous voyez camarades, vous me permettrez de m'adresser directement à vous, je vous prends ici à témoin que je n'exagère pas en affirmant que le mouvement ouvrier à vraiment toucher le fond, je suis même en dessous de la vérité comme vous venez de le constater, la soit-disant avant-garde, les "*anticapitalistes*", les "*révolutionnaires*" s4avèrenet en vérité pire que les chefs de file des impérialisme américain et sioniste qui tempèrent l'ardeur guerrière de Hollande et Fabius. Vous avez là étalé sous vos yeux la nature contre-révolutionnaire du NPA, tout comme l'était la LCR.

Nous appelons les militants à déserter en masse ce parti de la honte, ce parti était déjà mort politiquement en 2002 en appelant à voter Chirac, maintenant qu'il crève ! C'est excessif, non, c'est la guerre !

Il semblerait d'après les dernières informations recueillies qu'Israël en accord avec ses alliés (Etats-Unis, France, et Grande-Bretagne notamment) aurait décidé d'attaquer la Syrie cet été. Toutes les données sur le terrain se recoupent effectivement.

Suite de l'article consacré à la mort de l'étudiant Méric Clément

Le mouvement ouvrier avait déjà largement entamé son crédit du fait de partis et syndicats corrompus, avec ce coup-là leurs dirigeants tentent-ils de lui porter un coup fatal ?

Apparemment pour eux, peu importe les faits, peu importe également que les travailleurs en aient connaissance et les interprètent en conséquence, seuls comptent l'exploitation qu'ils peuvent en faire pour le compte de leurs appareils, partis qui sont tous à la dérive, la palme revenant au POI qui est le seul parti en France à refuser de communiquer le nombre de délégués présents lors de son congrès et son nombre d'adhérents. Les militants du POI qui se connectent sur le site sont témoins qu'à aucun moment je ne les ai contactés pour le demander de me fournir cette information, au point où nous en sommes cela ne nous intéresse plus du tout.

Comment ne pas éprouver le plus profond dégoût envers tous ces partis qui exploitent en réalité un malheureux concours de circonstances.

Je vais vous dire ce que les travailleurs vont en retenir : deux groupes de jeunes extrémistes aux idées apparemment opposées se rencontrent, les insultent fusent, ils en viennent aux mains, un coup part qui fait trébucher la victime dont la tête vient

heurter violemment un bloc de béton qui se trouvait là et qui entraîne sa mort sans que l'auteur du coup n'ait eu l'intention de le tuer, c'est la faute à pas de chance voilà tout.

Quand j'étais adolescent j'ai été amené à fréquenter une bande de voyous qui passaient son temps à se castagner. J'avais 15 ou 16 ans, j'étais un crétin fini, faible, plutôt lâche, au lieu de les affronter, j'ai préféré rejoindre leur groupe. Ils rackettaient les jeunes du collège situé à 300 mètres de chez mes parents, quand cela leur prenait il s'attaquait à n'importe qui dans la rue, leur spécialité c'était les bals, les fêtes foraines, les boums, les boîtes de nuit. Le plus batailleur d'entre eux se nommait Kamel, ils étaient Kabils pour la plupart, il ne mesurait pas plus d'1,55 mètre, mais ses poings étaient des enclumes, il était d'une souplesse incroyable capable de décrocher la mâchoire d'un géant de 2 m avec un coup de pied. Sa spécialité, c'était massacrer les professeurs d'arts martiaux à la sortie des salles de sport. Lui et sa bande ils ont cogné des centaines de types à coups de poing et coups de pompes sans jamais tuer personne et je les ai vus à l'oeuvre pour vous dire qu'ils s'acharnaient sur leurs proies, j'en étais terrorisé évidemment.

Je ne me serais jamais avisé de provoquer les loubards que je connaissais de vue dans d'autres quartiers ou quand on sortait en boîte, moi je ne participais jamais à leurs bastons. J'ai cessé de les fréquenter assez rapidement après les avoir suivis dans une histoire de vol de voiture qui s'est terminée dans un commissariat de police, je n'étais pas fait pour cette vie-là manifestement.

Donc je suis capable de prendre du recul par rapport à ces histoires de confrontation violente entre groupes de jeunes. Entre nous, pour arborer un badge anti-faf et provoquer un groupe de skinheads, il faut être inconscient ou très con, excusez-moi, mais quand vous voyez place Saint-Michel (ou ailleurs) la dégaîne des membres de cette organisation, on dirait les casseurs que l'on retrouve dans toutes les manifs et qui provoquent les flics pour qu'ils chargent. Les organisateurs de manifs les connaissent très bien et s'en méfient comme la peste, mais là ils ferment leurs gueules, l'hypocrisie est de mise. Ils sont incapables ou plutôt ils ne souhaietent pas affronter le gouvernement, alors n'importe quoi est bon pour faire oublier leur trahison ou leur lâcheté, et cela fonctionne, la plupart des militants vont tomber dans le panneau, comme avec le mariage homosexuel ou la Syrie.

Habituellement c'est nous qui sommes traités de gauchistes, ce qui est intéressant ici, c'est que les opportunistes de tous poils n'hésitent pas à soutenir le gauchisme, comme quoi ils n'ont aucun principe, ils confirment ainsi tout le bien qu'on pensait d'eux. Ils sont à l'union avec le gouvernement, c'est déjà cela de gagner pour le régime, à quelques semaines de la prochaine conférence antisociale dont ils soutiennent tous la tenue, cela tombe bien, mal pour nous, mais qui s'en soucie franchement ?

Vous allez peut-être penser que je critique tous les partis, en effet c'est le cas, mais Lénine avait-il une autre attitude autrefois ? Non et vous pouvez facilement le vérifier, par contre lui il avait un parti, effectivement cela fait une sacrée différence entre nous, vous l'avez remarqué aussi, qu'y puis-je, en quoi j'y serais pour quelque chose, je ne vais pas créer un parti tout seul avec une poignée d'internautes anonymes, il ne faut pas confondre avec une agence de la CIA.

Qu'est-ce que vous voulez que je vous réponde, qu'on n'a pas la même conception de la lutte de classe, qu'on n'interprète pas la situation de la même manière, qu'on n'en tire pas les mêmes conclusions, qu'on n'utilise pas la même méthode pour nous adresser aux militants et aux travailleurs, qu'en réalité tout nous sépare ou presque, dès lors y compris l'objectif du combat que nous menons. C'est un constat que j'assume pleinement.

NPA

- Agression fasciste à Paris: Mobilisation - Jeudi 6 juin 2013

- Clément, un jeune militant antifasciste, syndicaliste étudiant, a été frappé à mort, hier à Paris, par un groupe de l’extrême droite radicale, les jeunesses nationalistes révolutionnaires.

POI

- Le POI condamne la lâche agression dont a été mortellement victime, hier soir à Paris, Clément Méric. - Jeudi 6 juin 2013

Le Parti ouvrier indépendant condamne la lâche agression dont a été mortellement victime, hier soir à Paris, Clément Méric.

Le Parti ouvrier indépendant sera présent au rassemblement d’hommage et de protestation organisé ce jeudi 6 juin à 18 h 30, place Saint-Michel à Paris.

Justice doit être rendue à Clément Méric. Les coupables doivent être châtiés.

LO.

- Après l'assassinat d'un jeune militant de gauche par des nervis d'extrême droite

- Des nervis d'extrême droite ont battu à mort, hier à Paris, le jeune militant de gauche Clément Méric, 18 ans.

Lutte Ouvrière s'associe à la protestation qu'entend exprimer le rassemblement de ce jeudi 6 juin à 18h30, place Saint-Michel à Paris.

Je vous donne le délibéré du tribunal qui a jugé cette affaire classée dans la rubrique des fait divers : Monsieur X, vous a avez été déclaré coupable de coups et blessures sur la personne de Clément Méric ayant entraîné la mort sans intention de la donner, vous êtes condamné à X années de prison avec sursis. Affaire suivante.

Quant à la dissolution des organisations d'extrême droite, ne rêvez pas, n'écoutez pas le charlatan Mélenchon, c'est comme les espions ou les milices, il existe l'équivalent depuis l'Antiquité, sous l'Ancien Régime, depuis que le capitalisme existe, seule la classe ouvrière parvenue au pouvoir réprimera, matera la réaction et en viendra à bout.

IVe Congrès du POI. Une réunion syndicale adossée à un conseil municipal.

Extraits du n°254 d'*Informations ouvrières*.

Une présentation tronquée des faits qui a valeur de manipulation, falsification de la réalité.

- "*En clair, le gouvernement voudrait réaliser à cette occasion une sorte de « compromis historique » pour démembrer des conquêtes ouvrières essentielles. C'était déjà ce qu'il avait tenté de faire avec l'accord national interprofessionnel du 11 janvier (l'ANI) signé par la CFDT et le Medef, mais que la CGT et FO avaient refusé de soutenir.*"

On se demandera en lisant ces lignes si l'ANI a vraiment eu des conséquences désastreuses pour les travailleurs, apparemment non, ils s'en foutent ouvertement, je ne sais pas si vous l'avez relevé, ils parlent au nom des fonctionnaires qu'ils représentent en s'adressant à eux, mais pas aux travailleurs en général ou ceux du secteur privé qui comptent pour du beurre ou dont les acquis bradés servent à mettre du beurre dans les épinards des fonctionnaires, c'est ainsi qu'ils pensent et pas autrement.

Ne cherchez pas une caractérisation politique des syndicats, ne cherchez pas une analyse des rapports entre les différents syndicats d'un côté, le capitalisme et l'Etat de l'autre : il n'y en a pas !

- "*Par exemple : peut-on mettre sur le même plan toutes les confédérations syndicales ? Bien évidemment non : la CFDT a signé l'ANI avec le Medef, et la CGT et FO l'ont dénoncé.*"

Cela fait plus d'un demi-siècle qu'ils justifient ainsi leurs liens organiques avec les appareils des syndicats et refusent de s'y attaquer autant qu'à l'Etat. A aucun moment le POI ne dénoncera la participation de la CGT et de FO au dialogue social, encore moins appeler au boycott de la conférence des 20 et 21 juin prochains.

"*C'est dire que l'indépendance des organisations syndicales est au centre de toute la situation.*"

Par là ils témoignent en réalité leur totale soumission aux appareils qui roulent pour le régime

Pour montrer à quel point les dirigeants manipulent les faits et sont d'une malhonnêteté incroyable, l'exemple suivant est un modèle du genre.

- "*Le Sénat serait-il devenu un centre de la résistance à la politique réactionnaire du gouvernement ? Non. Mais le vent de révolte qui, dans tout le pays, dresse les élus contre l'intercommunalité forcée, contre les métropoles et contre l'acte III de la décentralisation, ne pouvait qu'atteindre les sénateurs, eux-mêmes élus par les délégués des communes.*"

Les faits.

- La suppression de la métropole de Paris, lors de la première lecture au Sénat du projet de loi de décentralisation, a été saluée mardi par l'opposition UMP du conseil régional d'Ile-de-France.

Les sénateurs ont adopté lundi des amendements de suppression des articles traitant de l'organisation de Paris et de l'Ile-de-France, présentés par l'UMP et les communistes (CRC). Les centristes se sont abstenus, sauf trois qui ont voté également cette suppression, mettant le PS et les écologistes en minorité.

"*Les sénateurs ont adressé un véritable camouflet au projet du gouvernement*", a affirmé Valérie Pécresse, présidente du groupe

UMP à la région dans un communiqué.

Pour elle, "*l'urgence est à la simplification de la carte administrative pour réduire les dépenses publiques*" et non à "*marier de force les communes au sein de vastes intercommunalités et à créer une nouvelle strate administrative avec la Métropole de Paris, compétente en matière d'urbanisme*".

C'est d'ailleurs Roger Karoutchi, sénateur UMP des Hauts-de-Seine mais aussi président de la commission des Finances du conseil régional d'IDF qui est l'auteur de l'amendement qui a supprimé la métropole de Paris. AFP 04.06

De vrais révolutionnaires ces sénateurs de l'UMP pour le POI !

Partant de ce constat :

- "*Alors, avons-nous eu raison de placer le IVe Congrès du POI sous le signe de l'ouverture ?*"

Mais vous avez toujours raison, cela fait plus d'un de mi-siècle que vous avez toujours raison, la preuve, voyez où nous en sommes ?

On en aura compris la nature, merci, pas besoin de nous faire un dessin : droitière, comme toutes les "*ouvertures*" précédentes, aux anarcho-syndicalistes antimarxistes et anticommunistes, aux ex-élus du PS qui le sont tout autant, à des syndicalistes qui n'entendent pas combattre sur le terrain politique et la boucle est bouclée de la liquidation du PCI en 1985, au PT puis au POI.

Autosatisfaction, alors que c'est le seul parti en France qui à l'occasion de son congrès ne communique pas le nombre de ses adhérents et de ses délégués.

- "*Oui, nous avons eu raison. Ces congrès et ce congrès furent pour cela un succès*."

Niaiserie ou le niveau zéro politique

Malgré la résistance des travailleurs qui se manifeste à travers tout le pays quotidiennement en l'absence de toute issue politique que le POI se gardera bien de proposer aux militants et travailleurs :

- "*Et pourtant, ce gouvernement et ce régime de la Ve République en crise, éclaboussés par les scandales, prétendent continuer.*"

Normal, c'est le contraire qui ne le serait pas.

- "*La démocratie est en danger ! Car il n'y a pas de démocratie sans indépendance des organisations ouvrières.*"

Surtout sans parti combattant pour la révolution socialiste et incarnant la continuité du marxisme !

Chez eux aussi l'alarmisme est de mise en permanence, entre hystérie et paranoïa aigue.

Sur le plan pratique, le combat politique ne doit pas être axé contre les institutions de la Ve République...

- "*Le combat pour la rupture avec l'Union européenne, c'est maintenant, tout de suite, le combat pour l'indépendance des organisations ouvrières, la mobilisation autour de la vieille revendication du mouvement ouvrier : « Ne touchez pas à nos retraites, elles sont partie intégrante de notre salaire différé ! »*"

... il le garde au frais au fond d'un placard sur le plan théorique dans un fourre-tout incohérent, l'essentiel étant comme au NPA de faire bonne figure et que chacun y pioche ce qui l'intéresse, c'est sans conséquence, nous ne sommes pas dupes.

- "*Face à la catastrophe qui menace, le IVe Congrès du Parti ouvrier indépendant réaffirme que le combat doit se mener pour la rupture avec l'Union européenne, pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, pour en finir avec les institutions antidémocratiques de la Ve République et de l'Union européenne, pour une Assemblée constituante souveraine à même de définir ce que doit être la démocratie et de mettre en place un gouvernement de rupture au service de la classe ouvrière.*"

Le premier pas... et le dernier, puisque le POI soutient la tenue de la prochaine conférence patronale avec les syndicats. Les faits sont cruels !

- "*Le premier pas dans cette direction, c'est le combat politique pour la préservation de l'indépendance du mouvement ouvrier,*

contre l'ordre corporatiste qui se profile sous l'impulsion du gouvernement. Cela afin d'ouvrir la voie aux combats de classe pour bloquer les plans du gouvernement et imposer les mesures d'urgence qu'appelle la situation"

On ne va pas s'éterniser sur le congrès de ce parti à la dérive et perdre notre temps. D'après les photos qui figuraient dans le n° 254 d'Informations ouvrières, il s'est tenu dans une salle minuscule et ils ont été jusqu'à remercier les petites mains qui se sont occupées bénévolement du stand de leur journal, à croire qu'ils manquaient de main d'oeuvre pour assumer cette fonction qui habituellement est dévolue à des membres du parti...

La suite de l'actualisation du site samedi dans l'après-midi ou en fin de journée.

Samedi

Qui a dit ?

- "*Je veux que notre parti soit le parti le plus européen de France*".

Réponse : Le premier secrétaire du PS, Harlem Désir. AFP 06.06

Traduisez : le plus réactionnaire, il entend rivaliser avec l'UMP et l'UDI. On n'en doute pas.

FMI-UE, polémique sur le rythme de la mise en oeuvre de la stratégie qu'ils avaient adoptée et ses retombées.

- Le Fonds monétaire international a estimé qu'au lieu d'attendre 2012, l'Union européenne aurait dû restructurer la dette grecque détenue par des investisseurs privés dès 2010. Selon lui, cela aurait peut-être permis moins d'austérité. euronews.fr 07.06

Traduction : l'austérité en Grèce aurait été imposée dès 2010 nous aurions pu en tirer profit plus tôt, depuis la situation a empiré et elle est devenue plus compliquée...

Réponse de Bruxelles.

- Le rapport du FMI "*ne tient pas compte de l'interconnexion entre les pays de la zone euro*". "*Une restructuration de dette aurait comporté le risque d'une contagion systémique si elle avait été entreprise à ce stade*", a-t-il expliqué.

Traduction : En 2010 sauvez les banques était prioritaire.

Conclusion : Un coup pour rien ou presque quoi. Ne s'affoleraient-ils face à l'explosion du chômage de masse qu'ont engendré leurs mesures et qui pourraient à tout moment déboucher sur une explosion sociale en Europe ?

Réunion du groupe Bilderberg juin 2013

Parole d'internaute

- "Dites vous bien que ces gens qui ne représentent que les intérêts financiers du monde des affaires vont donner des "*conseils*" (ordres) à des tas de machins (ONU, Commission Européenne) ou siègent des gens non élus qui vont à leur tour donner des "*conseils*" à des gens élus mais qui, par intérêt partisans, n'en ont rien à cirer de leurs électeurs."

Le Nouvel Observateur.

- Selon un sondage publié début mai, la moitié des Français seraient des adeptes de la théorie du complot : ils considèrent que "*ce n'est pas le gouvernement qui gouverne la France*" et qu'"*on ne sait pas en réalité qui tire les ficelles*". Les "*conspirationnistes*", très actifs sur internet, nourrissent cette croyance en désignant le Bilderberg comme le détenteur du "*vrai pouvoir dans le monde*".

Réponse d'un internaute belge.

"Selon un sondage publié début mai, la moitié des Français seraient des adeptes de la théorie du complot "

Belle preuve d'indépendance d'esprit !

L'humain qui excerce son esprit critique est pour le nouvel obs un "*adepte de la théorie du complot*".".
Hors le doute et l'esprit critique qu'est ce qui sépare l'homme de l'animal ?
Dormez bonnes gens, le nouvel obs pense pour vous.
Le nouvel obs média aux ordres de ces gens, se veut juge et partie !

Un Belge psychopathe et complotiste. (du moins dans ce cas précis).

J'ai ajouté plusieurs articles dans la rubrique : *Mondialisme, eugénisme, Néo libéralisme, Bilderberg, Trilatérale, Carlyle Group. Goldman Sachs...*

Après l'agression et la mort de Médic Clément.

Je ne vis plus en France depuis 1996 et je n'y suis pas retourné depuis 2002, cependant je suis quotidiennement ce qui s'y passe sans pour autant être à l'écoute de la propagande que les médias diffusent en boucle à longueur de temps et qui atteint vos oreilles, aussi je ne suis pas ou moins réceptif à la manière dont ils conditionnent ce qu'on appelle l'opinion publique. Je veux dire par là à leur façon de présenter ou de monter en épingle certains faits et d'en occulter d'autres, méthode motivée par un ou des objectifs qu'ils se sont fixés d'atteindre et qui sont conformes à l'idéologie qu'ils représentent ou les intérêts matériels qu'ils défendent, sachant qu'ils appartiennent tous à des banquiers ou font partie d'holdings financières. Leur attitude est dictée par l'actualité politique ou figure dans un agenda politique qu'ils se doivent de respecter, et si les dirigeants des principaux médias ont déjà participé à des réunions du groupe Bilderberg, c'était pour s'assurer qu'ils avaient bien reçu le message de l'oligarchie financière dont dépend leur existence.

Qu'il existe un climat nauséabond en France n'est ni une surprise ni un fait nouveau, pas plus que l'existence d'organisations d'extrême droite, quant à leur manifestation sur la voie publique ou les agressions auxquelles ils se livrent sur des militants de gauche, il semblerait que cela ne soit pas davantage le cas, sauf qu'on en parle davantage parce qu'elles sont plus médiatisées. Il y a quelque temps déjà, j'avais dénoncé le traitement complaisant que les médias et différents partis réservaient à Marine Le Pen, en expliquant que le FN était demeuré pareil à lui-même, ajoutant que de la part d'une fraction de l'UMP cela servait à justifier certains thèmes racistes commun à l'extrême droite, y compris Sarkozy.

Quand le PS s'est employé à faire monter le FN dans les années 70-80, il n'y avait pas une semaine où ne se produisait pas des agressions d'immigrés. A plusieurs reprises dans le site depuis 2006 j'ai eu l'occasion de relater des agressions envers d'étudiants à la fin de manifestations par des groupes d'extrême droite, j'ai par la suite continué de diffuser ce genre d'informations que j'avais trouvées sur un portail, puis j'ai cessé de le faire car je ne pouvais pas être partout, il fallait bien que je définisse des priorités et que je me concentre sur l'essentiel, c'était une décision arbitraire dans le sens où je n'avais pas le choix, je ne peux pas faire figurer dans le portail tout ce qui se passe en France et dans le monde.

Plus récemment encore, j'ai découvert que des organisations sionistes se livraient également à ce genre d'agressions. Puis ce sont les suicides de détenus qui ont attiré mon attention, il y en a encore eu un la semaine dernière mais là tout le monde s'en fout, après ce fut le tour de salariés poussés au désespoir qui décidaient d'abréger leurs souffrances, pas plus tard que la semaine dernière pour le plus récent, entre temps j'avais noté que la liste de clochards crevant comme des chiens dans la rue ne cessait de s'allonger, bref, à cela s'ajoutaient une liste impressionnante, pour ainsi dire ininterrompue, de crimes de plus en plus sordides où des familles entières étaient liquidées, y compris les enfants.

En ayant tout cela à l'esprit en permanence et non entre le fromage et le dessert, ce qui ne risque pas de m'arriver puisque je ne mange ni fromage ni dessert, j'ai estimé que l'altercation qui avait eu lieu entre deux groupes de militants d'extrême gauche et d'extrême droite et qui malheureusement à mal tourné, venait s'ajouter à la longue liste que j'ai établie plus haut sans avoir à lui accorder un traitement ou une attention particulière.

Les médias s'en sont emparés immédiatement pour faire monter la mayonnaise, apparemment leur commanditaire devrait en tirer profit au regard de l'exploitation qu'ils en ont fait. Dans un média, c'est le directeur de la rédaction en concertation avec ses dirigeants qui décide quelle place il sera donné à telle ou telle info qui leur a été transmise, s'il la traiteront ou non et de quelle manière, à quelle journaliste ils vont la confier.

Apparemment cela a fait un flop ou n'a pas vraiment atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixés, à mon avis de réaliser un consensus à l'intérieur de ce qu'ils appellent la gauche en y incluant le PS, car Mélenchon s'est déchaîné contre le PS. A moins qu'ils aient estimé que ce serait un bon moyen de diviser encore plus le mouvement ouvrier à deux semaines de l'ouverture de la conférence patronale sur les retraites notamment, sachant qu'à l'intérieur de ce dernier les différents courants ne pouvaient pas se piffrer, on aura du mal à imaginer l'inverse car ils ne craignent rien autant que l'unité du mouvement ouvrier pour faire front contre le gouvernement et le patronat. Sur ce plan-là cette opération a été un demi-succès, puisque jusqu'à présent on ne peut pas dire que le mouvement ouvrier se soit rassemblé au regard des 15.000 travailleurs et jeunes qui ont manifesté dans toute la France, à moins que le mouvement ouvrier soit tétanisé ou décomposé au point de ne pas réagir à cette agression, ou encore que la majorité des travailleurs et jeunes en aient conclu qu'il s'agissait d'un regrettable accident, une bagarre qui a eu une fin tragique comme cela arrive parfois.

Je ne sais pas si vous avez lu la causerie d'hier, il ressort des différents témoignages que ces militants anti-fafs ont provoqué ce groupe de skinheads ou qu'ils aient répondu à leur provocation, peu importe.

Excusez-moi, mais quand vous vous retrouvez face à un groupe de barbares, il faut vraiment être très con pour les pousser à bout ou aller jusqu'à l'affrontement physique. Les anti-fafs se définissent eux-mêmes comme des provocateurs, ils cherchent donc la cogne et les emmerdements avec des mecs qui n'attendent que cela pour les massacrer, qui sont entraînés au combat de rue.

Les skinheads appartiennent au lumpenprolétariat, ce sont des prolos dégénérés qui sont passés de l'autre côté de la barricade, irrécupérables et endurcis du fait qu'ils appartiennent à une organisation et qu'ils agissent en bande, pour le mouvement ouvrier il est clair que ce sera des cibles à abattre sans se poser de questions. Si au cours de la révolution il y en avaient qui reniaient leur appartenance à cette mouvance en se rangeant sous le drapeau de la révolution, on les accueillerait comme n'importe quel travailleur, de même que lorsque une partie des forces de l'ordre ou de l'armée se rangera à nos côtés et sous nos ordres.

Aujourd'hui ce sont nos ennemis, de dangereux voyous qui ont adhéré aux idées nauséabondes de l'extrême droite, il faut donc éviter tout contact avec eux au risque d'y laisser sa vie inutilement. Il y a d'autres moyens de lutter contre l'extrême droite, sans pouvoir en venir à bout répétons-le, c'est seulement le gouvernement ouvrier révolutionnaire une fois le régime en place vaincu qui les désarmera et les liquidera s'ils refusent de rejoindre le camp de la révolution socialiste.

Les organisations anti-fafs sont tout aussi dangereuses pour les jeunes et les travailleurs. Leurs dirigeants sont totalement irresponsables, elles véhiculent une théorie utopique qui n'a aucun lien avec la réalité et les rapports qui existent entre les classes, en poussant des jeunes à provoquer l'extrême droite, ils les exposent à un terrible danger dont ces jeunes n'ont pas véritablement conscience, ils les envoient littéralement à l'abatoire, c'est criminel, oui, c'est le mot qui convient parfairement pour la circonstance. Vous ne pouvez pas venir à bout de l'extrême droite dans les conditions actuelles, donc tout cela ne sert strictement à rien, c'est comme tuer un patron, un président ou un ministre, un autre les remplacera et voilà tout, sauf dans des circonstances exceptionnelles, mais c'est l'exception qui confirme la règle.

Et Mélenchon avec sa grande gueule, n'a-t-il pas poussé à s'attaquer frontalement à l'extrême droite ? Quand je disais qu'il était dangereux, on en a la confirmation aujourd'hui. Ceux qui ne l'avaient pas encore compris vont avoir encore bien des surprises dans les mois qui viennent, des mauvaises surprises évidemement.

Tenez, deux titres d'articles de presse, les uns et les autres cherchent à fuir leur responsabilité dans ce drame.

- Mélenchon accuse le PS d'avoir instrumentalisé l'extrême droite - Reuters

Vous êtes vraiment un individu immonde monsieur Mélenchon.

- Discours de haine: Vallaud-Belkacem pointe la responsabilité des médias - AFP

Des médias font marche arrière après avoir allumé un incendie qu'ils ne contrôlent plus.

- Le Monde 07.06 - Une rixe fortuite avec un groupe de jeunes activistes d'ultradroite, un violent coup de poing, une chute brutale ne font pas un "*assassinat*", si les mots ont un sens. Mais, au-delà de l'émotion et de l'indignation qu'il suscite, ce drame témoigne, comme l'a dit justement le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, d'une "*banalisation de la haine*" et de la violence qui sont intolérables.

Comme le chômage de masse, la pauvreté, la précarité sociale... jusqu'au jour où vous y êtes directement confronté, là vous vous réveillez d'un long sommeil, votre insouciance va vous coûter cher car vous ne comprenez rien à ce qui vous arrive, cela peut même vous être fatal... La faute revient à ceux qui vous ont endormis, vous savez ceux qui ne pensaient qu'à l'amélioration de vos conditions de vie immédiates en vous faisant croire qu'il en irait toujours ainsi, après avoir abandonné le socialisme...

- Le Nouvel Observateur -Rue89 - Parler « *d'assassinat politique* » n'est pas très malin non plus : Clément Méric n'a pas été victime d'un meurtre prémédité – définition d'un assassinat. La situation est plus sauvage : après une altercation verbale, une bande de néonazis a violemment frappé au visage Clément Méric, militant antifasciste, et il en est mort.

Précision ou nouvelle version des faits.

- 20minutes.fr 07.06 - Selon les premiers résultats de l'autopsie, le jeune homme est décédé des suites de plusieurs coups qui lui ont été portés, pas du choc sur un plot métallique, a-t-on appris de sources proches de l'enquête. Selon une des sources, il n'est pas démontré en l'état des investigations que les coups aient été portés avec un coup de poing américain, comme cela avait pu

être évoqué.

La police compte sur l'interrogatoire des suspects, sur l'audition de témoins et l'exploitation de la vidéosurveillance, ainsi que sur l'autopsie de la victime, pratiquée vendredi matin, pour établir les responsabilités dans l'altercation survenue mercredi à la sortie d'une vente privée de vêtements de marques entre deux groupes de jeunes, les uns d'extrême droite, les autres d'extrême gauche.

Ce qui est étrange, on se croirait à Boston, ce sont les versions différentes des faits qui sont diffusées.

Clément Méric n'était pas seul, il était apparemment avec deux copains, quelle est leur version des faits, pourquoi les médias ne les citent pas, pourquoi les font-ils disparaître systématiquement ?

ACTUALITE EN TITRES

Imposture. Comment faire pour vous dégoûter du socialisme. Mode d'emploi.

Il aura totalement capitulé devant Delors, le chantre du néolibérailisme et de l'Union européenne.

- «*Mauroy, à la fois la continuité et le renouvellement du socialisme*» - Liberation.fr

... qui vaut bien une vérité concernant le PS :

- Mort de Mauroy: "*Il incarnait un socialisme qui n'existe plus*" - L'Express.fr

Pierre Mauroy annonce en juin 1982 un plan de rigueur prévoyant le blocage des prix et des salaires. Un revers économique pour les socialistes au pouvoir depuis un an, qui doivent, en 1983, accentuer le plan d'austérité. C'est le début du "*tournant de la rigueur*", défendu par Pierre Mauroy qui assure alors que "*tout est en ordre*". Lemonde.fr 07.06

L'ordre capitalist règne, quoi !

Comment opposer socialisme et humanisme.

- Robert Badinter : "*Chez Pierre Mauroy, socialisme et humanité étaient indissociables*" - Le Nouvel Observateur

Loyal... envers le capital, c'est Le Figaro qui le dit !

- Mort de Pierre Mauroy, le socialiste loyal - LeFigaro.fr

Il a "***tenu le cap***"... à droite en bloquant les salaires et instaurant l'austérité !

Jacques Delors. "*Il a tenu le cap, la gauche n'avait pas été au pouvoir depuis longtemps*", a-t-il dit sur BFM TV. "*Il a aussi largement contribué à ce que, en 1983, nous restions en Europe, ce qui a permis ensuite d'autres progrès*." Reuters

Savez-vous pourquoi ?

- Les sarkozystes se gardent d'ouvrir les hostilités contre Fillon - LeFigaro.fr

Fillon a été invité à la réunion du groupe Bilderberg qui a débuté le 6 juin. Il a donc été choisi pour être le candidat de l'UMP à la présidentielle de 2017.

Le règne de la nécessité est impitoyable

- De plus en plus de retraités continuent de travailler - L'Express.fr

Charrettes

- Chantiers navals: dépôt de bilan pour les Chantiers Baudet de Saint-Nazaire - AFP

- Michelin supprimerait 700 postes à Joué-les-Tours - Reuters

C'est le retour de l'Ancien Régime ou l'impôt des seigneurs imposés à leurs sujets

- Stationnement: le Sénat donne aux maires le droit de fixer le montant des PV - L'Expansion.com

C'est beaucoup trop tôt, n'y penser pas trop quand même

- Retraites et salaires: les fonctionnaires envisagent une action d'ici octobre - L'Expansion.com

Et les travailleurs du privé ? Non, ils comptent pour du beurre on vous a dit, ils tiennent à maintenir divisés la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Conditionnement

- Le déficit de l'Etat plombé par la faiblesse des taxes à la consommation - L'Expansion.com

Il faut donc augmenter la TVA, CDFD

- Retraites: 75% des Français veulent que le calcul des pensions des fonctionnaires soit revu - 20minutes.fr

Il faut donc réduire les pensions des fonctionnaires, CQFD

- Ce que l'épargne solidaire peut apprendre de la microfinance - L'Express.fr

Dépouiller ou endetter les plus pauvres, une merveille de trouvaille !

Il faut bien que les conditions objectives mûrissent...

- Minés par la crise, les Espagnols limitent leurs emplettes à l'essentiel - AFP

- Consommation: sorties, voyages, vêtements... les Français se serrent la ceinture - AFP

Soyez révolutionnaires, soyez internationalistes, soyez socialistes : pensez à ceux qui connaissent des conditions de travail et d'existence mille fois plus épouvantables que vous. On ne vous a pas habitué à l'être, c'est bien dommage pour tous les exploités...

Il faudrait savoir :

- Erdogan se dit ouvert aux "*exigences démocratiques*" - Le Nouvel Observateur

La preuve du contraire :

- Erdogan dénonce une "*campagne de mensonges*" - L'Express.fr

Les banquiers sionistes sont des farouches partisans de l'égalité et de grands humaniste. Comment, vous ne le saviez pas ?

- Gay Pride : des dizaines de milliers de personnes défilent à Tel-Aviv - LePoint.fr

Vincent et Bruno Boileau-Autin, les premiers mariés homosexuels de France, ont été invités par la municipalité de la ville pour les 20 ans de l'événement. LePoint.fr

Propagande. Les médias de la désinformation.

- "*Barack Obama n'est pas le monstre liberticide que certains veulent présenter*" - LeMonde.fr

La preuve

- Au Texas, vous pouvez tuer une escort girl qui ne veut pas coucher avec vous - Slate.fr

- Les Européens sont-ils les seuls à ne pas voir ce que l'Europe fait de bien ? - Atlantico.fr

- Syrie : on ne pourra plus dire que l'on ne savait pas - LeMonde.fr

Un jour on vous rappellera ces belles paroles, mais il sera trop tard, voyez ci-dessous ce qui peut vous arriver.

Il y en a même parfois qui y laissent leur tête...

- Coq : des chercheurs expliquent pourquoi l'animal perd son pénis - Atlantico.fr

Décidément, qu'ils en aient ou non, ils ne pensent qu'à cela !

ACTUALITÉ DU JOUR

Le maître es démolition sociale et ses "***amis de Paris*** ".

Lors des célébrations des 150 ans du SPD, fin mai à Leipzig, François Hollande a fait l'éloge des réformes de flexibilité du marché du travail menées par l'ancien chancelier Gerhard Schröder. Au risque de s'attirer les foudres de l'aile gauche du Parti socialiste.

Le discours du président français n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. En réponse, Gerhard Schröder conseille à la France de suivre le modèle de l'Allemagne. "*Aujourd'hui, beaucoup de pays européens, en particulier la France, sont confrontés à des problèmes similaires à ceux de l'Allemagne il y a une décennie*", écrit le prédécesseur social-démocrate d'Angela Merkel, dans une tribune publiée jeudi dans le *Financial Times*.

Dans cette tribune intitulée "*la France devrait copier les réformes de l'Allemagne pour prospérer*", Gerhard Schröder écrit que de nombreux pays, et spécialement la France, font face aux mêmes défis que l'Allemagne il y a une décennie. "*Des réformes structurelles sont nécessaires à cause d'une dette excessive, ainsi que des évolutions démographiques et de la compétition internationale*".

"*De notre expérience avec l'Agenda 2010, nous avons appris que cela prend quelques années pour que les effets (des réformes) aboutissent à des succès visibles*", prévient-il toutefois. Et de conclure : "*J'ai confiance dans nos amis de Paris pour agir comme il se doit*".

Au début des années 2000, Gerhard Schröder, chancelier de l'Allemagne de 1998 à 2005, a lancé un vaste plan de réformes, baptisé Agenda 2010. Ces réformes qui ont flexibilisé le marché du travail sont controversées au sein de la gauche européenne, y compris parmi les sociaux-démocrates allemands. Certains y voient la clé du rétablissement de la compétitivité et de la baisse du chômage ces dernières années en Allemagne. Mais d'autres soulignent qu'elles ont accru les inégalités, développé le secteur des bas salaires et la précarité. L'Expansion.com avec AFP 06.06

Syrie. Nouveau revers pour Hollande, Cameron et l'Etat sioniste.

Le nouveau gouvernement bulgare vient de l'annoncer : vu le manque des preuves, il doute bien de ce que le Hezbollah soit à l'origine de l'attentat qui a frappé un bus de touristes israéliens en 2012 à Bourgas.

" *Puisque des preuves irréfutables n'existent pas, l'UE ne doit pas inscrire le nom du hezbollah sur la liste des organisations terroristes*". " *Il n'existe qu'un seul indice qui parait bien insuffisant pour accuser le Hezbollah. Nous ne pouvons pas prendre une décision sur foi des documents indirects et de seconde main*". Le nouveau gouvernement bulgare revient ainsi sur une décision qe son prédecesseur avait prise sous pressions conjugués d'Israël et de l'Occident. La demande de Londres pour inclure le Hezbollah sur la liste noire s'est vu apposée une fin de non recevoir mardi par les pays européens qui craignent " *une destabilisation du Moyen Orient*" . Cette mesure risque d'affecter les relations de l'UE avec le Liban car le hezbollah fait partie du gouvernement libanais. french.irib.ir 06.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie a des intérêts nationaux de sécurité en Méditerranée, a déclaré jeudi le président russe Vladimir Poutine. "*C'est une importante région stratégique. Nous y avons nos intérêts liés à la garantie de la sécurité nationale de la Russie*", a indiqué le chef de l'Etat, en visitant le Poste de commandement central des forces armées du pays.Selon M.Poutine, c'est pour cette raison que la Russie se propose de créer des conditions pour la présence permanente de ses bâtiments de guerre en Méditerranée. french.irib.ir 06.06

2- Syrie

2.1- L'assaut des centaines de terroristes contre un point de passage au Golan et la contre attaque de l'armée arabe syrienne, des chars israéliens se sont mis en ordre de bataille non loin du Golan occupé. Selon Al Alam, les autorités de l'armée sioniste ont porté plainte auprès des Nations unies contre la Syrie pour avoir positionné ses véhicules blindés et ses chars dans cette zone. Le point de passage Al Quneitara a été jeudi le théâtre de violents affrontemenst entre les terroristes et les soldats de l'armée syrienne.

Ces accrochages ont eu un premier effet : l'Autriche a annoncé vouloir retirer ses forces du Golan. La plainte israélienne contre la Syrie intervient alors qu'Israël a bombardé à plus d'une reprise ces deux derniers mois la banlieue de Damas et qu'en vertu d'un accord passé avec les terroristes en guerre contre la Syrie, il soigne les miliciens dans ses propres hôpitaux ! Selon certaines sources c'est en parfaite coordination avec Israël et le Qatar, que les terroristes de l'ASL et d'Al Nosra ont kidnappé les casques bleus dans cette région avant de les libérer en réclamant des rançon. french.irib.ir 07.06

2.2- Les Etats-Unis pourraient empêcher la victoire des forces gouvernementales en Syrie par des frappes de missiles de croisière, a déclaré jeudi soir le sénateur américain John McCain. "*Nos options sont limitées, mais nous pourrions utiliser des armes à longue portée, par exemple des missiles de croisière, afin de frapper les forces aériennes de Damas et ses lance-missiles* ", a indiqué le sénateur intervenant à l'Institut Brookings.

Selon lui, le gouvernement de transition syrien devrait travailler dans un endroit sûr et sécurisé. "*Nous sommes en mesure de protéger cette zone à l'aide de missiles Patriot. Nous pourrions également procéder enfin à la formation et à l'équipement des forces de l'opposition syrienne*", a expliqué M.McCain. french.irib.ir 07.06

2.3- L'armée syrienne a repris le contrôle de Qouneitra, le principal point de passage dans la zone démilitarisée entre Israël et la Syrie située sur le plateau du Golan. Un secteur géré par les Nations unies. Jeudi matin, des rebelles syriens s'étaient emparés de ce poste frontière après des combats avec l'armée de Bachar al-Assad. Deux Casques bleus ont été blessés lors de ces combats, on ignore pour l'heure leur nationalité.

Des affrontements de trop pour l'Autriche qui annonce son retrait de la force de l'ONU déployée au Golan pour faire respecter le cessez-le-feu. Les Autrichiens comptent 380 hommes sur les 1.000 membres de cette force.

L'Etat hébreu occupe depuis 1967 une partie du plateau du Golan, pris à la Syrie lors de la guerre des Six-Jours. Il craint que le Golan ne devienne le point de départ d'attaques contre des Israéliens de la part de djihadistes qui participent aux combats contre le président syrien. euronews.fr 06.06

3- Liban

L'armée libanaise a mis en garde vendredi contre "*un complot*" visant à entraîner le Liban dans une "*guerre absurde*" après la multiplication des violences liées au conflit en Syrie voisine, avertissant qu'elle recourrait à la force pour y mettre fin.

"*Le commandement de l'armée (...) appelle les citoyens à se méfier des complots visant à faire revenir le Liban en arrière et à l'entraîner dans une guerre absurde*", a-t-il indiqué dans un communiqué, prévenant qu'il répondrait "*aux armes par les armes*".

"*Le commandement de l'armée a tenté au cours des derniers mois d'oeuvrer avec fermeté, détermination et patience pour empêcher le Liban de se transformer en un champ de bataille pour les conflits régionaux et éviter le transfert des événements syriens*" dans ce pays, poursuit le communiqué militaire.

"*Mais ces derniers jours, certains groupes semblent déterminés à créer des tensions au niveau de la sécurité (...) sur fond de*

divisions politiques au Liban concernant les développements militaires en Syrie", ajoute le texte, sans désigner explicitement l'une ou l'autre partie.

Le Liban est profondément divisé entre d'une part un camp farouchement hostile à Damas et appuyant la rébellion, et d'autre part un camp partisan du régime syrien de Bachar al-Assad et mené par le Hezbollah chiite, qui participe aux combats en Syrie.

Le communiqué a été publié au lendemain de trois attaques contre des soldats libanais dans le nord et l'est du Liban et plus d'une semaine après que trois militaires ont été tués par des hommes armés à la frontière.

Jeudi, l'armée a été la cible de tirs à Tripoli, deuxième ville du Liban, alors qu'elle saisissait des stocks d'armes dans les deux quartiers rivaux de Bab el-Tebbaneh (sunnite, comme la plupart des rebelles syriens) et Jabal Mohsen (alaouite, branche du chiisme à laquelle appartient le président Assad).

Ces quartiers s'affrontent régulièrement sur fond du conflit syrien, au prix de dizaines de morts, l'armée se déployant à chaque fois pour tenter d'imposer un cessez-le feu.

Mercredi soir, deux hommes armés, dont un Syrien, ont été tués dans des échanges de tirs avec l'armée libanaise à l'entrée de la localité d'Aarsal dans l'est du Liban près de la frontière syrienne, selon l'armée.

Aarsal est une localité sunnite appuyant la rébellion et servant de point de passage, selon des sources de sécurité, pour les réfugiés, les armes et les rebelles entre Liban et Syrie. AFP 07.06

4- Rwanda

Pour le Rwanda de Paul Kagamé il n'est pas question de négocier avec les FDLR ni de participer à un sommet sur la sécurité africaine en France.

Double no de Kigali en marge du dernier sommet de l'Union africaine, à Addis-Abeba. Le premier concerne la suggestion du président tanzanien Jakaya Kikwete de négocier avec les rebelles hutus des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qualifiés de « *terroristes* » par le Rwanda. Ibuka, l'influente organisation de survivants du génocide, n'hésite pas à parler d'« *insulte* » et somme Kikwete de se rétracter sous peine de « *saboter* » par avance l'action de la force d'intervention rapide en cours d'installation dans l'est de la RDC - laquelle force est dirigée par un général... tanzanien. Entre le Rwanda et son voisin de l'Est, soupçonné depuis toujours de sympathie pour l'opposition, les relations sont désormais glaciales.

Autre refus : celui qui a répondu à la proposition de François Hollande d'organiser un sommet sur la sécurité en Afrique, le 7 décembre, à Paris. Commentaire d'un proche collaborateur de Paul Kagamé : « *Ceux qui estiment avoir encore besoin de la protection de l'ancien maître colonial se rendront à cette convocation. Ce n'est pas notre cas.* » french.irib.ir 07.06

SOCIAL

1- France

En 2012, 7% des retraités sexagénaires occupaient un emploi, une proportion qui a doublé depuis 2006 et la moitié d'entre eux continue à travailler "*car leur retraite ne leur suffit pas pour vivre*", selon une étude de l'Insee publiée vendredi.

La moitié de ces retraités âgés de 60 à 69 ans, ayant travaillé après 50 ans, déclarent travailler principalement parce que leur retraite "*ne leur suffit pas pour vivre aujourd'hui*" et 7% car "*cela leur permet de cotiser plus pour améliorer leur retraite de demain*".

Quatre sur dix (43%) le font en revanche pour des raisons non financières.

Il est aussi plus répandu parmi les cadres et les diplômés du supérieur. L'Insee avance comme piste d'explication que "*ces catégories connaissent des taux de remplacement retraite/salaire plus faibles et peuvent aussi bénéficier d'opportunités accrues de cumul*".

Ces retraités qui travaillent occupent deux fois plus souvent que les 50-59 ans des emplois non salariés, notamment de commerçants et de professions libérales (29% contre 14%).

Le travail des retraités pourrait encore se développer : 19% des personnes de 50 à 59 ans interrogées par l'Insee envisagent

de travailler pendant leur retraite, dont plus de la moitié pour des raisons financières. AFP 07.06

2- Portugal

Le Parlement portugais a approuvé ce vendredi un budget rectificatif qui prévoit de nouvelles mesures d'austérité pour compenser celles rejetées en avril par la Cour constitutionnelle et permettre ainsi de respecter les objectifs budgétaires fixés par les créanciers internationaux.

Ce budget a été approuvé sans problème grâce à la confortable majorité dont la coalition de centre droit au pouvoir dispose au Parlement même si le Parti socialiste, principale force de l'opposition, et l'extrême gauche ont voté contre.

Elles prévoient notamment une réduction des budgets de fonctionnement de tous les ministères, un allongement des horaires de travail des fonctionnaires de 35 à 40 heures par semaine, ainsi qu'une hausse de leurs contributions sociales. L'Expansion.com 07.06

3- Grèce

3.1- Le taux de chômage en Grèce a progressé à un rythme ralenti en mars, affectant 26,8% de la population active contre 22,2% un an auparavant.

Plus de la moitié des jeunes de 15-24 ans non scolarisés sont à la recherche d'un emploi (58,4%), tout comme plus du tiers des 25-34 ans, contre des taux respectifs de 53,1% et 30,3% en mars 2012. Le nombre de chômeurs a crû de 19,7% sur un an, à 1,3 million, tandis que la population non-active se chiffrait à 3,3 millions.

Dans un pays qui traverse sa sixième année de récession pour cause de surendettement et rigoureuse cure d'austérité imposée par l'UE et le FMI, les personnes disposant d'un emploi étaient minoritaires, à 3,5 millions, en baisse de 6,4% sur un an. L'Expansion.com 06.06

3.2- "*Notre santé n'est pas à vendre*", c'est le slogan entonné ce vendredi par les professionnels grecs du secteur sous les fenêtres de leur ministère de tutelle, à Athènes.

Pour réduire les coûts, le gouvernement ferme des hôpitaux, réduit les salaires et les effectifs.

Des professionnels de santé portugais, belges et français se sont joints à la manifestation.

"*Nous pensons qu'ils sont en train de tester en Grèce une solution pour toute l'Europe, commente Vladimir Nadeau, salarié dans un hôpital français, à savoir la destruction du système de santé. Nous pensons que le Portugal et l'Espagne sont confrontés à la même situation*."

Athènes est en effet le point de ralliement ce week-end de 300 syndicats européens pour un sommet altermondialiste. Tous sont d'accord sur la nécessité d'alternatives à l'austérité.

Et Kostas Tsikrikas, le leader de la confédération syndicale des fonctionnaires ADEDY de rappeler : "*le représentant du FMI, Gerry Rice, qualifie la recette appliquée de mauvaise. Les syndicats ont toujours dit que ces politiques étaient injustes pour les travailleurs, et conduisaient à l'impasse.*" euronews.fr 07.06

ECONOMIE

Grèce

Le produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a reculé de 5,6% en rythme annuel au premier trimestre.

L'économie devrait enregistrer un recul compris entre 4,2% et 4,6% cette année - après une contraction de 6,4% en 2012 - avant une reprise attendue en 2014. Reuters 07.06

SOCIETE

1- Quand l'Etat traque les semences "***clandestines***"

« *Légumes clandestins* » ! L'inscription ironique figure sur les pancartes que des jardiniers et des consommateurs brandissent ce 4 juin sous les fenêtres de la direction régionale de la concurrence et de la consommation à Toulouse. Ils dénoncent la pression sur les petits producteurs qui commercialisent des variétés de légumes non inscrits au catalogue officiel.

Quinze jours plus tôt, le 17 mai, des petits maraîchers ont reçu la visite d'un agent de la répression des fraudes, sur le marché de Lavelanet, en Ariège.

Leur délit : vendre des plants de tomates non inscrites au catalogue officiel et ne pas disposer de la carte du GNIS, l'interprofession nationale des semences et des plants. Ils encourent une amende potentielle de 450 euros...

« *Bien que pour eux qui vendent moins de 10 000 plants par an, cette carte soit gratuite, pour le moment du moins, cette visite a causé un certain émoi, d'autant plus que jusqu'ici cette activité annexe était tolérée et que ces maraîchers ignoraient même que cette carte était obligatoire* », réagissent plusieurs organisations [1] dans une lettre commune. Ces dernières voient dans ce contrôle « *un abus s'inscrivant complètement dans une logique de généralisation du fichage de toutes les activités et de toutes les personnes qui échappent au contrôle des multinationales* ».

L'élu écologiste François Calvet, Vice-Président de la commission agriculture du Conseil régional Midi-Pyrénées, considère également ce contrôle comme « *inopportun* ». « *La vente de plants par les maraîchers peut-être un revenu complémentaire non négligeable, écrit-il. Au moment où l'économie agricole est en crise, il n'est pas acceptable que ces paysans soient mis en difficulté par une application zélée de la réglementation sur la propriété intellectuelle* ».

Plus largement, les organisations associatives et paysannes demandent à « *répondre à la forte demande des jardiniers de pouvoir trouver sur le marché des plants leur permettant de cultiver toute la diversité des variétés paysannes, locales ou exotiques qui ne pourront jamais être toutes inscrites au catalogue.* »

Entre 1954 et 2002, 80 % des variétés potagères auraient été radiées du catalogue selon le Réseau semences paysannes.

Des 876 variétés potagères inscrites en 1954, il n'en restait plus que 182 au catalogue officiel français en 2002.

La raison de ces radiations ? Le poids de l'industrie semencière, qui, depuis cinquante ans, cherche « *à standardiser les semences pour les adapter partout aux mêmes engrais et pesticides chimiques* », estime le Réseau semences paysannes.

« *Ces contrôles sont effectués avec pédagogie pour protéger les consommateurs mais aussi les producteurs* », assure pour sa part la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, Catherine d'Hervé.
Cette action intervient alors que la législation sur la commercialisation des semences et des plants est en cours de révision à l'échelle européenne.

Notes

[1] Confédération Paysanne Midi Pyrénées et de tous les départements de la région, Réseau Semences Paysannes, Amis de la Terre Midi-Pyrénées, Amis de la Terre Périgord, Nature & Progrès Ariège, Nature & Progrès Hautes Pyrénées, Nature & Progrès Quercy Gascogne, Nature & Progrès Haute Garonne, Nature et Progrès Aveyron, Croqueurs de carottes, Collectif anti-OGM31, Pétanielle, Terre en vie 65, ATTAC Toulouse, Toulouse en transition, Collectif des Semeurs du Lodévois-Larzac, Kokopelli, collectif des Faucheurs Volontaires, les herbes folles de Saverdun,... internationalnews.fr 06.06

2- Bruxelles ou le représentant des lobbys de l'industrie agrochimique

Une gigantesque escroquerie est en train de se mettre en place à Bruxelles, aux dépens des abeilles, de la biodiversité... et de tous les citoyens qui se battent depuis des années pour faire interdire les pesticides « *tueurs d'abeilles* » en Europe et dans le monde !

Nous devons la stopper net, avant qu'elle n'ait des conséquences dramatiques sur nos cultures et notre alimentation à l'avenir.
Je vous demande de signer de toute urgence la pétition européenne ci-jointe et de la faire circuler autour de vous autant que vous le pourrez.

Il n'y a pas un instant à perdre.

Après des années de lutte acharnée des citoyens et des apiculteurs, la Commission européenne s'est officiellement décidé à interdire 3 pesticides néonicotinoïdes extrêmement dangereux pour les abeilles (1).

Les associations ont crié victoire et baissé la garde. Pourtant...

Le compromis que devrait adopter Bruxelles est en réalité un plan désastreux imposé par les multinationales agrochimiques comme Bayer, Syngenta et compagnie, qui mènent depuis des mois un lobbying effrené et extrêmement agressif pour arriver à ce résultat (2).

Objectif : Contrer la volonté des citoyens européens et empêcher l'interdiction REELLE des pesticides tueurs-d'abeilles - malgré les recommandations expresses des autorités sanitaires françaises et européennes (3)... Pour sécuriser les centaines de millions d'euros de profit annuel que ces produits rapportent aux grosses firmes qui les produisent !

Officiellement, les 3 pesticides les plus dangereux seront interdits pour une durée-test de deux ans à l'issue de laquelle les autorités sanitaires contrôleront si l'interdiction a mis un terme au massacre des abeilles, et s'il faut ou non interdire définitivement les néonicotinoides.

Or, cette soi-disant interdiction n'aura aucun effet sur la santé des abeilles !

En fait, les 3 pesticides tueurs-d'abeilles seront interdits seulement quelques mois par an... et largement utilisés tout le reste de l'année - sur près de 85% des céréales, et sur une grande partie des cultures de fruits, légumes et herbes aromatiques - empoisonnant largement les sols et l'eau absorbés ensuite par les cultures soi-disant « *non-traitées* ».

De nombreuses études ont montré que ces substances ultra-toxiques peuvent rester présentes dans le sol jusqu'à trois ans après le traitement (4), et que les cultures non-traitées replantées sur le même terrain révèlent des traces de néonicotinoïdes jusque dans leur pollen... que viennent ensuite butiner les abeilles ! (5)

A la fin de la période-test de deux ans, les multinationales pourront prouver que les abeilles continuent d'être décimées malgré la soi-disant interdiction de leurs produits, et qu'ils n'y sont pour rien. Ils auront réussi à blanchir leurs pesticides et à maintenir leurs profits - et pour longtemps !

C'est un plan diabolique, qui nous promet un désastre environnemental sans précédent.

Nous pouvons encore empêcher ça. MAIS IL FAUT AGIR VITE : d'ici quelques jours, la Commission européenne se prononcera sur sa version définitive du règlement européen concernant ces 3 pesticides tueurs d'abeilles.

Nous devons agir avant, pour exiger l'interdiction REELLE de ces pesticides ! Signez dès maintenant la pétition européenne pour contrer les lobbys en cliquant ici !

Si nous ne faisons rien, voici ce qui va se passer dans les 2 prochaines années :

- les pesticides néonicotinoïdes continueront à être utilisés pour les cultures d'hiver, imprégnant ainsi durablement les sols et l'eau...

- les cultures de printemps et d'été 'non traitées' seront infectées par les résidus de ces pesticides, et empoisonneront les abeilles...

- la mortalité massive des abeilles ne déclinera pas, malgré la soi-disant 'interdiction' des néonicotinoïdes

- Syngenta, Monsanto, Bayer et tous les laboratoires agrochimiques pourront à loisir clamer que leurs produits n'ont rien à voir avec la mortalité des abeilles, et obtenir leur réhabilitation totale sur le marché.

Et là, il ne nous restera plus que nos yeux pour pleurer…

Il faut tuer dans l'œuf ce plan démoniaque, et exiger de la Commission européenne qu'elle interdise purement et simplement ces pesticides tueurs d'abeilles, comme elle prétend le faire d'ailleurs !

Pas de compromissions, pas de petits arrangements... Si l'on doit faire un test de 2 ans pour évaluer réellement l'impact de ces pesticides sur les pollinisateurs, alors allons-y franchement !

Les agriculteurs eux-mêmes n'auraient pas à y perdre :

d'après l'INRA, on pourrait réduire rapidement la consommation de pesticides en France de 30 à 40 % - sans aucune perte de revenus pour les agriculteurs - en revenant simplement à un système de rotation des cultures qui permettrait de combattre efficacement les parasites en réduisant durablement l'usage des traitements chimiques (6).

Ca représente tout de même, pour la France uniquement, plus de 20 000 tonnes de substances ultra-toxiques déversés chaque année en pure perte dans nos campagnes !

En fait, les seuls qui seraient ébranlés, ce seraient les chiffres d'affaires des géants de l'agrochimie... Mais la Nature n'a que faire de leurs profits !

Alors s'il vous plaît, aidez Pollinis à créer une véritable onde de choc à travers le pays et l'Europe toute entière, pour que notre pression sur la Commission européenne soit plus forte que celle des lobbys agrochimistes qui sacrifieraient sans vergogne votre santé, votre alimentation et l'avenir même de la Nature pour satisfaire à leurs profits immédiats.

Signez la pétition , et transmettez cet email à un maximum de personnes autour de vous. internationalnews.fr 06.06

Haut de page

Le 9 juin 2013

CAUSERIE

Sang froid et lucidité, camarades.

Certains me cataloguent volontiers comme gauchiste, c'est leur problème, on pourrait analyser une autre fois ce que cela recouvre.

En réalité, et je l'ai affirmé à plusieurs reprises, je suis un partisan de l'ordre et de la discipline, de la rigueur, je suis bourré de principes que je m'applique et revendique, c'est la seule manière pour essayer de s'en sortir quand on ne vient pas d'un milieu favorisé ou que le moindre faux pas peut s'avérer fatal. Cela s'applique à notre combat politique évidemment.

Pour accéder directement à la causerie de samedi soir: Samedi

Clément Méric, suite.

Les derniers éléments

Reuters - Le principal suspect dans la mort du militant antifasciste Clément Méric a été mis en examen samedi soir pour violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner et placé en détention provisoire, a-t-on appris de source judiciaire.

Au total, quatre autres suspects ont été présentés à un juge samedi et ont été mis en examen, dit-on de source judiciaire.

Trois d'entre eux ont été placés sous contrôle judiciaire et le sort du quatrième était encore examiné samedi soir. Le parquet avait requis le maintien en détention des quatre hommes.

Trois jours après "*l'agression mortelle*" de Clément Méric, étudiant de Sciences-Po âgé de 18 ans, Jean-Marc Ayrault a lancé une procédure de dissolution des Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR), mouvement de jeunesse de Troisième Voie, un groupuscule dont tous les suspects sont des sympathisants.

D'après une source policière, les JNR, composées de 20 à 30 militants, sont le service d'ordre du mouvement d'extrême droite radicale Troisième Voie, qui compte "*4.000 sympathisants et 1.000 adhérents*" . Reuters 08.06

D'autres témoignages.

La palme de la désinformation et de la provocation revient au professionnel en la matière : L'Humanité.

L'Humanité - Des "*crânes rasés*" qui auraient délibérement attendu Clément Méric à la sortie d'un magasin. humanite.fr 06.06

Le Point - Un vigile présent sur les lieux du drame est qualifié de témoin "*principal*" par les policiers. L'homme met en cause les

quatre militants du groupuscule antifasciste auquel appartenait la victime, et plus particulièrement l'un d'entre eux. Selon ce témoignage, ce garçon, très remonté, avait des gants de boxe dans son sac et a incité les autres à se battre contre les skinheads, qui, toujours selon le vigile, cherchaient plutôt à éviter l'affrontement et à partir discrètement.

Le témoin a précisé que Clément Méric aurait déclaré à propos des skinheads : "*Ce sont des gens qui ne devraient même pas être vivants.*" Il maintient toutefois que le jeune étudiant n'était pas le meneur, et que si son camarade ne l'avait pas poussé à se battre, rien ne serait arrivé. lepoint.fr 07.06

A Paris hier

Lemonde.fr - "*Cet assassinat est politique*" et "*la montée de l'extrême droite actuelle est une réalité, elle n'est pas fantasmée*", a déclaré Olivier, l'un des membres du groupe Action antifasciste Paris-banlieue, auquel appartenait le jeune homme tué, en tête du cortège parisien. "*On a perdu un frère, un ami, un camarade*", "*un jeune homme qui avait l'avenir devant lui et avait conscience qu'il fallait s'organiser contre la menace fasciste*", a-t-il ajouté avant une minute de recueillement.

Les membres de ce collectif "*antifa*", la plupart vêtus d'un t-shirt noir sur lequel est écrit "*Clément à jamais*", ouvraient le cortège, suivis de quelques milliers de manifestants sans signe d'appartenance politique, comme il était demandé sur la page Facebook du groupe. Lemonde.fr 08.06

1- Ce n'est pas un assassinat, les skinheads n'étaient pas venus à cette vente de vêtements pour bouffer du gauchiste. Ensuite le faf de 20 ans qui a bastonné Clément n'avait pas l'intention de le tuer et passer 20 ans en tôle, foutre sa vie en l'air pour une simple bagare.

2- La montée de l'extrême droite est bien réelle dites-vous, on a envie de dire : prouvez-le. De qui parlez-vous, des gens qui sont engagés dans ces organisations, qui participent à leurs activités, si on en croit le nombre de participants au défilé du 1er mai 2013 du FN à Paris, votre assertion se trouve invalidée, on veut bien croire que l'extrême droite organisée se renforce mais c'est marginal, ou les électeurs qui effectivement se portent plus nombreux sur les candidats du FN, mais là encore attention aux amalgames, pour de nombreux électeurs le FN n'est pas d'extrême droite, de plus ils ne partagent pas forcément les idées les plus répugnantes du FN, loin de là.

3- C'est par connerie pure que vous avez perdu votre pote, oui, connerie pure, c'est bien de cela qu'il s'agit ici, et je pèse mes mots, car de quoi faut-il être conscient pour s'organiser contre une menace qui finalement n'existe pas à proprement parler, sauf à croire dans l'avènement d'un régime fasciste tous les quatre matins, vous êtes atteints de schizophrènie aigue.

Pour ceux qui ne le savent pas la schizophrènie se caractérise notamment par la perte du contact avec la réalité, définition qui s'applique parfaitement ici, jusqu'à se croire plus fort et provoquer un groupe de loubards d'extrême droite réputés pour leur violence.

4- Les membres de ce groupuscule gauchiste se permet de se balader dans la rue ou dans leur école avec un badge bien en vue témoignant de leur engagement "politique", et les participants à ce rassemblement aurait dû s'abstenir de porter des signes indiquant à quel courant politique ils appartenaient, pourquoi, pour ne pas vous faire de l'ombre, parce que vous ne supportez pas les autres courants politiques du mouvement ouvrier ? Il faudrait que le brave peuple qui se fait manipuler quotidiennement par les médias pense que vous seriez les seuls antifascistes de ce pays, les vrais, les purs, les durs, en réalité les plus inconsistants qui soient, et qui plus est, dangereux pour les jeunes qui n'ont pas idée des conséquences parfois dramatiques auxquelles ils s'exposent en vous rejoignant.

Parole d'internaute.

1- "Le procureur n'est pas un méchant et le juge un gentil. Quand un délit grave ou un crime est commis, la police judiciaire est la première saisie et commence ses investigations. Le procureur dirige la police judiciaire (art 12 du CPP).

Au cours des investigations, le procureur par commodités de l'enquête a visé haut en qualifiant les faits de "*d'homicide volontaire*", comme on dit, "*qui peut le plus peut le moins*".

La Police Judiciaire a bouclé son dossier qui a été transmis au procureur qui, comme la loi l'exige quand il y a crime ou délit grave (ici homicide) se dessaisit en demandant la désignation d'un juge d'instruction (réquisitoire introductif d'instance). Le juge désigné demande alors au procureur de lui transmettre le dossier et est maître de l'enquête jusqu'à ce qu'il décide, par ordonnance, soit un non-lieu soit un renvoi devant le tribunal. Le juge, pour mener son instruction, fait appel à des policiers ou gendarmes OPJ nommément désignés par lui, ce qu'on appelle les commissions rogatoires.

Dans le cas présent, le juge d'instruction, à la lecture des pièces du dossier transmis par le procureur, a décidé de requalifier l'infraction en "*homicide involontaire*". C'est donc sur cette base qu'il va travailler dorénavant."

Merci de cette mise au point.

2- "La qualification retenue par le juge d'instruction « *violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner*» paraît logique au vue des premières informations sur ce qui s'est réellement passé. On est loin de l'hystérie du premier jour. Un peu de sang froid ne fait pas de mal et facilite le travail de la Justice et donc le bon fonctionnement de la République."

Cela pose une question qui s'adresse à tous les militants : Comment ceux qui se sont engouffrés dans cette histoire tête baissée, tous les partis, groupes, etc. pourraient-ils, devraient-ils inspirer confiance aux travailleurs et jeunes pour qu'ils les rejoignent ? Ils sont plutôt craignos comme disent les jeunes, je ne sais pas si je leur confierais ma vie, celle de ma fille.

3- "Certes Clément Méric a été tué lors d'un affrontement avec des membres d'un commando d'extrême droite. Il ne faudrait quand même pas oublier qu'il était lui même membre d'un commando d'extrême gauche, qui n'hésitait pas à faire le coup de poing avec ceux d'en face. Cela n'excuse pas le meurtrier."

4- "Je n'aimerais pas être à la place de celui qui a provoqué les skinheads et est tout aussi responsable de la mort de son copain."

Pensez-vous, il doit en être fier !

ACTUALITE EN TITRES

Monarchie et banquier unis pour le meilleur... et pour le pire

- Mariage royal à Stockholm - euronews.fr

La princesse Madeleine a épousé ce samedi son fiancé Christopher O'Neill, banquier américano-britannique avec qui elle vit depuis trois. euronews.fr 08.06

C'est une constante (historique qui remonte plusieurs siècles en arrière en réalité) sur laquelle on n'insistera jamais assez, dont personne ne parle dans le mouvement ouvrier évidemment. Et ce n'est certainement pas un hasard si le projet du cartel des banquiers sionistes anglo-saxon d'établir un gouvernement mondial ressemble finalement comme deux gouttes d'eau à l'établissement d'une monarchie absolue...

Hollande, c'est Blair... le pif en moins.

Merkel a dit soutenir Pékin. Quelques jours plus tard son écho lui répond.

- François Hollande veut apaiser la querelle entre l'UE et Pékin - Reuters

Le président français François Hollande a demandé samedi le règlement "*dans la discussion*" de la querelle commerciale entre l'Europe et la Chine, qui sera évoquée lors du prochain Conseil européen. Reuters 08.06

Entre apathie et veulerie.

- Paris soutient l'accord de libre-échange UE-Japon, dit Hollande - Reuters

- Pas de pression française sur le Japon sur le nucléaire - Reuters

Conditionnement.

- Un jeune sur deux pense qu'il ne pourra pas prendre sa retraite avant ses 70 ans - L'Expansion.com

Donc on peut monter la barre jusque là, CQFD.

- Valls ferait un bon Premier ministre pour 45% des Français - AFP

Donc il pourrait devenir Premier ministre dans les mois à venir, CQFD

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Turquie

En Turquie, la mobilisation anti-gouvernementale ne faiblit pas. Ce samedi soir, de nouvelles manifestations étaient organisées à Istanbul et à Ankara, ce qui a donné lieu à des accrochages avec la police. Dans le quartier de Sultangazi, à Istanbul, les forces de l'ordre ont fait usage de canons à eau pour tenter de disperser les manifestants. Plusieurs groupes de supporteurs de clubs de football sont venus grossir les rangs des protestataires.

Autre théâtre de violence, la capitale Ankara. La police anti-émeute est intervenue pour disperser un rassemblement en centre-ville. Les médias locaux parlent de plusieurs blessés.

De leur côté, les autorités assurent que les choses sont "*sous contrôle*". C'est ce qu'a déclaré le vice-Premier ministre ce samedi, à l'issue d'une réunion des dirigeants du parti au pouvoir AKP. Une réunion à laquelle participait le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Pour les autorités, pas question d'organiser des élections anticipées, comme certains manifestants le réclament. Cela dit, dans un souci de conciliation, le maire d'Istanbul a déclaré qu'il était prêt à apporter des modifications au projet d'aménagement du parc Gezi, à l'origine du mouvement de contestation. euronews.fr 08.06

2- Libye

Au moins 30 morts et des dizaines de blessés, c'est le bilan encore provisoire d'affrontements ce samedi à Benghazi en Libye.

Point de départ : un rassemblement de manifestants devant le siège d'une milice composée d'anciens rebelles. Les manifestants réclament la dissolution de cette milice, accusée de faire régner sa loi à Benghazi. Pour les protestataires, deux ans après la chute de Kadhafi, il est grand temps que les autorités du pays mettent en place une vraie armée et une vraie police.

Le rassemblement, d'abord pacifique, aurait dégénéré avec échanges de coups de feu, pendant plusieurs heures, aux abords du siège de la milice. Les forces spéciales sont finalement intervenues pour mettre fin aux violences. Le Premier ministre a annoncé l'ouverture d'une enquête.

Mais cela ne règle sans doute pas le problème de l'insécurité qui règne à Benghazi. euronews.fr 08.06

3- Syrie

3.1- Les habitants d'Alep ont eu une première manifestation en guise de soutien à l'armée syrienne et à ses opérations dans différentes régions et villes du pays.

Les manifestants ont tenu à rendre hommage à la victoire de l'armée syrienne à Qousseir, à rif de Homs. Dans une seconde manifestation toujours à Alep, les habitants de cette ville se sont déclarés solidaires avec les contestataires turcs et ont soutenu leurs manifestations de protestation contre le gouvernement Erdogan. french.irib.ir 08.06

3.2- Les terroristes d'Al Nosra ont baissé le drapeau de l'ASL à Alep et l'ont remplacé par leur propre drapeaux. Le drapeau de l'ASL - celui de l'époque coloniale française- a été ensuite piétiné sur la place Al Halvaniya.

Placé sur la liste des organisations terroristes, Al Nosra continue à agir à sa guise à Alep. Les Etats-Unis et leurs alliés arabes fournissent la milice en armements. A Qusseir des centaines de nosratistes combattaient l'armée nationale syrienne . Des centaines d'entre eux ont été tués blessés et capturés. french.irib.ir 08.06

3.3- Dans un récent article, le conseiller pour les recherches défensives à l'institut American Interprise, Pelclat, accuse Obama d'échec subi par le camp américain en Syrie. " *A mesure que le temps passe, les forces d'Assad avancent et à chaque étape elles arrivent à marquer des points. Leur victoire est de plus en plus large dans le camp d'Assad. Celui-ci est même parvenu à reprendre la ville stratégique de Qousseir.* " L'auteur évoque ensuite la récente réunion des représentants us au sujet de la Syrie, une réunion tenue en présence des membres de la sous-commission des forces armées au congrès pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord. "*J'y étais moi-même présent et j'y assisstais sur la nécessité d'un engagement direct des Etats-Unis dans*

le conflit. Car il faut aider les rebelles dans leur combat contre la régime de Bachar. il y a là une question de crédit et de prestige des Etats Unis" après cette entrée en matière, l'auteur s'attaque à l'Iran et se dit inquiet de la montée en puissance de l'Iran à titre de puissance régionale : " *les Etats Unis ont des intérêts énergétiques au Moyen-Orient et des alliés dans cette région. L'Iran aussi... M Obama, je dois vous le dire, même la RII a compris que vous avez optez pour une stratégie de défaite en Syrie*".

L'auteur citant les participants à la réunion précitée a dénoncé Obama pour son refus de décréter une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie . "*Ce refus va dans le sens de l'intérêt de la RII et du régime syrien*". Le conseiller s'inquiète surtout du vide du pouvoir que laisserait selon lui la poursuite du refus d'Obama de soutenir efficacement les terroristes, " *un vide que rempliront aussitôt le Hezbollah libanais et la RII*". Mais quelle solution à cet état? Daniel Pelclat conseille "*une coopération étroite entre l'Otan et les régimes arabes pour créer une zone d'exclusion au-dessus de la Syrie et un plus intense trafic d'armements en direction des terroristes. Mais cette intensification d'aide parait insuffisante vu la taille de l'enjeu : la victoire d'Assad en Syrie préfigure une grande victoire stratégique pour l'Iran. Aussi faut-il l'empêcher à tout prix : outre la livraison d'armes et la zone d'exclusion aérienne, les rebelles pourront être secourus par voie aérienne et à l'aide du système du renseignement turc et jordanien* ". french.irib.ir 08.06

SOCIAL

Espagne

Plusieurs centaines de manifestants ont défilé samedi à Madrid contre "*l'impunité financière*", brandissant des pancartes réclamant "*jugement et châtiment*" pour les responsables de la débâcle financière de l'Espagne.

"*Contre l'impunité financière, contre l'escroquerie des crédits hypothécaires, pour le droit au logement*", proclamait l'immense banderole de tête du cortège qui a défilé devant les bureaux de l'association des banques, la Banque d'Espagne et l'Audience nationale, la cour qui instruit les plaintes contre Bankia. L'un des manifestants portait la banderole grâce à une corde de pendu sur ses épaules.

"*Les principaux responsables de la crise sont dans les conseils d'administration des groupes bancaires*", a affirmé l'un des organisateurs en lisant un manifeste dans un porte-voix.

Il a aussi rappelé que le système des crédits espagnols a été mis récemment à l'index par la justice européenne à cause de certaines clauses pouvant être abusives.

L'association PAH est à l'origine d'une proposition de loi populaire qui a recueilli 1,4 million de signatures et qui prévoit l'extinction de la dette contre la saisie du logement, le gel des expulsions du domicile principal et la transformation en logements sociaux de tous les logements vides appartenant à des banques.

Près de 40.000 logements ont été saisis en Espagne en 2012 à la suite d'impayés, selon la Banque d'Espagne. AFP 08.06

Samedi soir (ou plutôt dimanche matin, il est 0h45 et pas d'électricité !)

Méric Clément, suite. Le parquet fait le jeu du gouvernement.

Certains suggèrent que le gouvernement exploite ce drame pour faire monter l'extrême droite face à l'UMP à un an d'élections municipales et européennes qui se présentent très mal pour le PS et le gouvernement. C'est une explication qui semble plausible.

On ne peut qu'être surpris par le chef d'accusation retenu par le parquet, comme si les protagonistes d'une bagarre avait eu l'intention de s'entretuer, alors qu'il s'en produit des centaines quotidiennement à travers tout le pays.

Il est confirmé que ce sont les antifascistes qui ont provoqué les trois skinheads, mais apparemment le parquet a décidé de ne pas en tenir compte, mieux, ce sont eux qui les ont menacés ouvertement en disant qu'ils allaient les "*attendre en bas*", pour quoi faire, leur casser la gueule, ils ont été servis au-delà de leurs attentes.

Ces groupuscules qui s'autoproclament antifascistes agissent à la marge du mouvement ouvrier et ne représentent qu'eux-mêmes. Malheureusement des jeunes se laissent entraîner dans ce genre d'organisations dirigées par des inconscients qui se gardent bien de mettre leur propre vie en danger.

Voilà le message que nous adressons à ces jeunes et à la jeunesse du prolétariat, aux travailleurs et aux militants en général.

Vous êtes antifascistes, anticapitalistes, l'injustice vous fait horreur, nous partageons donc le même combat et nous avons les mêmes ennemis, en Syrie, c'est possible de liquider l'équivalent de ces skinheads, salafistes, takfiristes, wahabistes, djihadistes ou mercenaires armés et sanguinaires en tous genres de l'ASL et d'Al-Nosra, mais voilà en France les gauchistes tout comme la gauche ou l'extrême gauche ont choisi le mauvais camp, celui du gouvernement Hollande-Fabius qui les soutient contre le peuple syrien combattant pour préserver son identité et son indépendance qu'incarne le président syrien Bachar Al-Assad.

Refusez votre soutien au gouvernement Hollande-Fabius, rejetez les partis ou organisations qui le soutiennent, fuyez-les comme la peste car en oeuvrant au côté de l'impérialisme américano-sioniste ce n'est pas seulement le destin du peuple syrien qu'ils entendent ruiner mais votre propre sort, car les deux sont intiment liés.

Nous n'avons pas à vous dire quel parti ou quel groupe de militants engagés au côté du peuple syrien rejoindre, c'est à vous d'en décider librement sachant qu'il ne sera possible de venir à bout de la vermine d'extrême droite qu'une fois le régime en place renversé par un soulèvement révolutionnaire des masses exploitées, perpective politique autour duquel tous les militants révolutionnaires devraient se rassembler et combattre ensemble.

Un complément à titre personnel.

Je mesure 1,65m pour 80 kilos, je suis assez baraqué, j'ai 57 ans, je commence à me faire vieux, je ne me bats jamais, j'ai eu une multitude d'altercations avec des Indiens, j'ai été agressé à plusieurs reprises, une fois j'ai pris une brique en plein thorax, une autre fois une pierre en pleine figure et le visage en sang, un autre fois en me baladant en vélo j'ai reçu un violent coup de poing derrière la tête, j'ai été menacé de mort plusieurs fois dans le village où j'habitais avant, régulièrement je dois affronter des insultes, j'ai connu trois tremblements de terre et trois cyclones plus un tsunami où j'ai failli y laisser ma vie, la mer s'est arrêtée à la hauteur de mon cou, bref, je m'en suis toujours bien sorti et j'ai pris des décisions suite à ces expériences dont j'ai tiré des leçons, j'ai notamment revendu ma maison et quitté le bord de mer pour vivre en sécurité.

Je n'ai jamais provoqué ou insulté qui que ce soit, certes il m'est arrivé de prendre certains risques et certaines situations auraient pu mal tourner, chaque fois j'en ai pris conscience à temps et j'ai su prendre les décisions qu'il fallait, parfois au détriment de mon amour propre que j'ai ravalé, on se trouve parfois confronté à des situations où il vaut mieux faire preuve d'humilité sans que notre dignité en souffre, puique qu'on a dû agir sous la contrainte, surtout quand l'enjeu ne vaut pas le coup, il ne faut pas être borné et stupide, dans d'autres cas c'est différent. A plusieurs reprises j'ai eu l'occasion de frôler la mort de très près depuis que je suis en Inde. Je ne l'ai pas cherché mais je dois reconnaître que j'y était quand même pour quelque chose, car il arrive qu'on prenne des décisions sans en mesurer sur le coup les conséquences à venir. Ce qui m'a sauvé ce fut peut-être d'en prendre conscience au bon moment et d'en tirer des leçons. Et pourtant je suis habitué à me poser un tas de questions, comme quoi il arrive qu'on passe malgré tout à côté des bonnes. Cela doit nous conduire à être modeste dans la vie et à ne pas juger les autres comme je le répète souvent, je tiens cela de ma propre expérience et je me l'applique à moi-même.

C'est toujours un terrible malheur la mort d'un jeune. J'ai vu un de mes beaux-frères à peine plus âgé mourir dans un accident de moto à quelques centaines de mètres de chez moi. La nuit venait de tomber, il a dû avoir un instant d'inattention et il roulait trop près du bord de la chaussée, le bas-côté était instable, il a dû par mégarde sortir de la chaussée, il a perdu le contrôle de sa moto et sa tête est venue heurter un poteau en ciment et il est mort pendant qu'on le transportait à l'hôpital. C'est très con, trop con, c'était le cadet, mon épouse pleure chaque fois qu'on prononce le nom de son frère. Je l'avais dissuadé de partir travailler à Dubaï et je l'avais aidé financièrement à s'installer comme carrossier. Pas de bol, car Saktivel était un brave garçon, courageux et honnête ce qui est devenu rare. Il en avait fait des sacrifices pour arriver à s'en sortir, c'est ce qui m'a le plus peiné, pour rien finalement.

Un article de l'agence Reuters qui fournit les derniers éléments d'information.

- Le parquet de Paris a retenu samedi le chef d'accusation d'homicide volontaire à l'encontre d'Esteban, principal suspect dans la mort de Clément Méric, et a confirmé que le militant d'extrême gauche avait succombé aux coups qui lui ont été portés.

Le nombre de coups mais aussi la différence de carrure entre le suspect et la victime - qui mesurait 1m80 pour 66 kg -, de même que la suspicion de l'usage d'un poing américain ont mené au choix du qualificatif d'homicide volontaire, a déclaré samedi le procureur de Paris, François Molins.

Esteban, dont le procureur a refusé de divulguer le nom de famille, a reconnu avoir porté deux coups au militant antifasciste, dont celui l'ayant fait tomber.

"*Les auditions, non seulement de témoins mais encore de protagonistes eux-mêmes, attestent d'une scène de violence avec des échanges de coups*", a déclaré François Molins.

Selon les premiers éléments de l'enquête, un ami de Clément Méric a d'abord "*chambré verbalement*" un skinhead qui se trouvait dans la salle de vente. "*Les nazis viennent faire leur course*", aurait-il lancé.

Clément Méric et ses amis auraient continué à provoquer le groupe d'ultra-nationalistes, menaçant de les "*attendre en bas*".
Un vendeur a indiqué avoir alors entendu l'un des skinheads appeler du renfort, visiblement pour en découdre.

Les suspects ont tous donné la même version des faits, à savoir qu'une bagarre "*généralisée et désordonnée*" a éclaté, qu'ils étaient en état de légitime défense et qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de tuer le jeune homme, selon des sources policières.
Ils disent avoir "*répliqué*", a confirmé samedi le procureur de Paris.

Âgés de 19 à 32 ans, tous ont un casier judiciaire vierge et se disent sympathisants du groupe "Troisième Voie".

Outre l'information judiciaire visant Esteban, le parquet a ouvert samedi une enquête pour violences volontaires en réunion, violences volontaires ou complicité de violences volontaires en réunion à l'encontre des cinq suspects et de toutes autres personnes ayant pu prendre part aux violences.

Des incapacités totales de travail de 3 et 7 jours ont en effet été prononcées à l'encontre des deux amis de Clément Méric présents sur les lieux du drame. L'un dit avoir reçu des coups de poing américains sur les bras, l'autre un coup de poing au visage.
Reuters 08.06

Je vais ajouter un mot parce que cela me démange.

Cela devait leur apporter quoi de parler à ces fachos, je voudrais qu'il nous explique la finalité de leur démarche. Se faire tabasser pour ensuite porter plainte contre eux pour qu'ils écopent de quelques mois de prison avec sursis et peut-être une amende ? Je ne comprends pas le but du jeu, cela doit être d'un niveau intellectuel trop élevé pour moi.

En quête d'une tribune, ils se seraient servis du tribunal pour défendre leur cause ? Pour ce qu'en aurait eu à foutre le parquet et les juges franchement ! On cherche à comprendre. Faire parler d'eux dans les médias, c'est réussi, mais à quel prix !

Ils me font penser à des branleurs qui se la pètent et font chier, pas seulement des fachos, mais les gens qui ne pensent pas comme eux, et qui un jour tombent sur des excités qui leur règlent leur compte, ce qu'ils cherchaient depuis longtemps ou ce qui devait leur arriver un jour ou l'autre. Si j'étais procureur, c'est ce que je leur aurais certainement dit.

Quant aux autres dingues, je les enverrais directement au trou en leur rappelant qu'ils devaient garder le contrôle d'eux-mêmes, même face à une provocation ou des propos qu'ils jugeaient injurieux ou déplacés, rien ne peut justifer de frapper une personne qui ne vous a pas agressé physiquement.

Quand j'étais adolescent je me souviens encore comment les bagares commençaient avec mes potes voyous, il suffisait qu'un mec les ait regardés, un d'entre eux s'avançait vers lui et lui disait : tu as vu comment tu m'as regardé ? Qui moi ? Oui toi tête de noeud, et il se prenait un coup de boule. A Paris dans le quartier indien en haut de la rue du faubourg Saint-Denis où on allait faire nos courses tous les samedis, il y avait un local des Hells Angels, on croisait des crânes rasés, et bien j'aurais plutôt été du genre à leur faire des compliments sur leur Harley que de les provoquer !

Quand un militant diffuse ou tracte tranquillement et se fait agresser ou lors d'une manif, on est dans un cas de figure totalement différent, là il s'agit d'une agression politique qui doit être condamnée sans réserve quel que soit le parti ou le syndicat auquel il appartient.

Quelques réactions d'internautes.

1- Homicide volontaire suite à une provocation involontaire, et puis quoi encore ?

Cette justice politique va se retourner contre les bobos parisiens, à voir le nombre de gens qui sont écoeurés qu'unebagarre entre 2 gangs soient tournée en guerre sainte par l'extreme-gauche bien pensante. Apparemment, ce sont les gauchos qui sont allés chercher les skins. Elle est où l'intention d'homicide là?

Taubira nous doit des explications circonstanciées sur cette décision stupéfiante du Procureur de la République car une bagarre c'est une bagarre et non un guet-apens. On va encore douter de l'indépendance de la justice.

2- Quelqu'un pourrait-il nous éclairer ? Selon les divers articles lus, la rixe semble avoir été provoquée par les amis de Clément Méric. Or, on retient ici l'intention d'homicide volontaire pour les autres. Ca semble contradictoire.

Est-ce, de la part du parquet, le seul moyen de garder en détention l'auteur des coups ?

Le parquet a-t-il connaissance d'une volonté de tuer qu'on ignore ?

Le parquet cède-t-il aux pressions de la rue, même si l'indignation est légitime ?

3- Outre l'information judiciaire visant Esteban, le parquet a ouvert samedi une enquête pour violences volontaires en réunion, violences volontaires ou complicité de violences volontaires en réunion à l'encontre des cinq suspects et de toutes autres personnes ayant pu prendre part aux violences.

Et le tribunal ne tient pas compte du fait que c'est le groupe d'extreme gauche qui a provoqué la bagare, il ne tient pas compte des témoignages qui le confirment...

4- Là, il y a clairement une volonté de nuire plus que nécessaire par ce chef d'inculpation. Je viens d'entendre les arguments, c'est plus que léger et totalement artificiel.

- Frapper à plusieurs coups dans le visage de la victime qui était moins "baraquée"

- Usage "possible" d'un poing américain : "possible". Ils ne savent même pas si c'est le cas mais ils inculpent pour homicide volontaire sur cette base-là. Et à priori, il n'y avait pas de poing américain utilisé.

Si frapper plusieurs fois dans la tête de quelqu'un correspondait à une tentative d'homicide volontaire, une bonne partie de la France serait en prison suite à des bagarres diverses à l'école, dans les bals, dans les boîtes de nuit, lors de bagarres entre automobilistes, etc... Désormais, ce sont toutes les bagarres qui doivent être considérées comme des tentative d'homicide volontaire, alors !!!

Et ces marches dans toute la France pour la victime. Pourquoi pas des marches pour cette vieille dame égorgée ? Ou des marches dans toute la France pour cette jeune femme poignardée dans le RER ? Et tant d'autres cas encore, des actes immondes mais passés sous silence en plaidant le fait divers ! Pour un extrême gauchiste, c'est plus du fait divers, c'est pire qu'un attentat contre une école.

Là, on a l'impression que c'est le Christ qui s'est fait dessouder.

Tout ça, ça ressemble à un sacré téléguidage politique.

Bien sûr, sans excuser le geste, ça va sans dire.

Haut de page

Le 10 juin 2013

CAUSERIE

La première partie de la causerie du jour rédigé ce matin et hier soir se trouve plus loin.

J'ai corrigé plusieurs liens erronés vers plusieurs articles sur la Turquie.

Pris par mon travail, j'avais terminé le boulot quand ils ont coupé le courant éteignant mon ordinateur, alors que j'avais oublié de l'enregistrer, j'en ai refait une partie et j'ai laissé tomber le reste, pas le courage de recommencer, il fait une chaleur à crever.

Tenez à propos de crever, hier soir en donnant un coup de balais indien , donc courbé en deux jusqu'au sol, après que mon chien ait mangé, sur la dalle en ciment situer devant la terrasse, je suis encore tombé nez à nez avec un serpent, un jeune, j'ai été tellement surpris que je l'ai envoyé balader en lui filant un coup de balais. Ensuite, j'ai dispersé du DDT en poudre le long de l'entrée sans savoir si c'est efficace ou non comme repoussoir, car il faisait déjà nuit et mon chien dort à quelques mètres seulement.

Au fait, à propos du scandale mondial PRISM, j'avais eu du pif il y a quelque temps déjà en dénonçant les réseaux sociaux et le rôle de Facebook.

Quand vous prenez les noms des dirigeants de Google, Facebook, Microsoft, Apple, Yahoo, AOL, YouTube, Skype et PalTalk, vous vous apercevez qu'ils participent tous à des think thanks néolibéraux, que plusieurs d'entre eux ont déjà été invités aux réunions du groupe Bilderberg, que les uns et les autres sont membres des conseils d'administration des mêmes multinationales

qui forment un cartel avec celui des banquiers, banquiers qu'on retrouve évidemment dans les mêmes conseils d'administration.

Cela signifie que leur stratégie est globale, mondiale, et concerne absolument tous les aspects de la société ou de notre vie jusque dans les moindres détails, y compris les questions sociétales dont ils sont les maîtres d'orchestre. Bien entendu, comme ils le disent eux-mêmes ou sont obligés d'avouer, c'est top secret et ce serait nous qui tentons de savoir ce qu'ils trament dans notre dos qui serions des complotistes. Mais s'ils oeuvraient vraiment pour le bien de l'humanité comme ils le prétendent, pourquoi alors tant de mystères ?

Il n'y a que les naïfs, les crétins ou les vendus pour les croire ou pour ne pas rendre compte aux travailleurs et militants de leurs faits et gestes. Quel parti ces derniers jours s'est attardé sur la réunion du groupe Bilderberg qui vient de se tenir en Grande-Bretagne ?

Je vais vous avouer un truc. Parfois on a mauvaise conscience, on se demande si on ne serait pas un peu ou très médisant envers les partis ouvriers, il est légitime de se poser la question, de se demander si on n'en ferait pas trop, pourquoi tant d'acharnement, etc. Puis, presque quotidiennement ce sont eux qui apportent la réponse à cette question en témoignant qu'ils sont encore pire que ce qu'on avait écrit sur eux, on en est même gêné à dire vrai, on se censure, on se demande jusqu'où ils vont descendre. On en est étonné, ils nous surprennent, malheureusement pas dans le bon sens.

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment attiser la xénophobie. Personne n'a envie non plus d'être français !

- Mélenchon : aujourd'hui "*personne n'a envie d'être allemand*" - AFP

Et on n'a pas franchement envie de vous ressembler !

L'ennemi il est dans notre propre pays, il s'appelle le capitalisme, ses représentants, ses institution, son Etat.

L'enfonceur de portes ouvertes à qui les médias offrent gracieusement une tribune.

- Mort de Méric: pour Mélenchon, le FN a "*un lien*" avec les mouvements extrémistes - AFP

Lui il est lié au régime, ils ont au moins un point commun qu'on ne trouvera pas à la Voix de l'Opposition de gauche.

Et la cour suit

- Mort de Clément: "*La dissolution d'un groupe d'extrême droite ne règle rien*" pour Besancenot - L'Express.fr

Besancenot. "*il faut s'attaquer aux racines qui font que l'extrême droite se développe, c'est à dire ce climat raciste et xénophobe*" en pointant "*tous les renoncements de la gauche quand elle est au pouvoir*". L'Express.fr 09.06

La racine vous dites, on va vous dire en quoi elle consiste puisque apparemment vous l'ignorez : elle réside dans le fait de classer le gouvernement et les partis qui y participent à gauche, alors qu'ils incarnent, qu'ils sont liés organiquement au capital, qu'ils en sont les représentants.

La gauche, ce sont uniquement les partis et les courants politiques qui combattent pour en finir avec le capitalisme, ses institutions, son Etat. Je n'ai pas ajouté le socialisme ou la révolution socialiste puisque les anarchistes ne combattent pour cet objectif tout en partageant le reste de nos objectifs politiques.

La droite, ce sont tous les partis ou courants politiques qui se réclament du capitalisme, de l'économie de marché, qui représentent ou défendent les intérêts des capitalistes, qui s'accommodent de l'existe du capitalisme et participent à ses institutions, dont leur existence ou leur survie dépend uniquement du maintien du régime en place.

Ainsi les choses sont parfaitement claires, nettes et précises entre les deux camps en présence, aucune confusion n'est dès lors possible.

Maintenant quand on n'a pas les idées très claires comme c'est votre cas monsieur Besancenot, on a tendance à se fourvoyer ou cela devient une fâcheuse habitude devrait-on dire pour être plus précis, à se tromper de combat ou d'ennemi. Un exemple.

Le NPA soutient le gouvernement Hollande-Fabius qui crèvent d'envie d'aller bombarder la Syrie non pas pour instaurer un régime démocratique en Syrie, mais pour faire main basse sur son pétrole et son gaz, avant de s'attaquer éventuellement à l'Iran, exactement comme l'avait fait avant lui en Libye son prédécesseur Sarkozy. Que l'immense majorité du peuple syrien plébiscite le président Al-Assad au bout de deux ans de guerre ne

vous interpelle pas davantage, confirmant une fois de plus que les faits ou la réalité ne vous intéresse pas. Quand ils contredisent votre position, vous les occultez, vous les faites disparaître, en fait, vous employez les mêmes méthodes détestables employées par nos ennemis pour conditionner les masses, c'est juste un constat que chaque militant peut faire ou vérifier.

On notera au passage que vous n'avez tiré aucun enseignement de cette expérience (lybienne), répétons-le, les faits, la réalité, cela ne vous intéresse pas plus que les intérêts des peuples que vous prétendez incarner, vous appartenez à cette catégorie de gens à l'esprit étroit ou borné, totalement sclérosé, dans la tête desquels l'idéologie dominante s'est incrustée profondément et vous suivez aveuglément cette idée sans vous soucier des conséquences effroyables qu'elle peut avoir sur le sort de peuples entiers, car ce qui est juste, ce n'est pas le combat que vous menez mais l'idée qui a germé dans votre petite tête de militant rongé par un dogmatisme effréné, hystérique et qui dès lors n'est pas ou plus capable de penser librement.

J'ai rédigé ces lignes à la mémoire du peuple syrien et particulièrement de ce jeune syrien lâchement assassiné par des mercenaires sanguinaires que soutient le gouvernement français, et que vous soutenez donc par voie de conséquence.

- Un jeune Syrien exécuté par des rebelles pour blasphème - lemonde.fr

- Mohammad Qataa, un adolescent syrien de 15 ans a été exécuté en public à Alep par des rebelles islamistes, qui l'accusaient d'avoir tenu des propos jugés blasphématoires.

Mohammad Qataa vendait du café dans les rues du quartier populaire de Chaar. Il s'est disputé avec un individu avant de lancer : "*Même si le prophète Mahomet descend du paradis, je ne deviendrai pas croyant*." Le jeune homme a été capturé samedi par des miliciens de l'Etat islamique d'Irak et de Syrie puis reconduit encore vivant dimanche aux premières heures sur son étal en bois, son corps portant des marques visibles de coups de fouet.

" *Les gens se sont rassemblés autour de lui et un membre de la brigade a déclaré : 'Généreux citoyens d'Alep, ne pas croire en Dieu est du polythéisme et maudire le prophète est du polythéisme. Quiconque blasphème ne serait-ce qu'une fois sera puni de cette façon'.* " " *Il a alors tiré deux balles avec un fusil automatique devant la foule et devant la mère et le père du garçon, il est monté dans une voiture puis il est parti*", poursuit l'OSDH.

Rami Abdelrahman ajoute que la mère a imploré les miliciens, dont l'accent indique qu'ils n'étaient sans doute pas syriens, de ne pas tuer son fils. Selon ses parents, Mohammad Qataa avait participé aux manifestations en faveur de la démocratie à Alep. lemonde.fr 09.06

ACTUALITE EN TITRES

Les ténèbres ou l'odeur putride de la maléfique bassesse humaine.

- Bernard-Henri Lévy, le Magnifique ! - LePoint.fr

Il a cette capacité, cette hauteur de vue et aujourd'hui, peut-être un peu plus, cette sagesse, qui permettent à la pensée de ne pas disparaître complètement dans un monde qui pourrait facilement plonger dans l'obscurité. Ici, l'intellectuel engagé est dans son rôle de vigie, fouillant l'horizon du regard, Bernard-Henri Lévy, le Magnifique. LePoint.fr

- Convertis au libéralisme ? Et si la crise était en train de changer la vision que les Français ont de l'Etat - Atlantico.fr

Le produit de la décomposition de leur société

- Des pères séparés manifestent à Paris pour l'égalité parentale - AFP

- Paris: Premier rassemblement canin-citoyen samedi - 20minutes.fr

Désinformation et manipulation

- Un manifestant tué devant l'ambassade d'Iran à BeyrouthReuters

- Liban: un manifestant anti-Hezbollah tué par balles à Beyrouth Serene ASSIR - AFP

Quel manifestant ? Oh le pauvre manifestant ! En réalité, il s'agissait d'une manifestation organisée par les salafistes.

- Selon la chaine Al Alam, les salafistes syriens infiltrés au Liban ont tenté de prendre d'assaut l'ambassade iranienne à Beyrouth avant de se heurter à la résistance des partisans d'Assad et du Hezbollah. Les salafistes syriens s'étaient rassemblés à l'appel du parti Al Entema al Libnani. Ils voulaient se manifester devant l'ambassade iranienne. les accrochages entre pro et anti Assad ont fini par pousser les forces de sécurité libanaises à intervenir et puisque les salafistes étaient armés, les heurts ont provoqué des échanges de tirs. Un salafiste a été tué et 10 autres personnes des deux côtés ont été blessées.

Le calme règne en ce moment autour du bâtiment de l'ambassade ; les heurts au contraire de certaines fausses informations ont éclaté non pas devant l'ambassade mais dans des avenus donnant accès au bâtiment puisque les forces de sécurité n'ont pas permis aux assaillants de se rapprocher du bâtiment. french.irib.ir 09.06

Les infos des journalistes de Reuters et l'AFP sont parfois approximatives ou carrément erronées.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Turquie

Les anti-Erdogan ne se laissent pas impressionner. Des milliers d'entre eux ont repris le chemin de la place Taksim ce dimanche à Istanbul. Un rassemblement politique et un concert y ont été organisés. C'est le dixième jour de mobilisation, et les contestataires répondent coup par coup au Premier ministre.

"*Il dit qu'une réponse doit nous être donnée dans les urnes, mais les urnes ne seront qu'une justification de ce que fait le gouvernement, dit un manifestant. La vérité, c'est qu'il faut casser les urnes, boycotter les élections et rester dans la rue*". "*Je souhaite que les manifestations se poursuivent jusqu'aux élections locales, réagit une manifestante turque. Ce mouvement, qui a commencé comme une lutte environnementale, est devenu une protestation publique. Nous allons continuer de le soutenir, et ce serait parfait s'il se terminait par une action démocratique comme les élections*". La place Taksim d'Istanbul devient, au fil des jours, aussi emblèmatique que la place Tahrir du Caire. Elle sert de quartier général à l'opposition turque, de jour comme de nuit. euronews.fr 09.06

ECONOMIE

Algérie

La nationalisation imminente par l'Etat algérien de la filiale du numéro un mondial de la sidérurgie ArcelorMittal à Annaba (600 km à l'est d'Alger) est le résultat de l'échec de la privatisation de ce complexe, estiment économistes et syndicalistes.

Réclamée à plusieurs reprises par des syndicats et certains partis politiques algériens, la nationalisation d'El Hadjar privatisé en 2001, n'est plus qu'une "*affaire de jours*", a annoncé samedi à l'AFP l'ancien secrétaire général du syndicat d'entreprise, Smain Kouadria.

Un pré-contrat a été signé cette semaine entre Arcelor, qui détient 70% des parts du complexe d'Annaba et Sider, son partenaire public algérien, a assuré M. Kouadria, qui a participé à l'élaboration de la feuille de route.

"*Douze ans après sa privatisation, le complexe sidérurgique d'El Hadjar fait toujours face aux conséquences du sous-investissement, de la dégradation des installations et équipements, de la fermeture des sites de production essentiels*", constate Abdelatif Rebah, économiste.

M. Kouadria renchérit : "C'est l'échec de la privatisation : aucun investissement, la réduction des effectifs et pas d'amélioration des conditions de travail".

Le complexe, propriété de l'Etat algérien, avait été racheté à 70% en 2001 par l'indien Ispat, qui appartient au groupe Mittal.

"*Lors de la signature de la privatisation le 18 octobre 2001, les effectifs étaient de 11.200, ils ne sont plus que 5.600 travailleurs*", rappelle le syndicaliste devenu député.

La feuille de route, dont l'AFP a obtenu une copie et qui devrait être bientôt présentée au Conseil de participation de l'Etat (CPE), prévoit que Sider injecte 100 millions de dollars au capital et ArcelorMittal 56 millions de dollars.

Un plan de développement sera financé par l'apport de 700 millions de dollars d'une banque publique sur la base d'un échéancier et en fonction de la réalisation du plan 2014/2017, selon cette feuille de route.

Il y est précisé que le complexe devrait atteindre sa pleine capacité de production, 2,2 millions de tonnes d'acier, en 2017.

"*Cette semaine, les deux parties ont renégocié pour porter la participation de Sider à 120 millions de dollars et celle d'Arcelor à 100 millions de dollars et arriver ainsi à 51/49 % avec la majorité pour la partie algérienne*", a affirmé M. Kouadria.

Il a précisé que la somme prévue initialement dans la feuille de route a déjà été versée.

Pour l'économiste Abderrahmane Mebtoul, "*à l'approche de l'élection présidentielle d'avril 2014 et avec les tensions sociales actuelles, le gouvernement n'est pas préoccupé par la rentabilité économique*".

"*La reprise éventuelle par l'Etat algérien d'une fraction des parts d'Arcelor Mittal entre dans ce cadre d'apaisement social*", a ajouté M. Mebtoul dans un entretien publié dans la presse algérienne.

"*Arcelor Mittal, qui a empoché de substantiels profits du marché algérien des produits sidérurgiques, a exigé de l'argent frais des banques algériennes pour réaliser ce qui relève de ses affaires d'industriel*", analyse M. Rebah, estimant que le groupe faisait "le chantage de l'enfant gâté qui menace de +rompre+ en cas de refus".

L'Algérie importe pour 10 milliards de dollars de produits sidérurgiques chaque année, l'équivalent de 80% de ses besoins en acier.

Le complexe n'a produit que 600.000 tonnes d'acier en 2012, loin de l'objectif de 700.000 tonnes fixé initialement par le groupe.

En 2012, ArcelorMittal Annaba a essuyé des pertes de 33 millions de dollars et ses perspectives de redressement sont limitées, selon la feuille de route.

Cette contreperformance est d'autant plus dommageable qu'elle s'inscrit dans un contexte économique porteur et une demande très dynamique d'acier sur le marché algérien, lit-on dans ce document.

M. Rebah conclut que "*le bilan (de cette privatisation) devrait être rendu public afin que tout le monde puisse juger de la nécessité salutaire de renationaliser ce qui fut jadis le fleuron de l'industrie algérienne*". AFP 09.06

On en connaît qui vont se jeter tête baissée sur cette info, alors qu'en lisant attentivement on se rend compte que "*Arcelor Mittal, qui a empoché de substantiels profits du marché algérien*" les années passées va injecter 56 millions de dollars et Sider 100 millions de dollars, tandis que l'Etat, donc le contribuable ou les travailleurs algériens 700 millions de dollars via une banque publique, les pertes seront prises en charge par l'Etat qui les fera payer aux travailleurs, tandis que les actionnaires continueront de se verser des rémunérations royales en attendant de percevoir des dividendes qui seront à n'en pas douter "*substantielles*".

Lundi matin

J'actualise partiellement le site, la suite dans trois heures environ, je dois aller faire des courses.

Pour accéder directement à la causerie de dimanche soir: Dimanche

Clément Méric, suite.

Extrait d'une lettre publié aujourd'hui par Libération, d'Amaury Chauoi, professeur d'histoire en classes préparatoires (Lycée Kerichen, Brest) de Méric Clément.

- "*Le jeune homme savait pertinemment que le militantisme politique vise des adversaires pour ce qu'ils font, non pour ce qu'ils sont.* " Libération.fr 10.06

Et ? Partant de là, puisque vous sembliez bien le connaître, quel conseil ou mise en garde lui avez-vous prodigué ? Aucun, comme ses parents sans doute, tous deux également enseignants.

Pourquoi ? Parce qu'en réalité ce "*jeune homme*" n'en savait pas davantage que vous, ce qu'il vous sera difficile, voire impossible à admettre, lui il en est mort !

Mais monsieur la vie n'est pas comme on voudrait qu'elle soit, ne le saviez-vous pas ? Cest grave quand on occupe votre fonction ou quand on est parent.

Quand au hasard de nos rencontres on est amené à croiser des gens que l'on ne connait pas, qui ne sont pas forcément des "*adversaires*" ou plutôt des ennemis dans le cas présent, il faut se dire ou avoir conscience qu'ils ne porteront pas nécessairement sur les autres le même regard que nous, ils auront peut-être une autre conception que la nôtre des rapports humains ou sociaux. Ce qui vous fait défaut monsieur le professeur, c'est la conscience, oui, la conscience.

Dans le cas de brutes écervelés et endoctrinés à l'extrême droite, l'ignorer ou ne pas y penser, croire qu'ils seraient faits comme nous ou penseraient comme nous peut être une erreur fatale. Ils ne font pas la distinction entre les idées qu'ils combattent ou qui leur répugnent et ceux qui les portent, ils identifient l'un et l'autre, c'est d'ailleurs par ce même procédé d'identification qu'ils deviennent fanatiques et dangereux pour ceux qui ne partagent pas leur idéologie nauséabonde.

Vous interprétez les rapports qui existent dans la société et le comportement des gens à partir de votre propre expérience sans tenir compte qu'il existe une infinité d'expériences qui débordent largement le cadre de votre petite vie paisible et étriquée, et que les gens interprètent les rapports dans la société à partir de leurs propres expériences qui sont différentes de celles que vous avez vécues. En fait, vous commettez l'erreur de leur prêter votre propre interprétation de la sociéte ou des gens.

Si vous remettiez constamment en cause vos propres idées ou l'idée que vous vous faites de vous-même, vous devriez parvenir à corriger cette erreur.

La suite plus tard.

Dimanche soir

J'ai ajouté une quinzaine de nouveaux articles. Que l'on soit d'accord ou pas entre nous est une chose, en tout cas personne qui se connecte sur ce portail ne pourra dire par la suite : je ne savais pas ce qui se passait, personne ne m'avait informé. Tout le mérite revient à ceux qui rédigent ces articles je tiens à le préciser.

Pour se détendre ce soir avant d'écouter un peu de musique, on va se la faire cool en ayant une pensée pour la jeunesse, sacrifiée, un peu à la Audiard, je suis un titi parisien, un vrai parigot quoi.

Tous les soirs quand je vais balader mon clébard, une sorte de dogue allemand qui a une démarche de félin, on croise une dizaine de clebs qui traînent dans les allées du lotissement où nous habitons ou sur le chemin en terre que nous empruntons ensuite. Ils les connaient. Il n'est pas attaché. Dès qu'ils l'aperçoivent ils se cassent presto, pas dingues les bestioles, pas vraiment envie de se faire bouffer par un molosse qui fait deux fois leur taille et pèse trois fois plus lourd qu'eux, il suffirait qu'il leur tombe dessus pour les tuer par étouffement ! Il faut croire qu'un chien a un instinct de survie qui fait défaut à certains humains aussi surprenant que cela puisse paraître.

Yvan n'est pas méchant, il est le plus grand et le plus fort, donc les autres clebs lui doivent le respect, c'est lui le chef quoi. C'est un principe qu'ils respectent parce qu'il correspond à un rapport de forces, c'est la nature qui a fait les choses ainsi, gare à celui qui contrarie la nature ! Le casse-dalle ne va pas aller se mesurer au molosse, ceux qui ont saisi ce principe ne se tirent plus quand ils le voient arriver, ils restent sagement à leur place et lui il passe royalement à quelques mètres sans avoir à rouler des muscles, il ne les regardent même plus, l'ordre des choses est respecté et tout se passe pour le mieux à mon grand soulagement.

Il faut dire que contrairement à certains parents, j'ai fait son éducation, car au début lorsqu'on a emménagé dans ce lotissement, dès qu'un chien le voyait il se mettait à aboyer et cela le rendait dingue. J'étais obligé de le tenir attaché, un jour il a tiré tellement fort sur la chaîne qu'il l'a pétée et j'ai bien failli me rétamer. Je lui ai expliqué que les autres chiens avaient autant le droit que lui de se balader librement et que se battre était inutile, c'est la démocratie mon pote. Mais je ne pense pas qu'il voulait se bastonner avec un de ces minables, car il était arrivé où nous habitions avant de s'être retrouvé face à face avec des clebs pouilleux sans qu'il leur règle leur compte. Il n'est vraiment pas méchant, c'est une brave bête, d'ailleurs il ne montre jamais les crocs et ne grogne pas, il se cabre comme un cheval, bondit, puis s'arrête net devant sa proie sans y toucher, tout ce qu'il demande c'est qu'on fasse preuve d'humilité devant lui, une qualité fort utile parfois.

Chacun aura compris la morale de cette histoire qui s'adresse aux jeunes révolutionnaires qui ne supportent plus cette société de merde, leur monde injuste et pourri, je les comprends j'ai été comme eux. Quand en 1976 j'ai participé à mes premières manifs, je croyais que le but du jeu c'était de casser du CRS et de passer à l'assaut d'un ministère, rien de moins. Puis j'ai compris que c'était la combinaison de conditions objectives et subjectives qui pourraient nous permettre de prendre le pouvoir et de changer la société, et que notre rôle était d'aider les travailleurs à en prendre conscience et les organiser, construire le parti qui nous permetttrait d'atteindre cet objectif...

Aujourd'hui le parti, sa place et son rôle sont passés à la trappe, c'est juste un rouage intégré aux institutions, une force d'appoint aux syndicats ou à d'autres partis, une sorte de lobby au service des certaines couches, de préférence les moins défavorisées parmi les exploités, la propriété privée d'une clique de dirigeants avec lesquels leurs intérêts s'identifient, dans ces conditions ils ne peuvent pas servir les objectifs que j'ai cités précédemment, d'où le peu de confiance qu'ils inspirent aux travailleurs et aux jeunes qui n'y trouvent pas leur compte.

On ne prétend pas ici remplacer ce parti qui n'existe pas, on essaie seulement de démontrer qu'il existe une autre manière d'aborder les choses ou la réalité puisque celles qui on été employée nous ont menés dans une impasse, que d'autres rapports sont possibles avec les militants et les travailleurs puisque tous les autres ont échoué, on ne propose pas de recettes magiques ou de raccourcis, on part du principe qu'à partir du moment ou on recourt à une méthode qui a fait ses preuves, on doit pouvoir aller de l'avant.

On nous dit que la société se radicalise à droite, qu'elle est plus à droite qu'hier ou avant-hier, mais on pourrait tout autant prouver le contraire, il y a 20 ou 30 ans on n'aurait pas imaginé que des travailleurs prendraient en otage leur patron ou des cadres, menacerait de faire sauter leur usine, donc qu'on ne nous raconte pas d'histoires.

Je vais vous dire un truc, on n'imagine pas le nombre d'idées reçues du même tonneau que les militants se trimballent, que les partis colportent. Je vous en donne une qui m'est venue à l'esprit il y a trois heures. Le corps enseignant serait à gauche, traditionnellement à gauche. En réalité il penche en majorité du côté du PS qui est... à droite, et cela depuis des lustres ou plus encore. Ils sont progressistes mais politiquement à droite.

Le problème, c'est que tous les partis ont déserté le combat politique, ils sont tous embringués dans des combines de courants dont ils sont prisonniers, ils ont théorisé ce type de parti, aucun retour en arrière n'est possible puisque la survie de leurs appareils en dépend, Marx aurait dit qu'ils ont vendu leur âme au diable et ils sont foutus. Vous voulez un exemple, prenez l'anarchisme, les anarchistes ou les anarcho-syndicalistes. Lénine et les bolcheviks les ont combattus et ils ont eu raison puisqu'après la révolution d'Octobre ils ont rejoint les rangs de la bourgeoisie, ils n'ont eu de cesse de comploter contre la révolution et le nouvel Etat ouvrier. Et bien Lambert-Gluckstein et Krivine-Besancenot les ont intégrés dans leurs partis.

Ce sont des facteurs de dislocation permanents qu'ils ont introduits dans leurs partis, du coup pour empêcher qu'ils se disloquent ils doivent leur faire des concessions, idem avec d'autres courants du mouvement ouvrier qu'ils ont également intégrés jusqu'au moment où leurs partis ne ressemblent plus du tout à celui qu'ils s'étaient destinés de construire, pire, fatalement ils ont abandonné le combat pour l'objectif qu'ils s'étaient fixés et quand ils évoquent le socialisme ils se mordent la langue pour ne pas en dire davantage.

Parce qu'ils ont été incapables de construire un parti semblable au parti bolchevik qui a comporté juqu'à une dizaine de tendances en intégrant différents courants révolutionnaires, ils se sont rabattus sur des éléments droitiers du mouvement ouvrier ou opposés au marxisme et à la révolution socialiste, qui ne se reconnaissent pas dans les acquis de la révolution russe de 1917, qui y préfèrent la révolution de 1789, d'où par exemple la référence à l'Assemblée constituante opposée au soviet ou comité ouvrier.

Nous, nous estimons qu'il est possible de construire un tel parti, de rassembler dans le même parti différents courants révolutionnaires qui se réclament du marxisme, des enseignements d'Octobre, du léninisme, de la révolution socialiste. Cela pourrait passer par différentes étapes avant d'y parvenir car maintenant chacun a pris des mauvaises habitudes et pensent dans son coin, ce qui ne facilite pas la discussion, voilà à quoi j'invite les militants à réfléchir. Au niveau de dirigeants ou cadres cela nécessite une ouverture d'esprit qui rompt catégoriquement avec la méthode qui consiste à se retrancher derrière des principes ou je ne sais quelle théorie, qui consiste à reprendre la méthode de Marx et Engels basée sur les faits. Partant de là on peut tout analyser, tout interpréter très facilement, venir à bout de tous les obstacles, de toutes les polémiques et de tous nos adversaires, rien ne peut nous résister, n'était-ce pas ce qu'avaient prouvé Marx et Engels à une autre époque ou encore Lénine ? Comment s'était imposé le marxisme à la fin du XIXe siècle ?

La méthode demeure, elle est toujours valable. Certes, nous n'avons pas de Marx, Engels ou Lénine dans nos rangs hélas ! Et bien ayons l'intelligence de mettre en commun notre bonne volonté et nos talents pour les remplacer, faisons preuve à la fois de modestie et de détermination et nous devrions être à la hauteur de notre tâche, du socialisme.

Au fait, Lénine a aussi combattu le gauchisme. Aujourd'hui quel parti le combat ? Dans les déclarations que vous avez lu ces derniers jours ils ont tous emboîté le pas des gauchistes, du Front de gauche, du gouvernement, des médias, du parquet et d'un

juge. Pour se faire piéger aussi facilement par une vulgaire provocation, cela en dit long sur leur degré de décomposition politique. Là encore, il suffisait de partir des faits et de s'en tenir aux faits pour éviter finalement de faire le jeu du régime, car la récupération politique aussi grossière soit-elle est bien réelle. Vous me direz qu'elle était inévitable, certes, mais ce n'était pas une raison pour y participer.

Si vous penez la plupart des thèmes à caractère social ou sociétal que mettent en avant parfois le PS, plus souvent le Front de gauche et le NPA, mais aussi un tas d'organisations, associations, ong, vous vous apercevrez qu'ils ne tiennent compte ni des faits, ni de la situation économique ou sociale, ni de l'évolution de la société, ni de l'état d'esprit des travailleurs, leur démarche repose uniquement sur l'idée qu'ils en ont, sur des principes ou des valeurs gravés dans le marbre (à géométrie variable !), bref, ils prennent leurs désirs pour la réalité, et ils ajoutent par un tour de passe-passe dont ils ont le secret, que puisque ce serait dans les intérêt des travailleurs ou plutôt certaines couches de travailleurs ou de la société ils seraient légitimes, et toute personne qui estimeraient le contraire serait un réactionnaire. Je ne vous en dis pas plus, réfléchissez aux thèmes qu'ils mettent en avant depuis des années.

On décrira une autre fois en détail leur méthode qui est d'une terrible efficacité, puisque à l'arrivée c'est l'ensemble des travailleurs qui sont perdants. C'est très subtil, sournois, mais ça marche, la preuve tout fout le camp !

Dimanche après-midi

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées. Depuis le début de l'année j'ai laissé tomber l'archivage de certains fichiers par manque de temps. Je viens de passer près de 4 heures à cette tâche ingrate et je n'ai pas terminé.

Haut de page

Le 11 juin 2013

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps, ce soir j'ajouterai une vingtaine de nouveaux articles.

La causerie rédigée hier soir

Quelques réflexions très vite.

A propos du site.

On a explosé les compteurs : jeudi : 602 visites, vendredi : 999 ; samedi : 825 ; dimanche : 649. 5.156 visites en 9 jours, 9154 documents téléchargés, là vous êtes encore plus enragés que moi, bravo à vous !

Cela doit être dû à la mort de ce pauvre garçon, les militants devaient être curieux de voir comment j'allais traiter cette question, je ne vois pas d'autres explications. La fréquentation du site va sans doute redescendre autour de 300 visites par jour ou un peu moins, je ne m'emballe pas. Cela signifie quand même qu'il y a sans doute plus de mille militants qui s'y connectent à intervalle plus ou moins régulier, pour un seul homme, pardon militant, ce n'est pas mal, c'est trop même car je ne pourrais pas toujours bosser au même rythme, c'est un boulot de dingue.

Si malgré tout la fréquentation du site demeurait élevée, cela me poserait un problème, car je devrais faire des choix et me concentrer sur l'essentiel, ce qui vous intéresse en priorité, je fais ce site pour vous. Or, tout ce qui s'y trouve me semble important ! C'est un véritable casse-tête. Je dois aussi ménager ma santé que je néglige. Et puis je ne peux pas rationaliser davantage mon activité ou mon emploi du temps, tout est déjà chronométré à la minute près, c'est pire que chez un patron ! J'allais écrire une connerie, le problème c'est que je suis en Inde et personne ne peut m'aider, car je n'ai pas l'intention de rentrer en France, pas pour le moment en tout cas.

Pendant que j'écrivais ces lignes j'ai visionné la synthèse géographique des visites, beaucoup de Canadiens et d'Américains ou des Français qui vivent là-bas, le bonjour à Ottawa et Bluefield. A Panama City et à Taipei aussi.

Mariage homosexuel.

Cela m'avait échappé, je croyais que jusqu'à présent ce qui était plutôt progressiste c'était l'union libre, le refus de l'institution du mariage, mais depuis quelque temps nos révolutionnaires de salon ou de salle de classe se prosternent devant les institutions.

On peut ajouter les divorces qui n'ont jamais été si nombreux, le choix du Pacs au lieu du mariage par de nombreux couples.

Bref, hier le mariage c'était rétrograde et réac, et en un clin d'oeil sous la présidence d'un homme de gauche, ne vous marrez pas, c'est devenu le must, progressiste. Cette conversion soudaine serait-elle isolée ou recouvrirait-elle d'autres reniements politiques ?

Une petite histoire pour se détendre.

Lors de mon premier mariage, nous nous sommes pointés un peu tard, on a garé la dodoche sur le parking derrière la mairie et on s'est demandé si on y allait ou pas en se marrant, on n'en avait rien à taper du mariage, c'était juste pour une raison fiscale à l'époque, la famille était là on ne pouvait pas leur faire un coup pareil;

Lors de mon second mariage, c'était pour la nationalité française de ma future épouse, afin de s'émanciper de la bureaucratie indienne, là aussi ce fut bâclé. J'avais passé une kurta, une grande chemise blanche indienne histoire de ne pas avoir à porter une cravate, Manju était en sarie, ma première épouse avait porté une grande jupe indienne. On avait horreur du formalisme, du bien pensant, alors que Manju était tyrannisée par les coutumes indiennes, c'est pour cela qu'elle ne veut plus vivre en Inde, en France elle se sent libre, je peux le comprendre. En France il existe une autre forme de tyrannie, plus sournoise, on en a eu la preuve plus haut.

Retraites.

Il y a là de quoi faire tomber le régime, car la manière dont le gouvernement et le patronat l'abordent signifie :

- perpétuer le chômage de masses en libérant des milions d'emplois le plus tard possible ;

- promettre au chômage un maximum de jeunes qui seront dans l'impossibilité d'envisager leur avenir, les conduire au désespoir ;

- obliger les vieux usés par une vie de labeur à se tuer au travail, perspective traumatisante ;

- réduire la durée de vie des travailleurs qui ne profiteront pas de leur retraite ou si peu, ils auront cotisé toute leur vie pour rien, c'est du vol pur et simple ;

- paupériser les retraités. Car ceux qui ont déjà une mauvaise santé seront conduit à prendre leur retraite avant d'avoir suffisamment cotisé pour avoir le droit à une retraite à taux plein.

Nous nous disons la retraite, c'est à 50 ans qu'il faut la prendre pour un ouvrier ou un employé, 55 ans pour un cadre s'ils y tiennent. C'est avoir le droit à une retraite à taux plein après avoir cotisé entre 25 et 30 ans maximum selon qu'on a fait des études ou non. Dans tous les cas de figure, la retraite minimum est fixée à 1.700 euros nets par mois. Comment nous financerons ces mesures sociales ? En reconstruisant la société sur de nouvelles bases, sociales et non capitalistes, une fois les rapports de domination de classe inversés.

Voilà notre base de discussion avec le patronat et le gouvernement. Inacceptable pour eux évidemment, insupportable pour le capitalisme : alors qu'il disparaisse ! Engageons le combat politique pour renverser le régime en place et exproprier les capitalistes, prenons le pouvoir politique pour imposer le respect du droit à la retraite de chaque travailleur manuel ou intellectuel.

Un complément

- Dans un communiqué diffusé lundi, les fédérations fonction publique de la CGT, de FO, de Solidaires, ainsi que la FSU, la CFTC et la CFE-CGC disent pour leur part qu'elles n'accepteront "*aucun nouveau recul*", que ce soit en termes de calcul des pensions, de durée de cotisation ou d'âge de la retraite. AFP 10.06

On sait ce qu'il en est de leur "*communiqué*" et de leur réelles intentions. Lire la suite plus loin.

Le refus de tous les partis et syndicats sans exception à appeler au boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, signifie qu'ils ont tous capitulé, qu'il n'y a pas de véritable opposition au gouvernement et au patronat dans ce pays, la gauche est politiquement morte en France.

Et pas seulement en France.

J'ai appris que lorsque Zapatero (PSOE) était Premier ministre en Espagne, il avait été invité à une réunion du groupe

Bilederberg pour présenter son programme de contre-réformes.

Et aujourd'hui à Madrid les manifestants demandent la démission du gouvernement du Parti populaire pour remettre à la place un gouvernement qui serait dirigé.. par le PSOE ! Cherchez l'erreur.

Cela vous interpelle n'est-ce pas, parce que vous avez un esprit libre, vous refusez d'être manipulés par nos dirigeants. Avez-vous remarqué que plus personne ne s'aventure à donner la signification précise de telles situations, comme les deux exemples que je viens de relater, en France et en Espagne ?

Mélenchon a dit que Hollande avait certaines idées de droite, mais il n'a pas dit qu'il était de droite, que c'était un parfait réactionnaire, un représentant du capital. Ce qui laisse la porte ouverte pour qu'il ait des idées de gauche, donc s'il est possible qu'un jour il ait des idées de gauche, c'est qu'il n'est pas de droite, comme Mélenchon. Mais comme c'est impossible, est-ce que cela ne signifierait pas que finalement ils sont du même bord ou partagent la même idéologie ? N'était-ce pas cela qui ne doit pas effleurer l'esprit des militants que la gauche ne serait finalement pas plus de gauche que Hollande ?

Etre de gauche, c'était en 1792 être pour la rupture avec l'Ancien Régime, aujourd'hui c'est être pour la rupture avec le régime en place, Mélenchon se prononce-t-il pour la rupture avec le régime, vous savez tous que non, il le dit lui-même d'ailleurs. Alors il y a quelque chose que je ne comprends pas, on vient de voir que les choses sont parfaitement claires, on sait exactement à quoi s'en tenir vis-à-vis des uns et des autres, dites-moi pourquoi personne ne veut en tenir compte ?

A propos du groupe Bilderberg

http://lesmoutonsenrages.fr

Le Groupe Bilderberg a été fondé en 1954, soit 10 ans après la création du Club le Siècle en 1944 par le Franc-Maçon et homme de l'ombre du pouvoir Français, Georges Bérard-Quélin.

Alors quel groupe est la déclinaison de l'autre ?

La réponse est peut-être bien dans cet extrait du livre magistral de William Guy Carr « *Des Pions sur l'Échiquier* » :

« la réunion initiale de ces planificateurs ès qualité se déroula en 1773 dans la Boutique d'Orfèvrerie de Mayer Amschel Bauer, à Francfort. Celui-ci adopta le nom de «*Rothschild*» ou Rotes Schild, emprunté à l'écu rouge suspendu au-dessus de sa porte et qui signalait son entreprise (l'écusson rouge représente aujourd'hui les armoiries officielles de la Ville de Francfort). Il « n'avait que 30 ans lorsqu'il invita douze autres hommes très riches et très influents à le rencontrer à Francfort. Son objectif était de les convaincre que s'ils acceptaient de mettre en commun leurs ressources, ils pourraient alors financer et contrôler le Mouvement Révolutionnaire Mondial et en faire leur manuel d'action afin d'acquérir le contrôle ultime de la richesse, des ressources naturelles et de la main d'œuvre, dans le monde entier. Une fois cet accord obtenu, Mayer dévoila son plan révolutionnaire. » …..

« En 1899, J.P. Morgan et Drexel se rendirent en Angleterre dans le but de participer à la Convention Internationale des Banquiers. Lorsqu'ils s'en retournèrent, J.P. Morgan fut nommé à la tête des intérêts de Rothschild aux États-Unis. A la suite de la Conférence de Londres, J.P. Morgan & Company de New York, Drexel & Company de Philadelphie, Grenfell & Company de Londres, Morgan Harjes & de de Paris, M.M. Warburg Company d'Allemagne et d'Amérique et la Maison Rothschild étaient toutes affiliées ».

Ajoutons cet extrait du livre d' Eustace Mullins sous la dictée d'Ezra Pound « *Les secrets de la Réserve Fédérale* » (P.113 et 114 de l'édition Française « Le Retour Aux Sources »)

« Visiblement, ni conscient du lien entre Peabody et les Rothschild, ni que les Morgan avaient toujours été affiliés avec la Maison Rothschild, Carr supposa qu'il avait découvert que cette relation datait de 1899, alors qu'elle remontait en fait à 1835. »

Et si l'Allemagne avait en fait constitué la plus grande Armée du Monde au service de ses intérêt hors sol Allemand et alors même que tout le monde pense qu'elle reçoit ses ordres des USA qui assurent de surcroît une permanence militaire sur son sol ?

En effet aucun traité n'a interdit à l'Allemagne de posséder une armée, mais surtout aucun traité de paix n'a été signé avec ce pays au lendemain de la seconde Guerre Mondiale (Le traité de Paris de 1947 n'inclue pas l'Allemagne) à la différence du traité de Versailles en 1919.

Le fait que la famille Rothschild se soit implantée depuis 200 ans en France expliquerait que le lieu de réunion du premier Think Tank Mondialiste et Internationaliste ne soit pas en sol Allemand mais Place de la Concorde à Paris en France au pied d'une des

plus belles Obélisques du Monde.

On peut ajouter que la réunion préparatoire à la création du Groupe Bilderberg eu lieu à l'hôtel particulier de François de Nervo, dans le 16e arrondissement de Paris en 1952.

On y trouve ce jour là réunis entre autre Antoine Pinay, Président du Conseil et ami du baron de Nervo, Guy Mollet (patron de la SFIO), d'après vous combien de ces trois là étaient membre du club « *Le siècle* » ?

De plus Le baron Léon de Nervo a été un des fondateurs du Mouvement synarchique d'Empire en 1922 et les liens entre le mouvement Synarchique et les Rothschild sont disponibles dans les archives en ligne de la Banque Worms elle-même.

« La Banque Hippolyte Worms est une émanation du groupe bancaire familial Rothschild pour lequel elle exécute certaines opérations. »

http://www.wormsetcie.com/1944/19440614rapport-sur-la-synarchie.html

La France serait alors une couverture des plus subtiles et les USA le bras armé de ce qui semble bien être et pour bientôt, le retour du Reich plus conquérant, dominateur et dictatorial que jamais….

Et l'Europe me direz-vous ?

http://www.dailymail.co.uk/news/article-1179902/Revealed-The-secret-report-shows-Nazis-planned-Fourth-Reich–EU.html

Un résumé de l'article en Français ce trouve ici :

http://www.wikistrike.com/article-les-nazis-avaient-planifie-un-4eme-reich-l-union-europeenne-76670146.html

Fin.

On peut ajouter la famille royale britannique de sang germanique.

On n'est pas obligé de partager les conclusions ou plutôt la formulation de l'auteur de ce portail sur le retour du Reich. On notera que ces rapports sont plus que de simples coincidences qui ont été corroborés par une multitude d'évènements survenus au cours du XXe siècle, notamment lors des deux guerres mondiales, le krach de 1929 et la faillite de l'Allemagne qui s'en est suivie précipitant la montée de Hitler au pouvoir, la Shoah.

Les liens entre banquiers, monarques et dictateurs ne datent pas d'hier. Ce qui est remarquable, c'est que lorsqu'on les associe, non seulement on comprend mieux le cours de l'histoire des siècles derniers, mais on a là tous les ingrédients qui définissent le Nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer et qu'on voit se mettre en place sous nos yeux, impuissants jusqu'à présent il faut bien l'avouer. Pour le coup tout correspond parfaitement, toutes les pièces du puzzle sont à leurs places, tout s'éclaire ou devient clair.

Au début de l'année je me suis attardé sur cette question dans des causeries pour ceux que cela intéresse. Ce qui pouvait passer pour une idée farfelue, est en réalité le fil qui relie une grande partie des évènements entre eux, en relation avec les contradictions du capitalisme et la lutte des classes.

On ne peut pas lutter efficacement contre notre ennemi si on refuse de prendre en considération ces rapports qui finalement ont une incidence directe sur l'économie et la politique mondiale, d'où le secret absolue de leurs délibérations. Quand on prend conscience de ces rapports et la manière dont ils se sont traduits au XXe siècle jusqu'à nos jours, on est pris par un profond malaise car on s'aperçoit que la plupart de nos connaissances étaient finalement erronées, on ressent même une certaine humiliation de ne pas avoir été capable plus tôt de déjouer ce qu'il faut bien appeler une vaste manipulation ou machination.

Dorénavant ces liens sont gravés dans mon cerveau, et dès que je lis un article sur l'UE, le FMI, l'euro ou les banques ou tout sujet que les médias montent en épingle, j'y pense systématiquement et je me demande si cela à un rapport avec leur projet, si cela le contrarie, etc. et j'attends la suite pour confirmer ou infirmer ce que je crois avoir compris. Quand cela concerne des insitutions, ils y sont toujours mêlés de près ou de loin, et c'est facile de le vérifier, il y a des think tanks ou des lobbies qui se chargent de jouer leurs porte-parole et qui nous renseignent sur la véritable nature d'une décision ou mesure politique. Il est vrai que sur ce plan-là on ne peut pas parler de complot, sauf que le travailleur lambda l'ignore totalement, seule la version officielle et fabriquée des fait lui parvient.

Je pense que notre portail peut aider à comprendre tout cela relativement facilement. Quand on pose correctement un problème ou une question, en général on s'aperçoit qu'y figure la solution ou la réponse qu'on recherche ou la bonne réponse, la piste qui

y conduit, la difficulté consiste uniquement à se poser les bonnes questions à bien poser le problème qu'on a à résoudre.

C'est uniquement une question d'entraînement ensuite, de volonté aussi, il faut vouloir progresser et comprendre, et pour cela il faut commencer par apprendre, là je vous mâche le boulot, je ne suis pas le seul à le faire, en principe, tout en restant modeste, si je ne dis pas de bêtise si vous avez lu mes causeries depuis que je me suis attaqué à la question du gouvernement et de l'économie mondiale, le monde n'a plus beaucoup de secrets pour vous ou vous êtes capables de l'interpréter correctement (selon moi), c'est-à-dire en prenant en compte tous les facteurs et rapports qui existent. On peut encore commettre des erreurs, mais on a acquis les moyens de les repérer et de les corriger. Ce qu'il faut saisir ou retenir c'est la tendance générale qui se dégage de la situation et non chaque fait à moins d'avoir une mémoire encyclopédique, ce qui n'est pas mon cas, c'est une horreur et la fatigue n'aide pas. On arrêtera là, il est 0h45 et je suis épuisé.

La causerie rédigée ce matin

Un cas de conscience

Votre conscience vous honore monsieur Edward Snowden, elle tranche singulèrement avec la couardise des dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui n'ose même pas prononcer le mot Bilderberg.

Edward Snowden, 29 ans, a révélé au monde l'existence de deux programmes secrets de la NSA, il est un ancien employé de la CIA, travaillant depuis quatre ans chez des sous-traitants de l'agence de sécurité nationale.

Il expliquait dans une interview qu'il avait donné au journal britannique le Guardian:

"*Quand vous voyez tout, quand vous les voyez souvent, vous vous rendez compte que ces choses sont vraiment des abus. Mais avec le temps, vous prenez conscience de ces méfaits et vous vous sentez obligés d'en parler. Et plus vous en parler, plus on vous ignore, plus on vous dit que ce n'est pas un problème, avant que vous ne réalisiez finalement que c'est au public d'en juger, pas à un employé du gouvernement.*"

Snowden dit avoir risqué sa vie pour protéger la liberté de chacun et la démocratie. "*Depuis mon bureau j'avais la possibilité de mettre n'importe qui sur écoute, que ce soit vous, votre comptable, un juge fédéral voire même le président…*", expliquait-il récemment. En fournissant ces données confidentielles à la presse, Snowden dit n'avoir poursuivi qu'un seul but: "*informer le peuple sur ce qui a été fait en son nom et ce qui est fait contre lui.*" euronews 10.06

Effectivement, quand on déroge au code établi du bien pensant quel que soit le milieu dans lequel on se trouve "*plus on vous ignore*", j'en connais quelque chose, vous avez raison, "*c'est au public d'en juger*", aux militants et non à leurs dirigeants s'agissant du mouvement ouvrier.

Pendant un moment on s'est demandé si on n'était pas manipulé par Assange, (Wikileaks) certains le prétendaient mais leurs arguments n'étaient pas cohérents ou probants selon moi, j'ai attendu d'avoir un complément d'informations pour me prononcer, apparemment non.

On a appris ce matin que monsieur Edward Snowden avait quitté son hôtel hier midi, et que depuis personne ne sait où il était, c'est préférable pour lui s'il veut rester en vie.

Méric Clément, suite. Qui sont-ils ?

A propos de la polémique née après la mort de Méric Clément, nous avons affirmé que l'existence des skinheads ou de ces organisations d'extrême droite ne datait pas d'hier, que l'existence ou la montée de l'extrême droite non plus, renvoyant le charlatan Mélenchon à ses études, et bien d'autres d'ailleurs. Le rappel ci-dessous le confirme si besoin était. Ils se manifestent plus ouvertement en période de crise. Le PS l'exploite disions-nous, tout cela est confirmé ici.

1- Le groupe Action antifasciste Paris-banlieue né en 2008 et inspiré d'homologues allemands ou du "*Scalp*" français, reprend en fait la plupart des codes et des valeurs qui étaient celles des "*redskins*" des années 1980. Proches politiquement du communisme et des mouvements anarchistes autonomes, les "antifa" adoptent des attitudes assez proches de celles de leurs ennemis les skinheads d'extrême droite.

Tous deux sont issus du mouvement skin non politisé apparu dans les milieux populaires et ouvriers de l'Angleterre dans les années 1970, autour du football et de certaines musiques, et qui s'est ensuite scindé entre skinheads d'extrême droite ("boneheads") et "*redskins*" proches de la gauche radicale. En France, les deux tendances sont représentées, entre autres, par les "*jeunesses nationales révolutionnaires*" (JNR, extrême-droite) de Serge Ayoub, alias "*batskin*", et les "*Red warriors*" (extrême-gauche). Les deux groupes s'affrontaient régulièrement dans le Paris des années Mitterrand.

Les héritiers des "*redskins*" des années 1980 existent toujours : Action antifasciste, Collectif antifasciste et autres rassemblements sont organisés en petits groupes autonomes, avec une préférence pour l'action directe, voire l'affrontement physique. Le blog Failfaf présente une série de photos récentes du groupe Action antifasciste Paris-banlieue, auquel appartenait Clément Méric, où l'on retrouve les "*codes*" redskins : environnement urbain, code vestimentaire...

Sur son site, Action antifasciste pose les base de son fonctionnement : des groupes "*autonomes*", cooptés de l'intérieur, cherchant à lutter également contre la "*culture fasciste*". L'organisation s'était engagée en faveur de la loi sur le mariage gay (...) relaie aussi des messages féministes et écologistes, des appels à manifester en faveur de meilleurs logements pour les Roms, ou issus d'ONG comme Human Rights Watch. Lemonde.fr 06.06

Tout ce qui alimente l'opportunisme et divise la classe ouvrière, ils baignent systématiquement dedans, normal quand on prend la partie pour le tout ou qu'on confond le particulier et le général.

2- - En France, les premiers skins apparaissent dans les années 1970, autour de la fontaine des Innocents dans le quartier des Halles, à Paris.

En France, les premiers skins apparaissent dans les années 1970, autour de la fontaine des Innocents dans le quartier des Halles, à Paris. Comme l'explique Farid (ancien membre du groupe antifasciste Skins des Halles) dans le documentaire Antifa, chasseur de skins, de Marc-Aurèle Vecchione, "*tout ce qui conditionnait le look et l'appartenance à une bande à l'époque était d'abord et avant tout dicté par la musique. Chaque musique avait sa tenue vestimentaire et plus ou moins ses comportements.*" Aux hippies les chemises à fleurs, aux skinheads les polos Fred Perry, entre autres. Ammour ("*skin des Halles*"), confirme qu'"*au départ du mouvement, en 1960, la politique on s'en bat le coquillard. Ce qui compte c'est la zik, les fringues et les potes.*"

La politisation n'intervient que dans les années 1980. La violence du mouvement skin se transforme alors pour beaucoup en culture de la haine et du nationalisme. En réaction naissent les "*antifa*" : même uniforme, même comportement violent, mais une idéologie politique diamétralement opposée. Lemonde.fr 010.06

Quand on prend la partie pour le tout ou qu'on confond le particulier et le général, on se fourvoie ou on ne comprend pas grand chose en réalité. Un cours sur la dialectique ne leur serait pas inutile. Nous reviendrons sur cet aspect-là, car il permet de comprendre comment ils sont parvenus à gangrener, disloquer, pourrir, détourner le mouvement ouvrier de son objectif.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le gouvernement en tremble : "***quelques mobilisations pour peser***" et "***peut-être grève***" ... à contrecoeur.

Eric Aubin, membre de la direction de la CGT, a estimé lundi qu'il "*faudra une mobilisation des salariés*" avant octobre "*pour peser*" sur la réforme des retraites, le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, évoquant lui aussi la possibilité de "*mouvements sociaux et grèves*".

"*Sur le dossier des retraites, il faudra une mobilisation des salariés, (il ne faut) peut-être pas attendre octobre, car le calendrier qui nous est donné, c'est que le 20 septembre on aurait un projet de loi qui serait sur la table. Je pense que les salariés doivent se préparer avant à quelques mobilisations pour peser*", a déclaré M. Aubin sur RTL.

Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, a lui aussi prévenu sur France 2 que "*si le gouvernement prend des décisions du même tonneau que le gouvernement précédent, oui il y aura mouvements sociaux et peut-être grève aussi*". AFP 10.06

Le gouvernement a déjà annoncé la couleur, les dirigeants syndicats n'arrêtent pas d'arpenter les allées du pouvoir, mais eux ils ne savent pas les mesures qu'il a décidé de prendre, ils doivent être les seuls dans le pays. Quant à la mobilisation des travailleurs, peut-être ben qu'oui, peut-être ben qu'non, autrement dit ils vont tout faire pour freiner des quatre fers pour qu'elle n'ait pas lieu, tout en affirmant le contraire évidemment.

Tous au poste de combat !

Le monarque, ses courtisans et ses alliés

- Le PS, affaibli, courtise ses alliés à l'Assemblée - Reuters

- Le Parti socialiste est contraint de faire la cour à ses alliés radicaux de gauche et écologistes après plusieurs défaites aux

élections législatives partielles qui ont quasiment réduit à néant sa majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Après la victoire dimanche de l'opposition aux deux élections législatives partielles concernant les Français de l'étranger, le groupe PS et apparentés ne compte plus que 292 membres alors que la majorité absolue est fixée à 289.

Thierry Mandon, le porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée, reconnaît que la situation est désormais plus tendue pour la majorité, qui devra assurer sa cohésion au moment où des décisions difficiles doivent être prises, notamment la réforme des retraites attendue à la fin de l'année. Reuters 10.06

Peu importe en réalité, puisqu'une partie de l'UDI ou de l'UMP vient en renfort à l'occasion pour que le gouvernement puisse appliquer sa politique réactionnaire. Et ce n'est pas nouveau là non plus.

- Au PS, en cas de perte d'autres sièges, on souligne que ce ne serait de toute manière pas la première fois que la gauche gouvernerait sans avoir de majorité absolue à l'Assemblée, qui a le dernier mot dans le processus législatif.

En 1988, le Premier ministre Michel Rocard, ne détenait qu'une majorité relative et devait compter sur le groupe communiste pour faire adopter ses textes.

Il a ainsi dû compter sur les voix centristes pour faire adopter la cotisation sociale généralisée (CSG), l'une des grandes réformes du second quinquennat de François Mitterrand.

Aux législatives de juin 1997, Lionel Jospin ne disposait pas d'une majorité absolue mais pouvait compter sur la "*majorité plurielle*" avec un groupe communiste fort de 36 élus et d'un groupe de 33 députés regroupant les radicaux de gauche, les écologistes et le Mouvement des Citoyens de Jean-Pierre Chevènement. Reuters 10.06

Vous voyez, on n'invente rien, les faits, rien que les faits suffisaient à caractériser le PS depuis des lustres... Les manipulateurs, les escrocs ou imposteurs, ce sont ceux qui refusent de prendre en compte les faits.

Question : Quel jeu jouent ceux qui s'y sont toujours refusés ? Pour qui roulent-ils vraiment ? Quelle est la nature de leur propre parti ? Quel est leur véritable objectif politique ? Que recouvrent en réalité leurs discours radicaux ou marxisants ?

En Italie, c'est une minorité qui gouverne... pour une minorité, devinez laquelle ?

Manipulation à venir au sein du mouvement ouvrier : La "*gauche*" a gagné.

- Six millions d'électeurs étaient appelés aux urnes dans seize capitales provinciales et 500 autres municipalités, le premier scrutin depuis la formation laborieuse d'un "*governissimo*", un gouvernement de coalition droite-gauche fin avril, deux mois après des législatives qui n'avaient dégagé aucune majorité claire.

Si elles devaient permettre, à ce titre, de mesurer les rapports de force au sein de la coalition, elles ont surtout montré la désaffection des Italiens pour la politique.

Dans la capitale, seuls 45% des inscrits ont voté, soit le taux de participation le plus faible jamais enregistré. En 2008, ils avaient été 63% à se déplacer au second tour, qui avait vu la victoire de Gianni Alemanno. Au premier tour, il y a deux semaines, la participation s'était élevée à 62%.

Le centre gauche italien s'est imposé dans les seize grandes villes en jeu lors des élections municipales, notamment à Rome, ce qui devrait permettre au président du Conseil Enrico Letta d'affirmer son autorité face au centre droit au sein de la "*grande coalition*" gouvernementale. Reuters 10.06

55% d'abstention à Rome, je ne connais le taux d'abstention au niveau national, le candidat du Parti démocrate (PD) a obtenu 64% des suffrages exprimés, sa "*légitimitié*" est donc de 28,8%, moins en décomptant les votes blancs et nuls.

La démocratie qui en principe se situe au-dessus de 50% si l'on se réfère à une règle purement mathématique, n'existe plus, elle est en permanence violée puisque le résultat qui est validé ou retenu par le législateur à la sortie des urnes et qui a une valeur légal sur les plans juridique et institutionnel se situe largement en dessous de la barre des 50%, ce qui signifie que c'est une minorité qui va exercer le pouvoir, principe en contradiction avec la démocratie.

Ensuite peu importe que les travailleurs désertes les élections municipales (ou législatives, européennes), tous les partis en France sont déjà en campagne pour celles de 2014. Ils vont gaspiller l'énergie et le temps de leurs militants pour rien, rien j'entends, en ce qui concerne notre cause qu'on a toujours à l'esprit, leurs appareils c'est autre chose.

Vous n'avez pas remarqué un truc bizarre :

- il y a moins de mariages et le pacs convient à de nombreux couples, d'autres préfèrent l'union libre, il y a de plus en plus de divorces, eux ils plébiscitent le mariage.

- les travailleurs votent de moins en moins, eux ils veulent étendre le droits de vote aux travailleurs immigrés qui devraient être apparemment une catégorie de travailleurs différente des millions de travailleurs qui préfèrent s'abtenir de voter.

- il y a un chômage de masse, eux ils s'en foutent ils font campagne pour la régularisation des sans-papiers, appelant tous les chômeurs d'Europe à venir s'installer en France. Il n'y a pas de crise du logement non plus...

Ce que je veux dire par là, c'est qu'il existe une autre manière d'aborder ces questions, je me contrefous que les homosexuels se marient ou non, ils peuvent vivre en couple ou se pacser, que les travailleurs immigrés aient le droit de vote ou non, pour faire quoi, légitimer les institutions en place, que des travailleurs isolés soient guidés uniquement par des intérêts indivuels et se retrouvent face à des difficultés, des millions de travailleurs se trouvent dans le même cas ou pire sans l'avoir cherché ou demandé, sans que l'on soit en mesure de répondre positivement à leurs difficultés que pour notre part nous traitons collectivement sur le plan politique, tout cela fait penser au petit-bourgeois qui a une lubie dans la tête qu'il faut satisfaire à tout prix immédiatement, qui se fout dans la merde et qui après crie au secours ou appelle sa mère, excusez-nous, nous avons d'autres revendications sociales de nature collective à traiter en priorité, cela ne vous plaît pas, désolé nous ne situons pas ces questions à ce niveau-là ou sur ce plan-là.

On s'aperçoit qu'ils ne tiennent pas compte de la réalité économique, sociale ou politique, pas seulement en France mais dans le monde, leur évolution, pas davantage de l'état d'esprit ou du niveau de conscience des travailleurs, de quelle manière ils peuvent interpréter telle ou telle mesure, si elle va favoriser leur combat ou non, si elle va leur permettre de faire un pas en avant vers l'objectif du combat du mouvement ouvrier, quel bénéfice ils pourront en tirer ou l'inverse, c'est-à-dire renforcera le régime, le rapport entre les classes les laisse indifférent, tout cela ne les intéresse pas, seuls les principes et leur théories figés les intéressent, il suffit qu'ils aient décidé qu'une cause était juste pour décréter qu'elle l'était une fois pour toute pour l'éternité sans se soucier des circonstances dans lesquelles elle était mise à l'ordre du jour, qui la mettait sur le tapis, pourquoi, dans quel objectif, ils sont au-dessus de ce genre de considération, ils ne veulent pas se poser toutes ces questions, notez bien qu'après cela ils vous diront qu'ils ne possèdent pas la vérité alors qu'en réalité ils agissent comme tel, quand on observe en prenant du recul leur manière d'interpréter la situation à l'emporte-pièce, on est littéralement sidéré par leur manque d'esprit critique, par leur absence de liberté de penser.

En résumé, la référence à l'égalité suffirait à remplacer toute forme de réflexion devenue prohibée, décrétée réactionnaire, rétrograde, la réalité, tous les facteurs et rapports qui existent dans la société. Et bien nous ne partageons pas cette manière arbitraire d'interpréter la situation et nous continuerons de le dire, d'expliquer pourquoi, nous n'exigeons de personne de partager nos idées.

ACTUALITE EN TITRES

Hystérie. Des psychopathes nous gouvernent.

Le conditionnel est de trop, Bush et Obama sont des tyrans...

- Renseignements américains : un ancien membre de la NSA révèle être la source des fuites - Atlantico.fr

- Etat policier, mode d'emploi (merci Bush et Obama) : ce qu'un tyran pourrait faire du système d'écoutes et d'espionnage numériques mis en place par les Etats-Unis - Atlantico.fr

... et leurs émules...

- Surveillance des données : le Canada a renouvelé un programme secret Le Nouvel Observateur avec AFP - Le Nouvel Observateur

... du coup...

- L'Elysée annonce un contrôle accru des services de renseignement - AFP

- Vers la création d'une inspection des services de renseignement - Liberation.fr

Il faut des policiers pour protéger (après l'agression de Londres et La Défense en France) et surveiller d'autres policiers ou militaires, il va falloir des agents du renseignement pour surveiller d'autres agents du renseignement, pour le simple citoyen, Google, Yahoo, AOL, Facebook et Cie feront l'affaire...

Confirmation. Grillé !

- Italie : l'état de grâce de Grillo est fini ! - LePoint.fr

Charrettes

- Allemagne: Siemens veut supprimer 1.000 postes de plus dans l'énergie - AFP

- Lafuma lance un plan de restructuration après une lourde perte semestrielle - AFP

- Pas de repreneur pour les abattoirs Gad Sas: près de 1.700 emplois concernés - AFP

Pardi, la BCE est là pour les mener à la faillite !

- La BCE n'achètera pas de dette pour sauver un Etat, dit Draghi - Reuters

Ironie de l'histoire, vous pourriez y être conduit, c'est déjà le cas quelque part, disons provisoirement, temps que vous en avez encore besoin...

La voix des renseignements généraux en France

- Fleur Pellerin: «*Avec des citoyens pourvoyeurs d'informations, il est possible d'améliorer la vie de la cité*» - 20minutes.fr

Vous avez déjà lu des déclarations fracassantes de Fleur Pellerin, du genre la lutte des classe n'existe plus, elle doit être la pire pourriture de ce gouvernement de droite. Vous verrez qu'on en reparlera un jour, car elle sera forcément amenée à jouer un rôle plus important, elle incarne à elle toute seule le néolibérlisme dans ce gouvernement.

Les ripoux

- Deux ans de prison ferme requis contre Gérard Dalongeville - Reuters

- La secrétaire générale de l'UMP pourrait être menacée par une enquête en Espagne - LeMonde.fr

- Le rapport sur les primes de Claude Guéant transmis à la justice - Reuters

- Arbitrage Tapie: le patron d'Orange Stéphane Richard en garde à vue - AFP

- Jérôme Cahuzac soupçonné d'avoir couvert des fraudes d'HSBC - Le Nouvel Observateur

- Frais d'enquête: Guéant a touché 10.000 euros par mois entre 2002 et 2004 - AFP

Parler de "***qualité*** quand on est exploité, c'est déjà trop pour nous.

- Pour une majorité de salariés, la qualité de vie au travail s'est dégradée - L'Expansion.com

Là aussi c'est trop !

- Vingt-trois minutes pour trois repas: Le quotidien des Britanniques - 20minutes.fr

Il ne faut pas croire qu'il n'y aurait que les Japonais ou les Américains pour avoir un mode de vie médiocre, pour avoir atteint un degré de décomposition sans nom...

L'UE néolibérale et sioniste.

- L'UE signe un accord "*ciel ouvert*" avec Israël - Reuters

D'une dictature à l'autre.

- Condamnée à 11 ans de prison pour avoir critiqué l'émir du Koweït sur Twitter - Liberation.fr

Et encore il a fait preuve de retenu, de clémence !

- France. Un homme gravement blessé lors de son interpellation dans le métro parisien - LeMonde.fr

Ils ont employé un Taiser, foudroyé, il est tombé à la renverse dans l'escalier mécanique, il est entre la vie et la mort, pour avoir simplement sauté un portique.

Peu importe que ce soit un délinquant ou non, en utilisant cette arme, c'est une tentative d'assassinat, car imaginez qu'ils emploient un Taiser sur une personne qui a un problème cardiaque, ils la tuent net sur place, ce sont des meurtriers.

Question : combien de manifestants dans la rue demain ? Nous posons cette question à la confrérie des opportunistes réunie, à ces brave ouvriéristes, ces furieux dogmatiques devenus incapables de penser par eux-mêmes, ce type va être présenté par les médias comme un voyou, donc pas la peine de se déplacer pour cette racaille... Vous croyez qu'ils défendent vraiment vos intérêts tous ces partis, c'est une blague ou quoi ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Moyen-Orient. OTAN et ses alliés.

Des manoeuvres militaires ont débuté ce dimanche en Jordanie. Plus de 8000 soldats et observateurs de 19 pays différents y participent, mais ces exercices n'ont officiellement aucun lien avec le conflit syrien.

Les Etats-Unis ont indiqué qu'ils allaient déployer des missiles Patriot, les mêmes que ceux installés en Turquie en février dernier près de la frontière syrienne. Certains de ces équipements pourraient rester en Jordanie à l'issue de l'exercice.

"*Je confirme que l'opposition syrienne n'a pas participé et ne participera pas à cet exercice.*" a précisé le général jordanien Awni Al Adwan. "*Voici ce que nous avons négocié à propos de la présence de forces militaires après l'exercice. Aucune force ne restera à moins que le gouvernement jordanien demande de garder les Patriot et les F-16*." euronews.fr 10.06

2- Syrie

Dans un entretien accordé à Al Akhbar, le président Assad annonce la défaite de la guerre de l'occident et de ses alliés arabes contre la Syrie.

" *La Syrie s'est engagé sur la voie d'une sortie de la crise concoctée il y a deux ans par l'Occident et par ses alliés . le jeu est terminé*". " *Au contraire de ce qu'ils essaient de faire croire, les Etats occidentaux se sont rendus à l'évidence et ont déjà accepté leur échec. Tout ce qui les occupe en ce moment c'est de s'arroger une plus grande part pour leurs firmes dans la reconstruction de l'industrie, du secteur énergétique syrien. En ce sens, la Banque mondiale qui ne lève même pas le petit doigt sans la permission des Etats Unis vient de faire un offre de crédit d'une valeur de 21 milliards de dollars , une offre sous certaines conditions*".

Assad a affirmé avoir décliné cette offre et partant les dépandences qui en découlaient. Interrogé sur les destructions de la guerre, Assad a affirmé : " *il faut faire au plus vite quelque chose pour tous ces syriens qui ont perdu leurs biens au cours de la guerre , tous ces gens qui ont quitté leurs maison mais j'ai aussi des inquitudes autrement plus important non pas seulement pour la Syrie mais aussi pour tout la région. je suis inquiet d'une extention des conflits ethniques et confessionnels à l'échelle de toute la région*". " *C'est une perspective très sanglant et très dangereux qui s'ouvre devant l'oumma islamique et je lance un appel pressant pour que les esprits se resaississent et ne se laissent pas bernés*". french.irib.ir 10.06

3- Turquie

Dix jours après le début des violents affrontements avec la police turque, les manifestants ne faiblissent pas. Ce matin, ils se sont fait expulser du parc Kugulu à Ankara. Dans la nuit, les forces de l'ordre de la capitale avaient délogé à coups de gaz lacrymogènes et de canons à eau des groupes réunis devant l'ambassade américaine.

Ceux qui protestent contre les dérives autoritaires du gouvernement et qui réclament la démission d'Erdogan sont descendus dans 78 villes du pays. Ce mouvement à l'ampleur inédite, en 10 ans de pouvoir de l'AKP, a fait trois morts et près de 5000 blessés.

Et la fermeté du Premier ministre n'apaise pas les tensions.

Recep Tayyip Erdogan a occupé la scène médiatique hier en tenant pas moins de six meetings devant ses partisans : "*Nous pouvons seulement être remis en question par les citoyens de Turquie, pas par des groupes marginaux, a déclaré le Premier ministre. Et nous pouvons seulement être remis en question par les urnes.*"

Recep Tayyip Erdogan a appellé ses partisans à manifester le week-end prochain : l'AKP a d'ores et déjà prévu deux réunions de masse samedi à Ankara et le lendemain à Istanbul, officiellement pour lancer sa campagne pour les élections municipales de 2014.

Des contre-manifestations qui font craindre une fracture plus profonde encore de la société civile turque.

Dans le centre d'Ankara, au moment même où le Premier ministre s'adressait à ses partisans, des opposants descendaient dans la rue pour dénoncer sa dérive autoritaire.

"*Le Premier ministre doit comprendre. Ils nous met en colère quand ils nous traitent de pillards et d'ivrognes et ces discours agressifs incitent plus de gens à aller manifester dans les rues. Par exemple s'il n'avait pas fait ce discours aujourd'hui, je ne serai pas là en train de manifester.*" explique une manifestante.

A Istanbul, ils étaient encore des dizaines de milliers place Taksim dimanche à réclamer la démission du gouvernement. Ils demandent aussi des sanctions contre les responsables de de la répression des précédents rassemblements et l'abandon du projet de réaménagement de la place. Pour la troisième nuit consécutive, des affrontements ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre. euronews.fr 10.06

4-Egypte

4.1- L'Egypte, inquiète du projet de barrage hydroélectrique que veut construire l'Ethiopie en amont du Nil, n'exclut aucune option pour protéger ses intérêts, a déclaré lundi le président Mohamed Morsi, tout en ajoutant que son pays ne voulait pas la guerre.

Dans un discours devant ses partisans au Caire, et retransmis à la télévision, le chef de l'Etat a souligné l'importance du Nil pour l'Egypte.

"*Nous ne sommes pas les avocats de la guerre mais nous ne permettrons jamais que soit mise en péril notre sécurité en matière d'approvisionnement en eau*", a-t-il lancé.

Le Caire, a ajouté le président, n'est pas hostile "*à des projets de développement dans les Etats du bassin du Nil (...) mais à condition que ces projets ne portent pas préjudice aux droits juridiques et historiques de l'Egypte*".

Or les études menées par l'Egypte, a-t-il poursuivi, ont montré que la construction du barrage éthiopien aurait des "*conséquences négatives*" pour le pays.

Le projet éthiopien, estimé à 4,7 milliards de dollars, a démarré fin mai avec des travaux de dérivation du cours du fleuve.

Un rapport a été établi par une commission tripartie réunissant des experts égyptiens, éthiopiens et soudanais et a contribué à alimenter les craintes de l'Egypte qui estime que l'Ethiopie n'a pas mesuré toutes les conséquences de son projet.

Le barrage monumental, qui doit être inauguré en 2016, sera le plus grand d'Afrique, avec une capacité de 6.000 mégawatts, selon le gouvernement d'Addis-Abeba, soit l'équivalent de six centrales nucléaires. Il devrait permettre à l'Ethiopie de devenir le premier producteur d'électricité du continent africain.

L'Egypte, qui bénéficie aux termes d'un accord de partage des eaux du fleuve datant de la colonisation britannique d'un quota très avantageux, a par le passé menacé d'entrer en guerre contre l'Ethiopie si celle-ci construisait un barrage sans son

autorisation. Reuters 10.06

4.2- Mohamed ElBaradeï, un des leaders de l'opposition au gouvernement Morsi, a qualifié de despote le président égyptien et a appelé le peuple à s'insurger contre.

Le président du parti al-Dastour et membre du Front de salut national d'Egypte, la plus importante coalition anti-gouvernementale, Mohamed ElBaradeï, a déclaré qu'un ordre échoué et despote tue l'âme de la Révolution. french.irib.ir 10.06

5- Libye

Dans la Libye de Kadhafi, aucune arme n'était en circulation «*libre*» et encore moins utilisée par des civils dans des règlements de compte meurtriers, entre clans, tribus, milices, bandes, groupes, individus pour des raisons diverses mais en rapport avec la course au pouvoir central ou local. En ce temps-là, la Libye connaissait la paix, la sécurité, la stabilité. Un jour, Sarkozy s'est laissé convaincre par un aventurier au masque de philosophe, appelé Bernard Henri-Lévy, entraînant dans son sillage, pourquoi ne pas les citer, Obama et Cameron, en tout trois chefs de grandes puissances, pour s'acharner sur un petit pays, la Libye, sous prétexte de protéger son peuple, sans lui demander son avis, mais en réalité pour mettre à mort son dirigeant.

Depuis, la Libye a fait un grand plongeon dans le chaos et n'est pas sur le point d'en sortir. Chaque jour, les mêmes informations nous parviennent de ce pays autour d'un même fait : la violence armée. Dernièrement, à Benghazi – «*foyer de la révolution*» disaient les médias au service des intérêts des pays occidentaux –, des affrontements entre Libyens ont fait 31 morts et plus de cent blessés. L'information elle-même traduit l'absence de l'Etat et même d'une quelconque autorité : des manifestants «*anti-milices*» ont tenté de déloger une brigade d'anciens rebelles, pompeusement désignée sous le nom de «*Bouclier de Libye*», et les deux belligérants étant lourdement armés, il s'ensuivit un bain de sang, comme il y en malheureusement en permanence dans ce pays.

L'impact de cette instabilité déborde les frontières libyennes et touche les pays proches : Egypte, Tunisie, Mali, Niger et Tchad. Incidemment, notre pays se trouve aussi sous cette menace. Les pays occidentaux interviendront-ils encore une fois, et jusqu'à quand ? Il ne s'agirait plus, pour eux, de protéger la population mais… les «*autorités légitimes*» qu'ils ont installées par la force et qui sont incapables d'empêcher les groupes terroristes de créer leurs sanctuaires en territoire libyen. Experts et diplomates occidentaux sont arrivés à la conviction que la Libye est bel et bien une base internationale du terrorisme qui agit dans la région. Mais pourquoi s'attaqueraient-ils en Libye à ceux qu'ils soutiennent en Syrie ? (Source : Algérie patriotique) french.irib.ir 10.06

SOCIAL

1- France

Une centaine de salariés du site Amazon de Saran (Loiret) se sont mis en grève lundi pour réclamer des augmentations de salaires et dénoncer leurs conditions de travail, à l'instar de leurs homologues allemands.

Le site de Saran emploie 900 salariés et les syndicats du groupe de distribution de produits culturels sur internet (CGT, FO, CFDT et Solidaires) ont appelé à un autre mouvement de grève sur le site de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).

"*Amazon Saran, avec un chiffre d'affaires en hausse de 38%, doit revoir sa politique sociale*", a déclaré Clément Jamin, du syndicat CGT.

Les grévistes, souvent présents dans l'entreprise depuis moins de cinq ans, dénoncent aussi "une surveillance de tous les instants" par l'entreprise pour imposer des cadences soutenues. Reuters 10.06

2- Bosnie-Herzégovine

Les manifestations en Bosnie entrent dans leur deuxième semaine. Depuis plusieurs jours, étudiants, familles avec enfants, demandent aux députés d'adopter enfin la loi sur le numéro personnel d'identification, indispensable en premier lieu pour les nouveaux-nés. La Bosnie fait en effet face à un vide juridique depuis février, date de l'annulation de la précédente réglementation : résultat, les nourrissons sont sans papiers.

"*Vingt ans après la guerre, remarque Enesa Smajic, venue de Travnik, la Bosnie herzégovine n'a pas avancé et même chaque jour elle recule.*"

Les querelles politiciennes entre les trois communautés empêchent l'adoption de la loi. Sans identification, les enfants nés après février sont privés par exemple de l'accès à l'assurance-maladie. euronews.fr 10.06

ECONOMIE

Grande-Bretagne

Les contribuables britanniques renflouent les banques irlandaises par la petite porte. The Times indique en effet que la Grande-Bretagne a fourni 10 milliards de livres pour le "*renflouement clandestin*" de l'Ulster Bank, une filiale de la Banque Royale d'Écosse qui a été nationalisée à 81%. Il s'agit d'un "*renflouement clandestin*" car le soutien supplémentaire de 10 milliards de livres n'a en effet pas été soumis à l'avis des députés.

La somme est donc plus de trois fois supérieure aux 3,25 milliards de livres donnés à l'Irlande par le gouvernement britannique et approuvés par le Parlement dans le cadre d'un plan de sauvetage de l'économie irlandaise de novembre 2010 décidé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

L'Ulster Bank a donc reçu 14,3 milliards de livres de la Banque Royale d'Écosse afin de couvrir ses prêts devenus toxiques après l'effondrement du marché immobilier irlandais en 2008. Les experts précisent que les prêts toxiques de l'Ulster Bank représentent 12,7 milliards de livres d'un total de 44,3 milliards détenus par la Banque Royale d'Écosse depuis le début de la crise financière.

Si les contribuables n'avaient pas renfloué la banque, elle n'aurait plus alors pu soutenir sa filiale, ce qui aurait été catastrophique. Pour éviter de transférer au gouvernement irlandais les pertes du groupe bancaire, ce qui aurait dévasté l'économie de l'île, le gouvernement britannique a donc opté pour une mise à disposition de fonds.

Ces informations ont été dévoilées alors que les membres du Parlement de la Commission bancaire indépendante s'apprêtent à étudier le futur de la Banque Royale d'Écosse, et notamment décider s'il faut la diviser en deux entités et en vendre une partie au secteur privé, probablement au groupe Lloyds Banking. Atlantico.fr 10.06

On retrouve la même méthode crapuleuse qui a précédé le krash de 1929 ou la main mise sur l'or des Américains quelques années plus tard.

Il nous est arrivé d'évoquer un gouvernement parallèle, de l'"*ombre*" agissant aux Etats-Unis, piloté par le cartel des banquiers de la Fed, etc. apparemment il a fait des émules. En fait si l'Etat sioniste est le 51e Etat des Etats-Unis, la Grande-Bretagne en est, comment dire le 52e, ce ne serait pas historiquement correcte, l'Allemagne davantage, disons plutot le fondateur, les fondations, le modèle, une monarchie, ce qui convient parfaitement.

En fait, la monarchie britannique dont on nous dit qu'elle n'aurait qu'une fonction honorifique ou d'apparat en cache une autre qui détient réellement le pouvoir, celle des banquiers. Mieux encore quand on y regarde de plus près.

Il s'agit d'une monarchie constitutionnelle, parlementaire, en réalité le parlement n'existe (plus) que pour donner un vernis démocratique à cette monarchie sans réel pouvoir, l'oligarchie financière le détenant puisqu'elle a le monopole de la création monétaire (livre) depuis deux siècles, la Banque d'Angleterre (BoE) étant une banque commerciale privée composée de banquiers.

Maintenant comparez cette sructure avec l'Union européenne. Vous vous apercevrez que le Parlement européen remplit le même rôle que le Parlement britannique, la BCE a le même pouvoir que la BoE, quant à la Commission européenne elle remplit une fonction similaire à la monarchie pour le compte de l'oligarchie financière qui tire les ficelles et détient réellement le pouvoir. Extraordinaire, non ?

Vous ne pensez pas que ce serait à nos partis de développer cette démonstration devant les militants et les travailleurs ? Pourquoi ne le font-ils pas ?

Haut de page

Le 12 juin 2013

CAUSERIE

Je suis trop fatigué pour tout relire et corriger les fautes.

Je me suis couché à 1h20 du matin, puis j'ai eu du mal à m'endormir, et je me suis levé à 6h, car j'étais invité à l'inauguration de la maison d'un de mes beaux-frères, l'année scolaire a repris hier, sur les coups de 8 heures du matin il y avait de la circulation... et des chars à boeufs sur la route, du coup je me suis tapé des embouillages monstres en rentrant. C'est l'Inde quoi !

Bon, il est 15h40, j'ai encore plein de boulot chez moi, je vais aller faire une courte sieste. J'ajouterai encore 11 nouveaux articles ce soir j'en ai ajoutés 12 hier soir. Bonne journée à tous.

Qui a dit ?

- Je suis convaincu qu'il n'y a qu'un seul moyen d'éliminer ces maux graves, à savoir, l'établissement d'une économie socialiste, accompagnée d'un système d'éducation orienté vers des buts sociaux. Dans une telle économie, les moyens de production appartiendraient à la société elle-même et seraient utilisés d'une façon planifiée. Une économie planifiée, qui adapte la production aux besoins de la société, distribuerait le travail à faire entre tous ceux qui sont capables de travailler et garantirait les moyens d'existence à chaque homme, à chaque femme, à chaque enfant. L'éducation de l'individu devrait favoriser le développement de ses facultés innées et lui inculquer le sens de la responsabilité envers ses semblables, au lieu de la glorification du pouvoir et du succès, comme cela se fait dans la société actuelle.

Il est cependant nécessaire de rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une telle économie pourrait être accompagnée d'un complet asservissement de l'individu. La réalisation du socialisme exige la solution de quelques problèmes sociopolitiques extrêmement difficiles : comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepoids démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?

La clarté au sujet des buts et des problèmes du socialisme est de la plus grande importance à notre époque de transition.

Réponse : En 1949, Albert Einstein écrivait un article fondamental pour le lancement de la revue Monthly Review. Cette article figure en entier dans la rubique du site Défense du marxisme.

Voilà le véritable antisionisme, l'antidote de l'antisémitisme, la parole d'un des intellectuels juifs, scientifique, socialiste, parmi les plus conscients du XXe siècle.

Einstein avait en tête les enseignements de Marx et Engels et les ravages causés par leur pire ennemi, le stalinisme, quand il a rédigé ces lignes. Il a su ne pas faire l'amalgame entre le socialisme et le stalinisme.

Il avait raison de mettre l'accent sur "*l'éducation de l'individu*", autrement dit sa prise de conscience du monde dans lequel il vit, conscience qui fit défaut en Russie mais aussi au dehors de la Russie et qui servit de terrain favorable à l'épanouissement du stalinisme, de cette bureaucratie parasitaire qui étouffa la démocratie ouvrière ou véritable démocratie de la majorité née de la révolution socialiste.

C'est la raison pour laquelle au-delà de l'organisation des masses et de la construction d'un véritable parti communiste, notre principale tâche demeure de favoriser l'élévation du niveau de conscience des travailleurs, pas seulement sur le plan politique, mais en général.

Quand on explique qu'on ne peut pas se borner à un discours purement politique, théorique, doctrinaire, on nous rit au nez, sans blaguer, on nous prend pour des rigolos, des dilettantes pour lesquels la politique ne serait qu'une préoccupation parmi d'autres. J'ai souvent insisté sur le facteur psychologique qui occupe une place importante dans les rapports dans la société à côté du facteur social sur lequel repose nos analyses.

Si tout mène à la politique, tout ne se résume pas à la politique, d'ailleurs l'immense majorité des travailleurs en France ou dans le monde ne pense pas en termes politiques, nous, nous pensons de la sorte en tant que militant et nous commettons l'erreur d'attribuer aux travailleurs notre mode de pensée. Même un militant ne traduit pas en terme politique chacune des expériences qu'il vit en une journée, le prétendre serait commettre un mensonge grossier, de plus ce serait stupide.

La bonne question consiste davantage à se demander si on a acquis, si les travailleurs ont acquis la méthode qui permet d'interpréter la société, le monde, la nature, leur propre nature, tels qu'ils existent dans leurs rapports dialectiques afin d'atteindre un niveau de conscience supérieur permettant d'agir consciemment de telle sorte qu'il soit possible de changer la société et le monde pour qu'ils deviennent meilleurs, tout en préservant notre environnement et en nous épanouissant individuellement.

Cette méthode, c'est le matérialisme dialectique et historique qui à partir des faits et leurs rapports, leur enchaînement, permet

de venir à bout de toutes les questions qu'on peut se poser, les questions qui surgissent à foison spontanément dès lors qu'on a adopté cette méthode d'interprétation de la réalité ou de ce qui a existéà ce jour.

Ce qui est vraiment une expérience passionnante, c'est qu'on cesse littéralement de subir notre existence, que l'on n'a pas vraiment choisi ou si peu en réalité, c'est comme si soudainement il se produisait une rupture avec l'insouciance dans laquelle on baignait jusque là, il se réalisait une prise de conscience de ce que l'on vit en découvrant l'extraordinaire richesse de chaque expérience à côté de laquelle on passait, on atteint un degré de lucidité qu'on n'aurait jamais soupçonné possible avant, on se réapproprie notre propre existence, ce qui d'un coup nous propulse plus près que jamais de notre idéal de liberté, qu'on ne pourra réaliser que collectivement, disons qu'un instant aussi bref qu'un éclair de lucidité on en goûte le nectar qui nous comble de bonheur. Aucune drogue ne peut vous procurer un tel effet qui demeure gravé à tout jamais dans votre cerveau et va nourrir vos futures expérience, l'enrichir, sans effets secondaires néfastes.

Autrefois l'éducation des masses faisait partie des objectifs de notre combat politique, il y a un siècle, depuis on l'a totalement abandonné, je crois même avoir compris que c'était devenu un sujet tabou, un de plus, qui serait assimilable au conditionnement ou à l'endoctrinement des masses, c'est à croire que nos partis ont abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier tout court, le socialisme.

Marx était capable de mettre ses connaissances à la portée des travailleurs, d'aborder n'importe quel sujet avec une simplicité qui déconcertait ses adversaires parce qu'ils ne pouvaient pas tenir la comparaison. Il n'avait pas de secret ou n'employait pas d'artifices, en employant sa méthode il se mettait tout simplement à la portée de son auditoire, c'était comme si sous leurs yeux un phénomène biologique prenait naissance et se développait en passant par différentes phases avant d'atteindre sa maturité.

En quoi réside sa complexité ? Dans sa simplicité ! J'avais noté un jour que pour Marx les transformations que subissaient les différents facteurs qu'il analysait se produisait naturellement au lieu d'employer le terme de nécessité qui aurait pu laisser penser qu'un facteur extérieur ou supérieur à la nature (ou la société) dicterait les lois qui la régissaient, qui pour un peu serait mystérieux ou inacessible et n'en permettrait pas la compréhension.

En disant que les choses se produisent naturellement, on peut entendre par là qu'il est possible de remonter à leur origine à condition de ne pas lâcher le fil qui les relie entre elles. La notion de nécessité est moins précise ou elle est plutôt réservée à un usage restrictif, elle est plus subjective, elle remplit une autre fonction, c'est une création de l'homme devenu étranger à sa propre nature, qui s'étant élevé au-dessus de sa condition animale a pour quête de se la réapproprier pour se libérer du règne de la nécessité, ce qui deviendra possible une fois qu'il aura pris conscience de sa nature sociale. A suivre.

Un livre

Wall Street et l'Ascension de Hitler par Antony C. Sutton, traduction : Jean-François Goulon. édition Le Retour aux Sources (30 juin 2012)

En mettant au jour un cloaque de mensonges, de tromperies et de duplicités, Antony Sutton révèle l'un des faits le plus marquant, et pourtant jamais rapporté, de la Seconde Guerre mondiale : que des banques de Wall Street et des grandes entreprises nord-américaines ont soutenu l'ascension de Hitler vers le pouvoir, en finançant l Allemagne nazie et en faisant des affaires avec elle. En suivant minutieusement la piste de ce secret bien gardé, grâce à des documents et des témoignages incontestables, Sutton parvient à la conclusion que la catastrophe de 1939-45 bénéficia surtout à un groupe privilégié d'initiés financiers. Il donne le compte-rendu détaillé, preuves à l'appui, du rôle abjecte que jouèrent les Morgan, les Rockefeller, les frères Warburg ou les Ford, directement ou à travers leurs entreprises, et tous ceux qui financèrent les préparatifs de la guerre la plus sanglante et la plus destructrice de l Histoire. « *Wall Street et l'Ascension de Hitler* » est le troisième volume d une trilogie consacrée à l'implication directe des financiers new-yorkais dans la révolution lénino-trotskiste en Russie, l'élection de Franklin D. Roosevelt aux États-Unis et la montée du nazisme en Allemagne. « *La contribution du capitalisme nord-américain aux préparatifs de guerre allemands a été phénoménale et, sans elle, l'Allemagne n aurait jamais eu la capacité militaire qui conduisit au massacre de millions de personnes innocentes ...* » « *Non seulement ces banquiers et hommes d'affaires nord-américains avaient conscience de la nature du nazisme, mais il assistèrent le nazisme à chaque fois qu ils y avaient intérêt en sachant parfaitement que la conséquence probable serait une guerre impliquant l Europe et les États-Unis.* »

Commentaire

Un internaute a prétendu que ce n'était que tissu de mensonges, on peut admettre que des interprétations soient erronées, comme par exemple "*l'implication directe des financiers new-yorkais dans la révolution lénino-trotskiste en Russie*", je n'ai pas lu ce livre, il n'en demeure pas moins que l'auteur n'a pas inventé les documents et les témoignages dont il fait mention.

ACTUALITE EN TITRES

Normal : La situation aurait-elle changé, auraient-ils réglé quoi que ce soit ? Non.

- Le retour de produits à l'origine de la crise sur les marchés - LeMonde.fr

Quand l'anarchie et la surproduction rongent leur système économique.

- Un million d'articles de contrefaçon détruits dans toute la France - AFP

Pardi, c'est un gouvernement patronal !

- Pourquoi le gouvernement ne s'oppose pas aux 700 suppressions de postes chez Michelin - L'Expansion.com

En réalité, c'est toute l'économie qui est paralysée et menace de s'effondrer.

- Inde: chute de 12% des ventes automobiles - AFP

L'UE ou la dictature

- Bruxelles présente sa réforme de l'espace aérien, déjà fortement critiquée - AFP

- L'UE veut protéger l'audiovisuel dans ses négos commerciales avec Washington - AFP

- L'UE dévoile un plan de soutien à la sidérurgie - Reuters

Les jaunes frappent !

- La CFDT pas opposée au rapprochement des régimes de retraite - Reuters

Déliquescence

- Médias: Hervé Ghesquière devant le tribunal pour diffamation envers un militaire - AFP

- Canteloup dans le viseur de Delanoë - LePoint.fr

Le maire de Paris compte se plaindre au patron d'Europe 1 des imitations de Nicolas Canteloup, qu'il juge homophobes. LePoint.fr

- Pierre Lellouche et l'ambassadeur de Roumanie s'écharpent à propos des Roms - AFP

- La Licra lance une application pour «*effacer le racisme*» des rues - LeFigaro.fr

- Vatican: le pape François admet l'existence d'un "*lobby gay*" - L'Express.fr

Le désespoir !

- Bulgarie: septième décès par immolation par le feu - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

PS. Cynisme, provovation, manipulation... assumés.

Diaboliser le FN pour le faire monter au premier tour et rafler la mise au second des municipales et européennes de 2014.

- Marine Le Pen n'a-t-elle vraiment "*aucun rapport*" avec les JNR ? - nouvelobs.com

Où comment le PS exploite une bagare qui a tourné au drame.

Ces gens-là sont abjectes, ce sont des affairistes, ils n'ont aucune conscience en réalité, et par exemple ce n'est pas par humanisme qu'ils ont aboli la peine de mort, mais uniquement par calcul politique au moment où ils reniaient tous leurs engagements sur le plan social, tout en contribuant au renforcement de l'Union européenne dans ils ont été l'un des principaux artisans en faisant adopter le traité de Maastrich, donc la BCE et l'euro.

Là encore il s'est agit d'une gigantesque manipulation des masses dans laquelle tous les partis ont donné.

Tout l'art de l'opportuniste ou du capitulard consiste à refuser de relier le particulier au général, à traiter chaque question qui lui est soumis sous la forme d'une abstraction déconnectée du reste de la situation, à réaliser une sorte de dichotomie entre le particulier et le générale qui faussera l'interprétation que l'on sera amenée à faire d'une mesure, finalement en interdira la compréhension. Le particulier peut prendre la forme d'une revendication partielle, d'une couche distincte de la population dont l'intérêt ou les intérêts seront décrétés d'intérêt général, voilà en quoi consiste ce tour de passe-passe. Tandis que les revendications à caractère collective et les intérêts de l'ensemble des masses exploitées passeront à la trappe.

L'essentiel ce n'est pas ce qu'on fait ou ce qu'on est pour ceux qui passent leur temps à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, mais paraître pour mieux tromper les masses, et cela présente l'avantage de fournir un excellent prétexte aux opportunistes pour qu'ils vous soutiennent, ce qu'ils font avec application à travers le front unique qui se transforema alors en une arme extraordinairement efficace contre la classe ouvrière, vous renforcez votre capacité d'action en profitant de cette légitimité ou ce plébiscite inespéré parfois, selon les circonstances, pendant que vos adversaires ou ennemis qui se sont fourvoyés en vous soutenant sortent affaiblis de cette expérience ou n'en tirent absolument aucun avantage sur le plan politique ou organisationnel, bref vous voilà parer pour passer à la suite de votre programme, antisocial, cela va de soi. La méthode est bien huilée et a fait ses preuves, une merveille en somme quand on voit où ils en sont arrivés.

Si j'avais été député, je n'aurais pas voté pour l'abolition de la peine de mort, je me serais abstenu ou j'aurais refusé de participer au vote en expliquant ce qui vient d'être dit, en apportant d'autres précisions en rapport avec la situation de l'époque. Je n'aurais jamais mêlé ma voix à celles des ennemis de la classe ouvrière, car ce qu'ils vous accordent d'une mains ils vous le reprennent d'une autre ou encore, ce qui semble être une concession de leur part ne concerne qu'une infime minorité des exploités pour mieux dans la foulée s'attaquer à d'autres couches plus faibles ou aux intérêts de l'ensemble des masses, vous ne voudriez tout de même pas que l'on soit complice d'une telle machination politique, n'est-ce pas ? Il faut être cohérent si l'on veut emporter la confiance des travailleurs. D'où je tiens cela ? De Marx.

Une autre fois je reviendrai sur le front unique et nos rapports au PS et ses satellites, car depuis la dernière fois où je me suis exprimé sur cette question la situation a évolué et de nouvelles questions me sont venues à l'esprit qui nous permettrons d'affiner notre analyse, de régler une fois pour toute cette question. Je considère comme une trahison ou un abandon du socialisme le fait de s'adresser à Hollande et aux dirigeants du PS et ses satellites qui figurent dans le camp de nos ennemis.

Je vais vous donner un exemple de front unique.

Il consisterait aujourd'hui à s'adresser aux militants et aux partis dits de gauche, Front de gauche, POI, NPA, LO, plus les organisations ou groupes politiques que l'on estime appartenir à la gauche en leur proposant de mener le combat ensemble sur un seul mot d'ordre : boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, afin d'interdire aux syndicats ouvriers d'y participer. Ce serait un des deux axes de notre combat politique.

Le second consisterait à mener le combat sur notre propre programme, celui de la révolution socialiste, c'est-à-dire, contre le gouvernement et les institutions, contre le capitalisme, pour une République sociale, posant la question de l'Etat et du pouvoir politique, puisqu'aujourd'hui (comme hier) toute lutte nous amène à poser cette question dès lors qu'on l'analyse à fond, partant du constat que le capitalisme ne sera jamais en mesure de répondre à l'ensemble des besoins et aspirations des masses exploitées.

Ainsi, à partir de la situation et de l'évolution du capitalisme on réalise le lien avec son développement historique et les conclusions que les marxistes en avaient tirées, nous demeurons fidèle au socialisme, pas par fétichisme, mais en démontrant que c'est une nécessité historique.

Au passage nous validons ou actualisons la théorie du marxisme, qui inclut son développement au cours de la lutte des classe, le léninisme, qui permet de justifier la construction du parti ouvrier révolutionnaire qui combat pour élever le niveau de conscience politique des travailleurs, les organiser, prendre le pouvoir, notre objectif auquel tous les autres sont subordonnés.

Mauroy. Un héritage tout aussi étranger que le PS au socialisme.

- Hollande invoque le bilan de Mauroy pour calmer l'aile gauche du PS - LeFigaro.fr

Allez, un petit coup de pouce avant la prochaine conférence antisociale

- Sondages : enfin un rebond de popularité pour François Hollande - Le Nouvel Observateur

- La cote de popularité de Hollande fait un bond de six points - L'Express.fr

En rendant hommage à Schröder récemment Hollande n'avait pas hésité à apparaître comme un social-libéral assumé, hier en rendant hommage à Mauroy, il a enfoncé le clou, confirmant son intention de poursuivre son offensive contre la classe ouvrière, ne laissant plus aucune marge de manoeuvre à la soit-disant gauche du PS réduite à s'en accommoder, autrement dit le soutenir.

Du coup les voilà bien empruntés pour réagir, maladroitement forcément, ils se découvrent un peu plus, ils n'ont rien trouvé de mieux que d'essayer de convaincre la pire réaction en Europe de les écouter, des fois qu'ils se résoudraient à abandonner leur politique d'austérité.

- Le mouvement de la Gauche populaire est remonté au créneau mardi pour demander à François Hollande d'«assumer la nécessité du débat avec les dirigeants conservateurs européens».

Hollande a répondu sur un ton provocateur et cynique à leurs complaintes, il y était d'autant plus autorisé qu'ils se reconnaissent tout dans Pierre Mauroy, Schröder avant l'heure !

- Le président de la République a vanté «le réformisme », «la rigueur » et «le réalisme » de Pierre Mauroy. Hollande est critiqué pour pratiquer une politique de rigueur, pour suivre une ligne sociale-démocrate, pour avoir mis en place le pacte de compétitivité ou l'accord national interprofessionnel? «*Pierre Mauroy assuma le sérieux budgétaire, le blocage des prix et des salaires, les restructurations industrielles, des décisions qui lui coûtèrent, surtout quand lui, l'homme du Nord-Pas-de-Calais, il lui fallut fermer le dernier puits de mine*», a répondu le chef de l'État. "*La rigueur, c'était la condition pour poursuivre les réformes, le changement*", a dit François Hollande.

L'engagement de Hollande à gauche est mis en cause? «*Pour Pierre Mauroy, réformer, ce n'était pas renoncer, c'était réussir ; réformer, c'était se défaire de l'illusion des mots pour passer à la vérité des actes ; réformer, ce n'était pas céder à la réalité mais la saisir à la gorge pour la transformer*», a expliqué le président. Sa politique européenne est critiquée? Pierre Mauroy «*avait surtout compris que le destin de la France passait par l'Europe, que faire cavalier seul pourrait finir dans une cavalcade sans lendemain*», a lancé Hollande.

"*Il sut convaincre François Mitterrand avec le concours de Jacques Delors (ministre des Finances) pour rester dans le système monétaire européen et ainsi de préparer la création de l'euro*", a rappelé François Hollande. Lefigaro.fr et Reuters 11.06

Quel rappel ! il confirme ce que j'ai écrit plus haut et me renforce dans ma position de rejeter tout compromis, toute collusion avec le PS.

Hollande s'est livré à un exercice périlleux qui confirme qu'il n'a pas non de marge de manoeuvre ou plutôt le capitalisme dont il est le représentant, qui a consisté à prêter à la ligne politique adoptée par Mauroy des qualités ou des vertus qui toutes allaient à l'encontre des intérêts des travailleurs, "*le blocage des prix et des salaires, les restructurations industrielles*" ouvrant la voie à un chômage de masse qui n'existait pas précédemment, la fermeture du "*dernier puits de mine*", jusqu'à l'alignement total sur Bruxelles.

Le Figaro rappelle qu'à "*l'époque, Mauroy avait mis en place la semaine de travail de 39 heures, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans et l'abolition de la peine de mort. Pour l'instant, les socialistes n'ont qu'une réforme sociétale à se mettre sous la dent, l'instauration du mariage homosexuel*", des concessions que pouvaient supporter le capitalisme après une augmentation sans précédent de la productivité au cours des trois décennies antérieures, qui plus est, les travailleurs produisant autant en 39 qu'en 40 heures, sans parler que les capitalistes allaient en profiter pour apporter des modification aux conditions de travail qui ne seraient pas forcément avantageuses pour les travailleurs et permettraient encore d'accroître la productivité ou l'exploitation, la précarité, idem pour la cinquième semaine de congés payées qui fut absorbée sans problème, et quant à la peine de mort, elle ne concernait que les intéressés, pas les travailleurs de toute évidence.

La palme de l'antisocialisme revient logiquement à Pierre Laurent (PCF) : - Mort de Pierre Mauroy : « *il était un grand socialiste* », autant que vous quoi, merci de cette précision.

La Commission européenne des multinationales

Privatisation du contrôle aérien.

La Commission européenne a fait mardi des propositions pour relancer sa réforme de l'espace aérien qui, avant même d'être présentée, a suscité la colère des syndicats à l'origine d'actions dans onze pays européens pour dénoncer une "*poursuite de la libéralisation*".

Présenté au Parlement européen, le projet de "*ciel unique 2*" a pour objectif de mieux lutter contre l'encombrement de l'espace aérien, qui représente un surcoût de 5 milliards d'euros par an pour les compagnies aériennes et leurs clients, selon la Commission.

Lancé il y a dix ans, le projet de ciel unique européen est en panne, en raison des réticences des Etats. La Commission a décidé d'actualiser les règles de ce paquet législatif pour lui donner un nouvel élan.

La proposition la plus décriée prévoit une séparation complète entre les autorités nationales de surveillance et leurs régulateurs, les organisations de contrôle de la circulation aérienne.

Cela se traduirait en France par l'éclatement des fonctions assurées actuellement par la Direction générale de l'aviation civile (régulation, surveillance et prestations de service de navigation aérienne).

Cela "*est de nature à remettre en cause ce qui fait notre particularisme et notre efficacité*", a réagi le ministre français des Transports, Frédéric Cuvillier, vivement opposé à ce projet. Il en a profité pour dénoncer un excès de réglementation européenne dans le secteur aérien, alors que le premier paquet législatif pour le ciel unique européen n'a "pas encore porté tous ses fruits".

La Commission entend également faire appliquer la simplification de l'espace aérien de l'UE, divisé en 27 blocs nationaux, avec pour conséquence que certains vols ne peuvent emprunter un itinéraire direct. Neuf blocs régionaux devaient les remplacer et être opérationnels fin 2012, mais ce n'est toujours pas le cas. La Commission menace donc de sanctionner les Etats membres pour les pousser à agir.

Elle reconnaît toutefois que cette initiative manquait de souplesse et propose d'assouplir la coopération entre prestataires de services au sein des blocs régionaux. Elle souhaite également renforcer le rôle d'Eurocontrol, le gestionnaire de réseau, afin de raccourcir les trajets.

M. Kallas propose également la mise en concurrence des services d'appui aux organisations de contrôle (services météorologiques, de navigation ou de surveillance). Car actuellement "*les services d'appui constituent le principal facteur de coût de la gestion du trafic aérien*", souligne la Commission.

Chaque jour, 27.000 vols contrôlés se croisent dans le ciel européen et 80% de ces vols sont exploités au sein de l'UE dont les 440 aéroports accueillent 800 millions de passagers par an. AFP 11.06

Plan de bataille contre les sidérurgistes et cadeaux énergétiques aux Maître des Forges.

La Commission européenne a dévoilé mardi une série de mesures et de recommandations visant à assurer l'avenir de l'industrie sidérurgique en Europe, frappée de plein fouet par le déclin de la demande, une concurrence de plus en plus dure et des coûts énergétiques élevés.

Ce "*plan d'action global pour l'acier*" présenté par le Commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani, est la première initiative globale lancée par la Commission depuis 1977 pour tenter d'enrayer le déclin du secteur.

La sidérurgie européenne, explique la CE, "*doit aujourd'hui faire face à d'importants défis: une demande faible, une hausse des coûts de l'énergie, une dépendance vis-à-vis des importations de matières premières, une concurrence rude et souvent déloyale et des exigences environnementales ambitieuses.*"

Face à ces défis, le plan prévoit de s'attaquer aux formalités administratives, de favoriser les programmes d'apprentissage et l'innovation, de garantir une concurrence équitable et de renforcer la compétitivité en abaissant les coûts énergétiques, qui représentent jusqu'à 40 % de l'ensemble des coûts d'exploitation.

Sur le plan social, la Commission préconise de faire appel aux fonds structurels européens et de rationaliser leur utilisation en créant "*une task force interservices qui suivrait les principaux cas de fermeture ou de restructuration importante d'usines sidérurgiques*".

Malgré les objectifs apparemment ambitieux qu'il s'est fixés, ce plan ne fait pas l'unanimité parmi les acteurs de l'acier. Les critiques estiment qu'il comporte assez peu de nouvelles mesures et que des actions plus fortes sont nécessaires pour réduire les surcapacités, remédier à la faiblesse de la demande et améliorer les conditions de financement.

Le plan de la Commission ne propose par ailleurs pas aux Etats d'intervenir pour maintenir en activité les aciéries dont la fermeture a été entérinée, une mesure réclamée par les syndicats. Reuters 11.06

Le Prism déformé de la liberté.

Pendant des décennies, les agences d'espionnage ont surveillé des communications étrangères, cela faisait partie de leur mission. Mais comme le fait remarquer l'envoyé spécial des Nations unies sur la liberté d'expression, dans un rapport sans précédent publié la semaine dernière, les nouvelles technologies ont changé la donne.

Aujourd'hui, des outils accessibles aux gouvernements permettent une forme de surveillance qui n'a jamais été aussi absolue –le tout sous le sceau du secret et sans aucun contrôle populaire– et c'est précisément le danger de Prism. Des entreprises américaines ont été forcées de se plier à l'espionnage américain, rognant les libertés civiles de tous les usagers de leurs services. La surveillance étrangère ne se limite plus à certains canaux spécifiques, comme les communications diplomatiques, ni ne cible des suspects précis –elle est bien plus étendue, capable d'intercepter des millions, si ce n'est des milliards de communications émanant de simples citoyens.

Comme le précise Edward Snowden, l'homme à l'origine des révélations sur Prism, la NSA «cible expressément les communications de tout le monde».

James Clapper, le directeur du renseignement américain, a expliqué jeudi que ses services «s'engageaient à respecter les libertés civiles et la vie privée de tous les citoyens américains». Mais le gouvernement américain affirme aussi agréer à la déclarations universelle des droits de l'homme, qui dispose clairement que tous les citoyens –et pas seulement les Américains– ont le droit de ne pas être l'objet «*d'immixtions arbitraires dans [leur] vie privée, [leur] famille, [leur] domicile ou [leur] correspondance*». Et c'est précisément le problème de la NSA et de son programme Prism: il met le droit universel à la vie privée à la poubelle, et encourage tous les gouvernements du monde à suivre son exemple. slate.fr 11.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Les faits.

Le gouvernement grec a annoncé mardi la fermeture temporaire de la société de radiotélévision publique ERT dans le cadre des mesures d'économies budgétaires, suscitant les protestations des salariés et de certains partenaires de la coalition au pouvoir.

Les trois chaînes de télévision de l'ERT ainsi que la radio publique cesseront d'émettre dès ce mardi à minuit et seront relancées à une date qui n'a pas été précisée, après des réformes prévoyant notamment une réduction des effectifs, a précisé le porte-parole du gouvernement, Simos Kedikoglou.

"*Au moment où l'on impose au peuple grec de lourds sacrifices, il n'est plus question de repousser au lendemain, d'hésiter, d'épargner les vaches sacrées*", a-t-il ajouté - justement à la télévision publique.

Après cette annonce, de nombreux employés de l'ERT se sont rassemblés devant le siège de l'entreprise à Athènes et se sont engagés à combattre cette décision.

L'ERT, qui emploie quelque 2.600 salariés, est doté d'un budget annuel de 300 millions d'euros.

La suspension de toutes ses émissions est l'une des mesures les plus spectaculaires prises par le gouvernement grec dans le cadre du programme d'austérité imposé en échange de l'aide financière internationale accordée par l'Union européenne, le FMI et la BCE.

Pour Simos Kedikoglou, le groupe audiovisuel public était devenu "*un cas typique d'un incroyable gâchis*".

Les employés de l'ERT toucheront un dédommagement et pourront faire acte de candidature pour retrouver en emploi au sein de la future organisation.

Dès l'annonce, des salariés se sont regroupés devant le siège athénien du groupe, promettant de lutter et appelant à un black-out général des médias en guise de protestation. "*Le journalisme est persécuté. Nous ne permettrons pas que la voix de la Grèce soit réduite au silence*", a dit George Savvidis, qui dirige le syndicat des journalistes POESY.

Des chaînes privées ont interrompu leurs programmes normaux dans le cadre d'un mouvement de solidarité prévu pour durer six heures.

Des unités des forces de police anti-émeutes ont été déployées à l'entrée d'un studio de l'ERT, dans le centre d'Athènes, où des manifestants avaient déroulé une banderole "*A bas la junte, l'ERT ne fermera pas*".

La suspension spectaculaire des émissions de radio et de télévision pourrait aussi avoir des répercussions politiques: deux des partis associés à Nouvelle démocratie, la formation du Premier ministre Antonis Samaras, ont exprimé leur opposition à cette mesure.

"*La radio et la télévision publiques ne peuvent cesser d'émettre*", a notamment dit Yannis Maniatis, un cadre du Pasok, le Parti socialiste, précisant qu'"*une coalition à trois ne peut fonctionner par une politique du 'fait accompli'*".

La décision survient alors que les pouvoirs publics n'arrivent pas à trouver preneur pour sa compagnie gazière DEPA, l'une des compagnies publiques visées par le programme de privatisations en cours. La privatisation de DEPA était censée rapporter un milliard d'euros. Mais le seul candidat pressenti pour cette opération, le russe Gazprom a renoncé.

Selon le plan de sauvetage financier mis au point par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, la Grèce doit lever au moins 1,8 milliard d'euros d'ici fin septembre par le biais de privatisations, avec un objectif d'au moins 2,5 milliards d'euros d'ici la fin de l'année.

"*Cette frappe aveugle contre l'ERT est une diversion après le fiasco DEPA*", analyse le député indépendant Christos Aidonis. Reuters 11.06

1.2- Quelques réactions.

Ni le Pasok ni Dimar ne démissionnent du gouvernement.

"*Nous sommes absolument en désaccord avec les décisions et la gestion du gouvernement dans cette affaire*", a déclaré le Pasok (socialiste). "*Nous réitérons notre ferme opposition à la fermeture d'ERT*", a également dit la Gauche démocratique (Dimar). "*C'est un coup d'État*", a pour sa part déclaré aux journalistes Alexis Tsipras, leader du principal parti d'opposition Syriza (gauche radicale), venu en toute hâte au siège d'ERT. Pasok et Dimar ont annoncé qu'ils ne voteraient pas pour le décret gouvernemental lorsqu'il serait présenté au Parlement pour être validé après son entrée en application. Cette rupture de la solidarité gouvernementale pourrait provoquer une crise politique au sein de la fragile coalition en place depuis un an sous la direction du Premier ministre conservateur Samaras, à un moment où la Grèce est surveillée de près par ses créanciers internationaux.

L'hypcrisie de l'UE alors que ses représentants étaient sur place hier soir.

L'Union européenne de radio-télévision (UER), dans un communiqué publié à Genève, a appelé M. Samaras à annuler la décision de fermer ERT. Le président de l'UER, Jean-Paul Philippot, et sa directrice générale, Ingrid Deltenre, ont appelé dans une lettre le Premier ministre à "*user de tous ses pouvoirs pour annuler immédiatement cette décision*", indique le communiqué. Selon les syndicats, en fermant ERT, le gouvernement remplit d'un coup l'objectif assigné par les créanciers de la Grèce de supprimer 2 000 emplois publics d'ici à la fin juin. C'est une "*solution facile pour répondre aux exigences de la troïka*", estime le syndicat Poesy. La Confédération des fonctionnaires du service public Adedy a qualifié le décret de "*coup d'État*". Les hauts responsables de la troïka ont repris lundi à Athènes l'audit des comptes grecs et le contrôle des réformes, parmi lesquelles figurent la réduction du nombre des fonctionnaires et la fusion ou la suppression des organismes publics. Lundi soir, les responsables de la troïka ont eu un entretien avec le ministre de la Réforme administrative Antonis Manitakis sur la restructuration du secteur public. lepoint.fr Vangelis Demeris, journaliste Vangelis Demeris, ex-correspondant à Bruxelles d'ERT.

Slate s'est entretenu avec le journaliste Vangelis Demeris, correspondant à Bruxelles d'ERT de 2001 à février 2013. Il travaille pour le quotidien Ethnos (deuxième quotidien grec) et pour l'agence de presse grecque.

Quelle était la place de l'ERT dans le paysage audiovisuel grec?

ERT est la source majeure d'information pour l'opinion publique. Le paysage audiovisuel grec est très fragmenté. Les chaînes privées sont détenues par différents groupes, mais elles sont beaucoup moins rigoureuses sur le plan de l'information: elles jouent sur l'impression, pas sur les faits. ERT est très portée sur l'information dans l'ensemble. Il y a différentes chaînes avec différents rôles, mais les JT d'ERT sont très regardés. Les débats autour de la crise économique se sont surtout tenus sur les chaînes

publiques. Personnellement, j'ai aussi travaillé dans le privé, et la qualité des débats n'a rien à voir, c'est vraiment meilleur dans le public. C'est extrêmement grave pour la démocratie. slate.fr 11.06

PCF.

La députée communiste française Marie-George Buffet a fermement condamné cette fermeture. "*Non contente de concerner l'emploi de 2000 salariés, une telle décision révolte ! Pour ce qu'elle représente d'insulte au pluralisme, à la création culturelle*", dénonce l'ancienne ministre dans un communiqué.

"*Voilà où mène l'austérité et le refus de s'en prendre aux marchés financiers et à la spéculation. Voilà où mènent les choix européens de protéger les taux d'intérêt des banques : on décide de s'en prendre au moyen le plus populaire qui existe dans l'accès à la culture : la télévision !*" écrit-elle. .lemonde.fr 11.06

Parti de Gauche.

- Les coups d'état financiers ferment les TV et radios publiques - Mercredi 12 Juin 2013

Le Parti de Gauche dénonce fermement la décision du gouvernement Grec prise par décret de fermer manu militari les chaînes de TV (ERT) et de radios publiques. L'austérité sert à justifier l'atteinte à la liberté d'information et d'opinion. Elle asphyxie la démocratie.

La récession porte en elle la régression sociale et répression démocratique. Ce qui s'est passé hier en Grèce le confirme. Mais que l'Union européenne ne joue pas les Tartuffe : le gouvernement grec n'est que l'exécuteur servile d'une politique voulue et appliqué par la Troïka. C'est avant tout elle que nous dénonçons.

NPA .

- Non à la fermeture de la Télévision publique grecque - Mercredi 12 juin 2013 Il s'agit d'un acte de censure, d'une atteinte à la liberté d'expression, à la démocratie mais aussi d'un brutal licenciement collectif de plus de 2600 travailleurs.

Le NPA dénonce ce coup de force et exprime sa pleine et entière solidarité avec les travailleurs de l'ERT et avec le peule grec. Il soutient le rassemblement de solidarité qui aura lieu aujourd'hui à 18h30 devant l'Ambassade Grecque à Paris, métro KLEBER, 17 Rue Auguste Vacquerie, à Paris.

POI et LO, pas de réaction, ils devaient tous dormir à cette heure si tardive.

2- France

Meyer Habib, vice-président du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Sionistes de France), membre du bureau exécutif du non moins sioniste Congrès Juif Européen, et ancien conseiller du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou, vient d'être élu ce dimanche 9 juin député de la 8ème circonscription des Français de l'étranger. Celle-ci comprend des pays du pourtour méditerranéen : Chypre, Grèce, Italie, Malte et Turquie, de même que l'entité sioniste.

L'une des propositions du programme politique de Meyer Habib, qui possède la nationalité israélienne, est pour le moins très étonnante. Il juge en effet important de « *transférer l'ambassade de France de Tel Aviv à Jérusalem, capitale de l'Etat d'Israël* » (proposition n°13).

Cette proposition est doublement illégale au regard du droit international. D'une part, parce que la résolution 478 du 20/08/1980 du Conseil de Sécurité interdit aux Etats membres de l'ONU d'établir à la ville occupée d'al-Qods (Jérusalem) des missions diplomatiques. D'autre part, les résolutions de 1968, 1980, 1999 et 2000 déclarent « *nulle et non avenue* » toute décision du gouvernement israélien allant dans le sens d'une modification du caractère et du statut de la ville sainte de Jérusalem, constituant ainsi une violation flagrante de la Convention de Genève.

Par cette proposition, Meyer Habib démontre qu'une fois de plus l'arrogance sioniste n'a aucune limite ! Comment pourrait-il en être autrement, lorsque l'on constate qu'aucune des résolutions promulguées par les instances internationales n'ont eu d'effets sur le processus de « *sionisation* » de cette ville trois fois sainte ?

La volonté des différents gouvernements israéliens d'isoler al-Qods du reste des territoires palestiniens occupés, par des constructions illégales de colonies rendant ainsi toute rétrocession extrêmement difficile, résulte de ce mépris, de cette arrogance du sionisme qui le mènera inexorablement à sa perte.

Quant à l'élection de Meyer Habib, les chiffres parlent d'eux-mêmes et en disent long sur la faiblesse de son programme :

seulement 3% des Français de la 8ème circonscription de l'étranger ont voté pour lui… french.irib.ir 11.06

3- Turquie

3.1- La police antiémeute turque a tiré des salves de gaz lacrymogène et aspergé à coups de canons à eau les milliers de manifestants rassemblés à Ankara pour demander la démission du gouvernement turc, a constaté une journaliste de l'AFP dans la nuit de mardi à mercredi.

L'intervention des forces de l'ordre s'est produite sur une artère du centre-ville, proche de l'ambassade des Etats-Unis, contre une foule de plus de 5.000 personnes qui scandaient "*Gouvernement démission !*" et "*Tayyip (Erdogan, Premier ministre, ndlr) démission*", cible principale de la contestation qui secoue la Turquie depuis le 31 mai.

Brandissant des drapeaux turcs, les manifestants se sont dans un premier dispersés mais beaucoup sont revenus sur les lieux. Au même moment, des affrontements sporadiques se poursuivaient à Istanbul où la police a repris le contrôle de la place Taksim, chassant à 2 reprises à coups de gaz lacrymogènes les manifestants. lexpress.fr 11.06

3.2- La police a pénétré dans l'enceinte du palais de justice d'Istanbul pour interpeller une cinquantaine d'avocats opposés à l'évacuation de la place Taksim . french.irib.ir 11.06

4- Syrie

L'ex secrétaire d'état US , Henry Kissinger met en garde contre les conséquences d'un engagement militaire de Washington en Syrie : " *les Américains n'ont plus aucun appétit pour davantage de guerre , ce qui rend difficile le choix d'un engagement militaire en Syrie. si cette guerre a lieu, cela ne fera que provoquer la fissure au sein même de la société américaine . les autorités devront expliquer à l'opinion américaine et de façon claire quels sont les objectifs d'une intervention militaire contre la Syrie . les Etats Unis ne doivent pas s'impliquer dans un dossier dont ils ne connaissent pas l'issue ni le comment de sa gestion*" french.irib.ir 11.06

5- Irak

Les sources citées par le quotidien libanais Al Mostaqbal font état d'un vaste accord militaire entre l'Iran et l'Irak ! "*c'est un accord qui comprend entre autre l'échange des renseignements sécuritaires et de la technologies militaire liée à la défense aérienne*". Le journal estime que ce nouvel accord est une preuve supplémentaire qui confirme le ralliement de Bagdad à la sphère d'influence "*iranienne*" au détriment de celle des Etats Unis... " Les sources qu'Al Mostaqbal mentionne sont effectivement anonymes. Pour le journal, " *les récentes déclarations du vice premier ministre Hossein Shahrestani qui affirme une riposte irakienne contre Israël au cas où ce dernier utilise l'espace aérien irakien pour attaquer l'Iran ou la Syrie vient à l'appuie de ce dire* " Toujours selon le journal, " *la signature de l'accord militaire est intervenu entre le ministre iranien de la Défense et son homologue irakien*"

Le quotidien va encore plus en avant dans ses conjectures : " *nous disposons d'informations fiables qui font état de la livraison sous peu à l'Irak des systèmes de défense anti aériens russes . Il est même possible que ces systèmes aient déjà été livrés aux irakiens.* " La raison de cette décision iranienne est claire : "*ce sera avec la DCA russe que l'Irak devra protéger son ciel contre l'aviation israélienne si celle-ci décide de pénétrer l'espace aérien iranien* " le journal conclut son information, en faisant état, toujours sur foi des sources anonymes, de la présence au mois dernier des experts militaires iraniens en Irak . french.irib.ir 11.06

SOCIAL

France

Une grève des aiguilleurs du ciel, opposés à la libéralisation du contrôle aérien en Europe, s'est traduite mardi par l'annulation de près d'un quart des vols en France et doit se poursuivre mercredi, même si Paris et Berlin ont demandé à Bruxelles de surseoir au projet présenté au Parlement européen.

Le syndicat autonome des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA), majoritaire chez les aiguilleurs, avait déposé un préavis de mardi à jeudi. Mais, après l'intervention du ministre des Transports Frédéric Cuvillier, qui a demandé avec son homologue allemand à la Commission européenne de surseoir à ses projets de libéralisation, le SNCTA a salué une "*évolution encourageante*" et a levé son préavis pour jeudi.

Le mouvement doit toutefois se poursuivre mercredi, d'autres organisations ayant également appelé à la grève.

Outre le SNCTA, les syndicats CGT, CFDT, Unsa et FO de la DGAC ont appelé à la grève mercredi, dans le cadre d'une journée d'action européenne, qui concerne 10 autres pays. Hors de l'Hexagone, les transports devraient toutefois être moins affectés qu'en France.

Tous entendent dénoncer le projet de Bruxelles visant à créer un "ciel unique" européen.

Le commissaire européen des Transports, Siim Kallas, lors de la présentation du projet visant à relancer cette réforme dans l'après-midi au Parlement européen.

"*Quel est le problème?*", a-t-il lancé ensuite lors d'une conférence de presse, lorsqu'on l'invitait à commenter la grève en France. "*Nous proposons uniquement des changements modestes qui entreront pleinement en vigueur en 2020*", a-t-il ajouté. "Il y a de la marge pour des changements structurels et nous pensons que cela créera des emplois supplémentaires".

"*Ce qui nous pose problème, ce n'est pas le principe des règlements +ciel unique+ qui visent à harmoniser la gestion de la navigation au niveau européen*", a expliqué de son côté à l'AFP Olivier Joffrin, responsable de l'Usac-CGT. Mais, a-t-il ajouté, "*ce qu'on n'accepte pas, c'est que la Commission utilise ce biais pour privatiser, et pousser à la libéralisation d'un certain nombre d'activités*".

Il a cité notamment les services qui s'occupent de l'entretien des antennes radars, qui "*sont clairement les yeux et les oreilles des contrôleurs*", et dont l'externalisation présenterait un risque pour la sécurité. AFP 11.06

Ils sont formidables ces "*syndicalistes*", il n'est pas pour mais il n'est pas contre non plus...

ECONOMIE

1- Etats-Unis.

Wall Street a terminé dans le rouge mardi, les investisseurs s'interrogeant sur la pérennité des mesures de soutien à l'économie apportées par les banques centrales après le statu quo décidé par la Banque du Japon sur sa politique: le Dow Jones a cédé 0,76% et le Nasdaq 1,06%.

La décision de la banque centrale japonaise de ne pas amplifier son récent programme d'assouplissement monétaire destiné à stimuler la croissance du pays a alimenté les craintes des acteurs du marché de voir la Réserve fédérale américaine (Fed) commencer à revenir sur ses propres mesures de soutien.

"*Ils s'attendaient visiblement à ce que la Banque du Japon aille plus loin*", a remarqué Andrew Fitzpatrick, de Hinsdale Associates.

"*La question pour eux est maintenant de savoir quand et comment la Réserve fédérale américaine va ralentir son propre programme d'aide à l'économie*", a ajouté l'analyste. La politique monétaire très accommodante de l'institution a en effet largement soutenu l'embellie du marché actions ces derniers mois, notamment via un programme de rachats d'actifs à hauteur de 85 milliards de dollars par mois qui permet d'inonder les marchés de liquidités.

"*La possibilité de voir tout cet argent facile disparaître inquiète fortement les investisseurs et provoque une forte volatilité*", a remarqué David Levy, de Kenjol Capital Management. AFP 11.06

Et nous alors ! Il est tellement dur à gagner qu'en fin de mois on ne se pose pas la question de sa "*volatilité*", il s'est envolé !

2- Russie

La Russie prépare une série de mesures destinées à stimuler la croissance comprenant des projets de construction d'infrastructures, de logements et une politique fiscale favorable aux entreprises, a indiqué mardi à l'AFP à Paris le vice-Premier ministre, Arkadi Dvorkovitch.

"*Nous allons continuer à avoir une politique budgétaire prudente mais, à l'intérieur du budget, nous allons concentrer les dépenses dans des directions qui donneront un résultat maximal en termes de croissance économique*", a indiqué le ministre.

"*Je pense avant tout à l'infrastructure, la construction de logements, à la stimulation de la demande d'automobiles de tous types -transports en commun, voitures individuelles et poids lourds*", a-t-il expliqué.

Un fonds de prévoyance ainsi que des fonds d'épargne retraite seront mobilisés pour cofinancer des projets dans les domaines ferroviaire et de l'énergie électrique, a-t-il précisé, tandis que des obligations spécialement destinées au financement d'infrastructures devraient être lancées cet été.

Des moyens de "*réduire les charges des entreprises*" seront mobilisés, notamment des réductions d'impôt sur les bénéfices dans les régions d'Extrême Orient, qui "*présentent un bon potentiel*", et un "*ralentissement du rythme de croissance des tarifs des monopoles naturels*", a précisé le responsable.

"*Certains programmes mis en oeuvre au moment de la crise en 2009 pourraient également être rétablis*", a-t-il ajouté.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) en Russie a nettement ralenti au premier trimestre, s'établissant à 1,6% par rapport aux trois premiers mois de 2012, selon des estimations préliminaires publiées à la mi-mai par l'agence russe des statistiques, Rosstat.

Au premier trimestre 2012, la croissance avait atteint 4,8% en glissement annuel, selon des chiffres révisés. Elle avait ensuite ralenti au cours de l'année et n'a plus représenté que 2,1% au quatrième trimestre de l'an dernier. AFP 11.06

Haut de page

Le 13 juin 2013

CAUSERIE

J'ai terminé l'actualisation du site, je dis cela pour ceux qui avait lu le premier jet de ce matin, la suite est plus loin. Je n'ai plus le temps de mettre en ligne de nouveaux documents ce sera pour ce soir.

Grèce. Coup d'Etat politique de la Commission européenne.

Quand les médias protègent la Commission européenne.

Libération - Il y a d'abord la violence, celle de l'écran noir et de 2700 salariés jetés à la rue en pleine nuit. La violence d'une télévision publique éteinte sur une simple décision politique, prise en secret et exécutée comme par des généraux putschistes. L'émoi du peuple grec, qui a gagné toute l'Europe, est à la hauteur d'un acte peu digne d'une démocratie.

S'il est peu probable que la Commission européenne ait ouvertement demandé la fermeture de la télévision et de la radio publiques, la politique d'austérité obtuse imposée à la Grèce en est une des causes. Liberation.fr 12.06

Le journal de gauche des Rothschild, sans rire, se fait ensuite le porte-parole de la Commission européenne reprochant au Premier ministre grec de laxisme : "*qui depuis des mois est incapable de mettre en œuvre les réformes promises*", et bien voilà, c'est fait !

Le Point - Grèce - Audiovisuel : l'UE insiste sur la nécessité d'un service public - LePoint.fr -

Et comme très souvent la vérité remonte à la surface malgré eux.

Euronews - "*Est-ce que c'est vrai que la Commission européenne a mandaté son représentant de la troïka pour demander la fermeture de la télévision et radio publiques en Grèce ?*", interroge un parlementaire européen.

Réponse d'Olli Rehn, le vice-président de la Commission européenne : "*La Commission n'a pas demandé la fermeture de l'ERT, pas plus qu'elle ne conteste le mandat du gouvernement grec à gérer le secteur public*", a-t-il déclaré", avant d'ajouter : "*La Grèce, comme tous les autres pays européens, a besoin d'une pluralité d'offres, de liberté et de qualité des médias. Nous saluons l'engagement du gouvernement grec de lancer un groupe qui remplisse le devoir public de diffusion de manière financièrement raisonnable.*".

Autrement dit, il se félicite que le Premier ministre grec ait enfin appliqué cette mesure qu'il avait dû lui suggérer, on a appris qu'elle était sur le tapis depuis six mois au moins, afin que la radio et la télévision publiques grecques purgées de ses éléments critiques envers la troïka et le gouvernement, puissent redémarrer avec un effectif réduit et servile qui soutiendra

leur politique, qui vient de conduire le MSCI à retirer à la Grèce le statut de "*pays développé*" pour la ravaler à celui de "*pays émergent*" comparable à celui de la Chine ou de l'Inde. (source : euronews.fr et Reuters 12.06)

Le Monde le confirme :

Le Monde - La Commission a également rappelé la place essentielle du service public dans la démocratie européenne et salue "*l'engagement du gouvernement grec à lancer un service audiovisuel qui remplit le rôle de diffuseur public* ". lemonde.fr 12.06

Donc la Commission est satisfaite et elle félicite le gouvernement, rien de plus normal en somme.

Et ce n'est pas terminé, la menace concerne l'ensemble des pays de l'UE.

L'Express - Audiovisuel: la télé publique grecque pourrait ne pas être la dernière victime de la crise - L'Express.fr -

Il n'y a pas qu'en Grèce que la télévision publique est menacée. Italie, France, Espagne, Allemagne... la crise touche l'ensemble de l'audiovisuel public européen. L'Express.fr 12.06

Le Figaro - Dans une interview, question du Figaro au député UMP des Alpes-Maritimes Eric Cotti :

Les syndicats de gauche exercent-ils selon vous un contrôle sur l'information à la télévision publique? lefigaro.fr 12.06

Du coup les néolibéraux se lâchent et se prennent à rêver à haute voix :

Atlantico - Et si la suppression de France Télévisions était le meilleur moyen de sauver la mission d'intérêt général de l'audiovisuel public (et d'éviter un destin à la grecque) ? - Atlantico.fr

Vous avez bien lu, et c'est très intéressant car cela rejoint ou confirme les intentions des autorités grecques et européennes : pour souver "*l'audiovisuel public*", il faut le supprimer, mais comme c'est impossible, cela signifie que "*l'audiovisuel public*" remodelé n'aura pas une "*mission d'intérêt général*" que l'on pouvait déjà contester par ailleurs mais c'est une autre question, il sera entièrement soumis à des groupes de pressions privés et à la défense de leurs intérêts dont fait partie... la troïka, les banquiers, les multinationales et la boucle est bouclée.

Quelques réactions.

Aurélie Filippetti, ministre de la Culture: "*C'est un symbole tragique (...) et donc j'espère que cette décision ne sera pas définitive*". On vient de vous expliquer que non, soyez rassuré et dormez tranquille...

Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement: "*c'est une décision triste*". N'en faites pas trop quand même. Elle s'en fout, quoi !

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF: une mesure "*d'austérité*". Rien de politique dans tout cela, non, non, surtout pas...

Marie Georges Buffet, députée du PCF : "*Voilà où mène l'austérité*". Idem

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du parti de gauche: "*Même les colonels n'avaient pas osé fermer la télé! La servilité médiatique est mal récompensée. Payer une TV pour répéter ce que la troïka a déjà dit est une dépense inutile. De même: à quoi servent les gouvernements et les parlements?*".

S'agissant de vous, on ne se pose même plus la question !

L'histrion s'avilit une fois de plus en recourant à un amalgame infâme. Pour un peu il se réjouirait de cette mesure pour en faire une vengeance personnelle, la Commission vous en sera gré monsieur Mélenchon, on comprend pourquoi vous ne pouvez pas rompre avec l'UE, vous en êtes ici le porte-parole.

Contrairement à ce qu'il affirme, j'ai lu dans plusieurs articles que la télévision publique grecque était le seul endroit télévisuel en Grèce où des discours contradictoires pouvaient encore s'exprimer, ce qui n'existait pas sur les chaînes privées. Je pense qu'on devrait couper la parole à Mélenchon, lui dire de la fermer, est-ce un hasard si les médias aux ordres lui offrent une telle tribune, ils ont reconnu l'un des leurs.

Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) : "*Il s'agit d'un acte de censure, d'une atteinte à la liberté d'expression, à la démocratie, mais aussi d'un brutal licenciement collectif de plus de 2600 travailleurs*". Un coup d'Etat politique, apparemment ils ne savent pas ce que c'est au NPA, jamais entendu parlé.

Souvenez-vous de ce que nous avons évoqué à de nombreuses reprises, leur objectif est d'instaurer un gouvernement mondial qui serait une dictature, et que pour y parvenir il leur faut liquider tous les droits politiques du prolétariat mais aussi des classes moyennes, tous les organismes ou institutions qui sont liés à ces droits politiques ou s'en font le relais, comme la radio ou la télévision publique, et que l'UE est un instrument permettant d'avancer vers cet objectif à partir du moment où les Etats et leurs représentants y collaborent, d'où la nécessité impérieuse de rompre sans condition avec l'UE, la BCE et l'euro...

Les partis ouvriers et bon nombre d'intellectuels ont refusé obstinément de prendre en compte cet aspect-là du combat du capitalisme, sous prétexte qu'il figurait dans la liste des arguments avancés par des illuminés ou des charlatans qui ont justement pour fonction de le galvauder en l'intégrant dans une théorie du complot délirante qui sert de repoussoir pour qu'on ne s'y intéresse pas. Et bien entendu, rongés par le dogmatisme qui les empêche de penser librement, ils ont sauté à pieds joints dans ce piège, consciemment ou non.

Aujourd'hui encore ils pratiquent le black-out sur tout un pan du combat politique que mènent les représentants de cette monarchie absolue (l'oligarchie financière) contre le prolétariat mondial. C'est ainsi par exemple que vous n'aurez pas à chercher le mot Bilderberg après la réunion que ce groupe vient de tenir en Grande-Bretagne du 6 au 9 juin dernier dans le dernier numéro (255) d'Informations ouvrières, il n'y figure pas. J'imagine que le NPA et LO ont également adopté l'omerta, car seul à leurs yeux le jeux institutionnel mériterait une attention.

Ils y sont tellement intégrés (aux institutions) qu'ils sont devenus complètement aveugles à tout ce qui se passe autour. Or, les mesures économiques, sociales ou politiques que prennent les gouvernements, les institutions, sont le produit des décisions qui ont été prises ailleurs, par ceux qui détiennent réellement le pouvoir, ils l'occultent systématiquement comme s'ils ne voulaient pas que les travailleurs en prennent conscience, ce qui rend leur discours incohérent et inaudible, puisqu'ils sont incapables de faire le lien ou plutôt d'établir les rapports qui existent entre les conséquences de la politique menée par le gouvernement et leur origine avec l'objectif final qu'ils se sont fixés et qu'ils poursuivent.

Rappelez-nous en quoi consistait la méthode du marxisme ?

Partir d'un fait qui avait valeur d'effet ou de conséquence, se poser des questions et étudier une multitude d'hypothèses pour en découvrir la cause, l'origine, remonter jusqu'à la source, analyser tous les rapports intermédiaires, etc. pour parvenir à discerner la tendance principale qui s'en dégageait, son évolution possible, sa direction ou son orientation, etc... Dites-nous, est-ce que c'est la méthode employée par ces partis ? De toute évidence la réponse est négative. A suivre.

Jeudi en fin d'après-midi

Le chiffre du jour. 500 mille milliards de dollars

Ce serait la somme qui serait manipulée quotidiennement par le biais d'instruments financiers entre les mains d'une poignée de traders travailleurs pour une quinzaine de banques, le scandale du Libor à la puissance 1000, quoi. Je mettrai en ligne ce soir cet article original publié sur le site (américain) de Rolling Stone USA, le 25 avril 2013.

Quand on lit cela, à côté on a l'impression de jouer aux billes dans la cour de récréation d'une école maternelle...

Monarchie et oligarchie : un lien indéfectible. Pays-Bas. 1954 : Bilderberg - 2013 : le temple des paradis fiscaux.

- Peugeot, Total, BNP, HSBC… Ils comptent 4.858 filiales dans les paradis fiscaux - Le Nouvel Observateur

Aucun des 50 plus grands groupes européens ne fait exception, avec pléthore d'implantations offshore. Leur paradis fiscal préféré ? Les Pays-Bas. Le Nouvel Observateur 12.06

Qui dans le mouvement ouvrier relate cette alliance, ce relation, ce lien qui dure depuis des siècles déjà entre monarchie et banquiers ? Personne, sauf ici. Etonnant, non ? Vous avez choisi le bon portail, celui de la Voix de l'Opposition de gauche... Faites-le connaître autour de vous, vous oeuvrerez à notre cause.

ACTUALITE EN TITRES

Il sera chez lui, c'est son domaine !

-François Hollande s'invite chez « *Capital* » - LeFigaro.fr

En famille.

-Municipales à Paris: Anne Hidalgo tend la main à EELV, au MoDem et au PCF - L'Express.fr

-Les socialistes finissent par s'entendre sur l'Europe - LeMonde.fr

Le symbole de la monarchie restauré

- Berlin reconstruit le château des Hohenzollern Saint-Paul - LeFigaro.fr

Le nouvel édifice, un centre culturel, sera doté aux trois quarts des mêmes façades baroques que l'ancien palais des rois de Prusse. En ces temps de crise et d'austérité, le coût de cette reconstruction, estimé à 590 millions, fait grincer quelques dents.

-L'Allemagne, le plus grand "*bordel*" d'Europe - LePoint.fr

Après les Pays-Bas quand même.

L'Allemagne et ses banquiers au XVIIe siècle, la monarchie britannique et les Rothschild, la création de la Fed sur le modèle de la Banque d'Angletterre qu'ils détiennent déjà depuis un siècle, la monarchie des Pays-Bas et la première réunion du groupe Bilderberg présidée par Rockefeller, la Commission Trilatérale dont il est aussi le président, le FMI et la Banque mondiale créées à leur initiative, ainsi que l'UE, l'ONU, etc.

C'est marrant, on dirait qu'il existe comme un fil invisible qui les relie à un seul et même objectif.

Ils ont du bol franchement, nous, nous en sommes incapables, nous devons être trop cons, trop vaniteux...

Climat de guerre civile

-Le contrôle d'une femme intégralement voilée dégénère à Argenteuil - 20minutes.fr

- Excédé, le conducteur du bus scolaire force des collégiens à descendre - LeFigaro.fr

-Roland-Garros: quatre anti mariage homo seront jugés le 18 juillet - AFP

-La «*salle de shoot*» parisienne déchire les riverains - Liberation.fr

-Appel à manifester après le retrait de l'affiche du film "*L'inconnu du lac*" - AFP

Chez les gangsters.

- BCE-FMI-UE : La troïka censée sauver l'Europe de la crise a-t-elle en fait surtout organisé un énorme hold-up des contribuables européens ? - Atlantico.fr

- La BCE, soutenue par le FMI, continue de se défendre à Karlsruhe - AFP

- Peugeot, Total, BNP, HSBC… Ils comptent 4.858 filiales dans des paradis fiscaux - Le Nouvel Observateur

Confirmation.

- La Grèce ravalée au rang de pays émergent par MSCI - Reuters

Pour Anastasia Frangopoulou, professeur de français dans un lycée d'Athènes, la démocratie est en danger. «*Ce gouvernement utilise des méthodes que l'on n'avait pas vues depuis la chute de la dictature des colonels en 1974. C'est terrible. Il*

supprime sèchement un des principaux vecteurs d'information impartiale: est-on encore dans un pays européen?», interroge-t-elle.

«*Le problème est que cette décision des plus brutales crée un précédent pour tous les organismes publics, estime Ilias Iliopoulos, secrétaire général du principal syndicat de la fonction publique, Adedy. À ce train-là, pourquoi ne fermerait-on pas les hôpitaux? Pourquoi ne pas licencier tous les policiers et boucler toutes les écoles? Nous ne vivons plus dans un État de droit et c'est pour cela que cette affaire va très mal finir. Les Grecs étaient peut-être à bout et ne manifestaient plus autant, mais là, ils ne se laisseront pas faire*», prévient-il. lefigaro.fr 12.06

Bon, j'avais évoqué cette situation dans un article dès 2005 je crois, vous pouvez le vérifier.

Lien de cause à effet

- Au Royaume-Uni, les salaires réels baissent depuis 2008 - L'Expansion.com

- Le chômage à son plus bas depuis deux ans en Grande-Bretagne - Reuters

A qui vous devez dire merci patron ?

- Inquiétude chez les 700 salariés de LFoundry à Rousset - Reuters

... réponse :

- Arnaud Montebourg salue le sursaut industrialiste de l'UE - Reuters

Racket de l'Etat

- Hausse du prix du tabac début juillet : entre 6,50 et 7 euros le paquet - LeParisien.fr

- Le prix des paquets de cigarettes pourrait augmenter de "30 à 40 centimes" dès le 1er juillet - AFP

- Le prix du tabac augmente au 1er juillet, satisfaction des anti-tabac - AFP

Au nom de l'égalité sans doute entre fumeurs et non-fumeurs, ce sont des réacs !

Intox

- Scandale du Libor : des changements annoncés pour éviter les manipulations de taux - Atlantico.fr

- L'UE impose plus de transparence aux industries extractives - Reuters

- "En finir avec la corruption en Afrique" - LeMonde.fr

- Une moitié d'Américains d'accord pour une surveillance limitée - Reuters

Elle les avait fabriqués elle-même !

- Des dizaines d'attentats évités grâce à la surveillance, dit la NSA - Reuters

La voix de son maître

- Syrie. Londres et ses alliés doivent être "*prêts à faire plus*" - Le Nouvel Observateur

Tel est le message de William Hague, ministre britannique des Affaires étrangères à l'issue de sa rencontre avec son homologue américain. Le Nouvel Observateur 12.06

Vous pouvez compter sur eux !

ACTUALITÉ DU JOUR

En Grèce. Il faut " ***sauvegarder l'unité et l'avenir du gouvernement***" de coalition.

Mis devant le fait accompli, les socialistes du Pasok et la Gauche démocratique ont demandé mercredi une reprise immédiate des émissions, demande ignorée par Antonis Samaras, qui y a vu une preuve que la Grèce ne doit plus être "*un Jurassic Park, le seul endroit sur terre où les dinosaures ont survécu*".

"*On n'a pas entendu de telles réactions quand des milliers d'entreprises ont fermé et des centaines de personnes perdu leur emploi*", a raillé le Premier ministre.

"*Ils crient parce qu'ils ne veulent pas perdre leurs privilèges, ils ne crient pas pour défendre les droits des gens (...) C'est un nouvel exemple de l'hypocrisie qui a conduit la Grèce là où elle est aujourd'hui et d'un système qui ne veut pas renoncer à ses privilèges*", a-t-il martelé.

Selon une source gouvernementale, Antonis Samaras a cependant accepté de rencontrer ses partenaires "*dans les prochains jours*" pour aborder la question de la fermeture de l'ERT.

L'ERT est aussi critiquée pour ses privilèges, son clientélisme, et sa mauvaise gestion, que respectée dans les milieux culturels pour l'exigence de son travail, notamment en matière de documentaires. Depuis le début de la crise de la dette en 2010, les salariés du groupe ont beaucoup souffert des coupes imposées sur les salaires, évaluées à 45% par les syndicats.

"*L'ERT des privilèges s'est écroulée (...) on ne ferme pas la télévision publique, une nouvelle station sera créée très prochainement*", a dit M. Samaras lors d'une conférence à la Chambre de commerce grecque à Athènes mercredi soir.

"*L'ERT doit assurément être réformée et restructurée. Elle doit être améliorée mais il est essentiel que cela ait lieu alors qu'elle est en activité. Il est inacceptable que l'ERT reste fermée alors qu'il reste des questions en suspens*", a déclaré Fotis Kouvélis, chef de file de la Gauche démocratique, à l'issue d'un entretien avec son homologue du Pasok.

"*L'ERT est devenue le catalyseur des questions liées à la démocratie, à l'impartialité de l'Etat et à la stabilité de la voie suivie par le pays*", avait estimé un peu plus tôt Evangélos Vénizélos. "*Nous ne devons pas provoquer de crise sans raison*", avait-il insisté dans un communiqué diffusé après une réunion des cadres du parti socialiste.

Il a affirmé qu'il y avait "*une ambiance de crise politique*" au sein du gouvernement et appelé M. Samaras, "*à sauvegarder l'unité et l'avenir du gouvernement*" de coalition, formé il y a presque un an après les législatives de juin 2012 sur fond alors d'une crise économique et sociale majeure.

Le gouvernement grec s'est justifié en invoquant un "incroyable gâchis" de l'argent public. L'ERT est doté d'un budget annuel de 300 millions d'euros. En audience cumulée, elle représente environ 13% de part de marché.

La version restructurée de l'ERT sera relancée au plus tôt d'ici quelques semaines, a-t-il dit, ou au plus tard cet automne.

Face au tollé, le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou a détaillé un projet de loi portant sur la création d'"*une nouvelle radio, internet et télévision grecque*" qui devrait s'appeler Nerit S.A. et commencer à fonctionner d'ici fin août, avec 1.200 employés au lieu des 2.660 actuellement.

Le syndicat des journalistes a dénoncé un "*coup d'Etat*" destiné à museler l'information et appelé à des mouvements de grève dans tous les médias grecs.

Un haut responsable du gouvernement grec a noté qu'Athènes était pressé de démontrer aux inspecteurs de la "*troïka*" qu'il pouvait supprimer 2.000 postes dans la fonction publique, conformément à ses engagements, et que la fermeture de l'ERT était la seule option possible pour tenir cet objectif. Reuters et AFP 12.06

Le drapeau de l'Union européenne brûlé par des salariés de la télévision publique grecque. Plusieurs milliers de personnes se sont réunies devant le siège du groupe audiovisuel à Athènes. euronews.fr 12.06

Qu'est-ce qui permet à Samaras de tenter une telle provocation, un tel coup de force ? La complicité de tous les partis dits de gauche et les appareils syndicaux qui n'appelleront pas à la grève illimitée jusqu'au renversement du régime, pas même du gouvernement.

Mais où est donc passé Syriza ?

Pour Fotis Kouvélis, le chef de file de la Gauche démocratique "*l'ERT doit assurément être réformée et restructurée*", formidable? le Premier ministre s'y emploie. Quant au Pasok, par la voix d'Evangélos Vénizélos, le plus important c'est de préserver la coalition au pouvoir qui applique le programme de la troïka auquel le Pasok souscrit lorsqu'il déclare : "*nous ne devons pas provoquer de crise sans raison*", appelant M. Samaras, "*à sauvegarder l'unité et l'avenir du gouvernement*" de coalition.

France. Le PS est un parti de droite avec un courant de gauche qui tourne dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. La preuve.

- Les socialistes finissent par s'entendre sur l'Europe - Le Monde

La synthèse est arrivée un peu avant minuit. Selon nos informations, les socialistes, réunis mercredi 12 juin en commission des résolutions pour élaborer leur texte d'orientation sur l'Europe qui sera présenté dimanche 16 juin lors de leur convention, ont fini par se mettre d'accord après plus de six heures de négociations.

Dans un communiqué publié peu après, le Parti socialiste indique que son projet européen, intitulé "*Notre Europe*", a ainsi " *réalisé la synthèse du texte, des différents amendements nationaux votés par les militants ainsi que des amendements fédéraux*" pour exprimer "*un soutien fort à la politique conduite par le président de la République et le gouvernement de Jean-Marc Ayrault pour une relance et une réorientation de la construction européenne*". Cette plateforme doit être le programme des socialistes pour les élections européennes de mai 2014, avec un objectif : "*battre les droites européennes*".

"*L'esprit de responsabilité de chacun a permis de nous rassembler car la période le nécessite vraiment face à la montée des populismes en Europe*", explique Jean-Christophe Cambadélis, vice-président du Parti socialiste européen et participant aux négociations. "*On a connu ces derniers jours au PS une sorte de grossesse nerveuse, estime le député parisien. Il y a eu des commentaires maladroits des résultats au lendemain du vote des militants qui n'étaient pas le fait d'Harlem Désir. Le problème n'était pas la victoire du courant social-démocrate sur la gauche du parti, mais le rassemblement de l'ensemble des socialistes derrière François Hollande pour une autre politique en Europe*". lemonde.fr 12.06

La tragi-comédie des dernières jours se termine dans l'opprobe, normal.

Vous admettrez donc qu'il n'y a pas plus de courant de gauche que de beurre en branche dans ce parti, on est bien d'accord, ils viennent d'en faire la démontration pour la énième fois, j'insiste pour les sourds et les aveugles, ceux qui sont un peu lents à la détente ou qui refusent de regarder la réalité en face. Donc tout ce qu'on a pu nous raconter dans le passé à ce sujet n'était que pure fantasme ou invention, demanderez-vous ? Poser la question, c'est y répondre.

Posez-vous une autre question : Quels intérêts avaient ceux qui nous ont menti ou raconté des histoires sur le PS notamment ? Pour quel objectif combattaient-ils vraiment ? Assurément pas pour le socialisme, je vous mets sur la bonne piste...

"Ca y est : j'ai les sous".

Un ancien proche de Bernard Tapie, Benoît Bartherotte, décrit jeudi dans un entretien au quotidien Sud Ouest un Bernard Tapie exultant le soir de l'élection de Nicolas Sarkozy, en mai 2007, déclarant : "*Ca y est : j'ai les sous*".

Benoît Bartherotte, homme d'affaires girondin, a connu Bernard Tapie dans les années 80, alors que lui-même se trouvait à la tête de la maison de couture Jacques Esterel.

Ce soir-là de 20087, Bernard Tapie "*semblait sûr de lui, l'avenir a prouvé qu'il avait raison, mais à court terme*", poursuit Benoît Bartherotte, très connu en Gironde pour son combat contre l'érosion de la Pointe du Cap Ferret, où se trouve sa propriété.

Pour convaincre l'Etat de choisir la voie de l'arbitrage pour régler son différend avec le Crédit Lyonnais, procédure qui lui a rapporté 403 millions d'euros en 2008, Benoît Bartherotte estime que Bernard Tapie, "*tel que je le connais, aura su promettre un arrangement électoral, comme par exemple se présenter à une élection pour bloquer la gauche à un moment décisif*". "*Le problème aujourd'hui ne viendrait-il pas du fait que le contrat n'a pas été rempli?*", s'interroge-t-il.

L'homme d'affaires, qui dit avoir eu quelques démêlés avec Bernard Tapie -- qu'il qualifie de "malin, drôle", mais manquant "*seulement (de) quelques principes moraux*" -- juge que ce dernier a été "*incontestablement*" victime du Lyonnais.

Benoît Bartherotte lui-même avait créé en 1996 l'association des petits porteurs pour l'annulation de la vente litigieuse d'Adidas (APPAVLA), dont les membres s'estimaient aussi grugés par le Lyonnais, et la justice avait condamné la banque, le 7 novembre 1996, à payer une provision de 600 millions de francs (91,5 millions d'euros) aux liquidateurs des sociétés

de BernardTapie.

Dans cette veine, Benoît Bartherotte qualifie la décision d'arbitrage de "*logique mais scandaleuse*". Selon lui, "*les turpitudes du Lyonnais ne font pas la vertu de Tapie*", qui avait "*risqué (...) surtout (l'argent) du contribuable*", puisque "*c'était le Crédit Lyonnais qui avait avancé la majeure partie des capitaux*". lexpress.fr 12.06

On va la faire à la manière des Tontons flingueurs, détendons-nous un instant mais tout en étant très sérieux, c'est parfaitement possible, voyez plutôt.

Au départ Tapie n'avait pas un rond ou presque en poche, mais il avait compris comment fonctionnait le système bancaire frauduleux.

Avec quelques complices qu'il n'aura pas de mal à trouver et corrompre, il allait emprunter du fric pour le placer dans des affaires pourries qui seront amenées à couler ou à être revendues. Les prêts que les banquiers lui avaient octroyés il ne les remboursera pas puisqu'ils s'étaient transformés entre temps en dettes pour les entreprises qu'ils avaient rachetées avant de les couler, par contre à titre personnel il sera indemnisé, faisant valoir que c'était à lui que les banques avaient accordé un crédit et qu'il se retrouvait dans la même situation qu'eux vis-à-vis de ces entreprises, les banques devant s'asseoir sur leurs dettes et Tapie récupérant l'argent qui ne lui appartenait pas puisque c'était les banquiers qui lui avaient prêté. Si ces boîtes étaient devenues insolvables pour rembourser les banques, par contre les banques étaient solvables pour rembourser Tapie et le tour était joué.

C'est un peu comme le mécanisme tordu mais diablement efficace, par lequel l'Etat nationalise les dettes et privatise les profits, celui qui en principe détient les richesses s'appauvrit ou se fait piller, tandis que celui qui ne produit aucune richesse s'enrichit. C'est cela le capitalisme !

Une bande "***d'escrocs***" à la tête de l'Etat.

L'affaire Tapie a pris une nouvelle dimension mercredi avec la mise en examen de Stéphane Richard, le PDG d'Orange et de Jean-François Rocchi, ex-président du Consortium de réalisation (CDR), pour "*escroquerie en bande organisée*".

L'enquête devrait, dans un second temps, se diriger vers Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée sous Nicolas Sarkozy en 2008, qui avait reçu plusieurs protagonistes pour "*valider*", selon eux, le choix de l'arbitrage.

Elle pourrait, en fonction de l'évolution des investigations, remettre en cause le statut de témoin assisté dont bénéficie Christine Lagarde, actuelle directrice générale du Fonds monétaire international (FMI).

Les enquêteurs s'efforcent de déterminer qui a pris l'initiative de proposer un arbitrage privé pour solder le conflit, s'il y a eu un accord entre Nicolas Sarkozy et Bernard Tapie et s'il a existé une entente pour biaiser le processus.

Les enquêteurs doivent également déterminer s'il y a eu des instructions de l'Elysée, les protagonistes ayant confirmé la tenue d'une réunion avec Claude Guéant à l'été 2007.

Christine Lagarde a été placée le 24 mai sous statut de témoin assisté dans ce dossier par la Cour de justice de la République.

L'ex-ministre a officiellement lancé la procédure d'arbitrage, assez inhabituelle pour le règlement d'un conflit qui engage de l'argent public et prise contre l'avis des services de son ministère et de plusieurs avocats consultés, qui prévoyaient une lourde facture pour l'Etat.

Christine Lagarde a dit à plusieurs reprises qu'elle assumait le choix de cette procédure, qui a permis à Bernard Tapie d'obtenir 403 millions d'euros avec les intérêts comme compensation pour la revente par le Crédit Lyonnais de son ancienne entreprise Adidas, dans laquelle il se dit floué.

Stéphane Richard a varié pour sa part dans ses déclarations, assurant au Canard enchaîné de la semaine dernière avoir mis en musique des instructions de l'Elysée, alors que Nicolas Sarkozy venait d'arriver au pouvoir.

Interrogé le 5 juin par Reuters, il a démenti toute pression et évoqué un "*consensus*" entre les acteurs du dossier avec "*validation de l'Elysée*". Reuters 12.06

Bref, il a avoué qu'ils étaient tous complices, dont Sarkozy et Lagarde, c'est suffisant. Alors qu'attend donc le juge d'instruction pour les mettre également en examen puisque les faits sont avérés ?

Crapuleux un jour, crapuleux toujours

Bernard Tapie continue de s'enrichir... grâce à l'administration. En plein coeur de l'enquête sur l'arbitrage de 2008 en faveur de Bernard Tapie dans son litige avec le Crédit Lyonnais, la Cour de cassation a annulé une créance de 3,8 millions d'euros à destination de l'Urssaf, le 4 juin. Une information révélée dans le Canard enchaîné du 12 juin.

Cette affaire remonte aux années 1990. Alors patron de l'Olympique de Marseille, l'homme d'affaire se porte caution de certaines dettes du club. Dont une de près de 3,8 millions, réclamée par l'Urssaf des Bouches-du-Rhône. Deux ans plus, tard Bernard Tapie se déclare en faillite. S'ensuit la mise en liquidation judiciaire du club. L'Urssaf informe le liquidateur de sa créance même si dès lors, il y a peu de chances pour qu'il recouvre ses millions.

C'est contre toute attente qu'en 2008, Bernard Tapie empoche 403 millions d'euros de la part du Consortium de réalisation (CDR), grâce à l'arbitrage - aujourd'hui contesté - de l'affaire qui l'oppose au Crédit Lyonnais, contentieux lié à la vente d'Adidas par l'homme d'affaires.

Une omission qui va coûter cher au contribuable

Dès lors, l'Urssaf des Bouches-du-Rhône a fait valoir sa créance auprès des liquidateurs des sociétés de Bernard Tapie. Seulement, l'Urssaf a négligé un détail de poids. C'est ce qu'indique au Monde l'avocat de Bernard Tapie, Maître Lantourne. L'organisme aurait dû confirmer l'inscription de sa créance auprès du cabinet Pierrel, chargé de la liquidation, dans un délai d'un an. Or cette omission rendrait la dette caduque. Reste au tribunal de commerce de Marseille de confirmer cet arrêt. Si tel est l'épilogue, Bernard Tapie effacera quatre millions d'euros de créances... aux frais du contribuable.

Si la décision était confirmée par le tribunal de commerce de Marseille, l'Urssaf, et donc l'Etat, se verraient contraints de renoncer à 3,8 millions d'euros, au bénéfice de Bernard Tapie. La date de l'audience n'a pas encore été fixée. lexpress.fr 12.06

Pour parler vulgairement, j'ai l'impression que Tapie les a tous baisés, Mitterrand et le PS, Sarkozy et l'UMP, et ils veulent avoir sa peau, ce qui est intéressant, c'est qu'ils risquent tous d'y laisser des plumes, alors on les encourage à persévérer !

Si après toutes ces affaires les travailleurs n'ont pas envie de vomir le capitalisme c'est à n'y rien comprendre... A mon avis, ils n'en peuvent plus déjà.

L'UMP ou la blanchisserie

Affaire Wildenstein: nouvelle mise en examen pour blanchiment de fraude fiscale

Liouba Wildenstein, veuve d'Alec Wildenstein, l'un des héritiers de la célèbre famille de marchands d'arts, a été mise en examen mardi pour blanchiment de fraude fiscale, selon les informations recueillies par *L'Express*. L'un de ses avocats, maître Jérôme Casey, n'a pas souhaité confirmer cette information.

Depuis la mort de son mari en 2008, Liouba Wildenstein est engagée dans une bataille avec son beau-frère Guy et le reste du clan. A la mort d'Alec, la veuve hérite en effet d'une dette fiscale de 5 millions euros, qu'elle ne peut honorer. Plusieurs millions d'euros l'attendent pourtant dans un trust aux îles vierges britanniques, argent dont elle ne peut disposer à sa guise, les fonds étant placés sous protection de l'avocat suisse Peter Altorfer, proche de Guy Wildenstein. Son beau-frère lui propose alors un accord: un prêt de plusieurs millions d'euros remboursé avec l'argent bloqué aux îles vierges. Une façon de frauder le fisc français par personne interposée.

Une affaire aux ramifications politiques

Au delà de la bataille familiale, l'affaire Wildenstein a une résonnance résonnance politique. Guy Wildenstein fut l'un des principaux donateurs de l'UMP, très impliqué dans la campagne de 2007. Suite à une plainte déposée en 2011 par le ministre du Budget François Baroin, Guy Wildenstein a été mis en examen le 24 janvier 2013 pour fraude fiscale et blanchiment de fraude fiscale. Les ayants droit de Daniel Wildenstein, le père, sont en outre aujourd'hui la cible d'un redressement fiscal d'un montant de 600 millions d'euros, pénalités non comprises, dont 250 millions d'euros sont réclamés à Guy Wildenstein.

Le 28 mai dernier, Paris Match consacrait un dossier de huit pages au destin de Liouba Wildenstein, née Stoupakova. "*Cette femme en guerre contre les survivants du clan doit aussi persuader les autorités françaises de sa totale innocence dans le dossier de fraude fiscale. car elle est pour l'instant soupçonnée au même titre que ses pires ennemis*", concluait l'article. lexpress.fr 12.06

Quand les trusts pharmaceutiques achètent un député, puis un ministre.

Des détectives mandatés par l'épouse de Jérôme Cahuzac affirmaient dès octobre 2012 détenir une liste de laboratoires

ayant alimenté le compte caché de l'ex-ministre du Budget, a déclaré mercredi l'ancien agent du fisc Rémy Garnier devant la commission d'enquête parlementaire.

Cet inspecteur des impôts du Sud-Ouest à la retraite, un des premiers à avoir évoqué, dans un mémoire à sa hiérarchie, un compte suisse de Jérôme Cahuzac, a affirmé avoir rencontré le 3 octobre, à leur demande, les détectives privés Alain Letellier et Florent Pedebas.

Selon lui, ils étaient mandatés par Patricia Cahuzac, en instance de divorce avec l'ex-ministre. Alain Letellier "*était au courant*" de l'existence du compte caché, a assuré Rémy Garnier, précisant que le détective avait "*apparemment*" été informé par Patricia Cahuzac.

Les deux hommes "*avaient des documents sous les yeux avec une liste de laboratoires qui auraient alimenté le fameux compte*", mais n'ont pas voulu la communiquer à l'ancien agent du fisc, a-t-il ajouté.

"*A un moment donné il a été question de 1,5 million d'euros*", a expliqué Rémy Garnier, tout en soulignant que les détectives lui ont affirmé ne pas avoir les montants des versements laboratoire par laboratoire. AFP 12.06

de 600.000 euros voilà que l'on passe à 1,5 million d'euros, combien de millions en réalité ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- « *Les pays occidentaux, sous la houlette des Etats-Unis, en armant les terroristes opérant en Syrie, sont responsables des crimes et exactions commis à l'encontre du peuple syrien*""", a fait remarquer mardi le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, lors d'une conférence de presse à Moscou. « *Nous sommes témoins du cours continu de l'envoi d'armes de part des Etats-Unis et des pays européens vers la Syrie, en dépit de la présence active des organisations terroristes telles qu'Al-Qaïda et le Front Al-Nosra,*" a déploré Amir-Abdollahian, soulignant que le soutien appuyé de l'Occident aux terroristes actifs en Syrie a fait déborder l'insécurité vers les pays voisins. Il a rappelé qu'aucun des voisins de la Syrie ne resterait exempt de ce débordement de l'insécurité et que la poursuite des soutiens aux terroristes dirigerait l'insécurité vers le régime sioniste. « *La position de la RII consiste à soutenir simultanément le peuple syrien, l'opposition politique et les réformes appliquées par le gouvernement Assad*", a réitéré Amir-Abdollahian. french.irib.ir 12.06

1.2- Le représentant permanent de la Syrie auprès de l'ONU, Bashar Jaafari accuse certains membres occidentaux du Conseil de sécurité d'atermoiements dans les enquêtes indépendantes internationales sur l'usage des armements chimiques en Syrie, s'inquiétant de la révélation des réalités. french.irib.ir 12.06

2- Egypte

Des affrontements ont éclaté ce soir au Caire, près du ministère de la Culture, où était prévu un sit-in organisé par des artistes et des intellectuels appelant à la démission du ministre.

Des dizaines de manifestants islamistes et des militants anti-gouvernementaux se sont affrontés avant l'intervention de la police.

Plusieurs personnes ont été blessées, selon les rapports d'un journaliste de l'agence France-Presse. Des dizaines d'intellectuels campent devant le bureau du ministre, et l'accusent de vouloir « *islamiser* » la culture, en annonçant qu'ils ne vont mettre un terme à leur mouvement de protestation qu'après sa démission. french.irib.ir 12.06

3- Israël

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a ordonné mercredi le retrait d'un communiqué particulièrement conciliant sur le processus de paix avec les Palestiniens, qui devait être publié lors d'une visite en Pologne, ont rapporté les médias.

Ce communiqué conjoint avec le gouvernement polonais, préparé par des membres du Conseil national de sécurité, organisme dépendant du Premier ministre, affirmait que "*les mesures unilatérales prises par l'une ou l'autre partie sont contre-productives pour parvenir à une paix durable*".

Cette formulation correspond à celle des États-Unis lorsqu'ils critiquent les projets de colonisation israéliens.

Le texte proclamait en outre que "*la légitimité de l'État d'Israël et la sécurité de ses citoyens, tout comme le droit des Palestiniens à un État ne doivent jamais être remis en cause*", sans mention de l'exigence de M. Netanyahu que l'État palestinien soit démilitarisé et reconnaisse Israël comme "*État juif*".

Selon la radio militaire, M. Netanyahu, qui n'avait pas été consulté par les auteurs du communiqué, en a exigé au dernier moment le retrait.

Cette décision est survenue au lendemain de l'annonce de la constitution d'un groupe de pression d'une quarantaine de députés sur 120 en faveur "*d'Eretz Israël*" (Israël aux frontières bibliques), qui s'oppose à la création d'un État palestinien et prône la relance tous azimuts de la colonisation.

Ce lobby comprend trois ministres de partis favorables à la colonisation juive ainsi que des députés du Likoud, le parti de M. Netanyahu. Trois autres ministres du Likoud ont également envoyé une lettre de soutien, alors que, selon le quotidien Haaretz M. Netanyahu avait interdit aux ministres de son parti de prendre officiellement part à ce groupe de pression.

Selon le correspondant diplomatique du journal, "*la formulation surprenante du communiqué a alimenté des spéculations sur le fait qu'il s'agissait d'une tentative pour dissiper la mauvaise impression faite par les déclarations du vice-ministre de la Défense Danny Danon la semaine dernière*".

Mais "*le communiqué n'était pas le résultat d'une décision délibérée du Premier ministre d'envoyer un message modéré à la communauté internationale. Il s'agissait plutôt d'une négligence de la part de Netanyahu et ses principaux conseillers*", estime-t-il.

Un diplomate israélien a affirmé à l'AFP que ce cafouillage illustrait "*l'amateurisme ambiant*", au moment où le personnel du ministère des Affaires étrangères proteste contre la dégradation de son statut et de ses conditions salariales.

"*Voilà ce qui arrive lorsqu'on fait de la diplomatie sans diplomates*", a commenté ce responsable sous le couvert de l'anonymat.

M. Netanyahu avait réaffirmé dimanche son engagement à un État palestinien dans le cadre d'un accord de paix, en réponse à M. Danon, lui aussi membre du Likoud, qui avait affirmé que le gouvernement ne soutiendrait pas une solution à deux États.

"*Cet accord sera fondé sur un État palestinien démilitarisé qui reconnaît l'État juif, et sur des mesures de sécurité fermes, fondées sur les Forces de défense israéliennes (l'armée, NDLR)*", a déclaré le chef du gouvernement au début du Conseil des ministres. AFP12.06

ECONOMIE

1- Grèce

Le fournisseur d'indices MSCI a sévèrement déclassé la Grèce en lui redonnant un statut de pays émergent, avec une pondération bien plus faible que lorsqu'elle avait quitté cette catégorie il y a 12 ans pour intégrer l'indice des pays développés.

Le changement de catégorie pour la Grèce signifie que beaucoup de fonds de pension et, de manière générale, les investisseurs plus prudents cesseront d'investir dans le marché local.

De plus, la Grèce n'aura qu'une pondération minuscule de 0,3% dans l'indice MSCI des pays émergents, moins que celle de 0,4% attribuée au Qatar et aux Emirats arabes unis, promus dans cette catégorie alors qu'ils avaient jusque-là un statut de marchés frontières.

Avant sa promotion en 2001 dans l'indice des pays développés, la Grèce avait une pondération de 5% dans l'indice des émergents. Elle en sera à présent l'une des composantes les plus faibles.

Athènes n'avait qu'un poids symbolique de 0,01% dans l'indice des pays développés mais l'appartenance à cette catégorie, qui pèse un total de 29.000 milliards de dollars, était importante pour son image auprès des investisseurs internationaux.

MSCI a également abaissé la classification du Maroc en faisant passer son indice dans la catégorie des marchés frontières au lieu

des marchés émergents.

La reclassification de la Grèce et du Maroc prendra effet lors des révisions semi-annuelles de novembre 2013 et celle du Qatar et des Emirats en mai 2014, a ajouté MSCI.

MSCI, qui couvre en tout 79 marchés, modifie sa classification en fonction de critères d'accessibilité portant par exemple sur la liquidité.

La Corée du Sud et Taiwan, actuellement dans la catégorie des marchés émergents, restent sous surveillance en vue d'une reclassification dans les marchés développés.

L'annonce de la promotion du Qatar et des Emirats arabes unis dans l'indice des pays émergents a fait bondir la Bourse de Doha de 1,75%, à son plus haut depuis septembre 2008. Reuters 12.06

2- Iran

British Petrolium a placé l'Iran en tête des pays détenteur des réserves de gaz , bien devant la Russie. les réserves gazières du monde qui sont sous-évalués par BP s'établissent à 187.3 trillions mètres cubes fin 2012. Ces réserves seront épuisées au bout de 56 ans.

Selon cette évaluation, la Russie qui occupait pendant plusieurs années le peloton de la production gazière du monde a vu passer ses réserves de 44.6 à 32.9 trillons mètres cubes . Ce qui fait de l'Iran avec 33.6 trillons mètrescubes, le premier détenteur des réserves en gaz dans le monde. Selon les BP les réserves pétrolières de l'Iran et de l'Irak sont en hausse de plusieurs milliards de mètres cubes. Ces deux pays sont ainsi classés troisième et quatrième producteurs pétroliers du monde; Le Venezuela est le premier. french.irib.ir 12.06

3- Inde

La banque centrale indienne est intervenue pour endiguer la chute de la roupie qui a atteint son plus bas niveau face au dollar cette semaine, a indiqué mercredi une source gouvernementale tout en précisant que l'organisme ne défendait "*aucun taux particulier*".

L'intervention mardi de la Reserve Bank of India (RBI) a permis à la devise de se renforcer face au billet vert en s'échangeant mercredi à 58,12 roupies pour un dollar. Avant l'intervention de la RBI, elle s'échangeait à 58,98 roupies

"*Nous ne défendons aucun taux particulier*", a commenté mercredi sur une chaîne de télévision le responsable adjoint de la Commission au plan, Montek Singh Ahluwalia.

"*Mais dans le même temps, la RBI intervient lorsqu'elle pense que les choses vont un peu trop loin*", a-t-il ajouté.

Les analystes estiment que la banque centrale ne peut intervenir de manière importante pour soutenir la roupie car elle doit conserver suffisamment de devises étrangères pour les importations. Elle dispose actuellement d'assez de réserves pour sept mois d'importations, son plus faible niveau depuis 13 ans.

La faiblesse de la roupie rend les produits d'importation plus coûteux, en particulier le pétrole dont l'Inde dépend fortement, et contribue à alimenter un taux d'inflation déjà élevé.

Cette dégringolade survient dans un contexte de sévère ralentissement de l'activité de la troisième puissance économique d'Asie, qui a enregistré en 2012-2013 sa plus faible croissance en dix ans, à 5%. AFP 12.06

Je l'avais annoncé hier, l'économie indienne s'effondre...

Haut de page

Le 14 juin 2013

CAUSERIE

Il est déjà 0h15 à Pondichéry, je télécharge dans le serveur une vingtaine de nouveaux articles et je vous souhaite une bonne

soirée ou une bonne journée. A tout à l'heure...

Retour sur quelques infos.

1- Parole d'un serviteur du régime

J'infâme Mélenchon s'est donc félicité de la fermeture de la télévision publique grecque en déclarant que "*la servilité médiatique est mal récompensée. Payer une TV pour répéter ce que la troïka a déjà dit est une dépense inutile*."

Ainsi on a là la nature de ce sale type, réactionnaire. Il est vrai que les journalistes font preuve d'un manque de perspicacité en France en ne prenant pas en compte votre propre servilité envers le régime, que voulez-vous, vous l'avez dit vous-même, ils sont à votre image ou celle du régime ce qui revient au même.

De notre côté, même si nous n'en pensons pas moins en règle générale sur la télévision publique, nous faisons preuve de retenue, car nous estimons que le moment est fort mal choisi pour la critiquer, de la même manière que nous évitons de critiquer le régime d'Assad en Syrie, le Hezbollah ou l'Iran. Nous le faisons, mais ailleurs, à part, et sans concession bien entendu.

On pourra mettre cela sur le plan tactique à la nécessité de faire avec des paradoxes qu'il nous faut gérer au mieux sans se fourvoyer et en demeurant fidèle à notre engagement politique. Ce n'est pas toujours facile et on prend le risque d'être incompris sans pouvoir y échapper totalement, peu importe, l'essentiel pour nous est de ne pas nous renier.

On a compris que pour Mélenchon ses petites affaires personnelles sont prioritaires et que le combat politique qu'il prétend mener ne sert que ses propres intérêts qu'en dernière analyse. Il n'a rien à envier au PS ou à ces soit-disant opposant au sein de la CGT qui fait l'objet de nos sujets suivants.

2- PS : la menace.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, au PS ils parviennent toujours à réaliser la synthèse des différentes motions ou des différents courants qui s'affronteraient à l'intérieur de ce parti, unité, consensus, ils finissent toujours par se déclarer d'accord sur le fond, ce qui nous fait dire à juste titre qu'il s'agit en réalité d'une grotesque mise en scène. On vient d'en avoir une nouvelle démonstration sur l'Europe.

Pas n'importe comment, ils ont ressorti pour l'occasion le spectre de l'extrême droite après avoir instrumentalisé la mort de ce pauvre garçon, Méric Clément, ils comptent bien l'exploiter pour récupérer des voix aux municipales et aux européennes, prônant la nécessité de "*nous rassembler car la période le nécessite vraiment face à la montée des populismes en Europe*" que la politique du gouvernement alimente au quotidien.

Face à cette menace, ne dispersons pas nos forces ou nos voix, rassemblons-nous derrière notre chef bien aimé, le parti qui est au pouvoir qui s'emploie à lutter contre toute forme de discrimination et d'inégalité comme il vient de le démontrer en légalisant le mariage homosexuel...

Le discours et la méthode sont bien rodés, ils datent des années 70-80.

- Européennes 2014: un sondage place le FN juste derrière l'UMP et devant le PS - L'Express.fr

Je voudrais ajouter un mot, une précision.

On pourrait nous reprocher de ne pas avoir dénoncé l'agression dont a été victime Méric Clément comme une agression politique, parce que dès le début nous avons compris que ce garçon et ses camarades se sont livrés à une vulgaire provocation qui ne pouvait que tourner à leur désavantage, autrement dit, délibérément alors que le rapport de forces n'était manifestement pas en leur faveur, au lieu de faire marche arrière, ils ont persisté jusqu'à l'absurde qui n'avait plus rien à voir avec la défense d'une cause politique mais bien plutôt avec un règlement de compte personnel, sans oublier qu'ils étaient à l'origine de cette bagarre, or nous ne pouvons pas nous situer sur ce terrain-là sous peine de trouver des circonstances atténuantes à l'autre partie, pour un peu on pourrait nous confondre avec un Mélenchon qui s'accommode de l'UE, de l'euro, de l'ONU, auxquels ils trouvent des qualités.

C'est aussi pour cette raison, et pour ne pas être confondu avec tous les opportunismes larmoyants et pitoyables qui se sont précipités avec leurs mouchoirs pour s'épancher sur le triste sort de ce garçon, que nous nous sommes abstenus d'exprimer tout ce que nous avait inspiré ce drame, nous nous sommes fait violence, nous nous sommes retenu d'exprimer la tristesse et la rage que cette violence aveugle nous inspirait, notre dignité et celle de ce garçon nous l'imposaient. Certains n'ont peut-être pas compris ma réaction, cette précision les y aidera peut-être.

3- Le mouvement ouvrier a déserté, capitulé.

Hier par curiosité mais aussi pour en avoir le coeur net comme l'on dit, je me suis connecté sur plusieurs courants de la CGT pour voir s'il y en avait qui appelait au boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juins prochains, en vain, aucun n'y appelle, ce sont tous des guignols, ils ne valent pas mieux que Mélenchon.

Du coup je me suis fait cette réflexion, quand il s'agit de voler au secours d'un gauchiste qui s'est livré bêtement à une provocation au péril de sa vie tout en servant notamment de prétexte au PS pour ressortir le spectre de l'extrême droite, tous ce que comptent d'anticapitalistes le pays répondent tous présents à l'appel, mais quand il s'agit de s'attaquer vraiment, dans la pratique au capitalisme, il n'y a plus personne, sauf le groupe GMI à ma connaissance. J'espère que cela ne vous aura pas échappé. Les faits sont cruels.

4- Une hypothèse hypothéquée

Une idée m'a traversé l'esprit une fraction de seconde, elle est peut-être complètement farfelue, ce qui arrive souvent quand on pense en boucle 24h/24 ou qu'on se pose des centaines et centaines de questions, il y a des déchets.

N'auraient-ils pas projeté de profiter de l'augmentation de l'espérance de vie et de la baisse en moyenne de la fécondité dans les pays les plus développés, pour à un moment donné liquider cette couche de la population particulièrement nombreuse faible et vulnérable, les 60 ans et plus devrait atteindre près de 3 milliards en 2100 sur une population totale de 11 milliards ?

Il en resterait encore 8 milliards, beaucoup trop. Ce qui nous fait dire que leur projet eugéniste était soit une supercherie parce qu'il leur sera impossible de le réaliser, alors que nous sommes convaincus de son existence, soit d'ici là de gigantesques bouleversements naturels ou qui seront les conséquences de la survie du capitalisme surviendront.

Sachant que le capitalisme est au bout du rouleau et qu'il ne peut que développer la barbarie à l'échelle de la planète, on a envie de dire qu'ils se livrent à une extrapolation ou une manipulation en envisageant que la population mondiale pourrait augmenter sans cesse et dans une telle proportion jusqu'à la fin du siècle.

Il va arriver un moment, et c'est déjà le cas dans certains pays, où la courbe de l'espérance de vie va s'inverser, du fait de pandémies qui feront des ravages à grande échelle ou de la paupérisation croissante de la population associée à la surexploitation, des conditions d'existence et de travail infernales, on peut ajouter que de plus en plus d'hommes et de femmes vont devenir stériles, que les défenses imunitaires vont diminuer à cause de l'ingérence croissant d'éléments chimiques nuisibles à la santé, provenant de notre environnement, de l'alimentation ou de médicaments, bref, tout porte à penser qu'on s'orienterait plutôt vers une situation inverse à celle qu'ils décrivent.

Et puis va se poser le problème de l'eau, de la nourriture, de l'espace nécessaire pour faire vivre et cohabiter ces 11 milliards de prédateurs de la nature, de la faune et de la flore, des richesses minérales que renferme la planète, participant à des boulerversements climatiques dont on a commencé à prendre conscience, mais dont l'enjeu demeure moins important que le profit des capitalistes, situation avec laquelle finalement la bonne conscience du petit bourgeois écologiste s'accommode parfaitement puisque le capitalisme lui permet d'avoir un niveau de vie confortable.

5- Où veulent-ils en venir réellement ?

Grâce au progrès réalisé au cours des deux dernières décennies dans les domaines de l'électronique, de l'informatique, des télécommunications et des nanotechnologies, ils sont en mesure de fixer le cours de n'importe quelle marchandise dans le monde, matières premières, produit finis, prêts, obligations ou bons du Trésor, bref, tout ce qui s'achète et se vend, sans tenir compte de l'économie productive ou réelle, des marchandises ou des services réellement existant, de leur valeur, etc. de telle sorte qu'ils sont en train de détruire le capitalisme, les bases sur lesquelles il reposait et sur lesquelles reposaient aussi le socialisme, donc c'est extrêmement grave pour l'humanité entière.

Quels sont "*les enjeux des négociations de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Europe*" demandent le journal *Le Monde*, on vient de les évoquer.

Comment procède-t-il ? Ce serait trop de se lancer ici dans une démontration pour l'analyser en détail, j'ai déjà eu l'occasion d'aborder cette question dans différentes causeries.

Disons en gros qu'ils substituent au produit né des rapports sociaux de production, la plus-value, dont le taux et le volume varient au rythme ou en fonction de l'évolution des contradictions du capitalisme mondial, dont la lutte des classes, une valeur fictive aux marchandises qu'ils fixent et qu'ils sont les seuls à pouvoir contrôler, de telle sorte qu'ils s'émancipent de tout autre rapport, tous les rapports que génèrent le capitalisme dans la société sont totalement soumis à leur emprise, sans qu'aucun ne puisse contrarier leur domination absolue... Ils ont créé des structures et des instruments financiers qui leur ont permis de

gangrener l'économie réelle au point d'en prendre le contrôle sur le plan politique, puisque leur objectif est politique, l'établissement d'un gouvernement mondial.

C'est ainsi que tous les Etats, les institutions, les partis, les syndicats leur sont acquis à des degrés divers sur les plans national ou international, d'où l'absence de parti ouvrier révolutionnaire et d'Internationale, ce qui ne signifie pas qu'il n'existerait pas une véritable opposition politique à leur projet, elle est disloquée et ne parvient pas à avoir une vision globale de ce qui est réellement en train de se passer sous ses yeux, elle est à l'image du vieux capitalisme qui se disloque sans que rien en sorte parce qu'elle demeure prisonnière d'une interprétation du monde qui ne correspond plus à la réalité, elle se déchire sans cesse et ne parvient à se rassembler pour constituer un pôle de regroupement pour les millions de travailleurs qui dans chaque pays refusent d'être ravalés à l'état d'esclaves.

"*Les enjeux des négociations de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Europe*" consistent à franchir une nouvelle étape dans l'intégration de l'Europe dans ce projet de gouvernement mondiale, d'en rendre dépendant l'Europe au point de ne plus pouvoir en sortir, faire marche arrière. Ce qui signifierait à terme, comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis, la disparition de toute opposition politique au Nouvel ordre mondiale en construction qu'incarne la dictature de l'oligarchie financière, et donc l'impossibilité dans laquelle nous nous retrouverions de s'y opposer, de le combattre, encore moins de le renverser, c'est l'objectif de ces pseudo-négociations puisque tous les acteurs qui y participent sont gagnés au néolibéralisme ou en sont de fervants partisans, quel que soit l'étiquette politique sous laquelle ils se présentent, la droite et la gauche disparaissant totalement puisque à l'arrivée tous les rapports entre les classes, la lutte des classes devraient avoir disparu.

L'enjeu de ces pseudo-négociations réside dans la tentative d'en finir avec les contradictions du capitalisme qui demeurent persistantes en Europe du fait de la particularité de chaque Etat, d'accélérer la mise au pas des capitalistes récalcitrants dont un grand nombre sont amenés à disparaître au profit des plus puissants qui détiendront le pouvoir économique et politique, l'UE ayant été fondée dans cette perspective, fonctionnant déjà pour atteindre cet objectif...

Reste à savoir si le prolétariat va être ou non en mesure de se doter d'une nouvelle direction à temps, on a envie de dire que c'est très mal parti, mais en même temps on n'a pas le droit d'en douter, je ne sais pas si vous mesurer exactement la terrible responsabilité qui pèse sur les épaules de nos dirigeants, tout dépend d'eux, on peut précis sans exagérer l'avenir de l'humanité.

Vous comprendrez ou non je n'en sais rien, qu'en ayant parfaitement conscience de ce qui est en train de se jouer aujourd'hui, nous ne laissions absolument rien passer aux opportunistes, aux traitres, aux jaunes. Espérons que certains dirigeants sont encore capables d'évoluer, c'est la raison pour laquelle nous ne voulons pas les juger individuellement, nous combattons leur politique parce qu'elle ne prend pas en compte cette dimension de la situation, nous restons ouvert à la discussion, car c'est uniquement ensemble qu'on pourra s'en sortir ou aller de l'avant.

Ce que je viens d'exposer résume la situation mondiale.

For ever

- Le directeur technique de la CIA, Gus Hunt, aurait déclaré vouloir collecter des quantités massives d'informations et "*les conserver pour toujours*", rapporte FCW. lemonde.fr 13.06

Samaras fait un émule : Erdogan.

Les autorités turques, contrôlées par le gouvernement Erdogan, ont infligé de fortes amendes à quatre chaînes de télévision (Halk TV, Ulusal TV, Cem TV et EM TV) qui avaient diffusé des images en direct de la répression place Taksim.

Selon le Conseil supérieur de la radio et la télévision, les images de la dispersion des protestataires « *nuisent au développement physique, moral et intellectuel des enfants et des adolescents* ». Réseau Voltaire 12.06

Une page Internet et une vidéo

1- Uranium appauvri : les articles et documentaires les plus vus (Iraq, Afghanistan, Gaza, Libye...)

http://www.internationalnews.fr/article-uranium-appauvri-les-articles-et-documentaires-les-plus-populaires-iraq-afghanistan-gaza-libye-118339637.html

2- La vérité sur la route de Damas : entretien avec M. Mohamed Najib Elji, chargé d'affaires auprès de l'Ambassade de la République Arabe de Syrie à Paris

http://www.prorussia.tv/La-verite-sur-la-route-de-Damas-entretien-avec-M-Mohamed-Najib-Elji-charge-d-affaires-aupres-de-

l-Ambassade-de-la_v273.html

Entretien avec M. Mohamed Najib Elji, chargé d'affaires auprès de l'Ambassade de la République Arabe de Syrie à Paris

Nous avons souvent évoqué la situation de la Syrie dans ce journal. Voici deux ans que cet état souverain doit faire face à un mouvement armé terroriste sur son sol, dont 80% des combattants sont des étrangers entraînés, payés et armés par des puissances étrangères dont le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Turquie, Israël, les USA et , malheureusement, la France. Le cortège d'horreurs commis par ces mercenaires s'accompagne d'une destruction systématique des richesses patrimoniales de la Syrie. Mais il s'accompagne aussi d'une désinformation continue de la part des médias occidentaux et de la chaîne de propagande qatari, Al Jazira.

Nous sommes donc allé à la rencontre de la représentation diplomatique syrienne à Paris. Mme l'Ambassadrice Lamia Shakkur ayant été expulsée par François Hollande, 15 jours à peine après son élection en mai 2012, c'est M. Mohamed Najib Elji, chargé d'affaire auprès de la délégation diplomatique syrienne à Paris, qui a bien voulu répondre à nos questions. Au cours d'un long entretien de plus d'une heure, nous avons pu aborder avec lui, en toute liberté, la situation militaire, la guerre médiatique, les souffrances du peuple syrien mais aussi sa détermination à conserver sa liberté face à un agresseur qui n'est pas syrien, mais également ses appuis en Russie ou en Iran.

Pour l'anecdote, nous sommes les premiers journalistes en France à avoir demandé une interview à l'Ambassade de Syrie. Depuis 2011, pas un seul journal, pas une seule radio, pas une seule télévision n'a eu l'idée de donner la parole aux représentants légaux du peuple Syrien en France… Enfin, sachez que si en Syrie les chaînes françaises continuent d'être diffusées sans aucune censure, en France, les chaînes syriennes ont toutes été censurées. Des fois que vous auriez eu l'idée de vous informer par vous-mêmes. internationalnews.fr 13.06

ACTUALITE EN TITRES

Et c'est reparti !

- Européennes 2014: un sondage place le FN juste derrière l'UMP et devant le PS - L'Express.fr

Retraites. Auto-conditionnement.

- Retraites: préférez-vous travailler plus ou cotiser plus? - L'Expansion.com

Ni l'un ni l'autre ! Non, ce n'est pas la bonne réponse :

- Retraites: 52% des Français préfèrent travailler plus longtemps que cotiser davantage - AFP

...tous et pas de jaloux !

- Retraites : les Français veulent aligner public et privé - LeFigaro.fr

Notez bien que c'est fort possible, c'est même probable. Quand le mouvement ouvrier est réactionnaire, vous ne voudriez pas tout de même pas que la majorité des masses ne le soient pas, elles sont paumées, non ? A qui la faute ? Vous avez là la réponse.

A bas le social à l'origine de la crise !

- La flambée des dépenses sociales plombe le budget des départements - 20minutes.fr

Entre nous, et le pire c'est que c'est vrai quelque part... Quoi donc ? Pardi, que le social est incompatible avec le capitalisme !

Inhumanité et barbarie.

Chez ces névrosés calculer combien coûte chacun de nos gestes est devenu une obsession.

- Les Français "*travaillent*" 15 heures par semaine en dehors de leur emploi - L'Express.fr

- Les Français ont consacré 57 milliards d'heures à la production "*maison*" en 2010 - AFP

Cuisine, ménage ou bricolage: les Français ont, en 2010, consacré 57 milliards d'heures à la production dite "*maison*", estimée à 959 milliards d'euros, selon une étude de l'Insee à paraître vendredi. AFP 13.06

Paranoïa grandeur nature pour mieux vous soumettre, vous briser...

- Simulation d'une attaque au gaz sarin à Lyon - euronews.fr

Quelle utilité ? Aucune, la preuve.

- La Commissaire européenne à la coopération internationale, Kristalina Georgieva : "*Il y a peu de chances de vivre une attaque chimique, biologique, radiologique, ou nucléaire* ". Vous parlez d'une "*chance*", pour un peu elle le regretterait !

Sauf vous rendre paranoïaque, briser votre résistance, vous affaiblir psychologiquement, ils mènent aussi la guerre sur ce plan-là quotidiennement, sournoisement, comment, en vous poussant à vous résigner à accepter de vous placer derrière le régime, à le soutenir, car votre sort pourrait devenir bien pire dans le cas contraire, ne dit-on pas : on sait ce qu'on quitte mais on ne sait jamais ce qu'on va trouver

- Sidérurgie: l'UE affiche sa détermination face à la Chine et saisit l'OMC - AFP

Après les Etats-Unis...

- La Chine est-elle le plus grand bandit du commerce international ? - Atlantico.fr

Vous pouviez écrire bandit tout court...

Autorisation carcérale pour la Cnil.

- La Cnil a autorisé l'église mormone à numériser l'état civil français - 20minutes.fr

Intox

- Contre l'évasion fiscale, le G8, sous pression, progresse peu - Reuters

Lire pas du tout, quand on a à l'esprit qu'ils manipulent quotidiennement les taux sur un montant de quelque 500 mille milliards de dollars, c'est vraiment nous prendre pour des demeurés. Reuters 13.06

- Le sort de l'exception culturelle se joue demain à Bruxelles - L'Expansion.com

Ben voyons, parce que Bruxelles et Washington ce ne seraient pas la même boutique !

Quelle mauvaise volonté, ingrats, fainéants, profiteurs !

- Même formés, les chômeurs ont du mal à retrouver un emploi - L'Expansion.com

Les sionistes exposent leur oeuvre

- Netanyahu inaugure à Auschwitz une exposition israélienne sur la Shoah - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Vous y passerez tous !

L'ampleur des sacrifices des fonctionnaires, électorat traditionnel des socialistes, est l'une des inconnues du débat qui sera lancé vendredi avec la remise au Premier ministre Jean-Marc Ayrault du rapport de Yannick Moreau.

"*J'entends que certains voudraient que la réforme des retraites soit une réforme du secteur public, mais ce n'est pas le seul sujet*", affirme Marisol Touraine. "*L'effort nécessaire devra être justement réparti sur l'ensemble des Français*",

Une autre ministre dénonce "*un discours de droite qui voudrait résumer la réforme des retraites au régime des fonctionnaires*".

Dans une période de crise majeure où les Français attendent toujours les résultats de la politique engagée, le spectre de 1995 est dans tous les esprits.

Cette année-là, trois semaines de fronde sociale avaient contraint le Premier ministre Alain Juppé à abandonner son plan de réforme des retraites et de la Sécurité sociale qui prévoyait notamment d'appliquer aux fonctionnaires et aux entreprises les mesures imposées aux salariés du secteur privé.

En coulisses, François Hollande a exhorté le gouvernement à éviter toute cacophonie sur ce sujet sensible. "*Seuls les ministres directement concernés s'exprimeront dans la presse*", a prévenu le président, selon une ministre.

L'exécutif peut aussi craindre une radicalisation de la gauche extrême, sévère à son égard depuis le début du quinquennat, notamment sur les choix budgétaires et européens.

"*Nous ne sous-estimons pas la difficulté de la réforme, mais le président de la République et le Premier ministre sont sereins*", dit une ministre.

"*Il y a un climat qui nous préserve un peu d'une possible mobilisation sociale*" estime le ministre. "*Mais je suis peut-être trop optimiste*".

"*Certains annoncent des drames, du sang et des larmes, ce n'est pas du tout la réforme qu'on essaie de faire*", déclare un conseiller du président, qui espère recueillir à cette occasion les fruits de sa priorité donnée au dialogue social.

Mais la Commission européenne, qui a accordé deux ans de répit, jusqu'en 2015, à la France pour ramener sous déficit à 3% du PIB, a sommé Paris de procéder à une réforme ambitieuse et risque de mal réagir si le système n'est que retouché.

"*Il va mettre tout, de manière à ce que la concertation puisse être engagée avec les partenaires sociaux sur toutes les solutions possibles. Le gouvernement ensuite fera ses choix après concertation*", a-t-il déclaré samedi.

Le gouvernement table notamment sur l'appui des syndicats "*modérés*", comme la CFDT, pour réitérer l'accord conclu en janvier dernier sur la flexibilisation du marché du travail. Reuters 13.06

Travalleurs des secteurs public et privé, même combat, annulation des contre-réformes sur le retraites adoptées depuis 20 ans ! Alignement : oui, du privé sur le public !

Fabius, chef de guerre djihadiste.

Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a demandé mercredi 12 juin 2013 à la communauté internationale d'arrêter la progression vers Alep des troupes du régime syrien, qui préparent un assaut majeur contre cette ville du Nord.

"*Il faut qu'on puisse arrêter cette progression avant Alep. C'est la prochaine cible à la fois du Hezbollah et des Iraniens*", a déclaré le ministre, interrogé sur France 2. "*Il faut un rééquilibrage parce qu'au cours des dernières semaines les troupes de Bachar Al-Assad, et surtout le Hezbollah et les Iraniens, avec les armes russes, ont regagné un terrain considérable.*"

"*Bachar [...] a utilisé de façon scandaleuse les armes chimiques*", a-t-il insisté. "*Il faut qu'on l'arrête parce que, s'il n'y a pas de rééquilibrage sur le terrain, il n'y aura pas de conférence de la paix à Genève car l'opposition n'acceptera pas d'y venir. Or il faut une solution politique.*"

"*Derrière la question syrienne, il y a la question iranienne*", a poursuivi M. Fabius. "*Si on n'est pas capables d'empêcher l'Iran de prendre la main sur la Syrie, quelle crédibilité aura-t-on en exigeant qu'elle n'ait pas l'arme atomique ? Donc, tout est lié.*"

Tout en plaidant pour "*que les résistants puissent se défendre, qu'ils disposent d'armes*", Laurent Fabius a ajouté :

"*Il nous faut respecter la réglementation européenne qui dit que c'est à partir du 1er août que des armes puissantes peuvent être données. Pour le moment, nous n'avons pas encore décidé*."

"*Les Américains sont en train d'examiner leurs propres positions*", a-t-il ajouté, précisant s'être entretenu mardi par téléphone avec son homologue américains John Kerry. "*Il y a dans l'administration américaine des positions différentes. Les Américains auraient voulu se tenir à l'écart, mais le conflit n'est plus local, c'est un conflit régional et même international*." internationalnews.fr 12.06

Pourquoi pas mondial ?

C'est la Syrie qui est envahie par une armée de mercenaires, et le régime ne devrait pas réagir, ce ne serait pas normal qu'il se défende. Inutile de se demander quelle aurait été l'attitude de Fabius en juin 40 ! Quelle ordure !

Dites-moi mon cher ami, quel est mon, pardon, je veux dire notre intérêt dans cette affaire ?

- L'ex-proche de Tapie reconnaît avoir «*interprété*» la phrase «*J'ai les sous*» - Liberation.fr

- Pour Bartherotte, "*il est évident que Tapie avait fait élire Sarkozy*" - L'Express.fr

- Arbitrage : "*Tout le monde a donné son feu vert*", assure Tapie - LePoint.fr

- Affaire Tapie : Richard dit que Tapie s'est rendu à une réunion à l'Elysée, Sarkozy "*furieux*" - Atlantico.fr

- Arbitrage Tapie: Nicolas Sarkozy charge Claude Guéant - 20minutes.fr

"*Nicolas Sarkozy a donné son feu vert à l'arbitrage* "mais après de très nombreuses réunions officielles", indique l'homme d'affaires dans le Figaro.

Et d'après Europe 1, l'affaire «*obsède*» Nicolas Sarkozy qui est «*ulcéré*» que l'arbitrage soit contesté et qu'il soit, in fine, mis en cause. «*Il tourne en boucle*» sur le sujet, confie un proche de Nicolas Sarkozy qui a déjà préparé sa défense.

«*Je ne suis jamais intervenu*», dit l'ex-chef de l'Etat qui charge Claude Guéant, son secrétaire général de l'Elysée à l'époque. D'après la version rapportée par la radio, c'est Claude Guéant qui a apporté cette solution clé en main à Nicolas Sarkozy, lui expliquant que ce litige entre Bernard Tapie et le Crédit Lyonnais avait déjà coûté 20 millions d'euros à l'Etat et que cette solution de l'arbitrage privé permettrait de clore l'histoire. Nicolas Sarkozy dit avoir fait confiance à son «*cardinal*» et avoir choisi cette solution, non dans l'intérêt de l'homme d'affaires mais par soucis de l'intérêt général.

L'ex-chef de l'Etat pointe aussi les juges arbitres qui ne lui seraient pas favorables. Parmi ce trio : Pierre Mazeaud, ancien gaulliste qui ne porte pas Nicolas Sarkozy dans son cœur, et Jean-Denis Bredin, avocat étiqueté à gauche.

Par ailleurs ce jeudi après-midi, Stéphane Richard, l'ancien directeur de cabinet de Christine Lagarde, alors à la tête de Bercy, a indiqué que Bernard Tapie avait assisté à une réunion à l'Elysée en 2007 pour cet arbitrage - l'intéressé dit ne plus s'en souvenir- . Atlantico.fr et 20minutes.fr 13.06

Etat mafieux. "***une quinzaine de noms d'ex-ministres ou d'actuels ministres***" impliqués dans des fraudes fiscales.

Jeudi matin, Pierre Condamin-Gerbier a été auditionné à huis clos par le député socialiste Yann Galut, rapporteur du projet de loi de lutte contre la fraude fiscale. Pierre Condamin-Gerbier, qui fut jusqu'en 2009 (donc pendant la campagne électorale de 2007), directeur de la délégation UMP en Suisse, a affirmé, comme la veille devant la commission d'enquête sur l'affaire Cahuzac, détenir les preuves qu'une quinzaine de personnalités politiques auraient fraudé le fisc français.

Ce banquier de 42 ans a été de 2006 à 2010 associé gérant de Reyl Private Office, une entreprise de gestion de patrimoine qui fait de l'optimisation fiscale, installée sur la rive suisse du lac Léman. Ses déclarations au Sénat sont simples: il dit disposer d'une liste «d'une quinzaine de noms d'ex-ministres ou d'actuels ministres» détenteurs d'un compte en Suisse et estime que Jérôme Cahuzac n'était qu'un «fusible».

«*Je n'ai pas fourni de noms de fraudeurs aux enquêteurs pour des raisons de sécurité. Mais mes documents et mes notes sont consignés auprès d'une partie tierce, et ils seront dévoilés quand mon environnement sera plus sûr. Il y a eu des menaces écrites et orales sur mon intégrité physique ainsi que sur celle de ma famille*», a-t-il également déclaré au Sénat. lefigaro.fr 13.06

Au fait, c'est avec ces ministres que les partis (POI notamment) et les syndicats entretiennent des relations, réclament des rendez-vous, auxquels ils remettrent des pétititions ou des doléances, que font-ils sinon les cautionner ? Et ensuite, ils prétendent défendre nos intérêts, qui peut le croire sérieusement ?

Fraude fiscale, pots-de-vin, corruption en tous genres, des affairistes sont au pouvoir : chassons-les !

Le site accuse ce jeudi l'ex-ministre d'avoir reçu des pots-de-vin entre 1988 et 1991, époque où il travaillait au ministère de la Santé.

Après l'affaire du compte en Suisse, Jérôme Cahuzac sera-t-il rattrapé par une affaire de pots-de-vin? Mediapart évoque ce jeudi une "*possible corruption*" de l'ex-ministre entre 1988 et 1991. Il travaillait alors au ministère de la Santé sous la houlette de Claude Evin.

La mécanique décrite par le site Internet est simple: des dessous-de-table auraient été versés à l'époque pour obtenir des décisions favorables du ministère dans l'attribution de scanners et d'IRM (appareils d'imagerie par résonance magnétique) à des établissements de santé.

Et un ancien dirigeant d'une société israélienne, Elscint, met directement en cause Jérôme Cahuzac. Il affirme que son entreprise versait de l'argent à l'ex-ministre pour obtenir des marchés. Montant des pots-de-vin? "*200 000 francs pour un scanner, de 500 000 francs pour une IRM*", indique un fonctionnaire retraité à Mediapart.

Jérôme Cahuzac "*n'a pas répondu*" aux questions des journalistes du site, est-il précisé dan l'article. On ne connaît donc pas, pour l'heure sa ligne de défense sur cette affaire. lexpress.fr 13.06

Tirez-en la conclusion qui s'impose : rompez avec l'UE !

Les Européens se réunissent vendredi pour le lancement de négociations commerciales avec les Etats-Unis. La France a menacé d'utiliser son droit de veto pour garantir l'exception culturelle.

"*Je demande que la France s'oppose à l'ouverture de négociations entre l'Union européenne et les Etats-Unis en vue d'un accord de marché commun. François Hollande n'a aucun mandat pour engager notre pays dans cette mauvaise aventure. Il n'en a jamais parlé dans sa campagne présidentielle, alors qu'il en savait autant que moi à ce moment-là*", écrit M. Mélenchon dans un communiqué.

"*Je mets en garde: la défense légitime de l'exception culturelle ne saurait être l'arbre qui cache la forêt des reculs sociaux, écologiques ou sanitaires prévus par ailleurs dans cet accord*", poursuit-il, jugeant que "*c'est bien l'ensemble du mandat de la Commission européenne qui pose problème*" et que "*c'est le principe même d'un tel accord qu'il faut faire échouer*".

Vendredi, "*les ministres de la France ne doivent pas être les passe-plats des Nord-Américains. S'ils acceptent l'ouverture de cette négociation, ils condamnent à mort tout projet d'évolution sociale de l'Europe et toute indépendance de la France*", assure l'ex-candidat à la présidentielle. AFP 13.06

Ne sont-ils pas déjà condamnés par l'appartenance de la France à l'UE ? Quel charlatan !

Et puis, il ne peut pas rompre avec l'UE, le Front de gauche éclaterait !

Finalement, que défend Mélenchon sinon l'appartenance de la France à l'UE, donc l'UE, CQFD.

L'"***ivresse***" d'un mégalomane.

Ah, l'ivresse des bons sondages… Même Jean-Luc Mélenchon y succombe. Alors qu'il n'a cessé, depuis la campagne présidentielle, de critiquer les enquêtes d'opinion, voilà le coprésident du Parti de gauche qui donne de l'importance à celle de l'institut YouGov publiée hier par le Huffington Post et i-Télé.

«*Front de gauche à 15 %, ex æquo avec le PS. Pour l'ignorer : voir les médias français ou la télé grecque*», a-t-il écrit hier sur Twitter. Ou encore : «*Le FN cloué au score de 2012 [soit 18 %, ndlr]. Le Front de gauche plus 4 ! Quelle info média ? "Percée du FN." Vivement la télé grecque !*» Mélenchon semble très intéressé par ce sondage qui ne porte pourtant que sur… 732 personnes interrogées. Soit une marge d'erreur de près de 3 points. L'enquête a de plus été réalisée via Internet.

Et que disait-il, fin novembre, sur son blog, à propos des sondages en ligne ? «*Il n'y a dans ce cas aucun moyen de savoir qui répond, si le répondant ne ment pas dans l'espoir de fournir ce qu'il croit être la "bonne réponse" pour empocher une hypothétique récompense.*»

En mars, lors d'un meeting à Lille, il fustigeait le «*PMU politique pour savoir, d'après ce que dit la grenouille, le sondage et le foie des volailles sacrées, où nous en sommes dans la course à l'échalote. Je m'en fous, je m'en moque, je ne m'en occupe pas !*» Maintenant, si. liberation.fr 13.06

C'est le genre de type qui passe son temps à tenir un double langage et à se contredire sans cesse, et qui pour qu'on ne le soupçonne pas de recourir à ces procédés indignes d'un dirigeant du mouvement ouvrier accusent les autres d'en user.

On a envie de dire que parmi les militants, il ne bernera que ceux qui veulent bien se laisser berner pour ne pas avoir davantage de principes que cet aventurier. On les invite à déserter le Front de gauche au plus vite s'ils entendent vraiment combattre pour le socialisme au lieu de cautionner Mélenchon qui en est le fossoyeur en agissant de la sorte, car il participe à l'opération qui tend à donner une image épouvantable du mouvement ouvrier, il ne rend pas service à notre cause, il la dessert au contraire.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Le Premier ministre rencontrera lundi le dirigeant socialiste et celui de la gauche démocratique Dimar pour tenter de trouver une "*solution*" à la nasse dans laquelle il s'est fourvoyé en fermant brutalement toutes les télévisions et radios publics du pays sans préavis, en désaccord avec ses deux partenaires au sein de la coalition.

Le conflit avec le Pasok et Gauche démocratique, qui demandent au Premier ministre de revenir sur sa décision, a tourné à la crise politique la plus grave depuis la formation de la coalition en juin.

"*Soit une solution se dessine d'ici une semaine, soit des élections sont inévitables*", proclame à la une le journal conservateur Kathimerini.

"*Le pays n'a pas besoin d'élections, ce serait une erreur colossale. Mais le Pasok n'en a pas peur*", a réagi le chef de file de ce parti, Evangelos Venizelos. "*Nous sommes en faveur d'une restructuration de fond en comble de l'ERT, mais pas des partisans de l'écran noir.*" Reuters 13.06

15 000, c'est le nombre de manifestants décomptés à la mi-journée dans toute la Grèce. Pour soutenir leur télévision, fermée brutalement mardi, les Grecs avaient été appellés à une grève générale : les transports en commun à Athènes, les chemins de fer et les administrations à travers le pays ont suivi le mouvement.

La grève générale, déclenchée dans l'urgence par les syndicats après la fermeture des ondes et des écrans, n'a guère mobilisé.

Il n'est en effet pas facile de perdre une journée de salaire pour faire grève dans un pays où les salaires ont été rabotés depuis trois ans de crise, et où le taux de chômage a atteint 27,4% de la population active au premier trimestre, selon les chiffres publiés jeudi par les statistiques grecques.

Les transports ont été faiblement touchés par la grève, à part les transports urbains d'Athènes. La plupart des banques, des commerces et la poste sont restés ouverts.

Une dizaine de vols intérieurs à Athènes ont été annulés et une cinquantaine ont été reprogrammés, en raison d'un arrêt de travail des aiguilleurs du ciel.

Devant le bâtiment de l'ERT, des milliers d'Athéniens ont répondu à l'appel des syndicats.

La décision de débrancher la radiotélévision publique vient non seulement tester la détermination des employés à sauver leurs antennes, mais elle teste aussi la solidité de la coalition gouvernementale, sérieusement ébranlée par la fermeture de l'ERT.

La fermeture a été décidée en effet seulement par le parti du 1er ministre. Ses partenaires de coalition critiquent cette décision, idem pour Alexis Tsipras, le leader de Syriza, principal parti d'opposition : "*Le signal de la télé publique s'éteint seulement quand un pays souverain est conquis par des puissances étrangères, ou bien quand la démocratie bascule vers la dictature.*"

Les journalistes continuent de proposer des programmes, visibles sur internet. Nassos Athanasiou a été présentateur pendant 30 ans : "*Le gouvernement a décidé d'enterrer la télévision publique. Je ne peux pas l'accepter.*" euronews.fr et AFP 13.06

Mais c'était déjà une dictature, avec laquelle monsieur Tsipras vous vous accommodez assez bien apparemment puisque

vous refusez de rompre avec la troïka, l'euro, non ? Tout comme Die Linke ou le Front de gauche qui en sont les complices.

2- Tunisie

Le rappeur tunisien "*Weld El 15*" a été condamné jeudi à deux ans de prison ferme pour avoir insulté la police dans une chanson, selon une journaliste de l'AFP, un jugement qui a déclenché des heurts au tribunal.

Le verdict a été annoncé par le juge du tribunal de Ben Arous, une banlieue de Tunis, devant lequel Alaa Yaâcoub, dit "*Weld El 15*", comparaissait libre. Il a été aussitôt emmené en prison.

Des protestations et heurts avec la police ont éclaté à l'annonce du verdict.

Des cris se sont élevés dans la salle d'audience parmi les partisans du chanteur et la police est intervenue brutalement pour évacuer des artistes et amis du rappeur qui ont assisté au procès.

Certains ont été pourchassés et tabassés à l'extérieur du tribunal par les policiers présents en nombre dès l'ouverture du procès.

Un gaz irritant s'est répandu aux alentours du tribunal, mais il n'était pas possible d'en déterminer l'origine, la police accusant les amis du rappeur d'en avoir fait usage.

"*Le jugement rendu est très sévère pour un artiste qui a décidé de se livrer de son propre gré à la justice*", a réagi de son côté l'avocat principal de la défense Me Ghazi Mrabet.

"*C'est d'autant plus injuste qu'il n'existe aucun texte pour réprimer un travail artistique*", a-t-il ajouté.

Le musicien avait été condamné par contumace en mars à deux ans de prison ferme après la diffusion sur Youtube d'un clip intitulé "*Boulicia Kleb*" (Les policiers sont des chiens).

Selon son avocat, le rappeur a été inculpé notamment de "*complot pour commettre des violences contre des fonctionnaires*" et "*d'outrage à la police*".

Quatre autres rappeurs, co-accusés à l'origine dans la même affaire et condamnés à des peines de prison ferme en mars, ont été relaxés en avril lors d'un second procès. AFP 13.06

3- Etats-Unis

Edward Snowden, l'ancien consultant américain à l'origine de révélations sur des programmes de surveillance des communications par les Etats-Unis, détient des documents secrets identifiant des cibles de piratage en Chine, rapporte vendredi 14 juin le South China Morning Post (SCMP). Le quotidien de Hong Kong affirme avoir consulté un extrait des dossiers concernés au cours d'un entretien avec le jeune homme dans la mégapole chinoise où il s'est réfugié le 20 mai après avoir transmis des éléments explosifs au Guardian et au Washington Post. Y figurent notamment les adresses IP (internet protocol, le numéro d'identification d'un appareil connecté) visées et la date des infractions.

Le SCMP n'a pas publié ces adresses ni identifié les personnes ou institutions impliquées. Selon le journal, les documents permettent de savoir si une opération est en cours ou conclue et semblent indiquer un taux de réussite des tentatives d'infraction de 75%.

Parmi les institutions "*hackées*" par l'Agence nationale de sécurité figure l'Université chinoise de Hong Kong, qui abrite le fameux Internet Exchange Point (IXP) de Hong Kong, dit Edward Snowden dans un entretien au South China Morning Post, quotidien en langue anglaise de Hong Kong, publié jeudi.

Les IXP, très nombreux dans le monde, sont une infrastructure permettant aux fournisseurs d'accès à internet (FAI) d'échanger du trafic internet entre leurs réseaux. Edward Snowden ne cite pas nommément la plate-forme mais ses propos suggèrent qu'elle a peut-être été une des cibles de la NSA.

"*Le fait que l'Université chinoise ait été piratée a été sans doute un bon choix*", note Charles Mok, membre du Conseil législatif de Hong Kong et spécialiste informatique.

Les révélations d'Edward Snowden se sont jusqu'ici concentrées sur l'ampleur des activités d'espionnage de la NSA à l'encontre des citoyens américains. Ses derniers commentaires sur la Chine et Hong Kong, où il se cacherait, illustre ce que peut faire la NSA

en matière de surveillance d'autres pays.

Selon lui, la NSA a mené plus de 61.000 opérations de piratage dans le monde. "*Nous piratons la colonne vertébrale des réseaux, par exemple les immenses routeurs internet, qui nous donnent accès aux communications de centaines de milliers d'ordinateurs sans avoir à les pirater un à un*", dit-il au South China Morning Post.

"*J'ignore les informations spécifiques qu'ils cherchaient sur ces machines, je sais seulement qu'utiliser des moyens techniques pour pénétrer sans autorisation dans des appareils civils est une violation du droit et c'est éthiquement douteux*", a déclaré Edward Snwoden au quotidien anglophone. L'ancien consultant de la puissante agence de renseignement américaine NSA assure que les Etats-Unis ont accès "*aux communications de centaines de milliers d'ordinateurs*" y compris à Hong Kong et en Chine.

Le jeune homme de 29 ans, affirme par ailleurs vouloir rester dans le territoire autonome chinois pour y "*combattre le gouvernement américain dans les tribunaux*". Pékin a indiqué jeudi n'avoir "*aucune information à fournir*" sur lui. lemonde.fr et Reuters 14.06

4- Syrie

Washington vient de passer à une étape supérieure dans le dossier syrien. Nul ne sait encore quelles peuvent être les conséquences de cette déclaration, mais la Maison Blanche a estimé jeudi 13 juin que "*des lignes rouges*" avaient été franchies en Syrie, accusant Bachar al-Assad d'avoir utilisé des armes chimiques, dont le gaz sarin. La présidence américaine a en outre annoncé un soutien militaire aux rebelles syriens sans donner plus de détails.

La Maison Blanche s'est abstenue de préciser la forme que prendrait cette assistance militaire. Elle n'a pas à ce stade annoncé une décision d'armer les rebelles face au pouvoir du président Bachar al-Assad, évoquant une augmentation de l'aide non-létale et assurant qu'elle prendrait "*des décisions à (son) propre rythme*".

Le conseiller n'est pas allé jusqu'à parler de livraisons d'armes. Mais cette aide sera "*différente tant en nature qu'en échelle, de ce que nous avons fourni jusqu'ici*", a-t-il dit.

Ben Rhodes a par ailleurs affirmé que la Maison Blanche n'était pas encore parvenue à une décision sur l'imposition ou pas d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie, alors que le "Wall Street Journal" a assuré jeudi soir que le Pentagone avait présenté un tel plan à la tête de l'exécutif.

Attendu en Irlande du Nord en début de semaine prochaine pour le sommet du G8, Barack Obama y "*consultera ses partenaires*" au sujet de la Syrie, a souligné Ben Rhodes, en évoquant aussi la Russie, soutien jusqu'ici indéfectible du régime Assad, qui a bloqué à l'ONU toutes les résolutions contraignantes contre Damas.

"*Nous avons communiqué les informations sur les armes chimiques aux Russes (...) et nous pensons que la Russie et tous les membres de la communauté internationale devraient être préoccupés*" par un recours à de tels armements, a remarqué Ben Rhodes.

Il a répété la position américaine selon laquelle une transition politique en Syrie devrait inclure "*une démission de Bachar al-Assad". Mais "les Russes ne l'ont pas encore accepté*", a-t-il concédé.

Entre 100 et 150 personnes, au minimum, ont été tuées dans des attaques chimiques, a annoncé dans un communiqué Ben Rhodes, conseiller adjoint de sécurité nationale du président.

"*Le président a clairement dit que l'utilisation d'armes chimiques, ou le transfert d'armes chimiques à des groupes terroristes, était une ligne rouge pour les Etats-Unis*", a-t-il expliqué. "*Le président a affirmé que le recours à des armes chimiques changerait son équation, et c'est le cas*".

"*Nous pensons que le régime Assad garde le contrôle de ces armes. Nous ne disposons pas d'informations solides, corroborées indiquant que l'opposition en Syrie a acquis ou utilisé des armes chimiques*", a-t-il indiqué.

De son côté, le sénateur républicain John McCain avait annoncé au Sénat américain, quelques minutes avant, que des armes seraient bien livrées aux rebelles, citant "*plusieurs sources fiables*", avant finalement de faire machine arrière.

Par ailleurs, un responsable américain de la Défense a annoncé jeudi que les Etats-Unis vont laisser des chasseurs de combat F-16 et des missiles Patriot en Jordanie, pays frontalier de la Syrie, après des manoeuvres communes qui doivent s'achever à la fin du mois.

L'administration américaine, qui étudie la possibilité d'armer l'opposition syrienne mais n'a encore pris aucune décision à ce sujet, devrait également laisser une unité de Marines sur des navires amphibies au large des côtes du pays, a-t-il été décidé après des consultations avec les responsables jordaniens, a précisé ce responsable sous couvert d'anonymat.

Les chasseurs, les missiles antimissiles et les navires avaient été envoyés en Jordanie pour un exercice militaire baptisé "*Eager Lion*", mais les responsables américains ont décidé de les laisser sur place à la demande de la Jordanie, qui craint de voir les violences en Syrie déborder sur son territoire.

"*Il a été décidé qu'ils resteraient sur place*", a déclare ce responsable américain.

Quelque 2.400 Marines prennent part aux manoeuvres militaires en Jordanie, où ils sont arrivés à bord de trois navires amphibies. Les responsables américains n'ont en revanche pas précisé combien de F-16 avaient été déployés.

En Egypte, d'influents oulémas sunnites venant de plusieurs pays arabes ont appelé à mener le jihad en Syrie contre le régime "confessionnel" de Bachar al-Assad, et dénoncé l'appui fourni par le Hezbollah.

Selon une source occidentale, des représentants des pays pro-opposition vont rencontrer vendredi en Turquie le général Idriss, considéré comme un interlocuteur fiable par les Occidentaux. Il a besoin d'"*argent, de munitions et d'armes*" pour asseoir son leadership et gagner en crédibilité auprès des combattants sur le terrain, selon cette source.

Dans un nouveau rapport, la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Navi Pillay a dénoncé "les tueries incessantes" en Syrie.

Le sénateur américain John McCain a loué jeudi la décision de Barack Obama d'accroître le soutien militaire aux rebelles syriens contre le régime de Bachar al-Assad, mais réclamé une nouvelle fois l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne et la livraison d'armes lourdes.

"*Ce n'est plus le moment de prendre des mesures faibles. Il est temps d'agir de façon décisive*", a déclaré l'élu, peu après l'annonce de la Maison Blanche. "*Nous avons besoin d'armes lourdes capables de s'en prendre aux chars, et nous avons besoin de missiles sol-air*".

"*La seule chose qui changera l'équation sur le champ de bataille est la destruction de la capacité aérienne (du régime de Bachar al-Assad) et l'établissement d'une zone sûre*" d'exclusion aérienne, a-t-il martelé, fidèle à sa ligne adoptée depuis des mois.

John McCain estime que les défenses aériennes syriennes peuvent être détruites par des missiles de croisière, sans intervention terrestre.

Au Congrès américain, de nombreux responsables parlementaires ont apporté leur soutien à la Maison Blanche.

"*Je soutiens la décision du président d'augmenter l'aide à l'opposition syrienne autorisée, et j'encourage l'administration à commencer, sérieusement, à armer l'Armée syrienne libre*", a dit de son côté Ed Royce, président républicain de la commission des Affaires étrangères de la Chambre.

Le porte-parole du président républicain de la Chambre, John Boehner, a quant à lui estimé qu'il était "*grand temps d'en finir avec le bain de sang du régime Assad en Syrie*".

"*Alors que le président Obama examine ses options, nous espérons qu'il consultera le Congrès avant toute action*", a indiqué Brendan Buck dans un communiqué.

SOCIAL

1- France

La direction de La Poste a fait état jeudi d'un taux de grévistes de 5,88% en France à la suite d'un appel à une journée d'action lancé par la CGT, qui a recensé de son côté 16 à 20% de salariés en grève.

La CGT, premier syndicat chez les postiers avec près de 30% des voix aux dernières élections professionnelles, avait appelé les agents à se mobiliser notamment sur l'emploi et les conditions de travail.

Selon Christian Mathorel, représentant du syndicat, le mouvement était "*inégal selon les régions*", avec des taux de grévistes atteignant 90% dans certaines localités comme à Valenciennes (Nord).

Un rassemblement devant le siège parisien de l'entreprise a réuni quelque 250 personnes, selon Benoît Martin (CGT)

Pour le syndicat, La Poste, qui emploie quelque 240.000 personnes, "*doit rester aux postiers et aux usagers et pas aux financiers* ". AFP 13.06

250 personnes devant le siège parisien de l'entreprise pour 240.000 salariés, attendez cela fait combien en terme de participation, 0,1%, c'est un succès camarades, la lutte, la lutte, la lutte, voilà un slogan qui mobilise, qui est utile !

Grèce

Le taux de chômage a continué sa progression au premier trimestre 2013, atteignant 27,4%.

Le chômage dans la tranche d'âge 25-29 ans a progressé pour atteindre 41,2%

"*Le taux d'emploi a été réduit de 2,3% au premier trimestre 2013 par rapport au dernier trimestre 2012 et de 6,3% sur un an*", a indiqué le communiqué d'Elstat.

Il y a un an, au premier trimestre 2012, le chômage affectait 22,6% de la population active et 52,7% des jeunes de 15-24 ans non scolarisés.

Comptant six ans de récession et traversant la quatrième année de l'application d'une politique stricte d'austérité en échange de prêts de l'UE et du FMI, la Grèce continue d'être le pays de la zone euro le plus touché par le chômage. AFP 13.06

Haut de page

Le 15 juin 2013

CAUSERIE

La seconde partie de l'actualisation du site est plus loin.

En raison d'une actualité encore très chargée, j'actualiserai le site en plusieurs fois, il est déjà 10h20 ce matin et je dois absolument faire des courses pour la semaine prochaine.

Rectificatif.

Grèce. Samaras n'avait pas envisagé de fermer l'ERT il y a six mois comme je l'ai écrit par erreur, mais six semaines, c'était une coquille.

Affaire Méric Clément. Une dernière précision.

Maintenant que chacun a retrouvé ses esprits, je voudrais une dernière fois revenir sur l'affaire Méric Clément.

Dans les heures qui ont suivi tous les partis et syndicats avaient reçu les dépêches des agences de presse les informant des faits. Je les ai lus également. Que disaient-elles ? Rien de plus que ce que nous avons appris par la suite, à savoir qu'un groupe de militants d'une organisation antifasciste avait provoqué des skinheads dans un magasin de vêtements du 9e arrrondissement de Paris, que suite à des insultes ils en étaient venus aux mains et que malheureusement un des militants du groupe antifasciste avait été grièvement blessé et se trouvait entre la vie et la mort.

Ensuite les médias s'en sont emparés les premiers pour dénoncer l'agression mortelle d'un militant d'extrême gauche par des militants d'extrême droite, allant jusqu'à parler d'assassinat politique. Il fallait manifestement faire monter la sauce.

Par la suite tous les partis leur ont emboîté le pas comme un seul homme occultant du même coup la version originelle des faits que les médias s'étaient empressés sciemment ou consciemment d'occulter avant eux.

Trois jours plus tard, les médias allaient procédé à un retropédalage en ressortant la version originelle suite aux investigations judiciaires qui elles allaient rétablir les faits dans leur intégralité, qui allaient être corroborés par différents témoignages, confirmant une nouvelle fois la version originelle transmises par les agences de presse.

Bien que le juge en charge du dossier ne soit pas remonté à l'origine de cette bagarre, il ne pouvait plus maintenir la thèse de l'assassinat politique avancé précédemment par les médias, qui du coup temporisèrent en attendant la suite qui serait donnée à cette affaire, on en est resté là.

Qui s'est fait piéger ou a fait preuve d'une hypocrisie monstrueuse et qui est le dindon de cette mauvaise comédie ? Les mêmes !

Les médias se sont dit qu'elles pourraient exploiter cet incident à condition d'en faire une affaire politique, d'où la tentation de présenter les faits sous cet angle-là. Mais les partis partis politiques qui connaissaient dans le détail les faits dont la version n'a pas varié à ce jour il faut le préciser, quel intérêt avaient-ils à déformer les faits, à s'en écarter, sinon à les exploiter à leur tour ?

Et si vous cherchez les dindons de cette farce cynique, c'est de leur côté qu'il faut se pencher, car les médias se sont rétractés depuis en mettant l'accent sur les auteurs de cette provocation qui a mal tourné, tandis que les partis n'ont pas varié de version, ils ont poursuivi et renchéri pour couvrir leur hypocrisie et leur manipulation des faits jusqu'au ridicule, puisque maintenant tout le monde sait que les gauchistes ont été à l'origine de cette affaire, qu'ils l'ont sciemment provoquée.

Finalement les médias s'en tirent relativement bien, ils s'en tiennent aux faits désormais, alors que les partis sont embourbés dans leurs mensonges.

Quand j'ai eu mon épouse au téléphone il y a quelques jours je lui ai demandé si elle en avait entendu parler. Elle m'a répondu que c'était une bagarre entre deux groupes de jeunes qui avait été violente et qu'il y avait eu un mort. Effectivement, c'est ce que le travailleur lambda ou la plupart des travailleurs retiendront. Sur qui retombe le ridicule, devinez. Si vous croyez que c'est en agissant de la sorte que l'on va redorer le blason du mouvement ouvrier, on est franchement mal barré.

Pour ma part, j'ai eu la version originale dans les heures qui ont suivi en me connectant sur Internet. Donc je m'en suis tenu à cette version, j'ai refusé de verser dans l'hypocrisie générale, je m'en suis tenu aux faits, strictement aux faits au lieu de les interpréter à ma convenance ou de les déformer, que cela plaise ou non à certains militants peu m'importe. J'ai trouvé particulièrement abjecte l'exploitation politique qui en a été faite et les déclarations que j'ai pu lire.

Qu'est-ce que vous croyez, moi aussi j'ai pensé à ce pauvre garçon mort bêtement, cela m'a révolté autant que lorsque j'apprends qu'une pauvre fille s'est faite violée dans un parking, c'est dégueulasse, c'est injuste, mais en tant que militant ce n'est pas sur ce plan-là que nous devons réagir, mais sur le plan politique. S'il avait été agressé alors qu'il diffusait par exemple, la situation aurait été totalement différente, donc aurait mérité un autre traitement, on aurait alors évoqué une agression politique.

Quand on se livre à une telle provocation, on sort du cadre du combat politique. Car une bagarre ne peut régler ou venir à bout d'aucun problème politique, on se place sur le terrain individuel qui consiste à en faire une question purement personnelle qui se réduit à un affrontement physique entre deux individus dont le plus fort l'emporte, le plus fort physiquement et non sur le terrain des idées politiques, ce qui démontre bien qu'on ne se situe pas ou plus sur le terrain politique. C'est une erreur de jeunesse qui peut avoir de graves conséquences hélas !

A 57 ans j'ai conservé encore cette envie d'en découvre tout de suite, sur le champ, donc je comprends parfaitement l'impatience de ces jeunes, si je ne me raisonnais pas je serais volontiers gauchiste ou pire encore, je me verrais bien mettre une balle dans la tête de Fabius qui tient absolument à bombarder la Syrie, j'y ai pensé une bonne partie de la journée, il veut à tout prix "*stopper*" l'armée syrienne avant qu'elle reprenne Alep, je me suis dit que c'était lui qu'il faudrait "*stopper*" net, maintenant, et qu'il n'existait pas d'autres moyens, puis l'idée m'est passée parce que je suis totalement impuissant face à cette situation et cela ne résoudrait sans doute rien, j'ai continué mon travail politique avec encore plus d'acharnement, c'était plus sage.

Je suis tout sauf un serviteur soumis aux institutions devant lesquelles tous les partis se vautrent lamentablement et à la légalité que je suis prêt à violer chaque fois que cela est possible et à laquelle les partis font allégeance, respectent scrupuleusement, ce qui entre nous doit bien faire marrer tous ceux qui la violent, assurément on va aller loin avec de tels dirigeants !

Une méthode particulièrement efficace.

Comment procèdent-ils pour présenter ou faire passer des mesures réactionnaires pour des avantages ou des mesures progressistes (ANI, retraites, UE, accord de libre- échange EU-UE, etc. ?

Préambule.

Comment parvenir à ses fins en mettant en avant un sujet que l'on souhaite traiter, et qui par le seul fait de son évocation ou de

sa signification pose problème ou sera sujet à polémique entre différents acteurs.

Partant de là, tout l'art de la manipulation va consister pour en venir à bout et parvenir à un accord, à soustraire de l'attention et de la discussion les éléments qui portent à controverse et pourrait contarier ce projet.

1- Dissocier un élément du tout que l'on veut exploiter ou mettre en avant ;

2- Lui accorder un statut ou un traitement particulier ou privilégié de telle sorte qu'il suscite un consensus ;

3- Occulter soigneusement ou minorer tous les autres qui présenteraient des intérêts contraires ;

4- Faire en sorte que l'on ne parle plus que de cet élément isolé ;

5- Accorder à l'ensemble les mêmes vertus que cet élément présenterait après traitement.

6- Conclure par un accord sur cette base.

7- Le présenter comme une avancée sociale et un succès et la boucle est bouclée.

La réalisation d'un tel accord n'est possible entre différents protagonistes qu'à partir du moment où ils sont tacitement d'accord sur le fond, où ils partagent la même interprétation de la situation, où leurs analyses se rejoignent, et finalement leur objectifs qu'ils ont en commun sans le laisser paraître, s'agissant de questions sociales ou politiques, la même idéologie.

On pourrait expliquer ce mécanisme autrement. Au lieu de dire que l'exception confirme la règle, principe qui sera légèrement modifié ici, mais suffisamment pour lui donner une portée totalement différente, selon lequel l'exception permet à la règle de s'appliquer, seule l'exception ayant retenu l'attention et ayant fait l'objet d'un traitement, tandis que la règle sera appliquée les yeux fermés comme si un accord préalable de principe existait déjà entre les différents acteurs.

Dès lors, ceux qui s'acharnent à mettre en avant les différences ou les désaccords qui existeraient entre ces différents acteurs reprennent à leur compte exactement la même méthode qui s'apparente à une manipulation sournoise, méticuleusement mise au point, parfaitement rodée et terriblement efficace au regard de la situation sociale et politique.

C'est important de le comprendre, car c'est notamment en utilisant cette méthode que les capitalistes et ses représentants relayés par les médias diffusent leur propagande dans les masses, et c'est aussi de la sorte que les partis ouvriers et les appareils syndicaux justifient leur politique et qu'ils sont parvenus à pourrir le mouvement ouvrier, à mieux enchaîner le prolétariat au capitalisme et aux institutions, bien que ces derniers temps de moins en moins en France et en Europe.

C'est la même méthode qui est employée pour isoler et traiter des questions de société ou certains rapports qui concernent en réalité l'ensemble des masses exploitées et l'ensemble des rapports qui existent dans la société, pour finalement faire en sorte que certaines couches de la population s'opposent les unes aux autres tandis que le régime est épargné puisque les rapports (sociaux de production) qui en sont à l'origine n'ont pas été abordés, font l'objet d'un consensus, l'ensemble des acteurs étant subordonnés au capitalisme, donc cette question ne méritait aucun traitement.

C'est ainsi que sont traitées les droits des femmes travailleuses, les questions environnementales, etc. En réalité toutes questions économiques, sociales et politiques qui viennent à l'ordre du jour. Le résultat ou la condition pour que cela soit possible : que l'imperméabilité ou la frontière qui délimitait ou existait entre les différentes classes en présence ait sauté ou saute, disparaisse, de telle sorte que toutes les questions abordées soient traitées exclusivement dans le cadre du régime en place et n'en sortent pas, au nom de l'intérêt général de préférence, dès lors il est aisé de comprendre à qui en dernière analyse profitera le traitement de ces questions soumis à ce carcan : la classe dominante.

Comment le gouvernement vient-il de procéder concernant l'ouverture de discussions commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis dans la perpectice d'un accord de libre-échange ?

Pas autrement, en mettant en avant l'exception culturelle qui si elle était acceptée suffirait pour accepter l'ouverture de ces négociations. C'est fait !

Qu'a fait de son côté Mélenchon ? Il a employé la même méthode.

A savoir qu'il a mis en avant les inconvénients ou les conséquences qui découleraient d'un tel accord pour "*la France*", alors qu'en réalité, ce qui permet à cette négociation d'avoir lieu et de déboucher sur un accord réside (en France) dans le refus du Front de gauche de rompre avec l'UE, ainsi il laisse le champ libre à Hollande puisque finalement sur le fond ils sont d'accord

pour reconnaître la légitimité de l'UE. Vous aurez constaté au passage que Mélenchon n'a pas posé comme condition la rupture de Hollande avec l'UE, puisqu'il en est incapable lui-même, il a occulté cette question en utilisant la méthode que je viens de décrie. Efficace, n'est-ce pas ? Tellement efficace que les militants n'y comprennent rien.

La suite de la causerie de ce matin

J'ai encore fourni un boulot de dingue aujourd'hui et je n'ai plus le temps de mettre en ligne des articles de presse et des nouveaux articles dans d'autres rubriques, ce soir ou demain.

Il peut m'arriver d'interpréter une info à contresens parce que je l'ai lue trop rapidement, veuillez me le signaler s'il vous plaît. J'en avais commis un ce matin en ayant lu démocratie au lieu de démographie, je m'en suis aperçu au tout dernier moment, j'ai à peine quelques secondes ou minutes à consacrer à certaines infos, je me relis très rapidement, je vérifie surtout le formatage de la page, c'est vraiment un boulot de dingue, merci d'avance.

Au fait, je ne peux pas vous quitter sans ajouter un mot.

Au Brésil contre la hausse du prix des transports, en Afrique du Sud dans les mines, en Bulgarie, en République Tchèque, en Espagne, en Grande Bretagne (G8) contre la corruption, les banquiers, au Portugal, en Grèce, et bien entendu en Syrie et bien d'autres pays encore, les masses résistent, se battent pour leurs droits, cherchent la voie du soulèvement pour en finir avec le vieux monde, alors courage camarades, gardons le moral, rejoignez le combat pour la révolution socialiste, nous vaincrons, le socialisme vaincra !

Bon wek-end à tous.

Libor, ISDAfix, WM/Reuters, cours du pétrole. Un système mafieux disiez-vous ? Comme vous êtes encore loin du compte !

Récapitulons.

- Après le scandal du Libor qui a révélé qu'une poignée de banquiers avaient tripatouillé les prix d'instruments financiers à hauteur de 500 mille milliards de dollars,

- avant-hier on a mis en ligne un article faisant mention d'une autre gigantesque escroquerie sur l'ISDAfix, un indicateur étalon qui permet de calculer à travers le monde les prix des swaps de taux d'intérêt qui concerne les grandes villes, les grandes entreprises et les gouvernements souverains pour gérer leur dette, soit un marché estimé à environ 379 mille milliards de dollars,

- et voilà qu'aujourdhui on apprends la possible manipulation de l'indicateur de référence de la valeur des devises, le taux WM/Reuters, marché où près de 4,7 trillions (4,7 mille milliards) de dollars sont brassés chaque jour, dominé par quatre banques : DBK, Citigroup Fnc, Barclays Plc et UBS AG. Et ce n'est pas fini.

- on vient d'apprendre que les établissements bancaires auraient pu également manipuler le prix de l'essence. C'est très sérieux puisque c'est l'Organisation internationale des commissions de valeurs irrévocables (OICVI) qui l'affirme dans un rapport préparé pour le G20 et publié en juin. (source : Bloomberg et Atlantico.fr 14.06)

Et vous allez perdre de votre temps à vous demander si telle ou telle revendication sociale serait bien raisonnable, s'il ne faudrait pas faire preuve de mesure et rester dans des normes acceptables, pour qui, pour l'économie capitaliste pardi, patati patata...

C'est franchement du délire, on vous prend pour des abrutis, pendant que de l'autre côté ils piochent à coup de centaines ou milliers de milliards dans la caisse, truandes autant qu'ils peuvent pendant que vous peineez à survivre, ouais, dans votre poche, celles des travailleurs, mais où ont donc la tête les diriegants des partis ouvriers, dans quel monde vivent-ils, sur quelle planète bordel ?

Vous ne voyez pas la réalité, elle s'étale là sous vos yeux, tandis qu'ils l'ignorent ou feignent de l'ignorer car ils disposent des mêmes informations que vous et moi. Demandez-leur des comptes, c'est votre droit légitime.

Au Pays-Bas ou au pays du groupe Bilderberg et du Nouvel ordre mondial : et "***l'honneur est sauf***"!

Vous connaissiez la collusion qui existait entre la monarchie, les banquiers sionistes anglo-saxons et les nazis pendant la Seconde guerre mondiales, en 2013 ajoutez l'extrême droite. Comme quoi on ne racontait pas des blagues.

- Le président du Sénat néerlandais a annoncé dans la nuit de jeudi à vendredi sa démission suite à des accusations selon

lesquelles il aurait tenu le chef de file de l'extrême-droite Geert Wilders à l'écart pendant la cérémonie d'intronisation du roi Willem-Alexander en avril, ont rapporté les médias néerlandais.

Le quotidien de centre-gauche De Volkskrant avait assuré mercredi que Fred de Graaf avait écarté Geert Wilders du petit groupe de députés qui devaient escorter le roi à son entrée dans l'ancienne église où se tenait la cérémonie d'intronisation, retransmise en direct à la télévision.

"*C'est tout à son honneur, il s'agit de la seule bonne décision*", a réagi le chef de file de l'extrême-droite néerlandaise pendant la nuit, cité par l'agence de presse néerlandaise ANP : "*l'impartialité d'un président du Sénat ne doit laisser aucune place au doute et cela n'était clairement pas le cas*".

Selon le chef de file du parti socialiste Emile Roemer, la position de M. de Graaf est devenue "*en tous les cas intenable*" : "*il est clair qu'il a attiré une apparence de partialité sur lui-même et cela est inacceptable de la part d'un président*", a-t-il assuré à l'ANP.

Son parti soutenait le précédent gouvernement avant que celui-ci ne démissionne en avril 2012, Geert Wilders ayant fait échouer les négociations sur la réduction du déficit budgétaire.

Le parti pour la liberté (PVV) de M. Wilders, qui lors de la dernière campagne électorale, s'était attaqué à l'Union européenne, était passé de 24 sièges à 15 à la chambre basse du parlement.

Le chef de file de l'extrême-droite a brièvement rencontré le roi jeudi : "*heureusement, le président du Sénat et maître-manipulateur du VVD n'a pas pu l'empêcher*", avait-il alors écrit sur Twitter.

Geert Wilders, dont le procès s'était ouvert en octobre 2010, avait été relaxé en juin 2011 d'incitation à la haine et à la discrimination envers les musulmans, pour avoir notamment appelé les musulmans à se conformer à la "*culture dominante*" ou à s'en aller. AFP 14.06

Excellent, Emile Roemer, dont le parti est affilié à l'Internationale à laquelle appartient le PS approuve la décision du président du Sénat, autrement dit se range au côté du chef de file de l'extrême-droite.

Les partis de l'Internationale socialiste vous ont donné envie de vomir, ce n'était pas suffisant apparemment puisque aucun parti n'a rompu avec le PS, pourvu que cela elur file une terrible dysenterie, car à la fin on se demande bien ce qui pourrait vousles réagir, en sont-ils encore capables, contactez-nous pour en témoigner, anonymement.

En guise de conclusion : la monarchie est au petit soin avec un nazillon qu'elle reçoit volontiers dans son palais, celui-ci lui rend service en lui permettant de se débarrasser d'un élu qui avait manifesté son opposition à l'UE, la création du groupe Bilderberg auquel la famille royale participe depuis plus de 50 ans, avec l'approbation d'une autre pourriture, le chef du parti dit socialiste.

Tour d'illusionnisme de la CGT.

La CGT estime "*qu'il faut engager la discussion sur d'autres bases avec une prise en compte des propositions alternatives, notamment celles de la CGT*".

Elle entend "*saisir l'opportunité de la conférence sociale des 20 et 21 juin pour porter le débat sur l'ensemble des éléments qui permettraient de relancer une véritable dynamique de progrès social*", affirme la centrale dirigée par Thierry Lepaon. AFP 14.06

Ils veulent discuter de quoi, avec qui, sur quelles bases ? Avec les patrons et leur gouvernement ? Ils ont fixé l'agenda. Vous l'avez accepté. Ils ont fixé les règles du jeu. Vous avez décidé d'y participé. Dès lors l'affaire est entendu, vous cautionner cette mascarade, vous en êtes le complice, vous êtes un agent du capital et rien d'autre, tout le reste est du baratin.

La seule position correcte : boycott de cette conférence antisociale, à bas les jaunes et les traitres, abolition de toutes les contre-réformes sur les retraites des deux dernières décennies ! Il n'y a rien à négocier, nos vies et notre droit à la retraite à 50 ou 55 ans à taux plein n'est pas négociable et si c'est incompatible avec la survie du capitalisme, qu'il disparaisse.

Que le gouvernement et le patronat prennent seuls l'initiative de s'attaquer à nos retraites, de la sorte le mouvement ouvrier aura les mains libres pour le combattre, dans le cas contraire, il aura les pieds et les mains liés pour l'affronter et il n'en sortira rien, nous serons vaincus.

Voilà en quoi consiste véritablement une position conforme aux intérêts des travailleurs et à la défense de l'indépendance des syndicats. Tout autre position les livre à nos ennemis.

Syrie. C'est tellement élémentaire.

- La Syrie a franchi «*la ligne rouge*» en utilisant des armes chimiques contre l'opposition, avertit Washington - 20minutes.fr

Question.

"*Pourquoi le régime de Bachar al-Assad aurait-il eu recours à du gaz sarin contre des rebelles, à petite échelle. Militairement parlant, ce n'est absolument pas rationnel*", estime Alexei Pushkov, responsable de la commission des Affaires étrangères à la Douma.

De leur côté, l'Union européenne et l'OTAN dénoncent toujours l'utilisation d'armes chimiques en Syrie. euronews.fr 14.06

Ils reçoivent du renfort de leurs amis salafistes :

- Egypte: des milliers d'islamistes défilent au Caire contre le régime syrien - AFP

ACTUALITE EN TITRES

Soyons «***juste et efficace***» : chassons-les du pouvoir !

- Retraites : Hollande veut une réforme «*juste et efficace*» - LeParisien.fr -

La preuve :

- Rapport Moreau sur les retraites: "*Aux salariés de faire tous les sacrifices*" - L'Expansion.com

... et estimez-vous heureux...

- Retraites - Ayrault : "*Les efforts à faire ne seront pas écrasants*" - LePoint.fr

Faites attention quand même en traversant...

... bien que...

- Retraites : "*Il faudra de toute façon travailler un peu plus longtemps*" - LeMonde.fr

La fatalité, vivre pour travailler engraisser un système mafieux...

La Constitution est une une "***zone de non-droit***" : abolition !

- Pas de bouleversement du droit du travail en prison, conforme à la Constitution - AFP

Le Conseil constitutionnel a débouté vendredi deux détenus de Metz qui dénonçaient le travail en prison comme une "*zone de non-droit*", en considérant que l'absence de contrat de travail pour les personnes incarcérées exerçant un emploi en prison ne les privait pas de leurs droits et libertés fondamentales.

Révolution !

- «*Face au chômage, les jeunes n'ont qu'une perspective: la révolte*» - Liberation.fr

Alors que les ministres du travail allemand, français, italien et espagnol se retrouvent vendredi à Rome sur ce sujet, Bernadette Ségol, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, dénonce la mollesse de l'Europe face au fléau qui ravage le continent. «*Face au chômage, les jeunes n'ont qu'une perspective: la révolte*» Liberation.fr 14.06

Cette porte-parole de l'UE s'inquiète et elle prévient ses collègues que la révolte gronde, elle fait son boulot quoi, à moins

qu'elle songe à sauver sa peau, je veux dire par là celle de la CES...

Liberticide

- La traque aux fraudeurs des péages est lancée - LeFigaro.fr

Les sociétés d'autoroutes ont désormais accès au fichier des plaques d'immatriculation. LeFigaro.fr 14.06

Hier on apprenait que le CNIL avait livré l'Etat civil aux Mormons, et voilà que ce sont de entreprises privées qui vont disposer de fichiers de police... Aux Etats-Unis, la dictature est déjà assurée par la CIA, le FBI, la NSA... et leurs sous-traitants privés...

Fumisterie

- Interdit de fumer sur les terrasses closes, tranche la Cour de cassation - AFP

Les empoisonneurs et les affameurs.

- L'agroalimentaire, champ de batailles commerciales entre les Etats-Unis et l'Union européenne - LeMonde.fr

... du coup...

- Gaspillage alimentaire: la guerre est déclarée - AFP

- Le gouvernement lance la chasse au gaspi alimentaire - Liberation.fr

Cessons de vider les champs et les rayons pour remplir les poubelles: le Plan anti-gaspi du gouvernement signé vendredi par tous les acteurs de l'alimentation doit conduire à réduire de moitié le gaspillage d'ici 2025. AFP 14.06

Vont-ils vous imposer d'installer une caméra au-dessus de votre poubelle, je ne parle pas de votre ordination ou de votre téléphone portable ?

Les affameurs de l'ONU crient à la famine

Le représentant de la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'Agricuture et l'alimentaion, Laurent Thomas, a ainsi fait valoir que la somme des aliments gâchés dans le monde (1,3 milliard de tonnes - 750 milliards d'euros) suffirait amplement à rassasier les 868 millions d'affamés. AFP 14.06

Message entendu : l'Etat va s'attaquer au repas des cantines scolaires, des hôpitaux, etc.

L'Etat de son côté va inclure progressivement d'ici 2014 des clauses anti-gaspi dans les marchés publics de la restauration collective - taille des portions adaptée aux publics visés et préparation des repas. AFP 14.06

Il ne vous aura pas échappé que la FAO vient à peine de rendre public son rapport, que le gouvernement français a déjà le sien tout prêt et ils correspondent pile-poil. D'après vous qui a rédigé le rapport originel qui a servi aux deux ?

Toujours en quête d'union nationale

- Maltraitance des enfants: Valérie Trieweiler pour une "*grande cause nationale*" - AFP

La méthode dont j'ai parlé, elle est géniale, une vraie boîte à malice !

Qu'on se le dise.

- La participation des écolos au gouvernement mise en cause par les militants - LeMonde.fr

... on s'en fout, on a d'autres chats à fouetter

- EELV : "*Nous sommes plus utiles dans les institutions qu'en les critiquant*" - LeMonde.fr

Il reste les camps !

- Pour en finir avec les retards au travail - L'Express.fr

Sauver les banques avec l'argent du contribuable, le vôtre quoi.

- Le MES mettra Etats et créanciers à contribution - Reuters

Intox

Ne le soyez pas trop quand même, ce sont eux qui vous financent !

- G8: Londres promet un coup fatal aux paradis fiscaux, les ONG sont pessimistes - AFP

Quelle épreuve de force !

- Négociations de libre échange Europe/USA: Bruxelles va tenter de faire fléchir Paris - L'Expansion.com

Comme sur l'UE, le TSCG, la "***règle d'or***", le buget 2014, l'ANI, les retraites, la ligne ne serait-elle pas plutôt jaune des fois ?

- Retraites: Hollande face aux lignes rouges de sa propre majorité - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande, la voix de Washington ou le porte-parole du gouvernement mondial néolibéral

- Paris accepte des discussions commerciales USA-UE - Reuters

La France a accepté l'ouverture des discussions commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis, ont annoncé vendredi soir à Luxembourg des responsables de l'UE. Reuters 14.06

Exception culturelle: les Européens parviennent à un compromis - AFP

Qu'en est-il vraiment ?

Réunis à Luxembourg, les 27 devaient se mettre d'accord sur le mandat confié à la Commission européenne pour négocier un méga-accord de libre-échange avec Washington. Ces décisions ont jusqu'ici toujours été prises à l'unanimité.

La ministre française du Commerce, Nicole Bricq, avait annoncé au début des discussions que Paris refuserait le projet de mandat "*en l'absence d'une exclusion claire et explicite du secteur audiovisuel*".

Les ministres du Commerce européens se sont mis d'accord vendredi pour exclure le secteur audiovisuel du mandat de négociations commerciales avec les Etats-Unis, comme la France le demandait pour protéger l'exception culturelle, a annoncé la Commission.

"*Les services audiovisuels ne sont pas dans le mandat pour le moment mais pourraient y être ajoutés plus tard*", a ensuite expliqué le porte-parole du commissaire européen en charge du Commerce, M. De Gucht, au cours d'une conférence de presse, à l'issue de plus de 12 heures de négociations. AFP 14.06

Ni Hollande ni Nicole Bricq ne retiendront cette mise au point lourde de menace pour l'avenir, ils s'en foutent, pour eux seuls comptaient cet accord, ils l'ont ils sont satisfaits et l'oligarchie financière peut sabler le champagne !

Quand le ministre de l'Intérieur se sucrait

Le parquet de Paris a annoncé avoir ouvert vendredi une enquête préliminaire sur les primes en liquide perçues par Claude Guéant.

L'enquête a été ouverte à la suite de la publication le 10 juin d'un rapport d'inspection selon lequel quelque 10.000 euros mensuels, puisés dans les "*frais d'enquête et de surveillance*" des policiers, ont été "*remis*" à M. Guéant entre 2002 et 2004, alors qu'il était directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy. AFP 14.06

Banquiers ripoux

Le parquet de Paris a ouvert le 31 mai dernier une information judiciaire contre X pour blanchiment de fraude fiscale visant la banque suisse Reyl & Cie, a-t-on appris vendredi de source judiciaire.

L'information est également ouverte du chef de blanchiment de fraude fiscale en utilisant les facilités procurées par l'exercice d'une activité professionnelle, notamment celle de banquier, a-t-on précisé, confirmant une information du Monde.

Elle a été confiée au juge Renaud van Ruymbeke.

Pierre Condamin-Gerbier, un ancien cadre de Reyl & Cie, qui abritait le compte de Jérôme Cahuzac, a déclaré jeudi devant une commission parlementaire détenir une liste d'hommes politiques français détenant un compte en Suisse.

Après sa filiale française, la maison mère du groupe bancaire suisse UBS a été mise en examen en France la semaine dernière pour "*démarchage bancaire illicite*".

Les représentants de la banque se sont vu notifier le statut de témoins assistés pour des faits de "*blanchiment de démarchage bancaire illicite*" et "*blanchiment de fraude fiscale*". Reuters 14.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Le Premier ministre conservateur grec Antonis Samaras, sous pression, a proposé vendredi de rouvrir partiellement la radio-télévision publique grecque, dont la fermeture brutale mardi soir a suscité un tollé en Grèce et à l'étranger. «*Une commission temporaire bénéficiant d'un large soutien des partis (politiques) peut être nommée pour engager un petit nombre d'employés afin que la diffusion de programmes d'information puisse reprendre immédiatement*», a déclaré Samaras dans un communiqué, publié au quatrième jour de manifestations devant le siège de la radio-télévision publique ERT.

Selon une source gouvernementale, le but de cette rencontre est de rétablir «*le langage commun*» entre les trois formations politiques et «*trouver une solution commune*». «*Cela est faisable car l'objectif des trois partenaires est une télévision indépendante sans les dysfonctionnements qui pesaient sur l'ERT*». Pasok et Dimar réclament l'annulation de l'acte législatif portant seulement les signatures de Samaras et du ministre des Finances Yannis Stournaras, qui a entraîné l'interruption des programmes de l'ERT mardi soir et l'extinction du signal par des forces de l'ordre. libération.fr 14.06

Donc la solution envisagée par le gouvernement, c'est de mettre en oeuvre plus tôt que prévu exactement les mesures qu'il avait programmées, avec l'accord des soit-disant partis de gauche qui font partie de la coalition au pouvoir, des partis de droite comme La Nouvelle Démocratie de Samaras... ou le PS en France.

Le «*le langage commun*» pour «*trouver une solution commune*» fait partie de la méthode que j'ai décrite. Ils ne parlent plus de supprimer la télévision publique ou de la privatiser, mais de faire passer son effectif de 2.600 à 1.200 salariés une fois expurgée des contestataires, opposants déclarés, syndicalistes...

2- Turquie

Ce vendredi, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a consenti à un geste d'apaisement. Il a promis, comme il l'avait fait la veille au soir, de ne pas toucher au parc tant que la justice ne s'est pas prononcée sur ce dossier. Mais en échange, il a demandé aux manifestants de rentrer chez eux.

''*Je dis aux jeunes : 's'il vous plaît, cessez l'occupation du parc Gezi'. Maintenant, si certains groupes veulent poursuivre*

cette occupation de manière illégale, alors, nous allons devoir régler cela. Il faut bien comprendre que ce parc n'appartient pas à quelques-uns, il appartient à tous les Turcs".

Cela suffira-t-il pour mettre fin au mouvement de contestation ? La réponse appartient aux manifestants encore rassemblés dans le centre d'Istanbul. euronews.fr 14.06

3- République tchèque

Le Premier ministre tchèque Petr Necas luttait vendredi pour sauver son gouvernement après la crise provoquée la veille par une vague d'interpellations sans précédent impliquant sa collaboratrice directe et des personnalités politiques proches du pouvoir.

Le parti social-démocrate CSSD réclame le départ immédiat de M. Necas et de son cabinet et l'organisation d'élections anticipées, les prochaines législatives étant normalement prévues pour le printemps 2014.

"*Si le Premier ministre ne démissionne pas dans les heures qui viennent, le CSSD déposera une nouvelle motion de censure*", a averti le chef du groupe parlementaire du CSSD, Jeronym Tejc.

La Chambre des députés qui a suspendu les débats jusqu'à mardi, pourrait se pencher sur une motion de censure à la reprise des débats.

"*Les élections anticipées représentent l'unique issue logique et démocratique à la situation actuelle*", a de son côté affirmé le chef du CSSD Bohuslav Sobotka, après s'être entretenu avec le président Milos Zeman.

"*Je pense que des élections anticipées auront bien lieu. Je n'arrive pas à imaginer que la situation actuelle puisse durer encore un an*", a estimé la politologue Vladimira Dvorakova, à l'antenne de la télévision publique CT 24.

Le cabinet de centre droit de M. Necas, largement fragilisé par sa politique de rigueur budgétaire et par de nombreux scandales de corruption, a déjà survécu à cinq motions de censure et à trois votes de confiance depuis son installation en juillet 2010, mais il n'a plus de majorité parlementaire depuis 2012.

Sa directrice de cabinet, Mme Nagyova, qui a été interpellée dans la nuit de mercredi à jeudi par la brigade de lutte contre le crime organisé, est mise en examen pour avoir notamment demandé au service de renseignement militaire d'organiser la filature de Mme Radka Necasova, épouse du Premier ministre dont il est en train de divorcer, et deux employés de l'office du gouvernement.

Il lui est reproché d'avoir utilisé "*son influence découlant de ses rapports personnels avec M. Necas*", selon l'acte de mise en examen.

Sans évoquer le nom de sa collaboratrice, le Premier ministre s'est déclaré vendredi "*profondément déçu*" par l'implication dans l'affaire de trois responsables du service de renseignement militaire, deux généraux et un colonel.

M. Necas a déploré que des gens qui ont participé aux efforts internationaux de stabilisation en Afghanistan soient compromis dans l'affaire actuelle.

"*Ce sont des gens qui ont derrière eux trois missions en Afghanistan à l'Hindou-Koush où ils ont combattu les Talibans*", a souligné le Premier ministre. Mais par leurs actions récentes, "*ils ont fatalement porté préjudice à la République tchèque*", a-t-il déploré.

Mme Nagyova et d'autres personnalités, notamment deux anciens députés de l'ODS Petr Tluchor et Ivan Fuksa, ont été interpellées lors d'une vaste opération menée par 400 policiers de la brigade de lutte contre le crime organisé (UOOZ), notamment au siège du gouvernement et au ministère de la Défense.

Sans citer de noms, le directeur de l'UOOZ, Robert Slachta, a fait état d'un "*groupe criminel organisé qui fonctionnait sur la base des liens de clientélisme*".

L'objectif de ce groupe était un "*gain démesuré*" ainsi qu'une "*certaine part d'influence sur des organismes d'Etat*".

Entre 120 et 150 millions de couronnes (entre 4,7 et 5,8 millions d'euros) ont été saisis lors des 31 perquisitions, ainsi que des "*dizaines de kilogrammes d'or*", selon M. Slachta. AFP 14.06

4- Bulgarie

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi à Sofia pour dénoncer la nomination d'un magnat de la presse, Delian Peevski, à

la tête des services de sécurité bulgares.

En scandant "*Mafia !*" et "*Démission !*", 10.000 manifestants se sont rassemblés devant le siège du gouvernement. D'autres manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays.

Pour les contestataires, la nomination de Peevski est une nouvelle preuve que les institutions publiques sont de plus en plus soumises à des intérêts privés.

Les députés socialistes et leurs alliés du PDS, parti représentant la minorité turque, ont approuvé sans débat et à la majorité simple la nomination de Peevski, lui-même élu du PDS.

Ce vote a eu lieu quelques heures après l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation enlevant au président de la République le pouvoir de nommer les chefs des services secrets.

Le parti de centre droit GERB, arrivé en tête des élections législatives du 12 mai mais qui a refusé de former un nouveau gouvernement, cédant la place à ses rivaux socialistes, a réclamé l'organisation de nouvelles élections. Il a qualifié de "*ridicule*" la nomination de Peevski.

Le président Rossen Plevneliev a même demandé aux députés de revenir sur leur choix. Il a décidé de réunir la semaine prochaine le Conseil de sécurité nationale pour discuter de cette nomination contestée.

En 2007, Peevski avait dû quitter son poste de vice-ministre à la suite d'une affaire de corruption. L'enquête avait ensuite été abandonnée et il avait repris ses fonctions.

Sa mère est propriétaire d'un puissant groupe de journaux et de chaînes de télévision. Reuters 14.06

5- Syrie

Le régime du président syrien Bachar al-Assad, conforté par l'appui russe, a démenti vendredi les accusations des Etats-Unis sur un recours par ses troupes aux armes chimiques, et dénoncé l'intention américaine d'aider militairement les rebelles.

Le démenti syrien a suivi de peu la déclaration de Moscou, allié indéfectible du régime Assad, qui a jugé "pas convaincantes" les accusations américaines et critiqué la décision américaine d'augmenter son aide aux insurgés.

"*La Maison Blanche a fait publier un communiqué truffé de mensonges sur le recours aux armes chimiques en Syrie, en se basant sur des informations fabriquées*", a déclaré un responsable des Affaires étrangères syriennes cité par l'agence officielle Sana.

"*Les groupes terroristes armés actifs en Syrie (rebelles, ndlr) sont en possession d'armes chimiques mortelles et de la technologie nécessaire pour leur fabrication*", a-t-il en revanche insisté.

Régime et rebelles se sont mutuellement accusés en mars d'avoir eu recours aux armes chimiques, mais Damas a refusé une enquête de l'ONU.

Jeudi, les Etats-Unis ont clairement accusé le régime syrien d'avoir eu recours aux armes chimiques, dont du gaz sarin "*à échelle réduite*" contre les rebelles, en faisant état de "*100 à 150 morts*".

Le président américain Barack Obama "*a affirmé que le recours à des armes chimiques changerait son équation, et c'est le cas*", a prévenu son conseiller adjoint de sécurité nationale, Ben Rhodes, évoquant une "augmentation de notre aide" à la direction des opérations militaires rebelles. Washington s'est jusqu'à présent refusé à franchir le pas de la livraison d'armes et l'ambassadrice américaine à l'ONU Susan Rice a souligné qu'une éventuelle zone d'exclusion aérienne, réclamée par l'opposition pour contrer la force de frappe du régime, présentait des "*inconvénients et des limites*", et qu'aucune décision n'avait été prise à ce sujet.

Le président français François Hollande a affirmé que la position américaine confirmait la nécessité d'"exercer une pression, y compris sur le plan militaire" sur la Syrie.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a estimé que l'augmentation des livraisons d'armes en Syrie n'aiderait pas à résoudre la situation.

"*Il n'y a pas de solution militaire, seule une solution politique peut régler ce problème de manière durable (...) La voie militaire*

mène directement à la désintégration du pays", a-t-il martelé.

Comme l'Otan et l'Union européenne, M. Ban a insisté sur l'urgence d'envoyer une mission de vérification de l'ONU en Syrie.

"*La décision américaine d'armer les groupes terroristes armés démontre (...) l'implication directe des Etats-Unis dans le bain de sang syrien*", a insisté pour sa part le responsable syrien cité par Sana.

A Londres, le chef de la diplomatie William Hague a dit partager "*l'analyse*" américaine sur le recours aux armes chimiques et souligné que le sommet du G8 lundi et mardi en Ulster débattrait de "*la réponse forte et déterminée*" à apporter.

En marge de ce somment, M. Obama et son homologue russe Vladimir Poutine ont prévu un entretien bilatéral sur la situation en Syrie, a annoncé le Kremlin.

Le conseiller diplomatique du Kremlin Iouri Ouchakov, a estimé que l'aide militaire de Washington aux rebelles compliquerait les efforts de paix, alors que les deux puissances tentent avec grande peine de réunir une conférence internationale.

En Turquie, des responsables américain, français, britannique et saoudien ont rencontré vendredi le chef d'état-major de l'Armée syrienne libre (ASL), Sélim Idriss, pour discuter d'une "*mise en oeuvre concrète*" de l'aide à la rébellion.

Sur le terrain, l'armée tentait de prendre les quartiers rebelles du vieux Homs, assiégés depuis un an et à la périphérie desquels de violents combats ont éclaté, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). AFP 14.06

6- Israël

L'Entité sioniste applaudit les islamistes qui mettent la Syrie à feu et à sang.

Dans son commentaire du jour, l'analyste militaire du quotidien israélien Yediot Aharonot, Alex Fishman, a exhorté le gouvernement de son pays à «*laisser les Arabes s'entretuer tranquillement*», parce que, estime-t-il, la moindre intervention israélienne pourrait les unir à nouveau contre leur ennemi historique. «*Les doigts de Netanyahou le démangent,* " écrit-il. Celui qui l'a vu cette semaine faire des menaces au ministère des Affaires étrangères, devant la commission de la Défense à la Knesset, "*a vu un chef avec le doigt sur la gâchette.*»

L'auteur énumère tous les drames qui déchirent le monde arabe : «*Chaque jour, quelque 400 à 500 personnes sont tuées dans les pays qui nous entourent. A Tripoli, au Liban, des combats ont lieu tous les jours entre les quartiers de Djabel Mohsin et Bab Al-Tabani.*"

En Syrie, 80 personnes sont tuées chaque jour. Les Kurdes dans le nord de la Syrie ont coupé avec l'Etat.» Et d'enchaîner : «*Chez les Palestiniens, il n'y a pas de solution en vue au désaccord entre le Hamas et l'Autorité palestinienne. En Egypte, c'est le chaos économique et constitutionnel, et, dans les rues, c'est la débandade totale. Les Egyptiens sont préoccupés par le projet de construction d'un barrage par l'Ethiopie sur le Nil bleu, qui fournit 80% de l'eau à l'Egypte.*» Plus à l'ouest, «*en Libye, les tribus et les milices armées se massacrent les unes les autres. Là, les morts ne se comptent plus. Les grandes villes de la Tunisie entrent dans un état de couvre-feu tous les soirs. Des soldats tunisiens sont tués en combattant les salafistes à la frontière avec l'Algérie*». Quant à l'Irak, «*il est déjà divisé en trois, et la guerre civile reprend de plus belle, sans parler de ce qui se passe en Somalie, au Tchad, au Soudan, au Yémen et au Bahreïn*». Et l'auteur d'en tirer une conclusion des plus cyniques, mais qui laisse méditatif : «*Depuis deux ans, le monde arabe brûle et s'anéantit sans aucune intervention extérieure, et cela pourrait continuer encore pendant de nombreuse années. Alors, pourquoi devrions-nous, nous Israéliens, en raison de quelques généraux trublions et un Premier ministre à la gâchette facile, donner aux Arabes l'occasion de s'unir autour du seul dénominateur commun qu'ils ont : la haine d'Israël ?*» french.irib.ir 14.06

SOCIAL

1- Brésil

Ils ne digèrent décidément pas la hausse des prix des transports publics. Ce 4ème jour de contestation à Sao Paulo a fait plus de 55 blessés, tandis que plus de 160 personnes ont été interpellées.

La police, qui a cherché à disperser les manifestants rassemblées dans le centre-ville, estime qu'ils étaient environ 5000 sur l'avenue Paulista, la principale artère de Sao Paulo, soit le même effectif que mardi.

L'augmentation des prix des billets de bus, de métro et de train se chiffre à 7%.

Les dégâts matériels s'accumulent : bus incendiées, vitrines brisées, alors que doit s'ouvrir dans deux jours la coupe des confédérations.

La situation est loin de s'apaiser; hier les employés du rail ont lancé un mouvement de grève, rendant la, la circulation encore plus chaotique à Sao Paulo, mégalopole de 20 millions d'habitants. euronews.fr 14.06

2- Afrique du Sud

Plusieurs milliers de mineurs sud-africains ont cessé le travail vendredi, organisant un sit-in dans une mine exploitée près de Rustenburg (nord) par le groupe Anglo American Platinum (Amplats) pour protester contre la suspension de quatre leaders syndicaux, a-t-on appris de source syndicale.

"*Ils ne veulent pas sortir du puits car ils réclament que la suspension de leurs responsables soit levée*", a indiqué à l'AFP George Tyobeka, un dirigeant du nouveau syndicat AMCU, dont quatre responsables ont été suspendus par la direction pour avoir triché sur les chiffres d'adhésions dans un contexte de rivalités syndicales qui ont fait de nombreux morts dans ce bassin minier. french.irib.ir 14.06

J'ai préféré cet article à celui d'euronews qui ne précisait à quel syndicat appartenait les quatre responsables ont été suspendus.

ECONOMIE

Espagne

La dette publique de l'Espagne a fortement progressé au cours du premier trimestre 2013, établissant un nouveau record à 88,2% du PIB.

La dette du pays a augmenté de 15,2 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente, une hausse liée tant à l'administration centrale qu'aux 17 régions autonomes, selon les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Espagne.

En montant brut, l'endettement du pays atteignait 922,828 mds d'euros au premier trimestre 2013, un record absolu depuis l'année 2000, contre 774,926 milliards un an plus tôt.

La dette de l'administration centrale (Etat et Sécurité sociale) atteignait 796,817 milliards d'euros au premier trimestre, soit 76,2% du PIB, contre 655,365 milliards un an auparavant.

La dettes des régions qui inquiètent le gouvernement après avoir largement contribué au dérapage des comptes publics, a bondi de 29,51% à 189,589 milliards d'euros, soit 18,1% du PIB.

Les municipalités affichent elles une dette de 42,795 milliards d'euros, soit 4,1% du PIB, en hausse sur un an de 16,1% sur un an.

Les chiffres publiés vendredi, qui sont ceux pris en compte par l'UE dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, tiennent compte du prêt européen de 41,3 milliards d'euros au secteur bancaire espagnol, a précisé à l'AFP une porte-parole de la Banque d'Espagne.

Le gouvernement prévoit que la dette publique du pays, qui s'alourdit mécaniquement avec la hausse des déficits, devrait s'envoler à 91,4% en 2013, 96,2% en 2014, 99,1% en 2015 et 99,8% en 2016. AFP 14.06

Haut de page

Le 16 juin 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne une vingtaine de nouveaux articles que j'ai téléchargés dans mon disque dur, ce sera pour ce soir, à moins qu'on ait un orage, hier soir on a eu de fortes pluies, le bonheur, et aujourd'hui un soleil radieux ! Je n'en ai

pas profité puisque j'ai encore bossé comme un dingue. Bon, il va falloir se calmer...

Une vidéo

Interview d'Edward Snowden, l'auteur des révélations sur le système de surveillance de la NSA

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=RMfR0VQDqww

Parole d'inernaute

1- "*Les banksters manipulent tous les prix!*

Un de leur trucs : vendre à découvert toutes les compagnies aériennes, et avec les milliards libérés, acheter du kérosène pour en faire monter le prix, ce qui fait baisser les compagnies aériennes! Et à la fin, on revend le kérosène très cher aux compagnies aériennes, et avec les milliards, on rachète les compagnies aériennes bon marché!"

2- "*Faudrez vous réveiller les journalistes...*

Vous croyez qu'en 2008 quand le prix du pétrole est monté à 180 dollars c'était par l'action du saint esprit!

Il ne fait aucun doute que les banques avaient anticipé des pertes sur les subprimes et ont spéculé sur les matières premières, ce qu'ils font et feront toujours.

Sinon il faut savoir que ce petit jeu de spéculation sur les matiéres premiéres affament et tuent prés de 50 millions de personnes par ans, voir "Les nouveaux maitres du monde" de Jean Ziegler.

Oui une guerre mondiale par an sous l'autel du libéralisme, tel est le bilan."

Et alors, quelle conlusion vous en tirer, on le garde ou on le fait disparaître le système capitaliste ?

Merci pour cette contribution, car je n'avais pas pensé à ce facteur ou plutôt j'y avais pensé mais je ne l'ai pas développé, le fait qu'ils "*tuent près de 50 millions de personnes par ans*". Il est vrai qu'à ce compte-là ils peuvent se passer d'une Troisième Guerre mondiale, bien que d'autres facteurs entrent en ligne de compte, à mon avis cela ne fait pas le compte en terme de destruction de forces productives... ; et puis, ils sont sur la bonne voie ou ils avancent à grand pas dans leur projet de gouvernement mondial, ce serait franchement dommage de ne pas s'entendre (avec les Russes et les Chinois) et de tout foutre par terre...

Une analyse sur le syndicalisme et la situation

A la fin des années 60 et au début des années 70 ils ont commencé à s'attaquer à des pans entiers de la classe ouvrière, mine, textile, métallurgie, électroménager et biens d'équipement, etc, qui annonçait la direction qu'était en train de prendre le capitalisme dans le cadre du développement de l'Union européenne, orientation qui serait confirmée et attaque qui serait amplifiée au cours des décennies suivantes. C'était donc à cette époque qu'il aurait fallu changer de stratégie et rassembler nos forces pour créer un nouveau syndicat ouvrier qui cette fois aurait été indépendant de l'Etat et révolutionnaire.

Comment m'est venue cette réflexion ce matin que je m'étais déjà faite depuis un moment sans trouver le temps de l'approfondir ? En observant la situation à laquelle nous sommes confrontés et l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons. Je sais qu'il y en a qui affirment que tout serait possible d'un coup de baguette magique, moi je préfère m'en tenir aux faits et demeurer lucide au lieu de vous raconter des histoires, à vous de juger quelle est la meilleure méthode pour faire avancer notre cause, vers le socialisme.

Je me suis dit voilà ce qui se passe dans les entreprises : un beau matin votre patron ou le représentant des actionnaires vient vous annoncer la fermeture de l'usine ou qu'ils vont licencier en masse. Face à cette situation, les travailleurs étant désarmés pour l'affronter vont tentés de résister, se mobiliser, en vain, comme chacun sait dans 99% des cas, patron ou actionnaires vont parvenir à leur fin.

Vous pouvez soumettre l'idée qu'il faudrait les exproprier et prendre le contrôle de l'usine, les salariés ne suivront pas parce qu'ils n'y ont pas été préparés, on a fait en sorte pendant des décennies qu'ils soient solidement enchaînés au capitalisme, ce n'est donc pas du jour au lendemain qu'ils pourraient briser ces chaînes.

Imaginons maintenant qu'il ait existé un véritable syndicat ouvrier qui pendant des décennies ait oeuvré à saper les bases

du capitalisme comme avait su le faire avec succès le parti bolchevik de Lénine, qu'il soit parvenu à se développer et à s'imposer dans nombre de grandes et moyennes entreprises en menant une politique conforme au socialisme, gageons qu'il aurait attiré vers lui les éléments les plus conscients de la classe ouvrière (ce qui aurait aussi permis de construire le parti), certains syndicats ouvriers auraient été obligés de se radicaliser sur la gauche, tandis qu'en réaction d'autres se seraient radicalisés à droite tout en perdant de l'influence dans le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Ce syndicat ouvrier révolutionnaire n'aurait pas attendu d'être mis devant le fait accompli pour réagir, possédant des informations données par la direction projetant la fermeture prochaine de l'usine ou de procéder à des centaines de suppressions d'emplois, il aurait réuni le personnel en assemblée générale et lui aurait soumis la proposition de prendre le contrôle de l'usine et d'exproprier ses propriétaires avant que ces derniers les jettent à la rue. Il va de soi qu'il est impensable d'imaginer que ce processus soit initialisé de l'extérieur, que des militants débarquent dans une entreprise pour soumettre une telle proposition aux salariés, cela ne marcherait pas, il faut que les salariés y soient préparés, que leur niveau de conscience politique se soit élevé au niveau qui leur permette de saisir cette proposition, de comprendre et d'accepter tout ce qu'elle inclut, sinon c'est du gauchisme.

Cette proposition n'aurait pu être portée à la connaissance du personnel qu'à partir du moment où son niveau de conscience politique aurait évolué en présence de ce syndicat, y compris au niveau national et d'une multitude d'entreprises, des millions de travailleurs étant influencés par sa politique et celle du parti ouvrier révolutionnaire, ainsi il ne se serait pas retrouvé isolé dans son combat comme c'est le cas aujourdhui, les salariés de cette entreprise aurait reçu le soutien de syndicats à différents niveaux, des centaines de milliers ou des millions de travailleurs dans le pays, du parti, etc.

A l'inverse, aujourd'hui qu'est-ce qui se passe, lorsque les travailleurs sont confrontés à cette situation, ils sont totalement désarmés, anéantis, ils disposent de syndicats vendus ou corrompus par le capitalisme, ils le sont eux-mêmes et ils n'ont plus qu'à subir le sort que le patron ou les actionnaires leur ont réservé, après avoir résisté, certes, mais en vain. Quels enseignements ils en tirent ? Aucun évidemment.

Ce n'est pas là de la politique fiction comme l'interprèteront ceux qui pratiquent le culte de la personnalité, les trois organisations ou partis trotskistes OCI-PCI, LCR et LO sont responsables de l'absence d'un tel syndicat et du parti.

Fonder un nouveau syndicat ouvrier s'imposait d'autant plus que vers le début ou le milieu des années 70 les syndicats existants étaient appelés à devenir marginaux au sein même de la classe ouvrière, ils allaient perdre leurs bastions traditionnels les uns après les autres du fait même de l'évolution du capitalisme mondial et des rapports politiques qui allaient connaître d'importantes transformations, la disparition de l'URSS et ses satellites s'inscrivant dans cette perspective à court terme désormais, l'incapacité de saisir l'opportunité et la nécessité de créer ce syndicat a été le produit de l'incurie politique de ces dirigeants, de leur incapacité à analyser la dynamique qui se dégageait de l'ensemble de la situation pour finalement être incapable d'en prévoir les développements. Ils en sont toujours au même point, ils n'ont pas évolué d'un millimètre depuis cette époque.

Le dogmatisme est aussi mortel que le gauchisme, pire même, puisqu'il agit sur une autre échelle...

Passer de 37,5 annuités à 41, un détail. Après le "***piège***", la "***ruse***". Ecoutez maître renard.

Pendant des années pour épargner ou soulager les appareils de la CGT et de FO, les dirigeants du PT puis du POI ont prétendu que les braves dirigeants syndicaux étaient tombés dans les "*pièges*" que leur aurait tendu le gouvernement. Ils viennent d'en donner une version actualisée, la "*ruse*" remplaçant le "*piège*", ce n'est pas un canular, ce qui montre au passage qu'ils seraient capables d'évoluer...

Extrait du n°255 d'*Informations ouvrières*, page 2.

- "*Pour tenter de faire passer la pire contre-réforme des retraites jamais osée par un quelconque gouvernement avant lui, le gouvernement Hollande ruse.*"

Et après cela ils reprochent au gouvernement de dramatiser la situation, ils font exactement la mêm chose, notons au passage, ils en sont coutumiers en fait. C'est tellement grotesque qu'on se demandera si l'auteur de ces lignes ne se livre pas à un concours avec Hollande. En réalité, la méthode est bien rodée, elle a fait ses preuves, nulle "*ruse*" là-dedans.

- "*(Hollande) ... il organise une « concertation » avec les confédérations syndicales et le patronat, qui doit commencer dans une semaine, lors de la conférence sociale, pour se poursuivre tout l'été.*

Il semble que certains soient disposés, les yeux grands ouverts, à plonger la tête la première dans ce stratagème."

En effet, vous aussi, elle est là la "*ruse* : attirer l'attention sur le PCF alors que le POI n'appellera pas au boycott de cette conférence patronale, en cela on se demandera quelle est le plus hypocrite des deux sachant parfaitement à quoi s'en tenir à

propos du PCF. C'est pas mal joué, mais un peu éculé comme méthode pour nous duper.

- "*(le gouvernement) Sans « concertation », il se retrouverait, pour ainsi dire, tout nu !*"

Plus cynique sera difficile à trouver. Ce qui signifie que c'est sciemment que le POI refuse d'appeler au boycott pour obliger la CGT et FO à refuser de siéger à cette conférence, sachant que sans leur participation effectivement Hollande ou plutôt ce processus "*se retrouverait, pour ainsi dire, tout nu*" ou perdrait toute légitimité, ce que Yan Legoff se passera bien de préciser ; au POI (au NPA ou à LO), ils ne sont pas censés aider les militants à comprendre la situation ou les rapports qui existent entre les appareils, cela vaut mieux pour eux on l'aura compris, encore moins à développer une analyse quand elle risque de contredire leur politique.

Pas de bol décidément, après trop tard à la soupe, être contredit immédiatement par les faits, voilà que vos contradictions vous trahissent, on n'a même pas besoin de les interpréter, les faits se suffisent à eux-mêmes.

Et je ne sais pas si les militants du POI s'en sont rendus compte, Yan Legoff s'en vante, il se contrefout littéralement de ce que vous pouvez penser, parce que eux, les patrons du POI S.A. l'ont décidé ainsi, il le confirme dans un second article : "*Bref, tout repose sur la « concertation » avec les « partenaires sociaux », qui sera officiellement lancée lors de la conférence sociale la semaine prochaine et qui se poursuivra tout l'été.*" Et quelle conclusion en tire-t-il ? Mais aucune voyons ! Si vous attendiez autre chose de leur part, c'est que vous ne les connaissez pas encore, on va vous aider.

Là vous venez d'avaler une belle couleuvre, rassurez-vous, vous aurez tout l'été pour la digérer, mais ce n'était qu'un amuse-gueule, passons au boa en guise d'entrée qui devrait vous tenir en haleine : "*Le gouvernement sait bien qu'il n'obtiendra pas la signature des syndicats. Il ne la cherche même pas*", c'est vrai, il s'en tape et le POI aussi, c'est cela la meilleure, c'est comme aux Jeux Olympique, l'essentiel c'est de participer et ils le savent tous. Passons au plat de résistance, ah il est aussi consistant qu'un anaconda, allez ne soyez pas ingrats ce sont vos dirigeants qui régalent : " *Ce qui est capital, pour le gouvernement Hollande, c'est d'associer d'une manière ou d'une autre les organisations syndicales* ", vous aussi, que vous ayez encore faim ou non, vous devez vous farcir ce repas indigeste et vénimeux qui prend sur la fin la tournure de la dérision, ne vous marrez pas, c'est de vous dont il se moque, de nous, il l'avait annoncé dès l'entrée, il l'a confirmé par la suite et il a terminé en enfonçant le clou, si vous n'êtes pas mort politiquement après cela, c'est que vous êtes des supers résistants, bravo !

Epilogue, oui car il y a un dessert, c'est compris dans le menu ne vous bilez pas : "*Et le gouvernement pourra alors présenter son texte de loi fin septembre, en se vantant d'avoir écouté tout le monde* ", on croirait lire un article du Parisien ou de Paris-Match ! Et après, nous insistons, quelle conclusion en tire-t-il ? Mais aucune voyons, vous êtes bouchés ou quoi, il commente l'actualité et puis voilà, il a fait son boulot Legoff, lui aussi il vous a "*écoutés*", à vous de jouer dans votre coin pour stopper Hollande, le patronat, Bruxelles, Washington, on compte sur vous camarades ! Et bon courage !

Quand on manque à ce point de discernement ou de perspicacité, on fait autre chose Yan Legoff, je ne sais pas par exemple on va diffuser le dimanche matin sur un marché ou on se lève à six plombes pour tracter devant une usine... Plus sérieusement.

Quand il dit "*tout repose sur la « concertation »*", qu'est-ce que cela signifie "*tout*" ? Il répond que Hollande pourra se vanter "*d'avoir écouté tout le monde*", mauvaise réponse. En participant à cette conférence, en réalité les syndicats bradent plus que nos acquis, ils bradent leur indépendance, celle de la classe ouvrière, à terme, jusqu'à son existence comme classe.

Pourquoi Legoff ne peut-il pas le dire ? Parce que l'appareil du POI est lié à ceux des syndicats qui selon lui sont indépendants, il a besoin de les présenter comme tels pour justifier ce lien organique. Il ne peut donc pas dénoncer leur participation à cette conférence comme une remise en cause de leur indépendance sans remettre en cause du même coup la conception qu'ils ont de l'indépendance des syndicats. Vous savez, c'est comme les philosophes qui créent un système, puis qui passent leur temps à le justifier en brodant sur les brillantes idées qu'ils ont conçues et qui ont un rapport inversé à la réalité ou pas du tout selon les cas. Allons plus loin.

De quelle manière les dirigeants syndicaux (notamment) bradent l'indépendance des syndicats ? En cautionnant cette "*concertation*" par leur simple participation ils légitiment les acteurs qui en sont à l'initiative, le gouvernement et le patronat qui était demandeur, partant de là ils délégitiment toute action qui serait entreprise par la suite pour s'opposer aux mesures qu'ils auraient adoptées, soyons plus précis, ils délégitiment ceux qui seraient tentés de s'y opposer, les travailleurs, ils les désarment ou les neutralisent, et c'est la raison pour laquelle Lepaon et Mailly évoquent une future mobilisation, après l'avoir plombée à l'avance, ils feront tout pour empêcher qu'elle soit massive et la mener dans une impasse. Si le gouvernement est légitime, c'est que les travailleurs ne le sont pas, c'est sous-entendu, mais c'est ce que cela signifie et que le travailleur lambda retient.

Vous me direz que nous sommes en présence de contradictions successives, que c'est à n'y rien comprendre ou que cette démonstration n'est pas cohérente. Détrompez-vous, chez eux une contradiction n'en est pas vraiment une, ils s'en sortent en en développant une autre et ainsi de suite, c'est dans cette suite de contradictions qui vous sembleront incohérentes que se trouve précisément la cohérence de la méthode qu'ils utilisent à la fois pour parvenir à leur fin et pour que personne n'y comprenne quoi que ce soit ou ne puisse les contredire. C'est très subtil, vous ne pouvez comprendre un tel mécanisme ou un système qu'en le pénétrant pour le faire exploser, de l'extérieur vous n'avez aucune emprise sur lui, cependant c'est de

l'extérieur qu'il vous faut agir, car si vous être pris vous-même par ce système, vous êtes cuit. Bref, c'est dialectique comme aurait dit le père Karl lorsqu'il n'avait pas envie d'en dire plus, contentons-nous de cette brève analyse pour le moment.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en acceptant de participer à cette "*concertation*", ils acceptent de se placer sur le terrain du patronat et du gouvernement, quoi qu'ils puissent dire ou faire à côté, du coup, comment voudriez-vous que les travailleurs et les militants se placent sur un autre terrain, cela est rendu beaucoup plus difficile, souvent impossible. C'est dès l'instant où ils acceptent de ce placer sur le terrain du capital ou de se soumettre à son agenda que l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations est remise en cause. En acceptant de se placer dans le carcan du dialogue social, c'est la lutte des classes qui disparaît. Ensuite ils appellent à la mobilisation pour la faire renaître de ses cendres, quelques foyers s'allument ici ou là et puis le feu s'éteint, la contre-réforme est passée.

S'il n'existe aucun argument pour justifier l'exploitation de l'homme par l'homme, il n'en existe aucun non plus pour justifier cette supercherie. Il n'existe aucun argument qui résiste à l'épreuve de la critique pour justifier sur le plan tactique ou stratégique ou encore politique le refus d'appeler au boycott de cette conférence.

ACTUALITÉ DU JOUR

Tartufferies

1- Commerce: la France gagne son bras de fer sur l'exception culturelle - AFP

Les 27 ont accédé aux demandes de la France, mais le compromis final prévoit que l'audiovisuel pourra être ajouté "*plus tard*" dans le mandat de négociations, a indiqué le commissaire européen en charge du Commerce, Karel De Gucht, qui militait pour n'écarter aucun domaine des discussions avec les Etats-Unis de peur qu'ils fassent de même.

La Commission se réserve donc la possibilité de réviser les termes du mandat, et donc d'inclure le secteur audiovisuel. AFP

2- L'agroalimentaire préservé dans l'accord avec les Etats-Unis - Reuters

"*En ce qui concerne les préférences collectives (OGM, promoteurs de croissance, décontamination chimique des viandes et clonage animal), la France a obtenu la préservation des acquis européens et la non-remise en cause des législations nationales*", ajoute-t-il. Reuters

Explication.

Un échec des discussions vendredi aurait jeté une ombre sur la réunion du G8 qui se tient la semaine prochaine en Ulster. Les négociations pour établir l'accord de libre échange entre l'UE et les Etats-Unis devraient y être officiellement lancées. AFP

Comment réagissent les médias ? Mode d'emploi.

La France crie victoire sur l'exception culturelle face aux Américains L'Expansion.com - il y a 20 heures

... et 9 heures plus tard, changement de ton, la manip était un peu trop grossière.

Exception culturelle: la France peut-elle vraiment crier victoire? L'Expansion.com - il y a 11 heures

Jusqu'à l'os... et dans l'os !

Qui a dit :

- "*Personne ne conteste le bon boulot qu'a fait Jérôme Cahuzac. Il a fait une erreur, mais il a reconnu les faits. Ici, je sens beaucoup plus de déception que d'amertume. Mais les gens commencent à tourner la page*". Reuters 15.06

Réponse : Bernard Barral, candidat du PS à la législative partielle de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) qui a lieu aujourd'hui, qui se dit optimiste pour le résultat final, car finalement la seule chose qui compte pour lui et le PS : les postes et les prébendes qui vont avec.

Rappel à mettre au compte du " ***bon boulot qu'a fait Jérôme Cahuzac***"... pour s'enrichir :

1- Jérôme Cahuzac soupçonné d'avoir couvert des fraudes d'HSBC - Le Nouvel Observateur du 10 juin 2013

Le 23 avril, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire sur les conditions dans lesquelles des milliers de contribuables français ont ouvert des comptes non déclarés en Suisse chez HSBC, pratique révélée en 2009 par un ex-informaticien de la banque, Hervé Falciani. Le Nouvel Observateur

2- Après l'affaire du compte en Suisse, Jérôme Cahuzac sera-t-il rattrapé par une affaire de pots-de-vin? Mediapart évoque ce jeudi une "*possible corruption*" de l'ex-ministre entre 1988 et 1991. Il travaillait alors au ministère de la Santé sous la houlette de Claude Evin.

Et un ancien dirigeant d'une société israélienne, Elscint, met directement en cause Jérôme Cahuzac. Il affirme que son entreprise versait de l'argent à l'ex-ministre pour obtenir des marchés. Montant des pots-de-vin? "*200 000 francs pour un scanner, de 500 000 francs pour une IRM*", indique un fonctionnaire retraité à Mediapart. Lexpress.fr 13.06

Pour la crapule Barral, Cahuzac aurait seulement "*fait une erreur*", alors qu'en réalité on est en présence d'un parrain de la criminalité financière en bande organisée.

A ceux qui s'emploient à trouver des circonstances atténuantes au PS ou pire à le couvrir, qu'ils nous excusent de rendre compte quasi quotidiennement des faits qui démontrent à quel point il est pourri jusqu'à l'os et même au-delà.

Au fait, ce n'était pas une "*erreur*", mais une sale manie d'un ripou.

Ah ces «***progressistes***» autoproclamés... des réactionnaires !

Le PS est entrée en campagne pour les élections européennes, vous avez dû le remarquer à l'occasion de l'exploitation politique qu'ils ont fait de la mort de Méric Clément. Cette élection tout comme les municipales s'annonçant particulièrement dévastatrices pour ce parti, il lance donc une vaste opération d'enfumage auprès de la population pour masquer leur engagement (indéfectible) au côté du capital, de l'UE.

Comment procèdent-il ?

C'est simple, il faudrait plutôt se demander comment se présentent-ils et comment les médias les présentent :

- A Paris, les «*progressistes*» s'en prennent à l'euro-austérité Liberation.fr

Vous avez la réponse, ce seraient des «*progressistes*» qui en réalité ne font que poursuivre la politique du précédent gouvernement en l'aggravant et ils demeurent fidèles à la ligne politique réactionnaire définie par la Commission européenne, et lorsqu'on les observe attentivement, on s'aperçoit qu'ils auraient même tendance à en rajouter pour témoigner leur totale soumission à l'idéologie néolibérale de leurs maîtres.

L'affaire du mariage homosexuel qu'ils ont monté de toutes pièces avait justement pour objectif de les faire passer pour des «*progressistes*», alors que nous sommes en réalité en présence de furieux réactionnaires sur le plan sociale et politique, avouons que cette opération a fonctionné à merveille puisqu'ils ont réussi à se ralier l'ensemble de l'extrême gauche, sauf notre courant politique, qui s'est totalement déconsidérée.

Ces «*progressistes*» viennent de célébrer les obsèques de P. Mauroy qui justement inaugura à l'instigation de J. Delors la mise en oeuvre d'une politique d'austérité qui est toujours en place, qui s'est amplifiée au cours des dernières années, et que Delors prétend dénoncer, estimant sans doute que militants et travailleurs avaient la mémoire courte, ce qui n'est pas totalement faux d'ailleurs, à ceci près que le gouvernement Hollande-Ayrault n'a pas rompu avec cette politique depuis qu'il est installé, ce qui nous fait dire qu'avec ce tour de passe-passe ils ne tromperont que ceux qui veulent bien se laisser berner par leur discours démagogique, autrement dit ceux qui en ont encore les moyens, ce qui exclut les millions de travailleurs qui peinent déjà à survivre.

Car en effet, pour la majorité des travailleurs, ce qui compte c'est la dure réalité à laquelle ils sont confrontés quotidiennement qui les conduit à rejetter ce genre de discours et se traduit par une abstention massive à ce genre d'élections. Pour notre part, nous situant à leur côté, nous appelons au boycott des élections municipales et européennes de 2014 qui ne peuvent servir qu'à légitimer les institutions de la Ve République et l'existence de l'Union européenne, des institutions qu'il nous faut abolir pour pouvoir mettre en oeuvre une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

- Plusieurs personnalités social-démocrates et socialistes européennes ont sonné la mobilisation samedi à Paris, autour de Harlem Désir, pour «*rompre avec les politiques d'austérité*» des «*conservateurs*» qui ne font à leurs yeux qu'épuiser les peuples, et prôné la relance, à quelques jours du prochain sommet de l'UE.

Etaient présents notamment à ce Forum, organisé par la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'Etudes Progressistes (Feps) Alfredo Perez Rubalcaba, secrétaire général du PSOE (Espagne), Evangelos Venizelos (Pasok, Grèce), Guglielmo Epifani, secrétaire national du Parti démocrate (Italie), et Martin Schultz, le président du Parlement européen, généralement considéré comme leur probable candidat pour la prochaine présidence de la Commission de Bruxelles.

Très applaudi, Jacques Delors a lancé quelques flèches contre la Commission européenne présidée par José Manuel Barroso et contre les «*idées néo-libérales*».

«*Quand je lis certains documents de Bruxelles, j'ai l'impression que si le salarié est plus mobile, s'il accepte d'avoir moins de salaire et s'il accepte qu'il y ait moins de conditions pour le chômage, le système est sauvé. Ce n'est pas possible d'accepter de tels discours. Les gouvernements devraient rejeter de tels documents*», a-t-il lancé, devant une assistance ravie. libération.fr 15.06

C'est le comble de l'hypocrisie, et au final cet exercice consiste uniquement à émettre des souhaits qui ne seront jamais suivis d'effets.

C'est très fin sur le plan psychologique. Car en formulant ces souhaits ils ne font que reprendre ceux des masses qui rejettent l'austérité, ils se les approprient sans que cela ne leur coûte rien puisqu'ils ne rompront pas avec cette politique, c'est juste une manière de détourner les travailleurs des partis qui proposent une autre politique, et fort de ce soutien, ils peuvent continuer à appliquer leur politique antisociale et la boucle est bouclée.

C'est assurément machiavélique, il faut être animé par une détermination sans faille à soutenir le capitalisme et faire preuve d'un cynisme sans fond pour recourir à un tel procédé, ce sont les "qualités" qu'Aaron Russo avait discernées chez son ami Rockefeller (voir la vidéo) qui l'a sans doute fait assassiner.

Ce qui les inquiète tous : les résulats des élections européennes de 2014 et le rejet massif de l'UE

Euronews interview. Anibal Cavaco Silva, président du Portugal:

Anibal Cavaco Silva- Les plans de sauvetage ne peuvent éluder les questions prioritaires de la croissance et de l'emploi. Dans le cas contraire, il y aurait un fossé grandissant entre les citoyens européens et leurs dirigeants. C'est une source d'inquiétude à l'approche des élections de 2014.

... d'après toutes les informations dont je dispose (...) si le Portugal devait traverser une autre crise politique, nous serions dans une situation plus grave que celle que nous vivons actuellement.

Euronews : Au regard de l'état désastreux dans lequel se trouve le Portugal sur les plans économique et financier et de la gestion ruineuse des compagnies publiques, on ne voit pas beaucoup de personnes responsables, rendre des comptes devant la justice. Pourquoi? Y a-t-il un problème avec le système judiciaire?

Anibal Cavaco Silva : Je pense donc que ce que vous dites n'est pas correct. Euronews.fr 15.06

ACTUALITE EN TITRES

Une variante perverse de coupable mais pas responsable.

- Carlton : DSK "*bénéficiaire*" mais "*pas proxénète*" pour le parquet - AFP

Je sais mes perfidies,
Œnone, et ne suis point de ces femmes hardies
Qui goûtant dans le crime une tranquille paix,
Ont su se faire un front qui ne rougit jamais.
Racine, Phèdre

Intox

- G8: accord de Cameron avec ses outre-mer contre l'évasion fiscale - AFP

- Scandale du Prism: Facebook et Microsoft jouent la transparence - L'Expansion.com

- Qatar: l'émir devrait céder le pouvoir à son fils - AFP

En réalité, il y est contraint par les Américains (lire l'article du Réseu Voltaire)...

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme. Dites, et cela rapportera combien ?

- Montebourg complimente Vuitton : "*la France a besoin de vous*" - Le Nouvel Observateur

Il doit déjà penser à se recaser...

Harcèlement psychologique. Psychose.

- Royaume-Uni: l'armée escorte un avion d'Egyptair après une note suspecte - AFP

Une passagère du Boeing, Nada Tawfik, qui travaille pour la BBC, a expliqué sur la chaîne de télévision en continu avoir trouvé dans les toilettes de l'appareil une note sur laquelle était inscrit "*Je vais mettre le feu à cet avion*".

"*Ca ressemblait presqu'à l'écriture d'un enfant ou alors il s'agissait d'une personne à l'écriture peu soignée, mais c'était très inquiétant surtout à cette période où tout le monde se préoccupe de la sécurité aérienne*", a-t-elle ajouté. AFP

Cette employée de la BBC, elle ne travaillerait pas aussi pour le MI6 comme certains journalistes ?

Qu'ont-ils trouvé d'autre ? Rien !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- ONU - Sahel

L'ONU invite les pays du Sahel à renforcer leurs systèmes d'alerte, échanger des informations et coordonner leur surveillance des frontières pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé, dans un rapport visant une "*stratégie intégrée*" pour la région.

Le texte, dont l'AFP a obtenu une copie, a été élaboré par les services de l'envoyé spécial pour le Sahel Romano Prodi et transmis vendredi par le secrétaire général Ban Ki-moon aux 15 membres du Conseil de sécurité.

L'ONU, indique le rapport, veut aider les pays du Sahel à "*établir des mécanismes coordonnés pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé afin que police, garde-frontières, armée, douanes (. .) travaillent ensemble de manière cohérente et dans le respect des droits de l'homme*".

Parmi les nombreuses idées avancées figurent une "*réunion régionale des services de renseignement pour échanger des informations sur la menace d'al-Qaïda et de ses affiliés*".

L'ONU propose aussi une "*aide technique*" aux policiers et magistrats des pays concernés et invite ceux-ci à se concentrer davantage sur le financement des activités illégales.

Un des points évoqués est "*l'échange d'informations (...) entre les aéroports en Amérique latine, Afrique de l'ouest, Sahel, Maghreb et Europe pour contrer les trafics à la source, à destination et en transit*". french.irib.ir 15.06

Guantanamo à l'échelle de l'Afrique...

2- Grèce

Quatrième jour de fermeture de l'ERT, la radio-télévision publique grecque, et quatrième jour de protestation. Pour les syndicats et les partis de gauche, pas question d'une réouverture partielle comme le propose le Premier ministre. Antonis Samaras a en effet suggéré une réouverture proviosire durant deux mois, avec des effectifs réduits. Et d'appeler ses partenaires de coalition à la responsabilité sur le sujet. Cette proposition a donc été rejetée par les socialistes du Pasok et par le Dimar, petit parti de la gauche démocratique.

Les résultats des trois instituts de sondage Metron analysis, Kapa research et VPRC publiés sur le site internet d'information Tvxs.gr montrent que respectivement 68%, 64,4% et 65% des personnes interrogées s'opposent à la fermeture de l'ERT, décidée unilatéralement par le Premier ministre conservateur Antonis Samaras, à la tête depuis un an d'un gouvernement dans lequel sont présents, aux côtés de son parti (Nouvelle Démocratie), les socialistes (Pasok) et la Gauche démocratique (Dimar) qui ont exprimé leur désaccord sur le sujet.

Seuls un peu moins d'un tiers des sondés (29% pour Metron analysis, 32,1% pour Kapa research, et 27% pour VPRC) sont d'accord avec cette décision.

"*Ce que fait le gouvernement Samaras est inacceptable*", commente Kostas Karpouzos, réalisateur à l'ERT. "*On n'a jamais vu ça ailleurs dans le monde. Mais les gens vont empêcher cela, ils ne vont pas permettre le lancement d'une nouvelle chaîne*".

A terme, le Premier ministre envisage une profonde restructuration de l'audiovisuel public, en coupant notamment dans les effectifs.

Mais pour l'économiste Stavros Papayannis, le gouvernement risque de se heurter à une levée de bouclier de la population. "On a le sentiment, dit-il, que les autorités veulent céder les chaînes publiques, les fréquences de ces chaînes à des groupes privés. Ces médias privés seraient plus à même de servir les intérêts du gouvernement".

Dans une tribune publiée samedi dans le quotidien libéral Kathimérini, le Premier ministre défend sa décision, qui, selon lui, illustre "*la volonté politique et la détermination*" de son gouvernement de lutter contre "*les bastions d'opacité et de gaspillage*" pour faire avancer les réformes et sortir la Grèce de la crise.

"*On ne peut faire d'omelette sans casser des oeufs*", écrit-il.

Le ministère des Finances a demandé au Parquet chargé des affaires de corruption d'ouvrir une enquête sur d'éventuels délits concernant la fourniture d'équipements ou l'attribution de la production des programmes de l'ERT.

M. Samaras assure que les 2.700 employés du groupe, dont le licenciement est programmé, seront "*généreusement indemnisés*", et même que "*certains vont être embauchés dans la nouvelle radiotélévision*", dont les effectifs seront d'environ 1.200 personnes.

Le Conseil d'Etat doit se prononcer, également lundi, sur la suspension de l'acte législatif concernant la fermeture de l'ERT après un recours du syndicat du personnel de l'organisme dans ce sens.

Une réunion sur le sujet est prévue lundi soir entre le Premier ministre et les chefs des partis qui composent la coalition au pouvoir. En l'absence de solution, le gouvernement pourrait être obligé de démissionner, ce qui pourrait entraîner des législatives anticipées.

"*Dur poker sur fond d'élections*", titrait samedi le journal Kathimérini, estimant que la réunion de dimanche "*sera déterminante*" pour l'avenir de la coalition gouvernementale.

Selon le sondage de Kapa research, la majorité des Grecs, 57,1%, ne veulent pas d'élections anticipées contre 40,1% qui disent le contraire.

"*Les citoyens souhaitent une stabilité politique et des changements sur la base des institutions démocratiques (...) le pays n'a pas besoin d'élections*", a dit M. Vénizélos dans un entretien à paraître dimanche dans l'hebdomadaire Real News, soulignant toutefois la nécessité d'"*un consensus*" au sein de la coalition. euronews.fr et AFP 15.06

Vous avez là tous les éléments pour comprendre les rapports qui existent entre les différents partis cités ici qui finalement partagent la même politique : nécessité de restructurer l'ERT, stabiliser les institutions, réaliser un consensus, ainsi ils appartiennent donc bien à la même famille : celle de la réaction.

A ceux qui n'en sont pas convaincus. Ne dites surtout pas qu'on exagère, ils en font la démonstration sous nos yeux, vous voulez quoi de plus pour les caractériser telles qu'ils sont ? Vous cherchez quoi au juste, vous voulez protéger qui, quoi, quels intérêts défendez-vous réellement ? Dites-nous le, cela nous intéresse.

3- Egypte

Les Frères musulmans ou la voix de Washington.

- Le président égyptien Mohamed Morsi a annoncé samedi la rupture complète des relations diplomatiques avec le régime de Bachar al Assad et a exigé le départ des combattants du Hezbollah de Syrie.

S'exprimant devant des dignitaires sunnites réunis au Caire, le président égyptien, issu des Frères musulmans, a déclaré: "*Nous avons décidé aujourd'hui de rompre complètement les relations avec la Syrie et avec l'actuel régime syrien*."

Mohamed Morsi a aussi adressé une mise en garde au Hezbollah, mouvement chiite libanais combattant aux côtés des forces gouvernementales syriennes contre les insurgés cherchant à renverser Bachar al Assad.

"*Nous nous opposons au Hezbollah dans son agression contre le peuple syrien*", a-t-il dit. "*Le Hezbollah doit quitter la Syrie et ce ne sont pas des paroles en l'air. Il n'y a pas de place pour le Hezbollah en Syrie.*"

Mohamed Morsi a aussi exhorté la communauté internationale à instaurer une zone d'exclusion aérienne en Syrie afin de favoriser les rebelles contre les forces gouvernementales, qui disposent de la maîtrise des airs. Reuters 15.06

4- Syrie

De violents affrontements ont eu lieu entre deux milices terroristes à rif d'Idleb . Les brigades Seyr Hanaou et les brigades des aigles de Saqlayn se sont mis à s'entretuer . La querelle a éclaté sur une cargaison d'essence détourné depuis les boulangerie de la ville et que les terroristes voulaient trafiquer en Turquie. Quatre terroristes ont été tués et des dizaines d'autres ont été blessés.

Les tirs de roquettes ont détruit plusieurs repaires où se réfugiaient les terroristes des deux côtés. Les terroristes de la première milice Hanaou se sont emparés des positions des "*aigles*" et se sont mis à vider leurs stocks d'armes et de munitions; les chefs terroristes Ayman Janhoun, Fadi Moussa , Abou Mansour et Hamour al hamimi ont été contraints de fuire. Les terroristes ont par ailleurs réussi à couper la route de liaison Al Aboudiya entre la Syrie et le Liban au niveau de Divsiyah. french.irib.ir 15.06

5- Iran

Le religieux modéré Hassan Rohani a créé la surprise samedi en remportant dès le premier tour la présidentielle iranienne avec 50,68% des voix, une victoire qui marque le retour des modérés et réformateurs au gouvernement après une longue traversée du désert.

M. Rohani a promis durant la campagne plus de souplesse dans le dialogue avec l'Occident, mais sa victoire ne marquera toutefois pas une rupture dans la politique de la République islamique, les dossiers stratégiques comme le nucléaire ou les relations internationales étant sous l'autorité directe du Guide suprême Ali Khamenei.

Samedi soir, dans un message lu à la télévision d'Etat, le nouveau président a salué "*la victoire de la modération sur l'extrémisme*", mais insisté pour que la communauté internationale "*reconnaisse les droits*" de l'Iran en matière nucléaire.

M. Rohani a "*obtenu 18,6 millions de voix sur un total de 36,7 millions de votes exprimés*", a déclaré le ministre de l'Intérieur Mostafa Mohammad Najar à la télévision d'Etat.

Il a ajouté que "*la participation avait atteint 72,7%*", sur les 50,5 millions d'électeurs appelés aux urnes, contre 85% en 2009. AFP 15.06

6- Turquie

Les protestataires du parc Gezi à Istanbul ne désarment pas. “*Nous allons poursuivre notre résistance contre toute injustice dans notre pays*”, indique dans un communiqué le collectif Solidarité Taksim, qui chapeaute les manifestants. La promesse du Premier ministre turc de suspendre la destruction du parc en attendant le verdict de la justice n’a donc pas suffi à désamorcer la crise.

“*Nous n’avons aucune confiance ni en Recep Tayyip Erdogan, ni dans le maire d’Istanbul*” réagit ce manifestant. “*Ils nous avaient dit qu’aucun assaut ne serait lancé et ça n’a pas été le cas*”.

La police turque a évacué samedi soir les milliers de manifestants qui occupaient le parc Gezi d'Istanbul, deux heures après un nouvel ultimatum du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan les sommant de vider les lieux. Les forces de l'ordre ont

pénétré dans le parc, le bastion de la fronde antigouvernementale qui agite depuis deux semaines la Turquie, et l'ont vidé de tous ses occupants par des tirs de grenade lacrymogènes.

Des tentes détruites et des manifestants interpellés

De nombreuses tentes dans lesquelles les occupants s'apprêtaient à passer une nouvelle nuit ont été détruite lors de l'intervention, et plusieurs manifestants interpellés, ont constaté les journalistes de l'AFP. Peu auparavant, les forces de l'ordre avaient évacué, d'abord avec des canons à eau puis avec des gaz lacrymogènes, plusieurs manifestants qui s'étaient réunis sur la place Taksim pour scander des slogans hostiles à Recep Tayyip Erdogan. euronews.fr et 20minutes.fr 15.06

7- Libye

Au moins six soldats des forces spéciales libyennes ont été tués lors de combats avec des manifestants. Des manifestants qui réclament la dissolution des groupes armés issues de la révolution contre Kadhafi et désormais plus ou moins intégrées aux forces de sécurité libyennes. Des échanges de coups de feu nourris ainsi que des explosions ont résonné plusieurs heures notamment près du QG des Forces spéciales.

Le nouveau pouvoir en Libye n’a pas réussi à désarmer et à dissoudre les groupes d’ex-rebelles. Certains font la loi dans le pays malgré l’opposition d’une grande partie de la population. euronews.fr 15.06

8- Qatar

L'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, se prépare à céder le pouvoir à son fils dans ce richissime Etat gazier qui joue un rôle diplomatique primordial sur la scène arabe, ont indiqué des responsables qataris et des diplomates.

Selon plusieurs sources politiques, le Premier ministre, un cousin de l'émir, pourrait perdre le portefeuille des Affaires étrangères qu'il détient depuis 1992, voire perdre sa fonction de Premier ministre qu'il occupe depuis 2007.

"*Ce changement pourrait intervenir assez vite, après la visite du président François Hollande*" la semaine prochaine au Qatar, a ajouté cette même source.

Ces informations interviennent alors que le richissime Etat gazier du Golfe a pris depuis les soulèvements arabes qu'il a encouragés une importance primordiale sur la scène politique arabe.

Le Premier ministre a joué un rôle central dans la politique étrangère volontariste du Qatar, qui a participé à l'intervention armée en Libye, et soutient activement les rebelles contre le régime du président syrien Bachar al-Assad.

Quant au prince héritier, cheikh Tamim, il occupe des fonctions de plus en plus importantes, notamment dans les dossiers internes. Selon un responsable qatari, son père lui aurait déjà transféré "*plus de 60% de ses prérogatives dans les domaines de l'armée et de la sécurité*".

Né en 1980, cheikh Tamim, deuxième fils de l'émir et de cheikha Moza, sa deuxième épouse, est le commandant en chef adjoint des forces armées et le chef du comité olympique.

L'émir, qui a pris le pouvoir en 1995 à la faveur d'une révolution de palais contre son père, a affirmé récemment à plusieurs diplomates qu'il a rencontrés qu'il souhaitait passer le pouvoir à son fils.

"*Il souhaite ainsi marquer une première dans le monde arabe*", où son pays a appuyé les soulèvements contre des autocrates qui sont restés des décennies au pouvoir, a indiqué l'un d'eux.

Ces diplomates ont estimé que cette décision pourrait être liée "*aux développements dans la région*", où la politique du Qatar semble se heurter à l'indécision des Etats-Unis sur le dossier syrien, plutôt qu'à son état de santé.

Cheikh Hamad, âgé de 61 ans, souffre en effet de problèmes rénaux, "*qui le forcent à réduire son activité mais n'influent pas sur sa capacité à diriger le pays*", selon un responsable qatari proche des cercles du pouvoir.

Des responsables qataris interrogés ont cependant souligné que la décision de l'émir de confier le pouvoir à son fils pourrait ne pas avoir lieu dans l'immédiat. "*Si cheikh Tamim est immédiatement nommé émir, cela signifierait que son fils aîné, âgé de quatre ou cinq ans, deviendrait prince héritier*", souligne l'un d'eux en privé.

"*Il faudrait dans ce cas procéder à un amendement constitutionnel pour nommer un des frères de cheikh Tamim comme prince héritier*", ajoute-t-il.

Formé comme son père à la prestigieuse académie militaire britannique de Sandhurst, c'est un francophile et parfait francophone.

Quatrième fils de l'émir, il a été nommé prince héritier le 5 août 2003 après le désistement en sa faveur de cheikh Jassem, son frère aîné, également fils de cheikha Moza.

Cheikh Hamad est l'artisan du Qatar moderne et a fait de cet Etat qui détient les troisième réserves en gaz naturel de la planète un acteur incontournable sur la scène internationale. AFP 15.06

9- Israël

Normalement, l'arrestation en Europe du chef d'un réseau de trafic d'organes humains aurait dû faire les gros titres des journaux.

Il n'en a pourtant rien été avec l'arrestation d'un certain Gedalya Tauber le 6 juin dernier à l'aéroport de Rome. On ne trouve que quelques références sur cette affaire sur internet comme cet article du journal Sud-Ouest, un des plus détaillés de ce que la presse francophone a à nous offrir:

Italie. Un Israélien arrêté à Rome pour trafic d'organes - Faits divers vendredi 07 juin 2013.

Gedalya Tauber, un ex-officier israélien de 77 ans à la tête d'un trafic international d'organes humains a été arrêté jeudi à l'aéroport Leonard de Vinci de Rome, a annoncé vendredi la police italienne. L'homme était recherché depuis octobre 2010.

Recherché par toutes les polices du monde et fiché par Interpol, l'ancien militaire a été identifié à l'aéroport par deux agents, dont le responsable de la police de l'air et des frontières, Rosario Testaiuti.

« *Nous avons arrêté Gedalya Tauber qui est visé par un mandat d'extradition à la suite d'une condamnation à la peine de prison à perpétuité en Israël* », a déclaré Antonio Del Greco, un responsable de la police à l'aéroport.

Cerveau du trafic d'organes entre le Brésil et Israël Israëlien résident au Brésil, Gedalya Tauber avait été arrêté en 2010 pour trafic d'organes, avec son partenaire Eliezer Ramon et six autres Brésiliens, à Recife, au nord-est du Brésil. Considéré comme le cerveau du trafic d'organes entre le Brésil et Israël, il organisait des opérations à l'hôpital de Sainte Augustine de Durban, en Afrique du Sud.

Son groupe enrôlait des Brésiliens provenant des quartiers pauvres de Recife et payait entre 3 000 et 10 000 dollars pour un rein, qui était ensuite transplanté à l'acheteur. Tauber s'occupait aussi bien de trouver les donneurs que les bénéficiaires, ces derniers tous Israëliens. Selon les médias il aurait organisé plus de 35 opérations illégales dans l'hôpital de Sainte Augustine.

Gedalya Tauber est donc un ressortissant de l'entité sioniste, ancien officier de l'armée de surcroît, deux bonnes raisons d'être discret car ne sommes-nous pas là devant ce qu'on appelle des circonstances atténuantes?

Et puis, nous apprend la presse sioniste, Gedalya Tauber a aussi été chef de la police de Tel Aviv et, surtout, c'est un survivant de l'holocauste

Je ne sais pas pourquoi la presse française a tu ce détail pourtant crucial qui devrait valoir l'indulgence à ce trafiquant devant n'importe quel tribunal qui a tiré quelque leçon des méfaits ineffaçables du nazisme. french.irib.ir 15.06

SOCIAL

1-Brésil

Un millier de manifestants étaient rassemblés samedi aux alentours du stade Mané Garrincha de Brasilia, à quelques heures du coup d'envoi de la Coupe des Confédérations et étaient maintenus à distance par les forces de l'ordre, a constaté une journaliste de l'AFP sur place.

Pour la plupart des jeunes, les protestataires s'insurgent contre les dépenses gouvernementale faites pour organiser ce tournoi ainsi que le Mondial de football dans un an alors que le pays est déficitaire dans beaucoup de secteurs.

"*Je renonce à la Coupe, je veux plus d'argent en santé et éducation*", scandaient les manifestants qui se sont donné rendez-vous à travers les réseaux sociaux.

Vendredi, ce sont 400 militants du mouvement des "Sans toit" qui avaient bloqué l'accès du stade de la capitale et brûlé des pneus pour réclamer des logements décents et décerner un "*carton rouge à la Coupe*".

Selon les organisateurs de la manifestation, 1.000 personnes ont répondu à l'appel tandis que la police avance le chiffre de 500. AFP 15.06

2-Pérou

Des heurts ont éclaté vendredi soir entre la police et des étudiants manifestant conte une réforme de l'éducation. french.irib.ir 15.06

ECONOMIE

Afrique

Réunir des décideurs politiques et économiques pour penser l'avenir du continent africain. C'est l'ambition affichée par le New York Forum Africa, qui tient sa deuxième édition à Libreville au Gabon. Un événement à l'initiative du président gabonais Ali Bongo Ondimba et du publicitaire et homme d'affaires Richard Attias.

Parmi ses nombreux invités, l'entrepreneur, Ivor Ichikowitz à la tête du groupe Paramount Afrique du Sud, un leader mondial de la défense et de l'armement : "*pendant longtemps, on a parlé de l'essor de l'Afrique, et c'est un petit peu ce qui s'est passé. Et maintenant c'est une réalité, la réalité c'est que les Africains aujourd'hui sont responsables de leur avenir. Le fait que tout le monde vienne en Afrique en est la preuve*".

Faire des affaires en Afrique, mais aussi permettre au continent de se prendre en main, c'est aussi le credo d'un autre participant, Henri-Claude OYIMA, PDG du groupe financier gabonais BGFIBank : "*L'Afrique a une population jeune, très importante, a des ressources minières importantes. Donc à partir de là, l'émergence de l'Afrique, ce n'est pas un choix mais une nécessité. Une nécessité parce que la jeunesse africaine, parce que les Africains, doivent vivre en Afrique et donc par ricochet développer l'Afrique par leurs propres moyens*". euronews.fr 15.06

Ah ben si c'est un "*leader mondial de la défense et de l'armement*" qui se penche sur le sort de l'Afrique, les Africains sont mal barrés !

Haut de page

Le 17 juin 2013

CAUSERIE

Je vais préparer une causerie qui démontrera qu'en refusant de caractériser le PS comme un parti bourgeois, du capital, la gauche et l'extrême gauche en lui emboîtant le pas au cours des quatre ou cinq dernières décennies se sont rendus coupables en alimentant la xénophobie, le communautarisme, le racisme, l'homophobie, en participant à la liquidation des valeurs ou principes dits républicains, etc. tout en prétendant les combattre au nom de l'égalité sous un régime capitaliste, préparant ainsi les conditions politiques de la désagrégation, non pas de la société dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas, mais de la civilisation humaine.

Ce qui m'a conduit à envisager de m'attaquer à cette question, c'est en observant que chaque fois que le PS met un sujet en avant, tous systématiquement se lancent à la suite, chacun à sa manière, on verra cela en détails. Sachant que ce parti est en réalité un des porte-parole de la réaction et que ses intentions sont uniquement guidées par les besoins de la classe dont il incarne les besoins et non par des préoccupations humanistes, on devinera sans mal que les questions qu'il porte à l'ordre du jour serviront de toutes autres fins que celles affichées, et que leur traitement ne profitera pas vraiment à ceux qui semblaient concernés, pire encore, ils en seront les principales victimes, il en va ainsi des femmes travailleuses, des immigrés, des homosexuels notamment.

C'est un terrain glissant ou pourri par excellence, j'en ai parfaitement conscience, aussi je ne m'y aventurerai que lorsque je pourrai affirmer que la boucle est bouclée, formule employée par je ne sais plus quel marxiste autrefois qui signifie qu'on a analysé à fond une question ou qu'on en est venu à bout.

Une petite histoire indienne pour se détendre en début de semaine, on a bien besoin. Je l'ai rédigée hier soir.

Ce soir, lors de notre promenade quotidienne sur le chemin en terre qui est situé à l'extérieur du lotissement où nous habitons, avec mon chien nous marchions lorsqu'un jeune Indien venant en sens inverse à une trentaine de mètres de nous fait un écart. Spontanément je me dis qu'il préfère s'écarter que de se retrouver au contact d'Yvan. Pas du tout, c'était pour se soulager, devant moi, cela ne le gêne pas et moi non plus. Je continue ma route en regardant devant moi sans faire attention à lui. Yvan marchait à un mètre derrière moi. Arrivés à la hauteur de l'Indien, je dis à Yvan de ne pas bouger. J'avais à peine dit cela que le voilà qui à son tour sort du chemin pour aller se planter à quelques mètres de l'Indien, il lève la patte et se met à pisser !

Ah, mais c'est que la bête a de l'humour me suis-je dit ! Et je l'ai félicité, ce qui a bien fait marrer l'Indien. Ensuite j'ai dit à Yvan qu'il devrait vivre vieux, car l'humour est bon pour la santé.

A propos d'humour, la politique est un domaine tellement aride ou sec, qu'il faut en user parfois pour se détendre, c'est ce que j'essaie de faire avec plus ou moins de bonheur en choisissant des titres aux actualités en titre ou du jour, je n'ai malheureusement pas le temps d'y consacrer plus que quelques instants, cela me vient à l'esprit ou non et on fait avec.

Cela contraste avec l'actualité qui est souvent triste ou angoissante, ou le traitement soporifique que les uns et les autres lui réservent. On essaie de mettre de la bonne humeur ou un peu de bonheur dans le coeur des militants ou des travailleurs qui nous lisent sachant que le monde dans lequel nous vivons n'a vraiment rien de drôle. Parfois on en a besoin pour garder le moral ou confiance dans l'avenir.

En regardant la réalité en face, je ne vous épargne rien et j'en ai bien conscience, c'est dur, mais c'est nécessaire pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, il est ainsi, aussi on a bien le droit à quelques fantaisies pour supporter cette épreuve. Nous ne sommes pas que des machines à penser ou à militer, nous sommes aussi de fragiles êtres humains avec nos difficultés, nos états d'âme, nos faiblesses, etc. Nous pouvons nous le permettre parce que nous sommes d'une rigueur absolue sur les principes, c'est cela notre force, qui nous autorise cette souplesse.

Bonne semaine à tous.

Rectificatif.

Dans la causerie du 15, j'ai évoqué la manipulation du prix de l'essence par les banquiers en présentant cette info comme nouvelle, alors qu'elle datait du 17 juillet 2012. Le contenu de l'info était correct.

"*Il faut sortir du système capitaliste.*"

L'article (en ligne dans le site) d'Eric Toussaint (président du CADTM Belgique), publié le juin 12 sur le portail mondialisation.ca : « *La solidarité européenne n'a jamais existé dans le cadre de l'UE. Il faut une solidarité entre les peuples européens* » est intéressant, car l'auteur dans une interview se débat avec des contradictions qu'ils partagent encore en partie ou qu'ils essaient de surmonter, pour finalement au tout dernier moment nous livrer sa conclusion : "*Il faut sortir du système capitaliste.*". Effectivement, il n'existe pas d'autres alternatives.

Bravo monsieur Toussaint, vous faites honneur aux intellectuels belges que nous saluons à nouveau !

On l'encourage à approfondir son analyse du fonctionnement du capitalisme en remontant jusqu'à ses fondements, il ne lui restera plus qu'à partager les conclusions pratiques (politiques) des marxistes et rejoindre leur combat pour la révolution socialiste, le seul moyen d'en finir avec le capitalisme.

Parole d'internaute

A propos de PRISM

- "*Certes, ces dérives de surveillance généralisée des citoyens est inquiétante, mais on peut douter de l'utilité d'alerter les citoyens du monde de ce danger.*

En effet, ceux-ci on prit l'habitude, depuis des années, de s'exhiber publiquement sur les réseaux sociaux, sur les forums, de poster leurs photos intimes, leurs relations, leurs orientations religieuse et sexuelle et bien d'autres choses encore.

Pour nombre de nos concitoyens (dont probablement moi-même), tout ce qui pourrait être connu l'est déjà, disponible publiquement, sans avoir à faire du DPI ou du PRISM. Du coup, ils doivent se dire que tout ça, c'est pas si grave que ça, et si

ça permet d'arrêter des terroristes, c'est toujours ça de prit."

Vous avez raison, les gens sont profondément conditionnés, de telle sorte qu'ils croient être à l'origine d'un besoin dont ils ne peuvent plus se passer et qu'on a créé spécialement pour eux, dans un but qu'il ignore et à leur insu.

ACTUALITÉ DU JOUR

Election législative partielle de Villeneuve-sur-Lot. Quand la réalité vous rattrape au galop : Dégage !

Hier nous titrions : *Jusqu'à l'os... et dans l'os !* C'était écrit, trop fastoche !

Le candidat du PS avait quant à lui osé soutenir vendredi dernier que Cahuzac avait fait du "*bon boulot*", cela lui a été fatal, car effectivement "*les gens commencent à tourner la page*", c'est fait, ils l'ont éliminé dès le premier tour !

Du coup, comme reste seuls en lice les candidats de l'UMP et du FN, le PS s'est précipité pour appeler à voter pour le candidat de l'UMP au second tour, en famille quoi, qu'il ne compte pas sur nous pour l'imiter. Gageons que d'autres vont lui emboîter le pas, à suivre donc.

- Le Parti socialiste a essuyé un nouvel échec dimanche soir dans l'ancien fief de Jérôme Cahuzac lors du premier tour de la législative partielle visant à le remplacer à l'Assemblée nationale, coiffé au poteau par l'UMP et le FN.

Le maire UMP de Fumel, Jean-Louis Costes, est arrivé en tête avec 28,71% des voix, suivi du Front national, Etienne Bousquet-Cassagne (26,04%), selon le décompte des voix dans la troisième circonscription du Lot-et-Garonne, comprenant Villeneuve-sur-Lot, Fumel et 115 autres communes.

Bernard Barral (PS) a obtenu 23,69%, représentant seulement 10,35% des inscrits, score insuffisant pour être qualifié au second tour (12,5% des inscrits sont requis pour se maintenir).

Le président de la République François Hollande a estimé que ce résultat devait être analysé comme une "*séquelle*" de l'affaire Cahuzac, sans vouloir en tirer d'autres conclusions, estimant que "*c'est quand il n'y a plus d'espérance qu'il y a des votes extrêmes*".

Après ce scrutin également marqué par un taux d'abstention très élevé -- 54,12% des voix contre 37,31% en 2012, lorsque Jérôme Cahuzac l'avait emporté haut la main avec plus de 61% de suffrages-- les socialistes conservent la majorité absolue à l'Assemblée nationale, avec trois sièges au-dessus de la barre fatidique.

Le PS a immédiatement appelé à "*faire barrage*" au FN au second tour, qui arrive en outre en tête à Villeneuve-sur-Lot, la ville dont M. Cahuzac fut maire.

Bernard Barral a suivi les consignes nationales, en appelant lui aussi à un "*front républicain*", qui soutiendrait le maire UMP de Fumel, 49 ans, contre le jeune Etienne Bousquet-Cassagne, 23 ans.

Bernard Barral a aussi dénoncé "*la division de la gauche*", alors qu'il a manifestement souffert de l'éparpillement des voix à gauche, le candidat des Verts Lionel Feuillas et la candidate du FG, Marie-Hélène Loiseau, obtenant respectivement 2,78% et 5,08% des suffrages. AFP 16.06

Erreur monsieur, la "*gauche*" ou ce que par commodité on appelle ainsi s'est opposé à un candidat qui soutient la politique social-libéral-impérialiste du gouvernement, de droite et qui s'appelait Bernard Barral.

Et quel aveu de la part de Hollande ! Car il est vrai qu'il "*n'y a plus d'espérance*" et vous en êtes responsable avec bien d'autres.

Vous avez un avant-goût de ce qui va se passer aux municipales et aux européennes de 2014.

Hollande. La méthode : "***le dialogue social dans tous domaines***".

Le "*le dialogue social*" ne démarre pas autour d'une table, mais dès lors que vous en acceptez le principe qui est l'antithèse de la lutte de classe. Voilà ce qu'il faut toujours avoir présent à l'esprit. Surtout pour la suite.

Dans la vie, pour évaluer la situation ou le rapport de forces quand vous vous retrouvez face à une personne excitée qui profère des menaces à votre encontre ou qui se situe parmi vos ennemis déclarés, on dit que si elle est disposée à discuter avec vous, vous avez une chance qu'elle vous épargne et ne vous frappera pas, elle considère que vous vous trouvez en position de faiblesse en acceptant de l'écouter, et non l'inverse comme on pourrait l'interpréter par erreur...

Et bien là dans la confrontation entre des représentants de deux classes aux intérêts opposés et inconciliables (théoriquement), c'est a peu près la même chose. Vous connaissez les intentions du gouvernement et du patronat, dès lors :soit vous discutez avec eux et la partie est gagnée pour eux, vous vous retrouvez en position de faiblesse, et quoi que vous fassiez par la suite, ils savent qu'ils n'ont rien à craindre ; soit vous frappez directement en rejetant toute discussion avec eux et vous mobilisez toutes vos forces pour les vaincre, autrement dit, vous restez sur le terrain de classe des exploités au lieu de vous situer sur celui des exploiteurs ou leurs représentants.

Ceux qui refusent d'appeler au boycott sont des conciliateurs, des lâches ou des vendus ou encore des jaunes, à vous de voir dans quelle catégorie vous situez chaque parti et syndicat.

Retraites.

En disant que les syndicats sont "*clairvoyants*", "*conscients*", Hollande a parodié Sarkozy et Fillon qui les avaient félicités pour avoir fait preuve de "*responsabilité*" en laissant passer la contre-réforme des retraites qu'ils avaient initiée. Hollande sait qu'il peut compter sur eux.

Dans Capital dimanche, s'agissant des retraites et de la conférence des 20 et 21 juin, Hollande a été affirmatif, l'une des principales mesures a déjà été décidée par le gouvernement, le nombre d'annuités nécessaires pour partir à la retraite et bénéficier d'une retraite à taux plein va encore augmenter, ce qui est totalement inacceptable pour les travailleurs.

Partant de ce constat, il n'y a rien à négocier, sauf à accepter un nouveau recul social pour les travailleurs en participant à cette conférence, et c'est bien la seule signification qu'aurait la participation des syndicats, puisque le cadre fixé se confond désormais avec son objectif qui est connu de tous, Hollande l'ayant exposé clairement, dès lors la seule position conforme aux intérêts des travailleurs devrait être de refuser de participer à cette conférence, de la boycotter.

Agir autrement, c'est légitimer Hollande et les mesures qui seront pris pendant ou à l'issue de cette conférence par le gouvernement conformément aux besoins exprimés par le patronat. C'est dans ce cadre que Lepaon et Mailly appellent à la mobilisation, après avoir manifesté leur soutien au régime ou avoir trahi les travailleurs.

- Retraites: la durée de cotisation va augmenter, confirme Hollande - AFP

- François Hollande a confirmé dimanche que le gouvernement augmenterait la durée de cotisation pour obtenir ses droits à la retraite, afin de "*suivre*" l'évolution de l'espérance de vie.

"*Dès lors que nous vivons plus longtemps, notre durée de cotisation doit suivre (...) pour le moyen et long terme*", a-t-il dit dans l'émission Capital sur M6. AFP 16.06

Au moins vous savez pourquoi vous vivez plus longtemps : pour travailler plus longtemps... afin que le capitalisme vive plus longtemps aussi.

Si vous réfléchissez un peu, vous vous rendrez compte que tout ce qui est présenté comme un progrès sous un régime capitalisme, toute mesure ou réforme sociale adoptée en régime capitaliste se retourne systématiquement contre les exploités. C'est la raison pour laquelle les marxistes combattent pour des réformes sociales uniquement dans la perspective du renversement du régime capitaliste, qu'ils refusent de soutenir toute réforme qui serait prise à l'initiative du parti de l'ordre ou ses supplétifs.

Ce combat a été abandonné par tous les partis qui se réclament du marxisme ou du socialisme, vous ne trouverez pas un seul syndicat en France qui diffuse dans les entreprises ou les administrations les oeuvres des marxismes sur le capital, l'Etat, le syndicalisme. Réforme sociale ou révolution, socialisme ou barbarie, telle est l'alternative.

Poursuivons la lecture de cet article de l'AFP.

- Les partenaires sociaux vont dire "*leurs préférences, leurs interdits, leurs tabous mais je ne me laisserai pas empêcher, ainsi que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Si je leur demande ce qu'ils veulent la réponse ce sera +rien+*", a observé le chef de l'Etat.

Il enfonce le clou, il n'y a RIEN à négocier ou à attendre de cette conférence pour les travailleurs, les syndicats y participeront donc sur le terrain fixé par Hollande, celui du capital, ce qui revient ouvertement à bafouer les besoins des travailleurs et à prendre

en charge ceux du patronat.

- Toutefois, a estimé François Hollande, "*les partenaires sont tout de même clairvoyants - les syndicats sont conscients...*"

"*Je veux qu'un jeune puisse se dire qu'il aura une retraite s'il travaille, qu'une personne de 55 ans sache les conditions de son départ en retraite. Et je veux dire aux retraités qu'on ne touchera pas à leur retraites et qu'on sécurisera leur retraite*", a-t-il conclu. AFP 16.06

Admirez le cynisme ! Traduisons.

- Un jeune "*aura une retraite s'il travaille*", mais comme un sur deux sera bientôt voué au chômage comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal, voire en Italie, etc. il sera privé de retraite à l'arrivée, où il sera tellement vieux au moment de la prendre qu'il n'en profitera pas ou quelques années seulement, s'il ne crève pas avant ! Il aura aussi le "*choix*" et partir plus tôt à la retraite, dans ce cas-là il sera réduit à la misère.

En résumé le message de Hollande aux jeunes se résume ainsi : soit vous prendrez votre retraite si vieux que vous n'en profiterez pas, soit vous prendrez votre retraite plus tôt et c'est une fin de vie misérable à laquelle je vous soumets.

- Si maintenant vous avez 55 ans, malheur à vous, vous pensiez partir à la retraite d'ici quelques années, Hollande va faire durer votre martyr plus longtemps en augmentant le nombre d'annuités qu'il vous faudra pour pouvoir la prendre à taux plein, vous pourrez toujours partir à la retraite plus tôt en étant réduit à l'indigence.

Sur le chômage.

- Il a affirmé qu'il s'y "*accrocherait comme un mort de faim*". AFP 16.06

Dommage qu'il parle de ce qu'il ne connaît pas ! C'est une provocation insupportable envers les millions de travailleurs qui sont au chômage.

Sur le Smic

- Il a en tout cas exclu "*pour l'instant*" un coup de pouce pour le Smic qui sera donc revalorisé au 1er juillet prochain strictement à ce que prévoit la loi, c'est-à-dire une indexation sur l'inflation.

"*La loi, pour l'instant c'est la loi*", a affirmé M. Hollande, rappelant que le gouvernement avait donné ce fameux coup de pouce l'an passé (0,6 point sur 2% de revalorisation). AFP 16.06

Pendant que ses amis banquiers et autres actionnaires du CAC40 continuent de se goinfrer, normal, il est leur représentant.

Bon, alors toujours sur la ligne du "*front unique*" en direction des dirigeants du PS, des syndicats ?

En aparté, il y en a même qui ont trouvé le moyen de pousser l'abjection jusqu'à instrumentaliser la mort de Méric Clément pour appeler au front unique des syndicats pour que justice lui soit faite. On se demande jusqu'où ira leur décomposition politique.

Néolibéralisme : "***la voie du succès***" !

- Grèce: la fermeture de la ERT ouvre la voie à la réduction du secteur public - AFP

Mme Merkel, qui s'est entretenue au téléphone dimanche après-midi avec M. Samaras, "*a exprimé son respect et son soutien pour la politique de réformes claire du gouvernement grec*", selon le communiqué.

"*La Grèce a déjà fait de sensibles progrès et est déjà aujourd'hui dans une situation bien meilleure, sur beaucoup de points, qu'il y a encore quelques mois*", indique le porte-parole du gouvernement allemand dans le communiqué.

"*Maintenant, il est particulièrement important de mettre en oeuvre tout ce qui a été convenu avec la Troïka (des bailleurs de fonds internationaux de la Grèce --UE-BCE-FMI--, ndlr), aussi en ce qui concerne le service public, pour continuer sur la voie du succès*", ajoute-t-il.

Dimanche, M. Samaras avait indiqué que la fermeture soudaine de la radiotélévision publique ERT, entraînant le licenciement d'environ 2.700 employés, s'inscrit dans le cadre des engagements de la Grèce pour poursuivre les réformes et réduire

le secteur public. AFP 16.06

ACTUALITE EN TITRES

Manipulation des masses.

- Le président défend le rythme de ses réformes - LeFigaro.fr

- Une majorité de Français juge que Hollande réforme trop lentement - Reuters

- Selon un sondage CSA, 64 % des Français jugent le rythme des réformes trop lent. - Reuters 16.06

En réalité les "*Français*" attendent des réformes et non des contre-réformes et ils s'impatientent...

De zélés serviteurs

- Les chômeurs vont battre le pavé - LePoint.fr

De quoi s'agit-il au juste? Une mobilisation de masse des chômeurs en vue ? Pas vraiment.

- ... les associations de chômeurs (MNCP, Apeis, AC!), soutenues par deux syndicats de Pôle emploi et Attac, contestent le refus du gouvernement de les associer à la conférence sociale qui se tient jeudi et vendredi. LePoint.fr 16.06

Eux aussi ils veulent être de la partie, il faut bien qu'ils justifient les subventions que leur octroie généreusement le régime, non ? Ne vous bilez pas, Hollande sait que vous le soutenez...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

Deux semaines après le début de la contestation en Turquie, deux des principaux syndicats turcs, le KESK et le DISK, ont appelé à une grève générale ce lundi dans tout le pays. Ils veulent ainsi protester contre le déferlement de violences à l'encontre des manifestants opposés au Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Cet appel à la grève générale a été lancé dimanche, alors qu'au même moment, les partisans du Premier ministre turc s'étaient réunis pour un meeting géant à Istanbul. Devant des dizaines de milliers de soutiens, Recep Tayyip Erdogan a justifié l'intervention de la police, samedi soir sur la place Taksim, pour déloger à coup de gaz lacrymogènes et des canons à eau les manifestants. Cette évacuation a provoqué de violents affrontements entre les forces de l'ordre et les protestataires.

«*J'ai dit que nous étions arrivés à la fin. Que c'était devenu insupportable. [Samedi], l'opération a été menée et [la place Taksim et le parc Gezi] ont été nettoyés (...) c'était mon devoir de Premier ministre*», a notamment lancé Recep Tayyip Erdogan à la foule.

«*Nous n'abandonnerons pas cette place aux terroristes*», a-t-il également souligné, en référence aux drapeaux ou aux banderoles de certains mouvements politiques interdits qui avaient été déployés sur la place Taksim.

«*Ce pays n'est pas une terre ordinaire. Vous ne pouvez pas organiser de rassemblement partout où vous le souhaitez. Vous pouvez le faire là où c'est autorisé*», a également souligné le chef du gouvernement. Lors de son discours, le Premier ministre a donné rendez-vous aux contestataires aux élections municipales de mars 2014. 20minutes.fr 16.06

2- Russie

Vladimir Poutine s'est interrogé dimanche sur les raisons qui poussent les Occidentaux à vouloir armer des rebelles syriens qui, à

en croire le président russe, "*dévorent les entrailles de leurs semblables*".

Prenant la parole à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre britannique David Cameron à la veille du sommet du G8 en Irlande du Nord, il a déclaré qu'aussi bien le gouvernement que les insurgés syriens étaient à blâmer pour le bain de sang dans leur pays.

"*Vous n'allez pas nier qu'on ne peut vraiment pas venir à l'aide de gens qui non seulement tuent leurs ennemis, mais les éventrent pour dévorer leurs entrailles publiquement et face aux caméras. Ets-ce vraiment ceux-là que vous voulez soutenir?*", a-t-il demandé.

"*Est-ce à eux que vous voulez donner des armes? Si c'est le cas, cela n'a alors que très peu de choses à voir avec les valeurs humanitaires qui sont prêchées en Europe depuis des siècles*", a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat russe faisait allusion à une vidéo très perturbante mise en ligne sur internet où l'on voit un combattant rebelle manger ce qui semble être le coeur d'un soldat gouvernemental. Reuters 16.06

3- République tchèque

Le Premier ministre tchèque de centre droite Petr Necas a annoncé dimanche soir qu'il démissionnerait lundi, reconnaissant sa responsabilité dans un scandale de corruption politique et d'abus de pouvoir touchant sa plus proche collaboratrice, tentant toutefois de sauver la coalition.

"*Je démissionnerai demain (lundi) du poste de Premier ministre. Je suis conscient de ma responsabilité politique*", a déclaré M. Necas, au cours d'un point de presse tenu au terme d'une réunion des chefs de la coalition gouvernementale.

"*Je suis un homme combattif. Mais je me rends parfaitement compte aussi que le moment est venu de partir*", a-t-il affirmé.

M. Necas a plaidé pour la continuation de l'actuelle coalition tripartite de centre droite jusqu'aux législatives normalement prévues en mai 2014, mais avec un nouveau Premier ministre qui serait proposé par son parti ODS.

Pour devenir réalité, la solution proposée par M. Necas doit nécessairement obtenir le feu vert d'au moins 101 députés, au sein d'une chambre basse de 200 sièges.

Composé des partis de droite ODS et TOP 09 du chef de la diplomatie Karel Schwarzenberg ainsi que de la petite formation centriste LIDEM, la coalition au pouvoir depuis 2010 ne dispose toutefois pas de majorité parlementaire, depuis 2012.

L'opposition de gauche s'oppose avec véhémence à cette solution "hors réalité" selon elle et continue de réclamer l'organisation d'élections anticipées. AFP 16.06

4- Koweït

La Cour constitutionnelle du Koweït a invalidé dimanche les dernières élections législatives, qui avaient été boycottées par l'opposition, et dissous le Parlement, tout en approuvant une réforme du mode de scrutin vivement contestée par les opposants.

Le président de la Cour, Youssef al-Matawa, a annoncé cette décision qui n'est pas susceptible d'appel au terme d'une audience de plusieurs heures.

C'est la deuxième fois que le Parlement est dissous en un an. En juin 2012, la Cour avait dissous la chambre, alors dominée par l'opposition, pour vices de forme. L'actuelle chambre est dominée par les partisans du gouvernement, l'opposition ayant boycotté les élections de décembre pour dénoncer la réforme électorale.

La Cour constitutionnelle était appelée à se prononcer sur la constitutionnalité d'un décret pris par l'émir en octobre modifiant la loi électorale de 2006 et limitant le choix des électeurs à un seul candidat, contre quatre auparavant.

Ce décret avait accentué une grave crise politique qui secouait l'émirat depuis 2006, provoquant une vague de manifestations de rue parfois violentes, l'opposition estimant que l'émir avait outrepassé ses pouvoirs et que la mesure favorisait une manipulation du scrutin.

La cour a statué que le décret était "*conforme à la Constitution*", servait "*l'intérêt national*" et donnait une chance aux minorités d'être représentées au Parlement.

Les juges ont cependant invalidé le scrutin de décembre, ordonnant de nouvelles élections : ils ont évoqué l'inconstitutionnalité d'un deuxième décret de l'émir ayant institué la Commission nationale des élections, selon le texte de l'arrêt publié dimanche.

"*La décision (de la Cour) prouve que le Koweït est un Etat dont les institutions sont régies par la Constitution et la loi. J'en appelle à tous les Koweïtiens à respecter ce jugement et à s'y conformer*", a déclaré à la télévision l'émir, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah, qui s'était engagé par avance à accepter la décision de la Cour constitutionnelle.

Le gouvernement, réuni en session extraordinaire, a pour sa part ordonné la mise en oeuvre de cet arrêt.

Mais les opposants islamistes, nationalistes et la plupart des groupes d'opposition libéraux ont appelé dimanche à boycotter les prochaines élections.

Le dirigeant de l'opposition et ex-président du Parlement Ahmad al-Saadun a déclaré que ces opposants avaient formé au cours d'une réunion dimanche un comité qui décidera d'une série d'actions contre ce jugement "*qui a pratiquement mis fin à la Constitution*".

Avant même que la Cour ne tranche, plusieurs chefs de l'opposition avaient déjà estimé qu'une confirmation du décret sur le nombre des candidats à choisir nuirait profondément au système parlementaire dans l'émirat, première monarchie du Golfe à s'être dotée dès 1962 d'un Parlement élu.

"*C'est la pire des décisions*", a commenté l'ex-député de l'opposition Walid al-Tabtabaï, prédisant, comme d'autres opposants, une persistance de la crise.

L'ancien parlementaire Moubarak al-Waalan a prévenu qu'un retrait du décret était "*le seul moyen de sortir de la crise actuelle*", alors que l'ex-député Mohamed al-Kundari a déploré sur Twitter que la Cour constitutionnelle ait "*donné raison au régime*".

En revanche, un groupe de l'opposition libérale, le Bloc de l'Action nationale, a annoncé dans un communiqué respecter la décision de la justice.

Le ministre de l'Information, cheikh Salman Humoud al-Sabah, a salué la décision, assurant dans un communiqué qu'elle allait "*consolider la pérennité du système démocratique*" au Koweït.

En décidant de la dissolution du Parlement, la Cour a précisé que les lois votées par la chambre depuis son élection restaient valides.

Le président du Parlement dissous, Ali al-Rached, a précisé que les prochaines élections se dérouleraient "*sur la base de l'amendement à la loi électorale*".

Les groupes de l'opposition avaient prévenu en mai qu'ils ne participeraient à aucun scrutin qui ne soit pas organisé sur la base de la loi de 2006, et avaient réaffirmé cet engagement mercredi. AFP 16.06

5- Israël

Selon le site Alahd, les militaires sionistes ont chargé l'équipe de presse de la chaine russe Russia Today. Les journalistes tournaient un reportage sur le chemin de retour des manifestants rassemblés à l'appel des associations des villages d'Al Taroun quand les militaires sionistes ont attaqué la manifestation et ont usé de grenades du gaz lacrymogène.

Les soldats sionistes ont également chargé les activistes étrangers et les journalistes à bord de véhicules et ont brisé les vitres de leurs voitures. Idem pour le car qui transportaient les pacifistes .les militaires israéliens ont bloqué la route à ce bus en mettant le feu aux pneus. french.irib.ir 16.06

6- Libye

Un juge a été abattu dimanche matin à la sortie du tribunal de Derna, ville de l'est de la Libye considérée comme un bastion des islamistes, ont annoncé les autorités libyennes.

"*Une voiture s'est arrêtée et des hommes lui ont tiré dessus*", a dit Mansour al Hassadi, élu de Derna à l'Assemblée nationale libyenne. "*Il est mort sur le coup*."

Le tribunal de Derna vient tout juste de reprendre un fonctionnement normal après les perturbations liées à la révolution de 2011 ayant abouti au renversement de Mouammar Kadhafi.

"*Les tribunaux viennent seulement de reprendre leurs activités et cela peut contrarier ceux qui appellent ouvertement à l'instauration de la loi islamique à Derna*", a dit un proche du juge tué.

Les habitants de Derna ont fait état de plusieurs manifestations ces derniers mois de partisans de l'application de la charia, sous la conduite de représentants de milices islamistes.

Cette ville du littoral méditerranéen est considérée dans cette partie de la Libye comme un pôle de recrutement de combattants pour l'Irak, l'Afghanistan et la Syrie. Reuters 16.06

Voilà ce qu'ils veulent faire de la Syrie.

SOCIAL

1- Espagne

Des milliers de personnes ont manifesté à Madrid dimanche contre la politique d'austérité et le taux de chômage record, exhortant le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy à se concentrer sur la création d'emplois pour sortir le pays de la récession.

Au son des tambours et des sifflets, les manifestants ont défilé dans les rues du centre de la capitale espagnole sous un soleil de plomb, agitant des drapeaux aux couleurs rouge et blanc des syndicats, et brandissant des pancartes sur lesquelles était écrit: "*L'austérité ruine et tue*" et "*Les coupes budgétaires sont du vol*".

Les manifestations ont eu lieu simultanément dans 28 autres villes espagnoles, dont Barcelone, seconde ville du pays, et Vigo, plus grande ville de Galice (nord-ouest), au bord de l'Atlantique.

Elles étaient organisées par les trois plus importants syndicats espagnols: la Commission des travailleurs, l'Union générale des travailleurs et la Fédération syndicaliste des travailleurs. AFP 16.06

2- Venezuela

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a promulgué samedi la loi sur le contrôle des armes qui condamne notamment le port de celles-ci à 20 ans de prison dans un pays qui affiche le taux le plus élevé d'homicides d'Amérique du Sud.

"*Je promulgue la loi sur le désarmement pour la paix de la patrie*", a déclaré le président Maduro lors d'un déplacement dans l'Etat de Vargas dans le nord du pays.

Début juin, l'Assemblée nationale du Venezuela avait voté à l'unanimité cette loi prohibant le port d'armes pour les civils.

Le texte prévoit des peines de sept à 20 ans de prison pour les civils portant une arme ou en faisant le trafic. En outre, le texte restreint la vente aux particuliers d'armes et de munitions et interdit l'exhibition d'armes dans les lieux publics.

La loi régit également l'usage de leurs armes par les forces de l'ordre et les tireurs sportifs. Elle impose également que les munitions légales soient marquées.

En février, le gouvernement avait entamé une opération de recensement des armes en circulation. Des campagnes incitent en outre les détenteurs d'armes à les remettre volontairement aux autorités, en échange d'autres biens.

Selon le gouvernement, 3.400 homicides ont été enregistrés au 1er trimestre 2013, et 16.000 en 2012. Avec un taux d'environ 55,2 meurtres pour 100.000 habitants, le Venezuela affiche un record dans ce domaine en Amérique du Sud.

Une évaluation officielle remontant à 2009 évoque la présence dans ce pays de 29 millions d'habitants de neuf à 15 millions d'armes, légales et illégales, pour 40.000 ports d'armes officiellement accordés. AFP 16.06

3- Bangladesh

Plus de 140 employés, principalement des femmes, de deux usines textile près de Dacca, la capitale du Bangladesh, sont tombés malades dimanche après avoir bu de l'eau sur leur lieu de travail, a annoncé la police.

Au moins 141 personnes ont été hospitalisées à Joydevpur, une ville industrielle au nord de Dacca, a déclaré à l'AFP l'inspecteur de police Humayun Karbir.

"*Nous soupçonnons en priorité une contamination de l'eau*" fournie aux employés par les usines, fermées pour la journée, a-t-il ajouté.

Ces usines travaillent pour des marques occidentales, ont précisé les autorités, qui n'ont pas indiqué lesquelles dans l'immédiat.

Début juin, 600 ouvriers d'une usine située à Gazipur, à la périphérie de Dacca, étaient aussi tombés malades après avoir bu de l'eau sur leur lieu de travail. AFP 16.06

Haut de page

Le 18 juin 2013

CAUSERIE

J'ai laissé de côté quelques infos par manque de temps, et ce matin je n'ai pas trouvé d'article satisfaisant sur la Turquie et la grève générale lancée par les syndicats, on a seulement appris qu'Erdogan menaçait de faire appel à l'armée, et hier ils ont organisé des rafles dans tous le pays d'opposants au régime, à suivre

A propos du site

Avant-hier soir, en utilisant le logiciel FileZilla j'ai pu contrôler que tous les fichiers dont j'ai fourni les adresses depuis début 2012 figuraient bien dans le serveur du site. Il en manquait une trentaine environ. Au total le site comporte désormais quelque 8.000 fichiers.

Avant-hier également avant de mettre de nouveaux articles en ligne, j'en ai parcouru quelques-uns rapidement et j'en ai laissé plusieurs de côté qui ne valaient rien ou qui étaient des doublons. Apparemment cela se produit souvent sur le portail Mondialisation.ca, ils laissent aussi passer des articles franchement réactionnaires, le problème c'est que je n'ai pas le temps de tous les lire.

Je vais sans doute arrêter les infos en bref, car je ne peux pas passer ma vie devant un écran d'ordinateur, je dois absolument me libérer au moins une heure par jour pour m'occuper de mes affaires, me reposer un peu et faire autres choses, lire par exemple, cela me manque terriblement, au cours des 37 dernières années, c'est la première fois que je ne prends plus le temps de lire.

Il faut nous concentrer sur l'essentiel.

Le travail que nous avons fait au cours des 5 dernières années nous a permis de progresser. On a actualisé un grand nombre de questions théoriques, on a vérifié ou étudié un certain nombre d'hypothèses, on est parvenu à rassembler l'ensemble des facteurs et des rapports qui composent la situation mondiale sur le plan économique et politique, on a procédé à de nombreuses analyses que nous avons essayé de pousser le plus loin possible, nous sommes parvenus à dégager une ligne politique cohérente, à caractériser les différents acteurs politiques, nous avons fait en partie l'inventaire de la lutte des classes depuis 1940, on a essayé de se réapproprier la méthode du marxisme, d'y demeurer fidèle sans en faire un fétiche, bref, sur tous les fronts nous avons avancé, c'est en tout cas ma conviction ou le constat que je dresse modestement car il nous reste encoe un énorme travail à faire.

On a commis quelques erreurs qu'on a corrigées par la suite, peut-être qu'on est passé à côté de certaines, c'est possible, je n'en sais rien, l'avenir nous le dira. En attendant, en mettant en oeuvre la méthode du marxisme, on a pu vérifier ensemble qu'elle fonctionnait à merveille, dans le cas contraire, c'est moi qui n'ait pas été à la hauteur. Maintenant je ne dois pas me laisser prendre dans l'engrenage de l'actualité et en devenir esclave, il faut aussi consacrer son temps à d'autres activités qui seront autant d'ouverture d'esprit et nourriront ma réflexion. Si la vie est la meilleure école qui soit, passer sa vie devant un écran, ce n'est pas la vie, on ne peut pas la réduire à cette activité.

Et puis, il faut revenir à la vocation première du site qui n'était pas de faire de la propagande pour des idées ou de défendre des positions, bien que cela en fasse partie, l'essentiel était de diffuser une méthode pour interpréter le monde, de montrer qu'elle fonctionnait, qu'elle était efficace, redoutable pour nos adversaires et nos ennemis, de faire en sorte que les militants se l'approprient ou la maîtrisent autant que faire se peut pour se forger librement leurs propres convictions, j'espère y avoir contribué, inutile d'ajouter modestement puisque tout le mérite revient à ceux qui ont fourni cet effort, j'aime bien que les choses ou les êtres soient à leurs places, c'est plus sains comme rapports.

La fatigue et le manque de temps m'ont joué de mauvais tours parfois, mon entourage aussi, donc pour éviter de finir par créer moi aussi une sorte de système dans lequel je m'enfermerais pour ensuite passer mon temps à le justifier, ce qui finalement n'apporterait plus rien à personne, je préfère me lancer de nouveaux défis, je ne sais pas encore comment je vais m'y prendre, je dois encore y réfléchir. La question qui me taraude est de gagner en efficacité, en crédibilité, le problème c'est que je ne sais pas exactement qui se connectent sur le site.

Les différents partis ou formations politiques en tant que tels ne m'intéressent pas, je considère qu'ils ont tous faits faillite. Il me semble plus produtif de se pencher sur les contradictions des différents analyses du capitalisme et ses institutions qui nous sont proposés par les partis et une multitude d'acteurs, des intellectuels essentiellement, qui ont pignon sur rue comme l'on dit, sur les méthodes mises en oeuvre par les médias et les instituts de sondage pour conditionner les masses et les tromper, bref, s'attaquer aux différents aspects de l'idéologie dominante qui sont parvenus à s'ancrer dans la tête des dirigeants des partis ouvriers, des militants, des intellectuels et des travailleurs, puisque finalement c'est un des piliers sur lequel repose le régime, on n'est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Cela demande une grande disponibilité d'esprit et de réfléchir à tête reposée, car il peut arriver qu'on commette aussi des contresens quand on se précipite sur un article pour l'interpréter, cela m'est arrivé parfois. C'est le genre d'erreur qui ne pardonne pas, car des lecteurs en déduiront que vous avez tenté de les manipuler, alors que je n'en ai jamais eu l'intention. Il faut donc se libérer du temps pour se consacrer sérieusement à cette activité. Je pense au formidable travail qu'avaient effectué Marx et Engels pour se débarrasser de toutes les théories foireuses qui existaient à leur époque, nous nous en servons encore aujourd'hui mais pas suffisamment, il faut donc aussi du temps pour relire leurs ouvrages et d'autres auteurs parmi les plus fameux dans leur domaine.

Et puis, pour conclure il ne faut pas oublier que je ne suis pas un intellectuel, cela me demande un énorme effort de concentration quotidiennement pour faire ce travail, cela ne vous dit peut-être rien, je n'en sais rien, mais c'est harassant, car c'est spontanément que je dois trouver les ressources pour traiter à la suite pendant environ 10 à 12 heures par jour un tas de questions dans une multitude de domaines.

Il arrive forcément un moment où on arrive à saturation, je le sens, je peux l'observer et cela me contrarie, car la qualité de mon travail s'en ressent obligatoirement. C'est comme pour faire une bonne digestion. Il est recommandé de ne pas se gaver et de laisser un espace vide dans l'estomac pour que les sucs gastriques se mélangent bien aux aliments, afin que la digestion ne soit pas contariée ou qu'elle ne soit pas ralentie, dans le cas contraire on peut être incommodé, voire pire, libérer des toxines qui passent dans le sang.

Les "***jours heureux***". Pour qui ? Pardi, par pour les malheureux !

A l'époque des tickets de rationnement, des soupes populaires, des sans-abris et des bidonvilles, sans rire car on n'en a pas du tout envie :

- Appel pour que reviennent les jours heureux !

Appel lancé par les Clubs « Penser la France » (CPF), le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) et le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF).

On retrouve ici le même principe et la même méthode, qui consiste à s'accommoder du capitalisme à défaut de lutter pour le renverser sous prétexte que l'amélioration des conditons de vie serait une priorité pour finalement abandonner l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Rappelons au passage que ces "*jours heureux*" coïncidèrent avec la reconstruction de l'Etat et du capitalisme français sous l'égide du PCF, avec la trahison du mouvement révolutionnaire se développant à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Thorez décrétant face aux masses en arme qu'il ne pouvait y avoir en France d'"*un seul Etat, une seule police, une seule armée*", ceux des capitalistes, tandis que les dirigeants de la CGT décrétaient que la grève était "*l'arme des trusts*", condamnant et brisant les grèves spontanées qui éclataient, et que les initiateurs ou les premières signataires de cet appel en faisaient justement partie ou en sont les héritiers.

Vous voudriez qu'on vous fasse confiance ? Cela doit être une plaisanterie.

Admirez le timing.

- du 6 au 9 juin dernier se tenait la réunion annuelle du groupe Bilderberg .

- le 17 juin, les Etats-Unis et l'Union européenne entamaient officiellement les négociations pour l'établissement d'un marché de

libre-échange transatlantique

- le même jour se tenait un nouveau sommet du G8

Quelque sujets de philosophie du bac sur lesquels planchent actuellement les lycéens.

- Le langage n'est-il qu'un outil?

Non, c'est aussi un signifiant.

- La science se limite-t-elle à constater les faits?

Heureusement que non, sinon l'homme n'aurait jamais évolué !

- Peut-on agir moralement sans s'intéresser à la politique?

La morale est le produit de la lutte des classes.

- Le travail permet-il de prendre conscience de soi?

Il permet de prendre conscience des rapports sociaux de production qui existent dans la société et de la place qu'on occupe.

- Que devons-nous à l'Etat?

Rien répondra un exploité, dans la mesure où il incarne les intérêts de la classe dominante.

- Interprète-t-on à défaut de connaître?

C'est l'inconscience qui nous guide à défaut de connaissance ou de conscience.

Que des bonnes nouvelles !

- Bulgarie : le gouvernement recule après un week-end de manifestations - euronews

- La tension est à son comble à Ankara - euronews

- Éclaboussé par un scandale de corruption, le chef du gouvernement tchèque démissionne - euronews

- Québec: 14 chefs d'accusation contre le maire de Montréal - euronews

- Indonésie: manifestation contre la hausse du prix des carburants - AFP

- Des milliers de Brésiliens dans la rue - Libération.fr

Comment ils pourrissent la société et font le lit de la réaction. Quelques exemples tirés de l'actualité.

1- Gifler son enfant n'est pas anodin, selon une campagne publicitaire - 20minutes.fr

J'ai été un enfant battu et je n'ai jamais levé la main sur ma fille, donc je serais porté spontanément à condamner l'emploi de la violence envers un enfant. C'est ce que je pensais il y a peu encore, depuis en observant l'évolution de la société qui se délite de partout à une vitesse affolante j'ai changé d'avis.

Si les parents n'ont pas atteint un niveau de conscience leur permettant d'exiger quelque chose de leur enfant d'une autre manière qu'en lui administrant une gifle ou en le punissant, j'y suis favorable si cela est efficace, car dans le cas contraire cela signifierait que les parents n'auraient absolument aucun moyen de se faire obéir par leurs enfants, ce qui pourrait avoir de graves conséquences comme on peut le constater tous les jours.

Quant aux conséquences de cette violence maîtrisée envers un enfant, elles peuvent être dépassées par la suite, je crois en avoir

fait la démonstration en revenant de très très loin et en étant parfaitement équilivré sur le plan mental, sentimental ou sexuel notamment. Je ne préconise pas cette méthode évidemment, mais je ne la condamne pas. On ne compte plus les gosses qui échappent au contrôle de leurs parents, à tout contrôle même.

Et au passage on emmerde les sentimentalistes à la noix qui sortent du même tonneau que les ouvriéristes ou les tiers-mondistes qui voudraient faire partager leur manque de rigueur et de cohérence à la terre entière, quitte à la pourrir pour encore avoir raison.

Contrairement à la façon d'agir de mes adversaires, ce n'est pas la réalité qui doit s'adapter à nos principes, mais nos principes qui doivent évoluer en fonction des transformations que connaît la société. Eux ils sont bornés ou sclérosés, moi j'estime avoir un esprit libre.

2- Exception culturelle: Barroso qualifie la France de "***réactionnaire***" - AFP

Alors qu'il est le porte-parole de la pire réaction : le néolibéralisme. S'il peut se permettre cette sortie, c'est parce que le PS et la gauche sont amarrés à l'UE, sont empétrés dans leurs contradictions et finalement aussi réactionnaires que lui.

Ils ont adhéré au mondialisme au-delà de la mondialisation, Barroso le sait, ils doivent en assumer les conséquences jusqu'au bout. Barroso est logique ou cohérent, ce sont ses adversaires qui ne le sont pas et qui n'ont absolument aucune crédibilité auprès des masses.

3- Lot-et-Garonne: Bousquet-Cassagne (FN) tend la main à la "***gauche populaire***" - AFP

Parce que le FN prétend être progressiste, les progressistes étant devenus des réactionnaires en ayant abandonné le combat pour le socialisme, ils lui ont cédé le terrain et il en profite.

Barroso traite Hollande le "*socialiste*" de réactionnaire, et le FN se voudrait de "*gauche*" pour un peu, vous ne vous demandez pas ce qui cloche, comment on a pu en arriver-là ? Un conseil, ne cherchez pas du côté de Barroso ou du FN.

4- Face au FN, Dati refuse "***le front républicain***" - AFP

En cela, alors qu'il devrait profiter à l'UMP, elle témoigne son attachement à un ou des principes, alors que le PS et la gauche sont prêts à brader les leurs et apparaissent comme des traitres. Là encore ce sont les réactionnaires qui apparaissent vertueux, le comble ! Je rejette évidemment ce " *front républicain*" en faveur d'un candidat du parti de l'ordre, agir autrement serait le comble de l'avilissement, comme appeler à voter Chirac en 2002, par exemple.

Ce serait un candidat du PS face un du FN que je n'appellerais pas davantage à voter pour le candidat du PS. Je n'ai pas à me faire le complice d'un parti réactionnaire parce qu'il arborerait une étiquette socialiste. Si une étiquette l'emporte sur les faits, autant dire qu'on est prêt à brader nos principes et nos convictions à la première occasion ou plutôt qu'on n'en a pas vraiment. Trop peu pour nous.

5- Il faut se pencher sur la montée du FN en milieu rural, déclare Hamon - AFP

La population du milieu rural serait davantage à l'écoute du FN, alors que la gauche et l'extrême gauche en exploitant honteusement la mort de Méric Clément poussent les masses vers le FN dès lors que la seule alternative demeure l'UMP ou l'abstention.

L'hypocrisie et le refus de tenir compte des faits coûtent finalement très très cher au mouvement ouvrier et au prolétariat, et ce n'est pas fini. Vous avez là la réponse au point n°3.

6- Gérard Filoche : "***C'est nous, socialistes, qui sommes le problème***" - Le Nouvel Observateur

En réalité, le problème c'est plutôt que vous vous prétendez socialiste alors que vous ne l'êtes pas, ainsi vous agissez en fossoyeur du socialisme en son nom, vous servez de repoussoir aux travailleurs ou militants qui pourraient se porter vers le socialisme.

Là encore, en prétendant être ce qu'ils ne sont pas, la réaction pourra sans difficulté leur reprocher et apparaître fidèle à ses idées, une valeur sûre quoi, dans laquelle la population peut avoir confiance à défaut de partager ses idées.

En guise d'épilogue très vite.

Vous pouvez reprendre toutes les questions qu'ils ont été traitées depuis 40 ans, vous vous apercevrez qu'ils ont chaque fois procédé de la même manière pour abourtir exactement au même résultat, du féminisme à l'homophobie, en passant par

l'antiracisme, l'écologie et bien d'autres thèmes encore. Tenez l'écologie : l'air qu'on respire n'a jamais été aussi pourri, le monde n'a jamais été une telle poubelle et ce qu'on bouffe n'a jamais été aussi dégueulasse ! Alors à quoi cela a-t-il servi ? Mais mon enfant, à assurer la survie du régime et à mieux diviser ceux qui entendaient le combattre.

Ce matin j'ai repensé à un truc en me marrant. Autrefois tous les jours on entendait les mots tapette, pédé, pédale, mon père traitait mes potes de pédales parce qu'ils avaient les cheveux très longs, quand je les ai laissé pousser à mon tour il m'a dit que j'étais une gonzesse, un compliment quoi ! Mais à l'époque il y avait en réalité très rarement des agressions contre les homosexuels, moins qu'aujourd'hui, idem pour le racisme, des gens se défoulaient verbalement et cela n'allait pas plus loin, il n'y avait pas plus de ségrégation qu'en 2013, on n'en faisait pas tout un plat, pour mon père les Algériens étaient crouilles, des bougnoules, des ratons, du coup j'en ai fait mes potes pendant un moment, ils en croisaient toutes la journée sur les chantiers où ils travaillaient comme menuisier, puis il est devenu un adepte du couscous chez le cousin du coin, un Algérien qui tenait un resto, il ne l'a jamais traité de crouille et a sympathisé avec lui, mon père n'était pas raciste, il était ignorant tout simplement. C'est vous les antiracistes qui auraient pu en faire un raciste, oui, je vous accuse de ce crime.

Alors qu'on arrête de nous emmerder avec ces conneries j'ai envie de dire, ce sont ces abrutis avec leur bonne conscience à cent balles qui sont à l'origine du communautarisme, qui ont manipulé les militants à la suite du PS et ses satellites, qui ont monté ces problèmes en épingle avec l'aide des médias de tels sortes qu'ils sont devenus incontrôlables, le régime s'en régale, il est aux anges, la provoc marche à fond, le législateur en profite pour renforcer son arsenal répressif et liberticide, c'est génial, pour nous c'est un cauchemar.

Au fait, je me suis laissé pousser les cheveux, je suis devenu une petite pédale pour emmerder encore feu mon père et j'en suis fier. On n'en peut plus messieurs les impuissants anticapitalistes ou les révolutionnaires. Je ne dis pas cela méchamment, je me fais provocateur ici pour leur montrer à quel point ils sont débiles ou à côté de la plaque, réfléchissez un peu si c'est encore possible, vous vous êtes égarés semble-t-il, le socialisme, c'est par là, La voix de l'Opposition de gauche.

ACTUALITE EN TITRES

Le gouvernement mondial en gestation !

- Le G8 exhorte l'Europe à mettre en place l'union bancaire - Reuters

En famille.

- Rémunération des patrons : Hollande choisit la même voie que Sarkozy - LePoint.fr

- Le futur président du Medef salue le code sur les salaires patronaux - Liberation.fr

Bravo !

- France: 67.977 détenus au 1er juin, un nouveau record - AFP

... et ce n'est pas terminé...

- Valls muscle le renseignement en créant une direction générale - LeFigaro.fr

Question perverse.

- Le capitalisme est-il devenu trop vicié pour survivre ? Et c'est l'âme damnée de Reagan qui a lancé le débat - Atlantico.fr

Non, sans blague !

- Comment l'argent influence notre morale - Atlantico.fr

Intox

1- Quelle audace !

- Retraites: la CFDT est contre un rapprochement des modes de calcul entre le privé et le public - L'Expansion.com

... mais vraiment dans le sens où vous l'entendez :

Il a réitéré que "*la CFDT est pour une remise à plat*" du système des retraites pour aller "*vers une réforme systémique*"... L'Expansion.com 17.06

On compend mieux, on est soulagé !

2- Tiens, donc :

- Affaire PRISM: Apple a reçu 5000 requêtes des autorités en six mois - L'Expansion.com

Et alors ?

"*Quelles que soient les circonstances, nos équipes juridiques évaluent chaque demande et, uniquement si cela est approprié, nous fournissons les informations les plus limitées possibles aux autorités*", ajoute le communiqué d'Apple. L'Expansion.com 17.06

Ben voyons !

Pas si sûr que cela.

- Syrie : l'objectif du G8 est de " *trouver une solution politique*" - LeMonde.fr

En insistant sur le départ du président Assad, la Grande-Bretagne et les autres puissances occidentales ont bloqué toute initiative régionale ou internationale pour un règlement pacifique de la crise en Syrie. french.irib.ir 17.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Cinéma.

Le ton est brusquement monté lundi entre la France et la Commission européenne après des commentaires virulents de José Manuel Barroso sur la prétendue attitude "*réactionnaire*" de ceux qui défendent l'exception culturelle.

"*Cela fait partie d'un agenda antimondialisation que je considère comme complètement réactionnaire*", a dit José Manuel Barroso dans une interview publiée lundi par l'International Herald Tribune, un journal américain publié à Paris.

"*Certains se disent de gauche mais en réalité, ils sont extrêmement réactionnaires*", a ajouté le président de l'exécutif européen qui, tout en se déclarant partisan de l'exception culturelle européenne, souhaitait qu'aucun sujet ne soit tabou dans les négociations commerciales qui vont s'ouvrir avec les Américains.

Le président de la République François Hollande, la ministre de la Culture Aurélie Filippetti et de nombreux responsables politiques, de droite comme de gauche, de Rachida Dati (UMP) à Sylvie Guillaume (PS), ainsi que de nombreux artistes comme Jean-Michel Jarre ont dénoncé les propos "*consternants" et "inacceptables*" de M. Barroso.

Visiblement embarrassé, le porte-parole de M. Barroso à Bruxelles, Olivier Bailly, a tenté de rassurer les responsables français. Le terme "*réactionnaire*" ne visait pas la France, a-t-il assuré.

"*Le président Barroso a toujours affirmé son attachement à l'exception culturelle*" et "*il n'y a aucune divergence sur le fond entre la Commission et le gouvernement français sur ce point*", a affirmé le porte-parole.

En fait, a-t-il expliqué, M. Barroso avait dans sa ligne de mire ceux qui ont lancé "*des attaques personnelles (...) souvent violentes et injustifiées*" contre sa personne et la Commission.

M. Barroso n'a semble-t-il guère apprécié les déclarations fracassantes du cinéaste Costa-Gavras qui, lors d'une conférence de presse la semaine dernière au Parlement européen à Strasbourg, a affirmé que "*M. Barroso est un homme dangereux pour la culture européenne*". Il a peu goûté également la lettre ouverte signée par plusieurs cinéastes européens dont l'Espagnol

Pedro Almodovar et le Portugais Manoel de Oliveira dénonçant "*un homme cynique, malhonnête, méprisant qui nuit aux intérêts européens*".

Mais, tout en cherchant à minimiser le différend avec Paris, le porte-parole a confirmé les positions intransigeantes de la Commission.

Le secteur audiovisuel pourra être remis sur le tapis pendant les négociations commerciales avec les Etats-Unis, a-t-il assuré. "*Il est clair que la Commission peut à tout moment dans la négociation (avec Washington) revenir vers les Etats membres pour proposer une révision de ce mandat sur toute question*", a-t-il insisté.

C'est hors de question lui a répondu fermement le chef de l'Etat français. L'exception culturelle "*est un principe qui a toujours été évoqué et à chaque fois écarté des négociations commerciales*" conduites par l'Union européenne ces dernières décennies, a dit M. Hollande en marge du sommet du G8 en Irlande du Nord.

"*Il n'y a pas de raison que ça change cette fois-ci dans la discussion avec les États-Unis*", a-t-il martelé.

"*Ce que je demande au président Barroso, c'est maintenant de mettre en oeuvre le mandat qui a été décidé par les négociateurs au niveau des gouvernements*", a souligné François Hollande.

En fait, c'est une véritable crise de confiance qui s'est ouverte entre Paris et Bruxelles. Une source européenne à Bruxelles a confié à l'AFP que les autorités françaises ont demandé dès la publication de l'interview "des explications" à la Commission européenne.

M. Barroso "*doit revenir sur ses propos ou partir!*", a prévenu Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS chargé des questions internationales et européennes.

Selon M. Barroso, les négociations pour conclure un accord de libre-échange avec les Etats-Unis pourraient durer deux ans. Le mandat de la Commission dirigée par M. Barroso expire à l'automne 2014.

Le négociateur européen, le Belge Karel De Gucht, est également sur la sellette. Le commissaire au Commerce a dit qu'il discutera audiovisuel avec les Etats-Unis malgré le mandat donné à la Commission par les ministres européens.

M. De Gucht "*devrait respecter la démocratie et le droit*", a affirmé l'eurodéputé socialiste Catherine Trautmann en demandant "de quel droit, avec quelle légitimité, peut-il ainsi revenir à la charge?". AFP 17.06

Monsieur Barroso a utilisé le procédé du renversement de la charge de la preuve à l'encontre de ceux qui refusent d'inclure la culture dans les négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne pour l'établissement d'un marché unique transtlantique, dont le gouvernement français qu'il a traité au passage de "*réactionnaire*", ce qu'il est évidemment, à lui de prouver maintenant qu'il ne l'est pas, alors que toute sa politique en porte le sceau. On y reviendra plus loin.

Ce qu'ils appellent le principe de "*l'exception culturelle*", s'il n'est pas réactionnaire, il n'est pas forcément non plus progressiste. Ne perdons pas de vue que nous vivons sous un régime capitaliste et que sans le financement des banques et les subventions de l'Etat bon nombre de créations artistiques ne verraient pas le jour, et que celles qui en bénéficient servent à maintenir l'illusion que nous serions en démocratie et non sous une dictature du capital, banquiers et Etat n'étant pas vraiment des philanthropes.

Ce qui se joue ici, c'est uniquement un plus grand accès au marché européen de la culture qui représente des centaines de milliards d'euros et sur lequel les Américains lorgnent avidement.

Quant à la culture en soi, les uns et les autres s'en désintéressent totalement ou disons qu'elle passe au second plan, la culture américaine ayant déjà largement envahi l'espace européen depuis de nombreuses décennies, qui, au-delà des arts concerne également le mode de vie des Européens, et donc de penser, leur objectif étant de les soumettre à leur idéologie néolibérale, ce qui est justement le thème et l'objectif de ce marché unique de libre-échange entre les E-U et l'UE qui a un caractère et un objectif éminemment politique sur lequel les uns et les autres évitent de s'attarder et pour cause, ils en connaissent parfaitement la teneur.

Ce qui est intéressant ici, c'est que Barroso qui est un ultra réactionnaire a visé directement le gouvernement, donc le PS en affirmant que "*certains se disent de gauche mais en réalité, ils sont extrêmement réactionnaires*", on serait presque porté à lui donner raison s'il ne l'était pas lui même et si le projet qu'il porte ne l'était pas non plus.

Cependant, on ne tombera pas dans le piège qui consisterait à déterminer lequel des deux est le plus ou le moins réactionnaire, pour se ranger derrière celui qui le serait le moins tout du moins en apparence, c'est la position adoptée habituellement par les opportunistes de tous polis sur pratiquement toutes les questions qui leur sont soumises ou viennent à l'ordre du jour.

Notre position consistera au contraire à condamner et rejeter en bloc ce processus de négociations transatlantiques qui a pour fonction de franchir un nouveau pas vers l'établissement d'un gouvernement, d'une dictature mondiale sous commandement de l'oligarchie financière américaine notamment dans laquelle serait intégrée l'UE.

Maintenant Hollande et le PS confrontés aux illusions des intellectuels et artistes qui ont voté pour eux et les considèrent toujours comme progressistes, doivent ménager leur base électorale, les quelques pans de la petite-bourgeoisie qui les soutiennent encore, aussi il leur faut témoigner qu'ils ne seraient pas réactionnaires en résistant aux injonctions des Américains dont Barroso est le porte-parole, alors que quotidiennement sur le plan social ils démontrent qu'ils le sont.

Vous avez pu observer avec quelle promptitude ils ont violemment réagi pour préserver les apparences sur lesquelles reposent finalement le gouvernement et le régime en place. Qui peuvent-ils encore espérer tromper sinon ceux qui veulent bien se laisser berner parce qu'ils y trouvent leur compte ? Ils sont nombreux dans ce cas-là dans le milieu culturel. Qu'ils ne se fassent aucune illusion, qu'ils écoutent ce qu'a dit M. De Gucht, il a vendu la mèche.

Quant à la sortie de Catherine Trautmann qui a demandé "*de quel droit, avec quelle légitimité, peut-il ainsi revenir à la charge?*", mais voyons, avec le même "*droit*" et la même "*légitimité*" que vous accordez à l'Union européenne, les commissaires européens et leur président sont bien nommés par les chefs d'Etat, non, vous l'auriez oublié, dites-nous que nous nous trompons ou que vous seriez disposée à rompre avec l'Union européenne, on ne vous posera même pas la question, on connaît d'avance votre réponse.

Moralité de cette histoire : toute vérité n'est pas bonne à dire, par n'importe qui, n'importe quand.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

En plein lancement du G8, voici que Londres est soupçonné d'avoir espionné le G20, en 2009. Dernier épisode de la tourmente orchestrée par l'ex-agent de la CIA Edward Snowden, dont le Gardian vient de publier des nouvelles allégations.

Selon les documents produits par Snowden, cette année-là, les Britanniques auraient utilisé un système d'écoutes et d'interception des télécommunications lors de deux rencontres internationales portant sur la crise économique mondiale et rassemblant les principaux pays développés et émergents. Les délégations turque, sud- africaine ainsi que le président russe auraient fait l'objet de surveillance toute particulière.

C'est le centre d'écoutes des services secrets britanniques, le GCHQ, partenaire de la NSA américaine, qui était chargé de cette surveillance, 45 personnes auraient été mobilisés 24 heures sur 24. La semaine dernière, Londres avait déjà dû se défendre de toute collusion illégale avec les services américains :

"*On a suggéré que le GCHQ utilise notre partenariat avec les USA pour obtenir des informations qu'il ne peut avoir légalement, c'est une accusation sans fondement*" avait martelé William Hague, qui a sous sa tutelle les services secrets britanniques.

Selon les révélations de Edward Snowden, le centre d'écoutes britannique s'appuierait sur le programme américain Prism depuis au moins juin 2010. euronews.fr 17.06

2- Grèce

Le Premier ministre conservateur grec, Antonis Samaras, a de nouveau proposé lundi à ses deux partenaires de la coalition gouvernementale la réouverture "*transitoire*" de la radio-télévision publique sous la houlette d'une commission tripartite, selon une source gouvernementale.

Une commission composée de représentants des trois partis de la coalition sera chargée "*d'embaucher un nombre de journalistes chargés de faire fonctionner de nouveau la radio-télévision publique*" jusqu'à ce que soit adopté un nouveau projet de loi sur l'audiovisuel public, a-t-on indiqué de même source.

"*Des conseillers étrangers, de la BBC, ou d'autres groupes européens vont aider à la constitution du nouvel organisme*", a souligné cette source.

Parmi ces points, figure un prochain remaniement ministériel, d'ici à la fin juin, selon cette source.

Une réunion ministérielle était en cours lundi soir entre M. Samaras et les dirigeants du Pasok (socialiste) et du Dimar (gauche démocratique), Evangélos Vénizélos et Fotis Kouvélis respectivement, pour tenter de trouver une solution et sortir de l'impasse provoquée par la fermeture de l'ERT.

Des manifestations contre la fermeture de l'ERT se poursuivaient pour la septième journée consécutive devant le siège de la télévision publique dans la banlieue nord de la capitale grecque et sur la place Syntagma en face du Parlement, où le chef de l'opposition, Alexis Tsipras a prononcé un discours pour fêter à sa manière le premier anniversaire du gouvernement Samaras, péniblement sorti vainqueur des élections du 17 juin dernier. Selon ce dernier, la fermeture d'ERT, décidée sans préavis et sans concertation, sera le "chant du cygne" du gouvernement Samaras. AFP 17.06

Parce qui si au moins il y avait eu "préavis" et " concertation", sans doute que cette décision aurait été accepable, CQFD

3- Maroc

La justice marocaine a condamné lundi un journaliste à deux mois de prison avec sursis pour diffamation. Il avait rapporté l'organisation par un ministre marocain d'un "somptueux" dîner privé lors d'un déplacement à l'étranger.

Au bout de cinq mois de procès, le tribunal d'Aïn Sebaâ, près de Casablanca, a condamné Youssef Jajili, directeur de la publication de l'hebdomadaire Al-An, a une amende de 4500 euros.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce Abdelkader Amara avait porté plainte l'année dernière à la suite de la publication d'un article par Al-An qui affirmait qu'un dîner "*fastueux*" avec champagne avait été organisé par le ministre en marge d'un déplacement officiel au Burkina Faso. Ces "*allégations*", pour le ministre, équivalait à un acte visant à "*attenter à son honneur et sa dignité*".

Au cours du procès, le journaliste a maintenu ses affirmations mais a refusé de mettre en danger ses sources. euronews.fr 17.06

4- Bulgarie

Week-end de manifestations en Bulgarie. Les opposants au gouvernement formé il y a seulement deux semaines se sont de nouveau rassemblés ce dimanche à Sofia et en province. Ils demandent la démission du Premier ministre de centre gauche, Plamen Orecharski.

Selon la police, plus de 15000 protestataires ont silloné les rues de la capitale bulgare, et ce, pour la troisième journée consécutive. Les manifestants reprochent au chef du gouvernement d'obéir à "*l'oligarchie*".

Le Premier ministre s'accroche. Moins de trois semaines après sa prise de fonctions, il a écarté dimanche l'hypothèse d'une démission estimant que cela serait "*extrêmement irresponsable en raison d'une nouvelle déstabilisation du pays*".

Le mouvement de contestation a éclaté vendredi dernier. Des milliers de personnes étaient alors descendues dans les rues de Sofia pour dénoncer la nomination de Delyan Peevski, membre du parti de la minorité musulmane turque, à la tête de l'Agence nationale de sécurité qu'ils voyaient comme une nouvelle preuve de la soumission des institutions à des intérêts privés. L'homme n'a en effet pas d'expérience et est lié à un grand groupe de médias et à une banque.

Face aux injonctions de la rue, le député controversé a dû renoncer au poste ce samedi. Le chef du gouvernement a admis que "*cette candidature était inacceptable pour la société*" tout en confiant qu'il cherchait "*une personnalité forte qui puisse combattre avec résolution les pratiques de fraude fiscale*".

Mais les protestataires ne décolèrent pas. Dimanche ils étaient encore plus de 10 000 à manifester, soit prés du double que la veille. euronews.fr 17.06

5- Canada

Fraudes, corruption, complot, abus de confiance au total 14 chefs d'accusation ont été rédigés contre le maire par interim de la ville de Montréal Michael Applebaum.

Il a été emmené vers 6h ce matin heure locale par les l'unité anticorruption de Québec dans un poste de police. Il devra répondre d'accusations portant sur des projets immobiliers situés dans l'arrondissement de notre Dâme-de-Grâce.

Deux autres personnes, un conseiller municipal et un haut fonctionnaire sont également impliquées dans ces affaires de corruption qui remonterait à la période 2006-2011.

Michael Applebaum assurait l'intérim pour achever le mandat de Gérald Tremblay démissionnaire jusqu'aux prochaines élections en novembre prochain. euronews.fr 17.06

6- Russie

La Russie ne permettra pas l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie, hypothèse proposée selon la presse américaine par des responsables militaires à Washington, a déclaré lundi le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

Nous avons vu avec l'exemple de la Libye la manière dont une telle zone est mise en place et la façon dont de telles décisions sont appliquées. Nous ne voulons pas la répétition d'un tel scénario en ce qui concerne le conflit en Syrie. Je pense qu'en principe nous ne permettrons pas un tel scénario, a dit Alexandre Loukachevitch lors d'une conférence de presse. french.irib.ir 17.06

7- Palestine

Il ne fallait pas se fier aux promesses d'aide et d'alliance du Qatar !

Les dirigeants du bureau politique du Hamas ont annoncé vouloir quitter le Qatar dans la foulée de la crise politique grave qui secoue l'émirat gazifère. selon Al Manar, " *l'instabilité politique dont est victime ces dernières semaines le Qatar a poussé les dirigeants du Hamas de s'apprête à élire domicile dans un autre pays étranger que le Qatar"!! Amman, Khartoum et Le Caire , c'est entre ces trois capitales que Mechaal et ses compagnons comptent s'installer.* "

La crise de plus en plus aigüe qui secoue le pays a plongé le Qatar dans un climat de répression et de tension sans précédente, ce qui a poussé le Hamas à penser à s'installer dans un autre pays étranger. mardi les sources d'information ont fait état de l'échec d'un coup d'état fomenté par le premier ministre Hamad Ben Jassem contre l'Emir Al Thani. Le prince héritier Tamim devra bientôt prendre la tête de l'exécutif . Après avoir joué le rôle moteur des révoltes "*formatées*" dans les pays, révoltes soldées par l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans, l'Emir Al Thani a été prié par les Américains de quitter le pouvoir et de céder la place à son fils qui se dit un libéral convaincu et hostile aux excès des salafistes. french.irib.ir 17.06

SOCIAL

Brésil

Il s'agit des plus grosses mobilisations depuis celles dirigées en 1992 contre la corruption du gouvernement de l'ex-président Fernando Collor de Mello, qui avait démissionné durant son procès politique devant le sénat.

La manifestation de Rio, la plus importante du pays, a réuni lundi 100.000 personnes, d'abord pacifiquement, contre l'augmentation des tarifs des transports publics et les dépenses somptuaires engagées pour préparer le Mondial-2014 de football, avant de dégénérer dans la violence à la nuit tombée.

Un groupe de quelques dizaines de manifestants a pris d'assaut le parlement de l'Etat de Rio. Les policiers anti-émeutes les ont finalement dispersés dans la nuit.

Des hommes du bataillon de choc de la police militaire, arrivés sur place à bord de véhicules blindés, ont tiré des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc contre ce groupe de manifestants et procédé à plusieurs arrestations.

Ces manifestants avaient tiré des cocktails molotov et des pierres contre le bâtiment. Certains avaient même essayé de s'y introduire par des fenêtres.

Les protestataires s'étaient donné rendez-vous sur les réseaux sociaux et ont rassemblé plus de 200.000 personnes dans tout le pays. Il s'agit en majorité de jeunes "*qui ont perdu confiance dans les partis politiques*", selon des analystes entendus à la chaîne de TV en continu Globo news.

A Brasilia, cinq mille manifestants ont protesté dans le quartier des ministères, symbole du pouvoir. Quelque 200 d'entre eux ont réussi à grimper sur le toit du parlement où ils ont entonné l'hymne brésilien avant d'en redescendre spontanément.

"*Nous sommes arrivés dans la maison du peuple. C'est le premier pas pour montrer que nous ne sommes pas morts; ils pensaient que l'on s'arrêterait pour voir le football mais le Brésil n'est pas seulement ça*", a déclaré à l'AFP Bruno Pastrana, un étudiant de 24 ans, assis sur le toit du Congrès National.

A Sao Paulo, où 65.000 manifestants ont défilé sur l'avenue Paulista, un groupe a essayé d'envahir le parlement local mais a été arrêté par les gaz lacrymogènes de la police.

Des scènes similaires se sont répétées à Porto Alegre, Curitiba, Belo Horizonte notamment, en pleine Coupe des Confédérations de football, répétition générale en miniature du Mondial dans un an.

"Nous ne permettrons pas que des manifestations perturbent les événements que nous nous sommes engagés à réaliser", avait averti quelques heures plus tôt le ministre des Sports, Aldo Rebelo.

Dans une apparente volonté d'apaisement, la présidente Dilma Rousseff a rectifié le tir quelques heures plus tard, affirmant que "*les manifestations pacifiques sont légitimes et propres à la démocratie*".

"*C'est le propre de la jeunesse de manifester*", a-t-elle ajouté dans un communiqué. Reuters 18.06

Haut de page

Le 19 juin 2013

CAUSERIE

J'ajouterai une quinzaine d'articles ce soir et j'actualiserai la rubrique Articles de presse.

Aux lecteurs qui se connectent sur le site depuis peu de temps.

Ce soir en mangeant ma salade de crudité qui tenait lieu de repas, après m'être sifflé deux coktails quand même pour tenir le coup jusqu'à 23h ou minuit, entre deux rafales de vent et coupures de courant j'ai eu une pensée pour les lecteurs qui se connectent sur le site depuis peu de temps et qui ne me connaissent pas forcément. Entre nous j'ai horreur d'Internet pour son anonymat, mais c'est bien utile quand même si on peut l'utiliser pour faire avancer notre cause.

On peut facilement se méprendre sur les gens et leurs intentions, comme on peut facilement commettre des contresens, personne n'est parfait, ni vous ni moi. Je parle souvent de ma vie pour que vous me connaissiez mieux, cela me semble légitime, maintenant n'allez pas croire pour autant que je serais du genre extraverti. Pas du tout, en fait je ne parle jamais de mon passé aux gens que je rencontre, il n'y a qu'une ou plutôt deux personnes au monde à qui je me livre, ma fille et sa tendre mère, pourquoi, parce qu'elles me connaissent tellement bien qu'elles sont en principe capables de me comprendre.

Ce soir (mardi) on va un peu de détendre.

J'espère qu'il ne vous est pas venu à l'esprit que je pourrais être homophobe et je vais vous raconter pourquoi je ne peux pas l'être. J'avais 10 ou 11 ans lorsque j'ai eu une expérience homosexuel avec un garçon de mon âge, notre relation a duré deux ans environ, avant que mes parent déménagent de Paris à Rueil (92) et que je change d'école. Bien plus tard, j'ai vécu l'époque androgyne des années 70-75 avec Bowie et Ziggy Stardust. Avec mes potes, on écoutait Rod Stewart, Alice Cooper, Queen, Bowie, Lou Reed, Pink Floyd, Deep Purple, Led Zepplin, les Who, etc, on portait les cheveux longs, on se maquillait même quand on sortait au Golf Drouot ou au Gibus à Paris ou dans d'autres boîtes, tout en s'éclatant à coup de pétards tous les soirs et plus encore...

J'avais des potes qui étaient homosexuels, d'autres qui marchaient à voile et à vapeur, moi je suis resté hétérosexuel tout en ayant un faible pour Bowie, ce n'était pas un sujet tabou, on n'en parlait jamais, chacun faisait sa vie comme il l'entendait, à aucun moment ce fut un problème entre nous, parfois un mec faisait une avance à un autre histoire de tâter le terrain, cela se faisait ou non, peu importe, chacun respectait l'autre c'était tout. Voilà pourquoi aujourd'hui quand j'observe le tapage qui est fait sur cette question, je me dis qu'il y a vraiment quelque chose qui ne tourne pas rond dans cette société, elle a régressé en réalité, alors qu'on nous présente les dernières mesure comme une avancée, on se moque de nous, de vous, car à aucun moment je n'ai marché dans leur combine. Quant aux manifestations exubérantes du type Gay pride, c'est le comble de la décomposition et de la décadence de la société qui s'expose au grand jour, de gens qui ont un sexe à la place du cerveau, ce qui n'était pas le cas des homosexuels que j'ai connus.

Pourquoi je ne peux pas être raciste. Je suis issu d'un milieu ouvrier pauvre, j'ai fréquenté des kabyles, mes potes s'appelaient Kamel, Rachid, Amid, Kader, etc. puis j'ai eu des potes d'un milieu plutôt petite bourgeois mais aussi ouvrier parmi lesquels il y avait des homosexuels ou des bisexuels, j'ai vécu pendant plus de 10 ans dans la ville qui concentrait le taux d'immigrés le plus important de France, Clichy-sur-Seine. J'avais de si bonnes relations avec les commerçants arabes du coin qu'ils m'appelaitent cousin, je n'ai jamais eu aucun problème avec un immigré à Clichy. Depuis plus de 24 ans je partage ma vie avec une femme noire d'origine indienne, j'ai déjà passé plus de 18 ans en Inde, pas dans l'ex-quartier colonial blanc où se terrent les expatriés, mais parmi la population locale. Et pour finir, j'adore Dany le compagnon de ma fille qui est de la Réunion et qui est encore plus foncé que mon épouse ainsi que ma petite-fille Cassie, sans parler de ma soeur qui vit avec un Algérien, l'autre qui vit avec un Portugais, mon oncle Jacques qui était Italien, bref, à nous tous on couvre tous les continents, alors me prêter un instant l'idée que je pourrais être raciste serait le comble de la stupidité, cela m'est arrivé en lisant des courriels il y a quelques années de cela.

Et quand je parle du milieu ouvrier, je suis né dedans et je n'ai cessé d'y baigner, en France comme en Inde, on pourrait m'accuser de parler de ce que je ne connais pas parce que je vis désormais à 10.000 kms de la France, sauf qu'en ayant travaillé dans plus de 45 entreprises différentes en France et en Inde, je sais de quoi je cause. J'ai déménagé plus de 25 fois, j'ai voyagé, j'ai vécu sur plusieurs continents, ce n'est pas seulement mes idées que je n'hésite pas à remis en cause pour en vérifier la validité, mais mon existence. J'ai bossé dans le privé avec en permanence l'épée de Damocles du chômage suspendu au-dessus de la tête parce j'ouvrais toujours ma gueule, cela m'a donné le goût du défi, de ne pas le craindre, je ne dirais pas le goût de l'aventure car je ne suis pas un aventurier, c'est par accident ou par hasard que j'ai été améné à autant bouger la plupart du temps, la société me l'a imposé, cela donne l'occasion d'enrichir ses connaissances à travers une multitude d'expériences et de rencontres qui finalement vous façonnent et vous transforment.

Maintenant quand j'observe en 2013 comment se comportent ceux qui parlent en notre nom, je m'interroge, je ne me reconnais pas du tout dans leurs discours ou leurs positions, je crois qu'en dehors du boycott de la conférence patronale des 20 et 21 juin prochains adopté par le groupe GMI, je ne partage absolument aucune position adoptée par les partis ouvriers et d'autres formations politiques sur toutes les questions qui ont été soulevées depuis des années, chaque fois j'ai constaté une déviation opportuniste plus ou moins prononcée sur les plans théorique ou politique, à aucun moment j'ai pu me dire, là cette fois je peux reprendre ce discours à mon compte ou soutenir sans réserve une position exprimée.

Du coup, je n'en tiens absolument plus compte, je ne lis qu'après coup ce qu'ils ont écrit, je préfère m'informer directement à la source, voir en quoi consiste les faits, ensuite je les analyse et si nécessaire j'en tire des enseignements. Le travail des dernières années m'a permis d'acquérir cette autonomie, cette liberté qui est à ce jour ce que j'ai de plus cher. Dès que j'aborde un sujet, c'est sous un aspect critique que je le traite, car c'est sous cet angle-là que les idées me viennent spontanément au cerveau.

Prenez le féminisme.

On nous a raconté que la situation des femmes s'était améliorée, que dorénavant la société leur donnerait les moyens de s'épanouir; etc. Comment cela, en régime capitaliste, les femmes s'épanouir? On ne doit pas penser ou parler des mêmes alors... Immédiatement je détecte une contrevérité qui en réalité sert à camoufler une autre réalité, mais surtout un objectif non avoué que notre ennemi poursuit et qu'il me faut exposer au grand jour.

Le must, cela doit être ses femmes isolées et livrées à la solitude, la famille monoparentale où la femme se retrouve seule à élever un ou plusieurs enfants avec toutes les difficultés qu'on imagine. Quel bonheur, quel progrès ! Au moins, elles travaillent, comme dirait le farouche féministe Rockefeller, elles se font exploitées et elles en redemandent, alors profitons-en, il n'y a pas de raison ! (Zntretien avec Aaron Russo, voire la vidéo en ligne)

Quelle aberration ! Il en existe des dizaines et des dizaines du même genre, c'est incroyable, et nos valeureux anticapitalistes ou révolutionnaires trouvent cela très bien, cela leur convient ! Quand on n'a pas d'idéal, la télévision, le téléphone portable, la console de jeu, etc que l'on change tous les quatre matins pour le dernier modèle le remplace, on appelle cela le progrès paraît-il. On ne pense qu'à soi, ses lubies, ses petits caprices de petits-bourgeois qui deviennent cause nationale, voire internationale, internationalisme oblige !

Sur le racisme.

Il y a environ deux mois avant que ma télé claque, ils passaient sur TV5Monde Asie un téléfilm sous forme de feuilletons appelé Aïcha. En le regardant, je me suis aperçu qu'il faisait la promotion du communautarisme. Je n'ai vu que les quatre premiers épisodes. En gros, il s'agissait d'une fille d'origine algérienne qui vivait dans une cité de la banlieue parisienne et qui était éprise d'un garçon, un Français de souche on va dire. Pour fréquenter ouvertement cette fille et pouvoir éventuellement l'épouser, il devait absolument se conformer aux coutumes et au rite de la religion musulmane de son père principalement, sa mère étant plus tolérante, et bien entendu, cela était présenté de telle sorte que le garçon devait s'y plier, c'était normal. Par contre, une situation opposée où cela aurait été à cette fille de se plier aux règles ou principes disons républicains en vigueur en France ne se posait même pas, impensable. Je vous passe l'épisode où l'on voyait un groupe de femmes converties à l'islam réclamant que la piscine municipale soit réservée exclusivement aux femmes un jour par semaine.

Quand j'ai rencontré mon épouse qui est hindouiste en 1989, à l'époque je ne militais plus. Son oncle qui me l'avait présentée était disposé ainsi que les parents de mon épouse pour que l'on fasse une cérémonie très simple non religieuse, sans la présence d'un brahman, c'est moi qui est insisté pour qu'elle ait un caractère religieux puisque ma future épouse était croyante et cela ne me posait aucun problème. En fait, nous nous passerons du brahman et la cérémonie a été en partie conforme à la tradition hindouiste sans plus, plutôt païenne d'ailleurs, aucun dieu n'étant de la fête. Depuis je ne suis astreint à aucune obligation religieuse par mon épouse ou sa famille et cela fait 24 ans.

Maintenant quand vous comparez mon expérience avec ce téléfilm, vous vous dites qu'ils alimentent le communautarisme, qu'ils en sont à l'origine, qu'ils l'ont encouragé. J'ai un autre souvenir à raconter.

Cela devait être en 1972 ou 1973, je devais avoir 17 ou 18 ans, c'était l'époque où je fréquentais mes pote kabyles. J'avais fait connaissance d'Abiba, une fille de mon âge d'origine alégérienne, très simple, douce et ravissante, nous nous fréquentions en copain seulement. Elle m'invitait à déjeûner chez elle, je connaissais ses parents. Le temps passait et on se voyait de plus en plus souvent, quand on n'était pas ensemble, je pensais à elle, elle me manquait. Puis un jour nous en sommes venus à parler de nos rapports, et là elle m'a dit en face : écoute Jean-Claude, entre nous cela n'ira jamais plus loin, c'est uniquement de l'amitié, on est différent, tu comprends, ce n'est pas possible, il ne faut pas y penser, moi de mon côté j'était prêt à faire ma vie avec elle, je me moquais bien qu'elle soit d'origine algérienne ou musulmane, mais j'ai parfaitement compris son discours et je n'ai pas insisté, je ne voulais pas qu'on se dispute. Et quelque temps plus tard nous nous perdîmes de vue.

Cette fille et sa famille n'étaient sans doute pas disposées à passer outre certains principes qui leur étaient chers et ils y restèrent fidèles sans envisager de me les imposer, ce qui n'aurait d'ailleurs rien changé à mon origine et à ce qui m'avait été inculqué au titre de mon éducation qui étaient différents des leurs, en rester là valait mieux pour tout le monde, que le contraire qui aurait consisté en un reniement forcé de nos convictions qui aurait pu demeurer entre nous ou se traduire par des tensions par la suite ou une rupture, un échec.

En observant ce qui se passe en France, j'en conclus que ce sont les minorités ou des couches particulières qui dorénavant imposent leurs lois à la majorité, je ne pense pas en particulier à une communauté issue de l'immigration, c'est valable pour les femmes, les non-fumeurs, les homosexuels, les écologistes, etc. tous les lobbies organisés qui agissent comme des moyens de pressions sur le législateur, la population, la société pour leur imposer leurs droits au détriment du droit collectif qui se retrouve réduit au rang d'exception, dont la portion diminue de jour en jour. La nation implose, elle explose de l'intérieur.

Ils forcent le droit ou le cadre juridique à évoluer plus vite que l'économie (qui devrait passer au socialisme), à s'adapter à des conditions économiques et sociales (en régression) qui ne permettent pas de régler les problèmes qu'ils prétendent résoudre, du coup ils favorisent le développement d'un ressentiment au sein de la population encore plus fort envers certaines communautés, comme si leur objectif était la dislocation de la société ou créer une atmosphère de haine qui précède une guerre civile, c'est déjà le cas dans certains quartiers ou certaines cités. C'est là-dedans que donne la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, c'est pitoyable et effrayant.

Fondamentalement, aucun des problèmes soulevés ici ne peut trouver une solution satisfaisante sous un régime capitalisme, qui plus est de nos jours où il est la proie d'une gigantesque crise ou est entrée en putréfaction. Je ne dis pas qu'il ne faut pas lutter contre le racisme, etc. mais en lui donnant un contenu politique qui soit orienté vers le socialisme... Je ne sais pas si vous avez pris conscience de l'ampleur du problème, tous ces gens-là prétendent le contraire, cela viendrait de la droite traditionnelle, ils hurleraient à la supercherie ou à la manipulation, à la réaction, mais comme cela vient du PS ou ses satellites, ce serait progressiste, il faut les soutenir et y participer, à part cela ils sont indépendants du PS, tu parles, autant que du régime ou de l'Etat ! Vous aurez encore l'occasion de le juger aux prochaines élections municipales et européennes.

On se fout littéralement de nous, voilà la vérité. Nous sommes face à une gigantesque supercherie qui conduit au chaos et à la barbarie.

Ils n'ont pas seulement importé en France les contradictions de l'impérialisme américain, ils ont importé les contradictions auxquelles sont confrontés les pays émergents et au-delà les pays dominés, sous-développés, qui ont quasiment un statut de colonie ou de comptoirs comme au XIXe siècle, et qui font face à un développement inégal ou à de gigantesques inégalités sociales. Ils en usent pour dresser les différentes communautés les unes contre les autres comme on peut l'observer au Moyen et au Proche-Orient par exemple, on retrouve le même phénomène dans certaines banlieues ou villes en France. Ici ils se servent de la religion, là ils utilisent les différentes origines, aux Etats-Unis par exemple. C'est ce modèle là qu'ils importent ou développent dans tous les pays de l'UE pour les dresser contre la majorité de la population qui est présentée comme raciste, xénophobe, intolérante, réactionnaire, c'est insupportable.

Il est tard et je vais vous raconter une dernière petite histoire, la cerise sur le gâteau, on va enfoncé le clou bien profond.

Il y a quelques jours en formatant les adresses de fichiers que j'allais mettre en ligne, je tombe sur un article pubié par Mondialisation.ca où l'auteur ressortait l'histoire des colons britanniques qui avaient inscrit sur des écriteaux à l'entrée de certains édifices : Interdit aux chiens et aux Indiens, là je crois qu'il s'agissait des Chinois, peu importe.

Je l'ai lu la première fois il y a plus de 30 ans maintenant, dans un ouvrage d'Alexandra David Neel, à l'époque j'en avais déduit que les Anglais étaient racistes, à cette époque je n'avais jamais voyagé et je ne connaissais pas l'Inde. En fait, ce qu'il voulait dire par là, c'était que les Indiens n'ayant pas le même niveau de conscience (de vie, de connaissance, économique, etc.) qu'eux, sachant par expérience qu'ils pouvaient se soulager n'importe où et agir de manière totalement inattendue, il était préférable de les tenir à distance de certains lieux, parfois il s'agissait de jardins ou de parcs, chaque grand bâtiment comportait des espaces verts. Sinon pourquoi auraient-ils pris soins d'associer les chiens et les Indiens sur des écriteaux en dehors des fonctions qui leur étaient communes, on ne peut pas imaginer qu'ils aient tenu à afficher ainsi le mépris qu'ils pouvaient témoigner aux Indiens par ailleurs, cela aurait été du domaine de l'infantilisme ou tellement futile, absurde. Il faut aussi avoir en tête que les Indiens des classes dominantes traitent ou considèrent les Indiens des classes inférieures de chien ou comme des chiens, je parle encore aujourd'hui, et là c'est ouvertement.

Après ces longues années passées en Inde, j'ai été amené à revenir sur les intentions que je prêtais aux Anglais sur ce coup-là, peut-être que je me trompe, mais je ne le pense pas, car il m'est arrivé à plusieurs reprises de surprendre des membres de la famille de mon épouse ou des visiteurs en train de se soulager dans le jardin derrière la maison, alors qu'on possédait deux toilettes où qu'il leur était possible d'aller dans le terrain vague situé derrière notre terrain. De la même manière que lorsqu'ils sont repartis il me faut passer derrière eux pour ramasser des papiers ou autre détritus qu'ils ont allègrement balancés dans le jardin. Pour un Indien, c'est un comportement normal, il faut simplement le savoir. Un Indien se soulage sur place, là où il est, y compris en ville, tous les soirs quand je me promène avec mon chien, à quelques dizaines de moi je peux observer des culs d'hommes et de femmes en train de chier, je n'y prête pas attention évidemment, je ne tiens pas à les déranger, et l'Indien jette ce qu'il a à la main absolument n'importe où, et quand je double un autobus en moto je fais un écart pour ne rien recevoir sur la tête, un crachat par exemple, cela m'est arrivé bien sûr, quand il n'y en a pas un qui vomit par une fenêtre ! Et gare à vous, si vous la remener, vous n'aviez qu'à ne pas vous trouvez là à ce moment-là ! Je vous raconte cela sans animosité, vous avouerez que j'ai le sens de l'humour quand il faut, ce qui doit faire défaut à mes détracteurs dont l'horizon semble limité à ce qu'ils aperçoivent de leur fenêtre.

C'est juste un constat, cela ne me choque pas et je n'en fais pas tout un plat, je ne juge personne, et je ne réclame pas une loi, on pourrait dire qu'avec ces écriteaux les Anglais étaient les précurseurs de ce qui se fait aujourd'hui et que je condamne, je ne les imiterait pas je vous rassure, ce comportement correspond au niveau du développement économique du pays, pas seulement, et puis cet argument doit être étayé, nous poursuivrons une autre fois. Un dernier mot, à l'entrée des supermarchés réservées à la classe moyenne principalement, il y a un gardien en uniforme pour interdire l'accès aux mendiants, il n'y a pas un écriteau : Interdit à la plèbe en guenilles.

Une dernière histoire, très courte.

Mon beau-frère devait s'occuper de ma machine à laver qui était tombée en panne. Au bout de trois semaines, rien, et j'en suis à laver mon linge à la main. Je l'engueule, il me dit qu'il n'a pas trouvé la pièce et qu'il fera le nécessaire d'ici 48h. Effectivement, deux jours plus tard deux employés d'Onida se pointent. Je les engueule aussi, et par curiosité je leur demande depuis combien de temps mon beau-frère leur a téléphoné, ils me font voir leur fiche : la veille ! Bon, je me calme et je comprends que mon beau-frère est responsable de ce délai. Quand je dis que j'engueule quelqu'un, je feins la colère, intérieurement je suis parfaitement calme c'est le seul langage qu'ils comprennnent malheureusement, comme des gosses. Il faut faire preuve de beaucoup de psychologie pour vivre en Inde.

J'ai mon épouse au téléphone et je lui raconte. Je commence par lui dire que son frère est un sacré con et qu'il s'est foutu de moi, après je me ravise et je lui dis, non, je viens de te dire une connerie, en fait il a cherché une pièce d'occasion pour que cela ne me coûte pas cher, comme il l'aurait fait pour lui, et en désespoir de cause il s'est résolu à contacter le fabricant. Et effectivement, ce matin pour un simple ressort et un soufflet en caoutchouc avec le déplacement j'ai payé 750 roupies, au lieu de 50 roupies disons.

Vous voyez comme quoi on peut se méprendre facilement et être injuste, involontairement j'entends. Mon beau-frère a voulu faire au mieux, pas de bol, et pour moi au mieux ce n'était pas d'économiser 700 roupies, mais de pouvoir me servir de la machine à laver rapidement, pour lui 700 roupies c'est une somme, pour moi ce n'est rien ou presque. Ma première réaction était erronée, c'est en y pensant sur le coup que j'ai pu immédiatement me corriger, parce que je savais ce qui se passait dans la tête de mon beau-frère, comme quoi je les connais bien. Alors le premier qui me sort que je méprisais les Indiens, qu'il ne connaîtrait pas évidemment, je le fusille !

Retour sur l'élection de Villeneuve-sur-Lot

Avec 54,12 % d'abstention lors du premier tour de l'élection législative partielle de Villeneuve-sur-Lot dimanche dernier, le record de 37,31 % de 2012 est pulvérisé.

Et au lieu d'en tirer la leçon que parmi les abstentionnistes il doit se trouver un certain nombre de travailleurs qui tournent le dos aux institutions et ses partis pour leur proposer une politique en rupture avec les institutions et construire un parti ouvrier révolutionnaire sur cette base politique correcte, au contraire, tous les partis sont en lice pour participer aux élections de 2014...

Parole d'internaute

- "*Les fonctionnaires ont raison de se mobiliser. Ils en ont même beaucoup de raisons de se mobiliser. C'est que M. Hollande en avait fait sa "clientèle" favorite dans la course à l'Elysée. Et, miracle, ça avait fort bien marché... Sauf que c'était sans compter avec les revirements si chers à M. Hollande, par ailleurs si fort dans l'art de manier la synthèse lorsqu'il occupait la fonction de premier secrétaire du PS. Sauf qu'il n'est plus rue de Solférino mais à l'Elysée et, là où il se trouve, c'est une autre paire de manches ! Il avait bien compté sur sa ministre de la fonction publique pour "adoucir" la plaie mais Mme Lebranchu a dit tout haut ce qu'elle pensait et les mots ont fait mal chez les fonctionnaires qui ont été purement et simplement trompés par le président de la République.*"

Les fonctionnaires sont un électorat essentiel pour le PS - les deux tiers ont voté François Hollande au second tour de la présidentielle en 2012. Lexpress.fr

Je rectifie, pas seulement, pour le régime surtout et tous ceux qui bouffent à son râtelier...

ACTUALITE EN TITRES

Vous avez oublié le quatrième : vous !

- Villeneuve-sur-Lot: "*La stratégie des trois petits singes est la pire*", selon Guedj (PS) - L'Express.fr

Encore un faux révolutionnaire !

- Le pape François : révolutionnaire sur la forme, conservateur sur le fond - LeFigaro.fr

Seules les intentions sont "***concrètes***", normal.

- Le G8 uni contre le "*fléau*" de l'évasion fiscale - AFP

... c'est vite dit...

- Le G8 s'engage contre la fraude fiscale, peu d'actions concrètes - Reuters

Le groupe des huit pays les plus industrialisés s'est engagé mardi à renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale mais n'a annoncé que peu de mesures concrètes en ce sens. Reuters

La bonne grille de lecture était la suivante : il s'y est engagé, son action est terminée, normal.

Plus de morts que les guerres en Aghanistan, en Libye et au Mali.

- 302 sans-abri "*morts de la rue*" récensés depuis six mois en France - AFP

De novembre 2012 à mai 2013, "*302 décès ont été recensés. Et depuis début 2013, 183 SDF sont morts*", a précisé à l'AFP Christophe Louis, président du Collectif "*Les morts de la rue*".

Certains n'ont qu'un prénom ou un surnom : "*Magali, 31 ans, morte le 17 janvier à Rennes*", "*Alain, dit +Kojak+, 46 ans, mort en avril à Strasbourg*". D'autres n'ont pas pu être identifié: "Un homme, 29 ans, mort le 21 mars, boulevard Victor Tuby dans le vieux Cannes", "*une jeune mineure, morte le 2 février rue Joyeuse à Avignon*".

Tous ne sont pas morts dans la rue, mais parfois à l'hôpital, dans un hébergement ou un logement, après des années d'errance: c'est le cas pour "*Alain Haussy, 45 ans environ, mort le 9 novembre lors d'une première nuit à l'hôtel après des mois de rue à Valencienne*" ou "*Dominique, 50 ans, mort le 8 avril chez lui à Rennes, après un parcours de rue*". AFP 18.06

29 ans, 31 ans, 45 ans, 46 ans, 50 ans, merde ils étaient encore jeunes, arrête chéri tu vas nous couper l'appétit, tu as le chic pour nous briser le moral, toi !

Vous avez raison, on s'en tape, moi ce qui me passionne c'est le blocage du point d'indice, mon statut, ma retraite, pas vous ? Comment, vous ne lisez pas la presse ouvrière ?

La vie ? Un fait divers.

- 73% : la hausse du nombre de sujets "*faits divers*" dans les JT depuis 2003 - Atlantico.f

Privatisation.

- L'Etat suédois cède 5,7% du capital de la banque Nordea - Reuters

Le gouvernement suédois a annoncé mardi la cession d'une participation de 5,7% dans Nordea, la principale banque nordique, reprenant ainsi un processus de privatisation interrompu en 2011. Reuters

On veut bien jouer, mais à guichet ouvert seulement : profitez-en !

- La Fed devrait maintenir sa politique de soutien à l'économie - AFP

- Le Nikkei devrait gagner plus de 50% cette année - Reuters

Les djihadistes sont au pouvoir en Egypte.

- Égypte : un vétéran du djihad nommé gouverneur de Louxor Minoui, Delphine - LeFigaro.fr

Adel Mohammed al-Khayat fut l'un des chefs des Gamaa al-Islamiya, responsables du massacre de 58 touristes étrangers en 1997.

Intox

1- Soupçons de partialité du juge Gentil: les différents scénarios possibles - L'Express.fr

- Les méthodes de "*cow-boy*" du juge Gentil - LePoint.fr

2- Enlèvements: Les pays du G8 s'accordent pour ne pas payer de rançons - 20minutes.fr

3- Le G8 accouche d'un accord a minima sur la Syrie - AFP

- Poutine empêche le G8 de régler le sort d'Assad - Reuters

Vladimir Poutine a fait en sorte mardi au sommet du G8 de faire capoter les efforts des Etats-Unis et des pays occidentaux pour sceller le sort du président syrien Bachar al Assad, évoquant même de nouvelles ventes d'armes à la Syrie. Reuters

Hard discount social.

- Mailly : le ton de la conférence sociale "*sera plus dur que l'an passé*" - Le Nouvel Observateur

Heureusement qu'il existe une solution !

- Surpopulation carcérale: Les surveillants de prison crient leur ras le bol - 20minutes.fr

- Le FN veut 40.000 places de prison supplémentaires - Le Nouvel Observateur

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande : Un simple pion qui se laisse manipulé par les maîtres du monde.

1- Affaire Cahuzac. Il ne savait pas, il ne savait rien...

Enregistrement de Cahuzac : Hollande informé le 15 décembre - Le Nouvel Observateur

- "*Je ne souhaite rien tant que clouer définitivement le bec des calomniateurs. Je redis que je n'ai jamais ouvert ou possédé de compte à la banque UBS, en Suisse ou ailleurs à l'étranger. Jamais*", insiste-t-il. lemonde.fr 20.12.2012

Trois témoins ont authentifié devant les enquêteurs de la Division nationale d'investigations fiscales et financières (Dniff) la validité de l'enregistrement, indiquent Mediapart et le Parisien. Le Point.fr 15.03.2013

Cahuzac démissionne le 18 mars 2013

- François Hollande, et donc Jean-Marc Ayrault et Pierre Moscovici, mentent selon Laurent Mauduit (Mediapart), pour qui « *la faute éthique et politique commence le 7 février quand il y a cette manipulation avec la demande d'entraide administrative et une campagne de presse tapant sur Mediapart* ».

Invité ce matin par le Grand Direct des Médias sur Europe 1, Laurent Mauduit n'a pas mâché ses mots. "*Bien sûr que François Hollande savait ! Il le savait au moins dès lors qu'il y a l'information préliminaire qui est ouverte. Il a menti en disant qu'il l'avait découvert avec les aveux de Cahuzac*". (Europe1.fr 04.04)

2- Offensive de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste contre la Syrie.

Roland Dumas (PS) : les Anglais préparaient la guerre en Syrie depuis 2010

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=5vz5EKII3fQ

- Intervenant dans l'émission « *Ça vous regarde* » (LCP), l'ancien ministre français des affaires étrangères, Roland Dumas, a indiqué avoir été démarché par les Britanniques en 2010 —c'est-à-dire avant le « *printemps arabe* »— pour soutenir une guerre contre la Syrie, dans l'intérêt d'Israël.

Les révélations de M. Dumas semblent confirmer notre hypothèse que l'attaque de la Syrie était prévue par les clauses secrètes du Traité de Lancaster House du 2 novembre 2010. Ce document, censé organiser la coopération militaire franco-britannique, comportait des clauses secrètes sur l'attaque de la Libye. Or, nous avons toujours souligné que les guerres de Libye et de Syrie avaient été planifiées simultanément. voltairenet.org 17.06

3- Iran. Ses maîtres ont parlé.

- François Hollande: Le président iranien Hassan Rohani «*bienvenu*» à la conférence de paix sur la Syrie -20minutes.fr

Rappel :

- "*En ce qui nous concerne, en tous les cas, pas l'Iran*", a déclaré à la presse à Paris le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Philippe Lalliot. Reuters 17.05

- Laurent Fabius, a répété mercredi qu'inviter l'Iran, "*dont l'objectif est d'empêcher une solution positive*" en Syrie, constituerait une erreur. Reuters 29.05

La vériable nature du Front de gauche. Socialiste ou "***radica***"l en parole seulement, où serait la différence ? Il n'y en a pas.

- Le Parti de Gauche (PG) souhaite que le Front de Gauche (FG) présente des listes autonomes aux municipales à Marseille, ville tenue par l'UMP Jean-Claude Gaudin depuis 1995, afin "*de proposer une alternative radicale et une politique cohérente aux Marseillais*", a-t-il annoncé mardi.

Radicale, radicale, aussi vite dit aussi vite contredit :

- "*On veut notre autonomie à Marseille encore plus qu'ailleurs*", a-t-elle ajouté, disant faire particulièrement attention à "*l'abstention et au score du FN*".

Par ailleurs, Mme Batoux a précisé que des discussions avec EELV étaient en cours "*puisqu'ils se sont positionnés sur une*

autonomie par rapport au PS".

Au second tour, la consigne de vote donnée aux militants du FG "*dépendra de la présence du FN*", a précisé Mme Batoux.

Autant dire qu'ils serviront la soupe au PS chaque fois qu'il se retrouvera face au FN. Entre nous, si j'étais un dirigeant du PS, je ferais tout pour faire monter le FN histoire de récupérer les voix qui traine dans la poubelle de la gauche et de l'extrême gauche.

- ...la question étant toujours discutée au sein du Front de gauche où "*il n'y a aucun enthousiasme à être allié avec les socialistes*" selon lui.

Mais bon, vous y êtes tellement habitués, cela ne devrait pas trop vous coûter, et puis ce sera à charge de revanche, le PS vous octroiera des postes rémunérés dans des commissions municipales ou autres missions qu'il vous confiera ainsi que d'autres avantages en nature, vous avez raison ne soyez pas trop "enthousiaste", on pourrait avoir des doutes sur vos réelles intentions...

- En désaccord avec cette stratégie, le PCF marseillais - qui lors des municipales de 2008 s'était allié au socialiste Jean-Noël Guérini dès le premier tour à Marseille - appelle de son côté au "*rassemblement le plus large possible mettant le cap à gauche*", a rappelé le secrétaire départemental Pierre Dharréville, contacté par l'AFP. AFP 18.06

Ne vous marrez pas, le"*rassemblement le plus large possible mettant le cap à gauche*"... avec le PS et ses satellites tous de droite !

Au moins les staliniens sont fidèles à eux-mêmes, ils s'engagent à soutenir ouvertement un pilier du régime, le PS.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Selon une source bien informée liée à l'ASL , une première cargaison de missiles Konkurs vient d'arriver en Syrie . " *il s'agit de 25O missiles et c'est le premier convoi d'armes lourdes. c'est la Turquie qui a transité cette cargaison dont s'est accaparé l'un des groupes jihadistes, Ahrar al Cham*". " *C'est la milice Ahrar al Cham qui est en charge de la distribution des convois d'armes lourdes. Outre ces missiles anti char, la milice vient de recevoir 1000 obus de mortier B10* ".

Ahrar al Chaam est l'une des milices liées à Al Nosra que la Maison Blanche est en train d'armer d'armes lourdes bien qu'elle l'ai mise sur sa liste noire. C'est sous prétexte du gaz sarin utilisé par le régime Assad qu'Obama envoie désormais éhontément des armes lourdes aux terroristes! french.irib.ir 18.06

2- Arabie saoudite

2.1- Les tout derniers agissements des responsables saoudiens trahissent l'imminence d'un grand événement à propos de la Syrie.

C'est le site saoudien SABAQ, qui l'a annoncé, dans un article intitulé : les nouveaux agissements des Saoudiens témoignent de l'imminence d'un grand événement. Le retour inopiné du roi Abdallah au pays, il y a deux jours, a vivement préoccupé les analystes arabes voire internationaux qui s'interrogent sur la raison de ce retour hâtif, selon le site saoudien. « Cette question prend plus d'importance lorsque l'on constate que ce retour a eu lieu quelques heures après une rencontre avec le chef de la diplomatie saoudienne, Saoud Al-Fayçal et le chef des services secrets Bandar ben Sultan, ce qui est dans son genre un événement très rare. Car c'est la première fois que ces deux responsables se rendent ensemble de manière inopinée en France, constate le site, selon qui les agissements des responsables saoudiens ne se résument pas cela, au lendemain du retour du roi Abdallah, le chef de la garde nationale a eu une visite officielle en Turquie où il a rencontré le premier ministre Erdogan et de là il s'est rendu à Paris. « Tous ces agissements, selon SABAQ, parlent d'un événement imminent concernant la guerre en Syrie dans un proche avenir. » french.irib.ir 18.06

2.2- Un coup de palais, dirigé par le prince Khaled Ben Sultan (photo), aurait été planifié en Arabie saoudite. C'est pour le prévenir que le roi Abdallah aurait limogé le vice-ministre de la Défense (20 avril), puis le chef d'état-major des armées (10 mai).

Un ordre d'arrêt du prince Khaled Ben Sultan aurait été signé par le roi dès son retour précipité du Maroc, dimanche 16 juin 2013. Réseau Voltaire 17.06

2.3- Nouveau plan US/Arabie contre la Syrie?

Un certain Mojtahed , "*citoyen saoudien*" qui fait régulièrement des révélations sur l'état de la famille régnante en Arabie saoudite établit un rapport direct entre le retour du roi Abdellah du Moroc et la lutte du pouvoir qui a mis en ordre de bataille les Al-Saoud. " *Ce retour n'a rien à voir avec la crise syrienne. Le roi a peur que le royaume n'éclate en son absence!*" dit cette source qui affirme : " *l'Arabie saoudite est en phase d'un changement de stratégie en Syrie. La présence saoudienne en Syrie comporte trois volets : le soutien financier et militaire aux milices dites modérées, laisser le régime Assad prendre le contrôle de Homs (!!) et les côtes syriennes pour pousser les milices opposées à accepter la négociation, pousser ces mêmes milices à accepter une surveillance internationale après la fin des violences et signer une entente régionale et internationale sous l'auspice saoudo-américaine*".

La source ajoute : " *Au contraire des apparences l'Arabie saoudite s'oppose à ce qui est communément appelé " révolution syrienne". Car Riyad a peur qu'en cas de la victoire des anti Assad, une révolution similaire ait lieu en Arabie saoudite puis comme les USA, il craint un futur régime syrien aux tendances anti israéliennes*". " *Les services secrets saoudiens, jordaniens et américains ont beaucoup tenté de faire connaitre à la Syrie le même sort que celui de l'Irak or ces efforts ont échoué et les évenements vont dans un sens opposé à celui que Riyad souhaitait . Le plus grand défi qui s'oppose aujoud'hui à l'axe Riyad/ US s'appelle le jihadisme*".

La source poursuit : " *La défaite de Qusseir a asséné un coup irréparable aux milices takfiris-jihadiste. Les milices dites modérées viennent de tenir une réunion aux Emirats sous l'égide de Riyad et de Washington. Les saoudiens tentent de faire accroire aux miliciens qu'il est désormais impossible de renverser Assad et qu'il faut seulement resserer l'étau autour du régime syriene et le limiter dans un triangle chiite (homs, les régions côtière) et qu'il est temps d'accepter le cessez le feu*". Mojtahed affirme qu'il n'existe aucun plan de création des zones d'exclusion aériennes en Syrie avec ou sans présence de Riyad et le plan précité aurait été même accepté par certains des miliciens présents a la réunion des Emirats" french.irib.ir 18.06

SOCIAL

1- France

Les salaires des quelque 5,2 millions de fonctionnaires, bloqués depuis 2010, devraient de nouveau être gelés par le gouvernement en 2014, une mesure "*inacceptable*" et "*scandaleuse*" pour les syndicats, déjà très remontés contre un éventuel nouveau mode de calcul des retraites des agents.

"*Pour l'instant, dans la préparation du budget 2014, nous n'avons pas pris le choix de dégeler*" le point d'indice qui sert de base au calcul des salaires des agents du public, a annoncé mardi matin sur France Info la ministre de la Fonction publique Marylise Lebranchu.

Disant comprendre que les fonctionnaires "*aient une impression d'injustice*", Mme Lebranchu a expliqué le gel du point, revalorisé de 0,5% pour la dernière fois en 2010, par un "*déficit public extrêmement important*".

Selon la Cour des comptes, une hausse de 1% du point augmenterait de fait de 800 millions d'euros la seule masse salariale de l? État (80,6 milliards d'euros en 2013).

La ministre avait déjà laissé entendre par le passé que la situation se prolongerait sauf en cas de "*retour à meilleure fortune*".

En annonçant le gel du point pour 2013, elle avait aussi annoncé des "*mesures immédiates*" pour améliorer les carrières des plus bas salaires (catégories C) et des négociations pour améliorer la progression dans la carrière.

Alors que les syndicats s'étaient indignés dans la journée d'apprendre la nouvelle à la radio, Mme Lebranchu a indiqué dans la soirée dans un communiqué avoir eu des "*échanges*" avec eux sur la question.

Elle a souligné que la carrière des catégories C serait revalorisée "*dès le 1er janvier 2014*" et a insisté sur le fait qu'une "*clause de rendez-vous 2014*" était prévue "*sur les mesures générales salariales, dont le point d'indice*" dans le cadre de la négociation engagée sur les carrières et les rémunérations.

Depuis le changement de gouvernement il y a plus d'un an, les syndicats de la fonction publique, terreau électoral de la gauche, réclament une revalorisation du point.

Mardi, les représentants interrogés par l'AFP ont condamné l'annonce de la ministre aussi bien sur la forme que sur le fond. AFP 18.06

Pourquoi sur la question des salaires et des retraites notamment, ne pas s'adresser à l'ensemble des travailleurs des secteurs public et privé et les rassembler dans un même combat contre l'Etat et les capitalistes ?

On a pu observer à une multitude de reprises que les dirigeants syndicaux étaient parfaitement informés de ce que tramaient gouvernement et patronat dans le dos des travailleurs, pour ensuite jouer la comédie du crime de lèse-majesté ou prétendre qu'ils tombaient des nus ou apprenaient par les médias les décisions adoptées ou les mesures retenues par le gouvernement ou le patronat, ce qui leur fournissait un prétexte pour hurler au scandale et faire oublier la collusion qui existait entre eux. Ils passent leur temps à arpenter les allées du pouvoir quand ils ne se téléphonent, nous ne sommes pas dupe.

Camarades fonctionnaires, votre ennemi, c'est l'Etat des capitalistes, votre employeur...

2- Brésil

Une classe moyenne qui place les services publics devant le foot.

Cela se passe au Brésil, pays qui va accueillir la coupe du monde 2014 et ou le football est plus que le sport national. 11 milliards d'euros pour organiser l'événement sportif, ces manifestants préferaient les voir investis dans des hôpitaux et des écoles.

Ce qui a déclenché cette colère citoyenne : une banale augmentation de 20 centimes du prix du billet de bus à Sao Paulo. La ville de 11 millions d'habitants est couverte de tags : "*non au 3,20*" , "*3,20 c'est du vol…*" 3 réals 20, équivaut à 1,12 euros. Les habitants ici payent le ticket de bus le plus cher au monde par rapport aux salaires, ils doivent travailler 14 minutes pour le payer.

Le maire de la ville, Fernando Haddad du Parti de Travailleurs au pouvoir, se défend d'avoir trop augmenté le tarif : "*Des efforts ont été faits durant l'année pour que l'évolution du tarif soit bien en dessous de l'inflation. On a dégagé 600 millions de réals de subventions, l'équivalent de 207 millions d'euros..*"

Les protestations ont pour toile de fond une économie brésilienne en perte de vitesse. Le PIB n'a augmenté que de 0,9% en 2012, et de 0,6% au premier trimestre 2013. Or l'inflation est à 6,5% par an.

Et même si le chômage n'est qu'à 5,5%, pour beaucoup de brésiliens, joindre les deux bouts chaque mois est difficile. C'est surtout les prix de l'alimentation qui ont beaucoup augmenté ces derniers temps, comme l'assure cette femme sur ce marché de Rio de Janeiro : "*La semaine dernière, un sac de pommes de terre comme celui ci coutait 1,50 réals, aujourd'hui, c'est 2 réals. Ca n'arrète pas d'augmenter, on ne peut plus suivre…*"

Septième économie de la planète, le Brésil souffre encore d'énormes inégalités sociales malgré des années de vigoureux développement économique. Le pays manque aussi de d'infrastructures de qualité, alors que des milliards sont dépensés pour accueillir le mondial de foot l'an prochain et les Jeux Olympiques en 2016. euronews 18.06

3- Afrique du Sud

La hausse des coûts et les troubles sociaux dans les mines de platine sud-africaines pourraient mettre en danger quelque 121.500 emplois, et 60% de la production, ces deux prochaines années, a averti mardi la banque japonaise Nomura.

La hausse des coûts d'exploitation --en raison des augmentations de salaires, du durcissement de la réglementation, de la hausse des tarifs de l'électricité et de la nécessité de trouver des filons plus profonds-- ainsi que les risques politiques et sociaux vont obliger les mines à réduire leurs opérations pour limiter les pertes, selon les analystes de Nomura.

Ils brossent un sombre tableau d'un secteur qui produit près de 80% du platine mondial, et qui a été profondément marqué par la tragédie de Marikana (nord), où la police a tiré sur des grévistes, faisant 34 morts, en août 2012. Les mines sont toujours agitées par de sanglantes rivalités syndicales, principalement entre le NUM, proche du pouvoir, et le syndicat Amcu, qui conteste sa suprématie et bouleverse l'ordre établi en négligeant les canaux traditionnels de dialogue social, n'hésitant pas à maintenir la pression en multipliant les débrayages.

"*Il y a environ 24.000 emplois à risque l'an prochain (et) 121.500 en 2015", écrivent-ils, avec à la clef des baisses de la production de 14% en 2014 et 59% en 2015. "C'est un nombre énorme, à la fois en termes absolus et en poids politique*."

Le secteur des métaux du groupe platine employait environ 195.000 personnes en 2011, selon les derniers chiffres de la Chambre des mines d'Afrique du Sud.

Ces chiffres dépassent largement les plans actuels du numéro un mondial du secteur, Anglo American Platinum (Amplats), qui veut supprimer environ 6.000 emplois dans le pays. Le groupe voulait se séparer de 14.000 employés, mais a reculé devant les menaces de grève et la pression du gouvernement, qui prépare déjà les élections d'avril 2014.

Selon Nomura, de nombreuses compagnies minières pourraient annoncer des plans sociaux après les élections. AFP 18.06

Haut de page

Le 20 juin 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne ce matin 33 nouveaux documents, il en reste encore quelques-uns en économie, ce sera pour ce soir, je dois maintenant préparer la causerie du jour et je suis en retard. A plus tard, dans 6 ou 7 heures environ.

De retour, il est 15h38 ici à Pondichéry. Il reste les articles de presse à actualiser, d'ici 2 heures, je dois aller faire des courses.

Où va le vieux monde ? La dictature mondiale s'expose ou la normalisation de la barbarie.

L'impérialisme anglo-saxon apparaît ainsi au grand jour comme le parrain des talibans, des barbares féodaux dégénérés, ayant comme quartier général ou pour capitale celle des Frères musulmans, Doha, Riad demeurant celle d'Al-Qaïda après Washington et Tel Aviv.

C'est sur ces régimes putrides et ces bandes armées sanguinaires que s'appuient Obama, Cameron, Hollande, etc. pour instaurer la démocratie au Moyen et au Proche-Orient, c'est terrible, cela fait froid dans le dos, non ? Tout cela est à l'image du nouvel ordre mondial qu'ils projettent d'imposer, un aperçu en quelque sorte.

A suivre

Donnons la parole à Paul Craig Roberts (ex-ministre de R. Reagan) (Washington est fou - mondialisation.ca 18.06)

- Les sondages montrent que 65% de la population américaine s'opposent à l'intervention américaine en SyrieMalgré cette indication claire de la volonté du peuple, le régime Obama est en train de concocter un cas de propagande pour armer encore plus les mercenaires de Washington envoyés pour renverser le gouvernement laïque syrien et pour imposer une « *zone d'exclusion aérienne* » sur la Syrie, qui, si l'on se réfère à la Libye, signifie que les avions des Etats-Unis ou de l'OTAN vont attaquer l'armée syrienne au sol, servant ainsi de forces aériennes aux mercenaires importés par Washington, pudiquement appelés «*rebelles syriens*."

Washington a déclaré il y a quelque temps que la «*ligne rouge*» qui amènerait la Syrie sous l'attaque militaire de Washington était l'utilisation par le gouvernement Assad d'armes chimiques de destruction massive contre les mercenaires de Washington. Une fois que cette annonce a été faite, toute personne avec un cerveau savait immédiatement que Washington fabriquerait de faux renseignements certifiant que Assad avait utilisé des armes chimiques, tout comme Washington a présenté aux Nations Unies le mensonge intentionnel, par le secrétaire d'État Colin Powell que Saddam Hussein en Irak avait des armes dangereuses de destruction massive. Rappelez-vous l'image de la National Security Advisor Condi Rice de "*champignon atomique sur les villes américaines?*" Les mensonges propagandistes étaient les ordres du jour de Washington.

Et ils le sont toujours. Maintenant, Washington a fabriqué le faux renseignement, et le président Obama a annoncé avec un visage impassible, que Assad de Syrie a utilisé du gaz sarin à plusieurs reprises et que, entre 100 et 150 personnes "*de son propre peuple*", un euphémisme pour les mercenaires étrangers fournis par les Etats-Unis , ont été tués par les armes de destruction massive.

Réfléchissez à ça une minute. Aussi malheureuse que puisse être toute mort dans une guerre, peut-on appeler 100-150 décès "*destruction massive*" ? Selon les estimations les plus faibles, l'invasion des mercenaires étrangers parrainés par les Etats-Unis en Syrie a coûté 93.000 vies, au regard desquelles 150 décès représentent 0,0016%. Si on arrondit vers le haut, les 150 décès de Washington reviennent à deux millièmes de un pour cent.

En d'autres termes, 99,998% des décès n'ont pas franchi la "*ligne rouge*". Mais le 0.002% (arrondi) l'ont fait.

Oui, je sais. La position de Washington n'a pas de sens. Mais quand a-t-elle jamais eu un sens?

Nous allons élargir notre esprit un tout petit peu et pousser plus loin. Assad sait que Washington a fixé une "*ligne rouge*". Cela a été répété maintes et maintes fois dans le but de créer dans l'esprit du public américain distrait qu'il y a un motif réel et valable pour attaquer la Syrie. Pourquoi Assad utiliserait des armes de destruction massive interdites pour tuer une infime poignée de 100-150 mercenaires américains alors que son armée est en train de les balayer sans l'utilisation du gaz, et quand Assad sait que l'utilisation du gaz jetterait l'armée américaine contre lui ?

Comme l'a énoncé clairement le gouvernement russe, l'accusation de Washington n'est pas crédible. Aucune personne informée ne pourrait le croire. Sans doute, beaucoup d'Américains portant leur patriotisme sur leurs manches tomberont pour le dernier mensonge de Washington, mais personne d'autre dans le monde ne le fera. Même les marionnettes de l'OTAN de Washington appelant à attaquer la Syrie savent que la justification de l'attaque est un mensonge. Pour les marionnettes de l'OTAN, l'argent de Washington submerge l'intégrité, pour laquelle les récompenses sont faibles.

Les Russes le savent pertinemment que Washington ment. Le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov a déclaré: «*Le gouvernement [d'Assad], comme le dit ouvertement l'opposition, connaît un succès militaire sur le terrain. Le régime [d'Assad] n'est pas au pied du mur. Quel sens y a-t-il pour le régime d'utiliser des armes, surtout pour si peu* ".

Lavrov est une personne relativement civilisée dans le rôle de diplomate principal de la Russie. Toutefois, d'autres responsables russes peuvent être plus rudes dans leur rejet des derniers mensonges flagrants de Washington. Yury Ouchakov, un collaborateur du président russe Vladimir Poutine a déclaré: "*Les Américains ont essayé de nous présenter des informations sur l'utilisation d'armes chimiques par le régime [de Assad], mais à vrai dire, nous avons pensé que ce n'était pas convaincant. Nous ne voudrions pas invoquer les références au [aux mensonges infâmes du] Secrétaire d'État Colin Powell [à l'ONU accusant l'Irak pour les ADM], mais les faits ne semblent pas convaincants à nos yeux.* "Aleksey Pushkov, le président de la commission des affaires étrangères de la Douma russe, va droit au but. «*Les données sur l'utilisation par Assad d'armes chimiques sont fabriquées par le même établissement qui produisit les mensonges sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein. Obama est en train de marcher sur les pas de George W. Bush* ".

Ici, en Amérique personne n'entendra jamais parler aussi franchement de la part des médias presstitués américains.

Le double langage Orwellien est aujourd'hui la langue du gouvernement des États-Unis. Le Secrétaire d'Etat John Kerry a accusé Assad de nuire aux «pourparlers de paix», pendant que les Etats-Unis arment ses mercenaires syriens.

Le double langage de Washington est maintenant évident pour le monde entier. (Fin de l'extrait)

Les arguments présentés ici sont imparables ou d'une logique implacabls. Dès lors tous ceux qui défendent la politique de Hollande-Fabius sur la Syrie sont de furieux dogmatiques, des gens dangereux pour lesquels la "*ligne rouge*" se passe dans leur tête et n'a rien à voir avec la réalité, ce sont des charlatants ou des aventuriers...

Quand on pense que c'est un ex-ministre de Reagan qui tient ce discours et vient en aide au peuple syrien, alors que des anticapitalistes de salles de classe ou de salon optent pour le camp de la réaction, avouez qu'on a raison de se désintéresser de ces derniers, parvenu à ce point de décomposition, il n'y a plus rien à en espérer, on leur préfèrera encore cette personnalité qui a pourtant servi un des pires présidents réactionnaires des Etats-Unis.

La duplicité des renégats. Comment redonner un vernis démocratique aux institutions ? Mission impossible.

- L'Assemblée dénonce... les dix députés qui dénoncent ! - Le Nouvel Observateur

Les institutions et ses partis sont affaiblis, il faut donc en profiter pour tirer à boulets rouges dessus, non ? Et bien non, personne ne veut s'y coller, ce ne serait pas encore à l'ordre du jour, pour les opportunistes ou les vendus ce ne le sera jamais en réalité, ou si, quand il sera trop tard pour se justifier maladroitement.

Pour les uns l'extrême droite monte, pour les autres non, le FN stagne dans les urnes ou progresse peu, ils commentent l'actualité comme des pipeletttes.

D'autres, de dangereux gauchistes, j'ai lu cela hier dans une publication du NPA, appellent à constituer des comités antifascistes dans tous les quartiers, toutes les communes, qui à l'occasion (manifs) pourraient se transformer en services d'ordre ou milices.

J'appelle les militants et surtout les jeunes à prendre leurs jambes à leur cou et à fuir ces militants s'ils ne veulent pas qu'il leur arrive le même sort qu'à Méric Clément, pour rien, pour un bénéfice politique absolument nul. Fuyez les gauchistes, l'ultra gauche aussi, les adeptes de la violence individuelle, du coup de force à la Blanqui, c'est terminé depuis un siècle et demi

---

ACTUALITE EN TITRES

Intox.

Parole de servante.

- Exception culturelle: il faut rester "*vigilants*", selon Filipetti - AFP

Il crache son venin.

- Fraude fiscale: Moscovici veut aller plus loin contre une "*pratique toxique*" - AFP

Mieux, un ministère VIPiste !

- Fraude fiscale : "*Il n'y aura pas de cellule VIP à Bercy*" - Le Nouvel Observateur

Surtout pas interdire toute transaction avec eux.

- La France accentue la pression sur les paradis fiscaux - Reuters

Ils en tremblent déjà !

- Le Royaume-Uni veut pouvoir envoyer les banquiers fautifs en prison - L'Expansion.com

Quand c'est Golman Sachs qui est aux commandes !

- Grande-Bretagne: mieux encadrer les banquiers pour éviter une nouvelle affaire Libor - AFP

Tous pour un, tous pourris, solidarité oblige !

- COR - L'UE impose des amendes à neuf groupes pharmaceutiques - Reuters

Abolir le régime ? Pas vraiment.

- Dix députés lancent un appel à l'abolition de leurs «*privilèges*» - 20minutes.fr

Quelle audace !

- Prism : l'UE met la pression sur les États-Unis - LePoint.fr

Busherie.

- À Berlin, Barack Obama exhorte au désarmement nucléaire - LePoint.fr

Conditionnement

Pourquoi pas ?

- Rapport Moreau : pourquoi taxer les retraités n'est plus tabou - LeMonde.fr

Parce que la conscience politique des masses a reculé à défaut de progresser. En tirer profit, c'est la moindre des choses pour la classe dominante. A défaut d'un ennemi de classe désigné, votre ennemi sera votre collègue de travail, votre voisin, votre parent, le musulman, le chômeur, l'homosexuel, l'étranger, alors pourquoi pas les retraités, non ?

- Gel des salaires des fonctionnaires: Berger (CFDT) "*scandalisé*" - AFP

Parce que cela aurait été annoncé "*sans concertation avec les organisations syndicales*", autrement dit, il déplore de ne pas avoir été associé à cette mesure et donc n'avoir pas pu s'y préparer, pour préparer ses troupes à l'accepter...

Souvent dans le passé vous avez pu entendre ce genre de sornette, comme quoi les dirigeants syndicaux avaient été contraints d'appeler à la mobilisation parce que le gouvernement les aurait mis devant le fait accompli, oubliant de préciser qu'ils avaient réagi ainsi uniquement parce qu'ils n'avaient pas eu le temps de manoeuvrer ou d'adapter leur tactique pour mieux faire passer la mesure décidée par le gouvernement et qu'ils s'étaient retrouver ainsi acculer à devoir mobiliser contre leur gré.

Quand la social-démocratie passa avec armes et bagages dans le camp de notre ennemi. Un "***évènement***" assurément "***exceptionnel***" que nous ne louperons pas.

- Centenaire 14-18: la France souhaite un évènement exceptionnel - AFP

A la baisse !

- OCDE: contre la faim dans le monde, il faut surtout agir sur les revenus - AFP

Confirmation. Fatalité, banalisation. Leur politique pour atteindre leur objectif politique à l'échelle mondiale.

- "*Les guerres civiles sont malheureusement des guerres d'avenir*" - LeMonde.fr

L'air de rien, ils y préparent les esprits...

La survie du capitalisme : le chaos et la barbarie.

- 45,2 millions de réfugiés dans le monde, un record depuis 20 ans - AFP

A mettre au compte en premier lieu de l'impérialisme américain (et ses alliés) qui exerce une hégémonie militaire sur une grande partie du monde.

Militairement, c'est une autre affaire, mais c'est plus discret.

- Ashton au Proche-Orient: «*Diplomatiquement, l'Union européenne renvoie l'image d'une non-puissance*» - 20minutes.fr

Euphémisme pour un mensonge.

- Le Hamas admet une détérioration de ses relations avec l'Iran - Reuters

Depuis que la guerre contre la Syrie a commencé les dirigeants du Hamas ont été amenés à faire un choix : rester aux côtés d'Assad ou bien quitter le camp anti américain et s'engager dans la vaste tranchée qui est celle des pro américains et battre les tambours de la guerre anti Assad. Le chef du bureau politique du Hamas, Mechaal a choisi la seconde option et s'est engagé sous la bannière des Frères musulmans et des salafistes extrémistes dont le chef est Youssef Al Qaradawi. french.irib.ir 19.06

Quand on vous qu'ils ne pensent qu'à cela :

- Sexualité dans les maisons de retraite: Une formation est lancée - 20minutes.fr

Quel pied !

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille au Château.

Premier acte. Mise en condition.

- Les syndicats à l'Elysée à la veille de la conférence sociale - Reuters

Les syndicats français se sont retrouvés mercredi à l'Elysée pour une réunion consacrée au syndicalisme européen, l'occasion de prendre ses marques à la veille de la conférence sociale de cette fin de semaine à Paris.

François Hollande et le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, ont réuni les responsables des syndicats CFDT, CFTC, CGT, CGT, FO et Unsa autour de la secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, Bernadette Ségol.

"*Lorsque l'on a la pauvreté qui augmente, lorsque l'on a les inégalités qui augmentent, cela veut dire qu'il faut changer les politiques économiques*", a-t-elle déclaré à sa sortie, réclamant un plan de relance pour l'emploi et l'activité en Europe.

Second acte. La réponse. Le chantage à l'emploi contre des baisses de salaire.

- Salaires : l'Elysée prône aussi la modération dans le privé - LeParisien.fr

Pourquoi, parce que les patrons seraient naturellement généreux, trop généreux avec leurs salariés ?

- Les salariés du privé devraient aussi se serrer la ceinture. C'est en tout cas le souhait de l'Elysée, au nom de la défense de la compétitivité et de l'emploi. En créant le crédit impôt compétitivité et emploi (CICE), le gouvernement diminue d'environ 20 Mds€ les charges des entreprises. De l'argent qui doit servir à alléger le coût du travail, pas à l'alourdir. « *Une partie des partenaires sociaux pense que le CICE doit se traduire par des hausses de salaire, explique-t-on dans l'entourage de François Hollande. Si on faisait ça, le CICE ne servirait à rien.* »

« *Si les entreprises acceptent de ne pas augmenter les salaires — en contrepartie de créations d'emplois — et les partenaires sociaux acceptent de le comprendre, les choses iront beaucoup mieux. Ça aussi, ce sera discuté à la conférence sociale* », précise-t-on dans l'entourage du président. D'autant que l'Etat estime avoir montré l'exemple. « *L'Etat a fait zéro augmentation quand les entreprises ont fait environ + 2,1% en 2012* », déplore-t-on à l'Elysée. LeParisien.fr 19.06

Inutile de vous frotter les yeux vous avez bien lu, si le gouvernement fait un cadeau de 20 Mds€ aux entreprises, c'est pour qu'ils aillent dans la poche des patrons et des actionnaires pas dans celles des travailleurs, non mais sans blague !

Hollande est encore plus pourri que le Medef, cela vous étonne, nous, non. Et vous n'êtes pas au bout de vos surprises. Il sait aussi que les dirigeants syndicaux le sont tout autant puisqu'ils acceptent de discuter avec lui et son gouvernement. Et ceux qui souhaitent malgré tout encore le rencontrer, que faut-il en penser ?

Troisème acte. Il y en a un qui lâche le morceau.

Retour à l'Elysée avec les dirigeants syndicaux.

- Selonle leader de la CFTC, Philippe Louis, a dit ne pas voir de si grande différence entre les syndicats "*réformistes*" et les "*clivants*".

"*On ne peut vouloir le dialogue social et n'être que dans la contestation mais je pense qu'en France tout le monde est effectivement pour ce dialogue social*", a-t-il dit. "*Alors il y a des clivages qui se font mais on voit que sur les dossiers, le clivage n'est pas aussi profond et qu'on peut chacun faire avancer les dossiers même si au bout du compte, tout le monde ne signe pas*". Reuters 19.06

Excellent, on vous adore monsieur Louis Philippe, vous mériteriez un titre royal franchement, si, si, "*tout le monde ne signe pas*", qu'est-ce que cela peut bien faire puisque l'orientation politique de ceux qui ne signent pas est finalement la même que celle de ceux qui signent. Cela vaut pour les partis qui soutiennent les appareils de la CGT et FO dont l'orientation politique est finalement identitique à celle du Front de gauche par exemple.

Hégémonie américaine. Harcèlement, tyrannie, barbarie.

- Traite d'humains: Pékin et Moscou épinglés, risques de sanctions - AFP

Les Etats-Unis épinglent la Chine et la Russie pour ne pas en avoir fait assez contre la traite des êtres humains, dans un rapport assassin qui peut déclencher des sanctions américaines contre ces deux puissances avec qui les relations sont déjà tendues. AFP19.06

Ils ont oublié le régime de Doha et Riad qui ont vidé leurs prisons des criminels qui y croupissaient en échange d'aller faire le djihad en Syrie.

Idem pour les Frères musulmans en Tunisie et en Egypte qui recrutent dans la sous-prolétariat qu'il réduit à l'état de lumpenprolétariat ou chaire à canon qu'il envoie massacrer des innocents en Syrie et se faire massacrer par la même occasion, idem en Lybie, Afghanistan, Turquie, au Yémen, au Liban, tous les pays de la région et au-delà puisqu'ils recrutent même en Europe et au Canada.

Pour notre part, nous soutenons le régime du président Bachar-Al-Assad qui incarne l'unité et la souveraineté de la Syrie.

Hier soir, j'ai repensé à la position que nous défendons en y intégrant les derniers éléments en notre possession, la déclaration de Dumas qui a affirmé que l'impérialisme anglo-saxion et sioniste se préparait à entrer en guerre contre le régime syrien dès 2010.

Au départ, il y a un peu plus de deux ans, un mouvement de contestation s'est exprimé en Syrie contre le régime en place. Il était ultra minoritaire. Le régime fort des informations qu'il devait déjà posséder sur les intentions imminente de cette coalition impérialiste et de la manière dont elle avant opérer pour liquider Kadhafi et son régime, réprima avec retenu mais fermement les premières manifestations. Puis, les salafistes qui étaient des agents des puissances occidentales ou qu'elles avaient infiltrés se sont mêlés aux manifestants en se mettant à tirer sur la police et l'armée les forçant à répliquer.

Ainsi le cycle provocation, répression, récupération ou manipulation et dénonciation du régime comme tyrannique était lancé.

L'opposition syrienne s'est retrouvée totalement dépassée par les événements et s'est fait manipuler à son tour en pensant à tort que ces mercenaires djihadistes étrangers étaient venus leur prêter main-forte et qu'ils combattaient pour la même cause. Grave et fatale erreur, puisqu'ils allaient détruire leur pays qu'ils allaient mettre à feu et à sang sur ordre de Washington, Londres et Paris via les monarchies du Golfe, pillant, violant, massacrant hommes, femmes et enfants, des villages entiers, dressant les unes contre les autres les différentes communautés qui vivaient jusque là en paix dans le pays.

Jusqu'au moment, mais trop tard semble-t-il, on n'entendit plus du tout parler de l'opposition syrienne qui de fait s'était rangée entre temps au côté du régime d'Assad et à laquelle il organisa en milice et distribua des armes pour combattre les contras. Pour finalement apprendre dans un rapport commenté par la CIA, par la voix d'organisation liée aux puissances occidentale ayant réalisé des sondages parmi la population syrienne que plus de 70% soutenait Assad et qu'elle le reconduirait au pouvoir si des éléctions présidentielles devaient avoir lieu aujourd'hui, confirmant que le régime incarne bien l'indépendance du pays à laquelle tous les Syriens sont attachés, facteur déterminant sur lequel repose ma position.

Je me positionne donc au coté du peuple syrien combattant pour son indépendance contre tous ses ennemis, y compris le gouvernement impérialiste français, le Front de gauche et le NPA qui pour le coup sont des coalitions ou des partis réactionnaires, pro-impérialistes, contre-révolutionnaires.

En 1918, j'aurais été au côté du gouvernement bolchevik, du côté de la révolution socialiste et du nouvel Etat ouvrier pour réprimer ceux à Kronstadt qui voulaient les renverser et rétablir l'Ancien régime ou remettre le pouvoir la bourgeoisie.

Quand on maîtrise l'ensemble de la situation au lieu d'interpréter l'histoire par le petit bout de la lorgnette, qu'on en mesure les dangers, qu'on en connaît l'évolution probable selon le développement de certains rapports déterminants, on se doit de prendre les décisions politiques qui s'imposent conformément au but politique qu'on s'est fixé, aux intérêts fondamentaux de classe qu'on incarne, sans se laisser distraire par les caprices ou les lubies de petits-bourgeois ignorants et impatients qui tendent à prendre leurs désirs pour la réalité.

Nous rappellerons à ceux qui l'auraient oublié ou qui l'ignererait, que Lénine est décédé prématurément à 56 ans des suites des deux balles qu'ils avaient reçues dans le cou et une épaule tirées non pas par un agent du tsar ou un garde blanc, mais bien par une de ces révolutionnaires d'extrême gauche qui prétendaient servir la cause du socialisme. Les petits-bourgeois qui aujourd'hui se prétendent anticapitalistes, révolutionnaires, d' extrême gauche et qui finalement se rangent au côté de la réaction mondiale contre le peuple syrien, contre son propre peuple en réalité, sont de la même veine, nous les appelons à se reprendre et à rejeter la position adoptée par les dirigeants de leurs partis.

En cela, je persiste et signe, et j'assume entièrement mes positions, jusqu'au bout. Contrairement à absolument tous les partis ou formations politiques, je ne crains pas d'être à contre courant des masses ou de la majorité des militants qui baignent dans l'ignorance et s'alignent honteusement pour ces derniers sur les positions de l'impérialisme français et anglo-saxon, je combats sous le drapeau de la révolution socialiste, à ma manière et avec mes faibles moyensj'estime assumer la continuité du marxisme.

Le IIIe Reich était sioniste et n'est pas mort.

La chambre basse allemande, le Bundestag, a adopté le 13 juin 2013, une résolution proclamant la relation étroite entre l'Allemagne et Israël.

La résolution amalgame dans une même condamnation les actes antisémites commis en Allemagne et la Résistance à l'occupation israélienne (incluant le Hezbollah).

Tous les partis politiques de l'assemblée ont soutenu la résolution, à l'exception de Die Linke, qui s'est abstenue. Réseau Voltaire 14.06.

Aucun parti pour voter contre l'amalgame horrible réalisé ici entre antisémisme et antisionisme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Les discussions entre le Premier ministre grec Antonis Samaras et ses deux alliés gouvernementaux n'ont rien donné mercredi, la crise de l'audiovisuel public évoluant vers une véritable crise de gouvernance au sein de la coalition au pouvoir.

Les trois dirigeants des partis de la coalition doivent se réunir une nouvelle fois jeudi.

"*Il s'agissait d'une discussion très difficile qui va continuer et sera conclue demain (jeudi) soir*" a déclaré le dirigeant socialiste Evangélos Vénizélos en sortant de la résidence du Premier ministre conservateur après trois heures et demie de discussions.

Pour le dirigeant du petit parti de gauche modérée Dimar, Fotis Kouvelis, la rencontre tripartite a été une épreuve "*pénible*".

M. Samaras peine à sortir d'une crise qu'il a lui même créée en fermant unilatéralement, sans l'accord de ses partenaires, l'émetteur de la radio-télévision publique ERT le 11 juin dernier, sans préavis ni discussion, privant le pays de toutes ses chaines de télévisions et stations de radio publiques ainsi que de nombreuses chaînes étrangères. Cela a déclenché une tempête mondiale de protestations.

Les participants à la réunion de mercredi soir ont confirmé à mots couverts que les discussions butaient autant sur des problèmes de gouvernance et de partage des pouvoirs au sein de la coalition que sur le seul conflit de l'audiovisuel.

"*Ce n'est pas seulement le problème de l'ERT (l'organisme de radiotélévision public, NDLR), c'est un problème de gestion du gouvernement de coalition à trois partis (...) Nous devons avoir une collaboration qui assure un terrain d'entente entre les trois partis*" a dit M. Kouvelis.

"*L'un des problèmes discuté était la façon dont l'organisme d'audiovisuel public va fonctionner, après la décision du conseil d'Etat. D'autres questions ont aussi été discutées, questions que le Premier ministre avait soulevé il y a deux jours*" a dit de manière sybilline, le porte-parole du gouvernement Simos Kedikoglou.

Quelque 2.000 personnes, selon la police, ont manifesté pour la huitième soirée consécutive devant le siège de la radiotélévision publique contre la fermeture des émetteurs qui entraîne la perte d'emplois pour quelque 2.700 personnes.

Certaines banderoles appelaient à "*licencier Samaras*", et non pas les "*salariés de l'ERT*".

Le dirigeant de l'opposition Alexis Tsipras (gauche radicale Syriza), venu soutenir les manifestants, a estimé qu'"*aucun compromis n'était possible en démocratie*" et appelé au renversement du gouvernement. (Un effet d'annonce. - Ndlr)

Jusqu'à présent, le Premier ministre refusait de rétablir l'ERT telle qu'elle existait, affirmant que l'organisme coûte trop cher. AFP 19.06

Contrairement aux allégations du gouvernement d'Antónis Samarás, le groupe de télévision publique ERT était bénéficiaire en 2012 à hauteur de 40,9 millions d'euros. Réseau Voltaire 17.06

2- Bulgarie

Le parlement bulgare a annulé mercredi la nomination controversée du député Delyan Peevski à la tête de l'Agence de

sécurité nationale (DANS), qui a déclenché une vague de manifestations depuis vendredi contre la soumission du pouvoir à l'oligarchie.

L'annulation a été votée à l'unanimité par les 128 députés présents, alors que le plus grand groupe parlementaire du parti conservateur Gerb de l'ex-Premier ministre Boïko Borissov a boycotté le parlement.

"*J'ai commis une faute politique (avec la nomination de M. Peevski), ce dont je m'excuse auprès des citoyens bulgares*", a déclaré le Premier ministre Plamen Orecharski mercredi au parlement, tout en réaffirmant son refus de démissionner.

"*Une démission du gouvernement mettra en doute l'issue des négociations*" avec Bruxelles sur le financement européen pour 2014-2020. Des élections immédiates sans amendement du code électoral reproduiront le parlement existant et "*provoqueront un chaos*", a-t-il estimé. Magnat de la presse lié à une banque puissante, M. Peevski soutenait Boïko Borissov, renversé en février sous la pression de la rue, puis a misé sur la victoire de l'opposition. Il jouit d'une réputation controversée en raison de sa richesse inexplicable et son influence dans des médias contrôlés par sa famille. Sa nomination avait provoqué des manifestations immédiates dans tout le pays vendredi.

Les protestations se sont poursuivies les jours suivants et se sont dirigées contre le gouvernement de l'économiste Plamen Orecharski en place depuis trois semaines seulement. De nouveaux rassemblements sont prévus à Sofia mercredi dans la soirée.

M. Orecharski, qui se rend jeudi à Bruxelles, a demandé mercredi au parlement "*un soutien provisoire pour un paquet de mesures d'urgence de stabilisation*" en faveur des milieux défavorisés et en vue d'améliorer le climat des affaires. Un mois après les élections du 12 mai, l'opinion publique est polarisée: 51% réclament une démission du gouvernement et 48% veulent qu'il reste en place, selon un sondage de l'institut Alpha Research publié mercredi. Et 85% des personnes interrogés soutiennent le mouvement de protestation déclenché par la nomination de M. Peevski.

Les chances de longévité de ce gouvernement soutenu par les socialistes (PSB) et le MDL sont jugées limitées: 37% estiment qu'il ne survivra que quelques mois, 20% lui donnent un an jusqu'aux élections européennes en mai. Seulement 18% pensent qu'il accomplira son mandat de quatre ans. "*Jamais jusqu'à présent l'opinion publique n'a été aussi négative un mois après des élections*", indique l'institut. L'attitude négative vis à vis du MDL, tant pour des raisons nationalistes qu'en raison de soupçons de népotisme, fait aussi dégringoler le soutien envers son allié socialiste de 32% en un mois. euronews.fr 19.06

3- Afghanistan

Kaboul a exprimé mercredi son mécontentement face à la perspective de discussions directes entre Américains et talibans en suspendant ses négociations sur un accord de sécurité avec Washington et en menaçant de ne pas discuter avec les insurgés dans leur nouveau bureau de Doha.

En visite à Berlin, le président américain Barack Obama a réagi en indiquant qu'il s'attendait à des "*tensions*" avec le gouvernement afghan et espérait "*que le processus (allait) se poursuivre*" malgré tout.

Mardi, les talibans et les Américains avaient annoncé une "*prochaine*" reprise de leurs contacts en vue de discussions de paix, après l'ouverture le même jour à Doha, au Qatar, d'un bureau de représentation taliban, un événement historique après plus de 11 ans de guerre.

Washington, qui dirige la force internationale de l'Otan en Afghanistan (Isaf), alliée de Kaboul face aux rebelles, avait aussitôt annoncé par la voix de responsables anonymes des rencontres "*dans quelques jours*" entre émissaires américains et talibans.

Mais le département d'Etat a démenti mercredi que des discussions aient été "*programmées*" cette semaine. L'envoyé spécial des Etats-Unis pour l'Afghanistan et le Pakistan, James Dobbins, qui devait partir mardi pour ces deux pays, via Ankara et Doha, n'a pas quitté Washington, selon le ministère.

Un autre responsable de l'administration Obama a toutefois confié à quelques journalistes son espoir que ces premiers entretiens avec les talibans se tiennent dans "*les prochains jours*".

Premier acte: mercredi matin, le porte-parole de M. Karzaï annonce qu'il suspend ses négociations d'accord bilatéral de sécurité avec Washington, pour marquer son mécontentement. "*Il y a une contradiction entre ce que le gouvernement américain dit et ce qu'il fait en ce qui concerne les discussions de paix*", a expliqué à l'AFP le porte-parole Aimal Faizi.

Kaboul menace de boycotter des discussions à Doha

Cet accord doit définir les modalités de la présence américaine en Afghanistan après la fin de la mission de combat de l'Otan fin

2014, mais aussi le nombre de bases américaines dans le pays et le statut des soldats américains sur place. Il doit notamment régler la question épineuse de l'immunité des soldats qui avait fait capoter le même type d'accord voulu par les Américains en Irak.

Deuxième acte, en milieu d'après-midi: la présidence afghane annonce que le Haut Conseil pour la paix (HCP), une instance créée par le président Karzaï pour tenter de négocier avec les insurgés, "ne participera pas aux discussions de paix au Qatar, à moins qu'elles ne soient menées par les Afghans".

Or cette perspective semble improbable à ce stade: le porte-parole du bureau taliban à Doha, Mohammed Naïm, avait déclaré mardi que des discussions avec le gouvernement de Kaboul n'étaient pas à l'ordre du jour "*pour le moment*", semblant toutefois suggérer cela pourrait évoluer en fonction des "*circonstances*".

Les espoirs de paix avaient déjà été quelque peu douchés la nuit dernière par l'attaque, revendiquée par les talibans, de la base américaine de Bagram, au nord-est de Kaboul, qui a coûté la vie à quatre soldats américains.

Un autre porte-parole taliban au Qatar, Mohammad Sohail Shaheen, a confirmé sur Al-Jazeera que les insurgés n'avaient pas l'intention d'arrêter leurs attaques en dépit des futurs contacts diplomatiques. "*Il n'y a pas de cessez-le-feu (avec les Etats-Unis). Ils nous attaquent et nous les attaquons*". AFP 19.06

Le président afghan Hamid Karzaï est inquiet et il a de quoi : il est le prochain sur la liste des Américains !

4- Syrie

4.1- Les ministres des Affaires étrangères du groupe dit "*des amis de la Syrie*" se réuniront samedi à Doha pour discuter de l'aide militaire à apporter à la rébellion, a indiqué mercredi une source diplomatique française.

Les onze pays participants seront la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Emirats arabes unis, la Turquie et l'Egypte. Cette réunion a pour but de répondre aux besoins exprimés par la rébellion syrienne lors de la réunion du 14 juin à Ankara entre le général Selim Idriss, plus important chef militaire de la rébellion, et des représentants de ces 11 pays, selon la même source. french.irib.ir 19.06

4.2- Selon Amin Hatit , analyste libanais, les Etats Unis ne tolèrent pas la défaite militaire des rebelles en Syrie et comme toute guerre digne de ce nom, ils pensent à changer les commandants : Erdogan et l'emir Al Thani sont les deux victimes expiratoires de la défaite militaire US en Syrie.

En effet, l'échec militaire doublé d'un échec politique ont amené les Américains à changer leurs pion. Et puisqu'il faut un tel changement, les USA commencent par le pion plus faible à savoir le Qatar. " *C'est dans ce même sens que les Américains sont en ce moment même en phase de propulser un pion tout frais en la personne de Tamim Ben Hamad à la tête du Qatar et que les manifestations secouent les deux grandes villes turques à savoir Istanbul et Ankara. C'est vrai que l'émir Al Thani a remporté la bataille en Tunisie, en Egypte et en Libye. Il a même réussi à s'attirer le soutien d'une tranche de dirigeants du Hamas. Mais l'émir a pêché par excès de confiance en soi ; il a promis à Ankara et aux Américains de renverser en l'espace de trois à six mois Assad. Deux et demi plus tard, Assad est toujours au pouvoir. cette fausse promesse a faussé les calculs des Américains et a coûté trop cher à Washington qui a perdu une partie de son influence au Moyen Orient. Ceci ne peut se réparer à moins d'un changement des commandants déficiitaires! C'est en quelque sorte, l'emprise US dans la région qui s'érode au lieu que ce soit Assad qui s'en aille!*" french.irib.ir 19.06

SOCIAL

1- Brésil

De nouvelles manifestations se sont produites mercredi à Sao Paulo où le blocage d'une autoroute et de plusieurs rues paralyse les transports de la plus grande ville du pays.

Ces manifestations, qui ont commencé la semaine dernière et se déroulent dans tout le pays, sont les plus importantes depuis 20 ans. Les Brésiliens protestent pêle-mêle contre l'inflation, la déficience des services publics et la violence policière.

Mercredi, le maire de Sao Paulo, Fernando Haddad, envisageait une éventuelle réduction des tarifs dans les autobus après des baisses intervenues dans un certains nombre de grandes villes.

L'armée a été envoyée en renfort dans plusieurs villes qui doivent accueillir la Coupe de football des Confédérations dans le cadre

des mesures prévues pour assurer le déroulement de cette manifestation sportive considérée comme une répétition avant le Mundial 2014.

Les renforts sont notamment présents à Fortaleza dans le nord-est du pays, où le Brésil doit rencontrer le Mexique mercredi et où des manifestations ont déjà eu lieu. L'armée sera aussi déployée à Rio de Janeiro, Salvador, Belo Horizonte et dans la capitale fédérale, Brasilia.

Mercredi matin dans le centre de Sao Paulo, des débris de verres et de divers objets étaient éparpillés sur les pavés et sur le fronton de l'Hôtel de ville était orné de graffitis.

"*Le peuple s'est réveillé*", pouvait-on lire en écho aux slogans scandé par les manifestants.

Interrogé par la presse à l'occasion d'un point de presse de la Fifa à Maracana, le stade mythique de Rio de Janeiro, le vice-ministre des Communications, Cesar Alvarez, s'est voulu rassurant en niant que le gouvernement ait perdu le contrôle des rues.

"*Perdre le contrôle est quelque chose d'impossible. Je ne dirais pas que nous avons perdu le contrôle, non*", a-t-il dit.

Le ministre a ajouté: "*Le gouvernement de l'Etat ainsi que les autorités locales vont se concerter pour faire en sorte que les manifestations ne gênent pas le flux des spectateurs et que les manifestants respectent le droit de ceux qui veulent aller voir les matches*". Reuters 19.06

2- Espagne

Une évacuation d'usine comme il y en a de plus en plus en Espagne… 70 employés de la société Troqueleria del Norte ont été évacués de force par la police ce mardi dans le Pays basque espagnol. Un ordre d'éviction avait été donné per les nouveaux propriétaires du bâtiment.

Les employés, impayés depuis janvier dernier, occupaient l'usine depuis le 6 mai dernier. Selon les syndicats responsables de la mobilisation, les employés n'ont même pas été officiellement licenciés.

La tension est montée d'un cran quand les derniers ouvriers, réfugiés dans l'usine et cachés entre les machines, ont été sortis de force.

L'évacuation terminée, les serrures du bâtiment ont été changées. euronews.fr 19.06

Il ne reste plus qu'à s'organiser et résister les armes à la main, non ?

3- Japon

L'ampleur de la contamination radioactive à Fukushima suscite toujours des d'interrogations. Des taux très élevés de tritium et de strontium 90 – un élément hautement toxique – ont été relevés dans les eaux souterraines accumulées au pied des réacteurs. Mais Tepco, qui exploite la centrale, assure qu'il n'y a pas eu de fuite dans l'océan.

''*Les taux de radioactivité relevés dans les eaux du Pacifique correspondent à ceux observés ces derniers mois. Nous pensons donc que cette pollution n'a pas d'impact*'', explique le directeur général de Tepco, Toshihiko Fukuda.

Tepco a annoncé des niveaux de strontium trente fois supérieur à la limite légale. Une découverte inquiétante qui intervient alors que l'opérateur a demandé l'autorisation de rejeter dans l'océan de l'eau faiblement contaminée qu'il ne peut plus stockée. euronews.fr 19.06

Haut de page

Le 21 juin 2013

CAUSERIE

Dorénavant, je laisse en ligne les infos des 7 derniers jours, du coup la page est un peu volumineuse. Si vous avez des problèmes de lenteur pour l'ouvrir, avertissez-moi. J'ajouterai encore quelques articles ce soir ou demain matin. Je suis très fatigué et pas disposé à causer. On a déjà atteint les 10.000 visites ce mois-ci, bravo à vous, c'est encourageant.

Bon week-end à tous.

Une analyse.

Nous nous trouvons dans une période extrêmement périlleuse de l'histoire mondiale, tandis que les anciennes structures de pouvoir s'effondrent et que la domination des USA commence à faiblir. Mais l'empire riposte. Les Etats-Unis et Israël tentent de renforcer des mouvements néolibéraux tributaires d'une accumulation de capitaux pour les riches et d'une pauvreté accrue pour la plupart des gens.

Afin d'éviter une poussée révolutionnaire majeure parmi ceux qui sont privés de leurs droits, ces élites ont incité à des conflits sectaires : Sunnites contre Chiites, Arabes contre Kurdes, Chrétiens contre Musulmans, Juifs contre Musulmans et Chrétiens, etc.

Ce mortel jeu de diversion par le biais de guerres et de conflits civils rencontre l'opposition de ceux qui se soulèvent dans des endroits comme la Turquie et le Brésil. Si nous pistons l'argent et les manipulations des services secrets occidentaux ou israéliens, nous pouvons comprendre pourquoi les Frères Musulmans ont décidé de rendre l'Egypte islamiste et pro-occidentale et de rompre ses relations avec la Syrie. Nous pouvons aussi comprendre les bombardements en Irak dont l'objectif était de déclencher un conflit entre Chiites et Sunnites. Nous pouvons également comprendre les frénétiques manipulations médiatiques des informations. Et nous pouvons comprendre le soutien du Président Obama à la violation de l'intimité de citoyens américains, sous prétexte de sécurité.

Je ne sais ce qu'apportera le court terme, mais sur le long terme je crois que les hommes s'éveillent et qu'ils feront choix de diriger leur énergie non pas les uns contre les autres, mais contre les faiseurs de mal qui s'efforcent de fomenter des luttes sectaires. Le monde est trop peuplé et les technologies beaucoup trop mortifères pour faire autre chose que rejeter les incitations hostiles lancées pour le seul bénéfice des milliardaires.

Au cours des dernières semaines, la protestation contre les politiques néolibérales des gouvernements en Turquie, au Brésil, en Egypte, en Tunisie et ailleurs sont de bons annonciateurs d'un avenir positif. Il nous faudrait nous tenir tous par la main et dire : nous voulons la justice économique, et nous voulons la paix qui ne peut être fondée que sur la justice ; nous voulons les droits humains, nous rejetons le sectarisme, et nous ne pouvons rester neutres à bord d'un train en marche (Howard Zinn). Nous devons prendre parti : pour les droits de la majorité défavorisée et non pour les plans cupides et violents des élites.

Mazin Qumsiyeh

Source : french.irib.ir 20.06

Il faut proposer un cadre organisé, un parti, une Internationale à cette "*majorité défavorisée*". Il faut donc un programme social et politique, une stratégie pour combattre le capitalisme dans chaque pays et à l'échelle mondiale en s'appuyant sur les enseignements de la lutte de classe du prolétariat des XIXe et XXe siècle jusqu'à nos jours. Il faut surtout définir l'objectif que l'on veut atteindre et par quel moyen. Renverser le capitalisme ou s'en accommoder en l'améliorant ? Par le biais des urnes ou par une révolution qui serait prolétarienne et socialiste ?

S'en accommoder nous a conduit à la situation actuelle, il faudrait donc arrêter de reproduire sans cesse la même erreur. Et sans théorie révolutionnaire, pas de parti révoutionnaire, impossible de vaincre notre ennemi, entre la propriété privé des moyens de production, le capitalisme, et la propriété collective des moyens de production, le socialisme, existe-t-il pas une autre alternative ? Non, alors adoptons le socialisme et voyons comment on peut avancer dans cette voie ensemble. Rejeter l'amalgame entre le socialisme et le stalinisme qui fut le pire ennemi du socialisme.

Qu'on se le dise !

Extrait du n°256 d'*Informations ouvrières*.

- "*Tous les appels à « l'union nationale », au « front républicain », au « consensus droite-gauche », à l'association des syndicats aux contre-réformes vont dans le même sens : la marche à la décomposition, fondée sur la destruction des droits de la population laborieuse.*"

Vous avez le droit d'ajouter le refus du POI d'appeler au boycott de cette conférence patronale et de rompre avec les appareils de la CGT et de FO qui y participe, le gouvernement, Hollande.

D'ailleurs il faudrait rectifier ou apporter une précision, nos droits sociaux sont détruits sur fond de liquidation de nos droits politiques qu'incarne la soumission de tous les partis au capitalisme et ses institutions. Ceci explique cela, il faut le dire,

l'expliquer, l'analyser et en tirer des leçons politiques et pratiques, sinon à quoi bon.

Ils ont commencé par liquider nos droits politiques (UE, soumission de tous les partis au capital), ensuite ils s'attaquent à nos droits sociaux (plus aucun parti ne combat réellement les appareils vendus des syndicats), et ils compèteront leur oeuvre en instaurant un gouvernement mondial. Ouvrez les yeux, observez, c'est en train de se passer, on n'arrête pas d'en fournir les preuves. L'orientation du capitalisme mondial on la connaît, sauf que les partis ouvriers sont incapables de définir une stratégie pour la combattre. Pourquoi ? Parce qu'ils rejettent cette analyse... On a déjà expliqué tout cela dans des causeries précédentes et on en a marre de se répéter.

Impensable, ce n'est pas leur conception de la lutte de classe ou plutôt de la collaboration de classe avec les appareils :

La parole à Jean-Marc Constantin, syndicaliste dans l'administration des douanes, à Chambéry (Savoie) :

- "*Enfin, je voudrais ajouter que quand on est militant syndical, il faut être présent dans les instances syndicales décisionnelles, si on veut gagner — et pour gagner, il faut faire des propositions dans ces instances pour faire bouger les stratégies de lutte.* "

Qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour "*être présent dans les instances syndicales décisionnelles*", n'est-ce pas ? Encore un qui a de l'avenir dans les appareils !

Pour eux, c'est "*gagner*" sur des revendications immédiates leur unique objectif, améliorer la condition ouvrière pour certaines couches d'exploitées seulement de manière à ce qu'elles puissent mieux supporter l'existence du capitalisme, qu'il n'est pas question de combattre pour le faire disparaître vous l'aurez compris.

Ils ont tourné le dos, abandonné depuis des lustres (1940) à cet objectif de l'émancipation du capital qui définissait le syndicalisme révolutionnaire du début du XXes siècle. Au POI et ailleurs, ils ne veulent plus en entendre parler, s'adapter au mouvement spontané des masses bourré d'illusions, de fait, au capitalisme au lieu de combattre pour le socialisme, tel est le contenu de leur combat.

Ce serait juste une question de mauvaise volonté, qui n'aurait rien à voir avec la nature politique du PS.

- "*Incapables de tirer les leçons de la situation — car ne le voulant pas — Hollande et le gouvernement persistent et signent.*"

C'est sans doute pour le convaincre de le vouloir que le POI prépare une délégation d'élus auprès de Hollande.

Rompre avec une mauvaise politique, mais pas un mauvais Etat ou un mauvais système économique.

- "*Rompre avec cette politique dictée par l'Union européenne et la troïka.*"

Vous avez là le produit des illusions que le POI colporte dans le PS (et le PCF) qui coïncident avec son incapacité de rompre avec ce parti, lien qui ne saute pas forcément aux yeux comme c'est le cas ici, mais qui apparaît clairement dans ses rapports aux appareils syndicaux qui sont liés au PS ou partagent la même idéologie.

Contribution de Sébastien, postier :

- "*Ce gouvernement trahit les masses, applique une politique injuste*"

Oh le vilain! Non, désolé, le gouvernement applique la politique qui correspond à la nature politique de ses différentes composantes et de l'idéologie, de la classe sociale qu'il représente ou dont il défend les intérêts.

Pour prêter au gouvernement "*une politique injuste*", cela sous-entend que selon vous il aurait dû ou il devrait faire une politique "*juste*", ce qui témoigne au passage que vous ignorez tout de ses partis, autrement dit, vous méconnaissez la nature sociale du PS, mieux, vous ne comprenez rien à la situation et aux rapports entre l'économie et le politique, entre les besoins du capitalisme en crise et la politique du gouvernement qui tend à les satisfaire, bref, vous militez dans le vide, vous brassez du vent, vous perdez votre temps et vous nous faites perdre le nôtre !

Il confirme qu'ils sont incapables de voir plus loin que le bout de leur nez ou de leur assiette, il n'y a rien de politique dans tout cela, c'est du trade-unionisme de bas étage.

- "*Il faut un véritable parti de gauche qui prenne en compte les aspirations du peuple*".

C'est leur unique objectif ou perspective politique, autrement dit ils n'en ont pas.

Cash !

L'ancien secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, dont le nom apparaît dans plusieurs enquêtes, a acquis un appartement de 90m2 à Paris dans une rue huppée de la capitale et l'a payé comptant 717.500 euros, selon «*Paris Match*»...

«*D'où vient l'argent qui lui permet de s'installer enfin dans ses meubles, après trente ans à sillonner la France dans des logements de fonction?*» s'interroge le magazine. Contacté, l'intéressé «*n'a pas souhaité faire de commentaires*».

Le nom de l'ancien ministre apparaît dans plusieurs enquêtes: en tant qu'ancien secrétaire général de l'Élysée dans celle sur l'arbitrage Tapie-Crédit lyonnais, ainsi que dans l'affaire d'un éventuel financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. Le 14 juin, le parquet de Paris a également ouvert une enquête préliminaire sur les primes en liquide qu'il a perçues entre 2002 et 2004, alors qu'il était directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur. 20minutes.fr 20.06

D'où vient cette somme importante ? Peut-être de là ?

Un ancien interprète de Mouammar Kadhafi confirme que l'ex-dictateur libyen a bien versé des millions de dollars pour appuyer la campagne électorale de Nicolas Sarkozy en 2007. Ce témoignage sera diffusé ce jeudi soir dans le magazine de France 2 Complément d'enquête.

Interrogé par une équipe de France 2 pour l'émission Complément d'Enquête qui doit être diffusée ce jeudi soir, Mofta Missouri, ancien interprète de Mouammar Kadhafi authentifierait un document publié par Mediapart en avril 2012.

Le site Internet avait révélé l'engagement pris par le régime libyen de verser "*50 millions d'euros*" destinés à soutenir la campagne électorale de Nicolas Sarkozy de 2007. Une publication contre laquelle l'ex-chef de l'Etat avait porté plainte.

Dans l'interview rendue publique ce jeudi, Moftah Missouri indique une somme différente. Selon lui, le président libyen lui avait personnellement dit avoir versé "*20 millions de dollars*" pour cette campagne. Si la vidéo n'apporte pas de réponse plus précise quant au montant exact, elle plaide bien pour l'existence d'un lien financier entre le camp Sarkozy et le régime de Kadhafi. lexpress.fr 20.06

ACTUALITE EN TITRES

Conditionnement

Les trois quart ce serait franchement mieux !

- Un tiers des salariés du public pour le gel de leurs salaires - Reuters

Ben voyons, vous avez le droit d'y croire !

- La loi sur la transparence «*permet de restaurer la confiance dans les élus*» - Liberation.fr

Une femme sur trois vit dans des conditions indignes au XXIe siècle du fait de l'existence du capitalisme...

- Une femme sur trois dans le monde victime de violence d'après l'OMS - euronews.com

Demain ils les vénèreront, c'étaient des saints qui s'ignoraient...

- À Rakka, les islamistes syriens imposent leur loi avec retenue - Reuters

Intox

Données personnelles: la Cnil met Google en demeure - L'Expansion.com

La Cnil qui vient de livrer l'état civil au Mormon, l'identité des détenteurs de plaques d'immatriculation aux sociétés qui gèrent

les péages des autoroutes, etc. ?

Si vous le dites.

- Un député de gauche : « *On fait du Sarkozy, en pire* » - LeFigaro.fr

Député radical de gauche du Calvados, Alain Tourret, 65 ans, avocat, spécialiste du droit du travail.

Le Figaro : La qualité du travail législatif se dégrade?

Alain Tourret : Par la force des choses. Actuellement, beaucoup de textes passent par la voie de l'urgence. Il devient quasiment impossible de les réécrire, de discuter du fond. Cela devient très manichéen: «*Vous êtes pour? Vous êtes contre?*». Nous produisons sans réfléchir. On fait du Sarkozy, en pire. Cela aura forcément des conséquences. LeFigaro.fr 20.06

Non, mais monsieur, à quoi bon réfléchir quand on participe aux institutions, les jeux sont faits, vous n'étiez pas au courant ?

Tant mieux, les conditions objectives doivent encore mûrir !

- Croissance, chômage, impôts, pouvoir d'achat: les sombres perspectives de l'Insee pour 2013 - L'Expansion.com

Le PIB tricolore va reculer de 0,1% cette année, le taux de chômage grimper à 11,1%, les salaires vont encore ralentir et le pouvoir d'achat va stagner, selon la note de conjoncture publiée par l'Insee. L'Expansion.com

Les Pays-Bas exécute une décision du gouvernement américain. Normal au pays de Bilderberg.

Le trublion numérique Kim Dotcom a vivement critiqué la décision prise par une entreprise des Pays-Bas de supprimer de ses serveurs tous les fichiers liés à Megaupload.

Sur Twitter, Kim Dotcom a dénoncé le plus grand « *massacre de donnée de l'histoire d'internet, orchestré par le gouvernement des États-Unis et le Département de la Justice* » euronews.com 20.06

Mais au fait, c'est bien à la Haye qu'est installé le TPI, ce tribunal d'exception ? Une simple coïncidence sans doute.

Eugénisme. Le sionisme arabe sera-t-il à la hauteur du sionisme juif des années 40 ?

Le Syndrôme respiratoire coronavirus du Moyen Orient présente un risque important en environnement hospitalier.

C'est l'une des conclusions de l'étude lancée en mai dernier par des chercheurs en Arabie Saoudite, alors que l'inquiétude ne semble pourant pas augmenter dans les régions concernées.

Le MERS, ce virus proche du SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère) a tué 32 personnes en Arabie Saoudite depuis septembre 2012.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, 38 personnes ayant contracté le coronavirus sont décédées dans le monde, sur 64 cas confirmés.

A l'approche du pélerinage de la Mecque, où des centaines de milliers de musulmans sont attendus en Arabie Saoudite, l'OMS et les autorités locales déplorent le fait que les ventes de masques chutent et que la vigilance semble retomber dans le pays. euronews.com 20.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Conférence patronale des 20 et 21 juin 2013

Inutile de se jeter tête baisée sur ce sujet, rappelons le contexte dans lequel se situe cette conférence patronale.

- « *Si les entreprises acceptent de ne pas augmenter les salaires — en contrepartie de créations d'emplois — et les partenaires sociaux acceptent de le comprendre, les choses iront beaucoup mieux. Ça aussi, ce sera discuté à la conférence sociale* », précise-t-on dans l'entourage du président. Leparisien.fr 19.06

Cela signifie que c'est l'ensemble des travailleurs qui doivent subir une dégradation de leur niveau et de leur condition de vie, pendant que les capitalistes bénéficient de privilèges leur permettant d'augmenter leur profit, sur fond d'évasion fiscale à hauteur de centaines de milliards d'euros pour les plus importantes entreprises, et continuer de vivre comme des seigneurs. L'objectif du gouvenement et du patronat n'est pas de s'attaquer aux inégalités sociales, mais de les accroître.

Le tableau est planté, chacun sait à quoi s'en tenir, chacun aura compris les rapports qui constituent la toile de fond de cette mascarade dont tous les syndicats sont complices.

Passons à un article de l'AFP qui relate la journée d'hier.

- L'emploi et les retraites ont été jeudi au coeur de la première journée de la conférence sociale ouverte par François Hollande, qui a annoncé un plan pour contrer le chômage de masse, applaudi par le patronat.

Dans son discours inaugural, le président Hollande, qui avait réuni durant trois heures les leaders des organisations syndicales et patronales au Palais d'Iéna pour cette deuxième conférence sociale de son quinquennat, a fait du dialogue social le moyen de redresser le pays: "*La réforme par le dialogue a montré sa pertinence*", a-t-il dit, appelant patronat et syndicats à avoir "*foi*" dans cette méthode. (Voyons, mais ils l'ont puisqu'ils y participent tous. -Ndlr)

Il a demandé aux partenaires sociaux d'unir leurs forces pour combattre "*la défiance, le doute et le désarroi*" un "*mal encore plus profond*" que la crise précisant que "*le sérieux budgétaire ne sera pas en France l'austérité*".

L'emploi reste la priorité absolue, a assuré le chef de l'État, qui maintient son objectif d'une inversion de la courbe du chômage en fin d'année . "*Si je devais retenir qu'un seul enjeu, c'est celui de l'emploi*", a-t-il dit en annonçant "un plan d'action" *pour pourvoir les emplois sans candidats par une formation rapide des demandeurs d'emploi*".

Le ministre du Travail Michel Sapin a précisé qu"*un plan extrêmement ambitieux sera mis en place à la fin de l'été*" afin "*de former les chômeurs*" pour ces emplois.

L'idée de s'attaquer aux postes vacants (quelque 300.000) qui ne trouvent pas preneurs est applaudie par la patronne du Medef, Laurence Parisot. "*J'ai tout de suite dit au président à quel point nous étions partants, je l'ai même encouragé*", a-t-elle dit. "*Nous pourrions agir assez vite parce que nous connaissons la situation*".

Arrêtons-nous là un instant.

Que dit Hollande ? Il vante le dialogue social, la méthode de collaboration de classes dans laquelle il a "*foi*" et qui "*a montré sa pertinence*" avec l'ANI en janvier dernier. Il a raison, aucun syndicat n'a boycotté cette conférence, ils sont tous prêts à collaborés, on devrait les appeler les collabos. Bref, rien de nouveau de ce côté-là.

Hollande se fait le porte-parole des besoins des capitalistes en faisant de l'emploi une priorité. Comment ?

Il dit que s'il devait "*retenir (...) un seul enjeu, (ce serait) celui de l'emploi*", autrement dit tous les autres doivent être sacrifiés à cette cause, objectif "*applaudi par le patronat*". Qu'est-ce que cela signifie, pourquoi le patronat "*applaudit*" ?

Parce que ce qui sera sacrifié en amont, la législation du travail, le contrat de travail, le coût du travail, etc. profitera en aval au patronat puisque les nouveaux emplois créés prendront en compte ces nouvelles condition de travail et de rémunération qui permettront au patronat de conserver envers eux davantage de plus-value, de profit.

Quant au chômage, il compte bien l'entretenir et le maintenir à un haut niveau pour continuer de faire pression sur les travailleurs pour les obliger à prendre n'importe quel emploi à n'importe salaire, cela permet aussi d'accroître la concurrence entre les travailleurs, de les diviser, pendant que le patronat gouverne et dicte sa loi. Ce qui explique notamment pourquoi il veut rallonger la durée de cotisation, repousser de fait l'âge auquel les travailleurs prennent leur retraite, au lieu de libérer des millions d'emplois qui pourraient être immédiatement occupés par des chômeurs, ce qui pourrait entraîner à terme une pénurie de main d'oeuvre et renchir les salaires, ce qu'il faut éviter à tout prix.

Hollande dit, ma priorité c'est l'emploi, alors qu'il n'a en tête que des emplois précaires, des emplois où les travailleurs ne sont plus qu'une masse taillable et corvéable à merci et pour ainsi dire sans droit pour le contester en dehors de se mobiliser et de faire grève.

Il a ouvert la voie, logiquement les syndicats vendu s'engoufrent à la suite. Reprenons où cet article s'était arrêté, avec la question soulevée des "*postes vacants*".

- Mais le leader de FO Jean-Claude Mailly est, lui, très critique et soulève la question de "*l'attractivité*" de ces métiers. "*Dans la restauration, les conditions de travail, de rémunération font que des salariés hésitent à y aller ou ne pensent qu'à en partir*".

Le numéro un de la CFDT, Laurent Berger, a réclamé l'annonce vendredi "*des proposions précises avec des objectifs chiffres*". "*On ne peut pas avoir un discours ambitieux sur l'emploi et demain avoir une annonce qui fait pschitt*".

Pour la CFE-CGC également, la mesure reste insuffisante: "*Nous demandons des actions immédiates avec un plan de relance de l'emploi*", affirme sa présidente.

Donnez-leur des garanties, faites-leur des propositions précises, proposez-leur un plan, et les voilà comblés !

Retraites.

C'est là que cela risque de coincer. Sur le chômage, pour le gouvernement et le patronat la voie est dégagée et ils peuvent avancer tranquillement, les chômeurs sont atomisés, peu ou pas organisés, invisibles comme l'on dit . S'agissant des retraites c'est plus compliqué parce que cela touchent absolument l'ensemble des travailleurs du pays, qu'ils soient organisés ou non peu importe, chacun sait compter et comprend de quoi il s'agit, de son propre sort, surtout pour ceux qui ont atteint ou dépassé 50 ans et qui ressentent déjà la fatigue des ans.

Pour bien faire, il faudrait que les syndicats rassemblent les travailleurs des secteurs public et privée sur la base des revendications les plus avantageuses pour l'ensemble des travailleurs, donc exigent un alignement des retraites sur celles des fonctionnaires telles qu'elles existaient avant les contre-réformes des dernières années.

Ainsi l'unité de l'ensemble des travailleurs du public et du privé serait réalisée. Sauf que voilà, aucun syndicat ne reprend à son compte cette revendication, aucun parti non plus, tous s'entendent pour conserver le statut différencié qui existe entre public et privé qui divise le prolétariat et le mouvement ouvrier, à croire qu'ils ne souhaitent pas leur donner les moyens de s'unir pour combattre ensemble le gouvernement et le patronat, l'Etat.

Vous avez là en grande partie l'origine de la situation actuelle, l'impasse et la faiblesse dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier, l'incapacité dans lequel il se trouve de résister au patronat et à l'Etat et à les vaincre. Répétons-le encore une fois, absolument tous les partis ouvriers en sont complices, depuis des lustres évidemment cela ne date pas d'aujourd'hui ou d'hier.

Dites-nous pourquoi un ouvrier qui travaille dans une usine du secteur privé ne devrait pas avoir le même droit à la retraite qu'un ouvrier qui travaille à la RATP par exemple ? Qu'est-ce qui pemet de le justifier ? Absolument rien, sauf un accord tacite entre les représentants du mouvement ouvrier et l'Etat qui remonte à l'après-guerre, qui résulta d'une trahison, d'un marchandage pour permettre de reconstruire tranquillement le capitalisme français et assurer la stabilité du pouvoir politique, de l'Etat.

C'est cette trahison, ce principe de collaboration de classes entre les appareils des syndicats et des partis ouvriers d'un côté, l'Etat et ses représentants ainsi que le patronat de l'autre qui est à l'origine de cette situation, trahison et collaboration permanente, qui en réalité n'a jamais cessé jusqu'à nos jours, que nos braves révolutionnaires et autres trotskistes ont soutenu, comme chacun peut l' observer encore aujourd'hui puisqu'aucun ne reprend à son compte cette revendication et n'appelle au boycott de cette conférence, à l'exception du GMI.

Ils prétendent combattre pour l'unité de la classe ouvrière, mais quand on y regarde de plus près on s'aperçoit que c'est sur des bases faussées au départ et contre lesquelles ils ne combattent pas, autrement dit ils se moquent de nous.

Idem pour l'indépendance des syndicats, qui à travers cet accord tacite passé avec l'Etat qui consiste à accepter un traitement inférieur pour le secteur privé en terme de retraite, témoigne qu'elle n'existe pas.

Poursuivons la lecture de ce compte-rendu de l'AFP sur la question des retraites.

- Le sujet le plus épineux reste celui des retraites. Les pistes de la prochaine réforme gouvernementale se précisent: "*L'allongement de la durée de cotisation reste la mesure la plus juste, à condition qu'elle soit appliquée à tous*" en tenant compte de la "*pénibilité*", a affirmé le chef de l'État. Le rapport de la Commission Moreau propose un allongement jusqu'à 44 ans.

Les syndicats, CGT et FO en tête, sont vent debout contre une telle mesure: "*c'est un désaccord de fond*", a affirmé Jean-Claude Mailly. La CGT a déjà prévu des mobilisations en septembre.

La table ronde sur les retraites a montré qu'il "*y a quand même des positions de fond assez inconciliables*" et en allongeant à nouveau la durée de cotisation, le gouvernement "*prend le risque de mobilisations sociales dès la rentrée*", a prévenu Annick Coupé, porte-parole de Solidaires.

De son côté, le patronat est offensif sur ce sujet et continue de réclamer un report de l'âge légal du départ à la retraite - piste que François Hollande a totalement exclue - et refuse une hausse des cotisations.

D'après ce que j'ai lu dans un autre article il y a quelques jours, le gouvernement prévoierait d'inclure une partie des primes dans le calcul des retraites des fonctionnaires pour mieux faire passer la pillule de l'allongement de la durée de cotisation. Pas sûr que cela suffise à calmer les fonctionnaires, mais c'est un élément de division qui sera exploité par les uns et les autres.

Au-delà des discours des dirigeants syndicaux, chacun sait qu'ils vont tout faire pour empêcher qu'il y ait une mobilisation massive des fonctionnaires qui pourrait donner des idées aux travailleurs du privé, pas seulement sur leur retraite, mais sur l'ensemble de leurs revendications, le syndrôme tunisien, égyptien, turc ou brésilien depuis ces derniers jours, le gouvernement doit l'avoir à l'esprit.

Il faut aider à l'organisation et à la mobilisation des travailleurs dans et à l'extérieur des syndicats dans tout le pays, dans l'unité des organisations et des partis tout du moins à la base ou au niveau de différentes instances dans les syndicats, les préparer au combat, faire monter la sauce ou faire en sorte que la mayonnaise prenne, faire en sorte qu'ils soient prêts à descendre dans la rue par millions, que chacun se dise que c'est possible de vaincre le gouvernement et le patronat dès lors qu'on s'y met tous ensemble, posant en ce qui nous concerne la nécessité d'un Etat et d'un gouvernement ouvrier qui représente réellement les intérêts des travailleurs.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Les trois partis de la coalition gouvernementale en Grèce n'ont pu se mettre d'accord jeudi soir sur les modalités de réouverture de la société d'audiovisuel public ERT, brutalement fermée par mesure d'économies il y a neuf jours.

La direction de la Gauche démocratique se réunira vendredi matin pour examiner ce dossier, a-t-on appris de source autorisée.

Le dirigeant du Pasok, deuxième parti de la coalition en importance, a souligné la gravité de la situation et invité la Gauche démocratique à ne pas quitter l'équipe gouvernementale.

"*La situation est particulièrement grave pour le pays, pour l'économie et pour les citoyens*", a dit Venizelos. "*Nous voulons conserver un gouvernement à trois et nous demandons à la Gauche démocratique de ne pas rompre.*" Reuters 20.06

1.2- Les salariés de la radiotélévision publique ERT ont entamé leur neuvième jour de protestation contre la fermeture brutale des émetteurs, qui concerne quelque 2700 emplois. Adopté dans le cadre du plan d'austérité, le décret gouvernemental a depuis été suspendu par le Conseil d'État, mais les principales chaînes de télévision n'ont toujours pas repris leurs diffusions.

Le Pasok et la Gauche démocratique réclament que le groupe rouvre exactement dans l'état où il se trouvait avant sa fermeture, puis qu'il soit dégraissé, tandis que le Premier ministre conservateur Antonis Samaras est, lui, favorable à une ERT de transition, avec une trentaine de journalistes. euronews.com 20.06

2- Turquie

En Turquie, les protestataires sont nettement moins virulents que ces dernières semaines, mais apparemment, ils assument cette stratégie moins radicale. Debout ou assis, ils sont quelques-uns à manifester Place Taksim à Istanbul. Ils ne constituent pas un trouble à l'ordre public. Les forces de l'ordre n'ont donc pas de raison d'intervenir.

A Ankara, en revanche, des heurts ont une nouvelle fois éclaté la nuit dernière entre manifestants et policiers. euronews.com 20.06

3- Etats-Unis

3.1- Un document top secret contredit les assurances de Barack Obama sur la surveillance

Personne n'écoute vos conversations téléphoniques ou ne lis vos emails sans l'autorisation d'un juge, a juré à plusieurs reprises Barack Obama à ses concitoyens. Ou pas. Selon deux documents top secrets publiés par le Guardian, la NSA a bien le droit et la capacité d'exploiter des données domestiques sans le feu vert direct de la justice.

Le quotidien britannique, à qui l'analyste Edward Snowden a fourni de nombreux documents de la NSA, publie deux ordonnances signées en 2009 par l'Attorney General (à la tête du département de la Justice) Eric Holder. Les documents couvrent les procédures que doit suivre la NSA pour surveiller des personnes basées à l'étranger. Et si espionner des citoyens américains sans mandat validé par un juge est interdit, plusieurs exceptions permettent de passer outre.

La NSA peut conserver et exploiter, pendant cinq ans, des données domestiques «*interceptées par erreur*», à condition que le directeur de l'agence pense «*raisonnablement*» qu'elles permettent de prévenir un danger. Dans son interview au Guardian, Snowden expliquait que dans la pratique, certains analystes pouvaient «*espionner qui ils voulaient, y compris le président*».

Selon le document, cette exception existe «*à cause de l'incapacité de la NSA à filtrer toutes les communications*». En clair, l'agence ratisse large, ne peut pas tout analyser en temps réel et peut, après coup, exploiter des données domestiques prises dans la nasse. Il y a encore trois jours, un élu a pourtant posé cette question au directeur de l'agence: «*La NSA peut-elle lire les emails de citoyens américains?*» Réponse concise de Keith Alexander: «*Non*.» 20minutes.fr 20.06

3.2- Des drones utilisés à des fins de surveillance aux Etats-Unis : certains s'en doutaient. Robert Mueller, le directeur du FBI, l'a confirmé ce mercredi lors d'une audition devant une commission du Sénat.

"*Le FBI utilise-t-il des drones de surveillance sur le sol américain ?*", lui a demandé le républicain Chuck Grassley, membre de la commission Jusitce du Sénat. – Oui, a simplement répondu le patron du FBI, qui s'est empressé d'ajouter que cela se faisait "*très rarement*" et "*de manière très limitée*".

Il n'y a pas que le FBI qui a recours à ce genre d'engin. Le département de sécurité intérieure s'en sert aussi, pour surveiller, par exemple, la frontière avec le Mexique.

Ces engins sans pilotes peuvent servir à pister des individus considérés comme suspects. Ils peuvent aussi intercepter des messages transmis via les réseaux wifi. Voilà qui ajoute aux récentes révélations sur le programme secret de surveillance des communications sur internet.

Mardi, Dianne Feinstein la présidente de la commission du renseignement au Sénat avait évoqué cette question de l'utilisation des drones. Selon elle, il s'agit de "*la plus grande menace sur la vie privée*" des Américains. euronews.com 20.06

4- Syrie

4.1- Selon le Times de Londres, le Premier ministre britannique David Cameron aurait proposé à ses partenaires de l'OTAN d'assassiner le président Bachar el-Assad et d'organiser un coup d'État militaire à Damas. Dans une telle perspective, le nouveau leader syrien romprait avec la Résistance anti-israélienne, mais l'essentiel de l'appareil baasiste resterait au pouvoir.

Ce n'est pas la première fois que « *le camp de la démocratie* » envisage d'instaurer une dictature militaire en Syrie. C'était déjà un objectif assumé d'Hillary Clinton et du général David Petraeus lors de l'attaque du 18 juillet 2012. À l'époque, une bombe avait assassiné les leaders du Conseil syrien de sécurité nationale ouvrant la voie à un coup, tandis que 40 000 « *contras* » attaquaient la capitale. Mais, s'appuyant sur la Garde nationale, l'État avait résisté.

Par la suite, la France et la Turquie avaient vainement tenté d'assassiner le président el-Assad.

La proposition de M. Cameron suppose la complicité d'un membre de l'entourage présidentiel et d'un des principaux dirigeants syriens actuels, au sein de l'armée ou des services de sécurité. french.irib.ir 20.06

4.2- A peine une semaine après la décision de Washington de lever l'embargo sur la livraison d'armes aux terroristes en Syrie, les informations font état d'un plan signé Kerry qui consiste à bomberder les bases aériennes syriennes , un plan rejeté d'emblée par le Pentagone.

Selon Russia Today, le chef d'état major le général Dempsey a qualifié le projet kerryien de folie et a mis en garde contre les dangers éminents qu'une campagne de bombardement aérienne anti syrienne ferait encourir à l'administration US. Le secrétaire d'état avait appelé la semaine dernière au cours d'une réunion en présence des hauts responsables de l'armée à ce que soient bombardées les région syriennes " *où Assad emploie de l'arme chimique pour réprimer ses opposants*". Le chef d'état major ne s'est pas opposé à ce plan mais en a rappelé les risques et a demandé davantage d'informations au département d'état en ce

qui concerne ses plans pour "*après la campagne de bombardement*". Ces derniers jours des rencontres secrètes et à haut niveau ont été multipliées entre Kerry et les responsables de l'armée et certains représentants républicains exigent que la Maison Blanche s'implique davantage en Syrie et qu'elle ne se contente pas uniquement à armer les opposants. french.irib.ir 20.06

4.3- Pourquoi l'ASL &Cie. viendraient-ils s'assoir à la table des négociations alors que les US et leurs alliés européens sionistes et arabes -qui affirment publiquement qu'avant toute négociation il faut un rééquilibrage des forces sur le terrain donc plus de massacres de civils syriens par les barbares cannibales - assurent haut et fort qu'ils vont continuer de les armer ?

Ainsi selon des sources diplomatiques dans la ville de Daraa au Sud de la Syrie et au Nord le long de la frontière turque la phase de transfert d'armes est en cours. Selon certaines informations des véhicules blindés dont des t-62 et des tanks T-55 - de vieux tanks russes blindés achetés par la Libye de Khadafi et transférés sur la frontière turco syrienne - ont été passés clandestinement à l'ASL Al Nusra Al Qaeda. Une mission d'évaluation comprenant des forces spéciales US Française Britannique de 8000 hommes sont actuellement déployés sur les frontières syro jordanienne et syro turque pour organiser des "*corridors humanitaires*" de livraisons d'armes.

Au Nord 3000 kurdes dont certains chassés de Turquie par Erdogan dans son initiative de paix avec le PKK et qui ne disposent d'aucun papier d'identité vont bénéficié d'un entraînement en plus de la formation militaire acquise dans lutte contre l'armée turque cette fois pour combattre l'Armée Nationale Syrienne.

Au sein de l'ASL composée à 95% d'étrangers parmi les 5% de Syriens dont des officiers déserteurs certains ont été assassinés par les terroristes affiliés à AlQaeda et leurs familles systématiquement menacées.

C'est pourtant à l'ASL &Cie que les US et leurs alliés dont la France veulent livrer des armes lourdes type RPG MANPADS missiles sol air et véhicules blindés. french.irib.ir 20.06

SOCIAL

Brésil

Une marée humaine a envahi les rues du Brésil, à l'appel des réseaux sociaux, avec quelque 300 000 manifestants dans la seule ville de Rio des Janeiro, poussant la présidente Dilma Rousseff à annuler un voyage officiel prévu au Japon. Ils étaient déjà des centaines de milliers et leurs flots ne cessaient de grossir dans une centaine de villes du pays, notamment à Brasilia (25 000), Sao Paulo, Recife (50 000), Salvador (20 000). A Rio de Janeiro, après un début de marche pacifique, de premiers incidents ont éclaté devant la mairie entre un groupe de manifestants et la police.

La police de Rio a twitté une estimation officielle d'un expert universitaire en sécurité qui a évalué à 300 000 le nombre de manifestants dans la capitale carioca, tout en précisant à l'AFP qu'elle n'avait pas encore d'estimation propre.

Pour la première fois depuis le début du mouvement il y a une dizaine de jours, des organisations de la société civile et partis de gauche ont annoncé leur intention de se joindre aux cortèges avec leurs banderoles.

Les manifestations se poursuivent au Brésil, malgré la décision de plusieurs municipalités d'abandonner la hausse des tarifs des transports, qui avait déclenché la grogne. Hier soir, des affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre à Niteroi, de l'autre côté de la baie de Rio. Des protestataires ont tenté de bloquer le pont qui relie les deux rives, avant d'être violemment délogés par la police.

Face à la pression populaire, le maire de Rio, Edouardo Paes, a accepté, à son tour, de baisser les prix des tickets de bus, mais déplore les conséquences d'une telle décision. ''*C'est un manque à gagner de 90 millions de dollars, que nous aurions pu investir dans des secteurs importants de la ville. Il va donc falloir faire des choix et définir les priorités*'', dit-il.

D'autres rassemblements plus calmes ont eu lieu à Belo Horizonte ou Brasília. Les manifestants dénoncent les investissements massifs réalisés pour le Mondial de football, alors que le secteur public souffre d'un manque criant de moyens.

''*Les gens se sont réveillés. La hausse des tarifs des tickets de bus a été l'étincelle. Aujourd'hui, on se bat pour de meilleurs services de santé, une meilleure éducation, pour plus de sécurité. Nous sommes fatigués, c'est le temps de la lutte. On en a assez de l'injustice*'', clame un Brésilien.

''*Je veux une bonne éducation, de bons hôpitaux, et non pas un stade de foot*'', demande une jeune femme.

Les pancartes de protestation ont même envahi les stades de football, qui accueillent actuellement la Coupe des Confédérations. Des violentes échauffourées ont eu lieu à Fortaleza, en marge du match entre la Seleçao et le Mexique.

Ce mouvement cristallise désormais toutes les frustrations de la population de ce pays émergent de 194 millions d'habitants: services publics précaires comme la santé et l'éducation, corruption de la classe politique, sommes colossales - 11 milliards d'euros - investies pour l'organisation du Mondial-2014 de football. euronews.com et liberation.fr 20.06

Haut de page

Le 22 juin 2013

CAUSERIE

J'ai actualisé les infos de presse, la suite dans 2h30 ou 3h environ, il est 13h36 ici et je n'ai pas encore déjeûné. A plus.

15h49. Je mettrai de nouveaux articles en ligne ce soir ou demain matin.

Au Brésil ou en Turquie, mais aussi en Inde où je vis ou en France on peut, on devrait reprendre ces mots d'ordre ou s'interroger sur leur signification politique.

- Euronews.com : "*Assez de la corruption, nous voulons des hôpitaux et des écoles à la hauteur des normes de la FIFA*" lit-on sur les pancartes.

"*Les prix sont abusifs, se plaignent les manifestants, il y a beaucoup d'impôts*" , "*les gens partent à la retraite avec pas suffisamment d'argent pour se payer l'hôpital ou les transports*", ajoute cette femme. Euronews.com 21.06

Salaires et retraites misérables, prix trop chers, trop d'impôts et taxes, services publics inexistants ou délabrés, etc. et pendant ce temps-là banques et multinationales se goinfrent, trafiquent leurs comptes le plus légalement du monde, sèment la souffrance, la terreur, la guerre sur tous les continents, dans chaque foyer, etc. comment ne pas faire le lien entre les deux ?

L'article que j'ai rédigé hier soir.

Vous m'excuserez le ton que je prends, mais en vivant à 10.000 kms de la France en observant ce qui se passe avec du recul, je suis littéralement atterré en voyant que finalement les partis et les syndicats suivent l'agenda et l'ordre du jour qui leur sont imposés par le gouvernement et le patronat. C'est stupéfiant.

Cela saute aux yeux et je me suis encore demandé si je devais continuer ou arrêter si finalement personne ou presque ne s'en aperçoit.

Dans la foulée du scandale mondial du Libor qui concernait une somme gigantesque, quelque 500 mille milliards de dollars, on a appris qu'en réalité tous les taux ou cours étaient trafiqués quotidiennement par une poignée de banquiers. A cela s'ajoute l'évasion fiscale nommée modestement optlisation fiscale en ce qui concerne les entreprises, qui se chiffre chaque année à des dizaines de milliards d'euros ou beaucoup plus en France, qui s'ajoutent aux 80 ou 100 milliards d'euros que les actionnaires du CAC40 se partagent chaque année, sans parler des rémunérations mirobolantes de leurs dirigeants. Voilà pour la cour des grands, qui agissent ainsi impunément, tout à fait légalement le plus souvent.

Et dans la cour des petits, on trouve le citoyen lambda, le pigeon, le crédule, l'ignorant, le pauvre type, salarié ou petit-patron qui paie tout plein pot, taxé, imposé, contrôlé, surveillé, mis à l'amende...

C'est la cour de récréation du niveau maternel dans laquelle jouent les partis ouvriers et les syndicats qui n'entendent pas s'attaquer ou combattre le capital et ses institutions. Il faut noter que les grands peuvent agir de la sorte en toute impunité parce qu'ils bénéficient du soutien et de la protection de l'Etat, des institutions. Or c'est justement pour ces institutions qu'on nous appelle à voter, autrement dit, pour ceux qui font notre propre malheur, cela peut sembler complètement aberrant ou incroyable , mais c'est la stricte réalité. On en est là en gros.

En haut, les grands font ce qu'ils veulent, Amazone déclare son activité au Luxembourg et ne paie pas d'impôt ou très peu en France sur des bénéfices qui sont minorités, au point d'être insignifiant. Apple est imposé en Irlande à hauteur de 2%, c'est sont directeur fiscal américain qui l'a déclaré devant une commission du congrès, 2%, vous, vous êtes imposés au total à 48% environ. Bref, nous sommes en présence d'un système qui favorise les riches dans des proportions gigantesques au détriment de la population qui est littéralement rackettée. Partant de là, la fiscalité étant particulièrement avantageuses pour les multinationales

et les grandes entreprises, les banques, l'Etat se voit contraint de pressuriser au maxium le contribuable, la bonne poire, la vache à lait, le couillon de service.

Donc, on va lui demander de se serrer encore plus la ceinture, de se priver davantage, de faire de nouveaux sacrifices, pendant qu'en haut ils se gavent comme jamais dans le passé, et ce sont ceux qui vous demandent de faire ces efforts qui sont les complices de ces prédateurs, c'est cela la meilleure, en premier lieu Hollande et son gouvernement.

Non, il y a mieux encore, c'est qu'aucun parti n'a pensé qu'il détenait une mine d'or entre les mains avec ces informations, ces faits, car là il ne s'agit pas d'interprétations, de doctrine ou de théorie, absolument rien de subjectif là-dedans, que du concret, palpable,vérifiable, connu, référencé, c'est du béton armé, indestructible, et bien la meilleure ou plutôt le pire, c'est qu'aucun parti n'a imaginé qu'il pourrait s'en saisir pour lancer une campagne nationale sur ce thème à travers tout le pays en distribuant des millions de tracts, appeler à des réunions, des meetings...

On vous demande d'accepter une baisse de votre salaire ou de vivre avec un salaire ou une retraite misèrable, de patienter au chômage, on vous demande de travailler plus, on vous demande de travailler plus longtemps, en fait on vous impose toute cela au nom de la crise, pendant qu'en haut ils se livrent à une orgie de centaines, de milliers de milliards d'euros, il y a là de quoi faire tout sauter, remonter le travailleur le plus indolent, révolter ceux qui n'en peuvent déjà plus, on a là une bombe sociale et politique entre les mains...

Et bien non, personne ne veut l'exploiter, à croire qu'ils ont tous démissionné, en quelque sorte, ils sont tous en train de lorgner sur la conférence patronale, ils sont au garde-à-vous en train d'attendre que leur maître leur remette l'agenda des mois à venir, sans plaisanter, c'est bien ainsi que cela se passe.

Je me suis demandé si je voyais la situation sous un autre angle parce que je suis à 10.000 kms de la France ou parce que je suis marxiste, les deux sans doute. A moins que je ne sois devenu fou ! Qui est fou ?

Je connais bien la psychologie des masses, là on a matière à les faire bondir, produire un choc, un électrochoc dans leur cerveau amplement conditionné ou formaté par le régime, un truc genre coup de massue qui ne vous laisse pas indifférent, qui ne peut pas vous laisser indifférent si on vous présente bien les faits, car encore une fois il ne s'agit que de faits, bruts, qui interpellent chacun, dans le genre, je vous le fais populaire : ils nous prennent vraiment pour des abrutis ou des cons, ils nous sucent jusqu'à la moelle les ordures, c'est incroyable, on ne peut pas laisser passer cela sans réagir, trop, c'est trop, et ils nous demandent de partir à la retraite plus tard, ils veulent nous faire cerver au boulot ces pourris, c'est scandaleux, il faut faire quelque chose bordel, etc.

Si vous ne croyez pas que les travailleurs pourraient avoir cette réaction, un conseil, arrêtez tout de suite de militer, vous perdez votre temps, faites autre chose. Dites-le à vos dirigeants, ce sont les premiers concernés.

Je vais vous dire un truc, vous me croyez ou non, mon épouse est profondément arriérée, avec ce genre d'arguments j'ai réussi à la soulever, à la mettre en rogne jusqu'à la rage, par téléphone en plus, je ne plaisante pas, j'ai fait le test, j'ai même été obligé de la calmer !

Tout est dans l'art de présenter les choses, sans les travestir bien sûr, de se mettre au niveau de nos interlocuteurs, le plus simplement possible, je le répète, les faits se suffisent à eux-mêmes, inutile de broder vous vous écarteriez du sujet et vos arguments perdraient en intensité.

Alors où ont la tête nos dirigeants ? Ils jouent dans la cour de récréation des petits, des gagne-petit, des ramasse-miettes, ils sont en-deça de tout il faut craindre. Souvenez-vous camarades ce que j'ai écrit à plusieurs reprises, nos alchimistes voient des transmutations de la société tous les quatre matins, et le jour où ils ont de l'or entre les mains, ils le prennent pour du plomb.

Hier soir en regardant sur TV5Monde Asie le reportage de Premières lignes dédié à l'évasion fiscale, vous savez quelle a été ma première réaction ? Epidermique : bordel, quel bonheur de vivre ici, je ne paie pas d'impôt, je n'ai même pas de boîte aux lettres, je me démerde pour survivre et jusqu'à présent je ne m'en plains pas, en revanche je n'ai aucun droit, mais si je payais des impôts en plus cela ne changerait rien dans un tel pays ! Vous vous n'avez pratiquement aucun droit, vous croyez que vous en avez mais vous vous leurrer en vérité, et en plus vous êtes hyper taxés ou imposés.

C'est cette émission qui relatait la situation que vous vivez au quotidien qui m'a inspiré cette causerie, j'étais révolté par l'incurie politique de nos dirigeants qui ne l'exploitent pas, il fallait que je réagisse.

Qui a dit ?

- "*Pourtant, je le jure devant Dieu, si j'avais aujourd'hui à choisir entre Saddam Hussein et Al Qaïda, je me battrais aux côtés de Saddam. Il n'y a rien de pire qu'Al Qaïda.*"

Le ministre a rappelé qu'il avait combattu pendant plus de vingt ans l'ancien président irakien Saddam Hussein, membre de la minorité sunnite du pays.

Vendredi, le ministre irakien des Transports, Hadi al Amiri, qui dirige l'organisation Badr, un mouvement politique chiite issu d'une puissante milice entraînée par l'Iran et dont les membres font aujourd'hui partie des forces de sécurité irakiennes. Reuters 21.06

Il a raison. C'est étonnant, il est moins borné que nos intellectuels ou professeurs révolutionnaires ou de gauche qui sont apparemment incapables de gérer les paradoxes que l'histoire nous impose, à croire qu'ils ne savent pas ce que c'est ou ne les discernent pas.

En Syrie, vous pouvez prôner un gouvernement ouvrier et paysan, il n'existe pas la queue d'un parti qui pourrait incarner ce mot d'ordre ou alors une poignée de militants dont 99% de la population ignorent même l'existence. Question : Alors qui de ces militants ou du régime syrien en place serait aujourd'hui à même de défendre l'unité et l'intégrité, l'indépendance de la Syrie pour résister à la horde de mercenaires étrangers armés par les puissance occidentale qui terrorise, massacre, détruise systématiquement leur pays? Poser la question, c'est y répondre.

Les choses simples s'énoncent simplement.

Mais pour la majorité des intellectuels ce qui est simple est suspect à leurs yeux. Il faut que la situation ou les choses soient compliquées car il ne faut pas que le citoyen ordinaire y comprennent quelque chose, imaginez un peu, ils ne pourraient plus justifier le statut priviligié dont ils bénéficient par rapport au reste des travailleurs, ajoutons, que leur accorde gracieusement le régime, et pour cause ils lui rendent ainsi un fier service.

Et puis un intellectuel, c'est en général un petit-bourgeois qui prend volontiers ses désirs pour la réalité. Il se place au-dessus d'elle. La réalité ne peut lui dicter sa loi, c'est lui qui doit la façonner, elle doit se conformer à ses désirs ou ses interprétations et non l'inverse, alors si par malheur elle ose lui imposer des rapports qui viennent troubler sa petit vie paisible ouson mode de pensée qu'il a érigé en système et lui assure cette tranquillité d'esprit dont il est jaloux et défend bec et ongle, il ne peut que la travestir, la rejeter, la nier, pour finalement s'enfermer dans la vérité qu'il croit avoir conçue lui-même, alors qu'en réalité il ne fait qu'adopter les idées de la classe dominante, il faut dire que c'est plus reposant, cela présente moins de risque, et puis il a au moins la satisfaction d'obtenir l'appui de la majorité ignorante, oui ses principes ou sa bonne conscience ne va pas au-delà, médiocre.

ACTUALITE EN TITRES

Un révolutionnaire ? Non, c'est un député du Modem qui dit cela.

- Jean Lassalle: "*Les citoyens ont la haine des politiques*" - L'Express.fr

Si vous le dites ! Il a ajouté, sauf les élus locaux, les maires. Cela n'engage que lui.

A tous les échelons des institutions dont font partie les maires, ils appliquent la même politique, gèrent la société pour le compte du capitalisme, ils sont les garants du respect de la Constitution de la Ve République...

La "***faiblesse***" : c'est la survie du régime.

- Ayrault appelle à «*ne jamais faire preuve de faiblesse*» face à l'extrême droite - Liberation.fr

- Les Français de plus en plus nombreux à voter FN, selon un sondage - AFP

26% des Français pourraient voter pour le Front national à une élection nationale, et 29% pourraient le faire à une élection locale. AFP 21.06

D'un côté vous dites qu'il faut aller voter, de l'autre tous les partis qui ont été un jour au pouvoir ont démontré qu'ils avaient échoué à résoudre vos problèmes, pire, qu'ils étaient tous pourris, alors il faudrait savoir, si les institutions de la Ve République sont respectacles autant voter pour un parti qui a potentiellement la capacité de parvenir au pouvoir, il ne reste que le FN, c'est la réflexion potentielle que peut se faire le travailleur lambda, ou alors vous ne participez pas aux institutions, vous refusez de participer aux élections présidentielles, législatives, etc. et européennes...

Ah, enfin !

- L'ex-PDG d'Enron va sortir de prison 10 ans plus tôt que prévu - AFP

Intox

- "*Le défi des dirigeants de la Fnac sera de protéger l'entreprise de ses actionnaires*" - L'Expansion.com

Pas à vous assurément !

- A quoi ressemblerait une économie plus humaine ? - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand l'émir Hollande soutient la normalisation des relations avec les talibans.

Dites-moi qui sont vos amis et je vous dirai qui vous êtes, ou les amis de mes amis sont aussi mes amis.

- François Hollande souhaite faire du Qatar un allié "*normal*" - Reuters

Au beau fixe sous Nicolas Sarkozy, qui a entraîné le Qatar dans l'intervention en Libye, les relations avec la France ont plutôt bien résisté à la victoire du candidat socialiste, pourtant réservé vis-à-vis de l'émirat avant son élection.

(Mais c'était "*avant*", l'époque des bonnes intentions reprises en coeur par les médias et sa cour et on est après maintenant. - ndlr)

"*La continuité républicaine vue de Doha fonctionne parfaitement*", juge un homme d'affaires français qui se rend régulièrement dans l'émirat.

L'entourage de François Hollande abonde dans ce sens.

"*Le Qatar est un pays ami de la France, c'est peut-être un ami de Nicolas Sarkozy mais c'est surtout un ami de la France*", juge un conseiller de François Hollande.

(Mais on n'en a jamais douté, des Fréres musulmans ou djiahdistes, d'Al-Qaïda, du Front Al Nosra, des talibans... Tous ce que la terre peut compter de pourritures sont vos amis. - ndlr)

"*Il y a eu un certain nombre de polémiques à la fois sur la présence du Qatar en France et sur sa politique étrangère, le but de la visite du président de la République c'est de ramener un peu de sérénité dans tout cela*", dit un de ses conseillers.

(Soutenir un régime féodal barbare que l'impérialisme américain utilise pour orchestrer des contre-révolutions dans l'ex-empire ottoman, semer la terreur en Syrie, déstabiliser le Liban, etc. pour appeler cela "*sérénité*" il faut être animé d'un cynisme dans fond. -ndlr)

(Il va essayer de leur refourguer sa camelote ! -Ndlr)

La mère des batailles pour la France reste néanmoins le contrat pour renouveler la flotte de l'armée de l'air du Qatar, à laquelle l'avionneur Dassault aimerait vendre son Rafale.

(Normisation des relations avec un micro-Etat qui sert de base arrière au Pentagone ou à l'Otan, à la CIA et au Mossad pour déstabiliser tous les régimes de la région qui ne leur sont pas acquis ou qu'ils ont programmé de renverser depuis au moins 2001 - ndlr)

L'Elysée souhaite aussi tordre le cou à l'idée que François Hollande donne une importance disproportionnée à cet Etat de deux millions d'habitants, dont à peine 10% de nationaux.

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une politique régionale plus vaste, dit ainsi son entourage, qui rappelle ses visites récentes

en Arabie Saoudite et aux Emirats arabes unis.

Mais l'activisme diplomatique du Qatar, qui a autorisé les taliban d'Afghanistan à ouvrir une représentation à Doha, en fait un pays de plus en plus présent dans le jeu régional.

Les ministres des Affaires étrangères du groupe des "*Amis de la Syrie*" se réuniront ainsi samedi à Doha pour discuter des moyens d'apporter un soutien concret à l'opposition syrienne.

Sur ce dossier, la France ne critique pas officiellement l'aide qu'accorderait le Qatar à des groupes islamistes radicaux, mais plaide pour une meilleure coordination du soutien international à l'Armée syrienne libre.

(Vous avez là la confirmation du soutien de Hollande aux barbares d'Al-Nosra et autres mercenaires sanguiaires agissant en Syrie, autrement dit la soit-disant lutte pour venir en aide à l'opposition syrienne démocratique a fait long feu. Il ne s'en cache même plus, à quoi bon.- ndlr)

L'Elysée dément aussi toute friction avec le Qatar sur le Mali, où de l'aide humanitaire en provenance de l'émirat se serait retrouvée entre les mains des combattants islamistes.

(Le développement et le financement de groupes djihadistes au Mali par le Qatar a rendu service à la France pour justiifer son intervention militaire, il n'y a donc pas de quoi en vouloir au Qatar, CQFD. -ndlr)

Les conseillers de François Hollande admettent néanmoins que le soutien du Qatar aux islamistes dans les révoltes arabes apparaît parfois trop exclusif aux yeux de la France.

(Trop voyante, maladroite il faut traduire, mais finalement Hollande s'en fout, il a eu son intervention militaire, c'est la seule chose qui compte pour eux. -ndlr)

"*Les Frères musulmans peut-être, mais pas seulement les Frères musulmans*", expliquent-ils en prônant une approche plus inclusive de toutes les forces politiques démocratiques qui ont émergé des printemps arabes. Reuters 21.06

(Un énorme mensonge, puisqu'ils se sont servis justement des Frères musulmans pour liquider ou marginaliser "*les forces politiques démocratiques*" qui émergeaient dans en Tunisie, Egypte, Syrie, etc. - ndlr)

Le rideau de la conférence antisocial est retombé. Le couperet ce sera pour plus tard, chacun y travaille.

Des relations bien policées, proprettes, pour ainsi dire cordiales, ils se connaissent tous, les rôles sont distribués, le scénaio écrit d'avance, la mise en scène est parfaite, ils sont donc faits pour s'entendre à merveille, sur notre dos cela va de soi, bien entendu il y a une intrigue sinon cela manquerait d'intérêts, apparemment elle était un peu fade puisque Mailly a déclarer qu'on s'y "*emmerdait*" sec en vérité, il n'avait qu'à s'en prendre qu'à lui-même, mais se faire violence et rompre avec le gouvernement ce n'est décidément pas son truc, c'est un acteur, un comédien, il est payé pour cela et doit assumer jusqu'au bout cette mascarade, on comprend.

Ce qu'on compend et qu'on hésite à interpréter par crainte de voir des militants tomber en syncope, c'est le consensus, le mot complot est trop vilain pour l'employer ici bien qu'il serait parfaitement approprié, c'est le consensus, la collusion qui existe entre tous le partis ouvriers et les appareils des syndicats pour refuser de boycotter cette conférence antisociale sachant qu'elle a pour seul objet de brader nos droits sociaux.

Il faut donc en déduire qu'ils sont tous au chevet du capitalisme et que le mouvement ouvrier a été décapité, il n'a plus de direction, plus d'orientation hormis celui de soutenir le capitalisme en crise, en quelque sorte s'il n'est pas encore mort, ils s'emploient minutieusement à l'achever.

Aucun ne s'en vantera évidemment, d'ailleurs cela fait belle lurette (c'est un euphémisme !) qu'aucun ne s'aventure plus à fournir la moindre analyse des rapports existant entre les partis et les syndicats, le patronat ou l'Etat, ce serait trop compromettant pour eux, on comprend.

Il ne reste plus que des militants de différentes tendances dans divers partis ou syndicats, sincères, honnêtes, courageux, qui dépensent leur temps et leur énergie pour tenter de résister à ce rouleau compresseur réactionnaire ou contre-révolutionnaire, d'organiser les travailleurs, défendre nos droits, en réalité contre la volonté et la politique de leurs dirigeants qui quel que soient leurs discours soutiennent le régime en place.

Le tableau n'est guère réjouissant, parce qu'on ne parvient pas à briser ce carcan, on en est les otages. Ces dirigeants ont

confisqué le mouvement ouvrier pour en faire un instrument au service du capitalisme à défaut de rompre avec ses représentants et de combattre pour le socialisme.

On conçoit très bien que les militants aient beaucoup de mal à résister face à cette soumission totale à l'ordre établi de la part de leurs dirigeants, à moins que ne se manifeste par là leur incurie politique, le résultat est le même, il conduit à interdire toute perspective politique aux travailleurs en dehors du capitalisme. Donc, quand vous vous demandez comment on a pu en arriver là, ne cherchez pas du côté des travailleurs ou des autres militants, tournez-vous plutôt vers nos dirigeants, c'est uniquement leur responsabilité.

Quand on pose une question, en général il existe une réponse, et là en la matière, qui d'autres qu'eux pourraient être responsables de l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons ? Faites donc l'inventaire de la lutte de classe depuis 70 ans, vous devriez parvenir au même constat que moi. Et puis, pour être encore plus précis, ce qu'on leur reproche, ce n'est pas trop la situation actuelle, admettons ou supposons un instant (seulement!) qu'elle ait été inévitable, mais les positions et les rapports politiques qu'ils adoptent qui sont totalement insupportables, c'est le témoignage de leur totale capitulation et j'en suis aussi désolé que vous.

Place à la comédie, pas vraiment humaine.

- Conférence sociale: mécontentement syndical et inquiétudes patronales - AFP

Et qui tire les ficelles ?

"*Le dialogue social n'est pas un jeu d'ombre. Il est au coeur de notre méthode de gouvernement*", a affirmé le Premier ministre Jean-Marc Ayrault

Sur les retraites, sujet qui a suscité de vives polémiques pendant la conférence, il s'est borné à annoncer qu'il lancerait lui-même la concertation le 4 juillet qu'il espère "*dense, riche et sincère*".

Les grandes centrales syndicales sont sorties de ce grand raout en affichant leur mécontentement.

On n'attend rien d'un ennemi qu'on combat, à part sa capitulation, sa défaite.

Particulièrement remonté, le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a dit "*ne pas regretter*" d'avoir appelé à une mobilisation en septembre sur les retraites, et s'est dit déçu par le "*manque d'annonces concrètes*" du gouvernement "*en matière de salaires, du pouvoir d'achat et de droits à la retraite*". Le plan sur les emplois vacants est à ses yeux une "*opération de communication*".

L'essentiel : c'est de participer.

Un "*rendez-vous manqué*"

Le chef de file de FO Jean-Claude Mailly, qui tout au long de la rencontre a insisté sur l'inutilité de cette "*grand-messe*", a lancé comme une boutade : "*Je retourne dans le monde réel*".

Mailly. Conférence sociale : "*Tout le monde s'emmerde !*" devant la caméra de LCP

"*Enfin je parle pas des gars FO*", se reprend-t-il immédiatement. (Pardi, ils sont payés pour cela et ils en redemandent, c'est tout ce qu'ils savent foutre ! - ndlr) "*Mais tout le monde trouve ça long, peut-être que vous aussi d'ailleurs*", s'enquiert-il auprès de l'assistance, interrogé par des journalistes devant le Palais d'Iena. Le Nouvel Observateur 21.06

Ce sont de grands frustrés.

La présidente de la CFE-CGC Carole Couvert a aussi évoqué un "*rendez-vous manqué*". "*C'est une grosse déception. (...) ce n'est pas d'un coup de baguette magique qu'on va inverser la courbe du chômage*", a-t-elle lancé.

Pour s'élever au-dessus de la médiocrité, le scénario était mal choisi. Et les acteurs.

Même son de cloche chez Bernadette Groison (FSU): "*Les réponses qui ont été faites aujourd'hui ne sont pas à la hauteur*".

Il y en a même qui en font une jaunisse, les abonnés

De son côté, le chef de file de la CFDT, Laurent Berger, a fustigé le manque "*d'élan et d'effectivité*" du plan gouvernemental sur l'emploi, même s'il y a vu "*des choses intéressantes*". Il avait plus tôt réclamé des "*propositions précises*" et des "*objectifs chiffrés*".

Sur les retraites, il a regretté de ne pas "*y voir clair*", mais dans une critique voilée sur la méthode des syndicats contestataires, il a dit: "*Vu la gravité de la situation de notre pays, aucun acteur ne peut rester dans le commentaire*".

Et ceux qui l'assument.

Seules la CFTC et l'Unsa avaient une appréciation positive et sans bémol de la rencontre.

Le bonheur, c'est par là.

De son côté, le patronat a salué la méthode de dialogue, "*c'est une très bonne méthode*" a lancé Laurence Parisot, puis évoquant une conférence "*très utile*". Elle a toutefois été très critique sur le dossier des retraites appelant une nouvelle fois à un report de l'âge légal de départ et un allongement de la durée de cotisation. Elle a aussi reproché au gouvernement de ne pas oser un rapprochement public-privé.

L'essentiel, c'est que la méthode fonctionne, que le gouvernement soit légitimé.

Après la rencontre avec M. Ayrault, la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine prendra la main pour consulter les partenaires sociaux dans l'espoir de faire "*émerger des lignes de rassemblement*". Mais au final le gouvernement décidera seul et présentera un projet de loi en septembre. AFP 21.06

La NSA ou le GCHQ vous communique.

"*Nous prenons la vie privée des gens au sérieux, et nous faisons tout notre possible pour protéger (leurs) informations*", ajoute Facebook, tout en ajoutant que "*même avec une équipe forte, aucune entreprise ne peut prévenir les pannes à 100 %*".

Une panne de logiciel au sein du réseau social Facebook a provoqué le partage involontaire des numéros de téléphone et des adresses courriels de 6 millions d'utilisateurs, a reconnu la société vendredi. Aucune information financière ou d'autre nature n'a été échangée entre les comptes, et il n'y a "*pas de preuve que cette panne ait été utilisée malignement*", a précisé l'entreprise dans une note de sécurité, ajoutant être "*irrité et embarrassé*" par ce problème. lemonde.fr 21.06

Un conseil, évitez Facebook et Cie, cela a juste été créé pour vous ficher et vous faire perdre votre temps, satisfaire votre égocentrisme dans une société où le respect et le partage des valeurs humanistes deviennent rares, et surtout ne jamais utiliser sa carte bancaire sur Internet, évitez aussi de s'en servir pour régler des achats.

Directement du consommateur au donneur d'ordres.

Un ancien responsable de la sécurité informatique de Facebook, Max Kelly, en charge notamment de la protection des données personnelles, a été embauché en 2010 par la NSA, l'agence de renseignement américaine responsable du désormais fameux programme d'espionnage PRISM. L'information vient du New York Times, qui a publié un article sur les liens entre la NSA et la Silicon Valley.

Le quotidien explique que la NSA est l'un des plus gros clients des entreprises spécialisées dans le datamining et le Big Data, que les agences gouvernementales n'hésitent pas à investir dans des start-up pour s'assurer la mainmise sur les dernières technologies (notamment via un fonds d'investissement dirigé par un ancien directeur de la NSA), ou encore à venir recruter dans les conférences comme Defcon, le plus gros rassemblement de hackers au monde.

L'article explique que la coopération entre la NSA et les sociétés technologiques de la Valley est en fait très étroite, y compris en termes humains. Une manière, pour les entreprises, de se plier aux exigences des pouvoirs publics tout en gardant un certain contrôle sur les process mis en place.

Il révèle par ailleurs l'existence d'un projet secret lancé chez Skype il y a environ cinq ans, baptisé Project Chess, destiné à étudier les problématiques juridiques et techniques de l'écoute des conversations téléphoniques sur Skype. L'Expansion.com 21.06

Vous avouerez que parfois le hasard de l'actualité fait bien les choses.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

1.1- En Turquie, c'est en silence qu'on proteste à présent. Après deux semaines d'occupation bruyante la place Taksim reste un lieu d'expression du malaise qui ronge la socité turque. Le reportage de la RTP

Les syndicats ont aussi rallié la protestation avec des manifestations et des appels à la grève. Car aux demandes de plus de liberté individuelle des "*Indignés*" turcs, il faut ajouter le malaise sur les atteintes aux droits des travailleurs. La Rai uno.

Le Premier ministre Erdogan a répondu aux protestations en qualifiant les manifestants de terroristes. Face à des milliers de partisans réunis à Istanbul le dimanche, il a rappellé à tous ceux qui veulent l'entendre qu'il compte avec le soutien de la majorité. France2. euronews.com 21.06

1.2 18 membres d'une petite formation d'opposition, le Parti socialiste des opprimés turcs, ont officiellement été inculpés pour leur participation au mouvement anti-gouvernemental, qui fait rage depuis trois semaines à Istanbul et Ankara. Ils sont poursuivis pour ''*appartenance à une organisation terroriste*'', et ''*destruction de biens publiques*'', et risquent plusieurs années de prison.

La police turque avait procédé en milieu de semaine à plusieurs dizaines d'interpellations, notamment dans les milieux d'extrême-gauche, très actifs dans ce mouvement de contestation. La capitale Ankara a de nouveau été le théâtre tôt ce matin d'affrontements entre manifestants et policiers anti-émeute. euronews.com 21.06

2- Grèce

La Gauche démocratique (Dimar) a décidé de retirer ses ministres du gouvernement grec. Un signe de protestation après l'échec des négociations sur la réouverture de l'audiovisuel public (ERT). Il y a dix jours, le Premier ministre, Antonis Samaras, avait ordonné la fermeture de l'ERT, invoquant des raisons budgétaires, une mesure jugée brutale par certains élus. "*Pour nous c'est un problème de légalité démocratique*", a expliqué Fotis Kouvelis, le dirigeant du plus parti de la coalition avec 14 élus au Parlement.

Une majorité que Dimar continue de soutenir malgré son retrait. En conséquences, il ne devrait pas y avoir d'élections anticipées. Mais la situation demeure plus confuse qu'auparavant pour les citoyens. euronews.com 21.06

3- Etats-Unis

3.1- Le président américain Barack Obama a nommé vendredi un nouveau directeur au FBI, Jim Comey, et vanté les mérites de son prédecesseur Robert Mueller, qui était arrivé à la tête de la police fédérale juste avant les attentats du 11 septembre 2001.

Jim Comey, un ancien responsable de l'administration Bush, procureur et spécialiste de la sécurité nationale pendant plus de 20 ans, s'était opposé en 2004 à la Maison Blanche sur un programme d'écoutes de l'Agence nationale de sécurité (NSA), aujourd'hui au coeur de révélations sur le vaste système américain de surveillance des communications.

M. Comey "*était prêt à abandonner un travail qu'il aimait plutôt que de participer à quelque chose qu'il estimait fondamentalement mauvais*", a déclaré dans la Roseraie de la Maison Blanche M. Obama, en rappelant que le nouveau directeur du FBI avait menacé à l'époque de démissionner.

Jim Comey, alors ministre de la Justice par intérim, en remplacement de John Ashcroft hospitalisé, avait refusé de donner l'aval de son ministère au programme d'écoutes conduit par la NSA.

"*Connaître Jim Comey c'est aussi connaître sa féroce indépendance et sa profonde intégrité (...) C'est rare de croiser des personnes comme lui à Washington parfois. Il s'en fiche de la politique*", a ajouté le président américain.

Obama a aussi fait l'éloge de M. Mueller, à qui il avait demandé de prolonger de deux années son mandat de 10 ans. "*Vous vous souviendrez de lui comme l'un des directeurs les plus fins de l'histoire du FBI et l'un des serviteurs de la nation les plus admirés*", a affirmé M. Obama.

"*Je connais peu de gens qui dans leur vie publique ont montré autant d'intégrité et autant de constance sous la pression que Bob Mueller*", a-t-il ajouté.

Le mandat de M. Mueller, arrivé à la tête du FBI une semaine avant les attentats du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis, a été dominé par les questions de terrorisme. AFP 21.06

En tant qu'organisateur avec le Pentagone et la CIA de tous les coups pourris orchestrés par les néoconservateurs et les néolibéraux aux Etats-Unis et dans une multitude de pays dans le monde où l'impérialisme américain est intervenu directement ou en sous-main depuis 200, il faut reconnaître que le FBI a fait preuve d'une "*intégrité*" et d'une "*constance*" parfaites.

Quand on dit qu'ils sont capables de faire preuve d'un cynisme illimité, on ne nous croit pas, on fabulerait ou noircirait le tableau, on en a la preuve ici, et c'est pour cela que cela marche, parce que la plupart des gens ne peuvent imaginer une telle monstruosité. Ils sont bons ou généreux naturellement, et quand ils deviennent le contraire, c'est uniquement parce qu'on les y a forcés inconsciemment, en abusant de leur ignorance.

Au passage vous voyez sur quoi repose notre confiance dans les masses, sur leurs aspects posititfs... Alors soyez positifs vous aussi, croyez dans les masses et devenez socialistes, vous ne le regretterez jamais.

3.2- Une course contre la montre s'est engagée, vendredi. Washington a officiellement inculpé l'analyste Edward Snowden pour «espionnage» et «*vol et utilisation illégale de biens gouvernementaux*». L'administration Obama a surtout demandé à Hong Kong d'interpeller ce responsable des fuites sur les programmes américains de surveillance d'Internet et des télécommunications, alors qu'un homme d'affaires affilié à WikiLeaks s'active pour organiser un vol via jet privé vers l'Islande, où Snowden espère demander asile.

Réfugié à Hong Kong depuis le 20 mai, le néo-trentenaire est visé par un mandat d'arrêt provisoire, précise le Washington Post qui cite des responsables américains s'exprimant sous couvert d'anonymat. Un traité d'extradition est en vigueur entre Hong Kong et les Etats-Unis, mais Pékin a le droit d'opposer son veto.

Selon les médias américains, il est possible, et sans doute probable, qu'Interpol ait émis une «red notice» gardée secrète, visant à intercepter l'ancien employé de Booz Allen Hamilton avant qu'il ne quitte Hong Kong.

Sauf que dans le même temps, Olafur Sigurvinsson, un dirigeant de DataCell, une entreprise islandaise qui gère la collecte des fonds de WikiLeaks, affirme qu'un jet privé est prêt à partir et pourrait «*décoller demain (samedi, ndr)*». «*Toute la logistique est en place. Nous attendons juste une réponse du gouvernement*» islandais, a-t-il confié à la chaîne locale Channel 2.

Réputée pour sa défense des libertés, l'Islande avait rappelé la semaine dernière que toute personne souhaitant obtenir l'asile politique devait d'abord venir sur son territoire. Encore faut-il que Snowden y réussisse. Même privé, un avion doit annoncer sa feuille de route et la liste des passagers à bord. Dans les grands aéroports, les procédures d'immigration doivent se faire avant le décollage. Dans les plus petits, en revanche, il n'y a pas toujours le personnel adéquat. Mais les Etats-Unis pourraient toujours tenter d'envoyer un agent en urgence pour contrôler l'appareil avant qu'il ne quitte le tarmac. 20minutes.fr 21.06

4- Palestine

Selon des sources diplomatiques, le Hamas est désormais à deux pas d'être " *neutralisé*". la résistance palestinienne multiplie ces derniers temps ses rencontres avec les diplomates US/européens dans des capitales européennes, pour entrer définitivement dans le camp des "*modérés* " et d'assister à titre de "*partie acceptable*" aux pourparlers prochains entre l'Autorité autonome et Israël. les Américains évoquent au cours de ces rencontres " *des projets économiques qui touchent directement Gaza* ". Tony Blair, membre du quartette, parle de son côté de l'exploitation du gaz dans la bande de Gaza , manière d'acheter le silence et la complicité du Hamas , ainsi que le disent les analystes. le Hamas se rapproche ainsi à la "*modération* " telle que le souhaitent les européens et les américains.

Khaled Mechaal et Ossameh Hamdan, responsables de la politique étrangère du Hamas participent de façon régulière à ces rencontres. Abou Marzouq s'est ainsi rendu en secret en Egypte pour s'entretenir avec les ambassadeurs occidentaux dont le représentant américain. french.irib.ir 21.06

Désolé, le Hamas était connu pour être une opposition radicale d'opérette manipulée par Israël.

5- Syrie

Les habitants des dizaines de villages de la province d'Idleb se sont mobilisés contre les terroristes d'Al Nosra qui tentent de s'infiltrer dans leurs villages.

Les syriens se rassemblent désormais dans le cadre des comités dit populaires. A Aboudali petit village de la banlieue d'Idleb, un attentat à la voiture piégée s'est produit faisant des dizaines de morts et de blessés parmi les habitants. Aussitôt après cet attentat, les habitants sont entrés en guerre contre les terroristes, les villageois sont déterminés à empêcher les terroristes

d'entrer dans leurs villages. Les comités mobilisent ainsi des tribues d'Idleb , l'une des principales composantes de la société syrienne. " *Nous avons décidé de faire face aux terroristes, aux pilleurs, aux voleurs , dit l'un des chefs tribaux* " nous nous sacrifierons pour la Syrie, nous nettoieront la moindre parcelle de sa terre de la présence des terroristes. french.irib.ir 21.06

SOCIAL

Brésil

L'attaque du ministère des affaires étrangères par des manifestants jeudi soir à Brasilia a eu l'effet d'un électrochoc sur les autorités brésiliennes. Après une semaine d'inertie, la présidente, Dilma Rousseff, a convoqué ses principaux ministres à une réunion de crise ce vendredi dans la capitale. Objectif : cerner les attentes des manifestants et voir comment y répondre.

Jeudi, plus d'un million de personnes ont protesté contre des services publics défaillants, la corruption de la classe politique, la vie chère et les dépenses astronomiques consacrées à l'organisation du Mondial 2014 de football.

Le mouvement de protestation a été convoqué sur les réseaux sociaux par des jeunes issus de la classe moyenne émergente et qui rejettent toute affiliation politique. euronews.com 21.06

ECONOMIE

1- Espagne

Le gouvernement conservateur espagnol a annoncé vendredi qu'il économisera 6,5 milliards d'euros d'ici 2015 en "*rationalisant*" son administration publique, affirmant qu'au total, les réformes globales visant ce secteur, pour certaines déjà adoptées, représenteront près de 38 milliards d'économie jusqu'à cette date.

"*L'objectif est d'avoir une administration beaucoup plus efficace*", a indiqué la porte-parole du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria, après le Conseil des ministres.

Ces réformes représentent "*un travail gigantesque, inédit dans l'histoire de l'Espagne,*" a affirmé Soraya Saenz de Santamaria.

Les nouveaux objectifs annoncés vendredi répondent aux recommandations d'une Commission de réforme de l'administration publique (Cora), créée en octobre.

Le rapport de cette commission, présenté mercredi par Mariano Rajoy, contenait 217 mesures "*de grande ampleur*" destinées à "*réduire la dépense et améliorer l'efficacité de l'administration publique, simplifier les procédures, supprimer les organes non nécessaires et faciliter les procédures*".

Mariano Rajoy avait cité comme exemple de redondance possible entre le gouvernement central et certaines des 17 régions autonomes, "*les agences de météorologie, les organes de défense de la concurrence ou des agences de l'énergie*". AFP 21.06 Haro sur les services publics !

2- Grande-Bretagne

Des intermédiaires financiers britanniques réclament un réexamen d'urgence des normes comptables IFRS, dont la fiabilité les laisse sceptiques.

Leur appel tombe au lendemain de la révision à la hausse par l'Autorité de régulation prudentielle (PRA) britannique des besoins de fonds propres des banques.

"*Il y a à l'évidence un problème de taille avec les méthodes comptables. Comment les commissaires aux comptes ont-ils pu donner leur blanc-seing à ces établissements ?*", s'est interrogé Tim Bush, directeur de l'analyse financière et de la gouvernance du consortium d'investisseurs PIRC.

Les dernières estimations de la PRA, deux renflouements financés par le contribuable, des cessions d'actifs et des placements de titres sans nombre justifient une refonte rapide des règles comptables de manière à ce que les investisseurs aient une idée

plus juste de la situation financière des banques, a-t-il ajouté.

Dans un document remis à la commission parlementaire sur les normes bancaires (PCBS) et à la Commission européenne, les investisseurs disent que les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) ne donnent pas un aperçu "*réel et juste*" de la performance d'une entreprise, sapent la confiance des investisseurs et remettent en cause la stabilité économique.

Les sociétés britanniques sont astreintes à tenir une comptabilité aux normes IFRS depuis 2005. Leurs détracteurs affirment que la manière dont ces normes privilégient la neutralité au détriment de la prudence donne trop de facilité aux entreprises et aux banques pour minimiser leurs créances douteuses ou irrécouvrables.

Une disposition à venir devrait obliger les banques à constituer des provisions pour pertes par anticipation et non plus, comme c'est le cas à l'heure actuelle, lorsqu'une perte est constatée.

La PCBS estime que cette nouvelle règle apporterait un changement bienvenu mais elle prévient qu'une mise en oeuvre trop tardive ne peut que contribuer à saper un peu plus la confiance des investisseurs envers les banques.

La PCBS, dans un rapport sur les normes employés dans l'ensemble du secteur bancaire, juge que les "*carences*" du système IFRS le rendent inapte à un usage réglementaire, et réclame un ensemble de règles distinctes fondées sur le principe de prudence. Reuters 21.06

En réalité le fonctionnement des banques est opaque puisqu'elles ont toutes des comptes dans des paradis fiscaux, tous leur comptes sont trafiqués, ils le savent tous sans en connaître le degré exact évidemment, et ce qui est dit ici prouve que cela va continuer, un "*usage réglementaire*" des nouvelles normes qu'ils ont établis s'avèrera impossible puisque les banques ont déjà mis au point des mécanismes pour les contourner et ainsi de suite.

Non, exproprier les banquiers, la finance dans sa totalité est la seule alternative politique possible.

3- Russie

La Russie a signé vendredi un méga-contrat de 270 milliards de dollars sur 25 ans qui double les exportations de pétrole à la Chine, confirmant ses ambitions de conquête des marchés asiatiques.

Le document fait partie d'une série de gros accords conclus lors du forum économique international de Saint-Pétersbourg dans le domaine des hydrocarbures, qui assure plus de la moitié des revenus du budget fédéral.

Ils auront également pour conséquence très symbolique de casser le monopole de Gazprom pour les exportations de gaz.

Ils donnent par ailleurs accès aux groupes chinois à l'exploitation des gisements aussi bien du pétrole comme du gaz, notamment dans l'Arctique russe.

"*Il s'agit, dans les faits, d'une nouvelle ère de coopération*", a souligné le président russe Vladimir Poutine.

"*Nous passons de relations basées uniquement sur les livraisons de matières premières à une coopération complète dans la production et la technologie*", a-t-il ajouté.

La Russie a mis en service fin décembre le deuxième tronçon de l'oléoduc Sibérie-Pacifique, capable de transporter 30 millions de tonnes par an, et à terme 50 millions, vers la mer du Japon.

Les contrats signés vendredi renforcent également les relations gazières.

CNPC va acquérir 20% du projet d'usine de liquéfaction du gaz mené par le groupe privé Novatek, allié à Total, sur la péninsule de Iamal, dans l'Arctique russe.

En échange, la compagnie publique chinoise s'engage à aider son partenaire à trouver des financements pour travailler dans cette zone inhospitalière, où elle doit aussi coopérer avec Rosneft.

Elle s'engage aussi sur le long terme à acheter trois millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an dans cette usine, d'une capacité totale de 16,5 millions de tonnes par an.

Rosneft a également signé des contrats prévoyant à partir de 2019 des exportations de GNL aux japonais Marubeni (1,25 million

de tonnes par an) et Sodeco (1 million).

Ces achats vont contraindre la Russie à ouvrir les exportations de gaz à d'autres producteurs que Gazprom, qui a tout fait ces derniers mois pour l'empêcher et négocie depuis des années un contrat avec Pékin.

Mais Vladimir Poutine a relevé vendredi que cette libéralisation permettrait "*d'utiliser en totalité le potentiel d'extraction du gaz*" dans l'Arctique.

La Russie craint de se faire doubler dans la zone Asie-Pacifique par les Etats-Unis, qui comptent exporter du gaz bon marché grâce à la révolution du gaz de schiste. AFP 21.06

Haut de page

Le 23 juin 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne une dizaine de nouveaux articles, quelques-uns suivront ce soir ou demain, je n'ai plus le temps, en fait j'en ajoute tous les jours, à vous de regarder les dates d'actualisation qui figurent en rouge en face des titres des différentes rubriques.

La page d'accueil du site s'est enrichie et elle est très longue, utilisez au maximum les liens et utilisez une souris dotée d'une roue crantée pour naviguer plus facilement. Cette page est comme elle est, j'ai bien observé ce qui se fait ailleurs, côté pratique je n'ai rien trouvé de mieux ; les titres de toutes les rubriques tiennent sur un seul écran (19") ou deux si votre écran est plus petit, j'ai aéré volontairement les titres car sinon ce serait illisible.

Lisez l'article dans cette page (presse) : «*La crise syrienne n'est pas une guerre civile entre Syriens mais une guerre entre grandes puissances au travers des Syriens.*» (23.06) du colonel Alain Corvez, qui est intervenu lors d'un colloque sur la Syrie le 19 juin dernier à l'Assemblée Nationale. Faites-le lire aux militants du Front de gauche et du NPA, cela les fera peut-être réfléchir.

Autre chose.

A Istanbul, Rome, Lisbonne, Madrid, Athènes, Rio de Janeiro, etc. les masses se mobilisent, mais pas en France, les partis ouvriers et les appareils des syndicats auraient-ils cadenassé le mouvement ouvrier depuis l'élection d'Hollande ? C'est ce que nous annoncions avant le 6 mai 2012 en référence au 10 mai 1981, par expérience quoi. Jusqu'à quand y parviendront-ils ?

Vous me direz : et après ? Rien. Vous avez raison de vous préoccuper de l'après, on ne pense qu'à cela.

Autre chose.

Tous les soirs je me connecte sur la radio francophone iranienne pour connaître les derniers développements de la situation en Syrie, au plus près du champ de bataille en somme.

Je ne mets pas en ligne la totalité des articles que je lis, vous auriez l'impression de vous retrouvez dans un pays dévasté par la guerre, il faut être blindé pour supporter cela tous les jours, c'est la vie du peuple syrien, de nos frères et soeurs innocents camarades, et ce carnage, cet enfer porte un nom : Obama, Cameron, Hollande...

Ne serait-ce que leur existence, les voir à l'écran, les entendre, lire leurs déclarations, déclenche chez moi une violence spontanée car j'ai sans cesse à l'esprit l'énormité de leurs mensonges et leurs crimes, les multiples souffrances qu'ils infligent à tant de peuple à commencer par les leurs, qu'il m'est impossible de partager les analyses et encore moins les conclusions de nos dirigeants, j'ai l'impression qu'à travers le regard qu'ils portent sur le monde c'est comme s'ils étaient confortablement installés dans des fauteuils au cinéma en train de regarder et commenter une fiction, une histoire qui ne les concerne qu'indirectement, de loin, car ils ont le don de s'adapter, de s'accommoder du monde qui les entoure ou dans lequel il baigne, et encore par procuration le plus souvent, ils sont coupés de la réalité, étrangers à ce que vivent les masses pour supporter la présence de Hollande et son gouvernement, des appareils syndicaux.

D'où vient mon inspiration, ma méthode ?

Souvent je mets sur la table des sujets qui ulcèrent littéralement certains militants, il y en a d'autres qui s'étonnent et se demandent d'où je peux sortir toutes ces idées, tous ces rapports, pourquoi d'autres ne le font pas, à quoi bon les étudier, était-ce vraiment utile ? Parfois je fais l'idiot ou j'aborde une question avec un trait d'humour ou je me pose en provocateur, je me

fais ironique ou même vulgaire, c'est uniquement parce que c'est le meilleur moyen, peut-être le seul d'aborder l'air de rien des questions importantes pour notre combat.

Si nous en sommes rendus là aujourd'hui, c'est qu'il existe bien une explication, non ? Les réponses à cette question qu'on nous a fournies ne me conviennent pas ou plutôt la plupart du temps l'absence de réponse, il est légitime d'être plus exigeant et d'avoir l'audace de tenter de donner d'autres réponses, ensuite les militants retiennent celles qui leur conviennent, librement, on ne forcera jamais quelqu'un à partager nos convictions en recourant à des procédés malhonnêtes ou en occultant une partie de la réalité.

- "*Dans les révolutions bourgeoises, la conscience, la préparation, la méthode ont joué un rôle beaucoup moins grand que celui qu'elles sont appelées à jouer et jouent déjà dans les révolutions du prolétariat. La force motrice de la révolution bourgeoise était également la masse, mais beaucoup moins consciente et moins organisée que maintenant. La direction était aux mains des différentes fractions de la bourgeoisie, qui disposait de la richesse, de l'instruction et de l'organisation (municipalités, universités, presse, etc.). La monarchie bureaucratique se défendait empiriquement, agissait au petit bonheur. La bourgeoisie choisissait le moment favorable où elle pouvait, en exploitant le mouvement des masses populaires, jeter tout son poids social sur le plateau de la balance et s'emparer du pouvoir.*

Mais, dans la révolution prolétarienne, le prolétariat est non seulement la principale force combative, mais aussi, dans la personne de son avant-garde, la force dirigeante. Seul, le parti du prolétariat peut, dans la révolution prolétarienne jouer le rôle que jouaient, dans la révolution bourgeoise, la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de classe de son ennemi s'est formidablement accrue. Au cours des siècles de sa domination, la bourgeoisie a élaboré une école politique incomparablement supérieure à celle de l'ancienne monarchie bureaucratique.

Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit, pour le montrer, d'indiquer que c'est par le parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la social-démocratie, qui est maintenant le plus puissant rempart de la propriété individuelle.

L'époque de la révolution sociale en Europe, comme l'ont montré les premières expériences, sera une époque de batailles non seulement implacables, mais raisonnées, beaucoup plus raisonnées que chez nous en 1917." (Il faut étudier Octobre. - L. Trotsky)

1- Le parlementarisme ne peut plus remplir ce rôle d'"*école de préparation à la révolution*", parce qu'il n'existe aucun parti au sein du parlement qui incarne la révolution socialiste. En existerait-il un que sa voix serait étouffée, il serait marginalisé, il serait censuré par les médias, et il n'aurait aucune chance jamais d'obtenir un jour la majorité, ce qui nous fait dire que le parlementarisme est mort de nos jours, d'où notre refus de participer aux institutions.

2- La social-démocratie de "*rempart de la propriété individuelle*" est devenue un de ses piliers au sein des institutions, la quantité s'est transformée en qualité ou a franchi un nouveau stade, irréversible évidemment.

3- Raisonner, c'est quelque chose que nos dirigeants se réservent à leur usage ou profit personnel ou qu'ils sont incapables de faire.

Raisonner, cela signifie qu'il faut reprendre la méthode de Marx et l'enseigner aux masses, en réalité ce n'est pas plus difficile qu'un théorème de Pythagore ou la règle de l'accord du participe passé avec l'auxiliaire avoir ou encore de changer une roue, c'est encore plus facile que se servir de la télécommande d'une télévision ou d'utiliser un ordinateur.

Partant de là, ne pas le faire, c'est délibérément manifester la plus mauvaise volonté qui soit.

Si nous avions un parti et un journal, une page par semaine serait consacrée à l'enseignement de la dialectique, du matérialisme dialectique, et historique ensuite. Les exercices pratiques seraient tirés de l'actualité, de la vie de tous les jours dans la société. Notre journal n'aurait absolument rien à voir avec ce qui se fait aujourd'hui. Si le journal doit répéter ce qu'on trouve ailleurs, il ne sert absolument à rien. Il doit y figurer ce qui n'existe nulle part ailleurs. Une autre page serait consacrée à démonter la propagande des médias au lieu de reproduire leurs articles. Une page serait consacrée à montrer comment fonctionnent les rapports entre les classes, les partis, les syndicats, les institutions à partir des derniers développements de la situation. Ah ce serait un véritable journal de combat politique sur tous les fronts contre notre ennemi, on ne laisserait rien passer !

Populaire, facile à lire, chacun aurait l'agréable surprise en le refermant d'avoir appris quelque chose, d'avoir réfléchi à certaines questions sous un angle qu'il ne se représentait pas, d'avoir progressé, ce qui est encourageant et vous met de bonne humeur, vous remonte le moral au passage. Ne cherchez pas, ce journal n'existe pas. En quelque sorte on reprendrait la méthode que j'utilise dans les causeries en l'améliorant encore, la première partie seulement, là où figurent des analyses, parfois quelques mots ou une ligne suffisent pour interpeller le lecteur ou éveiller sa curiosité, caractériser un fait.

Notre objectif ne serait pas d'informer, mais d'aider les masses à progresser en se servant de l'actualité sociale et politique afin de déserrer l'étaux de l'idéologie dominante qui tend à les étouffer, car elle est omniprésente. Nous nous livrerions à un véritable travail de sape permanent et en profondeur de la propagande de la classe dominante qui possède de nombreux relais ou porte-parole dans la société. Pas sous un angle propagandiste, on ne serait pas crédible ou les lecteurs se méfieraient, ils penseraient que nous voudrions les manipuler à notre tour, non, plutôt sous l'angle : voyez cela tombe sous le sens, ce sont les faits, c'est tellement logique, si simple à comprendre que la suspicion du lecteur tomberait ou serait vaincue, il serait conquis par notre méthode avant de l'adopter petit à petit à son tour, et pour certains de rejoindre un parti qui fait preuve d'un tel talent, car c'est tout un art, j'en suis convaincu.

Que valent un jounal et un parti qui n'ont pas rendu compte de la dernière réunion du groupe Bilderberg ? Ils n'ont produit ni fait ni analyse, car pour eux quand les plus puissants de la terre se réunissent à huis clos avec un parterre d'invités triés sur le volet pendant trois jours, c'est pour parler de la pluie et du beau temps, cela ne présente aucun intérêt. Ils pratiquent la désinformation silencieuse, pernicieuse s'il en est, puisque peu le remarqueront en dehors des curieux qui s'informent ailleurs et ils ont bien raison. Etes-vous sûr qu'ils oeuvrent vraiment pour notre cause, le socialisme et non pour les miettes que leurs maîtres sont prêts à nous accorder tout en nous maintenant sous leur joug ?

- "*Le rapport entre la fonction intellectuelle et la fonction prolétarienne (ouvrière) dans le mouvement ouvrier social-démocrate pourrait être exprimé peut-être, d'une façon assez précise, par une formule générale : les intellectuels résolvent bien les problèmes « en principe », dessinent bien un schéma, raisonnent bien sur la nécessité de faire... alors que les ouvriers le font, transforment la théorie grise en une réalité vivante.*

Je ne verserai pas le moins du monde dans la démagogie, je ne minimiserai pas le moins du monde le rôle de l'élément conscient dans le mouvement ouvrier, je ne réduirai en rien la portée gigantesque de la théorie marxiste, des principes marxistes, si je dis à présent : au congrès aussi bien qu'à la conférence, nous avons élaboré la « théorie grise » de l'unification du parti ; camarades ouvriers ! aidez-nous à transformer cette théorie grise en une réalité vivante ! Allez en masse dans les organisations du parti. " (Lénine La réorganisation du parti Novaïa Jizn, n° 9, 13 et 14, parus les 10,15 et 16 novembre 1905.)

Note - « *Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre éternel de la vie*.» (Lénine. Lettres sur la tactique - Écrit entre le 8 et le 13 (21 et 26) avril 1917) Il cite les paroles de Méphistophélès du Faust de Goethe.

Lénine avait raison de préciser « *en principe* », j'ajouterai pour ma part la précision suivante, à condition de mettre cette théorie à la portée de la classe ouvrière, et c'est là que les choses se gâtent, pire encore, car cette théorie doit s'appuyer dans la pratique sur les éléments les plus avancés de la classe ouvrière pour se traduire sur le plan organisationnel, de la construction du parti, mais aussi ou surtout ne pas s'écarter ou abandonner l'objectif de notre combat qu'incarnent les revendications sociales des couches les plus défavorisées qui ne seront jamais satisfaites sous un régime capitaliste.

Il est là le secret du parti ouvrier indépendant qui lui permet de maintenir ou de ne pas lâcher le fil de la continuité du marxisme, et non chez les couches moyennes ou supérieurs, les intellectuels qui ont de quoi supporter l'existence du capitalisme et qui s'en accommodent très bien, qui ne voient pas pourquoi il faudrait changer de régime puisqu'ils se trouvent bien ainsi, pour eux le capitalisme, c'est déjà le socialisme ! Si on prend appui sur ces couches, il est évident qu'à un moment donné votre parti n'aura plus rien d'ouvrier, d'indépendant, et de socialiste, ce sera devenu un parti réformiste petit-bourgeois démocratique comme les autres. C'est bien ce que sont devenus tous les partis, n'est-ce pas ?

L'Inde au quotidien, c'est quoi ?

- Nouvel effondrement meurtrier en Inde

- Un pont s'effondre à Calcutta

- Inde: incendie meurtrier à Calcutta

- Un bus s'écrase dans un ravin en Inde

- Inde: l'effondrement d'un immeuble fait au moins 72 morts

- Un immeuble construit illégalement s'effondre à Bombay

Il s'agissaitent de trois immeubles différents il faut préciser.

Une petite histoire.

Mon propriétaire, un militaire Français d'origine indienne à la retraite, il a 47 ans, accompagne son fils à l'aéroport de Chennai (ex-Madras) à 170 kms de Pondichéry. Un des copains de son fils repart en France en même temps que lui avec ses parents dans une autre voiture. Ils ne font pas la route ensemble au retour.

Quelques heures après être retourné à Pondichéry, mon propriétaire habite à trois cent mètres de chez moi dans le même lotissement, il reçoit un coup de fil, les parents du copain de son fils ont eu un accident au retour, ils sont morts tous les deux. Il m'a raconté cela en état de choc au téléphone, je n'ai pas pu le rencontrer il avait le lendemain de cet accident une forte fièvre et je lui ai apporté des antibiotiques. Il a dû se dire que cela aurait pu lui arriver avec son épouse à la place des parents de ce garçon. Mon propriétaire est sympathique et nous discutons souvent politique, il n'a pas une sale mentalité et il n'est pas borné, rien que pour cela je l'aime bien.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande, président des barbares de l'ASL et du Front Al Nosra, de l'Etat des talibans :"***Nous savons où sont nos amis***".

- A Doha, Hollande salue les excellentes relations franco-qataries - AFP

- François Hollande veut dissiper la méfiance que suscite le Qatar - LeMonde.fr

- Pour Hollande, le changement de politique avec le Qatar n'est pas pour maintenant - 20minutes.fr

- "*Tous les présidents successifs en France y ont veillé avec leur tempérament, leur façon de faire mais pour nous c'est une constante de l'action politique extérieure. Nous savons où sont nos amis*", a-t-il assuré évoquant "*une estime réciproque, une compréhension*" entre les deux pays. AFP 22.06

Vous ne vous mordez pas les doigts tous les matins pour avoir voté ou appelé à voter pour Hollande ? Si non, c'est que vous êtes déjà manchot et on vous plaint !

Comme quoi nous ne nous sommes pas trompés en déclarant que vous et votre parti faisiez partie de nos ennemis. On attendra encore pour que le reste du mouvement ouvrier nous rejoigne. Vous, militants, travailleurs qui vous connectez sur ce portail, n'hésitez pas à le proclamer et soyez-en fiers, notre drapeau est sans tâche.

A bas Hollande et le PS, les bourreaux du peuple syrien ! Du vôtre, du nôtre par la même occasion.

Le "***retour***".

-Comment Nicolas Sarkozy prépare son retour - LeMonde.fr

-Sarkozy accuserait Fillon d'être «*le pire des traîtres*» - 20minutes.fr

Selon le quotidien Le Monde de samedi, c'est le dynamisme politique de François Fillon qui pousserait Nicolas Sarkozy à sortir du bois. «*C'est le pire des traîtres, il n'est pas capable de me dire en face ce qu'il dit dans les médias*», se serait emporté l'ancien chef d'Etat en visant son ancien Premier ministre, face à un visiteur de ses bureaux parisiens de la rue de Miromesnil. 20minutes.fr 22.06

Fillon sait par expérience qu'il a à faire à un hystérique complexé qui s'emporte dès que quelqu'un ose le contredire ou exprimer un avis différent du sien ou pire le critique, c'est un fait qu'il est pratiquement impossible de s'exprimer librement devant un individu aussi crispé, au mental si déséquilibré, au caractère si acariâtre, à l'ego si démesuré ou au comportement si autoritaire sous peine d'aller immédiatement à l'affrontement.

De deux choses l'une, soit Fillon a fait bonne impression lors de sa participation à la réunion annuelle du groupe Bilderberg début juin et cela exite La Talonnette qui se sait grillé, du coup il va tout tenter pour faire trébucher son adversaire d'ici les élections, il dispose encore de trois ans pour y parvenir, c'est long et largement suffisant, soit ils l'ont classé parmi les toquards et en désespoir de cause mise à nouveau sur le roturier qui aurait une réelle chance de l'emporter en 2017, face à un président en perdition et massivement rejeté, une extrême droite incapable de franchir la barre des 50% au second tour d'une présidentielle, le tout sur fond d'abstention qui l'avantagerait finalement.

Si c'est la seconde version la bonne, ils ont peut-être tiré le ticket gagnant avec un duel Sarkozy-Le Pen au second tour, le nazillon étant sûr d'être réélu avec une confortable avance, mais attention messieurs, avec un taux d'abstention record depuis 1958.

ACTUALITE EN TITRES

Normal, c'est la maison mère, leur modèle.

- Espionnage: Snowden juge l'agence britannique «pire» que la NSA - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police turque a utilisé des canons à eau pour disperser des milliers de manifestants de retour samedi sur la place Taksim à Istanbul, provoquant à nouveau des heurts après plusieurs jours de calme qui succédaient à trois semaines de manifestations sans précédent contre le gouvernement islamo-conservateur.

Les manifestants s'étaient rassemblés sur la place Taksim pour commémorer l'assaut donné par la police une semaine plus tôt dans le parc Gezi, jouxtant la place, le dernier bastion de la contestation antigouvernementale.

Les contestataires ont conspué le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, appelant à sa démission et scandant :"*ce n'est qu'un début, continuons le combat*", avant de jeter des billets rouges sur la place et sur les marches menant au parc Gezi, en hommage aux morts, aux blessés et aux personnes arrêtées au cours de la répression policière des manifestations.

Mais une heure et demie plus tard, et après des sommations appelant les manifestants à évacuer la place, la police est entrée en action, des centaines de membres de la police antiémeute repoussant la foule avec leurs boucliers, appuyés par des canons à eau, a constaté un journaliste de l'AFP.

La police n'a pas eu recours sur la place à de grenades lacrymogènes, dont l'usage massif contre les manifestants au cours des dernières semaines avait été très critiqué, notamment par les associations de médecins.

Mais très vite, elle a repris ses habitudes au cours de heurts qui l'ont opposée à des centaines de manifestants dans les ruelles du quartier de Beyoglu, proche de la place Taksim.

Après plusieurs charges contre des jeunes jetant des pierres et des bouteilles, les force de l'ordre ont arrosé le quartier de gaz lacrymogène. Les policiers ont également tiré sur les manifestants avec des balles en caoutchouc.

Dans la rue Mis, connue pour ses bars, un groupe d'agents antiémeute a été pris à partie par les consommateurs, qui jetaient des verres et des bouteilles depuis les balcons, et des chaises et des tables depuis les terrasses sur la rue. Il a réussi à quitter les lieux après avoir tiré une grenade de gaz lacrymogène.

La police a brièvement roué de coups quelques manifestants, sous les yeux d'un journaliste de l'AFP.

Des groupes de jeunes commençaient à ériger des barricades sommaires dans certaines ruelles.

Ailleurs, plusieurs hommes en civil et munis de bâtons menaçaient les manifestants, sous les yeux de la police.

La police est également intervenue contre des manifestants dans deux quartiers d'Ankara, Tunali Hilmi et Dikmen, a rapporté le quotidien Radikal.

Au moins quatre personnes sont mortes et plus de 7.800 ont été blessées lors de la répression des précédentes manifestations, selon l'Union des médecins de Turquie.

Des milliers de personnes ont été interpellées, mais la plupart ont été relâchées.

Une cinquantaine de suspects, liés selon les autorités, à une organisation d'extrême gauche clandestine, ont été inculpés pour appartenance à une organisation terroriste et placés en détention préventive vendredi et samedi à Istanbul et Ankara. AFP 22.06

2- Syrie

2.1- Il s'agit de Abdel Jabar al Akidi, le président du conseil militaire d'Alep et membre du conseil de commandement.

Al Akidi a démissionné parce que " *l'ASL ne jouit plus du crédit et du prestige nécessaire auprès des groupes armés anti Assad*". Comment a réagi l'ASL à cette démission? l'ASL dit avoir eu l'intention de limoger Al Akidi de son poste de président di conseil militaire d'Alep pour éviter le cumul des mandats . Al Qods Al Arabi va aussi dans le même sens en citant le général déserteur : " *je donne ma démission du conseil directif de l'ASL et je préfère rester au sein du conseil militaire d'Alep. cette seconde fonction est lourde à assumer et de surcroit, lesattitudes enfantines decertains membresde l'ASL , le fait qu'ils passent toute à journer à palabrer, à voyager, à perdre du temps sont les principales raisons qui justifient ma décision* "

Le général a critiqué le comportant irresponsable des membres de l'ASL qui l'ont discrédité. Cette démission intervient alors que les Etats Unis viennent d'envoyer des missiles anti-aériens à l'ASL espérant pouvoir provoquer un retournement de tendance sur le champ de bataille où l'armée arabe syrienne a le dessus. french.irib.ir 22.06

2.2- Vendredi, les terroristes d'Al Nosra et leurs complices de l'ASL ont lancé un assaut contre les positions de l'armée syrienne et face au feu nourri des soldats, ils ont renoncé à leur offensive et se sont retirés en laissant derrière eux au moins 200 morts. Les soldats de l'armée nationale ont ainsi nettoyé l'autoroute Idleb/Lattaquié . Un convoie de 20 voitures dotés de mitraillette a également été détruit . Parmi les terroristes liquidés vendredi, figurent de gros bonnets terroristes tels qu'Abdel Rahman alias Abou Hajar, chef de Lawa Jond al Rahman ou encore Adel Kaebaj, Ossameh Ahmad Karbaj, Adnan Mohamad Bakour, Adi Yahya al Hassan ou encore Zakariya al Mohamad. french.irib.ir 22.06

2.3- "*Il faut fournir d'urgence tout matériel nécessaire à l'opposition syrienne": cette déclaration commune des pays se disant "Amis du peuple syrien*" parle, sans la nommer, d'une livraison d'armes aux insurgés. L'aide militaire, a-t-il été précisé à la réunion de Doha, au Qatar, sera donnée via le Conseil militaire de l'Armée syrienne libre. "*La force est nécessaire pour obtenir la justice, a expliqué le Premier ministre du Qatar, Hamad ben Djassim al-Thani. La fourniture d'armes est le seul moyen d'obtenir la paix dans le cas de la Syrie*". (Alors que ce sont eux qui ont déclaré la guerre à la Syrie, il ne faut jamais l'oublier sous peine de se tromper de camp, il faut se le graver dans le crâne. -ndlr)

Les onze pays réunis au Qatar, dont les Etats-Unis et la France, ont également condamné l'intervention du Hezbollah libanais et de combattants iraniens dans le conflit syrien. La Russie, pour sa part, croit plutôt à une nouvelle conférence de Genève, visant à trouver une solution politique. "*Si notre but est cette conférence de Genève, alors nous devons éviter toute discussion qui mènerait à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne, a déclaré Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe. Nous devons aussi éviter les résolutions unilatérales présentées devant l'Assemblée générale de l'ONU*".

La rébellion syrienne réclame avant tout des armes anti-chars et anti-aériennes pour lutter d'égal à égal avec l'armée de Bachar al-Assad.

L'Arabie saoudite a indiqué lors de la réunion de Doha qu'elle avait commencé à livrer ce type d'armes aux insurgés. euronewws.fr 22.06

2.4- Ils étaient 121 États à participer à Paris au sommet des Amis de la Syrie. C'était le 6 juillet 2012. On parlait d'une chute imminente de la Syrie dont on se divisait déjà les richesses.

Les « *Amis de la Syrie* » sont invités à se réunir, le 22 juin 2013, à Doha (Qatar). L'ordre du jour porte sur les livraisons d'armes à l'« *Armée syrienne libre* », en présence de son « *chef d'état-major* », le général Salim Idriss.

Le général Salim Idriss est considéré comme un interlocuteur privilégié par les 11, auxquels il a présenté ses doléances, le 14 juin. Cependant, malgré son titre, il n'existe pas d'« *état-major de l'ASL* », mais une coordination par l'OTAN des groupes combattant sous ce label.

Cependant, sur 121 États membres, seuls 11 participeront à la réunion (Allemagne, Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis, France, Italie, Jordanie, Qatar, Royaume-Uni et Turquie). Les 110 autres membres se tiendront prudemment à l'écart.

En effet, lors du sommet du G8 à Lough Erne, le président Vladimir V. Poutine a rappelé que la livraison d'armes aux groupes armés en Syrie viole le droit international et expose ceux qui s'en rendent coupables à des poursuites devant les

tribunaux internationaux. Réseau Voltaire 21.06

3- Etats-Unis

Les musulmans de New York, irrités par le programme d'espionnage généralisé du Département de police de la ville (NYPD) à leur encontre, ont décidé de porter plainte, mardi 18 juin, contre le maire Michael Bloomberg.

Le maire Michael Bloomnerg a défendu les agissements du NYPD ainsi que le commissaire de police, Raymond Kelly, et le commissaire adjoint de l'intelligence, David Cohen.

Dans la plainte, les avocats des associations de droits civiques, dont l'association américaine de défense des libertés civiles (ACLU), ont mis en exergue l'illégalité de la procédure de surveillance, qui a également entravé la liberté religieuse des musulmans.

Selon les plaignants, l'attitude de la police a poussé les responsables musulmans à modifier leurs sermons et leurs comportements pour ne pas attirer davantage d'attention des autorités.

« *A travers le programme de surveillance des musulmans, le NYPD a imposé une marque injustifiée de suspicion et de stigmatisation sur des New-Yorkais musulmans respectueux de la loi, dont les plaignants dans cette affaire* », est-il indiqué dans la plainte. « *Lorsqu'un service de police transforme des personnes respectueux de la loi en suspects parce qu'ils vont à la mosquée et non dans l'église ou la synagogue, il viole les garanties d'égalité et de liberté religieuse de notre Constitution* », indique-t-on aussi.

Un rapport des organisations de défense des droits civiques dénonçant les pratiques de la police a été remis en mars 2013 au NYPD, près de deux ans après la découverte du programme d'espionnage en 2011 par l'Associated Press. french.irib.ir 22.06

SOCIAL

1- Italie

Des dizaines de milliers de personnes ont participé samedi dans le centre de Rome à une grande manifestation en faveur de l'emploi et de l'équité fiscale, à l'appel des trois principales confédérations syndicales du pays, a constaté l'AFP.

"*Il n'y a plus de temps à perdre. Les syndicats considèrent qu'il est urgent que l'emploi revienne au centre des choix politiques et économiques. Les investissements, la redistribution des revenus, la reprise de la consommation représentent les conditions indispensables pour soutenir notre économie*", indique un document syndical conjoint.

Réunis sur la place Saint-Jean de Latran, les manifestants qui tenaient des centaines de bannières et de ballons colorés, ont suivi les discours des leaders des trois confédérations qui organisaient pour la première fois depuis dix ans une grande manifestation unitaire dans la capitale italienne.

"*Nous sommes dans les rues aujourd'hui car le pays a besoin de réponses rapides pour sortir de la crise. Et la première réponse dont le pays a besoin est un allègement fiscal en faveur des travailleurs et des retraités pour faire repartir la consommation et la production*", a déclaré Susanna Camusso, leader de la CGIL (gauche), principale confédération syndicale italienne.

Les trois syndicats "*sont profondément convaincus qu'en l'absence d'une réponse*" de la part du gouvernement "*on perd du temps et la crise s'aggrave*", a ajouté Mme Camusso qui était à la tête de l'un des deux cortèges qui ont traversé la ville pour finir sur la place Saint-Jean de Latran.

"*Nous sommes fatigués des belles paroles. Il ne suffit pas d'énumérer les problèmes, les gouvernements existent pour les résoudre*", a lancé pour sa part Luigi Angeletti, patron de l'UIL (modéré).

"*Le pays se meurt et la classe politique perd son temps en discutaillant*", a dénoncé pour sa part Raffaele Bonanni, leader de la CISL (catholique), estimant que le chef du gouvernement "*doit avoir davantage de courage*".

Le Parti démocrate (PD, gauche), principale formation politique italienne, a soutenu la manifestation et son secrétaire, Guglielmo Epifani, ex-leader de la CGIL, s'est joint aux manifestants.

Le gouvernement de coalition gauche-droite d'Enrico Letta a mis le chômage, en particulier celui des jeunes, au centre de ses préoccupations et pousse en faveur d'une action européenne concertée dont les premiers contours devraient, selon

Rome, apparaître dès le sommet européen de la semaine prochaine.

Le chômage dans la péninsule a atteint un nouveau record en avril et il s'établit désormais à 12% de la population active, mais chez les jeunes de 15-24 ans ce taux est monté à 40,5%. AFP 22.06

Chouette, ils sont tous d'accord, le Parti démocrate, l'UIL, la CGIL et la la CISL, sur quoi, mais sur la priorité à donner à l'emploi qui justifie la baisse du coût du travail, les coups de hache portés dans la législation du travail au profit du patronat, comme en Allemagne, au Portugal, etc et en France avec l'ANI.

Mais aussi pour sortir de la crise sans remettre en cause le capitalisme, autrement dit pour que le capitalisme surmonte cette crise, ils s'en font les porte-parole, ce sont donc les travailleurs qui vont le payer le prix fort, qui doivent le sauver, tel est leur discours et leur objectif.

2- Espagne

Au son des sifflets et des couvercles de casseroles, plusieurs centaines de personnes ont défilé samedi à Madrid pour dénoncer "*la fraude et les abus bancaires*", visant notamment les taux d'intérêts plancher des crédits ou les "*preferentes*", titres financiers à hauts risques vendus à des particuliers qui ont quasiment tout perdu avec la crise.

Plusieurs rassemblements similaires étaient prévus dans une vingtaine d'autres villes du pays, à l'appel notamment de l'association de défense des petits épargnants Adicae.

"*La marée des consommateurs contre les fraudes financières. Changeons la banque*", proclamait la grande banderole en tête du cortège.

"*Bankia escroque et vole ses clients*", "*contre la fraude des +preferentes+*", pouvait-on lire sur les pancartes vertes et roses brandies par les manifestants, dont de nombreux retraités, qui ont défilé sur une grande artère du centre-ville.

"*Dehors les crédits pourris, les taux planchers et les abus bancaires*", accusaient d'autres pancartes sur fond jaune.

Les manifestations de ce type se sont multipliées ces derniers mois avec l'éclatement du scandale des "*preferentes*" qui ont touché des centaines de milliers de personnes.

Les associations ont également dénoncé les "*taux plancher*" de certains crédits immobiliers à taux variables. Les banques privée BBVA et nationalisées NovaCaixaGalicia et Cajamar, ont annoncé la suppression de cette clause jugée "*abusive*" par le Tribunal suprême dans les cas où les débiteurs n'ont été suffisamment informés.

Mais d'autres, comme Bankia, Santander, Banco Sabadell ou Banco Popular ont décidé de ne pas les supprimer.

Plusieurs ex-dirigeants bancaires, comme l'ex-vice président du gouvernement PP et ex-PDG de Bankia, Rodrigo Rato, emblématique de la gestion des caisses d'épargne, sont poursuivis en justice.

Cinq ex-hauts responsables de la Cam, une autre caisse d'épargne renflouée avec 2,8 milliards d'euros de fonds publics, sont eux soupçonnés d'escroquerie et d'abus de biens sociaux pour avoir notamment octroyé des crédits douteux et des conditions de départ mirifiques à certains. AFP 22.06

"*Changeons la banque*", quelle illusion ! Exproprions les banquiers et prenons le pouvoir, c'est déjà mieux, au moins c'est une perspective politique.

3- Brésil

De nouvelles manifestations avaient lieu samedi au Brésil, au lendemain d'un discours conciliateur de la présidente Dilma Rousseff qui a été accueilli avec scepticisme sur les réseaux sociaux, vecteurs de la fronde sociale qui secoue le grand pays émergent d'Amérique latine.

Plus de 60.0000 personnes manifestaient à Belo Horizonte (sud-est), où se jouait le match Japon-Mexique de la Coupe des Confédérations, en scandant "*la Coupe pour qui?*".

La police a commencé à tirer des gaz lacrymogènes quand des manifestants ont voulu franchir les périmètres de sécurité autour du stade et ont jeté des pierres.

"*Nous sommes contre le Mondial parce qu'il masque les problèmes du pays*", a déclaré à l'AFP Leonardo de Melo, un musicien. Pour lui, le discours de la présidente a été de la "*rhétorique*".

"*Le changement réel est dans la rue, j'espère que le mouvement va se poursuivre*", dit-il.

A Salvador de Bahia (nord-est) où se disputait le match Brésil-Italie, 200 personnes seulement, bien moins que prévu, ont manifesté, selon un journaliste de l'AFP sur place.

"*J'ai trouvé le discours de Dilma illusoire. Nous ne voulons pas lui faire quitter le pouvoir, nous voulons que la même quantité d'argent, voire plus, dépensée pour la construction des stades soit allouée à l'éducation et la santé. Un policier ici gagne une misère; Ils nous répriment mais on lutte pour eux aussi*", affirmé Alexandre, 23 ans, étudiant en droit.

Des dizaines de supporteurs disséminés dans les tribunes du stade de Salvador, ont brandi à bout de bras des pancartes portant des messages similaires à ceux déployés lors des manifestations monstre qui ont eu lieu dans tout le Brésil tels : "*Descendons dans la rue pour changer le Brésil*", avant les hymnes nationaux, a constaté l'AFP.

D'autres manifestations avaient lieu dans au moins 12 villes du pays, dont Brasilia, la capitale, et la mégalopole Sao Paulo, poumon économique du pays. Certaines sont dirigées contre un projet de réforme constitutionnelle (PEC37) prévoyant de retirer le pouvoir d'enquêter aux parquets, souvent perçus dans le pays comme des acteurs efficaces contre la corruption.

A Rio de Janeiro, une quarantaine de manifestants protestaient samedi pacifiquement devant l'immeuble du gouverneur Sergio Cabral à Leblon, le quartier le plus chic de Rio où le prix du m2 atteint 11.000 dollars.

Plusieurs se préparent à passer la nuit dans des tentes à la façon des "*indignés*" espagnols.

"*Nous allons rester là pour l'instant*", explique à l'AFP Vinicius Fragoso, le visage peint aux couleurs du Brésil.

"*(La présidente) Dilma a parlé comme si elle était en campagne électorale : des promesses, des promesses, des promesses; c'est maintenant qu'elle voit que ça va mal? Il faut que les gens détruisent le mobilier urbain pour qu'elle s'en rende compte?*", dit il.

Le Mouvement "*Passe livre*" (ticket gratuit, ndlr), à l'origine du mouvement contre la hausse du tarif des transports en commun il y a presque deux semaines, a annoncé sur sa page Facebook qu'il poursuivrait les mobilisations.

Tentant de reprendre la main au lendemain de manifestations historiques qui ont rassemblé jeudi 1,2 million de personnes, Mme Rousseff a promis un "*grand pacte*" national pour l'amélioration des services publics et de rencontrer les "*leaders des manifestations pacifiques*".

Elle a défendu l'organisation du Mondial de football dans un an, en assurant que l'argent public dépensé pour les stades serait intégralement récupéré auprès des entités privées ou publiques qui les exploiteront à l'avenir.

Répondant aux revendications multiples des manifestants, elle a reconnu qu'il était nécessaire de trouver des "*moyens plus efficaces de lutter contre la corruption*". AFP 22.06

Haut de page

Le 24 juin 2013

CAUSERIE

On mettra en ligne ce soir quelques nouveaux articles, plus des articles de presse.

Dans l'article qui suit, j'ai imaginé comment notre ennemi perçoit la situation en France notamment. Il doit s'en tenir aux faits contrairement aux dirigeants du mouvement ouvrier qui s'en écartent ou les maquillent. C'est là que réside leur force, leur atout. C'est tellement basique à comprendre que cela en est navrant, désolant, pitoyable.

On se demande pourquoi, mais pourquoi agissent-ils ainsi, veulent-il notre perte qu'ils n'agiraient pas autrement. Cela me rend malade d'écrire ces lignes, sincèrement, je suis bouleversé en observant de quelle manière les choses se passent, je ne veux pas le croire puis il faut bien me rendre à l'évidence que je ne rêve pas. Je me demande si je ne perds pas mon temps...

Le crépuscule du mouvement ouvrier ?

- Printemps arabe, hiver des femmes - euronews.com

Les droits des femmes ont régressé dans le sillage des révolutions arabes. euronews.com 23.06

C'était bien l'objectif des amis de Hollande, les Frères musulmans qu'il est allé saluer à Doha, au Qatar les femmes sont traitées comme des chiens, mais cela convient parfairement à Hollande. Au passage, qui a dit que la franc-maçonnerie était une organisation progressiste, humaniste ? Ils ont dû confondre avec monarchiste et obscurantiste.

Allons plus loin. Pourquoi attaquer l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, demain peut-être le Liban et l'Iran ? Parce que selon le plan arrêté par les maîtres du monde, il ne faut pas que des régimes profitent de l'exploitation de leurs richesses pour octroyer des droits sociaux à leurs peuples, même limités, éducation, santé, transport, logement, etc. le développement de services public est contraire à leur objectif, ce qu'ils démontrent partout dans le monde, y compris dans l'UE en les détruisant systématiquement. C'est le même processus qui est à l'oeuvre partout et qui est commandé par le même impératif politique.

Les peuples doivent être maintenus dans un état permanent de précarité et de servitude totales envers la classe qui détient le pouvoir, prétendre qu'ils auraient des droits sociaux ou politiques est incompatible avec l'idée qu'ils se font de la société. Pour répondre à leurs besoins à caractère social, les masses doivent travaillller en acceptant les conditions qu'on leur imposent et se les payer s'ils en ont les moyens, dans le cas contraire ils s'en passeront. L'Etat n'a pas à leur fournir à un tarif préférentiel ou pire gratuitement, ce serait autant de profit qui n'irait pas dans les poches des nantis, qui plus est , cela pourrait leur donner de mauvaises habitudes et développer chez eux l'idée qu'ils pourraient sans cesse améliorer leur condition d'existence, ils en viendraient à s'organiser pour obtenir des droits sociaux, il faut éviter à tout prix de tomber dans cet engrenage infernal, c'est totalement exclu, ils doivent demeurer dans un état proche de l'indigence et se satisfaire du niveau de vie médiocre qu'on a conçu pour eux.

Pour couper court à l'espoir d'une vie meilleure, nous avons corrompu leurs organisations et leurs partis politiques, nous détenons désormais toutes les institutions politiques, nous avons mis en place des instititutions supranationales qui ont pour finalité de terminer le travail engagé qui consiste à détruire ou d'asservir leurs Etats, et pour compléter le tableau nous sommes en train de mettre en place un système de contrôle de la population mondiale qui nous permettra de prévenir tout soulèvements à venir, de les détourner et les détruire avant même qu'ils ne prennent une forme organisée menaçante, de telle sorte que notre pouvoir soit absolu et que personne ne puisse le contester dans l'avenir, ainsi nous serons parvenus à notre objectif politique, le Nouvel ordre mondial règnera.

Par la suite, il ne nous restera plus qu'à supprimer les peuples ou les populations superflues, inutiles, en trop grand nombre, nous avons mis en place un grand nombre de procédés qui y concourent déjà mais qui ne s'avèreront vraiment efficaces que dans quelques années ou décennies, nous travaillons sur de nouveaux projets à l'efficacité encore plus redoutable, la combinaison des deux produira en chaîne une dévastation pire qu'une guerre mondiale sans ses conséquences néfastes pour nous, de façon à ramener la population mondiale à un niveau acceptable, qui ne mette pas en péril les ressources de notre planète et permettra ainsi d'assurer notre propre survie pour les décennies ou siècles futurs.

Pour le moment nous n'en sommes qu'à l'étape qui consiste à réduire la population en esclavage, à liquider ses droits sociaux, bon, esclavage c'est un grand mot, disons que nous faisons en sorte que ses besoins ne dépendent que d'elle-même, qu'ils soient forcément réduits, nous ne devons lui permettre d'accéder qu'à ce qui est strictement nécessaire à sa survie ou ses besoins quotidiens, à condition qu'elle travaille évidemment. Nous y oeuvrons dans tous les pays après avoir attelé leurs Etats au marché et mis en place des mécanismes financiers opaques qui nous permettent de le contrôler entièrement, de telle sorte que nous asséchons leur finance, ce qui les oblige à tailler à la hache dans leurs budgets sociaux, pas suffisamment et pas assez rapidement à notre goût, mais nous progressons, c'est l'essentiel.

Tous les gouvernements en Europe font preuve de bonne volonté à notre égard et nous sont acquis, à vrai dire, comme c'est nous qui détenons le nerf de la guerre, l'argent ou la planche à billets, ils n'ont pas vraiment le choix puisqu'aucun n'envisagerait sérieusement de rompre avec nous et le capitalisme. Quant à leur opposition, elle est fantoche, corrompue, éparpillée, leurs opposants passent leur temps à se déchirer entre eux, c'est un vrai régal.

Pour les discréditer auprès de leur peuple et empêcher qu'ils ne se regroupent sur une ligne politique qui serait dangereuse pour nous, on a développé une politique qui a consisté à mettre en avant les droits de certaines couches minioritaires, voire ultra minoritaires dans la société, en les opposant aux droits de la majorité, ils sont tellement bornés ou abrutis qu'ils ont sauté à pieds joints dans notre piège qui va se refermer sur eux, ce qui s'est soldés comme nous l'avions prévu par l'opposition entre certaines couches et le reste de la population et la perte finalement de leurs droits collectifs, cela ils ne l'ont pas encore compris, c'est pour dire à quel point ils sont décomposés, cela nous fait bien rire quand ils évoquent le capitalisme décomposé, ne leur disons pas, laissons-les croupir dans leur miasme.

Il nous faut préciser comment nous nous y sommes pris tellement cela à fonctionner à merveille. On est parti de leur foutu

République, vous savez avec son égalité, ses droits égaux pour tous, de la foutaise en réalité, cela n'a jamais existé, mais le plus fort c'est qu'ils y croient, pour eux cela existe vraiment, c'est dément n'est-ce pas, mais ils sont comme cela que voulez-vous ces socialo-communo-anarcho-trotskistes. Ce qu'on a fait est très simple, on en a rajouté une couche, on s'est dit : mais pourquoi cette magnifique égalité qu'ils ont élevée au rang de dogme ne pourrait pas servir notre projet, on va leur sortir les uns après les autres tous les cas où ce droit n'est pas appliqué, on est partie des femmes, on est passé aux immigrés en passant par les amoureux de l'air pur et des petits oiseaux, l'écologie, on a embrayé sur les communautés religieuses et dernièrement on leur a sorti les homosexuels, dans d'autres pays on a fait plus fort encore avec les pédophiles, les zoophiles et les adeptes de l'inceste, Pays-Bas, Allemagne, Suisse dans l'ordre, c'est machiavélique assurément, mais génial il faut bien l'admettre. On en a d'autres dans notre sac à malice, cette stratégie de la diversion a permis de les éloigner de leur objectif politique qu'ils ont fini par abandonner les uns après les autres. Ils n'avaient pas d'os à ronger, on leur en a fournis, ils se sont usés les dents dessus. Ils en ont tellement pris l'habitude que dorénavant ils suivent sans broncher l'agenda que le Medef et le gouvernement leur imposent, ils sont disciplinés au-delà de ce qu'on avait osé espérer.

On a ouvert les frontières avec Shengen, on a concocté des lois qui dérogent aux droits nationaux du travail, entre nous, l'UE quel instrument merveilleux, cela a permis un afflux massif de travailleurs légaux ou illégaux déstabilisant le marché du travail et poussant les salaires à la baisse tout en permettant de faire monter le chômage, de créer des tensions dans tout les pays jusqu'à faire monter l'extrême droite qui n'est pas vraiment notre ennemi, et ils ont tous marché comme un seul homme dans la combine ces crétins, formidable, non, mieux, ils en redemandent ! Après la Libye, le Mali, la Syrie, c'était un jeu d'enfants, on les a bernés en beauté, regardez, il n'y en pas un finalement pour soutenir le régime syrien, on n'a plus qu'à l'écraser, ils ne bougerons pas, l'opposition n'existe plus, elle a été réduite à néant à force de se compromettre année après année, décennie après décennie.

Le mouvement ouvrier est moribond mon cher banquier, le socialisme est mort, Warren avait raison de les narguer ces minables on a gagné la partie, ne vendons pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué, disons qu'on est en train de la gagner avec l'aide de nos ennemis, un jour réformiste, un autre gauchiste, opportuniste toujours, c'est leur devise. Je vais vous dire mon cher ami quel est notre point fort qui est leur point faible : c'est que nous nous sommes déterminés et rien ne nous fera fléchir, nous avons une vision à long terme qui remonte à très très loin, plusieurs siècles en arrière en réalité, nous poursuivons un objectif et absolument rien ne nous en fera dévier, alors qu'eux ils manquent singulièrement de détermination, un jour leur parti compte jusqu'à 9 ou10.000 adhérents, un petit coup de blues ou un reflux et voilà qu'il en perd la moitié ou les trois quarts et ainsi de suite, parce que, et c'est là notre chance, ils ne croient pas dans leurs idées en définitif, non, ils n'y croient pas, ce sont des gagne-petit qui ne combattent pas sur le long terme, ils se satisfont du court terme, de l'immédiat, des miettes qu'on leur reprendra un jour où l'autre, ils n'ont pas d'idéal, leur théorie est sans doute juste, le vieux Marx était un savant redoutable, eux à côté ce sont de minables dogmatiques, et bien ils n'y croient pas, ils ne la comprennent même pas, ils l'ont diluée, déformée au possible ce qui fait notre bonheur, car quiconque se réclame du marxisme passe pour un écervelé, ils nous sauvent la vie en somme, bref, du coup ils en sont toujours au même point, mieux, leurs forces sont tellement disloquées qu'ils sont réduits à l'impuissance, alors profitons-en...

Il nous reste à nous attaquer à la classe moyenne, un gros morceau, c'est un de nos objectifs prioritaires. Nous avons fait en sorte que le niveau de vie des gens d'en bas stagne ou régresse, une partie importante d'entre eux ne survivent déjà que grâce aux subventions que leur accorde l'Etat, nous ne pourrons pas en attendre davantage, ils sont déjà en dessous de la ligne de flottaison, on ne peut pas les pressuriser davantage. Ils survivent et c'est bien, on est tranquille de ce côté-là, la délinquance se développe parallèlement et c'est une bonne chose, on peut en tirer profit politiquement. D'ailleurs cela rejoint ce qu'on peut attendre de nos attaques contre la classe ou les couches moyennes qui vont en avoir marre de passer à la caisse, une partie d'entres elles va se tourner vers l'extrême droite, du coup le PS va pouvoir brandir cette menace pour faire passer sa politique, la nôtre à vrai dire, tout en préparant la relève en cas de besoin, l'UMP est toujours un cheval sûr. Et puis l'extrême gauche sert nos intérêts, elle est tellement embourbée dans ses contradictions qu'il suffirait de lui mettre le nez dedans pour qu'elle suffoque, son niveau de crédibilité est d'ailleurs proche de zéro dans la population, quant à l'extrême droite, elle nous mange dans le creux de la main, discrètement, elle ne peut nous servir que d'aiguillon, d'élément provocateur, déstabilisateur, pendant une période temporaire, elle pourrait finir le sale boulot que les autres ne parviennent pas à terminer parce qu'ils s'endorment sur leurs lauriers, il faut sans cesse les harceler et les rappeler à l'ordre, mais bon, ils sont fidèles c'est le principal, on doit bien admettre quelques obstacles ou difficultés passagères.

Pour conclure ce chapitre, une partie des travailleurs sont devenus pauvres, à peine 50% est imposable, c'est donc la classe moyenne qui paie à leur place. Elle l'accepte de moins en moins, en faisant monter le FN on pourrait lui faire miroiter qu'en payant moins à la place des pauvres, des fainéants, des chômeurs, des immigrés, etc. elle pourrait maintenir, voire améliorer son niveau de vie, ce qui n'est pas vrai évidemment, il s'agirait de lui faire croire. Pendant ce temps-là on continuerait de s'attaquer à ses privilèges, en ayant un bouc émissaire sur lequel reporter sa hargne, on serait relativement tranquille pendant un bon moment, et puis on lui en sortira d'autres si nécessaire. Après tout, c'est elle en premier qui a foncé tête baissée dans le féminisme, l'écologie, etc. en se détournant de la classe ouvrière, on peut se permettre qu'elle tire sur nous, dénoncer la finance ou l'oligarchie financière la défoulera, de toutes manières on ne risque rien, elle n'a aucun moyen de nous atteindre, et puis elle est trop attachée à ses privilèges, on fera en sorte de la diviser à son tour, on ne l'attaquera pas de front, mais couche par couche, c'est le seul moyen d'en venir à bout, ensuite on n'aura plus qu'à lui porter le coup de grâce, elle sera trop corrompue et affaiblie pour réagir, n'oublions pas qu'elle est incapable de rivaliser avec notre détermination...

J'ai rédigé cet article d'un trait en m'inspirant des faits portés à notre connaissance dans de nombreux articles que vous avez pu lire

ou consulter dans le portail. Je n'ai rien inventé ou découvert j'ai relié les faits entre eux.

Vous êtes sceptique, c'est votre droit, ce soir ou demain je vais mettre en ligne un article d'un médecin qui sur la base de constatation, donc de faits vérifiables, affirme que "*l'espérance de vie en bonne santé diminue pour la première fois* et que ce mouvement devrait s'accélérer dans le futur. A suivre.

Parole d'internaute

1- "*Comment se compromettre de la sorte avec le Qatar, cet Etat féodal fantoche créé à sa convenance comme les autres monarchies factices du Golfe par l'impérialisme britannique? Il suffit de se référer au dernier rapport d'Amnesty International pour voir à quel point les droits élémentaires y sont bafoués: pas de liberté d'expression, discrimination des femmes, statut des immigrés -90% de la main-d'oeuvre- proches de l'esclavage, domestiques maltraitées et victimes de violences sexuelles.*"

Mais c'est l'avenir du vieux monde monsieur, c'est la conception de la société et du monde du PS (pas seulement).

Quant à Amnesty International, qui a son siège à Londres, organisation richissime et au train de vie digne des traders de la City, vérifiez-le sur le Net (wikipedia), c'est la bonne conscience frelatée des grandes puissances occidentales qui l'air de rien accompagne toutes les campagnes lancées par les représentants de la classe dominante qui ne servent qu'à diviser les peuples.

Ce genre d'organisation a pour principale fonction, hormis produire des rapports dans la passé et de nos jours sur les pays qui sont dans le colimateurs de l'impérialisme américain, ex-URSS et ses satellites, Chine, Venezuela, Cuba, tout comme Reporter sans frontières, ils partagent le même créneau et ont les mêmes parrains, de faire croire qu'on vivrait dans un monde où la démocratie se développerait, qu'elle serait l'objectif politique des pays dominants qui en seraient les porte-parole, pendant que les dirigeants de ces mêmes pays imposent une dictature à leur propre peuple, c'est le cas aux Etats-Unis et dans l'UE notamment., alors qu'elle sert à justifier les guerres impérialistes. Amnesty International sert par son existence de couverture démocratique à la guerre contre la Syrie par exemple.

Cela reste à vérifier, j'ai cru comprendre qu'en France Amnesty International était dirigée par le PS.

2- "*Hollande nous enfonce systématiquement dans la chaîne de Ponzi de la " finance " mondiale, au moment précis où il faut sortir de cette "dette" et de l'effondrement du modèle de développement dont les qataris sont le paradigme.. Notre pays et ses citoyens n'ont aucun " besoin " de l'argent des qataris, ni de leur islamisme wahhabite, ni, à terme, de son pétrole. Hollande travaille désormais pour le medef à temps plein.* "

Si vous le dites...

3- "*Qui ignore que le Qatar est une monarchie moyenâgeuse et policière ?*"

Ceux qui refusent de rompre avec le PS, ceux que le Qatar a achetés dans certaines banlieues via des imams rétrogrades...

4- "*On vend des armes au Qatar pour des djihadistes qui poursuivent leurs exactions en Syrie. Nous, nous n'envoyons pas d'armes...Et des sectes moyenâgeuses endoctrineront les jeunes de nos banlieues... Vendre sa jeunesse à des idéologies contraires aux principes de notre Démocratie n'est pas une valeur de gauche.*"

Qui vous a dit que Hollande et le PS étaient de gauche, vous les croyez, pas nous...

La France vend des armes au Qatar qu'il livre aux djihadistes qui massacrent la population syrienne...

ACTUALITE EN TITRES

Cherchez l'erreur.

- Manifestation antifasciste à Paris - AFP

Les antifascistes qui ont défilé hier à Paris sont les mêmes qui refusent de soutenir le régime syrien qui sans le soutien du peuple syrien serait tombé depuis longtemps, à croire qu'ils ont le même objectif qu'Obama, Cameron et Hollande, cherchez l'erreur.

L'objectif du gouvernement, du Medef et de tous les syndicats : des millions d'emplois précaires à bas coût comme en Allemagne, en Irlande...

- Sapin: objectif de quelque 540.000 emplois aidés fin 2013 - AFP

Comment ils se partagent les rôles.

Lors de la conférence, le gouvernement a mis l'accent sur les emplois non pourvus. Le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a notamment qualifié ce plan sur les emplois vacants d'"*opération de communication*" tandis que le chef de file de la CFDT Laurent Berger fustigeait le manque "*d'élan et d'effectivité*" du plan gouvernemental sur l'emploi. AFP 23.06

Non monsieur Lepaon, ce n'était pas une vulgaire "*opération de communication*", mais bien une stratégie politique pour satisfaire les besoins exprimés par le patronat...

Que le jaune Berger à la suite du Medef se plaigne que les choses n'aillent pas assez vite à son goût, rien de plus normal.

Quel privilège : le premier fournisseur en armes des assassins du peuple syrien !

- François Hollande veut renforcer la coopération de défense avec le Qatar - lemonde.fr

Premier fournisseur des forces armées du Qatar lemonde.fr 23.06

Il est allé prendre de leurs nouvelles auprès des chefs des ravisseurs, ses amis.

- Hollande pense que «*les otages sont vivants*», et recherche des «*contacts sûrs*» pour les libérer - 20minutes.fr

Provocation - réaction - indignation - récupération.

- Manifestation à Paris contre le fascisme, en mémoire de Clément Méric - Liberation.fr -

- Paris : Une exposition anti-homophobie saccagée dans le 3e - 20minutes.fr -

- «Ils m'ont jetée à terre en me traitant de sale Arabe et de sale musulmane» - Liberation.fr -

Et à Doha : directement du producteur au consommateur !

- Pour Montebourg, Barroso "*est le carburant du Front national*" - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Jean-Louis Costes, le candidat UMP à la succession de Jérôme Cahuzac l'a finalement emporté face au candidat FN dimanche soir dans la 3ème circonscription du Lot-et-Garonne, une victoire par 53,76% à laquelle le front républicain pour faire barrage au FN semble n'avoir qu'incomplètement contribué.

Le nouveau député a remercié les électeurs de gauche "*d'avoir voté pour notre candidature et de ne pas avoir choisi d'avoir sur ce territoire un député du Front National*".

Le jeune candidat FN, Etienne Bousquet-Cassagne, qui a obtenu le score important de 46,24% des suffrages, tout en échouant à devenir le troisième député frontiste, a pour sa part reconnu "*une défaite au goût de victoire*".

En tout état de cause, les électeurs ne se sont pas fortement mobilisés, quoique mieux qu'au premier tour (47,53% d'absention contre 54,12% la semaine dernière), et surtout, un pourcentage élevé d'entre eux (14,25%) a voté blanc ou nul. AFP 23.06

61,78% des électeurs ont refusé de voter pour l'un des deux candidats ou de voter tout court, donc monsieur Costes n'a aucune légitimité.

2- Etats-Unis

2.1- Edward Snowden a échappé au piège américain qui pouvait se refermer sur lui à Hong Kong. Le jeune Américain, consultant en informatique, demande désormais l'asile politique à l'Equateur. Inculpé d'espionnage dans son pays, il a pris un vol de la compagnie russe Aeroflot qui est arrivé à Moscou ce dimanche. Selon la compagnie aérienne, il aurait voyagé avec une collaboratrice du site internet WikiLeaks, qui lui apporte son soutien. Edward Snowden s'est volatilisé après l'atterrissage, il ne faisait pas partie des passagers qui ont passé le contrôle des passeports au terminal de l'aéroport de Moscou.

En revanche, une voiture diplomatique de l'Equateur a été remarquée devant le terminal. Le ministère équatorien des Affaires étrangères a ensuite confirmé que Edward Snowden avait demandé l'asile politique à ce pays.

Dans la soirée, le site WikiLeaks fondé par Julian Assange a annoncé que M. Snowden était "*en route pour la République d'Equateur par un chemin sûr afin d'obtenir l'asile*".

"*Il est escorté par des diplomates et des conseillers juridiques de WikiLeaks*", a indiqué WikiLeaks dans un communiqué publié à Londres.

Selon des sources russes, le nom de Snowden figure sur un vol Aeroflot décollant lundi à 14H05 (10H05 GMT) à destination de Cuba. Les mêmes sources affirmaient, avant que ne soit révélée sa demande d'asile à l'Equateur, qu'il rejoindrait ensuite le Venezuela.

Le gouvernement de Hong Kong n'a pas souhaité arrêter l'informaticien comme le réclamaient les Etats-Unis.

Les Etats-Unis sont "*déçus*" par la décision "*particulièrement troublante*" de Hong Kong de ne pas arrêter l'ex-consultant de la CIA Edward Snowden avant qu'il ne quitte ce territoire, a déclaré dimanche le ministère américain de la justice.

Un porte-parole du département de la Justice a assuré que Washington, qui voulait qu'Edward Snowden soit arrêté et renvoyé aux Etats-Unis, avait respecté toutes les exigences du traité d'extradition en vigueur entre Washington et Hong Kong, où Snowden s'était réfugié.

L'annonce du départ d'Edward Snowden pour Moscou, même pour un transit, a fait sensation, la Russie -- dont les relations avec les Etats-Unis reprennent dernièrement des accents rappelant parfois l'époque de la guerre froide -- ayant récemment indiqué qu'elle examinerait le cas échéant une demande d'asile politique du jeune Américain.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré ne rien savoir de la destination d'Edward Snowden.

La justice américaine a indiqué qu'elle mènerait "*la coopération policière adéquate*" avec les pays où Snowden pourrait se rendre.

"*La chasse est lancée*", a confirmé Dianne Feinstein, la très bien informée présidente de la commission du Renseignement du Sénat américain, sur la chaîne CBS. L'Express.fr, euronews.com et AFP 23.06

2.2- Le gouvernement a inculpé l'ancien consultant de la National Security Agency (NSA), Edward Snowden, pour trois crimes, dont deux tombent sous le coup de l'Espionage Act. Snowden devient ainsi la huitième personne à avoir été inculpée sur la base de l'Espionage Act sous la présidence d'Obama, selon Firedoglake. Ces huit inculpations représentent plus du double des inculpations totalisées par tous les présidents précédents réunis.

Avant l'administration Obama, seulement trois personnes ayant laissé fuiter des informations avaient été inculpées via ce statut, adopté en 1917, et qui n'avait jamais vraiment été destiné à visé les auteurs de fuite. Les arguments qu'utilise Obama aujourd'hui, pour poursuivre les auteurs de fuite via l'Espionage act, furent d'abord utilisés par l'administration de Ronald Reagan. Elle voulait alors pousuivre un analyste civile de la Navy qui avait fait fuiter des photographies à un magazine militaire britannique. Mais la pratique est désormais répandue.

Dans le Guardian, Glenn Greenwald se demande comment ces poursuites judiciaires sont «*le moins du monde défendables*», de la part d'un président qui avait juré de conduire Washington vers une nouvelle ère de transparence. Bien sûr, Snowden a sans doute enfreint la loi, précise Greenwald, mais il est loin d'avoir pratiqué des actes d'«*espionnage*». Il n'a pas vendu de secrets à des gouvernements étrangers, ni essayé de s'en servir pour son usage personnel, de quelque manière que ce soit.

Snowden a simplement révélé quelque chose qu'il avait vu. «*L'ironie est évidente*», explique Greenwald, «*ce sont les mêmes personnes qui ont construit un système de surveillance omnipotent, pour espionner n'importe qui, dans le monde entier, y compris leurs propres citoyens, qui accusent maintenant d'espionnage la personne qui s'est contentée de révéler l'existence du système*». slate.fr 23.06

3- Bulgarie

Il n'y a pas un soir sans manifestation depuis neuf jours en Bulgarie. Dans la capitale, Sofia, et d'autres grandes villes, des milliers de personnes ont encore réclamé ce samedi la démission du nouveau gouvernement. euronews.com 23.06

4- Egypte

Plus de 400 soldats américains vont se déployer bientôt en Egypte pour "*contrôler* " les troubles et la révolte qui secounet le pays depuis des mois le pays. Les soldats égyptiens partent pour une mission de neuf mois en Egypte.

Mais que vont-ils faire? Ces marines vont se déployer dans des postes de contrôle à travers la région du Sina. une autre mission de ces soldats consiste à surveiller à la bonne application du cessez-le-feu entre l'Egypte et Israël. " *Ces soldats sont censés passer à l'action en cas de révolte ou d'insurrection* ". Ce contingent de soldats américains est aussi formé pour faire face à l'usage des bombes artisanales et des cocktails molotov . Selon Washington post, les 400 soldats us font partie d'une force internationale composée de 13 pays. Le contingent américain a été entrainé pendant six mois dans le centre de Forthood en Californie. french.irib.ir 23.06

SOCIAL

Espagne

Plusieurs milliers de personnes ont défilé dimanche à Madrid et dans d'autres villes espagnoles pour protester contre les réformes du système de santé public dans le cadre du programme d'austérité.

A Madrid, les manifestants dont beaucoup portaient des blouses blanches, ont défilé derrière une grande pancarte demandant la préservation d'un système de "*santé à 100 % public et universel*". Les protestataires brandissaient également des pancartes avec les inscriptions "*On ne joue pas avec la santé*" ou "*on nous vole notre santé*".

On assiste à "*une dégradation totale*" du système de santé, déplore Lourdes Alonso, médecin de famille de 54 ans.

Le gouvernement régional de Madrid, contrôlé par le parti populaire de Mariano Rajoy a décidé de privatiser la gestion d'hôpitaux et de centres de soin de la capitale.

"*Je suis contre les privatisations, qui remet en cause un système qui fonctionnait à la perfection*", déclare Fernando Pérez, un infirmier de 37 ans. AFP 23.06

Haut de page

Le 25 juin 2013

CAUSERIE

8h43 du matin à Pondichéry.

J'ai ajouté 13 articles, la suite de l'actualisation du site d'ici 7 heures. Bonne journée.

CQFD

Nous ne pouvons pas rompre avec le PS, c'est la seule alternative institutionnelle à la droite et à l'extrême droite. Boycotter les élections municipales, impensable.

Nous ne pouvons pas rompre avec les appareils vendus de la CGT et de FO, c'est la seule alternative aux syndicats jaunes.

Boycotter le dialogue social, impensable.

Nous ne pouvons pas rompre avec leur République et leur Etat, c'est la seule alternative à l'UE. Boycotter les élections européennes, impensable.

Bref, vous l'aurez compris ils ne peuvent pas rompre avec le capitalisme et ses représentants, ses institutions, parce que pour eux il n'existe plus aucune alternative politique.

Question : on aurait pu concevoir que ces positions auraient été justifiées, positives, pourquoi pas, il ne faut exclure aucune hypothèse. Mais en réalité, dans les faits, elles ont apporté quoi à ces partis, POI, NPA, LO, elles se sont traduites comment sur le plan de la constuction du parti, du niveau politique des masses, est-ce qu'elles les ont servies à progresser ou au contraire elles ont accompagné leur régression politique, celles des masses et de ces partis, du mouvement ouvrier ?

Certains vont peut-être penser que je radote, que je ne fais qu'attaquer le mouvement ouvrier, en réalité, je ne fais que le décrire tel qu'il est.

Tenez, il y a quelque temps quand j'avais encore le temps de lire, j'avais extrait quelques passages d'*Où va la France ?* de Trotsky rédigé en 1936. Ces passages fourmillent d'éléments sur les rapports entre les masses, les syndicats et les partis, l'agitation et la propagande, qui permettent de mieux comprendre la situation en 2013.

1- Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il a ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture.

Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de "contre-réformes" économiques et politiques. La politique de spoliation d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière.

2- Une véritable alliance du prolétariat et des classes moyennes n'est pas une question de statique parlementaire, mais de dynamique révolutionnaire. Cette alliance, il faut la créer, la forger dans la lutte.

3- Il faut prendre les classes dans leur mouvement, se régler sur leur tête et non sur leur queue. Malheur à qui reste sur place!

4- La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir.

5- L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes: c'est la haine légitime créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère "prudence" qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front unique doit prendre pour devise la formule de Danton: "De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace".

6- Le fatalisme optimiste, qui semblait convaincant il y a un quart de siècle, résonne aujourd'hui comme une voix d'outre-tombe. Radicalement ; fausse est l'idée qu'en allant vers la crise future le prolétariat deviendra infailliblement plus puissant que maintenant. Avec la putréfaction ultérieure inévitable du capitalisme le prolétariat ne croîtra pas et ne se renforcera pas, mais se décomposera, rendant toujours plus grande l'armée des chômeurs et des lumpen-prolétaires; la petite bourgeoisie entre-temps se déclassera et tombera dans le désespoir. La perte de temps ouvre une perspective au fascisme, et non à la révolution prolétarienne.

7- Il est remarquable que l'Internationale communiste aussi, bureaucratisée jusqu'à la moelle, ait remplacé la théorie de l'action révolutionnaire par la religion du fatalisme. Il est impossible de lutter, car "il n'y a pas de situation révolutionnaire". Mais une situation révolutionnaire ne tombe pas du ciel, elle se forme dans la lutte des classes. Le parti du prolétariat est le plus important facteur politique quant à la formation d'une situation révolutionnaire. Si ce parti tourne le dos aux tâches révolutionnaires, en endormant et en trompant les ouvriers pour jouer aux pétitions et pour fraterniser avec les radicaux, il doit alors se former non pas une situation révolutionnaire, mais une situation contre-révolutionnaire.

8- Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire

ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.

9- Le front unique est actuellement privé de quelque programme que ce soit. En même temps l'expérience propre du Parti communiste dans le domaine de la lutte pour les "revendications immédiates" a un caractère extrêmement lamentable. Tous les discours, articles et résolutions sur la nécessité de riposter au capital par des grèves n'ont jusqu'à présent abouti à rien, ou presque. Malgré une situation de plus en plus tendue dans le pays, il règne dans la classe ouvrière une stagnation dangereuse.

10- L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.

La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout.

Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.

11- Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits?

Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses: elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.

12- L'idée finale de la résolution programmatique du Comité central couronne dignement tout l'édifice. Citons-la littéralement : "En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes soulignent que la libération définitive ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat."

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors non sans succès la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait le "programme minimum", en "soulignant" bien que l'affranchissement définitif du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le "but final" du socialisme était alors tracé dans le lointain nébuleux des années. C'est cette conception, qui déjà à la veille de la guerre s'était complètement survécue, que le Comité central du Parti communiste a transportée inopinément dans notre époque, en la répétant mot pour mot, jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens invoquent Marx et Lénine !

Quand ils "soulignent" que l'"affranchissement définitif" ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à l'aide de cette vérité élémentaire à tromper les ouvriers. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans les cadres du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable: les staliniens se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci :

En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice-les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du Comité central citées plus haut. La différence, espéronsnous, est claire. D'un côté le stalinisme; de l'autre, le léninisme Entre eux, un abîme.

13- Non moins important est l'autre côté de la question. Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie, il y eut une seule fraction de la social-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles: ce fut ceux qu'on appela les "économistes". Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre: "A bas l'autocratie!" jusqu'à l'apparition d'une "situation révolutionnaire". Lénine Jugea les "économistes" comme de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait préparer activement une situation révolutionnaire même en période de mouvement gréviste.

14- Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les "chefs", c'est-àdire: dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat.

Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des "revendications partielles immédiates". Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter.

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées-et cette heure n'est, peut-être, pas si loin-le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. A la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre. Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation.

15- Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire.

16- "Attendre", "faire durer", "gagner du temps", tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation pré-révolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous.

17- Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire.

Il n'est pas besoin ici d'inventer des formes nouvelles: il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer de nom pour une telle organisation : ce sont les soviets de députés ouvriers.

18- Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français; liée à elle, crise interne du capitalisme français; crise financière de l'Etat; crise politique de la démocratie; désarroi extrême de la bourgeoisie; absence manifeste d'issus dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915: "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif. Fin.

J'espère que vous aurez retrouvé là en grande partie la méthode que j'utilise. Je n'ai pas le temps de commenter ces différents extraits, lire mes causeries précédentes qui se rapportent à chacun des thèmes abordés par Trotsky.

ACTUALITE EN TITRES

Quand le vieux monde se fait escroc.

- Bernard Tapie en garde à vue dans l'enquête sur l'arbitrage - AFP

- Arbitrage Tapie: Stéphane Richard met en cause Christine Lagarde - L'Expansion.com

- Vaste escroquerie à la Madoff impliquant une dizaine de pays européens - AFP

Le mouvement ouvrier n'était pas suffisamment gangrené.

- Les réseaux sociaux ont conquis les Français - L'Expansion.com

L'émir ne répond plus...

- Les gardiens de prison, mobilisés, s'adressent à Hollande - AFP

Ils se déchaînent, que craignent-ils ? Comment créer un climat délétère ou de guerre civile permanent...

Au tour des mères de s'opposer aux pères.

- Pension alimentaire: les mauvais payeurs ciblés - LeFigaro.fr

- Coup de filet antiterroriste en Île-de-France: six personnes en garde à vue - LeParisien.fr

Ils sont partout !

- Neutralité religieuse et promotion de la diversité: l'injonction paradoxale faite aux entreprises - LeMonde.fr

Religion et communautarisme au chevet du capitalisme

- Agressions de femmes voilées à Argenteuil : « *Quoi ? On doit créer une milice ?* » - Rue89

Nous y voilà !

- Agen : deux jeunes violemment agressés par des skinheads - Le Nouvel Observateur

Merci pour la pub, pour eux quoi !

- Ayrault insiste sur la sécurité "*pilier*" de la cohésion nationale - AFP

Il voulait dire : du régime !

- Contre le FN, Hollande prépare un plan d'action pour les banlieues - Liberation.fr - C'est dans les quartiers populaires que se recrutent les bataillons d'abstentionnistes que le PS doit faire revenir vers les urnes s'il veut contrer le FN. Liberation.fr 24.06
Et contre la réaction à laquelle est associé le PS, quel est le plan d'action de la gauche et de l'extrême gauche ?

Le PS fraie la voie au fascisme

- Après Villeneuve-sur-Lot, Hollande veut rejouer l'union de la gauche - LeFigaro.fr

- Jean-Marc Ayrault défend le front républicain - AFP

- Jean-Marc Ayrault demande à l'UMP une position claire sur le FN - Reuters

On ne demandera pas au PS une "*position claire*" sur le socialisme : il y est étranger !

Trotsky expliquait que la bourgeoisie recourt au fascisme quand elle ne peut plus gouverner ou n'a plus d'autres moyens pour imposer sa politique et affronter le prolétariat. Avant cela elle a le Front populaire ou son équivalent dégénéré de nos jours qui fraie

la voie à un régime bonapartiste (de la IVe à la Ve République) ou au fascisme.

Ainsi le PS s'inscrit dans ce processus, il gère la société pour le compte des capitalistes, et rencontrant des difficultés, il s'emploie à faire monter l'extrême droite pour les surmonter, et au cas où il n'y parviendrait pas, soit ce serait le parti de l'ordre officiel, l'UMP, dans sa version d'extrême droite qui prendrait le relais, soit le parti d'extrême droite, le FN. Ceux qui sont aux basques du PS, de Hollande, en sont donc les complices.

Le Front de gauche à la rescousse des néolibéraux pour s'attaquer à la classe moyenne.

- Paris: Bientôt une taxe sur les résidences secondaires? - 20minutes.fr

Le président du groupe FG/PCF à Paris propose de taxer plus durement les propriétaires...

Vous avez raison, c'est le meilleur moyen pour que la classe moyenne se tourne vers l'extrême droite... En fait, ils rendent service à la pire réaction, sous couvert d'égalité évidemment, ils combattent aussi bien l'extrême droite que pour le droit au logement des travailleurs, vous y croyez vous ?

Mélenchon voyage en famille.

- Jean-Luc Mélenchon: «*Je ne voyage qu'en classe affaire*» - 20minutes.fr

Le coprésident du Front de Gauche aurait-il des goûts de luxe? Dans un reportage diffusé dimanche, dans le magazine «*13h15, le dimanche*» sur France 2, Jean-Luc Mélenchon a indiqué: «*Moi, quand je voyage, je voyage en classe affaire. J'ai passé l'âge d'aller me faire briser le dos à la classe économique*». 20minutes.fr 24.06

Il n'est pas député européen pour des prunes le charlatan !

La dictature de Bruxelles.

- La Commission européenne dénonce "*le chauvinisme*" françaisAFP

- Barnier demande à Montebourg d'arrêter de se "*défausser*" sur l'EuropeL'Expansion.com -

- Bruxelles ouvre la voie à la fusion ICE-NYSE Euronext - AFP PAC: l'UE et la Commission veulent un accord cette semaine - AFP

- Eurotunnel va saisir les autorités de marchés après la chute de son action - AFP

Eurotunnel va saisir les autorités de marchés en France et en Grande-Bretagne après avoir vu son action s'effondrer depuis jeudi, jour où la Commission européenne a sommé de faire baisser les tarifs imposés aux trains qui passent dans le tunnel sous la Manche. AFP 24.06

Il est bien placé pour en parler, Bruxelles et le néolibéralisme est l'extrême droite du capitalisme.

- Barroso assimile une partie de la gauche à l'extrême droite - AFP

Ce genre de discours n'est rendu possible que parce qu'à l'arrivée ni la gauche et ce qu'il appelle par erreur la gauche, le PS, et l'extrême droite se nourrissent du capitalisme et ne rompront ni avec lui ni avec l'UE.

Prenez le discours de Montebourg, il a accusé la Commission d'agir contre les peuples européens et de donner ainsi "*raison à tous les partis souverainistes et anti-européens*" (AFP 24.06). Il tient un double langage, il ose même un amalgame qui consiste à dénoncer à la fois la Commission européenne et les partis qui s'opposent à la soumission des Etats à l'UE qui finalement lui convient très bien puisque le PS y participe, il a voté tous les traités européens qui s'attaquent systématiquement aux droits des peuples européens, c'est de l'hypocrisie à l'état pur.

En fait, il reproche à la Commission de donner des arguments aux opposants à l'UE, dont il est un chaud partisan, c'est un réactionnaire, il figure bien dans le même camp que Barroso, CQFD.

Les mains sales de l'Internationale socialiste jaune et les vases communicants de l'extrême droite vers la droite.

- Le chef de file du Pasok promu n°2 du gouvernement grec - Reuters

Le Premier ministre grec conservateur Antonis Samaras a procédé lundi à un remaniement gouvernemental, en nommant le dirigeant socialiste Evangélos Vénizélos, ministre des Affaires Etrangères et vice-président du gouvernement.

Le remaniement est également marqué par le retour d'Adonis Georgiadis, ex cadre du parti d'extrême droite Laos jusqu'à 2009 avant de passer à la droite, qui est nommé ministre de la Santé. lexpress.fr 24.06

Profitez-en, c'est pas chère !

- IBM s'implante à Lille et promet d'embaucher 700 jeunes - AFP

La régression sociale: c'est moderne !

- "*Travail du dimanche: une réponse moderne et efficace à la morosité économique*" - L'Express.fr -

Vos amis les barbares à l'oeuvre messieurs Hollande et Fabius.

- Syrie : un franciscain abattu par les rebelles - Le Point.fr

Le père François Mourad est mort dans le couvent de Ghassanieh, près de Homs, qui a été entièrement pillé par un groupe rebelle. Le Point.fr 24.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1 - France

1.1 - Bernard Tapie, placé lundi en garde à vue dans l'affaire de l'arbitrage contesté avec le Crédit Lyonnais a été placé lundi en garde à vue dans l'enquête sur l'arbitrage controversé sur le litige qui l'opposait au Crédit Lyonnais au sujet de la vente d'Adidas, et qui lui avait accordé en 2008 plus de 400 millions d'euros.

Dans cette affaire, les juges s'intéressent à la décision du tribunal arbitral d'octroyer en 2008 403 millions d'euros à M. Tapie en règlement du litige avec le Crédit Lyonnais né de la vente, en 1993, de l'équipementier sportif Adidas, qu'il avait acquis trois ans plus tôt.

Les magistrats soupçonnent cet arbitrage d'avoir été biaisé à son profit. Ils veulent savoir comment l'homme d'affaires a plaidé sa cause à l'Elysée et au ministère de l'Economie et s'intéressent de près à ses liens avec les arbitres.

Stéphane Richard, le PDG d'Orange et ex-directeur de cabinet de l'ancienne ministre de l'Economie Christine Lagarde, l'ancien patron du Consortium de réalisation (CDR, chargé de gérer l'héritage du Crédit Lyonnais) Jean-François Rocchi, et l'un des juges arbitraux, Pierre Estoup, ont été mis en examen pour "*escroquerie en bande organisée*" dans ce dossier.

Outre M. Tapie, les policiers ont également placé lundi matin en garde à vue Jean Bruneau, ancien président de l'association des petits porteurs de BTF (Bernard Tapie Finances, ancienne société cotée en Bourse), selon une source proche de l'enquête.

Au coeur de l'affaire, il y a une réunion fin juillet 2007 à l'Elysée en présence, selon M. Richard, du secrétaire général, Claude Guéant, du secrétaire général adjoint, François Pérol, de M. Rocchi, du conseiller justice de l'Elysée, Patrick Ouart, mais également de M. Tapie.

Lors de cette réunion, Claude Guéant avait tranché: "*Nous allons faire l'arbitrage*", a rapporté M. Richard aux enquêteurs, se disant "*surpris*" de s'être retrouvé face à MM. Guéant, Pérol et Tapie. Personnage central, Claude Guéant devrait lui aussi être prochainement convoqué par les enquêteurs, qui ont déjà perquisitionné à son cabinet et son domicile.

Sur la réunion à l'Elysée, M. Tapie a multiplié les interviews, laissant entendre qu'il avait pu effectivement prendre part à une telle rencontre. L'enquête a également montré que M. Tapie avait eu plusieurs rendez-vous avec Nicolas Sarkozy, à l'Elysée, en

2007 et 2008.

L'homme d'affaires devrait également s'expliquer sur ses liens avec l'arbitre Pierre Estoup, ancien haut magistrat à la cour d'appel de Versailles.

Les enquêteurs en particulier s'interrogent sur le sens d'une dédicace faite par M. Tapie, en juin 1998, dans un livre offert à M. Estoup. "*Votre soutien a changé le cours de mon destin*", lui écrivait-il.

Comme l'a révélé Le Monde, les policiers s'interrogent sur une possible tentative d'intervention de M. Estoup en faveur de l'homme d'affaires lors d'un procès sur les comptes de l'Olympique de Marseille. Dans ce procès en appel, l'homme d'affaires avait finalement évité toute peine de prison ferme.

Selon M. Tapie, cette dédicace n'a rien à voir avec ce procès. AFP 24.06

1.2. - Avant son audition, Le Point.fr a recueilli le témoignage de l'ancien président de l'Association des petits porteurs pour l'annulation de la vente litigieuse d'Adidas, Jean Bruneau.

Quand avez-vous rencontré Me Chouraqui, l'ancien avocat de Tapie ?

Fin octobre 1997, c'est Francis Chouraqui qui m'a contacté. Il se proposait d'aider l'Appavla et m'a demandé mes intentions pour les minoritaires. Dès 1997, nous avions des preuves que la Société de banque occidentale (SDBO) et le groupe Crédit lyonnais s'étaient vendu à eux-mêmes Adidas, en se servant de sociétés offshores situées dans des paradis fiscaux. Me Chouraqui a participé à la désignation de monsieur le bâtonnier Jean-René Farthouat en tant que mandataire ad hoc de CEDP (ex-Bernard Tapie Finance). Ce fut sa seule mission.

Lors de notre première réunion, il m'a expliqué faire appel à des professeurs de droit et d'anciens magistrats à la retraite pour des consultations. Il m'a précisé qu'il en avait un particulièrement compétent pour la mission que je voulais lui confier. Il m'a donné ses coordonnées téléphoniques et son fax. J'ai découvert qu'il s'agissait de Pierre Estoup (l'un des trois juges arbitres mis en examen pour escroquerie en bande organisée). Mais contrairement à ce que prétend Me Chouraqui, Pierre Estoup ne m'a jamais contacté. Je ne lui ai jamais commandé, ni payé la moindre consultation pour une quelconque action judiciaire, tant pour mon compte personnel que pour celui de l'Appavla.

Pouvez-vous nous expliquer la teneur de votre courrier du 29 avril 2007 à Me Maurice Lantourne ?

Ce courrier dérange au plus haut niveau et jette un trouble dans l'esprit des juges d'instruction. Dans ce dossier, j'ai toujours été tenu à l'écart de la majeure partie des informations et des décisions. Au cours d'une pause déjeuner prise le 24 avril 2007 (le jour où a été signé l'accord prévoyant le rachat des actions des 27 minoritaires, NDLR), j'ai assisté à une discussion entre des avocats du consortium de réalisation (CDR). Ceux-ci craignaient que le règlement des 27 minoritaires ne débouche sur une indemnisation amiable de GBT (le groupe de Bernard Tapie, NDLR) de l'ordre de 274 millions d'euros. Ils affirmaient que le CDR ne pourrait jamais se défiler en vue d'un règlement en faveur de GBT, grâce aux preuves accablantes que les avocats avaient récupérées par [mon] intermédiaire... (...)

Dans cette affaire politico-financière, nous assistons à une véritable hystérie collective. Les victimes deviennent les accusés... Le gouvernement actuel est en train de vouloir armer le bras de la justice. La raison ? Le Parti socialiste veut se venger de Bernard Tapie qui lui a fait perdre dans le passé les élections européennes.

Aujourd'hui, le PS a peur que Bernard se présente en 2014 aux élections municipales à Marseille... D'où la nécessité de le mettre en examen puis peut-être en taule... Le Point.fr 24.06

1.3. - Mis en examen dans l'affaire de l'arbitrage opposant Bernard Tapie au Crédit Lyonnais, Stéphane Richard ne veut pas tomber tout seul... Le PDG d'Orange a assuré lundi à l'AFP que l'ex-ministre de l'économie Christine Lagarde, dont il était le directeur de cabinet à Bercy, avait opté "*en totale connaissance de cause*" pour l'arbitrage pour régler le litige qui opposait Bernard Tapie au Crédit Lyonnais sur la vente d'Adidas.

Dans cette même déclaration écrite à l'AFP, il annonce en outre sa décision de contester devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris sa mise en examen pour "*escroquerie en bande organisée*", qu'il juge "*infondée et infamante*".

La patronne du Fonds monétaire international (FMI), qui a été simplement placée sous le statut de témoin assisté, avait déclaré fin mai aux magistrats de la Cour de justice de la République (CJR) que M. Richard paraissait très favorable à la solution de l'arbitrage. Elle avait alors estimé qu'elle aurait pu avoir plus d'informations dans le processus de décision qui l'a amenée à opter pour le choix controversé de l'arbitrage entre M. Tapie et le Consortium de réalisation (CDR), qui gérait l'héritage du Crédit Lyonnais.

Une instruction écrite de Christine Lagarde

"*Suite aux articles parus dans certains médias ces derniers jours, je tiens à préciser que c'est en parfaite information de la position des différents services de l'Etat et en totale connaissance de cause que Christine Lagarde (...), dont j'étais le directeur de cabinet, a donné instruction par écrit de voter en faveur de la décision de l'entrée en arbitrage*", a indiqué M. Richard à l'AFP. "*Je confirme l'avoir tenue en permanence informée de toutes les évolutions de ce dossier*". "*J'ai donc décidé de former un recours devant la chambre de l'instruction contre ma mise en examen que je considère infondée et infamante*", ajoute-t-il. L'Expansion.com avec AFP 24.06

2- République tchèque

Le président tchèque Milos Zeman a provoqué une levée de boucliers en prônant un "*gouvernement d'experts*" comme solution à la crise ouverte par la démission du Premier ministre Petr Necas au milieu d'un scandale de corruption et d'abus de pouvoirs.

M. Zeman, qui doit officialiser sa décision mardi après-midi, a fait cette suggestion dans une interview radiodiffusée dimanche. Il l'a ensuite confirmé lundi, lors d'une réunion tripartite syndicats-gouvernement-patronat, consacrée au salaire minimum.

"*Je suis personnellement convaincu que ce gouvernement d'experts, indépendamment de la longueur de son mandat qui pourrait être de trois mois environ en cas d'élections anticipées, pourrait se pencher sur cette question*", a affirmé M. Zeman, cité par l'agence CTK.

Les partis politiques représentés au Parlement s'y opposent avec véhémence, penchant pour l'organisation d'élections anticipées. La voie la plus rapide serait une autodissolution de la Chambre basse conduisant à de nouvelles législatives 60 jours après.

Une majorité qualifiée requise de 120 voix sur 200 ne poserait aucun problème pour une alliance ad hoc des partis de droite et de gauche. Les élections anticipées pourraient ainsi avoir lieu en fin d'été ou en début d'automne.

Le projet de M. Zeman, vétéran de la gauche, constitue "*la solution la moins stable et en même temps la solution la plus avantageuse pour Zeman et son parti (SPOZ)*", notait le quotidien économique Hospodarske Noviny.

L'économiste Jiri Rusnok, 52 ans, ministre social-démocrate des Finances en 2001-2002 et de l'Industrie en 2002-2003, aujourd'hui sans affiliation partisane, était cité comme candidat potentiel à la tête d'un tel "*cabinet d'experts*".

M. Zeman s'est borné à affirmer qu'il avait "*en ligne de mire*" quatre personnalités "*respectées*".

La coalition sortante de centre droit souhaite, elle, le maintien du gouvernement jusqu'aux élections normalement prévues en mai 2014, avec à la tête de l'exécutif Miroslava Nemcova, vice-présidente du parti de droite ODS de M. Necas et chef de la chambre basse.

"*Au moment où des partis politiques sont prêts à former un gouvernement qui a de bonnes chances d'obtenir au moins 101 des 200 voix des députés, le président ne devrait pas présenter son propre projet*", estime le spécialiste du droit constitutionnel, Jan Kysela, de la Faculté de Droit à Prague.

Si le président Zeman s'en tient à son projet, tout indique que la coalition sortante s'alignera sur l'idée de l'opposition sociale-démocrate (CSSD) d'organiser rapidement des élections anticipées, réclamées vigoureusement par CSSD depuis le début de la crise.

"*Nous avons fait clairement savoir au président que nous ne soutiendrions pas une telle solution (du gouvernement d'experts, NDLR)*", a déclaré lundi Mme Nemcova.

La Constitution permet trois tentatives pour former un gouvernement avant l'organisation d'élections anticipées. Le président désigne le Premier ministre pour les deux premières tentatives, alors que cette tâche revient au président de la Chambre basse pour la troisième.

Mme Nemcova ne cache pas son inquiétude quant aux possibles retombées économiques de la crise: "*Le gouvernement d'experts n'aura pas de soutien. Puis, il y a aura des élections anticipées, puis encore la formation d'un nouveau gouvernement, qui sera sous contrainte de temps pour imposer le budget 2014. Le temps passera et les marchés étrangers réagiront*", a-t-elle averti.

M. Necas et son gouvernement de coalition, au pouvoir depuis juillet 2010, sont tombés lundi dernier à la suite d'un scandale de corruption politique et de moeurs impliquant son chef de cabinet, Jana Nagyova, présumée être sa maîtresse. AFP 24.06

3- Brésil

La présidente du Brésil Dilma Rousseff a proposé lundi à Brasilia un référendum sur la "*réforme politique dont a tant besoin le pays*", secoué par un mouvement de protestation historique et a annoncé le déblocage de 18,5 milliards d'euros pour les transports publics.

Le coût des transports urbains et leur piètre qualité avaient embrasé le pays ces dernières semaines en pleine Coupe des confédérations de Football et des préparatifs coûteux pour accueillir l'an prochain la Coupe du monde (Mondial). Les manifestants, dont une délégation a été reçue lundi par la présidente, ont accepté le dialogue avec le pouvoir mais ont fait savoir qu'ils ne cesseraient pas leur lutte pour la gratuité des transports pour autant.

Mme Rousseff, de son côté, a également promis de criminaliser la corruption en la rendant passible des peines les plus sévères.

Réitérant sa ferme volonté d'écouter "*la voix de la rue*", la présidente du Brésil a fait ses annonces lors d'une réunion publique avec les gouverneurs et maire du pays dans la capitale.

"*Je veux proposer un débat sur la convocation d'un plébiscite populaire qui autorise le fonctionnement d'un processus constituant spécifique pour mener la réforme politique dont le pays a tant besoin*", a-t-elle déclaré.

La présidente brésilienne n'a pas précisé quel type de réforme politique elle envisageait pour garantir un meilleur fonctionnement des institutions.

Un référendum ne peut être convoqué au Brésil que par le parlement, où le Parti des travailleurs (PT) au pouvoir n'a pas la majorité absolue et gouverne avec une coalition de partis.

La dernière assemblée constituante au Brésil remonte à 1986, au lendemain de la dictature militaire (1964-85).

Outre le référendum Mme Rousseff a annoncé que "*le gouvernement destinera 50 milliards de reais (18,5 mds euros) à de nouveaux investissements en travaux de mobilité urbaine*" pour améliorer les transports en commun dans le pays.

La construction de métros doit être privilégiée a-t-elle indiqué. L'autobus demeure le moyen de transport le plus utilisé par les 194 millions de Brésiliens, alors que l'augmentation constante du nombre de voitures dans le pays provoque un trafic de plus en plus chaotique dans la plupart des grandes villes.

"*La lutte continue. La lutte pour la gratuité (des transports) pour tout le monde continue*", a réagi la représentante du mouvement "*Passe livre*" (ticket de transport gratuit, ndlr), Mayara Longo Vivian.

"*Le dialogue est un pas important, mais sans actions concrètes qui confirment les améliorations pour la population il n'existe pas de progrès*", a-t-elle ajouté. AFP 24.06

4- Jordanie

En Jordanie, une source bien informée vient de révéler que les services de renseignements et de sécurité tentent d'engendrer une explosion de puissante intensité dans le camp des réfugiés syriens pour ainsi rendre le terrain propice à une intervention militaire américaine en Syrie.

Le quotidien libanais Al-Safir cite une source bien informée jordanienne : « *Il existe des informations prouvant que les conditions se réunissent peu à peu pour que des attentats aient lieu dans le camp de réfugiés syrien Zaatari* ».

« *Les services de renseignements de la Jordanie et des Etats-Unis tentent d'accuser la Syrie de provoquer cette explosion pour ainsi rendre le terrain propice à une intervention militaire américaine en Syrie* », a ajouté la même source. « *Si cette explosion survient, les militaires américains resteront définitivement en Jordanie même après la fin de la manœuvre militaire conjointe baptisée "Eager Lion 2013"* ». Dans le même temps, les sources officielles américaines ont révélé que le nombre des militaires américains, fusiliers et les forces navales inclus, qui resteraient en Jordanie après la fin de la manœuvre "Eager Lion 2013" atteindrait mille personnes. Ce alors que la Jordanie avait anancé le chiffre de 700 Gi's. Par ailleurs, les médias jordaniens et occidentaux viennent de faire part de l'installation de 300 militaires américains sur les frontières syro-jordaniennes et près du camp de réfugié syrien Zaatari. Le Roi Abdellah dont le premier ministre ne cesse de se défendre contre toute implication jordanienne dans une éventuelle guerre est-il il en train de jouer un double jeu? french.irib.ir 24.06

5- Arabie Saoudite

Un ex-responsable au Département américain à la Défense a jugé dangereuses les politiques hostiles de Riyad face à la Syrie.

Interviewé par la chaîne d'informations Presse TV, Michael Maloof, auparavant responsable au sein du Pentagone, a déclaré que les Etats-Unis armaient les terroristes en Syrie pour ainsi mettre en œuvre les politiques de Riyad face à Damas. « *Le régime saoudien a adopté une politique erronée envers Damas sans connaître les retombées néfastes d'une telle politique* », a dit Michael Maloof avant d'ajouter : « *La livraison d'armes aux terroristes mettra en péril la sécurité des pays arabes de la région dont l'Arabie saoudite* ». Les groupes terroristes, soutenus par les Etats-Unis, le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie, déstabilisent la Syrie depuis mars 2011 afin d'affaiblir l'axe de la résistance. Massacrant les civils et les forces de sécurité, ils tentent de rendre le terrain propice à l'intervention militaire des pays étrangers en Syrie. french.irib.ir 24.06

6- Algérie

C'est à peine si la police algérienne s'est aperçue de ce phénomène : l'afflux des milliers de " *touristes*" originaires des pays du golfe Persique ! selon le site Al Youm al Saba, le général de brigade Larzaq Ghali , chef de police algérienne, "*un contrôle sécuritaire plus strict est désormais imposé sur les vols en provenance et en partance de la Turquie et de Dubaï* ". " *Ces dernières semaines, l'aéroport international de Boumedienne à Alger et de nombreuxautres aéroports dans le pays ont été le théâtre d'un trafic de passagers sans précédent. Quelques 176.163 personnes sont arrivés les cinq premiers mois de 2013 en Algérie contre 167.060 personnes qui l'ont quitté. c'est un affluxsans précédent, un record qui inquiète*", dit le chef de police.

Selon des sources de renseignement , des bandes de recrutement des terroristes sont plus que jamais actives dans les pays du golfe Persique. Elles arrivent en Algérie , en Tunisie, en Libye où ils recrutent des jeuens pour les emmener faire le "*jihad*" en Syrie. les jeunes algériens arrivent en Turquie puis en Syrie où ils rallient les rangs des takfiris. french.irib.ir 24.06

7- Palestine

Après l'Égypte, version palestinienne du Tamarrud, ou Rébelion, campagne qui sera lancée cette semaine pour protester contre l'Autorité palestinienne, la division entre la Cisjordanie et Gaza, et l'occupation israélienne.

Les organisateurs de la « *Ya Filastini Tamarrud !* », ou campagne « *Rebelles palestiniens !* », viennent de la Palestine occupée et au-delà. Ce qui les motive, c'est « *le mépris affiché par les gouvernements de Cisjordanie et de Gaza pour la dignité du peuple palestinien* ». Les rebelles lanceront d'abord leur campagne sur Facebook, puis chercheront ultérieurement à recueillir les signatures des Palestiniens à travers le monde.

Safaa Srour, membre de la campagne Tamarrud, a dit à Al-Akhbar, « *Les deux gouvernements, en Cisjordanie et à Gaza, se sont engagés dans des orientations politiques qui nuisent au peuple palestinien. Cela nous a poussés à prendre l'initiative et à lancer notre campagne pour s'élèver contre toutes les handicaps politiques qui entravent la bataille contre l'occupation.* »
Les frontières qui séparent les Palestiniens et la diaspora empêchent les militants de la campagne de se rassembler dans un seul endroit spécifique. En fin de compte, ils n'ont trouvé aucune autre solution que les services des réseaux sociaux pour promouvoir la campagne.

Farouk Arar, autre membre de la campagne, a déclaré : «*Nous ne voulons pas que notre initiative se limite à la Palestine occupée. La rébellion doit être reprise par tous les Palestiniens. La campagne ne doit pas être un phénomène temporaire qui parfois se réveille, parfois décline* ».

Tamarrud, selon Arar, aspire à la fin de la division et à raviver la conscience des Palestiniens de leurs droits et devoirs historiques pour chasser l'occupation et mettre fin aux prétentions de légitimité de l'Autorité palestinienne. Arar dit aussi que la campagne vise à organiser l'action sur le terrain avec une large participation, mais à l'écart des factions politiques traditionnelles. Elle pense que la campagne en ligne se concentrera en sur ceux qui ont accès à Internet dans un premier temps, et dans une nouvelle étape, la campagne initiera une pétition qui couvrira l'ensemble des communautés palestiniennes, y compris la diaspora. Al-Akhbar - french.irib.ir 24.06

8- Liban

Tout au long du mandat du président Ahmadinejad, les Etats-Unis n'ont cessé de crier à l'ingérence iraniennne en Amérique Latine.

L'alliance irano vénézuélienen chaque jour plus fort donnait ainsi de la matière aux analyses et aux commentaires les plus saugrenus, accusant l'Iran de chercher à élargir son influence dans une région que les américains considèrent comme leur propre chassé gardé. Mais comme toute accusation venue de l'Amérique celle-ci aussi vient de tomber à l'eau à la faveur d'un rapport que le département d'Etat a élaboré : cité par Washington Times, le rapport affirme qu'au contraire des allégations précedemment avancées, l'Iran " *ne s'ingère pas dans les question sécuritaires touchant l'Amérique Latine. il ne soutient pas les groupes terroristes sur ce continent*" " *il n'existe aucune preuve allant dans le sens d'une implication iranienne dans des activités suspectes en amérique latine*", affirme le rapport qui se place ainsi à rebours d'un rapport élaboré par la

commission des relations étrangères du sénat au risque de le froisser. Les sénateurs avaient accusé l'Iran d'avoir créer une filiale du Hezbollah au Venezuela pour mettre au défit " *les Etats-Unis dans leur propre zone géostratégique*". french.irib.ir 24.06

SOCIAL

Bangladesh

Des centaines d'ouvriers du textile au Bangladesh et des survivants de l'effondrement du Rana Plaza ont manifesté lundi deux mois après le pire accident industriel de ce pays défavorisé d'Asie du sud, en réclamant des comptes au gouvernement sur les personnes toujours portées disparues et sur le volet financier.

Proches des victimes et ouvriers se sont rassemblés sur les lieux du drame à Savar, à une trentaine de km de Dacca, où l'immeuble de neuf étages s'est effondré le 24 avril, faisant 1.129 morts.

De nombreux proches ont éclaté en sanglots en relatant leurs efforts vains pour retrouver des membres de leur famille. D'autres appelaient à la peine de mort pour le propriétaire du Rana Plaza, qui abritait plusieurs ateliers de confection travaillant pour des marques occidentales d'habillement.

"*Je n'ai pas retrouvé le corps de ma soeur aînée, Laboni Begum*", confiait Shimu Akter, une ouvrière du textile âgée de 18 ans qui fut, elle, extraite des décombres deux heures après l'effondrement de l'immeuble. "*Nous avons vu tous ceux que les autorités ont retrouvés, mais elle n'était pas parmi eux*".

Selon un responsable du gouvernement local, 316 ouvriers étaient toujours portés disparus mais les autorités estiment qu'ils pourraient figurer parmi les centaines de personnes ayant été enterrées dans un cimetière public après n'avoir pu être identifiées. AFP 24.06

ECONOMIE

Portugal

Les principales confédérations patronales portugaises ont affirmé lundi que le programme de rigueur budgétaire négocié en échange d'une aide financière internationale avait échoué, et appelé le gouvernement à changer de cap afin de "*sauver le pays de la récession*".

"*Le plan d'austérité pour le Portugal a été une réponse de court terme, appliquée comme si c'était la seule possible, mais aujourd'hui, face à ses résultats, personne ne peut commettre l'irresponsabilité de la défendre ou, pire encore, de la poursuivre*", ont-elles déclaré dans un communiqué conjoint.

"*Il est urgent de changer de cap*" et "*il faut de toute urgence prendre des mesures pour sauver le pays de la récession*", ont souligné les quatre confédérations représentatives des secteurs de l'industrie (CIP), du commerce et des services (CCP), du tourisme (CTP) et de l'agriculture (CAP).

"*La politique de redressement budgétaire reste centrée sur la réduction de la demande intérieure, une hausse de la fiscalité insensée et l'absence de financement pour les petites et moyennes entreprises*", ont ajouté lundi les confédérations patronales, appelant notamment à une révision de la fiscalité des bénéfices réalisés par les entreprises.

"*Le premier pas pour corriger une erreur est de la reconnaître, mais le gouvernement tarde à donner des signes en ce sens*", ont-elles regretté.

Cette prise de position du patronat intervient alors que la gouvernement de centre-droit, de plus en plus contesté, affrontera jeudi une nouvelle grève générale convoquée par les deux principales confédérations syndicales portugaises pour protester contre sa politique d'austérité. AFP 24.06

Haut de page

Le 26 juin 2013

CAUSERIE

Racket de l'oligarchie financière. Ils ont de la suite dans les idées.

Samedi, lors de la réunions des ministres des Finances de l'UE, le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble a proposé que les actionnaires, les créanciers, les déposants et les titulaires de comptes subissent une ponction de 8%, affirmant que cette solution demeurait plus favorable pour eux, car leurs pertes seraient beaucoup plus importantes si les banques faisaient faillite.

Schäuble et Moscovici ne sont pas parvenus à surmonter leur désaccord. Le ministre des Finances allemand a estimé que les règles ne pouvaient pas être à géométrie variable en fonction des situations, parce que cela pourrait créer un avantage concurrentiel pour certaines banques.

L'idée de Schäuble n'est pas nouvelle. Déjà en 2011 le Boston Consulting Group avait estimé qu'imposer une taxe de 30% sur tous les actifs serait la seule façon de sortir de la crise de l'euro. Selon certains économistes il n'y a pas d'autre solution que de prendre l'argent là où il est : sur les comptes des épargnants.

Entre 2008 et 2011, les contribuables européens ont consacré plus de 4,5 trillions (un trillon = mille milliards) d'euros, soit un tiers du PIB de l'UE, au sauvetage des pays et des banques. Reuters 24.06

Il s'agirait de ponctionner 8% sur tous les comptes bancaires selon Schäuble. Cela concernerait en priorité la classe moyenne.

Manipulation, intrumentalisation, stratégie.

De l'individualisme du gauchiste à l'extrême droite en passant par les néolibéraux.

- Cohn-Bendit sur Europe 1 à la rentrée - LePoint.fr

- Robert Ménard, porte-flambeau de la dédiabolisation du FN - Le Monde

L'un ex-maoïste, porte-parole de l'UE et du néolibéralisme, l'autre ex-LCR puis PS passé à l'extrême droite, on peut dire qu'ils ont de la suite dans les idées... Ils ont assuré leur brillante carrière et ne manquent de rien, à croire que certaines idées ont un prix, pas les nôtres, pas à vendre.

- Antifas lyonnais : «*Nos valeurs sont pour la solidarité entre les peuples*» - Liberation.fr

- Mort de Clément Méric: «*Tout ce qui est dit, c'est de la calomnie*» - Liberation.fr

- Seul l'un d'eux (du collectif Action antifasciste Paris-banlieue - ndlr), "*ce qui s'est réellement passé le 5 juin, nous le saurons le jour du procès. En attendant, tout ce qui est dit, c'est de la calomnie.*" Liberation.fr 25.06

Pourquoi faudrait-il attendre "*le jour du procès*", ils étaient quatre de leur collectif sur place avec Méric Clément le 5 juin lors de cette bagarre, et ils ne savent pas ce qui s'est passé exactement, ils nous prennent pour des cons. Quand on fait une connerie, on l'assume, on ne nie pas les faits.

- Il poursuit: «*Clément Méric est mort, il a été tué sous les coups d'Esteban. Voilà, les seuls faits avérés pour l'instant. Et oui, il y a eu provocation. Quand on se pavane dans la rue avec un tee shirt sur lequel est écrit "100% pur race", c'est une provocation. Face à un acte intolérable, nous réagissons. Notre réaction est verbale, politique. Mais forcément, face à l'extrême droite qui n'agit que par la violence, les choses dégénèrent parfois.*» Liberation.fr 25.06

Dites-donc, si chacun devait réagir face à ce qu'il estime être une provocation, on s'entretuerrait dans votre société, pourvu qu'elle ne voie jamais le jour ! En quoi cela a-t-il à voir avec la lutte des classes ? Absolument rien.

Moi ce que je trouve "*intolérable*" ce sont les types en costard cravate trop propres sur eux pour être honnêtes, des crapules, ils ne méritent pas de vivre quand on voit la misère dans le monde, moi ce que je trouve insupportable ce sont ces femmes maquillées et habillées comme de grosses salopes, des putes je vous dis, des allumeuses ou des nymphomanes qui poussent au viol, c'est criminel, comment, vous n'avez pas envie de réagir, mais il faut chatier ces provocateurs...

Vivement un Etat policier au moins cela nous évitera toutes ces dérives et ces provocations grotesques, tout ce que le pays

comporte de gens aux attitudes provocatrices, voire suspectes ou dangereuses seront pourchassés et emprisonnés... à commencer par les militants du mouvement ouvrier. Ah ben non alors rétorquent les gauchistes, ce n'est pas ce que nous voulions qui arrive ! Non, mais c'est ce à quoi conduit votre propre comportement irresponsable. Vous l'igoriez peut-être.

Vous ignorez les rapports entre les classes, le fonctionnement des institutions, l'état d'esprit du législateur qui voyez-vous jusqu'à preuve du contraire n'est pas vraiment favorable au mouvement ouvrier, à la cause que vous défendez et que nous partageons. Par votre ignorance, vous lui donnez des armes pour mieux nous combattre et assurer la stablité du régime, oui, vous aidez nos ennemis, vous desservez notre cause.

On nous dira que ces provocations sont des manifestations sans importances de militants versant dans l'ndividualisme, l'infantilisme, animés de bonnes intentions, sauf que dans une autre période, lorsque l'heure de l'affrontement entre les classes se précisera, le législateur ne fera pas dans le détail, le sentimentalisme ou l'ouvrièrisme à deux balles qui prévaut aujourd'hui dans le mouvement ouvrier et frappera l'extrême gauche de préférence.

Il faut être un crétin pour ignorer qu'interdire ou dissoudre des organisation d'extrême droite ou néo nazies ne sert strictement rien, puisqu'elles continueront d'exister sous une autres formes, c'est même pire, car du coup leurs membres seront amenés à agir plus discrètement ou dans la clandestinité sans être inquiétés par la suite.

Pour conclure résumons. Le PS se sert ou instrumentalise l'extrême gauche gauchiste à laquelle il apporte son soutien, dans le même temps il s'attaque à des organisations d'extrême droite, mais en réalité c'est sa fraction institutionnelle qu'il vise, le FN. Pas pour les raisons qu'il avance évidemment.

Il sait que ces organisations d'extrême gauche gauchistes ne présentent aucun danger pour sa politique ou l'Etat, que le soutien mesuré qu'il leur apporte ne se traduira pas par une radicalisation des masses vers l'extrême gauche puisque en majorité elles désapprouvent le recours à la violence dans la lutte des classe, par contre, sachant qu'elles sont plutôt à droite en l'absence d'une issue politique ou d'alternative crédible organisée au capitalisme, en mettant l'accent sur l'extrême droite une partie des masses peut y voir une alternative politique et être tentées de se reporter sur le FN. Peut-on dire au détriment de l'UMP ? Pas si sûr. Pourtant cela paraîtrait logique, certes, mais ce n'est pas le seul facteur.

Le PS s'emploie à faire monter le FN pendant que l'UMP perd une partie de l'électorat, du coup le PS se retrouve face au FN et l'emporte forcément. Sauf que voilà, chaque fois que ce scénario a été employé quand le PS était au pouvoir, il a aboutit au résultat inverse, c'est le PS qui a perdu une partie de l'électorat, tandis que l'UMP demeurait stable et du coup à l'arrivée il ne restait plus que le FN et l'UMP en lice. J'ai utilisé l'expression "*l'électorat*" de ces partis qui va et qui vient, et non "*leur électorat*" qui signiferait qu'ils ont un électorat attitré ce que je récuse, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Deux facteurs doivent être pris en compte encore.

Le premier, c'est que le PS ne se bat pas forcément pour gouverner ou être en première ligne.

En étant dans l'opposition et en détenant un nombre considérable de mandats locaux, ils cumulent avantages et prébendes sans les inconvénients, ce n'est pas négligeable et c'est relativement confortable. De plus, le PS est présent dans un tas de commissions ou ses élus sont aussi nommés pour collaborer à des études, des rapports, participer à une multitude d'organismes, de missions, etc, ajoutons leur présence dans les conseils d'administration d'entreprises publiques, le tout rémunéré comme il se doit, bref, ils ne sont pas au pain sec, en réalité les deux principaux partis ou coalitions et leurs satellites se partagent le travail, le pouvoir et les prébendes qui vont avec depuis 1958.

Que la direction du PS estime légitime que de temps en temps ses pairs témoignent leur reconnaissent envers ses élus et leur permettent d'accéder à certaines fonctions auxquelles sont liés des privilèges ou des gratifications exceptionnelles (parfois à vie !), c'est ce qui justifie la course à l'échalotte entre l'UMP et le PS pour accéder au pouvoir. Mais pas seulement.

Le second a un rapport avec la crise du capitalisme et du régime.

Quand le parti officiel de l'ordre n'est plus en mesure d'assumer le pouvoir parce qu'il est rejeté par les masses, c'est son supplétif, son suppléant qui est chargé de prendre la relève afin d'assurer la stabilité et la continuité du régime pour le compte des capitalistes dont les uns et les autres sont finalement les représentants.

Sauf qu'en période de crise profonde du capitalisme, l'expérience ou l'alternance au pouvoir risque de tourner court, le parti parvenu au pouvoir peut rencontrer comme son prédécesseur plus ou moins rapidement des obstacles ou des difficultés qui tendent à l'empêcher de poursuivre la même politique, voire de l'aggraver. C'est le cas de figure auquel il est confronté plus ou moins aujourd'hui. Cette crise du pouvoir est rendu supportable grâce à la collaboration des appareils traîtres et jaunes des syndicats soutenus par tous les partis ouvriers.

Il lui faut donc mettre en avant des mesures pour faire diversion, diviser ses opposants, les affaiblir, ou au contraire sortir des mesures marginales auxquelles ses opposants vont se rallier et qui lui permettront de stabiliser son pouvoir pour appliquer son programme politique, poursuivre son offensive contre la classe ouvrière.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'instrumentalisation que le PS entend faire de l'affaire Méric Clément et de la provocation de l'extrême gauche gauchistes envers des militants d'extrême droite. Cela lui permet de diviser l'extrême gauche en donnant satisfaction à son aile la plus gauchiste, individualiste, au détriment de celle qui est véritablement organisée autour d'un programme et qui du même coup se retrouve amalgamées aux gauchistes, c'est pas mal joué il faut avouer, cela n'est rendu possible que parce que le POI, le NPA et LO ont eux-mêmes versés dans le gauchisme dans cette affaire au lieu de s'en tenir strictement aux faits. A l'arrivée, tous les partis de l'extrême gauche gauchiste en passant par tous les partis de la gauche se retrouvent au côté du gouvernement et du PS, au moment même où celui-ci organisait une conférence consacrée au saccage de nos retraites à laquelle tous ces partis adhèreront puisque aucun n'appellera à la boycotter, ainsi le mouvement ouvrier est totalement cadennassé sur tous les fronts, et les tenants du régime dont le PS peuvent s'en réjouirent.

Tandis que l'extrême droite institutionnelle, le FN, profite de cette diabolisation, étant présentée comme une menace, donc une alternative possible au PS et à l'UMP à défaut d'être crédible, ce que ne pouvait pas prétendre l'extrême gauche éclatée et complètement marginée dans la société, coupée des masses.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que dans le cas où le PS serait incapable de poursuivre sa politique réactionnaire, si l'UMP n'était pas en ordre de bataille pour prendre la relève, il préparerait l'arrivée au pouvoir du FN, le dernier recours des capitalistes, qui materait, briserait, liquiderait purement et simplement le mouvement ouvrier, vous aurez à coeur de lire l'article consacré aux recommandations de JP Morgan qui confirme ce qui vient d'être exposé ici.

Ce que nombre de militants n'arrivent pas à admettre ou à se graver dans la tête, c'est que le PS est le représentant d'une idéologie, d'une classe sociale, et que pour servir ses intérêts il est prêt à tout, il ne renoncera jamais, il ne changera jamais, c'est sa raison d'être. S'il doit porter l'extrême droite au pouvoir, il le fera, il l'a déjà fait dans le passé mais personne ou peu ne s'en souviennent ou ne l'ont vraiment compris.

Revenons une dernière fois à cette affaire.

En réalité les seuls faits sont les suivants :

- Le film de la RATP «*prouve que le groupe d'extrême gauche a attendu longtemps les skinheads à côté de la station de métro pour en découdre*». Ce qui confirme les témoignages de vigiles et organisateurs de la vente privée de vêtements de marques anglaises (...) qui ont «*vu et entendu les militants antifascistes chambrer les skinheads, Clément Méric ayant été le plus provocateur*» en charriant les «*fachos qui font leurs courses*» et en leur lançant : «*On vous attend dehors.*» Le freluquet n'aurait pas été le dernier à chercher les costauds rasés, comme nous l'écrivions dès le 7 juin : «*Verbalement, c'est le groupe d'extrême gauche qui a été le plus vindicatif à l'intérieur de la salle des ventes mais, physiquement, c'est la bande d'extrême droite qui a été la plus virulente à l'extérieur.*» Liberation.fr 25.06

- Selon *Le Point*, ce sont Méric et ses amis qui ont commencé: un certain Samuel -un des skins mis en examen- reçoit le premier coup. Les mêmes témoignages affirment : "*Les mecs d'extrême droite ont cherché à échapper à l'affrontement, n'ont fait que se défendre, puis ont répliqué.*" Lexpress.fr 25.06

Ils ont insulté les skinheads, cela ne leur suffisait pas, Méric Clément leur donne rendez-vous "*dehors*", et ils les ont "*attendus longtemps*", puis l'un d'entre eux démarre la bagarre en frappant un skinhead, tous les témoignages concordent, ce sont les faits et nous nous en tiendrons aux faits. Ils n'ont pas varié depuis le premier jour.

Ces gauchistes ont délibérément créé cet incident, qu'espéraient-il en tirer, quel bénéfice le mouvement ouvrier pouvait-il en attendre ? Absolument aucun, sauf à se ridiculiser, à perdre toute crédibilité auprès des travailleurs les plus censés qui s'en remettent aux faits et qui rejettent ces méthodes. Fuyez le gauchisme, rejoignez je ne sais pas, le POI, le GMI...

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Les députés ont voté les textes sur la transparence et la fraude fiscale - 20minutes.fr

- La France n'est pas le "*béni-oui-oui de l'Europe*", dit Ayrault - Reuters

- Les groupuscules d'extrême droite Troisième Voie et JNR annoncent leur dissolution - LeMonde.fr

Quand on vous dit que cela turlupine la classe dominante.

- Sondage: 68% des Français sont satisfaits de leur vie sexuelle - 20minutes.fr

Ils n'ont pas tous dit la vérité, cela tout de même fait pas mal de frustrés.

L'UE des banquiers.

- Expulsions en Espagne: Bruxelles s'inquiète plus pour les banques que pour les familles - L'Expansion.com

Droite-droite, quoi !

- Grèce: cohabitation droite-socialistes face à la crise - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La version du progrès vue par le vieux monde à abattre.

- Le commerce mondial d'armes florissant, percée de l'Asie - AFP

Les exportations et les importations d'armements dans le monde sont passées de 56,5 à 73,5 milliards de dollars (de 43 à 56 milliards d'euros) entre 2008 et 2012, selon l'étude publiée par IHS Jane's.

"*A ce rythme*", le marché pourrait atteindre 100 milliards de dollars d'ici 2018 et avoir plus que doublé d'ici 2020.

Mais la part de l'Europe occidentale a baissé, tombant à 27,5% en 2012 contre 34,5% en 2008, alors que celle de l'Asie-Pacifique, Chine incluse, grimpait de 3,7% à 5,4% sur la même période.

Les budgets de défense des pays d'Asie-Pacifique devraient en outre dépasser ceux des Etats-Unis et du Canada d'ici 2021, atteignant 501 milliards de dollars (+35% par rapport à 2013). Avec en tête dans cette région, la Chine, suivie par l'Inde, le Japon, l'Australie et la Corée du Sud.

Globalement, la progression des budgets de défense dans le monde devrait aussi se poursuivre: ils pourraient atteindre 1.650 milliards de dollars d'ici 2021 (+9,3% par rapport à 2013).

Israël, pour sa part, devrait devenir le premier exportateur de drones d'ici la fin 2013, devançant les Etats-Unis, et en vendre deux fois plus que les Américains d'ici 2014.

"*Les exportations israéliennes sont vraiment impressionnantes*", alors que "*de nombreux pays musulmans refusent de faire affaire avec eux*", constate Ben Moores. AFP 25.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- États-Unis

Edward Snowden, assure avoir longuement réfléchi avant de publier les détails du programme PRISM, une machine à espionner tous les américains contraire à la démocratie selon l'ex-consultant de l'agence de renseignement américaine NSA.

"*Si j'avais voulu nuire aux États-Unis, je pouvais bloquer le système de surveillance en un après-midi. Mais ce n'était pas*

mon intention. Je pense que tous ceux qui se disent cela n'ont qu'à se demander… S'ils étaient à ma place, vous savez : vous avez une vie privilégiée, vous vivez à Hawaï, au paradis, et vous gagnez plein d'argent, qu'est-ce qui fait que vous laissez tout derrière vous?"

Après la CIA, le jeune homme travaille depuis 4 ans pour le cabinet de conseil Booz Allen Hamilton, sous traitant de l'Agence de sécurité nationale, pour un salaire de annuel de 200 000 dollars. A ce titre, il collabore au programme de surveillance sur internet, hautement secret, de la NSA. Des données sensibles qu'il va décider d'exfiltrer. euronews.com 25.06

Nous soutenons sans réserves Edward Snowden.

2- Syrie

2.1- Les Etats-Unis et la Russie ne sont pas parvenus mardi à se mettre d'accord sur les conditions d'organisation d'une conférence internationale de paix sur la Syrie.

Réunis pendant cinq heures à Genève, diplomates russes et américains ont affiché leurs désaccords sur nombre de questions, de la date de la conférence à la liste des participants, a déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov.

Les deux parties vont retourner dans leurs capitales respectives pour consultations mais il n'y a toujours pas d'accord sur la composition de la délégation de l'opposition syrienne, ni sur la participation de l'Iran que Moscou juge indispensable, a-t-il ajouté.

Wendy Sherman, qui dirigeait la délégation américaine, n'a fait aucun commentaire.

Le chef de la diplomatie américaine John Kerry doit rencontrer son homologue russe Sergueï Lavrov la semaine prochaine. D'autres discussions pourraient ensuite avoir lieu, a indiqué de son côté l'Onu.

La semaine dernière, en marge du sommet des pays du G8 en Irlande du Nord, une source rapportait que la conférence de Genève n'aurait probablement pas lieu en juillet mais plutôt en août. Reuters 25.06

Américains, Français et Britanniques ont tout fait pour la torpiller, c'était joué d'avance, ils ne veulent pas d'une solution politique, seule une solution militaire et l'écrasement de la résistance syrienne figure à leur programme... depuis 2001, pour rappel.

2.2- L'ASL vient d'annoncer l'arrivée du cheikh salafiste, Al Assir en Syrie et dit vouloir mobiliser tous ses moyens pour lui offrir l'hospitalité.

Selon Shia New.com, l'un des commandant de l'ASL, Bassam al Dada a annoncé cette nouvelle lors d'un entretien : " *Nous disposons d'informations selon lesquelles le cheikh Al Assir est entré en Syrie. Il est l'un des plus fervants opposants d'Assad. Le peuple syrien lui réservera un très bon accueil car il lui doit beaucoup. L'ASL l'aidera pour qu'il puisse atteindre ses objectifs*". " *Al Assi est sous la protection de l'ASL et l'ASL est prête à mettre à sa disposition tous ses moyens (ndlr : armements?)*. Al Dada poursuit : " *Al Assir et son fils et ses compagnons ont été auparavant à Qusseir et c'est l'ASL qui lui a demandé de quitter Qusseir. Al Assir est un héros pour le peuple syrien, c'est un homme qui n'a cessé de défendre le Liban* ". " *ceux qui ont coopéré avec le Hezbollah pour expulser Al Assir ou pour le tuer regretteront leur geste. Al Assir est un héros arabe et sa place est dans nos coeurs*".

Al Assir est recherché par la justice libanaise. Il est coupable du meurtre de 25 soldats libanais au cours des affrontements qu'il a provoqué à Saîda. french.irib.ir 25.06

L'ASL financée et armée par Hollande-Fabius offre l'hospitalité à un salafiste recherché par la justice libanaise après une attaque contre l'armée libanaise qui s'est soldée par une quinzaine de morts dans ses rangs, ce qui fait de Hollande et Fabius des complices d'un criminel, il faudrait les livrer à la justice libanaise, non ?

3- Turquie

Plus de 2.000 personnes se sont réunies mardi soir en lisière de la place Taksim à Istanbul pour dénoncer la décision de la justice de laisser un liberté un policier accusé d'avoir tué un manifestant, a constaté un journaliste de l'AFP.

"*Nous demanderons des comptes aux assassins*", "*pour Ethem, pour la justice*", "*contre le fascisme, épaule contre épaule*", ont scandé pendant plus d'une heure les manifestants, dont plusieurs centaines étaient assis face à un cordon de dizaines de policiers en tenue antiémeute qui leur barrait l'accès au centre de la place. AFP 25.06

4- Liban

C'est dans les moeurs des inféodés aux grandes puissances! Le courant pro occidental de 14 mars, après avoir largement appuyé le salafiste Al Assir, vient de le dénoncer par crainte d'être traité de complice des crimes commis par ce dernier et de ses disciples à Saïda. Dès l'émergence du phénomène Al Assir, le 14 mars a opté pour une politique équivoque qui consistait à soutenir en coulisse le gourrou salafiste et à rester neutre en public . la haine anti hezbollah d'Al Assir ne pouvait pas laisser indifférent Harir et son entourage. Pourtant, les violences de ces derniers jours à Saida, la guerre directe menée contre l'armée libanaise ne sont pas de nature à permettre au 14 mars de manifester encore publiquement de la sympathie pour Al Assir, qui blessé a pris la fuite lundi à bord d'un 4x4 qatari et se réfuge depuis on ne sait où.

Selon le journal Al Jomhouriya, Saad Hariri a laissé ouvert ces deux derniers jours ses caneaux en direction de l'armée et a même présenté ses condoléances à l'armée libanaise pour la mort de plusieurs soldats au cours de l'attaque salafiste contre un poste de soldats libanais. En ce sens, le malin Hariri vient de demander au chef d'état major libanais de " *prendre toute sles mesures nécessaires pour empêcher la fitna et imposer l'autorité de l'Etat libanais*". Le chef de la fraction Futur au parlement Siniora lui a d'ailleurs emboité le pas en dénonçant Al Assir et en affirmant le rôle primordial de l'armée dans la sauvegarde de la sécurité et de au Liban .... mais qui peut croire que le gourrou Al Assir a agi sans le consentement de Riyad et donc sans l'appuie du 14 mars? french.irib.ir 25.06

5- Egypte

Des centaines d'habitants d'Abou Moussallam d'un village du gouvernorat de Gizeh au sud du Caire, ont cerné dimanche la maison d'un musulman chiite après avoir appris qu'un responsable religieux chiite, Hassan Shehata, s'y trouvait. Les assaillants ont détruit les ameublements avant d'incendier la maison. Quatre personnes ont été tuées, dont Hassan Shehata et son frère, et plusieurs autres blessées. Dans une vidéo postée sur internet par des militants des droits de l'homme, on voit des hommes tirer dans la rue le corps ensanglanté d'une victime, une corde autour du cou, sous les yeux de dizaines de témoins. Les assaillants criaient "*Infidèles*", a raconté une femme qui a survécu à l'attaque, accusant la police de n'avoir rien fait pour empêcher les crimes.

L'attaque a été condamnée par des groupes et personnalités égyptiens qui l'ont qualifié d'acte inhumain, mené que par des barbares. Sur les films, enregistrés et circulés abondamment, les habitants expliquant aux journalistes combien ils étaient « *fiers* » de ce qui s'était passé. Selon un habitant s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, les gens étaient «*furieux contre Shehata car il a récemment convaincu plusieurs habitants d'embrasser le chiisme* ». Environ une vingtaine de familles chiites vivent à Abou Moussallam. Les chiites représentent moins de 1 % de la population égyptienne, dans sa très grande majorité de confession sunnite. Un chiffre difficilement vérifiable car la religion chiite n'est pas reconnue par l'État égyptien.

Le gouvernement est toujours incapable d'enrayer cette justice extra-légale. Encore une fois, la police est arrivée trop tard et n'a pu empêcher le bain de sang. Pourtant, dans un communiqué le gouvernement a promis lundi "*une punition exemplaire*" aux responsables de ce lynchage ! Al Azhar a souligné que ces assassinats étaient aux antipodes des enseignements de l'Islam et a demandé "*le châtiment le plus rigoureux*" pour les coupables. Selon une opinion partagée par l'opposition libérale, les Frères musulmans, en ne prenant pas la défense des chiites, cherchaient à apaiser leurs alliés salafistes. Le parti Destour de Mohamed ElBaradeï voit dans ces crimes "*la conséquence directe de l'écœurant discours de haine qui se répand de plus en plus, au vu et au su du gouvernement et avec la bénédiction du président*" Morsi. french.irib.ir 25.06

SOCIAL

Allemagne

C'est dans le secteur des abattoirs que plus d'une vingtaine de sociétés emploieraient systématiquement au noir des travailleurs venus de Roumanie et de Pologne. 90 bureaux et maisons ont été perquisitionnés, 22 personnes arrêtées. euronews.com 25.06

Haut de page

Le 27 juin 2013

CAUSERIE

Demain ou après-demain on fera un nouveau point sur la situation mondiale en intégrant les derniers développement. J'ajouterai ce soir une vingtaine d'articles que j'ai téléchargés dans mon disque dur.

Vous aurez remarqué que tous les thèmes ou toutes les questions que j'ai abordés depuis le mois de janvier coïncident les uns

après les autres avec l'actualité, comme quoi il est préférable de regarder la réalité en face pour pouvoir traiter tranquillement et serainement avec du recul et je l'espèce suffisamment de discernement le moment venu, chaque question qui fait l'actualité et qui mérite une réponse, je le précise parce que la mode serait plutôt de ne pas en proposer et de laisser aux représentants de la classe dominante le privilège d'en apporter. En deux mots, il vaut mieux savoir de quoi on parle.

Quand nous traitons l'actualité, nous ne nous limitons pas à celle qui fait la Une de la presse nationale ou du 20h. La situation est le produit de rapports qui n'apparaissent pas forcément au grand jour ou qui sont évoqués à la marge ici ou là, c'est donc à nous d'établir les liens qui existent entre eux tout en essayant d'évaluer leur degré d'implication dans la situation actuelle, l'importance qu'il faut leur accorder, la place que chacun occupe et leur rôle respectif. On peut facilement se méprendre et confondre cause et effet ou conséquence, moyen et but, aussi il est impératif de partir des faits et de bien discerner ce qui appartient à chaque acteur ou facteur, déterminer leur origine, leur motivation, dans un contexte donné qui est le produit de rapports passés, en évolution dans une direction précise qui n'est pas pour autant figée.

Notre objectif est double.

D'une part, interdire à l'idéologie dominante d'influencer nos analyses ou notre manière d'interpréter le monde, de pénétrer dans notre cerveau, ce qui nécessite justement de la débusquer partout où elle est présente ou de discerner la manière dont elle se manifeste dans tous les domaines, y compris dans les sciences et les arts.

D'autre part, être capable de définir une intervention qui ne dépende pas de l'actualité très largement façonnée par les médias ou dominée par les thèmes que la classe dominante à décider de mettre à l'ordre du jour pour influencer la conscience des masses, les conditionner.

Les sujets que nous traitons quotidiennement doivent être en rapport avec la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses, de les aider à mieux comprendre le fonctionnement de la société, indépendamment de l'actualité, bien qu'il soit toujours possible d'établir un lien avec elle, ils ne peuvent pas et ne doivent pas nous être dictés par un autre impératif qui échapperait à notre contrôle ou qui nous serait imposé, nous passerions à côté de l'essentiel qui consiste pour nous à faire ressortir les rapports qui sous-tendent la réalité, à remonter à l'origine des rapports qui constituent la situation, à reconnaître les mécanismes, la dialectique qui est à l'oeuvre, de façon à ce que la situation apparaisse plus clairement aux travailleurs, nous leur proposons des réponses aux questions qu'ils ne se posent pas ou confusément où auxquelles personne ne souhaite répondre.

Notre méthode est comparable à celle employée en psychanalyse lorsque le thérapeute s'emploie à faire passer de l'inconscience à la conscience certaines expériences traumatisantes qu'a vécues un patient et qu'il a refoulées dans son inconscience, et qui se sont traduites par des blocages psychologiques ou des tendances pathologiques ou encore un déséquilibre mental, en les faisant remonter à la surface et en lui faisant revivre, si possible avec la même intensité, il l'aide à s'en libérer, à les sublimer, ce qui permet de le soulager et de recouvrer une vie normale, des rapports plus équilibrés sur le plan sentimental ou avec le monde extérieur.

Le travail du militant avec les travailleurs devrait s'inspirer de celle du psychanalyste qui ne se met pas à la place de son patient, qui ne fait le travail à sa place et surtout qui ne confond pas les deux, chacun a le sien, c'est au patient de s'en sortir tout seul, de faire le chemin qui le mène à se libérer des pulsions refoulées qui entravaient ses rapports à lui-même et au monde extérieur, à prendre conscience ou d'être davantage conscient de l'un et de l'autre.

En conclusion, notre objectif est de demeurer indépendant de la classe dominante, de son idéologie, etc. de nous situer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, de ses besoins, de la nécessité historique et impérieuse qu'il parvienne au pouvoir et que le capitalisme disparaisse, et d'aider les travailleurs à emprunter le même chemin, à se situer sur le même terrain, à épouser le même objectif, à en prendre conscience puisque jusqu'à présent ils en sont incapables et n'ont pas d'idéal, s'interdisent quelque part d'en avoir un.

Je voudrais insister sur ce point particulier, car quand on y pense on se dit que cela doit être terrible de vivre sans cet idéal de liberté, de s'interdire d'imaginer qu'il serait possible de vivre dans une société meilleure et plus juste. Cela doit forcément produire des ravages psychologiques considérables qu'on n'a pas encore évalués. C'est l'état d'esprit que doit avoir un condamné à perpétuité qui sait qu'il passera le restant de ses jours enfermé entre les quatre murs de sa cellule, dont tout espoir de connaître autre chose que sa condition présente s'est éteint.

D'où la résignation ou la fatalité ambiante dans laquelle les représentants de la classe dominante voudrait enfermer les travailleurs, c'est à la fois le produit et l'objectif de sa politique une fois conditionnés pour mieux les contrôler, les asservir, les réduire en esclavage.

C'est pour briser cet engrenage infernal qui conduit à notre perte et à celle de l'humanité entière, qu'il est indispensable par tous les moyens à notre disposition de les aider à renouer avec l'idéal de liberté qu'incarne le socialisme et le communisme. C'est un droit légitime et imprescriptible que chaque travailleur et militant devrait adopter, opposer à chaque revendication du patronat, que la vie et le travail qu'on produit n'a d'intérêt qu'à partir du moment où on a la certitude que la société sera meilleure et plus

juste demain, et qu'il faut se débarrasser de tout ce qui entrave le processus conduisant à un monde libéré de l'exploitation de l'homme par l'homme et toute forme d'oppression.

Faire en sorte que les travailleurs renouent avec cet idéal est notre priorité. Mais cela ne peut être rendu possible qu'à partir du moment où on desserre le carcan de l'ignorance dans lequel on baigne et qui se confond avec l'interprétation du monde que nous sert la classe dominante et ses lieutenants du mouvement ouvrier.

C'est possible dans la mesure où vivre sans idéal est un cauchemar au quotidien. On peut se leurrer soi-même et se dire plus ou moins heureux dans cette société en n'étant pas très exigeant, surtout pour les autres, mais cela ne dure jamais très longtemps. Et puis, comment fermer les yeux et rêver de jours meilleurs quand on est cerné de toute part par tant de souffrances, d'inégalités ou d'injustices dont nos proches sont victimes ou partout dans le monde, quand le bruit des canons résonnent dans vos oreilles, sans en comprendre la signification ?

On a envie de comprendre dans quel monde on vit, de savoir ce qui se passe réellement, puis on se demandera quoi faire pour changer la société, le monde. Aujourd'hui on n'ose même plus se poser la question ou on n'y croit pas vraiment soi-même. Pourtant c'est parfaitement légitime, c'est notre droit. Si on abdique cette aspiration, on est foutu, on n'a plus qu'à subir, dépérir, quelque part on est déjà mort.

Pour alimenter notre réflexion, des extraits de deux articles qui ne devraient pas vous laisser indifférent.

Contrôle de la population.

Comment contrôler la population, comment la formater, la rendre inapte à certaines aptitudes intellectuelles, la rendre esclave des instruments qui ont été conçus à cet effet ? Un nouvel exemple qui nous concerne tous ou presque puisque j'ai délibérément rejeté l'usage du smartphone.

Atlantico : Une étude de Business Insider révèle que 88% des téléspectateurs américains utiliseraient leur smartphone tout en regardant la télévision. Les technologies de plus en plus intrusives nous ont-elles transformés en des êtres multitâches incapables de faire une seule chose à la fois ? Quelles peuvent être les conséquences d'une telle évolution ?

Jeremy Bodon : Le multi écran est en effet une pratique croissante qui vient s'ajouter à celle déjà bien répandue qu'est le multitâche, et qui consiste à faire des allers-retours entre sa boîte mail et son navigateur web, ou à chatter tout en consultant des informations sur Internet. Au XVIIe siècle, Pascal disait « *que tout le malheur des hommes vient d'une seule chose, qui est de ne savoir pas demeurer en repos dans une chambre.* » Or aujourd'hui avec la banalisation de ces nouveaux médias, les individus sont perpétuellement affairés et distraits. De nouvelles habitudes comportementales émergent et créent une forme de besoin d'être continuellement stimulé.

Pourtant, paradoxalement derrière cette impression gratifiante d'être stimulé en permanence et d'accomplir plusieurs tâches à la fois, le degré d'attention des individus en pâtit. L'activité multitâche alourdit en effet notre charge cognitive et impacte négativement sur notre capacité à nous concentrer sur une seule tâche à la fois et à l'accomplir convenablement.

Quelle est l'influence d'Internet et des smartphones sur notre façon de penser, d'agir, et notamment sur notre façon de se concentrer ?

Que l'on soit sans cesse sollicité et interpellé par un coup de fil, un sms, une notification d'application ou que l'on soit naturellement poussé à consulter les réseaux sociaux ou de l'information sur Internet, cette hyper-connectivité interfère avec nos capacités de concentration ainsi que nos processus d'action et de prise de décision.

De même l'utilisation incessante de ces objets – que ce soit chez soi ou au travail, dans la rue ou lorsque l'on discute avec quelqu'un – nous place dans une situation que le neuroscientifique Jean-Philippe Lachaux définit comme une juxtaposition de contextes dans un même espace. Alors que notre perception du monde, notre attention et les actions que l'on a à y faire sont naturellement focalisées et orientées par le contexte environnant dans lequel nous sommes immergés, avec les technologies de type smartphone il y a un surgissement de nombreux contextes dissemblables à celui dans lequel nous nous trouvons physiquement.

La conséquence est que cela affaiblit la qualité de notre expérience sensorielle dans l'instant présent. Par exemple, lorsque nous exécutons une tâche, nous focalisons notre attention sur celle-ci en faisant abstraction des perceptions secondaires qui nous entourent. Ainsi lorsqu'on lit un livre, notre attention se concentre sur la lecture et nous ne percevons plus ce qui se passe autour, nous sommes en quelque sorte complètement immergés dans cette expérience sensorielle et faisons abstraction du reste. Avec le smartphone, les contextes se superposent et l'attention est prise à défaut par les innombrables actions que nous avons à faire. Cela affecte donc notre concentration et peut également se traduire par des troubles d'hyperactivité. Par exemple dans la vie professionnelle, les salariés ont désormais le devoir d'être "*omnidisponibles*" et de répondre aux e-mails de manière pressante, que ce soit au bureau ou en dehors de ses heures de travail. En étudiant ces nouvelles pratiques, un

psychiatre américain s'est ainsi aperçu que de plus en plus de cadres américains sont affectés par des troubles d'hyperactivité nommés ADT pour Attention Deficit Trait, lesquels se traduisent notamment par des problèmes de concentration et entravent les processus de décision notamment de priorisation des tâches.

Quels sont les processus cognitifs en œuvre dans ce phénomène ?

Il a été montré que la perpétuelle distraction induite par l'utilisation des smartphones dans notre quotidien affecte par voie de conséquence les processus de mémorisation qui va se traduire par un déficit de mémorisation des informations. Les capacités cognitives qui interviennent pour mener des réflexions poussées, analyser des informations et les transférer de notre mémoire à court terme vers notre mémoire à long terme s'en trouvent ainsi malmenées. Une expérience menée par une équipe de psychologues de l'université de Columbia aux États-Unis, a ainsi montré que le fait d'avoir toute information disponible à portée de doigt conduit les individus à ne plus faire l'effort de se rappeler ce qu'ils lisent lorsqu'ils savent qu'ils pourront le retrouver plus tard. De même, lorsque les gens sont face à des problèmes et questions difficiles, le premier réflexe qui leur vient à l'esprit est "*la recherche Google*". Autrement dit, naturellement et sachant que le savoir est disponible à tout moment, nous ne faisons plus l'effort ni de retenir, ni de faire marcher notre mémoire pour résoudre des problèmes. La facilité avec laquelle nous avons désormais accès aux informations, participe ainsi à l'affaiblissement des capacités mnésiques du cerveau humain. Néanmoins, cela renforce dans le même temps ce que l'on appelle la mémoire transactive, laquelle consiste à minimiser la mémorisation d'une information si l'on sait qu'elle est disponible continuellement et que l'on peut ainsi en disposer lorsqu'on le souhaite. L'expérience menée par ces chercheurs a ainsi montré que les sujets d'étude se sont révélés plus enclins à se souvenir comment et où retrouver une information.

On peut également noter que le surgissement intempestif de ces objets est aussi préjudiciable à une forme d'attention diffuse. En effet, c'est lorsque l'on ne fait aucune tâche en particulier que notre expérience du monde est la plus pleine. Pourtant à mesure que les smartphones détournent notre attention, les expériences sensorielles complètes, ancrées dans le présent et le contexte environnant se font plus rares. L'oisiveté, la contemplation et la pensée divagante se raréfient au profit de sollicitations incessantes et d'actions sans repos. Or, de la même manière que le sommeil joue un rôle important pour le processus d'apprentissage et de consolidation de la mémoire, vous avez à l'état de veille une activité cérébrale qui se met en marche lorsque l'on n'accomplit aucune tâche en particulier, et que les neuroscientifiques appellent "*le réseau du mode par défaut*". Celui-ci joue un rôle important à la fois pour apprendre et mémoriser des informations, trouver de nouvelles idées, et pour les processus liés au soi, c'est-à-dire pour la construction et la consolidation de son identité et de son expérience autobiographique. Mais ces nouvelles pratiques d'utilisation incessante du smartphone entravent ces moments de repos de l'activité cérébrale. L'esprit est désormais occupé par un flot discontinu d'informations qui réduisent et brisent ces instants de réflexion et d'introspection.

Peut-on être influencé et contrôlé par un objet, par un outil tel que le smartphone ?

Il y a effectivement une forme de dépendance et de nécessité d'avoir recours à l'objet qui s'instaure. Au même titre que n'importe quel stimulus extérieur, l'objet exerce sur nous une forme d'influence qui peut entraver notre processus de prise de décision et dans une moindre mesure d'action. A fortiori, ces objets possèdent des fonctionnalités qui permettent de "pousser" l'information à nous et qui peuvent être apparentés à un phénomène de pouvoir de suggestion. L'exemple type est le service Google Now dont le slogan est "l'information dont vous avez besoin au moment où vous en avez besoin". Ainsi avec ces fonctionnalités de notifications, nous n'avons plus besoin de faire l'effort de nous rappeler, on se laisse en quelque sorte tout simplement guidé. Nous sommes dans une situation où nous programmons en amont et sommes interpellés en retour.

La relation de dépendance relative, voire d'addiction (certains parlent de "***nomophobie***" pour désigner les personnes angoissée à l'idée de se retrouver sans leur téléphone fétiche) que nous entretenons parfois avec nos téléphones mobiles est-elle assimilable à une pathologie ?

Effectivement, la nomophobie et également le phénomène FOMO (Fear of Missing Out) qui est le fait de contrôler en permanence ses réseaux sociaux de peur de rater quelque chose, est assimilable à une forme de dépendance. De nombreuses expériences et témoignages d'utilisateurs de ces technologies montrent que la privation de ces objets et plus largement de l'accès à internet affecte les individus à différents niveaux. Car l'objet n'est pas simplement un outil de communication mais il est devenu le support d'un nombre importants de ses données personnelles et une fenêtre qui nous connecte constamment à nos proches et amis, ce qui nous donne le sentiment de ne plus être complet quand on en est privé. Cela favorise ainsi la création d'un lien fort d'appartenance psychologique qui peut même aller jusqu'au lien affectif avec l'objet. Des psychologues de services d'addictologie ont ainsi constaté chez les utilisateurs les plus accros et notamment chez les plus jeunes, l'apparition de sentiments d'isolement et un repli sur soi ainsi qu'une angoisse liée au fait d'en être coupé. Atlantico.fr 25.06

Cela se passe de commentaires. Terrible perspective et déjà réalité aux Etats-Unis, non ?

Eugénisme.

Menée conjointement par l'Association Nationale pour la Sécurité Génétique et l'Institut de l'Écologie et de l'Évolution, cette

étude russe a duré deux ans, avec pour cobayes des hamsters de race Campbell, une race qui possède un taux de reproduction élevé. Ainsi, le Dr Alexey Surov et son équipe ont nourri pendant deux ans et d'une manière classique les petits mammifères, à l'exception près que certains d'entre eux ont été plus ou moins nourris avec du soja OGM (importé régulièrement en Europe) résistant à un herbicide.

La groupe qui a été nourri avec du soja OGM, n'a eu que 40 petits, dont 25% sont morts. Et, pire, dans le groupe qui a mangé le plus de soja génétiquement modifié, une seule femelle a réussi à donner naissance, soit 16 petits au total, dont 20% sont finalement morts.

Ainsi, à la troisième génération, les hamsters qui, pour les besoins de l'étude, ont eu, dans leur menu, une part importante de soja OGM, n'étaient plus capables de se reproduire... http://www.notreterre.org - avril 2013

L'hypocrisie semble ne plus connaître de limite.

"*La grand-messe est maintenant terminée et nous n'avons pas communié!*", titre Jean-Claude Mailly pour son éditorial daté du mercredi 26 juin : pas nécessaire, vous êtes converti au capitalisme !

"*La feuille de route gouvernementale est bien celle du gouvernement, elle n'est pas de notre responsabilité dans l'écriture comme dans sa mise en œuvre.*".

Sauf que vous vous êtes embarqué dans cette aventure, vous avez acceptez d'y participer alors que personne ne vous y obligeait, le reste est du baratin, à ce stade le gouvernement ne vous en demandait pas plus et il ne vous a rien demandé de plus, n'est-ce pas ?

Le POI fait aussi fort pour camoufler sa capitulation, son consensus avec les appareils.

Comment procède-t-il ? Il reproche aux autres partis ce qu'on pourrait lui reprocher en pensant peut-être que cela pourrait être suffisant pour faire diversion, c'est raté !

Extraits du n°257 d'Informations ouvrières.

- "*A la gauche du gouvernement, cette fois, le Front de gauche a fait comme si la politique du gouvernement pouvait être infléchie par cette conférence, pesant ainsi pour que les syndicats y participent*"

A notre connaissance vous n'avez pas appelé à son boycott, donc vous ne valez guère mieux.

- "*Comme si cette conférence sociale n'avait pas été d'abord conçue pour tenter d'enserrer les syndicats dans le piège de la « concertation »…*"

Et voilà qu'ils nous ressortent le "*piège*" dans lequel les malheureux dirigeants auraient pu tomber malgré eux, à part cela ils ne les soutiennent pas, mais non, mais non, voyons !

- "*Bref, de « gauche », de droite, chacun avec ses raisons, tous étaient pour cette conférence sociale. Car au PS comme à l'UMP, il y a un consensus pour que les organisations syndicales cessent de l'être.*"

Effectivement "*tous*", y compris votre parti.

Le refus de regarder la réalité en face se double d'un aveuglement quasi-névrotique, pathologique chez D.Gluckstein dans son éditorial :

- "*Au lendemain de la conférence sociale des 20 et 21 juin, le gouvernement a rendu public un document de quarante-quatre pages intitulé « feuille de route sociale ». Présenté comme « le fruit des travaux de la grande conférence », il « formalise des constats et objectifs pour l'essentiel partagés » même si « chacune des organisations participantes conserve ses attentes et priorités ».*"

Et plus loin :

- "*Dans quelle mesure ces « constats et objectifs » ont-ils été réellement « partagés » ou non par les représentants des organisations ouvrières, l'avenir nous le dira.*"

Parce qu'on devrait avoir des doutes sur les intentions et la nature des appareils vendus des syndicats, notamment la CGT et FO ?

Il n'a pas fait référence aux développements que pourrait connaître la lutte de classe dans les mois à venir, il a fait référence au déroulement de cette conférence et à l'attitude des dirigeants syndicaux, donc ne confondez pas et ne prêtez pas à Gluckstein une interprétation qui n'est pas la sienne en y sustituant la vôtre, la vôtre peut être juste, la sienne est conforme au lien organique qui lie l'appareil de son parti à ceux des syndicats et avec lequel il n'a pas du tout envie de rompre, à l'inverse des militants du POI peut-être.

Et pour qu'on ne s'attarde pas trop sur cette question, une fois notre sort livré aux appareils

- ... "*il y a urgence à rassembler les forces de la classe ouvrière sur le terrain de l'indépendance de classe*", qu'il vient justement de s'employer à brader en servant la soupe aux appareils, très fort.

Une autre question importante d'actualité doit être abordée, qui en principe devrait faire l'objet d'une campagne politique ou s'inscrire dans l'agitation d'un parti ouvrier combattant pour abattre le régime en place : la révision de la Constitution de la Ve République pour y faire entrer le dialogue social et les syndicats. Une excellente occasion, une de plus, depuis des années elles n'ont cessé de se multiplier mais chaque fois tous les partis sans exception se sont employés pour ne pas s'en servir pour avancer la nécessité de l'abolir, apparemment ils y tiennent.

Quand on dit qu'ils sont tout juste bons à commenter l'actualité on n'exagère pas ou si peu, au mieux ils sont dans la dénonciation, mais quant à proposer autre chose, là ils sont aux abonnés absents. Ils sont sur la défensive, ils ne cessent de reculer défaite après défaite, et acculer au bord du précipice ils vous laisseront vous y précipiter, on conçoit que cela ne séduise pas un grand nombre de travailleurs et que de plus en plus de militants désertent et ils ont raison, qu'ils s'y jettent eux-mêmes ces dirigeants !

C'est d'autant plus désolant de la part du POI qu'il est le plus sérieux de tous les partis ouvriers, d'ailleurs nous partageons certaines positions.

Ils ont essayé d'améliorer leur journal, en vain à part la dernière page, et encore, puisqu'ils n'ont pas encore compris que c'était à partir des infos qui y figurent très souvent qui mériteraient d'être développées et à partir desquelles il faudrait mener l'agitation. Le problème, c'est qu'il leur faudrait changer leurs rapports à l'ensemble de la société de fond en comble, notamment avec les travailleurs, ce qui nécessiterait de modifier leur conception de la lutte de classe en fonction des transformations qu'a connu la société et ils en sont incapables ou ils s'y refusent obstinément.

J'ai pensé que je pourrais abandonner les infos en bref dans notre portail puisque pour l'essentiel vous pouvez les retrouver dans Informations ouvrières, sauf sur l'économie. Dans le rubrique Actualité du jour j'inclus de plus en plus les infos qui méritent un commentaire ou une analyse, il suffirait de l'étoffer au besoin et laisser tomber le reste, on conserverait l'Actualité en titre que je peux traiter assez rapidement. J'ai déjà abordé cette question, j'y réfléchis encore. Je ne peux plus passer tout mon temps devant l'écran, ma santé s'en ressent, je vous passe les détails, chacun le comprendra.

Ça roule pour eux !

Une bonne nouvelle dans cet océan de mauvaises nouvelles.

On peut échapper à la crise et vivre mieux. La preuve : en 2012, dans le monde, ils étaient douze millions à être millionnaires. Le montant cumulé de leur fortune est passé de 42 700 milliards de dollars en 2011 à 46 200 milliards en 2012.

Par comparaison — et pour montrer que, malgré la crise, on peut, si on veut —, en 2007, les riches ne possédaient que 40 700 milliards de dollars.

Selon un rapport de RBC, gestionnaire de patrimoine, en 2015, la fortune de ces riches devrait franchir un nouveau bond et dépasser les 55 000 milliards de dollars. Comparativement, le budget de la France est de 291 milliards d'euros. Selon les chiffres du FMI de 2013, 0,5 % de la population mondiale détient 35 % de la richesse mondiale. Aux Etats-Unis, 1 % de la population possède 18 % des revenus totaux. Il y a vingt-cinq ans, c'était 8 %. La moitié de ces millionnaires vivent dans trois pays : Etats-Unis, Allemagne et Japon. L'Amé rique du Nord compte le plus de millionnaires : 3,73 millions. En Europe, le nombre de millionnaires a augmenté de 7,5 %, et leur fortune s'est accrue de 8,2 %.

En France, 430 personnes sont millionnaires, juste derrière la Grande-Bretagne (465), mais en tête, c'est l'Allemagne, avec plus de mille millionnaires.

La preuve est faite, la crise est donc une source d'enrichissement… pour ceux qui sont déjà riches. Pour les autres…
(source : Informations ouvrières n°257, page 16)

Voilà des éléments qui sont plus parlants ou percutants que de longs discours ou tout ce qu'on peut lire dans le reste de ce journal

qui a un caractère purement trade-unioniste. Mais les dirigeants de ce parti ont décidé qu'ils ne les exploiteront pas. Pourquoi ? Je l'ai évoqué plus haut, ajoutons parce qu'ils ne comprennent rien à la psychologie des masses, comment elles fonctionnent ils l'ignorent. Est-ce que cela les intéresse de le savoir ? On est en droit de se poser la question.

Quand au bout de 2,3,4,5 décennies vous lisez toujours le même discours dans la bouche des mêmes dirigeants ou de leurs disciples, vous vous retrouvez face à la même méthode qui a prouvé amplement sa faillite, vous vous demandez s'il est encore raisonnable de se poser ce genre de questions.

Je rappelle à l'occasion aux militants qui téléchargent chaque semaine les quelques pages d'Informations ouvrières que je mets en ligne, qu'ils peuvent s'y abonner, ce journal n'est pas réalisé gratuitement, pensez-y. Je ne mets pas ces pages en ligne pour nuire au POI ou lui faire perdre de l'argent, mais uniquement pour vous informer, ne confondez pas et essayons d'être au moins correcte entre nous. Après ce que j'ai écrit plus haut vous ne pourrez pas m'accuser de rouler pour le POI, ce qui ne me gênerait pas, je ne le prendrais pas comme une insulte ou une calomnie, j'ai seulement des principes et j'y tiens.

ACTUALITE EN TITRES

Un régime en putréfaction

- Arbitrage: gardes à vue prolongées pour Tapie et son avocat Lantourne - AFP

- Le «*système Dassault*» serait-il en train d'imploser? - 20minutes.fr -

- Ziad Takieddine admet avoir financé la campagne de Balladur - Reuters

Intox

- L'entreprise au service de l'humain: l'enjeu des sociétés du XXIe siècle - L'Express.fr

Parce que la recherche exclusive du profit a montré ses limites, certaines entreprises se tournent vers des objectifs plus larges et assument leurs responsabilités dans l'émergence d'un monde meilleur. L'Express.fr 26.06

Au secours, on s'étrangle ! Les salariés et leurs familles de France Télecom, Renault, etc. apprécieront...

- A Paris, une radio syrienne promet une couverture indépendante - Reuters

La radio est financée par Canal France International (CFI), une agence financée par le ministère des Affaires étrangères et l'IMS, l'international media support au Danemark. Elle reçoit également le soutien financier de l'ambassade de France en Syrie.

Les journalistes, qui sont pour la plupart des militants âgés d'une vingtaine d'années, ont suivi une formation dispensée par Reporters Sans Frontières dans le sud de la Turquie. Reuters 26.06

Dis-moi qui tu fréquentes et qui te finance et je te dirais qui tu es : la voix de la réaction ou de l'impérialisme français (notamment) en l'occurrence.

- Le Sénat adopte la réforme bancaire en deuxième lecture - AFP

- La démocratie est en danger en Egypte, dit Mohamed Morsi - Reuters

- Le nouvel émir réaffirme l'indépendance du Qatar - Reuters

"*Nous ne prenons pas d'instruction et ce comportement indépendant est un fait établi*", a déclaré le nouvel émir, dans une allocution télévisée de quinze minutes. Reuters 26.06

Messieurs les banquiers, profitez-en le fric coule à flot !

- La fin des mesures exceptionnelles est "*lointaine*", dit Draghi - Reuters

La politique monétaire de la BCE restera accommodante à l'horizon de la projection, a-t-il ajouté, tout en soulignant que la banque centrale ne pouvait créer de la croissance économique, une tâche qui relève des gouvernements.

"*Notre politique a été accommodante par le passé, elle l'est par le présent et elle le restera pour l'avenir envisageable*", a dit Mario Draghi à Paris, devant les membres des commissions des finances, des affaires étrangères et des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

"*Notre sortie reste lointaine*", a-t-il ajouté, à propos des mesures exceptionnelles prises par la BCE pour répondre à la crise en zone euro.

Cependant, face aux difficultés que continue de rencontrer la zone euro, "*il est important de reconnaître que les résultats que peut obtenir la politique monétaire ne sont pas sans limites*", a insisté Mario Draghi. "*La politique monétaire ne peut créer de la croissance au sein de l'économie réelle.*"

"*La BCE fait tout ce qui est en son pouvoir pour stabiliser les marchés et soutenir l'économie*", a-t-il expliqué. "*A présent, c'est aux gouvernements et aux parlements de tout mettre en oeuvre pour rehausser la croissance potentielle, renforcer la compétitivité et construire une UEM plus forte et plus stable.*" Reuters 26.06

Mangez avec les doigts !

- Les couverts ont une influence sur le goût des aliments - 20minutes.fr

Ma grand-mère Noémie mangeait toujours les frittes avec les doigts car elle disait qu'elles n'avaient pas le même goût avec une fourchette. Ici en Inde, on mange encore avec la main droite ou gauche pour les gauchers et cela ne pose un probème à personne, il faut juste se laver les mains avant et après.

Comment la réaction sacrifie les droits civiques des afro-américains.

- Aux Etats-Unis, une gifle pour les droits civiques - Liberation.fr

- Etats-Unis : la Cour suprême donne le feu vert au mariage homosexuel - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

PS. Pas un jour sans rappeler qu'ils incarnent la réaction.

- Laurent Fabius prend ses distances avec le "*Barroso-bashing*" - Reuters

"*Le débat avec la Commission (européenne), oui, mais tout ce qui est pugilat, non*", a dit le ministre français des Affaires étrangères sur RMC et BFM TV. "*Il faut éviter de personnaliser*."

Pour Claude Bartolone, interrogé par Le Parisien, c'est "*un homme dépassé*".

Benoît Hamon a pour sa part estimé sur i>Télé qu'il entretenait l'euroscepticisme.

"*M. Barroso, comme beaucoup de commissaires européens aujourd'hui, contribue à entretenir une forme de distance avec le projet européen*" et ajoute à la "*désespérance*" ambiante avec son "*obsession*" de l'austérité, a déclaré le ministre délégué à la Consommation.

"*La désespérance, ça mène parfois au Front national*", a ajouté ce ministre issu de l'aile gauche du PS.

Une analyse dont s'est dissocié mercredi Laurent Fabius, dont la voix tranche régulièrement dans le choeur gouvernemental.

"*Dire que c'est à cause de ce que décide M. Barroso que les gens votent Front national, c'est quand même faire un court-circuit assez frappant. Je pense que les raisons sont beaucoup plus profondes et je ne l'aurais pas formulé ainsi*", a-t-il dit. (Remplacez Barroso par le PS et vous vous passerez du "*court-circuit*". -ndlr)

La construction européenne n'est plus, aujourd'hui, "*regardée comme une grande aventure mais comme, parfois, une mésaventure*", a déploré le chef de l'Etat. "*Il y a une crise économique. Eh bien l'enjeu pour l'Europe c'est de montrer qu'elle peut aider nos pays à sortir de la récession.*"

"*Si elle est identifiée à ce qui punit, à ce qui empêche, à ce qui entrave, alors il y aura cette rupture que l'on constate aujourd'hui entre les citoyens et l'Europe*", a-t-il ajouté. "*Mais si l'Europe est regardée comme protégeant, accélérant, innovant et investissant, alors les Français, comme tous les Européens, auront de nouveau la tête tournée vers l'Europe.*" Reuters 26.06

En fait, ils reprochent à Barroso de faire du tort à l'Union européenne à travers ses déclarations, ils sont encore plus réactionnaires que lui !

Barroso ne fait que manifester l'impatience de ses maîtres de l'oligarchie financière avec lesquels il est en contact permanent face à des gouvernements qui doivent manier la carrote et le bâton dans leur pays respectif pour assurer la stabilité de leur régime. Barroso et ses maîtres s'en foutent complètement, ils leur disent : démerdez-vous, c'est votre boulot, on ne vous a pas choisi pour autres choses, CQFD.

- Qatar: François Hollande félicite le nouvel émir - L'Express.fr

En prison, la mémoire leur revient tout d'un coup...

L'intermédiaire en armements Ziad Takieddine a reconnu avoir financé la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995 via des rétrocommissions issues de contrats d'armements avec l'Arabie saoudite et le Pakistan, a-t-on appris mercredi auprès de son avocat.

L'homme d'affaires franco-libanais a fait ces aveux le 20 juin dernier devant les juges Renaud Van Ruymbeke et Roger Le Loire chargés de l'instruction, a dit à Reuters Me Francis Vuillemin, confirmant une information du quotidien Le Monde.

Pour la première fois jeudi dernier, Ziad Takieddine a avoué avoir remis six millions de francs (1,22 million d'euros) à Thierry Gaubert, un proche d'Edouard Balladur et ancien collaborateur de Nicolas Sarkozy à la mairie de Neuilly, lors de trois voyages à Genève (Suisse) à la fin de 1994.

En novembre 1994, juste après la signature du contrat Sawari II portant sur la vente à Ryad de trois frégates Lafayette, Thierry Gaubert a demandé à Ziad Takieddine "*1,5 million de francs, afin de financer la campagne de M. Balladur*", selon Le Monde.

"*M. Takieddine accepte à condition qu'il le lui remette en cash à Genève, où M. Gaubert détenait lui-même des avoirs*", écrit le quotidien. L'opération se serait répétée dix jours plus tard avec un nouveau versement de 1,5 million de francs et une troisième fois pour un montant de 3 millions de francs pour "*boucler les comptes*".

"*Mon client conteste formellement et s'expliquera devant le juge*", a dit à Reuters l'avocat de Thierry Gaubert, Me François Esclatine.

"*Ce n'est qu'a posteriori, après avoir obtenu les contrats, que les demandes ont été formulées*", indique Me Vuillemin. "*Ce système de rétrocommissions n'avait pas été fixé à l'avance, Ziad Takieddine a vraiment travaillé sur les contrats, il a concouru à leur déblocage, les commissions qu'il a perçues dans le cadre de ces contrats sont, elles, légitimes.*"

Pour son avocat qui parle d'évolution "*spectaculaire*", les aveux de Ziad Takieddine ne sont pas "*nuisibles personnellement*" à son client mais sont très "*incommodantes*" pour les personnes concernées.

L'homme d'affaires sera confronté à Thierry Gaubert le 1er juillet et à Nicolas Bazire, alors directeur du cabinet d'Edouard Balladur et directeur de sa campagne présidentielle, le 5 juillet, selon Me Vuillemin.

Ziad Takieddine a également dit que Nicolas Bazire l'avait appelé en décembre 1993 pour l'informer qu'il allait être contacté par Thierry Gaubert, qu'il avait mandaté. Reuters 26.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Une séance du parlement bulgare a été annulée mercredi par manque de quorum, les députés ayant été dissuadés de participer par la présence autour du Parlement d'environ un millier de manifestants qui scandaient "*Mafia*" et "*Démission*".

A peine 112 députés sur 240 se sont enregistrés pour cette séance, où le Premier ministre Plamen Orecharski devait présenter la candidature d'une vice-ministre chargée de l'économie et des fonds européens.

Les ultra-nationalistes d'Ataka, dont les 23 députés soutiennent tacitement le gouvernement technocrate de M. Orecharski, ne se sont pas présentés au Parlement, alors que le parti conservateur de l'ex-Premier ministre Boïko Borissov (97 députés) boycotte depuis plus d'une semaine le travail de l'Assemblée.

Le gouvernement compte sur le soutien officiel des socialistes (PSB) et du parti de la minorité musulmane MDL, qui ne réunissent ensemble que 120 députés sur 240 et sont ainsi à un siège près dans l'impossibilité d'assurer seuls le quorum.

Le chef de file des socialistes, Serguei Stanichev, a admis mercredi que le Parlement pouvait être dissout et de nouvelles élections anticipées organisées, après celles du 12 mai dernier.

"*Si Ataka déclare ne plus participer au travail du Parlement, cela changerait la situation en vue d'élections anticipées*", a-t-il déclaré.

"*Il est évident que le gouvernement ne peut pas fonctionner sans Parlement*", a admis M. Orecharski.

"*Je crains que l'instabilité que nous vivons ne se poursuive sous les prochains gouvernements*", a-t-il ajouté.

Les manifestants, qui protestent pour le 13e jour consécutif à Sofia, ont décidé de se réunir à partir de mercredi pour "*prendre un café*" devant le Parlement chaque matin où les députés doivent siéger.

La vice-présidente du parlement Maïa Manolova (socialiste) a essayé d'inviter des manifestants discuter d'amendements au code électoral en vue d'une meilleure représentation de petits partis. Elle a toutefois été sifflée et a reçu des jets d'oeufs, de tomates et de croissants.

Des centaines de manifestants sont restés autour du Parlement toute la matinée, et des milliers de manifestants devaient défiler dans la soirée, pour le treizième jour de suite, devant le siège du gouvernement et du Parlement et bloquer des carrefours en centre-ville.

La police a mis en garde contre "des provocations préparées ce jour". AFP 26.06

2- Turquie

En Turquie la décision de la justice de libérer un policier qui avait tué un manifestant a jeté des milliers de personnes dans les rues à Istanbul, certaines mimant la mort de la victime de 26 ans.

Le Premier ministre Erdogan a reçu pourtant un soutien de poids dans le processus d'adhésion à l'UE. Celui du Conseil de l'Europe, dont le pays est l'un des 47 membres : "*La Turquie est l'un des pères fondateurs du Conseil de l'Europe, a souligné Thorbjorn Jagland, secrétaire général du Conseil de l'Europe, la Turquie et le Conseil de l'Europe s'écoutent, et nous avons aussi discuté de la façon dont le Conseil de l'Europe et la Turquie peuvent continuer à travailler sur des réformes indispensables en Turquie.*" euronews.com 26.06

3- Koweit - Emirats arabes unis.

Les deux pays ont décidé de créer un comité sécuritaire conjoint pour faire face aux frères musulmans. Selon Al Ghobs, jounal koweitien, les diplomates des deux pays se sont entretenus de la mise en oeuvre d'un comité commun de lutte contre le terrorisme. Les noms des députés salafistes du parlement koweitien figurent sur la liste mise en place par ce comité.

Les deux pays ont décidé de ne permettra à aucune partie d'influer sur les structures sécuritaire des pays du golfe Persique. les deux parties se sont aussi penchées sur la Syrie . Les Frères entretiennent d'intenses activités dans les deux pays précités qui ont peur d'un printemps salafiste à l'image de celui qui s'est produit en tunisie, en égypte, en Libye. Les Emirats ont démantelé un réseau de salafistes égyptiens. french.irib.ir 26.06

4- Libye - Mali

La Libye est désormais un "*centre important de transit*" du terrorisme et cela devient "*extrêmement dangereux*", a estimé mardi un dirigeant de l'Union africaine en marge d'une réunion sur le Sahel à Oran en Algérie.

"*J'ai beaucoup de rapports selon lesquels la Libye est devenue un centre important de transit des principaux groupes terroristes d'un pays vers l'autre*", a déclaré le directeur du centre de l'UA de lutte contre le terrorisme, Francisco Caetano José Madeira, à quelques journalistes.

"*Nous avons des informations selon lesquelles certains terroristes actifs au Mali considèrent la Libye comme un refuge et un lieu de réorganisation*", a-t-il ajouté, jugeant que "*cela devient extrêmement dangereux*".

La situation en Libye a suscité nombre d'interventions au deuxième jour de cette réunion entre experts africains et occidentaux, organisée dans le cadre du Forum mondial de lutte contre le terrorisme.

"*La question de la Libye est dans tous les esprits*", a confirmé le représentant de l'Union européenne pour le Sahel, Michel Reveyrand de Menthon. "*C'est l'une des clés pour espérer stabiliser le bloc sahélien*".

L'UE a proposé un projet de coopération pour le contrôle des frontières de la Libye, mais selon des sources occidentales, la désorganisation est telle dans ce pays depuis le renversement du régime de Kadhafi fin 2011 que "*pour l'instant, c'est très difficile*".

"*Très peu de pays du Sahel ont les moyens pour vraiment protéger leurs frontières*", a souligné le responsable de l'UA.

Un moyen de lutter contre la porosité des frontières et la désorganisation serait de développer ces zones, selon une piste de travail envisagée par l'UE.

En attendant, la situation au Mali demeure difficile. Malgré l'accord politique sur la tenue de l'élection présidentielle le 28 juillet et le déploiement de l'armée dans le nord, peu d'indices existent sur le devenir des groupes islamistes qui s'étaient installés dans ce pays.

"*On a du mal à savoir exactement ce qu'il s'y passe. La menace est toujours là mais elle est difficile à cerner*", notait un diplomate occidental.

Certains, comme Abdou Karim Traoré, un haut diplomate burkinabé, jugent "*indispensable*" une collaboration avec les puissances occidentales tandis que M. José Madeira a réclamé des drones. Mais pour identifier les groupes terroristes, le travail sur le terrain incombe aux forces de sécurité locales pour "*minimiser les dégâts collatéraux*", insiste le représentant de l'UA.

Les deux jours de travaux à huis clos de cette réunion sur le Sahel, co-présidée par le Canada et l'Algérie, devaient s'achever mardi soir. french.irib.ir 26.06

5- Syrie

5.1- Les manoeuvres militaires jordano-américaines Eager Lion ont pris fin depuis plus de dix jours mais quelques 700 militaires US dotés des batteries de missiles Patriot sont restés sur place. selon les experts militaires cité par Al Alam, " *ce maintien de troupes US est un message à l'adresse à l'adresse de la Syrie :* ".Tout au long de ces exercices qui ont impliqué quelques 8000 soldats des pays alliés des Etats Unis, des escadrons de chasseurs américains ont survolé à basse altitude le nord de la Jordanie et ont tiré en direction des cibles hypothétiques. Les chasseurs anglais Harrier ont également pris part à ces manoeuvres. Les 8000 soldats qui participaient à ces exercices avaient peut être l'habitude dans la mesure où la manoeuvre se tient depuis trois ans mais ce qui différenciait ces manoeuvres des précentes editions aura été l'ampleur de la zone des opérations: selon les exeperts, les exercices sont déroulées sur une vaste zone et ont impliqué beaucoup de munitions réelles. Cependant, l'Amiral Bill Nachert a qualiféi ces exercices de "*normaux*" car leur objectif " *n'a été que de renforcer l'armée jordanienne*". Mais pourquoi la renforcer? " *rassurez-vous : ça n'a aucun rapport avec la Syrie* ".

Ceci étant dit, les exercices militaires Eager Lion se sont déroulés à 150 kilomètres de Damas ! si la Jordanie est prie d'envie de parrticiper au projet US d'établir une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie elle pourrait très bien servir de voier de transit d'armes et de munitions lourdes aux rebelles. et puis il y a les Patriot et les F16 que les Etats Unis ont envoyés en Jordanie en prévision de ces manoeuvres et dont le nombre n'est pas précisé. Les militaires US en mission en Jordanie ont aussi la charge de former les militaires jordaniens qui sont sur le point de départ pour l'Afghanistan. Ali al Habacah est un ex-général de l'armée jordanienne qui ne se laisse pas berner par les propos rassurants de ses confrères US : n'importe quel pays où entrent les militaires américains devient partie prenante de la crise. En ce sens, le déploiement des américains en Jordanie met cette dernière dans une situation éminemment dangereuse. Obama, lui, dit vouloir évacuer ses "*boys*" dès que la situation sécuritaire en Syrie se sera calmée. Mais sait-on quand et comment le calme "*souhaité par Washington*" sera de retour en Syrie, objet d'un assaut terroriste tous azimuts? french.irib.ir 26.06

5.2- Selon le reporter de la chaine 10 de la TV israélienne, " *les drones Hermes 900 de l'aviation israélienne surveillent sans relâche le territoire syrien. Ces drones sont en effet des caméras de notre aviation installées sur les frontières nord du pays*" selon le reportage, les groupes armés en action en Syrie ont pu voir ces Hermes 900 qui patrouillent le ciel syrien.

" *C'est grâce à ces appareils qu'Israël inspecte les évolutions syriennes. Hermes 9000 survole le sol syrien à une altitude de 9000 pieds tout en tournant des images de très bonne qualité* ". " *C'est un appareil qui est la version optimisée de Hermes 450 et de longue endurance et muni d'un système radar sophistiqué. Il peut survoler la terre pendant 40 heures tout en transportant une charge de 400 kg.* " Et le reportage finit très fort : " *Hermes 900 est capable de survoler le territoire iranien*". La chaine ajoute que le drone en question n'"*est pas seulement destiné à collecter des informations mais qu'il est aussi capable de tirer des missiles ... les pilotes israéliens seront d'ici 50 ans remplacés par les drone*". La seule question : Israël restera -t-il sur la carte d'ici 50 ans? french.irib.ir 26.06

5.3- Le chef d'état major de l'Armée syrienne libre, ASL, en revient désormais à menacer les Etats Unis : " *Si l'aide militaire promise par les Etats Unis et d'autres pays occidentaux retarde à nous parvenir, l'ASL ralliera les rangs d'Al Qaida*". Ce sont les plus récents propos du général déserteur Salim Idriss que les Etats Unis tentent d'ériger en leader de l'opposition, en futur président syrien!! Idriss qui parlait à Sky news arabe, a totalement démenti avoir reçu "*le lot d'armes létales US*" comme les médias l'avaient cité au paravant. " *Nous n'avons rien reçu*" a -t-il rétéré. Idriss a reconnu la grande dispersion qui régnait sur les rangs des miliciens en guerre contre l'armée régulière : "*N'importe qui en possession d'une kalasnikov se voit en droit d'aller demander en personne des armes comme si l'ASL n'avait pas un commandement* ". "*Si les soldats de l'ASL finissent par rejoindre les rangs d'Al Qaida, la menace qaidiste ira grandissante. Les membres de l'ASL pourront même rejoindre Al Qaida*".

Les déclarations contradictoires d'Idriss sur les armes qu'il dit tantôt avoir reçu, tantôt ne pas avoir reçues en disent long sur l'absence d'une stratégie cohérente auprès des sponsors des terroristes en Syrie. Les Etats Unis ont-ils demandé à Idriss de se contredire pour envoyer un nouveau message à Moscou? french.irib.ir 26.06

6- Chine

Vingt-sept personnes sont mortes mercredi dans la province du Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, dans des violences déclenchées par des assaillants armés de couteaux, rapporte Chine nouvelle.

Il s'agit des violences les plus meurtrières dans le Xinjiang depuis juillet 2009, lorsque près de 200 personnes avaient péri dans des affrontements à caractère ethnique à Urumqi, la capitale provinciale. Le Xinjiang abrite une importante minorité musulmane, les Ouïghours.

Des groupes d'assaillants ont attaqué vers 06h00 des commissariats, le siège de l'exécutif local et un chantier à Lukqun, à environ 200 km au sud-est d'Urumqi, poignardant des victimes et incendiant des véhicules de police, selon des responsables du Parti communiste régional cités par Chine nouvelle.

Neuf policiers et huit civils ont été tués avant que les forces de l'ordre n'abattent 10 des assaillants.

On ignore ce qui a déclenché ces violences.

Les Ouïghours, turcophones, accusent les autorités chinoises de vouloir étouffer leur culture et leur langue.

La Chine dit lutter contre un séparatisme violent. Reuters 26.06

SOCIAL

1- France

Des centaines de salariés de Michelin ont exprimé leur colère mercredi dans les rues de Clermont-Ferrand, face au nouveau plan de restructuration menaçant 730 emplois à l'usine de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), au moment où se tenait un comité central d'entreprise extraordinaire.

La manifestation a rassemblé environ 2.000 personnes, selon les syndicats, 750 selon la préfecture.

450 salariés de l'usine de Joué-les-Tours (Indre-et-Loire) avaient fait le déplacement pour dire "non à la fermeture de Tours" à l'occasion de cette manifestation appelée par la CGT et Sud. Simultanément un mouvement de grève était observé dans toutes les usines du groupe.

Des délégations de Bourges, Troyes, Le Puy, Montluçon, Cholet, Bourges ou encore Montceau-les Mines étaient également présentes dans le cortège aux côtés de leurs collègues de Clermont.

Après s'être rassemblés à proximité de l'usine historique du groupe pneumatique, les salariés se sont rendus en cortège au siège social, distant de quelques centaines de mètres, derrière une banderole "*Joué-les-Tours doit vivre*" et aux cris de "*non aux licenciements, aucune fermeture d'usine*".

"*On ne peut plus faire confiance à Michelin, car depuis des années c'est la casse sociale*", disait Olivier Coutin, le secrétaire du CE (Sud) de l'usine de Joué, résumant un sentiment largement répandu.

"*Depuis des années, les salariés de Michelin ne vivent que des plans sociaux à répétition*", renchérissait son collègue de la CGT Claude Guillon, rappelant que le site tourangeau a déjà fait l'objet d'une restructuration en 2009.

Pour tous, le départ de l'activité poids lourds et le maintien de 200 emplois seulement contre 930 aujourd'hui signifie à terme la mort programmée de l'usine, qui ne bénéficiera pas, selon eux, des 800 millions d'euros d'investissements annoncés par le groupe en France.

"*Les gars sont en colère. Michelin a fait 2,4 milliards de bénéfices en 2012 et nous on n'a rien et on ferme des usines comme celle de Joué qui est viable. Notre priorité c'est de dire non à la fermeture et oui au maintien des emplois*", affirmait Jean-Michel Denis, secrétaire du syndicat CGT de Michelin à Clermont.

La plupart des salariés de l'usine tourangelle refusent les mesures de mobilité envisagées. "*Hors de question qu'on quitte Tours*", affirmait Mike, un trentenaire, qui comme beaucoup "*a sa vie*" dans la région et "*vient de faire construire*".

Arrivés devant le siège social du géant du pneumatique, où se déroulait le Comité central d'entreprise extraordinaire, une partie des manifestants, souvent des jeunes, a laissé éclater sa colère.

Après quelques jets d'oeufs sur la façade, ils ont tenté d'arracher le rideau métallique protégeant l'entrée. De brefs incidents les ont opposés au service de sécurité de l'entreprise, qui a repoussé les manifestants à l'aide de gaz lacrymogènes. Un manifestant, légèrement blessé, a été secouru par les pompiers.

Le CCE extraordinaire, qui avait commencé le matin, a été interrompu durant la manifestation à la demande des syndicats. Il devait reprendre dans l'après-midi.

Il est destiné, selon la direction de Michelin, à présenter les raisons économiques de la réorganisation de l'activité poids-lourds, ainsi que les premières mesures d'accompagnement social, notamment en ce qui concerne les départs anticipés.

La direction du groupe Michelin a affirmé mercredi la volonté de "*trouver une solution pour tous*" les salariés de l'usine de Joué-lès-Tours.

Pour Stéphane Roy de Lachaise, directeur du service du personnel de Michelin France, le regroupement dans l'usine de Vendée était "*indispensable*" pour maintenir la fabrication de pneus poids lourds en France.

"*Ce marché a baissé de 25% depuis 2007 et le groupe doit s'adapterà cette situation en regroupant la production sur un seul site, moderne et de taille suffisante pour se comparer avec les sites de la concurrence,* a-t-il expliqué à l'AFP. "*Les volumes produits en France ne vont pas changer*", a-t-il dit.

Il a d'autre part souligné que "*l'usine de Joué-lès-Tours ne ferme pas*". Elle continuera à produire des membranes et du calandrage, avec 200 salariés.

Selon un accord de méthode élaboré entre la direction et les organisations syndicales, les discussions doivent se poursuivre, à Clermont-Ferrand et à Joué-lès-Tours, jusqu'à la deuxième quinzaine de novembre. AFP 26.06

"*Selon un accord de méthode élaboré entre la direction et les organisations syndicales*", dites-nous, elle est où l'indépendance des syndicats ? Pas besoin d'institutionnaliser le dialogue social ou d'inscrire la collaboration de classes des syndicats dans la Constitution, ils sont déjà entrés dans les moeurs, Peugeot, Renault et maintenant Michelin après bien d'autres entreprises...

Chut, répondent les dirigeants du POI, vous allez foutre en l'air notre ligne politique, déconnez pas, on ne pourra plus la justifier, on va dire quoi à nos militants, hein franchement, chut! On comprend, on comprend...

2- Espagne

Dans un rapport, le Fonds monétaire international (FMI) demande à l'Espagne de réduire les salaires pour faire baisser le chômage qui atteint 27%. Il préconise de poursuivre la cure d'austérité mais à un rythme assoupli.

Alors que le salaire minimum espagnol ne dépasse à peine les 750 euros mensuels, le FMI appelle le gouvernement de Mariano Rajoy de baisser les salaires et de flexibiliser son marché du travail pour favoriser l'emploi à préparer, malgré la réforme du marché du travail adoptée en février 2012, qui avait déjà diminué les coûts de l'embauche et du licenciement.

"*D'autres pays en crise ont opté pour un équilibre différent entre emploi et modération salariale. En Espagne, l'emploi s'est réduit, mais les salaires sont à peu près les mêmes qu'en 2007*", a déclaré James Daniel, le chef de la mission du FMI en Espagne.

"*Nous croyons qu'il peut y avoir plus d'ajustement sur les salaires et moins de destruction d'emplois.*" Sources : FMI / Le Figaro / Le Journal du Siècle 20.06

3- Brésil

Des habitants des favelas déshérités de Rio de Janeiro entrent dans la danse de la contestation.

Environ 2.000 habitants de Vidigal et de la Rocinha ont défilé hier soir jusqu'au quartier où réside le gouverneur de Rio. Une manifestation pacifique pour réclamer, entre autres, plus d'éducation.

D'autres manifestations, notamment à Brasilia étaient prévues ce mercredi. La police se prépare également à des manifestations à Belo Horizonte, où la sélection brésilienne de football affronte ce soir l'Uruguay en demi-finale de la Coupe des Confédérations.

Les principaux syndicats ont appelé à une grève le 11 juillet pour "*exprimer leurs critiques envers la politique économique du gouvernement et manifester contre l'inflation*". euronews.com 26.06

Haut de page

Le 28 juin 2013

CAUSERIE

Les Articles de presse seront actualisés plus tard.

On a appris que "*six hommes appartenant à un groupe d'extrême gauche*" auraient reconnu un type d'extrême droite qu'ils ont agressé dans la rue en octobre 2012 à coup de "*jet de gaz lacrymogène et des insultes*".

- Ils ont été interpellés mardi et placés en garde à vue dans le commissariat du XIIIe arrondissement. A l'issue de leur garde à vue, ils ont reçu une convocation à comparaître en correctionnelle en février 2014 pour «*violences commises en réunion*». lefigaro.fr 27.06

Ce sont des balèzes nos gauchistes, six contre un, à part cela ils ne cherchent pas les emmerdes et la castagne.

Par ailleurs j'ai appris qu'ils diffusaient sur Internet des photos de mecs d'extrême droite, genre chasse à l'homme ou justicier. La photo du skinhead qui a frappé Méric Clément figurait dans un de ces portails. Vous apprécieriez que des mecs d'extrême droite se baladent avec votre photo en tête ou dans leurs poches, vous reconnaissent et vous attendent au coin d'une rue pour vous massacrer ? Ces méthodes gauchistes n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier. Elles ne font que desservir notre cause. On y reviendra plus tard.

Ce qui suit n'est pas l'analyse de la situation que je projettais de faire, ce sera dans les jours qui viennent.

Au stade du développement historique auquel le capitalisme est parvenu, le niveau de développement atteint par les forces productives devrait correspondre la nécessité de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, sauf que voilà, seules les conditions objectives sont réunies pour qu'une telle transition puisse avoir lieu, tandis que les conditions subjectives ne le sont pas, du coup, ce n'est pas seulement le capitalisme qui entre en putréfaction, mais l'ensemble de la société dont les rapports se délitent un peu plus jour après jour.

L'impossibilité dans laquelle nous sommes placés de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté à une autre

conséquences, elle se traduit par la dépendance ou la soumission à une idéologie qui est l'antithèse de la liberté pour tous les peuples, au profit d'une infime minorité de privilégiés qui finalement parvient à imposer sa dictature à l'humanité entière.

Cette dépendance idéologique pour se réaliser ou atteindre son objectif, se traduit par un conditionnement du mode de vie adopté par la population et un comportement psychologique des masses manipulé à son insu, de telle sorte qu'elles ne soient plus occupées qu'à assurer sa propre survie et cessent d'espérer en un monde meilleur et plus juste, qu'elles abandonnent tout idéal.

Le socialisme était et demeure la seule alternative au capitalisme, cependant le passage du capitalisme au socialisme ne se réalisant pas et cette perspective semblant de plus s'éloigner au fil du temps, l'idéal qui consistait à concevoir une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression devient hypothétique, plus utopique que jamais.

L'incapacité dans laquelle se sont trouvés les dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier qu'incarnaient ce qui restait des sections de la IVe Internationale d'assurer la continuer du marxisme et du léninisme est à l'origine de cette situation, de l'absence de conditions subjectives suffisamment mûres pour envisager la possibilité de se débarrasser du vieux monde.

Les éléments les plus conscients de la société ayant fait faillite ou n'ayant pas été à la hauteur des tâches qu'incombait la situation et les profondes transformations qu'allait connaître la société et le monde au cours de la seconde moitié du XXe siècle, le mouvement ouvrier et la société toute entière étaient voués à une décomposition sans fin dont nous pouvons observer quotidiennement les manifestations. Où s'arrêtera-t-elle et quand ? Nul peut répondre à cette question pour le moment.

Quand se produira un retournement de la situation ? Je n'en sais rien, peut-être à l'occasion d'une catastrophe, une terrible défaite, on les engrange depuis des décennies et des décennies sans que cela ne produise la moindre réaction positive ou salutaire chez eux, ils semblent tétanisés, sclérosés au dernier degré et ils s'emploient à reproduire sans cesse les mêmes erreurs qui entraînent le mouvement ouvrier toujours plus bas ainsi que la société.

Si la quantité se transforme en qualité à un moment donné, ce n'est pas forcément dans la direction souhaitée ou attendue, la situation nouvelle qui peut en découler peut être bien pire que la précédente et interdire tout retour en arrière ou tout espoir d'amélioration, chacun devrait prendre le temps de bien y réfléchir.

Je dis cela sans aucune animosité contre quiconque ou sans juger personne en particulier, d'autant plus que j'estime que la théorie défendue par les marxistes de Marx à Trotsky présentait de graves lacunes, pas forcément des erreurs, on dira plutôt qu'elle était trop en avance pour son temps, je veux dire pas là que l'absence ou la faiblesse des conditions subjectives ne permettait pas d'espérer mieux que ce qu'ils sont parvenues à réaliser à leur époque, pratiquement il était impossible d'imaginer que le prolétariat parvienne d'un coup de baguette magique au pouvoir dans des pays ou sur des continents où le prolétariat était peu organisé, ne disposait pas d'une expérience plus ou moins longue ou dense de la lutte des classes, ou dont son niveau de conscience politique n'avait pas été développé.

On a voulu croire le contraire, non pas parce que cela nous arrangeait, mais plutôt parce qu'on ne pouvait pas faire autrement, je crois qu'il faut être parfaitement lucide sur cette question si on veut résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Ce qui est dramatique, c'est qu'on en est au même point ou bien pire encore qu'en 1917. Souvenez-vous de l'enthousiasme de Marx au moment de l'insurrection de la Commune de Paris, alors qu'au même temps il en avait analysé les faiblesses et il avait parfaitement compris qu'elle serait défaite. Lénine et Trotsky avait prévu la liquidation de la révolution russe de si le prolétariat ne parvenait pas à prendre le pouvoir en Europe, à travers leur exposé sur la révolution permanente dès 1905, mais ils se sont tout de même employés à organiser la révolution de 1917 parce que c'était la tâche qui s'imposait au prolétariat russe, toute autre considération étant secondaire.

Partout ailleurs dans le monde le prolétariat et son avant-garde était trop faible pour poursuivre l'oeuvre grandiose de libération engagée en février 1917, on ne va revenir ici sur le déroulement des différentes révolutions qui ont été trahies par les staliniens ou qui ont échoué dans le monde. Si elles ont échoué, c'est que les conditions subjectives n'étaient pas réunies ou suffisamment mûres, en témoigna l'inexistence d'un parti comparable au parti bolchevik ou l'extrême faiblesse de l'avant-garde organisée.

Nous savons que c'est cette condition qui nous fait cruellement défaut aujourd'hui et qu'il nous faut impérativement réunir pour aller de l'avant et vaincre, pas seulement dans un pays, à l'échelle de l'Europe et du monde, ce devrait être notre priorité absolue à laquelle tous nos combats devraient être subordonnés, et peu importe que des pans entiers des masses ne le comprennent pas ou même des militants, si on devait s'arrêter chaque fois qu'elles ne comprennent pas quelque chose on serait réduit à l'immobilisme. Je n'ai cessé de le répéter au cours des dernières années, personne n'a voulu m'écouter, je n'ai reçu aucun courriel de dirigeants me disant : vous avez bien cerné où se situe notre problème, non, rien, ils sont arc-boutés sur leur théorie, leurs principes, leurs analyses, leur conception de la lutte de classe assurément en grande partie obsolètes ou foireuses au regard de leurs résultats. Peu importe, ils persistent et nous entrainent vers l'abîme, car c'est bien dans cette direction que se dirige l'humanité, je pense que vous avez dû en prendre conscience au fil des développements des dernières années ou décennies.

Des intellectuels dans le monde entier, des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou de la classe moyenne dans de très nombreux

pays seraient prêts à renouer avec le socialisme pour peu qu'un parti réussisse à l'incarner, non pas d'une manière rigide ou dogmatique, mais en le présentant comme une nécessité historique, la seule manière de nous en sortir, car c'est bien de cela dont il s'agit, pas nous individuellement, pas même une couche, une classe dans un pays, mais l'humanité entière car c'est seulement à cette échelle qu'on peut échapper au terrible destin que nous réserve l'oligarchie finanière.

Ces intellectuels ou ces classes sont acculés, ils ont retourné la question dans tous les sens sans parvenir à une réponse satisfaisante, sauf certains qui envisagent maintenant la liquidation du capitalisme, donc le passage au socialisme. Nous leur disons, ne craignez pas le socialisme, son drapeau est sans tâche, tous les crimes qui ont été commis en son nom ne l'ont jamais souillé parce qu'en réalité ils ont agi en ennemi du socialisme, ils n'avait rien à voir avec le socialisme, soyez-en fier et portez haut son programme et son drapeau, jamais vous ne le regretterez, rien ni personne ne peut porter atteinte à notre idéal, gravez-vous cela dans la tête une fois pour toute, c'est d'autant plus important que sans théorie révolutionnaire, la révolution ne pourra vaincre, on ne pourra pas construire le parti qui nous est indispensable pour triompher de notre ennemi, adoptez-là sans hésiter, l'alliance du prolétariat et de la petite-bourgeoisie ou les classes moyennes sera invincible, dès lors qu'elle sera réalisée nous ferons de gigantesques progrès très rapidement, tout le monde en sera surpris, nous marcherons ensemble vers la victoire, de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Et un fichier de plus sur la population !

- Création d'un registre des crédits aux particuliers - Reuters

Les députés français ont donné jeudi soir leur feu vert à la création d'un registre national des crédits aux particuliers, dont le but est de responsabiliser les prêteurs et de mieux lutter contre le surendettement. Reuters 27.06

Ce ne serait pas plutôt un moyen de renforcer le contrôle des comptes bancaires de toute la population et de restreindre l'accès au crédit à certaines couches ?

Une génération sacrifiée. Non, l'espoir ne fait plus vivre !

- Intérim: "*Il n'y a pas beaucoup de motifs d'espoir*" - L'Expansion.com

- Sans espoir démesuré, les Européens s'attaquent au chômage des jeunes - AFP

Conditionnement.

Ils n'en ont jamais assez...

- 76% des Français mécontents de la politique économique et sociale - AFP

Cela doit être pour cela qu'ils ne bougent pas... J'imagine ce qu'aurait écrit Engels...

... puis ils en ont trop...

- 51% des salariés français seraient prêts à assouplir certaines règles sociales - L'Expansion.com

Alors bradez-les au profit de ceux qui ont besoin, les patrons par exemple. Encore un sondage Medef-CFDT !

On s'en serait douté.

- Les députés renoncent à imposer l'étiquetage de l'origine de la viande sur les produits transformés - 20minutes.fr

- L'ultime espoir des victimes de Srebrenica s'envole à Strasbourg - Reuters

Paradis fiscal. Au pays où le travail fait l'objet d'une grande braderie...

- L'Irlande est retombée en récession L'Expansion.com

Intox

Ne vous retenez pas trop quand même !

- Prism: Twitter s'engage à ne pas livrer trop facilement les données de ses utilisateurs - L'Expansion.com

La bonne conscience des négriers des temps modernes.

- Sanctions commerciales des Etats-Unis contre le Bangladesh après les accidents - LeMonde.fr

Les "***ressources nationales***", ce n'est pas les contribuables !

- L'Eurogroupe s'entend pour éviter aux contribuables de renflouer les banques en faillite - Liberation.fr

Pour éviter de faire payer les contribuables quand une banque doit être restructurée ou liquidée, les Européens s'étaient déjà mis d'accord pour faire payer, dans l'ordre: les actionnaires, puis les créanciers les moins bien assurés, puis, le cas échéant, les détenteurs d'obligations dits "*seniors*" et en dernier recours les déposants, au-delà de la somme de 100 000 euros.

Un fonds national "*de résolution*" pourra intervenir et si nécessaire, seront sollicitées "*des ressources, soit nationales, soit européennes*", avec la possibilité de "*recapitalisation directe par le MES*", le fonds de secours de la zone euro, a expliqué Pierre Moscovici. Ce deuxième niveau d'intervention ne pourra pas dépasser 5% du passif de la banque. L'Expansion.com 27.06

Face à cette menace : intervenons militairement !

- Syrie: la France craint l'utilisation de gaz sarin par les rebelles - AFP

Cela doit être le dernier prétexte qu'ils ont trouvé pour justifier une intervention (directe) militaire en Syrie.

Pourquoi devrait-il en être autrement ?

- Cahuzac, DSK, Tapie, Guéant: "*Menteurs, voleurs et proscrits paradent sans vergogne*" - L'Express.fr

L'exemple vient d'en haut

- Cahuzac: Hollande a pu être informé dès le 4 décembre, dit Courson - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Comme larrons en foire au sommet !

Le Conseil européen s'est ouvert jeudi à Bruxelles dans un climat apaisé après une salve d'accords sur l'agriculture, les banques et le budget communautaire et la mise en sourdine par la France de son différend avec José Manuel Barroso.

Le chef de l'Etat français avait auparavant déclaré à la presse que la France, satisfaite par les décisions européennes de ces derniers jours, entendait juger les politiques et non se "*déterminer par rapport aux personnes*".

"*Je souhaite que nous puissions avoir un bon sommet, un sommet pour l'emploi des jeunes, un sommet pour la maîtrise de la finance et un sommet pour la croissance et l'emploi*", a-t-il ajouté. "*Franchement, c'est ce qu'attendent les Européens*."

"*A Bruxelles, tout le monde aura envie d'apaiser*", confiait à Paris l'entourage de François Hollande quelques heures avant le sommet. "*On n'a pas de conflit avec la Commission (...) Il y a eu, comme souvent avant un Conseil européen, une tension*."

La France veut que soit clairement mentionné le rôle des partenaires sociaux dans une future réforme des retraites.

"*L'objectif nous le partageons. Les modalités doivent être fixées par la France dans le cadre d'un dialogue social. Et je pense que*

c'est cette idée qui sera retenue", a dit François Hollande à son arrivée à Bruxelles. Reuters 27.06

Ils partagent tout, ils sont d'accord sur tout, normal, non ?

Confusion en l'absence de conscience de classe.

- A Berck, une librairie retire "*Mein Kampf*" de la vente - Le Nouvel Observateur

Je lui conseille de retirer aussi le *Manifeste du parti communiste* qui est un ouvrage diabolique, et puis toutes les bandes dessinées, les séries noirs, les romans, les essais, etc. des années 60 à 80 qui ont un relent raciste, xénophobe, misogyne, homophobe, colonialiste et j'en passe.

Ces dictateurs en herbe à l'esprit étroit ou limité, perclus de bonne conscience à géométrie variable, peuvent aussi procéder à un autodafé de tous les ouvrages jugés hérétiques publiés depuis deux mille ans ou plus qui font la part belle à l'ignorance ou à l'obscurantisme, qui célèbrent la barbarie, le militarisme, l'esclavagisme, la monarchie, bref, toutes les tares que la civilisation humaine trimballe depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours, puisqu'elle n'est pas encore sortie de sa préhistoire.

Voilà ce qui arrive quand on ne se situe pas sur un terrain de classe ou plutôt qu'inconsciemment on a adopté celui de la classe dominante. Car c'est créer un précédent qui à un autre moment justifiera de la part du législateur l'interdiction des oeuvres des marxistes ou des ouvrages d'auteurs progressistes jugés dangereux, par exemple pour la sécurité nationale comme dirait Obama.

Nous vivons sous un régime capitaliste, ces gens-là l'oublient ou n'y pensent pas.

Ils réagissent en fonction de leur état d'âme du moment qui est largement dicté par l'opinion générale sous influence, conditionnée ou formatée par la propagande que la classe dominante a conçue spécialement pour elle dans un but bien précis.

Une mesure ou une attitude adoptée sous un régime capitaliste pourra avoir un contenu réactionnaire, alors que sous un régime socialiste elle aura un contenu progressiste ou révolutionnaire. Or, on ne peut concevoir ou avoir à l'esprit cette distinction, qui plus est l'admettre et la comprendre, qu'à partir du moment où l'on pense la société en tant que classes distinctes aux intérêts opposés et irréconciliables.

En régime capitaliste, tous les rapports dans la société sont le produit de la domination d'une classe sur une autre, celle des exploiteurs sur les exploités, partant de là tous les rapports en porteront le sceau ou la marque. Il peut exister des exceptions lors de périodes de la lutte des classes favorables à la classe ouvrière... Or nous ne sommes pas du tout dans ce contexte, nous vivons au contraire une période de réaction sur toute la ligne. Ajoutons que la classe ouvrière ne se mobilise que pour des revendications à caractère social ou politique, des revendications qui revêtent pour elle une urgence, en revanche c'est la petite-bourgeoisie ou la classe moyenne qui se mobilise sur des thèmes de société, parfois au côté de certaines couches de la bourgeoisie quand ce ne sont pas elles qui les ont mis à l'ordre du jour.

Je suis contre cette mesure prise par cette librairie, par contre si nous prenions le pouvoir nous interdirions la publication ou la vente de ce genre d'ouvrages. On pourrait nous rétorquer que notre démarche n'est pas cohérente et qu'il y a là comme une contradiction.

Oui et non, notre démarche est parfaitement cohérente et il ne s'agit pas à proprement parler d'une contradiction.

Oui elle est cohérente parce que nous nous situons sur un terrain de classe, nous n'avons pas à nous substituer au législateur (ou un libraire qui s'en fait le porte-parole, le devance) qui représente la classe dominante et agit pour son compte, nous n'avons pas à encourager sa volonté de restreindre la liberté d'expression sous de faux prétextes ou hypocrites, à nous mêler aux voix qui s'emploient à redorer son blason ou à le faire passer pour démocrate, alors qu'au quotidien nous subissons une dictature, puisque les travalleurs n'ont pratiquement aucun droit politique ou leurs droits sociaux légitimes sont littéralement piétinés sans qu'ils puissent faire entendre leur voix. Nous ne réclamerons jamais ou nous ne soutiendrons jamais une mesure conduisant à réduire la liberté d'expression, même surfaite ou déformée en régime capitaliste, à l'opposé nous combattons pour qu'elle soit respectée et qu'elle soit étendue, ce qui ne pourra se réaliser pleinement ou réellement que lorsque le prolétariat aura pris le pouvoir.

Non, notre position ne constitue pas une contradiction parce que nous nous situons sur un terrain de classe. Nous avons dit plus haut qu'une mesure pouvait avoir un contenu réactionnaire ou révolutionnaire selon le régime en vigueur. Autrement dit la seule contradiction que nous reconnaissons est celle qui existe entre les classes, classes sociales dont les besoins sont effectivement contradictoires, et dont l'opposition alimente la lutte des classes. Nous ne faisons ici que tenir compte ou respecter cette spécificité ou distinction, qui en réalité remonte à l'origine de ces classes, inclus leur développement et leur devenir sur un plan historique, nous délimitons précisément ce qui appartient à chaque classe à travers chaque rapport, et contrairement à ce libraire nous ne faisons pas la confusion entre les deux.

Le régime et le gouvernement tentent par tous les moyens à se faire passer pour démocratiques alors qu'ils ne le sont pas. Le PS déploie d'immenses efforts pour se faire passer pour un parti de gauche, alors qu'il ne l'est pas. Dans la société vous trouverez toujours plein de gens sans conscience de classe et animés plus ou moins de bonnes intentions qui se proposeront d'apporter leur contribution pour redorer le régime en place d'une fine couche démocratique, pour qu'il soit plus présentable, plus fréquentable, plus supportable aussi, initiative relayée gracieusement par les médias notamment.

Aux Etats-Unis la situation est différente. Vous disposez selon la Constitution d'une liberté d'expression sans entraves, en principe ou en théorie seulement, et même en admettant que cela soit vrai, elle ne vous sert à rien, je parle pour les travailleurs, puisqu'elle est neutralisée pour ainsi dire par la puissance de l'argent, les médias ou par l'absence de droits politiques, de partis ouvriers.
A suivre.

Putréfaction des rapports sociaux.

- Couples gay: le mariage, un passage obligé avant d'adopter - AFP

On récuse le droit pour des parents d'imposer une religion à leurs enfants en bas âge ou avant qu'ils soient en âge de comprendre ce qu'est la religion et de décider librement s'ils veulent ou non en adopter une, au nom du respect du droit de l'enfant à disposer de lui-même...

Alors de quel droit un enfant se verrait-il imposer deux parents du même sexe sans son consentement, tandis que ce rapport est contraire à la nature dont il est le produit ? Il est vrai qu'on est tellement étranger à la nature et à la nôtre en particulier, qu'on a du mal à se poser ce genre de question, à en comprendre même le sens. Nous, nous passerons outre, et tant pis si nos idées ou nos positions doivent choquer les ignorants, jusqu'à preuve du contraire nous combattons encore l'ignorance, oui cela peut déranger certains, il est bon de le rappeler aussi, voilà où nous en sommes !

Imaginez un instant ce qui va se passer dans la tête de cet enfant quand il en viendra à se poser la question de savoir comment un enfant vient au monde, et qu'il aura pour modèle un couple qui ne le permet pas. Soit il reproduira le genre de rapport qu'il a sous son toit et il deviendra à son tour homosexuel, soit il choisira une autre voie et il se retrouvera en contradiction avec ce rapport qu'il devra affronter, dans les deux cas il vivra cette expérience comme un traumatisme.

Je ne veux même pas imaginer dans quel état psychologique il sera, sans parler de ce qu'il devra subir à l'école. Car en réalité l'immense majorité de la société va continuer à considérer les homosexuels comme des pestiférés, les dangereux aventuriers qui ont soutenu le mariage homosexuel et qui sont forcément favorables à l'adoption par ces couples s'en foutent, ils ne sont même pas posés la question, finalement cela ne les concernent pas directement, j'imagine qu'ils sont hétérosexuels, ils ne se mettront pas un instant à la place des ces gosses, c'est monstueux.

La suite, dans de précédentes causeries où j'ai abordé cette question en long, en large et en travers, contrairement à mes détracteurs qui n'ont pu produire aucun argument sinon celui de l'égalité, pure illusion en somme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

En Espagne, Luis Barcenas l’ancien trésorier du Parti populaire (PP) a été placé ce jeudi en détention provisoire dans le cadre d’une affaire de corruption. Cette décision de l’incarcérer vise à empêcher toute fuite vers l‘étranger.

A son arrivée au tribunal, l’homme a été conspué par un groupe de manifestants.

Agé de 55 ans, Barcenas est accusé de blanchiment d’argent, de corruption et de fraude fiscale. Les enquêteurs ont révélé qu’il disposait de deux comptes secrets en Suisse, chacun garni de plusieurs millions d’euros. L’homme assure que cet argent provient d’affaires tout ce qu’il y a de plus légales. La justice en doute.

Luis Barcenas a tenu les finances du Parti populaire pendant près de 20 ans. Et à ce titre, il est également visé par une autre enquête sur une présumée comptabilité occulte au sein du PP. euronews.com 27.06

2- Libye

Le ministre libyen de la Défense a été limogé après deux jours de combats entre milices, mardi et mercredi à Tripoli, qui ont fait dix morts et quelque 120 blessés.

Mohamed al Barghati avait proposé sa démission le mois dernier, après le siège de deux ministères par des groupes armés.

"*Nous lui avions demandé de rester. Mais après ce qui s'est passé hier, il a été décidé qu'il serait libéré de ses fonctions. Nous nommerons dès que possible un nouveau ministre*", a déclaré jeudi lors d'une conférence de presse le Premier ministre libyen, Ali Zeidan.

Par ailleurs, deux personnes ont trouvé la mort et 17 autres ont été blessées par trois explosions dues à des voitures piégées à Sebha, oasis du centre-sud de la Libye.

Le ministre libyen de l'Intérieur, Achour Chouaïl, qui tentait depuis plusieurs mois de réduire l'influence des groupes armés, a présenté sa démission le 21 mai et Youssef al Mangouch, chef d'état-major de l'armée libyenne, a quitté ses fonctions le 8 juin après des heurts meurtriers à Benghazi. Ali Zeidan a dit qu'un nouveau chef d'état-major serait nommé au plus tôt.

Près de deux ans après la fin du régime de Mouammar Kadhafi, les groupes armés qui ont contribué à son renversement restent omniprésents et suscitent une hostilité croissante dans l'opinion. Le gouvernement central, qui peine à établir son autorité, s'appuie toutefois sur certains d'entre eux pour maintenir l'ordre dans un pays où les armes pullulent.

Les combats des derniers jours dans la capitale ont été déclenchés par une attaque des membres de la milice de Zintane, au sud-ouest de Tripoli, contre le siège de la garde chargée de veiller sur les gisements pétroliers. Reuters 27.06

3- Syrie

Selon Wall Street journal, des navires bourrés d'armes et de munitions de la CIA viennent d'arriver en Jordanie et leur charge sera livrée dans les trente jours à venir aux terroristes de l'ASL et d'Al Qaida en action en Syrie ! ces armes seront stockés en Jordanie .

Cette livraison débute alors que les terroristes jugés "*désirables*" (ceux de l'ASL) reçoievent depuis des mois la formation nécessaire et que ces terroristes arriveront dans moins d'un mois et via la Jordanie en Syrie. En aôut les terroristes auront donc en leur possession des munitions made in Europe/Arabes. Dans le même temps, le journal fait part de l'intention de la France et de l'Arabie saoudite d'armer les terroristes toujours sous la supervision US de missiles performants et anti aérien, Manpods. "*Une vingtaine de missiles devront ainsi tomber entre les mains des terroristes*". Les autorités US disent vouloir surveiller l'usage de ces missiles. Mais le peuvent-ils? L'afflux sans précedent d'armes et de munitions vers la Syrie où des milliers de takfiris, égorgeurs, violeurs, n'attendent la moindre occasion pour tuer, c'est une erreur stratégqiue commise par Washington et ses alliés. Des centaines d'avions de ligne traversent le ciel syrien tous les jours et le fait de livrer des engins balistiques aux terroristes relève de la pure folie. french.irib.ir 27.06

SOCIAL

1- Portugal

La grève générale de 24 heures à l'appel des deux principaux syndicats du pays a principalement affecté les transports publics jeudi au Portugal, où la politique d'austérité draconienne mise en oeuvre par le gouvernement a contribué à plonger le pays dans la récession et fait exploser le chômage.

Les trains sont restés à l'arrêt, de même que le métro et le tramway de Lisbonne. De nombreuses lignes de bus étaient aussi perturbées. De nombreux services de l'administration sont également restés fermés. Les journalistes de l'agence de presse publique Lusa ont cessé le travail.

Dans les restaurants, les magasins et le secteur privé en général, la grève n'a en revanche pas été très suivie.

Selon la société aéroportuaire ANA, la grève a conduit à l'annulation de 37 vols sur plusieurs centaines de liaisons aériennes prévues dans la journée.

Dans le secteur privé, selon le syndicat CGTP, la production a été totalement stoppée sur le site Autoeuropa de Volkswagen, près

de Lisbonne, dont 600 voitures sortent chaque jour des chaînes d'assemblage.

Les ouvriers du chantier naval Lisnav, à Lisbonne, ont également fait grève.

"*C'est simple, si je ne travaille pas, je ne mange pas*", explique Augusto Nery, un électricien âgé de 53 ans qui, à l'instar de nombre de ses compatriotes, ne peut pas se permettre de perdre une journée de salaire. "Ce gouvernement m'écoeure, l'austérité nous étouffe, mais manifester ne nourrira pas ma famille", ajoute-t-il.

Le gouvernement n'a fourni aucune estimation de la grève ou de la participation aux défilés organisés dans les grandes villes du pays.

Avec cette quatrième grève générale en deux ans, les syndicats CGTP et UGT espèrent que le gouvernement assouplira sa politique d'austérité, qui s'est notamment traduite cette année par un alourdissement marqué des impôts, et optera pour une politique de croissance.

"Ces politiques d'austérité punissent le pays, violent le peuple et pénalisent les salariés et les retraités, cette grève est donc un cri de résistance contre cette politique", a déclaré Carlos Silva, qui dirige l'UGT.

Le pays traverse sa troisième année de récession et le chômage touche 18% de la population active (42% chez les jeunes).

Mais le gouvernement de Pedro Passos Coelho, qui dispose d'une solide majorité parlementaire, ne devrait pas infléchir sa politique alors qu'il entend sortir de l'assistance financière d'ici la mi-2014 et retourner sur les marchés pour se financer intégralement. Reuters 27.06

Rappel. Où va la France ? - Trotsky 1936

1- L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.

2- Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits?

Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses: elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.

Conclusion : nos dirigeants sont des "utopistes" ou ils n'ont pas compris grand chose, CQFD.

2- Chili

La police chilienne a expulsé jeudi des étudiants d'une vingtaine d'écoles de Santiago qu'ils occupaient depuis des semaines et qui serviront de bureau de vote dimanche pour les primaires de la présidentielle du 17 novembre.

Le mouvement étudiant chilien manifeste périodiquement depuis deux ans pour réclamer une éducation gratuite et de qualité. Mercredi, des dizaines de milliers d'étudiants ont défilé dans la capitale ainsi qu'à Concepcion (sud).

Le gouvernement estime que l'occupation des écoles constitue une entrave à la démocratie et pourrait dissuader des électeurs de voter dimanche pour choisir, à droite comme à gauche, un candidat pour la présidentielle du 17 novembre prochain. Reuters 27.06

3- Brésil

La ville de Belo Horizonte a été le théâtre hier d'un nouveau match entre 50 000 contestataires et forces de l'ordre. Des violences ont émaillé le mouvement réclamant des mesures contre la corruption et de meilleurs services publics.

Après deux semaines de manifestations, les protestataires ont déjà obtenu plusieurs victoires comme l'annulation de la hausse des prix des transports dans une dizaine de villes, l'incarcération immédiate d'un député corrompu, des investissements en infrastructures pour 18 milliards d'euros et un référendum d'ici octobre 2014. euronews.com 27.06

Haut de page

Le 29 juin 2013

CAUSERIE

J'ajouterai quelques articles ce soir ou demain matin.

Bon week-end à tous et bonnes vacances à ceux qui partent.

Les "***généreuses***" intentions d'Obama.

Vous avez peut-être entendu parler de "*sanctions*" que les Américains auraient imposées au Bangladesh parce qu'il ne respecterait pas les règles minimums de sécurité dans les usines textiles qui exportent vers les Etats-Unis.

Crédules, on aurait pu se dire que ce n'était peut-être pas une mauvaise décision et que cela forcerait les patrons à améliorer la sécurité, bref, on aurait pu penser que cette mesure profiterait aux ouvriers et ouvrières de ce pays.

Pas du tout, elle bénéficiera au Trésor américain !

- Le président américain Barack Obama a décidé de faire pression sur ce pays et l'inciter à prendre des mesures pour améliorer la sécurité des travailleurs. "*J'ai décidé qu'il est approprié de suspendre le Bangladesh du programme GSP pour les pays en développement car il n'a pas pris ou ne prend pas de mesures pour faire appliquer les droits internationaux des travailleurs dans son propre pays*", a indiqué Barack Obama. Cette mesure implique que de nombreuses sociétés important des vêtements produits au Bangladesh devront payer des droits de douane pour les faire acheminer aux Etats-Unis. L'Expansion.com 28.06

Après cela ils seront forcément portés à se rattraper sur les salaires qui resteront misérables.

ACTUALITE EN TITRES

Un cas de névrose obsessionnelle.

- En congrès, les militants UMP votent pour savoir s'ils doivent revoter - L'Express.fr

Et s'ils décident qu'ils doivent revoter, ils voteront enuite pour savoir quand ils devront voter, puis ils voteront pour savoir pour qui voter, et enfin peut-être, ils voteront pour le candidat de leur choix. Question : On les enferme tout de suite ou il faut encore attendre ?

Et quelles sanctions préconisez-vous ?

- Troubles sociaux: aucun pays "*à l'abri*" selon la Banque mondiale - AFP

Heureusement, les marchés de l'armement, de la sécurité et du renseignement sont florissants...

Sous-estimation.

- 16% des entreprises du BTP en infraction à la législation du travail - Liberation

Le rejet.

- Sondage : 70% des Français pensent que les politiques sont corrompus - LeParisien.fr

Peu importe, la question de la corruption idéologique qui concerne 100% d'entre eux ne sera pas posée. D'ailleurs cette question ferait l'objet d'une réponse forcément déformée, puisque les personnes interrogées la partageraient !

Le piège se referme.

- L'Afrique a besoin des USA contre les djihadistes, dit Macky Sall - Reuters

Ce ne serait pas les USA les chefs des djihadistes par hasard ?

Obama promu maître du monde !

- Réchauffement climatique: "*Obama sait qu'il va avoir besoin d'aide pour préserver le monde*" - L'Express.fr

Intox

- Syrie: seize hommes torturés à mort par les forces de sécurité - AFP

Parce que voyez-vous l'armée syrienne serait assez débile pour pratiquer des tortures et rendre ensuite les corps à leurs familles pour qu'on puisse l'accuser de se livrer à des tortures, alors qu'il était possible de faire disparaître les corps tout simplement.

Par ailleurs, il est parfaitement possible que l'armée syrienne se livre à des tortures sur les barbares qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple pour les faire parler et éviter d'autres massacres, cela ne me choque pas, puisqu'elle se retrouve confronter à une armée de contras pratiquant les pires crimes qui soient, y compris sur des enfants.

Ils ont atteint un tel degré dans la barbarie qu'il n'y a vraiment pas lieu de pleurer sur leur sort, que l'armée syrienne en face ce qu'elle veut, si cela peut permettre d'épargner des souffrances à des millions de victimes innocentes. De toutes manières, il faut les liquider physiquement, il n'y a pas d'autre solution, il est impossible de les épargner et de les laisser repartir dans leurs pays d'origine pour ensuite aller perpétrer d'autres crimes épouvantables dans leur pays ou d'autres pays.

Aux âmes sensibles de petits-bourgeois : c'est dialectique ! La dialectique de la nature !

Le coup du lapin à la chinoise est aussi fatal !

- Chine: Ils tombent par la fenêtre en plein rapport sexuel - 20minutes.fr

Et ils sont morts !

ACTUALITÉ DU JOUR

Voilà ce qu'ils ont fait de la société

- Narcotrafiquants de 11 ans dans une école du Pas-de-Calais - Le Nouvel Observateur

Et vous voudriez que l'on discute avec les salopards qui ont pourri la société à ce point-là, les partis qui ont été au pouvoir depuis 40 ans ? Il faut avoir quoi dans la tête pour fréquenter les dirigeants du PS ? Je ne parle pas de l'UMP et Cie. puisqu'il est entendu qu'ils sont notre ennemi.

C'est le doigt dans l'engrenage qui conduit à y laisser tout le corps.

Laxisme, aventurisme, dilettantisme, éclectisme, accommodation, conciliation, compromission, reniement, faillite totale et la boucle est bouclée.

Cela se rattrape direz-vous, c'est cela, vous avez le droit d'y croire ! C'est comme si vous aviez tiré sur une maille d'un ouvrage en laine et que vous ayez fini par le détricoter entièrement sans vous souvenir du modèle originel qui a disparu entre temps,

allez après le reproduire, impossible. Il vous faudra en tricoter un nouveau qui sera forcément différent, sauf que vous n'avez pas de modèle ou patron pour avoir balancé celui que vous possédiez.

Allez dire aux travailleurs américains qu'ils n'ont plus de droits politiques, ils le savent, dites-leur qu'ils doivent se battre pour en acquérir à nouveau, ils vous répondront qu'il leur faudrait reconstruire un véritable parti ouvrier mais qu'ils ont perdu la notice ou lâcher le fil pour réaliser cette tâche qui s'avère titanesque et truffée d'obstacles.

Leur problème et celui du mouvement ouvrier et du prolétariat dans tous les pays, c'est qu'il ne peut se construire que des partis sur le modèle du léninisme, or c'est le modèle dont ils sont le plus éloignés. Du coup, il est impossible d'avancer. C'est un paradoxe, un de plus que l'on est incapable de gérer correctement parce qu'il faudrait rompre avec l'opportunisme qui a complètement gangrené le mouvement ouvrier et son avant-garde. Il faudrait commencer par le reconnaître et l'admettre pour ensuite corriger le tir.
Mais apparemment il y a trop d'intérêts indivuels en jeu pour qu'on y parvienne actuellement ou rapidement alors qu'il y a urgence sur tous les fronts, c'est l'aspect le plus dramatique de la situation, car dans ces conditions l'avenir s'annonce très sombre.
Espérons que les faits me feront mentir.

Comme je le disais hier, il faudrait peut-être qu'une gigantesque catastrophe se produise ou que nous subissions une terrible défaite, encore un paradoxe, d'où émergerait une nouvelle avant-garde du prolétariat qui se lancerait à l'assaut de la direction du mouvement ouvrier dans la perspective de la prise du pouvoir, qui renouerait avec le fil du marxisme, du léninisme, du socialisme...

Ils ont décidé de briser tous les rapports sociaux.

1- Vers une nouvelle définition du harcèlement au sein du couple - L'Express.fr

Vivre en couple n'est pas la panacée dans leur société pourrie, et peu importe ici la forme adoptée par cette union, mariage, pacs ou union libre, cela n'a jamais été facile à vivre, cela devient de plus en plus compliqué, une grande partie des couples connaissent de graves tensions conduisant à leur éclatement sans pour autant espérer une vie meilleure par la suite, ou alors ils se maintiennent dans un climat de haine ou d'hypocrisie quasi invivable, un statu quo qui consiste à ne plus aborder les questions sensibles ou qui fâchent, l'un et l'autre étant aussi malheureux en essayant de ne pas trop le montrer, ne pas y penser demeurant impossible.

On vit tellement de frustrations dans leur société qu'on en vient à accuser l'autre d'en être responsable. La plupart de nos aspirations sont bafouées et nos besoins demeurent insatisfaits, c'est quelque chose qui nous ronge de l'intérieur inconsciemment, alors on cherche à les satisfaire par n'importe quel moyen en remettant en cause le fragile équilibre qui a été à la base d'un couple au risque de le briser. Ce n'est pas forcément dramatique si les choses se passent ouvertement, après tout on n'est pas liés pour la vie et on demeure toujours seul dans notre peau toute notre existence, donc libre de défaire des rapports qu'on a établi un jour.

Quant au harcèlement, sexuel je suppose, je n'ai pas pris le temps de lire cet article et je ne vois pas de quoi il pourrait s'agir d'autres, pour aborder cette question il faut revenir en arrière. Hier encore ou quelques années auparavant ce rapport bénéficiait d'un consentement mutuel et ne posait pas de problèmes, au contraire il donnait toute satisfaction à l'un et à l'autre. Alors qu'est-ce qui s'est passé depuis, quels autres rapports se sont modifiés pour en arriver à cette situation-là ?

La routine tue l'imagination et le plaisir, l'attirance réciproque que l'on éprouvait s'est émoussée, l'être humain est ainsi fait qu'il a besoin de renouveler sans cesse son environnement, ses propres besoins, peut-être plus particulièrement la femme que l'homme sur le plan sexuel, rappelons au passage que le besoin sexuel chez l'homme est pour ainsi dire permanent, alors que chez la femme il nécessite des dispositions particulières pour se déclencher, l'homme est peu exigeant en la matière, c'est dans sa nature biologique différente de celle de la femme, ce qui n'est pas le cas de la femme pour laquelle la part du mental ou de la psychologie joue un plus grand rôle.

On aura noté par ailleurs que la femme est en général plus résistante sur le plan psychologique que les hommes qui craquent plus facilement. Oui messieurs, la femme nous est supérieure, c'est bien pour cela qu'on passe notre temps à vouloir la rabaisser ou que parfois on ne supporte pas leur présence.

La femme se donne ou se refuse selon son humeur, son état d'esprit du moment, les problèmes qu'elle a ou non dans sa tête, et qui si elle en a, bloqueront son désir sexuel avec son partenaire habituel parce qu'inconsciemment il est associé à ses problèmes, ce qui ne sera pas le cas avec un autre homme qui lui fera penser à autres choses que ses problèmes, ce qu'un homme dans un couple admettra difficilement, vous aurez compris que je suis passé par là un jour et je n'ai pas eu la réaction adéquate hélas !

Comment ne pas en arriver à cette situation-là, le harcèlement ? Il n'y a pas de recette toute faite pour tous les couples. On peut essayer de parler ensemble mais cela ne sert pas forcément à grand chose, car si on en est arrivé à cette situation-là, c'est peut-être justement parce qu'on n'a pas réussi à se dire certaines choses dans le passé, on peut essayer de rattraper le coup mais c'est difficile, il faut sans doute être le plus naturel et le plus sincère possible, mais on a souvent des bocages psychologiques qui nous en empêche ou alors notre propre ignorance, on se montrera maladroit ce qui aggravera encore la situation.

Il arrive toujours un moment dans la vie d'un couple où il a réalisé tout ce qu'il avait projeté de faire, on a fait son nid, on a un ou des enfants, etc. il n'a plus de perspective dans laquelle il se renouvellerait d'une certaine manière de telle sorte que le stimulus qui servait d'exitation autrefois a disparu, ses perspectives ou ce qui lui procurent encore des satisfactions se situent à court terme et tombent aussi sous le coup de la routine, la sortie du vendredi soir, le week-end, les vacances, le bénéfice qu'on en tire est pour ainsi dire consommé sur place et il n'en reste pas grand chose par la suite, pas suffisamment pour alimenter ce stimulus ou créér une véritable exitation, quant aux autres plaisirs d'ordre matériel, ils sont tellement superficiels qu'ils ne peuvent remplir cette fonction, ils produiraient même plutôt l'effet inverse.

Pour bien faire il faudrait que le couple déménage, change de vie, brise la routine qui l'a tué à petit feu, s'offre de nouvelles perspectives que les deux membres partagent, qu'ils recommencent leur vie ensemble en espérant qu'un jour ils parviennent à comprendre comment l'un et l'autre fonctionne, ce qui est difficile lorsqu'on ne comprend pas comment fonctionne la société puisque c'est elle qui dicte en grande partie ces rapports.

2- Tunisie : rien de rien, les Femen ne regrettent rien - Atlantico.fr

La réaction a adopté la provocation tout azimut pour violer les rapports sociaux auxquels sont attachés les différents peuples et briser du même coup leur intégrité, par là elle tente de réaliser la même dislocation à laquelle elle parvient ailleurs par d'autres moyens, par les armes, par la guerre en montant les différentes communautés les unes contre les autres pour leur imposer sa politique néolibérale.

Ce qu'elle vise, c'est à la fois la liquidation de leur indépendance ou souveraineté qu'incarne l'Etat, et leur soumission à une idéologie obscurantiste et ultra réactionnaire. Quand vous vous penchez attentivement sur les principes qui régissent ce procesus vous y retrouvez ceux de la franc-maçonnerie et du sionisme.

La question n'est pas la nature des rapports sociaux qui sont le produit du capitalisme et des siècles qui l'ont précédé parfois, qui correspond à une société divisée en classes sociales antagoniques. Pourquoi ? Parce qu'il est impossible d'en changer la nature ou de les modifier profondément sans inverser les rapports entre classe dominante et classe dominée, aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir.

Tous les rapports sociaux dans la société étant liés aux rapports sociaux de production, dont ils sont en fait la reproduction dans différentes sphères de la société ou subissent fortement son influence, la destruction de ces rapports revient à détruire les bases sur lesquelles repose le capitalisme et donc les bases sur lesquelles repose notre combat pour le socialisme.

Dans un pays comme la Tunisie, la conscience des masses demeure largement archaïque, obscurantiste, moyennageuse, malgré les apparences les rapports sociaux demeurent en partie féodaux ou guidés par des principes religieux, ils ne dépassent pas le stade du développement économique auquel le pays est parvenu. Les masses sont très hétérogènes, certaines couches sont plus avancées que d'autres qui demeurent profondément arriérées, les inégalités sociales sont encore plus marquées qu'en France par exemple, le droit est accordé aux puissants, tandis que la masse de la population en est privé.

Ce que vise ce genre d'opération ne consiste pas à aider les masses à se libérer des obstacles qui entravent leur liberté, mais plutôt à les conserver en dressant les couches les plus avancées contre les couches les plus arriérées ou plutôt l'inverse, car ce sont celles-là qui sont choquées par ce genre de manifestations, elles sont destinées à provoquer une réaction violente des couches arriérées contre celles qui justement revendiquent des droits politiques et un meilleur niveau de vie, qui se dressent contre le régime en place, c'est donc bien la pire réaction qui est à l'oeuvre ici.

Finalement, ceux qui dans le mouvement ouvrier seraient tentés d'emboiter le pas à ces réacs pour changer les rapports sociaux dans la société sans que les rapports sociaux de production aient été changés au préalable, se trompent de combat et de camp. Il en va de même sur bien d'autres questions que nous avons évoquées récemment.

Nous noterez au passage que notre discours et nos positions sont cohérents, tout se tient, nous ne sortons pas des idées de nulle part pour se faire plaisir à la manière des charlatans ou des aventuriers qui saisissent les perches pourries que leur tend la réaction, on est encore capable de faire preuve de discernement, de lucidité aussi, si je peux me permettre de l'affirmer ici.

Un complément

- Une délégation de l’AIPAC reçue en Tunisie - french.irib.ir

- Selon des sources bien informées, une délégation de la très influente organisation américaine pro-israélienne « *American Israel Public Affairs Committee* » (AIPAC) a fait aujourd’hui [26 juin 2013] une escale remarquée en Tunisie, où elle est actuellement accueillie par d’éminentes personnalités politiques tunisiennes, à la fois du parti au pouvoir et de l’opposition, et ce jusqu’à vendredi.

Alors que l'AIPAC n'a jamais eu les honneurs de la Tunisie sous l'ère Bourguiba et Ben Ali, sa venue à Tunis, sous l'hégémonie d'Ennahda, interpelle d'autant plus que Rached Ghannouchi fait partie de ses hôtes de premier plan. Des caciques de l'ancien parti destourien, fondé par Habib Bourguiba en 1934, s'apprêtent également à réserver le meilleur accueil aux membres de cette délégation.

Toujours selon ces mêmes sources, nous avons appris que Rached Ghannouchi participait, il y a 15 jours, à un colloque à Washington, répondant à l'invitation d'un tunisien vivant aux États-Unis, Redhwane Masmoudi, président d'un think tank œuvrant au rapprochement entre les Frères musulmans et l'administration Obama. À cette occasion, une rencontre a été programmée entre le leader d'Ennahda et l'AIPAC. De là à en déduire que le déplacement de l'AIPAC à Tunis a été planifié lors de cette rencontre au sommet, il n'y a qu'un pas… french.irib.ir 28.06

Sionisme, salafisme, wahhabisme, takfirisme, tout cela sort du même tonneau immonde.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Après quatre jours de garde à vue, Bernard Tapie a été mis en examen vendredi pour "*escroquerie en bande organisée*" dans l'enquête sur l'arbitrage controversé de son litige avec le Crédit Lyonnais.

Vendredi soir, l'avocat de Bernard Tapie, Me Maurice Lantourne, qui avait été placé en garde à vue mardi à la brigade financière, a été mis en examen, également pour "*escroquerie en bande organisée*" et placé lui aussi sous contrôle judiciaire.

Au total, cinq personnes ont été mises en examen dans cette enquête par les juges, qui soupçonnent l'arbitrage d'avoir été truqué au profit de M. Tapie. AFP 28.06

2- Etats-Unis

Un général américain de haut rang à la retraite est soupçonné d'être à l'origine de fuites concernant une cyberattaque des Etats-Unis contre l'Iran en 2010, a rapporté jeudi 27 juin la télévision NBC News. Citant des sources judiciaires anonymes, la chaîne a indiqué que le général de la marine James Cartwright avait été averti de l'ouverture d'une enquête à son encontre pour avoir apparemment divulgué des détails sur une attaque américaine à l'aide du virus informatique Stuxnet contre les installations nucléaires iraniennes.

Le général Cartwright, 63 ans, est l'ancien numéro deux de l'état-major des armées. Ce général quatre étoiles a pris sa retraite en août 2011.

Stuxnet, conçu spécialement pour attaquer les opérations d'enrichissement d'uranium iraniennes, a frappé l'Iran en 2010 et a créé d'importants dégâts dans le programme nucléaire controversé de ce pays, selon la presse. Dans ses informations, NBC fait référence à un article du New York Times publié l'an dernier qui mentionnait Cartwright. L'article indiquait aussi que l'Agence nationale de sécurité (NSA) avait développé Stuxnet conjointement avec les Israéliens.

NBC News, citant également des sources judiciaires anonymes, indique que l'enquête du FBI sur la fuite sur Stuxnet s'était d'abord concentrée sur une éventuelle source à la Maison Blanche. Mais l'an dernier, les enquêteurs se sont intéressés plus particulièrement au général Cartwright, selon la chaîne de télévision. lemonde.fr 28.06

3- Egypte

Les religieux d'Al Azhar ont évoqué vendredi le risque de "*guerre civile*" en Egypte où partisans et opposants de Mohamed Morsi se sont affrontés, à Alexandrie, avant la grande manifestation prévue dimanche contre le président islamiste.

Un membre des Frères musulmans, dont est issu le chef de l'Etat, a été tué dans la nuit par balle dans le delta du Nil. A Alexandrie, des dizaines de personnes ont été blessées lors de heurts entre un défilé d'opposants et des islamistes.

"*La vigilance est de mise si l'on veut éviter de basculer dans une guerre civile*", a prévenu la grande institution sunnite du Caire.

Dans un communiqué, globalement favorable à Mohamed Morsi, elle impute à des "*bandes criminelles*" faisant le siège de mosquées les violences qui se sont soldées, selon la confrérie, par la mort de cinq de ses partisans en une semaine.

La vitrine politique des Frères a, de son côté, lancé une mise en garde, évoquant "*de graves conséquences susceptibles de plonger le pays dans une spirale de violence et d'anarchie*".

Elle dit tenir les dirigeants libéraux, dont Mohamed ElBaradeï, pour personnellement responsables d'incitation à la violence pour avoir recruté des "*voyous*" jadis à la solde de Hosni Moubarak.

A Alexandrie, 36 personnes au moins ont été blessées, selon une source au ministère de la Santé, dont un grand nombre par du plomb de chasse, lors d'échauffourées impliquant des centaines de personnes devant une permanence locale de la confrérie.

Un journaliste de Reuters a vu une dizaine d'hommes s'échapper d'un défilé anti-Morsi sur la corniche pour lancer des pierres sur les vigiles gardant le bâtiment.

Les opposants libéraux, laïques et de gauche avaient appelé leurs compatriotes à se rassembler vendredi sur la place Tahrir, haut lieu de la "*révolution du Nil*" de 2011 dans le centre du Caire, ainsi que dans d'autres villes, avant les grandes manifestations prévues dimanche, un an jour pour jour après la prestation de serment du président islamiste.

Quelques milliers de personnes ont déambulé aux abords de Tahrir. Certains dans la foule brandissaient des cartons rouges proclamant "*Dehors!*" à l'adresse de Mohamed Morsi.

Des milliers d'islamistes se sont rassemblés de leur côté près d'une mosquée de la capitale à la sortie de la grande prière hebdomadaire, en signe de soutien à Mohamed Morsi.

Ses adversaires espèrent réunir des millions d'Egyptiens lors de la grande manifestation de dimanche pour exiger de nouvelles élections un an après sa prise de fonctions à l'issue du premier scrutin libre de l'histoire du pays.

Les Frères affirment qu'un des leurs a été tué par balle jeudi soir dans l'attaque d'une permanence du mouvement islamiste à Zagazig, dans le delta du Nil. Au total, cinq personnes sont mortes dans les violences politiques au cours de la semaine écoulée, et des dizaines d'autres ont été blessées.

Les Frères musulmans disent que toutes les personnes tuées étaient des partisans de Mohamed Morsi, ce qui n'a pu être vérifié de source indépendante.

L'armée, en alerte sur les sites stratégiques, a prévenu les deux camps qu'elle interviendrait si la situation devenait chaotique. L'institution cairote, qui garde traditionnellement ses distances avec la classe politique, exhorte en outre l'opposition à accepter l'offre de dialogue de Mohamed Morsi plutôt que de persister à vouloir manifester dimanche.

Le chef de l'Etat a proposé mercredi soir, dans un discours télévisé, de réviser la Constitution et de promouvoir la réconciliation nationale, des propositions jugées trop vagues par ses adversaires.

Il est difficile d'anticiper le degré de mobilisation de l'opposition, qui affirme avoir réuni 15 millions de signatures dans une pétition réclamant le départ de Morsi.

Plusieurs mouvements de protestation depuis la chute de Moubarak n'ont pas toujours réussi à atteindre leurs objectifs mais le mécontentement de la population s'alimente d'une dégradation des conditions économiques. Reuters 28.06

Les tenants du Nouvel ordre mondial qui croyaient qu'ils pourraient imposer leurs pantins à tous les peuples de la région et au-delà ne sont pas au bout de leur peine et nous nous en réjouissons...

4- Syrie

Moscou espère que la position sur la Syrie consacrée dans le mémorandum du G8 lors du sommet de Lough Erne sera appliquée par tous les pays du groupe, ainsi que par les autres membres de la communauté internationale, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

"*Les dirigeants du G8 (…) ont exprimé leur ferme attachement à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance de la Syrie, ainsi qu'au maintien du caractère laïque, multiconfessionnel et multiethnique de l'Etat syrien*", a rappelé le ministre lors d'une conférence de presse à l'issue de négociations avec son homologue marocain.

Et d'ajouter que dans ce même document, les dirigeants du G8 avaient appelé le gouvernement et l'opposition de la Syrie à faire front uni pour chasser du pays tous les terroristes.

"*Je compte sur l'application de cette position par tous les pays du G8 et sur son soutien par les autres membres de la communauté internationale, et surtout par ceux d'entre eux qui sont directement impliqués dans les efforts tendant à désamorcer la crise syrienne*", a souligné M.Lavrov french.irib.ir 28.06

5- Algérie

Sept terroristes ont été tués par l'armée algérienne à la frontière avec la Libye dans une opération de traque, ont rapporté jeudi les médias locaux.

Citant une source sécuritaire, le journal local El Khabar a révélé que les forces de l'armée ont traqué un groupe armé dans la nuit de mercredi à jeudi dans la province d'Illizi, à 1.800 km au sud-est d'Alger, à la frontière avec la Libye.

L'opération a abouti à l'élimination de sept hommes armés, tandis qu'un nombre inconnu d'autres terroristes sont toujours encerclés, précise la même source.

L'armée algérienne a déclaré l'état d'alerte à la frontière avec le Mali, la Libye et la Tunisie, à la suite d'informations sur une attaque terroriste potentielle qui ciblerait des sites vitaux de ce pays d'Afrique du Nord, indique la même source.

Selon les informations recueillies, trois groupes armés tentent de s'infiltrer en Algérie par les frontières avec la Tunisie, la Libye et le Mali, pour mener une attaque terroriste préparée depuis quelques mois.

A la mi-juin, cinq terroristes appartenant au Mouvement pour l'Unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) ont été tués par l'armée algérienne alors qu'ils tentaient de s'infiltrer sur le territoire algérien via la frontière avec le Mali. french.irib.ir 29.06

6- Bahreïn

Selon des sources bien informées, les Etats Unis envisageraient de reproduire le scénario qatari à Bahreïn et de remplacer le premier ministre par le prince héritier. selon le site Maraat al bahrein, qui cite ces sources, ce sont les Américains qui sont à l'origine du coup d'état qui a coûté le trône à Hamad ben Khalifa, et ce sont toujours les américains qui entendent exiger au PM bahreini Khalifa Ben Salman Al Khalifa d'abdiquer au profit de Salman Ben Khalifa. Cela fait quarant ans que Bahrein a le même premier ministre, c'est à dire depuis la fin du colonialimse britannique. Mais qu'a dit le PM bahreini?

Selon ces sources, " *la réaction du PM bahrein a été diamètralement opposée à celle de l'émir Hamad Ben Al Thani. Le PM a menacé de mettre à feu et à sang Bahreïn si on "touche à son fauteuil de premier ministre". Le PM a la possibilité de mettre en branle " les extrémistes salafistes à Bahrein et en ce sens il pourrait provoquer une guerre confessionnelle". Le PM a même affirmé aux autorités saoudiennes au cours d'un récent voyage à Riyad que le prince héritier de Bahreïn n'est pas prêt à assumer son rôle et qu'il lui faudrait encore du temps pour diriger le pas*" Le PM bahreini réclamerait en outre un demi milliards de dollars à titre de récompense pour ses loyaux services avant de se retirer. french.irib.ir 28.06

SOCIAL

France

Explosion des radiations pour défaut d'actualisation, + 19.9% en 1 seul mois. (le mois dernier c'était explosion des radiations administratives).

Radiations des listes A,B,C,(D,E) de Pôle Emploi par motifs, Mai 2013 :

- Défauts d'Actualisation : 219 500, 45,2 % des sorties des listes (+ 19.9% en 1 mois !)
- Radiations Administratives (les punis) : 45 100, 9,3 % des sorties
- Autres Cas (mystérieuse rubrique, les morts, suicidés, emprisonnés ?) : 53 400 et 11 % des sorties.

soit 318 000 radiés des listes (65,5 %) pour autres motifs que :
- Stages parking : 38 900, 8 % des sorties.
- Arrêts maladie, maternité etc : 33 700, 6,9% des sorties.

- Reprises d'emploi déclarées : 94 900, ne représentent que 19,5 % des sorties des listes de pôle emploi, et encore, y compris contrats aidés, etc ..

Demandeurs d'emploi par catégories :

A : 3 264 500 + 0 % (+ 11,5 % sur 1 an)
B : 635 100 + 0,3 % (+ 10,2 % sur 1 an) travailleurs précaires - de 78 heures
C : 896 000 - 0,7 (+ 4,7 % sur 1 an) travailleurs précaires + de 78 heures
D : 272 200 + 3,1 % (+ 10,2 % sur 1 an) stages parking etc
E : 350 600 + 0,1% (- 3,8 % sur 1 an) contrats aidés etc

TOTAL : 5 418 400 (données corrigées), hors DOM TOM, soit + 9 % sur 1 an, + 4800 en 1 mois.

TOTAL, dom-tom compris : 5 737 700 (page 15 du rapport de la DARES, lien en bas de page)

Quelques chiffres qui parlent :

Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 14,9 % sur 1 an
Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 19 % sur 1 an
Chômage des 50 ans et +, + 14,9 % sur 1 an

+ d'1 chomeur inscrit à pôle emploi sur 2 (50,5 %)ne perçoit AUCUNE INDEMNITE, ni ARE (allocation retour à l'emploi), ni allocation de solidarité (ASS, AER ...)

Le + scandaleux, LES DEMANDEURS d'EMPLOI INVISIBLES, complètement en dehors des statistiques

Ne sont pas comptés dans ces 5 737 700 demandeurs d'emploi et travailleurs pauvres occasionnels :

1 263 200 foyers bénéficiaires du RSA, en effet sur 2 100 000 environ de foyers (chiffre sous estimé datant de l'an passé) , seuls 836 800 sont inscrits à Pôle Emploi, les autres bénéficient d'autres suivis (associations, collectivités locales etc) en sachant qu'un foyer bénéficiaire, comporte parfois + d'un demandeur d'emploi en son sein.

+ 1 000 000 au bas mot, de bénéficiaires de l'AAH ou d'une pension d'invalidité, ne sont pas inscrits à Pôle emploi

+ des centaines de milliers, voire peut-être + d'1 million de SANS-DROITS, principalement :

- des jeunes de moins de 25 ans, primo demandeurs d'emploi, qui comme vous le savez n'ont même pas droit au RSA. (quasi unique en Europe)

- Etc.

Faites le calcul vous même, on arrive au total, à + de 9 MILLIONS demandeurs d'emploi en France, et travailleurs pauvres occasionnels. agoravox.fr et wikistrike.com 27.06

ECONOMIE

1-Or

L'or est retombé à son niveau le plus bas depuis pratiquement trois ans. Le cours de l'once d'or cotait en effet 1.224,18 dollars mercredi, soit un minimum depuis le 24 août 2010. Le métal précieux est toujours affecté par la perspective d'un resserrement de la politique monétaire extrêmement accommodante aux États-Unis et par un recul de la demande d'investissement dans le métal jaune. L'once d'or a perdu près de 200 dollars depuis début juin, dont plus de la moitié depuis jeudi dernier.

"*La combinaison du renforcement du dollar, de l'amélioration de la situation économique (aux États-Unis) et la réévaluation des attentes du marché autour des mesures exceptionnelles de la (Fed) font chuter les prix*", a résumé David White, courtier chez Spreadex. Cette annonce a été suivie de celle de l'annonce d'un possible retrait des mesures de soutien exceptionnelles de la Réserve fédérale américaine (FED) à l'économie des Etats-Unis.

La mise en oeuvre de ce calendrier est conditionnée à l'amélioration de la première économie mondiale, qui s'est vue confirmée mardi par la publication d'une série de bons indicateurs macroéconomiques américains.

La perspective d'un resserrement de la politique monétaire expansionniste de la Fed atténue les craintes d'une augmentation de l'inflation, renforce le dollar et pousse les taux des obligations d'État américaines vers le haut - trois conséquences négatives pour l'or.

Traditionnellement considéré comme un bouclier contre l'inflation, l'or devient d'autant moins attractif qu'il n'offre aucun rendement face à des actifs plus rémunérateurs.

De ce fait, les investisseurs spéculatifs se détournent du métal jaune: "*depuis le début de l'année, presque 565 tonnes d'or sont sorties des ETF (fonds d'investissement adossés à des stocks physiques d'or, ndlr)*", rapportait-on chez Commerzbank. Face à cette chute de la demande d'or "*papier*", c'est-à-dire sous forme d'actif financier et non matérielle, la demande physique de métal jaune ne rebondit pas, en partie à cause des mesures mises en place en Inde - un tiers de la demande mondiale - pour limiter les importations d'or.

"*Les achats officiels se poursuivent grâce aux banques centrales (...) mais ce sera certainement insuffisant pour compenser les ventes d'or de la part des investisseurs et des spéculateurs*", a estimé Mitul Kotecha, analyste chez Crédit Agricole CIB. L'Expansion.com avec AFP 26.06

Hier l'once d'or est passée sous la barre des 1.200 dollars.

2- France

La dette publique de la France a augmenté de 36,5 milliards d'euros au premier trimestre pour atteindre 1.870,3 milliards fin mars, soit 91,7% du PIB, selon les statistiques publiées vendredi par l'Insee.

Le ratio de dette sur PIB a ainsi augmenté de 1,5 point par rapport à fin 2012.

La dette de l'Etat a augmenté de 37,3 milliards d'euros sur le trimestre pour s'élever à 1.477,2 milliards, précise l'Insee dans un communiqué.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens de Maastricht inclut celles des administrations de sécurité sociale (212,7 milliards fin mars), des administrations publiques locales (170,5 milliards) et des organismes divers d'administration centrale (9,9 milliards).

La dette nette des administrations publiques s'élevait à 1.697,1 milliards d'euros fin mars, soit 83,3% du PIB, contre 82,4% fin 2012, en progression de 21,9 milliards sur trois mois, ajoute l'Insee. Reuters 28.06

3- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé vendredi un relèvement des taxes sur le tabac et les spiritueux ainsi que la suppression de certains allègements d'impôts accordés aux entreprises mais ces mesures restent loin d'engager la refonte du système fiscal jugée nécessaire par l'Union européenne et le FMI.

"*Nous voulons avoir un système fiscal comparable à ceux de pays qui disposent des entreprises les plus compétitives au monde*", a déclaré le ministre du Trésor Cristobal Montoro, lors d'une conférence de presse. "*En termes de recettes, le système fiscal sera plus équitable.*"

Depuis le début de la crise, les gouvernements successifs avaient privilégié la baisse des dépenses pour tenter de rapprocher les comptes publics de l'équilibre.

La récession dans laquelle l'Espagne est plongée depuis bientôt cinq ans a fait fondre les recettes de l'Etat de plus de 50 milliards d'euros, ramenant le taux de prélèvements obligatoires à 36,4% du PIB contre 41,1% en 2007 alors que la moyenne de l'Union européenne est de 45,4%.

Les mesures fiscales annoncées vendredi représentent des recettes nouvelles de 800 millions d'euros en 2013, a précisé à Reuters le porte-parole du ministère du Trésor, corrigeant le chiffre initial d'un milliard évoqué par Cristobal Montoro.

Elles incluent une hausse de 10% de la taxe sur les spiritueux, qui ne touche pas le vin et la bière, ainsi qu'un relèvement des prélèvements sur le tabac, pour un montant cumulé estimé à environ 400 millions d'euros.

Une autre taxe, sur les gaz fluorés, utilisés entre autres dans la réfrigération et la climatisation, devrait rapporter 700 millions d'euros par an.

Le ministre de l'Economie Luis de Guindos a nié que le gouvernement envisage un relèvement de la TVA sur les produits bénéficiant du taux réduit, comme le pain ou le lait.

ne telle mesure pourrait rapporter 8,7 milliards d'euros par an, selon des estimations du cercle de réflexion espagnol Fedea.

Le déficit budgétaire espagnol a été ramené à 7% l'an dernier contre 9% en 2011, grâce principalement à des coupes dans les dépenses publiques. Mais la priorité est désormais donnée à l'augmentation des recettes. Le gouvernement de Mariano Rajoy a relevé l'an dernier le taux normal de TVA de 18% à 21% mais celui-ci ne concerne que 42% des produits vendus en Espagne, contre 82% en Allemagne et 71% en France. Reuters 28.06

4- Irlande

En octobre 2008, alors que l'Irlande était au bord de la faillite, son ministre des Finances d'alors, Brian Lenihan, assurait que le plan de sauvetage des banques élaboré par le gouvernement était "*le renflouement le moins cher du monde*".

Cinq ans plus tard, la facture de ce plan s'est envolée pour atteindre 64 milliards d'euros, l'équivalent de 40% du produit intérieur brut (PIB) annuel du pays, et les 4,6 millions d'Irlandais sont voués à de longues années d'austérité.

C'est dans ce contexte déjà morose, marqué jeudi par l'annonce d'une rechute en récession au premier trimestre, que le quotidien Irish Independent a publié cette semaine le contenu de conversations tenues en 2008 entre des dirigeants de l'Anglo Irish Bank (AIB), liquidée depuis.

Entre deux plaisanteries sur le plan de sauvetage et une parodie de l'hymne national allemand, ces cadres dirigeants y reconnaissent que le montant de leurs demandes d'aide financière a été fixé pratiquement au hasard et qu'il valait mieux le sous-estimer pour éviter une mise en faillite pure et simple.

Eamon O'Cuiv, membre du gouvernement à l'époque du sauvetage d'AIB, a constaté que les banques aidées avaient donné aux autorités des informations totalement différentes de celles évoquées dans ces conversations.

"*Nous savons aujourd'hui qu'ils mentaient effrontément et qu'ils le faisaient en toute impudence*", a-t-il dit à Reuters.

La publication de ces conversations alimente la colère des Irlandais, d'autant qu'aucun responsable des banques renflouées par l'Etat n'a été inquiété par la justice et qu'aucune enquête officielle n'a été diligentée sur les circonstances de la crise bancaire.

"*Bernard Madoff aurait sans doute souhaité s'installer en Irlande*", explique John Sheehy, 35 ans, salarié d'une société de services financiers, en référence à l'escroc américain condamné à 150 ans de prison. "*Aujourd'hui, il serait assis avec les autres à boire une pinte.*"

Pour l'instant, l'actualité irlandaise reste dominée par les conversations des banquiers et les interrogations sur les responsabilités politiques, avec des titres tels que "*Pourquoi personne n'est en prison ?*" ou "*Un jour de plus, des milliards de plus*". Reuters 28.06

5- Espagne

Le conseil municipal de Badalona, une ville de la banlieue de Barcelone (Catalogne) de plus de 200.000 habitants, a voté une résolution pour rejeter une partie de ses dettes de 31 millions d'euros à l'égard du gouvernement espagnol qu'il juge illégitime, rapporte le journal El Publico. Cette décision n'a pas vraiment de conséquences juridiques, étant donné que le gouvernement local est toujours tenu de payer ses dettes, mais elle est considérée comme un signal politique fort.

Les prêts en question proviennent d'un plan de paiement des contractants établi en 2012 par le gouvernement espagnol, qui avait pour but de régler des arriérés dus par les gouvernements local et régional à des entreprises privées. Les prêts ont été consentis par l'institution de crédit publique ICO et distribués par le réseau de banques commerciales (dans ce cas d'espèces, Caixabanc, Catalunya Banc, Bankia, Banco Sabadell, CAM, Banco Santander, Banesto, Banco Popular, Bankinter, Caja España, Cajamar et BBVA).

Le conseil municipal a estimé que ces prêts étaient illégitimes, parce que ces banques ont emprunté l'argent au taux de 1% auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) puis elles ont prêté ce qui n'était finalement que de l'argent du gouvernement au taux

de 5,54% alors que «*l'argent aurait pu aller directement d'un établissement public (la BCE) à un autre (l'État)*».

« *Nous devons faire cesser cette escroquerie légale et changer le mécanisme de financement des organismes publics. Nous avons également besoin de nommer des auditeurs pour que les gens sachent quelle partie de la dette est illégitime, et que nous puissions refuser de payer. Ce système de financement est pervers, injuste, et il facilite la dictature financière* », a-t-il conclu. express.be 27.06

Et en France et ailleurs, les banques rackettent les régions de la même manière. Au fait qui dirigent les régions en France ? Le PS.

Haut de page

Le 30 juin 2013

CAUSERIE

10h15 (heure locale, 5h45 en France).

Vous trouverez en ligne 17 nouveaux articles.

Le point faible des militants et des travailleurs, de la population en général, c'est qu'ils n'ont pas le temps de s'informer correctement, au plus près de la source, de comparer des infos, etc. contrairement à ceux qui les gouvernent, les conditionnent, les manipulent, exercent leur contrôle sur eux finalement, c'est pratique, incolore, inodore, discret au possible et surtout terriblement efficace.

Vous avez tort de ne pas communiquer avec moi. Je veux dire par là que connaître votre état d'âme, savoir qui vous êtes et ce que vous faites ne m'intéresse pas ici, je ne veux même pas connaître vos idées ou vos positions politiques, qu'est-ce que vous voudriez que je fasse de ces renseignements, rien, par contre il y a bien des questions qui doivent vous tarauder, ne me dites pas le contraire je ne vous croirais pas ou alors c'est que vous seriez des crétins ce que je me refuse à croire.

Vous m'aideriez ainsi à réfléchir à certains sujets parce que toutes les bonnes questions ne me viennent pas forcément à l'esprit au moment opportun et cela perturbe mon travail ou lui donne un aspect décousu ou un manque de rigueur, vous savez que je suis un partisan de l'ordre et de la discipline donc j'enrage quand je me rends compte que je suis passé à côté d'une question, en réalité je me trimballe une grosse fatigue ou je suis en état permanent de surmenage intellectuel et physique, je dors très peu, je n'ai pratiquement aucune distraction à part le jardin et accessoirement TV5Monde Asie.

Je veux, je dois arrêter les Infos en bref, je n'ai pas le choix car ma santé en dépend mais aussi mon travail. Il me faut absolument aller au bout de chaque question (défi) qui nous sont posées, est-ce que vous comprenez cela ? Cela demande une disponibilté d'esprit que je n'ai pas toujours parce que je suis complètement crevé ; quand il arrive un moment où on ne parvient plus à penser, où la machine se grippe, il faut dire stop, il y a quelque chose qui ne va vraiment pas, il faut immédiatement remédier à cette situation-là, c'est un impératif, c'est la priorité des priorités. C'est peut-être dû au fait que j'ai des capacités intellectuelles limitées, mais bon, il faut faire avec et ne pas trop les malmener car elles sont comme moi et finissent par s'épuiser.

Donc à partir de demain 1er juillet cette rubrique aura cessé d'exister dans le site, il se peut cependant que je conserve des articles relatifs à la Syrie et à sa région car c'est le point chaud du moment, il faut que vous puissiez suivre au quotidien les derniers développements.

Tenez, je vous refile un tuyau.

Hier j'ai appris que les Russes avaient conçu un plan d'action pour bombarder Doha et Riad "*au cas où*" les Américains et leurs alliés attaqueraient la Syrie... Ce n'est pas un canular, chaque jour je lis un tas de conneries, là c'est très sérieux, c'est extrêmement important comme info, car cela signifierait peut-être le début d'une nouvelle guerre mondiale, j'ai bien dit "*peut-être*", et puis des plans tout le monde en fait sans qu'ils soient forcément appliqués, ne me faites pas passer pour un mythomane qui prédit des catastrophes tous les quatre matins ou un manipulateur qui vous raconte des salades (Engels) pour vous vendre des idées. D'ailleurs c'est bien simple, pour que vous puissiez le vérifier vous-même, je vous donne cette info, elle vient d'un responsable militaire russe et elle est relayée par la radio iranienne d'Etat.

- Un responsable militaire russe a fait état d'un plan russe de bombardement, le cas échéant, du Qatar et de l'Arabie saoudite .

Dampress qui se réfère au site russe Tele Gravest pour diffuser cette information : " *La Russie a des plans pour bombarder le Qatar et l'Arabie saoudite et cette opération peut être décidée puis avoir lieu en 24 heures*", affirme ce responsable militaire qui dit

"*vouloir sanctionner l'alliance de ces pays avec les Etats-Unis dans leur guerre contre la Syrie.* "

Selon les plans projetés, "*un escadron de Sokhoï 27 S ou de bombardiers Sokhoï 34 accompagné d'avions ravitailleurs bombardera les villes de Doha et de Riyad*", mais comment se tracera-t-il l'itinéraire emprunté par ces avions? Toujours selon ce responsable, " *les avions russes pourront emprunter le ciel iranien vu la longue distance qui sépare la Russie de ces pays du Golfe Persique*". L'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie pourrait déclencher une guerre totale entre la Russie et les Etats Unis, affirment les analystes. french.irib.ir 29.06

Voilà comment je fonctionne, vous avez besoin de le savoir j'insiste, après tout je pourrais me faire manipuler involontairement et vous manipuler indirectement en vous donnant des infos télécommandées. C'est légitime et parfaitement votre droit de l'exiger, aucun portail ou très peu procèdent de cette manière, font preuve d'une telle rigueur ou de tant de scrupules, à part le Réseau Voltaire, Michel Collon, le Comité Valmy, Le Grand Soir et quelques autres parmi les plus connus.

Vous pourriez vous dire que les Iraniens ont intérêt à faire monter la sauce contre les Américains et que ce plan ressemble à une mauvaise blague. O. K., pourquoi pas, vous avez raison, après tout on n'est jamais trop vigilant. Une autre info confirme qu'on n'est pas en présence de mauvais plaisantins.

- Selon Ria Novosti, l'Iran et la Russie envisagent d'organiser des exercices militaires conjoints dans les eaux de la caspienne ; Nicolaï Yakubovsky , commandant adjoint de la flotte russe en Caspienne a annoncé que ces manoeuvres vont se tenir dans la seconde moitié de l'année chrétienne en cours.

Selon Rian, la partie iranienne a bien accueilli la proposition russe sans s'exprimer sur les détails du projet. La première manoeuvre maritime irano-russe dans la mer caspienne a eu lieu en 2009 et elle a impliqué quelques 30 bâtiments et navires. french.irib.ir 29.06

On peut en déduire que les Russes et les Iraniens pour avoir une collaboration à ce niveau-là sont en contact permanent, et ni l'un ni l'autre n'a intérêt à raconter des blagues sur l'autre qui viendraient nuire à leurs intérêts communs. Et puis, on parle de guerre.

Je ne voudrais pas pourrir votre dimanche ou vos vacances, il est toujours bon d'être informé et d'avoir à l'esprit la situation pour ne pas être pris au dépourvu et avoir la bonne réaction le moment venu.

Finalement, je me tiens mieux informé que nos dirigeants qui cumulent des fonctions et n'ont que peu de temps pour s'informer. Quant aux informations qu'ils peuvent se communiquer entre eux, elles sont biaisées ou tronquées, ce sont ces informations qui servent à leurs analyses et qu'ils fournissent à leurs militants.

Il y a deux manières de se comporter face à la réalité.

- Soit on considère l'ensemble des faits ou des facteurs dans leurs rapports dialectiques sans y introduire un élément subjectif, et c'est seulement ensuite qu'on se livre à leur interprétation ou qu'on en tire des conclusions ou des enseignements ;

- Soit on procède à l'inverse, on les présente à partir de l'interprétation qu'on en fait ou de la conclusion à laquelle on voulait parvenir afin de justifier une position politique, faits et interprétations sont étroitement mêlés de telle sorte que le lecteur soit incapable de discerner ce qui appartient à l'un et à l'autre, de démêler le subjectif de l'objectif, comment, auquel cas certains facteurs ne devront pas apparaître ou le rôle qu'on leur attribuera ne correspondra pas forcément à la réalité, des faits devront être tronqués, donc déformés pour orienter le lecteur dans une direction donnée.

Dans le premier cas, le lecteur pourra se forger sa propre conviction à partir des faits qui ont été portés à sa connaissance, tandis qu'il sera libre de partager ou non l'analyse ou l'interprétation qui en a été donné par l'auteur de l'article puisqu'il lui aura été fourni la possiblité de bien discerner la part qui revient aux faits et celle qui relève de l'interprétation du rédacteur de cet article.

Dans le second cas, il lui faudra procéder à ce discernement, s'il en a la capacité, et même s'il possède cette qualité, il n'est pas dit qu'il ne sera pas manipulé, parce que les intentions de l'auteur n'apparaissent pas toujours clairement, ils peuvent être masqués, c'est ce qui arrive le plus souvent, il peut aussi l'induire en erreur en le mettant sur une fausse piste pendant qu'il ne se rendra pas compte que les faits qu'on lui a servis ne correspondaient pas tout à fait ou pas du tout à la réalité, et oui, car l'essentiel peut être de vous mettre en présence de faits tronqués sans que vous vous en aperceviez pour que vous les interprétiez faussement vous-même, c'est très sournois comme procédé, aussi efficace que les non-dits par exemple, vous vous manipulez vous-même, par ignorance !

On pourrait ajouter qu'il arrive et c'est assez fréquent, que l'auteur d'un article se leurre lui-même, interprète inconsciemment de façon erronée une situation pour avoir sous-estimé ou surestimé un facteur, ou pour lui avoir attribué abusivement un rôle qu'il ne remplit pas ou l'inverse, l'avoir fait disparaître arbitrairement parce qu'il considérait qu'il ne jouait aucun rôle dans la situation. Or, moi ou vous lecteur, pour vous forger votre propre idée, il vous faut au minimum les faits qui sont à l'origine d'une situation,

s'il vous en manque vous ne pourrez pas l'interpréter correctement, donc encore moins en tirer des conclusions ou des leçons.

Tenez, je vais vous dire un truc.

Souvent, quotidiennement en fait, dans les articles des agences de presse ils ajoutent des déclarations de dirigeants du PS ou de leurs semblables en Europe ou de dirigeants de l'UMP, de l'UDI, etc., déclarations parfaitement inutiles ou sans aucun intérêt, mais qui qui ont pour objet de les faire passer auprès des lecteurs pour des opposants à telle ou telle mesure ou au régime ou encore de les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, pour induire le lecteur en erreur sur leurs réelles intentions, leur nature, et bien je les supprime systématiquement, sauf quand elles contiennent un élément en rapport avec les faits exposés ou qui permet de mieux comprendre la situation. Je censure par exemple les déclarations du FN, systématiquement, tous les jours ils nous donnent l'avis de Marine Le Pen sur tous les sujets d'actualité, c'est une manière comme une autre de présenter le FN sous un jour acceptable, n'est-il pas un parti comme les autres, d'habituer les lecteurs à sa présence, de l'instrumentaliser au profit du gouvernement, du régime.

Il faut absolument être sensibilisé à cette question à l'heure où la situation se présente de plus en plus sous la forme de contradictions (tendues à l'extrême, inattendues, inextricables) ou de paradoxes, qu'il nous faut discerner pour ne pas être abusé ou se méprendre sur la réalité et les tendances qui s'en dégagent.

La suite de l'actualisation du site plus tard dans la journée.

Dans la rubrique Tribune libre, les articles suivants n'étaient pas disponibles parce que j'avais commis une erreur dans leurs adresses, avec mes excuses à ces camarades :

- Où va la Turquie ? (Prométhée) (18.06)

- Révolution communiste n°1 (GMI) (20.06.13)

La situation en quelques questions ou comment combattre la lutte des classes, le socialisme.

Comment faire pour mieux diviser et affaiblir la classe qui est dominée, très hétérogène et la plus arriérée ?

Comment faire pour que la petite-bourgeoisie ou la classe moyenne ne soit pas tentée de s'allier au prolétariat ?

Comment faire pour tenter de briser l'antagonisme qui existe entres les classes, pour rendre perméable la frontière qui les délimite ou les sépare ?

Comment faire pour qu'une grande partie des masses se reconnaissent toujours dans le régime en place, ne lui tournent pas le dos, ne rompt pas avec lui ?

Comment faire pour distraire les classes dominées des questions essentielles que le régime ne peut pas résoudre ou leur donner satisfaction ?

Comment faire pour opposer certaines couches entre elles à l'intérieur de chaque classe pour leur imposer une politique donnée ?

Comment faire pour faire monter l'extrême droite ?

Comment faire pour gouverner quand la seule politique possible est la réaction sur toute la ligne ?

Comment faire pour donner l'illusion que nous vivrions sous une démocratie, alors qu'en réalité elle est incompatible avec la politique réactionnaire qu'on applique ?

C'est très simple, mettre en avant le féminisme, l'écologie, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, le droit de vote des étrangers, la démocratie, la république, l'égalité, la liberté, la fraternité, etc. autant de thèmes ou valeurs qui traversent ou concernent toutes les classes et toutes les couches de la société sans exception, ce qui ne veut pas dire qu'elles y adhèrent évidemment, c'est leur point commun.

Autre point commun, ils ont tous une finalité politique.

Le féminisme, il s'est traduit par la généralisation de l'exploitation des femmes, un succès incontestable, mieux, à moindre coût, ce qui devait freiner la tendance à la hausse des salaires des hommes, donc de l'ensemble des exploités. Au-delà, il pourrait permettre

de disloquer les anciens rapports qui tournaient autour de la famille, plus personne ne pouvant se consacrer aux enfants que cette bonne société se chargera de formater pour en faire des zombies ou de loyaux esclaves, occasionnellement désoeuvrés, des délinquants, on a en a besoin pour terroriser les braves gens, construire de nouvelles prisons, sans oublier la chaire à canon.

L'écologie, on s'en servira pour liquider les capitalistes qui ne pourront pas s'adapter aux nouvelles normes contraignantes que nous prendrons, et au-delà on s'en servira comme moyen de pression pour freiner l'expansion des pays en développement.

Le racisme et la xénophobie, on les instrumentalisera à l'aide de l'Union européenne à laquelle vous adhérerez. Parallèlement on développera le communautarisme (religieux, ethgnique, etc.) qui permettra d'alimenter le racisme et la xénophobie, cela fera monter le FN, c'est automatique, un vrai bonheur.

L'homophobie, on décrètera qu'un homme (ou une femme) en vaut un autre quelles que soient ses penchants sexuels sachant qu'une majorité de la population continuera de refuser de l'admettre, les homosexuels en seront les premières victimes, en se croyant à l'abri grâce au législateur, ils sortiront du bois et ils se feront agressés, derrière on réprimera, il fallait y penser, diabolique mais génial.

Pour faire bref, tout cela a commencé dans les années 70 quand le capitalisme mondial a été frappé par la plus gigantesque crise de son histoire. Puis ils ont créé des partis écologistes, une multitude d'associations ou Ong qui devaient avoir pour objectif de déstructurer, disloquer le mouvement ouvrier, le réduite à l'impuissance à défaut de le faire disparaître, ce qui revient pratiquement au même en observant ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Portugal, il faut reconnaître que cela a fonctionné à merveille, même en réduisant leur niveau de vie de moitié, en les jetant à la rue par millions, ils sont devenus incapables de faire une révolution, le must quoi.

Au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité qui profitent avant tout à la classe qui détient le pouvoir on complètera le tableau, qui par ailleurs prendra la forme d'un consensus général autour de l'idéologie dominante, et aura pour contenu le dialogue social, le corporatisme et le tour sera joué.

Les représentants de toutes les classes assis tranquillement autour de la même table pour défendre le bien commun, l'intérêt général, comme c'est beau, on en a rêvé et c'est devenu la réalité, quelle oeuvre magistral quand même ! Un grand merci à tous ceux qui y ont contribué, dirigeants socialistes, communistes, trotskistes, vous avez été formidables ! A l'arrivée, la résistance du mouvement ouvrier sera brisée, réduite en poussière, la lutte des classes remisée au musée de l'histoire de l'utopie socialiste, génial!

Notre ennemi exulte, il peut savourer son triomphe. Espérons seulement que ce ne sera que provisoire et que les faits à venir apporteront un cinglant démenti à cette conclusion dramatique. Pour le moment, c'est toujours mal barré, il faut être lucide.

J'ai oublié quelque chose. Les chantres de l'égalité et accessoirement (discrètement s'il vous plaît !) de l'équité, auxquels les uns et les autres emboîtent le pas, sont aussi les champions de la compétitivité, comme dirait l'autre ils font la paire et vont très bien ensemble, ils étaient appelés à se rencontrer, à communier ensemble, à s'unir pour le meilleur autour de réformes, mais surtout pour le pire en ce qui nous concerne.

Après cela, qui osera affirmer qu'il y a décidément quelque chose qui n'a pas vraiment tourné rond depuis la mort de Trotsky et que l'avant-garde n'aurait finalement pas cessé de se fourvoyer, qui ? Si vous rejettez ce constat, c'est que tout est dans l'ordre des choses et qu'il faut s'avouer vaincu, que tout est foutu parce que dans ces conditions on ne s'en sortira jamais.

Je ne veux pas vous forcer la main, je vous demande juste de réfléchir en mettant tous les éléments bout à bout, ensuite dites-moi à quelle autre conclusion on devrait parvenir, quelle autre explication vous proposez, moi, je n'en vois pas d'autres, désolé. Entre nous, ce serait plus confortable que j'avoue m'être trompé, j'en serais le premier soulagé, mais hélas, j'ai retourné la question mille fois dans tous les sens depuis des années, j'y pense tous les jours 24h/24 et j'arrive toujours à la même conclusion, la faillite politique de l'avant-garde, de ses dirigeants.

Tenez, un titre de presse qui devrait vous causer :

- Et si la politique avait complètement disparu? Slate.fr 29.06

Ils prennent leur désir pour la réalité, mais pas tant que cela finalement au regard de la situation, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont subordonnés au capitalisme, alors ils sont jaloux tout simplement

- Près de deux Français sur trois désapprouvent l'exil fiscal de Depardieu - AFP

Racket des banksters

- Banque: hausse générale des frais de gestion de compte - LeFigaro.fr

Décadence, décomposition, putréfaction...

- La Gay Pride fête le mariage pour tous et demande plus d'égalité - 20minutes.fr

- Le mariage gay de nouveau légal en Californie - LePoint.fr

A qui profite le populisme ?

A ceux qui veulent conserver leur hégémonie à l'échelle mondiale et asservir tous les peuples.

- Russie : heurts entre pro et anti-gays - LePoint.fr

- L'homophobie en Afrique subsaharienne, un fléau qui ne recule pas - L'Express.fr

Face à Barack Obama, le président sénégalais Macky Sall a estimé jeudi que son pays "*n'est pas prêt à dépénaliser l'homosexualité*". 38 pays sont encore dans ce cas en Afrique subsaharienne. L'Express.fr 29.06

En Inde aussi l'homosexualité est un tabou parmi la population, mais il ne me viendrait jamais à l'esprit de m'attaquer aux Indiens sur cette question, je préfère m'attaquer au gouvernement qui encourage les inégalités sociales...

Pour qui roule Macky Sall ?

- Le 28 juin - L'Afrique a besoin des USA contre les djihadistes, dit Macky Sall - Reuters 28.06

- Le lendemain - Macky Sall : "*Il est inacceptable d'appeler des soldats européens pour régler nos problèmes*" - LeMonde.fr 29.06

A lire : Afrique : le débarquement étasunien

Statuer sur un assassinat raciste : impossible. Statuer sur les droits de l'infime minorité homosexuelle, c'est possible !

- Mort de Trayvon Martin: L'impossible mission du jury, confronté à des versions contradictoires - 20minutes.fr

Au mémorial du sionisme.

- Manuel Valls se recueille au mémorial du 11-Septembre à New York - AFP

A lire : • 11-Septembre : Inside Job ou Mossad Job ? (Réseau Voltaire) (28.06.13)

- Le Congrès américain saisi d'une demande d'achat de seize drones par la France - LeMonde.fr

On vit déjà sous une dictature mondiale !

- Scandale Prism : la NSA aurait aussi espionné l'Union européenne - LeFigaro.fr

Selon le Spiegel, les services de renseignement américains surveillaient dans le cadre du programme de surveillance Prism plusieurs bureaux de l'UE, à Bruxelles, New York et Washington. LeFigaro.fr 29.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Le pire budget antisocial depuis 1958... et ils en sont fiers !

L'Etat prévoit de faire 14 milliards d'euros d'économies en 2014 sur les 20 milliards d'efforts de réduction de déficit prévus, en mettant à contribution les fonctionnaires et les opérateurs, indique le rapporteur du Budget à l'Assemblée.

Confirmant une information du journal Le Monde et des Echos, Christian Eckert a précisé samedi que ces économies ajoutées à un effort structurel devraient permettre d'atteindre un déficit de l'ordre de 3,5%.

Selon Le Monde, des ministères verront leurs crédits chuter (-7% pour l'Ecologie, -5,4% pour l'Agriculture, -2,8% pour la Culture) et 28.000 emplois publics auront été supprimés depuis le début du quinquennat.

Le premier poste d'économies concerne les fonctionnaires: la croissance de la masse salariale de l'Etat sera ainsi ramenée de 3% à 0,15% en 2014, précise le quotidien.

Cette inflexion très forte sera obtenue en 2014 par la stabilité globale des effectifs, par la réduction des enveloppes catégorielles et leur ciblage sur les bas salaires, mais aussi par la poursuite du gel du point d'indice.

Pour Les Echos, 3.209 postes de fonctionnaires seront supprimés, l'Etat en créant d'un côté 9.949 dans les missions dites prioritaires (Education, Justice, Sécurité) et en supprimant 13.158 de l'autre.

Les dépenses de fonctionnement de tous les ministères baisseront également de 2% grâce à la poursuite de la modernisation des achats publics.

Enfin, les moyens affectés aux opérateurs (Météo France, CNRS, chambres de commerce, centre national du cinéma, etc...) devraient baisser de 4%, hors Pôle emploi et universités.

Au lieu d'augmenter de plus de 2% par an, les dotations aux opérateurs diminueraient de 1%, ce qui permettrait d'économiser 600 millions, écrit Le Monde.

Si 2.000 postes seront créés à Pôle emploi et 1.000 dans les universités, 1.242 sont supprimés par ailleurs chez les autres opérateurs, précisent les Echos.

Des projets culturels seront annulés, des constructions de prisons seront retardées et les contributions aux organismes internationaux du Quai d'Orsay vont être diminuées, ajoute le quotidien économique. Reuters 29.06

1.2- Austérité tout azimut

Le rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale Christian Eckert (PS) suggère de nouvelles hausses de la fiscalité pour enrayer un possible dérapage du déficit en 2014, dans un rapport qui détaille les efforts d'économies prévus par le gouvernement.

L'imposition pourrait figurer dans la réforme de l'assurance-vie annoncée en mai par le Président de la République, selon lui.

M. Eckert préconise également la mise en place d'une fiscalité écologique qui passerait par "*une augmentation progressive de l'imposition de la consommation de gazole jusqu'au niveau actuellement prévu pour la consommation d'essence*".

Enfin, la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) qui "*permet d'agir de manière fine sur l'économie du fait de la distinction entre taux réduit, taux intermédiaire et taux normal*" pourrait constituer un troisième levier, estime le rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale, sans entrer dans les détails.

Comme cela avait déjà été annoncé, cette baisse des dépenses de l'État se répartira entre une réduction de 750 millions des dotations de l'État aux collectivités territoriales et une diminution de 750 millions des dépenses pour les ministères et les opérateurs de l'État.

Les dépenses nettes de l'État, comprenant la charge de la dette et des pensions, devraient atteindre 371,4 milliards d'euros, soit une économie de 100 millions par rapport au budget 2013, alors que la loi de programmation prévoyait une augmentation de 2,7 milliards d'euros de ces dépenses.

"*Au total, ce serait donc une économie supplémentaire de 2,8 milliards d?euros qui serait réalisée par rapport à la prévision retenue en loi de programmation*", indique-t-il.

C'est la première fois depuis 1958 que le budget de l'État sera construit sur une prévision de baisse en valeur de l'ensemble des dépenses nettes de l'État, se félicite le rapporteur.

L'Etat pourra également s'appuyer sur une baisse des retraites à sa charge (-700 millions d'euros) et à celle de ses opérateurs (-100 millions d?euros), dues un nombre de départs inférieur aux attentes. AFP 29.06

2- Turquie

2.1- Plusieurs milliers de personnes ont une nouvelle fois manifesté samedi soir aux abords de la place Taksim à Istanbul contre le gouvernement et la répression policière exercée depuis plusieurs semaines contre les manifestants.

Rassemblés à l'appel de Solidarité Taksim, la principale coordination de la fronde lancée le 31 mai dernier, les manifestants ont fait face pendant deux heures à un imposant cordon de policiers antiémeute qui leur barrait l'accès du centre de la place, scandant des slogans tels "*gouvernement démission*" ou "*contre le fascisme, tous ensemble*".

Les protestataires se sont dispersés à la nuit tombée sans incident.

Ils ont également dénoncé l'intervention vendredi de l'armée contre plusieurs centaines de personnes qui protestaient contre l'agrandissement d'un camp militaire à Lice, dans le sud-est de la Turquie, région à majorité kurde, qui a fait un mort et plusieurs blessés.

Le ministère turc de l'Intérieur a annoncé samedi l'ouverture d'une enquête sur les circonstances dans lesquelles l'armée à ouvert le feu contre les manifestants. AFP 29.06

2.2- Des artistes, journalistes et écrivains turcs, dont le Nobel de littérature Orhan Pamuk, ont publié samedi, en pleine page dans plusieurs journaux, un appel au gouvernement à cesser sa rhétorique haineuse et à diviser le pays.

Nous somme inquiets" ont écrit ces derniers dans leur appel, signé notamment par le pianiste de renommée internationale Fazil Say.

Connu pour son athéisme militant, le pianiste virtuose a été condamné à la mi-mai en raison de ses tirades provocatrices contre la religion musulmane sur Twitter. Sa condamnation, ensuite annulée, avait suscité une volée de critiques contre la Turquie.

"*La rhétorique du "vous contre nous" accentuent les divisions au sien de notre société*", ont-ils averti, appelant le gouvernement à mettre fin aux pressions.

Les observateurs ont estimé que M. Erdogan avait mis de l'huile sur le feu en qualifiant les manifestants, pour la plupart de jeunes issue de la classe moyenne, de "*voyous*" et de "*terroristes*".

Erdogan a également creusé le fossé entre son peuple et ses partisans en poussant ces derniers à organiser des contre manifestations, déclarant devant ses adversaires : "*Personne ne peut nous intimider (...) nous ne prenons d'ordre ou d'instruction de personne sauf de Dieu*".

Lundi, la BBC a exprimé sa préoccupation devant ce qu'elle a qualifié de campagne des autorités turques visant à "*intimider les journalistes*".

Le maire d'Ankara Melih Gokcek avait porté sur son compte Twitter des accusations contre le correspondant turc de la BBC Selin Gerit, le qualifiant d'espion à la solde du Royaume-Uni. AFP 29.06

Où ils sont-ils les artistes, journalistes, écrivains etautres intellectuels français pour dénoncer la politique social-impérialiste du gouvernement Hollande- Ayrault-Fabius ? Aux abonnés absents, ils le soutiennent pour leur avoir donné le mariage homosexuel, défendu l'exception culturelle française face à l'UE, simple posture mais cela leur suffit apparemment, ils sont médiocres.

3- Equateur

Le président de l'Equateur, Rafael Correa, a affirmé samedi que l'ex-consultant du renseignement américain Edward Snowden avait révélé le plus grand cas d'espionnage "dans l'histoire de l'humanité", déplorant que la polémique soit centrée sur la demande d'asile présentée par ce dernier à Quito.

"*Nous, les pays souverains, ceux qui respectent vraiment les droits de l'homme, dont celui à l'intimité, nous devons élever notre voix et réclamer des explications*", a poursuivi le dirigeant socialiste, qui entretient des relations conflictuelles avec Washington depuis son élection en 2007.

M. Correa a également dénoncé l'"*arme létale*" que constitue selon lui le "*pouvoir médiatique corrompu*", s'indignant que pour certains journaux le scandale révélé par M. Snowden ne constitue qu'un "*petit détail*".

Pour ces médias, a-t-il raillé, "*le problème est d'arrêter Snowden et de mettre en pièces médiatiquement le président, le gouvernement ou le pays qui ose dire qu'il entend instruire une demande d'asile s'il la reçoit*".

"*Tous les médias de communication ne sont pas corrompus, mais, oui alors, ceux de l'impérialisme sont corrompus, surtout lorsqu'il s'agit de défendre le système*", a encore affirmé M. Correa. AFP 29.06

4- Afrique du Sud

L'Association des avocats musulmans (MLA) de Johannesburg a décidé de réclamer un mandat d'arrêt contre le président américain.

Alors que Barack Obama commence une visite en Afrique du Sud, vendredi 27 juin, l'Association des avocats musulmans (MLA) de Johannesburg a décidé quelques jours plus tôt, mardi 25 juin, de réclamer un mandat d'arrêt contre le président américain.

Dans un communiqué publié sur son site, l'association accuse Barack Obama de « *crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide* » et demande son arrestation sur le sol sud-africain en vertu du traité fondateur de la Cour pénale internationale (CPI) que le pays a ratifié.

« Le programme de drones de l'administration Obama a entraîné des pertes massives de vies innocentes au Pakistan, au Yémen et en Afghanistan », dénonce la MLA. « La politique de frappe de drones s'est poursuivie sans relâche avec un mépris total de la souveraineté territoriale », ajoute l'association. Pour appuyer ses accusations contre le président américain, prix Nobel de la paix en 2009, la MLA a rassemblé un document de 600 pages.

La Société pour la Protection de notre Constitution a également déposé un recours dénonçant la responsabilité « *directe et indirecte* » de Barack Obama dans des attaques ayant tué ou blessé près de 3 000 personnes, y compris des femmes et 176 enfants « *qui ne posaient aucune menace à la sécurité des États-Unis* », rapporte aussi France 24.

Mais les recours en justice de ces associations ont été estimés « *non urgents* » par les juges sud-africains, mercredi 26 juin. « *C'est évidemment une affaire où il risque d'y avoir des interférences politiques. Notre requête a été mise en attente mais nous comptons la maintenir afin que les juges soient obligés de statuer sur le fond de l'affaire dans trois à six mois* », a réagi Yousha Tayob, le porte-parole du MLA.

Barack Obama, qui a entamé une tournée africaine, jeudi 27 juin, peut profiter en toute tranquillité de son séjour en Afrique du Sud où il restera jusqu'à dimanche. Toutefois, l'ambiance y sera pesante car Nelson Mandela, l'ancien président et grande figure de la lutte anti-apartheid, est entre la vie et la mort. french.irib.ir 29.06

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier 2014

CAUSERIE

J'ajouterai plus tard une vingtaine de nouveaux articles, plus deux articles dans la rubrique *presse* sur l'Italie et la Syrie.

Les antisémites ou racistes, les fafs ou l'extrême droite parlent de complot judéo-maçonnique avec l'aristocratie financière.

Rectifions : il s'agit d'un complot sioniste-maçonnique, ces deux composantes étant athées, nihilistes en fait. Quant au sionisme religieux et nationaliste qui a débouché sur la création d'Israël, c'est une déformation du sionisme original construit sur la base d'un mythe pour lui fournir une justification historique qui s'épuisera avec les puits de pétrole et les réserves de gaz du Proche et du Moyen-Orient, alors seul demeurera le néolibéralisme qui réalise la synthèse idéologique du pouvoir économique et politique de l'oligarchie financière, qui incarne les derniers développements du capitalisme. A moins qu'on prenne le pouvoir avant...

Diversion et propagande

L'offensive orchestrée par le gouvernement contre Dieudonné pourrait s'expliquer par le refus de la majorité de la population à soutenir une guerre contre la Syrie derrière laquelle se trouve les sionistes d'Israël et les Américains, sachant qu'à leur programme figurent encore d'autre pays, Liban, Iran, peut-être Algérie et ainsi de suite dans toute l'Afrique.

Il leur faut rallier la population à leurs guerres coloniales ou de rapine mais pas seulement, ils doivent contenir ou prévenir la menace que ferait peser sur le régime l'alliance ou la combinaison d'un mouvement contre leur politique sociale et un mouvement anti-guerre impérialiste.

A défaut de pouvoir rallier la population et pour malgré tout appliquer leur politique antisociale et impérialiste, ils disposent d'une autre arme redoutable contre elle : engager des campagnes destinées prétendument à défendre les droits de minorités ou de communautés spécifiques afin de les diviser, les affaiblir, empêcher que les masses se mobilisent par millions ou se dressent contre le régime.

L'instrumentalisation de l'homophobie, de la misogynie, du racisme dont l'antisémitisme, de la xénophobie en est la démonstration, pendant que Hollande et son gouvernement ainsi que le PS développaient ces thèmes, ils faisaient passer l'intégralité de leur politique, TSCG, ANI, contre-réforme des retraites, etc. guerre au Mali et en Centrafrique, soutien à Al-Qaïda et aux différents groupes terroristes en Syrie, etc.

Leur offensive sur le thème de la lutte contre l'antisémitisme est aussi la réponse au rejet croissant par la population de l'apartheid

en Israël, à la campagne de boycott internationale qui se développe, à l'affaiblissement de l'impérialisme américain aux Proche et Moyen-Orient, tout en témoignant de leur alignement sur la branche du sionisme qui apparaît la plus radicale.

Il s'agit de marginaliser, de museler, d'interdire toute critique envers Israël et sa politique, de criminaliser tous ceux qui osent passer outre en les dénonçant systématiquement comme antisémites ou en les associant aux antisémites avérés, bref, de soutenir inconditionnellement l'Etat sioniste théocratique qui applique l'apartheid, et qui est lancé dans une lutte à mort contre la Syrie, le Hezbollah et l'Iran, qui refusent de se soumettre à la dictature de l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux, à la stratégie (politique) mondialiste ou néolibérale de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui domine la capitalisme mondial.

NPA. Décryptage.

Comment cela ça ne marche pas s'écrient le Medef et le patronat ? Bien au contraire, ça baigne, quelle aubaine !

- "*NPA. Chômage : La méthode Coué/Hollande et sa politique ne marchent pas*".

Pourquoi ce titre ? Parce qu'il laisse entendre que Hollande pourrait appliquer une autre politique, or c'est impossible et nous le contestons et nous ne le réclamons pas, au contraire nous disons que seul un gouvernement ouvrier constitué des partis combattant au côté des travailleurs et pour le socialisme serait en mesure de mener une politique radicalement différente de celle du PS et de l'UMP. Prétendre qu'une autre politique serait possible sans renverser au préalable le régime revient à s'en accommoder.

Heureusement qu'il y a Obama, Netanyahou, Hollande, Erdogan, l'émir du Qatar et le monarque de Riad qui en sont solidaires.

- "*NPA. Syrie : la révolution seule face au monde*".

Vous aurez noté qu'en dehors des dirigeants cités dans le titre, personne n'a pu observer la moindre trace de révolution en Syrie, autrement dit le NPA se situe résolument dans leur camp et les soutient.

Décryptage du discours officiel.

Le déni, le mensonge, l'hypocrisie, la mystification, l'amalgame, la manipulation, la falsification, la diabolisation, la panoplie des procédés employés par Hollande et le PS pour conditionner et tromper les masses s'agrandit de jour en jour, avec pour corollaires : la criminalisation, le muselage, la répression.

- 2014 : Désir fait le vœu d'une année d' «*unité républicaine apaisée*» - Liberation.fr

- unité républicaine apaisée, retrouvée, pacte républicain = union nationale, union de la gauche et de l'extrême gauche derrière le PS, collaboration de classes.

- une année (...) riche en débats démocratiques = union nationale, dialogue social, collaboration de classes.

- (campagnes électorales) grand débat démocratique doit avoir lieu sans tromperies = alors qu'ils étaient prêts à bombarder la Syrie contre la volonté de la majorité qui y était opposé. L'imposture permanente.

- Dans nos communes, ce sont les services publics, le logement, les transports, la démocratie locale, le vivre ensemble = ils les liquident ou les piétinent.

- En Europe, c'est la croissance, l'emploi, la protection des travailleurs contre le dumping social, les grands projets d'avenir = emplois précaires, baisse du coût du travail, liquidation de pans entiers de l'industrie et des services.

- progrès et à la solidarité, le chemin du progrès = régression sociale sans précédent dans tous les domaines, décomposition de tous les rapports sociaux, de la société en général, stigmatisation des différences et des minorités pour favoriser l'affrontement entre les différentes couches des masses. Solidarité avec les patrons, les banquiers.

- ce qui a été fait par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault et la majorité en dix-huit mois est considérable. Les premiers résultats sont là = effectivement, le Medef et le patronat exultent mais en réclament toujours davantage. De nouvelles guerres, Mali, Centrafrique...

- ne pas écouter les prophètes de déclin = le PS en réalité.

- nous rassembler dans nos valeurs = pour mieux continuer de les détruire.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande vous adresse ses voeux empoisonnés : de la sueur, du sang et des larmes en 2014.

Un *social-libéral* selon *Le Monde* qui sait de quoi il parle en la matière.

- Tout autant que ces propos confirmant de façon plus claire que jamais auparavant l'orientation très social-démocrate voire social-libérale de sa politique, on retiendra de ces vœux présidentiels la volonté de François Hollande de donner aux Français une certaine image de lui-même. (Détestable ! - ndlr)

Le dictateur, une posture qu'il assume.

- Principale qualité que François Hollande voudrait qu'on lui reconnaisse enfin, plus d'un an et demi après son élection : l'autorité. (Celle du dictateur. - ndlr)

A droite toute.

- Restent ensuite des clarifications d'ordre politique. Le 31 décembre 2012, François Hollande avait eu à cœur de rappeler que sa politique était avant tout guidée par un idéal de « *justice* ». Le mot, il y a un an, avait été répété à plusieurs reprises. Cette fois, l'horizon sémantique fut bien différent. Insistance sur la nécessite de baisser les impôts et de réduire les charges des entreprises, dénonciation des « *abus* » de la Sécurité sociale, condamnation du « *dénigrement de soi* » et affirmation de la grandeur de la France, voilà en effet un univers sémantique qui, pour nombre d'électeurs de gauche, n'a rien d'immédiatement familier. Le Monde 31.12 (Il est totalement étranger à la gauche puisque Hollande est de droite, il l'assume, c'est très bien, parfait. Question : Pourquoi la gauche et l'extrême gauche n'en font-ils pas autant, n'en tirent pas les conclusions qui s'imposent qu'il faut rompre avec Hollande, le gouvernement, le PS ? - ndlr)

En complément. Arabie Saoudite.

En se rendant en Arabie Saoudite, le président Hollande souhaite marquer un rapprochement avec l'une des puissances les plus influentes du Proche-Orient. Ne peut-on pas trouver ce soutien à un Etat théocratique paradoxal quand on sait que l'Elysée a condamné à plusieurs reprises des régimes jugés "*anti-démocratiques*" comme la Russie ou la Syrie ? Atlantico.fr 30.12

Non, car en soutenant l'Arabie saoudite, Hollande soutient Israël et les Américains dans leur entreprise commune de destruction de la Syrie et leur tentative de renverser Assad qui est un allié de l'Iran et un vassal de la Russie.

En complément. Afrique. La guerre : partout !

- Le Drian au Mali: "*la menace de déstabilisation est partout*" - AFP

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a débuté mardi à Gao, dans le nord du Mali, une visite en Afrique afin d'y coordonner l'action contre "*la menace de déstabilisation*" qui demeure "*partout*", selon lui.

Le redéploiement du dispositif militaire français dans les pays du Sahel et la situation en Centrafrique sont au coeur de cette visite qui, après le Mali, conduira le ministre français mercredi au Niger et jeudi au Tchad. AFP 31.12

Quand Hollande couvre de cadeaux le patronat en ce début d'année très prometteuse..

- François Hollande propose un "***pacte***" aux entreprises pour 2014 - Reuters

François Hollande a annoncé mardi qu'il proposerait aux entreprises en 2014 un "*pacte de responsabilité*" qui consistera à leur offrir des réductions de charges et une simplification administrative contre des embauches et plus de dialogue social.

"*Je propose un pacte de responsabilité aux entreprises. Il est fondé sur un principe simple : moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et, en même temps, une contrepartie, plus d'embauches et plus de dialogue social*", a dit le président lors de ses voeux pour 2014.

Ce pacte évoque l'une des principales pistes de la remise à plat de la fiscalité lancée par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et qui consiste à transférer les cotisations patronales pour la branche famille de la Sécurité sociale sur l'impôt, afin d'alléger le coût du travail.

François Hollande a vanté la méthode de dialogue social mise en oeuvre par son gouvernement et qui a permis d'aboutir à une réforme du marché du travail début 2013 et à un accord sur la formation professionnelle à la fin de l'année.

"*Les résultats sont forcément longs à apparaître mais ils sont là*", a dit François Hollande pour qui "*le chômage est resté à un niveau encore élevé, même si la tendance de ces derniers mois s'améliore*".

Le président a promis d'autres "*décisions fortes*" en 2014, notamment sur le front de la dépense publique, afin de soulager le contribuable français pour lequel "*les impôts sont devenus lourds, trop lourds, à force de s'accumuler depuis de nombreuses années*".

"*Nous devons dépenser moins pour réduire notre déficit mais aussi pour pouvoir, à terme, baisser les impôts*", a dit François Hollande qui a ajouté que cet effort serait partagé par l'Etat, les collectivités locales et la Sécurité sociale. Reuters 31.12

En complément. Un encouragement à persévérer dans la même voie.

Mario Draghi pense qu'il finira par convaincre la France de faire des réformes Atlantico.fr

Lors d'une interview à l'hebdomadaire Spiegel parue ce lundi, le président de la BCE estime que "*la France doit poursuivre dans le même schéma en réduisant son déficit public et en accélérant ses réformes sur le marché du travail*". A la question du journaliste, s'il n'en a pas assez de toujours répéter les mêmes recommandations aux dirigeants français, Draghi explique : "*moins il y a de changement et plus je dois répéter*". Le président de la BCE est donc optimiste et pense qu'il finira par convaincre la France de faire des réformes. Atlantico.fr 30.12

Comme l'a dit dans une vidéo H. Désir : "*Il faut tenir le cap*", ce n'est pas Draghi qui le contredira !

Hausse de la TVA: une mesure au nom de la compétitivité, mais contestée - AFP

Les taux normal et intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) vont augmenter au 1er janvier, une mesure décidée il y a un an au nom de la compétitivité des entreprises mais qui est contestée en période de baisse du pouvoir d'achat.

Le gouvernement l'a fait adopter par le Parlement dans le dernier collectif budgétaire de 2012. Il s'agit de financer sa principale mesure en faveur de la compétitivité des entreprises: un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui vise à faire baisser de 4% en 2014 - et de 6% en 2015 - le coût du travail des salariés gagnant jusqu'à deux fois et demi le SMIC. Cela représente un effort de 10 milliards d'euros en 2014, dont environ les deux tiers financés via la seule TVA, et de 20 milliards en 2015.

Augmenter la TVA presque sans toucher au taux de prélèvements obligatoires, comme c'est le cas en 2014, revient pour l'État à opérer un transfert de charges des entreprises vers les ménages. En d'autres termes, la fiscalité des ménages augmente quand celle des entreprises baisse et ceci afin de relancer la croissance par l'investissement et l'emploi.

L'idée d'une TVA sociale telle qu'elle avait été instaurée à la toute fin du quinquennat Sarkozy a donc finalement été reprise par le gouvernement.

Mais à Bercy on rappelle volontiers que l'effort consenti en faveur des entreprises est presque deux fois plus important que dans le projet Sarkozy et qu'il n'est financé qu'en partie via la TVA, le reste étant pris en charge par des économies. AFP 30.12

Merci, on avait compris avant même son élection que Hollande ferait mieux que Sarkozy en faveur du patronat, c'est la raison (notamment) pour laquelle on n'a pas appelé à voter pour lui en mai 2012 et en juin de la même année pour les candidats du PS.

- Le gouvernement autorise les magasins de bricolage à ouvrir le dimanche L'Expansion.com 31.12

Le gouvernement a publié un décret ce mardi autorisant les enseignes de bricolage à ouvrir le dimanche, dans la lignée des préconisations du rapport Bailly. Le texte inscrit temporairement "*les établissements de commerce de détail de bricolage sur la liste des catégories d'établissements pouvant déroger de droit au repos dominical*". Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, s'était engagé le 2 décembre à assouplir la législation sur le travail dominical, tout en assurant que le dimanche resterait un jour "pas comme les autres". (Pour les patrons, pas pour les salariés, normal de la part d'un gouvernement du Medef ! - ndlr)

Les partenaires sociaux du secteurs doivent engager des négociations dès le 9 janvier afin de trouver un accord sur les "*contreparties pour les salariés et les engagements en termes d'emploi auxquels les enseignes concernées auront souscrit*". (Accessoirement et sans contraintes. Une fois servis les patrons feront ce qu'ils veulent. - ndlr) L'Expansion.com 31.12

Voilà, le patronat, les banquiers et les marchands de canons sont comblés en ce début d'année !

Solidarité avec les masses américaines!

La guerre en Afghanistan plus impopulaire que le Vietnam - Slate.fr

La guerre en Afghanistan est désormais la plus impopulaire de l'histoire des Etats-Unis. Le conflit, qui dure depuis 2001, n'est plus soutenu que par 17% des Américains, selon un sondage CNN/ORC International révélé lundi 30 décembre. En décembre 2008, ils étaient 46% à désapprouver l'action de l'armée américaine. Ils sont aujourd'hui 82%.

Le responsable des sondages à CNN, Keating Holland, a rappelé que «*l'opposition à la guerre en Irak n'a jamais dépassé 69% [...]*» Le conflit en Afghanistan a battu les records d'impopularité de la guerre du Vietnam. En 1973, selon l'institut Gallup, six Américains sur dix considéraient que l'engagement des troupes étaient une erreur. Seuls un tiers des sondés estiment que la guerre en Afghanistan est en train d'être gagnée.

Selon un rapport très pessimiste des renseignements américains, révélé par le Washington Post, la part du territoire contrôlée par le gouvernement afghan devrait s'effriter rapidement d'ici à 2017, même si les Etats-Unis continuaient à soutenir financièrement et humainement Kaboul. Slate.fr 31.12

Cela confirme ce que nous avons écrit dernièrement, à savoir que les Américains avaient justifié cette guerre cntre le régime taliban.. pour finalement les remettre en place 13 ans plus tard.

ACTUALITE EN TITRES

Youpi et que la fête continue, la crise !

- Wall Street termine sa meilleure année depuis 1995 - AFP

Wall Street a terminé 2013 en faisant grimper mardi le Dow Jones et le S&P 500 à de nouveaux records, achevant en beauté une année --sa meilleure depuis 1995-- au cours de laquelle le Dow Jones s'est envolé de 26,5%. AFP 31.12

- La Bourse de Francfort clôture 2013 sur un gain de 26% - Reuters

- Espagne: le gouvernement veut aider les autoroutes en difficultés - AFP

Vive la croissance et la compétitivité !

- La pauvreté atteint des records en Italie - L'Expansion.com

Conditionnement. Bêtes et heureux de l'être !

- 71% des Français sont heureux (de vivre à notre époque) - 20minutes.fr

Chez les jeunes de moins de 30 ans, 66% d'entre eux se trouvent bien dans l'époque actuelle, et ils sont près de 90% à avoir un projet en tête, précise RTL. 20minutes.fr 30.12

En fait, les jeunes voulaient dire qu'ils étaient heureux d'être jeunes et rien de plus, et heureusement qu'ils ne sombrent pas dans le désespoir.

Fanatisme, hystérie.

- L'Europe peut-elle atteindre l'indépendance énergétique grâce au gaz de schiste? - Slate.fr

L'indépendance énergétique qui a justifié le recours à l'énergie nucléaire pourrait justifier tous les crimes, comme ceux commis aux Moyen et Proche-Orient depuis plus d'un siècle... Cette fois contre notre environnement, le saccage de la planète...

Inquisition, fatwa, appel au crime. Une offensive orchestrée par l'internationale sioniste et néolibérale.

Avant d'aborder ce sujet, une rectification. Dans une précédente causerie j'ai commis une erreur par inattention j'ai employé le mot laïc à la place d'athée à propos des banquiers anglo-saxon de la Fed notamment, ce sont des sionistes athées qui sont sans foi ni loi ni religion ni philosophie ni scrupule ni morale, en dehors de leur stratégie politique ou leur conception du monde.

- Dieudonné : droite et gauche à l'unisson - lefigaro.fr 30.12

- Voeux: Copé invite à éviter "*les écueils de la division nationale*" - AFP

Jean-François Copé, président de l'UMP, invite les Français à éviter "*les écueils de la division nationale*", "*le repli communautaire*" et la "*banalisation de la haine*"... AFP 30.12

- Enquête à Toulouse après une quenelle devant une école juive - Liberation.fr

Leçon de moral d'un inquisiteur et défenseur de l'apartheid.

-Le rabbin Abraham Cooper, du Centre Simon-Wiesenthal a réagi en fin de journée et appelé le basketteur français de San Antonio (NBA) Tony Parker à s'excuser pour avoir effectué il y a quelques mois le geste controversé de la «*quenelle*», selon le journal de la communauté juive de New York The Algemeiner lundi.

-«*En tant que figure de proue du sport de part et d'autre de l'Atlantique, Tony Parker a une obligation morale particulière et doit se dissocier d'un geste que le gouvernement de la France a identifié comme antisémite*», a déclaré le rabbin Abraham Cooper, selon qui le basketteur devrait «*s'excuser*» pour avoir fait ce geste «*dégoûtant et dangereux*». AFP 30.12

Il faudrait savoir, si c'était un geste antisémite, ce serait d'une extrême gravité et non pas seulement «*dégoûtant et dangereux*», il serait indécent d'en réduire ainsi la portée, non ? Ca pue l'amalgame !

L'autre mémoire. Les banquiers anglo-saxons sionistes athées qui ont financé le régime nazi vous saluent!

-Meyer Habib, député de la 8e circonscription des Français de l'étranger, comprenant notamment Israël et la Turquie, a promis de déposer une proposition de loi «*anti-quenelle*» pour «*pénaliser ce nouveau salut nazi pratiqué par des antisémites*». Elu en juin 2013, Meyer Habib fait partie du comité directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif). «*Je ferai une proposition de loi pour pénaliser ce nouveau salut nazi pratiqué par des antisémites*», écrit-il sur Twitter. «*Il y a un flou juridique autour de ce mouvement*», a précisé le député, pour qui ce geste est «*un geste de haine*» et «*pas un geste anodin*». Il faut selon lui «*le ranger au rang des signes faisant l'apologie du nazisme*». lefigaro.fr 30.12

Le sionisme et le néolibéralisme est un fléau qu'on ne parviendra à éradiquer qu'en liquidant le capitalisme, c'est à notre époque le plus grave danger et la pire des barbaries qui menace la civilisation humaine.

Une campagne menée depuis l'Etat terroriste sioniste. Une "***cible***" à abattre pour le Mossad ?

- Dieudonné: Israël inquiet d'une montée de l'antisémitisme en Europe AFP

La Commission de l'immigration et de la diaspora de la Knesset (Parlement) s'est spécialement réunie lundi à la suite d'une "*quenelle*" du footballeur français Nicolas Anelka lors d'un match du championnat anglais le week-end dernier qui a amplifié la controverse.

Le président de la Knesset, Yuli Edelstein, a dénoncé une "*nouvelle vague antisémite*".

"*Ce n'est qu'un geste mais si on n'agit pas avec détermination, il se transformera en actes violents*", a souligné de son côté le président de cette Commission, Yoël Razbozov.

Invité à cette réunion parlementaire, le premier secrétaire de l'ambassade de France en Israël, Zachary Gross, a assuré les députés israéliens de "*l'engagement du gouvernement français à la sécurité des Juifs de France*".

Pour le directeur du département de la lutte contre l'antisémitisme dans la diaspora au ministère des Affaires étrangères,

Guidon Bahar, "*ce geste n'est qu'un symptôme d'un phénomène inquiétant: l'augmentation de antisémitisme en Europe*".

Les médias israéliens s'intéressent à la polémique surtout depuis la "*quenelle*" d'Anelka.

Le quotidien Maariv (droite) vient d'y consacrer deux pleines pages centrales sous le titre : "*Le bras long du comique antisémite*".

Un des éditorialistes du quotidien, Ben Dror Yemini, s'est inquiété mardi du fait que "*Dieudonné n'est pas seul... Il est la face visible de l'iceberg*".

"*Tant que des gens continueront de remettre en question la légitimité de l'existence d'Israël, l'industrie de l'antisémitisme continuera de progresser*", écrit Ben Dror Yemini.

Le président de l'Agence juive, l'organisme chargé de l'immigration des Juifs vers Israël, l'ancien dissident soviétique Natan Charansky, a déclaré mardi à la radio publique que "*notre devoir est de renforcer les liens avec les Juifs de France*".

Sur le plan politique, le député centriste Meyer Habib (UDI) a promis de préparer "*dès la rentrée parlementaire*" une proposition de loi pour "*pénaliser le nouveau salut nazi et antisémite de Dieudonné qu'est la quenelle*".

"*Cela prendra peut-être un certain temps, mais la France ne peut plus tolérer sans réagir ces nostalgiques du IIIe Reich*", a ajouté sur Facebook le député de la 8e circonscription des Français de l'étranger qui comprend Israël.

Dans un entretien avec la chaîne de télévision israélienne d'informations internationale I24 News, un militant "*anti-quenelle*" en Israël a affirmé mardi, sous couvert de l'anonymat, que "*nous avons décidé de faire justice nous mêmes et de frapper fort*".

Interrogé pour savoir si Dieudonné était en ligne de mire, il a répondu que "*Dieudonné est une cible potentielle à nos yeux*". AFP 31.12

Le Crif ou la haine permanente.

L'Etat doit être au service de la cause juive ou plutôt sioniste qui doit être considérée comme la priorité des priorités, absolue, les juges, les policiers, les enseignements, les élus, le gouvernement sont critiqués pour leur laxisme envers l'antisémitisme, leur friolosité à adhérer au sionisme. Ils appellent le législateur à prendre de nouvelles mesures liberticides contre la presse et la liberté d'expression en général.

La politique étrangère du gouvernement est mise en pièces, la condamnation du Hezbollah, la mise à l'index ou la guerre contre la Syrie et l'Iran traités de terroriste est une nécessité toute aussi absolue, ils ont même réussi à obtenir gain de cause avec l'interdiction d'Al Manar, pour finir ils ont déversé un torrent de haine sur la dépouille d'Arafat en reprochant au gouvernement de lui avoir organisé des "*funérailles aussi grandioses*".

Ces gens-là suintent la haine par toutes les pores de leur corps, on a du mal à l'imaginer tellement ils ne nous ressemblent pas, ce sont des fanatiques, des inquisiteurs, de féroces dictateurs, la pire pourriture qu'il nous soit permis de connaître, quand vous les entendez s'exprimer ayez toujours à l'esprit qu'ils soutiennent les djihadistes qui martyrisent, torturent à mort, égorgent, amputent ou décapitent, brûlent à vif hommes, femmes, vieillards et enfants innocents en Syrie, dites-vous bien aussi que Hollande, Fabius, Le Driand et tous les dirigeants ou adhérents du PS le savent parfaitement aussi, ces faits qui ont été attribués à ces djihadistes et le rôle d'Israël ont fait l'object d'articles des agences de presse et des médias nationaux, dès lors personne ne peut dire qu'il ne savait pas, personne ne peut ignorer à quel degré de cruauté horrible ils ont recouru ou à quel niveau leur cynisme se situe, il n'y a pas de mots assez forts pour l'exprimer.

Maintenant, on peut concevoir que le lecteur ou le citoyen ait besoin d'autres arguments ou éléments pour se forger sa propre conviction et c'est bien naturel. Le document qui suit devrait répondre en partie à ses attentes, en plus de tous ceux qui figurent déjà dans notre portail.

Eux ils veulent faire les opposants à leur politique infâme, nous nous préférons donner la parole à notre bourreau, ainsi personne ne pourra nous accuser de manquer d'impartialité, de parti pris ou je ne sais quoi encore, nous partons du principe que la vérité est salutaire et révolutionnaire et nous nous y tenons.

Discours de Roger Cukierman, président du CRIF, au dîner annuel du CRIF samedi 12 février 2005 - www.crif.org)

Vous vous (Il s'agit de Raffarin. - ndlr) êtes exprimé récemment avec émotion sur la Shoah à Izieu, et avez mis en œuvre et fait réaliser la rénovation du pavillon français d'Auschwitz.

Le Président de la République, lui-même, a rappelé avec des mots particulièrement émouvants son rejet absolu de l'antisémitisme au Chambon sur Lignon, lieu, ô combien symbolique, puis tout récemment lors de l'inauguration du Mémorial de la Shoah à Paris, où sont gravés dans la pierre les 76.000 noms des déportés juifs de France, et encore à Auschwitz lors du 60e anniversaire de la libération du camp.

Nous sommes reconnaissants au Président de la République et à vous-même, pour l'importance donnée à ces commémorations. Nous remercions aussi les médias pour avoir donné largement la parole aux rescapés des camps de la mort, et pour avoir popularisé les travaux historiques de Serge Klarsfeld, ou l'œuvre essentielle de Claude Lanzman, Shoah.

Ces commémorations sont dans la ligne de la déclaration historique de 1995 reconnaissant la responsabilité de la France dans les crimes de Vichy. Elles sont l'expression du respect de la France pour nos martyrs. Elles sont d'autant plus émouvantes qu'elles vous, qu'elles nous permettent, avec un sentiment d'urgence, de rendre un hommage respectueux au dernier carré des survivants de la déportation. Elles traduisent également votre détermination, celle du Président, et celle de votre Gouvernement à combattre la nouvelle vague d'antisémitisme.

Les Ministres de l'Intérieur, de la Justice, et de l'Education, et bien d'autres ministres participent avec diligence au combat contre l'antisémitisme.

Il n'empêche que la mobilisation du Gouvernement, et de tous les grands partis démocratiques n'a pas permis d'éradiquer ce fléau. Le Ministère de l'Intérieur a même recensé en 2004 près de mille violences ou menaces antisémites, contre 69 il y a six ans soit près de quinze fois plus. Derrière les statistiques, il y a de tristes réalités. La réalité de ces professeurs qui voulant parler de la Shoah, ou de l'histoire du Judaïsme sont interrompus par des démonstrations hostiles et cèdent devant la force et l'ignorance. Ou celle de ces insultes « *Sale Juif !* » qui marquent le destin de jeunes enfants.

De surcroît, on a vu le retour des profanations de tombes chrétiennes, musulmanes et juives. On a entendu des dirigeants du Front National tenir des propos nauséabonds. L'année passée fut aussi une année très sombre pour toutes les victimes d'actes racistes, sexistes, ou homophobes. Ces victimes doivent être assurées de notre volonté d'agir pour plus de solidarité dans la société française.

Certes, la police fait un effort réel. Mais le taux d'élucidation, bien que meilleur que pour la moyenne des autres délits, reste nécessairement limité. Quant à la justice, malgré des réquisitions souvent sévères des procureurs, elle donne parfois le sentiment de mal apprécier la gravité du phénomène antisémite. Or, « » comme l'a dit le Président de la République. J'ajoute que la justice n'est pas LA JUSTICE quand elle punit les victimes au lieu des coupables : Ainsi, la jeune Ghebali a porté une minerve à la suite d'une agression antisémite. Or, ses parents ont été condamnés à 8.000 € d'amende pour procédure abusive. De même, dans l'affaire du lycée Montaigne, c'est l'enfant Serrero, persécuté pendant des mois, parce que juif, qui a été contraint de quitter l'établissement, et non ses agresseurs. Je salue la présence dans cette salle des parents Ghebali et Serrero.

Et que dire des décisions des juges chargés des affaires Dieudonné, Latrèche, Mermet, Tawil et Flammarion, relaxé pour une affaire, qui du coup récidive en publiant un autre livre antisémite.

Face aux statistiques qui ne veulent pas reculer, face à certains des juges qui ne veulent pas condamner, nous ne devons pas nous laisser gagner par la lassitude ou l'accoutumance. Nous ne devons pas être effrayés par l'ampleur de la tâche à accomplir. Nous devons tout simplement agir.

Les sanctions seules, de toute façon, ne suffisent pas. Les enseignants ont la lourde tâche d'enseigner à nos enfants en plus des programmes normaux, l'art de vivre ensemble, l'histoire des religions, de l'esclavage, de l'antisémitisme. Un travail de vérité s'impose aussi pour inscrire le sionisme, ce mouvement d'émancipation, dans les grandes épopées de l'histoire humaine, et non comme un fantasme repoussoir.

Les élus locaux devraient aussi s'engager dans l'effort d'éducation. Aussi, ai-je suggéré au Ministre de l'Intérieur, au Garde des Sceaux, et au Président de l'Association des Maires de France d'intervenir auprès des Maires des Communes pour qu'ils convoquent les parents des mineurs auteurs de délits afin de leur donner avec solennité une leçon d'instruction civique. Les Maires pourraient aussi organiser des colloques interreligieux. Nous croyons aux vertus du dialogue. Je veux saluer ici la création, avec la participation du CRIF, d'une Association de l'Amitié judéo musulmane.

Un effort d'intégration est également nécessaire. Les chefs d'entreprise, les propriétaires de logements doivent contribuer à transmettre à nos enfants une société de tolérance. Où l'on ne vous écarte pas d'un travail ou d'un logement parce que vous vous appelez Christian, Mohamed ou Abraham.

Au-delà de ces efforts qui relèvent du long terme, d'autres mesures pourraient être prises à court terme, si vous le décidiez, M. le Premier ministre :

Les dispositions pénales frappant le racisme sont insérées dans la Loi sur la presse de 1881. Il faut sortir l'ensemble des dispositions concernant l'antisémitisme et le racisme de cette loi et les soumettre aux règles du droit commun. En cela, je réitère ma demande d'il y a un an.

Il faut aussi que l'Etat veille à ne pas financer des œuvres de propagande filmées, telles « *La Porte du Soleil* », diffusées sur des chaînes publiques et qui livrent une vision falsifiée de faits historiques, quand ils n'attaquent pas directement le « *Yahoud* » , « *le Juif* ».

Enfin, il faut promouvoir une harmonisation européenne des dispositifs de régulation de l'audiovisuel. La haine saute, grâce aux satellites, par dessus tous les gardes fous, et s'est répandue dans toute l'Europe. Dès Septembre 2004 nous avons demandé que soit mise en place au niveau européen, une autorité qui disposerait de pouvoirs comparables à ceux du CSA. Dans cette époque de télévision sans frontières, il faut un régulateur européen pour l'audiovisuel. Cette même coopération européenne est aussi nécessaire pour Internet.

A ce stade, je dois vous faire part du malaise que je ressens. Malaise devant ce qui me paraît être une incompatibilité entre la politique étrangère de la France et la politique intérieure de lutte contre l'antisémitisme.

On peut lire dans le Rapport Rufin commandé par le Ministre de l'Intérieur : « *Il n'est pas concevable aujourd'hui de lutter efficacement en France contre l'antisémitisme dans ses formes nouvelles sans tout tenter pour rééquilibrer l'appréciation par l'opinion publique de la situation au Moyen-Orient.* »

La politique étrangère de la France est souvent ressentie comme identifiant l'Amérique et Israël, le sionisme et l'impérialisme, le mondialisme et l'oppression. Qu'elle soit ou non voulue par nos diplomates, cette confusion est bien réelle dans l'opinion publique, et alimente des amalgames dont les Juifs subissent les effets néfastes.

Ce sentiment de malaise, je l'ai notamment ressenti lors de l'affaire Al Manar.

L'an dernier, après avoir visionné une cassette d'Al Manar que nous vous avions transmise, vous déclarez, M. Le Premier ministre, à ce même dîner, que ces images sont « insupportables à la vue, brûlantes au cœur, révoltantes à la raison ». En Août 2004, le CSA demande au Conseil d'Etat l'interdiction de cette chaîne du Hezbollah.

Aussi, c'est avec stupeur que j'apprends, le début 2004, que le CSA pourrait au contraire autoriser Al Manar. J'alerte aussitôt votre cabinet ainsi que l'Elysée.

En vain. Deux semaines plus tard, le CSA annonce qu'il autorise Al Manar. La France, ce faisant, admet officiellement, en toute légalité, la propagande antisémite dans notre pays ! Du jamais vu, depuis 60 ans !

Fort heureusement, l'opinion publique et les dirigeants des partis de gauche comme de droite que nous avons alertés, nous rejoignent dans une protestation massive, avec plusieurs dizaines de milliers de signatures, contre cette autorisation. J'ai attendu, pendant tout le mois de novembre, l'expression publique, ou même privée, d'un désaccord du pouvoir politique avec le CSA. C'est le 2 décembre que votre intervention au Sénat, rompt ce silence. Et le feuilleton s'achève le 17 décembre, lorsque le CSA revient en arrière et annule l'autorisation. Cette affaire, s'est certes bien terminée, mais elle a été pour moi une révélation douloureuse. J'ai réalisé combien la politique étrangère de la France était importante. Au point de fragiliser la lutte contre l'antisémitisme.

L'accumulation des signes fait système. En voici d'autres qui suscitent d'autres interrogations :

Pourquoi avoir fait, en France, des funérailles aussi grandioses à Yasser Arafat, plus grandioses même qu'en Egypte ? Je comprends certes l'aspect humanitaire de son transfert en France et les nécessités du protocole. Mais, discours élogieux, hommage dithyrambique, Marseillaise, Garde Républicaine ont honoré la dépouille d'Arafat. Et aucun propos n'est venu rappeler sur son catafalque l'ambiguïté du personnage. Les espoirs de paix que suscite l'arrivée au pouvoir de son successeur démontrent à l'envi combien le soutien fort, le soutien constant, le soutien isolé de la France à Arafat était lourdement erroné. Qui peut nier aujourd'hui qu'Arafat était un obstacle à la paix ?

Pourquoi n'avoir pas démenti plus solennellement les rumeurs moyenâgeuses d'empoisonnement d'Arafat alors que de telles rumeurs sont infondées et constituent un obstacle bien inutile à l'évolution vers la paix ? Cette rumeur, celle des juifs empoisonneurs est aussi vieille que la haine des juifs. Faut-il rappeler les accusations d'empoisonnement des puits pendant la Grande Peste noire du 14° siècle, les rumeurs de souillure des hosties pendant l'Inquisition, la dénonciation inventée par Staline d'un complot des médecins juifs, ou plus récemment l'accusation de propagation du Sida ? Ces rumeurs sont la matrice de la haine.

Pourquoi encore avoir toléré la fausse déclaration d'Arafat à l'Etat-civil ? Chacun sait qu'Arafat est né au Caire et non à Jérusalem, contrairement à la version falsifiée de son livret de famille français.

J'aurais aimé que la France montrât autant d'amitié envers Israël qu'elle en montre envers les dirigeants des pays arabes.

Même si je ne peux nier la sincérité et les efforts de notre nouveau ministre des Affaires étrangères en vue d'un meilleur équilibre, je constate que le déséquilibre qui dure depuis des décennies a une gigantesque force d'inertie, et que la France se montre encore plus distante et plus donneuse de leçons envers le gouvernement israélien qu'envers les autres gouvernements de cette région du monde.

Les interférences entre politique étrangère et politique intérieure sont source d'incohérences et d'incompréhensions.

(...)

Les mêmes interférences peuvent expliquer qu'une éminente association de journalistes ait déploré le retrait de la chaîne Al Manar, de notre paysage audiovisuel. Je comprends et je soutiens ceux qui veulent protéger la liberté d'expression. Faut-il, pour autant, tolérer ceux qui appellent au meurtre, ceux qui kidnappent, ceux qui tuent des otages ?

Toujours dans le registre des interférences, je vais prendre maintenant un autre exemple, celui de la francophonie. Etait-il juste, il y a deux ans, de laisser le sommet de la francophonie à Beyrouth, se transformer en un forum de haine anti-israélienne, en présence du chef du Hezbollah ? Année après année, au risque de vous lasser, nous disons qu'il serait juste d'accueillir Israël dans la Francophonie, alors que 20 % de sa population pratique encore notre langue.

Au risque de nous lasser, depuis des années, on nous répond que rien ne s'y oppose, si ce n'est la règle de l'unanimité.

N'est-il pas temps de dire enfin non à la Syrie, parrain avec l'Iran du Hezbollah ?

N'est-il pas temps que la France ne s'oppose plus à la reconnaissance par l'Europe du fait que le Hezbollah est une organisation terroriste ?

Je souhaite me tromper sur le déséquilibre de la politique étrangère de la France. Je reconnaîtrai bien volontiers mon erreur. Par exemple, le jour où, de la même manière qu'il y eut un sommet de la francophonie à Beyrouth, capitale du Liban, sera annoncé un sommet de la francophonie à Jérusalem, capitale de l'Etat d'Israël.

Israël est, parmi les 192 Etats de cette planète, le seul pays au monde dont on ne reconnaisse pas la capitale. Ce refus dure depuis 56 ans. Quelle raison justifie que Jérusalem, ne puisse pas être considérée comme la capitale du seul Etat juif du monde ? Qu'y a-t-il de plus juif que Jérusalem ? Comme le dit Elie Wiesel : « *Je n'habite pas Jérusalem, mais Jérusalem habite en moi !* »

D'autres fléaux frappent également, initiés cette fois par des hommes, des hommes animés par une haine fanatique. Le 11 septembre 2001, le terrorisme a frappé en Amérique.

(...)

D'autres fléaux menacent. Si les dévots d'Iran obtiennent l'arme nucléaire, le risque concerne aussi l'Europe. Que peut faire la seule diplomatie européenne, si talentueuse soit-elle, pour obliger les Iraniens à respecter leurs engagements ? Les autorités religieuses iraniennes ont la ferme volonté de disposer de cette arme nucléaire. On ne les convaincra d'y renoncer que si l'Europe et l'Amérique présentent un front déterminé et uni. Cela requiert fermeté et solidarité des démocrates face aux amis du terrorisme. Fin.

Des détracteurs juifs du Crif s'expriment.

Au nom de qui parle le Crif ?

Communiqué de L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - 17 février 2005

Une de tâches primordiales de l'UJFP est de faire entendre la diversité réelle de pensée, d'opinion, et de sensibilité des Français d'origine juive qui sont plus d'un demi million en France. A ce titre il nous paraît scandaleux que le dîner du CRIF soit considéré ces dernières années par toute la classe politique comme la troisième chambre du parlement français.

Chaque année le gouvernement entier, et de nombreux parlementaires s'y précipitent pour montrer patte blanche et faire la démonstration qu'ils ne sont pas antisémites. Et chaque fois le piège tendu par cette "*instance communautaire*" et son président Roger Cukierman se referme un peu plus, sur les politiques français entraînés dans une logique infernale : démontrer que l'on n'est pas antisémite ne peut se faire selon le CRIF qu'en acceptant toujours plus l'assimilation de l'antisionisme

à l'antisémitisme, et en se taisant de plus en plus sur la politique israélienne d'occupation.

En 2003 Cukierman désignait les ennemis antisémites : "*verts bruns rouges*" accusant ainsi des forces progressistes d'antisémitisme parce qu'elles se mobilisent pour la Palestine et contre le gouvernement de Sharon. Aujourd'hui il rend les copies au gouvernement : sur l'antisémitisme, assez bien, mais sur la politique étrangère du gouvernement concernant le monde arabe, très médiocre. Et ce au nom des Juifs de France !

Les Juifs français ont toutes les opinions politiques sur leur gouvernement, et votent dans tous les partis, leurs choix sont individuels et non communautaires, contrairement à ce que veut faire croire Monsieur Cukierman. Pratiquant le pire des communautarismes il associe publiquement Juifs et Israéliens, antisémitisme et antisionisme, faisant croire qu'il y a dans ce pays une " *communauté* " qui voterait d'une seule voix pour des intérêts qui sont aujourd'hui ceux de Sharon.

Quant à nous, nous considérons que ceux qui tentent d'embrigader tous les Juifs de France dans un soutien systématique de la politique de Sharon, et qui manipulent l'antisémitisme dans ce pays comme une arme pour faire taire toute critique à l'égard de la politique israélienne, portent une responsabilité grave dans les tensions qu'ils réveillent et entretiennent.

Nous attendons du gouvernement qu'il agisse en matière de racisme avec fermeté et détermination contre toutes les discriminations et violences racistes, antisémitisme inclus, en montrant ainsi qu'il respecte le principe d'égalité de tous les citoyens devant la loi. En tant que Juifs nous ne souhaitons pas de régime privilégié, qui ferait de nous des citoyens " *protégés* ", nous revendiquons les mêmes droits, les mêmes devoirs et le même respect que tous les citoyens. Nous attendons de la politique étrangère de la France des mesures fermes de sanctions contre les violations des droits de l'homme commises par le gouvernement israélien, l'arrêt de toute coopération militaire avec Israël, l'application des décision de la Cour internationale de justice de la Haye concernant le Mur, l'application du vote du parlement européen demandant la suspension de l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

Pour nous la législation internationale est la même pour tous les Etats, le rôle de la France est d'exiger son application par tous et de condamner toute violation de ce droit. Nous avons par ailleurs été sensibles aux honneurs rendus par notre gouvernement au Président Arafat, représentant défunt de tout son peuple. Les citoyens français juifs que nous sommes condamnent avec la plus grande fermeté les propos communautaristes et sectaires tenus par Monsieur Cukierman, et affirment avec force : non il ne parle pas en notre nom !

"*Quand le président de ce dernier, Roger Cukierman, prend position, il engage - au maximum - un Juif français sur sept..." in "Le mal-être juif, entre repli, assimilation & manipulations*", Dominique Vidal. UJFP, B.P. 102, 75960 PARIS Cedex 20, tél. 01 42 02 59 76, fax 01 42 02 59 77

Un témoignage dont on ne suspectera pas l'auteur de participer à un complot antisioniste ou anti-néolibéral

Alain Minc: «*Cukierman franchit la ligne jaune*»

Essayiste, consultant, président d'AM Conseil, auteur de Ce monde qui vient (Grasset), Alain Minc commente les déclarations de Roger Cukierman.

Propos recueillis par Alexis Lacroix, Le Figaro, V. 18 février 2005

LE FIGARO. – Le discours tenu par Roger Cukierman lors du dîner annuel du Crif, samedi dernier, suscite de vives réactions. Qu'en pensez-vous?

Alain MINC. – Je suis profondément scandalisé par ces déclarations. Le discours de Roger Cukierman devrait provoquer une indignation beaucoup plus massive. Le juif que je suis n'a vraiment pas l'habitude de se mêler de la vie de ce qu'on appelle la communauté juive. La faute, sans doute à mon penchant instinctif à l'universalisme... Mais la gravité des propos tenus pousse à réagir. Il n'est pas admissible que le président du CRIF, au nom de la communauté qu'il croit représenter, ait prononcé des paroles si dénuées de mesure et de maîtrise de soi.

Etait-ce à ce point impensable de remettre en question certaines préférences de la diplomatie française?

De telles interrogations sont bien sûr toujours envisageables, et parfois même souhaitables. Mais pas comme ça! Mais pas sous cette forme accusatoire et, au fond, populiste. Que voulez-vous dire?

Le président du CRIF instruit contre les plus hauts dirigeants français un réquisitoire totalement infondé. Il est absurde et, pour tout dire, grotesque de désigner à la vindicte des juifs français les hommes qui exercent leurs fonctions au sommet de l'Etat. Je ne suis pas suspect de chiraquisme, mais je trouve impeccable l'attitude dont le président de la République n'a jamais dévié depuis dix ans. Roger Cukierman a-t-il oublié que c'est Jacques Chirac qui a eu le courage de nommer une réalité que ses prédécesseurs

ont inlassablement déniée: la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des juifs français? Le président du CRIF n'a-t-il pas observé que, depuis quatre ans, les juifs français trouvent dans le président de la République un homme qui n'accepte aucun accommodement avec l'antisémitisme en ses différentes formes?

Que c'est cet homme qui, après avoir prononcé cet été son discours de Chambon-sur-Lignon, a redit, très récemment, contre toutes les tentatives de banalisation de la haine, que l'antisémitisme, cette «*perversion*», «*n'a pas sa place en France*»?

Il y a d'autres arguments dans le discours de M. Cukierman, qui se réfère aussi aux positions «pro-arabes» de la diplomatie, en s'interrogeant sur leurs possibles dérives...

Un responsable communautaire juif a le droit de poser ces questions. Mais il franchit la ligne jaune quand il suggère que son appréciation de l'action politique de la France est tributaire des analyses israéliennes les moins nuancées. Si l'on voulait réveiller le fantasme antisémite de la «*double allégeance*», qui empoisonne la relation des Français juifs avec leur pays depuis 1967, on ne s'y prendrait pas autrement. Lorsqu'on s'exprime au nom des Français juifs, on n'est pas comptable des intérêts légitimes de l'Etat d'Israël. Samedi dernier, M. Cukierman s'est comporté comme un ambassadeur in partibus de l'Etat d'Israël.

Jean-Christophe Rufin, dans le rapport sur l'antisémitisme qu'il a remis au ministre de l'Intérieur, explique lui-même qu'il faut tout tenter «*pour rééquilibrer l'appréciation par l'opinion publique de la situation au Moyen-Orient*»... Roger Cukierman s'est cru autorisé à citer cet extrait du rapport de Jean-Christophe Rufin. Mais – c'est sa troisième et plus lourde erreur –, il en a fait un usage qui n'est pas recevable

Pourquoi? Est-il absurde de s'interroger sur la compatibilité «*entre la politique étrangère de la France et la politique intérieure de lutte contre l'antisémitisme*»?

A condition de ne pas se leurrer sur le diagnostic de fond! Les préférences et les préventions qu'on impute à juste titre à une certaine tradition de la diplomatie française ne sont pour rien dans la fermentation du nouvel antisémitisme. Ce dernier est le produit des errances d'une extrême gauche qui combine anticapitalisme, antiaméricanisme et ressentiment contre les juifs. Tout à son combat contre l'idée qu'il se fait de la diplomatie française, le président du CRIF passe totalement sous silence ce «*socialisme des imbéciles*». Il faudrait tout de même se rappeler aussi que le racisme antiarabe est largement plus répandu en France que l'antisémitisme.

Ce «*précipité idéologique*» d'extrême gauche ne peut-il pas trouver un allié de circonstance chez les tenants d'une géopolitique violemment antiatlantiste, inspirée par les thèses de Maurras ou de Bainville?

Un axe Dieudonné-Bainville? Mais non! La vision du monde d'un Bainville n'exerce plus guère une influence décisive. Roger Cukierman aggrave sa maladresse par l'aveuglement. Il a cru dénoncer les formes contemporaines de l'antisémitisme: il s'est trompé sur leur nature réelle. La matrice de la haine, ce n'est pas tel ou tel avatar de la géopolitique gaullienne, c'est cette réaction antilibérale qui amalgame dans son délire la mondialisation, l'argent et les juifs. Je suis très étonné qu'une faute si manifeste de jugement et une défaillance si patente de discernement n'incitent pas davantage de représentants de la communauté juive à exiger la démission de Roger Cukierman. Fin.

La propagande du Crif a une double fonction : alimenter l'antisémitisme dont en tirera profit les néolibéraux qui sont au pouvoir à Paris comme à Washington ou Tel-Aviv, l'antisémtisme sert leur stratégie politique aujourd'hui comme autrefois, comme ils s'en sont toujours servis, parce qu'ils sont les pires antisémites qui soient n'étant pas sémites eux-mêmes.

Des primates au crépuscule de l'humanité.

Le sionisme est une idéologie politique nationaliste, raciste et d'apartheid récente dans l'histoire du judaïsme, que rejettent beaucoup de rabbins à travers le monde. Les sionistes sont au judaïsme ce que Lepen est à la République. Ce que les inquisiteurs étaient au christianisme. Ce que les intégristes sont à l'Islam. Les bourreaux de leur propre religion. Les sionistes sont les bourreaux du judaïsme. Ils négociaient avec Hitler dans le dos du peuple juif et ils massacrent aujourd'hui les palestiniens sémites.

Les palestiniens chrétiens de Bethléem ne sont-ils pas les descendants des juifs qui ont suivit Jésus ? Les palestiniens musulmans ne sont-ils pas les descendants des juifs de Jérusalem et des chrétiens et de Bethléem qui se sont par la suite convertis à l'Islam? L'ethnie sémite est représentée par des individus à la peau matte, aux cheveux et aux yeux noirs. Les palestiniens sont les authentiques sémites, et les sionistes sont des européens juifs blonds aux yeux bleus, issus de tribus barbares convertis au moyenâge au judaïsme, ils ne sont pas sémites pour un sou, et pire, ils sont racistes et antisémites ! L'antisémitisme est une maladie européenne... un racisme primaire. (alterinfo.net 30.12)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : Nouvelle tactique de Riyad - french.irib.ir 30.12

Selon le journal britannique The Guardien, l'Arabie saoudite envisage d'"*investir*" à hauteur de plusieurs millions de dollars sur une milice qu'elle a nouvellement créée en Syrie et qui a pour nom " *Jaysh-e-al Islam*" ou Armée de l'Islam. Le journal se réfère aux sources syriennes, occidentales et arabes pour affirmer que la milice formée fin septembre 2013 attirerait désormais le gros des fonds saoudiens consacrés à "*faire durer le bain de sang en Syrie*".

Selon le journal, ce seront les officiers pakistanais qui entraineront les membres de Armée de l'islam estimés de 5000 à plus de 50000 personnes ; et le journal d'ajouter : "*les diplomates et les experts sont toutefois très réticents face à cette nouvelle tactique à laqueklle a recours Riyad puisque les membres de Jaysh pourront un jour ou l'autre gagner leur pays d'origine et créer des problèmes. Le chef du renseignement saoudien Bandar Sultan aurait mis sous pression les Etats Unis pour qu'ils lui permettent d'armer les jihadistes de Jaysh al Islam de missiles anti aériens et de missiles anti-chars. Mais Washington serait réticent. Bandar exerce également des pressions sur la Jordanie pour qu'elle ouvre son territoire au passage de l'aide militaire saoudienne pour les terroristes, ce que continue de rejeter pour l'instant la Jordanie*".

En effet, Aman a prêté son territoire aux saoudiens pour qu'ils y dressent des tueurs takfiris dans des camps d'entrainement mais sa participation au passage d'armes et de munitions à destination des terroristes a été jusqu'ici plutôt minime et The Guardien d'ajouter : " *cela fait plus de deux ans que Riyad se dit favorable à l'armement des rebelles d'armes lourdes mais ses activités dans ce sens se sont multipliées depuis la signature de l'accord russo américain sur un désarmement chimique de la Syruie car selon Riyad, cet accord a promu le statut d'Assad à titre de président légitime*". french.irib.ir 30.12

1.2- Pourquoi une victoire à Al Anbar serait -elle stratégique pour la Syrie? - french.irib.ir 30.12

Les forces de l'armée irakienne viennent de bloquer la voie de transit à un méga convoi d'armes et d'équipements destiné aux terroristes en guerre en Syrie : le convoi contient 70 véhicules légers, 2 tonnes charges explosives enrichies (destinés à commettre des attentats suicides) , des armes anti blindées, anti-aériennes et le tout vient d'être bloqué derrière les frontières irakiennes dans la province d'Al Anbar.

Le convoi aurait du arriver à Nakhib en Irak via le point de passage frontalier saoudo irakien de Arar. La charge enrichie est destinée à commettre des attentats suicides à travers le territoire syrien. QuEmontre cette nouvelle évolution? Le blocage d'un si grand convoi prouve que les frontières turco syriennes, fermées sur ordre d'Ankara n'offrent plus la voie de passage facile et accessible pour les terroristes. Idem pour les frontières jordaniennes qui sont visiblement plus étanches que par le passé pour les convois destinés aux terroristes. En revanche les frontières irakiennes mal contrôlées en termes militaires et sécuritaires se sont transformées en de véritables passoires par où Riyad envoie massivement ses armes à l'adresse de ses mercenaires takfiris déployés en Syrie.

En deux semaines d'offensive, l'armée irakienne est parvenue à identifier les trajets empruntés par les terroristes en partance pour la Syrie. Elle mène en ce moment même de violents combats dans les localités de Houran et de Al Abyaz dans les déserts d'Al Anbar. french.irib.ir 30.12

2- Liban

2.1- Le Hezbollah va-t-il se désarmer? - french.irib.ir 30.12

Le chef du bloc parlementaire du Hezbollah le député Mohammad Raad a indiqué que « *les accusations lancées contre nous ne peuvent pas influencer nos orientations et nos choix* », assurant que « *le changement de l'équation politique dans le pays comme ce fut le cas en 2005 ne se répètera jamais* ».Raad a critiqué « *les campagnes de provocation menées par les forces du 14 mars, notamment les discours prononcés par ce camp politique à la suite de l'attentat contre l'ancien ministre Mohammad Chatah, démontrant l'ampleur de l'exploitation politique de cet attentat* ».

S'exprimant lors d'une cérémonie de commémoration au Sud Liban, le député du Hezbollah a déclaré : « *Au moment où nous tendons la main au dialogue, au partenariat et à la réconciliation nationale, nous ne trouvons de l'autre camp que la provocation et les allégations. Ils sont prêts à la réconciliation seulement s'ils prennent les rênes du pouvoir. Mais dans le cas contraire, ils ne font que provoquer, poignarder dans le dos, déformer notre image et falsifier les réalités juste pour nous vaincre* ».

Et de poursuivre : « *Mais toutes les allégations et les prétextes qu'ils véhiculent ne pourront nous tromper, et par la suite,*

nous refuserons la formation du gouvernement auquel ils aspirent ».

Pour sa part, le député du bloc parlementaire de la fidélité à la résistance Hassan Fadlallah a accusé le camp du 14 mars de tenter d'exploiter politiquement l'assassinat de l'ancien ministre Mohammad Chatah. « *Telle est leur approche depuis 2005, ils exploitent le sang des morts pour réaliser des acquis politiques* ».

Le député Ali Fayyad a lui, assuré "*que le Hezbollah est attaché au discours d'accalmie et d'entente malgré le discours fou et hystérique de l'autre camp, un discours bâti sur la division, l'accusation et l'hystérie politique* ». Il a toutefois affirmé "*être prêt à un accord national pour faire sortir le pays de crise. Cet accord stipule la formation d'un gouvernement de partenariat national, la tenue des séances de la commission générale du Parlement, la tenue des élections présidentielles dans leur délai et l'accord sur une loi électorale à la base de laquelle se tiennent les élections parlementaires, et le retour à la table du dialogue* ». french.irib.ir 30.12

2.2- Guerre Israël/Hezbollah : nouvelle provocation - french.irib.ir 29.12

On s'y attendait ! Depuis des semaines, le régime d'Israël cherche par tous les moyens possibles à lancer une guerre tous azimuts non seulement contre son ennemi traditionnel à savoir le Hezbollah mais aussi contre l'armée nationale libanaise qui s'est avérée ma foi trop encombrant ces temps-ci face aux dessins des alliés saoudiens de Tel Aviv au Liban. Ce dimanche , deux missiles tirés on ne sait pas d'où (ndlr : ce qui renforce justement l'hypothèse d'un scénario takfiri prémédité) ont été tirés depuis les champs de Marjaiyoun contre la colonie israélienne de Shemoneh au nord de la Palestine occupée. les sirènes d'alerte se sont mis aussitôt à retentir.

En l'espace de quelques minute une déluge d'obus de mortier s'est abattue sur le Liban . Une dernière information fait état de 100 obus de mortier tirés contre les localités de Al Mariya et de Rachiya al Fakhar dans le sud est du Liban. Les tirs ont cessé et la Finul est entrée immédiatement en contact avec la partie israélienne. L'armée libanaise a mobilisé sans tarder ses forces sur les frontières avec Israël. Selon la chaine II de la TV israélienne, l'armée aurait recommandé aux agriculteurs israéliens de ne pas s'approcher des frontières avec le Liban. La chaine a affirmé que les écoles continuent leurs activités dans les colonies du nord d'Israël et n'ont pas réagi au tir de roquettes. raison de plus pour affirmer que le scénario est bien prémédité et impliquerait à la fois les takfiris et Israël. french.irib.ir 29.12

SOCIAL

1- Monaco

Les salariés de l'Hôtel de Paris, emblématique palace monégasque, ont voté lundi un mouvement de grève pour "*exprimer leur inquiétude quant aux conséquences des travaux de rénovation sur leurs rémunérations*", a annoncé la direction de la Société des Bains de Mer (Monte-Carlo SBM).

Cette grève intervient dans le cadre de discussions initiées le 4 décembre "*concernant la rémunération du personnel, actuellement indexée sur le chiffre d'affaires*", explique la SBM dans un communiqué.

Le 24 décembre, les salariés "*ont demandé le maintien pur et simple du niveau de rémunération du dernier exercice, record en terme de chiffre d'affaires, ce qui constituait un changement radical par rapport aux propositions étudiées précédemment*", selon la même source.

Outre les négociations salariales, "*un plan d'emploi*", portant sur 86 personnes, a été décidé en vue de ces travaux qui doivent démarrer en janvier 2014 pour s'achever fin 2017, pour un coût de 250 millions d'euros.

La rénovation de l'Hôtel de Paris vise à augmenter la superficie des chambres et le nombre de suites, afin de "*rester à la pointe des attentes de la clientèle toujours plus exigeante des palaces*", selon la SBM qui fête cette année ses 150 ans d'existence.

Parmi les innovations majeures: la création d'une cour-jardin au centre de l'établissement et une mise en valeur des toits qui accueilleront notamment des suites d'exception et une "*villa sur le toit*" avec jardin et piscine privés. AFP 30.12

On ne peut pas tout faire et tout avoir dans ce bas monde hélas, il faut choisir !

2- Grèce

National Bank (NBG), la première banque de Grèce, a annoncé mardi que 2.510 de ses salariés, soit environ 20% de ses effectifs, avaient accepté de quitter le groupe dans le cadre d'un plan de départs volontaires.

Les principales banques grecques ont supprimé quelque 10.500 emplois depuis 2010, principalement par le non-remplacement des départs en retraite ou des démissions, mais elles ont désormais recours à des plans de départs volontaires pour réduire encore leurs coûts et se préparer une éventuelle privatisation.

Chez NBG, le nombre de départs volontaires dépasse l'objectif initial, qui était d'environ 15% des effectifs pour 150 millions d'euros d'économies par an.

La banque avait auparavant expliqué que le plan lui coûterait 160 millions d'euros si le nombre des départs atteignait 2.000. Elle a refusé mardi de préciser le coût supplémentaire lié au nombre total de départs annoncés.

Ses concurrentes Piraeus Bank et Eurobank ont prévu de réduire leurs effectifs de plus de 10%. Les trois établissements devraient donc supprimer environ 5.500 postes au total.

Une quatrième banque, Alpha, devrait lancer un plan de départs volontaires en 2014.

Les quatre principales banques grecques ont reçu 27,5 milliards d'euros de capitaux frais en juin pour renforcer leurs bilan, une recapitalisation préalable à leur restructuration.

Le taux de chômage en Grèce dépasse 27%, plus de deux fois la moyenne de la zone euro. Reuters 31.12

Là il y a un truc qui m'échapppe, dans un pays où il y a un tel chômage, comment 2.510 salariés qui devaient disposer jusque là de rémunérations et de conditions de travail supérieures au reste des travailleurs peuvent-ils décider de démissionner, même moyennant une prime au départ ?

Je sais qu'en Grèce la proportion des travailleurs indépendants atteignait 25% de la totalité des emplois, mais la plupart doivent dorénavant avoir du mal à s'en sortir, donc ce statut est devenu précaire ou peu enviable, je ne sais pas quoi en penser.

Haut de page

Le 2 janvier 2014

CAUSERIE

Je me suis aperçu que j'avais oublié d'actualiser le mois parfois, maintenant je vais pouvoir confondre les mois et les années !

Je n'archiverai les articles que tous les deux mois ou tous les trimestres, j'espère ainsi gagner du temps, pas le temps de le faire chaque mois, pas très envie non plus en réalité. Puisque l'ambiance est toujours aussi chaleureuse, un euphémisme, je n'ai plus envie de me casser la tête.

Les causeries de décembre ont été formatées en pdf. J'ai remis *Droit de l'homme contre droit du citoyen.* - K Marx. (24.12) que j'avais effacé par erreur, personne ne me l'a signalé, merci au passage.

ACTUALITE EN TITRES

La majorité était contre la minorité était pour : adopté, ainsi va la démocratie !

- La Lettonie adopte l'euro à reculons L'Expansion.com

Jamais un Etat n'a adopté la monnaie unique avec une population aussi hostile. L'Expansion.com 01.01

ACTUALITÉ DU JOUR

Bravo !

- Hollande assume une ligne sociale-libérale - LeFigaro.fr

Pourquoi l'assume-t-il aujourd'hui et non hier ? Parce que la crise du capitalisme s'est amplifiée.

Ensuite il sait qu'il n'existe plus d'opposition organisée dans le pays, la réaction sur toute la ligne qu'il incarne a le champ libre. Les satellites du PS sont issus du capital ou génétiquement liés à lui, et l'existence de ses alliés du Front de gauche dépend de leur soumission au régime.

Quand on dit qu'il n'existe plus d'opposition organisée en France, on veut dire par là qu'il n'existe plus aucun parti capable de mobiliser les masses par millions ou qui en aurait la volonté, du fait que les partis qui en avaient la capacité, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire, sont désormais montés au front pour gérer la société au profit des capitalistes ou assument au sein du mouvement ouvrier une fonction complémentaire et de plus en plus similaire (corporatisme) en défense du régime, qui conduit à le cadenasser, le museler, le réduire à l'impuissance, le subordonner toujours davantage au capitalisme.

Quant à la véritable opposition, elle est représentée par les milliers de militants de quelques partis ou organisations ou groupes qui se réclament du socialisme, dont les appareils et les dirigeants demeurent subordonnés au PS et au PCF ou leurs satellites, incapables de rompre le cordon ombilical avec les appareils vendus des syndicats dans lesquels ils s'en remettent en permanence ou auxquels ils font allégeance, rapports que l'on retrouve dans les différentes stratégies qu'ils ont adoptées, leurs rapports avec les masses ou leurs conceptions de la lutte des classes, pour avoir été incapables d'intégrer dans leur stratégie politique celle que le capital allait adopter à issue du passage du capitalisme à l'impérialisme qui allait connaître de nouveaux développements au cours de la seconde moitié du XXe siècle et qui correspondait dorénavant à l'orientation générale du capitalisme mondial, ces formations politiques étaient condamnées à se décomposer, leurs appareils à se scléroser, et ce serait une grave erreur de croire que l'éclectisme ou l'ouverture d'un parti à tous les vents constituerait un gage d'ouverture d'esprit ou de démocratie à l'intérieur d'un parti ou que le dogmatisme y serait absent, car en réalité lorsque l'éclectisme est élevé au rang de principe ou théorisé, il devient le contenu d'une nouvelle forme de dogmatisme ou un dogmatisme en chasse un autre, bref, leurs militants n'avaient plus d'autres alternatives que démissionner ou se fossiliser à leur tour, d'autant plus que la révolution socialiste semblait renvoyée à une date lointaine ou indéterminée.

Le Medef prêt à participer au «pacte de responsabilité» proposé par Hollande - Liberation.fr

On a compris, privilégier les besoins du capital c'est faire preuve de "*responsabilité*" et tous ceux qui s'y opposent sont des irresponsables. Le procédé est le même que : vous être pro-israélien ou vous êtes antisémite, vous être pour le mariage homosexuel ou vous êtes homophobe, vous êtes féministe ou vous êtes misogyne, vous êtes favorable à l'énergie nucléaire ou vous êtes archaïque, vous êtes partisan de l'UE ou vous êtes un nationaliste, un souverainiste, vous êtes favorable au bombardement de la Syrie ou vous êtes le suppôt d'un tyran, vous êtes favorable à l'intervention militaire au Mali et en Centrafrique ouvous êtes complice des djihadistes ou des bandes armées qui massacrent la population, vous adoptez le capitalisme, l'impérialisme, vous soutenez toutes leurs guerres ou vous êtes un paria, un traitre, un ennemi de la démocratie, de la société.

- "*Il y a urgence*", déclare Pierre Gattaz.

Tu parles, quelle aubaine pour les patrons d'avoir un président social-libéral issu d'un parti que le mouvement ouvrier et son avant-garde (sic) ont légitimé pendant un siècle !

Mitterrand nous a solidement enchaîné à l'Union européenne, Hollande entend nous livrer au néolibéralisme : à bas le PS !

- L'organisation (le Mdef - ndlr) rappelle qu'elle avait déjà proposé mi-novembre un "*pacte de confiance pour la croissance et l'emploi*"

Autrement dit Hollande n'a fait que reprendre à son compte une proposition du Medef, normal, n'est-il pas le président des patrons ?

- Et pour elle, ce type d'initiative doit passer par le lancement de cinq chantiers indispensables: l'allègement de la fiscalité des entreprises, la diminution du coût du travail, la simplification, la baisse des dépenses publiques et la diminution des obstacles à l'emploi.

Le pacte de François Hollande est "*fondé sur un principe simple: moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et, en même temps, une contrepartie: plus d'embauches et plus de dialogue social*", avait détaillé mardi le président lors de son allocution. AFP 01.01

Excellent, le mimétisme est parfait ! Le programme de Hollande et du PS : c'est celui du Medef !

En complément. L'offensive néolibérale sur tous les fronts doit se poursuivre.

- Trierweiler souhaite que la lutte contre l'enfance maltraitée soit désignée grande cause nationale - L'Express.fr

(A suivre)

Une "***généreuse***" intention qui a comme une odeur de soufre.

Générosité européenne à double tranchant : ouvrir les frontières aux travailleurs bulgares et roumains est-il le meilleur service que l'on puisse rendre à leurs pays ? - Atlantico.fr

A personne, sauf au patronat des pays où la réglementation du travail et les salaires étaient le plus avantageux pour les travailleurs.

L'UE leur livre une main d'oeuvre qui va accepter des salaires et des conditions de travail que les travailleurs des différents pays de l'UE refusent. Cela va permettre d'accroître la concurrence entre les travailleurs, de faire baisser le coût du travail, et accessoirement de les dresser les uns contre les autres, ce que les gouvernements pourront toujours exploiter sur le plan politique pour faire passer leur politique réactionnaire ou poursuivre leur offensive contre les acquis ou droits sociaux des travailleurs.

Avions-nous tort de dénoncer le prosélytisme islamiste ?

- Les Slaves convertis à l'islam, nouvelle menace pour la Russie - Reuters

Et naturellement Le Figaro s'en réjouit à demi-mot...

- Les vœux pieux de Poutine face aux attentats terroristes - LeFigaro.fr

Adopter une religion ou se convertir à une religion à l'adolescence ou à l'âge adulte correspond à une dangereuse régression intellectuelle, dans la mesure où il s'agit d'un processus consacrant la théorisation d'une interprétation du monde marquée du sceau de l'ignorance et qui s'en trouve ainsi légitimée, profondément ancrée dans le cerveau de la personne en question au point qu'il sera pratiquement impossible de l'en extraire lorsqu'elle ne la conduira pas au fanatisme.

Le combat pour la défense du matérialisme (dialectique) et de l'athéisme devrait figurer au programme d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Lénine avait ouvert les portes du parti bolchevik aux travailleurs croyants qui étaient susceptibles de le rejoindre, dès lors qu'ils avaient pris connaissance des positions du parti en la matière, autrement dit qu'il était matérialiste et athée. Partant du principe que ce sont les rapports sociaux d'exploitation qui sont à l'origine des conditions d'existence des travailleurs et que l'interprétation qu'ils en donnent est faussée par l'ignorance dans laquelle les tiennent les représentants du régime, et que le meilleur moyen de les aider à progresser et à abandonner cette interprétation erronée des rapports qui régissent la société consiste à les associer à notre combat politique contre le régime, plutôt que les rejeter ou vouloir leur inculquer par la force nos idées, sachant que c'est seulement une fois ces rapports sociaux renversés ou avoir vécu ou participé à cette expérience qu'ils se délivreront de leur conception fantasmagorique des forces qui sont à l'oeuvre dans la société et au delà.

Une fois enregistrée l'expérience que c'est l'action pratique des hommes qui peut changer le monde et non des idées qui le commanderaient, toutes celles qui contredisaient ce processus dialectique tombent en désuétudes, perdent toute légitimité, deviennent caduques et disparaissent, puisque le terrain qui les a vu apparaître ou se développer a disparu. Cette maturité de la conscience peut se réaliser petit à petit ou soudainement en militant sous un régime capitalisme, plus sûrement et sur une vaste échelle dès lors que le régime en place a été renversé, sans que pour autant l'atavisme des masses régissant leur mode de pensée ou de vie lié à l'Ancien Régime ne cède du jour au lendemain...

Défoncez-vous ! Whisky, Coca Cola, McDo... et pétard !

- Cannabis : les Etats-Unis ouvrent leurs premiers "*coffee shops*" - Le Nouvel Observateur

Les adeptes du cannabis aux États-Unis peuvent enfin ce 1er janvier consommer légalement de la marijuana à des fins récréatives dans un Etat de l'ouest du pays, le Colorado, et pourront faire de même dans quelques mois dans l'Etat de Washington.

Suite à une loi votée en novembre, des premiers "*coffee-shops*" ont ouvert leurs portes mercredi dans le Colorado, où les consommateurs pourront acheter légalement, à condition d'avoir au moins 21 ans, jusqu'à 28 grammes de cannabis à chaque visite. Dans l'Etat de Washington, dans le nord-ouest du pays, les premiers magasins devraient ouvrir d'ici le printemps.

Cette loi est une première sur le continent américain, où la politique jusqu'à récemment combinait plutôt interdiction et répression pour les consommateurs, et lutte armée contre les producteurs et les trafiquants.

Mais là aussi les choses changent. En mai, l'Organisation des Etats américains (OEA), qui regroupe tous les pays du continent à l'exception de Cuba, a publié un rapport invitant à étudier une éventuelle légalisation du cannabis pour couper l'herbe sous le pied aux trafiquants. Et le 10 décembre, le Sénat uruguayen a approuvé une loi légalisant la production et la vente de cannabis, qui devrait entrer en application au premier semestre 2014. Le Mexique commence à envisager cette possibilité, tandis que le Canada, jusque-là très répressif, a légèrement assoupli sa position, envisageant de se contenter d'infliger une simple amende aux consommateurs de cannabis.

Aux Etats-Unis, un sondage récent montrait chez les jeunes une tolérance grandissante pour une drogue pourtant illicite et considérée comme addictive.

La consommation de cannabis à des fins médicales est déjà légale et réglementée dans 19 États du pays. Et dans la plupart de ces derniers, la consommation à des fins récréatives n'est pas considérée comme un délit. Mais le Colorado et Washington ont franchi un pas de plus en mettant en place un système où les autorités locales superviseront la culture, la distribution et le marketing de l'herbe pour le simple plaisir des consommateurs, faisant planer un parfum de "*coffee shop*" néerlandais sur l'ouest américain.

Le marché est énorme : selon le cabinet d'études ArcView Market Research, les ventes légales de cannabis augmenteront de 64% entre 2013 et 2014, pour passer de 1,4 milliard de dollars à 2,34 milliards. Dans le Colorado, célèbre pour ses stations de ski, les autorités ont accordé des licences à 348 magasins, et l'État de Washington a reçu 3.746 demandes de licences, dont 867 pour des magasins, selon le "*Seattle Times*", qui appelle à la prudence dans un éditorial.

"*La légalisation du cannabis (est) un séisme dans la politique de contrôle des drogues, peut-être le plus important depuis la fin de la Prohibition*", écrit le journal. Le Nouvel Observateur avec AFP

Ils coupent l'herbe sous le pied de la CIA !

On a plus envie d'en rire que d'en pleurer, bien qu'il serait hâtif ou naïf d'en conclure que cette décision serait guidée par de bonnes intentions envers le peuple américain de la part des autorités qui lui ont déjà confisqué pour ainsi dire tous ses droits sociaux et politiques.

La politique intérieure ou étrangère des partis démocrate et républicain étant rejetées par une majorité croissante de travailleurs américains, le conditionnement via les médias et les réseaux antisociaux peinant à remplir leur office, hier on a vu qu'entre décembre 2008 et décembre 2013 le nombre d'opposant à une intervention militaire américaine à l'étranger était passé de 46% à 82%, dans le même temps désormais un Américain sur deux ne croit plus la version officielle du 11 septembre 2001, de plus en plus d'Américains ont conscience des extraordinaires inégalités qui existent dans leur pays et ne le supportent plus, récemment les employés des grandes enseignes de fast food se sont mobilisés en masse pour dénoncer leurs conditions d'exploitation insupportables et exiger des augmentations de salires, une multitude de mouvements sociaux essaiment les Etats-Unis sans qu'on en est forcément connaissance (comme en Inde ou en Chine par exemple), etc. ainsi on assiste à un isolement croissant de l'administration américaine, un rejet du mode de vie qui leur a été imposé, une prise de conscience que le monde dans lequel ils vivent ne correspond pas du tout à celui qu'on leur a décrit, bref, la combinaison de tous ces éléments et bien d'autres que nous n'avons pas cités pourrait favoriser le renouveau d'un puissant mouvement ouvrier indépendant, le pire cauchemar pour le chef de file du capitalisme mondial.

Si maintenant ces Américains de plus en plus critiques ou rebelles se défonçaient du matin au soir au cannabis, peut-être pourraient-ils mieux supporter les conditions de travail et de vie qu'on leur impose ; avec le whisky, le Coca, le McDo et toutes les saloperies salées, sucrées et bien grasses qu'on leur a filées à bouffer sans oublier les OGM, les additifs chimiques, etc. ils sont devenus obèses, impotents, mais apparemment on n'a pas réussi à attaquer leur cerveau, la pornographie, leur addictions aux armes et aux jeux vidéos violents ne suffit manifestement plus à contenir leurs frustrations, leur impatience, même la guerre ne les distrait plus, ils se sont vites lassés de la guerre contre le terrorisme, et les tueries à répétition dans le pays finissent par les exaspérer !

Ils pourraient aussi imaginer un autre coup foireux du même ordre de grandeur que le 11 septembre 2001, mais pour le coup ils perdraient définitivement la confiance et surtout le contrôle du peuple américain.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine.

L'ambassadeur palestinien à Prague meurt dans un attentat à la bombe - french.irib.ir 01.12

L'ambassadeur de la Palestine à Prague, Jamal Al Jamal, a succombé mercredi après-midi aux blessures qu'il avait subies dans une explosion survenue en fin de matinée dans son appartement, a annoncé la police.

Selon un communiqué du ministère palestinien des Affaires étrangères, l'explosion s'est produite au moment où le diplomate ouvrait un vieux coffre-fort qui avait été transféré à la nouvelle résidence de l'ancien siège de l'ambassade, dans le quartier de Prague-Troja. Le porte-parole de l'ambassade, Nabil el Fahel, a déclaré à la radio publique tchèque CRO que toute la famille de l'ambassadeur se trouvait dans l'appartement au moment de l'explosion. french.irib.ir 01.01

Un crime signé Mossad ou CIA.

2- Arabie Saoudite

Arabie Saoudite : la police religieuse s'organise contre le Nouvel An - french.irib.ir 01.12

A l'approche du 1er janvier 2014, en Arabie Saoudite, la police religieuse a prévenu qu'elle veillerait à ce que l'interdiction de célébrer le Nouvel an soit respectée.

En vertu d'une fatwa (avis religieux) du Haut comité des oulémas saoudiens, les célébrations correspondant au début d'une nouvelle année du calendrier grégorien sont interdites dans le royaume. En Arabie Saoudite où la doctrine wahhabite de l'islam est suivie, la règle est claire : seul le calendrier hégirien doit être pris en compte. Célébrer d'autres fêtes en dehors des deux fêtes musulmans de l'Aïd est considéré comme une innovation (bida'a) .

La police religieuse veille au grain concernant les interdits religieux ou traditionnels en vigueur, comme celle faite aux femmes de conduire. A quelques jours du Nouvel an, les membres de la police religieuse se sont particulièrement adressés aux fleuristes et aux vendeurs de cadeaux, en leur demandant de ne pas vendre de roses rouges, d'ours en peluche ou tout autre cadeau qui pourrait être lié à cette occasion, précise le quotidien saoudien Okaz dimanche 29 décembre. french.irib.ir 01.01

3- Liban

- Arrestation au Liban du chef d'un groupe lié à Al-Qaida - Le Monde

Le chef des Brigades Abdallah Azzam, groupe djihadiste lié à Al-Qaida, qui avait notamment revendiqué un attentat devant l'ambassade d'Iran à Beyrouth en novembre, a été arrêté par l'armée libanaise, a annoncé mercredi 1er janvier à l'Agence France-presse le ministre de la défense. L'« *émir* » des Brigades Abdallah Azzam, « *Maged Al-Maged, a été arrêté par les services de renseignement de l'armée libanaise à Beyrouth* », a annoncé Fayez Ghosn, sans préciser ni les circonstances ni la date de l'arrestation.

Ce ressortissant saoudien « *était recherché par les autorités libanaises, et il est actuellement interrogé dans le plus grand secret* », a précisé le ministre. Selon le ministère de l'intérieur saoudien, Maged Mohammad Abdallah Al-Maged est l'une des quatre-vingt-cinq personnes recherchées dans le royaume.

Les Brigades Abdallah Azzam, créées en 2009, figurent sur la liste des organisations terroristes américaine et avaient revendiqué dans le passé des tirs de roquettes sur le nord d'Israël à partir du Liban. D'après le département d'Etat, ce groupe opère à la fois au Liban et dans la péninsule Arabique.

Les Brigades Abdallah Azzam tiennent leur nom du mentor palestinien d'Oussama Ben Laden, fondateur d'Al-Qaida. Sirajeddine Zreikat avait alors prévenu que les attentats se poursuivraient au Liban tant que le Hezbollah chiite libanais, allié de Damas et de Téhéran, continuerait de combattre les rebelles en Syrie aux côtés de l'armée de Bachar Al-Assad.

En 2009, la justice libanaise avait condamné par contumace Maged Al-Maged, né en 1973, à la prison à vie pour appartenance à Fatah al-Islam. Ce groupuscule, inspiré idéologiquement par Al-Qaida, s'était engagé en 2007 dans des combats contre l'armée dans le camp de réfugiés palestiniens de Nahr Al-Bared, dans le nord du Liban, combats qui ont fait plus de quatre cents morts, dont cent soixante-huit soldats.

Après la bataille de Nahr Al-Bared, plusieurs membres de ce groupe s'étaient réfugiés à Aïn Héloué, le plus grand camp palestinien

au Liban, considéré comme une poudrière en raison de la présence de groupuscules islamistes extrémistes. Selon des sites islamistes, Maged Al-Maged a été désigné « *émir* » en 2012, soit le chef des Brigades Abdallah Azzam. Un responsable palestinien à Aïn Héloué a affirmé mercredi à l'AFP que Maged Al-Maged avait quitté le camp vers la mi-2012 pour se rendre en Syrie.

« *En raison de la participation de djihadistes aux combats aux côtés des rebelles syriens, il a été décidé de ne plus autoriser aucun combattant arabe [non palestinien] à rester dans le camp* », a indiqué ce responsable, sous couvert de l'anonymat. Maged Al-Maged « *est alors parti du camp avec cinq Saoudiens et Koweïtiens et ils sont allés en Syrie. On ne savait pas qu'il était rentré au Liban* », a-t-il dit. Le Monde 01.01

Le 23 août 2013 l'armée de l'air israélienne avait mené un raid aérien visant une position du Front populaire de libération de la Palestine-commandement général (FPLP-CG), dans la vallée de Naamé, dans le sud du Liban, organisation qui a nié par la suite être l'auteur du tir de quatre roquettes vers le nord d'Israël quelques heures plus tôt. Par la suite l'attaque a été revendiquée sur Twitter par un responsable des Brigades Abdallah Azzam. (source : french.irib.ir 23.08.13)

Une hypothèse, Maged Al-Maged a pu leur être balancé par les autorités saoudiennes conformément au virage tactique des derniers jours, pour montrer à l'armée libanaise que le régime saoudien était à ses côtés et qu'elle pouvait lui faire confiance. A moins que ce soit un pur hasard.

SOCIAL

France

Grève à la SNCM, les navires restent à quai - Reuters

Le trafic de la SNCM était totalement paralysé mercredi en raison d'un mouvement de grève reconductible pour demander le lancement d'un plan visant à assurer la survie de la compagnie maritime qui compte 2.600 salariés.

L'annonce d'une aide de 30 millions de l'Etat à la compagnie maritime, rendue publique mardi par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, n'a pas convaincu les syndicats engagés dans le mouvement.

Ces derniers réclament un engagement clair du gouvernement à appliquer le projet industriel signé en juillet dernier avec la direction et les actionnaires, qui ont notamment validé la commande de quatre navires et la suppression de 500 postes sans licenciements secs. Reuters 01.01

Haut de page

Le 3 janvier 2014

CAUSERIE

Jeudi 2 janvier, 22h25 à Pondichéry

28 nouveaux articles ont été mis en ligne. A +.

Vendredi 3 janvier, 15h15 à Pondy

Précision.

Entre octobre 1991 et janvier 2013, je n'ai vécu que quatre ans et demi en France, aussi je n'ai pas suivi le parcours de Dieudonné, je l'ai découvert ces derniers jours à travers des articles de presse. Ce matin j'ai pris le temps de faire des recherches sur le Net pour m'informer davantage et j'ai téléchargé quelques vidéos que j'ai visionnées.

J'en suis arrivé à la conclusion qu'il avait été récupéré par un sinistre personnage, Alain Soral, qui avait profité de la notoriété de Dieudonné pour ses propres intérêts tout en l'entraînant à l'extrême droite. Le geste de la quenelle dont on nous rebat les oreilles est apparu en 2005 la première fois au lendemain de la rencontre des deux hommes en 2004. Pour cette raison, et

compte tenu à la fois de l'exploitation qui en est faite par l'extrême droite, y compris J-M Le Pen, et l'amalgame de plus en plus présent ou fréquent dans les spectacles de Dieudonné entre les juifs et les sionistes, il peut être interprété comme un geste antisémite, sans en attribuer cette signification à toutes les personnes qui le reproduisent évidemment.

Dieudonné, tout comme Elie Semoun, ne m'a jamais fait rire, son humour médiocre et malsain pour ne pas dire répûgnat ou franchement infâme réside dans l'exploitation de clichés qui ne dépassent pas le niveau du caniveau, aussi son sort nous laissera indifférent.

Dieudonné est un pauvre type qui a été récupéré par l'extrême droite raciste et antisémite, voilà tout.

Maintenant, il n'est pas question de soutenir l'entreprise toute aussi scélérate du ministère de l'Ordre établi qui envisage de légiférer pour interdire ses spectacles, car ce serait un antécédent qui pourrait faire jurisprudence pour s'en prendre à d'autres spectacles qui dénonceraient notamment le sionisme ou le néolibéralisme ou pourquoi pas tout simplement le capitalisme dans ce qu'il a de plus abjecte, dont l'apartheid qui sévit en Israël, j'ignore si de tels spectacles existent aujourd'hui, cette nouvelle loi liberticide pourrait être suivie de bien d'autres qui signeraient l'arrêt de mort de la liberté d'expression qui est déjà en sursis ou placée sous surveillance.

ACTUALITE EN TITRES

L'offensive néolibérale démarre par les agence de presse et les médias.

- L'industrie française en recul, à contre-courant du reste de l'Europe - AFP

- François Hollande pourra-t-il tenir une année supplémentaire sans s'attaquer à de vraies réformes ? - Atlantico.fr

- L'emploi à un niveau record en 2013 en Allemagne - Reuters

La stratégie du chaos. Quand l'ONU a pour mission la paix dans le monde... ou une tout autre mission en réalité.

- Doutes après la mort de l'ambassadeur palestinien à Prague - Reuters

- Un ex-chef des renseignements rwandais tué à Johannesburg - Reuters

- Trois morts signalés à Bangui dans des affrontements religieux - Reuters

- Heurts entre police et islamistes à Alexandrie, deux morts - Reuters

- Trois bombes explosent à Mogadiscio, au moins 11 morts - Reuters

- L'armée sud-soudanaise avance vers Bor, aux mains des rebelles - Reuters

- Une voiture piégée fait 5 morts et 66 blessés à Beyrouth - Reuters

- Deux occidentaux tués par balle en Libye - Liberation.fr

- Au Congo, des hommes armés tirent sur l'aéroport militaire de Kinshasa - LePoint.fr

- Irak: des insurgés liés à Al-Qaïda contrôlent en partie deux villes - AFP

- Kenya : dix blessés après une attaque à la grenade dans un centre touristique - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand la charia protège la prostitution... des princes et des puissants.

Hollande en admiration devant le régime saoudien : "*J'apprécie la sagesse du roi Abdallah, elle est précieuse.*"

- Prison et coups de fouet pour un Saoudien diffamant une starlette sur Twitter - Francetv info

Un Saoudien a été condamné à trois mois de prison et à 80 coups de fouet pour un tweet accusant d'adultère une starlette koweïtienne, rapporte le site d'information arabophone Sabq. Fan d'une chanteuse rivale de la Koweïtienne Shams, ce Saoudien a été condamné pour avoir accusé, sans preuve, cette dernière d'adultère. Shams a porté plainte devant la justice saoudienne qui s'est basée sur la loi islamique pour rendre son verdict. La charia prévoit la flagellation pour ceux qui accusent une femme d'adultère sans présenter quatre témoins visuels. Francetv info 02.01

Des internautes en ont profité pour faire remarquer que le régime saoudien qui applique la charia défendait les droits des femmes contrairement à la France...

En réalité, étant donné qu'il est pratiquement impossible de présenter quatre témoins visuels, à moins que la polyandrie ait l'air de rien la même connotation une partouze, cela signifie que le législateur défend ou encourage l'adultère, qui dans ce milieu-là ou celui des ploutocrates dégénérés saoudiens est banalisée ou du domaine de la prostitution légale.

Paradis fiscaux et paradis artificiel

- Les casinos de Macao ont de nouveau touché le pactole en 2013 - AFP

- Le chiffre : 6 millions de dollars, le coût du plus grand feu d'artifice du monde... à Dubaï - Atlantico.fr

- Etats-Unis: l'industrie du cannabis dopée en Bourse par le Colorado - AFP

Des entreprises liées à l'industrie du cannabis ont vu leurs actions bondir jeudi aux Etats-Unis, au lendemain de l'entrée en vigueur de la vente libre de marijuana dans l'Etat du Colorado (ouest).

La plus importante progression a été enregistrée par la société MediSwipe qui fournit des systèmes de paiement à l'industrie médicale et a récemment ouvert une coopérative dans le Colorado pour cibler directement les acteurs de la filière cannabis.

Son action, échangée sur les marchés de gré à gré, gagnait dans l'après-midi près de 70%.

Fabricant d'équipements dédiés à la culture du cannabis (lampes...), GreenGro Technologies voyait, lui, son action monter de plus de 50% jeudi.

L'action de la société Hemp, engagée dans la culture industrielle du cannabis et dans la vente de graines à des fins alimentaires, bondissait elle aussi de plus de 50%.

Cet intérêt des investisseurs peut s'expliquer par le potentiel du marché du cannabis qui pourrait peser 10 milliards de dollars par an d'ici cinq ans aux Etats-Unis contre environ 2 milliards en 2014, selon une récente étude du cabinet d'études ArcView. AFP 02.01

Dictature mondiale. CIA-NSA-Mossad. Quand tout est permis, tout est possible.

- Espionnage: la NSA tout près de créer une machine à décrypter universelle - AFP

L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) est tout près de créer un « *ordinateur quantum* » à même de décrypter presque n'importe quel encodage, selon le Washington Post qui cite jeudi 2 janvier des documents divulgués par l'ancien consultant Edward Snowden.

Selon ces documents, l'ordinateur sur lequel travaille la NSA lui permettrait de briser les codes informatiques protégeant des secrets bancaires, médicaux, des informations gouvernementales ou du monde des affaires. Les grandes entreprises informatiques comme IBM poursuivent depuis longtemps l'objectif de créer des ordinateurs quantum, qui permettraient d'exploiter la puissance des atomes et des molécules, accroissant ainsi de manière considérable la rapidité et la sécurité des ordinateurs.

Cependant, des experts estiment peu probable que la NSA soit sur le point de créer une telle machine sans que la communauté scientifique soit au courant. « *Cela semble peu probable que la NSA soit si en avance par rapport aux entreprises civiles sans que personne ne le sache* », a ainsi noté dans le Washington Post Scott Aaronson, de l'Institut de Technologie

du Massachusetts (MIT). La NSA n'a, quant à elle, pas répondu à une demande de l'AFP sur le sujet. lemonde.fr 03.01

Parce que voyez-vous, ils nous avertiraient, si, si, ils iraient le chanter sur tous les toits, le Washington Post nous prend pour des abrutis.

- Etats-Unis : inquiétudes sur l'inflammabilité du pétrole de schiste - LeMonde.fr

Le département américain des transports (DoT) a prévenu, jeudi 2 janvier, que le pétrole extrait des gisements de schiste du bassin de Bakken, au nord des Etats-Unis, était probablement « *plus inflammable que le pétrole brut traditionnel* ».

« *D'après des inspections préliminaires conduites après les récents déraillements dans le Dakota du Nord, en Alabama* » et au Québec, impliquant du pétrole brut du gisement de Bakken, l'agence de sécurité des oléoducs et des matériaux dangereux (PHMSA) « *requiert de tester correctement, signaler et classifier, et quand c'est nécessaire de dé-gazéifier suffisamment les matériaux dangereux avant leur transport* ».

Trois déraillements de train, deux aux Etats-Unis et un au Canada, se sont traduits par de graves incendies ces six derniers mois.

Les autorités s'inquiètent de la sécurité du transport par rail de pétrole en provenance du nord des Etats-Unis et de la formation de Bakken en général. Depuis 2007 l'exploitation du gaz de schiste aux Etats-Unis s'est accélérée de façon exponentielle mais les oléoducs jusqu'alors inexistants vers ces régions n'ont pas suivi, les groupes pétroliers se reposent donc sur le transport par route et par rail. Les autorités canadiennes avaient dès le mois de septembre dénoncé le fait que le pétrole transporté à Lac-Mégantic aurait dû être signalé comme matériel dangereux et non pas seulement inflammable. LeMonde.fr 03.01

Contrairement à ce qu'affirme le journal Le Monde, les autorités américaines et canadiennes étaient parfaitement au courant des risques encourus par le transport par rail de cette matière, comment dire, explosive, mais elles ont cédé au lobbying des entreprises qui exploitent le gaz de schiste et qui ne voulaient pas investir dans des oléoducs, cela aurait été autant de millions de dollars qui n'auraient pas atterri dans la poche des actionnaires, CQFD.

Aux Etats-Unis comme au Canada ce sont les banquiers et les multinationales qui détiennent le pouvoir politique...

- Israël a supprimé la plupart des responsables des attentats de Buenos Aires - LeMonde.fr

Israël a éliminé la plupart des responsables des attentats contre la mutuelle juive AMIA et contre son ambassade à Buenos Aires, dans les années 1990, a affirmé jeudi 2 janvier dans un entretien l'ex-ambassadeur de l'Etat hébreu en Argentine Itzhak Aviran.

« *La grande majorité des coupables n'est plus de ce monde, et nous l'avons fait nous-mêmes* », a déclaré Itzhak Aviran à l'Agence juive d'information (Agencia Judia de Noticias, AJN), basée à Buenos Aires. Itzhak Aviran a fait ces déclarations inédites alors qu'il était interrogé sur le fait que vingt ans après les attentats, les responsables n'ont toujours pas été jugés.

S'il est avéré, le mode opératoire rappelle la série d'assassinats de commanditaires de la prise d'otage de sportifs israéliens lors des JO de 1972, immortalisée au cinéma par le film de Steven Spielberg Munich, qui met en scène la traque effectuée par le Mossad.

L'Iran est soupçonné d'être impliqué dans l'attentat de l'AMIA par la justice argentine, qui réclame l'extradition de huit responsables iraniens, dont l'ancien ministre de la défense Ahmad Vahidi et l'ex-président Akbar Hachémi Rafsandjani, pour les juger. L'Argentine abrite la première communauté juive d'Amérique latine, la deuxième du continent après celle des Etats-Unis. LeMonde.fr 03.01

Haut de page

Le 4 janvier 2014

CAUSERIE

Vendredi 22h15 à Pondichéry

13 articles ont été ajoutés.

Un courriel reçu d'un militant

- "*Tes remarques sur IO et le POI.*

Sur l'Ukraine et la Syrie les informations sont parues mais sur un angle différent ; pour le POI tous ce que je connais savent qu'on ne peut rien attendre de ce régime de la propriété privée des moyens de production ; la discusion porte sur les délais et la transition ; en tout cas c'est différent du contrôle ouvrier et du partage des richesses (LO, NPA)."

Le contenu de ce courriel ne permet d'ouvrir une discussion.

Ah la sagesse des monarques !

François Hollande a salué la "*sagesse*" du monarque de Riad ou d'Al-Qaïda.

Question : Mais qui orientent et financent les opérations menées par les terroristes liés à Al-Qaïda en Irak ?

Réponse : Les services de renseignement de l'Arabie saoudite, selon des parlementaires irakiens.

Question : Qui est Majed Majed que les services de renseignements militaires libanais ont arrêté et de quelle nationalité est-il ?

Réponse : L'émir de la brigade Abdullah Azzam de nationalité saoudienne est impliqué dans le double attentat suicide contre l'ambassade d'Iran à Bir Hassan en novembre dernier et aurait planifié l'assassinat de haut-cadres du Hezbollah...

Selon des sources médiatiques libanaises, Majed Majed avait reçu ses instructions du chef des services de renseignements saoudiens le prince Bandar Ben Sultan.

La suite plus tard, je vais écouter le concert que Joe Satriani avait donné à Paris en 2011, j'ai réussi à en télécharger les 3/4 avant que ma connexion ne coupe ! Bon week-end.

Samedi 14h16 à Pondichéry

J'ai reçu un courriel de camarades belges et deux textes que je me mets en ligne dans la Tribune libre. J'y répondrai peut-être plus tard. J'en ai ajouté un troisième *Le développement du capitalisme dans sa phase de déclin* qui pourrait intéresser les militants friands d'analyses.

Je n'ai pas encore lu ces documents à part le plus court et quelques passages rapidement des deux autres qui m'a amené immédiatement à cette réflexion : au lieu de se casser la tête et de perdre son temps à l'infini à lire des textes à rallonge qui mériteraient qu'on s'arrête à chaque paragraphe ou parfois à chaque ligne tellement leur contenu pose véritablement un problème, en tout cas pour moi, je lis deux lignes et j'ai déjà trois désaccords avec son auteur, vous comprenez pourquoi cela m'interpelle, je parle en général et non de ces documents en particulier.

Du coup partir dans une discussion sur tel ou tel facteur ou telle ou telle période est à devenir fou ou ne peut mener que nulle part et je m'y refuse. Car au départ il y a un problème de méthode ou une mise au point est nécessaire, on a l'impression que le rédacteur d'un article ou d'un texte ne s'est pas relu ou qu'il n'a pas vraiment réfléchi avant d'écrire.

Par exemple, comment peut-on prétendre que les masses suivraient les partis sociaux-impérialistes, et comment prétendre en admettant que ce serait le cas que ce serait un élément suffisant pour justifier de s'adresser à leurs dirigeants, sans tenir compte de la nature de ces partis ? Comment peut-on utiliser une ou des citations des marxistes pour le justifier et faire l'impasse sur celles qui expriment une orientation opposée ? Autre question, les masses se jetteraient du haut d'une falaise et il faudrait les suivre, les accompagner et connaître la même fin ? Apparemment, c'est bien ce qui est arrivé à nos dirigeants...

Les masses, lesquelles? Les masses exploitées sont très hétérogènes, comportent de nombreuses couches qui ne sont pas du tout logées à la même enseigne, celles qui suivent ou suivraient les sociaux-impérialistes ne sont-elles pas justement les plus solidement enchaînées au capitalisme par les privilèges qu'il leur accorde ? Ne sont-elles pas justement celles qui seront les plus éloignées du socialisme, qui n'ont de par leurs conditions matérielles aucun intérêt à en finir avec le capitalisme ? N'étaient-ce pas parmi ces couches qu'ont été recrutés les militants, cadres et dirigeants des partis dits ouvriers ou trotskistes ? N'y aurait- il pas là un lien avec leur dégénérescence que Trotsky avait programmée ? Il a dit bien des choses que nos dirigeants ont enterrées parce qu'elles contredisaient leurs stratégies et mettaient en lumière leur incurie politique ou pire, etc.

J'ai oublié quelque chose que je n'ai fait qu'effleurer, et quand bien même les masses ou plutôt une minorité des masses, la même qu'on retrouve dans les syndicats d'ailleurs, tenez au passage, sur la fin le vieux Engels avait écrit que les syndicats (allemands) étaient devenus un obstacle au socialisme, Trotsky affirmera qu'on pourrait être amené à rompre avec

leurs appareils, quelle horreur n'est-ce pas ! Engels et Trotsky n'avaient plus toute leur tête les malheureux, envolée, zappée ces citations, pas un ne s'est aventuré à y faire référence et pour cause, trop compromettantes. Oui, il faudrait se demander quelle est l'orientation politique des masses, quelle est leur nature comme le faisait Marx, quelle horreur encore, il devait grabataire Karl ! Quel contenu précis elles donnent ou donneraient à leur soutien aux partis sociaux-impérialistes, peut-on vraiment parler de soutien ou de confiance d'ailleurs, une extrapolation ou surinterprétation qui en arrangera plus d'un en réalité, vaut mieux ne pas trop se poser cette question, il est majoritairement réactionnaire et impérialiste, cela, c'est du Lénine tout craché, après le père le fils une déformation génétique peut-être ! C'est embarrassant franchement, du coup, il ne reste plus qu'une minorité d'une minorité parmi des couches nantis des exploités qui devrait déterminer nos rapports à ces partis et notre ligne politique, le type de parti qu'on devrait construire, dites donc, c'est plutôt chèrement payé au regard du programme de la révolution socialiste qui passe lui à la trappe, non ? (A suivre)

Restons calme en ce début d'année.

Je me suis dit une chose qui nous aidera grandement à ne pas perdre notre temps, il faudrait mettre au point un espèce de questionnaire que l'on demanderait aux militants, cadre ou dirigeants qui veulent discuter avec nous de remplir, et en fonction de leurs réponses on entamerait ou non une discussion avec eux.

Par exemple : Croyez-vous qu'un morceau d'acier de 10 cms d'épaisseur peut fondre ou se tordre au contact du kérosène enflammé pendant des heures ou des jours, des mois ? Mon épouse m'a dit qu'un rickshawman (conducteur de vélo taxi) trouverait ma question stupide parce qu'il a beau être pauvre parmi les pauvres, illettré, analphabète, inculte, profondément arriéré, il me répondrait tout de suite que c'est impossible et que je le prends pour plus con qu'il n'est, il se sert de kérosène pour faire sa cuisine et ses ustensiles qui font à peine un millimètre d'épaisseur et qui ne fondent pas. J'ai utilisé un réchaud au kérosène de 1990 à 1992 et de 1996 à 1997 avant de passer à la bouteille de gaz.

Notre rickshawman est observateur, il est pragmatique, il est logique, contrairement à un intellectuel ou un militant plus évolué intellectuellement qui en est souvent incapable, lui il réfléchit voyez-vous, il va partir dans un tas de théories, jusqu'à en perdre la notion de la réalité qu'il remplacera par une idée, un concept qui aura germé dans sa petite tête qu'il croit bien faite alors que ce n'est pas vraiment le cas. Moi non plus remarquez bien, mais la différence, c'est que j'en ai conscience et cela change bien des choses...

Notre rickshawman a des yeux et sait s'en servir, nos dirigeants ont un cerveau, mais ils doivent être aveugles ma foi !

Je me pose une question, je me dis, mais quand on est incapable d'observer quelque chose de très simple qui se déroule sous nos yeux ou qui tombe sous le sens sans avoir besoin de réfléchir ou d'être bardé de diplômes, comment peut-on à partir de là prétendre interpréter le monde, analyser ou comprendre quelque chose de beaucoup plus compliquée ou qui fait appel à une multitude de facteurs et rapports, je rappelle ici que dans l'exemple que j'ai pris les éléments se limitent à deux, un morceau d'acier de 10 cms d'épaisseurs et du kérosène, ajoutons une étincelle.

Soutenir la version officielle du 11 septembre 2001 est du domaine de la pure mauvaise foi, on ne peut pas dire de la malhonnêteté intellectuelle puisque on vient de voir qu'il n'était pas du tout nécessaire d'être évolué pour comprendre spontanément cette imposture (j'aurais pu citer d'autres éléments du 11/9 tout aussi accablant). Non, ceux qui ont entre les mains les mêmes éléments que nous et qui soutiennent la version officielle sont consciemment, foncièrement et profondément malhonnêtes, tout court, ce sont des gens avec lesquels toute discussion est dès lors impossible. Je pense à quelques journalistes (belges notamment) soi-disant indépendants mais aussi à l'ensemble des dirigeants des partis ouvriers, puisque à ma connaissance aucun n'a rejeté la version de G. W. Bush. C'est un verdict accablant, navrant et sans appel.

Ce sera la première question que je poserai à ces militants et à tous ceux qui se connectent sur le site qui envisageraient d'avoir des contacts avec nous, d'autres suivront.

Je ne fais pas une fixation sur le 11 septembre 2001, c'est seulement un excellent test parce que nous avons tous les éléments en mains et que l'affaire est récente, ainsi tous les éléments que nous avançons sont à la portée de tous et immédiatement vérifiables, absolument personne ne peut les nier, c'est un test implacable.

Vous pouvez vous-même réaliser ce test très simple avec d'autres militants, des travailleurs, des gens de votre entourage, attention, ils ne posséderont peut-être pas les éléments que j'ai cité, donc ajoutez la démonstration du rickshawman et son réchaud au kérosène ainsi que sa casserole qui ne fond pas, j'en suis témoin, je n'ai pas changé de casseroles depuis 23 ans ! Et puis voyez les derniers développement en Syrie et au Liban, toujours d'actualité le 11 septembre 2001, non ?

Passons au courriel de ce camarade belge.

"*Camarade,*

Je t'envoie en annexe un texte de discussion sur la nature de la social-démocratie et son introduction. Ce texte, résultat d'une discussion avec ancien groupe CRI et seulement récemment traduit garde, à mon avis, toute sa valeur. C'est la raison pour laquelle je te demande de bien vouloir le publier dans la tribune libre de votre site. (...)

Quelques mots sur moi-même: je suis un ancien militant de la Tendance Léniniste Trotskyste et un ancien militant "lambertiste" en Belgique. Si tu souhaite d'avantage d'information, n"hésites pas à me contacter. Merci.

Salutations révolutionnaires".

Je lui ai déjà envoyé un petit mot.

La suite de l'actualisation du site plus tard ou demain matin, j'ai des courses à faire.

Haut de page

Le 5 janvier 2014

CAUSERIE

Pourquoi vous adressez-vous toujours à une élite ?

Friedrich Engels, Critique du Projet de Programme d'Erfurt - 1891

« *A mon avis, le programme doit être aussi court et précis que possible. Peu importe si même il se trouve par hasard un mot étranger ou une phrase dont il est impossible, à première vue, de saisir toute la portée. Dans ce cas, la lecture orale dans les réunions, l'explication écrite dans la presse feront le nécessaire ; et alors la phrase courte et frappante, une fois comprise, se fixe dans la mémoire et devient un mot d'ordre, ce qui n'arrive jamais pour une explication plus longue… il ne faut pas sous-estimer les facultés intellectuelles et le degré de culture de nos ouvriers. Ils ont compris des choses beaucoup plus difficiles que celles que pourra leur présenter le programme et le plus court, le plus concis…* »

Ah ces ouvriers profondément arriérés de la fin du XIXe siècle dans lesquels Engels avait confiance pour les avoir observés attentivement, étudiés pendant des années en Angleterre, rencontrés en de multiples occasions lors de réunions ou meetings, quelle couche ils tenaient franchement, pourquoi perdre son temps avec eux !

Comparez maintenant avec l'attitude qu'on eut les partis dits trotskistes envers ces ouvriers. Combien sont-ils aujourd'hui dans leurs partis, 1, 2, 3% ? A suivre.

Pas de bol, vous ne pourrez pas faire un front unique avec le Pasok !

Grèce: Le droit d'entrée de 25 euros à l'hôpital fait polémique - 20minutes.fr 04.01

Payer 25 euros pour se faire soigner à l'hôpital en Grèce, c'est la somme que doit sortir chaque malade de son portefeuille depuis le 1er janvier s'il y passe la nuit.

«*Cette mesure est nécessaire et justifiée socialement*», a déclaré le ministre, Antonis Georgiadis, sur la chaîne de télévision Skaï. Il a reconnu que l'absence d'exemption pour les chômeurs était «*une injustice*» mais expliqué que «*dans la phase actuelle*», une telle dispense n'était pas possible. La Grèce compte 27% de chômeurs. Début décembre, l'organisation Médecins du monde avait estimé au même pourcentage le nombre de personnes sans couverture sociale.

La mesure est censée rapporter 40 millions d'euros annuels au budget des hôpitaux grecs à cours de moyens, de matériel, de personnel. Les handicapés à plus de 80% et les personnes souffrant d'une pathologie chronique n'auront pas à payer ce droit d'admission, dû uniquement lorsque le patient passe une nuit à l'hôpital.

Le parti socialiste Pasok associé aux conservateurs au sein du gouvernement d'Antonis Samaras depuis juin 2012 a multiplié les critiques contre cette mesure qu'il a pourtant votée au parlement dans le cadre des plans d'austérité qui se sont succédés en Grèce depuis 2010 sous supervision des créanciers du pays UE-BCE-FMI. 20minutes.fr 04.01

Mais on est mieux loti en Inde ! Sérieusement.

Le Pasok a voté cette mesure scélérate qui s'appliquera y compris aux chômeurs. Alors dites-nous, c'est quoi ce parti de l'Internationale socialiste à laquelle appartient le PS ? Ne nous dites surtout pas qu'il aurait changé ces derniers temps, personne ne vous croira.

Ma conviction, c'est qu'il aurait fallu rejeter le PS et le PCF depuis 70 ans. Au départ le chemin aurait peut-être semblé plus difficile pour avancer, mais au fil du temps les faits nous auraient donné raison, nous aurions récupéré au centuple plus tard les fruits de notre engagement sur une ligne politique qui n'aurait laissé place à aucune illusion dans ces partis et leurs dirigeants, dans les institutions auxquelles nous aurions refusé de participer.

Nous n'aurions pas été coupés des masses contrairement à ce qu'on nous a raconté, il aurait simplement été plus difficile de nous adresser aux travailleurs qui leur faisaient confiance ou qui y avaient adhéré, mais eux aussi ils allaient en revenir un jour ou l'autre, ils reconnaîtraient le bien-fondé de notre politique et de l'appréciation que nous portions sur leurs partis, parfois beaucoup plus rapidement qu'on aurait pu l'imaginer, et puis ils n'étaient pas sans rencontrer d'innombrables difficultés dans la vie quotidienne qui pouvaient les faire douter de ces partis, on n'aurait pas manquer d'arguments pour défendre notre stratégie pour peu qu'on s'en donne la peine, encore aurait-il fallu que nos dirigeants se montrent à la hauteur, arment et forment leurs militants, fassent preuve d'une détermination sans faille à défendre cette politique ce qui n'a pas été le cas hélas.

Ils ont opté pour la voie de la moindre résistance, de la facilité, rien n'était facile à l'époque d'accord, mais ce n'était pas une raison pour se fourvoyer de la sorte, puis de le théoriser, car c'est bien ce qui s'est produit par la suite, ils en sont arrivés à produire une analyse erronée qui ne concernait pas seulement la situation, mais l'ensemble de ses facteurs et de leurs rapports, tout était faussé à la base de leur analyse, c'est par là qu'il faut reprendre les choses pour comprendre ce qui s'est passé. A les entendre il aurait été impossible d'intervenir dans la lutte des classes sans rejeter ces partis et leurs dirigeants, comme si du même coup nous rejetions leurs adhérents ou militants, ce qui pour nous n'a rien à voir, un tel amalgame ne nous appartient pas, nous pouvions nous adresser à l'ensemble des travailleurs et discuter en même temps avec ces militants, leur expliquer pourquoi leurs partis ne pouvaient pas faire partie d'une perspective politique conforme au socialisme, ou alors il fallait admettre qu'on n'était pas capable de défendre le socialisme, c'est d'ailleurs ce qui s'est passé, on a laissé croire que c'était ces partis qui l'incarnaient alors que ce n'était pas le cas et cela ne le serait jamais, c'était plus commode, mais oh combien compromettant pour la suite !

C'est quand même extraordinaire, voilà des partis archi-pourris, et on croirait qu'il serait impossible de combattre pour le socialisme sans s'encanailler avec eux, sans les intégrer dans notre perspective politique, sans leur faire jouer un rôle dans le combat pour le socialisme alors qu'ils en sont de farouches ennemis. Non mais c'est le comble, le comble de l'absurde, cela fait penser aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires qui voulaient absolument faire jouer un rôle à la bourgeoisie russe qu'elle était manifestement incapable de jouer, comme si c'était un passage obligé qu'elle gouverne pendant une période avant que ce soit le tour de la classe ouvrière, elle devait prendre le pouvoir, il fallait lui donner, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaire ne savaient qu'en faire, il leur était tombé entre les mains sans qu'ils l'aient désiré, en réalité cela revenait à liquider la révolution, Lénine déclara la guerre à ces partis et il eut raison, il prit le pouvoir, et bien là c'est la même chose le passage obligé par le gouvernement PS-PCF c'était finalement liquider le socialisme, son parti, son avant-garde et pire encore quand on voit où nous en sommes rendus, bien joué, je ne donnerai pas de noms vous les connaissez.

(La suite au réveil après y avoir longuement pensé avant de m'endormir sur les coups de 3h du matin)

Le vieux Engels avait envisagé un instant que la classe ouvrière pourrait parvenir au pouvoir sans recourir à la violence, par le voie parlementaire, au regard des succès fulgurant encontrés par le Parti ouvrier social-démocrate allemand (POSDA) aux élexctions législatives, avant de se raviser... Je n'ai pas en mémoire en détail le développement de sa pensée sur ce sujet mais j'en ai au moins retenu la trame et c'est l'essentiel pour ce qui nous concerne ici. Il avait pu observer entre temps que ce que le parti ouvrier allemand avait gagné en voix et en popularité, il l'avait perdu en détermination à lutter pour le socialisme et que sa direction était largement corrompue par le capital.

Cela se confirmera en 1914 lorsqu'il s'alignera sur la bourgeoisie allemande en votant les crédits de guerre, il sera même à l'avant-poste du nationalisme guerrier de l'époque. Passé de l'autre côté de la barricade, pour ainsi dire totalement dégénéré, il était désormais perdu pour la cause du socialisme et la suite a amplement prouvé qu'il n'allait jamais s'en remettre, ce qu'Engels avait remarqué à propos d'autres partis avant que cette mésaventure advienne au POSDA, il n'y avait donc aucune raison que ce parti échappe à cette règle. Les défaites de 1918-23 allaient le confirmer et pour bien marquer la rupture totale et définitive avec le socialisme ils allaient aller jusqu'à assassiner Liebneck et Luxemburg, les deux seuls dirigeants vraiment capables d'organiser l'Opposition de gauche en Allemagne. Imaginez par la suite qu'on vous demande de soutenir le parti des assassins de vos camarades de combat, de composer avec lui, mais pour en attendre quoi au juste ou plus précisément pour espérer en tirer quoi, absolument rien répondra le chapitre suivant des années 30 et 40.

La tactique du front unique en direction des partis traditionnels du mouvement ouvrier passés à l'ennemi, et c'est là une interprétation personnelle je précise, a été conçue uniquement pour en détacher les militants sincèrement socialistes ou communistes et construire un nouveau parti communiste, et non pour favoriser à tout prix la mobilisation des masses, pour obtenir des réformes ou que ces partis ou leurs dirigeants se réforment, les convaincre qu'ils faisaient fausse route, alors qu'à l'époque

des millions de travailleurs se reconnaissaient dans ces partis et la lutte pour le socialisme avait vraiment un sens, ce qui n'est plus le cas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Sans nier l'existence des dirigeants de ces parti qu'ils fallaient dénoncer pour ce qu'ils étaient, des traitres ou des lieutenants du capital, cette tactique avait essentiellement pour fonction de s'adresser à leurs militants et bien entendu à l'ensemble des travailleurs pour les aider à se rassembler et à se mobiliser sur leurs revendications sociales et politiques, elle devait les aider à affronter leurs propres dirigeants, à enfreindre la discipline de leurs partis, à se libérer de ce carcan pour finalement parvenir à rompre avec eux, et non une opération consistant à épargner les appareils pourris, c'est essentiellement en recourant à la méthode du non-dit que nos dirigeants procédèrent, qui est difficilement détectable pas les militants, qui ne laisse pas de trace.

Le prolongement de cette tactique devait aboutir au gouvernement de ces partis. On nous expliquera que c'était normal puisque cela correspondait au niveau de conscience politique des masses. Argument d'une logique implacable, en apparence seulement. Notons au passage que si cela avait vraiment été le cas ce gouvernement existerait déjà et on n'aurait pas besoin de l'inscrire dans notre perspective politique ou de lutter pour cet objectif. Intéressant comme remarque, car elle débouche sur une autre, cela signifie en réalité que la majorité des masses ne suivaient pas ces partis et qu'elles n'étaient pas prêtes de les porter au pouvoir, donc on ne pouvait pas alors leur prêter d'avoir des illusions dans ces partis, n'est-ce pas. Mais alors pourquoi vouloir à tout prix qu'elles veuillent porter ces partis au pouvoir plutôt que le parti de l'ordre (ou s'abstiennent de voter lors des élections), alors qu'ils se valent tous en définitif, pire encore le PS et le PCF avancent masqué.

Arrêtons-nous un instant et on reprendra ensuite, notons simplement que cette tactique s'est avérée une véritable catastrophe pour le mouvement ouvrier et que depuis ces partis sont parvenus au pouvoir dans de très nombreux pays ou l'ont partagé avec le parti de l'ordre sans que la conscience politique des masses ne progresse d'un millimètre, simple constat, à croire qu'elle devait servir à autre chose qui nous échappe ou qui nous est étranger. On notera également qu'à chaque fois que le prolétariat a fait cette expérience il s'est fait violemment matraqué par le législateur qui en a profiter pour s'attaquer à tous ses droits, au cours de cette expérience ou la période suivante, quand ces partis retournèrent dans "l'opposition parlementaire", et quand ce ne fut pas directement le cas parce que le gouvernement de collaboration de classes devaient céder quelques réformes ou des miettes à ceux qui l'avait élu, par la suite il allait leur reprendre par la main droite ce qu'il leur avait accordé de la main gauche ou préparer les conditions qui permettraient aux gouvernements suivants de leur reprendre, parfois morceau par morceau sur une période plus ou mons longue, mais à l'arrivée la classe dominante allait parvenir à ses fins, c'est ce qu'on a pu observer de manière plus brutale en Grèce et au Portugal récemment par exemple, en France, cela prend juste un peu plus de temps mais la punition est la même.

Maintenant on nous a dit aussi que ce mot d'ordre de gouvernement PS-PCF ou l'équivalent dans tous les pays en Europe correspondait au niveau de conscience des masses et qu'il fallait le respecter, qu'il ne fallait pas sauter des étapes, qu'agir autrement serait se comporter en gauchistes. On vient de voir l'inanité d'un tel argument qui consistait en sorte à satisfaire les illusions des masses ou à leur en fourrer dans la tête au lieu de les combattre pour ensuite dire : vous voyez bien qu'elles ont des illusions dans ces partis, surtout sans se poser la question de savoir quel en était le contenu exact, à quel niveau elles se situaient, certainement en leur imputant la volonté de changer la société et de passer au socialisme, un ex-camarade du PCF m'a dit que 40 ans plus tôt personne dans son parti imaginait que leur parti combattait réellement pour le socialisme, ce qui pose d'autre questions d'ailleurs.

La toile de fond de toute cette histoire, c'est l'ignorance des masses, et on en est toujours au même point, ce qui prend une tournure dramatique de nos jours à l'échelle de l'humanité puisque dorénavant la barbarie capitaliste frappe absolument l'ensemble des peuples de notre planète. On pourrait ajouter l'absence du parti qui en est le produit ou le témoin. On devrait aussi s'interroger sur les changements provoqués dans la tête des masses entre la période où il existait de véritables partis ouvriers révolutionnaires et celle où il n'y en avait plus ou seulement à l'état embryonnaire, celle que nous vivons notamment.

Quels rapports cela a-t-il modifié ? Comment les rapports ont évolué dès lors entre les masses et les autres classes, l'Etat, les institutions, les partis, les syndicats ? Quelle a été la réaction de la petite bourgeoisie ou de la classe moyenne, des couches moyennes ou supérieures de la classe ouvrière ? Elles ont viré un peu plus à droite de toute évidence, la classe dominante (néolibéralisme), l'Etat (répressif et liberticide, colonialiste, impérialiste), les institutions (absence totale de démocratie), les partis (plus subordonnés que jamais au régime) et les syndicats (de plus en plus corporatistes) aussi. Y a-t-il eu rupture ou continuité dans ces rapports ? Les deux en faveur du capitalisme.

Il semblerait qu'au lieu de partir de l'interprétation que les masses faisaient de la situation et du comportement de ses différents acteurs, on ait privilégié l'interprétation qu'on leur prêtait et qui ne correspondait pas à la réalité, de telle sorte que la lutte du mouvement ouvrier depuis le milieu des années 20 a été menée en pure perte. Comme vous y allez direz-vous peut-être, non, je n'exagère rien, observez ce qui se passe en Grèce, ils viennent de régresser de 40 ou 50 ans, je n'invente rien tout le monde l'admet. Maintenant il ne s'agit pas de réécrire l'histoire, mais de comprendre ce qui s'est passé pour sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes et qui prendra du temps, pour corriger nos erreurs et ne plus les reproduire.

On a confondu l'adoption d'une tactique nécessaire à un moment donné parce qu'on n'avait pas vraiment le choix, la meilleure ou la plus adaptée à la situation à une certaine époque, disons avant guerre, avec les conditions qui la déterminaient et qui devaient être amenées à évoluer ou qui en rien ne devaient déterminer notre stratégie, celle-ci devant demeurée fidèle à l'objectif de notre combat en toute circonstance et à un aucun moment ne devait coïncider avec les illusions des masses auquel cas nous serions amenés à nous écarter ou abandonner notre objectif, car il servait de file conducteur à notre politique, et c'est justement ce

qui s'est produit malheureusement, la tactique a été subordonnée à la stratégie, mieux ou pire encore, au point de décréter que dorénavant cette tactique faisait office de stratégie, je l'ai lu textuellement dans un document du courant dit lambertiste, et que signifiait cette inversion des rôles entre la tactique et la stratégie sinon l'adaptation croissante au régime, à ses partis, aux appareils des syndicats.

On en est arrivé au point où les conclusions du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels ne figurent plus dans le programme d'aucun parti, le combat pour la liquidation de la société divisée en classe sociale, pour la liquidation des classes. Mettez cela en parallèle avec ce qui se passe sous nos yeux, où l'on observe que de plus en plus souvent la ligne de démarquation entre les classes est franchie, saute, disparaît, droite, gauche et extrême gauche et même parfois extrême droite, patronat et syndicat se retrouvent ensemble dans des combinaisons diverses qui changent sans cesse ,mais en ayant comme point commun l'élimination du facteur de classe au profit de l'intérêt général ou du corporatisme, du nationalisme ou social-impérialisme, la collaboration de classes tout azimut pour ainsi dire assumer. On s'aperçoit que parce qu'il n'existe pas de parti de masse capable d'incarner une issue politique à la crise du capitalisme, plus aucun parti ne défend le socialisme, à quoi bon en somme, à croire que les conclusions pratique et les objectifs fixés par Marx et Engels au combat du prolétariat constituerait un handicap supplémentaire pour construire le parti, alors autant les abandonner, ne les faire apparaître nulle part, on a envie de dire qu'à ce petit jeu là on finit comme S. Hussein ou M. Kadhafi, bon la comparaison est peut-être de mauvais goût mais tout le monde comprendra ce que j'ai voulu dire car le processus est le même et aboutit à connaître le même sort, en moins violent peut-être, mais pas toujours.

On pourrait poursuivre encore longtemps sur ce sujet, on y reviendra. Une dernière chose qui me vient à l'esprit, à ma connaissance lorsque la Commune de Paris se produisit en 1871, il n'existait aucun parti ouvrier en France, passons sur les conditions objectives qui n'étaient pas mûres, à l'étape ascendante du capitalisme, pour que la révolution vainc il aurait fallu un parti révolutionnaire avec un programme socialiste... A part la révolution d'Octobre de 1917 où il existait un véritable parti communiste, jamais plus aucune révolution ne se solda par la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière jusqu'à nos jours, j'ai été très précis pour évacuer la Chine (et ses satellites) et Cuba et éviter toute confusion fâcheuse. On assista au cours du XXe siècle sur tous les contients à bien des situations pré révolutionnaires ou révolutionnaires, à des soulèvements ou des mouvements qualifiés de révolutionnaires qui n'ont jamais abouti parce qu'il n'existait pas de partis comparables au parti de Lénine et Trotsky, parce que tous les partis se réclamant du socialisme roulaient en réalité pour leurs appareils ou le capitalisme.

Finalement une révolution pouvait très bien éclater malgré la présence de partis traîtres à la classe ouvrière et en l'absence d'un parti révolutionnaire, mais elle ne pouvait pas vaincre. Alors pourquoi aurions-nous dû inclure dans notre tactique, et pire dans notre stratégie des partis qui finalement si certaines conditions étaient remplies seraient submergés par les masses révolutionnaires, fallait-il absolument les conforter dans leur rôle de rempart du régime ou les combattre à mort ? J'opterais pour la deuxième solution. A suivre.

Mystification, provocation, répression, dictature. La meutes enragés des sionistes est lâchée.

Ce sont les mêmes qui amalgament antisémitisme et antisionisme, qui assimilent le communisme au nazisme.

- La famille Klarsfeld appelle à manifester mercredi à Nantes contre le spectacle de Dieudonné - Le Monde 04.01

La famille Klarsfeld, au nom des Fils et filles des déportés juifs de France, a appelé vendredi 3 janvier à manifester mercredi à Nantes pour demander l'interdiction du spectacle que Dieudonné doit y donner le lendemain au Zenith, après ses dérapages antisémites répétés. (Interprétation qui est du domaine de l'extrapolation ou de la falsification car ses propos sont volontairement sortis de leur contexte, j'ai pris la peine de le vérifier. De plus, tous les juifs de France ne se reconnaissent pas et loin s'en faut dans ces raclûres de sionistes. - ndlr)

« *Je remercie Manuel Valls pour ses prises de position* », a indiqué M. Klarsfeld. Le Monde 04.01

Bernard-Henri Levy donne raison lui aussi au ministre de l'Intérieur, dans un entretien au Parisien. Il estime que "*les spectacles de Dieudonné ne sont pas des spectacles, mais des meetings*" où "*on prêche... le négationnisme, la haine des juifs, l'apologie des crimes contre l'humanité -toutes choses que la loi républicaine condamne. (...) Il y a un moment où... il est du devoir de la parole publique de dire stop*". Francetvinfo 05.01

Voilà qui aurait de quoi nous rendre sympathique Dieudonné s'ils n'avaient pas des fréquentations indésirables notamment. Nous ne soutenons pas Dieudonné, nous avons horreur de l'injustice et des provocateurs qui pavent la voie à la répression et aux dictateurs.

Charlie Hebdo a obtenu le soutien de Libération et des médias en général, du gouvernement après l'incendie criminel qui avait dévasté ses locaux, malgré la publication des caricatures de Mahomet... Les Femen peuvent pisser dans la cathédrale de Paris, les médias et le gouvernement n'en fait pas tout un plat. Mais attaquez-vous à la version officielle du 11 septembre ou refusez de soutenir les guerres impérialistes qui ont suivi, et là vous êtes voués au pilori par les sionistes et le gouvernement, ils voudraient montrer par là qu'il existe un lien entre eux, ce coup d'Etat et ces guerres qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, un aveu en quelque sorte, si besoin était. Plus une affaire prend de l'ampleur ou se développe, et plus ceux qui en sont à l'origine

sont amenés à dévoiler leurs véritables intentions néfastes et monstrueuses en l'occurrence ici.

On rappelera au passage les propos de Valls quand il était maire d'Evry à propos de la rareté des "*Blancos*" dans cette ville, tournure ou formule, expression qui ne peut venir spontanément à l'esprit que d'un raciste, personnellement je vis à Pondichéry en Inde du Sud ou la population est noire, comme ma famille, et en 20 ans jamais il ne m'est venu un jour à l'esprit de me sentir Blanc ou faisant partie d'une minorité, c'est plutôt moi qui suis étonné quand je croise un Blanc, j'ai l'impression qu'il est souffrant ou qu'il est différent de moi, c'est pour dire que pour sortir un truc pareil il faut être une saloperie de raciste, ce n'est pas possible autrement. Klarsfeld, Bernard-Henri Levy et la racaille sioniste donnent les ordres et le gouvernement exécute, c'est on ne peut plus clair. Donc ils donnent raison à celui qu'ils dénoncent, excellent. On a vraiment envie d'en rire, plus qu'en écoutant Dieudonné.

Dieudonné a commis l'erreur de s'encanailler et plus encore avec l'extrême droite, il a dépassé le stade de la provocation qu'on peut admettre, depuis il dessert la cause pour laquelle il croyait combattre et lui fait du tort, c'est une faute inexcusable. OK Le Pen n'est pas pire que Netanyahu ou Herzl, Israël vaut bien l'Afrique du Sud sous l'apartheid, le négationniste Faurisson n'est pas pire que ceux qui nient l'implication des banquiers anglo-saxons-sionistes dans la montée de Hitler au pouvoir, ils demeurent tout aussi infréquentables, à jamais et ce n'est pas négociable.

C'est l'extrême droite qui va rafler la mise derrière Dieudonné, apparemment cela ne le gêne pas, nous si. On passera l'hypocrisie de ceux qui préfèrent garder le silence, qui ne veulent pas se mouiller ou se contentent de fusiller le triste clown.

Un portail qui se voulait indépendant ou ouvert et qu'on a déjà eu l'occasion de dénoncer en rajoute une couche d'immondices.

- "*L'humour de Dieudonné est la vomissure de quelqu'un qui se sent mal dans sa peau (peau que, personnellement, je trouve très bien en soi). Une psychanalyse, un solide contrôle fiscal (sur les amendes pour lesquelles il fait appel aux dons alors qu'il ne les paye pas) et, mieux encore, une conversion réelle au Juif Jésus-Christ, tout cela devrait lui faire le plus grand bien*". agoravox.fr - 4 janvier 2014

Il faut dire que filer du fric aux salopards de la Licra ou SOS racisme, c'est comme financer le génocide du peuple palestinien... Lavage de cerveau ou camp psychiatrique, conversion forcée, de belles pourritures, non ?

Commentaire d'internautes

1- Klarsfeld Valls et ses amis sont liberticides et des graines de dictateurs fascisants !

2- C'est donc la tribu Klarsfeld qui appelle à manifester et à provoquer des troubles à l'ordre public (bagarres entre spectateurs et voyous du Betar ou de l'UEJF, par exemple)... De manière à justifier ensuite l'interdiction en chaîne des spectacles par les préfets, le micro-ministricule Valls s'en lavant politiquement les mains... (Je n'apprécie guère M. Mbala Mbala).

3- Arno Klarsfled demande à ce qu'on manifeste autour des lieux de représentation de Dieudonné, à ce qu'on trouble l'ordre public, pour que soit prouvé le "trouble à l'ordre public" lié aux spectacles de Dieudonné (véridique, c'est ce qu'il a dit clairement dans une vidéo récente de deux minutes).

Du grand n'importe quoi. Ils sont de plus en plus ridicules.

4- Antisémitisme ! Voilà une expression que les sionistes ont défigurée pour se l'approprier. Ils ont réussi à lui donner une autre définition, à savoir la haine des juifs, alors que l'ensemble des Sémites sont concernés, c'est à dire les juifs et les arabes. Et ils oublient de dire que si tous les Arabes sont des sémites, seulement 40 % des juifs le sont. Les Klarsfeld, les Natanyahu, les Pérès, les Sharon, ainsi que la plupart des juifs de France, d'Europe et des Etats-Unis ne sont pas des sémites. Pourquoi vous parlez de racisme et non d'antisémitisme quand les Arabes en sont les victimes ?

Réponse: Antisémistisme, c'est réservé aux Juifs. CQFD.

Je ne veux pas dire de bêtise, les Arabes ne sont pas tous sémites et peu de juifs le sont, sachant qu'ils sont déjà une infime minorité à l'échelle de la population mondiale, cela fait beaucoup de bruit pour une communauté aussi insignifiante dans le monde, mais quand on creuse un peu, on comprend pourquoi...

5- Deux poids deux mesures : complot ou une réalité ? Faisons un bilan

Un excellente video qui résume un peu la pensée de Dieudonné et son coté humoristique. Il fait mine de ne pas connaitre les chambres gaz mais c'est de la" provocation". La liste de Cohen et ses cerveaux malades est une honte pour l'audiovisuel français (au passage même le CSA n'a pas censuré Dieudonné). Plusieurs journalistes sont prêts à l'inviter.

On note que Mr Klarsfeld (qui a fait comme beaucoup d'autres juifs son service militaire non pas dans l'armée française mais israélienne, mais où va t on ? Ca ne choque personne) appelle à troubler l'ordre public, c'est honteux et c'est un délit. De tels propos doivent être condamnés, que fait la Licra, SOS racisme, la justice. Les faits commis par les jeunes de la LDJ sont pitoyables mais aucun média n'en parle. Si c'était des Français blancs, Français noirs ou Français musulmans qui les avaient commis cela aurait fait la Une des journaux télé. Chaque citoyen est libre d'assister à ses spectacles, de voir ses vidéos et d'en tirer des conclusions. Les médias officiels diffusent que des parties tronquées et statuent à charge uniquement.

6- Ne confondons pas antisionisme et antisémitisme.

La loi Gaissot fonctionne que pour la Shoah, faut-il avoir un réseau, un lobby pour avoir une loi ? L'esclavage, la colonisation (voir la FranceAfrique) ne compteraient que pour du beurre est-ce pas aussi l'histoire de la France ? Combien de film sur l'esclavage ? Combien de dates ? Même l'Eglise a fait un geste, des actes en ce sens (sur l'esclavage).

Il est temps que l'on remette à plat et que l'on clarifie le rôle de toutes ces associations, et il est temps de mettre en place des statistiques éthniques et qu'il y ait des mesures fortes contre le discriminations, des mesures fortes en faveur du peuple et des sans-voix, des sans-lobbies...

7- Impénétrable

Les propos de Dieudonné, dans ces spectacles (et ici même), rapportés par écrits ne rendent absolument pas compte du sarcasme, de l'ironie, du second degrés ; c'est a dire de l'humour et de leur véritable sens. Si vous lisez le texte accompagnant la vidéo, vous imaginez un discours politique comme durant un meeting. La vidéo montre l'inverse, comment savoir s'il agit d'humour ou de sa pensée, ou les deux ? Seul le spectateur décide, et ce faisant, il nous renvoie à nous-même. J'ai bien ri et en ai appris quelque bonnes sur notre ministre de l'Intérieur.

8- Mes remerciements aux aboyeurs !

Merci de m'avoir fait connaître ce génie de l'humour. Après l'avoir vu sur la toile pour essayer de comprendre cette histoire, j'ai acheté le coffret et je me marre comme un dingue, il est très fort et je ne vois pas objectivement pourquoi tant de tapage et pourquoi on lui cherche des poux. Beaucoup d'autres artistes actuels sont cent fois plus crus. Chasse aux sorcières orchestrée par les bonimenteurs. Attention! Ils sont en train de diviser la France pour mieux régner, que les moutons se méfient et ouvrent enfin les yeux. Pour donner des coups de pieds, il faut savoir en recevoir, mais là, ils sont tombés sur un gars brillant et fort intelligent qui dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas.

9- C'est la première fois, grâce à cette vidéo, que je vois et j'entends Dieudonné. Il est déroutant, parce qu'il fait sauter la paroi, le mur si on veut qui sépare le bien du mal. On se rend compte que ceux qu'il critique ne peuvent se vanter d'être entièrement propres. Et puis ce début, c'est quand même marrant, il fait le dauphin en faisant la quenelle, c'est difficile de l'accuser comme on accuse un criminel.

10- Excellent

J'avoue que pendant toutes ces années je suis passé à coté d'un véritable virtuose de l'humour !

Depuis tout ce tapage médiatique j'ai regardé ses vidéos et c'est une tuerie totale... D'ailleurs je vais aller voir son spectacle et j'invite tout le monde à en faire autant.

10- Fin des humoristes.

De loin le meilleur, c'est que pour rire de tout aujourd'hui c'est quand même franchement compliqué mais excusez moi, regardez au moins le sketch. H des pygmées, ou celui du cancer, c'est du caviar humoristique, et pas de juifs dedans pour autant.

11- Les policiers sont avec le peuple, pas avec un gouvernement immoral. Si un conflit communautaire dégénère, tout le monde saura que c'est Valls et les Klarsfeld qui l'on provoqué.

12- On crée la faute pour pouvoir le sanctionner alors que Dieudonné fait ses spectacles dans son théâtre privé depuis 15 ans sans aucun problème. Si on n'aime pas Dieudonné, il suffit de ne pas aller le voir. Mais visiblement sa notoriété dérange.

13- "*Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment.*" – Malcolm X

Chez les populistes d'extrême gauche

1- NPA. ***Russie : Des libérations mais une solidarité toujours nécessaire*** - 02.01

C'est marrant, ils sont exactement sur la même ligne qu'Obama et Hollande, cela doit être une coïncidence sans doute. Et sur la Libye et la Syrie ? Heu ! Ah ben encore une coïncidence !

Le NPA salue la libération récente du mafieux du pétrole Mikhaïl Khodorkovski qui a détourné et planqué cinq milliards de dollars. Qui sait, fera-t-il un don au NPA...

Le NPA salue également la libération des membres de Pussy Riot, Nadejda Tolokonnikova et Maria Alekhina et de l'activiste de gauche (sans rire !) du mouvement LGBT Nikolai Kavkazskii.

Avec le soutien aux Femen, ils ont touché le fond cette fois, peut-être, c'est ce qu'on dit à chaque fois et puis ils nous font mentir... Engels avait raison, on ne se refait pas.

Au passage, ils ont réduit la voilure de leur portail Internet national au point de le zapper en moins de cinq secondes, bravo ! Apparemment ils n'avaient plus les moyens de l'entretenir, pardon, la volonté, après tout ils ont raison, à quoi cela sert-il, quoi, mais le NPA voyons ?

1- LO. ***S'attaquer aux Femen pour s'attaquer au combat des femmes*** - 31.12. 2013

"Sous prétexte de s'interroger sur les sources de financement du groupe Femen, une députée UMP en appelle à Valls pour que cessent les « *provocations* » et les « *profanations obscènes de lieux sacrés* ». Elle et ses semblables ne supportent pas de voir ces militantes féministes intervenir à l'intérieur même des églises pour dénoncer la propagande et les positions anti-avortement du Vatican.

Ce sont pourtant ces positions d'un autre âge qui constituent une provocation envers les femmes et leurs droits."

Pétain ou Le Pen aurait été favorable à l'avortement que LO aurait salué leur engagement, bravo !

Il ne viendrait pas à l'esprit de ces demeurés de se demander qui tirent les ficelles de ces provocations, l'horreur !

Autre chose.

Chez LO, ils mettent des infos en bref sans fournir leurs sources, il faut bien qu'ils donnent l'impression d'être utiles à quelque chose ou faire croire qu'ils sont indispensables. Avec nous, c'est raté !

La fortune des milliardaires s'est accrue de plus de 500 milliards de dollars en 2013 était un article des Echos du 2 janvier que j'ai mis en ligne aujourd'hui au format pdf.

Parole d'internaute

Les dix stratégies de manipulation de masse apprises à l'ENA

1/ La stratégie de la distraction
2/ Créer des problèmes, puis offrir des solutions
3/ La stratégie de la dégradation
4/ La stratégie du différé
5/ S'adresser au public comme à des enfants en bas-âge
6/ Faire appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion
7/ Maintenir le public dans l'ignorance et la bêtise
8/ Encourager le public à se complaire dans la médiocrité
9/ Remplacer la révolte par la culpabilité
10/ Connaître les individus mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes !
... et faire croire à la transparence.

« *Quelle époque terrible que celle où des idiots dirigent des aveugles !!* » (William Shakespeare)

Vous avez oublié la stigmatisation de minorités, leur manipulation ainsi que la majorité des masses pour dresser leurs

différentes couches les unes contre les autres, ce procédé relevant de la provocation pour les diviser et réprimer la majorité, mieux encore, lui faire comprendre qu'elle vit dans un régime antidémocratique et qu'elle n'a pas le droit à la parole, elle n'a plus aucun droit en somme, qu'elle doit la fermer et subir en silence.

Le régime est dans l'incapacité de satisfaire les besoins élémentaires de millions de travailleurs et leurs familles, dès lors comment pourrait-il être progressiste ou démocratique et défendre les droits des minorités ou de certaines communautés minoritaires ? Une question élémentaire qui n'est pas à la portée des gauchistes qui soutiennent le PS, la réaction.

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi faire encore semblant que les députés serviraient à quelque chose en régime néolibéral ?

- Plutôt que "*passer par la loi*", Hollande encourage le recours aux décrets et ordonnances - Francetv info

Le président de la République, qui a demandé aux ministres de faire preuve de "*réactivité*" et "*d'anticipation*", les a priés "*de faire de sorte de ne passer par la loi que quand cela est strictement indispensable, et de veiller pendant ce temps-là à faire avancer les dossiers par d'autres moyens : par des décrets, des ordonnances*", a déclaré Najat Vallaud-Belkacem en sortant du premier Conseil des ministres de l'année. Francetv info 03.01

C'est vrai cela, à quoi cela sert-il qu'ils discutent ensemble de mesures ou de lois sur lesquelles ils sont d'accord ou qui sont déjà ficelées ?

Nouveaux cadeaux au patronat en perspective.

- Impôts : pour Hollande, "*une limite a été atteinte*" ces dernières années - Francetv info

- L'Etat veut faire payer à Dieudonné ses amendes - Reuters

Rappel.

- Cazeneuve assure que les impôts sur les entreprises baisseront en 2014 - AFP 10.10.2013

- La Commission européenne juge les impôts trop élevés en France - Reuters 15.10.2013

- Les entreprises cotées envisagent de distribuer près de 40 milliards d'euros, au titre des résultats de 2013, à leurs actionnaires, soit la moitié des bénéfices réalisés. Les dividendes progressent ainsi de 5 % en un an. (Les actionnaires du CAC 40 ne connaissent pas la crise - 03.01 - legrandsoir.info)

Là, il n'y a pas de limite, normal.

En complément. Ils ne sont pas ingrats !

- François Hollande, un président responsable ou à la botte du Medef? - L'Express.fr

Mais c'est la même chose !

- Le Medef séduit par le "*pacte de responsabilité*" proposé par François Hollande - Francetv info

Et de reprendre en choeur en sablant le champagne en ce début d'année qui s'annonce prometteuse : il est des nôtres...

Parlementarisme et affairisme ont toujours fait bon ménage. Maintenant ils le revendiquent ouvertement, le néolibéralisme est passé par là.

- Des lobbys parlementaires en lumière - Liberation.fr

Depuis le 1er janvier, le Palais-Bourbon a mis en place sur son site web un espace où sont recensées les entreprises, les associations et les cabinets d'avocats ou de consultants qui se sont déclarés - sur la base du volontariat - auprès de

l'Assemblée comme étant des «représentants d'intérêts». Autrement dit des lobbyistes, dont l'influence, souvent discrète, sur le travail parlementaire a fait l'objet de plusieurs scandales. (

Ils bénéficient en échanges de quelques «*facilités*» : badge «*de représentant d'intérêts de l'Assemblée*», possibilité de publier sur le site de l'Assemblée des contributions en lien avec les travaux des députés, etc. Liberation.fr 03.01

L'Assemblée nationale à la disposition des lobbies, pas mal, non ? Il reste quoi à vendre au marché dans le pays ?

Autrement dit, de nos jours (ce n'est pas nouveau en fait) l'Assemblée nationale (et le Sénat) ne rassemble plus uniquement les représentants du capital ou des affairistes, elle est devenue le lieu où tous les capitalistes peuvent venir faire tranquillement leur marché. On comprendra pourquoi la démocratie en est absente, donc les intérêts des exploités.

Après cela personne ne pourra pas dire qu'il ne savait pas pour quoi il votait ou appellait à voter aux législatives. Chut, ce sujet est tabou, on a participé à cette mauvaise farce pendant 70 ans, sans discontinué, une performance dont les partis du mouvement ouvrier peuvent être fiers ! Il faudrait peut-être remettre les choses à plat, non ? Non, O.K. j'ai envie de dire : démerdez-vous, ras-le-bol !

La liste des lobbies comprend directement ou indirectement absolument tous les secteurs économiques... et quelques syndicats. Un extrait.

Association nationale professionnelle pour les engrais et les amendements
Association nationale des officiers de carrière en retraite des veuves, veufs et orphelins d'officiers
Association APPSCPI Supports collectifs de placement immobilier
Association Française des Sociétés Financières
Autorité des marchés financiers
Banque de France, Commission bancaire
BNP Paribas
Crédit agricole SA
L'ensemble des banques françaises représentées sur le territoire
eBay France
Fédération française des sociétés d'assurance
Fédération de l'hospitalisation privée
Fédération nationale de l'immobilier
Confédération CFDT
Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)
Confédération Force Ouvrière (Indépendance oblige ! - ndlr)
Droits des Non Fumeurs
SOS homophobie
Transparence-international
American Jewish Committee
Unicef France (L'ONU - ndlr)

Et pour rire, mais c'est bien réel :

Syndicat national des moniteurs du ski français

Une menace plane sur l'avenir de la civilisation humaine.

- Les Etats-Unis sont considérés comme une plus grande menace pour la paix que la Corée du Nord, Israël ou l'Iran - Slate.fr

Les Etats-Unis sont une menace pour la paix dans le monde, peut-on lire sur International Business Times. C'est ce que ressent en tout cas une partie de la population mondiale. Worldwide Independent Network et Gallup, leaders dans la recherche et études de marché, réalisent chaque année depuis 1977 des sondages pour mieux comprendre les attentes des habitants pour l'année suivante: les perspectives, les espoirs et les inquiétudes. Pour 2014, 66.806 personnes issues de 65 pays différents ont été interrogées.

Le résultat le plus frappant est donc le suivant: presqu'un quart de la population mondiale considère les Etats-Unis comme la plus grande menace pour la paix. A la question: «*Quel pays est la plus grande menace pour la paix dans le monde aujourd'hui ?*», 24% des personnes interrogées répondent les Etats-Unis. Le Pakistan arrive en deuxième position avec 8% des votes et la Chine troisième avec 6%. Les autres pays considérés comme des menaces sont l'Afghanistan, l'Iran, Israël et la Corée du Nord.

13% des Américains considèrent tout de même leur propre pays comme une menace pour la stabilité internationale. Slate.fr 03.01

La preuve.

- Egypte: treize morts dans des heurts entre police et pro-Morsi - AFP

- Centrafrique: près d'un million de déplacés selon l'ONU - AFP

- Irak: une centaine de morts dans des affrontements à Al-Anbar - AFP

- Irak: la ville de Fallouja aux mains d'Al-Qaïda - AFP

- Intenses échanges de tirs dans la capitale du Sud Soudan - Libération.fr

L'intox qui rend accro.

- Cannabis: Une molécule-bouclier protégeant le cerveau de l'addiction - 20minutes.fr

Des chercheurs ont découvert qu'une molécule produite par le cerveau constituait un mécanisme naturel de défense contre les effets néfastes du cannabis ouvrant la voie à de possibles traitements contre l'addiction à cette drogue, selon une étude publiée jeudi dans la revue américaine Science.

Alors que les accros au cannabis sont évalués à plus de 20 millions de personnes dans le monde et un peu plus de 500.000 personnes en France, deux équipes de chercheurs de l'Inserm se sont intéressés à la prégnénolone, un précurseur de toutes les hormones stéroïdiennes (progestérone, testostérone...).

Alors qu'on pensait généralement que la prégnénolone n'avait pas d'effet biologique propre, les chercheurs ont montré qu'elle était en fait capable de protéger le cerveau des effets néfastes du cannabis Parmi les effets les plus connus figurent des déficits cognitifs et notamment des troubles de la mémoire ainsi qu'une perte générale de la motivation.

«*Nous espérons pouvoir commencer les essais cliniques sur l'homme dans un an à un an et demi au minimum» a-t-il ajouté, soulignant que si l'efficacité de ces dérivés de la prégnénolone était confirmée, il s'agirait de la «première thérapie pharmacologique de la dépendance au cannabis*». 20minutes.fr 03.01

Il y a un double dans cette annonce au moment où le cannabis est en voie de légalisation aux Etats-Unis.

Le cannabis n'est pas si dangereux que cela et en cas de problème on pourra vous soigner, en attendant défoncez-vous tranquillement, c'est sans risque aucun.

Quant à la reconnaissance de l'addiction, c'est bidon, j'ai 58 ans et j'en fume depuis l'âge de 20 ans, je me suis arrêté d'en consommer il y a un an et je n'ai jamais ressenti le moindre manque. Leur argumentation est construite de toutes pièces, je n'ai pas moins de mémoire qu'à 20 ans, et si la situation s'était dégradée je m'en serais aperçu parce que j'en ai toujours manqué et cela me poserait un gros problème 38 ans plus tard, or ce n'est pas le cas.

Pour ce qui est de la perte de motivation, c'est de la connerie pure : j'ai trouvé suffisamment de motivation pour changer de boulot plus de 40 fois et m'en sortir, refaire ma vie, quitter la France et passer mon premier diplôme universitaire à 45 ans, reprendre le chemin du militantisme après une interruption de 20 ans, ensuite j'ai créé ce site Internet fin 2004, et pendant toutes ces années je n'ai jamais cessé de fumer, très peu il est vrai, un stick le soir qui avait fini par me servir de somnifère (sic !) et c'est la raison pour laquelle j'ai arrêté, vous imaginez bien qu'en Inde c'est facile (et pas cher) de s'en procurer, pour quelqu'un qui devrait être en panne de motivation et ne devrait plus avoir de mémoire, c'est pas mal ! Et je ne l'ai remplacé par rien d'autre, même que je bois plus rarement de l'alcool, par contre je clope plus et ça c'est un véritable problème, bien plus grave et préoccupant, mais je n'arrive pas à me raisonner...

Ils prépareraient la voie à la légalisation du cannabis que cela ne m'étonnerait pas, le mimétisme avec les Etats-Unis est pour ainsi dire parfait dans tous les domaines si on observe attentivement ce qui se passe depuis 70 ans, à retardement, sauf pour la vente libre d'armes, quoique, ils laissent les bandes mafieuses d'Europe centrale se charger de la diffusion des armes dans le pays .

ACTUALITE EN TITRES

Qu'ils s'entretuent !

- Municipales à Paris : Beigbeder promet des listes dissidentes partout - leparisien.fr 04.01

Charles Beigbeder présentera officiellement son plan de bataille dans trois jours, mais il en annonce déjà la couleur : des listes dissidentes de droite seront présentées partout à Paris. L'entrepreneur, en guerre avec NKM depuis qu'elle l'a évincé de la 2e place sur la liste du VIIIe arrondissement au profit de Pierre Lellouche, a annoncé sur le site de Metronews, que «*dès mardi, la moitié des arrondissements seront représentés*», avec des membres de l'UDI et de l'UMP. leparisien.fr 04.01

Que cherchent-ils à nous dire ? Que c'est une fatalité à ce niveau-là et qu'il faut faire avec en attendant le pire qui reste à venir, à nous y préparer ?

- Seuls 3 Français sur 10 sont "*optimistes*" pour l'avenir - lexpress.fr

70% des Français interrogés pour un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France font part de leur pessimisme pour l'avenir. Début 2013, ils étaient encore 49% à l'aborder avec confiance.

La morosité culmine chez les retraités (76%), les ouvriers (70%), les habitants de communes rurales (72%), et chez les sympathisants de l'UDI (83%), de l'UMP (82%) et du FN (77%).

Toutes catégories confondues, seuls les proches du PS affichent majoritairement de l'optimisme (54%). lexpress.fr 04.01

Rappel.

- (un sondage Ifop pour Ouest France Dimanche) 72% des Français pessimistes pour la société française - AFP 01.12.2013

Le fond de commerce du PS est servi. Question : Qu'a-t-il à voir avec les "*masses*" ? Rien, au même titre que le PS il est un des piliers du régime. En aucune manière notre politique ne doit être déterminée par ces couches privilégiées qui s'accommodent du régime et soutiennent la politique du PS et du gouvernement qui poursuivent celle de leurs prédécesseurs et que nous combattons.

Hollande et son gouvernement sont minoritaires dans le pays : dégagez !

- Les Français pas convaincus par les voeux présidentiels - AFP

Sept Français sur dix (71%) ayant vu ou entendu parler des voeux de François Hollande jugent que le président n'a pas été convaincant, selon un sondage BVA publié dimanche. AFP 05.01

En complément

- 59% des Français défavorables à l'opération en Centrafrique - Le Nouvel Observateur

Et la démocratie dans tout cela ? Inexistante.

Extermination des déchets de leur société.

- Des SDF pour nettoyer Fukushima - LeParisien.fr

Peut-on les comparer aux fanatiques des années 40 ou aux nazis ? Exterminés par une exposition à des radiations nucléaires et non dans des fours à gaz, c'est économique, ils réalisent une économie en matières premières, de tous les côtés en somme. Terrifiant le régime nipon, non ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : le CNS réaffirme qu'il ne participera pas à la conférence de paix en Suisse - Le Monde 04.01

Le Conseil national syrien (CNS), le groupe le plus important de l'opposition (Qui n'a aucune existence en Syrie, encore moins de légitimité. - ndrlr), a réaffirmé vendredi 3 janvier qu'il ne participerait pas à la conférence de paix prévue le 22 janvier.

« *Après des réunions avec des délégations représentant les Amis de la Syrie* (Qatar, Arabie saoudite, Turquie, Jordanie, Grande-Bretagne, France, etc. qui soutiennent tous les mercenaires sanguinaires qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple, les "Amis" de Washington et Tel-Aviv en réalité. - ndlr) *l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, et du ministère russe des affaires étrangères (...) le Conseil national syrien confirme qu'il ne voit pas de raisons de participer à la conférence* », a expliqué Samir Nachar, membre du CNS.

Le CNS avait déjà annoncé le 13 octobre qu'il ne participerait pas à cette conférence, organisée à l'initiative des Etats-Unis et de la Russie, et avait même menacé de se retirer de la coalition anti-régime si celle-ci y prenait part. « *L'idée de cette rencontre est inopportune (...) elle va tenter de placer le régime syrien et l'opposition sur un pied d'égalité. Nous rejetons cela* », a dit M. Nachar. (Ils rejettent toute solution politique, ils s'étaient prononcés pour le bombardement de la Syrie par les Etats-Unis et ses alliés dont la France, eux vivent en dehors de la Syrie, ce sont des pantins des puissances occidentales et rien d'autres... - ndrl)

Le CNS a toujours maintenu qu'il refusait de négocier tant qu'il n'y aurait pas de garanties d'un départ du président Bachar Al-Assad. « *Et le message que nous recevons est que le sort d'Assad sera décidé par les Syriens. Les Etats-Unis soutiennent notre demande sur son départ, mais les Russes n'acceptent pas cette condition préalable* », explique M. Nachar. (Voilà ce qu'ils ne tolèrent pas, que ce soient les Syriens qui décident eux-mêmes de leur destin, parce qu'ils savent qu'à plus de 70% ils soutiennet Assad. - ndlr)

Il s'attend en outre à ce que la Coalition de l'opposition n'aille pas non plus à la conférence. « *Le CNS n'est pas le seul à ne pas vouloir participer, plusieurs autres opposants au sein de la Coalition refusent les discussions et voteront contre* ». La Coalition doit tenir son Assemblée générale à Istanbul dimanche et lundi, et décider de sa participation. (Ils sont incapables de tenir la moindre réunion en Syrie. - ndlr)

« *Les rebelles sur le terrain rejettent également* » la conférence en Suisse, a dit M. Nachar. « *Cela signifie qu'elle n'aura pas lieu* », a-t-il ajouté. (Les djihadistes salafo-takfiristes ou liés à Al-Qaïda. - ndlr) Le Monde 04.01

1.2- Le dernier coup pourri de Washington et Tel-Aviv.

- Face à Al-Qaïda, des Syriens lancent leur "*deuxième révolution*" - AFP

Rebelles et militants en Syrie, engagés depuis près de trois ans dans une guerre contre le régime, ont lancé cette semaine une "*deuxième révolution*", cette fois-ci contre des jihadistes affiliés à Al-Qaïda qu'ils accusent des pires abus.

Depuis vendredi, de violents affrontements opposent trois coalitions rebelles à l?État islamique en Irak et au Levant (EIIL), un groupe qui était jusqu'à il y a peu l'allié de la rébellion face aux forces du président Bachar al-Assad.

L'"*Armée des Moujahidines*", une nouvelle alliance de rebelles, s'est engagée vendredi à "*combattre l'EIIL*", accusé d'"*enlever, torturer et tuer des commandants (rebelles) et des militants*", des accusations souvent lancées également par l'opposition politique.

Celle-ci a d'ailleurs a annoncé samedi son "*soutien total*" aux tentatives des rebelles de "*libérer les villes de l'oppression autoritaire de l'EIIL*", accusé d'avoir "*volé*" la révolution contre Assad.

Outre l'Armée des Moujahidines, le Front islamique --la plus puissante coalition rebelle en Syrie-- et le Front des révolutionnaires de Syrie, sont également engagés dans le combat. (Le Front islamique, ce sont les Frères musulmans soutenus par le Qatar si je ne dis pas de bêtise et qui sont à l'origine de cette guerre. - ndlr)

Le régime syrien a toujours affirmé combattre des "*terroristes extrémistes*", sans faire de distinction entre opposants politiques, combattants rebelles et jihadistes. (Normal, ils étaient alliés ! - ndlr)

Mais avec ce nouveau front entre extrémistes et rebelles, les militants se sont félicités de cette "*seconde révolution*", où ils souhaitent combattre à la fois le pouvoir à Damas et la "*terreur*" imposée par l'EIIL, qui prône une version extrême de l'islam. (Un coup de bluff, la preuve en lisant ce qui suit. - ndlr)

"*La révolution est revenue sur son droit chemin*", a commenté Ibrahim al-Idelbi, un militant d'Idleb sur sa page Facebook. "*Le 3*

janvier 2014: début de la révolution contre l'EIIL", a écrit Ammar, un militant de la région côtière de Lattaquié. (Il suffit de l'affirmer pour faire renaître l'imposture de ses cendres... sur Facebook ! - ndlr

L'opposition a d'ailleurs récemment accusé l'EIIL de collusion avec Damas, estimant que le groupe jihadiste, au départ le bienvenu car bien organisé et armé, servait les intérêts du régime. AFP 04.01 (Cet aveu n'était pas utile, mais on en prend acte. - ndlr)

2- Irak

- Irak: la ville de Fallouja aux mains d'Al-Qaïda - AFP

Le gouvernement irakien a perdu le contrôle de la ville de Fallouja, tombée aux mains d'Al-Qaïda après plusieurs jours de combats déclenchés par le démantèlement d'un camp de protestataires anti-gouvernementaux dans la province d'Al-Anbar, bastion sunnite hostile au Premier ministre chiite Maliki.

Fallouja et le chef-lieu d'Al-Anbar, Ramadi, avaient été des bastions de l'insurrection ayant suivi l'invasion américaine de l'Irak en 2003, et c'est dans cette province que les Etats-Unis avaient perdu près d'un tiers de leurs troupes en Irak, selon le site indépendant icasualties.org.

"*Fallouja est sous le contrôle de l'EIIL*", a indiqué samedi un haut responsable de la sécurité, faisant référence à l'Etat islamique en Irak et au Levant, filiale d'al-Qaïda en Irak.

Il a ajouté que le groupe extrémiste sunnite avait "*désigné un gouverneur*" pour la ville décrétée la veille "*Etat islamique*" par l'EIIL.

Le responsable a cependant précisé que les alentours de Fallouja (60 km à l'ouest de Bagdad) étaient aux mains de la police locale.

Un correspondant de l'AFP sur place a confirmé que "*la ville de Fallouja est totalement contrôlée par Al-Qaïda*", assurant que "*ni les forces de sécurité ni celles des (milices anti-Qaïda) Sahwa n'étaient présentes dans Fallouja aujourd'hui*".

Des combats intermittents avaient lieu aux abords de la ville, selon lui, au lendemain de bombardements de l'armée et d'affrontements sanglants entre l'EIIL et la police appuyée par des tribus locales.

L'électricité est totalement coupée, et les groupes électrogènes ne fonctionnent pas en raison d'une pénurie de carburant, a indiqué le correspondant.

Deux ans après le retrait des derniers soldats américains en décembre 2011, Al-Anbar est de nouveau le théâtre d'une montée en puissance des combattants extrémistes alors que Bagdad peine à faire face aux insurgés, enhardis par le conflit en Syrie voisine et le mécontentement de la minorité sunnite.

La province d'Al-Anbar est devenue depuis plus d'un an un haut lieu de la contestation contre le Premier ministre Nouri al-Maliki, un chiite accusé d'accaparer le pouvoir et de marginaliser les sunnites.

Les violences, qui avaient diminué depuis 2006 avec la création des milices sunnites Sahwa par l'armée américaine pour combattre Al-Qaïda, ont flambé en 2013 et renoué avec leurs niveaux de 2008. AFP 04.01

Un changement de tactique des Américains pour affaiblir la coalition chiite, peut-être le prélude à une nouvelle intervention militaire occidentale, les prétextes s'accumulent en tout cas, à suivre.

SOCIAL

Portugal

- Portugal: les retraités sollicités pour combler le trou budgétaire - AFP

Pressé par ses créanciers, le gouvernement portugais compte mettre à contribution les retraités pour combler le trou budgétaire engendré par la censure d'une mesure d'austérité par la justice, une annonce qui a suscité l'ire de l'opposition de gauche et des syndicats.

Une mesure de remplacement "*de haute qualité*" était également une condition exigée par la troïka (UE-FMI-BCE) des créanciers

du Portugal pour débloquer la tranche de crédit de 2,7 milliards d'euros prévue dans le cadre du dernier examen trimestriel des comptes.

L'alternative présentée jeudi soir par le gouvernement de centre droit frappe à nouveau les retraités de la fonction publique, mais cette fois-ci aussi ceux du secteur privé, qui seront désormais plus nombreux à acquitter une contribution extraordinaire de solidarité (CES).

Cette contribution, dont le taux varie actuellement entre 3,5 et 10% pour les retraites supérieures à 1.350 euros par mois, pourrait désormais s'appliquer à partir de 1.000 euros, selon les projets étudiés par le gouvernement dont les détails seront dévoilés prochainement.

Parallèlement, les cotisations d'assurance maladie des fonctionnaires devraient passer de 2,25% à au moins 3%.

Ces "*mesures transitoires*" évitent le recours à "*une hausse des impôts pour ne pas mettre en péril la reprise économique*", avait fait valoir jeudi le porte-parole du gouvernement, Luis Marques Guedes. Un temps envisagée, une hausse de la TVA a été finalement écartée.

Privilégiant la réduction des dépenses, la troïka avait mis en garde contre des mesures de substitution susceptibles de "*représenter un risque accru pour la croissance et l'emploi*".

"*Cette mesure affectera les pensions de retraite plus basses et est donc plus injuste que celle qui vient d'être censurée par la justice*", a commenté à l'AFP Joao Cesar das Neves, professeur d'économie à l'Université catholique de Lisbonne.

Malgré ce tollé, le gouvernement n'est pas près de tourner la page de la rigueur: "*le retour du Portugal sur les marchés est compromis si le pays donne l'impression de ne pas pouvoir respecter son objectif de déficit*", avait prévenu Subir Lall, chef de la mission du FMI pour le Portugal. AFP 03.01

Je vous fais grâce des réactions outrées du "*Parti socialiste*" et du "*Parti communiste*" qui ont déjà gouverné le pays pour le compte du capital, cela dépasse l'indécence.

ECONOMIE

1- Banques

- Le crédit au secteur privé accentue son recul dans la zone euro - Reuters

Le crédit au secteur privé en zone euro s'est contracté en novembre à un rythme sans précédent depuis la création de la monnaie unique, renforçant la pression sur la Banque centrale européenne (BCE) pour qu'elle fasse davantage afin de raviver l'économie de la région.

La baisse des crédits accordés au secteur privé s'est accentuée à 2,3% en rythme annuel, montrent les statistiques publiées vendredi par la BCE.

"*Ce qui est très inquiétant, c'est qu'il n'y a aucun signe de retournement de tendance dans le crédit des banques aux entreprises de la zone euro, ce qui augmente la pression exercée sur la BCE pour qu'elle agisse*", souligne Howard Archer, économiste en chef pour l'Europe de IHS Economics.

"*Les banques pensent sans doute que la situation économique et les perspectives de nombreux pays de la zone euro alimentent les risques de crédit, en dépit de la modeste amélioration de la croissance depuis le deuxième trimestre.*"

La revue de la qualité des actifs des banques que la BCE va entreprendre ne pousse pas les établissements à la prise de risque, les incitant au contraire à alléger leurs portefeuilles de prêts. Reuters 03.01

2- Etats-Unis

- Injection record des fonds US dans les actions européennes - Reuters

L'argent investi par les fonds américains dans les actions européennes a atteint un niveau record l'an dernier, avec 16,3 milliards

de dollars (11,9 milliards d'euros) de flux nets, soit près du triple du précédent record de 2006, à 5,8 milliards de dollars, montrent les données compilées par Lipper.

Ce contexte plus favorable aux actifs risqués a permis aux actions européennes d'enregistrer l'an dernier leur plus forte progression annuelle depuis 2009 avec un gain de 16,1% pour l'indice FTSEurofirst 300.

Au cours des sept derniers jours de l'année 2013, les actions européennes ont enregistré leur 27ème semaine consécutive de collecte nette positive en provenance des Etats-Unis, leur période la plus faste depuis que Lipper a commencé de compiler ces données en 1992.

Durant cette dernière semaine de l'année, les 98 fonds américains investis en actions européennes surveillés par la filiale de Thomson Reuters ont injecté quelques 438 millions de dollars (en données nettes) vers les valeurs du Vieux Continent, chiffre le plus élevé depuis fin novembre. Reuters 03.01

3- Chypre

- Chypre confrontée à sa première déflation annuelle en 49 ans - AFP

Chypre a enregistré en 2013 un taux d'inflation annuel négatif, une première depuis 1964, alors que l'île est en proie à une récession prononcée et à un effondrement de la demande, selon les données officielles publiées vendredi.

Chypre est confronté à une récession sans précédent et à un chômage record après avoir conclu en mars un plan de sauvetage de 10 milliards d'euros avec la "*troïka*".

Une délégation du Fonds monétaire international (FMI), de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne (BCE) doit se rendre à Chypre à la fin du mois pour conduire une troisième évaluation de l'économie et du secteur bancaire de l'île. AFP 03.01

Haut de page

Le 6 janvier 2014

CAUSERIE

La méthode de Marx et Engels.

Prenons un exemple qui figure dans cette page tiré de *La question juive*.

- "*On fait une distinction entre les « droits de l'homme » et les « droits du citoyen ». Quel est cet « homme » distinct du citoyen ? Personne d'autre que le membre de la société bourgeoise. Pourquoi le membre de la société bourgeoise est-il appelé « homme », homme tout court, et pourquoi ses droits sont-ils appelés droits de l'homme ? Qu'est-ce qui explique ce fait ? Par le rapport de l'État politique à la société bourgeoise, par l'essence de l'émancipation politique.* "

1- On fait une distinction entre les « *droits de l'homme* » et les « *droits du citoyen* »
2- Quel est cet « *homme* » distinct du citoyen ?
3- Pourquoi le membre de la société bourgeoise est-il appelé « *homme* »... ?
4- Pourquoi ses droits sont-ils appelés droits de l'homme ?
5- Qu'est-ce qui explique ce fait ?

Explication.

Partir d'un fait ou d'un énoncé, déterminer quels éléments ou facteurs il contient, puis définir la nature de ces éléments ou facteurs, remonter jusqu'à leur origine, et pour finir établir quels rapports ils entretiennent et discerner quelle évolution ou transformation ils ont pu connaître.

Rien d'extraordinaire là-dedans, une méthode très simple, élémentaire, à la portée de chacun. Maintenant ce qui s'avère compliqué, c'est lorsqu'on est en présence de nombreux facteurs ou qu'on doit analyser leur comportement sur une longue période historique. Cela requiert une plus grande attention et prend forcément du temps.

Mais surtout cela nécessite d'être animé par la volonté ou la détermination d'aller jusqu'au bout de notre analyse ou de parvenir à épuiser le sujet que nous nous destinions de traiter, on dit aussi en venir à bout quand on est parvenu à réaliser le lien qui existe entre l'origine d'une chose ou d'un comportement et la manière dont il se présente à nous aujourd'hui ou à un moment donné du passé.

Le problème très souvent, c'est que beaucoup de choses peuvent entraver notre volonté ou on ne dispose pas forcément de la détermination indispensable ou suffisante pour mener à bien ce travail ou cette recherche du prend forcément du temps.

On peut présenter ce processus sous cet angle-là parce qu'il procède essentiellement par questionnements successifs ou l'établissement d'hypothèses auxquelles il faut répondre ou qu'il faut vérifier une par une. Il faut aussi être très exigeant et ne pas se satisfaire de la première réponse qui nous vient à l'esprit. Il faut disposer d'un esprit aussi libre et critique que possible, sans cette disposition d'esprit ce sera impossible de mener cette expérience à son terme.

Il faut aussi admettre qu'on est face à une feuille blanche, or on a le cerveau déjà bien rempli, même chez le dernier des benêts, il faut faire abstraction de nos connaissances et de nos expériences acquises si on veut disposer d'un champ d'action ou d'investigation le plus large possible pour mener à bien nos recherches, et c'est indispensable.

Toute appréciation subjective ou inconsciente doit être proscrite de notre démarche, sinon nous courrons à l'échec. Il faut pour ainsi dire disparaître, ce n'est pas donné à tout le monde, encore faut-il être profondément modeste, être équilibré mentalement ou psychologiquement sera préférable, ce qui est impossible si on ne se connaît pas suffisamment soi-même et qu'on ne s'accepte pas tel qu'on est, rendu à ce stade d'exigeance de cette méthode pour venir à bout d'une question ou d'un sujet, on est bien obligé de constater que cela ne concernera qu'une infime minorité d'individus.

Cela dit et fort heureusement, s'il est indispensable de posséder toutes ces qualités pour employer cette méthode, elles ne sont pas nécessaires pour comprendre comment elle fonctionne et saisir les conclusions auxquelles elle permet d'aboutir, sinon effectivement il faudrait en conclure que l'humanité serait vouée à la barbarie ou à l'autodestruction et nous perdrions notre temps.

Il aurait fallu préciser qu'en fonction du statut social, de la condition sociale ou de la place que la personne occupe au sein de la société ou des rapports sociaux de production, de la classe à laquelle elle appartient, de sa conception du monde, de son honnêté intellectuelle, elle sera portée à se poser davantage certaines questions plutôt que d'autres, à ne retenir que certaines hypothèses au détriment d'autres, à orienter ses recherches et ses travaux dans une direction bien précise, généralement correspondant à ses propres intérêts ou ceux de sa classe, consciemment ou non.

C'est ce qui distinguera au bout du compte la nature de classe de sa démarche, elle sera marxiste ou non, car cette méthode n'est pas réservée exclusivement aux marxistes, mais à tous ceux qui ont une conscience de classe et ils ne manquent pas parmi nos ennemis, d'où aussi l'intérêt de lire leurs articles et analyses ou ouvrages comme le faisaient les marxistes, cela permet aussi de gagner un temps précieux et de se concentrer sur les sujets qu'on a décidé d'étudier. (A suivre)

Extrait (corrigé) d'un courrriel envoyé à un camarade.

Je crois qu'avant de se lancer dans une (nouvelle) analyse il faudrait commencer par bien savoir de quoi on va parler, sinon on prend le risque de commettre les mêmes erreurs que nos détracteurs, je ne dis pas cela pour toi, c'est valable pour moi aussi, c'est même ma hantise de partir d'idées préconçues ou de procéder par généralités. Je pense qu'il faut "couper les cheveux en quatre" et qu'on en a perdu l'habitude ou plutôt qu'on ne nous a jamais inculqué cette démarche, hélas ! qui au bout du compte était celle de Marx et Engels, etc. et qui a fait des merveilles.

Je ne peux pas adhérer ou suivre une analyse qui ne commence pas par là, je sais d'avance qu'elle pèchera par bien des faiblesses ou des lacunes et qu'elle sera erronée, ce qui n'apparaîtra pas forcément au premier coup d'oeil, mais cela ne fera pas un pli dès qu'on abordera ses conclusions. C'est pratiquement infaillible.

Les lecteurs ont besoin de connaître tous les éléments qui ont contribué à construire notre argumentation ou à charpenter notre démonstration, sinon ils n'y comprendront rien ou autre chose que ce qu'on a voulu dire ou encore ils la jugeront incohérente. Avant d'en arriver à une analyse de la situation en France ou mondiale, on ferait peut-être mieux de partir d'une question et de la développer à fond, c'est ce que faisaient aussi Marx et Engels, chaque chapitre de leurs oeuvres correspondait à cette démarche. Ce qu'on n'a peut-être pas discerné parce que l'introduction de chaque ouvrage ou chapitre avait été rédigée une fois seulement qu'ils étaient parvenus à traiter chaque question à fond, ils ne savaient pas à l'avance où elle allait les entraîner au juste et ce qui allait surgir de leurs travaux, les hypothèses inattendues auxquelles ils allaient devoir répondre. Et puis il est pratiquement certain qu'une fois parvenus à épuiser un thème, temporairement seulement, ils fallaient qu'ils y réfléchissent encore. Marx avait la réputation de ne jamais être satisfait de son travail et il se faisait sans cesse engueulé par ses éditeurs parce qu'il avait du retard, pas seulement parce qu'il avait été malade, mais parce qu'il ne pouvait se résoudre à livrer un ouvrage qui lui laissait un goût d'inachevé, pure et géniale intuition, Engels le poussait à conclure et à admettre que par nature un

ouvrage aussi élaboré soit-il sera toujours inachevé. Comme on dit, Marx et Engels sont revenus cent fois sur leur ouvrage pour le corriger, le compléter, ce qui fait qu'ils nous ont légué une oeuvre pour ainsi dire parfaite à leur époque.

Nous, nous sommes partis de là en croyant bien faire car nous étions animés de bonnes intentions, mais nous n'avons pas assimilé leur méthode, nous avons cru que la dialectique matérialiste consistait uniquement à se baser sur des faits, alors qu'en réalité c'était un peu plus compliqué que cela, il ne suffisait pas de se contenter des faits, il fallait les décortiquer, les osculter au microscope et ainsi de suite pour tous les facteurs et rapports qui composaient la situation ou la période que nous nous destinions d'analyser. Cela demande un travail colossale, parfois ingrat, beaucoup de temps, de faire preuve d'une attention soutenue, d'une détermination à toute épreuve qui nécessite même de se remettre aux études, d'admettre qu'on n'est pas capable d'aborder certains domaines et que parfois on ne comprend rien à rien, d'où la nécessité d'être fort modeste, pas vraiment le cas de nos dirigeants soit dit en passant.

Je n'ai vu nulle part une analyse comparable (ou aussi complète) à celle de Marx-Engels ou Lénine-Trotsky sur les différentes classes, sur les rapports entre les classes et surtout à l'intérieur des classes, leur évolution, etc. on s'est contentés de généralités qui nous ont menés où nous en sommes.

Je ne pense pas qu'il était écrit ou dit quelque part que la situation devait évoluer de cette manière, l'avant-garde, le capitalisme, si, assurément, et le plus fort c'est qu'on n'arrive même pas à se mettre d'accord là-dessus, à croire qu'on n'y arrivera jamais et c'est désolant parfois, décourageant.

A propos de l'affaire Valls-Dieudonné.

Le censurer, lui interdire de s'exprimer dans les médias ou de répondre à ses détracteurs qui déforment sciemment et ouvertement ses propos, le poursuivre en justice, interdire ses spectacles, fermer son théâtre, interdire la vente de billets (Me Klugman hier), interdire le geste de la "*quenelle*", relève de l'intention d'un dictateur d'imposer de gré ou de force à l'ensemble de la société et des classes qui la composent le même mode de pensée, et au delà d'adopter les mêmes intérêts de classe, ceux de la classe dominante qu'il incarne et défend, la démocratie ou l'intérêt général, l'ordre public n'étant invoquer que pour masquer son entreprise liberticide ou totalitaire.

Proclamer son soutien indéfectible ou son attachement éternel à Israël, c'est monstrueux, c'est faire preuve de racisme au plus haut sommet de l'Etat, car c'est soutenir un Etat qui repose sur une mystification, une imposture dénoncée y compris par des citoyens israéliens juifs, des universitaires à Tel-Aviv, dont le contenu a consisté dans l'expropriation d'un peuple de ses terres, leur confiscation et occupation par la force, en l'expulsant et le massacrant, le forçant à l'exode, à survivre dans des camps de forture au Liban et en Syrie notamment pendant de longues décennies jusqu'à nos jours, à l'enfermer dans des bantoustans, sans droits ni autre perspective, lui infligeant sans cesse de multiples humiliations insupportables, pratiquant l'apartheid envers les Palestiniens arabes vivant en Israël et dont la liberté de circulation est entravée au même titre que les Palestiniens qui vivent dans ces bantoustans et qui se rendent en Israël pour travailler notamment, le régime en place en Israël n'a rien à envier à celui de l'Afrique du Sud sous l'apartheid, en pire encore par bien des aspects.

Les sionistes se définissant eux-mêmes quand on leur pose la question comme les partisans de l'existence d'Israël, dès lors les combattre et combattre le sionisme est un devoir aussi longtemps que cet Etat n'aura pas disparu.

Pendant un moment, par faiblesse face au drame que vit au quotidien la population palestinienne, j'ai cru tout en formulant des réserves que l'idée de deux Etats n'était peut-être pas si mauvause que cela pour ensuite m'être ravisé. Car c'est quelque part justifier l'existence d'Israël qui ne peut exister qu'en étant la négation de la Palestine, qui existe à la place de la Palestine, donc il ne peut pas y avoir de place pour un Etat palestinien, admettre l'existence de la Palestine ce serait faire disparaître Israël, impensable pour les sionistes qui rappelons-le ne sont pas des sémites ou des juifs pour la plupart, contrairement à une grande partie des Arabes du Moyen et du Proche-Orient, ce sont des envahisseurs, des occupants, des colons.

L'analyse fournie par le Réseau Voltaire est intéressante par les précisions qu'elle apporte, et parce qu'elle aborde cette affaire sous un autre angle très pertinent sur lequel on reviendra. Laissons de côté ce qui n'y figurent pas, puisque l'auteur de cet article ne manifeste pas son soutien à Dieudonné pour autant. Je vous conseille de la lire.

Un complément.

Beaucoup d'hypocrisie chez ceux qui gueulent avec les loups contre Dieudonné et ceux qui gardent le silence. Idem chez ceux qui voudraient faire de la lutte contre le racisme, le sexisme, etc. une priorité, et qui à la manière de M. Valls s'élèvent en procureur du mode de pensée des masses parmi lesquelles ils existent bien des couches arriérées (les plus défavorisées généralement) qui sont maintenues volontairement dans l'ignorance par leur société dont Valls est un représentant, pour un peu elles en seraient responsables.

Ces policiers de la pensée qui figurent parmi les nantis qui ont bien du sang sur la conscience et parmi lesquels on compte bon nombre de gauchistes, voudraient changer le mode de pensée des masses sans changer de mode de production ou les

rapports sociaux qui en sont à l'origine, de la même manière qu'ils souhaitent que le capitalisme satisfasse tous leurs besoins jusqu'à l'amélioration de la qualité de l'air qu'ils respirent et réalisent les objectifs du socialisme, autrement dit ils ne partagent pas la même interprétation que nous du développement du capitalisme, ils sont étrangers au marxisme. Ils considèrent que le comportement des hommes serait dicté par des critères subjectifs et non par des facteurs ou des rapports objectifs, ce qui leur permet d'épargner le capitalisme qu'ils soutiennent et ses représentants avec lesquels ils vont jusqu'à s'allier contre les masses et dénoncent leurs tares incurables qu'il faudrait réprimer. Ils se font les alliés objectifs d'un régime policier et totalitaire.

Qui va payer les pots cassés ou comment se sortir d'un tel merdier ?

- 11 Septembre 2001 : Notes sur un tabou en perdition - dedefensa.org - legrandsoir.info 05.01

- "*Deux membres du Congrès US demandent la publication de 28 pages classifiées du rapport officiel sur le 11 Septembre qui contiennent, selon eux, des révélations "choquantes" sur l'implication de "un ou plusieurs" service(s) de renseignement de pays étrangers dans l'attaque du 9/11.*"

Vous aurez deviné de quel "*renseignement de pays étrangers* " il pouvait s'agir : de l'Arabie saoudite et Israël.

Il ne s'agit pas d'un canular ou d'une élucubration sortie du cerveau d'adeptes de la théorie du complot, non, c'est très sérieux.

Non seulement il s'agit de congressistes démocrate (Stephen F. Lynch du Massachusetts) et républicain (Walter B. Jones de la Caroline du Nord), d'un document tout ce qu'il y a de plus officiel, intitulé "*Specific Sources of Foreign Support*", il fait partie, je cite, du rapport du Congrès de 800 pages établi en 2002 sous l'intitulé officiel de Congressional Investigative Report on 9/11 – Joint Inquiry into Intelligence Community Activities Before and After the Terrorist Attacks of September 2001, et toute cette affaire qui est en cours a commencé à paraître dans plusieurs portails Internet et les médias américains, dont le New York Post, je cite, appartenant à Rupert Murdoch, qui est, avec Lockheed Martin, l'un des principaux bailleurs de fonds des néoconservateurs, par ailleurs très proches d'Israël et donc de l'AIPAC, autrement dit l'éventualité de l'implication directe du régime saoudien dans le 11/9 est débattue sur la place publique, ce qui aurait été impensable il y a encore quelques semaines, car elle porte un coup terrible à la version officielle du 11/9. L'opération à ce stade consisterait à faire porter le chapeau aux Saoudiens afin de couvrir le Mossad qui figureraient également dans ce document. J'ai mis cet article en ligne pour que vous pussiez vous faire vous-même votre propre idée.

Maintenant, faisons un parallèle entre la situation qui s'est développée ces derniers mois en Syrie ainsi que les derniers développements sur le terrain qui figurent ci-dessous, sur fond de désaccords entre les Américains et les Saoudiens notamment, du bourbier syrien dans lequel ils sont impliqués jusqu'au cou, et relions-les aux dernières infos venues des Etats-Unis, et on aura une idée des prochains développements ou de leur direction. Plusieurs hypohèses se présentent.

- Soit les Américains sont capables de se débarrasser d'Assad d'ici fin janvier ou dans les semaines qui suivent, on ne voit pas par quel miracle il y parviendrait,

- Soit ils décident de couvrir ou soutenir une opération militaire pour l'éliminer, qui impliquerait l'Arabie saoudite et ses alliés, la Turquie est dors et déjà hors course au regard de la situation intérieur dans ce pays, reste le Qatar et les pays du Golfe, Israël et la France, plus certains pays de l'UE ou de l'OTAN, or aucun de ces pays ne peut se targuer d'un soutien populaire à une telle guerre, tous les pays du Golfe ne sont pas sur la même longuer d'onde, le Qatar est en concurrence avec l'Arabie saoudite, et ils ne savent pas quelle serait la réaction du Hezbollah et de l'Iran qui soutiennent la Syrie, ni même la Russie qui vient de renvoyer une armada dans la Méditerranée et menace le régime saoudien de représailles après les attentats des derniers jours en Russie,

Soit les Américains se mettent d'accord avec les Russes pour maintenir Assad au pouvoir et éliminer les mercenaires étangers présents en Syrie, en échange de quoi en cas de refus ou d'obstacles dressés par l'Arabie saoudite, ils pourraient décider d'un commun accord de l'éliminer, autrement dit les Américains seraient aux commandes en Arabie saoudite, tandis que les Russes se chargerait de la Syrie, à l'Iran d'éliminer Al-Qaïda en Irak, le tout conclu avec un accord secret passé avec Israël qui témoignerait sa neutralité dans ces conflits ou demeurerait en retrait, l'ensemble des belligérants signeraient un traité de paix qui aurait l'air de tomber du ciel une fois les hostilités terminées et qui donnerait satisfaction à toutes les parties, sauf à l'Arabie saoudite et la France. (A suivre)

Les deux dernières infos.

1- Arabie : fin des Al-e saoud en 2014? - french.irib.ir 05.01

Les plus récents rapports des services du renseignement occidentaux prévoient l'éclatement de vastes mouvements de protestation en cette année 2014 au centre de l'Arabie saoudite et de violents attaques armées contre le palais royal, et ce, en prélude à l'effondrement du régime des Al-e Saoud! "*les centres d'étude et de recherche aux Etats Unis et en Grande Bretagne sont convergents, 2014 verra la fin du régime des Al-e Saoud*".

Mais comment se mettra en place ce scénario de renversement? " *Le processus du renversement des Al-e Saoud sera déclenché par des manifestations d'envergure et des attaques armées contre les centres publics et les palais de la famille régnante. Les premières étincelles auront lieu à Najd et à Hejaz et les Saoudiens ne tarderont pas à descendre dans les rues. Certaines représentations politiques et des ambassades à l'étranger apporteront leur appuie à ce mouvement*" .

Selon les agences de renseignement occidentales, " *l'Arabie saoudite est au seuil d'implosion . Il existe des cellules de lutte armée au sein de la société qui attendent l'heure zéro. Sur les frontières avec le Yémen, des forces armées guettent leur heure et attendent les premiers mouvements de révolte pour se rendre en Arabie saoudite*". "*Le régime saoudien accélère d'ailleurs ce mouvement de chute : ses politiques dans la région, son alliance de plus en plus solide avec Israël, les politiques répressives que Riyad exerce contre ses citoyens, la rancune grandissante des populations arabes contre Al-e Saoud en qui elles voient surtout un vecteur de la destruction systématique des pays arabes, l'effusion du sang dont la famille régnante saoudienne est coupable, et son soutien aux hordes takfiries, en voici des raisons qui justifient à elles seules l'effondrement du régime saoudien*".

Toujours d'après ces sources occidentales, " *des instances au sein de l'administration US suivent de très près les évolutions en Arabie saoudite et les équipes spécialisées tentent de réduire les impacts de l'implosion du régime des Al-e Saoud. Washington croit que l'Arabie saoudite a ignoré à dessin tous les conseils qu'on lui a donnés pour éviter son effondrement. Selon Washington, les clans extrémistes au sein de la famille régnante dirigés par Bandar Sultan, et Saoud al Fayçal cherchent la destruction des pays arabes et le démantèlement de leur armée. les Etats Unis sont mécontents de voir Riyad se rapprocher d'une partie qu'il croit pouvoir mieux le protéger que les Etats Unis et il s'agit d'Israël*". french.irib.ir 05.01

2- Poutine déclare la guerre contre l'Arabie saoudite. - french.irib.ir 05.01

Dans une prise de position sans précédente, le président russe a qualifié de "*terroriste*" le régime saoudien menaçant de "*riposter les attentats terroristes de Volgograd*". Poutine a promis "*des représailles*" aux attentats de Volgograd, "*représailles qui ne tarderont pas* ". Pour M Poutine, " *les attentats suicides de Volgograd sont identiques à ceux qui sont régulièrement commis en Irak, en Syrie et au Liban : Pour identifier les auteurs criminels de ces attentats , on n'a pas besoin de davantage de temps et la Russie y répondra très bientôt. Notre réponse sera en sorte qu'elle changera la carte même du Moyen Orient* ".

Le chef du Kremlin a qualifié encore une fois de terroriste le régime saoudien. Ces propos sans précédent de Poutine interviennent alors que les attentats terroristes de Volgograd ont été contribués à Bandar Sultan, le chef du renseignement saoudien, lui qui en avait évoqué la possibilité au cours d'une rencontre avec Poutine au mois de septembre, alors que les Etats Unis s'apprêtaient à attaquer militairement la Syrie. Bandar avait menacé Poutine d'attentat takfiris d'origine centre asiatique et tchéchene, si il ne renonçait pas à son soutien à Assad . aussitôt après ces menaces, le chef des takfiris caucasiens, Dako Omarov a affirmé vouloir visé les JO de Sotchi devant se tenir au mois de février. Omarov a menacé de commettre des attentats suicides au cours de ces jeux. La Russie a élaboré l'avant texte d'une résolution où l'Arabie saoudite est qualifié d'état terroriste et elle se prépare à remettre cet avant texte au conseil de sécurité. french.irib.ir 05.01

La police de la pensée ne dort jamais.

- Dieudonné: SOS Racisme poursuivra les "*quenelles*" dans des lieux symboliques - AFP

En réalité, absolument rien ne dit qu'elles auraient forcément la signification que leur attribuent ces pourritures, aucun magistrat ne sera en mesure de le prouver à moins d'ouvrir le cerveau des accusés ou de penser à leur place. C'est gravissime comme accusation.

Dieudonné a été condamné sept fois pour incitation à la haine raciale...

(Ils ne précisent pas que c'est à l'issue de 22 plaintes ou procès, et que dans la majorité des cas il a bénéficié d'une relaxe ou la plainte a été rejetée car farfelue. - ndr)

La candidate socialiste à la mairie de Paris, Anne Hidalgo, qualifie dans une interview au JDD Dieudonné de "*militant enragé du racisme et de l'antisémitisme*". (Elle, c'est un monstre d'ignorance et océan de haine, cela va très bien ensemble, ce qui se fait de plus dangereux en la matière. - ndlr)

"*Il est temps de mettre un terme, par toutes les voies du droit possible, à sa propagande dangereuse*", ajoute-t-elle. Elle demande notamment la fermeture du Théâtre de la Main d'or, le théâtre parisien où l'humoriste se produit dans la capitale.

Un avis partagé par le maire PS de Paris, Bertrand Delanoë, qui a accusé, lors du Grand Rendez-Vous d'Europe 1 et i>TÉLÉ, l'humoriste de faire "*l'apologie de crimes contre l'humanité*". Reuters 05.01 (Pure fabulation à la Goebbles. - ndlr)

Pour Hamon, la quenelle de Dieudonné profite à Marine Le Pen et au compte en banque de Dieudonné 20minutes.fr (On ne voit

pas très bien dans la situation actuelle ce qui pourrait favoriser le PS il faut dire, certainement pas la politique du gourvernement honnie par les masses. On comprend votre dépit. - ndlr)

Rappelons que c'est le PS qui a fait le lit du fascisme avec les staliniens, de toutes les dictatures dans le monde, y compris au Chili, en Argentine...

Commentaires d'internautes

1- Aussaresses a eu les éloges de Laurent Fabius qui a "*salué en lui un homme exceptionnel*", Dieudonné est lynché par les politiques et les médias pour ses provocations antisémites !

2- Les Femen qui font le salut nazi, cela n'émeut personne !

3- Très malsain cette façon d'agir de . Si Dieudonné est en infraction.... aux tribunaux de faire leur travail. Si notre gouvernement se met à rendre la justice à la place de la justice, ça commence à devenir grave. Liberté d'expression bafouée... serions-nous en train de glisser tout doucement vers le totalitarisme... Et on se même de faire la leçon à Poutine... Ce qui me gêne par ailleurs c'est toujours le 2 poids 3 mesures de ce gouvernement. On laisse les Femen faire leur cirque, on emprisonne les veilleurs qui font de la résistance...

4- En résume, les politiciens, les médias, brefs tout ceux qui ont le pouvoir de parler sont contre un humoriste qui lui est avec le peuple, et le peuple le soutient.

5- Oui, organiser du désordre et des bagarres à la sortie des salles de spectacle est la stratégie proposée publiquement par Arno Klarskeld. Je n'en reviens toujours pas. Le devoir du ministre de l'Intérieur aurait été de décourager ce genre d'initiative mais apparement, ça lui convient. Le monde à l'envers.

6- On parle de l'interdire pour défendre la démocratie? Pour qui nous prend-on? Les prosélytes diffusant cette idée n'ont ils aucune considération pour notre intelligence? La démocratie, c'est l'égalité entre tous, le droit de parole pour tous, qu'importe son origine, sa confession, son rang social, son orientation politique. Et ce droit est irrévocable et indiscutable. Quand on remet ce droit fondamental en question, il n'est plus question de démocratie mais de totalitarisme, voire de fascisme. Je ne veux pas de la démocratie dont vous parlez Mr Valls. Au fait, que faites-vous lorsque les Femen se déguisent en Adolphe Hitler et pratiquent le salut nazi (pas inversé celui là)? Deux poids, deux mesures. Valls s'embourbe dans une lutte dont il ne maîtrise absolument pas les tenants et aboutissants et il empire une situation qui était déjà préoccupante. La LDJ, organisme criminel interdit en Israël et aux USA, organise des descentes, saccage et moleste, normal? Présence de la police sans arrêté préfectoral pour interdire l'accès au théâtre de la main d'or. Incitation à trouble à l'ordre public par Klarsfeld. Normal? Menaces de mort, passage à tabac. parle t on des procès gagnés par l'humoriste et des multiples non lieux? Les médias-mensonges frémissent, c'est normal.

7- Valls s'amuse à faire du clivage, c'est une stratégie qui permet à la gauche de s'auto-définir, d'exister. Comme son bilan économique est désastreux, la gauche a besoin de grain à moudre, de faire parler, de diviser. Le mariage homo, le racisme etc., on fait du sociétal pour éviter de parler du chômage et des impôts. On est au degré zéro de la politique.

Une vaste mascarade pour préparer les élections. J'ai honte pour eux, car tout ça n'est fait que dans le but de sauver des carrières personnelles. C'est minable.

8- Ses propos sont certes extrêmes mais pas hors la loi. Sinon la justice aurait tranché et statué depuis longtemps. Ce qui gêne n'est pour autant pas répréhensible. J'ai entendu des propos autrement plus radicaux dans la bouche de ses accusateurs. On parle d'éradication, d'élimination, d'interdiction. Qui est extrême?

9- Sos racisme se prend pour la police du peuple ?

Où sont les réactions des élus démocrates, si il en existe encore, pour s'exprimer et lutter contre ces liberticides financés avec les deniers publics ?

Cette association est extremiste, intolérante et procédurière pour se faire de l'argent ainsi que de la publicité. Elle vit et prospère de ce qu'elle dénonce.

Paradis fiscal. Au pays des banquiers. NPA et mafieux russes : même combat !

On est anticapitaliste ou on l'est pas !

- Mikhaïl Khodorkovski va « *respirer l'air de la liberté* » en Suisse - LeMonde.fr

Ah c'est beau l'internationalisme... avec un banquier ripou !

- Khodorkovski, en Suisse, veut se battre pour les prisonniers russes - AFP

Qu'il forme un front unique avec le NPA et le SU (de leur IVe Internationale) !

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Tiens, un scoop, une découverte !

- Batho s'étonne que l'évolution de Hollande ne pose pas plus de questions - AFP 04.01

L'ancienne ministre de l'Ecologie Delphine Batho s'étonne que l'évolution de François Hollande vers une ligne "*sociale-libérale*" lors de ses voeux "*ne soulève pas davantage de questions*" au sein de la majorité.

"*Le Président de la République explicite des choix qui ont été faits d'emblée et précisé au fur et à mesure de l'exercice du pouvoir avec le pacte de compétitivité qui avait été débattu au sein du gouvernement mais pas au sein de la majorité*", poursuit Delphine Batho. (Elle aurait souhaité en être ! Encore une frustrée, elle va finir lesbienne ! - ndlr)

"*Ces choix sont différents de ceux défendus pendant la campagne électorale. Je suis assez surprise que cette évolution ne soulève pas d'avantage de questions. C'est plus profond qu'une opposition entre l'aile droite et l'aile gauche, il n'y a plus de projet de société, plus d'objectif de transformation*", estime la députée PS. AFP 04.01

Cela signifie simplement qu'effectivement il n'existe pas d'"*opposition entre l'aile droite et l'aile gauche*" sur l'essentiel ou le fait que le PS soit un parti du capital et ce depuis un siècle. Qu'est-ce qui déterminent nos rapports à ce parti, l'essentiel ou le secondaire ? Sa nature, sa fonction de pilier du régime et rien d'autres. Aucune relation avec un tel parti.

Un peu d'espoir !

- Produits dérivés : « *Rien n'a changé depuis 2008, ou si peu* » - leparisien.fr 04.01

Christophe Nijdam, analyste chez Alpha Valu.

Question. Une nouvelle crise est à craindre ?

Christophe Nijdam. Je ne lis pas dans le marc de café mais, sur ces dix dernières années, on a eu une crise bancaire forte tous les trois ans en moyenne. Après les subprimes et la chute de Lehman Brothers (2007 et 2008), il y a eu le problème de liquidités de l'été 2011.

Or la spéculation à l'origine des crises a repris de plus belle. Même si les produits dérivés ne sont pas tous toxiques,— ce n'est après tout qu'une police d'assurance — leur marché a retrouvé en 2013 son niveau d'avant 2008. Actuellement, ils représentent dix fois le produit intérieur brut mondial.

Question. Des mesures ont pourtant été prises pour limiter cette spéculation effrénée…

Christophe Nijdam. Rien n'a changé depuis 2008. Ou si peu. Il y a des effets d'annonce, mais ça s'émousse à la mise en œuvre. Le lobby bancaire est vent debout pour déconstruire les digues mises en place. Aux Etats-Unis, la règle Volker limitant les investissements spéculatifs a été énucléée. En Europe, le ratio de liquidités Bâle III (NDLR : visant à rééquilibrer les dépôts bancaires par rapport à leurs crédits) a été allégé de moitié. Certes, les banques françaises ont plutôt une bonne solvabilité. Mais elles n'ont pas assez de liquidités et trop de dérivés, ce qui peut entraîner la faillite. C'est ce qui s'est passé avec Dexia ou bien avec le CIF. Quand on étudie les banques européennes, elles ont 95% de dettes et 5% de fonds propres.

Question. En cas de crise, les clients des banques peuvent-ils être touchés?

Christophe Nijdam.Je ne veux pas provoquer de panique mais, s'il y a faillite, les dépôts bancaires, garantis en France jusqu'à 100000 €, peuvent être touchés. En mars 2013, à Chypre, on a demandé aux déposants de mettre la main à la poche.

Cela met fin à la sanctuarisation de ces dépôts. En France, le fonds de garantie est inférieur à 2 Mds€ pour 1600 Mds€ déposés! Quant à l'union bancaire européenne, elle ne prévoit une garantie et un fonds de solidarité qu'en 2026. Avec seulement 55 Mds€ dans la caisse. leparisien.fr 04.01

Cette remarque est pertinente, les dépôts bancaires en France sont garantis jusqu'à 100.000 €, à condition qu'il y ait l'équivalent des dépôts en caisse. Or, apparemment ce n'est pas le cas, ils vous voleront à défaut de pouvroir faire autrement, ce n'est pas mal comme justification, après tout, ils n'y pouvaient rien et le tour est joué, formidable les escrocs !

ACTUALITE EN TITRES

Conditionnement. Méthode Coué. Hier ils affirmaient le contraire, mais cela devait concerner les vieux !

- L'incroyable optimisme des jeunes Français pour 2014 - 20minutes.fr

Près de trois jeunes sur quatre de 18 à 24 ans pense que 2014 sera une meilleure année que 2013... 20minutes.fr 05.01

Rappel de la veille :

- Seuls 3 Français sur 10 sont "*optimistes*" pour l'avenir - lexpress.fr

Heureusement que les jeunes sont optimistes bien que la société ne porte pas à l'être.

Passés les 25 ans on va de déboires en désillusions, la routine s'installe, c'est ce qui donne un semblant d'équilibre à notre vie, avant qu'elle ne se brise lors d'une séparation, une grave maladie, un accident, les apparences sont sauves avant de ne plus suffire, on a bien les gosses qui nous motivent, et encore, on enchaîne les emmerdements, on se force malgré tout à croire qu'on est heureux jusqu'au moment où on n'y arrive plus, quel cauchemar ! Puis vient le temps des séparations douloureuses, des regrets et de la nostalgie, des décès dans notre entourage, la veillesse, l'invalidité, la solitude, l'abandon, l'incompréhension, notre vie n'avait eu aucun sens, vaut mieux ne pas y penser en réalité, c'est trop triste, bref, un vrai bonheur de vivre dans une telle société !

Ce n'est pas forcément ce que je pense, mais le sort de beaucoup de gens ou bien pire encore. Moi, je suis un privilégié, j'ai même la chance d'en avoir conscience, je l'assume. Quel bonheur ! Sans doute, mais quand on ne le partage pas avec les autres, on le savoure modérément ou en faisant preuve de retenu, en vérité il a un goût amer, par respect pour tous ceux qui sont moins bien lotis à travers le monde et ils sont si nombreux !

Etre jeune dans une société néolibérale n'est pas vraiment un cadeau !

Le Niger a-t-il fait l'objet d'une menace militaire française ?

- Le Niger pourrait renoncer à durcir la fiscalité sur Areva - Reuters

Ils ont un sexe à la place du cerveau, rien qu'un sexe.

- Procréation assistée: Des collectifs LGBT appellent à manifester lundi à Paris - 20minutes.fr

Plusieurs collectifs de lesbiennes, gays, bi et trans (LGBT) appellent à manifester, lundi à 19h, devant le ministère de la Famille pour réclamer la légalisation de la procréation médicalement assistée (PMA) pour tous. 20minutes.fr 05.01

Quand on ne supporte pas ce qu'on est et qu'on est incapable de se reproduire, on l'assume jusqu'au bout. Autrement, on rappelle qu'il existe des millions et millions d'enfants qui ne demandent qu'à être adoptés. Je suis contre la procréation in vitro ou médicalement assistée.

De toutes manières, quoi que vous fassiez la nature est injuste et le demeurera de votre naissance à votre mort, elle est ainsi faite et une loi n'y changerait rien. On ne voudrait pas être à la place ou ressembler à ceux qui ne le supportent pas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Syrie : Un réseau takfiri démantelé en France

Une découverte fort gênante. Selon Al Manar, les services du renseignement français ont identifié et démantelé un réseau de jihadistes français, étant entrés de la guerre contre la Syrie. Les membres de ce réseau auraient planifié pour commettre des attentats en France contre des cibles vitales. Selon Al Manar, "*les autorités françaises se sont bien gardées de dévoiler cette information par crainte des répercussions qu'elle aurait pu avoir auprès de l'opinion publique*".

La France s'est ralliée au camp de la guerre, a apporté son soutien à l'idée d'une intervention militaire contre la Syrie, s'est uni aux projets qataris et turc et s'est érigée depuis quelques mois en principal allié de l'Arabie saoudite, Etat sponsor du terrorisme takfiris non pas seulement en Syrie mais aussi en Irak et au Yémen, en Somalie et ailleurs. french.irib.ir 05.01

2- Israël

- En Israël, 30 000 Africains manifestent pour le statut de réfugié - LeMonde.fr

Plus de 30 000 migrants africains clandestins ont manifesté, dimanche 5 janvier à Tel-Aviv, dans le plus grand rassemblement de ce type en Israël. Ce mouvement de protestation, lancé après l'adoption d'une loi autorisant le placement en rétention des immigrés clandestins sans procès jusqu'à un an, s'amplifie rapidement. De 200 participants le 16 décembre, la mobilisation est montée à plusieurs milliers le 28 décembre, pour atteindre à présent plusieurs dizaines de milliers.

Massés sur la place Yitzhak Rabin, « *dans le calme* » selon la police, les manifestants ont dénoncé le refus des autorités israéliennes d'examiner leurs demandes d'obtenir un statut de réfugié « *Nous avons fui des persécutions, des dictatures, des guerres civiles, des génocides. Le gouvernement israélien doit étudier nos demandes d'asile et nous traiter comme des êtres humains* », a déclaré Daoud, un Érythréen entré clandestinement en Israël il y a quatre ans.

Le député et ex-ministre de l'intérieur Elie Yishaï, du parti religieux ultra-orthodoxe Shass, a affirmé que « cette manifestation était un signal d'alarme pour agir contre les clandestins », ajoutant que Tel-Aviv était devenue selon lui une « *ville africaine* ». « *L'Etat d'Israël et les autorités judiciaires et policières doivent utiliser tous les moyens à leur disposition pour renvoyer les clandestins dans leur pays* », a-t-il prôné, cité par le quotidien Maariv.

L'an dernier, le premier ministre Benjamin Netanyahu s'était dit « *déterminé* » à expulser « *les dizaines de milliers de migrants clandestins* ». Ces immigrés sont en majorité des Érythréens et des Soudanais ayant demandé le statut de réfugié politique, qui leur a quasi systématiquement été refusé. Ils refusent de retourner dans leur pays par crainte de la répression.

Leur concentration dans les quartiers défavorisés du sud de Tel-Aviv a donné lieu à des incidents et des agressions xénophobes ces dernières années, qui ont culminé en 2012.

En 2012, une campagne des autorités israéliennes a abouti au départ ou à l'expulsion de 3 920 des quelque 60 000 Africains entrés clandestinement dans le pays, en grande majorité par la péninsule égyptienne du Sinaï. Parallèlement, Israël a achevé en 2013 la construction d'une clôture électronique le long des 230 kilomètres de frontière avec l'Egypte, ce qui a permis de réduire pratiquement à néant le nombre d'entrées. LeMonde.fr 05.01

Ils demandent aux juifs du monde entier de venir s'installer en Israël et ils chassent ces dizaines de milliers de travailleurs immigrés. Question : Les chasseraient-ils s'ils étaient juifs ?

En complément, une info qui n'a été reprise par aucune agence de presse, aucun média en France.

Une manière de l'Etat sioniste de souhaiter une bonne année aux Palestiniens.

- Gaza bombardé - french.irib.ir 03.01

Les chasseurs bombardiers israéliens ont violemment bombardé dans la nuit de jeudi à vendredi plusieurs localités de la bande de Gaza.

L'armée sioniste affirme avoir bombardé une base des combattants du Jihad islamique de la Palestine au centre de la bande de

Gaza et " *trois rampes de lancement de missiles* " au nord de la bande. Comme d'habitude, les israéliens ont prétexté le tir de prétendus "*missiles* " contre la localité de Al Nageb au sud d'Israël pour justifier ce raid. Aucune information n'a été communiquée sur le bilan des pertes. french.irib.ir 03.01

Cette info a déjà trois jours.

3- Tunisie

Constitution tunisienne: l'accusation d'apostasie interdite - AFP

L'opposition laïque tunisienne a obtenu dimanche le vote d'un amendement au projet de Constitution interdisant "*les accusations d'apostasie*", à la suite de menaces contre un élu de gauche après qu'un député islamiste l'a qualifié d'ennemi de l'islam.

L'amendement en question, adopté par 131 voix sur 182 votants vers 20H00 GMT (21H00 locale), "*prohibe les accusations d'apostasie et l'incitation à la violence*". Il avait été présenté une première fois samedi mais rejeté.

Il s'ajoute à un article adopté samedi consacrant la liberté de conscience, l'islam comme religion d'Etat et rejetant l'islam comme source de droit. AFP 05.01

On admire les syndicalistes de l'UGTT qui participent à ces négociations et qui légitiment au passage l'islam comme religion d'un Etat que dès lors ils ne combattent pas vraiment, sinon ce serait impossible.

On pourrait nous dire qu'ils n'avaient pas vraiment le choix dans un pays où l'immense majorité des travailleurs sont croyants... A ma connaissance c'était également le cas en Russie au début du XXe siècle et les bolcheviks n'auraient accepté une telle concession. En Italie, pour ouvrir un meeting, les dirigeants des syndicats à la tribune devraient faire le signe de croix pendant qu'on y est, hein, pourquoi pas ?

4- Turquie

- Turquie: Erdogan prêt à faire rejuger les officiers condamnés - AFP 05.01

Fragilisé par un scandale politico-financier de taille, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit prêt dimanche soir à faire en sorte que les nombreux officiers condamnés pour avoir conspiré à renverser son régime islamo-conservateur, puissent être rejugés.

"*Nous avons une attitude favorable concernant un rejugement*", a-t-il dit devant la presse à l'aéroport d'Istanbul avant de partir en tournée en Asie.

Le président de l'influente Union des barreaux (TBB), Metin Feyzioglu, s'est entretenu lors du week-end avec le chef de l'Etat, Abdullah Gül, et M. Erdogan, leur remettant une feuille de route constituée de propositions juridiques en faveur des militaires condamnés.

M. Feyzioglu devrait rencontrer en début de semaine le ministre de la Justice, Bekir Bozdag, pour détailler ces propositions, précise la presse.

Ce développement intervient après le dépôt d'une plainte de l'état-major des forces armées turques sollicitant la révision de deux procès retentissants qui ont envoyé en 2012 et 2013 plusieurs centaines de gradés derrière les barreaux, au motif que les preuves utilisées contre eux ont été fabriquées.

En évoquant les pièges tendus par la magistrature avec laquelle M. Erdogan est engagé dans un bras de fer, dans différentes affaires contre des institutions telles que l?armée, le conseiller politique du Premier ministre, Yalçin Akdogan, a ouvert une brèche dans un éditorial de journal cette semaine, dans laquelle l?état-major s?est empressé de s?engouffrer.

"*Si la justice a manipulé des dossiers à des fins politiques, elle doit rouvrir les procès Ergenekon et Balyoz, basés sur des accusations fabriquées à partir de preuves manipulées*", a expliqué jeudi l?armée turque dans sa requête.

Ces deux procès avaient pourtant constitué les plus grandes réussites de M. Erdogan dans sa volonté de mettre l'armée au pas.

Ils ont permis à M. Erdogan, un ancien islamiste, de réduire l'influence politique de l'armée pro-laïque, qui a mené trois putschs et contraint un gouvernement d'inspiration islamiste à la démission depuis 1960. Mais aussi de polariser la société turque dont

une partie importante a perçu cet acharnement judiciaire comme une volonté de saper un bastion laïque de l'Etat turc.

Cette action en justice survient alors que le gouvernement se débat depuis plus de deux semaines dans un scandale de corruption qui a révélé au grand jour la guerre que se livrent les partisans de M. Erdogan et la confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen, très influente dans la police et la magistrature.

L'initiative de l'armée a été présentée par les commentateurs turcs comme une alliance de fait avec le régime de M. Erdogan contre le mouvement Gülen, perçue comme étant à l'origine de ces vastes procès.

"*La hiérarchie militaire tente de sauver la tête de ses officiers*", a commenté le politologue Rusen Cakir, rappelant qu'un chef d'état-major à la retraite, Ilker Basbug, figure parmi les centaines d'offiers d'active ou à la retraite condamnés à de lourdes peines de prison pour complot anti-régime.

La condamnation en particulier du général Basbug, un officier respecté de tous y compris de l'élite islamo-conservatrice au pouvoir, avait donné lieu à un communiqué désapprobateur des forces armées et des cercles laïques, embarrassant le gouvernement.

"*On ignore ou ira cette procédure ou si ces officiers seront vraiment rejugés mais nombreux sont ceux qui, en Turquie, n'ont jamais cru que ces militaires avaient pêché*", estime M. Cakir, éditorialiste au journal Vatan. AFP 05.01

5- Egypte-Qata

- Tensions Egypte-Qatar autour des Frères musulmans - Reuters

Le Qatar a dénoncé samedi la décision des autorités égyptiennes mises en place par l'armée de qualifier les Frères musulmans d'organisation terroriste.

L'Egypte a réagi en dénonçant une ingérence de la part de l'émirat du Golfe.

Dans un communiqué repris par l'agence de presse officielle QNA, le ministère qatari des Affaires étrangères écrit que "*la décision de désigner des mouvements politiques populaires en tant qu'organisations terroristes et de qualifier des manifestations pacifiques de terrorisme n'a pas permis de mettre fin aux rassemblements pacifiques*".

"*Cela a seulement été le prélude d'une politique autorisant à tirer pour tuer sur les manifestants*", ajoute-t-il, tout en jugeant qu'un dialogue entre toutes les parties est la seule solution à la crise en Egypte.

Le Qatar était l'un des principaux soutiens du président égyptien Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, jusqu'à son renversement par l'armée le 3 juillet.

Après le communiqué du Qatar, son ambassadeur en Egypte, Saïf Mokadam al Boenaïn, a été convoqué au ministère égyptien des Affaires étrangères.

"*L'Egypte réaffirme qu'elle ne permettra à aucune partie extérieure de s'immiscer dans ses affaires intérieures sous quelque nom ou quelque prétexte que ce soit*", a déclaré un porte-parole du ministère égyptien, Badr Abdelatty.

Le message transmis à l'ambassadeur du Qatar est que tout pays tentant une ingérence en Egypte devra porter "*la responsabilité des conséquences*", a-t-il ajouté. Reuters 04.01

Haut de page

Le 7 janvier 2014

CAUSERIE

Lundi 22h02 à Pondichéry

14 nouveaux articles, dont la circulaire de Valls envoyée aux préfets en vue de l'interdiction des spectacles de Dieudonné.

Je vais passer le reste de la soirée à lire ces articles.

Mardi 17h15 à Pondichéry

La France de Hollande et Valls me donne la nausée !

Le site ne sera actualisé que sommairement aujourd'hui. J'ai commencé à télécharger des vidéos volumineuses sur l'histoire du pétrole et du coup je n'ai plus accès aux articles de presse que j'ai chargés dans mon disque dur, je dois couper ma connexion Internet pour y avoir accès ou les recharger un par un et je n'en ai pas le temps et la patience, ma connexion rame !

On se contentera donc de l'affaire Dieudonné que j'avais commencé à préparer plus tôt dans la matinée. J'ai réalisé cette page aussi vite que possible...

La dictature en marche. Comment justifier un coup d'Etat sur la liberté d'expression ?

Art. 1 de la dictature.

Dorénavant ne seront plus autorisés à s'exprimer en France, que les personnes dont les propos sont conformes à l'interprétation qu'en donnent le législateur, les partis de l'ordre, leurs satellites et leurs alliés, au nom des intérêts de leurs commanditaires et autres représentants de communautés agrées par le pouvoir en place, afin de garantir le maintien de l'ordre établi.

Demain, il suffira qu'un parti politique opposé au régime décide d'organiser un meeting dans une ville, pour que le maire de cette commune ou le préfet du département décide de l'interdire pour cause de "*trouble à l'ordre public*" du fait même de la politique de ce parti. La même sanction vaudra pour toute manifestation à caractère politique, par exemple en soutien aux prisonniers palestiniens emprisonnés en Israël ou aux prisonniers de droit commun emprisonnés arbitrairement aux Etats-Unis ou encore aux journalistes ou avocats emprisonnés en Turquie, etc.

On n'a pas du tout envie de rire, mais alors pas du tout tant la situation est grave, on enrage une fois de plus, pourtant j'avais envie de dire aux cerveaux ramolis des trotskistes des différents partis et groupes qui se refusent encore à admettre le danger mortel que représentait le PS qu'ils ont toujours tous soutenus à leur manière jusqu'à présent (de manière parfois déguisée mais très maladroitement), qu'ils admettent leur erreur, on ne leur en voudra pas, qu'ils romptent avec lui, ce serait salutaire pour nous et notre classe, qu'ils cessent pour certains de s'adresser à ses dirigeants, à Hollande, c'est franchement indécent, honteux, ignoble, intolérable, que doit-il se passer pour que vous ayez enfin un comportement digne de ce que vous prétentez représenter ? Le POI va-t-il encore demandé à être reçu par le dictateur Hollande, le valet de Riad et Tel-Aviv, le laquais de Washington et particulièrement le sale larbin de l'oligarchie financière ? Diable, un peu de dignité, reprenez-vous si c'est possible, pendant qu'il en est encore temps.

Comment construire une accusation ?

Les préfets pourront invoquer le cas échéant un second motif, peu usité, "*lié au fait que le spectacle constitue en lui-même un trouble à l'ordre public, dès lors qu'il porte atteinte par sa teneur à la dignité de la personne humaine*", précise M. Valls dans un communiqué. AFP 07.01

Essentiellement à partir de deux éléments et en trois étapes.

La première consistera à reprendre les faits et les sortir du contexte dans lequel ils sont apparus, condition pour se livrer à une manipulation ou une falsification des faits ou leur faire dire ce que l'on veut. Pour paraître crédible ou sauver les apparences, il sera donc essentiel d'au moins conserver la forme pour camoufler le procédé malhonnête qui sera employé, assimilation, intervertion, amalgame, citation tronquée, transfert, etc. qui servira également à se donner bonne conscience et à présenter cet acte liberticide conforme à des valeurs ou des principes universellement reconnus que l'on prétendra défendre alors qu'en réalité on les aura piétinés.

La seconde consistera à attribuer ou à substituer à ces faits, gestes ou paroles, une signification qu'ils n'avaient pas et qu'on aura fabriquée de toutes pièces. On évitera de faire en sorte que cette manoeuvre apparaisse comme une libre interprétation des faits, qui pourrait donner lieu à contestation ou pire dévoiler nos véritables intentions, en prenant la précaution de les assimiler à des faits présentés comme similaires, et dont la signification fait autoritée ou est communément admise et par conséquent ne peut prêter à aucune confusion.

La troisième consistera à décréter que la signification qu'ils auront donnée de ces faits doit désormais s'imposer à tous ou sur toutes les autres interprétations et ne doit faire l'objet d'aucune constestation, condition pour atteindre l'object qu'ils se sont fixés et qui a aucun prix ne doit être dévoilé. Dès lors, il ne restera plus au gouvernement ou au législateur qui est à leur solde, de reproduire leur argumentation pour légiférer et passer à la phase répréssive et la boucle sera bouclée.

Comment cela se traduit-il concrètement?

Ils n'étaient pas en mesure de prouver que les spectacles de Dieudonné avaient engendré "*un trouble à l'ordre public*" puiqu'il n'y en avait jamais eu depuis 15 ans, du coup, tels des dictateurs de la pire espèce, Hollande-Vall, les serpillères aux ordres du Crif ou des sionistes ont décrété que c'était le contenu même de ces spectacles qui constituaient "*un trouble à l'ordre public*" en falsifiant le contenu de son spectacle en prétendant qu'il constituait une "*atteinte par sa teneur à la dignité de la personne humaine*".

Ainsi des paroles constituent pour ces dictateurs néolibéraux "*un trouble à l'ordre public*", un délit, un crime, un précédent qui fera jurisprudence et à n'en pas douter en appelera d'autres. Je ne sais pas si chacun à conscience de ce qui vient de se passer. Cela signifie que ces procureurs ont décrété qu'il suffisait qu'ils vous prêtent une intention pour qu'elle soit réalisé et vous répriment, qu'en pratique cette intention ait donné lieu à un acte ou se soit traduite par une action ou non, peu importe, donc que quelque chose ait eu lieu ou non, ils considérent que c'est la même chose et que cela mérite le même traitement répressif. Cela nous fait penser au principe de la guerre préventive qu'ils ont inventé et ensuite évoqué pour justifier toutes leurs guerres depuis l'ex-Yougoslavie, puis après le 11 septembre 2001.

C'est gravissime, car cela signifie que n'importe qui désormais pourra décréter que de simples paroles constituent "*un trouble à l'ordre public*" et pourra faire l'objet de poursuite judiciaire, ainsi la liberté de parole qui était déjà limitée ou sous surveillance se retrouve ainsi muselée ou sans cesse sous la menace du législateur dictateur.

Nous ne pouvons pas soutenir Dieudonné du fait de ses relations et fréquentations d'extrême droite, ce que nous regrettons bien car je ne pense pas qu'il soit antisémite, il ne faut pas le prendre pour plus intelligent qu'il ne l'est, et ne se plaçant pas sur le terrain de la lutte des classes, il n'a pas vraiment conscience de la portée de cette collusion intolérable qui lui porte préjudice finalement ainsi qu'à la cause qu'il prétend défendre, d'ailleurs sur ce coup ils se font plutôt discrets ces derniers temps, à croire qu'ils le lâcheront si Valls et le Crif réussissaient à l'abattre, ils ne lèveront pas le petit doigt pour le soutenir, alors qu'ils vont être le grand gagnant de cette opération.

Il est parfaitement clair que pour la plupart des gens Dieudonné n'est pas antisémite, et l'acharnement du gouvernement, du PS, de l'UMP et de l'UDI contre lui va pousser les électeurs qui honnissent déjà l'UMP, Hollande, le PS ainsi que leur politique antisociale et impérialiste à voter FN ou à s'abstenir massivement lors des prochaines élections, c'est pour ainsi dire un fait acquis, une certitude. C'est le PS, la gauche et l'extrême gauche qui sont responsables de cette situation.

Question subsidiaire : Pourquoi Hollande, Valls et le Crif font-ils monter ou ne se soucient-ils guère de prendre le risque de faire monter l'antisémitisme ? Mais parce que le sionisme est antisémite justement, qu'il se réclame de l'athéisme ou de la franc-maçonnerie, du judaïsme, du protestantisme ou du catholiscisme chez les néoconservateurs ou les néolibéraux. Il sert les intérêts politiques à la fois de l'Union européenne et de l'oligarchie financière, ce qui revient au même d'ailleurs, qui veulent instaurer une dictature à l'échelle mondiale et ne peuvent supporter aucune opposition politique à leur stratégie, soit ils vous assassinent, vous bombardent ou vous éliminent en vous baillonnant.

Voilà ce que soutient le PG et le FdG, ce qui n'étonnera aucun militant ouvrier.

- Tenir des propos antisémites ne relève pas de la liberté d'expression, c'est un délit ! - Martine Billard, Co-Présidente du Parti de Gauche - lepartidegauche.fr 05.01 (http://www.lepartidegauche.fr/vudailleurs/articleblog/tenir-des-propos-antisemites-ne-releve-pas-la-liberte-d-expression-c-est-un-delit-26408)

Ils vont plus loin encore dans la pourriture, normal puisque ce sont de zélés serviteurs de l'ordre établi il faut bien qu'ils le montrent, dans cet article il leur a fallu rappeler qu'ils étaient farouchement anticommunistes :

- La chute de l'URSS et des pays du bloc de l'est, liée à l'aspiration légitime des populations concernées à pouvoir vivre dans un état respectueux des libertés démocratiques, a rebattu les cartes.

Comme si c'était possible, mais oui avec des falsificateurs, tout devient possible, sans même liquider le capitalisme, rompre avec l'UE et l'ONU, mais oui tout est possible, quand même pas tout... sauf le socialisme, mais ils s'en foutent, ce n'est pas leur objectif au Front de gauche, ils ne militent que pour leurs gamelles.

Une autre fois, ils s'en prendront à Poutine et lui reprocheront de ne pas être très "*respectueux des libertés démocratiques*", peu importe, les lecteurs ne l'auront pas à l'esprit, du coup ils font feu de tout bois, ce sont des charlatans, c'est pour cela que les médias les aiment tant. Bon, qu'on se le dise, la Russie serait devenu un "*état respectueux des libertés démocratiques*", décidément on ne doit pas avoir la même conception de la démocratie, au passage cela vous donnera une petite idée du contenu de leur VIe République...

Les professionnels de l'amalgame :

- La croyance en la toute puissance américaine amène ses plus farouches détracteurs à refuser d'imaginer qu'il puisse y avoir des failles dans le système (les USA ont pourtant bien été battus par le Vietnam) et en conséquence à refuser de reconnaître la réalité des attentats du 11 septembre 2001. Une fois dénoncé « *l'imposture* », il faut bien évidemment rechercher qui est responsable du complot. Et c'est là que réapparaissent les vieux démons de l'antisémitisme, parfois déguisés en antisionisme.

Ils vouent un tel culte à l'impérialisme américain au point qu'ils ne peuvent qu'adopter la version officielle du 11/9. Ce qui est marrant, c'est que comme chez tous les faussaires on retrouve exactement la même méthode, les imposteurs qu'ils sont dénoncent « *l'imposture* », eux aussi ils doivent croire qu'un morceau d'acier de 10 cms d'épaisseur peut fondre et se tordre sous l'action du kérosène en flamme, alors qu'une simple casserole y résiste, ils sont détestables et méprisables, incurables.

Si ce sont des faussaires, c'est peut-être par faiblesse intellectuelle, à moins qu'ils aient un esprit plutôt tordu, assurément bien pourri pour trouver un lien entre la dénonciation de la version du 11/9 de G.W. Bush et l'antisémitisme, car voyez-vous, ceux qui remettent en cause cette version fantasmagorique à laquelle près de la moitié des Américains ne croient plus aujourd'hui, dont les familles des victimes du 11/9, c'était juste pour imputer ces attentats aux juifs en général, pas à Israël notez bien, les "*complotistes*" ont inventé toute cette histoire parce qu'ils sont aussi antisémites, ceci expliquant cela, voilà le secret qui se cache derrière la théorie du complot, vous avez compris, c'est le seul moyen que le PG a trouvé pour camoufler sa soumission à Israël et aux Etats-Unis en réalité.

Mais dites-nous, c'est l'argumentation défendue par l'administration américaine et l'ensemble des médias étatsuniens qui protège Israël qui leur a été soufflée depuis Tel-Aviv. D'accord, ils sont au-dessus de tout soupçon et nous devons les croire comme on doit vous croire sur parole, pas de bol, c'est impossible. Ah, c'est pour cela que vous voulez nous faire taire, que vous vous acharnez aussi sur Dieudonné, on comprend mieux !

Ils sont totalement alignés sur Hollande ou Sarkozy ou encore Obama, c'est du pareil au même, et ils le revendiquent, c'est ainsi qu'ils s'en prennent à T. Meyssan qui :

- soutien de Mouammar Kadhafi et reste celui de Bachar el-Assad et considère que « *l'axe de la résistance (est constitué par) Iran, Syrie, Hezbollah.* »

En fait le PG et le FdG soutiennent toutes les guerres impérialistes ouvertement ou parfois ils y mettent les formes.

Pour qu'on ne se méprise pas sur leur compte ou qu'on mesure le degré de pourriture du PG, il faut absolument lire la fin de cet article qui est pire encore, et là ils ne pourront pas invoquer une maladresse ou avoir péché par inconscience, cet article est très long, nulle part n'y figure le mot Israël, Martine Billard a réussi l'exploit de traiter un sujet se rapportant à l'antisémitisme et au sionisme en occultant totalement Israël, on va envoyer son article au magazine Lepoint de BHL pour qu'ils le publient, c'est un chef d'oeuvre, comment dire, négationniste.

- Soyons conséquents : lorsqu'on est antiraciste, on lutte contre tous les racismes de la même façon et on refuse les compromis avec tout discours semant la confusion. La liberté d'expression doit servir à l'émancipation de tous et pas à l'asservissement idéologique.

Sauf à l'idéologie néolibérale qu'incarne le sionisme ! Vive Israël, vive l'apartheid, vive l'UE et l'ONU !

Les gauchistes-populistes ne pouvaient pas être en reste.

NPA. Livre du jour : La galaxie Dieudonné (http://npa2009.org/content/livre-du-jour-la-galaxie-dieudonn%C3%A9)

-... Dieudonné a rassemblé autour de lui des soutiens hétéroclites...

(C'est ce qu'on lui reproche, mais ces soutiens ne sont pas Dieudonné non plus, nous nous faisons la distinction, Valls, le Crif et le NPA non. - ndlr)

- ... D'abord constituée le temps d'un scandale ou d'une élection...

(Le scandale en question est son sketch de 2003 où il faisait effectuer un salut nazi à un colon sioniste, un crime selon aussi le NPA. - ndlr)

-... la « *galaxie Dieudonné» sont ici minutieusement examinés et analysés : -négationnistes, conspirationnistes, «rouges-bruns*», vieux routiers de l'extrême droite, fondamentalistes musulmans, -illuminés, se retrouvent et se croisent.

(L'amalgame est parfait, complet, rien n'y manque, vous voyez qu'ils peuvent être de fins observateurs quand ils veulent ! - ndlr)

- ... L'enquête arrache le masque derrière lequel se dissimule une extrême droite révolutionnaire en guerre contre l'«*Empire*». (On retrouve les mêmes réflexes nauséabonds qu'au PG ou ailleurs : on ne touche à l'impérialisme américain ou plutot à l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste. - ndlr)

De Syrie à la France, les barbares néolibéraux ou les amis de Tel-Aviv, Riad et d'Al-Qaïda passent à l'offensive.

- Filippetti : "***M. Dieudonné n'appartient plus au monde du spectacle***" - Lepoint.fr 06.01

La ministre de la Culture Aurélie Filippetti soutient sans réserve la circulaire de son collègue de l'Intérieur Manuel Valls visant à empêcher la tenue des spectacles de Dieudonné, dans un entretien publié mardi dans Le Parisien/Aujourd'hui en France. Selon la ministre, la circulaire Valls "*répond à une nécessité urgente : arrêter la propagande négationniste de Dieudonné*". (Calomnie ou diffamation, divagation d'une hystérique. - ndlr)

Cette circulaire donne aux préfets les moyens d'intervenir pour empêcher la diffusion de ce spectacle gravissime. Le rappel de la jurisprudence est essentiel : le respect de la dignité humaine fait partie de l'ordre public. Or ce spectacle fait l'apologie du génocide des Juifs", souligne Aurélie Filippetti. "*M. Dieudonné n'est plus un comique. Il est devenu un militant négationniste et révisionniste. M. Dieudonné n'appartient plus au monde du spectacle. Il n'est plus du côté des artistes ou des créateurs. Quand on fait monter Faurisson sur scène, où est l'art ?*" martèle la ministre de la Culture, estimant que le spectacle incriminé est "*en dessous du niveau de la mer*".

(Elle, elle se situe en dessous du niveau de la merde, et cela n'a franchement rien de comique, car si j'ai bien compris, dans une ultime provocation il avait mis en scène Faurisson pour justement dénoncer ce à quoi aboutissait l'hystérie entretenue par les sionistes autour de la Shoah depuis plus d'un demi-siècle, autrement dit qu'ils étaient responsables du négationniste, thèse qu'il n'a jamais soutenu, subtilité qui apparemment dépasse le niveau intellectuel médiocre de la ministre de l'Inculture, d'où leur acharnement sur lui. - ndlr)

La ministre ajoute qu'elle ne met "*aucun veto a priori*" à l'hypothèse d'une fermeture du théâtre de la Main d'or. "*Tous les supports juridiques permettant de mettre un terme à l'entreprise lucrative de M. Dieudonné doivent être étudiés*", juge-t-elle. Lepoint.fr 07.01

Cela fait près de 15 ans qu'il tient les mêmes propos et c'est aujourd'hui qu'ils découvrent qu'ils seraient antisémites, qu'il ferait "*l'apologie du génocide des Juifs*" ou se livrerait à une propagande négationniste, étonnant, non ? Non, ne nous posons pas de questions...

- Locataire, Dieudonné pourrait être expulsé de "***son***" théâtre - lejdd.fr 06.01

C'est le temple de la quenelle : entre ces murs "*Dieudo*" tourne ses vidéos à 2 millions de vues sur Youtube. C'est ici aussi que l'humoriste fait salle comble à chaque spectacle. Le théâtre de la Main d'Or, QG de Dieudonné depuis 1999, n'est en fait pas la propriété de l'ex-compère d'Elie Semoun : il n'en est que le simple locataire, comme l'affirmait depuis samedi le sulfureux paparazzi Jean-Claude Elfassi.

Les murs appartiennent en réalité à une SCI parisienne gérée par trois personnes. L'un de ces propriétaires affirme mardi dans les colonnes du quotidien Libération que sa société "*étudi(e) toutes les possibilités légales de mettre fin à son bail*". Motif : les propriétaires n'ont "*aucune affinité avec ce monsieur*" dont ils ont "*constaté les débordements*". Possible ironie de l'histoire, ces propriétaires pourraient être membre de la communauté juive, assure Jean-Claude Elfassi. lejdd.fr 07.01

- Juppé interdit le spectacle de Dieudonné à Bordeaux - Liberation.fr 06.01

«*Je viens de prendre connaissance de la circulaire adressée au préfet par le ministre de l'Intérieur (Manuel Valls) à propos des spectacles*» de Dieudonné, écrit Alain Juppé dans un communiqué. Les conditions «*dans lesquelles un spectacle ne pourrait avoir lieu*» selon les termes de la circulaire «*sont remplies à Bordeaux*», estime Alain Juppé, premier élu à interdire un spectacle de Dieudonné après la diffusion de cette circulaire.

De son côté, Michel Delpuech, préfet de la Gironde et d'Aquitaine, va prendre un arrêté afin d'interdiction de ce spectacle «*dans le cadre des pouvoirs de police qui sont les siens, afin de prévenir les troubles à la tranquillité et à l'ordre public*», a annoncé la préfecture.

Dans son communiqué, Alain Juppé estime que la circulaire mentionne l'existence «*de risques graves troubles à l'ordre public induits par cette manifestation*» ainsi que l'«*impossibilité de prévenir ces troubles par des mesures de police appropriées,*

moins attentatoires aux libertés que l'interdiction».

L'élu indique toutefois que cette interdiction «*peut toutefois être justifiée lorsqu'il apparaît que c'est la seule solution pour mettre fin au trouble à l'ordre public causé par une représentation présentant un ensemble de caractéristiques*».

En outre, «l*es infractions en cause sont liées à des propos ou des scènes susceptibles d'affecter le respect dû à la dignité de la personne humaine, qui est une composante de l'ordre public*», écrit-il.

«*Je considère que ces conditions sont remplies à Bordeaux. En conséquence, j'interdis la tenue du spectacle prévu le 26 janvier prochain et demande au préfet de m'assister dans la mise en oeuvre de cette mesure*», conclut Alain Juppé. Liberation.fr 07.01

- Dieudonné: Le maire de Tours annonce l'interdiction de son spectacle de vendredi - 20minutes.fr 07.01

Le maire de Tours (Indre-et-Loire) a annoncé l'interdiction du spectacle que Dieudonné devait donner dans sa ville ce vendredi. Le sénateur-maire socialiste Jean Germain avait fait appel au préfet d'Indre-et-Loire, estimant que les spectacles de Dieudonné étaient devenus «*une propagande raciste, xénophobe, antisémite et négationniste.*» «*A ceux qui m'accuseront de censure, je rappelle que dans notre République toutes les paroles ne peuvent être tenues et que chaque propos antisémite ou d'incitation à la haine raciale doit faire l'objet de poursuites pénales*», avait-t-il déclaré. 20minutes.fr 08.01

Parole d'internaute.

1- Tirons notre chapeau à Manuel Valls. Il vient avec la complicité des partis politiques d'interdire les manifestations qui ne lui conviennent pas. Sarkozy en rêvait, Valls l'a fait.

Une manifestation est un trouble à l'ordre public. Les préfets ont désormais toute latitude pour interdire n'importe quelle manifestation. Sa circulaire est liberticide.

Tous les partis institutionnels et les médias s'en foutent, dès lors demandez-vous dans quel camp ils sont.

2- Ce qui me semble fort grave c'est qu'un ministre de la République appelle les gens à manifester pour ensuite déclarer qu'il y a risque de trouble à l'ordre public.

3- Pourquoi le PS et Marianne s'en prennent-ils à Dieudonné plutôt qu'au FN? Simplement parce qu'ils savent que le Crif et Tel Aviv ont fait alliance avec Marine le Pen pour casser du Noir et de l'Arabe! Même des multinationales comme Total on été obligées de faire profil bas devant le Crif, Marianne a besoin de revenus publicitaires pour subsister!

Le PS est devenu un parti fasciste qui prône la suprématie de la race blanche! Marianne a remplacé Minute.

Pour ceux qui ne le savent pas encore, Maurice Szafran va passer ses vacances d'hiver à Marrakech chez son ami BHL (comme l'avait signalé Bakchich).

4- Si quelqu'un que vous n'aimez pas vient dans votre ville, lancez une grande manifestation. Il sera interdit pour risque de trouble à l'ordre public!

5- Blabla et noyade de poisson! L'affaire de la "*quenelle*" est ridicule et tout signe (majeur en l'air, bras d'honneur, V formé avec l'index et le majeur) devant tout lieu de mémoire serait interprété de la même façon, ce qui est visé c'est Dieudonné, c'est tout. Observons d'ailleurs qui participe au lynchage: BHL, Filkenkraut, la Ldj, Valls, Fabius, la Licra, etc... tous sionistes patentés. Le super Arno s'y met et veut organiser des manifestations devant les salles où se produirait Dieudonné, la licra pousuivra en justice toute personne effectuant le geste de la quenelle, est-on en République ou sous les règles fixés par ces gens-là? Personne de la mouvance Dieudonné n'a donné l'ordre d'attaquer des synagogues ou des lieux d'associations juives, on est en plein délire et manipulations, dommage que l'AFPS et le PC se joignent à cela avec des arguments de jésuites: "*c'est pas bien le sionisme mais tout de même là c'est trop*".

Pendant ce temps "*des*" Israëliens poursuivent les Soudanais dans les rues de Jérusalem et de Tel-Aviv (comme ils furent eux-mêmes pousuivis par les SA en 33 dans les rues de Berlin) avec des propos d'un racisme effroyable, Gaza est inondé par les lachers d'eau des barrages israëliens, une fillette de 3 ans vient d'être tuée, etc... Si l'on s'occupait des vrais problèmes! Dieudonné est un antisioniste virulent c'est vrai mais je ne le crois ni raciste ni antisémite. Je sais ce qui m'attend en disant ça, mais le lynchage, surtout d'un noir, est un sport qui ne me plaït pas. On pourrait d'ailleurs appliquer ici la dialectique de l'antisémitisme en notant qu'il s'agit dans ce cas de "*racisme anti-noir avéré*" avec les mêmes arguments et la même pertinence. J'ai vu dans les spectacles de cet homme la critique et la condamnation de tous les intégrismes, des musulmans aux chrétiens en passant par les potentats africains et les sionistes. J'y ai vu des excès mais jamais d'appel au meurtre comme sur jddnews à son encontre, et

je me souviens des roms accusés de vols, d'incapacité à vivre en société etc... C'était pas mal non plus.

6- "*... son antisemitisme est patent...*"

Interpellé par l'hystérie des Valls, Moscovici et autres Hollande, je me suis mis à fouiller en écoutant les spectacles et interventions de Dieudonné.

Je milite depuis plus de quarante ans contre toute forme de racisme, et très touché par l'antisémitisme. Je n'ai trouvé aucune trace de racisme dans tout ce que j'ai entendu. Des propos outranciers, oui. Mais guère plus que chez Coluche ou Desproges. Souvent moins drôle mais excellent comique par ailleurs.

Par contre son fond de commerce est beaucoup plus politique et surtout révèle la structure de l'oligarchie politique et médiatique en France : contrôlée par des pro-sionistes. Exemple : pourquoi un idiot comme BHL continue d'être reçu sur tous les plateaux télé comme si de rien n'était; pourquoi un Patrick Cohen (qui se prévaut d'être journaliste) se vante impunément de rédiger des listes de personae non grata!? (et on peut en citer quelques autres).

Et lorsqu'on touche à cet establishment là, ça craint : on va jusqu'à envisager la censure comme moyen de régulation sociale. Qui sont ces gens qui se disent socialistes et qui n'en ont que le nom? Il faudrait ramener le calme plutôt que d'envenimer les choses comme le fait ce M. Valls, raciste notoire (faut-il tappeler ce qu'il pense des Roms, des porteuses de foulards et autres). Où va-t-on?

La situation me semble grave.

7- Oui je suis heurté par son invitation à Faurisson.

Mais je suis très attaché aussi à la liberté d'expression dont j'aimerai qu'en France elle ait la même place qu'aux États Unis : du moment qu'elle ne tue pas, toutes les expressions sont acceptables. C'est leur seule limite.

Nous, on se trimbale des lois staliniennes (les lois mémorielles, dont la célèbre loi Gayssot). Nous vivons dans un pays où c'est l'État qui dit ce qu'est l'histoire.

Si cela ne vous gêne pas, moi oui.

De ce point de vue-là, la présence de Faurisson aux spectacles de Dieudonné me gêne, je n'adhère pas à ses idées, mais je ne reprocherai pas à Dieudonné de l'inviter. Je pense que c'est par provocation. Si un bouffon ne peut plus faire de provoc, c'est grave. Il va falloir légiférer sur ce que peut dire ou faire un bouffon!

Je ne crois pas que ce soit un progrès.

8- Faurisson, cacochyme dans le sketch avec Dieudonné hilare... pas vraiment une célébration ! De tous ces bavardages superfétatoires ne restera que le doute, le discrédit jetés sur toutes les analyses futures concernant tout sujet qui émanera des journalistes marchands de calomnies... Au moins chacun s'est découvert, chacun a pu répandre son venin, ses ignominies... et ce vomissement médiatique, peut inspirer la nausée, mais ce terme est bien galvaudé, certains média l'ont déjà fait breveté...

9- "*Et je n'ai pas à prouver que je ne suis pas un nazi ou un antisémite!*"

Je rebondis sur votre remarque. Si vous ne choisissez pas un camp, je crois qu'on vous met d'office dans celui de l'humoriste. Avec ce côté pratique qu'une fois étiqueté antisémite, ce que vous dites ne compte plus. C'est ce qu'on croit que vous êtes qui compte.

Le mot antisémite a gagné une place à part dans la langue française, il réenchante le dictionnaire par son côté magique. Le mot suffit à lui tout seul, la définition ne compte pas.

Je ne sais plus où j'ai lu cette définition qui aura peut-être un jour les honneurs du Petit Robert : "*hier antisémite signifiait la haine des juifs, aujourd'hui il veut dire ferme-la.*" Demain qui sait, nous désignera-t-il les personnes à haïr ?

La suite de l'actualisation du site demain.

Haut de page

Le 8 janvier 2014

CAUSERIE

Mercredi 17h à Pondichéry, 12h30 à Paris

Il s'agit de la deuxième partie de l'actualisation du site, la première mise en ligne hier soir figure à la suite.

Encore une fois, exagérions-nous ? Jugez plutôt.

La stratégie du chaos ou un «***choc de confiance***» impossible.

L'année 2014 s'ouvre sur de sombres perspectives pour le pouvoir en place. Le pessimisme de l'opinion sur la manière dont le pays et ses habitants évoluent semble atteindre des niveaux records: en décembre 2013, 83 % des Français interrogés par la Sofres ont l'impression que «*les choses ont tendance à aller plus mal» quand ils «regardent la manière dont évoluent la France et les Français*» (Baromètre politique Figaro Magazine, TNS Sofres).

Cette morosité est très largement partagée: 95 % des sympathisants de droite mais aussi 67 % de ceux de gauche en font part. En un an et demi, la situation s'est profondément dégradée: 65 % des personnes interrogées se déclaraient pessimistes en juin 2012, en décembre 2013 elles sont 18 % de plus. Ces anticipations négatives s'accompagnent d'une véritable «*dépression politique*» pour la majorité en place depuis mai-juin 2012. Les deux têtes du pouvoir exécutif, le gouvernement, les parlementaires et le parti au pouvoir font l'objet d'une défiance peu commune et semblent démunis pour pouvoir recréer le «choc de confiance» dont le pays a besoin. lefigaro.fr 07.01

De la dictature du capital au règne de la tyrannie des moeurs et de la pensée.

Protéger le sionisme, Israël, ils le disent eux-mêmes. Protéger l'obscurantisme, policer la pensée.

(Hier lors de la cérémonie de voeux aux autorités religieuses à l'Elysée.)

Pour le président du Consistoire israélite de Paris, Joël Mergui, il s'agit de "*mettre le holà et de savoir ce qui est de l'humour, ce que l'on a le droit de dire et ce qu'on n'a pas le droit de dire*"

Il a jugé "*plutôt rassurant que dans notre pays les mesures aient été prises pour empêcher des manifestations incitatives au négationnisme, à l'antisionisme et à l'antisémitisme*".

L'archevêque de Paris, Mgr André Vingt-Trois a fustigé la "*culture de la dérision et de la provocation*" était "*un travers de notre société*". AFP 07.01

Ainsi curé et rabin lâchent le morceau : l'imposture est démasquée !

Dictature. Les gendarmes de la pensée unique veillent ou vous surveillent.

Vingt-trois v'la les soutanes !

- Éloïse Bouton : manifester seins nus «*devient tout à coup interdit*» - Liberation.fr

Après son action à la Madeleine le 20 décembre, la Femen a été placée en garde à vue mardi pour «*exhibition sexuelle*». Tout juste sortie, elle s'étonne de ce traitement. Liberation.fr 07.01

Explication :

Pour Mgr Vingt-trois, l'affaire Dieudonné aura été "*l'occasion de rappeler que l'antisémitisme ou la dérision sur la Shoah font partie des choses qui ne se font pas, comme ne se font pas des manifestations obscènes dans une église*", allusion à l'intrusion récente d'une Femen aux seins nus dans l'église de La Madeleine. AFP 07.01

Ce qui s'est passé aussi, c'est que suite à des milliers de commentaires d'internautes ayant fait remarquer que le gouvernement s'en prenait à Dieudonné mais pas à cette poufiasse qui s'était livrée à plusieurs reprises à des actes délictueux dans une église,

deux poids deux mesures, il fallait rectifier le tir au plus vite.

Les Femen étant un mouvement immonde, provocateur et réactionnaire, actionné par les néolibéraux, il laissait faire ou se montrait tolérant envers elles, les Femen ont même eu le soutien de Mme Hidalgo, la candidate PS à la mairie de Paris, notamment, mais maintenant qu'ils ont lancé l'offensive contre Dieudonné, ils vont les jeter en patûre à leurs juges et à la vindicte publique.

Les réseaux antisociaux ont encore frappé.

- Sexisme : la pub de Numericable qui fait polémique - LePoint.fr

L'opérateur vante dans sa dernière campagne les mérites de la fibre qui permet de télécharger "*aussi vite que votre femme change d'avis*".

Une comparaison dont le sexisme n'a pas échappé aux internautes, qui se sont empressés d'épingler la marque, notamment sur Twitter, comme le rapporte Le Huffington Post. LePoint.fr 07.01

Ah ben non, la révolution ne passera pas par là, pas de bol, cet instrument a été créé uniquement pour mieux vous contrôler, mieux vous asservir au nouvel ordre mondial, les intentions de leurs fondateurs étaient juste réactionnaires ! Qui l'aurait cru franchement ? Les naïfs et ils sont très nombreux parmi nous, hélas!

1- La mauvaise pente...

Ou que l'on se tourne tout devient triste dans ce pays. Les lobbies, les associations, les médias, les gouvernants et autres bien-pensants sont en train de nous enfermer dans un carcan de moralité et d'interdits qui va trés vite devenir invivable et contre-productif. Toutes les femmes que je connais cette pub les fait rire, en revanche elles apprécient moins la polémique qui les fait passer pour des êtres faibles incapables de se défendre et assez stupides pour ne pas rire de la plaisenterie. Et bien je le proclame, les femmes savent rire d'elles mèmes, elles n'ont besoin de personne pour faire la part des choses, Elles sont nos égales, on se moque d'elles comme on se moque de nous (les hommes) et c'est tant mieux pour l'égalité.

2- Je ne l'ai pas mal pris

C'est du second degré, on peut rigoler, je suis une femme c'est vrai qu'on change souvent d'avis, la pub m'a fait rire.

3- Affligeant !

Je n'aurais pas dit mieux ! La société aseptisée dans laquelle nous évoluons depuis quelques temps ne devrait pas avoir d'odeur ! Pourtant elle pue ! Il va falloir me donner le mode d'empoi pour ne pas risquer de vexer l'un de mes congénères...

4- Humour vs inquisition permanente

On a franchi l'ultime étape du politiquement correct, à savoir le goulag mental. Il est interdit de rire, de penser, de penser à rire.

Vous avez tous raison, ils prétendent défendre les droits des femmes mais en réalité ils les prennent pour des demeurées ou une catégorie inférieure aux hommes.

Le pire, c'est que la soi-disant gauche et extrême gauche, les gauchistes marchent à fond dans leur combine, ils sont en train de détruire les bases sur lesquelles reposaient le mouvement ouvrier. Comment doit-on les caractériser sur le plan politique ?

A propos de l'affaire Dieudonné, suite

Chacun aura compris que l'offense des chefs de guerre néolibéraux avait pour toile de fond l'évolution de la situation en Syrie et au Moyen-Orient, les rapports entre les Etats-Unis et l'Iran ou les différents protagonistes de la région, au profit d'Israël, auquel Valls a déclaré être éternellement attaché et dont les intérêts sont déclarés supérieurs à ceux de l'Etat dont il est un des représentants au plus haut niveau en tant que ministre, ce qui à une autre époque aurait été caractérisé de trahison. Mais comme de nos jours l'ensemble des partis institutionnels ont fait acte de soumission devant l'Etat sioniste, UMP, UDI, PS, et leurs satellites, le dernier en date officiellement étant le FN (voir ses dernières déclarations sur Dieudonné), tout opposant au sionisme ou tout militant antisioniste doit être caractérisé d'antisémite et éliminé.

Ils entendent nous dicter comment penser et ce qu'on doit penser, et boycotter, censurer, baillonner, interdire, réprimer toute

autre forme de penser, marginaliser, nuire, anéantir ou liquider socialement (pour commencer) tous ceux qui résisteraient à leur dictature. On aura compris, que dès lors toute évocation ou invocation de la démocratie du régime en place relèverait de la supercherie ou de l'escroquerie politique dans ce pays puisque la fine couche de vernis qui était censé donner l'illusion qu'elle existait vient de disparaître.

Pour avoir déterminé leur politique en fonction des apparences trompeuses qu'arborait le régime lui-même au lieu de partir des rapports réels qui existaient entre les classes, les dirigeants du mouvement ouvrier et de son avant-garde nous ont menés dans une impasse politique, ils ont désarmé politiquement les travailleurs et militants, finalement ils ont été incapables de les préparer à affronter la classe dominante et de les organiser pour être prêt à contrer l'offensive du capital contre tous nos droits sociaux et politiques, les masses se sont retrouvées sans direction et sans orientation politique, livrées à elles-mêmes et à leur ennemi sans défense, la seule bonne intention de résister des masses ne remplaçant pas un programme révolutionnaire et s'avérant insuffisante pour vaincre.

En toile de fond à cette opération figure aussi les éléctions européennes qui font partie de la même stratégie mondiale des néolibéraux. Le PS et l'UMP et leurs homologues dans l'UE craignent qu'à cette occasion les travailleurs manifestent massivement leur rejet de l'UE qui est une pièce maîtresse de leur dispositif pour assservir tous les peuples de l'UE, à l'idée que les Etats-nations ont fait leur temps et qu'ils doivent disparaître au profit d'un gouvernement mondial dirigé par ceux qui détiennent le pouvoir économique, l'oligarchie financière, ce qui coïncideraient avec la disparition de tous leurs droits sociaux et politiques, pire encore, l'impossibilité dorénavant de se soulever pour les revendiquer puisqu'ils n'auraient plus aucune emprise sur l'institution qui détiendrait le pouvoir politique, ce qui est déjà le cas aujourd'hui avec l'UE, où on n'a jamais vu une directive européenne annulée du fait de la mobilisation de travailleurs dans un ou plusieurs pays de l'UE.

On peut ainsi caractériser tous les partis qui participent à cette entreprise en présentant des candidats à la prochaine élection européenne de contre-révolutionnaires, de réactionnaires, de vendus à nos ennemis, puisqu'ils légitiment ce maillon de la dictature mondiale des banquiers et des multinationales, de même lorsqu'ils ne condamnent pas sans appel les négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne devant aboutir à un traité transatlantique de marché unique dont l'objectif consistera à transférer le pouvoir législatif ou politique des Etats de l'UE aux multinationales qu'aucun citoyen ne sera en mesure de contester, dès lors on pourra considérer qu'à cette date tout pouvoir politique nous aura été retiré, aura été aboli.

Il ne restera plus pour lutter contre cette monstrueuse dictature bureaucratique qu'à préparer les masses au soulèvement général pour l'abattre et changer radicalement les bases sociales de la société, mettre en oeuvre le socialisme, l'heure ne sera plus aux tergiversations et le temps des théories foireuses sera révolu face à l'exigence et à l'urgence impérilleuse de renverser ce régime dictatorial. Soit les masses exploitées en seront capables, ce qui nécessitera d'élever considérablement à la fois leur niveau de compréhension du fonctionnement de ce régime totalitaire et du socialisme, et leur niveau d'organisation, sachant qu'on ne pourra pas compter sur leur mobilisation pour des revendications immédiates ou la lutte des classes telle qu'on l'a connu jusqu'à la fin des années 70 (oui, on a perdu plus de 40 ans, hélas !) puisqu'elles n'auront pas plus d'effet qu'aujourd'hui, encore moins si on observe ce qui s'est produit depuis 40 ans, il faudra donc envisager de modifier radicalement notre conception de la lutte des classes et nos rapports aux masses, notre interprétation des rapports des masses à la classe dominante et au régime en place pour leur proposer une perspective politique cohérente et sérieuse qui rompt avec le régime tout en entrevoyant comment la société pourrait fonctionner sur d'autres bases pour satisfaire l'ensemble de leurs besoins et aspirations, rétablissant l'ensemble des droits sociaux et politiques dont ils auront été spoliés et davantage encore puisque cette fois ils détiendraient vraiment tout le pouvoir pour décider librement leurs destins et celui de la société, dans quelle direction elle devrait s'orienter ou s'engager pour mettre fin au règne de la nécessité et de l'exploitation de l'homme par l'homme, des classes sociales... Soit elles en seront incapables et leur existence va devenir un cauchemar au quotidien, une source d'insatisfaction permanente, l'individualisme forcené auquel on assiste en est le prélude, l'humanité sombrera dans la haine, le chaos et la guerre incessante, à moins que l'autodestruction de la civilisation humaine intervienne plus tôt, les maîtres du monde rejettant l'idée de perdre leur pouvoir orchestrant un gigantesque suicide collectif pour périr avec le reste de l'humanité qu'ils auront conduit à l'agonie.

A chacun de voir ce qu'il veut dans la vie, sachant qu'individuellement personne ne sauvera sa peau ou seulement au prix de celle de ses semblables à en faire d'horribles cauchemars, car on ne peut être heureux en vivant de la sorte, la haine des milliardaires en direction de tous les peuples en est la meilleure preuve qui soit.

On doit réviser notre copie au plus vite avant qu'un terrible malheur ne s'abatte sur l'humanité. A chacun de prendre ses responsabilités et la première qui nous vient à l'esprit réside dans le refus de soutenir l'entreprise de Hollande, Valls et le Crif contre Dieudonné, personnage qui par ailleurs ne nous est pas particulièrement sympathique, je ne le connais pas.

On ne peut pas accepter que le monarque qui trône au Château et son procureur général dicte leurs lois aux juges, les remplacent comme dans une dictature militaire où les institutions ont été dissoutes, au passage il faut remarquer que l'indépendance de la justice est totalement bafouée, indépendance relative, mais qui parvenait encore à passer dans certaines affaires.

Certains commentateurs ont expliqué que Valls se défaussaient hypocritement sur les préfets, or c'est absolument faux, ils sont nommés par le chef de l'Etat en conseil des ministres, ils seront donc automatiquement appelés à appliquer à la lettre le contenu de la circulaire que le ministre de l'Intérieur leur a envoyée, dans le cas contraire, ils prendront le risque d'encourir

une sanction, d'être mutés ou de perdre leur poste, donc ils préfèreront obéir, la dictature est un mécanisme implacable auquel personne ne peut échapper, sauf à être broyé, disparaître, parfois brutalement et violemment.

La suite de l'offensive tout azimut. Hargne, calomnie, amalgame, intimidation, répression: finalement ils démasquent leurs réelles intentions.

- Dieudonné enverrait son argent au Cameroun - LePoint.fr

- Dieudonné a-t-il blanchi de l'argent au Cameroun? - L'Express.fr

- Dieudonné, un nom qui fait peur aux assureurs du show-business - LeFigaro.fr

- Deux lycéens brièvement placés en garde à vue pour une "*quenelle*" - AFP

- Anne Hidalgo (PS): Marine Le Pen "*proche*" des idées de Dieudonné - AFP

La courbe du chômage s'est inversée. Le PS : c'est la méthode de Goebbles.

- Valls : "*Et puis, Dieudonné est financé par l'Iran*" - LePoint.fr

En pleine polémique sur l'interdiction des spectacles de l'humoriste, François Hollande présentait mardi à l'Élysée ses voeux aux autorités religieuses, en présence de Manuel Valls. Filmé visiblement à son insu par BFMTV, le ministre de l'Intérieur a alors affirmé qu'il fallait être "*intransigeant*" avec Dieudonné, avant d'ajouter: "*Et puis, il est financé par l'Iran... quand même !*". LePoint.fr 07.01

- Dieudonné: juifs, musulmans et catholiques parlent d'une même voix - AFP

Les représentants des cultes juif, musulman et catholique se sont réjouis d'une même voix de la position du gouvernement et de François Hollande dans l'affaire Dieudonné, après la cérémonie de voeux aux autorités religieuses à l'Elysée.

"*C'était important pour nous de remercier le président de la République et le ministre de l'intérieur*" Manuel Valls, a déclaré sur le perron du palais présidentiel le président du Consistoire israélite de Paris, Joël Mergui, à l'issue d'une cérémonie à huis clos.

Estimant qu'il fallait faire "*halte à la liberté d'expression de la haine*", il a jugé "*plutôt rassurant que dans notre pays les mesures aient été prises pour empêcher des manifestations incitatives au négationnisme, à l'antisionisme et à l'antisémitisme*".

Outre cet "*élan donné au plus haut niveau de l'Etat*", Joël Mergui a jugé "*fondamental que le relai soit pris par tous ceux qui ont de l'influence dans notre société (...), artistes, sportifs, enseignants, directeurs d'école ou journalistes*".

Il s'agit, selon lui, de "*mettre le holà et de savoir ce qui est de l'humour, ce que l'on a le droit de dire et ce qu'on n'a pas le droit de dire*". Les "*mots et les influences*" peuvent devenir une "*incitation à tuer*", a-t-il ajouté. (Des Palestininens, hommes, femmes et enfants innocents par exemple. - ndlr)

Dalil Boubakeur, le recteur de la Grande mosquée de Paris à souligné pour sa part la "*détermination du président (Hollande) de lutter contre les manifestations de haine, de racisme, d'antisémitisme et même d'islamophobie*".

Quant à l'archevêque de Paris, Mgr André Vingt-Trois, il a jugé que le développement d'une "*culture de la dérision et de la provocation*" était "*un travers de notre société*". "*Quand l'intérêt est suscité par la surenchère, il n'y a plus moyen de s'arrêter*", a-t-il déploré, estimant que "*s'il n'y a plus de frontières*" à l'expression, "*ça ne s'arrêtera jamais*". "*Il faut donner des signaux forts pour dire qu'il y a des choses qui ne se font pas, qui ne se disent pas et qui ne sont pas dignes d'êtres humains dans notre pays*", a insisté le prélat.

Pour Mgr Vingt-trois, l'affaire Dieudonné aura été "*l'occasion de rappeler que l'antisémitisme ou la dérision sur la Shoah font partie des choses qui ne se font pas, comme ne se font pas des manifestations obscènes dans une église*", allusion à l'intrusion récente d'une Femen aux seins nus dans l'église de La Madeleine. AFP 07.01

En complément dans le camp de haine.

- Il ne faut pas gracier Edward Snowden - slate.fr 07.01

En complément dans le camp de la dictature.

- Le FBI revendique être devenu une police politique - french.irib.ir 07.01

Le Federal Bureau of Investigation (FBI), dont l'objectif était jusqu'ici prioritairement d'appliquer la loi, c'est-à-dire de lutter contre le crime, a officiellement changé. Il s'agit désormais de garantir la sécurité nationale des États-Unis.

D'abord créé pour enquêter sur les litiges relatifs au commerce inter-étatique au sein du pays, le FBI est devenu durant l'entre-deux-guerre à la fois une police judiciaire de haut niveau intégrant un laboratoire de police scientifique, un service de contre-espionnage et une police politique chargée d'enquêter préventivement sur les opinions des citoyens.

Depuis l'adoption de l'USA Patriot Act (2001), l'activité principale du FBI est celle d'une police politique : collecter des informations et ficher les citoyens. L'Agence dispose notamment du droit de contraindre toute personne ou entité à lui livrer des informations sur des tiers, à l'insu de ceux-ci, sans contrôle judiciaire. Revendiquant cette évolution, le FBI vient de modifier son formulaire de présentation. french.irib.ir 07.01

Commentaires d'internautes

1- J'avais cru comprendre qu'en France la justice était indépendante. Or c'est le gouvernement qui juge que les spectacles de Dieudonné doivent être interdits. Il est donc jugé et condamné sans procès.

2- Je crois que ce gouvernement est complètement dépassé et ne maîtrise plus rien. il est pris à son propre piège. quand on piétine les fondements même de la démocratie au vu et au su de tous, on doit s'attendre à un effet boomerang impitoyable.
On traumatise 2 lycéens pour rien, et on imagine bien que des milliers de jeunes ont fait ce geste et vont être eux aussi traumatisés à l'idée d'être dénoncés. quelle décadence...

3- Si Dieudonné est condamné pour antisémitisme, les caricature du prophète de charlie hebdo doit être condamné pour islamophobie.

4- Ce lynchage politique et médiatique ad hominem

Ils ne doivent pas faire oublier ni cacher que c'est la liberté d'expression qui est en jeu. Il s'agit là d'une des libertés fondamentales de l'Occident et de la Démocratie. La liberté d'expression ne saurait être à géométrie variable, ni négociable.

Non, nous ne voulons pas d'interdiction a priori des spectacles d'un artiste, quel qu'il soit.

5- "*monsieur système*" dites vous?

Il gagnerait 20 fois plus de pognon a la jouer gaucho branché entre Canal+, Libération et les Inrocks.

Il prend au contraire de très grands risques, d'abord psychologiques, mais surtout physiques.

Chose dont vous seriez parfaitement incapable...

Quant à l'antisémitisme soi disant présent dans ce pays, sachez que français juif, je ne l'ai jamais rencontré dans mon pays.

Vous seriez un peu plus avisé de dénoncer la mainmise du CRIF et des organisations communautaristes sur ce pays.

Ce sont eux qui ont lancé l'affaire en parlant (plus c'est gros mieux ça passe) de salut nazi (inversé).

6- Ce n'est pas parce qu'on connait un système et qu'on en respecte les règles, quand bien même on se promènerait sur les bords, qu'on est malhonnête pour autant, et qu'on est d'accord avec ces règles.

Si je vais voter, je vais respecter les règles du scrutin, mais ça ne signifie pas que je suis nécessairement d'accord avec ces règles.

Ne pas être d'accord est une chose, ne pas respecter les règles en est une autre.

C'est assez grave d'assimiler le fait de contester un système à un délit.

Dieudonné serait même plutôt un exemple à suivre pour ces crapules qui nous gouvernent, quand ils annoncent à qui veut bien l'entendre qu'ils défendent les valeurs de la République mais trichent, volent et mentent dés qu'ils en ont l'occasion.

Dieudonné fait l'inverse, il dénonce les règles, mais il les respecte, lui. N'est ce pas messieurs DSK, Cahuzac, Woerth, etc, etc, etc...

7- On en a soupé de cette histoire d'Hitler des nazis, des camps de concentration qui sert en permanence d'alibi à tous les sionistes militants pour nous culpabiliser , faire taire toute critique, ostraciser et imposer leur vérité. 8-

Cette affaire est un leurre. On ne parle pas du reste. La complicité des journalistes avec Valls est évidente. Cela fait longtemps que la classe établie de droite comme de gauche voulait se payer Dieudonné. Que j'ai d'ailleurs jamais écouté.

Ce qui se passe est grave. C'est une première.Dorénavant, avec ce précédent, on pourra interdire et bâillonner tout ce qui ne pense pas comme l'ordre établi. En période de crise, les politiques au pouvoir vont toujours vers le totalitarisme! l'Histoire le prouve.

Au secours la planète se refroidit!

New York a enregistré mardi ses températures les plus basses pour un 7 janvier depuis plus de 100 ans alors que plus de deux tiers des Etats-Unis, du Minnesota (nord) à la Georgie (sud-est), restaient affectés par une vague de froid historique, avec des transports toujours perturbés.

Il a fait -15,5°C à Central park à New York mardi matin, battant le précédent record de -14,4°C pour un 7 janvier, qui datait de 1896.

La température n'a pas dépassé -10° de toute la journée dans la plus grande ville américaine, avec un ressenti de -22°C. AFP 07.01

ACTUALITE EN TITRES

Les champions de la tournante... à droite

- Tournant à droite : l'UMP dit «*chiche*» à Hollande - LeFigaro.fr

Comme il était déjà de droite, cela donne l'extrême droite, le néolibéralisme complété par le sionisme.

Question stupide de curé ou de procureur.

- La conversion de François Hollande est-elle sincère ? - Atlantico.fr Non, une confirmation.

Seuls les actes comptent et dans ce domaine ils font la paire.

- Le PCF accuse François Hollande de trahir sa parole - Reuters

Des parasites chez la vermine.

- Lille: L'ex-député PS Jean-Pierre Kucheida placé en garde à vue - 20minutes.fr

- Deux dissidents PS, Philippe Saurel et François Fountaine, exclus du parti - AFP

Philippe Saurel, candidat dissident socialiste à la mairie Montpellier, et Jean-François Fountaine, candidat dissident PS à la mairie de La Rochelle, ont été exclus du parti mardi, a-t-on appris auprès de la direction. AFP 07.01

Pour une union bancaire sociale !

- Grèce: l'union bancaire et la cohésion sociale sont très importants - AFP

Ils devaient vouloir dire l'union de l'aristocratie ouvrière avec l'aristocratie financière. (voir Impérialisme stade suprême du capitalisme de Lénine pour plus de précision.)

Les vase communicants. La rigueur pour les salaires, la croissance pour les profits.

- Moscovici et Lew appellent à un "*équilibre*" entre croissance et rigueur budgétaire - AFP

Piller l'Etat et saigner le contribuable, dans les deux cas les travailleurs, au profit des capitalistes et des banquiers, assurer leur rente (par la dette) et leur profit (en abaissant le coût du travail et flexibilisant le marché du travail ou liqudant les pans entiers de la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs).

Puisqu'ils s'entretuent, heureusement encore qu'il existe un sauveur suprême.

- Syrie : un groupe lié à Al-Qaïda appelle à «*anéantir*» les rebelles - Libération.fr

- Assad doit briguer un nouveau mandat, dit l'un de ses ministres - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- De nouveaux détails viennent de fuiter sur la réponse que le Kremlin s'apprête à infliger à l'Arabie saoudite, "*Etat terroriste*", dans la foulée des attentats suicides de Volgograd. selon le journal Al Ossat qui publie une information sur le sujet, "*Poutine ira infliger une réponse douloureuse aux terroristes dirigés par l'Arabie saoudite, terroristes qui ont été le cerveau des attentats de Volgograd*" . " *Ces attentats n'ont pas besoin de faire l'objet d'une enquête. Ce sont des attentats qui ressemblent à ceux du Liban, de la Syrie et de l'Irak et il est clair que qui en est le commanditaire. La Russie ne laissera aucun répit aux terroristes et sa réponse ira changer la carte du Moyen Orient et ceci est ma parole d'honneur faite aux fils de la Russie*".

Cette semaine, le chef de l'organisation sécuritaire de la fédération de la Russie, Alexandre Portinkov a présenté son rapport final sur les attentats terroristes à Poutine. L'un des auteurs deces attentats a été un combattant takfiris venant de rentrer de la Syrie. La chaine de tv Afaq a de son côté publié un rapport sur les attentats russes : "*Poutine a menacé l'Arabie saoudite d'une intervention militaire, Arabie saoudite qui est un Etat soutenant le terrorisme et grand violeur des droits de l'homme*" un expert tchèque consulté par la chaine commente l'événement en ces termes : " *les pistes laissées par les explosions de Volgograd mènent au nord du Caucase et à la Tchéchénie. Mais elles n'en reste pas là puisque les terroristes étaient en lien directs avec l'Arabie saoudite.* " Ce matin, une information diffusée sur la CNN, faisait état d'un plan de bombardement de Riyad et de Doha par l'aviation russes. french.irib.ir 07.01

1.2- Selon CNN, les hauts résponsables de l'armée russe ont fait part d'un plan d'attaque militaire contre les capitales saoudienne et qatarie." *Dans la foulée des tensions qui s'intensifient entre la Russie et l'Arabie saoudite aussi bien dans le dossier syrien que dans celui des attentats terroristes contre Volgograd, Moscou a sur la table un plan d'intervention militaire contre Riyad et Doha, aux dires d'un haut responsable de la défense anti aérienne russe*".

Les relations entre l'Arabie saoudite et la Russie ont connu depuis 90 des hauts et des bas mais l'heure est désormais à une tension sans précédente entre les deux pays. les tensions sont si grandes qu'au cours de la récente visite de Kerry à Riyad, Saoud al Fayçal, le ministre saoudien des AE n'a pas hésité à accuser à de multiples reprises la Russie de soutenir le "*régime génocidaire d'Assad*" et " *d'être complice du massacre des syriens*". Le porte-parole du ministère russe des AE a affirmé d'ailleurs que " *la Russie reconnait l'Arabie saoudite comme un Etat soutenant le terrorisme et les milices terroristes* ". La Russie envisage de proposer à Genève II une résolution accusant l'Arabie saoudite à titre de sponsor des terroristes. cette résolution pourrait alors prendre le chemin du conseil de sécurité. french.irib.ir 07.01

Il en pense quoi le dictateur français ? Tout sauf les Russes, les Chinois, les Iraniens, les Cubains, le Vénézuéliens, les Boliviens, tout ce qui n'est pas agréé par l'Empire dans le camp du bien et de la démocratie.

2- Syrie

2.1- Les sources d'informations font part de la démission de quarante membres de la Coalition de l'Opposition syrienne sur fond des divergences de vue concernant la Conférence de Genève-2.

Selon l'agence de presse Tasnim, citant Al-Jazeera, quarante membres de la Coalition de l'Opposition syrienne s'en sont retirés

en raison des divergences sur la Conférence de Genève-2. Les membres de la Coalition de l'Opposition syrienne sont divisés sur la participation à cette Conférence, certains insistent sur la présence à la Conférence de Genève-2 tandis que d'autres sont contre. Aucun détail n'est encore publié à ce propos mais la chaîne Al-Arabiya a donné pour raison la divergence de vue sur la présence à la participation à la Conférence de Genève-2. Ladite conférence est prévue pour le 22 janvier. french.irib.ir 07.01

2.2- Une cinquantaine de journalistes, reporters et activistes des médias ont été exécutés par les terroristes de l'Etat Islamique en Irak et au Levant à Alep.

Ces personnes qui étaient depuis quelques temps détenus dans un hôpital d'Alep ont été exécutées, lundi soir, par les terroristes du groupe DAESH (EIIL). french.irib.ir 07.01

Ah bon ! Mais ce devait être des Arabes à la solde du régime irakien, des chiites, non ? Pas vu un article de presse en France ce matin...

3- Turquie

- Vaste purge au sein de la police turque - Reuters

Quelque 350 policiers turcs ont été relevés de leurs fonctions ou mutés, rapportent mardi les médias, nouvelle illustration du bras de fer entre Recep Tayyip Erdogan et Fethullah Gülen, que le Premier ministre accuse d'être à l'origine du scandale de corruption éclaboussant son gouvernement.

Ces mesures, prises durant la nuit, constituent la plus vaste purge au sein de la police depuis l'éclatement, le 17 décembre, du scandale qui a poussé trois ministres à la démission et entraîné un profond remaniement du gouvernement.

Certains policiers, au nombre desquels figurent des membres de la brigade financière et des unités de lutte contre le crime organisé et le terrorisme, ont été mutés à la circulation ou dans des commissariats de quartier, selon la presse.

En dépit de ces sanctions, l'enquête anticorruption se poursuit et de nouvelles arrestations ont eu lieu dans la société publique de chemins de fer et l'administration d'un port.

Recep Tayyip Erdogan voit dans cette enquête un complot ourdi par le réseau du prédicateur Fethullah Gülen, jusque là allié mais désormais rival, qu'il accuse d'avoir créé un "*Etat dans l'Etat*" en infiltrant la police et la justice.

Les chefs d'inculpation contre les personnes arrêtées n'ont pas été rendu publics, mais selon la presse, qui cite des documents émanant du parquet, ils porteraient sur des affaires de corruption dans le secteur de l'immobilier et sur le commerce de l'or avec l'Iran.

Une deuxième enquête, qui visait les grands projets d'infrastructures promus par Erdogan, dont la construction d'un tunnel ferroviaire sous le détroit du Bosphore à Istanbul, a été bloquée par le gouvernement.

Les autorités ont riposté en limogeant ou réaffectant pas moins de 1.700 policiers dans les seules villes d'Istanbul et Ankara, selon un décompte du quotidien Hurriyet.

Certains avaient participé aux enquêtes en cours, d'autres auraient été sanctionnés en raison de leur appartenance au mouvement Hizmet ("*Service*") de Gülen, qui vit en exil aux Etats-Unis.

La répression n'a pas mis fin aux poursuites judiciaires, comme le montre l'arrestation d'au moins 25 personnes dans le cadre d'une enquête visant un port de la province d'Izmir, selon la chaîne CNN Turquie.

Huit responsables de la compagnie ferroviaire publique TCDD figurent parmi les suspects arrêtées, a précisé cette dernière dans un communiqué.

"*Des purges ou, pour être précis, des massacres sont commis contre des fonctionnaires qui font leur travail tel que défini par la loi*", a écrit Gülen au président Abdullah Gül dans une lettre datée du 22 décembre, publiée lundi par le quotidien pro-gouvernemental Yeni Safak. Reuters 07.01

La partie mise en ligne hier soir

J'avais des trucs à vous dire mais il est déjà tard et j'ai trop bossé aujourd'hui, il va être minuit ici.

Moi aussi j'aime bien me marrer, déconner, même si j'ai parfois l'air dur, en réalité je suis généralement de bonne humeur, et comme il faut prendre son mal en patience, autant que ce soit en s'en moquant, cela passe mieux. On subit plus qu'on l'a souhaité la vie que nous menons et ce n'est pas toujours facile, il y a des hauts et des bas, il faut garder le moral par tous les temps. On décide si peu de choses au cours de notre existence, alors ne loupons pas les occasions qui se présentent, y compris pour la rendre plus agréable, faire la gueule ou s'engueuler, c'est de la connerie très souvent, cela n'arrange rien, vaut mieux prendre les choses du bon côté ou en rire tant qu'il n'y a pas mort d'homme.

La provocation permet d'aborder des sujets délicats, de dire des choses qu'on ne dirait pas autrement et de déclencher une réaction qui ne viendrait pas sinon. C'est révélateur de l'état d'esprit de la personne qu'on a en face de nous, sur ce plan-là, c'est un vrai bonheur. C'est une technique de communication utile et efficace mais qui n'est pas sans risques, car on ne sait jamais trop comment la personne en face de nous va réagir, à moins de bien la connaître, et encore, au départ peut-être, par la suite c'est déjà plus hasardeux, on s'aventure en terrain inconnu, il faut bien encadrer le truc ou délimiter le terrain au delà duquel il ne faut pas s'aventurer, sinon on risque le dérapage à tout moment et la situation peut dégénérer ou devenir violente, moi je n'ai pas vraiment l'esprit calculateur, je suis un rustre, du coup le truc peut me péter à la figure et j'ai l'air d'un con, mais bon, on s'en remet, on en tire un enseignement pour les fois suivantes.

L'important ici comme ailleurs, c'est de tirer un enseignement de nos expériences, le reste est secondaire à vrai dire, à condition toutefois d'en faire profiter les autres, ensuite peu importe le jugement que les gens peuvent porter sur nous, d'autant plus que la plupart du temps ils sont incapables de les assumer.

Si on prend le cas de Dieudonné, le bougre, il a faux sur toute la ligne car sa provocation ne pouvait que se retourner contre lui et être contre-productive, pour finalement se retrouver tout seul et tout le monde à dos en dehors de ses admirateurs.

L'être humain est ignorant etfaible, vil et lâche, bas et intéressé, c'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas quitter le terrain de la lutte des classes, car dès que l'on s'écarte de ce terrain, si on devait le juger on lui trouverait tellement de défauts et si peu de qualités qu'on finirait par le détester ou le haïr, et c'est bien ce qu'on observe chez la plupart des gens qui jugent les autres en permanence tout en jurant la main sur le coeur qu'ils n'en font rien.

Dieudonné a poussé la provocation jusqu'à tourner en dérision des situations auxquelles la plupart des gens qui le suivaient n'ont rien compris, pas plus que les salopards de journalistes qui le jugent et qui n'avaient pas besoin de comprendre quoi que ce soit à ses déclarations, sketchs ou ses spectacles puisque leurs interprétations de ces actes et paroles leur étaient dictées d'avance. A ce propos, j'ai consulté plusieurs portails de médias qui se disent critiques, libres ou indépendants pour finalement constatés qu'ils étaient aussi pourris que les autres, y compris Médiapart. J'en ai eu la nausée, il est 0h38 et je me suis servi un whisky pour couvrir cette odeur pestilentielle qui semble remonter des égoûts infâme du passé. Leur servilité à l'égard du sionisme donne vraiment envie de vomir.

Et dire qu'il y a tout juste un an j'ignorais pratiquement tout du sionisme, je ne m'y étais jamais intéressé et je ne savais même pas ce que c'était pour tout vous dire, je ne me souvenais même pas avoir entendu prononcer ce mot un jour ou alors sans jamais m'y arrêter. Du coup j'ai abordé cette question sans aucun a priori et je n'ai demandé qu'à apprendre de quoi il s'agissait, j'ai été servi, car je ne m'attendais pas du tout à ce que j'ai découvert et il m'a fallait un temps de réflexion pour relier cela à la lutte des classes et au développement du capitalisme, ensuite les choses étaient parfaitement claires, pas tout de suite, au fil des mois qui suivirent, et depuis j'affine mes connaissances sur ce sujet en fonction de l'actualité ou de mes découvertes, et je dois dire que je suis assez satisfait du résultat.

Aussi, si je ne risque pas de me fourvoyer sur ce sujet, maintenant je ne connais pas forcément tous les dessous de l'affaire Dieudonné, j'essaie de me faire une idée la plus précise sur le personnage et ce n'est pas facile, car là encore j'ignorais tout sur lui il y a encore quelques jours, je peux hésiter ou me tromper parfois parce que tous ses faits et gestes ou paroles sont systématiquement déformés ou sujets à polémique. Ce n'est vraiment pas l'essentiel au regard du coup porté contre la liberté d'expression qui doit être condamné sans réserves.

N'hésitez pas à me dire ce que vous pensez de l'affaire Dieudonné, ici je suis un peu loin...

Affaire Dieudonné. Il faut museler, interdire, dissoudre le peuple !

1- Sondage. Pensez-vous qu'il faudrait interdire les spectacles devenus "*réunions publiques*" de Dieudonné ? - lepoint.fr 27.12

Non : 33.186, soit 75,5%
Oui : 10.790, soit 24,5%

Info confirmée par http://lefirago.info/2013/12/sondage-sur-le-point.fr.html du 30 décembre 2013

Non : 74,5%

Oui : 25,5%

2- Sondage BFM/RMC concernant la circulaire « *anti-Dieudonné* » - opinion.bfmtv.com/info 07.01

Manuel Valls a envoyé une circulaire à tous les préfets. Le texte énumère les outils juridiques leur permettant d'interdire les spectacles du polémiste. Interdire les spectacles de Dieudonné, est-ce une atteinte à la liberté d'expression ? (à 8h42)

Non : 10%
Oui : 90%

Bon, vite une circulaire pour interdire ce genre de sondages qui portent atteinte à l'ordre public...

- Le spectacle de Dieudonné interdit à Nantes - Reuters 07.01

Le préfet de Loire-Atlantique a interdit par arrêté le spectacle prévu jeudi à Nantes par Dieudonné, dont le gouvernement tente d'empêcher la tournée en France en raison du "*message de haine*" diffusé selon lui par l'humoriste.

Christian de Lavernée a invoqué la nécessité de "*prévenir le trouble à l'ordre public constitué par les atteintes au respect de la dignité de la personne humaine contenues dans le spectacle*" prévu au Zénith, sur la commune de Saint-Herblain.

"*Cet acte relève normalement du pouvoir de police du maire, et le préfet a donc saisi le maire de Saint-Herblain, qui vient de faire savoir qu'il ne souhaitait pas prendre lui-même la décision dont il approuve cependant le principe*", précise la préfecture dans un communiqué.

L'humoriste déposera un référé devant le tribunal administratif contre l'arrêté du préfet de Loire-Atlantique, comme il l'a déjà fait pour un spectacle refusé à Biarritz, a déclaré à Reuters l'un de ses avocats, Me Sanjay Mirabeau.

Dans un communiqué, ses défenseurs annoncent le dépôt d'une plainte pour atteinte à la vie privée, de huit plaintes en diffamation, et la saisine de la Cour de justice de la République à la suite des accusations portées par Manuel Valls.

"*Le rôle de l'Etat est de garantir l'ordre public et non pas de se disperser pour interdire aux personnes qui le souhaitent de se rendre à un spectacle*", écrivent-ils dans un communiqué.

Le secrétaire national du Parti Communiste, Pierre Laurent, estime que l'interdiction des spectacles "*n'est pas le chemin le plus efficace pour combattre les idées*" de Dieudonné. Reuters 07.01

Non, le meilleur chemin qui mène... à la mangeoire c'est de s'associer aux municipales avec le PS...

En complément.

Valérie Pécresse : "*Si on n'agit pas, l'impuissance de l'Etat sera impardonnable*", a-t-elle averti sur i>TELE. "*Il provoque la République et la République ne peut pas se laisser provoquer*".

Manipulé ou le dindon d'une mauvaise farce. Lâché par ses soutiens, confirmation.

Je l'ai écrit pas plus tard qu'hier.

«*Pas juge en antisémitisme*», la présidente du Front national s'est dite «*choquée*» et «*heurtée*» par certains propos de Dieudonné, prenant pour exemple ceux tenus à l'égard du journaliste de France Inter, Patrick Cohen.

«*Que Jean-Marie Le Pen soit le parrain d'une fille de Dieudonné, cela ne veut pas dire que Jean-Marie Le Pen monte sur scène avec Dieudonné*», a pour sa part précisé Gilbert Collard, député fronstiste du Gard. «*Qu'il y ait des relations entre les deux hommes ne veut pas dire que Jean-Marie Le Pen soit responsable de Dieudonné*», a-t-il ajouté. Questionné à propos du geste de la quenelle, l'avocat a expliqué que «*c'est un geste antisystème pour beaucoup de gens, mais chez Dieudonné ce geste a une connotation antisémite. Il faudrait donc trouver un nouveau geste antisystème, j'y travaille*». 20minutes.fr 07.01

Les fachos n'ont pas de couilles, apparemment Dieudonné ne le savait pas, ils lui ont mis une belle quenelle en attendant !

Mes désirs sont des ordres ! Et que personne ne les conteste : ils sont utiles !

- Désir: les ordonnances, une bonne chose si elles sont "*utiles pour l'emploi*" - AFP

Commentaire d'internautes

1- Curieusement on ne voit pas de gens qui protestent devant le spectacle de Dieudonné, comme c'était devant les abjections antichrétiennes. Tous ce problème est inventé par les socialos, sans eux qui connaîtrait la quenelle. Donc le PS, dans sa incapacité de gérer le pays, invente le danger, puis se place en première ligne de la défense.

2- Faire taire un contre-pouvoir, quelle qu'en soit la forme (parti politique, association ou humoriste caustique), cela s'apparente à un comportement de dictateur, vous ne trouvez pas ? Je croyais que la critique du pouvoir en place était permise, et même plutôt saine dans une république. J'ai du me tromper quelque part...

2- Le CRIF se moque du monde en cherchant à imposer aux Français un combat qui n'est pas le leur ! Le CRIF depuis des dizaines d'années agite toutes ses marionnettes politiques afin de soutenir la politique sioniste d' Israel, c'est à dire le racisme, la discrimination, la violence, l'expulsion du peuple palestinien de sa propre terre !

Pour se faire le CRIF se cache une fois de plus derrière le racisme à l'égard des juifs !

Ce n'est absolument pas la question.

Les Français ne sont pas racistes, ils accueillent même la 2e plus grande communauté juive d' Europe ! Mais les Français ne sont pas non plus des imbéciles prêts à se mobiliser pour un Etat étranger qui ne respecte aucune des résolutions de l'ONU prises à son encontre !

Le CRIF devrait avoir honte de ses excès, de ses proclamations, de ses anathèmes à l'égard d'un peuple méritant et certainement trop conciliant à son égard ....

3- Je croyais que la République était laïque et était séparée des religions, or ce sont les religions qui manipulent la République ....

4- Le CRIF, suppôt d'Israël, soutien inconditionnel de sa politique colonialiste, ségrégationniste et attentatoire aux droits légitimes des palestiniens veut une fois plus manipuler les Français en s'acharnant sur un individu isolé ! Le lobby sioniste, sur représenté à droite comme à gauche a failli nous entrainer en septembre dans la guerre de Syrie à la demande expresse d' Israel !

Le CRIF est un danger pour la France et les Français

Les Français ne sont pas racistes et le prouvent depuis longtemps !

Le CRIF est par contre ouvertement racisme par discrimination positive en faveur de sa seule communauté et de sa complaisance à l'égard d'Israel qui depuis 1948 ne cesse de violer les conventions internationales en usant des violences les plus extrêmes !

5- Et pendant ce temps là.....Le maire PS de la ville de Brest interdit dans les écoles la traditionnelle galette des rois, en prétextant qu'elle fait référence à une fête chrétienne

6- Le CRIF sera républicain quand il parlera de l'UGIF. Le CRIF sera républicain quand il parlera de la situation honteuse des Palestiniens (dont des chrétiens) dans la bande de Gaza - véritable ghetto à l'instar de celui de Varsovie - et dans les territoires occupés. Quand il demandera ouvertement et clairement à l'état d'Israël de libérer les lieux et de respecter les conditions des accords d'Oslo et des résolutions des Nations unies. Quand ce sera fait, le Crif pourra se prévaloir de la république. Dans l'attente de ce jour nous considérons que les blagues - lourdes certes mais très souvent justifiées - de Dieudonné sont moins nuisible à la République que les actions continuelles de ce groupe contre la légalité et la légitimité républicaine.

7- A lire pour bien comprendre le comportement de ces manipulateurs "L'industrie de l'Holocauste" de Norman G. Finkelstein docteur en science politique de l'université de Princeton et fils de famille juive déportée et rescapée du ghetto de Varsovie... donc difficile de traiter l'auteur d'antisémite...

Les juifs ne sont pas plus idiots que vous et moi, ils savent très bien que cette campagne orchestrée par les sionistes va se retourner contre eux, il en est ainsi à chaque fois, chaque fois qu'il y a une crise, de la même manière que celle contre le racisme s'est soldée par la multiplication des actes racistes contre les musulmans, ou celle en faveur des homosexuels a déclenché une recrudescence des actes homophobes, c'était voulu pour créer une atmosphère irrespirable dans le pays et que les masses s'entre-déchirent, apparemment le résultat ne fut pas à la hauteur de leurs attentes ou le bénéfice qu'ils en escomptaient s'est rapidement volatilisé, du coup ils en remettent une couche, ils essaient aussi de dresser les jeunes contre les vieux, les enfants contre leurs parents, bientôt il ne leur restera plus que les chiens contre leurs maîtres, à moins que dans leur cas ce soit

le contraire et ils les bouffent !

Deux vidéos

AFRICOM Go Home, Bases Étrangères Hors d'Afrique
http://www.youtube.com/watch?v=2Wu8vC9MLoU

Qui est Monsanto ?
http://www.youtube.com/watch?v=kUNxxXBAAQU

ACTUALITE EN TITRES

La démocratie : c'est le vote obligatoire !

- Vote obligatoire, vote blanc: modernisons notre démocratie! - Slate.fr

Boycott des élections municipales et européennes !

Des mafieux de haut vol !

- Corbeil-Essonnes: Serge Dassault visé par une plainte pour association de malfaiteurs - AFP

- L'infante d'Espagne inculpée de blanchiment d'argent - Reuters

Le gouvernement PS-UMP-Medef-CFDT

- Pacte de responsabilité: "*chiche !*", lance l'UMP à Hollande - AFP

Quelle audace !

- Laurent Berger – CDFT : "*Nous voulons être associés aux négociations sur le pacte de responsabilité*" - Atlantico.fr

Laurent Berger était l'invité de France Info ce matin. Le secrétaire général de la CFDT était interrogé sur l'annonce d'un pacte de responsabilité formulé lors des vœux de François Hollande le 31 décembre. Ce pacte prévoit une baisse des charges aux entreprises en contrepartie de plus d'embauches. Laurent Berger estime que "*sans contrepartie, il y a déjà des allègements de charge pour les entreprises. Si on va vers ce type d'accord, on doit discuter d'emploi. Pas de chèques en blanc aux entreprises*" lance-t-il. Pour Laurent Berger, les contreparties doivent être de deux ordres : "*Davantage d'embauches de jeunes, de seniors, une contrepartie sur les salaires, sur la qualité du travail mais aussi sur l'investissement. Nous devons sortir de la production à bas coût*". Enfin, le patron de la CFDT veut faire partie des négociations considérant qu'il faut sortir de ce "*mano a mano entre le Medef et le gouvernement*". Selon Laurent Berger, "*les syndicats ont montré leur capacité à débattre, à discuter et à s'engager*."

La démagogie, le mensonge éhonté, l'imposture permanente, ils sont tous pareils... Les dirigeants de la CFDT, c'est la carte du PS ou de l'UMP qu'ils ont dans leur poche (de droite, je vous mets sur la piste) ? Peu importe, c'est la même...

Vive l'Europe sociale !

Le crime contre l'humanité des temps modernes - marianne.net 06.01

Le constat est terrifiant. Eurostat indique que 24.8% de la population européenne – soit près de 125 millions de personnes – étaient en 2012 « *au seuil de la pauvreté et de l'exclusion sociale* ». A force de s'ingénier à démanteler notre modèle social européen, l'ultra-libéralisme peut désormais crier victoire. Il est enfin parvenu à faire dépendre notre niveau de vie, notre pouvoir d'achat et nos emplois intégralement de la conjoncture économique, elle-même – on ne le sait que trop aujourd'hui – calquée sur les aléas des marchés boursiers et sur les profits du système financier.

En l'absence de remèdes macro-économiques pourtant à portée de main, devant le refus catégorique des dirigeants du Nord de soulager les populations meurtries du Sud, ces statistiques relatant la misère en Europe et le délitement de notre autrefois

enviée solidarité sont condamnés à s'aggraver.

Le crime contre l'humanité – aujourd'hui en 2013-2014 – consiste à ce qu'une des parties du monde censée être la plus riche et la plus confortable assiste à l'exclusion et à la misère du quart de sa population dans une indifférence totale.

Car, contrairement à ce qui nous est servi et assené quotidiennement, cette crise n'est pas la résultante de « *l' Etat social* », tout comme cette crise ne sera certainement pas résorbée en diminuant les dépenses publiques pas plus qu'en dérégulant le marché du travail. marianne.net 06.01

Je vous ai épargné le reste de leur article insipide, vous vous doutez bien que les remèdes ou la conclusion de son auteur ne correspondaient pas vraiment aux intérêts des travailleurs, toujours le même baratin sur la monnaie, le keynésianisme, qu'est-ce que vous voulez qu'ils nous proposent d'autres ?

Au fait, le titre c'était juste pour rire, de la provocation en direction des traîtres et des capitulards devant le capital et l'UE, ce qu'ils appellent la gauche, sérieusement !

Une bonne intention vaut bien un renoncement, non ?

- L'UE pourrait renoncer à proposer une séparation bancaire stricte - AFP

Egaux dans la décadence.

- PCF et EE-LV pour «*l'égalité des droits*» - Liberation.fr

Retour sur la loi famille qui n'ouvrira pas la PMA aux lesbiennes. Liberation.fr 06.01

... cela mérite un prix

- La vie d'Adèle couronnés par les critiques US - Reuters

Le prix du meilleur film étranger est allé à "*La vie d'Adèle, chapitre 1 et 2*" du réalisateur franco-tunisien Abdellatif Kechiche, Palme d'or à Cannes. Reuters 06.01

Allez savoir où va se nicher la démocratie !

- La démocratie du Bangladesh connaît une très grave crise - LeMonde.fr

Il est vrai que dans un pays où l'immense majorité de la population travaille et vit dans des conditions misérables ou épouvantables et les inégalités, comment dire, atteignent des sommets, l'expression n'est pas assez forte pour rendre la réalité, dépassent l'entendement, ne peut être quantifier ou mesurer, la démocratie existe, c'est Le Monde qui l'affirme, même que cette petite vertu est en crise, mais rassurez-vous, c'est passager, demain vous n'en entendrez plus parlés, Le Monde sera passé à autre chose...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Ban Ki-moon a envoyé, lundi 6 janvier, des invitations pour la conférence de paix qui doit s'ouvrir le 22 janvier à Montreux en Suisse, afin de discuter d'un processus de transition politique en Syrie. Mais l'Iran ne figure pas sur la première liste d'invités, a annoncé l'ONU.

Un porte-parole a précisé que le secrétaire général des Nations unies « *souhaite inviter l'Iran* », mais que la question de sa participation n'était pas encore tranchée, et qu'elle serait discutée lors d'une rencontre entre les chefs de la diplomatie russe et américain, Sergueï Lavrov et John Kerry, le 13 janvier. « *Nous savons tous que le soutien actif des puissances régionales est essentiel pour une solution politique* » en Syrie, a-t-il aussi estimé.

Washington est hostile à une participation de l'Iran, qui soutient et arme le régime syrien, alors que l'ONU, la Russie et Damas souhaitent sa présence. La liste des invités comprend en tout 26 pays, y compris les principales puissances internationales et régionales, dont l'Arabie saoudite, qui soutient l'opposition syrienne.

A Washington, une porte-parole du département d'Etat, Marie Harf, a appelé Téhéran à « *jouer un rôle constructif* » en Syrie, laissant entendre que l'Iran pourrait alors participer à la conférence de paix en Suisse à un « *niveau plus bas* » que le niveau ministériel. Dimanche à Jérusalem, M. Kerry avait évoqué une « *contribution en marge* » des Iraniens à Genève 2, notamment via la participation de la mission diplomatique iranienne à Genève.

Mais le ministère iranien des affaires étrangères a décliné lundi cette offre américaine pour un rôle subalterne lors de la conférence, assurant que Téhéran n'accepterait qu'une invitation respectant son « *honneur* ». lemonde.fr 06.01

1.2- Des islamistes syriens combattent Al Qaïda à Rakka - Reuters

Les rebelles islamistes d'Ahrar al Cham et du Front al Nosra ont affronté lundi les djihadistes de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIIL) à Rakka, seule capitale provinciale de Syrie échappant au régime syrien.

Selon des opposants au président Bachar al Assad, plusieurs dizaines de membres syriens de l'EIIL ont déserté ce mouvement affilié à Al Qaïda, dont le commandement est essentiellement composé de djihadistes étrangers, pour rejoindre d'autres groupes rebelles sunnites.

Selon plusieurs activistes, des combattants syriens d'Ahrar al Cham et du Front al Nosra, pourtant lui aussi affilié à Al Qaïda, encerclent la principale base de l'EIIL dans le centre de Rakka. Reuters 06.01

ECONOMIE

1- Etats-Unis

- La banque JPMorgan va payer pour éviter des poursuites dans l'affaire Madoff - liberation.fr 07.01

La banque américaine JPMorgan Chase, qui était l'établissement financier utilisé par l'escroc Bernard Madoff, a accepté de verser quelque 2 milliards de dollars aux autorités américaines pour éviter les poursuites, selon la presse américaine.

L'annonce devrait en être faite cette semaine, rapportent lundi le Wall Street Journal et le New York Times, citant des personnes proches du dossier.

Avec cette nouvelle amende, JPMorgan aura payé quelque 20 milliards de dollars de pénalités au cours des douze derniers mois pour essayer de se sortir de ses multiples affaires judiciaires, note le NYT. liberation.fr 07.01

20 milliards de dollars déboursés en un an à peine, une bagatelle franchement, on ne sait même plus à combien se monte leur richesse, l'équivalent de Goldman Sachs soit 700 milliards de dollars ou davantage.

2- Suisse

- L'or plombe la banque centrale suisse - Liberation.fr 06.01

Les actionnaires de la Banque nationale suisse (BNS) privés de dividendes, pour la première fois depuis sa création en 1907… L'institut d'émission monétaire helvétique s'attend en effet à une importante perte pour l'exercice 2013, en raison de la chute des cours de l'or. En conséquence, la BNS, qui est une société cotée en Bourse, ne sera pas en mesure de verser de dividende à ses actionnaires, parmi lesquels figurent les cantons de la Confédération. La banque centrale helvétique a clôturé l'exercice 2013 avec une perte de l'ordre de 9 milliards de francs suisses (7,3 milliards d'euros). Sur l'année écoulée, elle a accusé une moins-value de quelque 15 milliards de francs suisses sur ses stocks d'or. Liberation.fr 06.01

Pendant que le cours de l'or baisse il y en a qui raflent de magot, et qui le jour où tout leur système s'effondrera s'imposeront comme les sauveurs suprêmes des Etats et du monde, ils nous ont déjà fait le coup au moins deux fois, en fait plus que cela si on remonte au début du XIXe siècle en Angleterre. Qui le sait et s'en souvient franchement, personne ou presque donc tout va bien.

Haut de page

Le 9 janvier 2014

CAUSERIE

On rajoutera une vingtaine d'articles demain matin.

Réflexion sur l'affaire Dieudonné

(Je rajoute un mot qui vient de me venir à l'esprit et qui résume toute cette affaire : seule existe l'imposture de Hollande et Valls, et tout le reste a été inventé par les uns et les autres en fonction de leurs intérêts.)

J'ai réalisé cette causerie en m'y reprenant à plusieurs reprises et en prenant connaissance de nouvelles infos au cours de la journée, aussi elle sera un peu décousue et je m'en excuse, je n'ai plus le temps de remettre tout en ordre et de faire mieux.

Il y a une autre dimension dans cette affaire Dieudonné montée de toutes pièces par le gouvernement et le PS : comme aux Etats-Unis, dégoûter au dernier degré les masses de la politique pour que le néolibéralisme puisse s'imposer et réprime tranquillement ses contestataires ou opposants.

Quand on observe ce qui se passe, on constate que de l'extrême droit à l'extrême gauche ils interprètent les propos de Dieudonné comme antisémites en les condamnant à ce titre, et l'extrême droite non officielle ou assimilée les interprêtent de la même manière en les revendiquant comme tels ou les assumant. Chacun y trouve son compte sauf le principal intéressé qui le nie.

Et je ne parle même pas de ceux qui préfèrent se terrer dans un silence coupable ou afficher leur neutralité qui profite à ceux qui tirent les ficelles de cette opération, qui ne dit rien consent.

C'est la raison pour laquelle nous insistons si lourdement sur cette affaire, c'est une excellente leçon de chose pour décrypter l'hypcrisie générale et comprendre ce qui a permis d'assurer la stabilité du régime depuis des lustres.

J'ai eu le temps de charger quelques vidéos sur Dieudonné et j'ai pu constater qu'il tenait parfois des positions totalement inacceptables, son interview à la TV iranienne Sahar est un modèle d'abjection lorsqu'il dit par exemple que la révolution iranienne a été un modèle de liberté pour tous les peuples ou encore que pour ainsi dire l'air que nous respirons en France est sioniste, c'est grotesque, c'est ce que j'ai pensé au départ, puis je me suis ravisé, cela paraissait tellement débile cette apologie du régime iranien que le présentateur iranien en était bouche bée, c'est ce qui m'a mis la puce à l'oreille, finalement je me suis dit qu'il l'avait tourné en dérision à sa façon et que c'était est un sketch à lui tout seul.

La ficelle était tellement grosse, chacun ayant quand même une petite idée du régime des ayatollahs, surtout la jeunesse qui aspire à la liberté, je suis dit qu'il fallait vraiment être de mauvaise foi ou avoir l'esprit très tordu pour y voir un soutien à l'Iran. Et pourtant, c'est l'interprétation que j'ai lu absolument partout, c'est pitoyable au dernier degré, ce n'est pas dégueulasse, c'est pire que cela à en rejeter tout ce qui incarne leur société pourrie, dont l'Etat et les institutions, tous les partis et les médias. Je ne dis pas que c'est mon attitude, mais la conclusion à laquelle parviendront un certain nombre de jeunes et de moins jeunes avec les conséquences désastreuses et violentes qu'on peut imaginer.

Par contre il s'est comporté totalement différemment dans une interview pour le Vew York Times, il a faire preuve de retenu, il a tenu un discours très policé en avouant qu'il lui était difficile de se prendre au sérieux, alors qu'à la télé iranienne il s'était lâché, sans que dans les deux cas pour autant on puisse l'accuser d'antisémitisme il faut préciser, peut-être ailleurs je n'en sais rien, je n'ai pas le temps de visionner davantage de vidéos, j'en ai regardées six en tout.

Je pense que c'est son obsession du sionisme qui peut donner l'impression qu'il est antisémite. On a vu plus haut que cela arrangeait les uns et les autres pour des raisons contradictoires de le faire croire, contrairement à ses spectateurs qui ne sont engagés dans aucun parti politique ou le Français lambda qui rit sans retenu de ses histoires parce qu'ils n'est pas animé par les mauvaises pensées ou intentions de ces politicards de merde de l'extrême droite à l'extrême gauche qui sont pourris de l'intérieur ou déforment tout ce qu'ils voient, entendent ou touchent, ils ne peuvent pas s'en empêcher, ils sont comme cela, ce sont eux qui sont bien malade.

Les spectateurs qu'ils prennent volontiers pour des abrutis finis et qu'ils méprisent ouvertement ne rient pas de choses graves auxquelles ils ne comprendraient rien, au contraire et c'est bien là le problème pour eux, ils se moquent de ceux qui les prennent pour des démeurés, or il n'est jamais bon pour un régime que les masses passent de l'obscurantisme à la lumière,

que quelqu'un confirme ce qu'ils pensaient sans pouvoir l'exprimer. La classe dominante et ses représentants passent leur temps à les manipuler et les conditionner pour qu'elles ne trouvent pas la voie de la révolution, et voilà que le carcan, le joug saute soudainement, elles se libèrent le temps d'une soirée de la chappe de plomb qui pèse sur leur existence et la vérité, un brin d'espoir jaillit de leur existence terne et cauchemardesque, c'est un crime, voilà ce que condamne aussi Hollande et Valls.

Ecoutez leurs discours, celui de H. Désir, que disent-ils, qu'ils veulent redonner aux Français l'espoir qu'une vie meilleure est possible, etc. alors que nous savons très bien qu'ils s'emploient à leur pourrir la vie au quotidien et qu'ils n'en croient pas un mot, pourquoi, mais parce qu'ils en sont incapables tout simplement. Ils ont besoin que les travailleurs se sentent accablés, vaincus par un ennemi invisible, d'une puissance exceptionnelle, qu'ils ne trouvent plus la force ou l'énergie d'imaginer que leur vie pourrait être complètement différente et meilleure, il faut qu'il se retire cela de la tête, qu'ils cessent de résister, de vouloir se battre ou se mobliser, leur objectif c'est qu'ils ne soient plus en mesure de se rebeller ou de se soulever contre l'ordre établi, qu'ils acceptent la société et le monde telle qu'ils sont, il faut qu'ils abandonnent définitivement l'idée qu'il serait possible de les changer. Donc tout ce qui peut les aider à reprendre confiance en eux-mêmes doit être combattu impitoyablement, férocement, à mort.

Vous attaquez au sionisme et à Israël, c'est vous attaquer au néolibéralisme, à leurs puits de pétrole, à Exxon-Mobil, Chevron, Texaco...

Maintenant si vous vous spécialisez ou que vous consacrez un certain temps sur le 11 septembre 2001, si vous insistez du statut de suspect vous allez rapidement passer à celui d'adepte de la théorie du complot pour finir au rang des pestiférés, alors que le 11 septembre 2001 fut réellement le produit d'un complot de l'intérieur, on en a dorénavant les preuves, plus qu'il n'en faut même.

Dieudonné voit des sionistes partout parce qu'il confond le sioniste théocratique israélien et le sionisme économique ou néolibéral qui correspond à l'établissement d'un système oligopolistique à la tête du capitalisme mondial ou qui le contrôle. En réalité les deux sont mêlés ou se combinent et sont inséparables de la stratégie mondiale du néolibéralisme, c'est peut-être cela que dénonce en partie inconsciemment Dieudonné, car je ne suis pas sûr qu'il soit parvenu à une analyse achevée de cette question, je suis même plutôt convaincu du contraire, bref, cela peut donner l'impression qu'il y a des sionistes partout, ce qui d'une certaine manière n'est pas totalement faux mais mal exprimé.

Que tous les acteurs économiques ou des affaires, politiques, médiatiques et du showbusiness finissent par adopter ou par se soumettre à cette idéologie, peut donner effectivement l'impression qu'un sytème dont on ne maîtrise pas tous les codes ou qui avance masqué est en train d'étendre ses tentacules ou sa domination sur l'ensemble de la société ou de l'orienter dans une direction à l'insue de la majorité de la population qui en ignore tout ou presque, en tout cas qui en ignore les réelles intentions et pour cause. Alors évidemment que cela n'implique pas que des juifs, ils sont même ultra minoritaires à piloter ou à participer à ce processus, ces différents acteurs deviennent naturellement sionistes parce qu'ils se sont convertis ou ils ont adopté le néolibéralisme puisque les deux intérêts sont intimement liés, on ne peut pas séparer la finance ou l'économie des puits de pétrole ou du Moyen-Orient, c'est tout simple.

Et au fur et à mesure que leur emprise s'étend sur la société, il leur est de moins en moins nécessaire de se cacher pour finalement le revendiquer, puisqu'il n'y a plus personne en face qui fasse le poids pour leur contester cette ambition et ce pouvoir, même l'opposition ils l'ont achetée ou elle a démissionné, je parle sur le plan organisationnel. Parfois on lit des articles effarants ou leurs auteurs se demandent encore si l'oligarchie financière aurait pris ou non le pouvoir, on vient de voir la condition qui permet précisément de le démontrer et qui saute aux yeux, la société est soumise aux besoins du marché et la politique de tous les Etats y est soumise, c'est entendu, non ?

Cela a commencé il y a pas mal de temps déjà, quand au journal télévisé ils se sont mis à donner des infos sur les principaux indicateurs boursiers de la journée, ce jour-là je me suis dit : ça y est, voilà à quoi se réduit la société dorénavant, notre vie, le fric, le fric, le fric, c'est épouvantable, je ne sais plus au juste à quelle époque cela remonte, et depuis cela n'a cessé d'empirer.

Moi ici dans mon trou, je vis très loin de tout cela, je suis rentier, je n'ai pas de patron, c'est confortable, je regarde cela de l'extérieur si l'on veut, cela me donne automatiquement du recul sur les événements présents, je ne ressens aucune pression en dehors des prix qui augmentent sans cesse, pour le reste j'ai l'esprit totalement dégagé pour observer ce qui se passe ; c'est comme si on demanderait à quelqu'un qui marcherait dans une rue de Paris d'évaluer le trafic automobile sur l'ensemble de la capitale et à une autre personne de se livrer à la même évaluation en survolant la ville en hélicoptère, je vous laisse deviner lequel des deux seraient à même de fournir l'évaluation qui correspondrait à la réalité. Dans cet exemple il s'agissait juste d'établir un constat et non de prétendre fournir une analyse correcte, je n'ai pas cette prétention là.

Cela aide aussi à ne pas tout prendre au premier degré. Vous vivez à un rythme effréné, moi je vis au rythme que je m'impose, si je n'en tirais pas des avantages, c'est que je serais un sacré crétin, non, ce serait du gâchis, et gâcher un tel privilège serait honteux.

Puisque le marché est devenu le seul étalon et la seule valeur de la société, la démocratie est morte, droits, valeurs, règles, principes, qualités, vertus, scrupules, etc. sont obsolètes, ringards, voilà ce qu'ils s'emploient à faire entrer dans la tête des gens en prétendant les défendre tout en les piétinant ouvertement, ils s'en foutent, c'est le règne de l'individualisme totalitaire.

On passe parfois à coté des choses les plus simples ou élémentaires.

Tant que vos propos ne concernent qu'une catégorie de gens appartenant à une entité quelle qu'elle soit, ils ne concernent pas la totalité des individus qui en font partie, si j'attribue une qualité ou un défaut aux chiens, il ne concerne pas l'ensemble des mammifères.

Dénoncer le sionisme, ce n'est pas s'attaquer aux juifs en général ou à tous les juifs, d'ailleurs cela déborde l'appartenance à cette communauté, Obama ou Hollande ne sont pas juifs mais ils sont sionistes. Ceux qui se revendiquent du sionisme le définissent ainsi : personne qui reconnaît la légiimité de l'existence de l'Etat d'Israël. Même un Israélien juif ne reconnaît pas forcément le bien-fondé de l'existence de cet Etat. De la même manière il y a des gens qui considèrent que l'existence de l'Etat d'Israël est légitime sans forcément être sioniste, leur position est le produit de leur ignorance ou de leur conditionnement.

Etre antisémite, c'est s'attaquer aux juifs en général, de la même manière qu'être raciste c'est s'attaquer à tous les Noirs (notamment) ou considérer qu'ils présentent tous les mêmes caractéristiques, le même mode de pensée. Il peut arriver qu'on les cite de manière générique, par exemple si l'on fait référence aux pogroms d'autrefois ou à la colonisation dont ils ont été victimes, pour autant toutes les classes ou couches de juifs ou de Noirs ne les auront pas vécus ou subis de la même manière, si on ne fait pas forcément de distinction c'est par économie et ne pas avoir à se lancer dans de longues explications qui nous écarteraient de notre sujet et risqueraient d'être contre-productives, car comment expliquer qu'il serait normal qu'un riche juif ou Noir subisse les pires souffrances qui soient. Le communisme ne consiste pas à répandre la haine ou à souhaiter à qui que ce soit de vivre les souffrances que les exploités et les opprimés ont enduré sous le régime capitaliste, il consiste à supprimer de la surface de la terre les conditions qui sont à l'origine de l'exploitation et de l'oppression de telle sorte que ce genre de souffrances ne puissent plus exister, le communiste qui est présenté comme un monstre ou un barbare est en réalité ce qui se fait de mieux dans le registre humaniste, c'est l'idéal le plus élevé, celui de la liberté.

Le mur de la haine et de l'apartheid.

En titre

- Dieudonné: la circulaire Valls fait débat dans la majorité - AFP

- Dieudionné : des réserves sur la méthode Valls dans la majorité - Le Nouvel Observateur -

- Spectacles de Dieudonné : les mots peuvent-ils troubler l'ordre public ? - Liberation.fr

- Affaire Dieudonné : le CFCM met en garde les jeunes musulmans - LePoint.fr

- Les étranges liens de Dieudonné avec l'Iran - LeFigaro.fr

- Joly compare Dieudonné au tueur Breivik, mais critique Valls - AFP

- L'« *antisionisme* » affiché de Dieudonné séduit des jeunes musulmans français - LeMonde.fr

Le mur qu'il faut abattre.

On a déjà fourni plusieurs explications sur les raisons de cette offensive du gouvernement serpillière du Crif, mais la principale pourrait bien être le contenu du nouveau spectacle de Dieudonné, Le Mur, relatif à la « *Barrière de séparation* » construite illégalement par l'État d'Israël (cf. arrêt consultatif de la Cour internationale de Justice du 9 juillet 2004 et les résolutions afférentes des Nations-Unies, notamment la résolution ES-10/15 de l'Assemblée générale), rappellait le Réseau Voltaire dans un article du 6 janvier.

Le contexte.

La soumission de Hollande au régime sioniste est totale et il le revendique.

Déclaration de François Hollande à son arrivée à l'aéroport de Tel-Aviv au mois de novembre dernier. Extrait.

- Une fois encore, je suis venu vous affirmer le message du soutien indéfectible de la France.

- Vous êtes une grande démocratie - vous l'avez rappelé et vous pouvez en être fiers - car malgré les épreuves que vous avez rencontrées, jamais, je dis bien jamais, vous n'avez cédé sur la démocratie, sur le pluralisme, sur les droits.

Discours de François Hollande devant la Knesset au mois de novembre dernier. Extrait.

- Ici a été créée une société ouverte, fondée sur l'égalité de droit de tous les citoyens, « sans distinction de croyance ou de sexe »...

- Oui, la France a été toujours du côté d'Israël, dès le premier jour, pour affirmer son droit à l'existence.

- Nos principes, pour cette région, vous les connaissez. Ils n'ont pas changé depuis la naissance de votre État.

- Israël a le droit et le devoir de se défendre, de protéger son existence, de garantir la sécurité de son peuple. Je sais que vous ne comptez que sur vos propres forces pour y parvenir. Mais sachez que la France est là. Elle est votre amie. Mais nous devons aller plus loin et le montrer.

- Je vais terminer par des mots qui, j'espère, seront prononcés comme il convient : « Hayim aroukim veshalom le am Israel ».

On s'étouffe littéralement en lisant ces lignes tant la réalité est totalement différente, point de démocratie, un régime policier, théocratique, une dictature, raciste qui pratique l'apartheid, qui soutient toutes les guerres de l'impérialisme américain, un appareil sécuritaire qui se livre à des assassinats d'opposants dans le monde entier, des services de renseignement qui se livre à des attentats, et pour finir un régime qui n'a respecté aucune des résolutions adoptées contre lui par l'ONU depuis 1948, même sans soutenir cette institution du capital on peut le rappeler, d'autant plus qu'Israël s'en réclame.

Le tout fait que cet Etat est infréquentable et n'a aucune légitimité à exister puisqu'il est né de la spoliation des terres et des biens du peuple palestinien, ce qui n'est visiblement pas un problème pour Hollande et tous ceux qui le soutiennent.

Hollande a dit devant la Knesset "*nous devons aller plus loin et le montrer*", c'est le sens de son offensive contre Dieudonné qui n'est qu'un prétexte, car ce qu'il vise, c'est l'ensemble des opposants à la politique du gouvernement d'extrême droite israélien et qui exigent la destruction du mur que le régime a construit.

Les donneurs d'ordres. Une affaire orchestrée depuis l'Etat sioniste, la preuve.

- Selon le site JJSNews, qui se présente comme « *un média sioniste* » francophone, la société Ewondo Corp Sarl a été créée le 11 janvier 2013 à Yaoundé et son directeur général serait Merlin M'Bala M'Bala, le fils de Dieudonné.

Elle importerait, selon le ministère du commerce, « *du lubrifiant depuis Dubaï* », et son responsable légal serait Dieudonné lui-même. lemonde.fr 07.01

Une précision du magazine Le Point

- Selon JSS News, qui a fait du combat contre Dieudonné une croisade personnelle, le fils de Dieudonné "*est à la tête de comptes bancaires dont le crédit dépasse le PIB d'un petit État d'Afrique*".

Vous avez bien lu, une organisation se revendiquant sioniste et disposant d'une chaîne de télévision en Israël, s'est lancé dans "*une croisade personnelle*", contre un citoyen français dont ils veulent la peau et que Hollande-Valls entendent bien leur servir sur un plateau. Question : Qui décide la politique du gouvernement français ? Vous avez la réponse. En fait, ils apportent de l'eau au moulin de Dieudonné, et y compris des antisémites dont ils font le jeu.

Ce sont des sionistes israéliens qui ont mené une enquête sur les affaires de Dieudonné au Cameroun, et qui ont ensuite fourni leur rapport au ministère du commerce, autrement dit, ils ont travaillé pour le compte du gouvernement français afin de lui fournir matière à s'attaquer à un ressortissant français qu'ils avaient désigné comme antisémite et donc comme leur ennemi, parce qu'il avait commis le crime de s'attaquer au sionisme disons de manière un peu trop bruyante à leur goût.

Dernière info: un coup foireux pour rien.

- Dieudonné a réglé ses arriérés au fisc - lemonde.fr 09.01

Dieudonné M'bala M'bala a payé, en novembre 2013, 666 620 euros d'arriérés d'impôts, rapporte Le Parisien jeudi, quelques jours après que le ministre du budget, Bernard Cazeneuve, a évoqué le règlement d'« *une grande partie* » des sommes dues.

Selon le quotidien, « *cette somme, inférieure aux 887 135 euros initialement réclamés par le Trésor public, correspond à la totalité des impôts dus par l'artiste après négociations sur les pénalités* », précise Le Parisien qui ne cite pas de source.

Si Dieudonné a remboursé ses arriérés fiscaux, il lui reste en effet à régler les amendes récoltées au fil de ses neuf condamnations pour dérapages verbaux et qui représentent 65 290 euros. lemonde.fr 09.01

Commentaire d'un internaute

1- Tens donc... le fraudeur n'en était pas un. Et comme d habitude la presse avait vérifieé ses sources et ses infos...encore une opération pour le salir... maintenant je sais contre qui sont destinées les plaintes en diffamation...

Normal, ils ont obtenu ce qu'ils voulaient, l'interdiction de son spectacle voué au Mur de l'Etat sioniste.

Une opération de déstabilisation, mais pas celle que l'on croit.

On peut s'étonner que les représentants officiels des principales religions en France et un certain nombre d'associations à caractère religieux que l'on qualifiera d'extrémistes ou de communautaristes réalisent un front unique contre Dieudonné, dans les deux cas parce qu'il tourne en dérision leur religion ou va au delà de ce qu'ils peuvent supporter, à croire que non seulement l'obscurantisme des religions sert le régime en place, mais que leurs versions extrémistes, sioniste, islamiste salafo-wahhabite lui sont finalement fort utiles.

On peut même ajouter les catholiques ultra réactionnaires depuis le ralliement du FN au PS (et ses satellites et alliés), UMP UDI, et rappelons que le PCF n'a pas condamné la circulaire du ministre de l'Ordre, P. Laurent a estimé qu'elle pourrait s'avérer inefficace à lutter contre l'antisémitisme, il faut donc en conclure qu'il serait favorable à une mesure encore plus attentatoire à la liberté d'expression ou liberticide.

On croyait que ces gens-là ne s'entendaient pas entre eux, représentants officiels de la communauté musulmane et organisations radicales islamistes (qui se présentent autrement évidemment) font donc bon ménage, les uns distillant le venin de la religion qui pourrit la vie du croyant ou le tue à petit feu, les autres répandant sa version léthale, criminelle ou guerrière, avec le soutien de la gauche et l'extrême gauche, la première version étant tolérante ne posant aucun problème à l'ensemble de la population, la seconde étant archaïque et basée sur la charia apparaît insupportable à la population car contraire à leurs valeurs républicaines, démocratiques ou humanistes.

Finalement l'hypocrise est de mise des deux côtés, car chacun espère tirer profit de cette campagne contre une personne qui tourne en dérision ou en ridicule les religieux de toutes espèces, ce qu'ils ne supportent pas. Voilà une excellente affaire pour ramener leurs ouailles au bercail ou dans le droit chemin de la soumission à l'ordre établi que professent leurs religieux ou de gagner de nouveaux adeptes pour le djihad, sans compter qu'au passage un tel service rendu à l'Etat n'est pas désinteressé et se monnaie comptant.

Résumons, union nationale derrière Hollande-Valls-Crif-Netanyahu des partis de l'extrême droite à l'extrême gauche, des représentants des principales religions, des ONG ou associations, des médias, la dictature est en place.

Il existe bien quelques voix disséminées pour s'élever contre cette atteinte intolérable à la liberté de pensée qui dans le futur fera jurisprudence pour s'attaquer aux opposants politiques au régime, à défaut d'être fédérées, elles demeurent inaudibles, seul son rejet par la majorité de la population leur pose véritablement un problème, et encore, Valls n'a pas annoncé à ma connaissance qu'il retirait la circulaire qu'il a adressée aux préfets.

Le "***trouble à l'ordre public***", c'est Hollande-Valls et le Crif en France, Israël au Moyen-Orient.

- Dieudonné va jouer à guichets fermés en Suisse - Le Point.fr 08.01

Dix représentations du "*Mur*" sont prévues dans la ville de Nyon.

Dieudonné avait présenté son spectacle à Genève dans une autre salle, appartenant à une fondation.

En 2010, le tribunal administratif du canton de Genève puis le Tribunal fédéral ont condamné la ville de Genève, considérant qu'elle avait violé la liberté d'expression. Et que le risque de trouble à l'ordre public n'était pas fondé.

Dieudonné s'était par ailleurs déjà produit l'année dernière au théâtre de Marens, sans provoquer d'incident. La municipalité de Nyon n'envisage pas de prendre des mesures particulières cette année. Le Point.fr 08.01

L'Etat sioniste honni dans le monde s'enfonce. Ils le disent eux-mêmes.

- Israël de plus en plus isolé - french.irib.ir 08.01

L'image de l'entité sioniste s'est bien détériorée dans le monde entier.

Elle est très négative, dit une étude israélienne, dans les pays occidentaux, en particulier parmi les gens cultivés. Se multiplient les tentatives de boycott des produits, des universités et même des chercheurs israéliens.La récente étude préparée par l'Israélien Dr. Chlomo Svirski reconnaît que "*l'occupation et le conflit avec les Palestiniens a laissé ses empreintes négatives sur la scène politique et intérieure d'"Israël*". L'étude reconnaît aussi que le conflit israélo-palestinien en général et l'occupation des territoires palestiniens en particulier affaiblissent la position d'"*Israël*" dans le monde, alors qu'"*Israël*" se veut démocratique et défenseur des droits de l'homme. Ils sèment un doute sur la légalité de ses activités.

L'étude est publiée par un centre observe les tendances sociales et économiques de la société israélienne et analyse la politique de son gouvernement. Elle considère le conflit israélo-palestinien comme un fardeau lourd pour la société israélienne.

L'étude parle aussi du déclin de la position d'"*Israël*" dans le monde à cause de la continuation de l'occupation. Elle explique aussi comment le monde ne reconnaît pas l'annexion de la ville d'Al-Quds par "*Israël*", ni les colonies, ni le mur de séparation discriminatoire. Elle parle également de ces décisions internationales qui condamnent "*Israël*", telle la décision de la cour international de La Haye, décision qui a considéré le mur comme illégal.

Et pour les boycotts menés dans le monde contre l'entité sioniste, l'étude cite une vingtaine d'exemples.

Il n'y a même pas un seul pays dans le monde, même pas les Etats-Unis, qui reconnaît la mainmise israélienne sur les territoires palestiniens, l'annexion de la ville d'Al-Quds orientale, les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens, les lignes du mur de séparation discriminatoire construites pas "*Israël*", ajoute l'étude.

L'étude attire l'attention sur un phénomène très inquiétant pour "*Israël*" : selon l'étude, les jeunes laïcs de la communauté juive américaine ne s'intéressent plus à l'Etat hébreu et n'ont aucun lien avec lui.

On remarque désormais partout dans le monde les actions de boycott contre "*Israël*"en général et contre les colonies de la Cisjordanie en particulier, poursuit l'étude.

Depuis l'Intifada d'Al-Aqsa, dans les pays occidentaux, le boycott va bon train contre des groupes, des sections, des produits israéliens, surtout les produits des colonies de la Cisjordanie.

Il est vrai que ce mouvement de boycott ne menace pas l'économie israélienne, mais l'image de la position d'"*Israël*" dans le monde se détériore, conclut le chercheur.

Article publié par l'institut israélien de recherches sur la sécurité nationale, le 1er janvier 2014, traduit et résumé par le département français du Centre Palestinien d'Information (CPI) french.irib.ir 08.01

D'un mur à l'autre.

Le site Atlantico.fr sioniste et néolibéral a commandé un sondage CSA dont nous verrons les résultats plus loin, une minorité de personnes interrogées seraient favorables à l'interdiction des spectacles de DIeudonné, un sondage truqué en réalité.

Pour rappel, c'est quoi Atlantico.fr ?

1- La dénonciation du «*Mur des cons*».

- Tollé autour du "*mur des cons*" du Syndicat de la magistrature - AFP

- «*Mur des cons*» : malaise dans la classe politique - LeFigaro.fr

Qu'ils soient de gauche, de droite ou du centre, l'ensemble des cadres politiques se disent choqués par le «*mur des cons*». Certains craignent de se voir ainsi désignés à la vindicte des magistrats et s'inquiètent pour l'indépendance de la justice. LeFigaro.fr 24.04.2013

- Une justice impartiale ? Manifestement, pas pour un certain nombre de juges du Syndicat de la Magistrature - Atlantico.fr 27.04.13

On a compris le fin mot de cette histoire minable, Atlantico.fr a déclaré que ce n'était pas un journaliste qui lui avait remis ce film

mais un "*avocat apolitique et non syndiqué*", en réalité la soeur de ce journaliste! Explication.

La soeur de Clément Weill-Raynal, Aude Weill-Raynal, est avocate proche de Gilles-William Goldnadel avec qui elle préside l'association Avocats sans frontières, Gilles-William Goldnadel anime un blog nommé Blogdanel dans lequel on trouve une multitude d'articles qu'il a rédigés et qui sont parus dans le portail Atlantico.fr, et à la suite des articles publiés par Atlantico.fr on trouve dans la rubrique "*décryptage*" la sous-rubrique "*La semaine Goldnadel*", ainsi la boucle est bouclée de cette vulgaire provocation orchestrée par un des courant néolibéral et sioniste de la droite. (source Rue89)

- Quand Clément Weill-Raynal pense que quelqu'un a été antisémite, il publie une tribune. En 2011, l'une d'entre elles, « *Quand France Inter crache sur les Juifs* » lui vaut un communiqué de la Société des journalistes de Radio France : « *Le 6 janvier, une trentaine de membres de la Ligue de Défense Juive se sont introduits dans les locaux de France Inter. Pour justifier cette intrusion, ils montraient un texte écrit sur son blog par Clément Weill-Raynal, intitulé* " Quand France Inter crache sur les Juifs " *Dans ce texte, ce dernier, par ailleurs journaliste à la rédaction de France 3, citait – et tronquait – plusieurs témoignages diffusés le 22 décembre sur notre antenne, témoignages recueillis par notre correspondant à Jérusalem, Frédéric Barreyre.* » Rue89 29.04.13

2- Syrie : les Français divisés sur une opération - LePoint.fr 45% d'entre eux s'y déclarent favorables alors que 40% y sont opposés, selon un sondage CSA pour le site d'information Atlantico. LePoint.fr 28.08

Question : qu'est-ce qu'Atlantico.fr ?

Vous vous souvenez de l'affaire du "*Mur des cons*", c'était le portail Atlantico.fr qui en avait été à l'origine, y officie notamment Gilles William Goldnadel président de France-Israël et d'Avocats Sans Frontières deux officines sionistes (voir les causeries du 19 février et du 24 avril 2013), vous pouvez ajoutter J.Attali, etc. (causerie du 29 août 2013)

Actualité juive - N° 1244 - Jeudi 14 février 2013

Lettre très ouverte au Président de la République par Gilles William Goldnadel - 14 février 2013.

- La partie saine de son cerveau, incarnée par votre ministre de l'intérieur, a diagnostiqué l'antisionisme radical et l'islamisme violent comme les vecteurs principaux d'un antisémitisme qui n'est même plus nouveau et qui a ensanglanté Toulouse puis Sarcelles. Mais il existe à l'extrême gauche du même organe un lobe gravement atteint qui ne sait plus distinguer le bien du mal, l'interdit du licite. C'est paradoxalement votre ministre de la justice, qui, très récemment, a remis un prix ironiquement appelé « *des droits de l'homme* » à un proche d'une autre organisation, officiellement répertoriée comme terroriste celle-là, j'ai nommé le FPLP.

- Mais comme rien n'est simple, votre camp peut s'honorer de compter dans ses rangs non seulement Manuel Valls que j'ai déjà nommé, mais encore Lionel Jospin qui, malgré l'hostilité générale de la droite, avait eu le courage physique et intellectuel, dans une université palestinienne, de désigner déjà le Hezbollah comme l'organisation terroriste qu'elle a toujours été.

- Vous êtes aujourd'hui au pied du mur : soit vous appelez un chat un chat et un terroriste un terroriste, soit vous capitulez devant l'ennemi actuellement le plus implacable du monde libre et civilisé. (A propos du Hezbollah - ndlr)

On aurait pu intituler notre article Hollande "*au pied du mur*".

Biographie de Gilles-William Goldnadel sur Wikipédia..

Gilles-William Goldnadel, né le 12 janvier 1954 à Rouen, est un avocat franco-israélien. Également essayiste et militant associatif, il est notamment connu pour son engagement politique pro-israélien. Jean-Yves Camus voit en lui une figure emblématique du courant néo-conservateur qui s'est progressivement développé dans la communauté juive française, au cours des années 2000.

Depuis 2011, il tient une chronique hebdomadaire (« La semaine Goldnadel »), sur le site d'informations Atlantico16, il est aussi intervenant dans l'émission de radio Les Grandes Gueules sur RMC.

Soutien inconditionnel à Israël et engagé à droite , il se présente comme un « *Juif de combat* » et se définit comme « *sécuritaire* », « *réactionnaire* » et partisan d'une « révolution conservatrice », se revendiquant de la « *droite sauciflard* » . Gilles-William Goldnadel se déclare «*hostile à toutes formes d'antisionisme et d'antisémitisme indépendamment de leur orientation politique* ». Dans le cadre de sa défense de la politique d'Israël, il s'oppose notamment à d'autres intellectuels juifs tels que Bernard-Henri Levy et Alain Finkielkraut qui, eux, expriment leurs réserves . L'historien Jérôme Bourdon le décrit comme un « *militant proisraélien radical* ». Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, le décrit comme quelqu'un de « fanatiquement, obsessionnellement, pro-israélien ». Les auteurs du livre OPA sur les Juifs de France (2006) l'accusent quant à eux de « *[flirter] parfois avec la nouvelle droite, version relookée de l'extrême-droite », tandis qu'un spécialiste de ces courants politiques, Jean-Yves Camus, écarte le qualificatif d'extrême-droite pour le rattacher « au courant néo-conservateur juif qui [a pris]*

son essor dans les années 2000 ».

En 2007, il est fait chevalier de l'ordre national du mérite par Nicolas Sarkozy, Président de la République, qui le lui remet personnellement

Dans Le nouveau bréviaire de la haine, Gilles-William Goldnadel dénonce l'émergence d'un « *nouvel antisémitisme* », qu'il attribue à une certaine partie de la gauche. En 2010, Gilles-William Goldnadel déclare que le véritable danger antisémite ne vient plus, en France, du Front national mais des jeunes musulmans de banlieue et de leurs « *complices* », « *les altermondialistes en keffieh* ».

En 2010, il est élu membre du comité directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) : son élection est interprétée par des personnalités juives de gauche comme le signe d'un « *virage à droite* » de l'organisation. Ils dénoncent sa volonté de vouloir jeter des ponts entre « *patriotes français* » et « *sionistes de droite* ». Il appuie également la candidature à la présidence du CRIF de Meyer Habib, proche de Benyamin Netanyahou.

En 2013, il est nommé secrétaire national de l'UMP chargé des médias et à la désinformation. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Gilles-William_Goldnadel)

Dans un article paru dans Valeurs Actuelles daté du 02/01/14 paru le 31/12/13 il ira jusqu'à écrire : "*L'anticommunisme est un humanisme*" après que le maire PCF de Bagnolet, M. Marc Everbecq ait décerné le titre de citoyen d'honneur de la ville Georges Ibrahim Abdallah.

Dans son Bloc-note - Actualité juive - N° 1281 – Jeudi 19 décembre 2013

Instaurer un débat fraternel

- Les relations franches, amicales et même affectueuses que j'entretiens avec Roger Cukierman, ancien et nouveau président du CRIF...

On apprend aussi qu'"*au-delà du fait – juridique - que les statuts du CRIF prévoient naturellement la défense de l'État d'Israël*"

- Il est certes indéniable que l'image du CRIF et de ses présidents a souffert de devoir défendre l'État juif.

- ... la semaine dernière, mon ami Alain Finkielkraut reconnaissait : « *les juifs, de plus en plus, doivent s'excuser d'Israël, quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, et cela ne suffit jamais. Je suis sans cesse ramené à ma défense d'Israël, critiqué moi-même pour ma défense d'Israël alors que je suis signataire de J Call… Cela ne suffit pas. Au fond, viendra le jour où, pour que les juifs redeviennent acceptables, il faudra qu'ils se désolidarisent solennellement d'Israël* ».

Ainsi, si le président du CRIF voulait aller au bout de sa nouvelle logique du vouloir plaire au politiquement correct… Il devrait se faire antisioniste ! Je doute que le vaillant défenseur qu'il a été contre mauvais vent et vilaine marée lors de son premier mandat s'y résigne de bonne grâce…

- Roger Cukierman reconnaît en effet dans la même interview que le nouveau masque de l'antisémitisme contre lequel il souhaite désormais se concentrer est l'antisionisme (signalons au passage que le rappel de cette simple évidence a déclenché la rage des internautes et non la sympathie escomptée par son aggiornamento). Or, tous les actes et discours d'antisémitisme perpétrés contre la communauté juive de France ont pour toile de fond la détestation de l'État du peuple juif.

Je suis d'autre part convaincu que si Roger Cukierman avait été à la place de Richard Prasquier ces terribles dernières années, il n'aurait pu faire autrement que de lutter contre la calomnie antisioniste déchaînée. Il aurait dénoncé la désinformation commise par France 2 et Charles Enderlin dans l'affaire Al dura avant que la justice ne commence à le faire. Il aurait dénoncé le rapport Goldstone à l'ONU, avant que son auteur fasse amende honorable. Il aurait voulu montrer que c'est bien le dénigrement pathologique et mensonger de l'État juif qui pousse un fanatique égaré à massacrer des enfants de ce peuple dans une école de France, pour venger d'autres enfants.

L'heure n'est évidemment pas à la division, alors même qu'un mauvais vent de renoncement bavarois souffle jusqu'à Genève.

Dans son Bloc-notes - Actualité juive - N° 1277 – Jeudi 21 novembre 2013

L'antisionisme, une valeur sûre en Europe par G.W. Goldnadel

Eloquent, n'est-ce pas ? Terrifiant, non ? Ce sont des fachos assurément, eux ils peuvent le revendiquer tranquillement. Où Dieudonné n'est pas à la hauteur, c'est qu'il oublie de préciser que l'holocauste est le produit du sioniste Herzl et que sans

l'holocauste Israël n'existerait pas, autrement dit il l'avait programmé et le régime nazi l'a réalisé, on en a fourni les preuves. On peut le contester, on peut tout nier. N'oubliez pas la petite expérience avec notre petit morceau d'acier de 10 cms d'épaisseur et le kérosène. Je peux vous en filer j'en ai deux bidons en réserve pour le générateur en cas de cyclone, au fait, il n'a pas encore fondu, il doit y avoir un truc !

Vous ne pouvez pas les "***séduire***.

- L'« *antisionisme* » de Dieudonné séduit des jeunes musulmans français - lemonde.fr 08.01

Mais l'aura de Dieudonné au sein d'une partie de la communauté musulmane tient surtout à son « *antisionisme* », compris comme un engagement sans faille pour la cause palestinienne, sujet éminemment sensible au sein de la jeunesse de culture arabo-musulmane. « *Or, assure le chercheur Haoues Seniguer, qui observe l'expression de l'antisémitisme sur les sites francophones et arabophones, le glissement de Dieudonné d'un antisionisme que l'on pouvait juger rationnel vers un antisémitisme carabiné et obsessionnel ne gêne pas les musulmans conservateurs. On a l'impression que certains jeunes musulmans nés en France se sentent extérieurs à l'histoire de l'extermination des juifs, ce qui leur permet de relativiser les dérives antisémites de Dieudonné et d'Alain Soral* ». lemonde.fr 08.01

(Passons sur Soral qui est d'extrême droite, à ma connaissance Dieudonné ne s'est jamais attaqué aux juifs, aux juifs en général, il s'agit là d'un amalgame ordurier. - ndlr)

La position de Dieudonné dans certains milieux musulmans suscite bien des contorsions. Tel site communautaire préfère ne pas en dire un mot, de peur de mécontenter un camp ou l'autre.

Un autre, Saphirnews admet : « *On a eu beau essayer de ne pas aborder ce non-sujet, nous y sommes contraints. A fortiori parce que les musulmans y sont très sensibles* », écrit le 6 janvier Hanan Ben Rhouma sur le site, appelant les lecteurs à « *la lucidité* » face aux supposés combats antiraciste et propalestinien du trublion. Le site avait, quelques jours auparavant, publié une tribune d'un universitaire, Nicolas Bourgoin, qui semblait douter de « *l'antisémitisme* » du polémiste.

Même le prédicateur suisse Tariq Ramadan, encore populaire chez les jeunes Français musulmans, a jugé utile de prendre position. Dans une vidéo de 22 minutes, il développe un argumentaire alambiqué, où il dénonce à la fois la vulgarité de la quenelle et le caractère antisémite de Dieudonné, tout en cautionnant le bras d'honneur compris comme un « *geste antisystème* ». lemonde.fr 08.01

Vous n'avez pas le droit de douter de l'antisémitisme de Dieudonné comme du caractère démocratique de l'Etat d'Israël, sinon vous êtes antisémite, tel est leur discours.

Un sondage commandé par un portail sioniste.

Question posée à 960 personnes et pas une de plus : Vous personnellement, êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à l'interdiction des spectacles de Dieudonné ?

Ce que ne dit pas l'AFP ou plutôt il ment quand il dit que l'âge n'a pas d'influence, au contraire ce sont les vieux qui sont le plus favorable à cette interdiction. Et surtout le PS avec 69%, EELV avec 56%, loin devant l'UMP et l'UDI à 52%, les pires réacs quoi. Ce résultat est donc à mettre au compte du parti le plus à droite après le FN, le PS.

Il est précisé en tout petit à la suite de ce sondage que "*en raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence*", de quels "*effectifs*" s'agit-il, de sont de CSA ou de la population susceptible de répondre à un sondage, curieux, cela pue la manipulation et le conditionnement, au point que l'AFP est obligé de reconnaître qu'iil existe un fossé énorme entre l'aristocratie qui nous gouverne et le peuple, la plèbe qui rejette cette mesure et sa politique en général.

- 52% des Français favorables à l'interdiction des spectacles de Dieudonné - AFP

C'est presque du moitié-moitié. Selon un sondage CSA pour le site internet Atlantico, 52% des Français sont favorables à l'interdiction des spectacles de Dieudonné.

Un clivage entre la base et les élus. L'opinion publique se montre donc mitigée alors que «la classe politique et médiatique est aujourd'hui quasiment unanime dans sa condamnation des propos de l'humoriste», souligne Yves-Marie Cann, directeur en charge des études d'opinion de l'Institut CSA.

La liberté d'expression en question. Un décalage entre les élites et la population qui pourrait s'expliquer, selon Yves-Marie Cann, «*par le fait que ce débat autour de l'interdiction, ou non, des spectacles de Dieudonné, semble se décaler aujourd'hui sur la*

question plus générale de l'application de la liberté d'expression, (...) un débat particulièrement sensible au sein de l'opinion française».

FN et Front de Gauche hostiles à l'interdiction. L'âge et le niveau scolaire influencent assez peu l'opinion des sondés sur la question. En revanche, la proximité partisane donne des résultats plus tranchés. «*On note que (les sympathisants) des principaux partis de gouvernement (UMP, EELV, PS) se déclarent majoritairement en faveur de l'interdiction des spectacles de Dieudonné (respectivement 54%, 56% et 69%)*», observe Yves-Marie Cann dans Atlantico. En revanche 57% des sympathisants du Front National et 69% de ceux du Front de Gauche se disent opposés à l'interdiction des spectacles de Dieudonné.

Inutile contre l'antisémitisme. Il reste un point sur lequel une large majorité se dégage : 64% des sondés jugent que l'interdiction des spectacles de Dieudonné n'est pas une mesure efficace pour lutter contre l'antisémitisme. AFP 08.01

Commentaire d'internaute.

1- Bizarre, j'ai observé différents sondages (tous issus de quotidiens peu enclin à défendre Dieudonné) et je me souviens de chiffres comme 75,76 et même 80% contre les interdictions. Et aujourd'hui, on aurait tout juste 52% pour.... Je ne pensais pas les Français si "*malléables*".

2- Hier soir, suite à l'annonce du journal de france3 qui disait qu'un sondage était en cours sur leur site, je me suis connecté sur France TV Info et j'ai voté pour répondre à leur sondage. 25% seulement des sondés souhaitaient l'interdiction de ses spectacles et 66% était contre l'interdiction. Ce matin, suite à l'annonce en boucle faite par les média concernant un sondage qui donnait 52% des Français qui était contre la tenue des spectacles de cet humoriste, je me suis connecté su rle site de France TV Info. Et là, surprise, impossible de retrouver ce fameux sondage...

3- Le danger de la France n'est pas là où on croit, c'est cette pseudo-morale qui se veut être au dessus de la loi et décider de quoi on doit rire et ne pas rire parce qu'on serait trop bête pour juger correctement.

4- De même, l'acharnement dont semble être victime Dieudonné où l'on enquête dur sa vie et où l'on mène consécutivement des actions juridiques ou autres suite aux découvertes faîtes. Cela est digne d'une police politique.

En Complément. Ils suintent le racisme et la haine qui servent leurs intérêts.

- Voyage dans la France raciste - Le Nouvel Observateur

- Un Allemand de 88 ans inculpé dans le massacre d'Oradour-sur-Glane - L'Express.fr

Il reste 5 témoins grabataires qui n'ont rien vu et qui ne sont pas en mesure de se rendre dans un tribunal, c'est dingue ! Pour le vérifier taper le titre de cet article dans Google et lisez.

En complément. Il y a ceux qui la réclament et ceux qui n'en peuvent plus.

- Et si la monarchie, c'était la solution ? - Causeur.fr

- Espagne: arrestations de soutiens aux détenus de l'ETA, "*stupeur*" au Pays basque - AFP

Comme les sionistes ne veulent pas la "*paix*" avec les Palestiniens, la monarchie constitutionnelle espagnole a besoin de l'ETAT et du régime de la terreur, des attentats pour justifier l'instauration d'un régime politique...

La chasse aux sorcères est lancé sur tout le territoire, y compris après coup.

- "***Quenelle***" au Petit Journal: Canal+ mis en garde par le CSA - bfmtv.com 09.01

Une émission de télévision en public est-elle responsable des faits et gestes de ses spectateurs? Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a répondu jeudi par l'affirmative. Il a adressé une mise en garde à Canal+ pour avoir laissé un des spectateurs du Petit Journal faire à treize reprises le geste controversé de la "*quenelle*" en novembre, a annoncé jeudi la haute autorité.

Alors que Yann Barthès recevait un jeune professeur d'histoire qui avait protesté contre les sifflets anti-Hollande lors des cérémonies du 11 novembre, un jeune homme, profitant d'être face à la caméra, a effectué plusieurs fois ce geste, vu par certains comme un geste antisémite et par d'autres comme une simple manifestation antisystème.

La production du Petit Journal avait expliqué n'avoir vu le geste qu'après coup, mais n'avoir reçu aucune plainte. bfmtv.com 09.01

- Manuel Valls chahuté à Rennes - Leparisien.fr 08.01

Huées et… quenelles ont «*accueilli*» Manuel Valls à son arrivée à la gare de Rennes (Ille-et-Vilaine), ce mercredi soir. Leparisien.fr 08.01

De quoi parlent-ils au juste ?

1- «*Concernant le caractère antisémite du spectacle, on ne peut pas invoquer à l'avance des propos qui pourraient constituer un délit. Le support n'est pas figé, on ne peut donc pas savoir quels sont les propos qui seront tenus lors du spectacle*», a déclaré l'avocat de M. Daveau, Me Jean-Raphaël Mongis. Leparisien.fr 08.01

2- Rachida Dati qui fut Garde de Sceaux de Nicolas Sarkozy : «*les propos et le comportement tombent sous le coup de lois*». Leparisien.fr 08.01

Mais justement, c'est là qu'est le problème : pourquoi ceux qui veulent faire interdire ses spectacles ne reprennent-ils pas cet argument ? Mais tout simplement parce qu'il est contestable, ils savent que ses propos et le comportement qu'ils invoquent ne sont pas de nature à tomber sous le coup de leur loi, autrement dit leurs accusations sont pure invention, fabulation, mensonge, escroquerie...

3- «*Je suis convaincu que cette circulaire n'est pas conforme au droit*», a estimé de son côté l'ancien ministre de la Culture et professeur de droit Jack Lang. «*La liberté est la règle dominante et pour y porter atteinte, il faut des raisons, de vraies raisons. Le Conseil d'Etat pose des conditions très rigoureuses*», a-t-il insisté mercredi matin sur le plateau de Politique S (LCP-Lab d'Europe1). Leparisien.fr 08.01

Dieudonné: contre-attaque judiciaire et spectacles en suspens

Après des arrêtés d'interdiction en cascade mardi de son spectacle "*Le Mur*", le polémiste Dieudonné a lancé sa contre-attaque devant les tribunaux administratifs où va se jouer le sort de sa tournée controversée dès jeudi à Nantes. AFP 08.01

ACTUALITÉ DU JOUR

Quel soulagement... à gauche !

- Serge Dassault garde son immunité: le "*désastre*" d'une "*justice à deux vitesses*"? - L'Express.fr

Le bureau est composé de 26 membres dont le vote est secret: le président du Sénat, Jean-Pierre Bel (PS), les 8 vice-présidents, 3 questeurs et 14 secrétaires. Neuf appartiennent au PS, 3 au groupe communiste républicain et citoyen (CRC), un est écologiste, et un autre RDSE (à majorité PRG).

Soit 14 à gauche et 12 à droite (10 UMP et 2 UDI-UC). Il a donc manqué deux voix de gauche pour lever l'immunité de M. Dassault. L'Express.fr 08.01

Il faut comprendre, déjà qu'il n'a jamais été foutu de vendre le moindre Rafale dans le monde... Les intérêts de la France avant tout, tout de même !

Bien mal acquis ne profite jamais...

- Chacun ses biens, une tendance en hausse au sein des couples - AFP

Recul du mariage et recours en hausse au régime de la séparation de biens chez ceux qui sautent le pas: la tendance est à une "*individualisation croissante*" du patrimoine au sein des couples, selon une étude publiée jeudi par l'Insee.

En 1992, 90% des Français vivant en couple étaient mariés, ils n'étaient plus que 75% en 2010. Chez les couples formés il y a douze ans ou moins, 70% étaient mariés en 1992, 44% en 2010, selon les chiffres de l'enquête Patrimoine 1992-2010 cités dans la revue.

De plus en plus de personnes optent pour le contrat de mariage devant notaire et le régime de la séparation de biens. La part des couples en séparation de biens est ainsi passée de 6,1% du total des personnes mariées en 1992 à 10% en 2010, soit une hausse de 64%.

Les couples vivant sous le régime de la séparation de biens sont plus diplômés que les autres. Ainsi la proportion d'individus ayant un master (bac+5) ou un diplôme de grandes écoles est de trois à cinq fois plus élevé chez les couples sous ce régime que chez les autres couples. AFP 08.01

C'est la traduction de la putréfaction des rapports sociaux de production ou des rapports entre les classes. On envisage de se quitter au moment où on scelle une alliance, bonjour la confiance. Bon,l n'y a plus qu'à s'épier mutuellement pour savoir lequel des deux prendra la responsabilité de la rupture, et l'endossera de préférence, y compris devant les tribunaux, un vrai bonheur leur société. Le mieux encore, c'est de ne rien posséder ou décider de comme un accod qu'il s'agit d'une liaison temporaire qui durera ce qu'elle durera. Personnellement, je n'aurais jamais pu partager ma vie avec une compagne et tenir mes comptes de mon côté, cette idée m'est détestable.

Paris ordonne au président centrafricain de dégager au plus vite !

- Michel Djotodia poussé à la démission en Centrafrique - Reuters

Le président centrafricain par intérim Michel Djotodia sera prié jeudi de démissionner par ses pairs africains afin de faciliter une sortie de crise, a-t-on appris mercredi auprès de sources à Bangui et Paris.

Son départ pourrait être entériné lors d'un sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale convoquée à N'Djamena et annoncé au Tchad ou au retour de Michel Djotodia à Bangui, a-t-on ajouté.

"*C'est terminé pour lui maintenant*", a déclaré un membre de l'entourage de Michel Djotodia. Un porte-parole du président a toutefois démenti tout projet de démission.

Un haut responsable de la diplomatie française a déclaré à Paris que le président tchadien Idriss Déby, jusqu'ici soutien du président centrafricain par intérim, avait lâché son protégé.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avait évoqué la possibilité d'un départ de Michel Djotodia dans une interview publiée mercredi par Le Parisien.

"*Il est envisagé que les pays de la région (Afrique centrale) se réunissent jeudi pour prendre des décisions*", a-t-il dit selon le texte validé par le Quai d'Orsay.

De source diplomatique française, on souligne que Paris souhaite que le président par intérim quitte le pouvoir le plus vite possible pour faciliter une sortie de crise.

"*Djotodia et nous, ce n'est pas une histoire d'amour. Plus vite il partira, mieux on se portera*", déclare ce diplomate. Reuters 08.01

ACTUALITE EN TITRES

Enfin une guerre que la CIA a gagné !

- En Afghanistan, l'OTAN a perdu la guerre de l'opium - Lemonde.fr 08.01

La surface cultivée consacrée au pavot est passée de 131 000 à 154 000 hectares en 2012 et a fait un bond en 2013 avec 209 000 hectares, précise l'Ambassadeur de France Henri Froment-Meurice. Lemonde.fr 08.01

Non, c'est juste indiquer qui détient le pouvoir.

- Michel Rousseau - Fondation Concorde : "*Faire un pacte de responsabilité avec les entreprises, c'est avouer une faiblesse inouïe*" - Atlantico.fr

Allez, cela vous arrange bien...

Enfin la croissance !

- Stabilité du taux de chômage dans la zone euro, à 12,1% - Reuters

- Italie: nouvelle poussée du chômage en novembre - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Une émanation d'Al Qaïda appelle à écraser l'opposition en Syrie - Reuters

- Syrie : Moscou bloque une déclaration du Conseil de sécurité - LeMonde.fr

Le projet de déclaration britannique exprime l'« indignation (du Conseil) devant les raids quotidiens menés par le gouvernement syrien contre la ville d'Alep.

Pour protéger qui, réponse :

- Dans la ville d'Alep, il ne reste "*quasiment*" plus de combattants de l'EIIL, les rebelles de différentes brigades islamistes ayant délogé le groupe jihadiste de toutes ses bases, notamment l'ex-hôpital pour enfants, "*qui était devenu le quartier général de l'EIIL dans la ville*" et une de ses "*plus importantes prisons*", selon l'OSDH. L'organisation précise que des dizaines de détenus auraient été libérés. AFP 08.01

Mais dites-nous, ces derniers jours lorsque vous hurliez que l'armée nationale syrienne bombardait Alep, vous nous aviez caché qu'il s'agissait en fait d'un repère de l'EIIL...

2- Israël

- Israël: plus 10.000 migrants africains encerclent le Parlement - AFP

Plus de 10.000 demandeurs d'asile africains entrés illégalement en Israël se sont rassemblés mercredi devant le Parlement à Jérusalem, au quatrième jour de leur protestation contre la politique d'immigration du gouvernement, a indiqué la police.

"*Plus de 10.000 manifestants se sont rassemblés avec l'autorisation de la police dans le calme en face de la Knesset*", a affirmé à l'AFP le porte-parole de la police Micky Rosenfeld selon qui "*la police est présente en force pour assurer l'ordre*".

Le président du Parlement Yuli Edelstein a pour sa part interdit l'entrée de la Knesset à quatre représentants des manifestants qui avaient été invités à une rencontre par des députés.

Dans un communiqué, M. Edelstein a expliqué qu'il voulait ainsi "*éviter des provocations susceptibles de dégénérer en violences*".

Les manifestants, originaires principalement d'Érythrée et du Soudan, ont manifesté dans le calme en scandant: "*Nous sommes des réfugiés, nous avons besoin de protection*", en anglais.

L'écrivain israélien primé David Grossman s'est dit "*honteux et déconcerté*" face au traitement réservé à ces migrants dans son pays, rapporte le site d'information Ynet.

Lundi, ils avaient défilé à Tel-Aviv devant plusieurs ambassades occidentales.

Dimanche, plus de 30.000 d'entre eux avaient participé à une manifestation monstre dans le centre de Tel-Aviv.

Ces demandeurs d'asile dénoncent le refus des autorités d'examiner leurs demandes, ainsi que le placement en rétention de centaines d'entre eux.

Ils se sont heurtés à une fin de non-recevoir du Premier ministre Benjamin Netanyahu qui a prévenu que leurs manifestations ne "*serviraient à rien*".

Lors d'un rassemblement mardi à Tel-Aviv, les représentants des protestataires ont affirmé que le mouvement se poursuivrait jusqu'à ce que le gouvernement annule une législation controversée et leur accorde le statut de réfugiés.

Selon une loi votée le 10 décembre, les immigrés clandestins peuvent être placés jusqu'à un an en centre de rétention sans procès.

Parmi eux, un demandeur d'asile érythréen, Habton Mahari, a affirmé à la chaîne israélienne Channel One que le gouvernement devait "*cesser d'arrêter les demandeurs d'asile dans la rue, révoquer la loi raciste (...) et plus important encore, reconnaître les demandeurs d'asile comme des êtres humains*".

Sa demande d'asile n'a toujours pas été examinée par les autorités israéliennes, six ans après son arrivée dans le pays, déplore cet homme.

Le quotidien Haaretz a rapporté sur son site internet que sur 1.800 demandes d'asile remplies par des Érythréens et des Soudanais, aucune n'avait été approuvée jusqu'alors. Sur ce total, le quotidien rapporte que seulement 250 ont été examinées, parmi lesquelles 155 ont d'ores et déjà été rejetées.

Les autorités israéliennes, qui estiment à quelque 52.000 le nombre d'Africains entrés clandestinement qui sont encore en Israël, ont lancé en 2012 une campagne ayant abouti au départ ou à l'expulsion de 3.920 d'entre eux.

La clôture électronique construite par Israël le long des 230 km de frontière avec l'Egypte, a réduit pratiquement à néant le nombre d'entrées illégales en Israël à partir de la péninsule du Sinaï. AFP 08.01

Haut de page

Le 10 janvier 2014

CAUSERIE

La causerie mise en ligne hier très tard a précédé l'interdiction du spectacle à Nantes de Dieudonné par le Conseil d'Etat de la tyrannie.

Le site sera encore actualisé très tard car j'ai un tas de choses à faire chez moi que j'ai laissé de côté ces derniers jours à cause de cette affaire. Sachez seulement que j'ai essayé une dizaine de fois de me connecter au portail du Conseil d'Etat pour en connaître la composition, en vain, il doit être saturé ou mis hors service, fermé momentanément ?

il est 15h20, deux nouveaux articles de presse en ligne, la suite dans 6 heures environ, je charge encore de nouveaux articles pour compléter la causerie du jour.

Le Point, le magazine de BHL et autres sionistes déclarés commencent à se demander (hypocritement) si Valls n'a pas été trop loin, s'ils n'ont pas été trop loin, car s'il y avait une vague avérée d'antisémitisme en France, ils en porteraient la responsabilité, et pour se couvrir ils devraient se découvrir encore davantage et ce serait le régime qui se retrouverait à poil, fragilisé, sans défense...

Ils fournissent sur un plateau un argument au FN, génial non ! Marine Le Pen jubile ce matin, elle se présente en défendeur de la liberté d'expression et des valeurs de la République. C'est cela le sionisme, une chose que Dieudonné n'a peut-être pas compris, et s'il l'exploite c'est qu'il est très con, nous de notre côté nous l'avons parfaitement saisi.

En réalité, ceux qui prétendent combattre le racisme, gauche, extrême gauche et autres gauchistes font le lit de l'extrême droite, c'est ce que nous n'avons pas cessé de répéter depuis des mois preuves à l'appui, en voici une de plus et elle est de la taille d'une grande quenelle ! A suivre.

Vendredi 22h47 à Pondichéry

J'allais me connecté sur le serveur du site quand j'ai réussi à me connecter sur le portail du Conseil d'Etat, il est momentanément indisponible, il croule sous les appels, voici ce qui s'affiche sur leur page d'accueil : - "*En raison d'un nombre*

très important de connexions, ce site est momentanément inaccessible. Nos services sont mobilisés pour rétablir son bon fonctionnement dans les meilleurs délais.

Merci de votre compréhension. "

Non, c'est trop nous demandez, on veut votre tête tout de suite ! Vous voulez abattre la liberté d'expression, alors il faut vous abattre pour la préserver.

Il faut abolir le Conseil d'Etat, la Ve République antidémocratique et bonapartiste ! A bas la dictature, à bas Hollande-Valls-Ayrault- Fabius-Sapin, à bas le PS !

Affaire Dieudonné. La voie est libre pour la Valls brune.

Le problème, c'est que plus de 99% des gens qui se prononcent ou qui sont amenés à se prononcer sur cette question (la différence entre le sionisme et l'antisémitisme) ne l'ont pas étudiée à fond, ils n'y connaissent pour ainsi dire absolument rien, du coup il est très facile de les manipuler dans un sens ou un autre.

On a oublié de dire qu'il s'agit d'une décision politique et non de justice puisque Hollande-Valls s'asseoient dessus, l'indépendance de la justice ou la séparation de la justice et de l'exécutif on ne connaît pas dans une dictature.

Au fait, pour se marrer, vous savez que je travaille comme un forcené, bon j'arrêterai bien un jour, en attendant à force d'avoir les deux bras pliés et les deux mains sur le clavier du matin au soir j'ai des douleurs dans les bras, alors régulièrement dans la journée j'ouvre les bras puis je les ramène et je place ma main gauche au niveau du coude du bras droit que je tends, je tire dessus pour me soulager et ensuite je change de bras, donc je réalise le geste en question à tour de bras. Même quand je suis en moto à un feu rouge ou que je marche dans la rue à Pondichéry je fais ce geste pour me détendre, sans penser à la peste brune de Valls. Si je trouve le temps demain je vais enregistrer cette séquence avec le webcam de l'autre ordinateur et je la mettrai en ligne, j'en enverrai bien une copie place Beauvau et au Château, non ?

J'ai trop mal au bras pour rester plus longtemps devant l'écran et ajouter de nouveaux articles en ligne, ce sera pour demain matin, je commence toujours la journée en faisant quelques exercices de taï chi ou de yoga, les bons gestes quoi...

Le mur, l'apartheid, l'existence d'Israël ou la cause du sionisme sont supérieurs à la liberté d'expression. Ils le disent eux-mêmes.

- "*Le Crif est pleinement satisfait que la justice l'emporte sur toute autre considération*", a déclaré une des porte-parole du Conseil représentatif des institutions juives de France. lepoint.fr 09.01

Conseil d'Etat. Tribunal d'exception. Qui est Bernard Stirn ?

Arrière-petit-neveu d'Alfred Dreyfus , il est issu d'une famille de hauts fonctionnaires parmi lesquels se trouvent Alexandre Stirn, son père, préfet de région honoraire, et Olivier Stirn, un de ses cinq frères, ancien ministre. (Wikipédia)

Je ne suis pas parvenu à obtenir la liste des membres du Conseil d'Etat qui ont décidé l'interdiction du spectacle de Dieudonné. Envoyez-moi cette liste si vous parvenez à l'obtenir.

Ils demandent à être reçu par le dictateur.

POI. "*Les élus veulent être reçus par le Président !*". (Sur leur site Internet)

Non ce n'est pas un canular ou une sinistre blague de Dieudonné, c'est la ligne politique du POI, parce qu'ils ne savent pas qui est à la tête de l'Etat en France, ils s'en foutent en vérité. Un camarade m'a écrit qu'ils avaient changé les dirigeants du POI (CCI), non et ils le disent eux-mêmes, il se trompe, ils sont restés fidèles à eux-mêmes, je crois qu'il y a échappé quelque chose à ce camarade.

Au fait, dans le numéro 283 d'*Informations ouvrières* pas un mot sur l'affaire Dieudonné, comme sur le mariage homosexuel, ce sont des lâches ! Et sur la connexions entre Jean-Claude Gaudin et FO ? Vous rêvez ou quoi !

Les masques sont tombés, le mouvement ouvrier et son avant-garde sont morts.

Je viens d'expliquer à mon épouse arriérée au dernier degré que les gens étaient contre toute atteinte à la liberté d'expression, mais que les partis, organisations, groupes, comités, associations dans lesquels sont organisés prétendument des gens ayant

un niveau de conscience supérieur, les intellectuels connus ou qui ont accès aux médias, tous avaient refusé de la défendre parce qu'ils auraient dû affronter l'Etat et la fureur des médias aux ordres et ils n'en avaient ni la volonté ni le courage, ils étaient tous corrompus par l'idéologie de la classe dominante qui finalement leur dicte ce qu'ils doivent penser. Quand vous analyserez leur politique et leur comportement, n'oubliez surtout pas cet épisode, n'oubliez rien sinon tout ce que vous pourrez produire sera faussé, nous allons redoublé de vigilance pour démasquer impitoyablement toute trace de collusion, toute tentation de trouver des circonstances atténuantes à ces lâches, ces imposteurs qui osent parler en notre nom et celui du socialisme.

Rappelons qu'on n'a jamais exigé de personne de soutenir Dieudonné, mais de seulement de faire la part des choses et de défendre la liberté d'expression, autrement dit de faire preuve d'un minimum de discernement et d'honnêteté intellectuelle, apparemment cette exigence était au-dessus de leurs moyens, alors de là à imaginer un instant qu'ils vous défendraient contre la mitraille, ne rêvez pas, ils vous laisseraient crever, à leur place.

Mon épouse connait Dieudonné et elle le fait bien rire m'a-t-elle dit, en ajoutant qu'il était désormais interdit de rire en France et que c'était grave car on en a rarement l'occasion, surtout elle avec ses valves cardiaques dont elle entend 24h/24 le tic-tac infernal qui résonne dans son cerveau. Un cerveau bien malade décrètera le dictateur Valls qui lui vaut un bras d'honneur de sa part, cela la soulage et c'est son droit.

Elle a raison, ce qui vient de se passer en France est d'une gravité exceptionnelle, la classe ouvrière vient de subir une terrible défaite, pire que le TSCG et l'ANI réunis car c'est la liberté de pensée qui a été condamnée, cela nous renvoie au régime de Vichy ou nazi dont Hollande et Valls auraient très bien pu faire partie sans se déshonorer ou trahir leurs convictions puisqu'elles sont finalement compatibles.

Interdire un spectacle en France nous renvoie aux pires dictatures qui ont existé ou qui existent encore de nos jours, et il ne s'est trouvé aucun parti, aucun intellectuel pour s'y opposer, même aux heures les plus sombres du XIXe et du Xe siècle des hommes et de femmes qui se sont levés pour dénoncer l'infâmie, dans tous les pays totalitaires, tous les pays sous des régimes staliniens des voix courageuses se sont fait entendre au risque ou au péril de leurs vies pour défendre le droit de s'exprimer librement, mais en France aujourd'hui il ne s'en est pas trouvé un seul, honte à tous ceux qui en avaient les moyens et qui se sont abstenus.

C'est étonnant de voir tous ces gens qui se disent socialistes, communistes, trotskistes bourrés de principes et de valeurs et qui tout d'un coup n'en ont plus une seule, envolés, désintégrés, en réalité ils ont tous désertés, ils les ont troqués contre leur petit confort personnel ou leur statut, il est vrai que c'est plus confortable de soutenir une dictature que de s'y opposer, gageons qu'elle saura se montrer généreuse à leur égard en retour, et qu'on ne vienne surtout pas nous accuser de calomnies, n'inversez pas les rôles, car qui verse dans l'infâmie doit être reconnu comme tel et en subir les conséquences, de toutes manières on n'a pas perdu grand chose, ces gens-là n'ont jamais partagé le même idéal que nous, ils viennent quand même d'en faire la démonstration, il y en a parmi nous qui l'auront déjà oublié, ils n'ont jamais défendu autre chose que leurs propres intérêts avec lesquels se confondait leurs interprétations foireuses de la société, intéressées, jamais pour le socialisme.

Quand on affirme que les convictions de Hollande et Valls, du PS, sont compatibles avec celles d'un régime fasciste, on ne fait que se livrer à une simple observation, une constatation, un régime fasciste qui ne nous ramène pas forcément en arrière, car de nos jours c'est le régime sioniste auquel ils sont totalement soumis qui l'incarne.

C'est ce que Dieudonné dénonçait dans son nouveau spectacle, Le Mur. Le mur infâme qui sépare Israël des bantoustans palestiniens dans lesquels les Palestiniens sont prisonniers, à la merci d'un bombardement déclenché à tout moment par l'occupant, de la justice arbitraire de la dictature, de leur Etat de non-droit qui emprisonnent sans procès, qui excécutent de sang froid à la moindre résistance, qui planifie la liquidation de leurs opposants, qui martyrise tout un peuple depuis 66 ans.

Le temps d'un verdict rendu par un tribunal d'exception dirigée par des sionistes, il est devenu "antijuif".

Libération. Le Conseil d'Etat a interdit, in extremis jeudi, le spectacle de l'«humoriste» antijuif, à Nantes, comme le souhaitait le gouvernement.

Il y a désormais une jurisprudence Dieudonné. Le Conseil d'Etat a tranché : le spectacle de l'«*humoriste*» qui devait avoir lieu à Nantes a été interdit. C'est un virage de la doctrine administrative qui, depuis 1933, avait toujours été très sourcilleuse sur la liberté de réunion et d'expression, estimant que c'était aux maires et aux préfets de prévoir les forces de police suffisantes pour pouvoir garantir l'ordre public. Jeudi soir, le Conseil d'Etat a considéré, à l'inverse du tribunal administratif de Nantes qui avait statué quelques heures avant, que «*la réalité et la gravité des risques de troubles à l'ordre public [étaient] établis*». Dieudonné pourra toujours continuer à contester chaque décision d'interdiction de son spectacle prise par les maires et les préfets, mais les juges devraient suivre la nouvelle jurisprudence. Et même si Dieudonné faisait une requête sur le fond de l'affaire, il y a fort à parier que le Conseil d'Etat ne reniera pas le juge Bernard Stirn, deuxième personnage le plus important de l'Institution.

L'audience est bouclée en une heure. Bernard Stirn réapparaît peu avant 18 h 30 et lit son arrêt. Le show est interdit. Sonnés, les avocats de l'«*humoriste*» quittent le Conseil d'Etat sans aucun commentaire.

Au ministère de l'Intérieur la requête était prête, en cas de décision défavorable venue du tribunal administratif de Nantes. Elle est tombée à 14 h 20. A 15 heures, Manuel Valls saisit le Conseil d'Etat. Celui-ci avait évidemment déjà planché sur la question, imaginant bien que le «*perdant*» de Nantes, que ce soit Valls ou Dieudonné ferait appel à lui. Il décide de tenir audience deux heures plus tard, et de rendre sa décision dans la foulée. Il y était contraint avant la tenue du spectacle, mais cette précipitation a laissé peu de temps aux avocats de Dieudonné pour prendre connaissance de la requête du ministre et préparer leur argumentaire. «*On me fixe une audience à 17 heures m'empêchant matériellement d'être présent, c'est scandaleux, on bafoue les droits de la défense*», a dénoncé l'avocat de Dieudonné, Jacques Verdier.

Sans tomber dans la paranoïa, les contacts sont aisés entre les conseillers d'Etat de l'institution et ceux en poste dans les ministères. Il n'est ni surprenant ni choquant que la circulaire, dont l'argumentaire a été peu ou prou repris par le Conseil d'Etat, ait été rédigée par un juriste formé au Conseil d'Etat. «*Le Conseil d'Etat joue son rôle de garant des institutions républicaines : nous sommes dans une période de crise, il n'y avait plus moyen d'arrêter ce personnage et le Conseil aurait difficilement pu désavouer le ministre de l'Intérieur, admet Serge Slama, maître de conférences en droit public à l'université d'Evry. En revanche, nous allons regretter cette jurisprudence qui restreint les libertés au nom de la déclaration des droits de l'homme et de la tradition républicaine.*» Libération09.01

Un déchaînement de haine.

- Haine - Liberation.fr 09.01

Thénardier de la haine, Dieudonné fait de l'antisémitisme son petit commerce. Une exécration systématique et paranoïaque des juifs. Quels spectateurs ou internautes complices peuvent penser qu'un homme qui fait parader Faurisson en pyjama de déporté est un «*humoriste*» ou un militant «*antisystème*» ? Dieudonné est un raciste et un antisémite et condamné comme tel à sept reprises par la justice de son pays. Liberation.fr 09.01

Les ordres que Hollande et Valls exécutent sont venus de Tel-Aviv.

- Le Conseil d'Etat interdit le spectacle de Dieudonné à Nantes - jssnews.com 09.01

(Média israélien qui se revendique sioniste.)

Statuant en moins de 45 minutes, le Conseil d'Etat, saisi par Manuel Valls qui a fait appel de la décision du tribunal administratif de Nantes, lequel avait autorisé le spectacle de Dieudonné, ce soir à Nantes, le Conseil d'Etat donc, vient d'interdire le spectacle.

Et nous pouvons imaginer sans trop spéculer que l'ensemble des tournées de Dieudonné va être annulé.

Et si cela se confirme, ce serait de la fausse modestie que de ne pas rappeler que JSSNews a été aux avants postes de la lutte contre Dieudonné, et que nous n'en avons pas fini avec lui. jssnews.com 09.01

- L'affaire Dieudonné vue d'Israël - Le Point.fr 09.01

Les médias puis le Parlement israéliens se sont emparés de la question de Dieudonné et de sa quenelle, symboles de "*l'antisémitisme en France*".

Fin décembre à Jérusalem, le débat s'est invité sur le terrain politique : la commission parlementaire de l'immigration s'est réunie pour un grand débat sur la montée de l'antisémitisme dans le monde, plus particulièrement en Europe et en France. Il a été beaucoup question de la "*quenelle*". Les députés ont tous exprimé leur inquiétude face à "*la résurgence d'un phénomène qui menace tout le monde, et pas seulement les Juifs*". Parmi les personnalités invitées, le premier conseiller de l'ambassade de France, Zacharie Gross. Il a qualifié la quenelle de geste antisémite, et rappelé la condamnation de l'ensemble du gouvernement français ainsi que les mesures prises par Manuel Valls pour faire interdire les prestations de Dieudonné.

De son côté, le président de l'association israélienne des étudiants et directeur d'un programme de lutte contre l'antisémitisme, Ido Daniel, a expliqué comment il se battait sur les réseaux sociaux contre la quenelle et ceux qui la soutiennent.
Plusieurs parlementaires ont alors pris la parole. Certains affirmant que "*ce salut nazi inversé*" n'était pas le fond du problème, mais le symptôme. "*Il ne faut pas se préoccuper de ce geste, car il s'agit d'un acte de provocation qui ne pourra pas être interdit par la loi*", a déclaré le conseiller politique de la Knesset, le Parlement israélien. "*En revanche, a-t-il martelé, c'est l'éducation qui doit être notre priorité dans le combat contre l'antisémitisme.*" Le Point.fr 09.01

On retrouve ce matin en France exactement le même argument dans la bouche de ceux qui ont exigé l'interdiction des spectacles de Dieudonné ou se sont félicités de cette interdiction, la soi-disant gauche, le PG. Autrement dit, le mimétisme est parfait avec les sionistes, la collusion d'intérêt est totale, elle était déjà visible sur le plan politique, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Iran, etc.

L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a estimé que "*d'autres combats devaient être menés sur le plan pédagogique, dans les classes, pour remettre du vivre ensemble dans une France qui va mal*"

Cindy Léoni, de SOS Racisme : "*Il faut redonner sa place à l'éducation contre le racisme. Après les paroles, les actes*"

C'est le discours du Crif.

La Valls des hypocrites.

- Dieudonné: Robert Badinter s'interroge sur l'utilité des condamnations - L'Express.fr

- Dieudonné : les associations antiracistes refusent le "*triomphalisme*" - lepoint.fr

Les masques sont tombés : elles sont sionistes, donc elles alimentent l'antisémitisme et le racisme qui leur sert de fond de commerce aussi bien qu'au gouvernement qui les subventionne, CQFD.

- Spectacle de Dieudonné : "*L'interdiction est contestable juridiquement*" - francetvinfo.fr 09.01

Un spécialiste du droit public décrypte cette décision.

Francetv info : La décision du Conseil d'Etat est-elle surprenante ?

Serge Slama : Juridiquement c'est contestable, politiquement, ça se comprend. A partir du moment où le ministère de l'Intérieur obtenait aussi rapidement une audience, c'était forcément pour censurer, pour interdire le spectacle.

Comment le juge justifie-t-il sa décision ?

Le Conseil d'Etat dit qu'il existe un risque de réactions aux propos de Dieudonné. On grossit le trait, ça ne correspond pas à la réalité : personne ne manifestait devant le Zénith, ou en tout cas, peu de personnes.

Le juge utilise aussi la notion de dignité. Il dit que les propos, les condamnations de Dieudonné, portent atteinte à la dignité humaine, à la cohésion nationale, à la tradition républicaine, à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Là aussi, ça me paraît accentuer le trait : la déclaration de 1789 est un texte qui est fait pour protéger les libertés, pas les restreindre.

On ne pouvait pas désavouer Manuel Valls ce soir, médiatiquement ça aurait été une catastrophe. Le Conseil d'Etat sent une crise profonde du pouvoir et se fait gardien des institutions. Il joue le rôle de gardien du temple.

Est-ce que toute la tournée est menacée ?

Oui, car là, il n'y a pas de doute, la motivation est très générale. Elle se fonde sur les propos passés de Dieudonné et sur le fait qu'il va recommencer. Dès lors qu'on a cette idée-là, tous les maires, tous les préfets, dans toutes les villes, vont pouvoir prendre des arrêtés. On pourrait même aller plus loin et interdire le site internet de Dieudonné, par exemple. francetvinfo.fr 09.01

La dernière question était : Dieudonné dispose-t-il d'un recours ? La réponse est non en réalité, car il pourrait saisir la Cour européenne des droits de l'homme qui statuerait... dans 3, 5 ans ou plus !

Complément.

Serge Slama, maître de conférences en droit public hier soir sur France TV Info :

" *C'est du jamais vu ou presque ! A ma connaissance, il n'y a qu'un seul précédent où le Conseil d'Etat est intervenu aussi rapidement : l'affaire Canal en 1962, qui concernait une condamnation à mort.*

Si ça se passe comme ça, c'est que le ministère de l'Intérieur avait pris attache auprès du Conseil d'Etat. " francetvinfo.fr 09.01

Dieudonné: une décision "***lourde de conséquences***", estime la LDH - AFP

La décision du Conseil d'Etat validant pour la première fois l'interdiction d'un spectacle de Dieudonné instaure un "*cadre juridique*

lourd de conséquences pour la liberté d'expression", s'est alarmé le président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) auprès de l'AFP.

"*Le juge n'a pas fait prévaloir la liberté d'expression sur l'interdit et c'est une décision qui est lourde de périls*", a commenté Pierre Tartakowsky.

"*On se trompe en pensant qu'on va régler la question à partir d'interdiction strictement juridique. Le problème est d'ampleur*", estime le président de la LDH qui pense qu'il "*faut mobiliser la pédagogie, la répression*" et engager un "*travail de long terme*".

Pierre Tartakowsky s'est dit par ailleurs "*un peu surpris que le Conseil d'Etat puisse se réunir en moins de trois heures et prendre une décision sur quelque chose d'aussi important*". AFP 09.01

Quand les imposteurs se livre à un amalgame ignoble.

- «*Dieudonné est l'héritier de deux antisémitismes, et cache cet antisémitisme derrière un antisionisme*» - Hebdo L'Anticapitaliste - 224 (09/01/2014)

Entretien. Historien, Jean-Paul Gautier est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à différents courants de l'extrême droite. Il est notamment coauteur de la Galaxie Dieudonné : pour en finir avec l'imposture. Avec lui, nous revenons sur « *l'affaire Dieudonné* » et la lutte contre les idées de l'extrême droite.

Roger Cukierman, le président du Crif, dit que c'est un « *salut nazi inversé* ». Je ne suis pas du tout d'accord avec lui : Dieudonné n'est pas un nazi. Pour moi, la « *quenelle* » est une nouvelle version du bras d'honneur contre les puissants, les riches et surtout les juifs. C'est un geste antisémite. Quand Dieudonné affirme que que c'est un « *symbole d'insoumission au système* », il désigne un système dominé selon lui par les juifs.

(Voilà le crime à l'instar de Hollande-Valls et des sionistes, il ne faut surtout pas que cela se sache. On se demandera plus loin pourquoi, car nous comme tout le monde, on s'en fout de savoir que ce sont des athées ou des croyants de telle ou telle religion qui contrôle le "*système*" ou le capitalisme mondial que l'on combat, cette question est hors propos en ce qui nous concerne. L'angle où nous abordons la question du sionisme est totalement différent, nous considérons que c'est un des maillons de la stratégie néolibérale ou la réponse de la classe dominante à la crise du capitalisme et le seul moyen de mener sa lutte de classe pour conserver le pouvoir et instaurer un gouvernement mondial. Maintenant que les sionistes se servent d'une religion depuis un siècle, en l'occurence le judaïsme, pour parvenir à leurs fins, c'est un simple constat, et si c'était une invention, c'est uniquement aux sionistes qu'on la doit, ni à Dieudonné ni à moi ici.

Le problème, c'est que plus de 99% des gens qui se prononcent ou qui sont amenées à se prononcer sur cette question ne l'ont pas étudiée à fond ou ils n'y connaissent pour ainsi dire absolument rien, il est donc très facile de les manipuler comme on peut l'observer quasi-quotidiennement. Dieudonné s'est attaqué à un sujet que manifestement il ne maîtrisait pas ou qui le dépassait.

Il faut peut-être admettre qu'il a eu le tort de faire une fixation, sur qui au fait, les juifs ou les sionistes, d'autant plus que la majorité des sionistes ne sont pas juifs. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de juifs parmi les journalistes des médias qui soutiennent Valls. Ce qui fait d'eux des sionistes, c'est le soutien qu'ils apportent à l'idéologie néolibérale dominante et le fait qu'Israël est inséparable de cette idéologie. Ils sont donc obligés de soutenir la politique du gouvernement et de faire allégeance à Israël, ce qui fait d'eux des sionistes puisque cela correspond à la définition du sionisme, celle que fournissent les sionistes eux-mêmes, là encore on n'invente rien, on ne fait que reprendre leur définition. Ce qui vaut pour les journalistes, vaut pour l'ensemble du secteur financier et des affaires et bien d'autres milieux intimement liés au régime, chez les intellectuels, les gens du spectacle ou du showbusiness, qui s'ils affichaient un antisionisme virulent se verraient immédiatement censurés et exclus de ce milieu, ce qui est arrivé à Dieudonné le pestiféré, le paria.

Au niveau des institutions et de l'oligarchie financière, ce que dit Dieudonné est exact, moins à celui du capitalisme mondial parce qu'ils sont une infime minorité de la population mondiale, inversement proportionnelle du pouvoir économique et politique qu'ils détiennent, si c'est cela que veut dire Dieudonné, c'est encore exact, c'est de notoriété publique.

Quand Jean-Paul Gautier dit que " *la « quenelle » est une nouvelle version du bras d'honneur contre les puissants, les riches et surtout les juifs. C'est un geste antisémite*", finalement il ne retient que les juifs, alors que ce geste à une valeur générique qui inclut effectivement "*les puissants (et) les riches*", sauf que lorsqu'on lui prête une connotation antisémite on ne conserve plus que les juifs, il reprend la définition qu'en ont donné Valls et les sionistes et non l'intéressé dont finalement la parole ne compte pas, seule compte et demeure celle du ministre de l'Intérieur devant lequel il se prosterne, j'allais écrire se prostitue, c'est la même chose. - ndlr)

NPA. Y a-t-il un regain de l'antisémitisme ces derniers temps ?

Jean-Paul Gautier. Il y a un regain de tous les racismes : propos sur les Roms, attentats de Mohamed Merah, crispations sur l'islam, affaire de la banane de Taubira et « *quenelle* » désormais...

(Minute et Dieudonné, c'est du pareil au même, c'est comme Staline, Mandel, Krivine et Besancenot... Ah ben non, alors faites attention à ce que vous dites. - ndrl)

Jean-Paul Gautier. ... la différence entre la gauche et la droite ne veut plus rien dire pour une grande part de la population, les syndicats sont déconsidérés ou absents, etc. (...) Dans un monde devenu incompréhensible, les théories racistes ou les théories du complot peuvent s'épanouir. On ne s'en sortira pas sans remettre de la conscience de classe et sans une vraie gauche qui redonne de l'espérance aux « *petits* ».

(Les "*petits*", il parle comme les gens d'en haut qui nous méprisent, on aurait bien envie de lui dire d'aller se faire foutre, mais gardons notre calme. Ces sont les travailleurs qui sont responsables de la situation, rendez-vous compte, ils ne sont même plus capables de faire "la différence entre la gauche et la droite" alors qu'elle n'existe pas, qu'elle n'a jamais réellement existée, et si nous en sommes là c'est justement pour cette raison, parce que pendant près d'un siècle on a continué de leur faire croire qu'elle existait, en réalité elle était uniquement le produit de leur lutte des classes, mais pas de ces partis pourris, PS et PCF, les trotskistes se sont employés à les tromper en permanence. Et si le "monde (est) devenu incompréhensible", c'est aussi parce qu'ils n'y ont rien compris eux-mêmes ou parce qu'ils étaient également des vendus ou les deux à la fois, là encore on ne peut pas incriminer les travailleurs, seuls ceux qui les représentaient et parlaient en leur nom en porte la responsabilité.

On voit que l'auteur de ce discours se fout du sort de notre classe quand il dit qu'il faudrait "*remettre de la conscience de classe*", je traduis, un peu, juste un peu, pas trop, juste de quoi permettre aux couches qui traditionnement soutiennent le régime conservent leurs privilèges ou maintiennent leur niveau de vie, ce que jusqu'à présent on appelait la "vraie gauche" qui s'est avérée être une imposture, pour nous redonner "*de l'espérance aux « petits »*", pas trop ils pourraient devenir grand et comprendre à quel jeu vous jouez, juste de l'espérance, vous savez l'espoir fait vivre, c'est d'ailleur à cela que tient le marché, l'espoir, la confiance, sinon il s'écroulerait, de l'espérance, voilà ce dont a besoin le régime pour tenir, mais surtout pas la conviction que l'on pourrait changer la société, renverser l'ordre établi, vous n'êtes pas fou, non ? - ndlr)

La suite de l'interveiw était consacrée aux rapports de Dieudonné avec l'extrême droite, Soral, Le Pen, etc. et aux profits qu'ils en tiraient sur le plan financier ou politique qui pour nous ne présente aucun intérêt, puisque nous ne prenons pas la défense de Dieudonné mais de la liberté d'expression et de la vérité qui peut être contenue dans ses propos et que le régime veut étouffer, le mur, l'apartheid en Israël notamment.

- Dieudonné: interdire plutôt les licenciements, dit Besancenot - AFP 10.01

Olivier Besancenot (Nouveau Parti Anticapitaliste) a jugé vendredi sur France 2, que la décision du Conseil d'Etat était "l*amentable*" d'abord parce qu'elle est "*fausse sur le fond. Visiblement, il y a des problèmes de droit*".

Ensuite, pour celui qui se dit militant "contre tous les racismes", elle est "lourde de conséquences pour la liberté d'expression". Elle est "*inefficace*" car "*consciemment ou inconsciemment, Valls est devenu le plus grand publicitaire*" du comédien et polémiste accusé d'antisémitisme.

"*Ca devient un peu gonflant: on a un gouvernement qui nous tient en haleine du matin et soir sur sa grande campagne de rentrée: faut-il interdire ou non chaque spectacle de Dieudonné ?*"

"*S'il veut interdire quelque chose, qu'il interdise le licenciement des salariés de la Redoute ou Goodyear*", a lancé M. Besancenot, dénonçant "*une forme de diversion*". AFP 10.01

On a ici la confirmation que le NPA refuse de condamner l'interdiction d'un spectacle donné par un comédien qui a été prise hier par un tribunal d'exception digne des pires dictatures dans le monde.

Il est heureux le petit facteur, propriétaire de son petit appartement dans Paris, il a un emploi garanti à vie, il attend tranquillement la retraite, la vie pépère quoi, alors pourquoi franchement se mettre à dos un dangereux ministre, belliqueux, hargneux, qui pue la haine, la vengeance, qui compte parmi ces amis tous ceux qui occupent des postes clés au gouvernement, à tous les échelons des institutions et bien davantage encore, Hortefeux et Guéan en sont jaloux... Bon, comme je le disais hier, le courage, ce n'est pas leur fort.

Ils ont tous capitulé, le régime tyrannique est en place, il peut frapper, la répression s'intensifie tout azimut.

- Quelles sanctions pour une « *quenelle* » ? - lemonde.fr 10.01

Depuis plusieurs mois, la presse régionale se fait régulièrement l'écho de scandales, à l'échelle locale, après la diffusion de photos

sur les réseaux sociaux d'individus prenant cette pose sur leur lieu de travail, d'étude ou de loisirs. Les sanctions apportées vont alors généralement du simple avertissement à la mise à pied, voire au licenciement.

Que prévoit le code du travail ?

« *Si la "quenelle" est perçue comme quelque chose d'ambivalent et déplacé, l'employeur peut agir* », explique Marie Mercat-Bruns, maître de conférences en droit privé à la chaire de droit social du Conservatoire national des arts et métiers et à Sciences Po. «*Si la photo a été diffusée, on peut comprendre qu'il y ait un préjudice pour l'entreprise, notamment en terme d'image.* »

Une sanction sera cependant proportionnelle à l'impact de la photo, à la notoriété de l'entreprise et au type de poste exercé. « *Un salarié qui travaille dans les archives d'une PME expose moins son entreprise, souligne Marie Mercat-Bruns. Il y a une marge d'autonomie du salarié. Comment peut-il faire usage de sa liberté d'expression ?* »

Que prévoit la loi ?

Le droit français dispose de tout un arsenal pour réprimer la provocation à la discrimination, à la haine, à l'injure ou à la violence raciale ou religieuse, notamment les articles 23 et 24 de la loi de 1881. Ces deux articles prévoient théoriquement une peine d'emprisonnement d'un an et jusqu'à 45 000 euros d'amende.

L'article R. 645-1 du code pénal prévoit également une amende de 1 500 euros pour « *le port ou exhibition d'uniformes, insignes ou emblèmes rappelant ceux des responsables de crimes contre l'humanité* ».

Mais en l'absence de parole ou d'écrit, le juge doit démontrer que la « *quenelle* » est bien un geste antisémite, et pas un simple geste « *antisystème* ».

Démontrer l'intentionnalité

« *Un délit pénal est constitué lorsqu'il y a une infraction matérielle et l'intention de commettre ce délit, rappelle l'avocate Agnès Tricoire, déléguée de la ligue française des droits de l'homme. Si ces deux choses ne sont pas réunies, le tribunal ne peut pas entrer en voie de condamnation.* »

« *Il faut que le juge montre que l'auteur du geste était conscient de la portée de celui-ci* », abonde Thomas Hochmann, maitre de conférence à l'université de Reims et auteur de Le négationnisme face aux limites de la liberté d'expression (Editions A. Pedone, 2013).

Mis en cause, les auteurs de « *quenelle* » plaident généralement la bonne foi, affirment en ignorer la signification religieuse ou politique, et ne revendiquent bien souvent qu'un « *bras d'honneur au système* ».

« *A partir d'un certain âge, il faut être prodigieusement naïf ou prodigieusement sot pour croire que c'est un geste antisystème et pas ce que c'est, c'est-à-dire un geste de haine antisémite*», a pour sa part déclaré mercredi 8 janvier Najat Vallaud-Belkacem, la porte-parole du gouvernement, lors de son point presse.

L'opportunité des poursuites

« *Ce serait contre-productif de poursuivre tous les auteurs de quenelle* », assure Thomas Hochmann, pour qui « *ce serait faire le jeu de Dieudonné* ». L'avocate Agnès Tricoire juge, pour sa part, « *disproportionnée* » la procédure suivie pour les lycéens de Montgeron . « *Poursuivre un geste seul est assez inédit sur le plan jurisprudentiel* », estime-t-elle.

Une nouvelle loi anti « *quenelle* » ?

Face à ce qu'il considère comme un vide législatif, Meyer Habib, député UDI de la 8e circonscription des Français de l'étranger (qui englobe Israël), a récemment expliqué sur Le Point.fr pourquoi il souhaitait déposer un projet de loi visant à interdire la quenelle en tant que « *geste d'incitation à la haine raciale* ».

Le gouvernement est plus flou sur ses intentions mais ne semble pas exclure d'étoffer les textes de loi. «*Nous avons tout intérêt à mettre en œuvre les moyens juridiques, légaux qui permettent d'empêcher Dieudonné de colporter davantage ce type de comportement et de message pour éviter que ne s'installe une banalisation de ces derniers, notamment dans la jeunesse* », a annoncé mercredi 8 janvier Najat Vallaud-Belkacem, la porte-parole du gouvernement, lors de son point de presse hebdomadaire. lemonde.fr 10.01

Vous avez bien lu, c'est en France que cela se passe et non en Corée du Nord, en Chine ou en Iran. Les dirigeants de ce pays

qui prétendent guerroyer du Mali à l'Afghanistan pour répandre la démcratie sont des dictateurs en réalité, tout comme ceux qu'ils dénonçaient en Irak, en Libye ou en Syrie.

Ce qui est intéressant, passionnant même, c'est que c'est un parti qui se prétend socialiste, et qui a été soutenu par tous les courants du mouvement ouvrier pendant un siècle, et qui mène cette croisade contre la liberté d'expression, pour baillonner les opposants à l'Etat sioniste, au néolibéralisme, les opposant à l'Union européenne, les opposants à l'établissement d'un nouvel ordre mondial qui serait une dictature absolue, sans rencontrer le moindre parti, la moindre organisation, le moindre groupe de militants pour contester son entreprise totalitaire.

Observez bien quelle va être la politique du gouvernement dans les jours, les semaines et les mois à venir, mais aussi du côté de ses alliés européens et américains car cette opération sert directement leurs intérêts, elle va marquer un terrible tournant à droite ou réactionnaire, c'est quasiment une certitude qu'il va tirer profit de cette affaire pour étaler ouvertement ses intentions et avancer dans la voie qu'il s'est tracé et que la plupart des gens ignorent encore, ne pas tirer avantage d'une telle situation serait une grave erreur politique, la voie est dégagée, libre, leurs ennemis ont capitulé en rase campagne, ils se sont tous ralliée à eux, ils sont hors de combat, il est temps de frapper, de frapper fort. On en reparlera. Tenez, lisez attentivement l'actualité en titres du jour, ils en donnent un avant-goût.

En complément. La vengance, la rancune, la haine les anime en permanence.

- L'Allemand inculpé répète ne pas avoir participé au massacre d'Oradour-sur-Glane - LeMonde.fr

« *Je suis innocent. Je n'étais pas dans la grange. Je montais la garde près des véhicules* », a répété au journal allemand « Bild » cet octogénaire allemand arrêté mercredi. LeMonde.fr 09.01

Il avait 19 ans à l'époque, c'est sa parole contre des hystériques déchaînés...

Commentaires d'internautes sur les derniers développement de l'affaire Dieudonné.

1- Les choses s'éclaircissent.

Il est peut être bon de rappeler que Dieudonné a reçu au théâtre de la main d'or des religieux juifs qui s'opposent à la colonisation Israélienne, il a fait plus par ce geste contre l'antisémitisme que les soit disant représentants de la communauté juives qui en multipliant les amalgames s'isolent progressivement.

Quand on lit que tout cela d'après les officiels Israéliens confirment la nécessité de l'immigration on comprend pourquoi certains jouent en France la politique du pire.

J'attendais des républicains français qu'ils renvoient dos-à-dos les pitres approximatifs d'extrême droite Soral et Dieudonné dont la vision de l'histoire paranoïaque est largement invalidées par les faits et l'extrême droite juives de la LDJ, et que les représentants de l'Etat ne participe pas à une hystérisation du débat faisant le jeu des manipulateurs de tout bord.

Et si il en tirait profit ainsi que ceux qui tiraient les ficelles derrière à 13 jours de la conférence internationale sur la Syrie ?

2- Incroyable mais vrai !

Quant à moi je ne savais pas que mettre la main sur le coeur était un signe antisémite… Beaucoup de sportifs le font pendant leur hymne national… Je n'apprécie pas Dieudonné, donc je ne vais pas à ses spectacles ! Quant à les interdire c'est purement de la dictature abusive… et pendant ce temps des lois catastrophiques sont en train d'être votées derrière ce non-évènement… Pourquoi n'interdit-on pas SOS racisme qui lui encourage vraiment le racisme et à nos frais en plus! A ce moment là il faut interdire tous les humoristes, mais qu'en est-il de la démocratie, de notre liberté…personne n'est obligé d'aller aux spectacles... D'un geste cela donne une affaire internationale ! Il faut interdiire aussi le bras "*d'honneur*" le majeur levé etc. … mais où va-t-on ?

Mais ils encouragent tous le racisme, la xénophobie, l'homophobie, la misogynie, etc.

3- ça commence à faire beaucoup

C'est beau la liberté en France ; on a le droit d'entendre la parole des représentants juifs de ses associations et maintenant celle des médias vu d'Israël. A quand la parole à la défense ici en France pour les défenseurs de cet artiste ? Lamentable.

De quoi parles-vous, la défense, mais en France la notion de justice ne vaut pas davantage qu'aux Etats-unis, en Arabis saoudite,, au Qatar ou en Israël ou encore à Guantanamo, vous vous croyez où ? En Inde où je vis depuis 20 ans je suis habitué, je

plaide coupable sans savoir ce qu'on me reprochera un jour... ou non plutôt innocent !

ACTUALITE EN TITRES

N'oubliez pas au passage l'Elysée et le ministère de l'Ordre !

- Faut-il brûler la BCE? - L'Expansion.com

Le danger se précise sur vos comptes en banque...

- Le FMI évoque une «*incertitude*» sur la santé des banques européennes - Liberation.fr

Confirmation : ils se lâchent.

- Didier Migaud sonne l'alarme sur la dette et les dépenses de la Sécu - L'Expansion.com

- Hollande donne des gages au patronat sur la simplification - Reuters

- A Toulouse, François Hollande veut faire un pas de plus vers les entreprises - L'Expansion.com

- Marc de Scitivaux : "*Ce gouvernement doit faire sa révolution intellectuelle*" - Atlantico.fr -

Pas besoin :

- Hollande va rencontrer le pape François au Vatican - L'Express.fr

Dassault a gardé son immunité, à charge de revanche : c'est fait !

- Jean-Michel Baylet relaxé dans une affaire de marchés publics - Reuters

Leurs salades électorales

- Dissident à Paris, Charles Beigbeder sera exclu de l'UMP - Reuters

- Municipales : du rififi chez les communistes à Montpellier - LeParisien.fr

- Les étonnantes connexions entre Jean-Claude Gaudin et FO - LeMonde.fr

Vive le marché !

- Quelles entreprises ont le plus souffert de la crise? - L'Expansion.com

- La Commission européenne autorise la fusion Publicis-Omnicom - Reuters

- Paradis fiscaux : pourquoi Bercy veut rayer Jersey et les Bermudes de sa liste noire - Francetv info

- Le taux de chômage inscrit un nouveau record en Grèce, à 27,8% - Reuters

Confirmation. Ils vont remettre le pouvoir aux talibans

- L'Afghanistan va libérer des talibans jugés dangereux par les Etats-Unis - Liberation.fr

Espionite aiguë

- Etats-Unis: 2 officiers des forces nucléaires soupçonnés de possession de drogues - AFP

Un coup du parrain

- Le Soudan du Sud risque d'éclater, s'alarme son parrain américain - AFP

La consule indienne récemment arrêtée à New York inculpée - libération.fr 09.01

Commentaire d'un internaute.

- Après Fukushima, l'Inde refusé d'ouvrir son marché nucléaire aux américains faute de la signature par ces derniers d'une clause de responsabilité la protégeant en cas d'accident. De vives tensions existent aussi à propos de l'Afghanistan et de l'Iran, l'Inde tentant de jouer un rôle régional que les USA ne voient pas d'un bon œil. L'affaire Khobragade a été opportunément pilotée par le Département d'État pour tenter de faire pression sur cette indisciplinée démocratie. Étonnamment, ce plan a échoué, pour des raisons analysées par des articles moins superficiels que celui-ci. Il va en résulter un coup de froid durable entre les deux démocraties les plus peuplées de la planète, et une réelle opportunité pour l'Europe de renforcer ses liens avec l'Inde, qui sera la troisième puissance mondiale d'ici 20 ou 30 ans. Quand à l'instrumentalisation des idéaux sociaux par les gouvernements, elle est, malheureusement, aussi vieille que le monde.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Genève II : les tribus syriennes soutiennent Assad - french.irib.ir 09.01

Quelques 10 millions membres des tribus syriens ont apporté leur soutien à Assad. Les tribus disent voir dans la délégation d'Assad à Genève II la seule instance apte à refléter leurs points de vue, celui qui s'attache avant tout à l'intégrité territoriale, à la souveraineté de l'Etat. french.irib.ir 09.01

SOCIAL

France

La Redoute: 1.178 postes supprimés, une "douche froide" pour les syndicats - AFP

Les futurs repreneurs de la Redoute ont annoncé jeudi un plan de suppression de 1.178 postes sur 3.437 en quatre ans, une "*douche froide*" pour les syndicats.

Nathalie Balla, PDG de La Redoute, et Eric Courteille, secrétaire général de Redcats, maison mère du vépéciste, ont beau assurer que les licenciements seront "*significativement*" inférieurs aux 672 du dernier plan social en 2008, les représentants syndicaux ne retiennent, eux, que le chiffre de 1.178.

En réaction, les syndicats n'excluent pas des actions coups de poing.

Aux 1.178 postes qui seront supprimés en quatre ans à La Redoute, il faut ajouter 172 suppressions à Relais Colis, qui compte 569 salariés. AFP 09.01

Haut de page

Le 11 janvier 2014

CAUSERIE

(Pour ceux qui se sont connectés plus tôt dans la journée, 23h39, le boulot est terminée, la suite est plus loin, good night !)

30 nouveaux documents ont été ajoutés dans les différentes rubriques.

Le site sera actualisé en fin de journée. Pour vous faire patienter un petit texte que j'ai rédigé ce matin pendant le téléchargement de la première partie d'un concert que Joe Satriani avait donné à San Francisco il y a quelques année (http://www.youtube.com/watch?v=Bc3k3kBtqdE). Si vos oreilles supportent encore ce genre de musique un autre concert génial à Seville en Espagne en 1992, Satriani, Vai, etc, (http://www.youtube.com/watch?v=Bc3k3kBtqdE), entre nous, avec une bonne bouteille ou éventuellement un pétard, ça soulage mieux qu'une quenelle !

La dictature de la Ve République.

« *Pour que l'histoire ne se répète pas, il faut sans cesse la remémorer : l'impunité qui récompense le délit encourage le délinquant. Et lorsque le délinquant c'est l'État, qui viole, vole, torture et tue sans rendre de compte à personne, alors il donne lui même le feu vert à la société entière pour violer, voler, torturer et tuer. Et la démocratie en paie, à longue ou courte échéance, les conséquences.*

L'impunité du pouvoir, fille de la mal-mémoire, est une des maîtresses de l'école du crime. Et le nombre d'élève augmente chaque jour.

Lorsqu'elle est vraiment vivante, la mémoire ne contemple pas l'histoire, mais elle incite à la faire. Davantage que dans les musées où la malheureuse s'ennuie, la mémoire est dans l'air que nous respirons. Et dans l'air elle nous respire. Elle est contradictoire, comme nous. Elle n'est jamais au repos. Elle change, avec nous. »

(Eduardo Galeano « *Mémoires et mal-mémoire* »)

Ce qui vient de se passer avec l'interdiction du spectacle d'un comédien est d'une gravité exceptionnelle, parce que la France demeure le phare de la lutte de classe du prolétariat mondial, le pays qui est considéré dans le monde comme le berceau ou le pilier de la République et de la démocratie, à tort ou à raison peu importe, des mal nommés droits de l'homme et des citoyens, un modèle pour tous ceux qui combattent la tyrannie et pour la liberté d'expression dans leur pays. Vu de l'Inde ou de l'étranger, c'est une évidence, peut-être beaucoup moins quand on vit en France, je vous l'accorde volontiers si vous le pensiez.

Dès lors que le gouvernement français se comporte comme n'importe quelle dictature, il légitime toutes les dictatures à travers le monde, il porte un coup fatal à tous ceux qui combattent pour conquérir des droits politiques et pour leur émancipitation. Tel est le PS, au passage.

En se substituant à la justice, en piétinant l'indépendance des juges, Hollande et son gouvernement viennent de démontrer le caractère dictatorial de la Constitution de la Ve République, si besoin était. Ils viennent de démontrer qu'ils détenaient un pouvoir supérieur aux juges qui étaient censés statuer librement sur la base des faits ou rendre la justice une fois la vérité établie, qu'une décision politique pouvait annuler une décision de justice, qu'une institution nommée arbitrairement pas le régime en place, non élue, disposait de ce pouvoir discrétionnaire, dictatorial. On pourrait ajouter sur la base d'un vulgaire amalgame ou d'une misérable imposture, mais tout le monde l'a bien compris.

On a beaucoup réfléchi et écrit sur cette affaire et il le fallait, n'en déplaise à ceux que nos causeries ont soûlés, personne n'était obligé de les lire à ma connaissance ou de se connecter à notre portail. Il faut le préciser pour tout de suite pour couper l'herbe sous le pied à ceux qui seraient tentés de prétendre le contraire ou qui ont la fâcheuse tendance à déformer systématiquement la réalité ou encore à nous prêter des intentions qui ne nous appartiennent pas.

On a abordé cette affaire sous de nombreux angles, on a essayé de ne rien laisser passer et d'être impartial, on a décrypté les déclarations des uns et des autres, pas toutes parce qu'on y serait encore. Bref, on a tiré le maximum d'enseignements de cette expérience épouvantable au lieu de se comporter en simple commentateur, auquel cas tout notre travail aurait été inutile, nous sommes donc resté fidèle à notre méthode et à nos principes, pour ainsi dire seul contre tous, sans que cela ne nous décourage bien au contraire, car plus nos ennemis et adversaires s'acharnaient ou versaient dans l'hypocrisie, plus on était motivé à les combattre, cela nous stimule en réalité.

Il nous reste à la traiter sous un autre angle encore, à savoir quelles traces cette affaire va-t-elle laisser dans le mode de pensée de la population, au niveau de son comportement, dans ses rapports aux autres en général, quels dégâts elle va-elle produire dans une société déjà en pleine décomposition et vouée à sa perte s'il ne se produisait pas à un moment donné un choc salutaire qui contribuerait à provoquer une inversion de cette tendance suicidaire et qui lui sera fatale sinon ? On abordera aujourd'hui un seul aspect de cette question, faute de temps.

Je vais reprendre la démonstration que j'ai employée ce matin avec mon épouse Magueswary qui a la base est profondément arriérée, ce qui n'a rien de péjoratif ou de méprisant dans ma bouche, je précise à l'adresse des esprits malintentionnés à mon égard, je ne citerai pas de noms.

Tu vois cette cuillère, et bien il y a des gens qui vont te dire que c'est une fourchette, un couteau, un rasoir, un éléphant, etc. je fais volontairement dans l'excès pour rendre accessible ce que je veux expliquer à la totalité des masses, y compris ses couches les plus ignorantes, supersticieuses, etc.

Reprenons, tu vois cette cuillère et bien il y a des gens qui vont dire que c'est une fourchette, tu auras beau leur expliquer que c'est une cuillère et que ce que tu tiens dans la main ne ressemble pas à une fourchette ils n'en démorderont pas, tu pourras leur décrire une fouchette, ils te répondront de la même manière que ce n'est pas une fouchette que tu as décrit mais un crayon, une souris, etc. Cela peut paraître dingue, mais c'est la triste réalité.

Cela ne servira à rien à t'acharner à essayer de les convaincre que c'est une cuillère puisqu'ils en ont décidé autrement, tu auras fait ta part pour défendre la réalité ou la vérité, le reste ne t'appartient pas et il n'est pas de ta responsabilité, donc tu n'as pas à culpabiliser ou à te reprocher quoi que ce soit, tu peux avoir la conscience tranquille, tu ne l'as pas volée mais méritée.

Tu peux procéder autrement et ne rien dire, tu leur montres la cuillère et tu leur demandes ce que c'est, s'ils te répondent une fourchette tu pourras employer la même démonstration que précédemment et tu aboutiras au même résultat, la même incompréhension ou l'impossibilité de les faire progresser.

Tu pourra aussi te poser un tas de questions qui ne serviront pas à grand chose, en apparence seulement.

Tu te demanderas par exemple pourquoi pensent-ils de cette manière là, pourquoi leur cerveau est-il ainsi fait, pourquoi croient-ils à quelque chose d'aussi stupide ou aberrante, que toi tu estimes ainsi, pourquoi baignent-ils dans une telle ignorance et pas toi, attention, là encore c'est toi qui interprètes les choses de la sorte, ce n'est pas interdit ou une critique mais il faudra en tenir compte plus tard dans ton analyse car c'est un élément déterminant en réalité pour comprendre comment on peut prendre une cuillère pour une fourchette.

Maintenant tu transposes cela à ce qui vient de se passer en France en le modifiant légèrement ou en apportant une précision, au lieu de parler d'ignorance, considère que c'est un grossier mensonge, produit volontairement.

Qu'a fait le ministre de l'ordre établi, il a dit que notre cuillère était une fouchette en prétendant que les spectacles d'un comédien étaient susceptibles de porter atteinte à l'ordre public, ce qui n'a pratiquement jamais eu lieu lors des 15 dernières années, c'était un grossier mensonge, peu importe, il a aussi prétendu que le contenu de ces spectacles était antisémites, alors qu'il était antisionite et que l'intéressé n'a jamais prétendu autre chose, c'était également un grossier mensonge, peu importe, ce comédien ne s'est jamais attaqué à l'ensemble de la communauté juive, hier matin le journal Libération qui distribue les étoiles (qui fait ou défait les stars en anglais, jeu de mots en rapport avec une certaine étoile jaune) a écrit "*le comédien antijuif*", c'était encore un grossier mensonge, peu importe.

Qu'est-ce qu'a fait Valls ? Il a menti ouvertement, certains diront qu'il a raconté n'importe quoi, oui et non en réalité. Car dès lors chacun pourra en déduire que mentir à toute occasion effrontément est parfaitement légitime, autorisé, tu vois le rapport avec l'histoire de notre cuillère, c'est la première leçon que l'on peut tirer de cette lamentable expérience.

La seconde, c'est que finalement personne n'est tenue de dire la vérité, du haut en bas de la société, c'est un encouragement au mensonge, intéressé évidemment.

La troisième dans la foulée, c'est que la vérité et le mensonge se vale, sans jeu de mot inutile mais il est approprié ici.

La quatrième qui découlent des précédentes et on s'arrêtera là pour aujourd'hui, c'est que finalement la vérité n'existe pas.

Partant de ce principe, chacun détient sa vérité qui en vaut bien une autre ou toutes les autres, autrement dit je ne suis pas autorisé, je n'ai aucune légitimité à prétendre que j'ai raison en affirmant que ce que je vous ai montré au début de cette démonstration était bien une cuillère, vous pouvez continuer de prétendre que c'est une fourchette et à propager cette idée fausse quand bien même le contraire serait démontré, au delà cela signifie que toute connaissance acquise dans le passé par la civilisation humaine jusqu'à nos jours n'a plus aucune valeur puisqu'elle est placée sur le même pied d'égalité que la pire ignorance, pire encore, c'est celle-ci qui l'emporte.

On pourra en déduire que ce processus procède déjà ou conduit à une terrible régression de l'humanité vers son émancipation, ce qui nous ramène sur le terrain de la lutte des classes et à notre combat pour le socialisme.

On aura compris qu'à partir du moment où ceux qui détiennent le pouvoir mentent effrontément ou sans le moindre scrupule, les idées de la classe dominante mais aussi son comportement en général étant dominants dans la société, c'est l'ensemble de ses composantes qui l'imiteront, tous les rapports en seront infectés.

L'avantage qu'en tirera le régime, c'est que la vérité sera noyée dans un océan de mensonges, c'était déjà le cas direz-vous, apparemment ce n'était plus suffisant, il faut la faire disparaître, comme ils veulent faire disparaître un comédien, peu importe qu'on l'apprécie ou non puisque notre sujet c'est la liberté d'expression. Ils veulent interdire aux masses de trouver la voie qui leur permettrait de se soulever contre le régime, il ne faut surtout pas qu'elles accèdent à la compréhension qu'il existe une issue politique conforme à leurs intérets qui inclut la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, le socialisme. Donc le meilleur moyen d'y parvenir, ce sera d'étouffer cette vérité qui est le cauchemar de la classe dominante et ses représentants, de faire en sorte que ce soit ceux qui ont intérêt à se saisir de cette vérité qui la combattent inconsciemment ou par manque de discernement, puisqu'il sera extrêmement difficile pour eux de s'y retrouver ou de démêler le vrai du faux entre toutes les différentes versions de la réalité qu'on leur propose, d'autant plus que pour seulement accéder à la vérité c'est déjà très difficile puisqu'elle est censurée par les médias et tous les partis politiques qui ont déjà gouverné.

En résumé ils s'en serviront pour que les masses fassent elles-mêmes leur propre malheur, ensuite ils les accableront, car eux ils n'y seront pour rien. Si Valls en est arrivé à cette extrémité, franchement le malheureux, ne serait-ce pas parce qu'il y a été poussé, car lui il est fervent défenseur des valeurs de la République et de la démocratie, d'ailleurs il ne s'est pas gêné pour le claironner sur tous les doigts ces derniers jours, les coupables ce sont ceux qui vont voir les spectacles de Dieudonné, qui ne savent pas reconnaître une cuillère d'une fourchette, et ce n'est pas faute de leur avoir enseigné, c'est bien une fouchette que je vous ai présentée, n'est-ce pas ?

Pendant ce temps-là, le gouvernement appliquera tranquillement sa politique. Les masses seront plus divisées que jamais, atomisées, c'est leur objectif, flatter l'individualisme au détriment de toute pensée collective qui ne doit être dictée que par les dictateurs en place gardien de l'intérêt général, des institutions, de l'ordre établi, pour l'éternité, amen ou « *Hayim aroukim veshalom le am Israel* » (Hollande).

Un dernier truc me revient soudain à l'esprit qu'il va falloir développer, il paraît que chez les franc-maçons toutes les vérités se valent ou qu'il n'existe pas de vérité, c'est quelque chose que je dois vérifier, la seule vérité qui vaille est celle qui est conforme aux intérêts du régime en place. Le néolibéralisme a pour philosophie le nihilisme, selon le Grand Robert : Doctrine qui nie la vérité morale, les valeurs et leur hiérarchie, ce qui nous ramène à ce qu'on disait plus haut, à savoir que la vérité et le mensonge finalement se valaient et que le mensonge était aussi légitime que la vérité puisqu'il n'existe pas de "*hiérarchie*" entre eux.

Le nihilisme, étroitement mêlé au mouvement d'une religion déçue, s'achève ainsi en terrorisme. Dans l'univers de la négation totale, par la bombe et le revolver (…) ces jeunes gens essayaient (…) de créer les valeurs dont ils manquaient. (Camus, l'Homme révolté)

Les Palestiniens font quotidiennement l'expérience du "*terrorisme*" du sionisme, dorénavant il domine en France à la tête de l'Etat et c'est ce peuple qui est à son tour victime de cette tyrannie... A suivre.

A tout à l'heure vers 23 ou minuit, il est 15h47 ici à Pondichéry, magnifique journée ensoleillée, un peu chaud déjà, plus de 30° C quand même, et surtout un moral d'enfer, l'adversité, rien de telle, sauf pour les faibles ou les esprits médiocres ! Bon week-end à tous.

23h 31 à Pondichéry

Je vous ferais remarqué que je suis à l'heure ! Bon, j'ai failli reporter le boulot à dimanche, mais il ne faut pas le dire.

Affaire Dieudonné, suite. Acharnement, hystérie.

1- Après Nantes et Tours, trois spectacles de Dieudonné interdits à Paris - 20minutes.fr 10.01

En fin de soirée, une nouvelle interdiction du spectacle «*Le Mur*» est venue s'ajouter aux précédentes. Le préfet de police de Paris a en effet interdit par arrêté trois prochains spectacles de Dieudonné annoncés sur le site du polémiste pour samedi, dimanche et lundi et qui n'étaient pas prévus initialement, selon une source à la préfecture de police.

Un peu plus tôt dans la soirée, c'est à Tours que l'humoriste controversé a été déclaré persona non grata. Validé dès la mi-journée par le tribunal administratif d'Orléans, saisi de requêtes d'un spectateur et de Dieudonné M'bala M'bala, l'arrêté d'interdiction du spectacle "*Le Mur*" prévu à Tours a été confirmé dans la soirée par le Conseil d'Etat, saisi par le polémiste.

«*On sera encore là demain*», a déclaré, après la lecture de la décision, l'un des conseils de Dieudonné, Me Sanjay Mirabeau, en référence à un troisième arrêté interdisant le spectacle à Orléans samedi après ceux de Nantes et Tours. «*A chaque fois que*

nous aurons une décision d'interdiction en première instance, nous irons au Conseil d'Etat», a-t-il prévenu. 20minutes.fr 10.01

2- Pourquoi interdire les vidéos de Dieudonné ne sera pas si simple - francetvinfo.fr 10.01

Après les spectacles, les vidéos ? Au lendemain de l'interdiction de la représentation nantaise du Mur de Dieudonné, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, est bien décidé à poursuivre son combat contre l'humoriste et bloquer ses vidéos postées sur sa chaîne YouTube. "*Le combat continue*", a-t-il ainsi fait savoir vendredi 10 janvier sur France Inter.

"*Là où il y a une parole raciste, antisémite qui se diffuse, la justice doit pouvoir agir*", a encore insisté Manuel Valls, indiquant que "*nous ne pouvons pas laisser se diffuser cette parole de haine, y compris sur Internet.*"

Mais comment ? Pour le ministre, "*il faut en discuter notamment avec les opérateurs. (...) Nous avons réussi, notamment sur Twitter, à ce que la parole antisémite ou homophobe ne se diffuse pas, il y a eu un certain nombre de décisions qui ont été prises*". Avant de tempérer : "*Mais c'est vrai que sur le plan juridique, les choses ne sont pas simples.*"

La ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, l'a elle même reconnu, jeudi sur BFMTV : "*En ce qui concerne YouTube, c'est un site américain et donc les choses sont beaucoup plus compliquées.*" Son statut d'hébergeur, et non d'éditeur, lui permet en effet de ne pas endosser la responsabilité du contenu posté par ses utilisateurs.

Manuel Valls fait référence à une décision rendue en juillet 2013. Le site spécialisé Numerama rappelle ainsi que la justice avait obligé Twitter à fournir des informations concernant l'identité des auteurs de tweets jugés antisémites. Cette décision était survenue après une plainte de l'Union des étudiants juifs de France. L'affaire avait même amené Twitter à supprimer les tweets incriminés, comprenant le hashtag #unbonjuif.

Mais... Le blog Les Décodeurs du Monde.fr rappelle que la décision a été prise pour permettre à l'UEJF de déposer une plainte. Elle ne concerne toutefois pas la diffusion des messages. Manuel Valls en surévalue, donc, sa portée.

Là encore, cette mesure ne coule pas de source et ne peut pas vraiment s'appliquer au cas de Dieudonné. En effet, les motifs pour lesquels l'humoriste-polémiste a été condamné dans le passé ne sont pas concernés, rappellent les Décodeurs du Monde. francetvinfo.fr 10.01

Plus ils lâchent leur haine sur Dieudonné, plus ils lui donnent raison parce qu'on s'aperçoit que la collusion entre Valls et le gouvernement d'un côté et les organisations sionistes est bien réelle, est parfaitement fondée, c'est notamment cela que dénonce Dieudonné, qu'ils ne le supportent pas, on comprend.

Commentaires d'internautes

1- "On se croirait revenu au temps du gaullisme où maints livres, maintes pièces de théâtre, maints films furent interdits ...

Cela s'était achevé par "*il est interdit d'interdire*" ! Et je ne défends pas l'artiste, seulement la liberté d'expression car l'artiste peut avoir à répondre de ses abus devant la loi. (cf. Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen.)"

On est d'accord.

2- "M. Valls est le fossoyeur de la Liberté d'expression. Cette liberté elle comporte deux mots et rien d'autre il n'y a aucune interprétation ou restriction prévues sinon ce n'est plus une liberté d'expression c'est un droit sous contrôle. Les plus grands spécialistes l'ont dit aujourd-hui. Que ce soit la gauche qui fasse ça est ignoble ! J'étais socialiste et bien à partir d'aujourd-hui je ne le suis plus. Quant aux médias ils sont bien décevant eux toujours si promps à défendre cette liberté à la moindre occasion ; on devine pourquoi et c'est dégueulasse. Depuis hier il y a de plus en plus d'antisémites en France et ça va continuer. Les Français n'ont pas fait la révolution pour que M Valls vienne supprimer notre droit fondamental. Valls bafoue les droits de l'homme en France, oserons-nous encore donner des leçons aux autres pays ?"

Sans la victimisation perpétuelle des juifs dont le régime sioniste de Tel-Aviv n'a strictement rien à foutre, pour la plupart ce ne sont pas des sémites, Israël n'existerait pas ou n'aurait pas survécu, réfléchissez, c'est ainsi qu'ils ont légitimisé l'existence d'Israël en 1947...

3- "Pourquoi tant de haine de la part d'un homme qui est censé représenter mon pays ? Pourquoi cet acharnement incessant contre un humoriste ! Certes, L'artiste aime la provocation, certes, il va parfois un peu loin aussi... Mais quand est-t-il de notre ministre de l'Intérieur ? N'est ce pas totalement démesuré d'interdire un spectacle (et cela, 2h avant la première de sa tournée) ?

Il ne faut pas oublier aussi qu'au final, dans ce "combat" entre les deux hommes, il en ressort un sentiment totalement différent

pour Valls par rapport a Dieudonné : Il fait rire Dieudo ! Alors que Valls inspire à la haine.

J'aimerai juste comprendre une chose, pourquoi toute l'énergie que ce gouvernement a mis en oeuvre contre Dieudo ne se ressent dans aucun autre des vrais problèmes de France ?

Et puis, tout les discours de Valls ou la seule chose qu'il a la bouche c'est : Dieudonné est antisémite, Dieudonné inspire a la haine, et la quenelle est un geste qui est une atteinte a la République ! Et bien juste pour expliquer : La quenelle existe depuis 10 ans au moins ! Et c'est un geste anti-système, tout simplement.

Pour finir, ce gouvernement qui provoque à lui seul, un raz de marée sur un humoriste a oublié une chose : Cet artiste que vous considérer comme haineux, et antisémite fait au contraire à l'image de tout ce que vous lui faites subir preuve d'un calme et d'une force que vous n'aurez jamais !

Seul aspect positif dans tout cela : Vous lui avez fait une super pub, et comme le gouvernement est soutenu par 10 % des français, c'est tout un peuple qui va être derrière Dieudo, car la liberté d'expression est droit !

Un étudiant de Médecine."

Ne vous fiez pas aveuglément au peuple non plus ! Quand il a des lâches et des vendus pour le représenter, il arrive au contraire qu'il soit capable du pire, hélas !

4- ""*La République a gagné*", vraiment ? Je ne crois pas ! La République s'enfonce en vérité. "*Liberté Egalité Fraternité*". Mais où est donc passé La Liberté ? Ca va péter, je vous le dis ! La liberté s'arrête là où commence celle des autres. Dieudonné n'enlève aucune liberté aux juifs/sionistes. Il n'y a rien d'anti-républicain dans ça. Le 1er ministre est anti-républicain et dit que la république a gagné. C'est un oppresseur de liberté contrôlé par des lobbies."

C'est la nature de la Constitution de la Ve République qui veut cela...

5- "Donc si j'ai bien compris Dieudonné ne pourra plus jamais monter sur scène car il y aura tjrs suspicion d'atteinte à la dignité humaine , c'est sa mise à mort artistique, économique etc... Mais plus grave chaque spectacle devra dorénavant être passé à la censure du Ministère de l'Intérieur avant de se produire. C'est ahurissant . Si on nous dit que la liberté d'expression n'est pas gravement attaqué... "

C'est le régime de Vichy !

6- "Non, je ne veux pas que ni le préfet de police, ni le ministère de l'intérieur, ni le Conseil d'Etat me disent ce qu'il faut penser et ce qu'il ne faut pas penser. Je suis assez grand pour déterminer si ce que Dieudonné dit est inacceptable et distinguer entre l'humour, même de mauvais goût, la conviction et la provocation. Je ne veux pas qu'on m'infantilise, je suis citoyen français, j'en suis fier, j'ai été éduqué conformément à la loi et j'ai le droit de vote. "

En dictature apprenez qu'on ne dit pas je veux ou je ne veux pas, on obéit !

7- "Pourquoi parle-t-on seulement des sketchs visant le sionisme ou les juifs et pas ceux visant la catholiques, les noirs, les musulmans, les arabes? Car dans la plupart de ses spectacles il tient des propos racistes sur bcp d'autres communautés. Etrangement la LICRA ne s'intéresse qu'aux propos contre les juifs, le reste c'est du pipi de chat. Pourquoi n'interdit-t-on pas les spectacles de Proust, Eboue, Barré, Lutz qui font également de l'humour raciste? "

Le Mur, pensez au mur, bordel...

8- "C'est un boulevard juridique aux censeurs de toute nature qui est en train d'être ouvert dans l'indifférence générale, sur ce sujet particulier au moins. Internet va suivre. Du coup, la pensée politique va être contrainte au néo-libéralisme, euroipéiste et mondialiste, pendant des années, à moins d'un soulèvement. Les différences acceptables avec la pensée dominante se limiteront aux sujets annexes de nature sociétale. Fin de l'histoire. Bravo la gauche."

Erreur : bravo la droite! Non, même sur les sujets "*de nature sociétale*", vous êtes une saloperie de réactionnaire si vous ne pensez pas comme eux, ils vous clouent au pilori, effectivement ils vous laissent vous exprimer en escomptant que vous en ayez marre de vous faire insulter ou calomnier et que vous finissiez par la fermer.

Il ne reste plus qu'à renverser l'ordre établi par une révolution socialiste.

Un sondage Medef-TF1.

- 71% des Français ont une mauvaise opinion de Dieudonné - AFP

Selon un sondage Ifop pour Metronews rendu public vendredi, quelle que soit la proximité partisane, l'opinion reste majoritairement négative. 83% des sympathisants de gauche, 75% de ceux de l'UMP et 54% de ceux du FN ont une mauvaise opinion de Dieudonné. AFP 10.01

Qu'est-ce que c'est Metronews ?

Metronews appartient au groupe Bouygues.

Depuis 2003, le Groupe TF1 possédait 34 % de Metro France. En 2011, le groupe est monté à 100 %.

Jusqu'en 2005, Metronews proposait des tribunes spécifiques signées par des journalistes de référence tels que Christine Ockrent et Philippe Tesson. Depuis, les tribunes quotidiennes proposées par le quotidien sont ouvertes aux spécialistes, intellectuels et associations. (Wikipedia)

La réaction se déchaîne.

- "*La quenelle porte atteinte au principe de neutralité politique de l'école*" - Le Nouvel Observateur

Parce qu'il n'y aurait rien de politique dans les manuels scolaires, principalement ceux d'histoire, qui relèvent de la désinformation, qui procède du négationnisme des crimes commis par le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'interprétation mensongère de l'histoire qui s'y étale à chaque page ou presque et qui relève du conditionnement, non pas pour faire des hommes ou des femmes de penser librement, mais pour devenir des esclaves ou des serviteurs du régime en place.

- Pourquoi interdire les vidéos de Dieudonné ne sera pas si simple - Francetv info

Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, souhaite désormais s'attaquer aux vidéos postées par l'humoriste. Francetv info 10.01

Valls fait des émules dans son ex-fief franquiste.

- Espagne: La justice interdit une manifestation de soutien aux détenus de l'ETA - 20minutes.fr

En famille. Un hommage bien mérité du magazine de BHL (sioniste assumé).

- La double vie de François Mitterrand ne l'a pas empêché d'être un excellent président - LePoint.fr

Quand c'est la réaction qui l'affirme, on s'incline, on ne peut pas la désavouer, d'ailleurs ce serait injuste, pour une fois qu'elle dit une vérité...

Le Parti de gauche la cinquième roue du carrosse de la monarchie ou du régime.

Le Parti de gauche pour l'interdiction d'un spectacle donné par un comédien ou contre la liberté d'expression. Cet article est paru avant la décision du Conseil d'Etat de casser la décision du Tribunal administratif de Nantes qui avait autorisé quelques heures plus tôt le spectacle de Dieudonné. Pire encore, le PG reprend à son compte l'accusation d'antisémitisme avancée par les porte-parole du Crif Hollande, Valls notamment pour justifier l'interdiction de ses spectacles, il n'aura échappé à personne qu'ils avaient radicalisé leur discours, sans doute après observé qu'il n'existait plus d'opposition à l'Etat ou à la classe dominante en France, et que l'argument selon lequel ces spectacles présentaient un risque de " *trouble à l'ordre public* " était passé au second plan ou avait été pour ainsi dire abandonné, apparemment pas vraiment convainquant.

- Contre l'antisémitisme, continuons le combat politique : la France aux républicains ! - Alexis Corbière - Jeudi 9 Janvier 2014

- Le Tribunal administratif de Nantes a décidé d'annuler la décision du Préfet soutenu par le Ministre de l'intérieur, interdisant le spectacle « *Le Mur* » de Dieudonné M'bala M'bala.

Cette décision juridique, sans doute fondée sur le plan du droit, affaibli indiscutablement la bataille contre l'antisémitisme militant. (...)

(C'est le discours de Valls et du Crif. - ndlr)

En appelant lui aussi à cette interdiction, le Parti de Gauche voulait d'abord prouver l'intransigeance républicaine dans cette lutte. (...)

(Le PS vous en sera gré, on défend le régime comme on peut. - ndlr)

Dieudonné tient des « *spectacles* » qui ont un but politique : créer un antisémitisme officiel. (...)

(C'est normal que l'interdiction de ses spectacles soit politique et ne revienne pas à la justice, puisque ses spectacles étaient politiques, c'est l'argumentation au mot près de Valls.

Depuis près de 10 ans il tient les mêmes discours provocateurs à l'encontre de toutes les religions, et s'il y a eu une poussée de l'antisémitisme et du racisme en général ces dernières années, c'est essentiellement dû à la politique de l'UMP et du PS soutenu par le PG, aux conséquences de la crise du capitalisme que l'UMP et le PS se sont employés à reporter sur les travailleurs en dressant leurs différentes couches les unes contre les autres, en faire porter la responsabilité sur Dieudonné est d'une malhonnêteté incroyable qui ne sert qu'à camoufler leur propre responsabilité dans la situation actuelle.

Ce qui se passe aujourd'hui dans le pays est comparable à ce qu'on a pu observé lors de chaque crise dans le passé, plutôt moins que plus il faut préciser, à ma connaissance on n'a pas assisté à des défilés ou des pogroms antijuifs ou antimusulmans ou je ne sais quoi.

Donc cet argument tient de la fabulation, une pure invention produite par des gens cynisque et sans scrupules qui ont fait de l'antiracisme leur fond de commerce et en vivent, on comprend qu'ils ne supportent pas la concurrence que leur livre Dieudonné, PG qui soutient la position du PS et du gouvernement au Moyen-Orient, comme il avait soutenu celle de l'UMP et du gouvernement Sarkozy il faut le rappeler aussi, ceci explique cela. - ndlr)

Si la liberté d'expression de Dieudonné doit être garantie, elle ne peut inclure la liberté d'organiser une campagne antisémite : celle-ci reste illégale, cruelle au plan humain, honteuse au plan républicain. (...)

(Est antisémite qui s'attaque aux juifs en général, donc avant de lancer cette accusation il faudrait reproduire textuellement les propos de Dieudonné qui le prouvent sans occulter dans quel contexte ces paroles ont été prononcées et la signification que l'intéressé leur a donnée, car on ne peut pas se contenter d'une seule interprétation, celle de ses détracteurs ou ennemis qui ont intérêt à les déformer ou à les sortir de leur contexte, ensuite, en démocratie en principe le droit à la défense existe pour tous, un accusé à le droit de se défendre, lui interdire ce droit ou l'empêcher d'en faire usage est contraire au principe de la République que le PG prétend défendre, en réalité il démontre ici qu'il les piétine. Merde alors, j'aurais peut-être pu faire un très bon avocat ! - ndlr)

C'est pourquoi nous continuons à affirmer à propos de Dieudonné : une tournée de "*rire antisémite*" est une campagne politique, elle n'est pas tolérable en République. (...)

(Il traite ici les spectateurs de Dieudonné d'antisémites, c'est extrêmement grave, diffamatoire, infâme, ordurier. Le PG, la caricature du stalinisme, on comprend mieux pourquoi il a pu réaliser une coalition avec le PCF ! Assurément un régime qui tolère un tel parti politique n'a pas grand chose à voir avec la République !

Il n'en reste pas moins que sur le plan politique, nous continuons la lutte sans compromis ni concessions : la France aux républicains !

(On vient de voir que le PG en était justement le fossoyeur au même titre que le PS, une intention qui une fois assumée la volonté d'interdire à un comédien de se produire dans un spectacle donne une idée assez précise de l'état de putréfaction avancée dans laquelle se trouve leur République, osons dire bananière et au delà encore, on comprend que le PG la défende, il faut bien vivre que voulez-vous. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Vive la prostitution !

- Un « *kit d'urgence* » et une prise en charge simplifiée des victimes de viol - LeMonde.fr

Le gouvernement a lancé, vendredi 10 janvier, ses travaux pour simplifier le parcours des victimes de viol ou agression sexuelle, notamment grâce à un « *kit d'urgence* ». LeMonde.fr 10.01

Dassault immunisé, Dassault subventionné, Dassault lbéré : vive la France !

- Un milliard d'euros à Dassault Aviation pour améliorer le Rafale - AFP

Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a officialisé vendredi à Mérignac (Gironde) des commandes d'un milliard d'euros passées par l'État à Dassault Aviation pour faire évoluer l'avion de combat Rafale. AFP 10.01

La reprise, non, pas pour ceux qui en ont besoin.

- Zone euro: trois instituts européens tablent sur une reprise sans emploi - AFP

"*La reprise qui se profile étant modérée, la faiblesse du marché du travail devrait perdurer*", préviennent Insee, Ifo et Istat, qui prévoient au mieux une "*stabilisation*" sur ce front. AFP 10.01

Intox. Conditionnement.

- Sept Français sur dix favorables au Pacte de responsabilité - L'Expansion.com

Sept Français sur dix envisagent de se suicider dans l'année à venir...

- Pour 87% des Français, la justice doit être réformée - Liberation.fr

C'est intolérable qu'il se soit trouvé des juges (à Nantes) pour autoriser le spectacle d'un antisémite, un antijuif, un raciste, un nazi !

Valls fait des émules parmi les médias

- Djotodia éjecté de son fauteuil présidentiel - Libération.fr

Djotodia était le président de Centrafrique dont Hollande et Fabius avaient juré d'avoir la peau, c'est fait, en voilà au moins deux avec Dieudonné qui ont été liquidés... Libération jubile.

Demain ils rendront hommage aux banquiers sionistes qui ont financé le régime nazi.

- Israël: hommage aux victimes homosexuelles du nazisme à tel Aviv - AFP

Et les trotskistes, les communistes, les syndicalistes, les opposants en tous genres au fascisme, à l'oppression, à la tyrannie, les tziganes, les Noirs...

- Femmes en pays musulman, le conservatisme a la vie dure - Liberation.fr

Quelle saloperie, quel archaïsme ces pays musulmans ! Dorénavant de gré ou de force ils vont vous imposer comment vous devez penser, comme eux évidemment...

Ça va pas non ?

- Cambodge: Les consommateurs doivent-ils payer pour l'amélioration de la sécurité des ouvriers? - 20minutes.fr

Opposer maintenant les "*consommateurs*" en occident aux travailleurs des pays dominés ou en voie de développement, tiens, ce ne serait pas du racisme des fois ? Si vous refusez bande d'ignobles profiteurs, c'est vous qui porterez la responsabilité des conditions de travail épouvantables que subiront ces ouvriers, des accidents du travail dont ils seront victimes, comment, vous ne culpabilisez pas encore, vous êtes vraiment dégueulasses !

Question accessoire qui n'est apparemment pas venue spontanément à l'esprit de ces vendus de journalistes : serait-il possible de taper dans les profits des multinationales occidentales qui les surexploitent ? Non, cette question est indécente, censurée !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Edward Snowden n'est pas un lanceur d'alerte, fustige le patron du FBI - AFP

Edward Snowden ne doit pas être considéré comme un "*lanceur d'alerte*" dans la "*tempête*" qu'il a provoquée, a fustigé jeudi le directeur du FBI James Comey, qui s'oppose à la réforme en cours des programmes américains de surveillance.

Jeudi, des parlementaires américains ont considéré que les actes d'Edward Snowden pouvaient avoir des "*conséquences mortelles*" et mettre "*en danger*" les soldats américains.

"*Une procédure pénale est en cours, des accusations pèsent contre M. Snowden*", a rappelé le chef de la police fédérale.

James Comey a été reçu à la Maison Blanche mercredi dans le cadre de la vaste réflexion lancée par Barack Obama avec les acteurs-clés du renseignement. Il en a profité pour exprimer son "*désaccord*" avec les propositions de réforme d'un groupe d'experts mandatés par le président américain.

Il a regretté que le rapport rendu le 18 décembre ne stipule pas "*le plus important: que la communauté du renseignement travaille dans des frontières légales*".

Il s'est en particulier insurgé contre une recommandation de révision du fonctionnement des mandats, ces "*lettres de sécurité nationale*" (NSL) délivrées par un tribunal secret pour que les sociétés d'internet et de téléphone livrent des informations aux autorités.

"*Je ne vois rien de défectueux*" dans cette procédure des "*plus usitées*" au FBI, s'est insurgé M. Comey. "*Je ne vois pas pourquoi on ferait des changements (...) et pourquoi on rendrait les enquêtes de sécurité nationale plus compliquées que les enquêtes criminelles*".

"*Si nous voyons quelqu'un écrire quelque chose qui nous paraît dangereux sur internet, pour trouver cette personne, l'abonné du compte internet, nous devons obtenir une "lettre de sécurité nationale" et nous devons l'avoir de manière raisonnablement rapide*", a-t-il encore plaidé. "*L'une de mes inquiétudes dans la proposition du comité d'experts est qu'elle provoquerait du retard*". AFP 10.01

2- Turquie

En Turquie, Gül se positionne en alternative à Erdogan - AFP

Le président turc Abdullah Gül a profité du scandale politico-financier qui fait tanguer le gouvernement pour faire entendre ses différences avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, au point d'apparaître comme un rival à huit mois de l'élection présidentielle.

En six mois, c'est devenu un classique de la vie politique turque. Pendant que M. Erdogan déverse à longueur de discours des torrents d'invectives contre ses ennemis de tous poils, accusés de vouloir sa peau et de déstabiliser le pays, M. Gül, lui, ne sort de sa réserve que pour prêcher l'apaisement et le rassemblement.

La tempête provoquée par l'arrestation le 17 décembre de dizaines de patrons, hommes d'affaires ou élus proche du pouvoir n'a pas fait exception à ce scénario.

Aux quatre coins du pays, le Premier ministre a dénoncé la "*conspiration*" ourdie contre lui et menacé avec véhémence "*l'Etat dans l'Etat*" formé par les policiers et magistrats à l'origine de l'enquête qui le menace.

Le chef de l'Etat a semblé prendre systématiquement le contrepied de M. Erdogan. De sa petite voix, il a assuré que la corruption "*ne sera et ne pourra pas être étouffée*".

"*Nous devons nous abstenir de toutes positions et comportements pouvant nuire à notre Etat de droit démocratique*", a ensuite lancé le 1er janvier le président, en pleine vague de purges massives dans la police et la magistrature.

Longtemps inséparables, MM. Gül et Erdogan ont fondé ensemble le Parti de la justice et du développement (AKP) en 2001. Mais avec l'élection du premier à la magistrature suprême en 2007, leurs routes ont commencé à lentement s'écarter.

D'abord infimes, sur l'Europe ou le système constitutionnel, leurs différences ont éclaté au grand jour lors de la fronde antigouvernementale de juin dernier.

"*Les dirigeants (du pays) doivent déployer plus d'efforts pour prêter une oreille attentive aux différentes opinions et inquiétudes*", avait plaidé le président, quand le chef du gouvernement traitait les manifestants de "*vandales*" ou de "*pillards*".

Même si les deux personnages ont jusque-là évité toute confrontation directe, la crise politique actuelle a encore creusé le fossé qui les sépare, jugent nombre de commentateurs.

D'autant que le chef de l'Etat est réputé proche de la confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen, que le Premier ministre juge responsable des ennuis judiciaires qui éclaboussent le premier cercle de son pouvoir.

Leur relation a "*touché le fond lorsque Gül a mis son veto, dit-on, à sept des dix ministres proposés par Erdogan" lors du récent remaniement précipité par le scandale*", a souligné le professeur Yuksel Sezgin, de l'université américaine de Syracuse.

Certains les décrivent même en rivaux directs pour l'élection présidentielle d'août prochain, qui sera disputée pour la première fois au suffrage universel direct.

"*On peut dire qu'il y a désormais une compétition personnelle entre les deux*", juge Nihat Ali Ozcan, de l'université privée TOBB d'Ankara. "*Cette situation nouvelle est devenue une opportunité pour Gül*", ajoute-t-il, "*il peut en tirer un réel avantage si les problèmes qui menacent Erdogan s'aggravent*".

A ce jour, aucun des deux hommes n'a encore dévoilé ses intentions. "*Toutes les options sont ouvertes*", a dit la semaine dernière Abdullah Gül. Contraint par une règle interne de son parti à quitter son poste au terme de son troisième mandat en 2015, Recep Tayyip Erdogan, lui, ne fait plus guère mystère de ses ambitions.

Si certains à l'AKP ne veulent pas croire que le président aura l'audace de défier le Premier ministre, d'autres soulignent que le profil modéré du premier pourrait séduire ceux qui, au sein du camp présidentiel, jugent le second décidément incontrôlable.

"*De nombreux membres du parti ne sont pas satisfaits de l'attitude d'Erdogan depuis le début de l'affaire*", observe un diplomate occidental, "*si une majorité d'entre eux finit par le considérer comme un danger, il lui serra difficile de rester*".

Avant un éventuel duel au sommet Erdogan-Gül, les élections municipales du 30 mars pourraient servir de juge de paix.

"*Pour l'instant, nous sommes dans le brouillard. Les sondages connus évaluent le score de l'AKP de 36 à 52%, soit plus qu'aux législatives de 2011 (50%) !*", constate Cengiz Aktar, professeur de sciences politiques à l'université privée Sabanci d'Istanbul.

"*Mais ce dont on est sûr, c'est que ces élections vont tourner au référendum pour ou contre Erdogan*", ajoute-t-il. AFP 10.01

Haut de page

Le 12 janvier 2014

CAUSERIE

J'ai ajouté plus loin un complément à l'analyse qui a été publiée ce matin. La suite de l'actualisation du site demain, je dois aller au marché cet après-midi car demain commence la fête nationale (au Tamil Nadu) de Pongal qui dure trois jours, et je n'ai pas envie d'aller faire des courses en ville et me retrouver dans la cohue et la pollution.

Une vidéo à voir absolument.

Interdiction de Dieudonné / Clash entre Plantu et Finkielkraut . (+ de 500.000 visionnages en une journée)
http://www.youtube.com/watch?v=YODdfx7nHBk

Finkielkraut : "*La justice sans force disait Pascal est impuissante, il faut allier la justice et la force, faire en sorte que le juste soit fort, et c'est exactement ce qu'a fait le ministre de l'Intérieur*".

La justice a dit à Nantes : j'autorise ce spectacle, la force c'est quoi alors, le Conseil d'Etat présidé par le Premier ministre dont les membres sont nommés et non élus qui décrète l'interdiction.

Soyons plus précis, selon ce prédicateur du sionisme qui entend bâillonner la liberté d'expression, la justice est faible si elle n'est pas placée sous l'autorité d'une institution supérieure qui incarne la force, en réalité le pouvoir politique de la classe dominante, si elle ne lui est pas entièrement soumise ou dévouée, autrement dit la justice ne peut pas revendiquer son indépendance, c'est un droit illégitime.

En France, c'est le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel qui remplissent le rôle de protecteurs des institutions antidémocratiques de la Ve République ou du régime en place, celui de la force dont parle Finkielkraut, dans d'autres pays ce sera l'armée, un tribune militaire, dès lors on comprend pourquoi tous les chefs d'Etat qui se sont succédés sous la Ve République ont soutenu dictateurs et tyrans en Afrique et ailleurs dans le monde.

Absolument rien ne permet de distinguer l'UMP du PS sur cette question déterminante qu'est l'Etat.

La réaction de Plantu arrive trop tard, c'est sans doute pour cette raison qu'il se réveille, cela ne lui coûte rien. Mais bon, c'est mieux que rien car du coup un des plus fameux représentants du sionisme en France, Finkielkraut, est obligé de se défendre, et comme toujours dans ces cas-là il commet de monstrueuses maladresses qui dévoilent sa véritable nature, derrière lesquelles surtout la vérité commence à reprendre ses droits, l'imposture de Hollande-Valls est dévoilée ou devient indéfendable.

Passage ajouté :

Dans l'esprit d'un Finkielkraut, la justice sans le recours à la force est inconcevable, c'est ainsi que la justice se confond avec les forces de l'ordre, l'appareil militaro-policier de l'Etat, on pourrait en dire autant du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel qui sont des tribunaux d'exceptions dépendant directement du pouvoir politique, institutions qui surveillent le pouvoir judiciaire et se substituent à lui en cas de faiblesse ou quand il fait preuve de relents d'indépendance décrétée insupportable sous une dictature, néolibérale, celle de l'oligarchie financière qui désormais dicte sa politique au gouvernement français qui s'en fait volontiers le porte-parole.

Notons au passage que personne n'a usé de la force pour obliger l'Etat sioniste à appliquer les décisions de l'ONU depuis 1947, une faiblesse qui a pour origine l'hégémonie exercée par l'impérialisme américain au sein de cette institution au cours du XXe siècle et sa collusion permanence avec Israël qui sert ses intérêts au Moyen-Orient notamment. Quand la notion du droit se confond avec le recours à la force pour le faire appliquer, on n'est pas dans une démocratie, mais sous une dictature.

A demain...

Haut de page

Le 13 janvier 2014

CAUSERIE

20 à 25 nouveaux articles demain matin, 2 ont été ajoutés aujourd'hui.

Vidéos pour se détendre

- Joe Satriani - Live in San Francisco 2002 - part 1 - YouTube
- Joe Satriani - Live in San Francisco 2002 - part 2 - YouTube

Vidéos sur l'histoire du pétrole

- Le secret des sept soeurs - 1|4 - Tempêtes et fortunes du désert - YouTube
- Le secret des sept soeurs - 2|4 - Safari dans l'Eldorado - YouTube
- Le secret des sept soeurs - 3|4 - La danse de l'ours - YouTube
- Le secret des sept soeurs - 4|4 - Le temps des mensonges - YouTube

L'hypocrisie ou le mensonge d'Etat à valeur de loi en France.

Avant-propos.

Je suis stupéfait de constater à quel point l'hypocrisie et la mauvaise foi, l'absence de discernement et les jugements à l'emporte-pièce qui le remplace ont envahi tous les rapports, et je ne parle pas seulement en politique.

La décomposition avancée de la société cause des ravages sur le mode de pensée de la population, qui heureusement ne sont pas irréversibles la plupart du temps, bien qu'ils puissent pourrir plusieurs générations à la suite. On en vient à se demander si la notion d'honnêteté intellectuelle existe encore, on peut ajouter le respect, car pour se comporter de la sorte il faut singulièrement en manquer envers les autres ou les mépriser, disons en général, plus ou moins inconsciemment.

Bien entendu chacun répondra qu'il ne se sent pas concerné ou se posera en victime, il a sa bonne conscience pour lui et sa morale est irréprochable, la dérive que nous décrivons, ce sont toujours les autres mais pas lui ou elle, non, on baigne en plein délire. On se dit qu'un tel degré d'inconscience n'est pas sans danger, car finalement ces gens-là ont été conditionnés et sont facilement manipulables, et plus ils sont convaincus du contraire plus ils le seront sans s'en apercevoir. Pire, à force de s'enfoncer dans l'hypocrisie et de croire à leurs mensonges ils finiront par ne même plus faire la part des choses et considérer que tout le monde leur ressemble. Ce qui est normal quelque part puisqu'ils sont de plus en plus amenés à fréquenter ou rencontrer que des gens de la sorte. Par contagion ils les imiteront, comment faire autrement quand on n'a pas la volonté de résister à cette fièvre d'individualisme qui se développe à vive allure et de rentrer dans des discussions franches ou sincères qui risquent le plus souvent de mal tournées, à quoi bon. Qu'aurait-on à y gagner ? Un peu de dignité qui apporte un peu de satisfaction personnelle bien mérité, c'est quand même cher payé pour se sentir bien dans sa tête ou sa peau, alors qu'il existe tellement d'artifices pour parvenir au même résultat sans fournir le moindre effort et sans prendre le moindre risque, temporairement, car il s'agit d'une illusion, on se leurre soi-même et cela ne dure jamais indéfiniment.

Quand vous refusez de verser dans ce travers et que vous vous en tenez à vos principes, et que vous rencontrez quelqu'un qui vous invite à les abandonner, vous pouvez être certain que cette personne est déjà rongée par ce virus. En gros, toute discussion est possible avec cette personne uniquement si vous partagez ses idées. Il ne servirait à rien de lui signaler à cet instant là, vous iriez au clash immédiatement, laissez la dire ce qui lui passe par la tête, au fil du temps vous aurez accumulé suffisamment de matériaux pour un jour lui balancer ce que vous en pensez, en y mettant les formes mais sans compromis cette fois, cela passera ou cela cassera, peu importe, vous aurez fait ce qui vous semblait le mieux en essayant de lui rendre service, car on ne peut pas indéfiniment se taire ou accepter un tel comportement, vous avez fait preuve de beaucoup de patience, vous vous êtes abstenu de la juger, il est donc normal qu'un jour ou l'autre à votre tour vous vous exprimiez librement, comme vous le feriez face à n'importe quelle personne suffisamment maître de soi pour accepter ou supporter de participer à une libre confrontation d'idées.

Vous aurez compris que je viens de connaître plusieurs expériences de ce genre avec plusieurs personnes que je connais ou que je ne connais pas vraiment, parfois il suffit de peu de choses pour cerner à qui on a à faire. Plus on est entraîné à analyser un tas de sujets à fond dans tous les domaines, plus c'est facile, il arrive même un moment où l'on s'en amuse, alors que les conclusions auxquelles nous sommes parvenu n'ont rien de drôle, au contraire. La vie est ainsi faite ou plutôt la société. A force on y gagne considérablement en patience, on se surpend soi-même, on se surpasse dans ce domaine. On peut progresser dans la vie, il faut s'en donner la peine, c'est comme tout, au départ cela nous coûte, par la suite c'est la routine, finalement c'est très économique comme méthode, si je vous disais que du bonheur vous ne me croiriez pas, et pourtant c'est vrai.

Tenez, on ne peut pas dire qu'en ce moment l'actualité en France prête vraiment à être de bonne humeur ou à avoir le moral, je me suis pris la tête ces derniers jours avec l'affaire Dieudonné et ses à côtés surtout, alors que je m'en serais volontiers passé, j'en ai plus que ras le bol à dire vrai, et bien hier j'ai trouvé le moyen de finir ma soirée de boulot en regardant la première partie des Sept soeurs (Exxon, Mobil, Chevron,Texaco, Shell, BP, Gulf), une vidéo formidable sur l'histoire du pétrole (depuis j'ai téléchargé les trois autres parties), puis pour me détendre un peu j'ai visionné la deuxième partie du concert génial de Joe Satriani à San Francisco jusqu'à 1h40 du matin, après je suis allé me coucher en pensant à ses Sept soeurs, histoire qu'il m'en reste encore quelque chose en mémoire le lendemain matin, et même que je n'en ai pas fait de cauchemar, l'inceste c'est pas mon truc !

Allez camarades, soyons de bonne humeur en ce début de semaine, sachons tirer le maximum d'enseignement de chaque expérience, l'école de la vie, vous connaissez n'est-ce pas, j'espère qu'on va passer à autre chose dès demain. Bon courage.

Passons au plat de consistance si vous le voulez bien.

La réaction se focalise sur un dénommé Faurisson qui a été condamné pour révisionnisme, il aurait nié l'existence des chambres à gaz. Admettons que les juges aient rendu leur verdict sur la base des faits avérés ou reconnus, indiscutables.

Maintenant quand on voit le bonhomme dans le spectacle de Dieudonné, quand on voit à quelle mascarade il a prêté ou dans quelle farce il a donné, on ne peut pas s'empêcher de penser qu'il faut être d'une mauvaise foi sans fond pour prendre un instant au sérieux ce grotesque personnage, ce qu'il dit et cette mise en scène qui tient du grand guignol, il ne se trouvera personne pour lui reconnaître le statut d'historien ou lui accorder la moindre légitimité.

Contrairement à ce qu'affirme les détracteurs de Dieudonné qui prennent l'affaire très au sérieux et s'en servent pour le diaboliser,

ce personnage est d'un ridicule qui dépasse la caricature, du coup ce qu'il peut dire passe au second plan ou complètement à la trappe, pas un spectateur ayant assisté à cette pitrerie ne ressortira de ce spectacle en étant antisémite pour autant, au contraire, il sera plutôt porté à penser que l'antisémitisme n'est pas quelque chose de sérieux, pas plus que le sionisme, c'était peut-être le but de cette mise en scène, or pour les ennemis de Dieudonné le sionisme est une affaire très sérieuse à laquelle ils tiennent par dessus tout, autant qu'à l'existence d'Israël sinon ils ne seraient pas sionistes, tandis que le véritable antisémitisme est une affaire toute aussi sérieuse pour nous, donc raison de plus de combattre le sionisme qui en est le principal instigateur et auquel il profite, comment en réalisant un amalgame entre les juifs et le sionisme ou Israël sur la base d'un mythe ou d'une imposture qu'ils ont théorisé pour en faire une arme politique contre les ennemis d'Israël (les pays Arabes de la région principalement) qui seront caractérisés d'antisémites, puisqu'être juif signifie obligatoirement être Israélien quelque part ou soutenir Israël

L'idéologie sioniste a évolué au cours du XXe siècle pour finalement aboutir à une dichotomie complète entre les sémites et les adeptes du judaïsme ou pour être plus précis le premier facteur devait totalement disparaître dès lors qu'ils avaient décidé de s'emparer de la Palestine, en 1947. Car la population de confession musulmane et chrétienne qui vivait à cette époque dans ce pays et constituait l'immense majorité de la population était sémite, tandis que les sémites juifs étaient une minorité, étant tous sémites ces différentes communautés vivaient ensemble plus ou moins en harmonie et en paix depuis des centaines d'années, jusqu'à ce que le pétrole de la région devienne un enjeu économique mondiale. Les juifs qui devaient coloniser les terres appartenant majoritairement à des sémites de confession musulmane et chrétienne et les expulser n'étaient pas forcément des sémites, ils étaient originaires d'Europe et d'Europe centrale ou orientale, ils s'étaient convertis au judaïsme vers le XVe siècle. Ils étaient intégrés dans la société de ces différents pays et pratiquaient leur religion tout en faisant perpétuellement l'objet de discriminations ou de persécutions, de pogroms, jusqu'à l'avènement du régime nazi qui procèdera à leur extermination en masse et qui à l'issue de la Seconde Guerre mondiale justifiera et précipitera la création d'Israël et l'immigration de centaines de milliers de juifs principalement ashkénazes.

Notons qu'il existe plusieurs versions totalement contradictoires sur l'évolution de cette communauté au cours des siècles ou du peuple sémite et non du peuple juif, qui selon des universitaires et des rabins juifs n'a jamais existé, chacun tenant à sa version des faits, il est compliqué de s'y retrouver. Voilà ce que j'ai pu tirer de ce que j'ai appris et compris jusqu'à présent.

Hitler et le régime nazi s'en est pris à la totalité des juifs sans distinction ou presque qui étaient présents en Europe dont une grande partie n'étaient pas d'origine sémite, fournissant en 1947 le prétexte aux sionistes qui avaient décidé que l'heure avait sonné de mettre en oeuvre la déclaration de Balfour, ce qui nécessitait d'occulter le fait qu'ils n'étaient pas (forcément) sémites et dont le rappel aurait été incompatible avec la prétendue existence d'un peuple juif, de façon à souder la totalité des composantes de la communauté juive et les dresser contre la population à majorité musulmane de Palestine qui était sémite, tout comme les juifs qui vivaient dans ce pays, en les désignant comme des Arabes ayant spolié leurs ancêtres juifs, pour légitimer l'existence de l'Etat d'Israël.

L'accusation d'antisémitisme est orienté à la fois contre les sémites de confession musulmane et contre les sémites juifs qui en Israël même combattent pour le "démantèlement" de cet Etat dans lequel ils ne se reconnaissent pas, car disent-ils son existence serait contraire au judaïsme, ou encore contre les juifs qui se disent athées ou les sémites athées qui ne reconnaissent pas l'existence d'Israël, aussi bien contre les Arabes ou n'importe quel citoyen ou militant qui s'opposerait à la spoliation des droits des Palestiniens. Vous penserez peut-être qu'il n'y a pas de juifs athées et que c'est une erreur ou une contradiction, en fait non, il faut tenir du fait que dans la presque totalité des familles juives vous naissez juif et vous mourez juif, quoi que vous pensiez ou fassiez tout au long de votre vie, du coup un jeune garçon ou une jeune fille arrivée à l'adolescence qui décidera d'être athée ou de se convertir à une religion sera toujours considérée par sa famile ou son entourage ou la communauté juive comme juif ou juive aussi aberrant que cela puisse paraître.

On s'aperçoit ici que l'accusation d'antisémitisme qui rejoint le combat des sionistes contre tous ceux qui nient la légitimié d'Israël s'adresse en grande partie ou indirectement aux juifs qui ne sont pas forcément motivés ou mobilisés pour défendre l'existence d'Israël et surtout sa politique au Moyen-Orient, d'où les appellent permanent en direction de la communauté juive éparpiller dans le monde pour qu'elle émigre en Israël, car jusqu'à présent et malgré tous les efforts qu'ils ont déployés, les juifs refusent de vivre dans ce pays qui soi-disant avait été conçu spécialement pour les accueillir, avant-hier encore Le Point a sorti un article sur ce sujet, régulièrement les médias français se font le relais de la propagande des autorités israéliennes, en vain, d'autant plus que de plus en plus de jeunes Israéliens sont tentés de quitter ce régime théocratique d'apartheid.

Demain ou dans les jours qui viennent si j'en trouve le temps, on abordera un autre angle de cette question, celui des antisionistes, on peut cependant en dire quelques mots.

L'antisionisme regroupe des courants ou des gens très divers, de l'extrême gauche à l'extrême droite, des chiites, des antiracistes, etc. dont aucun ne se situe véritablement sur le terrain de la lutte des classe du prolétariat ou du socialisme, dans la mesure où ils ne traitent pas le sionisme sur le plan politique en le reliant au développement du capitalisme au cours du XXe siècle, aux besoins du capitalisme dominé par l'impérialisme américain, généralement ils s'en servent comme d'un fond de commerce pour défendre des intérêts particuliers ou une communauté spécifique tels des lobbies, ils interprètent les rapports qu'entretient Israël avec le reste du monde sans comprendre qu'il n'est qu'un maillon de la stratégie politique de l'oligarchie financière qui s'est emparée du pétrole du Moyen-Orient depuis près d'un siècle (et d'Afrique depuis un demi-siècle), ils considèrent qu'Israël ou les juifs veulent imposer leur pouvoir au monde entier, alors qu'ils sont trop peu nombreux pour envisager seuls d'atteindre un tel objectif,

cette conception est grotesque et sera le point de départ de leur antisémitisme larvé ou déclaré, violent parfois, par contre l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionistes en s'associant aux oligarques et puissants capitalistes européens (et au delà) peuvent progresser sur la voie de l'établissement d'un gouvernement mondial dans lequel les sionistes (mais peut-on encore parler de sionisme à cette étape ?) occuperont une place de choix ou qu'ils domineront pour en avoir été les promoteurs et les plus puissants et riches artisans au cours du XXe siècle, cette stratégie politique devant être adoptée de grés ou de force (guerres) par l'ensemble des Etats, des oligarques et capitalistes dans le monde, parce qu'elle coïncide au stade actuel du développement des contradictions du capitalisme avec les besoins de la classe dominante de neutralité la lutte des classes et de se servir de la crise du capitalisme devenu permanente pour assurer la survie du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et absolument rien ne permet d'affirmer que dans les années ou décennies à venir Israël ressemblera au pays que nous connaissons aujourdhui ou qu'il existera encore.

En ce qui nous concerne, la lutte contre le sionisme passe par le soutien au combat du peuple palestinien, le boycott d'Israël, mais surtout le combat contre la politique néolibérale impulsée par les Etats-Unis, dans chaque pays et particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique, partant toujours du principe que l'ennemi que nous combattons est dans notre propre pays, la classe dominante, les banquiers, les multinationales, l'ensemble des institutions ou les représentants du capital, en premier lieu le gouvernement, les partis politiques qui y participent, ceux qui le soutiennent, l'Etat des capitalistes et sa Constitution qu'il nous fauda abattre, abolir pour instaurer une République sociale, condition politique pour saper le terrain sur lequel voient naissance ou s'épanouissent toutes les formes de communautarismes, de discriminations, de racismes, d'intolérances, les inégalités sociales et les injustices.

Les antisionistes de l'extrême gauche à l'extrême droite militent pour que certaines communautés bénéficient de droits spécifiques, à l'opposé nous estimons que les droits des différentes communautés ou des minorités ne peuvent être réellement satisfaits sans l'existence de droits collectifs acquis pour l'ensemble des masses exploitées qui garantissent le respect des droits individuels de chacun. Notre démarche est donc en totale contradiction avec la leur. Quand on observe que les gouvernements successifs se sont employés à liquider nos droits sociaux ou politiques les uns après les autres, droit au travail, cela concerne l'ensemble des travailleurs, à la retraite, cela concerne l'ensemble des travailleurs, droit à la santé, cela concerne l'ensemble des travailleurs, droit au logement, cela concerne l'ensemble des travailleurs, on pourrait allonger la liste, par contre ils ont prétendu que les travailleurs avaient obtenu de nouveaux droits individuels, que des droits nouveaux avaient été accordés à certaines commaunautés, tandis que l'ensemble des couches dans lesquelles sont incluses ces communautés et qui forment la classe des exploités avaient perdu un nombre considérable de droits collectifs sociaux et politiques, alors nous disons que la priorité est de combattre pour regagner ces droits collectifs, et sachant qu'ils sont incompatibles avec le maintien du régime en place, cela pose la question de la préparation des conditions politiques pour le renverser et prendre le pouvoir, instaurer une République sociale, un gouvernement des seuls partis et tendances combattant dans cette perspective politique, abolir la Constitution de la Ve République, donc la totalité de ses institutions, et s'attaquer immédiatement aux fondements du capitalisme pour fonder une société basée sur les besoins et les aspirations de l'ensemble des travailleurs et non sur le profit, le marché déclaré définitivement hors la loi !

Questions à cent balles.

Quand je me fous de Français, serais-je anti-Français ? Quelle connerie !

Serais-je raciste ou xénophobe quand je moque des Indiens, devant eux puisque je ne fréquente que des Indiens, serais-je raciste ou anti-Indiens ? Quelle connerie !

Et quand un Indien se moque des Français devrais-je le traiter de raciste ? Quelle connerie !

Pour beaucoup d'Indiens manger des grenouilles ou des escargots, du boeuf ou de la vache, c'est un truc de sauvages, de barbares, sont-ils racistes de nous traiter ainsi, faudrait-il s'en offusquer ? Quelle connerie !

Parfois on se demande qui sont les plus arriérés, ceux qui nous gouvernent assurément, parce que finalement il faut être profondément arriéré pour voir partout du racisme ou une atteinte à la dignité humaine, pour être sioniste il ne faut pas en avoir ou ne pas savoir ce que cela signifie.

Affaire Dieudonné. Commentaires d'internautes

J'ai oublié de préciser que les commentaires d'internautes mis en ligne proviennent pour la plupart des médias nationaux auxquels souvent il faut être abonné pour pouvoir poster un commentaire (Le Monde, Le Figaro, Le Point, Libération, L'Express, etc.), sinon ils ont été postés suite à des dépêches d'agences de presse, AFP ou Reuters, aucun commentaire ne provient de portails de partis politiques ou autres.

1- Selon Le Monde, le juge des référés Bernard Stirn a rappelé jeudi 9 janvier à l'issue de l'audience, qu'« *en aucun cas la décision du juge des référés ne tranchait de grandes questions de droit* ». En clair, ce que dit l'auteur de cette sentence, c'est qu'il s'agissait bel et bien d'un jugement de circonstance que personne ne pourra faire valoir par la suite. Une justice d'exception à

usage exclusivement M'balien. Une horreur décomplexée.

C'était une décision politique que le Conseil d'Etat à couverte, point barre.

2- Les doutes sur l'indépendance du conseil d'Etat sont légitimes en raison de sa proximité avec le pouvoir exécutif. Dès la révolution, l'ordre administratif a été institué pour limiter le champ d'action de l'ordre judiciaire sur le pouvoir. Aujourd'hui, le conseil d'Etat n'est pas seulement une cour d'appel, c'est également un conseiller du gouvernement sur les textes de loi.

3- Le Conseil d'Etat a été créé par Napoléon et ses hauts fonctionnaires, d'une manière certes plus feutrée que dans les préfectures, sont aux ordres. En tant qu'ancien haut fonctionnaire ayant eu son procès au CE, je sais de quoi je parle.

4- Les gens ne comprennent plus rien. La justice administrative statue en 2 heures et de l'autre on a une justice pénale et civile qui s'enlise. Comment expliquer aux français qu'on condamne Dieudonné en quelques heures alors que les sénateurs protègent Dassault, que les Balkany ne sont toujours pas en prison, qu'il a fallu 15 ans pour condamner les Tibéri.

5- (Nicolas Bedos dans "*On n'est pas couché*") Nous sommes nombreux à ne voir en ce pseudo humoriste hautement politisé, à l'instar de son père toutefois doué d'un certain talent, qu'un vecteur vulgaire de la haine, du sectarisme et de l'intolérance. Alors, singer ainsi l'artiste Dieudonné, même controversé, est ridicule et cela démontre qu'il se sait protégé par certains médias et politiques...

6- Arrêtez de dire que ce sont des jeunes de banlieues, au chômage etc. il a de tout ! J'ai 37, suis d'origine chinoise, j'ai un bac+4 et suis cadre, je ne connaissais pas bien Dieudonné et grace a tt ce tapage médiatique, j'ai fait mes recherches (car les médias aujourd'hui déforme tt), regardé ses spectacles sur internet et je dois avouer que je le trouve vraiment très très drôle. j'irai voir son spectacle avec grand plaisir et plaisir d'autant plus grand que je ne supporte pas, que des politiciens et leurs serviteurs les journalistes me disent ce qui est correct ou non de regarder ! j'ai des amis, des collègues qui comme moi ne connaissaient pas Dieudonné plus que ça et qui après tt ce lynchage, iront le voir aussi ! et pour ce qui est de la quenelle : il n'y a rien d'antisémite : il l'a même expliqué plusieurs fois. d'ailleurs si vous prenez la peine de le regarder et de l'écouter, ainsi que dses fans, vous comprendrez qu'il s'agit plus d'un signe de révolte tel un bras d'honneur, mais qui va plus loin dans le sens où "on la met bien profonde" !

7- Maintenant je suis fan de Dieudonné, ça fait de moi une personne ayant un cerveau malade comme dirait M. Cohen ? d'accord, ça me va, car perso, je préfère réfléchir par moi même avec mon cerveau malade que de suivre bêtement et aveuglément ce qu'on me dit de faire.

8- Il n'y a pas que des jeunes qui vont voir Dieudonné, des jeunes, des vieux, des hommes, des femmes, des chômeurs, des salariés, on a vu des militaires, policiers, pompiers, personnel médical faire le geste de la quenelle, des vidéos sont là pour prouver ce que je dis, le public de Dieudonné est mosaïque, il a réussi ce qu'aucun parti politique n'a réussi à faire, fédérer des français d'origine sociale, culturelle, politique et professionnelle différentes, il est dangereux comme le fut Coluche à une époque.

9- Monsieur Dieudonné est un citoyen extraordinaire pour payer des impôts par contre c'est plus un citoyen quand il s'exprime. On peut tourner les choses comme on veut, c'est un spectacle comique, il a le droit de dire ce qu'il veut. Pour beaucoup la seule discrimination dans cette affaire a été subie par Dieudonné ! Maintenant savoir pourquoi ? Car il est noir ? Car il est blanc ? Car il est breton ? Car il a du succès ? Car il use de sa liberté ? Car il fait réfléchir ? Car il est plus populaire que le président ? Car un noir blanc breton qui a de bons avocats c'est un scandale ? Car il dit trop de vérités ?

Quelle hypocrisie, on a pu se moquer pendant des décennies, des magrébins, des portugais, des chinois, des roms etc. Et maintenant qu'on est au stade de la mondialisation du rire, les riches ou puissances peuvent se moquer des pauvres ou faibles, mais les pauvres ou faibles ne peuvent pas se moquer des riches ou des puissances. Quand un groupe, comme dans une société si vous voulez savoir qui est le patron il suffit de savoir à propose de qui on n'a pas le droit de rigoler, celui-là ou ceux-là sont les patrons. Dieudonné, tu as compris le message, on ne peut pas rire des patrons, il faut rire des ouvriers, des employés et des esclaves et si possible en valorisant les puissant qui eux nous autorisent à vivre.

10- J'ai entendu l'autre jour, à l'occasion de "*l'affaire Dieudonné*", Christophe Barbier (L'Express - ndlr) s'exprimer sur I-Télé. J'avais jusqu'alors une certaine estime pour cette personne. Mais lorsqu'il a, je cite, affirmé que "*l'expérience de la Chine*" prouvait que l'on pouvait fliquer Internet, j'ai failli vomir.

Eh oui ne vous fiez pas aux apparences, tous les journalistes, chroniqueurs, présentateurs, animateurs sont des réactionnaires ou manipulés pour servir les intérêts du régime.

11- La quenelle n'est pas un geste antisémite en soi mais elle a été aussi utilisée par des personnes antisémites pour exprimer leur convictions antisémites. Accuser les Bigard, Parker, Anelka et autres d'antisémitisme parce qu'il ont fait le geste relève du maccarthysme le plus éhonté.

12- La partialité de la presse dans cette affaire est désolante.

Il est impossible de légitimité les deux côtés du Mur.

Côté ghetto.

Le polémiste, qui affirme clairement qu'il n'est pas antisémite, renonce à son spectacle interdit "*Le mur*" pour un nouveau one-man-show.

Dieudonné a estimé samedi après-midi devant la presse à Paris qu'il n'y avait "*plus d'affaire Dieudonné*", puisqu'il a renoncé à donner son spectacle interdit Le mur au profit d'un nouveau one-man-show dans lequel ne figurent pas les propos antisémites qui lui sont reprochés. "*Je ne jouerai plus le spectacle Le mur*", a assuré le polémiste, comme l'avait auparavant annoncé un de ses avocats. "*Dans un État de droit*", "*il faut se conformer à la loi*", a ajouté Dieudonné.

"*J'espère que les choses vont se détendre*" et que le Conseil d'État, qui doit se prononcer samedi soir sur l'interdiction de son spectacle d'Orléans confirmée dans la matinée par le tribunal administratif de cette ville, "*va prendre en compte cet engagement*", a-t-il dit. "*Je ne jouerai plus le spectacle Le mur, j'ai un nouveau spectacle (baptisé Asu Zoa), cela entérine la fin d'un débat judiciaire. Aujourd'hui, il n'y a plus d'affaire Dieudonné*", a-t-il affirmé, revêtu d'un costume traditionnel africain. Dans ce nouveau spectacle, a-t-il affirmé, "*il n'y aura pas les propos visés*" par les arrêtés d'interdiction pris à Nantes, Tours, Orléans et Paris.

"VBien évidemment, je ne suis pas un nazi, je ne suis pas un antisémite", a déclaré le très controversé humoriste, condamné plusieurs fois pour des propos antisémites. Il n'a répondu à aucune question après sa déclaration à la presse faite dans son théâtre parisien de la Main d'or. LePoint.fr 11.01

En complément. A en vomir !

74 % des Français pensent que le gouvernement parle "*trop*" de cette affaire, selon le sondage réalisé pour ITele-CQFD. AFP 11.01

Côté jardin.

Dieudonné « ***support de communication*** » de Valls, selon Woerth - Le Monde 11.01

« Laissons Dieudonné dans l'obscurité où il est. Le personnage est plutôt sinistre mais ce n'est pas à un gouvernement de décider ce qui est drôle ou pas », explique l'ancien ministre du budget et du travail. « *Nier la Shoah, appeler à la haine, relèvent de la loi. Il suffit de la faire appliquer avec rigueur* ». « *Il y a des tribunaux pour régler cela, à eux de dire si Dieudonné doit être condamné* », ajoute-t-il. Le Monde 11.01

- Affaire Dieudonné : le Conseil d'Etat réplique aux critiques - Le Monde 11.01

Le vice-président du Conseil d'Etat, Jean-Marc Sauvé, répond aux critiques sur la limitation de la liberté d'expression.

Quelle est la portée jurisprudentielle de ces décisions ?

Elles concernent un spectacle, tel qu'il a été conçu et précédemment interprété, ainsi que des circonstances locales déterminées.

Touche pas au mur de l'apartheid !

Avez-vous conscience du trouble qu'ont engendré ces décisions du Conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative traditionnellement attachée à la défense des libertés ?

Le juge n'est pas dans une tour d'ivoire. Mais il exerce son office en droit et en toute impartialité. Dans ces affaires, il s'est situé dans la continuité de sa jurisprudence, qui est protectrice des libertés, mais qui a aussi intégré la dignité humaine comme composante de l'ordre public. Lorsqu'il se prononce, il le fait aussi au regard de la convention européenne des droits de l'homme, dont les articles 10 et 11 assortissent les libertés d'expression et de réunion de restrictions nécessaires et proportionnées. Le Monde 11.01

Il avoue qu'ils ne se sont pas contentés de la jurisprudence, ils ont ajouté leur interprétation de la "*dignité humaine*", quand on sait qu'elle est compatible avec l'existence d'Israël et le sort que les sionistes réservent aux Palestiniens depuis 1947, on a le droit d'en déduire qu'on est en présence d'une imposture. Au passage on retiendra que cette atteinte à la liberté d'expression est

également compatible avec la Convention européenne des droits de l'homme, raison de plus pour boycotter les élections européennes.

Le torchon de la kommandantur subventionné par l'Etat à hauteur de 18 685 441€ en 2012 fait du zèle.

- La « *quenelle* », le geste antisémite popularisé par Dieudonné M'Bala M'Bala, a ensuite connu une montée en puissance exponentielle sur les réseaux sociaux.

« *Le point commun est l'antisémitisme ou l'antisionisme, tout cela est souvent un peu flou* » - LeMonde.fr 12.01

Pourquoi s'embarrasser de scrupules franchement, décrétons que la "*« quenelle » (est un) geste antisémite*" et que tous ceux qui le font sont antisémites.

Le Monde à la solde des sionistes ou du néolibéralisme assume l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme, c'est très clair et pas "*un peu flou*.

Les masques tombent. Quand la critique du mur fait de vous un antisémite.

- Affaire Dieudonné : aucune "*censure a priori*", selon Filippetti - LePoint.fr

"*Ce n'est pas lui qui est censuré, c'est ce spectacle précis*", a déclaré dimanche la ministre de la Culture, interviewée sur BFM TV.

Pas sûr qu'elle ait tout dit.

Dans quel sens ?

- Dieudonné : pourquoi la décision du Conseil d'État est (très) contestable - LePoint.fr

Traduire : elle est insuffisante :

- Dieudonné: Serge Klarsfeld veut l'interdiction du DVD du «*Mur*» - 20minutes.fr

Hollande et le gouvernement, le PS, ont salué Israël comme une grande démocratie malgré le mur de séparation qui emprisonne les Palestiniens et les résolutions de l'ONU, les multiples protestations dans le monde, etc. dès lors il doit s'imposer à tous à défaut de poursuivre devant les tribunaux et de réprimer tout opposant qui ose exiger sa destruction.

Par la force s'il le faut !

Finkielkraut a appelé à faire usage de la "*force*" quand la justice se montre trop complaisante à son goût ou rend des verdicts qu'il conteste (vidéo en ligne le 12 janvier) : "*La justice sans force disait Pascal est impuissante, il faut allier la justice et la force, faire en sorte que le juste soit fort, et c'est exactement ce qu'a fait le ministre de l'Intérieur*".

«*Moi, comme ministre de l'Intérieur en charge de l'application des lois républicaines et de l'ordre public, je ne laisserai plus jamais, plus rien passer des mots qui divisent les Français*», a déclaré le ministre à quelques journalistes, en marge d'une visite à titre privé à la cérémonie des voeux de la mairie d'Evry dont il a été le maire.

Le jour même ou la veille Valls : «*La République adossée pleinement à la démocratie doit être forte, extrêmement déterminée, ne doit rien laisser passer*», a-t-il martelé 20minutes.fr 11.01

Formater la pensée unique prend du temps.

Cercle Léon BLUM. Pour aller au-delà des condamnations traditionnelles, nous en appelons à l'action de toutes les organisations car il est sérieusement temps de réagir politiquement, médiatiquement et juridiquement avant que l'épidémie de peste brune ne prenne un tour irréversible. cercle-leon-blum.fr 29/12/2008

L'association Socialisme et Judaïsme créée à la fin des années 1970 avait pour but d'inciter les juifs de France à voter pour le Parti Socialiste mais aussi de sensibiliser les responsables et militants du Parti Socialiste à militer pour un juste équilibre de la politique française au Proche-Orient. cercle-leon-blum.fr 09/09/2008

Comité d'honneur du Cercle Léon Blum

ASSOULINE David, (Sénateur, Porte-Parole du PS)
AYRAULT Jean-Marc, (Premier Ministre)
BARTOLONE Claude, (Député, ancien ministre, président du conseil général de Seine-Saint-Denis)
BENASSAYAG Maurice, (Conseiller d'Etat)
COHEN-SOLAL Lyne, (Adjointe au maire de Paris)
DELANOE Bertrand, (Maire de Paris)
DRAY Julien, (Député)
FILIPETTI Aurélie, (députée de Moselle)
KOUCHNER Bernard, (Ministre)
STRAUSS-KAHN Dominique, (ancien ministre, directeur général du FMI),

Lutte contre Chavez, le Hamas, le Hezbollah, l'Iran, les ennemis déclarés d'Israël, harcèlement ou attaques contre Mélenchon, etc. le plat de consistance de cette institution porte-parole du sionisme

En complément. Fabius ou le comble du ridicule. Grotesque.

Le cirque "*conférence des Amis de la Syrie*" s'est déroulée pour la énième fois consécutive à Paris, fournissant à son hote Fabius l'occasion de formuler de ridicules accusations : "*le régime Assad soutient les terroristes*" Fabius dont le pays s'est profondément engagée aux côtés du Qatar puis de l'Arabie saoudite pour soutenir politiquement, financièrement et militairement Al Qaida a plaidé aussi en faveur d'une solution politique de la crise. french.irib.ir 12.01

En famille.

Syndicalistes et sionistes forment un front unique contre la liberté d'expression.

- Union départementale CGT. « *Pour la CGT, il est très clair que Dieudonné n'a pas sa place à Tours, et ailleurs non plus, pour déverser ses propos haineux et antisémites.*» (La municipalité vous en est reconnaissante et sera faire preuve de largesses envers vous. - ndlr)

Collectif antifasciste 37. « *La mairie de Tours a attendu les directives de Manuel Valls pour interdire ce meeting aux relents antisémites. Dieudonné est un négationniste notoire qui vient faire écho aux thèses développées par les identitaires type Vox Populi et qui rejoint les propositions xénophobes de l'extrême droite en pleine campagne municipale. Dieudonné n'est pas le bienvenu, ni à Tours ni ailleurs.* » (Ils doivent être subventionnés par la mairie. - ndlr)

Le CRIF Centre, la Communauté juive d'Indre-et-Loire et la Licra dénoncent la tenue du meeting de M Dieudonné M'Bala M'Bala qui professe la haine raciale et l'antisémitisme. (lanouvellerepublique.fr 08.01)

Si au moins cela servait les intérêts de l'Union européenne...

- « *L'affaire Dieudonné* » : à qui profite le crime ? Pascal Acot - lepcf.fr 10.01

Ca commence par un manque de discernement ou une falsification...

- *"Un être humain qui déplore (« dommage » dit Dieudonné...) l'absence de chambre à gaz à propos d'un journaliste juif incarne littéralement la barbarie. C'est une faute que nous ne saurions pardonner car Dieudonné salit du même coup deux causes que nous tenons pour justes : l'antisionisme et, corrélativement, la cause palestinienne.*"

Précision ou recadrage. Cette sortie outrancière de Dieudonné intervenait après que ce journaliste eut déclaré qu'il faisait partie des gens qui n'avait pas de cerveau, qui à l'encontre de Dieudonné s'était traduit quelque temps plus tôt par une caricature en première page de Charlie Hebdo le montrant dénué de cerveau et comparé à un singe, ce qui n'avait pas entrainé de condamnation de la part des antiracistes...

... et cela se poursuit par une illusion fatale...

- "*Les socialistes et leurs alliés feraient bien de se demander si, lors des prochains scrutins, les électeurs voudront « barrer la route au FN » en reportant leurs voix sur le PS, qui fait bon an mal an la promotion du parti lepéniste depuis 1984.* "

Pourvu qu'ils n'en fassent rien et refusent d'aller voter. Vous devriez remonter à 1914 ou au régime de Vichy. Il conseille le PS, autrement dit, cela l'arrangerait bien qu'il corrige le tir pour tromper une fois de plus les masses et les militants, il

pourrait s'entendre avec lui, c'est d'ailleurs ce que fait déjà le PCF, mais bon, il doit faire partie de ces militants qui ont des principes à géométrie variable, nous non.

... pour se terminer par un soutien... à l'Union européenne !

- "*Ni le PS ni l'UMP ni le centre n'ont compris que l'exaspération des électeurs a atteint un degré où le pire est possible, et qu'en conséquence, les insultes de préau d'école ne trompent plus grand'monde. C'est ainsi de l'expression « National populisme » censée stigmatiser la puissante montée de l'euroscepticisme non seulement en France mais aussi dans le reste de l'Europe. Les politiciens minuscules qui l'utilisent, comme récemment Jean-Christophe Cambadélis, risquent de s'en apercevoir à leur dépens, mais il sera vraisemblablement trop tard pour réparer les dégâts causés par leur sale besogne.*"

Traduction : le PS et l'UMP doivent cesser leurs insultes pour contrer "l'euroscepticisme", autrement dit pour que l'UE y gagne un semblant de légitimité alors qu'elle est majoritairement rejetée par les travailleurs. A qui profite le crime demandait-il en titre ? A qui profite ce genre d'articles ? On a la réponse.

Heureusement encore que les médicaments sont si chers !

- Agen: les salariés d'UPSA inquiets du passage du paracétamol en générique - AFP

De nombreux salariés des laboratoires pharmaceutiques BMS UPSA à Agen, inquiets de la possibilité d'inscrire certaines formes de médicaments à base de paracétamol dans le répertoire des génériques, ont manifesté samedi matin, a constaté un correspondant de l'AFP.

Quelque 50% de la production agenaise du laboratoire américain Bristol Myers Squibb UPSA, qui emploie directement 1.400 personnes dans l'agenais, est du paracétamol commercialisé sous les marques Dafalgan et Efferalgan.

De 1.400 à 4.500 personnes, selon la police et les organisateurs, soutenues par de nombreux élus toutes tendances confondues, qui ont rappelé avoir "*alerté*" le gouvernement, se sont rassemblées à l'appel d'une intersyndicale CGT-FO-CFDT-CGC-UNSA et une délégation a été reçue en préfecture.

"*Si cette décision était prise, ce serait une véritable catastrophe pour la région, cela détruirait des familles entières qui se retrouveraient sans emploi*", s'est alarmé Bruno Bourthol, membre de l'intersyndicale. "*Il n'y a pas d'autres débouchés dans la région, il faut que le gouvernement prenne la mesure de cet enjeu*", a-t-il souligné.

BMS UPSA assure 1.400 emplois directs sur l'agenais et 3.600 emplois induits. Selon les syndicats, 550 emplois seraient supprimés à court terme si cette mesure est mise en place.

Le paracétamol est la molécule la plus vendue en France, soit environ 500 millions de boîtes en 2012. Le Doliprane, fabriqué par les laboratoires Sanofi Aventis est le premier médicament de ce type et arrive en cinquième position sur la liste des médicaments de ville remboursés par l'Assurance maladie, soit 276,1 millions d'euros en 2012. AFP 11.01

Un chiffre qui donne le vertige, dingue ! De "*nombreux élus toutes tendances confondues*" mobilisés dans l'unité avec tous les syndicats, c'est plutôt suspect, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Ce qui vous attend

- Tout arrive, les Français sont (peut-être) en train de se convertir aux idées libérales - Atlantico.fr

Vaut mieux ne pas trop s'avancer !

Le FMI prévoit une vague de défauts sur la dette des pays développés mais allons-nous vers de simples restructurations ou vers une explosion généralisée ? - Atlantico.fr

Un explosion générale nous irait très bien.

Quand ils reparlent de Sarkozy...

- Les talons du Roi-Soleil soumis aux enfants de maternelle - LeFigaro.fr

La Sharogne, ils aiment cela.

Ils ont dû décider de l'heure et du jour...

- Israël: Ariel Sharon est décédé après huit ans de coma - AFP

- Mort de Sharon: Israël rend hommage à son héros "*Arik*" - AFP

- Mort d'Ariel Sharon, l'homme de toutes les guerres israéliennes - Slate.fr

- Mort de Sharon : les regrets de la presse israélienne Libération.fr - Liberation.fr

- Israël : Ariel Sharon, le roi méprisé et adulé - LePoint.fr

- Israël:. "*Ariel Sharon était un criminel*" - Le Nouvel Observateur

- Copé: Ariel Sharon "*figure éminente de l'histoire israélienne*" - AFP

Comment cela "***sans perspectives***", il y a encore du pétrole et du gaz au Moyen-Orient...

- Israël sans perspectives : l'ère des grands hommes à la Bégin, Rabin et Sharon est-elle révolue ? - Atlantico.fr

C'est la moindre des choses.

- La majorité des parlementaires américains sont millionnaires - Francetv info

A cette vilaine tentation...

- Les régimes autoritaires s'en sortent-ils mieux pour protéger un pays des crises économiques ? - Atlantico.fr

... en marche...

- Pour Harlem Désir, les socialistes doivent « *porter l'ambition de la transformation* » - LeMonde.

Néolibérale de la société...

Le monde des affaires suffoquent, aidons-le à trépasser !

- Hong Kong suffoque dans un nuage de pollution qui fait tousser les milieux d'affaires - AFP

Hong Kong suffoque dans un nuage de pollution qui fait tousser les milieux d'affaires, inquiets de voir la mégapole financière perdre son statut et sa matière grise au profit de concurrentes plus "*propres*".

A vous faire rugir !

- Ventes record de Jaguar Land Rover en 2013 - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Mimétisme.

Benjamin Netanyahu

La mémoire de l'ex-Premier ministre israélien Ariel Sharon vivra « *à jamais dans le coeur de la nation* », a affirmé le chef du gouvernement israélien Benjamin Netanyahu.

« *L'Etat d'Israël s'incline devant la disparition de l'ancien Premier ministre Ariel Sharon* », a déclaré dans un communiqué Benjamin Netanyahu en exprimant son « *profond chagrin* ».

«*Il a été d'abord et surtout un guerrier courageux et un grand chef militaire, un des plus grands des forces armées israéliennes*», a insisté M. Netanyahu.

Barack Obama

Le président des Etats-Unis Barack Obama a présenté ses condoléances aux Israéliens et à la famille de l'ancien Premier ministre israélien, qu'il décrit comme « *un leader qui a consacré sa vie à l'Etat d'Israël* ».

« *Nous réaffirmons notre engagement inébranlable en faveur de la sécurité d'Israël et notre attachement à l'amitié durable entre nos deux pays et nos deux peuples* », a déclaré le président dans un bref communiqué.

« *Alors qu'Israël fait ses adieux au Premier ministre Sharon, nous nous joignons aux Israéliens pour rendre hommage à son engagement pour son pays* ».

François Hollande

Le président François Hollande a déclaré que l' ex-Premier ministre israélien Ariel Sharon, décédé samedi , avait été « *un acteur majeur dans l'histoire de son pays* ».

« *Ariel Sharon, ancien Premier ministre d'Israël, a été un acteur majeur dans l'histoire de son pays. Après une longue carrière militaire et politique, il a fait le choix de se tourner vers le dialogue avec les Palestiniens* », écrit le président français dans un bref communiqué. « *Je présente mes condoléances sincères à sa famille et au peuple d'Israël* », ajoute-t-il. lesechos.fr 11.01

Qu'il nous soit permis d'adresser les nôtres uniquement à ses victimes innocentes, aux familles palestiniennes dont il fut le bourreau.

Qui sabre bien, châtie bien.

La classe politique israélienne a été quasi-unanime pour saluer la mémoire de «l'*homme d'État*». Les Palestiniens ont eux déploré que l'ancien officier de l'armée israélienne n'ait pas été traduit devant la justice pour sa «*responsabilité indirecte*» dans le massacre de Sabra et Shatila. lefigaro.fr 11.01

Quand les médias porte-parole de Cameron font le lit de l'extrême droite

Angleterre : un reality-show sur les aides sociales fait scandale - Le Point.fr 12.01

La rue Turner à Birmingham en Angleterre a été rebaptisée "*rue des allocations sociales*" le temps d'un reality-show britannique qui dresse un portrait accablant des bénéficiaires de l'État-providence, suscitant des réactions enflammées en plein débat sur la réforme du système. L'émission produite par la chaîne privée Channel 4 suit la vie des vrais habitants de cette rue de Birmingham, deuxième ville du Royaume-Uni, où le taux de chômage culmine à 16,5 %, soit deux fois plus que le taux national.

Dans le premier épisode de "Benefits Street" ("*Rue des allocations sociales*"), qui a fait un carton le 8 janvier avec sept millions de téléspectateurs, un voleur explique comment voler des vêtements dans des magasins. Un couple confesse, en riant, avoir été pris en flagrant délit de frauder le système des allocations sociales. Des gens vont et viennent avec des canettes de bière dans la rue. Les habitants de Turner Street qui travaillent n'apparaissent pas dans l'émission.

Le programme a suscité des commentaires d'une violence inouïe sur la Toile. "*Voir cette racaille dans Benefits Street me rend dingue. Allez bosser, bande de chiens*", lance @sasharabella sur Twitter. "*Quelle pourriture de voyous. Une balle coûte environ 30 pence, donc avec un billet de 20 livres (NDLR, 24 euros), on pourrait se débarrasser de la rue et avoir encore de la monnaie en poche*", se déchaîne @garryturner4 sur le même réseau social.

À l'inverse, plus de 20 000 personnes écoeurées par l'émission ont signé une pétition exigeant son interruption. Des protagonistes du reality-show se disent pour leur part trahis par Channel 4. "*Ils nous ont dit qu'ils voulaient saisir l'état d'esprit de la rue Turner et montrer le positif, mais la seule chose qu'ils ont faite est montrer le négatif*", s'insurge sur la BBC Dean Oakes, qui apparaît dans

le premier épisode.

La chaîne se défend en estimant qu'"*aucune émission sur le sujet ne satisfera tout le monde*".

Le moment choisi pour diffuser cette émission n'est pas anodin : le Premier ministre conservateur David Cameron a engagé une vaste réforme de l'État providence, et des tabloïds jettent régulièrement en pâture les noms de fraudeurs présumés.

En début d'année, le ministre des Finances, George Osborne, a annoncé une nouvelle baisse colossale des aides sociales: 12 milliards de livres (14,5 milliards d'euros) entre 2015 et 2017. "*Où est la justice pour le travailleur qui s'en va au travail tôt le matin alors qu'il fait encore nuit et voit les rideaux fermés de son voisin qui se la coule douce grâce aux allocations ?*" avait-il lancé en octobre.

L'État britannique a dépensé 7 641 euros par habitant sous forme de prestations sociales en 2011, selon les dernières statistiques comparatives d'Eurostat. Soit à peine plus que la moyenne européenne, qui se situe à 7 290 euros, et loin du Luxembourg, le pays le plus généreux avec 18 136 euros, ou encore du Danemark (14 785 euros) ou de la France (10 300 euros).

La présidente de la commission parlementaire chargée du travail, Anne Begg, membre de l'opposition travailliste, a accusé Channel 4 de se focaliser sur "*des cas extrêmes*", à partir desquels "*les gens extrapolent*". "*Il n'y avait pas un seul bénéficiaire classique dans l'émission*", a-t-elle dénoncé.

John Bird, fondateur du journal Big Issue vendu par les sans-abri, estime lui que l'émission reflète la réalité. "*Dépendre des aides sociales est abrutissant*", explique-t-il dans le Daily Mail, "*accusant le système d"encourager de façon perverse à la paresse*". Le Point.fr 12.01

La chasse est lancée aux "*putains*" de pauvres, fainéants, profiteurs, nantis... Aux immigrés ou issus de l'immigration en priorité évidemment.

Cessez d'achetez journaux et magazines, d'écouter la radio, de regarder leur télévision, boucottez l'ensemble des médias aux ordres, leurs empires s'écrouleront ainsi que l'emprise de la propagande de la classe dominante sur les masses. Je ne sais pas, il y a un truc que je ne comprends pas, je m'en passe pratiquement depuis près de 20 ans à quelques exceptions près par semaine où je regarde TV5Monde Asie et il ne me semble pas que je sois mal informé ou que je m'ennuierais, pas le temps.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- Espagne: les nationalistes basques défient Madrid dans les rues de Bilbao- AFP 11.01

Une marche de dizaines de milliers de personnes a parcouru les rues de Bilbao samedi à l'appel des nationalistes et indépendantistes basques, dans un défi lancé à Madrid après l'interdiction d'une mobilisation en soutien aux prisonniers de l'ETA.

Officiellement, le mot d'ordre était celui d'un défilé silencieux.

Mais c'est aux cris de "*Prisonniers basques à la maison*" que les manifestants ont envahi les avenues de cette ville du nord de l'Espagne, éclatant en applaudissements au passage du cortège des familles de militants emprisonnés du groupe armé ETA, très émus, foulard blanc autour du cou.

Sous le mot d'ordre "*Droits de l'homme, accord, paix*", les partis de la gauche indépendantiste, deuxième force politique du Pays Basque, et les nationalistes conservateurs du PNV, à la tête du gouvernement régional, avaient convoqué ensemble cette marche.

Un rendez-vous annuel qui a pris un visage particulier, puisque c'est la première fois depuis 1999 que le PNV se joignait à une manifestation des indépendantistes.

Cette fois, l'interdiction par la justice espagnole, vendredi, de la manifestation prévue pour réclamer la fin de la "*dispersion*" des prisonniers de l'ETA a précipité cette réponse commune des deux forces politiques, qui représentent plus de la moitié

de l'électorat basque.

"*Les partis politiques et syndicats qui représentent la majorité politique de ce pays ont décidé qu'il fallait convoquer cette manifestation pour défendre le droit à la liberté d'expression*", expliquait Pernando Barrena, le porte-parole du parti indépendantiste de gauche Sortu.

Mais l'actuel gouvernement de droite espagnol reste inflexible dans son refus de toute concession à l'ETA, qui refuse de désarmer, et réclame la dissolution sans conditions du groupe, rendu responsable de la mort de 829 personnes en 40 ans de violences pour l'indépendance du Pays Basque et de la Navarre.

De l'autre côté, une large part de la société basque défend, avec des stratégies diverses, le nouveau "*paysage politique*" qui s'est dessiné par étapes depuis trois ans: le rejet de la violence par les partis de la gauche indépendantiste, puis leur progression électorale, l'abandon de la lutte armée par l'ETA puis, tout récemment, l'aval donné à cette stratégie par le collectif des prisonniers.

Le 28 décembre, ce collectif, l'EPPK, a fait un nouveau pas, publiant un communiqué dans lequel il entérinait l'abandon de la violence, évoquait pour la première fois de possibles démarches individuelles en vue d'une libération, semblant ainsi renoncer à sa demande historique d'une amnistie collective, et reconnaissait "*les souffrances et les dommages causés par le conflit*". AFP 11.01

2- Turquie

- Bagarre de députés lors d'un débat sur la justice en Turquie - Reuters

Des parlementaires turcs en sont venus aux mains samedi pendant un débat sur le contrôle par le pouvoir exécutif des nominations de magistrats, un sujet sensible après un scandale de corruption qui a conduit à un vaste remaniement du gouvernement.

Un député est monté sur une table et s'en est pris physiquement à plusieurs de ses collègues tandis que d'autres échangeaient des coups ou se visaient mutuellement en lançant dossiers, bouteilles en plastique et même une tablette électronique, a constaté un journaliste de Reuters présent dans la salle.

La commission de la Justice du Parlement était alors réunie pour débattre du projet de loi rédigé par l'AKP, le parti du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, visant entre autres à renforcer le contrôle de l'exécutif sur les nominations de juges et de procureurs.

La bagarre a éclaté lorsqu'un représentant d'une association de magistrats jugeant le texte anticonstitutionnel s'est vu refuser la parole, ont raconté des témoins.

"*Si je suis chassé d'ici en tant que représentant de la justice, tous les procureurs et les juges seront bafoués quand cette loi sera adoptée*", a déclaré Omer Faruk Eminagaoglu, le président de l'association professionnel YARSAV, une fois l'incident clos.

Plus de 10.000 personnes ont participé samedi à l'appel d'un syndicat à une manifestation dans les rues d'Ankara pour dénoncer la corruption.

Certains manifestants arboraient des pancartes sur lesquelles figuraient des slogans tels que "*Bye bye Erdogan*", d'autres des faux billets de banque à l'effigie du Premier ministre.

Le ministre de la Justice, Bekir Bozdag, qui se trouvait dans la salle où a eu lieu la bagarre entre députés, a laissé entendre que l'AKP pourrait faire des concessions sur la réforme si l'opposition acceptait de modifier certains articles de la constitution portant sur l'organisation de l'appareil judiciaire.

"*Si tous les partis politiques se mettent d'accord sur une modification des articles et l'annoncent, il se pourrait que nous retirions ce projet de loi*", a-t-il dit.

Ses propos ont toutefois été accueillis par des railleries parmi les députés d'opposition présents et une source haut placée au sein de l'AKP a déclaré que le Premier ministre n'avait pas l'intention de retirer son projet. Reuters 11.01

Le départ de Bachar "*inexorable*" pour l'opposition et les Amis de la Syrie - AFP

3- Libye

- Libye : le vice-ministre de l'industrie a été tué par balle - LeMonde.fr

Le vice-ministre libyen de l'industrie, Hassan Al-Droui, a été tué par balle par des inconnus, samedi 11 janvier au soir dans sa ville de Syrte, à 500 km à l'est de Tripoli.

Selon une source anonyme des services de sécurité, « *des inconnus armés ont tiré des rafales de balles sur M. Droui, dans le centre de la ville de Syrte* ».

Il s'agit du premier assassinat d'un membre du gouvernement de transition, depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en octobre 2011.

M. Droui était un ancien membre du Conseil national de transition, bras politique de la rébellion qui a renversé le régime du dictateur déchu. Il avait été nommé vice-ministre de l'industrie par le premier chef de gouvernement de transition, Abdelrahim Al-Kib. Il a été maintenu à son poste par le premier ministre actuel, Ali Zeidan.

M. Droui était originaire de la ville de Syrte, dernier bastion du régime de Mouammar Kadhafi à tomber aux mains des rebelles en 2011. LeMonde.fr 11.01

Haut de page

Le 14 janvier 2014

CAUSERIE

Un militant de l'organisation belge Initiative Marxiste m'a demandé de corriger le titre de l'article que j'avais mis en ligne et intitulé *Lettre au groupre CRI*, remplacé par *Introduction au texte sur la nature de la social-démocratie*.

Plus qu'une "***liaison***" dangereuse : une tendance irréversible.

Une analyse du portail de droite Atlantico.fr

- La liaison dont on parle est infiniment plus grave et plus importante que celle que Closer prête au président de la République. Car tromper Valérie Trierweiler n'est dommageable que pour son orgueil de femme bafouée. Elle a accusé le coup mais elle passe pour avoir du caractère et donc s'en remettra. Mais sortir du lit dans lequel on se livrait à des ébats avec le socialisme pour découcher dans celui du libéralisme... Mais se vautrer dans la débauche avec de gros messieurs à cigare après avoir promis une fidélité indéfectible aux pauvres, aux miséreux et aux exploités...

François Hollande, si l'on comprend bien, veut faire en France la même politique que Gerhard Schröder en Allemagne et que Tony Blair en Grande-Bretagne. Il se trouve que ces derniers ont dit à l'avance ce qu'ils allaient faire et que c'est sur ces programmes qu'ils ont été élus. Il se trouve que François Hollande a dit tout le contraire de ce qu'il essaie de faire aujourd'hui et c'est pour ça qu'il a été élu, la décision ayant été emportée de justesse grâce à son fameux : « *mon ennemi c'est la finance* ».

« *On peut mentir une fois à tout le monde, tout le temps à une personne mais pas tout le temps à tout le monde* » disait Abraham Lincoln. Ils sont des millions à qui on a menti tout le temps pendant la campagne des présidentielles et depuis plus d'un an. Ils y ont cru. Ils sont des millions à se presser devant les bureaux de Pôle emploi et qui ont entendu la même musique. Ils y ont cru. Ils sont des dizaines de milliers d'ouvriers et de techniciens dont on ferme les usines et les ateliers qui ont, de bonne foi, pensé que l'État, c'est-à-dire François Hollande, pouvait leur assurer des lendemains qui chantent. Ils y ont cru.

Maintenant ils ne croient plus. Ni François Hollande. Ni même les autres. Une désillusion qui nourrit un ressentiment dévastateur. Et à l'arrivée un champs de ruines moral. Un désastre humain, une blessure qui mettra longtemps à se cicatriser. atlantico.fr 13.01

Parole d'internaute

- "*L'important n'est pas qu'un homme politique mente ou dise la vérité, mais qu'il obtienne des résultats. Ils sont tous obligés de mentir, peu ou prou, et personne ne leur tient rigueur pour cela, ça fait partie du métier. Mais par contre, qu'il soit incompétent et qu'il enfonce le pays, ça on ne lui pardonnera pas aux prochaines élections, même s'il dit la vérité et n'a cessé de la dire. Si Hollande obtient des résultats contre le chômage et sur la croissance en optant pour plus de libéralisme économique, en desserrant le carcan de l'étatisme et de l'interventionnisme tatillon, il sera réélu. C'est tout et ça s'appelle la politique.*"

Quel "*métier*" détestable dites donc, qui nécessite de mentir pour l'exercer !

Vous êtes perspicace sans le vouloir semble-t-il, mais votre analyse est approximative, effectivement si les conditions que vous décrivez sont remplies Hollande sera réélu, car même sans avoir obtenu des résultats contre le chômage parce qu'il sera soutenu par le patronat et les médias. Ce n'est pas évident toutefois, il peut aussi se produire un accident de parcours comme en 2002, surtout si le patronat estime qu'il pourra obtenir davantage en remettant en scelle Sarkozy ou un autre candidat de l'UMP.

Ca c'est pour le jeu institutionnel qui ne nous intéresse pas du tout, or la politique c'est devenu cela. Tout les partis se prêtent à ce jeu et n'en sortent plus finalement, alors une question se pose : on y entre ou non ? Pour nous se sera non. Oui mais, mais quoi ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Y a-t-il de quoi être pessimiste

- Droitisation et pessimisme : l'étude-choc de Sciences Po - LePoint.fr -

L'étude annuelle d'OpinionWay pour le Centre de recherches de Sciences Po (Cevipof) dresse un tableau encore plus sombre de l'état de la société française que ceux des quatre-cinq dernières années, déjà alarmistes.

Le "*dégoût*" pour la politique habiterait désormais 31 % des Français (23 % en décembre 2010), 36 % éprouvent de la "méfiance" et 1 % seulement "*du respect*". Invitées à décrire leur état d'esprit, les 1 800 personnes interrogées parlent de "*morosité*" (34 %), de "*lassitude*" (31 %). D'ailleurs, 72 % estiment que les jeunes ont aujourd'hui moins de chances de réussir dans la société que leurs parents.

(C'était l'objectif à atteindre, comme aux Etats-Unis, il est ensuite facile de comprendre pourquoi. Pourquoi, mais pour que la classe dominante ait les mains libres pour faire ce qu'elle veut, si les masses se détournent de la politique, il ne reste plus que la classe dominante et ses représentants de droite et de gauche pour faire de la politique et le tour est joué.

A qui la faute ? Aux dirigeants qui se réclamaient du trotskisme qui ont été incapables de construire une alternative à ce qu'on appelait autrefois la gauche, un véritable parti incarnant les intérêts des travailleurs et le socialisme. Ils ont sans cesse tenu un double langage, ménager le PS ou le PCF ou les deux à la fois, la situation actuelle en est le résultat. En avaient-ils conscience ? Les uns prétendent que non, d'autres que oui, je pencherais plutôt pour cette seconde version pour la raison suivante. On pourrait aussi viser leur incurie politique, l'absence de qualités requises, sans doute est-ce correct. On les accuse d'en avoir toujours eu conscience et de s'en être accommodés, pour finalement adopter une orientation politique plus confortable en rupture avec le marxisme et le socialisme, dont le caractère profondément opportuniste, révisionniste, serait couvert par la lutte des classes qui aboutirait à un partage des profits issus de la nouvelle période d'expansion du capitalisme qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, des réformes sociales et une amélioration des conditions des masses exploitées (à des degrés divers ou inégaux selon les couches), avant que la fin de la récréation soit sonnée et coïncide avec une nouvelle crise plus profonde encore du capitalisme.

Ses conséquences sociales immédiates se traduiront sur le plan politique par l'arrivée au pouvoir du PS et du PCF qui auront pour tâche de prendre le relais du parti officiel de l'ordre, tandis que le néolibéralisme triomphe dans le bastion historique du capitalisme, la Grande-Bretagne avec Thatcher, mais surtout l'impérialisme le plus puissant et chef de fil du capitalisme mondial qui concentre à lui seul l'ensemble des contradictions de ce système économique, les Etats-Unis, détenteur des plus grandes compagnies pétrolières mondiales il allait orchestrer avec l'Arabie saoudite la chute du cours du baril de pétrole qui allait asphyxier économiquement l'URSS et entraîner rapidement son implosion.

Dès lors, la victoire par K.-O. de l'oligarchie financière anglo-saxonne sur ce qui incarnait une alternative au capitalisme, même de façon déformée, le socialisme ou le communisme et l'URSS (et la Chine dès 1972, Nixon à Pékin...), allait signifier aux dirigeants du monde entier et plus particulièrement en Europe, que l'heure de l'offensive générale du capital contre le travail avait sonné et qu'il était temps de reprendre à la classe ouvrière et en partie à la classe moyenne tout ce que les capitalistes avaient dû leur concéder lors de la période précédente.

Pour s'attaquer aux droits sociaux des travailleurs, le PS et le PCF n'étaient pas les mieux placés à l'époque, depuis les temps ont bien changé, ils se sont donc contentés de préparer le terrain au parti officiel de l'ordre qui ne tarderait pas à reprendre les commandes en mains en renforçant la collaboration de classes (lois Auroux 1982), en associant toujours plus les syndicats à la gestion du capitalisme sans leur octroyer le moindre pouvoir en retour évidemment, en dessinant l'ébauche des prochaines fractures ou divisions qui pourraient être exploitées désormais au sein des masses en les dressant contre certaines communautés ou minorités, c'est à cette occasion qu'on assistera à l'explosion du nombre d'ONG ou associations en tous genres en grande partie financées par l'Etat ou les multinationales ou encore de riches et généreux donateurs n'ayant aucune arrière-pensées ou animés forcément de bonnes intentions envers les femmes, les homosexuels, etc., pour finalement pris dans l'étau du

néolibéralisme devant lequel ils avaient acte de soumission totale commencer à s'attaquer aux acquis sociaux des travailleurs, instaurer une politique d'austérité, etc.

Cette politique réactionnaire et impérialiste, tout ce dispositif de collaboration de classes destiné à disloquer le mouvement ouvrier et auquel les uns et les autres allaient participer à différents degrés, sans jamais rompre avec le PS et le PCF ou les appareils corrompus des syndicats, devait aboutir au retour au pouvoir du parti officiel de l'ordre, en plusieurs étapes, en passant par la cohabitation PS-RPR, signifiant clairement ou au grand jour qu'il n'existait finalement plus de différences politiques entre ces deux partis incarnant les intérêts du capital, que le PS soi-disant refondé au Congrès d'Epinay en 1971 n'avait été qu'une gigantesque imposture destinée à affaiblir, puis à marginaliser le PCF, imposture dont avaient parfaitement conscience les dirigeants du PCF qui y participèrent volontiers, tandis que les trotskismes allaient leur emboîter le pas, leur objectif avoué étant de porter ces partis au pouvoir.

La tromperie allait fonctionner merveilleusement bien et se conclure comme prévu par le passage de témoin à Chirac en 1995. Mais sans état d'âme, car les bouleversements intervenus à l'échelle mondiale étaient encore trop frais pour que la classe dominante soit en ordre de bataille pour en tirer tout le profit qu'elle était en droit d'en attendre. Du coup, une seconde période de cohabitation allait s'ouvrir en 1997, inversée, RPR-PS-PCF-Verts. Ce sera au gouvernement présidé par Jospin que reviendra l'honneur de lancer véritablement l'offensive contre la classe ouvrière en procédant à des privatisations en masse, sans oublier d'actionner ou de manipuler la lutte contre le racisme et l'islamophobie. Il en coûtera au PS la défaite humiliante de 2002 qui était tout aussi prévisible, et avec laquelle ses dirigeants s'accommoderont bien plus que ce qu'ils ont pu déclarer ou ce qu'on a pu entendre à ce sujet. Rappelons qu'à l'intérieur des institutions de la Ve République, la majorité et l'opposition travaillent ensemble en permanence au sein d'une multitude de commissions dont ils se partagent les présidences, ils préparent ensemble des rapports qu'ils soumettent ensuite au gouvernement, aux députés ou aux sénateurs, leur collaboration ou la collusion est totale, les municipalités, les régions, etc, y compris les syndicats au Conseil économique et social.

Durant cette période allant de 2002 à 2007, c'est au sein du parti de l'ordre, le RPR, qu'allait se jouer une autre partie décisive entre les clans enlutte qui représentaient différents pans du capitalisme, partie qui allait être remportée par celui incarnant le néolibéralisme ou les intérêts de l'oligarchie financière, les banquiers. Sarkozy devenu son zélé porte-parole et candidat, soutenu par la finance et les médias, il devait devenir leur président à la tête de l'Etat.

Le rouleau compresseur (politique) du néolibéralisme était sur les rails, ils pouvaient entrevoir les rêves les plus fous : liquider les 35 heures, le CDI, les entraves aux licenciements, liquider le système de retraite par répartition, privatiser la Sécurité sociale, les hôpitaux, les écoles, les universités, bref, tout ce qui pouvait l'être encore, adopter au passage le traité de Lisbonne rejeté en 2005, etc. Sauf que voilà, le bonhomme allait très mal s'y prendre et être rapidement haï par la majorité de la population et le soutien du PS, ses satellites et alliés, n'y pourrait rien, très impopulaire, c'est un euphémisme, pour avoir tenu un discours emprunté au FN il allait finalement se mettre à dos y compris toutes les communautés ou minorités liées à la classe dominante, le monde du spectacle et le showbusiness qui ont une influence considérable sur les masses.

Parallèlement, les masses, sans direction et véritable orientation politique résisteront comme elles le pourront, du coup le rouleau compresseur du néolibéralisme sera momentanément freiné et contraint de revoir ses ambitions à la baisse, sans désarmer évidemment. Pour ainsi dire, l'UMP sera réduit à se comporter comme le PS, une nécessité pour sauver les apparences en prévision de l'avenir car quoi qu'il arrive à la présidentielle de 2012 qui s'annonce perdue d'avance, le combat va continuer pour imposer la politique néolibérale en prévision du prochain passage de témoin en 2017 ou 2022.

Les médias, véritables porte-parole du néolibéralisme et des banquiers dont ils dépendent pour exister, en quasi-état d'alerte devant le rejet quasi-unanime dont fait l'objet Sarkozy et les mouvements sociaux qui se multiplient dans le pays, vont se livrer à un pugilat en règle contre Sarkozy et orchestrer sa défaite, ils vont voter Hollande dont ils connaissent les intentions ainsi que l'équipe qu'il envisage de nommer dans son gouvernement, dirigeants des principaux médias et du PS participent aux réunions du groupe Bilderberg, à la Commission Trilatérale, et d'autres organisations ou think tanks ouvertement néoconservateurs, ils se côtoient et se connaissent parfaitement, bref, ils savent qu'ils peuvent compter sur l'engagement et la fidélité sans faille de Hollande, Fabius, Sapin, Moscovici, Le Drian, etc. à l'idéologie et les objectifs politiques qu'ils partagent, le relais est assuré, Hollande est élu et Sarkozy débarqué.

Maintenant que Hollande est leur président, il doit honorer le contrat qu'il a passé avec eux, sur tous les plans, dans tous les domaines il est impératif que le rouleau compresseur du néolibéralisme accélère et écrase tout sur son passage, car la crise du capitalisme gagne en profondeur et en intensité au fil des jours et des mois, la situation s'enlise en Syrie, la construction de l'UE piétine, le capitalisme mondial croule sous une dette qui menace d'effondrement tout le système économique, il faut enfinir une bonne fois pour toute avec les obstacles qui se dressent contre la stratégie politique devant conduire à priver les travailleurs de tous droits sociaux et politiques, tout nouveau retard pourrait avoir des conséquences incalculables et incontrôlables, dès lors par n'importe quel moyen il faut foncer tête baissée.

Ce sera l'adoption du TSCG, de la règle d'or, de l'ANI, la contre-réforme des retraites, de l'école, la guerre au Mali, le soutien à la guerre contre la Syrie, à Israël, contre la Russie et la Chine, le Hezbollah et l'Iran, le couple Hollande-Fabius va se transformer en quelques mois en supplétif social-impérialiste des Américains pour endosser le rôle de chef de guerre en Afrique et au Moyen-Orient au profit des multinationales américaines, et accessoirement françaises.

A chaque étape depuis 33 ans le passage de témoin s'est bien passé entre l'UDR-RPR-UMP et le PS (et ses satelliets et alliés de "*gauche*"), l'alternance des deux partis au pouvoir n'a pas connu de trahisons, chacun a assumé son rôle dans la majorité ou l'opposition parlementaire, ils se sont partagés le pouvoir et ont été largement rétribués et récompensés en échange de cette responsabilité assumée pour le compte de la classe dominante dont ils incarnent les intérêts, le régime en place qu'ils servent docilement chacun leur tour au grè des circonstances et pratiquement sans à-coups, tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche marchant dans la combine ou étant corrompus, incapables de rompre avec les institutions qu'incarne notamment le PS, mais aussi les appareils corporatistes des syndicats, les infos des derniers jours viennent de le prouver si nécessaire.

Tout cela s'est déroulé sous nos yeux, chaque militant en a été le témoin, personne ne peut dire que ces faits et ces rapports n'ont jamais existé. Or ce qui se passe, c'est que les uns et les autres s'emploient à ne retenir que ce qui l'intéresse pour justifier sa propre interprétation des faits, ses positions.

Prenons un exemple. Nos rapports avec le PS reposaient sur les avantages que nous pouvions en tirer ou plutôt sur les avantages que nous prétendions pouvoir en tirer ? Deux manières de poser la même question, en apparence seulement. Si on n'y prête pas attention, on estimera que c'est la même question. En réalité pas du tout.

Dans la première formulation il s'agit d'une affirmation qui a valeur de conclusion, c'est acquis qu'on tirera des avantages de ces rapports.

Dans la seconde, ce n'est pas acquis, cela reste à démontrer, on admet que le contraire peut se produire.

Dans le premier cas, cette affirmation repose sur une analyse antérieure, pour la justifier il suffira de reprendre cette analyse et de la répéter sans cesse sans rien y changer.

Dans le second, on admet que cette analyse peut s'avérer insuffisante, erronée même, tout est envisagable, qu'il est possible de la compléter, qu'elle peut évoluer dans un sens ou un autre, ce qui inclut qu'on pourrait aboutir à l'issue d'une nouvelle analyse plus complète à une conclusion inverse de la précédente, qu'entretenir des rapports avec le PS, s'adresser à ses dirigeants, inclure ce parti dans une stratégie politique pourrait plutôt constituer un inconvénient ou se transformer en obstacle.

Dans le premier cas la discussion est inutile, dans le second elle demeure ouverte.

D'autres questions surgissent spontanément dans la foulée, on ne les citera pas toutes ici, on en donnera juste un aperçu.

De quels genres d'avantages parlons-nous ? Pour qui ? Quelle classe, quelle couche ? Quels rapports ont-ils avec notre objectif qui demeure la construction du parti et la prise du pouvoir ? Comment s'articulent ces avantages par rapport à notre stratégie politique ? Comment cela peut-il se traduire en terme de construction du parti sur le plan quantitatif mais aussi qualitatif (un élément qui sera sans cesse négligé) ? Ces avantages ne rentrent-ils pas en collision avec les inconvénients qu'on en retirera ? Ces avantages seront-ils finalement supérieurs aux inconvénients qui les accompagneront (forcément) ? Ne risquent-ils pas de se transformer en obstacles ?

Ne comportent-ils pas des illusions ? De quelle nature ? N'allons-nous pas favoriser les illusions des masses ou en colporter à notre tour ? Le PS incarne-t-il autres choses que des illusions dans le capitalisme ? N'est-ce pas concourir à subordonner les masses au capitalisme, aux institutions, à un parti qui les soutient ? N'est-ce pas s'interdire de recruter les travailleurs et les militants qui détestent ou ont rompu avec le PS ? Inclure le PS dans notre stratégie ne consiste-t-il à abandonner la nôtre, est-ce compatible avec la révolution socialiste ? Comment proposer cette stratégie aux travailleurs qui savent pertinemment que le PS n'envisage pas de changer la société ? Pourquoi chercher à les convaincre que la lutte pour leur émancipation doit passer par un gouvernement PS-PCF, alors qu'ils n'ont aucune illusion à ce niveau là dans ces partis ? N'est-ce pas favoriser l'idée que changer la société ne fait plus partie du programme du mouvement ouvrier et contribue à renforcer cette idée dans la tête des militants et des travailleurs ? N'est-ce pas finalement admettre qu'il faut s'accommoder du capitalisme que le PS incarne à défaut d'incarner réellement le socialisme ? N'est-ce pas rendre le plus mauvais service qui soit au socialisme ? N'est-ce pas abondonner le combat pour le socialisme, n'étons pas nous-mêmes les fossoyeurs du socialisme ? En quoi rompre avec le PS aurait été rompre avec les masses ? Disposions-nous ou non de suffisamment d'éléments pour définir très précisément la nature du PS ? Quelle crédibilité pourrait nous acccorder les travailleurs ou les militants qui connaissent son épouvantable passé ? Comment pourraient-ils placer leur confiance dans un parti qui privilégie un aspect du PS au détriment des autres qui sont insupportables ? Etc. etc. etc.

Je me suis évidemment posé toutes ces questions et bien d'autres encore à plusieurs reprises à différents moments depuis 2001, et j'y ai apporté des réponses suffisamment satisfaisantes pour arriver à la conclusion qu'on a fait fausse route et qu'on aurait dû rompre avec le PS depuis 1945.

Maintenant quand on en vient à analyser une question particulière, ce qui s'est passé au cours des 3 ou 4 dernières décennies ou la situation actuelle, pour contester notre analyse nos détracteurs n'ont pas trouvé autre chose que d'extraire un élément ou un

facteur que nous citons dans notre argumentation ou d'en avancer un nouveau pour l'opposser aux conclusions de notre analyse qui ne repose pas sur un seul facteur ou un rapport mais plusieurs ou l'ensemble des facteurs et rapports qui constituent la situation, sur les différents aspects de chaque facteur ou rapports, non pas en procédant par abstraction ou en les isolant les uns des autres, mais en prenant en compte la corrélation qui existent entre eux et leur transformation,comment ils ont évolué et dans quelle direction, quelles tendances s'en dégageaient, ce qui n'a rien à voir avec une analyse statique ou mécanique, mais synamique et dialectique tenant compte également des transformations de la société et des classes...

Il semblerait qu'ils emploient ce procédé à tout bout de champ dans leurs analyses, je dois encore procéder à plusieurs vérifications à ce sujet et on y reviendra prochainement. Dans ce cas-là toute discussion tournera en rond ou sera parfaitement inutile ou presque, n'aboutira à rien, on sera en présence de monologues où finalement chacun devrait s'en tenir à sa vérité, ce n'est pas ma conception de la discussion et cela ne m'intéresse pas, je préfère le dire d'emblée, désolé.

Je ne cherche pas à tout prix à justifier une idée, un point de vue ou une position, je m'en contrefous, cela fait penser aux philosophes qui ont créé un système qu'ils estiment parfait ou meilleur que les autres, qui incarnent la vérité et qu'ils passent leur temps ensuite à justifier, le syllogisme est parfait pour remplir cette fonction à partir d'a priori ou d'idées préconçues, désolé encore, je n'en ai aucune, je me pose des questions aussi élémentaires que pouvaient s'en poser Marx par exemple, on peut se demander ce qu'il avait vraiment dans la tête le malheureux Karl pour se poser de telles questions à longueur de temps, à croire qu'il ne savait pas où il allait et ce qu'il allait découvrir, effectivement, c'est tout à fait cela, il partait du principe qu'il ne savait rien et que seul la méthode du matérialisme dialectique l'aiderait dans ses recherches à répondre à toutes les questions qui pouvaient surgir de son cerveau si simple, si vide mais au combien disponible pour progresser.

J'ai adopté cette démarche, sans me prendre pour Marx évidemment, loin de moi cette idée, je ne lui arrive même pas à la cheville, cela dit, je pense tout de même être parvenu à certains conlusions qui démontrent que je suis dans la bonne voie, non sans commettre des erreurs, ce qui est inévitable, ce serait plutôt le contraire qui serait suspect ou inquiétant, l'objectif est de remonter à la source, à l'origine d'une situation, d'un fait, d'un acte, d'une idée, pour en comprendre la nature, le comportement et l'évolution passé et à venir, dans ce sens c'est une méthode scientifique, on a semble-t-il oublié que le socialisme de Marx et Engels était de nature scientifique, contrairement aux différentes formes de socialismes utopiques qui existaient à leur époque et qui renaissent ou rejaillissent à la surface régulièrement depuis.

Si on prend en compte l'analyse qu'on nous a fourni hier (et aujourd'hui) du PS, sur sa nature, ses composantes, ses dirigeants, son programme, la manière dont il l'a mis en oeuvre, ses rapports ou liens avec les différents partis et en particulier le parti officiel de l'ordre, les institutions, l'Etat, le capital et les capitalistes, les classes en général, les syndicats, sa ligne politique, les positions qu'il a adoptées depuis 1914, sa transformation de parti social-démocrate dégénéré et impérialiste à celui de parti social-libéral-impérialiste, et qu'on ajoute au tableau l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire en janvier 2014, on en arrive à la conclusion que depuis la mort de Trotsky on n'a pas cessé de se fourvoyer et que la situation dans laquelle nous nous trouvons n'était pas écrite d'avance, qu'il n'existait aucune fatalité à l'absence du parti, dans le cas contraire compte tenu que le mouvement ouvrier et son avant-garde (laquelle ?) en sont rendus au point zéro ou presque, il faudrait admettre que l'humanité ou la civilisation humaine était finalement vouée à la barbarie et sans doute à disparaître, et qu'il n'existait aucun moyen de combattre et d'inverser cette tendance dès lors irréversible, pourquoi, mais parce que les masses exploitées n'avaient pas été capables de trouver la force et la voie pour construire une alternative au capitalisme, ce qui signifierait que le postulat qui figurait à la base du socialisme était erronée et que le prolétariat mondial ne pourrait jamais vaincre son ennemi.

On nous objectera bien sûr que la lutte de classe que mène quotidennement les travailleurs en France et dans le monde entier vient contredire cette conclusion. Je ne suis pas d'accord avec cette objection qui est restrictive ou une caricature de mon analyse. Heureusement que la lutte des classes continue, car cela signifie que les exploités n'ont pas dit encore leur dernier mot et que l'espoir demeure qu'ils trouvent un jour la voie du socialisme, que l'avant-garde renoue avec le socialisme scientifique, on a pour ainsi dire pas le droit d'en douter, en même temps, il faut être parfaitement lucide, on n'a jamais semblé si éloigné de notre objectif, qui peut le nier, partant de là la question que je pose est simple : est-ce qu'on doit continuer dans la même voie qui nous a conduit où nous en sommes en sachant qu'elle remonte loin en arrière en se contentant de critiques à la marge qui évitent d'aborder les questions essentielles, ou devons-nous en emprunter une nouvelle qui rompt radicalement avec celle que nous avons adoptée depuis près de 70 ans ce qui nécessite de faire un inventaire minutieux et impartial de la lutte de classe depuis 1940 ? En aurons-nous la capacité, en aurons-nous la volonté, c'est l'avenir des générations à venir et de l'humanité tout entière qui est en jeu. On aurait pu ajouter : en aurons-nous encore le temps ?

On ne peut pas esquiver ces questions.

The show must go on.

- Dieudonné rejoue le même spectacle, expurgé des charges antisémites - AFP 13.01

Dieudonné a donné lundi soir à Paris un spectacle présenté comme nouveau, après avoir été interdit de scène pour ses sorties antisémites, mais qui reprend entièrement la trame du précédent en l'expurgeant des attaques les plus frontales contre les Juifs, a constaté l'AFP.

Sous haute surveillance, le polémiste a présenté devant des fans "*Asu zoa*", aux sketches quasi identiques à ceux de "*Le Mur*" interdit dans plusieurs villes, a constaté un journaliste de l'AFP qui a pu voir les deux versions du spectacle à une dizaine de jours d'intervalle.

Dans "*Asu zoa*", le maréchal Pétain n'est plus le président préféré de Dieudonné. Le personnage du tirailleur sénégalais ne demande plus "*pardon*" à Hitler. Le journaliste de France Inter Patrick Cohen est évoqué, mais sans les références aux chambres à gaz qui avaient choqué et mobilisé notamment le ministère de l'Intérieur.

De la même façon, Dieudonné ne dit plus "*Je n'ai pas à choisir entre juifs et nazis, je suis neutre dans cette affaire*", un des passages choc du spectacle Le Mur. "*Je n'étais pas né, qu'est-ce qu'il s'est passé? Qui a volé qui? J'ai ma petite idée...*", a aussi disparu de la nouvelle version. "*L'holocauste nous a coûté un bras*" n'apparaît plus.

Le décor est le même, avec un mur en parpaings qui coupe la scène en deux, mais si Dieudonné fait toujours mine d'uriner, ce n'est plus sur le Mur des lamentations comme il le disait avant. Les rires d'une grande partie du public au moment de cette disparition soudaine montre d'ailleurs que beaucoup de ses fans avaient déjà vu son spectacle précédent.

La salle, pleine à craquer, a montré son soutien au polémiste, l'acclamant debout à la fin de la représentation. Au lieu de "*Shoananas*", une chanson d'Annie Cordy détournée pour ridiculiser la Shoah, "*Asu Zoa*" se termine sur une chanson «*François, la quenelle, la sens-tu?*», sur le rythme du «*Chant des partisans*», repris en chœur par le public, dans laquelle Dieudonné et le public "*glissent*" une "*quenelle*" à "*François*" Hollande, sur l'air du chant des partisans. Un public venu très nombreux et qui a apprécié la performance de Dieudonné, l'acclamant debout à la fin de la représentation, selon l'AFP.

Le "*nouveau*" spectacle dure 1h10, quelques minutes de moins que "*Le Mur*".

Si les charges antisémites les plus dures ont disparu, les Juifs restent présents. "*Je ne suis pas antisémite, personne dans cette salle n'est antisémite. Parce qu'on n'a pas envie, on n'a pas le temps, on a d'autres choses à faire*", dit Dieudonné dans Asu Zoa. Le sketch mettant en scène Manuel Valls à genou dans le bureau d'Alain Jakubowicz, le président de la Licra, est toujours là.

Après avoir interdit les représentations du Mur à Paris samedi, dimanche et lundi, la préfecture de police de Paris avait autorisé la représentation lundi soir d'Asu Zoa, estimant qu'il s'était écoulé un "*délai raisonnable*" depuis que Dieudonné avait annoncé travailler sur un nouveau spectacle. Elle avait aussi pris acte de son engagement public de "*ne pas réitérer des propos contraires à la dignité de la personne humaine*".

La préfecture avait toutefois prévenu que si des propos "*tombant sous le coup de la loi venaient à être tenus*" lors de ce nouveau spectacle, "*toutes les conséquences en seraient tirées tant au plan judiciaire qu'administratif*".

Après les interdictions, validées par le Conseil d'État, d'une série de représentations du "*Mur*" en France, Dieudonné avait annoncé samedi qu'il renonçait à ce spectacle pour se consacrer à "*Asu Zoa*", un titre qui signifie "*la face de l'éléphant*" en langue Ewondo du Cameroun. L'artiste controversé avait déclaré que le show évoquerait "*la position de l'Afrique dans le monde, son histoire*" et les "*ancêtres*" de Dieudonné, né il y a 47 ans d'un père camerounais et d'une mère bretonne. AFP et 20minutes.fr 13.01

Le spectacle de Dieudonné nous laisse indifférent tout comme le personnage, nous n'avons pas changé de discours depuis le début. Quand Guy Bedos a traité Nadine Morano de conne et de salope, je me suis dit que ce pauvre était devenu pitoyable, tout comme Coluche ne pouvait plus ouvrir la bouche sans qu'il en sorte de la merde, merde, merde, merde à longueur de temps, il faisait franchement pitié à la fin.

Brel a été plus intelligent dans un autre registre, à court d'inspiration, au lieu de faire dans la soupe à défaut de renouveler il a préféré arrêter au bon moment. On regrette parfois la disparition soudaine d'un musicien ou d'un comédien, après coup on peut se dire que cela valait peut-être mieux pour eux. Bien des artistes devraient imiter Brel et passer à autre chose.

Pour conclure sur l'affaire Dieudonné, on se demandera si ce n'était pas un coup monté ou s'ils (au gouvernement) se sont rendus compte un peu tard qu'ils avaient été un peu trop loin.

Beaucoup de leurs amis se sont retrouvés embarrassés ou en porte-à-faux avec cette histoire, les langues ont commencé à se délier et les critiques à pleuvoir, certains se sont publiquement désolidarisés de Valls, certes timidement mais la faille commençant à s'agrandir, il valait peut-être mieux temporiser que de déclencher un vent contraire qui pourrait tout emporter sur son passage, franchement le régime ne méritait pas cela.

Au Crif et à SOS racisme, à la Licra, ce sont de dangereux fanatiques, sectaires, communautarismes, ils sont formatés sur la pire pourriture qui déverse quotidiennement sa haine sur les Palestiniens en Israël, qui prône la guerre contre la Syrie et l'Iran, et qui au passage se foutent bien des souffrances des travailleurs juifs dans l'Etat sioniste. Leur commerce, c'est la haine dont

ils accusent ceux qui osent dénoncer la politique de l'apartheid en Israël et soutiennent le combat des Palestiniens pour retourner sur les terres qu'ils leur ont volées en 1947.

Comment cela, pas tous des fachos antisémites les spectateurs de Dieudonné ?

Objectif (provisoirement) atteint, battons en retraite : Dieudonné est de nouveau sur scène.

- La polémique Dieudonné ne profite pas à Marine Le Pen - Francetv info

L'affaire Dieudonné ne fait pas les affaires de Marine Le Pen. La cote de popularité de la présidente du Front national chute de cinq points en janvier, pour retomber à 27% d'opinions positives, selon le baromètre OpinionWay pour Metronews et LCI.

Selon le quotidien, la patronne du FN fait les frais des débats autour des provocations de Dieudonné. La polémique autour de l'humoriste "*a des effets collatéraux sur Marine Le Pen, en réactivant la question de l'extrémisme, des dérapages et des propos radicaux*", estime Bruno Jeanbart, directeur général d'OpinionWay. Pour l'analyste politique, "*un certain nombre d'électeurs, tentés par le FN car ils regardent Marine Le Pen de façon plus positive que son père, peuvent prendre peur et se demander si le vote FN est bien raisonnable compte tenu de cette actualité*". Francetv info 13.01

Ah l'actualité, quand elle est absente, il faut l'inventer !

La quenelle était trop grosse !

- Valls a utilisé Dieudonné pour masquer un gros scandale - french.irib.ir 13.01

Le mensonge a toujours eu les jambes courtes.

Manuel Valls, le ministre de l'Intérieur ou plutôt de la morale, sans morale, est véritablement le Monsieur Loyal de ce gouvernement de godillots. Il y a au moins deux choses très interessantes dans son désastreux bilans. La première, c'est de se ridiculiser en tentant de censurer l'humoriste Dieudonné, et en le rendant de plus en plus populaire. Ensuite, son agitation dans le bocal a surtout aidé le gouvernement avec l'appui des médias complices, de dissimuler les licenciements de masse à la Redoute et à Ducros.

Piégé par Dieudonné et conscient qu'il ne peut passer en force, ce matin, l'impuissant ministre a déclaré dans les colonnes du Parisien, que, "*Dieudonné M'bala M'bala est sous surveillance*". En réalité, il parle pour le Crif et la Licra, deux organisations israéliennes qui ne représentent pas les Français, encore moins les juifs français attachés à leur pays, la France. Manuel Valls a surtout permis, en tant qu'attaché de presse de l'humoriste, en moins de deux semaines, de le faire mieux connaître en France et comprendre qu'il est victime d'un acharnement sans précédent. En moins de deux semaines, sa page Facebook dédiée à ses fans a gagné plus de 175 000 personnes (photo en dessous), ce qui est un exploit considérable. Il ne s'agit pas de robots, d'où l'inquiétude grandissante des autorités. La page affiche ce matin 601 214 fans. Merci qui ? Manuel Valls, bien sûr. Comme je dis souvent, les autres aiment s'appuyer sur des illetrés pour faire passer leurs basses besognes. Passons.

Valls a fait que la presse et le gouvernement camouflent les licenciements en masse chez la Redoute, à Roubaix. Les représentants syndicaux des salariés de La Redoute étaient jeudi dernier, 10 janvier, "*effondrés*" par l'annonce en comité d'entreprise (CE) des 1178 suppressions de postes, qu'ils ont vécue comme une "*douche froide*" pour l'avenir de l'emploi dans l'entreprise. 5 minutes de traitement médiatique. Dieudonné c'est plus porteur, n'est-ce pas ?

Alors qu'ils vous parlent de la quenelle, procès stalinien contre Dieudonné, qui voit des gamins de 17 ans exclus de leur lycée, les médias parlent très rapidement des licenciements chez Mory Ducros. Plus de 3000 personnes, quand même ! Manuel Valls a utilisé Dieudonné pour masquer le gros scandale des licenciements. french.irib.ir 13.01

Pas confiance, les institutions massivement rejetées.

- Pourquoi les Français n'ont pas confiance en la classe politique - L'Express.fr

Jamais l'écart entre les Français et la classe politique n'avait atteint un tel niveau: près de neuf Français sur dix (87%) considèrent que les responsables politiques se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme eux, selon les résultats de la cinquième vague du baromètre de la confiance politique du Cevipof et du CNRS, publié ce lundi 13 janvier.

"*Nous atteignons des niveaux vertigineux que nous n'avons jamais connus*", a déclaré Pascal Perrineau, directeur du centre de recherche politique de Sciences Po, lors d'une conférence de presse. "*C'est hallucinant!*", a-t-il ajouté. Pire: 69% des personnes interrogées estiment que la démocratie en France ne fonctionne pas très bien ou pas bien du tout, contre 48% en 2009.

Seul le maire, dont la cote ne cesse de se redresser depuis 2010, inspire majoritairement confiance (61%). L'institution présidentielle (31%) et le gouvernement (25%) continuent de voir la confiance en eux s'éroder. (Normal pour les maires à deux mois des élections municipales et le matracage quotidien des médias. - ndlr)

Entre 67% et 79% des personnes interrogées font toujours confiance aux services de l'Etat (hôpitaux, armée, police, école, même si celle-ci perd six points en un an), devançant même les associations (65%). En revanche, les syndicats, les médias et les partis politiques n'inspirent respectivement que 28%, 23% et 11% de confiance.

Ils ne sont plus que 35% à penser que l'appartenance de la France à l'Union européenne est "*une bonne chose*". Pour 32%, c'est "*une mauvaise chose*" et pour 32% encore, "*une chose ni bonne ni mauvaise*". L'Express.fr et AFP 13.01

La démocratie en France, mais de quoi parlez-vous. C'est comme la justice ou la police : vaut mieux ne pas y avoir à faire, en Inde aussi.

- Entre les Français et la politique, la confiance se dégrade (encore) - Francetv info

Le "*dégoût*" pour la politique habite désormais 31% des Français (contre 23% en décembre 2010), alors que 36% des personnes interrogées déclarent éprouver de la "*méfiance*" et 1% seulement du "*respect*", selon une enquête annuelle menée par l'institut OpinionWay pour le centre de recherches de Sciences Po , et publiée lundi 13 janvier.

Plus généralement, le politologue Pascal Perrineau, chercheur au Cevipof, constate "*une progression de la sinistrose*", qui s'accompagne d'"*une dégradation relative du vivre-ensemble*". Les sondés expriment d'ailleurs une méfiance croissante à l'égard des personnes de nationalité étrangère : seuls 60% déclarent leur faire confiance (contre 72% en décembre 2009). Parrallèllement, 67% des Français jugent qu'"*il y a trop d'immigrés en France*" (contre 49% en décembre 2009), tandis que 50% estiment qu'"*il faut rétablir la peine de mort*" (contre 32% en décembre 2009).

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que le Front national représente l'opposition autant que l'UMP (36% chacun). Rien d'étonnant non plus à ce que Marine Le Pen (34%) talonne Nicolas Sarkozy (36%) pour ce qui est de la cote de confiance, quand François Hollande est à 20%, et Jean-François Copé à 13%. Francetv info 13.01

Décidément, je me sens mieux en Inde qui est loin d'être une démocratie !

Hidalgo l'impératrice !

- Paris : le prince Napoléon soutient la socialiste Anne Hidalgo - LeFigaro.fr

La première adjointe du maire PS sortant Bertrand Delanoë peut en tout cas se vanter d'un impérial soutien, celui du prince Charles Napoléon.

Chef d'entreprise, âgé de 63 ans, Charles Napoléon, chef de la maison impériale de France, habite Paris et le XVe arrondissement après avoir passé plusieurs années aux États-Unis. Le XVe, c'est là où Anne Hidalgo est chef de file PS. «*Cela nous a paru naturel à l'un et à l'autre que je la soutienne*», indique le prince Napoléon qui apprécie et connaît «*personnellement*» Hidalgo.

Ce soutien, c'est également celui d'une personnalité «*de centre gauche*», qui fut candidat aux municipales à Nemours (Seine-et-Marne) en 2008 sous les couleurs du MoDem. LeFigaro.fr 13.01

L'impératrice pourra peut-être jumeler Paris au Caire, la capitale du futur pharaon, Sisi !

Quand on vous dit que ces gens-là, au PS, n'ont aucune dignité et ne craignent pas le ridicule... Ils ne sont pas les seuls, c'est communicatif, lire la suite.

- Paris: un des cofondateurs du Front de gauche s'entend avec Hidalgo - AFP

Christian Picquet, un des cofondateurs du Front de gauche, a annoncé que son mouvement Gauche unitaire soutenait Anne Hidalgo pour les municipales à Paris, regrettant que la candidate du Parti de gauche Danielle Simonnet privilégie «*la dénonciation du PS*» au détriment de l'union de la gauche.

«*La Gauche unitaire aura des candidats en position éligible dans plusieurs arrondissements (NDLR : les XIIe, XIIIe et XVe)*», a confirmé Ian Brossat (PCF) au parisien.fr ce lundi. A la clé, des postes de conseillers d'arrondissement et même de conseiller de Paris si le XVe arrondissement bascule à gauche.

«*C'est la troisième composante du Front de gauche qui rejoint Anne Hidalgo*» après le PCF et République et socialisme, se félicite le chef de file des communistes à Paris tout en saluant «*une très bonne nouvelle*». Liberation.fr et leparisien.fr 13.01

Monsieur Picquet va-t-il entonner l'internationale à la maison impériale de France en compagnie de Charles, Macias, Klarsfeld, Blondel, Laurent et Thibault ?

Commentaire d'un internaute.

- "*Christian Picquet n'a aucune légitimité politique. La majorité de Gauche Unitaire désapprouve la décision du bureau national de se rallier au PS. Ces militants majoritaires ont rejoints ou sont en train de rejoindre le mouvement Ensemble, membre du Front de Gauche et autonome du PS. La minorité part avec le pognon, le logo, et s'achète avec des places sur les listes électorales social-libérales. Mais faute de militants, elle est vouée à disparaître. Avec un gros contentieux juridique à la clef*."

C'est guignol, c'est vrai que ces gens-là donnent vraiment envie de s'intéresser à la politique...

En famille. Mélenchon le patriote bonapartiste.

- Hollande-Gayet: pour Mélenchon, le président doit être "*davantage habité par la fonction*" - L'Express.fr

"*Il faut qu'il soit habité par la fonction. Moi j'aime ma patrie. Je suis un opposant, je m'astreint à une discipline de vie de fer pour être demain, si le pays le décidait, prêt à diriger. Alors quand même, quand on est dans la fonction, on peut faire un petit effort aussi et considérer que la fonction est plus importante que sa personne*", a-t-il conclu. L'Express.fr 13.01

Vive la VIe République, pardon la Ve !

Copé n'a pas dit autre chose :

- L'affaire Julie Gayet «*désastreuse pour l'image de la fonction présidentielle*», estime Jean-François Copé - 20minutes.fr -

Hollande-Fabius (et Valls) affectionnent la "***force***", les dictateurs qui tirent "***à vue en cas de trouble à l'ordre public***".

- Le nouveau dirigeant centrafricain tape du poing sur la table - Reuters

Le nouveau dirigeant provisoire de la République centrafricaine, Alexandre-Ferdinand Nguendet, chef du Conseil national de transition (CNT), a décidé lundi de renforcer les mesures de sécurité afin de ramener le calme dans le pays, ordonnant aux soldats de tirer à vue en cas de trouble à l'ordre public, "*s'ils (les fauteurs de troubles) continuent, je vous ordonne au nom de la République de leur tirer dessus à bout portant, afin que l'ordre puisse régner dans ce pays*",

La démission vendredi sous la pression internationale de Michel Djotodia, ancien rebelle devenu président à la faveur d'un coup d'Etat en mars dernier, n'a pas réussi à ramener le calme à Bangui, la capitale, où des mosquées et des magasins appartenant à des musulmans, minoritaires dans le pays, ont encore été attaqués durant le week-end.

La Croix-Rouge a annoncé avoir recueilli les corps de 39 victimes dans les rues de la capitale depuis vendredi. Reuters 12.01

Quand grands et petits mensonges refont surface.

- Naufrage inexpliqué du Bugaled Breizh : les deux sous-marins nucléaires mis en cause - atlantico.fr 13.01

Le 15 janvier 2004, en début d'après-midi, par beau temps, le puissant chalutier Bugaled Breizh ("enfants de la Bretagne") périt corps et biens au sud du cap Lizard. Le jour même du drame, au sud du cap Lizard, l'Otan entraînait ses meilleurs sous-marins à la guerre nucléaire en eau peu profonde. Extrait de "*On l'appelait Bugaled Breizh*" (2/2).

Aujourd'hui, ce n'est plus le seul Dolfin, sous-marin hollandais, qui est aujourd'hui sur la sellette, mais plus encore le Turbulent, sous-marin nucléaire d'attaque britannique, méthodiquement mis hors de cause par l'Amirauté.

Le 16 janvier 2004, selon un porte-parole de la Marine, le Turbulent n'a pas participé aux manoeuvres de l'Otan car il se trouvait à quai à Plymouth, en réparation. Le 16, il est sorti pour des essais de surface au large de la pointe de Rame. Il a dû faire demi-tour, suite à des dommages subis par un câble de remorquage. Il n'a donc jamais pu entrer en contact avec le Bugaled le 15.

Version officielle.

Un document déclassifié de l'Otan s'inscrit en faux, faisant apparaître une série de cinq sous-marins prévus pour participer à l'exercice multinational du 15 janvier : HMS Turbulent, HMS Torbay, FS Rubis, FGS U26, HNLS Dolfin.

Le porte-parole a menti, et nous voilà en droit de nous poser des questions.

En quoi consistaient les réparations apportées au Turbulent le 16 à Plymouth ?

Où était précisément le Turbulent le 15 janvier, soit le thursday war ?

Pourquoi ne pas avoir informé la justice de sa participation annoncée à l'exercice, même s'il a dû rester à quai ?

Est-il resté à quai, ou se trouvait-il en mission dès le 15 afin d'enchaîner sa participation au Thursday war sur l'exercice international des sous-marins européens ?

Épisode bizarre révélé par Le Télégramme. Le 21 janvier 2004, deux patrons de pêche croisent une étrange armada en pleine nuit. Quatre navires militaires et deux hélicoptères escortent un sous-marin en pleine nuit. Étienne Moan, patron du chalutier Les Embruns, voit d'abord le convoi sur son radar, puis devant son bateau. Un groupe naval bien peu éclairé pour une telle opération : « *Ça fait vingt-trois ans que je pêche dans le secteur et je n'ai jamais vu ça. Comme les bâtiments faisaient route vers ma zone de pêche, j'ai essayé de les contacter sur le canal 16 pour savoir si je devais m'écarter. Personne ne m'a répondu et le convoi a continué d'avancer vers moi à faible allure. J'ai lancé un deuxième appel, toujours sans réponse. Les bâtiments ont finalement changé de cap, toujours à vitesse réduite, et se sont éloignés vers l'ouest.* »

Un deuxième chalutier breton coulé à un jour d'intervalle, même par un sous-marin endommagé, n'est évidemment pas le but recherché ni une démonstration édifiante de furtivité.

Le Turbulent devient le suspect numéro un pour trois motifs.

Sa participation à l'exercice international a été dissimulé pendant plus d'un an par les Britanniques.

Les réparations du 16 à Plymouth, lendemain du naufrage du Bugaled, avec essais à la mer dans la matinée, n'ont donné aucune explication digne de foi ; elles ont tout l'air d'un écran de fumée.

Enfin, le commandant du Turbulent, Andy Coles, est surnommé par les Anglais « *le capitaine Lourdaud* ». Il est de notoriété nationale qu'il a une pente certaine à la boisson et que plus d'une fois les sous-marins qu'il commandait sont entrés en collision avec des conteneurs, alibis toujours invoqués par les sous-mariniers qui froissent la tôle de leur bâtiment contre celle des sous-marins espionnés.

Andy Coles, illustre commandant de la Royal Navy, le chouchou de la Couronne, toujours à l'honneur lors des cérémonies officielles, était aux manettes de l'HMS Astute, le plus grand sous-marin nucléaire d'attaque européen, lorsqu'il s'échoua sur une jolie petite plage de l'île Skye, le 23 janvier 2010, en Écosse. Toutes les familles du secteur, le dimanche, venaient contempler sur les galets ce champion des mers que nul n'aurait jamais dû voir de près ni soupçonner d'exister pour de vrai.

On prendra également au sérieux l'opinion des pêcheurs des Cornouailles anglaises, unanimes soutenir les parties civiles bretonnes. Ils n'ont pour leur part aucun doute quant à l'implication du Turbulent dans le naufrage du Bugaled. Ils sont écœurés du mépris des sous-mariniers à leur égard. Mépris et mauvaise foi. Les chalutiers sont systématiquement utilisés lors des exercices militaires, servant aux sous-marins pour cacher leur empreinte magnétique.

Quant à la justice, elle suit son cours. Une justice au long cours, bien trop long. atlantico.fr 13.01

Parfois elle peut statuer en deux heures, mais s'agit-il de justice ? Pas vraiment.

ACTUALITE EN TITRES

On sait de quel côté !

- Pour sa conférence de presse, Hollande au pied du mur - LeFigaro.fr

Le fric : ils ne pensent qu'à cela.

- Comment le gouvernement veut doper le tourisme chinois en France - L'Expansion.com

Les Chinois pourront obtenir des visas touristiques en 48 heures à partir du 27 janvier, a annoncé ce lundi 13 janvier le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius. Jusqu'à présent, le délai d'obtention était d'une dizaine de jours et bien davantage en périodes d'affluence touristique.

Près de 100 millions de touristes chinois ont voyagé à l'étranger l'an dernier. C'est la clientèle la plus dépensière au monde. Paris espère tirer profit de cette manne juteuse. L'Expansion.com 13.01

En Inde cela prend des semaines ou des mois, et il faut voir les soupçons qui pèse sur chaque demandeur, célibataire s'abstenir par exemple, garantie et cautions financières exigées, ils vont même jusqu'à téléphoner en France aux hôtels où vous avez réservé une chambre pour vérifier que vous ne seriez pas un futur immigré illégal...

- Aux Pays-Bas, les détenus vont bientôt devoir payer leurs nuits de prison - L'Express.fr

Le gouvernement néerlandais a présenté une proposition de loi visant à faire payer les prisonniers et les parents de mineurs incarcérés 16 euros par nuit passée derrière les barreaux pendant deux ans.

Avec une proposition similaire qui ferait en sorte que les condamnés participent également aux frais de l'enquête dont ils ont été l'objet, elle devrait rapporter 65 millions d'euros par an à l'Etat néerlandais. Résultat d'un accord entre les libéraux et les travaillistes au pouvoir dans le pays depuis les élections de 2012, la proposition a été rendue publique lundi afin de susciter des commentaires de la part des institutions concernées, selon le porte-parole. L'Express.fr 13.01

On peut aussi parler d'acharnement de haine et de cynisme sans fond. Il fait bon vivre au pays des moulins, des tulipes et du pétard... De Shell surtout, l'une des soeurs inséparables d'Exxon et BP... depuis 1928 ! Vous voyez cela remonte bien avant la première réunion du groupe Bilderberg 26 ans plus tard...

Un avantage empoisonné.

- Gaz de schiste: Londres offre des avantages fiscaux pour les communes - AFP

Et les compagnies pétrolières, dont Total ? Chut, la corruption n'existe pas en Grande-Bretagne !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Emirats Arabes Unis

L'Emir de Dubaï appelle à la levée des sanctions anti-iraniennes - french.irib.ir 13.01

« *Les Emirats Arabes Unis ne veulent avoir aucun problème avec l'Iran* », a déclaré l'émir de Dubaï en appelant la communauté internationale à mettre fin aux sanctions anti-iraniennes.

Le Cheikh Mohammed Ben Rached Al-Maktoum, émir de Dubaï, a demandé, dans une interview accordée à la BBC, à la communauté internationale de lever les embargos contre la RII. L'émir de Dubaï, dont les interviews sont très rares, a déclaré : « *L'Iran est notre voisin et nous ne voulons avoir aucun problème avec lui* ».

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères et le négociateur en chef de la délégation iranienne dans les discussions nucléaires, Seyyed Abbas Araqchi, a annoncé, dimanche dans une conférence de presse, que l'accord de Genève, signé entre l'Iran et l'Occident, serait mise en application à partir du 20 janvier. french.irib.ir 13.01

2- Irak

A un moment où les forces irakiennes sont livrées à un combat contre les effectifs d'Al-Qaïda dans la province d'Al-Anbar, et qui ont fait, à en juger par les sources d'information, des progressions considérables dans cette région, et ont su abattre un grand nombre des membres de ce groupuscule terroriste, le Royaume saoudien, irrité dès le premier jour, par la confrontation engagée par l'armée irakienne contre l'EIIL, l'Etat islamique en Irak et au Levant, a menacé d'expédier les forces du Bouclier de la péninsule en territoire irakien, si les forces irakiennes continuent de faire des progressions. Le vice-ministre saoudien de la défense, l'Emir Salman Ben Salman a menacé d'expédier, si le statu quo se tient dans la province d'Al-Anbar, d'y expédier les forces du Bouclier de la Péninsule, afin de libérer cette province des « *safavides zoroastriens* ».

Cette information n'est pas encore confirmée par les médias officielles, mais les médias irakiens et les blogeurs irakiens ont diffusé, à une vaste échelle, cette information et disent que les Saoudiens envisagent d'embarquer les forces du Bouclier de la Péninsule à Al-Anbar, tout comme c'était le cas de Bahreïn, afin de se mettre en ordre de baitaille contre les forces irakiennes sous prétexte de défendre les Sunnites de cette province. french.irib.ir 13.01

SOCIAL

France

Les salariés de BASF bloquent leur usine à Huningue, en Alsace - Reuters

Les salariés de l'usine BASF de Huningue (Haut-Rhin), où le groupe chimique allemand a annoncé 140 suppressions d'emplois, ont bloqué lundi les entrées du site pour une durée indéterminée, a-t-on appris auprès de la CGT et de la direction.

Tout en s'opposant à cette réduction de plus de la moitié de l'effectif, qui découle la décision d'arrêter la production des additifs et de réduire celle des pigments, la CGT veut faire pression sur la direction pour obtenir les meilleurs conditions de départ possibles.

"*Nous sommes 60 à 70. Le mouvement est parti pour durer au moins toute la semaine*", a dit à Reuters Jules Schneider, délégué du syndicat, le seul représenté sur le site.

La CGT demande notamment, pour les partants, un congé de reclassement de 36 mois rémunéré à 100% et une prime extra-légale de 300.000 euros pour tous.

Seuls 102 salariés seraient appelés à rester dans l'entreprise.

Le syndicat craint une fermeture à moyen terme de cette usine classée Seveso alors que la direction s'est au contraire engagée à la pérenniser.

Le projet de réduction d'effectifs à Huningue, une ancienne usine du groupe suisse Ciba, racheté en 2009 par BASF, s'inscrit dans un plan de restructuration des activités européennes du premier groupe chimique mondial annoncé en octobre dernier. Reuters 13.01

BASF est très riche, rien ne justifie ces suppressions d'emplois, mais la CGT a décidé de les accompagner au lieu de s'y opposer, c'est cela un syndicat d'accompagnement du capitalisme ou le corporatisme.

Quant aux 140 futeurs chômeurs, ils doivent refuser tout compromis avec la direction et défendre leurs emplois en occupant le site et en mettant en demeure les syndicats de les soutenir, j'allais écrire de mettre les syndicats au pied du mur, mais je crains qu'ils soient du mauvais côté après ce qu'on a vu à Tour.

Qu'ils ne se fassent pas d'illusions, il n'y aura jamais de reclassement, l'autre jour j'ai regardé en différé sur TV5Monde Asie un numéro de Complément d'enquête (France 2) consacrés en partie aux travailleurs licenciés et auxquels avaient été promis un reclassement, chez Continental et PSA notamment, une promesse bidon, un an plus tard, ceux qui faisaient partie de la cellule de reclassement pointaient tous à Pôle-emploi, ils avaient été livrés à un cabinet de reclassement qui leur avait proposé des formations ou des boulots de quelques jours qui a suffi à les faire sortir des statistiques des employés de Continental en recherche d'emploi, la direction de l'entreprise a estimé que les termes du contrat qu'elle avait signé avec ces salariés avaient été remplis et que le cabinet de reclassement avait fait son boulot et que l'affaire était close, au final tous les salariés licenciés de ces entreprises qui n'avaient pas retrouvé un boulot par eux-mêmes étaient tous au chômage,

Bref, cette histoire de reclassement est une véritable escroquerie, les syndicats le savent pertinemment, mais comme ils refusent d'aller à l'affrontement avec le patronat, ils la couvrent, quand on dit qu'ils sont vendus ou corrompus, on en a encore ici la preuve.

Les appareils des syndicats sont soutenus par tous les partis, alors oui les travailleurs ont de quoi être dégoûtés des syndicats et de ces partis.

Haut de page

Le 15 janvier 2014

CAUSERIE

Entre hier et ce matin, 37 nouveaux articles.

Maintenant on peut le dire : Dieudonné l'idiot utile... (A suivre)

La suite plus tard, il est déjà 11h01 et je n'ai pas encore commencé à télécharger l'actualité mondiale.

23h30 à Pondichéry, 19h à Paris, bon appétit et bonne soirée à vous.

Je peux être poli quand je veux, je déconne.

Je n'ai pas eu le temps de traiter en entier la conférence de presse de Hollande, ce sera pour demain.

Peu importe, on a envie de lui dire : va-y François fonce, tu as un boulevard devant toi, des momies, des serpillères, des vendus et des traîtres, ils se sont encore tous déconsidérés en refusant de défendre la liberté d'expression lors de l'affaire Dieudonné, de la mort de Mandela, de l'affaire Snowden et j'en passe, ils te ressemblent quelque part, ils n'ont aucun principe et pas davantage de dignité, toi tu as l'avantage d'avoir des convictions, d'être déterminé, cynique au possible, des couilles même, eh oui on est au courant de tout qu'est-ce que tu veux, malgré nous d'ailleurs !

Tu as lancé ta nouvelle offensive devant tes potes de la presse aux ordres, bravo, ils vont pouvoir relayer en boucle la bonne parole, tu va pouvoir remettre en route le rouleau compresseur néolibéral qui va tout écraser sur son passage. Les uns trouveront encore le moyen de feindre la surprise (lire Mailly plus loin), les autres pousseront des hurlements qui se perdront dans la nuit, en cas de besoin tu pourras toujours leur ressortir un de tes tours préférés, racisme ou antisémitisme, xénophobie, à la veille des élections européennes ce sera un coup de génie, mieux la boucherie de 14, d'autres gesticuleront histoire d'occuper leurs militants pour qu'ils ne piquent pas une crise de neurasthénie et se cassent, tout ce beau monde jouera sa partition comme d'hab, et puis il y a encore suffisamment de privilégiés dans ce pays sur lesquels tu peux compter pour assurer la stabilité du régime.

Tiens bon François, ne lâche rien, sauf au Medef mais on s'est compris, et puis si tu as l'impression de te sacrifier, ne déprime pas, dis-toi que c'est pour la bonne cause, tu sais de quoi je parle n'est-ce pas, le socialisme, il y a tellement gens dans ce pays qui se battent dur comme fer pour le socialisme et n'y croient pas que tu ne seras pas le dernier, fais-leur honneur, ils ont appelé à voter pour toi, ils ont soutenu ton parti pendant tant d'années, tu n'es pas seul François, tiens bon...

Plutôt léger, il est déjà tard, j'ai rédigé cela en toute fin de soirée et l'actualité était encore à vomir aujourd'hui, comme presque tous les jours ces derniers temps. Malheureusement je passe tout mon temps à la traiter et j'en ai vraiment marre. Je me suis laissé prendre au jeu parce que j'en tire plein d'enseignements et cela me sert à progresser, mais il doit bien arriver un moment où cette source sera tarie, ce n'est pas sûr hélas, aussi c'est moi qui m'épuise.

Je crois que c'est Trotsky ou bien Lénine qui avait répondu un jour à un militant qui se plaignait d'être en manque d'inspiration, que c'était parce qu'il s'était détourné de la réalité ou de la situation si l'on veut, de l'actualité qui fournit quotidiennement matière à réflexion pour mener notre combat, il est vrai que lorsqu'on observe la littérature des différents partis on cherchera en vain une trace de réflexion ou si superficielle qu'on passera à côté sans s'en apercevoir et n'avoir rien perdu, il faut chercher ailleurs, hélas. Bon, je suis épuisé et incapable de penser en profondeur et je n'aime pas cela, c'est médiocre à vrai dire, cela ne vaut même pas le coup d'être publié ou lu.

Ici en Inde je n'ai qu'Internet pour m'informer, c'est très contraignant. Avec la radio en plus (en France) on capte les infos par un autre sens que les yeux, la fatigue est mieux répartie, on mémorise par deux voies différentes, et quand on discute avec des militants ou des gens aussi. On fait ce qu'on peut.

Une dictature mondiale est déjà en place. Démonstration.

1- Mardi le ministre israélien de la Défense Moshé Yaalon critique vertement le secrétaire d'Etat américain John Kerry...

2- Le département d'Etat américain réagit aussitôt en jugeant "insultante" cette déclaration...

3- Immédiatement, le soir même, Moshé Yaalon présente ses plates excuses à Kerry...

4- L'incident est clos, le maître a obtenu gain de cause, son serviteur a fait amende honorable.

Dans le cas d'un peuple, vous ou moi, remplacez serviteur par serf d'une monarchie absolue, d'une dictature implacable : bienvenue dans le Nouvel ordre mondial.

Vous avez le droit de faire un parallèle avec l'affaire Dieudonné ou Tavernier (lire plus loin) ou d'autres exemples.

En quoi cette info nous concerne-t-elle ?

Parce qu'on peut se dire que si à ce niveau-là c'est ce genre de rapports qui existent, cela signifie qu'en bas de l'échelle sociale ils peuvent les imposer, mieux, ils existent déjà ou le pire est encore à venir, à des degrés divers selon les pays, mais le ton est donné, c'est la tendance générale vers laquelle tendent tous les rapports (entre les classes) sous l'emprise de la dictature néolibérale de l'oligarchie financière.

Finalement, lorsque la liberté semble gagner du terrain, en réalité elle est plus que jamais placée sour haute surveillance, et c'est justement le moment où elle est le plus menacée.

En passant, que vient de démontrer l'attitude de Moshé Yaalon ? Que ce n'est pas Israël ou le sionisme qui dicte la politique des Etats-Unis, mais bien les néolibéraux ou l'oligarchie financière, qu'elle soit dominée par des banquiers juifs ou qui se prêtent au sionisme est une chose, peu importe, le soutenir pourrait être assimilé à un relent d'antisémitisme, je ne donnerai pas de nom pour ne pas compliquer les choses car je ne suis pas du tout certains que les lecteurs seraient capables de faire preuve de suffisamment de discernement. Cela dit, nous ne sommes pas dupe ou aveugle, ce n'est ni Israël ni le sionisme qui décide de la politique américaine, mais uniquement les intérêts de l'oligarchie financière dont les composantes sont anglo-saxonnes et occidentales essentiellement, mais pas seulement, internationales.

Ce qui vient de se passer est excellent, cela confirme ce que j'ai écrit ces derniers jours. J'apprécie quand l'actualité confirme mes analyses pour ainsi dire sur le champ, cela coupe l'herbe sous le pied de ceux qui me considèrent comme un mégalomane ou un charlatan, eux, ils ne peuvent pas en dire autant. Je prend un risque à chaque fois, cela fait partie du jeu, mais sans un peu d'audace et si je peux me permettre, un peu de courage, qui pourrait nous prendre au sérieux ? Le problème des gens qui livrent des analyses dans les formations politiques, c'est qu'ils en font une affaire personnelle, c'est très malsain, ils n'ont pas le droit de se tromper ou ne peuvent pas admettre leurs erreurs contrairement à moi qui n'ait aucun intérêt personnel dans cette affaire, je milite pour une cause collective et rien d'autres contrairement à eux, admettons qu'ils existent des exceptions mais ils tardent à se faire connaître. Ils peuvent une fois de plus hurler à la calomnie, cela nous laisse indifférent, qu'ils changent de comportement et tout le monde s'en portera mieux.

Les faits

- Une diatribe israélienne contre Kerry crée un clash diplomatique - AFP

Un nouveau clash diplomatique a éclaté mardi entre Israël et son allié stratégique américain après une virulente attaque personnelle du ministre israélien de la Défense Moshé Yaalon contre le secrétaire d'Etat John Kerry, accusé de ne rien comprendre au conflit israélo-palestinien.

M. Yaalon a été forcé de présenter tard mardi des excuses après que la Maison Blanche et le département d'Etat américain eurent condamné sa diatribe.

M. Yaalon a assuré qu'il "*n'avait eu aucune intention d'offenser le secrétaire d'Etat*" et qu'il appréciait "*les multiples efforts déployés par M. Kerry pour faire avancer la paix entre Israël et les Palestiniens*". AFP 14.01

Une question déplacée ou politiquement incorrecte

-*Interdire Dieudonné ? Et pourquoi pas interdire le spectacle de Hollande à Ryad ?* - Bahar Kimyongür - mondialisation.ca 08.01

Selon l'index mondial de persécution des chrétiens publié par l'ONG Portes ouvertes, l'Arabie saoudite est le 2e pays au monde où les chrétiens sont le plus persécutés.

Les non-musulmans ne peuvent se rendre à La Mecque ni à Médine. Tortures, châtiments corporels, exécutions, censure viennent compléter le sombre tableau de chasse de la famille régnante.

En août dernier, le blogueur saoudien Raif Badawi a été condamné à sept ans de prison et à 600 coups de fouet pour avoir clamé l'égalité entre "*musulmans, chrétiens, juifs et athées*".

Aujourd'hui, Raif Badawi est menacé de décapitation pour avoir proposé de lancer un débat sur la religion. Il est accusé d'apostasie, un crime passible de la peine capitale.

La politique étrangère des Saoud n'est guère plus réjouissante.

Plusieurs groupes terroristes ont en effet été mis sur pied par les services secrets saoudiens en Syrie, en Irak, au Liban, au Sahel, au Yémen, dans le Caucase ou au Pakistan.

Inspirées par le discours des autorités religieuses saoudiennes, ces armées de la haine assassinent chaque jour des dizaines d'innocents, juste pour le plaisir, à la manière des SS.

Est-il vraiment nécessaire de rappeler que, contrairement aux prêches wahhabites, les sketches de Dieudonné n'ont jamais tué personne ?

Des millions de citoyens français ont du mal à comprendre que leurs dirigeants puissent à la fois jeter l'opprobre sur un comique et encenser des régimes tyranniques comme celui des Saoud.

Si la "*démocratie française*" tient absolument à se couvrir de ridicule et de honte en interdisant la tournée d'un Dieudonné, par souci d'équité, elle devrait également interdire le spectacle de son président à Ryad où il a loué la "*sagesse précieuse*" du roi Abdallah.

L'humour de Monsieur Hollande aura peut-être amusé la Cour mais il ne fera sans doute pas rire les Syriens victimes des missiles français MILAN livrés par l'Arabie saoudite à Al Qaïda.

Délation, chasse aux sorcières. Le sionisme ou la haine permanente contre tous ceux qui ne leur ressemblent pas.

Quenelle de Dieudonné : quand JSS News accuse par erreur... un journaliste !

Traque - Depuis novembre, le site spécialisé dans l'actualité du "*monde juif*", JSSNews, s'est donné une mission : traquer et révéler l'identité des auteurs de quenelles, le signe controversé lancé par Dieudonné. Sauf que cette dangereuse traque peut donner lieu à des dérives. Ce mardi, c'est un journaliste qui a été accusé par erreur.

Il ne fallait pas beaucoup de temps pour constater les premières dérives d'une telle traque. Comme metronews le racontait ce mardi, JSSNews s'est donné pour mission de traquer les auteurs de quenelles, en divulguant leur identité sur leur site "*apolitique*" et "*sioniste*" selon son fondateur. JSSNews a en effet lancé une véritable "*chasse aux nazillons*", pour "*débusquer les fachos du 21e siècle, ceux qui font ce salut nazi depuis leur lieu de travail et de les dénoncer à leurs employeurs*". Mais ce mardi, ils ont accusé par erreur une personne d'être l'auteur d'une quenelle. Pas de bol : il se trouve que la personne en question est journaliste à la rédaction Numerama.

Impossible de porter plainte

"*Ces démocrates de JSSNews me dénoncent comme nazi faisant une "quenelle à Polanski". Seul problème : ce n'est pas moi* », a posté sur Twitter le journaliste diffamé, Guillaume Champeau. Contacté par metronews, le journaliste ne cache pas sa colère. "*C'est un confrère qui m'a signalé cet article. J'ai contacté JSSNews pour qu'ils retirent mes informations. Je n'ai pas eu de réponse mais l'article a en effet été modifié quelques minutes plus tard*", témoigne-t-il.

Ce journaliste qui habite en province a hésité à porter plainte avant d'en être dissuadé. "*La gendarmerie m'a dit que ce n'était pas possible de porter plainte car le site est basé en Israël. Il faudrait que je saisisse le procureur et que je prenne un avocat. Mais comme ils ont modifié l'article... J'espère qu'ils seront au moins condamnés médiatiquement*", déclare Guillaume Champeau qui a immédiatement publié son témoignage sur Numerama.

Une "*chasse aux nazillons*" avec le soutien de Serge Klarsfeld ?

Interrogé par metronews, le fondateur de JSSNews , Jonathan-Simon Sellem, ne compte pas se remettre en cause. "*Oui on m'a prévenu et l'erreur a immédiatement été corrigée. En fait ce journaliste a un homonyme qui est, lui, coupable d'avoir réalisé une quenelle. Mais sur 200 personnes dénoncées, c'est la première fois que cela arrive* ", précise-t-il avant d'ajouter : "*l'erreur est humaine*".

Jonathan-Simon Sellem l'assurait : "*toutes les quenelles ne se valent pas*". JSSNews préfère ainsi, assure-t-il, se concentrer sur les "*quenelles faites devant des lieux de mémoire ou évoquant la Shoah*". Pourtant, de nombreuses personnes épinglées lundi par JSSNews ne posent pas devant de tels lieux, certains sont devant des banques, d'autres dans des supermarchés ou dans la rue.

"*C'est une erreur, j'ai demandé à ce que cela ne se reproduise pas, enfin pour l'instant*", se défend-il. Et dans "*cette chasse aux nazillons*", Jonathan-Simon Sellem assure avoir le soutien des époux Klarsfeld. Contactés par metronews, ces derniers n'ont pas donné suite à nos appels. Metronews 14.01

Ils sont aussi détestables que les nazis assurément. C'est ce que dénonçait Dieudonné et c'est la raison pour laquelle ils ont voulu le faire taire.

Dictature. Jugement à charge : A qui le tour ? Quand l'arbitraire s'empare de la justice au service de la haine... de la vérité.

- Outreau : Tavernier condamné à 1500 euros d'amende pour outrage au juge Burgaud - LeFigaro.fr 14.01

Le tribunal correctionnel de Paris a jugé « *excessifs* » les propos tenus par le cinéaste à l'encontre de l'ancien juge d'instruction d'Outreau lors d'une émission de télévision.

Le réalisateur a été condamné mardi à 1500 € d'amende pour «*outrage*» à l'encontre de l'ancien juge d'instruction Fabrice Burgaud. Lors de l'émission C à vous, le 10 avril 2013 sur France 5, Bertrand Tavernier avait répondu à une question sur le film Présumé coupable, inspiré de l'affaire d'Outreau et dont il n'est pas le réalisateur. «*Quand vous voyez le film, je ne suis pas pour la peine de mort, mais c'est quelqu'un que vous avez envie d'exécuter, le juge d'Outreau*», avait déclaré le cinéaste, assigné par Fabrice Burgaud, qui avait mené l'instruction controversée du dossier de pédophilie dans lequel 13 des 17 accusés avaient été acquittés.

M. Tavernier avait tenté de faire valoir à l'audience qu'il était interrogé sur le film, non sur l'affaire en elle-même, et qu'il avait évoqué le personnage du magistrat dans le long métrage et non le vrai juge Burgaud: «*Je m'exprime sur la logique dramatique d'un personnage et son effet sur moi, avait-il dit. Je ne parle que de cinéma, je n'ai jamais eu l'ambition d'être un chroniqueur d'autre chose.*» Mais, tout à son habile (et quelque peu jésuitique) argumentation, il n'avait pas formulé de véritables regrets ou d'excuses.

Le tribunal, présidé par Jean-Christophe Hullin, l'a également condamné à verser 500 € à Fabrice Burgaud au titre de l'indemnisation de son préjudice. «*Il a justement estimé que M. Tavernier était allé au-delà de ce qu'on pouvait admettre, a déclaré le conseil de Fabrice Burgaud, Me Patrick Maisonneuve. On ne peut appeler à la mise à mort d'un juge*». Lors du procès, son client avait estimé qu'«*on attise la haine*» en tenant à son égard des propos semblables à ceux de Bertrand Tavernier. LeFigaro.fr 14.01

Au passage Le Figaro se permet d'accuser Tavernier de jésuite. Apparemment Tavernier avait un mauvais avocat, ce qui ne veut pas dire que le verdict aurait été différent s'il en avait eu un bon, disons que son argumentation aurait dû être plus convainquante, on va essayer de montrer en quoi très rapidement.

Bertrand Tavernier avait dit lors de cette émission "*quand vous voyez le film*", or le tribunal correctionnel de Paris a délibérément décidé de ne pas en tenir compte, donc il s'est prononcé non pas sur la base des faits, il a décidé arbitrairement d'occulter le contexte dans lequel ces propos avait été tenus, la réaction à un film, donc leur origine, un film et rien qu'un film, pour les transposer dans un autre contexte ou substituer au contexte d'origine un autre contexte, ce qui est parfairement malhonnête, une affaire judicaire bien réel l'affaire d'Outreau, remplaçant ainsi un personnage imaginaire présent dans un film ou une fiction par une personne bien réelle dans la réalité.

Une fois ce transfert réalisé, ce procès changeait totalement de nature, devaient être jugés les propos que Tavernier avaient adressés directement au juge Fabrice Burgaud, qui pouvaient être interprétés comme diffamatoire et tomber sous le coup de la loi, sans ce tour de passe-passe cela aurait été impossible. On est donc en droit d'affirmer que le juge qui a rendu ce verdict avait décidé avant même la tenu de ce procès que Tavernier était coupable et qu'il serait jugé comme tel.

Cette affaire est terriblement grave, une atteinte à la liberté d'expression bien plus insupportable que le cas Dieudonné parce Tavernier est véritablement de gauche et partage nos idées politiques à ma connaissance, ce qui n'était pas le cas de Dieudonné.

Si on a bien compris, désormais en France devrez vous y reprendre à deux fois avant de tenir des propos en public sur un personnage de fiction dont le clone existe dans la réalité ou a existé dans le passé s'il possède encore une descendance, de crainte d'être trainé devant un tribunal s'il leur venait l'idée de porter plainte contre vous.

Les procureurs des tribunaux d'exception pourraient aller encore beaucoup plus loin et accepter toute plainte déposée par des personnes proches de celle qui aurait fait l'objet de propos "*excessifs*" car se sentant visées ou outragées, diffamées, leur dignité ignoblement atteinte, leur probité ou moralité remise en cause, etc.

Nous soutenons Tavernier, il devrait faire appel de ce jugement scélérat, il faut le dénoncer.

Au fait où sont passés les vaillants défenseurs de la liberté d'expression, ceux qui dénoncent ces atteintes en Russie, en Chine, au Venezuela, à Cuba, en Syrie, en Iran ? A suivre.

En complément. Valls ne connaît que le recours à la force.

- Violences dans les stades: Valls et le foot pro évoquent des mesures fortes - AFP

On ne ménagera pas ces supporters fanatiques, violents, mais on ne supportera pas davantage l'usage de la répression qui est la seule réponse que connaisse Valls.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande ou le représentant du néolibéralisme, il l'assume.

- "*Un Président libéré, social-démocrate*" pour "*un nouveau chapitre du quinquennat*" - AFP

Le Medef n'avait aucune raison d'en douter...

- Un Medef plein de bonne volonté avant l'intervention de Hollande - AFP

... et pour cause, il est comblé :

- Hollande donne des gages aux entreprises - AFP

- Le «*pacte de responsabilité*», nouveau choc proentreprise - Liberation.fr

- Les propos de Hollande agréables aux oreilles de Le Maire (UMP) - AFP

- Plus de cotisations famille pour les entreprises en 2017 - Reuters

- François Hollande envisage de supprimer des régions - Le Nouvel Observateur

Effectivement, c'était dans la nature du jésuite !

- Hollande a-t-il viré de bord ? Pas vraiment - Le Nouvel Observateur

- Hollande : "*Je ne suis pas gagné par le libéralisme*" - Le Nouvel Observateur

Jésuite : Personne qui recourt à des astuces hypocrites. (Le Grand Robert)

Pour faire chier les féministes fanatiques de gauche et d'extrême gauche, cette citation du Grand Robert :

Le jésuite, le plus jésuite des jésuites est encore mille fois moins jésuite que la femme la moins jésuite, jugez combien les femmes sont jésuites ! (Balzac, la Femme et l'Amour)

Le pire c'est que c'est vrai ! Pourquoi ? Mais parce qu'elles ont un statut inférieur dans la société telle qu'elle existe, et elles

ont tendance à développer un complexe d'infériorité qui favorise chez elles l'hypocrisie, c'est une manière de compenser l'handicap qu'elles ont sur les hommes qui se croient supérieurs à elles. C'est ainsi que tous les rapports sont faussées et plus ou moins malsains, conduisent à des quiproquos débouchant parfois sur des violences et des séparations... C'est là qu'on s'aperçoit que ces rapports reproduisent les rapports existant entre les classes, d'où la nécessité d'en finir avec la société divisée en classes sociales, l'Etat, etc. l'exploitation de l'homme par l'homme qui en est à l'origine.

Il fait des jaloux :

- Hollande: "*Quelle est la crédibilité*" du président, s'interroge Copé - AFP

Ce n'est pas un "***tournant***"…

- Hollande: Bayrou salue "*un tournant*" mais attend du "*réel*" - AFP -

… mais une confirmation, une accélération.

- «*Social-démocrate*», François Hollande nie tout virage - LeFigaro.fr

- François Hollande accélère dans sa politique d'offre - Reuters

Hollande est sommé d'obéir à ses maîtres.

- Hong Kong est l'économie la plus "*libre*" du monde, la France 70ème - AFP

En cause : "*L'Etat contrôle toujours d'importants secteurs de l'économie en tant qu'actionnaire, et les dépenses publiques représentent plus de la moitié du PIB*" AFP 14.01

La réponse de Hollande

- Hollande crée un "*Conseil stratégique de la dépense publique*" - Le Nouvel Observateur

Hollande dans son propos liminaire lors de saconférence de presse, a rappélé qu'en 2014 le pays allait réaliser "*15 milliards d'économies*" mais qu'il en restait, "*entre 2015 et 2017 au moins 50 milliards de plus*" à faire.

- "*C'est beaucoup, ça n'a jamais été fait*", a souligné le président. Le Nouvel Observateur 14.01

Un scoop :

- Thierry Lepaon (CGT) : "*Hollande met la France au service du patronat*" - Le Nouvel Observateur

Oui, parce que voyez-vous avant elle était au service des travailleurs, mêmes que les clochards, chômeurs et tous les laissés pour contre

Conférence de presse de François Hollande: (quelques) réactions politiques. - Lexpress.fr 14.01

- Jean-Marc Ayrault a estimé que le président avait proposé "*un contrat, un compromis au pays*" avec son pacte de responsabilité.

- Claude Bartolone, président socialiste de l'Assemblée : "*François Hollande, plus que jamais, tient son cap, connaît les escales et se fait une idée précise de la destination: une France solidaire et compétitive*".

- Harlem Désir dans un communiqué : "*Je salue et j'appuie le grand compromis social et le pacte de responsabilité présentés par le président de la République*". "*C'est un geste de courage qui répond à l'exigence historique de redressement de notre pays et de sa force économique. Tous les acteurs, entreprises, syndicats, collectivités locales, partis politiques sont aujourd'hui invités à prendre part à cette mobilisation*", ajoute le premier secrétaire du PS.

- Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de Gauche (PRG), indique que "*le Président de la République a fixé un cap historique vers un nouveau compromis économique et social. Ce nouveau compromis social est inédit, à la hauteur des ruptures engagées par les gouvernements de gauche en 1936, en 1945 et en 1981. François Hollande a fixé un nouveau cap dans la construction d'une France plus juste et plus solidaire, tenant pleinement son rang en Europe et dans le monde*".

- Europe Ecologie-Les Verts (EELV), sont moins élogieurx. "*Il y a encore beaucoup de flou sur ce pacte et notamment son financement. Il faudrait que les partenaires sociaux soient associés*" , a confié à l'AFP, dans les couloirs de l'Assemblée, Barbara Pompili, coprésidente des députés écologistes.

- Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard (PG), ont appelé mardi les "*élus PS et Verts*" à "*rompre les rangs*", en marge de la conférence de presse de François Hollande qualifié de "*VRP du Medef*". "*Face à ce social-libéralisme assumé, nous appelons tous ceux qui refusent cette politique jusque dans les rangs du PS et EELV à construire avec nous l'opposition de gauche aujourd'hui indispensable*", écrit pour sa part Martine Billard dans un communiqué. Elle y qualifie François Hollande de "*meilleur VRP du Medef et de la Commission européenne*".

Alors rompez avec la Ve République et l'Union européenne : boycotter les élections municipales et européennes ! Ils en sont incapables.

- Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a quant à lui qualifié de "*pacte d'irresponsabilité sociale*" le contrat proposé par François Hollande aux entreprises. "*Ses annonces sont une attaque profonde, un dynamitage en règle du modèle social et républicain français. En proposant la fin des cotisations familiales patronales, le président de la République a répondu à une vieille exigence de classe du Medef et fait un nouveau cadeau de 30 milliards au patronat après les 20 milliards du Cice*", ajoute-t-il. Lexpress.fr 14.01

On se passera des réactions de l'UMP, de l'UDI et du MoDem, qui admettent ou refusent d'admettre qu'Hollande met en oeuvre leur programme (au singulier) ou qu'il n'en fera jamais assez pour le patronat, normal. On se contentera de quelques réactions dans l'Actualité en titres.

Conférence de presse de François Hollande: réactions de ses partenaires.

- Laurence Parisot, ex-présidente du Medef, s'est réjouie de la fin des cotisations familiales, immédiatement après l'annonce du président.

- La confédération patronale CGPME s'est dite « *satisfaite* ».

- La CFDT estime que « *ce pacte ne peut fonctionner que s'il est structuré par un dialogue social renforcé* ».

- Pour Jean-Claude Mailly, Force ouvrière, cette annonce n'est ni plus ni moins qu'une victoire pour le patronat.

- Un avis partagé par l'Union syndicale solidaires, qui regrette quant à elle qu'« *avec "le pacte de responsabilité", François Hollande [poursuive] la politique libérale pro-patronale dont il a toujours été porteur, comme ses prédécesseurs. Une fois de plus, il sert les intérêts du Medef* ». Et d'appeler « *à la construction de mouvements sociaux d'ampleur pour exprimer plus fortement, dans les entreprises, les services et les localités, le refus de cette politique antisociale du gouvernement* ».

- De son côté, la CGT estime que « *le président assume le choix d'une politique libérale. Ce faisant, il tourne le dos aux salariés* ». . Lemonde.fr 14.01

Rompez toute relation avec le gouvernement et le patronat. Ils en sont incapables. C'est sur cette ligne que le combat politique devrait se mener dans les entreprises et les syndicats.

Quelle véritable intention (politique) se trouvait derrière une loi qui devait concerner moins de 0,2% de la population ?

- 7 000 mariages gays ont été célébrés en 2013 - LeMonde.fr

Sur un total de 238.000 mariages prononcés en France en 2013 et 160.200 pactes civils de solidarité (Pacs) conclus en 2012 (pas de chiffres pour 2013) (source : Insee), près de 400.000 unions au total, 7 000 mariages gays ont donc représenté moins de 0,2% de la totalité des unions.

Il faut voir le cerveau complètement sclérosé ou avoir subi une lobotomie ou être d'une mauvaise foi sans fond pour croire un seul instant que le gouvernement et le PS auraient été sensibles au sort de 0,2% de la population au point de provoquer une crise politique pour satisfaire leurs droits, alors qu'ils bafouent ceux de l'immense majorité au point de se les mettre à dos et s'en moquent éperdument.

Il faut être rendu aveugle par le pire dogmatisme ou être profondément gangrené par l'idéologie dominante pour avoir marché

dans cette grotesque combine, être gagné par un farouche individualisme pour se laisser manipuler de la sorte par la classe dominante au point de manipuler soi-même les travailleurs ou de devenir le porte-parole de sa propagande, à défaut de posséder un esprit libre et critique pour pouvoir analyser lucidement la situation et comprendre quels sont les rapports entre les classes et quels intérêts la classe dominante avait dans cette affaire, partant du principe que ces gens-là ignoraient, qu'il était impensable de concéder à Hollande ou au PS de réelles bonnes intentions envers les homosexuels comme toute autre communauté ou minorité d'ailleurs sachant qu'ils servaient les intérêts de la classe dominante et personne d'autres.

Ils répondront que quoi qu'il en soit c'est une avancée sociale... Là encore, comme chaque fois, comme presque toujours, ils ne se demanderont pas dans quel contexte, dans quelles conditions précises, aux dépens de quoi, à quel prix politique ? Cela leur a permis de s'afficher au côté de Hollande et du PS dont la politique était entièrement tournée contre les travailleurs et les peuples qui luttent pour leur souveraineté.

Pendant ce temps-là Hollande faisait passer l'ANI, qui avait bien des adversaires mais aux pieds desquels il avait passé un boulet car les syndicats corrompus ont marché aussi à fond dans la combine, cela aurait dû suffire à les alerter et à prendre leur distance avec cette opération et refuser d'y participer. Pas du tout puisqu'ils soutiennent aussi les appareils des syndicats, ils ont eu finalement la même attitude que les dirigeants syndicaux de FO et de la CGT qui avaient dénoncé le contenu de l'ANI tout en participant au côté du Medef à de pseudo négociations qui devaient légitimer l'accord final signé. En procédant ainsi, ils ont apporté à Hollande et son gouvernement au moment où ils en avaient le plus besoin la légitimité qui leur faisait défaut.

On ne s'étendra pas davantage sur cette question qu'on a déjà traité antérieurement en long, en large et en travers. On retiendra que des militants qui se prennent pour de grands théoriciens ou des dirigeants, qui sont capables de rédiger de longs discours bourrés de références historiques qui leur donnent un air savant ou sérieux, qui en imposent aux naïfs, qui se croient imperméables aux idées de la classe dominante présentent de graves lacunes et sont finalement facilement manipulables. Je précise que c'est un point de vue, et que connaissant mes lacunes et faiblesses et ne m'en cachant pas, je peux m'autoriser de tenir un tel discours.

C'est inutile.

"*Il faut prouver que le pacte de responsabilité créera de l'emploi*" - Le Nouvel Observateur

L'expérience passée prouve le contraire.

L'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 15 janvier 2014 .

C'est le capitalisme qu'on favorise

Monsieur Gattaz, prénom Yvon, président du CNPF (le Medef d'alors), expliquait dans les années 1980 qu'avec moins de contraintes en matière d'emploi les entreprises embaucheraient 471 000 personnes.

Les pouvoirs publics de l'époque le crurent, les emplois sont toujours attendus!

(Donc cela signifie que vous n'avez aucune excuse quand vous participez à ces mascarades de conférences ou je ne sais quoi au côté du patronat et du gouvernement, vous savez pertinemment à quoi vous en tenir, mais vous vous en foutez car vous n'avez pas la volonté d'aller à l'affrontement avec eux. - ndlr)

Monsieur Gattaz, prénom Pierre, président du Medef, explique que si on allégeait fortement les dépenses publiques et sociales, dont les «charges» des entreprises, de 100 milliards d'euros, 1 million d'emplois pourraient être créés par les entreprises.

Apparemment le président de la République est sensible à ce raisonnement. Il a en effet proposé, lors de ses vœux à la nation le 31 décembre 2013, un «*pacte de responsabilité*» aux entreprises. Moins de charges, moins de contraintes contre plus d'emploi et de dialogue social.

(On admirera au passage le "*apparemment*". Non c'est une certitude, c'est ainsi qu'il le ménage en ne cessant jamais de colpolter des illusions dans le régime. ndlr)

Certes, on n'en sait pas plus pour le moment et il faudra attendre la conférence de presse du 14 janvier –dit-on– pour être fixé.

(Mailly est comme Gluckstein, il ne sait jamais à l'avance ce qui va se passer. A quoi servent de tels dirigeants ? On a l'impression qu'ils attendent que les ordres viennent d'en haut, non ? C'est exagéré, peut-être, disons alors que leur politique est dictée en réaction à ce que dit le monarque qui ne se situera jamais sur le terrain de classe des travailleurs, et qu'on n'a pas besoin qu'il nous le dise parce qu'on le sait à l'avance, à condition de se situer sur un terrain de classe indépendant de l'Etat, ce

n'est manifestement pas le cas de Mailly, comment le serait-il de la part de Gluckstein qui refuse de rompre avec l'appareil vendu de FO ? - ndlr)

Pour autant, l'annonce est révélatrice. Elle se situe dans la logique économique néolibérale entièrement basée sur la compétitivité-prix, selon laquelle moins le travail est cher plus il y a d'emploi! Au passage, cela s'inscrit dans le dumping dénoncé par ailleurs. Et le raisonnement, pour idéologique qu'il soit, n'a jamais été démontré.

(Tiens donc, ce "*raissonnement*" a été démontré en produisant le contraire ou en conduisant à la surexploitation et à une plus grande précarité pour les travailleurs. -ndlr)

On comprend mieux d'ailleurs pourquoi l'ANI du 11 janvier 2013 (sur la sécurisation de l'emploi) avait été qualifié d'historique, car lui aussi s'inscrit dans l'allégement des procédures et plus de flexibilité.

(Il lui a fallu un an pour "*comprend mieux*" en quoi consistait l'ANI ! Quand on dit qu'il n'en a rien à foutre du sort des travailleurs, exagère-t-on ? - ndlr)

Le président de la République a fixé un objectif à la réforme fiscale: payer moins d'impôts!

Qu'on le veuille ou non, réduire les fameuses «*charges*» sociales et les impôts (ainsi que les dépenses publiques) conduit à fragiliser encore plus les régimes sociaux et le service public, dont la solidarité et l'égalité républicaine.

On appelle cela comme on veut, politique économique de l'offre, néolibéralisme ou libéral socialisme, le résultat est le même, c'est le capitalisme qu'on favorise.

(Pourquoi ne rompez-vous pas avec ? Impossible. - ndlr)

Certes, la chose n'est pas nouvelle. Dans les années 1970 un chancelier allemand expliquait que les profits d'aujourd'hui font les emplois de demain!

(Schröder voulait dire esclaves ou salariés sous-payés. - ndlr)

Un président français dans les mêmes années 1970 expliquait qu'au-delà d'un taux de 41% de prélèvements obligatoires, on serait en régime socialiste!

(C'est bien connu que le capitalisme réalisera progressivement le socialisme. - ndlr)

Un Premier ministre britannique expliquait, quant à lui, que l'économie n'a pas de couleur politique, sous-entendant que c'est une science exacte.

(Il voulait peut-être dire aussi que vous pouviez aussi bien vous entendre avec l'UMP qu'avec le POI, non ? - ndlr)

Au fil des années, les travailleurs se sont vu imposer des remises en cause de droits. Pour autant, ils ne sont pas dupes et n'ont jamais pris des vessies pour des lanternes.

(Tiens donc, pourtant l'affaire a bien marché, non ? Grâce à vous notamment, n'est-ce pas ?)

Ce pacte de responsabilité ressemble fortement au pacte de confiance proposé par le Medef, qui a d'ailleurs réagi positivement. (Quelle surprise encore ! - ndlr)

Effectivement, le président de la République est aussi, selon sa propre formule, président des entreprises. Certains évoquent la formule de «*socialisme de l'offre*», ce clair-obscur qui s'appelle un oxymore. (Au contraire, il n'y a rien d'obscur là-dedans, c'est très clair, il est le président du patronat, point barre. - ndlr)

Plus qu'un virage ou un tournant, c'est en quelque sorte un «*coming out*» libéral.

ACTUALITE EN TITRES

Une vulgaire manipulation.

- Deux fois plus de Roms expulsés de leurs camps en 2013 - LePoint.fr

Explication

- Les Roms, de bidonvilles en bidonvilles - Liberation.fr

En réalité, chaque fois que les Roms étaient délogés d'un endroit, ils s'intallaient un peu plus loin jusqu'au jour où ils étaient une nouvelle fois délogés et ainsi de suite, donc ce n'est pas forcément le nombre de Roms expulsés qui a augmenté, mais le nombre de fois où les mêmes Roms ont été délogés.

Enfin une bonne nouvelle.

- 66 millions d'habitants en France, la fécondité recule - LePoint.fr -

Et pour cause :

Serge Hefez : «*Beaucoup de parents souffrent de ne pas avoir l'enfant idéal*» - LeFigaro.fr

La stratégie du chaos

- Le nombre de conflits religieux dans le monde atteint un niveau inédit - Francetv info

- Mettre fin à la « *guerre des générations* » par la solidarité - LeMonde.fr Et pendant ce temps-là Le Monde soutient la politique qui consiste à remettre en cause le système de retraite par répartition...

Pour un peu l'affaire serait aussi vite réglée qu'au Conseil d'Etat en France !

- Centrafrique. Un nouveau président par intérim élu d'ici 15 jours - Le Nouvel Observateur

De là à penser qu'il est déjà élu, il y a un pas qu'on a le droit de se permettre de franchir...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Colombie

- Colombie: suspension temporaire de la destitution du maire de Bogota - AFP 14.01

La destitution controversée du maire de Bogota, Gustavo Petro, a été suspendue temporairement mardi, un répit pour cette figure de la gauche en Colombie, après que le gouvernement eut averti que sa sanction serait appliquée sauf en cas de contre-ordre judiciaire.

Le tribunal administratif de Cundinamarca, dont dépend la capitale, a "*pris la décision d'ordonner la suspension provisoire*" de sa destitution, qui lui avait été infligée par la "*procuradoria*", un organisme public de contrôle des fonctionnaires.

Cette décision intervient au lendemain de la confirmation par la "*procuradoria*" d'une mesure de destitution et d'inéligibilité pendant 15 ans à l'encontre de M. Petro pour une passation de marché jugée illégale dans le domaine du ramassage des ordures.

Alors que la sanction doit en dernier lieu être exécutée par le président Juan Manuel Santos, le tribunal administratif, qui avait été saisi par le maire, a ainsi demandé au chef de l'Etat "*de s'abstenir de le faire*", avant qu'il n'ait jugé l'affaire sur le fond.

"*C'est une mesure à caractère temporaire, transitoire, disons de précaution, afin d'éviter des dommages imminents*", a précisé à la presse l'un de ses magistrats, Jose Maria Armenta.

Un peu plus tôt dans la journée, le ministre de la Justice, Alfonso Gomez, avait prévenu que le président Santos ne pouvait qu'appliquer la sanction, sauf en cas de décision judiciaire l'en empêchant.

"*Il est clair pour le gouvernement qu'il doit respecter la décision de la " procuradoria", à moins qu'il existe un ordre contraire*", avait-il souligné.

La destitution de M. Petro avait provoqué une vive polémique et suscité plusieurs manifestations, le maire dénonçant un complot contre la gauche et contre le processus de paix en cours avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), qui a été promu par l'actuel président.

Le maire de Bogota s'est aussitôt félicité de la suspension temporaire de sa sanction, y voyant "*la preuve qu'on peut arrêter la tyrannie et l'arbitraire, quand la justice et la foule agissent de concert et qu'on peut vraiment construire une Colombie démocratique*".

Ancien membre de la guérilla urbaine du M-19 (Mouvement du 19 avril), dissoute en 1990, cet économiste de 53 ans, qui avait appelé lundi à une "*mobilisation permanente*", avait été investi en janvier 2012 pour un mandat de quatre ans à la tête de cette ville de sept millions d'habitants.

Des recours avaient été introduits par l'équipe municipale à la fois devant la "*procuradoria*" et le tribunal administratif. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a également été saisie à Washington.

Parallèlement, un référendum posant la question du maintien du maire a été convoqué pour le 2 mars, à l'initiative d'opposants, qui ont réuni suffisamment de signatures pour obtenir l'organisation d'un tel scrutin. AFP 14.01

Le point de départ de cette affaire: l'intention du maire de Bogota, Gustavo Petro, d'enlever la gestion de l'eau de la ville à une société privée pour la confier aux services de la municipalité.

2- Thaïlande

2.1- Les manifestants thaïlandais menacent le Premier ministre - Reuters 14.01

Les manifestants qui cherchent à renverser le gouvernement thaïlandais ont annoncé leur intention de renforcer le blocus autour des ministères et prévenu le Premier ministre Yingluck Shinawatra qu'elle pourrait être la prochaine cible tandis que de nombreux carrefours importants de Bangkok restaient bloqués mardi.

Cette action est le dernier épisode d'un conflit qui dure depuis huit ans et qui oppose la classe moyenne et les notables royalistes de Bangkok, aux partisans, souvent pauvres et vivant en zone rurale, de Yingluck Shinawatra et de son frère parti à l'étranger, l'ancien chef de gouvernement Thaksin Shinawatra.

Comme lundi, premier jour de la mobilisation, les manifestants, dirigés par Suthep Thaugsuban, ont empêché les fonctionnaires de se rendre au travail, ce qui a obligé plusieurs ministères et la banque centrale à travailler avec des systèmes de secours.

"*Pendant les deux ou trois prochains jours, nous devons forcer tous les bâtiments gouvernementaux à fermer*", a déclaré Suthep Thaugsuban à ses partisans.

"*Si nous n'y arrivons pas, nous entraverons les déplacements du Premier ministre et des ministres*", a-t-il menacé. "*Nous commencerons par couper l'eau et l'électricité à leurs domiciles. Je leur conseille d'évacuer leurs enfants*."

Un groupe d'étudiants allié au Comité populaire pour la réforme démocratique (CPRD) de Suthep Thaugsuban a de son côté menacé de prendre d'assaut la Bourse de Bangkok. Elle représente "*un système capitaliste mauvais qui a fourni un moyen à Thaksin de devenir milliardaire*", a déclaré un dirigeant du groupe, Nitithorn Lamlua.

Un porte-parole du CPRD a toutefois démenti que la Bourse soit considérée comme une cible par les opposants.

"*Nous n'allons pas assiéger les sites qui fournissent des services aux habitants, y compris les aéroports, la Bourse ou les gares. En revanche, nous allons bloquer l'accès aux bâtiments gouvernementaux pour les empêcher de fonctionner*", a dit Akanat Promphan.

Le président de la Bourse Jarumporn Chotikasathien, a expliqué que des mesures d'urgence avaient été prévues pour sécuriser le bâtiment et le système de transactions en cas de besoin.

Pour désamorcer la crise, Yingluck Shinawatra a appelé à des élections anticipées pour le 2 février, que son parti Puea Thai a

toutes les chances de remporter. Suthep Thaugsuban a rejeté cette initiative et la Commission électorale a suggéré que le scrutin soit repoussé au 4 mai.

Yingluck Shinawatra a invité les dirigeants de l'opposition politique et les représentants des manifestants à une réunion mercredi pour discuter de cette proposition.

La chef du gouvernement a transféré depuis lundi son bureau au ministère de la Défense, dans la banlieue de Bangkok. Le conseil des ministres, qui se tient le mardi, a été annulé.

"*Un accord sur le report des élections permettrait de gagner du temps mais ce ne serait qu'un sursis tant qu'un accord plus large sur la future organisation politique du pays n'a pas été conclu*", estime le centre de réflexion International Crisis Group dans son dernier rapport.

"*La Thaïlande est extrêmement polarisée et les chances de parvenir à un tel accord sont faibles*", ajoute-t-il.

La circulation restait faible mardi à Bangkok, sept grands carrefours ayant été bloqués lundi par les manifestants tandis que de nombreuses écoles étaient fermées pour la deuxième journée de suite.

Le gouvernement a déployé 10.000 policiers et quelque 8.000 soldats pour protéger les bâtiments gouvernementaux, mais ils ont été pratiquement invisibles depuis lundi. Reuters 14.01

2.2- Thaïlande: 2 blessés lors de tirs contre des manifestants - AFP 14.01

Deux personnes ont été blessées par des tirs contre des manifestants anti-gouvernement, ont indiqué les autorités thaïlandaises mercredi, au troisième jour d'une opération de "*paralysie*" de Bangkok visant à faire tomber la Première ministre Yingluck Shinawatra.

Les manifestants dans la rue depuis plus deux mois veulent remplacer le gouvernement par un "*conseil du peuple*" non élu et se débarrasser de ce qu'ils appellent le "*système Thaksin*", du nom du frère de Yingluck qu'ils haïssent.

(Qu'est-ce que c'est un mouvement composé de la classe moyenne et des notables royalistes de Bangkok qui refuse le verdict des urnes qui avait été défavorable à leur parti pour instaurer un "*conseil du peuple*" non élu, sinon l'équivalent des manifestations du 6 février 1934 en France ? - ndlr)

L'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, chassé par un coup d'Etat militaire en 2006, reste malgré son exil le facteur de division du pays entre les masses rurales et urbaines défavorisées du nord et du nord-est qui l'adorent et les élites de Bangkok proches du palais royal qui le voient comme une menace pour la monarchie.

Selon des images de la télévision, des dizaines de coups de feu ont été tirés par un inconnu.

(Un provocateur sans doute à la solde des organisateurs de cette manifestation, ou alors ils tirent très mal pour n'avoir tué personne, pas les siens on comprend. - ndlr)

Les Démocrates, qui soutiennent les manifestations, boycottent les législatives anticipées du 2 février convoquées par Yingluck pour tenter de sortir de la crise qui a déjà fait huit morts, dont un policier, la plupart abattus dans des circonstances troubles. AFP 14.01

(Les Américains qui sont les pires dictateurs de la planète sont les gardiens de la démocratie dans le monde, les manifestants pro-Union européenne flanqués de partis fascistes en Ukraine sont des démocrates, et en Thaïlande les notables royalistes qui manifestent à Bangkok sont également des démocrates, comme d'ailleurs les barbares djihadistes qui ont pris le pouvoir en Libye ou ceux qu'ils soutiennent en Syrie... - ndlr)

Haut de page

Le 16 janvier 2014

CAUSERIE

J'ai corrigé les erreurs de formatage de plusieurs paragraphes hier, je suis vraiment très fatigué. Je n'ai rien rajouter sur la conférence de presse de Hollande, vous devez déjà tout savoir.

Ici c'était férié, on a passé la journée en famille, c'était la fête des vaches, je ne pouvais m'y soustraire !

Au fait, moi aussi je pourrais vous bassiner à longueur de temps sur le colonialisme en Inde et le racisme de ces sales Blancs, BHL a remis cela hier dans Le Point sur Dieudonné, il monte la garde au pied de son mur de la haine, ces gens-là sont des psychopathes.

Je comprends que les Français dépriment comme disent les médias qui leur pourrissent la vie à volonté. Là, dernière moi, pendant que je vous écris, Magueswary regarde la télé tamoul, je ne comprends rien et je n'y prête pas attention, c'est plus facile à vivre et surtout pour penser qu'en France.

L'époque du maître de droit divin est de retour.

La "*croissance*" signifie garantir ou augmenter les profts que se distribueront les actionnaires du CAC40 ou les patrons, à renflouer les caisses des banquiers et à régler la rente de quelque 50 milliards d'euros annuels d'intérêts versés aux banquiers ou au marché au titre du service de la dette par l'Etat.

La "*pacte de compétitivité*" se soldera par une baisse du coût du travail tout azimut, la quasi-stagnation ou la baisse des salaires, le salaire d'embauche au Smic, des emplois sous-payés car ne tenant pas compte de la qualification selon les nouvelles normes de flexibilité du travail en vigueur, la flexibilité accrue dans l'entreprise de telle sorte que la fonction que vous occupez en partie ou temporairement n'est pas rémunérée en conséquence, c'est un détournement des conventions collectives, l'exonération et la suppression de cotisations sociales patronales qui sont en réalité une partie du salaire différé des salariés, l'augmentation des taxes et impôts pour compenser ce manque à gagner dans les caisses des organismes sociaux et que les travailleurs devront supporter, autrement dit double peine, la couverture sociale rognée ou la privatisation de certains organismes sociaux ou services, c'est ce qui se passe notamment quand un médicament n'est plus pris en charge par la Sécurité sociale ou moins remboursé, etc. il faut ajouter l'ANI et les concessions faites par ailleurs au patronat qui lui permet d'organiser la mobilité du personnel à sa guise et de licencier qui il veut quand il veut à discrétion.

Quand ***Le Monde*** se fait le porte-parole de Ben Ali.

- La fuite de Ben Ali racontée par Ben Ali - lemonde.fr 14.01

On ne va reproduire en entier cet article, la trame suffira à saisir dans quelle direction Le Monde voulait entrainer les lecteurs, ménager Ben Ali et le présenter comme une victime innocente.

1- Le terme d'émeute a généralement une connotation négative, elle peut être le fait de prisionniers de droit commun dans une prison par exemple. Le terme de soulèvement ou de révolution aurait été plus approprié mais politiquement choquant ou incorrect.

"*Le 14 janvier 2011, au terme d'une ultime journée d'émeutes particulièrement violentes à Tunis, le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali a fini par quitter la Tunisie pour l'Arabie saoudite.*"

2- Le Monde se laisser aller à révéler le voeux qu'il avait formulé et qui ne s'est pas réalisé, le retour de Ben Ali. C'est une manière de signifier qu'il avait toujours une certaine légitimité à exercer le pouvoir.

"*A-t-il fui ? A-t-il été poussé vers la sortie ? Ou bien un plan avait-il été ourdi pour l'éloigner d'une situation de chaos, avant de le faire revenir comme celui pouvant ramener l'ordre ?*"

3- Les Américains avaient estimé qu'il était temps qu'il dégage, et ils se sont servis du rejet massif dont il faisait l'objet de la part de la majorité des Tunisiens pour précipiter sa chute et orchestrer sa fuite. Puis faire en sorte de lui faire porter l'entière responsabilité de la situation, laissant le soin aux juges tunisiens de l'inculper de toutes sortes de crimes ou délits en rapport avec la corruption généralisée que l'autocrate avait élevé dans le pays au rang de gouvernance à son propre profit et celui de son clan, le tout conçu de façon à ce croulant sous les accusations il ne puisse plus revenir au pouvoir, c'était le prix à payer pour camoufler à la fois leur responsabilité (des Américains) dans son départ précipité et la suite (de leur plan) qu'ils comptaient lui donner, mettre en place un gouvernement de leurs marionnettes, les Frères musulmans affublés de quelques représentants laïcs de droite.

Bien entendu, Ben Ali ignorait en partie le contenu du coup d'Etat que les Américains avaient ourdi contre lui et à quel niveau de l'armée ils bénéficiaient de soutiens pour mener à bien leur opération. C'est ce que Le Monde dénonce aujourd'hui en donnant la parole à Ben Ali tout en lui fournissant l'occasion de se présenter en victime d'une machination, mais pas seulement en recours ou sauveur suprême de la Tunisie, car finalement à l'entendre il n'avait eu absolument rien à se reprocher tout au long de son règne de 23 ans. On pourrait appeler cette opération du Monde : blanchiement ou réhabilitation d'un tyran injustement déchu de son trône.

Le tout figure dans une lettre de Ben Ali dont Le Monde reproduit généreusement de larges extraits.

"*Le 20 juin 2011, au premier jour de son premier procès par contumace, le premier d'une longue série de procès, l'ancien président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali a voulu « rétablir la vérité »*"

4- A entendre Le Monde, Ben Ali serait une victime, son régime, son passé, l'état de la Tunisie à son départ, les souffrances des Tunisiens ne valent même pas la peine qu'on les mentionne.

"*L'ancien président Ben Ali, dont « l'image et la réputation ont été ternies »*"

5- A cette étape, la parole de Ben Ali vaut bien celle de ses accusateurs et victimes, c'est ce que les lecteurs sont censés se dire où la conclusion à laquelle Le Monde les encourage à adopter.

"*Autant d'accusations qui visent, aux dires de l'ancien président tunisien*"

6- En poussant plus loin, Le Monde en devient même le porte-parole, le témoin.

"Et l'ancien président de rappeller les « réalisations incontestables pendant vingt-trois ans » qui peuvent être apportées à son crédit dans les domaines économiques, sociaux et politiques."

7- Pour finalement lui octroyer le statut de victime d'une justice prétendument arbitraire ou à charge, qui si tel est le cas valait bien la sienne ou l'absence de justice quand il était au pouvoir, tandis qu'il n'hésitait pas à faire emprisonner, torturer ou assassiner des journalistes ou des opposants à son régime policier, mais apparemement au journal Le Monde ils ont une mémoire très sélective, qui les arrange.

"*La justice tunisienne n'aura pas entendu la défense de l'ancien président, condamné à plusieurs reprises par contumace.* "

8- Cet article du Monde se termine par un regret, faisant du dictateur un malheureux "*réfugié*" terme qui habituellement est réservé aux victimes d'événements dramatiques (guerre, persécutions politiques ou religieuses, conflits, massacres, etc.) qu'ils ont subi ou dont ils ne portaient pas la responsabilité, ce qui n'était pas du tout le cas de Ben Ali, qui même sans l'aide des Américains aurait fui la Tunisie plutôt que d'être jugé et finir ses jours dans une prison.

"*L'ancien président est toujours réfugié en Arabie saoudite.*"

En conclusion, on aura compris que Le Monde regrette le temps où Ben Ali faisait régner la terreur en Tunisie de son palais.

Lettre de soutien envoyée à Bertrand Tavernier

Bonjour,

Cette lettre n'est pas à publier dans votre portail, je n'ai pas trouvé d'autres moyens pour vous joindre (je vis en Inde), vous m'en excuserez.

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

(référence à un article du Figaro du 14 janvier 2013 dont j'ai reproduit hier des extraits dans mon portail (www.luttedeclasse.org.), suit le commentaire que j'avais ajouté.)

Aux lecteurs de notre portail: lire ce commentaire dans la causerie d'hier, je ne vais pas le reproduire ici.

(J'ai rédigé cela très vite hier par manque de temps, il y a matière à dénoncer la méthode qui tend à criminaliser toute critique des institutions (en France ou en Israël d'ailleurs), à faire taire tout opposant à l'ordre établi qui n'a rien de démocratique et qui rime avec dictature ou barbarie (en France et dans le monde à des degrés divers). Ce qui suit en fait la démonstration

L'imposture permanente.

Bernard-Henri Lévy - Le Point - Publié le 16/01/2014

- ...le seul antisémitisme susceptible de "marcher" aujourd'hui, le seul capable d'abuser et de mobiliser, comme il le fit à d'autres époques, un grand nombre de femmes et d'hommes, est celui qui saurait nouer le triple fil de l'antisionisme (les juifs soutiens d'un "Israël assassin"), du négationnisme (un peuple sans scrupules capable, pour arriver à ses fins, d'inventer ou d'instrumentaliser le martyre des siens) et de la concurrence des victimes (la mémoire de la shoah fonctionnant comme un écran cachant les autres massacres de la planète). Le Point 16.01

- "*les juifs soutiens d'un "Israël assassin'"*", c'est tout à fait cela, en pire car cela dure depuis 1947, les sionistes revendiquent l'existence de l'Etat d'Israël, le massacre des habitants de la Palestine à majorité musulmane et chrétienne avec l'aide de l'armée britannique, chassés de leurs terres et de leurs maisons et conduits à l'exil, il existe des documentaires de l'époque sur le Net qu'on a visionnés, pas de bol ...

- "*un peuple sans scrupules capable, pour arriver à ses fins, d'inventer ou d'instrumentaliser le martyre des siens*", l'expression "*un peuple*" vous appartient uniquement, crapule, des barbares armés ou protégés par les puissances occidentales qui avait déjà mis la main sur une bonne partie du pétrole de la région serait plus juste, "*sans scrupules*" vous êtes loin du compte en réalité, "*inventer*" vous appartient aussi, vous n'êtes qu'un vulgaire falsificateur et calomniateur, quant à "*instrumentaliser le martyre des siens*", c'est vrai que vous et vos semblables en connaissez un rayon en la matière, à se demander ce que cela cache, un mur ce sera difficile, et cela dure aussi depuis plus d'un demi-siècle, sachant que ce sont (notamment) des banquiers ou industriels juifs ou qui se présentaient comme tels associés à des banquiers ou industriels protestants qui ont financé la montée de Hitler, puis le régime nazi etc. et que des gens dans votre genre en font un commerce à croire que des juifs ont été les seuls et uniques victimes du nazisme, c'est à vous filer la nausée, comme misérable provocateur alimentant l'antisémitisme avec votre ami Klarsfeld vous êtes le champion toute catégorie.

- "*concurrence des victimes (la mémoire de la shoah fonctionnant comme un écran cachant les autres massacres de la planète)*", surtout ceux des Palestiniens, des sémites quoi. Tenez, c'est le quotidien israélien Haaretz qui titrait un article le 24 août 2010 qui devrait vous intéresser : DNA tests reveal Hitler's Jewish and African roots, Hitler aurait eu des racines juives, encore une victime des antisémites, merde.

Commentaires d'internautes

1- Cet article (pour ne pas dire ce torchon) à première vue n'est pas signé, il faut aller sur " la suite de l'article " pour le savoir : BHL

BHL qui essai , mais très mal et grossièrement , de faire une énième fois , l'amalgame entre Antisionisme et Antisémitisme.

Oui Israël cher philosophe de mes deux est un état raciste et criminel !

Non Dieudonné n'est pas raciste et antisémite, c'est lui qui, de part le biais de l'humour, met à jour la perversité du sionisme qui se sert justement de la religion Juive dont ils n'ont que faire et crier à tout propos : " *antisémite! antisémite*" exactement comme vous le faite BHL.

Dieudonné est le véritable défenseur de la religion Juive ne vous en déplaise et il est soutenu par de nombreuses personnes de confession Juive , mais çà, vous vous gardez bien d'en parler !

2- BHL, le philosophe miliardaire qui vend 4000 bouquins en moyenne. Pourtant, dans les médias c'est open bar pour lui. Dieudonné fait combien de spectateurs alors qu'il est persona non grata dans les médias ?

Pas d'autres priorités ou indignations à géométrie non-variable ? Si les vidéos de Dieudonné doivent être retirées il faut, par souci de réciprocité, faire fermer le site de la LDJ (organisation considérée comme terroriste par le FBI).

Dans ce cas faire fermer le site de la LDJ , de JSS News, celui des Femen etc. etc. etc... la liste va être très très longue.

3- Vous déformez la réalité! Dieudonné a dit "*libérez Fofana*" parce que, puisque vous libérez les cinq juifs de la LDJ qui ont assassinés Saïd Bourarach sur son lieu de travail, ils l'ont battu et jeté dans le canal glacé (c'était en hiver) où il est mort noyé! La presse n'en a pas parlé alors que Fofana on en a parlé pendant des mois! Fofana est encore en prison (et c'est tout à fait normal!) mais ce qui ne l'est pas ce que les assassins de Saïd Bourarach sont en liberté! Celui qui a prit la plus grosse peine a eu 6 mois! 6 mois pour un meurtre! C'est ce qu'on appelle le "deux poids, deux mesures"! Voilà pourquoi Dieudonné a dit "libérez Fofana"! Pour dire non au deux poids deux mesures!

4- La Vérité selon BHL

BHL a parlé, la Vérité ultime et incontestable est sortie de sa bouche, vous ne pouvez que vous incliner. Sinon, eh bien vous serez rangés au mieux dans la case complaisant envers Dieudonné, au pire dans la case complice.

J'aimerais savoir dans quelle case BHL range les nombreux éminents juristes et magistrats (entre autres Philippe Bilger, Serge Slama, Roseline Letteron) qui ont indiqué que cette décision du CE en référé était juridiquement très contestable, créait un précédent juridique et retournait 80 ans de constante jurisprudentielle sur la liberté d'expression ? Et la ligue des droits de l'homme qui a également cette position ? (pourtant un des adversaires juridiques réguliers de Dieudonné) Est-ce qu'ils sont tous à ce point aveuglés par la défense de la liberté d'expression qu'ils en auraient perdu toute compétence et toute clairvoyance ?

De toute façon, visiblement nous, pauvres et simple (t) s citoyens ne sommes pas aptes à nous faire notre propre opinion. Il nous faut encore des guides moraux comme BHL pour nous (re) mettre sur le droit chemin. Penser par nous-mêmes est donc une vue de l'esprit, et la censure sera là pour nous le rappeler.

Alors mes frères, révérons la parole de BHL comme la seule Vérité possible et accessible pour nous, tout le reste n'est qu'illusion.

Nous étions passé à côté. Collusion.

« *J'adresse à Patrick Cohen une pensée solidaire. Il sait comme moi que les antisémites n'ont aucun futur dans notre République* », écrivait M. Mélenchon. Par cette phrase en forme d'exorcisme, il faisait un double geste. D'une part, il répondait à ceux qui accusent sa famille politique, et la gauche en général, de complaisance vis-à-vis de l'antisémitisme. D'autre part, il lançait un avertissement aux militants et aux sympathisants qui seraient tentés par tel ou tel prêcheur de haine.

(La procureur de la pensée Mélenchon ou le petit soldat de Tsahal au service d'Israël ou du sionisme.- ndlr)

Dans la période récente, ce double geste a été posé par la plupart des tendances de la gauche, qu'elle se dise réformiste ou révolutionnaire. Au Parti de gauche, donc, mais aussi chez les socialistes, les écologistes et les communistes, dans les galaxies trotskistes ou libertaires, un travail de prévention et de pédagogie a été effectué pour réaffirmer une même idée : les amis de Dieudonné sont les ennemis de toute émancipation. Lemonde.fr 13.01

Et quant à ceux qui se sont terrés dans un silence complice : qui ne dit rien consent, une manière de soutenir plus discrètement le régime et le sionisme.

ACTUALITE EN TITRES

Chouette l'année commence bien !

- Wall Street fait grimper le S&P 500 à un nouveau record - AFP

Wall Street a profité d'une vague d'optimisme mercredi grâce à de bons indicateurs, à des prévisions encourageantes de la Banque mondiale et à la solidité du secteur bancaire, pour faire grimper le S&P 500 à un nouveau record. AFP 15.01

- Bank of America multiplie par huit son bénéfice trimestriel - Reuters

- La Bourse de Paris inscrit un record confortée par les perspectives de reprise - AFP

- La Banque de France propose de baisser le taux du livret A à 1% - Reuters

Confiez-moi votre argent, il sera placé à 9,50% l'an et vous toucherez les intérêts mensuellement. Non, c'est une blague, vous pourriez devenir rentier ou vous enrichir, c'est un mauvais exemple à ne pas suivre, laissez-moi ce privilège !

Même eux ils n'y croient plus. Dans quoi ? Mais la survie du capitalisme. Ils sont les seuls.

- Hollande a-t-il raison de miser sur une politique de l'offre pour créer des emplois? - L'Expansion.com

Alors : A droite toute !

- Le tournant de François Hollande fait bouger les lignes - Reuters

... au point que

- Hollande: la droite embarrassée, d'accord sur le fond elle attend des actes - AFP

- Pacte de responsabilité : une partie de la droite prête à soutenir Hollande - LeParisien.fr

- Fillon : «*S'il y a une politique qui redonne confiance aux entreprises, je la soutiendrai*» - Liberation.fr

- Hollande : Raffarin salue un «*changement de discours*» - LeFigaro.fr

La concurrence est rude à droite...

- Le tournant social-démocrate de Hollande embarrasse la droite - Francetv info

Après la conférence de presse du chef de l'Etat, les principaux responsables de l'UMP et de l'UDI sont apparus divisés dans leurs réactions. Francetv info 15.01

L'élève a réussi son examen de passage

- L'Allemagne exulte en découvrant le virage libéral de François Hollande - L'Express.fr

- La CDU allemande salue un « *clair changement de paradigme* » en France - LeMonde.fr

- Bruxelles salue le pacte de responsabilité proposé par Hollande - L'Expansion.com

- Hollande: le Medef salue "*un discours qui va dans le bon sens*" - AFP

... mais peu mieux faire :

- Coût du travail : le Medef pas rassasié - Liberation.fr

... quoique...

- Il y a 30 ans, le patronat promettait emplois contre allègements - AFP

Il y a 30 ans, Yvon Gattaz, le père de l'actuel patron du Medef, promettait déjà au gouvernement socialiste de l'époque des embauches contre des allègements du coût du travail et plus de flexibilité.

Il a obtenu gain de cause, mais aucune statistique officielle n'a pu montrer si la promesse d'embaucher plus de 400.000 personnes avait été tenue. AFP 15.01

Une promesse a valeur de vérité, cela suffit, non ?

S'ils le disent...

- "*Hollande s'admet social-démocrate mais il est social-libéral*" - Le Nouvel Observateur

... la cour mise à contribution...

- Hollande : le gouvernement fait le service après-vente - LeFigaro.fr

... les grouillot aussi...

- L'aile gauche du PS soutient le chef de l'État à contrecœur - LeFigaro.fr

La rançon du business.

- Les médecins estiment que leur statut social s'est dégradé - LePoint.fr

Un sondage Ifop révèle que près de neuf médecins libéraux sur dix pensent que la considération du grand public à leur égard s'est dégradée depuis vingt ans. LePoint.fr 05.01

Pasqua multirécidiviste n'a jamais passé un jour en prison.

- Ziad Takieddine condamné à deux mois ferme pour abandon de famille - Francetv info

L'homme d'affaires Ziad Takieddine a été condamné mercredi 15 janvier à deux mois de prison ferme à Paris pour abandon de famille, à cause du non-paiement de pensions alimentaires à son ex-épouse, Nicola Johnson, a-t-on appris de sources judiciaires.

Poursuivi dans l'affaire Karachi, Ziad Takieddine est en détention provisoire depuis le 31 décembre pour violation de son contrôle judiciaire. Francetv info 15.01

- "*Nier ce qui distingue les sexes nuit à l'enfant*" - L'Express.fr

Peu importe, j'ai décidé de tordre le cou à la nature.

- Stéréotypes filles-garçons: «*Quand j'essaie de jouer à la dinette avec mon fils, il ne tient pas cinq minutes*» - 20minutes.fr

- Egalité garçons-filles : 30 idées pour faire bouger les choses - Le Nouvel Observateur

Stratégie du chaos

- Afghanistan: risque d'apparition d'un "*Etat narco-criminel*" - AFP

- Attentat imputé à Al Qaïda dans le nord de la Syrie, 26 morts - Reuters

- Irak: au moins 73 morts dans de nouvelles violences - AFP

- Soudan du Sud: bataille de chars à Malakal, le conflit entre dans son 2e mois - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Imposture. Supercherie. Mélodrame. Ce qui unit le PCF et le PG: leur soumission au PS.

- Mélenchon : le Front de gauche «*est très mal en point*» - leparisien.fr 15.01

«*Nous sommes dans une situation grave. Nous allons essayer de la dépasser*», a reconnu Jean-Luc Mélenchon à propos du Front de gauche, ce mercredi matin.

Les élections municipales de 2014 auront-elles raison du Front de gauche? Le Parti communiste (PCF) de Pierre Laurent et le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon semblent irréconciliables sur la position à adopter vis-à-vis du PS.

La veille, lors de ses vœux, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, avait au contraire tempéré : «*Non, le Front de gauche n'est pas en lambeaux comme je l'ai lu (...). Il est au travail, il est en débat et aujourd'hui, dans toutes les communes, il est au combat.*»

Un consensus est-il possible entre les deux formations politiques?

(Nous n'en doutons pas un instant. - ndlr)

«*Nous avons créé le Front de gauche pour construire une gauche indépendante du Parti socialiste et voilà qu'une partie du Parti communiste -je tiens à le préciser, c'est pas tout le Parti communiste- passe des accords avec les socialistes pour être dès le premier tour dans leur liste alors qu'il n'y a aucune espèce de danger*», a une nouvelle fois regretté Jean-Luc Mélenchon,

ce mercredi matin.

(Ce qui se passe, c'est que celui qui a le plus à perdre entre le PCF et le PG dans cette affaire, c'est le PCF qui dispose de milliers d'élus municipaux contrairement au PG qui n'en possède que quelques centaines peut-être. De plus ces élus du PCF se confondent avec l'appareil de ce parti qui n'a fondamentalement pas changé depuis le milieu des années 20 et son ralliement au stalinisme, c'est cet appareil ou ces élus qui structure ce parti, qui lui donne une visibilité (institutionnelle) pour parler comme les médias ou lui permet d'exister, il ne peut donc pas s'en passer. Du coup, le PCF aura tendance à se soumettre spontanément aux exigences du PS.

On notera au passage que si dès le départ ou rapidement le PG n'avait pas compté un minimum d'ex-élus du PS, jamais on en aurait entendu parler et depuis il aurait sans doute disparu ou sa fondation aurait avorté. Maintenant si avoir des élus comptent moins pour le PG aujourd'hui, il est davantage tributaire du nombre de voix qu'ils récoltent aux élections pour empocher les subventions du gouvernement et financer ses activités.

L'un et l'autre est corrompu par les institutions, l'un en étant obligé s'afficher ses liens avec le PS, l'autre avec l'Etat ou les institutions, le PS étant un des principaux piliers du régime, aucun des deux n'est en réalité indépendant ce ce parti, ils ne sont indépendants que des travailleurs qu'ils trompent à longueur de temps.

C'est qu'on s'aperçoit que lorsque Mélenchon affirme "nous avons créé le Front de gauche pour construire une gauche indépendante du Parti socialiste", on est en présence d'une véritable escroquerie politique, qui plus est se manifestera une fois de plus quand ils appelleront à voter en choeur pour les candidats du PS restés en lice au second tour. On a là la nature du Front de gauche ou sa raison d'être. - ndlr)

«*Un drame*», à ses yeux, «*parce que c'est au moment où le PS et François Hollande sont plus droitiers que jamais*». «*Le coup de barre à droite le plus violent qu'on ait vu de la part d'un gouvernement de gauche depuis Guy Mollet*», selon le coprésident du Parti de gauche. «*Une attaque profonde, un dynamitage en règle du modèle social et républicain français*», a abondé Pierre Laurent à l'issue de la conférence de presse de François Hollande.

(Le PS n'est "*droitier*" qu'au premier tour pour Mélenchon, pas au second, parce qu'il est incapable de rompre avec le PS, tout comme Laurent et le PCF, parce que ce sont des partis totalement inféodés au régime, ils doivent soutenir le PS, répétons-le l'un des principaux piliers du régime. - ndlr)

Voilà pourquoi, Jean-Luc Mélenchon n'en démord pas, «on est en droit de demander (...) que le geste soit fait, honnête, de demander aux électeurs ce qu'ils en pensent au premier tour des élections municipales».

(Admirons le cynisme de Mélenchon qui se fout de la gueule des électeurs qui auront voté pour les listes du PG ou du FdG, il va leur demander de voter au second tour pour le PS qui soutient la politique social-libérale-impérialiste de Hollande.

Et pourquoi comment fera-t-il pour appeler à voter PS au second tour ? Par un tour de passe-passe, pour "battre la droite", car le PS n'est pas de droite, seule sa politique est de droite, que les élus du PS appliquent ensuite la politique de leur parti, il s'en fout aussi.

C'est là qu'on s'aperçoit que la caractérisation politique du PS a une importance capitale pour le mouvement ouvrier, que refuser de le caractériser de droite, capitaliste, permet les pires manoeuvres et conduit au pire opportunisme qui soit, à soutenir un parti qui figure parmi les ennemis de la classe ouvrière et à abandonner le combat pour le socialisme.) - ndlr)

En complèment

- François Hollande a-t-il trahi la gauche ? - Le Nouvel Observateur

Non, pourquoi ? C'est la "*gauche*" qui a trahi en prétendant qu'il n'était pas de droite.

Intégration européenne

- Bientôt "*sept régions de moins*" en France métropolitaine - Francetv info 15.01

Le nombre de régions devrait passer à "*une quinzaine*". Le député PS Thierry Mandon, codirigeant du conseil de la simplification voulu par le chef de l'Etat, l'a annoncé mercredi 15 janvier. Le porte-parole du groupe PS à l'Assemblée a précisé, sur RMC, la réorganisation territoriale esquissée la veille par François Hollande, lors de sa grande conférence de presse.

Le nombre des régions "*peut évoluer*", avait dit le président. "*Dans l'idée, c'est une quinzaine*" de régions, a précisé Thierry Mandon. "*C'est sept régions de moins, cela fait quand même 30%*", a-t-il souligné en se fondant sur le nombre des

régions métropolitaines (il y en a cinq en outre-mer : Guadeloupe, Réunion, Mayotte, Guyane et Martinique).

Une loi créant 13 métropoles aux pouvoirs très larges a été votée définitivement par le Parlement en décembre. Ensuite, "*là où il y a une métropole forte et là où il y a un département, on fait converger les deux*", a ajouté Thierry Mandon, parlant d'une "*digestion des départements par les métropoles*". En Ile-de-France, "*ça sert à la grande couronne, parce que l'agglomération est sur la petite couronne, Paris et autour de Paris*", selon le député de l'Essonne. Francetv info 15.01

C'était autrefois impensable qu'ils parviennent à construire l'Union européenne, c'est vers ce quoi tend naturellement le capitalisme. S'ils y parviennent c'est seulement parce qu'on n'a pas été capable de construire le parti et de les stopper. Et ce n'est certainement pas avec une ligne politique tournée contre le gouvernement et contre l'UE au lieu d'être axée contre les institutions de la Ve République. C'est la ligne du POI, normal ils participent aux élections municipales et apparemment pas aux élections européennes.

- La NSA peut accéder à des ordinateurs non connectés au Net - libération.fr 15.01

La NSA peut pénétrer des ordinateurs qui ne sont pas connectés à internet grâce à un système d'ondes radio, assure le New York Times mercredi, à deux jours du discours de Barack Obama sur la réforme des programmes de surveillance.

Selon le quotidien, l'Agence de sécurité nationale américaine a implanté dans près de 100 000 ordinateurs dans le monde un logiciel qui lui permet de surveiller ces machines, mais aussi de «créer des autoroutes numériques pour le lancement de cyberattaques».

Dans la plupart des cas, ce logiciel est implanté en accédant aux réseaux informatiques, poursuit le Times sur la base de documents de la NSA notamment. Mais «*la NSA a de plus en plus souvent recours à une technologie secrète qui lui permet d'entrer dans des ordinateurs et d'y endommager des données même s'ils ne sont pas connectés à Internet*», assure le journal.

Cette technologie, que l'Agence de sécurité nationale utilise depuis «*au moins 2008*», fonctionne grâce à des ondes radio «*qui peuvent être transmises depuis de petits circuits électroniques ou depuis des cartes USB installées secrètement dans les ordinateurs*», ajoute le NYT. «*Dans la plupart des cas, le système émettant les ondes radio doit être physiquement installé par un espion, un fabricant ou un utilisateur qui ne s'en douterait pas*», poursuit encore le journal.

«*Les activités de la NSA se concentrent et sont spécifiquement déployées pour viser des cibles de renseignement étrangères valables, et uniquement elles*», a commenté dans une déclaration envoyée à l'AFP la porte-parole de la NSA Vanee Vines, rappelant en outre que l'usage des outils à disposition de l'Agence se faisait sous le contrôle «*de la loi, des règlements, de la politique, des procédures, des garde-fous technologiques […] et de l'éthique*». «*La publication continue […] des techniques et des outils utilisés par la NSA […] sape la sécurité des Etats-Unis et de nos alliés*», a-t-elle également jugé.

Les révélations du New York Times surviennent à l'avant-veille du discours attendu de Barack Obama sur la réforme du système américain de surveillance des communications, qui suivra plusieurs mois de réflexion déclenchée par les révélations de l'ex-consultant de la NSA Edward Snowden depuis juin. libération.fr 15.01

Qui nous dit que ces "*petits circuits électroniques*" ne seraient pas implantés à l'origine sur les cartes mères de certains fabricants, après tout Google, Yahoo, Microsoft, etc. étaient complice de la NSA, alors pourquoi pas Intel, Dell, HP, Toshiba, etc. pour le grand public, IBM, Control Data, Zenith pour les entreprises et les administrations ?

Génial comme procédé pour espionner les grandes entreprises et les Etats sans prendre le moindre risque ! C'est marrant, le journaliste de Libération n'y a même pas pensé, cela devait être politiquement incorrect...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte. Retour à la case départ.

Le nouveau dictateur ou le pharaon Sisi est sur les rails.

Large victoire du "*oui*" en Egypte, selon un responsable - Reuters 15.01

Les électeurs égyptiens ont approuvé à une majorité écrasante la nouvelle Constitution lors du référendum tenu mardi et mercredi, a déclaré mercredi soir un responsable du ministère de l'Intérieur.

"*Le taux de participation pourrait dépasser les 55%, et sans doute plus de 95% (des votants) ont approuvé la Constitution*", a déclaré le général Abdel Fattah Osman, directeur des relations publiques au ministère de l'Intérieur, cité par la chaîne de télévision satellitaire Al Hayat.

Il faisait là état de résultats préliminaires du référendum, qui a pris fin mercredi à 21h00 locales (20h, heure française).

Les Frères musulmans avaient appelé au boycott du référendum, facteur qui donnera toute son importance au chiffre de la participation. Reuters 15.01

2- Russie

- Poutine menace le roi saoudien - french.irib.ir 15.01

Selon les informations récentes, le président russe aurait envoyé son émissaire spécial en Arabie saoudite pour transmettre son message au roi Abdellah, un message plein de menaces. Selon LVH, une lettre signée Poutine souligne l'implication directe de l'Arabie saoudite dans les attentats suicides de Volgograd. La lettre conseille au roi de ne pas jouer avec le feu car " *la Russie d'aujourd'hui n'est pas celle d'Eltsine ou de Gorbatchev, elle est celle de Poutine* ". " *Le sang versé des citoyens russes se transformera en de grosses crues qui vous emporteront alors qu'il ne vous reste aucun bouée de sauvetage. Sachez que vous, roi Abdellah partirez avant Assad*".

Selon ces sources, la rencontre entre le roi et l'émissaire de Poutine aurait duré 15 minutes et le roi aurait tenté de calmer la colère des russes, en vain. C'est la première fois que le roi s'est vu menacé avec une si grande violence, disent ses proches. Ces menaces viennent s'ajouter aux mises en garde très sévères de Téhéran à Riyad après les attentats visant l'ambassade iranienne à Beyrouth, mise en garde toujours en vigueur. En Iran aussi, la haine anti saoudienne s'élargit depuis les opérations d'Al Anbar. french.irib.ir 15.01

SOCIAL

1- France

- PSA Rennes: les 1.400 reclassements son atteints, selon le DRH - AFP 15.01

La direction de PSA Rennes s'est félicitée mercredi d'être parvenue à reclasser les 1.400 salariés concernés par le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) annoncé en juillet 2012.

"*100% des salariés concernés par le Plan de sauvegarde de l'emploi sur le site PSA Peugeot-Citroën de Rennes sont reclassés*", a annoncé dans une conférence de presse le directeur des ressources humaines (DRH) du site de La Janais, Bruno Bertin.

Les reclassements se répartissent ainsi: 130 mobilités internes vers d'autres sites du groupe, 550 "*congés seniors*" (aménagement de fin de carrière jusqu'au départ en retraite), 100 créations ou reprises d'entreprises, ainsi que "*plus de 600 reclassements externes*" dans le cadre de la réindustrialisation et des départs vers un nouvel emploi dans une entreprise ou une collectivité locale de la région.

Parmi ces derniers reclassements externes, M. Bertin a notamment cité un pôle carrosserie en interne (85 personnes), des détachements au sein du Technicentre SNCF (80), embauches dans des entreprises souhaitant s'installer sur le site de La Janais (environ 200 pour le moment). "*Nous poursuivons ce travail de réindustrialisation*" pour atteindre le chiffre de 400 reclassements envisagés de cette façon. "*On sera forcément à ce chiffre de 400 à un moment donné*", a-t-il dit. AFP 15.01

- "*Parmi ces derniers reclassements externes (...) un pôle carrosserie en interne*", qui peut être passager pour combler une surcharge de travail provisoire ;

- "*des détachements au sein du Technicentre SNCF*", temporaires ou définitifs, détachement signifie temporaire en principe ;

- "*des entreprises souhaitant s'installer*", donc qui n'existe pas ou seulement sur le papier

- "*On sera forcément à ce chiffre de 400 à un moment donné*", dont il avoue que ce n'est pas le cas et confirme ce qui vient d'être dit, il faudrait le croire sur parole comme chez Continent où à l'arrivée ceux qui n'ont pas retrouvé un boulot par eux-mêmes sont tous au chômage aujourd'hui.

Les syndicats en sont les complices, c'est cela le pire.

2- Espagne

Espagne : des milliers de manifestants contre un projet immobilier coûteux - lemonde.fr 16.01

Des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes d'Espagne mercredi 15 janvier, pour soutenir des habitants de Burgos qui dénoncent depuis plusieurs jours un projet jugé inutile et coûteux en temps de crise.

Cette poussée de mécontentement a débuté vendredi par un rassemblement qui a dégénéré en incidents et heurts entre manifestants et forces de l'ordre à Burgos, ville réputée tranquille du nord du pays. Mercredi, pour le sixième jour consécutif, des milliers de manifestants ont exigé le retrait définitif d'un projet d'aménagement d'une grande artère du quartier de Gamonal, et la remise en liberté de trois jeunes placés en détention provisoire.

Cette fois, la manifestation a eu lieu dans le calme. Le maire de Burgos Javier Lacalle a pour l'heure annoncé la suspension des travaux. Le coût du projet est estimé à 8 millions d'euros, alors que les habitants de Burgos sont frappés, comme le reste du pays, par la crise précipitée par l'explosion de la bulle immobilière en 2008, un chômage record de quasi 26 % et les coupes budgétaires.

A Valladolid, ils étaient environ un millier à manifester sous le slogan « Solidarité avec Gamonal », exigeant la remise en liberté des personnes en détention provisoire. A Madrid, environ 500 personnes, dont des jeunes portant cagoules et capuches, ont défilé dans le centre de la capitale.

Arrivés non loin du siège du Parti populaire (droite au pouvoir), la police anti-émeute a établi un barrage et a chargé à coups de matraque les manifestants, dont certains avaient lancé des projectiles contre les forces de l'ordre. Onze personnes ont été interpellées et dix autres ont été blessées, dont cinq policiers et cinq manifestants, selon la police.

Les manifestants réclament le financement de services publics comme des crèches ou dans la santé plutôt que de nouveaux projets immobiliers. Le maire socialiste de Ségovie, Pedro Arahuetes, a aussi dénoncé mercredi un projet voulu par la présidence du PP de Castille-La Manche, de construction d'un palais des Congrès à Ségovie. Il s'est interrogé sur la nécessité de passer par la violence, comme à Burgos, pour que les opposants au projet soient entendus. lemonde.fr 16.01

3- Israël. Des immigrés pauvres, non. Des émigrés et sionistes avérés, oui.

3.1- Israël: des Africaines manifestent contre la politique d'immigration - AFP 15.01

Des milliers de femmes africaines accompagnées d'enfants ont manifesté mercredi à Tel-Aviv contre le refus des autorités israéliennes de leur accorder le statut de réfugié.

"*Nous sommes des réfugiées*", ont scandé les manifestantes, dont une partie portaient des enfants dans leurs bras ou dans des poussettes.

Brandissant des banderoles sur lesquelles était écrit: "*Nous voulons la liberté*" et "*Stop au racisme*", elles ont défilé devant le siège du Haut commissariat de l?ONU pour les réfugiés (HCR) puis l'ambassade des Etats-Unis.

"*Nous ne sommes pas des criminels*", a déclaré à l'AFP Zabib, une Érythréenne qui a refusé de donner son nom de famille.

"*Nos enfants n'ont aucun papier d'identité et n'ont donc aucun droit. Nous ne disposons d'aucun soutien pour nous et nos enfants, nous sommes en situation de survie*", a-t-elle ajouté.

Ils dénoncent le refus des autorités d'examiner leurs demandes d'asile, ainsi que le placement en rétention de centaines d'entre eux.

Ils se sont heurtés à une fin de non-recevoir du Premier ministre Benjamin Netanyahu qui a prévenu que leurs manifestations ne "*serviraient à rien*". AFP 15.01

3.2- Création d'un lobby parlementaire israélien pour les immigrants de France - 20minutes.fr

Un lobby parlementaire israélien pour soutenir les immigrants juifs de France, et favoriser leur venue, a été créé mercredi à la Knesset (Parlement), a constaté un correspondant de l'AFP.

La ministre de l'Immigration Sofa Landver, présente au lancement de ce groupe de pression, a affirmé à l'AFP que l'objectif de cette initiative était de proposer «*un plan d'action au gouvernement car nous voulons investir urgemment dans la promotion de l'Alyah (littéralement «montée vers Israël») et l'aide à l'intégration des juifs de France*».

Ce lobby est composé de représentants de plusieurs partis de la coalition et de l'opposition. Huit députés ont participé à la réunion de mercredi.

«*L'Alyah en provenance de France s'amplifie de jour en jour et il existe un réel besoin d'agir pour faciliter l'intégration de ces nouveaux immigrants*», a affirmé le député Yoni Chetboun du Foyer juif, un parti nationaliste religieux, lui-même issu d'une famille française.

Des dizaines de représentants d'associations francophones en Israël étaient présents au lancement de ce groupe parlementaire ainsi que le député français Meyer Habib, élu dans la 8e circonscription des Français de l'étranger, comprenant Israël.

Plus de 3.000 juifs de France ont immigré en Israël en 2013, soit une augmentation de 63% par rapport à 2012.

On évalue à plus de 150.000 le nombre de Franco-israéliens vivant en Israël. 20minutes.fr

Qu'est-ce que peuvent bien avoir dans la tête des gens qui émigrent dans un pays perpétuellement en guerre avec une partie de la population et ses voisins, qui pratique l'apartheid, qui est haï par le monde entier sauf l'élite américaine et celle de ses alliés, qui vit derrière un mur, certes du bon côté ? La même chose que les colons autrefois.

Haut de page

Le 17 janvier 2014

CAUSERIE

On ajoutera une quinzaine d'articles demain ou après-demain, demain matin j'ai rendez-vous pour aller voir des chiots.

Je vais en prendre deux dont un de la taille de mon pépère mort il y a un mois et 14 jours, j'y pense toujours pauvre bête. Ils garderont la maison (qui est isolée) en mon absence et me tiendront compagnie quand mon épouse sera en France. A plusieurs reprises je suis sorti seul en fin d'après-midi pour me balader et j'ai été agressé par des chiens que j'ai repoussé avec le bâton que j'avais emmené par précaution, et à deux reprises des Indiens ont commencé à m'emmerder et à m'insulter, je ne me suis pas arrêté, avec Yvan cela ne m'était jamais arrivé.

J'aimais beaucoup mon chien et il me le rendait bien contrairement aux êtres humains de ma connaissance, mais c'est une autre histoire. Sa mort soudaine m'a inspiré bien des réflexions sur la vie et la mort, on en parlera peut-être un jour. En tout cas, cette expérience, la mort d'un être cher, est si intense qu'elle offre la possibilité exceptionnelle de tirer beaucoup d'enseignements qui peuvent nous servir le restant de nos jours. J'allais écrire que sinon ce serait stupide, mais la vie est quelque part stupide, leur société s'emploie à ce qu'elle le soit et nous le subissons.

Je ne voulais plus aborder l'affaire Dieudonné, et puis je me suis rendu compte que beaucoup de choses m'avaient échappé et qu'il fallait absolument qu'on les aborde.

Un internaute pose une question

- "*Comment en est-on arrivé à être l'un des pays les moins démocratiques du monde ?*"

Etonnant, effarant, terrifiant ?

Un élément de réponse : le mouvement ouvrier a été livré pieds et mains liés au PS et au PCF par ceux qui étaient en charge d'en délivrer notre classe et la classe moyenne. Ils les ont ménagés, maniant à loisir le double langage subtilement en leur prêtant des qualités ou des défauts en fonction des circonstances, ils ont réalisé un compromis avec eux qui s'appelait le front unique, tactique qui hypocritement était devenue une stratégie avant qu'ils ne le reconnaissent ouvertement, qui ne mena que dans

une tragique impasse politique et la situation actuelle. on ne peut pas citer à ce jour un seul pays dans le monde où cette tactique aurait aider les masses exploitées à s'emparer du pouvoir politique, ni même à s'organiser ou construire un parti révolutionnaire, elle est synonyme de néant politique.

La place est libre à la réaction et elle l'occupe, cela vous suprend, nous non.

Battre la droite, choisir le moidre mal, mais toujours le pire malgré tout, s'en contenter, s'en accommoder, s'y habituer et s'endormir sur ses lauriers pour se réveiller un jour en plein cauchemar, trop tard, la réaction parade sur tous les plateaux de télévision et dans la rue, la justice réprime, la police matraque, les patrons licencient en masse, tous affichent leur haine des faibles, des démunis, des pauvres, des exploités, tous témoignent leur soumission à la finance, leur attachement indéfectible envers une terrible dictature, Israël, ainsi est le PS...

Et il s'en trouve pour lui trouver des circonstances atténuantes, qui appelleront à voter pour ses candidats au second tour des municipales quand ils ne figurent pas sur leurs listes au premier tour (PCF et autres loques du FdG), qui demandent à rencontrer leur monarque, les aristocrates qui siègent à sa cour dans les différents ministères, qu'ils légitiment nos bourreaux au passage on ne peut pas l'accepter, qu'ils se suicident si cela les chantent, ils sont déjà mort politiquement, mais qu'ils nous assassinent en notre nom et celui du socialisme, on ne les laissera pas faire.

En fonction de la place qu'on occupait au sein des rapports sociaux de production ou de notre statut, en quoi a consisté leur conception de la lutte de classe ? Ils n'ont fait en sorte qu'allonger plus ou moins la longueur de la chaîne que le capitalisme nous avait passée aux pieds et qui entravait nos mouvements de telle sorte qu'on puisse atteindre la fenêtre la plus proche de notre cachot pour entrevoir la liberté qui restait à conquérir, on s'est tellement pris au jeu qu'on la perdit de vue se contentant d'effluves et d'illusions, pour à nouveau plus tard voir le nombre des maillons de notre chaîne se réduire au point d'être réduit à l'impuissance, la petite fenêtre qui constituait notre seul espoir s'est refermée dans notre dos sans qu'on s'en aperçoive, nous voilà à respirer l'air fétide de la dictature, social-démocrate, libérale, néoconservatrice, néolibérale, c'est du pareil au même.

Le PS (et le PCF) était un poison mortel, on vous a expliqué que ce n'était pas fatal. Vous savez, c'est comme les trusts du tabac qui continuent de vendre leur poison en précisant qu'il peut être mortel, après tout ils vous auront bien prévenus et si vous en mourrez, c'est que vous l'avez bien cherché ou que c'était votre destiné, eux ils n'y sont pour rien, personne n'y est pour rien, sauf vous fumeurs. Cela aurait été plus simple d'arrêter de vendre ce poison, on s'en serait passé et on aurait eu une meilleure santé, oui, mais sauf qu'ils n'y tenaient pas.

Le PS a joué le rôle d'opposition passive au service du régime jusqu'à la fin des années 70, ensuite il a jour le rôle de réaction active au service du régime. C'est un peu comme la cigarette que vous fumez pendant des décennies et qui vous pourrit la santé lentement mais sûrement, discrètement et à votre insue, vous en retirer du plaisir ou c'est devenu une sale habitude, et puis un jour on vous annonce que vous avez un cancer et que vous êtes condamné à crever dans d'horribles souffrances à court terme. Le poison est passé de la phase passive inoffensive à la phase active dévastatrice, la politique du PS depuis plus de trente ans. Mais cela n'a pas suffi.

Alors on vous a dit que vous pouviez continuer de fumer car on en était qu'aux signes avant-coureurs de la phase active, les choses se sont précisées par la suite mais rien n'y a fait, il s'agissait d'une fausse alerte, la gangrène qui vous rongeait demeurait contenue, souterraine, rampante, elle pouvait encore être vaincue, tout était possible par miracle du jour au lendemain, ce sont les sornettes qu'on vous a racontées, et ne voilà-t-il pas qu'elle se manifeste soudain avec une virulence exceptionnelle qui annonce qu'elle en est rendue au stade terminal, vous êtes anéanti.

On veut bien croire qu'il existe un antidote, on en est même convaincu, mais dès qu'on en parle avec des cadrees ou des dirigeants aucun n'y croit , les seuls qui veulent bien y croire ce sont des militants de base (et encore, inorganisés) et des travailleurs qui n'ont aucun pouvoir sur les partis ouvriers pour les obliger à rompre avec le PS et le PCF, avec cette conception de la lutte de classe désastreuse.

Ils ne lâchent rien, nous non plus.

Parole d'internaute.

- "*En effet, cela n'est pas sans rappeller les façons de faire des services de renseignements du Troisième Reich pendant la Seconde Guerre Mondiale.*

L'avocat des Femen, Maître Patrick Klugman est également celui de Caroline Fourest, de Bernard-Henri Lévy et de SOS Racisme.

Pour cet avocat il semble normal d'interdire les spectacles de Dieudo mais il considère que les Femen doivent pouvoir librement se ballader quasiment nues (attentat à la pudeur), troubler l'ordre pulic, profaner les lieux de culte catholiques et faire d'authentiques saluts nazis, affublées de petite moustaches

J'ajoute que Patrick Klugman est ancien président de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF). Il est membre du PS et siège au Conseil de Paris et a été élu dans le 17e arrondissement.

Il est Vice-président de SOS Racisme et est également membre coopté du Comité Directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

Je ne sais même pas si l'on peut encore parler de complot parce que tout se déroule sous nos yeux. Encore faut-il les avoir ouverts."

Patrick Klugman est le parrain de la mafia sioniste d'extrême droite en France, qu'il soit au PS n'a rien d'étonnant.

Libertés démocratiques en danger. Cela nous avait échappé.

- Le jeudi 9 janvier sur Radio Classique. Invité de l'émission « *Accords/Désaccords* », animée par Guillaume Durand, le journaliste et ancien patron de presse (Quotidien de Paris, 1974-1994) Philippe Tesson a appelé publiquement à l'élimination physique de l'humoriste Dieudonné.

« *Ce type [Dieudonné, ndlr], sa mort par un peloton de soldat me réjouirait profondément !* », lance-t-il avant d'ajouter que « *c'est une bête immonde, donc on le supprime. C'est tout !* »

- Le 10 janvier dernier, sur LCI, le chroniqueur Philippe Tesson a déclaré : « *Dieudonné est un animal abominable, il faut le faire taire, je regrette qu'il n'y ait plus la peine de mort.*

Ce mec, il faut le museler, le faire taire à jamais », appel au meurtre nullement dénoncé par la chaîne.

Valls a-t-il saisi la ministre de la Justice pour appel au meutre par Philippe Tesson ? Philippe Tesson est-il interdit d'antenne sur toutes les radios et chaînes de télévision, est-il banni de la presse écrite ? Vous rigolez ou quoi !

Les soldats de Tsahal protecteur du mur de l'apartheid montent une vulgaire provocation.

Rappel.

Klarsfeld sur Dieudonné: "*Il faut des manifestations et il y en aura*"
http://www.youtube.com/watch?v=wCUcd0eMqeU

L'actualité.

- Face à face entre pro et anti-Dieudonné devant son théâtre à Paris - Liberation.fr

- Rassemblement contre Dieudonné à Paris - LeMonde.fr

- Dieudonné : pro et anti s'opposent devant son théâtre à Paris - LePoint.fr

- Face à face entre pro et anti-Dieudonné devant son théâtre à Paris - Liberation.fr

- Affrontements entre pro et anti-Dieudonné à la Bastille - 20minutes.fr

Commentaires d'internautes

1- Donc le spectacle est edulcoré et c'est justement maintenant que les antis manifestent... curieux timing... Comme la pression est retombée, quelqu'un essaye de la faire remonter...

2- On a plutôt l'impression que des manifestants anti-Dieudonné ont voulu s'en prendre à des personnes se rendant à son spectacle...

3- Le journaleux commence son papier par "*Affrontements entre pro et anti-Dieudonné*", et a la fin de l'article : "*aucun incident majeur n'a été constaté* "

4- Affrontements ? Quels affrontement ? En réalité, provocation programmée et manigancée très officiellement : "*on*" veut créer des troubles à l'ordre public pour pouvoir faire interdire le spectacle - allez voir sur youtube la vidéo intitulée "*très bonne analyse*

d'Arno Klarsfeld pour interdire Dieudonné" Il le dit très clairement ! Machiavélique - mais ils n'arrivent pas à énerver les fans de Dieudonné qu'ils essayent pourtant de présenter comme un public de voyous !

5- Affrontements, ils ne demandent que cela, il n'y aura rien, les fans de Dieudo sont on ne peut plus pacisfiste. Qui vient d'aggresser les journalistes, ne sont-ce pas le membres de La LDJ.

6- Et comme l'article est apaisé, un entrefilet, on dit à peine du bout des lèvres que l'on y a scandé "*notamment des slogans favorables à Israël*" quand il s'agit de milices sionistes type LDJ (interdit aux USA), réunies à l'appel d'organisations juives (lesquelles svp ?) venues insulter, agresser les spectateurs d'un spectacle... Bande de fachos! Et bande de journalistes coupables qui là n'osent même pas dire qui est derrière tout ça ! Vous imaginez ce que l'on aurait lu s'il s'agissait de musulmans répondant à un appel de l'UOIF? Sionistes fascistes !

Les sionistes ne désarment pas.

- Une vidéo de Dieudonné se moquant de la Shoah retirée par Youtube AFP

- Jean-Claude Elfassi affirme que Dieudonné joue sans aucune licence légale. - jssnews.com

- Dieudonné joue-t-il sans permis ? - Liberation.fr

Dieudonné ne dispose d'aucune licence pour exploiter le théâtre de la Main d'or - 20minutes.fr

La société qui produit les spectacles de Dieudonné, les productions de la plume, dirigée par la compagne de l'humoriste, Noémie Montagne, ne dispose pas de la licence de catégorie 1, obligatoire pour tout exploitant d'un lieu de spectacle, a indiqué jeudi au Mondela Direction régionale des affaires culturelles (Drac), confirmant une information du paparazzi Jean Claude Elfassi. 20minutes.fr

Qui est Jean-Claude Elfassi ?

Extrait d'un article publié sur le blog personnel du paparazzi Jean-Claude Elfassi. http://elfassiscoopblog.com

« *Tout le monde le sait sauf les adeptes pigeons de Dieudonné, Le but de l'axe raciste Dieudonné M'Balla M'Balla, Noémie Montagne, Alain Soral et Isabelle Coutant Peyre est de faire de l'argent grâce aux antisémites.*

(...)

Le bail du théatre de la main d'or a été consenti à la société « Bonnie Productions » société qui appartient à la fille de Dieudonné et dont le gérant est l'escroc Dieudonné M'Balla M'Balla.

Les derniers comptes publiés de Bonnie Productions datent de 2008 et avoisinaient le million d'euros de chiffre d'affaires.

Mais Dieudonné M'Balla M'Bala ayant planté plusieurs salles de spectacles et prestataires avec cette société, il a décidé de la radier en septembre 2013. Erreur fatale pour ce primate de la finance. (…)

Tu as voulu mettre « une quenelle » aux juifs , les juifs t'en ont mis deux. Tu n'as plus de site internet (hacké par un juif) et tu n'as plus de théatre, mis dehors par un juif. Tu es un STF, Sans Théatre Fixe, un gourou érrant. Mais sache sombre merde de Dieudonné M'Balla M'Balla que je n'en ai pas fini avec toi ».

Propos illustrant une photo des spectateurs attendant dans la rue l'ouverture de la salle :

"*Voila les adeptes de la secte de sodomites racistes de Dieudonné M'Balla M'Balla. Non content de toucher le RSA et de mettre le bordel, ils mettent une quenelle » à ceux qui les nourrissent.*"

"*Sans le théatre de la main d'or Noémie Montagne retournera à ses premières amours, le porno. Qui la veut la prend.*"

L'extrême droite sioniste mobilisée

- Dieudonné – « *Le Monde* » collabore avec l'extrémiste israélien Jonathan Simon-Sellem de JSS NEWS

Son fondateur, Jonathan-Simon Sellem, fait feu de tout bois depuis le déclenchement de la querelle de la Quenelle. Sur le plateau d'i24news, chaîne info internationale basée près de Tel Aviv, il s'est récemment vanté d'avoir identifié et fait licencier plusieurs praticiens du geste en question :

Jonathan-Simon Sellem sur i24News: la "quenelle," business antisémite ou anti-système ?
http://www.youtube.com/watch?v=H_Upbw5iTno

JSS, qui fut le mentor et colistier de Véronique Genest aux dernières élections législatives, est également un militant politique, centriste en France mais proche du Likoud en Israël. Dans une vidéo qu'il a lui-même filmé et mis en ligne, l'homme, circulant dans la ville de Jaffa, apparaît en train d'arracher des drapeaux palestiniens:

Jonathan-Simon Sellem, seul, manifeste contre la "*nakba*" à Yafo (Jaffa)
http://www.youtube.com/watch?v=FfqCDAQbyPg

« *Il n'y a aucun fondement historique à la revendication des Palestiniens sur cette terre* », affirmait-il en 2010.

L'homme, qui voulait devenir député de la nation française et qui est désormais cité par Le Monde comme une source d'information fiable, a également enregistré un plaidoyer stupéfiant en faveur d'Israël. Les images suivantes se passent de tout commentaire :

JSSNews : Soyons fiers de défendre Israël !
http://www.youtube.com/watch?v=Uh85Y0s4ri8

Soulignons ici un aspect intéressant à propos du Monde : un mois avant la mention édulcorée de JSS News par le journaliste Franck Johannès, un autre article – non signé – du quotidien faisait allusion au site, présenté alors, de manière plus rigoureuse, comme étant « *proche de l'extrême droite israélienne* ». Chose étrange : en l'espace de quelques semaines, JSS News, jadis qualifié pour ce qu'il est, a visiblement gagné – aux yeux du Monde – en respectabilité. joelecorbeau.com 08.01

Pour le journal Le Monde, l'extrême droite sioniste, une référence.

« Quenelle », comment un geste antisémite est devenu un emblème - 11.12.2013
http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/12/11/quenelle-comment-un-geste-provocateur-est-devenu-un-embleme_3528089_823448.html

Effectivement dans cet article du journal Le Monde, JSS News n'avait pas acquis cette respectabilité qu'il a ses yeux aujourd'hui : "*Un site proche de l'extrême droite israélienne, JSS News*"

La position des médias envers la droite, extrême droite, fasciste, est uniquement une question de circonstance...

Le sionisme, le fléau des temps moderne à éliminer : mensonge, calomnie, haine, vengeance.

La fiction palestinienne (http://jssnews.com/2010/12/16/la-fiction-palestinienne)

Dans un communiqué publié sur son site internet le 3 décembre, le ministère brésilien des Affaires étrangères a déclaré que le pays a reconnu la « *Palestine* » sur la base des frontières de 1967 qui existait avant la guerre des Six Jours.

L'Argentine a rapidement emboîté le pas, recevant les félicitations de l'Arabie Saoudite (et certainement quelques dollars), en annonçant par la voix de sa présidente, Cristina Fernandez, qu'elle avait envoyé une lettre à cet effet au président Mahmoud Abbas. (...)

Inutile de dire que ce développement est aussi un revers majeur pour les relations de ces pays avec l'État Juif. Le Brésil et l'Argentine, qui ont servi de refuges en accueillant les fugitifs nazis (et d'autres génocidaires) comme Josef Mengele et Adolf Eichmann se veulent aujourd'hui être des donneurs de leçon… (Parce que les régimes en place en Argentine et au Brésil aujourd'hui seraient identiques à ceux de la dictarure militaire qui avait accueilli des nazis ? Un amalgame, une falsification, une infâmie digne de négationnistes. - ndlr)

Il n'est donc peut-être pas surprenant qu'ils choisissent maintenant de reconnaître officiellement les revendications fallacieuses des ennemis d'Israël.

Il n'est donc peut-être pas surprenant qu'ils choisissent maintenant de reconnaître officiellement les revendications fallacieuses des ennemis d'Israël. Pour être juste, le Brésil et l'Argentine ne sont pas seuls dans leur folie. Quelques 104 pays ont

maintenant reconnu un État palestinien indépendant, et d'autres pays sud-américains tel que l'Uruguay devraient bientôt rejoindre ce club douteux.

Mais le nombre n'a pas la vérité et ce qui rend la décision de reconnaître la « Palestine » si épouvantable est que car cela revient à rien moins qu'à une agression pure et simple de la réalité.

La « *Palestine* » est une fiction. Il s'agit d'une ruse, un mensonge et un subterfuge. (Suivait la rangaine habituel du "*peuple élu*" - ndrl)

Pour dire les choses simplement : il n'y a aucun fondement historique à la revendication des Palestiniens sur cette terre.

Alors qu'ils en soient conscients ou non, le Brésil et l'Argentine sont complices du plus grand mensonge des temps modernes.

Consciemment ou non, ils ont pris l'habitude d'écouter béatement les histoires à dormir debout racontées par les arabes, et confèrent désormais une légitimité à une demande absolument sans fondement ! Maintenant, imaginez si les rôles étaient inversés et si Israël décidait de se mêler des affaires argentines de la manière qu'ils ont de s'ingérer dans notre politique.

Pour peu importe les pressions internationales que les israéliens reçoivent tous les jours pour forcer les juifs à faire la paix avec ceux qui n'en ont cure, n'oublions jamais qu'une paix fondée sur le mensonge n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais une paix réelle… Une paix des âmes… Une paix des peuples !

Jonathan-Simon Sellem – JSSNews

Le règne de la terreur ou le IIIe Reich est de retour

Mardi matin, l'une des boutiques parisiennes de l'enseigne Diesel, avenue de l'Opéra (Ier), a dû subitement fermer ses portes après de multiples menaces de mort. En cause : la posture «*étrange*» d'un de ses mannequins en vitrine. D'après des photos diffusées sur les réseaux sociaux, le modèle féminin reproduit une «quenelle», geste ultra controversé, associé au salut nazi inversé.

En pleine affaire Dieudonné, il n'en fallait pas moins pour que l'histoire dégénère rapidement. «*Il s'agit d'un malentendu, explique-t-on au siège de Diesel. Le mannequin qui a été installé dans la vitrine du magasin de l'Avenue de l'Opéra à Paris n'est en aucun cas associé à la quenelle. Il s'agit de la simple «posture» d'un mannequin pré-moulé, représentant une femme avec un bras orienté vers le bas, destiné à présenter un sac à main*», poursuit François Ridoret, le directeur de la communication de la marque de vêtements, joint par le parisien.fr.

Sauf que depuis lundi, des sites associés à la communauté juive diffusent la photo de la vitrine, crient au nazisme et accusent la responsable de la boutique d'avoir volontairement placé le mannequin dans cette position. « *Il n'y a pas d'erreur, le responsable de cette boutique Diesel a volontairement positionné son mannequin en vitrine pour faire ce signe antisémite*», écrit sur son site Europe Israël.

Du côté de Diesel, c'est l'effroi et la consternation. « *En trente-cinq ans d'existence, l'enseigne a toujours eu le plus grand souci de respecter toutes les religions et communautés. On comprend le climat de tension actuel, avec cette affaire Dieudonné, mais de là à voir des quenelles partout, ça devient de la paranoïa ! Nous nous sommes fait traiter de nazis par ces illuminés. C'est juste grotesque !* », précise Diesel, qui a décidé, de retirer les mannequins litigieux, « *par souci d'apaisement* ». leparisien 07.01

On est bien en présence de dangereux fanatiques dont l'organisation est interdite aux Etats-Unis, mais pas en France.

Dictature. Les détracteurs du Mur n'ont aucun droit, au nom de la liberté d'expression !

« *Le Mur, la psychanalyse à l'épreuve de l'autisme* » à nouveau libre de diffusion - lemonde.fr 16.01

Le droit à la liberté d'expression a gagné. Jeudi 16 janvier, la cour d'appel de Douai a infirmé le jugement rendu le 26 janvier 2012 par le tribunal de grande instance de Lille, qui avait abouti au retrait sur Internet d'un documentaire intitulé Le Mur, la psychanalyse à l'épreuve de l'autisme.

Trois psychanalystes apparaissant dans ce film avaient intenté un procès à sa réalisatrice, Sophie Robert, estimant que leurs propos et pensées avaient été dénaturés lors du montage. Le tribunal de Lille leur avait donné raison et avait interdit la diffusion du film en l'état. La cour d'appel de Douai en a jugé autrement.

Ce jugement en appel aurait-il abouti aux mêmes conclusions si la psychanalyse n'avait, sur le douloureux terrain de l'autisme, subi depuis deux ans de sévères défaites ? Si le plan autisme 2013-2017, présenté en mai dernier, n'avait entériné avec force

les recommandations de la Haute Autorité de santé (HAS) ?

Esthela Solano-Suarez, Eric Laurent et Alexandre Stevens, les trois psychanalystes qui ont assigné Sophie Robert en justice, sont membres de l'Ecole de la cause freudienne. Contactés par la réalisatrice en septembre 2010 – dans le but, leur avait-elle dit alors, de réaliser un documentaire en trois volets sur la psychanalyse – ils ont découvert le film en ligne un an plus tard, et estiment avoir été « *piégés* » dans « *une entreprise polémique destinée à ridiculiser la psychanalyse* ».

La cour d'appel de Douai le reconnaît elle-même dans les attendus de son jugement : le visionnage du film Le Mur « *met en évidence l'intention finale de sa réalisatrice de contester les méthodes utilisées par les psychanalystes dans le traitement de l'autisme* », et « *il n'est pas contestable que ce résultat final et le sens de la démonstration ainsi réalisée par Mme Sophie Robert étaient ignorées, à l'origine, des psychanalystes qui ont été interviewés* ». Piégés, donc. Mais pas ridiculisés, ont estimé les juges, qui considèrent également qu'« *aucune dénaturation fautive* » de leurs propos ne peut être retenue contre la réalisatrice.

« *Je suis évidemment déçu de ce jugement* », commente Alexandre Stevens, « *mais cela ne change à rien à ce que je pense, à savoir que mes propos ont été déformés. Le tribunal ne tient pas compte du fait que j'ai affirmé clairement que les parents n'étaient pour rien dans la causalité de l'autisme* ». lemonde.fr 16.01

Si le juge a décidé de faire le procès de la psychanalyse, vous pouvez dire ce que vous voulez il ne vous écoutera pas, CQFD. Ils ont procédé de la même manière à une multitude de reprises sur des questions très diverses. Tenez un autre exemple tout frais d'hier.

Par la force !

«*Marianne*» condamné pour diffamation envers Robert Ménard - libération.fr 16.01

L'hebdomadaire Marianne a été condamné jeudi par le tribunal correctionnel de Paris pour «*diffamation publique*» envers l'ancien patron de Reporters sans frontières, Robert Ménard, qu'il avait accusé «*d'antisémitisme*».

A l'audience, la procureure avait jugé «*le procédé journalistique parfaitement contestable*» mais avait aussi considéré qu'il s'agissait d'une «*manifestation d'opinion*», certes «*désagréable*» mais que les propos n'étaient pas suffisamment précis pour que le tribunal les condamne.

Dans un article publié dans son édition du 22 septembre 2012, le journal avait publié les propos suivants: «*Alain Soral est passé de mode. Mais il reste Dieudonné, Robert Ménard et Thierry Meyssan. (...) Ces porteurs d'idéologie profitent et entretiennent la détestation selon une stratégie bien déterminée, analyse le chercheur en philosophie Vivien Hoch. Leurs diverses productions, leur entretien de l'idéologie antisémite et leur ironie constante devraient les écarter du débat public*».

Robert Ménard est aujourd'hui candidat aux municipales à Béziers (Hérault) soutenu par le Front national et Debout La République.

L'avocate de Marianne, Me Lauranne Favre, avait argué que «*dire que M. Ménard entretiendrait l'idéologie antisémite ne signifierait pas qu'il serait antisémite. Au pire, c'est une maladresse journalistique*», avait-elle fait valoir, en reprochant à Robert Ménard, qui a dans le passé soutenu la liberté d'expression, d'avoir «*changé de côté*». libération et AFP 16.01

Dire que ses "*diverses productions (participe à) leur entretien de l'idéologie antisémite*", ne signifie pas qu'il aurait tenu des propos antisémites qui seuls tombent sous le coup de la loi, ce passage de Mariane signifiait uniquement que les propos de Ménard pouvait favoriser l'antisémistisme ou être perçus comme favorable à l'antisémitisme sans être pour antant antisémites, car pour cela il aurait fallu que dans un article ou une déclaration il s'en soit pris directement à l'ensemble des juifs, c'est le cadre qui permet de fournir matière à des propos qui peuvent être retenus comme antisémites, je ne suis pas un lecteur de la prose de cet abominable personnage mais on peut concevoir que si tel avait été le cas Mariane ou son avocat aurait sorti ces propos.

En conclusion, le parquet ou le magistrat qui a été saisi de cette affaire au regard de l'absence d'élément démontrant qu'il y avait bien eu diffamation aurait dû rejetter la plainte de Ménard, et le ou les juges qui devaient plus tard délivrer leur verdict aurait dû aboutir à la même conclusion et statuer par un non-lieu tout en mettant en garde Marianne pour avoir tenu un discours tendancieux qui frisait la diffamation en l'absence de preuves de propos antisémites tenus par Ménard, le doute profitant à l'accusé qui a agi avec légèreté mais de bonne foi.

Il a préféré donner raison à l'ignoble anticommuniste Ménard qui a été le protégé de la NED ou de la CIA du temps ou il dirigeait RSF, ce dont Mariane aurait dû tenir compte s'il n'avait pas été aveuglé par sa haine congénitale du "*conspirateur*" Meyssan, et s'ils avaient lu ses articles très documentés sur Ménard et RSF (En ligne dans le site).

Le régime protège ses agents et ex-agents qui peuvent encore lui rendre de fiers services, et il n'a pas oublié les violentes diatribes de Marianne contre Sarkozy ou Hollande ou ses dénonciations du "*système*", c'est une façon comme une autre de le rappeler à l'ordre, à l'ordre établi dont la cause est souveraine, la justice qui lui est entièrement soumise aussi.

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Davos. Ils sont les responsables des risques qui menacent l'humanité. Il faut les éliminer. Une contradiction explosive à terme.

- Selon le World Economic Forum, les inégalités menacent la stabilité mondiale - LeMonde.fr

- Le fossé riches-pauvres, principal risque pour le monde - AFP

L'aggravation du fossé entre les plus riches et les plus pauvres est le principal risque qu'encourt le monde au cours des années à venir, met en garde jeudi le Forum économique mondial (WEF), qui organise chaque année le célèbre Forum de Davos. (A les entendre ils n'y seraient pour rien ! - ndlr)

"*Le fossé persistant entre les revenus des citoyens les plus riches et ceux des plus pauvres est considéré comme le risque susceptible de provoquer les dégâts les plus graves dans le monde au cours de la prochaine décennie*", indique le Forum dans son rapport annuel sur les risques mondiaux présenté à Londres. (On aurait tort de les détromper ou de les faire mentir. - ndlr)

"*Regardez ce qu'il s'est passé avec le printemps arabe, regardez ce qu'il s'est passé au Brésil, regardez en Afrique du sud, les gens ne peuvent tout simplement plus le supporter*", a souligné Jennifer Blanke, chef économiste du Forum, lors d'une conférence de presse. (Ils ont le droit de craindre le pire, aidons le prolétariat mondial à trouver la voie de la révolution socialiste. - ndlr)

Selon l'enquête du WEF, à laquelle ont participé plus de 700 experts mondiaux, les événements météorologiques extrêmes, le chômage, le changement climatique et les cyberattaques viennent ensuite dans la hiérarchie des risques les plus à même "*de provoquer un choc systémique à l'échelle mondiale*". (Ils savent leur système économique condamné. - ndlr)

"*Nos vies changent à un rythme sans précédent. Les transformations à l'oeuvre dans l'économie, l'environnement, la géopolitique, la société et la technologie offrent des opportunités sans pareil mais les interconnections entre elles entraînent également une augmentation des risques systémiques*", estime de son côté Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum économique mondial. (Il voulait dire en parlant "des opportunités sans pareil", pour s'enrichir encore plus à destination des nantis qui se réunissent à Davos et leurs représentants. - ndlr)

"*Les entreprises, les gouvernements, la société civile font face à la nécessité de faire évoluer impérativement la compréhension et la gestion de l'émergence de risques globaux qui, par définition, ne respectent pas les frontières nationales*", souligne-t-il, cité dans le rapport. AFP 16.01

Ils ne pouvaient pas citer les syndicats qui leur rendent de grands services pour maintenir leur système à flot. Et "*la nécessité de faire évoluer impérativement la compréhension et la gestion de l'émergence de risques globaux*" signifie qu'ils doivent serrer les rangs pour conditionner les masses, leur interdire de trouver la voie de l'issue politique qui permetttait de liquider le capitalisme mondial. - ndlr)

En complément. La jeunesse sacrifiée.

- En 2013 : les 15-24 ans ont payé le plus lourd tribut à la crise de l'emploi dans le monde - LeMonde.fr

Sinon à quoi servirait l'ANI ?

- Nombre record de défaillances d'entreprises en 2013 - lemonde.fr 16.01

Le nombre des défaillances d'entreprises de plus d'un million de chiffre d'affaires en 2013 en France est proche du niveau record enregistré au plus haut de la crise en 2009, selon des chiffres de l'assureur-crédit Euler Hermes publiés jeudi. Au total, 4 880 société de ce type ont fait défaut, soit 63 % de plus qu'à la fin 2007, avant la crise financière de l'automne 2008.

Ce niveau est presque équivalent à celui enregistré fin 2009 qui s'établissait à 4 986 défaillances d'entreprises, selon l'assureur-crédit. « *Nous avons un retour à un niveau record de sinistralité de ces entreprises qui sont celles ayant le plus de poids dans l'économie française, via l'emploi et leur passif fournisseurs* », explique Maxime Lemerle, responsable des études sectorielles et des défaillances d'entreprises, chez Euler Hermès.

Pour cette catégorie d'entreprises, la hausse des défaillances est près de « *trois plus forte que pour l'ensemble des entreprises* », précise l'assureur. Pour 2014, Euler Hermes prévoit 61 800 défaillances d'entreprises toutes catégories confondues, contre 62 175 recensées en 2013, soit un léger repli de 1 %, selon des chiffres provisoires. Cette situation « *se traduirait par une baisse de 0,22 point du produit intérieur brut (PIB) en 2014 et la destruction de 165 000 emplois, soit un demi-point de chômage en plus* », souligne Euler Hermès. « *Selon nos estimations, il est nécessaire d'atteindre un palier de 1 % de croissance du PIB pour espérer un vrai reflux des défaillances* », dit Maxime Lemerle. lemonde.fr 16.01

Il a raison

- Netanyahu dénonce "l'hypocrisie" des Européens sur les colonies Reuters -

On a là la confimation, la seconde en à peine quelques jours, que ce n'est pas Israël et les sionistes qui dirigeraient l'Union européenne, les Etats-Unis ou le monde, mais bien l'oligarchie financière internationale dont la branche américaine est la plus puissante, elle contrôle quand même le Pentagone, la CIA et la NSA.

Les chefs d'Etat de l'UE conquis au néolibéralisme obéissent à leurs maîtres qui n'est pas monsieur Netanyahu, mais les plus puissants oligarques ou banquiers du monde. Les Etats-Unis ont entretenu des relations avec le plus gros cartel de drogue du Mexique - Slate.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

L'ordre juste règne.

- Bernanke juge que sa politique accommodante s'est révélée utile - Reuters

- Goldman Sachs fait mieux que prévu en 2013 - AFP

- Les banques grecques pourraient avoir besoin de nouveaux capitaux - L'Expansion.com

Qu'attende d'autre d'une démocratie.

- La justice américaine donne raison à Goodyear sur Amiens-Nord - Reuters

De la marinière à la serpillière

- Goodyear Amiens-Nord: Montebourg dénonce les "*excès*" de certains syndicats - L'Expansion.com

Un aveu.

- « *Le pacte de responsabilité est bon dans son principe* » - lemonde.fr 15.01

Ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy et désormais dirigeant du cabinet de conseil Alixio, Raymond Soubie.

Comment jugez-vous les annonces faites par François Hollande lors de sa conférence de presse ?

Le président a affirmé très fortement la primauté de la politique de l'offre, à un degré jamais atteint jusqu'ici. Cela me semble très juste.

En annonçant à terme 30 milliards d'euros de baisse de charges pour les entreprises, Hollande fait-il du Sarkozy ?

Si on veut. Le précédent président avait décidé d'une baisse des charges à la fin de son quinquennat, qui avait été abrogée par le nouveau gouvernement. Mais je dirais surtout que François Hollande fait une politique suivie par tous les partis sociaux-démocrates et libéraux d'Europe. lemonde.fr 15.01

La dictature en marche. Violent coup d'accélérateur à l'Europe des régions

- Suppression de départements: le gouvernement change son fusil d'épaule - AFP

- Redécoupage des régions: Franche-Comté et Bourgogne prêtes à fusionner - L'Express.fr

- Bartolone : « *Oui à la suppression des départements de la petite couronne* » - LeMonde.fr

- Patrick Devedjian : « *Je suis prêt à fusionner les Hauts-de-Seine et les Yvelines* » - LeMonde.fr

- Les écolos «*favorables à la disparition des départements*» - Liberation.fr -

- En Allemagne, les Länder bénéficient d'une plus grande autonomie - LeFigaro.fr

- La Catalogne souhaite un référendum sur l'indépendance - Reuters

Cela vous tente ?

- Données personnelles: 70% des sites de vente en ligne français imprudents - AFP

Réprimez sa tendance sexuelle naturelle.

- Trois règles à observer pour éviter que votre enfant devienne sexiste - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- Des dissidents du PP fondent un nouveau parti en Espagne - Reuters

Des dissidents du Parti populaire (PP), au pouvoir en Espagne, ont fondé jeudi une nouvelle formation politique qui entend partir en guerre contre le chômage, la corruption et le séparatisme catalan et basque.

Le nouveau parti s'appelle Vox ("Voix", en latin).

Il accuse le président du gouvernement, Mariano Rajoy, de faire preuve de laxisme face aux indépendantistes basques et catalans et de ne pas respecter ses promesses de campagne, notamment dans le domaine fiscal.

"*Des millions d'Espagnols (...) se sentent abandonnés par le système politique, qui est gangréné par les scandales de corruption et s'est mis au service d'intérêts privés*", a déclaré Santiago Abascal, ancien membre du PP et membre du comité exécutif de Vox.

Le Parti populaire est passé derrière l'opposition socialiste dans les intentions de vote, selon un sondage publié dimanche dernier qui illustre les difficultés croissantes du gouvernement face à l'austérité, aux affaires de corruption et au tollé soulevé par un projet de loi restreignant fortement le droit à l'avortement.

Le PP ne recueille plus que 32% d'intentions de vote contre 33,5% pour les socialistes du PSOE, selon cette enquête Metroscopia pour le quotidien El Pais.

C'est la deuxième fois que le PSOE est donné en tête dans un sondage depuis que le PP a remporté les élections de novembre 2011 en s'assurant la majorité absolue aux Cortes.

Les prochaines élections législatives en Espagne sont prévues en 2015. Reuters 16.01

2- Turquie

- Erdogan poursuit la purge de l'appareil judiciaire turc - Reuters

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a obtenu jeudi le remplacement de plusieurs procureurs en Turquie, poursuivant sa purge d'un appareil judiciaire que le Premier ministre juge instrumentalisé dans le cadre d'un complot destiné à le faire chuter par le biais d'une enquête pour corruption.

Ces remplacements interviennent alors que le gouvernement s'emploie dans le même temps à renforcer son emprise sur l'organe de nomination des magistrats, le Conseil supérieur des juges et des procureurs (HSYK), présidé par le ministre de la Justice.

Parmi les magistrats remplacés jeudi figure le procureur adjoint d'Izmir, ville sur les rives de la mer Egée où des arrestations ont été effectuées la semaine dernière dans le cadre de l'enquête pour corruption qui ébranle le pouvoir.

Un juge a aussi été écarté à Van, dans l'est du pays, où la police a lancé cette semaine des opérations contre des membres présumés d'Al Qaïda dans le but, selon les partisans du gouvernement, d'embarrasser le Premier ministre.

Le procureur en chef et cinq de ses adjoints à Istanbul, où est instruite l'enquête pour corruption, figurent également parmi les 20 magistrats concernés par cette vague de mutations, a dit le HSYK.

La purge a commencé en décembre et les magistrats nommés depuis en remplacement de leurs confrères semblent réduire la portée des investigations.

D'après le journal Radikal, des mandats d'arrêt émis contre 45 personnes, dont le fils du Premier ministre, ont été levés par les nouveaux magistrats, qui demandent à la place de simples dépositions.

Au coeur de la bataille lancée par le chef du gouvernement contre le système judiciaire figure le Conseil supérieur des juges et des procureurs (HSYK).

Le Premier ministre estime que le HSYK est infiltré par les partisans du dignitaire musulman turc Fethullah Gülen, lesquels, dit-il, ont mis en place un "Etat parallèle" en Turquie. Aussi Erdogan affirme-t-il que ses projets de réformes du HSYK visent à rétablir l'indépendance de la justice.

Le Parti républicain du peuple (CHP), la plus importante formation de l'opposition turque, a rejeté jeudi les projets gouvernementaux censés permettre au Premier ministre de renforcer le contrôle de l'exécutif sur l'appareil judiciaire.

Une commission parlementaire a approuvé jeudi les propositions gouvernementales, qui doivent encore être discutées en séance plénière par les députés, en grande majorité issus du Parti de la Justice et du Développement (AKP) d'Erdogan.

Le projet de réforme du conseil de la magistrature suscite l'inquiétude de l'Union européenne et des investisseurs. Le vice-Premier ministre turc Ali Babacan a estimé mercredi soir que la confiance dans la justice turque était essentielle au pays pour qu'il atteigne ses objectifs de croissance à long terme. Reuters 16.01

3- Ukraine

- Le Parlement ukrainien adopte une loi anti-manifestations - Reuters

Les députés favorables au président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, ont fait passer jeudi une loi destinée à durcir la législation sur les manifestations et, in fine, à étouffer le mouvement de contestation du gouvernement.

Ce texte, adopté à main levée par 235 députés sur 450, prévoit des peines allant jusqu'à quinze jours de prison ou de près de 500 euros d'amende pour l'installation de tentes, de scènes ou de haut-parleurs non autorisés au préalable.

En outre, si la loi est promulguée par le président, les personnes et les organisations accusées de fournir des équipements aux contrevenants pourraient risquer une amende de près de 1.000 euros ou une peine de dix jours de prison.

L'ambassadeur de l'Union européenne en Ukraine, Jan Tombinsky, a ajouté sa voix à celle des opposants pour condamner la façon dont le texte à été adopté, à main levée plutôt que par le vote électronique habituel.

"*Je m'inquiète de la façon dont certaines lois ont été votées aujourd'hui. Il devrait y avoir des procédures normales, sans quoi le crédit donné aux institutions démocratiques et à la loi est en péril*", dit-il dans un communiqué. Reuters 16.01

4- Liban

- Liban: un attentat dans un fief du Hezbollah fait trois morts - L'Express.f

Trois personnes ont été tuées et 25 blessées jeudi matin dans la puissante explosion d'une voiture piégée sur la place principale de Hermel, une ville bastion du Hezbollah dans l'est du Liban, a indiqué une source médicale. Selon une source au sein des services de sécurité, l'attentat a eu lieu "*devant le bâtiment d'un siège local du gouvernement*"

C'est la première fois qu'un attentat à la voiture piégée frappe le Hermel. Des attaques armées avaient auparavant visé des positions du Hezbollah dans l'est du Liban. L'attentat de jeudi est le cinquième à frapper un fief du Hezbollah depuis que le mouvement chiite a envoyé des hommes combattre les rebelles syriens aux côtés des troupes du président Bachar al-Assad.

Cet attentat intervient au premier jour du procès des assassins de Rafic Hariri à La Haye et dans un climat tendu au pays du Cèdre où la crise en Syrie fragilise les équlilibres politiques. L'Express.f 16.01

Question : Qui avait intérêt à perpétrer l'attentat contre Rafic Hariri qui allait aboutir au départ de la Syrie du Liban ? Qui sinon les Américains et Israël ? Alors qui a commis cet attentat ?

5- Syrie

5.1- Hama : convois d'armes saisis - french.irib.ir 16.01

L'armée arabe syrienne a saisi deux véhicules chargés d'armes, de munitions, des dispositifs d'émission via satellite et des quantités de médicaments volés au village de Jinan dans la banlieue-sud de Hama, selon une source militaire. french.irib.ir 16.01

5.2- Bain de sang inter terroriste : 1000 tués en 15 jours- french.irib.ir 16.01

Lors des affrontements des 2 dernières semaines entre les groupes terroristes...

En Syrie plus d'un millier des éléments de ces derniers ont été tués. cette information a été rapporté par un ONG, cité par l'AFP. french.irib.ir 16.01

Haut de page

Le 18 janvier 2014

CAUSERIE

45 nouveaux articles en ligne.

L'actualité est encore chargée, je ne sais pas si j'aurai le temps d'actualiser le site aujourd'hui, sinon demain.

22 à Pondichéry, 15h30 à Paris

Le boulot est un peu bâclé, je suis crevé, je vais essayer de tenir juqu'aux élections européennes.

L'affaire Dieudonné, une affaire personnelle pour Valls.

- Valls avait porté plainte contre Dieudonné dès septembre -20minutes.fr 07.01

L'affaire Valls-Dieudonné ne date pas d'hier. Dans les tribunaux, elle a en réalité commencé en septembre, avec la discrète plainte du ministre de l'Intérieur contre le polémiste pour «*injure publique*», révèle M6 ce vendredi. L'objet de la plainte: une vidéo postée sur Internet le 29 août dans laquelle Dieudonné qualifiait Manuel Valls de «*Mussolini moitié trisomique*».

Une enquête préliminaire a ainsi été diligentée par le parquet de Paris le mois suivant. Le polémiste sera jugé par le tribunal correctionnel de Paris, selon une source proche du dossier qui s'est confiée à l'AFP.

Début janvier, l'humoriste a fait l'objet d'une citation directe à comparaître pour injure publique devant la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris, a précisé à l'AFP la source judiciaire. La date de l'audience devrait être fixée en février. 20minutes.

fr 07.01

Quand le sioniste Valls alimente l'antisémitisme.

Le CRAN a de longue date exprimé sa position sur Dieudonné et ne cautionne en aucune manière les propos qu'il tient en général. Cependant, force est de constater que la campagne organisée contre lui a produit depuis quelques jours, voire quelques semaines, des dérives inquiétantes. Récemment, un citoyen français a alerté le CRAN sur le harcèlement qu'il subit tous les jours, dans la rue, du simple fait de sa ressemblance toute relative avec Dieudonné. (...)

Depuis plusieurs semaines, le journaliste Jean-Claude Elfassi qui tente de faire que Dieudonné soit chassé du Théâtre de la Main d'or, ne cesse de publier des propos racistes et homophobes sur son site, sans susciter la moindre réaction. Selon lui, « *Dieudonné M'Bala M'Bala a évolué de sa forme primitive, il est passé de l'os à la quenelle dans le nez* », et ce paparazzi a affiché deux images de l'humoriste, l'une avec un os, l'autre avec une quenelle dans le nez. Pour Jean-Claude Elfassi, Dieudonné est « *le gourou de la secte raciste et des sodomites* », et il l'a également représenté dans une cage, avec la bouche en forme de banane. « *A force de faire le singe avec la loi, Dieudonné va finir en cage. Dieudonné devrait changer de régime, la quenelle lui donne mal au cul.* » Enfin, le bloggueur se flatte de pouvoir bientôt « *renvoyer Dieudonné dans sa jungle* », avec ses congénères. M. Elfassi déshonore la cause qui est la sienne. On ne saurait combattre l'antisémitisme en diffusant des propos négrophobes et homophobes.

Enfin, le CRAN ne peut que critiquer l'attitude de Manuel Valls. Comme l'a révélé un sondage récent réalisé par BVA, 74 % des Français trouvent qu'il en fait trop. En tout cas, le CRAN aimerait que le ministre de l'intérieur, qui semble ultra-mobilisé dans la lutte contre l'antisémitisme, soit aussi impliqué dans la lutte contre le racisme contre les Noirs, les Arabes ou les Roms. Or force est de constater qu'il n'en est rien. (...)

Dans ces conditions, le CRAN met en garde les autorités françaises : « *Manuel Valls, qui fait de cette campagne concernant Dieudonné une affaire personnelle, semble aujourd'hui organiser une véritable chasse à l'homme, qui ne fait que renforcer le climat de racisme, d'antisémitisme et de négrophobie dans notre pays* », a indiqué Louis-Georges Tin, le président du CRAN. « *Tant que Manuel Valls continuera dans sa politique du deux poids-deux mesures, il sera objectivement le pompier pyromane qui amplifie de fait la violence qu'il prétend combattre* », a conclu Guy Samuel Nyoumsi, vice-président du CRAN. lhumanité.fr 13.01

Mais les tyrans s'acharnent.

- Dieudonné assagi sur scène mais pas sur internet - AFP

Les commanditaires de l'affaire Dieudonnés laisse tomber le masque.

- Israël : un projet de loi pour interdire la terminologie nazie - lefigaro.fr 17.01

Traiter son contradicteur de nazi pour mieux le disqualifier ou manier les symboles du troisième Reich à des fins polémiques pourrait bientôt être interdit en Israël. Un projet de loi prévoyant de bannir les références gratuites au nazisme a été adopté mercredi par la Knesset, en première lecture, malgré l'opposition de l'avocat général. Ce texte, déposé par le député ultranationaliste Shimon Ohayon, prévoit de réprimer ces pratiques par une peine pouvant aller jusqu'à six mois de prison, doublée d'une amende de 100.000 shekels (environ 20.000 euros).

Remontant à une période plus lointaine, l'historien Yechiam Weitz a récemment fait remarquer que le père de l'État d'Israël, David Ben Gourion, traita en son temps Gamal Abdel Nasser de «*tyran nazi*», et compara l'attitude du raïs vis-à-vis de la minorité juive d'Égypte à la politique allemande avant la Seconde Guerre mondiale. Dans un autre registre, Benyamin Nétanyahou invoque couramment l'Holocauste pour justifier la méfiance que lui inspire le programme nucléaire iranien, traçant une comparaison implicite entre le régime de Hassan Rohani et celui d'Adolf Hitler.

En dépit des abus recensés, de nombreuses voix se sont élevées ces dernières semaines pour dénoncer, au nom de la liberté d'expression, le projet de loi défendu par Shimon Ohayon. L'avocat général d'Israël, Yehuda Weinstein, a réclamé son rejet, interrogeant: «*Est-il convenable, dans un pays démocratique, de bannir du discours public tout un ensemble de représentations afin de protéger les sentiments des gens?*»

Dans un récent éditorial, le quotidien de centre gauche Haaretz a aussi marqué son scepticisme. «*Le terme "nazi" est utilisé dans le discours israélien comme un outil rhétorique destiné à choquer les auditeurs, écrit le journal. Bien que dans de nombreux cas, une telle rhétorique soit injustifiée et répugnante, Israël se doit, plus que tout autre pays, d'autoriser la critique des actes et des opinions qui rappellent celles des nazis*.» lefigaro.fr 17.01

L'emploi des termes de nazi ou fasciste devrait être réservé aux sionistes à l'encontre de leurs adversaires ou les ennemis

d'Israël, vous avez pu entendre ou lire en France ces derniers jours qu'ils ne se gênaient pas. BHL a traité dans *Le Point* les gens et les portails qui défendent Dieudonné ou qui refusent de le condamner de "*fachosphère*".

Sinon, les opposant à Israël ou qui combattent le sionisme se verraient interdire de faire un parallèle entre les méthodes utilisées par les autorités israéliennes envers les Palestiniens et celles employées autrefois par les nazis, tandis que les sionistes auraient le droit de tenir des propos immondes ou des accusations ordurières à l'encontre des Palestiniens et des opposants ou ennemis de l'Etat sioniste, par exemple de les menacer de mort sur un plateau de télévision ou dans la presse sans être inquiétés par la justice. Laissez-nous le privilège de l'insulte et de la calomnie.

Le droit étant du côté d'Israël et des sionistes et l'absence de droits étant réservée à leurs ennemis, c'est leur conception de la justice ou de la démocratie, en réalité, c'est la définition d'une dictature implacable qui tend à museler la liberté d'expression ou les libertés démocratiques.

Ils savent qu'Israël est honni à travers le monde, c'est donc le seul moyen qu'ils ont trouvé pour défendre leur politique coloniale et criminelle, continuer à exister, l'emploi de la force, la répression, en Israël mais pas seulement, en France, partout dans le monde, car les sionistes estiment qu'ils sont supérieurs à tous les autres peuples et qu'ils doivent tous se soumettre.

La légitimité d'Israël repose sur un mythe inscrit dans des textes qui remontent plus de deux mille ans en arrière et dont l'origine n'a jamais eu la moindre existence matérielle, ce qui ne les empêche pas partant du principe qu'ils peuvent tout se permettre en toute impunité de prétendre que la Palestine n'a jamais existé, pas plus les Palestiniens évidemment, alors qu'elle avait une existence matérielle, physique, géographique jusqu'en 1947-48, ils ont franchi là le stade de l'imposture, c'est du négationnisme pur et simple, que soutiennent tous les gouvernements occidentaux et d'autres dans le monde. Et c'est le refus de ces gouvernements ou Etats de le dénoncer d'où ils tiennent uniquement leur légitimité, qui les encouragent à poursuivre leur entreprise criminelle.

Eradiquer le sionisme reviendrait à livrer le pétrole aux peuples du Moyen et du Proche-Orient qui en ont été spoliés pendant près d'un siècle en dehors de quelques brèves périodes, impensable à l'heure actuelle, donc aussi cher que cela coûte à tous les gouvernements occidentaux, ils continueront de soutenir Israël et le sionisme.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande le néolibéral, ses pairs lui rendent hommage.

- L'OCDE salue le "***pacte de responsabilité***" de François Hollande - Reuters

L'OCDE s'est fendue d'un communiqué pour saluer la mue du chef de l'Etat français, saluant des mesures «*très encourageantes, tant par la détermination affichée que par le fond des mesures envisagées*». L'OCDE appelle toutefois à «*aller au-delà*» de la baisse des charges pour «*restaurer les marges*», «*financer l'investissement*» et «*redresser la compétitivité*». La volonté de rationaliser l'organisation territoriale, elle, est perçue comme «un volet essentiel de l'assainissement budgétaire». Et l'institution n'hésite pas à préconiser «*la réduction des dotations de l'État aux collectivités réfractaires aux fusions.*» libération.fr 17.01

- Le Medef se vante d'avoir "***apporté sur un plateau***" le pacte de responsabilité à Hollande - Francetv info

Pierre Gattaz estime que le chef de l'Etat s'est inspiré du pacte de confiance que la patronat lui avait présenté en novembre. Francetv info 17.01

Participer aux discussions, c'est légitimer l'ensemble de la méthode, y compris ses conclusions.

- Pacte de responsabilité: FO ne se laissera pas instrumentaliser, prévient Mailly - AFP

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière (FO), a prévenu vendredi que son syndicat ne signerait pas un pacte de responsabilité qui "*servirait à instrumentaliser les syndicats*".

"*Nous participerons aux discussions mais il n'est aucunement question qu'on soit signataires d'un pacte qui engagerait tout le monde, qui serait anesthésiant et qui servirait à instrumentaliser les syndicats*", a-t-il ajouté.

M. Mailly s'est dit "*plus que sceptique*" sur la possibilité de baisser le coût du travail en contrepartie d'embauches. "*Là tout est focalisé sur le coût du travail, cette logique là elle est dangereuse, c'est une logique de dumping social*", a-t-il estimé.

"*Comment voulez-vous qu'on puisse imposer à toute entreprise, quelle qu'elle soit, à partir d'un allègement de cotisations patronales, qu'elle doive embaucher? Ca n'existe pas, c'est un leurre, de la même manière qu'on ne peut pas les obliger à augmenter les rémunérations*", a-t-il ajouté.

"*Donc je n'y crois pas, c'est un signe donné aux marchés financiers plus qu'autre chose*".

Selon lui, le président de la République "*donne les clés du camion au patronat et il dit aux syndicats: " vous montez dans la remorque ". François Hollande est dans la "même logique économique, avec des nuances ", que son prédécesseur Nicolas Sarkozy*", a également estimé le numéro un de FO.

"*On peut considérer qu'il va plus loin*", a-t-il ajouté, soulignant que le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (Cice) était "*financé en partie par une augmentation de la TVA, ce qu'ils ne voulaient pas quand ils étaient dans l'opposition, et (que) l'allègement du coût du travail était aussi dans le programme de l'autre candidat*". AFP 17.01

Quand Hollande adopte "***la posture habituelle***" qui se "transforme désormais en effondrement intellectuel".

- Un Nobel d'économie flingue le virage «*scandaleux*» de Hollande - libération.fr 17.01

L'économiste keynésien Paul Krugman, consacré en 2008, s'en prend vivement aux nouvelles orientations économiques du chef de l'Etat.

Dans la foulée de la conférence de presse de François Hollande, le gouvernement a assuré le service après-vente du virage économique du chef de l'Etat. «*La politique de l'offre n'est ni de droite ni de gauche, elle est aujourd'hui nécessaire*», assure ainsi Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, dans Les Echos.«*L'idée que la gauche c'est dépenser, est dépassée (...) Nous avons d'emblée mené une politique réformiste, il nous faut maintenant entrer dans une nouvelle étape*», ajoute Pierre Moscovici, ministre de l'économie dans Le Monde. Une nouvelle étape qui s'annonce justement désastreuse, rétorque Paul Krugman, dans une tribune au vitriol publiée ce matin par le New York Times.

Le Prix Nobel d'économie 2008 rappelle ainsi qu'il ne s'était pas attardé sur le cas français depuis qu'il était devenu clair que François Hollande «*n'allait pas rompre avec l'orthodoxie des politiques d'austérité destructives à l'œuvre en Europe*» qui conduisent pourtant «*à des résultats désastreux» depuis quatre ans. Mais les derniers choix présidentiels représentent selon lui quelque chose de «scandaleux»: embrasser «des politiques économiques de droite pourtant discréditées*». «*Oui, des conservateurs sans coeur et butés ont mené la politique, mais ce sont des politiciens de la gauche modérée, mous et brouillons qui les ont encouragés et leur ont facilité la tâche*», torpille Krugman.

La conférence de presse de François Hollande le plonge dans un profond sentiment «*de désespoir*». Car, en reprenant littéralement à son compte l'erreur pourtant depuis longtemps démystifiée de Jean-Batiste Say selon laquelle «*c'est l'offre qui crée la demande*», le chef de l'Etat adopte, selon Krugman, une doctrine discréditée. Le signe, selon lui, de la faillite de la (centre) gauche européenne.

Krugman n'a jamais été un grand fan de François Hollande. Mais il a parfois pris la défense de l'Hexagone, comme après la décision «*idéologique*» de l'agence Standard & Poor's de dégrader la note de la France une nouvelle fois, en novembre 2013. Il saluait alors le choix élyséen de «*d'équilibrer son budget en relevant les impôts au lieu de sabrer dans la protection sociale*». Et rappelait au passage que la France avait une meilleure performance de PIB par habitant que celle du Royaume-Uni, ainsi qu'une dette publique largement inférieure.

C'est un Krugman désabusé qui rappelle désormais : «*Quand Hollande est devenu le président de la seconde économie de la zone euro, certains d'entre nous espéraient*» qu'il aurait pu prendre des positions non orthodoxes. Las, «*il est au contraire tombé dans la posture habituelle, une posture qui se transforme désormais en effondrement intellectuel. Et c'est ainsi que la seconde grande dépression de l'Europe va continuer*». libération.fr 17.01

Hollande Al-qaïdiste. L'empereur Hollande entend dicter au peuple syrien son avenir.

- Syrie : Hollande refuse de choisir entre "*régime dictatorial*" et "*extrémisme islamiste*" - lepoint.fr 17.01

"*Je ne me résigne pas à ce que le choix qui pourrait être présenté au monde soit la perpétuation d'un régime dictatorial, celui de Bachar el-Assad, ou l'extrémisme des islamistes*", a souligné François Hollande, en présentant ses voeux au corps diplomatique, au palais de l'Élysée. "*Il y a en Syrie une majorité de la population, de toutes confessions, de toutes communautés, qui ne souhaite qu'une chose, la réconciliation et la démocratie*", a assuré le chef d'État français. "*C'est la raison pour laquelle la France appuie de toutes ses forces les négociations en cours pour préparer la conférence Genève II. Elle doit avoir un objectif clair, c'est de permettre la transition politique.*"

(Le magazine de BHL, Washington ou Tel-Aviv fait les questions et les réponses que Hollande n'a plus qu'à reproduire. -

ndlr) L'objectif de Genève II, défini par l'ONU, est de discuter d'un processus de transition politique avec la formation d'un gouvernement provisoire, composé de membres du régime et de l'opposition, doté des pleins pouvoirs exécutifs. "*L'opposition démocratique, qui veut prendre sa place dans la transition, ne viendra que si c'est cet ordre du jour qui est retenu et je sais que la Russie, qui est un acteur majeur, est consciente de cet enjeu*", a-t-il jugé, alors que Moscou est le principal soutien diplomatique du régime de Bachar el-Assad.

Dimanche, les ministres des Affaires étrangères des onze Amis de la Syrie (Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, France, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Égypte, Jordanie, États-Unis, Turquie), réunis à Paris avec le président de la Coalition syrienne, Ahmad Jarba, avaient exhorté l'opposition modérée à aller négocier en Suisse. Cette dernière, divisée, tranchera vendredi. À l'issue de la réunion, Ahmad Jarba avait fait état des "*inquiétudes*", "*doutes*" et "*craintes*" de l'opposition puis relevé avec satisfaction la position commune des Onze pour dire que le départ du pouvoir de Bachar el-Assad était "*inéluctable*". Le régime syrien, lui, répète qu'il n'ira pas à Genève "*pour remettre le pouvoir à qui que ce soit ni faire de transactions avec qui que ce soit*", et qu'il revient à Bachar el-Assad de mener la transition, en cas d'accord en Suisse. lepoint.fr 17.01

Cette "*opposition*" n'a aucune légitimité en dehors de celle que lui accordent les brigands impérialistes occidentaux et sionistes flanqués de régimes barbares menant le djihad en Syrie, quant à Assad, il a été élu président par les Syriens. C'est au peuple syrien et à lui seul de décider de son avenir et personne d'autres.

A lire dans la rubrique Syrie : Un rapport sur les « *crimes de guerre commis contre le peuple syrien* » remis à l'ONU.

Barbarie. Une vue de l'esprit ou la réalité ? Réponse.

- Vingt-quatre minutes d'agonie pour un condamné à mort en Ohio - libération.fr 17.01

Le condamné à mort Dennis McGuire a-t-il été exécuté dans une souffrance intolérable ? Hier à Lucasville, lors de son exécution, l'homme pourrait avoir fait les douloureux frais du test d'un nouveau cocktail médicamenteux jusqu'ici jamais utilisé aux Etats-Unis et qui, avant même son utilisation, faisait déjà débat.

Selon le récit qui en est fait par le journaliste du quotidien local Colombus Dispatch, il aura fallu vingt-quatre minutes pour que le nouveau produit mortel, injecté par intraveineuse à 10h29 (heure locale), ne fasse son effet, contre cinq minutes prévues initialement. Selon les témoins, il aurait montré des signes d'immenses douleurs pendant une dizaine de minutes malgré son endormissement.Vingt-quatre minutes d'agonie pour un condamné à mort en Ohio

«*A 10h33, McGuire a commencé à se débattre et à haleter fortement, en produisant des sons d'éternuement et de suffocation qui ont duré au moins dix minutes, le poing serré et la poitrine soulevée. Un râle long et profond sortait de sa bouche*», raconte le journaliste. Dennis McGuire a été déclaré mort à 10h53 (16h53 à Paris).

S'il est prouvé que l'homme, condamné à la peine capitale pour avoir violé et tué une jeune femme enceinte en 1989, a vraiment été exécuté dans la souffrance, ça serait un nouveau scandale pour la justice américaine. En novembre 2012, une officine du Massachusetts qui fournissait des produits pharmaceutiques pour les exécutions avait été jugée responsable d'une épidémie mortelle de méningite par manque d'hygiène. libération.fr 17.01

Le PG s'est couché devant le PCF.

- Au front de gauche, un climat plus "*serein*" mais "*tout n'est pas réglé*" - AFP 17.01

Au terme d'une réunion de trois heures, Pierre Laurent (PCF) et Jean-Luc Mélenchon (PG) ont affiché vendredi un "*climat serein*" après plusieurs mois de vives tensions au sein du Front de gauche, reconnaissant toutefois que "*tout n'est pas réglé*".

"*Nous sommes arrivés ici avec un constat, c'est que le Front de gauche est en crise (au sujet des) municipales. Nous en sortons avec l'idée que cette crise est surmontable*", a confirmé Eric Coquerel, secrétaire national du PG. "*La vie continue, mais pour l'instant la crise n'est pas surmontée. On espère qu'elle va être surmontée*", a-t-il ajouté.

"*C'est sur la question du logo qu'on a passé le plus de temps*", a expliqué François Delapierre, secrétaire national du PG. "*Ca a coincé sur Paris*", a-t-il ajouté.

Le Parti de gauche refuse que le PCF puisse utiliser dans ce cas le logo Front de gauche sur les affiches avec le PS. "*Ca pose un problème de crédibilité*", selon François Delapierre.

"*Si on ne trouve pas une solution sur la question des municipales, parce que c'est un problème de stratégie, il sera difficile d'envisager la suite*", a prévenu Eric Coquerel.

"*Nous, PG, nous acceptons un compromis dans cette question*", a fait valoir M. Coquerel: "*Nous pourrions demander dans nombre d'endroits à nos camarades communistes qu'ils quittent les listes du parti socialiste - je pense à Alfortville, derrière le fidèle lieutenant de M. Valls, à Nantes (...), à Paris -, nous n'avons pas été jusque là*". (Non mais alors, heureusement ! Le PG s'est couché devant le PC. - ndlr)

"*On a vraiment l'impression d'avoir fait tous les efforts pour que ça aboutisse*", a renchéri François Delapierre.

Il y a un point sur lequel les deux partis se sont entendus, c'est la critique de la politique de François Hollande. "*Nous sommes pour nous opposer clairement à la politique du gouvernement*", a admis Eric Coquerel. AFP 17.01

Quelle "*crédibilité*" quand on appelle à voter PS au second tour ? Aucune.

Heureusement encore que la dette de l'Etat envers le marché ne diminue pas.

- Le déficit de l'Etat plus élevé que prévu à 74,9 milliards d'euros - Reuters 17.01

Le déficit de l'Etat en 2013 devrait s'élever à 74,9 milliards d'euros, soit 2,7 milliards de plus que prévu lors du collectif budgétaire, en raison de recettes fiscales moins importantes qu'espéré, a annoncé jeudi le ministère des Finances.

Ce résultat représente une amélioration de plus de 12 milliards d'euros par rapport à 2012, souligne-t-il dans un communiqué, ajoutant que les dépenses ont été strictement maîtrisées.

Les recettes sont inférieures de 3,5 milliards d'euros à la prévision de la loi de finances rectificative, avec des écarts de 2,5 milliards pour l'impôt sur les sociétés et de 1,8 milliard pour l'impôt sur le revenu, liés selon le ministère à la faiblesse de la croissance économique en 2012 et 2013.

Les recettes de TVA sont en revanche supérieures de 600 millions d'euros aux prévisions.

A 279,3 milliards d'euros, les dépenses de l'Etat dans la norme "*zéro valeur*", c'est-à-dire hors charge de la dette et pensions de retraite, sont inférieures de 100 millions d'euros au montant fixé dans le budget initial pour 2013.

En intégrant la charge de la dette et les pensions, les dépenses, hors dépenses exceptionnelles, se sont élevées à 368,1 milliards, soit 3,4 milliards de moins que prévu dans le budget initial.

Grâce aux conditions d'emprunt extrêmement favorables dont a bénéficié la France l'an dernier, la charge de la dette a été inférieure de deux milliards d'euros à la prévision de la loi de finances initiale.

Les recettes fiscales s'élèvent à 284 milliards, soit 14,6 milliards de moins que prévu dans le budget initial.

Le déficit public, qui intègre par ailleurs les comptes sociaux et ceux des collectivités territoriales, sera connu le 31 mars.
Le gouvernement prévoit qu'il atteindra 4,1% du PIB fin 2013 et il prévoit de le réduire à 3,6% à la fin de l'année et de passer sous la limite européenne de 3% fin 2015. Reuters 17.01

Profession : briseur de grève.

Fin du conflit à l'usine BASF de Huningue - Reuters 17.01

Les salariés de BASF à Huningue (Haut-Rhin), où 140 des 242 emplois doivent être supprimés, ont mis fin vendredi à cinq jours de grève et d'occupation de l'usine, a-t-on constaté sur place.

"*Le mouvement est suspendu*" car les grévistes ont "*obtenu la nomination d'un nouveau négociateur, une promesse d'avancées dans les propositions du plan de sauvegarde de l'emploi et le gel ou l'abandon des procédures judiciaires réciproques qui pouvaient être engagées*", a dit à Reuters Jules Schneider, délégué CGT. Reuters 17.01

L'annonce de "*la nomination d'un nouveau négociateur*" et "*une promesse*", et hop plus de grève, tout le monde au boulot avant de se retrouver à la rue, ils sont formidables ces "*syndicalistes*".

0,60 centimes d'euro en plus et le Trade Union Congress exulte !

- Le gouvernement britannique prêt à augmenter le salaire minimum de 11% - L'Expansion.com 17.01

Le Premier ministre britannique David Cameron et son ministre du Budget George Osborne ont-il viré au liberal socialime? Ils se sont en tout cas déclarés prêts à augmenter de 11% le salaire minimum en Grande-Bretagne. Des déclarations surprenantes, allant dans le sens inverse des récentes prises de position des deux hommes. Le salaire minimum passerait alors de 6,31 à 7 livres par heure (de 7,6 à 8,4 euros). Ce qui permettrait de retrouver le niveau précédent la récession.

"*Quand je regarde l'économie britannique, je constate qu'elle est en pleine expansion, des emplois sont créés (...) et je pense que le Royaume-Uni peut se permettre une augmentation du salaire minimum au-dessus de l'inflation*", s'est justifié George Osborne jeudi soir à la BBC. Si le gouvernement se contentait d'augmenter le salaire en fonction de l'inflation, il faudrait attendre 2015-2016 pour atteindre les 7 livres par heure.

Une telle augmentation du salaire minimum permettrait de "*s'assurer que nous avons une reprise pour tous et que le travail paie toujours*". L'occasion également de montrer à l'Europe que la Grande-Bretagne se porte bien, et que les sacrifices sont nécessaires, mais aussi payants.

Le Premier ministre conservateur David Cameron est allé dans le même sens: "*Compte tenu des décisions difficiles que nous avons prises pour rétablir l'économie, nous estimons que nous pouvons désormais nous permettre d'augmenter le salaire minimum, en mettant plus d'argent dans les poches des gens et en les aidant à subvenir aux besoins de leur famille*".

La confédération syndicale TUC (Trade Union Congress) a salué les déclarations du ministre du Budget, estimant cependant que le chancelier devait être "*plus ambitieux*" sur l'augmentation des salaires en général.

Les milieux d'affaires ont quant à eux appelé à la prudence, la Fédération des petites entreprises estimant que l'augmentation du salaire minimum ne devrait pas être supérieure à l'inflation. L'Expansion.com avec AFP 17.01

Il y a comme un air de révolte dans l'air.

- Espagne: la mairie de Burgos abandonne un projet de travaux controversé - AFP 17.01

Le maire de Burgos, dans le nord de l'Espagne, a annoncé vendredi l'abandon d'un projet d'aménagement urbain controversé, qui a déclenché depuis une semaine la colère de milliers d'opposants dénonçant "*le chômage et la corruption*".

"*Nous voyons l'impossibilité matérielle de mener à bien ce chantier et nous avons décidé de paralyser définitivement les travaux, et de parier sur le retour au calme dans la ville*", a déclaré le maire de droite, Javier Lacalle, lors d'une conférence de presse. AFP 17.01

Aux pieds. Le maître et ses obligés

- Israël convoque quatre ambassadeurs, dont celui de la France - Reuters 17.01

Les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et d'Espagne ont été convoqués vendredi au ministère israélien des Affaires étrangères, mécontent de la position "*partiale*" adoptée par ces quatre pays en faveur des Palestiniens.

Cette convocation marque une escalade dans la polémique entre certains pays européens et l'Etat hébreu après l'annonce de la construction de 1.400 nouvelles résidences dans des colonies juives de Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

Les ambassadeurs d'Israël en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne avaient été convoqués jeudi pour se voir signifier une protestation officielle contre cette politique de colonisation dans les territoires de Cisjordanie.

En France, l'ambassadeur d'Israël avait été reçu mercredi au ministère des Affaires étrangères à Paris. "*L'objet de l'entretien a été de lui rappeler notre attachement aux efforts en cours pour relancer le processus de paix*", a dit le porte-parole du ministère, Romain Nadal, vendredi.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, avait qualifié les critiques européennes d'"*hypocrites*".

Dans un communiqué, son ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a précisé les raisons de la convocation des ambassadeurs des quatre pays. "*La position partiale qu'ils adoptent de manière constante contre Israël et en faveur des Palestiniens est inacceptable et donne le sentiment qu'ils cherchent à faire peser la faute sur Israël*", dit-il. Reuters 17.01

Leur ojectif : Contrôler l'ensemble de la population pour l'empêcher de se soulever contre le

régime capitaliste

- La NSA récupère des millions de textos par jour - AFP 16.01

L'Agence de sécurité nationale américaine, la NSA, a récupéré près de 200 millions de SMS par jour dans le monde, de façon non ciblée, pour en extraire des renseignements, rapporte jeudi le quotidien britannique The Guardian.

Ces informations, révélées dans le cadre d'une enquête menée conjointement par le journal et la chaîne Channel 4 News, se basent sur des documents transmis par l'ancien consultant en informatique Edward Snowden, réfugié en Russie.

Le programme de la NSA sur les SMS, qui a pour nom de code "*Dishfire*", récupère "*à peu près tout ce qu'il peut*", selon des documents du GCHQ, le pendant britannique de la NSA, cités par le Guardian, plutôt que de se cantonner aux communications de personnes faisant l'objet d'une surveillance.

Le quotidien indique s'appuyer aussi sur un document de la NSA datant de 2011, sous-titré "*Les SMS: une mine d'or à exploiter*" révélant que le programme a permis de collecter en moyenne 194 millions textos par jour en avril cette année-là.

La NSA se sert de cette base de données pour en extraire des renseignements sur les projets de voyages, les contacts, les transactions financières des détenteurs de téléphones portables, y compris les individus qui ne sont soupçonnés d'aucune activité illégale, selon le journal.

Selon le quotidien, l'agence britannique GCHQ a utilisé ce programme pour chercher des "*métadonnées*" -informations relatives à ces SMS mais pas leur contenu lui-même- concernant des communications de personnes se trouvant au Royaume-Uni.

Le GCHQ a affirmé que ses activités se faisaient en toute légalité. "*L'ensemble du travail du GCHQ est mené en accord avec le strict cadre de la loi et de nos règles qui garantit que nos activités sont autorisées, nécessaires et proportionnées, et qu'il y a une rigoureuse supervision*", a indiqué l'agence dans un communiqué.

La NSA a de son côté également assuré qu'elle respectait le cadre légal: "*Dishfire est un système qui gère et collecte des données SMS récupérées légalement*". AFP 16.01

Le même discours hystérique que G.W. Bush.

- Barack Obama s'en prend à Edward Snowden - Reuters 17.01

Barack Obama, qui annonçait vendredi des mesures d'encadrement des activités d'espionnage, s'en est pris vivement à Edward Snowden, l'ancien consultant de l'Agence de sécurité nationale (NSA) dont les révélations ont mis au jour les pratiques du renseignement américain.

"*Compte tenu du fait qu'une enquête est en cours, je ne m'attarderai pas sur les actes de M. Snowden ou sur ses motivations*", a dit le président des Etats-Unis lors de son discours prononcé au département de la Justice, ajoutant aussitôt: "*Je dirai que la défense de notre nation dépend en partie de la fidélité de ceux qui se voient confier les secrets de notre nation.*"

(On notera au passage que l'argument selon lequel la "*fidélité*" à "*la défense de notre nation*" est supérieure à toute autre considération et ne peut souffrir d'écart, est également présente dans le discours qu'il utilise pour justifier la politique du gouvernement israélien, discours que partage l'Etat sioniste, c'est un langage de guerre. A croire que les Etats-Unis doivent se protéger d'un ennemi invisible qui lui veut du mal et qui en réalité vise en premier les Américains. Obama l'a confirmé à sa façon. - ndlr)

"*Si tout individu protestant contre une politique du gouvernement peut s'arroger la liberté de rendre publiques des informations classées, alors nous ne serons plus en mesure de protéger notre peuple ou de mener une politique étrangère*", a argumenté Obama.

"*De plus, la publication sensationnelle de ces révélations a eu pour effet de jeter plus d'ombre que de lumière tout en dévoilant à nos adversaires des méthodes qui pourraient avoir des répercussions sur nos opérations, répercussions que nous ne pourrons peut-être pas mesurer pleinement avant des années.*"

(Des méthodes dont les Américains ne devaient pas avoir connaissance, ainsi que les peuples du reste du monde, et qui donnent une image détestable des institutions américaines et de l'impérialisme américain déjà largement honni à travers le monde. - ndlr)

Obama a souligné que quelques semaines à peine avant les premières révélations de Snowden reprises par le Guardian et au

le Washington Post, il avait lui-même réclamé la tenue d'un débat public sur l'équilibre entre sécurité et libertés individuelles.

"*Ce que j'ignorais alors, c'est que dans les semaines qui allaient suivre ce discours, une avalanche de révélations non autorisées susciterait chez nous et à l'étranger des controverses qui perdurent encore aujourd'hui*", a-t-il noté. Reuters 17.01

(Quelle aurait été la valeur de révélations "*autorisées*" sorties de la bouche du dictateur Obama ? Aucune, mais seules celles-là devaient voir le jour, on comprend qu'il soit contrarié. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Corruption.

- Le maire UMP de Corbeil-Essonnes mis en examen - Reuters

- Nouvelle information judiciaire visant Patrick Balkany - Reuters

Le chômage on ne le combattra pas, mais il faut les lâcher pour assurer la stabilité du régime qui nous nourrit.

- Lepaon (CGT): "*mieux et plus indemniser les demandeurs d'emplois*" - AFP

- Mailly (FO): "*inenvisageable de remettre en cause les droits des chômeurs*" - AFP

Et le chômage ? Quoi ?

Cadeau pour services rendus.

- La presse en ligne va bientôt bénéficier d'une TVA réduite à 2,1% - L'Expansion.com

La presse en ligne a remporté son combat pour un tax de TVA réduit. Le gouvernement a annoncé ce vendredi qu'il allait très vite réduire la TVA sur la presse en ligne à 2,1%, contre 20% actuellement, au risque d'encourir des sanctions de Bruxelles. Jusqu'à présent en France, la presse papier bénéficiait du taux réduit de 2,1% alors que la presse en ligne était soumise au taux normal de 19,6%, passé à 20% depuis le 1er janvier 2014. L'Expansion.com 17.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

- Liban : Saad Hariri se dit prêt à former un gouvernement de coalition avec le Hezbollah - french.irib.ir 17.01

Au Liban, le président du Courant du Futur affirme être prêt à former un gouvernement de coalition avec la participation du Hezbollah.

Cette nouvelle position de Saad Hariri, entreprise en marge de la Cour internationale de La Haye, a eu de vastes retentissements dans les médias libanais. Saad Hariri s'est dit optimiste envers la formation d'un gouvernement de coalition avec la présence du Hezbollah. « *La formation du nouveau gouvernement est nécessaire pour établir la stabilité au Liban.* », a-t-il dit, rappelant que le Liban passe par une étape difficile, et que toutes les parties doivent s'unir pour former un gouvernement de coalition. french.irib.ir 17.01

Haut de page

Le 19 janvier 2014

CAUSERIE

Le site sera actualisé en fin de journée, je dois faire des courses, alimentaires je précise, l'Inde n'est pas la France.

Jean Bricmont, un professeur de physique belge se demande si les Français ont été lobotisés et si les partis qui sont censés défendre la liberté d'expression ou les libertés démocraties existentent encore, s'ils ont conscience de vivre sous une dictature...

- Quand Jean Bricmont parle de Dieudonné sans se faire couper la parole (CSOJ / Taddéi) - YouTube

Jacob Cohen, un écrivain franco-marocain juif explique que l'Etat, le pouvoir politique, judiciaire, financier, les médias sont soumis au Crif en France...

- Jacob Cohen : Il y a deux catégories de juifs : les "bons" défendus par le CRIF, et les autres. -YouTube

Effectivement, Najat Vallaud-Belkacem a bien dit sur France 3 qu'un maire pourra interdire un meeting politique "*quelle que soit sa nature*" s'il jugeait que son contenu "*risque de porter atteinte à l'ordre public ou est de nature à porter atteinte à la dignité humaine*".

Quand on sait que pour certains maires la seule évocation du communisme constitue un crime contre l'humanité, que les crimes commis par Israël contre les Palestiniens procèdent de la légitime défense, et sont donc légitimes au même titre que les guerres menées par l'impérialisme américain depuis 1945, on est en droit d'estimer que les propos tenus par Najat Vallaud-Belkacem sont ouvertement liberticide et digne d'une dictatue dans la mesure où ils constituent un avertissement ou fait peser une grave menace sur la liberté d'expression et de réunions des partis ou toutes formations politiques du mouvement ouvriers qui ne partagent pas ou combattent la politique néolibérale, coloniale, sioniste, impérialiste du PS et de l'UMP ainsi que les satellites ou alliés, du gouvernement, de l'UE et de l'ONU. On peut ajouter les réunions publiques organisées par des associations en faveur des victimes palestiniennes des crimes de l'Etat sioniste ou en soutien à des militants emprisonnés par d'autres Etats notamment.

- Najat Vallaud-Belkacem veut pouvoir faire interdire des meetings politiques — France3

Bernard-Henri Lévy appelle à la censure généralisée d'Internet.

- Bernard-Henri Lévy appelle à la censure de Youtube et dailymotion. - Vidéo Dailymotion

A mes amis Indiens et de plus de 70 pays dans le monde qui se connectent sur notre portail : je ne suis pas Français, je suis un citoyen du monde, et j'ai honte du mouvement ouvrier français et de son avant-garde qui sont en-dessous de tout.

A bas le consensus de l'extrême droite à l'extrême gauche avec le gouvernement et le Crif, Israël !

Que cette opération vise en premier lieu le mouvement ouvrier en France et en général dans le monde n'aura échappé à personne sauf, sauf à nos dirigeants, honte à eux une fois de plus !

Cessons de légitimer le régime en place et ses institutions antidémocratiques. Boycott des élections municipales et européennes, pas un seul parti ne mérite notre voix. A suivre.

22h à Pondy

11 nouveaux articles en ligne, pas le courage d'actualiser le site.

Haut de page

Le 21 janvier 2014

CAUSERIE

Le portail sera actualisé d'ici 4 ou 5 heures, il est 12h à Pondichéry, 7h30 à Paris.

Je vous rassure, rien ou presque sur l'affaire Dieudonné, des extraits du IVe Congrès de l'Internationale Communiste sur le fascisme international, un rappel : Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, assassinés le 15 janvier 1919, il y a 95 ans, par la milice paramilitaire fascisante (Freikorps) recruté par le gouvernement SPD; plus plein d'autres choses tirées de l'actualité des deux derniers jours, ce sera très consistant et très divers. A +

18h30 à Pondy, 14h à Paris

Beaucoup de boulot aujourd'hui, hier j'ai travaillé sur un article.

On ajoutera quelques articles plus tard dans la soirée plus un ou deux articles dans la rubrique presse.

Vaut mieux en rire qu'en pleurer.

Il ne vous aura pas échappé qu'en France on pouvait parler ou rire de tout, écrire sur tout, sauf des sujets que le gouvernement a décrété tabous et passibles de poursuites judiciaires ou plutôt le Crif, c'est la même chose.

Et bien dans la vie courante c'est pareil, avec vos proches ou des militants, vous pouvez parler de tout, sauf de ce qu'ils ont décidé qu'il ne fallait pas parler.

Par exemple, si vous êtes trotskiste, vous avez le droit de critiquer absolument tous les partis, tous les courants ou toutes les tendances du mouvement ouvrier, tous leurs dirigeants, vous pouvez y aller à coeur joie et vous lâcher, saufs votre parti ou ex-parti, vos dirigeants ou ex-dirigeants, vous pouvez critiquer leurs analyses, leur politique, leurs positions, sauf ceux de votre parti ou ex-parti. Qu'il s'agisse de proches ou de militants si vous enfraignez cet interdit ils cesseront de vous parler.

Parfois on ne connaît pas très bien où ils situent la limite de ce qu'on peut dire ou pas dire, il faudrait qu'ils nous en fournissent la liste, car maladroitement ou bien malgré nous nous pouvons aborder des sujets très divers sous des angles qui ne seront pas forcément politiquement corrects selon leur grille de lecture et qui nous vaudra d'être excommunié, banni de leurs relations.

Devons-nous nous plier à cette prétention exorbitante qui n'a aucun fondement, à ce diktat insupportable qui n'a aucune légitimité, se soumettre à leur volonté qui procède de la limitation du droit d'expression dont ils entendent nous dicter les règles, on cherche à comprendre.

Que font-ils en réalité, sinon imiter les représentants de la classe dominante qui entendent nous baîllonner, faire taire toute opposition à leur idéologie, qu'ils réfléchissent bien, c'est le seul argument par lequel ils peuvent justifier ce genre de rapports.

Aurions-nous recouru à des insultes ou des procédés déloyaux à leur encontre ou pire encore, soutiendrions-nous des propos de nature à nuire à leur intégrité morale ou physique, aurions-nous empiété sur leur liberté, diantre quel affreuxcrime impardonnable avons-nous commis ? Aucun fort heureusement.

Que nous vaut ces méthodes expéditives dignes de procureurs, que nous vaut un tel jugement à l'emporte-pièces, en quoi aurions-nous mérité un tel traitement indigne pour ceux qui nous l'infligent ? Ne voudraient-ils pas par hasard nous faire passer pour des déséquilibrés qui auraient développé un complexe d'infériorité et qui verserait inconsciemment dans la victimisation, c'est très à la mode en ce moment ? De quoi se sentent-ils si coupables pour inverser ainsi les rôles et nous présenter comme des gens bornés, intransigeants fermés à toute discussion ou à tout raisonnement, alors que nous n'avons de cesse de démontrer exactement le contraire quasiment quotidiennement depuis des années ? Que nous vaut un tel procès d'intention ?

Nous leur répondons ici très tranquillement sans avoir l'impression d'être particulièrement différent des gens que nous sommes amené à croiser, et avec lesquels nous n'avons aucun intérêt individuel à défendre, contrairement à eux qui se considèrent agressés dès que nous ne pensons pas comme eux sans que l'on sache vraiment pourquoi, en dehors du fait que nous avons vécu à un moment donné une histoire commune ou que nous avons partagé une expérience et que nous devrions obligatoirement en avoir tiré les mêmes enseignements ou en avoir conservé le même souvenir, alors que ce n'est pas forcément le cas, ce qui est notre droit et celui de chacun nous semble-t-il, mieux encore, c'est parfaitement naturel.

Voilà ce qu'ils nous refusent car cela pourrait les obliger ou plutôt cela pourrait les amener à se sentir obligés de repenser à ces expériences, alors qu'ils n'y tiennent pas, sans que nous y soyons pour quelque chose, qu'y pouvons-nous s'ils ont un problème avec leur passé ou leur conscience, de notre côté il ne nous en pose aucun, du coup on se demande qui est à l'origine de leur comportement outrancier et arbitraire, injuste envers nous, nous ou eux ?

Ils préfèrent rester entre eux, ne fréquentez que des gens ou des militants qui leur ressemblent ou qui pensent comme eux ou qui en tout état de cause ne se posentt pas trop de questions et ne se permettront pas de leur poser celles qu'ils ne tolèrent pas.

Mais dites-donc, qui fait preuve d'intolérance ? Cela aussi c'est dans l'air du temps.

1914-2014. Non, la social-démocratie n'a pas changé.

Vous avez voté pour ses candidats par pure ignorance ou parce que vous avez été manipulés, vous n'y êtes pour rien, vous avez appelé à voter pour ses candidats parce que vous n'étiez pas en possession de tous vos moyens intellectuels, cela peut arriver et s'excuse, vous avez aimé ou adhéré à la social-démocratie par conviction et c'est un abominable crime.

Si la vérité est révolutionnaire, il faut bien admettre que son contraire peut être franchement réactionnaire, et quand on tient vraiment à avoir bonne conscience ou à ne rien avoir à se reprocher aujourd'hui ou plus tard, vaut mieux faire la part des choses et en tirer toutes les conséquences.

Ajoutons la mention légale à l'adresse de nos censeurs : Qu'il nous soit permis de le penser et de l'exprimer librement.

Hommage à Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht assassinés par la social-démocratie.

Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, assassinés le 15 janvier 1919, il y a 95 ans, par la milice paramilitaire fascisante (Freikorps) recruté par le gouvernement SPD.

La social-démocratie n'hésite pas à assassiner des juifs quand ils ne lui plaisent pas, à réprimer dans le sang le mouvement ouvrier et le prolétariat révolutionnaire. Un exemple qui fera jurisprudence, les petites rivières se transformant en un grand fleuve de sang.

En 1914 Friedrich Ebert dirige l'exclusion des militants du SPD opposés à la guerre, dont Rosa Luxemburg.

Les Mutineries de Kiel ont éclaté au début de novembre 1918 et ont marqué le début de la révolution allemande, avec pour conséquence immédiate la chute de la monarchie en Allemagne et la proclamation de la République. Soldats et ouvriers fraternisent, ils se tournent vers les partis ouvriers et les syndicats, l'unité leur semble naturelle et des conseils de soldats et d'ouvriers se forment.

Le ministre plénipotentiaire du gouvernement, le député Gustav Noske (SPD), accouru depuis Berlin fut accueilli le 4 novembre dans l'enthousiasme par les ouvriers et les soldats ; le lendemain, il fut élu président du Conseil des Soldats.

Le 10 novembre 1918, soit le lendemain de la constitution du Conseil des commissaires du peuple issu de la Révolution allemande, Ebert signe un pacte avec les hauts dirigeants de l'armée pour réinstaller l'ordre dans les États fédérés, autrement dit mater, réprimer dans le sang la révolution.

Noske devait préserver, semaine après semaine, les structures en place. Il est nommé gouverneur de Kiel par le nouveau gouvernement en 1919. Il est nommé ensuite ministre de la Guerre dans le gouvernement SPD du chancelier Scheidemann.

En janvier 1919, avec l'aide des Freikorps, lr gouvernement écrase la révolte spartakiste de Berlin au cours de laquelle Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés sur ordre de Noske qui déclare alors : « *Il faut que quelqu'un fasse le chien sanguinaire: je n'ai pas peur des responsabilités* ».

Le 11 février 1919, Ebert est élu président du Reich par l'assemblée nationale de Weimar.

Les "***chiens***" ont la peau dure.

Après la nomination d'Adolf Hitler à la chancellerie du Reich, Noske se retirera de la vie politique. Plus tard sous le régime nazi, il sera épargné sans doute pour les servces rendus à la République de Weimar, interné dans le camp de concentration de Fürstenberg, puis transféré à Berlin dans la prison de Lehrter Strasse, il sera finalement libéré par l'Armée rouge en mai 1945, sain et sauf et mourra à l'âge de 78 ans.

Ebert mourra le 28 février 1925 à l'âge de 64 ans des suites d'une appendicite.

Quant à Scheidemann il prendra la poudre d'escampette en 1933 et mourra tranquillement à 74 ans, en novembre 1939 à Copenhague.

A noter que tous les trois connaîtront le même parcours, Scheidemann et Noske étaient journalistes avant d'être élus député social-démocrate. Ebert était devenu rédacteur à Brême en 1893 avant de devenir député au Reichstag en 1912.

A propos de la Freikorps qu'affectionnaient les dirigeants du SPD, quelques personnalités devenues tristement célèbres par la suite :

Après la « *dissolution » de 1921, certains freikorps rejoignent « en bloc » les Sturmabteilungen (« sections d'assaut* » en allemand ou SA) du NSDAP d'Adolf Hitler pour y continuer leur action politique « *armée* » - comme le Freikorps Rossbach bien que la plupart rejoigne plutôt une autre milice de droite, le Stahlhelm, Bund der Frontsoldaten.

Rudolf (Walter Richard) Hess, représentant officiel auprès du parti nazi (chef de la chancellerie du NSDAP)

Heinrich Himmler, maître absolu de la SS , chef de la police allemande, dont la Gestapo et, à partir de 1943, ministre de l'Intérieur du Reich, commandant en chef de l'armée de réserve de la Wehrmacht,

Rudolf (Franz Ferdinand) Höss, un officier SS qui occupa une fonction de premier plan dans le génocide des Juifs d'Europe. (Article réalisé à partir de fr.wikipedia.org)

Vive le SPD, vive la social-démocratie, vive le PS et vive Hollande !

A l'adresse des sionistes. Entre vous, ce serait dommage de vous en passer, vous seriez frustrés et vous y perdriez votre identité.

- Israël : faut-il interdire de se traiter de "*nazi*" ? - LePoint.fr

C'est aussi valable pour BHL et toute la clique des sionistes qui publient des chroniques dans Le Point.

Ils sont déjà tellement complexés, frustrés, aigris, belliqueux, haineux, imaginez un instant qu'on leur enlève cette occasion de se défouler entre eux et ils risqueraient de rejouer la Shoah avec ce qui reste des vrais juifs ou sémites et d'atomiser le Moyen-Orient, les Perses avec !

1914-2014. Non, Hollande ne vous a pas "***trompé***".

- François Hollande, président libéral : C'est la saignée - Paule Mason - Global Research 17.01

- Le ver était dans le fruit dès 2012. François Hollande, candidat du « *changement maintenant* », savait qu'une fois élu, il serait le président de gauche qui propulserait l'économie du pays dans une nouvelle fuite en avant libérale.(…) Il sera, pour la deuxième partie de son mandat, le président du Medef, même pas un président social-libéral, un président libéral tout court.

(Le président du PS élu fait la politique qui correspond au stade de la crise du capitalisme ou poursuit celle de son prédécesseur en l'amplifiant, rien de plus normal. Il fallait ne rien avoir appris des expériences antérieures pour s'attendre à autre chose ou ne pas l'intégrer dans sa stratégie politique avant mai 2012 et il aurait fallu prévenir les travailleurs de ce qui les attendaient s'il était élu. - ndlr)

- Touche par touche, il a multiplié les ruptures avec sa famille politique...

(Erreur, elle était consommée depuis des lustres. On ne peut pas laisser dire une telle contrevérité. - ndlr)

- François Hollande assume, pour la première fois, une « *politique de l'offre* », traditionnellement défendue par la droite la plus dure.

(Le PS la défendait quand il était dans l'opposition parlementaire. Précision : la distinction entre la majorité ou l'opposition parlementaire a autant de signification de nos jours qu'entre la droite et la gauche. - ndlr)

- Il y a franchement de quoi rester interdit devant tant de tromperies.

(Non, ne voulaient pas voir ou ne prétendaient pas savoir ce qui allait se passer ceux qui le voulaient bien ou y trouvaient leurs intérêts. Ce sont ceux qui n'ont pas dit la vériité aux travailleurs qui sont coupables de "*tromperie*", Hollande n'a cessé de tenir un double discours, vous l'auriez déjà oublié, pas nous. - ndlr)

- Combien d'électeurs et de militants socialistes rongent leur frein, n'osent pas dire, pour ne pas nuire, par peur du pire ? Combien d'entre eux attendaient un deuxième temps de mandat qui devait développer des politiques de redistribution ?

(De quels électeurs s'agit-il ? Des couches supérieures de la classe ouvrière, de l'aristocratie ouvrière, des intellectuels, de certaines couches de la petite bourgeoisie, de la classe moyenne qui sont traditionnellement épargnés par le parti qui gouverne

pour assurer la stabilité du régime, ils sont les cocus dans cette affaire, ils vont voir leur niveau de vie reculer ou stagner, mais ils disposent encore de quoi vivre confortablement malgré les mesures annoncées, ce sont les couches inférieures ou les plus mal loties des exploités qui vont le plus souffrir, alors qu'ils sont les plus faiblement organisées, les moins bien défendues et représentées par les partis ouvriers et les syndicats qui les abandonneront une fois de plus à leur triste sort, cela aussi c'est écrit ou parfaitement connu. - ndlr)

L'article se terminait en disant qu'il existe une "*gauche qui ne renonce pas*", c'est vrai des travailleurs et de nombreux militants qui tentent de résister, mais on cherchera en vain un parti qui incarne une issue politique conforme à leurs intérêts et qui pourrait leur inspirer confiance au moment où ils font la démontration que pas un n'entend défendre la liberté d'expression ou nos droits politiques après l'attaque frontale de Hollande-Valls dont ils viennent de faire l'objet. Il y a des indices qui ne trompent pas.

Le fascisme international. (IV° Congrès de l'Internationale Communiste -1922)

La politique offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat, telle qu'elle se manifeste de la manière la plus éclatante dans le fascisme international, est dans le plus étroit rapport avec l'offensive du capital sur le terrain économique. Etant donné que la misère accélère l'évolution de l'esprit des masses dans un sens révolutionnaire, processus qui englobe les classes moyennes y compris les fonctionnaires, et ébranle la sécurité de la bourgeoisie qui n'a plus dans la bureaucratie un instrument docile, les méthodes de contraintes légales ne suffisant plus à la bourgeoisie. C'est pourquoi elle s'applique partout à créer des gardes blanches spécialement destinées à combattre tous les efforts révolutionnaires du prolétariat et qui servent en effet le plus en plus à écraser les tentatives du prolétariat pour améliorer sa situation.

Le trait caractéristique du fascisme italien, du fascisme « classique », qui a conquis pour un temps tout le pays, consiste en ce que les fascistes non seulement constituent des organisations de combat strictement contre-révolutionnaires et armées jusqu'aux dents, mais encore essaient par une démagogie sociale de se créer une base dans les masses, dans la classe paysanne, dans la petite bourgeoisie et même dans certaines parties du prolétariat, en utilisant adroitement pour leurs buts contre-révolutionnaires les déceptions provoquées par la soi-disant démocratie.

Le danger du fascisme existe maintenant dans beaucoup de pays en Tchécoslovaquie, en Hongrie, dans presque tous les pays balkaniques, en Pologne, en Allemagne (Bavière), en Autriche, en Amérique et même dans des pays comme la Norvège. Sous une forme ou sous une autre, le fascisme n'est pas impossible non plus dans des pays comme la France et l'Angleterre.

Une des tâches les plus importantes des Partis Communistes est d'organiser la résistance au fascisme international, de se mettre à la tête de tout le prolétariat dans la lutte contre les bandes fascistes et d'appliquer énergiquement sur ce terrain aussi la tactique du front unique ; les méthodes illégales sont ici absolument indispensables.

Mais la folle équipée fasciste est le dernier atout de la bourgeoisie. La domination ouverte des gardes blancs est dirigée d'une façon générale contre les bases mêmes de la démocratie bourgeoise. Les plus grandes masses du peuple travailleur se persuadent de plus en plus du fait que la domination de la bourgeoisie n'est possible que par une dictature non déguisée sur le prolétariat. Fin.

En janvier 2014 en France, c'est Valls qui a pris la tête de cette "*dictature non déguisée sur le prolétariat*" sans rencontrer la moindre résistance de la part du mouvement ouvrier, mieux avec son soutien ou sa neutralité.

Dictature qui s'installa tranquillement depuis Maastricht sous Mitterrand, qui fut consolidée sous Chirac puis Sarkozy par l'UMP et le PS qui adoptèrent le traité de Lisbonne, renforcée par Hollande dès son arrivée au pouvoir en adoptant le TSCG, et amplifiée par Valls qui vient d'ouvrir la voie à la remise en cause des derniers droits politiques qui restaient au prolétariat ou les partis qui sont censés le représenter, en s'octroyant le droit d'interdire la tenue d'un meeting ou une réunion publique pouvant porter "*atteinte à la cohésion nationale*" ou à la "*dignité humaine*".

Le mouvement ouvrier n'étant même pas capable de réagir à une attaque d'une telle gravité contre nos droits démocratiques, on voit mal comment il pourrait se rassembler pour lutter contre le fascisme...

Un article que nous refusons de publier.

- *Afrique du Nord : entre unité et appétits monarchiques* - Ahmed Halfaoui - legrandsoir.info 15.01

- ...aucun État n'a les moyens de préserver ses acquis...

- ... Le principe (de) l'Union du "*Maghreb arabe*", puisqu'il faut l'appeler ainsi, doit (...) inaugurer une dynamique de fusion en un seul et grand territoire, où tous vivraient en harmonie.

Sans remettre en cause au préalable les régimes en place ? Comme en Europe quoi, pire avant de passer entièrement sous la

coupe de l'UE, trop peu pour nous ! A croire qu'il s'agit d'un agent de la Commission Trilatérale.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le néolibéralisme assumé, "***gravé dans le marbre***"

- Aux Pays-Bas, Hollande confirme son tournant libéral - LeFigaro.fr

... le tournant «*libéral*» du quinquennat a donc été entériné lundi à La Haye avec la signature d'une déclaration commune entre les deux pays. On peut notamment y lire que la France et les Pays-Bas «*soulignent l'importance d'approfondir le marché unique de manière à stimuler la croissance et l'emploi au bénéfice des consommateurs et des entreprises*».

Voici donc le socialisme de l'offre à la française gravé dans le marbre d'un accord diplomatique avec la Hollande. Après les encouragements de l'Allemagne, François Hollande a donc logiquement reçu ceux des Pays-Bas dispensés par le premier ministre libéral Mark Rutte. «*Ce sont des réformes qui vont dans le bon sens*», a-t-il salué lors d'une conférence de presse commune. Alors qu'il s'apprête à lancer son «*pacte de responsabilité*», François Hollande a pour sa part vanté la culture du compromis qui imprègne les Pays-Bas. «*Je pense que c'est un bon modèle, a assuré le chef de l'État. En tout cas, il a fait ses preuves*.» LeFigaro.fr 20.01

Je crois qu'on va demander une entrevue au monarque pour lui expliquer les méfaits du néolibéralisme, car il l'ignorerait le malheureux. Il faut vraiment être animé par une crasse ignorance ou une mauvaise foi sans fond pour entreprendre une telle démarche, s'en foutre ou ne pas être directement concerné par ses conséquences, c'est grotesque.

On ne vous le fait pas dire.

Vous avez raison monsieur Bartolone, Valls et ses semblables sont des "*salopards*", c'est "*dégueulasse en terme démocratique*" le comportement qui consiste à sortir une phrase de son contexte pour ensuite accuser son auteur.

- Bartolone (PS) s'en prend aux "*salopards*" qui ont publié la vidéo de la bagarre de Hammadi - L'Express.fr 19.01

Une vidéo publiée sur Youtube montre Razzy Hammadi impliqué dans une bagarre et proféré des insultes. Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, a volé au secours du candidat aux municipales de Montreuil.

"*Là-dessus aussi on voit ce que peut représenter Internet dans une campagne électorale. Ce sont des salopards ceux qui l'utilisent comme ça sans donner l'ensemble des explications.*" Le président de l'Assemblée nationale a estimé "*ce genre de comportement*" comme "*dégueulasse en terme démocratique*" L'Express.fr 19.01

Parole d'internaute.

1- "*Quel beau pays la FRANCE ... le pays où l'on peut rire des Jaunes, des Noirs, des Blancs, des Arabes , des petits, des gros, des cul-de-jatte... et des borgnes, et j'en passe... mais surtout, surtout pas des Juifs, qu'on se le dise !*"

2- "*Le Conseil d'Etat, était la plus haute instance administrative, plus maintenant...*"

C'est le Crif !

Les zélés laquais de Washington et Tel-Aviv veillent.

- Paris interdit le survol de son territoire à la délégation syrienne - LePoint.fr 20.01

La Syrie a affirmé lundi que les autorités françaises avaient interdit le survol de leur territoire à l'avion devant transporter mardi sa délégation à la Conférence de paix de Genève II, selon une source officielle à Damas.

"*La France a refusé à l'avion qui devait transporter mardi notre délégation de traverser son espace aérien, ce qui prouve qu'elle fait tout son possible pour faire échouer la Conférence de Genève*", a affirmé à l'Agence France-Presse un haut responsable au ministère syrien des Affaires étrangères.

"*Les autorités syriennes examinent toutes les possibilités pour que leur délégation arrive à temps en Suisse*", a ajouté cette source. LePoint.fr 20.01

Une sénatrice PS dénonce le racisme primaire de son parti.

- Bariza Khiari, sénatrice socialiste dénonce le racisme primaire du PS - french.irib.ir 20.01

Bariza Khiari, élue de Gauche, sénatrice et vice-présidente du Sénat, dénonce le racisme primaire au sein de son parti. Invitée de la chaine radio Beur Fm, elle affirme qu'au sein de son parti on lui a dit " *avec un nom comme le tien tu vas plomber la liste.*" Elle se fait insulter selon elle de "*gauche tajine*", insulte qu'elle juge "*ethnicisante*". D'ailleurs, elle a porté l'affaire auprès de la Commission des conflits du parti.

Depuis l'arnaque et la récupération des mouvements des "*beurs*" via S.O.S racisme, les musulmans de France ont bien compris que le P.S était sans doute l'un des partis les plus islamophobes de France. Certains semblent le découvrir aujourd'hui et c'est tant mieux. Terra Nova qui annonçait un report systématique des voix des jeunes musulmans vers les listes du Parti Socialiste, a décidément du souci à se faire. Il semble qu'on se dirige de plus en plus vers le boycott du PS. french.irib.ir 20.01

Le mépris du travail vaut tout juste une ordonnance.

- Réforme des prud'hommes: le débat parlementaire reporté au printemps - AFP

Le gouvernement a décidé de reporter au printemps, après les municipales, le débat parlementaire sur la réforme prud'homale contestée qui supprime l'élection au suffrage direct des conseillers prud'homaux, en la dissociant du projet de loi sur la formation professionnelle.

Le gouvernement a estimé que les parlementaires avaient besoin "*de plus de temps*" pour l'examen de cette réforme, a indiqué à l'AFP le ministère du Travail.

Pour les prud'hommes, le gouvernement demande l'autorisation de légiférer par ordonnance pour fixer de nouvelles modalités de désignation des quelque 14.500 juges prud'homaux. AFP 20.01

Après les municipales parce que les syndicats soutiennent les candidats du PS ou du PCF. Laissons-les faire leur bonne action, corrompus, un peu plus discrédité ils seront encore plus inaudibles par la suite, ce dont leurs dirigeants se foutent bien, jusqu'à une certaine limite certes, mais qui dans la situation est loin d'être atteinte puisqu'on n'a pas observé à ma connaissance que des centaines de milliers ou des millions de travailleurs se précipitaient pour adhérer à un syndicat.

Bon, allez, ils vont s'arranger entre eux, cela garantira une rente aux appareils syndicaux vendus, institutionnelle s'il vous plaît, indépendance de l'Etat oblige.

Quand ils seront 170, ils auront atteint leur objectif.

- Les 85 plus riches du monde possèdent autant que les 3,5 milliards les plus pauvres - La Tribune

- Les disparités ont augmenté avec la crise - Liberation.fr

Près de la moitié des richesses mondiales sont détenues par 1 % de la population. Des chiffres qui rappellent que les 85 personnes les plus riches possèdent autant que les 3,5 milliards les plus pauvres. Ce 1 % de plus riches a augmenté sa part de revenus dans 24 des 26 pays pour lesquels des données sont disponibles entre 1980 et 2012. Près de 7 personnes sur 10 vivent dans un pays où l'inégalité économique a augmenté au cours des trente dernières années.

En Chine, au Portugal et aux États-Unis, les 1% les plus riches ont plus que doublé leur part de revenus depuis 1980. Même dans les pays réputés plus égalitaires comme la Suède et la Norvège, la part de revenus allant aux 1% les plus riches a augmenté de plus de 50%.

Pour expliquer ce creusement des inégalités, l'ONG Oxfam pointe la dérèglementation financière, les systèmes fiscaux biaisés, l'évasion fiscale, mais également les mesures d'austérité, les politiques défavorables aux femmes et la confiscation des recettes issues du pétrole et de l'extraction minière. Le rapport indique :

Sans une véritable action pour réduire ces inégalités, les privilèges et les désavantages se transmettront de génération en génération, comme sous l'Ancien régime. Nous vivrons alors dans un monde où l'égalité des chances ne sera plus qu'un mirage.

La Tribune et Libération.fr 20.01

En complément. Ils en rajoutent

- Londres supprime les aides au logement pour les chômeurs de l'UE - Reuters

Conditionnement et manipulation de la réalité. Avec des si, qu'est-ce qu'on ne ferait pas ?

- Egypte: 98% de oui au référendum constitutionnel, le pouvoir crie victoire - AFP

Avec 38,6% de votants, une participation supérieure au référendum constitutionnel de 2012 lorsque M. Morsi était au pouvoir (32,9%), cette consultation pave la voie vers la présidence au très populaire homme fort du pays, le général Abdel Fattah al-Sissi, qui avait lié son sort à la participation au scrutin.

Le référendum, organisé mardi et mercredi, avait donc pris la forme d'un plébiscite, la nouvelle Constitution ne différant que très peu de celle de 2012, et la plupart des votants interrogés lors du scrutin avouant ne l'avoir pas lue.

La grande majorité des électeurs rencontrés dans les files d'attente au Caire ne cachaient d'ailleurs pas qu'ils votaient "*oui pour Sissi*" et "*non aux Frères musulmans*".

"*Toutes les routes mènent Sissi à la présidence de la République*", écrivait en une samedi le journal officiel Al-Akhbar.

Le référendum est la première étape de la "*transition démocratique*" promise dès le 3 juillet, qui doit se poursuivre avec des législatives et une présidentielle courant 2014. AFP 18.01

Deux scoops !

- Dépistage du cannabis au lycée ? Inefficace selon Vincent Peillon - Liberation.fr

Le cannabis au lycée, c'est «*un problème de santé publique*», a pointé hier le ministre de l'Education nationale.

Il y a les chiens renifleurs, il en faudrait trop, impossible. Sinon, il y a la fouille au corps, mais là il faudrait mobiliser en permanence dans chaque établissement au moins deux flics, un mâle et une femelle pour palper les bêtes, impossible, à moins d'opter pour un flic gay ou lesbienne qui l'afficherait sur son casque. Il y a encore les détecteurs de dope, mais là c'est pareil, le coup serait exorbitant pour l'Etat, il en existe dans certains aéroports aux Etats-Unis je crois. Reste une solution, les gosses se désapent quand ils rentrent dans le lycée et ils passent un uniforme, genre à rayures, au choix verticales ou horizontales, ou alors kaki, ensuite il suffirait de faire les poches de leurs vêtements personnels pendant qu'ils sont en cours et le tour est joué, les criminels n'auront même pas besoin de se changer pour rejoindre leur nouvelle demeure, génial, non ?

Allez, le cannabis sera légalisé à très brève échéance et les caniches français suivront comme ils l'ont fait pour le mariage homosexuel...

- Obama estime que fumer du cannabis n'est pas plus dangereux que de boire de l'alcool - AFP

"*Je ne pense pas que ce soit plus dangereux que l'alcool*", a-t-il déclaré dans une interview exclusive au magazine The New Yorker publiés dimanche. (Il balance cela d'un air détâché, il s'en fout, le cannabis sera bientôt légalisé. - ndlr)

Le président a précisé avoir averti ses deux filles Sasha et Malia, que "*c'était une mauvaise idée, une perte de temps et pas très sain*" de fumer du cannabis. (Pas un drame ou un crime quoi. - ndlr)

Selon Obama, "*les gosses de la classe moyenne ne se retrouvent pas en prison pour avoir fumé de l'herbe, mais les enfants pauvres si*".

"*Et les enfants d'origine afro-américaine et les latinos sont plus souvent pauvres et ont moins la chance d'avoir les ressources et le soutien nécessaires pour éviter des pénalités très sévères et non-méritées*", a encore noté le président. (Les Etats-Unis ne sont donc pas une démocratie, un aveu. -ndlr)

Il a ainsi salué la récente décision du Colorado et de l'Etat de Washington de légaliser la marijuana, ajoutant : "*il est important pour une société de ne pas avoir une situation dans laquelle une grande partie des gens ont à un moment ou un autre enfreint la loi et que seulement une petite partie est punie pour cela*".

Néanmoins, "*ceux qui affirment que légaliser la marijuana est la panacée et que cela va résoudre tous les problèmes sociaux, je pense qu'ils exagèrent probablement*", a encore estimé le président américain. AFP 19.01

Disons que cela fera bien votre affaire de pourrir un peu plus la jeunesse surtout qu'elle est la plus fragile et sans défense ou presque, quelle hypocrisie !

ACTUALITE EN TITRES

Etat policier. Chasse aux sorcières, l'escalade, les réacs se lâchent, suite.

Haro sur la jeunesse !

- Un député propose de rendre obligatoire le dépistage de drogue au lycée - L'Express.fr

Il a eu le tort d'afficher ses bonnes relations... avec Poutine !

- L'inter-LGBT réclame la suspension de Jean-Claude Killy - LeMonde.fr

Les bonnes relations de Hollande et Fabius avec les barbares de Riad et Doha qui criminalisent l'homosexualité ne les gêne pas vraiment, on comprend...

Quand une provocation répond à une provocation minable

- Un "*anti-Hollande*" interpellé pour un dirigeable en forme de quenelle - Le Nouvel Observateur

Le leader du mouvement citoyen "*Hollande Démission*" gonflait un dirigeable de 6 mètres de long. Il a été placé en garde à vue pour incitation à la haine raciale. Le Nouvel Observateur 19.01

Dommage que le ridicule ne tue pas, les sionistes n'auraient plus à se traiter de nazis entre eux.

Le néovitalisme passe à l'attaque.

- "*Jamais plus*" : les défenseurs du droit à l'avortement étaient (aussi) dans la rue - L'Express.fr

En famille au PS. Encore une campagne qui tombe à point nommé.

- Une campagne pour lutter contre l'inceste diffusée ce mardi sur Internet - 20minutes.fr

"*Pour la plupart des victimes qui évoquent des faits très anciens*", "*52% évoquent des faits qui remontent à l'enfance*"... 20minutes.fr 20.01

Le Collectif Féministe Contre le Viol s'est constitué en 1985 dans la région parisienne pour réagir contre les viols commis dans les lieux publics devant des témoins passifs. Le 8 mars 1986, grâce à l'appui financier du Ministère des Droits des Femmes, le CFCV a ouvert une permanence téléphonique. (source : cfcv.asso.fr)

Mars 1986, donc sous Mitterrand.

Toute référence au père ou à la mère, à la famille doit disparaître au profit de la société sous l'emprise du marché...

- Vers la disparition du "*bon père de famille*" dans le droit français ? - LePoint.fr -

Des élus d'Europe Écologie-Les Verts ont déposé un amendement à la loi sur l'égalité homme-femme pour supprimer ce terme, qui apparaît selon eux "*quinze fois*" dans les codes en vigueur.

Dans le droit, le "*bon père de famille*" correspond à un individu abstrait, "*prudent et diligent, attentif, soucieux des biens et/ou des intérêts qui lui sont confiés comme s'il s'agissait des siens propres*". Le dictionnaire (Hachette) définit l'expression par "*avec la sagesse, l'esprit d'économie qu'un père de famille est censé représenté*". LePoint.fr 20.01

Père de famille, quelle expression détestable, il faut le faire disparaître ! Et la mère ? Aussi. Que restera-t-il alors ? L'idéologie néolibérale est la négation de tous les rapports sociaux, leur liquidation totale est indispensable pour passer à une dictature mondiale composée de serfs ou d'esclaves asexués, impersonnels, sans identité, sans passé, sans histoire, sans droits, et d'une élite d'oligarques et d'intellectuels à leur service disposant de la totalité des pouvoirs.

Chasse à l'homme, une espèce menacée d'extinction.

- Municipales: Les hommes dominent parmi les adjoints des villes moyennes - AFP

Le voile de l'illusion ne protège pas toujours.

- Une mère voilée, interdite de sortie scolaire, dépose une recours - Liberation.fr

62% de 74% = 45,88%, merde, cela ne fait toujours pas une majorité !

- Pacte de responsabilité: les Français ne font pas confiance à Hollande et aux entreprises - Liberation.fr

- Pacte de responsabilité : 74% des Français sceptiques - Le Nouvel Observateur

- Sondage : pour 62% des Français, l'UMP doit soutenir le pacte de Hollande - LeParisien.fr

Dans le prochain sondage ils auront enfin trouvé les 4,12% manquant !

Encouragés par Hollande-Fabius, ils se font mercenaires de l'Etat salafo-takfiri français ...

- L'alarmant afflux de djihadistes français vers la Syrie, dont des mineurs - 20minutes.fr

Par la suite, cela leur permettra d'alimenter une nouvelle campagne islamophobe ou soi-disant contre le racisme une fois légitimée par le PS la pire idéologie criminelle à notre époque. Plus cynique, tu meurs ! C'est le PS, quoi.

Et que vivent les paradis fiscaux !

- Bercy sort les Bermudes et Jersey des paradis fiscaux - LeMonde.fr

La présidente PS de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée, Elisabeth Guigou, et le rapporteur général PS du budget à l'Assemblée, Christian Eckert... LeMonde.fr 20.01

Elisabeth Guigou membre de la Commission Trilatérale qui lutte pour un nouvel ordre mondial.

Un pas en avant, un pas en arrière, cela ne coûte rien...

- Mélenchon : "*le groupe Front de gauche votera contre la confiance*" au gouvernement - Le Nouvel Observateur

Le PS s'en fout il a la majorité absolu...

- Municipales : Mélenchon fait «*un pas*» vers le PCF - LeParisien.fr

Un "*pas*" utile à la stabilité du régime... vers la mangeoire

Pour rappel, la mangeoire est l'auge destinée à contenir les aliments de certains animaux domestiques.

Pas de bol décidément !

- L'emploi ne profite pas de la faible reprise économique, selon l'OIT - AFP

- Le nombre de chômeurs dans le monde continue d'augmenter - LeMonde.fr

- Reconversion professionnelle : comment débuter et s'épanouir dans son nouveau métier - Francetv info

Par exemple, il faudrait peut-être commencer par là :

- Faut-il dynamiter les diplômes? - L'Express.fr

Vous pouvez aussi les privatiser, les individualiser pour les plastiquer...

La Françafrique a une nouvelle représentante.

- Hollande : "*La France est aux côtés de la nouvelle présidente centrafricaine* " - LePoint.fr

- Fabius : la nouvelle présidente centrafricaine est "*une femme remarquable*" - LePoint.fr

- Centrafrique: l'UE approuve une opération militaire européenne - L'Express.fr

Grande manoeuvre à la veille de la Conférence de Genève II. L'ONU soumis à l'impérialisme américain.

Le contexte.

L'Iran, allié du régime de Damas, n'a jamais pris position en faveur du communiqué de Genève I, qui appellait à une transition politique en Syrie.

Riyad alimente depuis trois ans les pires terroristes du monde -takfiris- en Syrie et n'a lésiné sur aucun moyen pour faire prolonger le bain de sang dans ce pays. des milliers de saoudiens jihadistes combattent actuellement l'armée et l'Etat syrien.

Admirez le timing.

- Genève II : Washington attend le retrait de l'invitation de l'ONU à l'Iran - Liberation.fr - il y a 18 heures

- Syrie : L'opposition boycottera Genève 2 si l'Iran est invité - Le Nouvel Observateur - il y a 16 heures

- Syrie : Bachar el-Assad envisage un nouveau mandat - LePoint.fr - il y a 16 heures

- Syrie - Fabius : Téhéran doit accepter explicitement la création d'un gouvernement de transition - LePoint.fr - il y a 16 heures

- Syrie : Al-Assad accuse la France d'être "*un pays vassal*" du Qatar et de l'Arabie saoudite - Francetv info - il y a 15 heures

- La Russie estime que l'absence de l'Iran à la conférence sur la Syrie serait une "*erreur impardonnable*" - LePoint.fr - il y a 14 heures

- Paris interdit le survol de son territoire à la délégation syrienne - LePoint.fr - il y a 13 heures

- L'Iran accepte de participer à la conférence sur la Syrie - Reuters - il y a 13 heures

- Syrie : Riyad rejette une participation de l'Iran à Genève II - LePoint.fr - il y a 12 heures

- L'Onu renonce à inviter l'Iran à "*Genève II*" - Reuters - il y a 3 heures

- Syrie : le régime accusé de torture à grande échelle - LeMonde.fr -il y a 3 heures

Sauf revirement de dernières minutes cette conférence sera un échec, les Américains et leurs alliés exigent le départ d'Assad, et le président syrien a affirmé qu'il ne quitterait pas le pouvoir. A suivre.

Qui espionne, conspire, complote ?

- Obama prévient que la NSA va continuer à espionner les étrangers - LeMonde.fr

Le renseignement américain "*va continuer à s'intéresser*" aux gouvernements étrangers - Lexpress.fr

Réponse à la question du titre : ceux qui dénoncent les agissements de la NSA, d'Obama...

Stratégie du chaos

- Des attentats aux JO de Sotchi ? C'est ce que promettent des islamistes du Caucase - LePoint.fr

- Ukraine. Les manifestations "*dégénèrent en troubles massifs*" - Le Nouvel Observateur

- Une série d'attentats fait 24 morts à Bagdad - Reuters

- Double attentat à la frontière syro-turque, 10 morts - Reuters

- Pakistan: attentat près du QG de l'armée, au moins 13 morts - AFP

- Yémen: 22 morts en 48 heures dans des combats entre chiites et tribus - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie.

- "*Le monde de l'Islam doit se dresser contre le wahhabisme takfiri*" (Assad) - french.irib.ir

S'adressant à la délégation russe, le Président syrien, Bachar al-Assad, a mis l'accent sur la nécessité de résister, fermement, devant les agissements des groupes terroristes takfiris, avec, en parallèle, la formation d'une coalition internationale, pour la lutte et l'annihilation du terrorisme, ainsi que d'une coalition islamique contre le Wahhabisme, a-t-on appris, il y a quelques heures, de la télévision syrienne.

"*Actuellement, ce qui envenime les relations entre les religions, c'est le Wahhabisme takfiri*", a affirmé Bachar al-Assad. Selon une autre information, le secrétaire général de la Ligue arabe devra se rendre, demain, en Suisse, pour participer à la Conférence Genève II sur la Syrie, qui devra avoir lieu le 22 janvier. Par ailleurs, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, a accueilli, favorablement, la décision des opposants syriens de participer à la Conférence Genève II sur la Syrie, censée mettre fin à la guerre de 3 ans, dans ce pays. french.irib.ir 19.01

2- Inde

Stand up, get up, stand up for your right !

Inde: le chef de l'exécutif de Delhi entame un sit-in contre l'action de la police - AFP

Le responsable de l'exécutif de la ville de New Delhi, un militant anticorruption ayant remporté les élections de la capitale en décembre, a entamé un sit-in lundi dans la capitale, entouré de plusieurs centaines de ses partisans, pour protester contre les défaillances de la police.

Arvind Kejriwal, qui s'est dit "*anarchiste*", affirme être prêt à manifester pendant dix jours près du ministère de l'Intérieur pour obtenir une réforme de la police, son action intervenant à quelques jours des célébrations du "Republic Day" qui célèbre la constitution de la République indienne le 26 janvier 1950.

"*Nous sommes ici pour les chauffeurs, les vendeurs de rue et tous ceux qui doivent payer des pots-de-vin à la police*", a dit M. Kejriwal dans un discours prononcé depuis un podium de fortune.

"*Certains disent que je suis un anarchiste qui crée le désordre. Oui, je suis un anarchiste, je suis d'accord avec cela*", a-t-il scandé.

"*Mais aujourd'hui chaque foyer connait cette anarchie, tout est si cher que personne ne peut joindre les deux bouts. Et les femmes ne sont pas en sécurité*", a-t-il ajouté.

Le ministre en chef de Delhi réclame en particulier de contrôler la police de la capitale, qui est actuellement dirigée par l'Etat. AFP 20.01

Les Indiens fuient la police littéralement, ils baissent la tête ou regardent ailleurs quand ils passent devant. Moi je les toise ou je les envoie chier, je peux me permettre, j'ai un statut supérieur, je suis Blanc, l'inverse de la France de Valls, et puis je suis réputé être rompu à la démocratie, sans rire ! Assez rigolé, il faut quand même se méfier, ils ont des réactions imprévisibles. Depuis 1996, pas un ne m'a demandé mes papiers, quelle démocratie l'Inde quand même, j'en tombe à la renverse !

3- Liban

3.1- Liban contre Israël - french.irib.ir 20.01

L'armée libanaise a renforcé les mesures de sécurité, le long des frontières du Sud avec la Palestine occupée, pour écarter les agressions israéliennes, qui, d'ailleurs, se sont intensifiées, contre le Liban.

Alors que des unités de l'armée de terre du régime sioniste se sont infiltrées, à l'intérieur du territoire libanais, et tandis que les chasseurs israéliens continuent de survoler les régions du Sud du Liban, l'armée libanaise a fait appel, depuis hier, à des renforts en effectifs militaires et au renforcement des mesures de sécurité, le long des frontières du Sud du Liban avec la Palestine occupée.

Dans le même temps, les sources libanaises ont fait part, il y a 2 jours, de la découverte de plusieurs nouveaux sites d'espionnage israéliens, à l'intérieur du Liban. Tandis que l'armée libanaise tente d'assurer la sécurité du Sud, le Président Michel Sleimane et le ministre des Affaires étrangères libanais, Adnan Mansour, ont, tous les deux, condamné les agissements militaires et l'espionnage israéliens. Ils ont, également, demandé aux instances internationales, notamment, le Conseil de sécurité de l'ONU, de prendre des mesures pratiques, susceptibles d'enrayer la poursuite des agressions israéliennes contre le Liban.

L'armée libanaise a, plus d'une fois, reproché à la Force intérimaire des Nations Unies, au Liban, (FINUL), son inaction, face aux espionnages et aux agissements militaires d'Israël. Le renfort militaire et sécuritaire, sur les frontières du Sud du Liban, montre que l'armée libanaise s'est préparée à riposter à tout aventurisme de l'armée du régime sioniste. french.irib.ir 20.01

3.2- Les israéliens détruisent leurs équipements d'espionnage au Sud du Liban - french.irib.ir 20.01

Les sources libanaises ont détruit les équipements d'espionnage à Al-Adissa au Sud du Liban. Selon l'agence Tasnim qui cite la chaîne Al-Manar, 20 militaires israéliens sont arrivés dans la région controversée d'Al-Adissa, pour détruire les équipements d'espionnage que les occupants y avaient déposés. Dans le même temps, l'armée libanaise et les militaires du régime sioniste se sont mis en état d'alerte depuis ce lundi matin tout au long de l'axe Maskaf-Al-Adissa. french.irib.ir 20.01

SOCIAL

France

1- Grève chez Sanofi: les départs de médicaments toujours bloqués à Marly - AFP

Les sorties de médicaments du site Sanofi de Marly-la-Ville (Val-d'Oise) étaient de nouveau bloqués lundi par des salariés protestant contre la politique du groupe pharmaceutique en matière de salaires et d'emplois, a-t-on appris lundi de source syndicale.

"*Les grévistes ont repris le filtrage de colis, à l'exception des colis urgents. Les revendications demeurent*", a indiqué à l'AFP Thierry Bodin, représentant de la CGT, majoritaire sur ce site.

La direction a confirmé qu'"*environ 25 personnes bloquent toujours Marly-la-Ville*".

"*Sanofi a pris la décision d'organiser la libération des commandes à destination des hôpitaux et grossistes depuis cette plateforme, pendant le week-end*", précisait la direction dans un communiqué.

Un porte-parole a affirmé qu'il n'avait pas été fait appel aux forces de l'ordre, évoquant un "*déblocage par des salariés non grévistes volontaires*", "*sans incident*".

Selon Thierry Bodin, des assemblées générales sont organisées lundi sur tous les sites pour décider d'une journée nationale d'action. La CGT et Sud Chimie du site de Toulouse ont d'ores et déjà appelé les salariés à une demi-journée de grève et à un rassemblement à la mi-journée. Pour les syndicats, "*la direction attaque la masse salariale par tous les côtés*". Le site de Toulouse, consacré à la recherche et au développement, est en outre touché par un plan de restructuration du groupe pharmaceutique dans la recherche et le développement.

Ce plan prévoit la suppression nette de 186 postes en France sur près de 5.000 d'ici à 2015. A Toulouse, seuls 364 postes sur 617 doivent être maintenus dans trois nouvelles entités appelées à devenir autonomes d'ici 5 ans.

Des débrayages et des blocages de sites ont débuté mardi dans toute la France afin d'obtenir "*une augmentation collective substantielle pour tous*", "*un engagement de maintien des sites, des activités et des emplois*" et "*la résorption de la précarité*".

La direction a indiqué que "*2% d'augmentations individuelles*" seront accordés en 2014, soit une hausse "nettement supérieure" à l'inflation constatée en 2013.

Ce mouvement intervient alors que deux syndicats, la CFDT et la CFTC, ont donné leur accord aux mesures d'accompagnement d'un plan de restructuration prévoyant plus de 450 transferts et la suppression nette de 186 autres postes. AFP 20.01

A retenir, comme ci-dessous à la Redoute des actions bidons pour décourager et démobiliser les salariés, on ne change pas de tels dirigeants syndicaux... Sanofi première ou seconde entreprise capitalisée du CAC40, d'énormes profits, tiens on n'entend plus parler du combat contre les suppressions d'emplois boursiers, c'était une blague...

2- Les salariés de la Redoute débraient pendant trois heures - Le Monde.fr 20.01

« *Entre 300 et 400 personnes se sont rassemblées à Tourcoing-5, puis on est venus en cortège de voitures jusqu'au siège, à Roubaix, où avait lieu ce matin la première réunion sur les mesures sociales du projet* », a déclaré Fabrice Peeters, délégué syndical Confédération générale du travail (CGT).

«*Entre-temps, les syndicats avaient décidé de quitter la négociation au motif que la direction de Kering refusait de s'engager à garantir l'avenir de l'ensemble des salariés, et ce sur la durée, et se contentait de vouloir dérouler les mesures d'un plan de suppression d'emplois* », a expliqué la CGT dans un communiqué. Les salariés grévistes sont alors « *rentrés pour interpeller la représentante du groupe Kering* » et la direction de La Redoute, ajoute la CGT.

« *On les a interpellés sur le fait que notre préalable à toute discussion sur les mesures sociales, c'est que tous les salariés de La Redoute soient intégrés dans ces mesures* », a expliqué M. Peeters.

« *Donc, on veut absolument qu'il y ait des garanties pour les salariés, même ceux qui sont amenés à rester dans l'entreprise* », a-t-il ajouté. Lors d'une assemblée générale à la mi-journée, les salariés ont acté le principe d'une « *grosse manifestation sur Lille dans le courant de la semaine prochaine* », a conclu M. Peeters, qui n'était pas encore en mesure d'en communiquer la date.

Les futurs repreneurs de La Redoute, l'un des leaders français de la vente à distance, ont annoncé un plan sur quatre ans de suppression de 1 178 postes parmi les 3 437 existant en France et à l'étranger. Le Monde.fr avec AFP 20.01

A retenir, le délégué syndical qui dit "*on veut absolument qu'il y ait des garanties pour les salariés, même ceux qui sont amenés à rester dans l'entreprise*", autrement le sort de ceux qui doivent dégager est déjà scellé et il n'est pas question de revenir dessus, c'est cela le syndicalisme d'accompagnement, non ?

ECONOMIE

1- Argentine

-L'Argentine va faire une offre au Club de Paris sur sa dette - Reuters

L'Argentine va soumettre au Club de Paris une offre de renégociation portant sur environ 9,5 milliards de dollars (7,0 milliards

d'euros) de dettes qu'elle doit encore au groupe de pays créanciers, a-t-on appris lundi de source argentine.

Les discussions sur ces dettes, dont Buenos Aires a cessé le service depuis son défaut en 2002, sont au point mort depuis des années.

A eux deux, l'Allemagne et le Japon détiennent environ 60% des créances concernées.

"*Nous allons faire une offre*", a dit la source argentine à Reuters avant une réunion de représentants du Club de Paris avec une délégation argentine conduite par le ministre de l'Economie, Axel Kicillof, dans la capital française. (Une bien mauvaise adresse ! - ndlr)

S'exprimant à Buenos Aires, le chef du Cabinet des ministres, Jorge Capitanich, a déclaré que le service de la dette représenterait 5,5 milliards de dollars sur l'exercice budgétaire en cours et un peu plus l'an prochain, avant de diminuer entre 2016 et 2019.

Le Club de Paris veut être intégralement remboursé pour éviter de créer un précédent qui pourrait être utilisé comme argument par d'autres pays débiteurs.

L'Argentine, elle, souhaite faire avancer ce dossier car elle a besoin d'accéder à de nouvelles sources de financement à l'international. Reuters 20.01

2- Chine

- La croissance chinoise à son plus bas depuis treize ans - lemonde.fr 20.01

L'économie chinoise a enregistré une croissance de 7,7 % sur l'ensemble de l'année 2013. C'est le plus bas depuis treize ans.

Le tournant est intervenu au troisième trimestre, après que le gouvernement a dévoilé, en juillet, un mini-plan de relance. Ce dernier a été construit sur trois axes : suspendre la fiscalité des très petites entreprises pour préserver les emplois ; réduire les contraintes administratives pesant sur les exportateurs, et accélérer l'investissement dans les infrastructures urbaines, notamment dans la construction de lignes de métro.

Ces mesures de soutien ont eu l'effet escompté entre juillet et septembre : l'économie chinoise est remontée d'un coup de 7,5 % à 7,8 % de croissance. Leur appui se fait également ressentir sur la fin de l'année : la production industrielle progresse de 9,7 % en décembre sur un an, les ventes de détail de 13,6 % et l'investissement dans les infrastructures est en hausse de 19,6 % sur l'ensemble de l'année 2013. lemonde.fr 20.01

Haut de page

Le 22 janvier 2014

CAUSERIE

23h00 à Pondichéry, 18h30 à Paris

Un complément.

Finalement j'ai renoncé à actualiser le site aujourd'hui.

A partir de demain, on change de formule, plus d'actualité en titres ou du jour ou d'actualité en bref, ces rubriques ont fait leur temps et je ne suis pas du tout sûr qu'elles aient eu une quelconque utilité ou pas celle que je leur destinais. Certains utilisent le portail comme un site d'information sur l'actualité, ce n'était pas sa vocation, il était fait pour aider à réfléchir et aider à constituer une véritable opposition de gauche libérée du dogmatisme et de l'opportunisme qui ont littéralement gangrenés ou scélarosés l'avant-garde du mouvement ouvrier, ayant échoué à atteindre cet objectif on va axer le portail sur la lutte contre la propagande de l'idéologie néolibérale. Comment cela va se présenter ?

Cette idée m'est venue à la lecture quotidienne de dizaines d'articles d'agences de presse (AFP et Reuters) qui sont pour ainsi reproduits tels quels par les différents médias, dans lesquels figure au détour d'une expression ou d'une phrase la propagande gouvernementale ou du patronat, de l'UE, l'ONU, etc. qui a pour fonction d'orienter le lecteur dans une direction

précise ou l'induire en erreur, formater sa conscience ou le conditionner, le manipuler, la présentation des faits est réalisée de telle sorte que le lecteur sera influencé et induit en erreur. Un exemple.

La délégation syrienne est arrivée en retard en Suisse, l'AFP a écrit : "*Les négociateurs du président Bachar al-Assad, conduits par le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem, ont atteint Montreux avec plusieurs heures de retard en raison d'un problème technique lors d'une escale à Athènes.*" Le portail french.irib.ir a affirmé que "*l'avion (...) avait été empêché de se ravitailler en raison des sanctions imposées à la Syrie*", précisant que "*les autorités grecques et la compagnie Olympic ont présenté leurs excuses à la délégation officielle syrienne et à l'équipage de l'avion pour ce retard*". Il y a tout lieu de penser que les autorités grecques ont pris la précaution de demander l'avis de leurs homologues européens et l'autorisation de Washington avant de se décider à ravitailler cet avion, donc ce retard n'a pas été causé par un problème technique ou une défaillance de l'avion comme l'avait indiqué l'AFP qui a falsifié les faits.

Quel intérêt présente cette info ? Elle montre que l'AFP a menti, ensuite que même dans les détails ou jusqu'au dernier moment ils s'acharnent sur la Syrie, qu'ils possèdent une détermination sans faille qui est un facteur que l'on néglige souvent dans nos analyses, parfois on se dit qu'ils vont abandonner leur idée ou stratégie, grave erreur, c'est très mal les connaître que de le penser. Il arrive qu'on lance un truc en l'air, un peu à la légère si l'on veut, on n'a pas forcément un exemple en tête pour l'étayer ou le prouver, là c'est possible avec cette démarche, je pense que cela peut être utile pour vérifier un tas d'idées ou positions en même temps.

Dans un autre article les terrroristes salafo-takfiris ou liés à Al-Qaïda qui se livrent à des attentats au Liban ont été qualifiée une première fois de "*rebelles sunnites*", ensuite "*d'activistes sunnites*", plus loin de "*fondamentalistes sunnites*" par l'agence Reuters, caractérisation correspondant à celle employée par Riad, Doha, Istanbul, Washington ou Paris pour les faire passer par des opposants respectables et légitimes au régime syrien, d'autant plus que Reuters les faits passer pour de braves Syriens agissant de leur propre chef, pour finalement apporter la précision suivante : "*l'attaque a été revendiquée sur un compte Twitter censé appartenir à la branche libanaise du Front al Nosra, un groupe rebelle syrien lié à Al Qaïda*". Bref, noyés dans une multitude d'appellation, ces terroristes ou mercenaires djihadistes barbares conservent le statut acceptable de rebelles.

Bien entendu dans le même temps le Hezbollah est présenté comme le responsable de ces attentats, s'il s'était rangé au côté des Américains et Israël ces attentats n'auraient pas eu lieu, etc. Reuters qui se refusent à qualifier les auteurs de ces attentats pour ce qu'ils sont, n'hésitent à employer une expression généralement utilisée à l'encontre de fanatiques islamistes en évoquant les "*responsable du Parti de Dieu*" à propos du Hezbollah, tout en présentant l'interprétation qu'il donne de ces attentats comme des allégations à prendre avec des réserves ou pas dignes de confiance, tandis que celle fournit par Reuters serait la seule que le lecteur devrait retenir.

Il existe une multitude de procédés pour donner dans la désinformation et les agences de presse s'y livrent à coeur joie quotidiennement. Chaque soir au 20 heures c'est ce qui sort de la bouche du journaliste. Les agences de presse leur machent le boulot, dans absolument tous les domaines de l'actualité économique, sociale ou politique et davantage encore elles rédigent un papier. Avant on parlait de dépêches d'agences de presse qui étaient plutôt précises et concises, c'est en tout cas l'idée que j'en avais, aujourd'hui il s'agit d'articles qui font entre 20 et 40 lignes sur une 10 à 15 paragraphes (à l'écran).

Les agences de presse sont les officines chargées de répandre la propagande du gouvernement et du patronat auprès des médias, ils sont la voix du régime plus que leur porte-parole, c'est le bureau décentralisé du ministère de l'Information et rien d'autres, elles ne sont absolument pas indépendantes.

Ce qui est intéressant, c'est que tout le conditionnement des masses passent par là, ce sont elles qui diffusent la bonne parole, ce que doit penser la population. A côté les médias peuvent broder et écrire leurs propres articles tout en gardant en toile de fond la pensée ou les idées diffusées par l'AFP et Reuters, apparemment AP a disparu de la circulation en France, il y a aussi euronews et d'autres agences de presse plus modestes conçues sur le même modèle ou qui ont les mêmes maîtres.

Alors pourquoi s'intéresser particulièrement à la manière dont procèdent les agences de presse pour conditionner les masses ? Parce qu'on est là à la source pour ainsi dire de la manipulation de l'information pour formater les consciences dans un objectif politique précis. Il s'y même sournoisement information et propagande sans qu'on sache très bien ce qui appartient à l'un et à l'autre. Souvenez-vous de la méthode de Marx et Engels, remonter à la source, à l'origine de chaque facteur et rapport, donc en s'en rapprochant le plus possible ou en la touchant du doigt on pourra plus facilement comprendre comment la classe dominante construit sa propagande et comment elle fonctionne, on pourra plus facilement la reconstruire pour mieux la combattre et la réduire en miettes.

Un jour j'ai interrogé un portail spécialisé dans la critique des médias car il était passé à côté d'un événement qui mettait en cause un portail, Atlantico.fr, c'était à l'occasion de la polémique sur le "*mur des cons*". Je leur ai demandé pourquoi il n'avait rien écrit sur ce sujet. Son responsable m'a répondu qu'ils étaient des bénévoles, trois je crois, des syndicalistes, et qu'ils n'avaient pas eu le temps de traiter cette info. En observant leur site j'ai constaté qu'ils publiaient très irrégulièrement quelques articles par mois dont ils n'étaient pas forcément les auteurs, j'en ai tiré la conclusion que ce n'était pas très sérieux ou qu'ils n'avaient pas voulu s'attaquer à Atlantico.fr. J'en suis resté là et de mon côté j'ai fait mon boulot en tirant à boulets rouges sur Atlantico.fr qui avait joué un rôle majeur dans cette affaire puisqu'ils en étaient même à l'origine. Je n'ai jamais plus consulté ce site

Par la suite, je me suis dit que c'était quand même dommage qu'on ne puisse pas s'attaquer systématiquement à la propagande gouvernementale ou d'autres institutions, car tous les jours de l'année, c'est en ouvrant la radio ou la télévision ou un journal qu'elle passe et atterrit dans tous les foyers, touche la totalité des travailleurs, que l'idéologie dominante s'incruste dans tous les cerveaux plus ou moins profondément. On ne peut pas l'empêcher, mais on peut au moins tenter de s'immuniser contre ce venin, se prémunir contre ses effets dévastateurs.

On nous rétorquera que le combat politique remplira ce rôle, il est complémentaire et il n'est pas forcément efficace dans tous les cas de figure, car les travailleurs n'abordent pas l'actualité ou la réalité de la même manière ou sous le même angle qu'un militant, ce que la plupart oublient ou refusent d'admettre, et puis il ne faut pas surestimer le niveau de conscience politique ou le degré de connaissance des militants. En quoi le combat politique contre le gouvernement leur permettait de comprendre ce qui se tramait derrière l'affaire Dieudonné, de prendre leur distance avec Valls ou la version officielle, ce sont les militants comme moi qui ont fait le boulot, les partis politiques ont été impuissants dans cette affaire ou pire, se sont rangés au côté de Valls ou ont littéralement déserté.

Je ne sais pas encore comment je vais m'y prendre pour donner cette nouvelle orientation au site, si je dois créer de nouvelles rubriques ou modifier la structure du site. Mon objectif est aussi de passer moins de temps devant l'écran et de ne plus être esclave de l'actualité quotidienne qu'il faut absolument traiter dans les 24h, c'est une contrainte que je me suis imposé pendant cinq ans et je n'en peux plus, physiquement je parle car c'est épuisant. La nouvelle formule sera plus souple pour moi, déconnectée de cette contrainte.

Pour vous dire à quel point j'en suis rendu et je ne vous raconte pas de blague, il m'arrive souvent quand je vais me coucher de me laisser tomber sur le lit tellement je ne tiens plus debout, ma tête part en arrière en touchant l'oreiller et elle se met à tourner au point de m'évanouir, je suis obligé de m'asseoir quelques instants pour reprendre mes esprits avant de me recoucher lentement cette fois, du coup par précaution maintenant je prends le temps de m'allonger au lieu de me jeter sur le lit, mais bon la fatique extrême est toujours là. Je mets cela sur le compte de la cigarette car je fume trop et le manque de sommeil parce que je bosse trop, mais surtout parce que je passe trop de temps devant l'écran, les yeux sont des appendices du cerveau, ils sont très sollicités par l'écran, du coup le cerveau fatique plus qu'en regardant ailleurs, c'est l'explication que j'ai trouvée.

Hier en y pensant je me suis dit que ce n'était pas un hasard non plus si leur société fait en sorte qu'on passe de plus en plus de temps devant un écran ou que nous yeux soient fortement sollicitées, c'est encore pire avec les téléphones portable ou IPad ou Smart Phone ou encore les jeux vidéos, ce n'est pas seulement une question liée au développement des besoins, c'est une contrainte à plusieurs niveaux dont on n'a pas mesuré toutes les conséquences sur notre mode de vie et sur l'homme tout court. Il ne faut pas oublier qu'ils veulent le soumettre, le contrôler et le détruire.

L'info du matin

Le site est partiellement actualisé, la suite peut-être ce soir ou demain. 20 nouveaux articles plus tard.

En France, dans leur société le droit de la défense est bafoué, au niveau de l'Etat mais aussi de la population de plus en plus, elle tend à adopter le même état d'esprit ou comportement, cela conduit à l'atomisation des membres de la société, cela favorise aussi son penchant à l'individualisme, c'est dommage et bien triste, c'est aussi ce que j'ai voulu expliquer hier, s'agissant de cadres ou de dirigeants de partis ce n'est pas nouveau et c'est pire encore, ils partagent l'état d'esprit des communautaristes que leur condescendance ou hypocrisie cache maladroitement.

On veut bien vous accorder de ne pas partager pas nos idées, c'est votre droit et on le respecte, mais on s'interdira d'en discuter ou débattre avec vous. Vous êtes décidément trop bon monseigneur de nous accorder ce privilège. Maintenant on ne peut pas obliger quelqu'un à débattre avec nous s'il n'en a pas envie, d'ailleurs cette idée ne nouss effleurera même pas l'esprit car on en connaît à l'avance l'aboutissement ou l'inutilité.

Et bien qu'il nous soit permis de penser librement sans en tenir compte, nous n'avons jamais forcé quelqu'un à se connecter à ce portail, tenez son audience a baissé, c'est sans doute dû au traitement que j'ai accordé à la violation de nos droits politiques par le petit dictateur Valls et sa clique qui a incommodé les esprits bornés et les gauchistes, entre nous, on se demandera où ils auront pu trouver ailleurs autant d'analyses et de documents de sources diverses pour alimenter leur réflexion, je vais d'ailleurs en ajouter encore deux sur le même sujet.

Ce qui a été marrant et révélateur avec cette affaire Valls-Dieudonné, c'est que finalement tous les partis et syndicats sans exception se sont engoufrés à la suite du Crif, Valls et des médias pour relayer les propos de Dieudonné sortis de leur contexte ou en donner une lecture au premier degré ou faire référence à ses relations d'extrême droite, pour finalement laisser passer cette atteinte insupportable à nos droits politiques. Ils se sont tous focalisés sur les arguments et la propagande du gouvernement et des médias pour abandonner le traitement législatif liberticide et répressif qu'ils entendaient donner à cette affaire par la suite et qui débordait le cas Dieudonné et allait concerner tous les opposant potentiels au régime et à son idéologie néolibérale. Autrement dit, en agissant de la sorte ou en gardant le silence, ils ont tous déserté le terrain du combat politique. Seuls parmis des

intellectuels quelques voix disséminées se sont élevés pour dénoncer les dangers de cette entreprise totalitaire.

Vous aurez noté au passage que j'ai rectifié dans le temps mon discours au fur et à mesure que je prenais conscience de l'ampleur de cette affaire et sa portée, je ne vis pas en France et j'ignorais absolument tout sur Dieudonné, donc j'avais besoin de temps pour réagir à la mesure de cette attaque de Valls qui a été crescendo, j'avais commencé par parler d'une atteinte intolérable à la liberté d'expression, pour ensuite parler de la remise en cause d'un droit démocratique, pour en arriver à la violation de nos droits politiques puisqu'il s'agit maintenant de l'exploiter pour interdire des meetings politiques ou des réunions publiques qui pourrait "porter atteinte à la cohésion nationale" ou à la "dignité humaine".

En voilà une découverte. On se demandera qui surprend qui !

- Hubert Reeves : aux sources de la morale - Le Point.fr 17.01

En réalité rien de suprenant ou qu'on ne savait déjà, hormis la localisation supposée neuronale à laquelle est associée l'empathie ou le mimétisme dont font preuve les primates ou l'homme mais aussi les animaux en général, y compris la flore dans certains cas, bien au delà car il existe aussi des rapports d'interaction entre la faune et la flore ou d'adaptation de l'un à l'autre, par exemple quand le caméléon ou d'autres lézards changent de couleur et adoptent celle de leur environnement pour se protéger de leurs prédateurs, la forme du bec de certains oiseaux particulièrement adaptée à leur alimentation qui relèvent de leur génome.

Il existe lien entre l'atavisme et l'empathie sans qu'on sache comment il s'effectue et à quel niveau. Il fait partie de notre inconscience, chez les animaux on parle d'instinct. A cette combinaison il faut ajouter le monde extérieur ou la société dans lequel le primate ou l'homme est plongé, et qui selon les conditions dans lesquelles il se trouve fournira l'occasion à cette faculté de s'exprimer et d'en déterminer l'orientation, pour reprendre l'exemple qui figure dans cet article, quand on est présent lors d'une scène d'agression, on peut se sentir agressé ou non et réagir ou non, on peut aussi prendre partie pour la personne agressée ou son agresseur si on estime que ses motifs sont légitimes ou parce qu'on partage ses idées, il n'existe donc pas d'automatisme.

L'altruisme dont il est question est l'expression de l'instinct de survie, l'indifférence ou le mépris également.

La remarque de Frans De Waal qui figure à la fin de cet article est stupide, il montre qu'on ne peut pas fournir une explication rationnelle au comportement d'un primate ou d'un homme dès lors qu'on ne tient pas compte de l'environnement ou du contexte (social) dans lequel il évolue.

Tous les animaux possèdent un cerveau proprement dit, hormis les plus primitifs, méduses, éponges, etc. qui ne possèdent qu'un tissu nerveux rudimentaire. Les insectes ont un cerveau pas plus gros qu'une tête d'épingle et cependant ils possèdent la faculté de développer une organisation sociale très élaborée et d'avoir un comportement étonnamment complexe.

Excepté l'homme, aucune espèce animale n'est capable de transformer son environnement pour l'adapter à ses besoins. L'homme se prend pour l'espèce supérieure de la chaîne des espèces biologiques, des matières organiques ou du vivant parce qu'il possède cette faculté, alors que placer dans un environnement social particulièrement hostile, il sera incapable d'assurer sa survie, périra soudainement ou rapidement.

Si la totalité des espèces animales et végétales ont en commun d'avoir l'homme comme prédateur, l'homme est également son propre prédateur et le plus dangereux pour exercer sa domination à la fois sur toutes les espèces, y compris inorganiques, et sur les hommes eux-mêmes selon leur richesse ou leur condition sociale, l'exploitation de l'homme par l'homme constituant la condition inconsciente de son développement et de son pouvoir ou sa puissance, et de sa déchéance qui peut aboutit à son extinction, si elle n'était pas stoppée (à temps) en mettant en commun les extraordinaires moyens qu'il a élaborés pour produire de quoi satisfaire ses besoins au fil de leur développement.

Chez l'homme l'empathie et l'atavisme ne peuvent pas être traités séparément des conditions dans lesquelles il voit le jour et les conditions, le milieu social dans lequel il va se développer. Ces facteurs agissent dans la société au sein des différentes classes sociales mais pas forcément de la même manière ou au même niveau, un fils de riche le deviendra ou le restera dans 99% des cas, un fils d'ouvrier pauvre risque de le rester, sauf exception, même s'il aspire à devenir riche.

Le comportement du fils de riche et du fils de pauvre seront semblables, à ceci que leur destin ne le sera pas vraiment.
Le comportement du fils de riche servira ses intérêts ou se confondra avec eux parce qu'il en est conscient et que la société est ainsi faite que l'adéquation est parfaite entre son comportement et ce qu'il est en droit d'en attendre, alors que ce ne sera pas du tout le cas de notre fils de pauvre, qui pourra trimer comme un esclave durant toute son existence et terminera sa vie toujours aussi pauvre ou sans avoir pu satisfaire ses besoins ou ses aspirations légitimes, pour n'avoir pas eu conscience qu'en se conformant aux rapports sociaux qu'il avait trouvé à sa naissance ou qui prévalait dans la société et dont il n'avait pas conscience, ses besoins demeureraient insatisfaits.

Tous deux voulaient satisfaire leurs besoins mais un seul y parviendra. Tous deux avaient le même comportement, mais un seul

en avait conscience et était fondé par sa situation à en avoir conscience. Et c'est celui qui a copié son comportement sur l'autre qui a été lésé.

Il était légitime que notre pauvre souhaite vivre mieux, inconsciemment par empathie nous dit-on, par identification dirait-on en psychanalyse, il a développé à la fois un complexe d'infériorité et voué un culte envers les riches ou les puissants ou encore ceux qui détiennent du pouvoir, qui pourra s'exprimer de manière contradictoire sur le plan politique cette fois, soit en se prosternant devant eux sans chercher à améliorer sa condition, soit en les détestant et en s'engageant dans le combat syndical ou politique ou les deux à la fois, mais comme il n'aura pas (suffisamment) conscience des conditions dans lesquelles il mènera ce combat ou du processus historique qui est à l'origine des rapports entre les classes, il sera amené à copier inconsciemment le comportement du riche ou du puissant mais sans se fixer pour objectif de changer la société et de mettre un terme à ces rapports, conditions préalébles pour satisfaire ses besoins, ce à quoi le riche ou le puissant est opposé évidemment car il est déjà servi, pour finalement ne jamais atteindre ses objectifs politiques.

Ce n'est pas pour rien que l'on parle souvent de collaboration de classes, de subordination au capitalisme, de la nécessité de rompre avec lui, car en somme les militants de la plupart des partis et plus encore des syndicats n'en ont pas conscience ou ils se croient vaccinés contre l'idéologie dominante, alors qu'ils font la démonstration du contraire. A différents degré, ils s'accommodent du capitalisme et ses institutions, rompre avec eux est impossible parce qu'ils y sont attachés, comment expliquer autrement leur comportement. Ils ne se rendent pas compte que limiter leur combat politique à de simples améliorations alimentaires, c'est finalement reproduire le comportement du bourgeois ou du capitalisme qui lui aussi estime extravagant de vouloir changer la société, que ne pas poser la question de la liquidation du capitalisme et ses institutions en relation avec leurs revendications sociales, c'est se condamner à subir indéfiniment le capitalisme.

L'avantage du riche sur le pauvre, ce n'est pas d'avoir conscience de l'être car les deux ont conscience de leur état, mais de savoir pourquoi et comment le rester, alors que le pauvre ne sait pas pourquoi et il sait pas comment faire pour ne pas le rester. Si empathie il y a, elle fonctionne du côté du pauvre mais pas du riche, bref, toute la situation tourne à l'avantage du nanti.

Tirons comme enseignement de cet article que l'empathie associée à l'inconscience mène le monde et est un désastre, et qu'il est impératif de penser librement ou de développer un esprit critique libre de tout dogme ou appareil pour espérer encore le changer. Il faudrait développer encore mais je n'en ai pas le temps.

Plein d'idées me viennent à l'esprit en rapport avec ce sujet. Par exemple le culte de la personnalité qui s'est développé dans tous les partis (ou syndicats), une véritable catastrophe, une amputation sévère du cerveau comparable à une lobotomie, qui sert utilement à cacher le refus d'analyser la situation passée ou présente, qui lorsqu'on le dénonce ou qu'on s'attaque à des dirigeants nous vaut un tel refus, comme si on s'était limité à critiquer ces dirigeants, alors qu'en réalité notre critique était l'aboutissement ou l'une des conclusions et non le point de départ de notre analyse, qui elle passera évidemment à la trappe, c'est un des procédés qui est employé quand on refuse ou craint la confrontation des idées, on se réfugie derrière cet argument sans toutefois le formuler aussi ouvertement cela va de soi. Il ne faut pas non plus tomber dans le travers qui consisterait à développer une sorte d'empathie inverse pour se distinguer absolument de dirigeants ou de leurs analyses ce qui serait stupide ou contre-productif.

Il est facile de prétendre penser librement, dans les faits c'est manifestement plus compliqué. Nous sommes tous semblables et différents à la fois, et on a beaucoup de mal à l'assumer, à ne pas favoriser nos ressemblances ou ce qui nous distingue des autres, à trouver l'équilibre entre les deux.

L'Extrait de l'article du Point.

- L'astrophysicien nous explique le fonctionnement des "*neurones miroirs*", qui, chez le singe, sont à l'origine d'une empathie dont l'homme lui-même a hérité.

Les primates n'ont pas fini de nous surprendre. (...) (Il faudrait passer le message à Charlie Hebdo qui apparemment appartient à une espèce inférieure aux primates ! - ndlr)

Selon les auteurs, le petit singe perçoit le geste de son collègue, l'interprète correctement et transmet cette perception aux réseaux neuronaux associés aux actions. Un contact d'une nature tout à fait inattendue entre les cerveaux de deux individus. Un tel résultat a excité l'imagination des chercheurs.

Dans son livre Le bonobo, Dieu et nous, Frans De Waal, un biologiste hollandais spécialiste des chimpanzés, y voit une racine physiologique de l'empathie animale. Il observe et relate de nombreux cas d'altruisme animal. Un singe va spontanément au secours d'un autre singe en difficulté. Ses neurones miroirs s'activent. Il ressent en lui la souffrance de l'autre. Cet affect intériorisé l'amène à interagir pour la réduire. Il va à son secours.

De Waal va plus loin. Il s'adresse au problème philosophique très ancien des sources de la morale chez les êtres humains. Pourquoi, partout sur la planète, les hommes ont-ils adopté des codes de législation altruistes ("*tu ne feras pas de tort à ton voisin*")

qui sont parfois très contraignants ? Les observations de Rizzolatti impliquent que ce comportement est, au départ, relié à la physiologie des neurones miroirs. Souffrir des malaises observés chez un autre donne envie de le (se) soulager. Dans cette optique, l'empathie humaine s'inscrit tout naturellement dans le cadre de l'évolution biologique de Darwin. Elle est là bien avant l'arrivée de l'Homo sapiens. Il en hérite du monde animal d'où il émerge lui-même.

Pour terminer, j'ajoute une remarque intéressante de Frans De Waal : "*On me demande parfois comment on peut parler d'empathie chez les chimpanzés, sachant qu'il leur arrive de s'entretuer.*" Je réponds : "*Si nous retenions ce critère, ne faudrait-il pas conclure que les humains n'éprouvent pas d'empathie ?*" Le Point.fr 17.01

Ce n'est pas la première fois que le magazine de BHL publie grâcieusement un article d'Hubert Reeves qui par ailleurs nous était sympathique au premier abord.

Il faut en déduire que Le Point y trouve son compte et que Reeves se fait récupérer ou manipuler sans s'en apercevoir, car être publié dans un tel torchon ce n'est pas très glorieux, sans toutefois aller jusqu'à dire qu'il partagerait l'idéologie nauséabonde véhiculée par Le Point, disons qu'il est l'idiot utile qui développe des analyses qui ne sont pas vraiment incompatibles avec cette idéologie.

Ici il a traité un facteur biologique ou psychologique en occulant le facteur social auquel il est lié, ce qui permetttait d'arriver à une conclusion acceptable pour Le Point.

En gros, il serait dans la nature (neuronale) de l'homme d'être bon ou mauvais et ce ne serait pas la société ou les rapports sociaux existant qui détermineraient en dernier lieu son comportement. Donc quand il manifeste un comportement condamnable ou défini comme tel, ce n'est pas à la société telle qu'elle est à qui il faut s'en prendre, mais à l'homme, d'où la nécessité de légiférer pour le forcer de gré ou de force à agir conformément à la morale et la boucle est bouclée.

On peut avoir la tête très pleine et passer à côté de l'essentiel monsieur Reeves, dommage.

Haut de page

Le 23 janvier 2014

CAUSERIE

Le site ne sera pas actualisé pendant plusieurs jours.

Haut de page

Le 31 janvier 2014

CAUSERIE

Le site redémarrera peut-être d'ici une semaine ou quinze jours sous une autre forme.

- Vidéo d'introduction de la nouvelle formule.

Stop, le serveur OVH refuse que je charge ce fichier car trop volumineux, la suite plus tard, je vais les contacter.

Les vidéos à venir en fonction des différents thèmes d'actualité remplaceront la rubrique causerie. Vous excuserez les maladresses du départ, il faut que je me familiarise avec ce mode de communication et que j'organise mon travail totalement différemment ce qui va prendre quelques semaines. Si je m'apercevais que cela n'intéressait personne ou presque j'arrêterais ou j'en ferais encore moins.

Contrairement à ce qui a été annoncé dans cette vidéo, les premières vidéos ne seront prêtes que demain ou plus tard car il y aun problème de volume de fichier à régler, il faudrait enregistrer au format MGP4, avec la webcam les fichiers sont trop gros et trop longs à charger dans le serveur, je vais voir ce que je peux faire avec mon appareil photo, je n'ai pas envie de dépenser du fric dans une caméra.

Cette vidéo dure 13m44s et pèse 95MO et cela a pris 2h30 pour la charger dans le serveur !

Les différentes rubriques seront actualisées dans les jours qui viennent, j'ai tout dans mon disque dur, il ne me reste qu'à formater les fichiers.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 1er février 2014

CAUSERIE

Suite d'hier. On va procéder autrement. A partir de demain ou lundi en principe.

On va conserver uniquement les actualités en titres de la rubrique causerie, généralement le titre de l'article de presse et celui que je rajoute au-dessus suffisent à comprendre de quoi il s'agit, le lien de cause à effet est facile à établir entre ce qui est annoncé et sa véritable motivation plus ou moins avouée, déformée, fausse ou camouflée, on peut éventuellement ajouter un commentaire ou une analyse de quelques lignes. On va arrêter la rubrique Articles de presse, toutes les autres rubriques seront conservées.
90 nouveaux articles (du 20 ou 31 janvier en fait) seront mis en ligne demain.

Quant aux sujets d'actualité plus substantiels, on les regroupera et on les traitera par thème une à deux fois par semaine en vidéos ou enregistrements sonores beaucoup moins volumineux, un fichier vidéo (MPEG4) de 225 MO pèse seulement 12MO en sonore uniquement (MP3), comme je ne peux pas passer par le serveur qui abrite le site on passera par un compte YouTube, cependant j'attends la réponse de la société OVH qui héberge le site.

J'ai 58 ans je suis littéralement épuisé après ces années de travail de forçat, je ne peux plus passer 10 à 14 heures par jours devant un écran 365 jours par an, lequel d'entre vous aurait accepté un tel traitement, un tel sacrifice, personne, rester ainsi assis pose évidemment à la longue de gros problèmes physiques, donc je ne peux plus continuer de la sorte. Ce qui est incroyable mais ne m'étonne pas du tout, c'est que certains ne puissent pas le comprendre. Cela fait partie de l'état d'esprit dominant qui règne en France, profondément individualiste, que je ne partage pas et supporte de moins en moins, car chacun s'en accommode très bien finalement ou se fait une raison.

C'est si facile, particulièrement chez ceux qui prétendent ne pas être atteints par ce virus et le dénoncent chez les autres, alors qu'ils sont eux-mêmes profondément infectés et n'en ont pas conscience. Ce sont aussi ces militants ou ces gens-là qui se comportent en procureurs ou se permettent de juger les autres, ils feraient mieux de commencer par balayer devant leur porte ou par s'analyser eux-mêmes...

Et puis, soyons lucide, au point où en est rendue la dégénérescence de la société et du mouvement ouvrier, y compris son avant-garde, il n'y a rien d'urgent puisque quoi que vous disiez ou fassiez vous vous retrouvez en présence de militants qui refusent de réfléchir, qui ont toujours raison sur tout, qui ont parfaitement intégré l'idéologie dominante puisqu'ils en partagent la méthode de pensée, à ne pas confondre avec le mode de pensée, d'où l'impossibilité d'avoir une discussion avec eux.

Vous leur parler d'une chose, ils vous répondent en vous parlant d'autre chose, et si vous reprenez leurs arguments pour les

démonter un par un ou les mettre face à l'incohérence de leur raisonnement, à leurs contradictions, ils vous répondent que cela n'a rien à voir, qu'ils ne veulent pas discuter sur ce terrain-là, tout leur est bon pour refuser la confrontation des idées, ils ne veulent pas faire l'effort de réfléchir, ils ne le peuvent pas ou ils le craignent. En fait, ils ont des idées arrêtées une fois pour toute et il n'est pas possible d'en discuter, ce sont des dogmatiques bourrés d'a priori, de phrases ou de citations toutes faites apprises par coeur. Ils ne peuvent se départir d'une rigidité d'esprit qui les emprisonne (et les empoisonne) dans un système de pensée dont ils sont devenus les serviteurs ou esclaves, qu'ils passent leur temps à justifier à la manière des philosophes. A la base de leur analyse figure ceci : la situation telle que nous la connaissons était inévitable, c'était fatal qu'on en passe par là, tout est normal en somme. C'est ainsi qu'ils justifient la politique de leurs merveilleux partis et dirigeants hier comme aujourd'hui, donc ils ne peuvent pas nier que tel est bien le fond de leur analyse. Nous, nous partons du raisonnement inverse, nous en sommes là parce que ces dirigeants et ces partis ont totalement fait faillite ou parce que c'était des imposteurs.

Du coup s'il vous prend l'idée d'insister et de leur demander d'où ils tiennnent telle ou telle idée ou position, sur quoi elles reposent de nos jours, qu'ils nous expliquent comment ils en sont arrivés là, sur la base des faits comment ils peuvent les justifier. Je ne demande qu'à comprendre et être convaincu, je les écoute, je fais preuve de beaucoup de patience, j'ai besoin qu'ils nous expliquent leur démarche intellectuelle, qu'ils nous livrent le processus qui leur a permis d'aboutir à telle ou telle conclusion, et c'est là que cela coince, ils n'y tiennent pas, car en vous livrant le processus intellectuel qui sous-tend leur démonstration vous pourriez y percevoir des faiblesses, des lacunes, des erreurs, cet exercice est terrible, infaillible pour détecter les argumentations construites sur du vent, qui reposent sur des intérêts qui n'ont rien à voir avec l'objectif politique pour lequel on prétend combattre, avec le socialisme.

Pire, on peut s'apercevoir que leur méthode est étrangère au marxisme, au matérialisme dialectique, qu'ils ne se sont pas posés le millième des questions que nous nous sommes posés, qu'ils ne se sont pas davantage donnés la peine d'envisager les centaines ou milliers d'hypothèses que nous avons étudiées au cours des dernières années et dont nous avons rendu public les résultats, avec leurs lots d'erreurs évidemment, ce que nous assumons pleinement, eux jamais ou pour en camoufler d'autres qui sont déterminantes et donc inavouables, car elles pourraient signifier leur faillite politique ou remettre en cause leurs qualités ou capacités, leurs compétences, leur statut pour ce qui concerne les dirigeants ou les cadres, tandis que le simple militant qui confond le plus souvent croyance et connaissance, ne peut se défaire de l'idée qu'il est différent des autres travailleurs, qu'il a acquis un niveau de conscience et un statut supérieur liés au parti dans lequel il milite, à ses dirigeants et à la politique qu'ils impulsent, plus fort encore, parfois même quand il a quitté son parti depuis de longues années ou qu'il en a été exclus, critiquer son parti ou ses dirigeants ou leur politique lui sera insupportable, cependant il pourra admettre à la marge que vous critiquiez leur politique mais à une condition, que vous ne cherchiez pas l'origine de leurs erreurs ou que vous ne cherchiez pas à comprendre comment et surtout pourquoi ils ont pu se fourvoyer ainsi, que vous ne grattiez pas profondément, vous devez rester à la superficialité des choses, au delà c'est un tabou, vous touchez là au sacré, c'est leur sens de la laïcité qui s'accommode beaucoup plus que ce que vous pouvez penser des religions ou plutôt du mode de pensée des croyants qui est antimatérialiste et antidialectique.

Bref, si vous commencez par leur poser des questions un peu trop précises, ils sont déstabilisés, ils se sentent menacés, c'est pathologique et inconscient chez eux, ils dérapent, deviennent malhonnêtes en recourant à toutes sortes d'artifices pour ne pas vous répondre, qu'ils vous prêtent pendant qu'ils y sont, ils sont acculés il faut les comprendre, souvent ils perdent le contrôle d'eux-mêmes, vous passez alors pour un provocateur, ils s'emportent et finalement ils décident de rompre avec vous, après vous avoir bien fait sentir le mépris qu'ils éprouvaient pour vous.

Je vais continuer le site pour me faire plaisir, pour faire chier mes contradicteurs qui en réalité se comportent comme des ennemis, c'est leur problème et pas le mien. Ma patience a des limites. Le monde dans lequel nous vivons va aller de mal en pis.

Les pays de l'UE sont voués à la paupérisation, à la sauce grecque si vous préférez. La situation en Ukraine est comparable à celle qu'ils ont créée il y a trois ans en Syrie, la méthode est la même, il ne manque plus que les snipers pour tirer sur la police et que l'armée s'emmêle, à moins qu'elle sorte en premier de ses casernes en Grèce. En ayant alimenté le communautarisme et soutenu l'idéologie wahhabite qui est omniprésente dans les banlieues ou périphéries de toutes les grandes villes en France mais aussi dans tous les pays de l'UE, le racisme et particulièrement l'antisémitisme, le même scénario de terreur ou de guerre civile larvée est prêt à être activé en cas de besoin. Si cela peut faire autant de dégâts qu'une bonne guerre, pourquoi pas, ils ont réussi à détruire ainsi la Syrie, c'est un succès quand même, modeste mais pas négligeable.

En Tunisie ils ont un gouvernement Ben Ali sans Ben Ali, en Egypte un gouvernement Moubarak sans Moubarak, Sissi fera l'affaire, quelles révolutions, quels régimes démocratiques ! Le Liban est au bord de l'implosion une fois de plus, les Etats-Unis et Iraël envisagent toujours de bombarder l'Iran, à moins qu'ils s'en fassent un allié pour contrer la Russie, après tout leur stratégie c'est l'établissement d'un gouvernement mondial de l'oligarchie financière internationale et non la guerre, elle figure en option seulement.

85 monarques milliardaires possèdent l'équivalent des richesses des 3,5 milliards de serfs (Rockeffeler) dans le monde, c'est dire à quel point ils sont parvenus à concentrer le pouvoir économique, et politique car finalement ces 3,5 milliards de prolétaires misérables pourraient ne faire qu'une bouchée de ces 85 parasites, mais voilà, ils n'ont aucun pouvoir politique, aucun droit politique.

En réalité, nous sommes près de 7 milliards dans la même situation, non ? Non, vous refusez de l'admettre puisque vous n'allez même pas boycotter les élections municipales, vous refusez de dénoncer vos dirigeants qui refusent de rompre avec les appareils corrompus des syndicats qui participent au pacte de compétitivité, vous êtes vous-mêmes vendus ou complices, c'est ainsi, ici on appelle les choses par leurs noms, cela ne vous plaît pas, on ne vous retient pas sur ce portail. On ne marche pas dans vos combines pourries, voilà pourquoi la situation est telle qu'elle est, il n'y a pas d'autres explications valables, ou alors il faut convenir que le socialisme était une utopie.

Davos a consacré cette année l'optimisme des maîtres du monde, surprenant quand on voit l'état actuel du capitalisme, l'endettement colossal de l'économie mondiale, ces centaines de millions de chômeurs, toutes ces guerres, etc. non? Pourquoi cela, ils disposent de tous les pouvoirs économiques et politiques, tous les Etats et toutes les institutions (y compris l'armée), les médias, leur sont acquis, ils peuvent manoeuvrer à leur guise, non ?

J'ai expliqué cela (notamment) hier dans un courriel de plusieurs pages à un militant et vous savez ce qu'il m'a répondu ? Il reste la lutte des classes et l'espoir. Doit-on en rire ou en pleurer franchement ? Il n'a répondu à absolument aucun argument contenu dans mon courriel, la lutte des classes telle que la conçoit les dirigeants du POI (CCI) lui suffit, à moi non, pas du tout, je me pose des questions : Quelle en est la nature? Quel en est le contenu? Quelle en est l'orientation ? Dans quelle perspective politique ? Liée à quels objectifs politiques ? Quels enseignements en tirer ? Comment les relier aux enseignements de la lutte de classes du passé ? Etc. etc. etc. Avouez que ce sont des questions grotesques... pour ne se les être jamais posées dans le passé, à quoi bon, à quoi bon réfléchir n'est-ce pas ?

Avec entre 5 et 7 millions de chômeurs, les multiples difficultés que des millions de travailleurs doivent affronter quotidiennement, n'y aurait-il place que pour le corporatisme ou la collaboration de classes, l'extrême droite serait-elle le seul espoir pour ces travailleurs ? Ou la résignation. Pourquoi aucun parti ouvrier ne parvient-il pas à faire la différence, à inspirer confiance aux travailleurs les plus déterminés à résister ou prêts à en découdre avec le régime ? De deux choses l'une, soit la situation telle qu'on nous la décrit est erronée et l'immense majorité des travailleurs ont encore de quoi vivre normalement ou s'en sortent mieux que ce qu'on nous raconte, soit les partis qui s'adressent à eux sont coupés de la réalité que vivent les masses et elles ne peuvent pas se reconnaître dans ces partis ou leurs discours, personnellement je les trouve insipides, illisibles, au bout de deux lignes j'arrête, cela me casse littéralement la tête, c'est une horreur !

L'espoir, mais quel espoir : Vous étudiez pour ensuite allez engraisser un de ces millionnaires ou milliardaires, vous travaillez pour le même objectif, leur société n'en connaît pas d'autres, le marché, la guerre, le marché, la guerre, etc. même la perspective de changer la société ne figure plus nulle part dans la propagande, les déclarations des partis politiques, une société meilleure et plus justes, bon d'accord, seulement si c'est possible en régime capitalisme, sous le règne de la dictature de l'oligarchie financière, il n'y a que les privilégiés, ceux que le régime a (relativement) épargné jusqu'à présent qui peuvent se payer le luxe d'espérer encore améliorer leur sort dans ce monde pourri, ceux qui justement garantissent la stabilité politique du régime en place, mais les millions et millions de déshérités, qui peinent à survivre au quotidien, qui survivent grâce à des aides ou des subventions, ceux qui peuvent perdre leur boulot du jour au lendemain et voir leur vie brisée ainsi que celle de leur famille, ceux qui triment comme des esclaves pour s'en sortir ou parfois pour percevoir un salaire confortable, je pense aux cadres, qui n'ont même plus de temps à consacrer à leurs enfants, qui ont une véritable vie de merde car même dans leur tête tout est cassé, etc.

Mais l'espoir, quand on n'est pas foutu de mettre un nom dessus, c'est quoi au juste ? Que dal ou alors l'aliénation totale. Il faut oser, il faut avoir l'audace de défendre ses idées et alors seulement l'espoir veut dire quelque chose, elle est reliée à un idéal, et quel autre idéal pourrait-on avoir en dehors du socialisme, du communisme, du règne de la liberté débarrassé du capitalisme, des classes sociales, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'argent, de l'Etat, des frontières, de tout ce qui asservit, opprime, divise et oppose les hommes et les peuples...

Comment peut-on parler d'espoir quand 85 milliardaires possèdent autant de richesses et de pouvoirs, il faudrait commencer par refuser de se soumettre à l'ordre établi, rompre avec lui, par le combattre dans l'objectif de le renverser, n'était-ce pas par hasard la conclusion du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels ? A leur époque, si j'ai bonne mémoire, on était encore plus éloigné qu'aujourd'hui de cet objectif, non ? Osez prétendre le contraire, je vous mets au défi, alors s'il vous plaît cessez vos bavardages inutiles, cessez de brasser du vent et de baigner dans l'autosatisfaction permanente à l'instar de vos dirigeants faillis ou traîtres, c'est écoeurant à la longue, pathétique.

On est fatigué de toujours répéter les mêmes choses, c'est désespérant, on a épuisé en vain un nombre considérable de questions.

Haut de page

Le 4 février 2014

CAUSERIE

J'ai actualisé le site (sauf sur l'économie) comme j'ai pu, ce n'est pas ce que je voulais faire, j'y ai encore consacré beaucoup trop de temps.

Je n'ai pas eu le temps de voir comment je pourrais procéder avec des vidéos ou des enregistrements audio, et je n'ai pas encore reçu de réponse de la société qui héberge le site concernant le volume des fichiers que je pourrais télécharger, avec un dictatophone ou "*voice tracer*" 5MO correspond environ à 5 minutes d'enregistrement, c'est très court et je n'ai pas essayé YouTube, pas le temps.

Demain je publierai un ou trois articles. Les quelques courriels que j'ai reçu ces dernières semaines m'ont convaincu de l'inutilité de ce portail comme de tout ce qu'on peut dire ou faire d'ailleurs, je ne compte pas m'y investir plus que cela, la prochaine actualisation dans quelques jours peut-être...

Je vais écouter un peu de musique pour finir la soirée, Joe Satriani, à notre époque si médiodre dans tous les domaines, c'est encore là qu'on a l'impression d'approcher un idéal et quelque part cela fait du bien, on se dit que cela reste possible et ce n'est pas un miracle !

Contre la gestation pour autrui (GPA) et la procréation médicalement assistée (PMA)

La gestation pour autrui (GPA) et la procréation médicalement assistée (PMA) sont des monstuosités créées par une société décadente entrée en putréfaction.

Pourquoi faudrait-il obligatoirement avec un ou des enfants? Ne peut-on pas s'en passer et vivre normalement ? Alors qu'il est possible d'en adopter, qu'il y a tant d'orphelins en mal de parents.

C'est l'état d'esprit du petit bourgeois, du gauchiste et au delà qu'on retrouve dans tous les partis, organisations ou associations à caractère communautariste ou d'extrême droite qui considèrent que leurs besoins ou droits sont prioritaires et doivent être satisfaits sur le champ sans tenir compte du reste de la société ou de la majorité de la population qui doit se plier de gré ou de force à leurs exigences.

Là en l'occurence ce qu'ils ne supportent pas, c'est que la nature ne leur ait pas octroyé une faculté qu'elle a accordée à d'autres, ils sont frustrés, ce que l'on retrouve chez toutes espèces animales ou végétales qui ne sont pas forcément dotées de facultés identiques, ce qui procèdent aux rapports qui existent en elles et assurent l'équilibre et l'harmonie de l'ensemble des espèces sur terre.

Avec eux, l'homme cumule la faiblesse de l'ignorant, du prédateur, du tortionnaire, du destructeur de la nature, qui non content de la modeler pour satisfaire ses besoins se sent obligé de la malmener et de la détruire.

Tous ceux qui ne sont pas à nos côtés sont nos ennemis (Bush)

Le "*pouvoir*", entendez le chef d'Etat ou le gouvernement qui est légitime dans un pays selon les porte-parole des dictateurs de Washington, est forcément de droite, néolibéral, pro-américain ou soumis à l'impérialisme américain.

Retournement de tendance au Costa Rica, le pouvoir en difficulté - Reuters 03.02

Luis Guillermo Solis, ancien diplomate classé au centre gauche, a pris la tête tard dimanche soir du premier tour de l'élection présidentielle au Costa Rica, devançant le candidat du Parti de libération nationale (PLN, centre) au pouvoir, Johnny Araya.

Nouveau venu sur la scène politique au centre-gauche, le candidat d'Action citoyenne est désormais crédité de 30,8% des voix contre 29,7% pour l'ancien maire de la capitale, San José, âgé de 56 ans.

Le jeune député de gauche José Maria Villata, du Frente Amplio (Front ample, FA), est troisième avec 17%.

Si les reports de voix fonctionnent à gauche, le second tour prévu le 6 avril pourrait sonner l'heure de l'alternance au Costa Rica. Reuters 03.02

En complément

Stratégie mondiale. De la monarchie couronnée à la monarchie financière, du pétrole (Shell) au pétard...

- Pays-Bas: Les villes néerlandaises veulent décriminaliser la culture du cannabis - 20minutes.fr 31.01

Idéologie néolibérale

« ***Théorie du genre*** » : Laurence Rossignol n'a jamais dit que « ***les enfants appartiennent à l'Etat*** » - lemonde.fr 30.01

Elle a dit « *Les enfants n'appartiennent pas à leurs parents.* »

Depuis la fin du XIXe siècle, le droit a reconnu à la société le rôle de se substituer aux parents si ceux-ci sont défaillants. Puis, au XXe siècle, a émergé la notion de « droits de l'enfant », considéré de plus en plus comme une personne et non comme un objet soumis aux choix de ses parents. Juridiquement parlant, il est donc exact que les enfants n'appartiennent pas aux parents : ils sont reconnus comme des personnes à part entière. lemonde.fr 30.01

Voyez-vous, les enfants auraient un niveau de conscience inné, de telle sorte qu'ils auraient conscience de leurs droits dès la naissance, chacun sait bien que non, cependant ce ne serait pas aux parents d'en être les garants, ils n'en ont pas la capacité ou la volonté de les respecter, ce sont des irresponsables n'ayant que des rapports lointains ou déformés avec leurs enfants, les parents seraient incapables de prendre en charge leur éducation ou d'accompagner leur développement sans violer les droits de leurs enfants qui sont des "*personnes à part entière*", alors que l'école ou la société seraient tout à fait apte à assumer cette tâche et la boucle est bouclée.

Comment procède-t-il ici ? Il retourne l'ignorance ou l'inconscience de la population contre elle, alors que la classe dominante et ses représentants en portent la responsabilité. Pourquoi il arrive que les parents bafouent les droits de leurs enfants, sinon parce qu'ils y sont contraints ou ne savent pas faire autrement pour faire face à certaines situations ou régler certains problèmes, parce que la société ne leur en a pas donné les moyens.

Caroline Fourest: "***Les Femen portent les espoirs déçus d'une génération***" - L'Express.fr 29.01

Les Femen portent au coeur de leur colère les espoirs déçus de leur génération, ceux de la révolution Orange.

Manifester nu en se peignant le corps, vivre dans des squats, multiplier les gardes à vue et les entraînements quasi militaires composent un mode de vie impensable passé 25-26 ans. L'Express.fr 29.01

Espoirs qui ne se plaçant pas sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat rejoignent le camp de la pire réaction, en Ukraine comme en France ou ailleurs...

Les 85 plus riches du monde possèdent autant que les 3,5 milliards les plus pauvres - latribune.fr 20.01

Selon un rapport publié à la veille du Forum mondial de Davos par l'ONG Oxfam :

"*Sans une véritable action pour réduire ces inégalités, les privilèges et les désavantages se transmettront de génération en génération, comme sous l'Ancien régime. Nous vivrons alors dans un monde où l'égalité des chances ne sera plus qu'un mirage.*" latribune.fr 20.01

Effectivement, le régime que souhaite mettre en place l'oligarchie financière internationale sur le monde s'apparente à l'Ancien régime ou une monarchie absolue, ajoutons que les ONG du type d'Oxfam lié à la finance figurent parmi l'élite intellectuelle qui en fera partie.

Propagande en faveur de la théorie du genre, info ou intox ?

Cinq intox sur la « ***théorie du genre*** » - lemonde.fr 28.01

C'est le dernier « coup » des opposants à la supposée « *théorie* » du genre.

(Donc selon Le Monde elle n'existerait tout simplement pas, alors que c'est faux et que chacun peut le vérifier sur Internet. Question : Pourquoi dès la première ligne d'un long article commencer par un grossier mensonge ? Y aurait-il quelque chose d'inavouable à cacher à la population, qu'il faille recourir d'emblée à cette méthode pour couper court à toute réflexion et discussion ? On est en droit de se poser cette question, non ? - ndlr)

... des dizaines de parents ont retiré, lundi 27 janvier, leurs enfants de l'école pour protester contre « *l'enseignement obligatoire de la théorie du genre* » dès la primaire.

(Pourquoi un tel ramdam pour "*des dizaines de parents*" sur combien de centaines de milliers dans le pays ? - ndlr)

... il existerait une « *idéologie du gender* » pour imposer de force « *une société basée sur les orientations sexuelles qui deviennent le fondement du droit et de l'égalité* »

C'est la première escroquerie des anti-« *gender* » : ils postulent qu'il existe une « *idéologie* » du « *gender* », une sorte de théorie philosophique et politique, voire d'agenda précis qui serait suivi par les tenants de ce « *courant* », avec un but à atteindre.

(Effectivement et cela ne date pas d'hier. Ils ont commencé par infiltrer et instrumentaliser les mouvements féministes pour ensuite encourager la sexualité débridée et la prostitution, puis banaliser la pornographie, ils ont continué en célébrant l'homosexualité et en organisant des gay pride, ils ont poursuivit logiquement avec le mariage homosexuel, et les voilà parvenus au bout du processus qui devait conduire à la négation non pas des inégalités mais des différentes qui existent entre les sexes pour arriver à un produit uniforme dépourvu d'identité propre à part un matricule ou un numéro à même de remplir les fonctions dictées par le marché, tandis que les enfants dépourvus de repères seraient pris en charge dès le bas âge par la société pour mieux les formater au rôle qu'ils devront tenir...

C'est un résumé rapide et non une caricature de leurs réelles intentions. Observez ce qui se passe aux Etats-Unis où ils ont une longueur d'avance dans ce domaine et vous comprendrez mieux. Au delà du fait que les deux parents doivent travailler pour survivre et n'ont plus le temps de s'occuper de leurs enfants qui sont livrés à eux-mêmes, à leur société, ils favorisent aussi les divorces, en France ils parlent justement en ce moment de faciliter la procédure de divorce, et j'ai lu dans un article il y a peu de temps qu'un enfant sur deux dans les milieux les plus défavorisés, chez les afro-américains principalement, naissait alors que leur mère vivait seule, avait des amants sans toujours trop savoir qui était le père de leur enfant, et que cette tendance allait encore se développer.

Quand on a l'ensemble du processus en tête, on comprend qu'ils instrumentalisent une fois de plus le droit légitime des femmes, des hommes et des femmes de vivre librement leur sexualité, des petites filles ou des petits garçons d'être perçus et respectés tels qu'ils sont sans qu'on influence dans une direction ou une autre leurs besoins et la manière de les satisfaire du moment qu'ils n'empiètent pas sur la liberté d'autrui, ce qu'ils visent c'est l'aliénation des hommes et des femmes à ce qu'ils sont, telle que la nature les a faits, de tous les rapports à travers lesquels leurs différences pouvaient s'exprimer compte tenu qu'effectivement, ce ne sont pas seulement les hommes et les femmes qui sont inégaux, mais la totalité des hommes et des femmes, voilà ce qu'il s'agit de nier et bafouer, pour que ne demeure plus qu'un stéréotype unique facilement contrôlable et manipulable.

Un droit collectif n'est jamais l'addition mais la somme de besoins individuels, dès lors que les membres de la société n'appartiennent plus à une classe particulière, qu'il n'est plus possible de les distinguer et de les regrouper selon un certains nombre de critères et de besoins, de droits, ils sont totalement atomisés, individualisés, tout besoin ou droit spécifique a perdu toute légitimité, ils ne sont plus en mesure d'en revendiquer, de se rassembler sur cette base, ils sont réduits à l'état d'esclaves dans le monde tel qu'ils le conçoivent. - ndlr)

Pour mettre en place son programme de sensibilisation, l'Education nationale a distribué dix séquences pédagogiques, adaptables de la grande section de maternelle au CM2, expérimentés dans plus de 600 classes de 275 écoles.

(Ai-je exagéré? A les entendre dès la maternelle la guerre des sexes feraient rages... Sans aller plus loin, rien que cet argument suffit à comprendre qu'on est en présence d'une formidable machination ou manipulation. En réalité, ce sont eux qui tiennent absolument à ce que les gosses s'intéressent à leur sexualité, fassent une fixation sur cette question dès le plus bas âge, alors que les propagandistes de cette opération n'hésitent pas à se prostituer pour un maroquin (poste ministériel), un siège d'élu au Parlement européen, etc.- ndlr)

L'ABCD de l'égalité approuvé par un Français sur deux - L'Express.fr 01.02

Une majorité de Français (53%) approuve l'ABCD de l'égalité, un programme conçu pour lutter contre les stéréotypes filles-garçons à l'école, selon un sondage BVA pour i-télé publié ce samedi. Mais un tiers des personnes interrogées le trouvent "*dangereux*".

D'après cette enquête d'opinion, cette expérimentation conçue pour lutter contre les stéréotypes filles-garçons à l'école est connue dans le public : 68% en ont entendu parler contre 32% qui en ignorent l'existence. L'Express.fr 01.02

Soit 53% de 68% = 36,04%, c'est ce qu'ils appellent une majorité.

Ils veulent absolument monter les générations les unes contre les autres, les sexes l'un contre l'autre, faire en sorte que les enfants soient perpétuellement en conflit avec leurs parents. Comment cela, c'est très simple.

Si j'élève ma fille comme une fille, elle va peut-être m'accuser de la cantonner au rôle de fille, et si je l'élève plutôt comme un garçon un jour elle va me reprocher de négliger sa féminité et ainsi de suite, de telle sorte qu'en tant que père je ne sache plus du tout quelle attitude avoir avec ma fille sans culpabiliser, me demander si des fois je ne serais pas en train de violer son droit à se sentir une petite fille ou plutôt un petit garçon, de l'influencer dans un sens ou un autre et d'outrepasser mes droits de père, au point d'en arriver à ne plus intervenir du tout dans sa vie et pas seulement sur ses choix, laissant faire les choses, pas vraiment naturellement car elle sera forcément influencée par la société ou le monde extérieur, oui mais là ce sera normal nous dit-on, je n'aurai pas mon mot à dire, je devrai laisser cette influence s'exercer sur elle sans rien dire.

Mais dites-moi, dans ces conditions-là que reste-t-il des rapports entre parents et enfants, comment puis-je lui procurer une éducation, comment puis-je lui transmettre des connaissances une fois qu'il a été établi que la société disposait d'un droit supérieur au mien sur ma fille et que je devais m'y conformer ? Rien en dehors de rapports purement alimentaires.

Sionisme et néolibéralisme

Valls avait porté plainte contre Dieudonné dès septembre - 20minutes.fr 17.01

L'affaire Valls-Dieudonné ne date pas d'hier. Dans les tribunaux, elle a en réalité commencé en septembre, avec la discrète plainte du ministre de l'Intérieur contre le polémiste pour «injure publique», révèle M6 ce vendredi. L'objet de la plainte: une vidéo postée sur Internet le 29 août dans laquelle Dieudonné qualifiait Manuel Valls de «Mussolini moitié trisomique». 20minutes.fr 17.01

Ils avaient patiemment et minutieusement orchestré leur offensive de longue date...

Foot : la Fédération anglaise condamne la « ***quenelle*** » d'Anelka - LeMonde.fr 21.01

Les sionistes ont le bras long, on dit même qu'à la longue ils ne peuvent plus le plier...

Dieudonné interdit de séjour au Royaume-Uni. - Reuters 03.02

L'humoriste français Dieudonné, qui entendait manifester son soutien au footballeur de West Bromwich Albion Nicolas Anelka, est interdit d'entrée au Royaume-Uni, a-t-on appris lundi auprès du ministère anglais de l'Intérieur. "*Nous pouvons confirmer que Monsieur Dieudonné fait l'objet d'une interdiction de séjour*", a déclaré un porte-parole du ministère anglais de l'Intérieur, le Home Office.

« *La ministre de l'intérieur [Theresa May] cherchera à expulser du Royaume-Uni toute personne si elle considère qu'il y a des raisons politiques ou de sécurité publique nécessitant de le faire* », a ajouté le porte-parole du Home Office.

Ce n'est pas une première pour le Royaume-Uni, qui en 2008 a publié sa liste d' « *exclus* » nés à l'étranger et interdits de séjour pour incitation à la haine raciale ou religieuse. Selon Eric Albert, le correspondant du journal Le Monde à Londres, entre 2005 et 2009 101 personnes avaient été inscrites sur cette liste, depuis rendue secrète. Reuters et Le Monde.fr 03.02

Commentaire d'un internaute.

- Si j'ai bien compris, cette interdiction résulte de son soutien à Anelka, qui lui n'est pas encore condamné. Donc on sanctionne un soutien verbal, quand l'auteur de la "*faute*", n'est pas encore sanctionné! Étrange "*le monde libre*"! Si on voulait valider les "*thèses*" de Dieudonné, on ne s'y prendrait pas autrement! Les dirigeants actuels sont aussi moins raffinés? Quelle consécration pour l'humoriste! Le voilà présenté comme le vrai opposant du "*système*".

Un article de Reuters du 3 février vous donne raison :

Le polémiste a finalement été autorisé à reprendre sa tournée après avoir renoncé à ce spectacle pour en présenter un autre consacré à l'Afrique. Reuters 03.02

Alors qu'en réalité, c'est le même spectacle épuré de quelques formules qui étaient destinées aux sionistes, mais qui pouvaient satisfaire de véritables antisémites.

Israël agit en France pour casser la résistance au sionisme - french.irib.ir 22.01

Cette campagne a bénéficié de la puissance de feu des Appareils Idéologiques d'État, CRIF et LICRA et des media officiels mais également de forces supplétives, notamment la Ligue de Défense Juive.

La Jewish Deafence League est fondée à New York en 1968 par le rabbin américain Meir Kahane. Son homologue la LDJ en France est fondée par Pierre Lurçat, un ancien membre du Betar en octobre 2000 d'abord sous le nom de Liberté Démocratie et Judaïsme. Auto-dissoute en 2003, elle se reforme sous le nom de Ligue de Défense Juive. Son objectif : défendre « la communauté juive française » en luttant contre l'antisémitisme, l'anti-judaïsme et l'antisionisme. Politiquement proche du Front National – elle soutient en 2012 la candidature de Marine Le Pen considérée comme une "*amie d'Israël*" – la LDJ revendique «*une centaine d'adhérents, des jeunes entre 18 et 35 ans, en région parisienne*». «*En cas de menace grave sur la communauté, nous pourrions mobiliser environ un millier de personnes* », déclare l'un des porte-parole de l'organisation. Ratonnades, actes de vandalisme, agressions contre des militants pro-palestiniens, menaces de mort, expéditions punitives violentes,… on ne compte plus les exactions commises par cette milice paramilitaire.

Citons pêle-mêle : agression violente au tribunal administratif de Paris contre des étudiants d'une association d'extrême-gauche de Nanterre (l'AGEN), connue pour ses positions antisionistes radicales, en décembre 2003, ratonnade devant le lycée Janson-de-Sailly en janvier 2009 , saccage d'une librairie pro-palestinienne en juillet 2009 ; intrusions violentes dans des réunion pro-palestiniennes ou de manifestations culturelles : dans une soirée de l'association Génération Palestine, en avril 2009, au Centre International de Culture populaire de la Mairie de Vitry-sur-Seine en mars 2009 qui s'apprêtait à faire citoyen d'honneur Marwan Barghouti condamné à la prison à vie en Israël, dans une réunion de l'association France-Palestine en mai 2011 , en novembre 2010 au Musée d'Art Moderne de Paris lors de l'exposition du photo-journaliste berlinois Kai Wiedenhöfer, « *Gaza 2010* », présentant des clichés de victimes palestiniennes dans la bande de Gaza, à l'Institut du monde arabe lors de la projection d'un film en septembre 2012 ; agressions violentes contre de nombreuses personnalités : le président du MRAP Mouloud Aounit en novembre 2003, Dieudonné en mars 2005, l'écrivain essayiste Alain Soral en septembre 2004 (la librairie dans lequel il se trouvait fut saccagée et plusieurs personnes molestées), l'Israélien Ofer Bronchtein, président du Forum international pour la paix en avril 2012 Houria Bouteldja, porte-parole du Parti des Indigènes de la République en octobre 2012, l'écrivain juif antisioniste Jacob Cohen en mars et en juillet 2012 , Olivia Zémor, présidente de l'association CAPJPO-EuroPalestine, en juin 2012 (à noter que cette organisation fait régulièrement l'objet de menaces de la part de la LDJ). Aucun des auteurs de ces faits n'a été inquiété par la Justice. Certaines plaintes ne font l'objet d'aucune enquête, même lorsque les responsables – désormais bien connus – sont formellement identifiés, comme ce fut le cas lors de la première agression de Jacob Cohen, en mars 2012. Le sentiment d'impunité conduit d'ailleurs les membres de cette organisation à agir àvisage découvert et à faire la publicité de leurs exactions sur les réseaux sociaux.

On peut s'étonner de la grande tolérance de l'État français vis-à-vis d'une organisation classée comme terroriste et interdite en Israël et aux États-Unis. Le MRAP demande régulièrement la dissolution de cette milice d'extrême-droite depuis 12 ans sans aucun succès. « *Nous avons écrit de nombreuses lettres aux autorités ou les avons alertées lors d'entretiens, des parlementaires ont fait de même, et aucun résultat n'a été obtenu* », déplore de son côté l'Union Juive Française pour la Paix dans un communiqué, le 11 juillet 2012. La politique du deux poids deux mesures a de quoi laisser dubitatif quand on compare la totale impunité de fait dont jouissent les membres de cette organisation, sa longévité en dépit de ses agissements, à la rapidité avec laquelle l'État français a dissout le groupe islamiste Forzane Alliza dont le seul tort était de promouvoir la lutte armée ainsi que les groupes nationalistes Jeunesses Révolutionnaires et Troisième Voie à la suite d'un fait divers malheureux.

Autre fait troublant : une annonce publiée par la LDJ sur un site français en septembre 2011, pour recruter des mercenaires et aller casser du Palestinien en Cisjordanie n'a pas suscité la moindre réaction politique ni médiatique (à l'exception notable du site Rue89). Interrogée, une porte-parole du Quai d'Orsay refusera de répondre au journaliste, assurant qu'elle ne connaît pas la LDJ . Les membres de cette organisation sont en réalité totalement couverts par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice. Ils bénéficient même pour leurs séances d'entraînement au combat d'un bâtiment officiel public prêté par la Police nationale ! Ils y suivent des cours de krav-maga, l'art martial de l'armée israélienne, sous la direction de conseillers techniques venus d'Israël. Tout comme le CRIF, appareil idéologique d'État et lobby officiel du sionisme en France, son bras armé la LDJ, dont elle couvre régulièrement les agissements est au service de l'État français pour briser la résistance politique au sionisme. Pour ce faire, son statut extra-légal lui permet d'utiliser la violence en toute impunité et avec la complicité des forces de l'ordre. french.irib.ir 22.01

La communauté juive fait interdire un maillot de foot représentant la Palestine - french.irib.ir 22.01

La Fédération de Football du Chili (FFC) a interdit le maillot du club de football "*Palestino*" qui représentait la carte de Palestine (avant la création de l'Etat sioniste) sur le dos des joueurs.

La communauté juive s'était plainte après avoir découvert le maillot du club professionnel créé par la diaspora palestinienne en 1920.

La FFC s'est vite exécutée en faisant interdire le maillot pour discrimination et en condamnant le club à une amende de 1300 dollars.

Le Chili compte la plus grande diaspora palestinienne à l'étranger hors Moyen-Orient. french.irib.ir 22.01

Peu importe la religion, Valls appelle au combat contre tous les intégrismes - lexpress.fr 22.01

Intégristes catholiques ou revendications religieuses des banlieues, la gauche doit combattre ces deux phénomènes avec "*la même vigueur*", selon le ministre de l'Intérieur Manuel Valls. lexpress.fr 22.01

L'intégrisme sioniste, la Ligue de Défense Juive, non, cela n'existe pas ou plutôt ils sont légitimes pour Valls, vive Israël !

L'Unesco et les juifs : ignominie - Lepoint.fr 23.01

L'Unesco avait programmé, à Paris, de longue date, une exposition intitulée "*Les gens, le Livre, la Terre : la relation de 3 500 ans du peuple juif avec la Terre sainte*".

Cette exposition était parrainée par le Centre Simon-Wiesenthal ainsi que par un certain nombre d'États...

Or voici qu'à moins d'une semaine de son inauguration elle est brutalement suspendue, pour ne pas dire annulée, par simple communiqué de la direction de l'agence obtempérant à une lettre de 22 pays arabes "*préoccupés*" - sic - par le "*possible impact négatif*" de l'événement sur "*le processus de paix et les négociations en cours au Proche-Orient*".

Et ne nous attardons pas non plus sur l'aveuglement d'une Ligue arabe qui, confrontée à la menace nucléaire iranienne, à la glaciation peu négociée de la révolution égyptienne, à l'écrasement guère pacifique des velléités démocratiques à Bahreïn ou dans les Émirats et, last but not least, au massacre de 130 000 Syriens par l'aimable Bachar el-Assad, ne voit qu'une menace sérieuse planer sur la région : Israël, toujours Israël, le tout petit Israël, dès lors qu'il a la prétention de se pencher, comme tous les peuples du monde, sur son histoire, ses récits fondateurs ou l'ancienneté de sa présence sur la terre où il est établi.

Le plus dramatique dans cette affaire, c'est l'image pitoyable que donne d'elle-même une agence des Nations unies se couchant - il n'y a pas d'autre mot - devant le diktat.

C'est le sentiment d'être revenu aux temps, il y a presque quarante ans, où la même agence voyait dans le sionisme une forme de racisme (...) alors que personne, encore une fois, ne paraît, aujourd'hui, s'en inquiéter ni presque s'en aviser !

(Du racisme fondateur de l'Etat sioniste, ah ben si qu'on s'en inquiète et pas qu'un peu ! - ndlr)

C'est la façon dont un vrai débat (...) est en train d'être détourné par un quarteron de faux historiens que vient aujourd'hui conforter, avec sa honteuse palinodie, cette grande institution qu'est, en principe, l'Unesco

("*il n'y a jamais eu de Temple à Jérusalem*", disait l'un... "*le peuple juif est une invention récente*", écrivait l'autre... "*peut-être existe-t-il, assénait le troisième, mais comme un peuple violent, originairement cruel, pour ne pas dire génocidaire...*" - eh bien, ce torrent d'imbécillités négationnistes qu'il nous était donné de subir, depuis un certain nombre d'années, à longueur de colonnes et de programmes, c'est dans son sillage que s'inscrit, qu'elle le veuille ou non, cette décision de l'Unesco). (Voilà l'Unesco classée parmi les négationnistes ! De nos jours le négationnisme ne serait-ce pas nier les droits légitimes des Palestiniens à revenir sur leurs terres dont les sionistes les ont chassés en 1947-48 ? Vous aurez sans doute deviné le nom de l'auteur de cet article nauséabond, qui nous la joue une fois de plus sur le ton outré de la victimisation, son abréviation en trois lettres si infâmes qu'on hésite à les prononcer ? - ndlr)

Ce qui est dramatique encore, c'est la quasi-certitude, en écrivant ces lignes, de provoquer un déferlement de commentaires où l'on verra, comme à l'accoutumée (...) : "*marre d'Israël ! marre du sionisme ! on se fiche de savoir qui, dans cette querelle, a tort ou raison - nous en avons juste assez, et de la querelle, et des juifs qui en sont l'objet*". (Plus que cela encore, à vomir votre antisémitisme ! - ndr) Lepoint.fr 23.01

Et cet ignoble personnage, c'est juste pour montrer une fois de plus qu'ils ne reculent devant rien, de conclure en s'attaquant à la directrice de l'Unesco Mme Irina Bokova qui aurait élu à ce poste grâce à lui et son carteron d'extrême droite sioniste, elle serait ingrate ou aurait mauvaise mémoire, et il compte bien lui faire payer cette forfaiture, une menace à peine voilée. Ils croient qu'il est possible d'acheter tout ou n'importe qui ou que le monde devrait leur ressembler, heureusement que ce n'est pas le cas, quelle horreur !

Dieudonné fait un «***petit***» à Londres - french.irib.ir 25.01

A Londres, Dieudonné s'appelle Gerald Scarfe, du nom d'un brillant dessinateur de presse au journal britannique *The Sunday Times*. Son crime ? Avoir dessiné le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en pleine construction d'un mur de briques.

Sauf qu'en lieu et place de ciment, il utilise du sang. Entre les briques, des visages agonisants de Palestiniens écrasés par le poids

de l'édifice. Le titre : «*Will cementing the peace continue ?*» (Va-t-on continuer à cimenter la paix ?).

Et boom ! Le dessin a soulevé une tempête politico-médaitique et été décrété illico-presto «*antisémite*». Le «*Crif*» local s'est mobilisé et rameuté ders supporters pro sionistes autour de lui pour tordre le cou à l'impertinent caricaturiste. Acteurs politiques, journalistes, élus et associations proches du lobby juif se sont levés comme un seul homme pour clouer au pilori le dessinateur.

Le royaume de sa majesté la reine a sonné l'alerte. Même le patron du Sunday Times a lâché son employé en s'en lavant les mains publiquement de ce dessin qu'il a qualifié de «*grotesque et offensant*». Le magnat de la presse juif australien Rupert Murdoch, n'a pas hésité a envoyer son journalistes au bûcher. «*Gerald Scarfe n'a jamais reflété les opinions du Sunday Times*», a-t-il écrit sur son compte Twitter.

Pire Murdoch ajoute sans rire : «le journal a une longue histoire en termes de défense d'Israël, et de ses problèmes, tout comme moi en tant qu'éditorialiste».

Voilà la gratitude que reçoit Gerald Scarfe pour ses 55 années de loyaux services au Sunday Times ! Pendant ce temps, The Sunday Time peut caricaturer l'islam et les musulmans et son patron Murdoch, pourra à loisir gloser et s'époumoner sur la «*liberté d'expression*» en raillant le prophète Mohamed (QSSL) ou en se payant la tête des arabes ou des musulmans.

Le comble dans cette affaire, c'est que le dessinateur ne s'en est pas pris au judaïsme ni à la très controversée Shoah. Il a juste pointé la politique annexionniste et criminelle de l'Etat hébreu qui consiste à voler les terres des palestiniens pour y construire des colonies sauvages après s'être débarrassés physiquement de leurs propriétaires.

Un dessin réaliste mais surtout politique qui n'a rien à voir avec le réflexe victimaire qui surgit instinctivement dés qu'il est question d'Israél ou de l'un de ses dirigeants. Les sionistes ont assurément trouvé une bonne recette pour fermer le bec aux journalistes du monde occidental : «*L'antisémitisme*» mêlé à toute les sauces. Mais à la longue ce plat devient insipide au goût. Y compris en Occident. french.irib.ir 25.01

Nazisme : les dirigeants sionistes ont saboté le sauvetage des juifs - french.irib.ir 28.01

L'extermination des juifs en Europe devait servir à justifier ou légitimer la création d'Israël, de la même manière que le bombardement de Pearl Harbour devait servir à convaincre le peuple américain du bien-fondé de la participation des Etats-Unis à la Seconde Guerre mondiale, ou encore le 11 septembre 2001 la lutte interminable et planétaire contre le terrorisme, pour légitimer aux yeux des Américains toutes les guerres à venir qu'ils avaient planifiées de longues dates...

Ils sont Israéliens et se mobilisent en Palestine. Pourquoi s'engager contre son camp? - slate.fr 29.01

Parce qu'on peut être juif sans se reconnaître dans Israël, sans être forcément sioniste. C'est surprenant uniquement pour des sionistes qui dévoilent un peu plus chaque jour leur véritable nature, hideuse. Slate.fr est la voix du Crif qui considère comme antisémite tout opposant à Israël ou au sionisme, tout antisioniste comme ennemi ou traître, y compris les juifs.

Au moins quand dorénavant nous cataloguerons ce portail parmi les sionistes, nous pourrons faire référence à cet article. On rappelle que J. Attali est l'un des co-fondateurs de ce portail. Il rivalise avec Atlantico.fr.

Les quenelles volent bas à l'aéroport de Roissy - liberation.fr 30.01

Selon nos informations, plusieurs responsables de la CGT Air France ont effectué une quenelle à Roissy et ont affiché sur Internet leur soutien à l'«*humoriste*» Dieudonné, plusieurs fois condamné pour propos antisémites. Tout est parti d'une photo qui a choqué en interne, et que Libération s'est procurée. (Libération en délateur, que ne ferait-il pas pour vendre leur torchon. -ndlr)

Contactés par Libération, les intéressés assurent qu'ils ne sont ni antisémites ni fans de Dieudonné. La photo de Roissy était un simple «*bras d'honneur*» lancé par les grévistes à leur direction, indique David Ricatte, secrétaire et porte-parole de la CGT Air France. Il ajoute que la quenelle n'avait, à l'époque, pas la connotation antisémite récemment médiatisée. liberation.fr 30.01

Peu importe ce que vous pouvez dire, vos procureurs n'écoutent que le Crif, au moyen d'un amalgame ordurier vous êtes déclaré antisémite et fan de l'odieux et médiocre comédien.

Au fait, saviez-vous que Thierry Lepaon avait accepté de rencontrer le CRIF le 28 janvier dernier, organisation qui incarne l'extrême droite sioniste ?

Valls parle de Dieudonné aux francs-maçons - L'Express.fr 31.01

Au cours de la cérémonie de voeux qu'il a offerte aux obédiences maçonniques le 30 janvier au ministère l'Intérieur, Manuel Valls exhorté les francs-maçons à se battre contre les extrémismes, l'extrême-droite, Dieudonné en particulier...

De mémoire de maçons, c'est la première fois qu'un ministre de l'Intérieur offre une cérémonie de voeux aux obédiences. Nicolas Sarkozy l'avait fait, mais en tant que Président de la République. L'Express.fr 31.01

La franc-maçonnerie et le sionisme sont athées et nihilistes

Le nihiliste n'est pas celui qui ne croit à rien, mais celui qui ne croit pas à ce qui est. (Camus, l'Homme révolté)

Il croit en ce qu'il veut bien croire, et c'est un mode de pensée totalitaire ou despotique parce qu'il veut imposer cette croyance aux autres ou considère qu'il est supérieur à tous les autres. Ce mode de pensée repose sur le déni permanent de la réalité, des faits, ce qui coïncide tout à fait avec l'idéologie néolibérale ou sioniste, d'où l'accusation d'imposture qu'on porte contre lui ou contre eux.

Il ne peut y avoir de confrontation d'idées qu'à partir du moment où s'affrontent deux interprétations différentes basées sur la réalité ou des faits, mais dès lors que l'une des deux fait abstraction de la réalité ou des faits, refusent de les prendre en compte, toute discussion est rendue impossible puisque l'une des deux parties souhaite imposer son interprétation à l'autre sur une base qui n'existe pas ou insaisissable, purement subjective, qui ne doit faire l'objet d'aucune analyse pour en vérifier la véracité, car rien ne peut la justifier. C'est l'idéologie adoptée par la classe dominante et qui a gagné toutes les classes, y compris le mouvement ouvrier.

Un millier de personnes rassemblées contre Dieudonné à Marseille - Francetv info 02.02

Le polémiste doit se produire dans la journée à Marseille. Environ un millier de personnes se sont retrouvées dimanche 2 février en début d'après-midi dans la cité phocéenne pour protester contre la tenue d'un spectacle de Dieudonné, a constaté une journaliste de l'AFP.

Plusieurs élus de droite et de gauche se sont joints au rassemblement organisé par les représentants de la communauté juive de la ville. "*Vous êtes les clients dociles d'un juteux fonds de commerce*", a lancé la présidente du Crif de Marseille, Michèle Teboul, à l'adresse des spectateurs de Dieudonné. Francetv info 02.02

Ce ne sont plus des propos particuliers ou le spectacle intitulé Le Mur qu'ils visent, mais tout spectacle donné par ce comédien. A quand l'extermination physique du parasite ?

En complément.

La Coordination intercommunautaire suisse contre l'antisémitisme et le racisme (Cicad) a tenu un stand en face du théâtre où se produisait Dieudonné lundi soir à Nyon. "*On entend faire acte de présence et dire qu'il n'est pas le bienvenu*" en Suisse, a expliqué le secrétaire général de la Cicad, Johanne Gurfinkiel. Lepoint.fr 03.02

Propos sur les Roms : finalement l'UMP ne sanctionne pas le maire de Roquebrune-sur-Argens - Francetv info 26.01

Il avait été suspendu à titre conservatoire, le 5 décembre 2013, par la fédération UMP du Var. Finalement, Luc Jousse, maire de Roquebrune-sur-Argens, n'a pas été sanctionné par son parti, note Var Matin, dimanche 26 janvier.

L'UMP, qui devait se prononcer lors de son Conseil national, samedi 25 à Paris, n'a prononcé aucune sanction. Luc Jousse reste donc tête de liste investie par l'UMP à Roquebrune-sur-Argens.

L'édile avait été au cœur d'une polémique en décembre 2013 après des propos réitérés sur la communauté Rom, qui avaient choqué jusqu'à ses propres rangs. "*Ils se sont mis à eux-mêmes le feu dans leurs propres caravanes ! Un gag ! Ce qui est presque dommage, c'est qu'on ait appelé trop tôt les secours !*", avait-il notamment déclaré lors d'un conseil de quartier. Francetv info 26.01

Heureusement que les Roms ne sont pas juifs ou tant pis pour eux !

Irak : Israël arme depuis 2006 les takfiris. - french.irib.ir 03.02

C'est un projet de longue haleine! le général irakien Fazel Al Barwari, commandant des bataillons " *dorés*" de l'armée irakienne

le confirme : depuis 2006 une grande partie des armements saisis aux terroristes sont de fabrication israélienne . " *A l'heure qu'il est les terroristes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (Daesh) tuent nos soldats avec des armes israéliennes* ", le général estime qu'il existe un vaste réseau de trafic d'armes depuis Israël vers l'Irak via les intermédiaires saoudiens. french.irib.ir 03.02

Quand l'imposture est élevée au rang de théorie.

Robert Badinter : «***Il y a une forme de dégénérescence du débat politique***» - leparisien.fr 01.02

Les provocateurs et fossoyeurs de la République et de la démocratie se mobilisent et en appellent à l'union nationale pour les défendre ou plutôt défendre le régime en place qu'incarne le gouvernement en place.

«*Il y a une forme de dégénérescence. Le débat est désormais instantané, en raison des nouvelles techniques de communication. Et il est moins contrôlé. Le filtre des rédactions des médias ou des organisations politiques disparaît. L'essentiel se passe sur des réseaux sociaux, s'inscrit dans des petites phrases diffusées aussitôt, dans des réactions instantanées souvent anonymes. Ce changement technologique induit inévitablement un appauvrissement du débat politique.*»

- Alain Finkielkraut s'emporte contre la « *malédiction d'Internet* » - LeMonde.fr 31.01

Selon le philosophe, « *Internet devient un immense cloître où les sphincters de la liberté ne cessent de déverser leurs productions innombrables* » sur BFM-TV vendredi 31 janvier au matin.

En 2009, il avait déclaré dans l'émission Arrêt sur images qu'Internet était « *la poubelle de toutes les informations* ». LeMonde.fr 31.01

- Robert Badinter : «*.. .j'ai toujours été social-démocrate. Je l'étais déjà en 1981.*» leparisien.fr 01.02

Bon, aucun dirigeant du PS n'a jamais été socialiste, merci on le savait déjà !

Badinter aurait aimé une grande manifestation contre "*Jour de colère*" - AFP 02.02

L'ancien garde des Sceaux et ex-sénateur PS Robert Badinter aurait souhaité "*une grande manifestation de protestation*" contre le défilé "*Jour de colère*".

"*J'ai le sentiment que tout le monde a été surpris. Mais face à une telle provocation fasciste, à ces cris infâmes, j'aurais souhaité des réactions plus vives, des appels d'associations de défense des droits de l'homme et des partis républicains pour organiser une grande manifestation de protestation*", ajoute-t-il. AFP 02.02

Le sionisme appel le fascisme, il a des trous de mémoires à son âge ou une connaissance très sélective de l'histoire...

Dray: face au "***bloc réactionnaire***", il faut "***une réaction à la réaction***" - AFP 02.02

Invité du "Forum" Radio J, le socialiste Julien Dray a appelé dimanche la gauche à une prise de conscience, une "*réaction à la réaction*" face au "*bloc réactionnaire*" qu'il juge "*fondamentalement antirépublicain*", notamment au regard de la manifestation anti-Hollande de dimanche dernier.

Cette radicalisation de la société française signe-t-elle l'échec de François Hollande et de la gauche ? "*Ce n'est pas parce qu'elle a failli, c'est parce qu'elle reprend ce combat pour l'égalité que ces forces se remettent en mouvement.*" AFP 02.02

Le PS incarne sur toute la ligne la réaction économique, sociale et politique en faisant acte de soumission envers l'oligarchie financière, Washington, Tel-Aviv, Riad et Doha notamment ou encore l'Union européenne, c'est dans ce contexte qu'il faut analyser leur prétendu "*combat pour l'égalité*", tandis que les inégalités sociales s'amplifient ou leur dénonciation de la réaction dont le PS est finalement le catalyseur, tandis que le règne de l'arbitraire et de l'injustice à force de loi dans ce pays et nos droits politiques ont fait l'objet d'une nouvelle attaque en se servant de l'affaire Dieudonné.

Il ne doit pas être au courant que les inégalités sociales n'ont pas cessé de s'amplifier en France et partout dans le monde depuis les dernières décennies avec une accélération foudroyante au cours des cinq dernières années.

- Le dirigeant socialiste Julien Dray a accusé dimanche le service public audiovisuel d'avoir, au nom de la "*liberté d'expression*", "*sacrément servi la soupe*" aux "*leaders réactionnaires*" qui sont devenus "*tendance depuis une dizaine d'années*."

(Le service public audiovisuel est tel que l'ont conservé Hollande et le PS depuis qu'ils sont au pouvoir, non ? A croire que les réactionnaires servent leurs intérêts, non ? Ils leur permettent de se présenter comme des gens de gauche ou progressistes, alors qu'ils sont tout autant réactionnaires ou pire encore en réalité. L'hypocrisie est à son comble et ils savent s'en servir. - ndlr)

"*On voit toute une série d'émission sur les radios, à la télévision, ou les leaders de pensée sont des leaders réactionnaires. C'est devenu tendance, ça fait bien de remettre tout en cause. L'alibi de tout ça, c'est la liberté d'expression. Mais les idées qui sont émises, ce ne sont pas des idées, ce sont des délits. Parce qu'elles produisent, quand elles sont appliquées, de la barbarie*", a assuré M. Dray. AFP 02.02

Emettre des idées différentes des leurs est un délit, c'est ce qui a valu à Rosa Luxembourg d'être assassinée par le SPD. Il reprend l'argumentation du Conseil d'Etat, le PS est bien l'antichambre de toutes les dictatures. Il devait faire allusion aux idées de Théodore Herzl qui ont inspiré Hitler et les nazis...

Valls : "***J'en appelle à un réveil de tous les républicains***" - Le Nouvel Observateur 02.02

"*... une droite conservatrice et réactionnaire s'est libérées. (...) Elle occupe la rue car elle considère que la gauche au pouvoir n'est pas légitime*"

"*Face à ce phénomène, la droite républicaine a donc une responsabilité : se démarquer clairement des mouvements qui n'acceptent pas la démocratie et les choix du Parlement*", insiste-t-il.

Manuel Valls lance également un appel au sursaut à gauche : "*Ne laissons plus rien passer. Je pense aux sifflets contre le Président le 11-Novembre. C'était inadmissible. Où était la gauche ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu plus de réactions ? Toute la gauche comme les grandes associations antiracistes doivent s'engager et répondre aux provocations antirépublicaines*", déclare-t-il. Le Nouvel Observateur 02.02

Les "*choix du Parlement*", ceux qui piétinent quotidiennement nos droits sociaux et politiques ?

Pourquoi l'extrême droite considère-t-elle que "*la gauche au pouvoir n'est pas légitime*", sinon qu'elle est une imposture, qui fournit des arguments aux fachos sinon monsieur Valls et consorts ?

Le PS appelle "***la France de la fraternité***" à manifester - Le Nouvel Observateur 02.02

Le porte-parole du PS, David Assouline, a souhaité dimanche 2 février sur BFMTV que "*la France de la fraternité se manifeste fortement*" lors d'un rassemblement pour contrer "*Jour de colère*", coalition de mouvements opposés au gouvernement.

Face à ce qu'il a appelé "*une vague réactionnaire*", et la mobilisation anti-gouvernementale de dimanche dernier, David Assouline juge nécessaire "*une offensive idéologique sur les valeurs de la République*". Le Nouvel Observateur 02.02

(Que le PS ne cesse de piétiner allègrement... - ndlr)

"*Tous les Républicains doivent rester mobilisés pour répondre aux provocations, aux mensonges et à la tentation de l'extrémisme. Tous les Républicains doivent condamner ceux qui s'en prennent aux valeurs et aux institutions de la République*", a dit dimanche le premier secrétaire du PS, Harlem Désir. AFP 02.02

De la Ve République qu'il faudrait défendre, ce sera sans nous.

Mouvement ouvrier.

Affaire Clément Méric : les médecins peinent à établir la cause de la mort - Francetv info 22.01

A-t-il été tué à coups de poing ou est-ce sa chute qui lui a été fatale ?

Les experts chargés de se pencher sur le cas de Clément Méric, jeune militant d'extrême gauche tué le 5 juin dans une bagarre, peinent à déterminer les causes exactes de sa mort.

Au cours de la bagarre opposant des skinheads soupçonnés d'être proches de l'extrême droite et un groupe d'antifascistes, "*il semble que monsieur Méric ait perdu connaissance très rapidement et qu'il ait ensuite chuté. Du fait de cette perte de connaissance, il n'a eu aucune retenue dans sa chute*", selon le rapport rendu le 2 janvier et publié le 23 par Libération. Francetv info 22.01

Sept mois plus tard, ils en sont encore à se demander s'il faut imputer sa mort au coup de poing qu'il a reçu ou à sa chute, autrement dit quelle version servira le mieux les intérêts politiques du gouvernement. Il reste encore un peu plus d'un mois avant les élections municipales, peut-être réussiront-ils à résoudre cet énigme juste à temps dans le sens qui les arrangera...

Besancenot (NPA) pour un "week-end de révolte de gauche" - AFP 28.01

Encore un qui "*espèrait*" quelque chose de ce gouvernement social-libéral-impérialiste.

- Olivier Besancenot (Nouveau Parti Anticapitaliste) a proposé mercredi sur France Info un "*week-end de révolte de gauche*" contre la politique gouvernementale.

"*Pas de semaine qui passe sans que le gouvernement ne nous invente une nouvelle formule qui nous désespère*", a affirmé l'ex-candidat à l'Elysée.

"*Courant février, mars, peu importe la date*", a-t-il relevé, "*avec Jean-Luc Mélenchon, avec Pierre Laurent, avec Lutte ouvrière...*".

(J'ai consulté le calendrier, vous avez aussi le week-end qui précède le 14 juillet ou celui qui suit le 15 août, pour le 25 décembre c'est rapé : il tombe en plein milieu de semaine ! - ndlr)

"*C'est un appel à toutes les équipes militantes syndicales qui sont peut-être sans parti mais qui, au quotidien, résistent concrètement à la politique du gouvernement*". AFP 28.01

Il pourrait alors s'agir d'une mobilisation apolitique, ils sont décidément impayables ces "*trotskistes*".

Elections municipales.

Il y a 221 ans mourrait Louis XVI. On le commémore toujours - nouvelobs.com 21.01

Messe en la basilique de Saint-Denis en présence du prince Louis de Bourbon, un arrière-petit-fils d'Alphonse XIII (et de Franco) qui se fait nommer duc d'Anjou. nouvelobs.com 21.01

Louis de Bourbon, ce nom vous est familier depuis qu'il figure dans la liste du comité de soutien de la candidate du PS à la mairie de Paris. Question : Quand est-ce que le PS va réhabiliter Louis XVI ? C'est déjà fait en la personne de son héritier politique : Hollande !

Municipales: le PCF pour "***des listes de rassemblement***" dans 210 villes - AFP 22.01

"*Le PCF a décidé de partir à l'élection municipale dans des listes de rassemblement avec, entre autres, le PS*", dans 210 communes de plus de 20.000 habitants, selon un communiqué remis en marge du conseil national du PCF.

"*Nous y allons avec un esprit de conquête maximum*", a déclaré Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, lors d'un point de presse.

Concernant les 186 villes de plus de 20.000 habitants ayant un maire de droite ou d'extrême droite, le PCF part sur des listes de rassemblement dans 63 d'entre elles, avec le Front de gauche sans le PS dans 100 d'entre elles, seul dans deux. Dans deux autres, le débat se poursuit et, dans 19, le PCF n'aura pas de candidat. AFP 22.01

Vous êtes prévenus, si vous votez PCF, c'est comme si vous votiez PS ou contre vos propres intérêts de classe...

Au-delà des bisbilles avec le PCF, Mélenchon fait de l'oeil aux écologistes - AFP 30.01

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, envisage le Front de gauche, au-delà des bisbilles des municipales qui l'opposent à son partenaire communiste, avec une "*alliance encore plus large*" sur le terrain, qui engloberait les écologistes.

La réconciliation se fera pour les élections européennes où PCF et PG feront liste commune.

(La "*réconciliation*", le terme est exagé, avec le PS surtout puisqu'ils défendent tous l'Union européenne, l'euro, la BCE, nos bourreaux quoi. - ndlr)

Du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon veut faire un "*Front du peuple*" regroupant "*des forces idéologiques mais aussi sociales*". (Le pluriel signifie que ces forces représentent et défendent des idéologies théoriquement antinomiques mais qui en pratique se rejoignent sur la base de la plus réactionnaire évidemment. - ndlr) AFP 30.01

Vous êtes prévenus, si vous votez PG ou Front de gauche, c'est comme si vous votiez EELV ou PS ou contre vos propres intérêts de classe...

Paris : Charles Beigbeder présente les listes de « *Paris libéré* » pour les municipales - lemonde.fr 30.01

Les listes « *Paris libéré* » rassemblent de nombreux ex-dissidents UMP, comme Géraldine Poirault-Gauvin (15e arrondisssement), David Alphand (16e), Serge Federbusch (10e), Marie-Claire Carrère-Gée (14e) et Thomas Rebaud (17e). David Pierre-Bloch (Nouveau Centre, 18e), Jacky Majda (UDI, 3e) et Soulé Diawara (ex-militant PS, 19e) ont également rejoint les listes du mouvement.

Il propose de vendre les logements sociaux au privé. lemonde.fr 30.01

Qu'il n'oublie pas l'Elysée, Matignon, les ministères, l'Assemblée nationale... Epargnez le siège du Medef s'il vous plaît...

Municipales: 52% des Français certains d'aller voter - AFP 22.01

A peine plus d'un Français sur deux se déclare certain d'aller voter au 1er tour des élections municipales le 23 mars, ce qui "augure d'une participation inférieure" à celle des élections de 2008, selon un sondage CSA publié mercredi. AFP 22.01

Le numéro de Complément d'enquête (France 2) diffusé hier soir en différé sur TV5Monde Asie était consacré aux élections municipales.

J'ai relevé que les personnes qui se destinaient à voter allait choisir le candidat qui serait selon eux le mieux à même de prendre en compte leurs besoins individuels, qui loin de témoigner un état d'esprit collectif était purement corporatiste ou collaborationniste, car du moment que je suis servi, je me fous bien de tout le reste, de savoir qui sera favorisé et qui sera délaissé, quelle politique appliquera en réalité le maire.

Pacte de responsabilité.

La CGT dénonce un "*deal*" Medef-Hollande sans contrepartie - Reuters 27.01

"*On aurait souhaité pouvoir être associés à ce qu'il est convenu d'appeler un 'deal' entre le président de la République et Pierre Gattaz*", a regretté Thierry Lepaon.

Si le gouvernement ne réclame pas un objectif global d'embauches, il pourrait demander aux branches professionnelles de s'engager sur des points précis, comme le développement de la formation par alternance ou l'apprentissage.

"*Il faut bien que le patronat accepte une logique de contrepartie, c'est fondamental, parce que sinon ce sera perçu par les Français comme une simple politique de cadeau*", a dit lundi le ministre des Finances Pierre Moscovici sur France Info. Reuters 27.01

Pacte de responsabilité: FO met la pression en appelant à manifester - AFP 28.01

Le dirigeant de FO Jean-Claude Mailly a mis la pression sur le gouvernement en appelant mercredi, devant 5.000 militants, à des manifestations le 18 mars à la veille des municipales, avec l'espoir de rallier les autres syndicats.

"*Nous ne croyons pas aux contreparties*" en termes d'embauches demandées aux entreprises en échange d'allègements de charges, a répliqué Jean-Claude Mailly.

Très implantée chez les fonctionnaires, FO ne veut pas non plus entendre parler des 50 milliards de baisse de dépenses publiques prévus par François Hollande. L'avenir du service public sera d'ailleurs l'un des thèmes principaux de la manifestation du 18, avec l'emploi et le pouvoir d'achat.

Même s'il refuse de "*se laisser instrumentaliser*", le syndicat ne pratiquera pas pour autant la "*politique de la chaise vide*" lors des discussions avec le gouvernement ou les partenaires sociaux sur ce pacte.

"*Nous participerons aux discussions mais il n'est aucunement question qu'on soit signataires d'un pacte qui engagerait tout le monde, qui serait anesthésiant et qui servirait à instrumentaliser les syndicats*", a-t-il ajouté sur RFI. AFP 28.01

Pacte de responsabilité : l'ultimatum d'Ayrault aux partenaires sociaux - leparisien.fr 30.01

Jean-Marc Ayrault a annoncé jeudi qu'il allait demander aux partenaires sociaux de faire début mars des propositions de contreparties en termes d'embauches à la baisse annoncée du coût du travail.

Selon lui, «*l'enjeu est la mobilisation de toutes les forces vives du pays*». leparisien.fr 30.01

Le fait d'avoir accepté la proposition du gouvernement de participer au processus conduisant à la mise en oeuvre de ce "*pacte*" antisocial suffit à le légitimer quoi que disent ou fassent les dirigeants des syndicats à côté, ils témoignent qu'ils sont au côté du patronat contre les travailleurs, qu'ils sont corrompus et qu'il est impératif pour défendre l'indépendance du syndicalisme et de la classe ouvrière de rompre sans délai avec les appareils des syndicats. A ne pas confondre avec l'indépendance des syndicats qui n'existe pas, leurs dirigeants l'ont troquée contre la collaboration de classes ou l'adaptation aux besoins du capitalisme.

Pacte de responsabilité: Hollande est "sur la bonne voie", d'après Cameron - L'Expansion.com 31.01

David Cameron a adressé un satisfecit à François Hollande, ce vendredi, à l'occasion d'une visite du président français sur le sol britannique. Le Premier ministre britannique applaudit son pacte de responsabilité. L'Expansion.com 31.01

52% des Français adhèrent à l'efficacité de la baisse de charges et 72% au poids trop lourd des réglementions : la France se convertit à l'entreprise - Atlantico.fr 03.02

Traduire : 52% des Français adhèrent à la baisse de leur salaire et 72% sont favorables à la loi de la jungle, au despotisme, à la dictature du marché une fois manipulés par les représentants du patronat dont leurs instituts de sondages.

La déréglementation est synonyme de droits divins accordés aux exploiteurs au détriment des exploités qui se retrouvent dépourvus de tout droit. C'est aussi le contenu du traité de marché unique transatlantique É-U-UE en préparation. Cela correspond à la stratégie mondialiste de l'oligarchie financière.

Syndicalisme et collaboration de classes.

Accord de garantie de l'emploi dans trois usines d'Opel - Reuters 02.02

Opel, la filiale européenne de General Motors, a annoncé samedi la signature d'un accord collectif avec les personnels des sites de Rüsselsheim, de Kaiserslautern et d'Eisenach, accord qui prévoit une garantie de l'emploi jusqu'en 2018. Reuters 02.02

En échange de quoi, le blocage des salaires, des augmentations au rabais, une plus grande flexibilité du travail et mobilité du personnel ?

Bricolage: accord du patronat et des syndicats sur le travail du dimanche - AFP 23.01

A l'issue de négociations serrées (sic!), patronat et syndicats du bricolage sont parvenus à un accord jeudi sur les contreparties au travail dominical pour les salariés des enseignes, autorisées par décret à déroger au repos dominical jusqu'en juillet 2015.

Les fédérations du commerce CFTC, CFDT et CFE-CGC ont annoncé en début d'après-midi qu'elles allaient signer l'accord, assurant ainsi la validation du texte.

Par ailleurs, des recours ont été déposés auprès du Conseil d'Etat par les fédérations du commerce FO, CGT et SUD pour demander l'annulation du décret autorisant les magasins de bricolage à déroger provisoirement au repos dominical. AFP 23.01

Ils osent encore en appeler au Conseil d'Etat, quelle bande de raclures ceux-là !

PSA Aulnay: la CGT redoute 400 licenciements à l'issue du plan social - AFP 25.01

"*Il y a environ 400 salariés qui sont encore dans l'usine et qui n'ont aucune solution d'emploi et vont être licenciés au 1er avril*", sur les 3.000 que comptait l'usine, a assuré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, lors d'un point presse à Aulnay-sous-Bois.

"*Parmi ceux qui ont quitté PSA et sont partis à l'extérieur, plusieurs centaines sont aujourd'hui à Pôle emploi*", a ajouté M. Mercier. "*La plupart ont eu accès à des CDD ou à des missions d'intérim, pas à des CDI. A présent, ils n'ont plus rien*".

Le 10 janvier, le directeur des ressources humaines de PSA, Philippe Dorge, avait assuré que la quasi-totalité des salariés de l'usine ont été reclassés ou étaient en cours de reclassement à l'échéance de la période de départs volontaires du site, le 31 décembre. AFP 25.01

Suppressions de postes à Peugeot Poissy : les 6 000 salariés sonnés - LeParisien.fr 30.01

Les salariés de l'usine Peugeot de Poissy ont été sonnés par l'annonce de la direction effectuée dans la matinée portant sur la suppression de 684 postes du site à partir du 21 mars.

La direction a décidé de supprimer l'une des deux équipes qui assurent le montage de la 208 en raison des mauvais chiffres des commandes de ce modèle.

Elle assure que les salariés reclassés bénéficieront de formations et pour les intérimaires dont les missions ne seront par renouvellées une antenne emploi leur sera dédiée sur le site. LeParisien.fr 30.01

La reprise de Mory Ducros en bonne voie après l'aval des syndicats - AFP 30.01

L'offre de reprise du transporteur Mory Ducros par Arcole Industries était en bonne voie d'aboutir jeudi après l'aval de la majorité des syndicats, qui ont obtenu une meilleure indemnisation pour les 3.000 salariés menacés de licenciements et le déblocage progressif des agences.

L'offre a été examinée lors d'un comité d'entreprise (CE) qui a cependant rendu "*à l'unanimité*" un avis défavorable, purement consultatif, après plus de huit heures de réunion dans un hôtel parisien.

Cet avis n'entrave pas la suite de la procédure et l'examen vendredi de l'offre d'Arcole, principal actionnaire du transporteur, par le tribunal de commerce de Pontoise (Val-d'Oise).

L'accord sur l'offre de reprise conclu jeudi à l'aube avec une majorité des syndicats, sous la houlette du ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, "*me paraît tout à fait satisfaisant*", a estimé Jean-Louis Demeulenaere, qui présidera l'entreprise Mory Ducros si l'offre d'Arcole est retenue par le tribunal.

Arcole Industries propose, en outre, de sauvegarder 2.210 emplois sur 5.000, ont rappelé les syndicats CFDT, FO, CFE-CGC dans un communiqué. Ils ont pris "*acte des améliorations apportées*" et se sont dits "*prêtes à signer l'accord collectif*" permettant la recevabilité de l'offre.

"*Les camarades ont bien bagarré pour obtenir 30 millions*", a ajouté Alain Charpentier, représentant CGT, seul syndicat non signataire de l'accord, qui a cependant appelé à la levée du blocage des agences.

Le gouvernement a lui aussi estimé que les conditions d'une fin de conflit dans les agences étaient "*réunies*". Selon lui, l'accord des syndicats CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC permet "*la levée des conditions suspensives et donc la recevabilité de l'offre*". L'une des conditions suspensives de l'offre d'Arcole était que les salariés s'abstiennent de toute mobilisation sociale d'ici au 31 janvier. AFP 30.01

Social

Moins de CDI, plus de temps partiel: en 30 ans, l'emploi s'est précarisé - L'Express.fr 29.01

En 2012, la France comptait 6,2 millions d'actifs de plus qu'en 1975, le taux d'activité des 15-64 ans étant passé de 69% à 71%. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler: elles représentent désormais près de la moitié des actifs, contre

39% seulement en 1975.

D'une façon générale, le CDI a reculé en trente ans, mais reste très majoritaire, passant de 94% à 87%.

Le taux de chômage des jeunes de moins de 15-24 ans étant notamment passé de 6,8% en 1975 à 23,9% en 2012.

Par catégorie socio-professionnelle, les cadres n'ont pas eu à souffrir, leur taux de chômage étant resté le même en 2012 qu'au milieu des années 1980. Il a légèrement augmenté pour les professions intermédiaires, tandis que ce sont les ouvriers et employés qui ont "des taux de chômage plus élevés et plus volatils". L'Express.fr 29.01

Les sans domicile ont augmenté de 50 % en France depuis 2001 - Le Point.fr 31.01

Le nombre de personnes vivant dans la rue a augmenté de 50 % entre 2001 et 2013, a affirmé vendredi Christophe Robert, délégué général adjoint de la Fondation Abbé Pierre, qui publie son rapport sur le mal-logement en France.

Selon cette étude annuelle de la Fondation Abbé Pierre, dont l'appel à lutter contre le phénomène des sans domicile fixe (SDF) a été lancé il y 60 ans, 3,5 millions de personnes sont mal logées en France en 2014, un chiffre en légère baisse par rapport à 2013. Cette situation résulte de la précarisation des emplois et de l'augmentation du chômage conjuguées au manque et au prix des logements, a-t-il souligné.

"*On a un double processus qui crée des tensions extrêmes pour un nombre croissant de personnes, des personnes qui sont à la rue, qui augmentent de 50 % entre 2001 et 2013 selon l'Insee, des personnes qui ne peuvent pas se loger dans les conditions actuelles du marché*", a-t-il déclaré sur France Info. Plus de 141 000 vivent dans la rue, selon l'étude. Elles font partie des 694 000 personnes sans domicile personnel, c'est-à-dire vivant parfois dans des habitations de fortune ou contraintes de loger chez un tiers. Le Point.fr 31.01

Le microcrédit, tremplin vers la création d'entreprise pour des chômeurs - AFP 01.02

"*On estime que 120.000 à 150.000 personnes en situation de précarité créent chaque année une entreprise avec un capital inférieur à 8.000 euros*", explique la présidente d'Adie, Catherine Barbaroux. AFP 01.02

Des milliers de Portugais manifestent contre l'austérité - AFP 01.02

Des milliers de manifestants sont descendus samedi dans les rues des principales villes du Portugal, à l'appel des syndicats, pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement de centre droit et exiger sa démission. AFP 01.02

Espagne: la reprise timide sur fond de chômage record - AFP 30.01

L'Espagne a confirmé jeudi son retour à la croissance au dernier trimestre 2013, après deux années de récession, mais la reprise, malgré une légère accélération, reste timide dans le pays miné par un chômage record de 26%.

Le déficit commercial de l'Espagne s'était réduit de moitié sur les onze premiers mois de 2013, grâce à des exportations à un niveau record depuis 42 ans, qui ont toutefois baissé en fin d'année.

Or le dynamisme des exportations reste essentiel pour sortir le pays de la crise...

Pour José Ramon Pin, professeur à l'école de commerce IESE, le recul du nombre de chômeurs "*donne de l'espoir*". Mais il souligne néanmoins que "*le salaire moyen a baissé*", sous l'effet des réformes et des mesures d'austérité, "*ce qui a impact sur la consommation et freine la reprise*".

Le chômage devrait se situer à de 25,9% à la fin 2014, selon le gouvernement, à 27% selon le Fonds monétaire international (FMI) qui prédit une reprise très lente si l'Espagne ne met pas en oeuvre de nouvelles réformes. AFP 30.01

Encore un que l'espoir fait vivre, il en a les moyens il faut dire... En réalité, le salaire moyen n'a pas encore suffisamment baissé en Espagne et va nécessité de nouvelles "*réformes*" de ce qu'ils appellent vulgairement le marché du travail, pas suffisamment flexible comme l'annonce le FMI.

Je soutiens dans un article que je viens de mettre en ligne, mais je l'avais déjà écrit à plusieurs reprises, qu'ils ont décidé de mettre en coupe réglée l'ensemble des masses et des classes moyennes des pays de l'UE les plus riches ou développés au profit de celles des pays dits émergents présentants de nombreux avantages pour la classe dominante mondiale. Voici un extrait d'article qui tombe à point qui le confirme si besoin était.

D'ici à 2022, les classes moyennes seront plus nombreuses dans les pays émergents qu'aux Etats-Unis - Le Monde.fr 04.02

Dans moins de dix ans, quelque 200 millions de ménages disposeront, dans les pays émergents, de revenus annuels supérieurs à 35 000 dollars (25 889 euros).

Ensemble, les classes moyennes des pays émergents dépasseront en nombre celles des Etats-Unis, analyse le cabinet d'audit Ernst & Young dans son rapport annuel traditionnel sur les 25 marchés à croissance rapide, rendu public mardi 4 février.

D'après ses calculs, la Chine va connaître une « *augmentation incroyable* » de ses classes moyennes puisque plus de 220 millions de ménages y disposeront dans moins de dix ans de revenus annuels compris entre 10 000 et 30 000 dollars. Ce qui devrait élargir la consommation de biens durables et de services, mais également accroître la demande dans le domaine de la santé, de l'éducation et des services financiers.

Les auteurs du rapport font observer qu'à partir de 10 000 dollars de revenus annuels par famille, la demande de biens de consommation durables monte en flèche. « *Il y a dix ans, 28 % des Thaïlandais avaient un pouvoir d'achat supérieur à cette somme. Ils sont aujourd'hui 40 %. Et les ventes de réfrigérateurs ont doublé pendant cette période. En 2013, 40 % des ménages indonésiens étaient à ce niveau de revenus annuels. Ils seront 60 % en 2022, du fait d'une démographie favorable et de l'urbanisation* », précisent-ils. Le Monde.fr 04.02

Grande manifestation à Madrid pour défendre le droit à l'IVG - Reuters 01.02

Selon les sondages, 80% des Espagnols, y compris des catholiques pratiquants, sont favorables à l'IVG. Reuters 01.02

La France doit faire plus pour favoriser le travail des seniors - AFP 30.01

L'OCDE propose donc aux partenaires sociaux et au gouvernement de "*définir des objectifs plus ambitieux*" pour "*renforcer les incitations à travailler plus longtemps*", "*lever les obstacles au recrutement et au maintien dans l'emploi des seniors*" et "*améliorer leur employabilité*".

Alors que les partenaires sociaux négocient actuellement les conditions d'indemnisation des chômeurs, un dossier sensible, l'OCDE suggère d'aligner la durée d'indemnisation des seniors en France (3 ans maximum à partir de 50 ans) sur celle des moins de 50 ans (2 ans) et d'utiliser les économies dégagées pour mieux accompagner les chômeurs âgés vers l'emploi.

Elle estime aussi qu'il faudrait rendre les "*ruptures conventionnelles*" moins attractives en fin de carrière, notant la "*surreprésentation*" des seniors parmi les salariés qui quittent par ce biais leur entreprise. Or, ces ruptures s'accompagnent "*rarement d'un retour à l'emploi après 58 ans*".

Cette période de chômage "*surtout à partir de 58 ans, est encore trop souvent considérée comme une préretraite déguisée par les travailleurs, les employeurs et la société*", explique-t-elle.

Aux yeux de l'OCDE, il pourrait aussi être "*judicieux*" d'aligner la mise à la retraite d'office dans le secteur public sur celles des salariés du privé (70 ans).

L'étude suggère par ailleurs aux partenaires sociaux de revoir "*le caractère automatique des primes d'ancienneté ou de la prise en compte de l'ancienneté dans les grilles salariales*" pour privilégier "*l'expérience*". AFP 30.01

Vivre pour travailler, tel est leur modèle de société...

Union européenne.

TTIP : Bruxelles suspend les pourparlers - Liberation.fr 22.01

La Commission européenne prend acte des craintes de plus en plus fortes que suscite le très controversé Traité de libre-échange transatlantique qu'elle négocie avec les Etats-Unis depuis juin 2013. Mardi, le commissaire chargé du Commerce, Karel De Gucht, a annoncé qu'il suspendait les pourparlers avec les Américains jusqu'en juin. D'ici là, il va lancer une consultation auprès du public sur la disposition la plus critiquée, notamment en Allemagne, qui prévoit la création d'un tribunal arbitral permettant aux entreprises de poursuivre les Etats si elles estiment le traité non respecté.

Un tel tribunal existe déjà dans l'accord de libre-échange entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada. Il a permis à des firmes américaines de poursuivre le Québec, qui a annulé des permis de recherche de gaz de schiste. Liberation.fr 22.01

Grosse arnaque à l'huile d'olive : la réglementation européenne sous influence du lobby agro-alimentaire - atlantico.fr 30.01

Ces pratiques sont très anciennes. En effet, ceci avait déjà été dénoncé il y a une quinzaine d'années par des journalistes européens et français dont je faisais partie. Nous avions découvert que certaines huiles dites "*italiennes*" provenaient en fait d'Andalousie à 100% quand elles n'étaient pas coupées – car l'Italie ne disposait pas suffisamment de cette huile.

Cette fraude classique porte donc à la fois sur la provenance et sur la nature de l'huile. Les consommateurs pour la plupart l'ignorent car ils leur est difficile de déceler au goût les vraies des fausses huiles d'olive extra vierges d'Italie.

Cette fraude varie d'une année à l'autre en fonction des récoltes italiennes. Mais nous pouvons parler de 10 à 15% d'huiles frauduleuses italiennes en Europe.

L'Europe est très efficace en termes de règlementations et de dispositions légales sur la production, la commercialisation et l'exportation des produits européens en général. En revanche, les contrôles ne sont pas efficaces malgré tous les processus de contrôle qui existent. Il y a un problème d'effectif, de rigueur et de volonté politique. Nous en avons eu la preuve avec l'affaire de la viande de cheval.

Il existe de très puissants lobbys d'agro-alimentaires à Bruxelles qui entravent l'efficacité du système. Autrement dit, ils sont si actifs que les mesures de rétorsions ne sont pas effectives malgré que les textes existant.

Ces scandales sont à mettre sur le compte de la Commission européenne, qui malgré le dernier scandale de la viande de cheval, refuse d'exiger la traçabilité des produits transformés. atlantico.fr 30.01

La BCE peut-elle imposer sa vision du risque aux banques ? - Reuters 27.01

La grand nettoyage des banques de la zone euro risque de tourner court car la Banque centrale européenne (BCE) ne peut légitimement obliger des banquiers tenus par leurs propres règles comptables à endosser ses vues sur la manière de calculer le risque dans leurs bilans.

Les normes comptables dites International Financial Reporting Standards (IFRS) sont suivies par 90% des banques de la zone euro et stipulent que les provisions ne peuvent être constituées que pour des pertes constatées et non pas latentes.

Il s'agit de savoir si les régulateurs européens ou nationaux exigeront des banques qu'elles aillent au-delà des normes IFRS en la matière, explique Tony Clifford, associé du cabinet comptable Ernst & Young.

Selon une source comptable, la BCE a laissé entendre qu'elle ne souhaitait pas voir les régulateurs nationaux imposer aux banques d'intégrer les résultats de l'AQR dans leurs prochains états financiers en raison d'un concept par trop sujet à caution. La BCE s'est refusée à tout commentaire.

Il existe enfin un problème de confidentialité de l'AQR...

"*Le risque de fuites durant la procédure est loin d'être négligeable, compte tenu de l'ampleur de l'exercice et du nombre d'établissements concernés*", remarquait Mario Draghi dans sa lettre, ajoutant que la BCE ferait en sorte de préserver la confidentialité. Reuters 27.01

Faites confiance à l'homme de Goldman Sachs, c'est une tombe... la vôtre !

La CE préserve la City au détriment de Paris, selon Moscovici - Reuters 30.01

Le projet de réforme bancaire de la Commission européenne fait la part trop belle à Londres au détriment de la France et de l'Allemagne, a estimé jeudi Pierre Moscovici, indiquant que les deux pays n'entendaient pas voir remettre en cause les réformes qu'ils ont déjà votées.

"*Elle fait la part belle à un système anglo-saxon, lequel paraît préservé : la Grande-Bretagne se trouve en effet dans une situation relativement favorable dans cette proposition.*"

"*Il est important que la Commission garde une position neutre et qu'elle évite de privilégier un modèle sur un autre ou de remettre en cause des réformes ambitieuses que nos deux grands pays, la France et l'Allemagne, ont mises en oeuvre aujourd'hui, avant les autres.*"

La Fédération bancaire française s'est inquiétée mercredi que le Royaume-Uni puisse échapper à certaines règles prônées par la Commission.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, inquiet que ce projet de réglementation empêche les banques françaises d'accompagner les entreprises sur les marchés pour se financer, a jugé mercredi que les propositions de Bruxelles étaient "*irresponsables et contraires aux intérêts de l'économie européenne*".

"*J'espère que ce projet restera enterré et qu'il n'aura aucune suite*", a-t-il ajouté, les gouvernements et le Parlement de l'Union européenne devant désormais s'en saisir. Reuters 30.01

UE: feu vert de la Commission européenne à l'exploitation du gaz de schiste - AFP 22.01

La Commission européenne a adopté mercredi une recommandation qui laisse la voie libre à l'exploitation du gaz de schiste en Europe à condition de respecter des "*principes communs*" minimaux, notamment sanitaires et environnementaux.

Les Etats membres de l'Union sont simplement invités à appliquer les principes formulés dans un délai de six mois et, à compter de décembre 2014, à informer chaque année la Commission des mesures qu'ils auront mises en place. AFP 22.01

En complément.

Maud Fontenoy : «*Le gaz de schiste est devenu un atout écologique*» - leparisien.fr 30.01

Maud Fontenoy. Membre du conseil économique, social et environnemental, vice-présidente du Conservatoire du littoral, ancienne candidate sur la liste UMP de Jean-François Copé aux régionales de 2004

Guerre interimpérialistes

Essonne : pas de visas pour les fauves russes du cirque de Massy - leparisien.fr 21.01

Un expert du Muséum national d'histoire naturelle de Paris a refusé l'entrée sur le territoire des fauves du couple de dresseurs russes Natalia et Andrey Shirolakov. D'après les organisateurs de cette 22e édition, « *il réclame les passeports des grands-parents des animaux!* ».

Ce show sera donc remplacé au pied levé par les fauves d'un dompteur français. leparisien.fr 21.01

OffshoreLeaks : révélations sur l'argent caché des « ***princes rouges*** » chinois - lemonde.fr 21.01

On les appelle les « *princes rouges* ». Ils sont l'élite, étroite et ambitieuse, de la deuxième économie du monde. Liés, par le sang ou le mariage, au pouvoir en place ou à d'anciens dignitaires du Parti communiste chinois (PCC), ils ont créé des fortunes fabuleuses et cristallisent le mécontentement de la population. Car ils sont aussi le résultat d'une immense hypocrisie : ces cadres communistes affichent leurs idéaux « *populaires* » tout en fermant les yeux quand leurs proches utilisent leur pouvoir et leur influence pour s'enrichir. lemonde.fr 21.01

Comme l'UMP et le PS prétendent défendre l'intérêt général, donc y compris les intérêts des classes « *populaires* », alors qu'ils ne représentent que ceux de la classe dominante. Le PC et les parasites qui s'aglutinent autour en France ont l'équivalent du statut de fonctionnaires ou de bureaucrates rémunérés pour servir le régime en place. Les autres partis ne représentent que les intérêts des couches privilégiées ou petites bourgeoises qui les composent.

Pétrole iranien : Washington fait chanter Moscou - french.irib.ir 30.01

Selon le journal Kommersant, les Etats Unis n'ont pas cessé depuis l'annonce de la nouvelle d'un possible accord pétrolier Iran /Russie d'exiger à Moscou d'y renoncer : les Américains réclament que la Russie abandonne l'idée d'un accord pétrolier en forme de Swap avec l'Iran et ils ne se contentent pas de menaces verbales. Les firmes russes, aussi bien de vocation commerciale que financière sont désormais menacés par les Etats Unis de sanction.

Ce qui est qualifié par les experts de plus grand deal jamais réalisé entre l'Iran et la Russie prévoit l'échange de quelques 500000 barils de pétrole par jour avec la Russie qui fournira à l'Iran ses besoins en équipement et en marchandises. Les Russes ont affirmé vouloir transiter par la suite cette grande quantité de pétrole à la Chine. La question est désormais la suivant : la Russie finira -t-elle par céder au chantage et à renoncer à cet méga accord ultra juteux comme elle a renoncé à la vente de ses S300 à l'Iran ? french.irib.ir 30.01

Essai de missile: Washington exprime ses inquiétudes auprès de Moscou - AFP 30.01

Les Etats-Unis ont exprimé auprès de la Russie leurs inquiétudes à propos d'un test de missile de croisière par Moscou qui pourrait violer un traité bilatéral de 1987, a indiqué jeudi le département d'Etat.

La porte-parole de la diplomatie américaine a confirmé l'ensemble des détails de l'article du journal, ajoutant "*prendre très au sérieux les questions de respect des traités sur les contrôles des armes, y compris pour le Traité FNI*".

A Bruxelles, un responsable de l'Otan a estimé qu'il s'agissait d'une "*question grave*" et que le Traité FNI était "*une composante fondamentale de la sécurité euro-atlantique*". AFP 30.01 (Alors que les voyous de l'Otan, la CIA et le Pentagone violent (ou détournent) tous les traités signés. - ndlr)

« La fortune cachée de Poutine » - LeMonde.fr 03.02

CIA, NSA et Cie.

Etats-Unis: la NSA opère illégalement, selon une commission indépendante - AFP 23.01

Le programme autrefois ultra-secret de collecte des métadonnées téléphoniques aux Etats-Unis par l'agence de renseignement NSA est illégal, selon le rapport d'une commission de contrôle indépendante qui doit être publié jeudi, consulté par l'AFP.

La commission consultative, créée par le Congrès en 2007 mais en sommeil jusqu'aux premières révélations d'Edward Snowden en 2013, est composée de cinq personnalités et a pour mission de déterminer si les programmes de renseignement américains ne violent pas la vie privée des Américains et respectent les libertés fondamentales.

Les auteurs s'intéressent à l'interprétation faite par le gouvernement et la NSA de l'article 215 de la loi "Patriot Act", votée en 2001 en réaction aux attentats du 11-Septembre, et qui est la base du programme de collecte des métadonnées téléphoniques (numéro appelé, durée, horaire, mais pas l'enregistrement des conversations).

"*La commission conclut que l'article 215 ne fournit pas de base légale pour soutenir ce programme*", selon le rapport, dont les conclusions ont été adoptées par trois des cinq membres.

"*Puisque ce programme n'est pas autorisé par la loi, il doit prendre fin*", affirme la commission, avant d'estimer que la NSA ébranle par ses pratiques les protections constitutionnelles des citoyens américains.

Au final, "*notre examen suggère que le programme 215 apporte peu de valeur unique, et ne sert généralement qu'à dupliquer le travail de collecte d'informations par le FBI*", écrivent les auteurs.

La Maison Blanche a réagi à la publication du rapport en rappelant que le programme avait été approuvé 36 fois en sept ans par les juges de la cour secrète Foreign Intelligence Surveillance Court (Fisc). AFP 23.01

La Pologne embarrassée par la prison secrète de la CIA - lemonde.fr 24.01

L'affaire des prisons secrètes de la CIA a rebondi en Pologne à la suite d'un article publié jeudi 23 janvier par le Washington Post. Selon le quotidien, l'agence américaine aurait payé en 2003 aux Polonais 15 millions de dollars (11 millions d'euros) pour installer à Stare Kiejkuty le plus important des « *sites noirs* » destinés aux prisonniers d'Al-Qaida hors des Etats-Unis.

« *Par une froide journée au début de 2003, deux agents haut gradés de la CIA sont arrivés à l'ambassade américaine à Varsovie pour prendre deux grandes boîtes en carton, avec à l'intérieur 15 millions de dollars cash, acheminés d'Allemagne par courrier diplomatique. Les deux hommes ont mis les cartons dans une voiture et sont allés à travers la ville jusqu'au quartier général des renseignements polonais* », raconte le Washington Post.

Ces révélations ont été qualifiées de « *ridicules* » et « *dignes d'un scénario de Hollywood* » par Leszek Miller, le premier ministre polonais à l'époque. Pour le sénateur Jozef Pinior qui suit de près ce dossier, elles sont, au contraire, « *compromettantes pour la Pologne qui s'était comportée comme une république bananière* » vis-à-vis des Etats-Unis. Andrzej Seremet, le chef du parquet polonais, qui instruit toujours cette affaire, estime pour sa part que les révélations du journal américain sont « *sensationnelles mais pas nécessairement crédibles* ».

L'Italie, la Grèce, l'Irlande, le Portugal... Au total, 54 pays ont collaboré avec la CIA dans son programme de détention secrète et de tortures de suspects de terrorisme après les attentats du 11-Septembre, rapportait en février 2013 l'organisation Open Society Justice Initiative. lemonde.fr 24.01

Snowden: la NSA sert aussi des intérêts économiques - AFP 25.01

L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) utilise parfois des informations collectées à des fins économiques, a affirmé son ancien consultant Edward Snowden, selon un extrait, diffusé samedi, d'un entretien à une chaîne de télévision allemande, programmé dimanche soir en intégralité. AFP 25.01

Les applications de smartphones sont aussi des mouchards pour la NSA - 20minutes.fr 27.01

La NSA, l'agence américaine de renseignement chargée des interceptions de communications, et son homologue britannique du GCHQ collectent quantité de données sur les utilisateurs d'applications sur smartphones, que ce soit Facebook ou Google Maps, a révélé ce lundi le New York Times.

Après les révélations sur la collecte des métadonnées téléphoniques, la récupération des SMS ou encore la surveillance des plateformes de jeux en ligne, de nouveaux documents fournis par l'ancien consultant Edward Snowden dévoilent encore un peu plus la portée des activités de surveillance de la NSA.

Selon le Times, qui s'appuie sur ces documents, à chaque fois que quelqu'un utilise une application sur son smartphone, ce programme fait apparaître quantité de données sur la localisation de l'utilisateur ou encore la liste de ses contacts, des données que la NSA et le GCHQ britannique récupèrent dans le cadre de leurs vastes programmes de collecte.

Un rapport cité par le quotidien note ainsi que toute mise à jour du système d'exploitation Android envoie sur le réseau 500 lignes de données sur l'historique du smartphone et son utilisation, des données captées par les agences de renseignement. 20minutes.fr 27.01

Syrie.

Paris interdit le survol de son territoire à la délégation syrienne - LePoint.fr 20.01

Syrie : un rapport atteste du "massacre industriel" d'environ 11000 prisonniers - Reuters 21.01

Il s'agit d'une énième fabrication de preuves par les barbouzes au service de la coalition occidentale qui a entrepris de détruire la Syrie et de massacrer son peuple pour instaurer un régime à sa botte.

- Ces images ont été transmises au Mouvement national syrien, soutenu par le Qatar. "*L'équipe chargée de l'enquête estime que le témoin désigné sous le nom de 'César' est non seulement crédible mais que son récit est convaincant*".

A Washington, la porte-parole du département d'Etat a jugé que ces images "*horribles*", révélées par le Guardian et CNN (liens en anglais) laissaient supposer que le régime de Damas se livrait bien à des violations "*généralisées et apparemment systématiques des droits de l'homme*". A la veille de l'ouverture de la conférence de paix de Genève 2, elle a en conséquence souligné la nécessité d'assurer une transition politique, et de mettre fin aux violences dans le pays. Reuters 21.01

Fabius dénonce les "***élucubrations***" du chef de la diplomatie syrienne - AFP 21.01

Le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem avait osé affirmer que pour que tout accord soit validé, il devrait être approuvé par référendum par le peuple syrien, or Fabius a en horreur les référendums depuis 2005 ! De plus, Damas exigeait avant tout la condamnation du "*terrorisme*"... soutenu par le gouvernement français, d'où la réaction épidermique de Fabius.

Ukraine.

L'extrême droite ukrainienne infiltre le mouvement pro-européen à Kiev - Slate.fr 23.01

Alors que les manifestations pro-européennes de Kiev basculent progressivement dans la violence, les médias commencent à évoquer la place prise par l'extrême droite au sein des opposants au président Victor Ianoukovitch. Une extrême droite représentée par le groupement Praviy Sektor, un mouvement créé dès le début des manifestations et qui, selon la BBC, a pris une part active dans les combats avec la police le 19 janvier. Ce qui montre bien, comme l'avaient expliqué Thomas Guénolé et Katerina Ryzhakova Proshin dans une tribune sur Slate.fr, qu'il faut refuser le manichéisme à propos de ce qui se passe sur la place Maïdan.

La BBC décrit un groupe composé de jeunes gens, ukrainophones et russophones, sans quartier général, et qui regroupe, sans que cette alliance soit formalisée, d'autres mouvements d'extrême droite comme Trident (dont Praviy Sektor utilise le site Internet) ou Patriotes d'Ukraine. La colonne vertébrale du mouvement, à Kiev, serait composée de hooligans d'extrême droite russophone.

Contrairement aux autres opposants, Praviy Sektor n'est pas plus en faveur de l'intégration européenne que de l'Union douanière avec la Russie. Il cherche à profiter des manifestations pour construire un nouvel Etat.

Le but du Praviy Sektor est de pousser Ianoukovitch au départ. Slate.fr 23.01

Ils utilisent le même méthode qu'en Syrie...

Les Etats-Unis plus engagés que jamais dans les affaires du monde - AFP 24.01

"*Ici en Europe, nous travaillons avec nos partenaires pour presser le gouvernement d'Ukraine à renoncer à la violence, répondre aux préoccupations des manifestants pacifiques, encourager le dialogue et promouvoir la liberté de réunion et d'expression. Nous sommes aux côtés du peuple d'Ukraine*", a lancé le secrétaire d'Etat américain John Kerry vendredi à Davos.

"*Les Etats-Unis sont fiers d'être plus engagés que jamais et jouent, je crois, un rôle déterminant comme toujours dans la recherche de la paix, de la prospérité et de la stabilité du monde*", a déclaré M. Kerry. AFP 24.01

Ukraine : l'armée veut des "***mesures d'urgence***", l'inquiétude grandit à l'étranger - AFP 31.01

Après deux mois d'une crise sans précédent qui inquiète de plus en plus à l'étranger, l'armée ukrainienne a exigé vendredi des mesures d'urgence, affirmant que l'escalade de la contestation menaçait "*l'intégrité territoriale*" du pays.

Quelques heures plus tôt, la déclaration de l'armée a été dénoncée comme "*tentative d'intimidation*" par le chef de file au parlement de Batkivchtchina Arseni Iatseniouk. De son côté, le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen a estimé sur son compte Twitter que l'armée devait rester "*neutre*".

Les militaires "*essayent de nous intimider, mais en vain*", a déclaré à l'AFP M. Iatseniouk, en marge de la Conférence de Munich sur la Sécurité, où il doit s'entretenir samedi avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry.

Cette rencontre illustre la préoccupation de Washington. La Maison Blanche s'est dite "*atterrée*" vendredi par les actes de torture qu'un opposant au pouvoir ukrainien a dit avoir subis pendant une semaine. (Alors que Bush et Obama ont officiellement reconnu et légitimé sont usage par la CIA et le FBI. - ndlr)

Un groupe d'opposants radicaux, Pravy Sektor (extrême droite. - ndlr), a même menacé de revenir à des actions violentes contre les forces de l'ordre et le pouvoir en place si les opposants incarcérés n'étaient pas libérés et si des négociations entre pouvoir et opposition ne reprenaient pas.

Pour un conseiller du président russe Vladimir Poutine, Sergueï Glaziev, qui dénonce un "*coup d'Etat rampant*" fomenté par les Etats-Unis et leurs alliés, M. Ianoukovitch doit "*mater*" la rébellion s'il ne veut pas perdre le pouvoir.

Geste de taille à l'égard de l'opposition, le secrétaire d'Etat américain John Kerry doit ainsi rencontrer samedi ses dirigeants, dont l'ancien boxeur Vitali Klitschko et l'ex-ministre Arseni Iatseniouk, en marge de la Conférence sur la sécurité de Munich. (Opposition fabriqué par les Américains et les Européens dans laquelle outre des partis nazis, néo nazis et des organisations d'extrême droite (Trident, Svoboda antisémite) ou ultra nationalistes (Patriotes d'Ukraine) figurent des djihadistes

de retour de Syrie affiliés aux Frères musulmans, voilà la racaille que soutiennent Kerry, Ashton et bien sûr Hollande. - ndlr)

Des responsables russes ont d'ores et déjà réagi, comme le vice-Premier ministre Dmitri Rogozine qui a qualifié cette rencontre de "*cirque*". AFP 31.01

John Kerry va rencontrer l'opposition ukrainienne en Allemagne - lemonde.fr 31.01

M. Kerry s'est déjà entretenu jeudi au téléphone avec six leaders de l'opposition – dont Vitali Klitschko et Arseni Iatseniouk – insistant « *sur le soutien inébranlable des Etats-Unis aux aspirations européennes démocratiques du peuple ukrainien* ».

« Selon nous, les principaux leaders [de l'opposition ukrainienne] viennent parce qu'ils veulent dire à la communauté internationale quelle est selon eux la marche à suivre et l'aide dont ils ont besoin », a expliqué un responsable américain, cité sous couvert de l'anonymat par l'AFP.

« *La question est de savoir s'ils peuvent aller de l'avant et former un gouvernement d'unité nationale. Ils viennent à Munich au milieu de ce processus de négociation. Nous sommes prudemment optimistes sur le fait que le dialogue entre le gouvernement et l'opposition commence à porter ses fruits*. »

« *Et pourquoi n'ont-ils pas invité le nazi Tiagnybok ? Il faudrait inviter aussi Verka-Serdioutchka aux négociations* », a écrit sur son compte Twitter le vice-premier ministre, Dmitri Rogozine, faisant référence à Oleg Tiagnybok, chef du parti antisémite d'extrême droite Svoboda et à un chanteur travesti ukrainien. Moscou a déclaré à plusieurs reprises que toute ingérence dans les affaires de l'Ukraine était inadmissible. lemonde.fr 31.01

On croirait entendre Kerry ou Obama à propos de la Syrie. Dans ce mouvement on trouve la droite néolibérale, ultra nationaliste et pro-européenne ou atlantiste, l'extrême droite, les nazis, les sionistes et les antisémites réunis dans un même combat, toute la pourriture du monde quoi.

En Israël ou aux Etats-Unis, ce sont les mêmes partis et le régime qui rassemblent en leur sein tous ces attributs, dès lors il leur est plus facile d'imposer leur dictature et de décréter toute opposition à leur régime comme illégitime, pour ne pas dire illégale, ennemi ou traître à la "*nation*".

Différents pays.

Hongrie

- McCain à Budapest : pourquoi pas un peu de désordre? - french.irib.ir 31.01

Le sénateur John McCain était "*en mission*" à Budapest hier, 31 janvier. Il était accompagné de quelques compères, deux autres sénateurs et quatre députés de la Chambre des Représentants, – républicains et démocrates mêlés, en une délégation excellemment bipartisane. Le voyage avait l'aval, sinon le soutien, sinon le recommandation du département d'Etat, et particulièrement de Victoria Nuland qui s'occupe des affaires européens et qu'on a vu en balade à Kiev en décembre dernier.

On trouve les "*remarques*" de McCain, texte d'un discours du sénateur de l'Arizona en Hongrie, sans qu'il soit précisé où a été prononcé ce discours, sur le site de l'ambassade des USA à Budapest, le 31 janvier 2014. Il s'agit donc, en toute transparence, d'une "mission" quasi-officielle d'une délégation du corps législatif US pour le compte de l'exécutif.

Le premier point est que les USA, comme à l'habitude, interfèrent dans les affaires intérieures de la Hongrie (et de l'UE, si l'on veut) en faisant effectuer à leur sénateur favori un petit tour opposition-gouvernement, marqué par leur préoccupation pour l'aspect démocratique de l'ensemble. C'est une mise en cause à peine indirecte du gouvernement Orban, accusé de vilaines pratiques antidémocratiques et anti-UE par l'opposition et par Bruxelles .

A côté de cela, tout à côté, il y a les préoccupations du bloc BAO pour les nouveaux liens en train de s'établir entre la Hongrie et Moscou, notamment du point de vue de l'énergie («*We also expressed our hope that Hungary will address its energy security needs in ways that further diversify Europe's supply of energy.*») Il est vrai que la visite-surprise du Premier ministre hongrois Orban à Moscou à la mi-janvier à débouché sur de nouveaux accords très importants entre les deux pays, notamment du point de vue du ravitaillement en énergie. Dans Strategic-Culture.org du 17 janvier 2014, Potr Iskenderov décrit le résultat de cette visite : «*... one must acknowledge that cooperation between Russia and Hungary in the energy field is becoming a strategic partnership.*»

La proximité de la Hongrie et de l'Ukraine, avec une frontière commune et une minorité hongroise en Ukraine, peut s'interpréter

de toutes les façons possibles, pourvu qu'il soit question de désordre. Il y a aussi bien la possibilité qu'il soit conseillé à la Hongrie de se rapprocher des opposants ukrainiens pro-UE actuellement en révolte, que la possibilité qu'une même situation se développe en Hongrie contre Orban, jugé trop pro-russe et anti-UE selon les stratèges McCain, Nuland & Cie.

Tout cela est couronné du passage exaltant le soutien constant des USA à la lutte des Hongrois pour leur liberté. L'avisé speechwriter de McCain a pris la précaution de préciser « *from the heady days of 1989...*». En effet, si l'on remonte un peu, pour parler de la vraie lutte des Hongrois pour leur liberté, on tombe sur la révolte d'octobre-novembre 1956. Il s'agit de la plus complète et cynique trahison des USA vis-à-vis d'"amis en lutte pour leur liberté", lorsque les USA encouragèrent les Hongrois à la révolte, en leur promettant une aide logistique, de l'armement, voire des forces spéciales clandestines via des émissions enflammées de Radio Free Europe, pour laisser ensuite le massacre du début novembre 1956 se dérouler sans lever le petit doigt. french.irib.ir 31.01

Egypte.

En famille. Ils se partagent les rôles.

- Egypte: pour Tony Blair, l'armée agit en faveur de la démocratie - L'Express.fr 30.01

- Egypte: les ONG dénoncent le procès de journalistes d'Al-Jazeera - AFP 30.01

Golfe.

- Mondial au Qatar : près de 400 Népalais morts sur les chantiers - lemonde.fr 24.01

- Une Autrichienne violée à Dubaï risque la prison pour rapports sexuels hors mariage - lemonde.fr 30.01

Haut de page

Le 5 février 2014

CAUSERIE

Le site a été actualisé sommairement, ce sera amplement suffisant. La présentation est un peu sacrifiée, je n'ai pas envie d'en faire plus. Je n'ai pas abandonné l'idée de vidéos ou d'actualité audio, je n'ai pas eu le temps de m'en occuper.

Je ne réalise plus ce site que pour satisfaire un besoin personnel ou me maintenir en phase avec l'actualité.

ACTUALITE EN TITRES

Le prix d'une imposture de trop ou un peu trop grosse.

- La cote de popularité de Hollande repart à la baisse selon l'Ifop - AFP

- Hollande reçoit les patrons France de grandes entreprises étrangères - AFP

Décomposition de la société et manipulation des masses.

- Valls : bâtir "*les réformes de société sur le consensus*" - Le Nouvel Observateur

- Les manifestants « *portent une France un peu moisie* », selon Yannick Jadot (EE-LV) Public Sénat - AFP

Consensus qui repose sur un déni de démocratie puisque la majorité de la "*France un peu moisie*" est contre ces "*réformes*". En Inde, le taux devrait être de 99%, quels saloperies ces Indiens, cela ne m'étonne plus que cela sente le pourri dans ce pays, n'est-ce pas madame Jadot ?

Consensus appelé par le PS, soutenu par ses satellites et ce qu'on appelle la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes, qui de ce fait se retrouvent ensemble dans le camp opposé aux masses qui n'ont pas d'autre choix que de se désintéresser de la politique ou rejoindre le camp officiel de la réaction et l'extrême droite.

- Montebourg: mieux vaut "*s'unir*" pour "*redresser le pays*" - AFP

Le pacte de responsabilité au profit du patronat fournit une indication sur la direction dans lequel le PS entend le "redresser", au détriment des travailleurs.

- La chômeuse qui avait interpellé Hollande candidate sur une liste PS - AFP

"*Quand on m'a contactée (...) j'ai rencontré une personne qui m'a semblé humaine*", a expliqué Mme Michaud, lors de la conférence de presse de présentation de la liste.

"*Je pense qu'il faut y croire pour faire bouger les choses: il faut une politique forte face à ce monde économique, que les politiques arrivent à retrouver la place qu'ils occupaient avant.*" AFP 04.02

Voilà une personne qui s'engage dans un processus politique sur la base d'une impression, d'une croyance, et qui manifestement ignore que "*ce monde économique*" ou le PS ne font qu'un pour être le porte-parole de ses intérêts. Et que pour cette raison, pour véhiculer une idée contraire et trompeuse, ce parti est en réalité l'un des principaux facteurs qui agit auprès des travailleurs comme un puissant repoussoir de la politique, voilà à quelle opération inconsciemment elle va participer.

Le PS profite de l'ignorance ou de la naïveté, de l'absence de conscience politique des travailleurs, du désespoir dans lequel ils se trouvent (du fait de sa politique !) pour manipuler les plus faibles parmi eux, qu'ils vont plonger dans un désespoir encore plus grand, ce qui au passage explique aussi pourquoi certains se tournent ensuite vers le FN.

Nos détracteurs nous reprochent notre caractérisation du PS qu'ils ne partagent pas. Leurs partis n'ont cessé de prétendre qu'il s'agissait encore d'un parti ouvrier ou d'un parti de gauche le plus souvent en empruntant un double langage pour justifier leur ligne ou stratégie politique (front unique, gouvernement PS-PCF, etc.), alors que depuis un siècle il combattait dans le camp du capital.

Principale fossoyeur avec le PCF du socialisme, responsable de la gangrène qui a fini par gagner la quasi-totalité du mouvement ouvrier, un des principaux piliers indéfectibles du régime en place, parvenu au pouvoir gestionnaire zélé de la société pour le compte du capitalisme, chef d'orchestre de tous les communautarismes qu'il a sans cesse exploités pour diviser les masses et les détourner des questions sociales essentielles qui les concernaient pour mieux appliquer son programme antisociale, soutien à toutes les guerres coloniales ou impérialistes, allié de l'Etat sioniste, des dictateurs africains et autres, vicéralement, farouche anticommuniste qui incarne les intérêts du prolétariat, bref, sur tous les fronts et dans tous les domaines il a été et demeure réactionnaire, et au même titre que le parti officiel de l'ordre (UMP) dont il est finalement le supplétif en période de crise aiguë du capitalisme, quand il a adopté des réformes progressistes ce fut seulement contraint de gré ou de force par la lutte de classe des travailleurs ou pour mieux s'attaquer par ailleurs à leurs acquis sociaux et politiques, à absolument aucun moment il n'a agit pour aider la classe ouvrière à faire un pas vers son émancipation du capital, il a toujours servi de rempart ou défendu le régime en place, cela vaut également pour le PCF.

Mes détracteurs estiment normal de s'être accommodé de cette situation pour justifier les rapports que leurs partis ont entretenu avec le PS (et/ou le PCF, hier ou de nos jours), car ils estiment que le PS était et demeure un parti incontournable faisant partie du mouvement ouvrier. De notre côté, nous lui refusons cette légitimité pour les raisons invoquées plus haut, et nous estimons qu'il était possible de mener une autre politique en direction des masses exploitées tout en désignant le PS comme l'un des représentants de leur ennemi de classe, et que seule cette politique aurait pu se prévaloir du sceau de l'indépendance ou prétendre se situer sur le terrain de classe indépendant du prolétariat, le PS incarnant justement sa négation.

S'adresser indistinctement à ce parti, particulièrement à ses dirigeants ou élus, s'obstiner à vouloir lui faire jouer un rôle au sein du mouvement ouvrier ou au côté des travailleurs connaissant leur nature contre-révolutionnaire, devait aboutir à conforter la subordination des masses au régime et aux institutions, préparer les conditions qui permettraient à l'individualisme, au corporatisme et au néolibéralisme de triompher, et finir par faire en sorte que sur le terrain politique la dictature du capital occupe tout le terrain une fois toute réelle opposition réduite à une portion congrue, disloquée, marginalisée, réduite à l'impuissance.

Le processus qui a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui, a été le produit d'une analyse de l'évolution du capitalisme mondial et d'une conception de la lutte des classes profondément erronée, qui, si nous ne les corrigions pas au plus vite produiraient demain les mêmes effets en plus catastrophiques ou creuseraient notre propre tombe et celle de l'humanité.

Ils partagent les mêmes valeurs.

- Valls a demandé à ses services d'identifier les sources d'un journaliste du "Figaro" - Francetv info

Pourquoi devrait-il se gêner.

- Philippe Courroye ne sera pas sanctionné par Christiane Taubira - Libération.fr

L'ex-procureur de Nanterre Philippe Courroye ne sera pas sanctionné pour l'affaire des «*fadettes*», dans laquelle il est soupçonné d'avoir tenté de découvrir illégalement les sources de deux journalistes. Libération.fr 04.02

Ceci explique cela.

- Le procureur Falletti dans le viseur de Taubira - lefigaro.fr 04.02

Le procureur général de Paris dénonce dans une lettre écrite à la ministre de la Justice être poussé à quitter son poste contre son gré.

Il y a à peine deux semaines, François Falletti n'a pas fait appel de l'ouverture d'une instruction permettant l'audition de Christiane Taubira dans l'affaire Buisson/Anticor.

L'audience de rentrée de la cour d'appel de Paris a été boudée par Christiane Taubira. lefigaro.fr 04.02

Rappel. "*J'apprécie la sagesse du roi Abdallah, elle est précieuse*", Hollande le 30 décembre 2013 en visite à Riad.

- Arabie saoudite: 12 ans de prison pour un journaliste ayant "*désobéi au souverain*" - L'Express.fr

Prison à perpétuité à l'âge de 12 ans pour un accident qualifié de crime.

- « *Perpétuité pour les enfants d'Amérique* » - LeMonde.fr

Il est 1 heure du matin dans le commissariat de Jacksonville (Floride) ce 11 mars 2011, et Cristian Fernandez, 12 ans, vient d'être arrêté. Après de longues heures d'interrogatoire, il avouera avoir poussé son frère de 2 ans contre une armoire, le blessant mortellement.

Pour cet acte, requalifié par le procureur de « *meurtre avec préméditation* », il encourt la prison à vie. Comme un adulte. Du reste, dès son incarcération c'est ainsi qu'il est appréhendé et qu'il comparait devant le juge, car la justice américaine est ainsi faite, tout enfant reconnu coupable de crime de sang perd, de facto, sa qualité de mineur. LeMonde.fr 04.02

A quoi bon attendre !

- Les États-Unis exécutent des condamnés à mort alors que des procédures sont encore en cours Slate.fr 04.02

Voilà une grande démocratie assurément !

Un "***modèle***" auquel il est préférable de ne pas ressembler.

Mélenchon a trouvé un modèle: le Grec Alexis Tsipras - AFP 03.02

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche (PG), a rencontré lundi le Grec Alexis Tsipras, leader du Syriza (gauche radicale), candidat à la présidence de la Commission européenne au nom de la gauche européenne. "*Un modèle dans la façon de faire*" a déclaré à la presse Jean-Luc Mélenchon au sujet d'Alexis Tsipras, "*la méthode que nous employons est la même*".

"*Nous sommes d'accord sur le fait que les élections européennes sont très importantes pour rompre avec l'Europe de l'austérité*", a dit Alexis Tsipras. AFP 03.02

Pour rappel.

1- La Grèce restera dans l'euro si la gauche radicale Syriza gagne les prochaines élections législatives de juin, a affirmé mardi à Berlin le leader de ce parti, Alexis Tsipras.

"*Notre élection ne signifie pas que nous allons sortir de l'euro. Au contraire nous allons garder l'euro*", a-t-il déclaré lors

d'une conférence de presse conjointe avec des responsables de la gauche radicale allemande. "*Je ne crois pas que le rejet du programme d'austérité signifierait une sortie du pays de la zone euro*", a-t-il ajouté.

"*Nous espérons beaucoup des changements dans l'axe franco-allemand*" après l'élection à la présidence française du socialiste François Hollande, a-t-il ajouté. (AFP 22.05.2012)

Ah l'espoir ! Chez lui il a valeur d'aveu.

2- *Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI* - 2 février 02 2013 - mondialisation.ca

Après la réunion de Tsipras au FMI, l'agence a publié un bref communiqué qui reconnaît que Lipton (n°2 et premier directeur adjoint du FMI - ndlr) et le dirigeant de Syriza « *ont eu une discussion constructive et sincère sur les défis économiques auxquels la Grèce est confrontée.* »

Tsipras a pris la parole devant plusieurs auditoires aux Etats-Unis. Son discours le plus important, prononcé mardi à Washington à l'institut Brookings, s'adressait clairement à la classe dirigeante américaine.

« *J'espère vous avoir convaincu que je ne suis pas aussi dangereux que certains le croient,* » a obligeamment déclaré Tsipras devant l'assistance rassemblée par le groupe de réflexion Brookings Institute de Washington.

« *Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus social-démocrate,* » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. mondialisation.ca 02.02 2013

Le double langage du PG et Mélenchon. Tous à la remorque du PS !

- En décembre dernier, le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon a suspendu sa participation au Parti de la gauche européenne (PGE) jusqu'aux municipales, voyant une "*contradiction majeure*" dans le fait que son allié communiste Pierre Laurent ait été reconduit à sa tête, alors qu'il fait campagne "*derrière le PS*" pour les municipales.

"*Après l'élection municipale nous réintégrerons notre place normale, nous n'avons pas démissionné du Parti de la gauche européenne*", a expliqué Jean-Luc Mélenchon.

Lundi soir, Alexis Tsipras devait rencontrer Pierre Laurent, président du Parti de la gauche européenne (PGE) et secrétaire national du PCF.

"*C'est une réunion du PGE. Au moment où on a suspendu notre participation on ne va pas retourner à la première manifestation publique. Il y aura une belle délégation du parti que Martine (Billard, coprésidente du PG) va mener*", a dit Jean-Luc Mélenchon. AFP 03.02

Un genre supérieur qu'affectionnent les stratéges néolibéraux du chaos.

- Amnesty International s'inquiète de la situation des transgenres en Europe - L'Express.fr

Dans un rapport rendu public ce mardi, Amnesty International met en lumière la "*souffrance*" dont sont victimes les personnes transgenres dans les sept pays d'Europe, dont la France, où elle a enquêté.

Il serait 1,5 million dans l'Union européenne selon ce rapport. L'Express.fr 04.02

Sur 505,7 millions d'habitants selon Eurostat, soit 0,3% de la population. Sans commentaire.

- La Russie doit cesser d'ignorer les violences homophobes, selon Human Rights Watch - Slate.fr

- L'Ecosse devient le 17e pays à autoriser le mariage homosexuel - Francetv info

Tout se monnaie au nom de grands principes ou de la morale.

- JPMorgan paie pour mettre fin à des poursuites pour harcèlement sexuel - AFP

1,5 million de dollars quand même. A ce prix-là ce devait être un viol !

La Shoah, une affaire décidément très lucrative.

Au concours du pire cynisme les sionistes remportent la palme toutes catégories, la preuve.

- Aux Etats-Unis, la SNCF risque de perdre un contrat pour son rôle dans la Shoah - LeMonde.fr

Deux élus du Maryland, dans l'est des Etats-Unis, ont annoncé mardi 4 février un projet de loi restreignant l'accès de la SNCF aux marchés publics, tant qu'elle n'aura pas versé d'indemnités pour son rôle dans la déportation des Juifs.

Réquisitionnée par le régime de Vichy, l'entreprise avait déporté 76 000 Juifs de France dans des wagons de marchandises à travers le pays et vers les camps d'extermination entre 1942 et 1944. LeMonde.fr 04.02

Les sionistes auront été les seuls au monde à avoir obtenu des indemnités au nom des juifs exterminés par les nazis, aucune autre communauté n'en obtiendra.

Ne serait-ce une société américaine qui aurait fourni la formule au régime nazi pour fabriquer du pétrole synthétique afin d'avoir les moyens de mener leur guerre, y compris contre les juifs ? Ne seraient pas des banquiers juifs américains et des industriels américains (et canadiens) dont Rockeffeler qui aurait financé la montée de Hitler, puis continué à lui fournir acier, aluminium alors que la Seconde guerre était déjà déclarée ? Ne figurait-il pas à la direction de l'entreprise chimique allemande qui fabriquait le gaz employé pour exterminer en masse les juifs un membre de la famille de banquiers juifs allemand Warburg ?

L'argent et les principes n'ont pas d'odeur...

- Visite du Medef en Iran : «*La France a tout à gagner*» - LeParisien.fr

Le dernier ennemi n°1 en date du dictateur : le fumeur.

- Plan Cancer: Hollande veut un «programme national de réduction du tabagisme» avant l'été - 20minutes.fr

Délation généralisée

- Comment dénoncer un crime ou un délit repéré sur Internet - 20minutes.fr

Si c'est le magazine de BHL qui l'affirme

- Non, l'Arabie saoudite ne finance pas al-Qaida en Syrie - LePoint.fr

Et ce qui inquiète les porte-parole de l'Etat génocidaire et son gouvernement d'extrême droite.

- Boycott d'Israël : la pression monte sur Netanyahou - LePoint.fr

Eco, pillage, corruption et business mafieux.

- Espagne: le chômage repart à la hausse en janvier, à 4,8 millions - AFP 04.02

- Les banques chypriotes plombées par des prêts non remboursés - AFP 04.02

- Les dépenses militaires mondiales repartent à la hausse en 2014 - AFP 04.02

- L'Italie veut économiser 32 milliards d'euros d'ici 2016 - AFP 29.01

- Rome attend 8 à 10 milliards d'euros de privatisations - Reuters 23.01

- Les besoins de capitaux des banques de l'UE évalués à 84 milliards - Reuters 26.01

- Andrej Babis, un milliardaire nommé ministre tchèque des Finances - AFP 29.01

- La présidente argentine dénonce des attaques spéculatives contre les monnaies de pays émergents - AFP 27.01

- Manipulations des devises: possible nouveau scandale - AFP 03.02

Les soupçons de manipulations sur le marché des devises ont le "*potentiel*" pour donner lieu à un nouveau scandale au sein du monde la finance, estime le gendarme allemand de la Bourse, le Bafin.

"*Je crains que le thème (des devises) ne nous occupe pendant encore longtemps. L'affaire du Libor était déjà très grosse, mais les devises ont certainement le potentiel pour un scandale*", a déclaré Raimund Röseler, chef de la supervision bancaire au sein du Bafin, dans un entretien publié sur le site du quotidien économique allemand Handelsblatt.

"*Cela me terrifie de voir avec quelle cupidité et quelle absence de scrupules certaines personnes ont manifestement agi. Probablement avons-vous purement et simplement sous-estimé l'énergie criminelle*", a-t-il ajouté.

Une enquête internationale menée conjointement par plusieurs autorités aux Etats-Unis, à Hong-Kong ou encore en Europe vise actuellement à faire la lumière sur de possibles manipulations sur l'énorme marché des changes, dont les transactions se montent chaque jour à plus de 5.000 milliards de dollars.

Plusieurs banques ont déjà reconnu être concernées par ces investigations, comme les américaines Goldman Sachs, JPMorgan Chase et Citigroup ou encore les britanniques Barclays, HSBC et RBS, UBS en Suisse et Deutsche Bank en Allemagne, et certaines d'entre elles ont suspendu certains cambistes. AFP 03.02

-Le salaire du PDG de JPMorgan a augmenté de 74 % en 2013 - lemonde.fr 24.01

Le conseil d'administration a accordé à Jamie Dimon, le PDG de JPMorgan Chase, la somme totale de 20 millions de dollars. lemonde.fr 24.01

- La Libye poursuit Goldman Sachs pour transactions à pertes - Reuters 30.01

-Danemark : remaniement gouvernemental après le tollé Goldman Sachs - lemonde.fr 03.02

Après que les six ministres du Parti populaire socialiste (SF) danois, l'un des trois partis de la coalition de centre gauche au pouvoir, ont démissionné le 30 janvier quelques heures avant le vote au Parlement qui devait entériner la vente de 19 % de l'entreprise publique Dong Energy à la banque d'investissement américaine Goldman Sachs, la première ministre sociale-démocrate danoise Helle Thorning-Schmidt a annoncé lundi un remaniement de son gouvernement.

La vente du gouvernement de 19 % des parts de Dong au groupe mené par Goldman Sachs pour 8 milliards de couronnes (1,07 milliard d'euros) avait été justifiée par un besoin d'argent frais après des investissements à perte dans le gaz naturel. L'accord a déclenché un tollé inattendu face à l'idée que Goldman Sachs puisse parquer ses actions dans des paradis fiscaux et ait obtenu des conditions inhabituellement favorables. lemonde.fr 03.02

- Trois ex-cadres de Landsbanki Luxembourg mis en examen pour escroquerie - AFP 30.01

- Plus de 40% des sociétés de l'UE se plaignent de la corruption - Reuters 03.02

"*Le problème de l'Europe ne concerne pas tant la petite corruption que les liens entre la classe politique et les entreprises*", estime Carl Dolan, de Transparency International à Bruxelles.

Plutôt qu'un pot-de-vin, dit-il, la récompense des hommes politiques pour avoir favorisé telle ou telle société en lui faisant remporter des contrats ou en faisant voter des modifications de la loi, est constituée par des postes dans le secteur privé une fois qu'ils ont quitté leurs fonctions. Reuters 03.02

Ou l'inverse, les multinationales ou certains lobbies ont investi dans la politique en favorisant (et finançant sûrement) la montée de certains hommes politiques qui une fois en place, devenus députés ou ministres, ont travaillé pour eux, y compris ou surtout à Bruxelles et Strasbourg.

L'industrie pharmaceutique mafieuse.

Si vous commettez un crime, vous irez en prison pendant de nombreuses années, en France par exemple, aux Etats-Unis pour le vol d'un tee-shirt, eux ils sont responsables de milliers de morts mais ils sont libres.

- Les médicaments anti-rhume pourraient être dangereux - 20minutes.fr 23.01

Ces médicaments, en vente libre en pharmacie, contiennent des molécules qui ne sont pas compatibles avec d'autres. Pire: ils mélangent parfois plusieurs molécules différentes, dont «*un vasoconstricteur qui peut présenter des risques d'accident assez sérieux, cardiovasculaires ou neurologiques*», a détaillé une enquêtrice de 60 Millions de consommateurs à la radio. Selon elle, «*ces médicaments devraient être interdits sans ordonnance*». 20minutes.fr 23.01

- Une liste noire de 68 médicaments à éviter, car "*plus dangereux qu'utiles*" - Le Nouvel Observateur 28.01

La revue médicale indépendante "*Prescrire*" a publié jeudi 20 janvier une liste de 68 médicaments à éviter en raison des risques qu'elles font courir aux patients qui les prennent. Le Nouvel Observateur 28.01

- Les pratiques du laboratoire pharmaceutique Merck en accusation - lemonde.fr 04.02

Bernard Dalbergue, employé jusqu'en 2011 par l'américain Merck (MSD en France), ce médecin de 55 ans lève aujourd'hui le voile sur des pratiques inquiétantes : essais cliniques biaisés, effets secondaires dissimulés, experts achetés. Selon lui, le laboratoire a enfreint beaucoup de règles pour faire le succès de ses médicaments.

« *Habitude a été prise d'enfumer les autorités de santé. Mais le lancement de notre nouveau médicament (Victrelis, un traitement indiqué dans le traitement de certaines hépatites C lancé en 2011) frôle la démesure, écrit Bernard Dalbergue. Durant toute ma carrière, jamais je n'avais été le témoin de telles liaisons dangereuses entre des toubibs et une entreprise privée.* »

Deux autres « *affaires* » relatées dans l'ouvrage posent une question plus grave : certains laboratoires sont-ils prêts à sacrifier certains patients sur l'autel du business ? Pour Bernard Dalbergue cela ne fait aucun doute. La preuve ? Ce stylo injecteur lancé par Merck pour administrer un traitement contre l'hépatite C.Commercialisé en 2002, il n'a été retiré du marché qu'en 2013 alors que le laboratoire a été alerté dès son lancement de ses dysfonctionnements.

Entre-temps, dix ans de « *com* » bien orchestrée préservent bon an mal an les ventes de son blockbuster avec un argument imparable : ce n'est pas le stylo qui pose problème mais les patients qui ne savent pas s'en servir. Quoi qu'il en soit, sans le savoir, une partie d'entre eux n'a régulièrement pas reçu le dosage adéquat du médicament.

Avec quelles conséquences ? « *Difficile de le dire, puisque les incidents étaient très peu reportés* », regrette Bernard Dalbergue qui, avec le recul, se demande comment il a pu cautionner et couvrir cela pendant dix ans.

Il cite un chiffre inquiétant : Merck, dit-il, a admis lors d'une réunion à l'agence du médicament avoir dissimulé 250 réclamations. Selon lui, la pharmacovigilance est « *une vraie passoire* » : ni les médecins, ni les laboratoires ne signalent correctement les problèmes qu'ils constatent. « *Seuls 1% des cas apparaissent dans le radar, donc quand on voit apparaître un ou deux morts, il est vraiment temps de s'inquiéter.*»

L'enquête complémentaire menée par Anne-Laure Barret, revient de son côté sur l'affaire du Vioxx, un anti-inflammatoire lancé par Merck au tournant des années 2000 et brusquement retiré du marché en 2004. Pourtant soupçonné d'avoir causé 20 000 à 40 000 morts prématurées aux Etats-Unis, il n'a curieusement pas fait l'objet d'investigations poussées de ce côté de l'Atlantique, constate la journaliste.

Pis, son successeur, un anti-inflammatoire de la même famille, a obtenu une AMM en 2008 malgré de sérieux doutes sur son efficacité et des données très préoccupantes quant à ses effets secondaires. « *Ce traitement, prescrit à 50 0000 personnes en 2011 est-il, comme son cousin, un produit dangereux ?* », interroge la journaliste.

Bernard Dalbergue, Omerta dans les labos pharmaceutiques : confessions d'un médecin (Flammarion, 300 p., 19 euros), sort mercredi 5 février. lemonde.fr 04.02

- Les cas de cancer devraient augmenter de 70% en 20 ans dans le monde - Le Nouvel Observateur 04.02

Selon l'OMS, le cancer se développe à un rythme alarmant dans le monde, notamment du fait de la généralisation des modes de vie industrialisés.

Le cancer va continuer à s'étendre dans le monde, notamment dans les pays en développement, avec près de 22 millions de nouveaux cas annuels attendus à l'horizon 2030, contre 14 millions en 2012, selon un rapport mondial publié lundi 3 février.

Plus de 60% des cas et 70% des décès surviennent actuellement en Afrique, Asie et Amérique latine, une tendance qui ne devrait

pas s'inverser dans les prochaines années. Le Nouvel Observateur 04.02

Social

- Les inspecteurs du travail se mettent en grève - lemonde.fr 03.02

Une centaine d'inspecteurs du travail se sont rassemblés lundi 3 février devant l'Assemblée nationale dans le cadre d'un appel à la grève lancé par quatre syndicats (CGT, FO, SUD et le SNU-TEFE-FSU) pour protester contre un projet de loi qui réforme leurs services, a constaté une journaliste de l'AFP.

Ce qui bloque principalement chez ces agents est la création d'« *unités de contrôle* », réunissant 8 à 12 agents, qui devront rendre compte à un responsable désigné parmi eux.

Les opposants à la réforme y voient notamment un risque pour l'indépendance des inspecteurs et pointent une baisse, de facto, du nombre des agents de terrain. « *Ce sont des gens qui sont là pour nous surveiller, pour nous contrôler* », alors qu'« *on a besoin d'indépendance, c'est essentiel* », a ainsi pointé Yves Sinigaglia (SUD).

La France compte 2 236 agents de contrôle pour surveiller 1,82 million d'entreprises, soit un agent pour un peu plus de 8 000 salariés, selon les dernières données disponibles. lemonde.fr 03.02

- La police sud-africaine dit avoir dispersé 3.000 grévistes violents - 20minutes.fr 04.02

La police sud-africaine a indiqué avoir utilisé mardi matin grenades assourdissantes et balles en caoutchouc pour disperser quelque 3.000 grévistes «*violents*» qui bloquaient une route menant à une mine de platine du numéro un mondial du secteur Amplats près de Rustenburg.

Les mineurs brandissaient «*des armes dangereuses comme des cannes traditionnelles et des bâtons (ce qui est désormais interdit), bloquaient la route et menaçaient de déloger les travailleurs non grévistes à la mine*», a dit la police dans un communiqué, précisant que l'incident s'était produit vers 08h00 devant un puits de la mine de Khuseleka.

Des négociations ont repris mardi pour tenter de régler cette grève, alors que les ouvriers des raffineries et des fonderies sud-africaines du groupe ont emboîté le pas aux mineurs et cessé le travail depuis lundi. 20minutes.fr 04.02

Haut de page

Le 8 février 2014

CAUSERIE

Divers rubriques ont été actualisées (39 documents), la causerie le sera en fin de journée, j'ai eu la flemme hier soir de formater la page, rien ne presse, et puis entre nous, j'avais mieux à faire, terminé de me faire chier jusqu'à deux plombes du matin ou de me sacrifier pour que dal, je n'ose pas en dire davantage, je vous laisse deviner la suite puisque vous la connaissez très bien...

Tenez je vais adresser un message d'encouragement à Thierry Meyssan pour le remercier pour ses excellents articles sur l'Ukraine et le Liban, histoire de faire chier mes contradicteurs.

Samedi 17h en Inde.

Ce courriel est parti.

La prochaine actualisation du site lundi ou mardi, en principe.

Quand la France devient le fer de lance de la dictature néolibérale.

Parole d'internaute.

L'ordre doit régner absolument partout, non mais alors ! A propos de la plateforme de signalement sur Internet de la police judicaire Pharos.

- "*Il était judicieux de créer un tel type de service de cybersurveillance du net. On ne peut pas mettre simultanément des milliers de radars sur les routes et dans les villes, des milliers de caméras dans les rues et les espaces publics, et accepter que le net soit une zone mondiale de non droit. La justice ne s'étend pas sur 3 dimensions, mais également dans la 4ème. Cohérence est pertinence...*"

La "*cohérence*" a son camp... fait de miradors, fils barbelés et mitrailleuses ! A bas la réaction et l'ordre établi !

Sondage: Hollande sous les 20% de confiance, une première - AFP 06.02

Comment continuer de gouverner et protéger le régime dans de telles conditions?

- Pour la première fois depuis son élection, la cote de confiance de François Hollande (19%) tombe sous la barre des 20%, selon le baromètre de février TNS Sofres/Sopra group/Le Figaro Magazine publié jeudi.

Vingt-et-un mois après leur élection, Jacques Chirac était à 35% de cote de confiance (1997), et Nicolas Sarkozy à 37% (2009), rappelle TNS Sofres. AFP 06.02

Qui attise la haine, qui instrumentalisme le racisme ? OPA sur les valeurs de la République. Le gouvernement et le PS.

Déclaration des partis de gauche pour "***les valeurs de la République***" - AFP 05.02

Plusieurs partis de gauche - PS, EELV, PRG, MRC, MUP notamment - se sont mis d'accord mercredi pour diffuser "*une déclaration commune*" appelant "*à la fraternité*" et "*à défendre les valeurs de la République contre les extrémismes*", a déclaré Harlem Désir à l'AFP. AFP 05.02

Le procédé est usé jusqu'à la corde et "*ce baratin ne prend plus*", de plus en plus nombreux les appellent encore "*les voleurs de la République*" ou précisent qu'ils "*soufflent le chaud et le froid*", ce sont "*des gens sans aucune valeurs*" hormis celles de la Bourse qui vont nous parler de défendre "*les valeurs de la République*"... C'est comme si des proxénètes nous faisaient la morale sur la prostitution !

Ne pas penser comme le PS, ses satellites, la gauche et l'extrême gauche qui servent de béquilles au régime et vous êtes ringard, réactionnaire, facho, extrémiste, anti-républicain, déséquilibré, psychopathe, et ne pas avoir soutenu que le PS était indipensable au mouvement ouvrier cours des 50 ou 70 dernières années vous vaudra le mépris des trotskistes qui n'ont eu de cesse de le légitimer.

Manuel Valls se dit «***profondément de gauche***» - LeParisien.fr 06.02

C'est la moindre des choses après que Badinter ait révélé qu'il était social-démocrate (Blair ou Schröder) depuis 1981 comme il aurait pu dire 10 ans plus tôt, peu importe puisque nos vaillants dirigeants se basent sur leurs déclarations et non ce qu'ils sont vraiment ou leur politique, idem pour le PS pour faire bonne mesure.

Les masses sont leur ennemi.

Ce qu'il faut retenir, c'est que les conditions d'existence de plus en plus insupportables imposées à d'innocentes victimes dépourvues de droits politiques que sont les travailleurs et leurs familles par l'Etat et les capitalistes, par le régime en place sous la forme de réglements ou lois liberticides et répressives, de politiques antisociales imposant chômage, licenciements, précarité, privation de droits sociaux, pauvreté et milles souffrances encore injustes qui sont considérés comme une fatalité, inévitables, pire en fait, légitimes et justifiés pour qu'une infime minorité de privilégiés continuent de s'enrichir encore plus, par ceux-là mêmes qui prétendent représenter et défendre les valeurs de la République, la démocratie, au nom de l'équité et de la "*fraternité*", du progrès social, etc.

On se rend compte que tous les discours qu'ils tiennent sur l'égalité des droits ne servent qu'à réprimer les masses qui pour être victime d'inégalités et d'injustices tendent à leur niveau à se comporter aveuglément de la même manière qu'eux quand elles sont en présence de personnes qui ne leur ressemblent pas ou parce qu'elles ne supportent plus leur condition, livrées au désespoir, elles craquent, se soulageant ou se défoulant sur les boucs émissaires qu'on lui a désignés ou les membres d'une infirme minorité qui ont bénéficié d'un traitement de faveur de la part du régime et qu'ils estiment être un traitement injuste à

leur égard, leurs besoins sociaux n'étant jamais pris en compte ou satisfaits par l'Etat dans lequel forcément elles se reconnaissent de moins en moins ou ne respectent plus, ce qui en soi ne serait pas un problème si leur colère était orientée dans la bonne direction, contre leur véritable ennemi, le régime.

N'ayant pas la volonté de lutter contre ces tares liées au capitalisme, n'ayant pas l'intention de s'attaquer au capitalisme et ses institutions réactionnaires, il (à ces partis) leur faut par contre surveiller, contrôler étroitement, menacer, réprimer tous les faits et gestes et demain les paroles que les masses qu'ils ont volontairement maintenues dans un état d'arriération pourront commettre, les accusant d'être rétrogrades, réactionnaires, de droites...

Bon, que ma mère se le dise, pratiquement tous mes parents qui sont tous issus de la classe ouvrière, ajoutons, allez combien d'infâmes ignorants à travers le monde que visent cette pourriture sous un faux masque, 2, 3, 4, 5, 6 milliards qui ne partagent pas le mode de pensée que ces dictateurs veulent leur imposer, qui tous cependant aspirent au bien-être, à une société plus juste, un monde meilleur, à la paix entre les peuples que cette vermine réactionnaire leur refuse.

- Il frappe son ex-compagne avec un poulet congelé et écope d'un an de prison ferme - Francetv info 06.02

L'homme a déjà été condamné à deux reprises pour des violences sur la même femme. Francetv info 06.02

Mon ex-épouse m'a dit un jour que les femmes aimaient cela et que c'était le meilleur moyen de garder son épouse ou sa compagne, donc cette condamnation est franchement injuste !

Avis à ceux qui frappent leur compagne, mais aussi à vous madame qui congnez sur votre compagnon qu'est-ce que vous croyez, ou votre gosse ou votre chien, contrôlez-vous enfin, vous êtes poussés à bout par leur société pourrie, peu importe, gardez tout en vous, prenez une douche froide je ne sais pas, sombrez dans l'alcoolisme pour oublier votre cauchemar quotidien, défoncez-vous la gueule, bourrez-vous d'antidépresseurs, tapez-vous des putes ou prenez un amant ou une maitresse ou plusieurs... ou mettez-vous une balle dans la tête, vous verrez c'est radical comme remède !

- Angers: Un restaurateur a été condamné à quatre mois de prison avec sursis pour avoir maltraité un chat 20minutes.fr

Il y a quelques jours à Marseille une personne a pris un an ferme pour avoir balancé et massacré un chat contre un mur.

Leur société décomposée engendre des comportements épouvantables ou chacun se défoule comme il peut, il y en a même qui rejoignent l'extrême droite, là c'est franchement préoccupant, pour nous, pas pour le législateur ou le pouvoir en place, la preuve Hollande-Fabius soutiennent les nazis qui déstabilisent l'Ukraine. Mais alors l'affaire Dieudonné, leur combat contre l'antisémitisme, c'était une opération en soutien à la dictature sioniste voilà tout, en Israël les sionistes en sont à se demander s'ils doivent cesser de se traiter de nazi entre eux.

- 30 millions de filles victimes de mutilations sexuelles dans les 10 prochaines années - LeMonde.fr 06.02

Ah ces masses arriérées, quelle barbarie ! A côté toutes nos guerres, crimes, génocides, famines, la misère, la souffrance et la désolation qu'on sème sur tous les continents, c'est quantité négligeable, d'ailleurs pourquoi en parler, hein ?

La délation généralisée ou un Etat policier

- Dépistage de cannabis: «*Ce n'est pas pour faire du flicage*» - 20minutes.fr

Pour quoi alors ? Qui va s'en servir, les patrons, les proviseurs des lycées ou présidents d'université, qui d'autres à part les flics à chaque coin de rue ?

- Pharos : explosion du nombre de signalements sur le site de la PJ - Le Point.fr 05.02

Pharos, la plateforme qui reçoit les vidéos considérées comme "*déviantes*" ou "*illégales*", enregistre un succès d'utilisation, avec 129 000 demandes. Le Point.fr 05.02

La plateforme de la police judiciaire où sont signalées les déviances sur Internet a reçu en 2013 plus de 129 000 signalements, signe de l'engouement autour des réseaux sociaux. Le nombre des contenus illégaux recensés par la plateforme de signalement Pharos (www.internet-signalement.gouv.fr) est passé de 78 000 en 2010 à "*plus de 129 000 en 2013*", a expliqué mardi Valérie Maldonado, la "*patronne*" de l'Office central de lutte contre les crimes liés aux technologies de l'information - la cybercriminalité - au siège de la direction centrale de la PJ (DCPJ).

"*C'est beaucoup*" et "*c'est le reflet de l'évolution de la société et du développement des réseaux sociaux*", a ajouté la

commissaire, pour qui une "*relation de confiance*" commence à se nouer avec les internautes. Ici, il y a une douzaine de policiers et de gendarmes qui recueillent chaque jour les doléances des internautes.

Sur les 129 000 signalements de 2013, a-t-elle détaillé, plus de la moitié (56 %) avaient trait à des escroqueries par Internet, 12 % à "*des propos à connotation raciste*" par exemple, 10 % relevant encore d'affaires pédopornographiques. "*Il faut trier les signalements, les vérifier afin de constater, ou non, une infraction*", a-t-elle expliqué. Il y a donc "*forcément une déperdition*" : 500 enquêtes ont été ouvertes à la suite des signalements en 2013, selon elle, mais "*chaque signalement est pris en compte*".

Pour 40 %, ce sont des particuliers qui se branchent sur Pharos, le reste se partageant entre les sociétés, sites ou modérateurs. Outre la plateforme Pharos, plus de 5 700 contenus jugés "*choquants*" par les internautes ont été signalés en 2013 à l'Association française des fournisseurs d'accès et de services internet (AFA) et 536 ont été retirés pour leur caractère raciste, violent ou pédopornographique. Le Point.fr 05.02

- JO: Ban Ki-moon condamne les attaques contre les gays - Reuters 06.02

Alors, on fait quoi, on boycotte, on exclut la Russie de l'ONU, on la bombarde ?

Je la traite de salope ou je me jette dessus !

- En tant qu'homme, comment vous comportez-vous quand vous croisez une femme dans la rue? - 20minutes.fr 06.02

Non, je ne la croise pas, je change de trottoir et je baisse la tête en arrivant à sa hauteur de crainte qu'elle pense que mon regard la déshabille, que je vais l'agresser pour la voler ou que je meurs d'envie de la violer, je culpabilise évidemment.

Une de plus ! On comprend mieux la complaisance de Hollande à leur égard.

- Une membre des Femen : «*Je suis la cocue de François Hollande*» - LeFigaro.fr

Leur état naturel.

- Les Pussy Riot sur leur vie en prison : "*On nous maintenait dans un état de bêtise*" - Francetv info 06.02

C'était déjà un traitement de faveur !

On savait qu'Amnesty International était la voix de la réaction sous un faux masque.

- Madonna divise les Pussy Riot - Le Nouvel Observateur 06.02

Six membres du groupe ont accusé, jeudi 6 février, leurs deux camarades récemment libérées de prison, de délaisser l'idéologie "*féministe et anticapitaliste*" du groupe, après leur participation à un concert à New York sous l'égide de Madonna.

Organisé par Amnesty International, le concert à New York réunissait plusieurs têtes d'affiches, comme Madonna.

"*Nous n'allons pas pardonner et nous n'allons pas oublier ce que le régime fait à nos concitoyens. Nous demandons une Russie qui soit libre*", a lancé Nadejda Tolokonnikova.

"*Il est temps que le reste du monde soit aussi courageux que les Pussy Riot et affronte les autres gens comme Poutine ou d'autres leaders et d'autres organisations qui ne respectent pas les droits de l'Homme et entretiennent la discrimination et l'injustice*", a-t-elle martelé en introduisant les deux jeunes Russes. Le Nouvel Observateur 06.02

Parce que les Américains seraient "*libres*", c'est au contraire le pays du monde où la population est la plus étroitement surveillée par le FBI et la NSA...

Dictature. Chasse aux sorcières. Combat contre le sionnisme.

Pourquoi le boycott commence à faire peur à Israël - AFP 06.02

Patrick Cohen reproche à Daniel Schneidermann d'avoir nourri la "haine antisémite" à son encontre - Francetv info 06.02

L'animateur de France Inter, ciblé par Dieudonné, critique une chronique publiée par le journaliste dans "Libération" en mars 2013 l'accusant de tenir une "*liste noire d'invités*".

C'est exact, j'ai retrouvé l'article de Libération, l'extrait en question ci-dessous :

Chroniqueur de l'émission C'est à vous (France 5), Patrick Cohen reçoit son collègue Frédéric Taddéï, animateur de Ce soir ou jamais, qui vient d'être transférée de France 3 à France 2.

Cohen : «*Vous invitez des gens que l'on n'entend pas ailleurs, mais aussi des gens que les autres médias n'ont pas forcément envie d'entendre, que vous êtes le seul à inviter.*»

Et Cohen cite quatre noms : Tariq Ramadan, Dieudonné, Alain Soral et Marc-Edouard Nabe.

Suite de l'émission.

Cohen : «Moi, j'ai pas envie d'inviter Tariq Ramadan.»

Taddéï : «Libre à vous. Pour moi, y a pas de liste noire, des gens que je refuse a priori d'inviter parce que je ne les aime pas. Le service public, c'est pas à moi.»

Cohen :«On a une responsabilité. Par exemple de ne pas propager les thèses complotistes, de ne pas donner la parole à des cerveaux malades. S'il y a des gens qui pensent que les chambres à gaz n'ont pas existé.»

Taddéï : «Qui ?»

Cohen : «Kassovitz sur le 11 Septembre.» (Il a osé remettre en question la version officielle. - ndlr)

Taddéï : «Si je dis "j'ai des doutes sur le fait que Lee Harvey Oswald ait été le seul tireur de l'assassinat de Kennedy à Dallas", vous m'arrêtez ?»

Cohen :«Evidemment pas.»

Taddéï : «Quelle différence ? Tout ce qui n'est pas défendu est autorisé. Je m'interdis de censurer qui que ce soit, à partir du moment où il respecte la loi.»- ndlr)

Dans le même article de Libération.

Daniel Schneidermann. Même si la liste Cohen mélange tout (quoi de commun entre les quatre ? Et pourquoi Kassovitz ne figurait-il pas dans la liste initiale ?) chacun en entend bien le point commun : les quatre proscrits, sous une forme ou une autre, ont dit des choses désagréables sur les juifs, Israël, ou le sionisme.

Mais soudain, Taddéï renvoie la balle. «*Vous voulez que je vous fasse la liste des ministres condamnés, y compris pour racisme, que vous avez reçus dans votre émission de radio ?*»«*Y en a pas beaucoup.*» Taddéï ne prononce pas le nom de Hortefeux, mais là aussi tout le monde a entendu pointer son nez l'éternelle concurrence victimaire : il est légitime d'être désagréable aux Arabes, mais pas aux juifs. Qu'on s'entende bien : c'est parfaitement le droit de Cohen, de ne pas inviter Ramadan, Soral, Nabe ou Dieudonné. Aucun cahier des charges du service public ne l'oblige à le faire. On a le droit d'estimer que Dieudonné n'est pas drôle, ou que Nabe n'est pas un grand écrivain. Cohen serait parfaitement fondé à dire «*j'estime qu'il existe des théologiens plus pertinents, des humoristes plus drôles*».

Manchettes, sujets, invités : être journaliste, c'est choisir, trier, hiérarchiser. Mais aucune raison d'en faire une question de principe, et de proclamer que même la baïonnette dans les reins, on n'invitera pas Bidule. En reprochant à Taddéï d'inviter les proscrits, Cohen dit en fait «*ce n'est pas parce que je ne les juge pas intéressants, que je leur barre l'accès au micro de France Inter. C'est parce qu'ils ont contrevenu à un dogme*».

Se priver d'invités intéressants parce qu'on n'est pas d'accord avec eux est, pour un journaliste payé par le contribuable, une faute professionnelle. Et non seulement c'est indéfendable, mais c'est contre-productif. Aujourd'hui, les dissidents n'ont plus besoin de Cohen et de ses homologues, pour trouver un écho sur Internet. Avant, il était possible de décider qui étaient les

«*cerveaux malades*», et de les condamner pour crime de pensée, comme dans 1984. Mais aujourd'hui, pour un animateur en vue, déclarer qu'il n'invitera pas Bidule, c'est hisser Bidule sur le piédestal de victime de la censure. Le pré carré audiovisuel, s'il veut rester un lieu crédible de débat d'idées, n'a donc plus d'autre choix que de s'ouvrir aux paroles jadis bannies, quitte à leur opposer une contradiction vigoureuse et argumentée, ou à les prendre à leur propre piège de la dialectique. Et de s'en donner les moyens. Libération 17.03.2013

Daniel Schneidermann, l'idiot utile des dieudonnistes - Le Nouvel Observateur 05.02

Daniel Schneidermann a répondu dans la foulée sur son site Arrêt sur images. "*Sur le fond*", il maintient ses propos sur Patrick Cohen, assurant que sa critique était uniquement "*professionnelle*". "*Vous ne me reprochez pas seulement de vous avoir critiqué. Vous me reprochez de vous avoir critiqué en tant que Juif, estime le journaliste. Cette manière de brandir son étoile jaune en bouclier, je vous le dis, c'est infâme.*" Francetv info 06.02

Quel crime aurait commis Daniel Schneidermann à la suite de Frédéric Taddéï, sinon d'avoir précisé que les "*quatre proscrits*" cités à l'antenne par Patrick Cohen avaient comme point commun "*sous une forme ou une autre, (avoir) dit des choses désagréables sur les juifs, Israël, ou le sionisme*".

Il s'est vendu en quelque sorte, car on retrouve chez Cohen la même obsession hystérique que chez les sionistes avérés.

Et en citant Kassovitz sur le 11 septembre, ce n'est pas les adeptes de la théorie du complot qu'il visait, cette version tient encore de l'hypocrisie, mais bien la politique américaine au Moyen-Orient qu'incarne l'Etat sioniste qu'il soutient autant en tant que porte-parole du néolibéralisme que du sionisme qu'il s'était employé de camoufler jusque là, plus ou moins maladroitement je n'en sais rien.

Bon, là où cela coince, c'est qu'il ne peut pas accuser Schneidermann d'être antisémite, d'où sa rage.

Il faut préciser ici un point de la biographie de Daniel Schneidermann.

Né le 5 avril 1958 à Paris dans une famille juive athée, il milite à l'Union des étudiants communistes avant d'entrer en 1979 comme journaliste au Monde. Il en sera viré brutalement en 2003 pour s'en être pris à sa direction, dont le directeur de rédaction, l'ancien trotskiste Edwy Plenel.

Il décrit sa famille comme «*juive mais athée*», «*petite-bourgeoise*», «*tranquillement républicaine*». «*J'ai été élevé dans des valeurs de justice sociale, de sincérité, de loyauté et d'honnêteté. Et j'y crois encore !*» Il entretient un «*rapport d'horreur avec le mensonge*». Sa mère cristallise la conscience politique de la famille, «*plutôt de gauche*». Elle travaille dans une galerie d'art, tandis que son père vend de l'électroménager. (source : denistouret.net et wikipédia)

Entre nous, on ne naît pas juif, mais sémite. On trouve par exemple dans le dictionnaire (Grand Robert) : Les Arabes : peuple sémitique, originaire d'Arabie. Le peuple juif n'a jamais existé, c'est un mythe et l'Etat génocidaire d'Israël repose sur cette imposture, d'où la violence permanente pour imposer son existence... Il est étonnant que les sionistes ne se soient pas encore attaqués aux dictionnaires et aux encyclopédies qui le prouvent.

Des Juifs antisionistes reçus à la chancellerie allemande - french.irib.ir 06.02

Un cadre de haut niveau du bureau de la chancelière allemande Angela Merkel a rencontré des représentants de l'organisation ultra-orthodoxe antisioniste Naturei Karta lors de la journée internationale de commémoration de l'holocauste la semaine dernière.

Cet officiel a rencontré quatre membres de l'organisation à Berlin où ils protestaient contre l'existence de l'Etat d'Israël et l'exploitation de l'holocauste par les sionistes pour des raisons politiques.

Le Yediot a révélé que l'officiel est un chef de département au bureau de la chancelière et que, contre tous les usages, les a rencontrés ouvertement. Les membres de Naturei Karta ont confirmé que le but de cette rencontre était de clarifier aux yeux des Allemands que le sionisme ne représente pas le judaïsme.

La délégation de Naturei Karta comprenait deux survivants de l'holocauste, Moshe Dov et Chezkel Klein, ainsi que son porte parole, le rabbin Yisroel Dovid Weiss.

Weiss a affirmé à l'officiel de la chancellerie qu'environ 10 % des Juifs appartiennent au mouvement antisioniste.

La rencontre, rapportée par le journal de gauche Neues Deutschland, n'avait pas de caractère secret. french.irib.ir 06.02

En complément.

- Le CICR arrête une aide d'urgence après confiscation de tentes par Israël - LeMonde.fr 06.02

Le CICR livrait des tentes aux familles palestiennes dont les maisons ont été détruites par l'occupant...

Social.

Il faut 1.490 euros mensuels pour vivre seul, estiment les Français - AFP 05.02

Les Français estiment qu'une personne seule a besoin au minimum de 1.490 euros par mois pour vivre, selon une enquête de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publiée mercredi.

A la question "*selon vous, pour vivre, quel est le montant dont doit disposer au minimum un individu par mois?*", les personnes interrogées par l'institut BVA répondent en moyenne 1.490 euros.

Ce baromètre, publié chaque année, montre également que "*les Français perçoivent de plus en plus la montée des inégalités sociales*": ainsi, neuf sur dix estiment que les inégalités ont augmenté ces cinq dernières années (sept sur dix partageaient ce constat en 2000).

Si 42% des personnes consultées considèrent les inégalités de revenus comme les plus répandues, ce sont les inégalités d'accès aux soins qui arrivent en tête des plus inacceptables (22%), devant les revenus (19%) et le logement (16%).

Une large majorité (64%) juge normal que la France consacre un tiers du revenu national au financement de la protection sociale. AFP 05.02

Plus de 8 embauches sur 10 en France sont des CDD - L'Expansion.com 06.02

La part de CDD dans les embauches se maintient à 82,6% au 3e trimestre 2013. Un chiffre en hausse quasi continue depuis mi-2011.

Les mesures du gouvernement pour lutter contre cette précarité de l'emploi sont sans effet pour l'instant. L'Expansion.com 06.02

82,6%, c'est la précarité généralisée.

La CGT dans la rue pour se faire entendre du gouvernement - AFP 06.02

La CGT est partie seule au combat jeudi pour faire entendre son opposition à la politique du gouvernement et à son pacte de responsabilité, en organisant des manifestations dans tout le pays, une protestation qu'elle espère rééditer avec d'autres syndicats.

Près de 150 manifestations ou rassemblements ont eu lieu à travers le pays. A Paris, 16.000 militants, selon la CGT, 3.800 selon la police.

Thierry Lepaon reconnaît toutefois que "*les conditions ne sont pas réunies*" pour "*de grandes manifestations historiques*", comme l'ont montré les faibles mobilisations contre la réforme des retraites à l'automne.

Pour cette journée, la CGT avait choisi de faire cavalier seul. Dans quelques villes toutefois, la FSU et Solidaires l'avaient rejointe. Pierre Laurent, numéro un du PCF, était dans le cortège parisien.

Mais, Thierry Lepaon promet d'oeuvrer pour de "*grands rassemblements intersyndicaux*". AFP 06.02

Il pourra inviter le CRIF, un beau front unique en perspective !

Les salariés d'Astrium Toulouse manifestent contre le plan social - AFP. 06.02

Les salariés d'Astrium Toulouse ont manifesté jeudi après-midi devant le siège de leur maison-mère Airbus Group (ex-EADS) pour protester contre le plan de suppressions d'emplois du groupe qui frappe particulièrement leur unité de fabrication de satellites, a constaté un journaliste de l'AFP.

Environ 1.700 personnes, selon les estimations similaires de la police et de l'intersyndicale (CFE-CGC, CFDT, CGT, FO, CFTC), ont défilé en début d'après-midi à Blagnac, dans la banlieue de Toulouse, entre le siège de la filiale d'avions commerciaux d'Airbus et celui du groupe.

Au moins 1.200 des 2.600 salariés (3.400 avec les intérimaires et les filiales) d'Astrium Toulouse ont dénoncé la suppression au nom de la compétitivité de 396 postes sur leur site situé à l'autre bout de la ville alors que leur entreprise est bénéficiaire. AFP. 06.02

Deuxième jour de paralysie du métro londonien - Reuters 06.02

Le métro londonien restait paralysé jeudi par un mouvement de grève de quarante-huit heures qui a débuté mardi soir et a affecté des millions d'usagers dans la capitale britannique.

Deux syndicats - Rail, Maritime and Transport union (RMT) et Transport Salaried Staffs Association (TSSA) - ont appelé à ce mouvement pour dénoncer la fermeture des guichets et la suppression de centaines de postes, dans le cadre d'un plan de modernisation de l'entreprise. Reuters 06.02

Afrique du Sud: rupture des négociations entre mineurs et patronat - AFP 05.02

Les producteurs sud-africains de platine ont annoncé mercredi la rupture des négociations avec les mineurs en grève depuis deux semaines, sans fixer aucune date pour la reprise des discussions.

Les pourparlers avec le syndicat Amcu, majoritaire dans le secteur du platine, "*ont été ajournés, les parties étant incapables de s'entendre sur un accord*", ont indiqué les trois principales sociétés productrices de platine dans un communiqué.

Quelque 80.000 mineurs de la "*ceinture de platine*" sud-africaine autour de Rustenburg (nord) sont en grève depuis le 23 janvier, à l'appel d'Amcu, chez les trois principaux producteurs de platine mondiaux, Anglo American Platinum (Amplats), Impala Platinum (Implats) et Lonmin.

Ils réclament un salaire de base de 12.500 rands (830 euros), plus du double du niveau actuel, ce que les directions des trois groupes concernés jugent totalement irréaliste. Les dirigeants d'Amcu ont répété à plusieurs reprises que le mouvement pourrait durer longtemps.

Ils ont proposé des augmentations de salaires de 7% pendant trois ans.

Les compagnies dénoncent "*l'absence de volonté*" d'Amcu dans la négociation.

Les directeurs généraux des trois groupes touchés s'étaient engagés ce week-end à tout faire pour trouver une solution, mais ont brandi le spectre de restructurations et de licenciements si la grève devait se prolonger. AFP 05.02

Patrons, capitalistes...

Iran. Kerry menace la France - french.irib.ir 06.02

Au cours d'un entretien accordé à la chaine CNN, Kerry affirme : " *il est possible que les français envoient leurs hommes d'affaires en Iran mais ils ne peuvent pas violer les sanctions. Car si l'envie leur prenait de violer ces sanctions, ils seront eux mêmes sanctionnées et ils le savent très bien. Nous le leur avons très bien fait comprendre.* " Kerry a ajouté : " *l'Iran sait aussi que la voie n'est toujours pas ouverte pour qu'il puisse commercer avec les autres pays* ".

Pour une France, qui depuis la guerre contre la Libye n'a cessé de prouver son allégeance envers les Etats Unis, les propos de Kerry sont une insulte. Hollande a religieusement suivi les directives de la Maison Blanche en ce qui concerne la Syrie mais les Américains ne veulent même lui reconnaitre le droit de participer au festin que l'Occident croir avoir à vivre sur le marché iranien... "*Mêmes pas les miettes*", disait un homme d'affaires français interrogé par le journaliste de Fars. french.irib.ir 06.02

Il n'y a pas que Hollande qui sera "*cocu*" !

Patrons français et allemands pour un gouvernement de l'euro - Reuters 05.02

Les patronats français et allemand ont lancé mercredi un appel à la constitution d'un gouvernement économique de la zone euro doté de compétences budgétaires et fiscales afin de doper sa compétitivité.

Le Medef, principale organisation patronale française, et la puissante Fédération de l'industrie allemande (BDI) ont publié à Paris une déclaration commune de six pages, à quelques jours du conseil des ministres franco-allemand du 19 février.

Ils souhaitent une "*avancée décisive*" dans la gouvernance de la zone euro pour assurer un meilleur fonctionnement du marché unique et un environnement favorable aux entreprises. (Ils n'ont même plus besoin de cacher que l'UE est au service du capital. - ndlr)

"*Nous croyons qu'une plus forte intégration des politiques économiques permettra plus de compétitivité et plus d'emploi*", lit-on dans cette déclaration. "*C'est pourquoi nous demandons, au sein de la zone euro, un organe exécutif permanent ayant des compétences budgétaires et fiscales propres.*"

Medef et BDI demandent un renforcement du contrôle démocratique de cette architecture rénovée de la zone euro grâce à une plus grande implication des Parlements nationaux. (Ils peuvent : ils sont vendus ! - ndlr)

Ils en appellent à la mise en oeuvre, évoquée par les dirigeants européens mais sans concrétisation, d'"*accords contractuels contraignants*" entre l'Union et ses Etats membres en difficulté sur l'engagement de réformes structurelles. (La dictature européenne doit s'appliquer un point c'est tout. - ndlr)

"*Nous demandons un nouveau traité pour la zone euro et pour l'Union européenne, qui permettrait la mise en oeuvre de ces réformes et créerait un nouvel ordre de compétence*", ajoutent les deux organisations patronales.

Elles exhortent les gouvernements français et allemand à défendre ces propositions au Conseil européen des 20 et 21 mars, afin que les institutions de l'UE qui sortiront des élections de mai mettent à profit les cinq ans de la prochaine mandature pour remettre l'Europe "*sur le chemin d'une compétitivité solide*".

Ils militent pour un "*pacte industriel et technologique*" européen et recommandent huit types de mesures : baisse du coût du travail, assouplissement du marché du travail et allongement de la durée d'activité, accès plus facile des entreprises au financement, simplification des réglementations, parachèvement du marché intérieur, relance de la recherche et de l'innovation, stratégie européenne pour l'ouverture des marchés mondiaux et politique de transition énergétique commune.

Le président de la BDI arborait au revers de sa veste le "*pin's*" du Medef "*Un million d'emplois*", rappelant l'engagement de Pierre Gattaz sur cinq ans si le gouvernement réduit massivement les charges des entreprises.

Le patron des patrons allemands, qui devait rencontrer plus tard François Hollande et le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a déclaré soutenir son homologue français dans ses discussions avec le gouvernement sur le "*pacte de responsabilité*" proposé par François Hollande.

"*Nous sommes tous satisfaits de constater qu'apparemment la politique et l'économie françaises embrayent sur une autre voie. Il faut en attendre le résultat*", a souligné Matthias Wissmann, président de l'Association allemande de l'automobile (VDA), membre de la délégation d'Ulrich Grillo.

"*Nous sommes extrêmement en faveur des déclarations du président Hollande mais nous attendons évidemment le passage à l'acte*", a-t-il ajouté. Reuters 05.02

En complément

- UE: l'Allemagne lâche la France et va permettre la culture d'un nouvel OGM - AFP

Eco, casino, corruption, voyous, mafieux...

Le pacte de responsabilité bon mais pas suffisant, selon Noyer - Reuters 06.02

Le pacte de responsabilité proposé par François Hollande est un "*pas dans la bonne direction*" pour doper l'économie française mais il n'est pas suffisant et devra "*doit absolument s'accompagner de réformes structurelles fortes pour s'attaquer aux rigidités*", estime Christian Noyer.

Mais au-delà des annonces déjà faites, il estime qu'il faut "*évidemment réamorcer la baisse des effectifs*" de la fonction publique initiée par Nicolas Sarkozy et interrompue depuis 2012. "*Cela ne fait aucun doute*", dit-il. Reuters 06.02

L'Etat de New York enquête sur plus de 12 banques, dont Socgen - Reuters 05.02

Les autorités financières de l'Etat de New York ont ouvert une enquête sur des soupçons de manipulation des taux de change et ont demandé à plus d'une douzaine de banques de leur transmettre des documents sur leurs activités, a-t-on appris de source proche du dossier.

Parmi les établissements financiers concernés figurent la Société générale, Deutsche Bank, Goldman Sachs, Barclays, Credit Suisse, Lloyds, Standard Chartered et RBS, a précisé la source.

Le surintendant des finances de l'Etat, Benjamin Lawsky, ajoute ainsi son nom à la liste déjà longue des autorités financières et judiciaires qui enquêtent sur les pratiques des banques sur le marché des changes. Reuters 05.02

En complément

- "*Subprimes*" : Morgan Stanley paiera 1,25 milliard pour solder des poursuites - AFP

Espagne: record historique de faillites en 2013 - AFP 06.02

Les entreprises et familles (d'entrepreneurs - ndlr) se déclarant en faillite en Espagne ont augmenté de 6,5% en 2013, atteignant le chiffre record de 9.660, a annoncé jeudi l'Institut national de la statistique (INE), et la construction reste le premier secteur concerné, 26,6% du total, suivi du commerce (18,5%) et du segment industrie et énergie (17,3%).

Si la hausse est plus mesurée qu'en 2011 (15,1%) et 2012 (32,2%), le chiffre est très élevé par rapport à celui d'avant-crise: 1.147 faillites recensées en 2007.

Un chiffre est décourageant: alors que le dépôt de bilan est censé aider à redresser les comptes de l'entreprise pour lui permettre de repartir, en Espagne, selon la maison de courtage Axesor, 94% des dépôts de bilan aboutissent en liquidation.

Au total, selon la fédération des petits entrepreneurs ATA, près d'un demi-million de petites entreprises (qui constituent l'essentiel du tissu industriel espagnol) ont disparu depuis le début de la crise. AFP 06.02

Sinon à quoi servirait la crise franchement ? En plus de faire baisser le coût du travail, accroître le taux d'exploitation, augmenter le chômage...

Infos diverses

Aura-t-il au moins la qualité d'un bon papier hygiénique ?

- Libération en grève : pas de journal vendredi - Rue89 06.02

"*Nous avons envie de faire un bon journal*", explique le délégué SUD Tonino Serafini au NouvelObs.com. Rue89 06.02

Eugénisme ! L'américanisation et l'empoisonnement des esprits passe aussi par le ventre...

- Les ventes de burgers gagnent du terrain en France face aux sandwichs - AFP

Quelle bouffe de merde !

N'était-ce pas l'objectif ?

- Printemps arabes : une catastrophe économique - LePoint.fr 06.02

G.I's aux abois.

- Afghanistan: les talibans affirment avoir capturé un chien américain - AFP 06.02

Politique

France. L'intercommunalité réunit désormais 62,6 millions d'habitants - AFP 05.02

Selon des chiffres publiés mardi par la Direction générale des collectivités locales (DGCL), "*au 1er janvier, le territoire se compose de 2.145 EPCI (Etablissements publics de coopération intercommunale) à fiscalité propre*", et 36.612 communes sur 36.769 "*sont membres d'un EPCI, ce qui représente 62,6 millions d'habitants*".

Cette progression est le résultat de "*l'implication des élus et des préfets*" au côté du gouvernement, souligne un communiqué de Marylise Lebranchu et Anne-Marie Escoffier, respectivement ministre et ministre déléguée à la Décentralisation.

En région parisienne, les 41 communes encore isolées de la petite couronne seront intégrées au 1er janvier 2016 dans la Métropole du Grand Paris, créée par la loi du 28 janvier 2014 sur les métropoles. D'ici là sera d'autre part achevé le regroupement des communes de la grande couronne dans des intercommunalités qui devront compter au moins 200.000 habitants, selon cette même loi.

Autre sujet de satisfaction pour tous les partisans d'une réforme territoriale, "*depuis deux ans, les EPCI existants ont été rationalisés, pour être plus adaptés aux bassins de vie des habitants des territoires concernés*", précise le communiqué ministériel.

"*Le nombre d'intercommunalités à fiscalité propre s'est ainsi réduit de 436 sur les deux exercices 2012 et 2013, et de nombreuses fusions (environ 270) ont été opérées au cours de ces deux années*", se félicitent les ministres. En outre, "*a population totale moyenne des groupements à fiscalité propre a augmenté, atteignant près de 29.000 habitants au 1er janvier, contre 23.000 début 2012*".

Mmes Lebranchu et Escoffier se réjouissent aussi de "*la réduction du nombre de syndicats intercommunaux*".

La loi du 28 janvier 2014 organise par ailleurs une intégration plus poussée des communes situées dans les grandes agglomérations, par le biais de la création de métropoles dotées de compétences très étendues.

Le mouvement de coopération intercommunale a pris surtout son essor avec la loi dite Chevènement de 1990. Mais le développement des EPCI et de leur administration ne s'est pas toujours traduit, loin s'en faut, par un amaigrissement correspondant des administrations municipales, engendrant des surcoûts pointés dans diverses études. Selon un rapport de la Cour des Comptes d'octobre 2013, on observe toutefois depuis le début de la décennie une stabilisation globale des effectifs communaux et intercommunaux. AFP 05.02

Union européenne. Concurrence: Bruxelles s'oriente vers un règlement amiable avec Google - AFP 5.02

Google devrait éviter des sanctions financières de plusieurs milliards d'euros grâce à ses propositions pour remédier aux entraves à la concurrence dont il est accusé en Europe, jugées satisfaisantes par la Commission européenne après une enquête de plus de trois ans.

Le géant américain devrait donc échapper à des sanctions financières record. Dans les cas d'entrave à la concurrence, les amendes infligées par la Commission européenne peuvent atteindre 10% du chiffre d'affaires annuel du groupe.

Celui de Google a atteint 59,8 milliards de dollars en 2013, ce qui aurait signifié une amende pouvant aller jusqu'à près de 6 milliards de dollars, soit plus de 4 milliards d'euros. AFP 5.02

Golfe. Emirats: une responsable de l'ONU dénonce tortures et manque de transparence - AFP 05.02

Une responsable de l'ONU a réclamé mercredi à Abou Dhabi une enquête indépendante sur des allégations de torture dans les prisons des Emirats arabes unis, qu'elle n'a pas été autorisée à visiter.

Lors d'une conférence de presse au terme d'une mission de neuf jours aux Emirats, Gabriela Knaul, rapporteur spécial des Nations unies sur l'indépendance des magistrats et des avocats, a critiqué les "*violations*" et le "*manque de transparence*" des tribunaux du pays, où des dizaines d'opposants islamistes ont été condamnés.

Elle a appelé les Emirats à "*établir un comité indépendant pour enquêter sur toutes les allégations de torture et de mauvais traitements en détention*".

"*J'ai reçu des informations crédibles et des preuves que (...) des détenus étaient torturés et/ou soumis à de mauvais traitements*", a déclaré Mme Knaul, dénonçant des interpellations sans mandat de suspects "*conduits, les yeux bandés, à des lieux inconnus (...) et détenus à l'isolement, parfois pendant des mois, et placés sur la chaise électrique*".

"*Je n'ai pas été autorisée à visiter les prisons et à rencontrer certains détenus que je souhaitais voir*", a-t-elle regretté. Les Emirats arabes unis, un des pays les plus riches du monde, ont renforcé leur répression de toute dissidence. En janvier, 20 Egyptiens et 10 Emiratis accusés d'avoir constitué une cellule des Frères musulmans ont été condamnés à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison.

Les dix Emiratis font partie d'un groupe de 69 islamistes déjà condamnés le 2 juillet à des peines de 7 à 15 ans de prison pour avoir formé une "*organisation secrète*" dans l'intention de "*prendre le pouvoir*", et pour avoir entretenu des contacts avec les Frères musulmans.

Les représentants de la presse internationale et des organisations internationales de défense des droits de l'Homme n'ont pas été autorisés à assister aux procès d'opposants. AFP 05.02

C'est comme cela qu'ils les aiment Hollande...

Ukraine. La Russie hausse le ton sur l'Ukraine, accuse Washington - Reuters 06.02

Un proche conseiller du président russe Vladimir Poutine accuse les Etats-Unis d'armer les "*rebelles*" ukrainiens et invite le gouvernement de Kiev à écraser cette "*tentative de coup d'Etat*", n'excluant pas une intervention de la Russie pour assurer la sécurité chez son voisin.

Dans une interview au quotidien Kommersant Ukraine de jeudi, Sergueï Glaziev, chargé au Kremlin des relations entre la Russie et l'Ukraine, affirme que les "*ingérences*" américaines violent le traité de 1994 par lequel Moscou et Washington ont garanti la souveraineté et la sécurité de l'Ukraine qui venait de renoncer à son arsenal nucléaire hérité de l'époque soviétique.

Prié de dire si la Russie pourrait "*intervenir activement*" si la crise s'aggrave en Ukraine, Sergueï Glaziev rappelle les termes du Mémorandum de Budapest en 1994, selon lesquels "*la Russie et les Etats-Unis sont les garants de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et (...) sont tenus d'intervenir quand s'installent des situations de conflit de cette nature*".

"*Ce que les Américains font en ce moment, s'ingérer grossièrement et unilatéralement dans les affaires intérieures de l'Ukraine, c'est une violation flagrante de ce traité*", ajoute-t-il.

Le conseiller présidentiel russe ne précise pas quelles mesures pourrait envisager la Russie.

Il accuse des agents américains de verser "*20 millions de dollars par semaine*" aux "*rebelles et à l'opposition*" à Kiev, notamment pour se procurer des armes.

"*Selon certaines informations, on entraîne des combattants et on les arme dans l'enceinte même de l'ambassade des Etats-Unis*", affirme-t-il.

Sergueï Glaziev suggère au président Ianoukovitch d'user si nécessaire de la force pour mettre fin à la contestation que le responsable russe présente comme "*une tentative de coup d'Etat, une tentative de renverser les autorités par la violence*".

"Les autorités ne remplissent pas leur devoir, qui est de défendre l'Etat, quand elles négocient avec des putschistes comme s'ils étaient des citoyens respectueux des lois", ajoute-t-il.

"*Dans une situation où les autorités sont confrontées à une tentative de coup d'Etat, celles-ci n'ont d'autre choix que l'action. Sinon le pays s'enfonce dans le chaos.*"

Recevant jeudi à Kiev la secrétaire d'Etat adjointe américaine Victoria Nuland, Viktor Ianoukovitch a plaidé pour "*le dialogue et le compromis*".

"*C'est seulement par le dialogue et le compromis que nous pouvons sortir le pays de cette crise*", a dit le chef de l'Etat, selon le site internet de la présidence.

Dans son interview, Sergueï Glaziev accuse par ailleurs les Occidentaux de pratiquer un "*chantage*" sur Viktor Ianoukovitch et les oligarques ukrainiens en menaçant de geler leurs avoirs à l'étranger et de leur refuser des visas.

Il assure que le président Ianoukovitch a fait tout ce qui était en son pouvoir pour éviter la violence et accuse les dirigeants politiques dans l'ouest du pays d'être des "*séparatistes*".

La Russie, poursuit-il, ne veut pas d'une partition de l'Ukraine mais n'est pas hostile à une certaine forme de fédéralisme avec des pouvoirs dévolus aux régions, notammment dans le domaine budgétaire. Il cite l'exemple du Groenland, territoire danois mais qui n'appartient pas à l'Union européenne.

Pour lui, l'est et l'ouest de l'Ukraine pourraient avoir des relations économiques différentes avec la Russie et l'Union européenne.

"*Aujourd'hui, les liens économiques, culturels et humains entre l'est et l'ouest de l'Ukraine sont moins importants que ceux entre le sud-est de l'Ukraine et la Russie et entre les régions occidentales du pays et l'Union européenne*", reconnaît Sergueï Glaziev. Reuters 06.02

Egypte : La méga concession de Sissi à Riyad - french.irib.ir 06.02

Le soutien de Riyad au régime militaire en Egypte n'est secret pour personne. Mais ce soutien est-il éternel? La junte militaire au pouvoir le souhaite visiblement, elle qui multiplie des projets de coopérations économiques : selon le ministre égyptien du transport, l'Egypte vient de proposer à l'Arabie saoudite la construction d'un tunnel sous marin reliant les deux pays. l'ouvrage devrait traverser la mer rouge.

L'information a été annoncée par le premier ministre égyptien en visite en Arabie saoudite, une visite destinée à booster les coopérations économiques bilatérales. "*Le tunnel sera baptisé du nom de roi Abdellah d'Arabie et il sera construit avec l'argent saoudien*", a affirmé le ministre égyptien. french.irib.ir 06.02

Bosnie: plus de 130 blessés dans une violente manifestation AFP 06.02

Plus de 130 personnes, en majorité des policiers, ont été blessées jeudi lors d'une violente manifestation en Bosnie où des milliers de personnes ont protesté dans plusieurs villes contre la dégradation de l'économie dans ce pays où le chômage touche plus de 40% de la population.

Quelque 7.000 personnes, selon les médias locaux, 2.000 selon la police, ont protesté pour le deuxième jour consécutif à Tuzla. Ils ont forcé un cordon de police antiémeute qui empêchait l'accès au siège de l'administration régionale.

Les manifestants ont lancé des pierres et des torches enflammées contre des policiers et l'immeuble, brisant toutes les fenêtres, selon les images diffusées par plusieurs chaînes locales de télévision.

La police a riposté en lançant des grenades lacrymogènes.

Huit protestataires ont été arrêtés, a dit à l'AFP un porte-parole de la police locale, Izudin Saric.

Un rassemblement similaire a eu lieu la veille à Tuzla à l'initiative de salariés de plusieurs anciennes entreprises publiques en faillite qui sont dans l'incapacité de leur verser les salaires depuis plusieurs mois. Il s'agit notamment d'entreprises de l'industrie chimique et forestière.

Quelques centaines de salariés de ces entreprises ont été rejoints jeudi par des chômeurs et des jeunes.

"*C'est la réponse du peuple. C'est la révolution! Il ne s'agit pas de sauvages qui protestent. Ce sont beaucoup de jeunes qui n'ont aucun espoir d'avoir un travail à la sortie des universités*", a déclaré un des représentants des manifestants, Sakib Kopic.

Des manifestations rassemblant plusieurs centaines de personnes ont aussi été organisées à Sarajevo, à Bihac (nord-ouest), à Zenica (centre) et à Mostar (sud).

A Sarajevo, une centaine de personnes ont jeté des oeufs et des pierres contre l'immeuble de l'administration régionale, a constaté l'AFP.

"*Voleurs! Assassins!*", ont scandé les manifestants, avant d'être dispersés par la police antiémeute.

Le mouvement a embrasé les principales villes de la Fédération croato-musulmane, une des deux entités de Bosnie qui avec la Republika Srpska (entité serbe) composent ce pays de 3,8 millions d'habitants.

Le chef du gouvernement de cette entité, Nermin Niksic, a convoqué pour une réunion extraordinaire jeudi soir des responsables de toutes les agences policières et des procureurs de villes concernées pour évaluer la situation sécuritaire.

"*De plus en plus de gens vivent dans la misère et dans la pauvreté, ils ont faim. Le peuple a perdu l'espoir et ne croit plus à une amélioration de la situation. Manifester est leur seul instrument*", a commenté un analyste local Vehid Sehic.

Dans la soirée, de nouvelles échauffourées ont opposé quelques centaines de manifestants violents et la police. Les deux parties lançaient des gaz irritants, selon M. Nisic.

La police a une nouvelle fois dispersé les manifestants, mais une partie d'entre eux ont ensuite pillé des magasins et épiceries dans le centre-ville, a rapporté la télévision régionale (RTVTK).

Le taux de chômage officiel s'élève en Bosnie à plus de 44%. Le nombre réel de chômeurs est toutefois estimé à 27,5% par la Banque centrale, car beaucoup de gens sont employés au noir. Le salaire mensuel moyen est de 420 euros, mais près d'un habitant sur cinq vit dans la pauvreté, selon des statistiques officielles. AFP 06.02

Haut de page

Le 11 février 2014

CAUSERIE

Lundi 22h25 en Inde

26 nouveaux articles en ligne. C'est aussi l'heure d'aller se coucher.

Michel Collon a transmis mon courriel à Jean Bricmont et je l'en remercie au passage, il serait anarchiste, peu importe, cela n'empêche pas de réfléchir en principe.

Le 10 février 2014

CAUSERIE

Vous pouvez accéder aux articles de janvier des différentes rubriques à partir du lien qui figure plus haut.

Je renonce provisoirement à actualiser le site au moyen de vidéos, c'est compliqué et je n'ai pas de temps à y consacrer, on actualisera le site 2 à 3 fois par semaine en se contentant de l'essentiel, le reste est disponible sur Internet.

Je remplace les articles de presse par des articles de journalistes indépendants ou rédigés par des intellectuels qui se présentent comme des opposants au capitalisme.

L'article mis en ligne aujourd'hui est particulièrement : « *La République des censeurs* ». Entretien avec Jean Bricmont.

J'ai ajouté un commentaire à la suite de cet article. C'est le militant qui s'exprime ici.

Les policiers de la pensée ne sont pas toujours ceux qu'on croit, ils sont aussi très nombreux dans nos rangs. D'ailleurs c'est bien simple, dès qu'un travailleur devient un militant, puis plus ce militant sent monter en lui irrésistiblement la fibre de la conscience qui dorénavant l'habite et va le transformer rapidement en un être supérieur aux autres, plus il deviendra hermétique à toute forme de pensée autres que la sienne, au delà, à la réalité qui se résumera à l'interprétation qu'il en fait en fonction de son expérience somme toute très limitée au regard du monde dans lequel il est bien obligé de vivre puique personne ne peut s'en extraire totalement.

Il s'est créé un nouveau monde et n'appartient plus tout à fait au vôtre, il vit désormais dans une bulle dans laquelle il évolue, un système qu'il entretient ou qui se nourrit de lui-même, qu'il consolide comme une forteresse menacée de toute part, il se complaît dans des rapports qui n'évolueront plus qu'au gré de sa volonté et non de la situation, il est mûr ou apte plus que quiconque à devenir paranoïaque ou schizophrène sans s'en apercevoir puisqu'on flatte en permanence son penchant au narcissisme ou à l'autosatisfaction, au culte de la personnalité aussi, il développera selon les circonstances un optimisme béat ou stupide ou sombrera dans une profonde dépression dont il ne se remettra jamais ou très difficilement, personnellement pour n'avoir testé cette expérience que pendant quelques années j'en étais resté à la première version.

Mon propos n'est pas de condamner le militantisme, bien au contraire, le parti, encore le parti, toujours le parti, vous connaissez mon discours n'est-ce pas, mais de dénoncer dans quelle condition on est amené à militer, alors que la psychologie du militant demeure aussi fragile que celle de n'importe quel travailleur qui mérite le respect.

Je vais répondre aux courriels que j'ai reçus, je me demandais si cela valait la peine, puis je me suis ravisé. Je ne supporte pas les diktats, de devoir prendre position au nom d'un principe gravé dans le marbre ou je ne sais quoi. Je ne supporte pas qu'on exige de moi de penser autrement, alors qu'on refuse de m'écouter, comme si ce que j'avais à dire ne présentait aucun intérêt, c'est intolérable comme procédé. En gros cela signifie que vous êtes une merde, quoi.

Cela dit, je le comprends parfaitement, sur le coup cela m'énerve, puis je me dis que cela vaut quand même la peine de montrer que l'on peut procéder autrement, c'est une expérience intéressante. Chacun à son caractère et sa personnalité, c'est notre marque de fabrique, quand on vous le refuse, c'est comme si on voulait vous faire disparaître, c'est une atteinte intolérable à votre dignité, c'est un manque de respect qu'on ne peut pas laisser passer.

Quand on ne sait pas lire, ce qui est le cas de la plupart des lecteurs, mais c'est valable pour moi aussi qu'est-ce que vous croyez, lors d'une polémique ou critique notamment on évite de prendre ce qu'on lit forcément pour soi, tout n'est pas du premier degré, tout n'est pas à prendre au même degré, on lit et on relit attentivement, tranquillement et non sur le quai d'un métro par exemple, on fait une pause, on réfléchit, on lit la suite, on lit la conclusion quand il y en a une, on essaie de sentir ce qui se dégage de l'ensemble d'un article, la tendance qui prévaut, on a à l'esprit que l'auteur n'est pas malintentionné à votre égard ou qu'il n'a aucun intérêt individuel dans cette affaire, qu'il ne cherchera jamais à vous embobiner ou à vous vendre quoi que ce soit, il prend lui-même ses distances par rapport à ce qu'il a écrit et il invite le lecteur à prendre le recul nécessaire quand il lit ses articles, ensuite à chacun d'en faire l'usage qu'il souhaite.

Mes analyses se basent sur des faits et des constats, la réalité, la partie subjective ou la part d'interprétation passe au second plan pour moi, alors qu'elle passe au premier plan pour les lecteurs, qui je dirais de ce fait lisent de travers ou ne savent pas lire ou plutôt lisent comme on leur a appris à lire, sans réfléchir davantage.

Le constat qu'on a sous les yeux, c'est la situation dramatique dans laquelle nous sommes. Ce qui est intéressant c'est donc de savoir comment on en est arrivé là, les faits qui ont été négligés, sous-estimés, surestimés, niés, occultés, ensuite comment là encore cela s'est traduit par des faits, des comportements, des discours ou déclarations, etc. et pourquoi là encore à partir de faits, chaque question que nous nous posons se ramène à des faits (ou facteurs) et des rapports, c'est peut-être ingrat et désagréable comme démarche mais on n'a pas le choix si on veut comprendre et aller de l'avant, c'est la trame du processus dialectique dans laquelle vient s'insérer le jeu des différents acteurs et qui combinés entre eux forme la réalité.

Nul esprit de chasse aux sorcières ici, on cherche à comprendre et à remettre les choses et les êtres à leur place, c'est tout. A suivre.

On ajoutera une vingtaine d'articles plus tard.

ACTUALITE EN TITRES

Mise à prix de la démocratie en 2014 : 63 millions d'euros.

- Financement des partis politiques : la répartition des 63 millions d'euros - lemonde.fr 08.02

Diable, un exercice de sémantique !

- Le pacte de responsabilité n'est pas un « *cadeau* » aux patrons, « *mais aux entreprises* » - LeMonde.fr 09.02

Et à qui appartiennent les entreprises, qui décident leur politique et la répartition des revenus ? Les exploités, c'est bien connu !

- Pacte de responsabilité : «*Ce n'est pas un pacte avec le diable*», défend Sapin - LeParisien.fr 09.02

Pour une fois qu'il parle de quelque chose qui lui est familier...

- Le pacte de responsabilité est de gauche, dit Pierre Moscovici - Reuters 09.02

Franchement, depuis quand défendre farouchement le capitalisme ne serait pas de gauche, hein ? Au PS, ils vont bientôt en fêter le centenaire...

Surenchère

- EELV réclame « *un pacte de responsabilité écologiste et social* » - LeMonde.fr 09.02

- Le Roux (PS) propose 3 ans d'exonération de cotisation pour tout emploi créé - AFP 09.02

Comment peut-elle prendre cela pour elle ? L'UE passe encore, c'est sa vocation.

- «*Fuck you*» d'une diplomate américaine à l'UE: C'est «*absolument inacceptable*», pour Angela Merkel - 20minutes.fr 08.02

Dans le monde.

- Hausse de 14% du nombre de victimes civiles en Afghanistan en 2013 - Reuters 08.02

- Brésil : les manifestations plongent à nouveau dans la violence - lemonde.fr 08.02

- Manifestation à Istanbul contre le contrôle d'internet - Reuters 08.02

ACTUALITÉ DU JOUR

La théocratie nihiliste à l'offensive

Tout faire pour déstabiliser tous les rapports sociaux dans la société et monter toutes les générations, toutes les couches les unes contre les autres...

- Théorie du genre, loi famille : les religions bousculées par leurs ouailles - LePoint.fr 09.02

- Copé fustige un livre sur la nudité destiné aux enfants - Reuters 09.02

Le président de l'UMP, accusée notamment par la majorité d'alimenter les rumeurs sur l'enseignement de la théorie du genre à l'école, a brandi ce livre lors du "Grand Jury" RTL-Le Figaro-LCI.

"'*Tous à poil !' Je vous le recommande, c'est très intéressant. Il n'y a pas beaucoup de texte. On ne sait pas s'il faut sourire, mais comme c'est nos enfants, on n'a pas envie de sourire*", a-t-il argumenté sur un ton acerbe.

"*On tourne les pages - A poil le bébé, A poil la baby-sitter, A poil les voisins - je tourne les pages, A poil la mamie, A poil le chien, A poil la maîtresse, vous voyez c'est bien pour l'autorité des professeurs...*", a-t-il poursuivi.

Selon Jean-François Copé, ce livre figure sur la liste des ouvrages recommandés aux enseignants du premier degré par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP).

Selon une note des auteurs de cet ouvrage paru en avril 2011 aux éditions du Rouergue, Claire Franek et Marc Daniau, leur but est "*d'apporter un regard décomplexé sur la nudité*". Reuters 09.02

Comme aux Etats-Unis, le modèle de Hollande-Ayrault-Peillon : alcool, drogue, sexe, violence... C'est à placer dans le registre de la théorie du chaos... à laquelle par ailleurs adhère Copé.

Ils sont bien contents à l'UMP que ce soit le PS qui se tape le sale boulot, ils prendront le relais ensuite...

En complément

Pourquoi, devraient-ils avoir des droits différents ?

- Etats-Unis : homos ou hétéros, les couples auront les mêmes droits devant la justice - Francetv info 09.02

Harcèlement, acharnement, la réaction néolibérale à l'oeuvre

- Quand la chaîne NBC coupe un passage-clé du discours du président du CIO sur les discriminations - Slate.fr

Diffuseuse des JO d'hiver aux Etats-Unis, la chaîne NBC, qui retransmettait en différé la cérémonie d'ouverture du 7 février, a coupé un passage du discours du président du CIO Thomas Bach où ce dernier affirmait que les Jeux ne toléraient aucune forme de discrimination. Le lièvre a été levé par le site Deadspin, qui a identifié les passages coupés, où on trouve notamment ces deux phrases:

«*Oui, oui, il est possible, même en tant que concurrents, de vivre ensemble sous un seul toit en harmonie, avec tolérance et sans aucune forme de discrimination pour quelque raison que ce soit. Oui, il est possible, même en tant que concurrents, d'écouter, de comprendre et de donner l'exemple d'une société pacifique.*»

Alors, maladresse ou malveillance? La première hypothèse paraît la plus probable, sachant qu'une phrase où Bach remerciait «le président de la Fédération de Russie et son gouvernement» a également été coupée. La chaîne a affirmé que ces coupes relevaient simplement d'un problème de timing. Slate.fr 09.02

Hypocrisie, provocation et cynisme plutôt. Normal que Slate.fr soit "*bienveillant*" envers ses maîtres...

Si vous ne l'êtes pas encore, il faut que vous le deveniez, la survie du régime en dépend

Contre la banalisation du racisme.

- Sondage : 67% des Français contre la discrimination positive - Le Nouvel Observateur 08.02

Les rabatteurs électoraux du PS ou les petits bras (cassés, sic !) du régime.

- Manifestation antifasciste à Paris - AFP 09.02

Plusieurs centaines de manifestants ont défilé dimanche à Paris aux cris de "*pas de quartier aux fachos*" et "*à bas le FN*" pour dénoncer ce qu'ils qualifient de "*montée de la droite*" dans la société, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des associations féministes, lesbiennes, marxistes, anti-capitalistes, ainsi que des collectifs de squatters, de sans-papiers et des "*vegan antifa*" (mouvement végétarien anti-fasciste), agitant des drapeaux frappés de la faucille et du marteau ou des couleurs de la Palestine, ont défilé dans le nord de la capitale, encadrés par de nombreux gendarmes et policiers. AFP 09.02

Quand le PS, la gauche et l'extrême gauche dégénérées provoquent une situation à l'ukrainienne.

- Le FN accuse Valls de "*protéger les voyous antifas*" - AFP 09.02

- Le FN dénonce "*une violence inouïe*" après une manifestation antifasciste à Rennes - francetvinfo.fr 09.02

Des heurts ont opposé, samedi soir, 600 à 700 manifestants, hostiles au Front national, à 300 CRS, gendarmes et policiers, à proximité d'une salle municipale du centre-ville où se tenait un meeting du FN.

Les manifestants ont ensuite tenté d'investir, en vain, les permanences du PS et du FN. Les manifestants se sont dispersés vers 21h20, selon le préfet.

Certains manifestants, cagoulés et armés de barres de fer, arrachés aux barrières d'un chantier proche, mais aussi de pavés, se sont ensuite séparés en petits groupes et ont investi les rues du centre-ville, se mêlant aux passants du samedi soir. Deux vitrines de banques, d'une agence immobilière ainsi que d'un poste de police ont été brisées, selon le préfet. Des manifestants de retour près de la salle de la Cité ont bloqué une rue avec une voiture qu'ils ont retournée avant de l'incendier.

Des appels avaient été lancés par des associations antiracistes, des syndicats et des partis politiques d'extrême gauche pour venir manifester contre la présence du FN dans cette salle considérée comme la "*Maison du peuple, symbole du mouvement ouvrier*", a écrit le syndicat Solidaires dans un communiqué. Un petit groupe de militants du NPA et du Front de Gauche étaient notamment présents sur place et scandaient "*A bas le FN*". Selon une source policière, ces manifestants "*officiels*" n'étaient qu'une centaine.

La location de cette salle municipale au FN avait fortement ému. Mais "*une autre décision aurait permis au FN de se présenter en victime des règles qui président à la démocratie locale. Nous ne voulons pas leur faire ce cadeau*", a expliqué le PS d'Ille-et-Vilaine dans un communiqué de soutien à la municipalité socialiste, avant la tenue du meeting.

Le FN a accusé dimanche le ministre de l'Intérieur de "*protéger les voyous "antifas'*"" qui déploient une "*violence inouïe*" comme à Rennes, et l'a enjoint de dissoudre ces groupes qu'il compare à des "*milices du pouvoir*".

Dans un communiqué, le parti de Marine Le Pen a lancé: "*Manuel Valls doit cesser de protéger les groupes antifas*"

"*La violence inouïe des voyous "antifas" qui s'est déchaînée hier soir dans les rues de Rennes contre passants, commerçants et forces de l'ordre au motif que le Front National tenait meeting, démontre le caractère extrêmement dangereux et antirépublicain de ces groupuscules extrémistes*", ajoute le texte.

"*Manuel Valls est largement responsable de ces violences en lançant systématiquement des messages de compréhension ou de soutien à ces voyous, qu'il utilise comme de véritables milices du pouvoir*" ajoute le parti frontiste.

"*Son refus tout aussi obstiné qu'irresponsable de dissoudre ces groupuscules violents est perçu par les voyous "antifas" comme un permis de taper, un permis de casser*", insiste le FN.

"*La dissolution des groupuscules violents dits "antifas'*"" est "*une urgence pour la tranquillité publique, la démocratie et la République*", conclut le communiqué. AFP et francetvinfo.fr 09.02

Les "*antifas*" sont de tous les combats au côté du PS qui roule pour le régime en place.

Ce sont les censeurs de choc de la bien-pensance qui servent de déclencheur ou de provocateur en direction de l'extrême droite pour qu'elle réagisse aveuglément et que l'engrenage d'un climat de violence s'instaure dans le pays, de façon à dissuader les travailleurs et jeunes de descendre dans la rue pour défendre leurs droits pendant que le gouvernement applique sa politique.

Ils font le lit de l'extrême droite que Hollande et son gouvernement soutiennent en Ukraine notamment.

La gauche, cette imposture est morte, vive l'Opposition de gauche socialiste et révolutionnaire.

Dommage qu'ils en soient à l'initiative

- Manuel Valls se dit «*profondément de gauche*» - LeParisien.fr 06.02

- Le pacte de responsabilité est de gauche, dit Pierre Moscovici - Reuters 09.02

C'est un suicide, non pas le leur, ou plutôt un meurtre dont le mouvement ouvrier est la victime. Avec la complicité de tous ceux qui se sont encanaillés avec le PS pendant 73 ans.

La gauche libérée !

- Libération, c'est comme la gauche : ça meurt - Atlantico.fr 09.02

Rothschild a dû se ralier à la thèse du milliardaire américain Warren Buffet qui estime que la "*classe des riches*" a gagné la lutte des classes.

Bon , c'est un peu vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Mais il est vrai qu'au regard de la dégénérescence complète du mouvement ouvrier et particulièrement de son avant-garde depuis la mort de Trotsky, plus visible depuis le début des années 80 et la fin de l'URSS, son incapacité à se doter d'une nouvelle direction qui renoue avec le marxisme, ils peuvent modifier leur stratégie, plus besoin de faire croire qu'un journal ayant pour actionnaire un banquier milliardaire serait de gauche, puisque la gauche a intégré leur idéologie ou rejoint leur camp.

En famille. Anne Hidalgo : candidate de l'union nationale à Paris.

- Paris: le directeur de la communication du MoDem rallie Hidalgo - AFP 09.02

Le directeur de la communication du MoDem Matthieu Lamarre a annoncé dimanche dans une interview à Metronews son ralliement à la candidate PS à la mairie de Paris Anne Hidalgo. AFP 09.02

Le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme, idéologie éternelle de droite et de gauche.

- Il va falloir s'y faire: l'«autre politique» est morte - Slate.fr 08.02

Le tournant social-démocrate de François Hollande signe la mort d'une politique économique dite de gauche. Et si elle disparaît, c'est qu'elle a échoué, tant en France que dans tous les autres pays où elle a été essayée.

(C'est l'aveu qu'il ne peut pas exister une "*autre politique*" sans rompre résolument avec le capitalisme et ses institutions.

Il va falloir encore un peu de temps pour que le mouvement ouvrier assimile cet expérience et en tire les conclusions qu'y s'imposent, pratiques surtout qui nécessitent de renouer avec les enseignements de la révolution russe de 1917 ou le léninisme, intégrer les masses et leur mobilisation révolutionnaire sous la direction d'un parti ouvrier révolutionnaire dans la perspective politique du renversement de l'ordre établi, en réalité dans toute analyse politique, condition sans laquelle il sera impossible d'en finir avec le capitalisme concernant ce point précis, cela risque de prendre encore plus de temps, hélas! - ndlr)

A l'hiver 1982-1983, lorsque François Mitterrand opta pour une politique de rigueur, le Parti socialiste expliqua qu'il s'agissait d'«*une parenthèse*». Il fallait momentanément sacrifier la politique «*socialiste*» pour préserver la construction de l'Europe, mais, bientôt, le gouvernement en reviendrait à des mesures «*de gauche*», la parenthèse se refermerait. A l'hiver 2013-2014, le président François Hollande prend un «*tournant*» social-démocrate exactement semblable, mais le Parti socialiste cette fois se tait. Plus question, nulle part, de «*parenthèse*». Le tournant n'est pas présenté comme devant être suivi, un jour, par un autre dans l'autre sens.

Peut-être François Hollande aura-t-il du mal à concrétiser fortement et rapidement sa nouvelle politique, la question reste ouverte. Mais, idéologiquement, la conversion de la gauche française de gouvernement semble, cette fois, définitive. La parenthèse ne se refermera plus. La raison en est que le rêve d'une «*autre politique*», celle à laquelle on reviendra, celle à laquelle il faut revenir pour être «*de gauche*», est, en 2014, morte et bien morte.

(En admettant que le PS aurait été de gauche, en incluant tous les partis qui évoluent dans son giron et tous ceux qui de près ou de loin, ouvertement ou sournoisement n'ont jamais rompu avec le PS, la gauche est belle et bien morte, vous pouvez ajouter l'extrême gauche.

Le PS est un parti antisocialiste depuis août 1914, et c'est un siècle plus tard que certains s'en aperçoivent, tandis que les porte-parole de la classe dominante n'ont plus aucune raison de ne pas le clamer sur tous les toits puisqu'il n'existe plus d'opposition organisée représentant le socialisme ou de parti ouvrier qui serait véritablement indépendant de l'Etat et du PS qui en est un des piliers.

Pendant 73 ans on a été trompé par des dirigeants et des partis qui nous ont expliqué qu'il fallait entretenir des relations avec ce parti parce qu'il avait des liens avec les masses exploitées, parce qu'il avait une origine (lointaine, sic !) ouvrière, parce qu'on ne pouvait pas envisager la lutte de classe si on n'incluait pas le PS dans notre stratégie, bref, tout a été fait pour le maintenir en vie, pour redorer continuellement son blason infâme, pour le préserver car il pourrait un jour servir à d'autres tâches, on n'a pas attendu aujourd'hui pour comprendre lesquelles, il fallait absolument que le mouvement ouvrier et son avant-garde soient liés à ce parti quitte à brader leur indépendance, on a vu où cela les a menés, à être totalement corrompu par le capitalisme en fait, ce qui est arrivé à la gauche était prévisible, le PS l'a entraîné dans sa chute.

Tous les partis qui se disent de gauche ou d'extrême gauche pour exister aujourd'hui doivent dorénavant se soumettre au PS ou survivre discrètement à l'abri de son ombre, aucun estime que recourir au socialisme suffirait à faire vivre leurs appareils, leurs dirigeants, du coup ils y ont tous renoncé. Une autre attitude nécessiterait beaucoup de volonté et de courage, de faire preuve d'abnégation ou accepter de remettre en cause les intérêts personnels matériels dont on bénéficie comme dirigeant ou permanent dans un parti, de devoir admettre s'être fourvoyé pendant des décennies, expliquer comment ou pourquoi cela a pu se produire, on conçoit immédiatement que peu de dirigeants soient prêts à fournir un tel effort, à le supporter car du même coup il risquerait de perdre également leur statut. - ndlr)

L'histoire est sans appel. L'«*autre politique*» a toujours eu comme caractéristique principale de n'être jamais définie clairement, ni en 1983, ni jamais ensuite. Elle devait rester nébuleuse comme les rêves, comme les utopies. Il ne fallait surtout pas qu'on dise, après la chute de l'URSS, qu'elle avait beaucoup de points communs avec le soviétisme défaillant: nationalisations,

étatisme, protectionnisme, rupture avec les marchés financiers...

L'«*autre politique*» est victime de n'avoir pas tiré les leçons de cet échec. Le XXe siècle aura ouvert puis fermé la porte du communisme. N'en survivent qu'une version chinoise ultra-capitaliste et des îlots en naufrage en Amérique latine. Même Cuba lui tourne le dos! Slate.fr 08.02

L'auteur de cet article est un des co-fondateurs du site Slate.fr, Eric Le Boucher. Qu'ils prennent les désirs de ses maîtres à penser pour la réalité est naturel chez lui, quant à sa "version chinoise ultra-capitaliste" du communisme, elle démontre tout simplement que le communisme n'a jamais existé au XXe siècle et que l'avenir lui appartient, ce que ce réactionnaire ne peut concevoir évidemment, on ne lui demandera pas davantage qu'au PS.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bosnie

1.1- Bosnie: la pauvreté et le chômage plongent le pays dans la violence - AFP 09.02

L'incapacité du pouvoir à relancer l'économie et à répondre à un appauvrissement croissant de la population en Bosnie, où près d'une personne sur deux est au chômage, a provoqué des manifestations d'une violence inconnue dans ce pays depuis la guerre intercommunautaire des années 1990.

"*Ce qui s'est passé ces derniers jours est l'explosion du mécontentement et de la colère qui se sont accumulés au cours des dernières années*", dit à l'AFP l'analyste Srecko Latal.

"*Cette exaspération est liée à une situation politique absolument chaotique et à une situation économique et sociale qui s'est sérieusement aggravée*", poursuit-il.

Composée depuis la fin du conflit (1992-95) de deux entités, l'une serbe et l'autre croato-musulmane, la Bosnie s'est vu imposer par l'accord de paix de Dayton (Etats-Unis) des institutions politiques extrêmement compliquées et au sein desquelles le pouvoir est partagé entre Serbes, Croates et Musulmans.

La Fédération croato-musulmane est à son tour formée de dix cantons, chacun avec son propre gouvernement. Cette administration est pléthorique avec quelque 180.000 salariés pour un pays de 3,8 millions d'habitants. Les administrations régionales consacrent en moyenne 65% de leur budget au versement des salaires.

La moindre décision requérant l'accord des dirigeants des trois communautés, des querelles politiciennes font que les institutions centrales du pays sont en permanence en crise et en situation de blocage.

La communauté internationale, toujours représentée en Bosnie par un Haut représentant disposant de pouvoirs discrétionnaires - actuellement le diplomate autrichien Valentin Inzko -, a néanmoins décidé depuis 2006 de progressivement mettre fin à ses interventions dans la vie politique.

Auparavant, les Hauts représentants imposaient des lois ou limogeaient des élus et des dirigeants politiques sans état d'âme pour faire fonctionner le pays.

La Bosnie s'est ainsi retrouvée à la traîne de tous les autres Etats des Balkans dans son rapprochement avec l'Union européenne.

M. Inzko a déclaré dans une interview publiée dimanche par le quotidien autrichien Kurier, que la communauté internationale devrait, en cas d'escalade de la situation, "*peut-être penser à envoyer (davantage) des troupes de l'UE*", contre près de 600 soldats actuellement déployés en Bosnie.

Parti de Tuzla, jadis la plus importante ville industrielle de Bosnie, où des milliers de salariés se sont retrouvés au chômage à cause des échecs en série des privatisations de leurs usines, le mouvement a gagné la capitale et plusieurs autres grandes cités.

Vendredi, des immeubles abritant des institutions régionales et municipales à Sarajevo, Tuzla (nord-est), Bihac (nord-ouest), Zenica (centre) et Mostar (sud) ont été dévastés ou incendiés par des hooligans qui ont rejoint des milliers de manifestants

descendus dans la rue pour protester contre la pauvreté et réclamer la démission des autorités.

Dimanche, des centaines de personnes ont manifesté sans incidents devant l'immeuble de la présidence, incendié vendredi, pour réclamer la démission des responsables au pouvoir.

Les Bosniens ont été choqués par les violences, mais certains analystes mettaient déjà en garde contre le risque d'une explosion du mécontentement populaire.

Le taux de chômage est de 44%, selon l'Agence nationale des statistiques. Néanmoins, la banque centrale évalue ce taux à 27,5% en raison du nombre très élevé des personnes employées au noir.

"*Le taux élevé de chômage (...) continue de représenter une menace et doit être combattu pour assurer un avenir paisible et prospère à la Bosnie*", a mis en garde en janvier la directrice de la Banque mondiale pour l'Europe du Sud-Est, Ellen Goldstein.

Un Bosnien sur cinq vit dans la pauvreté, selon les statistiques officielles. Le salaire mensuel moyen est de 420 euros. AFP 09.02

1.2- Bosnie: à Mostar, la pauvreté unit les communautés divisées - AFP 08.02

A Mostar, la pauvreté a unifié Croates et Musulmans, deux communautés pourtant âprement divisées depuis le conflit intercommunataire de Bosnie (1992-95), dans la colère commune contre un pouvoir jugé autiste, déconnecté de la réalité et corrompu.

"*Le désespoir a uni les gens, Mostar a fait preuve pour la première fois depuis 20 ans d'unité et je m'en réjoui*", a déclaré à l'AFP Dzenan Jelin, 30 ans, un musulman au chômage.

Face au marasme économique et au manque de perspectives, les Musulmans, majoritaires dans l'est de Mostar, et les Croates, dominant dans l'ouest de la ville, ont exprimé ensemble leur colère en prenant pour cible les symboles d'"un pouvoir qui ne cesse de décevoir".

"*Il s'agit de gens qui n'ont plus rien à perdre, des jeunes qui n'ont jamais trouvé de travail pendant que l'élite nous rit au nez et nous fait comprendre qu'elle nous pille et que nous n'y pouvons rien*", explique Josip Milic, un syndicaliste croate.

"*Le pouvoir va encore essayer de nous expliquer par des arguments nationalistes la crise économique, mais cela ne prend plus. Je suis croate mais je suis solidaire de mes voisins musulmans, nous devons lutter ensemble contre*" les autorités, lance Jadranko, un étudiant qui refuse de dévoiler son nom de famille.

Le parti croate HDZ a effectivement accusé samedi "*des hooligans venus de l'est (NDLR: la partie musulmane) de la ville*" d'être responsables des actes de vandalisme de la veille.

Une femme, qui refuse de révéler son identité car elle se veut "*citoyenne et non appartenant à une nationalité*", ne cache pas son inquiétude.

Fermement opposée à toute forme de violence, elle remarque néanmoins que les habitants de la ville ont fait "*preuve d'unité ce qui est encourageant*". AFP 08.02

2- Syrie

- Syrie : Le Qatar fournit toujours les terroristes en armes - french.irib.ir 09.02

Un autre document révèle le rôle destructeur du Qatar, dans l'équipement et l'envoi des terroristes, en Syrie.

La publication d'une lettre de l'ambassade du Qatar, à Tripoli, la capitale libyenne, à l'adresse du directeur du département arabe, au ministère des Affaires étrangères de ce régime, révèle l'implication de Doha, dans l'équipement et l'envoi des terroristes, en Syrie. Il est écrit, dans cette lettre, que 1.800 volontaires des pays de Maghreb et de l'Afrique du Nord sont en train de passer leur formation, dans des camps, en Libye, et, notamment, à Zintan, Benghazi, Zawiya et Misrata, tandis que l'ambassade du Qatar propose leur acheminement, en trois groupes, en Turquie, avant d'être envoyés, ensuite, en Syrie.

Selon ce rapport, ils seront envoyés, au début de la semaine prochaine, et la Turquie est prête à ouvrir ses portes. Cette lettre est signée par Nayef Abdallah al-Emadi, substitut du chargé d'affaires de l'ambassade du Qatar, à Tripoli. french.irib.ir 09.02

3- Arabie saoudite

- Arabie saoudite: Controverse après le décès d'une étudiante à l'Université - 20minutes.fr 08.02

Amna Bawazeer, 24 ans, est décédée mercredi dans l'enceinte de la faculté des sciences sociales pour filles à la King Saud Univesity de Ryad, après qu'un ambulancier s'est vu refuser un accès à la faculté en l'absence d'«*un mahram*», un garde légal, ont indiqué des médias locaux. Des étudiantes ont aussitôt accusé les responsables de la faculté d'être responsables de la mort de leur camarade, selon des commentaires mis en ligne sur Twitter.

En 2002, 15 jeunes filles avaient péri dans un incendie qui s'était déclaré dans leur école à La Mecque lorsque la police religieuse avait interdit leur évacuation sous prétexte qu'elles n'étaient pas vêtues de façon conforme au code vestimentaire islamique. Des témoins avaient alors indiqué que des membres de la police religieuse n'avaient pas autorisé les hommes de la défense civile d'intervenir car les écolières, âgées de 12 à 14 ans, n'étaient pas voilées et ne mettaient pas l'abaya, un long vêtement noir qui enveloppe entièrement la femme.

L'Arabie saoudite, royaume ultra-conservateur régi par une stricte application de la loi islamique, impose de strictes restrictions aux femmes, qui ont besoin d'un tuteur pour travailler, voyager ou même se marier. C'est aussi le seul pays au monde où les femmes n'ont pas le droit de conduire. 20minutes.fr 08.02

ECONOMIE

Allemagne

- L’Allemagne réalise un excédent commercial record de 199 milliards d’euros mais à quel prix pour l’Europe ? - atlantico.fr 08.02

Au début de la crise, en 2008, l'Allemagne avait un excédent important avec les pays de la zone euro. Les programmes d'austérité dans les pays de la périphérie (Espagne, Italie, Grèce, Portugal, Irlande) ont considérablement réduit les déficits commerciaux de des pays-ci. L'Allemagne a aujourd'hui un solde pratiquement nul avec la zone euro. Son excédent s'est reporté sur les pays extra-zone euro, et surtout extra-UE. Il vaut la peine d'ajouter que le surplus vis-à-vis du reste du monde est imputable à une chute des importations, et donc à une faiblesse de la demande intérieure allemande, plutôt qu'à une augmentation des exportations.

Non. Le modèle allemand n'est pas généralisable par définition, tout le monde ne pouvant pas avoir un excédent en même temps (à moins qu'on n'arrive à échanger avec Mars). Il est bien étrange d'être un modèle qui ne se prête pas à être généralisé ! En fait, l'Allemagne rencontre le succès précisément parce que d'autres pays ne suivent pas le même modèle, et lui achètent ses produits. Certes, on pourrait imaginer une zone euro qui adopte le modèle allemand et qui devienne excédentaire, de façon structurelle, vis-à-vis du reste du monde. Mais la zone euro deviendrait alors le passager clandestin de l'économie mondiale. Ceci poserait des problèmes avec les partenaires commerciaux. On en a eu un avant-goût à l'automne, avec le rapport du département du commerce américain fustigeant les excédents commerciaux allemands. Il est facile d'imaginer les réactions si l'Europe entière menait les mêmes politiques.

(C'est bien là une des contradictions du capitalisme mondial quand les peuples des autres continents aspirent eux aussi à vivre mieux et s'impatientent de voir leurs besoins élémentaires satisfaits, ce qui est inenvisageable si la classe dominante américaine et européenne accaparent toutes les richesses... - ndlr)

La compétitivité allemande s'est construite sur une compression importante des coûts salariaux et de la demande intérieure. L'excédent commercial n'est rien d'autre que le reflet comptable d'un excès d'épargne, privée et publique. atlantico.fr 08.02

Haut de page

Le 12 février 2014

CAUSERIE

J'ai eu du mal à préparer cette causerie, sur certains sujets je n'ai pas eu assez de temps pour exprimer clairement ce que je pensais, il n'est pas toujours facile de trouver les mots qui conviennent. Et puis il y a trop de questions à aborder en même temps auxquels il faut réfléchir, seul qui plus est, je sais qu'il y en a qui ont réponse à tout en un quart de seconde ou qui savent

tout, ce n'est pas mon cas.

J'arrête là je suis crevé.

Hier j'ai ajouté 26 nouveaux articles en fin de journée.

ACTUALITE EN TITRES

Les salauds de profiteurs ne sont pas ceux qu'on croyait...

- La fraude aux allocations chômage a explosé pendant la crise - L'Expansion.com

Ils se font jeter à la rue et voilà qu'ils tentent par tous les moyens de s'en sortir, c'est franchement dégueulasse ! Décidément, le régime est bien ingrat, cela a permis de garantir la paix sociale !

... enfin, presque, il faut bien que la réalité regagne ses droits :

- Barclays taille encore dans ses effectifs mais gâte ses banquiers vedettes - AFP

- 5,5 milliards de dollars : les bénéfices générés par George Soros pour la seule année 2013 - Atlantico.fr

- La patronne de General Motors, Mary Barra, touchera plus que son précédesseur - AFP 10.02

La nouvelle patronne de General Motors (GM), Mary Barra, va gagner 14,4 millions de dollars cette année, soit 60% de plus que son prédécesseur, a annoncé lundi le constructeur automobile pour tenter d'apaiser les associations féministes. AFP 10.02

- Le luxe: 330 millions de consommateurs et des profils qui changent - AFP 11.02

Le nombre de consommateurs de produits de luxe a plus que triplé en vingt ans et est estimé aujourd'hui à 330 millions, avec des profils en pleine évolution, selon une étude du cabinet Bain & Company.

Le marché, évalué à 217 milliards d'euros en 2013, accueille en moyenne 10 millions de nouveaux consommateurs chaque année et la croissance a surtout été portée depuis 2009 par les Chinois, relève-t-elle.

Plus de la moitié des 330 millions de consommateurs n'achètent qu'occasionnellement et sont très limités en termes de prix, dans un marché où 40% des achats sont des cadeaux.

A contrario, 150 millions de clients assurent 90% des dépenses (190 milliards d'euros).

Les 15 millions d'acheteurs les plus riches (dont un tiers de Chinois) génèrent à eux seuls 100 milliards d'euros d'achats de produits de luxe, soit en moyenne 100.000 euros par personne, relève l'étude. AFP 11.02

Françafrique

- Procès Rwanda: un officier français dit avoir fait enquêter en vain sur l'accusé - AFP 11.02

Un ancien officier français en poste au Rwanda a affirmé mardi n'avoir pu corroborer des accusations de tortures et qualifié de fausses celles de participation à des "*escadrons de la mort*" contre Pascal Simbikangwa, le premier Rwandais jugé en France en lien avec le génocide.

Le colonel en retraite Michel Robardey fut coopérant militaire à Kigali de 1990 à 1993, affecté à la réorganisation des services de police judiciaire de la gendarmerie, communément appelés "*la criminologie*".

Selon lui, les accusations contre Simbikangwa reposaient notamment en ce qui concerne les escadrons de la mort sur un seul témoin "*qui est un menteur avéré*" et relevaient "*d'un montage politique du FPR*". AFP 11.02

- Centrafrique: flambée des prix à Bangui après le départ des commerçants musulmans - AFP

Bientôt même dans votre bagnole vous serez en liberté surveillée.

- Les conducteurs britanniques devront choisir entre fumer et transporter des enfants - Libération.fr

Même en ouvrant les fenêtres ? Bien sûr, si vos gosses attrapent une pneumonie à cause de vous, on les fout à la DASS et on vous stérilise, à vos frais en plus !

Qui jugera les crimes de Franco ?

- Madrid veut juger l'ex-président chinois pour génocide au Tibet - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Hobamaland

- Hollande aux Etats-Unis : une visite en grande pompe en guise de "*remerciement*" - Francetv info

- Le partenariat entre la France et les Etats-Unis est «*un modèle*», selon Hollande et Obama - 20minutes.fr

- Hollande et Obama veulent aller vite sur le libre-échange - Reuters

Hollande : Le traité de libre échange Europe - USA "*créera plus d'échanges, plus d'emplois et plus de possibilités d'exportations*". Une nouvelle impulsion sera donnée le 26 mars à Bruxelles, lors d'un sommet auquel participera Obama. nouvelobs.com 11.02

On croirait entendre Gattaz ! Mais ce qu'il dit n'est pas totalement faux : une fois imposées dans l'UE les mêmes règles qu'aux Etats-Unis en matière de règlementation du travail et de coût du travail, selon le principe des vases communicants, la valse des suppressions d'emplois trop onéreux remplacés par des emplois à faible coût pour le patronat, les entreprises seront plus compétitives sur le marché mondial et exporteront davantage, tandis que la pauvreté se banalisera dans l'UE, le "*modèle*" américain, quoi...

- Economie, Afrique, Syrie... Obama et Hollande affichent leurs convergences - L'Express.fr

Vol dans Air Force One, honneurs militaires, fastueux dîner: les Etats-Unis vont couvrir d'attentions M. Hollande lors du volet washingtonien de cette visite, la première du genre d'un chef d'Etat français en 18 ans. AFP 10.02

En complément.

- La France doit mettre en oeuvre les réformes promises, dit Rehn - Reuters

De quoi s'agit-il ? "*Accélérer les réformes structurelles*", procéder à des "*réformes des retraites et du marché du travail* ", mais encore, "*des réformes économiques réelles et sérieuses, qui rehaussent la compétitivité, le potentiel de croissance et la pérennité des finances publiques*". Reuters 10.02

- François Hollande invité d'honneur du dîner du CRIF - LeMonde.fr

Invité une seconde fois de l'extrême droite sioniste témoigne de la pourriture du personnage.

Faites tomber les masques. Pacte du capital contre le travail.

- Pacte de responsabilité: "*Pas de contreparties*" pour Pierre Gattaz - L'Expansion.com

En visite officielle aux Etats-Unis avec François Hollande, le président du Medef s'est laisser aller à une confidence. "*Il n'y a pas de contreparties*" dans le cadre du pacte de responsabilité, a-t-il déclaré. AFP 11.02

- Michel Sapin appelle Pierre Gattaz à la "*responsabilité*" - AFP

La réponse de l'UMP qui évente l'imposture :

Christian Jacob : "*Je suis content du moment de lucidité du Medef. Il faut arrêter de réfléchir à des contreparties, il faut baisser les charges et ne pas inventer de nouvelles contraintes pour les entreprises*".

Eric Woerth : "*Il ne peut pas y avoir de contreparties, il a raison. Baisser les charges des entreprises ça n'est pas faire un cadeau, c'est juste leur donner la possibilité d'être plus compétitives.*" L'Expansion.com 10.02

Quand Mélenchon fait partie de la même famille que Gattaz et Hollande.

- Mélenchon: Gattaz "*a tiré dans le dos*" des Français - AFP

(C'est marrant, j'ai plutôt l'impression que ce serait Mélenchon qui n'arrêterait pas de nous "*tiré dans le dos*", non ? - ndlr)

"*Son comportement dans de telles circonstances est inacceptable. On ne va pas à l'étranger profiter d'un voyage présidentiel pour critiquer un président de la République quel qu'il soit*" a déclaré le co-président du Parti de gauche (PG) à des journalistes à Bergerac (Dordogne).

(Gageons que Hollande lui en sera gré de l'avoir ainsi épargné ou soutenu... mais rien n'est moins sûr, car généralement les flatteurs et les faibles sont les premiers sacrifiés par leurs maîtres. Pourquoi ? Mais parce qu'ils incarnent leurs propres faiblesses ou tares. - ndlr)

"*On évite de se battre entre Français à l'étranger, surtout sur des questions qui concernent l'économie devant les Américains*" a-t-il ajouté. AFP 11.02

(Pour Mélenchon, les "*Français*" auraient forcément tous les mêmes intérêts de classe, au diable la lutte des classes, union nationale derrière Hollande et le patronat oblige. Il y a aussi un relent xénophobe dans les propos du charlatan. En tant que Français vivant à l'étranger depuis de longues années, d'abord je ne me sens pas Français pour un rond, ensuite il ne me viendrait pas à l'esprit de manifester la moindre solidarité avec des Français que je ne connais pas

L'audace dont a fait preuve Gattaz ne pouvait que s'adresser à un président acquis à sa cause qui renâcle encore à l'assumer ouvertement ou à le mettre en pratique trop lentement à son goût, ce qui se comprend, aussi cette sortie devait fournir un prétexte à Hollande pour réaffirmer son engagement au coté du patronat, ce qu'il s'est empressé de faire dans la foulée. - ndlr)

Hollande répond en donnant raison à Gattaz :

"*Nous devons nous retrouver tous ensemble pour améliorer la compétitivité, baisser le coût du travail, simplifier les normes, donner de la visibilité fiscale*". AFP 10.02

Nous "*retrouver tous ensemble*", tous les Français ensemble, monsieur Mélenchon vous êtes comblé !

Si j'ai bien compris leur deal est le suivant sur le modèle allemand : nous, patrons, nous allons continuer de détruire des emplois, laissez-nous faire, en échange de quoi pour équilibrer la disparition de ces emplois nous allons en créer l'équivalent selon les nouvelles normes sociales en vigueur de telle sorte que le chômage n'augmente pas et même commence à diminuer, ainsi nous obtiendrons satisfaction sur le plan économique et vous de votre côté vous serez conforté sur le plan politique, vous pourrez toujours vous prévaloir d'avoir stoppé la hausse du chômage et créé un million d'emplois.

En renouvelant cette opération sur une échelle plus grande, 3,4 ou 5 millions d'emplois, on parviendra si le contexte international est favorable à réduire de moitié le chômage comme ils l'ont fait en Allemagne. Le mécanisme consiste à supprimer des emplois qui nous coûtent trop chers pour en créer ou les remplacer par des emplois similaires qui nous coûteront moins chers. On peut imaginer réaliser cette opération sur tous les postes de travail où ce sera possible.

Il s'agit de faire dépendre la croissance non pas de la consommation interne puisque la population va se paupériser, excepté les riches puisque les inégalités vont continuer de s'accroître, mais des exportations en direction des marchés émergents qui allient un niveau d'exploitation plus élevé et des rémunérations en augmentation qui permettent de réaliser des profits dans de meilleures conditions, c'est-à-dire tout en conservant un niveau d'exploitation maximum et un niveau de consommation très élevé puisque la demande dans ces pays est gigantesque et constitue un réservoir de profits garantis sur le moyen ou le long terme.

On pourrait se dire qu'il y a bien quelques contradictions dans tout cela. Oui, en apparence seulement, car finalement le seul critère

qui l'emporte sur tous les autre demeure l'extraction de la plus-value, l'extortion de la force de travail à la base et le taux d'exploitation, c'est la seule source de profit, il n'en existe pas d'autres depuis que le capitalisme existe et il n'en existera jamais d'autres jusqu'à ce qu'il disparaisse.

Comment cela se traduit concrètement, c'est très simple. Pour faire bref, vaut mieux que ce soit un salarié, ouvrier, employé ou cadre qui travaille entre 48 et 60 heures par semaine sans droits sociaux et politiques qui consomment les marchandises produites quelque part dans le monde, s'ils ne les produisent pas eux-mêmes.

Un salarié en Europe ou aux Etats-Unis peut avoir un plus haut niveau de consommation (et d'endettement) parce qu'il a un plus haut niveau de revenu ou le coût du travail est plus élevé quand on inclut les avantages sociaux dont il dispose. Quant à la baisse du taux de profit, les capitalistes ne peuvent le compenser que dans le volume de profit qu'ils réalisent une fois les marchandises produites écoulées, ce qui nécessite de produire et de consommer toujours plus, ce qu'ils appellent la croissance, mais pas dans n'importe quelles conditions. Pour que cette compensation soit efficace (provisoirement ou artificiellement) faut-il encore qu'ils récupèrent le maximum du profit dégagé lors du processus de production et que le minimum reviennent aux producteurs, aux ouvriers et aux employés qui interviennent tout au long de la chaîne qui va de l'extraction des matières premières à la commercialisation des produits finis, ce qui inclut les services qui vont avec. Ils auront donc tout intérêt à remplacer les postes de travail qui leur coûtent le plus chers par des postes de travail similaires à bas coût et où le taux d'exploitation sera supérieur, de telle sorte que le volume de profit revenant aux capitalistes soit plus important. S'ils peuvent réaliser cette opération dans le pays où figurent leur siège social et leurs usines ou entreprises au moyen du législateur ou du gouvernement, ces emplois seront maintenus sur place et le chômage restera aux alentours de 5%, dans le cas contraire ils délocaliseront leurs activités dans des pays qui leur permetteront de réaliser un maximum de profit.

Finalement, c'est la survie de leur système économique qui en dépend et pas seulement leurs propres usines ou entreprises.

A croire que l'immigration sert les intérêts de la classe dominante, non ?

- Immigration: Fabius regrette le vote suisse, "*mauvaise nouvelle pour l'Europe*" - AFP

- Immigration: le vote suisse "*signe préoccupant d'un repli sur soi*" estime Valls - AFP

- Fillon : "*parfaitement naturel*" que la Suisse veuille limiter son immigration - LePoint.fr

- Merkel : "*Le vote suisse pose des problèmes considérables*" - LePoint.fr

(Ce qu'ils ne vous diront pas, c'est que le texte proposé a été rejeté dans les cantons ou les villes les plus peuplés ou vivent et travaillent les populations immigrées, et ce sont en fait les Suisses qui ne sont pas en contact avec elles qui l'ont adopté. - ndlr)

Question : Si l'immigration sert les intérêts de la classe dominante, peut-elle servir à la fois les intérêts de la classe dominée ? Mais alors, qui sont les aventuriers, les opportunistes ou les réactionnaires dans les rangs du mouvement ouvrier ?

L'immigration illégale ou clandestine sert les intérêts de la classe dominante sur les plans économique et politique, pour augmenter le chômage et faire baisser le coût du travail, et pour diviser les masses, alimenter le racisme en fournissant un argument de premier choix à l'extrême droite. Dans les deux cas, il s'agit de faire pression sur la classe, de l'affaiblir, de briser sa capacité de résistance... Mais pourquoi cela, c'est stupide. Non, c'est le prix à payer pour avoir renoncé de s'attaquer au régime, refuser d'unir nos forces et d'organiser les masses pour le renverser.

Mais alors la gauche et l'extrême gauche, seraient-ils vraiment au côté des travailleurs, ne feraient-ils pas le jeu des négriers des temps modernes, de l'extrême droite ? Ah ben non voyons ! Ce sont des internationalistes prolétariens, vous savez les principes, oui, érigés en dogmes, entre les mains de sourds et aveugles ils peuvent se transformer en leurs contraires ou faire le jeu de notre ennemi.

Ils ont oublié qu'un principe ou une valeur pouvait se charger d'une toute autre signification ou être orienté dans une direction contraire selon le contenu de classe qu'on lui donne ou la classe qui le met en oeuvre ou s'en réclame ou encore le contexte dans lequel il est appliqué, autrement dit à quelle classe il profite et contre quelle classe il est tourné. Un principe que l'on défend en régime capitalisme, on pourra être amené à le condamner au cours d'une révolution s'il servait à la réaction pour sauver ou restaurer son régime ou l'inverse, tout est question du rapport entre les classes, qui détient le pouvoir.

Quand on observe les pires réactionnaires en Europe, Barroso, Merkel, Fabius, etc. s'émouvoir du sort réservé aux immigrés, on est obligé d'en déduire que les capitalistes dont ils sont les porte-parole y trouvent leur compte au détriment de la classe ouvrière. Très cyniquement ils se servent de l'émotion légitime que suscite la situation souvent désespérée des immigrés illégaux parmi une grande partie des masses qui sont généreuses et pas du tout racistes ou xénophobes, pour se présenter comme des humanistes au grand coeur contrairement à l'extrême droite, en cela ils n'ont absolument aucun mérite puisqu'ils s'en servent

en identifiant la xénophobie de l'extrême droite à son rejet (tout à fait théorique par ailleurs) de l'UE pour manipuler les travailleurs et les inciter à adhérer à l'UE, ensuite il ne leur reste plus qu'à déclarer que ceux qui rejettent l'UE sont xénophobes ou racistes.

En résumé, ceux qui affirment qu'il est irresponsable ou que c'est une erreur politique de soutenir (et encourager de ce fait) l'immigration illégale ou clandestine, sont des racistes, xénophobes, réactionnaires, et ceux qui rejettent l'UE également, ceux qui cumulent le sont doublement, ils doivent figurer parmi l'extrême droite, c'est ainsi que j'apprends que je serais un militant d'extrême droite, très très fort, difficile de trouver une démonstration plus grotesque, passons, à l'arrivée ceux qui soutiennent l'immigration illégale se retrouvent eux-mêmes qualifiés de racistes, xénophobes, réactionnaires, parce qu'ils rejettent l'UE, à ce jeu-là, il ne reste plus que Barroso, Merkel, Fabius comme démocrates, progressistes et humanistes en lice, alors vive l'UE ! Bien joué n'est-ce pas ? Je ne suis pas le seul à penser qu'il y en a plus d'un qui a perdu la tête dans nos rangs.

Hystérie et hypocrisie collective.

- Vote anti-immigrés en Suisse : «*Un coup de tonnerre*» - liberation 10.02

Vous lirez plus loin que le texte adopté lors de ce référendum ne sera jamais appliqué.

- Députée-maire UMP de la commune frontalière de Morteau (Jura), Annie Genevard compte sur le «pragmatisme» suisse pour atténuer les effets de la votation de dimanche contre «*l'immigration de masse*»

D'autres pays démocratiques ne définissent-ils pas des quotas d'immigration ?

Oui, ça n'est pas en soi choquant. Mais les Suisses ont voté contre une «*immigration de masse*», sans distinguer les différents types d'immigration. Ils ont fait un amalgame entre l'immigration irrégulière contre laquelle il faut lutter, et l'immigration de proximité et de travail des pendulaires. liberation 10.02

Il y en aurait donc la bonne et la mauvaise immigration. La bonne qui correspond officiellement à des emplois généralement qualifiés, ajoutons parmi laquelle figure une partie de l'immigration illégale employée sans être déclarée ou sous-payée ou mieux, utilisée le plus légalement du monde en fermant les yeux sur le réel statut de ces travailleurs. Et la mauvaise ou indésirable constituée par l'immigration clandestine qui ne trouve pas à s'employer et survie comme elle peut, les parias.

La bonne permet de maintenir un taux de chômage élevé dans bon nombre de pays occidentaux et de disposer d'une main d'oeuvre plus docile, sur le plan économique les patrons y sont favorables évidemment, au passage cela permet de disposer d'une main d'oeuvre qualifiée ou déjà formée sans que les pays d'accueil n'aient déboursé un centime et qui fera défaut à leurs pays d'origine avec lesquels les entreprises sont en concurrence, en France par exemple la formation de médecins coûte chère, il en manque alors on en fait venir de pays où ils pourraient très bien exercer, ils feront défaut à la population de ces pays-là, peu importe.

On pourrait nous rétorquer que cela se justifie parce qu'il y a trop de diplômés dans ces pays-là ou parce que leur système de santé n'est pas très développé ou plutôt pas accessible à une population qui n'a pas les moyens d'accéder à la même qualité de soin qu'en France en raison du niveau de vie trop bas. C'est possible, cela dit on encourage ou facilite l'expatriation des couches ou classes moyennes qui seraient les plus à même de faire pression sur leur gouvernement pour exiger une amélioration du niveau de vie de la population qu'ils abandonnent à son sort. Entre un salaire mensuel de 50 à 100.000 roupies dans des conditions difficiles en Inde, et l'équivalent de 300 à 500.000 roupies en France en bénéficiant de conditions de vie nettement meilleures, on comprend qu'il y en ait qui n'hésitent pas à franchir le pas, j'en connais personnellement plusieurs.

La mauvaise immigration, celle que l'on cache, qu'on enferme dans des camps, qu'on instrumentalise politiquement, notamment dans les pays où il y a le plus de chômage, ce qui n'est pas le cas de la Suisse, le taux de chômage est de 3,5%, 12,1% dans la zone euro. Une partie des Suisses ont eu un réflexe protectionniste, corporatiste, comme celui de la gauche ou des syndicats en France qui soutiennent la guerrre contre le peuple syrien par exemple. Merkel et l'UE compte se servir des résultats de ce sondage pour obtenir de nouvelles concessions de l'Etat hélvéthique ont-ils déjà annoncé.

Ce qui les embarrasse, c'est qu'à quelques mois des élections européennes le résultat de ce référendum est dans la lignée du rejet de l'UE, du traité de Maastricht et des accords de Schengein.

- Les autorités suisses cherchent à limiter l'impact du vote sur l'immigration - AFP 10.02

Les autorités ont réagi avec pragmatisme, une vertu très suisse, en annonçant que le gouvernement allait déposer d'ici l'automne au parlement un projet de loi reprenant les principales dispositions du texte qui demande la "*fin de l'immigration de masse*".

"*Nous allons agir rapidement et de manière conséquente*", a déclaré la ministre de la justice Simonetta Sommaruga. Le gouvernement dispose de trois ans pour appliquer le texte.

Signe de l'attentisme des milieux économiques, le franc suisse n'a pas été affecté lundi sur les marchés des changes. AFP 10.02

Tiens donc !

Quand leurs protecteurs les lâchent.

- Le témoignage choc d'une ex-Femen - lefigaro.fr 11.02

Le très contesté mouvement des Femen se lézarde de l'intérieur. Dans un livre en préparation, Alice (Le prénom a été changé), Femen qui a quitté le mouvement après un an et demi d'activisme, livre un témoignage édifiant.

Sur les méthodes, elle décrit aussi l'emprise, le lissage de la pensée, la reconfiguration mentale. «*On prépare ton esprit à l'intérieur pour l'extérieur*», «*tu n'existes plus en tant qu'individu*», «*tu ne penses plus par toi-même mais par le groupe, tu ingurgites ce qu'on t'apprend*», «*Femen transforme ton corps et ton esprit*», témoigne-t-elle. «*Répéter encore et toujours les principes fondamentaux (…), il fallait que ça rentre pour qu'à notre tour ça puisse sortir mécaniquement, comme une leçon apprise sur le bout des doigts*», poursuit-elle. «*On se sent comme aspirée naturellement, sans violence, vers un total lâcher-prise vis-à-vis du groupe et de la volonté à l'esprit critique (…) Et celles qui s'expriment un peu trop ne tarderont pas à quitter "de leur plein gré" le mouvement*».

«*Première prise de pouvoir sur l'individu, la disponibilité*», dit encore celle qui devait rester disponible 24 heures sur 24, au détriment de son travail et de son couple. «*Tu acceptes lentement une soumission que tu refuses à l'extérieur, analyse-t-elle. Tu étais venue pour combattre quoi déjà? Ah oui! La soumission des femmes sous couvert de patriarcat*». Et «*tu gagnes quoi? Le droit de te dire le soir quand tu rentres chez toi seule, que tu t'es battue pour une liberté à laquelle tu n'as toi-même pas droit*».

La désillusion redouble en réalisant ce paradoxe: contrairement à l'idéologie qu'elles défendent, les Femen «ne respectent pas les femmes, les chefs de bande traitant leurs recrues comme de la chair à canon», résume son agent littéraire, Omri Ezrati.

Comment doit-on se sentir quand on nous utilise une heure et qu'on nous ignore la seconde d'après? Un objet a ce rôle. On s'en sert et puis on le pose, jusqu'à ce qu'on ait à nouveau besoin de lui». Autant de raisons qui feront «*s'éteindre le mouvement*», qui «*ne peut être viable avec de tels principes*», selon elle. Déjà, la quarantaine d'activistes est passée à une quinzaine seulement aujourd'hui», dit-elle.

Alors que des citoyens et des députés appellent ces derniers jours au retrait du timbre Marianne, inspiré par les traits de sa leader en France, Inna Shevchenko, et alors que leur procès arrive le 19 février devant le tribunal correctionnel de Paris, le député UMP du Rhône Georges Fenech demande la dissolution du groupe activiste féministe - justement en raison de ses pratiques.

Lundi, il a saisi la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), priant son président, Serge Blisko, de bien vouloir «*faire connaître la position de la Miviludes à l'égard de ce mouvement*», ainsi que «*les initiatives qu'elle pourrait prendre pour lutter contre ses agissements hautement attentatoires aux valeurs qui fondent une République*», «*telle que la demande de dissolution de l'association Femen, type loi 1901*». Ancien président de la Miviludes, président actuel du groupe d'études sur les sectes à l'Assemblée nationale, le député estime que Femen est «*un groupuscule qui utilise des méthodes sectaires*». Contestation violente de l'ordre social, discours haineux contre les religions et la laïcité, recours à des armes (cocktail Molotov lancé la semaine dernière contre l'ambassade russe à Berlin), profanation de lieux du patrimoine, menaces… Autant d'actes d'«*intimidation*» et de «*pressions physiques et morales*» qui, quoique «*sans tentatives d'emprise mentale ou de gain d'argent*», relèvent des méthodes sectaires, décrites par la loi du 12 juin 2001, qui lutte contre ces phénomènes. lefigaro.fr 11.02

L'impunité et le soutien dont cette secte a bénéficié de la part du PS et des parasites de gauche et d'extrême gauche accrochés à ses basques en dit long sur la décomposition du régime, des institutions et de tous ces partis. Si demain il venait à l'esprit d'un déséquilibré d'aller pisser ou chier dans les locaux de leur parti tout en les insultant, gageons qu'ils approuveraient ce genre d'actions tout à fait légitime...

Hier encensées, aujourd'hui lâchées, demain lynchées, c'est le sort misérable qui attend généralement la vermine qui s'est crue tout permis pour avoir rendu de fiers services au régime et bénéficier de sa protection et de sa généorisité en échange, sans se rendre compte qu'elle était manipulée, commettant la fatal erreur de ne pas avoir à l'esprit que cela ne durerait pas éternellement et que s'en suivrait le temps du désavoeu, du rejet, du procès, la chute finale.

- « *Il faut laisser aux enfants le temps de l'immaturité* » - lefigaro.fr 10.02

Un enfant découvre à son rythme la nature, la société, le monde. Et quand il pose des questions on doit lui répondre le plus simplement possible, cela dit tous les parents n'en sont pas capables et voilà qu'ils en seraient coupables.

Ce n'est jamais la classe dominante et ses porte-parole y compris de gauche et d'extrême gauche, l'Etat, qui seraient coupables du comportement sexisme, homophobie, racisme ou xénophobe, etc. de certaines personnes, non, c'est toujours le faible, sans défense, l'exploité, l'exclus, celui que l'on maintient dans l'ignorance de sa condition qui serait le coupable, idéal, celui qui dans la société est le moins respecté, le plus méprisé et humilié, qui par son statut cumule tous les handicaps, à qui on fait sans cesse sentir que si la société l'accepte tel qu'il est, c'est bien parce qu'elle ne peut pas faire autrement, comprenez que le profit ne tombe pas du ciel, il devrait l'accepter spontanément au lieu de s'en prendre à ceux qui ne lui ressemblent pas, bref, alors s'il faut un responsable à toutes ces tares ou déviations du comportement il est tout trouvé.

Dans cet article le pédopsychiatre interviewé hésite à répondre à la question pourquoi un petit garçon est différent d'une petite fille, mais tout simplement parce que la nature l'a voulu ainsi, à 3 ans cela suffit comme réponse. Le gosse enregistre l'existence de cette différence, c'est suffisant, il n'est pas suffisamment développé intellectuellement pour entendre une réponse plus étoffée.

Et s'il assiste à un accouplement, il suffira de lui dire que cette différence est en réalité une complémentarité et qu'elle a produit un beau bébé. Sauf que de nos jours avec nos apprentis sorciers ce n'est plus tout à fait vrai, la nature est battue en brèche, cette différence n'a plus lieu d'être ou ne sert plus à rien, elle peut être détournée par la technologie, pour un peu elle n'existe plus. Sauf que voilà c'est impossible !

Une femme peut se passer du contact d'un homme pour procréer, mais elle ne peut pas se passer de l'homme et son sperme. Un homme peut adopter un enfant, mais pour que cet enfant ait vu le jour, il a fallu qu'il féconde dans le ventre d'une femme, il ne peut pas non plus se passer de la femme et ses ovules. A l'arrivée l'homme et la femme demeurent complémentaires et personne n'y peut rien, jusqu'à présent.

Là où ils parviennent à briser cette complémentarité, c'est au niveau de leurs rapports sentimentaux et sexuels quand une femme peut avoir un enfant sans toucher un homme ou avoir eu le moindre rapport sexuel avec lui, et un homme ou un couple homosexuel peut avoir un enfant qu'il aura adopté sans avoir touché une femme ou avoir eu le moindre rapport sexuel avec elle, ainsi, ils sont parvenus à cloisonner les sexes, à faire en sorte qu'ils n'aient plus de contacts entre eux, on se demandera comment ils peuvent prétendre qu'en se passant de cette expérience les hommes pourraient mieux comprendre ce qui se passe dans la tête des femmes et vice versa, comment ils pourraient mieux vivre ensemble dans la société, etc.

En réalité c'est exactement le contraire qui est en train de se passer et c'est le but recherché. Faire en sorte d'ajouter au sein des rapports sociaux une nouvelle division sur la base du sexe, ce qui permettra d'atomiser encore plus chaque individu pour mieux les opposer les uns aux autres, puisqu'ils n'auront plus rien en commun sinon d'être réduit à des individualités sans liens entre eux face à un pouvoir dictatorial sur lequel ils n'auront aucune emprise, statut qui aura remplacé celui de citoyen.

Une fille porte une jupe, une robe ou un pantalon, alors qu'un garçon ne porte qu'un pantalon, c'est du sexisme, intolérable !

- "*Il faut informer les parents sur les stéréotypes sexistes*" - L'Express.fr

Les féministes sont des nantis, dégénérés, frustrés, complexés, les femmes de ne pas avoir un pénis aussi développé que les hommes, et les hommes de n'avoir qu'un pénis, pour se soulager ils n'ont qu'à se faire sodomiser, ils auront ainsi l'impression d'être égaux aux femmes ! Marre de leurs conneries !

J'ai une proposition à soumettre à Peillon, au nom de la parité ou de l'égalité : dorénavant dans les lycées profesionnels ou les centres d'apprentissage pour qu'une classe ouvre, il devra y avoir autant d'hommes que de femmes dans les cours de maçonnerie, plomberie, carrosserie, couture, puériculture, etc. Dans le bâtiment, les travaux publics, la métallurgie, la sidérurgie, mais aussi dans tous les corps d'armée, la parité devra être respectée, même dans les exploitations forestières, il devra y avoir autant de bûcherons que de bûcheronnes, ne vous marrez pas le féminin existe dans le dictionnaire, ils avaient tout prévu !

Haut de page

Le 15 février 2014

CAUSERIE

On rajoutera 20 à 30 nouveaux articles dans la journée.

La classe dominante entend gagner la guerre idéologique.

Quand on observe quotidiennement à quel degré de pourriture on a à faire avec le PS, précisons dans absolument tous les domaines une fois le masque tombé, on se demande comment c'est possible que certains puissent encore soutenir que les rapports qu'ils ont entretenus avec ce parti pendant des décennies étaient justifiés, on est bien obligé d'en déduire qu'ils n'ont jamais voulu tirer le moindre enseignement des expériences du passé.

Plus on y réfléchit au regard de l'actualité mondiale et plus on se dit qu'on a vraiment été manipulés par tous les bouts. En fait la société et le monde tels qu'on nous les a présentés étaient une version édulcorée et déformée de la réalité. On a cherché à comprendre pourquoi et nous croyons avoir trouvé une réponse, parce que l'avant-garde avait abandonné le terrain du combat idéologique, ceci expliquant cela. Aussi, quelques décennies plus tard, il n'est pas étonnant quand la réaction passe à l'offensive sur ce terrain-là qu'il ne se trouve aucune opposition organisée pour la combattre ou pire encore, y adhérer ouvertement.

Dans cette causerie on va encore en avoir un aperçu qui a de quoi décourager ou démoraliser les travailleurs et les militants qui se trouvent désarmés pour y faire face ou qui se sentent bien seuls ou abandonnés de tous les partis. Nombreux ont cru que le combat sur le terrain social ou politique suffirait et ils se sont trompés, car il était biaisé ou devait demeurer inefficace en l'absence du combat sur le plan idéologique.

L'idéologie, celle de la classe dominante, est comme l'éther des Anciens ou des croyants, elle a le pouvoir divin de se dilluer dans l'espace, de se diffuser, de se répandre absolument partout, son omniprésence lui confère une omnipotence ou omniscience quasiment irrésistible, elle est le venin ou le poison suprême qui risquerait bien d'emporter la civilisation humaine, si par malheur il arrivait qu'on la boive jusqu'à la lie.

L'idéologie a été sous-estimée, dotée d'un contenu péjoratif, elle a été assimilée à un système de pensée déconnecté de la réalité, alors qu'elle constituait le lien, le fil conducteur entre des rapports sociaux et les objectifs qu'ils poursuivaient en fonction de critères de classe. S'agissant de la classe dominante, son idéologie a pour fonction de développer différentes stratégies en manipulant tous les rapports sociaux existant dans la société pour assurer la pérennité de sa domination de classe, le monde est à son image ou ce qu'elle en a fait pour conserver le pouvoir, c'est uniquement à ce titre qu'elle trouve sa justification ou puise sa légitimité, la société toute entière doit lui être subordonnée, plus encore de nos jours que jamais.

L'idéologie et le combat sur ce plan-là est capital parce qu'elle intègre ou correspond à une conception du monde, qui a pour support une méthode pour l'interpréter et sans laquelle elle n'existerait pas, on comprend dès lors qu'elle a une importance déterminante pour chaque classe et leur devenir, la négliger est du domaine de l'irresponsabilité politique. Et puisque l'idéologie a pour support, on pourrait même dire se confond en grande partie avec la manière d'interpréter le monde ou le moindre fait ou geste, elle est omniprésente en chacun de nous et comme on n'en a pas (forcément) conscience elle nous domine, d'où la facilité avec laquelle ils peuvent manipuler et conditionner les masses à leur insue.

L'idéologie dominante est une imposture permanente, puisqu'elle doit sans cesse avancer masquée tant ses intentions sont inavouables. Elle fonctionne comme un système de pensée fermé ou replié sur lui même, qui trouve sa justification en lui-même, qui lorsqu'elle en sort, c'est pour mieux pervertir tout ce qu'elle touche ou le détourner à dessein conformément aux intérêts qu'elle représente ou son objectif politique.

La combattre et la démasquer aurait dû être un combat de tous les instants sur tous les fronts, car elle concerne absolument tous les aspects de la société, s'immisce dans tous les discours, faits et gestes des représentants de la classe dominante et la ribambelle de courtisans et larbins à son service, médias achetés, marketing publicitaire, intellectuels soumis, chercheurs et scientifiques corrompus, artistes dévoyés, petits bourgeois vaniteux, cupides, hypocrites et lâches, tout ce beau monde farouchement individualiste passe son temps à se répandre en flatterie ou en discours idéologiques consistant à vanter l'air de rien les mérites du monde tel qu'il est et à mépriser ou calomnier ceux qui osent s'y opposer ou le combattre.

Ils ont le champ libre, répétons-le et chacun peut l'observer quotidiennent, à l'exception de quelques voix isolées et impuissantes (sans conclusions pratiques) dans le monde auxquelles notre portail donne la parole.

Les Etats-Unis. Un Etat despotique, terroriste, mafieux, espion...

Le NRO a pour mission de développer, déployer et diriger des satellites espions. Il a un budget de 10,3 milliards de dollars et représente la troisième agence de renseignement étasunien en ordre de grandeur.

La NGA a pour mission de réunir, d'analyser et de communiquer les renseignements provenant des cartes et des photos. Les documents fournis par Edward Snowden montrent que la requête budgétaire de la NGA s'est élevée à 4,9 milliards de dollars l'année dernière – plus de 10 fois ce dont elle bénéficiait 10 ans plus tôt.

Avec un budget de 10,8 milliards, la NSA est la deuxième plus grande agence de renseignements des Etats-Unis. (Photos inédites de la NSA et d'autres agences des services secrets (The Intercept) - legrandsoir.info - 12.02.2014)

Les Etats-Unis et l'Union européenne s'immiscent dans les affaires intérieures indiennes.

Le candidat infréquentable au poste de Premier ministre en Inde qui a les faveur des États-Unis. Comptent-ils créer une situation en Inde similaire à la Syrie et en Ukraine ?

- Inde: le chef de l'opposition Modi retrouve les faveurs des États-Unis - AFP 13.02

Les États-Unis ont mis fin jeudi à leur boycottage du chef de l'opposition en Inde, Narendra Modi, décidé après les émeutes sanglantes de 2002, en reprenant contact avec le favori des prochaines législatives comme l'ont déjà fait plusieurs États européens.

L'ambassadeur américain, Mme Nancy Powell a rencontré jeudi matin pendant une heure le leader de l'opposition nationaliste hindoue à Gandhinagar dans l'Etat du Gujarat (ouest), dont il est le chef de l'exécutif.

Les Etats-Unis avaient coupé tout lien avec Modi peu après les émeutes de 2002 qui avaient fait environ 2.000 morts, essentiellement des musulmans, dans le Gujarat dont il était déjà le ministre en chef.

Modi, candidat du Bharatiya Janata Party (BJP) au poste de Premier ministre, a nié toute responsabilité dans ces émeutes et n'a pas été mis en cause par la justice, mais l'un de ses anciens ministres avait été condamné à la perpétuité pour la mort de 97 musulmans.

"Cette rencontre s'est inscrite dans le cadre de la prise de contacts de l'ambassade américaine avec les principaux dirigeants des grands partis politiques indiens à l'approche des élections" législatives, a indiqué l'ambassade après la rencontre.

Modi et l'ambassadrice ont tenu "*des discussions complètes et sur des thèmes variés*" dont le développement économique, l'aide de l'Inde à l'Afghanistan et sur le terrorisme et "*la nécessité d'isoler les groupes terroristes*".

Plusieurs Etats européens ont repris officiellement contact avec le dirigeant indien depuis au moins un an et demi.

L'ambassadeur de Grande-Bretagne l'a rencontré en octobre 2012. L'ambassadeur d'Allemagne l'a suivi en janvier 2013. L'ambassadeur de France a rencontré M. Modi à la mi-octobre 2013.

Il met en avant les bons résultats économiques de son Etat et les implantations d'entreprises étrangères, General Motors ayant une usine dans le Gujarat tandis que Ford devrait suivre.

"*M. Modi est devant ses rivaux politiques dans tous les sondages, aussi les Etats-Unis cherchent simplement à préserver leurs intérêts politiques et stratégiques*", estime Brahma Chellaney, analyste géostratégique du Centre for Policy Research basé à New Delhi. Ils essaient de montrer qu'"*ils veulent se réconcilier avec lui*". AFP 13.02

Le BJP est flanqué de deux partis d'extrême droite, le VHS et le RSS, deux partis hindous fanatiques, racistes et xénophobes qui prônent l'expulsion vers le Pakistan et le Bangladesh des musulmans...

PS, UMP et NPA même combat : A bas la lutte des classes !

La théorie du genre a son pendant, le mélange des genres en politique, à croire qu'ils seraient rattachés à la même idéologie réactionnaire, d'où la possibilité qui est donnée à la droite ou à la gauche selon les circonstances de mener la même politique ou de se réclamer des mêmes principes ou valeurs, de revendiquer la même morale, sous un faux masque la plupart du temps, mais pas forcément.

C'est quoi la théorie du genre transposée en politique? Le fait de considérer qu'il ne faudrait pas être jugé sur la politique qu'on applique mais sur l'interprétation qu'on peut en donner. Etant donné qu'il existe un certain nombre d'interprétations possibles en fonction d'un certain nombre de critères, la même politique peut être qualifiée de réactionnaire ou de révolutionnaire, de droite ou de gauche, de rétrograde ou de progressiste et ainsi de suite. Faire en sorte que la plus grande confusion règne dans les esprits, que plus personne ne sache plus quoi penser tandis que le gouvernement applique sa politique.

Quand l'UMP proposait aussi de lutter contre les stéréotypes sexistes - 20minutes.fr

Plusieurs internautes ont rappelé ce mercredi qu'en 2011, l'UMP, dont Jean-François Copé était à l'époque le secrétaire général, proposait d'introduire, dès la maternelle, «*des séances consacrées à la mixité et au respect hommes-femmes*». Une suggestion qui faisait partie des 26 propositions du «*pacte républicain*» présenté par l'UMP. 20minutes.fr

Commentaire d'un internaute

- " *Copé sait-il que les écoles juives en France ne pratiquent pas la mixité? A la piscine, les garçons et les filles se baignent séparément. La piscine d'Aix-les-bains a reservé des heures de baignade uniquement pour les elèves juifs tous les vendredis; les filles de 8h à 9h,les garçons de 12 à 13h. Ce programme fonctionne depuis 1977.* "

Tous à Poil défend "***la lutte des classes***", selon Jean-François Copé - lexpress.fr 13.02

L'association qui a recommandé ce livre évoque bien la lutte des classes dans sa réponse à la polémique, mais les auteurs de Tous à Poil n'en ont jamais parlé.

Dans son viseur, l'association L'Atelier des merveilles, un atelier de lecture parents/enfants situé dans la commune de Teil (Ardèche), et qui a recommandé ce livre dans une liste de livres encourageant l'égalité femmes-hommes.

Cécile Moulain est la fondatrice et responsable de L'Atelier des merveilles, et a tenu entre 2002 et 2010 des positions sur diverses listes de la Ligue Communiste Révolutionnaire et du Nouveau Parti Anticapitaliste.

L'Atelier des merveilles a en revanche publié mercredi une réponse à la polémique, où l'association explique que l'album "*joueur montre la nudité, naturelle, intergénérationnelle, bienheureusement désérotisée, universelle, comme un acte de liberté, d'égalité et de fraternité: la joie de prendre un bain de mer sous le soleil*".

Suivent ces mots :

"*Les classes sociales, les fonctions hiérarchisées sont laissées pour un temps de côté, réduites à un tas de vêtements, pour nous rendre à notre plus simple dénominateur commun. Un instant, il nous donne l'illusion d'une paix sociale tant espérée, du plaisir à être ensemble, simplement.*"

L'association estime enfin que l'autorité des enseignants n'est pas mise à mal par la page "*à poil la maîtresse*", évoquant bien la lutte des classes:

"*Au contraire, dans la violence à laquelle doivent faire face les enseignants, c'est l'habit qui est attaqué, la représentation de l'Etat, dans cette quête de sens pour ceux que la lutte des classes désempare. En la dévêtant, cet album nous rappelle que dedans la maîtresse, il y a une femme qui chaque jour dans l'arène de l'école, se jette à l'eau...*"

Si l'Atelier des merveilles mêle lutte des classes à baignade à poil dans cette réponse, ce n'est pas le cas des auteurs de Tous à poil. Ils expliquaient à notre blogueuse Nathalie Riché avoir eu l'idée du livre en voyant leurs enfants se questionner "*sur leur corps et sur le corps des autres. Ils se demandaient 'suis-je normal'?*". lexpress.fr 13.02

Cette question de toute évidence renvoie à ceux qui se la sont posés et il semblerait que la réponse soit négative.

Le NPA l'aiguillon du combat idéologique des ennemis de la lutte des classes et du socialisme, pas vraiment une surprise, une confirmation. Quand ce parti affirme être partisan de la "*paix sociale tant espérée*" et "*du plaisir à être ensemble*" cela a un fort relent nauséabond d'union nationale ou de corporatisme qui déplaît à Copé uniquement parce qu'il n'en est pas à l'initiative ou que le NPA lui vole la vedette, de la même manière qu'il s'attaque à Hollande qui est au service de la réaction et fait avec zèle vraiment un bon boulot, celui de l'UMP ou monsieur Copé.

Si "*la lutte des classes (vous) désempare*", pourquoi ne pas vous en passer ou retenir d'autres critères (minimalistes) pour interpréter la société ou le monde, tout est bon pour la faire passer à la trappe, ce qui est visé, c'est le matérialisme dialectique et historique, la théorie marxisme selon laquelle le développement des forces productives et la lutte des classes sont les deux principaux moteurs du développement de la civilisation humaine, au moment où ses acquis et son existence sont gravement remise en cause par la crise du capitalisme et l'idéologie néolibérale, qui cherche à tous prix à remplacer les critères de classes sur lesquelles les exploités peuvent se rassembler pour combattre les exploiteurs et renverser leur système économique devenu mafieux.

C'est à cette ouvrage que concourt le NPA. Comment cela se traduit-il ? Faire en sorte que disparaisse ou passe au second plan l'appartenance de chaque membre de la société à une classe déterminée au profit de l'individu, tout nu comme ils disent, au passage on comprend pourquoi ils soutiennent les Femen ! Les exhibitionnistes n'ont rien à cacher parce qu'ils n'ont rien de particulier à montrer ou à apporter aux autres. Or, dans la société en régime capitaliste, les droits sociaux et politiques de chaque citoyen, leur statut, leur mode, conditon ou niveau de vie sont déterminés en fonction de la place qu'ils occupent dans le procès de production, des rapports qui existent entre les classes, de la classe à laquelle ils appartiennent, de la lutte des classes des générations passées et non selon un ou des critères individuels qui ne se traduisent par aucun droit.

Les seuls qui disposent de droits individuels ou privés, ce sont les propriétaires privés des moyens de production, eux seuls disposent de ce privilège, celui de faire le droit en fonction de leurs besoins au détriment du reste de la société, et si aujourdhui ils montrent tant d'empressement à satisfaire des droits individuels ou ceux de minorités, ce n'est certainement pas parce qu'ils manifesteraient un soudain excès de misanthropie à leur égard ou ils seraient animés par un quelconque complexe de culpabilité, mais pour mieux liquider les droits sociaux et politiques collectifs de l'ensemble des exploités dont l'existence est incompatible avec la crise et la survie du capitalisme.

Vous appartenez à une minorité et vos droits ont été reconnus comme telle, cela vous fait une belle jambe car vous avez un salaire de misère alors que vous trimer comme un esclave et vous vivez dans un taudis. Sans que vous vous en apperceviez ou sans réagir, votre contrat de travail a été individualisé, votre emploi est précaire et vous êtes devenu taillable et corvéable à merci. Vous avez conscience de votre situation, sur le plan social vous n'êtes plus qu'un individu comme un autre, un pion, un numéro que l'on inscrit dans un registre ou qu'on raie le lendemain.

Vous êtes une femme, un homosexuel, issu de l'immigration ou je ne sais quoi encore, on s'en fout, ces critères n'ont là absolument aucune valeur, ils ne permettent d'accéder à aucun droits sociaux ou politiques, seuls votre appartenance à une classe sociale déterminée présente un intérêt pour vous, pour peu que vous en preniez conscience, que vous vous organisiez et que vous luttiez avec l'ensemble des membres de votre classe pour améliorer votre sort et changer la société, surtout pour changer la société, car tous les droits ou avantages qui pourraient vous êtes concédés un jour vous serons repris un jour ou l'autre, c'est une certitude, cela s'est toujours passé ainsi et cela ne changera pas.

Le PS est le mieux placé pour faire le sale boulot, parce qu'étant catalogué à gauche il peut se prévaloir du soutien de la gauche, de l'extrême gauche et des gauchistes pour mener sa politique. Si c'était l'UMP qui avait avancé les lois ou mesures réactionnaires que le PS a adoptées depuis deux ans, le PS pour sauver les apparences n'aurait pas pu les soutenir ou pas ouvertement, et il aurait eu la gauche et l'extrême gauche sur le dos. Dans l'avenir ces rapports seront modifiés puisque le PS assume faire partie du camp de la réaction. Cela fait déjà près d'un siècle que le PS joue le rôle d'une opposition de façade au régime en place.

Parole d'internaute.

- "*Vincent Peillon qui vient d'écrire un bouquin 'La Révolution française n'est pas terminée', explique lui-même quel rôle il assigne à l'école : "L'école a un rôle fondamental pour dépouiller l'enfant de toutes ses attaches identitaires. L'école doit transformer la nature de l'enfant".*

L'école, ainsi définie par Vincent Peillon, "L'école est une nouvelle église, qui avec son nouveau clergé, produit une nouvelle liturgie et de nouvelles tables de la loi."

On l'aurait pas cru: la "laïcité", d'après même Vincent Peillon, est une "nouvelle religion". Une contre-religion qui est en fait apparue pour tuer une religion traditionnelle, qui est la religion chrétienne, et le catholicisme en particulier. par contre :

Vincent Peillon a célébré en 2009 la Bar-Mitsva de son fils Elie à la synagogue de la Place des Vosges à Paris. Pour la circonstance, Vincent PEILLON, qui a épousé en seconde noces la journaliste Nathalie Bensahel, avait mis les tefillins « amulettes » et était monté à la Torah. Il est père de quatre enfants : Salomé, Maya, Elie et Izaak."

Vous vous trompez sur un point, la laïcité est au final la religion de l'exploitation de l'homme par l'homme...

Peillon le croyant, mène un combat idéologique, néolibéral et sioniste, il serait un fervent républicain, un démocrate, un socialisme.

Peillon l'anti-républicain se sert de Danton et Robespierre qu'il détourne, il instrumentalise le socialisme dont il est le fossoyeur au profit de la cause inavouable qu'il défend : le théologie nihiliste des francs-maçons et des sionistes, le néolibéralisme sur le plan politique.

Alors que Hollande et le gouvernement auquel il appartient s'emploient à poursuivre en l'aggravant la politique antisociale et réactionnaire de Sarkozy et de l'UMP, du TSCG au Pacte de responsabilité en passant par l'ANI, qui peut croire un instant qu'il serait animé de bonnes intentions envers la République ou qu'il pourrait incarner ses valeurs, qui depuis que le capitalisme est entré en putréfaction ou dans un cycle de crises sans fin aux détours des années 70 sont devenues incompatibles avec son existence au même titre que la démocratie ? Ils invoquent la République pour mieux en détruire ce qu'il en reste, de la même manière que Bush ou Obama ont invoqué pour mener leurs guerres impérialistes depuis 2001 en invoquant la démocratie qu'en réalité ils piétinaient.

Pire, agissant sous un faux masque, celui du socialisme, c'est lui qui fournit un prétexte au parti de l'ordre et sa branche extrémiste ou armée, le FN, pour monter au créneau contre la République et la démocratie, en réalité contre la seule classe qui a besoin de

ses valeurs ou principes, des droits politiques qu'ils incarnent pour mener son combat, contre le socialisme.

Comment l'école pourrait-elle produire des républicains, quand les manuels scolaires d'histoire sont un tissus de mensonges destinés à conditionner les élèves et futurs exploités (et électeurs), quand leurs auteurs se servent de l'idéologie de la classe dominante pour interprèter l'évolution de la civilisation humaine ou la lutte des classes, quand le corps enseignant est largement acquis à cette idéologie ou n'a pas vraiment développé une conscience de classe qui permettrait de résister à cette idéologie ?

Peillon démasqué par lui-même. Quelques extraits de ses ouvrages figurant dans sa biographie sur le portail Wikipédia.

Nous allons voir à travers ses extraits, que Peillon oppose sans cesse croyance à connaissance.

La Révolution française n'est pas terminée, Vincent Peillon, éd. Seuil, 2008 (ISBN 2020985209), p. 17

- "*D'où l'importance de l'école au cœur du régime républicain. C'est à elle qu'il revient de briser ce cercle, de produire cette auto-institution, d'être la matrice qui engendre en permanence des républicains pour faire la République, République préservée, république pure, république hors du temps au sein de la République réelle, l'école doit opérer ce miracle de l'engendrement par lequel l'enfant, dépouillé de toutes ses attaches pré-républicaines, va s'élever jusqu'à devenir le citoyen, sujet autonome. C'est bien une nouvelle naissance, une transsubstantiation qui opère dans l'école et par l'école, cette nouvelle Eglise, avec son nouveau clergé, sa nouvelle liturgie, ses nouvelles tables de la Loi.*"

Peillon ne détourne pas la sémantique des religions pour les combattre, il l'adopte au profit de la "*nouvelle Eglise* : le marché devant lequel il se prosterne et auquel il voue un culte.

République qui a une nature de classe, celle qui détient le pouvoir économique et politique, République bananière, République qui au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité s'accommode de 10 millions de pauvres, de 5 à 7 millions de chômeurs, de 140.000 clochards, de 3,5 millions de personnes mal logées, République coloniale et impérialiste qui déclare la guerre à tous les Etats qui ne veulent pas brader les intérêts de leurs peuples au profit des multinationales françaises, République qui ment, triche, vole, synonyme d'inégalités croissantes et d'injustes criantes, etc.

On ignorait qu'un enfant avait enfant des "*attaches pré-républicaines*", à croire que l'éducation qu'il peut recevoir de ses parents avant d'aller à l'école ou d'être en âge de réfléchir à des questions de société n'avait aucune légitimité, que ses parents n'étaient pas des républicains, qu'est-ce qu'ils étaient alors, des monarchistes, des dictateurs ignorants les valeurs de la République ?

Quant aux enfants à devenir des citoyens à l'heure où Peillon et le PS s'emploient à détruire ce qui reste de l'Etat-nation, on se demande de quoi il veut parler, ne serait-ce pas pour en faire le "*sujet autonome*" d'une nouvelle monarchie, celle de l'oligarchie financière ?

Les enseignants ne seraient-ils pas amenés à devenir le "*nouveau clergé*" de cette "*nouvelle Eglise*" qu'est le marché avec "*sa nouvelle liturgie*" qu'est la croissance et "*ses nouvelles tables de la Loi*" qu'est le néolibéralisme ? On comprend dès lors pourquoi il est tout à fait possible d'être athée ou plutôt nihiliste et croyant puisque cette "*nouvelle Eglise*" est compatible avec leur conception du monde.

La Révolution française n'est pas terminée, Vincent Peillon, éd. Seuil, 2008 (ISBN 2020985209), p. 149

- "*Ce qui manque au socialisme pour s'accomplir comme la pensée des temps nouveaux, c'est une religion nouvelle : « Donc un nouveau dogme, un nouveau régime, un nouveau culte doivent surgir, afin qu'une nouvelle société prenne la place de l'ancienne. » (Littré).*"

Le socialisme rabaissé au niveau de la pensée, au plan subjectif, qui porte à caution, à contestable, que chacun peut interpréter à sa manière en fonction de sa situation, son statut, ses intérêts du moment, bref, inconsistant ou sans réelle valeur, du niveau des idées, instables, fantasques, qui vont et qui viennent, alors que le socialisme repose sur des bases tangibles, concrètes, solides, matérielles, objectives, il consiste à procéder à l'appropriation collective des moyens de production sous la direction et le contrôle des producteurs eux-mêmes, afin de réorganiser (planifier) la production ou produire les richesses en fonction des besoins de la population pour pouvoir les satisfaire, ce qui implique que la classe ouvrière dispose du pouvoir politique et qu'elle ait renversé au préalable les institutions qui incarnaient le capitalisme ou l'ordre établi. Autant dire qu'on ne trouvera pas l'ombre du socialisme dans les intentions ou la politique de Peillon ou du gouvernement actuel.

La Révolution française n'est pas terminée, Vincent Peillon, éd. Seuil, 2008 (ISBN 2020985209), p. 162

- "*La laïcité elle-même peut alors apparaître comme cette religion de la République recherchée depuis la Révolution.*"

Peillon se déclare attaché à la laïcité non pas parce qu'elle serait le pendant des religions, mais parce qu'elle s'accommode des rapports sociaux de production en vigueur, au même titre que les religions d'ailleurs.

Lorsque la bourgeoisie eut besoin de conforter son pouvoir contre l'église et l'aristocratie monarchique, elle s'est servie de la laïcité et de la République, de la démocratie, comme elle s'est servie de la plèbe contre les girondins, les restaurateurs, etc. plus tard ou simultanément, en réalité elle n'a jamais cessé d'octroyer des privilèges à l'église, très hypocritement elle a toujours tenu un double discours envers les religions, lui reconnaissant le mérite de maintenir le peuple dans l'obscurantisme.

Aujourd'hui par la voix de Peillon et du PS, elle s'en sert pour détruire ce qui reste de la République et de la démocratie, mais aussi pour s'attaquer aux religions car une nouvelle religion est née ou doit à terme remplacer ou intégrer toutes celles qui existent, dont les codes, normes, valeurs ou principes, tout comme ceux de la République intègrent des rapports entre les classes que le capitalisme en crise ne peut plus supporter et qui sont amenés à disparaître, cette nouvelle religion s'oppose à l'existence du citoyen membre d'une classe, d'une communauté, d'une nation ou d'un Etat, pourvu de droits sociaux et politiques collectifs au profit de l'individu, asexué, doté d'un matricule, dont tous les droits sont individualisés, formaté selon les normes établies par le marché, il est destiné à le servir docilement, ses paroles, faits et gestes sont contrôlés de telle sorte qu'il lui voue un culte durant toute sa vie, voilà en quoi doit résider son nouvel idéal, sa nouvelle religion. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'on exagère il ne se passe pas une semaine ou on tombe sur des faits qui proviennent du monde entier qui le corroborent, on est même encore bien en dessous de la réalité.

La laïcité n'a jamais servi à combattre les religions, mais l'athéisme, le matérialisme, le socialisme. Les ennemis du socialisme qui parlent en son nom se présentent souvent comme athéistes.

Là encore, l'athéisme est mis au service de leur idéologie en le détournant du matérialisme au profit du nihilisme avec lequel se confond leur théologie de l'individu asservi au marché. Détruire tous les rapports sociaux existant, faire passer à la trappe les sciences sociales (philosophie, sociologie, politique, etc, y compris les religions), faire disparaître tous les point de repères et normes établis, remettre en cause les liens qui existaient entre eux et les rapports sociaux concourent dès lors à liquider toute forme de connaissance dont il sera désormais permis ou recommender de douter une fois qu'il aura été déclaré qu'elle n'avait qu'une valeur approximative, relative que chacun pouvait contester ou nier sans s'appuyer sur des facteurs objectifs, pour finalement parvenir à une situation ou le savoir n'a pas plus de valeur que n'importe quelle croyance, où ne disposant plus de bases solides sur lesquelles contester le régime en place il soit devenu impossible de s'y opposer de manière rationnelle. Voilà en quoi consiste l'athéisme dont se réclament certains dirigeants du PS et d'autres partis de droite, les francs-maçons, les sionistes sous un faux masque pour la plupart, les ennemis du socialisme.

La Révolution française n'est pas terminée, Vincent Peillon, éd. Seuil, 2008 (ISBN 2020985209), p. 195

- "*C'est au socialisme qu'il va revenir d'incarner la révolution religieuse dont l'humanité a besoin, en étant à la fois une révolution morale et une révolution matérielle, et en mettant la seconde au service de la première.*"

Ici est dévoilée l'imposture, rappelons-le pour situer le personnage, franc-maçon, membre du Grand Orient de France, et de surcroît sioniste.

Que signifie mettre la "*révolution matérielle*" au service de la "*révolution morale*" ?

On a vu plus haut que le socialisme avait été rabaissé au niveau de la pensée, car ce serait la pensée ou les idées qui gouverneraient le monde, son évolution et son destin, et non l'action des hommes qui le façonnerait ou le développement des forces productives et la lutte des classes qui l'a accompagné au fil du temps.

Les idées ne seraient pas le produit des rapports de l'homme au monde extérieur, à la nature ou à la société, elles naîtraient spontanément et indépendamment de ces conditions dans son cerveau, en dehors de tout contexte matériel déterminé, ce serait en quelque sorte un don innée de la nature chez lui.

Les idées ou l'interprétation que se font les hommes de la société et de leur condition n'auraient donc aucun rapport avec le niveau de développement matériel de la société, avec le niveau de développement des forces productives qui se traduit par des rapports sociaux et un mode de production spécifique, avec le développement des classes sociales, la place que chacun occupe au sein de ces classes ou des rapports de production, les idées ou ce qui peut se passer dans la tête des hommes serait déconnecté de la réalité.

Finalement dans la société, les idées qui prévalent sont ceux de la classe dominante qui détient le pouvoir économique et politique et les imposent à toutes les autres classes au nom de l'intérêt génénal, collectif ou de la nation, qui a conscience de sa condition privilégiée. Ces idées ont pour origine ou sont le reflet des rapports existant entre les classes. S'il existe une idéologie propre à chaque classe en fonction de sa situation ou de ces rapports aux autres classes, il existe aussi une morale de classe.

La morale est sujette aux mêmes conditions que les idées en général.

Cet après-midi m'accordant un break pour souffler quelques minutes, j'ai profité que Magueswary se reposait à quelques mètres de mon bureau pour lui expliquer sur quoi reposait ma réflexion. J'ai tenté de lui expliquer le plus simplement du monde pour qu'elle comprenne de quoi il s'agissait. Je lui ai fait la démonstration suivante :

Moi, je ne suis pas riche, s'il me vient à l'idée de m'acheter un avion, un bateau ou une superbe voiture, je ne pourrai pas réaliser cette idée qui demeurera au stade de l'idée, un fantasme ou un rêve. Par contre un riche, le propriétaire d'une usine qui aura la même idée pourra la réaliser. Quelle est la différence entre nous, qu'est-ce qui fait que l'un ne pourra pas concrétiser son idée alors que pour l'autre ce sera possible ? Notre condition matérielle qui est différente. Il faut donc en déduire que pour que la matérialisation d'une idée soit possible, il faut que certaines conditions matérielles soient réunies, autrement dit ce sont ces conditions matérielles qui déterminent la réalisation ou non d'une idée et non l'idée qui le permettrait, à elle seule elle est impuissante, il est donc prouvé que celui qui bénéficie de certaines conditions matérielles ou privilèges peut mettre en oeuvre les idées qui les passent par la tête, mais pas le pauvre bougre qui en est dépourvu, dès lors il faut en déduire que la réalité matérielle l'emporte sur toute autre considération, qu'elle est à l'origine de ce qui est possible ou non et non l'idée qui en soi sera inopérante, ne détient aucun pouvoir.

J'ai poursuivi tout en prenant ma douche : dans le domaine de la morale, par exemple, le riche considèrera que voler est un délit, alors que le pauvre ou le miséreux s'y refusera puisque c'est le seul moyen pour assurer sa survie ainsi que celle de sa famille. Le riche condamnera le vol parce que c'est lui qui en sera victime, alors que le pauvre s'y refusera parce que c'est lui qui en profitera. Le riche condamnera le vol parce qu'il n'a pas besoin de voler pour vivre, en réalité c'est le plus grand des voleurs, mais passons ici, tandis que le pauvre n'a pas le choix puisque le riche lui interdit de travailler ou de vivre décemment de son travail. Pourquoi l'un estime que le vol est contraire à la morale, alors que l'autre estime qu'il est dans son droit, sinon que ce sont leurs conditions d'existence matérielles qui déterminent leur comportement. Ainsi il est prouvé que ces sont ces conditions d'existence matérielles qui déterminent la morale dont se réclameront les membres des différentes classes. Et étant donné que ce sont les riches ou les nantis qui détiennent le pouvoir économique et politique, c'est leur morale qui prévaudra ou sera dictée à l'ensemble de la société, qu'eux de leur côté pourront enfreindre quotidiennement en exploitant la force de travail des ouvriers sans être inquiétés puisqu'il s'agit d'un vol légal, que la Constitution et les institutions légitiment.

Prétendre mettre la "*révolution matérielle*" au service de la "*révolution morale*", signifie au bout du compte que les conditions matérielles d'existence des différentes classes ne devraient pas être pris en compte ou n'auraient aucune importance dans la société, et qu'au nom de la morale (supérieure) devrait être imposé un code de conduite à tous ses membres selon des critères totalement arbitraires ou de droits divins comme s'en octroient les patrons, que seul le législateur (ou la classe dominante dont il est l'instrument) serait en mesure de définir et de faire respecter. Précisons, en réalité, cette morale serait dictée et imposée à tous les citoyens uniquement par les intérêts de la classe dominante, du capitalisme en crise.

Imposer que la "*révolution matérielle*" soit au service de la "*révolution morale*", revient à dire que la morale que doivent adopter tous les membres de la société doit être subordonnée aux intérêts de la classe dominante, et que ce sont ses représentants dont fait partie Peillon qui sont les seuls habilités à en définir le contenu.

Une religion pour la République : La foi laïque de Ferdinand Buisson, Vincent Peillon, éd. Seuil, 2011, p. 277

- "*Car toute l'opération consiste bien, avec la foi laïque, à changer la nature même de la religion, de Dieu, du Christ, et à terrasser définitivement l'Église. Non pas seulement l'Église catholique, mais toute Église et toute orthodoxie. Déisme humain, humanisation de Jésus, religion sans dogme ni autorité ni Église, toute l'opération de la laïcité consiste à ne pas abandonner l'idéal, l'infini, la justice et l'amour, le divin, mais à les reconduire dans le fini sous l'espèce d'une exigence et d'une tâche à la fois intellectuelles, morales et politiques.*"

On a là en plus explicite encore, sur un champ plus large, ce qui vient d'être énoncé, que ce soit sur le plan intellectuel, moral ou politique, la laïcité ne peut se concevoir en dehors ou au delà de l'ordre établi qu'il s'agit de servir ou de préserver à l'infini, elle ne peut servir un autre idéal, par exemple le socialisme.

On pourrait encore ajouter un mot, on n'a pas épuisé ce sujet loin de là.

Pourquoi l'idéologie de la classe dominante qui privilégie l'individualisme au détriment du collectif (de classe) gagne-t-elle l'ensemble de la société ?

Parce que tout être humain est unique et ne ressemble à aucun autre. Flatter ou privilégier l'individualisme de l'homme, c'est le ramener à ce qu'il est à l'origine, avant même d'appartenir à une classe sociale ou de pouvoir en prendre conscience. Mais au fait, ramener l'homme à ses origines, ne serait-ce pas le ramener à l'état sauvage ? N'y aurait-il pas un lien avec la barbarie qui menace de s'étendre à l'humanité entière aujourd'hui ?

Sur le plan idéologique ou politique c'est le ramener en arrière, c'est une formidable régression qui tend à nier les acquis de

la civilisation humaine sur le plan social et politique des deux derniers millénaires grâce à la lutte des classes, qui s'est traduit dans le cadre de différents régimes sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme par l'acquisition de droits sociaux et politiques collectifs ou profitant aux différentes classes, certes répartis de manière inégale entre elles.

Vous n'êtes ni un homme ni une femme, vous n'appartenez pas à la communauté des femmes ou des hommes, puisque ce n'est pas votre sexe à la naissance qui le détermine, mais l'idée que vous vous faites de la femme et de l'homme, de l'usage que vous en ferez.

Vous n'êtes ni exploité ni exploiteur, vous n'appartenez pas à une classe sociale déterminée, puisque votre contrat de travail est individualisé et qu'aucun membre supposé de votre classe dispose des mêmes droits.

Vous n'êtes citoyen d'aucun pays ou d'aucune nation, puisqu'il s'est fondu dans une entité supranationale ou se côtoient des membres de plusieurs pays qui n'existent plus.

On continue ?

En complément.

- 5% des Français ne veulent pas d'enfant - L'Express.fr

Il devrait être au moins 90% !

- Ignoré en France, un film antisexiste cartonne à l'étranger - L'Express.fr

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que le titre était trompeur et n'avait rien à voir avec le sujet *Majorité opprimée*, et qu'il suffit de taper l'adresse d'une vidéo et que son lien s'ouvre pour que le compteur enregistre un visionnage, sans tenir compte que l'internaute peut fermer immédiatement cette fenêtre ou quitter cette adresse ou encore visionner 5 secondes et sortir de ce lien.

- Et si on mettait une dose de multiculturalisme à l'américaine dans notre modèle républicain? - Slate.fr

Il ne s'agit pas de dire que l'Amérique du Nord est en la matière un modèle à suivre (les contextes sont différents, les écoles très ségréguées)...

Aux Etats-Unis, depuis le mouvement des droits civiques des années 1960, les programmes laissent plus de place aux figures afro-américaines, latino-américaines (et d'autres minorités). Les écoles célèbrent en février le mois de l'histoire afro-américaine (Black History Month, aussi reconnu au Canada), et en septembre celui de l'histoire latino-américaine, des initiatives qui encouragent les professeurs à inclure ces perspectives dans leurs leçons (et pas seulement dans les quartiers où les minorités ethniques sont en grand nombre.) Slate.fr 13.02

Il est passé par le massacre des population autochtones ! Le mois des chrysanthèmes, quoi !

Ils s'en sont servis pour appauvrir en général le système éducatif américain, rabaisser les valeurs et les principes dans lesquels croyaient les Américains, s'attaquer au niveau intellectuel et de conscience de la population, alors que le racisme et les discriminations n'ont pas disparu aux Etats-Unis...

Ce sont avant tout les gigantesques inégalités sociales qui existent dans ce pays qui sont à l'origine du communautarisme et de l'impossibilité de certaines couches les plus défavorisées de s'intégrer dans la société, aux Etats-Unis comme ailleurs.

- Facebook crée des catégories «transssexuel» et «intersexe» dans les pays anglophones - 20minutes.fr

Hollande ou l'homme lige de Washington.

- En définitive, le dîner comptait surtout un grand nombre de supporteurs d'Obama que le couple présidentiel tenait à remercier pour leur soutien lors de la campagne, des personnalités des médias d'Hollywood - les actrices Julia Louis-Dreyfus et Cicely Tyson, le producteur de Star Trek J. J. Abrams -, des défenseurs de la cause gay et, bien sûr, de très gros bailleurs de fonds démocrates qui ont financé la réélection d'Obama et vont sans doute être mis à contribution de nouveau pour la création de la bibliothèque présidentielle. lepoint.fr 12.02

Commentaire d'un internaute.

Cette visite restera dans les annales comme une géante manipulation.

- "*Après avoir entendu les blagues plutôt d'un goût douteux d'ailleurs de Obama sur Hollande avec une allusion aux scooters, entendu Hollande parler anglais avec un accent à couper au couteau, et vu à quel point Obama a traité ce dîner comme un événement personnel pour remercier ses propres supporters qui n'ont rien à voir avec la visite du président français, je pense que cette visite restera comme l'une des pires manipulations et donc humiliations faite à un président français en exercice.*"

Hollande ou l'homme lige du Medef.

- Hollande termine sa visite aux Etats-Unis par une déclaration d'amour aux entreprises - Francetv info 13.02

Le président français a donné une accolade symbolique au patron des Pigeons, qui l'accusait, au début de son mandat, de faire fuir les entrepreneurs de France. Francetv info 13.02

- Hollande aux États-Unis : West Side Story - atlantico.fr 13.02

Mé-connais-sable. Gentil avec Gattaz en plus, le faisant applaudir (on venait de le traiter d'oukase en décalage horaire quelques heures avant). atlantico.fr 13.02

- Medef: Hollande brocarde Gattaz devant les Français de San Francisco - AFP

François Hollande a brocardé mercredi le président du Medef Pierre Gattaz devant quelque 3.000 Français de San Francisco réunis dans un grand hôtel de la ville, ironisant sur "*l'avantage*" de l'avoir eu à ses côtés tout au long de sa visite d'Etat aux Etats-Unis.

(Vraiment ? Le cynisme du faible en prime. - ndlr)

"*Vous pouvez l'applaudir*", a-t-il poursuivi, déchaînant les rires de la salle. "*Il sera même dit que j'ai fait applaudir le président du Medef*", a-t-il alors plaisanté avant d'enchaîner sur le même registre moqueur: "*Je ne doute pas qu'il me rendra la pareille le moment venu, ça fait partie du pacte de responsabilité, je l'avoue*". AFP 13.02

Gattaz est dans son rôle en exigeant toujours plus pour le patronat, et Hollande est dans son rôle en lui accordant ce qu'il peut sans remettre en cause la paix sociale propice aux affaires ou la stabilité du régime, ce dont conviendra sans peine Gattaz.

ACTUALITE EN TITRES

Quand l'Empire s'octroie un privilège qu'il refuse aux autre Etats, notamment ceux de l'UE.

- Dette: crise évitée aux Etats-Unis, jusqu'en mars 2015 - AFP

C'est officiel, le Congrès ne provoquera pas de défaut de paiement des Etats-Unis cette année: il a autorisé le gouvernement à emprunter sans limite jusqu'en mars 2015

Confirmation. Concentration du capital financier.

- Les banques trop faibles devraient fermer, dit Dijsselbloem - Reuters

Intox.

Sondage bidon

- 29% des jeunes Français ne se retrouvent dans aucun parti politique - L'Express.fr 13.02

Ce sondage portait sur 500 personnes seulement interrogées dont l'âge allait de 15 à 30 ans...

De 34 à 14%...

- 34 % des Français « *adhèrent aux idées du Front national* » - Le Monde.fr 12.02

14 % adhèrent aux « *critiques et solutions* » de Marine Le Pen, et 35 %, comme en 2013, souscrivent seulement à ses critiques mais pas à ses solutions. Le Monde.fr 12.02

C'est lui qui l'a réclamée !

- Le Sénat lève l'immunité parlementaire de Serge Dassault - Public Sénat

Parole de banquiers.

- Ne cédons pas face au lobby des banques - LeMonde.fr

Impossible, selon un GI's qui a participé à l'opération il ne s'agissait pas de Ben Laden.

- Ben Laden: l'armée américaine a ordonné la destruction des photos du corps - Slate.fr

Non, serait-il de droite ?

- Hollande contre la vieille gauche - LePoint.fr

C'est marrant, eux aussi ils tiennent absolument à ce qu'il soit de gauche, le PS aussi évidemment, cherchez l'erreur quand la gauche et l'extrême gauche ou les gauchistes tiennent le même discours. Ne seraient-ils pas de mèche ? Pour ne pas qu'elle s'éteigne, chut !

Opération camouflage.

- Sommes-nous tous des Suisses ? - LePoint.fr

Au Point (BHL, Besson, et Cie.), version soldat de la garde suisse, pas au Vatican mais à Tel-Aviv.

- Crise des comptes publics et trou de la Sécu : pourquoi il est temps de sauver l'Etat providence en revenant aux principes de 1945 - Atlantico.fr

L'auteur de l'article expliquait notamment que l'Etat-providence avait été instauré par A. Juppé qui fit "*passer les lois de financement de la sécurité sociale, qui deviennent votées comme des lois de finances*", autrement dit la consécration de la financiarisation de la Sécu qui à terme devrait signer la mort de ce qu'ils appellent l'Etat-providence. Ils sont très fort pour embobiner leurs lecteurs.

Participer, c'est déjà se corrompre.

- Le vote blanc ne sera plus nul - Reuters

Les riches toujours plus riches...

- Les paradis fiscaux attirent toujours les entreprises - AFP

- La vie de seigneur en plein cœur de la Bretagne - Atlantico.fr

- Nouveau record de ventes et de marge pour Hermès en 2013 - AFP

- Les 1 500 filiales « offshore » des entreprises du CAC 40 - LeMonde.fr

- Record en 2013 pour le marché mondial de l'art, 13% - AFP

- Société Générale a quasiment triplé ses bénéfices en 2013 - L'Expansion.com

- Société générale veut récompenser davantage ses actionnairesReuters

- Lloyds renoue avec les bénéfices et augmente les bonus - Reuters

- L'Eni promet de récompenser ses actionnaires - Reuters

- Bénéfice et dividende supérieurs aux attentes pour Rio Tinto - Reuters

... et les pauvres, toujours plus pauvres

- Grèce: le taux de chômage atteint 28%, 6 jeunes sur 10 - AFP

- Hausses de salaires: les prévisions au plus bas depuis 2000 - AFP

- Le gel de l'avancement des fonctionnaires est "*sur la table*" - Francetv info

- Les propositions drastiques du Medef pour réformer l'assurance-chômage - Liberation.fr

- La moitié des immeubles d'Athènes privés de chauffage central - Libération.fr

- Iberia: les pilotes acceptent de réduire leurs salaires d'au moins 14% - L'Expansion.com

Et à qui faut-il dire merci ?

- La Centrafrique menacée d'une crise alimentaire encore plus grave - Reuters

- L'Onu craint un "*nettoyage ethnique*" en Centrafrique - Reuters

Dans le monde.

- En visite à Moscou, Al-Sissi reçoit le soutien de Poutine pour la prochaine présidentielle - french.irib.ir13.02

- Le Yémen rejoindra-t-il '*le croissant chiite*' ? - french.irib.ir13.02

Déstabilisation, stratégie du chaos et guerre de basse intensité

- Les meurtres de journalistes mexicains se poursuivent - LeMonde.fr

- En Erythrée, «*même les journalistes des médias officiels sont victimes de la censure*» - Liberation.fr

- Irak: des insurgés avancent dans le Nord, un vieux marché de Bagdad en flammes - AFP

- Un Palestinien tué par l'armée israélienne dans la bande de Gaza - Reuters

- Pakistan: 11 policiers tués et 40 blessés dans un attentat à Karachi - AFP

- L'Afghanistan provoque la fureur des Américains en libérant 65 talibans présumés - AFP

- Turquie: un candidat du parti au pouvoir tué dans une attaque armée - L'Express.fr

- Somalie : une voiture piégée explose devant l'aéroport de Mogadiscio - LeMonde.fr

- La Centrafrique va-t-elle être coupée en deux ? - Francetv info

- Au Venezuela, les manifestations dégénèrent - Liberation.fr

- Inde: le chef de l'opposition Modi retrouve les faveurs des États-Unis - AFP

- Russie: Un défenseur du patrimoine condamné à quatre ans de prison - 20minutes.fr -

- Une expédition clandestine montre Shanghai depuis 650 mètres de haut - L'Express.fr

- Pollution : Pékin «*à peine vivable pour des êtres humains*» - LeFigaro.fr

- Ukraine: l'UE veut des "*mesures urgentes*" et la fin de l'intimidation - AFP

- Algérie : la guerre des clans qui mine le pays - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

- Italie : Matteo Renzi s'empare du pouvoir - lefigaro.fr 13.02

Dès les premiers mots du leader démocrate, jeudi en début d'après-midi devant la direction de son parti (Parti démocrate - PD), Enrico Letta a toutefois compris que la partie était jouée. Il a annoncé jeudi soir sa démission, qu'il présentera officiellement ce vendredi matin au président de la République. Giorgio Napolitano, qui a exclu toute dissolution du Parlement, entamera alors des consultations politiques en vue de désigner son successeur.

Matteo Renzi, le fringant maire de Florence, a multiplié les attaques contre l'exécutif Letta depuis son arrivée à la tête du PD en décembre dernier, lui reprochant lenteur et manque de détermination. lefigaro.fr 13.02

2- Portugal

- Portugal : des militaires manifestent contre l'austérité - LeMonde.fr 13.02

Environ 200 militaires portugais se sont rassemblés jeudi à Lisbonne, afin de protester contre les restrictions budgétaires imposées aux forces armées dans le cadre de la politique de rigueur suivie par le gouvernement.

Les trois associations représentatives du personnel militaire avaient lancé ensemble un appel à manifester en fin de journée pour exprimer "*le sentiment d'indignation croissante que ressentent la plupart des militaires*" face aux mesures inscrites au budget de l'Etat pour 2014.

Les protestataires ont notamment dénoncé les réductions salariales appliquées à la fonction publique, jugées "*injustes et dramatiques*", et "*les coupes budgétaires dangereuses*" qui ont "*selon eux*" un impact "*très négatif*" sur la motivation des militaires et leur capacité à remplir leur mission.

"*Les militaires sont dans la rue car l'heure est venue de mettre fin à ces politiques qui provoquent la détresse de tous les Portugais, pas seulement des militaires*", a témoigné Rogério dos Santos, un fusilier marin à la retraite qui manifestait sous la pluie dans le centre de la capitale. LeMonde.fr 13.02

3- Syrie

- Genève II : Ford menace Assad - french.irib.ir13.02

Au troisième jour des pourparlers du second tour à Genève l'ex ambassadeur US en Syrie Robert Ford s'est mis à menacer Damas.

L'homme qui traine un bilan catastrophique avec ses faux rapports , ses fausses tactiques et information joue en effet la fin de sa carrière en dirigeant de facto la délégation de l'opposition : " *Si Assad n'accepte pas de négocier la formation d'un gouvernement de transition et qu'il continue à insister sur la clause de lutte contre le terrorisme, les Etats Unis enverront l'affaire devant le conseil de sécurité* ". Le journal saoudien Al Watan qui rapporte cette information, ajoute toujours en citant Ford : " *l'ordre du jour de Genève II figure dans la lettre d'invitation de Ban Ki Moon et cette lettre demande la formation d'un gouvernement de transition... si Assad refuse d'en négocier, il aura affaire avec le Conseil de sécurité* ".

Selon une dernière information, le second tour de Genève II va droit vers un échec , ce qui est de loin le voeu de Washington.

Alors que Genève I insiste par ordre de priorité d'abord sur la fin des combats , sur la lutte contre le terrorisme et ensuite sur un gouvernement de transition, l'opposition pro-occidentale insiste pour chambouler cet ordre. Les experts annoncent dors et déjà l'échec des négociations et en appellent à l'intervention des Russes et des Américains. L'émissaire onusien Brahimi va d'ailleurs rencontrer les représentants de la Russie et des Etats Unis ce jeudi. french.irib.ir13.02

SOCIAL

1- Afrique du Sud

- Afrique du Sud: la police intervient après des incidents entre ANC et opposition - AFP

La police sud-africaine est intervenue mercredi à Johannesburg durant une manifestation organisée par l'opposition, qui a été attaquée par des sympathisants du parti ANC au pouvoir armés de briques et de cocktails molotov.

A trois mois des élections générales, l'Alliance démocratique (DA) avait organisé un rassemblement contre le chômage près du siège de l'ANC à Johannesburg.

La DA, principale formation de l'opposition, voulait à l'origine marcher jusqu'au siège de l'ANC, dans le centre historique de Johannesburg. Elle a finalement décidé de disperser sa manifestation sur une place située à proximité. Mais des milliers de militants ANC armés de briques avaient occupé les lieux, attendant leurs opposants de pied ferme.

Kamogelo, un partisan de l'ANC âgé de 20 ans, faisait partie du "*comité d'accueil*", avec à la main une brique sur laquelle était écrit "*DA*".

"*Il faut utiliser des briques aujourd'hui, il le faut*", a-t-il dit. "*Il n'y a pas de toyi-toyi (manifestation) sans violence. Nous sommes prêts pour la DA*", a-t-il témoigné.

"*Nous sommes ici pour nous faire entendre et nous sommes accueillis avec de la violence, ce n'est pas normal, surtout dans un pays démocratique*", a protesté en face Melissa Cohen, une militante de l'Alliance démocratique.

"*Nous avons le droit de nous exprimer, c'est barbare*", a-t-elle ajouté, alors que les militants de l'opposition étaient invités à rejoindre leurs autocars.

Avant la dispersion de ses troupes, la présidente de la DA, Helen Zille, a jugé que la réaction du parti dominant montrait sa vraie nature.

"*Ils ont même essayé de nous arrêter au tribunal (l'ANC a en vain tenté de faire interdire la manifestation), mais ils ont échoué. Cela montre quel genre de parti c'est!*", a-t-elle lancé à ses partisans.

"*Le rassemblement de l'ANC était illégal, pourquoi la police ne l'a pas empêché?*", s'est-elle interrogée. "Ils avaient des pierres, ils voulaient la violence... Mais ils ont été quand même autorisés à se rassembler!"

La manifestation de la DA réunissait symboliquement 6.000 militants pour se moquer des 6 millions d'emplois promis par l'ANC. Le chômage s'élève officiellement à plus de 24% de la population active, et atteint jusqu'à 40% en incluant toutes les personnes ayant renoncé à chercher du travail.

Au même moment, 5.000 personnes manifestaient également à Delmas, à 70 km de là, pour réclamer les emplois que la mine de charbon locale avait promis. Comme souvent en pareil cas en Afrique du Sud, ils ont cassé du mobilier public et pillé des magasins, a constaté une photographe de l'AFP. AFP 13.02

2- Brésil

- Brésil: la police réprime une manifestation de paysans sans terre - AFP 12.02

Des heurts ont éclaté mercredi à Brasilia -l'une des villes du Mondial de football en juin- entre policiers et Sans Terre qui manifestaient pour réclamer l'accélération de la réforme agraire, faisant dix blessés, deux paysans et huit policiers.

La marche du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) avait commencé dans le calme mais quand un groupe

de manifestants s'est approché du palais présidentiel et a fait tomber des barrières de protection, la police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes pour les disperser, a constaté un photographe de l'AFP.

Deux paysans et huit policiers ont été blessés, ont indiqué des porte-parole du MST et de la police à l'AFP. Jusqu'alors, les manifestations des sans terre à Brasilia avaient pourtant toujours été pacifiques.

Les incidents de mercredi interviennent dans un contexte de manifestations violentes de rues à Rio et Sao Paulo

"*Nous voulions nous montrer devant la Présidence. Nous avons monté des tentes comme celles de notre campement. Quand la police nous a vu sortir du matériel de l'autocar, elle nous a attaqués avec les gaz lacrymogènes et le reste*", a déclaré le porte-parole des paysans.

La présidente Dilma Rousseff ne se trouvait pas dans le palais au moment des incidents qui ont rapidement été maîtrisés sur la Place des Trois Pouvoirs. Après les heurts, les manifestants se sont dirigés vers le Parlement.

A l'autre extrémité de la place, la Cour suprême a suspendu ses travaux pendant une heure face au grand nombre de manifestants.

"*Dilma "ruralista"*" (NDLR: favorable à l'agrobusiness) ou "*Le Brésil frappe son propre peuple*", criaient les milliers de Sans Terre après les affrontements.

Peu avant la manifestation, 700 enfants du MST avaient occupé le rez-de chaussée du ministère de l'Education pour exiger "plus d'écoles" en zones rurales. AFP 12.02

ECONOMIE

1- UE

- Douze pays de l'UE en appellent à la Commission sur le maïs OGM - Reuters 13.02

Les ministres de 12 pays de l'Union européenne ont écrit au commissaire européen à la Santé, Tonio Borg, pour lui demander de ne pas autoriser la culture d'une souche de maïs génétiquement modifiée destinée à la consommation humaine même si ce dernier affirme être légalement astreint à le faire.

Les gouvernements de l'Union européenne ne sont pas parvenus le 11 février dernier à dégager une majorité suffisante pour bloquer l'autorisation de cultiver le maïs transgénique Pioneer TC 1507, fabriqué conjointement par les américains DuPont et Dow Chemical.

La décision d'homologuer ou pas cet OGM revient donc à la Commission européenne, laquelle affirme qu'elle se doit de donner une décision positive.

Dans leur lettre datée du 12 février, et dont Reuters a pris connaissance, les ministres affirment que l'opposition suscitée par cet OGM ne permet pas son homologation de manière démocratique et ils s'interrogent sur l'impact d'un tel dossier à trois mois des élections européennes.

La lettre est signée par les ministres des Affaires étrangères et Affaires européennes d'Autriche, de Bulgarie, de Chypre, de France, de Hongrie, d'Italie, de Lettonie, de Lituanie, du Luxembourg, de Malte, de la Pologne et de Slovénie.

Roger Waite, porte-parole de la Commission, a confirmé que Tonio Borg avait reçu la lettre, ajoutant qu'elle ne fournissait aucun argument nouveau.

Tonio Borg a répondu, a-t-il dit, en rappelant aux ministres que la demande d'homologation du Pioneer 1507 datait de 13 ans, que des scientifiques de l'UE avaient jugé ce maïs sain et que la CE avait l'obligation légale de se prononcer.

En guise de compromis, la CE revoit une proposition laissant aux Etats-membres le libre choix d'autoriser ou d'interdire sa culture. Reuters 13.02

2- France

- Nouveau record de défaillances d'entreprises en 2013 - Reuters 12.02

Les défaillances d'entreprises ont atteint un record l'an passé en France et leur nombre devrait se stabiliser à un niveau élevé en 2014 faute d'une croissance suffisante de l'activité économique, estime la Coface.

Un total de 63.452 entreprises ont donné lieu à un redressement ou une liquidation judiciaires en 2013, soit 5,3% de plus qu'en 2012 et 0,4% de plus que le précédent record touché en 2009, au plus fort de la crise, selon les chiffres publiés mercredi par l'assureur crédit.

Il note toutefois que le taux des défaillances est resté stable (0,8%) par rapport aux années d'avant-crise grâce à un stock d'entreprises qui continue de croître.

Leur coût social a de même progressé de 6,3% avec 211.716 emplois menacés, un total proche de celui de 2009 (213.665)

Les secteurs exposés à la consommation ont connu une année 2013 difficile : +9,7% pour les défaillances dans la distribution, plus particulièrement la distribution spécialisée (librairies, meubles, jouets, fleuristes), +9,2% pour l'électronique-informatique-télécommunications et +6,1% pour les services aux particuliers, dont la restauration. Reuters 12.02

Haut de page

Le 16 février 2014

CAUSERIE

Cela devient de plus en plus ingrat de traiter l'actualité française. Quel pays ! Je comprends que les relations deviennent de plus en plus difficiles ou compliquées. Bon, je vis en Inde, je n'y suis pour rien !

Je croyais avoir liquidé le site car il ne sert à rien. J'avais quand même réussi à faire tomber les visites à une soixantaine à peine par jour, et voilà-t-il pas qu'elles sont remontées au même niveau qu'avant ou presque, un cauchemar quoi. Ce n'est pas mérité, vous vous acharnez, vous m'en voulez vraiment, là non plus je ne sais pas pourquoi. On ne va pas trop se prendre au sérieux puisque vous me considérez comme un charlot, n'est-ce pas ? On vit une drôle d'époque. Cela ne m'amuse pas du tout, bien au contraire. On n'en voit pas le bout, c'est très préoccupant.

L'Empire (américain) est passé à l'offensive sur tous les continents, après la Syrie, l'Irak à nouveau, le Liban, l'Ukraine et maintenant le Venezuela avec les mêmes méthodes, le recours à des provocateurs et des milices fascistes et armées, il asticote les Chinois et les Indiens, et il continue d'harceler la Russie, à lui tout seul il livre une guerre mondiale à tous les peuples, en Afrique il est secondé par la France qui déblaie le terrain... ou le mine ! Son hégémonie n'est plus ce qu'elle était paraît-il, certes, mais c'est là qu'il est le plus dangereux, aux abois, il n'a pas d'autres alternatives que de passer à l'offensive, c'est l'économie de guerre sont dernier recours... A suivre.

Contre l'offensive idéologique de la classe dominante.

Le sionisme est la branche politique ou le bras armé du néolibéralisme élevé au rang de théologie totalitaire, raciste et génocidaire, parce qu'il repose sur une mystification ou une imposture, le peuple juif, et ne peut pas justifier autrement son existence, tout comme celui d'Israël.

Qu'ils instumentalisent l'holocauste est dès lors un état naturel chez les sionistes.

Qu'ils s'attaquent à tous les acquis de la civilisation humaine et à démanteler tous les rapports sociaux qui ont accompagné son évolution l'est tout autant.

Sa décadence, sa dégénérescence ou sa décomposition tient au fait que les masses laborieuses ne disposent pas de la capacité de s'élever au delà de leurs conditions misérables, mieux encore ils les accusent d'en être responsables, dès lors de quel droit pourraient-elles revendiquer un sort meilleur et plus juste, puisque leurs tares congénitales ou leurs penchants au mal sont incurables. Leur octroyer ce droit serait porter atteinte à l'existence de leur communauté.

Il est donc normal qu'ils préservent leurs intérêts et qu'ils disposent du pouvoir politique pour y parvenir en tant que peuple élu supérieur à tous les autres, qui doivent leur obéir de gré ou de force et demeurer dans un état de servitude jusqu'à la fin des temps, il est donc tout aussi naturel qu'ils dictent leur volonté au restant du monde qui devra faire acte de contrition pour tous

les crimes qu'il a commis dans le passé en exigeant sa soumission totale.

Qu'est-ce que cela donne transposé au niveau de l'idéologie du capitalisme ? La trame et une grande partie du contenu sont identiques.

La Shoah, on oublie souvent ou presque toujours de le préciser, c'est l'extermination au niveau industriel ou le crime le plus épouvantable commis sytématquement à grande échelle par le capitalisme contre des civils innocents, hommes, femmes et enfants, le degré suprême de la barbarie engendrée ou portée au pouvoir par une poignée de banquiers et d'industriels dont une partie d'entre eux étaient juifs.

C'est le procès du capitalisme qu'il faut éviter de faire dans cette affaire, c'est le capitalisme qu'il s'agit d'épargner, sa responsabilité qu'il faut à tous prix occulter dans cette horrible tragédie.

Je ne sais pas si on peut dire que les sionistes se comportent aujourd'hui envers les Palestiniens comme les nazis autrefois (Robert Bibeau), c'est vrai en grande partie selon les témoignages que nous avons. En revanche ce qu'on constate c'est que l'oligarchie financière et ses représentants politiques recourent à la même idéologie que les sionistes, considérant que leur système économique et leur pouvoir politique sont de droit divin et qu'ils suffisent à justifier leur légitimité, leur dictature.

Le capitalisme repose sur le mythe selon lequel l'exploitation de l'homme par l'homme existerait de toute éternité, ce qui est évidemment faux, et qu'il ne peut exister d'autres rapports sociaux entre les hommes, au delà, que ces rapports seraient à l'origine du développement de la civilisation humaine, alors qu'en réalité c'est le développement des forces productives et la lutte des classes qui en ont été les principaux moteurs, et qu'il est normal ou naturel qu'il y ait une classe dominante et une classe dominée, des exploiteurs et des exploités, des riches et des pauvres. Ajoutons avec la bénédiction de toutes les religions dont c'est également le fond de commerce, le riche ayant mérité de l'être par la grâce de dieu ou par la force du saint glaive, ce serait commettre une terrible injustice que de s'attaquer à ses privilèges, et le pauvre ne le serait pas s'il n'avait pas sombré dans le péché dont il doit se repentir pour se racheter s'il veut rejoindre le riche au paradis

La Shoah est ainsi une entreprise à la fois merchantile et idéologique.

On poursuivra demain ou dans quelques jours en se concentrant sur la propagande idéologique du régime. Je n'ai pas réussi à m'endormir avant 3 heures du matin. J'en profitai pour réfléchir à notre cause. Je me suis relevé pour aller chercher le dictaphone et enregistrer les idées qui me passaient par la tête et qui au fur et à mesure de la nuit étaient devenues de plus en plus claires, ce qui m'arrive moins en état de veille parce que j'aborde trop de sujets différents à la suite, je n'arrive pas à atteindre le même niveau de concentration sur une question, même avec mon entraînement, je ne suis pas un intellectuel et j'ai un petit cerveau.

Je crois avoir avancé au cours de cette nuit-là sur la place du combat sur le plan idéologique et son rôle au côté du combat sur le plan social et politique. C'est de cela qu'on parlera plus tard, le lien ou les rapports qui existent entre eux, je crois avoir compris que cela occupait une place déterminante dans notre conception de la lutte des classes, un aspect qu'on avait totalement sous-estimé pour ne pas dire complètement occulté dans le passé, une terrible erreur, que c'était en quelque sorte le chaînon manquant pour résoudre bien des problèmes sur lesquels on bute.

A ceux qui s'emploient à légitimer le PS.

Quand le PS est dans l'opposition parlementaire, il se refuse à mobiliser les masses tout en tenant un discours qui se veut de gauche, un double langage en réalité, ce qui revient à laisser l'UMP appliquer sa politique. Il aspire ou rassemble autour de lui l'essentiel des forces qui s'opposent au régime pour les neutraliser ou les enfermer dans le jeu institutionnel en vue des prochaines échéances électorales.

Et quand il est au pouvoir il se refuse à abroger les lois anti-ouvrières, liberticides ou réactionnaires adoptées précédemment par l'UMP. Il poursuit en l'aggravant encore la politique du parti officiel de l'ordre, tout en profitant du soutien que lui apportent les partis de gauche et d'extrême gauche sur des questions de société, ce qui présente l'avantage de diviser les masses et d'empêcher toute mobilisation de masse pendant qu'il applique tranquillement sa politique.

Les partis de gauche et d'extrême gauche ne se posent pas la question de savoir quel est le contenu et l'orientation idéologique de ces thèmes de société, qui sont les mêmes que ceux que l'on retrouve dans la politique antisociale du gouvernement, du coup elles ne peuvent que participer à la confusion qui règne déjà dans ces partis et aggraver la crise qui les parcourt tous, les affaiblir ou les disloquer à terme. Ils ne veulent pas admettre que toute réforme ou mesure progressiste qui serait prise par le PS ne servirait au bout du compte qu'à mieux asservir les masses au régime où lui permettre de liquider des pans entiers de nos acquis sociaux et politiques, pour eux ce n'est pas la fin qui justifie les moyens car ils ont abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier quand il ne leur est pas totalement étranger, notamment au Front de gauche.

En soutenant le PS sur des questions qui portent sur des thèmes de société ou les rapports à l'intérieur des classes, pour tous

ceux qui s'opposent aux modifications que le PS compte leur apporter parce qu'elles ne correspondent pas à leur niveau de conscience ou leur interprétation de ces rapports, auront l'impression légitime d'être abandonnés, trahis, rejetés par ses partis, la gauche et l'extrême gauche et se réfugieront à droite ou à l'extrême droite qui pourront ainsi mieux les manipuler. Et lorsque ces partis de gauche ou d'extrême gauche les appelleront à se mobiliser, les travailleurs ne répondront pas à leur appel, ne les écouteront pas pour s'en être détournés ou estimant qu'ils ne sont pas digne de confiance, ce en quoi ils ont parfaitement raison.

Après les uns et les autres s'étonneront ou feindront de s'étonner de la situation dans laquelle on se retrouve, à la suite de la majorité des travailleurs on a l'impression qu'ils l'ont bien cherché ou que finalement ils ne sentent pas vraiment concernés.

L'extrême droite impose la censure en Inde

- Inde: auto-censure inquiétante face à l'extrémisme hindou - lexpress.fr 15.02

L'éditeur Penguin a décidé de retirer de sa collection en Inde un ouvrage attaqué en justice par un groupe hindouiste. Un geste hautement polémique, à trois mois d'élections que pourrait remporter la droite nationaliste.

"*Tout le monde est choqué par ce que vous avez fait. Vous devez nous dire ce qu'il s'est passé.*" Dans une lettre publiée jeudi par le quotidien indien Times of India, l'écrivain et essayiste de gauche Arundhati Roy ne prend pas de pincettes contre celui qui n'est autre que son propre éditeur: le groupe Penguin en Inde. La raison de sa colère? La décision de détruire les derniers exemplaires d'un ouvrage paru en 2009, Les Hindous, une histoire alternative, de l'universitaire américaine Wendy Doniger.

La polémique puise sa source en 2010, un an après sa parution: une organisation hindoue, Shiksha Bachao Andolan, porte plainte contre le livre, accusé de véhiculer une vision "*hérétique*", "*superficielle*" et "*inexacte*" de sa religion. Diplômée de Harvard et d'Oxford, enseignante à l'université de Chicago et auteure d'une trentaine d'ouvrages sur le sujet, Wendy Doniger en est pourtant l'une des spécialistes.

Mais ses recherches sur les questions de genre ou de sexualité, et sa volonté de revisiter l'analyse traditionnelle de l'hindouisme à l'aune de la psychanalyse, notamment, déplaisent aux conservateurs hindous depuis les années 1990.

En procès depuis quatre ans, Penguin a donc décidé de baisser les bras. Sa décision et les termes de l'accord ont fuité sur Internet il y a quelques jours, provoquant la colère des intellectuels laïcs et de gauche. Ils y voient le signe d'une influence croissante de la droite hindouiste et de son idéologie, "*l'hindutva*", une lecture fondamentaliste et nationaliste de la religion.

Car le leader de Shiksha Bachao Andolan, Dinanath Batra, n'est pas un inconnu. "*Il est à la tête de la branche éducative du Rashtriya Swayamsevak Sangh*", plus connu sous le sigle de RSS, le cerveau de la droite religieuse, rappelle le quotidien britannique The Guardian. Or, proche du RSS, le principal parti d'opposition indien, le BJP, pourrait remporter les élections générales du printemps.

Les Etats-Unis ont d'ailleurs renoué jeudi des liens avec Narendra Modi, son candidat controversé, jusque là interdit de visa outre-Atlantique pour son rôle possible dans de sanglantes émeutes anti-musulmanes en 2002.

La décision de Penguin, alliée à la victoire probable de Modi, fait craindre à une partie de l'élite indienne un durcissement de la censure contre les voix qui voudraient développer une vision critique de l'hindouisme. D'autant que le code pénal indien, hérité de la colonisation britannique, proscrit "*l'insulte aux sentiments religieux*". C'est d'ailleurs cet article de loi qu'a invoqué l'éditeur pour justifier son choix dans un communiqué.

Les intellectuels en colère, eux, l'accusent surtout de lâcheté. "*Il reste encore quelques mois avant les élections, écrit Arundhati Roy dans sa lettre à l'éditeur. Les fascistes ne sont encore qu'en campagne. Oui, c'est moche, mais ils ne sont pas au pouvoir. Pas encore. Et vous abdiquez déjà?*" lexpress.fr 15.02

C'est encore le Raj britannique qui fait sa loi en Inde allié aux fanatiques d'extrême droite du RSS et du BJP, soutenu par les Américains, cela aussi va de soi, ils soutiennent bien les partis nazis et néo nazis en Ukraine... et ailleurs dans le monde mais plus discrètement, en Russie par exemple ou en Amérique latine...

Maintenant il faut se méfier de ce genre d'article partisan qui pourrait servir de relais à la propagande néolibérale, surtout publié par L'Express, aguerri par ce qui ce passe dans d'autres pays, il faut aussi se méfier comme de la peste des "*intellectuels laïcs et de gauche*" trop facilement manipulables ou acquis à la théologie néolibérale. Dénonce-t-il cette atteinte à la liberté d'expression pour s'attaquer à l'hindouisme au profit de la théologie néolibérale comme le font ailleurs Obama, Hollande et Cie ? Je n'en sais rien et on ne peut pas le savoir en lisant cet article.

Cela dit, l'attitude de cet éditeur en dit long sur l'atmosphère d'intimidation ou de violence qui règne en Inde contre tout opposant en général. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Pas populaire...

- La popularité de Hollande encore en baisse à 20%, celle d'Ayrault stable à 26% - 20minutes.fr

Le Président retrouve son plus bas score de popularité, déjà obtenu en novembre... 20minutes.fr 15.02

... sauf auprès des patrons...

- Croissance: Hollande salue "*la confiance retrouvée*" - AFP

- Hollande invite 30 patrons internationaux lundi à un "*conseil de l'attractivité*" - AFP

- Les magasins de bricolage seront ouverts ce dimanche malgré la décision du Conseil d'Etat - 20minutes.fr

99,99% suicidaires : Juste de quoi rêver !

- Municipales: 44% des électeurs pour une victoire de la droite, 41% pour la gauche - AFP

- La famille nombreuse fait toujours rêver les Français - LeFigaro.fr

Intox ou euphémisme

- L'intérim fait repartir les créations d'emplois à la hausse fin 2013 - L'Expansion.com

- Zone euro: la Grèce reste à la traîne, mais ploie un peu moins - AFP

Comment rendre enfin l'exploitation attractive ?

- 49% : la part des Français qui seraient prêts à entamer une liaison au travail - Atlantico.fr

La confiance se mérite.

- Pôle emploi : les Français ne lui font pas confiance pour trouver du travail - LePoint.fr

A la question, "*auriez ou avez vous confiance dans Pôle Emploi pour vous procurer un travail ?*", seuls 10 % des Français répondent "*oui*". LePoint.fr 15.02

Combien étaient-ils vraiment concernés par cette question ? Les 10 à 15% de chômeurs (à temps plein ou partiel) ?

- Justice: 75% des Français estiment que la justice fonctionne mal - 20minutes.fr

57% des sondés pensent que les juges d'instruction ne sont pas indépendants du pouvoir politique. 20minutes.fr 15.02

Business... pour une domination.

- USA: les banques autorisées à travailler avec les commerces de cannabis - AFP

Aux Etats-Unis, les banques qui veulent faire des affaires avec des vendeurs de marijuana autorisés pourront le faire au terme de nouvelles règles publiées vendredi, a annoncé l'administration américaine. AFP 15.02

- Le Nigeria devient un supermarché de la drogue - Liberation.fr

Françafrique ou l'odeur de la mort

- Défense: de vastes zones contaminées par les essais nucléaires français au Sahara - AFP

- La France envoie 400 soldats supplémentaires en Centrafrique - Reuters

- Centrafrique: "*Ca sera plus long que prévu*", estime Jean-Yves Le Drian - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre idéologique de la réaction -1ère partie

Déportation: nés dans les camps de la mort - L'Express.fr 15.02

Printemps 1945: dans le chaos de l'évacuation des déportés par les nazis, quelques bébés juifs voient le jour... L'Express.fr 15.02

Quand ils manifestent devant un ancien camp de concentration en Allemagne c'est drapeau israélien déployé. (Photo de Reuters du 7 mai 2005 à Mauthausen illustrant cet article)

Les autres restent dans la nuit...

Une carte interactive de la déportation des enfants juifs en France - LeMonde.fr 15.02

A première vue, cela ressemble à un plan interactif comme Internet en offre à foison. Un bel hexagone à l'intérieur duquel on peut zoomer, jusqu'à détailler chaque rue de Paris, Marseille ou encore Bordeaux. Des points marron apparaissent alors. Mais ils ne correspondent pas à des magasins ou des bars branchés, comme sur Google Maps.

Il suffit de passer le curseur sur chaque cercle : une bulle indique le nombre d'enfants juifs qui furent arrêtés sur place, puis déportés. Un clic, et voici leurs noms, leur âge.

Cette carte a été réalisée par Jean-Luc Pinol, un historien, professeur à Normale Sup, à partir des données collectées depuis des années par Serge Klarsfeld. Leur travail, très spectaculaire ancre des faits d'il y a soixante-dix ans dans le paysage actuel. L'expérience est marquante : entrer son adresse personnelle sur le site permet souvent de découvrir que des enfants ont été arrêtés tout près.

Le projet, cependant, dépasse le cadre de la mémoire et de l'émotion. C'est aussi un outil permettant aux historiens de poser des hypothèses, de les tester, et de mettre en évidence certains phénomènes. A Paris, la cartographie montre ainsi qu'un quart des enfants arrêtés résidaient dans des îlots insalubres. On est loin de la mythologie antisémite sur les juifs richissimes. LeMonde.fr 15.02

C'est pathologique décidément.

L'Espagne fait une fleur intéressée aux juifs séfarades - Rue89 15.02

522 ans après les avoir expulsés, l'Espagne "*ré-accueille*" ses juifs. Le gouvernement de Mariano Rajoy prépare en effet une loi visant à accorder la nationalité espagnole aux descendants des juifs séfarades expulsés en 1492.

Vendredi 7 février, la présentation de l'avant-projet de loi en Conseil des ministres a suscité l'enthousiasme des millions de personnes potentiellement concernées.

Mais il ne s'agit encore qu'un projet de loi, qui devra passer devant le Parlement. Le ministère espagnol des Affaires étrangères, avant d'être submergé, a d'ailleurs appelé les requérants à attendre le vote de la loi avant d'entamer les demandes de nationalité espagnole.

Celle-ci sera accordée à ceux qui réunissent les critères exigés sans qu'il leur soit nécessaire de résider en Espagne. Et surtout, sans qu'il leur soit demandé de renoncer à leur nationalité actuelle.

C'est évidemment cet élément qui suscite l'afflux de demandes. En théorie, la loi espagnole n'autorise pas la double nationalité, sauf pour les ressortissants d'Andorre, du Portugal et des anciennes colonies espagnoles comme les Philippines, la Guinée équatoriale et les pays d'Amérique latine.

Si l'initiative du gouvernement réjouit, elle n'est toutefois pas neuve. En 1982 déjà, le gouvernement espagnol donnait la possibilité d'obtenir la nationalité aux juifs séfarades prouvant leur généalogie espagnole, à la condition qu'ils aient résidé deux ans au moins en Espagne.

Différents journaux ont publié des listes de noms séfarades. Selon le texte de loi provisoire, la FCJE devrait être l'une des autorités compétentes pour certifier l'origine des candidats à la nationalité.

Trente ans plus tard, le 22 novembre 2012, le ministre espagnol de la Justice présentait un statut particulier, ainsi qu'un nouveau processus supervisé par la FCJE, permettant aux candidats désireux d'être naturalisés de postuler plus facilement. Fin 2012, il annonçait ainsi que Madrid allait offrir la possibilité d'acquérir la citoyenneté espagnole à tous les descendants des juifs expulsés d'Espagne 500 ans plus tôt.

À l'origine de ce projet, une motivation symbolique, la mesure s'inscrivant dans un contexte de réconciliation entre l'Espagne et le judaïsme, encouragée par le roi Juan Carlos en 1992. À l'occasion du 500e anniversaire de l'expulsion, les Juifs, le monarque avait alors présenté des excuses aux Séfarades.

Alberto Ruiz-Gallardon, ministre de la Justice, a indiqué que l'Espagne avait une dette envers cette communauté séfarade ayant contribué à diffuser la langue et la culture espagnoles à travers le monde.

Mais certains estiment que le gouvernement espagnol cherche uniquement à attirer les juifs pour « *remédier aux problèmes économiques du pays* ».

Dans le New York Times, des Israéliens avancent en effet comme motivation au départ « *la possibilité de faire du business en Espagne* ». Selon cet article, une avocate israélienne spécialisée a déjà reçu près de 800 demandes depuis le vendredi 7 février.

Autre élément qui étaierait cette théorie : l'annonce faite par le gouvernement le 19 novembre 2013 dans le cadre de ses efforts pour relancer un marché immobilier moribond. Elle voudrait que chaque étranger achetant une maison de plus de 160 000 euros se voir remettre un permis de résidence. Une communauté de 3,5 millions de personnes

Pour rappel, et selon les historiens, 200 000 à 300 000 juifs vivaient en Espagne avant le décret d'Alhambra (décidé par le roi Ferdinand d'Aragon et la reine Isabelle de Castille en 1492) à partir duquel tous les juifs refusant de se convertir au catholicisme ont été expulsés.

Bien qu'il soit difficile de connaître le nombre de personnes pouvant prétendre à la nationalité espagnole, on estime que les juifs séfarades, descendant des juifs expulsés, seraient environ trois millions et demi à travers le monde, la plupart vivant en Israël, aux États-Unis, en Belgique, en Grèce, en France et en Turquie, mais aussi en Amérique latine. Rue89 - 15.02

La FCJE, le Crif espagnol qui devrait "*certifier l'origine des candidats à la nationalité* à la place de l'Etat, comme en France où il fait aussi office de Conseil d'Etat...

Rwanda : Simbikangwa ou la "***banalité du mal***" - lepoint.fr 14.02

Il faut bien un coupable, surtout pas l'Etat français ou belge, ou quand Le Point est incapable de reconnaître ou d'assumer la complicité du sionisme dans le génocide des juifs.

- Personnalité construite sur le "*déni*" et élevée dans la haine du Tutsi qui pouvait le conduire à accepter "*sans plus de préoccupations*" le génocide : des psychiatres ont tenté d'éclairer la cour d'assises de Paris où comparaît Pascal Simbikangwa, premier Rwandais jugé en France en lien avec le génocide de 1994. "*Toute sa vie, sa culture politique le poussaient à une banalisation de la violence et de la haine des Tutsi. Il a grandi dans ça, c'est tout à fait normal*", décrypte Bertrand Phesans à la barre vendredi. Et d'évoquer Hannah Harendt et la "banalité du mal" que la philosophe avait vue, de manière très controversée, au procès d'Adolf Eichmann. "*On peut rencontrer le mal dans quelqu'un de très banal. Du coup avec Pascal Simbikangwa, on pourrait être un peu dans le même schéma. Tous les éléments sont là pour que ça le pousse à participer à ce génocide sans plus de préoccupations.*"

Mais la défense n'est toujours pas convaincue, et Me Fabrice Epstein reproche à l'experte de citer dans son rapport "*Eichmann, Barbie, Saddam Hussein. Comment pouvez-vous faire de tels amalgames ? C'est un peu difficile de croire à votre objectivité.*"

Les deux experts se rejoignent en tout cas sur un point. L'amour de l'accusé pour Juvénal Habyarimana, le président hutu dont l'assassinat le 6 avril 1994 fut l'événement déclencheur des massacres.

Habyarimana, un père idéal ?, demande le président Olivier Leurent à l'accusé. "*C'était mon parent, c'était mon père de famille. À sa mort j'ai eu peur de la suite.*" Quelque 800 000 personnes, principalement des Tutsi, ont été tuées en cent jours entre avril et juillet 1994. Pascal Simbikangwa encourt la perpétuité pour "*complicité de génocide*". lepoint.fr 14.02

Cette sentence serait trop douce ou une preuve de faiblesse envers les sionistes, un acte de complaisance insupportable.

- Procès Rwanda: un officier français dit avoir fait enquêter en vain sur l'accusé.- Reuters 11.02.2014

Extraits.

Un ancien officier français en poste au Rwanda a affirmé mardi n'avoir pu corroborer des accusations de tortures et qualifié de fausses celles de participation à des "escadrons de la mort" contre Pascal Simbikangwa...

Le colonel en retraite Michel Robardey fut coopérant militaire à Kigali de 1990 à 1993, affecté à la réorganisation des services de police judiciaire de la gendarmerie, communément appelés "*la criminologie*".

Le Rwanda "*c'est le pays de la rumeur et parmi les rumeurs il y avait celle du capitaine à roulettes (Simbikangwa est dans un fauteuil roulant depuis un accident en 1986) qui torture, qui massacre, qui fait ceci cela,*" a raconté le témoin.

Il a déclaré avoir en 1992, dans le cadre de sa réorganisation, suggéré de remplacer tout le personnel de la "*criminologie*" et de lancer trois enquêtes, sur les accusations de torture et de participation à des escadrons de la mort contre le capitaine Simbikangwa, sur des massacres de Tutsi survenus dans la province de Brugesera au sud de Kigali et des accusations de massacres attribués à la rébellion tutsi du Front patriotique rwandais (FPR) dans le nord du pays.

Selon lui, les accusations contre Simbikangwa reposaient notamment en ce qui concerne les escadrons de la mort sur un seul témoin "qui est un menteur avéré" et relevaient "d'un montage politique du FPR".

L'accusé travaillait à l'époque pour le Service central de renseignement (SCR) de la police et a toujours démenti avoir mis les pieds à la "*criminologie*". Le colonel Robardey a dû reconnaître qu'il "*ne savait pas s'il l'avait fait (torturer) au SCR, qui était à la botte du président (Juvénal) Habyarimana*"... Reuters 11.02.2014

(L'article est disponible en entier à l'adresse suivante : http://www.luttedeclasse.org/dossier14/France_Rwanda_110214.pdf)

Guerre idéologique de la réaction - 2ème partie

L'ont-il mangé au moins ?

- Toulouse: 4 adolescents devant le juge pour avoir torturé un canard - AFP

Il faut les déférer devant le TPI pour crime contre l'humanité !

La bonne conscience complice d'un génocide.

- Stromae triomphe lors des Victoires de la Musique et remporte trois titres - Francetv info

Et plus...

Les Victoires de la musique sont la grand-messe télévisée de la musique populaire francophone, financée par les professionnels et le service public (France 2).

Printemps français, mariage pour tous, histoires de Roms, crise économique : rien n'a semblé atteindre l'humeur plate des chanteurs français en ce début 2014. Les Victoires ne sont pas le lieu de la contestation. Francetv info 15.02

... dès lors...

Pascal Nègre, patron d'Universal Music, première major mondiale, française (appartenant au groupe Vivendi) a de quoi se

réjouir : Universal a, dit-il, « *tout raflé* », ou presque... lemonde.fr 15.02

Retransmis samedi soir sur TV5Monde Asie, j'ai boycotté ce business show à vomir d'ennui et de médiocrité...

A L'Express ils en font un complexe au niveau du cerveau, lobotomie oblige

- Non, l'asexualité n'est pas une maladie - L'Express.fr

Asexualité : État des organismes normalement dépourvus de sexe ou de fonction sexuelle. (Le Grand Robert de la langue française)

A notre connaissance, aucun être humain n'est concerné à part les eunuques, peut-être les tétraplégiques et les momies. A ne pas confondre fonction sexuelle et excitation sexuelle qui elle peut-être neutralisée au niveau du cerveau. Impossible que cela leur arrive à L'Express, ce sont des hystériques ! Vous avouerez qu'ils vont chercher très loin, ils doivent avoir un sérieux problème de ce côté-là ou n'assument pas leur impuissance, nous n'aurons pas la charité de les plaindre.

Proctologue : un métier d'avenir ! L'auteur de « *Tango a deux papas* » n'a rien d'une militante - Rue89

Le livre, que les enfants chesnaysiens ne liront donc pas, c'est l'histoire vraie de Roy et Silo, un couple de manchots gay. Rue89 15.02

Manchots gay cela fait plus exotique que les chiens qui se sodomisent sur la voie publique, plus qu'une curiosité ou une actraction dans un cirque sans blague, un modèle de relations sexuelles pour nos touts petits enfants. Qu'on se lise, il paraît que ce serait progressiste ou élargirait leurs connaissances ou la palette des rapports qu'ils pourraient reproduire, pour éprouver du plaisir cela va de soi.

Pour enrichir le vocabulaire de nos touts petits ou celui de nos jeunes lecteurs qui ne sauraient plus quoi faire de leur corps, de leur sexe je voulais dire. Proctologue : Spécialiste en proctologie. Proctologie : Partie de la médecine traitant des maladies de l'anus et du rectum. (Le Grand Robert de la langue française) A ne pas confondre avec la scatologie : Écrit, propos grossiers, où il est question d'excréments. (id)

Leur idéologie en pratique

Pauvreté : "***Le droit cède la place au mérite***" - LePoint.fr 15.02

Dans cette interview infâme, le pauvre ne devrait pas disposer de droit particulier parce qu'il est responsable de sa situation, revendiquer un tel droit est illégitime, une prétention exorbitante, choquante, immorale quoi. Le pauvre est un déchet qui ne devrait pas mériter qu'on s'attarde sur son sort, pour lequel l'Etat ne devrait pas débourser un centime, c'est contre-productif, alors qu'octroyer des dizaines de milliards aux entreprises cela permet de créer de la croissance, aux actionnaires de s'enrichir davantage en dormant, c'est légitime, ne prennent-ils un énorme risque en soutenant l'économie ?

- L'aide sociale est-elle encore un droit ? Quel sera demain le "*juste*" droit du pauvre ?

Question du Point : La non-pauvreté est-elle un "*droit*", ou, plutôt, comment se traduit le droit de ne pas être pauvre ? Élisa Chelle, enseignante-chercheuse associée à Sciences Po Grenoble et au Centre Jacques Berque (Rabat, Maroc) : Aujourd'hui, le droit à la solidarité est présenté comme "stigmatisant", alors qu'il y a encore quelques années il était considéré comme une protection.

(Pour un peu ce serait les pauvres qui réclameraient qu'on leur supprime ce droit... et non le patronat. Il est vrai qu'ils préfèreraient travailler et vivre décemment de leur travail, sauf que le patronat et le gouvernement leur interdisent. - ndlr)

La "*pauvreté*" est d'abord une construction sociale. (Une réalité sociale. - ndlr) C'est une désignation relative : le groupe social situé plus "*haut*" définit comme "*pauvre*" le groupe situé plus "*bas*". (Cela commence à puer l'idéologie dominante ou le nihilisme, tout est relatif vous savez. - ndlr) Mais, au sein de ce groupe, les individus ne se considèrent pas nécessairement comme tels . (Les pauvres ont leur dignité qu'est-ce que vous croyez. - ndlr) Le pauvre, c'est cet "*autre*" que la société voit et désigne comme inférieur. (Il est impossible de les faire disparaître. - ndlr) Même si les personnes qualifiées de "*pauvres*" ne se sentent pas appartenir à cette catégorie. (Pourquoi ? Parce qu'ils le vivent comme une humiliation, parce qu'on les stigmatise, ils devraient se sentir responsables de leur situation et culpabiliser alors qu'ils s'y refuse à raison. - ndlr). C'est tout le problème de définir un groupe social par une identité négative et purement extérieure. (Surtout cela ne correspond pas à la réalité qu'ils vivent et tels qu'ils se voient eux-mêmes. Pour les pauvres, ils sont victimes d'une injustice engendrée par cette société basée sur les privilèges, le profit, l'argent, et s'il doit y avoir une "*identité négative*" dans cette société pourrie, c'est bien le capitalisme. - ndlr)

Puis venait la question de trop :

Question du Point : On va même plus loin : on taxe le pauvre de calculateur ou de profiteur. L'image du pauvre qui "*profite*" de l'argent des contribuables est-elle juste ? Élisa Chelle : Dans une société dominée par le culte du travail, la dénonciation du bénéficiaire d'aide sociale est une posture consensuelle. (Les travailleurs qui ont un boulot sont de sacrés salauds, à moins que ce soient plutôt ceux qui leur prêtent cet état d'esprit. Qui parmi nous n'a pas été un jour au chômage ou n'a pas eu un de ses parents ou de ses relations faisant face à des difficultés matérielles ? Élisa Chelle ne vit pas dans le même monde que nous, c'est une nanti. - ndlr) Si les écarts de revenus se creusent aux extrémités de l'échelle sociale, ils ont tendance à se tasser entre classes moyennes et classes populaires. Le train de vie n'étant plus nettement distinctif, ce sont des critères moraux qui prennent le relais. (Que ceux qui parviennent encore à s'en tirer adoptent le comportement et la morale de la classe dominante tient à l'absence de toute perspective politique au delà du capitalisme en crise dont chacun un jour craint de subir les conséquences jusqu'à sombrer à son tour dans la pauvreté, c'est un reflexe de survie qui n'a rien de réfléchi, inconscient, qui ne mérite pas qu'on les juge, contrairement à la classe dominante qui agit consciemment avec un cynisme sans borne. - ndlr) Politiquement, la posture a aussi son importance. Il ne faut pas oublier que les pauvres constituent la catégorie de population la moins encline à voter, contrairement aux classes moyennes. (Elle est abandonnée par tous les partis. -ndlr) Pour un responsable politique, il est plus prudent de dénoncer les pauvres vivant de l'"assistanat" que de les présenter comme des citoyens à part entière, se trouvant "simplement" dans une situation de dépossession matérielle. (Voter, c'est valable quand on a encore quelque chose à perdre ou qu'on espère améliorer sa situation dans l'avenir, mais quand on a rien et qu'on est convaincu de ne pas avoir d'avenir dans cette société ou que notre situation ne s'améliorera jamais, qu'on ne verra jamais le bout de nos problèmes, à quoi bon voter en effet. - ndlr) La conception du pauvre en tant que citoyen comme les autres ne va pas de soi. Pour preuve, sur le plan juridique, les citoyens sont égaux en droits, mais les droits sociaux sont une catégorie à part du droit. (Voilà une anomalie qu'il faudrait peut-être supprimer. Comment ? Pas de réponses, là encore impossible de les faire disparaître les pauvres. Dans son discours la suppression de la pauvreté n'a pas sa place, seuls le statut et les droits du pauvres l'intéresse... car ils coûtent chers. Rappelons que c'est de ce "*plan juridique* qu'elle évoque que le capitalisme tient sa légitimité, essayez donc de vous attaquer à la propriété privée des moyens de production et ses représentants y feront appel pour la préserver, l'égalité en droits des citoyens a pour postulat ou comporte comme condition préalable la soumission de tous les citoyens à la propriété privée ou son respect indéfectible, l'égalité en droits leur est accordée à cette condition, mais dites-nous ne serait-ce pas une "*catégorie à part du droit*" qui aurait quelque chose à voir avec la pauvreté dont on ne parvient pas à venir à bout, peut-être faudrait- il se débarrasser de cette "*catégorie à part du droit*", le capitalisme pour que la pauvreté disparaisse à son tour, non ? - ndlr)

Élisa Chelle : De plus, la rationalité calculatrice a pour elle la force de l'évidence. Les pauvres feraient un calcul "*coûts/bénéfices*" pour savoir s'il serait plus "*avantageux*" de travailler ou non. (Les rentiers ne se poseront pas cette question. - ndlr) C'est le présupposé de ceux qui conçoivent les politiques publiques. (Ce sont donc des ordures, on le savait. - ndlr) Ce raisonnement me semble erroné, car il s'appuie sur une vision appauvrie de l'individu. Du point de vue sociologique, l'individu est guidé par une pluralité de normes : le travail comme pilier d'une identité sociale, comme inscription dans une vie sociale... (Sur le plan psychologique aussi, mais on ne peut pas lui demander de se mettre à la place d'un pauvre ou d'un "*individu* qui travaille dans le secteur privé et d'imaginer ce qui se passe dans sa tête, elle n'en sait rien. ndlr) Travailler n'a pas pour seule fin de percevoir un revenu. (Mais c'est essentiel quand on a que la vente de sa force de travail pour survivre, et à part être bien ou mal dans sa tête selon qu'on a un boulot ou non, le reste est secondaire. - ndlr) Enfin, pourquoi y aurait-il plus de personnes malhonnêtes chez les pauvres que dans d'autres groupes sociaux ? (Qu'est-ce qui serait "*malhonnête*", de résister à l'exploitation, de voler un patron, l'Etat qui finance des guerres et versent des dizaines et dizaines de milliards aux patrons, de vouloir travailler le moins possible tout en vivant décemment, que font d'autre les banquiers et les actionnaires improductifs qui pillent les ressources de l'Etat, l'argent des contribuables, des honnêtes travailleurs qu'ils ont déjà exploités en amont, tous ceux parmi la petite bourgeoisie ou la classe moyenne qui pour avoir un niveau de vie plus que confortable font payer très chers leurs services à leurs clients, les travailleurs, pratiquent des tarifs exorbitants ? C'est votre société qui contraint le pauvre à devenir malhonnête ou qui l'y encourage face à l'étalage de richesses auxquelles il n'a pas accès, alors que les catégories citées ci-dessus le sont par cupidité notamment, cette malhonnêté là seulement est méprisable. - ndlr)

Élisa Chelle : Le RSA "*activité*" marque un tournant dans les critères d'attribution d'une aide sociale. Travailler est une condition essentielle pour le percevoir.

Nous nous dirigeons progressivement vers une assistance temporaire à l'image des États-Unis, où les personnes ne peuvent pas bénéficier, en moyenne, d'une aide plus de deux ans de suite ou plus de cinq ans dans une vie. Depuis 1996, et la réforme de Bill Clinton, l'aide sociale n'est plus un droit outre-Atlantique. Il faut se montrer attentif à ces transformations qui influencent les politiques sociales à l'échelle internationale. (Qui devront servir de normes dans tous les pays, elle ne le dit pas mais le pense très fort. Elle le confirme ensuite. - ndlr) Elles tendent à restreindre l'accès aux aides sociales, et ainsi, de plus en plus en France comme ailleurs, le droit cède la place au mérite. (Le gars ou la pauvre femme qui ne trouve pas de boulot ne mérite pas de vivre, CQFD. Question : le capitalisme mérite-il encore d'exister ? A quoi sert ce genre d'" *enseignante-chercheuse* ? A rien, mais elle n'est pas pauvre ! Sinon à commenter une situation et à la présenter de telle sorte qu'elle apparaisse normal, une fatalité, à laquelle il faudra s'habituer. C'est le rôle de l'élite intellectuelle de nos jours : légitimité la société telle qu'elle est, les néolibéraux ne lui en demandent pas davantage. Service (publique) accompli. - ndlr)

Bretagne - Bonnets rouges : 250 irréductibles ont bloqué la RN 165 LePoint.fr

Près de 250 Bonnets rouges ont défilé à l'appel du collectif "*Vivre, décider et travailler en Bretagne*" dans le Morbihan. LePoint.fr 15.02

Le label Grande Cause Nationale accordé en 2014 à l'engagement associatif - 20minutes.fr

Transférer des missions à caractère de service public à des associations à caractère privé et qui gèrent les besoins de la population en tant que tels, comme des entreprises ou des PME.

Avantage : moins de fonctionnaires, du personnels sous-payé ou travaillant gratuitement, des besoins satisfaits partiellement ou services médiocres, à la carte ou selon des critères arbitraires et injustes, pratique connue et admise, légitime dont l'Etat se lave les mains.

- Les associations pourront ainsi bénéficier de diffusions gratuites sur les radios et les télévisions publiques...

La France compte «*16 millions de bénévoles associatifs, auxquels s'ajoutent 1,8 million de salariés d'une association, soit 8% du nombre total de salariés (...) Le gouvernement a souhaité s'engager à leurs côtés*», soulignent les services du Premier ministre dans un communiqué.

«*Les associations, relève Matignon, prennent de plus en plus de responsabilités dans tous les domaines - social, éducatif, sportif ou encore culturel*».

«*Cette décision constitue une nouvelle étape dans la politique mise en oeuvre pour soutenir le mouvement associatif, faciliter le bénévolat et favoriser l'emploi au sein de l'économie sociale et solidaire*», poursuivent les services de Jean-Marc Ayrault. 20minutes.fr 15.02

Les associations se font les relais des inégalités et des injustices qui règnent entre les différentes classes sociales et entre leurs différentes couches au sein des masses exploitées, ce dont l'Etat ou le gouvernement porte la responsabilité. En échange de subventions au détriment des services publics elles acceptent de remplir ce rôle ingrat, elles deviennent un rouage du régime et n'ont aucun mérite à soulager la misère sociale dans un contexte de paupérisation croissante.

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

AIDES (460 salariés) est dans la tourmente. En cause : un plan de sauvegarde de l'emploi, prévoyant le départ de 65 des 460 employés, et la suppression d'une prime annuelle équivalent à une baisse de 6% de la rémunération des salariés.

En toile de fond, il y a aussi ces écarts de salaires jugés « *démesurés* » entre la direction et le reste des employés, déjà dénoncés en janvier 2011.

Directeur général de l'association, Vincent Pelletier est le premier visé. En équivalent temps plein – il travaille à mi-temps –, l'homme touche près de 12 000 euros bruts mensuels.

Selon un avis du comité central d'entreprise, le directeur général de l'association a vu son salaire augmenter de 45% entre 2008 et 2013. Pour les dix salariés les mieux payés, l'augmentation a été de 37%.

Dans un communiqué, l'intersyndicale voit de la part de la direction « *une volonté de prédation des fonds à son propre bénéfice* ». Contacté par Rue89, Tony Fortin, représentant de l'intersyndicale, explique :

« *Ces salaires sont sans commune mesure avec ce que l'on peut trouver dans des associations similaires. Les dirigeants qui bénéficient de rémunérations comparables sont à la tête de structures comptant bien plus d'employés qu'à AIDES. C'est d'autant plus injustifié que les choix de la direction nous ont conduits dans le mur.* »

Si la pilule est si dure à avaler, c'est aussi parce que la direction « *a choisi de s'en tenir au minimum légal quant aux indemnités de départ prévues dans le plan de sauvegarde de l'emploi, sans daigner faire le moindre effort* ». Rue89 14.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

- Les manifestations continuent au Venezuela - Reuters 15.02

Les manifestants qui reprochent au président Nicolas Maduro la corruption, la criminalité et la hausse du coût de la vie se sont à nouveau mobilisés vendredi dans plusieurs villes du pays.

Dans la capitale, Caracas, de nouveaux heurts ont éclaté lorsque la police anti-émeute a eu recours à des canons à eau et à des grenades lacrymogènes pour disperser un millier de jeunes rassemblés sur une place.

Lors d'un rassemblement public télévisé, pendant lequel il est apparu au côté de dirigeants du Parti socialiste au pouvoir, de sportifs et de stars du monde du spectacle, Nicolas Maduro a déclaré qu'il ne laisserait pas les manifestants plonger le pays dans le chaos en bloquant les grandes artères.

Les protestataires rassemblés sur la place Altamira de Caracas ont promis de poursuivre leur mouvement jusqu'à ce que Nicolas Maduro, élu l'an dernier en remplacement du défunt Hugo Chavez, soit contraint à la démission.

Le chef de l'Etat a appelé ses partisans à participer à une "*marche pour la paix*" samedi dans les rues de la capitale.

Il n'a en revanche pas ordonné l'incarcération de l'opposant Leopoldo Lopez, malgré le mandat d'arrêt émis contre lui après les violences de mercredi qui ont fait trois morts après des manifestations organisées par son parti. Reuters 15.02

2- Turquie

- Le Parlement turc adopte une loi réformant la justice - Reuters 15.02

Les députés turcs ont adopté samedi un projet de loi qui accroît le contrôle de l'Etat sur la nomination des juges et des procureurs, au terme d'une nuit houleuse au Parlement, où un député a été blessé et a dû être hospitalisé.

Le CHP (opposition laïque) avait fait savoir jeudi dernier qu'il ferait appel devant la Cour constitutionnelle en cas d'adoption de ce projet de loi au parlement.

Gülen, dont le mouvement Hizmet ("Service") compterait des millions de partisans, a tissé sa toile et jouit d'une grande influence au sein de la police et de l'appareil judiciaire. Le Premier ministre lui reproche d'avoir déclenché une vaste enquête de corruption qu'il juge destinée à le faire tomber.

En réponse à l'affaire de corruption qui a éclaboussé son gouvernement, Recep Tayyip Erdogan a fait procéder à une purge au sein de la police et de l'appareil judiciaire. Plus de 5.000 policiers et 200 procureurs ont été révoqués ou mutés depuis que l'affaire a éclaté au grand jour le 17 décembre avec l'arrestation d'hommes d'affaires et de trois fils de ministres.

Pour le député Özcan Yeniçeri, du parti MHP (Parti d'action nationaliste), "*Le parti AKP au pouvoir veut que le Conseil supérieur de la magistrature soit à sa botte*".

Durant les bagarres qui ont émaillé les débats sur le projet de loi, Ali Ihsan Kokturk, un député du CHP a été hospitalisé avec le nez cassé. Reuters 15.02

Stratégie du chaos.

- Ukraine : l'opposition s'apprête à montrer sa force à Kiev - LeMonde.fr

L'opposition ukrainienne se mobilise à nouveau massivement dans la rue dimanche contre le président Viktor Ianoukovitch. LeMonde.fr 15.02

- Attentat à la voiture piégée dans le Sud syrien, 32 morts - Reuters

- Syrie: échec total à Genève, Londres et Paris condamnent le régime - AFP

Le président Barak Obama, qui a reçu vendredi en Californie le roi Abdallah II de Jordanie a exprimé sa frustration et annoncé sa décision de faire davantage pression sur le régime syrien. AFP 15.02

1 milliard de dollars supplémentaires pour recruter, former et armer une armée de milliers de barbares takfiris en Jordanie, qui auront pour mission d'attaquer le sud de la Syrie et de rejoindre la capitale Damas pour liquider Assad, les Russes ont confirmé que c'était bien le plan mis sur pied par Washington et auquel Paris devrait collaborer.

- Les manifestants de Bangkok jurent de poursuivre leur mouvement - Reuters 15.02

- Kerry échoue à contenir les prétentions chinoises - LeFigaro.fr 15.02

SOCIAL

1- Espagne

- Madrid: des milliers de manifestants contre la fermeture d'usines Coca-Cola - AFP 15.02

Des milliers de personnes manifestaient samedi à Madrid contre la fermeture de quatre usines sur onze de Coca Cola en Espagne, dans le cadre d'un plan de restructuration affectant quelque 1250 salariés. AFP 15.02

2- Etats-Unis

- Etats-Unis: les employés de Volkswagen refusent de créer un syndicat - AFP 15.02

- Les ouvriers d'une usine américaine de Volkswagen ont refusé de créer un syndicat au cours d'un vote très surveillé aux Etats-Unis, un revers majeur pour le mouvement syndical américain.

Les employés de l'usine Volkswagen de Chattanooga, dans le sud des Etats-Unis, ont rejeté par 712 voix contre 626 la création d'une antenne de l'organisation United Auto Workers (UAW), selon des résultats publiés dans la nuit de vendredi à samedi.

L'UAW n'a jusqu'à présent jamais réussi à rassembler en syndicat les employés d'une usine d'un constructeur automobile étranger aux Etats-Unis et un "*oui*" à l'usine Volkswagen de Chattanooga aurait constitué une victoire historique.

Les efforts du syndicat s'étaient heurtés à une forte opposition des élus locaux, qui affirmaient qu'une victoire de l'UAW découragerait la création d'emplois dans le Tennessee. Ils avaient même menacé de suspendre les aides au secteur.

Au total, 1.338 employés de l'usine Volkswagen de Chattanooga, soit 89% du personnel, ont participé au scrutin à bulletin secret organisé sur trois jours et surveillé par le National Labor Relations Board, l'autorité fédérale en charge des relations sociales.

Ce vote intervient en outre à un moment où le mouvement syndical américain se bat pour sa survie. Le taux de syndicalisation aux Etats-Unis a chuté à son plus bas niveau depuis les années 1930, atteignant tout juste les 11,3%.

La seule organisation UAW a vu son nombre de membres plonger de 1,5 million en 1979 à 383.000 aujourd'hui.

Le directeur de l'usine de Chattanooga, Frank Fischer, n'a pas exclu la création d'un comité d'entreprise.

"*Nos employés n'ont pas pris la décision qu'ils refusaient un comité d'entreprise*", a-t-il souligné.

Un comité d'entreprise à l'allemande se rapproche d'un syndicat à l'américaine dans le sens où ses membres aident à représenter les employés, mais c'est une organisation maison, non une structure extérieure comme le syndicat. AFP 15.02

Haut de page

Le 17 février 2014

CAUSERIE

Cette causerie m'a pris la journée, aussi le site ne sera actualisé que demain ou après-demain, demain j'ai un tas de démarches adminstratives à faire. Ce soir on ajoutera une quinzaine de nouveaux articles.

Réflexion sur la place du combat idéologique

Les partis ouvriers ont sous-estimé ou abandonné le combat sur le plan idéologique quand ils n'ont pas adopté des pans entiers de l'idéologie de la classe dominante. Et les intellectuels qui se déclarent opposants au capitalisme ont traité l'idéologie sans réaliser le lien avec son complément politique, du coup la fusion qui devait se réaliser entre ces deux facteurs n'ayant pas eu lieu, elle n'a pas pu se traduire sur le plan pratique ou organisationnel.

L'avant-garde socialiste révolutionnaire n'est pas parvenu à contruire un nouveau parti ouvrier, à constituer un pôle de regroupement dans lequel des centaines de milliers de travailleurs se seraient reconnus. Et les opposants intellectuels au capitalisme sont demeurés inorganisés ou ont trouvé refuge dans des associations dont le rôle n'a pas dépassé celui de la contestation, leurs analyses aboutissant systématiquement à une impasse politique ou à croire en l'illusion d'une réforme du capitalisme somme toute impossible.

La formule selon laquelle l'organisation ou le parti est l'expression consciente au plus haut degré de la théorie et de la pratique ou qu'elles se réalisent en lui, n'a pas fonctionné parce que l'avant-garde a ignoré ou sous-évalué l'importance du volet idéologique inclus dans la théorie.

Tandis que les opposants intellectuels au capitalisme ont ignoré le facteur déterminant qui permettait d'envisager la possibilité de renverser le capitalisme, sans lequel cela demeurerait toujours impossible : les masses exploitées et leur organisation. Pourquoi ? Parce qu'ils ont refusé de prendre en compte les conclusions du Manifeste du parti commune de Marx et Engels ainsi que leur prolongement pratique, le léninisme ou les enseignements de la révolution russe de 1917, que dans une grande confusion ils rendent responsables du stalinisme, alors que ce dernier est étranger au socialisme, mieux, il en est la négation pour avoir détruit le parti bolchevik et liquider l'Internationale Communiste sur lesquels reposaient les espoirs du mouvement ouvrier international dans le premier quart du XXe siècle pour vaincre le capitalisme à l'échelle mondiale.

Puisque ces intellectuels ne comptent pas sur les masses révolutionnaires pour renverser le régime en place, il ne leur reste plus qu'à extrapoler ou à participer au jeu institutionnel qui est sans issue. Leurs brillantes analyses sont comme des couteaux sans lame, ils sont finalement réduits à l'impuissance et leurs discours ne servent pour ainsi dire à rien ou pas grand chose dans la mesure où leur traduction organisationnelle est nulle.

A ce propos, on a pu observer lors de la toute dernière période, que le mouvement altermondialiste financé par les multinationales dans lequel une partie de ces intellectuels s'étaient investis avait pratiquement disparu de la scène politique, temporairement, car ce mouvement fonctionne selon le principe des cellules terroristes dormantes manipulées par la CIA et qui sont activées sur commande. Pourquoi ? Apparemment, parce le mouvement altermondialiste a été supplanté par les Frères musulmans ou des regroupements nationalises, ultra réactionnaires ou d'extrême droite avançant plus ou moins masqués, plus efficaces pour manipuler ou conditionner les masses, dévoyer leur combat, briser ou orienter leur mobilisation dans une direction contraire à leurs intérêts, selon une stratégie bien arrêtée dont elles ignoraient les objectifs politiques, afin de lutter contre leurs éléments les plus déterminés ou progressistes ou de leur interdire toute issue politique indépendante conforme à leurs intérêts ou en rupture avec le capitalisme et l'impérialisme dominant.

Ce changement de tactique est en relation avec la crise du capitalisme mondial et la résistance que les masses manifestent, leur refus d'en payer les conséquences dévastatrices sur le plan social notamment. La crise sociale liée à la crise du capitalisme menaçant de se traduire par une crise politique aux conséquences incontrôlables, les représentants du capitalisme dominant, l'impérialisme américain, a préféré prendre les devants en recourant à d'autres moyens pour lutter contre le prolétariat. Et pour que le tableau soit complet, il faut préciser que l'offensive de la classe dominante a été déterminé en premier lieu par la crise du système capitalisme, ce qu'on a appelé la crise économique, la crise systémique, signifiait que les contradictions du capitalisme avaient atteint les limites du supportable au delà de laquelle il risquait de s'effondrer à tout moment, il leur fallait donc agir dans l'urgence en recourant à la force, à des méthodes violentes, aux armes, à la guerre pour s'accorder un nouveau répit, etc. dans ce contexte il fallait plus qu'une poignée de gauchistes manipulables et peu fiables pour monter au front ou orchestrer la mise en scène du second acte des révolutions de couleur ou le "printemps arabe".

Bref, les évènements intervenus depuis quatre ans ont laissé ces intellectuels désabusés, désillusionnés, ils ont permis de mettre en relief qu'ils s'étaient totalement fourvoyés sur le plan politique pour les raisons exposées plus haut. C'est une bonne chose, souhaitons que cela leur soit salutaire et qu'ils en tirent les enseignements qui s'imposent : Sans la confiance dans la capacité des masses à s'organiser et à vaincre le capitalisme, toutes leurs théories ne sont que du vent.

Revenons à notre sujet dont on s'est un peu écarté, mais ces précisions était nécessaire pour y voir plus clair.

L'idéologie était le chaînon manquant entre la théorie qui demeure absconse ou inabordable pour la plupart des travailleurs et même des militants et la pratique.

Au delà des rapports sociaux de production, l'idéologie, c'est le support ou le socle dans la vie quotidienne sur lequel repose le capitalisme, dont il ne se vante pas parce qu'il lui est impossible de le justifier, comment légitimer le vol, les inégalités, les

injustices, les guerres, la multitude de souffrances qu'ils imposent aux exploités, ce dont les masses ignorent et que les représentants du capitalisme s'emploient à maintenir dans l'ignorance.

Il est impossible de légitimer l'exploitation de l'homme par l'homme. De quel droit un homme en exploite un autre ou s'enrichit à ses dépens, sur son dos ? Qu'est-ce qui peut justifier qu'un homme dispose d'un droit qui est refusé à un autre ? De quel droit disposerait-il d'un droit supérieur à un autre qui serait considéré inféreur ? Qui, qu'est-ce qui détermine que les hommes ne seraient pas égaux en droit dans ce domaine ?

On nous rebat les oreilles à longueur de temps avec le principe de l'égalité des droits dans la société, alors qu'à l'origine elle n'existe pas, ce principe est biaisé à la base et c'est justement à cette injustice qu'il faut s'attaquer.

Cette profonde injustice, ce droit exorbitant, maintenu en place en recourant à l'usage de la force, qui profite à une minorité de riches, aux propriétaires des moyens de production doit disparaître, car il est à l'origine de tous les maux de la société ou les souffrances qu'endurent quotidiennement les masses laborieuses, tous ceux qui vivent de leur travail, quand ils en ont un.

La métaphore du 11 septembre 2011 pour comprendre. L'idéologie, c'est comme un puissant explosif qu'on placerait au niveau des piliers qui supportent un immeuble et à chaque étages, pour qu'il s'effondre et soit réduit en poussières.

La comparaison s'arrête là, car si l'idéologie peut effectivement servir à pulvériser le capitalisme c'est seulement dans la tête des travailleurs, tandis que le capitalisme demeure en place, pour en venir à bout il faut faire sauter les piliers de cet immeuble qui incarnent les institutions politiques du capitalisme et le mode de production capitaliste, et non s'attaquer à chaque étage qui pourrait être reconstruit au fur et à mesure que d'autres seraient endommagés ou détruits, et pour réaliser cette démolition complète du capitalisme, c'est seulement la mobilisation révolutionnaire des masses qui y parviendra, aucune autre force dans la société ne réalisera cette tache à leur place, aucune n'en a le pouvoir, encore moins la volonté.

On ne touchera pas aux fondations de cet immeuble qui incarnent le niveau de développement auquel est parvenue la société. Autrement dit, les forces productives avec lesquelles coïncide le niveau atteint par la civilisation humaine seront préservées, en dehors de ce qui lui est néfaste et que le capitalisme a engendré lors de sa décomposition et qui devra être détruit également. Pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas reconstruire la société si ses fondations lui font défaut, sur du vent, il faut être cohérent et sérieux pour mener à bien cette oeuvre grandiose. On ne va pas retourner à l'âge de pierre et refaire tout le chemin parcouru par la civilisation humaine depuis des milliers d'années pour entrevoir un jour peut-être un monde meilleur et plus juste, à moins de reproduire les mêmes erreurs à l'infini, auquel cas elle serait vouée à disparaître tragiquement, ce serait absurde. Non, l'opération doit consister à partir des acquis de la civilisation pour la libérer du carcan qui l'étouffe, menace son existence, l'empêche dorénavant de progresser et de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, d'où la nécessité de liquider le système capitaliste.

Pourquoi porter tant d'intérêt au combat idéologique ? Parce qu'avant de pouvoir s'attaquer en pratique aux piliers de notre immeuble, il faut commencer par en comprendre la composition ainsi que celle de l'explosif qui servira à les faire sauter. Les meilleures intentions du monde ne suffiront pas à en venir à bout ou ne peuvent pas remplacer cette connaissance ou compréhension qui est nécessaire pour se forger une conviction, la conviction qu'il faut liquider le capitalisme et qu'il n'existe pas d'autres alternatives...

S'il demeure exact que les masses ne se soulèveront pas temps que leurs conditions matérielles ne se seront pas profondément dégradées, il n'en demeure pas moins vrai qu'elles ne pourront pas vaincre si elles n'ont pas élevé leur degré de conscience politique ou leur compréhension de la société, ce à quoi le combat idéologique peut contribuer, il ne faut pas non plus lui attribuer des miracles ou lui demander plus qu'il ne peut réaliser, rappelons pour qu'il n'y ait pas de confusion dans la tête des lecteurs ou entre nous, que le combat idéologique se déroule sur le terrain des idées et ne remplace pas le combat politique. Cela dit, le combat idéologique n'a pas seulement pour champ de manoeuvre les discours des représentants de la classe dominante ou leurs larbins, il concerne aussi la manière dont ils les mettent en application qu'il s'emploie à démonter pièce par pièce.

L'intérêt du combat sur le plan idéologique, c'est qu'il met à nu la nature du système capitaliste. On le dépouille des atours avantageux dont il s'était paré pour tromper les travailleurs, du coup il n'apparaît plus que sous des traits hideux, monstrueux, immondes qui ne peuvent inspirer que la haine et le rejet.

Ces réelles intentions sont percées, le voile des illusions qui l'enveloppait se déchire, l'écran de fumée qui servait à maintenir les masses dans l'ignorance se dissipe, c'est seulement ensuite qu'on peut passer au plan politique ou plutôt que le discours politique prend tout son sens, en quelque sorte au préalable on a traité ou évacué les obstacles qui pouvait le rendre inaudible ou inaccessible. On dit souvent qu'on ne peut combattre efficacement un ennemi qu'à condition de l'avoir identifié, là en l'occurence cela signifie qu'on a déterminé sa véritable nature et on peut désormais passer à l'exercice pratique et voir comment on peut envisager de s'y attaquer.

Quand on évoque l'ignorance des masses, on doit se demander comment cela se traduit sur le plan idéologique, car les travailleurs aussi ignorants soient-ils interprètent bien ce qu'ils vivent au quotidien ou la société d'une certaine manière, sur le

plan idéologique, même s'ils n'en ont pas conscience ; ce n'est pas parce qu'on n'a pas conscience de vivre une expérience qu'on n'aura pas d'avis sur celle-ci, reste qu'on ignore pourquoi on est amené à penser d'une manière plutôt qu'une autre ou ce que cela implique en amont. Je ferais remarquer ici que je n'ai porté aucun jugement, il est préférable de le préciser.

Les masses abordent chaque expérience qu'elles sont amenées à vivre non pas sur le plan politique mais idéologique, inconsciemment la plupart du temps, c'est aussi valable pour chacun d'entre nous puisque nous vivons tous des expériences qui ne se situent pas forcément dans le champ de la politique. Si de très nombreux rapports que nous vivons peuvent être ramenés à la politique, il n'en demeure pas moins que généralement les travailleurs ne les aborderons pas sous cet angle-là, ils ignoreront totalement qu'il puisse exister un lien avec la politique ou la structure de la société en régime capitaliste.

Si maintenant vous vous acharnez à vouloir absolument les aborder uniquement sur le terrain politique, vous aboutirez à un dialogue de sourd ou vous passerez pour de furieux dogmatiques, des fanatiques, des enragés, des gens auxquels ils ne ressemblent pas et qui ne leur inspirent pas confiance, qui leur tiennent de grands discours très bien formatés auxquels ils ne comprennent pas grand chose ou dont ils ne peuvent pas saisir l'objectif, qui les laissera dans l'expectative ou sur leur faim ou qu'ils auront oubliés la minute d'après. Tous les jours les médias les abreuvent de discours politiques et ils en ont marre, ils ne les écoutent même plus ou d'une oreille distraite, et finalement ils s'aperçoivent que rien ne change ou en pire. Cela dit, les travailleurs demeurent toujours aussi facilement manipulables car la propagande de la classe dominante ne connaît pas de repos, elle est à l'oeuvre sur le plan idéologique du matin au soir 365 jours par an, elle ne cesse jamais sur ce plan-là, elle s'immisce partout et elle dispose d'une panoplie de moyens et de techniques impressionnants pour s'infiltrer dans toutes les têtes. On a déjà évoqué cet aspect-là il y a quelques jours.

Chaque traitement de l'information en est imbibé, la publicité, le cinéma, le théâtre, la chanson, la littérature, chaque écrit, chaque parole ou discours, dès qu'un intervenant ouvre la bouche leur idéologie est à l'oeuvre et se déverse dans le cerveau de la population, vient le polluer pour orienter sa façon de penser dans une direction donnée ou obtenir un objectif inavouable à son insue. Le décrypter, démonter les mécanismes ou les techniques qu'ils utilisent pour les conditionner ou les manipuler, faire en sorte qu'ils soutiennent telle ou telle mesure ou tel ou tel projet de loi ou engagement militaire avancé par le gouvernement, pour qu'ils y adhérent, mieux encore, pour qu'ils finissent par se convaincre de leur nécessité ou qu'ils le réclameraient eux-mêmes, comme si cela venait d'eux-mêmes ou devaient correspondre à leurs intérêts, alors qu'en réalité cette politique est tournée contre eux ou d'autres peuples, ce qui revient au même, c'est évidemment valable pour toutes les questions de société que Hollande a soulevé depuis près de deux ans.

Pourquoi les masses devraient-elles douter du capitalisme ou le remettre en cause puisqu'elles ignorent sur quelle base il repose et quelle est sa raison d'être, que tout ce qu'elles subissent en est la traduction ? Ce n'est pas la politique telle que la pratique les partis ouvriers qui permettra de venir à bout de ce doute ou des illusions que les travailleurs peuvent avoir dans le capitalisme, mais bien le combat idéologique qui contribue à le laminer à la base, de détruire la mystification qui l'entoure, qui peut les aider à se forger des certitudes, la conviction que son existence est illégitime et qu'il doit disparaître, la politique prenant le relais pour mener ce combat à son terme. On pourrait peut-être comparer le combat idéologique à l'apprentissage de l'écriture et de la lecture, le combat politique à l'appentissage de la syntaxe, et le parti à la structure dans laquelle les idées s'organisent pour réellement exister ou se traduire dans la réalité, avoir une action pratique sur elle pour la transformer.

Et que font les partis ouvriers pendant ce temps-là ? Ils bricolent dans leur coin, ce qui les intéresse uniquement c'est leur petit statut, régime, revenu, les échanges électorales, le jeu institutionnel, leur rapport aux appareils pourris du PS et du PCF, leurs discours ne comportent aucun élément de nature idéologique qui permettrait aux travailleurs de faire le lien entre ce qu'ils vivent au quotidien ou le traitement que leur inflige la classe dominante avec sa véritable nature ou les rapports qui en sont à l'origine, ils se contentent de contester la politique mise en oeuvre par le gouvernement ou de dénoncer les exigences extravageantes du patronat sans jamais les combattre sur le plan idéologique, laissant finalement à chacun la possibilité de les interpréter à sa manière, au lieu de mettre en lumière que cette politique est impossible à justifier autrement qu'en recourant à la violation du principe élémentaire selon lequel aucun membre, aucune couche, aucune classe de la société ne devrait pouvoir imposer sa volonté aux autres ou les contraindre par un quelconque moyen à subir un traitement contraire à leurs intérêts, et que par conséquent cette politique et les moyens pour l'imposer sont déclarés illégitimes. Le pouvoir que s'octroie le gouvernement et le patronat de nuire aux intérêts de la majorité de la population constitue une violation intolérable du droit à l'égalité entre chaque citoyen.

Pourquoi les partis ouvriers ont-ils été incapables de combattre la formidable opération mise en oeuvre par Hollande et le PS d'instrumentalisation de différentes communautés, minorités ou certains rapports établis dans la société, sinon qu'ils ont abandonné le terrain du combat sur le plan idéologique ? On ne parle même pas de ceux qui y ont adhéré, le Front de gauche, le NPA et LO. Ils ont ainsi laissé le champ libre à la réaction qui s'en est emparé pour figurer au côté de la majorité de la population qui rejetait les mesures prises par le gouvernement, un comble, en prétendant défendre hypocritement des valeurs établies, la réaction (UMP-FN) devait apparaître comme progressiste, alors que ces mesures ou lois ne pourraient réellement avoir un contenu progressiste qu'une fois débarrassé du régime, donc de la réaction qu'incarne également le PS flanqué de ses parasites habituels de gauche et d'extrême gauche.

Pourquoi ne défendent-ils plus les idées du socialisme ? Parce qu'il est impossible de défendre le socialisme qui fait sans cesse référence à l'idéologie de la classe dominante dont la forme a pu varier, mais dont le contenu est demeuré

fondamentalement inchangé.

L'idéologie est aussi le fil conducteur qui relie la cause à l'effet, qu'il soit rompu et on ne comprend plus rien ou pas grand chose.

Haut de page

Le 18 février 2014

CAUSERIE

Lundi 21h30 en Inde.

Les 4 nouveaux articles mis en ligne dans la rubrique Articles d'actualité, justifient amplement la nécessité et l'urgence de ne pas négliger le combat sur le plan idéologique. Ces articles seront mis en ligne plus tard au format pdf.

26 articles ont été ajoutés et j'ai apporté une petite modification dans la colonne de gauche, j'ai remplacé le *Programme de transition* par l'*Impérialisme stade suprême du capitalisme*, à lire et relire, à étudier, j'en mettrai des extraits dans cette page dès que possible, y compris et surtout les passages sur l'ultra-impérialisme chers à mes détracteurs.

C'est marrant, c'est une façon de parler, à lire les articles d'actualité dans cette page il semblerait qu'on s'achemine vers quelque chose qui y ressemble, qui ne se présente pas tout à fait de la même manière que l'avait énoncé le renégat Kautsky et qui donne en même temps raison à Lénine. Car avant d'y parvenir si cela devait se réaliser, bien des guerres pourraient encore avoir lieu ou pourquoi pas une nouvelle guerre mondiale, il ne faut évacuer aucune hypothèse a priori, en tout cas le résultat final si le prolétariat ne venait pas enrayer cette machine infernale s'en rapprocherait étonnemment.

On peut prendre les oligarques les plus puissants de la planète pour des demeurés ou des mégalomanes et estimer que leur stratégie de gouvernement mondial est une lubie ou un fantasme, qu'il faut être farfelu ou cinglé pour les prendre au sérieux, j'avoue avoir cette faiblesse, on oublie simplement quand on juge ce scénario irréalisable qu'une seule et unique condition pourrait le faire capoter, non pas que les oligarques des différentes puissances impérialistes ne parviennent pas à s'entendre sur le partage du gâteau et du pouvoir, c'est leur intérêt et ils n'ont pas le choix, mais que le prolétariat international se dote d'une nouvelle direction politique sur la base d'un programme marxiste, socialiste et révolutionnaire, le seul qui puisse être capable d'armer politiquement les masses pour envisager sérieusement de venir à bout d'un ennemi plus puisamment organisé et déterminé que jamais à vaincre, or on en est très loin malheureusement, imaginez un instant la poignée de révolutionnaires plein de bonne volonté qui existaient en Tunisie, en Egypte, en Syrie ou en Ukraine et qui comptaient un jour profiter de la situation pour construire un parti révolutionnaire et influer sur son évolution, ils ont été totalement dépassés par l'ampleur des moyens déployés par l'impérialisme, ils ont été réduits à la clandestinité ou à prendre la route de l'exil pour sauver leur peau quand ils n'ont pas été assassinés ou portés disparus... Dorénavant nous savons que notre ennemi dispose de moyens de surveillance pour suivre à la trace chaque militant, cadre, dirigeant, opposant à son régime, en cas de besoin ou de danger extrême, il peut pratiquement liquider qui il veut quand il veut. Il dispose dans chaque pays d'une armée de lumpenprolétaires prêts à le servir et à lui obéir au doigt et à l'oeil pour lui faire exécuter les plus basses besognes moyennant finance, emploi, avantages en nature.

Tirant les enseignements des révolutions de 1848, puis de la Commune, Marx et Engels en avait conclu que le temps était révolu où la classe ouvrière pourrait prendre le pouvoir en procédant à un coup de force organisé par une poignée de révolutionnaires car la machine d'Etat répressive et militaire s'était considérablement renforcée, imaginez de nos jours ce qu'ils diraient, il faudra que le prolétariat soit puissamment organisé, qu'il dispose d'un organisme centralisé pour espérer vaincre pour faire bref. Trotsky rajoutera plus tard qu'il faudra aussi que les masses aient acquis un niveau de conscience encore plus élevé que par le passé pour envisager la victoire. Bref autant de conditions qui font totalement défaut en février 2014, pas seulement en France, partout dans le monde. Dès lors, oui tout est possible ou presque, y compris ce qui paraissaît totalement impensable ou inimaginable autrefois, c'est ce que notre ennemi est en droit de penser, d'ailleurs la machine à nous broyer avance un peu plus chaque jour, vous êtes au courant des derniers évènements au Venezuela n'est-ce pas ? Ils ont lancé une nouvelle opération de déstabilisation pour chasser Maduro du pouvoir, c'est leur objectif déclaré, comme en Syrie ou en Ukraine, ils agissent à visage découvert, normal, il n'y a rien en face pour leur résister, aucune force organisée, sauf au Venezuela, sinon c'est une affaire inter impérialistes.

Où je voulais en venir, c'est qu'il faudrait peut-être suivre l'évolution du monde au lieu de se cantonner aux vieilles recettes ou conceptions devenues obsolètes, se réveiller enfin avant qu'il ne soit trop tard, car à force de croire qu'il n'est jamais trop tard il arrivera bien un jour où ce sera malheureusement le cas, et comme on est parti on a tout lieu de craindre que c'est ce qui nous pend au nez. Aucun parti semble-t-il n'en a vraiment conscience ou s'en soucie sérieusement, car tous continuent selon le petit train-train habituel, on entend parler de guerre de 4ème génération, eux ils en sont restés à celle de 1870.

On attend, on espère en vain qu'ils s'attaquent au point faible de notre ennemi, ce qui fait sa force aujourd'hui, qu'ils le combattent sur le plan idéologique, qu'ils démontent sa propagande, ce serait lui couper l'herbe sous le pied, car c'est sur ce terrain-là qu'il mène cette guerre pour pouvoir atteindre ses objectifs politiques, s'il perd la guerre sur le plan idéologique il ne pourra pas atteindre ses objectifs politiques, on vient d'en avoir une formidable illustration en Syrie, mais aussi en Tunisie et en Egypte, au Liban, apparemment les masses apprennent plus vite ou tirent plus rapidement des leçons de leurs expériences que nos dirigeants qui demeurent figés dans des postures d'un autre âge ou ils sont déconnectées de la réalité.

Les masses de ces pays-là et ailleurs ont compris qu'on les avait trompées, que sous un faux masque on voulait leur imposer une nouvelle dictature et elles n'en veulent pas, en Egypte elles ne tarderont pas à renvoyer Sissi dans sa caserne. Toute cette propagande qui s'inscrit dans le registre du combat idéologique elles l'ont balayée, et en France on en est encore à participer au jeu institutionnel, à se demander si le PS est vraiment de gauche, s'il ne faudrait pas au contraire éviter toute polémique idéologique, le monde à l'envers quoi, on croit rêver quand on observe cela, c'est suicidaire à l'arrivée, peu importe, on ne change rien, on continue comme si de rien n'était cahin-caha, comme en 14 on va au casse-pipe en faisant preuve d'insouciance, qu'ils nous disent franchement que les dés sont jetés et qu'ils ne croient plus dans le socialisme ce serait plus honnête ou alors qu'ils changent radicalement de stratégie.

On jugera sur pièce uniquement, on est désolé, mais quand on voit à quel point Hollande et le PS sont engagés au coté de la réaction, ils soutiennent tout de même ouvertement des partis nazis en Ukraine, de l'impérialisme américain, le minimum qu'on exige c'est la rupture immédiate et totale avec son appareil et ceux des syndicats liés au PS et à l'UMP, de toute tactique dans sa direction, sa caractérisation précise, le refus de participer aux institutions, la guerre de classe l'exige si on veut la remporter. Si ces exigeances sont jugés déplacées ou exagérées, cela signifie alors que ceux qui le pensent estiment qu'il ne peut exister de politique indépendante du PS, des institutions, du régime, et qu'ils font acte de soumission envers eux, c'est parfaitement leur droit. S'il arrivait qu'un parti remplisse ces conditions et qu'il engage le combat sur le plan idéologique contre la classe dominante, nous le soutiendrions.

On renouvelle régulièrement notre offre de service car on ne désespère pas que nos routes se croisent ou se rejoignent un jour, comme quoi on mène ce combat sans animosité ou rancune particulière ou animé de mauvaises intentions, bien au contraire.

Haut de page

Le 19 février 2014

CAUSERIE

L'actualisation du site ne tient pas compte des infos d'hier qui seront traitées demain ou dans deux jours.

Un travail très ingrat, j'ai formaté cette page en écoutant Buckethead (Soothsayer), Joe Cocker (A little help from my friends - Woodstock 1969), Procol Harum (A whiter shade of pale), Randy Rhoads (Solos), Steve Lukather (Los Lobotomys - Never walk alone). S'il y a des erreurs, ce sera de leur faute !

Dans cette page je vous propose une définition du sionisme, la plus achevée que j'ai produite, j'en suis satisfait, c'est rare, en quelques lignes, très simplement son mécanisme est entièrement démonté. Au passage, ne serait-ce pas la meilleur méthode pour lutter sur le plan idéologique contre l'extrême droite, le gouvernement, le PS et le régime, contre le racisme ?

Quand on a compris comment ça fonctionne, leur idéologie, leur propagande, leur manipulation ne peuvent plus avoir d'emprise sur vous, non ? Que faut-il penser des partis qui refusent de mener le combat sur ce plan-là, pour qui roulent-ils en réalité ? Cette question est parfaitement légitime.

Le prosélytisme islamiste permanent

Page d'accueil du portail de la radio francophone iranienne (french.irib.ir) actualisée quotidiennement :

- Canada : Un collège privé réprimandé pour avoir interdit le voile à une de ses élèves
- Danemark : Interdiction de l'abattage rituel
- Une responsable israélienne assimile l'appel à la prière aux cris de porcs
- Un Gallois se repent d'avoir cloué un Coran et d'avoir tagué des inscriptions islamophobes
- Le recteur de la mosquée d'Evry fait chevalier de la Légion d'honneur par Manuel Valls
- Immersion dans une mosquée : 60 étudiants en journalisme invités par l'UAM-93

Instrumentalisation des homosexuels

Aux décomposés de l'extrême gauche (NPA en tête) qui soutiennent la campagne internationale en faveur des homosexuels lancée depuis Washington et relayé en France par le PS, Obama et Hollande s'accommodent très bien du sort qui est réservé aux homosexuels en Arabie saoudite où c'est un crime sanctionné par la flagellation et la mort. Normal cette pétromarchie est leur allié au Moyen et au Proche-Orient et le premier client de la France en terme d'achat d'armement. L'Arabie saoudite est le relais de la politique de l'Etat génocidaire israélien qui martyrise les Palestiniens et pratique l'apartheid, à ce titre qualifié de sionisme arabe, Palestiniens dont le NPA prétend défendre la cause.

Question : Comment se fait-il que cette manipulation d'une minorité, les homosexuels, leur échappe ou que ce parti s'en fasse le complice ? Hollande qui se fout comme d'une guigne des droits sociaux des travailleurs comme des droits des peuples à l'autodétermination ou de ceux des Palestiniens, comment pourrait-il être animé de bonnes intentions envers une minorité ?

Cette campagne poursuit un objectif précis en s'inscrivant dans un processus contraire aux intérêts des homosexuels. En réalité, dans le rôle de provocateur Hollande s'en sert pour déclencher une réaction de désapprobation de la majorité de la population qualifiée de rétrograde, conservatrice ou réactionnaire, de droite, homophobe et pour ainsi dire fasciste suite à des violences ou des agressions perpétrées sur des homosexuels par des désoeuvrés ou des éléments d'extrême droite, l'amalgame est tout trouvé, afin de créer un facteur de tension supplémentaire au sein de la société pour mieux culpabiliser la population, la diviser selon des critères étrangers à la lutte des classes et la maintenir dans un état de soumission ou de prostration favorable à l'application de sa politique antisociale et impérialiste.

Et l'opposition à cette campagne du parti officiel de l'ordre et d'extrême droite présente l'avantage de les placer au côté de la majorité de la population dont l'état d'esprit a été forgé par des siècles d'homophobie de la part de la classe dominante, il est bon de le rappeler et d'imputer cette discrimination à ceux qui en sont réellement responsables, parti officiel de l'ordre et de l'extrême droite qui représentent les intérêts de la même classe que le PS, du coup le PS ne pouvant obtenir directement l'approbation des masses à sa politique antisociale qu'elles rejettent peut compter sur l'UMP et le FN qui y sont favorables au delà de leurs discours ou gesticulations pour neutraliser leur mécontentement ou empêcher qu'elles se mobilisent sur leurs revendications, l'UMP ou le FN n'ont jamais appelé les travailleurs à se mobiliser pour les retraites, la Sécu ou contre les licenciements, maintenant que par ailleurs ils les manipulent (bonnets rouges) en faveur du patronat en leur faisant miroiter qu'ils défendent leurs emplois est une autre affaire.

On pourrait faire un parallèle avec l'Ukraine. Quand la réaction se sert des masses ou les manipule, c'est toujours pour atteindre un objectif qui correspond à leurs intérêts, jamais en faveur des travailleurs. Les homosexuels qui vivaient tranquillement leur sexualité et pouvaient se pacser n'ont jamais demandé à ce que les projecteurs soient braqués sur eux. Ils servent de cible à une provocation montée de toutes pièces dont ils seront les victimes. Mais finalement ce sont les masses et leurs droits sociaux et politiques qui sont visés, car en effet, là on aborde le non-dit mais qui en toile de fond sert à justifier les mesures prises par le gouvernement : comment pourraient-elles être apte à diriger le pays? De quel droit pourraient-elles contester la politique menée par le gouvernement? Quelle légitimité pourraient-elles avoir en demeurant si archaïques, si divisées, déchérées ? Ne faut-il pas à un moment donné que le chef de l'Etat et son gouvernement prennent leurs responsabilités dans l'intérêt général, qu'ils passent outre les divisions qui existent au sein de la population ?

C'est là qu'on s'aperçoit que la méthode adoptée par Hollande n'est pas étrangère à son absence de légitimité dans le pays, le chef de l'Etat, son gouvernement et son parti sont minoritaires, ils n'ont pas les moyens d'imposer leur politique réactionnaire autrement qu'en recourant à des expédients ou des coups tordus qui sont du domaine de la guerre idéologique. Car s'attaquer à la conception ou à l'idée que peut avoir la population de certains rapports qu'elle entretient avec des minorités ne contribuera pas à clarifier les rapports qui existent entre les classes, bien au contraire l'objectif est de les embrouiller un peu plus, condition ou substitue à l'absence de légitimité ou soutien évoqué plus haut qui doit servir à appliquer leur politique.

Hier on évoquait le lien qui existait entre idéologie et politique, on en a ici la démonstration, d'où la nécessité de mener impérativement le combat sur ces deux fronts en plus du front social.

Réflexion sur le combat idéologique (suite).

Un complément à la causerie d'hier consacrée au combat idéologique en attendant de poursuivre un autre jour. Dans ce portail nous consacrons une large place à ce combat du fait notamment de la situation personnelle de son auteur.

Ce qui suit est quelques commentaires ou extraits de commentaires trouvés à la suite d'un article du portail de droite Atlantico.fr. qui montrent que je ne suis pas le seul à m'intéresser à cette question.

1- "*Le monde actuel est plus complexe parce qu'il est plus diversifié, formés d'éléments en interrelation voire interdépendance. Les gouvernants ayant pris l'habitude de répondre aux problèmes avec de l'idéologie sont devenus paresseux et moins cultivés.*"

Vous avez oublié hypocrite, servil et lâche.

2- "*Ceux qui sont aux manettes, en France , sont incompétents par incapacité à appréhender les situations dans leur ensemble, d'où les divagations actuelles, mais ils sont aussi empêtrés par une idéologie qui les aveugle. Ils s'appuient sur une armée de technocrates et d'experts, nommés par eux d'ailleurs, qui leurs remettent des rapports parcellaires dont ils sont incapables de coordonner l'ensemble des résultats et d'en tirer la substantifique moelle. Alors l'idéologie remplace la compétence.*"

Vous êtes aveuglé par votre anticommunisme primaire, les rapports réalisés par cette "armée de technocrates et d'experts" sont guidés par des intérêts idéologiques, les mêmes que les vôtres, mais l'idéologie ne peut pas tout faire ou réaliser tous vos désirs, voyez-vous les choses sont un peu plus compliquées dans la réalité, ils doivent composer avec l'existence des classes ou la lutte des classes, ménager leurs rapports afin d'éviter de tendre trop la corde et qu'elle casse...

3- "*Le monde financier ayant pris le pouvoir sur les politiques et imposant ses doctrines à ces derniers*."

C'est plutôt à nous qu'il les impose, les "*politiques*", eux, étaient déjà acquis à leur cause, elles ont évolué en fonction de l'emprise croissante du capitalisme financier sur le capitalisme industriel, les "politiques" s'y sont adaptés, non sans quelques frictions, mais ils ont tous fini par céder, c'est dans leur nature, ils ne peuvent pas représenter les intérêts d'une autre classe...

4- "*Le France se noie dans les idéologies inefficaces...*"

Seule l'idéologie néolibérale a votre faveur peut-être, mais elle ne peut pas s'imposer dans tous les domaines du jour au lendemain et vous donner satisfaction, vous n'êtes pas tout seul au monde, la France non plus...

Gérald Bronner (sociologue) : Internet est un "***incubateur de mythologies contemporaines***" - L'Express.fr

L'Express rivalise avec Le Point pour donner la parole à l'élite intellectuelle acquise au néolibéralisme, mais qui avance parfois masquée.

- Internet est ce que j'appelle un "*incubateur de mythologies contemporaines*", parce que de n'importe quel petit objet il fait naître, en quelques heures, une théorie du complot. (Voilà l'objet du délit identifié. On en saura davantage plus loin - ndlr)

Le jour même des attentats de Boston, on en a recensé quatre différentes ! Auparavant, les théories du complot portaient sur de grands événements historiques, l'assassinat de Kennedy, les premiers pas sur la Lune, Pearl Harbor... (S'agissant de Kennedy et de Pear Harbor, c'est prouvé, mais il ne nie, on peut ajouter le 11/9 qu'il n'a pas osé citer. L'histoire officielle correspond à la réalité, elle n'a pas été manipulée, qu'on se le dise - ndlr) Aujourd'hui, n'importe quel micro -événement peut donner lieu à une théorie du complot, et ajouter une pièce de plus au gigantesque millefeuille conspirationniste. (Ceci est la conséquence de cela. - ndlr)

Les journalistes ne sont pas aux ordres des intérêts économiques ou politiques, c'est la même chose pour le marché général de l'information. (Les médias aux ordres est une vue de l'esprit, ben voyons ! Là il vient de perdre toute crédibilité ou de se vendre. - ndlr)

... c'est une autre forme de populisme que d'avancer des risques sismologiques ou de contamination des nappes phréatiques sans réalité scientifique à propos des gaz de schiste. (En effet, on ne compte plus les témoignages qui le confirment, on est là dans le déni, une forme de populisme, normal dans ce domaine, vous apprendrez pourquoi à la suite de cet article. - ndlr)

J'essaie de penser les choses de façon méthodique, et c'est une position minoritaire dans l'espace des sciences sociales, globalement gouverné par une pensée dite critique, qui conçoit le système social comme un système de domination de certains groupes sur d'autres - ce qui peut être vrai, mais est souvent présenté de manière trop unilatérale pour être crédible. (Pas "*peut être*" mais toujours non pas dans un système de domination de certains groupes sur d'autres", mais d'une classe sur une autre, on atteint là les limites de la sociologie qui ne remonte pas ou ne reconnaît qu'à l'origine des différents rapports qui existent dans la société se trouve sa division en classe aux intérêts antinomiques et irréductibles. - ndlr)

La sociologie a une vocation scientifique, mais elle s'égare parfois dans l'idéologie. Le problème, avec les idéologues, c'est que vous êtes avec eux ou contre eux. (Que voulez-vous, il faut bien choisir sa classe ou la cause qu'on défend ou représente, consciemment ou inconsciemment. - ndlr)

Commentaire d'internaute.

- "*Il n'aurait pas été inutile de rappeler que Gérald Bronner est membre de l'AFIS (un lobby pro-OGM selon un ancien membre de son Comité scientifique http://www.combat-monsanto.org/spip.php?article114) et du conseil scientifique d'Areva. http://www.annuaire-secu.com/pdf/Formadi-seminaire-BiaisCogn.pdf Il qualifie de croyants ceux qui ne partagent pas ses certitudes. L'universitaire Fabrice Flipo a répondu à son livre dans cet article publié sur Slate.fr : http://www.slate.fr/tribune/82509/democratie-credules-arrogance-clercs*"

On comprend mieux dès lors son orientation idéologique...

- "" *La sociologie a une vocation scientifique, mais elle s'égare parfois dans l'idéologie."....parfaitement d'accord avec cette remarque. Deux exemples: les "études" des époux et sociologues Pinson sur les riches et leur dernier (2011) ouvrage à succès "Le président de riches" (Sarkozy) qui considérait (jugeait) la politique de Sarkozy non seulement sans aucune objectivité mais sans connaître les bases du fonctionnement de l'économie. L'autre exemple ce sont les réactions virulentes de confrères sociologues au livre de Hugues Lagrange "le déni des cultures" (2010) qui expliquait de manière très documentée, que les problèmes d'intégration de certaines catégories de jeunes d'origine immigrés étaient liés à la culture de leurs parents. Pas du tout politiquement correct pour nombre de ses confrères qui considèrent que tout est de la faute de la société d'accueil.*"

Critiquer la politique de Sarkozy d'accord, mais à condition de l'épargner...

Quant à la seconde remarque elle n'est pas objective, pourquoi malgré leur culture leurs parents sont parvenus à s'intégrer dans la société sinon qu'elle n'est pas le problème mais la manipulation qui en est faite à l'heure où il y a plus de 5 millions de chômeurs dans ce pays, il ne serait pas plutôt là le problème qui fait obstacle à leur intégration ?

Parole d'internaute

1- "*Un internaute se plaint de la " sous représentation du FN ", mais à quelle fin faudrait-il remédier à cette anomalie et comment cela pourrait-il se traduire pratiquement au niveau de la gouvernance du pays ? Réponse :*

Nous sommes face à un défi : Celui du modèle chinois.
Très imparfait, mais qui fonctionne bien mieux.
Et aussi celui du modèle russe.
Deux modèles autoritaires - Le chinois ne se prétendant pas démocratique.
Pour simplifier, en Chine on ne demande pas l'avis des Chinois, alors qu'en France "démocratique" on fait un référendum et on ne tient pas compte du résultat.
Bof !
Il va falloir se dépêcher de réformer notre modèle.
Sinon : Ce sera le modèle Chinois, qui, lui, fonctionne."

Mais "le modèle Chinois" ne serait-il pas l'accomplissement du programme du FN ou compatible avec lui : pas de syndicats ouvriers indépendants, pas de partis ouvriers, répression de toute?

2- "*Les solutions ont de quoi faire peur : plus de communautarisme, plus d'auto-régulation par des groupements de citoyens, des services publics organisés comme un marché où les usagers seront solvables par des versements forfaitaires provenant des administrations etc... c'est le basculement dans une toute autre société.*"

Un autre monde vous voulez dire, le nouvel ordre mondial, cela ne vous dit rien ? Obervez ce qui se passe dans le "*nouveau monde*", de l'autre côté de l'Atlantique et vous aurez une petite idée de ce qui vous attends en France.

ACTUALITE EN TITRES

C'est leur monde.

- Hollande promet visibilité et simplicité aux patrons étrangers - Reuters

- Ayrault reçoit à dîner les patrons de grandes entreprises internationales - AFP

Jean-Marc Ayrault a reçu dimanche soir à Matignon les patrons de 26 entreprises internationales, à la veille de la tenue à l'Elysée d'un "*Conseil de l'attractivité*", a constaté une journaliste de l'AFP.

Les responsables de Siemens, Volvo, General Electric, Nestlé mais aussi des patrons de fonds du Koweït ou du Qatar ou d'entreprises de pays émergents se sont rendus à Matignon pour un dîner avec le Premier ministre.

L'objectif est de "*leur expliquer tout ce que nous faisons sur la compétitivité, sur la simplification, sur l'amélioration de l'environnement réglementaire et fiscal*", avait-il dit.

Selon M. Moscovici, le message de François Hollande, qui a été celui de sa visite aux Etats-Unis, est de dire que "*la France est un pays dans lequel on peut avoir confiance*". AFP 16.02

- En complément

Invitée à réagir sur l'enquête du Monde révélant que la « transition énergétique » pourrait amener la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, l'ancienne ministre de l'écologie déclare qu'Henri Proglio est devenu le « *ministre fantôme* » de l'énergie.

Affirmant que la solution envisagée par l'exécutif n'était pas du tout à l'ordre du jour lorsqu'elle était en fonction, Batho fustige le rôle officieux du PDG d'EDF et estime que son influence auprès de l'Elysée concurrence directement celle de Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. lemonde.fr 16.02

- Le Sénat adopte la TVA à 2,1% pour la presse en ligne - L'Expansion.com

- Le Sénat rejette l'interdiction du maïs OGM - LeMonde.fr

Les banquiers en prison, non, des lampistes.

- Affaire du Libor: trois ex-employés de Barclays inculpés - AFP

La réalité à laquelle on ne peut pas échapper

- La dette publique espagnole représentait 94% du PIB fin 2013 - Reuters 17.02

- Comment l'excédent commercial de la zone euro cache en réalité la débâcle de la demande intérieure européenne - Atlantico.fr

En 2013, les importations ont chuté de 3,30% selon Eurostat. Ainsi, l'amélioration de la balance commerciale n'est pas due à un meilleur résultat sur le plan des exportations, mais à la faiblesse des importations. Atlantico.fr 16.02

- Shinzo Abe décidé à baisser l'impôt sur les sociétés au Japon - Reuters

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe reste déterminé à réduire le taux d'imposition des sociétés afin d'accroître la compétitivité des entreprises nippones et de rendre le pays plus attractif pour les investissements étrangers, a déclaré le secrétaire général du gouvernement, Yoshihide Suga.

"*Nous prendrons en compte les conséquences d'une baisse de l'impôt sur les sociétés sur les finances publiques, mais le Premier ministre a toujours dit qu'une réduction était nécessaire. Nous le ferons proprement*." a dit Yoshihide Suga. Reuters 16.02

Stratégie du chaos et Ancien régime

- Ecotaxe: manifestation des Bonnets rouges, 4 blessés, 3 interpellations - AFP

- Rythmes scolaires: Le mouvement des «*gilets jaunes*» veut faire mouche - 20minutes.fr

- Charte des langues régionales : l'alsacien prend les devants - Liberation.fr

- Ukraine. L'opposition lance un "*ultimatum*" au pouvoir - Le Nouvel Observateur

- Angela Merkel reçoit deux leaders de l'opposition ukrainienne - Reuters

- Le Venezuela expulse trois agents consulaires américains - LeMonde.fr

- Plus de cent personnes massacrées dans le nord-est du Nigeria - 20minutes.fr

- Homosexualité : Obama prévient l'Ouganda contre un « *pas en arrière* » - LeMonde.fr

- Egypte: quatre morts dans un attentat visant un bus de touristes sud-coréens - AFP

- Tunisie : quatre personnes, dont deux gendarmes, tuées par un groupe armé - LePoint.fr

- Beyrouth vit de nouveau dans la peur des attentats - LeFigaro.fr

- Les blogueurs chinois appellent les États-Unis au secours pour les libertés sur Internet - LeFigaro.fr

- Syrie: Quels espoirs après l'échec de Genève II? - 20minutes.fr

- L'opposant russe Oudaltsov dénonce une affaire «cousue de fil blanc» à la veille de son procès - Liberation.fr

- Soudan du Sud: à Bor, ville fantôme, l'insoutenable ramassage des corps - AFP

- En Thaïlande, des milliers de manifestants tentent toujours de bloquer la capitale - LeMonde.fr

Leur combat idéologique tout azimut

Voilà ce qui arrive à fréquenter les mosquées monsieur Goasguen !

- Claude Goasguen poursuivi après ses propos sur les jeunes musulmans français - 20minutes.fr

Un populiste piégé par un provocateur sioniste.

- Nicolas Dupont-Aignan à un journaliste: "*Vous êtes une merde intégrale*" - L'Express.fr

J'ai lu l'argumentation de Nicolas Dupont-Aignan qui figurait dans cet article, elle ne correspond pas à la réalité, il ment par omission, il est vrai qu'il a viré le 5 octobre 2013 une certaine Marion Sigaut qui faisait partie de l'équipe dirigeante de Debout la République et qui était en relation avec Alain Soral et son organisation d'extrême droite Egalité et Réconciliation.

Mais ce dont il ne fait pas mention, c'est que cette relation durait depuis au moins le mois d'octobre 2011, quand elle écrivait déjà des articles pour le portail de Soral, ce qu'il ne pouvait pas ignorer. Ce qui signifie qu'il a toléré cette double appartenance à son parti et à cette organisation d'extrême droite durant toute cette période, et sans la polémique engagée par le provocateur sioniste professionnel Frédéric Haziza il y a tout lieu de penser qu'elle perdurerait aujourd'hui.

Cela dit, son contradicteur fait partie des pires ordures qui officient aujourd'hui dans les médias privés ou public. Maintenant monsieur Nicolas Dupont-Aignan peut déclarer que la réapparition "*d'une peste brune (...) dans notre classe politique*" est "*ridicule*", il n'a pas totalement tort, elle est seulement plus visible et est fortement encouragé par Hollande-Valls à faire preuve de davantage d'audace pour montrer qu'elle existe toujours, il n'en demeure pas moins que ses liens avec des personnages de l'extrême droite ou son discours consistant à dédiaboliser Marine Le Pen sont bien une réalité.

Le sionisme : Comment ça marche?

Le journaliste politique Frédéric Haziza s'interroge sur un lien entre le président de Debout la République et l'essayiste d'extrême droite Alain Soral. Nicolas Dupont-Aignan s'indigne.

On remarquera que le procédé utilisé par ce pseudo journaliste est le même qui a conduit un certain Dieudonné et sans doute d'autres personnes à rejoindre l'extrême droite.

Pour justifier sa politique et obtenir un consensus national (et international) et le soutien des médias Bush avait besoin d'un événement choc à la hauteur de l'entreprise guerrière qu'il se destinait à mener et qu'il attribuerait à un ennemi des Etats-Unis, de la paix et de la démocratie pour reprendre son discours.

On est ici en présence de la même logique, le même mécanisme est mis en oeuvre.

Les sionistes ont besoin d'un ennemi à la hauteur de leurs intentions politiques, qui demeurent inavouables car détestables pour se poser en victime, après avoir décrété arbitrairement qu'ils repésentaient tous les juifs, donc sans leur consentement, ennemi qui ne peut être que l'extrême droite ou les fachos ou encore toute personne qui à titre individuel estimerait que l'existence d'Israël est illégitime. A ce titre il n'est pas exagéré de parler de dangereux psychopathes, de fanatiques hystériques menant une chasse aux sorcières permanente dans toute la société et pas seulement dans les partis politiques ou les médias.

Adeptes de la falsification et du mensonge éhonté, de la délation et de la calomnie, du harcèlement, de l'intimidation, de la menace, de l'infiltration, de la provocation et de la violence physique, etc. méthodes qu'ils partagent avec les fascistes, leur but pouvant être d'éliminer un antisioniste d'un secteur d'activité déterminé afin que seul leur idéologie nauséabonde y soit présente. C'est le cas des journalistes d'une radio ou d'une chaîne de télévision qui sont des cibles de premier choix, d'obtenir la censure d'un écrivain ou d'un intellectuel, d'un chercheur ou d'un scientifique, d'un comédien ou d'un artiste ou toute autre personnalité qui dénoncerait la politique d'apartheid d'Israël, pire, qui appellerait à son boycott.

Mais leur objectif principal est au préalable d'apparaître en victimes, de faire croire à la population qu'ils sont victimes d'une injustice ignoble pour obtenir son soutien (soutien à Israël en réalité), d'une persécution qui n'aurait jamais cessé depuis l'holocauste dont ils entretiennent généreusement la mémoire ou qu'ils réactivent régulièrement et bruyamment en l'instrumentalisant de manière à provoquer une réaction violente de l'extrême droite ou des fachos, effet garanti à tous les coups, ce qui leur permet d'embrayer ensuite sur la menace du fascisme et de l'antisémitisme qui existeraient toujours, ce dont les différentes manifestations verbales ou autres de l'extrême droite ou des fachos viennent corroborer...

A l'arrivée qu'est-ce qu'on constate ?

C'est que le sionisme ne peut se justifier qu'à travers l'existence de l'extrême droite dont finalement il est inséparable, qu'il alimente, dont il nourrit sa rhétorique nauséabonde, il ne peut pas s'en passer, d'où par exemple le soutien aujourd'hui des sionistes aux partis nazis et néo nazis farouchement antisémites en Ukraine.

En Ukraine, ce n'est pour défendre Israël que les sionistes s'engagent au côté des nazis, mais pour défendre la politique définie par l'oligarchie financière américaine qui a décidé d'intégrer ce pays dans l'Union européenne et de l'obliger à rompre avec la Russie.

On a là la véritable nature du sionisme, qui n'est rien d'autre qu'une des branches de l'idéologie néolibérale. Le sionisme est au service de l'oligarchie financière américaine ou occidentale qui entend étendre son contrôle, imposer sa domination et son pouvoir politique au reste du monde, en intégrant dans sa stratégie les impérialistes et les Etats qui lui sont encore hostiles de gré ou de force, afin d'établir un nouvel ordre mondial.

Frédéric Haziza, une pourriture de plus, sioniste revendiqué et provocateur notoire, source ojim.fr (L'Observatoire des journalistes et de l'information médiatique) :

- « *Dans ma carrière de journaliste, j'ai toujours défendu Israël, je me suis toujours attaqué aux islamistes (…) On ne peut pas me reprocher d'être anti-israélien, d'être antisioniste ou je ne sais quoi. Je me suis toujours attaqué aux organisations extrémistes palestiniennes ou organisations d'extrême droite françaises* » (dailymotion.com)

- « *A 1h du matin je reçois un coup de file de Bernard Henri Lévy qui me dit : « A votre place je ne le ferais pas »* [invitation de Marine Le Pen à Radio J], *c'est une faute politique* », « *La face cachée du nouveau front* », documentaire de Matthias Hillion et Karim Rissouli diffusé le 18 décembre 2011 sur Canal+.

- « *19 avril 43, il y a 70 ans, la révolte du Ghetto de Varsovie. Ils sont morts pour que nous vivions. Noublions jamais* ». (twitter.com/frhaz)

Il a raison, les sionistes les ont vendus au régime nazi en échange de la Palestine, c'était un deal, l'un ou l'autre et ils ont choisi, cela figurait dans un document fourni par un intellectuel juif et dont j'ai publié un extrait récemment. Pourquoi ne devrait-on pas diffuser cette information puisque les sionistes l'ont revendiqué, non ? Ce qu'en font d'autres personnes est leur problème et non le nôtre, on ne va pas se priver de preuves matérielles qui impliquent les sionistes dans l'holocauste.

Bref, c'est monstrueux mais c'est la stricte vérité, il faut s'y habituer, c'est aussi juste pour montrer jusqu'où ils sont capables d'aller dans la barbarie ou le cynisme, à côté le mensonge ou l'hypocrisie c'est de la rigolade, là il s'agissait de l'extermination de millions d'hommes, femmes et enfants innocents, tout comme les Palestiniens qui ne leur ont jamais demandé de s'installer sur leurs terres et de les en chasser.

C'est vous, c'est moi, ma fille, ma petite-fille et les enfants qu'elle aura (ou non) un jour

- D'où venaient les juifs de France déportés? - Slate.fr

«*La Shoah n'est pas uniquement un chapitre dans les manuels d'histoire*», remarque Le Monde.fr, Serge Klarsfeld, président de la FFDJF précise au site:

«*Elle s'est déroulée là où les gens vivaient, là où ils vivent encore*.» Slate.fr 17.02

Comment vous ne culpabilisez pas, mais c'est de chez vous dont ils parlent ces fachos, où vous vivez, vous ne sentez pas la pourriture qui transpire des murs, de la terre, des arbres qui vous entourent, vous baignez dedans, mais alors c'est nous, oui c'est de vous dont ils parlent, de vos parents, grands-parents, et estimez-vous heureux, vous êtes Français vous n'êtes pas un sale boche, quoique, un peu quand même, sentez-vous.

Bon, je croyais qu'ils voulaient dire en Palestine...

On achève bien... les esclaves :

- « *12 Years a Slave* » décroche le Bafta du meilleur film - lemonde.fr

Le film réalisé par le Britannique Steve McQueen, retraçant l'histoire d'un musicien noir vendu comme esclave aux Etats-Unis, s'est notamment imposé face à « *Gravity* ». lemonde.fr 16.02

On en connaît un autre noir, il est vendu à la finance...

Info ou intox ? Fabrication de preuves.

- Pascal Simbikangwa, simple agent ou tortionnaire au Rwanda ? - Reuters 17.02

"*Directeur de rien*", inutile car "*impotent*", ou homme de l'ombre à la "*réputation redoutable*"... De nouveaux témoins ont jeté leurs éclairages contradictoires lundi sur Pascal Simbikangwa, le premier Rwandais poursuivi pour crimes liés au génocide en France, près de 20 ans après ce drame.

Anatole Nsengiyumva est l'ancien patron du "*bureau G2*", le renseignement militaire où fut brièvement affecté Pascal Simbikangwa, après qu'un accident eut laissé paraplégique le jeune capitaine de la garde présidentielle en 1986.

Versé dans le civil, l'accusé allait rejoindre le Service central de renseignement de la police (SCR), avec rang de "*directeur*", dit-il. Mais pour le lieutenant-colonel Nsengiyumva "*c'était un petit agent*" chargé de la revue de presse, "*il n'était directeur de rien*".

L'officier supérieur, condamné à 15 ans en appel par le tribunal pénal international pour le Rwanda et qui témoigne par visio-conférence depuis Arusha (Tanzanie) où il attend un pays d'accueil, fut pendant le génocide commandant du secteur de Gisenyi (nord-ouest), région d'origine de Pascal Simbikangwa comme un des principaux hiérarques du régime du président hutu Juvénal Habyarimana, dont l'assassinat fut l'événement déclencheur du génocide.

Le capitaine Simbikangwa est notamment accusé d'y avoir organisé des milices et fait livrer des armes, mais son ancien chef, tout en reconnaissant ne pas l'avoir vu "*pendant les événements*", balaie d'une phrase. "*Simbikangwa était impotent, il se déplaçait dans sa chaise roulante, il ne pouvait pas se mettre debout, alors moi je ne vois pas Simbikangwa dans son état aller s'occuper des entraînements alors qu'il y a des gens bien portants*".

Johann Swinnen, ambassadeur de Belgique à Kigali de 1990 à 1994, a une tout autre perception de l'accusé. "*J'étais au courant de sa réputation que je qualifierais de redoutable*".

Un de ses contacts, un ancien chef de la banque centrale, l'avertit le 12 mars 1994 de l'existence d'une liste "*de gens chargés d'organiser la terreur*". En troisième place, le capitaine Simbikangwa. Deux semaines plus tard, un tract anonyme reprend les mêmes noms comme "*l'état-major chargé d'exterminer les Tutsi*".

Augustin Lyamuremye a lui aussi entendu "*la réputation dans la presse de tortionnaire*" du capitaine avant même de prendre la tête du SCR dans le cadre du premier gouvernement multipartis en 1992.

"*Ma première mesure a été de le changer d'affectation*", le passant de la surveillance de la presse à la simple revue de celle-ci, explique ce membre de l'opposition de l'époque, qui fut trois fois ministre dans les gouvernements d'après le génocide, dans le régime mis en place par l'ex-rébellion tutsi. Mais il cherchera en vain à le faire partir du service, car "*le pouvoir avait cadenassé le système de mutation*".

Pour lui, Simbikangwa, pour qui "*le président Habyarimana c'était le bon Dieu*," avait une tâche claire: faire partie d'un système de renseignement parallèle pour la présidence.

Quels éléments, quelles indications, quelles preuves en ce sens, l'interroge pour la défense Me Fabrice Epstein.

"*Je ne saurais vous dire, c'était comme ça, tout le monde savait*".

"*C'est une comédie funeste pour moi. Il arrive ici et il commence à vous mentir. Ce qu'il a raconté c'est honteux,*" répliquera l'accusé un peu plus tard. Reuters 17.02

De quelles preuves disposent-ils ? Réponse: "*tout le monde savait*" ! Peut-on juger un homme sur cette base-là ? En dictature cela ne pose pas de problèmes. Ce sont les responsables politques en place en France à cette époque et le PS qu'il faudrait juger...

Lire aussi la causerie d'hier.

ONG. C'est comme cela qu'on les aime...

- Une ONG grecque aurait détourné 9 millions d'euros d'argent public - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand la démocratie est incompatible avec la survie du capitalisme.

Les sociétés occidentales sont-elles devenues tellement complexes que les gouverner dépasse le seuil de compétence des élus (et des électeurs) ? - Atlantico.fr

Alors pourquoi ne pas s'en passer comme le suggère ouvertement le milliardaire américain Tom Perkins (lire l'article dans cette page) ? C'est bien ce que fait déjà en grande partie la Commission européenne et la BCE, alors pourquoi ne pas pousser l'expérience plus loin ? Et la démocratie ? Mais c'est la démocratie à l'heure où l'oligarchie financière revendique le pouvoir absolue, c'est leur version monarchique.

- Fiat veut transformer sa filiale Fga Capital en banque - Reuters

Je vois un lien entre cette information et le titre précédent, la semaine dernière je ne me suis pas arrêté sur le sujet mais une autre grande entreprise américaine je crois annonçait s'engager dans cette voie. De notre entreprise rachète aussi les actions qu'elles avaient mises sur le marché. Cela a-t-il un rapport avec cette info ? A suivre.

Les multinationales deviennent des banques ou disposent d'une banque dans leur holding, elles peuvent ainsi se doter des mêmes outils qu'une banque classique, dès lors en principe leur avenir est assuré, ce qui ne sera pas le cas de leurs concurrents étrangers qui ne disposeront pas de ce pouvoir et qu'ils pourront éliminer ou absorber plus facilement. Autre avantage, le capitalisme industriel et financier se trouvent encore plus imbriqués au profit de ce dernier puisque c'est celui qui détient les cordons de la bourse qui gouverne. C'est pratique pour se financer mais aussi pour réaliser des transferts de profit de l'un à l'autre. A suivre.

Le Front de gauche tourne à guignol.

Jeu institutionnel, manoeuvres d'appareils et électoralistes, ils ne savent pas faire autre chose.

- Le Parti de gauche exige du PCF qu'il ne passe plus d'alliance avec le PS - AFP

Le Parti de gauche, las des "*contradictions*" stratégiques de son partenaire communiste sur les municipales, a réclamé au PCF qu'il ne passe plus, à l'avenir, d'alliance avec les socialistes et a lancé sans le PCF les grandes lignes de sa campagne pour les européennes.

(Le Parti de gauche est bourré de "*contradictions*", à moins qu'il n'ait de gauche que le nom, après tout il y en a qui s'en sont aperçus à propos du PS... au bout d'un siècle. Et encore, ce n'est pas du tout certain... - ndlr)

Dans une résolution adoptée à 97% dimanche lors d'un conseil national (parlement) du parti de Jean-Luc Mélenchon, le PG a réclamé au PCF "*des signaux clairs*" sur ses stratégies futures, en particulier "*un engagement*" "*à présenter des listes autonomes aux élections cantonales et régionales de 2015*".

(Ils sont déjà passé aux élections de 2015, et en 2015 ils embraieront sur 2017! Le régime peut être rassuré après les "*signaux clairs*" que lui a envoyés Mélenchon, quel charlatan ! - ndlr)

Le Parti de gauche est en bisbille avec son partenaire communiste sur la stratégie à adopter vis-à-vis du PS aux municipales: le PG prône une autonomie radicale par rapport au PS au premier tour, tandis que le PCF a préféré le cas par cas, avec des alliances avec le PS (notamment à Paris ou Marseille), ou des listes "*d'autonomie*" avec le PG.

(Autonomie ne signifie pas indépendance, ouf, le PS est rassuré ! Merci au PG de l'avoir confirmé. En réalité il ne s'est jamais inquiété à propos de Mélenchon, ils le connaissent trop bien, 30 ans de mangeoire au PS : Il est confit ! Confit, confiance, je vous laisse imaginez un jeu de mots. - ndlr)

"*On ne veut pas que cette stratégie à géométrie variable se reproduise à l'avenir*", a affirmé à l'AFP Eric Coquerel, secrétaire national. "*Il y a un problème de contradiction. On ne veut plus qu'à l'avenir on se retrouve dans la situation des municipales.*"

(Pauvre chéri, il s'en fout en réalité ! - ndlr)

Une contradiction qui, pour Jean-Luc Mélenchon, altère les relations de confiance entre les deux principales formations du Front de gauche.

"*Je suis devenu un peu méfiant et moins naïf*" vis-à-vis des communistes, a-t-il déclaré sur BFM-TV/RMC/Le Point dimanche soir. A Paris, "*je ne m'attendais pas que les communistes nous abandonnent pour partir avec les socialistes*", a-t-il confié, ajoutant: "Ils me lâchent dans une série de villes (...) donc je fais ce que je peux".

(On se demandait jusque là si Mélenchon le faisait exprès, s'il était un crétin ou s'il n'était pas plutôt un charlatan, en voulant nous faire croire qu'il aurait été trop "*naïf*" envers le PCF qu'il connaît parfaitement, c'est nous qu'il essaie de prendre pour des abrutis, il confirme donc son statut de mauvais illusionniste, d'histrion du régime. - ndlr)

Dans sa résolution, le PG a aussi fait le constat que "*du fait des contradictions générées par le PCF*", "*ce n'est pas possible pour le moment*" de "*démarrer la campagne européenne avec l'ensemble du Front de gauche sans attendre la fin des municipales*".

Dès lors, et donc sans attendre le PCF, il a appelé "*toutes les forces du FG*" et "*d'autres partis engagés nationalement ou localement avec (lui) sur des listes autonomes aux municipales à s'engager dès maintenant dans la campagne européenne*".

Est-ce la fin du "*Front de gauche*" ? "*Non*", a assuré M. Mélenchon, espérant que les communistes veuillent "*faire des listes "Front de gauche""* aux européennes.

Il n'empêche que le PG se tourne vers d'autres, avec un nouvel appel du pied, dans la résolution adoptée, aux personnalités écologistes comme Eva Joly ou Noël Mamère, ou à la "*gauche du PS*".

(En désespoir de cause, ne pouvant pencher à gauche, il ne reste plus au PG qu'à pencher un peu plus à droite. Y aurait-il là une contradiction ? Non, pourquoi, cela devrait ? - ndlr)

La situation entre le PG et le PCF, difficile ces derniers mois, s'est encore tendue la semaine dernière après la publication de l'affiche de campagne de la candidate PS à Paris, Anne Hidalgo.

Alors que les deux partenaires s'étaient mis d'accord pour que le PCF n'utilise pas le logo "*Front de gauche*" sur les affiches avec le PS "*dans les villes significatives politiquement dont Paris, Nantes, et celles incluant des ministres PS*", l'affiche de Mme Hidalgo arborait le logo Front de gauche.

"*Pierre Laurent aurait pu dire publiquement "on regrette". Or il n'y a eu aucune expression publique*", a regretté M. Coquerel. AFP 16.02

(Quand on se fait manipuler aussi facilement, c'est qu'on le veut bien, non ? - ndlr)

Un troisième saltimbanque tient à en être... pour une "***initiative de rue***".

Mélenchon voudrait-il me faire mentir ? Ne voilà-t-il pas qu'il s'encanaille avec le NPA étiqueté à l'extrême gauche. Quelle audace, n'est-ce pas ? Quel tournant à gauche ! En êtes-vous si sûr ?

Vous avez déjà oublié les prises de position du NPA des derniers mois ou des dernières années ? Son soutien à la guerre néocoloniale contre la Syrie à laquelle Hollande participe ? Son soutien à toutes les réformes dites sociétales mises en oeuvre par le PS qui n'ont pour seul object (idéologique) que ramer pour le compte du néolibéralisme qui en était à l'initiative,

car observant à quel point Hollande fait acte de servilité envers le Crif, l'UE, Obama, comment imaginez un seul instant que le petit monarque aurait pu décider de se lancer dans cette guerre idéologique de son propre chef, réfléchissez un peu, c'est impensable, impossible.

En réalité, PG et NPA rament pour le PS et le régime en place.

- Mélenchon et Besancenot proposent une manifestation nationale le 12-13 avril - AFP 17.02

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du parti de gauche et Olivier Besancenot, figure du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), ont annoncé lundi vouloir organiser une "*marche nationale*" le week-end du 12-13 avril en réponse aux "*manifestations de droite et d'extrême droite des derniers mois*".

(Ouf, on croyait que c'était contre le patronat, le gouvernement ou les institutions de la Ve République ! - ndlr)

Clémentine Autain, autre figure du Front de gauche, avait également proposé le 7 février une "*initiative de rue*" contre l'austérité et les "*forces réactionnaires*".

"*On est sur la même longueur d'ondes pour construire avec d'autres une initiative de rue la plus importante qui soit et répondre à l'air du temps...*", a déclaré Olivier Besancenot.

"*Il y a une situation qui va de mal en pis avec des élites dirigeantes qui ne se rendent pas compte de la violence de ce qu'ils déclenchent dans le pays*", a ajouté Jean-Luc Mélenchon. AFP 17.02

Ah ben alors, voilà qu'ils ne se rendent compte de rien au PS les malheureux! C'est ce que n'est pas de leur faute alors, on va les aider à ouvrir leurs yeux et leurs oreilles et après... après quoi au fait, ah ben rien ! Mais dis-donc c'est complètement con ton histoire. Tu crois ? Non j'en suis sûr. C'est pitoyable, non ? Si tu le penses...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie: le chef d'état-major de l'Armée syrienne libre limogé (communiqué) - AFP 16.02

Le chef d'état-major de l'Armée syrienne libre (ASL), Sélim Idriss, a été limogé dimanche, a annoncé dans un communiqué officiel le Conseil militaire supérieur (CMS) qui chapeaute cette coalition rebelle luttant contre le régime syrien.

"*Le CMS a décidé à l'unanimité dans sa réunion du 16 février de limoger Sélim Idriss de son poste de chef d'état-major et de nommer à sa place le brigadier général Abdel al-Ilah al-Bachir*", a annoncé le colonel Qassem Saadeddine, entouré d'autres membres du CMS, dans une vidéo diffusée sur internet.

Il a invoqué "*la paralysie au sein de l'état major au cours des derniers mois*", la nécessité de le "*restructurer*" et "*les difficultés que rencontre la révolution syrienne*" face au régime du président Bachar al-Assad.

L'ASL est une coalition rebelle formée lors de la militarisation de la révolte en Syrie pour tenter de renverser le régime de Bachar al-Assad.

Elle s'est par la suite affaiblie en raison de divisions en son sein et de l'apparition de jihadistes mais aussi d'autres coalitions rebelles, notamment l'influent Front islamique.

Plusieurs brigades, islamistes et non islamistes, continuent toutefois de se réclamer de l'ASL, qui désigne désormais plus la rébellion qu'une coalition bien structurée. AFP 16.02

1.2- Qui détient la palme du terrorisme en Syrie? Israël répond. - french.irib.ir 16.02

Un centre d'espionnage israélien, Meir Amit dont les espions opèrent largement dans la région le confirme : les ressortissants saoudiens ont commis le plus grand nombre d'attentats -suicides en Syrie ! " *Les kamikazes saoudiens recourent aux mêmes méthodes que celles utilisées par Al Qaida et ses branches en Irak et les deux groupes Al Nosra et Daesh ont commis le plus grand nombre d'opérations suicides dans les villes et localités syriennes. Sur un totale de 50 opérations suicides commis en 2012, 43 sont commises par Al Nosra. Ce dernier revendique 34 autres attentats kamikazes courant 2013 en Syrie. Quant à l'Etat islamique en Irak et au Levant dit Daesh, il a commis depuis sa formation en 2013 9 opérations suicides. Al Nosra et Daesh ont employé 53 kamikazes en 2013 dans le cadre de plusieurs opérations communes. Depuis le début 2014, cinq opérations suicides ont été commises au Liban dont quatre par les membres d'Al Nosra et un seul par Daesh*".

Le rapport très étrangement détaillé poursuit : " *les opérations suicides sont commises de différentes manières. Il se peut que six kamikazes s'approchent dans le même temps de deux cibles placées non loin l'une de l'autre et de se faire sauter ensemble. Il se pourrait aussi que deux suicidaires se font sauter ensemble ou à bord de deux voitures piégées*" selon cette enquête, " *certaines opérations n'ont visé que seuls les civils syriens. Ces opérations ont fait des milliers de morts syriens. Meir Amit a fait aussi l'acquisition des noms de 30 kamikazes sur un total de 53, tous membres de Daesh et du front Al Nosra. 23 des 30 kamikazes impliqués ont été des étrangers contre 7 de nationalité syrienne. Sur ces 23 personnes, 13 ont été de nationalité saoudienne, quatre de nationalité jordanienne, trois de nationalité irakienne. Trois autres kamikazes ont été des ressortissants tunisien, australien et canadien*". Le rapport israélien affirme qu'une majorité de kamikazes est saoudienne mais ceci n'est pas étonnant puisque " *l'Arabie saoudite est le foyer d'Al Qaida, principal soutien à cette organisation en Syrie*". Il est curieux de voir cette agence israélienne avoir des informations aussi détaillées .... Al Qaida est-il le seul agent des saoudiens ? french.irib.ir 16.02

1.3- Syrie : pourparlers secrets Iran/Arabie/USA - french.irib.ir 17.02

Alors que les tambours de la guerre contre la Syrie retentissent à nouveau, une source onusienne prétend que des " *pourparlers se déroulent en ce moment même entre l'Arabie saoudite, l'Iran et les Etats Unis autour de la Syrie* ". " *La défaite des pourparlers de Genève II n'est pas tragique puisque de très importants entretiens sur la Syrie sont menés à Bern en présence entre autre des iraniens , des saoudiens et des américains*". Cette information reprise par Raï al Youm affirme que " *l'important est ce qui se déroule à Bern et non pas ce qui s'est passé à Montreux. Les Iraniens assistent aux côtés des russes, des saoudiens et des représentants de Damas et de l'opposition anti Assad à ces pourparlers au contraire des qataris qui eux, ont été écartés*". Mais sur quoi sont focalisés ces pourparlers? "*Ces pourparlers secrets se concentrent sur la formation d'un conseil militaire pour la gestion de la Syrie, un conseil composé de militaires issus du régime Assad, de l'opposition et des indépendants . Ce conseil aura plein pouvoir pour diriger le pays*". " *Suivant ces pourparlers secrets, Assad restera au pouvoir pour une période déterminée mais de façon symbolique et jusqu'à ce que soit trouvé un successeur sur qui tout le monde soit d'accord* ".

Selon ce responsable onusien qui a requis l'anonymat " *les pourparlers de Bern ont également enregistré des progrès. le responsable refuse de dévoiler des détails supplémentaires sur ces soi disant pourparlers. Le Qatar est totalement marginalisé et c'est l'Arabie saoudite seule qui est en charge de gérer le dossier*". french.irib.ir 17.02

1.4- Guerre : Forces spéciales US/GB en route pour la Syrie? - french.irib.ir 17.02

Selon les sources diplomatiques occidentales, "*les experts de renseignement et de sécurité américains et britanniques se trouvent actuellement en Jordanie pour une mission, celle entre autre de faciliter le déploiement en Syrie des unités de force spéciale américaines et britanniques*" . Ces sources consultées par Al Raï al Youm, ont relevé les propos de Robert Ford , ex-ambassadeurs US en Syrie qui promet un embrasement du front du sud de la capitale Damas ou encore ceux de Wendy Sherman qui évoque un plan B en cas de l'échec de Genève II pour affirmer que la Jordanie va se transformer sur ses régions frontalières en une véritable porte d'entrée des armes euro américaines vers la Syrie. Les experts américains et européens spécialisés en sécurité et en renseignement sont actuellement présents en Jordanie et examinent plusieurs projets dans deux sens : il s'agit d'abord de faciliter l'entrée d'une force spéciale anglo américaine en Syrie et ce sous prétexte de faire face aux terroristes takfiris de l'Etat islamique en Irak et au Levant (Daesh) et d'Al Nosra et les empêcher de s'approcher des frontières avec Israël (ndlr : ce qui est un pur prétexte dans la mesure où c'est Israël lui-même qui arme et forme Daesh et Al Nosra aussi bien en Syrie qu'en Irak).

Suivant ce volet les forces speciales resteront à Daraa et en étroits rapports avec l'ASL. La seconde dimension de ces plans consiste à surveiller l'acheminement d'armes et de munitions aux opposants et à élaborer des plans pour lancer des opérations armées contre le régime Assad et son armée et ses alliés de façon à ce que des armes ne tombent pas entre les mains des extrémistes djihadistes. Le journal fait remarquer ensuite la récente visite du roi jordanien aux Etats Unis où il a réussi à s'assurer une tranche d'aide de 1 milliard de dollars, aide qui est en effet le signe d'une parfaite entente entre Abdellah et Obama sur la Syrie . la Jordanie jouera donc le rôle central dans de nouveaux agissements militaires contre Assad.

La Jordanie serait donc une porte d'acheminement des armements aux rebelles au cas où la Jordanie déciderait de doter les terroristes de missiles anti aériens. En effet dans cette nouvelle configuration, le sud de la capitale Daraa constituera un "*petit état*" ou " *une petite zone sécurisée*" pour les opposants armés d'où ils mèneront une guerre de longue haleine et d'usure contre le régime Assad. Cette zone "*tampon*" ou mini état pourrait s'étendre dans les semaines et mois à venir. Le secrétaire d'état Kerry a d'ailleurs mentionné de " *nouvelles formules*" auxquelles il pensait au sujet de la Syrie depuis qu'Obama le lui avait demandait.

Al Qods al Arabi a d'ailleurs le mot juste pour parler de ce plan de substitution : il est question surtout d'armer à nouveau les rebelles et de les réorganiser sur le front sud où Al Nosra et Daesh ont moins d'emprise. Selon les diplomates américains, la cible c'est Damas et il s'agit d'en prendre le contrôle à l'aide des forces spéciales entrainées par les américains et les français en Jordanie. french.irib.ir 17.02

2- Bahreïn

- Vaste manifestation pour des réformes politiques à Bahreïn - Reuters 15.02

Des dizaines de milliers de Bahreïnis ont participé samedi dans le calme à une manifestation célébrant le troisième anniversaire d'un soulèvement de la majorité chiite du pays, finalement réprimé par la famille régnante sunnite avec l'aide de l'Arabie saoudite.

Ce rassemblement à l'appel du Wefaq, principale formation de l'opposition, est le plus important organisé à Bahreïn depuis le mouvement de contestation de 2011.

Composée d'hommes, de femmes et d'enfants, la foule rassemblée sur l'autoroute de Boudaiya, qui relie la capitale Manama à cette ville du nord du pays, a réclamé des réformes politiques et la libération de prisonniers, ont rapporté des témoins.

"*Nous ne nous arrêterons pas tant que nos revendications n'auront pas été satisfaites*", ont scandé les manifestants. "*Chiites et sunnites, nous aimons tous ce pays.*"

Comme l'Arabie saoudite, le pouvoir à Bahreïn a perçu cette agitation comme un complot ourdi par l'Iran chiite afin d'affaiblir les monarchies sunnites du Golfe. Reuters 15.02

SOCIAL

Grèce

- Grèce: nouvelle réforme du système de santé, sous haute tension - AFP 17.02

Les médecins du principal organisme de santé public de Grèce ont occupé lundi plusieurs centres de soins du pays pour protester contre une réorganisation national, deux ans après une précédente restructuration jugée insuffisante par le gouvernement et les créanciers du pays.

Des dizaines de rassemblements ont été organisés en Grèce continentale et dans les îles par les employés de l'Organisme national de distribution de services de santé (EOPYY) pour s'opposer à la liquidation de cette institution officiellement supprimée lundi.

Problème: la structure qui doit succéder à l'EOPYY, rebaptisée "*Réseau national de soin de premier degré*" (PEDY), ne verra pas le jour avant un mois. Et l'EOPYY avait à peine deux ans d'existence: cet organisme, né en 2012, avait unifié différentes caisses de sécurité sociale, autour de la principale d'entre elles ? Celle des employés salariés ? héritant ainsi d'un parc d'environ 250 centres de soins dans le pays.

Plus de 8.000 médecins et employés de l'EOPYY offraient des soins conventionnés à plusieurs millions d'assurés. La majorité d'entre eux devraient être réintégrés dans le nouvel organisme créé par le gouvernement mais d'autres pourraient également rejoindre les listes de fonctionnaires mis en disponibilité voire licenciés dans le cadre des engagements de la Grèce vis à vis de ses créanciers.

Les médecins opposés à la réforme dénoncent une menace sur leurs emplois et leurs salaires et un nivellement par le bas de la médecine conventionnée. Ils ont observé une grève ininterrompue depuis le mois de novembre, perturbant le fonctionnement des centres de soins. Ils avaient déjà bataillé de longues semaines contre le gouvernement lors de la création de l'EOPYY début 2012.

Initialement créé pour rationaliser une offre de soins souffrant de gaspillage, corruption et mauvaise gouvernance, à l'image de tout l'appareil d'Etat grec, l'EOPPY reste plombé par un déficit se chiffrant en milliards d'euros.

"*Le réseau de soins de premier degré est le grand malade du système de santé grec. Il a atteint ses limites*", a expliqué lundi le ministre adjoint de la Santé, Antonis Bezas. AFP 17.02

ECONOMIE

1- Traité transatlantique de libre-échange UE/Etats-Unis.

- Négociations en vue du futur accord de libre-échange UE/Etats-Unis - AFP 17.02

Le représentant américain au Commerce Michael Froman a reçu lundi son homologue européen Karel De Gucht pour faire le point sur les progrès réalisés lors des trois précédents rounds de négociations en vue du futur accord de libre-échange transatlantique.

Michael Froman s'est brièvement adressé à la presse à Washington avant deux jours de réunions à huis clos avec le commissaire européen au Commerce, le Belge Karel De Gucht, destinées à préparer le quatrième round de discussions transatlantiques qui se tiendront la semaine du 10 mars à Bruxelles. (A huis clos, circulez il n'y a rien à voir, c'est cela la démocratie made in USA... et UE ! - ndlr)

Il a cependant insisté sur la nécessité de "*maintenir le niveau de santé, de sécurité et de protection environnementale que nos régulateurs estiment approprié*". (Ils sont quasiment nul aux Etats-Unis ou c'est la corruption qui prédomine. Peut guère faire pire. - ndlr)

Tout en soulignant lui aussi sa volonté de respecter les réglementations en vigueur en Europe, Karel De Gucht a remarqué que ses rencontres lundi et mardi à Washington représentaient le "lancement" du volet politique de ces importantes négociations commerciales. (Quand on sait que les Américains ne respectent rien ni personne et n'ont pas de parole, il y a de quoi s'inquiéter. - ndlr)

"*Nous faisons des progrès solides. Je dirais même que nous faisons des progrès plus solides que ceux que nous faisons d'habitude dans des négociations commerciales, qui ne sont jamais faciles*", a noté M. De Gucht, se disant optimiste sur la possibilité d'obtenir un accord "qui soit non seulement équilibré, mais aussi ambitieux". (Comme son homologue européen Karel De Gucht est en réalité un homme de paille de l'impérialisme américain, c'est facile, on n'en doute pas ! Quand au reste non plus, dans le langage américain "équilibré" signifie toujours en notre faveur. - ndlr) AFP 17.02

2- Libye

- La Libye s'enlise dans une crise pétrolière sans précédent - AFP 16.02

La Libye est plongée dans une profonde crise économique depuis la fermeture mi-2013 de ses principaux sites pétroliers, privant l'Etat de l'essentiel de ses revenus, trois ans après la révolution qui a renversé le régime de Mouammar Kadhafi.

Le secteur pétrolier contribue à hauteur de 70% du PIB, de 95% des revenus de l'Etat et de 98% de ses exportations.

Selon des estimations du ministère du Pétrole et de la Banque mondiale, la Libye a ainsi subi des pertes estimées à plus de 10 milliards de dollars depuis juillet.

Et le Premier ministre Ali Zeidan a estimé que son pays était désormais "*entré dans une crise économique*", affirmant que "*le gouvernement pourrait avoir des difficultés à payer les salaires*" sur le budget 2014. AFP 16.02

Haut de page

Le 20 février 2014

CAUSERIE

Mercredi 19 à 22h50 en Inde.

29 nouveaux articles ont été mis en ligne.

Pour faciliter l'accès aux articles depuis le 1er janvier 2014 sur l'Ukraine et le Venezuela, deux liens renvoient à ces articles dans

la rubrique Dossiers.

Jeudi 20.

Mon épouse retourne en France le 26, je dois l'aider à préparer son départ.

Boycott. Voter PS ou pour un de ses satellites ou alliés : Quel "***sale boulot***", c'est s'humilier soi-même !

Retour sur la visite du French caniche à Washington.

Libération du 12 février : La France sous Hollande, « *un partenaire remarquable, parfaitement aligné sur leurs positions. Et surtout très discipliné, même quand il est humilié en public. Dans la crise des écoutes de la NSA, Paris a été une des capitales européennes les plus conciliantes. Pas un mot plus haut que l'autre.* ». Sur la crise syrienne et le nucléaire iranien, Obama et Hollande ont également affiché un front commun. « *Paris est non seulement de très bonne composition, mais à cet unique avantage de ne pas répugner à faire le sale boulot : notamment au Mali et en Centrafrique* ».

La réaction sur toute la ligne, le journal de gauche (sic!) de Rothschild se devait de le signaler. Mais pourquoi, c'est un non-sens, stupide ?

Non, pas du tout, c'est pour mieux ancrer dans le cerveau de ses lecteurs que la gauche aussi est aquise à leur cause, cela fait partie de la guerre psychologique qu'ils mènent contre nous. Si tout le monde est de droite, acquis au capitalisme, c'est ce qu'ils veulent faire croire, à quoi bon encore se battre, se mobiliser, s'organiser, c'est démoralisant, c'est que la guerre de classes est inutile ou perdue d'avance.

Donnant-donnant. A qui profite la montée de l'extrême droite ? Outre les sionistes, le PS.

Selon CSA, avec une moyenne nationale de 8% des intentions de vote, cela signifie que le FN sera susceptible de se maintenir et donc d'empêcher une victoire de la droite dans un nombre non négligeable de cas.

Selon une enquête de L'Opinion publiée le 5 janvier, le parti de Marine Le Pen pourrait être en position d'arbitre dans plus de 90 des 240 villes de plus de 30.000 habitants. Reuters 19.02

Il faut peut-être multiplier par 2 ou plus la moyenne attribuée ici au FN compte tenu qu'il ne présente pas des candidats dans toutes les circonscriptions.

Vous avez dit complot ?

- *La presse est-elle devenue folle ?* - legrandso ir.info- 17 février 2014

Extrait.

- Se peut-il que les écoles de journalisme aient suivi le cursus de celles qui forment nos élites politiques ? L'argent manque t-il pour envoyer des équipes sur le terrain ? Nos journalistes sont-ils bridés par leur hiérarchie ? Y a-t-il un manque de passion ou une peur de relayer l'information sur les théâtres d'opérations ? Les multiples dérapages de Mrs Laurent Joffrin, Guillaume Durand, Philippe Tesson, Patrick Cohen pour ne citer qu'eux sont-ils suffisants pour expliquer une telle dérive, un tel nauf rage de la presse en général ? Comment analyser l'ascension progressive d'une Caroline Fourest jusque dans les hautes sphères du P. S ? Bref, y a-t-il un complot ?

Posez la question c'est y répondre, ce qui vous échappe toujours c'est qu'il est bien plus vaste que ce que vous pouvez croire ou imaginer...

Réveillez-vous ! Ce ne sont pas "*nos*" journalistes d'abord, essayez un instant d'être indépendant du régime en place, ensuite, ils sont tous corrompus à des degrés divers par l'idéologie dominante sinon vous ne les verriez jamais sur le devant de la scène ou sur un plateau de télévision, réfléchissez un instant, si je peux me permettre ce conseil.

Ukraine. Les médias relais de la désinformation européiste et états-unienne. Front unique Union Européenne, Etats-Unis, nazis, barbares takfiris.

Nous ne prenons pas le parti du gouvernement ukrainien, nous nous contentons de démonter l'opération de déstabilisation en cours dans ce pays.

Un exemple en titres avec Le Monde du 19 février 2014

- A Kiev, du sang, des cendres et la crainte d'un assaut final.

Les policiers prennent position autour du centre de la capitale, mercredi, encerclant les opposants encore sur place.

Question : Cet assaut serait-il illégitime ?

- A Kiev, les civils tirent sur les civils

Un activiste ukrainien a diffusé cette vidéo, assurant que les tirs venaient de civils – les « titouchkis » payés par le pouvoir

Et voilà, c'est le "*pouvoir*" qui est responsable de ces morts et non les provocateurs nazis et djihadistes...

- Une sortie de crise est-elle encore possible en Ukraine ?

La démission du premier ministre ukrainien, Mykola Azarov, peut-elle calmer les esprits ?

Bien sûr que non, c'est la tête du président que réclame les Américains, CQFD.

- Ukraine : Daniel, jeune père et prêt à prendre les armes

Ce libéral de gauche incarne la contestation ukrainienne, débutée pacifiquement et devenue depuis une lutte en partie violente contre un pouvoir déterminé à ne rien céder.

Et voilà comment par le biais d'une minable manipulation, une tentative de coup d'Etat orchestré avec l'aide de la CIA se transforme en manifestation de gauche.

- A Kiev, de l'autre côté des barricades, chez les terribles Berkout

Reportage au sein de cette unité d'élite du ministère de l'intérieur, accusée d'exactions à l'encontre des manifestants.

Les superlatifs ne manquent aux journaleux du Monde pour dénoncer le gouvernement ukrainien, on se demande quelles expressions ce torchon va pouvoir employer pour qualifier les nazis et les djihadistes de retour de Syrie qui sont en train de mettre le pays à feu et à sang. Ou non, on le sait, ce sont des opposants non violents, des contestataires pacifiques...

Pourquoi ne serait-il pas légitime de prendre les armes pour renverser le régime antidémocratique et corrompu ? En France par exemple.

- Les Européens appelés à imposer des sanctions contre l'Ukraine - Reuters

- L'Allemagne met en garde Kiev, l'UE fait part de son inquiétude - Reuters

- Ukraine : pour la Suède, Ianoukovitch "*a du sang sur les mains*" - LePoint.fr

- www.elysee.fr/.../article/situation-en-ukraine

Le Président de la République condamne avec la plus grande fermeté les violences contre les manifestations pacifiques qui ont lieu à Kiev.

- Ukraine: pour la France, des sanctions individuelles doivent être examinées - AFP

- Ukraine: Guigou recommande la convocation d'un Conseil européen - AFP

E. Guigou, c'est la Commission Trilatérale présidée par Rockeffeler.

En complément.

En Syrie des mercenaires takfiris armés, en Ukraine la droite, nazis et néo nazis également armés qualifiés de "*contestataires*".

- La ville où l'Ukraine veut organiser les JO 2022 est un bastion de la contestation - Slate.fr

- Ukraine: le double langage de Viktor Ianoukovitch explique les violences de la place Maïdan - Slate.fr

Il faut bien que la CIA continue de financer ses opérations secrètes.

-Explosion de la production mondiale d'opium et d'héroïne - Réseau Voltaire 16.02

La culture du pavot a atteint un niveau historique sans précédent, en 2013, supérieur au record des années 2007-08, a indiqué Yuri Fedotov, directeur de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDCP).

375 tonnes provenaient d'Afghanistan, tandis que 50 tonnes provenaient du Myanmar et du Laos. Réseau Voltaire 16.02

ACTUALITE EN TITRES

C'est à croire qu'elle n'existe pas vraiment ou sert une cause inavouable.

Quand ils en sont exclus...

- Les citoyens doivent être au cœur de la démocratie - Liberation.fr

Le sauveur suprême fait toujours recette.

- Délivrez-nous de l'homme providentiel ! - LePoint.fr

Selon un récent baromètre Ipsos-Steria, 84 % de nos compatriotes estiment que le pays a "*besoin d'un vrai chef pour remettre de l'ordre*". L'espèce de l'homme providentiel semblait pourtant en voie d'extinction. C'était sous-estimer le poids des institutions de la Ve République, qui consacrent la prééminence du chef de l'État, personnalisant à l'extrême le pouvoir.

Symptôme d'une immaturité démocratique, ce culte du sauveur traduit également une grande frustration. LePoint.fr 19.02

Lobbying électoral.

- Pacte de responsabilité : Gattaz ne veut plus d'un "*observatoire des contreparties*" - LePoint.fr

- Les restaurateurs s'invitent dans la campagne des municipales - AFP

- Les brasseurs s'engagent à embaucher en échange de la stabilité fiscale - AFP

- Les professionnels de la culture lancent un appel à François Hollande - Le Nouvel Observateur

Les agences de presse relais du lobbying OGM.

- Le gouvernement persiste contre les maïs OGM - Reuters

- Le gouvernement déterminé à bannir les cultures OGM, malgré le revers au Sénat - AFP

Tâche impossible !

- Conseil des ministres Franco-Allemand : Angela Merkel va essayer de sauver le soldat Hollande - Atlantico.fr

- Hollande et Merkel sont-ils vraiment contre la finance folle ? - Le Nouvel Observateur

Il les préfère morts !

- Hommage du Président aux musulmans morts pour le pays - Liberation.fr

Lequel, le leur ou le vôtre ? Non, excusez-moi, vous n'en avez pas, moi non plus, mais pour des raisons opposées aux vôtres...

- Hollande aux musulmans : « *La France n'oubliera jamais le prix du sang versé* » - LeMonde.fr

Le sang de qui, j'ai mal compris, ce titre est incomplet... Il leur fait payer en Syrie, au Mali et en Centrafrique...

Intox

- Belle moisson de «*repentis fiscaux*» à Bercy - Liberation.fr

- Paris et Berlin veulent un accord sur la "*taxe Tobin*" d'ici mai - Reuters

Faisons acte de compassion : Il faut les euthanasier !

- Gattaz veut un moratoire sur les lois qui «*stressent*» les entreprises - Liberation.fr

- Entreprises: les socialistes "*sur la bonne voie*", pour Xavier Niel - AFP

Bonus légal. Etat et oligarques complices d'une sinistre escroquerie.

- Les députés veulent déterrer les milliards dormant dans les banques - Libération.fr

Les milliards d'euros dormant sur des comptes bancaires inactifs ou sur des contrats d'assurance-vie non réclamés sont au coeur d'une proposition de loi, débattue mercredi à l'Assemblée, qui favorise le retour des sommes à leurs propriétaires et protège mieux les intérêts de l'Etat, bénéficiaire en dernier recours. Libération.fr 19.02

Ils ont poussé les gens à souscrire une assurance-vie, on comprend mieux pourquoi. Les compagnies d'assurance peuvent spéculer tranquillement avec ces 4 milliards d'euros, personne ne viendra leur réclamer si elles les perdaient au casino, c'est tout bonus, génial !

Depuis combien de temps disposent-elles de ce butin conquis de haute lutte ?

Secret bancaire, secret commercial, secret défense, secret d'Etat...

- Secret, le réseau social "*scandaleux*" où l'on reste anonyme - L'Expansion.com

Elle ne date pas d'aujourd'hui en effet : plus de 200 milliards d'euros de cadeaux au patronat depuis 1992 !

- "*La baisse des charges est davantage une option pratique qu'une conversion idéologique*" - L'Expansion.com

Vive les riches !

- Ferrari a réalisé un chiffre d'affaires record en 2013 - Reuters

Tiens donc !

- Pour Moody's, le vote suisse sur l'immigration menace l'économie - Reuters

Je sens que nos chers camarades de gauche et d'extrême gauche vont pouvoir faire un front unique avec les agences de notation... Allez-y, ne vous gênez pas pour nous, c'est bon pour l'économie... des nantis !

Résistance.

- Des salariés de l'usine Depalor retiennent trois dirigeants - Liberation.fr

- FagorBrandt: manifestation de salariés au siège, réunion à Bercy - AFP

- Près de 2 000 sages-femmes manifestent à Paris - LeMonde.fr

Stratégie du chaos.

La liste est longue, aucun continent n'est épargné à l'heure qu'il est, ils sont passés partout à l'offensive, et ce n'est qu'un début...

Il y a quelque temps on disait que la bête n'était jamais aussi dangereuse que lorsqu'elle se sentait prise au piège et que pour s'en sortir il lui fallait passer à l'offensive ou périr, un simple instinct de conservation qui les contraint à renouer avec la pire barbarie, la sauvagerie de jadis, quelques milliers d'années en arrière...

- Etats-Unis. Une nuit de prison pour n'avoir pas rapporté une cassette VHS au vidéo-club depuis 2005 - Francetv info

- Russie: un opposant jugé pour préparation de "*troubles massifs*" - AFP

- Deux Pussy Riot interpellées quelques heures à Sotchi - Reuters

- La Turquie promulgue sa loi sur le contrôle d'Internet - LeMonde.fr

- Liban: 4 morts, 103 blessés, dans un attentat visant l'Iran à Beyrouth - AFP

- Irak: de nouvelles violences font au moins 33 morts - AFP

- Le régime syrien utilise de nouvelles armes à sous-munitions - Liberation.fr

- Algérie : Bouteflika dénonce les tentatives de déstabilisation de la présidence et de l'armée - LeMonde.fr

- Centrafrique: tirs nourris et explosions aux abords de l'aéroport de Bangui - AFP

- Soudan du Sud: d'intenses combats font voler le cessez-le-feu en éclats - AFP

- Thaïlande : la justice interdit au gouvernement d'utiliser la force contre les manifestants - Liberation.fr

- Heurts sanglants à Bangkok, la chef du gouvernement inculpée - Reuters

- Exécuté sans préavis: la face encore plus sombre du système pénal en Chine - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

L'oligarchie financière américaine aux commandes.

- La Fed adopte ses nouvelles règles pour les banques étrangères - Reuters

- Etats-Unis: des règles plus strictes pour les banques étrangères - AFP

- Le FMI admet qu'il n'existe pas de seuil critique de la dette publique - lemonde.fr

Explication : les Américains viennent de relever le plafond de leur dette en décrétant qu'il n'existait pas de limite à celle-ci. Quelques jours plus tard le FMI sort une "*étude*" dans laquelle les auteurs s'emploient à démontrer que l'endettement d'un Etat ne serait pas incompatible avec la croissance, justifiant ainsi la politque américaine.

Il y a une question qui n'est pas abordée dans l'article qui relait cette information : Qui sont les débiteurs? Les pays détenteurs de la dette américaine (bons du Trésor) qui ne seront jamais remboursés puisque cette dette ne cesse d'augmenter, précisons que le rendement ou les intérets de cette dette sont proche de zéro. Un autre aspect n'est pas abordé, sur quoi repose la croissante et

à qui elle profite, et pour cause, sur la surexploitation, aux plus riches.

- Dans une nouvelle étude publiée par trois chercheurs du FMI, les auteurs y passent en revue près d'un siècle d'indicateurs économiques provenant de trente-quatre pays.

« *Nous n'avons trouvé aucune preuve d'un seuil particulier d'endettement au-dessus duquel les perspectives de croissance à moyen terme seraient significativement compromises* », attestent-ils. Selon eux, la trajectoire suivie par l'endettement public est aussi déterminante que son niveau absolu.

« *Les pays ayant une dette publique élevée mais en voie de diminution affichent en effet des taux de croissance similaires à ceux de pays beaucoup moins endettés* », commentent-ils. lemonde.fr

Même quand Le Monde semble vous informer, il triche ou vous cache l'essentiel, il détourne votre attention de l'essentiel, et c'est ainsi qu'il oriente dans une direction déterminée l'idée que se font les lecteurs de la situation. Ce moyen malhonnête de présenter la réalité est du registre du combat idéologique de la classe dominante dont Le Monde est le relais.

Il faut préciser un point pour qu'on comprenne bien comment il a procédé ici pour gagner la confiance des lecteurs. En deux étapes.

1- Ils rappellent une précédente info datant de 2010, une étude truquée qui avait donné lieu à polémique et que Le Monde n'avait pas dénoncée à l'époque, personne ne s'en souvient ou ne l'a su, une manipulation grossière qui depuis a été révélée et reconnu par leurs auteurs comme une "erreur", ces gens sont modestes quand cela les concerne, donc puisque l'affaire est connue Le Monde ne prend aucun risque en y faisant référence 4 ans plus tard.

2- Ils se font le relais d'une nouvelle étude toute aussi sérieuse qui bizarrement épargne l'économie américaine à la dérive ou en faillite, grevée par une dette abysalle, qui va dans le sens de l'évolution de la dette des pays occidentaux qui ne poserait pas de problèmes. Au delà du transfert actuel des richesses produites au profit des plus riches et au détriment des plus pauvre et de la classe moyenne, il faut ajouter l'hypothèque à un tel niveau des richesses qui seront produits dans le futur, qui en réalité aura pour corrolaire l'appauvrissement général de la majorité de la population et la surexploitation, puisqu'une part toujours plus grande des richesses produites seront consacrées à payer le service de la dette ou absorbées par les plus riches.

Voilà ce qui ressort des conclusions de cette étude ou plutôt de l'orientation du capitalisme mondial, qui ne doit surtout pas venir à l'esprit des lecteurs, d'où l'introduction qui devait servir à les mettre en confiance pour mieux les berner à l'arrivée et les faire adhérer aux mesures prises par le gouvernement ou les institutions du capital, pourquoi devraient-ils adopter une autre attitude ou s'inquiéter pour leur avenir puisqu'on leur assure que la situation est sous contrôle. En gros faites-nous confiance, pas sûr que cela fonctionne encore très longtemps.

En complément, la manipulation précédente.

En 2010 deux professeurs en économie de Harvard publièrent un article assurant qu'un taux d'endettement public supérieur à 90 % du PIB entraînerait systématiquement une baisse du taux de croissance. La Commission européenne s'en est immédiatement saisie pour imposer et justifier des politiques d'austérité dans l'UE.

Sauf que voillà, une partie des équations des deux économistes était fausse, et personne ne s'en est aperçue, aucun prix Nobel d'économie, aucun économiste réputé mondialement, aucun journaliste économique chevronné ou alors personne n'a voulu les écouter à l'époque. Il aura fallu attendre 2013 et que deux étudiants de l'université Amherst du Massachussetts aient identifié plusieurs erreurs grossières dans les formules de calculs Excel qui avaient été utilisés pour que la manipulation soit éventée, forçant les intéressés à reconnaître publiquement leurs "*erreurs*", cependant tout en maintenant que leur constat était toujours valable puisque ces valeureux professeurs en économie n'avaient pas reçu l'ordre de désavouer les politiques d'austérité mises en place depuis la parution de leur étude truquée disons le mot.

En résumé, quand ils ont besoin de justifier auprès de la population leur politique ou un tournant dans leur politique antisociale qui contribuera à en aggraver les conséquences pour la population, ils sortent au préalable (le plus souvent) une étude ou un rapport dont les conclusions seront en adéquation avec la politique qu'ils préconisent, car reposant sur une interprétation de la situation fabriquée sur mesure pour parvenir à cet objectif et la boucle est bouclée. C'est du domaine de la fabrication de preuves, procédé qu'ils n'utilisent pas seulement en politique, Irak, Libye, Syrie, Ukraine, etc.

Désinformation par omission. Pour le compte des multinationales.

Une ONG de l'Empire, une agence de presse au statut d'officine du régime en France et un média de banquier semblent prendre partie pour les faibles contre les puissants, vous émeuvent à en pleurer... mais ne vous disent pas tout.

- L'Ethiopie exproprie en masse dans le sud du pays - libération.fr 19.02

L'Ethiopie est en train de déloger des centaines de milliers de personnes de la Vallée de l'Omo (sud) pour libérer des terres à des fins de plantations d'Etat de canne à sucre, a accusé mercredi Human Rights Watch (HRW).

Selon l'organisation de défense des droits de l'Homme basée à New York, jusqu'à 500 000 personnes sont concernées par cette entreprise, qui couvre «pratiquement» toute la vallée de l'Omo.

Avec un revenu moyen de moins de deux dollars par jour, l'Ethiopie est encore l'un des pays les plus pauvres de la planète. Mais son économie est aussi l'une de celles qui affichent la plus forte croissance et le pays de la Corne de l'Afrique entend industrialiser son secteur agricole pour donner un coup de fouet à ses exportations et rejoindre le clan des pays à revenu intermédiaire en 2025. libération.fr 19.02

Commentaire d'un internaute.

- "*«rejoindre le clan des pays à revenu intermédiaire en 2025. » Les mots magiques sont lâchés. En réalité,ce sont des tragédies humaines qui se jouent et qui sont le ferment des clandestins de demain.*

D'où viennent les investisseurs, « On cite souvent, au nombre des acquéreurs, le groupe saoudien Saudi Star et la compagnie indienne Karuturi. Le premier permet à l'Arabie saoudite de préserver ses ressources naturelles, en premier lieu l'eau, élément essentiel du « deal ». A la seconde de faire un profitable business. Il ne faudrait pas sous estimer la présence en Ethiopie de l'Europe, des Etats-Unis ou d'Israël, très présents, notamment dans la production d'agrocarburants. » Ils louent ces terres à des prix défiant toute concurrence, puisque pour 300 euros l'hectare en Malaisie, on tombe à 1,5 euro en Ethiopie. Source, les blogs du Diplo.

Pour les habitants dépossédés, la seule option qui leur soit offerte est d'être recrutés comme ouvriers agricoles, ou rejoindre les bidonvilles. L'agriculture vivrière se trouve éradiquée, les importations de matières premières agricoles de base explosent. En tête, le blé suivi du sorgho et de l'huile de palme. Sans trop de surprise, en 2010, l'huile de palme provient pour 83 % de Malaisie, le blé pour 42 % des Etats-Unis, de même que très inattendu les 95 % de sorgho importés. "

L'Etat exproprie les agriculteurs et ensuite il vend leurs terres aux multinationales de l'agro-alimentaire ou leur octroie un bail de 90 ans, ce qui revient au même. Ensuite, n'ayant plus rien pour survivre, ils sont forcés de vendre leur force de travail pour une poignée de cacahuètes, c'est tout bénef.

L'exemple, c'est comme le courage : Il vient d'en bas.

- Edward Snowden élu «*recteur de l'université de Glasgow* » - lemonde.fr 19.02

Edward Snowden, l'ancien consultant de l'Agence américaine de sécurité (NSA) a été élu au poste purement honorifique de recteur de l'université de Glasgow, a annoncé mardi 18 février la faculté écossaise.

« *Nous montrons à Edward Snowden et aux autres lanceurs d'alerte courageux que nous sommes solidaires avec eux, quel que soit l'endroit où ils se trouvent. Dans les semaines qui viennent, nous allons continuer à faire campagne pour que la NSA et le GCHQ cessent leurs atteintes à notre droit fondamental à la vie privée et pour qu'Edward Snowden soit reconnu comme un lanceur d'alerte courageux plutôt qu'un traître* ».

L'université avait précisé, à l'annonce des nominations, que le rôle principal du recteur était de « représenter les intérêts des étudiants » et que « le choix du recteur relevait entièrement des étudiants ». lemonde.fr 19.02

Au grand dam du journal Le Monde...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : Les Etats-Unis étudient l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne - french.irib.ir 18.02

Les Etats-Unis sont en train d'étudier l'instauration d'une zone aérienne en Syrie. Selon Wall Street Journal, le Secrétaire d'Etat américain a évoqué, lors d'une récente réunion avec David Petraeus, divers scénarios dont l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie. « *Déçus des discussions à Genève, les Etats-Unis envisagent de réétudier les options militaires, diplomatiques et de renseignement qu'ils avaient, déjà, abandonnées* », a rapporté Wall Street Journal. « *Il existe un sentiment général qui indique qu'il est temps que nous portions un autre regard sur (des options)* » a déclaré un haut responsable américain, qui a fait état d'un éventuel début d'examen ces options, la semaine prochaine, à la Maison Blanche.

Selon le journal, citant les diplomates européens, les Etats-Unis avaient informé la France et d'autres pays européens de leur récente décision de vouloir étudier de nouvelles options concernant la Syrie. L'une des options consistent, disent les diplomates, à utiliser des missiles à longue porte en vue d'instaurer une zone d'exclusion aérienne et de créer une zone sure pour l'entrainement militaire des rebelles. french.irib.ir 18.02

1.2- Netanyahu rend visite aux blessés takfiris dans un hôpital du Golan - french.irib.ir 18.02

Le premier ministre sioniste a rendu visite aux terroristes takfiris, hospitalisés dans un hôpital israélien au Golan. Selon Haaretz, Netanyahu a annoncé son "*plein soutien*" aux terroristes takfiris en se hasardant à une très étrange déclaration : " *Le jour où le monde commence à dialoguer avec l'Iran à Vienne, le monde doit voir les images de cet hôpital où les " Syriens" sont soignés. Ici c'est l'endroit où sont séparés Israël et l'Iran*".

Effectivement, cette séparation est totale dans la mesure où l'Iran a déclaré la guerre totale au terrorisme au contraire d'Israël qui s'en nourrit. depuis 2011, des centaines de terroristes takfiris qu'Israël entraine et arme, se font soigner en Israël. french.irib.ir 18.02

1.3- Le dernier pays ennemi d'Assad. - french.irib.ir 18.02

A peine 48 heures après qu'il eu entamé sa visite au Pakistan, le prince héritier saoudien a obtenu ce qu'il voulait. Le premier ministre pakistanais vient de changer officiellement de position en défaveur d'Assad et s'aligner sur les positions de Riyad. Il réclame le départ de Bachar Assad ni plus ni moins. Dans un communiqué publié à l'issu d'une rencontre entre Salman Ben Abdel Aziz Al Saoud et Nawaz Sharif les deux hommes appellent à la formation d'un gouvernement de transition de plein pouvoir en Syrie.

Jusqu'ici le Pakistan évitait soigneusement de prendre une position officielle contre Assad sans doute par ménagement pour son voisin iranien. Selon Tribun, journal pakistanais, l'Arabie saoudite, déçue par les Etats Unis cherchent à sortir de l'isolement et à se faire accompagner par les pays de la région. après les satellites du Conseil de Coopération du golfe Persique, Riyad s'est tourné vers le Pakistan et moyennant l'argent il allonge la liste des ennemis d'Assad, de l'Iran et du Hezbollah. Dans le communiqué , les deux parties appellent aussi au "*retrait des forces armées étrangères du sol syrien*", ce qui renvoie évidemment, non pas aux takfiris saoudiens pakistanais .... en guerre en Syrie mais aux combattants du Hezbollah qui défendent le pays contre la plus grande guerre terroriste de toute histoire - french.irib.ir 18.02

SOCIAL

1- France

- Le médicament Motilium serait responsable de 25 à 123 morts subites - 20minutes.fr 19.02

Il faisait déjà partie de la «liste» des médicaments à éviter. On savait qu'il contenait du parabène. Depuis ce mercredi, on soupçonne le médicament Motilium d'être également responsable de la mort de 25 à 123 personnes.

La revue médicale indépendante Prescrire réclame, dans son numéro paru fin janvier, le retrait de ce médicament utilisé contre les nausées et les vomissements. «*La dompéridone (contenue dans le médicament Motilium et ses génériques) est un neuroleptique qui a une "efficacité modeste" contre les nausées-vomissements banals mais " augmente le risque de troubles du rythme cardiaque et de morts subites"*», indique ainsi la revue.

Environ 7% des adultes ont eu au moins une fois une prescription de ce médicament en 2012, soit environ 3 millions de personnes en France, d'après les données de l'Assurance maladie, note ce mercredi la revue.

En rapprochant les données de remboursements de l'Assurance maladie et la fréquence des morts subites en France, Prescrire estime «*que 25 à 120 morts subites sont imputables à la dompéridone en 2012*» en France.

Depuis 2005, plusieurs études épidémiologiques, néerlandaises et canadiennes, ont montré que les morts subites cardiaques

sont environ 1,6 à 3,7 fois plus fréquentes en cas d'exposition à la dompéridone.

Fin 2011, l'Agence française du médicament ANSM et la principale firme concernée ont informé du risque de mort subite les médecins et les pharmaciens. L'ANSM avait par ailleurs mis en garde contre l'usage non autorisé du Motilium pour favoriser l'allaitement.

En mars prochain, l'ANSM doit se prononcer sur la dompéridone, mais Prescrire craint qu'elle «se contente de préconiser» des baisses de doses ou de durée de traitement. 20minutes.fr 19.02

C'est le trust pharmaceutique américain Johnson & Johnson Consumer SA qui fabrique ce médicament qui ne sert à rien, un poisson en plus (de la famille des neuroleptiques responsables de défaillances hépatiques et d'arrêt cardiaque), car en pratique souvent les troubles qui motivent la prise de ce médicament disparaissent spontanément.

J'ai lu le même article reproduit par Le Point, à la suite, sur huit commentaires six s'en prenaient non pas au Motilium, non pas à Johnson & Johnson, mais à la revue Prescrire...

2- Guinée

- Violentes manifestations en Guinée sur fond de colère sociale - lemonde.fr 18.02

Deux personnes ont été tuées et au moins trente-trois légèrement blessées lors d'émeutes mardi 18 février à Conakry, provoquées par des habitants en colère contre l'absence d'électricité dans une partie de la capitale guinéenne et ses environs, ont indiqué source policière et témoins.

Les manifestants sont sortis spontanément dans les rues au terme d'un délai d'une semaine promis par le premier ministre guinéen, Mohamed Saïd Fofana, pour rétablir l'électricité dans les quartiers les plus affectés par les coupures. « *Nous n'avons rien vu et c'est pour lui rappeler sa promesse que nous sommes dans la rue* », a affirmé Abdoul Aziz Soumah, l'un des manifestants.

Lundi soir, le gouverneur de Conakry avait mis en garde « *les fauteurs de troubles contre toute tentative de déstabilisation du pays* », demandant aux forces de l'ordre de « *veiller au grain et d'empêcher par tous les moyens ces manifestations en procédant à l'arrestation et en traduisant devant les tribunaux tous les contrevenants* ».

Les coupures d'eau et d'électricité sont récurrentes dans les grandes villes de Guinée et provoquent régulièrement de violentes émeutes d'habitants excédés. Lors d'une précédente manifestation le 10 février, vingt et une personnes, dont trois policiers, avaient été blessées. lemonde.fr 18.02

Ici en Inde, il ne se passe un jour où il n'y a pas des manifestations et des grèves générales (locales) pour les mêmes revendications.

ECONOMIE

Russie

- Le rouble chute, l'euro dépasse 49 roubles pour la première fois - AFP 19.02

La monnaie russe poursuivait mercredi sa chute à des niveaux jamais vus face à l'euro, qui a dépassé le seuil des 49 roubles pour la première fois, dans un contexte d'inquiétude grandissante dans la population.

La dégringolade du rouble, qui atteint 8% depuis le début de l'année, s'est accentuée mardi soir quand le ministère des Finances a annoncé des achats de devises étrangères pour remplir ses réserves anticrise, et a repris dès le début des échanges mercredi.

La croissance du produit intérieur brut a ralenti à 1,3% en 2013 contre 3,4% en 2012 et 4,3% en 2011, ce qui fait dire aux autorités que le pays traverse une période de stagnation. AFP 19.02

Haut de page

Le 21 février 2014

CAUSERIE

14h10, complètement claqué, je vais faire une sieste.

La causerie du jour.

Il est pile 7h du matin, je viens de déjeûner et j'ouvre la page yahoo.com/france :

- Une femme jugée pour avoir tué son compagnon, empoisonné et coupé en deux - AFP
- Deux soeurs poignardées à mort à Paris, le tueur présumé se défenestre - AFP
- Un homme grièvement blessé par balles à Toulon - 20minutes.fr
- Seine-Saint-Denis: Une femme poignardée à neuf reprises par son compagnon - 20minutes.fr

Mais on se croirait en Inde ! Ici le journal régional en tamoul y consacre deux pages quotidiennement, infos plus macabres les unes que les autres.

Tous les jours aussi dans le portail de la radio francophone iranienne on peut lire des articles annonçant que les Américains vont attaquer la Syrie et son contraire, non, ce ne sera pas pour cette fois, demain peut-être.

On n'en parle pas assez, mais les agences de presse occidentales aussi lancent des infos bidons pour conditionner les masses, dans ce domaine le boulot réalisé par les instituts de sondage est phénoménal, quotidien pour ainsi dire, c'est du niveau matracage, la propagande idéologique de la réaction ou du régime ne connaît pas de répit.

J'ai embrayé sur ce sujet il y a quelques jours, mais en fait le portail y est consacré depuis des années, à ceci près qu'on ne l'a peut-être pas suffisamment encadré ou précisé. Intervenir sur ce plan nécessite que les lecteurs soient familiarisés avec les différents niveaux de lecture qu'on emploie, premier, second et parfois troisième degré, on présente aussi les choses avec humour ou ironie et ce n'est peut-être pas toujours bien compris, cela nécessite un effort de la part du lecteur ou une certaine ouverture d'esprit qui peut lui faire défaut à l'heure où l'ambiance en France est nauséabonde et où les inquisiteurs veillent. J'avoue ne pas en tenir compte. S'il y en a qui sont levés du mauvais pied ou prennent les choses de travers ou pour eux tant pis, qu'ils profitent du week-end pour se reposer. On ne va pas passer son temps à se justifier, c'est une perte de temps et il est compté.

Question inappropriée : Ils cumulent les deux ou se rejoignent.

- Réac ou bobo : pourquoi choisir ? - lepoint.fr 20.02

Vous défendez la société ouverte, les bienfaits de la liberté, les vertus de la tolérance ? On vous intente un procès en boboïsme. À l'inverse, vous êtes attaché à la transmission, considérez la sécurité comme la première des libertés ou aimez tout simplement Calmos, la pochade de Bertrand Blier ? Vous voilà rangé parmi les réactionnaires. Paris, capitale mondiale de l'étiquetage idéologique, distribue et impose les rôles.

(En réalité, ce sont les deux côtés de la même pièce, car ces grandes vertus, "*la société ouverte, les bienfaits de la liberté, les vertus de la tolérance*" profitent avant tout aux nantis qui dans 99,99% des cas sont des réacs ! Entre les deux il y a une différence de génération, ils ne se réfèrent pas au même stade du capitalisme, l'affrontement entre les deux peut se comparer à ce qu'on a connu au sein du Medef par exemple, entre l'UIMM et les représentants du capitalisme financier, à l'arrivée les plus réacs ne sont pas ceux qu'on croit, Le Point ne le signale pas ici, il faut croire que cette opération qui est du registre de la guerre idéologique, ils le disent eux-mêmes, consistait à le camoufler. - ndlr)

Fort heureusement, deux livres viennent nous rappeler la débilité et le caractère inquisitorial de ces appellations d'origine contrôlée. Après la pertinente République bobo (Stock) de Thomas Legrand et Laure Watrin, Le Point publie dans son numéro du 20 février les extraits du manifeste inspiré de l'écrivain Denis Tillinac, Du bonheur d'être réac. (Éditions des Équateurs).

Il n'est jamais inutile de donner la parole aux accusés.

(Vous voulez sans doute parler de Dieudonné - qu'on ne soutient pas rappelons-le, des Palestiniens, des opposants à Obama, des opposants au club des "*amis de la Syrie*", aux néolibéralismes, au sionisme, à ceux qui dénoncent quotidiennement les crimes commis par le capitalisme à travers le monde , etc. Pas vraiment. - ndlr)

Après les avoir lus, on se rend compte qu'on a tous en nous quelque chose de bobo et/ou de réac. L'esprit français a un pied dans ces deux familles. (Au Point ils ont la fâcheuse habitude de penser pour les autres ou de vouloir que tout le monde pense comme BHL ou Buisson par exemple, c'est incurable chez eux. - ndlr) Au Point, nous sommes tellement gourmands d'idées que nous

avons pioché dans les deux plats. Au menu de l'esprit, nous demandons l'aile et la cuisse.

(Qu'ils se goinfrent en bouffant à tous les râteliers ou qu'ils brassent large pour se repêtre, y compris l'extrême droite, qu'ils prétendent obtenir le beurre et l'argent du beurre pour nous laisser les miettes ou les rogatons de leur festin, on le savait déjà. - ndlr)

Réac... Le mot n'a pas bonne mine. Il présume au mieux une ganache rétro, une chaisière mal baisée, un rentier confit dans l'aigreur ; au pire un beauf obtus, suintant la haine du romano, du clodo, de l'intello, du prolo, de l'homo, de l'écolo. Du réac au "*facho*" la frontière sémantique est incertaine, et aucune douane ne la contrôle. Il n'en coûte rien de la franchir pour exhumer le spectre d'un milicien en chemise brune adepte des délations sournoises, des rafles au petit matin et des tortures dans un cachot. Dans son acception originelle, le mot réactionnaire désignait le partisan de l'ordre antérieur à la Révolution...

(C'est un fait que le réac assumé s'accommode du facho, c'est comme la guerre qui est la continuité de la politique sous une autre forme. Que la frontière entre les deux soit perméable, on peut l'observer quotidiennement en Ukraine par exemple, et cela ne dérange pas l'UMP ou la CDU que les partis nazis apparaissent au côté des partis de droite pro européistes, pas même les sionistes du Point. Et puis quand le réac ne peut plus assumer le pouvoir, il passe le relais au facho. Le réac est de nos jours plus diffus dans le sens où le PS est aussi réactionnaire que l'UMP, ce que certains ne perçoivent pas parce qu'ils s'arrêtent aux masques qu'ils portent, au lieu de s'intéresser à leurs réelles intentions qui sont identiques puiqu'ils poursuivent le même objectif. - ndlr)

Les mots vieillissent et certains perdent jusqu'au souvenir de leur sens. (Vous allez voir que le réac a disparu de la circulation. - ndlr) Réac ne qualifie plus une opinion politique, un réflexe passéiste ou une posture esthétique. À vrai dire, il ne qualifie plus rien, il salit, il néantise.

(Quand on vous le disait, volatilisé le réac ! Qu'est-ce qui demeure à la place, devinez, je vous le donne en mille : de malheureuses et innocentes vistimes. Cela ne vous rappelle-t-il rien par hasard ? La victimisation des juifs, la manière dont ces salopards de sionistes ce sont accaparés le terrible drame qu'ont vécu les juifs pour justifier au moyen d'un amalgame pourri entre antisémite et antisioniste l'existence de l'Etat sioniste théocratique, raciste, génocidaire, d'apartheid, et orchestrer la chasse aux sorcières à travers le monde depuis plus de 66 ans contre tous ses opposants. - ndlr)

N'étant pas abonné à ce magazine réac, vous n'aurez pas la suite qui ne figurait pas sur Internet.

Comment peuvent-ils se revendiquer réacs ? Il n'y a plus de frontière entre l'être ou ne pas l'être ont-ils affirmé, c'est comme entre la droite et la gauche, vous suivez. Le PS qui est dit de gauche est aussi réac que l'UMP, donc gauche et droite sont réacs, ajouter l'extrême droite, il faudrait peut-être aussi ne pas faire preuve de discrimination envers une partie de l'extrême gauche qui colle aux basques du PS et la boucle est bouclée, à part quelques hurluberlus dans notre genre, on est tous des réacs en France, c'est l'avenir !

La hargne des sionistes.

Trois anciens gardes du camp d'Auschwitz arrêtés en Allemagne - Reuters

Il s'agit de trois individus âgés de 88, 92 et 94 ans soupçonnés d'être impliqués dans le meurtre de prisonniers. Reuters 20.02

Ils doivent être prêts de crever, 70 ans plus tard, cela va rapporter quoi à qui ? Ah c'est vrai qu'Israël existe encore, hélas !

«***Rassemblement républicain***» contre Dieudonné à Avignon - Liberation.fr

Dieudonné doit donner une représentation de son spectacle vendredi soir. La Licra a rassemblé 200 personnes à la mairie.

La représentante des associations cultuelles et culturelles israélites, Chantal Gobert, a condamné «*la haine du peuple juif*», devenue, selon elle, «*une réalité intolérable, insupportable*».

La maire UMP Marie-Josée Roig a dit :«*Le "plus jamais ça" existe toujours*»... sauf en Israël. Liberation.fr 20.02

Qu'on se le dise: De farouches républicains les élus et dirigeants de l'UMP !

On n'entendait plus parler de Dieudonné et on s'en portait très bien, mais c'est comme la Shoah, le racisme, l'extrême droite, il faut que cela revienne constamment sur le tapis, on a expliqué hier pourquoi, comme Bush-Obama avec l'instrumentalisation du terrorisme, sans ennemi (l'extrême droite ou les antisémites) que deviendraient-ils, comment justifier leur politique impérialiste ?

Info ou intox, provocation ?

Municipales : une candidate inscrite sur deux listes différentes en Gironde - Francetv info

Une femme s'est présentée simultanément sur deux listes électorales, à l'extrême droite et à l'extrême gauche, aux élections municipales de Mérignac (Gironde). La préfecture de la Gironde a relevé l'irrégularité et a indiqué, jeudi 20 février, que cette candidature avait été invalidée et retirée.

Sans être militante ni à LO ni au FN, Sandrine Cocureau, conseillère en clientèle, née en 1968, s'était inscrite à la fois sur la liste du Rassemblement bleu marine du Front national (FN) et sur celle du parti trotskiste Lutte ouvrière (LO), raconte L'Express.fr.

Chaque parti a assuré que la candidate avait signé un engagement écrit pour faire partie de sa liste. Dans le cas du FN, elle aurait signé le 21 décembre. LO pour sa part affirme qu'elle a donné son accord écrit en janvier. Francetv info 20.02

Pourquoi ce titre ? Au regard des réactions du FN et LO.

"*C'est un incident folklorique dont je tire une leçon politique : le Rassemblement bleu marine ratisse large, même jusqu'à Lutte ouvrière. Cela prouve que la différence droite-gauche se voit de moins en moins*", a ironisé le secrétaire départemental du FN, Jacques Colombier. "*Cela montre bien que les gens sont désemparés, de leur colère naît la confusion*", a analysé la tête de liste LO à Mérignac, Guillaume Perchet. Francetv info 20.02

Une provocatrice peut-être ? S'ils y tiennent, puisque cela marche à fond, on peut leur rejouer le même coup, un jeu d'enfant, ils peuvent demander à Guaino sinon !

Ils y participeront tous, ils le légitiment.

Front commun patronal Medef-CFDT-CFTC-UNSA, autrement dit UMP-UDI-PS. contre front unique ouvrier CGT, FO, FSU, Solidaires.

- Négociation sur le pacte: les syndicats se préparent en ordre dispersé - AFP

Les syndicats se préparent à la négociation sur le pacte de responsabilité en rangs dispersés: FO rejette sa logique même, la CGT n'y voit qu'un "*cadeau*" aux entreprises mais la CFDT entend se battre pour obtenir des contreparties, terme honni par le Medef.

Les cinq confédérations représentatives - CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC - seront toutes au premier rendez-vous le 28 février avec le patronat sur le pacte, dont le principe est un allégement des charges des entreprises en échange d'embauches et d'investissement.

La CGT et FO, avec deux autres centrales - la FSU et Solidaires-, ont déjà décidé d'une mobilisation le 18 mars, avec en ligne de mire le pacte.

Mais le leader de la CFDT s'emporte contre cette initiative: "*le 18 mars c'est quoi? C'est dire qu'il faut être contre le pacte? La CFDT n'est pas contre le pacte, elle veut construire, il faut que le gouvernement et le Medef prennent des engagements*", affirme-t-il.

"*Je fais le choix du progrès économique et social dans ce pays, je ne fais pas le choix du conservatisme*", lance-t-il à l'adresse de ses partenaires.

Dans un texte commun, M. Berger et ses homologues de syndicats réformistes - Philippe Louis (CFTC) et Luc Bérille (Unsa) - se sont dits prêts à "*assumer*" leurs responsabilités dans le cadre du pacte mais ont exigé "*des engagements à la hauteur des enjeux*". AFP 20.02

Question : Pourquoi le Front de gauche et le NPA qui ont annoncé une manifestation nationale le 12-13 avril ne se joindraient-ils pas à cette mobilisation du 18 mars au côté des syndicats, ainsi que le POI et LO contre le patronat et le gouvernement sur des mots d'ordres à préciser, incluant une journée nationale du grève et une manifestation centrale à Paris ?

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Le FMI renverse les théories économiques ayant fondé les politiques de l'austérité - Atlantico.fr

- Serge Dassault est libre… en attendant la mise en examen - Liberation.fr

- Ayrault veut "*garantir l'inviolabilité des correspondances*" électroniques - AFP

La GPA et la PMA ne fonctionne pas, ils ont de la chance, eux !

- Le coup de foudre des Français pour les animaux d'adoption - 20minutes.fr

- Natacha Harry: «*En période de crise, l'animal est plébiscité car il est source de réconfort*» - 20minutes.fr

Attention si vous passez vos nerfs dessus à la place de votre compagnon ou de vos gosses, les grandes oreilles de la délation veille dorénavant !

Stratégie du chaos ou de la tension. Déstabilisation, guerre de basse intensité, de quatrième génération...

Ukraine

- Bain de sang en Ukraine, où l'UE tente d'imposer un compromis - AFP

- La violence s'est déchaînée jeudi en Ukraine avec au moins 60 morts à Kiev -

- Bruxelles prend des sanctions contre l'Ukraine - LeMonde.fr

- « *Montrez ce que Ianoukovitch et Poutine font à notre peuple !* » - LeMonde.fr

- «*L'Ukraine est entrée en guerre civile*» - Liberation.fr

- Ukraine : l'UE s'accorde sur le principe de sanctions contre "*ceux qui ont du sang sur les mains*" - Francetv info

- Ukraine : "*Ici, on fabrique les bombes artisanales et les cocktails molotov à la chaîne*" - Francetv info

Venezuela

- Atmosphère toujours électrique au Venezuela, cinq morts - Reuters

- Venezuela: Poursuite des violences, Obama exige la libération des manifestants anti-gouvernementaux - 20minutes.fr

- Maduro veut bloquer CNN au Venezuela - LeMonde.fr

Le président vénézuélien accuse la chaîne d'information américaine de chercher à montrer que le pays se trouve en état de « *guerre civile*». LeMonde.fr 20.02

Autres pays.

- L'Argentine doit rembourser sa dette - LeMonde.fr

- Liban: Un soutien de Bachar al-Assad assassiné ce jeudi à Tripoli - 20minutes.fr

- Nouveau massacre dans le nord du Nigeria, près de 100 morts - Reuters

- Ghardaïa, poudrière aux portes du Sahara algérien - LeFigaro.fr

- Ban Ki-moon réclame l'envoi de 3000 hommes supplémentaires en Centrafrique - Francetv info

- Thaïlande : Yingluck Shinawatra mise en examen - Libération.fr

- L'épouse d'un Nobel chinois hospitalisée après trois ans de détention - Liberation.fr

- Pakistan: 15 morts dans un raid aérien contre les talibans - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Le système vacille, pour y remédier les mêmes remèdes : hausse des taxes.

Japon: le déficit commercial bat des records - AFP

Le déficit annoncé jeudi par le ministère des Finances a atteint 2.790 milliards de yens, du jamais vu, a-t-il précisé, depuis 1979, année de début des statistiques commerciales.

Ce déficit de janvier équivaut à un quart de celui de toute l'année 2013 qui était un record annuel.

Ce très mauvais résultat, aggravé de plus de 70% par rapport à celui de janvier 2013, est dû à un bond de 25% des importations renchéries par la hausse des devises étrangères vis-à-vis du yen.

Les arrivages en provenance de l'étranger croissent parce que les consommateurs achètent plus avant la hausse le 1er avril d'une taxe sur les produits et services commerciaux. AFP 20.02

Suède: déficit budgétaire au plus haut depuis près de 20 ans en 2014 - AFP

Il faut remonter à 1996 pour retrouver un déficit plus élevé (avec 3,3% du PIB).

Après sept années à promouvoir une baisse de la fiscalité, qui ont permis d'abaisser les recettes fiscales de 53,0% du PIB à 50,3% du PIB en 2013, il a proposé entre autres d'augmenter les taxes sur l'alcool (de 5%), le tabac (de 3%) et les véhicules neufs à essence et diesel (de 12 à 18% selon leur prix). AFP 20.02

Il faut bien que quelqu'un paie, toujours les mêmes, normal.

L'Empire a parlé.

- G20: les émergents doivent remettre de l'ordre chez eux - AFP

"*... vous devez (les économies émergentes -ndlr) veiller à vos équilibres. Vous devez veiller à votre politique budgétaire, votre politique monétaire, vous devez mettre de l'ordre chez vous afin de résister à la volatilité qui peut être provoquée par la fin progressive du programme de rachats de titres de la Fed, notamment en ce moment*", a-t-elle ajouté.

"*Il n'est ni exact ni utile*" de blâmer les politiques monétaires des Occidentaux pour la fragilité des devises ou le volume des déficits dans les pays émergents, a renchéri depuis Hong Kong le ministre des Finances britannique, en route pour Sydney, dans un discours devant des hommes d'affaires. AFP 20.02

Ils ont fait en sorte qu'ils s'endettent jusqu'aux dents, et au moment où ils doivent refinancer leurs dettes comme chaque Etat ou grande entreprise le font à travers le monde, hop ils leur retirent le tapis : démerdez-vous : AFP - La chef du Fond monétaire international et le ministre britannique des Finances ont demandé jeudi que les pays émergents règlent leurs propres problèmes, après que certains ont reproché aux Etats-Unis de mener sa politique monétaire sans se préoccuper de dégâts collatéraux.

Bravo,, bien joué, avec la complicité des gouvernements de ces pays-là, dont l'Inde où je vis.

Et admirez le mépris, ces gouvernements ne méritent pas mieux vous me direz, moi je pense plutôt aux travailleurs ces pays-là, car quand le FMI dit "*vous devez veiller à votre politique budgétaire*" cela signifie que vous devez envisager des coupes budgétaires dans les services publics ou sociaux en priorité.

Quand par ailleurs on repense au scandal du Libor et Cie, à la spéculation sur les monnaies à laquelle se livrent les puissantes banques américaines et européenne, on se dit qu'ils usent dun moyen de pression considérable pour que les

pays émergents cèdent de nouvelles concessions à l'impérialisme américain et éventuellement ses alliés.

Hystérie !

- Les foyers français détiennent 6,5 écrans en moyenne - Francetv info

En novembre 2013, 82% des Français étaient connectés à l'internet fixe et/ou mobile. Parmi eux, 2,8% ont déclaré ne consulter internet que depuis un terminal mobile, 45,3% que depuis un terminal fixe, et la majorité (51,9%) ont dit se connecter indifféremment depuis les deux supports.

Avec une progression de 105% en un an, la tablette s'invite de plus en plus dans les foyers français. Ils sont aujourd'hui 8 millions à pouvoir surfer sur cet écran, notamment grâce à l'apparition de tablettes low-cost sur le marché, souligne l'institut Médiamétrie.

Près d'un internaute sur cinq (18%) a déjà commenté des programme télé en direct sur un réseau social. Une proportion qui monte à 31% parmi les 15-24 ans.

L'étude montre également qu'internet est largement utilisé pour consulter la presse, regarder des contenus télé en direct ou en rattrapage, ou encore écouter la radio.

Ainsi, chaque mois de 2013, 15,4 millions de personnes ont écouté la radio sur internet (en direct ou en rattrapage), 18 millions ont écouté de la musique, et ils ont été 13,3 millions à regarder la télé. En novembre 2013, les sites d'actualité ont rassemblé 30,8 millions de visiteurs uniques sur ordinateur et/ou mobile. Francetv info 20.02

Obsolescence programmé. Il faut avoir à l'esprit que la durée de vie des téléphones portables et des tablettes est de 2 à 3 ans, au delà c'est l'exception qui confirme la règle, l'ordinateur entre 4 et 5 ans, comme la batterie de votre bagnole ou de votre moto, moi je viens de changer la mienne au bout de 26 mois seulement, je me suis fait escroquer. Et j'ai dû changer 4 fois d'ordinateur en 15 ans.

INFOS EN BREF

ECONOMIE

1- UE

- Après le FMI et la Bundesbank, l'UE veut « mobiliser » votre épargne - express.be

Après le FMI et la Bundesbank, c'est maintenant au tour de l'Union européenne de suggérer ouvertement que l'épargne des citoyens européens pourrait être utilisée pour renflouer l'économie des Etats membres. Reuters rapporte que l'UE a publié un document qui explore une nouvelle méthode pour libérer le bloc de sa trop grande dépendance à l'égard des banques : il prévoit une « mobilisation » des économies des 500 millions de citoyens. « *La crise financière et économique a sapé la capacité du secteur financier à transférer des fonds vers l'économie réelle, en particulier l'investissement de long terme* », indique-t-il. Pour certains commentateurs, il s'agit d'une confession de l'incapacité de l'UE de trouver des solutions viables pour résoudre la crise, cinq ans après le début de celle-ci.

Le document prévoit également qu'au cours du second semestre, la commission demandera à l'EIOPA, l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles, de lui proposer un projet de loi pour « *mobiliser plus d'épargne de retraite pour des financements de long terme* ».

Les banques se sont en effet plaintes qu'elles n'avaient plus la capacité de prêter aux entreprises en raison de la nouvelle réglementation bancaire, mise en place après la crise, qui les force à disposer d'un plus grand ratio de réserves. Les dirigeants européens prévoient également de mener une étude d'ici la fin de cette année pour déterminer la faisabilité de la mise en place d'un compte d'épargne européenne, qui pourra être ouvert à tous et dont l'objet sera de mettre des fonds à la disposition des PME, pour leur permettre d'investir.

Les critiques observent que c'est désormais l'Union qui va décider de la destination de nos économies. Dans ce cas, le terme « *confiscation* » est donc peut-être plus approprié que «mobilisation». express.be - wikistrike.com 15.02

2- Italie

- Chaque Italien qui recevra de l'argent de l'étranger se verra confisqué automatiquement de 20% de cette somme. express.be

Le journal italien Il Sole rapporte que le gouvernement italien vient de faire passer un décret applicable rétroactivement au 1er février 2014, et qui stipule que les banques devront prélever une taxe de 20% sur tous les virements de fonds en provenance de l'étranger. 20% des sommes reçues sur des comptes italiens seront donc systématiquement confisqués, et pour les récupérer, le titulaire du compte devra apporter la preuve qu'il ne s'agit pas de revenus non déclarés ou d'argent blanchi.

Cette mesure renverse donc la présomption d'innocence traditionnelle, puisque tous les Italiens qui reçoivent des fonds de l'étranger sont considérés a priori comme coupables potentiels de fraude ou de blanchiment d'argent, et que l'initiative d'apporter la preuve du contraire leur revient. Elle ne concerne que les particuliers, et ne s'appliquera pas sur les comptes des entreprises et des travailleurs individuels.

L'Italie est ainsi le premier pays à mettre en œuvre une recommandation du FMI. express.be - wikistrike.com 17.02

3- Belgique

- Racket - Les belges vont maintenant être taxés pour chaque kilomètre parcouru - wikistrike.com

Le très attendu projet pilote de taxe kilométrique pour les voitures de particuliers commencera le 17 février. Rouler en zone urbaine pourrait à l'avenir coûter 9 cents par kilomètre, contre 5 cents sur l'autoroute et 6,5 sur les autres routes, écrivent vendredi De Morgen et Het Laatste Nieuws. Quelque 1 200 personnes participeront au projet.

Les Régions wallonne, flamande et bruxelloise ont trouvé un accord sur les tarifs de la taxe kilométrique. Le principe prévoit une taxe automobile sur chaque kilomètre parcouru, en fonction des heures de pointe ainsi que du type de route empruntée par le conducteur. Le projet pilote commencera le 17 février dans la zone couverte par le futur RER ferroviaire ainsi que dans Bruxelles et sa périphérie. La taxe sera plus chère durant les heures de pointe - de 7h à 9h et de 16h à 18h - et les automobilistes pourront rouler « *gratuitement* » entre 22h et 5h. Aux heures de pointe, le montant atteindra 9 cents par kilomètre en zone urbaine.

Le système prévoit également une taxe de 5 cents par kilomètre sur les autoroutes et de 6,5 cents sur les autres routes. Avec ce projet pilote, les Régions veulent mesurer l'effet d'une taxe kilométrique sur la conduite des automobilistes. Près de 1.200 personnes participeront à ce projet pendant environ deux mois, à l'aide d'un GPS qui calculera les distances parcourues. wikistrike.com 10.02

Haut de page

Le 22 février 2014

CAUSERIE

Vendredi 22h50 en Inde.

12 nouveaux articles ont été ajoutés.

Apparemment l'offensive américano-franco-saoudienne à partir de la Jordanie pour s'emparer de la capitale syrienne, Damas, aurait été lancée... A suivre.

Samedi 16h45 en Inde.

Actualité peu chargée, pas de confirmation de l'info d'hier soir ou black out des médias ?

Si quelqu'un veut classer les adresses des quelque 500 ou 600 articles des trois derniers mois des différentes rubriques pour pouvoir ensuite que je les archive, je suis preneur; ce n'est pas pour moi, mais pour les autres lecteurs. C'est un test !

Journée radieuse, 33°C, pas de cyclone en vue, une légère brise, j'écoute en boucle Soothsayer de Buckethead en formatant cette page, je regarde l'écran de l'ordinateur, au-dessus j'aperçois les arbres dans le jardin et les cocotiers en toile de fond chez le voisin, c'est stressant au possible, je craque !

Je vais aller faire ma balade quotidienne, une heure de marche sur un sentier désert, je me refais une santé, je dors entre 8 et 10 heures par jour tellement je suis claqué, je ne m'étais pas rendu compte que j'étais devenu vieux, merde ! Ce soir Bruel à la télé, je boycotte le soldat de Tsahal, à mort le sionisme ! Ah mais c'est la grande forme, c'est la musique qui me met de bonne humeur, sinon il faudrait un pétard dans chaque main pour supporter son destin, celui qui se fume et celui qui règle définitivement les problèmes !

Privé de télé ce soir, on ajoutera encore une quinzaine d'articles ce soir.

Bon j'y vais avant le coucher du soleil, faire chauffer mes tongues pardi, transpirer un peu, pas trop quand même, pépère quoi...

Je ne vous souhaite rien puisque vous n'en avez rien à taper Ah ben il faut savoir ce qu'on veut dans la vie !

Le combat idéologique passe par la rupture avec le PS.

- *Le peuple et les voleurs* - Jean Ortiz - legrandso ir.info - 20 février 2014

Comme quoi le combat sur le terrain idéologique est largement justifié :

- Nous vivons une époque terrible de "*restauration*", d'involution sociale, idéologique, civilisationnelle.

- Depuis les années 1970, elles (les classes dominantes) ont préparé minutieusement le terrain idéologique...

- Repolitisons. Reconstruisons les idéologies.

L'auteur va-t-il vraiement s'y engager ? Vérifions-le.

Cela commence bien, la crise du capitalisme n'existe pas, il faut donc en conclure qu'il aurait encore un bel avenir devant lui :

- La crise est une escroquerie.

- La crise est un hold-up organisé.

- C'est "*l'Allemagne (qui) veut nous mettre à genoux*"

Dès lors s'attaquer vraiment au capitalisme ?

Il s'agit uniquement de remettre en cause "*l'actuel "modèle économique" hégémonique, le capitalisme "néo-libéral'*"", mais pas le capitalisme lui-même qui en dehors de ce modèle serait tout à fait supportable, disons-le compatible avec le socialisme, les "*jours heureux*" du M'PEP par exemple qui tient un discours similaire, à croire qu'il est impossible de rompre avec le stalinisme, l'un étant au PCF, l'autre en étant sorti sans que cela ne change quoi que ce soit.

Et quant à l'un des principaux piliers du régime politique, le PS, quel sort lui réserve-t-il ? Il le ménage :

- "*Le parti socialiste (...) s'est rallié au néo-libéralisme*", en réalité cela ne lui a demandé aucun effort ou sacrifice puisqu'il était acquis à la cause du capitalisme, il n'a fait que s'adapter à son évolution sur le plan politique et idéologique au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours.

Cette caractérisation sert à camoufler la véritable nature du PS, notez bien qu'on aurait pu affirmer la même chose à propos de l'UMP qui s'est également converti au néolibéralisme, comme tous les partis de l'ordre, les deux partis ont suivi la même trajectoire. Ils n'ont pas adopté le néolibéralisme sur un coup de tête ou on ne sait quel lubie, mais parce que c'était une nécessité pour faire face à la crise du capitalisme et s'attaquer aux acquis de la classe ouvrière.

Ne pouvant l'admettre, l'auteur de cet article est obligé de se découvrir en affirmant que le PS "*rejoint objectivement le camp de nos adversaires de classe*" comme s'il n'en faisait pas partie depuis un siècle. Que les adhérents du PCF se rassurent, cela ne portera pas à conséquence, surtout lors des élections municipales, le PCF ne rompra jamais avec le PS et le régime qu'il incarne... tous les deux !

Comment épargner le PS disions-nous, en couvrant, en participant à son offensive idéologique :

C'est "*la droite, obscurantiste, arrogante, triomphante, mâtinée de totalitarisme, (qui) mène l'offensive*", pas le PS, "*où le Medef gouverne*", mais pas le PS, vouloir imposer un changement des mentalités ou des rapports sociaux sans changer la société, sans inverser les rapports de domination de classes, ne serait-ce pas cela aussi le "*totalitarisme*" ? A notre connaissance le PS, l'UMP, le FN et le Medef se partagent les rôles pour que cette offensive contre les travailleurs triomphe, on a le droit d'ajouter le Front de gauche, le NPA et LO, ainsi que les appareils des syndicats, dans une moindre mesure le POI.

"*La montée de l'extrême droite , instrumentalisée, stimulée par les uns et les autres*", pourquoi ne pas dire ouvertement par le PS, ce qui n'est pas nouveau. Y compris le PCF ou le Front de gauche qui participe au combat idéologique du PS qui sert de support à toutes ses mesures ou campagnes, qui en est le fil conducteur.

"*La droite fachote manipule d'imposantes manifestations conservatrices*" dont l'importance est exagérée. Et qui en est le catalyseur sinon le PS qui fait le boulot de l'UMP, pourquoi ne pas le dire ? Non, car l'auteur adhère aux campagnes idéologiques déclenchées par le PS sur le terrain sociétal, ce serait le "*latifundium médiatique (qui) distille la manipulation et le mensonge permanents au nom d'une démocratie*" et non le PS encore une fois qui ne tient pas à faire connaître les véritables intentions qui se cachent derrière toutes ces opérations.

"*Pour combattre l'extrême droite il faut lutter contre la soumission et l'austérité*", mais pas sur le terrain politique, pas en l'attaquant sur le terrain idéologique, cela nécessiterait de s'attaquer au PS et de mettre en lumière sa nature foncièrement réactionnaire, impossible.

Le reste tenait du double langage des faussaires ou des agents du capital qui avancent masqués ou se présentent comme anticapitalistes, etc. mais qui finalement sont incapables de s'y attaquer parce qu'il faudrait caractériser politiquement le PS et faire l'inventaire des rapports que leur parti a entretenus avec le PS, rompre avec lui et ils n'y tiennent pas vraiment, car en réalité ils n'ont pas changé. On ne se refait pas.

La guerre, c'est toujours pour la bonne cause : pour sauver le capitalisme.

- 1914-1918: les nations entièrement mobilisées dans une "*guerre totale*" - AFP

Vive l'union nationale !

"*Rien ne viendra briser devant l'ennemi l'union sacrée des Français*", s'exclame le 4 août 1914 le président français Raymond Poincaré. "Je ne connais plus de partis, je ne connais que des Allemands", lance pour sa part Guillaume II, tandis qu'en Grande-Bretagne, l'heure est à la "*party truce*" (la trêve des partis).

La capitulation de la social-démocratie est totale.

En France, cette ferveur nationale est particulièrement forte au début de la guerre, et même des pacifistes comme les socialistes Marcel Sembat et Jules Guesde, rejoignent le gouvernement.

Dans tous les pays, les budgets de guerre sont votés sans difficulté et les rares voix pacifistes sont inaudibles, du moins jusqu'en 1917, lorsque l'usure d'une guerre qui s'éternise et l'exemple de la révolution russe viendront alimenter partout grèves et parfois mutineries, et fissurer les unions sacrées.

De l'économie d'armement à l'économie de guerre.

Les économies sont entièrement tendues pour répondre aux besoins des armées, une adaptation qui s'accompagne d'un renforcement considérable du rôle de l'Etat et parfois, comme dans les empires centraux, d'une mainmise militaire directe sur les ressources disponibles.

Tout doit être fait pour assurer la production d'armements et de munitions.

Le conditionnement doit inclure les enfants, les esclaves de demain, cynisme sans limite.

La mobilisation patriotique n'épargne pas les enfants dont les "*exercices scolaires, relate l'historien français André Loez, visent à fairer rédiger des éloges aux soldats ou à calculer la production des obus*". Les sujets de composition française peuvent être "*le drapeau blessé*" ou "*lettre à un soldat du front*", indique Jean-Yves Le Naour.

La pensée unique est à l'oeuvre, au service du "***devoir***" envers la sainte patrie.

La propagande et la censure militaire sont omniprésentes.

Dans tous les pays, une iconographie prolifique (affiches, caricatures, cartes postales,...) rappelle constamment à la population la vaillance de ses soldats et les atrocités de l'ennemi, et le devoir de participer à l'effort de guerre.

L'opposition à la guerre est systématiquement censurée, trahison, lâcheté et capitulation sont à l'honneur.

Ceux qui s'insurgent contre cette mobilisation des esprits sont bien rares.

Mais même les syndicalistes, intellectuels ou scientifiques n'échappent pas à la fièvre nationale qui balaye l'Europe.

Le philosophe français Henri Bergson présente la guerre comme une lutte "*de la civilisation contre la barbarie*". 93 intellectuels allemands répliquent un peu plus tard pour défendre la position de leur pays dans un appel au "*monde civilisé*".

Chimistes, physiciens, biologistes, médecins mettent leurs compétences au service de leur pays pour élaborer de nouvelles armes ou les moyens de s'en protéger.

Du côté syndical, la lutte des classes s'efface partout devant à l'effort de guerre, au moins au début du conflit. "Ce fut en tant que citoyens-soldats et non en tant que producteurs que les ouvriers participèrent à la guerre", écrit l'historien irlandais John Horne.

En France, la CGT, pourtant antimilitariste et pacifiste, se rallie immédiatement à l'"*union sacrée*". Son secrétaire général Léon Jouhaux, rappelle John Horne, associe la "*classe ouvrière*" aux "*soldats de l'an II*" et appelle à combattre les "*empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, hobereaux de Prusse et grands seigneurs autrichiens qui par haine de la démocratie ont voulu la guerre*". (C'est aussi Jouhaux qui prendra la direction de FO en 1947. - ndlr)

Les catholiques français, au nom de la défense de la Patrie, serrent les rangs derrière la République "*athée*", qu'ils vouaient pourtant jusqu'alors aux gémonies. En Allemagne, le ralliement de la religion à la cause nationale est le même et les soldats portent la devise "*Gott mit uns*" (Dieu avec nous) sur leurs ceinturons. AFP 21.02

Croyez-vous que les masses réagiraient autrement demain s'il y avait une guerre ? Pourquoi le devraient-elles ? Comment le pourraient-elles puisque la situation du mouvement ouvrier est pire encore ou les rapports entre les classes n'ont jamais été aussi favorables à la classe dominante, sauf en période de guerre évidemment comme il est rappelé dans cet article. Pas très rassurant, non, mais il faut savoir ce qu'on veut dans la vie...

Le Monde angoissé pose une question...

- Quelle social-démocratie à la française ? - LeMonde.fr 21.02

... puis se désole...

- Le projet social-démocrate reste une esquisse - LeMonde.fr 21.02

Qui peut s'échouer sur le récif de la lutte des classes...

- Un changement de cap incompréhensible - LeMonde.fr 21.02

A défaut d'adhésion des masses, à moins qu'il faille en venir à une situation à l'ukrainienne pour leur imposer. Qui sait ce qui peut leur passer par la tête - à ceux qui détiennent le pouvoir, non ? Ne sont-ils pas capables de tout, du pire surtout ?

... cependant...

- Le PS fait une politique de droite axée sur le business - LeMonde.fr 21.02

Ouf, les voilà soulager ! Pour combien de temps car ce n'est pas une vie de nos jours d'être banquier, c'est franchement dramatique et injuste, ils ont raison, vaudrait mieux encore abréger leurs terribles souffrances : table rase du passé !

Ils auront mis le paquet pour y arriver !

- Trois Français sur 10 prêts à voter FN aux municipales - Reuters 21.02

Hollande s'y emploie depuis le premier jour où il a été élu.

Ajoutons à cela qu'ils se sont employés à dédiaboliser un jour le FN, pour revenir en arrière un autre jour, bien entendu personne n'y a rien compris ou preque, c'était le but notamment pour que la manoeuvre ait une chance de réussir, avec la complicité du FN de fait.

Ils poursuivaient deux objectifs, sur les plans idéologique et politique. Comment ? La méthode Bush de la guerre des civilisation à l'honneur.

Détourner l'attention des masses vers le FN, mais aussi l'UMP, symbolisant les mauvais, le camp de la réaction, des conservateurs, de l'intolérance, etc. tandis que le PS devait apparaître comme défenseur du bien, symbolisant les bons, le camp de l'humanisme, du progrès, de la liberté.

Ce jeu de rôle était indispensable pour masquer qu'ils appartiennent tous au même camp du capital.

Mais surtout, comment au moment même où le PS et le gouvernement appliquent une politique antisociale et impérialiste se faire passer pour autre chose que ce qu'on est, pour se faire passer pour les bons il faut qu'en face les méchants soient identifiés, il faut un ennemi déclaré, qu'on a provoqué, et si les mauvais figurent dans un camp, cela signifie qu'obligatoirement les bons figurent dans l'autre camp, le camp que les travailleurs doivent soutenir, celui du PS, du gouvernement contre leurs ennemis de droite et d'extrême droite dont il est bien connu qu'ils ne représentent pas les intérêts des travailleurs, ce qui sous-entend que le PS et le gouvernement représenteraient leurs intérêts de classe, ce qui ne correspond pas à la réalité évidemment. C'était une imposture (permanente), peu importe, c'est le mécanisme auquel le PS a eu recours, sachant que les uns et les autres de gauche et d'extrême gauche marcheraient dans la combine, le légitimerait en y participant, ils s'en sont faits consciemment les complices.

Ce qu'il y a de particulièrement pourri et dangereux dans la situation actuelle, c'est que les travailleurs qui répondent aux appels du PS, de la gauche ou de l'extrême ou de l'UMP et du FN sont manipulés de la même manière pour que finalement le gouvernement puisse appliquer sa politique. Ensuite, il ne faut pas s'étonner que certains travailleurs répondent indistinctement aux appels des uns ou des autres et se fassent si facilement manipuler par les uns et les autres, c'est aussi ce qu'on a pu observer en Ukraine ou ailleurs, au Venezuela également mais dans une moindre mesure parce que le parti au pouvoir doit son existence à son rejet de l'impérialisme américain tout en ayant entrepris d'importantes réformes sociales, la confusion entre la droite et la gauche est plus compliquée à mettre en oeuvre.

Cette confusion ne peut profiter qu'à la classe dominante, et sans indépendance de classe le prolétariat ne peut pas se mobiliser, rassembler ses forces, vaincre, il est systématiquement défait. Le PS incarne cette confusion au point que l'UMP apparaît comme plus fréquentable à bien des travailleurs qui n'ont pas de conscience de classe. Et que fait la ce qu'on appelle la gauche et l'extrême gauche, ils entretiennent cette confusion au côté du PS et du gouvernement, au second tour des élections municipales ils vont encore appeler à voter pour le candidat du PS resté en lice pour "*battre la droite*", droite à laquelle appartient également le PS. Peu importe, pendant ce temps-là le mouvement ouvrier demeure incapable de se reconstruire sur de nouvelles bases, c'est toujours cela de gagné, le pire a été évité et l'illusion peut perdurer, à moins que le désespoir lui succède, ce dont ils foutent tout autant.

Fabrication de preuves.

Procès Rwanda: la cour découvre une nouvelle facette de l'accusé - AFP

Gratte-papier compilateur de revues de presse ou partisan extrémiste du régime, doublé d'un censeur intimidant les journalistes ? Une nouvelle facette controversée de Pascal Simbikangwa, premier Rwandais jugé en France pour crimes liés au génocide, s'est dessinée devant la cour d'assises de Paris.

"*Je faisais des revues de presse, pour signaler ce qui pouvait intéresser la sécurité nationale*", explique l'accusé pour définir son travail au Service central de renseignement (SCR), où il a été affecté au département presse après qu'un accident l'a laissé paraplégique en 1986, forçant son départ de la garde présidentielle. "*Mon rôle était la lecture des journaux, d'en faire des synthèses et de les transmettre à mon chef, mais ce n'était pas à moi de prendre des décisions*".

Certains témoins ont une tout autre version, comme Samuel Nshimiyimana, dit Sam Gody, qui affirme avoir été enlevé en janvier 1992 par des inconnus en civil puis torturé par le capitaine Simbikangwa dans les locaux du SCR après avoir publié un article et une caricature critiques.

Pour lui, l'accusé menait en outre une activité de publiciste, finançant diverses publications favorables au pouvoir. "*Il s'investissait beaucoup, surtout dans Kangura (" Réveillez-les ", dénoncé comme un des médias de la haine, NDLR), où il écrivait beaucoup d'articles, ou plutôt d'opinions, avec des propos de haine*". Non signés, doit-il admettre, mais reconnaissables au "*style*", assure-t-il.

Inventions, rétorque Pascal Simbikangwa, qui nie les sévices et reconnaît seulement avoir, au premier semestre 1992, fait paraître dix numéros d'un magazine, Umurava ("*Détermination*"), dont il se serait fait évincer par un collaborateur devenu par la suite un de ses principaux dénonciateurs.

Venance Munyazaki, employé à l'époque à l'imprimerie nationale à Kigali, affirme, lui, que l'accusé était un visiteur régulier des locaux. Pour y régler les factures d'impression, de Kangura ou Umurava notamment, "*lui a-t-on dit*", car le témoin n'en a pas connaissance directe, ne travaillant pas à l'encaissement. Ou pour "*prendre les journaux avant parution*", avant d'exiger parfois le retrait de tel ou tel article.

Ridicule, répond Pascal Simbikangwa. Pour entrer à l'imprimerie nationale, il fallait monter un escalier. Or il est cloué dans son fauteuil roulant. Pour le témoin, on lui descendait factures ou épreuves.

En avril 1992, les choses changent, au moins formellement. Après la formation d'un gouvernement de coalition, un directeur issu de l'opposition est nommé à la tête du SCR. Augustin Iyamuremye indique qu'une de ses premières décisions a été de "*retirer la charge de la division presse*" à Pascal Simbikangwa, qui "*avait dans la presse une réputation de tortionnaire*".

Sauf qu'il n'est pas certain que sa décision ait vraiment été suivie d'effet et que "*sûrement il était encore en relation avec la présidence*".

Pour l'accusé au contraire, avec l'arrivée du nouveau patron il s'est retrouvé "*sur la touche, véritablement au chômage*". "*On m'avait tout dépouillé, par quel moyen j'aurais contrôlé les journaux?*"

Venance Munyazaki, lui, assure qu'il a continué à hanter les locaux de l'imprimerie nationale, que "*c'était un homme puissant, même s'il n'avait plus de pouvoir au SCR*".

Pascal Simbikangwa s'insurge contre ces témoins à charge "*qui viennent du Rwanda pour mentir, qui sont endoctrinés*".

Mais pour un expert entendu par la cour, l'historien Jean-Pierre Chrétien, auteur du livre "*Les médias du génocide*", "*de par ses fonctions et la logique du régime*", Pascal Simbikangwa joue alors "*un rôle d'intimidation des journalistes*". AFP 21.02

Sur quoi repose leur accusation ?

- des articles "*non signés*", mais "*reconnaissables au "style'"*", qu'il est toujours possible d'imiter...

- le témoin n'en a pas connaissance directe, il s'agit donc d'une histoire rapportée...

- "*sûrement il était encore en relation avec la présidence*", sans pouvoir le prouver, ni en quoi...

- "*c'était un homme puissant, même s'il n'avait plus de pouvoir au SCR*", puissant mais sans pouvoir...

Question : Où sont les preuves matérielles, les documents sur lesquels figureraient les ordres qu'ils auraient donnés ? Pourquoi n'existe-t-il aucun témoin direct ?

Question : Ces témoins à charge viennent du Rwanda, qui prend en charge leur billet d'avion et leurs frais, l'Etat colonial français ?

La palme de l'infâmie revient de droit à un historien à charge qui porte bien son nom, qui affirme que "*de par ses fonctions et la logique du régime*", Pascal Simbikangwa serait forcément coupable puisqu'il joue alors "*un rôle d'intimidation des journalistes*", il semblerait en réalité que bien avant le début du génocide il n'ait plus eu de pouvoir ou qu'au pire il n'aurait joué qu'un rôle secondaire dans le génocide des tutsis comme sans doute bien des gens de son espèce.

Il ne s'agit pas pour nous d'instruire cette affaire ou de vouloir disculper Pascal Simbikangwa, on peut s'étonner que son procès se tienne en France, on cherche à comprendre comment fonctionne la justice dans ce pays.

ACTUALITE EN TITRES

Ca roule !

- Bénéfice record pour Volkswagen en 2013, offre sur Scania - Reuters

Bientôt à chacun sa Volkswagen !

Ils sont enfin parvenus à dénicher les salauds qui profitent de la crise.

- 39,6 : le nombre de jours (record) d'absentéisme par an des fonctionnaires municipaux en France - Atlantico.fr

Comment cela, ils nous empoisonnent, qui plus est sciemment ?

- De l'aluminium présent dans plus de la moitié des laits pour bébé - 20minutes.fr

Il est vrai que Guigoz, Gallia, Blédina, Nestlé, etc. ne disposent pas de laboratoires pour analyser les produits qu'ils mettent sur le marché...

Internationale capitaliste. FMI, Banque mondial, OCDE agents de l'oligarchie financière ont pris le pouvoir politique.

- Padoan, de l'OCDE, serait nommé ministre des Finances en Italie - Reuters

Et nous alors ? Quoi, l'Internationale ouvrière ? Rassurez-vous, elle est en devenir nous dit-on très sérieusement... Un conseil d'ami, croyez plutôt ceux qui font semblant de ne pas y croire, bon, faites ce que vous voulez...

Déstabilisation. Bientôt le tour du Gabon ?

- Le Gabon réclame à Total $805 millions d'impôts - Reuters

Comment, c'est possible de se passer de l'UE, qui l'aurait cru ?

- L'Islande va enterrer sa candidature à l'UE, sans référendum - LeMonde.fr

Dislocation.

- Etats-Unis: Un patron de la Silicon Valley veut diviser la Californie en six Etats - 20minutes.fr

Le projet d'un investisseur de diviser en six États la Californie, jugée «*ingouvernable*», a été validé par les autorités et pourrait être soumis à référendum en novembre prochain, si son promoteur réunit les quelque 800.000 signatures nécessaires. Le projet est défendu par Tim Draper, un investisseur de la Silicon Valley qui a financé plus de 400 entreprises, parmi lesquelles Skype et Baidu.

Haut de page

Le 23 février 2014

CAUSERIE

Debout à 8h30.Des commentaires dans l'album de photos personnelles ont été ajoutés.

Samedi 22h15 en Inde.

23 articles ont été ajoutés.

Sunday morning 7.15 in India.

Have a nice day !

A 3h du matin j'ai été réveillé par les haut-parleurs d'un temple situé à quelque 500 mètres de chez moi qui s'est mis à hurler. J'ai fermé les fenêtres, impossible de dormir l'abruti de brahman gueulait et le volume était trop haut, du coup je me suis levé et j'ai actualisé le site, je dormirai de 7h à midi !

J'ai pris deux cafés et quelques tartines de pain beurré pour tenir le coup, plus la clope bien sûr. Comme la connexion était rapide à cette heure-là j'en est profité pour télécharger 7 morceaux de musique, Jason Becker, Andy James, Buckethead, et deux morceaux de Guns'n Roses avec Buckethead en concert, j'écouterai cela à midi, réveil garanti !

Même que les oiseaux sont mélomanes, j'en ai surpris qui venaient sur le bord de la fenêtre pour mieux écouter, pour le moment ce sont eux qui m'offrent une symphonie pastorale. Et le soleil qui est déjà au rendez-vous, la lumière est belle au petit matin, chaude comme au coucher du soleil, c'est beau, et dire qu'il y a des dingues pour nous pourrir la vie, je pense à la causerie du jour et à nos frères et soeurs à travers le monde qui n'ont pas ma chance, c'est à pleurer. Gérer les deux à la fois, rester digne, ne pas se laisser aller dans un sens ou dans l'autre, trouver le bon équilibre n'est pas toujours évident. C'est plus facile dans ma situation j'en conviens. Bien que, ceux qui disent que je suis dingue de continuer ce portail ont raison, je devrais profiter du privilège qui m'est accordé de pouvoir profiter de la vie et me foutre du reste, on n'a qu'une vie et elle est courte, patati et patata, je les plains de penser cela en fait car à être trop attaché à la vie comme cela, on le paiera cher un jour, plus tard, c'est infaillible, à moins d'être immortel !

La méthode est graduelle ou proportionnée, elle appartient au même registre du coup d'Etat, les enjeux et le sort qu'ils leur réservent sont différents, la stratégie est globale.

L'arrière-cour de l'impérialisme allemand qui domine l'Europe.

Ukraine. Coup d'Etat de Washington et Bruxelles à Kiev.

- Ultimatum des radicaux en Ukraine: Démission du président Ianoukovitch ou attaque armée? - 20minutes.fr 22.02

- Ukraine: Timochenko libérée, destitution de facto de Ianoukovitch - AFP 22.02

- Ianoukovitch en fuite, le pouvoir bascule en Ukraine - Reuters 22.02

- Ukraine : Washington et Londres prêts à soutenir "un nouveau gouvernement" - LeMonde.fr 22.02

Les réserves de pétrole du Venezuela sont trop importantes pour échapper au contrôle total du cartel des 7 soeurs.

Venezuela. Déstabilisation orchestrée par Washington.

- Au Venezuela, les étudiants dans la rue contre l'insécurité, la pénurie et le président Maduro - Francetv info 22.02

Région et population sacrifiée amenée à vivre en guerre perpétuelle.

Liban. Stratégie du chaos

- Attentat suicide dans le nord-est du Liban, trois morts - Reuters 22.02

La Russie est dans la ligne de mire de Washigton et non la Chine. Faire la guerre à la Chine et détruire ses infrastructures, ce serait détruire le premier marché automobile mondial, il les vendrait où ses bagnoles General Motors ? Aux Etats-Unis, impossible le marché est saturé et les Américains sont endettés jusqu'aux dents, d'ailleurs ils n'en ont plus, elles ont été rongées par la dette...

A Kiev c'est légitime, pourquoi pas à Nantes ?

- ND-des-Landes: scènes de dévastation à Nantes après la manifestation - AFP 22.02

Vitrines brisées, agences des transports nantais ou poste de police saccagés, pavés du tram descellés: Nantes affiche samedi des scènes de vandalisme après que la manifestation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a tourné à l'affrontement entre un millier d'opposants radicaux et les forces de l'ordre.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, ancien député-maire de Nantes et fervent défenseur du projet d'aéroport, a "*condamné avec la plus grande fermeté les actes violents*". "*En démocratie, le droit de contester et de manifester contre un projet est légitime. Mais*

de telles violences sont inacceptables, et rien ne pourrait les justifier", a-t-il ajouté.

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a de son côté qualifié d'"*inadmissible*" la "*violence venant de cette ultra-gauche, de ces Black Bloc, qui sont originaires de notre pays mais aussi de pays étrangers*", évoquant une "*véritable guérilla urbaine*".

Un calme relatif s'est installé peu après 20h00 dans les rues du centre ville, toujours sous la surveillance des CRS et gendarmes mobiles. Mais selon la préfecture "*des groupes sporadiques, environ 200 personnes cherchant l'affrontement*" étaient toujours présents dans le centre ville.

La préfecture a dénombré dans la soirée huit blessés du côté des forces de l'ordre, tous hospitalisés, et plusieurs dizaines d'hommes contusionnés, ainsi que dix interpellations. Des journalistes ont aussi été violemment pris à partie par des manifestants. Aucun bilan sur le nombre de blessés côté manifestants n'était disponible samedi soir.

Selon Julien Durand, porte-parole de l'Acipa, la principale organisation d'opposants au projet d'aéroport, les manifestants étaient "*plusieurs dizaines de milliers*" à s'être mobilisés samedi après-midi. "*Peu importe ce que dira la préfecture, pour vous tous et toutes c'est un grand succès*", a-t-il dit à l'issue de la manifestation "*officielle*". AFP 22.02

Les fachos du Crif confondent Toulouse et Kiev.

- Toulouse: incidents lors d'une manifestation contre l'antisémitisme - AFP 22.02

Deux mille personnes, selon la police et les organisateurs, ont participé samedi à Toulouse à une manifestation censée dénoncer les discriminations homophobes et antisémites mais durant laquelle des représentants de la communauté juive ont été conspués par une partie du cortège.

La manifestation était organisée à l'initiative d'Arc-en-Ciel, association de défense des homosexuels en Midi-Pyrénées, pour dénoncer des inscriptions antisémites et homophobes taguées sur plusieurs bâtiments du centre de Toulouse au cours du week-end passé, et qui ont provoqué une vive émotion.

Peu après le départ du défilé, devant un bâtiment qui abrite entre autres le centre LGBT (Lesbiennes, gays, bi-et transsexuels) visé par les tags, des participants au cortège s'en sont pris avec virulence à Nicole Yardeni, présidente du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) de Midi-Pyrénées.

"*Yardeni casse-toi, le Crif, fascistes, sionistes, cassez-vous*", ont-ils crié tandis que le service d'ordre retenait les manifestants les plus agressifs.

"*On ne s'attendait absolument pas à cet accueil, on vire des juifs d'une manifestation qui s'exprime contre l'antisémitisme*", s'est exclamée Mme Yardeni. "*On a l'impression qu'une partie de ce cortège a fait de l'antisionisme son identité*" sans voir la complexité de la société israélienne, a-t-elle dit.

Peu auparavant, le candidat UMP aux municipales, Jean-Luc Moudenc, ancien maire de Toulouse, avait également été pris à partie par des manifestants. Il était venu, a-t-il dit, pour dénoncer "*des attaques inacceptables*" contre les "*valeurs de la démocratie*" mais a également renoncé à défiler.

Outre le centre LGBT, le local de campagne du candidat du Parti de gauche aux municipales, celui du Front de gauche, un cinéma Art et essai, l'entrée de l'université Toulouse 1-Capitole et un cimetière avaient été tagués de croix gammées, de croix celtiques, emblèmes de l'ultra-droite, et d'inscriptions s'en prenant aux juifs, aux homosexuels ou aux francs-maçons.

Le maire socialiste de Toulouse, Pierre Cohen , était aussi présent mais est parti avant les incidents. "*Le PS sera toujours là pour lutter contre le racisme, l'homophobie et l'antisémitisme*", a-t-il dit.

Arc-en-Ciel, à laquelle s'était joints notamment le NPA, la Ligue des droits de l'homme, la FSU ou Act Up, a dit "*regretter*" ces débordements. "*Nous sommes navrés*", a dit sa coprésidente Noémie Henry, soulignant que son association luttait contre toutes les discriminations.

Le Crif et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) organisent par ailleurs samedi soir un rassemblement devant la préfecture pour protester contre la venue de Dieudonné le même soir à Toulouse pour y livrer la version édulcorée de son spectacle controversé, une présence qui fera l'objet d'une vigilance particulière des forces de l'ordre. AFP 22.02

Lyon ne sera pas Kiev.

- Plusieurs centaines de personnes défilent à Lyon contre l'extrême droite - AFP 22.02

Entre 700 et un millier de personnes, selon la police ou les organisateurs, ont défilé samedi après-midi à Lyon contre l'extrême droite, une semaine après l'agression au couteau de deux adolescents par cinq jeunes, sympathisants pour certains du mouvement identitaire.

"*Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartier pour nos fachos*", "*le fascisme c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève*", scandaient les manifestants venus notamment à l'appel du collectif 69 de vigilance contre l'extrême droite.

Dans le cortège, encadré par un important déploiement de gendarmes mobiles et de CRS, les drapeaux de la CGT, du Front de Gauche, du PCF, de Solidaires et de la FSU voisinaient avec les militants anarchistes, visage parfois masqué d'un foulard.

En tête de la marche, plusieurs d'entre eux portaient une large banderole bariolée proclamant "*Meurtres et agressions jusqu'à quand, Reprenons la rue*", tandis que fusaient des slogans comme "*Violence fasciste, Collomb (Gérard Collomb, le maire de Lyon, ndlr) complice*" , ou "*Fascistes assassins, Etat complice*".

Malgré un face à face un peu tendu entre les manifestants et les forces de l'ordre dans une rue huppée du centre-ville, à mi-parcours, aucun incident n'a perturbé la manifestation. Les organisateurs s'étaient aussi dotés d'un dissuasif service d'ordre, armé de manches de pioche.

Parti vers 15H30 de la place Gabriel-Péri, sur la rive gauche du Rhône, le cortège a sillonné les rues traversant le centre-ville sous l'oeil des badauds avant d'arriver, deux heures plus tard sans incident, jusqu'à la place de l'hôtel de Ville où il devait se disperser.

Dans la soirée du 14 février, deux adolescents de 16 et 17 ans, militants d'extrême gauche selon des organisations antifascistes, avaient été agressés au couteau lors d'une rixe dans le quartier Saint-Jean, où est implanté un local du mouvement identitaire.

Les auteurs présumés de cette agression, "*sympathisants*" du mouvement identitaire, ont été mis en examen samedi et placés sous contrôle judiciaire.

Le collectif de vigilance 69 contre l'extrême droite s'inquiète de son côté de voir "*des membres de groupuscules fascistes*" s'approprier le quartier de Saint-Jean, sur la rive droite de la Saône, déplorant leur "*violence*" et leur "*sentiment d'impunité*". AFP 22.02

Sont-ils en train de tester en France la méthode qui a fait ses preuves de Tripoli à Kiev en passant par Damas ? Au fait, dans notre portail on a eu l'occasion de l'évoquer à plusieurs reprises. Provocation au moyen de flics, de RG ou d'éléments d'extrême droite infiltrés, désespoir et exaspération d'une partie de la jeunesse qui se radicale tout en étant facilement manipulable ou qui devient incontrôlable, gauchisme frustré en quête de guérillas ou de terrains d'affrontement avec le régime, individualisme exacerbée qui pousse à tous les excès ou à croire que tout est possible, y compris par la violence, ajoutez à cela un marasme social et des inégalités grandissantes et tous les ingrédients sont réunis pour un affrontement avec le régime, mais en l'absence d'une perspective politique, il risque de se transformer rapidement ou avant même qu'il est pu prendre forme en un affrontement entre différentes couches d'exploités.

L'art de la dictature, c'est d'être juge et partie à la fois.

L'Allemagne s'est créé un "*avantage déloyal*" avec les bas salaires - AFP 22.02

Ils l'ont reconnu publiquement, alors franchement, qui osera maintenant leur en vouloir ou les blâmer? Personne, ce serait leur faire un procès d'intention. Qui osera leur demander de corriger leur comportement? Personne, ils s'y sont déjà engagés. Qui osera leur soumettre des propositions ? Personne, ils les ont déjà avancées... en parole !

- L'Allemagne s'est créé un avantage compétitif "*déloyal*" envers ses partenaires avec l'essor des bas salaires, a reconnu le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires européennes Michael Roth, promettant une correction, dans un entretien à l'AFP.

M. Roth, un social-démocrate comme le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier, était interrogé sur les excédents commerciaux records enregistrés par l'Allemagne (près de 200 milliards d'euros en 2013) qui font l'objet d'une procédure d'examen à Bruxelles.

"*Des déséquilibres sont apparus dans l'Union européenne et nous avons le devoir de les corriger. Ce n'est pas seulement le devoir des pays en déficit mais aussi celui de l'Allemagne*", a-t-il déclaré jeudi lors d'une rencontre avec des journalistes de l'AFP à Berlin.

"*Avec l'essor des bas salaires et de l'emploi précaire en Allemagne, nous nous sommes dotés d'un avantage (compétitif) déloyal envers nos partenaires. Il devra être progressivement corrigé*", a affirmé M. Roth. (Ben voyons ! - ndlr)

Les emplois précaires et à bas salaires se sont multipliés en Allemagne dans les années 2000 sous l'effet des réformes du marché du travail de l'ancien chancelier Gerhard Schröder, contribuant à une chute du taux de chômage allemand désormais l'un des plus faibles de l'UE.

Ces réformes ont aussi dopé la compétitivité du pays déjà très forte, faisant exploser l'excédent commercial. L'Allemagne est régulièrement critiquée pour sa dépendance envers les exportations et la faiblesse de sa demande intérieure, qui pénalisent les exportations de ses partenaires européens comme la France, l'Italie ou le Royaume-Uni.

La réduction de l'excédent commercial "*est un sujet sensible en Allemagne*", a reconnu M. Roth. "*Il a souvent été affirmé à tort qu'il s'agissait de réduire nos exportations. Ce n'est pas du tout ça. Il s'agit d'augmenter la demande intérieure*". (Pourquoi voudriez-vous qu'on réduise notre part du marché mondial ? Et comme il n'est pas extensible sur commande, la situation ne risque pas de changer. Augmenter la demande intérieure, c'est augmenter les salaires, mais augmenter les salaires c'est perdre en compétitivité, impensable quand on tient le remède miracle depuis 14 ans pour damer le pion aux concurrents européens, sauf à être suicidaire, pas sûr que les patrons allemands le soient. - ndlr)

Interrogé sur le changement de ton du nouveau gouvernement allemand, par rapport à la coalition précédente avec les libéraux, il a lancé : "*les sociaux-démocrates sont bel et bien là*". Et sur les désaccords éventuels avec les conservateurs sur ces questions économiques et sociales: "*ce que je viens d'esquisser, ce ne sont pas seulement des réponses sociales-démocrates. Ce sont les réponses de la grande coalition. Cela me rend donc confiant qu'elles seront mises en oeuvre*". (Ouf, il ne s'agissait de d'un "*changement de ton*", parole, parole, parole, effectivement "*les sociaux-démocrates sont bel et bien là*", pareils à eux-mêmes. - ndlr) AFP 22.02

Vous êtes présumé innocent aussi longtemps que vous n'avez pas été reconnu coupable par un tribunal. Imaginez maintenant que ce soit vous le tribunal, j'ai comme l'impression que vous allez rester innocent encore longtemps, non ?

J'avais failli écrire faute avouée à moitié pardonnée ou plus si affinités, en l'occurrence c'est le cas, mais ce n'était pas une faute, c'était intentionnel, donc impardonnable, d'où la nécessité de prendre les devants pour éviter le tribunal et le tour est joué. C'est un peu gros quand même, mais justement, plus c'est gros et mieux ça passe ou ça casse, et puis franchement qui oserait résister à l'Allemagne dans l'UE, personne.

Haut de page

Le 24 février 2014

CAUSERIE

Dimanche 14h10 à Pondichéry.

Ayant actualisé le site tôt ce matin, je mets à la date de demain l'article que je viens de rédiger.

Un modèle de confusion qui peut être fatal. Rompre avec le PS est une nécessité absolue.

- *Quand les Solfériniens se couchent devant la France rance et réac…* - Philippe Arnaud - legrandso ir.info - 4 février 2013

Philippe Arnaud se veut redressort de tort de droite et de gauche, on lui laissera l'initiative de cette entreprise, nous ne nous reconnaissons ni dans la droite ni dans la gauche qui étrangement devrait figurer dans le même camp ou défendre les mêmes droits, au point qu'on se demandera si droite et gauche ne feraient pas qu'un et que la véritable gauche serait ailleurs, où, non identifiée ou inexistante, la gauche qui dénonce et combat les manipulations des consciences à des fins idéologiques inavouables ou que droite et soi-disant gauche complices passent sous silence, c'est sans doute la seule chose qui devrait mériter sérieusement notre attention.

Il faut préciser qu'il ne viendra pas à l'idée de monsieur Philippe Arnaud de se demander pourquoi dans d'autres pays les mêmes mesures ou lois adoptées par le PS soutenu par la gauche et l'extrême gauche l'ont été alors que c'étaient des régimes monarchiques, archaïques, rétrogrades au pouvoir, des partis conservateurs, réactionnaires, de droite ou des coalitions droite-gauche qui étaient au pouvoir (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas notamment), il ne se donnera pas la peine de se poser cette question élémentaire, à aucun moment il ne s'apercevra non plus que le PS utilise la propagande en faveur

des droits de minorités depuis les années 70 pour alimenter le communautarisme (féminisme, antiracisme, lutte contre l'homophobie, etc.), et que muni de ce masque qui se veut progressiste, il s'en sert à la fois pourprovoquer une violente réaction de la droite et de l'extrême droite sur lesquels il fera porter la responsabilité et les conséquences qui pourraient en découler pour ces communautés une fois stigmatisées et instrumentalisées, et à faire passer en force ces mesures qui étaient forcément progressistes puisque droite et extrême droite s'y opposaient et finalement ressortir blanchi à l'issue de cette opération.

Il faut que l'auteur de cet article soit lui-même profondément gangrené par le communautarisme et le corporatisme (droite et gauche réunis dans le même combat) pour qu'il ne lui effleure même pas l'esprit que les véritables intentions du PS tiennent de la guerre idéologique tendant à l'atomisation, à l'individualisation des droits de la population, de telle sorte qu'elle en soit totalement spoliée à l'arrivée.

Chacun des acteurs avancent masqués ce qui rend la situation plus compliquée à comprendre, donc plus complexe à expliquer.

La droite ou le parti officiel de l'ordre ne pouvait faire passer ces mesures relatives aux rapports qui concernent ou traversent l'ensemble des classes ou la société, alors que le PS en avait la possibilité une fois au pouvoir avec le soutien de la gauche et l'extrême gauche, de la même manière les conditions étaient réunies pour que la classe dominante pousse encore plus loin son avantage sur le plan social à partir de mai 2012, la gauche et l'extrême gauche qui avait porté Hollande et le PS au pouvoir étant déterminées à ne pas rompre avec eux et n'ayant nullement l'intention de les attaquer frontalement, la réaction qu'incarne le PS avait le champ libre. Tel est ce qui s'est réellement passé et telle est la situation aujourd'hui qu'on le veuille ou non.

La confusion qui est entretenue par l'auteur de cet article et bien d'autres repose sur un seul élément : le refus de caractériser le PS comme un parti de droite, bourgeois, capitaliste. A partir de là toutes les analyses qui seront fournies seront faussées sans que se dégage la moindre persective politique pour combattre efficacement le régime.

Passons aux extraits que j'ai retenus de cet article.

N'est pas forcément ringard ou réactionnaire qui on croit.

- "*... à peine 24 h après la manifestation ("Manif ' pour tous") de dimanche, le gouvernement annonce qu'il ne présentera pas de projet "famille en 2014". Peu importe de savoir si ce projet prévoyait ou non la PMA (Procréation médicalement assistée). L'essentiel est que le gouvernement cède à la fraction la plus réactionnaire, la plus ringarde, la plus revancharde de la société, ce qui est un très mauvais signal envoyé à tout le monde : un mauvais signal à la droite et un mauvais signal à la gauche...*"

L'idéologie qui soutend notamment toute la politique de Hollande et du PS en matière de rapports entre les différents membres qui composent la société est extrêmement dangereuse et ultra réactionnaire, parce qu'elle s'inscrit dans la stratégie néolibérale qui flatte ou encourage l'individualisme, revendique l'individualisation des droits sociaux au détriment des droits sociaux collectifs, qui est le pendant des privatisations, de la marchandisation à outrance de la société au profit des multinationales et des banquiers. Monsieur Arnaud ne comprend manifestement pas que le PS ne pourrait pas appliquer sa politique si la droite et l'extrême droite ne jouaient pas le jeu, ne montaient pas au créneau pour s'y opposer, il en a besoin pour apparaître progressiste, alors qu'il est foncièrement réactionnaire.

- " *Il existe, certes, d'autres sujets, autrement plus graves, sur lesquels le gouvernement cède aux grands patrons, aux petits patrons, aux professions libérales, cède à l'Europe, au F.M.I., aux agences de notation, à la B.C.E., au gouvernement allemand, pour ne rien dire du projet de Partenariat Transatlantique, négocié dans le plus grand secret par la Commission de Bruxelles et les Etats-Unis, et sur lequel il se garde bien de " communiquer "...*"

Je ne sais pas si on a à faire à un naïf ou un manipulateur, mais si dans tous les domaines qu'il a énoncé le PS a un comportement plus que suspect, intolérable qui cache ses véritables intentions, il fallait en tirer les mêmes conclusions s'agissant des droits des minorités qu'il comptait instrumentaliser pour ne pas marcher dans la combine. Maintenant, on comprend qu'en épargnant le gouvernement sur des questions aussi graves que la soumission à l'UE ou au FMI, monsieur Arnaud était finalement bien disposé à l'encontre du gouvernement contre lequel il n'avait pas vraiment envie de mener le combat.

- "*On aurait tort de croire que cette droitisation de la société ne nous affectera qu'à la marge : c'est partout, en Europe et aux Etats-Unis, que l'on attaque les avancées des années 1960 et suivantes (interdiction de l'avortement en Espagne et une grande partie des Etats des Etats-Unis).*"

Cela devrait le rassurer, ailleurs dans le monde l'impérialisme américain flanqué de son allié européen s'en prend à tous les peuples, liquide par centaines de milliers ou millions les travailleurs d'un grand nombre de pays quand il ne les maintient pas dans la précarité extrême, pille leur pays et élimine des millions de femmes, hommes et enfants en les affamant ou par le biais de la sous-alimentation ou l'impossibilité d'avoir accès à des médicaments ou des soins appropriés.

Parallèlement à l'interdiction de l'avortement ces pays-là s'emploient à empoisonner leur population par tous les bouts, se livrant à un eugénisme larvé dont ils n'ont pas conscience parce qu'on n'en voit pas encore concrètement les effets, là non plus il ne lui viendrait pas à l'idée que pour que leur stratégie puisse être appliquée, ils ont tout intérêts à renouveler les générations le plus rapidement possible, à éliminer les générations qui ont été rompues à la lutte des classes pour les remplacer par des générations plus dociles qu'ils auront formatées au néolibéralisme dès l'école maternelle.

Cela dit, si on défend évidemment le droit à l'avortement, c'est en ayant parfaitement conscience des conditions dans lesquelles ce combat doit être mené et dans quelle perspective politique, c'est-à-dire y compris contre le PS.

- "*Contre cette droite qui "n'a rien appris et rien oublié", contre cette droite "cul béni" et revancharde, j'en appelle à la révolte, à la résistance et au blasphème, j'en appelle à la mutinerie, au sacrilège et à l'insurrection. Contre cette gauche couchée (mais est-on encore de gauche quand on se couche ?), j'en appelle à une gauche debout...*"

C'est cela, de l'imposture à la posture, quoi !

On va loin avec un tel appel après tant de confusion. Pour mener le combat politique, la première chose c'est de définir qui est notre ennemi, quelle est sa nature, avec quelle idéologie il mène la lutte de classe et quelle est sa stratégie, tout le reste est du baratin de philistin.

La suite lundi 15h30 en Inde.

Quand le parti qui n'a de gauche que le nom "***fusionne***" avec le PS.

- Alexis Corbière : "*A Paris, le Parti de gauche est la force qui monte... qui monte.. qui monte*" - paris-ile-de-france.france3.fr 23.02

Interview. Extraits.

Alexis Corbière a l'humeur au beau fixe. Le bras droit de Jean-Luc Mélenchon, candidat dans l'arrondissement aux municipales du mois de mars, distribue ses tracts. Il estime que le Parti de Gauche, qui présente des listes autonomes, alors que le parti communiste, autre composante du Front de gauche, a choisi de s'allier dès le premier tour avec Anne Hidalgo, est en passe de réussir son pari dans la capitale. Obtenir plus d'élus au Conseil de Paris (2 à l'heure actuelle) en fusionnant entre les deux tours avec le PS comme c'est prévu. (...)

(On comprend qu'ils jubilent au PG ! Il y en a qui un ont un sexe à la place du cerveau, chez d'autres c'est un appareil digestif, il y en a même qui cumulent. - ndlr)

Le bulletin de vote Simonnet (la candidate du PG à la mairie de Paris - ndlr) a cette double fonction. Il dit clairement, on est là pour empêcher le retour de la droite mais pour aussi dire au gouvernement qu'il n'est pas assez à gauche. (...)

(Tiens donc, il serait de gauche, c'est que le PG et le FdG ne le sont pas vraiment non plus, non ? Sans doute comme en Ukraine ! -ndlr)

Je ne me positionne même pas par rapport au PS. (...) Mais beaucoup de gens ne savent plus très bien s'ils sont de gauche ou de droite. Beaucoup de gens sont désorientés. C'est une des caractéristiques de la période particulièrement avec ce gouvernement. Nous on essaie de faire que ce bulletin de vote veuille dire: Si vous êtes de gauche, si vous pensez que ce gouvernement ne fait pas assez de social, ici à Paris vous avez le bulletin Front de gauche pour exprimer un vote clair dès le premier tour qui exprime cette exigence.

(On comprend dès lors pourquoi "*beaucoup de gens ne savent plus très bien s'ils sont de gauche ou de droite*" ou plutôt, ils sont encore nombreux à être de gauche alors que le PS et la vermine qui lui colle aux basques sont de droite en réalité. Etre de gauche se réduirait finalement à une vulgaire fonction alimentaire, on est bien obligé d'observer que tous les partis ont adhéré depuis 70 ans au fil du temps à cette théorie. - ndlr)

Il y a un paradoxe. Les gens veulent s'abstenir et en même temps, ils ont envie que cela change. Les listes Danielle Simonnet est le bulletin de vote qui essaye d'exprimer cela.

(Raison plus pour boycotter ces élections, puisque voter ne changera rien ou servira une fois de plus à légitimer le régime en place et les institutions. - ndlr)

En complément.

En famille. C'est chouette au deuxième tour les électeurs du PG vont pouvoir voter MoDem !

- Municipales: le Modem marseillais en "*congé*" du MoDem s'allie au PS - AFP 23.02

Monsieur Alexis Corbière, dites-nous : Pourquoi "*beaucoup de gens sont désorientés*", votre parti qui tient en permanence un double langage n'y serait-il pas pour quelque chose des fois ? Et un conseil, que personne ne nous accuse de vous calomnier, les faits sont cruels, il faut assumer.

Conditionnement de la société et déliquescence de la civilisation humaine.

Les pervers ont forcément des intentions inavouables.

- Vers la suppression du sexe à l'état civil ? - LePoint.fr

La France est un pays sous-développé, arriéré. La preuve.

En Inde, à Pondichéry où j'habite depuis 1996, la semaine dernière j'ai été amené à remplir un formulaire administration fourni par le gouvernement, c'était relatif à la nouvelle réglementation pour continuer de me fournir en gaz en bouteille, la quantité annuelle par ménage et le prix sont fixés par l'Etat.

La quatrième ligne était consacrée au "*gender*" et non au sexe avec le choix de cocher l'une des trois cases proposées en fonction de la personne qui avait souscrit cet abonnement au gaz : male, femelle, transgender, marravar en tamoul. Cela ne m'a pas choqué, j'ai trouvé cela normal puisqu'il existe des gens dans la société qui sont de sexe indéterminé, l'administration en tient compte voilà tout.

Mais au fait, cela n'a pas créé de problèmes particuliers parmi la population que l'on dit arriérée au possible, dans le sens de réac quoi. Personne n'en a parlé, pas de pétitions, pas de manifestations, cela s'est fait naturellement, sans annonce bruyante de la part du gouvernement, sans que les médias s'en emparent, de tels sorte que les esprits les plus archaïques que cela aurait pu heurter et pour le coup les partis politiques de l'opposition ou les plus réacs sont restés muets, n'ont pas bougé.

C'est là que l'on comprend que l'on a à faire en France (et ailleurs) à une vaste opération de manipulation politique destinée à diviser les masses laborieuses et à broyer leurs droits, ceux qu'il leur reste encore. En Inde la situation est différente, ce n'est pas nécessaire car c'est déjà fait où plutôt elles n'en on pas donc la chose est réglée, elles doivent se battre pour en obtenir, et quant à les diviser, l'individualisme qui prédomine tous les rapports fait largement l'affaire.

J'ai discuté avec mon épouse de cette question. Je lui ai dit que j'avais repéré un groupe de travestis ou de transexuels qui font la manche en passant de boutique en boutique, je lui ai demandé comment ils faisaient pour satisfaire leurs besoins élémentaires. Elle m'a répondu qu'ils vivaient ensemble et qu'ils ne travaillaient pas (j'en connais au moins deux qui travaillent, mais cela doit être l'exeption), que le gouvernement leur versait une allocation, prenait en charge leur habitation, etc.

En somme, la France est plus arriérée que l'Inde dans ce domaine, alors que sur le plan social et politique c'est l'inverse. On ne peut pas dire que ceci expliquerait cela, car les rapports des Indiens à la sexualité remontent à la période pré capitaliste et pré coloniale et sont largement influencés par l'hindouisme notamment qui se voulait très libéral en la matière contrairement là encore au système de castes qui était très rigide.

Pour être plus précis ces rapports ont été influencés par des normes ou des codes établis avant que l'hindouisme ne s'impose en Inde, hindouisme qui comporte de nombreux courants dont certains étaient plus libéraux que d'autres, libéralisme parfois réservé aux castes supérieurs, les castes inférieures faisant office de réservoir d'esclaves sexuelles ou de prostituées, chaque temple disposant d'une troupe de prostituées ou encore le brahmane devant officié lors d'un mariage disposait du privilège de vérifier - sur le tas si je peux me permettre, la virginité de la future épouse. La polygamie est admise en Inde et pas seulement pour les musulmans, on en parle très librement. Le mariage d'une enfant avec un homme d'âge mûr se pratique encore, beaucoup moins que dans le passé, c'est devenu une exception. L'homosexualité chez les hommes est très répandue semble-t-il, je n'ai pas eu l'occasion de m'en apercevoir, de la même manière que la prostitution se pratique discrètement, en tout cas à Pondichéry.

Hystérie, hypocondrie. Ils sont en train de vous rendre fou !

- Un Français sur dix a peur d'être malade même sans aucun symptôme - AFP

Il ne serait pas étonnant qu'ils aient sorti ce sondage parce qu'ils estiment qu'ils ne sont pas encore assez nombreux dans ce cas, 10% c'est peu si on prend en considération les saloperies qu'ils respirent et qu'ils ingurgitent, leur mode de vie frénétique, stressant, c'est même étrange. Gageons qu'après avoir pris connaissance de ce sondage ils seront plus nombreux à se soucier

d'eux-mêmes... plutôt que du reste ou de l'état de la société par exemple.

Des naïfs seront peut-être portés à penser qu'on voie le mal partout et que ce n'était pas du tout l'object de ce sondage et cet article, alors quel était-il ? Non, voyez-vous ils commanderaient des sondages juste pour le plaisir de dépenser quelques milliers d'euros, les articles, les discussions et les polémiques auxquels il donnerait lieu et qui seront relayés en boucle, martelés du matin ou soir par les médias ne les intéressent pas du tout. Ils n'ont pas le sens de la communication, tout ce qui touche à l'idéologie, à la propagande politique, ils y sont étrangers, ben voyons !

Vous êtes trop laid, cachez-vous !

- Regardez nos tronches : l'adolescence, c'est bien quand ça se finit - Rue89

Entendez par là qu'on avait une sale guerre quand on était adolescent : visage boutonneux, points noirs, coupe de tifs à chier, absence de maquillage ou l'inverse, pot de peinture grotesque, regard naïf ou stupide, trop naturel quoi, un vilain défaut, de nos jours chacun doit absolument entrer dans un stéréotype, être formaté comme il convient dedans comme dehors.

Comment, vous êtes adolescent et vous vous sentez bien dans votre peau, vous dormez bien, vous ne faites pas de cauchemars, vous n'avez pas d'idées violentes qui vous traversent l'esprit, désolé, c'est que vous n'êtes pas tout à fait normal. Vraiment ? Oui, vous devriez être mal, triste, inquiet, sous antidépresseurs.

Ils visent là les jeunes qu'ils veulent ainsi ridiculiser, mais aussi mieux contrôler, formater.

Non mais t'as pas vu ta gueule, tu ferais mieux de ne pas sortir, reste cloîtrer chez toi devant ton ordinateur, et puis comment peux-tu la ramener avec une tronche pareille ? Quoi, t'es pas encore complexé, et bien tu devrais mon pote...

Et vous les vieux, vous avez vu votre gueule, cela donne envie de vomir !

C'est un adulte qui a rédigé cet article, il s'agissait là d'opposer les générations entre elles.

Ils sont heureux, ils ont atteint leur objectif : créer des barbares, des monstres... à leur image (PS, Hollande, etc.).

- Essonne : cinq jeunes en garde à vue pour "*acte de cruauté*" sur une chèvre - Francetv info

Cinq jeunes, dont des mineurs déjà connus des services de police, étaient en garde à vue pour acte de cruauté envers un animal après avoir incité leur chien (un Staffordshire classé dans la première catégorie des chiens dangereux) à mordre une chèvre qu'ils avaient attachée à un piquet hier soir à Massy (Essonne). AFP 23.02

Info capitale relayée complaisamment par notamment : 20 Minutes, La Voix du Nord, Le Parisien, Metronews, Ouest-France, Le Progrès.fr, Jean-Marc Morandini.com, RTL, Le Figaro, L'Est Républicain, Le Républicain Lorrain, Le Dauphiné Libéré, Vosges Matin, Charente Libre, Dernières Nouvelles d'Alsace.

Question : Qui encourage, fait l'apologie de la "*cruauté*, qui soutient en Syrie les barbares takfiris et al-qaïdistes qui découpent en morceaux des civils et les font griller en brochettes sur la place publique, qui égorgent hommes, femmes et enfants innocents, violent, se livrent à d'horribles massacres, etc. sinon Hollande, Fabius, Le Drian (il est encore en visite au Qatar), Valls, le PS, ses satellites et ses alliés de gauche et d'extrême gauche, l'UMP et l'UDI.

Conditionnement et manipulation des conscience.

Maintenant que la loi est passée et qu'on approche des élections, il faut bien rétablir la vérité, une toute petite partie de la vérité.

- Société: les catholiques français se montrent progressistes, selon un sondage - AFP

Les catholiques français se montrent progressistes sur les sujets de société, selon un sondage BVA pour Le Parisien Dimanche/Aujourd'hui en France.

Selon le sondage, 54% des catholiques interrogés se prononcent pour le droit au mariage des couples homosexuels contre 61% pour l'ensemble de la population française.

92% des catholiques se montrent favorables à l'utilisation du préservatif (91% de l'ensemble des Français). AFP 23.02

La France n'est pas encore l'Ukraine. Comment Valls et médias falsifient les faits et s'emploient à le faire croire.

- ND-des-Landes: le FN accuse Valls de "*complaisance*" avec l'extrême gauche - AFP

- Notre-Dame-des-Landes : EELV répond à Ayrault avoir "*toujours dénoncé*" la violence - Francetv info

- Notre-Dame-des-Landes : le maire de Nantes porte plainte contre X après les dégradations - Francetv info

- Qui sont les «*Black Blocs*»? - liberation.fr 23.02

- Manuel Valls les a pointés du doigt après les graves débordements en marge de la manifestation anti-aéroport de Notre-Dame-des-Landes, samedi. «*Cette violence venant de cette ultra-gauche, de ces "Black Blocs", qui sont originaires de notre pays mais aussi de pays étrangers, est inadmissible et elle continuera à trouver une réponse particulièrement déterminée de la part de l'Etat*», a prévenu le ministre de l'Intérieur. liberation.fr 23.02

Valls se croit en Ukraine ! Il se peut aussi que parmi eux figuraient des provocateurs, des membres des RG, des flics... A suivre.

Commentaire d'internaute.

1- "*Quand le pouvoir ne sait plus quoi faire face au chômage et à la casse sociale, il invoque les vieux clichés du siècle passé, la conspiration marxiste internationale ou le terrorisme libertaire... Tout ça pour quelques tags, des chaises empilées et des pavés? Sérieusement...?*"

2- "*Le fait que les "journaux" (ou ce qu'il en reste) comme Libé reprennent en chœur les délires de Valls montre que le plan communication du PS fonctionne auprès des mass médias : la police a chargé les piétons, y compris les familles (plutôt disuadées de rester par des lacrymos à leur encontre), et ce avant les premiers incidents. La police a provoqué le caractère violent de cette manifestation, car le PS craint un mouvement alternatif de gauche ou sympathisants qui soit fédérateur. Vall a beau jeu de parler d'ultra gauche ou de blacks block : ce ne sont que quelques kystes.*

Et plutôt que de parler du fond, les images vendent du papier.... Quand à l'ancien bras droit du ministre des transports, ancien préfet ayant signé ce contrat délirant entre Vinci et l'Etat français, il continue désormais de présider Vinci aéroport. Conflit d'intérêt ? Circulez y'a rien à voir !"

3- "*La préfecture avait choisit de mettre Nantes en état de siège et de nous empêcher d'être visible dans le centre ville. C'est la première fois qu'on interdit à une manifestation d'emprunter le Cours des 50 Otages. Une partie du cortège est passée par l'île Beaulieu. Une autre a essayé de passer par le trajet initialement prévu et a fait face à une répression policière violente avec tir de flashball, gaz lacrymogènes et grenades assourdissantes. Cela n'a pas empêché les manifestants de rester en masse dans les rues de Nantes jusqu'à la fin.*

Il existe différentes manières de s'exprimer dans ce mouvement. Le gouvernement est sourd à la contestation anti-aéroport, il n'est pas étonnant qu'une certaine colère s'exprime. "

ACTUALITÉ DU JOUR

Statégie du choc, déstabilisation, coup d'Etat de l'Empire...

- Thaïlande: attaque à la grenade à Bangkok, deux morts dont un enfant - AFP

- Ukraine : Hollande salue "*la transition démocratique qui s'engage*" - LePoint.fr

"*La France entend accompagner le processus en cours et appuyer pleinement, avec l'aide de l'Union européenne, les réformes politiques et la modernisation économique de l'Ukraine. Les ministres des Affaires étrangères français et allemand continuent de travailler dans ce sens*", conclut le communiqué.

- De Manille à Kiev, les manifestants adorent les palais de dictateurs - Rue89

- Syrie: l'Arabie cherche à équiper les rebelles d'armes pakistanaises - AFP

- Explosion d'une voiture piégée dans la ville syrienne d'Atmeh - Reuters

- Syrie : « *Il faut élever la voix et arrêter Bachar* » - LeMonde.fr 23.02

Le Prix Nobel de la paix Elie Wiesel appelle, dimanche 23 février, à mettre fin au « *silence* » et à « *l'inaction* » face au « *crime contre l'humanité* » qui se déroule en Syrie, où Bachar Al-Assad « *massacre son propre peuple* ». « *Face au crime, il faut élever la voix et arrêter Bachar. Le silence et l'inaction ne sont pas des solutions* », déclare-t-il au Journal du dimanche.

« *Cette tragédie sanglante qui dure depuis trop longtemps en Syrie doit s'arrêter* », martèle l'écrivain américain d'origine roumaine, âgé de 84 ans. LeMonde.fr 23.02

Commentaire d'internaute.

1- " *Le prix Nobel du mensonge*"

2- "*Prix nobel de la paix ? Comme Obama ? Mais faut arrêter ce harcèlement de mensonges. Y'en a plus que marre .*"

3- "*La seule chose qu'il faut préciser pour que les lecteurs se fassent une idée de ce Elie Wiesel est que ce dernier est un juif sioniste qui a consacré sa vie à défendre le sionisme.*

- Anti Palestinien, il a en 2003 défendu l'agression contre l'Irak en écrivant:dans le San Francisco Chronicle10 : « Bien que je sois opposé à la guerre, je suis favorable à une intervention quand aucune autre option n'est possible, et telle est la situation présente, en raison des louvoiements de Saddam Hussein et de sa constante procrastination ». Elie Wiesel affirme croire Colin Powell — Il a affirmé que l'armée irakienne possède des armes de destruction massives (rien que ça) pour dire qu'il mérite son prix Nobel dit abusivement "de la paix".

- En 2006 e Premier ministre israélien Ehud Olmert lui propose le poste de Président de l'État d'Israël, en remplacement de Moshe Katsav. pour dire qu'Israël lui fait confiance.

- en 2011 il prend la tête du conseil d'administration d'Elad, un groupe de colons israéliens d'extrême droite gérant un parc archéologique situé en plein cœur du quartier palestinien de Silwan à Jérusalem. Le journaliste Benjamin Barthe indique : « Si le ralliement d'Elie Wiesel à cette entreprise n'est pas une surprise, compte tenu de son opposition farouche à tout partage de Jérusalem, son geste a néanmoins semé la consternation dans les cercles pacifistes israéliens, persuadés que la judaïsation de Jérusalem-Est constitue une bombe à retardement »."

4- "*Le Hongrois Miklos Grüner (83 ans) affirme depuis des années qu'Elie Wiesel n'est qu'un imposteur, qu'il n'est pas l'auteur de "La Nuit"*"

5- "*Au fait Wiesel, il est où le numero que tu devrais avoir sur ton bras? Les allemands ont oublié de te le tatouer?*"

- Une série d'attaques fait au moins 17 morts en Irak - Reuters

- Pakistan: 38 morts dans le bombardement de sanctuaires talibans - AFP

- J'ai suivi les jeux olympiques (de Poutine) sur la télé russe - Slate.fr

- Brésil: une manifestation contre le Mondial de foot dégénère à Sao Paulo - AFP

- Venezuela. Propagande, censure, rumeurs : le combat passe par les médias - Le Nouvel Observateur

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Les Espagnols dénoncent un "*coup d'État contre la démocratie*" - Le Point.fr 23.02

Des milliers de personnes ont défilé dimanche à Madrid pour dénoncer pèle-mêle les coupes budgétaires et les projets de loi sur l'avortement, ou la sécurité du gouvernement conservateur espagnol, clamant contre un "*coup d'État porté contre la démocratie*".

"*Aujourd'hui, les citoyens veulent dénoncer le fait que la société vit un nouveau coup d'État contre la démocratie*", expliquaient les dizaines d'associations et de plateformes citoyennes qui avaient convoqué le défilé dans un manifeste. "*Mais cette fois-ci, il n'est pas militaire mais financier*." "*Ils réservent le pire aux travailleurs et à la classe moyenne et gardent le meilleur pour eux*", dénonçait, à propos du gouvernement conservateur de Mariano Rajoy, Pedro Miguel, chômeur depuis un mois du secteur de la construction. À 59 ans, il estime n'avoir "*aucune possibilité de trouver*" un emploi dans ce pays frappé par un taux chômage de 26 %.

"*Il y a de plus en plus de coupes*", expliquait Ruth Pascual, une employée de grande surface de 38 ans venue manifester avec sa fille de huit ans, toutes deux portant les pulls verts marqués du mot d'ordre "*École publique de tous pour tous*", devenus emblématiques de la défense de l'éducation publique.

"*Liberté d'expression*", "*Il ne nous feront pas taire*", "*Loi sur la sécurité.. de Rajoy comme Franco*" : les pancartes étaient aussi multiples que les revendications.

Les manifestants dénonçaient notamment le programme d'austérité sans précédent lancé en 2012 par le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy, et visant à économiser 150 milliards d'euros d'ici la fin de cette année, ainsi que ses projets de loi très controversés sur la "protection de la sécurité citoyenne" ou la suppression du droit à l'avortement (ne le permettant que dans certaines circonstances).

Portant des casquettes rouges marquées du logo de Coca Cola, les employés des usines d'embouteillages de la célèbre boisson étaient également présents pour dénoncer la fermeture prévue de quatre usines de Coca-Cola Iberian Partners, unique entreprise d'embouteillage de la multinationale en Espagne, qui menace près de 1 200 emplois, selon les syndicats. Le Point.fr 23.02

ECONOMIE

G20

L'internationale du capital s'est réunie. - G20: consensus sur la croissance et l'évasion fiscale, pas sur l'Ukraine - AFP 23.02

Les pays du G20 réunis ce week-end à Sydney ont mis l'accent sur la croissance, tenté d'apaiser les inquiétudes des nations émergentes et renforcé leurs efforts contre l'évasion fiscale.

Les pays membres du G20, qui représentent quelque 85% de l'économie mondiale, se sont fixé pour objectif de doper la croissance de deux points de pourcentage supplémentaires d'ici à 2018, en "développant des politiques ambitieuses mais réalistes".

"*Cela représente plus de 2.000 milliards de dollars en termes réels et permettra la création de nombreux emplois*", ont souligné les ministres des Finances et les banquiers centraux lors de cette réunion préparatoire au sommet des chefs d'Etat qui se tiendra en novembre à Brisbane (Australie). (2.000 milliards de dollars par rapport au PIB mondial qui est de l'ordre de quelque 60 mille milliards de dollars, cela représente au mieux 2%, moins de 0,5% par an à se répartir sur près de 200 pays, apparemment tout le monde ne sera pas servi de la même manière, moins encore si le traité transatlantique de marché unique UE- E-U était signé... Et que reste-t-il une fois que les riches se seront servis ? - ndlr)

Pour la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, cet objectif "*peut être atteint, voire dépassé*" à condition "*de mettre en oeuvre les réformes identifiées*" dans chacun des pays concernés. (Réformes qui devraient se traduire par des destructions supplémentaires d'emplois. - ndlr)

Le secrétaire américain au Trésor Jack Lew a souligné que le G20 s'était cette fois totalement concentré sur la croissance, abandonnant le débat sur l'austérité.

"*Si on regarde où nous en étions il y a un an, discutant de l'austérité ...Ce (weekend) le débat a porté sur la manière dont nous pouvons agir ensemble, partager les meilleures pratiques et impulser un mouvement permettant à chacune de nos économies*

de croître et à l'économie mondiale d'atteindre l'objectif fixé". (On sait ce qu'entendent les représentants de l'Empire quand ils parlent de "*partage*" avec le reste du monde. - ndlr)

Dans un geste à l'égard des pays émergents, qui s'inquiètent des effets collatéraux de la sortie de la Fed de sa politique monétaire ultra-accommodante, les banques centrales du G20 renouvellent leur engagement à "*calibrer avec attention et à communiquer clairement*" sur leur politique monétaire. (Alors que ce sont Golman Sachs et JP Morgan et Cie qui ont le contrôle de la politique monétaire. - ndlr) AFP 23.02

Haut de page

Le 25 février 2014

CAUSERIE

Lundi 22h19 en Inde.

20 nouveaux articles ont été ajoutés.

Mardi 15h30 en Inde.

Le boulot de la journée est terminé.

Ce qui me stimule, c'est lorsque je constate que les faits jours après jour confirment mes analyses. Il y a quelques années j'avais commis l'erreur de ne pas avoir pris à leur juste valeur les "*révolutions de couleur*" qui n'étaient que des coups d'Etat déguisés orchestrés par l'impérialisme américain, j'en ignorais l'origine, je voulais croire que les masses y étaient mêlées, alors qu'en réalité soit elles en étaient absentes, soit elles avaient été manipulées, bref elles n'avaient rien à en attendre, elles étaient tournées contre elles.

Depuis j'ai rectifié le tir. Grâce aux portails du Réseau Voltaire et de Mondialisation.ca notamment. Ce sont des sources d'informations qui nous sont très précieuses, on a le droit de les remercier au passage, cela se fait, chez moi en tout cas. Plus le temps passe en repensant au passé, et plus je fous de ce qu'on peut penser de moi.

Tous les jours je lis des articles de sources ou d'auteurs différents et ces derniers temps j'ai constaté qu'il ne se passait pas une semaine sans qu'il y en ait qui découvrent que le PS est de droite en réalité, sans blague et sans rire, je n'en ai pas du tout envie, reste qu'ils ne se demanderont pas depuis quand. Or c'est la question déterminante pour comprendre comment le mouvement ouvrier a pu en arriver à ce point de dégénérescence et essayer de le reconstruire sur de nouvelles bases, en renouant avec sa tradition révolutionnaire, avec le marxisme et le socialisme. La question vaut pour tous les partis qui l'ont soutenu pendant des décennies et des décennies.

On se rend compte, trop tard que telle n'était pas sa véritable nature, qu'il n'était pas de gauche. Cela mérite de se poser une multitude de questions que nous avons abordées ici et d'y apporter des réponses cohérentes et sérieuses en partant des faits, en les resituant dans leur contexte, en tenant compte des rapports entre les classes de l'époque, etc. mais aussi des tâches que la classe ouvrière auraient dû accomplir au cours ce cette période et des objectifs politiques que l'avant-garde aurait dû se fixer...

Or, rien de tout cela n'a été fait ou l'analyse de la situation a été faussé du fait qu'on a refusé de caracériser le PS et d'en tirer les conclusions politiques qui s'imposaient, on s'est contenté de la solution de facilité ou qui paraissait la plus économique, qui a consisté à élever au rang de dogme ou de fétiche le front unique qui a abouti au résultat qu'on a sous les yeux en 2014 synonyme de faillite ou de néant politique aussi bien sur le plan organisationnel que de la conscience des masses qui n'a pas progressé.

Ce qui est extraordinaire mais s'explique très bien par ailleurs du fait que même l'avant-garde était gangrené par le réformisme bourgeois, c'est que même en l'absence de résultats politiques à l'arrivée, ou alors il faudrait qu'on nous indique lesquels, il y en a qui s'acharnent à affirmer qu'on aurait été à un moment donné dans la bonne voie, alors que la réalité à laquelle ils se réfèrent pour en arriver à cette conclusion ne dépassait pas le stade des apparences, de la même manière qu'on ne s'est jamais interrogé sur la nature du mouvement ouvrier, sur son orientation politique de 1945 à la fin des années 70 qui était bourgeoise pour reprendre une expression chère à Engels, sauf que l'alimentaire en guise de conscience politique s'épuise très vite, pire encore, il n'en reste plus rien ou des séquelles qui un jour ou l'autre leur seront fatales.

La fonction du mouvement ouvrier et de son avant-garde a été réduite à celle d'un appareil digestif sans s'apercevoir qu'un jour ou l'autre il serait atteint d'un cancer qui l'emporterait.

Le PS est un parti de droite, quelle surprise !

Le néolibéralisme a fini par s'imposer au sein du capitalisme, quelle surprise !

L'oligarchie financière gouverne le monde ou a pris le pouvoir politique, quelle suprise !

Tous nos acquis sociaux et politiques foutent le camp, quelle surprise !

Les syndicats soutiennent la politique impérialiste du PS (et de l'UMP), quelle surprise !

Le mouvement ouvrier est réduit quasiment à l'impuissance, quelle surprise !

Il n'existe plus aucune issue politique au delà du capitalisme, quelle surprise !

L'individualisme et le nihilisme font office d'idéologie, quelle surprise !

On récolte ce qu'on a semé.

Pour nous rafraîchir la mémoire, quelques extraits de L'impérialisme stade suprême du capitalisme publié par Lénine en 1916, hier quoi !

1- "*L'analyse théorique, ainsi que la critique économique et politique, de l'impérialisme par Kautsky sont entièrement pénétrées d'une tendance absolument incompatible avec le marxisme, qui consiste à estomper et atténuer les contradictions les plus essentielles et à maintenir à tout prix au sein du mouvement ouvrier européen une unité chancelante avec l'opportunisme.*"

A l'inverse, au nom du fron unique tout a été fait pour maintenir cette "*unité chancelante avec l'opportunisme*" jusqu'à nos jours.

2- "*Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.*

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle."

C'était les sections de la IIe Internationale, dont le PS que Lénine traitait de réactionnaires. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais à mon avis cette caractérisation était incompatible avec tout front unique en direction des dirigeants ou de la direction du PS, ce que d'ailleurs confirmera la résolution du IVe Congrès de l'Internationale Communiste, à condition évidemment de savoir lire ou sans a priori ou oeillères.

Le 14 février 2014, 98 ans plus tard, le POI s'est rendu avec une délégation de maires à l'Elysée pour rencontrer le monarque du PS qui les a éconduits proprement préférant la compagnie des grands patrons qu'il recevra en grande pompe trois jours plus tard, comme quoi ils ne craignent pas le ridicule et ils n'ont pas tenu compte des conclusions de Lénine.

Ils tenaient une fois de plus à légitimer Hollande (et le régime, les institutions), mais c'est du patronat qu'il tient sa légitimité, n'est-il pas le président du CAC40, des banquiers ? Voyez-vous la différence qui existe entre ces opportunistes et Hollande, c'est qu'eux se comportent en vassaux, alors que lui les méprise, il a raison et ils ont tout faux, on ne s'en réjouit pas, c'est pitoyable voilà tout !

3- "*Hobson a anticipé sur les thèses de Kautsky, en s'insurgeant contre l'"inéluctabilité de l'impérialisme" et en invoquant la nécessité "d'élever la capacité de consommation" de la population (en régime capitaliste !). C'est aussi le point de vue petit-bourgeois qu'adoptent dans leur critique de l'impérialisme, de l'omnipotence des banques, de l'oligarchie financière, etc., des auteurs maintes fois cités par nous (...) Sans prétendre le moins du monde faire oeuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie...*"

Cette critique du point de vue du petit-bourgeois s'adresse à tous ceux qui ont réduit le combat du mouvement ouvrier à des revendications alimentaires, immédiates, à l'amélioration de la condition ouvrière comme une fin en soi, afin "*d'élever la capacité de consommation*" de la population, la "*croissance*" ou la sortie de crise du capitalisme passerait par des augmentations

de salaire qui permettraient de consommer davantage, donc de créer des emplois et de lutter contre le chômage... pendant que le régime se maintiendrait en place (le chômage, la précarité et la pauvreté aussi mais sans que cela les concerne vraiment) puisque leur objectif n'est pas de combattre pour le renverser.

C'est la stratégie opportuniste qui a été adoptée depuis 70 ans par les trois courants trotskistes et qui a fait des merveilles, puisqu'ils sont quasi inexistants aujourd'hui, chacun regroupe à peine quelques milliers de militants, leur politique est inaudible...

On retrouve au POI ces mots d'ordre de "*la libre concurrence et la démocratie*" à travers la rupture avec l'UE qui ne signifierait pas systématiquement la rupture avec le capitalisme, laissant la "*libre concurrence*" faire son oeuvre au sein de l'union libre des Etats libres d'Europe ou entre Etats capitalistes... qui a déjà mené à la guerre à deux reprises en Europe, peu importe, et les appels en faveur de la démocratie qui comme l'argent n'aurait pas d'odeur ou le PS, l'orientation du mouvement ouvrier qui n'auraient pas une nature ou un contenu précis.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais avec le coup d'Etat qui vient d'avoir lieu en Ukraine réalisé par l'impérialisme américain (Otan et CIA) et l'UE (flanqué du Mossad) au nom de la démocratie, je ne suis pas sûr que ce mot d'ordre puisse incarner l'objectif politique pour lequel les travailleurs doivent combattre et qu'il soit capable de le comprendre. En revanche, pour avoir été avancé avec succès par les auteurs de ce coup d'Etat, il faut le reconnaître, il semblerait plutôt qu'il contribuerait davantage à embrouiller et induire en erreur les masses quant à la nature de l'ennemi qu'elles doivent combattre autant que sur leurs faux amis qui veulent leur imposer leur dictature par le biais de l'UE. Aujourd'hui en Ukraine se réclamer de la démocratie revient à légitimer et soutenir ce coup d'Etat.

Qu'on nous permette de nous abstenir.

Le problème, c'est que la rupture avec l'UE ne suffit pas, sans la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, donc sans une révolution socialiste, la démocratie n'existera que sur le papier.

Ce coup d'Etat vient une nouvelle fois de démontrer que la survie du capitalisme mondial est devenue incompatible avec l'existence d'un président et d'un parlement élus, donc avec la démocratie même réduite à une peau de chagrin, dès lors qu'ils ne font pas acte de soumission totale devant l'oligarchie financière américaine et occidentale qui détient le pouvoir politique, ou qui osent la défier en entendant s'opposer à sa stratégie d'intégration dans l'UE (au profit d'un autre impérialisme, russe) qui signifierait la perte de leur indépendance ou de la souveraineté de leur pays, l'impossibilité de mener une autre politique que celle qui doit leur être dictée par Bruxelles et Washington (BCE, FMI, Banque mondiale, etc.).

Alors quant à imaginer qu'un pouvoir démocratiquement élu et exprimant plus ou moins les intérêts des travailleurs serait possible, qu'il ne subirait pas le même sort ou pourrait se maintenir en place, c'est du domaine de l'illusion, du fantasme, du charlatanisme, de la propagande opportuniste, il serait harcelé de toutes parts, déstabilisé, livré à toutes sortes de provocations violentes, réquit à l'impuissance, finalement renversé par la réaction, seul un gouvernement dirigé par un parti ouvrier socialiste révolutionnaire s'appuyant sur la mobilisation des masses, faisant oeuvre d'une détermination sans faille, réprimant et neutralisant la réaction, abolissant les institutions de la Ve République et armant par décret les travailleurs pour faire face aux milices de droites fascisante, d'extrême droite, etc. aurait une chance de se maintenir au pouvoir tout en appelant les travailleurs de toute l'Europe et du monde entier à les imiter, à les rejoindre pour abattre le capital à l'échelle de l'humanité entière...

C'est au regard des événements des dernières semaines et des derniers jours en Ukraine qu'il faut analyser les programmes et les positions des uns et des autres au lieu de s'en tenir aux déclarations contradictoires de leurs dirigeants. Ceux qui rejettent la méthode de la révolution socialiste pour s'emparer du pouvoir politique, pour abattre l'ordre établi, pour lesquels le "*grand soir*" n'est pas leur tasse de thé, qui estiment qu'il faudrait se conformer au jeu institutionnel et laisser les mains libres à la réaction, sont des contre-révolutionnaires, des réactionnaires, cela revient à abandonner l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le socialisme.

ACTUALITÉ DU JOUR

Marseille. Pour un front républicain... de la droite à l'extrême gauche, incluant FO.

- Jean-Luc Bennahmias: "*Je ne suis plus vice-président du MoDem*" - AFP

Le député européen et patron du MoDem marseillais, Jean-Luc Bennahmias, a déclaré lundi qu'il n'était "plus le vice-président" du parti centriste, confirmant s'être mis "en congé" pour soutenir le candidat socialiste à Marseille, Patrick Mennucci.

"*La surprise aurait été que nous ne soutenions pas Patrick Mennucci", a-t-il poursuivi, rappelant que les listes MoDem avaient fusionné avec les listes socialistes au second tour lors des municipales de 2008.*

"Pour moi, la légitimité politique, ils l'ont", a indiqué de son côté M. Mennucci qui veut "la liste la plus ouverte possible". Elle comprendra "plus de personnes qui ne sont pas du PS que de membres du PS", a assuré le candidat.

Il a par ailleurs regretté que la campagne ait du mal à démarrer, notamment parce "*qu'aucun débat n'a été accepté par le maire qui nous refuse aussi le droit de faire un meeting*", a dénoncé M. Mennucci après le refus du maire d'une confrontation directe dans les médias et de mettre une salle à disposition du candidat PS. AFP 24.02

Pour cause d'atteinte à la "*cohésion nationale*" ! Autant dire que si le maire UMP refuse une salle au PS qui est un parti farouchement opposé au régime en place, les autres partis peuvent dors et déjà se rabattre sur la plage ! On appelle cela confirquer la démocratie, la tuer sur place quoi.

En réalité, ils se partagent les conseillers municipaux depuis des lustres, ils sont tous rémunérés de la même manière, ils se partagent les commissions et les missions qui leur permettent de placer leurs petits copains, etc.

Peuchère, on le fait ce front unique au second tour avec le MoDem messieurs Mélenchon et Laurent, ou encore les parasites d'extrême gauche qui appelleront à "*battre la droite*"... au côté du MoDem !

ACTUALITE EN TITRES

Ceci...

- Nouveau sommet depuis 2008 pour la Bourse de Paris - AFP

... explique-t-il cela ?

- L'OMS craint que l'obésité ne devienne la norme en Europe - Reuters

Les vases communicants.

- Le pacte de responsabilité permettrait de créer 300 000 emplois - LePoint.fr

- A quoi ressembleraient nos services publics avec 300 000 fonctionnaires de moins ? - Atlantico.fr

Deux mois gratos, c'est toujours cela de pris !

- Stages supérieurs à deux mois: gratification obligatoire votée à l'Assemblée - AFP 24.02

La gratification obligatoire pour les stages dépassant deux mois sera due dès le premier jour, en vertu d'un amendement à la proposition de loi socialiste sur les stages voté lundi soir à l'Assemblée nationale. AFP 24.02

Cette formule existait déjà. Il suffira aux négriers de proposer des stages de deux mois moins un jour et de changer de stagiaires et ainsi de suite...

Résistance passive.

- Les ouvriers de la biscuiterie Jeannette bloquent leurs machines - Liberation.fr

- Entre 200 et 350 salariés de Call Expert appellent l'Etat à la rescousse - AFP

Dans le cas contraire cela tendrait à la baisse les loyers, impensable.

- 11 millions : le nombre de logements vacants en Europe (pour 4,5 millions de SDF) - Atlantico.fr

Guerre idéologique sur tous les fronts.

Le petit notable de province fait du zèle sur ordre.

- "*Eloge de la Gestapo*" : plainte de Jean-Marie Le Pen contre Arnaud Montebourg - Francetv info

Personne d'autres au gouvernement pouvait mener cette charge, ils sont tous franc-maçons ou leurs liens avec le sionisme avérés, en chargeant Montebourg de faire le sale boulot ils s'imaginent que leurs funestes confréries de voyous ne seront pas mis en cause, ils se trompent.

Qu'est-ce qu'ils feraient ou serait sans Le Pen ? Ils en inventeraient un !

Valait mieux prendre son temps...

- Mort de Clément Méric : le téléphone d'un skinhead commence à parler Francetv info

Depuis le 5 juin 2013 il s'est écoulé près de 9 mois, et étrangement, c'est à un mois des élections municipales que ce télpéphone se met "à parler", ils nous prennent vraiment pour des abrutis ! Francetv info 24.02

Vous n'êtes pas digne d'élever vos enfants. A quand une rafle dans les cités ouvrières ?

- Aliénation parentale : cette pathologie que la France tarde à reconnaître Rue89 -

Autant l'avouer.

- Oui, on enseigne le «genre» à l'école (même ceux qui s'y opposent) Slate.fr

Il faut renverser Museveni !

- Ouganda : Museveni durcit la répression de l'homosexualité Libération.fr - Liberation.fr

Leur justice. Am stram gram, c'est sur toi que c'est tombé, pas de bol, dixit la présidente du tribunal !

- Notre-Dame-des-Landes : cinq condamnations après la manifestation contre l'aéroport - Francetv info

"*Nous n'avons pas les vrais coupables*" des dégradations commises à Nantes, a convenu la présidente du tribunal, Hélène Perroz, lundi 24 février. Francetv info 24.02

Business is business.

- Vatican : le pape François crée un ministère de l'Economie - Atlantico.fr

Stratégie néolibérale.

Conditionnement. Aveux.

- Ukraine: la situation "*pas réglée comme du papier à musique*", selon Fabius - AFP

- Hollande à Poutine: "*Transition pacifique" et "intégrité territoriale*" de l'Ukraine - AFP

- A Kiev, les antirévolutionnaires se font discrets - 20minutes.fr

- Ukraine : Washington veut un gouvernement de techniciens - Liberation.fr

- Ukraine : le Mossade pointe le nez

La presse ukrainienne souligne le rôle du Mossad dans l'insurrection qui a plongé l'Ukraine dans une longue période d'incertitude! Al Mayadin qui rapporte cette information, citant Salem Janoun, expert des questions ukrainienne, note la présence des "*officiers israéliens dans les rangs des manifestants d'extrême droite et néonazi* " qui ont été à la première ligne de protestation contre Ianoukovitch.

Les médias ukrainiens avaient déjà fait état de la présence des agents du renseignement sioniste dans les manifs. L'un de plus riches hommes d'affaire ukrainiens est un juif sioniste qui fait d'ailleurs partie des organisateurs des manifs de ces trois derniers mois quelques 200.000 juifs vivent en Ukraine où ils détiennent souvent les leviers économiques, des entreprises et le secteur des finances. L'ukrainien sioniste Natan Sharanski qui dirige l'Agence juive du pays a également annoncé avoir envoyé une aide urgente aux manifestants en Ukraine. Maariv avait quant à lui reconnu l'appel de fond des juifs d'Ukraine à l'adresse d'Israël. french.irib.ir 24.02

Manipulation. Comment ils veulent saper la politique de Maduro pour le chasser du pouvoir.

- Venezuela: barricades à Caracas, le président Maduro prépare un dialogue national - AFP

Les étudiants vénézuéliens, qui manifestent depuis trois semaines contre la gestion du président Nicolas Maduro, ont érigé des barricades lundi à travers Caracas au moment où le gouvernement entamait des consultations en vue d'un dialogue national convoqué mercredi pour tenter d'apaiser la grogne. (Le timing est parfait et le crétin de journaliste de l'AFP lâche le morceau, attention, c'est une faute professionnel. - ndlr)

Ce mouvement a plusieurs fois dégénéré en violences en marge de marches pourtant souvent pacifiques, pour un bilan de 14 morts, dont au moins huit par balles, et 140 blessés, selon des chiffres officiels et un décompte de l'AFP. (Aussi pacifiques qu'en Ukraine ou en Syrie. - ndlr)

M. Maduro devait rencontrer les gouverneurs des 23 Etats du pays, y compris ceux qui appartiennent à l'opposition, parmi lesquels Henrique Capriles, candidat battu d'un cheveu lors de la présidentielle d'avril 2013. (Maduro n'est pas légitime, il a été élu, mais d'"*un cheveu*" seulement, pas deux. - ndlr)

Après avoir entretenu le doute sur sa participation, le gouverneur du riche Etat de Miranda (nord), a annoncé sur son compte Twitter qu'il ne participerait pas à la réunion, dénonçant "*répression et violations des droits humains*". (Le même scénario qu'en Ukraine, l'"*opposition*" a refusé tout compromis avec le président en employant le même argument, jusqu'à ce qu'il soit chassé du pouvoir. - ndlr)

Plusieurs analystes doutaient de la portée du geste d'ouverture du chef de l'Etat. "*Le gouvernement perçoit une pression croissante au sein de l'opinion publique nationale et internationale et trouve une opportunité d'apaisement avec ce dialogue*", estimait notamment le politologue John Magdaleno. (Voilà que des "*analystes*" sont appelés à la rescousse, ailleurs ce sont de faux témoins. En réalité, la majorité des Vénézuéliens soutiennent Maduro, d'où le recours à des provocations violentes, etc. - ndlr)

Si les appels à la mobilisation, habituellement lancés sur les réseaux sociaux, ne sont pas vraiment centralisés, plusieurs chefs de file du mouvement ont assuré n'avoir aucune intention de baisser les bras. (Ils indiquent par avance qu'ils iront jusqu'au bout, comme en Ukraine. Mais le Venezuela n'est pas l'Ukraine !- ndlr)

Ces "*ennemis du pays*" sont, selon Nicolas Maduro, décidés à provoquer un "*coup d'Etat*" contre son gouvernement.

Dans une déclaration retransmise par les médias d'Etat lundi, M. Maduro a annoncé lundi l'arrestation de Jayssam Mokded, présenté comme un "*mercenaire originaire du Moyen-Orient*" qui préparait des attentats à la voiture piégée. AFP 24.02

Israël est une création du IIIe Reich, c'était la moindre des choses. Timing parfait.

- Merkel reçue en « amie d'Israël » par Nétanyahou - LeMonde.fr

- Israël bombarde une cible du Hezbollah à la frontière libano-syrienne - LeMonde.fr

Amalgame et falsification.

- Une partie d'Al-Qaïda au secours de Bachar Al-Assad : l'explication d'un paradoxe moins étonnant qu'il n'y paraît - Atlantico.fr

- Quiz: le bling-bling présidentiel, de Mobutu à Ianoukovitch en passant par Saddam Hussein - Slate.fr

Diabolisation de la cible à abattre.

- Pourquoi Poutine voit des fascistes partout - LePoint.fr

- Des anti-Poutine condamnés au camp : l'UE dénonce des peines "disproportionnées" - LePoint.fr

Ils ne lâcheront pas.

- Attentat contre le consulat d'Iran à Peshawar, deux morts - Reuters

La semaine dernière Nawaz Sharif rejoignait le camp de l'Arabie saoudite contre Assad...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Syrie : le nouveau chef de l'ASL, formé par Israël

Le site d'information « *Global Research* » révèle que le nouveau chef de l'Armée syrienne libre, Abdallah al-Bachir, a été formé en Palestine occupée, par les autorités israéliennes.

Abdallah al-Bachir qui remplace Salim Idris à la tête des forces de l'opposition armée, l'ASL, a reçu un stage militaire en Palestine occupée par les conseillers militaires israéliens. Par ailleurs, le quotidien israélien Maariv a révélé qu'il a été hospitalier en Palestine occupée, après être blessé lors d'une bataille dans le sud de la Syrie. A l'époque, pour cacher sa présence en Palestine occupée om il recevait les soins médicaux des Israéliens, ses hommes avaient annoncé qu'il était mort et enterré à Daraa. french.irib.ir 24.02

2- Washington crée une ceinture sécuritaire au sud de Damas

Selon les rapports concordants,les Etats Unis envisagent de créer une ceinture sécuritaire au sud de la Syrie sur les frontières avec la Jordanie et Israël, au Golan. L'information est reprise par Al Qods al Arabi lequel affirme que "cette ceinture sécuritaire vise à créer un rempart sécuritaire contre les forces de l'armée arabe syrienne et les jihadistes d'al Nosra et de Daesh (ndlr : ces derniers étant des agents de la CIA).

Les préparatifs sécuritaires liés à ce projet devraient être mis en place pour que " *les groupes armés modérés soient autorisés à s'emparer d'un corridor sécuritaire le long des frontières du Golan occupé , une zone de 60 kilomètres de long* ". C'est une zone de sécurité qui comprend 120 villages totalisant 180000 personnes , tous des gens des tribus! selon les analystes politiques, cette ceinture sécuritaire vise à protéger Israël mais dans le même temps à inverser la donne sur le champ de bataille à l'avantage des opposants d'Assad. l'ex-chef du conseil national des opposants syriens Borhan Ghalioun a reconnu que l'ASL vient de se doter d'armes sophistiquées : " *notre nouvelle stratégie consiste à contraindre le régime syrien à négocier la formation d'un gouvernement de transition*". french.irib.ir 24.02

Haut de page

Le 26 février 2014

CAUSERIE

Les réacs ne s'assument pas et s'insultent.

Alors que le député UMP Pierre Lellouche reprochait à Manuel Valls d'avoir fait une référence aux "*années 30*" dans une interview au JDD, ce dernier a répondu par un simple "*Je t'emmerde !*". Le Nouvel Observateur 25.02

Maman, le ministre a dit je t'emmerde, est-ce que tu crois que je peux le dire à mon professeur qui m'a dit que je n'avais pas appris ma leçon, au boulanger qui m'a dit que je n'étais pas très poli, à grand-mère qui insiste pour aller chez elle dimanche, à toi qui me fais plein de reproches ?

Non, mais tu sais ce ministre a dû recevoir une éducation misérable ou il est un peu sur les nerfs ces derniers temps...

Guerre idéologique contre la majorité de la population composée d'exploités. Le PS en première ligne. Les censeurs veillent... à la survie du régime.

Les dictateurs et policiers de la pensée nous emmerdent vraiment ! A bas le féminisme réactionnaire de droite, de gauche et d'extrême gauche !

- Philippe Candeloro : "*Je ne savais même pas ce que le mot sexiste voulait dire il y a quelques jours*". - closermag.fr

Je précise que je n'ai pas été cherché cette article dans la poubelle de ce portail mais que ce titre figurait parmi les titres d'hier dans la page http://fr.news.yahoo.com/france/ que je consulte tous matins pour préparer l'actualisation du site.

Ce type-là est sincère, naïf et pas du tout manipulateur, il est comme il est, un prolo qui a reçu une éducation de prolo et qui a vécu jusqu'à ces derniers temps dans une société où son langage était très répandu (majoritairement) sans que cela ne gêne personne, sans doute celui de vos parents ou grands-parents, de vos enfants.

Il est ce qu'il y a de plus normal dans cette société et ce n'est pas un monstre. Mais voilà, depuis que Hollande est au pouvoir les choses ont bien changé.

Il a été décidé d'imposer de force un carcan idéologique à l'ensemble de la population sans rapport avec les conditions d'existence des différentes classes ou sans tenir compte des différences qui pouvaient exister dans leur interprétation du monde et des rapports entre les hommes et les femmes, les différentes générations, les différentes couches de la société, sans que les rapports entre les classes n'aient changé, donc sans que les conditions soient réunies pour que ces rapports soient modifiés de telle sorte qu'ils respecteraient les besoins et les droits de chaque citoyen ce qui n'est pas le cas sous un régime capitaliste et ne se peut pas puisque tous les rapports dans la société reproduisent à différents niveaux ceux existant entre dominants et dominés au sein des rapports sociaux de production, entre la classe des exploiteurs et celle des exploités.

Le but de cette offensive idéologique consistant à obliger toutes les classes à se rallier à un mode de pensée unique, à penser au delà de l'existence des classes, à penser comme la classe dominante, à penser comme s'il n'existait plus qu'une seule classe dans la société, à adopter son mode de pensée, son idéologie, sa conception du monde basée sur l'exploitation de l'homme sur l'homme, qui profite à l'oligarchie financière dont l'élite intellectuelle pilote cette opération, toutes les classes devant être entièrement subordonnées à la politique dictée par les dictateurs de la finance, la lutte des classes devant totalement disparaître puisqu'il n'existerait pas d'alternative au capitalisme, au mode de pensée, d'existence, de travail qu'il nous impose, l'exploité devrait faire acte de soumission totale devant cet ordre qui le réduit en esclavage.

L'article qui suit l'illustre à sa façon, il constitue un témoignage de plus qui confirme que jusque dans le moindre détail ils entendent formater et soumettre la totalité de la population à leur dictature. C'est le pendant sur le plan idéologique des directives de l'Union européennes qui entend s'immiscer dans les moindres détails de notre vie, jusqu'à nous imposer le nombre de litres d'eau que doit contenir le réservoir de nos toilettes.

C'est pour dire qu'on a bien à faire à une dictature qui se veut implacable, qui ne laisse rien au hasard, qui veut interdire aux masses laborieuses d'envisager qu'un retour en arrière serait possible, un pur fantasme par ailleurs, ou d'imaginer un avenir meilleur, elles doivent s'interdire de le penser, qu'elles pourraient échapper à la vigilance de ses procureurs qui veillent sur ses faits, gestes et paroles jour et nuit, s'emploient à la contrôler totalement (NSA, etc.).

Quand on observe quelle proportion peuvent prendre quelques paroles insignifiantes prononcées spontanément au micro d'une radio populaire et qui ne présentaient aucun caractère méprisant, diffamatoire ou dépréciatif, on est obligé d'en conclure qu'une terrible dictature est en marche.

Que le PS en soit l'exécutant ne nous surprend pas, au passage vous avez la véritable nature de la franc-maçonnerie sous les yeux puisque la plupart de ses dirigeants en font partie, que la gauche et l'extrême gauche (NPA, LO et autres groupes de militants "*trotskistes*" ou maoïstes) en soient complices, y compris parfois par son silence coupable (POI), tous partis confondus participent à cette cabale contre la classe ouvrière et le socialisme, dont profite l'extrême droite qu'ils peuvent ainsi instrumentaliser pour mieux accomplir leur sale besogne. Je ne sais pas s'il était minuit dans le siècle en 1939, en 2014 c'est le crépuscule de la civilisation humaine qui s'annonce.

Voici l'article en question. Ce sujet a été repris hier par 11 portails, mais en réalité cette affaire remonte au début des JO de Sotchi.

- Dans le collimateur du CSA pour ses commentaires que beaucoup ont trouvé sexistes, Philippe Candeloro se défend au micro de RTL et répond une nouvelle fois à ceux qu'il qualifie de "coincés de la fesse".

Vivement critiqué pour ses commentaires lors des JO de Sotchi 2014, que beaucoup ont jugé sexistes, Philippe Candeloro n'avait

pas hésité à répondre aux "*coincés de la fesse*". "*Si je dois dire des phrases toutes faites, validées par un avocat, est-ce que j'ai encore ma place à côté de Nelson ? Si je fais du classique, je ne servirai à rien*", confiait il y a quelques jours le célèbre patineur au Parisien. Suite aux nombreuses réactions négatives suscitées par ces commentaires, le CSA s'est immédiatement saisi du dossier. Invité hier soir sur RTL, Philippe Candeloro est une nouvelle fois revenu sur les critiques. Interrogé par Marc-Olivier Fogiel, le patineur s'est dit surpris par l'étendue que prend cette affaire aujourd'hui. "*Ca fait des années que je parle comme ça*", estime le patineur, vu récemment dans Ice Show. (Mais maintenant il y a un flic derrière toi qui surveille chacune de tes paroles, tu dois te faire violence et en changer, sur le champ, allez hop, exécution, et que ça saute, sinon c'est toi qui saute ! - ndlr)

Accusé par l'association Osez le féminisme de réduire les sportifs "*à un objet sexuel*", Philippe Candeloro estime quant à lui que ses commentaires sont devenus aujourd'hui "*sa signature*", une signature qui a fait le succès du duo original qu'il forme avec Nelson Monfort. (Il n'a pas compris que la femme devait devenir un objet tout court. - ndlr) "*On oblige les gens à devenir politiquement corrects et finalement plus chiants et plus emmerdants à écouter. On ne peut plus rien faire, on ne peut plus rien dire chez nous*", lâche le patineur. Malgré la polémique, l'ancien champion de patinage artistique n'envisage pas pour autant de changer sa façon de parler. Il faut dire que contrairement à ses détracteurs, Philippe Candeloro n'estime pas être sexiste. "*Je ne savais même pas ce que voulait dire ce mot il y a quelques jours*", s'exclame-t-il.

Alors que le CSA étudie aujourd'hui le dossier, Philippe Candeloro espère que les sages, comme on les surnomme, sauront faire "*la part des choses*". "*Je n'ai pas fait ça pour choquer les gens*", se défend le patineur qui précise n'avoir jamais été traité de sexiste dans la rue. S'il ne connait pas encore les conséquences de cette affaire sur sa carrière de commentateur sportif, Philippe Candeloro prend aujourd'hui toutes ces critiques avec philosophie. "*Si demain, je ne fais pas de commentaires de patinage artistique, je ne pense pas que ça changera grand-chose à ma vie. Elle est déjà faite*", conclut-il closermag.fr 25.02

Au fait, en Inde on ne capte pas RTL ! Et vraiment rien à foutre du sport-business !

Commentaire d'internaute.

1- Eh oui Philippe être un homme et désirer une femme, c'est du sexisme! Nous sommes dans une époque où il faut être ni homme ni femme ou les deux en même temps. De notre temps cela avait un nom mais si tu le prononces tu as un procès au c..

2- Aujourd'hui il y a des censeurs partout qui veulent imposer ce qu'on a le droit de penser et de dire. Société de vieux c.o.n.s ou on peu plus dire un mot. Messieurs les dictateurs de la bien pensance, laissez-nous vivre en paix.

3- Je les trouve de plus en plus barges, les féministes... hyper sexistes en réalité! Mais faut bien remplir le vide par quelque chose... Vous y êtes presque, "*hyper sexistes*", avant-hier une femme qui portait une mini jupe était une salope, hier une femme qui portait un pantalon était un garçon manqué, aujourd'hui qu'elle porte l'un ou l'autre c'est une conasse incapable de penser par elle-même, donc le législateur pense à sa place.

4- Continue de nous faire rire avec tes blagues à deux balles, ça fait du bien dans la morosité ambiante.... En plus, on n'a pas besoin de quelqu'un qui nous présente une thèse de philosophie quand on regarde du patinage !!!! Detendez vous les critiqueurs, c'est juste pas très grave. S'il n'y avait plus que ça comme problème en France, on serait bon !

La monarchie impose que le protocole soit respectée. Notre monarque de second rang s'y est engagé.

- Querelle Maroc-France: manifestation à Rabat, Paris veut "*dissiper les malentendus*" - AFP

- François Hollande appelle Mohammed VI après un froid diplomatique - Reuters

D'ordinaire bien cadrée, la relation entre le Maroc et la France, deux proches alliés, a connu un sérieux coup de froid ces derniers jours, à la suite du dépôt de plaintes à Paris visant le patron du contre-espionnage marocain, mais aussi de déclarations prêtées à un ambassadeur français.

Le Maroc est une "*maîtresse avec laquelle on dort toutes les nuits, dont on n'est pas particulièrement amoureux mais qu'on doit défendre*", aurait affirmé, en 2011, le diplomate, selon l'acteur espagnol Javier Bardem, producteur d'un documentaire sur le Sahara occidental et bête noire de Rabat. (Il y a 3 ans, et cela sort aujourd'hui. Mais dites-nous, à l'époque cet ambassadeur avait mis en place par La Talonnette, Hollande s'excuse à sa place, normal il assume jusqu'au bout son rôle ingrat de serpillière. - ndlr)

D'après le journal Le Monde, qui a rapporté ces propos, leur auteur serait l'ambassadeur auprès des Nations unies.

Paris est un soutien traditionnel du Royaume sur le dossier du Sahara, une ex-colonie espagnole contrôlée par le Maroc mais revendiquée par des indépendantistes.

Rabat a fustigé des propos "*scandaleux*" et "*inadmissibles*" et, mardi après-midi, des milliers de Marocains ont à leur tour marqué leur désapprobation lors d'une manifestation qui s'est déroulée en ordre dispersé mais dans le calme devant l'ambassade de France, a constaté un journaliste de l'AFP.

Pour tenter d'apaiser les tensions, François Hollande a contacté lundi soir le roi du Maroc, l'assurant de "l'amitié constante" de la France.

L'entretien téléphonique était destiné à "*dissiper les malentendus*" et s'est déroulé "*dans une tonalité de confiance*", a expliqué mardi la présidence française.

L'incident a débuté jeudi dernier avec l'annonce du dépôt, par l'ONG Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat), de deux plaintes pour "*complicité de torture*" contre le Directeur général de la surveillance du territoire (DGST), Abdellatif Hammouchi.

Le Royaume s'est en particulier montré furieux de la descente effectuée ce jour-là par sept policiers à la résidence de son ambassadeur pour notifier à M. Hammouchi - en visite à Paris - une convocation émanant d'un juge d'instruction, sans passer par les canaux diplomatiques. Les autorités marocaines ont rejeté ces accusations et convoqué l'ambassadeur de France.

Le Quai d'Orsay a rapidement évoqué un "*incident regrettable*", promis que "*la lumière*" serait faite et reçu l'ambassadeur marocain.

Mais le royaume a signifié qu'il jugeait cette démarche insuffisante en reportant une visite de Nicolas Hulot, "*envoyé spécial du président français pour la planète*".

De son côté, l'ONG Acat a critiqué les promesses du Quai d'Orsay face au courroux marocain, estimant que "*dans une démocratie" la diplomatie n'a "absolument pas le droit de s'immiscer dans le fonctionnement du pouvoir judiciaire*".

Une troisième plainte, pour "torture", a depuis été annoncée en France contre le patron du contre-espionnage marocain.

La plainte en France se base sur le principe de "*compétence universelle*" applicable à la convention internationale contre la torture, à partir du moment où la personne visée se trouve en France.

Les autorités marocaines n'ont pas réagi à ce dernier cas. Entre-temps, les propos prêtés au diplomate français sont toutefois venus tendre un peu plus l'atmosphère. Reuters 25.02

Décadence et putréfaction de la société. Qui flattent, encouragent et profitent aussi de la prostitution sinon les privilégiés.

Une femme sexy ou serpent pour démarrer les défilés à Paris - AFP

Après New York, Londres et Milan, les défilés pour l'automne et l'hiver prochains ont démarré mardi à Paris avec la femme ultra-sexy d'Anthony Vaccarello et la créature reptilienne de Cédric Charlier. AFP 25.02

En gros, l'article était accompagnée d'une photo, la mannequin avait les seins à l'air recouverts d'un voile noir très fin qui permettait à tous les voyeurs et pervers de se rincer l'oeil...

Dans une société en pleine décomposition où à l'instar de tous les rapports, ceux entre les hommes et les femmes (surtout à l'intérieur des couples) deviennent de plus en plus tendus, compliqués, sources d'incompréhension, de quiprocos, de polémiques, de reproches sans fin pour des détails insignifiants, de soupçons, de procès d'intention, de mensonges et d'hypocrisie, de haine et de violence, une fois un tel climat délétère installé entre eux, il serait étonnant que leurs relations sentimentales ou amoureuses ne s'en ressentent pas et qu'ils puissent continuer à entretenir des relations sexuelles normales, et que par conséquent le nombre de frustrés n'augmentent pas, agrémentés d'abus, de viols ou de crimes sexuels...

C'est la classe dominante qui en est responsable, d'où l'urgence d'en finir avec ce régime.

Les maires ruraux désemparés face à la prostitution - LeFigaro.fr

Les élus demeurent impuissants face à la prostitution rurale qui se développe le long des routes nationales, de préférence en bordure de terrains agricoles. LeFigaro.fr 25.02

Comme en Espagne, en Grèce, au Portugal, en Italie, etc. et qui tirent profit de ce bordel infâme sinon ceux qui les ont foutues sur le carreau, les gouvernements d'hier et d'aujourd'hui, l'Union européenne.

Les maires manifestent ainsi leur impuissance, c'est très bien, alors à quoi bon voter sinon pour légitimer la situation actuelle puisqu'ils peuvent dénoncer tout ce qu'ils veulent sans que cela ne change quoi que ce soit, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur objectif final : l'établissement d'un gouvernement mondial.

- Pourquoi les conséquences de la crise de 2008 dureront des années voire des décennies - Atlantico.fr

Ceci explique cela.

- Violences à Nantes: Du laisser-faire pour discréditer la mobilisation? - 20minutes.fr -

- Violences à Nantes : les dégâts évalués à un millions d'euros - Le Nouvel Observateur -

Le Point de Giesbert-BHL-Besson-Tesson fer de lance médiatique de la réaction.

- Travail forcé : le Cran poursuit l'État et Spie pour crime contre l'humanité - LePoint.fr

L'Etat à abattre au profit de l'UE, au Point ils ont de la suite dans les idées...

- Pacte de responsabilité : des effets sur l'emploi très limités - LePoint.fr

Comme ils se font modestes au Point, alors que ce n'est pas vraiment leur genre...

- Déficit : la France ne respectera pas ses objectifs - LePoint.fr

Alors il faudrait peut-être recourir à un scénario à l'ukrainienne pour débarquer Hollande et son gouvernement, non ?

Qui n'aiment pas les femmes ?

Le STO pour les femmes : au nom de l'égalité des droits !

- Le travail des femmes n'est toujours pas légitime en France - Reuters

Surtout pour celles qui n'en trouvent pas !

- Travail, salaires, qualifications: les femmes pénalisées - L'Express.fr

Les hommes, non : Travail, salaires, qualifications, ils n'ont pas à se plaindre.

- Dieu que les filles réacs sont jolies - Atlantico.fr

Inceste. A croire qu'ils ne vivent qu'entre eux !

- Mariage gay : un homme ne devrait pas être «reine d'Angleterre» - LeFigaro.fr

Guerre idéologique. Leur société devient de plus en plus liberticide.

- Chiffre - Liberation.fr

6 mois de prison avec sursis ont été prononcés hier à l'encontre d'un jeune homme qui s'était présenté comme le «*nouveau Mohamed Merah*» et avait proféré des propos antisémites sur YouTube. Agé de 23 ans, il comparaissait pour apologie d'un acte de terrorisme et provocation à la haine envers un groupe compte tenu de son origine devant le tribunal correctionnel de Lons-le-Saunier. Liberation.fr 25.02

- Six mois avec sursis requis pour avoir laissé mourir son chien - 20minutes.fr

- En Grande-Bretagne, tuer un chat à coup de pieds peut mener en prison - Libération.fr

Un rapport de 1 à 7. Le patronat remporte le pacte de l'irresponsabilité !

- Le manque d'hygiène au travail coûte 14,5 milliards d'euros par an - LePoint.fr

- Agnès Verdier-Molinié - IFRAP : "*Dans les communes, l'absentéisme des agents coûte 2 milliards d'euros par an*" - Atlantico.fr

Stratégie néolibérale. Stratégie du chaos.

- L'UE invite Moscou à laisser l'Ukraine choisir sa voie - Reuters

- Raids aériens pakistanais au Nord-Waziristan, 30 morts - Reuters

- Une vague d'attentats fait 27 morts mardi en Irak - Reuters

- Pollution en Chine : pour la première fois, un citoyen poursuit le gouvernement - LeMonde.fr

- L'Iran, aussi menaçant pour l'Europe que pour Israël, dit Merkel - Reuters

- Kiev veut traduire Ianoukovitch devant la CPI - Reuters

- La Thaïlande serait au bord de la « *guerre civile* » - LeMonde.fr -

- Nigeria: 43 morts dans l'attaque terroriste d'un lycée - 20minutes.fr

- Les Etats-Unis menacent à mots couverts l'Ouganda après la promulgation d'une loi anti-homosexualité - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Union nationale néo coloniale !

- Conflit. Les députés UMP ont voté avec le PS la prolongation de l'intervention en Centrafrique. - AFP

EELV ont voté pour avec l'UMP, l'UDI et le PS. EELV associé au Front de gauche ou au PG dans certaines communes pour les élections municipales. PS et PCF aussi. Du coup, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'ils font bien tous partie du même panier de crabes réactionnaires, impérialistes, néo colonials, quoiqu'ils en disent par ailleurs.

Pactiser avec l'ennemi, c'est assumer ses responsabilités.

- Pacte: le PS veut une "*grande négociation sociale sur les contreparties*" - AFP

- Pacte de responsabilité : le PS laisse son aile gauche sur la touche - Liberation.fr

Le texte, qui appelle à une «*grande négociation sociale*» sur les contreparties aux baisses des charges prévues pour les entreprises, a été adopté mardi soir par le Bureau national, l'instance dirigeante du parti, par 27 voix contre 7 et 3 abstentions, a-t-on indiqué de source proche de la direction.

S'exprimant devant la presse, le Premier secrétaire du PS, Harlem Désir, a estimé que le Pacte de responsabilité ambitionne de devenir «*le plus grand compromis social*» depuis le programme du Conseil national de la résistance, à la fin de la guerre. (Il peut oser cette comparaison, à ceci près qu'une partie des syndicats et les différentes composantes de l'extrême droite, monarchistes, etc, se contenteront de le soutenir de l'extérieur ou sans y apposer leurs signatures (CGT et FO). - ndlr)

Dans leur communiqué, les membres de l'aile gauche du PS déplorent que leurs analyses aient été «insuffisamment prises en compte» par la direction du parti. Selon eux, «*la focalisation exclusive sur l'offre (les entreprises) et la baisse du coût du travail ne peuvent continuer à être les seules solutions prônées*» face aux difficultés. (Sans les désavouer, ce serait contraire à leur véritable nature... - ndlr) Liberation.fr 25.02

- Manuel Valls reproche à Claude Goasguen son passé à l'extrême droite : dit-il vrai ? - Francetv info

"*Je n'ai jamais été membre d'Occident, contrairement à des proches comme Alain Madelin, Gérard Longuet, Patrick Devedjian (Un repère de fachos à l'UMP, sans compter ceux qui s'ignorent. - ndlr), mais président de la Corpo d'Assas [syndicat étudiant de droite] (Plutôt d'extrême droite. -ndlr)*", a rétorqué, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, Claude Goasguen. "*Etant alors partisan de l'Algérie française, j'ai soutenu Jean-Louis Tixier-Vignancour [candidat d'extrême droite]. Mais tous ceux qui défendaient l'Algérie française n'avaient pas une démarche d'extrême droite.*" (C'est vrai, pas même le donneur d'ordre du massacre de Sétif le 8 mai 1945, un certain François Mitterrand. - ndlr) "*M. Valls perd les pédales !*", s'est exclamé le député UMP. (Le pédalo est en train de couler ! - ndlr)

"*... il existe différents documents périphériques, dont des courriers, qui attestent du rôle de Claude Goasguen au sein du mouvement d'extrême droite. Il a notamment joué un rôle important dans les années 1966-1967 dans l'infiltration des milieux étudiants par Occident, en particulier à Sciences Po. Ses liens avec Occident sont manifestes*", affirme Frédéric Charpier. Le journaliste précise qu'à la sortie de son ouvrage consacré au mouvement, en 2005, "*Claude Goasguen s'est contenté de nier mollement, mais il n'a pas porté plainte*". Francetv info 25.02

Municipales. Bas les masques !

- Municipales: ces candidats qui masquent leur appartenance politique - AFP

De nombreux candidats de gauche comme de droite aux élections municipales, scrutin local par excellence, hésitent à afficher le logo de leur parti sur leur matériel de campagne et certains dissimulent même leur appartenance politique au profit de listes et de slogans très locaux.

"*Sur les affiches, le poing et la rose sont petits, tout petits... ou carrément absents*"...

A Bordeaux, à Brest, à Dunkerque, les logos PS se font discrets sur les tracts et les sites internet. Les codes couleurs sont plus proches du jaune et du bleu fluo que du rouge écarlate, la couleur de la gauche.

Concernés par l'absence de logo sur leurs affiches, notamment : Jean-Antoine Moin à Aurillac (UMP), Jean-Claude Gaudin à Marseille (UMP), Alain Juppé à Bordeaux (UMP), Martine Aubry à Lille (PS), Michel Gourinchas à Cognac (PS), Gérard Collomb à Lyon (PS), etc.

Pourquoi ? Que craignent-ils donc ?

- ... les municipales vont être "*une vraie débâcle électorale*", dans un climat politique marqué par l'impopularité de François Hollande.

- "*C'est une question d'égalité entre les partis, on est une liste très ouverte, également à la société civile*"

- ... une campagne "au-delà des partis politiques.

- "*On vote pour un maire, pas pour un parti.*"

- "*Il ne faut pas se laisser instrumentaliser par un parti politique*".

- "*une liste ouverte, avec des gens de droite et de gauche*".

La palme revient aux professionniels de l'arnaque électoral, Martine Aubry (PS) : "*Les logos ne seront ajoutés au bas de l'affiche qu'au second tour*", entendez par là que sachant la gauche et l'extrême gauche corrompues jusqu'à l'os par le régime, ils n'auront pas d'autre choix que d'appeler à voter pour le candidat du PS pour "*battre la droite*", en échange de leur participation à des commissions ou missions dont les membres sont rémunérés, du financement par la mairie des associations qui leur sont liées et autres avantages en nature plus discrets, places de crèche, HLM, etc. Vous vous demandiez pourquoi cette mauvaise farce dure depuis si longtemps, vous avez ici une partie de la réponse.

Selon Frédéric Sawicki, professeur de science politique à l'Université Panthéon-Sorbonne, "*les électeurs ne sont pas dupes*", il y aurait cependant "*une stratégie partagée entre le PS et l'UMP pour localiser les enjeux de l'élection*". AFP 25.02

En complément.

Les municipales : C'est aussi guignol !

- Municipales: hors des grands partis, des listes "*citoyennes*" et diverses - AFP 25.02

A vous donner le vertige !

- Baylet : «*J'accuse les Verts d'obscurantisme*» - LeFigaro.fr

- Accoyer s'en prend à l'«*écologie politique totalitaire*» d'EELV, qui est «*hors pacte républicain*» - 20minutes.fr

Des terroristes ces limaces !

Il y a quelque chose qui ne colle pas. Pourquoi ne pas avoir fait disparaître ces documents compromettant ou les avoir planqués ailleurs ?

- Dassault et les achats de voix : les preuves accablantes - Liberation.fr

Les magistrats disposent d'une preuve décisive. Elle a été saisie le 25 juin lors d'une perquisition au «*Clos des pinsons*», la résidence de Dassault à Corbeil, qui lui sert aussi de quartier général pendant les élections. Les policiers de la Division nationale d'investigations financières et fiscales (DNIFF) ont mis la main sur quatre versions d'un listing d'électeurs, comportant environ 130 noms. Ces documents, auxquels Libération ont eu accès, détaillent les faveurs dont ont bénéficié ces habitants de Corbeil (dons d'argent, travail, formations, etc), très probablement dans le cadre de l'élection municipale de septembre-octobre 2009. Ils démontrent aussi l'existence d'un système très organisé orchestré par Serge Dassault, auquel ont participé plusieurs élus et fonctionnaires municipaux. Liberation.fr 25.02

Dassault est un habitué des contrats d'armement et des magouilles qui vont avec sans jamais avoir été inquiété, et voilà qu'un vulgaire achat d'électeurs pourrait le faire tomber, achat de voix avéré la question n'est pas là, mais dans le fait de laisser trainer les preuves qui l'accablent, c'est ridicule, grotesque, d'autant plus qu'il savait pertinemment que son domicile et autres bureaux ferait l'objet d'une perquisition dans le cadre de cette affaire. A suivre.

Pourquoi Américain et Européen soutiennent le BJP allié à l'extrême droite en Inde ? Réponse.

- L'Inde tape sur l'optimisation - Liberation.fr

La lutte globale contre l'optimisation fiscale se renforce. New Delhi a ainsi durci le ton dans son différend fiscal avec Vodafone et lui réclame 2,6 milliards de dollars de taxes sur le rachat en 2007 de l'opérateur indien Hutchison Essar. Nokia fait également face à un important contentieux qui fait peser un risque sur la possibilité de transférer son usine de Chennai (sud) à Microsoft dans le cadre de la vente de sa division téléphones portables au groupe américain. Cadbury, Royal Dutch Shell et IBM sont également aux prises avec le fisc indien.

L'Inde a renforcé depuis 2012 sa législation contre l'évasion fiscale des multinationales. Liberation.fr 25..02

Le sionisme, le business et l'apartheid : amen !

Nazisme: recours des juifs de Thessalonique contre l'Allemagne - AFP

La communauté juive de Thessalonique a indiqué mardi s'être portée devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) pour réclamer à l'Allemagne la réparation "*du préjudice moral*" et matériel subi par ses membres en 1943 par les nazis. AFP 25.02

Ils réclament l'équivalent de 45 millions d'euros, puisqu'il ne reste que 1.500 "*juifs*" à Thessalonique, cela fait 30.000 euros par personne.

Le gouvernement sioniste d'extrême droite cher à Hollande, Merkel et Obama renforce l'apartheid.

Israël. Une loi distingue les arabes chrétiens et musulmans - Le Nouvel Observateur

Israël a adopté lund1 24 février un projet de loi controversé qui, pour la première fois, fait la distinction entre les citoyens arabes de confession musulmane et ceux d'obédience chrétienne, suscitant des protestations palestiniennes.

"*Nous avons beaucoup en commun avec les chrétiens. Ils sont nos alliés naturels, un contrepoids aux musulmans qui veulent détruire le pays de l'intérieur*", a déclaré le parrain de ce projet de loi, Yariv Levin, du parti Likoud (droite nationaliste) du Premier ministre Benjamin Netanyahu, cité par les médias.

Les Arabes israéliens sont les descendants des 160.000 Palestiniens restés sur leur terre après la guerre qui a conduit à la création d'Israël en 1948. Cette communauté compte aujourd'hui plus de 1,4 million de personnes, soit 20% de la population totale.

Israël - qui bénéficie du soutien idéologique et financier des chrétiens évangélistes sionistes, en particulier américains - s'efforce de jouer la carte de la division entre arabes chrétiens et musulmans dans le conflit israélo-palestinien, selon les adversaires du projet de loi. Le Nouvel Observateur 25.02

Commentaire d'un internaute.

- "*Quand bien même, ce n'est pas la différence ente les religions qui pose problème. Ca, c'est une diversion. Pendant des millénaires les musulmans et juifs ont vécu côte à côte sans aucun problème.*

Le souci n'est pas religieux du tout. il est purement politique.

Souvenez-vous qu'avant la seconde guerre mondiale, l'opinion juive n'était absolument pas favorable à un retour en Israël. Ce qui a créé cette situation c'est l'expulsion des palestiniens de leurs terres sous prétexte que c'était la terre des juifs il y a plus de 2000 ans. Le hic c'est que si, en toute logique, tous les possesseurs ancestraux des terres actuelles devaient revenir réclamer leur droit du sol, beaucoup de pays seraient bien embêtés. Ceux qui ont aidé les sionistes à annexer la Palestine seraient probablement les premiers ennuyés.

Dire que c'est un problème religieux c'est faire fi de l'histoire qui prouve tout le contraire.

Ce ne sont pas les juifs le problème, ce sont les sionistes et il serait faux de confondre les uns avec les autres. C'est d'ailleurs l'amalgame qu'on tente de faire aujourd'hui en transformant une hérésie politique en un problème raciste afin de légitimer une épuration ethnique afin d'annexer purement et implement un territoire.

Le reste, ce sont ne sont que des diversions pour n'y voir que du feu.

Vive les juifs et honte aux sionistes.'

Bravo !

Si,si, Moubarak est de retour !

- Egypte: Un ancien de l'ère Moubarak nommé Premier ministre - 20minutes.fr

Ingénieur en génie civil de formation, Ibrahim Mahlab, le nouveau Premier ministre a été membre du Parti national démocratique de l'ancien président Hosni Moubarak, déposé en février 2011. Il a par ailleurs dirigé la Compagnie des entrepreneurs arabes et a travaillé en Arabie Saoudite. Il parle français et anglais, selon le CV diffusé par le ministère du Logement. 20minutes.fr 25.02

- Trois Égyptiens ayant appelé à boycotter le référendum constitutionnel condamnés à la prison - LePoint.fr

Et s'il n'était jamais vraiment parti ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Poutine : "*Préservez Assad à n'importe quel prix*" - french.irib.ir

Le retour des experts et des officiers russes en Syrie vient de se faire sur l'ordre direct de Vladimir Poutine qui leur a affirmé qu'à aucun prix, l'armée syrienne ne devra pas se désintégrer. Selon le journal israélien Yediot Aharonot, Poutine a renforcé son soutien au régime Assad et a expédié en Syrie de nouveaux armements , des experts et conseillers russes qui ont pour mission de défendre Assad contre les jihadistes. Selon Al Qods al Arabi qui se réfère à Yediot, ces dernières semaines des dizaines d'attachés militaires russes ont débarqué en Syrie pour aider les forces de l'armée syrienne dans leur combat contre les groupes jihadistes. Et ce alors que Moscou avait retiré il y a un an ses experts et leurs familles de la Syrie. Parmi les militaires russes dépêchés en Syrie il y a des officiers très hauts gradés qui donnent des conseils au chef d'état major interrarme syrienne et à d'autres membres du QG.

Certains de ces officiers russes sont actifs sur le terrain des combats et prodiguent conseils et points de vue aux militaries syriens pour que ces derniers puissant mieux avancer face aux jihadistes . dans le même temps, les russes accordent de larges aides logistiques et sécuritaires à l'armée syrienne. En effet le renseignement russe qui appuie largement Assad permet à son armée de traquer les jihadistes, à les cibler, à renforcer ainsi les piliers de l'Etat syrien

C'est via sa base navale à Tartous que la Russie arme la Syrie , ce qui va évidemment à l'encontre des vœux de Washington. Poutine a demandé à ses attachés militaires de « *ne pas permettre l'effondrement d'Assad, quel qu'il en soit le prix* » la Syrie a été avant 2011, l'allié stratégique de Moscou et n'a cessé d'agir en faveur de ses intérêts au Moyen Orient. Poutine s'inquiète de ce que la Syrie se transforme en une nouvelle Afghanistan après l'effondrement de Assad d'où ses efforts pour preserver en l'état Assad et son régime surtout après l'échec de Genève II. Selon les experts, la Russie entend faire passer, via ce soutien ferme à Assad, le message suivant à la communauté internationale et surtout aux pays arabes : Washington a vite retiré son soutien à Moubarak et refuse de soutenir Al Sissi dans sa candidature mais la Russie se tient ferme aux côtés de ses alliés et jusu'au bout…french.irib.ir 25.02

2- Turquie

- Turquie: Mis à mal par une écoute téléphonique, Erdogan dénonce à nouveau un complot - AFP

Le Premier ministre islamo-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan a vigoureusement riposté mardi à la diffusion d'une conversation téléphonique compromettante le plaçant au coeur du scandale de corruption qui agite le pays en dénonçant une "*attaque haineuse*".

Diffusé lundi soir sur internet, cet enregistrement, dont l'authenticité n'a pas été confirmée de source indépendante, a pour la première fois personnellement mis en cause M. Erdogan, précipitant les appels de l'opposition à sa démission.

Lors de sa harangue hebdomadaire devant les députés de son Parti de la justice et du développement (AKP), le chef du gouvernement a qualifié la conversation publiée sur YouTube de "*montage indécent*" et d'"*attaque haineuse*".

"*Jamais nous ne cèderons (...) seul le peuple peut décider de nous renvoyer et personne d'autre*", a-t-il martelé en renvoyant tous ses critiques aux élections municipales du 30 mars prochain.

Sans surprise, M. Erdogan a à nouveau accusé la confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen, longtemps son allié, d'avoir orchestré cette nouvelle attaque.

Dans l'enregistrement publié lundi soir, un homme, présenté comme M. Erdogan, conseille à un autre, qui serait son fils Bilal, de se débarrasser rapidement de 30 millions d'euros. Ce coup de fil aurait eu lieu quelques heures après l'arrestation, le 17 décembre, de dizaines de proches du régime soupçonnés de corruption.

"*Fils, ce que je veux te dire, c'est de faire sortir tout ce que tu as chez toi, d'accord ?*", dit la voix présentée comme celle de M. Erdogan. "*Qu'est-ce que je peux avoir chez moi ? Il n'y que l'argent qui t'appartient*", lui répond son interlocuteur.

"*Nous avons vérifié auprès de trois ou quatre sources différentes. Ces bandes sont aussi réelles que le mont Ararat", a lancé le chef du principal parti d'opposition, Kemal Kiliçdaroglu (Parti républicain du peuple, CHP). "Prenez un hélicoptère, fuyez à l'étranger ou démissionnez*", a-t-il lancé à M. Erdogan.

Selon l'agence de presse Dogan, le parquet d'Ankara a immédiatement confié à la police une enquête sur l'origine de ces bandes.

Des bancs du Parlement, la contestation s'est propagée dans la rue où un millier d'étudiants de l'université technique du Moyen-Orient d'Ankara a perturbé l'inauguration, par le chef du gouvernement, d'un boulevard tracé au milieu des arbres de leur campus.

Après des premiers heurts, dans l'après-midi, entre manifestants et forces de l'ordre, dans la soirée, près d'un millier de protestataires rassemblés sous la bannière "*Non à la corruption*", se sont heurtés à la police sur la place de Kadiköy, bastion de l'opposition située sur la rive anatolienne d'Istanbul, selon les médias.

La police a tiré du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc contre la foule, rapporte Dogan.

Coïncidence ou pas, la publication de ces enregistrements est intervenue juste après les révélations de deux journaux proches du régime accusant des magistrats proches de M. Gülen d'avoir illégalement mis sur écoute des milliers de personnes, dont M. Erdogan et le chef de ses services secrets (MIT) Hakan Fidal.

Mis à mal par les accusations de corruption, le gouvernement a tenté de reprendre la main en engageant des purges sans précédent dans la police et la justice pour en exclure les proches de la confrérie. Il a aussi fait voter des lois controversées qui durcissent le contrôle de l'internet et renforcent l'emprise du pouvoir sur la justice.

Le quotidien Hürriyet a, par ailleurs, révélé mardi que la justice avait entendu cette semaine le sulfureux homme d'affaires saoudien Yasin al-Qadi, qui a figuré un temps sur la liste dressée par l'ONU des financiers du mouvement al-Qaïda.

Le mois dernier, la presse turque a publié des photos de M. al-Qadi avec Bilal Erdogan, lui aussi entendu par les procureurs chargés des investigations. AFP 25.02

3- Pérou

- Rene Cornejo nommé nouveau Premier ministre au Pérou - Reuters

Le président péruvien Ollanta Humala a nommé lundi le ministre sortant du Logement Rene Cornejo au poste de Premier ministre, en remplacement de Cesar Villanueva qui a présenté sa démission.

Le ministre sortant des Finances Miguel Castilla, ancien économiste de la Banque mondiale apprécié des investisseurs et qui avait présenté lui aussi sa démission, a été maintenu dans ses fonctions, a ajouté Ollanta Humala.

Le ministre de l'Energie et des Mines, Jorge Merino, a lui aussi démissionné lundi. Il n'a pas été reconduit dans le nouveau gouvernement, où lui succède Eleodoro Mayorga Alba, ancien économiste à la Banque mondiale.

Cette vague de démissions semble liée à un désaccord sur un projet de hausse du salaire minimal.

Cesar Villanueva est le quatrième chef de gouvernement à démissionner depuis le début de la présidence d'Humala. Reuters 25.02

Haut de page

Le 27 février 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne 25 à 30 nouveaux articles, ce sera pour demain.

Au revoir et merci Paco, tu étais génial !

- Le guitariste de flamenco espagnol Paco de Lucia est mort - Francetv info

Le guitariste espagnol Paco de Lucia, figure du flamenco qu'il avait mêlé à d'autres genres comme le jazz, est mort mercredi à 66 ans au Mexique après une crise cardiaque.

La municipalité d'Algeciras, ville natale de Paco de Lucia, de son vrai nom Francisco Sanchez Gomez, a confirmé la mort du musicien, qui vivait depuis quelques années alternativement en Espagne et au Mexique, et a décrété deux jours de deuil.

Paco de Lucia avait notamment joué avec le pianiste de jazz Chick Corea et le guitariste de jazz-rock Al Di Meola. Son duo avec le chanteur Camaron de la Isla, mort en 1992, avait en outre contribué au renouveau du flamenco dans les années 1970.

Reuters 26.02

Un internautre vous recommande :

- A écouter : " entre dos aguas " et aussi le célèbre concert avec Al Di Meola et John Mac Laughlin . "Tocas como un dios "

Un autre a ajouté Ramon De Algeciras.

De mon côté je n'ai que deux morceaux du trio enregistrés dans une radio en Australie. J'avais plusieurs cassettes exceptionnelles que j'ai perdues lors du tsunami.

Le chiffre du jour. 1000.

C'est le montant record des dividendes versées aux actionnaires dans le monde (en 2013) : un total de 1000 milliards de dollars (selon une étude réalisée par le cabinet Henderson Global Investors) atlantico.fr 26.02

ACTUALITE EN TITRES

Qui va les financer, qui va en tirer profit ? Les mêmes pardi, pourquoi ?

- Etats-Unis: Obama propose 300 milliards de dollars pour les infrastructures - AFP

Le président Barack Obama a proposé mercredi d'investir 300 milliards de dollars dans les infrastructures publiques des Etats-Unis, moyen selon lui de doper la croissance et l'emploi mais qui se heurte à l'hostilité des républicains au Congrès.

Il a proposé de financer ce nouveau plan, chiffré à 300 milliards de dollars, par moitié via une remise à plat du code des impôts pour les entreprises. AFP 26.02

Au casino, il n'y a que des bons gagnants et des mauvais perdants. L'Etat actionnaire ripou !

- La Française des Jeux aurait trompé ses joueurs, affirme son ancien patron - L'Express.fr

Ce sera cadeau. Ah, si c'est pour en venir en aide aux victimes, on s'incline !

- Le Parlement adopte définitivement la loi sur la contrefaçon - AFP

Le Parlement a adopté définitivement mercredi soir par un ultime vote au Sénat une proposition de loi renforçant la lutte contre la contrefaçon qui prévoit notamment des dédommagements plus élevés pour les victimes. AFP 26.02

Les actionnaires des multinationales et les pauvres patrons du secteur du luxe ont encore dû sabrer le champagne...

Ils ont joué à la roulette russe...

- Les grandes banques russes cessent de prêter en Ukraine - Reuters

Roublards!

- Russie: le rouble à un nouveau record de faiblesse face à l'euro - AFP

Pourquoi ne coupent-ils pas le gaz à l'UE et à l'Ukraine en représailles ?

Libération jubile

- Le rouble dérouille face à l'euro - Liberation.fr

Cela existe encore Libération ?

Ils ont trouvé le moyen de s'enrichir quasi automatiquement en s'en passant.

- La banque américaine JPMorgan Chase va supprimer 5.000 emplois - AFP

Vive les machines à sous !

- Credit Suisse rejette la faute de la fraude fiscale sur certains salariés - AFP

Les plantons de service n'auraient jamais dû autoriser certains clients à la mine patibulaire et au regard douteux à pénétrer dans l'enceinte de la banque...

Toujours 25% d'horribles misogynes

- "*Un Français sur quatre pense qu'il faut privilégier l'emploi masculin en temps de crise*" - L'Express.fr

Réflexe normal, il est mieux rémunéré ! Pas très fûtés à L'Express !

- Accusé d'inciter au tourisme sexuel, Adidas retire des tee-shirts douteux - Le Monde.fr

J'ai vu les photos, rien de choquant en réalité, pas de corps dénudés, pas de seins, pas de fesses, pas de positions ou de propos suggestifs non plus, c'est misérable.

Leur propagande idéologique se situe décidément au-dessous du niveau de la ceinture, c'est à croire que dans leur milieu on ne doit plus compter les frustrés et refoulés sexuels, les mal baisées, les frigides et autres impuissants, à moins qu'ils se vengent de leur sénilité précoce ou congénitale qui du cerveau est descendue bien bas.

Lobbying des empoisonneurs. Mauvaise affaire...

- La cigarette électronique a fait reculer le tabagisme - Liberation.fr Peut-être qu'on apprendra dans 10 ans que cette "*cigarette électronique*" n'était pas sans effets secondaires à long terme ...

... conséquence

- Un rapport du Sénat préconise une hausse du paquet de cigarette à 11,30 euros en 5 ans - Public Sénat

Intox

- Le FMI appelé à s'attaquer à la montée des inégalités - AFP

- Ayrault mise sur le pacte pour faire reculer le chômage - LePoint.fr

Un lapsus révélateur.

2013, année record des dividendes : pourquoi la réalité est bien plus complexe qu'une victoire par chaos du capital sur le travail - Atlantico.fr

Ils ont confondus K.O. et chaos, celui que leurs maîtres s'emploient à créer au Venezuela, en Ukraine, au Liban, en Syrie par exemple. Ils ne se relisent pas, ils sont encore plus mauvais que moi ! C'est celà les réacs, on les aura par K.O !

Le Point de la réaction.

- Nouveau triste record avec 8 900 chômeurs de plus en janvier ! - LePoint.fr

Pure hypcocrisie !

- Démission de Natacha Polony : la vraie raison - LePoint.fr

Alors, "*chère Natacha, on est bien triste...* " LePoint.fr 26.02

- Ukraine : Washington met en garde Moscou contre une intervention militaire - LePoint.fr

- Airpocalypse sur Pékin - LePoint.fr

Au regard du nombre de Chinois, c'est au moins un crime contre l'humanité, l'équivalent de l'holocauste, non, il n'existe pas de comparaison possible. Apocalysme now, cela vous dit quelque chose ? La guerre du Vietnam que vous avez perdu...

Quel bonheur de vivre sous une dictature, soyez gais !

- Un juge invalide une loi interdisant le mariage homo au Texas - Libération.fr

- Aux Etats-Unis, le soutien au mariage gay au plus haut - L'Express.fr

- Etats-Unis : le soutien au mariage gay s'est spectaculairement accru - LeMonde.fr

Le vieux monde

- Meurtre d'un soldat en plein Londres : 45 ans et prison à vie pour les deux coupables - Francetv info

- Ouganda: Kerry compare la loi anti-homosexualité aux lois nazies - AFP

On se disait bien que le régime d'Arabie saoudite que vous choyez tant monsieur Kerry (et Hollande) avait des relents nazis...

- L'Otan veut une Ukraine "*souveraine, indépendante et stable*" - AFP

L'Otan "*veut*", autrement dit les Ukrainiens n'ont pas le droit de décider de leurs propres sorts. L'Otan veut une Ukraine "*stable*, alors qu'elle est à l'origine du chaos actuel. L'Otan veut une Ukraine "*souveraine*" au sein de l'UE, l'UE ou la négation de la souveraineté des nation. L'Otan veut une Ukraine "*indépendante*" dont elle aurait le contrôle. Comme en Syrie, quoi ! A bas l'Otan !

ACTUALITÉ DU JOUR

Le bas (de laine) pour les uns, le haut en guise de cauchemar pour les autres. Il faut bien se répartir les rôles, non ?

- Le chômage a poursuivi sa hausse en janvier - Reuters

Selon les chiffres publiés mercredi par le ministère du Travail, le nombre de chômeurs en catégorie A, sans la moindre activité, a ainsi atteint 3.316.200 en France métropolitaine, un nouveau record, soit 8.900 de plus qu'en décembre.

En ajoutant les catégories B et C, les personnes qui ont exercé une activité réduite, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a progressé de 0,5%, soit 23.600 personnes, pour s'élever à 4.929.900 en métropole et 5.228.800 en incluant les départements d'Outre-mer.

Sur un an, la hausse est de 4,4% pour la catégorie A en métropole et de 5,3% pour les catégories A, B et C.

"*La nouvelle progression des embauches en janvier, la bonne tenue de l'intérim depuis un an ou encore les perspectives de reprise de l'activité sont autant de signes que l'année 2014 permettra de renouer durablement avec les créations d'emploi*", déclare le ministère du Travail dans un communiqué. (Une pure illusion sémantique en guise de méthode Coué : "*nouvelle progression*"... du chômage ; "*bonne tenue*"... du chômage ; "*reprise*"... ou plutôt confirmation de la hausse du chômage ; "*créations d'emploi*"... insuffisantes pour faire refluer le chômage, ah la réalité ! - ndlr)

"*Il faut encore persévérer pour faire reculer durablement le chômage dans notre pays*", a dit le Premier ministre. "*C'est en ce sens que le pacte de responsabilité (...) doit être mis en oeuvre le plus rapidement possible, c'est ma responsabilité comme chef du gouvernement de mobiliser.*" (A l'entendre, le chômage aurait "*reculé*", resterait à "*persévérer*" pour que ce recul soit "*durable*", alors que le chômage de masse est installé en France "*durablement*" depuis des décennies. - ndlr)

"*La France est en train de repartir, c'est le moment de passer la surmultipliée*", ont dit dans un communiqué

Annick Lepetit et Thierry Mandon, porte-paroles du groupe PS de l'Assemblée. Reuters 26.02 (Ils ont réclamé la mise en oeuvre rapide du Pacte de responsabilité... pour "*surmultiplier*" la précarité et le nombre de travailleurs pauvres. - ndlr)

- Le chômage augmente encore en janvier, le gouvernement espère une baisse fin 2014 - Public Sénat

Ils feraient mieux de ne pas préciser la fin de quelle année !

- Michel Sapin : « *Tant que le chômage ne recule pas, c'est que ça ne va pas* » - LeMonde.fr

Il s'en fout quoi !

Le chômage otage du patronat : il faut les abolir !

- Assurance chômage: le patronat veut supprimer le régime des intermittents - AFP

- Les étudiants infirmiers "*pris en otages*" par les cliniques privées - LePoint.fr

Redoutant une baisse de leurs tarifs, les établissements privés refusent de prendre les élèves infirmiers en stage à partir du 1er mars. LePoint.fr 26.02

Heu, comment dire... On vous le dit ou pas ?

Ceci...

- Circulation: Journée noire sur le chemin des stations de ski ce samedi - 20minutes.fr

... explique peut-être cela...

- Enquête «*Génération quoi?*» : Pourquoi la colère des jeunes ne donne pas lieu à une révolte - 20minutes.fr

... mais encore...

- La génération Y ne croit plus à l'ascenseur social : pourquoi la réalité est probablement bien pire que tout ce qu'elle peut imaginer - Atlantico.fr

... et encore...

- Pour 67% des Français, la situation économique va s'aggraver en 2014 - AFP

... et encore...

- Les Français pessimistes sur la cohésion sociale de la France dans 10 ans - L'Express.fr

... mais ils ne vous ont pas tout dit.

Bon, vous aurez compris que c'est foutu, ils acceptent leurs conditions et puis voilà. Sauf que, ce n'est pas vraiment ce qui est ressorti de l'enquête dont il était question plus haut, mais plutôt l'inverse.

- Génération «*perdue*», «*désabusée*», sentiment d'être «abandonné par la société»… Les 215.000 participants de l'enquête «*Génération quoi?*» de France Télévisions menée auprès des 18-34 ans livrent un portrait particulièrement sombre de leur génération. Majoritairement optimistes sur leur avenir individuel (à 60%), ils sont pourtant 47% à penser que leur vie sera pire que celle de leurs parents. A la question «*demain ou dans les prochains mois, participerais-tu à un mouvement de grande ampleur ?*», ils sont même 61% à avoir répondu oui malgré la diversité de leurs situations (intérim, chômeur, CDD, stage, étudiant et CDI).

«*Ce résultat sur le potentiel de révolte m'a surpris*", confie Camille Peugny, sociologue à l'Université Paris 8, qui a analysé les résultats avec Cécile Van de Velde, sociologue à l'EHEES. «*Même si répondre " oui " à ce type de question ne coûte pas cher,*

cela montre une vraie colère. Les jeunes ont le sentiment de piétiner au seuil de la société, et que les deux principales voies de mobilité sociale - l'école et le travail - ne récompensent pas leurs efforts. Le couvercle de la cocotte-minute commence à se soulever. Il suffit d'un déclencheur».

(Sarkozy président) La colère se concentrait alors sur un visage connu et identifié. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, rendant encore plus difficile toute mobilisation. 90% des jeunes interrogés considèrent que la finance dirige le monde. Mais comment se révolter face à des «*adversaires*» aussi abstraits que la finance ou la mondialisation?

La naissance d'une révolte étant «*imprévisible*», nul n'écarte cependant cette possibilité dans les mois à venir. 20minutes.fr 26.02

En l'absence de toute perspective politique pour en finir avec le régime et d'un parti révolutionnaire vers lesquels les masses pourraient se tourner, ce constat auquel ils se livrent complaisamment à pour fonction de démoraliser encore plus les masses et les contraindre à admettre la situation telle qu'elle, afin qu'elles ne cherchent pas s'il existerait une voie pour en sortir, qu'elles ne posent pas cette question et se contentent du sort qui leur a été réservé.

Cela fait partie de la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs, histoire de leur briser un peu plus le moral, de les achever, et comme aucun parti n'entend relever ce défi sur ce terrain-là, ils ont le beau rôle, les conclusions de cette enquête étant du domaine de la provocation. Car ils savent bien que les jeunes et les travailleurs sont désorientés ou désarmés politiquement face à "*des «adversaires» aussi abstraits que la finance ou la mondialisation*", la situation leur étant présentée de la sorte, évidemment ils ne peuvent qu'en conclure à leur impuissance pour les combattre.

Mais si maintenant on s'emploie à leur expliquer que leur ennemi est en réalité à portée de mains, dans leur propre pays, qu'on les aide à démasquer ou à identifier leurs représentants, tous leurs représentants, à comprendre quels rapports il existe entre eux et avec les institutions, en quoi consiste la crise du capitalisme qui est à l'origine des difficultés qu'ils rencontrent quotidiennement ou qui s'oppose à la satisfaction de leurs besoins, qu'effectivement il ne peut exister aucune issue politique conforme à leurs intérêts dans le cadre du régime en place, que s'acharner à vouloir en trouver une dans ce cadre-là ou à réformer, aménager le capitalisme repose sur une illusion, constitue le plus puissant facteur de démoralisation qui soit, qu'ils doivent se situer sur un autre terrain de classe, indépendant de celui du capitalisme, que contrairement à l'idée qu'on veut absolument leur imposer, c'est leur droit le plus absolu de contester l'existence du capitalisme, car leurs droits sont parfaitement légitimes contrairement à ceux du capitalisme dont la survie rime avec chômage, précarité, pauvreté, guerres sans fin en France et partout dans le monde, capitalisme qui peut se maintenir en place uniquement parce que les travailleurs sont atomisés dans la société, divisés, leurs représentants officiels corrompus ou acquis au capitalisme, qu'il suffirait qu'ils en prennent conscience, qu'ils se rassemblent dans un puissant parti socialiste révolutionnaire afin de mener ce combat pour venir à bout de tous les obstacles qui se dressent sur la voie qui mène à leur émancipation du capital, au renversement du régime en place, pour que cet objectif soit tout à fait réalisable, car il n'existe aucune force capable de s'opposer à la mobilisation révolutionnaire de dizaines de millions de travailleurs, ce n'est pas une idée farfelue ou une utopie, c'est la seule alternative politique au capitalisme, le socialisme.

Contrairement à ce qui est écrit dans cet article complaisant envers le régime, la finance ou la mondialisation ou plutôt le mondialisme ne sont pas les jeunes et les travailleurs des «adversaires», mais leurs ennemis, dès lors ils n'ont rien d'"abstraits", ils incarnent le vieux monde pourri bien concret qu'il est urgent de balayer.

Le "***moi président***" du Bonaparte de service pourrait être balayé par le "***nous***" des masses unies contre le régime.

- Méprisés, les 18-25 ans songent à la révolte - lefigaro.fr 26.02

61% des jeunes affirment qu'ils seraient prêts à participer à un mouvement de révolte «*type Mai-68*».

Le taux de réponse est similaire quels que soient le statut social et la situation professionnelle. Même les jeunes en CDI, et donc perçus comme «*tirés d'affaire*», sont 54% à se dire prêts à se mobiliser. Pour les sociologues, le fait que cette génération soit la plus éduquée que la France ait connue la rend extrêmement consciente et critique sur sa situation. Pour le moment, elle est résignée et fait le dos rond en attendant qu'après le tunnel des stages et des CDD s'ouvre le chemin de la stabilisation professionnelle. Mais «*si rien ne bouge ... il suffit d'une étincelle*», préviennent les sociologues. «*Un "nous" pourrait se former, si les diplômés étaient rejoints par les jeunes en désespérance sociale*.» lefigaro.fr 26.02

Ce constat est intéressant à plus d'un titre, il confirme en partie la stratégie que nous préconisons, en vain. Etre "*éduqué*" ne signifie rien en soi, c'est juste un potentiel qui existe et qui reste à exploiter, à diriger dans la bonne direction, cela ne suffit pas à faire un idéal. Quant à être conscient, de quoi, on peut interpréter sa situation ou la situation de bien des manières sans pour autant se départir de l'individualisme ou s'apercevoir forcément des ravages que l'idéologie dominante a causé dans notre mode de pensée ou de quelle façon elle l'a façonné.

La menace, le danger extrême serait effectivement qu'à un moment donné les couches supérieures et les moins favorisées

des masses se rassemblent contre le régime, mais sans direction politique cette mobilisation sera vouée à l'échec, cependant cela pourrait être l'occasion de construire le parti qui nous fait tant défaut, à condition de ne pas s'y prendre comme les autres fois...

Quand nos camarades prendront-ils conscience de la nécessité du combat sur le plan idéologique, c'est la question qu'on se pose. Parfois il nous arrive de perdre patience et de nous emporter parce qu'on piétine et qu'il y a urgence à aller de l'avant. Qu'ils se mettent un instant à notre place, en Inde si vous voulez, on pense à la multitude qui quotidiennement souffrent terriblement et est sacrifiée à travers le monde, on en a les tripes qui se tordent de douleur, on se désole, ils n'ont pas le temps d'attendre, certaines questions doivent être réglées en priorité et celle-ci en fait partie.

Haut de page

Le 28 février 2014

CAUSERIE

Les 30 nouveaux articles seront mis en ligne demain, plus le temps aujourd'hui. La page Articles d'actualité a été actualisée.

On ne doute pas un instant que les lecteurs et militants qui ont appelé un jour à réaliser le front unique avec le PS, à voter pour le PS, et qui pour certains le feront encore demain et ne manqueront pas de voter pour le candidat du PS resté en lice au second tour des municipales dans leur circonscription pour "*battre la droite*", apprécieront à sa juste valeur le soutien que le PS a apporté ces derniers jours aux partis nazis, néo nazis, antisémites revendiqués, ultranationalistes en Ukraine au côté d'Obama et de l'Otan.

On comprend que la potion soit amère et difficile à digérer. La véritable nature du PS apparaît au grand jour et c'est très bien ainsi. Vous avez encore en mémoire comment nous avons chargé la barque depuis que Hollande est élu, plus d'un a dû estimer que j'exagérais ou que j'en faisais trop, vous avouerez au regard des derniers événements ou à la lecture des articles figurants dans cette page que j'avais au contraire fait preuve de mesure, j'avais quand même pris la précaution de prévenir les lecteurs que le PS renouvellerait un jour prochain ses épouvantables exploits passés, on n'a pas attendu bien longtemps pour qu'il le confirme.

Certains le regretteront et on comprend parfaitement pourquoi, mais bon, il arrive toujours un moment dans la vie où les choses ne se passent pas tout à fait comme on l'aurait souhaité, et où la réalité vous rattrape et que ce soit très désagréable, sauf si on se décide enfin à la regarder en face et à rompre avec cette mauvaise habitude qui consiste à la travestir des oripeaux du dogmatisme et de l'opportunisme.

Rompre avec le PS, les appareils des syndicats, les institutions, le capital, il n'y avait pas d'autre voie hier, notre salut, notre cause en dépend.

Il faut rectifier notre conception de la lutte des classes au pus vite, tout faire pour élever le niveau de conscience politique des masses, on a abordé cette question hier, mais j'ai oublié un point essentiel.

On en est resté à la formule obsolète ou archaïque selon laquelle la conscience des masses progresserait en fonction de leur participation à la lutte des classes, ce qui est vrai en partie seulement, beaucoup moins qu'on ne le pense si on prend en compte les transformations de la société depuis les 5 ou 6 dernières décennies. De plus, seule une infime minorité des masses y participent. Or il faut nous adresser à l'ensembles des exploités. Il faut pénétrer dans chaque foyer, il faut que chaque travailleur ou famille à notre portée sur notre localité dispose d'éléments leur permettant de comprendre la situation, ce qui va bien au delà de la simple diffusion sur un marché ou devant une boîte à six heures du matin, d'une discussion improvisésur un bout de trottoir ou dans un bistrot. Cela nécessite de réorganiser résolument et de manière cohérente (et financièrement) le militantisme en fonction de cet objectif. Je pense à la distribution d'un texte ou d'une lettre qui leur est adressé semaine après semaine, ponctué d'appels à des réunions auxquelles ils participent ou non au départ, mais auxquelles ils viendront un jour, par exemple au profit d'un événement qui vient de se produire et qui les a marqué ou qui les questionne. Cela ne nécessite pas de gros moyens ou des moyens organisationnels nouveaux, pas besoin d'activisme non plus qui épuise inutilement les militants et finit par les décourager. La tournée des boîtes aux lettres comme le fait un facteur par secteur ou quartier, une réunion programmée par semaine ou tous les deux semaines, les militants et surtout les cadres qui y participent se relayant pour que personne ne s'épuise à la tâche, terminée l'époque ou les militants font office de figurants lors de réunions ou remplissent les cars au forceps pour se rendre à des meetings. Entre temps des prises de contact ou le suivi des contacts constitue le second volet de l'activité des militants, leur troisième est consacré à leur propre formation et le quatrième à leur réunion de cellule ou de section.

Sur Internet ou au moyen de portails indépendants, les travailleurs peuvent prendre connaissance d'un certain nombre de données ou d'analyses, mais force est de constater qu'aucun ne débouche sur une action pratique sérieuse et cohérente, ne se traduit en terme d'organisation, c'est ce qu'un parti doit absolument leur proposer. Cela vaut le coup d'essayer, de vérifier qu'une partie des masses est plus "*éduquée*, plus "*consciente*", si telle est vraiment le cas, elles ne devraient pas tarder à se manifester,

attention, seulement si on trouve le discours approprié qui les met en confiance, qu'elles n'aient pas la mauvaise impression une nouvelle fois qu'on veut les manipuler ou les conditionner, que le but du jeu est d'avancer ensemble, de se rassembler, de bâtir les conditions qui permettront de changer réellement la société.

Il existe dans le pays des centaines de milliers ou des millions de travailleurs plein de bonne volonté et déterminés auxquels correspond cette perspective et qui n'attendent qu'une chose, qu'on soit capable de s'adresser à eux aussi simplement pour prendre leur destin en mains, si tel n'était pas le cas notre combat n'aurait plus aucune sens et serait perdu d'avance.

Comme j'ai eu l'occasion de l'expliquer dans de précédentes causeries, n'adhérant pas d'emblée au programme de la révolution socialiste, il ne faut pas brusquer les choses, il faut leur proposer une forme d'association ou d'organisation suffisamment souple ou non contraignante pour qu'ils puissent s'exprimer et participer à notre combat, à côté du parti qui lui doit être bâti sur les principes du léninisme. On ne se forge pas un idéal en huit jours, on ne peut pas comprendre la complexité et la diversité des rapports qui existent dans la société au bout de quelques réunions, il faut laisser le temps à chacun de progresser à son rythme, de réfléchir, de mûrir, forcer les choses ou chercher des raccourcis ne mène à rien, on en a fait l'expérience une multitude de fois, maintenant il faut arrêter et repartir sur de bonnes bases. Si on en a la volonté, c'est possible.

A titre individuel on est confronté à cette alternative tout au long de notre vie, à titre collectif c'est la même chose, c'est la question que doivent se poser nos dirigeants, que les cadres et les militants doivent se poser, fraternellement. Franchement, on se fout éperdument de savoir qui a commis des erreurs, qui avait raison ou tort ou je ne sais quoi, ce qui importe aujourd'hui c'est de sortir du cycle infernal dans lequel nous sommes pris et qui conduit fatalement à une impasse et à la défaite. Les masses ne renoueront pas avec l'espoir qu'il est possible de changer la société sur un dogme ou du vent, il faut en prendre conscience. Si on s'y refuse, nous courons à notre perte.

Un témoin au-dessus de tout soupçon. .

- Un perroquet aide à arrêter un meurtrier présumé en Inde - Francetv info -

A Agra, dans le nord de l'Inde, l'un de ces oiseaux connus tant pour leur plumage que pour leur bavardage a permis d'arrêter le meurtrier présumé d'une femme de 55 ans, tuée et délestée de ses bijoux, fin février, a-t-on appris, jeudi 27 février.

Les proches de la victime ont commencé à avoir des soupçons en voyant que le perroquet s'agitait dans sa cage à chaque fois que le neveu de la victime, prénommé Ashutosh, apparaissait, ou lorsque son nom était cité. La puce à l'oreille, la famille a transmis l'étonnante information à la police, qui a retrouvé les bijoux volés au domicile de l'homme.

"*Le neveu, qui portait en outre sur une main la trace d'une morsure du chien de sa tante, a été arrêté et inculpé mardi de meurtre par arme à feu*", ont indiqué les autorités locales. Et le responsable de la police d'Agra de reconnaître : "*Le perroquet nous a apporté beaucoup d'aide alors que nous partions de zéro.*" Francetv info 27.02

ACTUALITE EN TITRES

Casino et mafias

- Janet Yellen rassure Wall Street, clôture record pour le S&P - Reuters

- Socgen paie 122 millions pour clore des poursuites aux USA - Reuters

- Allianz augmente son dividende de près d'un cinquième - Reuters

Peut mieux faire !

- Hausse de 6% du bénéfice annuel de British American Tobacco - Reuters

- Le paquet de cigarettes à 11,30 euros dans 5 ans ? - Le Nouvel Observateur

Vive la compétitivité par le vide !

- Qantas taille à la serpe dans ses effectifs - Liberation.fr

La compagnie aérienne australienne Qantas a annoncé jeudi la suppression de 5 000 emplois sur 32 000. «*Nous aurons une compagnie meilleure et plus compétitive*», dit le PDG, Allan Jones. Liberation.fr 27.02

Résistance passive.

- Assurance chômage: les intermittents mettent la pression sur le Medef - AFP

- Assurance chômage: La CGT appelle à manifester ce jeudi en opposition aux propositions du Medef - 20minutes.fr

- Mory Ducros : Montebourg appelle toutes les parties à la "*sagesse*" - LePoint.fr

Plus de 2.500 salariés resteraient sur le carreau si j'ai bien compris, alors qu'ils s'arment et se pointent tous ensemble au siège de Mory Ducros pour exiger le maintien de leurs emplois, à un moment donné face à la violence qu'on veut leur imposer, c'est faire preuve de "*sagesse*", non ? Je croyais, le gouvernement a bien dit que c'était légitime à Kiev, non ?

Intox.

- "*S'auto-licencier*" va-t-il devenir moins risqué? - lexpress.fr

- L'Assemblée veut accélérer le traitement de ruptures de contrats au prud'hommes - 20minutes.fr

Certains salariés exédés prennent acte de la rupture de leur contrat de travail par la direction et décide de quitter l'entreprise qui les employait, ensuite ils se tournent vers les prud'hommes pour exiger des indémnités, or ils doivent attendent souvent des années avant que leur affaire soit traitée, le législateur voudrait réduire cette durée intolérable, sauf qu'en cas d'appel de l'entreprise ou de difficulté dans le dossier pour établir les responsabilité leur affaire pourrait être rejugée plus tard, en fonction de l'agenda des prud'hommes et comme ils sont engorgés, ils attendront toujours aussi longtemps.

Prenez comme modèle la bouillabaisse en y ajoutant quelques crabes !

- Municipales : comment choisir les bons ingrédients pour composer votre liste - Francetv info

Parole de sioniste.

- A Toulouse, Valls met en garde contre « *l'antisémitisme virulent* » - AFP

Toulouse ou le temple de la franc-maçonnerie, destination très prisée des dirigeants et des ministres PS (notamment).
Les antisémites, ce sont ceux qui mènent la guerre contre le peuple sémite palestinien...

Opposer l'un à l'autre, ne serait-ce pas la stratégie du gouvernement et du patronat ?

- Le chômage, préoccupation majeure des Français Francetv info

- Les Français moins inquiets pour leur pouvoir d'achat AFP

C'est la crise, alors ne soyez pas trop exigeant, comprenez qu'on ne peut pas avoir à la fois un emploi et un salaire qui vous permette de vivre décemment, il faut choisir entre rester au chômage indéfiniment ou accepter l'emploi qu'on vous propose avec un salaire de misère et des conditions de travail insupportables à la clé, c'est mieux que rien, non ?

Les prédateurs-dictateurs à l'affût.

- Le FMI va engager des discussions sur un plan d'aide à l'Ukraine - AFP

- Le Parlement chypriote rejette le plan de privatisations - Reuters

Pas de critiques, s'il vous plaît : c'est conforme au nouveau culte de la consommation!

- Le Vatican est le plus gros consommateur de vin au monde - Atlantico.fr

Attention tout de même, le vin est aphrodisiaque, pour tenir la rime on peut ajouter paradisiaque ! C'est très terre à terre, il faut

en convenir, les anges volent bas...

ACTUALITÉ DU JOUR

Il faut sauver le soldat Hollande. Le Point (BHL-Besson-Giesbert) vote PS aux municipales et aux européennes.

- Copé accusé par Le Point de favoritisme au détriment de l'UMP - AFP

- Copé nie en bloc avoir favorisé des proches - LeFigaro.fr

- Copé s'enfonce dans la théories du complot - Liberation.fr

- Affaire Copé : Nicolas Sarkozy a-t-il été grugé ? - Le Nouvel Observateur

- Copé et les soupçons de surfacturation: «*Tout le monde savait*», selon un député UMP - 20minutes.fr

Le Point n'a pas hésité à faire appel à "*un interlocuteur rue de Solférino*" (siège du PS) où il compte de nombreux amis n'en doutons pas, à qui il a présenté des "*bordereaux d'Events*" et qui a confirmé des "*surcoûts*". Events and Cie est la filiale événementielle de Bygmalion créée en 2008, une agence de communication fondée par deux intimes de Copé, Bastien Millot, qui fut son directeur de cabinet à Meaux (ville dont il est le maire) et Guy Alvès, son ancien chef de cabinet à Bercy, quand il était ministre du Budget (2004-2007)..

"*Events and Cie aurait empoché au moins 8 millions d'euros durant la campagne de 2012*" de Nicolas Sarkozy, en "*charge(ant) la mule sur certaines prestations facturées à l'UMP hors appel d'offres*", affirme Le Point.

Pour enfoncer le clou ou pendre au croc du boucher Sarkozy et son acolyte Copé...

Le Point évoque également "*le mystère sur l'origine des fonds*" de Bygmalion, un "*investisseur fantôme*", Emmanuel Limido, qui "*utilise une SARL luxembourgeoise*", a racheté le club de foot de l'AJ Auxerre, gère un fonds d'investissement "*largement abondés par les Qatariens*"....

"*C'est un papier de commande*", a réagi Bastien Millot sur Europe 1, où il assure une chronique quotidienne, en dénonçant des "*amalgames*", des "*rumeurs*" et des "*affabulations*". "*S'il y a lieu d'attaquer, j'attaquerai*".

Dans Le Point, il est également question de la vente à des Qatariens de deux biens immobiliers d'Etat à Paris, l'hôtel Kinski et le centre Kléber, du temps où M. Copé était à Bercy, avec l'implication de M. Limido pour la vente de ce dernier. AFP 27.02

Copé a décidé de porter plainte pour diffamation contre Le Point, qui leur a servi la soupe pendant le règne de La Talonnette !

Bref, Le Point, principal magazine en France fer de lance du néolibéralisme et du sionisme s'est assuré les services du PS avant de lancer cette offensive contre l'UMP à un mois des élections municipales.Qui peut douter un instant de ses intentions ?

En complément.

- Un ex-conseiller ministériel UMP devenu acteur porno - Le Nouvel Observateur

La guerre est la continuité de la politique sous une autreforme, dorénavant il faudra ajouter la pornographie !

Stratégie néolibérale. Guerre idéologique. Eugénisme. Communautarisme.

- Santé: La qualité du sperme des Français décline plus fortement dans certaines régions - 20minutes.fr

En décembre 2012, déjà, le docteur Joëlle Le Moal de l'InVS avait publié dans Human Reproduction les résultats d'un travail portant sur 26.000 hommes. Ils faisaient partie de couples ayant participé à un programme d'assistance médicale à la procréation (AMP), entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 2005. L'étude avait montré «*une diminution significative et continue de la concentration du sperme atteignant 32,2 % sur la période étudiée*». Pour un homme de 35 ans, la concentration

moyenne passait de 73,6 millions de spermatozoïdes par millilitre (ml) de sperme en 1989 à 49,9 millions/ml en 2005.

Mais, cette fois, le phénomène a été analysé au niveau des régions par une équipe mixte issue de l'Institut de veille sanitaire (InVS) et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). 20minutes.fr 27.02

Ils devraient les féliciter, ils sont sur la bonne voie !

- Infidélité : les Français et les Italiens sont les champions européens - LePoint.fr

La preuve.

- Devrait-on être obligé de s'entendre sur son divorce avant de se marier ? - Libération.fr

Pourquoi les blâmer alors ?

Je rigole car le mien était inscrit dès le premier jour de notre rencontre, mais je l'ignorais, je parle de mon ex-épouse. C'est le genre de trucs qu'on n'imagine pas, c'est con... Non, vaut mieux pas, sinon à quoi bon s'engager à partager notre vie avec une compagne ou un compagnon.

Mais alors où veulent-ils en venir avec ce genre d'articles ? Et bien justement là, à ce que vous vous posiez cette question pour rendre toute union impossible ou encore plus fragile, suspecte, on a à faire avec des spécialistes (manipulateurs) en schizophrénie. Mais pourquoi ? Bordel, il faut vous faire un dessin à la fin, parce qu'ils veulent que chaque individu dans la société soit atomisé, individualisé au maximum, se sente le plus seul ou isolé possible, le plus faible et fragile possible de ce fait, sans liens, sans repères, sans rapports solides avec quiconque, entièrement livré ou à la merci de leur société totalitaire, sans identité ou personnalité, pigé ? Parvenu à ce stade, votre compagne ou votre petites amies sont au mieux des adversaires, des concurrents, au pire des ennemis. C'est démoniaque, cynique, tordu comme truc, bien pire que cela en réalité.

Mais c'est un véritable cauchemar une telle société ? Assurément, on s'en rapproche un peu plus chaque jour, comment, vous ne l'auriez pas observé ? Tout rapport ne vaut qu'à partir du moment où il m'apporte, non excusez-moi, me rapporte quelque chose, me permet d'accroître mon potentiel, mon pouvoir personnel dont ma situation dépend entièrement, sans lequel je n'existe pas, que je cède quelque chose ou que je sois perdant dans des rapports avec quelqu'un et je suis bon pour une cure de réhabilitation...

Voyez où ils en sont rendus, un mot de trop ou de travers et vous voilà excommunié, banni, promis au pilori, jeté en pâture à l'opprobe publique, condamné à expier vos péchés jusqu'à la fin de vos jours, vous ne méritez même pas d'exister. Quand demain dans la société qu'ils nous promettent tous les droits seront individualisés et l'ensemble de la population entièrement sous contrôle de ce fait, au moindre faux pas et vous serez rejeté du système dont votre survie dépend totalement, pour travailler, vous loger, vous alimenter, vous vêtir, vous soigner, vous déplacer, communiquer, vous informer, etc. soit vous rentrerez docilement dans le rang, soit vous serez éliminé tout simplement, puisque vous ne pourrez plus vous prévaloir d'aucun droit collectif une fois qu'ils auront disparus, vous serez entièrement à leur merci.

Normal, elles sont sadomasochistes pour entrer dans l'armée !

- La Défense lance une enquête sur les violences sexuelles contre les femmes dans l'armée - Liberation.fr

C'est histoire de brouiller les pistes.

- Les Belges adoptent le double nom de famille - LeMonde.fr

Au fait, Jean Dutour épouse Camille Ronsart, leur fille va s'appeler July Dutour-Ronsart. Quand elle va se marier à son tour à René Lapointe, elle va ajouter le nom de son époux au sien et s'appeler July Dutour-Ronsart-Lapointe. Et quand elle aura à son tour une fille, Emilie, lorsqu'elle épousera Claude Tanguy, Emilie ajoutera à son tour le nom de son époux au sien, elle s'appellera désormais Emilie Dutour-Ronsart-Lapointe-Tanguy. Arrivée 10 générations plus tard, si la civilisation humaine existe encore, la dernière fille mariée se nommera Michelle Dutour-Ronsart-Lapointe-Tanguy-Pinceau-Bourget-Gayou-Barthe-Pinot-Calas...

Mais bon, il y a peut-être quelque chose qui m'échappe ?

Stratégie du chaos, déstabilisation, dictature mondiale.

- Ukraine: Washington et l'Otan exhortent Moscou à éviter l'escalade - AFP

- Ukraine : la Suisse gèlera les éventuels fonds de Ianoukovitch - LePoint.fr

- Loi antihomosexualité : la Banque mondiale suspend un prêt à l'Ouganda - LeMonde.fr

Les masses ougandaises, qui à notre connaissance n'ont pas davantage qu'en France ou ailleurs un penchant pour l'homosexualité seront les premières victimes de cette mesure. Et qui devront-elles remercier ?

La gauche et l'extrême gauche qui ont participé à l'instrumentalisation de l'homosexualité au côté d'Obama et Hollande... On est les alliés de qui on peut ! La fuite en avant dans l'opportunisme tourne au ralliement au camp de l'ennemi. Calomnie ? Non, un simple constat que chacun peut faire à condition de faire preuve d'un minimum d'honnêteté intellectuelle, ce qui fait le plus défaut à la gauche et à l'extrême gauche.

- Etats-Unis: plaidoyer d'Obama pour les jeunes des minorités - AFP Washington dénonce la répression des manifestations démocratiques Jo Biddle - AFP

- Le Pentagone commande à Boeing 16 avions-espions - LeMonde.fr

- Espagne: les députés votent la loi restreignant la justice universelle - AFP

- Arrivée en Centrafrique de 400 renforts français - Liberation.fr

- Des attentats font 52 morts en Irak - Reuters

- Nigeria: au moins 37 tués dans trois attaques de Boko Haram dans le nord-est - AFP

- Somalie: au moins 7 morts dans l'explosion d'une voiture piégée à Mogadiscio - AFP -

- Venezuela : le chavisme sur la sellette - LePoint.fr

- Corée du Nord : l'atroce témoignage d'un ancien garde de camps - LePoint.fr

- Un économiste ouïgour risque la peine de mort en Chine - LeFigaro.fr

- Au Japon, «*la droite nationaliste sait qu'elle a un ami au pouvoir*» - Liberation.fr

Nationaliste... et militariste.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

- Un second enregistrement attribué à Erdogan publié sur YouTube - Reuters

Un second enregistrement audio, présenté comme étant la voix du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan demandant à son fils de ne pas accepter une certaine somme d'argent pour la conclusion d'un accord mais d'exiger un montant supérieur, a été mis en ligne mercredi sur YouTube par un anonyme.

Aucun nom de société n'est mentionné dans l'enregistrement diffusé mercredi mais la voix censée être celle de Bilal Erdogan fait référence à un certain "*M. Sitki*" et dit que celui-ci ne peut mener à bien une transaction.

Un texte accompagnant l'enregistrement audio YouTube dit qu'il s'agit de Sitki Ayan, le président de la société Turang Transit Tasimacilik dont le siège est à Istanbul.

S'il existe des liens enter la société Turang ou son président et la famille Erdogan, ils ne sont pas connus.

Reuters a appelé les bureaux de Turang, mais il n'y a pas eu de réponse ce mercredi soir.

Selon son site web, Turang a obtenu en 2010 une licence pour construire une partie d'un pipeline devant transporter du gaz iranien et turkmène vers l'Europe via la Turquie,

Elle a reçu en décembre des aides de la part du gouvernement notamment sous forme d'exemptions fiscales sur ses investissements à hauteur de 11,5 milliards de livres (3,7 milliards d'euros), selon le site internet du ministère de l'Economie. Reuters 27.02

2- Ukraine

- Rapprochement Poutine/Hezbollah : la riposte d'Israël. - french.irib.ir

Des sources israéliennes reconnaissent l'ingérence du Mossad dans la grave crise politique qui secoue l'Ukraine. " *La demande d'aide du président des Association juive européenne a constitué un prétexte saisi par Israël qui s'est directement et officiellement ingéré dans la crise*", a-t-on appris de Qodsana.

Le rabbin Menagem Margolin, président des Associations des juifs européens a demandé dans une lettre à l'adresse du premier ministre du régime sioniste Benyamin Netanyahu la présence des forces de sécurité israélienne en Ukraine au motif d'assurer la sécurité des juifs ukrainiens. Une dernière évolution fait état de la prise par des assaillants armés du parlement de Crimée , grande province de l'est de l'Ukraine. french.irib.ir 27.02

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2014

CAUSERIE

39 nouveaux documents mis en ligne ce matin, il était 5h à Paris 9h30 ici en Inde.

J'ai formaté les adresses de ces fichiers dans la bonne humeur, il faut bien, en écoutant le dernier concert qu'avait donné Joe Satriani à Paris, en 2010. Il vous avait gâté, Just wanna rock, quel talent, quelle créativité, quelle envolée lyrique, quelle maîtrise du son, quelle générosité aussi, de quoi couvrir les bruits de bottes de la pire réaction qui résonnent de Kiev à Caracas soutenue par la pourriture qui gouverne la France et les morpions de gauche et d'extrême gauche qui lui servent de caution, Front de gauche, NPA et LO, sans oublier la vermine Berger, Le Paon et consorts...

Mener la guerre idéologique (politique) sur tous les fronts, démonter la propagande officielle relayée par le matracage médiatique quotidien, une impérative nécessité, une priorité absolue, qui en douterait encore ?

Qu'est-ce qui me motive encore ? La volonté de participer à ce combat et de le gagner, de vaincre. L'impossibilité de me taire, le refus de laisser le champ libre à des partis qui parlent en notre nom mais qui en réalité défendent le régime en place, je ne leur reconnais aucune légitimité pour me représenter, d'où l'irresistible besoin de m'exprimer d'une manière ou d'une autre.

Tous ont légitimité Hollande et le PS, aujourd'hui, mais hier aussi, depuis des lustres, Hollande et le PS qui soutiennent sous nos yeux un coup d'Etat orchestré par Washington et Bruxelles, l'Otan et la CIA, le Mossad, et dont l'extrême droite, les partis nazis et néo nazis forment les bataillons qui sèment la terreur à Kiev depuis des semaines pour renverser un gouvernement à la solde de l'impérialisme russe, certes mafieux, pour le remplacer par un gouvernement qui le sera tout autant ou pire encore sur fond d'ultra nationalisme et d'antisémitisme, résolument tourné contre le mouvement ouvrier, farouchement anticommuniste, réactionnaire.

Pourquoi Poutine hésite-t-il à intervenir ou se fait-il si discret ? Parce qu'en réalité Washington, Paris, Berlin et Bruxelles en recourant aux hordes fascistes se donnent les moyens de briser ou dedisloquer par la violence la résistance des masses ukrainiennes et leurs organisations à la politique anti-ouvrière que le gouvernement de Ianoukovitch à sa solde ne parvenait pas à leur imposer, car divisé, trop faible et corrompu, sans volonté suffisante pour affronter les masses.

Que l'intervention américaine embarrasse Moscou cela ne fait aucun doute, qu'elle lui rende service c'est évident également, car finalement l'un et l'autre ont tout intérêt à l'instauration d'un pouvoir stable et fort en Ukraine pour contenir les masses. Il ne faudrait pas qu'elles se chargent elles-mêmes et à leur façon de régler les problèmes auxquels elles sont confrontées quotidiennement, autrement dit, qu'elles trouvent une voie indépendante du capital en renouant avec le socialisme, ce serait un mauvais exemple pour les travailleurs de toute l'Europe et de la Russie, du monde entier.

Le falsification systématique de la situation en Ukraine et au Venezuela par les médias et les partis institutionnels confirme leur soumission totale au néolibéralisme impulsé par les Etats-Unis et l'Union européenne.

Leurs manipulations grossières des faits au service de la propagande idéologique de guerre des néolibéraux peut encore tromper une grande partie des masses, mais ils ne peuvent pas empêcher les intellectuels et les membres des couches et classes moyennes, les travailleurs et jeunes intellectuellement les plus évolués, critiques par rapport au régime, ils sont quand même des millions (dans chaque pays), de s'informer ailleurs sur le Net et de prendre connaissance de l'ampleur de leur entreprise de désinformation systématique, et que mûrisse leur rejet croissant de leur politique ultra réactionnaire et de l'ensemble des médias aux ordres relaient, des partis qui se font les porte-parole de cette politique, des institutions en place, et qu'il arrive un moment où ils se disent que cela ne peut pas durer plus longtemps, qu'il faut balayer toute cette pourriture de la surface de la terre, car au delà de leurs intérêts particuliers elle constitue un danger mortel pour l'humanité toute entière qu'elle conduit à la barbarie, la plus grande menace qui pèse désormais sur la civilisation humaine, que le temps de passer à l'action, de s'engager ou de s'organiser a sonné, pendant qu'il en est encore temps.

Comme quoi il ne faut pas perdre espoir, les conditions demeurent favorables à la construction d'un parti socialiste révolutionnaire de masse...

Les infos en bref demain, aujourd'hui je n'ai plus le temps.

Haut de page

Le 2 mars 2014

CAUSERIE

Finalement les infos en bref ne seront actualisées que demain ou mardi, vous disposez de suffisamment d'articles récents sur la situation au Venezuela et en Ukraine, le reste de l'actualité ne présentait aucun intérêt particulier, j'ajouterai encore une quinzaine d'articles dans l'après-midi.

Réflexion politique

Sur ce qui se passe au Venezuela, en Ukraine, comme en Syrie ou hier en Libye, etc. la manière dont les masses sont manipuler, elles auraient pu déjouer ce complot ou éviter de tomber dans ce piège, peut-être même que leurs ennemis n'auraient pas pu y recourir ou l'activer, si elles avaient été armées sur le plan politique et idéologique, mais tel ne fut pas le cas. Pourquoi cela n'a-t-il pas été possible ? Parce que pour se faire il aurait fallu s'attaquer à tout ce qui incarnait le régime, ce qui lui servait de couverture, de protection, de caution, de vernis démocratique, à le légitimer, en premier lieu le PS, les appareils des syndicats, ensuite les médias, l'idéologie dispensée dans les manuels scolaires, à l'université, aux beaux-arts, dans les écoles de journalisme, etc. bref cela aurait nécessité de s'attaquer au fond de commerce des appareils partis ouvriers, aux liens qui les reliaient au régime, impensable.

Le PS n'a jamais changé depuis un siècle, depuis qu'il est passé avec armes et bagages dans le camp de l'ennemi, il s'est adapté sur le plan idéologique ou politique à l'évolution du capitalisme et à ses besoins voilà tout.

Quant aux partis et dirigeants des différents courants trotskistes, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale ils ont marché sur ses traces ainsi que le PCF.

A en croire certains militants, la dégénérescence de ces courants politiques serait intervenue plus tard, quand ils sont entrés eux-mêmes en rébellion avec leurs dirigeants ou lorsqu'ils ont contesté leur politique, comme si le cours suivi par leur parti au cours de la période antérieure ou les décennies précédentes devait forcément correspondre avec l'interprétation qu'ils en faisaient ou l'idée qu'il en avait. Une telle prétention est aberrante, mais elle s'explique très facilement, elle n'est pas sans conséquence.

Soyons plus précis. A les entendre le révisionnisme dans lequel leur parti aurait sombré remonterait à une date ou une période précise. Bien. Quand on leur explique que cet argument est insuffisant et qu'il faut remonter en arrière quelques années ou décennies en arrière pour comprendre la nature réelle de cette faillite politique, ils s'y refusent, ils considèrent qu'il est inutile de remonter au dela de la date ou de la période qu'ils ont fixée, pour eux la politique qui fut appliquée en amont était correcte tout comme le comportement de leurs dirigeants et il n'y a pas lieu d'y revenir.

A notre connaissance, quand une crise intervient dans un parti, elle constitue le point d'orgue d'un processus antérieur, la partie émergée de l'iceberg, ce processus étant la partie immergée. Mais cela ne nous dit pas comment il s'est cristallisé, il

faut remonter encore en arrière pour comprendre comment il a pu se former.

Avant d'en arriver à appeler à voter Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1981, il s'était bien passer quelque chose dans les années 60 et 70. Avant la crise de la IVe Internationale de 1952-53 qui a débouché sur l'adaptation à la social-démocratie dégénérée ou au stalinisme, aux appareils de FO ou de la CGT en fonction de la sensibilité de ces différents courants politiques, il s'était bien passé quelque chose entre la mort de Trostky en 1940 et le début des années 50. Ce à quoi nous avons assisté à la fin des années 70 et au début des années 80 a été le produit direct de ce qui était déjà apparu dès le début des années 50, c'était donc en amont des années 50 qu'il fallait rechercher où se situait cette déviation du marxisme ou du socialisme.

Or, on s'est toujours refusé à remonter aussi loin, comme si les dirigeants qui allaient prétendre être les hériters ou les dépositaires du trotskisme après la mort de Trotsky, possédaient une expérience théorique et pratique suffisante pour maîtriser le marxisme et déterminer une politique qui serait forcément correcte, alors qu'en réalité leur expérience ne dépassait pas quelques années de militantisme ; je veux bien croire qu'on puisse progresser rapidement sur le plan politique et qu'on eut à faire à des dirigeants exceptionnels, je rappelle tout de même que Trotsky en doutait lui-même peu de temps avant son assassinat, passons, mais je pense que cela nécessite de remplir un certain nombre de conditions qui n'existaient pas à cette époque, qu'aucun dirigeant ne réunissait, pendant la guerre, au delà de certaines facultés intellectuelles et de qualités personnelles qu'ils auraient dû posséder, il fallait aussi pouvoir consacrer la totalité de son temps au militantisme, passer des milliers d'heures à se former, à lire et étudier les ouvrages des marxistes et d'autres auteurs, parvenir à acquérir un niveau suffisant en économie pour envisager l'évolution à venir du capitalisme mondial, on a au moins acquis la certitude que sur ce plan-là ils n'ont jamais été réellement au niveau souhaité...

Bref, nous ne sommes pas là pour juger quiconque, mais pour dresser un constat aussi objectif que possible qui puisse servir de base à notre réflexion sur ce qui s'est passé par la suite jusqu'à nos jours. Il ne faut pas oublier aussi la nature humaine et ses faiblesses. Plus on a mis haute la barre de nos prétentions et plus il devient impossible de les rabaisser, redescendre du piédestal sur lequel on s'est placé devient périlleux, voire impossible. Autrement dit, quand on s'est emmanché dans une mauvaise voie ou qu'on s'est doté de mauvais moyens pour avancer dans une direction, et que par dessus le marché pour être convaincant on s'est employé à le justifier en appelant à la rescousse les marxistes, il devient pratiquement impossible de reconnaître nos erreurs, pire, de nous être totalement fourvoyé pendant des années, notre statut auprès des autres dirigeants et des militants n'y resterait pas, du coup on persiste et signe encore les décennie suivantes dans la même voie pour finalement parvenir au résultat que l'on sait ou qu'on a sous les yeux. On a hélas oublié la première leçon des marxistes :
La modestie !

Comme nous l'avons dit au début de cet exposé, les uns et les autres font remonter le révionnisme à une date ou une période précise, ils ne sont pas d'accord sur ce point-là non plus, qu'ils nous accordent le constat que depuis ces partis n'ont cessé de confirmer qu'ils avaient bien abandonné le léninisme ou rompu avec le marxisme auquel il leur arrive encore de recourir ou de faire référence dans leurs analyses uniquement pour conforter leurs appareils ou justifier leurs politiques opportunistes, vous savez aussi bien moi que leurs dirigeants sont infaillibles et ont toujours raison quoi qu'il arrive, en cela aussi ils sont restés fidèles à ceux qui les ont précédés depuis 70 ans.

Guerre idéologique.

Stigmatiser en permanence la population ne poursuit qu'un objectif, politique évidemment : faire en sorte qu'elle admette qu'elle n'est décidément pas prête ou à la hauteur pour prendre son destin entre ses mains ou qu'elle ne dispose pas des facultés ou des qualités requises pour remettre en cause la légitimité du système économique en place, pas même à terme celui de le contester, ce droit lui sera refusé, d'ailleurs de quels droits politiques disposent-elles encore pour faire entendre leur voix, les urnes, c'est une mauvaise blague bien sûr.

Pour illustrer ce propos, un article tout frais d'hier qui mérite qu'on y réfléchisse.

La foire aux interdits en Belgique - Le Monde 01.03

Interdit de s'asseoir sur le dossier d'un banc public, de jouer faux si l'on est musicien ambulant, de lancer des boules de neige. Interdit, aussi, de transporter "*des personnes atteintes d'une maladie contagieuse*" (sans plus de précision) sauf en ambulance... Interdit, toujours, de tourner en rond avec "*un groupe de 10 cyclistes*". Autorisées, depuis le 1er janvier, à sanctionner plus d'incivilités et plus lourdement, des municipalités belges ont multiplié les panneaux et fait preuve d'une imagination débordante, dépassant d'assez loin une loi qui visait à punir les comportements gênants comme l'abandon de détritus sur la voie publique, le squat d'une entrée d'immeuble ou la pollution par des déjections canines.

Au départ, le projet de la ministre de l'intérieur, la centriste Joëlle Milquet, semblait faire l'unanimité. Une enquête menée, en 2011, par une organisation de consommateurs avait confirmé qu'une majorité de Belges se disait indisposée par les comportements discourtois. Quelque 90 % d'entre eux exprimaient leur détestation des mégots jetés sur les trottoirs, des graffitis sur les façades ou des voitures garées en double file. C'est la dégradation des boîtes aux lettres qui figurait en tête de

leurs préoccupations. Plus étonnant peut-être : moins de la moitié des personnes interrogées admettait avoir effectué, un jour, un acte inapproprié. C'est l'autre moitié qui cumulerait donc la totalité des incivilités...

A priori populaire, la loi a rapidement fait l'objet de vives contestations de la part de mouvements de jeunes, d'avocats et de syndicats. Les cinq parquets généraux du pays ont également rendu un avis négatif à propos d'un texte aujourd'hui entre les mains de la Cour constitutionnelle, qui devra se prononcer sur son éventuelle annulation. Même si le gouvernement s'est défendu de vouloir "*stigmatiser*" qui que ce soit, sa loi est vivement contestée. Entre autres parce qu'elle permet aux municipalités de sanctionner des jeunes à partir de l'âge de 14 ans et de leur infliger des amendes pouvant atteindre 175 euros. "*Une somme qui sera de toute façon payée par les parents et n'aura aucune valeur éducative*", invoquent les adversaires du texte. Autre objection des juristes : comment justifier vis-à-vis de jeunes une loi qui interdit le jet de boules de neige en région flamande (avec une sanction record de 120 euros dans la ville de Termonde) mais pas en Wallonie ?

Le jet d'un mégot est, lui, puni d'un montant de 70 euros à tel endroit et 125 euros à tel autre. Sanctionner ? Encore faudrait-il que les municipalités disposent du personnel nécessaire, gardiens de la paix ou éducateurs, ce qui ne semble pas être le cas. Par ailleurs, la question de l'application de la loi tant débattue se pose. En l'espace de quatorze ans, et alors que les conditions de l'ancien dispositif ne s'appliquaient qu'aux jeunes de 16 à 18 ans, la commune de Schaerbeek, l'une des plus peuplées de la région Bruxelles-capitale, n'a dressé que deux procès-verbaux, explique son maire à La Libre Belgique. En trois ans, l'ensemble des municipalités francophones a ouvert 350 dossiers pour n'infliger que 22 amendes. lemonde.fr 01.03

L'intérêt d'une loi, ce n'est pas forcément qu'elle soit appliquée mais qu'elle maintienne la population dans un état de tension névrotique, de psychose permanente, qu'elle se sente en permanente épiée, sujette à réprimande, à sanction au moindre écart de langage, au moindre geste déplacé, au moindre oubli, à la moindre maladresse et le couperet de la justice s'abat sur vous et vos enfants, à vous de vous tenir à carreau, de marcher droit, d'obéir aveuglément à l'Etat, de réfléchir à deux fois avant d'ouvrir la bouche, d'écrire, vous devez vous soumettre à l'ordre établi, à cette dictature implacable, impitoyable, si vous ne voulez pas qu'elle vous broie en menus morceaux.

Mais quelle liberté il nous reste alors, aucune, ou si, à vos risques et périls, vous êtes prévenus. Avis aux fortes têtes, aux rebelles, aux contestataires, aux opposants au régime, aux révolutionnaires, vous êtes sous contrôle, les censeurs veillent, l'Etat vous surveille, les procureurs sont prêts à exécuter cette sentence, au besoin selon les circonstances à vous liquider.

Et dire que ce serait nous qui délirions ou qui serions des farfelus, des gauchistes ou des extrémistes, mais mes pauvres amis, à mes détracteurs, réveillez-vous !

En Inde la situation est différente, on est particulièrement gâté, je parle pour les masses, on a le droit à un panachage entre des lois très contraignantes et le laxisme le plus complet, l'anarchie, le tout sur fond de corruption généralisée, de coutumes archaïques, obscurantistes et tout aussi contraignantes. A moins de commettre un crime ou une grosse arnaque et de se faire pincer, pour le reste il suffit d'avoir un statut supérieur, des relations ou du fric pour faire ce qu'on veut et se sentir libre.

Haut de page

Le 3 mars 2014

CAUSERIE

Dimanche 14h59 en Inde.

9 nouveaux articles en lignes.

La page d'accueil de la rubrique *Economie* a été actualisée avec les articles de novembre 2013 à février 2014. Les autres pages d'accueil des différentes rubriques seront actualisées au fur et à mesure dans les jours qui suivent, cela nécessite au moins 8 heures de travail sans décoller de l'écran.

Dans la page d'accueil du site, un lien renvoie vers la rubrique consacrée au TTIP - Traité de libre échange USA-UE et au TTP - Trans-Pacific Partnership.

Je vais faire une petite sieste, avant de faire un peu de jardinage...

Lundi soir.

Une belle journée qui se termine, il est 21h37 ici.

L'actualité que vous avez lire montre à quel point le mouvement ouvrier est réduit à l'impuissance. Je voulais faire un point sur la situation en Ukraine, mais je suis trop fatigué, ce sera pour demain. La situation pourrait tourner à la guerre, mais c'est peu probable, elle est plus complexe qu'elle n'y paraît.

Serbie, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie... Goebbels n'est pas mort. Il a fait de émules à Washington, Londres et Paris notamment.

- John Kerry s'interroge sur la présence de la Russie dans le G8 - Reuters

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est interrogé sur la capacité de la Russie à faire partie du G8 et a brandi la menace d'un isolement économique, si Moscou persistait dans son "*incroyable acte d'agression*" contre l'Ukraine.

Invité de l'émission "*Face The Nation*" sur la chaîne CBS, le chef de la diplomatie américaine a estimé que Moscou avait un "*comportement datant du XIXe siècle en envahissant un autre pays sous un prétexte totalement fallacieux*".

Kerry a précisé que les pays du G8 et d'autres Etats se préparaient "*à isoler au maximum la Russie*", évoquant des restrictions sur les visas, des gels d'avoirs et un isolement commercial.

"*Ils se préparent à mettre des sanctions en place, ils se préparent à isoler économiquement la Russie. Le rouble est déjà en train de chuter. La Russie est confrontée à des défis économiques majeurs*", a-t-il rappelé.

"*Les entreprises américaines pourraient bien y réfléchir à deux fois avant de faire des affaires avec un pays qui se comporte de la sorte*", a-t-il estimé.

Londres et Paris ont déjà annoncé qu'ils suspendaient leur participation aux préparatifs du sommet des huit puissances mondiales prévu en juin à Sotchi. Kerry a ajouté que les Etats-Unis étaient "*totalement prêts*" à boycotter ce rendez-vous.

Les récents événements en Ukraine, a jugé Kerry, "*posent la question de la capacité de la Russie à faire partie du G8. Si la Russie veut être un pays du G8, elle doit se comporter comme un pays du G8*", a-t-il affirmé.

Le secrétaire d'Etat américain a jugé que l'intervention armée décrétée par Vladimir Poutine appartenait à une autre époque.

"*C'est un acte d'agression incroyable. Cela est réellement renversant, ce choix assumé du président (Vladimir) Poutine d'envahir un autre pays*", a dit Kerry. "*La Russie viole la souveraineté de l'Ukraine. La Russie viole ses obligations internationales*". Reuters 02.03

Mais pas les Etats-Unis quand ils bombardent et envahissent un pays souverain et indépendant comme l'Irak ou l'Aghanistan par exemple...

Parole d'internaute

- "*Les leçons de démocratie des étasuniens seraient à mourir de rire si la situation n'était pas grave ! Qu'ils évacuent d'abord Guantanamo,Okinawa, Diego Garcia vidée de sa population pour installer leur base Qu'ils cessent de soutenir les pétromonarchies absolues, corrompues et misogynes Qu'ils contraignent Israël à cesser de coloniser la Cisjordanie et à faire la Paix avec les Palestiniens...*"

A force bien des travailleurs vont finir par se demander : Mais dans quel monde vit-on, est-ce possible que cela continue un jour de plus ?

- ""*...réduire encore les dépenses publiques avec un objectif de 50 milliards d'euros d'économies supplémentaires entre 2015 et 2017, en plus des 15 milliards de 2014...*" et si ce sont les services publics qui sont mis sur la paille, cela n'atteindra pas les ménages et les familles ? "

Vous aussi vous ne croyez pas un mot de ce que raconte Ayrault, vous avez raison, il arrivera forcément un moment où quoi qu'ils disent la majorité des travailleurs ne les écouteront plus...

SPÉCIAL UKRAINE

Dans quel camp sont-ils vraiment ?

Cette rubrique sur l'Ukraine est à lire en ayant à l'esprit le contenu chronologique des fait, l'intervention et le rôle des différents acteurs, l'évolution de la situation en Ukraine depuis 1990, l'ensemble relaté dans les dizaines d'articles mis en ligne dans notre portail.

Pas si sûr que cela...

- Les écologistes ne servent à rien - Slate.fr

... la preuve, ils servent à l'extrême droite...

- EELV à Kiev "*condamne toute tentative d'intimidation du nouveau pouvoir*" - AFP

Europe Ecologie-Les Verts (EELV), dont une délégation séjourne à Kiev, "*condamne fermement toute violence en Ukraine et toute tentative d'intimidation du nouveau pouvoir*" après l'autorisation donnée par le parlement russe à un "*recours aux forces armées*" dans le pays.

Une délégation d'EELV "*vient d'arriver à Kiev pour apporter son soutien aux manifestants pacifistes et pro-européens*" et exprimer "*son attachement à l'intégrité territoriale de l'Ukraine*", a annoncé la formation écologiste dans un communiqué publié samedi. AFP 01.03

Charlatanisme ou l'art de présenter les choses à l'envers.

- Mélenchon dénonce un nouveau "*pouvoir putschiste aventurier*" à Kiev - AFP

Le leader du parti de Gauche Jean-Luc Mélenchon a estimé samedi "*absolument prévisible*" que la Russie prenne "*des mesures de protection*" en Crimée face au nouveau pouvoir ukrainien, qu'il qualifie de "*putschiste*".

Interrogé en marge d'une manifestation contre le pacte de responsabilité, M. Mélenchon a déclaré: "*Les ports de Crimée sont vitaux pour la sécurité de la Russie, il est absolument prévisible que les Russes ne se laisseront pas faire, ils sont en train de prendre des mesures de protection contre un pouvoir putschiste aventurier, dans lequel les néonazis ont une influence tout à fait détestable*", a-t-il déclaré. (Une "*influence*" ou ils y ont joué prépondérant ? Vous connaissez la réponse. - ndlr)

"*Nous Français, n'avons rien à faire dans une histoire pareille, nous n'avons rien à faire à encourager les provocations contre les Russes, cela dit sans sympathie pour le gouvernement russe*", a déclaré M. Mélenchon.

"*La nation russe ne peut admettre que les nord-Américains et l'Otan s'installent à leurs portes*", a-t-il ajouté.

L'ancien candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle de 2012 estime que "*l'Otan et les nord-Américains se livrent depuis des mois à une provocation face à la Russie*" en s'appuyant sur "*la corruption et la brutalité*" du pouvoir alors en place en Ukraine. (Le partisan de l'Otan qu'est Mélenchon reprend ici l'argument que les Américains ont avancé, à savoir que les événements survenus ces dernières semaines étaient la réponse au pouvoir "brutal" en place en Ukraine, ainsi il légitime le coup d'Etat orchestré par l'Otan. - ndlr)

Selon lui, "*à la faveur du mécontentement légitime des Ukrainiens, se sont infiltrés des gens stipendiés par les nord-Américains, parmi les plus méprisables et dangereux, en particulier le parti prétendument Svoboda qui est en réalité un parti national-socialiste qui multiplie les provocations anti-russes*". AFP 01.03 (Sauf que voilà les choses ne se sont pas passées de la sorte, il n'existait aucun parti ouvrier représentant les masses ukrainiennes capable de canaliser leur "*mécontentement légitime*" et de les mobiliser, c'est la droite et l'extrême droite qui s'en sont saisies et ont occupé la place, et ce n'est qu'ensuite que des travailleurs ukrainiens opposés au gouvernement et sans comprendre ce qui était en train de se passer sont descendus dans la rue et ont été manipulés par les nervis au service de l'UE et des Etats-Unis. Monsieur Mélenchon est fâché avec l'ordre chronologique dans lequel se déroulent les événements, c'est marrant, on a l'impression qu'il n'est pas le seul. - ndlr)

Les idiots utiles à la réaction

NPA

La "*démocratie* made in USA, UE, Otan et CIA, quelle noble cause révolutionnaire !

- «*Une révolte de masse d'Ukrainiens pour la démocratie*» - 20 février 2014

Entretien. Zakhar Popovych est économiste et membre de la direction de «*Opposition de gauche*», un groupe politique ukrainien. Extraits

- "*Les premières attaques contre la police anti-émeute du Berkut (forces spéciales de la police) furent organisées principalement par les néo-nazis de Pravyi Sektor (« ligne droite ») qui sont encore plus radicaux que Svoboda (« liberté », extrême droite). Mais il est vrai aussi que les jours suivants, beaucoup de gens ordinaires et très différents sont entrés dans la lutte. (...) Parmi les militants, j'ai vu des gens très différents, pour la plupart russophones, dont beaucoup de jeunes de la banlieue de Kiev. C'était très différent des gens du Maïdan (...), qui étaient pour la plupart des ukrainophones originaires des villages de l'ouest de l'Ukraine.*

Cette mobilisation de masse a probablement sauvé le Maïdan du « nettoyage » qui était clairement préparé par la police."

En réalité, cette "*mobilisation de masse*" a servi de bouclier humain, elle a surtout servi à sauver la peau des nazis et néonazis qui occupaient le Maïdan et à permettre de mener à bien ce coup d'Etat.

- Répression sanglante en Ukraine, les responsabilités de l'Union européenne - 21 février 2014

- "*Place Maïdan, les cadavres s'alignent, plus de cents morts sous les balles de la police du président Ianoukovitch. Le NPA condamne cette répression sanglante du pouvoir ukrainien qui s'appuie sur la Russie alors que l'extrême droite dévoie la révolte populaire, veut étouffer le soulèvement démocratique en cherchant le soutien des puissances occidentales.* "

Nulle part il ne sera question de l'Otan et de la CIA qui ont préparé ce coup d'Etat en sous main, depuis Washington, Bruxelles, Paris et Berlin.

Nazis et néonazis en Ukraine, mercenaires djihadistes ou takfiris en Libye et en Syrie,

- Ukraine : quelle victoire ? - 27 février 2014

- "*Près de 80 morts sur les pavés de Maïdan, devenus les martyrs du peuple tout entier révolté...*

S'agit-il d'une sortie de crise ?"

Martyrs victimes d'une provocation montée par la droite ultra nationaliste, les nazis et néonazis, l'Otan et Bruxelles, est-ce de cela que veut parler le NPA, pas vraiment.

LO

- L'Ukraine et ses sauveurs autoproclamés - 24 février 2014

- "*Les milliers de manifestants qui se sont soulevés à Kiev et en ont payé le prix du sang ont précipité la fuite et la destitution de Ianoukovitch. On ne peut que se réjouir de la chute de ce président corrompu capable de tirer sur son propre peuple.*"

Vive le coup d'Etat de l'Otan et des nervis d'extrême droite ! LO fidèle à elle-même.

- Escalade nationaliste - 28 février 2014

- "*... les nationalistes ukrainiens de Kiev (...) jouissent de la complaisance des grandes puissances de l'Union européenne, cherchent à exploiter le rejet des politiciens véreux.*"

Toujours plus fort dans la niaiserie, difficile de trouver plus arriérés, c'est exactement l'inverse qui s'est produit : l'UE et les Américains ont profité que Moscou était obnubilé par le bon déroulement des Jeux olympiques pour déclencher ce push en donnant leur feu vert à leur alliés dans la place qui passèrent à l'offensive contre le président et le gouvernement ukrainien, coup d'Etat qui avait dû être programmé plusieurs semaines ou mois à l'avance, initiative que les nationalistes ukrainiens n'auraient pas pu prendre d'eux-mêmes.

Ukraine: la Russie et la Chine constatent leur concordance de vues - AFP

Les chefs de la diplomatie russe et chinoise ont constaté lundi leur concordance de vues sur la situation en Ukraine lors d'une conversation téléphonique, a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères.

Sergueï Lavrov et Wang Yi ont souligné "*la large concordance de vues de la Russie et de la Chine sur la situation dans ce pays et autour*", selon un communiqué du ministère. AFP 02.03

En bref.

- Ukraine: la France suspend sa participation aux préparatifs du G8 - AFP

Les dirigeants de sept pays membres du G8 - le huitième pays membre étant la Russie - ont annoncé dimanche la suspension de leurs préparatifs en vue du sommet du groupe à Sotchi (Russie) en juin. AFP 02.03

- Ukraine: la Bourse de Moscou plonge, la Banque centrale augmente ses taux - AFP

Les marchés financiers paniquaient lundi en Russie face à l'escalade de la crise en Ukraine, poussant la Banque centrale à une hausse surprise de son taux directeur pour tenter de calmer le jeu et assurer "*la stabilité financière*". AFP 02.03

Les Russes sont des barbares, la preuve :

- Russie: des chiens errants tuent six kangourous - L'Express.fr

- Ukraine: Hollande appelle Poutine à "*éviter tout recours à la force*" - AFP

Représaille ou menace.

- L'Ukraine a une "*énorme*" dette de gaz la Russie, indique Gazprom - AFP

- Moscou dénonce une opération de déstabilisation en Crimée - Reuters

George Soros et la crise ukrainienne - french.irib.ir

Alors que Soros appelle à un « *plan Marshall* » pour l'Ukraine, c'est un de ses protégés qui devient ministre de l'Économie.

Aujourd'hui [27 février 2014], le milliardaire George Soros a appelé les dirigeants de l'Union européenne à organiser un plan d'urgence d'aide à l'Ukraine analogue au plan américain de soutien aux pays européens après la Seconde Guerre mondiale, plus connu sous le nom de « *plan Marshall* ».

Soros est l'un des hommes les plus riches du monde. Il a déclaré que l'Allemagne devrait devenir le chef de file dans l'élaboration et la mise en œuvre de ce plan, qui devrait inclure un prêt des banques commerciales européennes aux entreprises ukrainiennes, ainsi que de la formation et du conseil pour le personnel de gestion en échange d'actions dans les entreprises elles-mêmes, ou de participation à leurs profits.

« *L'Ukraine a un besoin urgent d'un " plan Marshall " moderne, grâce auquel les États-Unis avaient contribué à la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne doit maintenant jouer le même rôle que les États-Unis ont joué à cette époque* », écrit Soros dans une lettre ouverte.

Le milliardaire a également déclaré que sa fondation « *Renaissance* », travaillant en Ukraine depuis 1990, n'a pas été impliquée dans les troubles, mais « *a agi comme un défenseur de ceux qui ont été touchés par la répression gouvernementale* ». french.irib.ir 28.02

En complément.

L'ouverture d'une nouvelle base aérienne des Etats-Unis, en Roumanie french.irib.ir

Vendredi 28 février, les Etats-Unis ont, officiellement, inauguré une nouvelle base aérienne, en Roumanie.

Cette base jouera un rôle crucial, dans le retrait des forces américaines de l'Afghanistan. "*La base Mihail Kogalniceanu, située à proximité de la mer Noire, sera utilisée, en tant que centre de transfert des forces américaines*", a déclaré le général John

Ocaner, responsable des affaires logistiques. "*D'ici 2014, entre 20.000 et 30.000 effectifs des forces américaines seront transférés de l'Afghanistan, dans cette base*", a-t-il affirmé, lors de la cérémonie d'inauguration de cette base. Les Etats-Unis ont déployé quelque 34.000 forces, en Afghanistan, et envisagent de retirer, d'ici la fin de cette année, la plupart de leurs forces militaires, ainsi que leurs équipements. La base Mihail Kogalniceanu joue un rôle important dans cette perspective.

Selon les prévisions, les Etats-Unis envisagent de retirer la plus grande partie de leur contingent militaire d'Afghanistan, et ce, alors que le traité de sécurité Kaboul-Washington n'est pas encore signé et que Barack Obama a menacé de retirer toutes ses troupes de ce pays, en cas de la non-signature de ce traité par le président afghan. Etant donné que pour retirer leurs forces, le besoin d'une base tremplin, sur la route de l'Europe, se faisait sentir, les Etats-Unis ont convaincu le gouvernement roumain d'autoriser l'ouverture d'une nouvelle base, dans ce pays. Par ailleurs, les Américains ont entamé, depuis des mois, la construction d'une base, appelée «*Doslo*», en Roumanie, pour déployer le système anti-missiles de l'OTAN et des Etats-Unis. Cette base serait vitale, pour les systèmes anti-missiles de l'OTAN. Elle sera opérationnelle, d'ici fin 2015. Les Etats-Unis investiront 134 millions de dollars sur cette base, construite, il y a 60 ans, avec l'aide de l'ex-Union soviétique. Cette base restera sous le commandement de la Roumanie, où seront déployés, en tout, 500 soldats, dont 200 américains.

La Roumanie fait partie des pays qui ont adhéré à l'OTAN. Ce pays, à côté des autres pays de l'Europe de l'Est, notamment, la Bulgarie, la Pologne ainsi que les 3 républiques baltes, souhaitent renforcer leurs coopérations avec les militaires américains. On peut dire que cette tendance s'explique pour deux raisons : primo, la phobie historique de ces pays vis-à-vis de l'ex-Union soviétique, et, actuellement, de la Russie, qui les a amenés à, non seulement, adhérer l'OTAN, pour se serrer les coudes, mais encore, à chercher à établir avec les Etats-Unis, en tant que principal pays de cette Organisation, des relations et des coopérations militaires. Secundo, des pays, comme la Roumanie, espèrent pouvoir jouir des aides militaires étrangères des Etats-Unis, appelées «*FMS*».

Dans le même temps, bien que, dans la donne actuelle, les Etats-Unis veuillent utiliser cette nouvelle base, pour le transfert de leurs militaires, en Europe, cependant, après le retrait de leurs troupes, ils envisageront, certainement, de nouvelles utilisations de cette base. En tout état de cause, il est certain que la position géographique de cette base, en raison de la proximité de la Roumanie de la mer Noire, facilitera l'accès des avions et forces militaires américaines à cette mer. french.irib.ir 01.03

ACTUALITE EN TITRES

Quelle tâche celle-là !

- Ségolène Royal propose de «*demander des tâches*» aux intermittents en échange de leur indemnisation - 20minutes.fr

La seule "*tâche*" utile qu'elle pourrait remplir serait de disparaître!

Nostalgie guerrière, militariste.

- Sur le champ de bataille avec les derniers fidèles de Napoléon - L'Express.fr

- Quand le service militaire avait une utilité sociale - Slate.fr

Mauvaise nouvelle

- En 2013, le nombre d'actes antisémites a baissé - 20minutes.fr

... que cela ne tienne...

- Le terroriste Carlos jugé pour des insultes antisémites - LeFigaro.fr

Le Point du sordide.

- Pourquoi il ne faut pas dramatiser la crise économique ! - LePoint.fr

En noircissant le tableau, la presse aggrave le mal, selon le Pr Didier Raoult, qui s'inquiète des conséquences de ce pessimisme sur la démographie. LePoint.fr 02.03

Ils n'ont aucune légitimité pour en juger.

- Faut-il laisser pleurer un bébé la nuit ? - LePoint.fr

Dans son livre "*Pour une enfance heureuse*" paru cette semaine, Catherine Gueguen repense l'éducation à la lumière des découvertes sur le cerveau. LePoint.fr 28.02

Laisser un bébé souffrir, c'est inhumain, taper ses enfants, c'est monstrueux, frapper sa compagne, c'est barbare, il y a ceux que la société privilégie et qui ont la patience et les moyens de faire face à ces situations, et il y a ceux que la rudesse de la vie à laquelle les contraint cette société ne leur permette pas et qui sont désignés par ces censeurs comme des parents, des hommes ou des femmes indignes de leur statut, coupables à leurs yeux et qu'il faudrait châtier.

La seule réponse valable, c'est de balayer cette société pourrie qui en est responsable.

Ils ne peuvent pas s'empêcher de déformer la réalité.

- Copé/Le Point: le PS pointe "*les rivalités internes à l'UMP*" - AFP

En fait Le Point vient prêter main forte au PS à trois semaines des municipales, CQFD.

Les toilettes sont pleines, il n'y a plus qu'à tirer la chasse... d'eau ou à courre !

- Le cabinet de Valérie Trierweiler à l'Elysée rejoint François Hollande - 20minutes.fr

Ils broient du noir...

- Vacances d'hiver: sur les routes, la journée noire a commencé - L'Express.fr

- Une adolescente française interceptée sur la route du djihad - LeMonde.fr

UMP et PS: Les assassins.

- Urgences de Cochin: faute d'autopsie, on ne saura jamais la vérité - Slate.fr

- Patiente morte à Cochin : un problème de communication - LeFigaro.fr

- Décès à l'hôpital Cochin : l'enquête confirme des "*dysfonctionnements*" - Le Nouvel Observateur

Le manuel idéologique... des pauvres...

- 2 exemplaires de "*Mein Kampf*" vendus 65.000 dollars - Le Nouvel Observateur

Une bonne affaire.

- Lancement de la privatisation de Bankia, deux ans après son sauvetage - AFP

Stratégie du chaos.

- Venezuela: 41 arrestations lors d'affrontements à Caracas - 20minutes.fr

- Venezuela: caravane de l'opposition contre "*la torture et la répression*" - AFP

- Venezuela: «*Nous continuerons à bloquer les rues jusqu'à ce que ce gouvernement s'en aille*» - Liberation.fr

Pour Obama et Hollande, c'est légitime à Damas, Kiev ou Caracas, mais pas à Washington ou Paris...

- Pakistan : 12 morts dans une attaque contre des vaccinateurs antipolio - AFP

- En Chine, « *des hommes armés de couteaux* » tuent 29 personnes - LeMonde.fr

- Chine: L'attaque meurtrière dans une gare attribuée aux séparatistes ouïghours - 20minutes.fr

- Pakistan : 11 morts dans un attentat suicide contre un tribunal d'Islamabad - AFP

- Nigeria: au moins 74 morts dans une série d'attaques de Boko Haram - lexpress.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le Front de gauche "***explose***".

- Le PCF lâche le PG à Hénin-Beaumont - Liberation.fr

Les communistes du Pas-de-Calais viennent de faire une belle vacherie à Jean-Luc Mélenchon. A six jours du dépôt des listes, ces militants d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) ont appris que leurs alliés communistes - risque Front national oblige - avaient topé avec la liste du maire PS sortant, Eugène Binaisse.

«*David Noël [le tête de liste PCF] a annoncé à son colistier qu'il avait obtenu trois places pour le PCF et deux places pour le PG, s'insurge Daniel Alavoine, responsable local du PG, auprès de Libération. Il fait exploser le Front de gauche.*» Mais dans cette ville où Mélenchon était venu affronter Marine Le Pen aux dernières législatives, hors de question pour le PG d'accepter. «*C'est une question de cohérence, répond Alavoine. Vous nous voyez siéger avec d'un côté le PS et de l'autre un PCF qui vient de nous tirer dans le dos ?*»«*C'est un bien mauvais coup contre le Front de gauche*», déplore Eric Coquerel, à la direction du PG. En une semaine, Alavoine dit ne pas pouvoir monter une liste. Résultat, se désole-t-il : «*12 000 tracts déjà imprimés vont partir au pilon !*». Liberation.fr 28.02

Coquerel se fout du monde, dites-nous monsieur l'illusionniste, dans combien de municipalités aujourd'hui le PG siége-t-il au côté du PS sans que cela ne lui pose aucun problème ?

A croire qu'ils font tout pour favoriser l'abstentionnisme. Est-ce une stratégie pour avantger le PS ou plutôt fragiliser le gouvernement ?

- Pourquoi les élections municipales ne passionnent pas - Slate.fr

- Le vote populaire se détourne de la gauche - LeFigaro.fr

- Municipales : ces people qui visent une mairie - Liberation.fr

Candidats de télé-réalité, miss France, footballeur…

Ronald Reagan a prouvé qu'on pouvait commencer comédien et finir président. Liberation.fr 28.02

- A Libération, ils ne manquent pas de références ! Bravo et merci pour cet aveu ! Boycott des médias aux ordres !

- Paris: nouveau coup dur pour NKM, contrainte de changer une tête de liste - AFP

- Municipales : les maires constatent une aggravation de la pauvreté dans leurs communes - Francetv info

A part dresser des constats et gérer leur commune pour le compte du régime en place, ils servent à quoi ?

Quand les "***consignes*** sont éventées...

- À Paris, les chiffres de la délinquance ont été maquillés - lexpress.fr

Commandé par le préfet de police de Paris Bernard Boucault en septembre 2012, ce rapport de l'Inspection générale de l'administration (IGA), dont l'AFP et Europe 1 ont pu consulter des extraits, met à nu un système mis en place depuis plus d'une dizaine d'années visant à maquiller, parfois grossièrement, les chiffres de la délinquance.

Minoration des faits, report - les services stoppent l'enregistrement des plaintes avant la fin du mois -, ou même destruction pure et simple de certains faits, sont pointés comme les principales techniques utilisées.

Le rapport évoque notamment près de 15 000 faits de délinquance disparus en 2011 à Paris et dans son agglomération, selon une source proche du dossier.

Ce document fait écho à un autre rapport de l'IGA publié en juillet 2013, qui avait conclu à la disparition entre 2007 et 2012 de près de 130 000 faits de délinquance sur le du territoire, des "*anomalies*" que l'IGA attribuait à la politique du chiffre pratiquée sous Nicolas Sarkozy.

Ce rapport accablait déjà la préfecture de Police de Paris (PP), les rapporteurs notant que depuis 2006 ou 2007, "*perdurait dans la capitale une pratique de report systématique*".

Si ce nouveau rapport confirme bien l'escamotage de statistiques à Paris, il souligne également la persistance de certaines mauvaises pratiques dans certains services, au moins jusqu'à l'été 2013.

"*En fait, il semble difficile pour certains de rompre avec des habitudes qui avaient été établies pendant des années*", explique un haut fonctionnaire en place à la PP. "*Mais les consignes données par le préfet sont très claires, ces pratiques, qui ont diminué comme le note le rapport, doivent cesser*", a-t-il précisé. lexpress.fr 03.03

Ces apprentis sorciers qui s'attaquent au fragile équilibre de la nature, rentabilité oblige...

Ils sont comme toujours animés de bonnes intentions, écologiques, humanistes, etc. acquis au capitalisme, leur travail consiste uniquement à trouver des solutions face aux conséquences que fait peser sur la nature ou notre environnement mais aussi sur l'homme la survie de ce système économique, au risque de bouleverser ou de modifier irrémédiablement la chaîne du vivant, de fragiliser certaines espèces, de bouleverser les rapports qui existent au sein de la nature.

L'homme ne peut plus se contenter d'agir sur son environnement pour assurer sa survie et améliorer son sort, il doit intervenir au niveau des rapports qui existent entre les espèces animales et végétales et à l'intérieur de leurs rapports respectifs, plier la nature à ces exigences outrancières qu'il est incapable de maîtriser, qui se traduit par une consommation frénétique ou exponentielle en grande partie due à sa faculté de se reproduire et d'accroître indéfiniment sa population, processus dont une minorité a parfaitement conscience, tandis que la minorité qui dirige le monde s'en moque éperdument parce qu'elle en tire profit, c'est ainsi que l'homme continue de faire son histoire inconsciemment et l'impose à toutes les espèces.

- Demain, des poules "*cou nu*" ou des poissons végétariens - AFP

L'Inra (Institut national de la recherche agronomique) donne un aperçu des agricultures du futur sur son stand du Salon de l'Agriculture, qui se tient Porte de Versailles jusqu'à dimanche.

Tous ces projets, dont certains sont déjà en cours de concrétisation, visent à répondre à la nouvelle équation "*agroécologique*" : produire plus en consommant moins (d'eau, de produits chimiques... et d'argent si possible). (Traduire "*agroécologique*" par agrobusiness. -ndlr)

François Guyvarc'h et Marjorie Bideau sont venus de leur station expérimentale du Finistère présenter des truites végétariennes.

Un peu plus loin, un écran montre une vache sous toutes ses coutures. C'est la caméra 3D sur laquelle planchent Ludovic Brossard et Jacques Lassalas de l'Inra de Rennes.

Ils veulent développer un outil qui permette de mesurer le poids et les besoins de l'animal pour lui donner une ration sur-mesure.

Cela avec deux objectifs: éviter de suralimenter les bêtes car cela suscite non seulement du gaspillage mais de la pollution via les déjections. Et pouvoir suivre la santé de l'animal au plus près.

C'est ça l'agriculture de précision: donner juste la bonne dose.

Comme pour ce robot de désherbage. Avec sa tête-scanner, il passe dans les champs à la recherche des mauvaises herbes et il envoie une petite dose d'herbicide uniquement sur les zones nécessaires.

Il parcourt environ un hectare à l'heure alors qu'à la main, il faudrait deux fois plus de temps, souligne fièrement Jean-François Launay, directeur de cabinet du président de l'Inra.

Ou des poussins partiellement déplumés. Ils ne sont pas malades. C'est l'Unité de recherche avicole de l'Inra à Tours qui souhaite observer les "*effets de gênes majeurs réduisant partiellement l'emplumement sur l'adaptation à la chaleur*".

Un enjeu crucial car "*un poulet soumis à un environnement chaud en fin d'élevage (supérieur à 25 degrés) se nourrit moins, avec pour conséquence une croissance plus lente et donc un élevage plus long*".

Après les poules sans plume mises au point par un Israélien, voici donc les poules frisées ou "*cou nu*"... AFP 01.03

On aura compris que tous ces projets ont pour principal objet de permettre aux grandes exploitations piscicoles ou bovines ou volaillères de réduire leurs coûts de production pour engranger plus de profit. Sinon, croyez-vous vraiment que ce genre de recherches pourrait-être autorisées ou financées ?

Non, mais c'est inoffensif, sans danger aucun...

- Le patron d'ExxonMobil dit non au gaz de schiste... près de chez lui - lemonde.fr

C'est l'histoire de l'arroseur arrosé. Celle d'un château d'eau que Rex Tillerson ne veut pas voir aux portes de son ranch, situé à Bartonville, au Texas. Avec une poignée de ses concitoyens, le citoyen américain s'oppose au projet depuis des mois. L'édifice est destiné, en particulier, à alimenter en eau les puits d'extraction de gaz de schiste situés à proximité de cette petite ville prospère proche de Dallas, selon la méthode contestée de la fracturation hydraulique.

La polémique aurait dû rester locale sauf que le propriétaire mécontent, Rex Tillerson, n'est autre que le patron d'ExxonMobil, la plus grosse compagnie pétrolière privée du monde.

M. Tillerson agit en connaissance de cause dans la mesure où il a investi plus de 31 milliards de dollars (22,5 milliards d'euros) dans l'extraction de gaz de schiste depuis qu'il est à la tête de la compagnie américaine. On imagine le nombre de châteaux d'eau que cela représente. Ceux-ci peuvent pousser comme des champignons chez les autres, mais pas sous les yeux du patron d'Exxon. lemonde.fr 26.02

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Grèce

- Grèce: manifestations contre les licenciements dans le secteur public - AFP

Des centaines de fonctionnaires menacés de licenciements dans le cadre de la restructuration du secteur public ont manifesté vendredi à Athènes sur fond de discussions entre les hauts représentants de la troïka des créanciers et les responsables grecs.

La Grèce s'est engagée auprès de ses créanciers, UE, BCE et FMI, à procéder à environ 11.500 licenciements en 2014 dans le public après 3.500 effectués l'année dernière pour réduire les dépenses publiques et bénéficier de la poursuite des prêts internationaux.

"*Non aux licenciements*" était inscrit sur les banderoles des manifestants, rassemblés très tôt le matin devant le ministère de la Réforme de l'Administration avant d'être dispersés par les forces anti-émeutes, selon les médias grecs.

Les manifestants, dont la plupart étaient des femmes de ménage des ministères, des professeurs et des gardiens des écoles publiques, ont ensuite marché vers le ministère proche des Finances, situé en contrebas du parlement sur la place centrale Syntagma, où les forces anti-émeutes les ont violemment repoussé, selon un photographe de l'AFP. AFP 28.02

2- Japon

- Des centaines de Japonais manifestent contre l'absence de poursuites après Fukushima - AFP

Des centaines de personnes ont manifesté samedi à Tokyo contre la décision de la justice d'abandonner les poursuites contre

les responsables de la catastrophe de Fukushima, trois ans après le pire sinistre nucléaire depuis celui de Tchernobyl.

Officiellement aucun décès n'a été enregistré comme conséquence directe des émissions radioactives de la centrale consécutive à un séisme de magnitude 9 et à un tsunami en mars 2011 dans le nord-est du Japon.

Pourtant des résidents de Fukushima se sont suicidés en raison des craintes de radiation, et d'autres sont morts lors des évacuations qui ont vu environ 160.000 personnes quitter, volontairement ou non, la vaste zone sinistrée.

Selon des statistiques officielles publiées la semaine dernière, 1.656 personnes sont mortes dans la préfecture de stress ou d'autres maladies liées à la catastrophe nucléaire.

"*Il y a eu beaucoup de victimes, mais il n'y a pas de poursuites*", a déclaré Ruiko Muto, 61 ans, organisateur de la manifestation de samedi.

Des dizaines de milliers de personnes sont toujours dans l'incapacité de rentrer chez elle et des scientifiques estiment que certaines zones devraient être définitivement abandonnées.

Quelque 15.000 personnes dont les fermes ou maisons ont été touchées par les radiations avaient lancé une action en justice en 2012 contre le gouvernement japonais et les responsables de la Tokyo Electric Power (TEPCO), opérateur de la centrale.

Mais en septembre, les juges ont décidé de ne prononcer aucune accusation pour négligence, expliquant que personne n'aurait pu prédire un séisme et un tsunami d'une telle violence et indiquant n'avoir trouvé aucune défaillance dans la réponse donnée immédiatement après la catastrophe.

Par ailleurs, quelque 1.800 personnes ont manifesté samedi dans la ville portuaire de Yaizu, à environ 170 km au sud-ouest de Tokyo, pour commémorer le 60e anniversaire de l'essai nucléaire américain de bombe à hydrogène sur l'atoll de Bikini.

Le test de 1954 avait provoqué des radiations pour les habitants des îles Marshall et entraîné la mort d'une quinzaine de pêcheurs japonais qui se trouvaient alors près de l'atoll. AFP 01.03

Haut de page

Le 4 mars 2014

CAUSERIE

(15 articles ont été ajoutés à 17h15 en Inde, 12h45 en France.)

Plusieurs articles mis en ligne sur la situation en Ukraine, d'autres articles sur différents pays suivront plus tard. Je n'ai pas eu le temps de lire attentivement tous ces articles, j'en ai saisi la substance et c'est suffisant pour le moment. Merci au passage à ces journalistes pour leurs informations si précieuses. Cela se fait, je suis peut-être un peu rustre, avec les cons seulement, pas le temps de finasser...

Les infos en bref demain seulement, j'ai préféré écrire un article sur la situation Ukraine en la recadrant dans le contexte mondial.

L'Ukraine est quasiment en faillite. Depuis 1990 les gouvernements qui se sont succédés ont privatisé terres et entreprises, les aparatchiks du régime se les sont distribués pour une bouchée de pain, ensuite ils ont procédé à une "réforme" fiscale favorable aux entreprises au détriment de l'Etat, sans pouvoir pour autant liquider tous les acquis sociaux des travailleurs isssus de la révolution russe de 1917 dont le coût est devenu insupportable pour l'oligarchie financière, Bruxelles et Washington.

L'objetif du coup d'Etat qu'ils viennent d'orchestrer est justement de s'y attaquer. Comment ? En venant au secours de ce pays qu'ils ont conduit au bord de la cessation de paiement en échange de "réformes structurelles", de contre-réformes sociales sans cesse repousser par crainte d'affronter directement la classe ouvrière, dorénavant ce sont les milices fascistes soutenues par l'Otan et Tsahal qui sont chargés d'instaurer un régime de terreur et mettre au pas le mouvement ouvrier qui n'est pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction (révolutionnaire), qui, victime de la politique antisociale de tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 14 ans, demeure largement désorientée ou désarmée politiquement, l'objet de manipulations ou d'instrumentalisations.

Elle n'a rien à attendre de Bruxelles, Washington ou Moscou, pour se remettre en ordre de bataille il lui faut élaborer un programme politique qui doit se situer strictement sur son terrain de classe afin de garantir son indépendance et sa liberté d'action, sur le base de la rupture avec le capitalisme et tous les partis, institutions (nationales, l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'ONU, l'Otan) et les différents impérialismes qui le représentent, exproprier les oligarques, se doter de nouveaux organismes politiques sur la base de soviets ou comités élus démocratiquement dans ses rangs une fois abattu le régime en place et chassés les mafieux au pouvoir. Bien entendu cela passe par la défense de tous ses acquis sociaux, le combat conjoint avec les syndicats, dans les syndicats, pour la restauration de tous les droits ou acquis dont elle a été spoliée depuis 14 ans.

Quant aux manoeuvres de la Russie en Crimée, elles n'ont pour but que de défendre les intérêts de l'impérialisme russe, ses intérêts financiers et militaires dans la région face à l'impérialisme américain. Il se peut que l'Ukraine éclate et que la Crimée soit rattachée à la Russie, quelque part cela rendrait service à Bruxelles et Washington car cela affaiblirait les masses de la partie occidentale de l'Ukraine qui serait intégrée dans l'UE plus facilement, la Crimée étant rattachée à la Russie, qui avec l'OSCE constituerait à terme un Etat supranational régional équivalent de l'UE, dont il est impensable qu'elle ait un jour pour frontière orientale le fin fond de la Sibérie.

De Brest à Vladivostok, pour contrôler l'ensemble des pays et des peuples très divers compris dans ce vaste continent, deux Etats supranationaux ne seront pas de trop. Ce partage du pouvoir peut convenir (provisoirement) à Washington et Moscou. Que ce nouveau partage se déroule en recourant à des provocations, des intimidations ou en recourant à la force de part et d'autre, est tout ce qu'il y a de plus normal ou conforme aux moyens toujours utilisés dans le passé par les impérialistes pour régler leurs différents.

L'opposition virulente, le harcèlement permanent dont font l'objet la Russie et la Chine de la part des puissances occidentales ne peut pas être expliqué uniquement par leur anticommunisme viscéral. Les Etats-Unis qui sont à la tête de la coalition occidentale néolibérale se livrent à des attaques quasi-systématiques, à une guerre déterminée relayées par le FMI, la Banque mondiale et l'UE (notamment) contre tous les Etats du monde qui disposent encore d'entreprises et de services publics à caractère social, afin qu'ils les privatisent ou les liquident au profit du marché, autrement dit pour que l'oligarchie financière en prenne le contrôle. Maintenant, du fait des révolutions russe et chinoise, il se trouve que ces deux pays et leurs satellites sont parmi ceux qui s'écartent le plus de la politique néolibérale prônée par l'oligarchie financière occidentale, il faut donc par tous les moyens les faire plier, les forcer à accélérer la mise en oeuvre des réformes structurelles que le FMI réclame en tant que porte-parole de l'impérialisme américain, dont l'économie a déjà dépassé le stade de la faillite depuis bien longtemps, et qui a impérativement besoin de l'ouverture de nouveaux marchés pour ses multinationales afin de retarder son effondrement.

En résumé, c'est la crise actuelle du capitalisme qui n'a pas d'équivalent dans le passé par son ampleur et sa profondeur qui dicte la politique des Etats-Unis et ses alliés, car c'est la survie de leur système économique à bout de souffle qu'ils veulent à tout prix sauver, c'est la seule stratégie qu'ils peuvent adopter. Stratégie dite néolibérale, mondialiste, qui a pour but d'instaurer un nouvel ordre mondial dirigé par un gouvernement mondial, une sorte de monarchie absolue à l'échelle planétaire dont les oligarques et l'élite intellectuelle à leur service détiendraient le pouvoir politique, exerceraient un contrôle totale sur l'économique mondiale, tandis que la population mondiale serait mise sous surveillance, ses droits sociaux et politiques ayant totalement disparu, la lutte des classes étant neutralisée, pour ainsi dire définitivement vaincue.

A l'initiative des Américains malgré leurs faiblesses demeurent hégémoniques un certain nombre d'institutions financières ou politiques à vocation mondiale ont été créées depuis 1944, du FMI à l'ONU, ils ont également mis en place un certain nombres de structures ou superstructures sur tous les continents dans lequel ils ont emprisonné plus ou moins les Etats, à terme leur objectif est qu'elles s'imposent à tous les Etats sans exception, il faut noter que les Russes et les Chinois n'ont pas échappé à cette règle, OSCE ou ASEAN, OMC, FMI, ONU, quand à l'Afrique elle est demeurée sous domination coloniale, ses Etats ont le statut de pays dominés et n'ont réellement d'indépendance que le nom, l'Amérique latine et centrale n'échappe pas à cette règle bien que certains gouvernements aient tentés de s'en affranchir en partie, mais en partie seulement puisqu'aucun n'a jamais rompu avec le capitalisme et ses institutions internationales auxquelles ils participent, cette remarque est valable pour tous les Etats en Asie qui demeurent dépendant du marché mondial et de sa monnaie, le dollar.

Bref, aucun Etat dans le monde ne s'oppose à la domination américaine et à sa stratégie néolibérale que certes chacun adapte en fonction des conditions spécifiques de leur pays ou des contraintes sociales qui les contraignent parfois à l'enfreindre et leur vaut la foudre de Washington ou du FMI, n'hésitant pas à renverser les gouvernements qui iraient trop loin ou à leur déclarer la guerre sous différents prétextes falacieux ou inventés de toutes pièces. Une fois que les Etats ont accepté d'appliquer les règles qui leur étaient imposées par l'oligarchie financières occidentales par le biais du FMI, ils ont perdu le contrôle de leur indépendance financière, en réalité de leur souveraineté politique, mais cela ils ne s'en aperçoivent que plus tard, trop tard, ils se retrouvent sous la tutelle du FMI, des oligarques qui leur octroient des prêts une fois leur pays conduit à la faillite du fait de la dérégulation fiscale ou financière, à condition de se plier à de nouvelles contraintes toujours plus drastiques, y compris politiques cette fois, dans la mesure où il leur est imposé de recruter dans leurs gouvernements des technocrates spécialement formés au sein des institutions financières internationales dominées par les Américains, qui en réalité prennent le contrôle politique de leur pays pour le compte de l'oligarchie financière occidentale ou internationale au détriment de leur peuple spolié de tout droit politique.

Quand on y regarde de plus près on s'aperçoit que ce n'est pas la Grèce ou l'Italie qui a servi récemment de laboratoire

au néolibéralisme, mais plutôt les Etats-Unis. Ils veulent imposer les recettes qui ont parfaitement fonctionné aux Etats-Unis depuis des lustres au monde entier, c'est ce modèle qu'ils veulent exporter sur tous les continents, cette stratégie qui combine pouvoir politique et économique concentré entre les mains de l'oligarchie financière, tandis que la population ne dispose finalement plus d'aucun droit social ou politique dans un régime policier, militarisé ou la liberté de chacun est en permanence mise sous surveillance.

Pour revenir sur leurs rapports avec la Russie, les Américains soutiennent les oligarques russes et les partis politiques qu'ils ont créés autour d'eux ou qui leur sont acquis, qu'ils financent aussi, qui à terme devraient prendre le pouvoir dans ce pays. L'objectif des Etats-Unis n'est pas de faire main basse sur la Russie, mais de s'en assurer le contrôle par le biais de leurs semblables sur place qu'ils pourraient éventuellement épaulés, c'est ce qu'ils ont fait récemment en Georgie et en Tchéquie, sauf que la Russie est un pays autrement plus important, la Chine encore plus avec ses 1,5 milliard d'habitants, ils commencent par la Russie parce qu'elle est plus proche géographiquement et moins peuplée, ensuite se sera le tour de la Chine. Poutine n'est pas opposé au mondialisme ou au néolibéralisme, il ne peut tout simplement pas jouer le rôle que les Américains attendent de lui parce qu'il incarne l'ancien régime, les pans de la bourgeoisie et de l'armée russe qui entendent défendre leurs intérêts spécifiques, exigences dont les Américains ne veulent évidemment pas entendre parler, ils ne le peuvent pas, ils n'ont pas le temps, ils n'ont pas le choix.

Ils sont pressés parce que leur système économique risque de s'effondrer à tout moment sous les coups de butoirs des masses qui n'acceptent pas de faire les frais des conséquences de la faillite à laquelle leur pays a été conduit. Les Américains ont la possibilité de faire payer leur propre faillite (endettement abyssal) aux (travailleurs) pays du monde entier via le dollar notamment, privilège que n'ont pas les pays auxquels ils imposent leur politique qui les conduit à leur tour à la faillite, quand vous avez vendu tous les bijoux de famille et que les impôts ou taxes ne rentrent plus dans les caisses de l'Etat, qu'il n'y a plus rien à gratter et qu'en plus vous êtes endettés jusqu'au cou, la fin est proche. Et face à cette faillite ces Etats se retrouvent fragilisés, totalement démunis pour y remédier, ils doivent encore et toujours s'attaquer aux conditions de travail et d'existence des travailleurs, leur pourrir la vie un peu plus chaque fois, mais jusqu'à quand vont-ils le supporter sans se soulever, c'est le point crucial qui concentre toutes les contradictions du capitalisme, de la réponse à cette question dépend le sort de l'humanité toute entière qui peut basculer vers le socialisme, on ne voit pas par quelle miracle à l'heure qu'il est grâce à l'incurie légendaire de nos dirigeants, ou vers la barbarie dont les contours se confirment jour après jour, hélas ! Cependant, les peuples peuvent tirer très rapidement des leçons de leurs propres expériences, donc tout n'est pas encore foutu, ne baissons pas la garde, gardons le moral tout en étant lucide.

Haut de page

Le 5 mars 2014

CAUSERIE

On rajoutera quelques documents en fin de journée.

Petit et complexé : cela rend parfois vulgaire, con et mauvais !

Extrait de l'enregistrement réalisé par P. Buisson à l'aide d'un dictaphone, et rendu public par le Canard enchaîné, des propos tenus par Sarkozy, le 27 février 2011, lors d'une séance de travail :

- "*On n'a pas entendu ces connards de chiens qui aboyaient*" (dans les jardins élyséens)? (...) Buisson spirituel : "*Tu parlais des journalistes?*"

Abattre le capitalisme : une nécessité impérilleuse, urgente !

- Les milliardaires sont plus nombreux et plus riches en 2014 - libération

L'Américain Bill Gates, co-fondateur du géant de l'informatique Microsoft, est redevenu l'homme le plus riche du monde, privant le Mexicain Carlos Slim du titre qu'il détenait depuis quatre ans, selon le classement 2014 du magazine américain Forbes.

Avec une fortune estimée à 76 milliards de dollars (9 milliards de plus par rapport à l'an dernier), Bill Gates devance le roi mexicain des télécommunications, dont la fortune a fondu de 1 milliard en un an, à 72 milliards, et retrouve le rang qu'il a occupé pendant quinze des vingt dernières années. L'Espagnol Amancio Ortega, créateur de la marque de vêtements Zara, consolide sa troisième place conquise l'an dernier avec 64 milliards, soit 7 milliards de plus, selon Forbes.

Avec une fortune estimée à 34,5 milliards de dollars (soit 4,5 milliards de plus), l'héritière de L'Oréal, Liliane Bettencourt, est

la personnalité française la plus riche du globe et occupe la 11e place du classement, après avoir occupé la 9e place l'an dernier. Son compatriote, Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, a été relégué de la 10e à la 15e place même si sa fortune personnelle est passée de 29 à 33,5 milliards en un an, indique Forbes.

Fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg est le grand gagnant de ce classement 2014, qui l'a vu plus que doubler sa fortune personnelle, de 13,3 à 28,5 milliards, après l'entrée en Bourse de son groupe. Le jeune milliardaire occupe désormais le 21e rang mondial, alors qu'il n'était qu'à la 66e place l'an dernier. Selon Forbes, le monde compte un nombre record de milliardaires qui sont désormais 1 645, en hausse de 15,3% sur un an, un record absolu depuis la création de ce classement il y a 27 ans. Quelque deux-tiers d'entre eux ont eux-mêmes construit leur fortune tandis que le reste en a totalement ou partiellement hérité.

Tous ensemble, ces ultra-riches – dont un nombre record de femmes (172) – pèsent 6 400 milliards de dollars contre 5 400 milliards l'an dernier, selon Forbes. Les Etats-Unis restent en tête avec 492 milliardaires, suivis de loin par la Chine (152) et la Russie (111). L'Algérie, la Lituanie, la Tanzanie et l'Ouganda rejoignent la liste Forbes avec un milliardaire chacun.

A titre de comparaison, la fortune personnelle de Bill Gates équivaut au produit intérieur brut généré en 2012 par la Syrie (73,7 milliards de dollars selon les données de la Banque mondiale). Celle de Liliane Bettencourt se rapproche du PIB 2012 du Turkménistan (35,2 milliards de dollars). Quant à la fortune personnelle cumulée des 1 645 milliardaire de la planète, elle dépasse assez largement le PIB 2012 du Japon (5 959 milliards de dollars). libération 03.03

Pourquoi une telle concentration de richesses ? Pourquoi tiennent-ils tant à devenir toujours plus riches ? C'est la raison d'être du capitalisme et son objectif qui n'a jamais changé depuis qu'il existe. Comment peut-on justifier ou légitimer qu'une telle infime minorité possède autant de richesses et de pouvoir au détriment du reste de la population ?

Poser la question c'est y répondre, rien, absolument rien ne permet de le justifier ou le légitimer en dehors de l'ignorance dans laquelle sont maintenues les masses exploitées. Et en quoi consiste le combat idéologique que nous menons, que nous devons impérativement mener sur tous les fronts, en quoi est-ce si important ? Parce qu'il s'attaque à cette ignorance, c'est cette ignorance qui est à la base de la soumission des peuples devant ces monstres, que l'idéologie dominante, de la classe dominante et les médias aux ordres entendent perpétuer, l'ordre établi qu'il nous faut renverser. Sans élévation du niveau de conscience des masses, elles demeureront faibles, vulnérables, manipulables et nous ne pourrons jamais les organiser et changer le monde, à nous de savoir pour quelle cause nous luttons vraiment, quel idéal. Le socialisme, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, la liberté.

Les articles que vous ne trouverez pas en ligne dans ce site.

1- Tout est possible !

Encore un qui a tout compris, au point qu'il s'accomoderait très bien des multinationales, donc de l'oligarchie financière qui va avec ou leur est intimement liée, ne comprenant pas non plus qu'elles détiennent aussi le pouvoir politique, pire encore, que les Etats leur sont entièrement subordonnés, que les partis qui participent aux institutions en sont les porte-parole.

Aussi qui fera cesser "*ces activités criminelles en rétablissant la souveraineté fiscale des Etats*", personne, aucun parti parvenant au pouvoir par les urnes, c'est impensable, impossible, un tel gouvernement tomberait immédiatement sous le coup de représailles mortelles organisées par les oligarques et leurs milices patronales ou d'extrême droite, lourdement sanctionné par le marché, il ne lui resterait plus qu'à faire amende honorable, capituler, se soumettre à la dictature de la finance.

Une autre solution plus sûre et plus radicale existe : rompre avec le capital, les exproprier sans leur verser un centime, s'emparer de tous leurs biens et avoirs, les arrêter et les traduire devant un tribunal populaire, c'est la seule méthode sérieuse et cohérente qui puisse être appliquée pour parvenir à l'objectif politique qu'on s'est fixé, pour réduire à néant leur faculté de nuisance, déposséder les forces de la réaction de tout pouvoir en lui otant toute source de financement, ses mercenaires et le lumpenprolétariat s'apercevant qu'ils sont de mauvais payeurs se retourneront contre eux et la révolution socialiste pourra suivre son chemin plus tranquillement...

- *La TNCF, oui c'est possible… de lutter unilatéralement contre les paradis fiscaux* - Laurent S. - legrandsoir.info - 28 février 2014

Comment utiliser le principe de la TVA contre l'optimisation fiscale des multinationales et pour baisser les taux de TVA. Pourquoi l'impôt sur les sociétés est incompatible avec le statut de multinationale.

Les sociétés multinationales ont détourné des milliards d'euros vers les paradis fiscaux grâce à l'optimisation fiscale. Non seulement cet argent manque à l'Etat pour mener une politique sociale mais en plus il alimente la spéculation qui perturbe les marchés économiques. Il importe donc de faire cesser ces activités criminelles en rétablissant la souveraineté fiscale des Etats. Il est vain d'attendre pour se faire un accord international qui mettra fin aux paradis fiscaux et à la finance noire. Mais un Etat peut

initier tout seul la révolte en créant une taxe qui ne touche que les multinationales : une taxe de non-coopération fiscale ou TNCF. legrandsoir.info 28.02

2- Quand Amnesty International appelle à une intervention militaire en Centrafrique ou légitime celle déjà en cours, mais insuffisante.

On a là sa véritable nature de suppôt de l'impérialisme, comme toutes les ONG, osons le dire.

- *« Les anti-balakas pratiquent le nettoyage ethnique et les tueries sectaires »* - Donatella Rovera - legrandsoir.info (humanite.fr) - 2 mars 2014

Responsable des conflits et des crises pour l'ONG Amnesty International, Donatella Rovera est l'auteur d'un rapport sur la situation en République centrafricaine.

Donatella Rovera. La présidente et son gouvernement, nouvellement installés n'ont pas les forces nécessaires. Mais il faut que la communauté internationale mette à disposition d'une force de maintien de la paix suffisamment de ressources humaines et matérielles pour lui permettre de protéger la population civile. legrandsoir.info (humanite.fr) 02.03

Parole d'internaute.

(A propos de l'Ukraine, nombreux sont ceux sur Internet qui manifestement ont appris des expériences des années passées à se méfier de la propagande officielle relayée par les médias, ici les commentaires suivants figuraient à la suite d'un article du portail Atlantico.fr et du journal Le monde ou la voix de son maître. Comme d'habitude, j'ai rectifié l'orthographe et parfois la ponctuation fantaisiste, car ce serait dommage que les lecteurs reproduisent ces fautes ou erreurs.)

1- "*Il est évident que les deux camps ont chacun leur propagande. Les médias russes ne voient que les néonazis alors qu'ils sont minoritaires... mais pas pour autant non dangereux... Et les médias occidentaux ne voient que les actions de Poutine en oubliant que dans tout le pays les gens se révoltent contre le gouvernement provisoire issu d'un coup d'Etat et des discriminations que ce gouvernement fait voter contre les minorités russes. Ce ne sont pas les exemples qui manquent pour prouver les mensonges du camp occidental. Dans la guerre avec la Géorgie, les médias occidentaux avaient dit que c'était le "méchant Poutine" qui avait attaqué la Géorgie alors que c'était le contraire. Les médias français notamment ont avoué avoir menti bien après mais plus personne n'écoutait. Maintenant ils nous ressortent les mêmes bobards et certains y croient toujours. Mon dieu que c'est facile de mener les petits moutons par le bout du nez. A voir sur la manipulation des foules, le film "la vague" inspirée d'une histoire vraie.*"

Effectivement, les médias mentent effrontément ou plutôt tronquent, falsifient sciemment les faits dans le sens qui les arrangent, pour conditionner la population et obtenir son adhésion à la politique du gouvernement, puis, plus tard, ils tiennent un autre discours contradictoire avec le même aplomb en se disant que tout le monde a oublié qu'à l'époque ils avaient manipulé les faits. Ils ne sont bons qu'à cela. Il faut les boycotter, ne pas acheter leur presse et ne pas s'abonnner à leurs portails.

2- "*Sous Ianoukovitch, une loi de 2012 a accordé dans plusieurs régions le statut de langue officielle aux langues minoritaires. L'abrogation de la loi de 2012 a été, dès le 23 février, l'une des premières décisions du Parlement de Kiev depuis la chute de Ianoukovitch. Un vote passé relativement inaperçu à l'étranger, mais qui a marqué les esprits, en Transcarpathie comme en Crimée.* "

Quand ils ont décidé qu'un gouvernement ne leur convenait pas ou d'en avoir la peau, quoi qu'il fasse n'y changera rien. Les puissances occidentales sont inféodées à l'impérialisme américain et toute leur politique jusque dans les moindres détails doit être en adéquation avec cette soumission et les objectifs politiques qu'ils partagent.

3- "*D'après une enquête de 1993, 53% des Ukrainiens sont russophones (dont la majorité des habitants de Kiev !). Dans ces conditions, la répression contre la langue russe, décidée par un gouvernement pro-américain issu d'un coup de force, est une provocation que seul peut soutenir l'avocat de toutes les causes pourries (l'inévitable BHL).*"

Cela ne vous avait pas échappé, bravo !

4- "*J'ai lu que la Chine soutenait la Russie à l'ONU, si c'est vrai, est-ce que Le Monde sait pourquoi? Et est-ce que ça ne réduit pas la Communauté Internationale condamnant la Russie à la seule OTAN?*"

Dans le discours officiel des représentants des puissances occidentales, gouvernements ou institutions internationales, la "communauté internationale" est censé représenter tous les pays ou ceux présents à l'ONU, alors qu'en réalité elle ne représente que l'impérialisme américain et ses alliés, leurs intérêts.

Les puissances occidentales qui s'octroient le droit de parler au nom du reste du monde entendent ainsi signifier à ceux qui oseraient les contredire ou les défier qu'ils s'exposeraient à des représailles. Ce langage qui se veut diplomatique ou consensuel relève en réalité du diktat ou sous-entend une menace envers ceux qui tenteraient de leur résister, ils parlent et agissent comme si elles étaient les maîtres du monde auxquels tous les Etats doivent se soumettre.

En complément

Il y a la propagande gouvernementale relayée par la désinformation médiatique. Et puis il y a la situation réelle.

Entre eux ils tiennent un discours différent de celui destiné à la population...

- Un diplomate assure que "*la Russie ne veut pas de guerre avec l'Ukraine*" - LePoint.fr

Un discours plus sérieux qui tient compte de la réalité ou de leurs intérêts...

- Ukraine : un document officiel recommande à Londres de ne pas "*fermer*" la City aux Russes - Francetv info

Ils se moquent des fausses rumeurs ou alarmistes qui les amusent...

- Ukraine: la troisième guerre mondiale n'aura pas lieu - L'Express.fr

Finalement ils disent stop à la cabale qu'ils ont lancée eux-mêmes...

- Stop aux postures sur l'Ukraine : à quoi pourrait ressembler un accord de realpolitik entre Russie et Occident - Atlantico.fr

Les vrais choses sérieuses pourraient en pâtir...

- Wall Street retrouve le goût du risque et se hisse à un nouveau record - AFP 04.03

En complément

La réaction ne désarme pas et se déchaîne.

- Ukraine : vues de Russie... les images de la crise racontent une toute autre histoire - Atlantico.fr

- Les nostalgies du « *camarade* » Vladimir - LeMonde.fr

- Ukraine : le Conseil de l'Europe dénonce le rôle de la police pendant les émeutes - LeMonde.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Les rapaces à éliminer.

- Les milliardaires sont plus nombreux et plus riches en 2014 - Liberation.fr

- Bill Gates reconquiert son titre d'homme le plus riche du monde - AFP

- George Soros mise sur l’Espagne - Liberation.fr

- Après Heinz, Warren Buffett envisage d'autres acquisitions - AFP

- Plus de 8 milliards d'euros nécessaires aux banques grecques - Reuters

- Soupçons de pots-de-vin sur les achats d’armes en Inde - Liberation.fr

L'illusion aura fait long feu.

- La coopérative des ex-Lejaby menacée de liquidation - Liberation.fr

Résistance passive.

- Plusieurs milliers d'étudiants infirmiers manifestent leur colère - AFP

- La Redoute : les salariés manifestent à Roubaix - LePoint.fr

- Des policiers municipaux manifestent pour leurs salaires et leurs retraites Liberation.fr

Charrettes.

- Volvo envisage de supprimer 508 postes en France - LePoint.fr

- Ascométal (2000 salariés) : un fleuron sidérurgique au bord du redressement judiciaire - AFP

- Etats-Unis. RadioShack va fermer jusqu'à 1.100 magasins - Reuters

Les agences de presse rivalisent dans la désinformation jusqu'au ridicule.

- Espagne: très légère baisse du chômage en février - AFP

- Le nombre de chômeurs diminue de 0,04% en février en Espagne - Reuters

Ils veulent vous rendre dingues !

- Pour 69% des Français, il est plus difficile pour les femmes de s'engager en politique - AFP

- Les accès de colère sont mauvais pour la santé cardiovasculaire - 20minutes.fr

- Placer le père aux cœur des politiques familiales pour réduire les inégalités au travail - LeMonde.fr

- Un Français sur quatre souffre de bourdonnements d'oreille - 20minutes.fr

- Quand manger sain tourne à l'obsession - 20minutes.fr

Un régime qui se délite présente de nombreuses failles.

- La justice enquête sur une possible fraude aux contrats aidés dans le 93 - Liberation.fr

- Un réseau d'immigration clandestine inédit arnaquait la Sécu - LeFigaro.fr

Foire d'empoigne municipale

Pour lutter contre "*contre les politiques d'austérité*": Alliez-vous avec le PS !

- Le PCF veut des élections municipales "*contre les politiques d'austérité*" - AFP

Ils sont géniaux, il faut les encourager à persévérer dans la même voie, si, si, l'euthanasie est légale en ce qui vous concerne !

- Municipales: on s'arrache le logo du Front de Gauche à Montreuil - L'Express.fr

- Paris : Municipales 2014: NKM se défend après la polémique concernant la présence de François Lebel sur les listes UMP 20minutes.fr -

- Paris: l'ex-tête de liste UMP du IIe assignée en justice par ses colistiers - AFP

- L'UDI et le MoDem divisés dans 19 des 25 plus grandes villes - Francetv info

- A l'UMP, on soutient (plus ou moins) Copé - Public Sénat

- François Fillon et Alain Juppé apportent un soutien très mesuré à Jean-François Copé - LeMonde.fr Copé et ses propositions sur la transparence créent le malaise au sein de l'UMP - Francetv info

- L'écologiste Vichnievsky rejoint Patrick Mennucci - LeMonde.fr

Soyons "***eurolucides***" = euronazis !

- Pascal Durand, tête de liste EELV aux européennes: «*Ni eurosceptiques, ni eurobéats mais eurolucides*» - 20minutes.fr

A l'ukrainienne !

- Européennes : les socialistes lancent leur campagne pour une « *réorientation* » de l'Europe - Public Sénat

Cela fait désordre. Dommage qu'il n'ait pas été massacré lui aussi !

- Procès Rwanda: un nouveau Tutsi sauvé et gênant - AFP

L'injustice remporte une manche.

- Environnement: Chevron gagne une manche face à l'Equateur - AFP

Titre trompeur, la justice équatorienne a condamné lourdement Chevron suite à une vaste pollution, la justice américaine vient de blanchir Chevron, comme pour l'AFP ou la multinationale Chevron la justice américaine à ses ordres est seule légitime, celle d'Equateur ne ne peut pas l'être. A suivre

Stratégie du chaos, déstabilisation...

- Centrafrique: Ban Ki-moon recommande de déployer 12.000 Casques bleus - AFP

- Nouveau massacre dans un village du nord-est du Nigeria - Reuters

- Deux Palestiniens tués par Israël dans la bande de Gaza - Reuters

- Darfour : près de 20 000 personnes déplacées ces derniers jours - LeMonde.fr

- Libye: la transition démocratique de plus en plus incertaine - AFP

- La Libye réhabilite le défunt roi al-Senoussi renversé par Kadhafi - Libération.fr

- Pakistan : 11 morts dans un attentat suicide à Islamabad - AFP

- Venezuela: des milliers de manifestants dans les rues de Caracas - AFP -

- Venezuela: sur les barricades, on s'inspire de Kiev et du Caire - AFP

Alors les fachos sont dans la rue à Caracas !

ACTUALITÉ DU JOUR

Au Point de la réaction. Crif, Copé, Buisson et la Palestine au menu.

(Rectificatif. Dans une précédente causerie j'avais confondu Buisson et Besson qui est un chroniqueur du Point. Vous me direz que ce n'était pas important car une seule syllabe les distingue, d'accord, mais comme je me suis aperçu de cette erreur, je corrige.)

La véritable nature du sionisme s'expose au grand jour.

Alors que Tsahal (l'armée israélienne) intervient à Kiev au côté des partis nazis et néonazis farouchement antisémites. (lire la suite dans les articles publiés dans cette page).

- Le Crif implore Hollande de faire de l'antisémitisme une "*cause nationale*" - LePoint.fr -

Antisémitisme à l'extrême droite, antisionisme à l'extrême gauche : le président du Crif Roger Cukierman a appelé mardi soir François Hollande, présent lors du dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France ce mardi, à mobiliser la France contre ces deux "*fléaux*" en en faisant "*une cause nationale*".

"*Il faut attaquer très tôt la propagation de la haine*", a estimé Roger Cukierman . "*On ne naît pas antisémite, on le devient, par bêtise, par ignorance, ou par préjugé*". (On en naît pas juif, on le devient ou non "*par bêtise, par ignorance, ou par préjugé*", aussi sûrement qu'on devient sioniste, par intérêt. - ndlr)

Mais il a également dénoncé, à l'extrême-gauche, "*l'antisionisme, nouvel habit de l'antisémitisme. Car s'il n'est pas convenable d'être antisémite, il est élégant de fustiger l'Etat d'Israël*". LePoint.fr 04.03

Il revendique cet amagame ordurier entre antisionisme et antisémitisme, extrême droite et extrême gauche, pour le compte de la défense de l'Etat d'Israël théocratique, génocidaire, d'apartheid. En réalité pour défendre le capitalisme en crise qui doit recourir au néolibéralisme, dont le sionisme sert de couverture théocratique ou idéologique.

Ce n'est ni une question de "*convenance*" ou d'"*élégance*" de lutter pour la disparition d'un Etat né d'un coup de force soutenu par l'impérialisme britannique contre un peuple qui a été spolié de ses terres et en a été chassé par l'occupant.

C'est un devoir pour tout citoyen du monde combattant pour le respect des droits politiques de chaque peuple à disposer de lui-même, à se constituer en Etat ou nation indépendante et souveraine, de soutenir la lutte légitime du peuple palestinien.

Ajoutons que le peuple juif n'ayant jamais existé que dans le cerveau de mégalomanes, issu de la mythologie fabriquée par des juifs fortunés et fanatiques se destinant à imposer leur domination sur le monde entier une fois détournés ou interprétés faussement le judaïsme et ses écritures, aucun juif en tant que tel dans le monde ne dispose de la moindre légitimité pour exiger l'existence ou la reconnaissance d'un Etat juif, seul le statut de palestinien athée ou de confession juive, catholique, protestante, musulmane, etc. possède réellement une valeur et peut être reconnu, retenu sur la terre de Palestine.

Question : Y aura-t-il un parti ouvrier, un parti d'extrême gauche pour répondre à cette pourriture, y en aura-t-il un pour mener le combat idéologique contre le sionisme ?

Commentaire d'internaute

1- "*Chantage.*

En gros, si on ne reconnait pas Jérusalem comme capitale d'Israël on est antisémite.
Cuikerman joue à un jeu dangereux. Un anti-colonialiste se voit traité de fasciste.
Le CRIF représente les institutions juives de France, pourquoi diable se mêle-t-il d'Israël ?"

Le Crif prétend parler au nom des juifs de France, alors qu'un grand nombre d'entre eux ne se reconnaissent pas dans le Crif, et qu'il existe de nombreuses organisations juives qui rejettent le discours du Crif.

Hollande parle bien au nom de tous les Français en tant que Président de la République, sous prétexte qu'il a été élu, mais en réalité avec un taux de popularité avoisinant 20%, il ne représente que les intérêts d'une minorité ou beaucoup moins encore, d'où notamment notre refus de reconnaître sa légitimité, les faits nous donnent raison. Nous ne nous reconnaissons pas dans ce président qui incarne l'oligarchie financière ou le capital, qui voue un culte à l'Etat d'Israël et au sionisme, nous lui refusons le droit de parler en notre nom, aussi nous n'avons rien à lui demander ou à exiger de lui, à part qu'il parte !

2- "*Vous avez dit "antisionisme" ?*

En quoi critiquer la politique d'extrême droite menée par le gouvernement d'un pays étranger (en l'occurrence Israël) deviendrait-il un délit chez nous ? Le noyautage a des limites me semble-t-il et ce genre de propos ne peut faire que le lit de véritables propos antisémites en réaction !"

Mais, c'est sa vocation : provocateur ! L'extrême droite est le meilleur allié du sionisme et pas seulement au sein du gouvernement israélien, en Ukraine, aux Etats-Unis, etc. mais aussi au Proche-Orient ou il a pour allié les régimes dictatoriaux du Golfe.

3- "*Comment Mr Hollande.*

Peut-il accepter que l'on insulte les Français de cette façon ? La France serait antisémite, raciste, fasciste ? Je regrette, mais non. On ne voit pas de scènes du genre que s'imagine ce monsieur. Il va falloir arrêter avec cette façon de culpabiliser les Français... On accuse, on accuse. On insulte, on insulte. Et je me demande ce qu'à répondu Mr Hollande, j'espère qu'il a répondu qu'il n'y a pas d'antisémitisme, ni de racisme ni de fasciste en France. Je me sens insultée et je suis sûre ne pas être la seule. Cela suffit !"

Monsieur Hollande est franc-maçon comme la plupart des membres du gouvernement, la franc-maçonnerie et le sionisme partageant la même philosophie et idéologie, finalement comme chacun a pu le constater ces dernières années les mêmes objectifs politiques. Ainsi, vous vous faîtes de graves illusions sur les intentions du minable locataire du Palais, serviteur zélé du néolibéralisme, il est l'obligé du sionisme qui fait partie du scénario ou de la stratégie politique mondiale de l'oligarchie financière néolibérale qui est aux commandes, c'est elle qui l'a fait et qui l'a élu, ne l'oubliez jamais.

Vous n'êtes pas sans savoir pourquoi pour un oui ou un non ils ne cessent de vous culpabiliser ou de vouloir que naisse en vous un complexe de culpabilité permanent. Qui dit complexe de culpabilité, dit complexe d'infériorité, c'est vous rabaisser, vous faire sentir que vous être faible, minable, nul, alors de là à ce que vous méritiez le sort qu'on vous impose il n'y a jamais loin.

Vous comprenez le rapport de cause à effet qui justifie la mise en oeuvre de ce mécanisme sordide qui doit vous conditionner psychologiquement, vous mettre mal à l'aise, vous perturber, vous déstabiliser, vous avilir aussi, vous convaincre que vous ne valez pas grand chose et qu'en tant que tel vous ne pouvez pas revendiquer ou légitimer avoir le pouvoir de décider quoi que ce soit, au delà si on va au bout de ce processus, cela signifie que vous ne méritez pas de disposer de droits politiques puisque vous en feriez forcément un mauvais usage, autant accepter qu'on décide à votre place et que vous en soyez spolié, que vous acceptiez cette situation et la boucle est bouclée.

J'exagère ? Ouvrez les yeux, bordel !

Tenez, le titre suivant le confirme.

Le gouvernement israélien d'extrême droite veut en finir une fois pour toute avec le peuple palestinien.

- Netanyahou souhaite qu'Abbas reconnaisse Israël comme un État juif - LePoint.fr

Qui visent-ils ? Sarkozy, Copé et leur clique ou bien s'agit-il seulement de venir en aide au soldat Hollande (et au PS) qui aurait leur préférence, ou les deux à la fois ?

- Enregistrements Buisson à l'Elysée: Le Canard enchaîné publie un verbatim - AFP

Le Canard enchaîné publie dans son édition de mercredi le verbatim de l'enregistrement d'une réunion à l'Elysée, réalisé en 2011 à l'aide d'un dictaphone par Patrick Buisson, alors conseiller de Nicolas Sarkozy.

Dans un communiqué transmis par son avocat Gilles-William Goldnadel à l'AFP, Patrick Buisson se défend: "*En tant qu'intervenant essentiel de ces réunions*" il "*ne pouvait prendre des notes écrites et utilisait ces enregistrements pour préparer la réunion suivante*".

Patrick Buisson, accusé mi-février par Le Point d'avoir enregistré certaines de ses conversations avec l'ancien président, avait alors indiqué qu'il comptait porter plainte contre l'hebdomadaire.

L'article du Canard enchaîné "*ne change en rien la plainte déposée par Patrick Buisson contre l'hebdomadaire Le Point le 21 février*", selon son communiqué. "*En effet, le fait que M. Buisson aurait pu faire un usage clandestin, malveillant et systématique de ce qui n'était qu'un enregistrement de travail relève de la diffamation*", ajoute l'ancien conseiller.

Il est aussi au coeur de l'affaire des sondages, dans laquelle un juge enquête sur la régularité des contrats conclus sous la présidence Sarkozy, sans appel d'offres, entre l'Élysée et neuf instituts de sondage, dont la société de conseil Publifact de M.

Buisson. AFP 04.03

Nos lecteurs connaissent bien Gilles-William Goldnadel, un des piliers sioniste d'extrême droite du Crif, collaborateur du portail Atlantico.fr mêlé à plusieurs coups tordus ces dernières années, dont la dénonciation du "*Mur des cons*". Il est étonnant au premier abord que Le Point de BHL copain idéologique de Goldnadel s'en prenne à Buisson.

On se souvient qu'en 2013 Fillon et Pécresse ont participé à la réunion du groupe Bilderberg, ce qui nous a fait dire que l'oligarchie mondialiste l'avait choisi comme futur candidat de l'UMP à la présidentielle de 2017 au détriment de Copé ou Sarkozy. Ces "*révélations*" ont une nouvelle fois pour cible Sarkozy et son langage de chartier, pour un président de la République cela fait désordre. Ceci a-t-il un rapport avec cela ? On le saura plus tard.

Ce qui est un acte "***démocratique***" et "***légitime***" à Kiev ou Caracas ne l'est pas à Bilbao...

- Espagne: incidents en marge d'une conférence économique à Bilbao - AFP

Des incidents ont éclaté lundi en marge d'une conférence économique organisée à Bilbao, dans le nord de l'Espagne, avec la présence de la présidente du Fonds monétaire international (FMI), de nombreuses personnalités politiques et économiques et du roi Juan Carlos, ont indiqué les autorités.

Portant pour certains les drapeaux d'organisations d'extrême gauche, cagoulés et le visage caché derrière des écharpes, plusieurs dizaines de manifestants ont défilé en plein centre de Bilbao.

Devant les passants, un petit groupe s'en est pris à un fourgon de la police municipale, renversé sur le côté dans la rue, brisant ses vitres et gyrophares tandis que d'autres jetaient des tables et chaises contre la vitrine d'un restaurant et attaquaient à coup de barres en fer et de bidons les vitres d'une banque.

"*La police a chargé*", a indiqué à l'AFP un porte-parole du département chargé de la Sécurité du gouvernement régional basque. "*Deux personnes ont été interpellées, un agent a été blessé*", a-t-il précisé.

"*A partir de 10H30, un groupe de personnes masquées a détruit des vitrines et a jeté de la peinture contre au moins une vingtaine d'établissements, des commerces, banques et autres, dont un restaurant*", a indiqué le porte-parole.

Les manifestants ont renversé des poubelles et "*au moins une a été brûlée*", a-t-il ajouté.

Les incidents ont éclaté en marge d'une conférence sur l'économie espagnole et européenne où étaient invités lundi, notamment, la présidente du FMI Christine Lagarde, le vice-président de la Commission européenne Joaquin Almunia, le ministre espagnol de l'Economie Luis de Guindos et le roi d'Espagne Juan Carlos, ainsi que plusieurs présidents de grandes entreprises. AFP 03.03

Pacte de dupes.

- Pacte de responsabilité : le patronat présente son projet aux syndicats - libération.fr

Le patronat a présenté hier aux syndicats un projet d'accord, selon lui «*gagnant-gagnant*», sur le pacte de responsabilité, qui prévoit l'ouverture de discussions dans les branches professionnelles sur des «*objectifs d'emploi*».

FO a déjà prévenu qu'il ne signerait pas.

La CGT a confirmé «*son opposition au pacte*».

La CFDT, la plus ouverte aux négociations sur le pacte, a aussi fait savoir que le texte ne lui convenait pas.

La CFE-CGC l'a qualifié de «*provocation*».

Il ne donne aucun objectif chiffré d'embauches. Ils seront «*quantifiés*» «*lorsque la baisse des prélèvements sociaux et fiscaux*» prévue par le pacte et leurs «*modalités de mise en œuvre*» seront «*précisément définies*» par le gouvernement…libération.fr 04.03

L'ANI est passé par là, les mensonges grossiers de Hollande "*moi président*", mais aussi l'Irak et la Libye, avec la Syrie et maintenant avec l'Ukraine et le Venezuela ça commence à faire beaucoup, ça coince, ça ne passe plus, chat échaudé craint la pluie, ils ne pourront pas refaire le même coup foireux indéfiniment prédisions-nous... sauf à passer en force, c'est le seul scénario qu'il leur reste, le plus dangereux aussi car ils y prennaient goût, la dictature se normaliserait et si les masses ne parvenaient

à s'organiser et àconstruire le parti, ce serait un avenir très très sombre qui nous attendrait.

Noir c'est noir ! On vous accorde de "***vivre***", estimez-vous heureux encore !

- Oscar du meilleur film à "*12 Years a Slave*" - Reuters

"*Twelve Years a Slave*" du cinéaste britannique Steve McQueen est devenu dimanche soir le premier film d'un réalisateur noir à décrocher l'Oscar du meilleur film en 86 éditions de la cérémonie annuelle de l'industrie cinématographique américaine.

Adapté des mémoires de Solomon Northup, ce récit dramatique d'un homme noir qui perd sa liberté livre un récit terrible de l'esclavage aux Etats-Unis avant la guerre de Sécession.

"*Chacun mérite non seulement de survivre, mais aussi de vivre. C'est l'enseignement principal de l'héritage de Solomon Northup*", a déclaré le réalisateur, Steve McQueen. Reuters 03.03

Demain je vous raconterai l'histoire à pleurer d'une esclave, noire, indienne, Selvi, une femme de 45 ans qui en paraît 20 de plus, qui m'aide depuis une semaine à entretenir la maison et le jardin. Je l'ai fait parler, sous la torture d'un jus d'orange, je la connaissais déjà un peu, je savais qu'elle allait me raconter quelques choses de triste et je n'ai pas été déçu...

Elle aussi elle a eu le droit de *vivre*", mais alors quelle vie, Selvi ! C'est pas "*Twelve years a slave*", mais Slave for ever, pour toujours !

Haut de page

Le 6 mars 2014

CAUSERIE

Mercredi 21h44 en Inde.

16 nouveaux articles ont été ajoutés. Epuisé je vais me coucher.

Jeudi 23h44 en Inde.

Mon épouse a eu une mauvaise nouvelle de retour en France, les collabos des allocations familiales avaient frappé : pour être restée trop longtemps en dehors de France, ils lui ont coupé la moitié de son allocation handicapée, elle ne touche plus que 500 euros depuis novembre 2013. Au passage je dis merde au militant qui estimait que je méprisais les fonctionnaires qu'ils considèrent comme des êtres doués d'une conscience supérieure, moi j'ai toujours considéré l'inverse.

La loi stipule qu'elle doit passer 8 mois en France minimum par an pour bénéfier de ses droits, obligation qu'elle n'a pas pu remplir parce son logement HLM ne dispose pas de chauffage en hiver et qu'il lui était impossible de brancher un chauffage électrique d'appoint sans que le compeur électrique saute, l'installation de l'appartement étant défectueuse et l'organisme HLM refusant de la refaire, l'immeuble en entier étant pour ainsi dire insalubre. Chaque hiver ou printemps, il lui arrive d'être victime d'infection car très vulnérable, de tomber dans le coma et de se retrouver aux urgences, du coup elle passe une grande partie de cette période de l'année en Inde.

Cette fois elle est restée 5 mois d'affilés en Inde, je lui avais dit qu'elle avait pris un gros risque, elle n'a pas voulu m'écouter, la sanction est tombée. Ces zélés serviteurs de l'Etat corrompu jusqu'à l'os des allocations familiales doivent rendre des comptes, faire du chiffre comme dans la police, se faire bien voir de leurs chefs, une femme seule, faible et sans défense, handicapée, d'origine indienne, qui maîtrise mal le français, voilà une proie facile. Elle m'a dit qu'elle aurait été dénoncée par des Indiens, c'est parfaitement possible étant donné les relations pourries qu'elle avait eu dans le passé avec certains d'entre eux qui habitent à Aubagne, ces gens-là sont habités par une haine coriace, à vie, de véritables ordures, pourquoi, par jalousie, parce que mon épouse a osé un jour leur dire en face ce qu'elle pensait d'eux, rien de plus. C'est un milieu que vous ne connaissez pas, celui de gens complètement arriérés, qui votent FN, qui haïssent les musulmans et les Arabes, les Africains, xénophobes, plus pourris tu meurs, des gens qu'il ne faut fréquenter pour rien au monde, mais quand on les rencontre au début, on n'en sait rien, c'est par l'expérience qu'on apprend à les connaître, à nos dépends. Mon épouse a été approchée par des gens d'extrême droite, d'autres appartenant à des sectes, ils repèrent leur proie, une femme seule, ils ne la lâchent pas facilement. Quand elle se rend dans un service social, elle a le droit au même traitement, on l'humilie, on lui demande ce qu'elle fout là, en France, des employées issues de l'immigration le plus souvent lui tiennent ce langage, elle, elle n'est pas issue de la "*bonne*" immigration apparemment. Elle me dit qu'ils sont racistes, je veux bien la croire. J'ai peur pour elle évidemment, je ne la considère

pas en sécurité seule en France.

Je lui ai répété de quitter la France définitivement, mais elle veut obtenir son statut définitif d'handicapée avant de prendre une décision, elle veut garder un pied à terre en France au cas où elle aurait besoin d'une nouvelle opération, alors qu'elle sait qu'elle lui serait fatale, qu'il sera impossible de l'envisager, mais elle n'en démord pas, elle ne veut rien entendre. La France aux Français, nous ne le sommes pas, elle ne veut pas comprendre !

Moi, j'ai passé une excellente journée en Inde, comme tous les jours, je n'ai aucun problème particulier, personne pour me faire chier, pas de patron, pas d'ordre débiles d'un chef auquel obéir, pas de tracasseries administratives, pas de factures dans la boîte aux lettres, d'ailleurs je n'en ai pas, pas d'impôts, pas d'impôts locaux, pas d'assurance habitation, pas de facture d'eau, rien que le soleil, les oiseaux qui me servent de réveil matin, une vie stressante au possible, entre nous, cela aide à réfléchir. Je suis un rentier, un privilégié, un nanti, ouais, je l'assume entièrement, c'est bien agréable, je ne suis pas comme ces cons de riches qui se font chier pour l'être encore plus, je me satisfais de ma condition. Ce qui me contrarie, c'est que mes semblables ne puissent pas bénéficier du même statut, c'est la raison pour laquelle je leur consacre la plupart de mon temps libre, j'ai horreur de l'injustice. Autour de moi on me dit que c'est une connerie, que je ferais mieux de ne penser qu'à moi, de profiter à fond de la vie, ils ne peuvent pas se rendre compte qu'on a besoin des autres pour exister, à croire qu'ils ne comptent pas beaucoup pour eux et je les plains. Je crois avoir fait le tour de pas mal de questions, aussi je me contrefous de ce qu'on peut penser de moi.

La situation de mon épouse me préoccupe, mais je ne peux rien pour elle, je ne peux pas décider sa vie à sa place, n'est-ce pas ?

Ils en sont là !

On peut le penser...

Voilà qui tombe très mal pour l'UMP, à 18 jours des municipales. francetvinfo.fr 05.03

C'est possible...

L'affaire ne devrait pas non plus arranger l'ancien président, qui masque de moins en moins son envie de revenir en politique. francetvinfo.fr 05.03

Quoique...

D'après Le Canard enchaîné, Nicolas Sarkozy n'a pas manqué de faire savoir à son ex-conseiller qu'il était "*furieux*". francetvinfo.fr 05.03

S'il n'est que "*furieux*", c'est suspect, au point qu'il se demande si cela mérite de porter plainte contre Buisson

Buisson le lampiste, le bouc émissaire, la pustule d'extrême droite dont on se débarrasse à grand fracas pour montrer qu'on fait peau neuve avant de refaire surface, le sale type qui accepte de se sacrifier et de supporter l'accusation d'avoir été à l'artisan sournois de la défaite de 2012, en échange de contreparties qui demeureront secrètes...

Finalement, c'était à ce sale type, à ce conseiller de l'ombre qu'il fallait attribuer le comportement de Sarkozy, ses indélicatesse, sa vulgarité, ses maladresses, ses emportements, ses errements, même son côté bling-bling et ses erreurs, car lui il n'était pas comme cela, modeste, posé, réfléchi, respectueux, proche des gens...

Ah s'il n'y avait pas eu cette foutue crise de 2008, les Français auraient découvert un homme charmant, formidable, un chef d'Etat hors pair, mais malheureusement ne pouvant pas être au four et au moulin à la fois, il s'en est remis en partie à cet homme indélicat et abominable pour préparer ses discours et lui rendre compte de la situation en France, qui l'a trompé délibérément, à son insu, il en a été la victime et a payé très cher la confiance qu'il avait mise en lui, que tous les Français en soient les témoins et qu'ils lui accordent une nouvelle fois de les représenter, ce dont le président actuel est incapable de faire malgré tous les efforts qu'il déploie pour leur faire croire qu'il serait à la hauteur de cette tâche mais dont les résultats qu'il affiche quotidiennement prouvent exactement le contraire, je vous promets de reprendre en mains personnellement le destin de la France, de ne confier à personne le soin de s'en charger quitte à travailler 16 heures par jour pendant la durée de mon mandat...

Question.

Comment les enregistrements sont-ils parvenus à la presse ? Une fuite de la magistrature ou plutôt Buisson a lui même amorcé la bombe qui devait exploser au moment où personne ne s'y attendrait histoire de brouiller les pistes sur les tenants et les aboutissants de cette opération, pour que personne ne puisse remonter à la source qui pourrait bien être... Sarkozy lui-même.

- Enregistrements pirates : Sarkozy savait, affirme l'avocat de Buisson - Le Figaro

Démenti ferme de l'entourage de l'ancien président, qui se donne le temps d'envisager une action judiciaire.

Une chose est sûre, Nicolas Sarkozy considère désormais qu'il n'a plus rien à voir et à faire avec un collaborateur dont la conduite a été «*aussi déloyale*». «*Le président est ulcéré*», confirme un proche, «*mais il se donne le temps de la réflexion avant d'envisager une action judiciaire*», assure un autre. La question étant de savoir s'il y a un moyen d'empêcher la publication ultérieure d'enregistrements privés. «*Il est profondément déçu, mais après tout cela fait de lui une victime*», glisse l'un de ses visiteurs. «*Il pense que les Français font la part des choses, et qu'à leurs yeux ce sont des histoires du microcosme*», continue-t-il. «*Le plus important est d'éviter un feuilleton*», conclut ce dernier. Mercredi, il n'a rien montré de son exaspération lors d'un déjeuner avec des députés qui a été maintenu malgré la polémique. lefigaro.fr 05.03

- Stupéfaction dans l'entourage de Nicolas Sarkozy après la diffusion des enregistrements - Le Monde

- La droite enfonce Buisson pour sauver Sarkozy - Liberation

Commentaire d'internaute.

1- "*Il rend service à tout le monde, sauf pour les personnes à qui il donnait des conseils.*

Et personne ne demande aux médias comment cela se fait-il que les enregistrements sont passés de la justice au journal Le canard enchainé ? Car les enregistrements faisaient bien partie des perquisitions d'une enquête encore en cours sur Buisson ! Et pourquoi avoir choisi le Canard enchainé ? C'est bien la preuve que certains médias nationaux sont de gauche ; de même que la justice. Et pourquoi les bandes sont rendues publiques juste avant les municipales ?

C'est bizarre tous ça, hein ?!... manipulations du gouvernement pour fusiller la droite, comme l'histoire de Copé en ce moment... même procédé !"

Méfiez-vous comme de la peste de ce qu'on appelle communément la gauche, cela peut être la pire raclure qui soit, digne de l'extrême droite. Gardez à l'esprit ceci : qui est le plus apte à appliquer la politique néolibérale, qui peut se targuer du soutien d'au moins trois syndicats ?

2- "*Vont-ils aussi publier l'enregistrement de la "fuite" de Catherine Ashton à propos des snipers postés sur les toits par les leaders de "la révolution démocratique" et ayant tiré sur des manifestants et des policiers pour "relancer le mouvement" qui s'essouflait?*

Parce que là, ça craint beaucoup plus que les bavardages de Sarko!"

Des policiers ont eu les yeux crevés et des membres amputés à Kiev, des actes de barbarie qu'on n'a vus qu'en Syrie récemment perpétués par les mercenaires takfiris que soutiennent Hollande et l'UE au nom de la "démocratie", alors vous savez, ils sont capables de bien pire que tout ce que vous pouvez imaginer. On vous a habitué à croire que vous viviez dans une démocratie, que la société et le monde n'étaient pas aussi détestables que ce que certains dépeignaient, on vous a trompés, leur cynisme est sans limite. Vous avez intérêt à ouvrir les yeux et à vous en souvenir.

3- "*J'ai entendu la presse avocate de Sarkozy dire qu'il c'est fait piégé, je n'en crois pas un mot,...Expliquez moi, comment Buisson a t-il put enregistrer des centaines d'heures d'enregistrement sans que Sarkosy ait le moindre soupçon, dès lors que Sarkosy a mis en place tout un réseau de surveillances autour de lui ? La vérité, c'est que Sarkosy était d'accord que Buisson enregistre leurs conversations ça le flattait de débattre avec un intellectuel de la facture de Buisson, Sarkosy est un béotien inculte .. son ego lui faisait dire que les enregistrements auraient été épurés et sélectionnés pour flatter historiquement deux mandats, il était sûr de gagner les présidentielles de 2012... Sarkosy n'a plus pensé aux enregistrement après sa débâcle présidentielle... Oui Sarkosy était d'accord pour se faire enregister et sa première erreur, c'est d'avoir pensé qu'il gagnerait les présidentielles et de ce fait ne serait pas inquiété par la justice...sa deuxième erreur c'est d'avoir pensé que ces enregistrements seront exploités épurés et valorisés après le deuxième mandats...C'est pour cela qu'il est silencieux,i l avait accepté d'être enregistré par les soins de Raspoutine Buisson... Alors arrêtez de victimiser Sarkozy et jugez d'un jugement juste...*"

Personne n'en sait rien pour le moment

En complément

- L'avocat de Sarkozy perquisitionné dans une enquête pour trafic d'influence - AFP

ACTUALITE EN TITRES

Les dictateurs.

- Bruxelles hausse le ton contre la France pour ses déficits - Reuters

- Ukraine: Bruxelles annonce un plan d'aide de 11 milliards d'euros - AFP

Et toujours plus de chômeurs, de pauvres !

- Zone euro: plus forte croissance de l'activité privée depuis juin 2011 - AFP

- Adidas annonce un bond du bénéfice 2013 et compte accélérer encore - AFP

- L'Etat accorde 20 millions d'euros aux industries culturelles - LeMonde.fr

Le mondialisme en bonne voie.

- Le premier ministre chinois entend libéraliser les entreprises publiques - LeMonde.fr

Lors de l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, le chef de gouvernement Li Keqiang a fait cette déclaration lourde de menaces pour les travailleurs chinois : "*de douloureux ajustements structurels doivent être engagés*".

- Le premier ministre doit donner des gages. Il répète à trente reprises le terme « *marché* » et promet de « *le laisser décider quelles affaires survivent* ». Concrètement, il désigne les secteurs – banque, pétrole, électricité, ferroviaire, télécommunications, ressources et services au public – dans lesquels le « *capital non-étatique* » pourra participer à un certain nombre de projets, restant à définir.

Dès mercredi matin le géant pétrolier public CNPC, plus connu sous le nom de sa filiale cotée Petrochina, annonce qu'il s'ouvrira aux participations du privé dans la construction d'oléoducs, le développement des gaz non-conventionnels (gaz de schiste) et les investissements à l'étranger. LeMonde.fr 05.03

Alors 99% des Asiatiques et des Africaines !

- Un tiers des Européennes victimes de violences physiques ou sexuelles - LeMonde.fr

Les hommes, quelle sale espèce ! A moins que ce soit leur société, leur monde...

C'est louche !

- 25% des femmes gagnent plus que leur conjoint: Un problème pour les hommes? - 20minutes.fr

Si certains hommes s'en défendent, cette situation bouleverse les schémas traditionnels de nos sociétés et peut troubler leur virilité... 20minutes.fr 05.03

On se disait bien qu'il existait une explication à l'impuissance et à l'homosexualité masculine !

Main basse sur le magot, envoyez la soudure les vioques, goinfrez-vous bordel !

- Les seniors pas assez choyés par la grande distribution - LeMonde.fr

Profitez de la vie, vous l'avez bien mérité, dépensez votre pognon sans compter, on va vous aider à le gaspiller. Vous n'allez pas laisser une fortune en héritage à vos gosses, vous avez vu comment ils vous traitent, et puis sinon c'est l'Etat qui va faire main basse sur vos économies, dans les deux cas c'est dégueulasse, alors que si vous craquez votre oseille dans un supermarché, au moins là vous saurez où aura été votre fric, dans votre estomac, bon et dans

Bal masqué.

- Municipales : PS et PCF en soirée de noces à Paris - Liberation.fr

En meeting commun dans le XXe arrondissement, Anne Hidalgo et Pierre Laurent se sont félicités de l'alliance entre leurs deux partis. Au grand déplaisir du Parti de gauche. Liberation.fr 05.03

Il faut bien qu'il en ait un qui tienne la chandelle !

Adulée par Rockeffeler, cela devrait se faire : elle est des leurs !

- Guigou intéressée par le poste de chef de la diplomatie européenne - AFP

Elle participe à la Commission Trilatérale...

Stratégie du chaos

- Une présentatrice de Russia Today démissionne en direct pour dénoncer la présence militaire russe en Crimée - 20minutes.fr

- Washington augmente son soutien militaire à la Pologne et aux pays baltes - AFP

- L'Onu dénonce l'inaction des grandes puissances sur la Syrie - Reuters

- Irak: attentats visant des quartiers chiites à Bagdad, 14 morts - AFP

- Pakistan: trois soldats tués par une bombe artisanale - AFP

Ils ont financé le régime nazi.

- Ukraine : Hillary Clinton compare la méthode de Poutine à celle de Hitler - LePoint.fr

La preuve ou récidive.

- Ukraine : la Berd prête à investir au moins 5 milliards d'euros d'ici 2020 - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

- Mélenchon jugé pour avoir traité Marine Le Pen de «*fasciste*» - Libération.fr

Le coprésident du Parti de gauche se défend en avançant que «*fasciste*» n'est pas une injure mais «*une caractérisation politique*».

Marine Le Pen cherche à «*faire interdire ce mot*» pour la caractériser dans le cadre de la «*dédiabolisation*» du FN, selon Me Garrido (l'avocat de Mélenchon. - ndlr), qui dénonce une «*stratégie purement politique*» et «*liberticide*». Marine Le Pen ne devrait pas être présente au procès, selon son avocat, Me Wallerand de Saint-Just, pour qui le débat est «*très juridique et très technique*».

Le caractère injurieux des propos attaqués ne fait selon lui aucun doute, car il s'agit de «*l'imputation péjorative d'une opinion politique illicite réprouvée*». Ou alors «*il va falloir*» que Jean-Luc Mélenchon «*vienne nous plaider que le fascisme, c'est une doctrine politique comme les autres*», estime Me de Saint-Just. Selon lui, «*la gravité de l'injure est telle*» que la plus grande liberté d'expression admise dans le cadre de la polémique politique ne doit pas être retenue. Libération.fr 05.03

Il est vrai que pendant que les nazis et néonazis paradaient à Kiev pour finalement faire partie du gouvernement issu du coup d'Etat de Washington ou de l'Otan, le FN s'est fait plutôt discret, mesuré même sur la situation en Ukraine, histoire que ses relations avec l'extrême droite ukrainienne ne remontent pas à la surface, ce en quoi ils peuvent remercier les médias aux ordres qui ont su faire preuve de retenue ou de complaisance à son égard en ne reprenant pas cet argument contre le FN à quelques semaines des élections municipales, sans doute pour ne pas nuire à sa campagne électorale, sinon comment expliquer autrement leur attitude, n'est-ce pas ?

On notera au passage que si Marine Le Pen cherche à faire interdire le mot fasciste, alors qu'il y a quelques semaines à pein

les sionistes à Jérusalem envisageait d'interdire l'usage du mot nazi, une simple coïncidence sûrement, tout comme les membres armés de Tsahal combattant au côté des nazis au Maïdan à Kiev...

Le fascisme consiste pour la classe dominante à recourir à un ou des partis politiques disposant de bandes armées destinées à réprimer le mouvement ouvrier, militants syndicaux et politique, tout opposant au régime en place.

Dans une situation de crise économique et de paralysie politique ou institutionnelle, le gouvernement généralement de gauche ou prétendu tel pour être plus précis car en réalité il ne l'est pas, trop faible, isolé, sans soutien populaire, décrié, ne disposant pas des moyens politiques pour s'attaquer frontalement aux acquis sociaux des travailleurs, il hésite, tergiverse, passe à l'offensive timidement puis recul devant les mesures que les capitalistes exigent qu'il mette en oeuvre et le risque de déclencher en retour une vaste mobilisation populaire qui pourrait devenir incontrôlable et dangereuse pour le régime en place.

Conduit à la paralysie, dans l'incapacité de se résoudre à appliquer brutalement sa politique antisociale pour le compte du capital, il capitule ou s'en remet aux fascistes qui auront pour tâche de liquider les obstacles qui entravaient son action action, le mouvement ouvrier, le réprimant violemment, emprisonnant, torturant, assassinant ses dirigeants, cadres et militants les plus en vue, décrétant qu'ils étaient la cause de la situation injuste que vivait le valeureux peuple travailleur, coupables de tous les maux dont souffraient injustement tous les Français, qu'ils étaient les ennemis de notre chère nation, des traitres à leur patrie et qu'il était légitime de les châtier à la hauteur de leurs crimes, de les empêcher de nuire plus longtemps à l'intérêt général afin que le pays tout entier puisse enfin sortir du marasme social dans lequel il avait été plongé pour que chaque citoyen puisse vivre à nouveau heureux et en paix...

Tout comme la guerre, le fascisme est la poursuite de la même politique sous une autre forme, qui implique outre la répression féroce contre le mouvement ouvrier et tous les opposants au régime en place, la suspension de la Constitution, des institutions, des droits politiques conquis lors de la lutte des classes dans le passé, la liquidation de la liberté d'expression devenu illégale.

C'est ce à quoi on vient d'assister en Ukraine par exemple avec le soutien de Hollande et du PS notamment, sans rire, au nom du rétablissement de la "*démocratie*".

On pourrait se référer au dictionnaire (Grand Robert) pour voir quel usage il est fait communément du mot fascisme.

1- Doctrine, système politique établi en Italie en 1922 par Mussolini et ses partisans, caractérisé par le totalitarisme étatique, le corporatisme (issu du socialisme), le nationalisme et le respect des structures économiques capitalistes. |

2- Doctrine, tendance ou système politique tendant à instaurer un régime autoritaire, nationaliste, totalitaire comparable au fascisme ; un tel régime.

3- Attitude politique conservatrice ou réactionnaire, nationaliste et autoritaire. Par extension : Attitude d'autoritarisme conservateur.

Le fasciste est celui qui se reconnait dans une telle doctrine ou un tel parti, qui présente cette attitude politique.

On voit ici que son usage couvre un champ très large ou élastique, en principe madame Le Pen a perdu d'avance son procès. Si on prend la troisième définition, ceux qui se sont opposés dans la rue au mariage des homosexuels auraient pu être traités de fascistes, à mon avis cet emploi est inapproprié ou excessif et fait perdre tout son sens à ce mot, il n'apporte aucun éclairage sur la nature de ces opposants au mariage des homosexuels qui sont tout simplement des conservateurs, des gens à l'esprit archaïque, sclérosé... Que parmi eux il y ait eu des fascistes, des monarchistes, des catholiques ultra, etc. c'est autre chose.

Cela ne les empêche pas de collaborer.

1- Réforme de l'inspection du travail: 4 syndicats dénoncent une "***provocation***" de Sapin - AFP

Quatre syndicats du ministère du Travail ont dénoncé mercredi comme une "*provocation*" la décision de leur ministre de tutelle Michel Sapin de poursuivre la réforme de l'inspection du travail, malgré son rejet au Sénat la semaine dernière.

"*M. Sapin refuse d'admettre sa défaite*" et tente un "*passage en force*", dénoncent les syndicats CGT, FO, Snutefe-FSU et SUD dans un communiqué commun.

Pour eux, sa décision de revoir l'organisation de l'inspection via un décret "*est une véritable provocation (...) foulant aux pieds la volonté exprimée par le vote des élus de la nation*" et montrant "*à quel point le ministre du dialogue social... est peu soucieux du dialogue social*".

Après ce rejet, le ministre avait annoncé "*un projet de décret*" pour la partie organisation du travail. Le ministère veut créer des

"*unités de contrôle*", réunissant 8 à 12 agents, qui devront rendre compte à un responsable désigné parmi eux. Les opposants à la réforme y voient notamment un risque pour l'indépendance des inspecteurs et pointent une baisse de facto du nombre des agents de terrain.

M. Sapin avait aussi annoncé une proposition de loi au printemps sur "*les dispositions législatives relatives aux pouvoirs des inspecteurs du travail*". Le ministère entend leur permettre d'infliger des amendes aux entreprises, alors que seule la voie pénale était jusqu'ici possible.

Pour les syndicats, qui se sont mobilisés à plusieurs reprises contre le projet, le retrait du texte au Sénat était "*un succès*" et son retour une "*forfaiture*". Ils appellent les agents du ministère "*à se saisir de la journée d'action interprofessionnelle du 18 mars*" pour "*exiger*" du ministre qu'il y renonce.

La France compte 2.236 agents de contrôle pour surveiller 1,82 million d'entreprises, soit un agent pour un peu plus de 8.000 salariés, selon les dernières données disponibles. AFP 05.03

2- Ce qu'il faut retenir de l'accord sur les contreparties du pacte de responsabilité - francetvinfo.fr

Un accord entre trois syndicats (CFDT, CFTC et CFE-CGC) et le patronat (Medef, UPA, CGPME) a été trouvé, mercredi 5 mars, concernant les contreparties du pacte de responsabilité voulu par François Hollande. Le texte doit désormais être soumis aux instances dirigeantes de ces organisations. La CGT et Force ouvrière ont émis, elles, un avis négatif sur le projet présenté par le patronat.

Ce document de six pages, qui porte sur les contreparties envisagées après la promesse par François Hollande de la baisse des charges pour les entreprises à hauteur de 30 milliards d'euros, a été transmis mardi après-midi par le Medef aux organisations syndicales.

Le texte négocié entre les partenaires sociaux ne comprend pas d'engagements d'embauches chiffrés mais prévoit des négociations ou des discussions dans les branches professionnelles sur de tels objectifs. Ces discussions devront se traduire par la signature de relevés de conclusions.

Pour la négociatrice de la CFDT, Véronique Descacq, "*il y aura des engagements chiffrés dans toutes les branches sur l'emploi. Le patronat a cédé là-dessus*". Dans les branches, "*les négociations, ainsi que les discussions auront toutes une valeur contractuelle*", insiste le représentant de la CFTC, Joseph Thouvenel.

Marie-Laurence Bernard, de la CGT, dénonce au contraire "*un simulacre de discussion*". "*Le patronat veut toujours plus d'aides et toujours moins de contrôles, pour nous c'est totalement inacceptable*", ajoute-t-elle. Selon Stéphane Lardy, négociateur FO, "*le Medef prend 35 milliards et après il dit 'faites-nous confiance'. Nous, on le ne lui fait pas confiance. (...) C'est rien, un chiffon de papier, un marché de dupes ce texte.*"

Il s'agit d'une percée importante pour François Hollande.

Quant au Medef, il obtient un accord à l'arraché à moindre frais car la version soumise aux syndicats mercredi ne diffère pas beaucoup de celle discutée jusqu'à présent. francetvinfo.fr 05.03

Les intentions du Medef étaient parfaitement connues des uns et des autres avant même que se tiennent ces réunions, cea a été rappelé, donc y participer revenait une fois de plus à légitimer le processus qui allait être à l'origine de cet accord, processus qui aurait pû être enrayé si la CGT et FO avaient refusé d'y participer, or tel n'a pas été le cas.

Quand jugera-t-on les responsables du PS ?

- Génocide rwandais : la défense de Simbikangwa demande un transport sur les lieux - LeMonde.fr

Procès Rwanda : quand les tueurs sont parfois (aussi) les sauveurs - libération.fr

Commentaire d'un internaute.

- "*Ce procès m'en rappelle un autre, celui d'un non exécutant du programme génocidaire puisqu'il n'était pas membre du parti en question et qu'il a pesé de tout son poids, en vain, pour arrêter cette machine infernale.*

Alors, Ministre de l'Economie, Emmanuel Ndindabahizi, qui n'a incité personne au meurtre et n'en a accompli aucun, a été condamné à perpétuité par le tribunal pénal international d'Arusha sur base d'un seul témoignage, sans preuve réelle du fait qui lui

a été reproché. L'accusation, fortement inspirée par le pouvoir en place (depuis 20 ans à présent) a présenté de nombreux témoins à charge qui ont tous été confondus par la défense, sauf un seul.

Etant donné que l'accusé s'est distingué, toute sa vie durant et, en particulier lors de ces événements tragiques, par la protection qu'il apportait aux uns et aux autres, sans distinction ethnique, il a pu présenter de nombreux témoins à décharge dont les témoignages n'ont guère pesé dans la balance.

Les témoins à charge s'en sont plutôt bien tirés par la suite. Nombre de témoins à décharge, par contre, soit ont pris le chemin de l'exil, soit ont subi divers revers de fortune, allant parfois jusqu'à des décès inexpliqués.

Un seul témoignage, douteux, a suffi à envoyer croupir un homme de bien, un démocrate convaincu, un opposant potentiel, en prison pour l'éternité. Cela pose nombre de questions auxquelles les avocats de l'intéressé peuvent apporter des débuts de réponse à ce que l'on peut analyser comme un déni de justice, fut-elle internationale. L'avocat principal de M. Ndindabahizi est français, il pourrait être bien plus explicite sur ce procès."

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Golfe

- Crise diplomatique au Conseil de coopération du Golfe - Reuters

Accusant le Qatar d'"*ingérence*" dans leurs affaires intérieures, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn ont rappelé mercredi leurs ambassadeurs à Doha, un incident sans précédent depuis la création du Conseil de coopération du Golfe (CCG) il y a plus de trente ans.

L'émirat, qui exprime ses regrets et sa surprise, a exclu de prendre une mesure similaire et s'est dit attaché à "*la sécurité et la stabilité*" de l'organisation.

La crise marque une radicalisation des antagonismes entre poids lourds du CCG, qui se disputent la suprématie en matière de politique étrangère. Elle représente en outre un défi d'envergure pour le jeune émir du Qatar, le cheikh Tamim ben Hamad al Thani, qui a succédé à son père en juin dernier.

Le Conseil a été fondé en 1981 par les pétromonarchies du Golfe (Arabie saoudite, Oman, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis et Qatar) pour faire face à l'influence croissante de l'Iran.

L'Arabie saoudite, Etat membre le plus important en terme de population, de dimensions et de revenus, s'efforce depuis deux ans de resserrer les liens au sein du CCG pour présenter un front uni face à Téhéran, accusé notamment d'attiser la contestation des minorités chiites dans les pays voisins.

Fort de sa manne gazière, le Qatar cherche de son côté à s'imposer comme l'un des acteurs majeurs de la région, malgré ses deux millions d'habitants, ce dont Ryad s'irrite de plus en plus ouvertement.

La monarchie wahhabite lui reproche en outre son soutien aux Frères musulmans, mouvement hostile aux régimes dynastiques dont le guide spirituel Youssef Qaradaoui est installé dans l'émirat.

Dans leur communiqué de mercredi, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unies et Bahreïn rappellent que les membres du CCG se sont engagés le 23 novembre à ne soutenir personne susceptible de "*menacer la sécurité et la stabilité du CCG*", qu'il s'agisse d'individus, d'organisations ou d'organes médiatiques hostiles.

Les ministres des Affaires étrangères de l'organisation se sont rencontrés mardi à Ryad pour inviter Doha à se conformer à cet accord, ajoutent-ils.

L'Arabie saoudite et l'Egypte, où un gouvernement intérimaire a été formé par l'armée après l'éviction de l'islamiste Mohamed Morsi, se plaignent souvent de la chaîne de télévision qatarie Al Djazira, selon eux ouvertement favorable aux Frères et hostiles à leur égard.

Selon des sources proches de la direction des aéroports égyptiens, les ressortissants qataris feront désormais l'objet de contrôles renforcés "*pour vérifier qu'ils ne sont pas impliqués dans des actes malveillants à l'égard de l'Egypte, que ce soit dans les affaires ou les médias.*"

Les diplomates qataris et les porteurs de passeports spéciaux auront en outre besoin d'un visa pour se rendre en Egypte, ajoute-t-on. Reuters 05.03

2- Costa Rica

- Costa Rica: le candidat du pouvoir à la présidentielle se retire - AFP

Johnny Araya, le candidat de la droite au pouvoir au Costa Rica, a annoncé à la surprise générale mercredi qu'il renonçait à disputer le second tour de la présidentielle du 6 avril, garantissant ainsi la victoire à son adversaire Luis Guillermo Solis.

Cette décision sème le trouble dans le petit pays centre-américain, où la constitution stipule que les candidats officiels à la présidence ne peuvent se désister. Selon les experts, le second tour devrait donc se tenir comme prévu, mais les 4,5 millions d'électeurs costariciens sauront qu'il sera inutile de voter pour M. Araya.

Dans une brève déclaration à la presse dans un hôtel de San José, le candidat du Parti Libération Nationale (PLN) de la présidente sortante Laura Chinchilla a précisé avoir pris cette décision en tenant compte des multiples manifestations de soutien reçues par son adversaire centriste.

Un récent sondage accordait récemment seulement 20,9% des intentions de votes à M. Araya, contre 64,4% à son rival du Parti Action citoyenne (PAC).

Cette décisions laisse donc la voie libre à M. Solis, professeur multidiplomé venu sur le tard au premier plan politique.

Au cours de la campagne du premier tour, il a effectué une ascension rapide dans les sondages au détriment du jeune candidat de gauche José Maria Villalta, initialement donné comme le prétendant le plus sérieux face à M. Araya. Au soir du 3 février, il s'est hissé au second tour avec 30% des suffrages face à l'ex-maire de San José (31%).

Cet universitaire et ancien responsable du PLN a quitté le parti en 2005 sur un coup d'éclat, s'affirmant lassé de la corruption et du néolibéralisme qui s'étaient emparés de ses rangs et désireux de retrouver la social-démocratie.

Pendant la campagne, il s'est posé en champion de la lutte contre la corruption et de la justice sociale, tout en se montrant pragmatique sur les thèmes de l'éducation, de la sécurité sociale, des retraites et du soutien à la production nationale

M. Araya, qui a été maire de San José pendant 22 ans, était quand à lui parvenu à se hisser au deuxième tour en teintant son discours libéral d'un vernis social, soucieux ne pas être éclaboussé par le bilan calamiteux de sa formation, au pouvoir depuis 2006. Mais la vague de soutiens dont a bénéficié son adversaire ces dernières semaines a eu raison de sa combativité.

La présidente sortante Laura Chinchilla, première femme élue à la tête du pays en 2010, va elle quitter le pouvoir par la petite porte, avec une impopularité avoisinant les 60% sur fonds de scandales de corruption, d'un déficit budgétaire conséquent et d'une dette publique représentant 50% du PIB. AFP 05.03

Haut de page

Le 7 mars 2014

CAUSERIE

Pour la première fois mon épouse parle de quitter définitivement la France. Elle commence à se rendre compte que c'est devenu un pays vraiment pourri. Au point d'y préférer l'Inde, c'est qu'il doit forcément y avoir quelque chose de vrai là-dedans.

Cela fera 12 ans en mai prochain que je n'y aurai pas foutu les pieds et franchement cela ne me manque pas, bien au contraire ! Mon seul lien avec ce pays, c'est Internet et TV5Monde Asie, à petites doses seulement. J'ai dit que je continuais le site jusqu'aux élections européennes, ce qui n'a pas de sens quelque part je l'avoue, par curiosité disons, pour le reste je ne crois pas aux miracles.

Il est déjà minuit dans le siècle, et on ne l'a pas vu venir, c'est qu'on est franchement très cons, nos dirigeants ont le droit de se dire en priorité ! Le monde tel qu'il est est le symbole de leur faillite politique, sans appel. Il vient à peine de commencer, cela risque d'être plus long et pénible que la dernière fois...

Un siècle d'imposture. Quand les prophètes remplacent les marxistes.

- Jean Jaurès, un prophète socialiste - LeMonde.fr

Le Monde qui est génétiquement anti-ouvrier et antisocialiste peut s'approprier et révérer Jaurès, mais pas Marx et Engels. Rien n'est gratuit pour les représentant du vieux monde quil nous fat balayer, il le fait pour le compte du PS qui gère avec zèle la société pour les banquiers du journal Le Monde notamment.

- Si l'homme appartient au monde d'hier, le nôtre aurait tort de se passer de ses réflexions. Comment articuler les progrès de l'égalité et la marche vers les libertés ? Comment penser la fraternité des peuples dans le respect des nations ? Comment défendre la nécessité de la réforme sans abandonner l'espoir de la révolution ?

Traduire "*réflexions*" par illusions et confusions pour ce qui concerne Jaurès, imposture et escroquerie politique en ce concerne Le Monde et le PS.

Des valeurs mises en avant pour mieux les piétiner.

Egalité qui rime avec liquidation de nos droits collectifs sociaux et politiques.

Libertés plus que jamais menacées, mise sous surveillance de le NSA (notamment), aussi incompatible que la démocratie avec le régime capitaliste en crise et le néolibéralisme qui en vient à enchaîner les coups d'Etat aux quatre coins du monde depuis deux décennies.

Fraternité des peuples qui rime avec le refus de respecter leur droit légitime à l'autodétermination, avec bombardement, destruction et occupation de leur pays dès lors qu'ils revendiquent leur indépendance ou leur souveraineté.

On comprend pourquoi Le Monde tient à "*défendre la nécessité de la réforme*".

Réforme qui en réalité a été le tombeau, l'antithèse, la négation de la révolution, du socialisme, au profit du capitalisme, du régime en place. Réforme permise grâce à la colonisation, au pillage des richesses et à la surexploitation de la main d'oeuvre des pays dominés, à l'augmentation de la productivité dans les pays dominants. Quant à la révolution, elle ne doit pas dépasser le stade de l'espoir, de l'utopie, à moins qu'elle ait un contenu social-national comme en Ukraine, alors là Le Monde la salue comme il se doit.

Jaurès un homme du Monde

Pour célébrer le centenaire de la mort de Jaurès Le Monde s'est fendu d'un numéro hors-série intitulé « *Jean Jaurès, un prophète socialiste* », dont cet article devait servir à faire la promotion, à moins qu'il ne s'agisse des candidats du PS à deux semaines des élections municipales, sans doute simple coïncidence. Décidément, c'est troublant le nombre d'événements qui peuvent se produire à la chaîne en à peine quelques jours qui tous tendent à servir les intérêts du PS, l'affaire Copé, puis Buisson, et maintenant Jaurès porter au pinacle par le journal officiel de la Ve République.

Le Monde et le PS collaborent. A la fin de cet article on pouvait trouver la mention suivante :

- Le Monde, en partenariat avec les archives Nationales et la Fondation Jean-Jaurès, invite les lecteurs de ce hors-série à une visite privée le 20 mars de l'exposition « *Jaurès* ».

Si vous rejetez la politique néolibérale impérialiste du gouvernement dont Le Monde est le porte-parole, vous rejetterez peut-être aussi le socialisme, qui sait ? Sinon, à quoi bon tant d'efforts ?

Et au même moment ceux qui ont troqué Marx et Lénine pour Jaurès

Informations ouvrières n°291 page 10.

Sur le terrain de l'internationalisme ouvrier - Dominique Ferré.

- " *Alors que les processus de dislocation de l'Ukraine menacent l'Europe tout entière, Claude Jenet — signataire de « l'Appel des 160 » — souligne le caractère symbolique de ce que la séance d'ouverture de cette conférence ouvrière européenne ait lieu dans la grande salle de la Bourse du travail de Paris, sous le buste de Jean Jaurès qui, rappelle l'orateur, déclarait que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».*"

On est bien avancé, n'est-ce pas ? Rappelons aux lecteurs que pour Trotsky il n'existait pratiquement aucun doute que si Jaurès n'avait pas été assassiné trois jours avant la déclaration de guerre de l'Allemagne, il se serait rallié au camp de la guerre. Je ne polémiquerai pas avec les militants du POI sur ce sujet puisque je sais que leurs dirigeants ne font pas références aux mêmes écrits de Trotsky que moi, peut-être les ignorent-ils encore, peu importe, qu'ils croient ce qu'ils veulent, on s'en fout à la fin, on n'est pas à la maternelle.

En complément dans le même registre : la démocratie est vraiment insupportable, il faut la bâillonner !

- Les députés en ont marre des manifestations sous leurs fenêtres - Francetv info

Klaxons, vuvuzelas ou encore slogans scandés par la foule... Les députés en ont marre des manifestations organisées sous leurs fenêtres et surtout du bruit qu'elles provoquent. Le président de l'Assemblée nationale a dû saisir le préfet de police de Paris pour éviter ces "*nuisances sonores*" devant l'Assemblée nationale. Claude Bartolone assure avoir été "*saisi par une soixantaine*" de députés, rapporte le site de La chaîne parlementaire (LCP).

La petite place Edouard Herriot, à côté du palais Bourbon, est en effet le lieu de prédilection des manifestants. Le préfet assure avoir demandé à ses services "*de sensibiliser les déclarants de manifestations sur la nécessité de ne pas utiliser de moyens sonores les jours de forte activité parlementaire, les mardis et mercredis*", les jours où les députés sont en séance. Si les manifestants ont l'intention "*d'utiliser des moyens sonores*" ou d'être "*un grand nombre de personnes*", ils se verront proposer la possibilité d'aller sur l'esplanade des Invalides. Et s'ils refusent, le préfet n'exclut pas la possibilité de prendre "*un arrêté d'interdiction*". Francetv info 06.03

Souvenez-vous il y a peu, cela en avait fait sourire certains qui n'y croyaient pas, le spectacle d'un comédien était interdit car il portait atteinte à la "*cohésion nationale*", qui mieux que l'Assemblée nationale en est le dépositaire, franchement ? A Kiev tirer à l'arme de guerre sur la police ou lancer des cocktails Molotov sur le Parlement était légal, dixit le PS et le gouvernement. Oui mais là c'était pour rétablir la démocratie et non pour y nuire, suivez bordel !

Parole d'internaute

- "*Rappeler que l'assassinat de Jaurès marque la première démission de la social-démocratie. Après son assassinat, responsables socialistes français et allemands participent à l'Union Sacrée, abandonnant ainsi toute opposition à la guerre. C'est l'un des points les plus importants à rappeler en cette année du centenaire.*"

On dira qu'en 1914 la social-démocratie est passée avec armes et bagages dans le camp des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme, celui du capital ou des capitalistes.

Dès lors, elle ne changera jamais de camp, alors réhabiliter la social-démocratie ce serait comme rebaptiser les camps d'extermination nazis en Allemagne en colonies de vacances ou club Med.

En complément dans le même registre : le corporatiste théorisé.

- L'économie collaborative s'invente en France : gardons notre avance - LeMonde.fr

Consommation collaborative, production distribuée, finance participative, éducation et savoir ouverts. Ces mouvements nés de la rencontre de l'innovation numérique et sociale sont les piliers d'une nouvelle économie : l'économie collaborative.

...l'économie collaborative(...) s'apparente de plus en plus à un laboratoire de nouveaux modèles socio-économiques, centrés sur les échanges en pair-à-pair. Elle pèserait déjà plusieurs dizaines de milliards de dollars (dans le monde - ndlr) .

(Le PIB mondial avoisine 60.000 milliards de dollars, ce modèle de société future représente donc moins de 0,1% du marché mondial, en admettant qu'il pourrait s'imposer un jour, disons dans quelques siècles peut-être, au mieux, peu importe en réalité car l'essentiel est ailleurs.

Autant dire que ce système qui associe les acteurs de la conception d'un besoin à sa commercialisation sous la forme d'une marchandise, bien ou service, en passant par la réalisation, est un mécanisme corporatiste intégré qui ne peut fonctionner que sur une toute petite échelle, mais dont l'existence présente l'avantage de faire croire le contraire ou qu'il pourrait servir de

modèle de rapports entre les classes sans remettre en cause le capitalisme, il servirait même ses intérêts au plus près, à tel point qu'exploiteurs et exploités, concepteurs de biens ou services et consommateurs ne feraient plus qu'un, les consommateurs étant associés au financement de la production, ils seraient amenés à fixer le taux d'exploitation et le prix des marchandises de telle sorte que si le produit ne se vend pas ou ne dégage pas suffisamment de marge, il leur faudra augmenter le taux d'exploitation ou augmenter le prix de ce produit, recourir aux recettes que le capitalisme utilise depuis toujours, mais cette fois en y étant associé comme jamais dans le passé, ils devront en subir toutes les conséquences, les risques étant mutualisés, en cas de besoin il leur faudra remettre la main au portefeuille, supporter une faillite, boire la cigue de l'exploitation jusqu'à la lie. - ndlr)

La mobilisation de toutes les institutions et grandes entreprises est aujourd'hui nécessaire pour faire de l'économie collaborative l'un des fers de lance du redressement économique et de l'innovation structurelle. LeMonde.fr 06.03

(On aura compris que leur intention était de voler au secours du capitalisme empêtré dans une crise dont il ne pourra plus jamais sortir, c'est une quasi-certitude maintenant. La vieille rengaine réactionnaire de l'autogestion remise au goût du jour, étendue aux services, source de profits pour les uns et source de pertes pour les autres. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Quel bel exemple de démocratie !

- Municipales: un électeur sur 49 est candidat aux élections - AFP

Un électeur sur 49 est candidat aux municipales, soit 926.068 candidatures enregistrées au total par les préfectures, a annoncé jeudi soir le ministère de l'Intérieur. AFP 06.03

Le tonneau des Danaïdes !

- Recapitalisation: les besoins des banques grecques s'élèvent à 6,4 mds euros - AFP

Est-ce que les malades sont compris dans le lot ?

- Cinven veut vendre une chaîne d'hôpitaux en Grande-Bretagne - Reuters

Heureusement encore !

- Pacte: les patrons peuvent décider de distribuer des dividendes, selon Gattaz - AFP

Les prédateurs-affameurs.

- Les prix alimentaires en plus forte hausse dans le monde depuis 18 mois - AFP

Social et résistance passive

- PSA: augmentation individuelle réduite des salaires pour 2014 - AFP

- Air France présente ses mesures pour réduire le nombre de pilotes et navigants - AFP

- Deux syndicats déboutés contre Carrefour sur le travail de nuit - Reuters

- Ascométal : le sort des 2 000 salariés suspendu à un accord de dernière minute - LePoint.fr

- Vitry : la CGT bloque les entrepôts de STEF - LeParisien.fr

- Les sages-femmes poursuivent leur grève - AFP

- LeMonde.fr D'anciens salariés de PSA Aulnay contestent leur licenciement en justice - AFP

- Licencié pour avoir refusé de couper l'eau, un salarié de Véolia va en justice - Liberation.fr

Nouvelles d'Ukraine

- Ukraine: la Crimée sur la voie de la partition, Obama sanctionne Moscou - AFP

- Les élus de Crimée votent le rattachement à la Russie - Reuters

- Référendum le 16 mars sur le statut de la Crimée, dit un responsable - Reuters

- Un référendum en Crimée violerait le droit international, dit Obama - Reuters

John Kerry a répété que le "*référendum proposé en Crimée violait la Constitution, la loi internationale et la souveraineté*" de l'Ukraine. (C'est la réponse à la violation de la Constitution ukrainienne par ceux qui se sont emparés du pouvoir à Kiev, ce qui n'avait pas embarrassé Kerry puisqu'il en était à l'origine et l'avait soutenue. - ndlr)

L'organisation d'un référendum en Crimée sans l'accord de Kiev a été dénoncé par le président américain Barack Obama qui a estimé qu'il "*violerait la Constitution ukrainienne et le droit international*". (Il est bien le plus mal placé dans le monde pour en parler ou y faire référence, le dictateur. - ndlr)

C'est "*une farce, un crime contre l'Ukraine commis par les militaires russes*", s'est insurgé le président ukrainien par intérim, Olexandre Tourtchinov. Reuters 06.03

Réponse de Moscou.

- Ukraine: Moscou dénonce le cynisme de Washington après ses critiques sur Poutine - french.irib.ir

La Russie a dénoncé jeudi le cynisme et l'arrogance inadmissible de Washington au lendemain des critiques du département d'Etat énumérant dix affirmations erronées du président Vladimir Poutine dans la crise ukrainienne. La publication de ces points frappe non pas tant par sa déformation primitive de la réalité que par son cynisme, a dénoncé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. Nous n'allons pas nous abaisser à polémiquer sur une propagande de bas étage. Une nouvelle fois nous avons affaire à une arrogance inadmissible et à des prétentions de détenir la vérité, a-t-il ajouté. Les Etats-Unis ne peuvent pas avoir le droit de faire la morale concernant l'observation des normes internationales et le respect de la souveraineté d'autres pays, a souligné le communiqué. french.irib.ir 06.03

Autres titres.

- Ukraine : Kiev lance la procédure de dissolution du Parlement local de Crimée - Francetv info

- Crimée: deux Femen interpellées après avoir dénoncé "*la guerre de Poutine*" - AFP

- Impact "*grave*" de la crise en Ukraine sur l'économie russe pour Draghi, de la BCE - AFP

Pas seulement...

- Les intérêts économiques allemands incitent Merkel à l'apaisement avec Moscou - AFP

Du coup, c'est le plus réac qui est de service...

- François Hollande menace Moscou de nouvelles sanctions de l'UE - Reuters

Nouvelles du vieux monde

- La Grèce exige des réparations de guerre de l'Allemagne - LeMonde.fr -

- Le Qatar mis au ban des pays du Golfe - LePoint.fr

- La démocratie occidentale jugée inadaptée à Hong Kong - Reuters

- Turquie: Erdogan menace d'interdire YouTube et Facebook - - 20minutes.fr

Stratégie du chaos

- Venezuela: des experts de l'ONU demandent une enquête sur les violences - AFP

- Deux morts dont un soldat dans les manifestations au Venezuela - Reuters

- Russie: deux Pussy Riot attaquées à l'antiseptique à Nijni-Novgorod AFP - AFP

- Libye: les Occidentaux "*préoccupés*" demandent un vrai dialogue national - AFP

- Libye : le Niger voisin remet l'un des fils de Kadhafi aux autorités - LePoint.fr

- Une Chine moins « *pacifique* » accroît les craintes de ses voisins - LeMonde.fr

L'Allemagne et le Japon remilitarisés, ce n'est une menace pour personne...

ACTUALITÉ DU JOUR

Le régime se délite, tous les coups tordus sont permis, trahison, délation, sombre vengeance, assassinat politique...

L'UMP ne s'est jamais relevé de sa défaite de 2012 à la présidentielle et aux législatives, la faute à qui ? Il faut reconnaître que le passage du relais au PS a été réalisé sans faute, Hollande et son gouvernement ont assumé sans faille, ils ont même poursuivi en l'amplifiant sur tous les fronts encore de la politique réactionnaire de Sarkozy, ils ont fait si bien le sale boulot du parti de l'ordre, en se distinguant particulièrement sur la scène internationale, ils ont été tellement parfaits que l'oligarchie et les médias les soutiennent à fond au grand dam de l'UMP, dont l'espace pour s'exprimer et exister s'est considérablement réduit, sans parler de la surface financière qui a fondu ou s'épuise, ce qui a de quoi en rendre certains nerveux, voire hystériques.

L'UMP semble peiner à renouveler son appareil qui s'est brisé un jour en soutenant un misérable parvenu nommé Sarkozy. Tous ceux qui l'ont soutenu se sont couverts de ridicule, ils n'ont aucune crédibilité, personne ne peut les prendre aux sérieux, tous trainent derrière eux de grosses casseroles, corrompus ou pour avoir péché par excès de zèle envers le chartier de Neuilly qui a assuré ses arrières en se casant avec une riche héritière. Reste quelques nostalgiques d'une époque révolue remisés au placard, des avocats d'affaires opportunistes, d'ex-dirigeants d'extrême droite, des psychopathes sans talent mais rongés par une ambition délirante, de féroces néolibéraux qui ont pour idole G. W. Bush, bref, rien de très consistant pour que l'oligarchie mise sur ce bourrin de fin de régime.

Cela dit on a vu pire aux Etats-Unis avec Reagan, Carter et Bush junior, mais là bas cela n'avait pas vraiment d'importance puisque ce n'était pas eux qui gouvernaient, en France non plus ce ne sont pas les présidents qui sont aux commandes mais une armée de technocrates, d'experts, de hauts fonctionnaires, des conseillers qui leurs sont imposés par les dirigeants de la classe dominante. En fonction de l'étiquette politique du président en place, outre la même politique qui est poursuivie, ils passent à l'offensive dans certains domaines et ils continuent la lutte idéologique sur différents fronts, pour eux l'essentiel c'est de marquer des points et d'avancer dans la voie qu'ils se sont tracés, le pouvoir qu'il leur reste est du niveau de l'amuse-gueule, genre fête de la musique ou construction d'une pyramide devant le parvis du Louvre.

Le problème à l'UMP, c'est qu'ils n'ont pas encore compris ou ils n'admettent pas qu'il ne peut pas exister d'autres stratégies politiques à côté du néolibéralisme, ou peut-être que certains ayant déjà opté ouvertement pour cette stratégie, il ne reste plus grand chose à ronger pour les autres dirigeants qui ne peuvent pas changer de discours sans qu'on leur fasse remarquer qu'ils se contredisent, qu'ils y viennent un peu tard et que la place est prise, qu'ils doivent accepter de passer au second plan, ce qu'ils refusent, car chez ces gens-là rétrograder est vécu comme une humiliation insupportable, ils sont féroces entre eux, c'est bien connu que les loups se dévorent entre eux.

Bref, c'est semble-t-il compliqué pour bon nombre d'entre eux d'assumer ouvertement être ultra réactionnaire, ce qui ne posera pas de problèmes aux dirigeants du PS comme vous avez pu l'observer depuis deux ans. On a bien vu que certains dirigeants de l'UMP s'étaient ralliés à Sarkozy en traînant des pieds, Juppé par exemple, à l'UDI et au MoDem aussi, pour finalement admettre qu'ils n'avaient pas le choix.

Pourquoi le PS est le mieux placé pour faire le sale boulot ?

Parce que depuis toujours il manie le double langage sans que sa légitimité soit remise en cause, sans que personne n'ose le cataloguer à droite, dans le camp des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme. Qui est le plus apte en France à faire la guerre au nom de la démocratie et à duper les masses, Sarkozy, Copé, Fillon ou Hollande, Fabius ?

Parce qu'aussi le mouvement ouvrier est corrompu, pourri de l'intérieur, aucun parti n'ayant osé rompre avec le PS pendant un siècle. Alors que Hollande soutenait le coup d'Etat en cours en Ukraine perpétré par l'Otan et les partis nazi et néonazi, le POI demandait audience à Hollande, c'était le 14 février dernier... Plus d'un demi-siècle en arrière les trois courants trotskistes appelaient à voter PS alors qu'il participait à la guerre coloniale en Algérie et au Vietnam, et entre ces deux périodes espacées de plus 60 ans, ils n'ont pas cessé d'entretenir les mêmes rapports avec le PS. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'ils n'ont pas participé à cette terrible imposture qui consista à faire croire que le PS était légitime pour parler au nom des travailleurs et du socialisme. Le même constat est valable avec le PCF. Après on s'étonne que le mouvement ouvrier est dégénéré, son avant-garde décimée, corrompue elle aussi. Enfonçons le clou, j'ai constaté que la plupart de mes détracteurs qui soutiennent encore aujourd'hui la stratégie adoptée envers le PS pendant toutes ces décennies utilisent les mêmes méthodes que le PS : déni, perte de mémoire ou mémoire sélective, non-dits, etc. Cela ne me choque pas, car dans mon entourage (en France) j'ai été confronté récemment à la même expérience, je m'y étais préparé de longue date...

Quelques titres de presse qui illustrent tout cela.

- La disgrâce de Buisson signe-t-elle la fin de son influence à l'UMP? - 20minutes.fr

- Affaire Buisson: riposte de Sarkozy et spéculations sur l'origine des fuites - AFP

- L'histoire secrète des enregistrements Buisson - LeMonde.fr

- La CIA espionne le Sénat américain ... chargé d'enquêter sur ses méthodes - LeFigaro.fr

- Bygmalion annonce une nouvelle plainte en diffamation contre «*Le Point*» - Liberation.fr

Cette fois, l'article visé sur le site internet du Point suggère que la société a pu facturer des formations fictives aux élus locaux, payées par les collectivités locales. Dans un communiqué, Me Patrick Maisonneuve estime que l'article met «*de nouveau gravement en cause la société Bygmalion*». «*La société Bygmalion dépose plainte une nouvelle fois pour diffamation à l'encontre du journal "Le Point"*», ajoute l'avocat. Liberation.fr 06.03

De vulgaires manipulateurs à la tête de l'Etat.

Devinez quelle est la méthode la plus juste ou efficace.

Pôle emploi s'appuie sur une comptabilité rigoureuse, l'Insee sur une "*enquête*" effectuée auprès d'un "*échantillon de quelques dizaines de milliers de personnes*".

Pour Pôle emploi, est chômeur toute personne qui s'inscrit à l'opérateur en tant que demandeur d'emploi, et notamment en catégorie A, toute personne qui n'a pas du tout travaillé dans le mois précédant l'inscription.

L'Insee, elle, procède autrement. Elle mène une enquête trimestrielle auprès d'un échantillon de quelques dizaines de milliers de personnes. Et pour l'institut, est chômeur toute personne qui n'a pas du tout travaillé la semaine précédant l'enquête, qui a effectué au moins une démarche de recherche dans le mois écoulé, et qui est disponible dans les 15 jours à venir. Libération.fr 06.03

La méthode de l'Insee est du domaine du sondage, or, par téléphone on peut répondre ce qu'on veut, et il est admis que les marges d'erreur sont d'environ plus ou moins 3%, or là la baisse enregistrée par l'Insee serait de 0,1%.

- Michel Sapin : l'engagement de François Hollande sur le chômage "*a été respecté*" - LePoint.fr

- Chômage: ça monte ou ça baisse ? - Liberation.fr

- Courbe du chômage : qui faut-il croire? - Le Nouvel Observateur

En complément.

- Les inscriptions au chômage au plus bas depuis 3 mois aux USA - Reuters

Le chômage en Grèce toujours au plus haut - AFP

Le chômage en Grèce a très légèrement diminué en décembre mais reste proche de son niveau record malgré des signes de reprise économique.

Le taux de chômage de décembre atteint 27,5% contre 27,6% le mois précédent, selon les chiffres officiels de l'Elstat publiés jeudi.

Le chômage en Grèce a atteint un taux record de 27,7% en octobre dernier et se maintient à plus du double de la moyenne de la zone euro, qui a atteint son propre record en décembre avec un taux de 12%. AFP 06.03

Guerre idéologique.

Atomisation forcée, individualisme forcenée. Ils vous donnent un conseil : vivez seul et ne pensez qu'à votre gueule !

Dites-vous bien que leur propagande n'est jamais dénuée d'arrière-pensées réactionnaires. Ceux qui l'ont oublié sont devenus leur meilleur porte-parole ou caution au sein du mouvement ouvrier et des masses, Front de gauche, NPA et LO en tête... On a atteint le degré zéro théorique et politique dans ces partis, ne leur accorder absolument aucune confiance, ils sont dangereux, détournez-vous de ces partis, fuyez-les comme la peste ou alors faites le jeu de la réaction.

Que faire pour lutter contre les inégalités salariales au sein du couple ? Francetv info

Refusez d'avoir deux comptes bancaires séparés, celui dont le salaire est inférieur pourrait un jour porter plainte pour esclavage ou exploitation conjugal !

- 82% des femmes jugent plus important d'être mère que d'avoir une carrière professionnelle - 20minutes.fr

Comme quoi ! Quoi ? Ben qu'elles sont bien différentes des hommes, demandez donc aux hommes d'en faire autant, hein ! Ah ben, qu'est-ce qu'on est con, on n'y avait pas pensé. La lutte des classes rend aveugle parfois ! A moins que ce soit le conditionnement auquel vous êtes soumis 24h/24 messieurs les révolutionnaires devenus les porte-parole de l'idéologie dominante, ceux qui dans leurs articles écrivente militant-e, salarié-e, travailleur-euse...

- «*Je gagne plus que mon mari et il le vit de plus en plus mal*» - 20minutes.fr

Démissionnez ou changez d'emploi, prenez-en un moins rémunéré. Ou alors divorcez, séparez-vous de ce bon à rien qui n'est même pas foutu d'avoir un salaire équivalent au vôtre et qui en plus déprime, foutez-le dehors !

- Les Françaises contribuent à seulement 36% des revenus de leur couple - L'Express.fr

Des fainéantes ou des pétasses, un tel déséquilibre est scandaleux, sales petites profiteuses !

- Les hommes français font plus le ménage qu'on ne croit - Slate.fr

Dans leur voiture ! A moins que, s'ils font plus le ménage, c'est qu'ils ne font que cela et bobonne, mémère se tape tout le reste. Ils font ce qui est le moins fatiguant, le moins ingrat, normal !

Ils tiennent à féminiser les hommes, ne serait-ce pas par hasard parce qu'ils considèrent les femmes inférieures ?

- Paris : Les grandes figures du féminisme pour sensibiliser les lycéens franciliens à la parité - 20minutes.fr

- Comment le gouvernement veut améliorer la mixité professionnelle d'ici à 2025 - 20minutes.fr

- Najat Vallaud-Belkacem: «Faire de la mixité un sujet de mobilisation collective» - 20minutes.fr

Quoi qu'ils disent ou fassent, quelles que soient les lois adoptées, les femmes sont toujours plus faibles que les hommes et font l'objet d'un traitement en conséquence dans la société, c'est ainsi et il en restera ainsi aussi longtemps que le capitalisme existera, donc promouvoir les femmes comme ils le font, c'est à la fois pour les hommes et les femmes se dressent les uns contre les autres, pour que les hommes culpabilisent et finalement pour exploiter davantage les femmes...

Vous ne voudriez tout de même pas que ces furieux réactionnaires soient animés d'intentions progressistes ou humanites envers les femmes, vous n'êtes pas demeurés au point de les croire, n'est-ce pas ?

Guerre, tyrannie, viol idéologique. Quand ils ont un sexe à la place du cerveau.

- Amnesty réclame l'abrogation des lois oppressives en matière de sexualité - Liberation.fr

L'ONG lance une campagne baptisée «*mon corps, mes droits*» pour sensibiliser au viol conjugal, au mariage précoce ou encore à l'impunité des violences sexuelles dans le monde. Liberation.fr 06.03

Qu'est-ce que signifie le procédé par lequel on entend imposer à quelqu'un de changer de comportement quand bien même les conditions ou les rapports qui ont contribué à forger son comportement pendant des décennies ou depuis sa naissance n'ont pas changé, lorsque les rapports sociaux entre les classes qui déterminent tous les rapports dans la société (entre dominants et dominés) sont demeurés les mêmes ?

Ne serait-ce pas par le même procédé qui est employé quand on vous impose de vous prosterner devant l'ordre établi qui ne vous reconnaît aucun droit ?

- Violences sexuelles dans l'armée : Le Drian veut « *rompre la loi du silence* » - LeMonde.fr

- Municipales: l'Inter-LGBT fait des propositions aux candidats - AFP

- Nigeria : quatre hommes fouettés pour homosexualité - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: manifestation de milliers de mineurs de platine en grève - AFP

Plusieurs milliers de mineurs en grève depuis un mois et demi ont manifesté jeudi à Pretoria pour revendiquer un salaire de base fortement et rapidement revalorisé, que refusent les trois premiers producteurs de platine mondiaux, Amplats, Implats et Lonmin.

La foule des mineurs mobilisée par le syndicat radical Amcu et encadrée par un solide cordon de police s'est mise en branle à la mi-journée pour se rendre jusqu'à l'Union Buildings, le siège du gouvernement qu'Amcu accuse de faire le jeu des entreprises.

A leur tête Joseph Mathunjwa, le président d'Amcu, et Jimmy Gama, son trésorier, au nombre de la quarantaine de leaders pour lesquels Anglo American Platinum (Amplats) a demandé une peine de prison ou d'amende pour non-respect des règles sur les piquets de grève.

Mardi, Amcu a fait sa première concession depuis le début du mouvement qui paralyse près de la moitié de la production mondiale de platine depuis le 23 janvier et proposé d'étaler sur quatre ans la hausse des salaires demandée.

Amcu réclame depuis le début du mouvement une revalorisation du salaire de base à 12.500 rands (840 euros).

Interrogé par la presse pour connaître la suite qu'il entend donner à ce conflit, que le gouvernement espérait le plus court possible, M. Mathunwja a répondu: "*Les adhérents décideront eux-même sur la grève.*"

Dans un communiqué commun, les producteurs se sont contentés de "*prendre note de la marche organisée par Amcu sur l'Union Buildings à Pretoria*".

"*Nous confirmons que nous avions été invités à envoyer nos représentants pour recevoir le mémorandum, bien que nous ne l'ayons pas fait*", ont-ils ajouté.

Les négociations visant à mettre fin à la grève ont été suspendues mercredi sine die par la CCMA, l'organisme paritaire chargé de régler les conflits du travail. AFP 06.03

Haut de page

Le 8 mars 2014

CAUSERIE

On rajoutera ce soir une vingtaine de documents.

Dites-donc, vous ne vous emmerdez pas avec toutes les affaires qui éclatent coup sur coup ?

La tâche s'annonce rude pour le faire remonter...

- Sondage: Hollande à 17% de confiance, Ayrault bat l'impopularité de Villepin - L'Express.fr

A deux semaines des élections municipales, le duo executif est à la peine dans le dernier baromètre de l'institut de sondage TNS Sofres, réalisé pour Le Figaro Magazine à paraître ce vendredi. (Quel dommage semble s'exclamer L'Express, heureusement qu'il y a les affaires qui tombent à point nommé ! - ndlr)

Autre capteur du ressenti des Français, dans la même étude, les cotes d'optimismes... à un niveau plancher: 82% des personnes interrogées estiment que "*les choses ont tendance à aller plus mal*" en France. L'Express.fr 07.06

Non, sans blague, c'est bien ce que je disais hier...

Parole d'internaute

1- "*Ben oui c'est ça quand on fréquente des mafieux... mais Herzog devait connaitre les risques qu'il prenait, il fait depuis longtemps partie lui même de la mafia corsico-neuiléenne sarcoziste.*"

Ces gens-là sont des mégalomanes, ils pensent qu'ils sont plus forts que le reste du monde, les meilleurs, et qu'ils ne se feront jamais pincer.

2- "*Le probleme n'est pas ou les journaleux veulent le poser. Le problème est de savoir si ces petits juges qui n'ont aucune légitimite démocratique ne deviennent pas qu'un instrument administratif du pouvoir en place? Ma réponse est oui.*"

Ce n'est pas nouveau. Récemment Hollande et Valls lors de l'affaire Dieudonné ont démontré qu'ils s'assoyaient sur l'indépendance de la justice qui est toute relative sous un régime capitalisme, quelle que soit la forme du pouvoir en place. C'est l'exécutif qui nomme les procureurs qui encadrent l'exercice de la justice dans ce pays...

ACTUALITÉ DU JOUR

Le monde glauque du pouvoir. Quelle guigne tout de même, quelle troublante coïncidence !

- Une semaine noire pour l'UMP - LeFigaro.fr

Un président de parti accusé de favoritisme, les enregistrements secrets d'un ex-conseiller qui fuitent dans la presse, Nicolas Sarkozy mis sur écoute par la justice... À quelques jours des municipales, l'UMP est enfermée dans une avalanche de scandales. LeFigaro.fr 07.03

- Nicolas Sarkozy sur écoute: les quatre affaires qui s'entremêlent - L'Express.fr

- Placé sur écoute, Sarkozy mis en cause dans un nouveau scandale - AFP

- Sarkozy, entouré par les affaires - Liberation.fr

- Pour 76% des Français, l'UMP remplit mal son rôle d'opposant - Reuters

Parce qu'ils seraient intéressés à ce qu'il le remplisse bien, ils auraient quelque chose à en attendre ? L'espoir fait vivre !

Pour mieux comprendre.

- Affaire Buisson: Nicolas Sarkozy et Carla Bruni réclament 30.000 euros - nouvelobs.com 07.03

Sarkozy ne réclame que le retrait des enregistrements relatifs à sa vie privée, il faut donc en déduire que ceux relatifs à des dirigeants de l'UMP (notamment) malmenés ou violemment brocardés dans ces enregistrements doivent avoir une certaine utilité, outre régler des comptes on n'en sait pas plus pour le moment, et plus troublant encore il se satisferait d'une condamnation de Buisson à lui verser ainsi qu'à sa Barbie 30.000 euros de dommages et intérêt, une somme dérisoire, mieux encore, ils demandent en outre chacun un euro de dommages et intérêts à Atlantico, là pour le coup on flaire le lièvre, la connivence ou pour le moins la complaisance, intéressé évidemment, ces gens-là ne font jamais rien pour rien, cela n'existe pas chez eux, à moins qu'il ne s'agisse d'un acte de faiblesse de La Talonnette qui doit affronter un autre scandale sorti dans la foulée et bien plus grave, il s'est fait tellement d'ennemi qu'il doit épargner ceux qui pourraient encore lui être utiles, le portail Atantico en fait partie.

- Placé sur écoute, Sarkozy mis en cause dans un nouveau scandale - AFP

Nicolas Sarkozy mis sur écoutes par la justice française : cette révélation sans précédent porte les germes d'un nouveau scandale pour l'ex-président de droite et compromet son éventuel retour en politique. AFP 07.03

- Sarkozy : Assouline évoque un possible «*scandale d'Etat*» - Liberation.fr

David Assouline, porte-parole du Parti socialiste, a estimé qu'il y aurait un «*scandale d'Etat*» s'il était avéré que Nicolas Sarkozy et son avocat sont au cœur d'une affaire de trafic d'influence, comme le rapporte Le Monde vendredi.

«*Les informations publiées ce jour par le quotidien Le Monde, et selon lesquelles un magistrat est notamment suspecté d'avoir informé secrètement Nicolas Sarkozy des développements judiciaires de l'affaire Bettencourt, sont graves et stupéfiantes*», écrit Assouline dans un communiqué. «*Si la véracité des écoutes pratiquées sur les téléphones de MM. Sarkozy, Herzog, Guéant et Hortefeux venait à être établie, il s'agirait d'un scandale d'Etat, qui acterait l'état de décomposition avancée d'un système clanique, qui a beaucoup abîmé notre démocratie. Mais justement parce qu'il s'agit d'une instruction judiciaire en cours et qui met en cause ni plus ni moins qu'un ancien président de la République, il faut observer une certaine retenue*», ajoute-t-il.

Selon le sénateur de Paris, «*en une semaine, l'UMP aura tout de même infligé aux Français une série de blessures démocratiques, que ce soit avec l'affaire Copé ou l'affaire Buisson. Plongée depuis deux ans dans des règlements de comptes terribles, la droite nous offre un spectacle affligeant, qui ne servira que les adversaires de la République*». Liberation.fr 07.03

Effectivement, cela va servir le PS... bien que ! La République : impossible !

L'avocat de Sarkozy se croit à Tel-Aviv ou au Crif.

- Révélations du "*Monde*" sur Sarkozy : Herzog scandalisé - lepoint.fr

L'avocat est scandalisé quant à la découverte de ces écoutes : "*On a placé sur écoute un ex-président de la République, son avocat, on a, si j'en crois Le Monde, retranscrit des conversations pendant pratiquement un an entre le président Sarkozy et moi-même et je trouve cela monstrueux*".

"*J'ai été traité comme un délinquant*"

"*Qu'aurait-on dit si sous la présidence de Sarkozy l'avocat de Hollande avait été mis sur écoute ?*", s'insurge-t-il. "*Je ne suis pas un homme politique, je suis un avocat, un avocat qui est meurtri, qui est scandalisé et qui dit qu'il s'agit d'une affaire montée de toute pièce*", a-t-il poursuivi. "*J'ai été traité comme un délinquant, j'ai été traité moins bien que n'importe quel avocat*". lepoint.fr 07.03

Pour qui se prend-il ? Il est logé dans cette affaire comme n'importe quel citoyen semble-t-il et il ne le supporte pas. Pourquoi n'y aurait-il pas des délinquants chez les avocats quand il y en a tant chez les patrons et les banquiers par exemple ?

«*C'est une violation monumentale des droits de la défense! Quand j'ai craint, avec raison, des écoutes sauvages, ou des*

écoutes illégales, et que j'ai fait en sorte de pouvoir converser avec Nicolas Sarkozy sans être écouté, j'avais hélas raison de le faire.» Thierry Herzog fait ici référence au fait que le président et son avocat s'étaient tous deux dotés de portables achetés sous un nom d'emprunt. Pour les magistrats, cette décision pourrait également indiquer que, par delà ses «*soupçons*», l'avocat aurait été informé du fait que son client était sur écoute. Thierry Herzog estime d'ailleurs que Nicolas Sarkozy «*est, lui, toujours probablement sur écoutes téléphoniques*».

Avec son voyou de client il a cru être plus malin que les renseignements généraux en achetant un téléphone sous un faux nom et il s'est fait prendre, en plus il est mauvais joueur, ces gens-là d'un cynisme sans fond ne supporte pas de perdre.

J'ai lu un autre article sur Slate.fr sur les téléphones cryptés, secrets, inviolables. Foutaises, dans la dernière société ou j'ai travaillé au noir avant de quitter la France, outre un service de bureautique à l'exportation vers l'Afrique, mon patron commercialisait aussi du matériel sensible d'écoute ou de détection en tous genres destiné à certains gouvernements ou des organisations en tous genres qui tenaient à échapper aux grandes oreilles américaines ou britanniques. J'étais chargé le soir, discrètement quand la boîte était vide de photocopier en couleurs des catalogues et notices d'emploi de ces appareils d'un type particulier, en les lisant distraitement je me suis demandé s'ils étaient aussi efficace que cela, j'en touchais deux mots à mon patron à propos justement des téléphones satellitaire cryptés, il m'a répondu : pensez-vous, ces sociétés fournissent les codes pour les décrypter aux services de renseignement des pays qui en font la demande, ils les possèdent tous, c'est un attrape-nigaud, sinon vous pensez bien qu'ils n'auraient pas l'autorisation de les commercialiser réfléchissez un instant. Il savait de quoi il parlait apparemment et cela semblait logique.

Depuis cela m'a fait penser à une autre histoire. Celle du type qui en plein désert avec son 4x4, décide de sortir son téléphone satellitaire pour passer un coup de fil incongnito, et qui dix minutes plus tard fini pulvérisé par un missile venu d'on ne sait où...

Commentaire d'un lecteur du Figaro.

- "*ça commence à sentir bon pour Fillon en vue de la Primaire UMP.... sauf si c'est Copé ou Tiberi qui comptent les voix...*"

Pourquoi y tiennent-ils donc tant que cela à ce que vous alliez voter ?

Info ou intox ?

- Municipales : plus de trois quarts des Français "*certains d'aller voter*" - Francetv info

La mobilisation devrait être assez importante, dimanche 23 mars. Plus des trois quarts des Français se disent "*certains d'aller voter*" aux municipales, selon un sondage Harris Interactive pour LCP-Assemblée nationale publié jeudi 6 mars. Francetv info 07.03

Hammadi (PS) : c'est le pacte de responsabilité, c'est la politique anti-ouvrière, réactionnaire, impérialiste de Hollande et son gouvernement.

Jean-Pierre Brard conduit la liste "*Ma ville, j'y crois*" soutenue par le Comité des citoyens montreuillois et le Parti ouvrier indépendant.

- Municipales à Montreuil: Hammadi appelle à former un front anti-Brard - lexpress.fr

Depuis hier, le microcosme politique montreuillois est agité par un sondage publié par TNS Sofres/SOPRA Group. Selon cette étude, le communiste apparenté Jean-Pierre Brard arriverait en tête au premier tour avec 29% des voix, devant le candidat du Front de Gauche Patrice Bessac (16%) et celui d'Europe Ecologie-Les Verts Ibrahim Dufriche (15%). Le socialiste Razzy Hammadi, lui, échouerait en quatrième position, ne récoltant que 14% des suffrages. Ce camouflet du député PS doit être pris avec des pincettes: pour un sondage réalisé sur un échantillon de population aussi faible (604 personnes inscrites sur les listes électorales à Montreuil), on estime la marge d'erreur supérieure à 2%. Derrière Brard, impossible donc de déterminer l'ordre du tiercé Bessac-Dufriche-Hammadi. L'autre candidate de gauche, la socialiste dissidente Mouna Viprey, semble un peu décrochée, avec 9% d'intentions de vote.

Il n'en fallait pourtant pas moins pour faire réagir le jeune protégé de Claude Bartolone. Sur Facebook, Razzy Hammadi a aussitôt riposté en publiant un "*appel au Front de gauche et aux écologistes de Montreuil*". Sans citer le nom de son rival, le député PS invite ses concurrents à faire front contre Jean-Pierre Brard, maire de la ville pendant près d'un quart de siècle (1984-2008). "*La gauche qui ne souhaite pas le retour en arrière, qui rejette l'isolement et l'impasse est majoritaire, si elle est rassemblée, au second tour à Montreuil, insiste-t-il. Notre devoir est dès aujourd'hui d'engager le travail de préparation du projet qu'il conviendra de proposer aux montreuillois au soir du premier tour.*" lexpress.fr 07.03

Un "*front*" avec Hammadi contre la liste conduite par Jean-Pierre Brard, ce serait se tromper de front...

Communiqué de la liste "*Ma ville, j'y crois*", conduite par Jean-Pierre Brard et soutenue par le Comité des citoyens montreuillois et le Parti ouvrier indépendant. (IO n°291 page 10)

Lettre ouverte à ceux qui refusent de se résigner !

Pourquoi faudrait-il, à trois semaines de l'élection municipale, tendre le débat politique dans notre ville ? Nous sommes en démocratie.

Notre liste "*Ma ville, j'y crois*" respecte les opinions des uns et des autres.

Cela ne doit pas empêcher de dire les faits :

— Hollande et son gouvernement veulent imposer, dans les prochaines semaines, ce qu'ils appellent un « *pacte de responsabilité* ».

— Cette proposition a été accueillie avec enthousiasme par le patron des patrons, M. Gattaz, chef du Medef. C'est normal. Ce pacte déclare la guerre contre la Sécurité sociale et les services publics : il serait fait cadeau aux grandes entreprises, chaque année, de 30 milliards d'euros de cotisations familiales ; et 50 milliards d'euros seraient soustraits à la dépense publique, asphyxiant en particulier les finances des communes.

— Ce pacte de responsabilité Hollande-Gattaz s'ajoutera à toutes les mesures déjà prises par ce gouvernement depuis 18 mois, dans un sens contraire aux besoins de la majorité d'entre nous.

— La politique de l'emploi du gouvernement, au lieu de lutter contre les plans de licenciements décidés par les grands groupes et les multinationales, les accompagne.

Dans le même temps, le gouvernement français supprime des milliers d'emplois publics.

— Les réformes des retraites ou de l'école et des rythmes scolaires sont contraires aux droits existants et à la volonté des salariés, des enseignants, des parents.

— Quant à la métropole du Grand Paris, elle va à l'encontre de la liberté des communes de s'administrer.

Dans tous les domaines, la politique du gouvernement, qui applique les plans d'austérité de l'Union européenne, provoque contre elle mécontentement et colère, et entraîne l'appauvrissement des Français qui travaillent et des retraités.

"*Ma ville, j'y crois*" est du côté de ceux qui luttent et résistent. Nous sommes du côté de la Sécurité sociale de 1945, de l'école publique et laïque, des services publics. Nous sommes du côté de ceux qui refusent de se résigner. Nous ne sommes pas du côté de Hollande et de Gattaz.

Ce n'est pas un problème d'étiquette. Nombreux sont les électeurs de François Hollande de 2012, électeurs du PS, du Front de gauche, et plus généralement électeurs ouvriers, employés, jeunes, chômeurs, retraités, qui partagent la même inquiétude et la même colère.

A tous, nous disons : unissons nos efforts, dans la clarté, pour mettre en échec le pacte de responsabilité de Gattaz-Hollande et l'austérité.

Nous disons bien dans la clarté : est-il possible d'être du côté du refus de la résignation tout en soutenant Razzy Hammadi, qui vote cette politique à l'Assemblée nationale ? Non, ce n'est pas possible.

Est-il possible, comme le fait Patrice Bessac (1), de critiquer le gouvernement tout en affirmant : « *Au deuxième tour, je suis le seul à pouvoir rassembler toutes les gauches* » (Le Parisien, 25 février) ? Toutes les gauches, c'est-à-dire Razzy Hammadi (2), le Parti socialiste, les Verts ? En un mot : se rassembler avec le gouvernement qui impose l'austérité ? Non, ce n'est pas possible.

Pour notre part, nous restons ouverts à la discussion libre et cordiale avec les uns et les autres. Mais avec un objectif clair : aucune voix pour l'austérité, aucune voix pour le pacte de responsabilité de Gattaz-Hollande !

C'est en tout cas le mandat sans équivoque que nous sollicitons auprès des Montreuilloises et Montreuillois qui refusent de se résigner.

(1) Responsable du PCF, candidat investi par l'ensemble des composantes nationales du Front de gauche.

(2) Député PS.

A chacun son front, pour l'occasion j'ai choisi le mien en diffusant ce communiqué, celui d'Hammadi me semble un peu trop proche d'un autre front qui vient de s'illustrer à Kiev en Ukraine, et cela on ne peut pas le laisser passer. Rappelons que le parti de monsieur Hammadi soutient le gouvernement illégal en Ukraine dans lequel figure des membres des partis nazi et néonazi, la liste figure dans notre portail.

PS est toujours de gauche, un parti ouvrier, c'est LO et le NPA qui le disent.

- Municipales : l'extrême gauche en rase campagne - libération.fr

«*En 2008, la droite était au pouvoir. Aujourd'hui, hors de question d'être confondus avec le gouvernement, explique Nathalie Arthaud. Nous voulons montrer que nous sommes à mille lieues de ceux qui mettent leurs idées dans leur poche pour se partager les postes.*»

(Parce que selon LO le PS auraient des idées différentes de la politique qu'il applique, des idées de gauche évidemment. Mais dites-nous, au FN aussi ils savent tenir un discours social, de gauche, là on dit que c'est une basse manoeuvre, au FN ils mentent, ils n'en croient pas un mot, c'est juste une tartufferie, mais quand le PS se livre au même exercice, qui plus est quand ils ont le pouvoir, c'est différent, il faudrait les croire. Pourquoi ? En poussant ce raisonnement à fond on peut répondre à cette question. Cela signifie qu'au PS ils ont de bonnes idées, les mêmes que les nôtres (à LO, sic!), ils sont socialistes après tout n'est-ce pas, mais il leur manque un tout petit quelque chose qui les empêche de les mettre en pratique, on ne sait pas trop quoi, c'est indéfinissable voyez-vous.

Bref ils n'y sont pas vraiment pour quelque chose les bougres, on n'ose pas vous le dire mais c'est ce que cela sous-entend, aussi vous pourrez continuer à entretenir l'illusion qu'un jour ils pourraient appliquer ces merveilleuses idées qui sommeillent en Hollande, Ayrault, Fabius, Sapin, Le Drian, Peillon, sans oublier Valls... ainsi va le régime que soutient de la sorte LO.

Epilogue. LO est incapable de caractériser politiquement le PS car cela les obligerait à rompre avec les appareils des syndicats qui par de multiples ramifications sont liés au PS... et au régime. Ce constat est également valable pour le POI et le NPA. - ndlr)

... en Bretagne le NPA s'est allié avec le PCF, même là où les communistes appelleront à voter socialiste au second tour. (Au NPA, ils s'en foutent d'être associés à un parti qui appellera à voter pour un parti de droite au second tour puisqu'ils considèrent que le PS est de gauche. Lisez la suite, ils l'assument. -ndlr)

...le NPA assume la dimension locale du scrutin, même s'il s'agira aussi «de faire apparaître une opposition de gauche à la politique du gouvernement», selon Christine Poupin, porte-parole du parti. (C'est seulement la politique du PS qui ne serait pas de gauche, le distinguo est indispensable pour le soutenir au second tour... et le tour est joué ! - ndlr)

"*L'émergence du Front de gauche a beaucoup joué, explique Blondin. Il y a un effet Mélenchon, ce qui change la donne par rapport à l'époque où nous n'affrontions qu'un PCF en déclin.*" libération.fr 07.03

(Le NPA est concurrencé sur sa droite par le Front de gauche, au passage ils mettent en lumière la raison d'être du Parti de gauche, faire barrage au NPA et LO (au POI aussi évidemment ou en premier lieu), servir de rabatteur à gauche pour le compte du PCF et finalement pour le PS. - ndlr)

En complément. A chacun son drapeau !

Municipales à Nevers: la candidate FN, le drapeau nazi et les SS - L'Express.fr

Municipales à Fontainebleau : un UMP rallie la candidate socialiste - LeParisien.fr

Un complot, quel complot, contre qui franchement ?

- Snowden dénonce un "*bazar européen*" de l'espionnage au service des Américains - AFP

Sous pression américaine, l'UE a laissé se mettre en place un "*bazar*" de l'espionnage généralisant la surveillance de masse à tous les citoyens, a dénoncé auprès du Parlement européen le lanceur d'alerte américain Edward Snowden.

"*L'une des activités essentielles de la division des affaires étrangères de la NSA est de faire pression ou d'inciter les Etats membres de l'UE à changer leurs lois autorisant la surveillance de masse*", soutient M. Snowden dans une déposition écrite que le

Parlement européen a rendu publique vendredi.

De telles opérations ont été menées en Suède, aux Pays-Bas, ou en Allemagne, avec comme résultat "*la mise en place en secret de systèmes intrusifs de surveillance massive*", met en garde l'ancien consultant en sécurité, qui répond à des questions écrites de la commission des Libertés civiles du Parlement.

M. Snowden incrimine notamment le droit que se réserve la NSA (Agence nationale de sécurité américaine) d'espionner les ressortissants des partenaires des Etats-Unis, sans les en informer. Au passage, cela permet aux Etats concernés d'invoquer leur ignorance face à leur opinion publique, met-il en avant.

Selon M. Snowden, le "*résultat est un bazar européen*" où les Etats membres acceptent de céder individuellement à la NSA des droits censés être limités mais lui permettant au final de mettre en place "*un patchwork de surveillance de masse contre l'ensemble des citoyens ordinaires*".

M. Snowden exhorte les eurodéputés à agir pour empêcher que "*les espions ne dictent la politique*" des Etats de l'UE.

"*La bonne nouvelle est qu'il y a une solution : la faiblesse de la surveillance de masse est qu'elle peut facilement être rendue trop coûteuse via des changements de normes techniques*" avec la généralisation du cryptage, ajoute-t-il.

A l'issue d'une enquête de six mois sur la surveillance massive américaine révélée par M. Snowden, le Parlement européen doit se prononcer la semaine prochaine sur un projet de rapport préconisant de suspendre SWIFT et Safe Harbour, deux importants accords d'échange de données avec les Etats-Unis. AFP 07.03

ACTUALITE EN TITRES

Guerre idéologique et dictature.

- Dans le Massachusetts, photographier sous les jupes pourra conduire en prison - Francetv info

Rien que cela, c'est bien un régime de terreur qui règne aux Etats-Unis...

- Peut-on être homme et féministe ? - Liberation.fr

Après avoir subi une lobotomie, sans doute...

- Féminisation au travail : encore un effort - L'Express.fr

C'est pousser à l'adultère...

- Chômage : l'apparente égalité entre femmes et hommes - LeMonde.fr

Les femmes ont un salaire inférieur aux hommes et la majorité des chômeurs sont des femmes, le Medef devrait s'emmêler, il y a du profit à se faire là-dessous...

- Une femme active sur cinq a déjà été harcelée sexuellement au travail - LePoint.fr

Les autres doivent être trop moches...

- La discrimination sexuelle fait de la résistance - LeMonde.fr

Comme le vieux monde...

- L'OMS recommande des cours sur la sexualité à l'école dès 12 ans - Liberation.fr

Ils ont oublié de préciser... pratiques...

- En Ouganda, le port de la minijupe mène en prison - Liberation.fr

C'est un appel au viol, comme en Inde, je peux le comprendre, et vous ?

Pour quoi faire ?

- L'école apprend-elle aux enfants à raisonner? - L'Express.fr

La publicité s'en charge...

- La première publicité pour le cannabis diffusée aux Etats-Unis - Le Nouvel Observateur

Evolution de la situation en rapport avec l'Ukraine

- Comment punir Poutine - Slate.fr

- Ukraine : sanctionner des proches de Poutine, une éventualité, selon Fabius - LeMonde.fr

- Il faut boycotter les Jeux paralympiques de M. Poutine à Sotchi - LeMonde.fr

- Sotchi: pas de ministres français à l'ouverture des Paralympiques - AFP

- L'Ukraine paie pour l'inaction de la communauté internationale en Syrie - Liberation.fr

- Hollande ne veut pas de référendum sur la Crimée sans l'accord de Kiev - AFP

Il ne peut y avoir de référendum sur l'avenir de la Crimée "*sans que l'Ukraine elle-même n'ait décidé de l'organiser*", a déclaré vendredi le président François Hollande, rejetant ainsi la consultation annoncée pour le 16 mars par les partisans du rattachement de la péninsule à la Russie.

M. Hollande, qui recevait à l'Elysée deux candidats à la présidence à Kiev, Vitali Klitschko et Petro Porochenko, accompagnés du philosophe Bernard-Henri Lévy, a déploré la décision du "*pseudo-parlement*" de Crimée de rattacher cette région à la Russie, et affirmé que "*l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine ne peuvent pas se négocier*".

Il a souligné qu'il s'agissait de la position de l'Union européenne et des Etats-Unis.

"*Il y a beaucoup de pays qui peuvent s'inquiéter si était ouvert un précédent sur la remise en cause des frontières et de l'intégrité territoriale*", a-t-il observé.

- Le risque de guerre de guérilla existe en Crimée, dit Timochenko - Reuters

La théorie du genre appliquée !

- Le Pentagone étudie le langage corporel de Poutine et Kim Jong-Un pour mieux les comprendre - Francetv info

Stratégie du chaos.

- Trois morts dans des affrontements au Caire - Reuters

- Fusillade dans un camp militaire au Soudan du Sud, 35 morts - Reuters

- La CPI condamne un chef de guerre congolais pour crimes de guerre - Reuters

Les Américains ont décidé de s'en débarrasser, il n'y a plus que Hollande et Fabius pour les soutenir...

- L'Arabie saoudite classe les Frères musulmans comme "*terroristes*" - LePoint.fr

- Qatar : l'État devenu paria - LePoint.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

- Grèce: les fonctionnaires appellent à des grèves et manifestations - AFP 07.03

Le principal syndicat grec des fonctionnaires a appelé vendredi à une grève le 12 mars et à des manifestations pour protester contre les licenciements dans la fonction publique, réclamés par la troïka des créanciers (UE, BCE et FMI) actuellement à Athènes.

"*Aucun licenciement*", "*Qu'on les arrête maintenant*", "*Ces politiques sont contre tous*", a lancé l'Adedy dans un communiqué.
Le syndicat appelle également à des manifestations le 19 mars.

L'Adedy, qui a organisé des dizaines de grèves et manifestations depuis le début de la crise mais dont la mobilisation a marqué le pas ces derniers mois, proteste contre la poursuite des licenciements dans la fonction publique.

Quelque 11.500 fonctionnaires doivent être licenciés d'ici la fin 2014, après la fusion ou la suppression prévue d'organismes publics, demandés par les créanciers du pays.

En 2013, la Grèce a été contrainte de procéder à 3.500 licenciements dans le public tandis qu'environ 20.000 agents ont été placés au chômage partiel, l'objectif étant d'arriver à 25.000 d'ici fin 2014.

Les créanciers ont réclamé la poursuite des licenciements en 2015, ce que le gouvernement grec refuse, selon l'Agence de presse grecque (Ana, semi-officielle).

Selon l'Ana, le gouvernement refuse également de faciliter les licenciements collectifs dans le privé, la libéralisation sur plusieurs marchés, comme ceux du lait, des livres, des médicaments, réclamés par la troïka en vue de faire baisser les prix, comme l'avait préconisé l'OCDE en novembre.

Les discussions ardues avec la troïka doivent continuer samedi avant le départ dimanche des hauts représentants et du ministre grec des Finances Yannis Stournaras pour un Eurogroupe lundi à Bruxelles. AFP 07.03

Haut de page

Le 9 mars 2014

CAUSERIE

Quel terrible cas de conscience pour ceux qui ont soutenu le PS pendant des décennies, plus d'un demi-siècle !

Au fait, quand la gauche et l'extrême gauche combattent au côté du PS pour de nouveaux droits en faveur de telle ou telle couche ou communauté, ils combattent qui en réalité, le régime en place ou les masses qui ne parviennent pas à se débarrasser de certains préjugés, qui combat d'après vous le PS, quelle classe, dans quel camp est-il ?

C'est chiant toutes ces questions à la fin, on comprend...

J'arrête là, j'ai des courses à faire, alimentaires, eh oui un dimanche après-midi, mais je vis en Inde, je n'y suis pour rien si le marché de Pondichéry est ouvert 7j/7...

Lu dans différents articles que je n'ai pas mis en ligne.

Blablabla...

1- "*Je suis convaincu que nous devons continuer à penser donc à parler et à écrire contre le Front national pour comprendre les raisons de son succès et être à même de le contrer efficacement.*"

C'est con d'être fâché avec les dates : cela fait un siècle, c'était hier !

2- "*...il est plus difficile de se souvenir quand le P.S a franchi le mur du çon.*"

D'une part parce qu'il n'y a pas de date précise et d'autre part parce que la réponse est peut-être dans la question. Certes le P.S nous a gratifié de quelques symboles forts comme l'abolition de la peine de mort et les acquis sociaux mais pas beaucoup plus que la droite avec l'avortement, le droit de vote à 18 ans ou encore l'autorisation du divorce par consentement mutuel."

Et attendez, vous qui n'avez pas de mémoire, le führer à une certaine époque a fait plus sur le plan social que Blum, Roosevelt, de Gaulle et Mitterrand réunis, imaginez, il a fait "*beaucoup plus que la droite*", cela vous intéresse ? Vous me direz que c'est à partir d'arguments aussi débiles que les trotskistes ont déterminé leur stratégie, on a vu où cela nous a mené...

Ah ben alors, c'est que c'était écrit quelque part, un prophète !

3- "*Le Front de Gauche est arrivé à la croisée des chemins. Mais à ce point il faut bien réaliser, d'une part, que l'histoire n'attend pas ceux qui ne sont pas au rendez-vous et, d'autre part, que la politique à horreur du vide. Ou bien le Front de Gauche saisit l'occasion offerte par les élections municipales et européennes pour se hisser à la hauteur de ses tâches historiques, ou alors il régressera inévitablement.*"

Qu'est-ce qu'il faut pas lire comme conneries ! Surtout en participant à l'élection européenne ! Les "*tâches historiques*" du Front de Gauche, c'est de soutenir les institutions de la Ve République, le régime, l'UE, il n'en a pas d'autres.

Infos Ukraine

Chevènement peut-il encore représenter Fabius en Russie ? - nouvelobs.com

Jean-Pierre Chevènement, représentant spécial de Fabius pour la Russie, semble plus proche des thèses du Kremlin sur l'Ukraine que de celles du Quai d'Orsay. Peut-il rester ?

En tant que parlementaire, le sénateur du Territoire de Belfort a évidemment le droit de s'exprimer comme il l'entend sur tous les sujets. Seulement voilà : depuis octobre 2012, Jean-Pierre Chevènement est officiellement le représentant spécial de Laurent Fabius pour la Russie. A ce titre, n'est-il pas tenu à un certain devoir de réserve ?

Depuis quelques jours, ses points de vue semblent plus proches des thèses défendues par le Kremlin que celles portées par le Quai d'Orsay. Alors que le gouvernement français a "*condamné*" la prise de contrôle militaire de la Crimée par la Russie, Jean-Pierre Chevènement n'a pas, à notre connaissance, émis la moindre critique à ce sujet contre le Kremlin. Rien sur son blog, pourtant tenu très régulièrement, rien dans son interview au "*Figaro*". Plus curieux encore : à une semaine d'un référendum sur le rattachement de la Crimée à la Russie, scrutin considéré comme "*illégal*" par Paris, le sénateur assure que la presqu'île est "*historiquement russe*".

Ce n'est pas tout. Alors que la France s'est réjouie de la nomination d'un nouveau gouvernement à Kiev qu'elle a immédiatement reconnu, Jean-Pierre Chevènement affirme, lui, à l'instar du Kremlin, que la légitimité des nouvelles autorités ukrainiennes "*n'est pas évidente*". A propos de la destitution de Ianoukovitch et du changement de pouvoir votés par les députés ukrainiens, il ajoute même, en écho aux déclarations russes : "*on peut tout aussi bien appeler cela un coup d'Etat*".

Enfin, tandis que Laurent Fabius assure que les changements politiques opérés en Ukraine à partir du 22 février sont conformes à l'accord que les trois ministres européens ont passé la veille avec Ianoukovitch, Jean Pierre Chevènement assure lui que cet accord "a été vidé de sa substance".

Bref, le président d'honneur du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) n'est pas d'accord avec les positions du gouvernement français sur l'Ukraine. Ses arguments ne sont pas forcément tous infondés. Mais peut-il les énoncer et demeurer représentant spécial de la France pour la Russie ? Au Quai d'Orsay, ils sont de plus en plus nombreux à en douter. "*Comme il l'a dit lui-même : dans ce cas là, on doit démissionner ou fermer sa g….*", confie un officiel français. nouvelobs.com 08.03

Ukraine : Hollande et Obama envisagent de nouvelles mesures visant la Russie - Francetv info

En Ukraine, le chef de l'extrême droite candidat à la présidence - LeMonde.fr

Le chef de l'extrême droite ukrainienne, Dmitro Iaroch, qui a contribué à la chute de Viktor Ianoukovitch, sera candidat à l'élection présidentielle ukrainienne, qui doit avoir lieu le 25 mai.

Dans sa déclaration de candidature, Dmitro Iaroch s'est montré très véhément à l'encontre du nouveau gouvernement d'Arseni Iatseniouk, mis en place après la chute du président Ianoukovitch. Le secrétaire adjoint du Conseil de sécurité et de défense lui a notamment reproché de n'avoir livré aucun détail sur les circonstances exactes de la mort de 95 personnes durant les émeutes du mois de février, se disant « *surpris* » qu'« *aucun des criminels qui ont tué nos héros* » n'ait été jusqu'ici condamné.

« *Le gouvernement doit balayer la corruption, avant tout au sein des organismes de sécurité et de l'institution judiciaire. Il doit lancer des réformes de fond. Il faut des actes, pas seulement des mots, pour faire de l'Ukraine un pays où les gens veulent vivre et où les séparatistes n'auront plus droit de cité* », a-t-il lancé.

A 42 ans, Dmitro Iaroch est connu pour ses prises de position farouchement antirusses. Il demande l'interdiction du Parti communiste et du Parti des régions de M. Ianoukovitch. La justice russe a engagé des poursuites contre lui, l'accusant d'avoir invité sur un réseau social, après la prise de contrôle de la Crimée par les forces pro-russes, le chef rebelle tchétchène Dokou Oumarov à mener des attentats en Russie.

Né au début du mouvement de contestation, Praviy Sektor regroupe plusieurs factions hétéroclites, à l'idéologie plus ou moins extrémiste : des supporteurs de football ultras aux monarchistes, en passant par les groupes de reconstitution historique et aux anciens combattants dans le Caucase. Praviy Sektor était à l'origine de l'occupation, le 1er décembre, de la Maison des syndicats, située sur la place de l'Indépendance et qui sert désormais de centre logistique au mouvement EuroMaïdan. Au fil de la contestation, le groupe s'était organisé en milices d'autodéfense pour protéger les camps des manifestants sur le Maïdan. LeMonde.fr 08.03

Commentaire d'un internaute

- " *Alors ça, si je m'y attendais ! ...les journalistes du "monde libre", Le Monde en tête, et nos dirigeants euro-atlantistes, au service de la vérité (ex. "Poutine est fou"), nous avaient pourtant assurés que c'était une révolution démocratique, que l'extrême-droite était marginalisée, que le nouveau gouvernement d'union nationale, régulier et responsable, allait vite signer - sur les directives d'un BHL omniscient - le contrat d'association salvateur... ça alors, un candidat fasciste !*"

Maintenant que l'Otan est parvenue à ses fins à Kiev, cela ne coûte rien de balancer des bribes de vérités, au contraire cela arrange toutes les bonnes consciences et Le Monde peut se faire passer pour un média respectables, bon, auprès des naïfs seulement ou ceux qui acceptent de se faire manipuler.

La Russie demande une enquête sur l'affaire des snipers à Kiev AFP

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, a demandé une enquête de l'OSCE sur les responsables de la mort, le mois dernier, de dizaines de personnes à Kiev, tuées dans des attaques de snipers, arguant qu'on ne pouvait continuer à "*dissimuler*" la vérité.

M. Lavrov a tenu ces propos après la divulgation, cette semaine, d'une conversation téléphonique entre la représentante de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, et le chef de la diplomatie estonienne, au cours de laquelle celui-ci confie que l'opposition ukrainienne au président Viktor Ianoukovitch avait pu être impliquée dans ces attaques.

"*Les dernières informations sur cette affaire de prétendus snipers ne peuvent plus être dissimulées*", a déclaré M. Lavrov lors d'une conférence de presse avec son homologue tadjik.

"*Nous avons proposé que l'OSCE (l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) fasse une enquête objective sur cette affaire, et nous ferons en sorte que justice soit faite*" a-t-il précisé.

"*Il y a eu trop de mensonges, et qui ont été utilisés trop longtemps afin de diriger l'opinion publique européenne dans la mauvaise direction, allant à l'encontre des faits objectifs*", a encore ajouté M. Lavrov.

Les pays occidentaux ont imputé à la police anti-émeute de Viktor Ianoukovitch, aujourd'hui destitué, la majorité des violences qui se sont soldées par des dizaines de morts en février à Kiev.

Néanmoins, la Russie a utilisé cette conversation téléphonique piratée, entre le chef de la diplomatie estonienne Urmas Paet et Catherine Ashton, pour étayer son argumentation voulant que le nouveau gouvernement ukrainien soit composé d'extrémistes dangereux.

La demande d'enquête de M. Lavrov indique que la Russie ne laissera pas tomber cette affaire.

Dans cet entretien téléphonique, qui a eu lieu le 26 février, le ministre estonien a déclaré à Mme Ashton que selon ses sources à Kiev, "*c'étaient les mêmes tireurs embusqués qui ont tué des gens des deux côtés*", aussi bien parmi les manifestants que les policiers.

Des dizaines de manifestants et environ 15 policiers ont été tués dans les violences.

M. Paet, qui avait eu à Kiev des entretiens avec le nouveau gouvernement provisoire le 25 février, a ajouté: "*C'est assez troublant que la nouvelle coalition ne veuille désormais plus enquêter sur ce qui s'est vraiment passé*", a-t-il ajouté. AFP 08.03

ACTUALITE EN TITRES

L'heure des bilderbergers a sonné.

- Valls préféré des Français pour occuper le poste de Premier ministre - AFP

- Sondage : Fabius, le retour en grâce - LeParisien.fr

C'est l'extrême droite du PS, les néolibéraux qui ont déjà participé au groupe Bilderberg qui fait office de gouvernement mondial. A l'UMP aussi avec la dernière déclaration de Fillon.

Ce sont eux qui font les présidents.

- L'affaire Buisson est grave pour 86% des Français - AFP

- UMP: "*certains*" devront "*s'expliquer*" après les municipales, selon Fillon - AFP

Pas les "*Français*" évidemment, l'oligarchie dont les instituts de sondage sont les porte-parole...

Un rejet sans appel.

- L'Union européenne déçoit de plus en plus les Français - LeParisien.fr

- Plus de huit Français sur dix jugent l'Europe peu ou pas efficace - AFP

Et à qui cela profite-t-il ?

D'un coup de force à l'autre

- Décret sur le travail dominical: le PDG de Bricorama "*soulagé*" - AFP

Le retour à l'Ancien régime.

- Les Bonnets rouges convoquent Hollande en Bretagne - Liberation.fr

- Les 11 revendications des Bonnets rouges - lepoint.fr

- le mouvement exige "*la suppression définitive de l'écotaxe*"

- il demande un allègement des charges et des contraintes administratives.

- la "*relocalisation des décisions et des pouvoirs économiques en Bretagne*".

- Ils réclament en outre une Bretagne forte à 5 départements, incluant la Loire-Atlantique. Au titre des doléances, des voix se sont prononcées pour la création d'"*un parlement breton avec pouvoir législatif*", à l'image de ce qui se passe dans d'autres

régions européennes.

- Le mouvement demande également une relocalisation de la finance. Parmi les nombreuses doléances ayant abouti à cette revendication, celle réclamant une "*banque régionale autonome ou un fonds d'investissement, mettant l'argent des Bretons au service de l'économie régionale*".

- Il souhaite aussi l'"*officialisation de la langue et de la culture bretonnes*".

- Les Bonnets rouges veulent aussi que la Bretagne se dote de ses propres médias audiovisuels et numériques. lepoint.fr 08.03

En pire !

1914-2014 : comment un siècle de travail des femmes a changé l'économie et la société - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le servil domestique du Crif a encore péché par excès de zèle.

- Hollande qualifie une victime catholique de Merah de... musulman - Le Nouvel Observateur

Le chef de l'Etat a qualifié dans un discours Abel Chennouf de musulman, alors que le militaire assassiné par le tueur au scooter était catholique. La preuve d'une "*inculture*" et d'un "*mépris*", selon le père de la victime.

"*Lors de votre intervention au dîner du Crif [...], vous affirmiez dans votre discours [...] que Merah avait assassiné quatre juifs et trois musulmans*", indique Abel Chennouf.

"*J'ajoute qu'être musulman n'est pas une tare*", précise le père du soldat victime de Mohamed Merah, tout en dénonçant "*le mépris*" manifesté selon lui par le chef de l'Etat "*envers les familles de victimes, notamment Abel et Mohamed Legouad*".

"*Je vous saurai gré de ne plus citer le prénom de mon fils, laissez-le dormir en paix*", conclut Albert Chennouf. Le Nouvel Observateur 08.03

Il avait tout faux. Mais il a tout de même été président de la République !

- Sarkozy : "*homme à abattre*" pour les uns, "*parrain*" pour les autres - nouvelobs.com

Revue de presse au lendemain des révélations sur la nouvelle affaire qui menace l'ancien président.

L'enquête ayant mené deux juges à faire écouter l'ex-président est perçue par certains éditorialistes samedi 8 mars comme un retour à "*l'Etat de droit*" présentant Sarkozy comme un "*parrain*" et par d'autres comme "*une traque*" car l'ancien chef d'Etat est "*l'homme à abattre*".

"*Ce n'était pas un clan mais une clique qui était au pouvoir à l'Elysée. Des affidés, méprisant les institutions, plus influents et plus puissants que les ministres et qui, pour la plupart, tiraient leur légitimité non pas des urnes mais du seul bon vouloir de leur parrain*", s'indigne Eric Decouty dans "*Libération*". "*C'est ce système de détournement du pouvoir qui est aujourd'hui progressivement révélé par une justice indépendante dans une démocratie où l'Etat de droit est à nouveau respecté*", se félicite-t-il.

Dans "*Sud-Ouest*", Yves Harté évoque "*son système clanique et ses affidés, davantage dévoués à leur maître qu'à l'intérêt public.*" "*De quelque manière que l'on secoue le vieux sac d'un quinquennat calamiteux du point de vue de l'État de droit, les mêmes noms ressortent dans un dramatique bonneteau : Guéant, Hortefeux, Buisson, Pérol*" regrette-t-il.

De son côté, Alain Dusart ("*L'Est Républicain*") prédit que "*l'ex-président n'en a pas fini avec ces affaires sulfureuses, qui laissent l'arrière-goût amer de puissance et d'argent.*" "*Son avocat qualifie de 'monstrueuses' ces écoutes. Dans une démocratie, elles sont d'usage pour traquer les voyous*", assène-t-il.

"*Un parfum de revanche*"

"*Sa volonté de supprimer le juge d'instruction et ses attaques récurrentes contre les 'fautes' des magistrats remettant en liberté des récidivistes avaient fait l'unanimité contre lui jusqu'à entraîner une grève des tribunaux*", rappelle Dominique Garraud de "*La Charente Libre*" qui estime que "*dans les enquêtes actuelles sur Nicolas Sarkozy, il flotte incontestablement un parfum de revanche et un zèle de nature à alimenter les accusations d'acharnement politico-judiciaire lancées par ses amis.*"

Dans "*Le Télégramme*", Hubert Coudurier voit "*un homme traqué*" tout en soulignant que l'on "*connaît les rapports tumultueux avec l'institution judiciaire*" entretenus par l'ex-président.

Pour Yves Thréard ("*Le Figaro*") : "*Nicolas Sarkozy est l'homme à abattre. Aux yeux de François Hollande, c'est l'ennemi public numéro un.*" "*Face à pareil acharnement, on finit, avec raison, par voir la manoeuvre politique partout. Celle d'un pouvoir affaibli qui vient de créer un nouveau parquet financier dont le premier dossier, comme par hasard, concerne Nicolas Sarkozy*", accuse l'éditorialiste du journal de Serge Dassault.

Dans "*France Antilles*", Patrick Planchenault voit dans ces affaires à répétition "*la droite face à ses propres turpitudes. La droite face à ses drôles de méthodes.*" Alors que Jean-Michel Servant dans le "*Midi Libre*" se demande "*Jusqu'où iront les dérives de l'ancien chef de l'État et de ses petits amis ?*"

"*En une semaine horribilis, la droite républicaine vient de prendre une série de coups de marteaux sur la tête*", estime Hervé Cannet (La "*Nouvelle République" du Centre-ouest).*"

Dans "*L'Alsace*", Laurent Bodin reconnaît que " *l'histoire a montré que l'indépendance judiciaire n'est pas antinomique avec le mot erreur.*" Pour autant "*il n'est pas acceptable d'accorder la présomption d'innocence à l'ancien président de la République et, dans le même temps, d'engager, sans preuve, un procès d'intention aux juges qui enquêtent sur des faits possiblement répréhensibles*", ironise-t-il. nouvelobs.com 08.03

Guerre idéologique

Le féminisme à en vomir. Des agents de la dictature néolibérale.

- 8 mars: féministes, politiques, immigrées manifestent à Paris - AFP

Féministes, politiques, femmes émigrées d'Iran ou de Palestine ont formé un long cortège bigarré et sonore samedi dans les rues de Paris, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, pour dénoncer les violences qu'elles subissent et réclamer le droit de s'appartenir.

Plusieurs milliers de personnes (2.100 selon la police) ont défilé, sous un soleil printanier, de la symbolique place de la Bastille aux grands boulevards de la capitale. (Dites-donc, avec 2.000 manifestants il devait être "*long*" ce cortège, très très long ! La complaisance (désinformation) de l'AFP (Agence française de propagande) envers cette médiocre démonstration serait-elle spontanée, ne serait-elle pas suspecte ? Le droit des femmes a été récupéré et instrumentalisé depuis des lustres par le PS et ses satellites dont les noms figurent ci-dessous... - ndlr)

Les Chiennes de garde côtoyaient le groupe des "FierEs", qui se revendiquent comme des "*féministes hystériques*", le PCF, les Jeunes Communistes qui défilaient soutenus par une fanfare, la CGT, le Planning familial, le Front de Gauche, le Parti de Gauche ou l'union syndicale Solidaires. AFP 08.03

Tout combat politique qui n'est pas orienté dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les rapports de dominations de classe qui l'accompagne ne servira finalement à rien, sauf à assurer la survie du régime en place.

Comment leur faire comprendre que vouloir radicalement modifier la mentalité ou le comportement des masses en dehors de toute perspective de changement de régime est foncièrement réactionnaire ? Pour avancer une telle affirmation, faudrait-il encore le prouver. Rien de plus facile, puisque c'est la réaction, les néolibéraux qui ont fait de ce thème l'un de leur cheval de bataille de la guerre idéologique contre les masses exploitées, encore faut-il caractériser le PS pour ce qu'il est.

Ceux qui participent à cette bataille au côté du PS témoignent que manifestement ils en sont incapables ou s'y refusent. Pourquoi ? Mais parce qu'ils refusent de s'attaquer au régime en place pardi ! Partant de là, manipuler les militants et travailleurs qui eux sont plein de bonnes intentions devient un jeu d'enfant, comme quoi en politique les bonnes intentions ne suffisent pas à faire un programme et encore moins à lutter contre notre ennemi de classe.

Si vous vous demandez encore d'où provient cette terrible confusion, ne cherchez pas plus loin, dans le refus de caractériser le PS

(et le PCF) et de rompre avec lui, avec les appareils et organisations qu'ils dirigent, et comme c'est un des piliers du régime, cela fait de vous un de ses complices, malgré vous parce que vous n'en avez pas conscience, vous êtes manipulé par ignorance ou parce que cela vous arrange, par manque de courage ou intérêt individuel.

Quand les gauchistes jouent les provocateurs pour le compte de la pire réaction.

- A Paris, des "*putains de féministes*" en marge du cortège principal du 8 mars - AFP

Prostituées et défenseurs des femmes voilées côte à côte: un millier de personnes qui ne se reconnaissent plus dans le féminisme traditionnel ont défilé samedi à Paris, à l'écart du cortège principal de la journée internationale des droits des femmes, a constaté un journaliste de l'AFP.

Hétéroclite, rassemblant aussi bien des militants pro-palestiniens ou du NPA que des défenseurs des droits des transsexuels ou des prostituées, le cortège majoritairement composé de jeunes femmes et hommes s'est élancé en début d'après-midi depuis le quartier de Belleville, dans le nord de la capitale.

Les manifestants reprochent au gouvernement la pénalisation des clients de la prostitution, le maintien de l'interdiction de la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de même sexe, et s'inquiètent d'une "*fragilisation*" du droit à l'avortement.

Malgré la présence de seules quelques femmes voilées dans le cortège alternatif, "*on les soutient dans leur volonté de porter le voile ou pas*", a expliqué Elsa Diaz, du collectif des femmes des quartiers basé en Seine-Saint-Denis. AFP 08.03

Le droit à la prostitution, c'est le droit à l'exploitation, il est indéfendable. Cela dit, la chasse aux prostituées est du même ordre que la chasse aux communistes et aux syndicalistes menée par les nazis à Kiev aujourd'hui...

La procréation médicalement assistée est une monstruosité à l'heure où il existe tant d'orphelins en France ou dans le monde du fait des guerres et autres génocides perpétrées ou encouragés par l'impérialisme occidental.

Quant au port du voile, qui, s'il se limitait à un simple foulard pourrait être toléré, tandis que le niqab et le hidjab devraient être prohibés...

- Des femmes manifestent nues à Paris contre "*l'oppression*" dans le monde arabo-musulman - AFP

Ouf, ce n'est pas contre "*l'oppression*" en France ! L'oppression, ne serait-ce pas de vouloir forcer des centaines de millions ou des milliards à penser comme vous quand ils n'y sont pas préparés ?

Guerre idéologique. L'homophobie est innée.

- Homophobie: la difficile lutte contre les préjugés à l'école - AFP

- 59% de femmes homosexuelles se disent victime de lesbophobie - Liberation.fr

Ils voulaient dire sans doute lobotomie ! Si vous êtes hétérosexuel, cela ne se lit pas sur votre visage ou ne se détecte pas forcément à votre comportement, par contre certains homosexuels qui se font volontiers provocateurs affichent leur penchant sexuel, sachant pertinemment qu'il est réprouvé par la majorité de la population, ensuite ils hurlent au scandale quand ils sont victimes d'insultes ou d'agressions. Les gauchistes prennent leur partie, normal.

Si demain on nom de l'égalité des hommes et des femmes je serre la main d'une femme dans la rue, sachant que cela ne se fait pas en Inde, et qu'elle affirme que je lui ai manqué de respect en me retrouvant avec la population sur le dos au risque de me faire lyncher, question : vous prendrez mon parti ou vous direz que je l'ai bien cherché ?

Entre la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes et moi, la différence c'est que je respecte les us et coutumes, les normes, principes ou valeurs en vigueur dans la société indienne ou auxquels la majorité de la population adhère, même si je ne les partage pas ou ne les pratique pas, je ne m'autorise pas de juger les Indiens ou de leur imposer un changement brutal de mentalité alors que les rapports d'exploitation et d'oppression ou de domination n'ont pas changé dans la société.

L'objectif de mon combat politique n'est pas de rendre plus supportables les rapports qui existent en régime capitalisme pour qu'ils puissent finalement survivre, mais de faire en sorte qu'il diparaisse le plus tôt possible pour que chacun puisse vivre dans une société meilleure et plus juste une fois les rapports de classe inversés...

L'urgence est bien la baisse du coût du travail, n'est-ce pas ?

- "*L'inégalité salariale entre hommes et femmes est le chantier le plus urgent à traiter*" - L'Express.fr

Afin d'arriver à une égalité parfaite entre les sexes, dans le cadre de l'ANI et du Pacte de responsabilité je propose de licencier le nombre de salariés mâles en trop et d'embaucher à la place des salariées femelles qui seront rémunérées comme il se doit au tarif en vigueur pour les femmes, soit 20 à 30% inférieur à celui des hommes... (mâle et femelle définissent les sexes en anglais)

Ils ont laissé la voie libre à l'extrême droite. Le FN reprend à son compte les mots d'ordre de la réaction au Venezuela.

- Le FN lance Marianne, "*collectif étudiant*" pour la "*méritocratie*" - AFP

Le Front national a lancé samedi à Paris un collectif étudiant appelé Marianne, qui dit vouloir défendre la "méritocratie" et dénoncer la "massification de l'enseignement supérieur".

Face à cela, le collectif Marianne ne sera pas un syndicat mais une "*plateforme de réflexion et de proposition pour la jeunesse*".

"*Les syndicats étudiants sont aujourd'hui considérés comme totalement à la botte des partis politiques. Ils sont là pour être le vivier des futurs candidats du PS ou de l'UMP*", a critiqué la députée européenne. AFP 08.03

Ce qui nous fait mal au bide, qui est réellement insupportable, c'est de voir que c'est l'extrême droite et non l'extrême gauche qui tient ce langage, celle-ci étant incapable de rompre avec les appareils pourris des syndicats autant qu'avec le PS du même coup.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Le premier ministre irakien accuse Saoudiens et Qataris d'avoir déclaré la guerre à l'Irak - LeMonde.fr

Le premier ministre irakien Nouri Al-Maliki a accusé samedi 8 mars l'Arabie saoudite et le Qatar de déstabiliser l'Irak en soutenant des groupes d'insurgés, ce qui revient selon lui à déclarer la guerre au pays.

« *Ils attaquent l'Irak, via la Syrie, et de manière directe, et ils ont déclaré la guerre à l'Irak* », a dénoncé M. Maliki dans cet entretien à la chaîne France 24, une rare attaque directe à l'encontre des puissances sunnites du Golfe. « *Ces deux pays sont les premiers responsables des violences entre communautés, du terrorisme et de la crise de sécurité en Irak* », a-t-il insisté.

Pour Nouri Al-Maliki, qui est chiite, les accusations selon lesquelles son gouvernement marginalise la minorité sunnite irakienne sont alimentées par « *des personnes sectaires liées à des agendas étrangers, avec une incitation saoudienne et qatarie* ».

Le premier ministre a ajouté que Ryad et Doha fournissaient un soutien politique, financier et médiatique aux insurgés, et a accusé les deux pays d'« *acheter des armes au bénéfice de ces organisations terroristes* ». Selon lui, l'Arabie saoudite est le prinicipal soutien du terrorisme dans le monde. LeMonde.fr 08.03

Pour rappel, pourHollande, le monarque saoudien est plein de "*sagesse*"...

Haut de page

Le 10 mars 2014

CAUSERIE

Dimanche 23h54 en Inde.

7 articles ont été ajoutés. Ceux sur l'Ukraine sont particulièrement intéressants. Où pouvez-vous trouver autant d'infos sur la situation en Ukraine ? Sur quel portail d'un parti ouvrier ? Aucun, cherchez l'erreur...

Le gouvernement et le PS prétendent combattre en France le FN, le racisme et l'antisémitisme, et il soutient un gouvernement en Ukraine comptant parmi ses ministres des nazis, racistes, antisémites déclarés, xénophobes. Cela vaut pour l'UMP et l'UDI, les sionistes, le Crif, la Licra, SOS racisme, etc.

Le PCF est allié au PS lors des municipales et le Front de gauche va appeler à voter PS au second, tout comme l'extrême gauche (pour "battre la droite"), ils figurent donc tous dans le même panier de crabes réactionnaires, à l'exception du POI sans toutefois caractériser le PS, sans se mouiller comme toujours, ils ménagent le gouvernement dont les déclarations n'ont même pas été reprises dans leurs deux derniers articles sur l'Ukraine (IO n°290 et 291). On peut assimiler cette méthode au double langage ; vous savez ce qu'on dit, qu'il n'y a rien de pire qu'une analyse qui s'arrête en cours de route, cela permet toutes les interprétations possibles et les manoeuvres qui vont avec, à l'heure où Hollande soutient un gouvernement dans lequel figurent des nazis, ne pas le caractériser est une faute politique inexcusable, intolérable, sans que cela nous étonne.

Hollande et le PS, c'est la réaction, le camp de la réaction, de nos ennemis, c'est dur à dire n'est-ce pas ? Surtout les conséquences pratiques à assumer...

Lundi 17h10 en Inde.

16 nouveaux documents ont été ajoutés. En écoutant Steve Vai en concert, histoire de passer un bon moment, et puis lundi c'est mon jour de repos... ou presque. Que de bruits de guerres, cela mériterait une clarification politique vous ne croyez pas ? Cela s'adresse à ceux qui bredouillent le même disque rayé depuis 40 ans ou moins, ils sont complètement discrédités, leur faillite politique éclate au grand jour, il ne reste plus rien de l'avant-garde du mouvement ouvrier, elle est pulvérisée, mille fois hélas ! On y reviendra demain peut-être, car il y a de quoi enrager quand on entend encore des discours dogmatiques, c'est insupportable quand cela s'accompagne de l'odeur de la poudre à canon !

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui. Et puis je suis complètement crevé, je suis devenu insomniaque à trop bosser, je dois absolument me reposer.

Haut de page

Le 12 mars 2014

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles dans la journée.

Quelques petites histoires pour se détendre.

Des rapports très difficiles...

Lorsqu'on apprit que mon épouse devrait subir la pose d'une prothèse cardiaque à brève échéance, un de mes élèves au centre de formation professionnel franco-indien nous proposa une personne qui pourrait l'héberger en France à cette occasion. Il s'avèrera que cette femme était épouvantable à plus d'un titre.

Nous rencontrâmes cette femme qui nous rendit visite lors de son séjour en Inde. Elle confirma qu'elle était prête à héberger mon épouse chez elle le temps qu'il faudrait avant qu'elle puisse repartir en Inde après son opération du coeur en France. Une fois sur place les choses se passeront très mal, elle subtilisera le passeport de mon épouse et la séquestera pour ainsi dire, lui réclamant de l'argent pour les frais d'hébergement et la menaçant, cette femme devait peser le double du poids de mon épouse pour vous donner une idée du rapport de force. Finalement, un jour profitant de son absence mon épouse réussira à récupérer son passeport et à s'enfuir de son domicile.

Elle se réfugiera chez un couple d'Indiens qui au courant de sa situation lui avait à son tour proposer de l'héberger. Au début tout se passa très bien, mon épouse subit son opération, jusqu'au jour où le mari de ce ménage fait des avances à mon épouse, tente par la force de la saisir, dans la clinique où elle était hospitalisée, mon épouse le repousse épouvantée. A sa sortie de clinique, elle retourne chez ces gens pendant quelques jours, elle récupère ses affaires et s'enfuit à nouveau.

Avant ces deux histoires, mon ex-élève était parvenu à quitter l'Inde pour la France grâce à la lettre de motivation que j'avais rédigée à sa place afin de pouvoir s'inscrire dans une école de langue à Paris et obtenir du même coup son visa, ce qui allait lui permettre de rejoindre et d'épouser sa petite amie indienne de nationalité française contre l'avis de sa famille, un moyen pour en réalité quitter l'Inde et s'installer en France car il s'en foutait de cette fille. Un jour mon épouse monta à Paris et se rendit chez eux dans la banlieue parisienne, ne sachant pas exactement combien de jours elle allait rester sur Paris, elle avait emmené un sac et une petite valise remplie de vêtements. Je ne me souviens plus des circonstances exactes, je crois qu'elle avait dû subir des examens à l'hôpital Bichat, toujours est-il qu'au bout d'un court moment elle retourna chez elle à Aubagne près de Marseille en laissant sa petite valise chez cet ami. Elle ne reverra plus jamais sa valise et ses vêtements, nous leur réclamerons à plusieurs reprises, ils déménageront et changeront de numéro de téléphone sans informer mon épouse, et ils ne répondront jamais à mes courriels.

Pour finir avec les mésaventures de mon épouse avec des Indiens de Pondichéry vivant en France, tout dernièrement, en discutant avec une personne en qui elle avait toute confiance, elle découvrit qu'elle informait la femme dont il a été question plus haut sur les allées et venues de mon épouse entre la France et l'Inde, au même moment où mon épouse était convoquée aux allocations familiales qui lui reprochent de ne pas avoir respectée la législation et d'être restée trop lontemps en Inde...

Quand la vie est un cauchemar.

Selvi, 45 ans, m'aide à entretenir la maison et le jardin depuis le 27 février. Elle travaille entre 1h30 et 2h par jour l'après-midi, je lui verse un salaire équivalent à un trois-quart temps, plus des à-côtés, par exemple de retour du marché je lui ai donné des légumes, en les achetant dans son village elle paie le double du prix au marché central de Pondichéry où elle n'a pas l'occasion de se rendre, elle n'a pas de moyen de transport et elle travaille de 7h à 19h 6j/7. En prenant rendez-vous chez le dentiste pour moi, j'ai également pris rendez-vous pour elle, c'est moi qui paierais les frais, très cher, trop cher pour elle.

Elle vit chez son frère, elle a aussi cinq soeurs. Elle a eu trois enfants, ses deux filles (26 et 30 ans) sont mariées, son fils de 21 ans vit encore avec elle, il est scolarisé, il apprend la comptabilité. Son mari est mort d'alcoolisme dix jours après la naissance de son fils, elle a donc élevé seule ses trois enfants car elle a refusé de se remarier ou de partager sa vie avec un autre homme, et pour cause. Elle a été mariée de force quand elle avait 14 ans à un homme qu'elle ne connaissait pas qui en avait 25. Le mariage fut "consommé" le soir même, un viol en réalité, m'a-t-elle raconté. Sa première fille est née l'année suivante. Son mari rentrait ivre tous les soirs et il la battait avant de la violer et cela pendant près de 10 ans. Elle en garde un souvenir horrifié, elle était très excitée en me racontant son histoire, terrorisée même en l'observant attentivement, elle tremblait et avait les yeux exorbités au point que je me suis demandé si elle n'était pas en train de revivre une énième fois ces terribles émotions et je lui demandais de cesser et de parler d'autres choses en la consolant.

Elle fait plus vieille que son âge, elle est usée, sa vie a été brisée très jeune, sans ses enfants elle se serait suicidée m'a-t-elle dit. Elle travaille chez différents propriétaires qui habitent le même lotissement que nous, elle donne à manger à leurs chiens et entretient leurs jardins. Plus des trois quart de son salaire sert à rembourser la dette qu'elle a contractée lors du mariage de sa seconde fille. Elle est très pauvre évidemment, son frère chez qui elle habite aussi, il est gardien dans un jardin, ils n'ont ni téléphone ni télévision et ils se déplacent en vélo ou en bus, je vous avais déjà raconté qu'ici depuis déjà quelques années les vélos ont pratiquement disparu, tous les Indiens se déplacent en mobylette ou moto, sauf les plus pauvres. La toute petite maison où elle habite possède un toit en tuile qui fuit comme une passoire, et chaque année lors de la mousson l'intérieur est inondé, ils dorment à même le sol sur des nattes, pas de place pour des lits, table ou chaises.

Voilà une vie d'esclave bien rempli, n'est-ce pas ?

Vous comprendrez que je sois un peu loin des petites préoccupations qui peuvent être les vôtres en France ou que je ne les perçoive pas tout à fait de la même manière que vous, les miennes pour ne pas me paraître mesquines se bornent au stricte minimum, sans faire dans l'ascétisme, on peut très bien vivre quand on en a les moyens sans verser dans le superflu, l'inutile, le gaspillage, ne serait-ce que par respect pour ceux qui n'en ont pas les moyens, qui ne disposent même pas du minimum vital pour vivre ou dont la vie au quotidien est un véritable cauchemar.

Mon impatience et la rage qui m'anime n'ont rien à voir avec ma condition personnelle, mais bien plutôt avec celle de Selvi et ses semblables qui sont si nombreux à travers le monde, en France aussi, je suis issu d'un milieu ouvrier pauvre, ma mère de 79 ans survit avec moins de 800 euros par mois.

Il est vrai qu'entre faire une fixation sur la condition misèrable de certaines couches d'exploitées dont nous ne sommes pas responsables, et s'en foutre ou n'y penser qu'entre le fromage et le dessert, il y a un juste milieu à trouver pour ne pas braquer ceux parmi les travailleurs qui ont la chance d'échapper à cette condition défavorisée et les motiver à s'engager dans le combat politique.

C'est tout un art de trouver le discours et le comportement appropriés, afin de permettre à toutes les couches de travailleurs quelle que soit leur condition matérielle de rejoindre notre combat politique, art qui apparemment échappe encore à tous les partis ouvriers, hélas, c'est un euphémisme !

Dans ce portail on adopte des discours et des comportements qui se situent à des niveaux différents, qui s'adressent à des militants et des travailleurs qui ne sont pas confrontés aux mêmes conditions d'existence, qui n'ont pas le même niveau de conscience politique, etc. La difficulté est de faire en sorte qu'ils ne prennent pas pour eux ce qui ne leur est pas adressé et qu'ils ne passent pas à côté de ce qui leur est destiné en particuliers, ce qui est pratiquement impossible, mais qui présente tout de même un intérêt, dans la mesure où lorsqu'on se méprend sur quelque chose, il y a quand même quelque part une part de vérité qui nous a conduit à cette méprise, elle peut se situer ailleurs, c'est très intéressant, on peut la discerner pour peu qu'on soit honnête avec soi-même ou qu'on ait envie de progresser dans la vie, car il est évident que lorsqu'on refuse de regarder la réalité en face il est impossible d'évoluer ou pas dans la bonne direction.

En partant de la situation de cette pauvre femme on en est arrivé à ces réflexions, et je m'arrête là par manque de temps, car j'avais d'autres idées qui me sont venues à l'esprit.

L'homme est psychologiquement faible, d'autant plus qu'il se croit plus intelligent que les autres.

Faire accoucher un arriéré ne présente aucun intérêt, il n'y a rien à découvrir chez lui, il est pour ainsi dire naturel, il suffit de lui demander et il vous déballe son existence. En revanche, faire dire à des personnes sûres d'elles ou ayant acquis un certain niveau intellectuel ce qu'elles sont vraiment ou ce qu'elles pensent réellement en recourant à différentes stratégies est un exercice pratique plein d'enseignements et qui procure un certain plaisir.

Il existe différentes stratégies pour le mener à bien, par exemple, il suffit d'être naturel, cela les met en confiance, c'est très important car à partir de ce moment là c'est leur inconscience qui va prendre le dessus sur eux, à leur insu, sans qu'ils s'en aperçoivent, ensuite c'est à vous de ne pas perdre une miette de ce qu'ils vous disent ou de leur confidence. La flatterie procure le même effet, mais c'est un procédé éculé, efficace seulement chez les narcissiques ou les égocentristes qui sont habités, qui cultivent en permanence, qui sont dévorés par un complexe de supériorité envahissant. La provocation donne de bons résultats, encore faut-il être extrêmement précis, sinon il faut moduler ou relativiser ce que la personne vous dit. Reste l'ironie ou l'humour qui permet de précher le faux pour savoir le vrai, ce n'est qu'une amorce généralement, cela ne va pas très loin, par contre, associés à la provocation ils sont des armes redoutables pour percer les carapaces caractérielles les plus fermées...

Le flicage en Inde.

Il y a quelque mois, je vais pour me réapprovisionner en gaz et à ma grande surprise au lieu de payer la bouteille 340 roupies on me réclame 1036 roupies. J'apprends en questionnant mon propriétaire que c'est pour endiguer le trafic de bouteilles de gaz que le gouvernement de Pondichéry a décidé de procéder ainsi. Jusque là, chaque abonné avait le droit à douze bouteilles par an, mais des Indiens qui ne les utilisaient pas toutes les refourguaient à des restaurants qui eux paient le gaz plus cher.

Il m'apprend qu'il existe une nouvelle procédure et qu'une fois remplie je paierai le même prix qu'avant. Il m'explique cela en détail, je me rends au bureau en question. On me demande un tas de documents et justificatifs. J'y retourne quelques jours plus tard muni des documents et photocopies en question, coup de bol ma liste était complète. On me donne un reçu et on me fixe un rendez-vous pour dans quinze jours, pour prendre une photo me dit-on. Le 5 mars à midi précise je suis sur place, je poirotte pendant une heure, normal, et c'est là que cela devient cocasse, ils ne se contentent pas de me prendre en photo avec une webcam, ils vont prendre les empreintes digitales de mes dix doigts, les quatre doigts de chaque main pour commencer, puis ensemble les deux pouces, ce n'est pas fini, après j'aurai le doigt à une empreinte occulaire des deux yeux. Je me suis marré évidemment, je leur ai dit que pour une malheureuse bouteille de gaz le gouvernement de Pondichéry en faisait plus que la police et le service d'immigration réunis. Bref, c'est digne d'un régime policier.

Quand les médias mènent la guerre idéologique.

J'ai observé depuis un moment que les programmes de TV5Monde Asie collait non seulement à l'actualité, mais à la propagande et à l'agenda du gouvernement (français), si cela n'était pas aussi flagrant je crois que je serais passé à côté. Mes observations remontent à l'affaire Dieudonné, je ne me souviens pas de tous les détails mais la trame suffira, cela a commencé par une série de films mettant en scène des familles juives, plus tard quand Hollande décida de tranférer des résisants au Panthéon on a eu le droit à un téléfilm sur le secrétaire de Jean Moulin puis un autre intitulé Un village français ; ils ont diffusé un spécial Bruel, le soldat de Tsahal, puis Haliday, pour dans la foulée nous servir La dernière campagne, un téléfilm où Chirac soutient ouvertement Hollande contre Sarkozy, c'était il y a quelques jours ; la semaine dernière on a eu le droit à un numéro d'Un oeil sur la planète consacré à la Suisse qui chantait le monde merveilleux dans lequel on pouvait vivre sous un régime capitalisme, quel message d'espoir ! ; j'allais oublié un numéro d'Envoyé spécial consacré aux homosexuels martyrisés par l'horrible Poutine au moment des événements en Ukraine, encore et toujours de la propagande.

Bref, j'en ai oublié une grande partie qui était du même tonneau. Fort de ce constat et sans vouloir avoir raison à tout prix, je me suis fait la réflexion que j'avais bien fait d'axer mon intervention militante sur la guerre idéologique que mène la classe dominante et qu'il fallait absolument continuer. Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi tous les partis désertent ce terrain-là, à croire qu'aider les masses et les militants à comprendre comment elle fonctionne ne les intéresse pas, que cela n'aurait aucune importance. Or, il ne suffit pas d'être informé, faut-il encore être capable de comprendre comment s'articule la propagande

idéologique du régime avec ses objectifs politiques ou la politique réactionnaire du gouvernement pour dégager les moyens de les combattre efficacement, pour aider les masses et les militants à orienter leur combat dans la bonne direction, contre leur véritable ennemi, qui n'est pas le travailleur qui serait misogyne, homophobe, raciste ou je ne sais quoi, mais contre l'oligarchie financière et ses représentants, en premier lieu le gouvernement et le PS qui sont au pouvoir...

Epilogue, avant-hier, sur TV5Monde Asie, ils ont passé en différé un numéro de Complément d'enquête intitulé L'inconnu de l'Elysée consacré au minable locataire du Château nommé Hollande. Cette émission ne fut pas vraiment à son avantage, il faut dire que c'est absolument impossible de lui en trouver un.

Cela me fait dire qu'il commet la même erreur que Sarkozy qui a été grillé au bout d'un mandat. Pouvait-il faire autrement ? Sans doute pas. Dans ce cas-là, ils vont attendre encore un peu avant de le descendre et refaire monter l'UMP, Fillon en tête semble-t-il ou Juppé ? Ils ont toujours deux fers au feu, le PS ou l'UMP, et à l'arrivée ils misent sur celui qui selon eux fera le mieux l'affaire, entendez celle des oligarques de la finance qui dirigent le monde.

L'article qui ne sera pas mis en ligne dans notre portail

- Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme - Salim Lamrani - mondialisation.ca 09.03

Dernier paragraphe.

- L'Union européenne est une puissance économique avérée, même si elle est confrontée à une crise systémique sévère. Néanmoins, tant qu'elle n'adoptera pas une politique rationnelle et indépendante – loin de l'ombre tutélaire des Etats-Unis – qui réponde à ses propres intérêts, elle restera un nain diplomatique sans influence sur la scène internationale.

Le "*tant que*" était de trop, insupportable, cela signifiait que l'UE pourrait changer de politique, etc.

ACTUALITE EN TITRES

Comment préparer le terrain au retour de l'UMP ? En nommant le clone de Sarkozy Premier ministre.

- Valls préféré des Français pour occuper le poste de Premier ministre - L'Express.fr

Mais encore...

- François Fillon est prêt pour une nouvelle bataille à droite - LeFigaro.fr

- La cote de popularité de Copé continue de chuter - Francetv info

La réaction.

- Écoutes Sarkozy-Herzog: les avocats en formation de combat - LeFigaro.fr

- Fronde des avocats après les écoutes de Nicolas Sarkozy - Reuters

- Ecoutes Sarkozy - Herzog : Copé se dit "*profondément troublé*" - Le Nouvel Observateur

"*La sortie de toutes ces affaires ne peut pas être une coïncidence*", assure le président de l'UMP, en référence notamment à l'affaire Bygmalion révélée par "Le Point".

Quelle perspicacité ! Il est avocat, maire, député, président du parti de l'ordre et j'en passe... et c'est un crétin, c'est terrible !

- Sondage : Copé, Fillon et Sarkozy dévissent - Le Nouvel Observateur

- Sous le bonnet rouge, la diversité sociale - LeFigaro.fr

- Val-de-Marne : incidents en série sur les stades, un joueur arrêté - LeParisien.fr

Combien pour Hollande et BHL qui les ont soutenus en Libye, en Syrie et en Ukraine ?

- Peines de prison ferme pour quatre aspirants jihadistes - Liberation.fr

Attention, l'Etat policier se renforce !

- Une femme va prendre la tête de la Police nationale - LePoint.fr

- Municipales: 20.000 femmes de plus qu'en 2008 sont candidates - AFP

- Prisons : Delarue dénonce «*le silence absolu*» du gouvernement - Public Sénat

L'aveu.

- Chávez-Poutine: même pétrole, même défaite - Slate.fr

Ils ont déja hypothéqué l'avenir de l'humanité.

- 100 000 milliards de dollars : l'encours de la dette mondiale selon Bloomberg - Atlantico.fr

- Les systèmes de retraite des pays développés sont-ils en train de préparer la prochaine crise économique mondiale ? - Atlantico.fr

- La Chine se prépare à autoriser des banques à capitaux privés - AFP

Quand l'égalité peut-être fatale !

- Les jeunes conductrices européennes aussi dangereuses que les conducteurs du même âge - LeFigaro.fr

Le nihilisme à l'oeuvre.

- Finissons-en avec l'invisibilité de l'homosexualité à l'école et prenons exemple sur la Californie - Slate.fr

Les lycéens californiens vont bientôt apprendre l'histoire des mouvements gay à l'école. Lors du prochain remplacement des manuels scolaires (aux alentours de 2015), les nouveaux livres sélectionnés évoqueront donc des événements tels que les émeutes de Stonewall qui ont éclaté en 1969 à la suite d'une descente de police dans un bar gay de New York. Slate.fr 11.03

En 45 ans d'histoire américaine, ils ont réussi à trouver un fait qui permettait de justifier leur propagande idéologique.

En généralisant ce procédé ou en procédant de la sorte avec toutes les minorités ou communautés différentes qui existent dans la société, l'histoire d'un pays sera totalement dilluée, rendue illisible, incompréhensible, il n'existera plus rien pour comprendre les relations ou rapports de cause à effet qui témoignent de son évolution ou sa transformation sur le plan économique, social et politique. Cet objectif est conforme à leur stratégie politique.

Fatalité !

- Le Fatah acclame le refus d'Abbas de reconnaître Israël comme Etat juif - AFP

Stratégie du chaos et dictature néolibérale mondiale

- Un chef des services de sécurité palestiniens au Liban assassiné - Libération.fr

- Des soldats israéliens tuent un Palestinien sur le pont Allenby - Reuters

- Au Venezuela, «*il n'y a pas que les balles qui tuent, le manque de médicaments aussi*» - Libération.fr

- L'opposition divisée au Venezuela, les troubles continuent - Reuters

- Venezuela: un étudiant tué par balles, 21 morts depuis février - AFP

- Kiev n'interviendra pas militairement en cas de rattachement de la Crimée à la Russie - Francetv info

- Ukraine : Fabius menace Moscou de sanctions « *dès cette semaine* » - LeMonde.fr -

- Ukraine: des avions-radars Awacs de l'Otan au dessus de la Pologne et de la Roumanie - AFP

- Amnesty accuse les forces d'Assad de crimes de guerre à Yarmouk - Reuters

- Libye : le Congrès limoge le premier ministre, Ali Zeidan - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Mélenchonades.

Je ne sais pas si vous avez eu le temps de visionner les derniers articles que les agences de presse et les médias aux ordres ont mis en ligne sur Mélenchon. Jusqu'à présent ils illustraient leurs articles avec une photo peu à son avantage, soit il avait l'air sombre et menaçant, en train d'aboyer, soit il était tordu de rire avec son acolyte Laurent (PCF), un "*communiste* ce qui est toujours dépréciatif dans leurs bouches.

Ces derniers jours ils l'ont présenté, souriant, réservé, sérieux, affectant une certaine retenue propre aux personnages enclins à la réflexion et au consensus, sans ajouter un seul mot déplaisant à son égard comme s'ils le choyaient soudainement. Ivre de sa petite personne, il va en être flatté au point de croire que l'heure de son destin a sonné... pour la France ! Lisez plus loin, vous verrez qu'il y a du vrai là-dedans.

Raison de plus pour boycotter les institutions de la Ve République.

- Municipales: Mélenchon (PG) appelle à dépasser les enjeux locaux - AFP 11.03

Pourquoi boycotter ? Le FN, l'UMP, l'UDI, c'est la droite (incluant l'extrême droite). Mais le PS, le PRG, le MRC, EELV aussi c'est la droite. Or le PCF et le PG, le Front de gauche sont associés au PS ou à EELV dans des centaines de grandes villes, en réalité à chaque élection, LO et le NPA ainsi que le POI ont toujours appelé à voter pour le candidat du PS ou du PCF resté en lice au second tour, parfois dès le premier tour d'élections ou hypocritement ils ont appelé à "*battre la droite*" dans laquelle ils n'incluaient pas le PS.

Alors dites-nous, existe-t-il un parti qui n'est pas lié d'une manière ou d'une autre à la droite et au régime, qui soit réellement indépendant et qui représentent exclusivement les intérêts des travailleurs ? Il n'y en a pas. Et qu'au POI on ne vienne pas nous affirmer le contraire, il participe depuis des lustres à la gestion (paritaire) corporatiste des organismes sociaux au côté du patronat.

Prise de tête à droite.

- Mélenchon (PG): Marine Le Pen "*va prendre la tête de la droite*" - AFP

"*Cette fois-ci, pour de bon (...), je crois que la crise de la droite est un aliment extraordinaire pour l'extrême droite. Nous allons voir Madame Le Pen prendre la tête de la droite*", a déclaré M. Mélenchon sur RMC et BFMTV.

(Pour le moment c'est le PS qui a pris "*la tête de la droite*" ! On conçoit que cela échappe à Mélenchon qui a passé 30 ans dans ce parti sans s'en apercevoir... - ndlr)

"*Je ne vois pas qui, à gauche, a intérêt à empêcher Nicolas Sarkozy de revenir, personne, s'il y a un problème avec Nicolas Sarkozy il est forcément à droite*", a également déclaré le candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle de 2012. AFP 10.03

(Quel pauvre type, il ne comprend décidément rien ! Comment cela ? Parce que ce serait Sarkozy ou Hollande qui auraient décidé d'être candidats, mais dites-nous, ils représentent qui au juste, l'oligarchie financière, alors qui décide, ceux qui détiennent le pouvoir ou ces deux hommes de paille minables ? Un peu de sérieux. - ndlr)

"*La superstructure politique de notre pays est entrée en décomposition. Du côté de la gauche gouvernementale, ce ne sont pas naturellement des problèmes de ce type mais le déboussolage et l'explosion idéologique est total et du côté de la droite c'est l'éparpillement*", a analysé M. Mélenchon.

(Pour qui roule l'illusionniste ? Devinez en faisant croire que le gouvernement PS-EELV-PRG serait de gauche. Pour qui gouvernent-ils ? La réponse à cette question vaut pour la première question. Pourquoi ce charlatan veut-il absolument faire croire que les écologistes qui viennent de se rendre à Kiev pour soutenir le gouvernement comportant des nazis sont-ils de gauche ? Pour les mêmes raisons que BHL. - ndlr)

Se déclarant "*certain que les écologistes sortiront du gouvernement*", M. Mélenchon a assuré que "*le Front de Gauche est prêt à gouverner ce pays avec une majorité qui est aujourd'hui assise sur les bancs de l'Assemblée Nationale et qui, au lieu de défendre une politique économique de droite qui est celle de François Hollande, pourrait défendre une politique économique de gauche qui est celle que pourraient par exemple constituer le Front de Gauche, les écologistes et la gauche des socialistes.*"

(L'histrion se verrait bien gouverner avec la "*majorité*" composé de réactionnaires qui a tout voté depuis près de deux ans (TSCG), il le dit lui-même. Alors que vaut cette sortie ? Du vent, elle témoigne qu'il se fout éperdument des travailleurs et des militants auxquels il s'adresse, CQFD. - ndlr)

Il y a une "*grande convergence*" entre le Front de Gauche et les écologistes, a affirmé M. Mélenchon, soulignant: "*il y a plus de 80 listes dans lesquelles nous sommes ensemble, les écologistes et le Parti de Gauche (...) et à peu près 45 avec les communistes*". AFP 10.03

Le Front de Gauche a une "*grande convergence* avec les écologistes qui viennent de se rendre à Kiev pour apporter leur soutien au gouvernement issu d'un coup d'Etat fomenté par l'Otan et réalisé avec des partis nazis. Mélenchon n'a pas de principes, il confirme tout le mal qu'on a pu dire de lui, on était même en dessous de la réalité.

Monsieur Mélenchon qui est un produit des institutions, il est enfermé dans ce cadre ou carcan, il n'est pas capable de réfléchir au delà.

Au regard de l'évolution politique aux Etats-Unis au cours du XXe siècle et dernièrement en Ukraine, on serait plutôt tenté de croire que l'extrême droite peut avoir le vent en poupe pendant une période plus ou moins longue qui dépendra du comportement du mouvement ouvrier, en fonction du temps que durera son agonie ou au contraire s'il parvenait à se reconstruire sur une nouvelle base, la première version paraissant aujoud'hui plus plausible que la seconde qui demeure hypothétique dans l'état actuel des choses.

On peut en déduire que la classe dominante va continuer de jouer la carte de l'extrême droite jusqu'au moment où elle sera parvenue à achever le mouvement ouvrier ou à le réduire à un état d'impuissance permanent, totalement vidé de sa substance politique, processus qui se combine et doit se traduire par la perte de tous droits politiques pour les travailleurs, processus (en cours) qui parvenu à ce stade n'offrira plus d'autre alternative que celle qui existe entre démocrate et républicain, tous deux incarnant l'oligarchie financière, en quelque sorte ce sera ces partis qui appliqueront directement une politique d'extrême droite.

Politique d'extrême droite coïncidant avec l'établissement d'une dictature, d'un Etat policier qui se voudra libéral.

La dégénérescence du mouvement ouvrier (et son avant-garde) et finalement sa liquidation est le produit de la corruption de ses dirigeants, de son incapacité à intégrer aussi bien les profondes transformations qu'allait connaître le monde et la crise du capitalisme, qui devait se traduire par la radicalisation des rapports entre les classes en faveur de la classe dominante sous la forme de la stratégie néolibérale, ainsi que l'inflexion idéologique qui allait l'accompagner, bien maquillée au point que ce qu'on a appelé la gauche (exclus le PS qui est à droite) et l'extrême gauche allaient mordre à l'hameçon amorcé pas le PS et se faire ainsi les complices des liquidateurs du mouvement ouvrier, PS qui fort de ce soutien et sous couvert d'accorder des droits nouveaux à des minorités, pendant ce temps-là s'attaquaient tranquillement aux droits sociaux et politiques collectifs des travailleurs. Moral de cette tragique histoire : Vous vous êtes laissés vivre durant tout l'été, et quand l'hiver fut venu vous vous retrouvèrent fort dépourvus, et bien maintenant dansez... Les maîtres danseurs sont nos dirigeants, alors vous comprendrez pourquoi il est hors de question de les ménager.

Tous les éléments de ce scénario étaient déjà en place en 1945 : une classe moyenne importante, une aristocratie ouvrière nombreuse et corrompue, la division des travailleurs entre un secteur privé livré à l'exploitation et bénéficiant d'un minimum de droits sociaux et un puissant secteur public disposant de privilèges et confortablement installé sous le régime capitaliste, des syndicats subordonnés au stalinisme ou à la social-démocratie dégénérée, des partis dits ouvriers qui étaient déjà passés avec armes et bagages dans le camp de la réaction, une avant-garde incapable de définir une stratégie politique (indépendante) qui rompt à la fois avec le stalinisme et la social-démocratie dégénérée, confondant tactique et stratégie, moyen et objectif, les uns estimant qu'il était possible de réformer le stalinisme ou de l'entraîner sur la voie de la révolution socialiste, les autres qu'il serait possible de remplir les conditions (subjectives) indispensables au renversement du régime en place le moment venu dès

lors que les masses seraient entraînées au combat en luttant pour des réformes sociales ou l'amélioration de leur condition, deux stratégies qui devaient permettre de construire un parti ouvrier révolutionnaire et qui se sont soldées par un échec retentissant car reposant sur une analyse des conditions objectives erronées, notamment, la première constituant une capitulation devant le stalinisme, la seconde devant la social-démocratie dégénérée, les deux face au régime en place.

Comme après chaque crise ou guerre, la classe dominante se dota d'un certain nombre de moyens matériels, financiers et politiques pour rebondir, reconstruire ce qu'elle avait détruit, assurer une nouvelle phase d'expansion du capitalisme ou du marché mondial, assurer sa survie, mais cette fois à une échelle incomparablement plus grande que dans le passé, systématiquement au niveau mondial, que ce soit les accords de Bretton Wood, la création du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONU, du groupe Bilderberg, etc. il était devenu d'autant plus impératif pour les représentants du capitalisme mondial que son évolution soit encadrée, que la guerre n'avait permis que d'endiguer ou de contenir temporairement les contradictions du capitalisme qui conduisent infailliblement à son effondrement, au point qu'ils ne purent éviter l'expropriation du capitalisme dans une partie de l'Europe centrale, en Chine et en Asie du Sud-Est. Au fur et à mesure tous ces pays ou ces régimes seront intégrés au sein des institutions financières et politiques internationales pilotées par l'impérialisme américain, avant de dégénérer ou se disloquer pour revenir dans le giron du marché mondial qu'ils n'avaient jamais réellement quitté.

En résumé, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale la mondialisation du capitalisme fut réaffirmée et amplifiée. Elle ne pourra éviter les crises qui continueront de se succéder au cours des sept décennies suivantes, crises qu'ils parviendront à surmonter au prix d'une gigantesque fuite en avant dans l'endettement mondial, une fois dotés d'instruments financiers nouveaux et d'une réglementation avantageuse, le tout fonctionnement selon des règles opaques, ce qui a donné au système capitalisme un tour résolument mafieux dès les années 70.

Pendant ce temps-là, la classe dominante se donnait les moyens politiques de réduire à néant le mouvement ouvrier, de spolier finalement les masses de leurs droits politiques. Soit en le réprimant en recourant à des lois d'exception, des coups d'Etat, des dictatures militaires, soit en corrompant les couches supérieures du prolétariat, les chefs ou appareils des syndicats et des partis, en procédant à un partage des profits plus avantageux pour certaines couches de travailleurs, en procédant à des réformes sociales en réponse à la lutte de classes des masses, qui étaient accompagnées en contrepartie de mesures de type corporatiste qui étaient présentées par les uns et les autres comme des avancées démocratiques, les travailleurs n'allaient-ils pas avoir désormais un oeil sur le fonctionnement des entreprises, être davantage associés à leur gestion au point de pouvoir imposer aux capitalistes des mesures contre leur gré, tu parles, à l'arrivée ils seront enchaînés au capitalisme plus que jamais et lorsque les patrons passeront à l'offensive contre leurs droits, ils s'avèreront totalement désarmés pour leur résister ou les tenir en échec, ils seront ainsi que leurs droits sociaux broyés par la machine implacable du néolibéralisme auquel les dirigeants syndicaux sont totalement soumis.

Sur le plan strictement politique, au moyen de différents traités, en substituant aux législateurs nationaux l'Union européenne, en imposant la BCE et l'euro, les travailleurs des différents pays de l'UE seront spoliés de leur souveraineté et de tous droits politiques, n'ayant aucune emprise sur la Commission européeenne et la Banque centrale européenne, sauf à prendre le pouvoir dans leur pays respectif et à rompre avec l'UE pour reconquérir leur souveraineté et leurs droits politiques. Tous les partis institutionnels de droite comme de gauche seront inféodés à l'UE, de telle sorte qu'il n'existera plus aucune perspective politique indépendante dans aucun pays, tous étant soumis au carcan de l'UE. Tous les syndicats adhèreront à la CES et la boucle sera bouclée.

Je n'ai pas le temps de poursuivre, j'ajoute quelques éléments en guise de conclusion.

Ce qui paraît évident, c'est que notre conception de la lutte de classe aurait dû évoluer et tel n'a pas été le cas. Elle aurait dû ingégrer les transformations que la société allait connaître et qui allaient avoir une interaction sur les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, le cours qu'allait suivre le capitalisme mondial tel qu'il avait été décrit magistralement par Lénine dans Impérialisme stade suprême du capitalisme aurait dû être pris en compte dès 1945, tel ne fut pas le cas, dans les pays dominants la révolution socialiste ne serait pas à l'ordre du jour avant bien des décennies au regard des conditions objectives qui n'étaient pa mûres dans ces pays là, alors qu'elles l'étaient à l'échelle (historique) du capitalisme mondial en putréfaction, cela nécessitait de s'adapter à ces conditions pour se préparer et préparer les masses aux affrontements futurs avec son ennemi de classe, sans rien renier de nos principes, construire un nouveau parti communiste, mettre en place une structure pour accueillir travailleurs et militants qui n'étaient pas prêts à adhérer au programme de la révolution socialiste, engager la guerre idéologique contre la classe dominante sur tous les fronts, ce qui n'a jamais été fait jusqu'à présent, consacrer une attention particulière à la formation de chaque militant, faire en sorte qu'ils progressent, qu'ils atteignent un niveau de conscience politique qui les rivent définitivement au socialisme, sachant qu'il faudrait encore faire preuve de patience pendant des décennies, il fallait les materner pour ainsi dire, les soutenir psychologiquement, moralement, multiplier les rencontres ou les contacts entre militants pour qu'une véritable fraternité s'installe entre eux, sans doute aurait-il fallu adapter les rapports à l'intérieur du parti en conséquence, tout cela librement, sans contrainte, en s'appuyant uniquement sur la force de nos convictions dès lors inébranlables si elles s'appuyaient sur les faits et leur compréhension, sans charisme on n'arrive à rien non plus, tout le contraire d'une machine à militer, d'une addition d'individualismes qui se regroupent un jour et se séparent un autre au point qu'il faut sans cesse tout reprendre à zéro, un véritable pôle de regroupement de tous ceux qui veulent changer la société, pour lesquels cela doit devenir un idéal, quel autre pourrait-on avoir dans ce monde si impitoyable et injuste, qu'on culpabilise ou on ne sent pas bien à l'idée qu'on fait partie des privilégiés qui arrivent encore à s'en sortir, comment prétendre être humaniste en mars 2014 sans partager cet idéal, sans combattre pour qu'il se réalise... On ne sait pas qui supplier pour qu'un tel parti existe.

Le corporatisme, il date du Front populaire et de la IVe République, du Conseil national de la Résistance, les "*Jours heureux*" du M'PEP, des staliniens, des nostaliques du POI...

Antisocial

Fin de la trêve hivernale: 300.000 foyers menacés de coupure d'énergie - AFP

Plus de 300.000 clients de gaz et surtout d'électricité risquent une coupure pour impayés à la fin de la première trêve hivernale pour l'énergie s'achevant le 15 mars, selon des données compilées par l'AFP lundi auprès des opérateurs.

Ce nombre est moitié moindre que celui de 600.000 ménages menacés avancé par la CGT lundi matin.

La loi "*Brottes*", entrée en vigueur en avril 2013, a mis en place une trêve hivernale généralisée entre le 1er novembre et le 15 mars pour les coupures d'électricité et de gaz, semblable à celle en vigueur pour les expulsions de logements.

Pour le gaz, l'opérateur du réseau de proximité et des compteurs GrDF, qui centralise toutes les demandes des fournisseurs (GDF Suez principalement), recense lui actuellement 27.000 demandes de coupures.

"*Mais on ne les effectuera pas toutes. Quand on avertit qu'on va couper, cela déclenche des paiements*", a souligné GrDF à l'AFP. Le client peut également payer lorsque le technicien se présente à son domicile, selon elle.

Côté électricité, l'opérateur du réseau de proximité ERDF, qui mène ces coupures à la demande des fournisseurs, refuse de communiquer le nombre de demandes de coupures, tout comme EDF, de très loin le premier fournisseur, et GDF Suez.

Mais selon une source proche du dossier, les dossiers d'impayés d'EDF concernent "*moins de la moitié de 600.000*" ménages, même s'il ne s'agit pas là de demandes de coupures.

Le Médiateur de l'énergie, autorité indépendante chargée de protéger les consommateurs, doit publier en avril des chiffres sur les coupures (et réductions de puissance) 2013. En 2012, il en avait recensé 580.000 (dont 400.000 pour l'électricité), contre 500.000 en 2011. AFP 10.03

Vers un gel des retraites complémentaires le 1er avril. - Reuters

Les pensions de retraite complémentaires Arrco et Agirc, versées aux retraités du secteur privé, ne seront pas revalorisées le 1er avril, selon l'édition de mardi des Echos.

Cette mesure s'ajoute à celle prévoyant que les pensions de base ne seront pas augmentées, comme d'habitude, le 1er avril, mais le 1er octobre, souligne le quotidien.

Ce gel de six mois, décidé par le gouvernement dans le cadre de la réforme des retraites, permettra d'économiser 800 millions d'euros.

Les conseils d'administration de l'Arrco et de l'Agirc, qui se réunissent cette semaine, décideront d'une revalorisation nulle au 1er avril, pour la première fois depuis le milieu des années 1990.

Selon Les Echos, ce dispositif est la conséquence conjuguée de la faiblesse de l'inflation et d'un accord signé il y a un an par les organisations patronales et syndicales gestionnaires de l'Agirc-Arrco.

Le texte prévoit que les pensions seront revalorisées de 1 point de moins que l'inflation en 2014 et 2015. Or, la hausse des prix prévue cette année par le gouvernement est de 1,3%. Reuters 10.03

C'est beau tout de même le corporatisme.

- Les retraites complémentaires de 11,8 millions de retraités gelées en 2014 - AFP

Les pensions complémentaires de l'Arrco, régime des salariés du privé, seront gelées en 2014, ce qui va entraîner une baisse de pouvoir d'achat pour 11,8 millions de retraités, conjuguée aux effets de la réforme des retraites.

Les administrateurs de l'Arrco - représentants du patronat et des syndicats - ont entériné ce gel mardi après-midi lors d'un conseil d'administration, par 36 voix pour et 4 contre, celles de la CGT.

Les régimes de retraites complémentaires Arrco (salariés du privé) et Agirc (cadres du privé) sont gérés par les partenaires sociaux.

Pour combler une partie du déficit, syndicats et patronat s'étaient entendus en 2013 pour limiter la revalorisation des pensions - qui intervient chaque année le 1er avril - en 2013, 2014 et 2015.

Leur accord prévoyait que les pensions seraient revalorisées un point en dessous de l'inflation sur trois ans.

Ainsi, pour 2014, la hausse des prix étant prévue à 1,3%, les pensions auraient dû être augmentées de 0,3%.

Mais en intégrant le rattrapage de 2013 - l'inflation avait été moins importante que prévu - l'évolution aurait dû être négative. Or, l'accord prévoit que les pensions ne puissent pas diminuer, ce qui conduit à un gel.

"*Il s'agit d'appliquer les décisions de l'accord (...). Ce n'est pas de gaîté de coeur, mais il en va de la pérennité des régimes*", avait déclaré Philippe Pihet, en charge du dossier retraites à FO, avant la réunion.

La CFDT, FO, la CFTC et les représentants du patronat (Medef, UPA et CGPME) avaient signé le texte en 2013, rejeté par la CGT et la CFE-CGC.

Au total, les mesures de cet accord devaient permettre d'économiser environ 3 milliards d'euros à l'horizon 2017, faisant passer le déficit global Agirc-Arrco de 8,6 milliards à 5,5 milliards cette année-là, avait affirmé le Medef.

Déjà, en vertu de la récente réforme des retraites, les pensions de base ne seront pas revalorisées au 1er avril comme d'habitude: les retraités devront attendre le 1er octobre, ce qui devrait rapporter 1,4 milliard d'euros en 2020.

La mesure s'applique aux retraités du privé mais aussi à ceux de la Fonction publique et des régimes spéciaux. AFP 11.03

Vous savez comment les uns et les autres justifient la gestion des organismes sociaux par les syndicats au côté du patronat ? Je vous le donne en mille : si les syndicats des travailleurs n'y participaient pas ils seraient déjà privatisés, ils oublient simplement de vous dire qu'elle leur a été accordée par de Gaulle en échange de leur soumission à l'Etat, ils lui ont livré la classe en contrepartie sous la IVe République.

En complément.

- Les Français ne sont jamais aussi peu partis en vacances en 15 ans - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Salvador

- Le résultat de la présidentielle au Salvador contesté - Reuters

L'ex-guérillero marxiste Salvador Sanchez Ceren dispose d'une avance irréversible et sera proclamé vainqueur de l'élection présidentielle au Salvador, a annoncé lundi le président du Tribunal électoral suprême, tandis que le candidat déclaré battu demandait un nouveau décompte.

Les résultats définitifs seront proclamés dans trois ou quatre jours, a-t-il ajouté.

A l'issue du second tour qui a eu lieu dimanche, un écart infime sépare les deux candidats. Les résultats préliminaires créditent Salvador Sanchez Ceren, vice-président sortant et ancien commandant de la guérilla marxiste du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), de 50,11% des voix.

Norman Quijano, candidat de l'Alliance républicaine nationaliste (Arena, droite) et ancien maire de San Salvador, a quant à lui

obtenu 49,89% des suffrages, ce qui représente un retard de seulement 6.634 voix sur son rival.

Dans un tweet lundi, Norman Quijano déclare qu'il veut un nouveau décompte "*suffrage par suffrage*". Il estime le scrutin entaché d'irrégularités et s'est lui aussi proclamé vainqueur.

"*Le comportement du Tribunal électoral suprême n'a jamais été net (...)*", déclare le Norman Quijano dans un Tweet.

Il demande au procureur général du Salvador de conserver la totalité du matériel électoral et demande aux observateurs internationaux de rester encore sur place pendant quelques jours.

Salvador Sanchez Ceren, qui avait obtenu 49% au premier tour, le 2 février, a annoncé sa victoire très tard dimanche soir à ses partisans.

"*Nous avons remporté le premier tour, nous l'avons emporté à nouveau au terme du second tour. Nous devons poursuivre la lutte contre la pauvreté (...) Le peuple a choisi de poursuivre sur la voie du changement*", s'est-il félicité.

Norman Quijano a quant à lui accusé la commission électorale de corruption. "*Nous ne tolérerons pas la fraude. Nous sommes convaincus à 100% de notre victoire*", a-t-il dit aux siens.

Norman Quijano a axé sa campagne d'entre-deux-tours sur les responsabilités de Salvador Sanchez Ceren au sein du FMLN lors de la guerre civile de 1980-1992, qui a fait 75.000 morts.

Le FMLN, qui s'est mué en parti politique à la fin du conflit, n'a pu décrocher la présidence tant qu'il a été représenté par d'anciens guérilleros. Il a dû attendre 2009 et la candidature du journaliste Mauricio Funes.

Âgé de 69 ans, Salvador Sanchez Ceren, que la droite accuse de suivre l'exemple du gouvernement socialiste du Venezuela, s'est engagé à poursuivre les politiques sociales du président sortant en matière de gratuité des fournitures scolaires et de retraites.

Vingt-neuf pour cent des 6,2 millions de Salvadoriens vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 40% avant l'arrivée au pouvoir du FMLN, selon les chiffres du gouvernement. Reuters 10.03

2-Turquie

- Manifestations en Turquie après la mort d'un adolescent - Reuters

La police turque a affronté mardi des manifestants à Istanbul et Ankara après le décès d'un adolescent de 15 ans blessé à la tête par la police lors du vaste mouvement de contestation antigouvernemental de l'été 2013.

Berkin Elvan, alors âgé de 14 ans, avait été touché à la tête par une cartouche de gaz lacrymogène lors des batailles de rue alors qu'il était sorti acheter du pain pour sa famille. Il était tombé dans le coma.

A Ankara, les policiers ont fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour disperser plus de 2.000 manifestants, principalement des étudiants de l'Université technique du Moyen-Orient (ODTU), qui bloquaient un grand axe de la capitale.

Les médias turcs ont également signalé des manifestations à Izmir, où des écoliers et étudiants ont organisé des sit-in.

Berkin Elvan, dont la famille a annoncé la mort mardi matin à 07h00, est la sixième personne à décéder dans les violences liées à la contestation des mois de mai et juin 2013. Reuters 11.03

ECONOMIE

Economie mondiale.

- L'encours de dette mondiale franchit le cap des 100.000 milliards de dollars

100.000 milliards de dollars : plus de quatre fois le PIB réuni de la Chine et des Etats-Unis. C'est le montant de la dette mondiale.

Cela inclut les obligations des Etats et les dettes cotées des entreprises et des sociétés financières, mais pas celle des ménages. Une dette qui s'est envolée ces dernières années. Mi- 2007, avant la crise, elle était de 70.000 milliards de dollars. Elle n'était que de 40.000 milliards en l'an 2000, selon les chiffres qui seront dévoilés lundi par la Banque des règlements internationaux (BRI).

L'explication ? « *C'est une conséquence du ralentissement économique et de la façon dont il a été compensé*", explique l'économiste Jean-Paul Betbèze. "*Il y a d'abord eu les aides à la finance aux Etats-Unis pour éviter l'effondrement du système après la crise des "subprimes". Ensuite, c'est lié à la montée de la dette publique. Il y a eu moins de croissance, moins de rentrées fiscales et, à l'inverse, beaucoup plus de mesures d'aide et de soutien à l'économie et plus de déficit. La montée de la dette mondiale, c'est le prix de la crise.* » Ce que confirme le rapport de la BRI. L'encours des titres de dette souveraine a bondi de 80 % en six ans, à 43.000 milliards de dollars en juin 2013. Autrement dit, la dette publique de chaque humain se monte à 6.142 dollars. Un exemple parmi d'autres, l'endettement public espagnol est passé de 36?% du PIB à 84,1 % entre 2006 et 2012.

L'encours de dette mondiale franchit le cap des 100.000 milliards de dollars

Mais le montant des dettes des entreprises non financières a progressé à un rythme comparable, pour dépasser les 10.000 milliards de dollars, constate la BRI, même si « *elles étaient parties d'un niveau plus bas* ». Dans un contexte de crise financière, les banques mondiales ont en effet réduit le crédit aux grandes entreprises, qui se sont tournées vers les marchés financiers pour trouver du financement.

A 43.000 milliards de dollars, le montant de la dette d'Etat dépasse 72 % du PIB estimé pour cette année. C'est une moyenne. Certains franchissent allégrement le cap jugé fatidique de 90 %. « *Des études du FMI et de la BCE montrent que l'on peut vivre avec 90 % de dettes, tempère Jean-Paul Betbèze. Mais il y a une condition : accepter une croissance et une inflation modestes pour que les taux d'intérêt ne remontent pas trop, pour ne pas asphyxier la reprise. C'est la stratégie de la Fed. Quant à la BCE, elle a réussi à faire baisser les taux des pays les plus fragiles, comme l'Espagne ou l'Italie. Pour eux, c'est un phénomène beaucoup plus important que la hausse de l'euro* » Mais, pour cela, il faudra faire en sorte que le loyer de cette dette soit le plus bas possible sur longue période. Un pilotage délicat pour les banques centrales.

Dans le même temps, les Etats, notamment en Europe, sont incités à être plus efficaces, à diminuer les dépenses publiques pour réduire petit à petit la dette dans la durée. « *L'important, c'est que ce niveau se stabilise. On le voit aux Etats-Unis, mais aussi en Europe, estime Jean-Paul Betbèze. Nous n'avons pas fini de payer cette crise, mais c'est préférable à une solution d'effacement de la dette, qui serait synonyme de crises, de tensions sociales, etc.* » lesechos.fr 10.03

Je n'ai pas le temps de commenter cet article, l'analyse de Jean-Paul Betbèze est complètement farfelue, l'essentiel ne figure nulle part dans cet article, d'où vient cet argent, qui l'a créé, qui en a réellement profité, où est-il véritablement passé...

Haut de page

Le 13 mars 2014

CAUSERIE

Mercredi 12 mars 2014.

Suite au blocage des droits de mon épouse handicapée par des agents zélés de la CAF, situation qui a engendré un état d'excitation extrême chez elle, ce que son coeur ne peut pas supporter, elle s'est effondrée en montant dans un bus avant-hier et elle a été conduite en salle de réanimation à la clinique Casamance d'Aubagne où semble-t-il elle a commencé à récupérer aujourd'hui. Un Indien m'a téléphoné pour me prévenir, il m'a dit qu'elle n'était pas encore en état de parler. Quand elle a quitté l'Inde le 26 février, elle était en pleine forme comme jamais depuis son opération il y a 7 ans.

Elle est restée trop longtemps en dehors de France, en fait, elle a fait faire des économies à la Sécurité sociale, mais ces pourris appliquent le règlement à la lettre, gageons qu'ils toucheront une prime en retour. Ces lieutenants du capital qu'affectionnent particulièrement nos dirigeants et les militants trotskistes qui m'ont écrit dernièrement ne sont pas seulement dépourvus de conscience de classe, ils font le sale boulot de leurs maîtres, simple constat, sans rire parce que je n'en ai pas du tout envie, sachez tout de même qu'ils ont compté et comptent toujours sur eux pour construire un parti révolutionnaire, pour renverser le régime en place, vous comprendrez pourquoi nous en sommes là aujourd'hui... Ne leur demandez pas de réfléchir, ils en sont totalement incapables. On s'arrêtera là pour ne pas être plus désagréable, restons calme.

19 articles ont été ajoutés.

Jeudi 13 à 21h40 en Inde.

Pas de nouvelles de mon épouse. J'ai envoyé deux courriels incendiaires à la Caf d'Aubagne.

Les collabos qui y sévissent ont pendant 6 ans remboursés sur présentation de justificatifs datés les frais médicaux que mon épouse avait eu chaque fois en Inde pendant son séjour qui durait 4 mois, donc on était portés à penser que cela ne posait aucun problème, personne ne lui en ayant fait la remarque, sauf qu'en novembre dernier ce n'est pas passé, pourquoi, nous l'ignorons. Je vais écrire à la ministre de la Santé. A suivre.

A lire les infos du vieux monde quotidiennement, on a l'impression de s'enfoncer un peu plus chaque jour dans la barbarie, sans que les uns ou les autres ne changent de registre ou de discours, c'est affolant de constater à quel point nombreux sont les candidats à l'euthanasie ou au suicide politique... Le pire, c'est qu'on en est les otages !

Les affaires se succèdent depuis mai 2012, mais imperturbablement on nous dit : si, si, comme si de rien n'était il faut absolument aller voter. On se demande dans quel monde vivent ces gens-là... Vous voyez qu'ils ne tiennent pas compte de la réalité, ils sont comme cela. Entre nous, qu'est-ce qu'on va encore se faire chier à commenter l'actualité dans les semaines qui viennent jusqu'aux européennes, c'est ingrat au possible.

Avec 13 jours de retard, la causerie de février 2014 a été formatée au format Adobe Reader.

Ce n'est pas la légitimité d'Israël qui est en cause, mais celle de la stratégie néolibéral du nouvel ordre mondial.

Pourquoi, ce n'est pas Kiev ?

- CRIF appelle la France à reconnaître "*Jérusalem*" comme la capitale d'Israël - french.irib.ir 12.03

- La Grande-Bretagne contre le boycott d'Israël (Cameron) - french.irib.ir 12.03

La Grande-Bretagne est "*opposée*" au boycottage d'Israël, a affirmé mercredi le Premier ministre britannique David Cameron dans un discours au Parlement du régime sioniste.

"*La Grande-Bretagne s'oppose aux boycotts*", a déclaré M. Cameron, citant "*des syndicats militant pour l'exclusion des Israéliens ou des universités, tentant de museler les échanges universitaires*".

"*Délégitimer l'Etat d'Israël est mal. C'est répugnant. Et ensemble nous en viendrons à bout*", a-t-il promis, en référence à la campagne internationale de boycottage économique et culturel du régime sioniste, en raison de l'occupation des Territoires palestiniens.

Ce mouvement a enregistré d'importants succès ces dernières années dans la société civile en Grande-Bretagne, en particulier en ce qui concerne les produits fabriqués dans les colonies israéliennes en territoire occupé. french.irib.ir 12.03

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre idéologique et stratégie du chaos, où, en France.

Comment ils alimentent ou flattent l''identité au détriment de la citoyenneté.

- Crispations identitaires: «*Ça va exploser, mais je ne sais pas quand ni sous quelle forme*» - 20minutes.fr

Islamophobie, stigmatisation des Roms, des noirs, des Juifs et des homosexuels, djihadistes français, montée du communautarisme et de l'extrême-droite en Europe… La question de l'identité et de ses dérives fondamentalistes est au cœur de notre société. Dans Identités, la bombe à retardement, le sociologue au CNRS Jean-Claude Kaufmann affirme qu'un grave danger guette: le fondamentalisme et l'intégrisme identitaires.

Encore un "*sociologue*" dont on peut se demander à quoi il sert, sinon à enfoncer des portes ouvertes ou passer à côté de l'essentiel, car le fondamentalisme ou l'intégrisme le plus dangereux pour la société : c'est encore le culte, la dictature du marché devant lequel il faudrait se prosterner.

- L'identité paraît simple. Mais plus on essaye de la définir sérieusement, moins on comprend. Il existe des définitions différentes voire opposées. En réalité, l'identité est un travail subjectif de l'individu pour produire du sens. Dans notre société individualiste moderne, à chaque instant il faut faire des choix, même les plus minuscules, qui renvoient à une dimension de soi. 20minutes.fr 12.03

L'identité est une sous-catégorie qui concerne en premier lieu l'individu en particulier, à partir de laquelle il peut être amené à se définir, cela ne représente qu'une minorité, sauf qu'en la stigmatisant et en faisant en sorte que ses membres se rassemblent elle devient une force au détriment des autres facteurs qui définissent les rapports à l'intérieur de la société ou qui représentent des besoins ou des intérêts distincts et de nature collective, les classes sociales essentiellement.

L'identité ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes, elle en est même la négation, elle transgresse la séparation qui existe entre les classes, d'où l'intérêt que lui porte les représentants de la classe dominante dont l'objectif politique est de réduire ou de liquider la lutte des classes au profit d'un régime dictatorial de l'oligarchie financière sans opposition organisée ou capable de le contester, de le renverser.

C'est bien précisé ici quand monsieur Kaufmann met en relief que l'identité a avant tout un contenu subjectif qui peut relever de l'imaginaire ou du fantasme, sans lien réel avec la réalité ou qui peut donner lieu à toutes formes de déformations de celle-ci, pour finalement devenir la proie facile à toutes sortes de manipulations et aboutir au fanatisme, au fascisme.

L'affaiblissement du mouvement ouvrier enregistré au cours des quatre dernières décennies ou son incapacité à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire en est la conséquence politique directe que du PS au FN ils ont exploité.

On leur impose de le penser...

- Plus de 7 Français sur 10 pensent que les schémas familiaux doivent évoluer - Liberation.fr

Une majorité de Français estime que la conception de la famille doit évoluer, avec la mise en place d'un véritable statut pour le beau-parent et des évolutions de la PMA et la GPA.

Plus de sept Français sur dix (75 %) pensent que les schémas familiaux doivent évoluer avec la société, selon une enquête réalisée par le panel CCM Benchmark pour lejournaldesfemmes.com, publiée mercredi. Liberation.fr 12.03

C'est marrant, dans leur société pourrie tous les rapports doivent évoluer, sauf un, les rapports entre les classes qui sont de plus en plus déséquilibrés en faveur de l'oligarchie financière.

Chef d'Etat et gouvernement menteur, mafieux, corrompus...

- Les écoutes éclaboussent le pouvoir - LeParisien.fr

- L'affaire des écoutes de Sarkozy se retourne contre la majorité - Reuters

- Ecoutes: accusée d'avoir menti, Taubira se défend et exclut de démissionner - AFP

Les faits qui prouvent qu'elle a menti ainsi que Valls en trois actes.

Acte I - Jean-Marc Ayrault a reconnu mardi que l'exécutif avait été prévenu dès l'ouverture de cette enquête, le 26 février. "*Comme c'est la loi et comme c'est la procédure (...) la garde des Sceaux a reçu effectivement une information, que j'ai eue moi-même ensuite, qu'il y avait une nouvelle information judiciaire*" sur "*des faits extrêmement graves*", a déclaré le Premier ministre.

Acte II - Cette version contredit ce qu'avait dit lundi la ministre de la Justice. "*Je n'avais pas l'information*" sur les écoutes "*avant*" les révélations du Monde, avait-elle assuré.

Acte III - Le ministre de l'Intérieur a assuré n'avoir été informé que le 7 mars, par la presse, des écoutes visant Nicolas Sarkozy.

Or, selon le Canard enchaîné, Manuel Valls était au courant avant même sa collègue de la Justice, les policiers devant "*lui faire parvenir régulièrement leur rapport sur l'avancement de l'enquête*".

Une thèse soutenue notamment par l'ex-patron de la PJ parisienne, Claude Cancès: "*Cela me paraît invraisemblable que le ministre de l'Intérieur, et la garde des Sceaux, n'aient pas été au courant dès le début des investigations et qu'il y avait des écoutes judiciaires en cours sur l'ancien chef de l'Etat*", a-t-il dit à l'AFP.

Acte IV ou épilogue - Les écoutes sur deux téléphones de Nicolas Sarkozy ont commencé les 3 et 19 septembre 2013 à la demande des juges enquêtant sur un éventuel financement libyen de sa campagne de 2007.

Jean-Marc Ayrault et Christiane Taubira ont martelé qu'ils n'étaient pas au courant, jusqu'à fin février, de l'existence de ces interceptions. "*Dans ce pays dorénavant il peut s'écouler plusieurs mois sans que le garde des Sceaux soit informé qu'un ancien président de la République est sur écoutes*", a dit la ministre.

Surtout, les membres du gouvernement affirment qu'ils n'ont jamais eu, et n'ont toujours pas, accès au contenu des conversations téléphoniques. Christian Lothion, directeur central de la PJ jusqu'en janvier, a affirmé à l'AFP qu'il n'avait jamais informé Manuel Valls. (Pourquoi Christian Lothion dénoncerait-il Valls alors qu'il est tranquillement à la retraite, mentir à son tour et couvrir leurs mensonges est plus confortable, non ? - ndlr) AFP 12.03

Quant à la fuite, elle pourrait très bien provenir de là : "*Pierre-Olivier Sur a prévenu qu'il s'opposerait à toute perquisition de l'Ordre pour trouver la source d'une violation du secret de l'instruction.*" Qu'ont-ils à cacher ?

Entre nous, ceux qui encore nombreux iront voter dans moins de deux semaines témoigneront qu'ils demeurent encore profondément ignorants, à moins qu'ils aient encore quelque chose à perdre et qu'ils y tiennent...

- Ecoutes de Sarkozy : les documents qui trahissent Taubira - Francetv info

- Sarkozy sur écoute: Valls l'a appris dans le journal, "*comme tout le monde*" - L'Express.fr

- Le déni, une stratégie à haut risque pour Valls - LeFigaro.fr

- Ecoutes de Sarkozy: pourquoi les déclarations de Valls sont peu vraisemblables - L'Express.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Il faut bien assurer une base sociale stable au régime...

- Accord sur des négociations dans la fonction publique - Reuters

- Conseil économique et social : toujours plus de privilèges ! - LeParisien.fr

Une tendance qui se confirme...

- 10 milliards d'euros d'allègements sur les bas salaires créeraient jusqu'à 800.000 emplois - AFP

- Les bonus payés à Wall Street au plus haut depuis 2008 - Reuters

Le bonus moyen payé à Wall Street a bondi de 15% l'an dernier pour atteindre son plus haut niveau depuis la crise financière de 2008, montre un rapport publié mercredi par les services du budget de l'Etat de New York.

Le montant global des bonus distribués a atteint 26,7 milliards de dollars (19,2 milliards d'euros) en 2013 et le bonus moyen ressort à 164.530 dollars, précise ce document.

Après avoir subi des pertes record pendant la crise financière, les membres de la Bourse de New York ont dégagé l'an dernier des profits pour la cinquième année consécutive.

Les bénéfices des opérations d'intermédiation sur actions des membres du New York Stock Exchange ont toutefois chuté de 30% à 16,7 milliards de dollars l'an dernier, selon le document.

Les estimations de l'administration de l'Etat ne prennent en compte que les bonus en numéraires et les rémunérations différées. Elles n'incluent pas les stock-options, ni les salariés d'entreprises basées en dehors de l'Etat de New York.

Le salaire moyen à Wall Street -hors bonus- a quant à lui atteint 360.700 dollars en 2012, dernière année pour laquelle cette

donnée est disponible. C'est plus de cinq fois le salaire moyen du reste du secteur privé.

En complément.

- Une réforme fiscale pour tenter de doper l'économie espagnole - Reuters

Le mondialisme et son pendant politique : le fascisme.

Cela vous étonne, vous n'en revenez pas, vous ne voulez pas y croire, vous le découvrez aujourd'hui, mais où aviez-vous la tête, c'est dommage et sans doute un peu tard, bon, ressaisissez-vous.

On vous l'avait caché pendant longtemps, on vous a mené en bâteau en vous tenant un double langage et cela continue d'ailleurs, pourtant il y a plus d'un fait qui aurait dû vous mettre la puce à l'oreille, la propension des uns et des autres à ménager le PS, depuis trois décennies le PCF aussi, oui son horrible passé à lui aussi est passé à la trappe, vos dirigeants réécrivent l'histoire au jour le jour ou font preuve d'une mémoire très sélective en fonction des besoins de leurs propres appareils ou partis. Ils n'ont jamais réellement procédé autrement quand on se penche sérieusement sur la question.

C'est par le tout petit bout de la lorgnette qu'on vous explique comment fonctionne le vieux monde, qu'ils analysent les faits qui se déroulent sous vos yeux, alors que vous devriez avoir une vision globale ou paroramique de la situation, on dit aussi diachronique mais c'est trop savant, il existe un fil qui relie tous les événements entre eux et tous les rapports économiques, sociaux et politiques, c'est ce fil qu'il faut saisir et ne jamais plus lâcher, ensuite tout s'explique relativement facilement...

Avec 100.000 milliards d'endettement auxquels il faut ajouter quelques dizaines de milliers de milliards des ménages, le capitalisme a déjà hypothéqué lourdement l'avenir de l'humanité. Alors, soit on rassemble nos forces pour le liquider, soit c'est lui qui aura notre peau, ce sera l'un ou l'autre. Reconnaissons qu'on s'est fourvoyé ou qu'on n'a pas su s'y prendre correctement, corrigeons le tir pendant que c'est encore possible, peu importe qui a commis des erreurs, on s'en fout, l'essentiel c'est de cesser de les reproduire car le temps presse, il y a urgence !

- La CIA accusée d'avoir piraté le Congrès américain - Le Nouvel Observateur

- Le Premier ministre ukrainien attendu à la Maison Blanche - Liberation.fr

- Obama affiche son soutien à l'Ukraine, met de nouveau en garde Poutine - AFP

- Venezuela : heurts à Caracas, nouveau mort dans le nord - AFP

- Série de frappes aériennes israéliennes sur Gaza - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

1.1- Mandat d'arrêt russe contre le chef du groupe ukrainien Secteur droit - Reuters

Poursuivi par la justice russe pour incitation au crime, le chef de l'extrême droite ukrainienne Dmitro Iaroch fait désormais l'objet d'un mandat d'arrêt délivré mercredi par un tribunal de Moscou.

Le chef du mouvement "*Praviy Sektor*" (Secteur droit), aujourd'hui secrétaire adjoint du Conseil de défense et de sécurité nationale, est l'un des plus influents dirigeants du mouvement de contestation qui a conduit à la chute de Viktor Ianoukovitch le 22 février dernier. Il s'est déclaré candidat à l'élection présidentielle du 25 mai.

Le mandat d'arrêté délivré par le tribunal moscovite de Basmanny, relayé par les agences de presse russes, porte sur des allégations d'"*appels publics à des activités terroristes et extrémistes par l'intermédiaire de médias*".

La justice russe l'accuse notamment d'avoir invité sur un réseau social, après la prise de contrôle de la Crimée par les forces

pro-russes, le chef rebelle tchétchène Dokou Oumarov à mener des attentats en Russie.

Ce mandat d'arrêt est une initiative symbolique qui va à l'appui de la démonstration du pouvoir russe. Le Kremlin estime que le changement de pouvoir intervenu à Kiev est un coup d'Etat anticonstitutionnel mené par des extrémistes. Reuters 12.03

1.2- L'armée de la Crimée abat deux drones US

Selon les médias locaux en Crimée, les forces de défense de l'île ont abattu deux drone de reconnaissance US. l'information vient d'être reprise par Novosti.

Les drones furtifs s'étaient rapprochés de la région autonome de Crimée pour collecter des informations sur le positionnement des soldats criméens sur la base Torstski Vall. l'un des drones aurait été plus lourd et bimoteur. chacun de ces appareils coûtait quelques 4 millions de dollars. french.irib.ir 11.03

1.3- "***Les sanctions ne serviront à rien, « La Crimée est partie!»***", déclare Robert Gates

Alors que les Etats-Unis envisagent la mise en oeuvre de sanctions supplémentaires contre la Russie, sur les récentes manoeuvres de cette dernière, en Crimée ukrainienne, l'ancien secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a indiqué, dimanche, que ces mesures ne dissuaderont pas la Russie.

Les Etats-Unis ont pris des mesures, pour imposer des sanctions à la Russie, suite à son intervention militaire, en Crimée, bien que le Président russe, Vladimir Poutine, ait affirmé que ses actions étaient un effort, pour protéger les milliers de citoyens russes, dans la région. "*Certaines sanctions envisagées et mesures prises, qu'il s'agisse de limites sur les visas ou sur les voyages et le gel potentiel des avoirs d'individus spécifiques, honnêtement, n'auront pas le moindre effet dissuasif sur Poutine, à mon avis*", a indiqué M. Gates, dimanche, sur Fox News.

Pour l'ex Secrétaire à la Défense, il n'y a rien que les puissances occidentales puissent faire «*La Crimée est partie!*», a-t-il déclaré, pendant l'entrevue, soulignant, aussi, que pour Poutine et ses compatriotes, la Crimée était russe. L'administration américaine et l'Union européenne menacent la Russie de lui imposer des sanctions, en cas de sa présence en Crimée. french.irib.ir 10.03

2- Italie

- Italie: baisse des impôts, abolition du Sénat, Renzi présente des mesures chocs - AFP

Baisse des impôts pour les plus pauvres et pour les PME, abolition du Sénat: le nouveau chef du gouvernement italien Matteo Renzi a présenté mercredi une série de mesures coup de poing pour faire prendre à l'Italie "*le bon tournant*".

Il s'est d'abord félicité de l'adoption le matin même par la Chambre des députés d'une réforme de la loi électorale. "*C'est un tournant politique: il n'y aura plus de gouvernements de grande coalition (gauche-droite comme l'actuel, ndlr), les gouvernements dureront cinq ans et il n'y aura plus de chantage des micro-partis*".

Cette réforme -- la première sur cinq prévues dans les 100 premiers jours de gouvernement -- prévoit une prime assurant la majorité à la Chambre à tout parti ou coalition dépassant les 37% des suffrages.

Mais la mesure qui a le plus frappé les esprits a été l'annonce à grand renfort de "*slides*" (fiches projetées sur un écran) d'une baisse de l'impôt sur le revenu pour 10 millions de personnes, qui représentera un coût de 10 milliards d'euros pour l'Etat, "*entièrement financé*", selon M. Renzi.

"*Pour nous, il est évident que mettre dans les poches des Italiens 1.000 euros nets en plus (sur un an) aidera à la consommation: c'est une mesure d'attention, d'équité, une mesure de portée historique*", a annoncé le Premier ministre, en précisant que ces mesures bénéficieront aux plus pauvres et à la classe moyenne.

Critiquant les "*polémiques*" sur le financement de ces mesures, il a assuré que l'Italie respecterait le critère européen de 3% pour le rapport entre déficit et PIB. Les 10 milliards seront couverts par "*des économies sur les dépenses (publiques), les conditions macroéconomiques générales (baisse des intérêts que doit payer l'Italie sur sa dette, ndlr), sans aucune augmentation des taxes*", a-t-il garanti.

Des mesures sont aussi prévues pour les entreprises: abaissement de 10% de la taxe professionnelle (Irap) financé par une hausse de la taxation des rentes financières (passant de 20 à 26%), des fonds supplémentaires pour garantir les crédits aux PME, qui souffrent énormément de la crise, une baisse du coût de l'énergie pour les entreprises.

Le gouvernement injectera aussi de l'argent sonnant et trébuchant (68 milliards d'euros d'ici juillet) en accélérant le remboursement des dettes des administrations publiques à leurs fournisseurs privés.

Parallèlement, Matteo Renzi a annoncé des mesures pour relancer le marché de l'emploi alors que l'Italie a l'un des taux de chômage les plus importants en Europe (12,9%), notamment chez les jeunes actifs de 15-24 ans, avec un record de 42,4% en janvier.

Le gouvernement va réorganiser tout le système des aides sociales sur le principe d'une généralisation de l'indemnité chômage. Les contrats à durée déterminée pourront être prolongés jusqu'à 3 ans (actuellement un an au maximum) et l'apprentissage sera encouragé.

Autre mesure phare: 3,5 milliards d'euros budgétés et "*à dépenser immédiatement*" pour la rénovation des écoles dont beaucoup sont en très mauvais état. "*L'école est l'endroit d'où on doit collectivement repartir pour sortir de la crise*", a-t--il dit. AFP 12.03

A retenir : la majorité introuvable sera rabaissée de 50 à 37%, autant dire que le gouvernement ou la "*majorité*" en place sera forcément illégitime, ainsi la démocratie, même sur le papier, est abolie.

3- Turquie

- Affrontements en Turquie après la mort d'un adolescent - Reuters

Des heurts se sont produits mercredi pour la deuxième journée consécutive dans plusieurs villes de Turquie où la police anti-émeute est intervenue pour disperser des manifestants qui s'étaient rassemblés après les obsèques d'un adolescent blessé en juin au plus fort de la contestation antigouvernementale.

Des dizaines de milliers de Turcs ont participé à une grande manifestation à Istanbul qui a tourné à la contestation de la politique du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

La police anti-émeute a utilisé un canon à eau pour tenter de repousser le cortège qui approchait de la place Taksim, épicentre des manifestations l'été dernier. Des incidents ont également éclaté dans la capitale, Ankara.

En pleine campagne pour les élections municipales du 30 mars, le Premier ministre turc n'a pas encore réagi publiquement à la mort de Berkin Elvan.

"*Essayer de mettre les rues à feu dix-huit jours avant les élections n'est pas une attitude démocratique*", a jugé Erdogan devant ses partisans réunis lors d'un autre meeting tenu plus tard dans la journée à Marvin.

La dérive autoritaire reprochée au chef du gouvernement alimente la colère de ses opposants.

"*L'absence de compassion, l'attitude polarisante du Premier ministre et le fait qu'il se comporte en autocrate m'ont amené ici*", a déclaré Emre, 32 ans, un participant aux funérailles de Berkin Elvan, retransmises en direct sur les grandes chaînes d'information turques.

Malgré la contestation et les scandales de corruption qui ont récemment affecté le gouvernement, le Parti pour la justice et le développement (AKP) du Premier ministre reste nettement en tête des intentions de vote.

"*Les accusations de corruption (...) semblent avoir eu un impact limité sur la popularité électorale Erdogan et avoir tout au plus renforcé les divisions politiques dans une société déjà extrêmement polarisée*", commente Wolfango Piccoli, directeur de la société de conseil Teneo Intelligence.

"*(Mais) la mort d'un enfant qui allait acheter du pain pour sa famille transcende les clivages politiques et aura une résonance particulière dans les milieux populaires urbains et ruraux qui constituent la base du soutien d'Erdogan*", ajoute-t-il.

Certains responsables de l'AKP sont apparemment conscients du risque. Reuters 12.03

SOCIAL

1- France

- Plusieurs milliers de manifestants à la "*Marche pour la culture*" - AFP

La deuxième "*Marche pour la culture*" a rassemblé plusieurs milliers de professionnels mercredi à Paris et en province contre les coupes budgétaires et les menaces pesant sur le régime des intermittents du spectacle.

A Paris, 500 à 1.000 manifestants selon la CGT se sont rassemblés Place du Châtelet et devaient marcher dans l'après-midi vers le Palais Garnier.

Le budget de la Culture affiche une baisse de 2% en 2014, après 4,3% en 2013 et Mme Louarn craint "500 millions d'économies dans la culture dans les trois ans qui viennent" dans le cadre de la réduction du déficit public.

"*On n'a jamais connu de baisses du budget de cette ampleur. On est revenu en dessous du niveau de 1981. La culture est considérée comme une variable d'ajustement*", a déploré Denis Gravouil, secrétaire général de la CGT spectacle.

En régions, la CGT comptabilisait 600 manifestants à Marseille, 750 à Lille, 150 à Perpignan et 120 à Bordeaux, parmi les 22 villes où des rassemblements étaient annoncés. A Toulouse, 200 artistes et professionnels du spectacle ont symboliquement accompagné en cortège le cercueil du ministère de la Culture au son d'une marche funèbre.

A Rennes, quelque 500 personnes selon la police et les organisateurs ont défilé dans le calme derrière des banderoles proclamant "*on veut vivre de nos métiers*" ou encore "*no culture, no future*". AFP 12.03 Aux Etats-Unis il n'existe pas de ministère de la Culture et pourtant la culture américaine a envahi le monde, jusque dans vos assiettes. Comment ont-ils procédé ? En la confiant à des officines privées qui diffusent la propagande idéologique de la classe dominante et qui disposent de puissants relais ou réseaux dans le monde entier, y compris à l'intérieur des différents gouvernements acquis à l'impérialisme américain, à la culture du dollar...

2- Grèce

- Les fonctionnaires grecs de nouveau en grève contre l'austérité - Reuters

Ecoles fermées, hôpitaux en effectifs minimums: les fonctionnaires grecs se sont mis en grève mercredi pour dénoncer de nouveaux projets de suppressions de postes réclamés par les créanciers internationaux d'Athènes.

Cet arrêt de travail de vingt-quatre heures s'accompagnera d'une manifestation dans les rues d'Athènes jusqu'au siège du Parlement, où les députés doivent débattre d'un projet de réforme du secteur public. Reuters 12.03

3- Bangladesh

- Bangladesh: le coût humain et environnemental du cuir à bas prix - AFP

(Attention âmes sensibles : c'est "*pire que l'enfer*". - ndlr)

Les jambes plongées jusqu'aux genoux dans des liquides chimiques toxiques, Mokter Hossain trempe des peaux d'animaux dans d'énormes fûts remplis de liquides encore plus dangereux dans une tannerie de Dacca, la capitale du Bangladesh.

Fiévreux, Hossain s'arrête de temps en temps pour tousser, un mal hérité de son travail et qui, selon ses médecins, pourrait le tuer un jour.

"*Certains jours, je suis trop malade pour travailler*", explique Hossain, 25 ans, qui inhale depuis des années des fumées de chrome et d'autres produits chimiques utilisés pour transformer les peaux brutes en cuir souple.

"*Je prends des médicaments contre les maladies de peau. Si je ne le faisais pas, ce serait encore pire*", ajoute-t-il, montrant ses bras et ses jambes couverts d'éruptions et de taches noires.

La tannerie où travaille Hossain est l'une des 200 répertoriées dans le quartier d'Hazaribagh à Dacca où 25.000 ouvriers travaillent le cuir - parfois pour seulement 50 dollars par mois - pour des chaussures et produits de maroquinerie vendus dans des chaînes de magasins occidentales.

L'activité est en plein essor sous l'effet d'une demande en hausse en Occident de produits de maroquinerie à petits prix.

"*Dans ces tanneries, on meurt à petit feu*", observe une militante, Rizwana Hasan, en référence aux problèmes respiratoires, cancers, maladies de peau qui touchent les ouvriers du cuir, dues selon les médecins aux longues heures de travail et aux précautions de sécurité insuffisantes.

"*Alors que les catastrophes qui ont touché le secteur textile au Bangladesh ont fait les Unes du monde entier, les conditions pires encore des tanneries passent inaperçues*", regrette-t-elle.

"*Ces tanneries nous rappellent les usines du XIXe siècle*", estime t-elle.

Un journaliste de l'AFP a vu des enfants de 14 ans travailler dans une tannerie où ruissellent sur le sol des eaux usées contaminées au chrome et où sont empilées des peaux de vache et de chèvre traitées au sel.

Les circuits d'approvisionnement compliqués des tanneries d'Hazaribagh font qu'il est difficile de faire le lien entre une tannerie et les marques occidentales s'y approvisionnant, regrettent les défenseurs de la main d'oeuvre.

- Déchets déversés dans un fleuve -

Dans ce quartier de Dacca, les dégâts sur l'environnement et la santé publique sautent aux yeux de tous.

Chaque jour, quelque 22.000 litres de déchets toxiques, y compris du chrome, sont déversés par les tanneries dans le Buriganga, principale fleuve traversant Dacca et source d'eau essentielle pour le pays, selon le ministère de l'Environnement.

Près de 200.000 personnes vivent dans ce quartier et en particulier sur les rives du fleuve, un des plus pollués du monde. Ce qui était autrefois une zone semi-rurale paisible a été transformée en un mélange de marais toxiques, de décharges et de montagnes de déchets de cuir en décomposition.

Quelques dizaines de petites usines de recyclage brûlent ces déchets pour produire de l'alimentation pour la volaille et les poissons. Des fumées noires s'échappent de ces installations et l'air est saturé d'une odeur pestilentielle.

"*C'est pire que l'enfer mais nous n'avons pas le choix*", déclare Munia, 19 ans, qui souffre de problèmes respiratoires depuis qu'elle travaille dans l'une de ces usines.

Hasan, la militante, s'est lancée dans une longue bataille judiciaire pour obtenir la délocalisation des tanneries hors de Dacca et l'obligation d'y adjoindre des usines de traitement de déchets. Elle dénonce l'absence d'action publique qu'elle explique par les liens présumés entre le gouvernement et les propriétaires de ces tanneries, gros pourvoyeurs d'emploi.

"*Les services de l'environnement et de l'inspection du travail ne font quasiment aucun contrôle. Les raisons sont peut-être politiques, étant donné que le gouvernement ne veut pas incommoder le patrona*", estime-t-elle.

Le gouvernement reconnaît que ces tanneries violent les lois sur l'environnement mais préfère jouer de la persuasion que de la force. Le débat se poursuit aussi pour savoir qui doit prendre en charge les coûts du déménagement.

"*Les tanneries ne veulent pas se délocaliser, elles veulent rester ici. Elles trouvent des excuses pour retarder ces déménagements*", estime Munir Chowdhury, ancien responsable du ministère de l'Environnement, auprès de l'AFP.

- Les coûts augmentent en Chine -

Pendant ce temps, l'activité des tanneries explose à Hazaribagh grâce à une demande mondiale pour le cuir en hausse et à l'augmentation des coûts de production en Chine. Au premier semestre 2013, les exportations de cuir et produits en cuir, dont les chaussures, du Bangladesh ont augmenté de 35% sur un an.

"*Tant les acheteurs occidentaux que les tanneurs sont accros à la main-d'oeuvre pas chère et à la faiblesse de la réglementation environnementale d'Hazaribagh. Sans pression de toutes parts, cela ne changera pas*", déclare Mme Hasan.
AFP 11.03

Terrible, n'est-ce pas ? On n'en est malheureusement pas encore à prendre les armes, mais le chargeur est prêt et on a déjà un doigt sur la gâchette...

Haut de page

Le 14 mars 2014

CAUSERIE

Complément à 17h en Inde.

Changement d'emploi du temps, du coup j'ai actualisé le site, les nouveaux articles suivront ce soir ou demain matin. La causerie figure plus loin.

J'ai commencé à préparer la causerie du jour qui ne sera publiée que demain matin, parce que j'ai consacré la matinée de 9h à 12h30 à rédiger une nouvelle contribution politique que vous trouverez ci-dessous. Je ne vais pas encore m'abrutir toute la journée devant l'écran, cependant je rajouterai une vingtaine de nouveaux documents.

Au fait, si vous dites à bas le fascisme, au passage n'oubliez par Hollande, le gouvernement, le PS, ses satellites et ses alliés électoraux du Front de gauche, tous les parasites (y compris à l'extrême gauche ou les gauchistes) qui vont appeler à "*battre la droite*" ou voter PS au second tour des élections municipales... A ce jour, seul le POI a décidé de s'en abstenir et nous nous en félicitons, qu'ils continuent, c'est la bonne voie...

Contribution politique.

Nous vivons dans un monde dirigé par de dangereux psychopathes, un clan mafieux, criminel, une classe qui pour conserver son pouvoir et ses privilèges est prête à recourir au fascisme, à la guerre, à sacrifier la vie de millions d'hommes, femmes et enfants innocents, à affamer, à martyriser pendant des décennies ou à exterminer des peuples entiers, à épuiser les ressources de la terre ou à rendre invivable pour des siècles des contrées entières de notre planète, à hypothéquer l'avenir de la civilisation humaine ou la faire disparaître à terme dans un fracas qu'on n'ose même pas imaginer...

C'est le monde infâme tel qu'il existe aujourd'hui sous l'hégémonie du système économique capitaliste auquel il faudrait s'adapter, dont il faudrait s'accommoder, car voyez-vous il procèderait seulement à une extermination sélective, chirurgicale qui épargnerait certaines catégories de la population à laquelle vous pourriez avoir la chance d'appartenir, malheur à ceux qui n'ont pas la chance d'y appartenir ! Il faudrait composer avec ses représentants sous prétexte qu'ils porteraient un faux masque, alors qu'en réalité en représentant ces catégories privilégiées et la classe des capitalistes ils sont également ou surtout les complices et éventuellement les bourreaux du plus grand nombre dont la voix est inaudible, confisquée, réduit à l'impuissance, neutralisé, incapable de se rassembler, de se doter d'un parti politique qui incarne une autre société, un autre monde, qui pour être meilleur et plus juste doit impérativement commencer par se débarrasser de ce système économique destructeur et ses institutions, qui petit à petit broie tous les progrès et toutes les avancées sociales que la civilisation humaine à travers le développement des forces productives et la lutte des classes était parvenue à réaliser au cours des siècles ou des millénaires passés pour la renvoyer à l'âge des ténèbres de la pire sauvagerie si on n'y mettait pas un terme rapidement...

Et ce n'est pas l'actualité du jour qui contredira ce constat ou cette analyse.

Notre seul espoir, notre seul salut, il est comparable à celui d'une personne qui atteinte d'un cancer de la gorge ou du poumon et qui a réussi à survivre, à laquelle son médecin a formellement interdit de fumer si elle tenait encore à la vie. Cette personne a le choix entre cesser de fumer et vivre ou se remettre à fumer et mourir à brève échéance.

Nous sommes placés devant le même dilemme : conserver le capitalisme, composer avec ses représentants dit de gauche, participer à ses institutions ou bien rompre immédiatement avec eux parce qu'il n'existe pas d'autres alternatives, le choix est simple : le suicide collectif par indécision perpétuelle, intérêt individuel, faiblesse ou lâcheté, ou assurer notre survie à titre collectif.

Certains lecteurs vont encore estimer qu'on exagère, comme d'habitude ajouteront-ils, on noircirait volontairement le tableau, on se demande bien pourquoi, peut-être me prennent-ils pour un déséquilibré, bref, c'est incroyable mais il y en aura encore pour minimiser les conséquences de la survie du capitalisme, sans doute parce que personnellement cela doit les arranger, alors que les événements des derniers mois pour ne pas remonter plus loin qui se sont produits à l'échelle mondiale n'ont fait que confirmer nos analyses, en les amplifiant parfois...

Qu'on se comprenne bien, lorsqu'on affirme que l'humanité court tout droit à sa perte à une vitesse hallucinante, on entend à l'échelle historique qu'on ne pourra mesurer qu'après coup, quand il sera trop tard sans doute si la tendance actuelle ne devait pas s'inverser très rapidement, aussi on conçoit très bien qu'il soit possible de le contester au moment même où cette analyse est formulée.

En revanche les manifestations quotidiennes et de plus en plus nombreuses qui en témoignent, guerres, actes de cruautés ou

barbarie aveugle et de masse, fascisme, militarisation de la société, état policier, chasse ouverte aux pensées divergeantes, offensive idéologique sur tous les fronts, muselage systématique de toute opposition, conditions d'exploitation effrayantes (Ethiopie, Bangladesh, etc) etc. sauf à verser dans le déni permanent, absolument personne ne peut nier qu'on est en présence d'actes qui sont déjà l'expression de la négation des progrès réalisés au cours du passé par la civilisation humaine pour parvenir à son émancipation du règne de la nécessité et atteindre celui de la liberté, et qu'ils constituent un danger mortel pour elle.

Ce que nous décrivons se déroule sous nos yeux, ce sont des faits et non des idées qui prêteraient à confusion, à contreverses ou à polémiques à n'en plus finir, stop. On ne sort pas cela de je ne sais quelle doctrine ou théorie qui pourrait nous diviser, on n'interprète rien, on ne fait que rendre compte de la réalité. Quant à la part de subjectivité ou la théorisation qui nous amène à conclure qu'il faut se rassembler pour en finir une fois pour toute avec le capitalisme, elle n'intervient qu'après, elle n'est que la conclusion pratique à laquelle nous parvenons à partir des principes et des valeurs qui sont les nôtres, que nous estimons légimites, pour lesquels nous nous battons.

Il se trouve que ces valeurs et ces principes auxquels nous tenons tant sont chaque jour qui passe un peu plus menacés et incompatibles avec l'existence du capitalisme, on vient de l'observer une nouvelle fois en Ukraine, alors il faudrait en tirer l'enseignement théorique et pratique séance tenante, que tout doit être entrepris pour réunir les conditions qui nous permettrons d'abattre le capitalisme et le plus tôt sera le mieux, que chacun laisse de côté ou place au second plan son ego, sa propre expérience, ses idées, ses a priori, la théorie ou la doctrine à laquelle il avait adhéré, ses ressentiments ou sa rancune envers tel ou tel dirigeant ou parti, etc. pour se concentrer exclusivement sur les faits qui sont suffisamment explicites pour qui est honnête ou sincère dans son combat ou son idéal, qui parlent d'eux-mêmes, qui invitent au rassemblement de toutes nos forces dans un seul parti socialiste et révolutionnaire pour entraîner les masses au combat, pour les préparer à l'affrontement final et forcément violent entre les classes, ce qui sera possible uniquement si nous sommes parvenus à nous doter de cet outil qui nous fait tant défaut pour résister, organiser, rassembler les masses, cette immense force qui nous permettra de terrasser notre ennemi, de vaincre et que le socialisme s'impose enfin.

Entre nous, vous avouerez que pour tenir un tel discours que personne ne m'a soufflé, je viens de l'écrire d'un trait ce matin sans décoller le cul de ma chaise, il ne faut pas être animé de mauvaises intentions, très franchement, j'aurais préféré que ce soit un dirigeant d'un parti qui tienne ce discours à tous les militants et travailleurs du pays, cela aurait une autre portée, alors que là, ma contribution va demeurer insignifiante ou inutile et c'est dommage.

Un contre-exemple à ne pas imiter.

Le M'PEP a pris l'initiative d'un appel en faveur du boycott des élections européennes. Bien, je suis favorable au boycott de ces élections, de l'UE en général. Mais ils ont commis l'erreur fatale de situer cet appel dans une perspective politique que je ne partage pas, que la plupart des autres partis ne partagent pas, pour ne pas dire aucun, du coup il ne se trouvera personne ou aucun parti pour s'y associer et c'est dommage.

Il aurait fallu lancer un appel au boycott des élections européennes en se contentant de rappeler la nature de l'UE et ses méfaits, tout ce qui aurait été ajouté au delà aurait été inévitablement un facteur de division ou de désaccord, il fallait donc s'en abstenir. Cette erreur se paie comptant, aucun parti ne s'y est associé pour le moment en dehors de ceux qui participent au M'PEP et qui sont tous issus du PCF.

Ils ont fait exactement ce qu'il ne fallait surtout pas faire. A la limite on se foutait que ce soit des néo staliniens qui en soient à l'initiative, pour nous l'essentiel était de rassembler les forces opposées à l'UE pour lui imposer une cuisante défaite lors des prochaines élections en faisant grimper l'abstention le plus haut possible, afin que la voix du rejet de l'UE puisse s'exprimer le plus fort possible, ce qui évidemment ne serait pas sans répercussion dans les partis qui soutiennent l'UE, le gouvernement aussi, les affaiblir fait partie de notre combat.

Cela dit, notre combat ne se réduit pas à cela ou à obtenir des résultats immédiats, cela aurait permis au cours de cette campagne de présenter notre politique aux travailleurs et militants auxquels nous aurions proposé cet appel au boycott de l'UE, donc de construire le parti. Chaque bataille devraient être conçue comme un levier devant servir cet objectif, car c'est le facteur déterminant qui permettra à un moment donné de matérialiser l'issue politique à la crise du capitalisme que nous proposons aux travailleurs, sinon elle demeurera indéfiniment du domaine de la théorie, jusqu'au jour où elle sera abandonnée et le parti qui la portait dépérira à son tour.

Le boycott de l'UE ne changera rien en soi, c'est comme lorsque vous combattez pour empêcher la fermeture d'une classe ou d'un bureau de poste ou contre des licenciements, quelle qu'en soit l'issue cela change quoi fondamentalement, absolument rien, dans le cas contraire cela ferait belle lurette que la société aurait été changée. On nous dira que cela à une influence sur les rapports entre les classes, effectivement, mais ce n'est pas un élément fondamental, à ma connaissance elles demeurent bien chacune à leur place. Les discours sur l'importance ou l'inversion du rapport de forces tenus par les dirigeants des syndicats ou de certains partis a pour objet de faire passer à la trappe ou d'occulter celui sur les rapports entre classe dominante et classe dominée qui ne pourront changer ou s'inverser qu'après avoir renversé le régime en place, vous avez parfaitement compris la manoeuvre ou pourquoi ils ne peuvent pas aborder les rapports existants sous cet angle-là, n'est-ce pas ?

Or l'objectif de notre combat politique est de parvenir à les inverser, à la racine, à leurs fondements, fondamentalement, et non pas en les maintenant dans le cadre du régime capitalisme où le rapport de forces peut s'inverser momentanément ou pendant toute une période au gré du flux ou du reflux de la lutte des classes en faveur de telle ou telle classe... Cela, c'est le petit jeu auquel se livrent tous les partis qui revient à laisser au bout du compte la classe des capitalistes aux commandes, ce n'est pas notre objectif politique, c'est celui des opportunistes et des révisionnistes, le nôtre est de se servir de chaque bataille ou campagne, chaque combat, comme un levier pour préparer les conditions qui nous permettrons de prendre le pouvoir, donc dans l'immédiat recruter de nouveaux militants, construire le parti socialiste révolutionnaire, aller de l'avant vers notre objectif, vers le socialisme.

On tient la forme, n'est-ce pas ?

Le boulot mis en ligne à 17h

Et dire que l'Etat s'effondre (comme en Ukraine) et qu'on est les seuls à ne pas pouvoir en profiter, une idée à creuser...

ACTUALITE EN TITRES

Question : Y avait-il vraiment un pilote dans l'avion ?

- Boeing disparu : y a-t-il une piste pour retrouver l'avion ? - Francetv info

Ils ont une armada de satellites qui quadrillent le globe terrestre et ils ne sont pas foutus de repérer un avion. Bonne nouvelle pour ceux qui s'inquiétaient d'être surveillés de trop près par les grandes oreilles... Sauf pour Sarkozy, non mais là c'est différent, il l'a cherché !

Irrespirable le capitalisme !

- Pollution de l'air: 30 départements en alerte, transports gratuits en Ile-de-France - AFP

Il y a deux semaines environ, volontairement j'avais laissé passer cette info, les agences de presse et les médias en choeur s'étaient gaussés de la pollution sur Pékin, décidément il fallait se débarrasser de ce régime.

Ils tenaient à peu près un discours aussi enflammé qu'à propos du Venezuela et de l'Ukraine : invivable la Chine, et ces pauvres Chinois victiment d'une tyrannie...

Avez-vous confiance en la justice en France ? Répondez par oui en aboyant une fois, par non en aboyant deux fois...

- Chien entendu comme témoin dans le procès de la veuve Aubry: «*On est chez les fous!*», commente Dupond-Moretti - 20minutes.fr 13.03

Un monde de "*fous*", sans blague qui l'aurait cru !

La connerie : Une faculté innée chez certains, on n'invente rien, ils le revendiquent!

- «Mur des cons» : la présidente du Syndicat de la magistrature mise en examen - LeFigaro.fr

Françoise Martres, visée par douze plaintes de personnalités épinglées, a été mise en examen pour injure publique. LeFigaro.fr 13.03

Intox. Voyez-vous cela, ils auraient des scrupules !

- Le Conseil constitutionnel rejette la création d'un fichier des crédits - AFP

- Nouvelle charge du FMI contre les inégalités sociales - AFP

Le corporatisme à l'oeuvre.

- Pacte de responsabilité: la CFDT ratifie l'accord - AFP

La CFDT a ratifié jeudi l'accord conclu la semaine dernière entre les partenaires sociaux sur le pacte de responsabilité.

Deux autres syndicats réformistes, la CFTC et la CFE-CGC, ont également signé l'accord adopté le 5 mars avec les organisations patronales (Medef, UPA, CGPME).

La CGT et FO ont refusé de parapher le texte. AFP 13.03

Résistance passive

- Journée d'action à La Poste: 6% de grévistes selon la direction - AFP

- Les manifestants de La Redoute font un arrêt à Pôle Emploi - AFP

À UE et à dia.

- Italie: Renzi qualifie le pacte de stabilité de "*pacte de stupidité*" - AFP

- Union bancaire : les Européens toujours divisés - LeMonde.fr

Et quel est sera le ratio de rentabilité pour l'armée ?

- L'Uruguay envisage la culture de cannabis en terrain militaire - Reuters

Mondialisme

- Face à Poutine, ne pas céder sur la vérité - LePoint.fr

- Ukraine: la Russie accuse Laurent Fabius d'indulgence - 20minutes.fr

- Crimée: les Tatars appellent au boycott, demandent l'intervention de l'Otan - AFP

- Ukraine: l'OCDE suspend le processus d'adhésion de la Russie - L'Express.fr

- Une minorité de Criméens pour un rapprochement avec la Russie ? - Libération.fr

Selon un sondage réalisé pour l'ONG Avaaz, la population de Crimée souhaite un positionnement de l'Ukraine à mi-chemin entre Europe et Russie. L'enquête a été menée entre le 6 et le 11 mars par téléphone auprès de 600 personnes de Crimée (2 millions d'habitants).

A la question «souhaitez vous voir l'Ukraine plus proche de l'Europe et de l'Ouest, plus proche de la Russie, ou à égale distance des deux ?», seuls 5% des Criméens préfèrent l'Europe, 42% la Russie, et 46% un positionnement entre les deux.

A la question de savoir si le nouveau gouvernement de Kiev est le représentant légitime de la population ukrainienne, 75% des Criméens répondent non, tandis que 60% des Ukrainiens répondent oui. Autre ligne de fracture, une majorité de Criméens pensent que les actions russes en Crimée sont justifiées, tandis qu'une large majorité d'Ukrainiens est contre. En Crimée comme en Ukraine, la majorité de la population soutient néanmoins l'éviction du président Ianoukovitch. Liberation.fr 13.03

- Venezuela : la colère contre Maduro fait couler le sang à Caracas - Francetv info

- Trois nouvelles vitimes dans les violences au Venezuela - Reuters

- La France appelle le régime syrien à renoncer à la présidentielle - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ah, mais c'est que cela devient guignol à la Ve République !

- Sapin, ministre du Travail : «*On peut être ministre de l'Intérieur sans être pervers. On n'est pas tous obligés d'être à l'image de quelqu'un qui s'appelle Nicolas Sarkozy*»

- Le Roux, député PS de Seine-Saint-Denis et président du groupe PS à l'Assemblée : Il n'hésite pas à comparer Nicolas Sarkozy avec «*les dealers de la cité Cordon, en face de chez (lui), à Saint-Ouen*». «*Comment, quand on est un responsable politique, un ancien président de la République, éprouve-t-on le besoin d'ouvrir une ligne téléphonique sous un faux nom ? C'est une question que je pose publiquement*»

- Mennucci, candidat PS à la mairie de Marseille : «*Voir un ancien président de la République se comporter comme un voyou, je crois que c'est ça le véritable scandale. Parce que les téléphones "talkie-walkie", on sait bien que ceux qui les utilisent ce sont les trafiquants.*»

- Rachida Dati (UMP) : La gauche «*transforme la France en une oligarchie des menteurs*».

- François Fillon (UMP) : Il a dénoncé «*un règlement de comptes qui n'est pas digne d'un Etat de droit*». leparisien.fr 13.03

En famille, on ment et on se déchire aussi.

- Ecoutes de Sarkozy : Taubira admet s'être « *trompée de dates* » - LeMonde.fr

« *Je ne mens pas* », a de nouveau insisté la garde des sceaux sur Canal+, concédant seulement qu'il peut lui « *arriver d'être imprécise* ».

Faute avouée... déjà pardonnée. Juge et partie, la justice qui lave plus blanc que blanc...

- "*On va s'occuper des enquêtes de Sarkozy*", un lapsus révélateur de Michel Sapin? - L'Express.fr

La phrase en entier : «*On va continuer à s'occuper des enquêtes de Nicolas Sarkozy. Enfin, ... les juges vont continuer à s'occuper des enquêtes de Nicolas Sarkozy*».

- Valls ne savait rien ? «*Difficilement crédible*» pour Charles Pasqua - Public Sénat

La parole d'un multirécidiviste jamais condamné, cela impose le respecte, on veut bien le croire le filou !

- Le compte à l'île de Man de Patricia Cahuzac Liberation.fr

Ce compte aurait été crédité de 2,5 millions d'euros entre 1997 et 2004. Selon une source proche du dossier, ces sommes auraient été pour l'essentiel placées dans des actifs immobiliers au Royaume-Uni. Une commission rogatoire délivrée par les juges Van Ruymbeke et Le Loire est en cours pour vérifier ces affirmations. Patricia Cahuzac a été mise en examen pour «*fraude fiscale*» et «*blanchiment de fraude fiscale*», comme son époux. Elle avait déjà reconnu disposer d'un compte en Suisse, distinct de celui ouvert par Jérôme Cahuzac. Liberation.fr 13.03

- Enquête sur de présumées surfacturations de meetings UMP - Reuters

En famille. Et il y en a toujours un pour lâcher le morceau.

- Désir demande à Copé de cesser d'"*attaquer les institutions*" - AFP

C'est ce qui les réunis, le régime et les institutions...

... ou encore...

- Municipales: le PCF allié avec ceux qui veulent "*protéger les politiques publiques*" - AFP

Avec le PS qui en est le fossoyeur en chef, le complice quand il était dans l'opposition parlementaire...

- Taubira n'a pas à démissionner, estime Pierre Laurent - AFP

En famille, la solidarité s'mpose, normal.

- Royaume-Uni : le Labour refuse un référendum sur l'UE - LeFigaro.fr

Le Labour plus réactionnaire que les conservateurs, non, qui l'aurait cru !

La guerre idéologique doit commencer dès la primaire. Vous êtes médiocre ou vous n'avez pas de talent, alors soyez homosexuel !

- Un spectacle pour des élèves annulé à cause des polémiques sur la "*théorie du genre*" - L'Express.fr

L'inspection académique du Val-de-Marne a annulé la représentation de "Oh Boy" une pièce prévue sur le temps scolaire d'écoles primaires de Bonneuil, par crainte d'une réaction hostile des parents d'élèves, car le personnage principal est homosexuel. L'Express.fr 13.03

Les homosexuels et l'homosexualité ne sont pas un problème dans la société, ils le deviennent quand ils les mettent en scène systématiquement comme s'il se trouvait pratiquement un homosexuel à chaque coin de rue, ils tiennent absolument à les imposer au cinéma, au théâtre, dans les médias jusque dans les écoles, etc.

C'est du domaine de l'instrumentalisation et de la provocation pour entraîner une réaction ulcérée de gens qui ne comprennent pas pourquoi soudain les personnes qui feraient partie de cette communauté infime seraient omniprésentes au point de devenir envahissante, car pour couronner le tout, ceux qui se donnent en spectacle font en sorte que leur penchant sexuel apparaisse au premier plan ou font preuve d'exhibitionnisme ou encore sont extravertis à souhait, au point d'en devenir grotesque et qu'on se demande s'ils ont été choisis pour tenir un personnage ou assumer une fonction sur la base de leur talent ou de leur expérience professionnelle ou uniquement parce qu'ils sont homosexuels.

Auquel cas ils ne peuvent que susciter un sentiment de rejet légitime, qui n'exprimera pas forcément une tendance homophobe mais bien plutôt de la médiocrité, ce qui évidemment fera l'objet d'une condamnation de ceux qui sont à l'origine de cette manipulation idéologique et de leurs larbins décomposés de gauche et d'extrême gauche, pour lesquels seule l'homophobie quasi viscérale d'individus arriérés ne peut être à l'origine de ce rejet qu'ils caractériseront comme une forme de discrimination envers une minorité et la boucle sera bouclée.

En y réfléchissant davantage, j'en suis arrivé à la conclusion que c'était la méthode importée des Etats-Unis de la discrimination positive qu'ils tentent de nous imposer et qui n'a rien résolu dans cet Etat policier qui demeure misogyne, homophobe, xénophobe, raciste, etc. où la seule la quantité de dollars que l'on possède constitue une valeur sûre.

Deux compléments.

- Poser nu devant le Machu Picchu, une tendance qui agace au Pérou - LeFigaro.fr

La connerie ne connaît pas de frontières...

- Une anglaise écope de 14 mois de prison pour avoir tué son chat au micro-ondes - Liberation.fr

Il était bon au moins ?

Tout est à nous !

- Le Conseil national de l'industrie demande une énergie moins chère en France - AFP

- Fraude à la taxe carbone: La justice française peine à récupérer les milliards d'euros partis en fumée - 20minutes.fr

- UE et USA devraient lever les barrières douanières - Reuters

Le président américain Barack Obama et les dirigeants européens vont s'engager, lors du sommet du 26 mars, à lever toutes les barrières douanières en vigueur dans les échanges bilatéraux, selon un projet de communiqué que Reuters a consulté.

"*L'Union européenne et les Etats-Unis s'engagent fermement à conclure un partenariat transatlantique de commerce et d'investissement exhaustif et ambitieux*", indique le projet de communiqué.

"*Parmi les objectifs poursuivis, figure l'élimination de tous les droits de douane sur les échanges bilatéraux*", est-il encore écrit. Le texte sera rendu public au terme du sommet qui sera organisé à Bruxelles.

Les deux parties n'étaient jusqu'à présent pas parvenues à trouver un accord, les concessions américaines s'étant avérées moins importantes que ce que souhaitaient les Européens.

Le texte est sujet à d'autres négociations avec les Etats-Unis.

Les barrières douanières entre les USA et l'UE sont déjà assez peu élevées mais Bruxelles et Washington estiment qu'une levée totale des droits bénéficierait au secteur privé, tout particulièrement dans le secteur automobile.

Les voitures européennes importées aux Etats-Unis se voient actuellement imposer un droit de douane de 2% tandis que ce droit est de 10% pour les véhicules américains acheminés en Europe. Reuters 13.03

2% d'un côté, 10% de l'autre, on a compris qui sera le grand gagnant de ce marché de dupes. Qu'en est-il du tribunal supranational mis en place par les multinationales ?

A retenir, pour réaliser ce terrible coup de force sachant que ce projet de traité de libre-échange transatlantique ferait l'objet d'un rejet de la majorité de la population dès lors qu'elle serait informée de son contenu, ils ont décidé de l'adopter par morceaux, sur la base du principe que tout ce qui aura pu passer sera acquis, le reste suivra plus tard.

C'est de cette manière que tous nos acquis foutent le camp petit à petit, lorsque les dirigeants syndicaux acceptent de s'asseoir à la même table que le patronat et le gouvernement, le patronat avance une batterie de mesures qu'il voudrait bien voir adopter et à l'arrivée il obtient toujours satisfaction sur un certain nombre d'entre elles, et lors de chaque réunion année après année il ressort son catalogue de propositions antisociales qu'il a étoffé entre temps, et il en fait adopter quelques-unes et ainsi de suite, c'est ainsi que l'air de rien nos acquis sociaux ont été rognés ou ont disparu

- Bénéfice septuplé en 2013 pour la Bundesbank - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

- Procès Rwanda: la défense insiste sur les doutes, appelle à la révolte des jurés - AFP

La défense de Pascal Simbikangwa, premier Rwandais jugé en France pour le génocide de 1994, a méthodiquement mis en cause jeudi le "*château de cartes*" des témoignages pour demander aux jurés de l'acquitter en se révoltant contre "*l'enjeu politique*".

Au lendemain d'un réquisitoire implacable de l'accusation, qui a requis la perpétuité contre un "*génocidaire négationniste*", les avocats Alexandra Bourgeot et Fabrice Epstein ont entrepris de fragiliser les témoignages des Rwandais qui ont défilé pendant deux semaines à la barre.

Car dans ce dossier sans victimes directes (seules cinq ONG sont parties civiles), les témoignages sont capitaux. "*Et on n'a jamais vu témoins aussi fragiles*", attaque Me Bourgeot. "*Et vous n'avez pas à faire avec, pas parce que c'était il y a 20 ans, qu'ils viennent de loin ou ne parlent pas la langue*", a rétorqué l'avocate.

"*Il ment comme un arracheur de dents*". "*Bon, décidément on n'arrivera pas à savoir hein*". "*En tout cas, ça ne colle pas*". "*Il a subi la lobotomisation à la rwandaise*". L'avocate refait le tour des témoins, soulignant volontiers le côté "*fastidieux*" de l'exercice.
Elle insiste sur les plus fragiles, et il y en eut, avec l'objectif de les décrédibiliser tous, même les plus embarrassants, et il y en eut aussi.

"*Comment vous faites le tri? Il y en a qu'on détecte tout de suite. Mais comment on fait avec ceux qui mentent bien? Vous*

devez rendre une justice exemplaire. Il n'y a pas de tri à faire. Vous allez devoir rendre une décision et cette décision elle devra être solide, pas un château de cartes".

"*Rien ne permet d'établir avec certitude ces infractions. Ce n'est pas à la défense de vous fournir un scénario, c'est à l'accusation de fournir la preuve*", renchérit Me Epstein, fustigeant "*la pensée unique qui a régné dans ces audiences*".

Il dénonce une entreprise de salissement de son client. "*Il faut à l'accusation un coupable à la hauteur de l?accusation. Et comme c'est le premier, pas un petit coupable, (...) non un très méchant*".

Mais "*pour condamner il faut avoir des preuves, pas des demi-preuves (...) des preuves éclatantes. Or, le doute doit profiter à l'accusé, vous ne pouvez vous satisfaire de certitudes de complaisance*". "*Tout ce que vous avez, c'est la rumeur et la mauvaise réputation*".

Et d'avertir les jurés qu'ils devront motiver leur décision, en s'en prenant violemment à l'accusation. "*On vous demande un jugement exemplaire. (...) sinon l'Etat français il ne sera pas content, l'Etat de Kigali non plus*".

"*Mais vous ne jugez pas la France de 1994*", accusée par le Rwanda post-génocide d'avoir soutenu et protégé le régime hutu génocidaire. "*Vous comprenez bien que l'enjeu est politique*".

Alors, l'avocat en appelle à la révolte des six jurés populaires, laissant entendre que les trois magistrats professionnels pourraient les "*manipuler*". "*Ne vous laissez pas impressionner. Votre bulletin de vote sera brûlé après chaque tour. J'ai besoin de cinq "non", ce "non" des grands hommes quand ils ont décidé de cesser d'être petits*".

Hors prétoire il sera plus direct. "*Depuis le début le président (de la cour Olivier) Leurent a envie de se faire l'accusé. Il faut le dire simplement, ce n'est pas quelque chose qu'on peut dire devant une cour d'assises, mais on peut le dire en sortant*". AFP 13.03

Haut de page

Le 15 mars 2014

CAUSERIE

Mon épouse n'est toujours pas en état de s'exprimer normalement et demeure hospitalisée.

Les salopards de la Caf d'Aubagne se sont littéralement acharnés sur elle, avant même de l'entendre, donc le droit de la défense bafoué, non seulement ils lui ont coupé la moitié de son allocation handicapée pour ne lui laisser que 500 euros pour vivre, ils lui ont retiré sa carte d'invalidité, ils lui ont retiré aussi la CMU, elle ne peut plus se soigner, ce sont des ordures finies. Kiev a rapidement fait des émules...

Question : Les syndicats cogèrent les organismes sociaux, les partis ouvriers corrompus qui refusent de rompre avec les appareils pourris des syndicats sont leurs complices, dites-moi, vers qui je peux me tourner pour faire valoir les droits de mon épouse, la droite, les médias aux ordres, des associations ?

ACTUALITE EN TITRES

Sur la bonne voie.. .

- Moody's relève la perspective de l'UE, maintient son triple A - AFP

Mais...

- Austérité: Chypre bonne élève mais la pilule est amère - AFP

Dans une économie en panne, le chômage ne cesse de grimper, passant de 11,8% en 2012 à 16,2% au troisième trimestre 2013 (dont 38,5% de moins de 25 ans), avec des prévisions de 19% pour 2014.

"*Jamais nous n'avons eu une telle situation*", explique Andreas Christou, responsable des services de l'emploi au ministère du Travail, qui ne voit pas d'amélioration possible à court terme.

En terme de tranche d'âge, les jeunes diplômés "*sont actuellement notre plus gros problème*", ajoute-t-il.

Les secteurs les plus touchés sont ceux des banques -qui ont perdu 2.000 emplois, selon leur syndicat Etyk, sur un effectif total de 11.500-, et du commerce, comme en témoignent les dizaines de magasins vides qui s'alignent désormais sur l'avenue Makarios, il y a peu encore l'artère commerçante la plus active de Nicosie.

Aujourd'hui "*la société chypriote est encore sous le choc. On a cru à un modèle économique et démocratique qui se développe dans une logique linéaire vers le haut. Jamais on aurait pensé qu'il y aurait un retournement total de la situation*", souligne Kalliope Agapiou-Josephides, professeur de sciences politiques et sociales à l'Université de Nicosie.

Et c'est la jeune génération, la "*mieux éduquée et qui a bénéficié d'une économie florissante qui va payer le prix le plus fort*", ajoute-t-elle. AFP 14.03

Un système mafieux...

- La FDIC porte plainte contre 16 banques dans le dossier du Libor - Reuters

Les établissements financiers visés sont accusés d'avoir artificiellement manipulé le Libor entre 2005 et 2010 en communiquant des informations trompeuses sur les taux d'intérêt auxquels elles se finançaient sur le marché interbancaire.

En plus d'UBS, de Rabobank, de RBS et de Barclays, les banques citées par cette plainte sont Bank of America, Citigroup, Credit Suisse, Deutsche Bank, HSBC, JPMorgan, Lloyds Banking Group, Société générale, Norinchukin Bank, Royal Bank of Canada, Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ et WestLB. Reuters 14.03

Préoccupant...

- Les bénéfices de Porsche pourraient ralentir en 2014 - Reuters

- Pacte de responsabilité - Que faire des 10 milliards supplémentaires de baisse de charges ? - LePoint.fr

Trop, c'est trop, ils ne savent plus quoi en faire...

L'Empire contre-attaque.

- Les Etats-Unis défendent leur programme d'espionnage devant l'ONU - AFP

- Ukraine : vote samedi à l'ONU sur une résolution dénonçant le référendum en Crimée - LeMonde.fr

- Affrontements dans l'est de l'Ukraine. - LeMonde.fr

- Crimée : les Tatars manifestent contre un référendum "*illégal*" - LePoint.fr

Manifestation organisée par les nervis que Le Point et BHL affectionnent.

A lire : Les Tatars de Crimée se ralient à la Russie (Réseau Voltaire) (13.03.14)

- D'un simple décret, Khrouchtchev fit don de la Crimée à l'Ukraine - LeMonde.fr

C'était comme céder l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne, la Crimée faisait partie de la Russie depuis plus de deux siècles en 1954...

Il n'empêche que certains réclament le respect de l'intégrité de l'Ukraine, dont le POI. Est-ce justifié, je n'ai pas eu le temps d'étudier la question.

- Cao Shunli, la mort d'une combattante des droits de l'Homme - Libération.fr

- Le Venezuela accuse Kerry d'encourager les manifestations anti-gouvernementales - AFP

- En pleine contestation, l'inflation dépasse les 57% au Venezuela. - Reuters

- Des obus tirés sur le sud Liban, Israël dit avoir visé le Hezbollah. - AFP

- Pakistan : au moins 19 morts dans des attentats à Peshawar et Quetta - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande : Il va falloir monter un coup...

Bon, Merah, c'est déjà fait...

- Les associations antiracistes interpellent François Hollande - AFP

Les quatre grandes associations antiracistes (SOS Racisme, le MRAP, la Licra, la LDH) ont appelé vendredi François Hollande, lors d'une rencontre inédite à l'Elysée, à avoir "*une parole forte*" contre le racisme, ont rapporté les participants.

Le président "*nous a entendu et nous a dit qu'il lui faudrait se saisir d'une occasion*", a ajouté Pierre Tartakowsky, président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH). AFP 14.03

C'est l'occasion qui fait le larron ou le mafieux pour le compte de l'idéologie dominante, que Hollande en soit l'instigateur n'a rien d'étonnant, il est leur larbin.

Les chiens se lâchent.

- Rwanda : condamnation historique d'un Rwandais à Paris pour complicité de génocide - Francetv info

- Mur des cons : la président du SM mise en examen se rebiffe - LePoint.fr

La présidente du Syndicat de la magistrature (SM), Françoise Martres, a été mise en examen le 17 février pour "*injure publique*" à l'encontre de Christian Jacob, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, et du général Philippe Schmitt, apprend-on ce vendredi. LePoint.fr 14.03

Or ce "*mur des cons*" n'était pas amené à devenir public, c'est un indic en cheville avec l'avocat Goldanel d'extrême droite et membre de la direction du Crif qui s'en était chargé.

Au fait, depuis quand traiter de con une personne constitue un délit dans ce pays ? Personne ne relève. Encore un échelon liberticide de franchi.

- Dieudonné cesse de se payer la tête du fisc - Liberation.fr

- Réunion inédite à l'Elysée avec les associations antiracistes - LePoint.fr

Associations qui par leur silence ont légitimé les agissements des néo nazis à Kiev...

Aveux

- Affaires : pour 81% des Français, l'image de toute la classe politique est ternie - LeParisien.fr

- Pour le Parlement européen, la « *troïka* » n'est pas démocratique - LeMonde.fr

Attention, le Parlement européen n'en est pas plus démocratique pour autant, il réclame juste de se substituer à la « *troïka* » pour finalement imposer la même politique à tous les Etats de l'UE. Il préconise de remplacer le FMI par un FME (Fonds monétaire européen) qui remplirait les mêmes fonctions.

Au passage, il avoue que la troïka tient sa "*seule légétimité*" de l'Eurogroupe qui rassemble les ministres des finances de la zone euro, qui "*a joué un rôle important dans la définition des plans d'aide aux pays en difficulté*", autrement dit ce sont les ministres des finances de l'UE qui ont imposé les plans de réformes structurels ou contre-réformes ainsi que les politiques d'austérité.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Jordanie

- Jordanie : le Parlement réclame l'expulsion de l'ambassadeur israélien

En Jordanie, la colère couve, depuis l'assassinat du juge Zu'ayter, il y a quelques jours.

Le parlement jordanien réclame l'expulsion de l'ambassadeur sioniste, et les Jordaniens sont descendus, massivement, dans la rue, pour réclamer la fin de l'accord de Wadi Araba, qui a officialisé la soumission de la Jordanie à l'occupant sioniste. Un Palestino-Jordanien, juge de son état, a été tué, lundi matin, par des soldats israéliens, à la frontière entre la Cisjordanie et la Jordanie, un incident condamné par l'Autorité palestinienne et la Jordanie, qui ont exigé l'ouverture d'une enquête.

La Chambre basse de Jordanie a demandé, mercredi, au gouvernement, de renvoyer l'ambassadeur israélien, à Amman, et de rappeler son ambassadeur jordanien, dans les territoires occupés, en signe de protestation contre le meurtre d'un juge jordanien, par des soldats israéliens. La Chambre basse a fait savoir que si le gouvernement ne parvenait pas à faire respecter sa demande, lors de la prochaine session de mardi, elle voterait une motion de censure, à l'égard du gouvernement, contre le Premier ministre Abdullah Ensour. Plus tôt, mardi, le Premier ministre jordanien a accusé Tel-Aviv d'être responsable du meurtre de M. Zeiter, le bureau du Premier ministre sioniste ayant fait savoir qu'il regrettait la mort du juge.

Dans le même temps, le ministre jordanien des Affaires étrangères a convoqué, également, le chargé d'affaires du régime sioniste. Cependant, l'opinion publique jordanienne considère les mesures prises par le gouvernement, comme une manière de détourner l'attention, l'accusant de tarder à prendre des décisions sérieuses contre le régime sioniste. Cette approche du gouvernement jordanien a accentué les protestations du peuple et l'intensification des tensions entre le Parlement et le gouvernement. L'incident a provoqué des protestations, en Jordanie, les manifestants allant jusqu'à appeler à l'annulation de l'accord de paix de 1994 entre la Jordanie et le régime sioniste.

Une majorité des députés jordaniens a voté, mercredi 26 février, en faveur de l'expulsion de l'ambassadeur du régime sioniste du royaume, en réaction à un débat au Parlement du régime sioniste concernant la souveraineté de Tel-Aviv sur l'esplanade des Mosquées à Qods. La Knesset avait débattu, la veille, d'une motion très polémique, prévoyant «*l'application de la souveraineté israélienne*», sur l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'Islam. Des députés jordaniens avaient, déjà, réclamé l'annulation du traité de paix, signé en 1994, entre la Jordanie et le régime sioniste. Dans ce droit fil, le Front Amal islamique de la Jordanie insiste sur la rupture des relations diplomatiques et la cessation de la normalisation des relations entre le régime sioniste et la Jordanie. Cette demande d'un parti politique jordanien fait preuve de l'indignation et du rejet accru des Jordaniens envers le régime sioniste. french.irib.ir 14.03

Haut de page

Le 16 mars 2014

CAUSERIE

26 nouveaux documents ont été ajoutés, je n'ai pas eu le temps et le courage de terminer l'actualisation du site, ce sera pour demain matin.

J'ai téléchargé à nouveaux quelques fichiers (4) dont les adresses avaient été modifiées dans le serveur du portail à mon insu ?

Haut de page

Le 17 mars 2014

CAUSERIE

J'ai terminé rapidement l'actualisation du site car je dois m'occuper de l'affaire de mon épouse, toujours hospitalisée et incapable de se lever ou de me parler au téléphone depuis une semaine...

J'irai cracher sur votre tombe (B. Vian).

- Elle reçoit une amende pour avoir trinqué sur la tombe de son mari - Francetv info

C'était l'une des dernières volontés de son mari. Josiane, une femme de 64 ans, s'est donc rendue au cimetière des Angles (Gard), le 17 juillet 2013, avec amis, famille et une bouteille de champagne. Plusieurs personnes présentes au milieu des allées fleuries se sont alors plaintes et trois policiers municipaux sont intervenus, raconte La Provence.

Les agents ont décidé de verbaliser Josiane pour "*violation d'une interdiction ou manquement à une obligation édictée par décret ou arrêté de police pour assurer la tranquillité , la sécurité ou la salubrité publique*". Concrètement, ils lui reprochent d'avoir désobéi à l'interdiction de boire de l'alcool dans un cimetière et d'avoir perturbé les lieux par son comportement festif.

Josiane a décidé de contester la contravention de 38 euros devant le tribunal de police d'Uzès dans le Gard. Pour elle, c'est "*une question de principe*", confie son avocate à La Provence. Elle "*a tenu, sans penser à mal, à honorer le vœu de son époux*", ajoute cette dernière. Le mari, qui est décédé en 2011, avait demandé à sa femme de lui fêter son anniversaire sur sa tombe. Francetv info 16.03

Josie, la police de la pensée qui à l'occasion remplit les cimetières veille en permanence.

En parallèle avec l'histoire qui vient d'arriver à mon épouse, à la Caf aussi, c'est le rôle du maire, du fonctionnaire zélé et docile serviteur du régime en échange de leurs statuts ou privilèges. Il faut bien que la basse nature de l'homme puisse s'exprimer, frappe, habitée par une haine sourde ou une vengeance aveugle qui sont le pendant de son ignorance ou de sa médiocrité.

Délateur, censeur, procureur, dictateur font bon ménage, ils sont complémentaires...

Tenez, elle m'a donné une idée, je vais essayer de contacter La Provence pour voir si l'histoire de mon épouse les intéresse. Et d'autres médias locaux.

Une fois n'est pas coutume...

Nathalie Arthaud (LO) :

- "*En 2008, nous avons fait des listes d'alliance ici et là avec les socialistes. Cette fois, c'est hors de question.*"

Nah, voilà, c'est comme ça ! Hein, oui pendant plus d'un demi-siècle on a tenu un autre discours, mais là c'est terminé, ... jusqu'à la prochaine fois car les ponts ne sont pas coupés toute de même, pour LO, le PS est toujours de gauche, comme pour le NPA ou le POI.

C'est l'art habituel du double langage.

En politique ou même tout simplement sur le plan idéologique, on peut parler de corruption dès lors que vous manifestez une certaine propension à ménager ou à faire preuve de complaisance envers des dirigeants ou des partis qui se sont livrés à des actes que par ailleurs vous condamnez, qui défendent des idées opposées aux intérêts de votre classe.

Le soutien sous une forme ou une autre, silence, neutralité, réserves, à une politique réactionnaire ou le refus de combattre une telle politique, de mobiliser contre cette politique en fait partie, en procédant de cette manière vous vous en êtes le complice. On parle aussi de collusion, vous êtes compromis, vous avez renié vos principes, votre crédibilité politique et la confiance qu'on peut vous accorder sont tombés à zéro, vous êtes politiquement mort pour la cause que vous prétendiez défendre.

Dès lors, lorsque les militants en prennent conscience, ils en tirent ou non les conséquences qui s'imposent, les militants de base ou qui ont peu d'expérience démissionnent ou vont voir ailleurs, parfois totalement dégoûtés ils cessent le combat politique.

Quant aux autres, militants de longue date, cadres ou responsables, ils en sont incapables parce qu'ils s'identifient à l'appareil et aux dirigeants de leur parti qui peuvent dire ou faire absolument tout ce qu'ils veulent sans que cela ne change quoi que ce soit pour eux. La seule justification qu'ils peuvent fournir à leur attitude tient dans l'existence de leur parti érigé en forteresse dont ils sont devenus un élément indéfectible. Ils s'y identifient totalement, c'est devenu chez eux une des caractéristiques prédominantes de leur personnalité, au point que cesser de s'y identifier signifierait leur perte ou le néant politique, dans leur vie aussi, car parallèlement ayant dû abandonner tout esprit critique envers leurs dirigeants et leur parti, ils ne sont plus en mesure de penser librement, en admettant qu'ils l'aient été un jour, ce qui reste à prouver, pour en arriver là on aurait plutôt tendance à dire qu'ils ont démontré qu'ils en avaient été incapables, et d'accepter la confrontation des idées qui pourrait les aider à la fois à rompre avec cette subordination qui agit comme un carcan sur leur cerveau, et les aider à reformuler un certain nombre d'hypothèses ou questions, cette fois sans entraves, débarrassé de tout dogmatisme, pour aboutir à une interprétation de la réalité ou de la situation, de leurs rapports, dont ils maîtriseraient la méthode de telle sorte que leurs convictions politiques soient fondées sur une analyse qui leur appartiendrait et sur laquelle ils conserveraient un esprit critique, le contrôle, de façon à pouvoir la faire évoluer ou la corriger si nécessaire. Ce qu'on veut dire par là, c'est qu'à aucun moment on ne doit s'identifier avec telle ou telle idée qu'on ne serait pas en mesure de défendre, en devenir l'esclave ou le docile serviteur au nom d'un principe ou d'une théorie ou doctrine que finalement on n'a pas assimilé ou pas suffisamment.

Chaque militant ou travailleur doit être appelé à se forger lui-même ses propres convictions ou idées, positions politiques, librement, il doit acquérir un niveau de conscience qui lui permette de penser par lui-même pour déjouer les pièges qui lui sont tendus, on en perçoit particulièrement la nécessité impérieuse à l'heure ou tous les principes et toutes les valeurs de la République et de la démocratie ou tout simplement universels font l'objet de manipulation ou d'instrumentalisation jusqu'aux fascistes.

Seule la méthode du marxisme ou le matérialisme dialectique permet de comprendre la nature de chaque facteur et les rapports qu'ils entretiennent, de quelle manière ils évoluent, de saisir les tenants et les aboutissants d'une mesure politique ou la propagande officielle sur le plan idéologique, de ne pas confondre cause et conséquence, origine et but, tactique et stratégie, de se poser les bonnes questions, d'envisager toutes les hypothèses possibles et même au delà, l'ensemble placé dans une perspective vivante, dynamique, à la fois synchronique et diachronique, qui concerne la situation immédiate ou une période donnée et sur le plan historique plus large, de façon à déterminer les tendances principales qui se détâchent de l'évolution du capitalisme mondial, dans quelle direction il s'oriente, quelles vont en être sur le plan économique et politique les prochaines étapes pour définir le plus précisément possible la stratégie à adopter pour le combattre, pour le vaincre.

LO comme les autres partis ne semblent pas combattre pour construire un parti révolutionnaire et la prise du pouvoir par les travailleurs.

Un militant m'a écrit en substance que j'avais manqué à tous mes devoirs en ne faisant pas la promotion du 18 mars. Qu'est-ce le 18 mars ? Une journée d'action.

Hier son parti les condamnait violemment, depuis il les a adoptées, notez bien, toujours sans la moindre analyse ou explication, qui m'aime me suive, je vous emmerde, telle est leur conception des rapports avec les militants. Je n'ajoute pas avec les travailleurs puisque finalement ce ne seront que les adhérents des syndicats qui participeront à cette journée d'action, rappelons qu'aucun ordre de grève générale ou de 24 heures n'a été lancé par les syndicats qui y ont appelé, aucune manifestation centrale et unitaire n'est prévue à ma connaissance, vous aurez toujours le droit au tradistionnel lâché de ballons et aux saucisses merguez !

Donc ce seront toujours les mêmes qui y participeront, les syndiqués parmi les couches privilégiées de la classe ouvrière, les couches supérieures, l'aristocratie ouvrière, une infime minorité de travailleurs y seront associés pour l'occasion, sans lendemain et c'est bien là le problème. L'immense majorité des travailleurs de ce pays non syndiqués et employés dans le secteur privé ne seront pas en mesure d'y participer, le gouvernement et le patronat aussi le savent, à l'issue de cette journée d'action ils pourront embrayer et s'exclamer que seule une infime minorité de travailleurs s'étaient mobilisés, laissant entendre que l'immense majorité ne se sentait pas concerner ou mieux s'y opposaient ou soutenaient leur politique, en temps de crise, vous savez ce que c'est n'est-ce pas, il faut se serrer les coudes, bref ils offrent sur un plateau un argument de premier choix à la réaction.

Certes, convenons-en, c'est inévitable et on ne dit pas le contraire. L'essentiel est ailleurs. Ce qui nous pose problème, c'est que ce soient des partis qui se comportent de la sorte, qui en soient réduits au trade-unionisme, et qui servent la soupe à des appareils syndicaux aussi corrompus que ceux qui ont signé le pacte de responsabilité de Hollande-Gattaz ou s'apprêtent à le ratifier, les uns et les autres s'étant une fois de plus partagés les rôles, tous ayant légitimés ce processus pour y avoir participé, abandonnant du même coup l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui demeure l'émancipation du capital qui ne figurera nulle part dans leur appel ou le soutien qu'ils apportent à cette journée d'action.

Les révisionnistes, qui ont acquis une longue expérience dans l'art de prêter à ceux qui ne partagent pas leur politique des positions qui ne sont pas les leurs pour camoufler leur capitulation ou leur opportunisme, rétorqueront que c'est faire preuve de gauchisme ou être totalement déconnecté de la réalité que de vouloir inclure cet objectif dans notre propagande à l'occasion d'une simple journée d'action, formulant leur objection de telle sorte qu'à les entendre on prétendrait qu'il serait possible de transformer le 18 mars en un soulèvement révolutionnaire contre le régime, objectif ou intention que nous n'avons jamais formulé

ainsi, nous étant borné à inscrire cette bataille dans cette perspective où pour indiquer aux travailleurs et militants dans quelle perspective ils devaient inscrire ce combat, en cela demeurant fidèle au socialisme, ce qui n'est pas du tout la même chose. Ce qui les indispose, c'est que l'on fasse encore référence à cet objectif. Pourquoi ? Ne le devrions-nous pas ? Est-ce devenu un crime ?

Quelle valeur éducative aurait alors toute mobilisation pour les travailleurs, si elle devait consister en une balade sans lendemain, sans lien politique avec l'ensemble du combat qu'ils doivent mener contre le régime pour finir par l'abattre, prendre le pouvoir ? Poser cette question et inscrire tout combat dans cette perspective politique, c'est le seul moyen pour construire le parti révolutionnaire. Refusant de la poser, il faut donc en déduire que ce n'est pas non plus leur objectif, mais alors quel est-il ? A part garantir les privilèges des couches qu'ils représentent, au détriment des autres couches de travailleurs il faut préciser, en dehors des besoins de leur fond de commerce qui se confond avec celui des syndicats, des miettes ou de quelques avantages à la marge que le gouvernement ou le patronat pourrait leur concéder, qu'est-ce qu'on est en droit d'attendre de telle journée d'action, qu'ils épargnent les fonctionnaires, certaines catégories sociales ?

Arthaud lâche encore le morceau lorsqu'elle affirme que sa seule préoccupation est "*un rapport de force entre la grande bourgeoisie et le camp des travailleurs à renverser*", on a vu hier dans notre causerie que renverser le rapport de force ne devait servir qu'à satisfaire des besoins compatibles avec l'existence du régime capitaliste ou dans le cadre du régime en place, et ne signifiait nullement combattre dans la perspective d'inverser le rapport existant entre les classes, qui est à l'origine du capitalisme ou le fondement du régime, que l'un était la négation de l'autre, aussi sûrement que le réforme est l'antithèse de la révolution socialiste. Il n'y rien de plus fluctuant, instable, indécis ou aléatoire qu'un rapport de force qui a tout moment peut être remis en cause et évoluer dans une direction ou une autre ou son contraire sans même qu'on en ait pris conscience, de plus absolument rien ne garantit que son contenu serait orienté dans la bonne direction, que l'interprétation qu'en font les travailleurs ainsi que le profit qu'ils en tirent leur permettront d'en tirer des leçons utiles pour la suite de leur combat ou les aideront à progresser sur le plan politique, dans le passé on a plutôt observé le contraire.

Voilà encore une fois un facteur qui pris isolément comme le fait Arthaud sans se poser d'autres questions s'avère contre-productif, dont la valeur est nulle pour notre combat, en réalité, présenté comme une fin en soi, il revient à la formule des liquidateurs du marxisme de la fin du XIXe siècle en Allemagne pour lesquels les moyens étaient tout alors que la fin n'était rien, abandonnant du coup l'objectif du combat du mouvement ouvrier, tournant le dos définitivement au socialisme. Et oui, on y revient encore une fois !

On n'a pas besoin d'un parti révolutionnaire pour inverser le rapport de force entre les classes, on a envie de dire que c'est le développement de la situation qui s'en charge, alors qu'il en faut beaucoup plus pour inverser le rapport entre classe dominante et classe dominée, il faut impérativement que le pouvoir politique ait changé de mains, de classe et sans le parti c'est définitivement impossible. Là, les manoeuvres d'appareils, les gesticulations et discours pseudos révolutionnaires sont totalement inopérants.

Pour conclure ce passage dans la bonne humeur car il le faut bien, Arthaud nous a bien fait rigoler en affirmant qu'il faut absolument aller voter dimanche prochain car "*il est urgent de protester* ", pour ne pas décevoir madame Arthaud le 23 mars je le ferai à la japonaise, je resterai chez moi, sans doute que je serai encore scotché devant mon écran, je porterai un bandeau noir au bras gauche en signe de protestation, le noir non pas par penchant anarchiste, mais pour signifier que ce jour-là le mouvement ouvrier et notre classe seront une nouvelle fois en deuil. (source : LeParisien.fr 15.03)

Attention aux courants d'air !

- Sarkozy sur écoute : Mélenchon "*certain*" que Hollande savait - Le Nouvel Observateur

"*Personne ne nous fera croire que les écoutes démarrent et personne n'est au courant dans les rouages de l'Etat ? Si c'est vrai, alors c'est que ce sont des irresponsables absolus*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon lors de l'émission "Tous politiques" FranceInter/"Le Parisien"/France24.

"*Si j'ai une certitude, c'est celle-là. Il était parfaitement informé, il était au courant*", a-t-il aussi dit en évoquant le président de la République.

Interrogé pour savoir s'il pensait que François Hollande et Jean-Marc Ayrault mentent lorsqu'ils disent qu'ils n'étaient pas informés, Jean-Luc Mélenchon a répondu : "*Oui bien sûr, ce n'est pas grave, c'est habituel, ils mentent tout le temps*". (Sans blague ! Lui aussi Mélenchon il ment tout le temps, mais dans un autre registre, quoique finalement les uns et les autres se disent de gauche alors qu'aucun n'y est. D'ailleurs il le confirme plus loin. - ndlr)

"*Les rois des menteurs, c'est eux. Ils avaient dit qu'ils renégocieraient le traité européen, ils ne l'ont pas fait, ils ont dit qu'ils feraient la retraite à 60 ans, ils ne l'ont pas fait*", a-t-il enchaîné.

(Lui Mélenchon, comment il ment, c'est bien simple, il voudrait nous faire que la satisfaction des besoins des travailleurs

serait compatible avec la survie du capitalisme en crise, alors que c'est tout simplement impossible. Pourquoi tient-il ce discours ? Mais parce qu'il est incapable de rompre avec le capitalisme, donc il est bien obligé de lui trouver des qualités ou des capacités qu'il n'a pas.

Comment fait-il malgré tout pour conserver un semblant de crédibilité et tromper les travailleurs et militants? Son discours ne lui coûte rien puisqu'il a la valeur d'un conditionnel présent qui présente l'avantage de pouvoir exprimer un potentiel réalisable dans un avenir indéterminé si certaines conditions étaient remplies, cela permet d'escamoter le fait que ces conditions pourraient très bien être réunies dans le présent immédiat pour peu qu'il s'en donne la peine, et sa responsabilité dans le fait qu'elles ne le sont pas et ne sont pas prêts de l'être, le bougre il n'y est pour rien comprenez-vous, mais alors qui d'autres en est responsable, devinez. - ndlr)

Il a également jugé "*absolument impossible*" que le ministre de l'Intérieur Manuel Valls ne soit pas non plus informé.

"*Les officiers de police judiciaire sont placés sous l'autorité du juge qui prend la décision mais la voix hiérarchique c'est toujours la police nationale. Bien sûr que tous ces gens savaient*", a-t-il déclaré. "*Nous ne demandons pas la démission de Mme Taubira. On voudrait que la poussière retombe et qu'on s'y retrouve*", a expliqué le coprésident du PG.

"*On ne comprend rien. Mme Taubira, on a confiance en elle [...] cette femme, je ne la crois pas menteuse, je ne la vois pas menteuse donc que se passe-t-il là-dedans, qui ordonne quoi ? A quel moment a-t-on dit à Mme Taubira 'va dire que tu n'étais au courant de rien'*", a-t-il interrogé.

(On vous l'avait dit plus haut, Taubira est une femme merveilleuse, il n'y en aurait qu'une qui ne mentirait pas dans ce gouvernement ou même dans ce pays, ce serait elle ! C'est à ne rien y comprendre. Mais si voyons, on est en présence du double langage habituel, c'est comme jouer sur le potentiel du présent que l'on reporte sur le futur histoire de vous détourner de la réalité et mieux vous embrouiller, et vous manipuler au passage.

Cela témoigne seulement que Mélenchon n'a jamais rompu avec le PS, et que son discours n'a de radical que les apparences, en réalité le PG et le FdG servent de rabatteurs au PS, à légitimiter le gouvernement, ce que Mélenchon vient de démontrer admirablement bien, de rempart du régime contre les masses, pour les empêcher aussi de se doter d'un véritable parti socialiste révolutionnaire aussi.

Tout comme Mélenchon, Hollande aussi "*voudrait que la poussière retombe et qu'on s'y retrouve*", vous voyez bien qu'ils appartiennent bien à la même famille, au même camp finalement, pas le nôtre. - ndlr)

"*Ce qu'on voit, c'est l'agonie d'un système, pas seulement celui du parti solférinien qui n'a plus ni idéal, ni orientation, ni ligne, ni norme morale mais c'est surtout celle de la Ve République*", a jugé Jean-Luc Mélenchon. Le Nouvel Observateur 16.03

(Même là il se découvre l'escroc, car que dit-il, il faut écouter ou lire très attentivement, il prête au PS une nature sociale et des intentions passées qu'en réalité il n'avait plus depuis un siècle, qu'il met sur le même plan que la Ve République qui autrefois aussi faut-il traduire fut brillante et pleine d'espoir, alors qu'en réalité elle non plus elle n'a jamais changé, elle a toujours été bonapartiste et antidémocratique.

Qu'est-ce que cela signifie à l'arrivée ? Qu'un parti ou un régime qui a pu connaître des hauts et des bas s'en est toujours sorti ou remis, quant à l'état d'agonie auquel ils sont rendus, souvenez-vous que cela fait 50 ans qu'on entend cette rangaine sur la Ve République, cent fois sa mort a été annoncée et elle est toujours bien vivante, c'est la même chose avec le PS qui n'était plus qu'un cadavre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et qui depuis le congrès d'Epinay de 1971 s'était refait une santé et a survécu à toutes les crises, normal puisqu'il était l'un des piliers du régime et des institutions de la Ve République dans lequel il s'est fondu.

Diagnostiquer leur agonie revient finalement à enfoncer des portes ouvertes, à brasser du vent en donnant l'impression de délivrer une grande vérité qui n'en est pas une, une façon de mentir comme une autre et de soutenir l'un et l'autre. - ndlr)

Au fait, on aurait pu le faire plus bref ou expéditif en rappelant que Mélenchon n'avait jamais cessé de mentir pendant les 30 longues années qu'il a passées au PS, mais c'était trop fastoche, pour un peu déloyal, pour un peu il ferait pitié, alors on a préféré l'achever proprement, on a des principes contrairement à lui voyez-vous.

Il était plus tordu encore.

Au regard des derniers développements et des dernières déclarations on en est venu à penser qu'outre les rivalités et haines qui existent au sein de l'UMP, leur objectif aurait très pu être de s'en prendre à Copé pour l'écarter de la présidentielle de 2017 au profit de Sarkozy qui apparaît comme la victime d'un conseiller peu scrupuleux et d'une justice aux ordres du PS qui s'acharne sur lui alors qu'il restait sagement dans son coin

- Copé se réjouit de l'ouverture d'une enquête sur ses proches - LeMonde.fr

Pas sûr qu'ils apprécieront !

- Sondage : Nicolas Sarkozy connaît un fort recul de sa popularité - Le Nouvel Observateur

Mais il est encore loin devant Hollande...

- Copé : «*Les conditions sont réunies pour une victoire*» aux municipales - LeParisien.fr

En profitant au maximum de l'abstention, c'est possible...

- À droite, Sarkozy reste le champion pour 2017 - LeFigaro.fr

Effectivement il s'en sort relativement bien pour le moment...

- La popularité de Hollande en hausse à 23%, selon un sondage Ifop-JDD - AFP

Normal, il faut bien le locataire de service du Château remplissent ses devoirs, envers qui vous savez...

ACTUALITÉ DU JOUR

Etait-ce un Crime et bien non...

- Les Criméens plébiscitent le rattachement à la Russie - LeMonde.fr

- En Crimée, 95% des votants en faveur d'un rattachement à la Russie - Liberation.fr

Après dépouillement de plus de la moitié des bulletins de vote, 95,5% des votants ont dit "*oui*" à un retour de la Crimée dans le giron russe, soixante ans après la cession de cette région à l'Ukraine par le dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev. Ce chiffre a été fourni par le chef de la commission référendaire, Mikhaïl Malichev, deux heures après la fermeture des bureaux de vote.

Le taux de participation a été de 83%, a-t-il ajouté, soit un chiffre élevé compte tenu des nombreux appels au boycott du scrutin. Reuters 16.03

- Obama à Poutine : le référendum en Crimée « *ne sera jamais reconnu* » - LeMonde.fr

- Référendum en Crimée : John Kerry répète à Sergueï Lavrov le caractère illégal du scrutin - LePoint.fr

- L'UE juge d'avance "*illégal*" le référendum en Crimée - Le Nouvel Observateur

- Crimée : un référendum "*illégal*" pour Paris - LePoint.fr

- Crimée : la Grande-Bretagne qualifie le référendum de "*farce*" - LePoint.fr

En complément.

Otan en emportent les milices fascistes légalisées, intégrées dans l'Etat mafieux ukrainien

- L'Ukraine se dote d'une garde nationale Siohan, Stéphane - LeFigaro.fr 16.03

A croire que les commanditaires étaient les mêmes...

- Manifestation à Moscou contre la politique de Poutine en Ukraine - Reuters

Dans le cortège, certains ont chanté "*Gloire à l'Ukraine, gloire aux héros*", un slogan emprunté aux protestataires de Kiev. Reuters 15.03

Le fascisme est légitime.

- Défilé sous tension d'anciens Waffen SS lettons à Riga - Reuters

Environ 1.500 vétérans lettons qui ont servi dans les Waffen SS lors de la Seconde guerre mondiale ont participé dimanche à leur défilé annuel dans la vieille ville de Riga.

Les manifestants, dont la plupart sont au moins octogénaires, et leurs partisans ont été conspués par des opposants aux cris de "*honte*" et "*non au fascisme*".

Les ministères letton des Affaires étrangères a dénoncé le référendum en Crimée comme illégitime. Reuters 16.03

Une manifestation d'anciens Waffen SS, c'est tout à fait légitime, mais un référendum pour casser un décret datant de 1954 rattachant sans consultation de la population la Crimée à l'Ukraine est illégitime. Inutile de préciser qu'Obama et Hollande sont sur la même ligne puisqu'ils soutiennent déjà un gouvernement comportant des ministres fascistes. Reuters 16.03

Qui gouverne ? Réponse de Renzi : "***Il est normal de tenir à la stabilité bureaucratique***".

C'est donc une dictature bureaucratique qui gouverne l'Europe ou le monde. Que Renzi se prosterne devant, c'était la moindre des choses. Que Hollande fasse "*cause commune*" avec lui, tout autant.

- Italie : Un vrai choc de compétitivité… ce que la France n'a jamais osé faire - Atlantico.fr

Il s'agit de manier les outils que Mario Monti avait huilés et sortis sans pouvoir les appliquer faute de légitimité politique. Atlantico.fr 15.03

Passe-moi la vaseline, c'est marrant, je ne suis pas du tout certain que les masses italiennes aient vraiment envie de se faire ainsi violence... Il n'existe pas en Europe un seul pays où il y aurait un parti institutionnel qui pourrait revendique la légitimité, pas même en Allemagne, c'est pour dire.... Que la réaction y croit, c'est normal, les masses pourraient leur apporter un violent démenti un jour ou l'autre qui ne doit plus être très éloigné maintenant.

Hollande et Renzi font cause commune pour une Europe de la croissance et de l'emploi - AFP

Le nouveau président du Conseil italien Matteo Renzi a choisi samedi la France et François Hollande pour son premier entretien bilatéral avec un dirigeant européen, avec une ambition: "*changer l'Europe ensemble*".

Mais surtout, le chef de l'État français a relevé les nombreux "*points communs*" entre les réformes économiques annoncées mercredi par Matteo Renzi et son propre "*pacte de responsabilité*", énumérant "*l'effort porté sur la compétitivité de nos économies, sur les structures politiques et administratives, la justice fiscale*" ou "*un modèle social*" qui doit être préservé mais doit "*lui-même évoluer et changer*".

Sur les "*sujets internationaux les plus brûlants*", selon l'expression du président français, les deux dirigeants, tous deux de gauche, ont également affiché leur unité de vue, qu'il s'agisse de l'Ukraine, de la Syrie ou de la Libye. "*Nous sommes parfaitement en ligne avec ce qu'a dit M. Hollande*", a souligné M. Renzi. AFP 15.03

ACTUALITE EN TITRES

Le comble du ridicule ou de l'imposture.

- Affaire des écoutes: Hollande se pose en garant d'une justice "*incontestable*" - AFP

C'est étonnant qu'avec un tel niveau de conscience on ne parvienne pas à construire le parti, non ?

- Sept Français sur dix trouvent que les dénégations de Taubira sont "*graves*" - Francetv info

- 7 Français sur 10 pensent que les politiques sont "*le plus souvent corrompus*" - L'Express.fr

Il n'y a que le jour où le Japon sera rayé de la carte que...

- Japon: 5.000 personnes manifestent à Tokyo contre le nucléaire - 20minutes.fr

... je vous laisse deviner la suite.

Quand c'est l'AFP qui fait la propagande de l'UE.

- Les Serbes ont voté aux législatives avec l'espoir d'un redressement économique - AFP

Les Serbes ont voté dimanche au cours de législatives anticipées avec l'espoir d'un redressement économique et d'intégration dans l'Union européenne. AFP 16.03

INFOS EN BREF

ECONOMIE

- UE: Moody's entrevoit la fin de la crise de la dette - AFP

Critiquée comme ses concurrentes pour ses erreurs de jugement lors de la crise financière de 2007-2008, Moody's semble ainsi donner corps à l'embellie sur le Vieux Continent et plus précisément dans la zone euro qui est sortie d'une longue récession à la mi-2013.

Dans son communiqué, l'agence affirme ainsi que les risques pesant sur la zone euro ont "*diminué*", permettant de réduire la pression qui pesait sur la qualité des actifs financiers détenus dans la région et sur la solvabilité de l'ensemble de l'Union.

La note de l'UE serait "*particulièrement sensible*" aux changements qui pourraient affecter les quatre premiers contributeurs de l'Union européenne, dont la France.

L'Hexagone bénéficie de la deuxième meilleure note possible (Aa1) mais sa perspective reste "*négative*", ainsi que l'a réaffirmé Moody's fin janvier.

La note de Paris pourrait ainsi être abaissée dans les prochains mois si les réformes du gouvernement ne trouvent pas grâce aux yeux de Moody's.

Dans son communiqué, l'agence ne fait curieusement pas référence à la Grèce, épicentre de la crise de la dette dans la zone euro, alors que le pays reste encore sous perfusion financière et continue d'inquiéter ses créanciers internationaux.

L'UE et le FMI bloquent ainsi un nouveau prêt au pays depuis la mi-2013 au motif qu'Athènes refuserait de couper davantage dans ses finances publiques. AFP 15.03

Haut de page

Le 18 mars 2014

CAUSERIE

Trois articles d'actualité mis en ligne, l'actualisation du site plus tard. Une dizaine d'articles à ajouter, rien de très significatif, les auteurs s'épuisent à force de se répéter ou d'aboutir dans une impasse.

Je suis très pris par les démarches que j'effectue pour obtenir l'annulation des sanctions prises par la CAF contre mon épouse, sanctions illégales puisqu'elle n'a jamais séjourné plus de la moitié de l'année d'affilé en Inde depuis 2009, son passeport

et les dates de sortie et d'entrée du territoire qui y figurent permettent de le prouver.

J'ai envoyé une dizaine de courriels et je commence à recevoir des réponses dont deux des services sociaux d'Aubagne qui affirment qu'ils auraient proposé un logement à mon épouse lorsqu'elle était en Inde, or elle n'a reçu aucun courrier de cet organisme (CCAS), on se demande comment ils ont bien pu faire pour essayer de la contacter, par télépathie sans doute ! J'ai contacté un média local, pour voir, on verra bien si on obtient une réponse, et votre cher Premier ministre, à deux reprises, je vais le harceler, la CAF des Bouches du Rhône, et deux associations où Magueswary était bénévole. Si on n'obtient pas satisfaction, on portera l'affaire devant les tribunaux, on va attaquer la CAF, on va se les faire, on ne lâchera rien.

En attendant mon épouse à récupérer une fois de plus, je me dis qu'à force de faire des malaises et de se retrouver aux urgences il arrivera un jour où elle ne se réveillera pas. En Inde, elle se porte mieux, mais en France sa situation lui tape sur les nerfs, elle rumine, c'est très mauvais pour un cardiaque. En France, elle a une petite activité sociale qui lui donne une raison de vivre, en Inde elle végète, ici les relations sont compliquées, tordues, épouvantables en règle général, cela ne donne pas envie de s'investir, elle déteste l'Inde je n'y peux rien.

On oublie parfois ou on ignore que les gens auxquels on a à faire en Inde sont particulièrement arriérés, même ceux qui sont diplomés ou on un statut social supérieur, sont issus de familles arriérées et se comportent comme tel, ils ont une mentalité que mon épouse ne supporte pas, elle la compare à ce qui existe en France, par exemple les gens vous posent un tas de questions personnelles et ensuite ils s'en servent pour vous causer des problèmes, or mon épouse en a déjà suffisamment comme cela à gérer avec sa santé précaire.

Mon épouse a intégré mes valeurs et principes qui quelque part nous procurent satisfaction ou nous facilitent la vie, en Inde c'est tout le contraire, l'individualisme est poussé à l'extrême et tous les rapports sont faussés ou très difficiles, il faut être blindé pour résister, or Magueswary ne l'est pas.

A plus tard.

Mardi 22h50 en Inde.

Actualisation un peu bâclée, j'ai regardé un film ce soir sur TV5Monde Asie, *Le procès* d'Orson Welles de 1962, d'après l'oeuvre de Franz Kafka. Le procès du vieux monde, l'homme du commun n'a pas accès à la justice qui est confisquée par les puissants... Hier ils ont passé *Les diaboliques* de Gluzot, un régal.

Demain on ajoutera quelques articles de presse. J'ai rendez-vous chez le dentiste le matin, l'air de rien ici c'est un événement ! C'est un truc qui se prévoit à l'avance, on y réfléchit pendant des semaines, puis il faut bien se décider, je vais chez le meilleur et le plus cher, non remboursé évidemment, j'en profite pour faire soigner les dents de Selvi qui travaille chez moi. On ne vit pas dans le même monde, je parle de vous et moi. Quant à mon épouse elle devrait partir en maison de repos d'un jour à l'autre, je fais le forcing pour qu'elle soit relogée rapidement, mais c'est difficile avec les passe-droits, les HLM ne sont réservées à ceux qui en ont le plus besoin, je préfère ne pas m'étendre sur cette question...

Il faut dissoudre le peuple criméen éructent en choeur Hollande, Obama, l'UE...

- Ukraine: 96,6% des votants pour le rattachement de la Crimée à la Russie - 20minutes.fr

Le taux de participation a dépassé 81% d'après ce que j'ai lu dans plusieurs articles, c'est donc un plébiscite sans appel de la population criméenne en faveur du rattachement à la Russie.

Dès lors, et compte tenu de l'histoire passée de la Crimée et de sa situation géographique, est-il correct de parler de la "*dislocation*" de l'Ukraine ? Son rattachement à la Russie est aussi naturel que l'Alsace et la Lorraine à la France, non ?

ACTUALITE EN TITRES

C'est mon petit doigt qui me l'a dit...

- Sarkozy écouté : le cabinet de Taubira savait... pas la ministre - Le Nouvel Observateur

Enfin libre !

- Disparition de Marc Blondel, une figure haute en couleur du syndicalisme - AFP

Non, c'est le capital qui est assisté...

- CGT : « *Les patrons sont des assistés !* » affirme Thierry Lepaon - LeParisien.fr

Entre nous, Lepaon ferait bien la roue pour se débarrasser des patrons mais pas du capitalisme, mais ils sont liés, évidemment, mais c'est là qu'est le tour de passe-passe, en réalité il n'a l'intention de se séparer de ni l'un ni l'autre, son discours qui se veut radical n'est que du vent produit par un éventail bouffé au mites.

... pas le travail...

- Pollution: la gratuité des transports en commun serait illégale - L'Express.fr

De la camelote !

- Honda rappelle près de 900.000 minivans aux Etats-Unis - AFP

- La série noire continue pour GM avec un nouveau rappel de voitures - AFP

- Hyundai admet avoir surestimé les qualités de sa nouvelle Sonata - Reuters

Quelle sanction !

- Rosneft devient le premier actionnaire de Pirelli - Reuters

La compagnie pétrolière russe Rosneft va prendre une participation indirecte de plus de 13% dans le fabricant de pneus Pirelli dont elle deviendra le premier actionnaire individuel.

Selon les termes de l'accord, Rosneft détiendra 50% d'une nouvelle entité qui reprendra la participation de la holding Camfin dans Pirelli, a annoncé la banque Intesa Sanpaolo.

Camfin détient actuellement 20,3% de Pirelli, selon le site internet de la Commission des opérations de Bourse (Consob).

Dans une interview diffusée lundi par la chaîne de télévision ÖRF, le ministre des Affaires étrangères autrichien Sebastian Kurz a écarté l'hypothèse de sanctions contre les PDG des deux plus grands groupes russes, Alexeï Miller, le patron de Gazprom, et Igor Setchine, qui dirige Rosneft. Reuters 17.03

La dictature porte un prénom

- Il ne naîtra plus d'Amir ni d'Alice en Arabie Saoudite - Liberation.fr

Justification du département des affaires civiles : ces prénoms contreviennent à la culture et aux traditions religieuses, sont blasphématoires, d'origine étrangères, non arabes ou non islamiques ou tout simplement «*inappropriés*». Liberation.fr 17.03

Campagne de Russie.

- Vladimir Poutine reconnaît la souveraineté de la Crimée - LeMonde.fr

- Gorbatchev salue le référendum en Crimée - LePoint.fr

- Ukraine : les Européens ménagent le Kremlin - LeFigaro.fr

- La France "*pourra envisager*" d'annuler la vente de Mistral à la Russie - AFP

- Malgré la Crimée, les ventes d'armes françaises à la Russie continuent - Rue89

Stratégie du chaos

- Libye: au moins 7 militaires tués par une voiture piégée à Benghazi - AFP

- Libye: la marine américaine prend le contrôle d'un pétrolier de contrebande - AFP

- Soudan du Sud: L'ONU prépare des camps pour relocaliser les déplacés réfugiés dans ses bases - 20minutes.fr

- Tunisie: Trois djihadistes présumés tués lors d'une opération de police - 20minutes.fr

- L'Argentine dégradée par Moody's, l'inflation reste dans le rouge - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Mise en place d'une base militaire française au Nord Mali - french.irib.ir 16.03

La France va mettre sur pied une base militaire, dans la région de Tessalit, au Nord-Est du Mali.

La raison pour laquelle la France veut construire cette base est, comme toujours, la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue, en Afrique. La France, en tant que huitième puissance militaire du monde, fait, aussi, partie des pays exportateurs d'armes. D'un autre côté, la France a, toujours, cherché à montrer sa puissance aux Etats-Unis et à la Grande Bretagne.

Selon les observateurs, le continent africain, où se trouvent le plus grand nombre de pays francophones et les anciennes colonies françaises, serait le meilleur endroit, pour les Français, pour se faire valoir. La France n'aurait, donc, pas d'autres objectifs, au Mali, que ceux qu'elle poursuit, à Djibouti, au Gabon et au Sénégal, où elle ne se trouvait là que pour faire main basse sur leurs ressources en diamant et en or. Le Mali, à la population très pauvre, est devenu le centre d'intérêt des anciens colonisateurs européens, en raison de sa situation stratégique, cette fois-ci. Le Mali, situé au Nord-Ouest du continent africain, est voisin de 9 autres pays, parmi lesquels, l'Algérie et le Nigéria.

En Janvier 2013, Paris, sous prétexte d'aider le gouvernement malien, pour réprimer les insurgés armés, a attaqué le Nord Mali. Récupérer des villes importantes, comme Kidal et l'aéroport de Tessalit, faisaient partie des principaux objectifs de l'attaque militaire de la France, au Nord Mali. Au mois de décembre dernier, François Hollande a, encore une fois, expliqué la présence militaire de son pays, en République centrafricaine, en invoquant le même prétexte de la lutte contre le terrorisme. Mais il est évident qu'il existe des objectifs bien plus importants derrière l'envoi des forces militaires françaises au centre et à l'Ouest de l'Afrique. La lutte contre les insurgés armés du Nord Mali est, à l'heure actuelle, le meilleur des prétextes, pour le ministre français de la Défense, pour mettre en place une base militaire, à Tessalit, une région très proche des frontières de l'Algérie, qui pourra préparer le terrain à la domination militaire de la France, au Nord-Est du Mali. french.irib.ir 16.03

2- Syrie

2.1- Yabroud perdu, les anti Assad aux abois, reconnait Israël - french.irib.ir 16.03

Selon les sources israéliennes, la guerre en Syrie se poursuit mais la perte de Yabroud a porté un coup décisif au moral des opposants syriens.

" *L'emprise de l'armée syrienne sur la ville de Yabroud pourrait ne pas être une victoire stratégique, n'empêche qu'elle vient de porter un coup fatal au moral des rebelles* " a estimé la première chaine de la TV sioniste. Ceci dit l'analyse israélienne est bien partiale dans la mesure où la perte de Yabroud est avant tout une perte pour Israël face au Hezbollah. "C'est une défaite à la fois pour le régime sioniste et pour le takfiro-sionisme", précise l'analyse arabe, Bassam Abou Abdellah. Sans Yabroud les terroristes perdent la principale voie de transit d'armes et de renfort depuis Erssal voisin au Liban. Israël avait menacé le hezbollah d'une dure riposte si ce dernier aidait Assad à reprendre Yabroud. french.irib.ir 16.03

2.2- Chute de Yabroud: Riyad/tel-Aviv en réunion urgente! - french.irib.ir 16.03

Al Akhbar fait état de la tenue d'une réunion urgente des opposants syriens à Istanbul dans la foulée de la chute de la ville

stratégique de Yabroud . " *Une réunion houleuse où toutes les parties s'accusaient mutuellement et se rendaient responsables de cette humiliante défaite*". Le gros des critiques tournait autour de la désunion des rebelles armés et de l'absence d'une vision militaire au sein du conseil politique, qui " *a provoqué la confusion dans les rangs des opposants*".

Al Khabar fait état d'une autre réunion de crise, tenue cette fois à Aqaba en Jordanie et à laquelle prenaient part les responsables du renseignement saoudien, israélien, jordanien et émirati. Les participants se sont penchés sur l'avenir de la Syrie en termes politiques et militaires tout en disant "*choqués*" par les succès militaires du Hezbollah et de l'armée syrienne à Yabroud. En effet le renseignement des pays pré-cités avait prévu un délai de six semaines avant l'effondrement des milices rebelles face à l'assaut Hezb/Damas, ce qui n'a pas eu lieu dans les faits et les groupes armés se sont désintégrès beacoup plus rapidement. french.irib.ir 16.03

Haut de page

Le 19 mars 2014

CAUSERIE

Il recommence à faire chaud ici à Pondichéry, il est 22h20 et je vais aller prendre une douche, froide évidemment, froide c'est une façon de parler, l'eau doit être à 25°C environ. J'ai trouvé le truc pour vaincre mon insomnie : Allumer la climatisation. Il faut dire que c'est difficile de supporter l'humidité ambiante toute l'année, la climatisation assèche l'air et du coup je dors mieux.

J'envisage toujours d'arrêter le site pour raison de santé notamment, même si je n'arrive pas à m'en convaincre...

" *Ni rire ni pleurer... Comprendre* ", disait Spinoza.

On se demande qui en a vraiment envie ! Comprendre quoi, rien, tout est normal, non ?

Pour rire, il faut se forcer ou avoir l'esprit ailleurs. Pour pleurer c'est plus facile, partout où se porte notre regard, il suffit d'ouvrir les yeux.

Même les déboires lamentables de La Talonnette ne nous font pas marrer, s'ils doivent profiter à l'autre ordure finie d'Hollande.

Cela dit, vaut mieux être de bonne humeur, c'est bon pour la santé et le moral !

C'est peut-être la chance de ma vie, je plaisante.

- Remportez le concours du meilleur prof du monde et empochez un million de dollars - L'Express.fr

Grandeur et décadence d'un régime qui appartient au passé.

Le roturier qui a épousé une aristocrate ne peut renier sa nature, il est devenu en quelque sorte, comment dit-on déjà...

Après les connards et les salopards : Les bâtards ! Ah voilà, c'est cela !

Chouette ma petite-fille et tous les gosses vont pouvoir enrichir leur vocabulaire ! Chez nous, on ne l'utilise pas, on ne vit pas dans le même monde que l'avocat de La Talonnette, Thierry Herzog, et son influence est nulle sur nous aussi, la guerre idéologique que nous menons nous en préserve, et de bien d'autres.

Maintenant s'il est fort employé parmi le nôtres, c'est parce qu'en l'abscence d'une conscience de classe on adopte par défaut la morale, la mentalité, les idées et le comportement de la classe dominante.

Bâtard : Enfant naturel. Le mot est péjoratif, voire insultant, sauf lorsqu'il s'agit de grandes familles ou dans un contexte didactique. (Sartre)

Signe de la décomposition des institutions, ils en arrivent à déballer et laver leur linge sale sur la place publique.

- Nouvelles fuites dans l'affaire des écoutes de Nicolas Sarkozy. Le site Mediapart révèle, mardi 18 mars, le contenu de

sept interceptions judiciaires effectuées, entre le 28 janvier et le 11 février, sur la ligne téléphonique "*secrète*" de l'ancien président, sous le nom d'emprunt "*Paul Bismuth*". francetvinfo.fr 18.03

On s'étonnera (à moitié ou pas du tout) au passage que Mediapart dispose d'éléments propres à une enquête en cours dont il n'aurait jamais dû être en possession, sauf en cas de violation du secret de l'instruction, ce qui est le cas ici apparemment.

En dehors des partisans de Sarkozy, cela ne choquera personne évidemment, puisque cela est censé profiter à Hollande et au PS que la soi-disant gauche et extrême gauche soutiennent. Quand demain le même procédé sera utilisé contre eux, ils hurleront au scandale. C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils appartiennent bien tous à la même famille et qu'il n'y en a pas un pour relever l'autre.

Mediapart nous est aussi insupportable que Sarkozy ou Hollande.

De journalistes indépendants qu'ils prétendent être, ils sont également les fossoyeurs de la démocratie. Ne nous y trompons pas, ils font dans le populisme par pur intérêt mercantile et non au nom de je ne sais quel principe, en permettant ainsi que l'indépendance de la justice qui était déjà un leurre soit bafouée ouvertement, ils font le jeu de ce ceux qui demain la piétineront au nom des mêmes principes, et qui fort de cet antécédent prétendront être dans leur bon droit sans que plus rien ne puisse y faire obstacle, le règne de l'arbitraire sera banalisé, la dictature s'imposera.

Cela nous fait penser à l'affaire Dieudonné, quoi qu'il ait pu dire ou faire paraîtra insignifiant au regard des décisions qui seront adoptées par la suite et qui seront d'une portée sans commune mesure avec les faits reprochés ou le délit constaté.

On aurait pu titrer : Du dénie au délit.

Quelques titres de presse.

- Nicolas Sarkozy sur écoute : des extraits dévoilés par Mediapart - lefigaro.fr

- Nicolas Sarkozy : le mobile du délit - libération.fr

- Ecoutes de Sarkozy: les juges, "*ces bâtards de Bordeaux*" lexpress.fr

- Écoutes : comment Sarkozy utilisait ses "*amis*" pour contrer "*ces bâtards*" de juges francetvinfo.fr

- Ecoutes de Sarkozy: Médiapart dévoile le contenu de sept enregistrements, des juges qualifiés de «*bâtards*» - 20minutes.fr

Commentaire d'internaute

1- "*Pour qu'un délit de corruption soit constitué, il n'est nul besoin qu'il soit couronné de succès, ni même que son exécution matérielle ait commencé. La simple acceptation d'une transaction, c'est à dire d'un service en l'échange d'un autre, suffit à ce que la corruption soit caractérisée. Plus précisemment, le délit commence dès la proposition, en ce qui concerne le corrupteur, et dès l'acceptation de cette proposition pour le corrompu.. Il suffit donc que les juges aient en leur possession les éléments du marché, et le fait qu'ils aient été approuvés par les deux parties pour que le délit soit caractérisé. Les écoutes semblent démontrer ces faits, et qu'Azibert n'ait pas obtenu le poste, et que NS n'ait tractionné personne pour le lui faire obtenir n'y changent rien..* "

2- "*Toute cette affaire est scandaleuse. Nicolas Sarkozy se comporte comme le dernier des truands. Son avocat ne vaut pas plus cher.*"

Pas cher, c'est vous qui le dites, pas mieux vous vouliez dire, des gens médiocres et pourris jusqu'à l'os.

C'est le problème des puissants qui dirigent le vieux monde et qui ont adopté la stratégie néolibérale.

Il leur faut une élite intellectuelle prête à entrer en politique et à se sacrifier pour mener à bien leur programme (Obama, Cameron, Blair, Fabius, etc.), et le problème c'est qu'on ne la trouve pas sous le sabot d'un cheval, toute prête à l'emploi, il faut la former, elle est perfectible, elle possède peu d'expérience en la matière, elle ne comprend pas forcément les tenants et les aboutissants de ce qu'on attend d'elle, d'autant plus qu'on ne lui en révèle pas les dessous souvent horribles ou inavouables qui pourraient la rebuter ou l'épouvanter surtout si ils étaient révélés un jour, trop rapidement... Ils recrutent parmi ceux qui au sein de l'UMP ou au PS leur semble être dignes de confiance avant tout, ensuite en fonction de leurs capacités ou talents, et c'est là que le bât blesse. Ils les repèrent, les sélectionnent en leur faisant passer un oral de passage lors d'une réunion du groupe Bilderberg ou en testant leur capacité dans des think tanks néolibéraux, c'est là qu'ils acquièrent les rudiments de cette idéologie ou qu'ils se perfectionnent, les meilleurs sont ensuite propulsés aux postes de commande au sein des institutions, dans l'administration, jusqu'au sommet de l'Etat. Et quand ils n'ont trouvé personne pour remplir cette fonction, ils choisissent

un personnage particulièrement médiocre auquel ils dicteront au fur et à mesure la marche à suivre sans qu'il fasse d'histoires, un Bush ou un Sarkozy fera l'affaire par exemple...

Sinon, il opte pour la manière forte, il leur faut recourir à une dictature militaire (Chili, Argentine, etc.) ou à des milices fascistes (Kiev, Caracas, Damas).

A l'arrivée cela prend l'allure d'une affaire improvisée ou mal ficelée qui risque de partir à vau-l'eau à la première occasion, peu importe puisqu'en face l'ennemi est inorganisé et pour ainsi dure neutralisé, ils n'ont pour adversaires que des affairistes corrompus qui n'ont pas intérêt à trop la remener sous peine de voir ressurgir leurs casseroles, bref, l'essentiel est de tenir une mandature et de préparer la relève avec des candidats qui seront plus aptes à remplir la fonction qui leur aura été confiée et le tour est joué.

ACTUALITE EN TITRES

Quelle époque formidable, corrompue et cynique !

- Une maison de retraite sur deux escroque ses clients - L'Express.fr

- La douceur du climat fait plonger la consommation de gaz - LeFigaro.fr

- Une candidate décédée, le PS favori à Toulouse - Le Nouvel Observateur

- Un ancien dirigeant de la FIFA aurait reçu 1,4 million d'euros venant du Qatar - LeMonde.fr

Dommage que les hommes ne se déguisent pas en femme, il resterait plus de femmes pour les hommes !

- Les femmes ne veulent plus se déguiser en hommes - LePoint.fr

J'aime les femmes, impossible de le cacher...

Résistance passive

- La Redoute: les salariés votent contre le protocole d'accord de la direction - AFP

- Stress : 10 suicides chez Orange depuis le mois de janvier - Le Nouvel Observateur

- Pacte: des milliers de salariés lancent un "*avertissement*" à Hollande - AFP

Le petit monarque en a frémi de trouille sur son trône !

"*Près de 240.000 salariés, retraités et privés d'emploi sont venus grossir les manifestations et rassemblements dans 140 villes de France*", a annoncé en fin de journée la CGT.

A Paris, le défilé a rassemblé 60.000 personnes selon la centrale, 10.000 selon la police.

La mobilisation "*n'a rien à voir avec les élections*" et reste dans "*un registre social et syndical*", a assuré M. Mailly. Il ne s'agit "*pas de manifestations anti-Hollande*", a renchéri son homologue de la CGT. (Fort heureusement dites-donc, c'est votre président... pas le nôtre ! - ndlr)

Dans l'éducation nationale, 5,1% d'enseignants ont été grévistes (4,1% pour l'ensemble de la fonction publique d'Etat), 5,20% à Pôle emploi. AFP 18.03

Les syndicats qui ont appelé à cette journée d'action comptent plus d'1,6 million d'adhérents, manifestement ils n'ont pas mobilisé leurs troupes et les fonctionnaires qui sont des corporatistes ne se sont pas vraiment sentis concernés ou je m'abuse, non ?
Bon, d'accord, l'autosatisfaction est de rigueur au bureau politique et la critique doit rester à la porte, O.K. on la ferme...

Normal, on, sinon à quoi bon franchement !

- Les dividendes augmentent-ils au rythme des baisses de charges ? - LeMonde.fr

Gouvernement mondial et stratégie du chaos.

- La NSA a mis sur écoute un pays entier - LeMonde.fr

- Les affrontements au Vénézuela font un 29e mort - Reuters -

- Au Nigeria, « *Boko Haram élimine des villages entiers suspectés d'avoir collaboré avec le pouvoir* » - LeMonde.fr

- Attentat sur un marché en Afghanistan, 15 morts - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Le Hezbollah " *s'infiltre* " en Israël

Les sources liées au régime sioniste viennent de l'affirmer : les combattants du Hezbollah se seraient infiltrés au coeur d'Israël tout en déposant des engins explosifs contre des cibles israéliennes.

Palestine Today citant ces mêmes sources poursuit : " *Un certain nombre de combattants du Hezbollah ont pénétré à une profondeur de 100 kilomètres à l'intérieur d' Israël avant de déposer une bombe qui a visé une patrouille de militaires israéliens*". " *Les combattants du Hezbollah avaient franchi la ligne bleue vendredi dernier avant de pénétrer le sol iranien où ils ont déposé l'engin d'une grande taille qui a fait trois blessés, tous militaires*".

Les sources israéliennes ont lancé une vaste opération de recherche le long des frobntières du Liban dans les minutes suivant cette attaque par crainte d'avoir à faire face à d'autres engins explosifs similaires. C'est la première fois que les combattants du Hezbollah s'infiltrent dans le territoire israélien et attaquent les intérêts sionistes en Israël même. french.irib.ir 18.03

Haut de page

Le 20 mars 2014

CAUSERIE

Prochaine actualisation du site lundi prochain.

Haut de page

Le 21 mars 2014

CAUSERIE

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, pas le temps et pas du tout envie, mieux à faire et plus urgent.

Je suis en train de me battre pour que mon épouse récupère ses droits, notamment son allocation adulte handicapé et l'aide personnalisée au logement, ces salopards de la Caf des Bouche du Rhône lui réclament plus de 13.000 euros et ils ne lui laissent plus pour vivre chaque mois que 180 euros, alors qu'elle n'a jamais enfreint le code de la Sécurité sociale.

Ce qui se passe est très simple. Ils l'accusent d'un délit qu'elle n'a pas commis ce que les tampons apposés sur son passeport par la douane indienne à son arrivée et à son départ en Inde entre 2009 et 2013 prouvent, mais apparemment ils ont décidé de passer outre aussi dingue que cela puisse paraître, l'assistante sociale du consulat de France à Pondichéry m'a prévenu que c'était très rare qu'ils reviennent sur leur décision.

Comment appelle-t-on un régime qui vous accuse de quelque chose que vous n'avez pas commis et qui rejette tous les éléments matériels prouvant que vous êtes innocent : une dictature. C'est le régime en place à la Sécurité sociale, il faut en faire l'expérience pour le croire. Voilà ce que les syndicats acceptent ou dont ils sont les complices en cogérant cet organisme avec le patronat. En réalité, ils sont encore bien plus pourris que tout ce qu'on a pu dire jusqu'à maintenant, disons que c'est un élément de plus à charge. J'ai contacté FO pour voir leur réaction, je leur ai adressé une copie de la lettre que j'ai envoyé au directeur général de la Caf des Bouche du Rhône, sans illusions évidemment. J'ai contacté trois médias, une association et le Premier ministre à trois reprises.

La lettre qui suit a été rédigée dans un style très diplomatique pour l'occasion, je n'avais pas le choix.

La lettre adressée le 20 mars au directeur général de la Caf des Bouches du Rhône, monsieur J-P Soureillat.

Monsieur,

Mon épouse ne maîtrise pas suffisamment le français pour vous répondre, donc j'interviendrai ici en son nom, je suis son époux qui réside en Inde en permanence depuis le 16 août 1996. Je pense que nous sommes en présence d'une affreuse méprise, qui a déjà eu au moins pour conséquence de provoquer un nouveau malaise cardiaque chez mon épouse en pleine rue et d'être hospitalisée.

Je viens de recevoir par Internet l'ensemble des courriers que vous avez adressés à mon épouse en son absence, ainsi que les photocopies de tous les cachets apposés par la douane à l'entrée et à la sortie du territoire indien depuis 2009, qui prouvent que mon épouse n'a jamais vécu plus de six mois d'affilés en Inde et qu'elle réside bien la majorité du temps en France, hormis un dépassement d'une semaine sur lequel je reviens plus loin.

Ainsi, il est démontré que la procédure dont vous avez usée envers mon épouse était abusive ou parfaitement illégale. Personnellement je n'ai pas remis les pieds en France depuis juin 2002.

Je transmets ces documents au consulat de France qui de son côté vous fournira une attestation certifiant que mon épouse n'est pas enregistrée au consulat de France et n'est pas domiciliée en Inde. C'est l'assistante sociale qui avait reçu mon épouse peu de temps avant son retour en France et que j'ai contactée, qui va s'occuper de ce dossier.

A propos de vos courriers, le timing et leur contenu appellent quelques remarques liminaires.

Il est tout à fait étonnant que votre première lettre dans laquelle vous demandiez à mon épouse de vous fournir mon passeport soit datée du jour même où mon épouse arrivait en Inde, à moins d'une coïncidence, je serais plutôt porter à croire qu'il s'agissait de l'oeuvre d'une personne malintentionnée envers mon épouse, pour tout dire un délateur, c'est un sport national ici en Inde, donc cela ne me surprendrait pas outre mesure.

Dans la seconde du 6 novembre, curieusement vous semblez soudainement bien renseigné sur les séjours de mon épouse en Inde depuis 2009 sans même être en possession de la photocopie de son passeport. Contrairement à ce que vous affirmez mon épouse n'a jamais "*dissimulé*" ces voyages comme vous dites, bien au contraire, l'assistante sociale d'Aubagne en était informée et mon épouse se rendait dans la semaine qui suivait son retour à la CPAM avec les pièces justificatives des soins qu'elle avait reçus en Inde, donc datées, afin de se les faire rembourser et cela sans problème au cours des années passées. Donc vous admettrez que mon épouse n'a pas vraiment adopté le comportement de quelqu'un qui aurait eu quelque chose à dissimuler ou qui aurait eu l'intention que vous lui prêtez abusivement de "*frauder*" pour reprendre votre terme. On pourrait aussi s'interroger sur la responsabilité de la CAF ou de la CPAM qui n'ont jamais soulevé la moindre objection aux séjours de mon épouse en Inde au regard des documents qu'elle leur a transmis.

Plus étonnant encore, vous décidez de sanctionner mon épouse sans même posséder les dates exactes de ses séjours en Inde ou de sa présence en France puisque vous ne disposiez pas des photocopies de son passeport pour le vérifier. Votre décision n'a donc pu reposer sur les faits, mais sur une simple suspicion ou un calcul approximatif de son emploi du temps depuis 2009.

Vous faites référence à une lettre du 24 septembre qui a dû être perdue, peu importe puisque apparemment son contenu avait été rappelé dans celle du 6 novembre.

Un si soudain acharnement et un tel empressement contre une personne vivant seule et lourdement handicapée sans même savoir

ce qu'elle était advenue, elle aurait pu être hospitalisée en Inde ou morte puisqu'elle a une santé extrêmement fragile, à de quoi laisser songeur, à croire que l'esprit qui anima autrefois les fondateurs de la Sécurité sociale est passé de date pour ne pas en dire davantage. Je vous ferais remarquer au passage parce que je suis tout à fait honnête, qu'il me serait parfaitement possible d'aller trouver le cardiologue de la clinique Padmavati où se rend mon épouse en Inde pour obtenir de sa part un certificat médical attestant qu'elle a été hospitalisée en Inde de telle date à telle date, rien de plus facile, mais je ne le ferai pas. Cela dit il est arrivé qu'effectivement elle soit hospitalisée pendant de courts séjours.

Au regard de tous ces éléments et ceux qui figurent en détail plus loin, Monsieur, nous réfutons vos accusations, elles ont profondément choqué et blessé mon épouse, aussi nous nous réservons le droit à notre tour de porter plainte contre la Caf si vous persistiez dans votre démarche qui doit être le produit d'une erreur administrative.

Suivra une lettre de mon épouse qui vous sera adressée demandant l'annulation des décisions injustifiées qui ont été prises à son encontre et le rétablissement de tous ses droits ainsi que le versement des prestations qui lui sont dues. C'est évidemment moi qui la rédigerais. Mon épouse est incapable de comprendre précisément votre discours et de se défendre, je m'en chargerai à sa place.

Autres éléments à examiner.

http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/F2464.xhtml#N100EF

- Quelles sont les conditions liées à la résidence et à la nationalité ?

Pour pouvoir bénéficier de l'AAH, vous devez résider de façon permanente, c'est-à-dire avoir votre domicile habituel, en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer (Dom).

Mon épouse remplit cette condition en habitant en France la moitié de l'année ou beaucoup plus, son logement est à son nom, son compte bancaire est à son nom et elle remplit sa déclaration d'impôt à son nom. Il n'y a donc pas l'ombre d'une fraude dans sa situation.

J'ai rapidement consulté les articles du Code de la Sécurité sociale qui confirment entièrement mon appréciation, il est écrit que la personne percevant des allocations doit séjournée plus de la moitié de l'année en France, ce qui a toujours été le cas de mon épouse et nous sommes en mesure de le prouver, hormis dernièrement avec un dépassement exceptionnel d'une semaine qui sera compensé en 2014, son séjour en Inde ayant été à cheval sur deux années.

Si vraiment mon épouse avait eu la moindre intention de "*frauder*" ou de "*dissimuler*" ses voyages en Inde et se faire prendre elle n'aurait pas agi autrement qu'en demandant à son médecin traitant de lui prescrire en une seule fois des médicaments pour approximativement la durée de son séjour en Inde, ce qui aurait pu ou plutôt dû paraître étrange et suffire pour éveiller l'attention de la Sécurité sociale et diligenter une enquête. Pourquoi mon épouse aurait-elle pris le risque de perdre ses droits qui sont synonymes de survie pour elle, dites-moi ? Pour quelques centaines ou milliers d'euros, cela aurait été misérable, sa vie vaut un peu plus chère voyez-vous. Son cardiologue aussi était informé, c'est même lui qui lui ordonnait de ne pas rester en France dès que la température baissait, vous pouvez le vérifier.

Je tiens à préciser que nous ne sommes jamais livrés au moindre calcul pour savoir combien de temps mon épouse passait en Inde ou en France chaque année à la semaine près, nous avions cru comprendre qu'elle devait séjourner au moins la moitié de l'année en France et nous nous en sommes tenus à cette règle sans nous poser de questions. J'appartiens à cette génération de Français qui ont des principes et des valeurs et qui s'y tiennent, c'est d'ailleurs ce qu'apprécie particulièrement mon épouse qui les a adoptés, nous sommes des gens parfaitement honnêtes, cela existe encore.

Maintenant plusieurs facteurs déterminent les dates et la durée de ses séjours en Inde : l'impossibilité de rester en France dès qu'arrive l'hiver puisqu'elle est logée dans un appartement insalubre depuis 6 ans, une HLM sans chauffage et dont l'installation électrique est défectueuse dont sans possibilité de connecter un chauffage d'appoint, sans gaz aussi, et la difficulté pour mon épouse de supporter les fortes chaleurs d'été en Inde depuis sa dernière opération du coeur, entre 42 et 45°C, et enfin les dates de disponibilité des billets d'avion délivrés par les compagnies aériennes, sachant que notre choix se limite aux compagnies les moins chères.

Mon épouse aime la France et elle déteste l'Inde, elle y retourne uniquement parce que j'y vis, si elle était logée normalement, elle resterait encore plus longtemps en France, elle y a une activité sociale (bénévole au Secours Populaire), elle est respectée en tant que femme, elle se sent libre. Et puis, c'est grâce à la France qu'elle est en vie aujourd'hui, avec une telle opération réalisée en Inde elle serait morte à l'heure qu'il est, le taux de survie à l'issue de ce genre d'opération, la transplantation de deux valves mécaniques était de l'ordre de 1% selon son cardiologue, mon épouse est ainsi une miraculée, vous ne voudriez pas l'achever, n'est-ce pas ?

Le récapitulatif de l'emploi du temps de mon épouse depuis 2009 tel que figurant sur son passeport.

France du 01/01/2009 au 01/04/2009
(3 mois en France)
Arrivée en Inde : 01/04/2009
(3 mois en Inde)
Départ : 30/06/2009
(5 mois et 4 jours en France)
Arrivée en Inde : 03/12/2009
(3 mois et demi en Inde)
Départ : 17/03/2010
(6 mois en France moins 5 jours + 4 jours en décembre)
Arrivée en Inde : 12/09/2010
(3 mois et demi en Inde)
Départ : 27/12/2010
(5 mois en France moins 9 jours)
Arrivée en Inde : 18/05/2011
(4 mois en Inde moins 6 jours)
Départ : 12/09/2011
(5 mois en France)
Arrivée en Inde : 10/02/2012
(4 mois en Inde)
Départ : 11/06/2012
(5 mois en France)
Arrivée en Inde : 09/11/2012
(4 mois et demi en Inde)
Départ : 17/03/2013
(6 mois en France moins une semaine)
Arrivée en Inde : 10/09/2013
(5 mois et demi en Inde)
Départ : 26/02/2014

Prochain départ programmé en octobre 2014, soit 7 mois et demi plus tard environ.

Vous pouvez refaire les calculs :

2009 : Total 8 mois et 4 jours en France ; (3 mois + 5 mois et 4 jours)
2010 : Total 6 mois en France ; (6 mois moins 5 jours + 4 jours en décembre)
2011 : Total 8 mois et 6 jours en France ; (4 mois plus 18 jours + 3 mois et 19 jours)
2012 : Total 6 mois et 7 jours en France ; (1 mois plus 9 jours + 5 mois moins 2 jours)
2013 : Total 6 mois moins 7 jours en France ; (6 mois moins 7 jours)

2014 : prévision 7 mois et demi en France

Il peut arriver comme en 2013 que son séjour tombe à cheval sur deux années et qu'une année sur deux elle reste plus longtemps en France ou en Inde, en moyenne depuis 2009 elle a passé plus de 7 mois en France comme vous avez pu le constater.

En 2013, elle est arrivée la veille de mon anniversaire et elle est repartie deux jours après notre 24è anniversaire de mariage, d'où ce décalage d'une semaine, elle y tenait, elle n'avait fait aucun calcul, la pauvre femme en est bien incapable, elle voulait tout simplement que l'on soit ensemble pour fêter ces deux dates les plus importantes dans sa vie.

Je vais même vous avouer un truc pour vous montrer que nous sommes des gens honnêtes, je lui ai fait la remarque qu'elle n'aurait pas dû programmer un séjour aussi long sans vouloir la contrarier puisqu'elle est hyper émotive, je tenais à ménager son coeur, eh oui c'est une préoccupation de chaque instant chez cette femme, elle m'a alors demandé s'il ne serait pas possible de le prolonger car elle craignait qu'il fasse trop froid le 26 février 2014, je lui ai répondu que ce ne serait pas sérieux et qu'elle se mettrait en infraction, elle m'a répondu qu'elle avait peur de mourir car chaque fois qu'elle était retournée en France en hiver, dans le mois qui avait suivi elle s'était retrouvée aux urgences en réanimation, elle a admis que j'avais toutefois raison et elle n'a pas prolongé son séjour, en fait, au lieu de partir en Inde le 10 septembre 2013 elle aurait dû attendre encore un mois, quel dilemme, n'est-ce pas ?

Voilà vous savez tout.

Nous n'avions pas prévu de vivre de la sorte assurément, séparés une bonne partie de l'année, il a fallu cette dernière opération

pour que le sort en décide ainsi, c'est difficile à vivre, mais nous l'assumons, dignement, et encore une fois honnêtement.

En vous remerciant de votre attention, je vous demanderai, Monsieur, de bien vouloir reconsidérer attentivement et le plus rapidement possible la situation de mon épouse.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations respectueuses.

Tardieu Jean-Claude

Il est clair que si elle n'obtient pas satisfaction d'ici un mois, elle quittera définitivement la France, c'est ce que je lui avait déjà conseillé de faire, mais bon, elle est libre, n'est-ce pas. La pauvre Manjou, c'est son surnom, elle est très arriérée et ne comprend pas grand chose à la société, depuis qu'elle vit seule en France elle n'a fait qu'accumuler les emmerdements, parfois très graves, elle s'est mise dans des situations où il ne pouvait qu'en être qu'ainsi, je l'avais flairé avec le pif que j'ai, séquestration, tentative de viol, vol, insultes racistes, harcèlement d'une secte, agression et j'en passe, et maintenant voilà qu'elle doit affronter les gestapistes de l'ordre social nouveau qui ont juré de la broyer.

Ici, en Inde, ça baigne, un peu chaud, à part le site qui me fait de plus en plus chier, je dirai même que cela faisait longtemps que je ne m'étais pas senti aussi bien, il faut dire que j'évite tout ce qui pourrait être une source d'emmerdements, un de mes beaux-frères qui m'avait volé s'est pointé avant-hier, il est resté dehors et je lui ai dit de dégager, ce qu'il a fait sans demander son reste, Manju aurait été là qu'en un quart de seconde le sang lui serait monté au cerveau.

La tournure des choses en politique nous amène à relativiser notre engagement. On va s'apercevoir dans peu de temps qu'on s'était fait berner au delà de tout ce qu'on avait pu imaginer, moi j'en suis déjà parfaitement conscient mais je suis une exception pour le moment encore, apparemment c'est moi qui me ferais des illusions, O.K. je n'insisterai pas, raison de plus pour prendre un peu de bon temps en attendant des jours meilleurs, traduire pires évidemment. J'ai tout sacrifié pendant des années pour que dal, cela suffit.

Bonnes élections, bon dimanche, amusez-vous bien... Et n'oubliez pas de verser une larme pour le frère Blondel ! Non, pas pour mon épouse... Et vive l'héroïque peuple syrien et palestinien !

Haut de page

Le 22 mars 2014

CAUSERIE

(Plus tard, à 13h47 en Inde.

43 articles ont été ajoutés, d'autres plus tard.

Ce matin vers 11h.

"*My vote is not for sale*, mon vote n'est pas à vendre.

En France, il suffit d'avoir un niveau de vie qui vous permette de vivre confortablement pour être corrompu par l'idéologie dominante et subordonné au capital en l'absence de conscience de classe. Et si ce n'est pas le cas, vous n'avez pas d'autre idéal puisque celui du socialisme est renvoyé à une date indéterminée, d'ailleurs plus personne n'en fait la promotion de nos jours...

En Inde, la situation est différente. Comme la majorité de la population n'a pas les moyens de vivre confortablement, c'est un euphémisme, personne ne rechigne à recevoir un petit billet de 500 ou 1.000 roupies en échange de sa voix, et puis soyons sérieux, voter pour l'un ou pour l'autre ne changera rien à leur condition, ils le savent, ce n'est pas parce qu'on est profondément arriéré qu'on est demeuré, ne pas confondre, alors autant que cela rapporte quelque chose, c'est toujours cela de pris, ainsi va la corruption, généralisée. J'oubliais : Dans la plus grande démocratie du monde ! Pure ironie... plutôt amère.

Les articles sur l'Ukraine, le Venezuela et la Syrie ont été archivés, ainsi que ceux de la Tribune libre.

La suite plus tard dans la journée si j'ai terminé le boulot, je dois aller faire des courses ce matin et encore envoyer des courriels en France.

Le sort de mon épouse n'intéressera pas le mouvement ouvrier, elle est bien pauvre, d'origine indienne et noire, mais voyez-vous elle est de nationalié française, elle serait immigrée sans papier, dans l'illégalité, mieux encore lesbienne, là peut-être qu'ils daigneraient se pencher sur son cas, et encore, car s'attaquer à cette vénérable institution qui sert de tiroir-caisse à tous les syndicats et partis, cela me semble impossible, ils sont trop corrompus, ils ont trop à perdre. Cela devrait faire réfléchir les militants.

Qu'ils se souviennent des paroles d'Engels prononcées il y plus d'un siècle, les syndicats sont devenus des obstacles au socialisme, d'après vous que dirait-il aujourd'hui, sans doute qu'ils en sont devenus les ennemis, ce qui ne veut évidemment pas dire qu'il faudrait se passer du syndicalisme, mais plutôt qu'il aurait fallu entrevoir nos relations autrement avec les appareils des syndicats, rompre avec eux pour commencer tout en continuant de militer dans ces syndicats et plus tard créer un nouveau syndicat. On ne l'a pas fait, on a tout faux. On dit bien que le PS et le PCF ne seront jamais un instrument qui servira à l'émancipation des travailleurs du capital, on aurait dû en dire autant de ces syndicats qui leur sont liés.

On en peut pas avoir (indéfiniment) un pied de chaque côté de la barricade, il arrive un moment où il est indispensable de réunir les deux pieds du même côté, ne pas prendre cette décision se traduira par l'amputation du pied posé du mauvais côté puis l'autre, à vous de voir celui qui figure du bon et du mauvais côté et qui sera coupé le premier, je ne suis pas sûr qu'on s'entende non plus sur ce point. Ceux qui ont tout misé sur le syndicalisme et qui continuent ont creusé notre tombe. On y reviendra, on pourra aussi évoquer l'attitude de Lénine envers les syndicats et les soviets en 1905, il avait dû intégrer le constat dressé par Engels sur les syndicats pour avoir étudié attentivement son oeuvre, forcément, sinon la révolution russe de 1917 n'aurait jamais vu le jour ou n'aurait pu triompher, il aurait manqué le parti pour la guidée...

Un dernier mot.

J'ai actualisé la rubrique articles d'actualité. Question : Comment doit-on caractériser ceux qui soutiennent le gouvernement néonazi à Kiev ? Je ne voudrais pas faire dans l'excès et je vais demeurer mesuré, comme toujours dans le fond. Suppôts du nazisme ou collobos des nazis, cela me semble convenable ou adapter aux faits.

Au fait, ils dirigent le vieux monde, ils sont à la tête des Etats les plus puissants de la planète, le gouvernement américain et l'UE, ce sont des institutions profascistes. En 39-45, seuls l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Japon pour ne prendre que les pays les plus importants sombraient dans le fascisme, tandis que le reste du monde le condamnait et le combattait...

En 2014, c'est la totalité des puissances occidentales qui dominent le monde qui soutiennent le fascisme, situation rendue possible uniquement grâce au soutien que lui apportent les partis officiels qui se réclament du mouvement ouvrier ou du soutien dont ils font eux-mêmes l'objet de la part des syndicats quand ils sont au pouvoir, et parce que le mouvement ouvrier est complètement dégénéré depuis des lustres maintenant, comment dire sans que personne ou presque ne s'en soit rendu compte, sans ce qui se prétendait être l'avant-garde du mouvement ouvrier n'en tienne compte, sans que nos valeureux révolutionnaires ou trotskistes ne modifient en quoi que ce soit leurs relations avec ces partis pourris PS et PCF et les appareils des syndicats, ils ont préféré s'en accommoder, manoeuvrer, sclérosés au dernier degré ils en sont rendus à estimer qu'il était gauchiste de vouloir rompre avec ces partis et ces appareils, autrement dit quoi qu'il puisse se produire, ils justifient la collaboration de classe dont on peut observer aujourd'hui sous nos yeux quelle en est la portée, les épouvantables conséquences pour notre classe, je ne parle même pas de notre idéal ou du socialisme qui est relégué au musée des antiquités utopiques.

Dans quel monde terrible vivons-nous et ce n'est qu'un début... Serons-nous capable, aurons-nous la force de retrouver le chemin du socialisme qui implique notre totale indépendance de ces partis et de ces appareils, de rompre résolument avec le capital et ses institutions politiques ? Apparemment on n'en prend pas vraiment le chemin. A suivre.

Haut de page

Le 23 mars 2014

CAUSERIE

Prochaine actualisation demain.

J'ajouterai peut-être quelques articles dans la journée.

S'agissant de ceux publiés par Le Grand Soir, ceux qui sont diffusés exclusivement sur leur portail (ou d'autres que je ne connais pas) sont très inégaux, souvent médiocres ou en totale opposition avec la politique que nous défendons, dorénavant j'essaierai de trouver le temps de les lire avant de les mettre en ligne.

Confrontation impérialiste.

Côté ouest

- La crise en Ukraine dope les pourparlers commerciaux USA-UE - Reuters

La crise en Ukraine et les tensions avec la Russie illustrent la nécessité d'un renforcement substantiel des liens économiques entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE), a déclaré samedi le représentant américain au Commerce.

Michael Froman a notamment évoqué la perspective d'exportations de gaz naturel américain vers l'Europe en citant les compagnies françaises Total et GDF Suez.

Quatre jours avant le sommet UE-USA mercredi à Bruxelles en présence du président américain Barack Obama, Michael Froman a jugé que le raisonnement "ne pourrait jamais être plus fort" qu'en ce moment en faveur du pacte de libre-échange en cours de négociations depuis juillet entre les deux parties.

Michael Froman a souligné à quel point un accord de libre-échange faciliterait pour les compagnies européennes les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) des Etats-Unis vers l'Europe. Une telle évolution pourrait même intervenir avant la conclusion formelle du pacte, comme le souhaitent la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Dans le cadre de la législation actuelle, le département de l'Energie doit accorder des licences d'exportation aux compagnies qui en réclament. Avec un accord de libre-échange (FTA), ces licences seraient délivrées automatiquement.

"*A l'évidence, lorsque le TTIP sera conclu, en supposant qu'il le sera, il y aura une relation de nature FTA avec l'Union européenne*", a dit le représentant américain au Commerce.

L'Asie est pour le moment un marché d'exportation plus lucratif pour le gaz naturel liquéfié américain mais Michael Froman a souligné qu'il revenait aux compagnies européennes de choisir leurs marchés et que les exportations de gaz américain ne dépendaient pas uniquement de l'accord de libre-échange.

"*Même maintenant, il y a eu quatre ou cinq licences d'exportation vers des pays non-FTA qui ont été délivrées. Elles concernent plusieurs compagnies européennes*", a-t-il ajoutant en citant Total et GDF Suez.

"*C'est à elles de décider où va ce gaz. On peut concevoir que les gouvernements européens ont un intérêt à ce qu'elles acheminent ce gaz en Europe.*" Reuters 22.03

- L'UE et l'Ukraine signent le volet politique de leur accord d'association - Francetv info

- "*Poutine a déclaré la guerre à l'Occident*" - LePoint.fr

- Le "*banquier de Poutine*" visé par les sanctions américaines - AFP

- L'exclusion de la Russie du G8 évoquée par la Grande-Bretagne - LeMonde.fr

- Crimée: le fossé se creuse, "*il n'y a plus de G8*", dit Merkel - AFP

- Brzezinski traite Poutine de Hitler - french.irib.ir

- Washington accuse Poutine d'avoir des intérêts dans le pétrole - Reuters

- Le monde réexamine ses relations avec la Russie, dit Washington - Reuters

- Ukraine: le patron de Naftogaz, soupçonné de corruption, est en prison - AFP

- Fitch lève sa menace de priver les Etats-Unis de la note maximale "*AAA*" - AFP

- Fitch dégrade la perspective de la Russie de "*stable*" à "*négative*" - AFP

- Standard & Poor's menace de dégrader la note de la Russie - Le Nouvel Observateur

- La France a suspendu l'essentiel de sa coopération militaire avec la Russie - AFP

- MasterCard et Visa privent deux banques russes de leurs services - Reuters

Côté est

- Vladimir Poutine signe la loi rattachant la Crimée à la Russie - Reuters

- Poutine contre une riposte immédiate aux sanctions américaines - Reuters

- Sanctions américaines : Moscou riposte - french.ruvr.ru (La Voix de la Russie) 22.03

La Russie a introduit ses propres sanctions en réponse à la « *liste noire* » établie par la Maison-Blanche. Le ministère russe des Affaires étrangères a publié la liste des hommes politiques et des fonctionnaires américains désormais interdits d'entrée en Russie. La liste comprend des assistants de Barack Obama et certains congressistes et sénateurs connus pour leurs prises de position antirusses, dont le sénateur républicain John McCain.

A peine le président américain a-t-il annoncé un train de sanctions contre des fonctionnaires russes que le ministère russe des Affaires étrangères publiait la « *liste noire* » d'Américains interdits d'entrée en Russie. La liste comprend neuf hommes politiques américains au total, dont les plus notoires sont le président de la Chambre des représentants John Boehner et le sénateur républicain John McCain.

... ce sénateur républicain est également connu pour ses menaces directes. Il avait par exemple promis à la Russie « *le scénario libyen* » et au président russe « *le sort de Mouammar Kadhafi* ». M. McCain cherche ainsi à se faire une popularité douteuse, estime Andreï Sidorov, directeur de la chaire des organisations internationales et des processus politiques mondiaux.

En même temps, la Russie se gardera bien d'introduire des sanctions économiques contre les États-Unis, a déclaré le président Poutine à la réunion du Conseil de Sécurité.

Le président Obama a signé entre-temps un décret permettant d'appliquer des sanctions pour frapper les secteurs-clés de l'économie russe. Le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Alexandre Loukachévitch a dit en réponse que l'introduction des sanctions antirusse obligerait la Russie à prendre « *des mesures appropriées* » à chaque démarche inamicale. french.ruvr.ru 22.03

- Moscou augmente le prix du gaz vendu à l'Ukraine - AFP

- Ukraine : Donetsk manifeste contre un gouvernement « *illégitime* » - LeMonde.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Quand la chute finale approche...

- La Fed réduit encore son soutien et change son message d'orientation - AFP

La banque centrale américaine (Fed) a réduit mercredi son soutien monétaire à l'économie américaine et changé son message d'orientation de politique monétaire, la présidente Janet Yellen évoquant même une éventuelle remontée des taux à la mi-2015. AFP 21.03

Pur numéro d'illusionniste !

- Stress tests réussis pour les grandes banques américaines - Reuters

- Les grandes banques américaines sont suffisamment solides en termes de fonds propres pour surmonter un choc économique, a annoncé la Réserve fédérale jeudi en présentant les résultats de ses tests de résistance Reuters 21.03

Le «***front républicain***», laissez-le à la "***gauche***"

- Le vice-président de l'UMP refuse un «*front républicain*» anti-FN - Liberation.fr

La collaboration de classe est sa spécialité, il a toujours servi le régime en place.

Et puis franchement, ne vient-elle pas de réaliser un maginifique «*front républicain*» en soutenant le gouvernement ukrainien !

Le régime côté jardin

- L'Usine nouvelle tresse des lauriers à Arnaud Montebourg - L'Express.fr

- Vers une baisse de la fiscalité des entreprises - LePoint.fr

- Les réformes structurelles sont difficiles, mais indispensables - LeMonde.fr

- Ces préretraites très confortables réservées aux hauts fonctionnaires - LeMonde.fr

- La croisière a le vent en poupe et s'expose au Salon du Tourisme - AFP

... et côté cour...

- Un rapport prescrit une sévère cure d'austérité aux collectivités locales - Francetv info

- Accord à l'arraché sur de nouvelles règles d'indemnisation pour 2,2 millions de chômeurs - AFP

A l'issue d'une négociation marathon, le patronat et trois syndicats (CFDT-FO-CFTC) sont parvenus samedi matin à un accord sur de nouvelles règles d'indemnisation du chômage, obtenant un satisfecit du gouvernement, mais avec des mesures jugées "*inacceptables*" par les chômeurs et une partie des intermittents.

La nouvelle convention prévoit 800 millions d'euros d'économies (400 millions net en prenant en compte les droits rechargeables), autant d'efforts demandés aux demandeurs d'emploi indemnisés car le patronat a obtenu que les cotisations des entreprises restent inchangées.

L'objectif est à la fois d'inciter à la reprise d'emploi et d'assurer une meilleure couverture aux chômeurs.

(Gageons que cet accord vise surtout le premier objectif... -ndlr)

Au-delà des économies pour l'assurance chômage, la CFDT y voit aussi un moyen de décourager les recours abusifs aux ruptures conventionnelles, qui font office de préretraites pour les seniors dans certaines entreprises.

(Des vieux travailleurs pouvaient par ce biais partir à la retraite plus tôt, anormal pour les jaunes, qu'ils crèvent au boulot ! Et les jeunes doivent rester au chômage et continuer d'être sacrifiés par ce régime honni. - ndlr)

Les salariés de plus de 65 ans, jusqu'ici exonérés de cotisations Unédic, contribueront eux aussi au régime.

(Puisque les cotisations des entreprises restent inchangées, il faut bien que quelqu'un casque à leur place. -ndlr) AFP 22.03

On dit merci qui ? Au syndicat qu'il vous FO ! Indépendant, sans rire...

Il rejoint les jaunes, à moins qu'il ne les ait jamais quitté, qui sait hein ? Voilà comment on se passe des chaînes aux pieds et aux mains pour ensuite poursuivre le combat, là c'est carrément abjecte, cynique, non ?

Ils en pensent quoi les militants dont les partis sont partie prenante des instances de FO ? Réponse : Ils trouvent cela normal puisqu'ils font partie des bénéficiaires de ce genre d'accord scélérat ou ils sont privilégiés et ne sont pas concernés. C'est cela aujoud'hui (et déjà hier...) être révolutionnaire, anticapitaliste, trotskiste ! Finalement, tout nous sépare ou presque...

- Le régime des intermittents ne perd rien pour attendre - LePoint.fr

- Frais d'optique : le gouvernement veut limiter le remboursement par les complémentaires - LePoint.fr

- L'objectif serait de limiter la hausse des dépenses dans ce secteur, selon un projet de texte révélé jeudi par le journal "*Le Monde*".

Ce "*projet de décret*", établi par la Direction de la Sécurité sociale, fixe un montant maximum pour le remboursement des verres simples par les complémentaires santé (mutuelles, assurances et institutions de prévoyance). Ce montant est dégressif : il passera de 350 euros en 2015 à 200 euros en 2018. Le remboursement des verres complexes serait quant à lui limité à 400 euros en 2018. Celui des montures resterait fixé à 100 euros.

- Pourquoi le prix de votre petit-déjeuner risque d'augmenter - LeFigaro.fr

- Une grande ville sur deux a augmenté le prix du stationnement - LeFigaro.fr

- Hausse de 7,2% des bénéficiaires du RSA en 2013 - Reuters

Près de 2,3 millions de foyers percevaient le revenu de solidarité active à la fin du quatrième trimestre 2013 en France et dans les départements d'Outre-mer, soit 7,2% de plus qu'un an plus tôt, selon les chiffres publiés vendredi par la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf).

Au 1er janvier 2014, le RSA socle, versé aux foyers ne bénéficiant d'aucun revenu d'activité, s'élevait à 499,1 euros par mois pour une personne seule et 748,97 euros pour un couple sans enfant. Reuters 21.03

Résistance passive

- Les employés de Eau de Paris manifestent allongés - LeParisien.fr

- Contre une restructuration, des salariés de Staples occupent leur entreprise - Liberation.fr

- Intermittents : des milliers de manifestants dans la rue pour défendre leur régime - LePoint.fr

- La Redoute: les salariés manifestent pour de meilleures garanties - AFP

- Paris: des centaines de personnes ont manifesté contre le racisme et le fascisme - lexpress.fr

- Grèce: des milliers de manifestants contre les néonazis et le racisme - AFP

Des milliers de migrants, sympathisants de gauche et des droits de l'homme, ont manifesté samedi à Athènes dans une ambiance bon enfant contre "*le fascisme*" et "*le racisme*", selon la police.

"*Éliminez les néonazis dans tout quartier, ni au Parlement européen, ni aux mairies ou les préfectures*", était inscrit sur une banderole.

Parti xénophobe et antisémite, Aube dorée est accusé de nombreuses attaques surtout contre des migrants et des personnes de gauche. AFP 22.03

Mais pour la "*gauche*" et extrême gauche, à Paris ou Athènes il ne faut pas confondre extrême droite en France, néonazis en Grèce... et nazis à Kiev où ils figurent dans le gouvernement ukrainien issu du coup de force de l'OTAN et l'UE, ces néonazis sont des gens respectables, c'est Obama, Hollande, Merkel et Ashton qui l'on dit, enfin.

Quand nous disions que le PS ou ses semblables, le PCF ou les néo staliniens recyclés dans le social-libéralisme frayaient la voix au fascisme, est-ce qu'on exagérait vraiment ? La situation s'emballe et nous donne raison une fois de plus mais restons modeste, on le signale au passage...

Les euthanasier !

- Que faire des enfants qui mendient ? - LePoint.fr

Si : L'incapacité de passer à un mode de production supérieur

- Climat, ressources, inégalités : "*Il n'y a jamais un seul facteur pour expliquer la chute d'une civilisation*" - Francetv info

Le roi... de la sale bouffe !

- Burger King ouvrira 25 restaurants en France en 2014 - AFP

Stratégie mondialiste, néolibérale ou du chaos

- Attentat de Boston : pas de poursuite contre un agent du FBI - LeMonde.fr

- Les Vénitiens massivement favorables à leur indépendance - LeMonde.fr

- Venezuela : mobilisations contre "*la dictature*" d'un côté et "*le fascisme*" de l'autre - AFP

L'AFP réalise ici un amalgame ordurier en mettant les deux camps sur le même plan en leur accordant le même traitement au moyen de parenthèses...

- La Libye veut s'attaquer frontalement au terrorisme - LeMonde.fr

- Combats entre forces libyennes et rebelles près de Benghazi - Reuters -

- Lourde amende contre une compagnie pétrolière chinoise au Tchad - Reuters

- Rassemblement à Alger contre la candidature de Bouteflika - Reuters

- Afghanistan: assaut meurtrier des talibans contre un hôtel de Kaboul - AFP

- Bagdad est devenue la pire ville au monde - Francetv info

- Irak : violences meurtrières, des insurgés contrôlent un village - LeMonde.fr

- Un garde présidentiel abat un journaliste en Irak - LeMonde.fr

- Cisjordanie: trois Palestiniens tués par l'armée israélienne - AFP

- Sahara Occidental. La police marocaine réprime des manifestations dans les villes occupées - french.irib.ir

- La Cour constitutionnelle annule les élections en Thaïlande - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Il était médiocre... et il est coupable de l'être.

- Ecoutes: l'horizon s'obscurcit pour Sarkozy, juge la presse - AFP

- L'affaire des écoutes de Sarkozy prouve que notre justice marche bien - Slate.fr

- Ecoutes de Sarkozy: Thierry Herzog annonce une plainte pour violation du secret de l'instruction - 20minutes.fr

- Ecoutes: Sarkozy contre-attaque violemment, la gauche s'indigne - AFP

Dans un communiqué, le Premier ministre a qualifié de "*grave faute morale*" le fait pour Nicolas Sarkozy "*de mettre en cause l'honneur de la justice et de la police*" et jugé "*insupportable*" la "*comparaison*" entre la France et l'Allemagne de l'Est. (Soutenir un gouvernement qui comporte des fascistes, à Kiev, ce n'est pas une"*grave faute morale*" pour Ayrault, c'est naturel quand on est au PS. - ndlr)

"*Je n'entends pas accepter cette injure*", a renchéri Mme Taubira. Le numéro 1 du PS, Harlem Désir, a "*dénoncé avec force l'attaque inouïe*" de l'ex président "*contre les institutions de la République*". Peu après, c'est le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls

qui a jugé les propos "*infamants pour les magistrats et les policiers*". AFP 21.03

Quand ce sont des hordes nazis qui lancent l'assaut "*contre les institutions de la République*" ukrainienne, c'est légal et légitime pour le PS.

- Vers un tandem Juppé-Bayrou en 2017 ? - francetvinfo.fr

C'est crédible, Juppé a déjà troqué le gaullisme pour le néolibéralisme et Bayrou incarne l'ex-UDF qui fut le fer de lance de la croisade en faveur de l'UE en France, il est forcément également néolibéral.

L'un peut continuer à se prétendre gaulliste et l'autre démocrate et le tour est joué, l'enfumage est parfait.

Le prochain minable et pantin sur la liste à éliminer.

- Sarkozy : Hollande juge «insupportable» la comparaison avec des dictatures - Liberation.fr

Suppôt au fascisme en Ukraine, au sionisme à Tel-Aviv, au communautarisme, va-t-en-guerre, complice de la barbarie en 14-18 et 39-45, de toutes les guerres, quel statut réserver au PS ?

- La France se dote d'un statut du "*repenti*" - L'Express.fr

Valls ou les mains sales.

- Le coup de colère de Valls contre un pompier qui refuse de lui serrer la main - Francetv info

"*Quand on refuse de serrer la main à une personne, c'est qu'on a perdu ses valeurs.*" Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls s'est emporté, jeudi 20 mars, à Grenoble (Isère), contre un pompier qui refusait de le saluer. "*Vous n'êtes pas un gamin, vous avez des responsabilités*", lui a notifié le ministre, l'invitant à se "*comporter comme un sapeur-pompier*", dans un échange partiellement capté en vidéo par Le Dauphiné Libéré. "*Il y a une hiérarchie dans les sapeurs-pompiers, a-t-il encore martelé, furieux. Vous devez la respecter*."

En déplacement à Grenoble pour soutenir le candidat socialiste à la mairie, Jérôme Safar, Manuel Valls s'était approché d'un groupe de pompiers, qui manifestaient devant la préfecture. C'est à ce moment que l'incident s'est produit, avant que d'autres pompiers ne reviennent sur leurs revendications, dans un conflit qui les oppose à leur direction depuis trois mois.

"*En Isère, on a réellement besoin d'apaisement, a dit un pompier, et ça fait plusieurs temps qu'on nous dit 'On a écouté vos problèmes, on va vous aider, ça va s'apaiser, on va trouver des solutions'. Ca fait quatre mois...*" Un autre en a profité pour prendre le ministre au pied de la lettre : "Vous parlez de respect de la hiérarchie, le respect doit être mutuel". Francetv info 21.03

En complément.

Ils en ont encore trouvé un !

- Paris : un juif victime d'insultes antisémites porte plainte - LePoint.fr

Le nihilisme est le pendant philosophique de l'idéologie néolibérale.

- Genre : pourquoi Bruxelles finance ces recherches - LeFigaro.fr

Le sionisme en est le volet théologique.

Propagande et guerre idéologique. Intox et désinformation.

- Bonheur : les Français peuvent mieux faire - LePoint.fr

- Journée du bonheur: Le bonheur est-il le fruit d'une réaction chimique de notre cerveau? 20minutes.fr

Il suffit d'y croire ! Un luxe, n'est-ce pas, mais par pour tout le monde !

- Tourisme : les Français préfèrent la France pour leurs vacances - LePoint.fr

La plupart n'ont pas vraiment le choix financièrement parlant...

- Les Européens bouclent in extremis leur projet d'union bancaire - AFP

Au terme des discussions, le rôle des Etats a été amoindri et la procédure simplifiée, de sorte qu'en cas d'urgence, le sort des banques présentant des problèmes puisse être réglé en l'espace d'un week-end, quand les marchés financiers sont fermés.

Le ministre allemand des Finances, M. Wolfgang Schäuble a "*salué*" l'accord comme un "*grand progrès pour l'Europe*". AFP 21.03

- Le secret bancaire définitivement enterré dans la zone euro ? - LeMonde.fr

Mais pas les paradis fiscaux, youpi !

- L'information est un droit universel, dit Michelle Obama à Pékin - Reuters

L'information officielle, diffusée depuis Washington, favorable à l'impérialisme américain... Lire encore : La désinformation.

- L'Ukraine, les gentils et les méchants : comment les récits médiatiques hystérisent les opinions (jusqu'à la guerre ?) - Atlantico.fr

Mais non, un nazi qui le revendique n'est pas un nazi... Autrement dit : Fermez-la, laissez les nazis agir à leur guise...

- La CE va sanctionner Goldman Sachs - Reuters

Ils en tremblent déjà !

- JPMorgan cède son activité de matières premières à Mercuria - Reuters

Parbleu, assiste-t-on au démentèlement des trusts financiers comme on voudrait nous le faire croire ? Pas vraiment, un tour de passe-passe pour contourner la réglementation financière.

- Les groupes de négoce privés, faiblement régulés, ont été les premiers à bénéficier du retrait des banques du trading de matières premières au cours des deux dernières années.

Mercuria, fondée par deux anciens de Goldman Sachs, se hissera ainsi dans le haut du classement des maisons de négoce. Reuters 20.03

Des hommes de paille de Goldman Sachs...

- L'ombre d'Al-Qaïda continue de planer sur l'affaire Merah - 20minutes.fr

Dans quelques années ou décennies l'ectoplasme du monstre se matérialisera... enfin peut-être, il faut entretenir le suspens, l'illusion...

Comment minimiser l'ampleur d'une manifestation.

Quelques titres de presse.

- Grande manifestation à Madrid contre l'austérité - Reuters

- Les Espagnols marchent contre l'austérité -libération.fr

- Une foule immense manifeste en Espagne - LePoint.fr

- Gigantesque manifestation à Madrid pour dénoncer « *l'urgence sociale* » - lemonde.fr

On se dit que là pour le coup les manifestants devaient se compter en centaines de milliers. Pas vraiment.

- Plusieurs dizaines de milliers de manifestants venus de toute l'Espagne (Reuters)

- Ils étaient des dizaines de milliers, arrivés pour certains de toutes les régions d'Espagne (Le Monde)

- Des dizaines de milliers de personnes (Liberation.fr)

- Madrid a connu ses plus grandes manifestations contre la politique du gouvernement depuis 2012.

Une gigantesque manifestation contre l'austérité a eu lieu samedi à Madrid, qui a réuni des colonnes venues de toutes les régions d'Espagne pour dénoncer «l'urgence sociale», le chômage et la politique gouvernement Rajoy.

Certains ont traversé le pays, parcouru à pied des centaines de kilomètres, d'autres les ont rejoints aux portes de Madrid. Agitant des drapeaux de toutes les régions d'Espagne, une immense foule avait envahi dans la journée le centre de la capitale pour le plus grand défilé organisé depuis ceux de 2012. Liberation.fr 22.03

- Un gendre de Ben Laden sort de son silence - Le Monde.fr

Pourquoi *Le Monde* consacre-t-il un article à Souleymane Abou Ghaith, un ancien porte-parole d'Al-Qaida? Disons-le d'emblée, un article qui ne présentait aucun intérêt, en apparence seulement.

Ce n'est jamais anodin de publier un article dans un grand média comme Le Monde. Ils ont toujours une idée derrière la tête, sous couvert de délivrer des informations ou d'informer leurs lecteurs, ce que ces derniers gobent en général ou ne se rendent pas compte, alors qu'en réalité la machine à désinformer et la propagande de la classe dominante ne s'arrêtent jamais. Voyons de quoi il s'agissait ici et comment ils ont procédé.

C'est très simple, le gendre de Ben Laden est détenu et inculpé de complot visant à tuer des Américains et à apporter un soutien matériel à des terroristes dans le cadre des "*attentats*" du 11 septembre 2001, il aurait participé au recrutement des membres d'Al-Qaïda qui auraient perpétré ces "attentats", accusation très grave où il risque la réclusion à perpétuité.

Son témoignage lors de son procès à New York mercredi 19 mars ne présentait pas vraiment d'intérêt contrairement à ce qu'affirme Le Monde, quelle importance cela pouvait-il avoir de savoir qu'il était en Afghanistan le 12 septembre 2001 au côté de Ben Laden, aucune. Pas tout à fait.

En revanche, ce qui devait présenter un intérêt pour les lecteurs du Monde, c'était de leur ressortir une fois de plus le mensonge ou la version officielle qui pour ainsi dire reposerait sur le témoignage de Ben Laden en personne. Or il a été établi qu'il n'avait jamais revendiqué ces "*attentats*" et qu'il était totalement impossible qu'il les ait pilotés du fin fond d'une grotte située à des milliers de kilomètres du périmètre des opérations, sauf à accorder à Ben Laden un don d'ubiquité. Peu importe que cette version soit ridicule ou grotesque, Le Monde continue de la martèler. Voici comment :

- Après les attentats, qui ont fait près de 3 000 morts à New York, Washington et en Pennsylvanie, il avait affirmé que « *la tempête ne s'arrêtera[it] pas, spécialement la tempête des avions* ». Ces discours, a-t-il témoigné, étaient fondés sur des « *citations et points* » établis par Ben Laden. lemonde.fr 20.03

Le tour de passe-passe consiste à partir de « citations et points » prêtés à Ben Laden dont les déclarations à la suite du 11/9 sont soigneusement passées sous silence, et pour cause puisqu'il a toujours nié en avoir été le cerveau ou le maître d'oeuvre, on a rappelé précédemment que c'était totalement impossible matériellement parlant, à lui faire dire ce qu'il n'a jamais dit mais qui paraîtra plausible dans la bouche d'un de ses lieutenants qui cherche à sauver sa peau, l'ensemble servant à ressortir ou à conforter la version officielle de plus en plus contestée aux Etats-Unis même et la boucle est bouclée.

Ben Laden qui aurait dû se féliciter de cet extraordinaire fait d'arme à la face du monde ou d'avoir atteint son objectif puisque les "*attentats*" du 11/9 se sont parfaitement déroulés s'en était abstenu n'en fit rien et le nia au contraire, ce qui était fort embarrassant pour Bush, donc par la suite la CIA s'est employée à bricoler ou inventer différents témoignages (sous la menace ou la torture notamment) qui devaient conforter la version officielle. Finalement, cet article du Monde sans intérêt ou tout à fait anodin au premier abord ne servait qu'à confirmer cette version des faits, comme quoi il n'était pas totalement inutile, restait à établir pour qui, ce que nous venons de faire.

Nous ne rappelerons jamais assez que notre ennemi est animé par une détermination sans faille et un cynisme sans fond, et que ses porte-parole témoignent des mêmes attributs, ce qu'on néglige ou ne soupçonne pas généralement, notre vigileance baisse, et c'est ainsi qu'à notre insu l'idéologie dominante pénètre dans notre cerveau, là ce n'était pas bien grave car peu d'entre nous croit encore la version de Bush, ce qui était intéressant de montrer ici, c'était qu'ils agissent de la sorte jusque dans les moindres détails et à tous propos, dans tous les domaines ils essaient de manipuler et conditionner leurs lecteurs, la population,

ce que l'on doit combattre avec la même détermination et férocité qu'eux.

Tartufferie. L'homme propose et la dictature dispose.

Réponse en demi-teinte de la Commission à la première initiative citoyenne européenne - Le Monde.fr

L'initiative citoyenne européenne « *right2water* » (droit à l'eau), première du genre, demandait l'accès universel à l'eau et à l'assainissement au sein de l'Union, ainsi que l'exclusion de la gestion de l'approvisionnement en eau des règles du marché intérieur.

Le principe de l'initiative citoyenne européenne (ICE), entré en vigueur en avril 2012, permet aux citoyens européens de proposer des projets de lois à la Commission. Pour cela, ils doivent, en un an, réunir un million de signatures, venant d'au moins sept Etats membres. La Commission, elle, a l'obligation de répondre – positivement ou négativement. L'initiative « *right2water* » est la première à avoir atteint le seuil du million de soutiens.

Malgré cette réponse positive, les instigateurs de l'initiative, une coalition d'associations et de syndicats européens, sont déçus. La Commission promet plusieurs mesures, comme une consultation publique sur l'eau potable, ou une meilleure information des citoyens.

Ainsi, elle se contente d'évoquer la « *dimension 'droits de l'homme'* » de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Et affirme que, pour les négociations commerciales internationales, elle « *continuera également à s'engager activement aux côtés de ses partenaires commerciaux pour garantir que les décisions […] en matière de gestion des services relatifs à l'eau sont respectées et protégées correctement.*» Le Monde.fr 21.03

Voilà ce qui arrive quand on croit que l'UE serait démocratique, quand on refuse de reconnaître sa nature fondamentalement réactionnaire... Les ONG ne servent qu'à cautionner l'existence de l'UE et colporter des illusions en elle, normal elle les finance aussi... Ce qui est valable pour les ONG l'est également pour les syndicats et les partis ouvriers financés par l'Etat.

En famille. Ils craignent pour leurs privilèges : Ils proposent d'étendre l'austérité sur 40 ans... ou plus !

- Portugal: 74 économistes appellent au rejet de l'austérité - AFP

Soixante-quatorze économistes de différentes nationalités ont signé un manifeste pour critiquer l'austérité et réclamer des politiques compatibles avec la croissance au Portugal, apportant leur soutien à ceux qui défendent une restructuration de la dette publique. (Et non son annulation pure et simple. - ndlr)

"*L'austérité a aggravé la récession, a fait augmenter la dette publique et a entraîné une souffrance sociale, provoquée par une baisse des pensions et des salaires*", affirment ces économistes d'une vingtaine de nationalités dans ce manifeste publié jeudi par le quotidien de référence Publico.

"*Il est temps de changer de politique*", écrivent les signataires, qui expriment par ailleurs leur inquiétude sur les conséquences de la rigueur en Europe dans ce texte intitulé: "*Restructurer la dette insoutenable et promouvoir la croissance en rejetant l'austérité*".

(Il "*est temps*" décrète-t-il un beau matin de "*changer de politique*", pourquoi, parce que cela commence à sentir la poudre à canon près de chez eux et ils craignent d'être demain les victimes de cette politique qui peut conduire et doit conduire à un effondrement du capitalisme qu'ils ne souhaitent pas évidemment. - ndlr)

La publication de ce texte intervient après la signature la semaine dernière d'un manifeste par soixante-dix personnalités portugaises de gauche et de droite en faveur d'une "*restructuration responsable*" de la dette publique "*dans le cadre institutionnel européen*".

(De "*gauche et de droite*" et "*dans le cadre institutionnel européen*", autrement dit cette initiative est une escroquerie politique qui au lieu d'aider les masses et les intellectuels à comprendre la situation et d'adopter la seule issue politique possible pour en changer, de se rassembler pour renverser le régime en place et les intsitutions, rompre avec l'UE, les y enchaîne, ils leur interdisent toute issue politique conforme à leurs intérêts. - ndlr)

La dette du Portugal a atteint 129% du PIB fin 2013, mais devrait amorcer une décrue cette année, selon les prévisions du gouvernement. Les signataires portugais proposaient d'appliquer une décote sur la partie de la dette dépassant les 60% du PIB et d'allonger la maturité des prêts "*à 40 ans ou plus*". (Plutôt "*plus*" que moins puisqu'automatiquement la dette continuera d'augmenter, en réalité ils promettent aux masses l'austérité... pour l'éternité ! - ndlr)

Parmi les signataires figurent notamment Mark Blyth, professeur d'économie politique internationale à l'université Brown aux

Etats-Unis, l'ancien ministre des Finances colombien José Antonio Ocampo, la Britannique Stephany Griffith-Jones, auteure de nombreuses publications sur le système financier international ou encore Mauro Napoletano de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). AFP 20.03

Le pedigree des signataires de cet appel ne laisse aucun doute sur sa nature : Réactionnaire. Une initiative qui a pour objectif de sauver le capitalisme dont leur propre niveau de vie ou confort matériel dépend.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Colombie

- Colombie: la destitution polémique du maire de Bogota désormais officielle - AFP

Figure de la gauche en Colombie, le maire de Bogota, l'ex guérillero Gustavo Petro, a été officiellement destitué mercredi par les autorités au terme d'un marathon judiciaire dans une affaire qui soulève une forte polémique.

L'élu, qui se dit victime d'un complot, avait été frappé depuis 2013 par une mesure de destitution, assortie d'une inéligibilité de 15 ans, pour une passation de marché considérée illégale.

Au lendemain de la validation de cette sanction par le Conseil d'Etat, le président colombien Juan Manuel Santos, auquel il revenait de promulguer la destitution in fine, l'a annoncée lors d'une allocution solennelle.

Le chef de l'Etat a chargé son ministre du Travail, Rafael Pardo Rueda, d'assurer l'intérim de la gestion de la capitale, en invoquant "*l'urgence de ne pas continuer avec une situation d'incertitude*".

Cette annonce a suscité des réactions de colère de la part de centaines de partisans de M. Petro, rassemblés devant le siège de la mairie.

M. Petro lui même a lancé un appel à la grève générale. "*Le peuple colombien doit se diriger de manière pacifique vers une grève générale pour une Assemblée constituante et la paix en Colombie*", a lancé Gustavo Petro depuis le siège de la mairie devant des milliers de sympathisants.

Plus tôt dans la journée, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), basée à Washington, avait appelé à maintenir M. Petro à son poste afin de "*garantir ses droits politiques* " et lui permettre d'"*achever son mandat*". Une demande à laquelle les autorités ont opposé une fin de non recevoir.

"*Le gouvernement colombien ne répond pas favorablement aux mesures de précaution*", a tranché le président Santos. "*Il est évident que la justice colombienne a agi et qu'elle l'a fait de manière transparente, efficace et opportune*", a-t-il encore commenté.

Investi en janvier 2012 pour un mandat de quatre ans à la tête de cette mégalopole de sept millions d'habitants, M. Petro dénonçait de son côté un complot contre le processus de paix actuellement en cours avec la guérilla marxiste des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc).

Le maire avait averti le chef de l'Etat qu'il commettrait une "*énorme erreur politique et historique*" en ne suivant pas la consigne de la CIDH.

La polémique avait d'autant plus enflé que la sanction à l'encontre de M. Petro a été prise à l'origine par la "*procuradoria*", organisme de contrôle des fonctionnaires, dont le directeur Alejandro Ordoñez est un conservateur notoire, très critique du processus de paix avec les Farc.

Depuis le début de cette affaire, de nombreuses manifestations ont eu lieu en soutien à cet économiste de 53 ans, lui-même ancien membre de la guérilla urbaine du M-19 (Mouvement du 19 avril), un mouvement d'insurrection dissous en 1990.

Parallèlement, l'élu faisait face à la convocation d'un référendum révocatoire à la demande de l'opposition, qui a réuni un nombre suffisant de signatures. AFP 20.03

2- Turquie

- La Turquie bloque Twitter, pris pour cible par Erdogan - Reuters

Les autorités turques ont confirmé vendredi avoir bloqué l'accès à Twitter, mis en cause quelques heures plus tôt par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, en justifiant leur initiative par des décisions de justice.

L'office de régulation des télécommunications, TIB, précise sur son site internet avoir auparavant demandé sans succès à Twitter de retirer certains contenus à la suite, dit-il, de plaintes d'utilisateurs du site de microblogging sur le respect de la vie privée.

"*Parce qu'il n'y avait pas d'autre choix, l'accès à Twitter a été bloqué conformément à des décisions de justice visant à protéger les citoyens*", dit le communiqué.

Le vice-Premier ministre, Ali Babacan, a estimé que le blocage ne devrait être que "*temporaire*" et émis le souhait qu'une solution soit rapidement trouvée avec Twitter.

Les autorités turques n'ont pas l'intention de bloquer l'accès à d'autres réseaux sociaux, comme Facebook, a précisé à Reuters un responsable turc.

"*L'initiative de bloquer l'accès (à Twitter) a été prise dans le cadre d'une décision de justice faute d'avoir pu résoudre le problème avec la direction de Twitter. Pour le moment il n'y a pas de décisions de ce genre pour d'autres réseaux sociaux comme Facebook*", a-t-il déclaré.

Jeudi, Recep Tayyip Erdogan, lors d'un meeting de campagne en vue des élections municipales du 30 mars, s'en est pris vivement au site, auquel il reproche d'alimenter la contestation.

"*La communauté internationale peut dire ceci ou cela, je m'en moque totalement. Tout le monde verra à quel point la République de Turquie est puissante*", a poursuivi le chef du gouvernement. Reuters 21.03

Haut de page

Le 26 mars 2014

CAUSERIE

J'ai hésité avant d'actualiser le site. Le soir en me couchant je me dis : C'est terminé, j'en ai marre. Et le matin au réveil je m'y remets ! Ne figure pas les infos d'hier. De nouveaux articles seront ajoutés plus tard.

Comme un air de fin de civilisation... définitive.

- *Comment l'Occident fabrique les mouvements d'opposition* - Andre Vltchek - michelcollon.info 21.03

Il est certain que ce que vit le monde actuellement pourrait être décrit comme une nouvelle vague de l'offensive impériale occidentale. Cette offensive se déroule sur tous les fronts et s'accélère de manière très rapide. Sous la houlette du très distingué prix Nobel de la Paix Barack Obama, de ses amis néo-conservateurs, de ses amis socialistes aux accents bruns, de la réélection du Premier ministre fasciste au Japon, le monde devient un lieu particulièrement dangereux. C'est comme si une certaine ville frontalière était envahie par des gangs violents.

La perception biblique de « *vous êtes avec moi ou contre moi* » gagne du terrain. Soyons conscients face aux récits. Soyons conscients lors des soulèvements, soyons conscients lors des mouvements de protestation contre les gouvernements. Lesquels sont réels et lesquels sont créés de toute pièce par l'impérialisme et le néocolonialisme?

Cela apparaît extrêmement déstabilisant pour la majorité des gens qui sont noyés par le flot d'informations des médias privés. Il y a effectivement de quoi être déstabilisé. Et plus les gens le sont, moins ils sont enclins à s'opposer aux réels dangers et à l'oppression. (...)

L'Occident ne cesse de produire et d'aider des forces d'oppression, qu'elles soient féodales ou religieuses. Plus la population est oppressée, moins elle est disposée à se battre pour la justice et pour ses droits. Plus elle est effrayée, plus elle est facile

à contrôler.

La féodalité, l'oppression religieuse et les dictatures d'extrême droite, tout cela sert parfaitement le fondamentalisme de marché de l'Empire, et son obsession de vouloir contrôler la planète. Mais un tel programme est anormal, et donc temporaire. Les êtres humains sont épris de justice, par essence, c'est une espèce décente et altruiste. Albert Camus, à juste titre, en arrive à la conclusion dans son magnifique Roman 'La Peste' (analogie pour combattre le fascisme) : « *il y a dans les hommes plus de choses à admirer que de choses à mépriser* ».

Ce que l'Occident fait actuellement au reste du monde n'a rien de nouveau : fomenter des conflits, soutenir le banditisme et le terrorisme, sacrifier des millions de personnes pour ses seuls intérêts commerciaux. C'est ce qu'on appelle le "*fascisme ordinaire*". Et le fascisme est venu et il a été vaincu par le passé. Et il le sera à nouveau. Il sera battu à nouveau car il est néfaste, car il va à l'encontre de l'évolution humaine naturelle et car les peuples à travers le monde sont en train de prendre conscience que les structures féodales que le fascisme occidental essaie de mettre en place à travers le monde, appartiennent au 18ème siècle, pas à celui-ci et ne devraient plus être tolérées. michelcollon.info 21.03

On peut être "*épris de justice, par essence*", plein de bonnes intentions ou de bonne volonté, cela n'a jamais fait une conscience de classe ou remplacé un programme politique, cela ne suffit pas non plus pour comprendre le monde dans lequel nous vivons et encore moins comment faire pour parvenir à le changer.

Parmi ces "*structures féodales*" il y a l'Union européeenne et l'ensemble des institutions que le capital a mis en place sur chaque continent, le CFR aux Etats-Unis relié au Pentagone, à la CIA, à la NSA, au NED, etc., la Commission Trilatérale, le FMI, la Banque mondiale et l'ONU notamment, l'ALENA, le NAFTA, etc on peut ajouter les traités transatlantiques et transpacifiques qui complètent le dispositif, en constituent une étape vers un gouvernement ou une dictature mondiale de l'oligarchie financière, le fameux nouvel ordre mondial évoqué par Bush père avant d'être repris pas son rejeton.

Cela commence à faire beaucoup de "*structures féodales*", on n'est plus dans la période de "*mise en place*" de ces structures totalitaires, elles fonctionnent déjà à plein temps "*à travers le monde*" avec le soutien de pratiquement tous les partis à l'exception de certains d'extrême gauche qui hélas sont sclérosés ou refusent d'intégrer l'évolution du capitalisme mondial dans leur stratégie ce qui les conduit à l'impuissance. Toutes ces instiitutions ont accepté l'hégémonie de l'impérialisme américain ou ont refusé de s'y opposer frontalement (Mercosur), elles n'existent que par la volonté américaine, y compris l'Union européenne.

Les Etats-Unis concentre toutes les contradictions du capitalisme parvenu au stade le plus élevé de son développement, au point d'être devenu un facteur de décomposition des bases du capitalisme et de dislocation de l'économie mondiale. Ce processus est à relier à la nature même, au fondement du système économique capitalisme qui repose sur l'inégalité entre les classes et qui ne peut qu'engendrer des inégalités toujours plus grandes, au point de tendre les rapports entre les classes jusqu'à leur affrontement ; les riches représentant une infime minorité de la population concentrent entre leurs mains toujours plus de richesses, tandis que les besoins de l'immense masse de la population laborieuse ne cessent de croître tout en demeurant insatisfaits pour un nombre toujours plus grands à travers le monde.

Ce qui a changé par rapport à l'époque qui prit fin au début des années 70, lorsque l'oligarchie financière se dota de nouveaux moyens financiers et politiques pour accroître encore son pouvoir, date de départ du colossal endettement mondial qui dépasse 100.000 milliards de dollars, c'est qu'une couche de capitalistes concentrent dorénavant les richesses à l'échelle mondiale dans des proportions gigantesques ; c'est un peu comme si pour survivre ce système économique n'avait pas d'autre alternative que rassembler ses richesses dans une seule et unique famille par crainte qu'elles soient dilapidées par faiblesse des gouvernements ou des Etats ou grapillées par la concurrence et la lutte de classes, comme si un mal invisible rongeait ce système de l'intérieur au point de menacer son existence et qu'il faille développer une stratégie, non pas pour sauver ce système qui est condamné à l'effondrement, mais pour sauver la caste des oligarques, des riches, des privilégiés qui refusent de céder le pouvoir ou de disparaître.

Stratégie qui a donc pour origine la crise du capitalisme parvenue à son stade ultime, ce qui ne veut pas forcément dire fatale, et pour objectif de contenir, d'anéantir, réprimer ou de venir à bout des contradictions (sociales) qui menacent l'existence du capitalisme (la révolution socialiste), de modifier les rapports entre les classes de telle sorte que la lutte des classes devienne obsolète, soit muselée, dénaturée ou corrompue au point qu'il soit impossible aux exploités de remettre en cause l'ordre établi jusqu'à en oublier leur revendication de changer le monde, ce qui nécessite qu'ils soient spoliés de leurs droits politiques ou que la nature des institutions politiques en place ne leur permettent pas d'accéder au pouvoir, mieux encore, de le revendiquer.

A la spoliation de leurs droits politiques qui va jusqu'à leur retirer le statut de citoyen, s'ajoute la spoliation de leurs droits sociaux qui poursuit un double objectif, économique et politique, qui se combine avec la guerre idéologique que mène la classe dominante pour les conditionner et les réduire à une sorte d'état végétatif, atomisés, individualisés à outrance, esclaves dépourvus de réaction rationnels, à la merci du marché qui leur impose leur mode de pensée et de vie, de simples produits de consommation, dont finalement la valeur avec le temps devient insignifiante ; on peut envisager qu'à l'étape suivante ils les liquideront en masse sur la surface de la terre, pour ne conserver que la population indispensable à la satisfaction de leurs besoins et compatible avec les ressources restantes de la planète.

Aussi incroyable ou monstrueuse que puisse paraître cette stratégie ou cette perspective, force est de constater qu'elle est en train de se réaliser, qu'ils parviennent à avancer dans cette voie et qu'apparemment rien ne puisse les arrêter puisque nous avons été incapables de nous doter d'une nouvelle direction politique. Maintenant il est vrai également que les peuples tentent de résister à ce rouleau compresseur qui broie tous leurs droits, sur tous les continents, dans tous les pays la lutte des classes se manifeste quotidiennement, cela dit cela ne suffit pas pour constituer une alternative au capitalisme, il faut avoir conscience du développement du capitalisme mondial et son orientation afin de comprendre les rapports qui existent entre les classes, la nature des institutions, la combinaison ou les liens qui existent entre la crise du capitalisme au stade actuel et ces rapports, ces institutions, comment ils ont évolué depuis quelques décennies et pourquoi, et ensuite, une fois seulement qu'on a bien saisi la stratégie de notre ennemi qui concentre à elle seule les contradictions du capitalisme au stade de la dictature de l'oligarchie financière, on peut l'intégrer dans notre propre stratégie, on est armé pour le combattre, on peut avancer vers notre propre objectif et construire le parti, sinon c'est gesticuler dans tous les sens en pure perte, c'est foutu d'avance.

Pour revenir sur cet article et conclure, il faut bien comprendre qu'on ne vit plus tout à fait dans le même monde qu'hier, que le gigantesque endettement qui accompagne la survie du capitalisme signifie qu'un stade quantitatif a été franchi dans la décomposition du capitalisme, et qu'à ce stade quantitatif correspondait un stade qualitatif qui a été également franchi. Quand la dialectique vous fait défaut, on s'égare. Or, c'est justement ce facteur qu'on a sous-estimé, ignoré, occulté ou qu'on a été incapable de traiter correctement en continuant la lutte de classe comme si de rien n'était, pire, en manoeuvrant pour s'en accommoder, en agissant comme si on était déjà vaincu, en passant des compromis avec des éléments étrangers à la classe ouvrière, avec des militants rejetant le programme de la révolution socialiste mondiale, etc. au lieu de faire preuve de la même rigueur et détermination que notre ennemi qui est passé brutalement à l'offensive pour avancer vers son objectif, nous avons adopté l'attitude inverse en bradant nos principes et en abandonnant notre programme au point qu'il n'existe même plus aucun parti combattant pour la prise du pouvoir et le socialisme, concession ou reniement qui n'ont servi finalement strictement à rien, sauf à affaiblir l'avant-garde ou à la disloquer un peu plus.

Ce qu'on a abandonné, c'est la stratégie et les principes définis par Lénine à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitaliste, qui avaient été élaborés en tenant compte de toutes les spécificités de cette période et des principales tendances de l'évolution du capitalisme mondiale qui s'étaient manifestées dès le début du XXe siècle (ou avant même) et qui depuis se sont réalisées dans des proportions telles, avec une telle précision, qu'on est forcé d'en déduire que les enseignements que nous avait laissés Lénine, qui se sont révélés magistralement exacts, auraient dû constituer les fondements de notre parti , de notre programme, de notre combat politique. A bas les conciliateurs auraient hurlé Lénine de nos jours comme autrefois !

Qu'il ait été nécessaire d'adapter ces enseignements en tenant compte des transformations intervenues dans la société et le monde, bien évidemment, c'est la moindre des choses, mais sans toucher aux principes, au parti, au programme, au drapeau aussi. La pire erreur politique qui ait été commise est d'avoir privilégié les conditions subjectives au détriment des conditions objectives, dont on dit volontiers pas ailleurs qu'elles sont déterminantes ou l'emportent toujours sans être capables d'en tirer les conclusions pratiques qui s'imposent, la preuve en est, en déterminant notre stratégie sur l'emprise de la social-démocratie dégénérée et le stalinisme sur le mouvement ouvrier au lieu de privilégier le combat contre le capitalisme et ses institutions, cela me paraît si vrai, si flagrant, si incontestable qu'en 2014.

Tenez, les résultats du premier tour des élections municipales en témoignent, ce n'est pas le PS ou le PCF avec leurs satellites respectifs qui constituent un obstacle au renversement du régime en place, mais bien l'arriération politique des masses, leur ignorance, parce qu'elles demeurent subordonnées, enchaînées au capitalisme. Personne ne peut affirmer que les masses se disposent par rapport à ces partis, elles leur tournent le dos ou ne les écoutent pas, elles se disposent par rapport à ce qu'elles vivent au quotidien et comment elles l'interprètent, c'est l'idée qu'elles se font de la société qui déterminent leur attitude à partir de leurs conditions matérielles et l'espoir ou non d'en changer un jour, or elles n'y croient pas, et si elles n'y croient pas c'est parce que leur horizon ne dépasse pas le stade du capitalisme.

La lutte contre le social-libéralisme et le stalinisme aussi déterminante soit-elle devait demeurer subordonnée au combat contre le capitalisme et les institutions, et non l'inverse qui ne pouvait qu'avoir des conséquences catastrophiques.

Finissons en revenant une dernière fois sur cet article.

On est donc face à une autre forme de domination de classe que le "*fascisme ordinaire*", le fascisme planétaire comme seule perspective politique et la guerre sans fin à travers le monde. Ne pas en tirer les conclusions pratiques est criminel.

Rompre, briser le lien avec ces institutions à relents fascistes est une nécessité absolue dans le programme d'un parti révolutionnaire, et pour qu'il se réalise un jour il faudra d'abord que les travailleurs renversent leur propre bourgeoisie dans leur pays respectif et prenne le pouvoir politique.

Notes de lecture

Quelle confusion !

- *Il ne s'agit pas de valeur ni de complot mais bien de calcul* - Caleb Irri- legrandsoir.info 21.03

- Les événements actuels ne laissent pas beaucoup de place au doute : pour de plus en plus de gens, le monde est dirigé par un petit groupe d'individus mûs par une idéologie fondée sur des valeurs qu'ils veulent de gré ou de force imposer aux plus grand nombre pour leur propre satisfaction, à travers un « *grand complot mondial* ». Pourtant, il se dégage plusieurs éléments qui entrent en contradiction avec cette vision, pour attrayante qu'elle soit : car il n'y a pas UN complot mais cent, mille ; sauf que l'accumulation de « *petits* » complots n'en fait pas pour autant un « gros ». Et l'instauration progressive de deux grands « *blocs* » opposés « *idéologiquement* » prouve qu'il en existe au moins deux. (...)

Et si le complot explique le moyen utilisé par tel ou tel camp pour dominer l'autre, la finalité n'est pas l'instauration d'une dictature mondiale ou la défense du bien contre le mal mais tout simplement le résultat d'un calcul d'intérêts bien compris de part et d'autre de ce qu'ils doivent faire pour continuer d'engranger des profits. legrandsoir.info 21.03

Qu'il y ait un, deux, cent ou mille complots c'est mal poser la question ou aborder la situation.

L'essentiel est qu'il y en a un qui domine les autres et s'imposent aux autres, exactement de la même manière qu'il existe un impérialisme dominant qui impose son hégémonie aux autres, qui concentre l'ensemble des contradiction du capitalisme et qui à lui tout seul incarne à la fois la crise du capitalisme, son étape ultime et la seule stratégie qu'il puisse mettre en oeuvre pour tenter d'assurer la survie de ce système économique de domination de classe, l'impérialisme américain et plus particulièrement son oligarchie financière qui exerce son pouvoir sur l'économie américaine ou étend son contrôle sur une grande partie de l'économie mondiale, et qui a déterminé la stratégie néolibérale pour parvenir ses objectifs politiques.

Que demain un parti en Russie dominé par une poignée d'oligarques parvienne au pouvoir, et du jour au lendemain la Russie ne sera plus l'ennemi à abattre des Américains et des Européens, mais un allié indéfectible totalement intégré à leur stratégie politique. Idem pour la Chine.

Un article qui ne sera pas mis en ligne.

- *Plus de 9 millions de chômeurs en France* - Francis Journot - legrandsoir.info 20.03

Peut-être s'avère t-il maintenant indispensable, après quatre décennies de politique économique néolibérale mondialiste de libre échange prônant la délocalisation, de relancer l'industrie manufacturière des biens de consommation. legrandsoir.info 20.03

En gros l'auteur de cet article préconise les artifices employées après-guerre en se trompant d'époque, et qui a conduit à sauver le capitalisme tandis que certaines couches en profitaient et d'autres non, l'ensemble étant plus solidement enchaîné au capitalisme.

- Néanmoins, en modifiant les modes de gestion et les processus de production, il serait tout à fait possible de fabriquer à nouveau en France, une part importante de nos biens de consommation moyen/haut de gamme. Un outil de production plus automatisé corrigerait les coûts de produits exigeant davantage de main d'oeuvre et de savoir-faire artisanal. Parfois, un raccourcissement du circuit de distribution, sur le modèle économique de l'intégration verticale, augmenterait considérablement la compétitivité.

Le pacte de responsabilité se doublerait d'un pacte de compétitivité en somme !

Un second article qui ne sera pas mis en ligne.

- *Les Andalous comprennent le signal* - M. Saadoune- legrandsoir.info 20.03

Textuellement dans cet article, Kadhafi et Assad sont responsables du sort que leur a réservé la coalition militaire occidentale, il faut donc en déduire qu'elle n'avait pas totalement tort de détruire ces deux pays et massacrer leur peuple.

Le FN est raciste et islamophobe. Vraiment ?

Hier soir, Een page d'accueil su portail de la radio iranienne francophone officielle à Téhéran.

- Bruno Gollnish, eurodéputé et membre du bureau politique du FN

Entretien avec M.Bruno Gollnish, eurodéputé et membre du bureau politique du FN: "*Victoire du FN lors des éléctions municipales*". french.irib.ir 24.03

No comment !

Réflexions après le premier tour des élections municipales

Lundi. Hier soir ou plutôt ce matin, entre 0h30 et 2h j'ai regardé TV5Monde Asie qui retransmettait en direct une émission de France2 consacrée aau premier tour des municipales à partir de 20h en France.

De loin, j'ai trouvé ce show médiatique surréaliste, grand-guignolesque, digne d'un vaudeville sans éclat, d'une comédie de boulevard à s'ennuyer à mourir, non pas que les comédiens eut été mauvais, ils jouérent à la perfection leur personnage. Ils s'en tinrent au rôle qui leur avait été attribué. La distribution officielle était au grand complet. Chacun connaissait son texte par coeur, mais leur posture, qui tenait davantage de la potiche, gâcha à elle seule tout le spectacle qui par ailleurs s'annonçait sans surprise, puisque tout le monde en connaissait le scénario.

Fardés, apprêtés comme pour se rendre à un bal masqué, ils prirent la pose, ils débitèrent leurs discours convenus et insipides tissés de mensonges, tandis que l'hypocrisie suintait de chacune de leur réplique de telle sorte qu'il était impossible d'imaginer que la distribution des rôles ne fasse pas partie d'un de leurs arrangements pour dérouter ou induire en erreur leur public bassement intéressé ou fait d'ânes bâtés.

Nul point de chute puisque tous les protagonistes de cette pièce misérable se déclarèrent satisfaits des résultats qu'ils avaient obtenus, à croire que ceux qui devraient en pâtir figuraient aux abonnés absents, au point qu'ils ne manquèrent pas de les fustiger au passage, craignant sans doute que leur conduite impardonnable fut de mauvais présage, la leur étant irréprochable évidemment.

Quand on a des principes et des valeurs, qu'on aspire à un idéal, ces gens-là en sont tellement éloignés qu'on se demande comment est-ce possible qu'il y en ait encore tant pour participer à cette grotesque mascarade.

C'est à croire que l'homme à part faire son propre malheur ou plûtot l'air de rien celui des autres de préférence pour s'en tirer à bon compte, y compris avec sa conscience, est faible, stupide, ne tire aucun enseignement des expériences de sa propre existence aussi longtemps qu'il lui est donné de s'en sortir personnellement sur le plan matériel, et qu'il lui faut absolument être confronté à une situation intenable pour envisager de réagir, mais comme à ce moment-là il se trouve au fond du trou, il lui est difficile, voire impossible d'envisager en sortir, il est condamné à y rester le restant de ces jours, à moins qu'il saisisse le mince filet de lumière qu'il avait entrevu vaguement un jour quand il était plus jeune et ne le lâche plus pour espérer pouvoir refaire surface, conquérir sa liberté.

Tout cela est vraiment pitoyable, épouvantable, participer à une telle farce était d'un mauvais goût sans nom depuis le temps qu'elle dure.

Dans l'aprés-midi, Selvi, la femme qui m'aide à entretenir la maison et le jardin, m'a raconté une autre tranche de sa vie. Souvent je la questionne pour mieux la connaître et savoir ce qu'endurent des centaines de millions d'Indiens misérables, je le sais plus ou moins de par mon épouse et sa famille et bien des gens que je connais, mais j'ai besoin d'en savoir toujours plus, de vérifier comment évoluent les inégalités en Inde.

Vous savez déjà qu'elle a été mariée de force à l'âge de 14 ans avec un homme de 25 ans qui la violera le jour de son mariage. Alcoolique, violent, il la frappera et continuera à la violer pendant 10 ans. Elle m'a raconté comment cela se passait. Rentré de son travail, elle lui servait son repas, au passage pour un oui ou un non il lui assènait des coups au visage au point qu'elle en a les joues déformées, de volents coups de pied dans les jambes, puis, en la prenant par les cheveux il la traînait dans un coin de la pièce et la violait, cela durait dix minutes à peine, ensuite il la rejetait et s'endormait sur place.

Il crèvera 10 ans plus tard d'alcoolisme en la laissant avec trois enfants. La mort de ce monstre sera une bénédiction pour cette malheureuse femme. Epouvantée par une telle expérience, elle refusera de se remarier ou qu'un autre homme la touche. Elle travaillera comme domestique ou employée de maison pour nourrir ses enfants. En ce moment, elle travaille de 6h à 18h30 avec une pause de moins d'une heure depuis qu'elle travaille aussi chez moi, six jours par semaine, et le dimanche elle travaille encore trois heures. Cela explique pourquoi elle fait plus vieille que son âge, elle a 45 ans, elle est déjà usée, épuisée.

Elle travaille dans six maisons différentes situées dans le lotissement où j'habite, elle, elle vit dans son village à 800 mètres de là. Elle a un salaire total de 11.000 roupies, mais elle doit rembourser à son village 6.000 roupies tous les mois, et la scolarité de son fils ainsi que les frais attenants se montent à 3.000 roupies par mois, il ne lui reste donc plus que 2.000 roupies pour vivre (30 euros), jusqu'au mois dernier il ne lui restait que 1.000 roupies (15 euros), entre temps elle a accepté de prendre un travail le dimanche après-midi.

Elle vit dans une maison délabrée avec sa mère, son frère ainsi que son épouse et leurs deux enfants, une de ses soeurs et son époux, je ne sais pas s'ils ont des enfant, bref, ils sont neuf personnes minimum à s'entasser dans une maison de trois

pièces minuscules qui doit faire environ 40m², sans eau, dont le toit fait de tuiles fuit, lors de chaque mousson ils sont inondés.

En comparaison, en tenant compte des terrasses couvertes, nous disposons avec Magueswary d'environ 200m², cinq pièces, trois salles de bain et un grand jardin, 50.000 roupies par mois pour vivre une fois le loyer payé.

Vous voyez tout de suite le cas de conscience devant lequel j'étais placé, n'est-ce pas ? Selvi doit rembourser 6.000 roupies par mois à son village parce qu'elle avait dû s'endetter lourdement pour marier sa fille, elle avait emprunté 200.000 roupies. Il lui reste encore 72.000 roupies à rembourser. J'ai décidé de lui donner pour éponger cette dette, je ne peux pas contribuer à la lutte de classe sur le terrain, alors je me rattrape autrement, je ne lui demande rien en échange, elle est libre de ne plus venir chez moi par la suite, je ne lui ferai signer aucun reçu, rien que l'idée m'est ignoble.

Comme elle travaille chez moi 1h30 à 2h par jour, je lui verse 2.000 roupies, et comme souvent elle n'a rien à manger le midi, c'est moi qui lui prépare un repas indien ou je vais lui acheter un plat préparé. Le soir je lui donne des légumes, des oeufs, etc. pour qu'elle puisse améliorer l'ordinaire. Parfois elle travaille, parfois la voyant si fatiguée je lui demande de se reposer pendant que je vais bosser sur l'ordinateur, et quand elle est partie c'est moi qui nettoie le jardin. Une fois délivrée de cette dette de 6.000 roupies mensuels, elle va travailler moins, à mi-temps chez des gens et elle nous donnera un coup de main à la maison, moyennant rémunération évidemment, on va se partager les tâches et en retour nous ferons en sorte qu'elle ne manque de rien.

J'ai fait connaissance avec son frère qui est très bien, il bosse comme intendant dans une propriété proche d'ici qui appartient à des occidentaux, il ne fume pas et ne picole pas. Selvi m'a assuré que son fils était sérieux, un bon garçon, elle m'a dit de passer chez eux pour faire sa connaissance mais j'ai préféré m'en abstenir pour le moment, une relation de confiance s'est instaurée entre nous, je veux voir si elle est justifiée avant que mon épouse ne rentre de France.

Elles se connaissent et Magueswary l'apprécie, nous avions envisagé qu'elle habite chez nous ou partage notre vie, mais avant il fallait la tester et voir si nous n'allions pas au-devant de problèmes avec sa famille, ici c'est le point le plus délicat, conflictuel. Tout cela s'est donc passé avec l'accord de mon épouse que je tiens au courant de nos relations, c'est un arrangement entre nous et qui ne concerne que nous trois.

Alors, franchement les municipales en France, c'est uniquement un truc pour nantis qui tiennent à conserver leurs privilèges et qui se foutent bien du reste, tous partis confondus. J'éviterai d'en parler à mon épouse pour qu'elle ne fasse pas une nouvelle attaque cardiaque.

Quant à l'espoir, il est réservé aux mêmes, allez donc en parler à Selvi ou à ses semblables dont la vie est un cauchemar au quotidien depuis le premier jour et qui savent parfaitement qu'il en sera ainsi le restant de leurs jours, surprise elle vous adressera un regard transperçant qui voudra dire : Mais dans quel monde il vit celui-là ? Le sien, uniquement le sien, il n'en est jamais sorti et il n'en sortira jamais.

Mon vote n'est pas à vendre.

La foire aux alliances pour des postes, un statut, des subventions bat son plein, écoeurant au dernier degré dirait le travailleur lambda et il aurait bien raison, car c'est lui qui sera finalement le dindon de cette mauvaise farce, qui en fera les frais à l'arrivée, plus vulgairement il a raison de penser qu'on se fout de sa gueule, qui plus est de plus en plus ouvertement et que cela fait trop longtemps que cela dure, allez vous faire foutre avec vos élections à la con a-t-il déclaré. Franchement, qui oserait lui en vouloir de faire preuve de lucidé quelque part ? Pas nous.

Derrière, il y a ceux qui ont participé à cette cynique mascarade et qui de ce fait ont démontré qu'ils n'avaient décidément plus aucun principe, vont s'empresser de tenter de récupérer cette protestation silencieuse, tâche ingrate, indigne qui s'annonce difficile, on en veut pour preuve que tous les partis se sont livrés hier exactement aux mêmes analyses que les médias aux ordres de la classe dominante ou leurs partis dits de droite, d'extrême droite ou de gauche, vous pouvez vous connecter sur leurs sites Internet pour le vérifier, ils sont pathétiques.

En fait ce qui se passe, c'est que le constat qu'ils dressent des résultats du premier tour de l'élection municipale est non seulement identique, mais il a valeur d'analyse, il remplace toute réflexion politique qui ne doit pas aller au delà des limites fixées par le régime ou compatible avec lui puisqu'ils y sont tous subordonnés, autrement dit ceux qui se présentent comme l'avant-garde de la classe ouvrière sont incapables d'en tirer le moindre enseignement politique et ils s'en tiennent à leur langage habituel. Notez bien qu'il ne s'est rien passé de particulier le 23 mars 2014, ce qui s'est exprimé c'est ce que chacun avait sous les yeux avant ces élections ou savaient déjà pertinemment, mais dont personne ne voulait tirer des leçons, alors pourquoi devraient-ils changer quoi que ce soit à leur discours ou comportement après, il n'y a aucune raison à cela, nos dirigeants demeureront ainsi fidèles à eux-mêmes et la vie va continuer comme avant.

C'est sans doute cela qu'avaient pressenti la moitié des électeurs potentiels qui ne se sont pas déplacés dimanche, à quoi bon puisque cela ne changera absolument rien, personne ne nous écoute, personne ne nous représente.

Le pourrissement de la situation profite au pouvoir en place, qui sachant les masses sans direction politique ou inorganisées, applique sa politique sans se soucier du résultat d'élections qui d'une manière ou d'une autre tourneront à l'avantage du parti de l'ordre aux commandes ou à celui figurant dans l'opposition parlementaire, l'extrême droite complétant le dispositif, tandis que l'extrême gauche, qu'ils savent corrompus, demeure exangue et les soutiendra en cas de besoin.

Dire qu'il existe un véritable complot contre les travailleurs serait prononcer un gros mot, aussi nous nous contenterons d'affirmer qu'il existe une collusion d'intérêt qui va de l'extrême droite à l'extrême gauche en faveur du maintien en place du régime. Dès lors on a le choix entre accepter d'en faire partie ou refuser. Il sera facile à nos détracteurs de nous accuser de verser dans le gauchisme, alors qu'ils sont incapables ou se refusent à prendre en compte dans leur analyse les éléments que nous avons mis en avant et qui font partie de la situation, que nous n'avons pas inventés, la différence qui existe entre eux et nous, c'est qu'ils ne veulent prendre en compte que les facteurs et les rapports qui permettent après coup de justifier leur politique, alors que nous procédons tout autrement, nous partons de la réalité et ensuite nous déterminons quelle serait la meilleure stratégie politique à adopter pour avancer vers notre objectif.

Leur méthode nous a conduit où nous en sommes, alors qu'il nous soit permis de ne pas l'imiter. Ce que nous disons est simple, il faut intégrer dans notre analyse la totalité des facteurs économiques, sociaux, politiques qui constituent la réalité, la situation présente, les rapports qui existent entre eux et quels sont les principales tendances qui s'en dégagent ou qui déterminent l'évolution probable de la situation en France, du capitalisme mondial, etc. il est évident que cela ne peut être possible ou aboutir à un résultat satisfaisant qu'à partir du moment où notre analyse porte également sur les décennies précédentes et intègre les transformations de la société et du monde, la situation que nous avons sous les yeux en est le produit, l'une et l'autre sont liées, indissociables... Et lorsqu'on définira notre ligne politique et nos tâches politiques, on intègrera les enseignements de la lutte de classes du passé après avoir vérifié une nouvelle fois quelles parties demeurent valables de nos jours, afin de ne pas verser dans le dogmatisme.

Nous rejetons catégoriquement la méthode qui consiste à dire : Qui nous aiment nous suivent, ou qui plus sournoisement prétend laisser à chacun la liberté de penser ce qu'il veut pour finalement lui imposer une politique décrétée par une poignée de bureaucrates, les militants étant invités à se prononcer sur une politique sans qu'il soit réellement mis à leur disposition les moyens pour y réfléchir ou se déterminer librement, ou sans que soit porté à leur connaissance les objections les plus sérieuses qui auraient pu être soulevées lors de discussions contre cette politique ou en faveur d'une autre ligne politique. Dès lors qu'il n'existe pas de pendant à quelque chose, il est impossible d'en déterminer la nature, de se prononcer dessus, le blanc est le pendant du noir, la vie de la mort, la santé de la maladie, etc, avec évidemment tous les degrés intermédiaires qui existent entre l'un et l'autre.

Si les marxistes ne cessaient de polémiquer, c'est qu'ils y trouvaient un ou des avantages.

Il y a des militants qui ont en horreur la polémique, qui la fuit comme la peste, qui l'estime déplacée ou qui selon eux n'aurait pas lieu d'être ou n'aurait aucune valeur... Or, c'est le moyen pratique le plus efficace pour clarifier une question ou un point théorique, pour voir sur quoi repose vraiment les conclusions de chacun, dès lors qu'on prend en compte toutes les hypothèses soulevées et qu'il faut épuiser ou les questions qui nous viennent à l'esprit et auxquelles il nous faut trouver des réponses satisfaisantes. Quand on s'y refuse, c'est qu'on est incapable de défendre sa politique, on sait qu'on la justifie au moyen d'arguments ou d'artifices qui ne résisteront pas à l'expérience de la critique marxiste.

Fallait-il participer aux municipales ou les boycotter ? Qu'ai-je dit : Cela se discute. On nous a mis devant le fait accompli en guise de réponse en nous ressortant toujours les mêmes arguments comme si la situation politique était identique depuis un demi-siècle ou plus, ce n'était pas sérieux. Désolé, mais on ne peut pas adhérer à une telle méthode. De mon côté j'ai développé un certain nombre d'arguments en faveur du boycott, ils valaient ce qu'ils valaient, cela méritait discussion, c'était la première fois que je tenais cette position pour des élections municipales, donc on ne pouvait pas m'accuser de tenir systématiquement la même position, sans réfléchir à la situation ou sans tenir compte d'objectifs politiques. Les faits semblent m'avoir donné raison, on s'en fout puisque cela ne sert à rien, au moins sur ce point mes contradicteurs seront rassurés, nous, nous le sommes moins, c'est très inquiétant !

Cela pour dire, notamment, qu'on ne se laissera plus jamais enfumer par de pseudo révolutionnaires ou héritiers de Trotsky qui nous ont conduit où nous en sommes, qui apparemment n'ont retenu de Trotsky que la partie théorique qu'il avait lui-même rejetée en reconnaissant que finalement Lénine avait eu raison.

Il ne faut pas écouter ce que disent ces dirigeants, il faut lire (étudier) Trotsky dans le texte après la mort de Lénine sur les enseignements de la révolution russe, le parti (notamment), comme il faut lire Lénine à propos de Trotsky après son intégration au parti bolchevik. Mais aussi avant, les révisionnistes n'ont retenu que la facheuse tendance conciliatrice de Trotsky combattue à l'époque par Lénine qu'ils ont théorisée, élevée au rang de stratégie pour finalement abandonner tous les principes du léninisme, dont le parti et sa place déterminante dans le combat pour la prise du pouvoir.

Bon, on ne va pas continuer à actualiser ce portail et à s'épuiser en pure perte. Le signal envoyé par tous les partis politiques est très clair : pour le socialisme, vous repasserez, faites une croix dessus, oubliez cela, ce sont eux qui tiennent ce discours et pas

moi, personnellement je continue d'y croire parce qu'on ne peut pas vivre sans idéal et parce que c'est la seule alternative possible au capitalisme, maintenant dans ma situation je suis dans l'impossibilité matérielle de le concrétiser d'une façon ou d'une autre, c'est au-dessus de mes moyens, la vie a fait qu'il en soit ainsi, et je n'y peux rien si j'ai atterri dans ce trou en Inde et que je n'aurais pas les moyens de vivre en France pour continuer ce combat, on le continuera autrement, à un autre niveau, encore plus modeste, individuel puisque c'est mon sort, c'est dommage.

J'aurais voulu me mettre au service d'un parti, mais c'est impossible dans les circonstances actuels. J'ai l'esprit très large et contrairement aux apparences ou à l'idée fausse qu'on peut avoir de moi, je suis toujours ouvert à la discussion, cet état d'esprit est incompatible aujourd'hui avec l'appartenance à un parti mais pas seulement. Car parmi mes proches (en France) les gens adoptent la même attitude, même chez ceux qui se croient plus évolués que la moyenne de la population et qui le sont en principe ou qui l'étaient avant de régresser, alors qu'en réalité ils démontrent exactement le contraire, qu'on en vienne à les contredire ou qu'on leur demande des explications et ils se ferment comme des huîtres, ils vous trouvent insupportables et rompent avec vous en vous prêtant des intentions qui n'ont jamais été les vôtres, vous êtes pris de stupéfaction, vous ne voulez pas le croire et pourtant si c'est bien de vous qu'ils parlent, pire que la confusion, on baigne en plein délire, là aussi je me dis qu'il faudra attendre des jours meilleurs pour retrouver un peu de sérénité et entrevoir de meilleurs rapports.

Je n'ai jamais donné de leçons à personne, j'ai des convictions et je les défends, je ne juge personne, je dis ce que je pense, j'ai horreur des procureurs ou des inquisiteurs, j'ai toujours insisté sur le fait que les militants demeuraient libres de penser ce qu'ils voulaient et que le but de nos rapports étaient que chacun parvienne à se forger librement ses propres convictions, vous avouerez franchement qu'on ne pouvait pas avoir de meilleures dispositions ou intentions, sans contrainte, honnêtement, sincèrement, dévoué, avec bien des perfections évidemment, pas toujours aussi rigoureux qu'il aurait fallu l'être, c'est certain, par manque de temps, à l'arrivée le bilan me semblait tout de même positif, mais voilà ceux qui le partagent ne s'expriment pas et seuls se manifestent ceux qui possèdent la vérité.

Dans ces conditions, comme annoncé précédemment à partir de ce soir le site sera en stand by jusqu'à lundi prochain, il ne sera pas actualisé, ensuite, après une brève apparition on se mettra en congé jusqu'aux élections européennes, à moins que des événements importants surgissent d'ici là, après on prendra notre retraite en se laissera sereinement glisser vers la fin emportant avec nous notre utopie.

ACTUALITÉ DU JOUR

Elections municipales

En titres.

- Municipales: 39,5% d'abstention, record pulvérisé - Slate.fr

- Municipales: spectaculaire poussée du FN, la gauche sanctionnée - AFP

- Valls: le message de l'abstention doit être entendu, "*rien n'est joué*" - AFP

- Ayrault: les forces "républicaines" doivent "empêcher" une victoire FN - AFP

- Municipales: à Paris, NKM se maintient mieux qu'annoncé, le PS devrait avoir le triomphe modeste - Slate.fr

- Municipales: à Marseille, revers pour le PS, devancé par le FN - AFP

- Municipales: à Hénin-Beaumont, victoire spectaculaire du FN Steeve Briois, qui l'emporte dès le 1er tour - AFP

En complément

Vaulx-en-Velin détrône Roubaix. Avec un taux de participation de seulement 37,88%, cette ville de 42 700 habitants, située dans la banlieue lyonnaise, est la commune où les électeurs sont le plus restés chez eux au premier tour des élections municipales, dimanche 23 mars. Selon notre classement, établi à partir des chiffres du ministère de l'Intérieur dans les communes de plus de 10 000 habitants, Roubaix (Nord), qui était en tête en 2008, arrive cette fois en deuxième position, avec un taux de participation à 38,42%. Villiers-le-Bel (Val-d'Oise) complète le podium, avec une participation à 38,56%.

Ces chiffres sont nettement en deçà de la moyenne nationale, qui s'établit à 61,28% selon les derniers chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur, dans la nuit de dimanche à lundi. Avec une abstention supérieure à 38%, le record historique de

2008 (33,46%) est ainsi pulvérisé. Francetv info

Si on ajoute les blancs et nuls et les non-inscrits, moins de 3 électeurs sur 7 a voté à Roubaix. Après on nous dira encore que tout mot d'ordre tourné contre les institutions est gauchiste ou pas d'actualité, comprendra qui pourra.

Quelques données

45 millions d'électeurs.

35,87% d'abstention égal 16 141 500 millions d'abstentionnistes.

La droite a recueilli 46,54% des suffrages exprimés, la gauche 37,74%, l'extrême droite 4,65% et l'extrême gauche 0,58%, selon des résultats "consolidés" annoncés dans la soirée par le ministre de l'Intérieur Manuel Valls.

- La participation s'élève à 64,13%, contre 66,54% en 2008, a-t-il ajouté. AFP 23.03

Avec dix listes pour ce premier tour des municipales, la ville la plus pauvre de France se distingue par un taux d'abstention record : 61,58 % des électeurs roubaisiens ne se sont pas déplacés (contre 60,48 % en 2008). lemonde.fr 23.03

Deux remarques. Je ne sais pas s'il s'agit des chiffres définitifs. Les pourcentages donnés pour l'extrême droite et l'extrême gauche sont dûs au fait qu'ils ne présentaient pas des listes dans toutes les communes.

Les faits donnent raison à qui : A ceux qui ont appelé à participer à cette mascarade ou à ceux qui ont appelé au boycott ? Il faudra ajouter les votes blancs et nuls et les non-inscrits.

C'est peut-être mal poser la question. Ceux qui veulent toujours avoir raison même lorsque les faits leur donnent tort peuvent rétorquer que c'est un drame et qu'au contraire il était justifié d'y participer justement pour éviter qu'ils se produisent.

Question : Si les abstentionnistes avaient voté, selon vous pour qui auraient-ils voté de préférence ? Chacun connaît la réponse, toujours pour les mêmes partis dans leur grande majorité, autrement dit cela aurait servi à soutenir le régime et Hollande aurait pu le faire valoir pour justifier à son tour sa politique réactionnaire : voyez ma politique est légitime, ce sont les Français qui viennent de le dire.

Là il se trouve privé de cet argument, il ne pourra pas nous le servir, cela va au contraire donner un coup de fouet à ceux qui estiment que sa politique est illégitime et qui la combattent au quotidien, on devrait assister à une multiplication des conflits sociaux prochainement et à une radicalisation de la classe, sans illusions toutefois puisque les travailleurs ne se reconnaissent dans aucun parti.

Les camarades qui ne partagent visiblement pas notre analyse habituellement devraient s'en réjouirent, non ? Bon, ce ne sera pas grâce à eux qui ont participé à cette mauvaise farce, allez, c'est déjà oublié, nous ne sommes pas rancunier ou animé par un esprit de vengeance, nous voulons seulement avancer vers notre objectif qui demeure la prise du pouvoir politique, la révolution socialiste.

Ils pourront toujours nous sortir qu'eux proposaient une issue politique aux travailleurs. Rien n'est moins sûr, comme il n'est pas du tout certain qu'ils se soient adressés aux travailleurs qui envisageaient de ne pas aller voter, ils ne font pas partie habituellement des couches auxquelles leurs discours s'adressent, sauf que sachant à l'avance qu'il ne pouvait rien sortir de bon pour les travailleurs de ce scrutin, son objet se situait forcément ailleurs. A savoir, y participer et légitimer les institutions et ses partis ou s'abstenir et les rejeter en bloc, ce qui posait la question de quelle parti et de quelles institutions les travailleurs ont-ils besoin pour qu'un changement radical de politique puisse avoir lieu en France...

La question est de proposer une issue politique à ces millions et millions d'abstentionnistes, qui ne sont pas forcément résignés, qu'ils soient désespérés serait normal, on le serait à moins, il n'empêche que cela ne résout en rien leurs problèmes ou difficultés quotidiennes qui demeurent entiers. Alors après cela, qu'on ne vienne pas nous dire qu'ils seraient tous individualistes ou pourris, et que parmi eux il ne se trouverait pas des centaines de milliers ou davantage qui seraient prêts à s'engager politiquement pour peu qu'on sache s'adresser à eux, qu'on sache les écouter.

Si dans une telle situation on demeure incapable de construire le parti, c'est qu'on n'y arrivera jamais et tout est foutu, il faut dire les choses telles qu'elles sont, on ne va se raconter d'histoires, n'est-ce pas ?

A bas le PS, ses satellites et ses alliés ! A bas la collaboration de classes et la dictature !

A bas le néolibéralisme et le communautarisme, à bas le PS ! Pas une voix !

- Le PS se mobilise pour faire le plein électoral à gauche - AFP

"*Un peu partout en France, la jeunesse nous a manqué; les couches populaires se sont détournées; les classes moyennes nous ont évités; les banlieues et les campagnes se sont terrées. Il faut savoir entendre les silences*", a écrit sur son blog Claude Bartolone, président de l'Assemblée.

La porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem a déclaré qu'elle ne croyait pas à un "*changement*" de politique du gouvernement, qui doit "tenir le cap" malgré les mauvais résultats. AFP 24.03

Claude Bartolone confirme que le PS est totalement étranger à la classe ouvrière, c'est un parti du capital, qui en dehors des ignorants ne rassemble que les voix des couches les plus nantis, les voix de la petite-bourgeoisie, ceux qui sont les plus fidèles soutiens du capitalisme et qui craignent de perdre leurs privilèges.

Ce que dit Vallaud-Belkacem on l'avait perçu à Kiev : par n'importe quel moyen "*tenir le cap*" en se servant de l'extrême droite.

En famille. L'original vaut mieux que la copie.

- Municipales : le PS appelle à un front républicain, l'UMP refuse - LeMonde.fr

En famille.

- Mélenchon: "*désaveu*" pour la gauche au premier tour des municipales - AFP

"*Il y a désaveu, on ne va pas raconter d'histoires, ce soir la gauche subit une défaite*", a-t-il réagi sur TF1, faisant état d'une "*claire volonté, dans les milieux de gauche, de sanctionner la politique du gouvernement*". AFP 23.03

C'est quoi "*les milieux de gauche*" ? La classe moyenne, les couches moyennes, l'aristocratie ouvrières, les privilégiés, les intellectuels, les petits-bourgeois en tous genre quoi. Mais sont-ils vraiment de gauche ou sont-ils plutôt solidement enchaîné au capitalisme de par les avantages qu'ils en tirent ou qu'il leur octroie ? Ne sont-ils pas profondément embourgeoisés pour reprendre l'expression d'Engels ?

Pour être de gauche, soit il ne faut rien avoir à perdre, connaître des conditions d'existence insupportables, donc être prêt à rompre avec le capitalisme et ses institutions, soit avoir un niveau de conscience qui vous commande de rompre avec le capitalisme et ses institutions. En dehors de ces deux cas de figure il n'existe pas de gauche.

Question : Le PS répond-il à l'un de ces critères ? Pas vraiment, il incarne au contraire le capitalisme dans sa phase néolibérale, il est un des piliers de la Ve République.

Question : Le PG ou le Front de gauche répondent-il à l'un de ces critères ? En aucune manière, ils ne représentent pas les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et ils refusent de rompre avec l'UE et l'ONU, même avec l'OTAN

Question : Alors sont-ils de gauche ?

Vous avez la réponse.

On continue ?

Question : Ceux aux POI, NPA, LO et autres groupuscules qui entretiennent l'illusion que le PS serait de gauche, sont-ils vraiment de gauche ?

On continue ?

Question : Ne contribuent-ils pas à entretenir l'illusion qu'il existerait encore une gauche et une droite institutionnelle, ne prépareraient-ils pas le terrain à une situation semblable à celle qu'on connaît en Ukraine ? Quelque part n'est-ce pas le produit d'une telle confusion, fatale et qui fraie la voix au fascisme ?

Sans surprise puisqu'on l'avait déjà annoncé, sur le plateau de France2, Pierre Laurent pour le PCF s'est empressé d'appeler au "*rassemblement*" au second tour pour "*battre la droite*", la candidate du PG à Paris a fait de même sur France3.

Quand la soi-disant gauche se rassemble avec un parti ouvertement à droite pour battre la droite, question : Que reste-t-il à gauche ? Rien. Que reste-t-il aux travailleurs comme alternative ? L'extrême droite. Et même si l'extrême droite n'est pas puissante, elle peut profiter de cette situation pour s'emparer du pouvoir, les travailleurs lui garantissant leur neutralité, dites, c'est bien ce qui s'est passé en Ukraine, n'est-ce pas ?

Vallaud-Belkacem a dit avant-hier soir sur France2 qu'il y avait des fascismes sur les listes du FN. Marine Le Pen est arrivée sur le plateau peu de temps après et un journaliste a répété devant elle les propos de Vallaud-Belkacem. Le Pen n'a pas relevé, et pour cause, c'est le premier qui a dégainé qui a l'avantage. Comment cela ? C'est très simple.

Le Pen aurait pu lui répondre que Hollande dont Vallaud-Belkacem est le porte-parole, soutenait un gouvernement composé de facsistes en Ukraine. Oui mais voilà, les fachos ukrainiens font partie des amis de Le Pen, donc elle ne pouvait pas utiliser cet argument qui se serait retourné contre elle. Du coup Vallaud-Belkacem s'en tire bien et Le Pen a fait profil bas.

Evidemment, l'une et l'autre a bien perçu le risque qu'aurait comporté une telle polémique. Car si Le Pen avait insisté en rappelant que quoi qu'il en soit Hollande soutenait des fascistes, elles en seraient arrivées à se traîter mutuellement de fascistes. Or, pour assurer la stabilité du régime pour que l'illusion perdure, il faut absolument que chacun conserve son rôle et sa place, on imagine très bien quel danger cela représenterait pour le PS s'il était apparenté au fascisme, la Ve République serait soudainement privée de l'un de ces principaux piliers, ce qui est impensable.

Voilà où se situent les limites de cette mise en scène dont chacun des acteurs a parfaitement conscience, y compris ceux qui n'y participaient pas directement mais qui en sont les complices.

Quand une personne a participé à un meurtre, qu'elle en a été le témoin direct ou qu'elle l'a couvert en fournissant un faux alibi à l'assassin, elle est reconnue coupable et très sévèrement condamnée par la justice en principe. Or là, le PS s'en tire toujours indemne, cherchez l'erreur.

PS et FN. Tout parti de l'ordre est lié par un bout à l'extrême droite.

Le PS a banalisé les thèses néolibérales.

- Martine Aubry (PS): "*la droite a banalisé les thèses du Front national*" - AFP

Le PS a encouragé le communautarisme afin de faire monter le FN et en tirer profit au moment des élections.

Le PS et le FN, ils ne sont pas opposés ou ennemis : Ils sont complémentaires.

- Municipales: grâce au FN, le PS peut encore limiter la casse - L'Express.fr

Le PCF et le Front de gauche en étant liés au PS démontrent qu'ils appartiennent aussi à la même famille et au même camp.

- Pierre Laurent (PCF) appelle à la "*fusion des listes de gauche*" - AFP

- A Paris, un accord Verts-PS pour soutenir Anne Hidalgo - Reuters

Le PS fait monter le FN, le PCF combat le FN, le PS s'associe aux Verts, les Verts vont soutenir à Kiev un gouvernement de fachos, le PCF s'allie au PS, tous font le lit du fascisme, CQFD.

UMP et FN. Tout parti de l'ordre est lié par un bout à l'extrême droite -2.

- Les sympathisants UMP et FN favorables à des accords locaux, selon un sondage - Francetv info

- Une poignée d'accords possibles pour le FN, dit Marine Le Pen - Reuters

Les témoignages se multiplient que l'UMP, le PS et le FN appartiennent bien à la même famille, au même camp : Celui de la réaction.

- Municipales à Fréjus: un front républicain en constitution - L'Express.fr

- Direct - Face au risque FN, le PS se retire de Tarascon et Saint-Gilles - Liberation.fr

- Le PS retire sa liste à Saint-Gilles pour contrer le FN - LeMonde.fr

Bientôt un scénario à la Maïdan à Paris après la Bretagne ?

- Pour Hollande, la claque - Liberation.fr

- Hollande bunkérisé à l'Élysée n'est plus en phase avec la réalité - LePoint.fr

La preuve

- Hollande a réuni un conseil de Défense sur la menace djihadiste - 20minutes.fr

- Hollande a réuni un conseil de Défense sur la menace djihadiste - 20minutes.fr

- Raffarin (UMP) s'inquiète d'un gouvernement "*sourd*" à la colère - AFP

Guerre idéologique et dictature sionisme

- Agressions antisémites : ce que disent les chiffres - french.irib.ir 24.03

Mais voyons ce qu'il en est exactement. D'après le Service de protection de la population juive (SPCJ), organisme crée en 1990 par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et qui publie chaque année un rapport sur l'antisémitisme en France, le nombre d'actes antisémites en 2013 s'est élevé à 423 contre 614 en 2012 et 389 en 2011. Ce chiffre de 423 comprend 105 actions dont un homicide (ou tentative d'homicide) et 318 menaces (1). Comparons ces chiffres au total des crimes et délits commis en France(2).

Pour la seule France métropolitaine, le nombre de crimes et délits s'est élevé à 403 433 (chiffre à comparer à 129 en 2011 et 105 en 2013 recensés par le SPCJ) dont 2 117 homicides et tentatives d'homicides (à comparer à 0 en 2011 et 1 en 2013 recensés par le SPCJ). Les menaces ou chantages se sont élevés à 84 942 (contre 260 en 2011 et 318 en 2013 recensés par le SPCJ). Rapportons ces données au nombre de juifs en France (3). En 2012, selon les éléments fournis par le CRIF, il y avait 530 000 à 550 000 juifs en France. Bref, les actes d'antisémitisme représentent 0.03% du total des crimes et délits tandis que la population juive représente 0.9% de la population française. Bien évidemment, les membres de la communauté juive sont aussi victimes d'agression hors caractère antisémite, probablement ni plus ni moins que les autres français, ce qui donne environ 3 600 crimes et délits.

Il en ressort bien que les actes à caractère antisémite représentent une goutte d'eau – moins de 3% – des crimes et délits dont sont victimes les juifs. Sur le plan quantitatif donc, la disproportion entre les chiffres et les discours est manifeste, C'est donc l'aspect qualitatif et seulement celui-là qui est mis en avant par les pouvoirs publics.

Nul ne saurait nier qu'agresser un être humain pour le seul motif qu'il est né ceci ou cela est doublement odieux, mais pourquoi plus un juif qu'un arabe ou un chrétien, et pourquoi plus l'appartenance ethnique que l'apparence physique ? Combien de citoyens ordinaires sont agressés du seul fait qu'ils ont une tête qui ne revient pas à leur agresseur, qu'ils sont vieux ou handicapés et donc des proies faciles, qu'ils s'habillent comme des bourgeois ou pour les jeunes filles en tenue légère, pour un simple regard ou encore une cigarette refusée ?

Alors, fléau national ou instrumentalisation d'un mythe, c'est à vous de juger. french.irib.ir 24.03

ACTUALITE EN TITRES

Les jaunes passent à l'offensive.

- La Redoute: la CFDT signe l'accord pour éviter le dépôt de bilan - AFP

En Afrique du Sud le délégué syndical CFDT risquerait de se prendre une balle et en Inde de se faire couper en morceaux (lire l'info plus loin). Non mais bordel, c'est cela la lutte des classes, rien à voir avec ce qui se passe en France chez les masses embourgeoisées.

Dirigeants du POI, du NPA et de LO : rompez avec les appareils corrompus des syndicats et cessez de nous rebattre les oreilles avec l'indépendance de vos syndicats, elle n'existe pas, soutenir le contraire est un grossir mensonge, une imposture.

Procès de la lutte de classes.

- Goodyear: trois salariés condamnés à six mois avec sursis pour violences - AFP

Ukraine.

- Ukraine: la monnaie chute, les négociations s'intensifient avec le FMI - AFP

- BNP va supprimer 1.600 postes en Ukraine d'ici à 2015 - Reuters

- Ukraine: Obama et ses alliés privent la Russie de G8 - AFP

Le président américain Barack Obama et ses alliés ont annulé lundi le sommet du G8 prévu en juin à Sotchi afin de sanctionner la Russie pour son intervention en Crimée, d'où Kiev a commencé à retirer ses dernières troupes.

- Lavrov : "*L'expulsion de la Russie du G8 ne serait pas une grande tragédie*" - AF

- L'économie russe presque à l'arrêt, paye la crise en Ukraine - Reuters

Nouvel ordre mondial et stratégie du chaos.

- Venezuela : l'opposition manifeste contre la "*dictature*" - LePoint.fr

- Nouvelles violences au Venezuela, où le bilan passe à 34 morts - Reuters

- S&P abaisse la note du Brésil sur fond de détérioration économique - AFP

- La Turquie abat un avion syrien qui bombardait des rebelles - Francetv info

- Un mort et 10 blessés à Beyrouth dans des heurts liés à la Syrie - Reuters

- Six tués dans l'attaque d'une église au Kenya - Reuters

- Centrafrique: au moins 4 tués dans des violences à Bangui - AFP

- Ouganda : Washington envoie des renforts pour traquer Joseph Kony - LePoint.fr

- Nigeria : une explosion sur un marché fait au moins 32 morts - LeMonde.fr

- Yémen: 20 soldats meurent dans une attaque attribuée à Al-Qaïda - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Le pilote syrien : Une roquette turque a visé mon avion, alors que je traquais les terroristes au fond des territoires syriens.

Le pilote syrien a affirmé qu'un avion turc avait visé, via une roquette, son avion alors qu'il traquait des terroristes à l'intérieur des territoires syriens à Kassab. Dans une interview accordée à la télévision syrienne, le pilot a dit : " *J'étais chargé de la traque*

des groupes terroristes à l'intérieur des territoires syriens, jusqu'à plus de 7 kilomètres, et quand j'ai terminé ma mission et voulu retourner au sein des terres syriens, une roquette lancé par un avion turc avait visé mon avion".

A signaler qu'une source militaire avait déclaré auparavant que dans une agression flagrante qui confirme l'implication d'Erdogan dans le soutien des gangs terroristes, un avion militaire a été visé alors qu'il traquait des terroristes à l'intérieur des territoires syriens à Kassab dans la banlieue de Lattaquié.En outre, le commandant des services de la défense nationale à Lattaquié, Hilal Assad, est tombé martyr dans des accrochages avec les terroristes à Kassab. french.irib.ir 24.03

SOCIAL

Inde

- Toyota en Inde: les ouvriers refusent de reprendre le travail AFP

Les ouvriers des usines Toyota proches de Bangalore (sud de l'Inde) dont la production avait été suspendue après des émeutes ont refusé de reprendre le travail lundi et de signer un code de conduite imposé par la direction, a-t-on indiqué de source syndicale.

"*Comme nous nous opposons à la signature de tout engagement, personne n'est entré dans l'usine pour le début du travail de la première équipe à 6h du matin*", a indiqué à l'AFP Prasanna Kumar, président du syndicat des travailleurs de Toyota Kirloskar Motor.

Le code de conduite que la direction veut faire signer aux ouvriers "*est contraire aux droits des travailleurs. Nous avons le droit de protéger nos intérêts et de nous assurer que notre protection sociale n'est pas menacée*", a ajouté M. Kumar.

Le groupe Toyota avait indiqué vendredi que la production de ses usines en Inde allait reprendre lundi après une rencontre avec les syndicats et un médiateur du gouvernement local pour résoudre un conflit salarial. AFP 24.03

Haut de page

Le 27 mars 2014

CAUSERIE

Le site sera finalement actualisé en fin de journée, ici en Inde, il est 17h33 et je dois faire un break jusqu'à 21h, le temps de m'occuper de mes affaires.

Jeudi 21h42 en Inde, le boulot est terminé.

ACTUALITE EN TITRES

Dialogue de sourds, les non-électeurs n'attendent rien de Hollande ou son gouvernement.

- Municipales : «*Le message des électeurs a été entendu*» selon Hollande - LeParisien.fr

A Kiev aussi les droits de l'homme sont respectés. La preuve : les néonazis sont au pouvoir !

- Hollande évoque les droits de l'homme devant son homologue chinois - Liberation.fr

Les droits de l'homme sont compatibles avec un gouvernement néonazi, parce qu'ils incarnent la soumission au régime en place quelle qu'en soit la nature.

L'attaque de l'OTAN contre l'Ukraine tombe au bon moment ou simple coïncidence ?

- Accord de libre échange transatlantique : les Européens ont la mémoire et la vue courte en croyant aux promesses d'amitié d'Obama - Atlantico.fr

Nous, nous avons bonne mémoire : L'UE est une créature monstrueuse des Américains !

- Obama: «*Le monde est plus sûr quand l'Europe et les Etats-Unis sont solidaires*» - 20minutes.fr

- Ukraine : Obama enjoint aux Européens de se mobiliser - LeMonde.fr

- Barack Obama défend la présence de l'Otan en Europe de l'Est - Reuters

Pourquoi il faut déclarer la guerre à la Russie - Lepoint.fr

Le Front populaire et le fascisme peuvent très bien être les préludes à une guerre...

Le FMI : une institution clé de l'hégémonie américaine et de la stratégie néolibérale.

- Le Congrès américain bloque la réforme du FMI - LeMonde.fr

Pouvoir mafieux. Petit arrangement entre eux...

- Bank of America paye 9,3 milliards de dollars pour éviter des poursuites - AFP

Bank of America a accepté de payer 9,3 milliards de dollars pour clore un nouveau chapitre judiciaire des prêts immobiliers toxiques à l'origine de la crise, selon un accord annoncé mercredi par les différentes parties. AFP 25.03

Riches : Tout est à nous. Dictateurs, esclavagistes, blasés, décadents, pervers, dépravés...

- Riches businessmen cherchent « *french sugar babies* » - LeMonde.fr

Un site américain propose à des hommes d'entretenir des jeunes femmes en manque d'argent. Des transactions qui pourraient favoriser la prostitution étudiante. LeMonde.fr 25.03

Eurochallenges : le business opaque du "*numéro un des unions internationales*" - LePoint.fr 25.03

Guerre idéologie

Les élèves homos attendront - Liberation.fr

A les entendre, et c'est là qu'on découvre leurs réelles intentions, l'homosexualité qui peut se développer chez un adolescent ne doit pas être une tendance passagère, elle doit devenir un penchant qui engage sa sexualité pour le restant de ses jours. Est-ce faire la promotion de l'homosexualité qui serait en quelque sorte un must en matière de relation sexuelle ? Cela y ressemble fortement, alors qu'elle ne concerne qu'une infime minorité de la population à l'âge adulte.

Elle est le reflet d'une société en totale décomposition où de plus en plus d'hommes et de femmes sont incapables d'assumer le sexe qui leur a été donné à la naissance, ou de s'épanouir sur le plan sexuel du fait de problèmes psychologiques dus à des rapports sociaux difficiles ou traumatisants dans leur milieu familial.

La justice française reconnaît la mendicité des enfants comme de la maltraitance - LeFigaro.fr

Nous, nous condamnons à mort le régime économique capitaliste qui conduit des enfants à mendier, on peut ajouter le législateur ou ses représentants qui devraient connaître le même sort. Il est bon de remettre les choses à leurs places.

Ici en Inde, les mendiants ou les miséreux pullulent, qui vous abordent à chaque coin de rue, hommes ou femmes avec un enfant dans les bras ou à la main, la mendicité des enfants n'existe pas ou à pratiquement disparu à Pondichéry, ailleurs en Inde je n'en sais rien. Personnellement quand je donne un billet de 10 roupies, c'est à une vieille femme misérable et loqueteuse, je vous ai déjà dit que j'avais un faible pour les femmes...

Ils affectionnent l'extrême droite.

- Inde: les partenaires étrangers mettent en sourdine leurs réserves sur Modi - AFP

Modi est le candidat du BJP, un parti bourgeois soutenu notamment par deux partis partis hindouistes fanatiques, islamophobes déclarés, racistes, xénophobes, d'extrême droite ou fascistes. Le BJP est au Parti du Congrès, ce que le FN est à l'UMP. Peut-être pas tout à fait, mais il n'en est pas loin. A suivre.

Nouvelles de la campagne de Russie.

- La Russie fait "*de nouveau peur*", selon le chef de la diplomatie du Luxembourg - AFP

- Crise en Crimée : quand la Russie de Poutine met sur écoute ses "*adversaires*" - Atlantico.fr

- Après la Crimée, Poutine va-t-il annexer une partie de la Moldavie? - L'Express.fr

- Obama prêt à livrer du gaz à l'UE pour casser l'emprise russe - LeFigaro.fr

- Sous la pression du FMI, le prix du gaz augmente de 50 % en Ukraine - LeMonde.fr

- 80% : la côte de popularité de Vladimir Poutine en Russie - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Situation sociale en France. Tension et tentation.

Quand se loger est tout simplement un luxe inabordable.

- Le coût élevé du logement, facteur de grande pauvreté en Ile-de-France - AFP

Cela tire de tous les côtés.

- Pacte de responsabilité: coup d'éclat de la CFE-CGC qui renonce à signer - AFP

C'est peut-être provisoire...

Chômage toujours en hausse.

- Chômage record après une accélération en février - Reuters

La hausse du chômage s'est nettement accélérée en février en France.

Le ministère du Travail a fait état mercredi d'une augmentation de 31.500 du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, sans la moindre activité, en raison d'une poursuite de la hausse chez les seniors et d'un coup d'arrêt à la baisse chez les moins de 25 ans.

Un nouveau total record de 3.347.700 demandeurs d'emplois de catégorie A étaient ainsi recensés fin février en France métropolitaine, soit 0,9% de plus en un mois.

En ajoutant les catégories B et C, les personnes qui ont exercé une activité réduite, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a progressé de 0,2%, soit 7.900 personnes, le mois dernier pour s'élever à 4.937.800 en métropole et 5.236.300 en incluant les départements d'Outre-mer.

Sur un an, la hausse est de 4,7% pour la catégorie A en métropole et de 4,8% pour les catégories A, B et C.

Dans un communiqué, le Medef a estimé que les chiffres du chômage de février appelaient à "*agir vite et fort*" pour relancer une dynamique de créations d'emplois. Il a estimé "*urgent*" que le gouvernement précise le contenu du pacte de responsabilité "*et indique enfin une trajectoire claire de baisse de la fiscalité des entreprises et du coût du travail très rapide*". Reuters 26.03

Le coupable: Le coût du travail

- Coût du travail : « *il faut maîtriser les évolutions de salaires* » - LeMonde.fr

Selon Denis Ferrand, directeur général de COE-Rexecode, Centre d'observation économique et de recherches pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises (COE-Rexecode), proche du Medef.

- Depuis 2000, on a en France une progression de 46,3 % du coût du travail dans l'industrie et les services marchands. La hausse n'a été que de 24,9 % en Allemagne.

De 2000 à 2013, en cumulé, la productivité horaire a augmenté de 12,2 %, alors que les salaires horaires réels, dans les branches marchandes, ont progressé de 16,4 %.

C'est ainsi que, pendant la phase de récession, les salaires se sont maintenus, alors que la productivité n'augmentait pas.

Pour que notre compétitivité s'améliore réellement, il faudrait que les salaires progressent moins vite que la productivité.

Aujourd'hui, si on veut piloter et maîtriser de la dérive du coût du travail, il faut maîtriser les évolutions de salaires. LeMonde.fr 26.03

Intox. Collabos et jaunes à la manoeuvre.

- Chômage : Force ouvrière demande un changement de politique - Liberation.fr

- Edouard Martin (PS), l'ancien syndicaliste, attend un "*changement de cap*" - AFP

Ils l'aiment bien le régime en place.

Quand on analyse un événement, un discours, un texte, un article, un appel, il faut avant tout déterminer quelle en est l'orientation politique et ne pas se laisser piéger par les apparences.

Cela nécessite de ne pas s'en tenir à ce qu'en disent eux-mêmes les auteurs. Pourquoi ? Parce qu'ils ne poursuivent pas forcément les mêmes objectifs politiques que vous et ils n'ont pas forcément non plus intérêt à les dévoiler de ce fait.

Ensuite, il ne faut pas se fier à leur contenu qui pourra paraître au premier abord attirant, correct ou correspondre à vos attentes, alors qu'en réalité il ne fera référence qu'à une partie de la situation, celle qu'ils auront soigneusement sélectionnée pour être en accord avec leurs intentions ou l'objectif qu'ils se sont fixés, avec leur ligne politique.

Et pour finir, il ne faut pas oublier de le situer à la fois dans un contexte plus large ou de l'interpréter en prenant en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui constituent la situation, et de vérifier qu'il s'inscrit bien dans la perspective politique d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques, la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le socialisme, qu'il n'est finalement pas incompatible ou opposé à ces objectifs politiques.

En principe, à l'issue de notre analyse si on a pris soin de tenir compte de l'ensemble de ces facteurs ou si on les avait présent à l'espit, on est en mesure de déterminer avec précision quel était le contenu réel ou quelle était la nature ou l'orientation politique d'un événement, discours, texte, article ou appel.

Armé de cette méthode, livrons-nous maintenant à un exercice pratique pour en vérifier la cohérence et l'efficacité.

- «*Contre l'austérité*», 200 personnalités appellent à manifester le 12 avril - liberation.fr

Ces personnalités politiques d'extrême gauche, artistes, syndicalistes et sociologues remettent en cause, notamment, le pacte de responsabilité.

(Que proposent-ils à la place ? Un tel mélange des genres doit nous inciter à l'extrême prudence dès le départ. Rien n'indique qu'on se situerait sur le terrain de classe des travailleurs, terrain de classe qui ne doit pas être abordé en soi ou à la manière d'une abstraction mais relié à l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui demeure l'émancipation du capital. Est-ce que cet appel se situe dans cette perspective ou a-t-il pour fonction de subordonner davantage les travailleurs au capitalisme ? Nous allons pouvoir répondre à cette question plus loin. - ndlr)

Deux-cents personnalités ont signé un appel à manifester le 12 avril «*contre l'austérité pour l'égalité et le partage des richesses*» à l'initiative d'organisations dont le Front de gauche, a-t-on appris auprès des organisateurs. «*Maintenant ça suffit ! Marchons contre l'austérité pour l'égalité et le partage des richesses. Nous n'en pouvons plus de voir la droite et l'extrême-droite battre le*

pavé avec leurs cortèges de haine de l'autre, d'intolérance, de racisme, de sexisme, d'homophobie et d'intégrisme», est-il écrit sur l'appel.

(On n'aura pas dû attendre longtemps pour être fixé sur les intentions des auteurs de cet appel et leur objectif puisqu'ils ont repris l'antienne ou l'incantation du "*partage des richesses*" qui nous a justement conduit où nous en sommes aujoud'hui, puisqu'à défaut de situer le combat du mouvement ouvrier dans la perspective du socialisme ou de changer la société, c'est cette ligne politique qui a servi de toile de fond à la lutte de classes depuis l'après-guerre pour ne pas remonter plus loin. Qui peut imaginer un instant qu'un autre "*partage des richesses*" serait possible à l'heure ou les inégalités n'ont jamais été aussi importante sans renverser le régime en place, sans inverser les rapports de domination de classes . Ces gens-là sont des charlatans !

Maintenant essayons de comprendre pourquoi ils reprennent cette orientation politique, car il ne suffit pas de dénoncer une politique qu'on ne partage pas, faut-il encore définir avec précision ce qu'elle recouvre, à quoi elle correspond, quelle en est son origine sociale. C'est très simple, parce qu'ils refusent à fois de reconnaître que le capitalisme fait face à une crise d'une ampleur exceptionnelle qu'il n'a pas pu résoudre jusqu'à présent en recourant à la méthode habituelle, à une guerre mondiale dévastatrice, et parce qu'ils refusent de le combattre pour le faire disparaître, en conséquence ils sont conduits à s'en accommoder, à se situer sur le terrain de classe de notre ennemi, à chercher des solutions compatibles avec la survie du capitalisme qui finalement ne peuvent être tournées que contre les travailleurs et leurs intérêts.

En résumé, c'est à la fois leur analyse de la situation et du stade auquel est parvenu le capitalisme mondial qui est erronée ou ne correspond pas à la réalité, et les conclusions politiques et pratiques qu'ils en tirent qui se situent à l'opposé de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, dont ils sont les fossoyeurs.

On aurait pu se contenter de se référer aux multiples combines électorales qu'on vient une nouvelle fois d'observer entre le PS et EELV qui sont des partis capitalistes, de droite d'un côté, et les composantes du Front de gauche de l'autre, la collusion d'intérêts au grand jour entre ces partis suffisants à caractériser leur complicité et leurs véritables intentions qui n'ont rien à voir avec les besoins des travailleurs, qui constituent ouvertement une trahison des intérêts qu'ils prétendent représenter ou défendre. Tous les partis ou signataires de cet appel sont compromis avec le capital à des degrés divers, aucun n'incarne le socialisme car aucun n'a rompu avec le capitalisme et ses institutions, c'est ce qu'il faut garder à l'esprit. Allons plus loin dans notre analyse.

Les signataires de cet appel s'accommoderaient bien d'un nouveau Front populaire, ils le revendiquent, donc nous n'inventons rien. Avec le PS notez bien, ils sont très forts, rien ne les arrête, ce sont de farouches opportunistes ou bien pire encore, car le Front populaire est un des derniers remparts du régime contre l'assaut des masses ou la révolution socialiste, avec le fascisme.

En Ukraine ils sont passés directement au fascisme, en France le contexte est différent, d'où cet appel au relent de Front populaire. Le Front populaire se caractérise par le refus de rompre avec le capitalisme, il est l'antithèse du socialisme, il est et il a toujours été synonyme de terribles défaites pour la classe ouvrière, frayant la voie au régime de Vichy, au fascisme, à des dictatures militaires, à la guerre mondiale.

Quand le Front populaire finit pas céder, par s'effondrer, c'est la pire réaction qui prend immédiatement le relai. Elle s'y est préparée de longue date, la classe dominante et ses lieutenants au sein du mouvement ouvrier ou s'en réclamant abusivement se sont employés à préparer le terrain aux milices ou hordes fascistes, à faire monter l'extrême droite comme on dit communément, jusqu'au moment où l'heure a sonné qu'elle passe à l'offensive, le gouvernement de Front populaire étant paralysé, décrié, rejeté par les masses, elle a le champ libre pour se livrer à des démonstrations de force et parfois s'emparer par la force du pouvoir, liquider ensuite ce qui reste du mouvement ouvrier, suspendre les institutions et s'attaquer à la liberté d'expression dans tous les domaines, afin de réaliser pour le compte du capital le programme que le parti officiel de l'ordre (UMP en France) n'avait plus les moyens politiques d'imposer aux travailleurs, réprimant brutalement syndicats et partis, toute forme de contestation du régime en place.

A kiev ils viennent d'annoncer une hausse de 50% du prix du gaz, ce que l'ancien gouvernement n'a même jamais en rêve imaginer pouvoir imposer, les fascistes qui occupent la place et font régner la terreur en ont les moyens. Voir ce qui s'est passé autrefois en Espagne ou au Chili, en Argentine, exactement le même processus. On pourrait aussi se demander comment Hollande et le PS ont-ils pu soutenir ouvertement un gouvernement fasciste en Ukraine, sinon parce qu'ils savaient qu'ils n'avaient rien à craindre du PCF et du Front de gauche (ainsi que de l'extrême gauche) qui n'insisteraient pas sur cette question ou ne mobiliseraient pas sur ce thème, surtout en période électorale. Les uns et les autres se connaissent très bien, Hollande et le PS savaient parfaitement que leur antifascisme n'était que pure forfanterie, mieux, il faisait leur affaire, tout comme leur adhésion à l'offensive idéologique tout azimut qu'ils avaient déclenchée, soi-disant contre le racisme, le sexisme, l'homophobie ou l'intégrisme et qui devait servir à faire monter le FN, opération foirée d'ailleurs (lire plus loin), bref, c'est là qu'on s'aperçoit qu'en tous points, pas à pas jusque dans les moindres détails ou recoins le Front de gauche est un allié du PS. Dès lors, franchement quelle importance cela peut-il avoir que le PS et EELV soutiennent un gouvernement fasciste en Ukraine et prétendent combattre l'extrême droite en France, pourquoi devrait-on s'inquiéter d'une telle contradiction, Mélenchon a encore répété dernièrement qu'il serait prêt à gouverner avec l'actuel Parlement dominé par le PS et ses satellites, en gardant Hollande, parvenu à ce degré d'opportunisme, au passage il est totalement justifié de parler de populisme pour le caractériser, on est obligé d'en conclure que nous sommes en présence de dangereux charlatans, d'escrocs auxquels il ne faut accorder absolument aucune confiance. - ndlr)

Parmi les signataires on compte l'humoriste Christophe Alévêque, l'artiste Ernest Pignon-Ernest, Mgr Jacques Gaillot, les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, le journaliste Ignacio Ramonet, des syndicalistes, Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, Olivier Besancenot du NPA, Clémentine Autain d'Ensemble, Jean-Baptiste Eyraud du DAL... «*En France, comme dans toute l'Europe, la rigueur budgétaire et l'austérité imposées par la Commission européenne, François Hollande et le gouvernement pour satisfaire les marchés financiers nourrissent ce climat malsain*», est-il ajouté.

(Quels paniers de crabes incomestibles ! -ndlr)

«*Alors que des choix politiques résolument à gauche devraient s'imposer face à la crise, les renoncements du gouvernement devant les exigences du Medef et de la droite en matière sociale, environnementale, familiale, et sur le droit de vote des étrangers... scandalisent*», selon l'appel.

(Hollande capitule devant le Medef, comme Blum avait capitulé devant les Maîtres de forges ou la Bourse. En réalité, on est déjà en présence d'un Front populaire dont une de ses composantes, le Front de gauche flanqués de quelques gauchistes ou trotskistes dégénérés, ne participe pas au gouvernement mais le soutien de l'extérieur. Les dirigeants du Front de gauche n'ont-ils pas martelé qu'ils ne figuraient pas dans l'opposition au gouvernement ? C'est ce qu'ils confirment ici en réclamant une politique "*résolument à gauche*" qui n'a jamais été appliquée par un gouvernement de Front populaire parce qu'elle est incompatible avec la survie du capitalisme, c'est antinomique avec sa nature, qui plus est de nos jours où la moindre réforme sociale vient se heurter à la crise du capitalisme.

Comme beaucoup d'autres, les auteurs de cet appel évoque la crise du capitalisme en passant, sans vraiment y croire, sans en comprendre la nature ou s'y refusant pour certains, elle ne constitue pas un élément déterminant de la situation pour eux, et quand ils daignent la prendre au sérieux c'est uniquement pour voler ausecours du capitalisme ou pour se sauver eux-mêmes, les couches de privilégiés qu'ils incarnent ou dont ils sont issus, à aucun moment ils n'envisagent un affrontement direct entre les classes, ils cherchent à l'éviter par tous les moyens, en finir avec le capitalisme ne constitue pas leur objectif, ils témoignent ainsi qu'ils y sont totalement soumis, c'est aussi cela la marque de fabrique du Front populaire, qu'ils partagent avec l'extrême droite, le parti de l'ordre et son supplétif. - ndlr)

Les signataires dénoncent qu'avec «*l'assentiment enthousiaste du Medef, le président de la République veut désormais faire du " pacte de responsabilité" le coeur de sa politique. Au patronat, il octroie 35 milliards d'allègements de cotisations (...) Devant un Medef qui refuse de s'engager sur des créations d'emplois, le gouvernement Ayrault s'engage, lui, à réduire les dépenses publiques de 50 milliards d'euros*».

«*Ce sont aussi les collectivités territoriales asphyxiées, les associations étouffées, la culture sacrifiée. Ce n'est décidément pas cela que nous voulions, nous qui, par millions, avons contribué à chasser Sarkozy*», précisent-ils. Les deux-cents signataires appellent ainsi le samedi 12 avril à Paris «*à une marche nationale d'espoir à gauche, contre l'extrême droite, pour l'abandon du "pacte de responsabilité", pour une juste distribution des richesses*». liberation.fr 26.03

(Effectivement, ce sont bien eux qui se sont compromis en appelant à voter Hollande et qui feignent de s'étonner maintenant qu'il poursuive la politique de Sarkozy, franchement, qui ne le savait pas à l'avance ?

En appelant à voter Hollande puis pour les candidats du PS ils se sont totalement discrédités aux yeux des masses, et ils ont remis le couvert lors des municipales en s'alliant au PS et/ou à EELV qui est gouvernement, masses qui se sont détounées de tous les partis institutionnels à cette occasion, y compris ceux qui ont lancé cet appel.

Maintenant quelle attitude avoir face à cet appel ? Nous connaissons les intentions politiques de ses initiateurs que nous ne partageons pas. Nous rejetons également la politique du gouvernement, et nous savons qu'il ne pourra pas y avoir d'autre politique sans renverser au préalable le régime en place et les institutions, ce qui n'est évidemment pas l'objectif de cet appel. Nous savons également que les organisateurs de cette manifestation du 12 avril n'ont jamais rien entrepris de sérieux pour organiser et mobiliser les masses contre le gouvernement, le patronat ou les institutions. Chaque fois qu'ils ont appelé à une action ils ont tout fait au contraire pour que les masses ne s'en saisissent pas et ne déferlent par millions dans la rue. Il se peut que les masses exaspérées s'en emparent et déjouent tous leurs calculs. On peut aussi évoquer ces dizaines de milliers de militants qui se posent des questions sur leur propre parti et sur leur engagement politique, qui hésitent entre lassitude et désespoir.

Si nous avions un parti il se peut que nous participions à cette manifestation sur nos propres mots d'ordre pour un gouvernement ouvrier qui rompt avec le capital et les institutions de la Ve République, l'UE et l'ONU, c'est une question qui devrait être discutée, notre seul objectif politique demeurerait de renforcer ou construire le parti et non de faire céder le gouvernement dont nous n'attendons ou réclamons rien. - ndlr)

En famille. Combines, manoeuvres, collusions, manipulations...

- Municipales: 986 triangulaires et 207 quadrangulaires au second tour - AFP

Un seul principe : Défense du régime. «***Contre l'austérité***» : Ils fusionnent ou se retirent au profit de qui l'appliquent.

- Municipales dans le Val-de-Marne : PS et PC et Verts appellent au rassemblement - AFP

- Municipales à Choisy : Guillaume (PC) et Id Elouali (EELV) fusionnent - LeParisien.fr

- A Albi, EELV a fusionné... avec le Front de gauche - AFP

A Montreuil, le PS et EELV se sont rangés derrière la liste Front de gauche de Patrice Bessac face à l'ancien maire ex-PCF Jean-Pierre Brard, arrivé en tête. - AFP

La liste de Jean-Pierre Brard était soutenu par le POI : inacceptable !

- A Nantes et Rennes, socialistes et écolos ont fusionné malgré leur différend sur Notre-Dame-des-Landes. - AFP

Quelle farce, quelle manipulation !

- Comme à Rennes, ville gérée par le PS, un accord PS-EELV-Front de gauche est intervenu à Avignon (où le FN est sorti en tête du premier tour), ce qui peut permettre à la gauche de l'emporter. - AFP

Un seul principe : Défense du régime. «***Contre l'austérité***» : Ils appellent à voter ou incitent leurs électeurs à voter pour l'UMP.

- A Perpignan, Jacques Cresta (PS) a annoncé son retrait, provoquant un duel FN-UMP. - AFP

- A Fréjus (Var), Elsa Di Méo a fait de même. Résultat: triangulaire FN/UMP/DVD. - AFP

- A Saint-Gilles (Gard), où Gilbert Collard est en tête avec 42,57 %, le maire sortant PS Alain Gaido, devancé par le FN et l'UMP-UDI, a renoncé lui aussi au second tour. - AFP

- Le PS a également retiré sa liste à Valréas (Vaucluse) - où il était arrivé 4e derrière le FN et deux listes de droite. - AFP

Un seul principe : Défense du régime. «***Contre l'austérité***» : Ils favorisent l'élection des candidats de l'UMP.

- Quadrangulaires à Nîmes où PS et Front de gauche n'ont pas réussi à s'accorder, offrant un boulevard au maire UMP sortant Jean-Paul Fournier, arrivé loin en tête devant le FN et les deux listes de gauche au premier tour. - AFP

- A Dreux aussi quatre listes demeurent encore en lice mais le maire sortant Gérard Hamel (UMP), jouissant d'une avance confortable, devrait être réélu sans problème. - AFP

- A Châteauroux, le candidat PS, Mark Bottemine, a annoncé une alliance avec les listes de deux candidats en dissidence de la majorité municipale sortante de droite. - AFP

Un seul principe : Défense du régime. «***Contre l'austérité***» : Finalement ils appartiennent tous à la même famille, au même camp.

- A Evreux (Eure), le maire PRG sortant Michel Champredon, en grande difficulté à l'issue du 1er tour (10 points derrière la liste de droite) a conclu un accord in extremis avec la liste du PCF - AFP

- Municipales à Marseille : Gaudin ratisse à gauche pour conforter son avance - LeParisien.fr

- Municipales à Paris : la dissidente UMP Roxane Decorte appelle à voter PS - LeParisien.fr

Le PS : Toujours plus réac !

- Agriculture: Le Foll favorable à un débat sur les OGM - AFP

- La France continue de soutenir la pêche profonde - LeMonde.fr

- Les vrais enjeux de l'après-municipales - LePoint.fr

La dépense publique locale - 236 millions d'euros - échappe à tout contrôle.

FN ou le facteur d'ajustement politique.

A en croire la quasi-totalité des commentateurs et des partis politiques, y compris le POI sur son portail national dimanche soir et lundi dernier, l'un des principaux enseignements du premier tour des municipales serait la montée, la percée spectaculaire de l'extrême droite.

Qu'en est-il vraiment ?

- Municipales : radiographie des performances du FN - lemonde.fr 25.03

- Sur 36.000 communes environ, 323, c'est le nombre de listes FN et RBM qui ont franchi la barre du premier tour, avec un score supérieur à 10 % des suffrages exprimés. Le Front national en revendique 329, en comptant six candidats supplémentaires enregistrés sous d'autres étiquettes (divers, divers droite...) soutenus par le parti frontiste, ou rassemblant certains de ses membres.

Cela représente donc 1% des listes présentées dans l'ensemble des communes.

- 14,8 %.C'est le score moyen obtenu par le FN dans les 585 villes de plus de 1 000 habitants où il a présenté des listes.

Compte tenu de la poussée de l'abstention, en réalité le FN ne dépasse pas ses scores précédents, il serait même en dessous. Ce n'est pas tout.

- Sur 585 listes présentes au premier tour, on en compte 141 dans des villes de 10 à 20 000 habitants, et 161 dans des villes de 20.000 à 50.000 habitants.

Autrement dit, il n'a pas été capable de s'imposer dans les villes les plus peuplés, rien de changé en somme.

- Dans 75 villes, le FN avait présenté des listes en 2008 et en a présenté cette année. Sur ces 75 communes, le parti n'est en recul que dans deux. Partout ailleurs, il progresse, de huit points en moyenne, mais avec des bonds parfois spectaculaires.

Comme l'abstention a augmenté de plus de 5% par rapport à 2008, le FN n'a progressé que de 3% en moyenne, pas de quoi fouetter un chat, surtout en tenant compte qu'il partait d'un score très bas !

La classe dominante a deux fers sur le feu, le Front populaire et le fascisme, elle met en avant l'un ou l'autre en fonction du contexte de chaque pays.

La mobilisation-provocation de ce qu'ils ont appelé les "*bonnets rouges*", mais aussi les démonstrations de force à l'occasion des manifestations contre le "*mariage pour tous*", ont montré que le parti de l'ordre officiel et l'extrême droite marchaient ensemble. Que le PS, qui est également un parti de droite, manipulait certaines communautés ou minorités en prétendant défendre leurs droits uniquement pour provoquer une réaction des conservateurs et de l'extrême droite qui sont caractérisés comme rétrograde ou réactionnaire, afin de pouvoir se présenter comme progressiste, tandis qu'il applique une politique qui est réactionnaire sur toute la ligne.

Le FN, c'est l'épouvantail qu'ils agitent quand ils n'ont pas d'autres moyens pour camoufler leurs véritables intentions ainsi que la nature de leur politique. Mais pas seulement. Ils offrent au passage une tribune à l'extrême droite en espérant qu'elle se renforce, car au cas où le Front populaire serait inopérant pour appliquer le programme de la réaction, c'est l'extrême droite qui devrait être en position de prendre le relai, d'autant plus que l'UMP n'est pas en mesure d'assumer ce rôle. Le PS remplit ainsi jusqu'au bout la mission que la classe dominante lui a réservée, jusqu'à l'ignominie, c'est ce qu'on a pu oberser lorsque le PS a apporté son soutien au gourvernement néonazi en Ukraine.

Quelque part, oui c'est la pire pourriture qu'on peut imaginer car ils continuent d'avancer masqué, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Front de gauche peut le soutenir et n'a pas l'intention de le démasquer ou de rompre avec lui, il est complice de ce

véritable complot contre les travailleurs. Quand on est honnête ou qu'on défend loyalement ses idées, on a du mal à imaginer qu'un tel cynisme soit possible, et pourtant.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Sommet de la Ligue arabes

- Le sommet arabe refuse de reconnaître Israël comme "*Etat juif*" - AFP

Les chefs d'Etats arabes ont refusé mercredi, au terme d'un sommet à Koweït, de reconnaître Israël comme un "*Etat juif*", condition posée par l'Etat hébreu pour parvenir à un accord de paix avec les Palestiniens.

"*Nous proclamons notre refus total et catégorique de reconnaître Israël comme un Etat juif*", indique le communiqué final du sommet, rejetant sur Israël la responsabilité du blocage du processus de paix.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu insiste sur la reconnaissance par les Arabes de la judéité de l'Etat d'Israël.

Il a fait de cette revendication un élément cardinal d'un accord de paix, assurant que la "*racine du conflit*" entre les deux peuples est le rejet arabe d'un Etat juif, et non l'occupation des Territoires palestiniens depuis 1967.

Mais les dirigeants palestiniens se refusent à ce qu'ils considèrent comme une capitulation sur ce qu'ils ont de plus sacré, le souvenir de la "*Nakba*" (catastrophe) des 760.000 Palestiniens forcés à l'exil en 1948 lors de la création d'Israël, et leur "*droit au retour*".

Ils rappellent également qu'ils reconnaissent déjà l'Etat d'Israël depuis 1993 et que cette exigence n'a été présentée ni à l'Egypte ni à la Jordanie, les deux pays arabes signataires d'un traité de paix avec Israël.

2- Israël

- Palestine occupée : la montée de l'immigration inverse - french.irib.ir

C'est la fin d'une illusion ! Le mirage s'évapore à vue d'œil, cédant la place à la réalité inexorable, pour les Israéliens !

Tandis que grèves, sit-in et protestations ne cessent d'augmenter, dans toute la Palestine occupée, les sources proches du régime sioniste font état de la courbe ascendante du phénomène de l'immigration inverse, chez les Israéliens, qui préfèrent quitter les territoires occupés. Au surlendemain de la fermeture des ambassades du régime sioniste, dans le monde, en raison de la grève entamée par le personnel du ministère des Affaires étrangères, en protestation contre leurs bas salaires, les milieux sionistes ont annoncé que les jeunes israéliens, aux prises avec le chômage et l'insécurité, sont de plus en plus nombreux à réfléchir à l'idée d'immigrer de la Palestine occupée. Selon un rapport élaboré par le Conseil du Sionisme, un institut israélien de recherche, les jeunes israéliens ne manifestent plus le même enthousiasme envers Israël et préfèrent plutôt immigrer de la Palestine occupée. Dans le même registre, le journal Haaretz en donne des chiffres : 37% des Israéliens ont un projet d'immigration des territoires occupés. Les problèmes économiques et sécuritaires en constituent les facteurs essentiels, pour les citoyens, surtout, pour les jeunes.

Le processus de l'immigration inverse a débuté, en 2004, selon les chiffres du Centre statistique du régime sioniste. Depuis, quelque 17.000 candidats à l'émigration, pour la plupart des élites, ont quitté, annuellement, les territoires occupés, à destination de l'Europe ou de l'Amérique, dans l'espoir d'une meilleure vie. Pour l'heure, quelque 850.000 Juifs israéliens vivent hors de la Palestine occupée et refusent, catégoriquement, de revenir dans les territoires occupés. Les vives réactions des citoyens du régime sioniste caractérisées par la montée de l'immigration inverse, durant ces dernières années, ainsi que les manifestations de protestations mettent, clairement, en évidence cette réalité que ce régime factice a même perdu sa légitimité parmi ses propres citoyens. A cela, il faut ajouter le bilan élevé de la corruption financière et des harcèlements sexuels, parmi les responsables israéliens, montrant à quel point cette société est corrompue, de telle sorte que les Juifs, qui ont été séduits, pour certains, par les promesses creuses des Sionistes et qui ont immigré en Palestine, ne veulent plus vivre à l'ombre du régime occupant, car une fois installés, dans les territoires occupés, et face aux réalités dures et amères de leur quotidien, ils ont compris dans quelle mesure ils ont été dupes des fausses promesses des autorités racistes de ce régime. french.irib.ir 26.03

Ces informations proviennent d'officines ou de médias sionistes, elles sont donc dignes d'intérêt.

Encore !

- En Israël, scandale sexuel autour du probable successeur de Shimon Pérès - LeMonde.fr

---

SOCIAL

1- Paraguay

- Paraguay: des milliers de manifestants pour les salaires et une réforme agraire

Des milliers de paysans et syndicalistes ont manifesté mercredi à Asuncion au Paraguay en faveur d'une réforme agraire, de hausses salariales et contre des projets de privatisations du président Horacio Cartes, qui affronte sa première grève générale.

Les travailleurs de sept centrales syndicales ont commencé par ériger des piquets de grève sur les principaux accès de la capitale pour empêcher la circulation, tandis que les habitants se démenaient pour tenter de parvenir sur leur lieu de travail.

Les manifestants réclamaient une hausse de 25% des salaires, contre les 10% octroyés par le gouvernement. Ils exigent également le retrait d'une loi de coopération public-privé qui permettrait à l'Exécutif de passer des contrats pour des infrastructures avec des entreprises privées, vue comme une privatisation du secteur.

Le gouvernement de M. Cartes (droite), au pouvoir depuis sept mois, a déployé un ample dispositif policier et cinq personnes ont été interpelées.

Cet appel à la grève coïncide avec la 21ème Marche paysanne, mobilisation annuelle en faveur d'une réforme agraire dans un pays affichant une croissance du PIB de 13,6% en 2013, tirée par les revenus du secteur céréalier, aux mains d'immenses propriétaires terriens.

Dans ce cadre, quelques 10.000 paysans se sont rassemblés dans la capitale devant le Congrès, avec pancartes et banderoles.

Les paysans "*ont eu beaucoup de difficultés pour atteindre Asuncion à cause de la police*", a affirmé devant la presse Carolina Villalba, secrétaire générale de la Fédération nationale paysanne (FNC).

Environ 80% des chauffeurs des transports publics, selon Miguel Zayas, secrétaire général de la Fédération des travailleurs des transports, et 15% du personnel de l'éducation primaire, selon le gouvernement, étaient en grève mercredi. AFP 26.03

2- Espagne

- Espagne : les étudiants dans la rue - french.irib.ir

Lors d'une manifestation anti-gouvernementale des étudiants en Espagne, la police a interpellé mercredi 50 étudiants.

Les étudiants, qui protestaient contre la baisse du budget public touchant notamment l'éducation, ont envahi le campus de l'Université de Complutense. Les forces de la police se sont affrontées avec les étudiants pour les disperser et elles en ont interpellés 50. En protestation contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement, l'Union des Etudiants espagnols a appelé à une grève de deux jours aux lycées et aux universités partout dans le pays.

Ce mouvement de grève a débuté mercredi. french.irib.ir 26.03

Haut de page

Le 28 mars 2014

CAUSERIE

Le site ne sera actualisé que sommairement, la suite lundi prochain. On ajoutera dans la journée une cinquantaine d'articles dont certains datent déjà d'une semaine.

Complément et précisions sur les municipales.

Plusieurs partis ont dénoncé ces derniers jours la manipulation médiatique du score réalisé au premier tour des municipales par le FN , expliquant qu'on serait en présence d'une formidable poussée de l'extrême droite, alors qu'en réalité il n'en était rien.

- Municipales : Mélenchon juge la percée du FN «*préfabriquée*» - LeParisien.fr

- La percée du FN aux municipales et la mise en scène médiatique - PRCF

- Démesurément mis en avant par les médias avec de fortes arrière-pensées politiques, le score du Front national doit être ramené à sa proportion véritable. - POI - IO n°294

Le PG, le POI, le NPA et LO se sont félicités chacun de leur côté d'avoir réalisé des scores significatifs. En réalité quand ils se présentaient seuls ces scores demeuraient au même niveau que lors des élections précédentes, ils ont sensiblement progressé dans des petites communes, tandis que leur score est demeuré confidentiel autour de 1 ou 2% dans les grandes villes pour le POI, le NPA et LO.

Donc rien de changé par rapport à hier.

N'était-ce pas cela le principal enseignement qu'aurait dû tirer des partis qui prétendent que leur participation à cette élection devait servir de levier à la construction de leur parti respectif, alors que leur objectif serait de construire un nouveau parti ouvrier de masse et que leurs résultats constituent plutôt un nouvel échec de leur stratégie politique ?

En réalité, la majorité des travailleurs ont rejeté tous les partis y compris les leurs. On pourrait s'interroger et se demander pourquoi puisqu'ils prétendent leur proposer une issue politique favorable à la crise du capitalisme, non ? Pourquoi les travailleurs ne se reconnaissent-ils pas dans ces partis, pourquoi ne leur font-ils pas confiance, pourquoi au bout de 70 ans sont-ils toujours incapables de construire ce nouveau parti ouvrier.

N'est-ce pas cette question qui serait la clé de la situation politique aujourd'hui, l'absence d'un parti ouvrier qui constituerait un pôle de regroupement pour les masses laborieuses, qui serait en mesure de les organiser pour affronter le gouvernement et le patronat, qui permet au gouvernement d'appliquer sa politique réactionnaire avec l'arrogance que l'on sait ?

A notre connaissance, le parti bolchevik ne s'est pas construit au cours d'une période d'expansion du capitalisme mais bien plutôt d'une crise ouverte, lorsque les conditions objectives auxquelles étaient soumises les masses les conduisaient à réagir, à chercher à s'organiser, pour vaincre et non pour obtenir un répit temporaire à leurs souffrances, cela signifie que cette période était propice à la construction du parti, à tisser des liens avec les masses.

Question : Il paraîtrait qu'il y aurait des millions et millions de travailleurs en France qui feraient face à des conditions objectives ou matérielles d'existence très difficiles ou inextricables, cela ne date pas d'aujourd'hui cela dit en passant, et voilà que ce ne serait pas possible de contruire le parti, que les conditions ne seraient pas favorables, qu'est-ce que c'est que cette histoire à dormir debout, car si tel était vraiment le cas il faudrait carrément faire une croix sur cet objectif.

Le rejet d'absolument tous les partis ou l'impossibilité des travailleurs de se reconnaître dans un parti, témoigne aussi que leur niveau de conscience politique n'a pas réellement progressé, c'est à notre avis le second enseignement que l'on devait tirer de ces élections.

Quel parti partagera notre interprétation des résultats de ces élections et surtout les conclusions que nous en tirons ? Sans doute aucun comme d'habitude, ils continueront comme si de rien n'était préparant ainsi les défaites de demain. Leurs dirigeants en portent la responsabilité.

Haut de page

Le 29 mars 2014

CAUSERIE

Vendredi 20h47 en Inde.

J'amorce le formatage des adresses des articles que je vais mettre en ligne, un boulot ingrat, il y en a pour plus d'une 1 heure.

J'écoute de la musique en même temps pour rester de bonne humeur en cette fin de journée qui fut d'ailleurs excellente, radieuse, je suis un nantis, un homme comblé dans tous les sens du terme, je vous passe les détails, et croyez-moi j'apprécie la vie à la mesure de ce qu'elle peut m'offrir de meilleur dans ce monde pourri. C'est quelque chose auquel on aspire, qu'on se construit patiemment et dont on profite sans rien devoir à personne, l'extase d'avoir atteint honnêtement un idéal, mieux encore quand on peut le partager.

J'écoute Buckethead en boucle et je vais me repasser un concert de Joe Satriani et de Steve Vai, en sirotant un cocktail à la vodka, ou deux, trois, on verra.

Je me contrefous de ce que pensent ces militants sclérosés, dogmatiques, tristes, chiants à mourir d'ennui qui sont au garde-à-vous devant leurs dirigeants ou imbus de leurs vérités, qui sont incapables de nous apporter quoi que ce soit. La vie est courte, plus courte que le capitalisme hélas, alors profitons-en ! Et que faites-vous de ceux qui n'en ont pas les moyens direz-vous peut-être ? Parce que vous pensez qu'on les oublierait une seconde. Mais pour qui nous prenez-vous, chaque riff endiablé d'une guitare leur est dédié qu'est-ce que vous croyez, la rage qui nous habite n'est pas incompatible avec les envolées lyriques du musicien au talent génial dont nous saisissons la sensibilité extraordinaire pour nous procurer un plaisir indicible, qui n'existe que pour être partagé, cela vaut mille fois mieux que le partage des richesses. Chaque note est dédiée à ceux que le bruit du canon couvre et qui ne peuvent pas les entendre, telle la partition ou les étendards de la liberté.

Place aux artistes ! En cette fin de semaine, c'est largement mérité.

Vendredi 22h45, boulot terminé en écoutant Guns'n Roses avec Buckethead en concert.

52 articles en plus de qualités diverses. Qui craint la confrontation des idées, craint le socialisme... Démagos, populos, mégalos, paranos, schizos, bonne nuit, je ne peux pas vous entendre la musique est à fond ! A lundi.

Haut de page

Le 30 mars 2014

CAUSERIE

On ajoutera deux (extraits) articles sur l'Inde demain.

Ah la solidarité entre Frères ! Quelle lumière n'est-ce pas !

Une des plus grandes escroqueries politiques de tous les temps...

Comment cela maintenant un amalgame entre les Frères musulmans et les francs-maçons. Pourquoi pas ?

Dites-nous, ce sont bien des francs-maçons qui soutiennent les régimes infâmes turc, qatari, saoudien, israélien (notamment) ou encore le gouvernement néonazi installé à Kiev, on ne se trompe pas, ce sont bien strictement les faits, n'est-ce pas ?

C'était déjà de braves socialistes, humanistes francs-maçons qui avaient voté les crédits de guerre en 1914, qui ont voté les pleins pouvoirs à Pétain, soutenus la guerre d'Algérie, du Vietnam, etc. comment cela vous ne le saviez pas, vous l'aviez oublié ? Ils sont décidément bien faits les manuels scolaires et les professeurs ont reçu une formation, comment dire à la mesure des besoins du régime. Les frères Blondel, Eyschen, Mélenchon, etc. tous ces "*illuminés*" qui fricotent avec la racaille réactionnaire, des républicains, des démocrates paraît-il, on s'en étouffe rien que d'y penser, sont de formidables illusionnistes qui auront trompé militants et travailleurs pendant des décennies et des décennies. Après cela vous étonne qu'on en soit là ?

Le groupe GMI a écrit ceci dans un tract du 25 mars que j'ai reçu : " *Pour empêcher les trahisons des partis sociaux-patriotes (PS, PCF, PdG) et des chefs syndicaux, il faut que l'avant-garde se regroupe et forge un vrai parti ouvrier...*", quelle blague ou c'est ne rien comprendre, car non seulement vous ne pourrez pas l'empêcher et ce n'est pas souhaitable, ils sont comme ils sont et c'est comme ils sont qu'il faut les prendre et les combattre, ce qui n'est possible qu'à partir du moment où on est capable de les caractériser tels qu'ils sont.

Or ce groupe démontre ici qu'il en est incapable (comme tous les autres partis ou groupes d'ailleurs) en attribuant au PS une nature sociale qui n'est pas la sienne, c'est un parti strictement réactionnaire, capitaliste, de droite, néolibéral et impérialiste. Mieux, on va enfoncer le clou, et tous ceux qui y adhèrent ou en sont sympathisants le sont également, qu'ils en aient conscience ou non n'y changeant rien. Vous voulez faire quoi avec cela, avec ces gens-là ? La guerre ? Pour l'éviter je préfère leur déclarer la guerre ! Je me demande si on combat bien encore dans le même camp ou pour le même objectif... C'est dingue d'en arriver-là !

Finalement le mouvement ouvrier et son avant-garde sont complètement gangrenés, n'ont cessé de régresser justement parce qu'ils n'ont jamais voulu caractériser le PS et ses alliés à leur juste valeur, ils n'ont jamais voulu les combattre pour ce qu'ils étaient et voilà qu'il faudrait continuer à reproduire la même erreur politique, ce sera sans nous. Nous rejetons cette stratégie suicidaire, nous appelons à combattre contre ces partis (ainsi que l'UMP, UDI et FN) qui soit incarnent le capital, le PS, soit qui y sont liés fondamentalement et ne rompront jamais avec lui. C'est quand même extraordinaire d'en être encore là, quand on sait que c'est la collusion permanente, les compromis (petits arrangements et grandes manoeuvres et j'en passe) passés avec ces partis et les appareils syndicaux qui en grande partie nous ont conduit où nous en sommes aujourd'hui. C'est effarant !

Il demeurera impossible de construire un nouveau parti ouvrier sans rompre avec ces partis et les appareils des syndicats, de développer une stratégie ou une ligne politique indépendante du capital et de l'Etat, de leurs représentants, qui soit conforme aux intérêts collectifs et fondamentaux des travailleurs, à l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui demeure l'émancipation du capital, la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le socialisme.

Si j'osais un parallèle personnel dans un autre registre, je dirais que je n'aurais jamais été m'installer en Inde si un jour je n'avais pas rompu les chaînes qui me retenaient en France.

Rompez vos chaînes et que vive le socialisme !

Je rajoute un mot, plus personne dans ce pays ne se reconnaît dans ces partis et ces syndicats que vous voulez sauver, à part des nantis, des travailleurs qui parce qu'ils sont encore plus subordonnés au capitaliste que les autres, pencheront majoritairement demain davantage vers l'extrême droite plutôt que l'extrême gauche pour préserver leurs privilèges, ouvrez les yeux bordel, ils ignorent tout du socialisme et s'en contrefoutent totalement...

La dictature : C'est maintenant.

Les inquisiteurs ou le régime de Vichy toujours en vigueur.

- Reims : 75 euros d'amende pour avoir traversé une gare avec ses écouteurs - Francetv info

Anthony ne comprend toujours pas pourquoi il a été verbalisé. Ce jeune Rémois de 16 ans a été verbalisé en mai 2013 par un agent de la SNCF pour avoir traversé une gare avec des écouteurs, rapporte vendredi 28 mars L'Union.

"*Anthony ne prenait même pas le train, il ne faisait que traverser la gare (...) comme tous les jours en rentrant du collège*", rapporte le président de l'UFC-Que Choisir, sollicité par la famille de l'adolescent. "*L'agent l'a verbalisé pour utilisation d'instrument sonore. Le PV était de 45 euros mais comme le jeune ne pouvait pas payer tout de suite, il lui a ajouté 30 euros de frais de dossier*". Les parents du jeune homme refusant de payer, l'amende s'est transformée en procédure de recouvrement du Trésor public, et s'élève désormais à 300 euros.

Un décret datant de la 2e guerre mondiale comme fondement

Le quotidien ne précise pas clairement si Anthony avait ses écouteurs aux oreilles lorsqu'il a écopé de l'amende, ou bien s'il s'en servait comme des enceintes de fortune en poussant le volume au maximum en les gardant autour du cou.

Mais interrogée par la famille, la SNCF s'est justifiée en évoquant un décret datant de 1942, interdisant "*de faire usage (...) dans les dépendances des gares accessibles aux voyageurs et aux autres usagers, d'appareils ou instruments sonores*". Francetv info 28.03

Quand le droit de s'opposer au régime est criminalisé.

- Le nouveau service de renseignement ratisse large - Liberation.fr

Serait-ce le retour des Renseignements généraux (RG), absorbés lors de la naissance de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) en 2008 ? Dans une circulaire qui a fuité vendredi dans le Figaro, Manuel Valls se fait le chantre du renseignement de proximité, qui doit concerner «*tous les domaines de la vie traditionnelle, économique et sociale susceptibles d'entraîner des mouvements revendicatifs ou protestataires*».

Pour ce faire, le nouveau Service central du renseignement territorial (SCRT) sera «*chargé de centraliser et transmettre sous forme de notes aux autorités gouvernementales et administratives l'ensemble des renseignements*» recueillis sur le terrain, allant du front social à l'islam radical en passant par les quartiers sensibles. Si c'est pas du maillage RG, ça ! Liberation.fr 28.03

Rappelons que l'objectif de la stratégie néolibérale est d'instaurer un nouvel ordre mondial où la lutte des classes sera arbitrairement abolie, et toute tentative de contestation du nouveau régime en place déclarée illégale, étouffée dans l'oeuf grâce au contrôle total exercé sur la population étroitement ou en permanence surveillée, à défaut, violemment réprimée par cette dictature impitoyable.

Petit à petit le vieux monde avance dans cette voie...

ACTUALITÉ DU JOUR

Sous de faux masques les fossoyeurs de la démocratie ou du socialisme en action sont la principale menace.

La franc-maçonnerie est apolitique. La preuve... du contraire.

- Le Grand Orient appelle à voter anti-FN - L'Express.fr

- Valérie Trierweiler appelle les Français à voter et pointe "*le danger du FN*" - Francetv info

- Mélenchon accuse "*Le Monde*" d'être l'"*organe central*" du FN - Francetv info

Tous ceux qui prétendent lutter contre l'extrême droite, le fascisme ou le FN, y sont liés par un bout ou un autre, consciemment ou non peu importe à l'arrivée, c'est le triste constat que l'on peut faire quotidiennement.

La soi-disant lutte de la "*gauche*" et à l'"*extrême gauche*" contre l'extrême droite, le fascisme ou le FN, qui participent à la guerre idéologique au côté du PS et qui de plus favorisent le communautarisme, ne sert qu'à masquer leur capitulation honteuse devant le régime en place, leur refus de le combattre dans la perspective de le renverser.

Ainsi, faux humanistes, faux démocrates, faux républicains, faux socialistes, faux communistes, faux trotskistes, ils sont les alliés objectifs des médias et des partis de droite qui instrumentalisent l'extrême droite pour le compte du régime.

Quand on analyse la politique de ces partis ou du gouvernement, il faut toujours avoir à l'esprit qu'en dernier ressort ce qui la détermine c'est le maintien en place de l'ordre établi. Quant aux partis qui ne seraient pas concernés ici, on attend que vous nous donniez les noms de ceux qui ont refusé toute collusion avec le PS au cours des décennies précédentes.

ACTUALITE EN TITRES

Le nouvel ordre mondial en marche... des oligarques.

- Un millionnaire philanthrope favori de l'élection présidentielle slovaque - LeMonde.fr

- L'oligarque ukrainien Petro Porochenko officialise sa candidature à la présidentielle - LeMonde.fr

Ce sont les mêmes qui prétendaient vouloir abolir la prostitution

- «SeekingArrangement»: Le site de rencontre entre hommes fortunés et jeunes femmes est légal, selon la police - 20minutes.fr

La voix de son maître. Réac bien entendu.

- RSF dénonce les atteintes à la liberté de la presse du président chinois - Liberation.fr

Parole de maître-chanteur.

- Les Français veulent croire aux lendemains qui chantent - LeMonde.fr

Ah la croissance !

- Surendettement : le nombre de dossiers augmente toujours - LeMonde.fr

Cela ne servira à rien...

- 78% des Français veulent un changement de Premier ministre - AFP

... la preuve...

- Michel Sapin : "*Les chiffres du chômage vont dans la mauvaise direction, mais on maintient le cap*" - LePoint.fr

Vive la crise !

- Etats-Unis: BMW investira 1 milliard de dollars pour produire plus - AFP

- Retour en grâce pour la titrisation, pointée du doigt pendant la crise - AFP

- Espagne: record historique de faillites en 2013 - AFP

- Fiscalité : le Medef se frotte les mains - Liberation.fr

Les travaux des assises de la fiscalité, qui viennent de se clore pour le volet entreprises, ont définitivement convaincu le gouvernement de supprimer la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S). Un nouveau geste en faveur des entreprises, qui vient s'ajouter aux 30 milliards de baisse des charges et que le gouvernement va devoir vendre à sa majorité et aux Français. Un exercice qui s'annonce pour le moins compliqué.

Cet impôt de la C3S, assis sur le chiffre d'affaires des entreprises qui rapporte 5,3 milliards d'euros, va disparaître. Liberation.fr 28.03

Quelle sanction !

- Accord Loukoil-Total dans le pétrole de schiste - Reuters

Les groupes pétroliers russe et français, Loukoil et Total, ont signé un accord de développement du gisement de pétrole de schiste de Bajenov en Sibérie occidentale, a déclaré samedi le directeur général. Reuters 29.03

Sans blague ! Elles en raffolent ou elles sont refoulées les malheureuses !

- 30 ans, toujours puceau: "*Je lui ai dit que les femmes pouvaient avoir envie de sexe*" - L'Express.fr

L'exhibitionnistes, ignorantes, médiocres.

- Une majorité de Brésiliens jugent que les femmes provocantes «méritent» d'être violées - Liberation.fr

Et les hommes alors ? Selvi m'a reproché de sortir devant chez moi torse nu, car cela excite les femmes de voir un corps aussi blanc, le must ici. J'ai éclaté de rire en lui répondant que la jalousie était un vilain défaut !

Quand on aime, on ne compte pas !

- Les seniors tombent de plus en plus amoureux - LeFigaro.fr

Le trou du cul du vieux monde les obsède...

- Où en est le mariage homo dans le monde ? - Le Nouvel Observateur

Ah ben alors, on voilà un scoop !

- La Turquie, nouveau sponsor du terrorisme international - Atlantico.fr

- En Arabie saoudite, Obama n'a pas eu un mot sur les droits de l'homme - LeMonde.fr

Ukraine-Russie

- La Hongrie opposée à des sanctions économiques contre la Russie - Reuters

- Le Parlement ukrainien approuve finalement le plan du FMI - Reuters

- Le Congrès américain approuve une aide à l'Ukraine et des sanctions contre la Russie - LeMonde.fr

- Sur demande de l'Ukraine, l'Assemblée générale de l'ONU dénonce l'annexion de la Crimée - LeMonde.fr

- Le FMI exige des mesures «*en urgence*» du Venezuela - Liberation.fr

A bas le FMI, l'ONU, l'UE !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

2- Inde

Le BJP : Le parti des classes moyennes qui veulent s'enrichir toujours davantage.

- Dans l'Inde rurale, le discours de Modi gagne du terrain - AFP

Jitendra Saini scrute les panneaux solaires étincelants installés au pied de sa ferme dans le Rajasthan et largement financés par le parti du Congrès au pouvoir en Inde : il votera pourtant pour le chef de l'opposition Narendra Modi aux élections législatives en avril.

"*Nous voterons pour Modi car Modi sait réellement ce qu'est vraiment le développement*", explique Saini, assis sur le porche de sa maison neuve de deux étages, entouré de ses enfants, son frère et son père.

Les revenus de l'agriculteur ont été multipliés par cinq depuis trois ans grâce aux panneaux solaires subventionnés par l'Etat qui font fonctionner son système d'irrigation par goutte à goutte abreuvant des rangées de légumes plantés sous des serres géantes.

Ces revenus supplémentaires ont permis à Saini, 30 ans, de construire sa maison, d'envoyer ses enfants dans de bonnes écoles et d'acheter de nouveaux engins agricoles pour sa ferme, installée à quelques 160 km au sud de la capitale New Delhi.

Le soutien que le jeune agriculteur s'apprête à apporter à Narendra Modi, le chef du parti nationaliste hindou, est un indicateur de la perte de popularité du Congrès dans les campagnes en dépit des nombreuses politiques de soutien au monde rural qu'il a mis en place depuis 10 ans.

La ferme de 20 hectares de Saini, où il cultive également du blé et des graines de moutarde, appartient à sa famille depuis des générations.

Mais en se projetant vers l'avenir, l'agriculteur juge que sa famille aura besoin de plus d'opportunités de développement que de programmes d'aide et espère que l'un de ses enfants pourra étudier à l'étranger pour être à la pointe des technologies agricoles.

"*Je crois que si tout le pays se développe alors ma famille en bénéficiera et sera heureuse. Je crois que le pays doit avant tout se développer*", déclare-t-il pour expliquer son vote en faveur du chef du Bharatiya Janata Party (BJP). AFP 27.03

Jitendra Saini est riche, les panneaux solaires valent une fortune et les batteries qui vont avec aussi, au point que j'ai renoncé à m'en équiper.

En Inde, posséder 20 hectares c'est déjà appartenir à la classe des nantis, outre les 485 millions de journaliers sans terre, la plupart des agriculteurs ne possède même pas un hectare et parviennent tout juste à survivre. Donc, le titre de l'article de l'AFP est trompeur, pas plus le Parti du Congrès que le BJP n'incarne les besoins des ouvriers agricoles ou des paysans pauvres, des travailleurs en général.

Pourquoi Jitendra Saini s'apprête-t-il à voter pour le BJP alors que le Parti du Congrès a largement contribué à l'amélioration de son bien-être ? Parce qu'il estime qu'il ne pourra rien tirer de plus du Parti du Congrès dans l'avenir et qu'en élisant le BJP il pourra bénéficier une nouvelle fois des largesses du parti au pouvoir, seule la cupidité le guide.

2- Turquie

- Fou de rage, Erdogan éteint aussi Youtube - Libération.fr

Après Twitter, YouTube. Le gouvernement turc a ordonné, jeudi, le blocage de la plateforme, une semaine après avoir fait de même pour Twitter. L'origine de la colère du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, est cette fois la diffusion d'enregistrements pirates d'officiels turcs - dont le ministre des Affaires étrangères et le chef des renseignements - évoquant l'hypothèse d'une opération militaire en Syrie.

Dans la bande sonore, Hakan Fidan, chef des services, propose d'envoyer «*quatre hommes [en Syrie] pour lancer huit missiles dans un terrain vague*» en Turquie afin de justifier une riposte militaire. Cette diffusion «*est un acte ignoble, lâche, immoral*», s'est emporté Erdogan lors d'une réunion électorale avant le scrutin municipal de dimanche. Il s'est promis de poursuivre les auteurs de cette fuite «*jusque dans leurs caves*». De son côté, Ahmet Davutoglu, le ministre des Affaires étrangères, a déclaré que «*les écoutes visant les responsables constituent une déclaration de guerre à l'Etat turc*». Libération.fr 27.03

Haut de page

Le 31 mars 2014

CAUSERIE

Hier j'avais écrit : *Ah les Frères ! Quelle lumière n'est-ce pas !*, j'ai rectifié ou apporté une précision : *Ah la solidarité entre Frères ! Quelle lumière n'est-ce pas !* L'obscurantisme ou les ténèbres en fait.

Réflexion politique après les minicipales.

Si défaite il y a eu à l'issue des élections municipales qui viennent d'avoir lieu, c'est avant tout celle de tous ceux de l'extrême gauche à l'extrême droite qui avaient décidé d'y participer ou qui avaient appelé à aller voter par l'ampleur de l'abstention.

Cela dit, car il ne faudrait pas non plus verser à notre tour dans la démagogie, et préciser qu'à quelques points près l'abstention s'est située au même niveau que lors des élections précédentes. La question essentielle n'était pas de savoir si elle serait de 25, 30, 35% ou davantage, surtout lorsque l'on sait que dans certains quartiers ouvriers 15 à 25% des électeurs ne sont pas inscrits sur les listes électorales, le discours qui se focalise sur l'abstention a pour vertu d'occulter les questions politiques que personne ne tient vraiment à poser ou les responsabilités des différents partis politiques selon qu'ils sont inféodés au régime ou prétendent le combattre, les premiers étant incapables de répondre positivement aux besoins des travailleurs, les seconds étant incapables d'inspirer confiance aux masses laborieuses.

Si défaite il y a eu à l'issue des élections municipales qui viennent d'avoir lieu, c'est avant tout celle des masses exploitées qui se trouvent profondément divisées entre les couches supérieures qui ont participé à cette mauvaise farce afin de maintenir ou améliorer leur mode de vie, et les couches les plus défavorisées qui n'avaient rien à en attendre et qui ont refusé de marcher dans cette combine pourrie destinée à légitimer le régime en place.

Hier soir on a pu assister une fois de plus en direct sur le plateau de France 2 à partir de 20h à une mise en scène bien réglée ou chacun allait tenir le rôle qui lui avait été imparti par la place qu'il occupe au sein des institutions de la Ve République ou au côté du régime qu'il représente, de telle sorte que les principaux protagonistes devaient en être absents : les masses exploitées.

Notez bien qu'ils ne se sont même pas donnés la peine de sauver les apparences en recourant à un faux masque, en ne trouvant pas utile d'inviter un représentant du Front de gauche qui n'aurait pourtant pas franchement dénoté dans ce concert de démagogie et de mensonges grotesques, apparemment seuls le PS, EELV, l'UMP, le Nouveau Centre, le MoDem et le FN, des partis de droite avaient le droit à la parole, confisquée en période de dictature.

Qu'on ne vienne pas nous dire une fois de plus qu'on exagèrerait puisque les faits nous ont encore donné raison, à force on ne comprend plus, on se demande où veulent en venir les militants, cadres ou dirigeants qui nous lancent une telle accusation, parce que le constat que l'on dresse ou notre analyse constitue un désaveux de leur ligne politique, de leur stratégie, de leur propre analyse, leur conception de la lutte de classe, parce qu'ils comptent persister à reproduire indéfiniment les mêmes erreurs, comment pourraient-ils prétendre que les faits leur auraient donné raison alors qu'ils prouvent exactement le contraire, par esprit de contradiction, assurément suicidaire, on cherche à comprendre.

Assurément, la reconstruction du mouvement ouvrier et de son avant-garde sur des bases saines ne passera pas par les électeurs des 23 et 30 mars 2014 quel que soit le parti pour lequel ils ont voté. Nous tenions déjà le même discours il y a près de 10 ans en arrière, et je suis sûr que si j'avais renoué avec le militantisme 10 ou 20 ans plus tôt j'aurais à l'époque tenu exactement le même discours car les rapports entre les classes étaient déjà les mêmes, particulièrement à l'intérieur de la classe ouvrière.

Qu'on se souvienne tout de même qu'en 1981 pas un seul travailleur ayant élu Mitterrand n'imaginais qu'il allait changer la société ou avancer vers le socialisme, cela fait 33 ans. Qu'on n'en ait jamais tiré la moindre leçon politique nous a conduit à la situation actuelle. Cela signifie que bien avant 1981 le mouvement ouvrier était déjà complètement gangrené, pourri de l'intérieur, il faut donc remonter encore en arrière et ainsi de suite jusqu'à l'origine du révisionnisme qui se situe aux alentours des années 40-50.

Vous refuser obstinément de réaliser cet inventaire, et bien tant pis, nous en prenons acte, vous n'avez alors aucune légitimité à nos yeux et vous n'obtiendrez jamais la confiance des travailleurs, vous n'en êtes pas dignes, en tant que travailleur et militant j'ai parfaitement le droit de le penser et de l'exprimer que cela vous plaise ou non.

Voyez-vous ce n'est pas le capitalisme qui fait que le socialisme devait demeurer une utopie mais vous ou votre parti, vos dirigeants en démontrant qu'ils ne sont pas à la hauteur de la tâche historique qu'il fallait accomplir pour que le socialisme se réalise, trouver les moyens de doter l'immense masse des exploités d'une nouvelle direction politique pour vaincre le capitalisme, cette condition n'étant pas remplie, le socialisme n'a aucune chance de l'emporter et l'humanité est vouée au chaos, à la guerre, à la pire barbarie qui soit. Si c'était une cause perdue d'avance, au conditionnel on ose encore l'espérer, soit il faudrait en déduire que Marx et Engels furent de fieffés farceurs, soit il faut en chercher l'origine et rectifier le tir au plus tôt, immédiatement.

Compte tenu de ma situation en Inde et du peu de soutien (sic!) que je reçois, je vais lever le pied.

On ajoutera des nouveaux articles dans la journée.

Le néolibéralisme est au libéralisme ou au conservatisme, ce que le fascisme est à la droite.

Quelques titres du journal Le Monde de dimanche 30 mars 2014.

- « Le Venezuela connaît une crise sociale inédite »

Entretien avec Henrique Capriles Radonski, deux fois candidat à la présidence du Venezuela, et aujourd'hui à la tête d'une opposition hétéroclite.

C'était le candidat du Monde contre Maduro...

- RSF proteste contre la venue de Xi Jinping en lui faisant faire un bras d'honneur

Reporters sans frontières a prévu de manifester contre la visite du président chinois en France en faisant circuler dans Paris des camions arborant l'affiche d'un photo-montage de Xi Jinping faisant un bras d'honneur.

RSF une officine de la réaction, financé par la NED, la CIA, allié du FN...

- A nouveau, des centaines de cochons morts repêchés dans une rivière chinoise...

Quelle cochonnerie ce canard !

- Le parti d'extrême droite prétend ne pas vouloir faire de leurs villes « des laboratoire idéologiques ».

- La « relation privilégiée » entre Washington et Riyad est-elle menacée ?

Le Monde s'en inquiète !

ACTUALITE EN TITRES

Alors il faudra couper davantage dans la dépense publique, une mesure de gauche.

- Le déficit public français plus lourd que prévu en 2013, à 4,3% du PIB - AFP

Le déficit public de la France l'an dernier s'est établi à 4,3% du Produit intérieur brut, au-delà donc des 4,1% prévus par le gouvernement, affirme dimanche le journal Les Échos sur son site internet. AFP 30.03

Attention un enragé menace à nouveau l'Italie...

- Italie: Berlusconi milite pour l'adoption des chiens errants pour redorer son blason - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La police municipale du régime

- Municipales: 36,3%, l'abstention atteint un sommet - AFP

A titre de comparaison, au deuxième tour de 2008, l'abstention finale était de 34,80%. Au premier tour le 23 mars, elle s'était établie à 36,45%. AFP 30.03

Il se pourrait que ce chiffre soit provisoire...

- Contre l'abstention, la question du vote obligatoire à nouveau posée - LeParisien.fr

Avec un fusil sur la tempe ?

Selon un premier bilan partiel établi par l'AFP, c'est dans le Nord et en région parisienne que le taux d'abstention a été le plus important. En Seine-Saint-Denis 56,87% des habitants de Stains, 52,55% de ceux de Sevran et 50,88% de ceux de Rosny-sous-Bois ont boudé les urnes. Ils ont été 55,59% à le faire à Roubaix, 51,36% à Lille et 50,62% à Tourcoing. LeParisien.fr 30.03

- Municipales: Hollande désavoué avec la déroute des socialistes - AFP

Les listes de droite recueillent 45,91% des voix au niveau national, les listes de gauche 40,57%, le Front national-Rassemblement Bleu Marine 6,84%, a annoncé Manuel Valls.

"*Il s'agit bien d'une défaite (...) pour la gauche et le gouvernement*", a dit le ministre de l'Intérieur. AFP 30.03

- La gauche perd 155 villes de plus de 9.000 habitants, annonce Valls - AFP

- 46 villes de plus de 30.000 habitants ont basculé à droite - AFP

- Le FN ravit onze mairies et va tenter d'y faire ses "*preuves*" - AFP

- La droite portée par les seniors et les plus aisés, selon un sondage - AFP

- Morin: "*Le centre est redevenu la troisième force politique*" française - AFP

- Obligé de remanier vite, Hollande promet plus de justice sociale - Reuters

Pour les patrons !

- Jean-Marc Ayrault répète qu'il "*faudra tenir compte du message*" des Français - AFP

Vaut mieux ne pas dire en direction de qui...

- Moscovici: poursuivre "*le pacte de responsabilité*" et entendre le message de "*justice sociale*" - AFP

Ils sont incompatibles et comme Hollande n'a pas l'intention de lâcher le patronat...

- Duflot (EELV) "*plaide pour un sursaut*" pour "*plus de justice sociale*" - AFP

- Ségolène Royal : «*Il faut un très fort changement*» - Public Sénat

- Municipales: le Front de gauche insiste sur le "*changement de cap*" - AFP

Ils y tiennent à Hollande...

Pour un peu ils finiraient par avouer qu'ils l'avaient organisé eux-mêmes !

Le FBI aurait proposé à Tamerlan Tsarnaev, l'un des deux frères suspectés d'avoir commis l'attentat lors du marathon de Boston en 2013, de devenir un informateur au sein de la communauté tchétchène et musulmane. Les avocats du dernier Tsarnaev encore en vie, Djokhar, l'ont affirmé, vendredi 28 mars.

Les avocats de Djokhar ont demandé au FBI, dans des documents déposés auprès de la justice, que toutes les informations relatives à d'éventuels contacts entre le FBI et Tamerlan soient mises à la disposition de la justice. Le FBI "*a interrogé Tamerlan sur ses recherches internet, et lui a demandé d'être un informateur sur la communauté tchétchène et musulmane*", assurent-ils

Les conseils de Djokhar écrivent qu'ils ont la "*conviction que ces contacts figurent parmi les événements qui ont précipité les actes de Tamerlan dans la semaine du 15 avril*". Ils disent avoir "*des raisons de penser que Tamerlan a mal interprété ces rencontres et discussions avec le FBI, et a cru qu'elles visaient à faire pression sur lui, ce qui a augmenté sa paranoïa et sa détresse*". Ils estiment que ces informations pourraient donc servir de circonstance atténuante pour Djokhar.

En octobre 2013, le FBI avait assuré que "*les frères Tsarnaev n'avaient jamais été des sources du FBI*", et que "*le FBI n'avait pas non plus cherché à les recruter comme sources*". Tamerlan est mort pendant une course poursuite avec la police, trois jours après le double attentat du 15 avril 2013. Mais le procès de son frère Djokhar doit s'ouvrir le 3 novembre prochain. Il est soupçonné d'avoir posé les deux bombes artisanales qui ont explosé près de la ligne d'arrivée du marathon, faisant trois morts et 264 blessés. Il encourt la peine de mort. Francetv info avec AFP 30.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

1- Inde: des intellectuels inquiets d'un éventuel retour au pouvoir du BJP - AFP

L'historien Dwijendra Narayan Jha fut visé par des menaces de mort en 2001 pour un livre sur la vache sacrée et il n'exclut pas des ennuis pour les intellectuels trop dérangeants si le parti nationaliste hindou revient au pouvoir en Inde en mai.

"*La voix au bout du fil disait: "Nous te tuerons si tu publies ce livre'*"', se souvient cet historien posé de 74 ans à propos des appels anonymes visant à l'empêcher de publier son livre titré "*Holy cow : Beef in Indian Dietary Traditions*" (littéralement: "Vache sacrée: le boeuf dans les traditions culinaires indiennes").

Ancien professeur à l'Université de Delhi et auteur d'une dizaine d'ouvrages, Jha a déclenché la fureur d'extrémistes religieux en

2001 en avançant que l'histoire est émaillée d'éléments prouvant que les hindous mangeaient autrefois du boeuf.

Après que son domicile eut été attaqué, il a été placé sous protection policière pendant trois ans. Il a aussi dû repousser des tentatives d'arrestation menées par un ancien parlementaire du parti nationaliste hindou, le Bharatiya Janata Party (BJP), pour avoir suggéré que les hindous ont pu consommer de la viande d'un animal sacré.

Son livre a même été temporairement interdit après une plainte déposée par un groupe religieux dans l'Etat de l'Andhra Pradesh.

"*Si le BJP accède au pouvoir, et en particulier Modi, il est possible que les intellectuels soient harcelés et que les lois soient utilisées contre eux*", déclare Jha lors d'un entretien chez lui dans l'est de Delhi.

L'Inde dispose d'une presse variée et d'une intelligentsia qui revendique son autonomie de pensée et défend ardemment la liberté d'expression.

Mais un éditeur explique que certains auteurs font déjà preuve d'autocensure quand il s'agit d'écrire sur Modi.

"*Les critiques anciennes sur Modi ont toutes été édulcorées*", estime Urvashi Butalia de la maison d'édition Zubaan Books.

"*Si le BJP arrive au pouvoir, il y aura des restrictions à la liberté d'expression*", ajoute-t-elle.

L'Inde a une législation stricte sur la censure et l'incitation à la violence communautaire qui remonte à avant l'indépendance de 1947 mais est toujours appliquée.

"*L'Etat colonial avait un intérêt à l'absence de liberté d'expression*", estime Karuna Nundy, avocat à la Cour suprême.

"*Mais dans l'Inde indépendante, pourquoi ne rappelle-t-on pas les raisons pour lesquelles ces lois ont été édictées?*", ajoute-t-il.

La décision de la filiale indienne de la maison d'édition Penguin en février de mettre au pilon un livre sur l'hindouisme d'une spécialiste réputée de l'Inde, l'Américaine Wendy Doniger, pour éviter des poursuites judiciaires a déclenché un tollé.

Pour Nilanjana Roy, auteure et critique littéraire, tant le BJP que le parti du Congrès actuellement au pouvoir ont échoué à défendre la liberté d'expression au cours des dernières décennies.

Pendant l'état d'urgence en 1975-77 sous Indira Gandhi, la constitution a été suspendue, les politiques arrêtés et la presse muselée.

"*Au cours des 10 dernières années, nous avons eu des lois sur internet très en retrait et des auteurs se sont retrouvés attaqués*", estime Roy en référence à l'actuel gouvernement actuel de centre-gauche.

"*Mais la droite (au pouvoir, ndlr) rend les écrivains silencieux encore plus visibles*", ajoute-t-elle.

Le dernier gouvernement conduit par le BJP est connu dans les milieux intellectuels pour avoir modifié des manuels d'histoires sur la base d'écrits d'historiens de droite.

Pour J.S. Rajput, qui fut l'un des architectes de ces modifications, ces changements étaient justifiés par de nouvelles découvertes et il nie toute volonté politique.

"*Ces modifications ont été faites à partir de ce qui a changé pendant les 35 ans ayant suivi la publication des manuels*", avance-t-il.

"*S'ils n'étaient pas factuellement corrects, pourquoi ne pas les modifier?*", ajoute Rajput.

Des auteurs étrangers ont également été en butte à des problèmes de censure sous le dernier gouvernement BJP (1998-2004), accusés par des gardiens autoproclamés de l'identité hindoue d'avoir distordu des faits historiques. AFP 30.03

Je peux compter sur les doigts d'une main les Indiens que je connais qui ne mangent pas de boeuf, et j'ai déjà vécu 20 ans en Inde.

2- Inde : le Gujarat, vitrine économique de Modi aux reflets contrastés - AFP

"*Il y a deux styles de réussite: soit vous réussissez et personne ne le sait, soit vous réussissez et vous le faites savoir. C'est ce qu'a fait Modi, il a placé le Gujarat sous les feux de la rampe du monde entier*", déclare Mme Soneji, confortablement installée

dans l'un de ses trois bureaux de chef d'entreprise à Ahmedabad, poumon économique de l'Etat.

Le "*modèle Gujarat*" ne fait cependant pas l'unanimité, ses critiques parlant d'une "*illusion*" et d'un développement profitant surtout aux grandes entreprises et difficilement extensible au reste de l'Inde.

Gouverné par le chef du parti nationaliste hindou (BJP) Narendra Modi depuis 2001, le Gujarat, Etat côtier du nord-ouest de l'Inde, affiche une croissance annuelle de 10,13% entre 2005-06 et 2012-13, soit la deuxième plus forte des grands Etats indiens.

M. Modi, candidat du BJP au poste de premier ministre, est en tête des sondages pour les législatives qui vont débuter le 7 avril.

Les performances du Gujarat s'expliquent par un cocktail de bonne gouvernance politique et d'esprit d'entreprise, estime Mme Soneji, également présidente de la chambre de commerce de l'Etat.

"*Les Gujarati ont le gène de la création d'entreprise dans leur ADN*", estime-t-elle.

"*L'esprit d'entreprise des Gujarati est si exigeant que les bureaucrates ne peuvent être léthargiques ici*", assure la chef d'entreprise, qui dit pouvoir joindre un haut fonctionnaire ou un ministre à tout moment "*sans grande difficulté*".

Autre point fort mis en avant par le gouvernement de l'Etat: ses infrastructures. Le centre d'Ahmedabad est ainsi parcouru de grandes avenues asphaltées, avec des voies réservées aux bus, et les coupures d'électricité sont rares.

A quelques kilomètres du centre, Nadeem Jafri reçoit dans son petit bureau d'une supérette du quartier de Juhapura.

En 2002, des émeutes communautaires ont ensanglanté le Gujarat, faisant plus d'un millier de morts, essentiellement des musulmans. Modi n'a pas été mis en cause judiciairement, mais l'une de ses proches a été condamnée à la perpétuité et lui a été boycotté par les Etats-Unis et l'Europe pendant plus de dix ans.

Après ce déchaînement de violence, des milliers de musulmans se sont réfugiés dans Juhapura. Deux ans après les émeutes, Jafri quittait son emploi dans la publicité pour ouvrir cette supérette dans ce quartier déserté par les commerces.

"*Pendant cinq ans, j'ai rencontré beaucoup d'obstacles. Les fournisseurs refusaient de livrer*", explique-t-il.

Dix ans plus tard, Jafri gère une chaine de 12 supérettes et a lancé ses propres marques alimentaires (thé, riz..) commercialisées essentiellement auprès des hôtels et restaurants.

"*Au niveau personnel, je n'ai reçu aucune aide de l'administration*", explique l'entrepreneur musulman.

"*Le Gujarat a été bien vendu depuis 10 ans mais cet Etat a toujours été tourné vers le progrès. L'eau et l'électricité, par exemple, fonctionnent traditionnellement bien. Donner crédit de cette réussite à un seul homme n'est pas juste, le mérite revient à toute une population*", selon lui.

Modi ne manque pas de communiquer sur les réussites de son Etat, organisant tous les deux ans le "*Vibrant Gujarat Summit*" où sont invités investisseurs, chefs d'entreprises et politiques pour célébrer ses succès et attirer de nouveaux investissements.

Pourtant le développement du Gujarat laisse sceptiques certains économistes.

"*Ce modèle est une illusion. La croissance du Gujarat est très inégalitaire car elle laisse de côté certains secteurs et une importante partie de la population*", s'agace la directrice du Center for Development Alternatives (CFDA), Hindira Irway.

"*Plus votre entreprise est grosse, plus les subventions, les dégrèvements de TVA et les aides en termes de crédit sont proportionnellement importantes*", ajoute-t-elle.

"*L'eau et le foncier sont cédés à des conditions très favorables aux grosses entreprises car le Gujarat ne veut qu'une chose: être numéro un pour la croissance*" poursuit l'économiste.

Effets pervers de cette politique, selon elle, la croissance s'obtient au détriment de l'environnement mais aussi de la santé et de l'éducation, domaines dans lesquels le Gujarat fait pâle figure. Le taux d'alphabétisation atteint ainsi 79%, contre pratiquement 94% pour le Kerala, premier de la classe, et une moyenne de 74% sur le pays.

Au-delà de la réalité des performances du Gujarat, les économistes s'interrogent sur la possibilité de dupliquer les recettes de

sa croissance.

"*Contrairement à de nombreux autres Etats, le Gujarat a la chance d'avoir d'importantes terres disponibles et a pu ainsi accueillir de grands sites industriels*", par exemple dans la pétrochimie, relève Sebastian Morris, professeur d'économie à l'Indian institute of management (IIM) d'Ahmedabad.

L'Etat bénéficie en outre d'un emplacement stratégique sur la mer d'Arabie, idéal pour le commerce.

Selon lui, "*ce modèle ne peut être étendu car le Gujarat fonctionne un peu comme une entreprise où le chef décide et court-circuite les niveaux intermédiaires*".

"*C'est efficace pour les infrastructures mais le modèle ne fonctionne pas pour la santé et l'éducation où l'implication plus large de la société est nécessaire. Or ce n'est pas le cas dans le Gujarat*", ajoute-t-il. AFP 29.03

Avec le BJP il s'agirait de gérer l'Inde "*un peu comme une entreprise*", tout un programme !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2014

CAUSERIE

32 nouveaux articles ont été ajoutés.

La suite plus tard sur la Valls brune de Kiev à Paris... avec laquelle le Front de gauche s'accommode déjà. Un chef d'Etat franc-maçon, un Premier ministre sioniste avéré, ils étaient complémentaire : l'extrême droite néolibérale a pris le pouvoir ! Les deux soutiennent à fond le régime néonazi en Ukraine et d'apartheid en Israël : le mouvement ouvrier et son avant-garde vont boire la cigue jusqu'à la lie et que mort s'ensuit, l'humanité avec...

Exagéré, à peine franchement, à peine vraiment, on serait peut-être même en dessous de la réalité, comme toujours les faits le confirmeront ou l'infirmeront, ensuite vous pourrez porter un jugement, à moins que vous n'ayez déjà une petite idée sur la question, ce serait préférable car ensuite il sera trop tard ! C'est le moment où jamais de se réarmer politiquement, non ? Qu'en pensez-vous ?

Entre nous, c'est qui les plus cohérents, les plus sérieux, les travailleurs qui leur tournent le dos en ayant flairé leur complicité avec le PS et le régime, je parle du Front de gauche, ou les dirigeants du POI, NPA et LO qui cherchent à passer des alliances avec eux comme s'ils n'avaient rien vu, comme si de rien n'était ? Qui va osé demander un rendez-vous au Premier ministre du Crif ? Qui va être tenté par un front unique avec Valls ? Avec la "*gauche*" du PS, Mélenchon et Laurent qui espère encore que le gouvernement pourrait "*changer de cap*" ? Quelle mauvaise plaisanterie !

Si vous voulez vraiment construire un nouveau parti ouvrier ce n'est certainement pas dans cette direction qu'il faut s'orienter, ni dans les syndicats.

Relisez donc Engels, si je peux me permettre un conseil, c'est plein d'enseignements... Et ce n'est pas un poission d'avril !

Mardi 17h30 en Inde, 14h en France

Actualisation partielle aujourd'hui.

Les oligarques ont conquis un poste de Premier ministre.

Autres titres possibles :

- La Ve République a commencé avec un militaire, elle s'achèvera avec un flic !

- Le Crif a conquis le poste de Premier ministre.

- Le sionisme remporte une bataille en France à défaut de gagner la guerre en Syrie.

- La France devient le vassal de Tel-Aviv.

- PS ou le visage de la réaction.

- Les néolibéraux sont au pouvoir en France.

Comme prévu depuis des mois, les instituts de sondages ayant soigneusement préparé le terrain, Hollande a nommé Premier ministre celui qui incarne le courant le plus droitier du PS. Sachant que le PS était déjà un parti de droite, c'est donc dorénavant un représentant du courant le plus à droite ou radical de la classe dominante qui gouverne la France, celui des néolibéraux, de l'oligarchie financière, pour les connaisseurs, le groupe Bilderberg qui fait office de gouvernement mondial.

En nommant Valls Premier ministre, c'est une nouvelle partie du voile qui masquait la véritable nature réactionnaire du PS qui est levée, uniquement pour les sourds ou les aveugles, les fainéants ou encore ceux qui avaient intérêt jusqu'à présent à ne pas regarder ce qu'il y avait en dessous car trop compromettant...

Hollande l'assume puisque le régime et ses commanditaires dont il est le serviteur l'exigent. Que Valls ait défendu ouvertement les thèses néolibérales les plus antisociales qui soient au sein du PS, qu'il ait été approché par Sarkozy pour faire partie de son gouvernement, qu'il ait la réputation d'être le clone infâme de l'ex-ministre de l'Intérieur, qu'il soit étroitement lié à une organisation sioniste d'extrême droite, le Crif, etc. devait finir de le convaincre qu'il avait sous la main l'homme providentiel qui réhausserait sa carure quelque peu désuète de dictateur.

Cette nomination qui n'est pas une surprise répétons-le, survient au moment ou plus qu'en crise, le régime se trouve dans une impasse. Dans l'impossibilité d'appliquer aussi loin que nécessaire sa brutale politique de régression sociale, elle sera dorénavant imposée en passant en force ou en recourant à la force, et ceux qui s'y opposeront seront muselés ou violemment réprimés, tel est le message passé à ce brave "*peuple de gauche*" qui contrairement à ce qu'ont indiqué la plupart des commentateurs n'attendait rien ou rien d'autres de Hollande et du PS.

Parmi eux se trouve le charlatan Mélenchon qui n'a rien trouvé de mieux à déclarer que Hollande n'aurait pas compris le message que les électeurs lui avaient envoyé lors des municipales. Alors qu'en réalité non seulement il l'a très bien compris mais il s'en fout éperdument, quelque part il n'en était pas vraiment le destinataire car il se situait sur une autre terrain que celui des travailleurs, en cela il n'a pas changé, ce qu'il a signifié en martelant qu'il n'allait pas pour autant changer de cap.

Une fois de plus Mélenchon, mais aussi le Front de gauche par la voix de Buffet, lui ont prêté une intention qui lui était étrangère et le restera car Hollande est le représentant du capital et ne peut pas être autre chose, c'est leur manière de le ménager ou de soutenir le régime que faire croire qu'une autre politique serait possible en conservant Hollande-Valls et le PS aux commandes, ainsi que la classe dominante, sans la renverser, sans que les travailleurs prennent le pouvoir politique, puisque ce n'est pas leur objectif et la boucle est bouclée.

Laissons de côté la soi-disant gauche du PS qui se dit "*surprise*" par la nomination de Valls. Ils témoignent là d'une hypocrisie et d'un cynisme sans fond qu'ils partagent avec les néolibéraux, avec Valls donc, ils sont faits pour s'entendre.

J'avais noté ces réactions politiques le soir du 2e tour des municipales, donc avant la nomination de Valls.

Jean-Luc Melenchon. "*Les écologistes ont une responsabilité sur la politique gouvernementale. Ce sont eux qui sont en position centrale pour exiger un changement*".

EELV, un parti bourgeois qui dernièrement avait envoyé une délégation à Kiev pour soutenir le gouvernement néonazi, voilà sur quoi reposait les espoirs de Mélenchon, après cela dites-nous si nous exagérons en le traitant de charlatan, d'escroc.

A Montreuil, c'est le candidat stalinien, ancien conseiller presse de Marie-George Buffet, soutenu par le PS et le Front de gauche qui l'a emporté dimanche, contre l'ex-PCF Jean-Pierre Brard soutenu par le POI qui avait présenté un programme radicalement opposé à la politique du gouvernement et de l'UE, un crime pour Mélenchon et son parti qui ont préféré s'allier avec le PS. Comme quoi lorsque le parti de Mélenchon a le choix entre les deux camps, il choisit systématiquement celui de la réaction. Normal.

Jean-Luc Melenchon. "*La politique de François Hollande, son virage à droite, son alignement sur le Medef, sa soumission à l'Europe ont produit un désastre. Des années d'implantation de la gauche ont été détruites en quelques semaines. La droite se retrouve au niveau de 2008. La dynamique est incontestablement pour elle. (...) Il faut tourner la page de l'austérité (...) entrer en désobéissance européenne*".

A l'entendre on croirait que le PS vient soudainement de virer à droite, que son alignement sur le patronat serait tout aussi soudain, qu'il viendrait tout juste de se soumettre à l'UE alors qu'il en a été un des fervents bâtisseurs ou soutiens depuis les années 50 jusqu'au traité de Maastricht sous Mitterrand, le passage à l'euro sous le gouvernement Jospin, etc. Le discours de l'illusionniste consiste systématiquement à effacer le passé comme s'il n'avait jamais existé, c'est ainsi qu'il soutient le PS et le régime.

Si le PS est de gauche, Hollande, Valls, Fabius, DSK, Lamy, Attali, etc. et que le PS est attaché à l'existence du régime, c'est que le régime en place vaut la peine que la gauche le défende, et comme Mélenchon est également de gauche, c'est normal qu'il s'emploie à le défendre et à ménager le PS et la boucle est bouclée. Notez bien qu'on ne se livre là qu'à un simple constat.

Ségolène Royal. " *Beaucoup de bonnes choses ont été faites mais les Français n'ont pas compris.*"

Ce sont des abrutis et vous les méprisez, rien de nouveau.

Un internaute a noté que " l*a nomination de Valls constitue une provocation désespérée de Hollande envers les Français* ", il fait son boulot c'est tout. Il n'y a que les ignorants ou ceux qui feignent de l'être qui sont surpris aujourd'hui.

Bon, on ne va perdre son temps ici, puisque nos dirigeants n'en tireront aucun enseignement une fois de plus. On a envie de se marrer quand même, c'est nerveux excusez-moi, à force de dire que le PS tourne à droite, qu'il propose une politique de droite, soutient une politique de droite, fait une politique de droite, on se demande si un jour ils vont finir par admettre qu'il est bien de droite et non de gauche, ce n'est pas si sûr que cela, et là c'est franchement à désespérer, à croire qu'ils veulent briser les militants les plus déterminés, leurs militants, c'est possible...

Quelques réactions politiques de représentants du régime.

François Fillon, ancien premier ministre. «*Je veux souhaiter bonne chance à Manuel Valls parce que je souhaite qu'il réussisse...*»

(Quoi de plus naturel en somme ! -ndlr)

Patrick Devedjian, député UMP. «*Après un tel échec, il est normal, souhaitable que le premier ministre démissionne. [Le choix de Manuel Valls à Matignon], c'est plutôt un coup de barre à droite et d'ailleurs, il avait même été envisagé qu'il puisse être un ministre d'ouverture avec Nicolas Sarkozy.*»

(Parole d'un connaisseur qui vient de l'extrême droite. - ndlr)

Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice PS. «*C'est plus que surprenant de prendre celui qui est le plus à droite au Parti socialiste, qui était contre les 35 heures, qui était pour la TVA sociale, comme réponse au fait que le peuple de gauche ait contesté la politique libérale de François Hollande.*»

(On se demandera si elle est complètement débile ou si elle le fait exprès d'être connne ou pourrie à ce point-là, excusez cela dépasse ce qu'on peut supporter d'entendre, visiblement elle n'en a absolument rien à foutre. -ndlr)

Emmanuel Maurel, vice-président du Conseil régional d'Île-de-France (PS). «*Le choix de Manuel Valls est assez surprenant, compte tenu de l'analyse que l'on peut faire du scrutin [municipal] et de l'indéniable besoin de gauche qui s'est exprimé à l'occasion de cette élection*.»

(Idem, bas les masques, vous êtes tous de fieffés réactionnaires, puants, le pire c'est qu'ils ne sont même pas capables d'assumer ce qu'ils sont vraiment, répugnants au dernier degrès. - ndlr)

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche. «*François Hollande n'a rien compris au message qui lui a été adressé. Il confirme son alliance préférentielle avec le Medef et nomme le plus grand commun diviseur possible de la gauche, Manuel Valls.*»

(Le malheureux Hollande qui serait victime d'une horrible confusion ! Le PS est de gauche pour Mélenchon, quelle raclure celui-là, irrécupérable, à jeter ! -ndlr)

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF. «*À part le premier ministre, rien ne change. Une nouvelle fois, François Hollande tourne le dos à la gauche*.» Selon lui, François Hollande «*n'entend que de l'oreille droite*».

(Il est le maître à penser de Mélenchon, entendez par là que Hollande aurait une oreille de gauche mais elle serait bouchée et ces histrions se donnent pour tâche de lui déboucher. On préconisera le 9mm parabellum, c'est radical ! - ndr)

Marie-Georges Buffet, députée Front de gauche. «*On ne répond pas au mécontentement par un jeu de casting. Avec la nomination de Manuel Valls à Matignon, le peuple de France se voit infliger une double peine. Le changement de cap est plus que jamais urgent!*»

(Stalinienne for ever ! A bas le PCF et le Front de gauche l'allié de la droite et l'antichambre de l'extrême droite ! -ndlr)

Cécile Duflot et Pascal Canfin, ministres. «*Les idées portées par le nouveau premier ministre depuis plusieurs années, notamment lors de la primaire du Parti socialiste ou comme ministre de l'Intérieur, ne constituent pas la réponse adéquate aux problèmes des Françaises et des Français. Avec franchise et lucidité, nous en tirons donc toutes les conséquences et n'entendons pas participer à ce nouveau gouvernement.*»

Noël Mamère, député EELV. «*La réponse qui est apportée par le président de la République à la râclée que le parti socialiste a subie dimanche est la réponse du plus grand diviseur de la gauche et qui représente l'aile droite du Parti socialiste.*» lefigaro.fr 31.03

(Comme ni le PS et ni EELV ne sont de gauche, Valls va leur fournir l'occasion de se vautrer une nouvelle fois dans la fange en montant au créneau pour tenter de prouver le contraire, comme quoi ils sont bien utiles au régime, il faut bien qu'ils le prouvent et méritent leur statut. - ndlr)

Quelle comédie misérable, n'est-ce pas ? A vous dégoûter de la politique, non ? Chut ! C'est aussi fait pour cela...

Quelques titres de presse.

- Manuel Valls, un socialiste qui plait surtout à droite - AFP

Excellent, il est facile ensuite d'enchaîner et d'expliquer aux travailleurs ce qu'est un véritable socialiste, ce que personne n'est au PS, chez ses satellites ou ses alliés du Front de gauche.

- Nomination de Valls à Matignon : la gauche plus sévère que la droite - LeFigaro.fr

La droite jubile discrètement, le clone de Sarkozy Premier ministre, elle est avant tout comme le PS au service d'une classe et non d'intérêts particulier, si Valls sert les intérêts du capitalisme, ils doivent le ménager.

- Hollande nomme Valls à la tête d'un « *gouvernement de combat* » - LeMonde.fr

Contre la classe ouvrière : c'est la guerre !

Parole d'internaute.

1- "*Un premier ministre qui veut plus de "white" car il y a trop de "blackos", ça c'est du bon petit républicain. Du républicain à la mode Tea Party, bien sûr. Voter à gauche et se récolter ça, j'ai envie de vomir*."

Ne vous retenez pas surtout , vous pourriez vous étouffer et ce serait dommage, dégueulez-leur dessus à ces ordures du PS. Thatcher, Reagan, Bush père et fils, Obama, n'étaient-ils pas des républicains, des démocrates ?

2- "*Avec Valls, Hollande n'aura ni l'électorat de droite, ni celui de gauche... ça promet...*"

Qui vous a dit qu'une dictature avait besoin d'un électorat pour gouverner ?

3- "*Une bonne dérouillée aux Européennes s'impose. Ce Valls à Matignon, c'est de la provocation. Hollande enterre le PS pour longtemps.* "

Pensez-vous, c'est mal connaître la petite bourgeoisie et les couches embourgeoisées, corrompues des masses ainsi que leur comportement quand il s'agit de défendre leurs privilèges.

4- "*À qui ou quoi ce genre de personnage peut-il bien valoir sa "carrière" ? On remarque dans son CV : voyages à Washington, passage au Bilderberg. Si on sait lire, on comprend que c'est une de ces innombrables spores éparpillés partout en Europe par Goldman Sachs ou n'importe quelle autre officine ultralibérale US*."

Bravo pour votre discernement, Valls incarne la couche la plus réactionnaire de la classe dominante, il devance de loin Le Pen qui n'est qu'un gadget à côté.

ACTUALITE EN TITRES

La fuite en avant.

- La Fed soutient vigoureusement une politique accommodante - Reuters

- Janet Yellen réaffirme que l'économie a besoin de l'aide de la Fed - AFP

- Fiat-Chrysler vise une production de 6 millions d'ici 2018 - Reuters

De la camelote... le pacte transatlantique !

- General Motors rappelle 1,5 million de véhicules supplémentaires aux États-Unis - AFP

Les braqueurs

- Faut-il accepter que les banques vendent nos données de paiement pour arrondir leurs fins de mois ? - Atlantico.fr

- Jolis rubans pour dettes toxiques ? Et les banques finirent par contraindre Bruxelles à relancer la titrisation pour financer l'économie - Atlantico.fr

- Société Générale: un fonds libyen réclame plus d'un milliard d'euros - AFP

- Bol d'air pour les casinos Partouche: la dette va être réaménagée - AFP

- Grèce: l'ancien aéroport d'Athènes cédé pour 915 millions d'euros - AFP

- L'ex-Premier ministre Ehud Olmert coupable de corruption - Reuters

Ne nous laissons pas berner : Expropriation !

- Entreprises: l'investissement et les marges toujours en berne - AFP

Résistance passive.

- Paris : Gare Saint-Lazare: La grève des agents d'aiguillage se poursuit mardi - 20minutes.fr

- Lufthansa annule 3.800 vols en raison d'une grève des pilotes - Reuters

- Grève dans un centre de distribution d'Amazon en Allemagne - Reuters

- La Redoute: 18 délégués CFDT démissionnent du syndicat - AFP

Mais en Inde voyons !

- Où partir passer sa retraite à deux pour moins de 20 000 euros par an - Atlantico.fr

5 à 7.000 euros est suffisant, sans faire de folies mais en ne manquant de rien et en vivant bien.

Ils nous le ressortent !

- Le réchauffement climatique, une menace de plus en plus grande - Reuters

Haut de page

Le 2 avril 2014

CAUSERIE

Municipales et au delà

Chiffre définitif de l'abstention : 38,29% - 20minutes.fr 01.04

En ajoutant 2 à 3% de votes blancs ou nuls plus les 10% de non-inscrits, cela donne un électeur sur deux qui a voté dimanche dernier.

Question : si quelque 22 millions de travailleurs se détournent des partis traditionnels, des institutions ou les rejettent, cela ne signfierait-il pas qu'une partie d'entre eux seraient disponibles, dans l'attente ou réceptifs à un autre discours, à une autre politique et qu'il serait possible de construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire, de leur proposer une structure politique intermédiaire dans laquelle ils pourraient s'exprimer, se reconnaître, s'associer à notre combat ?

Ne seraient-ils que 0,1% que cela donnerait 22.000 travailleurs susceptibles d'être recrutés immédiatement. Si on nous répond que c'est impossible parce que patati et patata, c'est que finalement rien n'est possible, il faut l'assumer et en tirer la conclusion qui s'impose à savoir qu'on s'avoue vaincu d'avance et que la barbarie a définitivement triomphé.

Et qu'on ne nous sorte pas qu'on ne serait pas en mesure de joindre ces 22 millions de travailleurs et jeunes, vous êtes bien capables de trouver les moyens matériels et financiers de les joindre lors des élections auxquelles vous participez, cessez votre mauvaise foi et prenez vos responsabilités, revoyez votre copie...

Une question de méthode.

Le courriel que j'ai reçu hier du M'PEP en réponse à un courriel que je leur avais adressé suite à un article sur la campagne qu'il menait sur le thème du boycott de l'UE.

- "*Bonjour,*

Merci de l'intérêt que vous portez à nos réflexions et du relais que vous en faites.

Vous nous dites que vous êtes d'accord avec le boycott des élections européennes et dans le même temps vous ajoutez que vous n'êtes pas en phase avec notre stratégie.

Je reste perplexe...

Certes d' autres partis ne partagent pas notre position sur l'UE , est ce une raison pour que affadissions la nôtre ?

En 2005, nous avons fait le choix (parmi toutes celles et ceux qui ont crée le M'PEP en 2008) de dire NON au TCE et non pas seulement de dénoncer les méfaits de l'UE.

Pourquoi devrions nous aujourd'hui avancer "masqués" ?

Le M'PEP est un mouvement politique et il semble logique que nous ayons une position claire et sans ambiguïté.

Je suis plus optimiste que vous car si même aucun autre parti traditionnel ne rejoint cet appel, c'est en définitive le peuple qui décide et il faut lui faire confiance.

Bien cordialement,

Pierrette"

Ma réponse d'aujourd'hui dans notre portail.

Je me demande si vous faites exprès de ne pas comprendre où se situe le problème que j'ai soulevé et que j'ai pris soin de bien cerner pour éviter toute confusion ou tout malentendu.

La question n'est pas de savoir si vous devriez ou non modifier votre position sur l'UE, d'ailleurs je ne me permettrais pas de vous le demandez, chacun est parfaitement libre d'avoir ses propres positions ou idées et fort heureusement, donc encore moins de vouloir vous imposer les miennes.

Le problème à mon avis est une question élémentaire de méthode qui consiste à ne pas confondre tactique et stratégie.

La question du boycott sur laquelle nous sommes d'accord est purement tactique. Elle doit servir à affaiblir, isoler l'UE, permettre aux travailleurs d'exprimer le rejet que leur inspire sa politique antisociale et réactionnaire, afin de sortir renforcer de cette bataille pour la suite de leur combat...

Quant à la suite de leur combat justement, c'est une toute autre question. Il se situe sur le plan stratégique ou dans une perspective politique ou des objectifs politiques précis que nous ne partageons pas, c'est là que réside notre désaccord.

Si pour mener cette bataille vous vous en tenez au plan tactique, l'unité la plus large est possible entre les différents courants ou différentes tendances du mouvement ouvrier qui sont favorables au boycott des élections européennes.

En revanche, si l'un ou l'autre entend mêler à cet appel ou initiative commune ses propres objectifs politiques ou sa stratégie spécifique, il va introduire un élément de division qui rendra cette unité impossible, puisque les autres composantes ne les partageront pas forcément et interprèteront cette manière d'agir comme un procédé déloyal tendant à les obliger à changer de stratégie ou à leur en imposer une.

Ce qui vient d'être précisé ne concerne que la partie relative au front unique qui pourrait rassembler différentes composantes du mouvement ouvrier sur le thème ou le mot d'ordre du boycott des prochaines élections européennes, et donner lieu à des actions pratiques communes, diffusions, collages, meetings ou réunions communes, etc.

Quant à la stratégie dans laquelle se situerait ce combat, chaque parti ou tendance du mouvement ouvrier conserverait de son côté l'entière liberté de la définir et de l'inclure dans sa propagande en fonction de son programme ou de sa propre sensibilité politique.

A ne pas confondre avec l'agitation qui serait faite à partir d'un appel ou d'un tract commun qui se limiterait strictement à la question du boycott ou des points particuliers qui pourraient y être inclus et sur lesquels l'ensemble des participants à cette initiative seraient tombés d'accord.

Parole d'internaute.

- "*Vu le cas d'un jeune, sans emploi, sans aucun bien autre qu'un scooter, qui a vu arriver un huissier pour un remboursement de 200 euros payés par l'assurance chômage "par erreur", assorti de 75 euros d'honoraires d'huissier en addition... Qui a vu son scooter saisi pour couvrir la dette, alors qu'il était insolvable. Personnellement, je trouve ceci parfaitement lamentable. Signe d'une société totalement déshumanisée. On viendra ensuite demander au gens du civisme, alors que nous sommes obligé de vivre dans un monde impitoyable, dans lequel les pauvres sont méprisés et traités comme du bétail. Notre République n'est pas une référence, elle qui se présente en défenseur des droits de l'homme, alors qu'elle racle jusqu'au dernier sou des malheureux.*"

"*Notre République n'est pas une référence*", bravo pour votre perspicacité qui dépasse le niveau théorique de nos dirigeants, il ne vous reste plus qu'à adopter la République sociale et vous serez paré d'un nouvel idéal, le plus élevé qui soit !

Avec les félicitations de l'UMP.

Un lecteur du journal Le Monde et admirateur enthousiaste de Valls se lâche.

- "*Il a une chance historique à cause de la Berezina de dimanche dernier, je me demande jusqu'où cette vague bleue va le porter...*"

Il a raison, Valls est le Premier ministre de l'UMP... ou du PS puisque cela revient au même en somme.

Valls. Propos rapportés dans un article publié par Le Grand Soir.

- Le politologue Philippe Marlière l'avait noté en son temps :

« *Manuel Valls est par atavisme un political wannabe ; celui qui se place dans la roue des puissants du moment et qui ne la lâche plus : hier Rocard, puis Jospin, ensuite Royal, brièvement Strauss-Kahn, et, tardivement, Hollande. Deuxième et Première gauche, gauche caviar, gauche New Age et gauche démocrate. Valls s'est mis au service de tout le monde, sans aucun état d'âme. Si Manuel Valls accentue toujours plus sa rhétorique droitière, c'est qu'il est persuadé qu'il s'agit d'une stratégie payante. C'est le discours que ses conseillers à Euro RSCG (l'officine des socialistes losers de la présidentielle) et les sondeurs susurrent quotidiennement à son oreille. Un nombre croissant de ses collègues au gouvernement l'a compris : Valls évolue dans le champ politique au gré de ses intérêts personnels. La balise est déjà à l'horizon : Élysée 2017.* »

Individualiste, ambitieux, opportuniste, carriériste, le tout sans retenu, sans scrupules ni principes, cynique au possible, il a compris très rapidement qu'au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifierait, le PS qui était un pilier du régime monterait au créneau pour le soutenir jusqu'à s'en réclamer de plus en plus ouvertement, et que l'heure sonnerait forcément un jour pour celui qui manifesterait la position la plus droitière et l'assumerait...

ACTUALITE EN TITRES

Youpi !

- Mardi 1er avril : la Bourse de Paris renoue avec ses sommets de septembre 2008 - LePoint.fr

- Le chômage en Italie à un taux record de 13,0% - Reuters

- Les plus pauvres peinent à accéder aux soins médicaux - Liberation.fr

Intox

- Pauvreté: la Banque mondiale accroît sa force de frappe financière - AFP

- Manipulation des changes: plainte contre 12 banques dont BNP Paribas - AFP

- Zone euro: le chômage sous la barre des 12% en février - AFP

Reuters rectifie :

- Stabilité du taux de chômage en zone euro à 11,9% en février - Reuters

- Arnaud Montebourg plaide pour une réorientation de l'UE - Reuters

- Manuel Valls, chef d'un gouvernement de combat contre le Parti socialiste - Slate.fr

- Royaume-Uni: Cameron ordonne une enquête sur les Frères musulmans - AFP

Le comble du cynisme dépassé.

- Bill Gates : « *Les plus riches d'entre nous devraient aider les plus pauvres* » - lemonde.fr

... que nous avons réduit nous-mêmes à la misère...

Les braqueurs

- Grande-Bretagne: Royal Mail n'a pas été vendu assez cher - AFP

Un scoop !

- Banalisation de la parole raciste, surtout contre les Roms et musulmans - AFP

Conditionnement

- 6 Français sur 10 approuvent la nomination de Valls - Le Nouvel Observateur

- 75% des Français pas convaincus par l'allocution de Hollande - Le Nouvel Observateur

On avait déjà compris que Hollande n'était qu'un homme de paille, qu'il n'avait aucun pouvoir, qu'en réalité ils devaient servir de marchepied aux hommes et femmes cooptés par le groupe Bilderberg qui de fait sont déjà aux commandes, Fabius, Sapin, etc. et maintenant Valls, tout est en l'ordre des choses...

Cela se peut qu'ils tapent sur Hollande jusqu'en 2017 tandis que Valls fera le sale boulot, de toutes manières la chose est entendue, il ne fera pas de deuxième mandat, il est déjà grillé, avant même qu'ils ne le sacrifient, à moins qu'ils ne l'aient sacrifié dès le premier jour, c'est plus vraisemblable.

Ils ont placé sur le trône éjectable le benêt de service, celui qui était prédestiné à cet emploi, ils n'allaient pas sacrifier leurs éléments les plus valables et susceptibles de représenter leurs intérêt à des postes clés.

- Les Français pour Fabius, Le Drian et Delanoë dans le nouveau gouvernement - AFP

- La majorité des Français contre le maintien d'EELV au gouvernement - AFP

En famille. Il est des nôtres...

- Manuel Valls, un socialiste qui plait surtout à droite - AFP

- Raffarin (UMP): nommer Valls "*premier acte de courage*" de Hollande - AFP

- Pacte de solidarité : quand Hollande copie Sarkozy - LePoint.fr

- Manuel Valls à Matignon: Enfant du pays pour l'Espagne, «*Tony Blair français*» pour les Britanniques - 20minutes.fr

- Bill Gates : le fondateur de Microsoft estime que la France "*est très attirante*" - Atlantico.fr

- Remaniement : les patrons du web lancent un appel à garder Fleur Pellerin - LeParisien.fr

C'est elle qui avait lancé en substance que la lutte des classes n'existait plus, on comprend qu'ils veulent la garder...

- Cambadélis (PS): Manuel Valls ne sera pas "*le droitier de service*" - AFP

Pourquoi, parce que vous assumez déjà ce rôle ? Alors Valls sera l'extrême droite de service...

- Pourquoi il faut en finir avec le smic à la française ! - LePoint.fr

Vive l'esclavage !

Wanted : Un millionnième de la vérité.

- La CIA a trompé les Américains sur ses pratiques, dit un rapport du Sénat - Francetv info

La CIA a trompé les autorités et la population américaines sur ses techniques utilisées lors d'interrogatoires menés sur des suspects de terrorisme, explique un rapport. Francetv info 01.04

- Kerry annule sa visite à Ramallah après l'échec des pourparlers - Liberation.fr

Les Palestiniens ont décidé de se tourner à nouveau vers l'ONU après la reprise de la colonisation israélienne. Liberation.fr 01.04

Rendez les armes qu'on vous avait confiées pour réaliser ce coup d'Etat.

- Ukraine : les milices paramilitaires sommées de rendre les armes - LePoint.fr

Quand les SS s'en prenaient aux SA...

Barbarie et business de la guerre. Militarisation du monde.

- Tokyo assouplit l'encadrement des exportations d'armes - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Misérables manoeuvres d'appareils.

- Les Verts refusent de participer au nouveau gouvernement - Reuters

Le bureau exécutif d'Europe Ecologie-Les Verts a refusé mardi de participer au gouvernement de Manuel Valls à l'issue d'une journée d'intenses discussions au sein du parti écologiste, a annoncé EELV.

Cette décision a été prise lors d'un vote contre l'avis d'une majorité de parlementaires de EELV. Si un élu acceptait malgré tout d'accepter un ministère, "*il serait exclu du parti*", ont précisé des sources parlementaires. Reuters 01.04

- Le Front de gauche ne votera pas la confiance au gouvernement Valls - Francetv info

Manuel Valls peut en revanche compter sur le soutien des radicaux de gauche (16 élus) et dans une moindre mesure sur celui des écologistes (17 élus). Francetv info 01.04

Le Front de gauche compte pour du beurre, le PS détient la majorité absolue.

Comment le Front de gauche va soutenir le gouvernement ? Comme d'habitude, en faisant tout pour ne pas mobiliser les masses contre le régime, en commençant par participer aux élections européennes, etc. Le double langage fera le reste. Valls va aussi leur offrir l'opportunité de gauchir leur discours, une aubaine...

- Emmanuelli pas sûr de voter la confiance à Valls - AFP

Le piège mortel

Le message est simple : sous couvert d'une bonne intention "*lutter plus efficacement contre la pauvreté*" endettez-vous davantage, quand vous croulerez sous le poids de la dette, on vous imposera de la rembourser, comme vous ne le pourrez pas, on vous menacera de vous imposer des conditions drastiques si en échange d'un échelonnement de votre dette et un nouveau prêt vous ne mettez pas en oeuvre immédiatement des réformes d'ajustement structurel, privatisation, coupes dans les budgets sociaux, etc. la recette habituelle qui a conduit à réduire l'indépendance ou la souveraineté de nombreux pays en Afrique, Amérique latine ou Asie à un principe vidé de toute substance.

- La Banque mondiale double sa capacité de prêt aux pays émergents

La Banque mondiale (BM) va quasiment doubler sa capacité globale de prêt aux pays émergents (Chine, Inde...) dans l'espoir d'atteindre son objectif d'éradication de l'extrême pauvreté d'ici à 2030, a annoncé son président mardi.

"*Nous avons maintenant la capacité de quasiment doubler nos prêts annuels aux pays à revenu intermédiaire, de 15 milliards de dollars à 28 milliards au maximum*", a affirmé Jim Yong Kim lors d'un discours à Washington.

Dans le détail, des pays comme la Chine, le Brésil ou le Mexique verront dès cette année leur limite d'endettement auprès de l'institution augmenter de 2,5 milliards de dollars, à 19 milliards de dollars chacun. La capacité pour l'Inde est, elle, portée à 20 milliards de dollars.

Sur dix ans, cette montée en puissance permettra à l'institution de doper sa capacité de prêt de 100 milliards de dollars pour

atteindre "*environ*" 300 milliards, a affirmé M. Kim.

"*Cette augmentation de la force de frappe financière est sans précédent*" pour la BM, a-t-il soutenu, assurant qu'elle permettra à l'institution de lutter plus efficacement contre la pauvreté.

L'objectif pour la BM est également de préserver son rang face à la concurrence croissante d'autres acteurs du développement (secteur privé, banques régionales...), selon M. Kim.

"*Les gouvernements et les entreprises peuvent trouver des financements et du savoir-faire dans beaucoup d'autres endroits*", a reconnu le dirigeant dans son discours. AFP 01.04

La BM avec le FMI est une des institutions qui visent au contrôle de l'économie mondiale par les tenants de la stratégie néolibérale qui visent le contrôle politique sur le monde, ce sont les deux pendants de la même politique.

De la camelote, suite.

- Mary Barra préoccupée par les accusations portées contre GM - Reuters

La directrice générale de General Motors Mary Barra a déclaré mardi devant une commission du Congrès avoir jugé "*inquiétants*" les propos d'employés du groupe ayant dit que des questions de coût avaient pu décourager GM de remplacer promptement les systèmes d'allumage défectueux qui auraient fait au moins 13 morts.

Depuis le mois de février, GM a rappelé 2,6 millions de véhicules en raison des défauts d'allumage pouvant provoquer la coupures de contact inopinées, parfois en pleine course, rendant les airbags, les freins et la direction assistée inopérants.

Interrogée sur la question de savoir si le système d'allumage était acceptable du point de vue de la sécurité et de la fonctionnalité, elle a dit: "*Comme nous le savons bien aujourd'hui, il ne l'est pas*."

Les élus démocrates ont souligné mardi dans une note écrite que General Motors n'avait pas alerté les autorités fédérales sur une "*grande majorité*" des 133 problèmes de sécurité signalés sur des dispositifs d'allumage de ses véhicules.

"*Alors que GM recevait toutes ces plaintes de la part d'utilisateurs, l'entreprise a continué à nier toute défaillance*", lit-on dans la note des démocrates siégeant à la commission du Commerce et de l'énergie de la Chambre. Reuters 01.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

- Manifestation à Ankara contre le résultat des municipales

Plusieurs milliers de Turcs qui manifestaient mardi à Ankara pour demander un nouveau décompte dans certaines villes après les élections municipales de dimanche ont été dispersés à coup de canons à eau par la police anti-émeutes.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan s'est déclaré vainqueur du scrutin municipal et sa formation, le Parti de la justice et du développement (AKP), a conservé le contrôle des deux principales villes du pays, Ankara et la capitale économique, Istanbul.

Le parti laïque kémaliste CHP, principal parti de l'opposition, a annoncé lundi son intention de contester le résultat accordant de justesse la victoire à l'AKP à Ankara.

La foule qui demandait mardi un nouveau décompte des voix à Ankara s'est rassemblée devant le Conseil suprême électoral (YSK) aux cris de "*Voleur, Tayyip!*" et "*YSK, le peuple est avec toi!*", avant que la police anti-émeutes n'intervienne.

Aucun résultat officiel n'a pour l'instant été annoncé, mais selon les résultats publiés dans la presse, l'AKP aurait obtenu 44% des voix au niveau national, contre 26 à 28% pour le CHP.

Le CHP conteste les résultats à Ankara, mais aussi à Antalya, ville côtière du sud, un de ses fiefs traditionnels tombé aux mains de l'AKP.

Le candidat du CHP à Istanbul, Mustafa Sarigul, a aussi demandé un recompte à Istanbul, tandis que le candidat du parti à Ankara, Mansur Yavas, a fait savoir que son parti irait jusqu'à la Cour constitutionnelle si nécessaire. Reuters 01.04

2- Honduras

- Honduras: une ONG dénonce l'exécution de 84 enfants en février

Quelque 84 enfants et jeunes de moins de 23 ans ont été assassinés au Honduras durant le premier mois de la présidence de Juan Orlando Hernandez arrivé au pouvoir le 27 janvier, a déclaré à l'AFP l'ONG Casa Alianza, qui note une progression de 6,3%.

Les autorités gouvernementales "*essaient de nous faire croire que ce sont les jeunes qui commettent des actes criminels alors qu'en réalité, ils ne sont présents que dans 5% des cas*", a-t-elle souligné.

"*Entre le 27 janvier et le 28 février derniers, 84 cas de morts violentes de filles, de garçons et de jeunes de moins de 23 ans ont été enregistrés*", indique un rapport d'un organisme de protection de l'enfance en Amérique latine.

La présidente de Casa Alianza affirme, quant à elle, qu'"*il existe une suspicion de nettoyage social*" dans lequel les autorités du pays seraient mêlées.

"*A chaque fois qu'il y a une tuerie de jeunes, les voisins viennent avant que n'arrivent les militaires et la police et les crimes se produisent après. C'est cela qui les rend suspects*", a-t-elle affirmé.

Guadalupe Ruelas a cependant reconnu que de nombreux jeunes sont utilisés par le crime organisé comme tueurs à gages, mules (qui transportent de la drogue après l'avoir ingérée) au profit des narcotrafiquants et encaisseurs d'"*impôt de guerre*".

Recrutés par des bandes mafieuses, ils sont "*utilisés pendant un temps et dans certains cas quand ils ne sont plus d'aucune utilité, ils sont éliminés*", a déclaré Mme Ruelas.

Depuis 1998, Casa Alianza a comptabilisé un total de 9.198 mineurs de moins de 23 ans exécutés au Honduras. AFP 01.04

Haut de page

Le 3 avril 2014

CAUSERIE

Pas vraiment envie de causer, trop chaud ici !

Vous avez élu ou appelé à élire le président de la collaboration de classes ou du front unique avec l'ennemi ! Vous avez écopé du Premier ministre du néolibéralisme !

Il faut maintenant s'attendre à une surrenchère... A suivre.

Du Tamil Nadu où j'habite.

- Inde: trois femmes pourraient faire basculer le scrutin - AFP

Trois femmes au caractère bien trempé dirigeant de puissants partis régionaux, dont une ancienne actrice surnommée "*Mère*", pourraient tenir entre leurs mains le pouvoir de faire ou défaire le prochain gouvernement indien.

Plus connues pour leur charisme que pour leur action politique, Jayalalithaa Jayaram, Mamata Banerjee et Mayawati joueront probablement un rôle crucial quand viendra l'heure de composer une coalition gouvernementale à l'issue des élections législatives qui débutent lundi.

Le dirigeant nationaliste hindou Narendra Modi, donné gagnant par les sondages, ne devrait pas disposer de majorité absolue et devra former une alliance avec les partis régionaux, selon les analystes. Aucun parti n'a obtenu de majorité absolue au parlement indien depuis 30 ans.

Au coeur de ces probables négociations figurera certainement Jayalalithaa, la chef de l'exécutif de l'Etat du Tamil Nadu (sud) qui a récemment déclaré qu'il était temps que le pouvoir change à New Delhi, une esquisse de soutien en faveur de Modi.

"*Le gouvernement du Congrès - ces voleurs - doit être renversé*", a-t-elle lancé à ses milliers de partisans rassemblées à Pondichéry sur fond d'immenses portraits à sa gloire.

Sur scène une sosie de Jayalalithaa, en plus jeune, entonne des refrains célébrant la dirigeante politique, surnommée "*Amma*" (Mère). Ainsi chante-t-elle "l'Inde va devenir une nouvelle nation, l'Inde peut tout faire avec elle".

Dans le Tamil Nadu, cinéma et politique font bon ménage de longue date et l'AIADMK (All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam) de Jayalalithaa a été fondé par un acteur en 1972, M.G. Ramachandran.

L'ancienne actrice a repris le flambeau après la mort de ce dernier en 1987 et s'est gagné les faveurs des électeurs du Tamil Nadu à trois reprises à coups de mesures parfois populistes qui lui ont valu des accusations de corruption.

Elle a récemment mis en place un programme de repas à trois roupies (5 centimes d'euros) et promis de nouvelles aides si les électeurs lui apportent leur soutien. Son parti pourrait emporter jusqu'à 30 sièges de députés.

"*Elles nous a donné des ordinateurs, des vélos*", raconte un étudiant de 18 ans, Janaki, à l'AFP, lors du meeting de Pondicherry.

"*Elle fait ce qu'elle promet, aussi les gens votent pour elle*".

Lors d'une perquisition, la police a découvert chez elle 10.000 saris et 750 paires de chaussures en 1997 et elle est accusée d'enrichissement illégal dans le cadre d'une affaire toujours en cours.

Mais les ministres ne manquent pas de la saluer lors de leur passage dans le Tamil Nadu, l'un des Etats les plus prospères du pays.

"*Un rideau de fer empêche de savoir comment elle dirige. Personne ne sait comment ni avec qui elle gouverne*", déclare G. C. Shekhar, journaliste qui a couvert l'actualité de l'Etat pendant trois décennies. AFP 02.04

My vote is not for sale... à se tordre de rire ou à en pleurer !

Elle se fait appeler "*mère*", amma en tamoul, moi je l'appelle madou, la vache, la grosse vache et cela fait bien rire les Indiens et les Indiennes.

Jayalalithaa ancienne actrice de cinéma populaire est en réalité parmi les 5 premières fortunes du Tamil Nadu, outre l'anecdote des saris et autres paires de chaussures trouvés chez elle, c'est avec sa famille (la couverure légale) une très riche propriétaire immobilière et de terres...

Enfumage.

Comme la pillule du Pacte de responsabilité ne passait décidément pas, le petit monarque désormais flanqué du caudillo a ajouté le Pacte de solidarité qui sera allègrement englouti par la hausse des prix camouflée, des impôts locaux et autres taxes, etc.

De son côté le patronat a de quoi être satisfait puisque les cadeaux qui lui ont été octroyés par Hollande sont nets de toute contrepartie, c'est tout bénef, il n'y aura rien à restituer, rien à jeter tout à garder, c'est du 100% sans matière grasse, il peut même s'offir le luxe de conserver l'emballage des fois qu'il pourrait resservir.

Cela valait quand même le coup de se débarrasser de La Talonnette se disent les actionnaires comblés...

Parole d'internaute.

1- "*15 ministres sur 17 étaient déjà ministres, 8 ou 9 étaient déjà dans les mêmes fonction. Ce n'est ni un changement ni un remaniement de gouvernement, c'est une pantalonnade.*"

Tartufferie, hypocrisie ou mensonge effronté, absolument rien ne les arrête, notez que dans ce domaine comme bien d'autres

ils partagent cette qualité avec les oligarques (Gates, Buffett, etc.) qui vont jusqu'à se poser en philanthropes. Ces gens-là sont les fossoyeurs de la civilisation humaine.

Les dirigeants du PS n'ont jamais été autres choses que des imposteurs, des escrocs de la pire espèce qui soit, ce qui est étonnant, c'est qu'il y en ait encore pour le découvrir seulement maintenant, qui plus est dans le mouvement ouvrier, comme quoi on ne croit le plus souvent que ce qu'on veut bien croire ou ce qui nous arrange et le reste du temps on feint de ne rien voir, c'est plus pratique, on peut prétexter la cécité ou l'absence d'information, ce qui revient au même. Le pire encore, c'est quand on le théorise ou on en fait son mode de pensée, on ne vaut guère mieux au bout du compte malgré les apparences, souvent trompeuses elles aussi.

2- "*Tous les hommes et femmes politiques inquiètent et les abstentions le démontrent. La droite n'a gagné les municipales que par omission. 40 ans de même recettes droite ou gauche pour servir un bouillon.*

A quand l'application d'une politique au service du peuple qui suppose l'avenement d'une presse indépendante contrairement à l'emprise actuelle aboutissant à la nomination de Manuel Valls après une campagne médiatique, mensongère, partisane, de grande ampleur, commandée par le CRIF, en récompense de servilité aux basses oeuvres.

Comment peut on affirmer que les personnages Valls ou Ségolène sont les préférés des Français ? Aucun résultat probant, des casseroles à Evry et dans le Poitou, une ambition dévorante avec le souci dominant de soigner leur communication."

Le bouillon accompagné de pain rassis calme la faim de la plèbe... Quant au festin il est réservé à l'aristocratie, rien de changé en effet, il y aurait comme un parfum d'Ancien régime dans l'air. Vous vous trompez monsieur, la propagande médiatique avait bien pour objet de conditionner les masses en vue de la nomination de Valls qui était déjà dans l'air depuis quelque temps, dans l'attente de les placer un jour ou l'autre devant le fait accompli, afin surtout de leur faire croire que c'étaient elles qui l'avaient réclamé et que le locataire du Château toujours plein d'attentions à leur égard n'avait fait qu'exhausser un de leurs voeux, comme quoi il était à l'écoute de son peuple

3- "*Sa tête respire la haine, c'est hallucinant*."

Valls a tout de l'intrigant, ambitieux, prétentieux, méprisant, hypocrite, opportuniste, taigneux, hargneux, mauvais joueur, sournois, cynique, bref, misérable en tous points, sans talent ni charme particulier il envie forcément ceux qui en ont un peu et savent mettre à profit leurs qualités inavouables. Il les a observés pour leur ressembler plus tard, autant que les enseignements de la vie servent à quelque chose n'est-ce pas. Aussi pour réussir il a vécu dans leur ombre, à leur crochet en échange de menus services, passant d'une table à l'autre il a fini par avoir son rond de serviette à son nom, provocateur à ses heures, c'est son esprit policier qui veut cela, il a su se faire remarquer, se rendre utile quoi.

De toléré il devint indispensable, il passa du statut d'invité à celui d'initié, de subalterne à celui de prétendant en se servant des relations qu'il avait su entretenir ou tisser, aux compétences limitées c'est ainsi qu'il lui échu le costard du ministre le plus détestable avec celui de la guerre, celui du premier flic de France qu'il assuma avec zèle au point d'être comparé avec ces deux prédécesseurs, Guéan et Sarkozy. Le régime ne tolérant plus la démocratie il finit immanquablement par devenir policier, alors quoi de plus naturel à ce ce qu'il remette son destin entre les mains d'un policier.

Qu'est-ce qu'on demande à un policier sinon d'obéir bêtement aux ordres qu'on lui donne, de recevoir des coups sans rien dire et en donner aveuglément. Et si celui qui est censé lui donner des ordres n'est pas à la hauteur, après avoir consulté ceux qui tirent les ficelles il passe outre sans craindre d'être désavoué par sa hiérarchie réduite à l'impuissante ou sans réel pouvoir.

Cela peut paraître tiré par les cheveux comme démonstration. Pas tant que cela en y réfléchissant de plus près.

Un point moins en effet quand on pense à son ancrage idéologique qui est justement dans l'air du temps, et qu'on accorde moins d'importance au 5% qu'il avait récoltés lors des primaires du PS en 2011, car finalement peu importe les courants qui se cotoient dans ce parti et les différences idéologiques qu'ils peuvent recouvrir puisque tous sont finalement amenés à adhérer en pratique à la même, celle que Valls représente et assume, et comme il se trouve que c'est l'idéologie que l'oligarchie entend imposer en France, qui mieux que lui pouvait l'incarner en ce moment.

Il était bien l'homme de la situation auquel les uns et les autres vont se rallier au PS, chez ses satellites et alliés, en traînant les pieds peut-être, en gesticulant ou en tenant des discours contradictoires pour sauver les apparences, mais peu à l'arrivée oseront le défier sous peine d'être marginalisés puis éliminés car tous tiennnent davantage à leur statut et leur carrière qu'à des principes ou des valeurs qui coûtent plus qu'ils ne rapportent.

Et puis qu'advienne que pourra, le régime est aux abois et ne peut pas se permettre de reculer ou de faire dans les détails, il doit avancer et tailler à la hache ses ennemis, il aura le soutien des médias et de la droite officielle aussi longtemps qu'il s'en tiendra à la mission qui lui a été confiée, et s'il échouait ou s'il lui arrivait de devoir reculer face à un ennemi qui n'est pas prêt à abdiquer

sans combattre, eh oui la lutte des classes n'a pas encore dit son dernier mot pour autant, ils le lyncheront de la même manière qu'ils ont procédé avec Nicolas 1er et ainsi de suite.

Ils n'ont pas nommé Premier ministre un intellectuel ou un des "*barons*" du PS, mais celui qui leur semblait le plus dévoué pour assumer cette tâche ingrate et se sacrifier si nessaire, exactement comme l'avait fait le roturier de Neuilly. Il était un des seuls au PS à avoir été de tous les courants de ce parti pour ainsi dire, et qui de ce fait n'aura rien à renier puisqu'il a passé son temps à se renier en permanence, il n'aura pas non plus de cas de conscience à affronter puisqu'il est incapable d'en faire état.

Maintenant que le personnage inspire la haine, c'est tout naturel mais cela ne fait pas un programme politique pour le combattre.

ACTUALITE EN TITRES

Au diapason.

- Déficit français: Berlin sur la même ligne que la Commission - AFP

- Valls: "*Réduire les déficits, il n'y a pas d'autres choix*" - AFP

Elle pourra danser une Valls...

- Fleur Pellerin secrétaire d'Etat au Commerce extérieur - Reuters

Et les rats

- Valls : bon gouvernement pour le GODF - L'Express.fr

- L'aile gauche du PS fait monter les enchères avant le vote de confiance - LeFigaro.fr

- Les écologistes soutiennent Valls mais restent vigilants - LeFigaro.fr

- Sur Royal, l'«*a priori positif*» des ONG environnementales - Liberation.fr

- La CGT demande à Valls une relance de l'emploi et des salaires - AFP

- AZF ne veut plus payer les prothèses auditives des victimes de l'explosion - L'Express.fr

Intox

- Manuel Valls : sauveur ou fossoyeur de la gauche ? - Le Nouvel Observateur

- Benoît Hamon, la caution de gauche du gouvernement Valls - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

A bas le parti des capitalistes !

- Pascal Lamy prône des "*petits boulots*" payés moins que le Smic - AFP

Pascal Lamy, ex-directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et proche du président François Hollande, a plaidé mercredi pour plus de "*flexibilité*" sur le marché du travail, avec notamment des "*petits boulots*" payés en dessous du Smic.

"*Je sais que je ne suis pas en harmonie avec une bonne partie de mes camarades socialistes mais je pense qu'il faut, à ce niveau de chômage, aller davantage vers de la flexibilité et vers des boulots qui ne sont pas forcément payés au Smic*", a-t-il déclaré lors

de "*Questions d'Info*" LCP/France Info/Le Monde/AFP.

C'est-à-dire moins que le Smic? "*Oui absolument*", a-t-il ajouté. "*Un petit boulot, c'est mieux que pas de boulot. Je ne réponds pas ça dans l'absolu, je n'aurais pas dit ça il y a 10 ans ou il y a 20 ans, mais à ce niveau de chômage...*"

Pour l'ancien commissaire européen socialiste, "*il faut accepter de temps en temps de franchir les espaces symboliques de ce type pour rentrer dans la réalité et la transformer*".

Au risque que cela rappelle le "*Smic jeunes*" de Edouard Balladur ou le "*CPE*" de Dominique de Villepin, tous deux abandonnés après des semaines de contestation sociale ? "*Ce n'est parce qu'une réforme n'a pas marché ou parce qu'on a reculé devant la pression de l'opinion que c'est une mauvaise idée. Si on prenait tous les réformes qu'on a essayées à un moment, qui n'ont pas marché et si on ne les avait pas reprises, on serait encore au Moyen-Age*", a lâché M. Lamy. AFP 02.04

Stop, inutile de discuter, c'est au Moyen-Age qu'il veut nous renvoyer !

Il touche combient par mois cette pourriture pour défendre ce genre de politique infâme, combien de dizaines de milliers d'euros ?

A bas le PS et le capitalisme, tous ses représentants !

Si la survie du capitalisme est incompatible avec la satisfaction de nos besoins, dont un travail avec un salaire décent d'environ 1.700 à 2.000 euros, il doit disparaître !

Haut de page

Le 4 avril 2014

CAUSERIE

Pas le temps de causer, j'ai modifié mes horaires de travail et mon emploi du temps en fonction de ceux de ma seconde compagne. Je vous avais dit que j'aimais les femmes et c'est vrai. C'est mon côté provocateur. On est le week-end on se détend un peu, cela fait du bien...

Bon, je sais que de nos jours c'est presque une tare pour un homme de préférer les femmes et de l'avouer, je l'assume volontiers, ce qui n'est pas sans mérite notez bien car cela demande de fournir un certain effort, consenti cela va de soi, mes journées sont encore plus harassantes qu'avant, torrides avant même que l'été soit installé, et quand je pense à la chaleur écrasante qu'il fera dans un mois, je me dis que cela relève vraiment du sacrifice, du martyr, quel bel exemple de dévouement pour une noble cause, et au diable les déséquilibrés, les complexés, les puritains et les féministes ! Vous pouvez ajouter les procureurs en tous genres qu'on emmerde au passage. Il y en a qui s'imposent une sénilité cérébrale précoce, moi je me refuse à la sénilité tout court, chacun fait ce qu'il peut sans porter de jugement, c'est préférable.

On est venu me proposer chez moi un poste de chef de projet dans le service francophone d'une société indienne spécialisée dans la mise en ligne de publications pour des éditeurs français, belges, suisses et canadiens. J'ai refusé l'offre qui aurait pu me permettre de doubler mon revenu, mais de perdre ma qualité de vie à laquelle je tiens particulièrement, sinon à quoi bon vivre en Inde.

Il est 21h et je vais aller me coucher après avoir chargé quelques documents, réveil à 5h30.

Un dernier truc.

Depuis hier les statistiques du site sont à nouveau disponibles, 9.000 connexions environ en février et en mars, 3.000 de moins qu'avant, c'est bien, quelque 12.000 téléchargements chaque mois au lieu de 26.000, c'est très bien, quand on sera à zéro on fermera la boutique...

La causerie de mars est disponible au format pdf, vous vous en foutez, moi aussi.

Entendu il y 30 minutes plus tôt au flash d'information de TV5Monde Asie, manifestation de syndicalistes à Bruxelles à l'appel de la CES en faveur de listes pour "*réorienter l'Europe*", décidément les syndicats sont bien un obstacle au socialisme, Engels ne s'était pas trompé...

ACTUALITE EN TITRES

Le CAC 40 a adopté Valls !

- Jeudi 3 avril : le CAC 40 atteint de nouveaux sommets depuis 2008 - LePoint.fr

Ils sont chez eux !

- A Paris, les nobles n'ont pas bougé depuis un siècle - Rue89

Intox et propagande

- Touraine: un pacte de solidarité pour "*conforter le modèle social*" - AFP

- Montebourg: "*L'Europe va changer* " - AFP

- Viktor Ianoukovitch "*responsable direct*" des morts de Maïdan - Reuters

- Un idéologue d'Al Qaïda condamné à mort en Arabie saoudite - Reuters

Tension et comédie

- Henri Emmanuelli appelle à un congrès extraordinaire du PS, "*en coma profond*" - AFP

Qu'il crève !

- Guaino ne votera pas UMP aux élections européennes - Le Nouvel Observateur

- Le Parti de gauche et le PCF s'écharpent sur les européennes - Liberation.fr

Qu'on se rassure, pas sur des désaccords politiques à propos de l'UE, ils la soutiennent tous les deux, non sur une question de "*têtes de liste*", de "*places*"...

Les cafards

- Justice : pour les procès, les animaux aussi, peuvent témoigner - LeFigaro.fr

La merdiacratie est atteinte de scatologie. Miasmes populistes. C'est incurable.

- Marine Le Pen en nazi ou en étron, est-ce une injure ? - Liberation.fr

Inutile de revenir ici sur le FN, puisque nous sommes tous d'accord sur sa caractérisation de parti d'extrême droite qui à elle seule suffit, car elle inclut toutes les manifestations dont est capable un tel parti, y compris le fascisme ou le nazisme.

Maintenant quand on ramène ce titre sorti des chiotes de Rothschild à l'image publique que Marine Le Pen entretient, on se dit que le traitement qu'ils lui ont réservé conduira un certain nombre de lecteurs de ce torche-cul à éprouver de la sympathie pour elle, parce qu'ils rejettent ce procédé infâme qu'ils n'auraient pas eux-mêmes employé.

Et quant à leurs lecteurs qui étaient déjà tentés de la soutenir ou s'interrogeaient, ils pourraient se sentir insultés et l'intérêt qu'ils lui portaient s'en trouver renforcé, estimant que pour susciter tant de haine, c'est que quelque part elle méritait d'être prise au sérieux ou devait être cohérente et le FN pouvait constituer une réelle alternative politique, tout en se sentant directement visé par cette insulte, être comparés à un étron.

Pour rire. Merde, ils sont sur ma trace...

- Le Palais de justice de Paris ira bien aux Batignolles - LeFigaro.fr

C'est là que je suis né...

- Kiev accuse la Russie pour les tueries du Maïdan, Moscou dément - AFP

- La Nasa suspend ses relations avec la Russie - Le Nouvel Observateur

- La Russie rappelle son représentant militaire à l'Otan - Reuters

- La Russie furieuse après les propos controversés d'un ministre allemand - LeFigaro.fr

Pourquoi...

- Les insurgés accusent Assad d'une nouvelle attaque chimique - Reuters

... mais parce que...

- Les Amis de la Syrie contre une présidentielle organisée par Damas - Reuters

Assad est certain d'être réélu...

Au tour de l'Algérie !

- Les Etats-Unis et l'Algérie veulent lutter ensemble contre le "*terrorisme*" - AFP

Stratégie du chaos et barbarie.

- Venezuela: plusieurs blessés dans des affrontements - AFP

Des affrontements impliquant des étudiants, des civils armés non identifiés et la police anti-émeute ont fait au moins sept blessés jeudi à Caracas lors d'une manifestation. AFP 03.04

- L'Eglise vénézuélienne accuse Maduro de dérive totalitaire - Reuters

- Cuba : les Etats-Unis auraient financé un réseau social pour déstabiliser le régime - Francetv info

- Soudan du Sud : 7 millions de personnes menacées par la famine - LePoint.fr

- Centrafrique : "*Si vous avez de la soupe une fois par jour, c'est bien*" - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Only business ! Le nouvel ordre mondial.

- Guigou (PS) favorable à la "*diplomatie économique*" prônée par Fabius - AFP

- En plus du Commerce extérieur, le Tourisme sous l'autorité de Fabius - AFP

La politique est le concentré de l'économie ou encore la politique est subordonnée à l'économie, à l'époque du néolibéralisme plus que jamais, c'est la seule différence avec le passé. Parler de collusion entre le pouvoir économique et le pouvoir politique est d'une niaiserie accablante ou brasser du vent puisqu'ils se confondent.

Que les liens se resserrent entre eux ou que le pouvoir politique n'incarne plus que les intérêts stratégiques de la couche dominante du capitalisme, l'oligarchie financière, est conforme avec l'objectif politique qu'elle s'est fixée, accroître son emprise sur le pouvoir politique ou faire en sorte qu'il ne vienne pas contrarier sa stratégie, qui consiste à réduire l'influence de la lutte des classes au point qu'elle ne puisse plus influer sur le cours du monde afin qu'un nouvel ordre mondial puisse être instauré sans

autres alternatives politiques possibles, sur les cendres du socialisme qui n'aura pas dépassé le stade d'utopie.

Affaire étrangère, commerce extérieur, tourisme, rien, absolument rien ne doit interférer avec la politique internationale (mondialiste) décidée par l'oligarchie financière dont Fabius est le représentant ou l'exécutant zélé en France.

Sur le fond on doit ajouter la crise du capitalisme qui impose de serrer les boulons à tous les niveaux pour éviter qu'il ne se disloque. Resserrer le contrôle de l'économie des pays dominés pour qu'elle n'échappe pas aux puissances occidentales qui dominent le monde, s'assurer que leur développement se réalise bien en confirmité avec leurs besoins, dans la mesure du possible orienter ou favoriser le tourisme qui dans certains cas représente une mane financière importante uniquement vers les pays qui font acte de soumission envers la politique décidée à Washington ou par le gouvernement mondial...

Le tout encadré par des relations de maîtres à vassaux auxquelles tous les Etats ou gouvernements doivent se soumettre sans broncher sous peine de se retrouver isolés, fragilisés, menacés de représailles, débarqués ou renversés.

L'ordre mondial néolibéral doit régner.

En famille. Comment sauver l'Union européenne ?

- L'Europe a besoin d'un "*new deal*", selon Alexis Tsipras - AFP

L'Europe a besoin d'un "*new deal*" pour sortir de la crise et des politiques de rigueur, estime le responsable grec Alexis Tsipras, candidat de la gauche européenne à la présidence de la Commission européenne, dans un entretien accordé à l'AFP.

Président du Syriza depuis 2008, Alexis Tsipras a vu son parti, crédité de 4% des suffrages dans les années 2000, se transformer en deuxième force au Parlement grec avec 26%, lors des législatives en 2012.

Aujourd'hui Syriza, porté par la colère des Grecs, est toujours au coude à coude dans les sondages avec "*Nouvelle Démocratie*" (ND - droite) du Premier ministre Antonis Samaras, autour de 21%, alors que l'autre membre de la coalition au pouvoir, le Parti socialiste (Pasok), autrefois très puissant, ne recueille qu'environ 5% des intentions de vote.

Les politiques de rigueur "*ont provoqué la dissolution de la classe moyenne dont les intérêts ne sont plus représentés par les deux partis traditionnels*", et "*Syriza a servi de vote de salut*", analyse Alexis Tsipras. (Une planche de "*salut*" pour les institutions grecques qui dans la tourmente ont été préservées, ouf, c'était l'essentiel ! - ndlr)

"*Moi, et mon parti, ne pensons pas que la dissolution de l'euro ou la sortie d'un pays (du système) serait une évolution positive*". Il pense même que ce serait "*une catastrophe*" pour l'euro. (C'est la voix du capital quoi ! - ndlr) AFP 03.04

Je vous ai fait grâce de la suite, le baratin habituel, vous savez le coup du type très à gauche qui voudrait faire ceci ou cela et qui, s'il parvenait au pouvoir, trouverait un bon prétexte pour ne pas le faire, le socialiste en parole, et le capitaliste en acte vous connaissez n'est-ce pas, rien de plus.

Syriza est le clone du PASOK, comme le PG est celui du PS..

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- « *Tout ça pour ça !* » : le remaniement vu dans la presse - Le Monde.fr avec AFP

« *Tout ça... pour ça !* », s'étonnent les éditorialistes de la presse nationale et régionale, jeudi 3 avril, au lendemain de la composition du gouvernement de Manuel Valls dans lequel, perplexes, ils ne voient pas « *de changements* » par rapport au précédent.

Les « *unes* » des quotidiens nationaux donnent d'emblée le ton : « *Ayrault bis* », titre Libération, « *Hollande... ne change rien* », écrit Le Figaro. Pour La Croix, c'est « *le changement a minima* », voire du « *recyclage* » pour MetroNews.

« *La plupart des hommes du gouvernement Ayrault se retrouvent dans le gouvernement Valls. Un gouvernement copie presque conforme du précédent* », constate, dans Libération, Eric Decouty, pour qui « *François Hollande n'a donc changé que son premier ministre* ». « *La seule vraie innovation, c'est le premier ministre lui-même* », appuie Dominique Jung, des Dernières nouvelles d'Alsace.

« *Hormis la nomination de Manuel Valls, la nouveauté ne crève pas l'écran, note à son tour Michel Urvoy, pour Ouest-France. Du Ayrault sur un autre ton.* » « *Dans le choix des ministres, François Hollande a fait preuve de moins d'audace que dans le choix de son premier ministre* », juge Hervé Favre, dans La Voix du Nord. Jacques Camus, pour la Montagne Centre France, abonde aussi dans ce sens : « *Un vaste remue-ménage(s) qui a finalement débouché sur la banale reconduction d'une majorité de ministres sortants.* » « *Comme un air de déjà vu* », semblent regretter Yann Marec, dans le Midi Libre, et Patrick Planchenault pour France-Antilles-Guadeloupe.

« *Qu'est ce qui a changé ? Rien ou si peu* », estime lui aussi Jean-Louis Hervois, dans la Charente Libre. « *Tout ça... pour ça* », s'étonne Alain Dusart, pour L'Est Républicain.

Et oui, relève Raymond Couraud, dans L'Alsace : « *Ce "nouveau" gouvernement resserré est composé en grande majorité de survivants de l'équipe Ayrault.* » « *Il a des allures de synthèse d'un congrès du PS* », s'amuse l'éditorialiste. « *Un congrès du PS en miniature* », renchérit Denis Daumin, de La Nouvelle République du Centre Ouest. « *Un gouvernement de congrès PS* », titre L'Opinion.

Pour Bruno Dive (Sud-Ouest), c'est à « *un bureau national du PS que ressemble l'équipe de Manuel Valls* ». « *Un gouvernement de congrès PS* », écrit également Jean-Marcel Bouguereau, de La République des Pyrénées. Dans Le Figaro, pour Paul-Henri du Limbert, il ne pouvait y en être autrement : « *Puisque la "majorité plurielle" n'existe plus, François Hollande n'avait d'autre choix que de se tourner exclusivement vers le Parti socialiste.* » « *Tout change mais rien ne change* », observe l'éditorialiste de droite.

« *Cette grande stabilité ne rassurera pas ceux que les choix idéologiques du précédent gouvernement avaient inquiétés* », remarque de son côté François Ernenwein, dans La Croix.

Patrick Apel-Muller, pour L'Humanité, est bien d'accord, dans ce « *gouvernement rabougri, il n'y a aucune bonne surprise* ».

« *Une équipe compacte, faite pour l'action, une sorte de "task force"* », tempère Jean-Claude Souléry, dans la Dépêche du Midi. « *Une équipe plus cohérente que la précédente sans doute, plus professionnelle nous verrons, mais suffisamment armée pour affronter les turbulences qui s'annoncent, on peut hélas en douter* », conclut Bruno Dive (Sud-Ouest). Le Monde.fr avec AFP 03.04

Les conditions objectives l'emportent sur tous les calculs politiques. Bon, qu'ils se rassurent, de notre côté nous demeurons incapables d'en tirer profit pour construire le parti...

Depuis la décapitation de Louis XVI ou la fin de l'Ancien régime, le régime capitaliste menace de s'effondrer et il est toujours en place, cela un bail déjà.

Depuis 1871 à deux reprises les institutions ont été renversées, sous Pétain et De Gaulle, par des militaires, on ne peut pas vraiment dire pour la bonne cause ou dans la bonne direction (sic!) et les dernières en date tiennent le coup depuis 1958.

Depuis 1914 et le milieu des années 20 ce qu'on a appelé les partis traditionnels du mouvement ouvrier sont en crise sans jamais parvenir à périr ! Et le parti de l'ordre se refait régulièrement une santé...

Alors bon, on nous ressort pour la énième fois que les uns et les autres sont à l'agonie, qu'ils vont s'effondrer, que cette fois-ci ce serait la bonne... Chaque fois c'est vrai et c'est faux à la fois, mais pas de bol il manque toujours un petit quelque chose pour que cela soit plus vrai que faux et c'est bien dommage.

On devrait peut-être s'interroger pour essayer de comprendre pourquoi les choses se passent toujours ainsi, car pendant ce temps-là les travailleurs pauvres par millions en crèvent au quotidien générations après générations.

Franchement, si je peux m'exprimer en leurs noms, ils n'en ont absolument rien à foutre de vos discours qui font office de courants d'air et qui finalement ne profitent qu'à ceux qui les tiennent en leur procurant un petit peu d'air frais pour mieux supporter la surchauffe passagère du régime et ses institutions.

Filons la métaphore en nous transportant en Inde où il fait déjà une chaleur étouffante, et le pic n'est qu'en mai !

On a besoin d'un parti ouvrier dans lequel il y aurait des dirigeants qui disposeraient de la climatisation pour aérer leurs neurones en surchauffe, mais qui d'une manière ou d'une autre seraient sous le contrôle de militants qui ne disposeraient que d'éventails ou

de ventilateurs pour ne pas perdre pied avec la réalité que vivent les masses sous une chaleur écrasante, l'objectif politique de leur combat, les tâches historiques qu'elles doivent accomplir.

Vous pouvez aussi remplacer les dirigeants par des militants issus de couches privilégiés et les militants par les travailleurs,. On conseillera aux premiers d'user de la clim avec modération, la nuit par exemple pour être sûr de pouvoir bien dormir ou pour toute autre activité nocturne nécessitant une dépense physique importante, et de s'en passer le reste du temps pour bien transpirer, se mettre dans la peau du pauvre type ou de la malheureuse femme qui en sue tous les jours pour une vie de misère et sans espoir d'en sortir, c'est très dur, vraiment insupportable, ainsi ils garderaient présent à l'esprit en permanence ce pour quoi ils se battent, peut-être que là on arriverait à construire ce foutu parti qui nous fait tant défaut.

Les dirigeants et les militants sont des hommes comme les autres, faibles, fragiles, perfectibles, ils n'en ont pas forcément conscience ou ils l'oublient parfois, plutôt pour le pire que pour le meilleur évidemment, si maintenant on ne peut exiger d'eux qu'ils se mettent dans la peau d'un malheureux, il serait bon qu'ils partagent un peu leur condition d'existence pour ne pas oublier ou se détourner de l'essentiel.

2- Grèce

- Grèce: tollé sur de supposés liens entre Aube dorée et le pouvoir - AFP

La Grèce était en ébullition jeudi après la révélation en caméra cachée de liens supposés entre le parti néonazi Aube dorée et le bras droit du Premier ministre conservateur Antonis Samaras, un conseiller déjà controversé qui a dû démissionner.

Sur une vidéo publiée mercredi par Aube dorée, dont neuf des 18 députés ou ex-députés sont actuellement poursuivis, dont six en détention provisoire, on voit Panayiotis Baltakos, l'un des plus fidèles conseillers d'Antonis Samaras depuis trente ans, s'accorder avec Ilias Kassidiaris, député et porte-parole du parti, à penser que l'offensive judiciaire contre Aube dorée serait une initiative à visée électorale du gouvernement.

Connu pour ses positions très à droite, M. Baltakos, a dû démissionner sur le champ du poste de secrétaire général du gouvernement, qu'il assurait depuis juin 2012, date de l'accession au pouvoir de M. Samaras à la tête d'une coalition conservateurs-socialistes.

L'affaire a provoqué un tollé dans les rangs du gouvernement et dans l'opposition.

"*Il faut attaquer toutes les niches qui sont en contact de manière idéologique ou pratique avec l'extrême droite*", a indiqué le ministre des Affaires étrangères Evangélos Vénizélos, numéro deux du gouvernement et chef du parti socialiste (Pasok).

De son côté, le principal parti d'opposition, la Gauche radicale Syriza, a accusé Antonis Samaras "*d'opportunisme*" et de vouloir éliminer Aube dorée pour profiter électoralement des voix de l'extrême droite, toujours troisième parti avec 8% des intentions de vote dans les sondages après les conservateurs et Syriza.

Sur la vidéo, tournée dans un bureau et sans doute par M. Kassidiaris dont on ne fait qu'entendre la voix, Panayiotis Baltakos explique que les ministres de la Justice et de l'Ordre public "*auraient convaincu*" la procureure de la Cour suprême, Efterpi Koutzamani, de lancer des poursuites pénales contre des députés d'Aube dorée.

"*Tout ce qui a été publié prouve les liens, qu'on avait dénoncés à plusieurs reprises dans le passé, entre le gouvernement de Samaras (...) et Aube dorée*", a indiqué aux médias Alexis Tsipras, chef du Syriza, réclamant la démission des deux ministres.

Il a souligné que l'affaire était "*d'une importance politique, morale et institutionnelle majeure*".

Les allusions à "*des niches*" au sein du parti de M. Samaras, Nouvelle-Démocratie, "*sont une folie*", a rétorqué le ministre de l'Intérieur Yannis Mihelakis, soulignant que l'enquête contre Aube dorée doit se poursuivre.

La justice s'est défendue d'avoir obéi au gouvernement. Efterpi Koutzamani a assuré dans un communiqué "*avoir agir en se fondant sur la loi et les preuves*".

Le meurtre du musicien grec Pavlos Fyssas en septembre par un membre d'Aube dorée a abouti, sous la pression aussi des organisations internationales des droits de l'Homme, au déclenchement d'une offensive policière et judiciaire contre ce parti, accusé de violences racistes depuis plusieurs années et qui bénéficiait d'une quasi-impunité.

L'affaire Baltakos a fait les gros titres jeudi. "*Choc après le dérapage de (Panayiotis) Baltakos*", titrait le quotidien à gros tirage Ta Néa (pro-gouvernemental).

Ce journal souligne que l'affaire était "*un accident attendu*", par allusion aux positions politiques déjà bien connues de M. Baltakos.

"*Tempête*", titrait Ethnos (centre-gauche) en évoquant "*le sale jeu de Baltakos avec Aube dorée*".

La justice a parallèlement ouvert une enquête pour déterminer si Ilias Kassidiaris, candidat à la mairie d'Athènes en mai, tout en étant inculpé, avait commis une "*atteinte à la personnalité*" ou une "*violation des données personnelles*" avec cette vidéo en caméra cachée.

Tandis que son fils Dimitris tentait de régler lui-même les comptes de son père en allant agresser et insulter des membres d'Aube dorée dans leur bureau au Parlement, Panayiotis Baltakos a reconnu à la radio qu'il ignorait si d'autres conversations embarrassantes avaient pu ainsi être enregistrées par Aube dorée.

Il a assuré, sans convaincre tout le monde, que son rôle dans cette affaire n'avait été que de "*dire ce qu'ils voulaient entendre*", pour "*essayer de comprendre ce qu'ils faisaient*". AFP 03.04

3- Israël

- Hollywood : Oscar 2014 du meilleur film au Mossad. - french.irib.ir 03.04

Le 2 mars dernier, « *12 Years a Slave* », le long-métrage sur l'esclavage de Steve McQueen, a reçu l'Oscar du meilleur film après une intense campagne promotionnelle. A Hollywood, lors de la remise des prix, Ellen DeGeneres, maîtresse de cérémonie, a d'emblée planté le décor, disant avec humour au jury : « *Ou vous le sacrez meilleur film… ou vous êtes tous racistes !* ». On a appris depuis que deux des membres avaient voté en sa faveur sans l'avoir vu…

Malgré un script en or, le tournage de « *12 Years a Slave* » a failli capoter pour des raisons financières. La société Plan B Entertainment de l'acteur Brad Pitt qui le coproduisait battait de l'aile. Le film a été sauvé, in extremis, par le milliardaire israélo-monégasque Arnon Milchan, producteur passant pour être un des banquiers occultes des opérations du Mossad à l'étranger et un des financiers du Likoud.

Milchan ne cache plus son passé d'espion et de trafiquant d'armes. Il en est fier. En novembre dernier, il a révélé à une chaîne de télévision israélienne, être un ancien agent du Lakam, appelé aussi Mossad II. Créée début 1970 par Shimon Peres, cette agence se procurait - par tous les moyens - les informations classifiées et les équipements permettant de développer le programme nucléaire clandestin de l'Etat dit hébreu (1). Mais, ce n'est pas pour cette raison qu'il s'est fait discret à la cérémonie des Oscars : il craignait que les médias ne l'interrogent sur sa participation, en tant que représentant d'Israël, au « *Club des Dix* », un groupe de pression londonien financé alors par l'Afrique du sud pour promouvoir l'apartheid ! Pas étonnant, dans ces conditions, qu'Arnon Milchan se soit gardé d'assister à l'avant-première du film à Johannesburg, le 15 janvier dernier…

Afrique Asie (p.7) : http://www.wobook.com/WBD84sk8Tx6v-f

(1) *Les Guerres secrètes du Mossad*, par Yvonnick Denoël, Nouveau Monde Ed. (2012) french.irib.ir 03.04

Haut de page

Le 6 avril 2014

CAUSERIE

J'ai mis en ligne le texte signé par une centaine de parlementaire du PS dans la rubrique politique : *Les conditions de la confiance - Pour un contrat de majorité.* Lire plus loin de quoi il s'agit vraiment.

On ajoutera quelques nouveaux documents ce soir ou demain matin, il fait trop chaud pour bosser !

A propos du 12 avril

- Pourquoi le M'PEP ne participera pas à la marche de la "*gauche*" le 12 avril.

Par le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP).

Le 3 avril 2014.

La lutte contre la politique d'austérité du gouvernement Hollande est en effet nécessaire. Mais les compromissions du PCF et du PG avec le PS et EELV, organisateurs de l'austérité, font apparaître cette « *marche* » comme une simple gesticulation dans la perspective de l'élection européenne du 25 mai.

Le véritable objectif de cette « *marche* », en effet, vise en réalité à favoriser le vote pour les listes du Front de gauche à l'élection européenne du 25 mai. Le M'PEP ne peut donc y participer car notre Mouvement ne veut pas entretenir de confusion. Le M'PEP est engagé en faveur d'une véritable rupture avec l'Union européenne et l'euro, et il dénonce la mascarade démocratique de l'élection au Parlement européen. C'est pourquoi il appelle au boycott de l'élection européenne. Le 25 mai, la seule réponse pour délégitimer le système eurolibéral sera le boycott citoyen.

Les arguments développés par le M'PEP sont corrects dans la mesure où il ne pourrait pas participer à cette marche et faire entendre ses mots d'ordre contre l'UE compte tenu de la faiblesse de ses effectifs.

Dans ces conditions il serait absorbé ou intégré dans cette "*marche*", et les commentaires ultérieurs qui seraient dénués de nuance ne manqueraient pas de laisser à penser que l'ensemble des participants étaient sur la même ligne politique, y compris sur l'UE.

Cette remarque peut être valable pour d'autres partis ou organisations se trouvant dans la même situation.

Cela dit, on pouvait peut-être concevoir que cette "*marche*" permettrait aux partis, mouvements ou organisations qui y participeraient d'entrer en contact avec des militants et des travailleurs ou d'exposer leur politique à travers des tracts.

Je ne connais pas le thème exact et les mots d'ordre retenus par les principaux organisateurs de cette "*marche*". Maintenant il est clair que s'ils avaient pour objectif comme le prétend le M'PEP de favoriser la participation aux élections européennes, toute participation à cette "*marche*" serait dès lors compromise, notre objectif n'étant pas de provoquer un affrontement entre pro et anti-UE qui ne servirait ici à rien.

Avant-hier la CES avait organisé une manifestation syndicale en soutien déguisé à l'UE sous prétexte de voiloir la "*réorienter*", initiative condamnable évidemment.

Autre info.

- Pour 52% des Français, appartenir à l'Union européenne est une mauvaise chose - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Les sionistes sont chez eux en France.

Réunion à Paris du Congrès juif mondial - Le Réseau Voltaire - 2 avril 2014

Le Congrès juif mondial (WJC) a tenu la réunion semestrielle de son conseil d'administration à Paris, le 31 mars 2014.

Le Conseil est composé de 49 membres, plus le représentant des États-Unis, l'ambassadeur Ira Forman en charge de la lutte contre l'antisémitisme. Il comprend deux membres français, Roger Cukierman (président du Crif et vice-président du Congrès juif mondial) et David de Rotschild (président de la Fondation pour la mémoire de la Shoah et membre du Bureau du Congrès juif mondial).

Outre ses membres, le Conseil d'administration a entendu une communication de l'économiste français Jacques Attali.

Le Conseil a adopté plusieurs motions

- Soutien à Manuel Valls, nouveau Premier ministre français, pour son action contre l'humoriste antisioniste Dieudonné.

- Lutte contre l'antisémitisme. Notamment approbation des sanctions britanniques contre le footballer Nicolas Anelka (ami de Dieudonné), demande au gouvernement australien de ne pas réformer le Racial Discrimination Act, et soutien aux autorités grecques dans leur lutte contre le parti Aube dorée.

- Situation en Ukraine. Le Conseil a appelé les gouvernements à ne pas exagérer la situation des juifs dans le pays et à ne pas l'utiliser pour contester la légitimité du nouveau gouvernement.

- Israël et le processus de paix. Dénonciation du prétendu caractère d'apartheid de l'État d'Israël et de la campagne de boycott BDS. Appel à la reconnaissance du caractère d'État juif d'Israël.

- Protocole Argentine-Iran. Appel à l'abrogation du Protocole d'entente sur l'enquête relative aux attentats commis à Buenos Aires en 1994.

- Hongrie. Dénonciation de la célébration de l'ancien régent Miklós Horthy par les autorités hongroises et soutien à la communauté juive de Hongrie qui boycottera les manifestations mémorielles de l'Holocauste.

Enfin, le Conseil a adopté le rapport de Robin Shepherd sur l'évolution des groupes néo-nazis en Europe.

On observera que le Congrès juif mondial ne défend pas les juifs, mais les intérêts de l'État d'Israël. De même, il ne combat pas les nazis en général, mais uniquement ceux qui menacent les intérêts israéliens. Le Réeau Voltaire 02.04

Effectivement, la première motion montre bien que le Crif n'est pas une organisation représentant les juifs ou leurs intérêts, mais une officine sioniste défendant uniquement l'existence de l'Etat génocidaire et d'apartheid israélien.

S'agissant de l'Ukraine, l'appel du Crif à minimiser le rôle et le danger des partis néonazis et antisémites de façon à pouvoir légitimer le gouvernement issu du coup d'Etat de l'Otan auquel le Mossad a participé n'est pas sans rappeler le soutien des oligarques sionistes au régime nazi de Hitler tandis qu'il exterminait des millions de juifs, notamment. On a là la véritable nature sordide du Crif et du sionisme qui n'a rien à envier au fascisme, il en serait même l'inspirateur...

De la même manière que le Congrès juif mondial n'a pas défendu les juifs pendant la Seconde Guerre mondiale pour justifier la création de l'État d'Israël, fait prouvé documents à l'appui et témoignages de cette époque de personnalités juives le confirmant que nous avons déjà publiés dans notre portail.

Pour légitimer le sionisme, que ne feraient-ils pas !

- L'épouse de Hitler aurait eu des origines juives - LePoint.fr

Voilà qu'il serait possible de déterminer la religion d'un défunt à partir de son ADN !

Sans rire, ils ont analysé des cheveux retrouvés sur une brosse 69 ans plus tard dont ils peuvent certifier l'origine, très très fort, pour un peu il y était!

Commentaire d'un internaute

- "*Enorme tissu de mensonge !*

1- Juif ce n'est pas une race , c'est une religion. 2- Les Juifs Askénazes ne viennent pas d'Israël mais du Sud de la Russie, entre la Géorgie Sotchi et l'ancienne Stalingrad, donc ce sont des Européens de race blanche à 100% et ils ne sont rien de rien Israéliens, ils sont 0% sémites, puisqu'ils ne viennent pas du Moyen-Orient.

3- Etant des Européens à 100% , en quoi des Européens qui se convertissent au judaisme deviendraient-ils des gens d'une autre race ? Ils sont toujours de race et de sang européens, rien a changé, et ils peuvent abandonner la religion juive pour redevenir chrétien, ils seront toujours les mêmes, des Européens à 100%.

4- Aujourd'hui la quasi-totalité des juifs en Europe et aux USA sont des juifs askénazes et aussi la majorité des juifs sionistes qui sont allés s'établir en Israël sont européens et pas du tout de sang sémite ! 80% des juifs dans le monde sont des européens à 100% pure race blanche, ils n'ont rien de sémite dans leurs gènes, il n'y a que la religion qui les unient, et encore, les juifs askénazes et séfarades ne s'aiment pas, normal ils ne sont pas de la meme race, les séfarades sont de vrais sémites alors que les askénazes sont des imposteurs qui colonisent un territoire qui n'a jamais été le leur !

5- Quand vous un ancêtre dans votre lignée qui a été un jour juif askénaze, les journalistes essaient de vous faire passer pour un juif, alors 99% de vos ancêtres ont toujours été chrétiens, les mariages mixtes existent, et faire que le juif écrase toujours le chrétien c'est prendre les gens pour des bêtes, on ne parle jamais des chrétiens qui se marient avec les juifs ce qui viendraient

casser la lignée juive, cela ne se dit jamais, pourtant on pourrait affirmer qu'il n'y a plus aucun vrai juif dans le monde, puisqu'ils ont tous eu dans leur passé des pères et mères chrétiennes, et mêmes pour d'autres des pères et mères musulmanes, le juif pure juif d'Israël de plus de 2000 ans n'existent nulle part sur Terre, ils ont tous des chrétiens et musulmans dans leurs ancêtres !

6- Eva Braun est bien une européenne de race, et cela se voit de part son physique, et cette européenne avait comme religion le christianisme, donc ce que raconte ce journaliste est d'une débilité psychiatrique délirante, il essait de laver le cerveau des gens les moins instruits."

Ce n'est pas le juif ou le "*peuple élu*" qui doit gouverner le monde mais l'oligarchie financière qui les instrumentalise, s'en sert dans sa propagande pour justifier l'existence d'Israël qui joue un rôle déterminant comme gardien de ses puits de pétrole et de gaz au Moyen et Proche-Orient, facteur économique qui a permis aux banquiers de la Fed et de la BoE depuis un siècle de renforcer leur puissance et d'imposer leur pouvoir politique au point de dominer le capitalisme mondial et ses institutions politiques.

Le pouvoir économique acquis grâce au pétrole et au gaz, l'existence d'Israël et le sionisme, sont inséparables de la stratégie néolibérale mondiale de l'oligarchie financière, ils en constituent des leviers pour conquérir le pouvoir politique mondial. Il n'est nullement question de religion ou de race ou je ne sais quoi ici, mais uniquement de pouvoir économique et politique qui doit être détenu par une infime minorité au détriment du reste de la population qui doit être spoliée de tous droits sociaux ou politiques.

Les soi-disant juifs représentant une infime minorité de la population mondiale, quelque chose comme 0,2% des 7,1 milliards d'habitants, leurs revendications extravageantes ou plus précisant celles des sionistes et le rôle qu'ils entendent jouer à l'échelle mondiale en dictant leur volonté au reste du monde, est pour ainsi dire la personnalisation du pouvoir qu'une infime minorité d'oligarques entendent concentrer entre leurs mains et imposer à l'humanité toute entière, sans partage, de la même manière que le "*peuple élu*" supérieur à tous les autres devrait régner sur la terre entière pour l'éternité et la boucle est bouclée.

Tout cela est parfaitement pensé et cohérent, ce qu'on a du mal à imaginer, c'est là sa force d'ailleurs, car personne ou peu veulent le croire. Il faut être ignorant ou bien naïf pour ne pas les croire capables d'élaborer une stratégie politique et s'y tenir. Ce n'est pas parce que nous n'en sommes pas capables de notre côté, qu'il faudrait leur prêter la même incurie.

Le régime et les siens

- Hollande, Pécresse, Valls et Mélenchon au pot de départ d'une journaliste - Lexpress.fr

Ce titre qu'ont adopté pour ainsi dire tel quel l'ensemble des médias comporte deux imprécisions de taille.

La première, c'est qu'il s'agissait d'une journaliste travaillant dans une des agences de presse les plus importantes dans le monde, la plus importante en France, l'Agence France Presse. La seconde, c'est qu'il ne s'agissait pas de n'importe quelle journaliste, mais de la chef du service politique.

Il faut ajouter que la totalité des médias, presse, radio et télé font leurs "*unes*" quotidiennes, rédigent leurs articles, reprennent en boucle les infos ou dépêches qui leur sont transmises 24h/24 principalement par l'AFP, puis Reuters, l'AP et d'autres agences de presse dans le monde.

Ainsi, c'est l'AFP qui détermine en grande partie les infos que les médias vont diffuser quotidiennement... et celles qui ne seront pas diffusées et dont personne ne parlera évidemment puisqu'elles ne parviendront pas à la connaissance des lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, internautes aussi. D'où l'importance des médias dits indépendants ou qu'ils ne contrôlent pas, principalement sur Internet.

L'AFP filtre les infos qui servent à la fois au conditionnement de la population et à diffuser la politique, la propagande du gouvernement ou de la classe dominante, de ses différentes officines en France et dans le monde, elle occupe donc une place centrale dans le dispositif politique et idéologique du régime. Partant de là, l'indépendance de l'AFP est une vue de l'esprit, un leurre, une imposture.

Le naïf ou l'adepte de la théorie du complot se dira que toutefois certaines infos parviennent à passer au travers des mailles du filet de la censure et embarrassent parfois le pouvoir en place, le président de la République, tel ou tel ministre, telle ou telle personnalité ou institution, etc. On pourrait supposer que dans de tel cas, c'est qu'il y avait forcément une raison à cela, supérieure à n'en pas douter, une main invisible qui tapi dans l'ombre était à la manoeuvre, et le tout échappera totalement au lecteur lambda qui n'a pas les moyens, le temps ou l'envie de s'attarder sur ce sujet, et puis il faut bien de temps en temps que l'on se croit en démocratie, comme il faut bien divertir le bon peuple pour qu'il supporte sa condition...

En réalité les choses pourraient être beaucoup plus simples que cela. L'AFP fonctionne comme une officine du régime entièrement vouée à sa cause, elle a acquis une longue expérience dans ce domaine, au même titre que Le Monde pour la presse écrite par exemple, et sur le plan idéologique elle est en phase avec les besoins de la couche hégémonique de la

classe dominante.

Ses dirigeants et cadres sont recrutés ou sélectionnés en fonction de leur totale adhésion au capitalisme et de leur capacité à s'adapter aux aléas du régime, de nos jours à la stratégie néolibérale. Ils n'ont pas besoin de recevoir d'ordres d'en haut pour faire le travail qu'on attend d'eux, c'est pour ainsi dire inné chez eux de servir le régime, ils baignent en permanence dans une atmosphère entièrement acquise au régime, leur fidélité ne serait être remise en cause, il est donc normal que ceux pour lesquels ils travaillent leur rendent hommage de temps en temps, à ne pas confondre avec ceux qui tirent réellement les ficelles, les oligarques qui détiennent le pouvoir.

On peut concevoir qu'ils ne peuvent pas contrôler entièrement l'information bien qu'ils en soient à l'origine, il serait peut-être plus approprier de dire qu'ils ne peuvent pas en contrôler la portée ou les conséquences, qui lorsqu'elles sont défavorables au régime peuvent donner l'illusion qu'ils n'y seraient pas inféodés ou qu'un semblant de démocratie existerait, finalement cela se retourne en leur faveur d'autant plus que derrière ils peuvent rattraper le coup, ils demeurent les maîtres pour ainsi dire absolus de l'information et de la situation et ils peuvent continuer d'influencer, conditionner, tromper la population.

Quoi de plus naturel à ce que la quasi-totalité des chefs des partis institutionnels aient été de la partie hier au siège de l'AFP, ils voulaient juste témoigner leur soumission à une officine qui incarne le régime, au régime lui-même.

- Manuel Valls et Valérie Pécresse au même apéro? La scène est atypique et pourtant elle a eu lieu jeudi soir dans les locaux de l'Agence France Presse (AFP) pour le pot de départ de Sylvie Maligorne, la chef du service politique. Outre le nouveau Premier ministre et l'ex-ministre UMP figuraient nombre d'invités politiques de premier plan et de tous bords: François Hollande, Michel Sapin, Jean-Luc Mélenchon, Christian Jacob, Pierre Laurent, Jean-Vincent Placé...

Un melting-pot qui a provoqué une avalanche de tweets indignés ou circonspects. Certains s'étonnent de cette proximité entre un organe de presse et le pouvoir exécutif et y voient un "*mélange des genres*". Lexpress.fr 04.04

Quelle hypocrisie !

Commentaires d'internautes

1- "*Pour un pot de départ , on invite généralement ses collègues et son ou ses patrons..... pourquoi le chef d'Etat et ses sbires ? Mais bien sûr..... ce sont les politiques les vrais patrons !* "

2- "*Cette collusion d'un président de la République avec l'organe source de toutes les infos en dit + long que tout.*"

3- "*Si on n'avait pas compris la connivence entre média et politique, là, le doute n'est plus permis*."

C'est une faute politique, mais en même temps ils on conscience de détenir tous les pouvoirs et qu'il n'y a rien en face pour le contester, alors pourquoi se gêner, ils comportent en maîtres absolus et méprisent leurs opposants qui sont inaudibles voilà tout.

Le rouleau compresseur.

- François Hollande à ses ministres : «*Aller plus vite, faire plus simple*» - LeFigaro.fr 04.04

"*Valls doit faire du Valls. Il ne doit pas faire différemment. S'il est nommé, c'est pour faire ce qu'il sait faire*", a dit François Hollande, cité dans Le Monde du 4 avril. Reuters 04.04

- «*Matignon doit être Matignon*», martèle-t-on dans l'entourage de Valls... LeFigaro.fr 04.04

- Tony Blair - Manuel Valls: l'admiré félicite l'admirateur - L'Express.fr

Manuel Valls est un admirateur inconditionnel de Tony Blair et ce dernier le lui rend bien. Vendredi, l'ex-Premier ministre britannique a rendu hommage au nouveau chef du gouvernement, rapporte Le Point. Venu parler de la mondialisation aux étudiants du campus Eiffel à Paris, Tony Blair a lancé en français: "*félicitations et bonne chance*" à Manuel Valls.

En juillet 2013, Jim Hoagland, éditorialiste au très célèbre Washington Post avait pressenti que Manuel Valls deviendrait Premier ministre et le comparait déjà à Tony Blair. Car il aurait "*la même détermination, la même énergie et la même recherche de consensus avec le centre qui ont marqué l'apogée de Blair en 1997 et lui ont permis devenir Premier ministre du Royaume-Uni*".

Manuel Valls confesse volontiers lui-même son admiration pour Tony Blair. Dans un livre paru en 2010, Pouvoir, il raconte

son déjeuner au 10 Downing street en 1997, où il avait été convié en tant que conseiller presse de Lionel Jospin, alors Premier ministre. L'Express.fr 05.04

Il a été désigné par les oligarques du groupe Bilderberg auquel participe le patron du Washington Post, point barre, comme Blair ou Thatcher en leur temps, ainsi va le gouvernement mondial. Qui cela étonne-t-il ?

Posture et imposture. Numéro d'illusionnistes. Ils craignent une râclée aux élections européennes.

- La fronde s'amplifie chez les députés socialistes - Reuters

Près d'une centaine de députés socialistes ont signé un texte appelant à changer de cap politique et menacent de ne pas voter la confiance au gouvernement que Manuel Valls engagera mardi.

L'aile gauche du PS impulse ce mouvement mais de plus en plus de députés s'y joignent, a dit samedi à Reuters Pouria Amirshahi, l'un des initiateurs du "contrat de majorité" lancé vendredi soir.

"*Les noms des signataires seront rendus publics dimanche. Je ne revendique pas que ce soit une initiative de l'aile gauche. Ça va plus loin*", a-t-il dit. "*Le désaccord est plus profond qu'un simple désaccord entre gauche et droite du PS.*"

Pouria Amirshahi concède toutefois que nombre de signataires du "*contrat de majorité*" pourraient céder à "*l'argument d'autorité*" et, au final, voter la confiance au gouvernement.

Il établit en outre une frontière nette entre l'abstention, choix envisagé par beaucoup, et un vote avec l'opposition.

"*Je ne vois pas de votre contre, ça ne serait pas responsable. Ce serait provoquer avec la droite la chute du gouvernement ou une dissolution*", a-t-il dit.

François Hollande et son gouvernement sont ainsi pris entre deux feux, celui d'une majorité où l'on réclame de plus en plus la fin de l'austérité et celui de la Commission européenne qui, pour l'heure, refuse à la France un délai supplémentaire pour atteindre ses objectifs de réduction des déficits. Reuters 05.04

Que réclament-ils ? Que le Parlement soit davantage associé à la politique du gouvernement.

- "*En effet, pour restaurer la confiance avec les Français, il faut recréer aussi la confiance avec le Parlement. Celui-ci doit apporter sa légitimité en soutien des choix que les citoyens de tous horizons attendent de la gauche au pouvoir.*"

En quoi consiste leur tour de passe-passe ? Alors que le gouvernement Hollande-Valls-Sapin vient d'annoncer qu'il ne changerait pas de "*cap*", qu'il allait même passer à la vitesse supérieure dans l'application de sa politique antisociale, ces philistins tiennent en apparence un discours opposé qui aurait vocation à obtenir le soutien des travailleurs, tandis qu'ils s'apprêtent à voter la confiance au gouvernement ou à s'abstenir pour qu'il puisse mener sa politique réactionnaire, autrement dit ils brassent du vent et ils rament pour le gouvernement.

En résumé, vous les croyez sur parole ou vous interprétez leur discours comme s'il correspondait à vos besoisn, ce qui n'est évidemment pas le cas, bref, parce que vous êtes bien naïf vous leur faites confiance et vous "*légitimez*" le Parlement en votant PS lors des élections européennes et en échange, en échange quoi au fait, et bien le gouvernement continue d'appliquer sa politique contraire à vos intérêts et le tour est joué. Pas sûr que cela marche, espérons que non.

Mais encore.

Sans rire, ils veulent "*mobiliser*" les banquiers, "*responsabiliser*" les multinationales, "*rendre efficace les politiques d'offre déjà mise en oeuvre*", faire "*changer*" de cap à la Commission européenne, que du baratin quoi, ils prennent les travailleurs ou les électeurs pour des abrutis.

Il y en a encore qui vont nous rebattre les oreilles avec la crise que traverse le PS... Tu parles, il n'en sortira rien car il ne peut rien sortir d'un parti aussi pourri, un parti de droite qui essaie en vain de se donner des allures de gauche, ils essaient de se sauver eux-mêmes et le régime avec dont ils sont un des principaux piliers et pas davantage.

Aucune collusion avec ce parti de droite et ses parlementaires.

C'est du gauchisme. Vraiment ? On a gardé le meilleur pour la fin, ils préconisent de trouver un "*équilibre*" entre les classes ou

le corporatisme comme moyen... pour permettre au gouvernement d'appliquer sa politique.

- "*Nous faisons le choix d'une politique qui marche. Nous recherchons l'équilibre entre les salariés et les entreprises et entre les efforts et la justice, pour toutes les composantes de la société.*"

Le combat politique, c'est classe contre classe, strictement sur le terrain de classe des exploités pour ce qui nous concerne, nous refusons tout compromis avec l'ennemi et ses représentants, donc avec le PS ou ces députés.

On ne va pas s'éterniser sur leur texte, ce serait perdre son temps. A bas le PS, on ne marche pas dans votre combine pourri !

- EELV ne votera "*pas contre*" le nouveau gouvernement à l'Assemblée, dit Placé - AFP

Quand Mitterrand était au pouvoir.

- Génocide rwandais: Accusée par Kigali, la France annule sa participation aux commémorations - 20minutes.fr

La France a décidé d'annuler sa participation aux commémorations du 20e anniversaire du génocide rwandais, après les déclarations du président Paul Kagame l'accusant d'avoir participé aux massacres, a annoncé samedi le ministère des Affaires étrangères.

«*La France est surprise par les récentes accusations portées à son encontre par le président du Rwanda » qui « sont en contradiction avec le processus de dialogue et de réconciliation engagé depuis plusieurs années entre nos deux pays*», a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, Romain Nadal.

Das une interview à paraître dimanche dans l'hebdomadaire Jeune Afrique, le président rwandais Paul Kagame accuse une nouvelle fois la France de «*participation*» à l'«*exécution*» du génocide de 1994, qui a fait 800.000 morts, principalement tutsi.

Evoquant la question des responsabilités, Paul Kagame dénonce le «*rôle direct de la Belgique et de la France dans la préparation politique du génocide et la participation de cette dernière à son exécution même*». Il accuse les soldats français de l'opération militaro-humanitaire Turquoise, déployée en juin 1994 sous mandat de l'ONU dans le sud du pays, d'avoir été «*complices certes*» mais aussi «*acteurs*» des massacres. 20minutes.fr 05.04

Commentaire d'un internaute

- "Oui, la France a une part de responsabilité dans le génocide rwandais ! Il faut que les Français le sache (ou pour certains qu'ils arrêtent de faire semblant de ne pas savoir !). Un exemple parmi tant d'autres : le pilote de l'avion du président Habyarimana était français, il a démissionné de son poste quelques jours avant l'attentat, à la demande de la DGSE Française ! L'Elysée savait se qui se préparait au Rwanda et a laissé faire, voire a appuyé certains groupuscules...

La France a été complice du génocide au Rwanda, tout comme elle est complice du génocide qui se déroule au Darfour depuis 10 ans, tout comme elle a été complice du génocide des juifs en 1940, tout comme elle est responsable de millions de morts en Afrique depuis la décolonisation. Pour certains, il parait que c'est la " raison d'état ", que c'est " utile " à la France de piller ses anciennes colonies pour faire tourner ses usines, ou bien pour faire avancer ses sous-marins nucléaires, ou encore qu'il est indispensable de maintenir la corruption dans les pays Africains car c'est la meilleure façon de financer nos partis politiques par des rétro-commissions et/ou des valises de billets...

Bref, la face sombre de la France-Afrique que tout le monde feint de ne pas connaître, pourtant il existe de nombreux ouvrages sur le sujet. Alors ne vous plaignez pas que nos dirigeants politiques sont des hypocrites, ils sont tout simplement à l'image de ceux qui les élisent ! Pauvre France !"

Tout est dit au premier paragraphe.

La responsabilité en revient à ceux qui maintiennent la population dans l'ignorance ainsi qu'à ceux qui se compromettent depuis des lustres avec des partis qui soutiennent ou incarnent le régime.

En Afrique du Sud, les mineurs ne lâchent rien.

La grève actuelle des mineurs en est à sa dixième semaine.

Les adhérents du syndicat AMCU (Association of Mineworkers and Construction Union) se sont mis en grève en janvier dans

les mines de platine du groupe Lonmin, principal employeur à Marikana, et de ses concurrents Anglo American Platinum et Impala Platinum pour réclamer une hausse des salaires.

Le mouvement, qui affecte 40% de la production mondiale de ce métal utilisé notamment dans l'industrie automobile, semble bien parti pour s'éterniser, aucun terrain d'entente n'ayant pu être trouvé pour l'heure entre le syndicat et les employeurs.

Avec quelque 100.000 adhérents, l'AMCU est majoritaire dans la ceinture de platine, à 120 km au nord-ouest de Johannesburg.

Le syndicat réclame un salaire de base de 12.500 rands (875 euros) par mois, ou des hausses annuelles de 30%, alors que les groupes miniers proposent une hausse maximale de 9%. Reuters 04.04

ACTUALITE EN TITRES

Les prédateurs.

- Pour Olli Rehn, l'UE doit se fixer de nouvelles priorités - Reuters

Après avoir réglé la crise des dettes souveraines, la zone euro doit se concentrer sur la recherche de nouveaux marchés pour son industrie manufacturière et son secteur tertiaire et s'assurer de son approvisionnement. Reuters 05.04

La réaction affichent ses prétentions.

Des "*boulots qui ne sont pas forcément payés au smic*" pour réduire le chômage : les situations dans lesquelles le salaire minimum se retourne contre les moins favorisés. Atlantico.fr

Quand nous disons que nous vivons sous une dictature on nous rit au nez, qui au fait ? Certainement pas ceux qui sont les plus concernés, assurément.

L'ivresse du pouvoir !

- Les grandes écoles sont-elles des lieux de débauche ? - Francetv info

Bizutages, comas éthyliques, viols… Les débordements graves, lors de soirées ou de week-ends d'intégration de grandes écoles, reviennent régulièrement sur le devant de la scène et alimentent l'image sulfureuse des soirées étudiantes. Francetv info 05.04

Voilà une noble cause pour les gauchistes occasionnels ou perpétuels.

- Privés de papiers, d'anciens légionnaires se rebiffent - AFP

Ils ont porté l'uniforme français, parfois gagné citations et médailles sous le feu: d'anciens légionnaires de nationalité étrangère se battent désormais pour obtenir le droit de vivre en France. AFP 05.04

Schizophrénie.

- Un cimetière lesbien va ouvrir ses portes à Berlin - Slate.fr

L'Empire à l'offensive.

- Washington promet d'aider Kiev à assurer sa sécurité énergétique - Reuters

- Nouveau plan US pour accroître l'aide aux rebelles syriens - Reuters

- Les Etats-Unis réaffirment qu'ils défendront le Japon - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

Des radicaux ukrainiens ont-ils préparé des attentats terroristes en Russie ?

Le Service fédéral de sécurité (FSB) a arrêté 25 Ukrainiens soupçonnés d'avoir préparé des attentats terroristes sur le territoire de Russie.

L'arrestation a eu lieu sur fond des menaces récentes brandies par les radicaux ukrainiens et les accusations de Kiev d'après lesquelles les services secrets de Russie auraient été impliqués dans « *l'affaire des snipers* ». Parallèlement les autorités ukrainiennes ont rendu secret le dossier de cet incident.

Ces 25 citoyens d'Ukraine, dont 3 sont des activistes du groupe radical Praviy Sektor, sont soupçonnés d'avoir préparé des attentats terroristes dans 7 régions de Russie depuis la région de Rostov jusqu'à celle de Tver en passant par les républiques de Kalmoukie et du Tatarstan. Les terroristes présumés ont communiqué pendant l'interrogatoire que le Conseil de sécurité de l'Ukraine les avait chargés de photographier les bases de déploiement des forces armées russes et de suivre les déplacements du matériel de guerre et des effectifs dans les régions limitrophes de l'Ukraine. Le professeur de la chaire du droit international de l'Institut MGIMO Dmitri Labine estime que les services secrets ukrainiens ont envoyé un commando en Russie en vue d'exacerber les relations entre Moscou et Kiev :

« *Il y a l'intention de créer une situation artificielle dans laquelle le conflit ukrainien intérieur attisé par des milieux déterminés pourrait dégénérer en une confrontation entre l'Ukraine et la Russie. Mais il est évident que la Russie fait montre d'une forte retenue et tâche de proposer des solutions constructives en vue de régler la situation le plus vite possible. Le projet a été apparemment ourdi en vue de torpiller cette approche de la Russie* ».

Selon l'expert, pour l'heure la déstabilisation de la situation intéresse surtout les forces dont l'objectif majeur est la dérive de l'Ukraine vers l'Occident, aussi les provocations auraient-elles pu servir de détonateur à un conflit politique.

Le nouveau pouvoir ukrainien n'abandonne pas les tentatives pour créer en Ukraine l'image d'ennemi eu égard à la Russie. Le chef du service de sécurité ukrainien Valentin Nalivaïtchenko a déclaré que les services secrets russes seraient impliqués dans « *l'affaire des snipers* », les événements tragiques de l'hiver dernier sur la place Maïdan. Selon l'analyste politique Alexandre Fomenko, de telles déclarations gratuites témoignent de la volonté des autorités ukrainiennes de prendre leurs distances vis-à-vis de l'enquête objective de l'incident meurtrier.

« *Aujourd'hui ils tentent de détourner l'attention de la population ukrainienne plus ou moins loyale envers Kiev et d'organiser une enquête sur l'affaire des snipers pour atténuer les revendications adressées au pouvoir en place. Il est notoire que cette enquête est demandée non seulement par la Russie, mais aussi par l'Allemagne et certains autres pays européens. Il est de plus en plus difficile d'expliquer pourquoi cette enquête n'a pas été menée.*»

Pour ce qui est de Nalivaïtchenko en personne, ajoute l'expert, dans les milieux des services secrets ukrainiens il bénéficie depuis plusieurs années d'une réputation d'un « *homme des Américains* ». Beaucoup estiment qu'à l'époque où il dirigeait le Service de sécurité de l'Ukraine entre 2006 et 2010, il a, de fait, placé l'activité du service sous la direction des consultants étrangers. De cette façon, souligne Alexandre Fomenko, ses actions et propos s'inscrivent complètement dans le schéma occidental des rapports entre Kiev et Moscou. french.ruvr.ru 04.04

2- Syrie

2.1- Bataille de Lattaquié: nouvelles révélations - french.irib.ir 04.04

Selon les sources militaires syriennes, l'offensive contre la banlieue nord de Lattaquié est l'oeuvre du renseignement turc, un plan qui a impliqué les chars de l'armée turque, lesquels ont progressé jusqu'à la ville arménienne de Syrie, Kessab. " Les terroristes takfiris ont lancé leur assaut depuis le territoire turc le 22 mars dernier, secondés par les chars turcs. Les takfiris ont mis en oeuvre en effet le plan élaboré par Hakan Fidan, chef du renseignement turc qui s'est fait aider par le chef d'état major de l'armée de Turquie. La bataille , baptisée "Anfal" (butin) a été lancée alors que la Turquie alimentait les terroristes en armes et en munitions. Sept chars turcs ont attaqué la nuit de 22 mars la ville de Kessab, les chars ayant été conduits par les officiers turcs. Quelques 5000 terroristes takfiris étaient mobilisés pour cette bataille".

L'assaut des chars a permis aux terroristes de s'emparer de l'observatoire 45 alors que l'artillerie lourde de l'armée turque

pilonnait violemment les positions de l'armée syrienne. Les officiers turcs qui conduisaient les chars s'étaient déguisés en combattant d'al Nosra pour éviter qu'ils soient reconnus . Après avoir occupé la ville de Kessab les terroristes takfiris ont poussé les habitants à quitter la ville. L'armée turque s'est retiré, une fois que la ville a été occupée. french.irib.ir 04.04

2.2- Assad-Hezbollah contre Erdogan - french.irib.ir 04.04

Selon Al Nashra, l'armée syrienne tout comme le Hezbollah cherchent à emporter une grande victoire à Alep pour ainsi déposséder Erdogan de ses atouts. Le site qui fait publier un article intitulé " Erdogan a fait révéler ses atouts" évoque le soutien de la Turquie aux terroristes takfiris à Lattaquié et ajoute : " les combats de la banlieue de Lattaquié se poursuivent alors que la Turquie soutient pleinement l'offensive takfirie. Les takfiris tchéchénes constituent le gros des troupes, ce sont les mêmes combattants que la Turquie soutient face à la Russie. En effet Ankara met à profit son influence au Caucase pour mener sa guerre contre Assad à Alep et à Lattaquié".

Mais quelle a été la réaction de Damas? "L'armée syrienne est désormais décidée de mettre rapidement terme à l'offensive turco-takfirie contre Lattaquié, pour lancer une vaste opération à Alep et mettre pression sur la Turquie et la dépouiller de ses cartes gagnantes". "L'armée syrienne et le Hezbollah ont commencé la bataille de libération de Lattaquié, à Kessab. Les syriens et le Hezbollah ont repris le contrôle de la colline stratégique 45. Ces affrontements se sont soldés par la mort de Abou Ahmad al Gharbi, chef de la milice Chaam al Islam. Des dizaines de terroristes ont été tués dans ces combats qui se poursuivent de plus bel à Lattaquié. Et Al Nashra d'ajouter : " un point surprenant dans cette contre offensive qui est celle de la Syrie et du Hezbollah est son aspect alépin : les forces syriennes et hezbollahies ont repris le contrôle d'une base aérienne très importante à Alep, située à al Taana , près de la cité industrielle, ce qui favorise la chute de la ville et sa reprise par l'armée syrienne.

Le coup très dur que la Turquie va recevoir en Syrie est le suivant : la mère des bataille va être lancée à Alep avec en corollaire la libération de deux évêques Boules Yazji et Yuhana Ebrahim. Ces deux prélats aux mains des takfiris tchéchènes vont être libérés et le scénario sera identique à ce qui s'est passé à Qalamoun et qui s'est soldé par la libération des religieuses syriennes". " Le succès de l'armée syrienne à Alep constitue un coup décisif à Erdogan et le dépouillera de ses atouts. Ces atouts l'ont bien servi à gagner aux municipales… pourra-t-il s'en servir à nouveau pour gagner la présidentielle? Assad et le Hezb ne le permettront pas. french.irib.ir 04.04

Haut de page

Le 7 avril 2014

CAUSERIE

Le site est actualisé, il est 11h05 en Inde. Commençons la semaine dans la bonne humeur, temps radieux comme tous les jours, 35°C. Et debout à l'aube !

Selvi débarque à 6h, elle prend sa douche et déjeune, après elle file au boulot, du coup, je suis obligé de me lever à 5h45 et je me mets à bosser dès qu'elle est partie sur les coups de 6h45. Ce timing doit durer un mois, je ne vais pas en mourir n'est-ce pas ?

Ce qui se passe en fait c'est qu'elle dort à cent mètres de chez moi chez un des propriétaires chez qui elle travaille quelques heures par jours. C'est un riche franco-indien, un militaire français d'origine indienne à la retraite parti pendant un mois en France et son épouse est restée seule ici, comme elle ne pouvait pas rester seule la nuit par crainte que quelqu'un vienne la violer, elle a demandé à Selvi et à sa soeur de dormir chez elle. Cette crainte n'est pas fondée puisque le lotissement est fermé et gardé, de plus même si elle me payait cher je ne coucherai pas avec elle, mais bon ils sont paranoïaques les nantis. Si elle vivait dans un village, là effectivement cela craindrait un maximum, ce serait même un appel au viol de rester seule la nuit tellement c'est fréquent... C'est l'Inde.

Tout cela ne fait pas mon affaire, car comme Selvi n'a pas le temps de retourner à son village pour prendre sa douche, c'est moi qui suis de corvée à 6 plombes du matin, elle, elle est habituée et en pleine forme dès l'aube, un peu trop d'ailleurs, je vous passe les détails, c'est la preuve que j'ai vieilli ou que je suis encore trop fatigué pour suivre son rythme, bon, tout est une question d'équilibre, une fois par jour pendant 1 heure ou 1h30 non-stop l'après-midi passe encore, je suis toujours vaillant quand c'est pour une bonne cause, mais il faut bien que je bosse aussi !

Je vous raconterai une autre fois en entier cette petite histoire depuis le début. Anachronique, comme ma vie, mais rien qui mériterait d'être caché, dans la vie quotidienne j'applique les mêmes principes qu'en politique, d'ailleurs ne militant pas sur le terrain c'est à cela qu'on peut en juger.

Les nouveaux articles suivront dans la journée ou ce soir.

ACTUALITE EN TITRES

Ah la crise, les affaires...

- Numericable : le milliardaire Patrick Drahi décroche SFR - LePoint.fr

- Lafarge et Holcim dévoileront lundi leur projet de fusion - Reuters

Le français Lafarge et son concurrent suisse Holcim, les deux plus grands cimentiers mondiaux, ont convenu des termes d'une fusion, a-t-on déclaré dimanche de source proche du dossier. Reuters 06.04

- Blackstone rachète Gates Corp pour 5,4 milliards de dollars - Reuters

Ils parlent d'une seule voix

- La voie du redressement de la Grèce était la bonne, selon Schäuble - AFP

... du coup...

- Sapin n'évoquera pas à Berlin un nouveau délai pour le déficit - Reuters

- Borloo, une "*voix originale*" qui manquera, estime Harlem Désir - AFP

Encore un petit effort...

- Manuel Valls : " *Les Français en ont assez du trop-plein d'impôts*" - Francetv info

- Laurent Fabius : «*Le gouvernement peut et doit aider les entreprises*» - LeParisien.fr

La Françafrique ou les mains sales.

- Rwanda: La France doit «*regarder la vérité en face*» sur son rôle dans le génocide, selon Kigali - 20minutes.fr

Difficile et pour cause, un aveu qui a valeur de preuve accablante.

- Rwanda: Pas de «*participation directe*» de la France au génocide, selon Kouchner - 20minutes.fr

- Mali: démission du gouvernement, nomination d'un nouveau Premier ministre - AFP

Quand la barbarie se démocratise...

- Afghanistan: Obama salue le vote, "*essentiel*" pour la démocratie - AFP

Le scrutin, auquel Hamid Karzaï n'avait pas le droit de se présenter après ses deux mandats, doit déboucher sur la première alternance démocratique dans le pays. AFP 06.04

Ils ne doutent de rien les journalistes de l'AFP ! Quoique, leur version de la démocratie et la stratégie du chaos c'est bien du pareil au même, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre idéologique. Quand la classe dominante ne peut plus gouverner comme avant...

Tous ce qu'elles comptent de réacs se mobilisent !

- Lancement d'un appel contre la haine et pour la République - AFP

La réaction se mobilise. La haine, l'injustice sociale, ils la cultivent, c'est leur fond de commerce commun.

On n'aura pas attendu longtemps avant que les amis (Crif) de Valls passent à l'offensive une fois nommé Premier ministre.

A bas le mur, à bas l'apartheid, à bas le sionisme : la Palestine aux Palestiniens ! Nous appelons à boycotter cet appel infâme lancé par une organisation d'extrême droite. L'extrême droite ou le régime néolibéral avance masquée en faisant référence aux "*valeurs de la République*" dont ils sont les pires ennemis et qu'ils piétinent quotidiennement.

Ils maintiennent la population dans l'ignorance du fonctionnement de la société pour mieux la manipuler pour le compte du régime en place.

Leur ennemi ce n'est pas le racisme ou la xénophobie, c'est l'ouvrier qui n'accepte pas sa condition d'esclave salarié, c'est le jeune prolétaire qui se soulève parce qu'il n'a pas d'avenir, c'est l'exploité qui manifeste dans la rue parce qu'il peine à survivre tandis que les nantis s'enrichissent sur son dos en dormant, c'est l'opprimé qui se révolte contre l'injustice dont il est la victime ou les siens quelque part dans le monde, c'est l'ensemble des travailleurs qui rejettent la politique néolibérale du gouvernement et qui doivent s'organiser, construire un parti socialiste révolutionnaire pour la combattre, abattre le régime en place, prendre le pouvoir. C'est pour les diviser et les empêcher d'avancer dans cette voie qu'ils ont lancé cet appel ignoble au regard de ceux qui en sont à l'initiative, une organisation qui entre autres soutient le gouvernement néonazi en Ukraine et l'Etat génocidaire d'Israël.

Il n'est pas anodin que ce soit ceux qui sont les porte-parole de la classe dominante qui dénoncent la "*haine*" et le "*climat malsain*" qui règne en France, pour en faire porter la responsabilité sur les travailleurs qui sont victimes de la politique antisociale du gouvernement, cela permet de détourner le regard de leur véritable origine : la situation sociale qui est la conséquence de la crise du capitalisme et qu'ils entendent imposer aux travailleurs.

Les religions, ces partis et ces syndicats (jaunes) portent en eux la haine qu'ils dénoncent, elle figure dans leur nature comme l'injustice sur laquelle repose le capitalisme, ils en favorisent la propagation dans la société dans la mesure où niant la lutte des classes et la combattant, ils considèrent que les capitalistes qui disposent du pouvoir économique et politique, de tous les pouvoirs, ne portent pas la totale responsabilité de la situation qu'ils décrivent, qui donc dès lors pourraient en porter la responsabilité sinon les travailleurs qui ne disposent d'aucun pouvoir et qu'il faut les réprimer.

Les signataires de cet appel ignoble s'emploient hypocritement, sournoisement, patiemment, méticuleusement, quotidiennement à ensemencer le terrain sur lequel viennent germer le racisme et toute manifestation violente indivuelle ou en groupe qui frappe aveuglément des membres de telle ou telle communauté ou minorité.

Ils poussent le cynisme jusqu'à se poser en porte-parole de ces victimes innocentes après les avoir désignés comme cibles ou boucs émissaires à leurs éventuels bourreaux, quand ces derniers n'appartiennent pas à leur propre milieu, le Front national qui est également un représentant de la classe dominante.

D'autres remarques que soulève cette initiative aux intentions inavouées et qui est à mettre en relation avec les rapports qui existent entre les classes et l'Etat ou le régime.

1- Ce qui est étonnant c'est que Blancs, Noirs, Maghrébins, Africains, Asiatiques, Français, Portugais, Italiens, Roumains, Vietnamiens, etc. athées, musulmans, sikhs, parsis, jaïns, catholiques, protestants, juifs, etc. se côtoient quotidiennement dans les quartiers ouvriers ou les cités ouvrières sans qu'ils passent leur temps à s'entretuer, apparemment ils vivent très bien ensemble, disons en règle générale, donc cet appel ignoble ne les concernent pas.

2- Il s'adresserait plutôt aux classes et couches moyennes, à la petite bourgeoisie qui pour conserver leur niveau de vie ou leurs privilèges pourraient être tentées de s'en prendre aux couches inférieures à laquelle appartiennent notamment de nombreuses communautés issues de l'immigration ou composées de travailleurs immigrés, qui seraient portés à considérer qu'elles sont fiscalement désavantées, sont surtaxées au profit des couches les plus défavorisées et de ces communautés qui leur sont régulièrement présentées comme cumulant toutes les tares de la société, fainéantes, fraudeuses, profiteuses, ne payant pas d'impôt ou profitant presque exclusivement de la générosité de l'Etat et des organismes sociaux, de telle sorte qu'elles constituent un bouc émissaire tout trouvé à la régression sociale ou la paupérisation qui les guette aussi, d'où la haine que certains membres de ces classes ou couchent peuvent être amenées à développer envers ces communautés, les immigrés ou les travailleurs pauvres en général, sachant qu'elles constituent l'électorat privilégié du Front national mais pas seulement.

3- Pas seulement disions-nous, car à défaut de se prévaloir du soutien d'une large base dans la société c'est le régime qui

est directement menacé. Aussi pour que le gouvernement Hollande-Valls puisse appliquer la politique antisociale et réactionnaire dictée par les besoins du capitalisme en crise, il leur faut absolument diviser les travailleurs, casser la solidarité qui existe entre les différentescouches d'exploités, les différentes générations, les différentes communautés, la majorité et les minorités, les dresser les uns contre les autres, c'est la seule méthode qu'il leur reste pour pouvoir continuer de gouverner.

Bref, on aura compris que finalement cette initiative a pour seul objectif de venir en aide au gouvernement. Elle est dictée par la politique définie par l'oligarchie financière relayée par l'UE que doit impérativement mettre en oeuvre le gouvernement.

Un extrait de cet article de l'AFP.

Les responsables religieux, la plupart des partis politiques, des socialistes à l'UMP, ainsi que deux syndicats ont signé un texte commun contre la "*haine*" et le "*climat malsain*" qui "*s'installe*" en France, appelant à l'union "*autour des valeurs de la République*".

"Un climat malsain s'installe chaque jour dans notre pays. Dans la rue, à l'école, sur internet, la haine se répand", estiment les signataires de cet appel intitulé "*Vivons ensemble!*" et "*présenté à l'initiative du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif)*".

Les signataires religieux sont l'archevêque de Paris, Mgr André Vingt-Trois, le président du Conseil français du culte musulman, Dalil Boubakeur, le président de la Fédération protestante, François Clavairoly, le grand rabbin par intérim, Michel Gugenheim, et la présidente de l'Union bouddhiste, Marie-Stella Boussemart.

Les politiques qui ont adhéré à l'appel sont le Premier secrétaire du Parti socialise, Harlem Désir, le président de l'UMP, Jean-François Copé, la vice-présidente de l'UDI, Rama Yade, le président du MoDem, François Bayrou, et le patron des sénateurs écologistes, Jean-Vincent Placé. Côté syndical, la CFDT et la CFTC se sont également jointes aux signataires. AFP 06.04

Le camp de la réaction au grand complet, le FN servant comme toujours de repoussoir pour masquer la véritable nature de cet appel et son réel objectif.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Libye

- La deuxième ville de Libye, Benghazi, paralysée par une grève - Reuters

Une grève massivement suivie dans les secteurs public et privé a paralysé dimanche la deuxième ville de Libye, Benghazi, pour dénoncer l'insécurité grandissante et demander la démission du Congrès général national (CGN), le parlement de Tripoli dont le mandat est arrivé à échéance le 7 février.

L'aéroport international de la ville a été fermé et un avion des Turkish Airlines a dû être dérouté, rapporte la presse libyenne.

Les sociétés pétrolières, les universités et les écoles sont restées fermées à l'occasion de ce jour de "*désobéissance civique*" organisé à l'appel de plusieurs groupes politiques. Benghazi est secouée depuis plusieurs mois par des attentats quasi quotidiens. Reuters 06.04

2- Maroc

- Maroc: près de 10.000 personnes manifestent à l'appel des syndicats - AFP

D'après un correspondant de l'AFP, au moins 8.000 personnes ont participé dimanche à Casablanca à cette "*Marche nationale de protestation et de défense du pouvoir d'achat, de la dignité, de la liberté et de la justice sociales*". Les organisateurs ont de leur côté avancé le chiffre de "*15.000*".

Trois des principaux syndicats du royaume avaient appelé à la constitution d'un "*front uni*" afin d'effectuer une démonstration de force, malgré l'appel de dernière minute du chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, à la tenue d'un "*dialogue social*" le 15 avril.

"*Syndicats: le test de la marche de Casablanca*", a titré le quotidien L'Economiste, évoquant une manière de "*mettre la pression sur le gouvernement*".

Des associations étudiantes et des ONG ont aussi participé, au même titre que le mouvement pro-réformes du 20-Février --né durant le Printemps arabe-- et celui des diplômés chômeurs, qui réclament depuis des années leur intégration dans la fonction publique.

Avant le début de la marche --qui a donné lieu à un communiqué comportant neuf revendications--, des orateurs ont fustigé M. Benkirane, lui reprochant des "*pseudo-réformes*", en particulier celle de la caisse de compensation.

Alors que le Maroc est pressé de réduire son déficit public, le gouvernement emmené par les islamistes du Parti justice et développement (PJD) a entrepris de réduire le coût de cette caisse qui subventionne à grand frais (jusqu'à cinq milliards d'euros en 2012) des produits de première nécessité.

En début d'année, il a totalement libéralisé le prix de l'essence et partiellement celui du diesel.

Les syndicats reprochent notamment au gouvernement son manque de considération pour un mémorandum transmis en février.

Quant à l'appel à la tenue d'un dialogue mi-avril, "*la lettre qui nous a été adressée ressemble à une convocation plus qu'à une invitation. Nous ne sommes pas des annexes gouvernementales*", a clamé Miloudi Moukharik, secrétaire général de l'Union marocaine du travail (UMT).

Les syndicats décideront de leur participation après la marche, a-t-il dit.

Le porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a lui qualifié la manifestation de "*politique*" et assuré que le mémorandum syndical avait été "*traité avec transparence et responsabilité*". Il a toutefois évoqué des "*revendications nombreuses*" dont certaines "*paraissent irréelles*". AFP 06.04

Haut de page

Le 8 avril 2014

CAUSERIE

Avant de nous prononcer sur ce qui se passe en Ukraine, nous attendons d'en savoir davantage.

La schizophrénie ou arme idéologique développée par les promotteurs du mondialisme.

Vue hier sur TV5monde Asie dans une émission suisse dédiée au Net et aux nouvelles technologies de communication.

Ils ont finalisé la réalité virtuelle, à l'aide d'un casque et d'un logiciel vous rentrerez entièrement dans un jeu ou un film, vous deviendrez un de ses personnages ou acteurs en 3D, vous vous retrouverez plongé dans un autre monde, un autre univers comme si vous y étiez, etc. bref, vous serez totalement déconnecté de la réalité que vous avez déjà tant de mal à interpréter, comprendre pour changer la société, à croire que leur objectif serait de rendre la population et particulièrement les jeunes schizophrènes.

Le procédé, la technologie et l'application qui seront disponibles d'ici la fin de l'année ont été développées pas une start up californienne viennent d'être achetées par Facebook plusieurs milliards de dollars, Sony devrait sortir un modèle concurrent début 2015, il paraît que les enjeux financiers se chiffreraient en dizaines de milliards de dollars, ce qui nous laisse dubitatif.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande devait lui servir de marchepied, c'est plus précis...

- Et si Manuel Valls était le «*clone libéré*» de François Hollande? - Slate.fr

Déjà en coulisse c'était Valls, Fabius, Sapin et Cie qui gouvernaient... ou les serviteurs du nouvel ordre mondial.

- Hollande-Valls, l'histoire secrète du remaniement - lemonde.fr

Dans cet article Le Monde s'emploie à décrédibiliser, affaiblir pour ne pas dire ridiculiser un peu plus Hollande. L'opération n'est pas anodine. Selon eux Hollande aurait hésité jusqu'au dernier moment avant de nommer Valls, qui plus est à contrecoeur, n'ayant pas le choix, pressé par le cours des choses...

Or, on apprend que "*depuis la fin de l'été 2012*", soit à peine quelques mois après avoir nommé Ayrault Premier ministre, "*il sait que cela ne marche pas*", et donc qu'à la première échéance électorale il faudra le débarquer. Et voilà qu'on voudrait nous faire croire que pendant plus d'un an et demi il n'aurait pas pensé par qui le remplacer à la suite du désastre annoncé des municipales ? Ben voyons !

Et le scénario de EELV, il n'était pas cousu de fil blanc ? Duflot avait déjà lâché le morceau avant que Valls ne soit nommé, comme si cela était déjà fait et qu'elle le savait, confirmant au passage ce qui vient d'être dit.

En réalité, les satellites ou alliés du PS sont parfois plus utiles à l'extérieur qu'à l'intérieur du gouvernement, voyez le Front de gauche par exemple. Et qu'on ne nous sorte pas qu'ils auraient une aversion pour Hollande ou tel ou tel ministre ou la politique mise en oeuvre par le Premier ministre, car à une autre époque ils n'ont pas rechigné à servir (le régime) sous Chirac et Jospin dont la politique conduisit à d'importantes privatisations notamment, leur politique était tout aussi antisociale et réactionnaire que celle de Hollande flanqué de Ayrault ou Valls comme Premier ministre.

Ils savent s'adapter à la situation et se répartir les rôles ou les fonctions en fonction de la place qu'ils occupent au sein des institutions, l'essentiel étant de soutenir par un bout ou un autre le régime ou que le gouvernement puisse appliquer sa politique, qu'on ne s'y trompe pas, quels que soient leurs étiquettes ou leurs masques, leurs discours et leurs gesticulations, les intentions qu'ils affichent qui peuvent s'avérer contradictoire varient en fonction des circonstances ou des difficultés que doit affronter le régime, ils appartiennent bien tous à la même famille, au même camp, sous de faux masques, celui qui combat la classe ouvrière et le socialisme.

Vous en aurez encore la preuve plus loin puisqu'il ne se passe pratiquement pas un jour sans que les faits le confiment.

Les rats.

- Lefebvre (UMP) n'exclut pas de voter la confiance à Valls - 20minutes.fr

Je n'avais pas osé l'écrire avant-hier, mais je l'avais pensé très fort, si une partie du PS faisait défection à l'Assemblée nationale pour voter la confiance à Valls, pour éviter la dissolution et des élections anticipées c'est l'UMP qui boucherait les trous.

... finalement, comme prévu, ce ne sera pas nécessaire...

- Vote de confiance : les écologistes entre abstention et adhésion - LeFigaro.fr

- Prêts à voter la confiance, les députés PS frondeurs veulent rester vigilants pour la suite - LeFigaro.fr

Les 85 députés signataires du « *contrat de majorité* », dont l'objectif est de mieux faire prendre en compte l'avis du Parlement, voteront finalement la confiance au gouvernement de Manuel Valls.

Pour que M. Valls n'ait pas la majorité au moment du vote de confiance, il faudrait une rébellion d'au minimum 50 députés PS. Le vote se déroule à la majorité des suffrages exprimés, ce qui ne prend donc pas en compte les non-votants ni les abstentions.

«*Il y aura quatre, cinq abstentions, selon Thierry Mandon, porte-parole du groupe PS à l'Assemblée. C'est du cirque, ce sont les aubrystes qui ne sont pas contents, pas contents de ne pas être au gouvernement, et un petit fonds global du groupe qui souhaite une inflexion sociale*.» Pour le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, «*aucun des députés de la majorité n'a envie d'ajouter de la crise à la crise*».

Le porte-parole du PS David Assouline a parlé de "*mises en scène ou parfois d'instrumentalisation*" par certains d'un texte qui "*ne va pas au-delà de ce qui est notre patrimoine commun*".

Avec le renfort des 17 députés radicaux de gauche, voire de certains écologistes, la confiance devrait être votée sans encombre.
AFP et LeFigaro.fr 07.04

- Devenue ministre, Ségolène Royal renonce à faire paraître son prochain livre - Francetv info

- Eva Joly : "*Manuel Valls est un beau garçon*" - Le Nouvel Observateur

En voilà un argument politique !

- Berger (CFDT) attend de Valls des réponses sur l'emploi - AFP

Nous, nous n'attendons rien de lui, nous combattons sa politique.

En famille. A la manoeuvre au secours de l'Union européenne.

- Elections européennes: l'Europe sociale au coeur du premier grand débat - AFP

- Pour les européennes, EE-LV rejoue la carte citoyenne - Liberation.fr

- Européennes : l'appel du pied tardif du NPA à l'opposition de gauche - Liberation.fr

Le NPA n'a pas récolté suffisamment de fric pour participer aux européennes ou il va finir par se ruiner s'il se présente seul, aussi ils en sont à se vendre aux plus offrants, au PCF et au PG qui défendent l'UE, l'ONU et l'OTAN et qui de surcroît soutiennent le régime capitaliste. On allait oublier de le préciser : tout comme le PS, PRG, MRC, EELV ou encore l'UMP et l'UDI.

Ah ces anticapitalistes, ces révolutionnaires de salons ! C'est leur véritable nature qui ressort que voulez-vous, c'était encore une imposture, on le savait depuis... 1952-53 ou même avant. Un retour au bercail, quoi !

Au fait, si le FN et d'autres partis ou courants associés (parfois) à l'extrême droite se déclarent en faveur de la rupture avec l'UE et l'euro, ce n'est pas pour que les besoins des travailleurs soient satisfaits... mais uniquement pour sauver le capitalisme ! A quoi pourraient-ils servir d'autres ? Le boycott est la seule position correcte.

En famille. Si cela leur "***fait du bien***"... il faut s'attendre au pire.

- Le nouveau ministre du Travail dit vouloir «*protéger les travailleurs*» - Liberation.fr

"*Notre société a besoin d'apaisement, de retrouver de la sérénité*", a déclaré le ministre, qui entend "*avec les partenaires sociaux réhabiliter le compromis social*", lors d'un colloque organisé au palais de la Mutualité par le groupe Alpha et auquel participaient les dirigeants de syndicats et du Medef.

Il a insisté sur l'importance du "*dialogue social*". "*Ça fait du bien d'entendre un ministre du Travail parler des travailleurs!*", s'est exclamé lors du débat Jean-Claude Mailly, numéro un de FO

Laurent Berger pour la CFDT, a affirmé que le pacte de responsabilité, qu'il approuve, ne doit pas être considéré ni comme un "*totem*", ni comme un "*mal*". "*Il faut le regarder avec intérêt sans considérer que c'est une méthode miracle*", a ajouté M. Berger qui a reconnu que parler du pacte avant la déclaration du Premier ministre mardi est "*un exercice périlleux*" car "*on ne sait pas ce qui va être annoncé*".

Le président de la CFTC, Philippe Louis, a estimé qu'il ne fallait "*pas dévaloriser le pacte de responsabilité*" en y adjoignant un pacte de solidarité, annoncé par le président de la République. "*Le pacte de responsabilité n'est pas un cadeau aux entreprises*", a-t-il dit. De son côté, le vice président du Medef, Jean-François Pilliard, a rappelé que le patronat a été "*très demandeur*" de la "*logique du pacte*". Selon lui, les acteurs sociaux doivent être " *capables de laisser tomber leurs divergences pour mobiliser leur énergie au service de l'intérêt général*". Il a affirmé que les entreprises "*s'engagent à tenir leurs objectifs sur l'emploi et sur le dialogue social*".

En conclusion, M. Rebsamen, qui a déjà reçu plusieurs syndicats et verra mardi la CGT, a affirmé qu'avec les partenaires sociaux il pourra "*faire du ministère du Travail, le ministère des solutions*". Liberation.fr 07.04

Un colloque, des rendez-vous particuliers, décidément ils ne peuvent plus se passer les uns des autres, après on nous expliquera qu'il existe des syndicats indépendants dans ce pays, ceux qui l'affirment en sont les fossoyeurs ou les complices.

... au même moment...

Michel Sapin promet que la France va prendre des décisions "*dures et courageuses*" pour tenir ses engagements budgétaires Atlantico.fr -

Pour lui, c'est une évidence, la France va tenir ses engagements en matière de réduction des déficits, sans préciser si l'échéance de 2015 pour passer sous 3% serait tenue. Atlantico.fr 07.04

L'impérialisme stade suprême du capitalisme ou l'alliance de l'aristocratie financière et ouvrière.

- Dans les grandes entreprises, un salarié gagne en moyenne 600 euros de plus - AFP

La rémunération moyenne en France était de 2.128 euros en 2011, avec un écart grandissant, de presque 600 euros, entre les salariés des très petites entreprises et des plus grandes, selon une étude du ministère du Travail (Dares).

Ce fossé s'explique notamment par le fait que les petites entreprises recrutent plus souvent des jeunes au Smic.

Dans l'industrie, la cokéfaction et le raffinage sont les secteurs qui rémunèrent le plus (3.337 euros nets en moyenne).

La branche où le salaire net reste le plus élevé reste celle des banques et assurances (3.123 euros), devant la chimie et pharmacie (2.804 euros) et les bureaux d'étude (2.741 euros). Très loin derrière, les employés des entreprises de propreté ferment le ban (1.337 euros) avec ceux de la restauration rapide (1.363 euros). AFP 07.04

N'est pas "***intelligent***" qui veut.

- Reeves : pour l'évolution de la notion d'humanisme - Lepoint.fr

Non, ce n'est décidément pas le capitalisme qui serait la plus grande menace qui pèse sur la civilisation humaine, mais "*la crise écologique contemporaine*".

L'idiot utile, quoi. Un cerveau trop plein, asphyxié, trop lourd pour pouvoir penser librement. C'est comme l'estomac, pour que la digestion se passe bien il ne faut pas trop le remplir, il faut laisser une petite place vide à l'intérieur pour que les sucs gastriques remplissent leur office et se mélange bien aux aliments ingurgités, sinon vous êtes pris de lourdeurs, victimes de somnolences, de ballonnements, de flatulences, état fort désagréable qui découle d'une panse trop remplie.

Reeves qu'on ne présente plus en est réduit le malheureux à réduire le développement de l'humanité à l'intelligence, alors que l'homme en était totalement dénué au départ. Il agit par mimétisme sur la base d'observations, et comme dans toute reproduction d'actes réalisés dans ou par la nature ne se produira pas dans des conditions totalement identiques ou d'autres facteurs interviendront, le résultat sera certes similaire mais diffèrera à la fois ou comportera des particularités propres à cette expérience qu'il observera et notera dans son cerveau et ainsi de suite. C'est cette faculté d'agir sur son environnement et son sens de l'observation, puis de mémorisation, qui constitue la base ou la condition de son développement manuel et intellectuel qui sont liés et qu'on ne peut pas interpréter ou comprendre en les séparant.

Le développement intellectuel est la conséquence ou le produit d'une activité manuelle à l'origine. Et c'est ce qui échappe à la plupart des intellectuels !

- "*Le rôle de l'intelligence, au départ bénéfique, pourrait aujourd'hui, avec l'apparition des armes atomiques et des technologies destructrices de la biodiversité, nous être fatal* ", ce qui ne serait peut-être pas le cas si l'intelligence ne se limitait pas à une "*apparition*" mais cherchait à comprendre de quoi ces facteurs sont le produit, comment ont-ils vu le jour, à quel moment et pourquoi, dans quel but, ils sont bien le résultat d'un long processus (dialectique) ou s'inscrivent bien dans le cadre d'un développement qu'il faut préciser, sinon on en est réduit à l'état d'impuissance à observer l'usage qui en est fait avec leurs conséquences désastreuses pour la civilisation humaine et la planète sans pouvoir agir dessus ou envisager d'y changer quoi que ce soit, à témoigner ce qu'on a sous les yeux comme si on avait fait une grande découverte ou prononcer une vérité d'une valeur prodigieuse qui finalement tombe à plat ou est pathétique, ce qui est le lot de la plupart des intellectuels gagnés par l'idéalisme et corrompus par le capitalisme, et qui rejettent le matérialisme dialectique parce qu'il est la méthode employée par le marxisme pour interpréter la nature, la société et l'homme.

L'intelligence n'a pas été "*au départ bénéfique*" spécialement, on pourrait très bien affirmer le contraire en recourant au mode d'abstraction de Reeves, puisque dans le même temps l'homme allait s'éloigner ou devenir étranger à la nature au point d'oublier qu'il en faisait partie, allant même jusqu'à menacer par son ignorance sa propre existence, et pas seulement en saccageant la planète.

Le mot de la fin pourrait revenir à cette ignorance ou cette inconscience qui habite aussi ce chercheur et contre laquelle il nous faut combattre au quotidien pour que l'homme finisse par faire sa propre histoire consciemment, réintègre sa place au sein de la nature, prenne conscience de la place qu'il y occupe ou qui lui revient, ce qui signifie que chaque homme respecterait la nature des autres et son environnement ce qui est incompatible avec l'existence du capitalisme, de la société divisée en classes, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme d'oppression exercée par des hommes sur d'autres hommes.

La guerre inter-impérialistes responsable du génocide au Rwanda.

Le régime aux mains des hutus qui étaient soutenus par la France et la Belgique orchestra et perpétua le génocide des tutsis en 1994.

Auparavant, à l'automne de l'année précédente, les tutsis avaient massacrés 100.000 hutus au Burundi. "*Un crime de masse passé aux oubliettes de l'histoire. Les Hutu du Rwanda, terrorisés, pensaient que le même sort les attendait s'ils ne réagissaient pas. Ils ont tué avant qu'on ne les tue*" selon Paul Barril, membre de la cellule antiterroriste de l'Élysée sous le premier septennat de François Mitterrand.

Toujours selon Paul Barril dans un entretien au magazine Le Point publié hier : " *Il faut garder en mémoire que l'armée ougandaise, assistée par des rebelles tutsi, a attaqué par surprise le Rwanda en octobre 1990. Après l'échec de cette offensive, grâce à l'intervention de l'armée française, le FPR n'a jamais cessé d'exacerber les tensions entre Hutu et Tutsi : assassinats, enlèvements, attentats à la bombe, massacres dans les églises. Enfin, n'oubliez pas que les Hutu, anciens esclaves des Tutsi, en ont une peur viscérale. Seule la France s'est impliquée pour limiter le carnage. Elle n'a pas à rougir de son action, contrairement aux Américains et aux Anglais, qui soutenaient le FPR.* "

Kagame, le président actuel du Rwanda, tutsi, un mercenaire qui avait participé à la mise en place d'un nouveau régime en Ouganda se retrouvait alors en partie "*prié*" de bien vouloir rentrer chez lui par des Ougandais le trouvant lui et ses hommes bien encombrant. Il a voulu le faire par la force, favorisant la radicalisation de nombreux éléments du régime rwandais de l'époque, soutenu par la France qui l'aidait à s'organiser et lutter contre cette rébellion.

Le point de départ du génocide sera l'assassinat le 6 avril 1994 du président rwandais hutu Juvénal Habyarimana, son avion étant pulvérisé par deux missiles. Le lendemain, le Premier ministre hutu modéré, Agathe Uwilingiyimana, dix Casques bleus belges de la Mission d'observation des Nations unies (Minuar) chargés de sa protection et plusieurs ministres de l'opposition sont tués.

Le massacre des tutsis qui va durer d' avril à juillet 1994 va faire environ 800.000 morts.

Le 4 juillet, les tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) s'empare de Kigali, mettant fin au génocide. (source : AFP, Lepoint.fr 07.04)

Donc ce serait un coup monté par l'Empire anglo-saxon pour déloger la France du Rwanda au prix de 800.000 morts.

Selon le témoignage d'un ancien officier français engagé en 1994 au Rwanda :

- La France aurait ensuite continué à soutenir le gouvernement génocidaire rwandais et son armée en rendant, vers la mi-juillet, "*à ce qui restait des forces armées rwandaises les dizaines de milliers d'armes*" que les militaires français avaient confisquées dans la zone humanitaire. "*On a clairement été à l'origine d'une continuation des combats qui a duré pendant des années, qui a fait de nouveau des centaines de milliers de morts*", affirme-t-il. Lepoint.fr 07.04

Ce qui est certain c'est que chaque fois qu'une puissance occidentale s'immisce dans les affaires d'un pays Africains (ou ailleurs en Asie ou Amérique latine), les approvisionnent en armes, Etats ou rebelles qu'ils manipulent, pour régler leur rivalité (commerciale) ou s'emparer de leurs richesses, mettre en place un gouvernement à leur solde, cela passe ou se termine infailliblement par un abominable carnage de la population civile.

Sans ces armes distribuées massivement ou généreusement, sans un soutien financier, ces affrontements ne dépasseraient pas le stade de conflits locaux dont on n'entendrait peut-être même pas parler.

ACTUALITE EN TITRES

L'oligarchie au pouvoir à le sens de la justice. Juge et partie, c'est plus pratique.

- Immobilier: Citigroup va verser 1,12 milliard de dollars pour régler un litige - AFP

Il s'agit d'une infime partie de la somme gagnée grâce à une escroquerie dont ils conservent l'usufruit au détriment de leurs victimes qui ont perdu leur maison. C'est la justice made in USA ! Démocratique naturellement.

Ah la crise, les affaires...

- La famille Moulin, propriétaire des Galeries Lafayette, achète 6,1 % de Carrefour - LePoint.fr

- Pharmacie-L'américain Mallinckrodt achète Questcor pour $5,6 mds - Reuters

- Altice rachète les parts de Cinven et Carlyle dans Numericable - AFP

- Le génériqueur indien Sun Pharma acquiert Ranbaxy - Reuters

L'Empire ou la menace mondiale

- Washington met en garde Pékin sur la dépréciation du yuan - Reuters

C'est devenu cela la France !

- Loir-et-Cher : un automobiliste refuse de lui céder une place, il tire sur sa voiture - Francetv info

- En conflit avec un voisin, elle retrouve sa maison en vente sur le Bon Coin - Liberation.fr -

- Le viticulteur bio qui a refusé de traiter ses vignes écope de 500 euros d'amendev LePoint.fr

Guerre idéologique. Le mal est en vous, pas dans les rapports sociaux de production existants.

- Méditer au bureau, pour lutter contre le stress - AFP

Quand la réaction se lâche...

- 4% : la part moyenne des effectifs des entreprises françaises en arrêt maladie - Atlantico.fr

- Pourquoi nous nous trompons totalement sur les 1% les plus riches - Atlantico.fr

- Entrepreneurs et professeurs, deux mondes à unir pour en construire un meilleur - Atlantico.fr

Guerres, massacres, déstabilisation, extrême droite : une seule et unique stratégie politique.

- L'extrême droite radicale s'enracine dans la politique hongroise - 20minutes.fr

- Liban: affrontements dans un camp de réfugiés, neuf Palestiniens tués - AFP

- Syrie: un prêtre jésuite néerlandais assassiné à Homs - AFP

- Algérie: 35 blessés dans de nouveaux heurts à Ghardaïa - AFP

- Ansar al-charia prévoit de mener des attaques en Algérie - french.irib.ir

- Centrafrique : l'ONU appelle à une vaste opération humanitaire - Liberation.fr

- Nigeria: 79 morts dans l'attaque attribuée à des éleveurs fulani - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Costa Rica

- Costa Rica: l'outsider centriste Solis élu président avec 78% des voix - AFP

Avec l'espoir d'en finir avec le modèle néolibéral actuel, les Costariciens ont élu président dimanche l'outsider centriste Luis Guillermo Solis qui a remporté 77,87% des voix au second tour d'une élection présidentielle insolite où son adversaire s'était retiré de la course.

M. Solis a reçu le nombre historique de 1.029.000 voix dans ce petit pays d'Amérique centrale qui compte 3,1 millions d'inscrits.

M. Solis est ainsi devenu le premier président à n'être pas issu des rangs des deux partis de droite (PLN et Parti Unité sociale-chrétienne, PUSC) qui se partagent le pouvoir depuis les années 60.

Selon le TSE, l'abstention a d'ailleurs atteint le niveau, lui aussi historique, de 43,2%.

M. Solis avait déjoué tous les pronostics en remportant par surprise le premier tour le 2 février, avec 30,8% des suffrages, devant Johnny Araya (29,6%), du Parti libération nationale (PLN, droite) de la présidente sortante Laura Chinchilla, et José Maria Villalta, le candidat de gauche, éliminé, avec 17%.

Nouveau coup de théâtre début mars avec l'annonce par M. Araya, ancien maire de San José, qu'il se retirait de la compétition, ébranlé par des sondages lui prédisant une défaite aux proportions historiques (jusqu'à 45 points de retard).

Bien qu'il n'ait pas fait campagne pour ce deuxième tour, la Constitution ne lui permettait pas d'annuler sa candidature et son nom figurait donc sur les bulletins de vote.

Incarnant les espoirs de changements, Luis Guillermo Solis, historien et universitaire de 55 ans membre du Parti action citoyenne (PAC), a promis de lutter contre la corruption, de favoriser une meilleure répartition des richesses face à des inégalités sociales croissantes et de relancer l'économie.

Il avait regretté samedi le retrait de son concurrent, qui a créé une situation "*étrange*" où il se retrouve "*sans adversaire physique*".

"*Il est légitime de dire qu'un gouvernement issu d'une élection étriquée, avec une forte abstention, aura un mandat beaucoup plus limité qu'un gouvernement désigné après une élection solide, massive*", avait insisté le candidat à un mandat de quatre ans, alors que la participation au premier tour avait été historiquement faible (31% d'abstention).

Pourtant, l'aspiration au changement transparaît, notamment dans le débats sur les réseaux sociaux, après le bilan économique calamiteux de l'équipe sortante.

"*L'heure du changement est venue pour le Costa Rica*", clamait le candidat, lui-même ancien membre du PLN, qu'il a quitté en 2005, considérant que le parti, d'origine sociale-démocrate, avait trahi ses idéaux et adopté un modèle néolibéral sapant les piliers sociaux du pays que sont l'éducation et la santé, orgueil des 4,3 millions de Costariciens.

Symbolisant la continuité néolibérale, M. Araya a fait les frais du bilan de deux gouvernements consécutifs issus du PLN, marqués par des scandales de corruption et une mauvaise gestion économique, avec un déficit fiscal de presque 6% et une dette publique de 70% du Produit intérieur brut.

Mais M. Solis devra manoeuvrer avec un Congrès où le PLN dispose toujours de la majorité, avec 18 sièges sur 57, le PAC de 13, le Frente Amplio (gauche) de 9 et le PUSC de 8, les 9 restant se répartissant entre différentes formations conservatrices. AFP 07.04

ECONOMIE

Nigeria

1- Le Nigeria, première économie d'Afrique devant l'Afrique du Sud - Reuters 07.04

Le Nigeria est devenu la première économie africaine, devant l'Afrique du Sud, selon les calculs révisés de son PIB dévoilés

dimanche par le Bureau nigérian de la statistique.

Le PIB du pays, le premier producteur de pétrole du continent, s'est élevé en 2013 à 80.000,3 milliards de nairas, soit environ 372 milliards d'euros, contre 42.000,3 milliards de nairas selon la précédente estimation.

Avec ce nouveau chiffre, le ratio dette/PIB du Nigeria est tombé à 11% en 2013, contre 19% en 2012, a relevé le directeur de l'institut national de la statistique, Yemi Kale, lors d'une conférence de presse à Abuja.

Le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique avec 170 millions d'habitants, attire de plus en plus de capitaux étrangers en raison, notamment, de la taille de son marché intérieur.

Mais les incertitudes politiques, liées à l'élection présidentielle de 2015 et aux activités de la secte islamiste Boko Haram dans le Nord-Est sous-développé, font toujours planer un risque pour l'économie. Reuters 07.04

Il manque quelque chose dans cet article qui figurait quelques jours plus tôt dans un article de l'AFP, apparemment il ne faut pas gâcher cette "*bonne*" nouvelle pour les investisseurs.

2- Le Nigeria sur le point de devenir la première économie africaine - AFP 04.04

Mais, selon les experts, ces chiffres ne doivent pas être interprétés comme un signe de développement, l'Afrique du Sud étant largement devant le Nigeria en termes de PIB par habitant, d'infrastructures et de gouvernance.

Si une petite partie de la population est extrêmement riche, la grande majorité des quelques 170 millions de Nigérians vit avec moins de deux dollars par jour, dans un pays qui manque cruellement d'infrastructures, où tous n'ont pas accès à l'eau potable et où les coupures d'électricité sont quotidiennes.

Pour Dawie Rodt, de l'Efficient Group, basé en Afrique du Sud, "*en termes d'infrastructures et de systèmes de gestion l'Afrique du Sud reste un géant, loin devant le Nigeria*".

"*Cela ne va rien changer dans la réalité, ce n'est pas comme si tous les salaires allaient doubler*", estime quant à lui Chuba Ezekwesili, un économiste du centre de recherche Nigeria Economic Summit.

Le changement de méthode de calcul "est plus cosmétique qu'autre chose. Mais nous pensons que cela va augmenter les opportunités d'investissement au Nigeria", a-t-il ajouté.

Le Nigeria, principal producteur et exportateur de pétrole africain, a enregistré de forts taux de croissance ces dernières années, devenant de plus en plus attractif pour les investissements des entreprises étrangères, malgré la corruption rampante, les problèmes de vol de pétrole à grande échelle et l'insurrection islamiste qui sévit dans le Nord.

Le taux de croissance annuel a atteint en moyenne 6,8% entre 2005 et 2013 et les prévisions de croissance pour cette année sont de 7,4%, selon les chiffres du Fonds monétaire international (FMI).

En comparaison, l'Afrique du Sud a connu un taux de croissance légèrement supérieur à 5% entre 2005 et 2008-9, et peine depuis à dépasser les 3,5%.

Les télécoms et l'industrie du cinéma comptent parmi les secteurs qui ont le plus évolué au Nigeria depuis 1990.

A cette époque, le Nigeria comptait peu de lignes de téléphone fixe alors qu'aujourd'hui, il s'agit du plus important marché de téléphonie mobile d'Afrique, avec environ 167 millions de lignes en service selon la commission nigériane des communications.

La très prolifique industrie du film de Nollywood génère quant à elle jusqu'à 590 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel, selon Robert Orya, à la tête de la banque nigériane de l'import-export.

Pour Pat Utomi, professeur d'économie politique à l'école de commerce de Lagos, ces nouveaux chiffres vont servir les intérêts des décideurs nigérians, alors que "*pour l'homme moyen, dans la rue, cela ne veut rien dire*".

"*Le Nigeria reste un pays pauvre, avec de très sérieux problèmes d'infrastructures", rappelle M. Utomi.*

"On devrait s'affairer à transformer l'énorme capital humain disponible dans ce pays en ressources pour aider à réduire la pauvreté et à créer de l'emploi", ajoute-t-il.

Pour Jidi Akintunde, le rédacteur en chef du magazine Financial Nigeria, "*cela va donner l'impression que le pays est d'avantage capable d'absorber les investissements directs venus de l'étranger*". AFP 04.04

Bref, le pays le plus riche d'Afrique pour les multinationales occidentales, une minorité d'actionnaires et de nantis et l'un des plus pauvres pour l'immense majorité de sa population. Au pays du 1er producteur de pétrole d'Afrique, les stations services doivent faire face à la pénurie d'essence et les Nigérians qui en sont victimes la paient très chère, et ils doivent faire la queue pour s'en procurer ou passent par le marché noir, vu récemment dans un reportage diffusé par TV5Monde Asie.

Haut de page

Le 9 avril 2014

CAUSERIE

On a laissé tomber le discours de Valls dont le contenu a été diffusé par tous les médias. Il a annoncé ce qu'on savait déjà. Tout fout le camp et cela va continuer, s'accélérer, bravo le chaos ! Et que vont en déduire nos dirigeants ? Comme d'habitude : patati et patata, désespérant. Lire la suite plus loin.

Le rapport de la fondation atlantiste Bertelsmann sur la France ne nous a pas échappé, on n'a simplement pas eu le temps de le traiter, ce sera pour demain.

Ici il fait une chaleur à crever, entre mon boulot sur lequel j'essaie de me concentrer et Selvi qui me replonge pour ainsi dire dans l'Inde profonde, et Magueswary qui m'assomme avec les problèmes qu'elle rencontre en France, mes affaires personnelles que je dois régler car personne ne le fera à ma place, j'ai du mal à trouver le temps de tout faire, surtout que j'essaie de me refaire une santé. On fait ce qu'on peut, inutile de se casser la tête, l'essentiel est de faire ce qu'on a à faire au moment où on doit le faire et le reste attendra.

Qui gouverne, qui détient le pouvoir ?

- Valls face à l'Assemblée : mais qui du gouvernement, des marchés financiers, de la BCE ou de Bruxelles détient vraiment le pouvoir aujourd'hui (et sur quoi) ? - atlantico.fr

Réponse en citations par un internaute.

Sr Henry Ford (1863-1947), fondateur de Ford

"*Si les gens de cette nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin* ".

William Lyon Mackenzie, ancien Premier ministre de Canada qui a nationalisé les banques du canada.

« *Tant que le contrôle de l'émission des devises et des crédits ne sera pas redonné au gouvernement, et reconnu comme sa responsabilité la plus évidente et la plus sacrée, toutes les paroles au sujet de la souveraineté du Parlement et de la démocratie resteront vaines et futiles.. Une fois qu'une nation perd le contrôle de son crédit, peu importe qui fait les lois de la nation…* »

Thomas Jefferson 3ème Président des Etats-Unis.

«*Je crois que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés qu'une armée debout* ».

James A.Garfield, ancien président des Etats-Unis, mort assassiné.

« *Quiconque contrôle la quantité d'argent dans ce pays est maitre absolu de toute l'industrie et de tout le commerce…*

Et si vous savez que le système tout entier est facilement contrôlable, d'une façon ou d'une autre par quelques hommes tout puissants, pas besoin de vous expliquer quelle est l'origine des périodes d'inflation et de dépression ».

Josiah Stamp, directeur, Banque d'Angleterre 1928-1941. (réputé une des plus grandes fortunes en Grande Bretagne de l'époque)

« *Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est sans doute le tour de passe-passe le plus étonnant jamais inventé.*»

« *Les activités bancaires ont été conçues dans l'iniquité et sont nées dans le pêché. Les banquiers possèdent la Terre.*

Prenez-leur, mais si vous leur laissez-le pouvoir de créer l'argent, d'un petit coup de plume ils créeront assez d'argent pour la racheter.

Enlevez-leur ce grand pouvoir et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaitront, comme elles devraient le faire, et alors nous aurions en monde meilleur ou il ferait meilleur vivre.

Mais si vous voulez continuer d'être les esclaves des banques et de payer le cout de votre esclavage, laissez les banquiers continuer de créer l'argent et de contrôler le crédit »

Mayer Anselm Rothschild banquier.

« *Donnez-moi d'émettre et de contrôler l'argent d'une nation et alors peu m'importe qui fait les lois* »

Napoléon Bonaparte disait :

Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent se sont ces derniers et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit.

L'argent n'a pas de patrie ; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain.

David Rockefeller, discours à la Commission trilatérale, juin1998

« *Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au Time Magasine et aux autres grandes publications dont les dirigeants ont assisté à nos réunions et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant presque 40 ans.*

Il nous aurait été impossible de développer notre plan d'action pour le monde si nous avions été sous la lumière des projecteurs pendant toutes ces années.

Mais maintenant le monde est plus sophistiqué et mieux préparé à la marche vers un gouvernement mondial.

La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est surement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée au cours des siècles passés »

Oh que cela sonne bien à deux mois de la mascarade des élections européennes !

Ces citations et les noms de leurs auteurs, il faudrait les apprendre par coeur, elles valent leur pesant d'or, c'est le moment de le dire, et bien mieux que tous les discours du monde sur la question de savoir s'il faut oui ou non rompre avec le capitalisme, l'abolir tout simplement, tout leur prendre aux banquiers et aux grandes fortunes, tout leur confisquer, les exproprier sans leur verser un seul centime et les mettre au boulot !

Au fait, quand on parle de gouvernement mondial ou de nouvel ordre mondial on nous rit au nez, on se laisserait manipuler par les adeptes de la théorie du complot, on est des illuminés, des demeurés, etc. à vrai dire pas du tout on pratique comme Marx, Engels et Lénine, on observe, on écoute, on tient compte et on rend compte et de ce que disent nos ennemis, on en tire des enseignements, serait-ce devenu un tabou, un crime pour nos valeureux révolutionnaires, trotskistes ?

Entre nous, ils feraient mieux de s'interroger et de s'inquiéter sur le fait que leurs propres dirigeants s'obstinent à ne pas en tenir compte. Mais bon, il est vrai que lorsqu'on est persuadé de possèder la vérité, on est forcément au-dessus de ces basses considérations...

ACTUALITE EN TITRES

Paupérisation

- Un quart des SDF travaillent - AFP

- Pour un Français sur trois, 50% des revenus passent dans le logement - Liberation.fr

Le "***développement***" de la surexploitation...

- L'aide au développement au mieux de sa forme - Liberation.fr

- Pays émergents, croissance et argent frais: les maîtres-mots de la réussite en Bourse - AFP

- La croissance des pays émergents devrait continuer à ralentir - Reuters

A ne pas confondre avec...

- L'aide publique au développement de la France en baisse - Reuters

Un cauchemar pour les centaines de milliers de jeunes qui sortent chaque année du cycle scolaire sans diplôme.

- Décrocher un emploi, casse-tête pour plus d'un jeune sur 5 après ses études - AFP

Instrumentalisation

- Eléctions européennes : la chômeuse qui avait interpellé Copé est tête de liste - Francetv info

A les entendre les élections se seraient plutôt bien passées. (Obama)

- Déjà plus de 3.000 plaintes pour fraude après l'élection afghane - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ah ben alors, en voilà une surprise !

- Valls obtient la confiance de l'Assemblée, promet "*vérité*" et "*efficacité*" - AFP

Manuel Valls a obtenu mardi une nette confiance des députés avec 306 voix contre 239, et 26 abstentions, dont 11 socialistes (Henri Emmanuelli, Pouria Amirshahi, Pascal Cherki, Jérôme Guedj, Barbara Romagnan, Fanélie Carrey-Comte, Nathalie Chabanne, Jean-Pierre Dufau, Philippe Noguès, Gérard Sebaoun et Suzanne Tallard), selon les résultats annoncés peu après 19H00. L'ex-socialiste Sylvie Andrieux a également accordé sa confiance au gouvernement de Manuel Valls.

Au groupe Radical, républicain, démocrate et progressiste (RRDP), à majorité radicale de gauche, Jean-Noël Carpentier, Jacques Krabal et Thierry Robert se sont abstenus, tandis que les autres ont voté la confiance.

Sur les 17 députés écologistes, six se sont abstenus : Noël Mamère, Sergio Coronado, Eva Sas, Christophe Cavard, Laurence Abeille et Michèle Bonneton. Une seule, Isabelle Attard, qui est apparentée au groupe, a voté contre. Les autres ont voté pour.

Comme prévu, tous les députés Front de gauche ont voté contre, mais deux de leurs alliés ultra-marins ont voté pour : Bruno Nestor Azérot et Gabriel Serville. Un s'est abstenu, Jean-Philippe Nilor.

L'UMP a voté contre, à l'UDI sur 30 députés, 23 ont voté contre, 3 se sont abstenus et 4 n'ont pas pris part au vote. Le MoDem Jean Lassalle s'est abstenu, tandis que sur les huit non-inscrits, 6 ont voté contre, dont les deux élus du FN. Francetv info avec AFP 08.04

Diviser pour mieux régner.

- Les fonctionnaires appelés à manifester le 15 mai - Reuters

Sept syndicats appellent les cinq millions de fonctionnaires français à manifester et à faire grève le 15 mai pour exiger l'ouverture de négociations salariales dans la fonction publique et des mesures de rattrapage.

La CFDT, la CGT, la CFTC, la FSU, Solidaires, l'UNSA et la FA-FP (Autonomes) réclament depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande un dégel du point d'indice, qui sert de base au calcul des salaires.

Les fonctionnaires redoutent de faire les frais du plan d'économies de 50 milliards d'euros confirmé mardi par Manuel Valls dans sa déclaration de politique générale. Le Premier ministre n'a pas fourni de réponse claire au sujet des fonctionnaires, selon les syndicats.

Dans un communiqué distinct, la FSU demande au gouvernement "*de faire cesser un suspense qui n'a que trop duré et de dire les mesures précises qu'il compte engager*". Reuters 08.04

Ce serait chouette si c'était les autres qui feraient "*les frais du plan d'économies de 50 milliards d'euros*"... Ce qu'ils ne vous diront pas, c'est que vous n'y couperez pas... et le pire est à venir.

Mon épouse Magueswary n'a toujours pas récupéré son allocation d'handicapée et l'aide au logement que la Caf lui a supprimées abusivement, il lui reste donc pour vivre 180 euros par mois.

De retour en France le 26 février, elle n'a cessé de cavaler de bureau en bureau pour obtenir de l'aide ou gain de cause, en vain. J'avais contacté FO qui ne m'a pas répondu, ils n'en ont rien à foutre, ils gèrent les organismes sociaux et en vivent.

Le 26 mars, soit un mois plus tard elle obtient un rendez-vous avec la Caf d'Aubagne pour le 6 avril. Le 6 avril elle s'y rend, bureaux fermées jusqu'au 18 avril, un vendredi, ce qui signifie qu'elle sera reçu au mieux dans la semaine du 21 au 27 avril, soit un mois plus tard, et pendant ce temps-là elle doit toujours vivre avec 180 euros.

Les syndicats gèrent les organismes sociaux avec le patronat.

Les syndicats ont accepté cette situation, ils en sont les complices, les responsables tout comme les partis qui les soutiennent. Je voudrais faire encore deux remarques. La première, Maguesary n'est pas la seule en France à devoir affronter cette bureaucratie, ce qui peut aussi expliquer le rejet croissant des institutions et des partis politiques, l'abstention massive, car il n'existe aucun recours contre l'arbiraire, c'est à se cogner la tête contre les murs ou à sortir le fusil. La deuxième, il ne faudra pas s'étonner si les travailleurs ne se précipiteront pas pour défendre les syndicats ou les partis quand ils seront menacés ou feront l'objet d'attaques physiques par les fascistes, vous êtes prévenus.

Si nous ne sommes pas responsables du comportement pourri des bureaucraties syndicales ou de leurs rapports à l'Etat et au capitalisme, leur soumission totale au régime, en revanche nos dirigeants sommes responsables des rapports que nous avons définis et acceptés d'entretenir avec eux (mais aussi avec le PS et le PCF) sachant pertinemment à quels jeux ils se livraient et où cela nous conduirait, au corporatisme et à la liquidation de tous nos droits sociaux, tout en s'interdisant à un moment donné de rompre avec leurs appareils et de construire un nouveau syndicat ouvrier qui refuserait toute collusion avec l'Etat et ses représentants, toute compromission avec le capitalisme et ses représentants.

En cela nos dirigeants ont failli ou ils se sont vendus aux traîtres ou aux jaunes, ils nous ont vendus littéralement, car dès le départ ils ont considéré que le combat pour le socialisme était perdu d'avance et que cet objectif devait être abandonné. Partant de ce constat, c'est-à-dire sachant que l'avant-garde qu'ils incarnaient avait à son tour capitulé, ils savaient que plus rien ne pourrait désormais ou dans l'avenir arrêter la machine infernale à broyer nos droits et que ce processus serait infailliblement mené jusqu'au bout, et que dans ces conditions il valait mieux s'adapter aux appareils que les combattre, ce qui demeurait pour eux la seule chance de continuer à exister.

Il est extraordinaire de constater que quoi qu'il ait pu se passer en plus d'un demi-siècle de lutte des classes, à aucun moment ils n'ont saisi l'occasion pour revoir leur conception de la lutte des classes, les rapports qui existaient entre les classes et les rapports qu'ils entretenaient avec les appareils vendus des syndicats, si, sauf pour s'en rapprocher !

Ce déni de la dialectique qui est à la base du marxisme va se payer très très cher. Nous ne sommes plus depuis belle lurette en présence de militants ou dirigeants qui combattaient pour changer la société et le monde, à aucun moment ils n'ont manifesté cette volonté ou démontré qu'ils en avaient la capacité, que c'était leur objectif pour finalement sombrer dans la fatalité qui laisse le champ libre à la réaction et à la barbarie.

On reviendra sur ce sujet, car il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur les syndicats et leurs collusions avec leurs véritables patrons, par exemple on peut du silence de ceux des banques qui sont bien placés pour savoir ce qui s'y passe ou demander des comptes aux banquiers, mais en même temps c'est un des secteurs économiques où les salaires (plus primes et avantages divers) sont les plus élevés de France, dans le batiment sur les magouilles de bétonneurs qui transgressent ouvertement la législation sociale, mais là encore les syndicats défendent les sans-papiers ou le travail illégal qui profitent aussi ou surtout aux négriers, dans les télécommunications sur les écoutes téléphoniques, là non plus ils ne sont pas au courant, on comprend pourquoi ils ne se sont pas empressés de défendre Snowden, dans les usines d'armements, on comprend pourquoi ils étaient favorables au bombardement de la Syrie au côté de Hollande, il faut bien faire tourner les usines et filer du boulot aux ouvriers, etc. on pourrait continuer avec l'obsolescence programmée qui touche des pans entiers de l'industrie, et que dire de l'industrie agroalimentaire ou pharmaceuthique entre empoisonneurs et escrocs, assassins, bouffe contenant un tas de saloperies chimiques, médicaments bidons, sans effets ou nocifs, bref, ils sont plus que corrompus, ils se sont vendus aux capitalistes, ils participent au système, ils en sont un rouage par leur complicité, voilà la vérité qu'il faudrait taire.

On sourit quand on nous dit que la société est vraiment pourrie, en nous-même on se dit : vous ne pouvez pas imaginer à quel point pour n'y avoir jamais vraiment réfléchi ou parce que vous être mal informé, et face à des interlocuteurs aussi naïfs ou qui sont tellement éloignés de la réalité, on renonce parfois à en faire la démonstration car il faudrait y consacrer des heures et des heures sans être certain de les convaincre de quoi que ce soit ; pour qu'il en soit autrement il faudrait qu'ils soient vraiment motivés pour changer la société or la plupart des gens n'y pense pas ou ne sont pas capables de pousser leur réflexion jusque là, ils sont trop bien dans le système actuel, ils arrivent encore à s'en tirer ou à vivre à peu près normalement, alors tout ce qu'on peut leur expliquer les intéressera sur le coup et la minute d'après ils auront déjà tout oublié, ils s'en foutent en somme, ils ne sont pas prêts à faire le moindre effort pour s'engager pour une cause, un idéal ou dans un combat qui ne leur profitera pas directement ou dont l'issue est reportée à une date indéterminée ou leur semble incertaine, de quoi justifier leur scepticisme ou alimenter leur doute pour finalement ne rien faire. Il faut qu'ils soient acculés pour réagir, et encore, ils peuvent encore réagir dans le mauvais sens.

Dit autrement, beaucoup de gens donnent l'impression de vouloir être informés, et quand on leur explique ce qui se passe réellement ils semblent véritablement intéressés, mais en réalité leur curiosité ne dépasse pas le stade individuel, ce qui est tout à fait normal et prévisible puisque cela correspond à leur niveau de conscience, ils ramènent tout à eux généralement quand ils ne sont pas effrayés par le sombre tableau qu'ils ont soudain devant les yeux, et dès que vous en arrivez à la partie pratique de votre démonstration, ils en profitent pour décrocher du fait ils n'ont pas compris grand chose à votre démonstration, soit qu'ils ont intériorisé la situation que vous venez de dépeindre et craignent de se retrouver un jour face à des difficultés insurmontables, soit qu'ils culpabilisent parce qu'ils ont conscience de ne pas être directement concernés par ce que vous venez de leur décrire, dans les deux cas ils préfèrent encore ne rien avoir entendu pour ne pas avoir à y réfléchir par la suite et devoir en tirer des conclusions pratiques. En conclusion, ils savent mais préfèrent faire comme s'ils ne savaient pas, rien ne presse, attendons de voir, et pendant ce temps-là la situation continue de pourrir et la société de se décomposer.

Du coup on se dit qu'on ferait peut-être mieux de s'adresser à des travailleurs qui sont déjà acculés ou qui ont l'impression de l'être, aux couches les moins favorisées qui se comptent tout de même par millions. Elles tournent le dos aux syndicats, aux partis, aux institutions, à l'Etat et honnissent quelque part le capitalisme, serait-ce une tare, devrait-on leur reprocher ou pour un peu les accuser d'être coupables de la situation actuelle, ce serait un comble, mais bon, après tout cela ne nous étonnerait pas plus que cela.

Il y a quelque temps on a publié un article assez long consacré à l'indispensable unité du combat des travailleurs des secteurs public et privé contre l'Etat et les capitalistes, j'invite les lecteurs que cela intéresse à s'y reporter.

Concentration du capital. Ah la crise, il faut bien qu'elle serve à quelque chose !

- La France à son tour dans la vague des grosses fusions-acquisitions - AFP

SFR avec Numéricable, Lafarge avec le suisse Holcim, et maintenant les groupes informatiques Steria et Sopra: après le net redémarrage des fusions-acquisitions observé dans le monde au premier trimestre, la France est à son tour le terrain de jeu de grosses transactions financières.

La fièvre acheteuse de ces derniers temps retombera-t-elle aussi vite? "*Il y a un terreau encore plus favorable que l'année dernière*", analyse Fabien Laurenceau, stratégiste actions chez Aurel BGC.

"*Le mouvement est en marche globalement depuis le début de l'année, dans le monde, en Europe, et maintenant en France, et le premier trimestre a été très fort en termes d'annonces*", souligne-t-il.

Au niveau mondial, la valeur des acquisitions annoncées lors du premier trimestre a bondi de 26% au premier trimestre, à 637 milliards de dollars, soit le meilleur début d'année depuis 2007 selon des données compilées par Bloomberg. Avec une prédominance de "*deals*" dans les télécoms et les nouvelles technologies.

"*Déjà, il faut de la confiance des chefs d'entreprises, c'est-à-dire que les principaux risques macroéconomiques soient un peu*

derrière nous, qu'on ne soit pas dans une époque de stress intense. Or, on a le sentiment depuis quelques mois que les choses commencent à s'améliorer", souligne M. Laurenceau à l'AFP.

"*La deuxième chose, c'est que les marchés (boursiers) ont progressé. Contrairement à ce qui pourrait sembler assez intuitif de dire: " on va racheter notre concurrent quand le cours de l'action sera au plus bas, ça se passe rarement à ces moments-là, où la situation est très incertaine. Et on a aussi besoin d'avoir soi-même une valorisation forte si on paie en titres*", fait valoir l'analyste. Les entreprises ont aussi globalement réduit leur dette ces dernières années, note-t-il.

Dans le même temps, la crise offre des opportunités, avec des taux d'intérêt bas, des valorisations boursières encore loin des sommets et des besoins de constituer des alliances plus solides face à des perspectives moyennes.

"*Ces opérations de grande ampleur, on les voit aussi parce que l'environnement n'est plus ce qu'il était et qu'on regroupe pour essayer d'être beaucoup plus fort*", note Isabelle Enos, directrice adjointe de gestion chez B*Capital, une filiale de BNP Paribas. AFP 08.04

Guerre idéologique. La justice en Grande-Bretagne « ***compatibles avec la Shari'a*** ».

- UK : la Law Society souhaite que les testaments soient « *compatibles avec la Shari'a* » french.irib.ir 08.04

En Grande-Bretagne, la Law Society demande à ce que les testaments soient « *compatibles avec la Shari'a* » dans le système juridique de Grande-Bretagne.

En effet, selon le quotidien National Post, suite à cette nouvelle décision, les tribunaux britanniques ne reconnaîtraient pas les enfants nés hors mariage et ne les considéreraient pas comme « *héritiers légitimes* ». Avec l'application des principes de la Shari'a dans la loi britannique, les mariages célébrés dans les églises ou les mairies ne seraient aucunement reconnus par le tribunal mais seuls les mariages musulmans seraient reconnus.

Par ailleurs, les avocats souhaiteraient que les testaments soient « *compatibles avec la Shari'a* ». Afin de mettre en place cette nouvelle réglementation, le Barreau représentant des avocats d'Angleterre et du Pays de Galle a rédigé « *un guide sur les règles de succession de la Shari'a qui sera utilisé dans les tribunaux britanniques* ».

Le Barreau a affirmé que ce guide avait pour objectif de « *promouvoir les bonnes pratiques et des éléments de support afin qu'ils puissent aider les clients de tous les horizons* ». Or, cette volonté de voir la Shari'a respectée et appliquée pour l'héritage n'est pas au goût de tous. En effet, « *le mouvement a été critiqué par les militants de l'égalité comme étant un pas en arrière qui sape la justice britannique* ». Une pétition a d'ailleurs été lancée afin de s'opposer à cette décision. Quoi qu'il en soit, la Grande-Bretagne a le mérite de vouloir s'adapter à sa communauté musulmane. french.irib.ir 08.04

Ne dites pas que c'est le législateur favorise le communautarisme, on va vous traiter de raciste ou d'islamophobe. Et bien c'est ce que nous pensons, les faits le prouvent.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Lattaquié : quand l'armée turque désobéit à Erdogan.

Selon La voix de la Russie, les hauts commandants de l'armée turque auraient refusé de suivre l'ordre d'Erdogan et de s'engager dans des combats contre l'armée syrienne dans la région de Lattaquié. " Selon les toutes dernières informations, la hiérarchie de l'armée s'est catégoriquement refusée de déclencher la guerre contre l'armée syrienne en dépit de l'ordre expresse d'Erdogan". Interrogé sur l'implication de la Turquie dans la bataille de Lattaquié, l'expert syrien des questions militaires, Hassan al Hassan a souligné : Si on veut donner un nom au rôle que joue en ce moment la Turquie à Lattaquié, on ne peut qu'avancer l'affirmation suivante : la Turquie est engagée officiellement dans la guerre et son rôle dépasse désormais le simple soutien aux milices de l'opposition.

Depuis le début de la guerre, Ankara s'est impliqué dans des combats. Il s'est rendu coupable de massacre perpétré à grande échelle contre le peuple syrien bien qu'il se soit mis au début à renier toute implication et soutien aux anti Assad. la guerre

d'Erdogan contre Assad a éclaté toutefois au grand jour il y a trois jours de cela quand son artillerie, son aviation et ses navires se sont mis à tirer en soutien aux takfiris, seulement trois jours après les raids israéliens contre la Syrie à Quneitara. Après de multiples défaites militaires des takfiris en Syrie face à l'armée nationale et la reddition des centaines voire des milliers d'entre eux, la Turquie et Israël se sont vus dans l'obligation de passer directement à l'offensive. Erdogan, bien empêtré dans les affaires qui nuisent à son aura a tenté d'extrapoler la crise et à l'exporter à l'extérieur des frontières nationale. Son coup de force contre Lattaquié est compris en ce sens". Mais Erdogan savait-il que cette attaque aurait déclencher la riposte violente de la Syrie? "Au sujet de l'implication de la Turquie et d'Israël dans les combats, Hassan al Hassan poursuit : " cette implication est vraie mais j'y sens une forte influence américaine. Les Américains suivent très étroitement les démarches turco israéliennes. Mais en dépit de tout cela, ni les Etats Unis, ni Israël ni la France et encore moins la Turquie et Israël ne pourront déclencher une nouvelle guerre car toutes ces parties sont bien conscientes des impacts d'un nouveau conflit d'envergure".

Le journaliste a ensuite fait remarquer le mouvement de la flotte russe vers Lattaquié et le fait que plusieurs navires russes ont quitté Tartous pour se rendre dans les eaux côtières de la Turquie. Selon Al Hassan, " un tel mouvement s'il a lieu effectivement est une démarche parfaitement normale ceux qui cherchent à mettre le feu dans la région, devront se brûler d'abord les doigts. Il y a quelques temps, d'aucuns croyaient encore qu'il y a une opposition "douce" " non armée" en Syrie contre Assad. mais les événements de ces derniers mois l'ont prouvé : il n'y a que du terrorisme qui se bat en ce moment contre Poutine". Al Hassan revient ensuite à la bataille de Lattaquié : " Il y a trois semaines , des centaines de terroristes armés , secondés par l'artillerie turque, pénètrent le territoire syrien en violation flagrante du droit international et aux traités et accords signés entre la Turquie et la Syrie. Ces terroristes progressent vers les parties orientales, méridionales et occidentales de Lattaquié. Le feu nourrie de l'artillerie turque permet une emprise terroristes dans ces régions . Et ceci, l'armée turque ne pas le nier. Au contraire, selon les informations bien fondées, Erdogan aurait cherché à impliquer officiellement et directement l'armée turque dans une confrontation directe contre l'armée syrienne mais les hauts commandants de l'armée turque l'ont refusé car une telle confrontation a été jugée nuisible aux intérêts de l'Etat. french.irib.ir 08.04

Haut de page

Le 10 avril 2014

CAUSERIE

Je viens d'apprendre que les bureaux de la Caf d'Aubagne seraient définitivement fermés, et à Marseille ils sont fermés jusqu'au 21 avril, du coup la population s'inquiète, en l'absence d'interlocuteurs l'angoisse est à son comble, la situation explosive m'a dit mon épouse.

C'est quoi un président de la République, un ministre, un secrétaire d'Etat ?

Un homme de paille, un pantin, une marionnette, un illusionniste, un imposteur.

C'est uniquement de la com, assumer un personnage préformé, un jeu de rôle.

C'est celui qui est chargé de transmettre la bonne parole au bon peuple, qui est capable à la fois de tenir un discours conforme à la politique élaborée en amont par une armée de technocrates acquis au capitalisme et correspondant aux besoins de la classe dominante, et de la présenter comme indispensable ou satisfaisant le critère populiste de l'intérêt général, de telle sorte que la majorité de la population n'en décèle pas les véritables intentions et y adhère par ignorance ou absence de conscience de classe, condition indispensable pour garantir la stabilité du régime en permettant au passage à ses lieutenants au sein du mouvement ouvrier de le soutenir.

C'est ainsi que les présidents, les gouvernements, les majorités parlementaires se succédent quelle qu'en soit l'étiquette sans que rien ne change, sans que le régime n'en soit affecté, sa pérennité étant assurée.

Pour que sa survie soit garantie deux ou plutôt trois conditions doivent être réunies qui en réalité n'en font qu'une.

La première consiste à maintenir les masses exploitées dans l'ignorance du fonctionnement de la société ou des fondements du régime capitaliste. il faut à tout prix qu'elles n'acquièrent pas une conscience de classe conforme à leur place dans les rapports (sociaux) de production ou à leurs intérêts, d'où la nécessité de mener le combat en leur direction sur les plans idéologique et politique pour les aider à progresser...

La seconde, repose sur les piliers du régime politique constitués par les partis et appareils syndicaux qui parlent en leur nom ou qui sont censés représenter leurs intérêts de classe, alors qu'ils sont vendus au capitalisme ou en sont de fidèles serviteurs, d'où la nécessité de les démasquer et de les combattre, de refuser toute compromission avec eux.

L'absence d'un parti de classe capable de mobiliser les masses laborieuses ou dans lequel elles se reconnaîtraient pour mener leur combat contre le patronat et l'Etat et renverser le régime en place en est la conséquence ou le produit. C'est en guise de synthèse la troisième condition qui représenterait un réel danger pour le régime si elle n'était pas remplie.

Il va de soi que l'ensemble des partis de l'extrême droite à l'extrême gauche ainsi que les appareils syndicaux ont parfaitement conscience de l'existence de ces trois conditions et qu'ils oeuvrent en commun ou séparément selon les cas, chacun à leur manière ou à leur niveau pour qu'elles ne soient jamais remis en cause, marginalisant, censurant, éliminant ou corrompant tous ceux qui auraient la "*mauvaise*" idée de vouloir s'y attaquer d'autant plus que leur propre existence en dépend.

Comment reconnaître un parti ouvrier qui ne ferait pas partie de ce vaste complot contre les travailleurs ? A sa volonté et sa capacité à se tenir strictement sur le terrain de classe des exploités, à rompre avec les partis institutionnels de droite comme de gauche ou même d'extrême gauche, avec l'Etat et ses représentants, le patronat et les appareils syndicaux vendus au capitalisme.

Au risque de s'isoler dirons certains ? De qui, de quoi ?

De l'ennemi que nous combattons, assurément si on entend par là refuser toute collusion avec lui, tout appel ou délégation en sa direction. Des masses, certainement pas car l'immense majorité d'entre elles n'ont aucune confiance dans ces partis et ces appareils syndicaux dont elles se détournent, ce qui n'est pas nouveau mais un fait permanent qu'on a ignoré jusqu'à présent avec les conséquences catastrophiques que cela a produit... Donc au contraire, adopter cette attitude c'est se situer résolument au côté des travailleurs et ne pas en bouger d'un millimètre, encore faut-il en être capable, en réalité c'est davantage une question de détermination, qui si elle nous fait défaut doit avoir un rapport avec notre interprétation de la situation notamment, avec la conception des rapports que nous devons avoir avec les masses et dont les couches les plus défavorisées ont été systématiquement exclues ou leur importance sous-estimée, ce qui fut une grave erreur politique aux conséquences incalculables.

L'art de la politique c'est prévoir dit-on, force est alors de constater que nos dirigeants sont des amateurs ou de piètres artistes.

Car en effet, il aura fallu attendre que les masses appelées aux urnes s'en détournent ou manifestent qu'elles rejetaient à la fois une politique (de régression sociale sans fin) et les institutions (antidémocratiques) représentées par ces partis pour s'exclamer qu'il venait de se produire quelque chose d'extraordinaire dans ce pays, un peu comme si finalement les masses s'étaient levées un beau matin du mauvais pied, soudainement, spontanément, sans qu'en amont pendant des années ou des décennies elles n'aient témoigné le moindre rejet du régime, non, non, voyez-vous elles étaient parfaitement heureuses, elles n'avaient aucun besoin non satisfaits, non, non, tout allait très bien pour elles, elles étaient satisfaites et baignaient dans un bonheur indicisible, jusqu'au 23 ou 30 mars 2014 très précisément, curieux non ?

Dans la vie, il arrive souvent qu'on ne trouve pas les mots ou l'occasion pour dire à quelqu'un ce qu'on a sur le coeur ou ce qu'on pense vraiment, ce qui ne nous empêche pas de le penser, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? Dès lors il y a deux manières d'appréhender cette situation. La nier parce qu'elle s'expose pas ou ne se révèle pas au grand jour, c'est ce que font nos dirigeants, ou en tenir compte, c'est la méthode que je préconise et que j'essaie de mettre en oeuvre. D'après vous, quelle est la meilleure attitude à avoir ? L'école de la vie camarades, voilà ce qui fait défaut à nos dirigeants. C'est peu de choses en réalité, observer, écouter, tirer des enseignements ainsi que de nos propres expériences de la vie quotidienne. Trotsky dira que ce fut l'école de Lénine, qui le forgea.

ACTUALITE EN TITRES

Un régime mafieux à abattre impérativement.

- Lourde amende pour BofA pour tromperie sur des cartes de crédit - Reuters

- HP solde pour 108 millions de dollars des enquêtes pour corruption - AFP

Pillage, saccage, régression sociale sans fin... les marchés l'exigent.

- La Sécu mise à contribution pour plus de 20 milliards dans les économies à venir - AFP

L'AFP porte-parole des marchés

- Grèce: grève générale malgré les rumeurs de retour sur les marchés - AFP

Vous aurez noté le "*malgré*" qui était vraiment de trop. Cela signifiait que les travailleurs auraient dû célébrer le retour des pilleurs en Grèce au lieu de manifester pour leurs droits, ils auraient mieux fait de s'en remettre aux marchés... Réac jusqu'à l'os l'AFP, n'est-ce pas ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Les rats.

- Hollande exfiltre Désir de la direction du PS - LeFigaro.fr

Ancien dirigeant de SOS Racisme, eurodéputé, il devient secrétaire d'Etat aux Affaires européennes. LeFigaro.fr 09.04

- Cambadélis, ancien militant trotskiste devenu une voix forte du PS - AFP

Né le 14 août 1951 à Neuilly-sur-Seine, il devint président de l'Unef réunifiée en 1980, après avoir été porte-parole des étudiants lors de la grève de 1976.

Il adhère au PS en 1986 et entraîne derrière lui nombre de ses amis trotskistes (OCI-PCI, Ndlr), ce qui lui vaudra une ascension rapide au sein du parti. En juin 2006 il est condamné à six mois de prison avec sursis et 20.000 euros d'amende dans l'affaire des emplois fictifs de la mutuelle étudiante Mnef. AFP 09.04

- Jean-Pierre Jouyet, un proche de Hollande habitué aux hautes fonctions - AFP

Issus comme Hollande de la promotion Voltaire de l'ENA, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, secrétaire d'Etat aux affaires européennes entre mai 2007 et décembre 2008 sous la présidence Sarkozy. AFP 09.04

Et les tartufferies habituelles de leurs complices.

- "*...le président de la République achève d'opérer sa conversion totale et absolue à la politique européenne de la droite*", écrit Raquel Garrigo, secrétaire nationale du PG. «*A quelques semaines des élections européennes, chacun tirera les conclusions de cette compatibilité manifeste entre le PS et la droite en matière européenne*», ajoute-t-elle. Liberation.fr 09.04

Souhaitons que les électeurs tireront "*les conclusions de cette compatibilité manifeste entre le PS*" et le PCF lors des dernières élections municipales à laquelle le PG est associé à travers le Front de gauche et qu'ils s'abstiendront d'aller voter. Au passage le POI appelle à l'abstention.

Hollande n'achève pas "*d'opérer sa conversion totale et absolue à la politique européenne de la droite*", puisqu'il est de droite tout comme le PS. Vous voudriez qu'on s'en tienne aux apparences, qu'on prenne pour argent comptant son discours qui consiste à camoufler sa véritable nature d'où son double langage, ses grossiers mensonges avec lesquels vous vous êtes toujours accommodés, pas nous.

Le seul fait de prétendre que Hollande ou le PS aurait changé est une tromperie, ils s'adaptent aux besoins du régimes en fonction du contexte voilà tout.

La dictature de l'oligarchie financière ou des marchés ouvertement revendiquée, mieux encore : Une "***nécessité***" !

- Les Allemands s'alarment des difficultés de la France à se réformer - lemonde.fr

La puissante fondation Bertelsmann a publié, lundi 7 avril, une étude sans complaisance sur l'état de la France.

Comparant 41 pays faisant partie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou de l'Union européenne, cette étude tente de déterminer la performance de leurs politiques publiques, la qualité de leur démocratie et la capacité de leur gouvernement à mener des réformes.

La France se classe ainsi au 14e rang dans le domaine des performances des politiques publiques (l'Allemagne est 6e), 28e sur la qualité de la démocratie (Allemagne est là aussi 6e) et 27e pour ce qui est de la capacité de l'exécutif à mener des

réformes (l'Allemagne est 8e).

Sur sa capacité à mener des réformes, la France doit son mauvais classement au sous-thème « *responsabilité de l'exécutif* », un secteur où elle n'est que 32e sur 41 en raison, selon l'étude, de la faiblesse du Parlement, de la société civile et de « *la réticence des pouvoirs publics à décrire les problèmes franchement* ».

« *La France n'est pas capable d'affronter les défis de la construction européenne et de la mondialisation* », considèrent les trois experts chargés d'ausculter la France.

« *Alors qu'elle se bat pour adapter son modèle économique et social à un monde changeant, les problèmes s'aggravent bien plus qu'ils ne diminuent* », relèvent Reimut Zohlnhöfer (professeur à l'université de Heidelberg), Henrik Uterwedde (directeur adjoint de l'institut franco-allemand de Ludwigsburg) et l'universitaire français Yves Mény.

Sans surprise, ils préconisent de « *poursuivre les réformes qui accroissent la compétitivité* ». Mais ils ne font pas mystère de leur inquiétude, notant que « *les difficultés récurrentes de la France sont essentiellement dues à sa culture économique et politique* ». Pour eux, il y a « *culturellement, une méfiance fondamentale envers les marchés et une croyance largement répandue que l'action publique est un moyen efficace de guider l'économie et de résoudre les problèmes* ».

N'hésitant pas à intervenir dans le débat en cours, alors que Paris envisage de demander un nouveau délai pour la réduction de son déficit public, ils observent que « *le sentiment que la volonté politique prime sur toute autre considération ou en d'autres termes que le budget est au service de la politique, est difficile à adapter aux règles du pacte européen de stabilité et de croissance* ».

(Le pouvoir politique doit être entièrement subordonné au pouvoir économique, à l'oligarchie financière, aux marchés quand ils ne sont pas directement aux commandes. Pourquoi se battent-ils pour liquider nos droits politiques, faire en sorte que la politique qu'ils nous imposent échappe au contrôle des Etats et de leurs citoyens, on a là la réponse. Voilà à quoi correspond leur stratégie de gouvernement mondial, comme quoi on ne fabule pas, elle prend ici tout son sens. - ndlr)

Leur conclusion est sans appel : « *Le refus des élites politiques d'admettre la nécessité d'adapter le modèle français a contribué à renforcer l'illusion qu'une politique économique différente pouvait échapper aux contraintes des marchés et de la compétitivité* ». lemonde.fr 07.04

Tout compte fait cela se passe de commentaire, nos lecteurs savent lire et ici il est explicité très clairement qu'aucun Etat ou gouvernement ne peut ou ne doit échapper à la dictature de l'oligarchie financière, ils doivent se soumettre un point c'est tout, c'est écrit en toutes lettres. Il n'existe pas d'alternative politique et tous doivent l'admettre de gré ou de force.

Donc en gros, c'est nous ou c'est eux, c'est une lutte à mort qui est engagée entre le capital et le travail, la barbarie et le socialisme, soit on en prend vraiment conscience et on mène notre combat à ce niveau, soit on s'adapte, autrement dit on capitule, on abdique. A chacun ses responsabilités.

En complément

- « *Bertelsmann, une Fondation au service de la gouvernance mondiale* », par Pierre Hillard. (alterinfo.net) (04.07.09)
- La Fondation Bertelsmann au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale (Réseau Voltaire) (26.05.09)
- La Fondation Bertelsmann expliquée par Pierre Hillard 1/2 - YouTube
- La Fondation Bertelsmann expliquée par Pierre Hillard 2/2 - YouTube

Voilà comment légitimer le capitalisme.

- Les 67 plus riches de la planète possèdent autant que les 3,5 milliards de plus pauvres - Liberation.fr

Selon l'ONG Oxfam, qui en appelle à un changement de politique du FMI et de la Banque mondiale, l'austérité est un moteur de l'aggravation des inégalités. Liberation.fr 09.04

Nous ne reconnaissons aucune légitimité au FMI et à la Banque mondiale contrairement aux ONG, il faut les dissoudre et abolir le capitalisme, c'est au prolétariat mondial révolutionnaire de s'en charger, de prendre le pouvoir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Indonésie

- Indonésie: l'opposition remporte les élections législatives - AFP

Le principal parti d'opposition a remporté mercredi les élections législatives indonésiennes, selon des estimations, ce qui place sur orbite le très populaire gouverneur de Jakarta pour la présidentielle de juillet.

Le Parti démocratique indonésien de la lutte (PDI-P) est arrivé en tête avec 19% à 20% des voix, selon les estimations.

"*Dieu merci, le peuple a fait confiance au PDI-P*", a déclaré à la presse M. Widodo, ancien vendeur de meubles âgé de 52 ans, qui s'est imposé comme le héraut des laissés-pour-compte et des travailleurs modestes face aux élites corrompues.

Le Parti démocratique du président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono, était, lui, crédité de quelque 10% des voix, soit moitié moins que le score qu'il avait réalisé lors des législatives de 2009.

Alors qu'il est actuellement le principal parti au Parlement, les sondages d'avant le scrutin le plaçaient en quatrième position.

Son effondrement intervient après une série de scandales de corruption. Ayant déjà effectué deux mandats, M. Yudhoyono ne peut pas se présenter à la présidentielle de juillet.

Les résultats officiels des législatives ne doivent être annoncés qu'en mai mais, dans le passé, les estimations des instituts se sont révélées fiables.

Ces législatives, les quatrièmes depuis la fin de la dictature de Suharto en 1998, se sont déroulées sur trois fuseaux horaires dans ce pays de plus de 250 millions d'habitants.

Seuls les partis recueillant plus de 20% des 560 sièges au Parlement, ou 25% des suffrages, sont habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle.

Faute d'avoir atteint ces chiffres, le PDI-P devra former une coalition pour présenter son candidat.

Loin derrière dans les sondages pour la présidentielle, le principal adversaire de M. Widodo est Prabowo Subianto, un ancien officier supérieur des forces spéciales qui a été accusé de violations des droits de l'Homme.

Certains s'interrogent sur l'envergure nationale du gouverneur de Jakarta, qui ne dirige la région-capitale que depuis un peu plus d'un an.

Il n'a encore rien dévoilé de son projet pour le pays alors que les chantiers sont immenses pour la première économie d'Asie du sud-est: ralentissement de la croissance (autour de 6%), pauvreté, corruption endémique, montée des intolérances religieuses.

Des médias locaux ont fait état mercredi de cas de candidats offrant aux électeurs de l'huile, du sucre ou des pots-de-vin pour tenter de s'assurer leur suffrage à la dernière minute, une pratique illégale mais répandue.

Les élections semblent toutefois s'être déroulées sans heurts majeurs et aucune violence n'a été signalée.

Selon les estimations, c'est le Golkar, l'ancien parti de Suharto, qui arrive en deuxième position, suivi par le Gerindra du candidat à la présidentielle Prabowo Subianto.

La surprise de ces législatives semblait devoir être le score des cinq partis islamiques, bien plus élevé que ce que les sondages avaient prévu avant le scrutin.

Plus de 85% des Indonésiens sont des musulmans sunnites, ce qui fait de l'archipel le pays musulman le plus peuplé du monde devant le Pakistan.

Les quelque 186 millions d'électeurs indonésiens étaient appelés à choisir parmi 230.000 candidats à des mandats parlementaires, provinciaux et locaux sur les 17.000 îles de l'archipel. AFP 09.04

SOCIAL

Grèce

- Les Grecs manifestent contre l'austérité avant la venue de Merkel - Reuters

Plus de 20.000 Grecs - salariés, chômeurs, retraités ou étudiants - ont manifesté mercredi en direction du Parlement pour dénoncer la politique d'austérité suivie à la demande des créanciers de la Grèce.

Les syndicats du privé, GSEE, et du public, ADEDY, avaient en outre appelé à une grève de 24 heures, qui a perturbé le trafic maritime et les transports à Athènes, entraîné des fermetures d'écoles et de pharmacies et contraint les hôpitaux à ne traiter que les urgences médicales.

Les manifestants ont défilé dans le calme pendant deux heures dans les rues d'Athènes, en scandant notamment "*UE, FMI, prenez votre plan de sauvetage et dégagez*".

"*Le moment est venu de sauver les gens et pas les banques*", a déclaré Eleni Prokou, économiste de 59 ans. "*Merkel et la troïka devraient arrêter de mettre leur nez dans nos affaires.*"

Marins et cheminots ont notamment fait grève mercredi pour protester contre la privatisation des grands ports et du réseau ferré du pays.

Les Grecs ont perdu environ un tiers de leur revenu disponible depuis le début de la crise en 2010 et plus d'un actif sur quatre est au chômage. Reuters 09.04

ECONOMIE

Costa Rica

- Costa Rica: Bank of America et Intel assènent un coup dur à l'économie - AFP

Les deux géants Bank of America et Intel ont dévoilé la suppression de 3.000 emplois au Costa Rica, le groupe bancaire américain annonçant même son départ du pays, un double coup dur pour cette petite économie d'Amérique centrale.

Ces décisions, annoncées mardi, font suite à l'élection dimanche de l'outsider centriste Luis Guillermo Solis en tant que président de ce pays de 4,3 millions d'habitants qui ambitionne de devenir un centre mondial de la haute technologie.

"*Certains vont partir, mais d'autres prendront leur place*", a tenté de nuancer la présidente sortante Laura Chinchilla.

La directrice de l'agence nationale de promotion des investissements Gabriela Llobet s'est dite surprise par cette annonce, tout en affirmant ne pas croire qu'elle soit liée au résultat de l'élection présidentielle. "*C'est juste une mauvaise coïncidence*", a-t-elle jugé. AFP 09.04

Haut de page

Le 11 avril 2014

CAUSERIE

Une contribution, de nouveaux articles seront mis en ligne plus tard dans la journée, le site ne sera que partiellement actualisé, peu d'infos aujourd'hui.

Réflexion politique.

- Valls: la présence de Harlem Désir au gouvernement est un "*atout*" - AFP

Désir est un des cofondateurs de SOS racisme qui est le pendant de l'extrême droite, dans le sens où ils sont complémentaires et non ennemis, Hollande ayant relancé sur tous les fronts la guerre idéologique il est donc normal qu'aussi bien Valls que Désirs soient en situation d'y participer ou de l'orchestrer, qu'ils soient récompensés, à la guerre comme à la guerre.

Maintenant on pourrait se poser une question : Il est tout de même troublant de constater qu'aujourd'hui comme hier ou autrefois, en France ou ailleurs dans le monde, chaque fois que les partis se réclamant de la gauche sont parvenus au pouvoir par la voix législative, institutionnelle, légale, il se passe très peu de temps avant qu'ils nesoient rejetés par l'immense majorité des masses ou se retrouvent totalement isolés pour gouverner, tandis que l'extrême droite pointe son nez, se redresse et fait entendre sa voix menaçante de plus en plus fort, parfois jusqu'à parvenir à renverser le pouvoir en place par un coup de force.

Ce qui se passe en fait. C'est que la soi-disant gauche est parvenue au pouvoir sur la base d'une imposture, d'une escroquerie politique, en avançant masqué, plus ou moins maladroitement, le plus souvent ou généralement pour être plus précis c'est pas dépit qu'elle est parvenue au pouvoir, les électeurs ont sanctionné le parti aux affaires pour le remplacer par le seul parti qui était en position pour prendre sa place sans manifester pour autant des illusions dans le parti qu'ils portaient au pouvoir, en réalité leur comportement a été dictée principalement par les conditions et les difficultés matérielles ou objectives qu'ils rencontraient dans leur vie quotidienne sans réellement soutenir un parti plus qu'un autre, leurs bulletins de vote manifestant leur rejet d'une politique plus que l'adhésion à une autre politique sachant pertinemment que les partis dits de droite ou de gauche leur proposaient et appliqueraient finalement la même politique. Une fois les élections terminées leurs difficultés demeurent et les mois ou les années passant ils se rendent bien compte que la soi-disant gauche poursuit ou aggrave la politique mise en oeuvre précédemment par la droite de telle sorte qu'il ne leur reste plus qu'à se détourner du parti au pouvoir qui va perdre les élections suivantes ou connaître de cinglantes défaites électorales, laissant le champ libre au parti de l'ordre officiel et à l'extrême droite toujours en embuscade.

Ce serait commettre une grave erreur politique ou confusion de croire qu'une partie des travailleurs auraient porté au pouvoir le PS en ignorant à quel parti ils avaient à faire. En réalité ils le savaient très bien (par expérience) et ils ont estimé dans le contexte où se déroulaient les élections qu'il n'existait pas d'autres alternatives politiques. Aussi, leur ignorance portait davantage sur la compréhension du développement du capitalisme jusqu'à nos jours qui est incompatible avec la démocratie et la satisfaction de leurs besoins sociaux, qui leur a interdit de se diriger vers d'autres partis qui intègraient cette prise de conscience politique en leur proposant une véritable alternative au capitalisme conforme à leurs intérêts de classe, et dont ils ne pouvaient se saisir de ce fait.

Les masses ne sont pas hétérogènes, on a eu l'occasion de s'en apercevoir (une nouvelle fois) lors des élections qui se sont déroulées entre mai 2012 et mars 2014.

En 2012, c'est en gros l'ensemble des couches des masses exploitées qui ont participé aux élections. En 2014, ce sont seulement les couches les plus favorisées des masses qui sont retournées aux urnes, celles qui avaient encore quelque chose à perdre ou espéraient encore préserver leurs privilèges, être ménagées par le gouvernement en échange de leurs voix, tandis que les couches les plus défavorisées se sont quasi-unanimement détournées des élections municipales, signifiant par là qu'elles n'attendaient absolument rien du pouvoir en place, et elle s'apprêtent à faire de même lors des européennes n'attendant rien de bon de l'UE.

Ne pas faire cette distinction qui repose sur les faits, pire, ne pas en tenir compte serait commettre une grave erreur politique, une de plus, il est vrai qu'on n'est plus à cela près maintenant qu'on est parvenu au bord du gouffre ou à l'aube d'une nouvelle guerre qui pourrait embraser le monde, cette sombre perspective se renforçant jour après jour, hélas !

Guerre dans laquelle pourraient s'engager un nombre limité de pays sans pour autant en subir les conséquences en terme de massacres de population... Non, ces massacres interviendraient par la suite, une fois les Etats totalement déstabilisés et le chaos se généralisant la situation tournant à la guerre civile dans une multitude de pays, les couches et les communautés que les régimes en place se sont employés à stigmatiser, puis encouragés pendant des années, régleront leur compte les armes à la main, avec en sous-main le soutien (matériel, financier, stratégique, etc.) de la classe dominante aux milices fascistes ou d'extrême droite qui instaureraient un régime de terreur dans ces pays-là et dont évidemment le mouverment ferait les frais en priorité, sinon à quoi bon recourir à cette stratégie, n'est-ce pas ?

Cela nous ramène à notre sujet.

Précédemment dans d'autres causeries nous affirmions sur la base des expériences passées que le Front populaire ou la soi-disant gauche au pouvoir frayait la voie au fascisme, à la dictature militaire, à des régimes arbitraires ou totalitaires, à la guerre, on peut ajouter à la guerre civile.

On peut observer que dans tout un tas de pays l'extrême droite fait parler d'elle à défaut d'être des mouvements de masse ou de détenir le pouvoir. Tous les gouvernements en place (et les médias) favorisent la montée du fascisme, Ukraine, Hongrie,

Grèce, Pays-Bas, Allemagne, France, en fait dans tous les pays de l'UE, mais pas seulement en Russie aussi, en Amérique latine, sans oublier Israël où il est déjà au pouvoir. Aux Etats-Unis qui est le véritable laboratoire du néolibéralisme et de la dégénérescence programmée de la civilisation humaine, il règne une dictature policière impulsée par l'oligrachie financière qui doit s'étendre au monde entier par la guerre ou des guerres civiles ou les deux associées, à défaut de parvenir autrement à leur objectif qui est la liquidation pure et simple du mouvement ouvrier, de toute opposition organisée entravant leur plan ou susceptible de contester leur régime dictatorial.

On a pu observer depuis plus de 35 ans en France que cette soi-disant gauche était associée à ce processus permettant à l'extrême droite à se poser en dernier recours pour sauver le régime en place en cas de besoin, quand elle n'en a pas pris l'initiative. SOS racisme, tout comme la Licra, sont dirigées par les sionistes qui viennent de déclarer par la voix du Congrès juif mondial à l'adresse des gouvernements occidentaux (principalement) à propos de la situation en Ukraine née du coup d'Etat de l'Otan, qu'il ne fallait surtout pas "exagérer la situation des juifs dans le pays et à ne pas l'utiliser pour contester la légitimité du nouveau gouvernement" néonazi, ce qui signifie ouvertement qu'ils sont prêts à sacrifier les juifs s'il le faut pour que leur stratégie politique s'impose, la totalité de la population ukrainienne doit y passer si nécessaire, de la même manière que près de 80 ans en arrière ils avaient adopté la même attitude envers Hitler et le régime nazi en Allemagne.

Voilà une idéologie terrifiante, les faits sont liés, ils se déroulent sous nos yeux, ils s'enchaînent parfaitement, chacun assumant parfaitement son rôle des plus cyniques avec une détermination sans faille, sacrifier des pans entiers d'une population ou mettre à feu et à sang l'humanité toute entière ne les fera pas reculer, si nécessaire, s'ils estiment que c'est le meilleur moyen pour avancer vers leur objectif, ils passeront à l'acte, absolument rien ne les arrêtera, surtout pas le mouvement ouvrier ou son avant-garde disloqués ou faillis.

Les faits s'enchaînent si bien qu'on est bien obligé de constater que cela ne serait pas possible si de l'extrême droite à l'extrême gauche il n'existait pas une forme de collusion entre tous ces partis, des liens qui ne les relient pas forcément directement entre eux, ils passent par des passerelles, l'extrême gauche demeurent liée au PS et au PCF qui eux-mêmes sont liés à la droite et au régime, et même à l'extrême droite s'agissant du PS puisque le sionisme en fait partie, c'est la couche la plus radicale, extrémiste, guerrière des néolibéraux, de la classe dominante, du capitalisme. Il faut inclure les dirigeants syndicaux évidemment dans ces rapports.

On s'est toujours retenu pour ne pas parler d'un gigantesque complot ourdi contre les masses, on l'a évoqué en passant sans vouloir s'y attarder en se disant que personne ne le comprendrait, et puis finalement c'est la situation qui se charge de le dévoiler aux yeux du monde entier, le plus navrant, c'est que ce n'est pas la première fois.

Les dirigeants du PS, du PCF et des autres partis ou des syndicats sont bien trop intelligents pour ne pas comprendre ce qui se passe et savoir ce qu'ils font, on ne peut pas imaginer un instant le contraire, ils possèdent les mêmes informations et connaissances que nous, et on ne peut pas admettre non plus qu'on serait les seuls à dresser ce triste constat. Car il faut bien avoir conscience que le monde court infailliblement à sa perte dans l'état actuel des choses et on ne voit absolument pas comment il pourrait y échapper, il ne passe pas un jour qui ne le confirme.

Tenez, hier soir j'ai appris que la Turquie venait de mettre en place un battaillon de chars et des batteries de missiles pointés sur la Syrie et qu'ils avaient creuser des trancher sur des kilomètres pour se préparer à la guerre, on ne se donne pas tant de mal pour faire un barbecue, n'est-ce pas ? Et l'OTAN qui ne parle plus que de guerre avec la Russie, qui meurt d'envie d'en découdre immédiatement, de mettre à feu et à sang toute l'Europe. Au même moment Obama mettait en garde la Chine contre toute nouvelle provocation guerrière envers le Japon, l'allié des Etats-Unis, tandis qu'au Pentagone il y en a qui sont déjà prêts à déclencher une guerre avec la Chine. En Inde, c'est un parti communautarisme hidou (BJP) farouchement anti-musulman qui risque de prendre le pouvoir, il faut donc prévoir dans les mois à venir des provocations et des tensions avec le Pakistan, la Chine et le Bangladesh, Sri Lanka aussi.

Europe, Russie, Proche-Orient, Asie (Chine, Pakistan, Inde, etc.), Etats-Unis, Amérique latine (Venezuela, Chili, Argentine, Bolivie, Costa Rica, etc.), bref, c'est le monde entier qui est menacé par une nouvelle guerre.

On a établi plus haut quels partis en portaient essentiellement la responsabilité, ceux qui avancent masquer, ceux qui les soutiennent, qui sont leurs alliés, qui refusent de rompre avec eux, avec les appareils des syndicats qu'ils contrôlent. Rien de tout cela est nouveau répétons-le, personne n'a jamais voulu en tenir compte, apparemment notre contribution politique ne servira à rien ou n'aura aucune chance d'être entendue.

Qu'on se comprenne bien, on ne veut pas se faire alarmiste ou que nos lecteurs plongent dans un profond désarroi ou soient pris de terreur face à ce qui nous attend et qui à mon avis sera inévitable un jour ou l'autre. Pourquoi ? Parce que pour imposer leur politique néolibérale et faire face à la crise du capitalisme, il leur faut coûte que coûte écraser le mouvement ouvrier, son avant-garde, infliger une terrible défaite aux masses dont elles ne pourront jamais se relever. Les mesures antisociales ou contre-réformes que prennent les gouvernements sont insuffisantes, trop longues à mettre en oeuvre à leur goût, les travailleurs résistent comme ils peuvent malgré tout, et ils existent toujours des militants pour les organiser et se battre quotidiennement...

C'est avec cette situation qu'ils veulent en finir une fois pour toute, liquider la lutte des classes et instaurer une dictature mondiale sur les cendres des Etats réduits à l'état de vassaux, de simples exécutants de leur politique élaboré ailleurs, à Bruxelles pour ce qui concerne l'Europe, par des technocrates ou une élite intellectuelle sélectionnés par l'oligarchie, à ses ordres, les masses ne disposant plus d'aucun droits sociaux ou politiques, étant placées dans une situation où elles seront dans l'impossibilité de s'organiser, se rassembler, de contester un régime dont le pouvoir politique leur échappera totalement, il sera si éloigné, inaccessible, qu'elles ne pourront jamais plus s'y attaquer ou même l'effleurer, nul partage du pouvoir n'est envisageable dans l'avenir, même désuet, nul trace de démocratie ne doit persister, voilà le monde qui est en marche et qu'il y a urgence à renverser.

Il faut absolument en prendre conscience au plus vite et s'organiser, construire le parti, rassembler les masses dans l'unique perspective de prendre le pouvoir et renverser l'ordre établi. Ce n'est pas une formule ou une phrase apprise par coeur que je ressors pour l'occasion, c'est la seule stratégie possible pour vaincre notre ennemi.

Voilà le discours qu'on ne peut plus, qu'on ne doit plus jamais entendre. En rouge les passages intolérables qui témoignent des illusions de son auteur dans le PS :

Extrait de l'éditorial de D. Gluckstein, secrétaire national du POI (Informations Ouvrières n°296)

- "*Près de cent députés du parti au pouvoir qui menacent de ne pas voter la confiance au Premier ministre — **même si** c'est pour se rétracter ensuite (11 d'entre eux se sont **malgré tout** abstenus) — et **mettent en cause** le pacte de responsabilité ; un ancien premier secrétaire du Parti socialiste, Henri Emmanuelli, qui déclare : « Le Parti socialiste est mort ». Tout cela traduit une crise sans précédent de la Ve République, dans le prolongement du rejet massif des 23 et 30 mars (1).*"

Note.

(1) "*Le PCF et le Front de gauche, de leur côté, ont refusé de voter la confiance. Mais dix jours plus tôt, ils se sont fait élire aux élections municipales sur des listes communes avec les représentants du Parti socialiste, au moment même où le gouvernement Hollande-Valls veut imposer aux municipalités de tailler massivement dans les dépenses publiques.*"

Monsieur Gluckstein, quand je militais dans votre parti, l'OCI, pour le millième de ce que vous venez d'écrire j'aurais été déclaré traître et exclu ! Reprenez-vous sinon je serais tenté de dire que vous aviez bien caché vos véritables intentions.

Je comptais encore secrètement sur le POI pour relever le défi auquel nous sommes confrontés, je suis disponible et animé de bonnes intentions, mais là franchement je ne peux pas vous suivre, c'est totalement impossible, désolé.

La Turquie appuyée par les USA et Israël va-t-elle lancé le coup d'envoi de la guerre ?

- Batteries de missiles turques braqués sur Lattaquié - french.irib.ir

L'armée turque a mobilisé des dizaines de chars et des lances-roquettes dans la localité de Nassibin dans la province frontalière de Mardin non loin du territoire syrien. L'armée turque a braqué des dizaines de chars et de lance-roquettes en direction des villes et villages de la région de Qamishlo.

Selon les informations en provenance de la Turquie, les militaires turcs ont pris position tout au long de la ligne frontalière où des tranchées ont été creusés tous les deux cent mètres à l'effet d'y installer des canons et des batterie de missiles. Les patrouilles militaires turques sillonnent les frontières 24 heures sur 24. Les forces sécuritaires et militaires ont pris des mesures spéciales dans la région de Qameshli surtout à Chanlu Orfa. Certains médias turcs rapportent cette information sous l'intitulé " *des armes sont braquées sur la Syrie*". Depuis près d'un mois, la Turquie d'Erdogan s'est impliquée dans des opérations militaires directes contre la Syrie à Lattaquié, à Alep. Des milliers de takfiris tchéchènes et saoudiens qu'elle a sur ses ordres prenennt d'assaut les localités syrienne. A Lattaquié la ville de Kessab est toujours aux mains de ces mêmes terroristes.

Selon les analystes, il est tout à fait possible que la Turquie, suivant les ordres de l'Otan, déclenche une confrontation directe contre Assad et son armée. Erdogan compte beacoup sur une telle offensive, bien impopulaire en Turquie, pour booster ses chances en vue de la présidentielle. french.irib.ir 10.04

A moins que ce soit l'OTAN ?

- Ukraine: Poutine menace de fermer le robinet du gaz - french.irib.ir

Vladimir Poutine a mis en demeure jeudi les Européens d'assurer le paiement des milliards de dettes de l'Ukraine ou risquer de voir leurs approvisionnements en gaz menacés, relançant la pire crise Est-Ouest depuis la fin de la guerre froide. Vladimir Poutine

a mis en demeure jeudi les Européens d'assurer le paiement des milliards de dettes de l'Ukraine ou risquer de voir leurs approvisionnements en gaz menacés, relançant la pire crise Est-Ouest depuis la fin de la guerre froide.

Pendant ce temps, le face-à-face tendu entre séparatistes pro-russes et loyalistes se poursuivait dans l'est de l'Ukraine, malgré une offre d'amnistie du pouvoir pro-européen de Kiev. Dans une lettre à 18 dirigeants européens, le président russe a affirmé que son pays a subventionné l'économie de l'Ukraine à hauteur de plus de 35 milliards de dollars depuis quatre ans et exige que ce soutien se fasse désormais sur un pied d'égalité. Alors que Moscou a augmenté de 80% la semaine dernière le prix de ses livraisons à Kiev, au bord de l'asphyxie financière, M. Poutine a prévenu qu'en cas de non-paiement le robinet serait coupé, faisant surgir le spectre des guerres du gaz qui avaient réduit les livraisons vers l'ouest du continent en 2006 et 2009. french.irib.ir 10.04

Haut de page

Le 12 avril 2014

CAUSERIE

Boycott des élections européennes !

Il nous arrive de mettre en ligne des articles du portail wsws.org (une organisation trotskiste se réclamant de la IVe Internationale) publiés par Mondialisation.ca.

A la fin d'un article consacré à la situation en Ukraine ils écrivent :

- "*Ces développements soulignent le caractère opportun de l'intervention dans les élections européennes de mai par les Partis de l'Egalité socialiste en Grande-Bretagne et en Allemagne*". WSWS 08.04

C'est marrant quand même tous ces gens qui se disent trotskistes et qui ne savent plus quoi inventer pour justifier leur soumission au capital, ici en légitimant l'existence de l'UE qui a co orchestré le coup d'Etat de Kiev avec les fachos, la CIA et le Mossad.

En France, seul le POI appelle à ne pas voter aux européennes.

Conditionnement et manipulation des masses.

Sur 45 millions de citoyens adultes ou en âge de voter, combien ont entendu ou lu l'intégralité du discours de Valls à l'Assemblée nationale, entendu ou lu dans des conditions leur permettant de retenir l'essentiel pour y réfléchir ensuite ou en parler ? Personne ou presque, allez, soyons généreux, disons 0,01%.

Même moi je n'ai pas eu cette patience et pas le temps aussi. Je me suis contenté des articles de presse qui en avaient proposé un résumé... orienté, ce qui ne pouvait pas m'influencer, en revanche ce qui n'était pas le cas du lecteur lambda qui n'avait pas de conscience de classe ou manquait de vigilance pour se faire une idée précise de l'orientation du discours de Valls ou encore pouvait même y trouver ce qui n'y figurait pas.

Dans ce genre de discours ce ne sont pas forcément les mesures annoncées le plus important, bien qu'ellles puissent fournir des indications précieuses sur son orientation, mais la manière dont elles sont présentées ou justifiées qui est déterminant, l'objectif de son auteur étant d'obtenir l'adhésion ou le soutien de ceux à qui elles sont destinées ou qui sont concernées par ces mesures.

Et comment leur auteur et les médias les ont présentées ou répercutées ? Comme d'habitude, nécessaires, correspondant aux besoins de la situation (dans l'intérêt général...), répondant aux attentes de la population, mieux, espérées par elle qui de ce fait se voit combler avant même qu'on lui demande son avis, formidable, non, le reste n'étant plus qu'une formalité, une magouille confiée à un institut de sondage corrompus et le tour est joué.

L'intérêt de se pencher sur la manière dont ces mesures sont présentées ou justifiées au lieu de se focaliser uniquement sur leurs contenus, c'est que cela permet de comprendre ce qu'elles recouvrent ou quelles en sont les véritables intentions, l'origine, y compris à qui elles doivent profiter finalement, au régime et à personne d'autres évidemment puisque leur auteur en est le représentant, ce que le lecteur lambda ignore généralement ou n'a pas à l'esprit quand il aborde ce genre d'articles ou de discours.

Donc en employant cette grille de lecture on évite de se faire piéger, de manifester des illusions, de se faire berner, en réalité on met en pratique une méthode qui petit à petit au fil du temps permet d'élever notre niveau de conscience politique. Comment ? Car

à travers cette expérience répétée on finit par intégrer cette méthode qui nous sera très utile pour interpréter d'autres discours ou dans d'autres situations. On acquiert un outil de réflexion qui va nous permettre de renforcer notre esprit critique ou de le développer et de penser librement, véritablement ou sans se leurrer comme on le faisait précédemment ou à nos dépends. Finalement, on s'arme théoriquement pour interpréter la société et le monde, on va modifier radicalement notre mode de pensée qui jusque là était influencé par la classe dominante, on conquiert notre indépendance qui va nous être utile (indispensable) pour la suite de notre combat politique.

On est parti d'un tout petit rien en apparence, dont nous avons tiré un enseignement d'une portée exceptionnelle à l'arrivée, dont on n'aura pas conscience au départ mais qui nous servira le restant de nos jours si on s'emploie à répéter cette expérience ou que l'on garde à l'esprit cet enseignement, y compris dans tous les rapports de la vie quotidienne.

On aurait pu tirer le même enseignement à partir de bien d'autres expériences, puisque en réalité l'opération consistait uniquement à prendre en compte l'ensemble des facteurs en présence pour se concentrer sur celui qui allait nous permettre de comprendre d'un coup, au delà du contenu réel d'un discours dans le cas présent, quels rapports ils existaient entre eux et dans quelle perspective il se situait de manière à pouvoir déterminer librement quelle attitude adopter face à ce discours, etc.

En procédant de la sorte, on n'a pas traité cette expérience comme une abstraction, au contraire on l'a analysée de façon dynamique et dialectique en l'intégrant dans la situation.

En règle générale (dans la vie également) il y a deux façons de procédés. Soit on privilégie ou on ne traite que les conséquences d'un événement ou d'une action, on se contente des apparences, de ce qu'on a sous les yeux en se projetant éventuellement dans le futur, donc encore en ne traitant que de conséquences. Soit on s'interroge sur leur cause ou origine, on se demandera ce qui a bien pu se passer en amont, à quelle évolution correspond ce que nous avons sous les yeux maintenant, ce qui nous permet de situer un fait sur le plan historique, de reconstituer comment dialectiquement il s'est formé, suite à quelles transformations, etc. et d'essayer de déterminer si nécessaire son évolution probable dans l'avenir, en politique cela nous servira à définir quelle stratégie adopter, quelles tâches adopter, etc.

On a vu dans la causerie d'hier que la soumission aux marchés était présentée par la fondation Bertelsmann qui incarne les besoins de l'oligarchie financière, comme une nécessité incontournable pour tous les gouvernements, y compris celui de Hollande-Valls-Sapin.

Comment Valls a-t-il présenté ses mesures lors de son discours à l'Assemblée nationale ? En employant exactement le même procédé. Cela signifiait que personne ne peut se soustraire à la dictature de l'oligarchie financière et qu'elle seule doit détenir le pouvoir de décider du sort ou de l'avenir de la population en France notamment, Valls en étant le porte-parole.

C'est le postulat de départ qui ne figurait pas tel quel dans le discours de Valls, mais qui en déterminait son orientation politique, auquel finalement lecteurs, auditeurs, téléspectateurs et internautes étaient appelés à adhérer ou soutenir sans qu'ils en aient conscience.

A mon avis, voilà ce qu'il fallait expliquer aux militants et aux travailleurs au lieu de se contenter de reproduire ces mesures et d'en indiquer seulement la nocivité qui relève du lieu commun, ce qui n'aide en rien à progresser sur le plan politique ou théorique.

Quelques titres de presse pour illustrer notre exemple.

- La popularité de Manuel Valls grimpe en flèche - Reuters

- Valls gagne 6 points de popularité après une semaine à Matignon - AFP

- Après une semaine à Matignon, la cote de popularité de Valls grimpe - 20minutes.fr

- Manuel Valls a réussi son entrée en piste, selon un sondage - Francetv info

- Manuel Valls : 62% de satisfaits après son discours à l'Assemblée - Le Nouvel Observateur

62% de combien ? Elle est là l'arnaque.

Un autre exemple.

En famille. Au garde-à-vous. Les syndicats légitiment le gouvernement : Ils ont déjà capitulé !

A peine nommé, Manuel Valls a reçu vendredi syndicats et patronat, pour rassurer les premiers, inquiets du plan d'économie à

venir, et promettre au second l'accélération du pacte de responsabilité.

M. Lepaon plaide pour des discussions globales "*autour de la même table*" entre gouvernement, syndicats et patronat plutôt que des entretiens bilatéraux. AFP 11.04

Les bureaucrates syndicaux vendus estiment qu'il est de leur devoir, de leur responsabilité, que cela fait partie de leur mission ou de leurs prérogatives, de leur mandat (sic !) de répondre positivement à une invitation du Premier ministre qui incarne la dictature du capital.

Le postulat de départ qui se trouve masquer lors de cette démarche, réside dans leur soumission au capitalisme qui dès lors rend nécessaire qu'ils aillent prendre leurs ordres auprès de son représentant. Elle sera présentée comme naturelle, parce que voyez-vous ce sont des gens qui seraient polis et auraient des principes, nous à côté nous sommes des rustres sans éducation, de vulgaires gauchistes ou extrémistes.

Pour qui roulent-ils ?

- Une marche contre l'austérité le 12 avril…et l'amorce d'une opposition de gauche au gouvernement? - 20minutes.fr

Pas possible : L'Opposition de gauche, c'est nous !

- La gauche radicale veut mobiliser contre la politique du gouvernement - lefigaro.fr

Radicale en parole, coupée des masses, à moins que ce ne soit un trait d'humour du Figaro qui voulait dire Radical de gauche !

- Mélenchon, Besancenot, Laurent: tous unis contre Valls - publicsenat.fr

- Manifestation contre l'austérité samedi à Paris - AFP

- Le Front de gauche, le nouveau parti anticapitaliste (NPA), un collectif d'associations et plusieurs fédérations syndicales appellent à manifester samedi "*contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses*" à Paris. AFP 11.04

Même le FMI et Bill Gates sont "*contre l'austérité*" et pour le "*partage des richesses*".

- « *Valls est terrifiant. A peine arrivé il perd les Verts. Puis la gauche du parti, avec onze députés socialistes qui ne votent pas la confiance. C'est du jamais vu* » a attaqué sur RTL Jean-Luc Mélenchon. publicsenat.fr 11.04

Pour un peu on en oublierait que Valls a obtenu une majorité confortable lors du vote à l'Assemblée nationale ! Mélenchon, un moulin à prières tibétains...

- « *Notre espoir, c'est le NPA et les Verts. Ils ne sont plus au gouvernement. A quoi ils servent ? (…) On a des convergences sur beaucoup de thèmes* », souligne Jean-Luc Mélenchon.

Les Verts ou la réaction qui soutient le gouvernement néonazi à Kiev, bon, le NPA soutient bien la guerre contre la Syrie au côté de Hollande et Obama, alors pourquoi pas, ils sont faits pour s'entendre...

- « *En se ralliant à l'austérité, la politique du gouvernement démobilise la gauche, la désoriente, fait basculer le rapport de force et laisse le terrain libre à la droite et l'extrême droite* », explique François Delapierre.

Pour peu on en oublierait que le PS n'a jamais condamné l'austérité, il a même pris l'initiative de la mettre en oeuvre dès... 1982-83 ! En fait c'est hier matin en se levant qu'ils l'ont adoptée, si, si puisqu'on vous le dit. Ce type-là est un faussaire, ignoble.

- (A propos de Valls) « *Il était déjà pour l'austérité lors de la primaire PS. C'est un socialiste largement contaminé par les idées de l'extrême droite, dans son vocabulaire* », attaque le proche de Jean-Luc Mélenchon.

Mélenchon : le nouveau Premier ministre "*est un socialiste qui pose problème à tout le monde, à commencer par les socialistes eux-mêmes*".

Si Valls est socialiste, alors c'est que nous sommes des nazis!

ACTUALITE EN TITRES

Qu'on se le dise...

- Michel Sapin maintient l'objectif de 3% de déficit en 2015 - Francetv info

- Pierre Gattaz demandera à Manuel Valls une accélération du pacte de responsabilité - AFP 10.04

... et dès le lendemain...

- Valls va accélérer la baisse de l'impôt sur les sociétés - AFP 11.04

Le roi a dit je veux :

- Pacte de responsabilité: Gattaz veut une loi "*avant l'été*" - AFP

- Nucléaire : le patron du CEA suggère de construire 35 réacteurs d'ici à 2050 - LePoint.fr

La CGT ou le service après-vente du capitalisme.

- Ascométal: la CGT préfère le projet Supplisson, qui préserve 97% de l'emploi - AFP

Le Medef t'aime Valls ! Il n'est pas le seul !

- Les régularisations de sans-papiers en hausse de 51% en 2013 - Reuters

- Sans-papiers: 12.000 régularisations de plus en 2013 du fait des règles de Valls - 20minutes.fr

Leur société a besoin que vous soyez nul !

- Dictée : la fin des zéros pointés pour les fautes d'orthographe - lefigaro.fr

«*La dictée fait le plus souvent l'objet d'une évaluation descendante: par rapport au texte source, l'enseignant décompte, en négatif, les erreurs commises. Cette pratique, décourageante pour l'élève, ne permet pas pour autant de bien cerner quelles sont ses difficultés orthographiques et quels remèdes y apporter*», affirme l'Education nationale dans une note révélée par RTL. lefigaro.fr 10.04

Commentaire d'un internaute

- "*Comment faisaient nos instituteurs pour nous apprendre à écrire correctement ? J'étais à l'école primaire dans les années 70 et bizarrement les élèves savaient lire et écrire. Etions nous plus doués ?*"

Personnellement je n'ai jamais décollé du zéro pointé, maintenant j'en connais l'origine : je ne lisais pas. C'est la seule méthode valable et quelques cours de syntaxe.

Leur société. Tout cela pour cela.

- Le travail vous fait prendre du poids - 20minutes.fr

- Abstention des jeunes: et si l'école était responsable? - L'Express.fr

- A Montpellier, 4% des étudiants se prostitueraient - 20minutes.fr

Paupérisation et régression sociale

- Un ménage français sur cinq a des difficultés financières permanentes - LePoint.fr

- Huit jeunes sur dix jugent difficile de se loger et sont pessimistes pour l'avenir - AFP

- Les conducteurs non-assurés toujours plus nombreux en France - AFP

- 1 enseignant sur 3 n'est pas satisfait de son métier - Le Nouvel Observateur

- L'assurance maladie a dépensé 1,4 milliard d'euros de moins que prévu en 2013 - AFP

Le nettoyage par le vide. Et ça rapporte !

- Les grandes banques européennes ont fermé 5.300 agences en 2013 - Reuters

Vive la guerre ! Elle arrive...

- Grande Guerre: des collégiens créent un jeu de société sur les combats de 1917 AFP

Comment y préparer les esprits...

- L'extrême droite hongroise se veut un modèle en Europe - Reuters

Quelle tâche !

- L'«*homme blanc hétérosexuel*» toujours privilégié en France - Liberation.fr -

La sanction !

- SocGen porte sa participation dans Rosbank à 99,4% - AFP

Rosbank est la filiale russe de SocGen.

Ce sont vos alliés...

- Le communautarisme musulman défie l'école - LeFigaro.fr

- Le site de la mairie de Beaumont-sur-Sarthe piraté par des islamistes - LeFigaro.fr

En famille.

- Strasbourg: le PS s'allie à l'UMP pour gérer la communauté urbaine - L'Express.fr

- Patrick Bruel refuse de se produire dans les villes dirigées par le FN - Francetv info

Le soldat de Tsahal préfère se produire chez les fascistes à Tel-Aviv, chez lui.

Résistance passive et charrette.

- Le catalogue des 3 Suisses disparaît et emporte avec lui quelque 200 salariés - AFP

- Des psychologues de la fonction publique en grève contre la précarité - Liberation.fr

- BofA va supprimer 3.000 postes en Amérique latine et en Asie - Reuters

De la quincaille !

- BMW rappelle plus de 156.000 voitures aux Etats-Unis - Reuters

- BMW rappelle 260.000 voitures supplémentaires dans le monde - AFP

Les réacs décomplexés.

- Les 67 plus riches du monde détiennent la moitié des richesses du globe. Et alors ? - Atlantico.fr

- 60 ans de la TVA : pourquoi elle n'est pas la taxe injuste si souvent décriée Atlantico.fr

- Deutsche Bank veut pouvoir augmenter les bonus de ses banquiers - Reuters

Réac. Médiocratie et cynisme

- Pourquoi la musique nous parait meilleure quand l'artiste est excentrique - Atlantico.fr

Il fait des envieux chez les médias.

- Sa femme meurt, il gagne à la loterie le lendemain - Le Nouvel Observateur

Escroc, truand, mafieux, ah bon !

- Italie: vers des travaux d'intérêt général pour Silvio Berlusconi - AFP

- Un proche de Berlusconi accusé de liens avec la mafia en fuite - Reuters

- L'ex-trésorier de la droite espagnole implique un cacique du parti - Reuters -

Les maîtres du monde...

- Washington ne veut pas du nouvel ambassadeur d'Iran à l'Onu - Reuters

- Crimée: Les Etats-Unis annoncent des sanctions contre six responsables - 20minutes.fr

Leur vieux monde

- L'Espagne refuse d'extrader le franquiste «*Billy the Kid*» - LeFigaro.fr

- L'Onu vote l'envoi de 11.800 casques bleus en Centrafrique - Reuters

- L'Europe va superviser l'élection égyptienne - Liberation.fr

- Attentats et fusillades font plus de 20 morts en Irak - AFP

- Israël prend des sanctions fiscales contre les Palestiniens - Liberation.fr

- Cisjordanie : Israël détruit des abris financés par l'Europe - Le Nouvel Observateur

- Nigeria: huit morts dans une attaque islamiste à Kano - AFP

- Deux attentats en Syrie font une vingtaine de morts à Homs - Reuters 09.04

- Pakistan: 22 morts dans un attentat au coeur d'un marché d'Islamabad - AFP 09.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Toujours davantage d'armes US pour Israël. - french.irib.ir

Les informations parvenues font part de la multiplication des agissements des Etats-Unis pour équiper le régime sioniste. Dans ce droit fil, la force aérienne de ce régime a reçu, hier, mercredi, de nouveaux avions de transport de type « Super Hercules » de fabrication de la compagnie américaine Lockheed Martin. Cette force devra recevoir d'ici deux mois d'autres avions du même type. Ces avions seront intégrés dans l'armée, a annoncé Moshé Yaalon, le ministre de la guerre de ce régime, lors des cérémonies de livraison de ces engins sur la base aérienne Nafatim. Tenant compte des récentes évolutions dans la région, Israël doit maintenir sa puissance et être disposée à faire face à tout défi à l'avenir, a-t-il ajouté lors des déclarations diffusées par ma Radio-Israël.

L'ambassadeur américain en Palestine occupée et le président de Lockheed ont participé aux cérémonies de livraison de des avions, a annoncé la Radio-Israël. Ces avions sont considérés comme les avions de transport tactiques les plus avancées dans le monde. Ces avions sont, par rapport au précédent type d'avion, capable de transporter plus de militaires et une grande quantité d'équipements militaires lourds. Ils sont aussi capables de parcourir des trajets plus longs. Augmenter par les Etats-Unis, les capacités israéliennes dans différents domaines dont militaire témoigne du fait que malgré certaines divergences tactiques entre les autorités américaines et le régime sioniste en ce qui concerne le fonctionnement de ce dernier pour ce qui des négociations de compromis, les soutiens stratégiques américains à Israël sont toujours maintenus.

Par tous les moyens, les Etats-Unis cherchent à augmenter les capacités de ce régime anti-paix et répresseur, d'où le feu vert de Washington au régime sioniste d'intensifier ses crimes. Les aides des Etats-Unis à Israël interviennent alors que Washington assume la médiation dans le soi-disant processus de compromis tandis que le soutien américain montre que les Etats-Unis ne sont pas un médiateur impartial dans les négociations de compromis. En effet, le soutien de Washington au régime sioniste est le fondement de sa politique étrangère tandis que sa politique régionale au Moyen-Orient est empreinte de ces soutiens. En réalité le processus de compromis au Moyen-Orient est fondé sur de telle base. L'axialité du processus de compromis au Moyen-Orient est planifiée par les américains de la manière à ce qu'elle assure les objectifs expansionnistes et hégémonistes du régime sioniste. Or, une solution équitable à la crise palestinienne n'a aucune place dans le processus de compromis tandis que l'autre objectif de ces négociations est de gagner du temps pour le régime sioniste pour que celui-ci puisse poursuivre ses caprices dans la région. french.irib.ir 10.04

SOCIAL

Argentine

- L'activité ralentie en Argentine par une grève de 24 heures - Reuters

Une grève générale de 24 heures a débuté jeudi en Argentine, à l'appel de la puissante centrale syndicale CGT, pour protester contre l'inflation élevée et d'autres difficultés économiques.

Les salariés négocient actuellement pour obtenir des augmentations qui compensent une inflation de l'ordre de plus de 30% par an.

La CGT représente notamment des catégories comme les routiers et les dockers. Les chauffeurs de bus et les autres employés des transports ont également rejoint le mouvement, ralentissant l'activité dans les grandes villes comme Buenos Aires, Mendoza et Cordoba.

L'activité dans le principal port céréalier du pays, Rosario, est également ralentie par le mouvement, mais aussi, depuis le 5 avril, par un conflit entre les syndicats représentant les dockers.

Les quatre cinquièmes des céréales et oléagineux exportés par l'Argentine partent de Rosario, port sur le Parana. Reuters 11.04

Haut de page

Le 14 avril 2014

CAUSERIE

Pas le temps pour le moment à consacrer à l'Ukraine, vous disposez de suffisamment d'articles pour apprécier la situation...

Difficile de trouver le dictateur idéal.

- La popularité de Hollande au plus bas en avril (18%), Valls démarre à 58% - 20minutes.fr

Ils se complètent. Hollande n'ira jamais au delà des limites que lui ont fixé ses maîtres, ce qui ne sera pas forcément le cas de Valls qu'il est chargé de surveiller de près, tout en lui refilant le sale boulot qu'il n'est pas capable de faire lui-même, Hollande n'a même pas ce talent, et rien ne dit que Valls l'aurait au delà de réciter un discours qu'il n'a pas été foutu de rédiger. ils ont de quoi s'inquiéter en haut.

Les barbares se lâchent. Merdia & mépris.

Ils ne FeigNent même plus de camoufler la haine que leur inspire ce qui est censé représenter à raison ou à tort la gauche.

Libération 12 avril 2014 - Auteur : Anthime Verdrier - titre : *Le Front de gauche entame sa marche européenne*.

- "*C'est enfin au tour d'Alexis Tsipras de monter à la tribune. Il ne baragouine que quelques mots de français, alors c'est en grec, une interprète à ses côtés, qu'il s'adresse à l'assemblée.* "

Baragouiner est toujours employé péjorativement, c'est une expression dépréciative.

Baragouiner : V. intr. Fam., péj. Parler une langue incompréhensible, barbare (du point de vue de ceux qui ne la comprennent pas). Ces étrangers baragouinent entre eux (Académie).

V. tr. Fam. Parler (une langue) en l'estropiant; prononcer mal et confusément ou en faisant de nombreuses fautes par rapport à l'usage. Baragouiner un discours, une déclaration. (Le Grand Robert de la langue française)

Nous n'avons rien en commun avec Alexis Tsipras, nous voulions juste relever l'état d'esprit qui règnait chez Libération, fébrile.

ACTUALITE EN TITRES

Parole de réacs.

Verdict des marchés : Manuel Valls va dans le bon sens mais paralyse la droite française qui n'a aucune proposition - Atlantico.fr

Quel aveu ! Valls applique le programme de la droite, CQFD.

Coût du travail en France : malgré une baisse en 2013, il reste le plus important des pays développés - Atlantico.fr

C'est l'ennemi à abattre !

Mais comment les créances douteuses en zone euro ont-elles pu doubler depuis 2009 ? - Atlantico.fr

Ah ben ça alors, quelle mystère ! Heureusement qu'il existe encore des esclaves sur terre !

Parole de nantis

- "*Les enfants qui ont du plaisir à apprendre réussissent*" - LePoint.fr

Oligarchie, aristocratie et privilèges.

- Les grandes banques d'Europe ont supprimé 80.000 postes en 2013 - Reuters

- Le nouveau patron de PSA gagnera au moins 1,3 million d'euros par an - LePoint.fr

- Les généreuses primes de cabinet du gouvernement Ayrault en 2013 - LeFigaro.fr

449 membres des équipes ministérielles se sont réparti 12 millions d'euros.

Les ministres les plus généreux ont distribué par collaborateur plus de 3500 euros mensuels (soit 42.000 euros par an) de revenus bruts complémentaires. Plus de deux smics par mois, en somme. En plus du salaire donc. Et il ne s'agit là que d'une moyenne.

Le premier ministre, pour sa part, consentait un peu plus de 2700 euros par mois et par personne en moyenne (soit 33.000 euros par an). LeFigaro.fr 13.04

En famille.

- L'opposante birmane Aung Suu Kyi se sent comprise par Merkel AFP - AFP

Déstabilisation et stratégie du chaos

- Moscou: au moins 4.000 manifestants pour réclamer la liberté d'expression - AFP

- Libye: le Premier ministre démissionne, dit avoir été victime d'une attaque - AFP

- Irak: 17 morts, dont 11 dans un attentat suicide, au nord de Bagdad - AFP

- Nigeria: au moins 60 personnes tuées par des islamistes présumés - AFP

- Israël aurait nationalisé 100 hectares de terres de Cisjordanie - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quel scénario ?

Un prétexte pour justifier une nouvelle guerre en Europe ou mondiale ? Ou bien un moyen d'imposer aux peuples de se soumettre à la dictature de l'oligarchie pour les protéger du règne de la terreur qu'elle a elle-même orchestrée ?

- Kiev lance un ultimatum et mobilise l'armée - Reuters

Les autorités ukrainiennes, prêtes à mobiliser l'armée, ont donné jusqu'à lundi 06h00 GMT aux séparatistes pro-russes pour déposer les armes et quitter les bâtiments publics qu'ils occupent dans l'est du pays, où on signalait dimanche au moins deux morts.

Le décret présidentiel fait suite à l'annonce par le président par intérim Oleksander Tourtchinov qu'il avait décidé de déclencher une opération antiterroriste d'envergure avec le renfort de l'armée.

Moscou a réagi à cette mobilisation en dénonçant un "*ordre criminel*".

Après le siège du gouvernement régional de Donetsk et le quartier général des services de sécurité (SBU) de Louhansk, occupés depuis le week-end dernier, de nouveaux bâtiments publics ont été pris ce week-end par les séparatistes pro-Russes à Slaviansk, Kramatorsk ou Marioupol dans l'est du pays.

Les contestataires réclament un référendum d'autodétermination à l'image de la consultation en Crimée qui a abouti à son annexion par la Russie. Reuters 13.04

- Moscou dénonce la mobilisation ordonnée par le président ukrainien - Reuters

Le ministère russe des Affaires étrangères a estimé dimanche que la mobilisation de l'armée décidée par le président ukrainien par intérim Olexander Tourtchinov pour faire face à la déstabilisation dans l'Est du pays était un "*ordre criminel*".

"*La responsabilité d'éviter une guerre civile en Ukraine incombe désormais aux Occidentaux*", ajoute le ministère dans un communiqué, appelant l'Occident à "*maîtriser*" ses "*protégés*" ukrainiens et à "*les forcer à prendre leurs distances avec les néo-nazis et autres extrémistes, à cesser de recourir à la force armée contre le peuple ukrainien et à ouvrir immédiatement un véritable dialogue*".

Le ministère réclame aussi que la question ukrainienne soit inscrite d'urgence à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations unies.

"*La situation dans le sud-est de l'Ukraine prend un tour extrêmement dangereux. Les autorités de Kiev, qui se sont portées au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat, se sont lancées sur la voie d'un recours à la force pour mater des manifestations populaires*", estime la diplomatie russe.

"*Nous condamnons résolument les tentatives de recours à la force brute contre des manifestants et des militants. Nous sommes particulièrement indignés par cet ordre criminel d'utiliser l'armée contre des manifestants.*"

L'analyse des Occidentaux est tout autre. Dès samedi, les Etats-Unis ont demandé au président Vladimir Poutine de cesser ses efforts de déstabilisation de l'Ukraine et ont adressé une mise en garde contre toute nouvelle intervention militaire russe.

Le vice-président américain, Joe Biden, est par ailleurs annoncé en visite le 22 avril prochain à Kiev.

Dimanche, c'est le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, qui s'est inquiété ce qu'il a qualifié de "*campagne concertée*" des pro-Russes et a prévenu que toute ingérence militaire de la Russie en Ukraine accentuerait son isolement international.

Rasmussen a exhorté la Russie à prendre des mesures pour une "*désescalade*" de la crise en retirant ses milliers de troupes regroupées près de la frontière avec l'Ukraine.

A Paris, Laurent Fabius, qui s'est entretenu par téléphone avec ses homologues américain et allemand avant des contacts prévus dans la soirée avec le chef de le diplomatie russe et le chef du gouvernement ukrainien, a indiqué que la France "*condamnait très fermement les violences survenues hier (samedi) et aujourd'hui dans cette région*".

"*Nous appelons toutes les parties à la retenue et au dialogue, afin qu'une solution pacifique à la crise se dégage rapidement. Chacun doit oeuvrer à la désescalade*", ajoute le ministre français des Affaires étrangères dans un communiqué.

Samantha Power, la représentante permanente des Etats-Unis à l'Onu, a rappelé que son pays était prêt à accroître les sanctions contre la Russie en cas de poursuite de l'escalade dans l'est de l'Ukraine.

D'après l'agence de presse russe RIA citant des sources onusiennes, le Conseil de sécurité des Nations unies, où la Russie dispose d'un droit de veto, se réunira en urgence à 20h00 heures de New York (lundi à 00h00 GMT).Reuters 13.04

Hollande et le PS confirment leur soutien à un gouvernement néonazi.

- Kiev: visite de soutien de parlementaires allemands, français et polonais - AFP

Les présidents des commissions des Affaires étrangères des Assemblées du "Triangle de Weimar" (Allemagne, France, Pologne) ont effectué vendredi et samedi une visite à Kiev pour apporter leur soutien aux autorités pro-européennes d'Ukraine.

"*Le soutien de l'Europe de nos trois pays, la France, l'Allemagne et la Pologne, pour l'Ukraine sur sa route vers l'Europe sera durable et stable,*" a assuré M. Schetyna (Pologne - ndlr) lors d'un point presse.

"*Je pense qu'il y a à la fois à faire en sorte que les bâtiments publics puissent être libérés bien sûr, mais surtout à rassurer les populations pour que ces petits groupes qui sont extrêmement minoritaires ne puissent pas agréger autour d'eux la population de l'est*", a déclaré Mme Guigou (PS - ndlr), présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, alors que des séparatistes pro-russes sont repassés à l'offensive samedi dans l'est de l'Ukraine, prenant quasiment le contrôle d'une localité et s'emparant du siège de la police dans la grande ville de Donetsk. AFP 12.04

http://www.nouvelle-europe.eu

- "*Lancé à Weimar en 1991 sous l'impulsion des ministres français et allemands des Affaires étrangères, le Triangle de Weimar est une coopération trilatérale entre la France, l'Allemagne et la Pologne.* "

Et qui était le ministre français des Affaires étrangères en 1991 : Roland Dumas.

Une sous-officine de la Commission Trilatérale fondée (en 1972) et dirigée par un certain David Rockefeller flanqué de Zbigniew Brzezinski et Henri Kissinger (un des piliers du groupe Bilderberg) notamment.

Avant Elisabeth Guigou pour le PS, y ont participé : Roland Dumas, Jacques Delors, notamment. Pour l'UMP, c'est Jean-François Copé qui en est tiitulaire actuellement, il fut précédé par Jacques Chirac, Raymond Barre, etc.

Pour ceux qui auraient raté un épisode, la Pologne a été associée au coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine en servant de base arrière, de renseignement, etc. Elle a joué dans une certaine mesure le même rôle pour le compte de l'UE que la Turquie contre l'Etat syrien pour les Etats-Unis et Israël. Lire les articles s'y rapportant dans le site.

Ce qui est marrant, c'est que dans tous les coups pourris on trouve le PS associé au parti de l'ordre (officiel), à l'UMP, autrefois l'UDR ou le RPR. C'est une constante qui couvre la totalité du XXe siècle, donc qui ne date pas des années 70, 80 ou 2000, moins encore de l'élection de Hollande.

Non mais attendez, on se doit de le préciser car il y en a pour vouloir nous faire le coup et certains plus nombreux encore pour les croire parce que cela les arrange. Sauf que nous nous ne marchons pas dans ce genre de combines pourries qui consiste à réécrire l'histoire au fur et à mesure qu'elle se déroule pour en occulter des pans entiers, enterrés, volatilisés.

Rien de plus facile en effet pour éviter d'avoir des comptes à rendre sur la politique ou les rapports qu'on avait adoptés dans le passé envers tel parti ou telle institutions. Nos dirigeants pratiquent la loi du silence, impose l'omerta à leurs militants, cela va de paire avec leur conception de la lutte des classes et la manière dont ils conçoivent le fonctionnement (bureaucratique) de leur parti. Toute critique doit être proscrite, toute erreur tue, toute nouvelle analyse est d'emblée jugée suspecte, inutile, nocive, dangereuse, opportuniste, à bannir au même titre que les traîtres.

Et quant à ceux qui par ignorance ou entêtement trangressent ces tabous ou interdits, qui ont confondu la liberté de pensée qui leur avait été accordée par décret avec un droit qui ne devait avoir qu'une valeur théorique ou symbolique, leur méprise leur vaudra d'être réprimés ou chassés comme des ennemis, renforçant l'idée qu'on était bien en présence d'un système policier ou employant si nécessaire des méthodes policières pour défendre un appareil construit sur la base d'une imposture, un parti devant servir d'autres intérêts que ceux mis en avant, inavouables, indéfendables, donc ne pouvant pas supporter l'épreuve de la critique.

L'examen du passé est impossible, car insoutenable. Il doit être effacé au fur et à mesure que le temps passe, c'est indispensable, il doit demeurer inaccessible, enfoui sous une pile de vérités définitives qui en réalité tiennent du lieu commun ou ne présentent aucun intérêt, et ne correspondent qu'à une sélection limitée de faits retenus uniquement parce qu'ils permettent de justifier la ligne politique adoptée par nos dirigeants ou l'appareil de notre parti autrefois ou il y a quelques décennies, en aucun cas l'analyse du passé doit nous conduire à compléter ou affiner nos connaissances pour en tirer de nouveaux enseignements, vous n'y pensez pas, ils pourraient heurter ceux dont on prétend s'être inspirés, on serait pris en flagrant délit de forfaiture ou notre faillite politique éclaterait au grand jour, celle de nos dirigeants d'hier et d'avant-hier j'entends.

Dans la vie aussi la plupart des hommes se comportent de la sorte, c'est étrange, on a l'impression qu'ils ne veulent pas évoluer ou progresser. C'est plus fort qu'eux, ils préfèrent s'enfermer dans le mensonge et le reproduire sans cesse quitte à en être eux-mêmes victimes ou ne rien en retirer de positif, ce serait là commettre une grave erreur d'appréciation en réalité. Effectivement cela est incompréhensible tant que l'on croit qu'ils poursuivent les mêmes objectifs que nous ou qu'ils partageraient nos principes ou nos valeurs, mais cela s'explique très bien dès lors qu'on admet qu'ils puissent en être autrement.

C'est quelque chose qu'on a du mal à imaginer ou qu'on se refuse à croire car cela nécessite de revoir l'ensemble des rapports que l'on avait avec une personne ou un parti, encore faut-il aussi pour l'envisager sérieusement et qui plus est pour l'admettre ne pas avoir son amour-propre (ou sa dignité) mal placé comme l'on dit. C'est là leur force, par là où ils nous tiennent si longtemps car on se refuse à franchir ce pas qui peut aboutir à chambouler notre vie, qui ébranle nos certitudes au point de nous faire douter de nous-même, ne nous leurrions-nous pas nous-même par hasard, qui sait, après tout on pourrait se faire des idées ou à notre tour surestimer la valeur de certains faits, facteurs ou rapports au détriment d'autres, ne produirions-nous pas inconconsciemment l'erreur inverse pour justifier je ne sais quoi, en politique par exemple qu'on ne soit pas parvenus à construire le parti et l'Internationale...

Sur le plan personnel ou la vie quotidienne, c'est plus simple parce qu'on n'abordera que des expériences qu'on aura vécu soi-même, donc par définition on ne pourra pas les nier, il sera donc facile de confronter les personnes qui auront pu y être mêlées un jour ou l'autre et les placer face à leurs mensonges ou leurs responsabilités, sans les juger, l'évocation des faits suffira généralement à rétablir la vérité qu'ensuite chacun admettra ou non.

Ces faits appartenant à un passé plus ou moins lointain, on les évoquera uniquement pour essayer de mieux comprendre comment

a évolué une relation ou des rapports pour en tirer des enseignements si nécessaire, si cela n'a pas déjà été fait. Et c'est là que la polémique pourra surgir, car dans le cas où cela n'aura pas été fait, il y aura de fortes chances pour que cela ne le soit pas davantage au moment où on les évoquera à nouveau, parce qu'on sera tenté d'en faire une interprétation qui soit à notre avantage plutôt que le contraire, comme en politique on voudra absolument avoir raison même quand l'évidence démontre le contraire !

Pour ne prendre qu'un exemple, j'ai toujours eu de mauvaises relations avec mes parents, dire compliquées serait minimiser ce qui s'est passé et je m'y refuse, ce serait mahonnête.

Depuis j'ai bien compris pourquoi les choses se sont passées de la sorte, ils n'y étaient pas plus pour quelque chose que moi. J'ai l'intelligence de l'avoir compris et j'en parle très librement avec ma mère qui est encore vivante. Par contre, elle qui était arriérée et l'est restée toute sa vie, elle ne me pardonnera jamais l'attitude que j'ai pu avoir avec eux. Je n'y peux rien, peu importe, je ne lui en veux pas, ce serait ridicule et injuste de ma part, je dois faire avec les relations qu'elles acceptent d'avoir avec moi et je n'essayerais pas à son âge de lui en imposer d'autres, je sais qu'il y a des faits que je ne peux pas évoquer devant elle car elle ne le supporte pas, par exemple le fait que j'ai été battu pratiquement tous les jours quand j'étais gosse. C'était injuste. Je ne lui demande pas des excuses, pas même qu'elle admettre que c'était injuste, que rien ne pouvait le justifier, la pauvre femme n'a jamais évolué et je la plains sincèrement. Moi de mon côté j'en ai tiré des enseignements depuis très longtemps puisque je n'ai jamais levé la main sur ma fille. Et le combat de ma vie a été contre l'ignorance, d'où parfois mes excès (contrôlés tout de même !), car elle est omniprésente dans la société.

On peut comprendre que bien des militants doutent qu'on puisse réussir à vaincre notre ennemi parce qu'on est franchement très mal barré, j'estime que c'est parfaitement légitime, on semble à des années lumières du socialisme et s'en éloigner au lieu de s'en rapprocher...

On pourrait aussi en douter en observant que des gens qui n'appartiennent pas aux couches les plus arriérées du prolétariat se comportent comme ma mère, c'est troublant, surprenant, déstabilisant, mais tellement humain, c'est quelque part comme si finalement on ne pouvait admettre que quelque chose qui vient de nous-même.

Dans un contexte de profondes tensions sociales ou sur fond de bruits de canons on en arrive à avoir tendance à intérioriser chaque expérience jusqu'à leur prêter une importance ou une portée qu'elles n'ont pas en réalité, jusqu'à prendre sur soi des choses qui ne nous sont pas destinées ou ne nous concernent qu'indirectement, notre sensibilité est exacerbée au point que nous démarrons au quart de tour à toute interprétation que nous ne partageons pas parce qu'elle nous mettrait en cause, en réalité la simple énonciation des faits devient une aggression, un crime, un procès d'intention, dès lors qu'on y est mêlé cela peut tourner à l'hystérie ou prendre une tournure violente.

J'ai eu l'occasion récemment de faire cette expérience, je l'ai assumée tranquillement, un peu plus ou un peu moins avec tout ce que je me prends dans la gueule quotidiennement depuis des années en parcourant l'actualité mondiale, je suis blindé et je peux résister aux Patriot ou S300 !

On finit par être guère surpris et se faire une raison, en réalité, sans l'avouer, on sait depuis longtemps à quoi s'en tenir, alors la vie continue.

En politique, sur le nombre, on se dit sans l'avoir fait que selon un calcul de probabilité vraisemblable on ne doit pas être le seul à se livrer à ce genre de constats, qu'on devrait même être assez nombreux à avoir compris qu'on n'avait rien à gagner à refuser de regarder la réalité en face, celle d'hier et d'aujourd'hui, qu'il faut bien un moment donné faire le bilan de nos analyses, théories ou actions, honnêtement, apparemment c'est plus difficile que ce qu'on avait imaginé, on avait peut-être surestimé la capacité des hommes, des militants en particuliers, à demeurer fidèle à une cause, à un idéal...

Qu'on ne nous reproche pas de nous poser en procureur ou en donneur de leçons, on ne fait que remettre les pendules à l'heure, ne confondez pas, on refuse d'être pris en otage par des dirigeants ou des partis, et qu'on nous prenne pour des cons si je peux me permettre, c'est insupportable.

Certains lecteurs ne le savent peut-être pas, mais à plusieurs reprises j'ai exposé en détail mon propre passé qui n'avait rien de bien glorieux, j'étais certes resté fidèle à mes idées et je crois l'avoir amplement prouvé depuis, mais j'ai déserté le combat politique pendant 20 ans, d'où après m'être fourvoyé pendant de longues années mon atterrissage dans ce trou en Inde. Je me contente de remettre les choses à leurs places, c'est dérangeant, inconfortable parfois, je sais, y compris pour moi, mais c'est le prix à payer pour avancer.

Le pire dans la vie je crois, c'est de tirer un trait sur son passé, de faire comme s'il n'avait jamais existé et adopter des principes ou des idées qui nous répugnaient autrefois, c'est quelque chose que je n'ai jamais fait, comme manquer de respect ou mépriser quelqu'un sous prétexte qu'il ne vaudrait pas grand chose, je ne parle pas des patrons, des réacs patentés ou des minables qui jouent aux provocateurs, c'est autre chose.

Pour revenir et terminer par notre sujet, le PS est un parti fondamentalement réactionnaire depuis un siècle qu'on s'est employé à ménager ou présenter sous un angle avantageux en occultant ce qu'il était vraiment, en recourant à de faux prétextes qu'on ne peut plus mettre en avant à l'heure où sa véritable nature s'expose, explose au grand jour. Cela devrait nous inciter à revoir notre copie bien au delà de ce rapport, car il y a fort à parier que ce ne serait pas le seul domaine où l'on se serait fourvoyés, à dire vrai j'en suis parfaitement convaincu.

Il ne s'est pas trouvé un seul député du PS pour voter contre Valls vendredi dernier à l'Assemblée nationale, cela devrait vous suffire, 1914-2014 le PS n'a pas changé d'un iota, voilà la vérité, il vient encore de le prouver.

Les usurpateurs

- «*La vraie gauche est dans la rue*» - Liberation.fr

« *Il y a du monde. On entend 50 000 ou même 100 000 personnes. C'est sûrement exagéré mais ça fait du bien* », admet Philippe Poutou, responsable du NPA. La police comptera 25 000 personnes.

(Merci monsieur Poutou, disons quelques dizaines de milliers, en comptant que le PCF avait affrété plus de 100 cars en province, lu dans un article de presse la veille, cette manifestation nationale est un échec. - ndlr)

"*C'est un message envoyé au gouvernement*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de Gauche, à la presse. "*Il y a une gauche dans ce pays et il n'est pas acceptable qu'elle soit usurpée pour appliquer une politique de droite sur le plan économique.*"

(Nous, nous n'avons aucun "*message (à) envoyer au gouvernement*" auquel nous ne reconnaissons aucune légitimité en dehors de celle de représenter le capital que nous combattons. Nous ne considérons pas de gauche le PS et EELV, ils sont de droite et qu'ils y restent. Monsieur Mélenchon en prétendant qu'ils pourraient faire une autre politique vous en êtes le complice. Vous vous placez vous-même dans le camp des ennemis de la classe ouvrière. Entre nous, tous ces illusionnistes et faussaires de gauche et d'extrême gauche ne croient pas un mot de ce qu'ils disent, ils savent pertinemment ce qu'ils sont et ce qu'ils font, ce qui n'est pas le cas de militants qu'ils peuvent encore tromper. - ndlr)

"*Le message est clair, Manuel Valls commence par une première manifestation, et c'est important parce que ça veut dire qu'il y a une nouvelle séquence politique qui s'ouvre*", a estimé de son côté Olivier Besancenot, du NPA, à la presse.

"*C'est la première manifestation de l'opposition de gauche au gouvernement*", avait-t-il dit dans la matinée, sur i>TELE. "*Il s'agit de fédérer une opposition de gauche décomplexée face à ce gouvernement. Il y aura des suites.*" Reuters et libération.fr 12.04

(Flanqué du PCF et du PG alliés électoraux du PS et EELV, le NPA n'a absolument aucune légitimité à prétendre représenter l'Opposition de gauche dans ce pays, c'est une escroquerie politique. L'Opposition de gauche n'a qu'un seul programme et un seul drapeau, celui de la révolution socialiste mondiale. - ndlr)

«*On a vu la claque que la gauche a prise aux élections municipales. Donc est-ce que la seule alternative c'est entre l'abstention et le vote à droite? Ou est-ce qu'on se dit: On va recréer de l'espoir et une alternative à gauche, c'est ça le sujet!* », a renchéri la députée communiste Marie-George Buffet.

(Traduire : L'espoir c'est d'aller voter aux européennes, apporter son soutien à la gauche qui en fait est de droite. Voter FdG c'est noter pour sauver Hollande et le PS, le régime auquel ils sont tous liés. - ndlr)

Voilà qui donne raison à ceux qui estimaient que cette manifestation était destinée à soutenir l'Union européenne en participant aux élections européennes.

- Le Front de gauche entame sa marche européenne - Liberation.fr

Mélenchon et Laurent ont officiellement lancé la campagne vendredi soir.

Trois jours après l'annonce des têtes de liste pour les élections européennes, la gauche radicale a officiellement lancé sa campagne.

A la veille de la «*marche nationale contre l'austérité*», la gauche radicale sauve l'unité. «*Plus que jamais, notre lutte contre l'austérité sera une bataille, explique Pierre Laurent, secrétaire national du parti communiste et président du Parti de la gauche européenne. Mais on est prêt au bon moment, poursuit-il. C'est maintenant que la campagne commence.*»

Cette manifestation est aussi l'occasion pour le Front de gauche de se lancer bruyamment dans la course aux européennes. A

l'avant du cortège, les têtes de liste sont présentes. «*Bien sûr qu'on souhaite que ce mouvement se traduise dans les urnes le 25 mai*», admet Pierre Laurent.

Cela a le mérite d'être clair, on ne se refait pas.

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Portugal

Des milliers de retraités manifestent au Portugal contre les restrictions

Des milliers de retraités ont défilé samedi à Lisbonne et dans les principales villes portugaises pour protester contre de nouvelles coupes dans leurs retraites décidées par le gouvernement. «*Basta!*», «*non au vol de nos retraites!*» «*gouvernement dehors*»: ont scandé à Lisbonne les manifestants qui ont répondu à l'appel de l'association de retraités Murpi, qui avait appelé à défiler contre «*la politique d'appauvrissement du gouvernement*».

Des manifestations de retraités ont également eu lieu à Guimaraes, Porto (nord), Coimbra, Covilha (centre) et Faro (sud).
Les organisateurs attendaient entre 10 et 12.000 manifestants sur l'ensemble du territoire. liberation.fr 12.04

2- Italie

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé samedi dans les rues de Rome pour dénoncer la politique du logement et le projet de réforme du marché du travail du président du Conseil italien Matteo Renzi.

Celui-ci, qui a succédé en février à Enrico Letta à la tête du gouvernement, entend procéder à des réformes en profondeur, comme des baisses d'impôt mais aussi un assouplissement des conditions d'embauche et de licenciement. Reuters 12.04

La manifestation avait été organisée par les militants pour le droit au logement, les mouvements dénonçant les mesures d'austérité, des syndicats protestant contre le travail précaire, des étudiants ainsi que les opposants au TGV Lyon-Turin.
Les manifestants ont affirmé être 15.000, sans que ce chiffre soit confirmé par les autorités.

Partie vers 13H00 GMT de Porta Pia, juste en dehors de l'enceinte du vieux Rome, elle s'est déroulée pacifiquement jusqu'à son arrivée deux heures plus tard devant les ministères de l'Industrie et du Travail, via Veneto, la rue immortalisée au cinéma par le film La Dolce Vita.

Des protestataires brandissant une banderole avec un "*non au plan logement " et au " jobs act " (la réforme du marché du travail, ndlr) du gouvernement Renzi !*", ont commencé à jeter des oeufs et des oranges sur le bâtiment.

Beaucoup de slogans ont été scandés contre le gouvernement et la précarité comme "*(...) donnons l'assaut à l'austérité et à la précarité*" et "*Logement, revenu, dignité*".

A un moment, certains manifestants, la tête cachée sous des capuches, ont commencé à lancer des pétards et des pierres vers les véhicules blindés de la police dont 2.000 agents ont été déployés dans tout le centre historique de Rome.

Les policiers et les carabiniers les ont repoussés en chargeant à deux reprises le cortège et en faisant usage de gaz lacrymogène. C'est alors qu'un Péruvien a perdu une main dans l'explosion d'un pétard.

Après les charges policières, le cortège s'est dispersé dans plusieurs rues.

Sur le sol, via del Tritone, près de la Place Barberini, et via Veneto, la chaussée était jonchée de banderoles, drapeaux et calicots abandonnés et même de chaussures de tennis.

Selon les médias, les manifestants les plus virulents ont endossé des k-way bleus, pour se distinguer des anarchistes des "*black blocs*". Une sorte de provocation de ces "*blu bloc*" à l'encontre de la police italienne qui porte des tenues de la même couleur. AFP 13.04

(Et la petite note réac à l'adresse des ignorants et des réacs qui concluait cet article - ndlr)

A propos des longues minutes de guérilla urbaine qui ont dévasté des rues très touristiques, le maire de Rome Ignazio Marino, revenu spécialement au Capitole pour piloter une cellule de crise, a déploré des actes de violence "*qui ont pénalisé l'ensemble de la capitale*".

La fédération des commerçants Federmoda a pour sa part affirmé que certains magasins restés fermés de crainte de dérapages avaient perdu 70% de leur chiffre d'affaires par rapport à un samedi normal. AFP 13.04

Haut de page

Le 15 avril 2014

CAUSERIE

L'armée industrielle de réserve ou de chômeurs ou pourquoi les capitalistes encouragent l'immigration.

- Le progrès industriel, qui suit la marche de l'accumulation, non seulement réduit de plus en plus le nombre des ouvriers nécessaires pour mettre en oeuvre une masse croissante de moyens de production, il augmente en même temps la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir. A mesure qu'il développe les pouvoirs productifs du travail et fait donc tirer plus de produits de moins de travail, le système capitaliste développe aussi les moyens de tirer plus de travail du salarié, soit en prolongeant sa journée, soit en rendant son labeur plus intense, ou encore d'augmenter en apparence le nombre des travailleurs employés en remplaçant une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché, l'homme par la femme, l'adulte par l'adolescent et l'enfant, un Yankee par trois Chinois. Voilà autant de méthodes pour diminuer la demande de travail et en rendre l'offre surabondante, en un mot, pour fabriquer des surnuméraires.

L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve, et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital. (K . Marx : Le Capital - Livre I - Section VII)

Aujourd'hui on dirait un Français pour trois Roumains ou Tunisiens par exemple. Quel abruti ou quel sale réac ce Karl Marx enfin ! Cherchez l'erreur.

Quelques réflexion à développer.

- L'affrontement est toujours l'expression et le produit d'une contradiction parvenue à son terme et qui n'a pas pu être résolue ou dépassée par d'autres moyens. Il est parfois nécessaire d'y recourir sous peine que les éléments qui la composent dépérissent ou entre en putréfaction. C'est le cas du capitalisme et du mouvement ouvrier.

- Le PS fait le sale boulot de l'UMP, et s'il n'en était plus capable et l'UMP non plus, c'est le FN qui s'y collerait, sinon à quoi d'autres pourrait-il servir ? Le PS est plus que le supplétif du parti de l'ordre, il en est la copie conforme ou le clone. Seul son masque, en partie son discours et la manière de présenter sa politique présentent des variantes. Le PS est un parti du capital, de droite, néolibéral, impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne.

- La gauche et l'extrême gauche ainsi que les appareils syndicaux et les syndicats jaunes sont directement responsables de la montée de l'extrême droite. Incapables de proposer une issue politique favorable aux travailleurs, refusant de rompre avec le capital et ses institutions financières et politiques, ils en viennent logiquement à s'en accommoder et à refuser de les affronter laissant ainsi le champ libre à l'extrême droite qui sous un faux masque prétend constituer une alternative à l'UMP et au PS, alors qu'en réalité elle roule pour le capital et constitue l'antithèse du mouvement ouvrier.

L'entière responsabilité de la montée de l'extrême droite, du fascisme en France et en Europe ou ailleurs dans le monde est à mettre au crédit des partis dits de gauche ou d'extrême gauche et les appareils des syndicats inféodés au capital ou qui en sont les représentants sous de faux masques.

En voici une nouvelle fois la preuve.

La crise du capitalisme ne pouvant aller qu'en s'approfondissant, la gauche, l'extrême gauche et les appareils pourris des syndicats en arrivent à reprendre à leur compte les thèmes développés ou la propagande avancée par le parti de l'ordre au pouvoir pour le compte de l'oligarchie qui ont été conçus notamment ou qui ont le mérite de favoriser l'extrême droite :

- Défense sans réserve de l'immigration qui doit permettre au capitalisme d'accroître la concurrence entre les travailleurs et de maintenir l'armée de réserve à un haut niveau afin de faire baisser le coût du travail, seuls les patrons y sont gagnants à l'arrivée.

Il s'agit surtout d'évincer de la production des travailleurs ayant une certaine tradition ou culture de la lutte des classes, ayant adhéré à certains principes républicains ou démocratiques, ayant un certain niveau de vie, au profit de travailleurs qui ne possédaient pas cette tradition dans leurs pays d'origine, dans lesquels ces principes n'existaient pas et où le niveau de vie où leurs besoins étaient plus bas, donc correspondant à un coût du travail inférieur et des conditions de travail qu'ils sont prêts à accepter.

On en est arrivé au stade où plus un militant se dit de gauche ou d'extrême gauche et plus il y a de chance pour qu'il soit encore plus droitier que ses prédécesseurs pour ne pas dire bien pire encore.

- Légitimation de l'UE et de l'euro qui servent à justifier les politiques d'austérité, les contre-réformes, la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques au profit d'une dictature implacable sur laquelle nous n'avons aucune emprise, donc qu'il nous faut liquider à tout prix.

- Quant à l'insécurité ou la violence aveugle, elle est le produit à la fois de la décomposition sociale dont sont victimes des couches de plus en plus nombreuses du prolétariat, et de l'absence d'une issue politique à la crise du capitalisme dans laquelle les masses pourraient se reconnaître, de toute perspective de changement de la société, de tout espoir d'amélioration de leur sort du fait que la soi-disant gauche et l'extrême gauche agissent en lieutenants de la classe dominante.

C'est la gauche et l'extrême gauche qui à la suite du PS ont alimenté le communautarisme, le sectarisme, le pire individualisme et opportunisme qui soit, au point que bon nombre d'intellectuels, économistes, universitaires, philosophes, etc. peuvent à la fois se réclamer du marxisme ou y font référence et du nihilisme, du situationnisme, tout en frayant avec l'extrême droite, confusion qui profite une fois de plus à l'extrême droite... du régime.

C'est ainsi qu'ils s'emploient à éloigner (dégoûter) travailleurs et militants du socialisme après avoir rejeté ou abandonné les enseignements que les marxistes avaient tirés de la lutte de classes du passé, de la révolution d'Octobre et du léninisme, le communautarisme, le sectarisme et l'individualisme étant l'antithèse de l'organisation conscience de la classe ouvrière, du parti dont elle a impérativement besoin pour mener son combat contre le capitalisme, s'emparer du pouvoir politique et refonder la société sur de nouvelles bases sociales.

- Des syndicats et associations lancent un livre contre l'extrême droite - AFP

Des organisations syndicales et associatives ont lancé lundi un livre destiné à "*déconstruire les idées fausses propagées par l'extrême droite*", couvrant des thèmes variés comme l'immigration, l'insécurité, l'euro ou les institutions.

L'initiative est soutenue, côté syndical, par la CGT, la FSU, Solidaires, et les syndicats étudiant Unef et lycéens UNL et FIDL, et côté associatif, par la LDH (Ligue des droits de l'Homme) et le Mrap (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples).

Ces organisations ont confié au journaliste Pierre-Yves Bulteau (France Inter, Le Monde) la rédaction du livre. (Confier la rédaction 'un tel ouvrage à un journaliste officiant dans le journal de banquiers, une initiative soutenue par des syndicats et des associations qui sont des appendices du PS et du PCF, autant dire que c'est associer ou livrer les militants au régime qui instrumentalise l'extrême droite et pour lequel elle oeuvre, donc à boycotter. - ndlr)

Par exemple, quand l'extrême droite s'oppose à l'immigration, M. Bulteau lui répond dans le livre que les travailleurs étrangers répondent à un "*besoin de main d'oeuvre*".

(Excellent exemple. Qui en a besoin ? Le patronat, le régime. De quoi ? D'une main d'oeuvre sans défense, déracinée, à la merci d'exploiteurs sans scrupule pour remplacer celle disponible sur place qui refusent de travailler selon les conditions de travail et de rémunération que les négriers des temps modernes veulent leur imposer. Ce qui est extraordinaire et pitoyable, c'est qu'avec plus 5 millions de chômeurs officiellement les militants ne le comprennent pas, apparemment ils ne sont pas concernés ou appartiennent à des couches protégées, privilégiées. Au passage, souvenez-vous de ce que j'ai rappelé récemment, à savoir que ce n'était certainement pas avec de tels militants qu'on constuirait le parti, qu'il valait mieux se tourner vers les millions de travailleurs inorganisés, les faits nous donne encore raison. A bas l'ouvriérisme et le tiers-mondiste réactionnaire ! - ndlr)

"*Les élections municipales ont interrogé de plein fouet le mouvement syndical. Le Front national vient sur notre terrain, utilise notre vocabulaire, détourne certaine de nos propositions, il était absolument nécessaire que nous répondions*", a pour sa part assuré Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU.

(Pourquoi, sinon parce que vous êtes totalement corrompus. Car jamais le FN ne viendrait sur le terrain d'un syndicalisme révolutionnaire ou authentiquement de gauche. Ils roulent pour le PS car c'est lui qui a subi une cuisante défaite lors

des municipales.- ndlr)

"*L'année dernière, nos équipes militantes ont assisté totalement sidérées à la montée du Front national et elles ne savaient pas quoi répondre*", a ajouté Annick Coupé. Pour la porte-parole de l'union syndicale Solidaires, le livre est "*un outil*" qui sera notamment utilisé lors de "*journées de formation intersyndicales*".

(A vous dégoûter du syndicalisme à vie ! Il faut donc s'attendre à avoir dans l'avenir des syndicats encore plus dégénérés, confier la rédaction d'un ouvrage destiné à lutte contre le FN à un journaliste d'une officine du régime, le journal Le Monde, franchement il faut le faire exprès ou être complètement abruti. Engels avait raison, les syndicats sont bien devenus des obstacles au socialisme ou pire encore depuis. Qu'on se syndique et qu'on milite dans les syndicats c'est une chose, qu'on leur assigne une mission qu'ils sont incapables de remplir du fait de leur profonde dégénérescence en est une autre... - ndlr)

Le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a quant à lui fixé comme objectif "*de décrypter le discours du FN pour que les gens ne tombent pas dans le piège d'idées qui, au premier abord, peuvent paraître rapides et efficaces*".

(Intention stérile ou frauduleuse, car en réalité il suffit de faire référence à la nature de classe du FN pour démystifier ses intentions ou ses objectifs politiques. - ndlr)

De son côté, le président de l'Unef William Martinet "*refuse de ne pas s'impliquer au nom d'une idée d'apolitisme*": "*nous menons une bataille éminemment politique et nous n'avons pas de complexe là-dessus.*"

(C'est la voix du PS. Merci pour cet aveu, on le savait que les syndicats font de la politique ou qu'ils sont les relais de partis politiques. Une "*bataille éminemment politique*" pour le compte du régime en place et l'UE, en soutien au gouvernement, il peut l'affirmer sans gêne puisqu'il a le champ libre depuis que l'avant-garde a cessé de se battre plus pour constituer un courant révolutionnaire dans les syndicats, depuis qu'elle a abdiqué devant les appareils.

A sa façon Lepaon l'a confirmé hier en affirmant : "*Je pense qu'il y a deux démocraties qui se côtoient dans notre pays, il y a une démocratie politique et il y a aussi une démocratie sociale. Ce ne sont pas les mêmes temps*", cette dichotomie signifiant que les syndicats ne peuvent avancer que des revendications sociales compatibles avec l'existence du régime qu'il n'est évidemment pas question de remettre en cause, au nom justement de cette division irréductible entre le social et le politique, le justifiant par cette séparation artificielle qui conduit infailliblement le syndicalisme à se soumettre au régime.

Et pourquoi en est-il ainsi ? Parce que la démocratie sociale ne peut se réaliser qu'à travers la démocratie politique, mais comme sur le plan politique tous les partis ouvriers institutionnels ou ceux réputés parler au nom des travailleurs n'entendent pas situer leur combat dans la perspective de la remise en cause du régime ou le socialisme, la démocratie sociale étouffe sous le joug ou dans le cadre du régime, elle doit s'adapter aux besoins des capitalistes au détriment de ceux des travailleurs... - ndlr) AFP 14.04

En complément.

Lepaon est malhonnête, on n'attendait rien de plus de sa part.

- Interrogé sur l'élection présidentielle et l'appel au vote pour François Hollande de la CGT, il a affirmé que le patron de l'époque, Bernard Thibault, avait plutôt appelé "*à faire en sorte que Nicolas Sarkozy ne soit pas réélu*".

(Cela tombait bien, l'oligarchie avait adopté la même attitude, le même candidat, ses médias broyant La Talonnette au profit de la Fraise des bois.. mesdames ! Quelle hypocrisie ce type-là, minable ! - ndlr)

"*Après, François Hollande a fait quelques discours durant la campagne électorale, fait des promesses et pris des engagements. Ce n'est pas la faute de la CGT si le président de la République a entre guillemets "retourné sa veste" et ne met pas en oeuvre ce pour quoi il a été élu*", a-t-il asséné. AFP 14.04

(Comme quoi ce sont vraiment des ignares ou des abrutis à la direction de la CGT, personnellement je pencherais plutôt pour des ordures finies qui savaient très bien à quoi s'en tenir. - ndlr)

- Thierry Lepaon (CGT) appelle à l'union syndicale le 1er mai - AFP

"*Il faut organiser des manifestations, des rassemblements. Le 1er mai va être en partie l'occasion de se rassembler*", a-t-il dit sur France 2.

"*Nous n'avons pas encore réussi à l'heure qu'il est à avoir un grand rassemblement syndical: il manque la CFDT, la CGC et la CFTC*", a cependant ajouté M. Lepaon. AFP 14.04

Il pourrait aussi manifester avec le Medef pendant qu'il y est puisqu'ils entretiennent des liens congénitaux. Sans déconner, voilà la meilleure façon de lutter contre l'extrême droite !

Gouverner à coup de canons !

- Manuel Valls assistera à la canonisation de Jean Paul II et de Jean XXIII - Francetv info

Manuel Valls assistera à la canonisation conjointe de Jean XXIII et Jean Paul II, le 27 avril à Rome. Un mois après son arrivée à Matignon, le Premier ministre représentera la France à cette cérémonie décidée par le pape François. Selon L'Opinion, l'objectif de cette visite serait de redorer l'image de l'exécutif auprès des catholiques français. Francetv info 14.04

ACTUALITE EN TITRES

Monarchie héréditaire.

- PS: un nouveau Premier secrétaire élu mardi, ultimes tractations - AFP

Elle est morte depuis un siècle, vendue à l'ennemi !

- Julien Dray : "*La gauche risque de disparaître politiquement*" - Le Nouvel Observateur

On a les soutiens qu'on peut...

- Dany Boon juge le discours de Manuel Valls "*très encourageant*" - Francetv info

... à ce rythme-là il sera à zéro avant la fin du mois... c'est "***très encourageant***"...

- La popularité de Hollande en baisse, à 18%, celle de Valls à 44% - AFP

En 24h Valls est passé de 58 à 44%...

La crise par le vide.

- Alstom envisage de supprimer 380 postes - Liberation.fr

- Tabac: Seita va fermer son usine à Nantes qui emploie 327 salariés - AFP

Ou ne lisez pas ou plus Libération !

- Pour être heureux en couple, mangez du sucre - Libération.fr

Ainsi va le vieux monde

- A Berlin, Manuel Valls promet de tenir les déficits publics - Reuters

- Simplification: les principales mesures pour les entreprises - Liberation.fr

- Citi fait mieux qu'attendu au 1er trimestre, l'action s'envole - Reuters

- Airbus Group: la discussion des plans sociaux va commencer dans chaque pays - AFP

- L'Allemagne victime de son succès auprès des jeunes travailleurs européens - LePoint.fr

- Le vrai coût de l’allergie française aux petits boulots - Atlantico.fr

Stigmatisation, délation, barbarie.

- Les agressions contre les prostitués augmentent - Liberation.fr

- Montpellier : un mail de la police pousse les hôteliers à la délation - Le Nouvel Observateur

- Pakistan : un homme arrêté pour avoir mangé un bébé - Francetv info

Stratégie du chaos et propagande.

- Nigeria: au moins 71 morts dans le pire attentat commis dans la capitale - AFP

- Algérie : Amnesty International dénonce une hausse de la répression - LePoint.fr

- Amnesty accuse les autorités algériennes de museler la critique - Liberation.fr

- Algérie: le règne de Bouteflika entaché par des scandales de corruption - AFP

- Syrie : la torture dans les prisons se généralise, alerte l'ONU - LePoint.fr

Haut de page

Le 17 avril 2014

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée, les infos en bref très copieuses d'ici 5 ou 6 heures.

Il est 16h41 et le boulot est terminé, quelle galère sous cette chaleur ! Et épuisant ce combat contre la réaction sur tous les fronts. On ajoutera une vingtaine de nouveaux articles ce soir.

Merci au camarade qui m'a communiqué des documents ces derniers jours, je pense toujours à toi et porte-toi bien.

En famille. Qui sont-ils ? A quoi servent-il ? On leur cède la place... ***"des réactionnaires***" !

- Caroline de Haas (démissionnaire du PS - ndlr) : «*Il ne faut pas laisser l'Europe aux conservateurs et aux réactionnaires*» - Liberation.fr

Les «*féministes pour une Europe solidaire» comptent se présenter au scrutin du 25 mai pour «faire entendre la voix des femmes et la voix de l'égalité*» à Bruxelles.

Avec d'autres féministes, nous nous sommes rassemblés et nous avons considéré que les européennes étaient une opportunité et l'Europe un levier parmi d'autres.

Nous avons en particulier des relations avec les Suédois qui ont déjà un parti féministe. Liberation.fr 16.04

Qui est-elle ?

Ancienne porte-parole de l'association Osez le féminisme, Caroline de Haas, ex-conseillère de Najat Vallaud-Belkacem au ministère des Droits des femmes et proche de Benoît Hamon, elle a milité treize ans au PS avant de claquer la porte la semaine dernière. Liberation.fr 16.04

A quoi ça sert l'écologie et le féminisme ?

Caroline de Haas : S'il n'y avait pas eu les Verts, je ne suis pas sûre qu'aujourd'hui tous les partis reprendraient l'écologie comme une thématique transversale. Ils ont su faire exister ce sujet sur la scène publique, nous voulons faire de même avec le

féminisme. Nous voulons que cela devienne évident, que dès que l'on conçoit une politique publique, on pense «*droits des femmes*».

L'Europe a longtemps été un point d'appui pour faire progresser les droits des femmes. libération.fr 16.04

Qui sont plus exploitées que jamais, qui n'ont plus de temps à consacrer à l'éducation de leurs enfants, etc. bravo ! Il n'est pas beau le régime où les femmes voient leurs droits reconnus, satisfaits c'est une autre histoire, chut ! qui prend soin de notre environnement, bon, il ne faut pas y regarder de trops près, chut ! cela se passe ailleurs, en Chine, Indonésie, Nigéria, etc.

Vallaud-Belkacem, c'est l'UMP, Hamon, c'est le PS, au moins l'avantage des "*thématiques transversales*" c'est qu'elles permettent de transcender les partis, de briser la frontière qui existe entre eux, on n'en doute pas, mais que les apparences trompeuses entretiennent et que les uns et les autres s'emploient à alimenter de façon à pouvoir s'attaquer à la lutte des classes, pratiquer le corporatisme, mettre en avant l'intérêt général, c'est le fin mot ou la stratégie qui en est à l'origine.

En complément. Le régime prend même soin d'accorder une retraite dorée à la Vermine.

- Dominique Voynet nommée inspectrice générale des affaires sociales - L'Express.fr

Contacté par Le Monde, l'IGAS indique que « *la fourchette de rémunération d'un inspecteur général des affaires sociales est de 85 000 à 100 000 euros net annuels* ». Lemonde.fr 16.04

Elle va rejoindre Chérèque alors, ils sont faits pour s'entendre...

Quel pied !

"*Quelqu'un qui a le pied dans l'entreprise est à moitié sauvé et c'est beaucoup mieux que de le garder au chômage*", a dit Pierre Gattaz pour défendre l'idée d'un "*smic intermédiaire temporaire*". AFP 15.04

L'existence du capitalisme était "*temporaire*" aussi...

Si l'affaire n'était pas sérieuse, on aurait envie de se marrer en écoutant Gattaz le cynique : "*Quelqu'un qui a le pied dans l'entreprise est à moitié sauvé*", à moitié seulement, peu importe si l'autre est coupé ou voué à être amputé, l'intéressé appréciera sans doute. Et puis il faut maintenir le suspens jusqu'au désespoir sinon à quoi bon franchement, "*c'est beaucoup mieux que de le garder au chômage*"... bien au frais, quoique c'est bien utile de conserver une importante armée laborieuse de réserve sous la main.

Et puis il y a un truc auquel on n'avait pas pensé, c'est que cette surpopulation de main d'oeuvre il la garde aux frais de qui ?

Pardi, ben aux frais des travailleurs qui ont un boulot, ce sont bien eux qui casquent les cotisations chômages qui sont défalquées de leurs salaires bruts et non les patrons. S'il n'y avait pas de chômage les travailleurs ne paieraient pas de cotisations chômages, donc leurs salaires nets en bas leurs feuilles de paie seraient plus élevés. Oui mais là cela leur permettrait de consommer plus, or ce n'est pas le but du jeu. Vaut mieux qu'ils financent eux-mêmes le chômage de masse ou de leurs petits camarades de galère qui permet de faire pression à la baisse sur les salaires, et que cela profite aux patrons ou actionnaires. Non mais dites-donc où vous croyez-vous, on est en régime capitaliste oui ou non bordel, hein ? Il ne faudrait peut-être pas inverser les rôles, compris, si quelqu'un doit pouvoir consommer plus ce sont les nantis, gravez-vous bien cela dans votre petite tête, capito ?

Sur les pas du Conseil d'Etat et du censeurs Valls. La police de la pensée du régime veille !

- Un internaute condamné pour l'envoi de courriels racistes à un syndicat d'enseignants - Francetv info 15.04

Un internaute de Mayenne a été condamné, mardi 15 avril, par le tribunal d'instance de Châteauroux, à payer 1 000 euros d'amende et à verser 2 000 euros de dommages et intérêts au syndicat CGT éduc'action de l'Indre. Ce dernier avait reçu, de la part du condamné, deux courriels jugés racistes contre les élèves tziganes et issus de l'immigration.

Une quinzaine de militants de la CGT éduc'action de l'Indre, du planning familial, de la Ligue des droits de l'homme, du Nouveau parti anticapitaliste et de la Fédération syndicale unitaire s'étaient donnés rendez-vous devant l'entrée du tribunal d'instance de Châteauroux pour protester contre l'auteur de ces courriels.

"*Il n'est pas question de réduire la liberté d'expression mais de garantir le respect et la tolérance des différences. Ces écrits sont une véritable provocation*", a plaidé l'avocat du syndicat. Il faut "*que tous les enfants de France puissent avoir la même éducation, sans la moindre barrière raciale*", a-t-il dit au tribunal. Francetv info 15.04

1- Un syndicat reçoit deux courriels dans sa boîte aux lettres qui n'avait rien de public, à laquelle personne d'autres n'avait accès ;

2- L'auteur de ces courriels ne les destinait à personne d'autres qu'à ce syndicat ;

3- Leur contenu était manifestement destiné au propriétaire de cette boîte aux lettres et non à la population ;

4- Délibérément le destinataire en a rendu public le contenu alors qu'il n'y était pas obligé, cette démarche était uniquement de sa responsabilité sans que celle de son expéditeur ne puisse ête mise en cause.

Le tribunal d'exception aux ordres de la dictature néolibérale de la pensée unique en a décidé autrement en confondant ce qui avait un caractère strictement confidentiel, personnel ou limité ou encore devait demeurer du domaine privé de par la nature du moyen de communication employé, et ce qui aurait pu avoir un caractère public, collectif ou aurait été destinésciemment à un tout autre usage, en la matière à être publié ou porté à la connaissance de la population, pour finalement condamner non pas celui qui s'est rendu coupable de s'en servir à des fins autres que celle prévue par son expéditeur, pour le détourner volontairement de son objet et en tirer un profit personnel, finalement pour le compte du régime.

Jusqu'à présent seuls les pires dictatures recouraient à ce genre de méthodes, les fascistes ou leurs pendants staliniens agissaient de la sorte, sachez que dorénavant vous devrez ajouter la CGT, la FSU, le NPA et la LDH notamment.

Je ne sais pas si les militants ont vraiment conscience du degré de pourriture infâme auquel sont parvenues ces organisations ou certains de leurs porte-parole.

En résumé, vous adressez un courriel à un syndicat dans lequel vous manifestez des idées qui pourraient éventuellement donner lieu à des poursuites judiciaires si vous les aviez exposées en public, il les transmet à un procureur qui vous traîne devant un tribunal et vous condamne.

Dit autrement, cela signifie qu'il suffit d'adresser à une association, une organisation, un syndicat ou un parti un courriel dans lequel vous exposez des idées différentes ou contraires aux leurs pour qu'ils s'en saisissent et les rendent publiques pour ensuite être condamné si le législateur estimait qu'elles étaient contraires aux lois en vigueur où à l'interprétation arbitraire qu'il en fait, au respect de l'ordre établi disons les choses telles qu'elles sont, c'est d'une extrême gravité pour l'existence du mouvement ouvrier. Ces salopards sont plus pourris encore qu'Obama et la NSA !

Pour terminer, c'est Bruxelles, l'UE qui a grand ouvert les portes de la France aux Roms et à des centaines d'autres immigrés illégaux, il faut l'avoir à l'esprit, ensuite, sachant que l'UE n'est pas vraiment animée par les meilleures intentions du monde envers les travailleurs en général et pas davantage envers les Roms, cela signifie que l'objectif de cette opération devait forcément favoriser les besoins politiques et économiques des artisans de l'UE et des gouvernements réactionnaires chargés d'appliquer sa politique néolibérale, donc que la soutenir au nom de n'importe quel principe consistait finalement en s'en faire les alliés ou les complices à la fois contre les travailleurs et les Roms.

Leur but à l'arrivée est de museler toute contestation à leur politique, interdire à tous ceux qui la rejettent de s'exprimer librement pour que la dictature néolibérale qu'incarne l'UE s'impose.

On aurait pu reproduire plus tôt le contenu de ces deux courriels, mais il m'a semblé préférable de le faire plus tard, après avoir fourni aux lecteurs une grille de lecture suffisamment étoffée pour qu'ils puissent en faire une interprétation libre et aussi objective que possible en prenant en compte l'ensemble des facteurs et rapports qui sont concernés ici.

A leur lecture chacun comprendra que ces courriels ne comportaient rien de plus que ce qu'on a déjà entendu des milliers de fois ou davantage, ce qui se dit de bouche à oreille ou ouvertement dans tout le pays et toutes les classes ou couches. Rien de nouveau sous le soleil, le refrain habituel depuis des lustres, et que cela soit justifié ou non importe peu puisque cela n'a jamais influencé le cours des choses dans un sens ou un autre.

Francetv info avec AFP - Le premier message, envoyé le 19 juin 2013, prenait pour cible les enfants issus de l'immigration, stigmatisés pour leurs faibles résultats scolaires en faisant écho à des propos du recteur de l'académie d'Orléans-Tours en 2011. Le second courriel, envoyé une semaine plus tard, qualifiait les gens du voyage de "*parasites et de voleurs de poules et de cuivre*", a précisé José-Manuel Félix, secrétaire général du syndicat. Francetv info avec AFP 15.04

J'entendais cela chez mes parents quand j'étais gosse il y a 50 ans, mes grands-parents étaient forains, merde.

Ces parasites ont fait condamner une personne pour avoir produit des idées communément partagées ou admises par des millions de travailleurs en France, idées qui ne nous viendraient pas à l'esprit évidemment mais là n'est pas la question. Question : Vont-ils les traîner à leur tour devant un tribunal ou vont-ils les envoyer en camp de rééducation ou autre asile psychiatrique ?

Qui sont-ils pour les juger ? Des suppôts du régime en place animés d'un esprit policier, des fossoyeurs du mouvement ouvrier et de nos droits sociaux et politiques.

On doit encore tirer deux enseignements de cette expérience pour en comprendre la portée.

Ce jugement fera jurisprudence, alors gare aux imprudents qui parmi les travailleurs ou les militants livreront demain à un destinataire malinentionné leurs pensées sans réfléchir à leurs conséquences possibles, nul n'est censé ignorer la loi, y compris son caractère arbitraire.

Ensuite, on peut se demander pourquoi le juge a donné raison aux plaignants sinon parce qu'il a reconnu en eux des chiens de garde du régime et des fossoyeurs du mouvement ouvrier, car dans notre classe on n'apprécie guère les provocateurs et encore moins les délateurs, les jaunes, les collabos, si on ne se retenait pas on les traiterait comme en Inde ou en Afrique du Sud par exemple, ils les éliminent pour les empêcher de nuire dans le futur, c'est expéditif mais efficace, salutaire.

On respecte les militants en général, mais là on n'est plus en présence de militants du mouvement ouvrier, ce sont de vulgaires flics du régime et on les traite comme tels.

On dit souvent que le mouvement ouvrier a touché le fond, en réalité on ne le pense pas vraiment, on sait que certains militants sont capables de bien pire encore. Répétons-le, c'est très grave ce qui vient de se passer en France, vous vivez sous une dictature ouverte dorénavant entourés de délateurs.

A propos du Parti antiSocial.

Hollande n'a eu de cesse de vouloir diviser ou disloquer les masses depuis mai 2012, il a réussi à les rassembler contre lui et le PS.

Il ne faudrait pas pour autant en tirer comme conclusion que cela les affecterait en quoi que ce soit ou qu'ils le regretteraient. Pas du tout, ce serait se tromper du tout au tout sur la nature de leur engagement qui ne consiste qu'à servir les intérêts de la classe dirigeante ou le régime en place jusqu'à prononcer leur propre autoliquidation, politique il faut entendre, car individuellement ils s'en sortent toujours, ils se recasent facilement. C'est l'unique fonction à laquelle ils se destinaient ou qu'ils se sont donnés d'assumer jusqu'au bout et pour laquelle ils sont grassement rétribués.

Toute autre interprétation sur le PS est du domaine de la falsification, de la manipulation, de l'escroquerie politique. Pour le compte du régime, pour qui voudriez-vous que cela soit autrement, soyons sérieux ?

Le mouvement ouvrier, la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes et les appareils des syndicats sont au service du régime.

- L'anti-fascisme sert à occulter que l'on vit sous une dictature (du capital) dont l'objectif est d'abaisser par tous les moyens, y compris par la force, le coût de la force de travail ;

- L'anti-racisme sert à occulter que le régime encourage l'immigration clandestine massive qui profite au patronat pour faire baisser le coût du travail ;

- Le féminisme sert à occulter la surexploitation des femmes et à faire baisser le coût du travail ;

- Le combat contre l'austérité ou pour le "*partage des richesses*" poursuit le même objectif dans la mesure où il n'est pas relié au partage du travail, à la baisse du temps de travail, à l'interdiction des licenciements, il ne peut se traduire que par l'accroissement de l'exploitation pour ceux qui travaillent, tout en maintenant le chômage à un haut niveau pour faire pression vers le bas sur les salaires ou diminuer le coût du travail.

Toutes les campagnes à caractère communautariste mises en oeuvre par le PS et relayées par ses larbins de gauche et d'extrême gauche avaient pour seul objectif la destabilisation sociale et politique des rapports existant entre le travail et le capital pour pouvoir appliquer sa politique réactionnaire au profit de ce dernier.

Précisons y compris sur le plan politique en faveur de l'extrême droite ou des fascistes, qui comme en Ukraine sont appelés à prendre le pouvoir pour faire le boulot à leur place une fois que la classe dominante a épuisé tous les autres moyens pour imposer sa violente politique de régression sociale à la classe ouvrière. Le gouvernement ne s'y est pas trompé en soutenant le gouvernement néozazi de Kiev.

Ainsi font, font, font, les petites marionnettes

On a pu constater que certains intellectuels de droite ou d'extrême droite ou qui n'hésitent pas à se présenter au côté de membres de l'extrême droite, économistes, historiens, écrivains, philosophes, universitaires, etc. fournissaient des analyses de la situation en France ou mondiale qui rejoignent en grande partie la nôtre, certains vont même jusqu'à se présenter en marxistes. A ceci près qui fait toute la différence entre nous et nous revoie à notre camp respectif, c'est que soit dans leurs conclusions ils nient que la lutte des classes puisse jouer un rôle déterminant, plus particulièrement au prolétariat qui ne serait pas apte à gérer la société ou à détenir le pouvoir, soit qu'ils occultent les enseignements de la lutte de classes du passé pour finalement prôner une forme de révolte individuelle qui peut faire l'objet de toutes les récupérations possibles, en priorité par l'extrême droite. On laissera de côté ici ceux qui nient la crise du capitalisme ou ses contradictions ou ne leur accordent qu'une place secondaire.

Pourquoi se tournent-ils vers l'extrême droite et non vers l'extrême gauche ou plutôt vers l'avant-garde marxiste révolutionnaire ou léniniste ? On peut d'emblée éliminer ce dernier courantqui n'existe pas sous une forme organisée de nos jours à notre connaissance. Reste l'extrême gauche qui est dégénérée, donc pas une référence, qui sert plutôt de repoussoire à tous ceux qui seraient tentés de s'organiser dans un parti ou une organisation se réclamant du socialisme. Si elle est dégénérée c'est aussi parce qu'elle a tourné le dos aux masses ou ne croient pas en leur capacité à assumer leur tâche historique qui demeure de prendre le pouvoir... Comme ces intellectuels elle s'en remet à quelqu'un d'autre, à autre chose, elle poursuit un autre objectif que l'abolition du capitalisme.

L'extrême gauche s'en remet aux staliniens et néostaliens du PCF, aux sociaux-démocrates dégénérés du PG qui sont liés au PS et ses alliés MRC, PRG et EELV, qui s'ils parvenaient un jour au pouvoir appliqueraient la même politique que le PS ou se retrouveraient immédiatement paralysés après avoir satisfait quelques revendications alimentaires car ils seraient incapables de s'attaquer aux fondements du capitalisme et de liquider ses institutions, très rapidement ils devraient céder la place à la droite ou l'extrême droite si elles ne les renversent pas de manière violente.

Du coup ces intellectuels se tournent vers l'extrême droite qui leur semble être la seule force politique susceptible de parvenir au pouvoir. On peut estimer que certains d'entres eux sont manipulés par l'extrême droite ou se laissent manipuler par elle en refusant de l'admettre, peu importe ici. L'extrême droite ou les fascistes ne pourraient parvenir au pouvoir pour autant que certaines conditions seraient réunies : Que le gouvernement en place dit de gauche soit faible, isolé, paralysé, que le mouvement ouvrier et l'ensemble des masses soient neutralisés du fait de l'attitude de ces partis au pouvoir, qu'il dispose d'une assise populaire suffisante pour entraîner derrière elle quelques centaines de milliers de travailleurs issus de toutes les couches de manière à créer l'illusion qu'elle serait soutenue par des millions de travailleurs ou la majorité d'entre eux, le tout avec le soutien de la droite et de la Bourse, des milieux d'affaires et des médias qu'ils contrôlent.

L'extrême droite organiserait ou mobiliserait une partie de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes auxquelles appartiennent ces intellectuels, qui lui serviraient à encadrer une armée de lumpenprolétaires enragés, de travailleurs arriérés politiquement ou inorganisés majoritairement, facilement manipulables, qu'ils suffiraient dans l'immédiat d'acheter ou corrompre en leur fournissant des avantages matériels et financiers, et auxquels il suffirait de promettre la lune pour qu'ils fassent régner la terreur dans le pays, s'attaquent au gouvernement, aux institutions, et pour finir au mouvement ouvrier qui les a abandonnés.

C'est ce à quoi on a assisté récemment lors de l'offensive de la réaction en Bretagne avec les "*bonnets rouges*", une sorte de répétition générale d'un coup d'Etat d'extrême droite sur une petite échelle et qui n'a pas mal réussi d'ailleurs, ou sous nos yeux en Ukraine avec succès contre un gouvernement corrompu qui était paralysé, asphyxié financièrement, au bord de la faillite et incapables d'imposer des mesures antisociales brutales contre les masses imposées à la fois par l'UE, l'impérialisme américain, mais aussi pour le compte de la Russie.

Ces intellectuels s'en remettent hypocritement ou ouvertement à l'extrême droite, parce qu'elle est la seule force politique à proposer une alternative politique à l'UMP et au PS qu'ils jugent crédible ou susceptible de se réaliser à partir du moment où ils estiment qu'elle pourrait à un moment donné bénéficier des conditions qui ont été énumérées plus haut, sans se soucier de savoir qui en ferait les frais et à qui cela profiterait à l'arrivée, sur quel type de régime cela déboucherait, sans doute pensent-ils que dans ce chaos dont ils seraient coresponsables, on pourrait faire appel à eux et ils pourraient en tirer quelques bénéfices individuels, exister enfin ou être reconnus à leur juste valeur selon eux, puisqu'en dernière analyse cela semble être leur principal problème et leur motivation inavouable.

Ces intellectuels pour être totalement déconnectés des masses et de la lutte de classe que mène le prolétariat ne poursuivent que des intérêts individuels qui coïncident avec ceux du régime qui est d'atomiser chaque travailleur, lui retirer son statut de citoyen d'une nation indépendante et souveraine au profit d'un statut indéfini sous la coupe d'une institution supranationale sur laquelle il n'aurait aucune emprise une fois ses droits individualisés, spolié de ses droits sociaux et politiques. La seule différence qu'ils présentent avec la droite, la gauche et l'extrême gauche, c'est qu'ils prétendent parvenir à ce résultat dans le cadre des Etats-nations, pour certains d'entre eux seulement, car le FN s'accommodent très bien de l'UE. Ce qui est normal puisque l'extrême droite n'existe que pour autant qu'elle sert le régime capitaliste et parce que l'oligarchie financière en a décidé ainsi.

Ce qu'il faut bien comprendre et garder en mémoire, c'est que l'extrême droite n'a pas de politique indépendante des tenants du capitalisme et ne peut pas en avoir, elle leur est totalement soumis, elle sert leurs intérêts un point c'est tout. Que l'extrême droite serve davantage certaines couches du capitalisme plutôt que d'autres est une chose, mais en dernier ressort elle se

rangera derrière celle qui exerce son hégémonie au sein du capitalisme ou qui détient le pouvoir économique. Hitler dénonçait la finance qu'il fallait mettre à mort, ce que fait également M. Le Pen, pendant que des banquiers (juifs) anglo-saxons et français finançaient son régime, c'était le masque le plus efficace pour camoufler ses véritables intentions. Vous connaissez la suite n'est-ce pas : les dits banquiers vont s'enrichir comme jamais pendant cette guerre, ce qui leur permettra de justifier leur rôle incontournable comme créancier du monde qu'ils allaient s'employer à soumettre à leurs exigences, mais aussi pour imposer leur politique à tous les Etats, diriger en sous-main les institutions financières et politiques qui allaient voir le jour...

Ce qu'on constate qu'ont en commun ces intellectuels et ce sera là notre conclusion, c'est que pas un en revanche ne se donne pour tâche d'aider les masses à s'organiser pour résister au rouleau compresseur du mondialisme ou du nouvel ordre mondial qu'ils ne cessent de vilipender, pour le combattre et abattre le régime en place. On aura parfaitement compris qu'il ne pouvait pas en être autrement au regard de ce qu'on a expliqué plus haut, puisqu'ils ne poursuivent pas les mêmes objectifs que le mouvement ouvrier révolutionnaire, quoi qu'ils puissent déclarer par ailleurs ou les faux airs de marxistes qu'ils peuvent prendre parfois.

De notre côté nous critiquons le mouvement ouvrier, nous avons déclaré la guerre à toutes les formes d'opportunisme en son sein, cependant nous demeurons attachés aux enseignements de la Commune de Paris de 1871 et de la révolution russe de 1917 qu'incarne au plus haut niveau la nécessité de construire un nouveau parti communiste sur les bases du marxisme ou du socialisme scientifique, nous faisons nôtres les conclusions théoriques et pratiques du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels qu'incarne le parti et l'Interantionale, et comme disait Trotsksy, le parti, encore le parti, toujours le parti, on pourrait en dire autant des syndicats qui bien que dégénérés servent encore aux masses à s'organiser à défaut d'un nouveau syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et du capital.

C'est là la différence fondamentale qui existe entre nous et ces intellectuels qui penchent vers l'extrême droite, nous seuls (avec tous les militants qui combattent sincèrement pour le socialisme) incarnons l'avenir de l'humanité, la nouvelle étape qu'elle doit franchir pour s'émanciper du capital, du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la nécessité.

N'importe qui peut faire référence à tort et à travers au marxisme, Francis Cousin par exemple, mais seuls les militants qui mettent en pratique les enseignements de la lutte de classe du prolétariat tels que nous les ont transmis Marx, Engels, Lénine et Trotsky, l'incarne en combattant pour la révolution socialiste mondiale.

Vous aurez compris pourquoi un Mélenchon (PG) ou un Laurent (PCF) ne peut pas s'aventurer sur ce terrain-là, de par la politique qu'ils défendent, les idées ou l'idéologie qu'ils incarnent, ils ne sont pas en mesure de combattre réellement l'extrême droite...

ACTUALITE EN TITRES

La tête d'un monarque valse parfois...

- Hollande ne passerait pas aujourd'hui le 1er tour de la présidentielle - AFP

- La France demande une enquête pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Syrie - Francetv info

On devrait demander une enquête pour savoir comment Hollande a-t-il bien pu être élu... Bon, il est descendu à 17% selon les derniers sondages, Assad serait entre 70 et 80%, Hollande doit être jaloux, on comprend...

... surtout entre les mains d'un renégat, elle est déjà tombée...

- Cambadélis contre "*l'austérité*" de Bruxelles, mais pour le plan Valls - LePoint.fr

... et les bourreaux ne manquent pas. Quelle popularité tout de même, c'est flatteur !

- Bayrou juge "*réussis*" les débuts de Valls à Matignon - AFP

Les négriers des temps modernes lancent leur campagne relayée généreusement par la totalité des médias.

- Gattaz veut explorer la piste d'un "*smic intermédiaire*" - Reuters

- Le Medef pour l'instauration d'un salaire transitoire en-dessous du Smic - AFP

- Gattaz veut en finir avec le Smic. Et il n'est pas tout seul - Le Nouvel Observateur

- Vers l'instauration d'un salaire transitoire en dessous du smic ? - LePoint.fr

- Le Medef s'empare de l'idée d'un smic « *transitoire* » - LeMonde.fr

- Le Smic, machine à polémique - Liberation.fr

- Toucher au smic pour endiguer le chômage : les différentes pistes évoquées - Francetv info

Il fallait le faire, l'imposer et en parler après...

- Salaire inférieur au Smic : comment Pierre Gattaz va tuer cette bonne idée - Atlantico.fr

Quel crétin !

- Gattaz et le Smic : "*ça reviendrait à créer un sous-salariat*" - Le Nouvel Observateur

Tout est une question de méthode, la preuve.

Sur la méthode, Manuel Valls avait assuré vouloir mieux se coordonner et échanger en amont avec la majorité (Il n'avait pas dit quand ! Voilà qu'ils lui font un procès d'intention, c'est scandaleux. - ndlr). C'est tout le contraire qui a été fait ici. Ce qu'a pointé le député PS Michel Pouzol : Méthode surprenante, les députés socialistes découvrent en réunion de groupe via la télévision les décisions du gouvernement. publicsenat.fr 16.04

Valls sait pertinemment qu'il a à faire à des affairistes aussi pourris que lui en somme pour les avoir fréquentés pendant des décennies, qui ne prendront pas soin de traduire ce qu'il leur dit. Il dit et fait ce qu'il veut et à l'arrivée ils joueront les naïfs qui se sont fait berner, alors qu'en réalité ils n'en avaient strictement rien à foutre, à la limite les médias leur serviront de couverture ou de complice et le tour est joué, les dirigeants de nos partis embraieront sur le sujet et leurs militants n'y verront que du feu, tout le monde se sera fait baiser, excusez l'expression, mais elle convient parfaitement à cette mauvaise farce.

Et quand des mesures ont été annoncées publiquement par le Premier ministre, il est extrêmement rare qu'il revienne dessus, et à notre avis cela ne doit pas être vraiment le genre de Valls qui ne supporte même pas qu'on le contredise ou mette en doute sa parole. Une conseillère municipale d'Evry qui s'y était aventurée en avait fait les frais et avait dû démissionner quelques jours plus tard.

D'autres "***pistes***" existent... heureusement !

Vous vous souvenez de l'abandon du CPE par De Villepin, alors qu'il existait plus de 20 contrats de travail précaire qui n'ont toujours pas été abolis au grand bonheur du patronat...

- Smic jeunes: "*toutes les solutions doivent pouvoir être étudiées*", dit NKM - AFP

Faisons-leur confiance, dans ce domaine ils ne manques certainement pas d'imagination.

- Smic jeunes: plutôt l'apprentissage, demande Jego (UDI) - AFP

Ah ben ouais c'est chouette, ils sont encore moins payés ! Et les stagiaires, etc.

Valls l'a confirmé hier à sa manière.

Le premier ministre a confirmé qu'il ne touchera pas au Smic, comme le demande le président du Medef. « *Je dis très clairement à Monsieur Gattaz qu'on ne touchera pas au modèle social de notre pays* ». « *Il est hors de question de remettre en cause le Smic* », répète le ministre du Travail, François Rebsamen. publicsenat.fr 16.04

Pour traduire correctement les propos de Valls il faut les mettre à la forme affirmative.

Les travailleurs détachés, c'est aussi une autre piste, ou encore l'exonération de cotisations sociales qui reviennent à baisser le coût deu travail et à augmenter les profits qui vont dans les poches des patrons ou des actionnaires...

Comme quoi des progrès sont possibles, pour les exploiteurs évidemment.

- Un salarié sur 6 en France est aujourd'hui au SMIC, c'est deux fois plus qu'en 1994. - Atlantico.fr 15.04

Parole d'un internaute du Monde qui se lâche :

- "*Pourquoi 40h et pas plus ? Pourquoi 4 semaines et pas moins ? Pourquoi conserver un code du travail, alors que tout peut être contractualisé librement entre employeur et employé ?*"

Il y en avait même un qui disait que la concept de la retraite ne rimait plus à rien et devrait être carrément supprimé.

Peut mieux faire...

- Près d'un million de Britanniques ont utilisé une banque alimentaire en 2013 - Liberation.fr

A ceux qui en ont encore les moyens...

- Mauvaise nouvelle pour les corporatismes, bonne nouvelle pour les marchés : les Français sont prêts aux réformes - Atlantico.fr

A tout même...

- Arras : il veut donner son rein en échange du solde de son crédit immobilier - LeFigaro.fr

Rectifions, Le Figaro toujours intéressé ou à l'esprit mercantile prend ses désirs pour la réalité : Vendre !

Intox

Le Parlement européen des négriers.

- L'Europarlement encadre le travail low-cost - Liberation.fr

Tartufferie. Ils nous refont le même coup à dix jours d'intervalle...

- Economies : Valls confronté à une fronde d'une partie des parlementaires PS «*atterrés*» - Public Sénat

Garde-à-vous. Coup de force au parti de l'ordre.

- Ségolène Royal rappelle à l'ordre les députés de la majorité - L'Express.fr

Le message de la nouvelle ministre de l'Ecologie livré aux médias dans les couloirs de l'Assemblée : "*Au sein de la majorité, pas une voix ne doit manquer pour apporter au gouvernement la force dont il a besoin pour réussir*" (L'Express.fr 16.04), là où Sarkozy-Fillon avait échoué...

L'Ordre de Vichy règne toujours en France

- Accusé d'euthanasie, l'urgentiste Bonnemaison radié de l'Ordre - Liberation.fr

Ah la justice !

- Une note de police visant les Roms fait scandale - Liberation.fr

- Accusé d'injure par une association croate, Bob Dylan obtient un non-lieu à Paris - Francetv info

Il n'y a pas de justice dans le vieux monde...

- Jacques Servier meurt avant son procès - Liberation.fr

Disparition . Le président du laboratoire incriminé dans l'affaire du Mediator est décédé hier à 92 ans. Liberation.fr 16.04

Les homophiles s'en sont déjà chargés ! Leur société.

- Turquie: Le gouvernement veut construite des prisons pour homosexuels - 20minutes.fr

Il ne manquait plus que la Turquie dans l'Union européenne ! Ce grand camp de concentration en construction...

En réalité point du tout. C'est l'histoire du troisième type...

- Inde: la Cour suprême reconnaît l'existence d'un "*troisième genre*" - AFP -

- En Inde, la Cour suprême reconnaît l'existence d'un troisième genre - Reuters -

- L'Inde reconnaît l'existence d'un troisième genre - LeMonde.fr

- L'Inde reconnaît le troisième genre - LePoint.fr -

- L'Inde reconnaît un troisième sexe - LeFigaro.fr

- Le troisième genre reconnu en Inde - Liberation.fr

- Genre neutre : l'Inde reconnaît à son tour un troisième sexe - Le Nouvel Observateur

Ma foi, cela doit les exciter ces pervers !

En anglais *transgender* (au delà du genre) sur les documents administratifs indiens déjà existants. Rien de nouveau en somme ici. Ne pas avoir de genre défini, c'est pire que d'en avoir un, non ? En grammaire, impossible d'utilise *she* pour elle, *he* pour lui, il reste *it* au singulier pour les animaux ou les objets inanimés, quel dilemme ! Quelle connerie !

Moi, quand je salue mon magnifique trans vendeur de salades au marché de Pondichéry, je ne pose pas de questions, je me fie aux apparences, je ne manque pas de lui dire qu'elle est très belle, séduisante même et elle en est flatée, on échange toujours quelques mots, eh oui je ne suis pas un rustre et j'ai du savoir vivre, il porte un sari et se présente comme une femme, alors je ne vais pas le prendre pour un homme il en serait vexé. Un trans se présente comme une femme, donc traitons-le comme une femme un point c'est tout.

J'ai lu dans *The Hindu*, un grand quotidien indien en anglais que Selvi m'apporte quotidiennement et que je parcours en diagonale tous les matins, qu'il y aurait quelque 100 000 transsexuels en Inde pour une population totale de 1,2 milliards d'habitants, soit moins de 0,001%.

Vous avouerez tout de même qu'une communauté si importante en nombre méritait bien une loi ! J'imagine que le pourcentage doit être semblable dans les autres pays dans le monde. Que ne ferait-il pas pour se faire passer pour des démocrates quand à côté ils spolient les droits sociaux de l'immense majorité de la population...

En complément. Quelle grande "***démocratie***" !

- Inde: 17% des candidats aux élections ont un casier judiciaire, 10% sont accusés de crimes sérieux - Slate.fr

J'avais lu il y a longtemps déjà dans un magazine indien qu'en réalité à peu près la moitié des députés entraient dans cette catégorie de criminels...

Ils sont mieux traités que nous, les hommes.

- Les animaux ne sont plus des «*meubles*» - LeFigaro.fr

Non, c'est devenu une valeur marchande et ils consomment, c'est mieux...

- Assemblée: Les animaux reconnus comme «*doués de sensibilité*» - 20minutes.fr

Comme les femmes, l'hypocrisie en moins peut-être, je déconne, à moitié seulement, non, non, je vais me mettre à dos la terre entière, je les adore et nos amis les bêtes aussi ! Elles sont si susceptibles...

- Luc Ferry : "*On peut élever des animaux sans les faire souffrir*" - LePoint.fr

C'est vrai que vous avez plus d'égards pour eux qu'envers nos enfants ou leurs parents... Vous êtes un grand humaniste...

- Divorce : qui va garder le chien ? - LeFigaro.fr

Ah ces chiens de Versaillais (Marx) toujours prêts à rendre service !

- Un amendement doit être examiné mardi soir à l'Assemblée pour préciser le statut juridique de l'animal. En cas de séparation, le flou juridique autour de l'animal domestique peut en effet compliquer les choses. LeFigaro.fr 15.04

Je proposerais l'amant ou la maitresse, à tour de rôle pour bien faire... Vous voyez que les députés servent encore à quelque chose, mauvaises langues, va !

Vivement le sale temps !

- Route: un tiers de tués en plus en mars, la faute au beau temps - AFP

Le péril jaune menace la planète.

- La pollution en Asie change le climat - LeFigaro.fr

Raison de plus pour boycotter les élections européennes.

- Le Parlement européen donne son feu vert à l'union bancaire - LePoint.fr

- Il pourrait changer la face de l'Europe : le traité transatlantique décodé - LeMonde.fr

- Le porno sans frontières, argument pro-union européenne - Liberation.fr

Parole de nazis

- Ukraine : la Russie doit cesser de soutenir "*les activités terroristes*", selon Kiev - AFP

Guerre et stratégie du chaos.

- Syrie : les rebelles exhibent leur matériel de guerre... américain - LeParisien.fr

- Irak: attaque contre des bâtiments officiels, 19 morts - AFP

- Un militant saoudien des droits de l'homme arrêté au tribunal - Liberation.fr

- Combats dans une ville au nord de Bangui, 22 morts - Reuters

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

- FO appelle les fonctionnaires à la grève le 15 mai - Reuters

Force ouvrière a lancé à son tour mardi un appel à la grève dans la fonction publique le 15 mai pour protester contre la politique d'austérité qui est, selon ce syndicat, la marque du gouvernement de Manuel Valls comme de son prédécesseur.

Sept autres syndicats (CFDT, CGT, CFTC, FSU, Solidaires, UNSA et la FAFP) avaient déjà appelé les cinq millions de fonctionnaires français à manifester et faire grève le 15 mai pour l'ouverture de négociations salariales.

A ce stade, la fédération FO de la fonction publique, qui juge insuffisantes les revendications de l'intersyndicale, maintient un mot d'ordre distinct, a expliqué à Reuters son secrétaire général, Christian Grolier.

FO juge "*suicidaire*" la politique du gouvernement, dont le syndicat dénonce notamment les projets de réduction des charges des entreprises, dans le cadre du "*pacte de responsabilité*", et de diminution des dépenses publiques de 50 milliards d'euros.

"*La seule réponse possible à cette politique suicidaire ne peut être que la mobilisation et la grève*", dit la fédération FO de la fonction publique dans un communiqué.

Elle demande une politique de relance de la consommation, d'augmentation des salaires et d'amélioration des carrières et invite "*l'ensemble des organisations syndicales, qui partagent ses revendications, à engager le même rapport de force*". Reuters 15.04

Encore une journée d'action bidon.

Pourquoi pas travailleurs des secteurs public et privé ensemble, en grève générale le même jour, défilant ensemble avec syndicats et partis ouvriers ?

Nous rejetons la politique de FO qui consiste à avancer uniquement des mesures compatibles avec l'existence du régime capitaliste et à mieux y asservir les travailleurs. C'est ce qui permet de faire la distinction entre les militants véritablement révolutionnaires, anticapitalistes ou socialistes et les opportunistes qui sont liés au régime, aux appareils vendus des syndicats, à ses partis, sans exception.

2- Portugal

- Nouvelles mesures d'économies pour le Portugal - lemonde.fr

Le gouvernement portugais a présenté, mardi 15 avril, un nouveau train de mesures d'économies de 1,4 milliard d'euros afin de ramener le déficit public du pays à 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2015 et satisfaire ainsi les exigences de ses créanciers, la « *troïka*» , réunissant le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne et la Commission européenne.

Ces mesures se traduiront surtout par une réduction des dépenses de fonctionnement des ministères et des regroupements de services administratifs. « *Sans demander des sacrifices supplémentaires* » aux Portugais, a assuré devant la presse la ministre des finances, Maria Luis Albuquerque.

En novembre 2013, le gouvernement avait adopté un nouveau budget d'austérité, prévoyant un effort supplémentaire de 3,9 milliards d'euros,

Le texte prévoyait notamment de réduire encore le salaire de tous les employés du secteur public touchant plus de 600 euros par mois.

Le taux de chômage (15,6 %) a certes commencé à baisser, mais le chômage des jeunes s'élève toujours à 36 %.

La dette publique quant à elle s'établissait à près de 127,8 %du PIB fin 2013 – l'un des niveaux les plus élevés de la zone euro. Elle devrait dépasser les 130 % du PIB cette année. lemonde.fr 15.04

Haut de page

Le 18 avril 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps d'ajouter de nouveaux documents, ce sera pour demain matin en priorité. Il est 21h51 et je vais aller prendre une dernière douche.

Quelques idées à creuser qui me sont venues à l'issue de cette journée de labeur ou en relation avec l'actualité.

- L'essentiel, c'est de participer ! Se renier en fait...

- Tout compte fait, pendant plus de 60 ans qu'avons-nous fait sinon militer pour un meilleur partage des richesses ? Un cauchemar et le réveil est douloureux ! On s'est totalement fourvoyé en courant après le capitalisme et les appareils, c'est consternant...

- Comment un si petit nombre d'individus ont-ils pu concentrer autant de richesses entre leurs mains en si peu de temps ?

- L'Ukraine des régions à laquelle semble souscrire Poutine ne rejoindrait-elle pas celle que tentent de mettre en place Valls et l'UE en France ?

Une vidéo

Je n'ai pas eu le temps de la visionner pour en vérifier le contenu.

Rwanda, 20 ans après : l'histoire truquée.
http://www.youtube.com/watch?v=-S9Fs-55Yy0

Publiée le 17 avr. 2014

"*Rwanda, 20 ans après : l'histoire truquée*" -- Un film de Julien Teil et Paul-Éric Blanrue. Une production Topdoc et Apocalypse France. Vingt ans après le drame, le président du Rwanda Paul Kagame, les médias, les associations "*humanitaires*", une grande partie de la classe politique et les réseaux pro-israéliens continuent d'accuser la France d'avoir participé au génocide rwandais. Pour la pensée unique, les Tustis sont les victimes de crimes contre l'humanité commis par les Hutus pro-Français ; jamais leur part de culpabilité n'est mise en évidence ; jamais on n'explique les raisons sordides qui se cachent derrière ce massacre ; jamais n'est mentionné le rôle néfaste des puissances étrangères ayant eu intérêt à provoquer la catastrophe. Il est temps de reprendre l'affaire à zéro et oser dire, preuves à l'appui, que l'histoire officielle a été truquée.

Ce film pose les questions interdites :

Quelle puissance étrangère a-t-elle formé les chefs des rebelles Tutsis, à commencer par l'actuel président du Rwanda Paul Kagame ?

Qui a abattu l'avion du président Juvénal Habyarimana, un assassinat qui a déclenché le plus grand massacre que l'Afrique ait connu depuis la Seconde Guerre mondiale ?

Pourquoi certaines ONG ont-elles entretenu d'étranges relations de proximité avec le FPR ? Sous la pression de qui les accords d'Arusha (1993) ont-ils ouvert la route à la victoire du FPR ?

Quel est l'objectif géostratégique poursuivi par les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël dans ces dramatiques événements ?

Avec les interventions des journalistes et auteurs Pierre Péan et Patrick Mbeko, de l'ancienne député américaine Cynthia McKinney, du colonel Robardey, assistant technique de police judicaire au Rwanda, et l'ultime interview de Michael Hourigan, chargé de l'enquête du TPIR auprès de l'ONU.

C'est le pied pour les aristocrates sous la monarchie.

Qui est-ce ?

Il fait cirer tous les deux mois dans les locaux du palais présidentiel ses "*30 paires de souliers de luxe faites sur-mesure*" faisant même "*privatiser*" à cette fin un salon de l'hôtel Marigny voisin.

Réponse : Aquilino Morelle, conseiller politique de François Hollande. AFP 17.04

"*Quelqu'un qui a le pied dans l'entreprise est à moitié sauvé et c'est beaucoup mieux que de le garder au chômage*", a dit le patron du Medef avant-hier, il n'a pas précisé nu ou chaussé ni ce qu'il ferait de l'autre pied, mais on en a une petite idée.

Avantage, il n'usera qu'une chaussure à la fois, celle du pied droit par exemple, et quand elle sera usée il lui suffira de passer le pied gauche dans l'entreprise et de laisser reposer l'autre, ainsi ses chaussures dureront deux fois plus longtemps ce qui sera compatible avec un Smic au rabais. En bon comptable, plus les besoins d'un travailleur sont réduits, plus se justifie un salaire réduit, au diable le superflu ou le gâchis !

Le seigneur Morelle a également deux chauffeurs "*mis à sa disposition... et à celle de ses proches*" dont "*son fils pour des activités personnelles dans le XVe arrondissement*" ou ses secrétaires priées "*de s'occuper de ses affaires personnelles, par exemple quand il a un souci avec un de ses nombreux locataires*". AFP 17.04

C'est que l'air de rien du VIIIe arrondissement au XVe cela fait une sacrée trotte ! Il est vrai que peu d'entre nous seront capables de s'en faire une idée car nous ne fréquentons pas les quartiers chics de la capitale.

Et puis notre chômeur ne se sent pas concerner, il n'est propriétaire de rien et il n'a même plus de bagnole !

Retour à l'Ancien régime du duché de Bretagne ou les Girondins passent à l'action.

- La Bretagne en faveur d'une « *réunification* » avec la Loire-Atlantique - lemonde.fr

Le conseil régional de Bretagne a adopté dans la soirée du jeudi 17 avril un voeu en faveur de la « réunification » de la région administrative avec la Loire-Atlantique, et de la création d'une Assemblée de Bretagne.

Prenant en compte « *les perspectives de modernisation territoriale de la France ouvertes par le président de la République* », le conseil régional de Bretagne « *acte le fait que ces perspectives ouvrent une opportunité historique en faveur de la réunification de la Bretagne historique* ».

Outre les quatre départements de l'actuelle Bretagne administrative (Côtes d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine et Morbihan), la Bretagne historique inclut également la Loire-Atlantique, actuellement rattachée à la région Pays-de-Loire.

Ce voeu a été adopté par la majorité régionale (PS, Bretagne écologie et Union Démocratique Bretonne) ainsi qu'EELV. Bien que favorable à la réunification de la Bretagne historique, l'opposition UMP-UDI s'est abstenue. L'adoption du texte se fait à l'avant-veille d'une manifestation prévue samedi à Nantes en faveur de la réunification de la Bretagne.

En vue de favoriser « *une meilleure lisibilité de l'action publique en Bretagne* », ce voeu propose également d'établir « *un état des lieux et une analyse objective des conséquences engendrées par une Assemblée de Bretagne préfigurant un nouveau modèle d'administration territoriale*».

L'idée d'une Assemblée de Bretagne, regroupant conseils départementaux et région, a été formulée en janvier par le député (PS) Jean-Jacques Urvoas, président de la commission des lois. Ce dernier a été auditionné le 21 mars au conseil régional afin d'expliciter sa proposition. lemonde.fr 17.04

Le PS toujours à la pointe de la réaction, normal.

Boycott des élections européennes ! Comment ils se répartissent les rôles.

- Le PS donne le coup d'envoi de sa campagne européenne - Liberation.fr

- Le PS fera campagne pour «*changer les critères de Maastricht*» - Liberation.fr

Ils nous refont le coup de Hollande qui devait réviser le TSCG et l'a adopté tel quel ! Il faudrait peut-être les avertir que cela ne marche plus... Non, vaut mieux qu'ils s'enfoncent un peu plus...

- Elections européennes: Le PS fait campagne sur le rejet de l'austérité - 20minutes.fr

- Laurent Baumel (PS) : « *Le plan de Valls est dans une logique d'austérité* » - LeMonde.fr

Rien ne les arrête...

- EELV lance un "*tour de France*" pour les européennes - AFP

- Européennes : Mélenchon prédit une «*gauche non gouvernementale*» devant le PS - Liberation.fr

- Jean-Luc Mélenchon est sûr de lui. Pour le coprésident du Parti de gauche, le soir des élections européennes, «*l'important sera de voir de combien le total de la gauche non gouvernementale (Front de gauche, EE-LV, NPA…) va dépasser le PS*.», a-t-il déclaré dans un entretien publié par Marianne et daté de vendredi. Liberation.fr 17.04

Pourquoi ou comment Mélenchon peut-il additionner les votes qui se porteront sur les candidats du Front de gauche, d'EELV, du NPA et de LO ?

Parce qu'en réalité ils sont tous destinés à légitimer l'existence de l'Union européenne et sa politique néolibérale, au delà des discours des uns et des autres qui soutiennent l'UE ou prétendent vouloir rompre avec l'UE ou s'opposer à la politique du gouvernement dicté par Bruxelles, et qui ne sont que des postures ou impostures plutôt. Ainsi ils se retrouvent tous au côté du PS, de l'UMP et de l'UDI, du régime.

- «*Pour moi, les députés socialistes devront choisir entre la ligne Valls et la ligne de rupture avec cette politique*» a-t-il ajouté. Liberation.fr 17.04

En réalité, en participant aux élections européennes leur "*choix*" est déjà fait, ils soutiennent "*la ligne Valls*" qui coïncide avec celle de Bruxelles et du FMI.

- «*Et puis il y a aussi un enjeu national. […] En France, spécialement, ce vote peut donner une mise en panne du régime très féconde. L'échec qui frapperait le nouveau gouvernement viendra après le désastre électoral qu'il est censé effacer. A peine créé, il est déjà lourdement affaibli par le départ des ministres verts.*», a-t-il développé. Liberation.fr 17.04

Au contraire, EELV est plus à l'aise pour soutenir le gouvernement en prétendant avoir les mains libres pour infléchir sa politique.

- ... Quant à François Hollande, «*on découvre qu'il n'y a que 2% qui sont "très satisfaits" de lui. On voit bien qu'on atteint un étiage de fragilité absolue du système. Il ne tient que si la droite et le Medef sous-traitent le "sale boulot" au PS et si les députés socialistes acceptent de le faire .*» Liberation.fr 17.04

Candidats du PS en 2012 devenus députés après qu'il eut appelé à voter pour eux, il faut s'en souvenir pour comprendre ce que recouvre son discours. Il s'inquiète de la "*fragilité absolue du système*" qui pourrait s'écrouler à tout moment si les masses déferlaient dans la rue spontanément comme lors de toute révolution prolétarienne, ce qu'il ne souhaite pas évidemment, pas plus que l'abolition de l'UE puisqu'il continue d'entretenir l'illusion qu'elle pourrait être réformable ou au service des travailleurs, alors qu'elle a été fondée par le capital et pour le capital, pour broyer tous nos droits sociaux et politiques, c'est sa seule raison d'être, comme le capitalisme.

- Avec ce scrutin européen, «*tout peut changer. Nous allons élire des députés européens et ces derniers voteront pour ou contre le traité transatlantique [de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE, ndlr]. C'est là l'enjeu crucial du scrutin. Car si ce traité passe, c'est la fin de tout projet d'Europe politique, sociale ou écologique !*» a assuré Jean-Luc Mélenchon. Liberation.fr 17.04

«*Tout peut changer* » par un bulletin de vote aux élections européennes, il fallait oser le dire, c'est fait, on est là au delà de la caricature, quel piètre comédien !

On ne fabule pas, alors que l'UE est une arme de guerre contre les travailleurs et tous les peuples en Europe depuis sa fondation il y a plus d'un demi-siècle, le charlatan voudrait nous vendre son "*projet d'Europe politique, sociale ou écologique*". Une chose est certaine, une fois que les Etats-Unis et l'UE se seront mis d'accord en secret sur le contenu de ce traité, il sera adopté par le Parlement européen, et ce n'est pas une poignée d'opposants qui y changera quoi que ce soit, l'essentiel est ailleurs.

L'essentiel, c'est qu'il est impossible de définir et proposer une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière, de se situer exclusivement sur son terrain de classe en participant aux élections européennes qui ne serviront finalement qu'à légitimer le processus qui aboutira à l'adoption de ce traité, processus dans lequel s'inscrit la politique du gouvernement Hollande-Valls-Sapin, car on ne peut imaginer un instant qu'il pourrait conduire une politique en contradiction avec le contenu de ce traité, qui gravera dans le marbre la soumission totale de l'ensemble des pays de l'UE à la dictature de l'oligarchie financière dominée par les Anglo-saxons.

Vous pourriez avoir des doutes et vous demandez si on ne se tromperait pas d'adversaire ou d'ennemi, si finalement on n'exagèrerait pas un peu les mauvaises intentions que l'on prête à Mélenchon. Soyons encore plus précis.

Lisez attentivement ce qu'il dit, il défend l'Union européenne telle qu'elle existe qu'il oppose à celle qui existerait ou existera lorsque le traité transatlantique aura été adopté. A ce propos, cela pourrait prendre plus de temps que prévu, ce qui ne change rien à ce qui

a été dit plus haut. Il faut bien comprendre qu'il défend l'UE qui a justement permis de réunir les conditions favorables à l'adoption de ce traité, comme d'autres hier défendaient la Constitution de la Ve République contre le projet de constitution européenne, position intolérable pour un militant ouvrier évidemment, qui ne peut et ne doit se reconnaître dans ni l'une ni l'autre sous peine de se renier ou tourner le dos au socialisme.

Que dit Mélenchon, que la "*finalité*" de ce traité "*est de détruire l'Europe et les nations qui la construisent*", il revendique donc sa construction jusqu'à nos jours, excellent, Europe et nationsauxquels il est attaché contrairement à nous, qui ne défendons ni les Etats capitalistes, ni ce qu'il appelle l'Europe en réalité l'Union européenne. Donc en réalité, en défendant des institutions nationales et européennes qui oeuvrent à la réalisation de ce traité, il ne s'y oppose pas contrairement à ce qu'il affirme, il s'en fait le complice, il y met la main à la pâte.

- «*Chaque vote socialiste, UMP, ou centriste, est un vote pour un député qui approuve la création de ce monstre transatlantique. Chaque fois que vous votez Front de gauche, vous votez pour quelqu'un qui s'oppose à un traité dont la finalité est de détruire l'Europe et les nations qui la construisent. C'est l'enjeu européen réel*», a insisté Jean-Luc Mélenchon. Liberation.fr 17.04

L'UE ne serait-elle pas déjà un "*monstre*" ? La liquidation de l'UE serait un grand malheur pour Mélenchon, on l'adore quand il est comme cela. Pour Mélenchon les nations construisent quelque chose, alors que quotidiennement elles détruisent nos acquis sociaux et nous asservissent un peu plus à une institution supranationale dictatoriale, l'UE que Mélenchon entend défendre.

C'est marrant, il a déjà oublié le sort que "*l'Europe*" avait réservé aux peuples grec, portugais, espagnol, ukrainien, etc. Quelle belle "*construction*" que voilà sur les décombres de leurs acquis sociaux, avec des taux chômages records, etc.

L'UE qui a soutenu toutes les guerres impérialistes initiées par les Américains... On continue ?

Quand même, lui aussi il fait le "*sale boulot*", il est monstrueux, non ?

Intox. Pas d'hypocrisie, quand on a signé, on assume jusqu'au bout ou on démissionne.

- Des députés PS rompent avec fracas avec la ligne de Manuel Valls - Le Nouvel Observateur

- Des députés socialistes au bord de la révolte - Liberation.fr

Sans blague, vraiment ? Vous le croyez, vous ? Vérifions de quoi il s'agit au juste.

En réalité, ils adhèrent entièrement aux mesures annoncées. Ils le disent eux-mêmes. Leurs désaccords portent juste sur le niveau des sacrifices qui seront imposés aux travailleurs et non sur le principe qu'ils doivent se sacrifier d'une manière ou une autre, sur ce point fondamental ils sont parfaitement d'accord, c'est l'essentiel en ce qui nous concerne.

- Ils jugent le plan d'économies «*dangereux économiquement*», et veulent le limiter à 35 milliards. Ils entendent ramener les efforts demandés aux collectivités locales de 11 à 5 milliards pour ne pas casser l'investissement public et faire un effort global en faveur du pouvoir d'achat de 10 et non 5 milliards. Ils demandent aussi de nouveaux emplois aidés, une grande réforme fiscale, le report de l'objectif de 3% de déficits et des «*contreparties sérieuses et précises*» aux entreprises dans le cadre du «*pacte de responsabilité*». Liberation.fr 17.04

Et encore, ce que nous avons dit plus haut n'est pas tout à fait exact ou pas suffisamment précis, en fait ils s'en tapent complètement, ce serait juste une question de "*méthode*", de communication défectueuse entre eux et Matignon.

Electoralement ou pour tenter de sauver les apparences, il leur faut ruer dans les brancards devant les caméras, donner aussi l'impression qu'ils servent à quelque chose, qu'ils existent, doublement, car à l'arrivée il faudra bien que le gouvernement dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale pour faire adopter ces mesures scélérates. Et là de nouveau ils répondront présents pour 90% d'entre eux et l'affaire sera emballée. Les 10% restant s'abstiendront pour que ces mesures passent, le souffle de la "*révolte*" qui aura parcouru bruyamment les allées du pouvoir le temps d'un show médiatique n'aura été qu'un léger courant d'air destiné à l'aérer pour lui éviter une surchauffe préjudiciable à son image voilà tout.

- Des députés connus pour leurs sympathies hollandaises, comme Philippe Noguès (Morbihan) et Marie-Lou Marcel (Aveyron) paraphent également la missive de trois pages. «*... Sur le fond, ils auraient pu suivre Hollande et Valls mais la méthode - sans prévenir ni consulter - les a révoltés pour longtemps.*» Liberation.fr 17.04

"*Le gouvernement doit accepter d'en discuter. Nous avons majoritairement voté la confiance car c'était la vie même du gouvernement qui était en jeu ; maintenant nous arrivons sur des votes de conviction*", s'explique Laurent Baumel, député d'Indre-et-Loire et animateur du courant "*La Gauche populaire*". Le Nouvel Observateur 17.04

Il y en a parmi nous qui vont embrayer au quart de tour sur les contradictions du régime ou du PS, patati et patata, entre nous, à côté desquelles nous ne sommes pas passés mais que nous avons traité sous un autre angle que leurs dirigeants, en opposants résolus au régime et au parti qui l'incarne et non pour les ménager ou leur servir la soupe en tenant un double langage.

On ne l'a pas dit tellement c'est grotesque, mais pas un seul membre du PS de ses satellites et alliés n'était censé ignorer le contenu du programme économique que Valls allait annoncer. Il est identique à celui adopté dans absolument tous les pays de l'UE, il s'inscrit dans la continuité du programme antisocial mis en oeuvre par Sarkozy-Fillon, puis Hollande-Ayrault, il correspond aux mesures préconisées ou exigées par la troïka que les précédents gouvernements n'ont pas eu le temps ou les moyens politiques d'adopter.

Et si vous lisiez les commentaires des internautes qui figuraient à la suite de cet article, qui de toutes évidences s'inspiraient du programme de l'UMP et du Medef ou de Bruxelles, c'est la même chose, vous vous apercevriez que ces mesures ne représentent même pas le dixième de ce qu'ils ont planifié pour les années à venir. D'ailleurs, il faudrait les porter à la connaissance des travailleurs, sans attendre, car chacun devrait savoir précisément ce qui l'attend à brève échéance : La déchéance !

On ne peut mener notre combat politique sans avoir identifié notre ennemi. De la même manière, on ne peut mener à bien ce combat si on ignore la stratégie de notre ennemi, si on ne tient pas compte de ses réelles intentions. Allez dire cela à nos dirigeants, ils ne veulent pas en entendre parler. Cela explique en grande partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui.

En complément. Ils lâchent le morceau.

- Plan d'économies de Valls : la droite a du mal à s'opposer - Le Nouvel Observateur

Et pour cause ! Elle devrait porter plainte pour plagiat, contrefaçon ou recel !

ACTUALITE EN TITRES

La valse des records...

- Nouveau record français pour les prisons, avec 68.859 détenus au 1er avril - 20minutes.fr

Cela valait bien une promotion (Valls) et d'être maintenue au gouvernement (Taubira), non ?

Ah le conservatisme alors !

- Les Français sont majoritairement opposés à un salaire inférieur au Smic - Francetv info

Selon un sondage, huit Français sur dix estiment que payer un salarié en dessous du salaire minimum actuel ne serait pas une bonne chose pour faciliter les embauches en France. Francetv info 17.04

Vous voyez qu'ils sont bien mieux que ce que disent les médias et ces abrutis de gauche et d'extrême gauche qui veulent les faire passer pour des réactionnaires, racistes, homophobes et j'en passe...

ACTUALITÉ DU JOUR

Les jaunes à la manoeuvre.

- Laurent Berger dénonce le plan d'économies de Manuel Valls - Liberation.fr

«*Pas juste*» : c'est ainsi que le numéro 1 de la CFDT, Laurent Berger, a qualifié jeudi le plan d'économies annoncé par le Premier ministre, Manuel Valls. «*Il ne protège pas les plus modestes, […] les salariés qui vivent avec le Smic, ou un peu plus du Smic, voire les classes moyennes basses*», a dénoncé le syndicaliste, qui demande que le gel des prestations sociales ne concerne pas «*les plus modestes*».

Laurent Berger estime ainsi que «*les efforts sont mal répartis*», et aurait souhaité que le gouvernement se penche plutôt sur les plus hauts revenus dans le cadre d'une réforme fiscale. Autre aberration pour le cédétiste : la demande de Manuel Valls d'un nouveau gel des retraites complémentaires l'an prochain. «*Les retraites complémentaires dans notre pays sont gérées par*

les syndicats et le patronat, […] il n'appartient pas au Premier ministre de fixer les négociations entre partenaires sociaux.» Liberation.fr 17.04

De deux choses l'une, soit Valls a annoncé ces mesures pour tester jusqu'où il pourra aller en entraînant derrière lui les appareils des syndicats, quitte même à les casser car il sait que finalement ils plieront ; soit il a mis la barre très haut au départ pour ensuite reculer tactiquement sur quelques mesures, afin de faire passer tout le reste comme une lettre à la poste, l'essentiel quoi, ce qui comporte des contre-réformes ou des mesures interdisant tout retour en arrière par la suite, ce qui sera acquis ne sera plus à arracher.

- Les syndicats de Veolia Eau dénoncent la «*rémunération scandaleuse*» de leur patron, un «*mercenaire liquidateur*» - Liberation.fr

Les syndicats de Veolia Eau ont dénoncé jeudi la «*rémunération scandaleuse*» de leur nouveau patron, Alain Franchi, alors que cette branche de Veolia Environnement est engagée dans un plan de suppressions de plus de 10% des effectifs. Veolia Eau, qui compte 15 000 salariés, avait confirmé à la fin de l'année un plan de suppression de 1 600 postes en France via un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Les élus du personnel, réunis en comité central d'entreprise (CCE), «*ont décidé de quitter la séance pour protester contre la rémunération scandaleuse du mercenaire liquidateur Alain Franchi*», affirme un communiqué commun des syndicats CFDT, CFE-CGC, CGT et FO. Le nouveau patron, nommé en juillet, s'est «*en effet octroyé un million d'euros*», indique le communiqué qui précise que le PDG de Veolia Environnement, Antoine Frérot, s'est augmenté «*de plus de 13%*», soit «*1,79 million d'euros*». Liberation.fr 17.04

Il a raison, en présence de tels branquignoles il ne faut pas se gêner, parce que vous croyez que les patrons ne savent pas à qui ils ont à faire ? C'est malheureux pour les travailleurs qui en sont les otages. Comme nous le sommes des révisionnistes sur le plan politique.

Les vases communicants

- Les banques européennes, loin de leurs objectifs de rentabilité - Reuters

- Hausse de 55% du bénéfice trimestriel de Morgan Stanley - Reuters

La sixième banque américaine par l'actif a fait état d'un bénéfice net de 1,45 milliard de dollars.

Même si les volumes d'affaires ont diminué sur la plupart des segments de l'activité taux fixe, le revenu du trading taux fixe et matières premières a augmenté de 13% à 1,7 milliard de dollars.

Ce résultat témoigne de la solide performance des matières premières, du crédit et des produits titrisés, explique Morgan Stanley.

Le développement de l'activité gestion de fortune a par ailleurs aidé la banque à amortir la baisse du revenu du trading obligataire, une constante observée sur l'ensemble des institutions de Wall Street ces cinq dernières années.

La marge imposable de la gestion de fortune était de 19% au premier trimestre contre 17% un an auparavant.

Le revenu de la gestion de fortune a progressé de 4% à 3,62 milliards de dollars et le résultat a bondi de 65% à 423 millions. Reuters 17.04

Un bénéfice confortable tout de même.

- Baisse de 11% du bénéfice de Goldman Sachs au 1er trimestre - Reuters

La banque d'investissement a fait état d'un bénéfice de 1,95 milliard de dollars.

Le revenu tiré du trading obligataire, des changes et des matières premières s'est lui aussi contracté de 11%, à 2,85 milliards de dollars.

"*Le segment banque d'investissement et gestion des investissements a produit des résultats solides, alors que le sentiment du marché a changé tout au long du trimestre, entravant l'activité de la clientèle en divers segments de notre franchise*", note le PDG Lloyd Blankfein dans un communiqué.

Goldman génère l'essentiel de ses revenus du trading et de l'investissement dans les marchés de capitaux. Cela la distingue de ses homologues JPMorgan Chase, Citigroup et Bank of America, qui ont un important segment de crédit à la consommation, et de Morgan Stanley, présente aussi dans la gestion de fortune.

La banque gère des valeurs mobilières pour le compte de sa clientèle, place actions et obligations, conseille en fusion et gère des actifs pour le compte d'institutionnels et de particuliers aisés.

Elle a enfin un segment banque d'affaires qui fait des placements et prêts avec son propre argent. Reuters 17.04

Haut de page

Le 19 avril 2014

CAUSERIE

31 nouveaux documents ont été ajoutés ce matin, d'autres plus tard dans la journée. Les infos en bref plus tard dans la journée ou demain.

Haut de page

Le 20 avril 2014

CAUSERIE

En ce week-end pascal communions chers camarades... à notre façon : Eh oui, les communistes sont incorruptibles et cela en fait chier plus d'un, nous ne lâchons sur rien, nous ne laissons rien passer, nous sommes intolérants, dogmatiques et sectaires et nous le revendiquons.

A bas les collabos et la paix des âmes, vive la guerre de classes et la liberté !

A bas l'obscurantisme, à mort le capitalisme et vive le socialisme !

Nous soumettre, jamais, périr, peut-être, vaincre, assurément !

On terminera en se demandant qui des masses ou des partis et syndicats qui ont confisqué le mouvement ouvrier sont le plus à droite ? Vous n'auriez pas une petite idée par hasard ?

Dimanche 11h30 à Pondichéry, 8h à Paris.

Les Infos en bref figure après l'article ci-dessous.

Dans la rubrique Défense du marxisme j'ai ajouté un second article et les deux textes sont disponibles au format pdf (Acrobat Reader).

- La question juive

- Tendance historique de l'accumulation capitaliste.

Le second est la réponse à l'article : L'Eglise catholique a aussi une pensée économique... et le capitalisme et le socialisme en prennent pour leur grade - atlantico.fr 18.04

L'Eglise catholique a produit une des pensées économiques les plus riches et les plus souvent ignorées de notre époque. Ainsi, un de ses courants de pensée les plus féconds (et les plus oubliés aujourd'hui) est le distributisme. Pour les distributistes, toute concentration de richesse ou de pouvoir est mauvaise : qu'il s'agisse d'une concentration entre les mains de capitalistes— ou entre les mains de l'Etat.

(Traduire entre les mains de certains capitalistes, à l'exception de l'oligarchie financière. Quant aux Etats ils devraient se soumettre à une autorité supérieure, quasi divine, justifiant l'instauration d'un gouvernement mondial (l'UE) dirigé par les monarques de la finance. - ndlr)

Une Eglise résolument anti-communiste, mais également résolument critique des excès du capitalisme—et dont on se dit donc qu'elle est donc partisane d'une espèce de "*troisième voie*" vaguement démocrate-chrétienne ou social-libérale.

(Eglise critique seulement envers le capitalisme qu'il s'agit de préserver sous une forme ou une autre, mais résolument engagée dans une lutte à mort contre la classe ouvrière, d'où son anti-communisme viscéral. - ndlr)

En réalité la doctrine économique de l'Eglise est beaucoup plus riche que cela. Par exemple, un de ses courants de pensée les plus féconds (et les plus oubliés aujourd'hui) est le distributisme.

Pour les distributistes, les moyens de productions ne doivent être dans les mains ni de capitalistes ni de l'Etat ni d'un quelconque prolétariat, mais plutôt entre les mains de chacun.

(Comme c'est impossible en régime capitaliste, cela revient à laisser les moyens de productions entre les mains de ceux qui les possèdent, les capitalistes. - ndlr)

Les capitalistes parlent de l'importance de la propriété privée, mais pour les distributistes il n'y a pas vraiment de propriété privée si la propriété du capital revient à une petite clique. Leur analyse se résume bien par la phrase d'un de leurs grands porte-paroles, G. K. Chesterton: "*Un excès de capitalisme n'est pas dû au fait qu'il y a trop de capitalistes, mais au fait qu'il n'y en a pas assez*."

(C'est là nier la nature du capitalisme, je vous renvoie à l'extrait du Capital sur la propriété privée qui figure dans cette page. - ndlr)

Le distributisme est comme une grande claque à nos débats économiques actuels, figés dans des positions posées dans les années 1950 : capitalisme rapace d'un côté, socialisme tout aussi rapace de l'autre, vague social-démocratie sans imagination au milieu.

(Dans les années 50 il n'existait aucun Etat ou pays socialiste dans le monde, donc cette démonstration repose sur une falsification des faits et tombe à l'eau.

Pour qu'un Etat ou un pays ait été socialiste, il aurait fallu que la classe ouvrière détienne le pouvoir politique et économique, or a l'état achevé cela n'a jamais existé. L'embryon d'Etat socialiste qui a émergé en Russie au cours de la révolution de 1917 a été liquidé par Staline quand il accéda au pouvoir à la mort de Lénine en 1924.

Quant aux autres pays dits socialistes ou communistes qui ont vu le jour plus tard, ils portèrent tous le sceau infâme du stalinisme dès le premier jour dans la mesure où les masses laborieuses furent spoliées du pouvoir politique par une caste de bureaucrates parasitaires qui s'empressa de liquider leurs droits politiques et d'instaurer une dictature, et qui accapara les profits de la production devenue étatisée à la manière de la classe capitaliste dans les autres pays. -ndlr)

Au lieu de réfléchir au taux optimal de l'impôt ou aux réglementations du marché du travail, comment faire pour que chacun ait, par lui-même, la propriété de ses moyens de productions, et une véritable autonomie économique ? Comment faire pour que chacun soit indépendant, à la fois des ogres capitalistes et de l'ogre de l'Etat ? atlantico.fr 18.04

On aura compris que la bête noire de l'Eglise demeure la classe des exploités, l'Etat dans le cadre duquel elle s'est constituée en classe pour résister aux capitalistes et mener son combat contre les exploiteurs (réglementations du marché du travail) au profit de l'UE et au delà un gouvernement mondial, et qu'au travers de la dénonciation du socialisme et du capitalisme, en réalité l'Eglise vise la lutte de classes qu'ils se livrent en permanence et qui à terme menace d'engloutir le capitalisme.

Elle s'est convertie au néolibéralisme qui est l'idéologie la plus réactionnaire qu'ait produit la classe des exploiteurs, qui pour s'imposer ou régner en maître absolue doit parvenir à atomiser chaque membre de la société, les déposséder de tout droit collectif, leur oter de l'esprit tout penchant, toute idée allant dans cette direction, de manière à affaiblir leur résistance, réduire au maximum leur volonté et leur capacité à contester l'ordre établi. D'où la nécessité de leur faire miroiter qu'ils pourraient devenir maître de leur force de travail (propriété privée) en flattant, encourageant leur penchant à l'individualisme dans le cadre du maintien du régime capitaliste qui finalement doit en être le seul bénéficiaire, qui constitue la négation du bien-être et du libre épanouissement de chaque individu dans la société, à ce stade il n'est même plus question de citoyens puisque les Etats n'existent plus ou ont été vampirisés par une institution supérieure, supranationale qui concentrent tous les pouvoirs au profit d'une poignée d'oligarques qui dirigent le monde.

L'Eglise est évidemment obligée d'avancer masquée. Elle est l'un des bras armés les plus puissants au service de l'idéologie dominante. Elle a pour fonction de distiller le venin de la haine en prônant l'amour du prochain, d'entretenir l'espoir

d'un monde meilleur, alors qu'elle contribue elle-même à pourrir quotidiennement l'existence de ceux qu'elle prétend vouloir sauver, elle doit redoubler d'imagination et de perfidie pour alimenter l'individualisme naturel vers lequel penche chaque individu, qui tendra à s'isoler un peu plus du reste de la société et à développer une tendance schizophréne, derrière ou ensuite l'Eglise (ou n'importe quelle religion) aura le bon rôle en volant au secours de ses ouailles pour réparer les dégâts qu'elle aura elle-même contribuée à produire. Ainsi va son combat politique.

A l'aliénation sociale du travailleur dépossédé de sa force de travail et de son destin, vient s'ajouter son aliénation tout court. Et l'ignorance des masses, l'obscurantisme auquel recourt l'Eglise et dont le contenu épouse de nos jours les besoins du capitalisme en crise, figurent en toile de fond de son combat politique.

L'Eglise est ainsi elle-même conduite à se décomposer au même rythme que le capitalisme. Elle ne peut subsister uniquement comme courroie de transmission de la parole sacrée néolibérale dont la philosophie est le nihilisme, qui coïncide avec la dissolution du savoir ou de la connaissance, dès lors on comprend pourquoi elle peut s'y adapter, et puis, dieu étant omnipotence et omniscience par définition, en dernier recours ses chères brebis voués à connaître une existence de plus en plus douloureuse n'auront qu'à remettre leur destin entre ses mains, ainsi l'Eglise pourra toujours justifier sa propre existence, amen.

La suite plus tard dans la journée si j'en trouve le temps, on doit aller faire des courses pour la semaine à venir, car aucun ange ne se dévouera pour les fera à notre place, encore moins laver mes chiens, que voulez-vous c'est le sort réservé aux infidèles !
Bon dimanche.

Dimanche 11h30 à Pondichéry, 8h à Paris.

C'est quoi l'Opposition de gauche ?

La véritable Opposition de gauche combat impitoyablement le parti de l'ordre de droite et ses supplétifs, ainsi que leur bras armé d'extrême droite.

La véritable Opposition de gauche combat l'opportunisme de gauche et d'extrême gauche qui sont les fossoyeurs du syndicalisme et du socialisme.

La véritable Opposition de gauche combat pour l'abrogation de la Constitution de la Ve République, pour l'abolition du capitalisme, la liquidation de l'UE, du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONU et de l'OTAN.

La véritable Opposition de gauche n'a qu'un programme et un drapeau, celui de la révolution socialiste mondiale, celui de la Commune et de la Révolution d'Octobre, du communisme.

La véritable Opposition de gauche combat pour une République sociale, la fédération des Républiques sociales d'Europe, la République sociale universelle.

C'est quoi un syndicaliste corrompu par le capitalisme ? Réponse.

Jean-Michel Gilles, secrétaire du syndicat CGT Michelin. "*Le président doit changer de cap*", et plus loin "*Il faut convaincre Arnaud Montebourg*", et encore, le taux de distribution des bénéfices aux actionnaires a augmenté de 30 à 35% : «*C'est inadmissible, il faut donner aux salariés*» pour qu'ils supportent mieux leur condition d'esclaves salariés. source : Liberation.fr 18.04

Ajoutons qu'ils font figure de privilégiés, ils appartiennent à l'aristocratie ouvrière en comparaison de millions de travailleurs qui ne bénéficient ni de leur niveau de rémunération, ni de leurs conditions de travail, ni des avantages liés à leur convention collective, mais cela les bureaucrates syndicaux qui gèrent les rapports entre le capital et le travail dans l'entreprise n'en ont strictement rien à foutre.

Associations, organisations, syndicats, partis : ils touchent tous ou tous en profitent.

Législatives indiennes : «*Les grands partis achètent des voix avec de la nourriture, de l'alcool ou des billets*» - libération.fr 18.04

Un internaute : "*En France ce sont les subventions qui servent à acheter les voix...*", la paix sociale, quoi.

Parole d'internaute

- "*Dictature de la dette*

Tant qu'on demeurera soumis à la dictature de la dette, il n'y aura pas d'autre solution que l'austérité, l'oppression des revenus les plus faibles, l'opportunisme et la corruption, la soumission envers les plus riches. Aujourd'hui les entreprises n'investissent plus, elles remboursent les banques. Ce système vampirique est connu de tous mais dénoncé par personne. Pourquoi ? Parce que l'argent est devenu une valeur en soi, le capitalisme financier triomphe, au détriment des réalités matérielles et sociales, du travail, des hommes, de la nature."

Le service de la dette est devenu le premier poste budgétaire avec quelque 50 milliards d'euros d'intérêts à verser aux rentiers par an. Elle ne risque pas de diminuer mais plutôt d'augmenter.

L'Etat totalement soumis à la dictature de l'oligarchie financière et ne pouvant plus assurer le financement des budgets à caractère social, la population pour satisfaire les besoins correspondants face à la carence de l'Etat devra passer de gré ou de force par le secteur marchand, ce qui coïncidera au passage avec la liquidation en douceur ou brutalement de nos acquis sociaux collectifs, justifiera leur privatisation et leur individualisation qui seront présentées comme un moindre mal, mieux, une aubaine, ainsi nous vivrons dans une société livrée aux marchés où l'injustice et les inégalités règneront en maître ou seront devenues la règle, son ultime idéal.

Et dire qu'il y en a au sein du mouvement ouvrier qui le préfèrent au socialisme, comme quoi ils y sont étrangers, il faut les combattre férocement et les en chasser.

ACTUALITÉ DU JOUR

Et le prochain locataire du Château sera : Juppé, Fillon ou Sarkozy ?

- Hollande fait du recul du chômage la condition d'une candidature en 2017 - AFP

«*Si le chômage ne baisse pas d'ici à 2017, je n'ai, ou aucune raison d'être candidat, ou aucune chance d'être réélu*», a reconnu le chef de l'État, vendredi, en marge d'un déplacement à Clermont-Ferrand. AFP 18.04

- Présidentielle : un sondage donne Le Pen au second tour dans tous les cas de figure - Francetv info

Putain, quel suspens !

... un djihadiste quoi. Des barbares plein de mansuétudes au secours de Hollande... ou presque.

- Les libérations d'otages, éclaircies dans le ciel de François Hollande - AFP

Souriants, barbus et en bonne forme, les quatre journalistes français otages en Syrie depuis dix mois ont été relâchés samedi et devraient arriver sur le sol français dès cette nuit par un avion militaire en provenance de Turquie. (Quel bonheur, pour un peu le Club Méd, chouette ses vacances chez les barbares ! Bizarre, des dizaines d'autres journalistes n'ont pas eu cette chance, ils devaient avoir choisi le mauvais camp il faut croire, on comprend. - ndlr)

Leur libération intervient après celle de plusieurs journalistes européens qui se trouvaient aux mains de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), le plus radical des groupes jihadistes en Syrie. (Ils parlent ainsi avec retenue des cruels mercenaires soutenus par Hollande-Valls-Fabius qui décapitent d'innocentes victimes, des civils, hommes, femmes et enfants, vieillards, qu'ils découpent parfois à vif et font rotir en public. - ndlr)

Les quatre journalistes ont été retrouvés ligotés et les yeux bandés à la frontière turque par des soldats. Selon l'agence de presse turque Dogan, les quatre journalistes français otages d'un groupe jihadiste en Syrie ont été retrouvés ligotés, cheveux longs et les yeux bandés, à la frontière turque. AFP 19.04

En fait, c'est comme s'ils avaient été libérés par les autorités turques, à leur demande. Seulement ? Avaient-ils été enlevés par des barbares insoumis ou avaient-ils agi sur ordres ?

Qui étaient-ils pour avoir été épargnés ?

- Didier François : l'un des fondateurs de SOS-Racisme, une officine du sionisme.

- Edouard Elias : missionné par Europe 1 en guerre contre Assad.

- Pierre Torres : il était parti en Syrie avec l'intention de vendre ses clichés, se faire du fric, une noble attention qui lui aura valu la vie sauve. Il pourra toujours verser des royalties à ses "*ravisseurs*", il leur doit bien cela après tout.

- Nicolas Hénin : il travaillait pour la merdiocratie, Arte, Le Point, Radio France, RTBF, RTS et Radio Canada.

Pas de bol...

"*Il n'y a pas d'impact direct sur la cote de popularité des présidents*", confirme Jérôme Fourquet (Ifop) qui, au-delà "*du sentiment positif de l'opinon*", souligne que "*les questions des otages ne sont pas au coeur des préoccupations des Français*" et que leur libération "*n'est pas toujours mise au crédit de l'exécutif*". AFP 19.04

Commentaires d'internautes.

- Comment les otages français en Syrie ont-ils été libérés? - L'Express.fr

1- "*Prisonniers des islamistes pourquoi ne pas l'écrire franchement ?*"

2- "*Coup de pouce à Hollande en provenance des Saoud et de la Turquie.*"

3- "*Et malgré tout notre gouvernement et d'autres.....continuent à soutenir les rebelles!*"

En famille. Une méthode qui a fait ses preuves, voyez par exemple où en sont rendus les Grecs...

- Michel Barnier demande à l'opposition de «*soutenir*» le plan d'économies - liberation.fr

«*Si ce plan est confirmé ou même accentué sur certains sujets, il faut que l'opposition ait le courage de le soutenir parce que c'est l'intérêt national*», a déclaré Michel Barnier. «*Ce courage et cette responsabilité, les partis de droite et de gauche en Allemagne, en Italie, en Grèce et dans d'autres pays l'ont, puisqu'ils agissent ensemble sur certains points*», a souligné l'ancien ministre UMP de l'Agriculture sur RFI. liberation.fr 18.04

Il est vrai qu'il en faut du «*courage*» pour s'attaquer aux plus démunis ou généraliser la précarité...

Pour rappel.

- Mai 2011. Nicolas Sarkozy : "*Ce n'est pas de l'austérité, c'est de la raison*".

- Octobre 2012. François Hollande : "*Je récuse formellement le terme d'austérité.*"

- 30 mars 2013. Bernard Cazeneuve, ministre délégué au Budget : "*Si l'austérité est une faute, la rigueur est une vertu que je fais mienne*". Comme François Fillon, il endosse la rigueur, mais toujours pas l'austérité. lepoint.fr 18.04

- Avril 2013. François Hollande : "*L'austérité, c'est quand il y a une baisse des salaires, des prestations sociales. Ici, c'est le sérieux budgétaire.*"

- Juillet 2013. Jean-Marc Ayrault : "*Ce que nous faisons, ce n'est pas de l'austérité, c'est le sérieux budgétaire.* "

- Avril 2014 (jeudi 16). Manuel Valls : "*Il ne s'agit pas d'un plan d'austérité*".

Double langage.

- Austérité : Cosse met Valls en garde - Liberation.fr

Ce plan «*d'austérité*» ne sera pas «*voté en l'état*» par Europe Ecologie-les Verts, martèle Emmanuelle Cosse. La secrétaire nationale du parti estime que les mesures annoncées par Manuel Valls laissent les électeurs de la majorité «*complètement déboussolés*». Si elle n'est pas «*opposée à contrôler la dépense et la dette*», Cosse ne conçoit pas que les économies soient «*faites sur une partie des prestations sociales qui vont toucher ceux qui sont le plus en difficulté*». Liberation.fr 18.04

«*Contrôler la dépense et la dette*», rectifions, réduire la dépense et payer la dette est incompatible avec une autre politique

que l'austérité, c'est soutenir l'austérité, CQFD. Ajoutons que "*réduire la dépense*" signifie forcément augmenter celle des travailleurs, oui, bon, au point où nous en sommes un peu plus un peu moins, c'était juste histoire de causer...

En famille. Dedans ou dehors, ils incarnent tous le régime, voyez comme Mélenchon l'illustre très bien.

Ils réclament des aménagements de peines pour les travailleurs, des reports ou étalements de sanctions qui leur sont imposés injustement, ils appartiennent à la race généreuse, humanistes des seigneurs !

- Mais pourquoi la gauche du PS reste-t-elle au PS ? - francetvinfo.fr 18.04

Un chahut inédit dans la majorité, à tel point que l'état-major perd patience. "*Quand on ne se sent pas à l'aise dans la majorité, il faut la quitter*", a déclaré Eduardo Rihan Cypel, porte-parole du PS, cité par Le Figaro.

Bruno Le Roux, chef de file des députés PS. Interrogé par BFMTV, mercredi 16 avril, il fulmine. "*Onze qui n'ont pas voté la confiance au gouvernement, c'est inédit, c'est anormal.*"

A propos de leur attitude lors vote sur le discours de politique générale de Valls à l'Assemblée nationale

"*C'était avant tout pour le poids du symbole*", explique un élu présent ce jour-là. "*La création d'un groupe n'est pas d'actualité*", ajoute une autre. "Peut-être y serons-nous acculés à l'avenir, mais c'est un choix très lourd politiquement." Au passage, quelques-uns ont préféré éviter les ennuis. Car lors du vote de confiance, seuls 11 députés se sont abstenus d'accorder leur confiance au gouvernement.

Ce qui a le don d'agacer Jérôme Guedj, l'un des principaux élus de l'aile gauche. "*J'aime ce parti profondément, je ne supporte pas qu'on me donne des leçons, et si je reste, c'est précisément pour que tout le monde ne parte pas du PS*". Selon lui, donc, la base socialiste a faim de gauche. Et ce n'est pas la politique du gouvernement qui va les retenir. "*Réjouissez-vous qu'on mène le combat*", lance Gérard Filoche, membre du bureau national, un rien bravache.

Comme lui, plusieurs élus contactés par francetv info constatent un désamour de la part de nombreux militants, voire des désaffections dans les sections. A l'image de la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann, qui s'inquiète de "*l'évaporation des militants*" et qui affirme que ceux-ci "*n'ont pas voté pour cette politique-là*". Difficile, toutefois, de vérifier l'ampleur du phénomène.

"*Hors de question de me sentir mal à l'aise dans mon parti*", fulmine Gérard Filoche, membre du Bureau national. "*Eduardo Rihan Cyprel est quand même gonflé, c'est lui qui ne devrait pas être à l'aise ! Moi je suis de gauche et socialiste.*" Pour certains cadres, la déroute du PS aux municipales illustre l'échec des politiques d'austérité.

"*Pourquoi voulez-vous qu'on s'en aille alors qu'on n'a jamais autant progressé ?*", poursuit Gérard Filoche. Lors de l'élection du premier secrétaire, le candidat de l'aile gauche Sylvain Mathieu a recueilli près de 33% des voix, malgré un déficit évident de notoriété. L'aile gauche, discrète depuis l'élection de François Hollande, a finalement décidé de hausser le ton. Et tant pis pour la solidarité.

"*Nous ne sommes pas marginaux*", estime Marie-Noëlle Lienemann. "*Et si Bruno Le Roux ou Eduardo Rihan Cyprel s'énervent, c'est bien parce que nos idées progressent.*" Seuls 11 parlementaires ont pourtant signé la lettre adressée à Manuel Valls, jeudi. Qu'importe. Omniprésent dans les médias, Jérôme Guedj s'enhardit. "*J'ai l'impression que nos idées infusent dans tout le parti, bien qu'on ait dit à un moment que nous étions un quarteron.*" Bref, ce n'est pas le moment d'abandonner.

Je ne sortirai pas du Parti socialiste. Peut-être qu'on m'excluera avant", sourit Barbara Romagnan, députée PS du Doubs. "*Ça traverse l'esprit, bien sûr, mais on est plus fort dans un parti et je ne suis pas sûr que ça soit mieux ailleurs*", surenchérit Philippe Noguès, député socialiste du Morbihan, lui aussi en désaccord avec les choix du gouvernement.

En revanche, beaucoup défendent un rapprochement avec le Parti de gauche et les Verts. La coprésidente du PG Martine Billard estime que la position des socialistes est "*intenable à moyen terme*", avec le vote décisif du pacte de responsabilité, le 30 avril. "*S'il y en a qui veulent nous rejoindre, c'est avec plaisir. Mais nous ne sommes pas dans le racolage.*" Pour toutes les raisons évoquées, l'aile gauche du PS risque fort de décliner l'invitation. "*Quand mon ami et mentor Jean-Luc Mélenchon a quitté le PS en 2008 pour faire le Parti de gauche, je lui ai dit non. J'ai eu alors des moments de doute*", se souvient Jérôme Guedj. "*Je ne regrette pas.*" francetvinfo.fr 18.04

Pour percevoir des prébendes, il faut participer, impossible de faire autrement. Quant à jouer les aventuriers, si on est sûr de toucher, cela vaut le coup, il faut voir s'il y en aura pour tout le monde, sinon on s'abstient. Quand la gamelle est bonne et assurée on y réfléchit à deux fois avant de changer de crèmerie.

Autant on respecte les prostituées qui assument ce qu'elles sont ou font bien malgré elles, autant on ne peut trouver aucune excuse à cette racaille dont le seul talent est l'hypocrisie. Pire encore, car ce sont eux qui s'emploient à maintenir l'illusion que ce parti pourri aurait encore quelque chose à voir avec le socialisme, en ce qui nous concerne le pire crime qui soit, ils sont infréquentables.

Quand Le Point se désole, on doit s'en féliciter.

- 1er Mai : les syndicats font cortège à part - lepoint.fr

Divisés face au pacte de responsabilité, les syndicats vont une nouvelle fois cette année célébrer le 1er Mai en ordre dispersé : la CGT et FO défileront ensemble à Paris, la CFDT organisera avec l'Unsa un rassemblement dans la capitale.

Invité par son homologue de la CGT Thierry Lepaon à des manifestations unitaires, le numéro un de la CFDT Laurent Berger lui a opposé vendredi une fin de non-recevoir. "*Nous n'irons pas manifester en commun*", a affirmé le leader de la CFDT lors d'une conférence de presse. "*On n'a pas d'objectifs communs à partager*" et "*nous ne pratiquons pas tout à fait le même type de syndicalisme. Il ne faut pas se mentir. Faire mine, ce n'est pas notre genre*", a-t-il dit.

Favorable au pacte de responsabilité, la CFDT a décidé d'organiser avec l'Unsa, autre syndicat réformiste, un rassemblement à la mi-journée sur la place de Stalingrad. L'initiative est placée sous le signe de l'Europe avec la présence de représentants syndicaux espagnols et belges.

De leur côté, la CGT, FO, la FSU et Solidaires, unies contre le pacte de responsabilité, appellent à une manifestation à Paris en début d'après-midi entre la République et Nation. Des défilés sont prévus aussi en régions. lepoint.fr 18.04

Heil ! Parole de suppôts de néonazis. Une vulgaire provocation sioniste qui fait pschitt !

- Ukraine : Obama « *écœuré* » par les tracts antisémites de Donetsk - LeMonde.fr

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, a fait part, vendredi 18 avril, de son « *écœurement* » face aux tracts antisémites distribués dans la ville ukrainienne de Donetsk.

Jeudi, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, les avait qualifiés de « *grotesques* » et d'« *intolérables* ». Selon Susan Rice, qui conseille le président américain sur les questions de sécurité nationale, ce genre de tracts « *n'a pas sa place au XXIe siècle* ». (Des néonazis au pouvoir à Kiev, manifestement si. - ndlr)

Les tracts sont signés par Denis Pouchiline, « *gouverneur populaire* » autoproclamé de Donetsk. Il a démenti être à l'origine de ce geste. Les médias ukrainiens évoquent une possible manipulation destinée à porter préjudice aux séparatistes, sans avancer de sources. Jeudi, le rabbin de Donetsk a évoqué une « *provocation* » et estimé que l'incident était clos. LeMonde.fr 19.04

Au fait, ils sont passés où les antifas en France sur l'Ukraine ? Pas de manif contre le gouvernement qui soutient les fachos à Kiev ? Monsieur Mélenchon, il est où ?

ACTUALITE EN TITRES

Dommage ! Peut mieux faire, comptez sur nous...

- Le PS est « *touché mais pas coulé* », assure Cambadélis - Le Monde.fr

Franchement, pourquoi ne pas avoir choisi une sous-fifre, Martin Bouygues aurait pu faire l'affaire, non ?

- Une porte-parole du PS lobbyiste chez Bouygues Telecom - LePoint.fr

Rafika Rezgui, 38 ans, nommée porte-parole du Parti socialiste au sein de l'équipe de Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du PS, est directrice des services extérieurs de Bouygues Telecom. LePoint.fr 19.04

En famille la réaction à l'offensive.

- Nantes : forte mobilisation pour la réunification de la Bretagne - Le Nouvel Observateur

Entre 5.500 et 15.000 personnes ont défilé ce samedi pour réclamer la réintégration de la Loire-Atlantique en Bretagne.

Des élus bretons aussi bien UMP, PS, EELV que UDB ou UDI ont réclamé ce samedi à Nantes la "*réunification de la Bretagne*", lors d'une table ronde qui se tenait quelques heures avant une manifestation devant parcourir les rues de la cité des Ducs de Bretagne. Le Nouvel Observateur 19.04

Ce n'est pas Mélenchon qui a dit qu'il verrait bien EELV intégrer le Front de gauche ? Il ne doit pas être au courant qu'EELV a déjà intégré le Front de droite ! En fait il s'en fout ! Vous avez dit charlatan ?

Conditionnement et manipulation des masses, matraque idéologique.

- 73% des Français approuvent la baisse du nombre de fonctionnaires - L'Express.fr

- Un Français sur deux approuve le gel des prestations sociales annoncé par Manuel Valls - 20minutes.fr

J'ai relevé ce passage intéressant dans cet article :

- Par ailleurs, parmi les sondés qui ont «*vu ou entendu parler*» de l'intervention de Manuel Valls à l'issue du Conseil des ministres pour annoncer les mesures (59% d'un échantillon de 983 personnes, un résultat à prendre donc avec précaution), 50% jugent le Premier ministre convaincant contre 46% pas convaincant. 20minutes.fr 19.04

Distraitement entre le fromage et le dessert parmi ceux qui ont «*vu ou entendu parler*» des mesures annoncer par Valls et qui ne sont pas forcément directement concernés, bref cela pue le sondage truqué.

Non mais là c'est normal, c'est mérité...

-Un trader français gagne environ 1 million d'euros par an - Francetv info

Record d'abstention.

-Algérie : Le président Bouteflika réélu avec 81,53% des voix 20minutes.fr - 20minutes.fr

Le taux de participation a été de 51,70 %. Ali Benflis a obtenu 12,18 % des voix, Abdelaziz Belaïd 3,36 %, Louisa Hanoune 1,37 %, Ali Fawzi Rebaïne 0,99 % et Moussa Touati 0,56 % des voix. lefigaro.fr 18.04

Quel chef d'Etat dans le monde décrètera Obama persona non grata dans son pays? Aucun.

- Obama promulgue une loi privant de visa l'ambassadeur iranien à l'ONU - AFP

Haut de page

CAUSERIE

20 documents ont été ajoutés. Aujourd'hui repos... pascal, je déconne, peu d'infos, donc le site sera actualisé demain.

Haut de page

Le 22 avril 2014

CAUSERIE

Qui sont les " ***idiots***" ?

Le but principal du Parti communiste est de donner à l'avant-garde prolétarienne la conscience de classe, la capacité de

combat, l'esprit de décision qui la rend mure pour la révolution. Ce n'est que sous l'impulsion d'une telle direction que le prolétariat peut prendre le pouvoir. Mais l'éducation révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne nécessite un régime de démocratie interne : sans le droit d'avoir sa propre opinion et de la défendre ouvertement, il est exclu de pouvoir construire un parti révolutionnaire. La discipline révolutionnaire n'a rien à voir avec l'obéissance aveugle. On ne peut mettre en stock la volonté de combattre, pas plus qu'on ne peut la dicter d'en haut: cette volonté doit se renouveler sans cesse et se tromper.

Un ouvrier qui se considère comme communiste mais se nourrit de rumeurs, n'étudie pas les documents, ne fait pas usage de sa raison pour vérifier les faits, ne vaut vraiment pas grand chose. C'est en parlant de cette sorte d'hommes que Lénine a eu cette formule sévère: "*celui qui croit sur parole est un idiot fini*".

Léon Trotsky- Lettre à des militants allemands - novembre 1932

Il y a un proverbe chinois bien connu qui dit : *Quand le sage désigne la lune, l'idiot regarde le doigt*, et celui qui observe l'idiot sans rien lui dire, il est quoi ? Un manipulateur.

Deux articles qui ne seront pas mis en ligne.

- L'Europe se distancie de plus en plus de la politique étasunienne en Ukraine (Strategic Culture Foundation) - Nikolai Bobkin - legrandsoir.info - 15 avril 2014

Quelques extraits qui légitiment l'UE et les gouvernements en place.

- Il semble que Bruxelles ait l'intention de renoncer à l'Ukraine sans trop de difficulté...

- Il faudrait d'ailleurs que les Européens apprennent à parler d'une seule voix.

- Il est temps que les politiciens européens capables de leadership se mettent à faire preuve d'indépendance et à agir en fonction de l'intérêt de leurs pays et non des intérêts étasuniens.

Ils y pensent jour et nuit rassurez-vous...

Nous savons que ce genre de discours que nous ne partageons pas figurent également dans bon nombre d'articles que nous publions, et que c'est arbitraire d'en censurer certains, ceux que j'ai eu le temps de parcourir en diagonale ou de lire, quant aux autres, notre portail s'emploie à vous donner des éléments ou arguments pour les lire sans vous faire manipuler, sinon on ne publierait plus rien, vraiment, absolument rien ou presque.

Le contenu de 99% de ces articles est orienté dans une mauvaise direction selon nous, le 1% restant correspond aux articles ou documents dont nous partageons les objectifs politiques, mais ni la stratégie et ni la tactique mises en oeuvre pour les atteindre.

Il est clair que plus les conditions de vie des masses s'amélioraient en régime capitaliste sous l'effet de la lutte des classes et du développement des forces productives, plus elles seraient solidement enchaînées au capitalisme, plus elles s'éloigneraient du socialisme, car cela entraînerait automatiquement une modification de leurs rapports au capitalisme en faveur de ce dernier, identifiant l'amélioration de leur condition au capitalisme et non à la lutte de classes ou au socialisme qui demeurait en devenir ou une utopie.

Il faut être plus précis pour comprendre ce qui s'est passé et pourquoi nous en sommes rendus là aujourd'hui, lutte de classe dans laquelle n'était engagés qu'une minorité de travailleurs et dont les masses tireraient avantage sur le plan individuel ou amélioration de leur condition qu'elles allaient interpréter individuellement, de là à ce que cela renforce au passage leur tendance à l'individualisme il n'y avait qu'un pas.

Pour contrecarrer cette conséquence néfaste et parfaitement prévisible aussi bien pour leur propre avenir que l'issue du combat du mouvement ouvrier, il aurait fallu concevoir ou lier en permanence notre combat sur le plan social dans les syndicats ou en directement des masses à notre combat politique contre le régime pour élever leur niveau de conscience et les aider à détendre ou briser les liens qu'elles avaient tissés avec le capitalisme, de telle sorte que lorsque le capital bénéficierait d'un rapport de forces plus favorable pour passer à l'offensive générale contre la classe, les masses ou des pans entiers des masses auraient été prêtes à l'affronter pour avoir conservé leur indépendance de classe ou acquis un niveau de conscience politique suffisamment élevé pour leur permettre de trouver la voie de l'affrontement avec le capital ou encore se reconnaître dans une issue politique indépendante du capital que le parti leur aurait proposée.

Rien de tout cela n'a été fait qui aurait nécessité de rompre avec les appareils des syndicats dès 1944 ou refuser tout compromis avec eux (ainsi que le PS et le PCF selon les différents courants trotskistes) qui aurait empêché le parti de mener ce combat

politique en direction des masses. Cela n'aurait peut-être pas permis d'inverser le cours des choses, cela aurait été impossible pendant des décennies ne nous y trompons pas, mais cela aurait permis au moins de construire un parti révolutionnaire sur des bases saines, et de faire en sorte que des dizaines de milliers de travailleurs avec lesquels nous étions ou avions été en contact pendant parfois des années comprennent au moment de l'offensive du capital que la politique que nous leur avions proposée et à laquelle ils n'avaient pas voulu adhérer, trouvait sa jusification ou sa légitimité par ce qui était en train de se dérouler sous leurs yeux ou qu'ils étaient en train de vivre en étant personnellement et violemment frappés de plein fouets par les mesures antisociales prises par les différents gouvernement, être (plus) disponibles à notre discours et notre programme qui n'auraient pas changé et nous rejoindre. Ce qui pour le coup aurait permis d'avoir un parti de dizaines de milliers de militants combattant pour le socialisme et de modifier les rapports au sein du mouvement ouvrier dans un premier temps, à défaut de pouvoir encore influer sur le cours des choses qui serait l'étape suivante.

Cela nécessitait beaucoup de patience et d'y croire, de ne jamais cesser d'y croire, une détermination sans faille, or nos dirigeants n'en ont pas été capables, ils ont manqué autant de volonté que de courage, sans doute parmi ceux qui étaient honnêtes présentaient-ils trop de lacunes ou de faiblesses théoriques.

Si un jour je me retrouvais seul sur une île déserte ou perdu au beau milieu d'une gigantesque forêt tropicale, ne sachant pas discerner quels sont les fruits, les feuilles et les racines comestibles, je serais voué à péril rapidement empoisonné par telle ou telle plante incomestible que j'aurais mangée pour avoir ignoré qu'elle était impropre à la consommation humaine. Si maintenant je possédais cette connaissance et qu'une telle mésaventure survienne, je pourrais toujours m'en sortir et vivre encore longtemps. Les masses et le mouvement ouvrier sont placés actuellement dans la première condition, hélas ! Et dans l'état actuel des choses, elles ne sont pas prêtes d'en sortir puisque absolument aucun parti ne partage mon analyse ou n'entend modifier sa tactique ou sa stratégie, ses rapports avec les appareils ou ses partis (PS et PCF).

En complément.

- ... les inégalités au sein des pays développés se sont accrues. Les classes moyennes « *occidentales* » n'ont pas été invitées au développement connu au cours des 30 dernières années. atlantico.fr 21.04

Des pans entiers de la classe ouvrière non plus n'ont pas été conviés au festin pendant les "*Trente glorieuses*", bon, tout le monde s'en fout...

Le second article qui ne sera pas mis en ligne.

La Maison Blanche ment à l'Union Européenne sur la fourniture de gaz étasunien (NSNBC) - William Engdahl - 16 avril 2014 - legrandsoir.info

- Donc, soit les conseillers d'Obama lui ont menti sur l'état réel de l'exploitation du gaz de schiste aux Etats- Unis, soit il a menti délibérément. La première hypothèse est la plus vraisemblable.

- L'Allemagne, l'économie la plus importante, a stupidement décidé de supprimer progressivement son énergie nucléaire...

Quand Obama ment, c'est parce qu'il est mal informé le maheureux... Et vive l'énergie nucléaire ! Trop, c'est trop !

Parole d'internaute

1- "*L'Obama Care : ce n'est pas une CMU à la française. Rien de tout cela : juste une assurance-santé à contracter auprès de compagnies d'assurance qui se sont engagées à jouer le jeu de la concurrence !*"

2- "*Le consommateur doit payer ce qu'il consomme, santé, éducation... Etc. Et l'assurance doit lui rembourser ses dépenses après coup. Cette simple réforme suffirait à résorber les ¾ des déficits*."

C'est quoi le nouvel ordre mondial ? Vous avez là la réponse. C'est la politique de Valls.

Et si le "*consommateur*" ne peut pas payer ? Et bien il ne consomme pas, il se passe de santé, éducation... Ainsi "*Cette simple réforme suffirait à résorber les ¾ des déficits*", soyez plus précis, la totalité.

C'est la marchandisation à outrance d'absolument tous nos besoins, y compris ou surtout les plus élémentaires, ceux de la vie quotidienne dont on ne peut pas se passer, en principe, dont la satisfaction ou le coût (du tarvail) est devenu incompatible avec l'existence du capitalisme.

Mais là dites-moi, on retourne plusieurs siècles en arrière s'exclame l'ignorant ? Parfaitement. C'est la politique de Hollande-Valls.

ACTUALITÉ DU JOUR

Syrie. Le plus sérieusement du monde : "***chapeau***" !

Le représentant de l'opposition fantoche mis en place par les occidentaux et qui vit en dehors de la Syrie, Monzer Akbik, responsable de la Coalition nationale syrienne (CNS), s'est fendu hier d'une déclaration fracassante :

- "*Assad est coupé de la réalité, il est dans le déni total. Il n'a aucune légitimité avant cette élection, il n'en aura pas plus après*", a-t-il dit à Reuters. "*Nous ne savons pas qui donc il va sortir de son chapeau pour jouer le rôle d'opposant mais on ne peut vraiment pas prendre tout cela au sérieux*.", on en rigolerait presque si le sort du peuple syrien n'était pas en jeu.

La méthode employée ici et qui lui a été soufflée par ses mentors, consistait à inverser les rapports existant ou à réécrire la réalité, rien de moins.

Cette soit-disant opposition à Assad est composé principalement de malfrats ou gangsters (lire un article dans le site à ce propos) vivant en dehors de la Syrie depuis des décennies, mais c'est Assad qui serait "*coupé de la réalité*" et qui serait "*dans le déni total*", déni que Monzer Akbik pratique pour qu'on ne l'en accuse pas, le coup classique, quoi.

Alors que lui et ses acolytes n'ont aucune assise ou légitimité en Syrie et qui sont sortis du "*chapeau*" de la coalition occidentale en guerre contre la Syrie, il accuse Assad de vouloir se confronter lors des prochaines élections présidentielles à la véritable opposition à son gouvernement et sa politique, parce qu'ils savent qu'ils n'ont absolument aucune chance de l'emporter ou de virer Assad, d'où leur opposition à la tenue de l'élection présidentielle le 3 juin prochain en Syrie. Ils ne sont pas les seuls ou plutôt, Monzer Akbik ne fait que transmettre le message que ses maîtres lui ont concocté, la preuve :

- Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a également estimé que ce scrutin ne pouvait que saper les efforts en vue de trouver un règlement politique en Syrie.

Ban et le médiateur international Lakhdar Brahimi "*avertissent que la tenue d'élections dans les circonstances actuelles (...) ne peut que nuire au processus politique et entraver la recherche d'une solution négociée*", a déclaré un porte-parole des Nations unies.

"*De telles élections sont incompatibles avec la lettre et l'esprit du communiqué de Genève*" de juin 2012, a-t-il ajouté. (Tautologie, ils comportaient comme condition de virer Assad ! - ndlr)

Les Américains et leurs alliés européens ne veulent pas de ces élections parce qu'ils en connaissent d'avance le résultat, la réélection triomphante d'Assad qui incarne la souveraineté de la Syrie qu'ils convoitent.

Les marionnettes du club des "*amis de la Syrie*" installé à Londres ne répondent pas aux conditions leur permettant de participer à l'élection présidentielle de juin prochain. En voici quelques détails.

- L'élection présidentielle syrienne a été fixée au 3 juin, a annoncé lundi le président du Parlement à la télévision nationale. Le scrutin, qualifié par avance de "*parodie de démocratie*" par les alliés occidentaux de l'opposition syrienne...

Annonçant la date du scrutin à la télévision, le président du Parlement, Mohamed Jihad al Laham, a précisé que les dossiers de candidature seraient acceptés jusqu'au 1er mai. Les opérations de vote pour les Syriens vivant à l'étranger seront organisées le 28 mai dans les ambassades.

Pour se présenter à la magistrature suprême, il faudra avoir résidé en Syrie de façon permanente et continue pendant au moins les dix dernières années, ce qui exclut de nombreux opposants à Bachar al Assad qui vivent en exil.

Tout candidat devra avoir au moins 40 ans, ne pas posséder de double nationalité, être né de parents syriens et être marié à une Syrienne, avoir un casier judiciaire vierge.

Ces conditions procèdent des amendements à la Constitution syrienne approuvés par référendum il y a deux ans.

Aucune personnalité de l'opposition n'a annoncé son intention de défier Assad dans les urnes. Beaucoup d'adversaires du président se sont réfugiés à l'étranger depuis le début de l'insurrection en mars 2011. Reuters 21.04 (Précision qui fait défaut dans cet article et pour cause, la plupart vivaient déjà à l'étranger depuis des décennies, personne n'en entendait parler jusqu'à ce que

les Britanniques et les Américains les sortent de leur "*chapeau*". - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Quel aveu ! Ils avaient de bonnes raisons pour cela...

- Les ex-otages de retour en France : « *On n'a jamais douté* » - LeMonde.fr

Surtout n'en faites rien, il faut faire table rase du passé !

- Comment les Français veulent réparer la démocratie - LeMonde.fr

Qui dit mieux, les enchères sont lancées...

- L'UDI va proposer un "*contre-pacte*" de 80 milliards d'économies - AFP

A bicyclette... Non, ce temps-là est révolu... Mais les affaires continuent...

- Le salon automobile de Pékin ouvre ses portes, optimisme sur le marché chinois - AFP

- La Chine devient le premier marché mondial de Volvo - Reuters

- Toyota veut doubler ses ventes en Chine, vise les 2 millions - Reuters

- Volkswagen veut vendre plus de 3,5 millions de voitures en Chine - Reuters

- La Chine, pièce maîtresse du redressement de PSA Peugeot Citroën - AFP

- Daimler prévoit une croissance à deux chiffres en Chine - Reuters

- BMW présente sa limousine "*Vision Future Luxury*" - Reuters

Les très riches Chinois sont particulièrement friands de grosses voitures de luxe qui se payent entre 150.000 et 300.000 euros, a-t-il dit, en notant que BMW vend environ la moitié de ses modèles de la série-7 dans le pays.

Ce segment du marché a augmenté de 20% l'an dernier en Chine, dépassant la croissance en volume du marché qui a été de 14% à 21,98 millions d'unités, selon les chiffres de l'Association chinoise des constructeurs automobiles. Reuters 20.04

En complément.

- Pfizer envisagerait une OPA sur AstraZeneca - Reuters

- Une fusion entre Barrick et Newmont toujours d'actualité - Reuters

Arabie saoudite. Vous avez dit un monde gouverné par de dangereux psychopathes-mégalomanes ?

- 1 kilomètre de haut: la construction du plus haut gratte-ciel du monde débute dimanche - Slate.fr

On n'ose même pas imaginer le nombre d'accidents (mortels) du travail qui ponctuera cette construction qui est l'oeuvre de déments... On n'a qu'un souhait : qu'elle s'effondre... avec le capitalisme.

On a gardé le meilleur pour la fin :

- La construction de l'ouvrage a été confié à une des grandes entreprises de BTP du pays: le Ben Laden Group, fondée par le père d'Oussama ben Laden... Slate.fr 21.04

Ce gratte-ciel pourrait porter son nom, il faudrait le proposer au Pentagone ou à Rockefeller...

Intox, manipulations, fausses infos.

- Déficit : ce que proposent les députés PS à Manuel Valls - francetvinfo.fr

Comment sauver les apparences... trompeuses ?

L'arnaque est dans la question posée : "*Comment économiser 50 milliards d'euros sans égratigner le pouvoir d'achat des Français ?*". Impossible, y compris ou surtout pour les couches les plus défavorisées qui sont les principales victimes de toutes les mesures visant à faire baisser du coût du travail, pas seulement, car qui dit baisse du coût du travail généralisée dit automatiquement baisse du niveau de vie, nouvelles privations, restrictions, frustrations en vue qui concernent les besoins élémentaires de la vie quotidienne des travailleurs.

- Les Etats-Unis soupçonnent un recour au gaz chimique en Syrie - Reuters

Par la Turquie ou l'Arabie saoudite, Israël ?

- Un an après les attentats, Boston se réapproprie fièrement son marathon - LeFigaro.fr

Ainsi l'a ordonné la CIA... Depuis les djihadistes Tchétchènes se déversent pas milliers dans le nord de la Syrie... Simple coïncidence évidemment...

Guerre, déstabilisation, stratégie de la tension et du chaos...

- Quatorze soldats algériens tués dans une embuscade - Reuters

- Yémen: plus de 40 morts dans des attaques de drones contre Al-Qaïda - AFP

- Soudan du Sud : des centaines de civils massacrés par les forces anti-gouvernementales - Francetv

- Irak: 26 morts dans des attentats dans le centre du pays - AFP

- Venezuela: affrontements entre forces anti-émeutes et manifestants à Caracas - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Ukraine

- Ukraine : Joe Biden à Kiev pour apporter le soutien de Washington - lepoint.fr

Il doit rencontrer mardi le président par intérim Olexandre Tourtchinov et le Premier ministre Arseni Iatseniouk.

Washington et Kiev accusent Moscou de fomenter les troubles actuels dans l'est de l'Ukraine. La Russie souligne pour sa part que le centre de Kiev reste occupé par les groupes, notamment nationalistes, qui se sont mobilisés jusqu'à la chute du président Viktor Ianoukovitch.

Le chef de la diplomatie russe a mis en avant "*l'incapacité et le manque de volonté des autorités de Kiev à mettre fin aux actes de violence de Pravy Sektor*", groupe nationaliste paramilitaire ukrainien.

"*Non seulement l'accord de Genève n'est pas respecté, mais des mesures sont prises, notamment par ceux qui se sont emparés du pouvoir à Kiev, qui l'enfreignent grossièrement*", a déclaré Sergueï Lavrov.

Les autorités ukrainiennes ont lancé la semaine dernière une opération dite "*antiterroriste*" pour reprendre la main dans la région,

mais l'envoi de chars et d'avions de chasse a tourné à la déroute. lepoint.fr 21.04

Les fachos qui lancent une opération "*antiterroriste*", et les antifas en France ne réagissent pas ?

SOCIAL

Chine

- La grève dans la chaussure s'étend en Chine - Reuters 21.04

La grève dans une usine de chaussures du sud de la Chine, l'un des plus importants mouvements sociaux du pays ces dernières années, est entrée lundi dans sa deuxième semaine et s'est étendue à un autre site de production.

Les ouvriers de l'usine géante de chaussures de Yue Yuen Industrial Holdings à Dongguan, dans la province du Guangdong, se plaignent que leur employeur ne verse pas ses cotisations aux assurances sociales et au fonds de prévoyance du logement dont ils sont censés bénéficier.

Ils ont été rejoints vendredi par plus de 2.000 travailleurs d'un autre site de Yue Yuen dans le Jiangxi, province limitrophe du Guangdong, selon l'ONG américaine China Labour Watch. Reuters 21.04

Haut de page

Le 24 avril 2014

CAUSERIE

Le mot du jour : Inconséquent.

Inconséquent : Étym. 1551, repris XVIIIe; lat. inconsequens « qui ne s'accorde pas avec, illogique », de in- et consequens, -entis. Contraire. Conséquent.

(Choses). Qui n'est pas conforme à la logique. Absurde. Comportement, raisonnement inconséquent.

(Personnes). Qui est en contradiction avec soi-même. Un caractère inconséquent. Discord.

Vieilli. Être inconséquent à qqch., à soi-même. — Mod. Inconséquent avec des principes, avec soi-même, avec ses intentions, ses paroles.

Mod. Qui ne calcule pas les conséquences de ses actes ou de ses paroles. Écervelé, étourdi, imprudent, irréfléchi, léger. Un homme assez inconséquent pour se lancer dans une telle aventure.

Spécialt (vieilli). Qui se compromet étourdiment par des inconséquences (en parlant d'une femme). — N. f. C'est une évaporée et une inconséquente.

Contraire. Conséquent, logique. — Réfléchi, sérieux.

Dérivé. Inconséquemment.

Franchement, "*en parlant d'une femme*" cela ne se fait pas, le Grand Robert de la langue française va se faire épingler par les féministes et autres communautarismes de gauche et d'extrême gauche, vous savez ces policiers de la pensée qui veillent à ce que votre pensée soit conforme à l'esprit du régime, à la dictature néolibérale.

Vous lirez plus loin qu'ils ont encore frappé. Il faut bien que Hollande-Valls gouvernent que voulez-vous...

Ce qui est inconséquent au possible, c'est de soutenir ces partis, d'y militer, c'est suicidaire ou criminel. Il ne se passe pas un jour

ou une semaine sans qu'ils fournissent la preuve qu'ils sont liés au régime en place, qu'ils mentent grossièrement ou qu'ils trahissent ouvertement ceux qu'ils prétendent représenter. Il faut donc en déduire que leurs adhérents ou militants sont eux-mêmes acquis au capitalisme. Non ? Vous auriez une autre explication à nous fournir ?

Un jour un dirigeant du PT m'a rappelé qu'on ne pouvait pas forcer à boire un âne qui n'avait pas soif, sur le coup cela ne m'était pas venu à l'esprit, mais maintenant que j'y penser je pourrais lui répondre qu'il n'en avait jamais tiré la moindre leçon puisque son parti n'a jamais cessé de s'adresser aux adhérents et militants des autres partis. Ils n'ont pas soif, ils sont gavés par le capitalisme et s'en accommodent très bien.

Autre chose avant de passer aux infos en bref.

Hier soir je n'ai pas terminé le boulot car j'ai regardé sur TV5Monde Asie une émission très intéressante sur l'autisme et le syndrome d'asperger, après il était trop tard et j'avais la tête ailleurs. Je vais me documenter sur ce sujet qui n'est pas sans rapport avec notre combat politique, puisque tout ce qu'on peut apprendre sur le fonctionnement du cerveau peut nous être utile pour mieux comprendre certains comportements ou certaines réactions des hommes, en fait c'est passionnant.

Aujourd'hui Pondichéry et le Tamil Nadu sont fermés pour cause d'élection. Ce matin j'ai emmené Selvi au terminal des bus, j'ai mis 5 minutes au lieu 20, ils ont même éteint les feux de signalisation car le trafic est quasiment nul, toutes les entreprises et boutiques sont fermées, je n'avais jamais vu cela, personne dans les rues, le désert, incroyable, quel bonheur !

Selvi m'a demandé pour qui voter. Je lui ai répondu pour un de tes négriers préféré. Elle a quasiment le statut d'une esclave la pauvre femme, moins depuis qu'elle m'a rencontré, mais c'est difficile de se délivrer du jour au lendemain de certains tics, même quand le maître n'est pas derrière toi tu ressens encore une menace qui pèse sur toi, c'est terrible comme expérience, traumatisant. Non, je lui ai conseillé de voter blanc, c'est un vote électronique. Le vote est quasi-obligatoire en Inde car tous les partis ou les autorités ont accès en permanence aux livres d'émargement, si tu n'a pas voté, inutile de demander quoi que ce soit par la suite, tu es pour ainsi dire excommunié, un paria dans ton propre village.

Je lui ai fait écouter Joe Satriani, Steve Vai, Michael Angelo Batio, Metallica et ZZ Top, elle adore ! Tout comme les crudités que je prépare tous les midis ou les plats français que je cuisine pour le dîner. Et moi de mon côté je raffole du sirop d'hibiscus qu'elle prépare, bref, on s'entend à merveille. On échange en anglais et en tamoul.

Quant à Magueswary, elle a commencé à récupérer une partie de ses droits grâce à mon intervention auprès de la Caf par le Net, et le moral est un peu remonté. Chaque fois qu'elle me téléphone on parle de Selvi, c'est elle qui est à l'initiative de notre rencontre et tout se passe très bien. A faire enrager les féministes, je suis vacciné et mes chiens aussi !

On actualisera les articles d'actualité plus tard dans la journée et on mettra en ligne de nouveaux documents.

On attaque...

Dans la causerie d'il y a trois jours je crois, j'ai loupé le coche ou plutôt j'ai oublié de dire à propos du "*partage de la richesse*" qu'en réalité cela a été l'orientation constante du mouvement ouvrier depuis 1945, y compris son avant-garde qui a collé aux basques des appareils. C'est ce constat qui m'avait incité à faire cette causerie puis j'avais oublié comment cela m'était venu à l'esprit.

Lisez plus loin la dernière sortie des patrons et de Fabius, après vous n'aurez plus envie de partager quoi que ce soit avec eux, tout leur prendre est la seule solution cohérente et sérieuse, entre autres...

Laissez tomber, vous êtes trop cons !

- Trading à haute fréquence : comment le capitalisme financier et les marchés sont devenus trop compliqués pour être encore compris par les cerveaux humains - Atlantico.fr

A l'exception tout de même de ceux qui en profitent. Ont-ils des "*cerveaux humains*" ou sont-ils simplement "*humains*", rien n'est moins sûr !

Saviez-vous que vous pouviez demander la protection de la police pour vous installer dans un squat ?

- Les Femen menacées d'être expulsées de leur nouveau squat - lefigaro.fr 22.04

Un groupuscule nationaliste de 18 jeunes était venu en découdre avec les Femen, dès le début de la soirée. Annonçant leur présence quelques jours plus tôt sur les réseaux sociaux en se montrant menaçants, ils avaient incité les forces de l'ordre à doubler leurs rangs, avec une vingtaine de camions CRS et une soixantaine d'agents. lefigaro.fr 22.04

Commentaire d'internaute

1- "*En France, quand on veut être un mouvement légitime, on crée une association, on récolte des fonds, on paye un loyer et des taxes.*

Elles veulent se placer au dessus des lois, tant pis pour elles."

Vous vouliez dire avoir une existence légale. A Kiev les nazis ont pris le pouvoir le plus légalement du monde vous savez, et même que Hollande-Valls-Fabius ont trouvé cela très bien, alors...

2- "*On n'autorise aucun squatt pour d'autres personnes donc aucun passe-droit pour elles non plus.*"

Elles bénéficient du soutien du PS, de la gauche et de l'extrême gauche. Pas seulement...

3- "*Des fonctionnaires de police sont mobilisés comme service d'ordre pour l'inauguration d'un squat... Combien de lois sont-elles violées en un seul événement ?* "

De quelles lois parlez-vous, sous quel régime croyez-vous que l'on soit ? Réveillez-vous, la dictature est là...

4- "*Le laxisme absolu avec lequel on laisse ces femmes bafouer la loi et les valeurs de la république est proprement scandaleux...*"

Vous ignoriez qu'elles pissent sur vos valeurs et que ceux qui les soutiennent aussi ? Coucou, redescendez sur terre...

5- "*Depuis quand elles "squattent"? La Mairie de Paris leur met à disposition un local du PS, 35 rue Maurice Ripoche dans le 14ème, non ?*"

Ah ben ça alors, qui l'aurait cru ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande a raison : Jaurès n'aurait pas fait mieux.

- Visite à Carmaux : quand Hollande invoque Jaurès pour défendre ses réformes - LeFigaro.fr

Normal, Jaurès était un réformiste, pas un révolutionnaire. Il était l'antithèse de Marx et Engels. Du socialisme, quoi. Chut !

- Mélenchon raille dans un tweet l'hommage de Hollande à Jaurès - AFP

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche (PG), a raillé mercredi l'hommage à Jean Jaurès de François Hollande, estimant que c'est une "*version moderne*" de "*J'irai cracher sur vos tombes*".

(En attendant, le charlatan ne crache pas dans la soupe, après avoir passé 30 ans au PS ce serait indécent... - ndlr)

"*Non, la trahison n'est pas la condition suprême du pouvoir. Elle n'est pas la loi souveraine des démocraties*", écrit dans un communiqué Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF.

(Il est vrai qu'en matière de "*trahison*" ils en connaissent un rayon au PCF, c'est génétique chez eux ! - ndlr)

"*Sur un point, et un seul, le Président a rendu hommage au grand homme, "quand les hommes ne peuvent pas changer les choses, ils changent les mots'*"", a-t-il enchaîné. AFP23.04

Comme lorsque le PCF a balancé par dessus bord la dictature du prolétariat par exemple ! Ils n'en loupent pas une, mais ils ne peuvent pas faire autrement que se démasquer.

Pour ceux qui l'ignorent encore, la dictature du prolétariat signifie simplement que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique,

que les rapports entres les classes dominante et dominée sont inversés au profit des exploités...

En éliminant cet objectif politique de son programme, le PCF a signifié (officiellement) qu'il était totalement subordonné à la classe des capitalistes, au régime, et qu'il avait définitivement abandonné le combat pour le renverser ou pour le socialisme. Un point commun (essentiel) avec Mélenchon et le PG. Vous pouvez ajouter le PS si vous voulez. L'UMP et l'UDI si vous y tenez. Au delà, le FN.

Mais alors... Quoi ? Ah ben oui, désolé, on ne vous avait pas raconté d'histoires, on ne sait pas faire chez nous !

Réaction. Guerre idéologique. Les communautaristes en première ligne pour censurer l'information.

- SOS Racisme porte plainte après un article du Progrès - AFP

L'organisation vise particulièrement une infographie intitulée "*Délinquance, à chacun sa spécialité*", qui associe à certains faits des nationalités ou catégories de population. Par exemple, pour les cambriolages: "*Géorgiens, Albanais, Roms, Gens du voyage, locaux (groupes des cités, toxicomanes, autres)*".

Dénonçant une "*lecture stigmatisante, ultra violente et inadmissible pour les populations visées*", SOS racisme rappelle que le fichage ethno-racial est interdit en France par la loi du 6 janvier 1978. "*Dans ces conditions, ajoute l'association, les policiers, gendarmes et douaniers qui seraient à la source de cette cartographie réalisée par les journalistes du quotidien Le Progrès, n'ont pas pu créer des catégories ethniques sans enfreindre la loi.*"

Interrogé par l'AFP, Xavier Antoyé, rédacteur en chef du Progrès, a reconnu "*une maladresse rédactionnelle dans l'encadré*", tout en soulignant que l'enquête du quotidien, intitulée "*Délinquance, criminalité organisée: qui fait quoi dans le Rhône*", était un travail "*sérieux, fouillé et documenté*" sur les différentes filières.

"*En décembre dernier, le ministère de l'Intérieur a publié une enquête du même type sur laquelle tous les médias ont fait leur une*", a-t-il souligné, ajoutant: "*Nous sommes donc un peu abasourdis par ce déferlement sur les réseaux sociaux et ce qui nous désole, c'est la surexploitation d'une maladresse lexicale*". (Non, mais là c'était normal, c'était Valls le sioniste porte-parole du néolibéralisme qui était aux commandes et ces associations n'en sont que des officines agissant sous un faux masques. Quant aux partis qui leur emboîtent le pas, ils ne font ici que témoigner dans quel camp ils se situent et quels intérêts ils défendent réellement, les mêmes que Valls. Cela vous surprend ? Pas nous. - ndlr)

"*On ne peut pas laisser accroire que le Progrès a des intentions stigmatisantes ou malveillantes, ce n'est pas dans l'ADN de notre journal*", a-t-il affirmé, avant de mettre en ligne des explications aux lecteurs du journal.

Outre SOS-Racisme, le Parti de Gauche et le Parti communiste du Rhône ont condamné, dans des communiqués, l'article du quotidien régional, de même que les Jeunes socialistes et la Ligue des droits de l'homme selon laquelle "*le journal dresse un palmarès affligeant*".

La députée européenne (PS) Sylvie Guillaume a dénoncé de son côté "*une ethnicisation (qui) confine au délit de sale gueule et à la discrimination*". "*Le Progrès pourrait-il nous indiquer comment il catégorise l'homme qui semble avoir volé les tuyaux de cuivre et d'aluminium à Péronne (Somme): blanc, villageois, 'normal' quoi !*", ironise l'élue. AFP 22.04

Les Chinois passe encore...

- Un réseau de prostitution chinois opérant partout en France démantelé - LePoint.fr 23.04

Les Chinois ça passe car ce sont les ennemis des puissances occidentales, comme les Russes, les Boliviens, les Vénézuéliens, les Cubains... A l'exception de leurs agents, mais c'est dans un autre registre.

- Aurélie Filippetti préoccupée pour la culture dans les villes FN - AFP

Quelle noble intention ! Parce que la culture du communautarisme à laquelle se livre le PS ne serait pas tout aussi préoccupante ? Ou celle permanente du mensonge, du déni, etc.

- Un comité créé à Mantes-la-Ville pour mettre le FN «*sous surveillance*» - 20minutes.fr

Comment détourner l'attention des travailleurs des partis qui soutiennent le régime, les institutons, l'UE, qui mènent un combat politique en leurs noms contre leurs intérêts fondamentaux en se faisant les alliés de leurs ennemis.

Tout est bon pour entonner le refrain de l'union nationale, de l'unité des "*républicains*, UMP et UDI inclus.

Un «*comité de vigilance et d'action contre le Front national*» à Mantes-la-Ville (Yvelines), seule commune francilienne conquise par le parti d'extrême droite lors des municipales, doit être lancé mercredi soir, ont indiqué ses animateurs dans un communiqué.

«*Si la victoire de l'extrême droite est une catastrophe (…) elle doit être l'occasion pour les républicains d'une réaction constructive, afin d'en atténuer les effets sur les habitants*», précisait-il. 20minutes.fr 23.04

Et les "*effets sur les habitants*" de la poursuite de la politique de Sarkozy-Fillon par Hollande-Valls ne méritent-ils une "*réaction constructive*" des "*républicains*"... pour leur faire subir et non pour les combattre puisque le PS en fait partie (de ce comité), c'est bien ce à quoi ils s'emploient ici.

Cette opération n'a pas d'autre but, elle relève de la manipulation (récupération) : ils prétendent vouloir sauver les bases de la démocratie alors que sa survie est devenue incompatible avec celle du régime qu'ils refusent de combattre pour le renverser. Autrement dit il leur faut détourner la colère des masses dirigée contre le régime en leur désignant un autre objectif. Un jour ce sera le FN, un autre le xénophobe, le raciste, l'homophobe, le misogyne, les mauvais parents qui battent leurs gosses, le type qui martyrise son chien, les citoyens irresponsables ou débiles qui refusent ou ne savent pas trier leurs ordures ménagères...

Bref, l'arriéré qui n'a pas les moyens de croire que tout le monde il est beau tout le monde il est gentil, et qu'il vivrait dans un monde somme toute merveilleux. L'arriéré, en fait les couches les plus défavorisées de leur société, mais pas seulement, les classes ou couches moyennes qui elles aussi rejettent la politique réactionnaire du gouvernement. Au bout du compte on s'aperçoit que seule la classe dominante qui n'est pas confrontée à ces aléas de la vie quotidienne n'est pas concernée par leur campagne idéologique, ce qui est tout à fait normal puisqu'elle en est la seule bénéficiaire à l'arrivée.

Vous aurez remarqué que lorsqu'il s'agit de rassembler ou d'organiser les masses contre le régime, les institutions, l'UE, toutes ces organisations ou associations, tous ces partis répondent aux abonnés absent. Que faut-il en déduire ? Qu'ils sont tous corrompus par le régime capitaliste et qu'il n'y a rien à en attendre. Ils sont les fossoyeurs de la démocratie, du mouvement ouvrier et du socialisme pour certains. C'est leur raison d'être.

Ce simple constat va paraître encore exagéré ou trop catégorique à certaines âmes trop sensibles parmi nos lecteurs, qu'ils réfléchissent un instant si c'est possible. A bien des occasions vous avez pu le penser dans le passé, puis vous avez dû vous rendre à l'évidence que les faits nous avaient donné raison, parfois nous étions même en dessous de la réalité, disons qu'on avait voulu vous ménager. Et bien dites vous que nous ne faisons une nouvelle fois que regarder la réalité en face, aussi dure soit-elle, et qu'un jour ou l'autre vous serez bien obligés d'y venir à votre tour, la situation vous y contraindra car elle ne va faire qu'empirer...

L'aventurisme, l'amateurisme, le dilettantisme, l'approximatif, etc. n'ont pas leur place à ce niveau dans notre combat. On l'a déjà payé trop cher !

Commentaire d'internaute à la suite de cet article.

1- "*Lorsque Hollande a été élu qui a osé faire cela ! On vie dans une démocratie il me semble, respectez donc la majorité on croit rêver.* "

Apparemment placer Hollande "*sous surveillance*" après l'avoir élu, c'est un peu tard... Il fallait y penser, disons à propos du PS il y 70 ans en arrière...

2- "*Comme quoi le fascisme ne se cache pas toujours où on le cherche - ils peuvent être fiers d'eux.*"

Quand j'étais aide-magasinier chez LTC dans les années 70 j'ai été viré par un délégué syndical CGT, je ne devrais pas préciser son étiquette, c'est antisyndical...

Quand je bossais comme technicien au Fac similé Canon dans le XIIIe à Paris, j'ai eu un collègue d'origine camerounaise qui a tout fait pour me faire virer, je ne devrais pas préciser son origine je vais passer pour un raciste. Cela va être difficile dans ma situation !

J'ai bossé dans 45 boîtes, alors si je vous racontais tout ce que j'ai vécu et tous les gens que j'ai rencontrés pour le meilleur mais aussi pour le pire, vous en arriveriez à haïr notre classe... Elle est détestable par bien des côtés, je ne fais ici que tenir le discours d'Engels, encore un raciste comme vous savez.

Flatter l'ignorance et la médiocrité est une erreur, encourager la censure et le flicage est détestable, indigne d'un militant ouvrier.

L'ignorance et la médiocrité des masses, mais aussi leur censeurs qui sont des piliers du régime, on les combat avec toute l'énergie dont nous sommes capable en menant une guerre sans merci contre la propagande idéologique (et psychologique) du régime dont le PS, la gauche et l'extrême gauche sont les principaux porte-parole, car avançant masqués.

Leur ennemi n'est pas le FN ou le régime, mais bien les masses, la classe ouvrière. Comme en Ukraine ou en Syrie...

Quelle affaire, quel secret : A Kiev ils font partie du gouvernement et cela ne vous dérange pas vraiment.

- Des dizaines de néonazis se sont rassemblés dans un petit village alsacien - Francetv info

A Oltingue, 737 habitants, un petit village du Jura alsacien à la frontière suisse, un Français et un Allemand ont loué une salle communale pour un repas d'anniversaire, samedi 19 avril. Un événement en apparence banale. Sauf qu'il semble, selon plusieurs médias locaux mardi 22 avril, que c'est le 125e anniversaire de la naissance d'Adolf Hitler qui devait y être célébré.

"*On ne m'y reprendra plus*", regrette le maire, André Scherrer, qui a découvert la nature de l'événement au dernier moment, selon les Dernières nouvelles d'Alsace. Francetv info 22.04

Partez en vacances l'esprit tranquille, on se charge de tout...

La conférence sociale "*aura lieu début juillet*", annonce Rebsamen - AFP

Depuis le début de la présidence de François Hollande, le gouvernement organise tous les ans une conférence sociale avec les partenaires sociaux, pour établir la feuille de route sociale de l'année à venir. AFP 22.04

C'est étonnant qu'aucun bureaucrate syndical n'ait exigé qu'elle se tienne au mois d'août. Non, mais là ils sont en vacances. Ah oui, c'est vrai qu'ils en ont besoin !

Voilà le mouvement ouvrier va recevoir sa "*feuille de route sociale*" pour "*l'année à venir*", il accepte ce cadre sans broncher, après n'allez pas imaginer qu'il serait aux ordres.

Tous vendus, anti-ouvriers, antisocialistes !

Au fait, vous pensez quoi de ceux qui misent tout sur le syndicalisme ? Qu'ils sont sérieux ?

Intox

Escroquerie

- La finance appelée à faire preuve de civisme - Liberation.fr

Imposture

- Les députés PS veulent durcir les sanctions contre la fraude fiscale - 20minutes.fr

Enfumage

- Les frondeurs du PS ne veulent pas rendre les armes sans combattre - AFP

- Programme de stabilité : la fronde ne faiblit pas au PS - lepoint.fr

Certains députés socialistes affirment qu'ils ne voteront pas le 29 avril prochain le programme de stabilité du gouvernement Valls.

En fin d'après-midi, une réunion d'une centaine de députés socialistes avec le ministre des Finances, Michel Sapin, et le secrétaire d'État au Budget, Christian Eckert, a été "*chaude*", a rapporté le député Yann Galut. Plusieurs députés sont intervenus, parfois sur un ton très direct, pour répéter chacun leur tour que "le compte n'y est pas" pour les "*petites retraites*" ou les "*petits salaires du privé*". lepoint.fr 23.04

- Economies: Valls laisse entrevoir des petits aménagements aux députés PS - AFP

Confirmant ce que nous avions écrit il y a quelques jours car nous avions flairé la manoeuvre, en bon prince seigneur Valls a annoncé que les petites retraites seraient épargnées, encore un tout petit effort, quelques miettes, tandis que l'essentiel est intégralement maintenu :

Le plan d'économies sera en revanche bien maintenu en volume à 50 milliards d'euros. AFP 23.04

Et ce plan d'économies s'attaquent à toutes les couches de travailleurs, retraités inclus.

Non ce n'est pas "*incohérent*", c'est le PS dans toute sa splendeur ou nudité.

- Pascal Cherki a déclaré : "*On fait campagne en Europe contre le totem des 3 % et en même temps notre propre gouvernement se comporte comme le bon élève austéritaire en Europe, c'est incohérent*". lepoint.fr 23.04

Voilà un siècle que le PS est dans la même posture-imposture, vous ne pouvez plus le camoufler plus longtemps, et même que vos petits camarades de gauche et d'extrême gauche, les trotskistes, ne peuvent plus rien pour vous. Voyez-vous, c'est que les temps sont durs, la crise du capitalisme cela vous dit quelque chose ?

Ils n'ont pas dit qu'ils voteraient contre.

- Reste à savoir combien de députés au final s'abstiendront si le gouvernement ne fait pas de geste d'ici le 29. "*Si le gouvernement est mis en minorité, il sera décrédibilisé et nous aurons l'air de cons en Europe*", reconnaît Thomas Thevenoud. lepoint.fr 23.04

Parce qu'en plus Hollande ne dissoudrait pas l'Assemblée nationale ? Tiens c'est marrant, même l'UMP ne l'envisage pas, ils doivent estimer que le PS flanqué de ses satellites et alliés de gauche et d'extrême gauche est le mieux placé pour faire le sale boulot, ils ont raison, et puis ce n'est pas à eux à en décider mais aux oligarques qui détiennent le pouvoir, leurs maîtres à tous, les seuls auxquels ils ont des comptes à rendre, vous savez la petite histoire (secrète!) du "*mandat*"...

Mais on n'en a jamais douté.

- En fin de journée, le porte-parole du groupe Thierry Mandon se voulait cependant confiant sur le vote mardi. "*On va y arriver*", estime-t-il. Selon lui, le gouvernement pourrait étudier certaines demandes des députés comme l'extension du CICE au secteur de l'économie sociale et solidaire ou le non-report du plan pauvreté. lepoint.fr 23.04

Ouf le régime est sauvé !

Après avoir désarmorcé la "***bombe***", qui sont les "***grands gagnants***" du casino Hollande-Valls-Fabius-Sapin ?

- Programme de stabilité, les entreprises grandes gagnantes - AFP

- Dépenses de santé : un effort historique réclamé dès 2015 - LePoint.fr

- Le gel du point d'indice des fonctionnaires confirmé jusqu'en 2017 - 20minutes.fr

- Pour Goldman Sachs, la France n'est plus «*la bombe à retardement*» de l'Europe - LeParisien.fr

- Economies: 21 milliards réalisés dès 2015 - AFP

- Plusieurs députés UMP et UDI voteront en faveur plan d'économies de Manuel Valls - Atlantico.fr

- Jean Arthuis - UDI : "*Si on ne remet pas en cause les 35 heures on ne s'en sortira pas*" - Atlantico.fr

Conditionnement. La boîte de Pandore est ouverte, alors "***tout cela se fera***".

- Travailler le dimanche pour relancer le tourisme: Fabius lance un pavé dans la mare - AFP

Mardi après-midi, il a reçu des représentants du secteur. Ceux-ci ont dit accueillir "*favorablement*" ses déclarations.

"*Tout cela se fera avec des négociations entre organisations professionnelles et patronales, mais cela doit aller dans le sens*

d'une plus grande liberté et d'un meilleur accueil des touristes", a commenté Didier Chenet, co-président du Groupement national des indépendants.

"*Il est navrant de voir les "tour operator" prévoir des départs de Paris dès le samedi soir vers des contrées européennes plus ouvertes, privant ainsi la France d'un chiffre d'affaires significatif et des emplois qui y sont liés*", a déclaré de son côté Gérard Atlan, président du Conseil du commerce de France (qui rassemble 31 fédérations professionnelles de commerçants). AFP 22.04

Ben voyons, parce que les touristes feraient des milliers de kilomètres pour venir faire du shopping de quartier. Les patrons se sont lancés dans un concours à celui qui tiendra le discours le plus antisocial depuis que Hollande a été élu, à croire qu'ils savaient à qui ils avaient à faire.

- Un tiers des salariés prêts à travailler le dimanche pour gagner plus - LePoint.fr

Le titre du Point est trompeur, à condition d'être payé le double il était précisé dans la question du sondage OpinionWay diffusé mardi.

Plus loin l'article de l'AFP précisait que : De multiples dérogations permettent déjà à certains salariés de travailler ce jour-là (le dimanche -ndlr) (29% le font habituellement ou occasionnellement), tous n'ayant pas de majorations salariales ou de repos supplémentaires. AFP 22.04

Fabius est un grand bourgeois multimillionnaire, d'après vous pour qui devait-il gouverner ?

C'est cela la nature du PS que vos dirigeants feignent toujours d'ignorer, ne parlons même pas de ceux du Front de gauche qui se sont alliés au PS ou un de ses satellites lors des dernières élections municipales. Demandez-leur au passage à quel jeu ils jouent avec vous, pourquoi ils n'en ont pas tenu compte pendant plus d'un demi-siècle...

Hollande n'est qu'un pantin, et c'est bien Fabius (Valls-Sapin) qui gouverne.

- L'Elysée a nommé le remplaçant d'Aquilino Morelle - Francetv info

Il s'agit de Gaspard Gantzer, ancien conseiller presse de Laurent Fabius au ministère des Affaires étrangères. Francetv info 23.04

Et Valls, le "***salaud*** !

- Morelle à Hollande:«*Tu m'abandonnes. Tu es vraiment un salaud!*» - 20minutes.fr

«*Alors qu'il y a des chiens après moi, tu m'abandonnes. Tu es vraiment un salaud!*», aurait-il déclaré au chef de l'Etat, selon Le Canard Enchaîné. Le conseiller aurait ainsi tenté de se défendre, jeudi, lors d'un entretien avec le chef de l'État.

En vain, puisque François Hollande aurait ensuite demandé son premier ministre, Manuel Valls, de convaincre Aquilino Morelle de démissionner. 20minutes.fr 23.04

Ce qu'il a fait immédiatement après son entretien avec Valls, alors que Hollande n'était pas parvenu à lui imposser, ce qui signifie que Valls a plus d'autorité ou de pouvoir que Hollande, CQFD.

Tartufferie. Comment légitimer la dictature néolibérale ? En faisant croire qu'elle n'existe pas !

- Thomas Piketty : « *Le retour des inégalités inquiète aux Etats-Unis* » - LeMonde.fr

En faisant croire que le néolibéralisme ne sévirait pas déjà depuis des décennies, les inégalités seraient un phénomène nouveau ou récent aux Etats-Unis, il serait seulement de "*retour*" alors que les Etats-Unis comptait 442 multimillionnaires en 2013 selon Forbes. Entre nous, cela signifie que le pire est encore à venir, en faisant croire que l'administration américaine envisagerait sérieusement de s'attaquer aux privilèges exorbitants des plus riches après leur avoir octroyés délibérément, ce qu'il s'agit ici d'occulter, la responsabilité de l'Etat lié à la finance n'étant plus à démontrer.

Du coup cet économiste qui se défend d'être un "*atroce anti-Américain*", ce dont nous ne douterons pas non plus un instant, préconise d'augmenter les impôts payés par les plus riches, une "meilleure répartition des richesses" en somme par le biais de "*l'impôt progressif*", une "*tradition progressiste américaine*" qui en réalité n'a jamais été abandonnée, elle est seulement contournée, légalement, bref, un pure exercice de contorsionniste comme on le verra plus loin, qui ne convaincra que ceux auxquels il était destiné, lire ci-dessous.

- Reçu mi-avril à la Maison Blanche et au ministère des Finances américain, M. Piketty a, depuis, écrémé colloques et conférences aux Etats-Unis aux côtés de Prix Nobel d'économie afin de dénoncer l'extrême concentration des richesses et plaider pour une plus forte taxation des hauts revenus. AFP 22.04

Les banques, les trusts, les multinationales, les milliardaires contournent les lois existantes depuis les années 20, ils sont à l'origine de la création de la plupart des paradis fiscaux dans le monde, sans même aller chercher bien loin, aux Etats-Unis même : le Delaware, le nec plus ultra en la matière puisque placé sous la protection... de la Constitution américaine.

De plus, comme en France il existe une multitude de "*niches fiscales*" permettant de payer mon d'impôts.

Le Delaware

Le Delaware est le second plus petit état des Etats-Unis, situé sur la côte Est, au nord de la Pennsylvanie. Sa capitale est Dover. Sa population est majoritairement afro-américaine mais également européene avec la présence d'Irlandais, d'Allemands, d'Anglais et d'Italiens. La langue la plus couramment parlée est l'anglais.

Le Delaware est surtout mondialement réputé comme étant le pays idéal où implanter sa société offshore. Il a même été désigné par l'ONG Tax Justice Network comme étant le premier paradis fiscal au monde. D'ailleurs, plus de 60% des compagnies américaines de Fortune 500 et 50% des entreprises inscrites à la Bourse de New York sont immatriculées au Delaware. Pour un pays ou continent étranger, le Delaware est stratégiquement bien placé et peut être considéré comme un point de départ idéal pour partir à la conquête du marché américain.

En France, comme dans la majorité des pays européens, le Delaware est classé comme étant un paradis fiscal du fait que les entreprises immatriculées sur place n'ont pas d'existence locale. Le Delaware ne pourra donc pas être utilisé pour facturer des sociétés françaises.

La création d'une société peut se faire en désignant un Directeur Nominee qui assurera ainsi l'anonymat des membres de la société au niveau du Registre public.

Le Delaware est principalement utilisé lors de d'établissement d'opérations immobilières aux USA ou sur le continent américain. En France, il est interdit d'utiliser le Delaware dans le cadre de transactions ou de facturations en raison du risque fiscal de requalification qu'il représente.

Au Delaware, une seule personne suffit pour endosser le rôle d'actionnaire, administrateur et dirigeant (ex: président, vice-président, secrétaire et trésorier) d'une société, alors que dans d'autres états américains, un minimum de trois personnes est demandé. En outre, les actionnaires n'ont pas d'obligation de résider au Delaware ni d'y organiser des réunions ou assemblées.

Au Delaware, le nom et l'adresse des actionnaires et des administrateurs d'une société offshore sont des informations qui n'apparaissent pas dans les registres publics. D'ailleurs, le Delaware n'exige pas que la société lui fournisse ses informations lors de sa création. Le siège social de la société immatriculée au Delaware, quant à lui, peut se trouver sur un autre continent puisque l'entreprise n'est pas obligée d'y avoir son siège social, ni de faire ses affaires dans l'état du Delaware.

D'ailleurs, la plupart des actionnaires, administrateurs et dirigeants dont la société est au Delaware n'y sont jamais allés. Par contre, les sociétés faisant affaires ailleurs qu'au Delaware sont obligées d'être représentées par un agent agréé. Elles peuvent même avoir une adresse postale de domiciliation si elles le souhaitent.

Au Delaware, il n'y a pas d'impôts sur les bénéfices et pas d'obligation de tenir une comptabilité (même si celle-ci est bien évidemment indispensable). Néanmoins, les entreprises doivent payer chaque année la franchise tax, soit une somme d'environ 200 euros.

Le Delaware a pour avantage d'offrir une flexibilité et une protection fiscale plus importante que d'autres états. Il a aussi pour particularité d'avoir des tribunaux uniques aux Etats-Unis. Ainsi, ils possèdent par exemple une Cour (Court of chancery) exclusivement dédiée aux affaires corporatives. Ils peuvent également s'appuyer sur une jurisprudence ancienne et solide, qui assure une prévisibilité et une stabilité des décisions judiciaires.

Enfin, grâce au site incorp-usa, il est très facile et rapide d'immatriculer une société offshore au Delaware, sans avoir besoin de s'y déplacer, en s'inscrivant tout simplement par Internet.

Aux Etats-Unis, il existe différents types de sociétés :

- La “Close corporation”

- La “Non profit corporation”
- La “S Corporation”
- La “Limited Liability Company” (LLC)
- La “Général Corporation”

Les avantages légaux au Delaware sont les suivants :

- coûts de création faible (entre $600 et $1000)
- pas de capital minimum pour créer une société
- pas d'impôt sur les sociétés ni sur les bénéfices.
- pas de droit de succession sur les actions possédées par les non-résidents au Delaware
- pas d'imposition sur les bénéfices d'entreprises qui ne font pas d'affaires au Delaware
- système juridique en faveur des entreprises avec une rapidité d'accomplissement des formalités légales
- impôt forfaitaire de $60 à $200 en fonction de la forme juridique
- anonymat des actionnaires de l'entreprise avec la non-publication de leur nom dans le Registre public. Il n'y a d'ailleurs aucune obligation de fournir ces informations à l'état du Delaware
- possibilité de se faire immatriculer dans cet Etat et d'en tirer les avantages sans y résider
- l'entreprise immatriculée au Delaware a l'avantage d'être américaine, ce qui lui donne une image positive
- absence de taxe sur la TVA
- une entreprise peut être créée même si le cas de faillite est prononcé dans le pays d'origine. (source : www.conseil-offshore.fr/societe-offshore-Delaware.php)

Les inégalités aux Etats-Unis, un fait réel ou une menace, une "***inquiétude***" en devenir ?

Un article tout frais d'hier permet de confirmer qu'elles ne datent pas d'hier, ni d'avant-hier, Thomas Piketty est un guignole comme les aiment les oligarques.

- ... le patron de Starbucks a touché au total (en comptant salaire, primes, actions, etc.) 137,8 millions de dollars (99,6 millions d’euros) en 2013, celui de YUM! (KFC, Taco Bell et Pizza Hut) 22 millions de dollars (15,8 millions d’euros), celui de Chipotle 13,8 millions de dollars (10 millions d’euros), celui de McDonalds 7,7 millions de dollars (5,6 millions d’euros)...

La rémunération moyenne des grands patrons américains de la restauration rapide est de 23,8 millions (17,2 millions d’euros) en 2013. Elle a quadruplé en valeur réelle depuis 2000. Ceci dit, cette rémunération est loin de celle du «*PDG le mieux payé d’Amérique du Nord*» en 2013, Mark Zuckerberg avec 2,28 milliards de dollars (1,6 milliard d’euros) en 2012.

Pendant ce temps-là, le salaire moyen d’un employé de fast-food est de 9,09 dollars (6,6 euros) de l’heure, «*soit moins de 19.000 dollars (13.726,6 euros) par an pour un travailleur à temps plein, bien que la plupart des employés de la restauration rapide ne soient pas à temps plein*». Leurs salaires ont augmenté de 0,3% depuis 2000. Les raisons de cette grande disparité sont donc simples et mécaniques, selon Demos:

«*L’escalade des revenus pour les PDG, et la stagnation des salaires des employés à des niveaux bas typiques de l’industrie.*»

C’est le secteur où les écarts de rémunération sont les plus extrêmes, avec un rapport de 1.200 à 1 en 2012 (le dirigeant d'une grande chaîne gagne 1.200 fois plus que le travailleur de l’autre bout de la pyramide), et toujours au-dessus de 1.000 à 1 en 2013.

Pour l'hôtellerie-restauration en général, le ratio américain est de 542 à 1 en 2012, pour le commerce de détail, de 304 à 1 en 2012, pour les transports, de 96 à 1... Slate.fr 23.04

Les salaires des employé de fast-food ont augmenté de 0,3% depuis 2000, soit depuis 14 ans... et non demain ! Ils ne savent décidément plus quoi inventer pour défendre leur système économique usé jusqu'à la corde...

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent, vive la crise !

- Numericable et Altice lèvent 12 milliards d'euros pour acheter SFR - AFP

- Dow Chemical annonce un bond de 75% de son bénéfice - Reuters

- Vague de fusions dans le domaine de la pharmacie - Reuters -

- Novartis remet à plat ses activités en concluant des accords avec GSK - AFP

- Valeant Pharmaceuticals confirme une offre sur Allergan - Reuters

- Dassault Systèmes prolonge l'offre sur Accelrys jusqu'au 28 avril - Reuters

- La Chine va autoriser l'investissement privé dans des domaines auparavant réservés au secteur public - AFP

Vive Mao ou moi c'est tout !

Résistance passive

- Des salariés de Continentale Nutrition manifestent pour garder leur filiale du Lot-et-Garonne - Liberation.fr

- Grève contre la sous-traitance: l'usine Areva La Hague à l'arrêt - AFP

- Mia Electric: quatre repreneurs intéressés, mais l'emploi menacé - AFP

- La CGT bloque un site LyondellBasell à Fos-sur-Mer - Reuters

- Une employée de la Bred se défenestre sur son lieu de travail - Francetv info

- Les syndicats de magistrats appellent à s'associer à la grève des greffiers - Liberation.fr

Le vieux monde de la guerre

- Washington envoie 600 soldats en Pologne et dans les pays Baltes - AFP

- Kiev ordonne la reprise de l'offensive dans l'Est - Reuters

- Ukraine : des avions de chasse français engagés dès dimanche dans le ciel balte - lefigaro.fr

- Ukraine: Pour Moscou, les photos américaines de soldats russes sont «*truquées*» - 20minutes.fr

- Erdogan ne veut pas de manifestations place Taksim le 1er mai - Reuters

- La Ligue arabe critique le projet de présidentielle en Syrie - Reuters

- Kenya : au moins quatre morts dans un attentat à Nairobi - Francetv info

- Égypte : nouvel attentat au Caire - LePoint.fr

Washington dicte sa volonté au monde entier... ou presque.

- Washington envoie 600 soldats en Pologne et dans les pays Baltes - AFP

- Washington soupçonne Damas d'avoir lancé de nouvelles attaques chimiques - LeFigaro.fr

- Washington surveille «*de très près*» un éventuel essai nucléaire nord-coréen - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Colombie

- Colombie: le président rétablit le maire de Bogota dans ses fonctions - AFP

Le président colombien Juan Manuel Santos a annoncé mercredi avoir rétabli dans ses fonctions le maire de Bogota, l'ancien guérillero Gustavo Petro, destitué en mars, suivant une décision prise mardi par un tribunal de la capitale.

"*Les lois, les juges, m'ordonnent de restituer le maire Petro (dans ses fonctions) et j'ai signé le décret correspondant*", a déclaré M. Santos à la presse.

"*Cette décision n'est que l'application de la loi, je n'ai pas d'alternative, cela peut plaire à certains, pas à d'autres*", a poursuivi le président de centre-droit.

Selon la décision de justice rendue mardi, quand M. Santos a avalisé en mars la destitution de M. Petro, il n'a pas tenu compte des réserves formulées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

Symbole de la gauche en Colombie, l'ex-maire de Bogota, qui se dit victime de persécution, avait été frappé fin 2013 par une mesure de destitution, assortie d'une inéligibilité de 15 ans, pour une passation de marché considérée illégale, prononcée par une autorité administrative chargée de contrôler les activités des élus et fonctionnaires.

Elu en 2012 pour un mandat de quatre ans, il avait remis dans le giron public la gestion des ordures ménagères auparavant confiées à une entreprise privée.

Après cette sanction, M. Petro a déposé des recours devant plusieurs juridictions, y compris la CIDH et la Conseil d'Etat colombien, qui en a pour sa part rejeté certains mais qui doit encore se prononcer sur la nullité de la sanction administrative à son encontre.

La décision prise mardi en sa faveur par un tribunal local de Bogota est toutefois susceptible d'appel. AFP 23.04

SOCIAL

1- France

La fonction publique employait 5,5 millions de personnes fin 2012 - AFP

Au 31 décembre 2012, près de 5,5 millions de personnes travaillaient dans la fonction publique en France, un chiffre en hausse de 0,3% sur un an, environ 20% de l'emploi total en France, selon des données publiées mercredi par l'Insee.

Dans les trois versants de la fonction publique, les effectifs ont toutefois progressé de façon inégale avec -1% dans la fonction publique d'Etat (après -2% en 2011), "1,6% dans la Territoriale (après "0,3% en 2011) et +0,7% dans l'Hospitalière, selon l'Institut national de la statistique.

La fonction publique d'Etat employait fin 2012 quelque 2,4 millions de salariés , la Territoriale près de 1,9 million et l'Hospitalière 1,1 million (en tenant compte des contrats aidés), selon l'Insee, qui avait donné de premiers résultats en décembre sur cette question de l'emploi public.

Dans sa note sur l'emploi publique, l'Insee relève également que 32,4% des agents appartiennent à la catégorie A, 19,4% à la catégorie B et 46,6% à la catégorie C, la moins bien payée. AFP 22.04

2- Panama

- L'élargissement du canal de Panama paralysé par une grève - AFP

Les travaux d'élargissement du canal de Panama, déjà en retard de plus d'un an, étaient paralysés mercredi par une grève des ouvriers réclamant des augmentations de salaires, a-t-on appris de source syndicale.

"*Le chantier d'élargissement du canal de Panama, principal chantier d'infrastructure du pays, est paralysé*", a déclaré à l'AFP Saul Mendez, secrétaire général du syndicat de la construction, Suntracs.

Le syndicat réclame des augmentations de salaires de 20%, considérées comme excessives par les entrepreneurs.

Selon le consortium international Groupe Unis pour le canal (GUPC), chargé de la plus importante phase de ces travaux - l'installation de nouvelles écluses - les ouvriers affiliés à Suntracs "*suivent l'appel à la grève*", ce qui affecte "*la totalité des travaux*" et ainsi que "*le programme d'avancement du projet*".

GUPC est constitué de l'Espagnol Sacyr, de l'Italienne Salini Impregilo, de la Belge Jan de Nul et de la Panaméenne Constructora Urbana.

Les travaux en cours, estimés à plus de cinq milliards de dollars, visent à permettre le passage de navires dits Post-Panamax, transportant jusqu'à 12.000 conteneurs, soit plus du double de la charge actuellement autorisée à emprunter cette voie navigable de 80 km dont la Chine et les Etats-Unis sont les principaux clients. AFP 23.04

Bravo les gars, il faut les faire cracher au bassinet les colons, 20% d'augmentation de salaire c'est un minimum... Et en France ? Heu ! C'est marrant, j'ai comme un doute...

ECONOMIE

Guinée

- La Guinée retire les permis de BSGR - french.irib.ir

Le gouvernement guinéen a résilié le permis minier octroyé au milliardaire Benny Steinmetz et à sa compagnie BSGR. Il portait sur le gisement de fer de Simandou. Cette décision fait suite aux recommandations d'un rapport d'audit signalant "*l'existence de pratiques de corruption*" ayant entaché l'octroi de ces titres. Le gouvernement de la Guinée a accepté les conclusions du rapport du comité en charge d'auditer les contrats miniers du pays, rendu public le 9 avril et recommandant l'annulation de deux concessions sur des gisements de minerai de fer détenues par VBG, coentreprise entre BSGR, le conglomérat du milliardaire israélien Beny Steinmetz et le groupe minier brésilien Vale. La résiliation des permis accordés à VBG, prise en conseil des ministres, a été annoncée le 17 avril par Damantang Albert Camara, porte-parole du gouvernement guinéen, rapporte l'agence Reuters.

Corruption

Dans son intervention télévisée annonçant le retrait du permis d'exploitation détenu par VBG sur le gisement de minerai de fer de Simandou et l'annulation de sa concession minière de Zogota, Damantang Albert Camara a indiqué que cette décision était liée à la "*nature frauduleuse des conditions dans lesquelles les permis ont été accordés*". Faisant, par là, écho aux conclusions du rapport du comité d'audit alléguant l'existence "*d'un faisceau d'indices précis et concordants établissant avec une certitude suffisante, l'existence de pratiques de corruption ayant entaché l'octroi de la convention et des titres miniers détenus par VBG*". De son côté, le groupe BSGR, mis directement en cause dans le rapport, continue de démentir les allégations portées contre lui et se dit prêt à recourir à l'arbitrage international. Dans un communiqué addressé à Reuters, le groupe estime "*[avoir] obtenu les droits d'exploitation minière légalement*" et compte lutter afin de "*renverser cette décision, qui est aussi prévisible qu'illégale.*"

Conséquences

S'il est difficile d'évaluer l'impact à moyen terme de cette décision sur l'attractivité de la Guinée pour les investissements miniers, il est clair que ce retrait aura de profondes conséquences non seulement sur VBG mais aussi sur Vale. En effet, le comité d'audit a demandé au gouvernement d'exclure cette co-entreprise de tout future procédure d'acquisition de licences minières, rapporte l'agence de presse.

Quant au groupe brésilien, actionnaire majoritaire de VBG, s'il conserve le droit de soumissionner pour des permis en son nom propre, le retrait du titre octroyé sur le gisement de Simandou pourrait avoir de graves conséquences financières. Selon Reuters, qui cite une source proche du groupe minier, l'entreprise a déjà investi plus de 1 milliard de dollars dans ce projet. french.irib.ir 22.04

Pour "*renverser cette décision*" quand est-ce qu'Israël ou les Etats-Unis va bombarder la Guinée, à moins que ce soit la France qui s'y colle...

Haut de page

Le 26 avril 2014

CAUSERIE

C'est avec grand peine que j'ai fini d'actualiser le site, trop de choses à traiter en même temps et une chaleur accablante, quelques petits soucis personnels en prime. J'ai un peu saboté le boulot pour terminer ce soir.

Demain matin on actualisera toutes les rubriques, plus le temps aujourd'hui.

Quelques réfexions à creuser.

1- Qui décide qu'il y aura ou non la guerre ?

C'est à l'issue d'un rapport de forces au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne entre ses différents courants.

Ils ne sont pas forcément sur la même longueur d'onde, certains privilégient une stratégie à court et moyen terme pour garantir leurs profits ou rentes, tandis que d'autres visent une stratégie politique à long terme à laquelle le court et moyen terme doivent être subordonnés. D'où des contradictions, des tensions qui peuvent apparaître entre eux et qui se traduisent par des hésitations, des tergiversations, des revirements brutaux ou soudains dans la politique qu'ils adoptent. C'est seulement cet aspect-là qui affleure à la surface ou dont le citoyen lambda aura connaissance, car finalement par le biais des médias qui leur sont acquis, il n'en saura pas davantage, il ne doit pas en savoir plus, sinon il pourrait comprendre trop facilement ce qui se trame dans son dos.

Quand les deux ou trois stratégies coïncident, toutes ses couches peuvent s'entendre sur une stratégie commune qui peut déboucher sur la paix ou la guerre. Quand la stratégie à long terme est isolée, selon la situation c'est celle à court terme qui prend le dessus et qui généralement coïncide avec une période de paix, relative, car ils se déroulent toujours des guerres, mais elles demeurent circonscrites ou limitées géographiquement à quelques pays de seconde zone.

Et puis avant de déclencher une guerre qui présente toujours un risque pour la classe dominante, il faut au préalable avoir convaincu l'élite intellectuelle qu'elle était nécessaire ou inévitable pour qu'elle la vende au bon peuple qui servira de chair à canon ou en fera les frais. Sans sa totale adhésion à un tel scénario elle pourrait manquer de détermination, de conviction ou de sincérité dans son discours, or les masses pourraient en profiter pour s'infiltrer dans la moindre faille pour rejeter la guerre, une telle faiblesse pourrait se retourner rapidement contre ses commanditaires, les banquiers, les capitalistes, les institutions qui sont à leur service, ce qu'il faut éviter à tout prix évidemment. Leur problème, c'est que la lutte des classes continue même en temps de guerre, elle a même le don de l'alimenter ou la réanimer au point de déboucher sur une révolution prolétarienne, le pire de leur cauchemar.

Parmi les promoteurs et défenseurs de la stratégie néolibérale à long terme, les plus féroces réactionnaires au sommet de l'oligarchie, il existe aussi des contradictions, rien n'est simple en réalité, certains estiment que leur plan de nouvel ordre mondial avance trop lentement et militent pour une nouvelle guerre mondiale afin d'accélérer ce processus. Tandis que d'autres préfèrent s'appuyer sur leurs acquis depuis 1944 pour continuer d'avancer pas à pas, étape par étape vers leur objectif final de domination absolue sur le monde, même si parfois ils doivent admettre piétiner ou se retrouver confronter à une résistance qu'ils ont plus de mal à vaincre que prévu, et devoir changer de tactique ou de stratégie intermédiaire, s'adapter à des conditions qu'ils n'avaient pas forcément prévues pour s'être laissé emporter par un optimisme démesuré depuis le début des années 90. Ils préfèrent s'en remettre aux différents gouvernements en Europe et à l'UE sur lesquels ils savent pouvoir compter car ils appliquent docilement leur politique, ils font tout ce qu'ils peuvent dans des conditions difficiles héritées du passé pour à la fois neutraliser la lutte de classes et lever les obstacles qui se dressent contre leur politique.

Le capitalisme vit à crédit, repose sur l'endettement qui va de paire avec la prise de risque des investisseurs auxquels il faut garantir que leurs intérêts ne sont pas menacés, sinon c'est tout le système qui s'écroule, le capitalisme s'effondre comme un château de cartes.

Donc toute leur politique qui est basée sur la culture du risque (et la confiance), consiste à déterminer quelle est la meilleure stratégie qu'ils peuvent appliquer dans une situation donnée en tenant compte d'un ensemble de facteurs et rapports déterminants tout en mesurant le risque qu'elle fait courir à leurs intérêts fondamentaux, sans mettre en péril inutilement à un moment donné l'essentiel, autrement dit, prendre le risque de tout perdre si les masses parvenaient à s'emparer de la situation pour l'orienter dans une direction favorable à leurs intérêts, ce qui pourrait signifier leur arrêt de mort, aux oligarques, à leur pouvoir, au capitalisme, et bien sûr à leur rêve mégalomaniaque de gouvernement mondial ou de nouvel ordre mondial.

En toile de fond, c'est finalement la crise du capitalisme et la lutte des classes, leur intention de conserver leurs

privilèges économiques et accroître leur pouvoir politique qui déterminent leur stratégie, autrement dit, ce sont des facteurs ou des rapports qui leur échappent en partie, qu'ils ne peuvent pas contrôler totalement, c'est cette faille dans leur dispositif que nous devons exploiter pour les vaincre.

Est-ce encore possible ? Bien entendu, qui oserait penser le contraire même si les apparences sont contre nous, d'autres tout aussi nombreuses nous sont favorables, le problème réside dans le fait que nous ne parvenons pas à les exploiter correctement, à rassembler les masses, à constuire le parti.

En France, il n'y a qu'un seul parti qui rejette à la fois l'UE (BCE et euro inclus) et l'ONU, l'OTAN, toutes les guerres impérialistes, qui ne soit pas tenté de s'aligner sur l'un ou l'autre impérialisme, avec quelques réserves, c'est le POI, voilà pourquoi nous mettions tous nos espoirs dans ce parti.

Maintenant il se trouve que ses dirigeants et leurs prédécesseurs sont davantage des sociaux-démocrates ou des trade-unionistes, des jaurésiens, que des communistes, des marxistes, ce qui se traduit par une conception de la lutte des classes, des rapports avec les différentes composantes de la société et en particuliers avec les appareils corrompus des syndicats, qui sont des obstacles à la construction du parti révolutionnaire dont nous avons besoin pour que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique au cours d'une révolution prolétarienne et socialiste.

Pour vaincre un ennemi aussi puissant, bien qu'il présente des faiblesses, on a absolument besoin d'un parti du type de celui de Lénine et Trotsky, qui soit à la fois démocratique et centralisé, discipliné, armé théorique, incorruptible, sans lien avec le régime et ses représentants, c'est la condition pour inspirer confiance aux masses révolutionnaires, dont le programme intègre les conclusions du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels qui doivent servir de guide aux masses exploitées pour conquérir leur émancipation du capital, prendre confiance en elles, renouer avec le fait que rassemblées elles sont invincibles pour peu que leur combat soit orienté, guidé dans la bonne direction, renouer avec l'espoir que c'est possible de vaincre le capitalisme, de s'en débarrasser et d'avancer vers le socialisme en France, en Europe, à l'échelle mondiale.

Hélas, ce parti n'existe pas aujourd'hui et nous sommes dans une impasse! Il faut se préparer à de nouvelles et violentes défaites, la mise en oeuvre de la politique de Valls en est une terrible. Ce ne sont pas les défaites ou la politique de Valls qui nous effraient, mais le fait qu'elles n'auront servi à rien, qu'on en aura tiré aucun enseignement pour la suite, quelque part c'est désolant et tragique.

2- Comment le secrétaire nationale du POI, Gérard Schivardi a-t-il pu un instant imaginer que Fabius pourrait rompre avec l'UE ?

C'était en 2007, dans une déclaration parue dans Informations ouvrières où il avait affirmé en substance qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle si Fabius annonçait son intention de rompre avec l'UE.

Qu'il ait imaginé un tel scénario était ridicule au possible, grotesque, mais là n'est pas l'essentiel. Fabius le grand bourgeois qui une (nouvelle) fois au gouvernement témoigne ouvertement qu'il appartient à l'espèce la plus réactionnaire qui soit dans tous les domaines, politique étrangère ou social en voulant imposer le travail le dimanche notamment.

La question que je me suis posé est la suivante : Schivardi qui a passé une trentaine d'années au PS était un illustre inconnu avant que feu P. Lambert le mette en scène et en fasse un secrétaire nationale du PT, le porte à la direction de son parti. S'il n'avait pas témoigné un tant soit peu d'illusions dans Fabius, il n'aurait eu aucune raison de tenir ce discours, à moins qu'il ait voulu s'excuser auprès de ses ex-camarades du PS de se présenter contre leur candidate, Marie Ségolène Royal, ce qui semblait peu probable pour ne pas l'avoir citée.

Son discours s'adressait bien à Fabius qui avait participé aux primaires du PS et avait été battu par Royal. Cela signifiait clairement qu'au sein des dirigeants du PS il y en avait au moins un qui valait le coup si je puis dire, qui méritait un traitement spécial, sans doute pour avoir voté non en mai 2005 au référendum sur le TCE, comme si cela suffisait à révéler ses véritables intentions politiques, alors qu'il avait déjà eu l'occasion de s'illustrer ou de témoigner ses intentions politique lorsqu'il était Premier ministre sous Mitterrand, du 17/07/1984 au 20/03/1986, il fut entre autres l'architecte de la défaite de la "*gauche*" aux élections législatives en 1986. On ne va pas retracer ici sa brillante carrière politique passée au service des institutions de la Ve République de 1974 à 2014, 40 annnées pendant lesquels avec constance et persévérance il aura servi les intérêts de la classe dominante sous le faux masque du PS.

Schivardi qui a milité dans le même parti que Fabius durant la même période n'était donc pas censé ne pas connaître le très réactionnaire Fabius, invité à la réunion du groupe Bilderberg qui s'était tenue à Helsinki en Finlande, du 2 au 5 juin 1994, pour avoir reconnu en lui un des leurs promis à une longue et belle carrière au sommet, la suite jusqu'à nos jours ne le démentira pas. Si Schivardi avait voulu s'informer sur les véritables intentions de Fabius, c'était l'occasion ou jamais, à moins qu'on prête à Rockefeller et au premier cercle de l'oligarchie d'être de vulgaires amateurs, nous n'en ferons rien en ce qui nous concerne, nous les prenons très au sérieux. On pourrait nous objecter qu'ils furent un peu léger en invitant Chevènement. En réalité pas vraiment, ils voulaient le tester, voir s'il présentait les qualités requises pour être recrutés. Or il s'avéra que tel n'était pas le cas, l'exception qui confirme la règle en somme, car depuis Fabius a su faire preuve de zèle pour leur démontrer qu'il était à la hauteur de la

confiance et des espoirs qu'ils avaient placés en lui, largement mérités il faut reconnaître, car ce fut à tous égards une excellente recrue... comme Valls d'ailleurs et bien d'autres du PS ou de l'UMP. Quant à Chevènement, il est insignifiant.

Bref, nul n'était censé ignorer le parcours politique de Fabius en 2007, pas même P. Lambert ou D. Gluckstein. Tout ce qui a été dit à propos de Schivardi leur ait adressé également, car ce sont eux qui ont mis en piste Schivardi. Partageaient-ils ses illusions dans Fabius, et de fait dans le PS ? Peu importe, ils les connaissaient, ce qui ne les a pas empêchés de le propulser à la direction de leur parti, d'en devenir le porte-parole officiel.

Dès lors comment accorder la moindre confiance à de tels dirigeants, à un tel parti ? On est tout de même en droit de se poser cette question et bien d'autres. Et croyez bien que les réponses qu'on y apporte nous désolent, sincèrement.

3- "*L'art de vivre*", la finalité du combat du mouvement ouvrier ou l'émancipation du capital ?

Suite à la déclaration mardi de Fabius favorable à une ouverture accrue des magasins le dimanche afin de relancer le tourisme, le vice-président de la CFTC, Joseph Thouvenel a répondu que cela remettait en cause "*l'art de vivre*" en France (source : AFP 21.04)

On peut contester l'appartenance de la CFTC au mouvement ouvrier, en attendant ce syndicat organise des travailleurs à ma connaissance et non des curés, des bonnes soeurs ou des anges.

Si j'ai retenu cette citation pour ma démonstration, c'est parce qu'en réalité Joseph Thouvenel dit tout haut ce que pensent tout bas les bureaucrates de la CGT, de FO, de la FSU, SUD, etc. "*L'art de vivre*" en régime capitalisme ou s'en accommoder le mieux qu'on peut, voilà le contenu et l'objectif du syndicalisme de nos jours ou depuis déjà des lustres malheureusement.

Précisons que pour de nombreuses couches de travailleurs, leur "*art de vivre*" est synonyme de cauchemar, mais cela ils s'en foutent.

4- Parle-t-on vraiment de la même chose ?

Envoyé spécial (France2) à Hayange, diffusé avant-hier sur TV5Monde Asie. Hollande récolte 57% des voix en 2012, et en 2014 c'est le candidat FN qui est élu maire dans ce bastion ouvrier.

Commentaire d'un électeur de cette commune : A Hayange les gens sont de gauche, cela ne fait aucun doute, même s'ils ont voté FN.

Cela confirme que se dire de gauche ne signifie plus rien, mais on ne peut pas se limiter à ce constat. Cela signifie peut-être aussi qu'hier ou avant-hier cela ne signifiait pas grand chose non plus ou que ce qu'on interprétait comme étant de gauche ne l'était pas vraiment, à dire vrai, pas du tout.

Les travailleurs n'en sont pas encore là ou aptent à le comprendre, d'ailleurs la plupart des militants non plus qui n'y comprennent plus rien pour avoir pris pour argent comptant les balivernes que leurs dirigeants leur ont racontées pendant bien trop longtemps, et cela continue. Tenez, le jour où je commencerai à recevoir quotidiennement des courriels me disant que finalement j'avais raison sur beaucoup de questions que nous avons abordées ici, je me dirai que quelque chose est en train de changer.

En toute modestie car je n'invente rien finalement, je me contente d'observer, de lire ou d'écouter, et je relie l'ensemble, ce qui nous permet de répondre à la plupart de nos questions, et c'est seulement quand notre affaire se complique que je réfléchis. Si vous voulez je peux même faire disparaître mon nom et ma photo du site s'ils vous incommodaient, je n'en ai rien à foutre, s'ils figurent dans le site c'est parce que je déteste l'anonymat voilà tout, j'ai observé que c'était la situation à laquelle nous cantonne leur société ou les capitalistes et je n'ai pas vocation à les imiter ou à leur obéir, à être un de leurs sujets anonymes, un numéro, un pion.

En complément.

Pourquoi faut-il radier la gauche de son vocabulaire ?

- Le très républicain Valls au Vatican, pour la troisième fois en deux ans - AFP

- Comment la gauche américaine est tombée amoureuse de Thomas Piketty - Slate.fr

C'est d'Obama et du parti démocrate dont il s'agit, le clone de Bush et du parti républicain, les partis des banquiers de la Fed ou du groupe Bilderberg, ce sont les mêmes.

Au grand dam du Figaro.

Commentaires de lecteurs figurant à la suite d'un article publié hier,*L'ONU redoute une invasion russe*, qui manifestement ne se sont pas ni laissé impressionner par son titre ni manipuler par son contenu qui étaient conformes à la position du gouvernement ou de l'UE, l'ONU ou Obama.

C'est très intéressant et révélateur, ils ont de plus en plus de mal à empêcher la population de s'informer auprès d'autres sources que les médias aux ordres, tous leurs efforts pour la contrôler vont s'avérer vains.

1- Liste des pays bombardés par les Etats-Unis,pour leur bien naturellement,depuis la fin de la guerre en1945 :

China 1945-46 – Korea 1950-53
China 1950-53 – Guatemala 1954
Indonesia 1958 – Cuba 1959-60
Guatemala 1960 – Belgian Congo 1964 – Guatemala 1964
Dominican Republic 1965-66 – Peru 1965
Laos 1964-73 – Vietnam 1961-73
Cambodia 1969-70 – Guatemala 1967-69
Lebanon 1982-84 – Grenada 1983-84
Libya 1986 – El Salvador 1981-92
Nicaragua 1981-90
Iran 1987-88 – Libya 1989
Panama 1989-90 – Iraq 1991
Kuwait 1991 – Somalia 1992-94
Bosnia 1995 – Iran 1998
Sudan 1998 – Afghanistan 1998
Yugoslavia – Serbia 1999
Afghanistan 2001
Lybia 2011

2- On a bien bombardé la libye parce que Kadhafi envoyait ses tanks contre sa population (disait-on à l'époque). Alors, les Russes peuvent intervenir pour arrêter les putschistes néo-nazis et leurs tanks contre la population ukrainienne qui demande un référendum de fédéralisation (à noter que les médias mainstream parlent d'insurgés, de séparatistes) dans un pays où un putsch a pris le pouvoir et des brigades néo-nazies font ce qu'elles veulent.

3- Dans le fond, en vérité tout le monde se ficherait de l'Ukraine, autant que du Tibet si les Ricains n'avaient pas fixé les règles du jeu en désignant des gentils et un méchant. C'est un simple jeu ou les US voient leur hégémonie contredite par des gens qui veulent faire autre chose (BRICS). Tant de pays veulent se débarasser du dollar pour leurs échanges, les BRICS vont pour 2015 créer un Fond Monétaire pour se dégager du FMI et BM, bref, les ricains supportent mal qu'on ne meure pas pour les sauver avec leurs 17K Mds de dettes (en réalité 25K mds).

Ce conflit a été créé de toutes pièces et le véritable enjeu est ailleurs, et certainement pas dans la défense de la démocratie, ou la protection du peuple Ukrainien.

Lors de la crise de 2008, les US, ce grand pays, a, pour ses propres enfants, préféré sauver les banques et jeter des millions de gens à la rue, alors pour la conscience des Etats-Unis, on repassera...

4- Si les Etats-Unis et l'U.E, euh l'ONU pardon, étaient si sûrs de leur coup, ils exigeraient un référendum en Ukraine (ce que Poutine n'a jamais refusé), afin de demander aux Ukrainiens ce qu'ils souhaitent pour eux-mêmes, mais visiblement l'ONU n'en veut pas du référendum. Peut-être craignent-ils que les Ukrainiens demandent massivement leur rattachement à la Russie...

5- Donc, nous avons un gouvernement Ukrainien illégitime composé de plusieurs néo-nazis (Pravy Sector, Sbovoda) qui souhaite en finir avec une révolte pro-russe dans son territoire de l'est (qui est bcp plus riche). Pour ceux, et les journalistes en font partie, qui ne comprennent pas d'où viennent les milices armés pro-russes, je vais vous donner un indice. Comme en Crimée, il doit s'agir pour certains de militaires ukrainiens pro-russes. Par ailleurs, dans cette crise, nous avons bien vu que l'armée Ukrainienne avait dans un premier temps reculé face à la gronde populaire des villes aux mains des milices pro-russes. Du coup, le gouvernement illégitime (car non-élu) d'Ukraine renforce ses positions par le biais des milices pro-maiden (composés de néo-nazis et de bandidas). Bref, si les Russes interviennent, nul doute que ça sera la banqueroute pour l'armée Ukrainienne qui n'a pas le souhait de combattre les Russes (pour 80 %). Par la suite, les milices de maiden se feront balayer malgré leur certitude. Ensuite, nous sanctionneront la Russie et ce au profit des USA qui souhaitent que nous nous éloignions de la Russie (pour contrer un possible axe Paris-Berlin-Moscou qui mettrait fin à l'hégémonie Américaine). Nos bien- pensants demanderont de faire fis du réalisme économique (bien que cela ne les dérangent pas pour le Qatar)... Bref, ça va gesticuler ! Si je ne suis pas censuré, je paye ma tournée !

6- L'ONU, l'OTAN, le FMI, voire même l'U.E, sont le cache sexe des Etats-Unis. Et la stratégie des Etats-Unis on commence à

la connaître : ils collent le Bronx un peu partout - en finançant ou armant la rébellion ici ou là - afin de créer le contexte pour pouvoir intervenir militairement et prendre le contrôle de telle ou telle partie du Monde (ou faire intervenir leurs laquais européens à leur place, comme ça ils n'ont même pas à payer la facture de l'intervention).

Les Etats-Unis sont une puissance déclinante ; Qu'ils l'acceptent une bonne fois pour toute et qu'ils arrêtent de semer le chaos partout ! Fin.

Comme quoi au quotidien dans toutes les classes et couches de la société une profonde réflexion est engagée pour trouver la voie de la libération du joug que le capitalisme nous impose et qui est devenu insupportable. Voilà un élément encourageant.

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre idéologique. Provocation. Déliquescence. Cela nous arrangerait que vous ayez un sexe à la place du cerveau.

- Complexe du petit pénis, épilation intégrale du pubis... Les effets du porno sur les Français - Francetv info

Désolé, pas concerné ! Selvi s'est épilée, mais c'est à cause de la chaleur.

Ils sont soit complexés, soit pervers ou dégénérés, dans les deux cas ils ne sont pas très équilibrés sur le plan psychologique...

- Le nudisme autorisé dans les parcs de Munich - LeFigaro.fr

Les adeptes du naturisme pourront se promener librement dans six zones de la ville, sans être cachés du regard des personnes habillées.

Les touristes sont prévenus: croiser des personnes nues dans les parcs de Munich risque d'être de plus en plus fréquent. Et appeler la police ne servira à rien. La troisième ville d'Allemagne a en effet décidé le 14 avril de légaliser le naturisme dans six zones bien précises.

Ces dernières ne seront pas protégées par des barrières ou tout autre moyen d'empêcher la vision de ces corps nus. Les zones visées par cette légalisation se trouvent essentiellement en bord de rivière ou dans les parcs de la ville. Le Jardin anglais, situé en centre-ville, peut désormais être visité sans chemise et sans pantalon.

Jusqu'à présent, la législation locale empêchait les badauds de bronzer nus dans les parcs de la ville. Mais le texte de loi est arrivé à expiration à l'automne dernier. Les législateurs ont estimé que le maintien de l'interdiction n'était pas pertinent, alors que les groupes de nudistes se faisaient de plus en plus voyants en ville ces dernières années. LeFigaro.fr 24.04

Un autre jour ils sortiront un article mettant en garde contre le cancer de la peau en recommandant de ne pas s'exposer inutilement au soleil.

Ils sont comme cela, à la fois puritains et libertins, frustrés et exhibitionnistes, une lubie de nantis sans doute pour lesquels les apparences même cachées passent au premier plan, ils ne supportent pas qu'on les contrarie, ce sont aussi les champions de la censure de la pensée qui imposent la leur à la majorité de la population.

Misérables gesticulations.

- Touraine se dit "*très sensible*" à la demande d'un geste pour les petites retraites - AFP

- Michel Sapin juge "*possible*" un geste pour les petites retraites - Reuters

- Valls annonce un geste pour les retraités et les fonctionnaires - Reuters

Un autre "***geste***" qui n'est pas passé inaperçu...

- Standard and Poor's décerne les encouragements à François Hollande - LePoint.fr

L'agence de notation salue la politique pro-entreprises accentuée par le pacte de responsabilité. Mais met en garde contre une dérive des finances publiques. LePoint.fr 25.04

... surtout que...

- Plan d'économies : Valls peut compter sur le PRG et certains élus de droite - LeParisien.fr

... et puis il y a une bonne nouvelle... qui sonne faux quand même...

- France: stabilisation des demandeurs d'emploi en mars - AFP

Après une forte hausse en février, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité s'est stabilisé en mars avec 1.600 nouveaux inscrits à Pôle emploi en métropole, où ils sont désormais plus de 3,34 millions, un nouveau record, a indiqué vendredi le ministère du Travail.

En incluant les chômeurs ayant une petite activité, ce sont 11.700 nouveaux inscrits qui ont été recensés (0,2%), soit un total de plus de 4,94 millions de personnes à la fin du mois dernier (5,24 millions avec l'Outre-mer).

La situation continue à s'aggraver pour les seniors: 1% en un mois, 11,8% en un an, soit une véritable explosion.

Même constat alarmant du côté des chômeurs inscrits depuis plus d'un an: ils étaient plus de 2 millions fin mars, en incluant ceux ayant une petite activité (stable sur un mois, 10,6% sur un an), un autre plus haut historique. Parmi eux, plus de 600.000 personnes pointent à Pôle emploi depuis plus de trois ans (0,9% sur un mois, 17,6% sur un an).

Pôle emploi n'a plus enregistré de baisse des inscriptions depuis octobre 2013 et, sur un an, la hausse atteint 4,1%. Depuis l'élection de François Hollande en mai 2012, près de 425.000 nouveaux demandeurs d'emploi sans activité supplémentaire ont poussé la porte de Pôle emploi. AFP 25.04

Réponse de Hollande et Valls aux travailleurs au chômage depuis plus de trois : Soyez patients. Discours insupportable qui justifie le recours à la force, à la violence pour chasser du pouvoir les capitalistes et leurs représentants, c'est dans cette perspective qu'il faut les organiser...

La CGT a estimé de son côté que les premiers chiffres du chômage de l'ère Valls "*auraient pu être pires*" Reuters 25.04. Il faut aussi chasser les bureaucrates pourris à la direction des syndicats ouvriers.

Emballé, c'est pesé !

- Alstom discute d'une vente à GE de son pôle énergie - Reuters

Alstom discute avec General Electric en vue de céder au groupe américain l'ensemble de ses activités dans l'énergie et pourrait conclure un accord dans ce sens au cours des prochains jours, a-t-on appris vendredi de sources proches du dossier.

Selon Le Figaro, le PDG de General Electric, Jeff Immelt, sera reçu par le président François Hollande dimanche et un conseil d'administration d'Alstom se tiendra dans la soirée. Dans la foulée, Alstom annoncerait son entrée en négociations exclusives avec GE, ajoute le quotidien sur son site internet.

"*Les discussions avancent à grands pas, la structure du 'deal' est définie et tout est presque prêt*", a déclaré une source industrielle.

"*Le gouvernement français ne peut rien faire, il voudra seulement pouvoir se prévaloir et s'enorgueillir du fait que la branche Transport restera française et cotée à Paris*", a estimé une source industrielle. "*Ça fait partie du jeu et de la négociation, il faut que l'Etat français trouve une place*."

Alstom, Bouygues et General Electric se sont refusés à tout commentaire. Reuters 25.04

Pendant ce temps-là, le petit notable de province qui a pris du galon tente de faire croire que rien ne serait réglé.

- Montebourg exprime sa «*vigilance patriotique*» sur le dossier Alstom - Liberation.fr

Traduire, sa "*vigilance*" patronale...

Un tour d'illusionniste. C'est vite dit...

- Après le capitalisme: le bien vivre - Slate.fr

Jérôme Bachet s'attaque à deux fétiches: l'État et le capitalisme. Il propose des pistes pour passer d'une société de la quantification marchande, à des sociétés du bien-vivre. Slate.fr 25.04

Je n'ai pas de temps à consacrer à cet article, disons que s'attaquer à l'Etat qui était le garant de l'accès à tous (ou presque) à certains services sociaux élémentaires, logement, éducation, santé, énergie, transport, etc. qui jusque là avaient échappé (en partie) à l'appétit féroce des marchés sans remettre en cause le capitalisme, c'est justement les livrer aux prédateurs des marchés ou l'inverse d'une société du "*bien-vivre*". En prodédant par abstraction on peut toujours faire dire ce qu'on veut à la réalité.

Pour embobiner les travailleurs à l'heure où le capitalisme frappe violemment sur les travailleurs d'absolument tous les pays et continents à la fois, il lui est devenu de plus en plus difficile de camoufler plus longtemps son visage hideux et haineux à la face du monde, sa véritable nature basée sur des inégalités qui ne cessent de s'amplifier, aux abois le déni est devenu sa seule défense. Aussi, incapable de justifier son existence plus longtemps, il recourt au service d'économistes ou d'intellectuels (et au pape) acquis à sa cause, qui à défaut de pouvoir le légitimer puisque c'est devenu impossible tenteront de faire croire qu'en s'investissant dans la gestion de la société (ou de l'entreprise) chacun pourrait y trouver son compte et s'épanouir, alors qu'en réalité ils ne font que reprendre à leur compte la propagande individualiste et nihiliste des néolibéraux qui consiste à flatter l'ignorance de la population pendant que leurs maîtres tirent tranquillement les ficelles et continuent d'appliquer leur politique qui a pour objectif la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques.

Ils vont plus loin encore en associant les masses à ce processus, en les encourageant à profiter des espaces de liberté qu'il leur reste encore pour les mettre au service des objectifs que l'oligarchie s'est fixé d'atteindre (l'autogestion, la démocratie ou l'économie participative, etc. en font partie), en se faisant les artisans ou les organisateurs de leur propre esclavage, conditions qui une fois acceptées et mises en oeuvre par eux-mêmes de manière limitée dans certains domaines, ils ne pourront plus contestés par ailleurs, encore moins combattre et le tour est joué.

C'est du domaine de la manipulation psychologique, qui débouche sur des rapports sociaux où l'exploité se retrouve totalement désarmé et désemparé face au sort que l'oligarchie lui fait subir, une fois abdiqué son indépendance il est fin mûr pour devenir un sujet loyal et soumis au nouvel ordre mondial et la boucle est bouclée.

Dictature. Guerre psychologique et idéologique tout azimut.

Quand les nantis vivent entre eux, dans des quartiers chics, des ghettos pour riches, loin de la plèbe soumise à des difficultés sans nombre. La Cnil aux ordres des sionistes.

- Foncia épinglée par la Cnil pour des "*commentaires insultants*" - lepoint.fr

Quoi de plus normal à ce qu'un agent immobilier prenne des notes sur les clients ou futurs clients de l'agence où il travaille. Et bien non, afin de leur assurer le meilleur service possible, vaut mieux qu'il en dise le moins possible et qu'ils en savent le moins possible.

Ainsi par exemple, il pourra proposer à une "*famille juive très pratiquante*" comme l'un d'eux l'a noté dans un fichier client, un logement dans un quartier ou des juifs ont déjà fait l'objet d'agression, sans leur dire évidemment, ou à l'inverse, il pourra proposer un logement à une personne dont la physionomie ou l'habillement permet de détecter un salafiste ou apparenté sur le même palier ou la même cage d'escalier où réside une "*famille juive très pratiquante*", en aucun cas cet agent immobilier ne devrait tenir compte des spécificités de ces locataires ou propriétaires qu'il connaît et ne pas les informer au préalable. Et si par la suite la cohabitation entre eux s'avérait très difficile ou débouchait sur de graves incidents, il devrait s'en laver les mains et en aucun cas sa responsabilité pourrait être mise en cause, la faute à pas de chance quoi, un malencontreux hasard, la fatalité.

Bref, vaut mieux que les relations au sein de la population soient mauvaises, tendues, bien pourries, cela l'occupe, lui donne l'occasion de passer ses nerfs sur quelqu'un d'autre que le régime. Autre avantage, cela lui ote l'idée qu'elle pourrait vivre un tant soit peu heureuse, elle pourrait en prendre la mauvaise habitude et le revendiquer. Or il faut absolument qu'elle se mette dans la tête que ce n'est plus possible, elle doit abandonner cet idéal qui pourrait lui donner envie de vouloir changer la société, c'est fini il ne faut plus y penser, il faut apprendre à vivre dans un monde où la tension est permanente et les répits un luxe de plus en plus rare, personne n'y peut rien...

Voyons précisément de quoi il s'agissait.

Le magazine (à vomir de BHL) Le Point, un ou deux médias seulement ont relayé cette info, très peu en somme, qui est à la pointe de la guerre idéologique pour le compte des néolibéraux, la pire réaction, s'est emparé de cette affaire sans mentionner l'usage

à laquelle étaient réservées les notes prises sur ses clients ou futurs clients par le groupe FONCIA et réservés à ces derniers, autrement dit, notes qui n'étaient pas destinées une fois de plus à être diffusées à grande échelle ou à être publiées à destination du grand public, disons qu'elles étaient réservées exclusivement à un but purement professionnel, donc nous n'aurions jamais dû en avoir connaissance.

Etrangement, parmi ces milliers de notes prises par les agents immobiliers de FONCIA, une qui concernait des juifs en a été extraites et a été reproduites à plusieurs reprises, tronquée dans la présentation du magazine sioniste Le Point, la "*famille de juifs très pratiquante*" est devenue une "*famille de juifs*", et c'est seulement dans le dernier paragraphe de leur article en référence à la Cnil qu'ils mentionnent cette note intégralement. La note en entier ne pose aucun problème pour la raison que j'ai évoquée plus haut, en revanche, tronquée elle peut être assimilée à du racisme pour un esprit tordu et ils l'ont plus que tordu au Point.

On doit donc en déduire que c'est un des flics du Point qui a dû se dire qu'ils pourraient utiliser ce prétexte pour alimenter la guerre idéologique et psychologique qu'ils mènent contre les masses en y mêlant d'autres notes plus anodines, "*il sentait l'alcool*", "*folle*","*gros con*", et saisir la Cnil.

Extrait de l'article du Point (d'autres médias ont relayé cette info)

- "*Il sentait l'alcool*", "*folle*", "*famille de juifs*". La Cnil a envoyé un avertissement à l'agence immobilière pour les commentaires notés sur ses clients.

Foncia dans le viseur de la Cnil. L'agence immobilière a reçu un avertissement de la Commission nationale de l'informatique et des libertés pour "*des milliers de commentaires excessifs*" sur ses clients, ou ceux d'une filiale du groupe.

Si Foncia a tenté de faire annuler l'avertissement adressé après un contrôle de la Cnil il y a quatre ans en blâmant ses filiales et en affirmant n'avoir "*aucun contrôle d'activité ou de gestion sur leurs agences*", la décision a été confirmée le 12 mars par le Conseil d'État. (Ne vous étonnez pas que l'affaire remonte à 4 ans et soit ressortie dernièrement, la guerre idéologique qu'ils mènent contre les masses est permanente, sans fin. -ndlr)

Les commentaires de l'agence immobilière touchaient aussi bien à la vie privée, à l'état de santé qu'aux opinions religieuses de ses clients comme le révèle la Cnil sur son site...

La Cnil publie sur sa page web quelques commentaires notés par Foncia : "*famille de juifs très pratiquante*", "*expulsion d'un logement*", "*folle ! En dépression*", "*il sentait l'alcool lors de sa visite*", "*gros con*", "*enquête du SRPJ en cours*", "*son mari est décédé, son enfant un mois plus tard... encore un peu sous le choc*". Le Point 24.03

Dans le site de la Cnil, on a la confirmation que ces données n'étaient accessibles qu'à leurs clients ou futurs clients auxquels ils pensaient rendre ainsi un service. Peu importe, le Conseil d'Etat qui s'était manifesté récemment à la demande du Crif pour restreindre la liberté d'expression et interdire un spectacle au contenu antisioniste, a récidivé en donnant raison à la Cnil.

- Commentaires excessifs : le Conseil d'Etat confirme l'avertissement de la CNIL à l'encontre de la société FONCIA - cnil.fr

A l'occasion d'un contrôle opéré auprès du groupe FONCIA en 2010, la CNIL a constaté dans les fichiers la présence de milliers de commentaires excessifs portant sur des clients ou futurs clients d'agences immobilières, filiales du groupe. Dans le cadre des opérations de vente et de location, ces agences recensent les biens disponibles sur le marché et enregistrent dans leurs fichiers des informations sur les personnes détenant ou recherchant un bien immobilier. (www.cnil.fr)

En quoi cela devrait-il me choquer que dans un fichier sur mon épouse Magueswary figure la mention qu'elle est une hindouiste pratiquante ou même qu'elle est d'origine indienne ? En quoi cela serait-il raciste, discriminatoire ou je ne sais quoi ? Nullement.

Si je visite un appartement et que je rencontre un mes futurs voisins potentiels et qu'il m'informe que le locataire d'à côté picole comme un trou, bat son épouse et ses gosses qui hurlent, je le remercierais de tout coeur pour le renseignement qu'il m'aura fourni, il m'aura évité un cauchemar.

Et si je croise un petit monsieur avec sa kipa sur la tête, qui envisage de venir loger dans l'immeuble où j'habite, me demande si l'endroit est calme et sans problèmes, si je sais qu'il est truffé d'islamistes, d'après vous, dois-je lui dire ou dois-je me taire ? Je m'empresserais de l'informer évidemment, pas vous ? Pas les salopards du Point de toute évidence. La question qu'on doit se poser est de savoir pourquoi, qu'est-ce qu'ils cherchent, on l'a effleuré plus haut mais maintenant on peut aller plus loin.

Cela fait partie de leur stratégie de la tension, du chaos qu'ils cherchent à répandre dans tous les pays pour pouvoir continuer à gouverner et imposer leur politique ultra réactionnaire, il faut que toutes les couches de la société s'affrontent, mais pour cela il fau réunir un minimum de conditions, il faut leur fournir en permanence des prétextes pour se haïr, elles sont obligées de

vivre ensemble à l'exception des nantis, elles sont prises dans un piège dont elles ne peuvent pas s'échapper.

Chaque citoyen doit se sentir menacé, doit être angoissé, sa vie doit être un cauchemar pour lui faire avaler tout ce qu'on veut à coup de mensonges à répétition tous plus gros les uns que les autres, il en est arrivé à vouloir bien croire n'importe quoi (vote FN), il est au bord du désespoir ou déjà dépressif, il ne souhaite plus rien. A la longue, il va devenir complètement schizophrène, se renfermer sur lui-même, s'isoler de plus en plus devant son ordinateur ou sa console de jeu, s'enfermer chez lui ou fuir son domicile pour essayer de trouver la paix ou se sentir mieux ailleurs, mais la réalité le rattrape au premier tournant, et puis tous ceux qu'ils croisent ou rencontrent sont dans le même état que lui ou pire encore.

Il ne se sent en sécurité nulle part, d'ailleurs il ne sait jamais où il met les pieds, il ne sait pas à qui il a à faire, et là on lui dit qu'il ne vaut mieux pas, il l'apprendra assez tôt à son insue, qu'il accepte le triste sort que la société lui a réservé et qu'il se contente des quelques moments de bonheur qu'elle lui accorde encore généreusement, au travail par exemple, là au moins il peut se donner à fond, oublier tous ses tracas. Même les vacances ne lui procurent pas ou plus autant de bienfaits, car il angoisse rien qu'à l'idée qu'il va devoir rentrer chez lui, son enfer quotidien qu'il tente d'oublier en s'abrutissant devant la télévision, en picolant, en se défonçant ou en se bourant d'antidépresseurs.

S'il a un peu de fric, il va devenir un mercenaire de la consommation à outrance sans que cela ne lui procure un réel plaisir ou si éphémère qu'il déprimera aussitôt. Il peut aussi s'absorber dans un hobby jusqu'à s'y noyer pour tenter d'oublier sa situation ou la réalité. Rien n'y fait, elle le dépasse, elle exerce sur lui une emprise qu'il ne contrôle pas, d'ailleurs il ne contrôle rien, il n'est pas maître de sa vie et de son destin, il les subit, et au fur à mesure que son espace de liberté diminue l'étau que la société exerce sur lui se resserre un peu plus inexorablement, devient étouffant, l'atmosphère est suffocante. Parvenu à ce stade, il n'est même plus capable de penser, on pense à sa place et il s'abandonne à cette condition, sa volonté a abdiqué, il n'est plus qu'un pantin ou un pion qu'on manipule, parlez-lui de liberté et il prend un air hébété, il ne comprend pas de quoi vous lui parlez, à force d'être gorgé jusqu'à la gueule de besoins ou désirs, la source s'est tarie, il est devenu un légume qu'on peut presser sans qu'il réagisse, il accepte tout ou presque, il est devenu un mort vivant, son mode de vie et de pensée lui sont imposés et il n'a plus la force de s'y opposer, sa vie est une tragédie, comme celle de bien d'autres, même cela ne suffit plus à le consoler.

Il n'a jamais compris dans quel monde il vivait, et inconsciemment il s'en est tellement éloigné (de l'intérieur) qu'il lui semble plus étranger que jamais. Pour briser ce processus infernal qui va finir par le broyer, il faudrait qu'il en sorte, qu'il fournisse un effort extraordinaire, qu'il rompt avec cette société, qu'il fasse preuve de volonté, qu'il abandonne les idées qu'on s'est employé à incruster dans son cerveau fragile et maléable, qu'il mette toute son énergie au service d'une seule et même cause, briser, liquider les rapports sociaux qui sont à l'origine de sa condition d'esclave, faire table rase du passé pour bâtir une société nouvelle basée sur la justice sociale, le bien-être, l'épanouissement et le respect de chacun...

C'est parfaitement à sa portée s'il le décide. Existe-t-il une plus noble cause, un combat plus important que l'aider à y parvenir, car isolés nous ne sommes rien, rassemblés tout est possible.

En complément.

Les chiens de garde du régime veille à chaque coin de rue ou la réaction ne manque pas de larbins délateurs.

- Une «*zone sans relou*» contre le harcèlement de rue - Liberation.fr

A Paris, une trentaine de militantes ont organisé une action de sensibilisation aux sifflements et autres insultes intempestives dont sont souvent victimes les femmes. Liberation.fr 25.04

La barbarie, laquelle ? Celle du régime en place ?

- Ilan Halimi, otage de la barbarie en France - Liberation.fr

Eh oui, il est toujours bon de remettre les choses à leurs places ou de procéder par ordre en fonction des responsabilités de chacun.

Qui gouverne ? Qui est responsable de la décomposition de la société ? Les mêmes, la classe dominante, les capitalistes et leurs représentants. Le pauvre type qui verse dans la violence individuelle ou aveugle ne fait que les imiter, sans modèle cela ne lui viendrait pas à l'esprit ou il ne passerait pas à l'acte.

- Les racines qu'on n'attendait pas : le djihadisme français alimenté par des familles athées - Atlantico.fr

Les sionistes ne sont-ils pas athées ?

Le conditionnement et la haine enseignée dès la maternelle.

- Israël : la Shoah enseignée dès la maternelle - Le Nouvel Observateur

Rappelons que les sionistes ou les fondateurs d'Israël en ont été les complices, les instigateurs, documents ou déclarations à l'appui qui l'ont prouvé.

Ne les encourage-t-on pas quand on occupe leur pays ? Qui est l'agresseur ?

- Les attaques anti étrangers en Afghanistan: stratégie, hasard ou xénophobie? - AFP

Là aussi il faut remettre les choses dans l'ordre ou à leurs places.

ACTUALITE EN TITRES

Progrès social. Etat terroriste ou terroriste d'Etat : Bientôt un visa officiel.

- Lutte contre les départs de djihadistes: Le juge Trevidic propose la création d'une nouvelle infraction - 20minutes.fr

Les signataires (le juge antiterroriste Marc Trevidic, le consultant international spécialiste du terrorisme Jean-Charles Brisard et l'avocat Thibault de Montbrial - ndlr) prônent aussi «*la création d'un délit-obstacle d'interdiction de combattre à l'étranger sans autorisation*». 20minutes.fr 25.04

Cela a du bon, il n'y a pas à dire...

- Jordanie: face à la menace jihadiste liée à la Syrie, Amman renforce sa législation - AFP

C'est déjà beaucoup... trop !

- Européennes : seuls 35% des Français "*certains d'aller voter*" - Le Nouvel Observateur

... mais cela pourrait encore baisser en faisant un petit effort...

- Européennes 2014: L'UMP lance sa campagne sur fond de querelles intestines - 20minutes.fr

- Européennes: L'UMP veut une Europe "*à géométrie variable*" - AFP

- Wauquiez, Guaino et 40 parlementaires UMP veulent "*changer d'Europe*" - Francetv info

Parmi les signataires, également, certains n'imaginent «pas une seconde que ce texte aille à l'encontre de la ligne arrêtée par l'UMP», comme l'explique Patrick Ollier. Francetv info 25.04

... d'imagination, non, la source est tarie...

- Européennes: Le PS souhaite un "*coup de tonnerre*" progressiste pour "*réorienter l'Europe*" - AFP

On a la réponse : Boycott !

La flatterie est toujours petite, une bassesse.

- Lamassoure sur Sarkozy: un parti doit "*survivre à ses grands hommes*" - AFP

Quel chic, vive le progrès social !

- Camper près de chez soi devient tendance - 20minutes.fr

Sur le gazon du supermarché du coin, c'est pas mal ?

Un ghetto ou un coffre-fort sous haute protection.

- Chiffre - Liberation.fr

40 policiers sont mobilisés par la préfecture de police de Paris pour sécuriser la place Vendôme, les rues de la Paix, Saint-Honoré et Castiglione. Liberation.fr 25.04

Au fait, combien ça coûte, qui paie la note ? Cela doit être le quartier le mieux sécurisé de France. Le premier flic de France devenu Premier ministre les bichonne, ils doivent l'adorer, et ce n'est pas du toc !

Les classe et couche moyenne ont d'autres préoccupations franchement...

- Sans-abris : la situation est «*critique*» à Toulouse pour les associations - Liberation.fr

... par exemple...

- Acquérir une maison de vacances en Corse risque de devenir compliqué - LeFigaro.fr

Rat de marée...

- Trois députés PS annoncent qu'ils ne voteront pas le programme de stabilité - AFP

Selon eux, les 50 milliards d'euros d'économies prévues "*créent un risque majeur de récession et peuvent être considérablement atténués si les aides aux entreprises sont mieux ciblées: pourquoi s'enferrer?*". AFP 25.04

Qu'on se le dise...

- Compétitivité: la France a surtout perdu en productivité - AFP

- Compétitivité : les faibles gains de productivité en France en cause - LePoint.fr

En cause : l'augmentation des dépenses énergétiques, en particulier en gaz naturel, la faible croissance de la productivité par salarié et la hausse des salaires.

... message entendu 5/5...

- Emploi/compétitivité: Hollande et Valls réunissent lundi préfets et ministres - AFP

... cela pourrait s'arranger, on tient une piste...

- UE : les conditions de travail ont empiré avec la crise - LePoint.fr

... et peu importe si...

- L'euro fort efface la croissance du CA trimestriel de Renault - Reuters

... et le fin mot de cette comédie...

"*Il y a maintenant des pays aux bas coûts de production dans toutes les régions du monde*", a conclu M. Scalabre, directeur associé au Boston Consulting Group à Paris, qui a publiée vendredi une étude sur la compétitivité dans les différents pays. AFP 25.04

Chouette, non, au fait, n'était-ce pas cela leur objectif ? Attendez, le compte n'y est pas, ils veulent aller plus loin demain ce sera dans chaque pays qu'il devra y avoir des couches entières de travailleurs qui seront victimes de "*bas coûts de production*", on peut déjà en observer les prémices dans certains pays, non, par exemple en Allemagne, au Portugal, en Grèce, en Espagne, en Italie, mais aux Etats-Unis aussi.

Tout ne se passe pas forcément comme on le voudrait...

- Au Japon, le libre échange en échec - Liberation.fr

- Les rappels de véhicules avalent les bénéfices de GM - AFP

Pour n'avoir finalement rien obtenu et tout perdu ou presque...

- En Grèce, 20 000 manifestations en quatre ans de crise - LeMonde.fr

Pris aux pièges de leurs contradictions, manipulations et mensonges

Pas possible, c'est encore la théorie du complot...

- «*Internet est un projet de la CIA*»: Poutine trolle encore les Etats-Unis - Slate.fr

... ah mais non dites-donc, c'était vrai...

- Un ex-Anonymous dirigeait des attaques informatiques pour le FBI - Liberation.fr

Anonymous une officine de recrutement pour le FBI, comme c'est étonnant... Une confirmation en ce qui nous concerne.

... et là aussi

- Une télé allemande conteste la version officielle de la tuerie de Maïdan - Rue89 - Le Nouvel Observateur

Ah ben voilà comment la vérité devient contre-révolutionnaire, merde alors !

Le voile.

- Le magazine "*Time*" dévoile sa liste des 100 personnes les plus influentes - lepoint.fr

Après le groupe Bilderberg qui détient réellement le pouvoir, chut ! Mais il peut aussi y figurer l'élite ou de futurs candidats...

Quand on vous le disait de vous méfiez des femmes...

- Dans les gangs de Londres, les femmes meilleures criminelles que les hommes ? - Liberation.fr

Elles cachent bien leur jeu quand même ! Et les féministes hystériques n'ont pas encore porté plainte contre Libération pour ce titre diffamatoire ? Non, vraiment ? Pour une fois que leurs qualités sont mises en valeur ce serait franchement dommage ! On adore quand elles nous poignardent dans le dos, c'est leur spécialité, croyez-en mon expérience. Il faut bien se détendre un peu, c'est le week-end.

Quelle audace mal placée...

- La "*miraculée*" de Jean Paul II veut diffuser dans le monde son "*témoignage de foi et d'espoir*" - AFP

... car le miracle n'a pas eu lieu !

- Un jeune touriste meurt écrasé par la croix de Jean Paul II à Brescia - 20minutes.fr

Pas de bol, ce sera peut-être pour une autre fois, qui c'est... personnellement j'en doute un peu.

Et puis voilà ce qui arrive quand on est au mauvais endroit au mauvais moment, même la foi ne peut rien pour vous, c'est con.

Confrontation inter impérialistes

- La guerre des mots se durcit autour de l'Ukraine - Reuters

- Ukraine : où en sont les sanctions occidentales contre Moscou ? - LeMonde.fr

- Ukraine : des observateurs de l'OSCE capturés à Sloviansk - Francetv info

- Washington accuse la Russie de violer l'espace aérien ukrainien - Libération.fr

- L'Ukraine accuse Moscou de vouloir lancer "*une troisième guerre mondiale*" - LePoint.fr -

- L'ONU redoute une invasion russe - LeFigaro.fr

Leur vieux monde infâme.

- Pouvoirs étendus pour les services de renseignement turcs - Reuters

- Le chef d'Al Qaeda appelle à nouveau à enlever des Occidentaux - Libération.fr

- Attentat au cours d'un meeting à Bagdad, à une semaine des élections générales - LeMonde.fr

- Près de 30 morts dans des attentats antichiites en Irak - Reuters

- Irak: 13 morts dont 8 dans un attentat à la voiture piégée - AFP

- Des musulmans de Centrafrique prônent une partition du pays - Reuters

Haut de page

Le 27 avril 2014

CAUSERIE

Peu d'infos ce matin, du coup j'ai actualisé rapidement les infos en bref. Je vais maintenant formater les adresses des nouveaux articles à publier dans le site, 30 ou 40 je ne sais pas au juste.

Si vous avez lu la causerie d'hier et le passage sur *Anonymous*, cessez de vous confiner dans l'anonymat, vous faites le jeu des inquisiteurs, un conseil d'ami. Bon dimanche quand même.

Une vidéo à voir absolument et à faire circuler.

ARD : Qui est responsable du carnage de Maïdan ? 11/04/2014

http://www.dailymotion.com/video/x1qnu74_ard-qui-est-responsable-du-carnage-de-maidan-11-04-2014_webcam#from=embediframe

- Ukraine : une enquête contredit la version officielle sur les snipers de la place Maïden - Francetv info

La version officielle, celle du Procureur général membre du parti néonazi Svoboda, cela ne s'invente pas et figure dans cette vidéo.

Questions : Un chef de l'Etat, un gouvernement, un parti politique qui apportent leur soutien à une telle version et à un gouvernement composé notamment de nazis sont-ils de gauche, ont-ils été un jour de gauche, depuis quand ne le sont-ils plus, à quelle occasion ont-ils cessé de l'être ? Et qu'en est-il des partis qui sont alliés de ce parti, le PS en l'occurrence ?

Absolument aucun militant ouvrier n'a le droit d'occulter ces questions, de refuser de répondre à ces questions ou alors il n'est pas digne d'appartenir au mouvement ouvrier. Eh oui la dialectique, personne n'y échappe! Rassurez-vous, la vérité est toujours révolutionnaire.

Ouah, comme vous y allez, vous voilà bien intolérant ! Ne pas tolérer le laxisme dans certaines circonstances, est-ce faire preuve de responsabilité ou est-ce criminel ? Vous faites encore dans l'excès direz-vous. Vous m'emmerdez à la fin avec vos manières de petits bourgeois effarouchés, vous avez vu l'état du monde, le sort atroce réservé quotidiennement à une multitude de

peuples, alors cessez de geindre le ventre plein et regardez la réalité en face, bordel, et si vous en faites des cauchemars et bien tant mieux, cela vous forcera peut-être à réfléchir davantage, qui sait, vous finirez peut-être par prendre conscience du monde tel qu'il est vraiment...

Je crois qu'avant de faire table rase du passé, il faudra impérativement tirer les leçons de l'incurie politique de nos dirigeants pendant plus d'un demi-siècle, à condition de regarder la réalité en face, de reconnaître les faits, pour le moment c'est loin d'être gagné d'avance, d'où la chute inexorable dans laquelle ils entraînent avec eux leurs militants, le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Etre de gauche, c'est vouloir en finir avec le capitalisme, maintenant, tout de suite, immédiatement, sinon c'est s'en accommoder et être de droite. A chacun de choisir son camp.

ACTUALITE EN TITRES

Existentialisme.

- Pourquoi la lutte contre les paradis fiscaux et l'instabilité financière reste inefficace - Atlantico.fr

Le progrès social : La lotterie qui permet d'en sauver un et de laisser crever des milliers.

- Royaume-Uni : un adolescent victime d'un cancer lève plus de trois millions d'euros - Francetv info

Obama Day

- Plusieurs milliers de scouts célèbrent 70 ans de paix en Europe - AFP

Plusieurs milliers de scouts, venus surtout des Etats-Unis et d'Europe, ont célébré samedi 70 ans de paix en Europe à Omaha Beach, l'une des plages du Débarquement des Alliés. AFP 26.04

Et la Serbie bombardée par l'OTAN ? En 20 ans ils ont eu le temps de réécrire l'histoire. Ce ne sont pas les mêmes qui nous rebattent les oreilles avec leur "*devoir de mémoire*" ? A géométrie variable, quand cela les arrange, la Serbie, elle est insignifiante, mais Israël...

Encore une qui ne sait pas tirer !

- Après avoir trop bu, une femme ne se souvient plus si elle a tiré sur son mari - Francetv info

Rassurez-vous, il n'est que légèrement blessé à une épaule !

ACTUALITÉ DU JOUR

Mensonge d'Etat et complicité d'enlèvement. Soutien à la barbarie.

- Otages : la France dément avoir versé une rançon de 18 millions de dollars - LeMonde.fr

- Libération des journalistes en Syrie: Paris a versé 18 millions de dollars, affirme Focus - AFP

La France a versé 18 millions de dollars pour la libération des quatre journalistes français enlevés en juin 2013 en Syrie et relâchés la semaine dernière, affirme samedi l'hebdomadaire allemand Focus, contredisant ainsi Paris.

Les fonds, convoyés vers Ankara par le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian, ont été versés aux ravisseurs par l'intermédiaire des services secrets turcs, écrit Focus, citant des sources proches de l'Otan à Bruxelles.

Selon des experts de l'Otan, l'espionnage français a été informé dès le début de la prise d'otage du lieu de détention des

quatre journalistes, mais a renoncé à une intervention armée pour les libérer en raison des combats qui secouent la Syrie, poursuit le magazine. AFP 26.04

Focus fournit des informations trop précises en citant sa source pour qu'elles soient fausses.

On comprend dès lors pourquoi ces "*otages*" n'avaient aucune raison de s'inquiéter sur leur sort comme ils l'ont avoué maladroitement. En partie parce qu'ils en ignoraient les raisons, en partie seulement car ils savaient très bien que leurs ravisseurs connaissaient leur positionnement politique contre Assad, d'où ils venaient, qu'ils étaient Français, et journalistes et intellectuels sont dans leur immense majorité alignés sur le gouvernement Hollande-Valls-Fabius ami de l'Arabie saoudite leur principal bailleur de fonds, donc pourquoi les tuer...

La gauche était déjà morte depuis des lustres.

- François Hollande « *pas assez à gauche* » pour une majorité de sympathisants de gauche - LeMonde.fr

Une majorité de sympathisants de gauche (56 %) juge que François Hollande n'est « pas assez à gauche », soit 16 points de plus qu'en novembre 2012, selon un sondage BVA pour i-Télé, CQFD et Le Parisien/Aujourd'hui en France publié samedi 26 avril.

Parmi les mêmes, le chef de l'Etat est jugé « *trop à gauche* » par 6 % d'entre eux et « *juste comme il faut* » par 36 %. LeMonde.fr 26.04

Autrement dit à peu de choses près de droite ou de gauche ils portent la même appréciation sur Hollande et Valls, ce qui signifie (comme à Hayange, lire la causerie d'hier), leur niveau de conscience politique ne dépasse pas le niveau zéro.

On vous a trompé en vous faisant croire qu'il suffisait de se battre pour des revendications alimentaires pour être de gauche, cela ne signifiait en aucune manière que les travailleurs auraient acquis une conscience de classe, souvenez-vous, les apparences sont souvent trompeuses et s'y fier peut s'avérer dramatique parfois. Nous y sommes.

Souvenez-vous ce qu'on a écrit à plusieurs reprises, les questions que nous avons été les seuls à poser car elles effrayaient vos dirigeants : Quelle est la nature du mouvement ouvrier ? Quelle est l'orientation de telle ou telle mobilisation sociale ? Quel est le niveau de conscience politique des masses ? Répondre à ces questions permettait de comprendre qu'on avait touché le fond, qu'on était en présence d'une gigantesque imposture ou complot si vous préférez, que nos dirigeants avait faux sur toute la ligne depuis des décennies et qu'ils ne pouvaient pas en avoir conscience, que la réalité n'était pas celle qu'ils nous avaient vendue à coup d'artifices et manoeuvres d'appareil, etc.

En résumé, on pourrait peut-être dire qu'à partir du moment où le mouvement ouvrier avait cessé de combattre pour changer la société il avait signé son arrêt de mort, la gauche était morte, et l'extrême gauche avec évidemment. On entend par là ses dirigeants.

Que par ailleurs des militants et des travailleurs sincères et courageux continuent de se battre ou tentent de résister au rouleau compresseur de la réaction ou du néolibéralisme, c'est un fait, on n'a jamais dit le contraire, mais sans direction, sans orientation politique, ils sont voués à être broyés (à leur tour comme les générations passées), à l'échec ou pire au désespoir et à la démobilisation, au delà à la capitulation, à s'accommoder du capitalisme, d'autres prendront leurs places (faisant illusion une fois de plus) et ainsi de suite sans que rien ne change, pendant que notre ennemi continuera d'appliquer sa politique dévastatrice et avancera pas à pas vers l'objectif stratégique qu'il s'est fixé avec une détermination et un cynisme à toute épreuve. C'est là sa force et notre faiblesse, sa détermination à ne rien lâcher, à ne jamais s'écarter de son objectif politique, tandis de notre côté, on est prompt au compromis, à la conciliation, au reniement, pour finalement abandonner notre objectif politique, la prise du pouvoir. On en est rendu au stade où nous n'avons ni parti ni Internationale ouvrière dignes de ce nom. Et notre ennemi le sait pertinemment, alors il en profite, il en devient hystérique et se croit tout permis, c'est normal.

Pour la suite, je vous renvoie aux causeries depuis août 2008, je n'ai ni l'intention ni le temps de répéter sans cesse les mêmes choses, en vain apparemment, je suis épuisé.

Qu'on continue de reproduire les erreurs du passé et dans ce cas-là vous pourrez dire adieu au socialisme. Si vous n'avez pas le courage ou les moyens politique pour affronter vos dirigeants pour leur imposer de renouer avec le marxisme et le socialisme, alors démissionnés en masse de vos partis, quand ils se retrouveront totalement isolés et seuls avec leur appareil moribond et dans l'impossibilité d'assurer sa survie financière, ils craqueront, et espérons que cela produira le déclic salutaire dans la tête de certains pour fonder un nouveau parti qui cette fois sera sans tâche et engagé dans la bonne direction.

En complément.

Vous auriez tort d'avoir des scrupules, pourquoi après tout ?

- L'UDI pourrait voter le programme de responsabilité sous conditions - AFP

General Motors nomme un syndicaliste à son conseil d'administration - AFP

Un "*syndicaliste*"... patronal. En France aussi ils sont nombreux ces lieutenants ouvriers du capital, très nombreux même, et ils n'ont même pas besoin d'adhérer à l'UMP ou au FN, non, leur carte de la CGT, FO, FSU ou SUD suffit.

C'est politiquement incorrect de le dire, n'est-ce pas ? Cela fait bien partie de la réalité oui ou non, effectivement, mais cela ne se dit pas, on ne doit pas chercher à comprendre pourquoi, qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique, non, il faut éviter de se poser toutes ces questions embarrassantes qui pourraient nous permettre de mieux comprendre la situation où pourquoi nous en sommes arrivés là aujourd'hui. Pour que tout continue comme avant ? Si vous le pensez si fort, je n'oserai pas vous contredire.

Ceux qui n'acceptent pas ou ne supportent que l'on tienne compte de ce facteur dans nos analyses ou qu'on l'évoque tout simplement et qui veulent nous faire taîre, ne se comportent-ils pas exactement commes tous les inquisiteurs, censeurs et autres procureurs généraux qui sévissent aujourd'hui en chiens de garde de la pensée unique et du régime, qui s'approprient son idéologie que l'ensemble de la population devrait adopter ou devant laquelle elle devrait se soumettre au point de ne plus oser dire tout haut ce qu'elle pense vraiment, en fait lui oter la seule liberté qu'il lui reste encore dès lors menacée ou placée sous haute surveillance.

Nous ne nous ferons jamais les complices de telles méthodes qui confinent à la dictature bureaucratique, à la dictature tout court. Les travailleurs et les militants ont parfaitement le droit de penser ce qu'ils veulent, même parfois les choses les plus horribles, il arrive aussi que les mots dépassent la pensée ou les traduisent maladroitement, comme nous conservons le droit de dire librement ce que nous en pensons, c'est cela notre conception de la démocratie.

Il existe déjà suffisamment d'espaces ou de lieus dans la société où nous ne pouvons pas nous exprimer librement, où la liberté de pensée est réduite ou limitée, où l'on doit faire attention à ce que l'on dit, notre lieu de travail ou notre propre famille, devant un patron, un petit chef, un flic ou un juge, parfois un employé d'une administration par exemple, alors si en plus on ne pouvait plus s'exprimer librement là où c'est encore possible de le faire, ici dans ce portail, autant se couper les mains tout de suite ou se poser un bâillon devant la bouche, mieux se tirer une balle dans la tête pour ne pas vivre dans une telle société.

Haut de page

Le 28 avril 2014

CAUSERIE

Dimanche 27 avril, 17h19 à Pondichéry.

33 documents ont été ajoutés, il reste ceux du portail Le Grand Soir que j'hésite à publier dorénavant car il y a beaucoup de rebuts, des articles qui sont inspirés très souvent uniquement par la situation de leurs auteurs, ce dont entre nous on n'a rien à foutre, ce qui nous intéresse ce sont les faits et accessoirement les analyses qui les accompagnent pour mieux cerner ou comprendre la situation.

Si je n'écris plus d'articles en dehors de ceux qui sont intégrés dans les causeries, c'est par manque de temps et parce d'autres le font très bien, même si je ne partage pas forcément leurs analyses, surtout leurs conclusions pratiques, inexistantes la plupart du temps ou on les connaît, aussi on ne risque pas de se fourvoyer en les adoptant, c'est au moins un avantage pour les militants qui ne disposent pas forcément des outils théoriques pour éviter tous les pièges ou trappes à impasses.

Il leur suffit d'avoir à l'esprit ou d'adopter ce qui figure dans la colonne de gauche de la page d'accueil de notre site qui résume assez bien notre programme pour ne pas se laisser manipuler, c'est le fil ou la voie qui nous relie à l'objectif de notre combat politique.

Je vais essayer de trouver le temps demain matin de lire en diagonale les 22 articles du site Le Grand Soir que j'ai téléchargés avant de voir ceux qui méritent d'être mis en ligne et ceux qu'il faut écarter. On actualisera en même temps la rubrique *Articles d'actualité* avec des articles récents qui valent vraiment le coup d'être lus. Quel boulot ! Ici il fait 40°C !

Salut !

Lundi 21h47 à Pondy

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisé, je vous conseille de lire ces articles et de les faire circuler, il figurent tous au format pdf dans cette page. Pas le temps de terminer l'actualisation du site, ce sera pour demain matin.

Haut de page

Le 29 avril 2014

CAUSERIE

Aujourd'hui, c'est l'anniversaire de ma petite-fille Cassie...

Site actualisé sommairement, la suite demain. De nouveaux articles en ligne dans la journée.

Un truc très vite, je dois aller faire des courses. Regardez-vous parfois la télé ?

J'ai regardé un numéro de Thalassa consacré à Shangaï et un de Complément d'enquête sur la Russie et particulièrement les milliardaires russes installés en Grande-Bretagne, 200 à 300 mille millionnaires ou miliardaires russes y auraient trouvé refuge.

A Shangaï ou à Londres, ces ultra riches chinois ou russes vivent comme des seigneurs sous l'Ancien régime, ils croulent tellement sous une montagne de fric qu'ils ne savent plus comment le dépenser, des bouteilles de vin qui coûtent des dizaines de milliers d'euros et j'en passe, c'est complètement dingue, tandis qu'au même moment tous les gouvernements s'attaquent au niveau de vie des masses laborieuses en voulant réduire ou contenir le coût du travail, aux services publics, etc. Le gouvernement américain continuant de dépenser des centaines de milliards de dollars dans la guerre ou l'économie de guerre, guerre contre tous les peuples, contre les travailleurs américains.

Quand on a à l'esprit les sommes faramineuses ainsi concentrées entre quelques mains seulement ou englouties dans la guerre, et qu'on observe de quelle manière les partis ouvriers traitent l'actualité sociale et politique, manifestement sans en tenir compte le moins du monde, on est frappé de stupeur, ils sont comme tétanisés, incapables de faire le lien entre les deux, le sort de ces nantis et la politique du gouvernement, le sort des masses expoitées, ils enchaînent imperturbablement avec le même discours, ils n'entendent pas remettre en cause leur stratégie ou leur conception de la lutte de classe, ils ne se rendent pas compte qu'ils sont totalement dépassés par les évènements, que nos ennemis se sont dotés de nouvelles armes terriblement redoutables pour mener leur combat de classe, et efficaces puisqu'on est incapable de leur opposer un discours et une méthode pour leur donner le change, construire le parti.

Je me demande dans quel monde ils vivent, sans plaisanter ou vouloir être absolument désagréable envers eux, non, je le pense sincèrement, je ne comprends pas... A suivre.

Une réflexion au passage

Les Américains se servent du pétrole et gaz de schiste pour mener leur guerre économique contre les pays les plus développés en Europe (notamment) de la même manière qu'ils avaient fait baisser artificiellement le prix du baril de pétrole pour mener à la faillite l'URSS.

La prudence n'est plus vraiment de mise.

- Le Boeing de la Malaysia Airlines ne sera peut-être jamais retrouvé - lefigaro.fr 28.04

Exactement comme l'avion qui se serait écrasé sur le Pentagone le 11 septembre 2011, on n'a absolument rien retrouvé, pas le moindre débris, pas le moindre corps des passagers, pulvérisé ou plutôt volatilisé, détourné et écrasé quelque part.

Qui d'autres que aurait-il pu monter un coup pareil ?

- Blackstone et Jacob Rothschild, bénéficiaires de la disparition de l'avion de Malaysia Airlines ? - Le Réseau Voltaire (28.04)

Soudain, tout s'explique...

Une vidéo à voir

Ukraine : Pour Timochenko "*il faut prendre les armes et tuer ces maudits russes*"

http://www.youtube.com/watch?v=TLL0-dvK1Hk

Ukraine : Un enregistrement d'une conversation téléphonique datée du 18 Mars 2014 a été publié sur YouTube. Les interlocuteurs de l'enregistrement sont Ioulia Timochenko, ancien Premier ministre et Nestor Shufrich, l'ex-vice-ministre de la sécurité nationale et de la défense du pays.

Pour Timochenko "*il faut prendre les armes et tuer ces maudits russes avec leur chef.*"

Nestor Shufrich : "*Que devons-nous faire avec les 8 millions de Russes qui sont restés en Ukraine ? Ils sont exclus !*"

Ioulia Timochenko : "*Ils doivent être tués avec des armes nucléaires.*" "*Et je vais utiliser tous mes moyens de sorte qu'il n'y ait plus rien, pas même un champ brûlé, laissé à la Russie.*" lejournaldusiecle.com

Qu'est-ce que c'est le réformisme.

Hollande ferait-il une politique contraire à celle de Jaurès comme l'a affirmé hier Mélenchon et pour cette raison tournerait-il le dos au réformismisme ?

En réalité, le réformisme consiste à revendiquer des réformes sociales, par nature progressistes qui pourraient être satisfaites en régime capitaliste ou qui seraient compatibles avec l'existence du régime capitaliste et rien de plus.

Selon la période dans laquelle se trouve le capitalisme ou son état, avant, pendant ou après une crise, stagnation, dépression ou expansion, ainsi que le rapport de force entre les classes, la lutte des classes, flux ou reflux du mouvement ouvrier, des réformes sociales peuvent être adoptées ou conquises, ou à l'inverse des contre-réformes peuvent être appliquées et nos acquis sociaux être amputés ou disparaître, période révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, offensive de la classe ouvrière ou réaction sur toute la ligne.

Le réformiste se moque bien de savoir quelle est la situation, imperturbablement il tient le même discours et recourt aux mêmes moyens pour faire adopter ses réformes, qui seront adoptées ou non, peu importe, même lorsqu'il se trouve confronté à une situation où plus aucune réforme progressiste n'est adoptée depuis des décennies et qu'au contraire les réformes passées disparaissent.

Ce que nous avons dit plus haut doit être précisé, en fait il infléchit son discours en période de réaction, il se droitise, et c'est là que cela devient intéressant, car au même moment son masque se fissure ou tombe lorsqu'il arrive au pouvoir, c'est à ce moment-là que sa véritable nature se retrouve à nue. On constate alors qu'il est totalement subordonné au régime capitaliste, certains le découvrent alors qu'en réalité il l'a toujours été, on s'aperçoit que ses réelles intentions ne coïncidaient pas vraiment avec son discours ainsi que l'image qu'il donnait de lui-même ou de son parti jusque là.

En réalité, la seule chose qui ait changé, c'est la situation marquée par la crise du capitalisme, son incapacité à surmonter ses contradictions qui sont sont inhérentes à sa nature, à ses fondements.

Aussi quand l'adoption de nouvelles réformes sociales est devenue impossible et qu'au contraire celles acquises sont rognées les unes après les autres, le réformiste est réduit à l'impuissance. Son discours est creux, vide, il en vient à émettre des promesses, à mentir effrontément, grossièrement, maladroitement, à se contredire la phrase suivante ou le lendemain, ses propos deviennent de plus en plus inconhérents, jusqu'au ridicule, il ne lui reste plus qu'à demander à son auditoire de le croire sur parole, mais il arrive un moment où plus personne n'est disposé à l'écouter, il se répète, il s'enfonce dans la niaiserie, il a fini par saper le peu de confiance qu'on pouvait encore lui accorder.

Il en vient à reprendre à son compte les arguments et la politique du parti de l'ordre, à soutenir ouvertement le régime, ainsi il se démasque tout seul.

Le réformiste ne peut rien proposer de plus aux travailleurs que ce que le capitalisme est disposé à leur accorder ou céder selon la situation. Ils ne doivent rien en attendre de plus, autrement dit, finalement rien, puisque tous leurs acquis sociaux et politiques leur seront repris un à un à la première occasion, quand le rapport de forces leur sera défavorable. Alors à quoi mène le réformisme ? A la situation actuelle, inexorablement, c'est infaillible. Pourquoi ?

Nous l'avons dit plus haut, parce qu'il est entièrement soumis au capitalisme, et comme il ne peut pas envisager qu'il pourrait exister une autre société que celle bâtit sur le modèle économique capitaliste, il ne peut pas concevoir non plus les moyens politiques qui permettrait de passer outre ou d'envisager l'avenir au delà du capitalisme, pour lui c'est une limite infranchissable.

Sa propre existence, il la doit au régime en place, à ses institutions politiques, à la Constitution à laquelle il se soumet. Il voue un culte borné à la légalité, il estime que le capitalisme est légitime et que juridiquement son existence est justifiée, sa réflexion n'ira pas au delà, toute tentative d'aller voir au delà l'effraie et il condamne ceux qui osent s'y aventurer, c'est un personnage faible et servil, un serviteur du régime et il ne peut pas se départir de ce rôle.

Il a épousé la cause du capitalisme pour le meilleur et le pire, d'où le danger extrême de se méprendre sur sa nature ou ses intentions, jamais il ne franchira le pas pour épouser la cause des opprimés ou de la révolution socialiste, sauf quelques rares exceptions qui confirment la règle. Il est fondamentalement réactionnaire et le restera jusqu'au bout.

Le réformiste a pour vocation de détourner les travailleurs et militants du socialisme pour le compte du régime capitaliste. Et il n'en a pas d'autes.

Il est le fossoyeur en chef du socialisme en empruntant son vocabulaire, d'où notre devoir de le démasquer avant qu'il en soit lui-même arrivé à cette extrémité, car à ce moment-là il sera trop tard, non pas pour le combattre, mais pour se prémunir contre ce qui va nous arriver, maintenant, tout de suite, contre lequel désarmés ou inorganisés nous ne pouvons rien ou presque, car à trop attendre ou à avoir voulu conciler ce qui ne pouvait pas ou ne devait pas l'être nous sommes nous-mêmes mis dans une situation ou nous sommes réduits à l'impuissance et à subir le sort que le capitalisme nous a réservé... et le réformiste qui en est le complice ou l'agent sous un faux masque.

Quand le réformiste se place au côté des travailleurs, c'est pour mieux les ramener au côté des capitalistes. De la même manière que toute réforme tend à renforcer le régime capitaliste dès lors qu'il n'existe pas un puissant parti ouvrier pour interpréter l'expérience de la lutte de classe des travailleurs dans la bonne direction ou en tirer des leçons politiques dans la perspective du combat pour la prise du pouvoir et le socialisme.

L'absence de cette dimension ou perspective politique dans le combat que mène le mouvement ouvrier, témoigne à la fois du ravage qu'a causé sur lui le réformisme, que son degré de subordination au capitalisme. Le refus de tous les partis dits ouvriers de caractériser le contenu des différents mouvements sociaux auxquels les masses ont participé ou les différentes expériences politiques auxquelles elles ont été associées, témoigne à son tour de la gangrène réformiste qui les a gagnés. On peut toujours contester ce constat qui a valeur aussi de bilan politique, dans ce cas-là il ne faut s'attendre à aucun changement dans le futur, on doit s'attendre à encaisser de terribles défaites sans en tirer le moindre profit. Paradoxalement, il semblerait que plus on dispose d'éléments pour affronter le capitalisme, moins on est capable de le combattre, alors de là à penser que c'est la volonté qui fait défaut, on est en droit de se poser cette question.

En politique comme dans la vie en général, toute expérience qui ne se solde pas par des enseignements aura été vécue en pure perte, pour rien. On a négligé l'éducation politique des masses (comme celle des militants), le combat idéologique, on nous a expliqué que mécaniquement il suffirait que les masses (certaines couches seulement) participent à la lutte des classes pour que leur niveau de conscience politique s'élève, or il n'en a rien été.

Cette conception de la lutte de classe est conforme au réformisme ou inspirée par le réformisme, pour lequel il n'est pas indispensable d'élever le niveau de conscience des masses, puisque leur combat doit se limiter à un objectif immmédiat ou à leur portée, elles ne doivent pas lutter pour un objectif politique, le but de leur combat n'est pas le renversement de l'ordre établi et la prise du pouvoir, mais seulement mieux vivre en régime capitaliste, qui de réforme en réforme réalisera un jour les objectifs du socialisme, autrement dit jamais !

Il a abdiqué, renié le socialisme, voilà le fin mot du réformisme. Le réformisme n'est pas socialiste, mais antisocialiste. C'est la nature des partis qui s'en réclament.

Alors : Réforme sociale ou révolution ?

On a les référence qu'on peut.

- PS: "*il faut savoir terminer une fronde*", dit Cambadelis - AFP

Il se prend pour MauriceThorez, le briseur de grève et premier stalinien de France. Si vous lisez attentivement ses déclarations et sa stratégie, vous constaterez que le PS et ses dirigeants n'ont rien inventé, par exemple et c'est d'actualité tendre « *la main aux catholiques* », « *l'antifascisme* », le « *Front des Français* » ou appel à l'unité des Français contre la crise, pour gagner la « *bataille de la croissance* », hier celle de la « *production* » au PCF

Le 11 juin 1936, Maurice Thorez, secrétaire général du PCF: "*il faut savoir terminer une grève*".

Le 17 avril 1936, dans une allocution radiodiffusée, Thorez tend la main aux catholiques et aux Croix-de-feu.

En août 1936, il propose d'élargir vers la droite le Front populaire en faisant, sur la base de l'antifascisme, un « *Front des Français* ».

En complément , un bref rappel des glorieux faits d'arme de Thorez et du PCF.

C'est à cette époque que Thorez, suivant le modèle de Staline en URSS, instaure, au sein du parti, un certain culte vis-à-vis de sa personne. En effet, Thorez a une grande admiration pour Staline. Pour renforcer son image personnelle, il publie, en 1937, une autobiographie, Fils du peuple, écrite en fait par Jean Fréville qui sous-traitait lui-même la biographie à un autre nègre et devait, selon la suggestion de Paul Vaillant-Couturier, incarner l'histoire du communisme français. Thorez dédicace à Staline un exemplaire publié en 1937 aux Éditions sociales internationales (E.S.I.) : « *Au camarade Staline, le constructeur génial du socialisme, le chef aimé des travailleurs du monde entier, le guide des peuples, le Maître et l'ami, qui me fit, un jour heureux entre tous, le grand honneur de me recevoir, en témoignage de ma fidélité absolue et de mon amour filial.* »

En Décembre, de Gaulle se rendit à Moscou, signa un pacte et amnistia Thorez (qui se trouvait toujours sous le coup de poursuites pour désertion en 1939). Non seulement Thorez eut la permission de rentrer en France, mais le voyage fut même préparé avec beaucoup de diligence. Car Thorez avait un discours important et urgent à faire.

Ce fut le célèbre discours d'Ivry (rapport à la session du Comité central des 21-22 et 23 janvier 1945 à la salle des Fêtes de la mairie d'Ivry) : "*Les FTP, gardes civiques et autres formations n'ont plus de raison d'être. Seule la police est qualifiée pour assurer l'ordre. Un seul Etat, une seule armée, une seule police*". La police dont parlait Thorez était celle qui avait collaboré avec les nazis pendant la guerre.

Parlant de l'armée il ira encore plus loin: dans les concession en affirmant, devant les délégués stupéfaits: " *les cadres font défaut, dit-on, cependant nous ne manquons pas d'officiers de valeur y compris ceux qui ont pu se laisser abuser un certain temps par Pétain …*" Pourtant les travailleurs de Paris acceptèrent les instructions de Thorez et ils furent désarmés. (http://revuesocialisme et http://chsprod.hypotheses.org - André Calvès)

1945 : Thorez " *La grève, c'est l'arme des trusts.* "

...dans une interview pour le Times du 18 novembre 1946 qu'il existe pour aller vers le socialisme « *d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes* ».

... il devient ministre d'État sous de Gaulle, et vice-président du Conseil des gouvernements Gouin, Bidault et Ramadier jusqu'en 1947.

... il est aussi l'un des instruments les plus fidèles de la politique du Kremlin, par exemple lors de l'insurrection hongroise de 1956.

Il fait partie des dignitaires de l'appareil les plus hostiles à toute remise en cause de Staline. Parallèlement, il soutient constamment la bourgeoisie française, notamment en votant les pouvoirs spéciaux permettant à G. Mollet d'amplifier la politique de « *maintien de l'ordre* » en Algérie.

Dans son « *message de condoléances* » à la mort de Thorez, De Gaulle lui rend hommage à sa manière :

« *À une époque décisive pour la France, le Président Maurice Thorez a, à mon appel, et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale.* ». (source : MIA et Wikipédia)

A moins que le renégat Cambadelis se prenne à rêver à la présidentielle, après tout n'est-il pas lui aussi natif de Neuilly-sur-Seine ? Et puis ce ne serait pas la première fois qu'un premier secrétaire du PS serait candidat à la présidentielle, encore faudrait-il qu'il dure jusqu'en 2017, et là rien n'est moins sûr avec la crise qui secoue son parti et le régime. Il faut lui reconnaître le talent de la langue de bois ou plutôt de faire feu de tout bois, apparemment Fabius lui sert de modèle. Il rêve peut-être aussi d'intégrer le club très fermé des bildergbergers, qui sait ! Mais là cela ne dépend pas de lui.

Nicolas Sarkozy mardi 20 novembre 2007 : (au septième jour du blocage dans les transports contre la réforme des régimes spéciaux de retraite)

"*Il faut savoir terminer une grève lorsque s'ouvre le temps de la discussion*", a lancé le chef de l'Etat lors du 90e congrès des maires de France, à Paris, reprenant à son compte une partie de la célèbre formule du dirigeant communiste Maurice Thorez en juin 1936 ("Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue"). nouvelobs.com 22.11.2007

Je vous donne les adresses complètes des deux pages (Regards de militants, vidéos et documents) dont j'ai tiré des extraits plus haut sur Thorez et le PCF pour ceux que cela intéresse.

http://chsprod.hypotheses.org/jean-rene-chauvin-parcours-dun-militant/annees-40/1032-2

http://chsprod.hypotheses.org/1944-1947-gardes-civiques-greves-communistes-au-gouvernement

J'ai relevé à la fin du second document :

- (1944 – 1947) "*Au terme de cette époque le Prolétariat français était déçu, il restait encore combatif, mais d'offensive en 1945 sa combativité était devenue défensive et sans perspectives.*"

C'est semble-t-il à ce moment-là qu'il fallait changer de stratégie. Pour en avoir été incapables ou s'y être refusés, les trotskistes auront une politique toujours plus droitières, social-démocrate ou trade-unioniste, soumise aux appareils des syndicats, du PS ou du PCF, aux institutions. On attend toujours...

A quoi reconnaît-on la gauche ?

Tout de blanc vêtu et coiffé d'une mitre, le pape à la retraite a pris place à gauche de l'autel, afin de ne pas créer de confusion avec le pape régnant. LePoint.fr 27.04

Un dirigeant de gauche, vraiment ?

Alstom. Social-patriotisme. Qui a fustigé les patrons parce qu'il n'assumaient pas leur "*responsabilité envers la patrie*" ? Qui tiennent le même discours ?

- Alstom: Mélenchon favorable à une "*nationalisation temporaire*" - AFP 27.04

- Alstom : Copé favorable à "*une prise de participation symbolique*" et temporaire de l'État - LePoint.fr 28.04

- Alstom : Wauquiez favorable à l'émergence d'un "*géant européen*" de l'énergie - LePoint.fr 28.04

Qui a dit ?

- "*Ce qui est en cause c'est l'incurie des pouvoirs politiques en France et la démission des capitalistes français comme M. Bouygues et autres qui vendent tout sans s'occuper aucunement de leur responsabilité envers la patrie*"

Réponse : Jean-Luc Mélenchon hier, lors de l'émission le Grand Jury (RTL/ LCI/Le Figaro).

Le PG est la gauche de la gauche (le PS) qui est de droite, donc il serait plutôt d'extrême droite, pas la même que M. Le Pen, celle auprès de laquelle Hollande et Valls prennent leurs ordres, les néolibéraux.

Il a ajouté : "*Peut-être que cette crise va nous permettre d'imaginer ce que doit être le grand groupe français pour la production des machines dont nous avons besoin pour assurer l'avenir énergétique de notre pays*", a-t-il dit.

Décidément il n'est pas nécessaire de faire preuve de beaucoup d'imagination pour parler comme un ministre au service de l'intérêt général, de la France, sans toucher à la nature du régime s'il vous plaît.

Mélenchon, il ne faut pas l'écouter, c'est un charlatan, il passe sont temps à brasser du vent et dire tout et son contraire sans finalement proposer la moindre issue politique aux travailleurs parce qu'il est rivé pieds et mains liés au régime. En voici encore un exemple pour l'illustrer.

Il a avancé l'idée d'une "*nationalisation*", pour aussitôt préciser "*une nationalisation temporaire*", ensuite Alstom pourra être privatisé et revendu à qui vous voudrez il s'en tape. Pas mal. La suite non plus.

Candidat à l'élection européenne, l'occasion lui était donner de le justifier et de justifier au passage l'existence de l'UE sinon à quoi bon, mais comment faire sans s'aligner sur la politique de ses dirigeants ou l'orientation de l'UE, mission impossible dès lors qu'on accepte ce cadre, du coup il ne lui restait plus qu'à déclarer être favorable à une "*politique européenne, le regroupement de moyens*" et la boucle était bouclée.

En trois temps et deux mouvements lors du même interview, l'illusionniste a réussi à en appeler successivement au gouvernement, à l'UE, et pour finir aux grands patrons, vous me direz qu'il n'y a là aucune contradiction puisqu'ils défendent tous la même politique. Effectivement, mais le plus fort, c'est que Mélenchon doit être le seul à ne pas s'en être aperçu ou à ne pas en être convaincu, car il n'interprète pas les faits à partir de la réalité mais en regardant son nombril ou en écoutant ce que lui souffle à l'oreille son petit doigt.

RTL, Le Figaro, LCI en raffolent au point de soupçonner qu'ils seraient de gauche, si, si.

Un discours qui n'a de radical que l'apparence. Ce type-là est très tordu, mais on peut venir à bout de son discours.

- Jean-Luc Mélenchon souhaite voir le premier ministre «*battu*» - lefigaro.fr 27.04

«*À chaque fois que l'on se rassemble sur la politique de la droite du PS, on va à la catastrophe*».

Et à chaque fois que vous vous rassemblez sur la politique de la "*gauche*" du PS, la Bourse flambe, l'opposition de droite se renforce et revient au pouvoir aux prochaines élections. Bon ce n'est pas une "*catastrophe*", c'est le processus normal de l'alternance sous la Ve République depuis plus de 30 ans.

Là le tour de passe-passe consistait aussi à faire croire que le PS disposerait de deux politiques opposées, de droite et de gauche, alors qu'en réalité il n'en a qu'une qui a évolué au fil du temps ou en fonction des besoins du capitalisme mondial. Ils sont comme les pacifistes en temps de paix qui deviennent les pires va-t-en guerre en période de guerre, voilà tout. Les antifascistes d'hier que l'on retrouve aujourd'hui au FN.

Ce qu'il ne faut surtout pas dire, c'est que le PS est une catastrophe pour ceux qui croient ou ont cru qu'il était de gauche.

«*Qui divise? Qui a fait que les Verts quittent le gouvernement? C'est Valls*»

Il doit regretter que le PS ne puisse plus jouer le rôle qu'il a rempli si longtemps au côté du parti officiel de l'ordre. Il est de mauvaise foi, car il sait qu'il ne peut pas faire autrement, il fallait bien qu'il monte au créneau pour défendre le régime puisque l'UMP est mal en point et n'était plus en état d'assumer cette tâche si ingrate.

Il regrette aussi l'affaiblissement du gouvernement depuis le départ des Verts, alors qu'il leur a proposé de rejoindre le Front de gauche, il n'est pas à une contradiction près, mais là encore s'agit-il vraiment d'une contradiction, car finalement les Verts s'entendent bien avec tout le monde, le PS comme le Front de gauche comme on a pu le voir lors des élections municipales, à part quelques tensions ici ou là pour des questions alimentaires uniquement, de postes et de prébendes.

Et puis il faut quand même préciser que plus le PS se démasque, plus ceux qui le soutiennent rencontrent des difficultés pour justifier auprès de leurs militants leur refus de rompre avec ce parti, sans parler des questions qu'ils pourraient leur poser sur leur passé au PS ou pourquoi ils l'ont soutenu si longtemps, alors qu'il n'est pas devenu aussi pourri du jour au lendemain. Bref, il y a largement matière à questionnement et à les embarrasser, aussi pour faire bonne figure ils s'efforcent de radicaliser leurs discours ou cherchent à se démarquer comme ils peuvent du PS, apparemment cela va s'avérer difficile ou impossible, car ne n'est pas vraiment dans leur nature, en réalité ils partagent en grande partie les mêmes idées et sur le fond ils appartiennent à la même famille, étrangère au socialisme.

«*Moi, je ne divise pas la gauche. Ce sont eux qui la divisent*».

C'est là qu'il est très fort l'illusionniste pour embobiner ceux qui le soutiennent encore, car ce qu'il appelle la gauche ne peut être que divisée sur les moyens à mettre en oeuvre pour gérer la société pour le compte des capitalistes tout en préservant la stabilité du régime. Il fait donc un procès d'intention à Valls.

«*Je souhaite qu'il soit mis en minorité et que l'on forme une autre majorité, un autre gouvernement, une autre politique et que l'on ait un autre premier ministre*»

Il garde le Bonaparte de service, Hollande, il reprend les mêmes députés et le tour est joué : Une société meilleure et plus juste peut voir le jour, enfin le socialisme peut devenir une réalité. Quel bonheur !

«*Je suis pour que Valls soit battu*».

Impossible, sauf accident ! Il aurait dit : Je suis pour le mariage des chiens que cela aurait eu la même portée !

«*Nous avons un plan d'action et une majorité déjà assise dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale*».

Faux, jamais il n'obtiendrait la majorité avec la composition actuelle de l'Assemblée nationale, dès l'annonce de son "*plan d'action*", par crainte des représailles des marchés, de la Commission européenne, etc. la majorité des députés du PS voteraient contre. Comme quoi il s'accommoderait bien des députés du PS et ses satellites aussi réactionnaires... et de Hollande.

Au passage il diffuse des illusions sur ce qu'ils sont vraiment, gageons que ceux qui le mettent en scène ici, RTL, Le Figaro, LCI, l'ont constaté également, ceci explique sans doute cela. Ils l'utilisent, Mélenchon se croit très malin mais c'est un crétin ou alors il en est conscient et c'est pire encore. Il doit croire qu'on l'invite parce qu'il aurait quelque chose d'intéressant à dire, alors qu'en réalité ils le manipulent ou il se laisse manipuler, après tout les uns et les autres s'y retrouvent, cela doit être cela pour eux l'essentiel.

«*l'austérité ne mène nulle part*».

Aucune autre politique ne pouvant mener ailleurs sans briser le joug du capitalisme et de l'UE, là encore il parle pour ne rien dire.

L'extrait de l'article du Figaro.

- Jean-Luc Mélenchon n'a pas de mots assez durs sur le programme de stabilité que va faire voter mardi soir Manuel Valls et sur la «politique de l'offre» voulue pas François Hollande. «*À chaque fois que l'on se rassemble sur la politique de la droite du PS, on va à la catastrophe*», estime le coprésident du Parti de gauche qui était dimanche l'invité du «*Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI*». «*Qui divise? Qui a fait que les Verts quittent le gouvernement? C'est Valls*», martèle-t-il. «*Moi, je ne divise pas la gauche. Ce sont eux qui la divisent*», ajoute-t-il.

Bien sûr, l'eurodéputé ne participera pas au vote de mardi soir. Mais il aimerait «*évidemment*» voir Manuel Valls échouer. «*Je souhaite qu'il soit mis en minorité et que l'on forme une autre majorité, un autre gouvernement, une autre politique et que l'on ait un autre premier ministre*», affirme-t-il. «*Je suis pour que Valls soit battu*», assure-t-il.

De là à penser que Jean-Luc Mélenchon souhaite, comme le croit Julien Dray, le retour de la droite au pouvoir, il n'y a qu'un pas. L'intéressé s'en défend. «*Nous avons un plan d'action et une majorité déjà assise dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale*», se défend celui qui veut croire que les députés socialistes et les alliés du parti pourraient le suivre sur cette idée que «*l'austérité ne mène nulle part*». lefigaro.fr 27.04

Opportunisme "***décomplexé***".

Ils n'ont pas de "*complexes*", vaudrait mieux dire pas de principes, on s'en doutait déjà un peu.

Olivier Besancenot dans Le Parisien de lundi

- Il explique que pour des questions financières, le NPA ne présente que cinq listes sur huit (à l'élection européenne - ndlr) et regrette qu'il n'y ait pas eu d'union à gauche avec LO ou le Parti de gauche. « *C'est d'autant plus regrettable qu'au-delà de nos divergences, il faut une opposition unitaire et décomplexée à gauche, qui tape au quotidien sur la politique du gouvernement* » 20minutes.fr 28.04

Il confirme ce que nous avions affirmé sans prendre de grands risques, à savoir que c'était pour des raisons financières qu'au dernier moment le NPA avait proposé de rejoindre les listes du Front de gauche aux européennes, voilà pour les principes... à vendre au plus offrant.

Ensuite, on ne voit pas à quoi cela sert de "*taper au quotidien sur la politique du gouvernement*", la preuve, les travailleurs ne les suivent pas, c'est donc que le problème est ailleurs et que la méthode est défectueuse. Pour la suite je vous renvoie à ce qui figure dans les causeries, vous êtes censé savoir où se situe le problème, pas le temps de me répéter sans cesse, désolé.
Une question d'orientation politique...

Participer à une institution dictatoriale : C'est cela le "***socialisme du XXIe siècle***"!

Pub européenne gratuite et tartufferie médiatique.

L'essentiel pour eux c'est le taux de participation, la collaboration de tous les partis si possible. Une fois que vous êtes engagé dans une voie, c'est bien connu que par la suite il va s'avérer difficile, voire impossible de rebrousser chemin, votre amour-propre (mal placé) en prendrait un coup, vous devrez aller jusqu'au bout et tout subir, tout supporter, éventuellement continuer jusqu'à l'abattoir...

Nous, je ne sais pas pourquoi ou si je le sais, parce que nous sommes communistes, on n'a pas envie de mettre le petit doigt dans cet engrenage infernal, on préfèrerait encore qu'on nous le coupe que de s'y engager, et vous ?

- Européennes: Besancenot tête de liste, "*vu l'urgence sociale*" - AFP

- Européennes: Lutte Ouvrière (LO) présente des listes autonomes - AFP

- Européennes: Les écologistes présentent un programme pour "*donner vie à l'Europe*" - AFP

- Trop élitiste et antisociale : les sept plaies de l'Europe - LeMonde.fr

Ici la méthode consiste à reprendre à son compte les critiques adressées à l'UE pour ensuite faire croire qu'elle serait réformable ou qu'elle pourrait se corriger pour peu qu'on accepte de voter le 25 mai pour des députés européens qui oeuvreront pour réorienter l'UE, alors que c'est la Commission européenne qui détient le pouvoir et non le Parlement européen.

Il faut préciser que plus l'UE se construit et le temps passe, plus s'approfondit aussi la dégénérescence du mouvement ouvrier, plus il devient possible de transférer sans risques certains pouvoirs vers le Parlement européen, puisque jamais il ne se trouvera une majorité dans son enceinte pour remettre en cause l'existence de l'UE.

Si l'architecture et le fonctionnement de l'UE sont ainsi faits, c'est parce qu'il était plus facile pour l'oligarchie de contrôler une poignée de commissaires européens que plusieurs centaines de députés et autant de partis politiques, de leur imposer sa volonté et sa politique, de conserver le pouvoir sur eux, de demeurer maître de la place, sinon à quoi bon se donner tant de mal.

En complément.

Ah ben ça alors ! On ne nous avait pas dit que ce serait impossible dans l'avenir ?

- Un lobby favorable à la City redoute une sortie de l'UE - Reuters

Les sionistes en guerre permanente contre le reste de l'humanité. La preuve.

Anomalie. Ils sont tellement supérieurs aux autres... et malgré tout pauvres ou le sionisme l'idéologie de l'oligarchie financière, des dictateurs.

- La pauvreté menace des rescapés de la Shoah - LeMonde.fr

Heureusement qu'il y en a quand même qui se sont enrichis depuis, et on ne parle pas des banquiers juifs ou plutôt sionistes qui ont financé le régime d'Hitler, jusqu'en 1944, ils ont doublé leurs mises puisqu'ils finançaient la guerre dans les deux camps. Peu de gens le savent.

Le communautarisme commence de cette manière là, les rescapés de la Shoah auraient dû bénéficier d'un traitement spécial, sans doute que celui qui venait de leur être réservé ne suffisait pas, alors qu'ils n'avaient rien demandé, eux les juifs, pas les sionistes qui avait passé un deal avec les Américains, Britanniques et Français pour mettre la main sur la Palestine, bref, suivez la piste...

- Il y a encore quelques élèves juifs dans les écoles du 93, monsieur Arcady - rue89.nouvelobs.com 27.04

Samedi soir dans « *On n'est pas couchés* » sur France 2 et ce dimanche matin dans Le JDD, Alexandre Arcady a fait la promotion de son film sur le gang des barbares (« *24 heures, la vérité sur l'affaire Ilan Halimi* »), qui sort mercredi. (A boycotter absolument ! - ndlr)

Là, il a été amené à parler plus généralement de l'antisémitisme en France (l'affaire Dieudonné, entre autres). A chaque fois, pour illustrer la gravité de la situation, il a dit ceci :

« *Il n'y a plus un élève juif dans les écoles publiques de Seine-Saint-Denis.* »

La phrase nous a paru péremptoire et exagérée. Nous avons demandé à plusieurs intervenant dans les établissements scolaires du 93 de nous donner leur avis.

Pascal, prof dans un lycée de Saint-Denis depuis 26 ans, était devant France 2 samedi soir. La déclaration d'Alexandre Arcady l'a mis en colère : il a toujours eu des élèves de confession juive dans sa classe et il n'a constaté aucune désertion ces dernières années.

« *Ce genre de déclaration apocalyptique et anxiogène ne fait que mettre le feu aux poudres et ne repose sur rien. Aucun responsable académique ne dispose de chiffre, la loi n'autorise pas ce type de recensement.* »

Pascal raconte que le conflit israélo-palestinien s'est mis à exister (un peu) dans les couloirs des établissements, il y a vingt ans. D'un coup, il a vu des ados musulmans se mettre à porter le keffieh en l'honneur des « *frères palestiniens* ». Aujourd'hui, la guerre intéresse moins, mais par habitude, il arrive de temps en temps que des « *sales feujs* » et des « *ta gueule l'Arabe* » fusent dans la cour de récré. Cela ne va pas plus loin.

Les comportements haineux restent très minoritaires. Ancien principal dans un collège du centre-ville, monsieur S. raconte que deux ou trois collégiens de son établissement de 500 élèves n'ont pas voulu respecter la minute de silence en l'honneur des victimes du massacre de Mohamed Merah. Il a dû monter dans les classes pour les faire se lever.

« *J'ai convoqué les parents et on a discuté. Disons que ce n'est pas le monde des Bisounours, mais que ce n'est pas catastrophique non plus.* »

Dans les établissements du 93, les équipes pédagogiques sont vigilantes et elles se mobilisent au moindre problème. Dans un cours d'histoire de la pensée, Pascal a plusieurs fois pris le temps de corriger les contrevérités sur les juifs (chaque année, dans son lycée, un voyage à Auschwitz est organisé).

Erwan, enseignant dans un lycée de Rosny-sous-Bois, raconte qu'au moment de l'opération « *Plomb durci* », des autocollants du Collectif Cheikh Yassine ont fait leur apparition sur les murs de l'établissement. Il a consacré un cours au sionisme et à la création d'Israël.

Enfin, Pascal insiste sur le fait que l'intégration dans l'école ne se fait absolument pas sur des critères religieux, mais sur des critères de territoire.

« *Dans ces banlieues du nord de Paris, les regroupements se font par cités. C'est le territoire qui prime. Peu importe qu'on soit noir, arabe ou feuj. Si on ne comprend pas ça, on n'a rien compris.* »

Un prof de collège confirme : il se côtoie ici tant de cultures et de nationalités que cela n'aurait aucun sens de faire des hiérarchies.

Ce n'est pas la haine qui explique qu'il n'y ait pas beaucoup d'enfants de confession juive dans ces écoles du 93. Gérald, parent d'élève FCPE à Epinay-sur-Seine, commente :

« *Ici, il n'y a pas localement de sentiment antijuif. Contrairement aux Roms qui sont détestés et insultés en permanence. Pourtant, l'école Beth Israël, qui prend en charge de la maternelle au bac, vient de s'agrandir.* »

Selon lui, c'est un phénomène de repli communautaire qui est en cause. Bruno Bobkiewicz, secrétaire académique du Syndicat national des personnels de direction de l'Education nationale (SNPDEN), confirme : il a dirigé des établissements à Aubervilliers et Saint-Denis.

« *Il y a une montée du communautarisme de tous les côtés. Pas plus de la part d'une religion que d'une autre.* »

Erwan, le prof de Rosny-sous-Bois, passe souvent devant l'école privée juive de Fontenay-sous-Bois. Elle est ultrasécurisée (caméras de surveillance, ramassage scolaire), « alors qu'il ne s'est jamais rien passé ». Désaffection générale de l'école publique

Gérald pense également que l'école publique n'est plus au niveau dans ces quartiers et que l'envie de partir est généralisée.

« *Ici, il y a quatre collèges et je peux vous dire que c'est le bordel. Les directions sont débordées et pratiquent l'élimination par l'échec.* »

Dès qu'une famille peut y échapper, elle tente de le faire. Les juifs et les cathos, qui ont des structures à leur disposition, n'hésitent pas une seconde.

Patrick Haddad, adjoint à l'Education de Sarcelles (Val-d'Oise), où vit une communauté juive très importante, dit enfin qu'il faut prendre en compte un « *phénomène de répartition du territoire* » au fil du temps.

« *Les communautés juives du 93 sont parties, comme celles de Garges-lès-Gonesse. Mais la communauté de Sarcelles s'est maintenue parce que la ville offre une qualité de vie et une liberté de culte agréable. Les gens se regroupent avec ceux qui leur ressemblent.* »

Pour lui, le sujet n'est pas la haine ou un antisémitisme prégnant, « *même si des actes arrivent* », « *on n'est pas dans un monde idéal* ». rue89.nouvelobs.com 27.04

Ces profs ne sont pas à la hauteur, les sionistes peuvent être rassurés.

Si j'étais de confession juive, je voudrais qu'on me foute la paix, qu'on m'oublie, que cesse cette manipulation ignoble, cette victimisation à outrance qui a pour seule objectif de couvrir ou légitimer les crimes de l'Etat théocratique, totalitaire, raciste, sioniste, pendant que les valeurs de la République et les principes de la démocratie, mes droits sociaux et politiques en tant que travailleur comme un autre sont foulés aux pieds.

En complément.

Hystérie. Culture de la haine pour légitimer l'existence de l'Etat d'Israël et camoufler leur véritable nature antisémite et criminelle.

La désignation de Patrick Maisonnave comme nouvel ambassadeur français en Israël par Hollande, pardon, par Fabius, prend tout son sens ici.

- Israël: L'ambassadeur français dénonce «*la haine antisémite meurtrière*» dans l'Hexagone - 20minutes.fr

L'ambassadeur de France en Israël, Patrick Maisonnave, a estimé lundi que «*la haine antisémite meurtrière sévit encore en France*», à l'occasion d'une cérémonie à la mémoire des Juifs déportés de France pendant la Shoah, qui s'est tenu à Roglit en Israël, organisée chaque année à initiative de l'Association des Fils et Filles des Déportés Juifs de France, présidée par Serge Klarsfeld.

Son fils, l'avocat Arno Klarsfeld, présent à la cérémonie à Roglit a dénoncé «*la montée de l'antisémitisme en France qui provient de l'extrême droite, d'une partie de la jeunesse des banlieues et d'une partie de l'extrême gauche*» (Amalgame ordurier entre l'extrême droite et l'extrême gauche, entre l'antisionisme et l'antisémitisme, un discours désormais bien rodé. - ndlr)

Evoquant la mémoire d'Ilan Halimi, un jeune juif séquestré, torturé et tué dans une cité de Bagneux en 2006 et celles des trois enfants et d'un enseignant juifs tués à Toulouse en 2012, M. Maisonnave a précisé que «*ces relents de haine antisémite ne bénéficient d'aucune tolérance en France*». Il a ensuite insisté sur le fait que «*la sécurité de la communauté juive en France est une cause nationale*». 20minutes.fr 28.04

Les sionistes sont vraiment la pire pourriture sur terre et le plus grand danger qui existe pour la civilisation humaine, car ils disposent à la fois du pouvoir économique et politique. Ils se servent de la Shoah comme caution ou bouclier pour combattre, repousser ou abattre tous leurs ennemis afin que le néolibéralisme triomphe...

ACTUALITE EN TITRES

Abus de pouvoir.

- Valls "*confiant*" sur le vote du programme de stabilité - AFP

- Le bureau national du PS vote le "*soutien*" du programme de stabilité - AFP

Le bureau national du Parti socialiste a adopté à 31 voix pour, contre 15 "*contre*" et une "*abstention*", une résolution de soutien au programme de stabilité. AFP 28.04

- Yves Jégo (UDI) : «*Le plan Valls va dans le bon sens*» - LeParisien.fr

Comment faire baisser artificiellement les chiffres du chômage. Mode d'emploi.

- Face au chômage de longue durée, Hollande brandit l'arme de l'apprentissage - AFP

Lors d'une réunion de mobilisation pour l'emploi, à la Maison de la Chimie à Paris, François Hollande a donc demandé lundi que ces chômeurs puissent bénéficier du statut d'apprenti "*quel que soit leur âge*", avec une rémunération "*maintenue au niveau de l'indemnisation telle qu'elle est prévue*".

En principe, l'apprentissage est réservé aux jeunes de 16 à 25 ans. "*L'idée, c'est que nous puissions ouvrir la porte des entreprises*

à ces chômeurs de longue durée", a expliqué le chef de l'Etat, reprenant ainsi une idée émise dans un rapport du PDG de GDF Suez, Gérard Mestrallet. AFP 28.04

Comme quoi notre combat à un sens !

- Comment la pression des intérêts privés et de l'idéologie empêchent de lutter contre les dérapages de la finance - Atlantico.fr

Traduisez des "*intérêts privés*" par nos acquis sociaux, et par "*idéologie*" nos acquis politiques ou notre rejet des inégalités et de l'injustice, notre aspiration légitime à vivre dans une société meilleure, à la liberté, l'antithèse du néolibéralisme.

Excellente idée.

- Bertrand (UMP) propose un référendum sur le millefeuille territorial - AFP

Le non l'emporterait, c'est une certitude.

Ce crétin doit se dire que c'est le moment de porter l'estocade finale sur fond d'abstention massive qui profiterait aux partisans de la liquidation des départements et régions, alors que comme en mai 2005 les masses se mobiliseraient massivement et leur imposeraient une cinglante défaite, elles en meurent d'envie, s'il vous plaît monsieur Bertrand ne lâchez pas, on soutient à fond votre proposition.

On a parfois de bonnes nouvelles, reste à la confirmer cependant.

Qui détient le pouvoir ? Et le point de vue des oligarques.

- Alstom : Hollande souligne que l'État a forcément son mot à dire - LePoint.fr

- Valls défend le pacte de responsabilité, mais surveillera les entreprises - AFP

- Alstom - Barnier : ce n'est pas au gouvernement d'arbitrer - LePoint.fr

- Dépenses et charges doivent baisser au même rythme, dit Noyer - Reuters

- Le gouverneur de la Banque de France s'attaque au smic - LePoint.fr

En complément

- Bankia affiche un bénéfice plus que doublé au 1er trimestre - Reuters

Le régime et la société se désintégrent

- Seine-Saint-Denis: Un policier se suicide à son domicile - 20minutes.fr

- A Toulon, un surveillant de prison ivre tire dans son mirador Francetv info

- Paris: Des locaux de la direction de la police nationale cambriolés - 20minutes.fr

- Deux policiers mis en examen pour viol au 36, Quai des Orfèvres - LeMonde.fr

En complément.

- (Canada) Une femme poursuit en justice l'ado qu'elle a tué - 20minutes.fr

C'est le bourreau qui accuse sa victime de lui avoir causé un stress post exécution. Demain les takfiris qui n'auront pas été liquidés accuseront l'Arabie saoudite de leur avoir fourni des armes pour massacrer des civils innocents en Syrie...

Le sabre et le gouillon décomplexés glorifiés à l'heure de la réaction sur toute la ligne.

- 800.000 fidèles aux canonisations de Jean Paul II et Jean XXIII - AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL

Cambodge

- Des milliers d'ouvriers du textile en grève au Cambodge - lemonde.fr

La tension est montée d'un cran lundi 28 avril au Cambodge autour des salaires dans le secteur-clé du textile qui emploie 650 000 personnes. Une grève touchait une trentaine d'usines situées dans deux zones économiques spéciales près de la frontière avec le Vietnam, selon Pav Sina, représentant du Syndicat collectif du mouvement des travailleurs, qui estime qu'environ 20 000 ouvriers sont en grève.

Le mouvement, qui a commencé la semaine dernière avec quelques milliers de grévistes et a pris de l'ampleur lundi, est motivé par l'exigence d'une prime de 50 dollars « *en récompense du fait de n'avoir pas fait grève* » lors de manifestations récentes, a précisé Pav Sin. Aucun chiffre n'a pu être obtenu du côté des entreprises ou du gouvernement sur l'impact de cette grève sur la production.

L'Association cambodgienne des industriels du textile (GMAC) a démenti sur son site Internet avoir fait la moindre promesse de prime aux ouvriers en échange de leur docilité. L'association est allée jusqu'à demander aux autorités d'empêcher les « *activités illégales* » des contestataires, assurant que des grévistes avaient jeté des pierres sur les usines et fait pression sur leurs collègues se rendant au travail. « *Ces incidents vont se répandre à d'autres zones s'ils ne sont pas empêchés* », a plaidé la GMAC.

Ce nouveau mouvement de grève intervient alors que le secteur du textile est en pleine turbulence, après un mouvement de plusieurs mois qui s'est achevé début 2014 par une intervention de la police qui avait fait au moins quatre morts. Le procès de 23 militants et ouvriers arrêtés alors a commencé vendredi à Phnom Penh, malgré les appels internationaux pour leur libération. Les ouvriers réclamaient un doublement du salaire minimal, à 160 dollars par mois (117 euros).

Les syndicats prévoient de défiler jeudi 1er mai à Phnom Penh pour rappeler leurs exigences. Sur les 650 000 ouvriers du secteur, 400 000 au moins travaillent pour des sous-traitants de grandes marques internationales, secteur vital pour l'économie du Cambodge. lemonde.fr 28.04

Les esclaves se révoltent...

Haut de page

Le 30 avril 2014

CAUSERIE

32 nouveaux articles ont été ajoutés, 15 n'ont pas été retenus.

J'avais pratiquement terminé la causerie, mais du fait que j'ai dû lire en diagonale plus de 45 articles, ce qui m'a pris deux heures, je n'ai pas eu le temps de la formater, ce sera pour demain matin ou ce soir tard si j'en ai le courage, je suis crevé.

Bon 1er mai à tous.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai 2014

CAUSERIE

L'actualisation du site dans la journée. Selvi part en pélerinage jusqu'à samedi soir, je vais avoir plus de temps pour travailler, et surtout elle va reprendre son ancien emploi du temps à partir de lundi, donc je n'aurai plus à me lever à 5h30, ce qui m'a complètement cassé, mais bon, il fallait bien qu'elle déjeûne et prenne une douche avant de partir bosser.

En attendant la suite et en guise de 1er mai : Cadeau.

Une courte vidéo à télécharger et diffuser le plus largement possible.

Le Vrai Visage de Manuel Valls, par Emmanuel Ratier

- Le Vrai Visage de Manuel Valls

Si cette vidéo disparaissaît, je la mettrais en ligne dans le site, je l'ai téléchargée dans le disque dur de l'ordinateur.

Copiez cette adresse et envoyez-là à tous vos contacts, blogs, médias, etc.

Vendredi 25 avril est paru le nouveau livre d'Emmanuel Ratier, intitulé *Le Vrai Visage de Manuel Valls*.

Valls dans différentes déclarations : "*A 18 ans j'étais déjà social-démocrate*..." comme Blair, Schröder ou Hollande, et encore : "*Etre de gauche, c'est lutter contre les inégalités*...", au profit de qui, devinez ?

Valls a réécrit sa biographie, c'est un faussaire, un pur escroc. C'est un imposteur qui a trouvé sa place naturellement au PS, mais il aurait très bien pu servir à l'UMP ou au FN.

Sur le plan clinique ou psychiatrique, il est atteint de schizophrènie aigue.

Cela va se traduire par le développement d'un comportement de type mythomaniaque qui peut donner lieu à de soudaines et violentes crises de démence dès lors qu'on le contredit, témoignant de frustrations mal refoulées et son incapacité à l'assumer. A ne pas confondre avec sa déclaration à l'Assemblée nationale où il a répété à 8 reprises qu'il assumait son programme

réactionnaire car il n'en était pas l'auteur. Il faut faire la distinction entre ce qu'il dit et ce qu'il vit ou ce qu'il est réellement qui ne correspondent pas toujours.

Tout sonne faux chez lui.

L'irrationalité des rapports qu'il entretient avec le monde extérieur et le malaise permanent qui en découle vont se traduire par une tendance à se refermer sur lui-même, à l'intolérant et à l'autoritarisme vis-à-vis d'autrui, pour finalement donné un personnage sombre et cynique, chez lequel absolument tout sonne faux.

A l'origine il est habité par un profond complexe de supériorité.

Il va donc tout faire pour qu'il puisse s'épanouir et que la société lui accorde le statut supérieur qu'il estime mériter, dès lors il ne s'embarrassera pas de principes ou de scrupules pour se débarrasser des obstacles qu'il rencontreta sur son chemin.

Le sionisme lui permet d'assouvir ce complexe.

Vous remarquerez au passage qu'épouser la cause du "peuple élu", supérieur à tous les autres, lui permettait de réaliser ou de sublimer en partie ce complexe, d'où la violence avec laquelle il a manifesté son soutien à l'Etat sioniste, quasi-hystérique comme on peut le revoir dans cette vidéo au côté de son grand ami BHL, un autre dangereux psychopathe, et non aux juifs dont il n'a rien à faire évidemment.

Le sionisme est une mystification, tandis que la Palestine était une réalité avant 1948.

Son revirement en faveur du sionisme suffit à démontrer qu'on est bien en présence d'un déséquilbré mental ou un psychopathe, laissons de côté ici l'aspect politique de la question. Car si adopter la cause des Palestiniens correspondait ou coïncidait avec la réalité, avec des faits objectifs, matériels, historiques vérifiables ou connus, il en allait tout autrement de la cause d'Israël, entièrement fabriquée, sans lien avec le réel ou historique, dont la valeur était purement mythologique, chimérique, imaginaire, caractère ou penchant que l'on retrouve justement chez le schizophrène. Il était donc tout à fait normal ou prévisible, l'occasion faisant le larron en politique mais pas seulement, dans la vie quotidienne aussi, qu'il passe naturellement de l'une à l'autre, c'était dans l'ordre des choses.

Que la position du sioniste soit plus confortable que celle du pro Palestinien ne fait aucun doute chez lui puisqu'elle correspond à sa personnalité. Le sionisme et Valls ont été façonnés de la même manière, s'ils sont tous les deux superficiels ou sont l'oeuvre de faussaires, il n'est pas moins vrai qu'ils existent bel et bien.

Le sionisme présente un autre avantage pour un schizophrène, c'est qu'il existe par rapport aux Palestiniens qui doivent quotidiennement se battre pour exister, le sionisme existe et cela suffit à sa légitimation par pratiquement tous les gouvernements, médias, intellectuels, aucun ou très peu osent remettre en cause l'existence d'Israël, alors que ce n'est pas du tout le cas des Palestiniens.

Ainsi avec le sionisme une interprétation faussée de la réalité acquiert le statut de valeur ou de facteur objectif, de la même manière que pour le schizophrène l'interprétation (déformée) du monde qu'il a fabriquée dans sa tête et les rapports qui en découlent avec le monde extérieur tendent à remplacer ou font office de réalité. L'un et l'autre vivent dans un monde qui n'existe pas, pour être plus précis, un monde qui n'existe que parce qu'ils y vivent ou lui donne une raison d'exister, car s'ils sont coupés du monde ou l'ignore tel qu'il est, lui il continue d'exister. Ils veulent entraîner le monde dans leur folie en résumé et c'est bien là que se situe le danger, surtout quand il s'agit d'un Premier ministre.

Cela dit sur ce dernier point on peut être rassuré, Valls n'a pas la carure d'un Hitler, Franco ou Mussolini, il n'est pas assez détraqué et il est seul finalement, il n'a ni parti ni armée derrière lui ou à ses côtés. Un jour ou l'autre, peut-être rapidement ils le sacrifieront, il leur suffira de lancer une campagne sur son passé et en 24h il sera achevé. Je doute que l'ouvrage d'Emmanuel Ratier (que je ne connais pas du tout ?) fera cet office, les médias vont sans doute le censurer et aucun parti ne le mentionnera ou au passage pour faire bonne figure ou le ménager.

La suite est le brouillon que j'avais commencé à rédiger hier soir après avoir visualisé cette vidéo et que n'ai pas eu le temps d'achever.

Quand c'était dans l'air du temps (au PS notamment) Valls était de gauche et farouchement pro Palestinien lorsque tout le monde ignorait son passé, il sera de droite ou même d'extrême droite et éternellement sioniste quand l'heure du néolibéralisme aura sonné, y compris au PS, lorsque sa biographie remontera à la surface sans que les médias n'y fassent référence puisqu'ils sont tous aux ordres, y compris le très indépendant (sic!) Mediapart.

Plutôt franquiste que républicain ou de gauche. Il s'est inventé un passé. Un pur escroc comme peut l'être un sioniste.

Petit-fils du banquier Magi Valls, son père n'était pas un réfugié anti-franquiste. Il a prétendu qu'il était issu d'une famille de gauche ou républicaine, je ne sais plus quel terme exact il a employé, alors qu'en réalité son grand-père a participé à la fondation du plus important journal catholique conservateur de Catalogne qui fut interdit en 1936, il n'y avait donc aucune raison à ce que son père quitte l'Espagne en 1951 comme anti-franquiste (et y revienne vivre par la suite puisque Valls est né en Espagne en 1962 sous le régime de Franco mort en 1975), alors que les véritables anti-franquistes avaient du fuir la dictature à la fin de la guerre civile en 1939 pour sauver leurs peaux. Quant à sa mère elle est issue d'une grande famille bourgeoise qui s'était enrichie grâce au trafic d'or au Sierra Leone...

On comprend, on comprend pourquoi il est au PS et est devenu Premier ministre, il était l'un des leurs et devait le rester jusqu'au bout...

A suivre.

Jeudi 15h58 à Pondichéry.

On ajoutera des nouveaux articles ce soir ou demain matin.

Ne pas se laisser embobiner.

Au Portugal. Le gouvernement compte substituer des coupes transitoires par des mesures permanentes, conformément aux souhaits de la troïka UE-BCE-FMI représentant ses bailleurs de fonds. (AFP 30.04)

Si cela satisfait la troïka, c'est qu'il y a péril en la demeure.

O.K. vous n'avez pas voulu sacrifier quelques dizaines ou centaines d'euros, on va tailler à la hache à la racine en liquidant des pans entiers de vos acquis sociaux, morceau par morceau, vous n'y verrez que du feu ou cela passera comme une lettre à la poste comme dans les autres pays, cela va prendre le temps qu'il faudra, mais finalement ce sera plus rentable car cela correspond à notre objectif sur le long terme, tout vous reprendre et ne rien vous laisser, CQFD.

Dans d'autres pays, par exemple au Venezuela, le gouvernement accorde des augmentations de salaires très importantes (30%), mais comme l'inflation est le double, devinez qui est le dindon de la farce à l'arrivée. Idem au Brésil.

Il est également de bon ton de dénoncer les inégalités croissantes chez les économistes ou au FMI, même Obama s'y met, pas de bol le Sénat républicain vient de rejeter la hausse du salaire minimum des employés fédéraux.

En complément dans le même registre.

Qu'est-ce que vous croyez, les maîtres du monde ont des devoirs envers leurs esclaves.

- L'OCDE rappelle les riches à leur devoir fiscal face à la montée des inégalités - AFP

On aura apprécié particulièrement "*la montée*", comme si les inégalités n'existaient pas ou si peu.

Cela ne vous rappelle-t-il pas l'article du Monde du 22 avril dernier : Thomas Piketty : « *Le retour des inégalités inquiète aux Etats-Unis* » (causerie du 24)

Réac. Il ne faudrait pas abuser tout de même.

- Patrons créateurs de richesse ou exploiteurs : entre abus réels du capitalisme financier et excès des raccourcis gauchistes, comment repérer le capitalisme sain ? - Atlantico.fr

Impossible, par nature il est malsain, l'exploitation de l'homme par l'homme est une abomination qui doit être abolie.

Munissez-vous d'une loupe ou d'un microscope ! Et puis les patrons n'ont jamais créé la moindre richesse... A part les petits qui ont un statut de salarié...

Nous ne sommes pas dupes.

C'est dommage que le Front de gauche avec leurs amis du PS ou autres écologistes ne puissent pas former un gouvernement, on en aurait rapidement terminé avec cette supercherie de la fausse gauche, car il ne ferait pas mieux. Leur homologue ont toutes les chances de parvenir au pouvoir en Grèce aux prochaines législatives, on est très impatient de les voir à l'oeuvre.

Au fait, attention au retour de bâton qui surviendra ensuite, il sera très brutal, peut-être à l'ukrainienne, surtout si entre temps nous ne sommes pas parvenus à construire le parti, entre nous, on est toujours très mal barré. Il se peut que finalement la France comme la Grèce ou la plupart des pays en Europe ressemblent demain aux Etats-Unis ou à son agence européenne, la Grande-Bretagne, qui au niveau du mode de vie et conditions de travail n'a rien à envier à des pays comme la Chine ou l'Inde, je parle pour les exploités, cela promet.

Vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous avait pas prévenu, glissez-en deux mots à vos dirigeants, qui sait, ils ne sont peut-être pas au courant...

Peut-être vous feront-ils le même coup que les représentants des puissants envers les représentants corrompus des plus faibles, après tout ne sont-ils pas tous des démocrates accomplis : On en a discuté, on vous a entendus, maintenant la partie est terminée, il faut être responsable et appliquer ce qui a été décidé, par nous bien sûr, faites passer le message, rentrer dans le rang, docilement, sans faire d'histoires...

C'est marrant, on ne pourra jamais se plier à cet ordre-là, à cette discipline arbitraire qui ne fait pas partie de nos principes ou de notre conception de la démocratie, ni du parti.

ACTUALITE EN TITRES

Propagande et matracage au service de la dictature européenne.

- Filippetti saisit le CSA pour plus d'européennes à la télévision - LeMonde.fr

Pas de croissance : Alors il faut liquider le capitalisme !

- La social-démocratie dans l'impasse de la crise : comment penser le monde quand il n'y a plus de croissance à redistribuer Atlantico.fr -

Mais au fait, pas de croissance, pas de croissance, vous avez bien dit pas de croissance, de quoi et pour qui ?

- Total: bond de 71% du bénéfice net au premier trimestre - AFP

- Shell ravit ses actionnaires avec un début de redressement - AFP

- Exxon s'envole en Bourse - LeMonde.fr

- Le bénéfice net de BBVA en baisse de 64% au 1er trimestre - Reuters

- L'Espagne sur le chemin d'une reprise sans emploi - AFP

Leur société est un cauchemar.

- Le maire UMP d'Aulnay-sous-Bois prend un arrêté anti-mendicité - AFP

- Près de la moitié des directeurs d'école agressés par des parents - AFP

- Violences envers les directeurs d'école : "*Les parents ne reconnaissent plus notre autorité*" - Francetv info

- Seine-Maritime : un homme de 84 ans se tue en tentant de fuir sa maison de retraite - Francetv info

- Les débits frauduleux à la carte bancaire en hausse importante - AFP

- La justice française décide la remise à l'Italie du chef mafieux présumé Lo Russo - AFP

Assassinat. Pas de quartier !

- Doubs: un forcené retranché chez lui abattu par le GIGN - AFP

Un homme de 52 ans, un artisan plâtrier, qui s'était retranché depuis près de 24 heures à son domicile dans un petit village du Doubs , a été abattu mercredi par le GIGN, après avoir fait feu sur les forces de l'ordre, a-t-on appris auprès de la gendarmerie.

Il avait dans un premier temps tiré plusieurs coups de feu en direction de son véhicule et d'une poubelle, et était "*très déterminé à en finir*", selon le capitaine Didier Guériaud, officier de communication de la gendarmerie en Franche-Comté.

Vers 17h30, "*lors de la mise en place d'un dispositif de négociation à vue, l'intéressé a fait feu une fois en direction des forces de l'ordre*". "*A ce moment-là, le tireur en appui du GIGN a riposté instantanément et touché mortellement le forcené*", a précisé M. Guériaud. AFP 30.04

Si ce pauvre type avait tiré précédemment sur sa bagnole et une poubelle, c'est qu'il était mal dans sa tête, au lieu d'attendre qu'il se calme ou de lui balancer une balle soporifique pour ensuite le déloger tranquillement ils ont préféré l'abattre comme un chien, c'est un meutre.

Résistance passive.

- Les greffiers, parents pauvres de la justice, en grève - L'Express.fr

- La grève des pilotes en mai suscite l'ire d'Air France - AFP

- Pour Air France, la grève des pilotes va mettre l'entreprise en péril - Francetv info

- Grève du métro londonien: des millions de passagers en difficulté - AFP

Saloperie de grèvistes s'écrient l'association des passagers londoniens... et l'AFP !

Avec Valls Premier ministre les sionistes sont au pouvoir en France.

- L'UEJF demande le retrait d'une vidéo de Dieudonné - Le Point.fr

L'organisation estime que plusieurs passages de "*Manuel Valls aka El Blancos, premier ministre !!*" sont susceptibles de constituer le délit de provocation à la discrimination.

Craignant de "*nouveaux propos racistes ou antisémites*", l'UEJF demande également que lui soit communiqué le texte de son nouveau spectacle, intitulé Incitation à la haine. Dieudonné a assuré qu'il était prêt à leur communiquer ce texte, écrit avec plusieurs co-auteurs. "*Ils auront un texte qui sera peut-être pas tout à fait le texte définitif (...), jusqu'au soir de la première, il peut y avoir des surprises*", a-t-il souligné. Le Point.fr 29.04

Commentaire d'internaute

1- "*Le quotidien Haaretz daté du 24 avril dernier a révélé que 66 % des survivants de l'Holocauste vivraient avec moins de 3 000 shekels par mois (soit environ 600 euros) Un tiers d'entre eux vivent seuls, ne disposant par conséquent d'aucune compagnie. Yediot Aharonot ajoute que sur les 193 000 survivants de la Shoah vivant en Israël, 50 000 vivent dans la pauvreté...* "

Les membres de la communauté juive dont l'immense majorité n'est pas plus sémite que vous et moi, ils ne seraient que 10.000 environ en Israël et sans doute pas davantage dans le monde, ont servi de caution à l'établissement de l'Etat sioniste, ceux qui n'ont pas été exterminés par les nazis avec la complicité des sionistes, ce qu'ils ignorent évidemment, ils ont fait ou font tourner la boutique, qu'ils s'estiment heureux encore d'avoir été épargnés, CQFD.

2- "*UEFJ, LICRA, CRIF*

Ils n'ont pas l'impression d'excéder les Francais ?"

Vous êtes antisémite ou quoi ? Vous avez oublié SOS racisme. 3- "*Cette organisation soutenant l'apartheid en Israël devrait être dissoute comme la LDJ.*"

Vous demandez la démission du Premier ministre, c'est bien cela ? Vous rêvez !

En complément. Une rente décidément inépuisable.

- Shoah: Deux élus new-yorkais veulent des compensations de la SNCF - 20minutes.fr

Lutte interimpérialistes.

- Après la Russie, S&P abaisse la note de Rosneft, Loukoïl et Gazprom - AFP

- Kerry: La Russie cherche à modifier l'architecture de la sécurité en Europe de l'Est - AFP

- Les avions français se déploient en Pologne - Reuters

- Ukraine: 6 chasseurs canadiens en appui aux opérations de l'Otan - AFP

- Ukraine : Washington qualifie de "*terrorisme*" les violences et enlèvements dans l'Est - AFP

- Ukraine : "*Nous ne voulons pas de cette junte de nazis*" - AFP

- Les pro-russes étendent leur emprise en Ukraine - Reuters

- Une autre ville d'Ukraine, Horlivka, aux mains de séparatistes - Reuters

- Ce colonel Strelkov qui défie ouvertement Kiev - LeFigaro.fr

L'Empire de la guerre à l'oeuvre

- Syrie. Le groupe djihadiste EIIL revendique la crucifixion de deux opposants - 20minutes.fr

- Tirs de mortier et attentats font 51 morts en Syrie - Reuters

- Syrie: Au moins 100 morts dans un double attentat - 20minutes.fr

- Libye : des hommes armés attaquent le Congrès - LeMonde.fr

- L'Onu allège l'embargo sur les armes pour la Côte d'Ivoire - Reuters

- L'armée israélienne détruit une mosquée en Cisjordanie - Reuters

- La charia va entrer en vigueur dans le sultanat de Brunei - Liberation.fr

- Chine : un attentat fait trois morts et 79 blessés dans la province troublée du Xinjiang - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

PS. La "***fronde***" n'était qu'une supercherie.

Le Figaro a poussé un cri de soulagement en fin de journée avant-hier : Le programme de stabilité est adopté. Mais à une faible majorité de 265 voix pour, 232 contre et 67 abstentions. Certes, Valls peut se prévaloir d'une majorité de gauche. Mais le souffle n'y est pas. Sur 291 députés socialistes, pas moins de 41 se sont abstenus et les trois élus MRC, apparentés PS, ont voté contre. lefigaro.fr 29.04

Autrement dit, si le programme de Hollande-Valls est passé hier à l'Assemblée nationale, c'est grâce au refus de ces 41 députés de voter contre.

C'était emballé d'avance. Car si vous examiniez dans le passé des pays comme l'Espagne, l'Italie, la Grèce, le Portugal, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne où figurent des sections de l'Internationale (anti) socialiste, vous vous seriez aperçu que quoi qu'il arriva, jamais elles n'ont pris la responsabilité de renverser le gouvernement en place issu de leurs partis (à ma connaissance).

Et pourquoi ne pouvaient-ils pas voter contre ? Parce que sur le fond ils sont tous d'accord, ils le disent eux-mêmes, lisez :

Comme l'observe l'un d'entre eux, les abstentionnistes, dont une bonne part de la nouvelle génération, "*convergent dans le diagnostic, pas toujours dans les propositions*".

"*On n'est pas condamnés au bras de fer*", estime le député "*frondeur*" Christian Paul, qui juge que s'ouvre un "*travail collectif pour ressouder notre majorité*". AFP 30.04

Valls avait déjà tenu le même langage mercredi :

"*Il faut accélérer les réformes, il faut en décider au Parlement, trouver des consensus*", a-t-il dit.

"*Il est normal que, dans une majorité où le débat existe, et c'est mon devoir de les écouter, il y ait des expressions différentes. Mais après ce vote, c'est la responsabilité qui doit l'emporter*", a dit Manuel Valls. AFP 30.04

Message reçu 5/5.

Et encore, pourquoi ne pouvaient-ils pas voter contre ?

- Valls : « *Le résultat du vote conditionne la légitimité du gouvernement* » - LeMonde.fr

Légitimité usurpée, circonscrite à l'enceinte de l'Assemblée nationale, car dans la rue il est ultra minoritaire et illégitime.

Ces députés sont des cyniques manipulateurs, en réalité ils roulent pour le PS de Hollande-Valls-Fabius, le régime. C'est le porte-parole du groupe PS à l'Assemblée, Thierry Mandon, qui a lâché le morceau en affirmant qu'il y avait «une forme d'inconséquence» chez les députés qui «*votent la confiance mais ne donnent pas au gouvernement les moyens de mettre en œuvre sa feuille de route*».

En gros, ils n'assument pas ce qu'ils sont et font qui caractérise des députés de droite. Quelque part ils sont encore pire que Valls qui a déclaré hier à l'Assemblée : "*J'assume, oui, j'assume les choix qui sont faits. J'assume, oui j'assume car c'est le choix de la cohérence, car c'est le choix du courage. Oui, j'assume, car c'est le choix de la croissance et de l'emploi, et les Français nous attendent là dessus.*"

"*J'assume, car c'est le choix des réformes d'avenir qui ont trop tarder. J'assume car c'est le choix d'une fierté et d'un optimisme retrouvés dont notre pays a besoin. J'assume, oui j'assume car c'est le choix de la confiance. Et ces choix assumons de les faire ensemble pour la France, pour les Français.*" AFP 29.04

Tandis que certains au PS faisait mine que Valls aurait infléchi son programme droitier, Le Figaro affirme qu'il n'en est rien en réalité :

- Modifier le pacte, le rééquilibrer au profit des ménages, étaler dans le temps le retour aux 3 % de déficits publics comme le lui demandait une partie du PS revenait à bouleverser la feuille de route présidentielle et à en assumer ensuite les conséquences à Bruxelles. Manuel Valls a au contraire revendiqué le pacte de son prédécesseur, Jean-Marc Ayrault, et l'a fait sien. «*J'assume*», a-t-il répété huit fois à la fin de son discours, devant un hémicycle clairsemé à droite comme à gauche. lefigaro.fr 29.04

Pour autant Le Figaro n'est pas rassuré pour la suite, qu'il se rassure la droite officielle viendra au secours de Valls, à moins qu'elle opte pour le chaos mais on peut en douter car on ne voit pas trop ce qui pourrait en sortir qui ferait son affaire, et puis la France ce n'est pas tout à fait l'Ukraine.

- Trois semaines après sa déclaration de politique générale, le premier ministre se trouve privé de l'élan nécessaire pour faire voter les textes financiers du printemps et de l'automne. «*À chaque vote, ce sera le salaire de la peur*», s'alarme un député. «*La ligne de fracture va forcément se creuser sur les textes budgétaires*», s'inquiète un ancien ministre du gouvernement Ayrault. Avant les législatives de 2012, François Hollande appelait de ses vœux «*une majorité large, solide et cohérente*». Deux ans après son élection, ce n'est plus le cas. lefigaro.fr 29.04

Le PS va subir une cinglante défaite aux élections européennes, puis il sera balayé en 2017 sans que cela ne change quoi que ce soit, comme en Grèce, au Portugal ou en Espagne, sans une recomposition du mouvement ouvrier sur une ligne de rupture avec le capital et ses institutions.

Valls et son programme antisocial ont également la bénédiction de Mélenchon qui malgré tout continue d'affirmer que Valls et le PS seraient de gauche en l'accusant de la diviser, il remplit le rôle de l'idiot utile. En réalité, Valls se positionne tellement à droite qu'il en vient à embarrasser sérieusement l'UMP et l'UDI, son propre camp en somme.

Commentaire d'un internaute.

- "*Lieneman et Filoche: la gauche qui pleure et qui préfère se vautrer dans l'humiliation et la lâcheté devant un clone de Sarkozy qui a fait 5% aux primaires et un incompétent dépassé par les événements, rejeté par une écrasante majorité. Le PS est un parti de droite désormais aux mains de la médiocrité et de l'opportunisme. Il faut choisir entre le masochisme et la révolte.*"

Ne dites pas la gauche, vous vous laissez manipuler, et puis ce n'est pas "*désormais*" que le PS est de droite, il l'est depuis un siècle, bordel ! Attention à la "*révolte*" sans orientation ou conscience politique, elle peut mener à l'extrême droite. Notre portail a aussi pour vocation de lutter contre cette tentation.

Et encore, Faites tomber les masques. Le bal des hypocrites ou les rats.

- Paul (PS): "*On n'est pas condamnés au bras de fer*" avec le gouvernement - AFP 29.04

Christian Paul. "*On n'est pas condamnés au bras de fer*" et "*je pense que Manuel Valls est tout à fait capable de trouver un mode de dialogue avec un Parlement vivant, actif, parfois remuant, conscient de ses responsabilités*". Et encore, "*c'est un vote d'alerte, pas un vote de défiance*". Il a ajouté, "*personne ne quitte le groupe PS et nous ne voulons pas hâter d'une minute le retour de l'UMP*".

Jean-Marc Germain. "*si nous avions voté pour, tous les débats auraient été clos, alors que nous pensons qu'on peut trouver un chemin avec le Premier ministre pour continuer à avancer et faire réussir la France*".

Clamant que le seul souci des abstentionnistes était "*l'intérêt général*" et que "*dans une démocratie, le Premier ministre doit fixer des orientations et les parlementaires jouer pleinement leur rôle*", cet élu des Hauts-de-Seine a mis en avant que "*Manuel Valls, un Premier ministre qui a du punch et des idées, a eu un vote positif sur le programme de stabilité et peut continuer à avancer*". Et encore, "*Chacun a voté en conscience, notre abstention se veut constructive. Nous espérons que le message aura été compris. Les votes très importants seront sur les lois de finance*". Et de conclure, "*Il n'y a pas du tout de fissure dans la majorité. Nous n'avons pas voté contre*". AFP 29.04

En réalité on leur préfère encore les rats, ils nous débectent au possible !

Echo de quelques éditorialistes qui le confirment.

- La "*molle résistance*" de députés PS calmée par des "*mesurettes*" selon les éditorialistes - AFP

Passés les raclements de gorge et les gros yeux de quelques dizaines de députés PS, auxquels le nouveau Premier ministre aura droit et auxquels il répondra fatalement par un froncement de sourcil charbonneux, ne restera plus que le symbole", assène Pascal Coquis (Les Dernières Nouvelles d'Alsace). "*Celui d'une molle résistance à une politique d'austérité qui refuse toujours de dire son nom mais qui poursuit invariablement son chemin*" estime-t-il.

"*Ce mardi, devant le Parlement, Manuel Valls ne joue ainsi ni sa crédibilité ni sa légitimité et encore moins son poste*", poursuit-il. "*Cette consultation est une coquetterie démocratique*". (Annulé par son contenu précisé plus loin, néolibéral. - ndlr)

Mais pour Philippe Waucamp (Le Républicain lorrain), "*de l'ampleur de leur fronde aujourd'hui au Palais Bourbon dépendront les contours de la fin du quinquennat*".

"*Incontestablement*", renchérit Jacques Camus (Groupe Centre-France), "*Manuel Valls va jouer gros dans ce qui va finalement ressembler à un vote de validation du virage social-démocrate du pouvoir*". AFP 29.04

Suite avec quelques titres et infos complémentaires qui confirme la forfaiture

- Cambadélis : "*Les députés PS ne veulent pas provoquer de crise*" - Le Nouvel Observateur

- Bartolone (PS): "*ne pas ajouter de la crise à la crise*" - AFP

- Le Roux: "*le devoir de la majorité, c'est d'être la majorité*" - AFP

Et au Sénat... comme à l'Assemblée nationale c'est le marché qui dicte sa loi.

- « *Il s'agit d'un moment décisif pour le redressement du pays et pour la crédibilité de sa parole* », a déclaré le premier ministre devant le Sénat.

Les soutiens au programme de stabilité sont venues, sans surprise, d'EELV et du PS.

« *La France a besoin de réformes, nous sommes prêts à vous suivre, mais sans les politiques industrielles du passé* », a souligné Jean-Vincent Placé (écologiste).

« *Ces mesures encouragent l'innovation et réduisent le coût du travail et la fiscalité des entreprises* », a affirmé de son côté François Marc (PS), en appelant le Sénat à apporter leur soutien au programme de stabilité. lemonde.fr 29.04

Et fort de cette légitimité usurpée...

- Réforme territoriale: Valls "*prêt*" à "*aller plus vite encore*" - AFP

Du coup le patronat se sent légitimer à avancer ses exigences.

- Pierre Gattaz prône deux ou trois ans de modération salariale - Reuters

"*S'il n'y a pas de modération salariale aujourd'hui en France, les efforts faits sur les baisses de charges n'auront servi à rien*", dit-il dans une interview à l'hebdomadaire L'Usine Nouvelle diffusée mardi.

Pour Pierre Gattaz, les salaires ont augmenté ces dernières années en France plus vite que l'inflation et la productivité.
Leur modération, nécessaire au rétablissement de la compétitivité, n'est pas que de la responsabilité des entreprises, mais aussi de "celle de l'État et des syndicats."

Le président du Medef déclare que les syndicats "*doivent aussi être raisonnables et ne pas demander l'impossible.*"

(Gageons qu'il sera entendu, ils ne vont pas se mettre à copier les syndicats d'Afrique du Sud tout de même ! ndlr)

Pierre Gattaz juge "*évident*" que la modération salariale devra s'appliquer aux patrons car "*on ne peut pas demander des efforts aux salariés et ne pas se l'appliquer soi-même.*" (Jésuistisme sordide mais pas étonnant du tout. - ndlr)

"*Les patrons de PME et d'ETI (entreprises de taille intermédiaire) que nous représentons le font naturellement*", dit-il. Reuters 29.04

Les patrons de PME et d'ETI y sont contraints très souvent, Gattaz se moquent d'eux.

Ce qu'il appelle les "*charges*" sont une partie du salaire différé, donc si le gouvernement en fait cadeau aux patrons, qui en réalité coïncide avec une baisse du coût du travail, ce n'est pas pour augmenter les salaires à côté, c'est logique. C'est comme un magasin qui annoncerait un discount de 20% après avoir augmenté ses prix de 20%, où serait le bénéfice pour celui qui est censé en profiter.

Une bonne nouvelle tout de même monsieur l'esclavagiste.

- La part des CDD dans les embauches atteint un niveau record - Reuters

La part des contrats à durée déterminée (CDD) dans les embauches des entreprises de dix salariés ou plus s'est accrue de 0,9 point au quatrième trimestre 2013 en France pour atteindre 83,7%, un record, selon des données publiées mercredi par la Dares (direction des études économiques du ministère du Travail). Reuters 30.04

Chouette, non ? Peut mieux faire s'écrie le négrier, Gattaz, par exemple:

- Au Royaume-Uni, 1,4 million d'employés n'ont aucune garantie de salaire - LeMonde.fr

Environ 1,4 million de personnes sont employées au Royaume-Uni au titre de contrats « *zéro heure* », sans aucune garantie d'heures de travail, et donc de salaire, selon de nouvelles statistiques publiées mercredi 30 avril, qui relancent la polémique sur ce symbole de l'ultraflexibilité britannique.

Selon l'Office national des statistiques (ONS), qui se base sur une période de deux semaines en janvier et début février, environ 13 % des employeurs interrogés reconnaissent utiliser ce type de contrat, un chiffre qui monte à près de 50 % dans le tourisme, la restauration et l'alimentation. Les plus touchés sont les étudiants, les femmes, les moins de 25 ans et les plus de 65 ans. LeMonde.fr 30.04

C'est bien le pays des 200 à 300.000 millionnaires ou milliardaires russes expatriés avec leur fortune et qui entendent bien la faire fructifier, n'est-ce pas ?

Suite. Et dire que du PS à LO ils sont tous réformistes.

- Valls dit "*assumer le réformisme*" et la "*social-démocratie*" - AFP

C'est ce qu'affirme chaque dictateur après chaque discours

- Manuel Valls se sent renforcé par un vote "*fondateur*" - Reuters

Il y a vraiment de quoi :

- Cote de confiance : l'effet Valls aura été de courte durée pour Hollande - LeFigaro.fr

- La cote de François Hollande rechute à 18%, selon TNS Sofres - Reuters

Et encore, ils ne manquent pas de valets pour relayer leur politique.

- Alstom: les syndicats demandent à l'Etat de préserver "*l'intégrité*" du groupe - AFP

Ah, l'Etat, comme ils l'aiment ! Quel Etat ? Mais le vôtre pauvre bougre, ignorant, le vôtre, comment vous ne le saviez pas ?

Au point que...

- Alstom: la CFDT à son tour évoque une "*nationalisation temporaire*" - AFP

C'est pour dire !

La preuve.

- Montebourg sur Alstom: "*nous nous sommes battus pour qu'il y ait le choix*" - AFP

Avant même que Hollande, Valls ou ce pantin ouvrent la bouche, les médias vendaient la mèche : GE va racheter Alstom et l'affaire est bouclée, le gouvernement est placé devant le fait accompli. Entre nous, il le savait.

- Alstom approuve l'offre de General Electric - LePoint.fr

Le conseil d'administration d'Alstom s'est prononcé à l'unanimité mardi soir pour l'offre de General Electric, en concurrence avec Siemens. LePoint.fr 29.04

Illusionnisme. Quelle gauche ? Celle qui a gouverné avec Chirac et Jospin ? Elle est morte !

- Pierre Laurent appelle à l'union de la gauche contre la politique de Valls - AFP

Le secrétaire national du Parti communiste (PCF), Pierre Laurent, a appelé mercredi les forces de gauche qui ne "*se reconnaissent*" pas dans la politique "*illégitime*" menée par Manuel Valls à travailler "*ensemble*". AFP 30.04

Libérez la Palestine de l'apartheid !

- La bourde de John Kerry sur un possible «*État d'apartheid*» en Israël - lefigaro.fr

Le sionisme veille.

En Israël, l'utilisation de ce terme faisant référence au système social ségrégationniste en vigueur en Afrique du Sud entre 1948 et 1994 avait été plutôt mal accueillie. Le ministre israélien des Transports, Israel Katz, avait par exemple répliqué lundi sur son profil Facebook: «*Kerry honte à vous! Il y a des mots que l'on ne peut pas employer.*» Ces propos ne sont pas non plus passés inaperçus aux États-Unis. Le sénateur républicain de l'Arizona, John McCain, a demandé qu'il «*présente ses excuses*». Son collègue texan, Rafael Edward Cruz, a lui réclamé la «*démission*» du secrétaire d'État.

C'est chose fait, Kerry s'est exécuté sur le champ.

«*Si je pouvais rembobiner la bande, j'aurais choisi un autre mot.*» Lundi soir, le secrétaire d'État américain, John Kerry, a confessé à demi-mots son erreur. Il a reconnu avoir utilisé le terme d'État d'apartheid quelques jours plus tôt lors d'une réunion à huis clos au sujet d'Israël, mais il nie s'en être servi pour qualifier le pays. «*Je ne crois pas, ni n'ai jamais déclaré publiquement ou dans le privé qu'Israël était un État d'apartheid ou qu'il avait l'intention de le devenir*», affirme le diplomate dans un communiqué. «*Je ne permettrai pas que mon engagement pour Israël soit discuté par quiconque, en particulier pour des objectifs politiques partisans*», s'est fermement défendu John Kerry, qui a parrainé fin juillet la reprise des négociations de paix israélo-palestiniennes. lefigaro.fr 29.04

Franchement, qui oserait douter un seul instant de son "*engagement pour Israël*" à part un dément ?

Ultime torture au royaume de la liberté et de la démocratie, exemplaires.

- Oklahoma: Une exécution se déroule mal, une seconde reportée - 20minutes.fr

L'exécution d'un Américain s'est mal déroulée, mardi soir en Oklahoma, conduisant au report immédiat d'une deuxième exécution prévue deux heures plus tard, a-t-on appris auprès des autorités pénitentiaires.

Le directeur des prisons a ordonné l'arrêt de l'exécution de Clayton Lockett, trois à quatre minutes après le début de l'injection, à 18H23 locales (23H23 GMT), en constatant un «*échec de l'intraveineuse*», mais le condamné est mort d'une «*crise cardiaque*» à 19H06 (00H23 GMT). Le directeur a immédiatement décrété le report de 14 jours de l'exécution de Charles Warner, prévue dans la foulée. 20minutes.fr 29.04

En complément.

Et le capitalisme, toutes ses guerres, c'est quoi ?

- Exécution en Oklahoma : « *La peine de mort, c'est la barbarie* » dénonce Badinter - Public Sénat

Et celle-là alors ?

- La France compte 1 000 centenaires de plus chaque année - Francetv info

C'est une honte de vivre si vieux...

Au fait si vous êtes malade ou impotent, très diminué, très vieux ou grabataire et que vous voulez partir sans douleur, j'ai trouvé le truc, vous achetez un stock de puissants somnifères et de morphine, ici c'est facile avec la même ordonnance on peut se procurer ce qu'on veut auprès d'une dizaine de pharmacie, vous avalez le tout et l'affaire est réglée, génial, non ? Rassurez ? Non, tant pis pour vous !

Dictature. La CPI affectionne les dictateurs en service aux ordres de ses maîtres.

De simples témoins emprisonnés depuis trois ans pour avoir retourné l'accusation contre Kabila, le protégé de la CPI.

- Les trois témoins congolais qui embarrassent la CPI - LeMonde.fr

En mars 2011, trois hommes emprisonnés en République démocratique du Congo (RDC), Floribert Njabu, Pierre Mbodina et Charif Banda, sont appelés à témoigner devant la CPI dans le procès de Germain Katanga, un milicien qui a depuis été

reconnu coupable de complicité de crimes contre l'humanité.

Kinshasa accepte le départ des trois hommes pour La Haye, à la condition expresse qu'ils soient renvoyés en RDC après leur déposition. Mais les trois témoins piègent tout le monde : au cours de leur audition, ils accusent le régime du président Joseph Kabila d'être responsable des crimes commis en 2002 et 2003 dans l'est du pays, pour lesquels Germain Katanga est poursuivi. LeMonde.fr 30.04

Provocation, répression, réaction ou les ONG et agents de l'Empire en action en Ethiopie et en Colombie sous un faux masque humanitaire ou social.

Le "*moment choisi*", par qui et pour quoi ?

- L'Ethiopie qualifie de "*criminels*" neuf journalistes et blogueurs arrêtés - AFP

Les autorités éthiopiennes ont démenti mardi que neuf blogueurs et journalistes récemment arrêtés aient été visés pour leurs activités dans les médias, assurant qu'ils étaient accusés "*d'activités criminelles graves*".

Le blog Zone9, inaccessible en Ethiopie, affirme sur son site que six de ses contributeurs et trois journalistes indépendants ont été arrêtés les 25 et 26 avril et inculpés pour avoir "*travaillé avec des militants des droits de l'Homme étrangers (...) et avoir incité à la violence via les médias sociaux pour déstabiliser le pays*".

Le Comité de protection des Journalistes (CPJ) a dénoncé "*une des pires opérations de répression de la liberté d'expression*" en Ethiopie et Amnesty International a estimé qu'elle s'inscrivait dans "*une tendance déjà ancienne d'arrestations et de harcèlement de militants et défenseurs des droits de l'Homme, de journalistes et d'opposants*".

"*Ils sont suspectés de crimes graves et la police enquête*", a réagi mardi le porte-parole du gouvernement éthiopien, Getachew Reda, interrogé par l'AFP, sans donner de détails sur les chefs d'accusation pesant sur eux.

"*Nous ne prenons pas d'ordre de Human Rights Watch*" (HRW), a ajouté M. Getachew, alors que l'ONG de défense des droits de l'Homme a appelé à la libération des personnes arrêtées.

Leslie Lefkow, directrice-adjointe pour l'Afrique de HRW, a estimé que ces arrestations "*montraient une fois encore que quiconque critique le gouvernement éthiopien serait réduit au silence*".

Lundi, une porte-parole du département d'Etat américain, Jen Psaki, a indiqué que Washington était informé de ces arrestations et avait "*réitéré (son) inquiétude de longue date sur la restriction des libertés de la presse et d'expression en Ethiopie*".

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry doit se rendre en Ethiopie dans le cadre d'une tournée en Afrique cette semaine et devrait, selon Mme Psaki, aborder le sujet avec le gouvernement éthiopien à Addis Abeba.

"Le moment choisi pour ces arrestations - quelques jours avant la visite du secrétaire d'Etat américain - est éloquent en ce qui concerne le mépris de l'Ethiopie pour la liberté d'expression", a estimé Leslie Lefkow.

HRW a appelé M. Kerry à réclamer aux autorités éthiopiennes la libération de "*tous les militants et journalistes arbitrairement arrêtés ou condamnés au cours de procès inéquitables*".

Environ 200 membres du parti Semayawi ("*bleu*" en amharique), une des rares formations d'opposition en Ethiopie, ont par ailleurs été autorisé à manifester dimanche, sous haute surveillance policière, après l'arrestation d'une vingtaine de ses militants, pour réclamer "*plus de libertés et une vraie démocratie*". AFP 29.04

Le "*moment*" était bien "*choisi*" pour qui, pour affaiblir le gouvernement éthiopien quelques jours avant la visite de Kerry ou pour l'impérialiste américain qui ne supporte pas que les Chinois s'implantent solidement en Ethiopie et soient en train de faire main basse sur la main d'oeuvre éthiopienne particulièrement bon marché ?

L'extrême droite vénézuélienne et ukrainienne sert-elle de modèle en Colombie ?

- Colombie: lancement d'un mouvement de protestation paysanne - AFP

Des paysans colombiens ont lancé lundi un mouvement national de protestation afin de dénoncer l'insuffisance d'un plan de soutien décrété l'an dernier par le président Juan Manuel Santos, qui a jugé cette fronde injustifiée.

"*Nous allons nous battre pour rester dans les campagnes, pour le droit au travail, pour que ce ne soit pas la fin des paysans en Colombie*", a déclaré Cesar Pachon, l'un des porte-parole du mouvement, rejetant la "*faute*" sur le gouvernement.

Entre 20 et 30.000 manifestants sont attendus dans le cadre de ce mouvement d'une durée indéfinie, selon les organisateurs, alors que les autorités ont averti qu'elles ne permettraient pas un blocage des axes routiers.

Les manifestants, inquiets des conséquences des traités de libre échange signés avec les Etats-Unis et l'Union européenne, accusent le gouvernement de n'avoir pas respecté le "*pacte national pour l'Agriculture*" prévoyant une série de subventions.

Le chef de l'Etat, actuellement en campagne électorale afin de briguer un second mandat lors de la présidentielle du 25 mai prochain, estime au contraire avoir apporté des aides importantes au secteur, avec notamment un plan de 3,5 milliards de dollars pour les producteurs de café.

Dimanche, M. Santos a déclaré qu'il n'y avait "*aucune justification*" pour ce nouveau mouvement qui "*pénalise tout le pays*", excluant de négocier sous la pression.

Durant la journée de lundi, des dizaines d'étudiants ont manifesté en solidarité avec les paysans dans les universités privées de Bogota. Des échaufourrées ont eu lieu avec les forces de l'ordre qui ont reçu des jets de pierres et ont répliqué avec des tirs de gaz lacrymogène. L'Université nationale, l'un des principaux centre universitaire, a suspendu les cours à la suite de ces incidents. AFP 29.04

Infos ou intox ? Un autre article qui porte un autre éclairage sur la situation en Colombie.

Avant rappelons l'infos de l'AFP du 23 avril (causerie du 24)

- Colombie: le président rétablit le maire de Bogota dans ses fonctions - AFP

Le président colombien Juan Manuel Santos a annoncé mercredi avoir rétabli dans ses fonctions le maire de Bogota, l'ancien guérillero Gustavo Petro, destitué en mars, suivant une décision prise mardi par un tribunal de la capitale.

"*Les lois, les juges, m'ordonnent de restituer le maire Petro (dans ses fonctions) et j'ai signé le décret correspondant*", a déclaré M. Santos à la presse.

"*Cette décision n'est que l'application de la loi, je n'ai pas d'alternative, cela peut plaire à certains, pas à d'autres*", a poursuivi le président de centre-droit. AFP 23.04

C'est sûr que cette décision n'a pas dû plaire du tout "*à certains*". Peut-être ceux-là par exemple.

- Colombie : les chemises noires d'Uribe empêchent le Président Santos de faire campagne. - AVN-Aporrea.org - legrandso ir.info - 27 avril 2014

Le Président Santos de Colombie, ne fait pas partie, loin de là, des présidents d'Amérique Latine considérés comme progressistes. Pourtant dans la conjoncture actuelle, d'une offensive néonazie dans la région (aussi), nous verrons qu'il est encore beaucoup trop progressiste pour certains dont l'ex président leader de l'extrême-droite régionale et très bien noté à Washington, Alvaro Uribe.

J'avais publié récemment un entref ilet sur l'assassinat d'un leader des chemises noires de Tercera Fuerza, groupe néonazis dont il sera question dans ce texte... depuis d'autres épisodes ont eut lieu qui mettent en cause des membres de l'armée et de la police qui auraient contribuer à l'entraînement de ces charmants jeunes gens. Dans d'autres articles, des liens très serrés avaient été mis en évidence entre Alvaro Uribe et les leaders de l'extrême-droite vénézuélienne comme Henrique Capriles, Leopoldo Lopez et Laurent Saleh, avec qui il travaille, en très étroite collaboration, a essayer de renverser le gouvernement bolivarien du Venezuela.

Peut-être que le témoignage de Santos, aidera ceux qui seraient encore sceptiques à accepter que oui, c'est bien une tentative de coup d'état d'extrême-droite qui est menée au Venezuela, et que là aussi, ceux qui approuvent les manif estation ne dépassent pas les 10%, ce qui ne les empêche pas de multiplier les actions violentes et de sabotages pour s'emparer du pouvoir, avec le soutien actif de Washington, et d'Uribe, de nos gouvernements et des mass medias. Anne Wolff

Avril 23 – Le Président de Colombie, Juan Manuel Santos, dénonce des attaques à son encontre de la part du "Centre Démocrate" parti de l'ex mandataire Alvaro Uribe, qui se sont intensifiées pendant sa campagne de réélection présidentielle.

"*Le Centre Démocratique, qui dans le f ond est une extrême-droite, en arrive à un point que je n'aurais pas imaginé, des jeunes gens en chemises noires tentent de saboter mes apparitions en public pendant la campagne* » raconte Santos à la BBC. Il souligne que : '*Il s'agit d'une sorte de néonazizme, de néofascisme qui a pour but unique la polarisation (de la société) et la haine* ». Il ajoute qu'il espère que la parti de Uribe ne va pas prospérer.

Il rappelle que lors des récentes élections législatives « *Uribe espérait obtenir 40% du Congrès, mais il a en a obtenu 12%* » Il ajoute qu' « *avec ce faible résultat il n'aura pas la capacité de bloquer aucune loi, ni de mettre un veto à aucune politique. Ils vont faire du bruit et c'est bien qu'ils en fassent, cela fait partie de la démocratie. Et qu'ils expriment leurs opinions par des canaux démocratiques* ».

Santos explique qu'en plus des actions à son encontre durant la campagne en vue des élections présidentielles du 25 mai, depuis l'uribisme, ils attaquent les processus de paix qui se mènent avec les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie –Armée du Peuple (FARC-EP) à la Havane à Cuba.

"*Ils sont en train d'essayer de manipuler de nombreux secteurs avec des mensonges. Avec de fausses rumeurs : par exemple, ils vont raconter aux militaires qu'ils seront réduits à leur plus petite expression. Aux policiers, ils disent qu'on va leur ôter leurs pensions pour les donner aux guérilleros*" dénonce Santos. Il ajoute « *ils sont en train de mener une guerre sale. Et cela atteint certaines personnes et cela nuit* »

Source : Santos califica de neonazista y neof acista a partido de Uribe.

Ce matin j'ai découvert un article du Monde d'hier illustré par une photo prise à Bogota, de manifestants cagoulés lançant des cocktails Molotov qui m'ont spontanément fait penser à Caracas et Kiev, exactement les mêmes scènes, le même scénario, avec un nombre impressionnant de policiers blessés. Mieux, le Monde se rangeant au côté des manifestants, là en principe c'est un signe qui ne trompe pas, rappelons que ce journal a soutenu les fascistes en Ukraine et au Venezuela.

Alors de là à ce que cette "*protestation paysanne*" soit montée de toute pièce ou que les agriculteurs soient manipulés, c'est possible, tout est possible depuis le 11 septembre 2001, vous n'avez pas oublié n'est-ce pas, tout ce qui s'est produit par la suite en est le produit ou plutôt n'aurait pas pu être possible sans cela, la Libye, la Syrie, Kiev, Caracas, etc.

Faut-il en déduire que les fachos se seraient déjà emparés du pouvoir ? Vous voulez dire aux Etats-Unis et en Israël par exemple, au Japon, en Corée du Sud et bien d'autres pays, au niveau de toute l'Europe demain avec l'UE ?

Ecoutez, c'est très simple.

Comment caractérisez-vous un régime à l'échelle mondiale qui permet à 62 milliardaires de posséder autant de richesses que les 3,5 milliards d'habitants les plus pauvres de la planète, tandis que le patron du Medef en France exige en plus des centaines de milliards d'euros déjà accordés aux patrons et actionnaires depuis 1992 et les dizaines et dizaines encore annoncés, exige que les travailleurs acceptent une "*modération salariale*" au cours de 2 ou 3 années à venir, mais on aurait pu citer aussi les 22 hommes, femmes ou enfants qui meurent de faim ou de sous-alimentation dans le monde chaque minute qui passe ou encore les milliers de milliards de dollars dépensés en armement ou pour faire la guerre chaque année par la totalité des gouvernements, comment appelez-vous un tel régime ?

Si aux morts de faim ou de sous-alimentation vous ajoutez ceux qui meurent faute de soin, d'accès aux médicaments et aux meilleurs traitement, d'eau potable ou de conditions d'hygiène appropriées, les accidents de travail causés par des conditions détestables, les millions de morts qui pourraient être évités car causés par le stress produit par cette société ignoble, alcoolisme, drogue, accidents de la route, du travail, suicides, etc. vous arriverez sur 10 ans ou moins à un nombre total de morts supérieur à celui de la Seconde Guerre mondiale dont on a accusé les nazis d'être responsables.

Tous les discours sur les excès du capitalisme, le partage des richesses, les inégalités et les injustices, etc. sont misérables, désuets et flirtent avec le charlatanisme dès lors qu'on n'est pas capable de mettre en perspective chaque élément, information ou donnée économique ou sociale qui parvient à notre connaissance, finalement de leur donner cette dimension politique et mondiale qui seule permet de comprendre et de prendre conscience que le capital est engagé dans une lutte à mort contre le travail et qu'on ne s'en sortira pas autrement qu'en s'organisant pour briser cette machine infernale qui est en train de nous broyer.

Et pour parvenir à ses fins, notre ennemi est prêt à tout, ne reculera devant rien, aucun moyen y compris les plus monstrueux et criminels, ce qu'il vient encore de prouver en Ethiopie et en Colombie, certes à un niveau modeste pour le moment... Il ne nous laisse pas le choix, il faut l'éliminer, il n'existe pas d'autres alternatives.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Espagne

- Espagne: le chômage proche de son record, dans un climat de découragement - AFP 29.04

Le taux de chômage a encore augmenté en Espagne au premier trimestre, à 25,93%, proche de son record historique, une situation qui incite nombre de demandeurs d'emploi, découragés, à abandonner leurs recherches, voire à quitter le pays.

La situation reste en effet dramatique pour les moins de 25 ans, les plus touchés par le chômage avec un taux de 55,5%.

En outre, dans près de 2 millions de foyers en Espagne tous les membres actifs sont à la recherche d'un emploi, un chiffre en constante hausse.

Aucune des 17 régions d'Espagne n'affiche un taux de chômage inférieur à 17%, et parmi elles l'Andalousie, avec 34,94%, les îles Canaries, avec 32,55%, et l'Extrémadure, avec 32,14%, sont celles qui en souffrent le plus.

"*Quand reviendrons-nous à des taux de chômage inférieurs à 12%, comme avait l'Espagne avant ?*", se demandait mardi Toni Ferrer, un des porte-parole du syndicat UGT, interrogé sur la radio nationale, notant que "*cinq chômeurs sur dix ne touchent aucune prestation ou allocation*", près de 3 millions d'entre eux étant sans emploi depuis plus d'un an. AFP 29.04

En complément. A la hausse...

- Santander affiche un bénéfice en hausse de +8% au 1er trimestre - Reuters

Haut de page

Le 2 mai 2014

CAUSERIE

Quel bonheur de se retrouver seul pendant trois jours !

Je ne corrige plus les fautes, tant pis, pas le temps et les yeux trop fatigués quand j'ai terminé le boulot.

Demain matin on ajoutera encore une vingtaine d'articles.

Matière à réflexion à partir de quelques citations dans le Grand Robert de la langue française.

Nous affirmons que le totalitarisme est le pendant du nihilisme qui sert de philosophie au néolibéralisme.

Nihilisme.

Victor Hugo, les Misérables : La négation de l'infini mène droit au nihilisme. Tout devient « *une conception de l'esprit* ». Avec le nihilisme, pas de discussion possible; car le nihiliste logique doute que son interlocuteur existe, et il n'est pas bien sûr d'exister lui-même (…) En somme, aucune voie n'est ouverte pour la pensée par une philosophie qui fait aboutir au monosyllabe Non. À : Non, il n'y a qu'une réponse : Oui. Le nihilisme est sans portée.

Par exemple, Israël est une conception de l'esprit qui a pour conséquence ou se traduit par la négation des droits des Palestiniens.

L'affirmation selon laquelle le capitalisme est légitime et existe de toute éternité est une pure conception (construction ou vue) de l'esprit qui a pour conséquence ou doit se traduire par l'absence d'alternative au capitalisme ou conduit à déclarer le socialisme illégitime. Il est donc recommandé de s'y soumettre.

Camus, l'Homme révolté : À ce « *tout est permis* » commence (…) l'histoire du nihilisme contemporain (…) Le nihilisme n'est pas seulement désespoir et négation, mais surtout volonté de désespérer et de nier.

Gageons que celui ou ceux qui affirment que « *tout est permis* » appartiennent à la classe dominante ou parlent en son nom, car elle seule peut tirer pleinement profit d'un tel principe ou tout se permettre ou presque. Dans leur société, c'est la richesse et le pouvoir dont on dispose qui déterminent l'espace (ou le champ) de liberté dans lequel on va évoluer, le degré de ce qui nous est permis de faire, légalement ou illégalement.

De son côté l'opprimé serait mal avisé de les prendre au mot et d'être tenté de les imiter. Son pouvoir étant quasi inexistant et sa liberté si limitée, s'il venait à l'ignorer ou à outrepasser ses droits il se verrait réprimer ou remettre en place violemment au point de jurer de ne jamais plus recommencer.

Ainsi le nihilisme est "*désespoir et négation*" pour celui qui en est la victime, il consiste à nier la possibilité de se débarrasser du carcan qui l'étouffe ou le prive de liberté et bien autres choses encore. Il correspond sur le plan social et politique à la négation de ses droits les plus élémentaires.

Nihiliste.

Camus, l'Homme révolté : Le nihiliste n'est pas celui qui ne croit à rien, mais celui qui ne croit pas à ce qui est.

On retrouve un peu la même tendance chez les gens qui tendent à tout relativiser, de nos jours en se généralisant cela aboutit à la remise en cause de toutes les valeurs et de tous les principes, de tous les repères qu'on s'était forgé, toutes les règles, etc. appliqué à l'économie et à la finance en particulier cela donne la déréglementation tout azimut au profit de ceux pour lesquels "*tout est permis*", les banquiers et les principaux actionnaires des multinationales.

Ne pas croire en ce qui est s'avère bien commode, car cela permet de recomposer ou réécrire, interpréter l'histoire à sa convenance, de recourir à toutes sortes de procédés pour manipuler et falsifier les faits ou la réalité.

En imaginant que chacun s'adonne à cette pratique ou y soit encouragé, on aboutirait à une société ou plus personne ne serait en mesure de dire exactement ce qui est ou ce qui s'est passé, de telle sorte qu'il serait devenu impossible de comprendre quels rapports il existe dans la société et agir pour la transformer dans une direction ou une autre, il ne resterait plus qu'à la subir, tandis que seuls ceux qui seraient à la manoeuvre en tireraient profit. Ne serait-ce pas un peu ce qui se passe sous nos yeux aujourd'hui, n'est-ce pas ?

République des copains et des coquins. Une "***rumeur***" confirmée.

L'humoriste Jean-Marie Bigard avait affirmé le 1er mai sur France Info que Michel Charasse, était "*plutôt assez sympa avec les artistes lorsque ces derniers avaient des problèmes fiscaux, au point de déchirer des feuilles d'impôt.*" avant de se rétracter suite à la polémique que ces propos avaient déclenchée.

Il n'en demeure pas moins que c'était exact.

D'ailleurs Charasse l'a confirmé par la suite sans que cela ne déclenche la moindre polémique cette fois, à croire qu'entre temps les médias ont reçu ordre de ménager le PS ou le gouvernement, dans le contexte actuel chacun aura compris pourquoi.

Les éléments fournis par Charasse.

Michel Charasse, ministre du Budget de François Mitterrand, reconnaît tout de même "*un traitement de faveur pour les personnalités, artistes mais aussi sportifs ou syndicalistes, souvent négligentes avec leurs déclarations de revenus*".

"*Je convoquais alors directement l'intéressé pour trouver un arrangement, un délai de paiement supplémentaire, une remise de pénalité, développe-t-il. Je n'ai jamais reçu d'instructions de François Mitterrand ou de Jack Lang. C'est moi qui ai mis en place ce système. Je ne voulais surtout pas de scandale public*." (Source : France Info 01.05)

Des syndicalistes qui négligeaient leurs déclarations de revenus, non, vraiment, pourquoi pas des employés du ministère de l'Economie et des Finances pendant qu'il y est, il nous prend pour des cons Charasse, qu'il dise plutôt qu'ils s'arrangeaient ensemble en guise d'échange de bons procédés, au titre de services rendus, je ne sais pas, un peu d'imagination bordel, pour la patrie, pour la France, un truc dans ce genre là, demandez à Mélenchon, il connaît toutes les formules par coeur (à lire plus loin) !

ACTUALITE EN TITRES

Vive la crise !

- Nouveau record du Dow Jones à Wall Street - LePoint.fr

- Lloyds affiche un bénéfice en hausse de 22% - Reuters

Question indécente.

- L'Europe joue-t-elle contre les travailleurs ? - Liberation.fr

Ils sont en train d'en faire des zombis, des débiles, des esclaves lobotomisés...

- Les coloriages pour adultes, arme anti-stress et niche à succès - AFP

Conseillez-le à votre patron ou à votre banquier...

Provocation des gavés et affameurs.

- Malbouffe et paresse intellectuelle: y'a-t-il un lien et laquelle est la cause de l'autre? - Slate.fr

Evidemment ce sont ces abrutis de prolos qui s'adonnent volontairement à la "*malbouffe* et à la "*paresse intellectuelle*, qui d'autres voulez-vous que ce soient ? Les collaborateurs de ce portail néolibéral bouffent bien, à leur faim, et ils n'ont aucune raison de ce fait de s'adonner pas à la paresse intellectuelle, on n'en doute pas. Dans leur cas c'est de médiocrité intellectuelle dont il faut parler ou de médiocrité tout court.

Et mettre ses capacités intellectuelles au service de la barbarie, vous appelez cela comment ? Sans doute du courage intellectuel.

Et au fait, ceux qui qui crèvent chaque année par millions dans le monde parce qu'ils n'ont pas à bouffer, ils sont atteints de quelle tare ? De paresse, pas digestive parce qu'ils ont le ventre vide, cela leur évite d'user leur cerveau, pour quoi faire, pour rien en somme puisqu'ils vont crever, alors qu'ils économisent leur énergie pour en profiter le plus longtemps possible, qu'ils fassent preuve d'intelligence au moins une fois dans leur vie, qui à défaut d'avoir été bien remplie s'éteint lentement mais sûrement... Nous vivons décidément dans un monde merveilleux, cruel et sordide.

Ils ont la vengeance, la rancune, la haine tenace, coriace.

- Irlande : Gerry Adams arrêté pour le meurtre d'une femme par l'IRA en 1972 - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Echo du 1er mai

- Près de 100 000 personnes manifestent pour le 1er-Mai selon la police, 210 000 selon la CGT - Francetv info

Les jaunes ou la cinquième colonne ukrainienne.

- Le 1er Mai 2014 fait un gros flop - LeFigaro.fr

... le rassemblement de la CFDT et de l'Unsa le matin n'a pas non plus attiré les foules. Il n'y avait pas plus de 200 militants, place Stalingrad à Paris, venus écouter leurs responsables parler… d'Europe. LeFigaro.fr 01.05

Assez d'opportunisme !

- De nombreuses pancartes réclamaient : "*Assez d'austérité, augmentez les salaires*", "*non à l'austérité, oui au partage*" ou encore "*Hollande trahit le peuple*".

Tout sonne faux dans ces mots d'ordre.

Non au partage au niveau atteint par les inégalités, non à l'augmentation de salaire pour mieux s'accommoder du régime capitaliste pendant que les autres en crèvent, non Hollande n'est pas un traite à sa famille, celle des capitalistes. Ce sont les mots d'ordre des "*Trente glorieuses* auxquels ont succédé les quarante ignominieuses, qui les ont enfantées, eh oui il y a un début ou une origine à tout qu'on le veuille ou non...

2%, c'est à peu près ce qui sépare à la présidentielle le candidat de l'UMP et du PS.

- A peine un tiers des Français font confiance aux syndicats - 20minutes.fr

A peine un tiers des Français (32%) font confiance aux syndicats, selon un sondage Ifop pour Atlantico.fr publié jeudi, jour de la Fête du Travail.

Seuls 2% d'entre eux font «*tout à fait confiance aux organisations syndicales*», 30% des personnes interrogées disant leur faire «*plutôt confiance*». 20minutes.fr 01.05

2%, mais alors cela signifie que notre stratégie n'est pas aussi gauchiste que certains le prétendent, qu'elle est en réalité pleinement justifiée, par les faits s'il vous plaît et ne leur en déplaise. Vous vous demandiez peut-être qu'est-ce qui justifiait ou sur quoi reposait les liens que nos dirigeants entretiennent avec les appareils corrompus des syndicats, leur refus obstiné de fonder un nouveau syndicat ouvrier révolutionnaire, vous avez là la réponse : 2%. Et c'est tout ce qu'ils représentent et encore, en étant généreux.

2% qui en réalité représentent les couches les mieux lotis et les plus enchainées au capitalisme puisque la politique des syndicats est favorable au régime, les couches les plus droitières en somme, de gauche cela va de soi !

Effectivement, il ne faut pas se fier aux apparences, aux grandes déclarations, aux discours radicaux, aux écrits à caractère théoriques teintés de marxisme et qui sont finalement destinés à le rester car dans les faits, en pratique il en est tout autrement. Et le résultat, le bilan de tout cela ? Vous l'avez sous les yeux.

Une classe embourgeoisée qui n'a pas conscience de l'être, un mouvement ouvrier bourgeois qui n'a pas conscience de l'être, une avant-garde qui l'est tout autant et n'a pas davantage conscience de l'être, des syndicats qui sont devenus uniquement des rouages du régime en place, des gestionnaires des rapports entre le capital et le travail au profit du régime auquel ils sont liés irrémédiablement, le tout aboutissant à la dislocation de l'opposition de gauche et à l'absence d'un parti marxiste révolutionnaire, section de l'internationale socialiste révolutionnaire tout aussi inexistante à l'échelle mondiale.

Y participer : C'est légitimer ce qui en sortira.

- Lepaon (CGT) ironise sur la prochaine conférence sociale prévue en juillet - AFP 01.05

Y aller, c'est mieux que cela encore, c'est déjà se placer sur le terrain de l'ennemi, déposer les armes, capituler.

Dans le cas des bureaucrates actuels des syndicats on ne peut même pas dire qu'ils trahissent ou capitulent, ce serait leur faire trop d'honneur puisqu'ils sont étrangers à la classe ouvrière. Ce sont des agents du capital et ils agissent en tant que tels, les traiter de traîtres c'est déjà faire une entorse à la réalité, faire preuve de faiblesse ou de mansuétude à leur égard ou les ménager. Maintenant il arrive qu'on emploie ces expressions parce que les travailleurs syndiqués ou non ne savent pas encore exactement qui ils sont, on est bien obligé d'en tenir compte.

Le problème avec nos dirigeants c'est, qu'ils utilisent ou non ces expressions ou des variantes ne change absolument rien à leurs rapports avec les appareils pourris des syndicates, les liens éternels qui les unissent, amen. Ah ben oui, car à un moment donné il faut bien reconnaître qu'ils sont fossilisés, pour l'éternité ou lobotomisés puisqu'ils sont incapables de toute réflexion qui remettrait en cause ces rapports, quoi qu'il arrive, jamais vous ne trouverez chez eux la moindre discussion sur ce sujet, que dis-je, la moindre allusion.

En famille.

Thierry Lepaon a déclaré avoir "*du mal à mesurer la différence*" entre la politique de François Hollande et celle de Nicolas Sarkozy. AFP 01.05

Cela signifie malgré tout qu'il en existe une : Lepaon avait appelé à voter Hollande, autrement dit c'est comme s'il avait appelé à

voter Sarkozy, ne dites pas non, il le dit lui-même à sa façon. Cela devient de plus en plus difficile de couvrir une telle arnaque, à savoir, faire croire que le PS serait de gauche.

Comme Mélenchon il l'aime leur société, leur pays, il veut les sauver, la gauche à leur secours pour en fait garantir la pérennité du régime, c'est beau, cela donne envie...

- Mélenchon réclame "*une politique de gauche*" à l'occasion du 1er Mai - AFP

C'est le langage des impuissants. Nous, nous ne réclamons rien à Hollande, nous ne sommes pas des mendiants. Il faut avoir la mentalité d'un esclave soumis à son maître pour faire preuve d'une telle bassesse.

"*On n'a jamais vu ça en France: un gouvernement à peine constitué qui perd la moitié de ses alliés*", a-t-il poursuivi. Sans blague, on en aurait presque la larme à l'oeil !

Et quels "*alliés*", qui sont allés soutenir le gouvernement composé de nazis à Kiev, entre autres.

"*Il ne reste plus personne pour soutenir ce gouvernement, à part une partie du Parti socialiste, on voit bien qu'il n'a pas de base majoritaire.*"

Rectifions, la totalité du PS qui a voté le TSCG, notamment, dans le cadre duquel s'inscrit le pacte de responsabilité. Pour le reste, je vous renvoie à la causerie d'hier.

Il a oublié le PRG, un parti bourgeois s'il en est. Et puis il y l'UDI (dont 17 députés se sont abstenus lors du vote sur le pacte de responsabilité au lieu de voter contre) et l'UMP qui se reconnaissent dans le pacte de responsabilité, en estimant toutefois que les concessions au patronat auraient pu être plus consistantes, 85 ou 100 milliards d'euros au lieu de 50.

Les médias aussi qui le ménagent, aucun n'a révélé que la biographie de Valls était une vaste supercherie, ils apprécient ses efforts en direction du capital à leur juste valeur tout en sachant que l'UMP ne ferait pas mieux ou ne serait même pas en mesure d'en faire autant. Et puis il y a Bruxelles, Berlin, Washington qui encouragent Hollande-Valls-Fabius.

On aurait pu se contenter de lui répondre que 67 députés se sont abstenus lors du vote sur le pacte de responsabilité au lieu de voter contre, uniquement pour qu'une majorité se dégage en faveur de ce texte et empêcher que Valls soit mis en minorité et Hollande contraint à dissoudre l'Assemblée nationale et appelé à des élections législatives anticipées.

Que le charlatan Mélenchon l'admette ou non n'y change rien, les différents parti de droite de connivence se sont arrangés pour que le gouvernement dispose d'une majorité.

Mélenchon est obligé de déformer la réalité parce qu'il refuse obstinément d'admettre que le PS figure dans le même camp que l'UMP, PS dans lequel il a milité pendant 30 ans, ce dont on comprend, car comment admettre qu'on a milité pendant si longtemps dans un parti de droite, mieux, comment admettre que le PCF soit allié à un parti dont le principal dirigeant est issu d'un parti de droite, le Front de gauche éclaterait, le PG aussi et le PCF connaîtrait une nouvelle crise peut-être fatale, bref, l'heure sonnerait pour le mouvement ouvrier de balayer toute cette vermine et de se recomposer sur une base sociale saine, impensable, il faut absolument éviter qu'un tel scénario ne se produise.

- "*A bas l'austérité, un poison qui va tuer la société, il nous faut une politique de gauche, il nous faut un gouvernement de gauche*", a-t-il lancé. "*Ce n'est pas comme ça qu'on va redresser les comptes publics, pas comme ça qu'on va améliorer la vie du pays, on est en train de vider la France de son sang*", a-t-il ajouté. AFP 01.05

Quelle crève leur société de merde, la vôtre monsieur Mélenchon !

Ah la France, la grandeur de la France dans le monde ! Est-il vraiment de gauche Mélenchon pour tenir ce genre de discours ?

On va le faire très populaire, genre discussion dans l'atelier, chez nous et entre nous quoi.

C'est avec ce genre de discours qu'il baise les travailleurs, parce qu'ils ne disposent pas des outils politiques pour le décrypter. Evidemment que personne ne souhaite que la situation empire et que les travailleurs souffrent davantage, mais personne ne comprend pas non plus que le problème n'est pas la politique du gouvernement ou le gouvernement en soi qui demeureront ce qu'ils sont quelle que soit l'étiquette qu'on leur colle, dès lors que nous n'aurons pas remis en cause les rapports existant entre les classes, l'Etat et les institutions des capitalistes qui en sont les garants. Autrement dit, tant que la classe ouvrière ne se sera pas emparée du pouvoir politique, non pas par les urnes car cela n'a jamais existé dans le passé dans aucun pays du monde, mais par sa mobilisation révolutionnaire, en faisant sa révolution comme le fit autrefois la

bourgeoisie pour se débarrasser du système économique féodal, pour se débarrasser du système capitaliste aujourd'hui, comme le fit le parti de Lénine en 1917 en Russie... d'où la nécessité de construire ce parti, car sans ce parti nous ne vaincrons jamais les capitalistes, nous ne prendrons jamais le pouvoir et le pire est encore à venir, il faut en prendre conscience.

Ce qu'on ne vous dit pas, c'est que quotidiennement la classe dominante lutte pour se maintenir au pouvoir, pour le renforcer, et tous les acteurs qui la représentent officiellement (UMP, UDI, PS, EELV, MRC, PRG, FN) ou interviennent sous de faux masques comme Mélenchon, Laurent, Lepaon, etc. luttent à ses côtés pour qu'elle conserve le pouvoir politique, pour assurer la stabilité du régime, la paix sociale, d'où la mise en scène du "*dialogue social*" qui n'est qu'une gigantesque mascarade destinée à tromper les travailleurs, à les livrer à leur ennemi pour qu'ils ne puissent pas le combattre et ne comprennent pas ce qui est en train de se jouer, et surtout leur interdire de poser la question du pouvoir, de l'Etat, de trouver la voie qui mène à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour renverser l'ordre établi, renouer avec le socialisme, le véritable socialisme, révolutionnaire, celui de Marx et Engels.

L'"***unité des socialistes***" pour la guerre en 1914 et en 1939 (et demain qui sait, la guerre)... contre la classe ouvrière.

- 1er Mai : Jean-Christophe Cambadélis en appelle à Léon Blum - LeFigaro.fr 01.05

Dans son intervention du 1er Mai, le premier secrétaire du PS a souligné la « *brûlante actualité* » du message de Blum, insistant sur le fait qu'il incarne « *le principe essentiel d'unité des socialistes* ».

- «*Léon Blum? C'est lui qui a fait la révolution du travail…*», en portant Laval et Pétain au pouvoir ! Ce sont les masses mobilisées par millions en 36 qui ont fait "*la révolution du travail*" monsieur le faussaire.

- «*Soit nous avançons unis, soit nous serons défaits désunis*», rappelons que c'est "*unis*" qu'ils ont envoyé les générations précédentes à l'abattoir.

- Oui à la «*culture du débat*», a-t-il ajouté, «*il y a un siècle comme aujourd'hui*», il a parfaitement le droit de revendiquer la trahison de la social-démocratie le 3 août 1914 ou celle de 39...

- À condition qu'il soit «*au service de notre devoir de combat*», pour combattre qui, pour le compte de qui, l'oligarchie financière...

- «*Le débat doit donner un sens à l'action et non pas partir dans tous les sens et rendre l'action impossible.*»

Le "*débat*" doit être orienté dés le départ dans une direction bien précise et ne pas en dévier, c'est seulement ainsi que le PS peut servir le régime... On aura compris qu'il ne conçoit le débat qu'à partir du moment où il est subordonné à un objectif déterminé à l'avance, et qu'être au PS signifie avoir accepté au préalable ce principe et cet objectif, qui évidemment n'a rien à voir avec le socialisme.

Un rappel utile.

La SFIO n'a jamais été véritablement un parti socialiste, qu'on se souvienne d'Engels et Marx qui dans la foulée de la liquidation de la Ier Internationale affirmèrent que le terme socialiste ne correspondait pas ou plus au développement de leur pensée et de la situation, de la lutte des classes, et que celui de communiste était plus approprié. Engels renchérissant en affirmant que les sections de la prochaine Internationale seront communistes. Or tel ne fut pas le cas, elles furent socialistes ou social-démocrates, avec les conséquences prévisibles et désastreuses que l'on sait puisqu'en 1914 la IIe Internationale fit faillite et passa dans le camp de l'ennemi avec armes et bagages ; tout comme le PCF n'a jamais été un parti communiste (dixit Lénine et Trotsky). Alors de là à penser que les partis dits trotskistes ne l'ont jamais été non plus... trotskistes conciliateurs peut-être ou certainement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

Le seul Etat (théocratique) au monde reposant sur un mythe, une falsification de l'histoire.

- Netanyahu veut une loi pour définir Israël comme un «*Etat juif*» - libération.fr

Israël va chercher à ancrer dans la loi son statut d'Etat du peuple juif, a déclaré jeudi le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. «*L'une de mes principales missions en tant que Premier ministre d'Israël est de défendre le statut de l'Etat d'Israël comme l'Etat national de notre peuple*», a déclaré M. Netanyahu lors d'un discours à Tel-Aviv, dont la transcription a été fournie par son bureau. «*A cette fin, j'ai l'intention de soumettre une loi à la Knesset (Parlement) qui constituera un ancrage constitutionnel pour le statut d'Israël comme Etat national pour le peuple juif*», a-t-il poursuivi.

Le président de la coalition de M. Netanyahu, Yariv Levin, a félicité le Premier ministre pour sa «*décision historique, qui ramènera Israël sur une voie sioniste après des années de brèches juridiques infligés aux principes fondamentaux sur lesquels l'Etat a été fondé*». «*Le Premier ministre m'a donné l'ordre de faire avancer une législation sans délai*», a déclaré M. Levin, un membre du parti Likoud (droite) de M. Netanyahu.

En 2011, Avi Dichter, un membre du parti Kadima (centre), avait tenté de faire passer une loi similaire, mais le projet avait été torpillé par la chef d'alors de ce parti, Tzipi Livni, aujourd'hui ministre de la Justice et chargée des négociations avec les Palestiniens. En 2013, M. Levin avait de nouveau soumis une version amendée d'une loi similaire, qui n'avait pas abouti.

L'annonce de M. Netanyahu a été très mal accueillie au sein même de son gouvernement de coalition, Mme Livni promettant qu'elle ne laisserait pas passer une telle loi. «*Mme Livni s'est opposée par le passé à des initiatives en faveur des 'juifs' qui se font aux dépens des valeurs démocratiques, et elle le fera à l'avenir même si celui qui propose (la loi) est le Premier ministre*», a indiqué sa porte-parole Mia Bengel sur Twitter. Menachem Hofnung, un professeur de sciences politiques à l'université hébraïque, a estimé qu'une telle proposition n'aurait probablement pas la majorité dans le gouvernement. «*Il existe déjà des lois stipulant qu'Israël est juif et démocratique*», a-t-il rappelé. «*Donc, je ne suis pas sûr de l'intérêt d'une autre loi, si ce n'est de mettre un nouvel obstacle au processus de paix*». libération.fr 01.05

En complément

- Le plan Levene de paix pour Israël - Le Réseau Voltaire - 01.05

Allan Levene, un membre du Parti républicain qui brigue l'investiture de sa formation politique pour l'élection des représentants dans quatre États différents, a proposé un nouveau plan de paix pour Israël.

Israël reviendrait aux frontières de 1967 et recevrait en échange une partie du Texas (d'environ 25 000 km2, soit presque l'équivalente en surface au Massachusetts) qui deviendrait un État indépendant.

C'est la première fois depuis la création de l'État d'Israël qu'une personnalité juive propose de le déplacer hors de la Palestine. On en revient à la situation qui a prévalue dans le mouvement sioniste du XVIIe à la fin du XIXe siècle : un projet purement colonial sans connexion aux mythes bibliques. Le Réseau Voltaire - 01.05

Et les Texans qui habitent cette partie du Texas, ils iraient où, ils deviendraient quoi ? Des réfugiés politiques dans leur propre pays comme les Palestiniens, s'ils n'étaient pas chassés de chez eux manu militari ou contraints à l'exil. Les sionistes ont toujours des idées généreuses, ils respirent l'amour ou la compassion...

SOCIAL

Suède

- Suède : la ville de Göteborg veut passer à la semaine de 30 heures - Francetv info

Des expérimentations vont être menées dans la ville de Göteborg, en Suède, dans le but de passer aux 30 heures de travail hebdomadaires. Selon France Info, jeudi 1er mai, le conseil municipal envisage de réduire le temps de travail des agents municipaux afin d'améliorer leur bien-être.

La municipalité espère que les employés dont le temps de travail aura été réduit prendront notamment moins d'arrêts de travail. "*Dans deux secteurs de la ville, les employés travailleront six heures, tandis que dans l'autre, ils effectueront sept heures, à salaire égal*", précise la radio, qui cite le journal suédois The Local.

Selon Slate.fr, la ville souhaite également créer de l'emploi et augmenter la productivité des travailleurs. "*La Suède fait partie des pays de l'OCDE où les semaines de travail sont les plus courtes*", précise le site internet. Francetv info 01.05

On ne sait pas grand chose sur la Suède, peut-être parce qu'on n'a pas eu le temps de se documenter sur ce pays, il paraîtrait selon un internaute qu'il ne fait pas aussi bon vivre que cela en Suède, si vous avez un article sur ce sujet, envoyez-le moi pour en faire profiter vos petits camarades lecteurs.

ECONOMIE

Chine.

- La Chine soutient un traité de libre-échange en Asie-Pacifique - AFP

Pékin souhaite un vaste accord de libre-échange dans l'Asie-Pacifique, a indiqué un haut responsable mercredi, alors que les négociations s'éternisent sur le projet concurrent de Partenariat trans-Pacifique (TPP), mené par les Etats-Unis et qui exclut la Chine.

Cette proposition intervient avant une rencontre en Chine, le mois prochain, des ministres du Commerce des Etats membres de l'APEC (Forum de Coopération économique pour l'Asie-Pacifique).

"*L'étude de faisabilité examinera les bénéfices économiques potentiels si les membres de l'APEC parviennent à un accord de libre-échange (...) et quel usage faire des accord existants*" dans le cadre d'un accord plus général dans l'ensemble de la région, a détaillé M. Wang.

"*Nous pensons qu'il n'y a aucune contradiction entre ce FTAAP et les autres accords de libre-échange actuellement discutés dans la région*", a-t-il ajouté.

Cependant, le projet apparaît bien comme rival de l'accord pour un Partenariat trans-Pacifique (TPP), défendu par les Etats-Unis et qui regrouperait 12 Etats dont le Japon, l'Australie, la Malaisie et le Mexique -- tous membres de l'APEC.

Le président chinois Xi Jinping avait déclaré en octobre, lors d'une réunion de l'APEC en Indonésie, que Pékin s'engagerait de son côté "*à construire un cadre de coopération régionale trans-Pacifique qui bénéficierait à toutes les parties*".

Cette déclaration avait été largement interprétée par les médias chinois comme une critique implicite du projet de TPP, élément-clef de la politique économique et stratégique du président américain Barack Obama, mais dont la Chine est exclue.

La composition du "*groupe de travail*" évoqué mercredi n'est pas encore déterminée, mais il pourrait comprendre des responsables gouvernementaux, des hommes d'affaires et des universitaires issus des différents pays, a indiqué le haut responsable chinois.

Cette proposition chinoise "*a reçu un accueil très positif de la part de divers pays membres de l'APEC*", a ajouté Wang Shouwen, sans les identifier.

Elle intervient par ailleurs alors que les négociations sur le TPP restent suspendues à la position du Japon, Tokyo ne voulant rien lâcher sur ses cinq "*vaches sacrées*": sucre, riz, blé et produits à base de céréales, viande de boeuf et de porc, produits laitiers.

Le partenariat trans-Pacifique (TPP, 12 pays) représenterait 40% du PIB mondial. A eux seuls, le Japon et les Etats-Unis totaliseraient près de 70% de cette proportion. AFP 29.04

Les Chinois ne sont pas contre un accord de libre-échange avec les Américains, ils tiennent seulement à ce que leurs intérêts soient préservés, ils sont d'accord sur la forme et l'objectif mais pas tout à fait sur le contenu, ce qui confirme ce que nous avions déjà écrit, cela vaut aussi pour la Russie.

Le problème avec les oligarques anglo-saxons, c'est qu'ils estiment qu'ils doivent demeurer hégémoniques pour mener à bien leur plan de nouvel ordre mondial, qu'ils sont les seuls capables de faire preuve de suffisamment de détermination (et cynisme) pour y parvenir, ils n'ont confiance en personne d'autres qu'eux-mêmes. Ils veulent impérativement dicter la marche à suivre à tous les Etats ou chefs de gouvernement sans forcément tenir compte des contraintes sociales ou politiques auxquelles ils sont confrontés, aussi il arrive (assez souvent) que cela coince quelque part.

Le nouvel ordre mondial, c'est l'alliance de tous les oligarques à l'échelle mondiale pour instaurer un gouvernement mondial et exploité le prolétariat mondial réduit en esclavage pour la fin des temps. Aussi, on n'imagine pas qu'un ou des oligarques dans le monde soient opposés à cet objectif, car ils savent qu'il n'existe pas d'alternative à cette stratégie politique pour faire face

aux contradictions qui rongent inexorablement le capitalisme...

Haut de page

Le 3 mai 2014

CAUSERIE

Les milices fascistes ont mis le feu au bâtiment des syndicats à Odessa et causé la mort de dizaines de travailleurs et syndicalistes qui s'y étaient retranchés. Les mineurs vont-ils réagir ? (lire l'article d'actualité mis en ligne dans cette page)

La situation en Ukraine est révolutionnaire, les masses s'arment et se mobilisent pour affronter l'armée de Kiev encadrée par l'OTAN et soutenue par les milices fascistes qu'ils ont armées. Mais sans parti révolutionnaire pour les guider et sans orientation ou objectifs politiques clairs, ils vont se faire massacrer ou d'entretuer dans une guerre civile fratricide orchestrée depuis Washington, Bruxelles, Londres, Berlin et Paris.

Où est la solidarité ouvrière ?

Le site sera actualisé d'ici 3 ou 4 heures.

Samedi 15h42 en Inde.

Ukraine. Les masques tombent.

- Mélenchon. Ukraine : "*... je demande que la France prenne l'initiative d'une médiation internationale indépendante de l'OTAN.* " - 2 mai 2014

De qui se fout-il Mélenchon, il demande au gouvernement de va-t-en guerre Hollande-Valls-Fabius-Le Drian totalement inféodés à Washington qui pilote l'OTAN, qui ont soutenu toutes les guerres impérialistes depuis 2012, quand ils n'en ont pas pris l'initiative (Mali, Centrafrique), de défier l'OTAN, quel mauvais illusionniste ! Pourquoi ne pas demander la médiation de l'ONU ou de la Maison Blanche pendant qu'il y est !

Ne cherchez pas un article sur les derniers développements en Ukraine dans les portails des partis ouvriers hormis le NPA pour qui "*Poutine a sans doute poussé à l'offensive sanglante contre Maïdan qui a coûté son poste à Ianoukovitch*" (24/04/2014), c'est la thèse défendue par Obama, Hollande, etc. qui font l'impasse sur les violentes provocations qui l'avaient précédée et la responsabilité des tirs aussi bien sur les manifestants que la police, l'extrême droite ukrainienne ou la CIA et Tsahal puisqu'ils étaient présents sur les lieux et que cela a été prouvé, qu'ils l'ignorent au NPA n'a rien d'étonnant,

Ne cherchez pas des messages ou communiqués de solidarité ou de soutien au combat de la classe ouvrière ukrainienne qui tente de résister comme elle peut au gouvernement nazi de Kiev mis en place par Washington et Bruxelles, vous n'en trouverez pas.

Ne cherchez pas non plus le moindre appel à une manifestation en soutien à son combat, vous n'en trouverez pas.

Le mouvement ouvrier et son avant-garde ont démissionné, capitulé, ils sont quasiment en état de mort clinique.

En complément.

LO ménage l'Union européenne.

- L'Europe, un bouc émissaire bien pratique - 2 mai 2014

Il faut bien que LO justifie sa participation aux élections européennes.

Le nihilisme, c'est aussi cela.

- L'incroyable déni de réalité des pro-européens : le pire danger pour l'Europe est-il ceux qui la défendent ? - Atlantico.fr

- L'incroyable déni de réalité des anti-européens : ce que l'Europe serait vraiment devenue sans l'Union - Atlantico.fr

Ils dénoncent un déni présenté sous deux angles opposés pour donner un gage d'impartialité aux lecteurs et le mettre en confiance pour qu'ils ne se doutent pas que ses auteurs se livrent eux-mêmes à un déni, qui consiste à vilipender les adversaires de l'UE pour mieux justifier son existence en expliquant qu'aussi imparfaite soit-elle, elle leur aura éviter le pire, et que donc pour cette raison ils doivent la soutenir ou y participer.

Souvenez-vous la causerie d'hier, "*le nihiliste n'est pas celui qui ne croit à rien, mais celui qui ne croit pas à ce qui est*", il n'est donc pas question que les lecteurs ne croient pas en l'UE, mais qu'ils ne croient pas ce qu'elle est réellement, un instrument de l'oligarchie financière, une machine de guerre contre tous nos droits sociaux et politiques.

ACTUALITÉ DU JOUR

Eurocratie. Boycott !

- Le MRC ne présentera pas de candidats aux européennes et appelle au boycott - Liberation.fr

Pour sauver l'UE, qu'on ne s'y trompe pas...

- Européennes : à chacun son truc anti-abstention - Liberation.fr

Ah le cachet... et le suppositoire! Récupération, instrumentalisation, manipulation. Les bouffons des élites, le plus souvent sans talent.

- Européennes: Dany Boon et Guillaume Gallienne appellent à aller voter le 25 mai - AFP

Plusieurs personnalités du spectacle, dont les acteurs Dany Boon et Guillaume Gallienne, ont appelé à voter aux élections européennes du 25 mai dans une vidéo réalisée par l'association "*Européens sans frontières*" alors que des sondages prévoient plus de 60% d'abstention.

La vidéo intitulée "*Rock the eurovote*" mise en ligne le 18 avril sur les sites du Parisien, de France Télévisions ou de France 24 montre, aux côtés des deux comédiens, les actrices Virginie Elfira et Florence Pernel, l'administratrice générale de la Comédie Française Muriel Mayette, le rappeur Féfé et Jean-Christophe Victor, le présentateur de l'émission d'Arte "*Le dessous des cartes*" encourageant les citoyens à se déplacer aux urnes le dimanche 25 mai.

"*L'idée, c'est d'utiliser le monde de la culture pour être efficace auprès des jeunes, étant donné que la classe politique et médiatique sont méprisées*", a expliqué à l'AFP Philippe Cayla, président d'"*Européens sans frontières*" et ancien patron d'Euronews.

"*On a fait participer des citoyens de la société civile avec une grosse notoriété pour inciter les jeunes à voter*", a continué M. Cayla, alors qu'un sondage Ifop du 11 avril indiquait que 61% des Français comptaient s'abstenir.

Un dessin de Plantu en fond d'écran, les personnalités lisent un texte appelant les électeurs à se mobiliser, livrant leur vision de l'Europe:"*pour moi, l'Europe c'est la paix*", explique ainsi Dany Boon, "*j'aurais voulu que, plus jeune, on me dise "hé, y'a des trucs à faire en Europe!"*" s'exclame Féfé. (La paix sur fond de dislocation de la Yougoslavie et de massacres, de bombardements de l'OTAN. La paix sur fond de fascisme en Ukraine et en Hongrie notamment. Sans oublier les quelques 30 millions de chômeurs, les 190 millions de pauvres. La paix pour les nantis dont il fait partie, c'est sans doute ce qu'il voulait dire, au Monde, les chiens ne font pas des chats... - ndlr)

"*C'est à nous citoyens de nous prendre en main, et la culture peut peut-être nous sauver*", termine le dessinateur Plantu. (Ah ben c'est certain, si tout va mal et fout le camp, c'est parce qu'on est des cons, on n'est pas capable de se prendre en main, c'est de notre faute, on a le gouvernement et les eurocrates qu'on mérite, n'est-ce pas ? - ndlr)

Philippe Cayla espère une diffusion sur les chaînes du groupe France TV et a annoncé une prochaine vidéo avec les témoignages de l'animateur Nagui, l'humoriste Kyan Khojandi ou encore l'actrice Aïssa Maïga. AFP 02.05

Ils ont oublié de préciser que Dany Boon ne vivait ni en France ni en Europe... mais à Los Angeles.

Dictature. Guerre idéologique. Contrôle de la population. Camisole de force de la pensée.

Crescendo.

- Contre les discriminations, les Français préfèrent les sanctions - AFP

- Contre les discriminations, les Français préfèrent les sanctions à la sensibilisation - Francetv info

- Les Français veulent des sanctions plus dures contre les discriminations - LeFigaro.fr

Ce pays n'est-ils pas en train de se transformer en un immense camp de concentration pour la pensée, pour commencer...

"*Les gens veulent avant tout des sanctions et du flagrant délit*", a commenté Samuel Thomas, délégué général de la Fédération des Maisons des Potes, commanditaire du sondage et partie civile au procès de Logirep

Les sionistes à l'origine de ce sondage.

AFP - Interrogés sur diverses mesures de lutte contre les discriminations liées à l'origine, la nationalité, la couleur de peau ou la religion, les sondés préfèrent les actions qui mettent les auteurs en accusation.

"*Les gens veulent avant tout des sanctions et du flagrant délit*", a commenté Samuel Thomas, délégué général de la Fédération des Maisons des Potes, commanditaire du sondage et partie civile au procès de Logirep. AFP 02.05

Si c'est "*Samuel*" qui le dit... Au fait, quelle mesure préconise-t-il contre ses potes fascistes qui ont incendié le bâtiment des syndicats à Odessa et causé la mort de plusieurs dizaines de personnes ?

- Un bailleur HLM condamné à 20.000 euros d'amende pour fichage ethnique - Le Nouvel Observateur

Un des plus gros bailleurs sociaux d'Ile-de-France, Logirep, a été condamné vendredi 2 mai à 20.000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Nanterre pour avoir procédé à un "*fichage ethnique*" de ses locataires.

Le tribunal a en outre condamné le bailleur social à verser 10.000 euros de dommages et intérêts aux deux associations parties civiles dans cette affaire, SOS Racisme et La Maison des Potes.

Une amende de 50.000 euros avait été requise à l'audience, le 7 mars dernier, par le parquet.

(Le parquet, autant dire le ministère de l'injustice soutenait cette plainte. - ndlr)

La société HLM, qui gère quelque 36.000 logements, avait été visée par une enquête après le dépôt de plainte pour "*discrimination raciale*" d'un homme d'origine ivoirienne qui s'était vu refuser, en juillet 2005, un trois-pièces dans une tour de Nanterre.

(Autrefois à Nanterre, à côté de chez moi quand j'habitais à Rueil chez mes parents, sans doute encore aujourd'hui, certaines cités étaient habitées majoritairement par des Maghrébins. Chacune avait sa bande de voyous, elles se battaient parfois entre elles, mais leurs cibles c'étaient plutôt les noirs et les portugais, yougoslaves, etc., et quand ils sortaient en ville et en croisaient un, ils le bastonnaient, pareil quand ils sortaient en boîte, les videurs des boîtes étaient un morceau de premier choix, ils les massacraient. A l'époque mes potes s'appelaient Kader, Rachid, Kamel, Amid, etc. c'était la bande du Moulin des Gibets, une cité HLM située à trois cent mètres de chez mes parents. Ils avaient les mêmes distractions que leurs collègues de Nanterre, personnellement je restais en retrait, j'étais trop froussard et incapable de me battre avec qui que ce soit, j'observais, cela a duré peu de temps avant de cesser cette fréquentation.

Tout cela pour dire que si je travaillais dans une société d'HLM ou immobilière, il ne me viendrait pas à l'idée de proposer un appartement dans ces citées à un noir ou à un immigré autre qu'originaire du Maghreb, mieux, je m'y opposerais pour ne pas leur faire courir de risques inutiles. J'ai déjà indiqué à mon épouse d'origine indienne de refuser tout HLM qui serait située dans un tel quartier à Aubagne ou Marseille, par sécurité pour elle.

Ceux qui s'émeuvent que des fichiers puissent porter des mentions de différentes natures sur des habitants d'un immeuble ou d'un quartier, on leur conseillera d'aller faire un séjour dans les cités dont j'ai parlées, de préférence le soir quand la nuit est tombée, un soir de pleine lune s'ils sont suicidaires.

On nous dira que c'est là favoriser les ghettos, pardon, rectifions, ils existent déjà, et ce sont ceux qui en portent la responsabilité (UMP et PS) qui de la sorte ont favorisé le communautarisme, quand ils ne le financent pas, comme ces associations par exemple.

Pour revenir à l'affaire qui a fait l'objet de cet article.

- Le demandeur, agent de la RATP, avait visité l'appartement avant d'apprendre que son dossier était rejeté par la commission d'attribution des logements qui, pour motiver son refus, avait coché la case "*mixité sociale*".

Afin d'en savoir plus, le jeune homme avait appelé la Logirep et enregistré sa conversation avec une employée qui lui avait expliqué qu'il était "*d'origine africaine et qu'il y avait déjà assez de Noirs dans cette tour*".

Il semblerait que dorénavant ils aient mêlé différentes communautés dans les mêmes "tours" d'habitation de telle sorte que des tensions interviennent régulièrement entre elles ou que les comportements des unes déteignent sur les autres pour que l'ensemble se retrouvent confrontés aux mêmes difficultés, dont le chômage, la pauvreté et la précarité, la violence et la drogue qui les accompagnent.

- Interrogé sur la découverte d'un fichier informatique comportant des informations sur les origines raciales des locataires comme "*Alg*" pour Algérie ou "*Gy*" pour Guyane, ce qu'interdit la loi, le représentant avait expliqué à l'audience qu'il s'agissait d'un champ destiné à l'informaticien qui ne servait pas aux gestionnaires du parc locatif. Le Nouvel Observateur avec AFP 02.05

Il ment et c'est dommage, mais dans le climat nauséabond de chasse aux sorcières qui existe en France, il devient malsain de faire preuve de responsabilité.

Ceux qui accusent Logirep sont idéologiquement gangrenés par les néolibéraux sionistes qui tirent les ficelles derrière, pour lesquels tout est bon pour terroriser la population qui n'adopte pas leur mode de pensée, leur objectif étant de la diviser et de casser toute résistance à leur politique que Valls met en oeuvre.

Les véritables communautaristes sont ceux qui dénoncent le communautarisme ou la discrimination, de la même manière qu'il n'y a pas plus antisémites que les sionistes qui dénoncent l'antisémitisme. On pourrait continuer, les véritables antisocialistes sont ceux qui prétendent être socialistes, le PS en tête. Les véritables ennemis de la démocratie ceux justement ceux qui prétendent la défendre ou lutter pour la démocratie, etc. Obama en tête.

Quand il existe des antisémites indésirables et des antisémites tout à fait fréquentables.

Les indésirables qui dénoncent l'Etat d'Israël.

- Dieudonné doit se rendre à un congrès antisémite dimanche à Bruxelles - liberation.fr

Vendredi, la Ligue Belge Contre l'Antisémitisme (LBCA) a déposé plainte auprès du procureur du roi de Bruxelles aux côtés de la Licra et de l'Union des étudiants juifs de Belgique. Selon elles, les éléments d'un délit à la loi contre le racisme et la xénophobie sont d'ores et déjà réunis. liberation.fr 02.05

Les fréquentables qui attaquent le mouvement ouvrier.

- Plus de 40 morts à Odessa dans des heurts et un incendie - Reuters

Au moins 38 personnes sont mortes intoxiquées par la fumée ou se sont tuées en sautant par les fenêtres du bâtiment des syndicats qui avait été incendié. Reuters 02.05

Désinformation, intox : Plus de limites.

Entendu hier à l'ONU.

- Russie et Occident s'accusent mutuellement d'hypocrisie à l'Onu - Reuters

"*L'étendue de l'hypocrisie de la Russie est stupéfiante*", a déclaré l'ambassadeur du Royaume-Uni, Mark Lyall Grant. "*La Russie soutient résolument, et de fait arme, les régimes les plus répressifs du monde, notamment la Syrie (...). L'indignation sélective de la Russie à propos des actions proportionnées et mesurées de l'Ukraine ne convainc personne.*"

L'ambassadrice des Etats-Unis, Samantha Power, a évoqué "*les mensonges monumentaux*" de la Russie sur l'Ukraine. Le problème en Ukraine, a-t-elle dit, se résume à une "*violence paramilitaire parainée par la Russie*". Reuters 02.05

ACTUALITE EN TITRES

Dictateurs et inquisiteurs : Ce sont les mêmes.

Les chefs des "***prédateurs terroristes***" sont à l'Elysée et à Matignon.

Djihad en Syrie : "*Nos enfants sont des adolescents manipulés, sous le joug de prédateurs terroristes*" - LeMonde.fr

En réalité ils ne font qu'appliquer la politique du gouvernement, non ?

Dehors Hollande-Valls-Fabius

Expulsion d'un présumé recruteur de jihadistes - Liberation.fr

Au menu des réacs.

- Manuel Valls a quand même des raisons d'envisager l'avenir avec optimiste - Slate.fr (optimisme, c'est mieux, un lapsus révélateur !)

Les leurs ! Elles sont largement suffisantes, et si vous n'êtes pas d'accord ou si elles sont ultra minoritaires, peu importe ils vous les imposeront, ils vous l'ont déjà imposé, Valls.

- Fast-foods: touche pas à mon steak - Slate.fr

La veille il vilipendait les abrutis qui s'adonnaient à la "*malbouffe*" et à la "*paresse intellectuelle*" qui en seraient la conséquence, chez eux la paresse est un état naturel j'ai oublié de le préciser, aujourd'hui ils vantent les saloperies que l'on trouve dans les fast-foods, pacte transatlantique oblige sans doute, auquel ils adhèrent.

Rappelons que Slate.fr est une agence de Slate.com made in USA.

Faites-en un !

- PMA: La justice refuse l'adoption d'un enfant à un couple de femmes - 20minutes.fr

Au crépuscule d'un régime en putréfaction.

- De quoi Alain Finkielkraut est-il le nom ? - LePoint.fr

De rien, à part lui-même, mais pour l'élite qui sert le régime.

- Sébastien Le Fol pour Le Point. "*Avec lui, ce n'est pas la France moisie qui va siéger à l'Académie, mais l'esprit de la Fronde et des Lumières, à la fois alerte et mélancolique, qui va, espérons-le, se rallumer.*" LePoint.fr 02.05

- François Hollande, mercredi, en Conseil des ministres. « *Les 41 font une erreur d'appréciation. Les Français veulent que les choses changent, ils suivront Manuel, celui qui montre la lumière !* ». leparisien.fr 02.05

Hollande se prend pour un philosophe et nous prend pour l'idiot du proverbe chinois au passage !

Quand la "*lumière*" rime avec la pire réaction (avançant masquée), il y a de quoi être inquiet pour la suite.

Ici aussi en Inde.

Une vingtaine de musulmans ont été massacrés avant-hier dans le nord de l'Inde (Assam) avant même que Modi donne le top départ des festivités communautaristes, et une bombe a explosé dans un train entrant en gare de Chennai (ex-Madras), la capitale du Tamil Nadu, à 170 kms de chez moi, le danger se rapproche...

La crise, les caisses sont vides...

- Pharmacie: Pfizer propose 106 milliards de dollars pour AstraZeneca - AFP

- RBS s'envole après l'annonce d'un bénéfice au 1er trimestre - Reuters

- Un diamant jaune de plus de 100 carats aux enchères à Genève - AFP

Garantir la stabilité du régime. Modes d'emploi.

- Les pilotes renoncent à une grève... qui faisait déjà polémique - Le Nouvel Observateur

- Nouvelle progression des immatriculations de voitures neuves en France - LePoint.fr

- François Rebsamen : "*Chaque fonctionnaire aura une garantie individuelle de pouvoir d'achat*" - Atlantico.fr

Il n'a pas dit à quel niveau, vaut mieux pas pour ceux qui flirtent avec le smic...

- Envolée des dépenses des ménages au Japon, taux de chômage stable - Reuters

Et de leur endettement, chut !

- La Floride devient le 22e Etat américain à légaliser le cannabis à usage médical - LeMonde.fr

Mais attention, impossible de le fumer, ah ben merde alors ! Ils sont très cons au Monde, il sera vendu sous forme d'huile. Vous connaissez, non, je vous explique. Deux méthodes, soit on dépose une goutte d'huile sur son doigt et on l'essuie sur une cigarette que l'on la fume, soit on retire le tabac d'une cigarette et on imbibe le tabac avec un peu d'huile, on se roule un pétard et le tour est joué. Putain, quelle imagination il faut pour y penser !

Je rappelle que je n'ai pas fumé depuis 16 mois. Mieux, j'ai pour ainsi dire supprimer l'alcool. Mieux encore, je vais essayer de remplacer le café noir par du thé vert pour supprimer la clope. L'air de rien, au total je ferai une économie de 50% sur mon budget mensuel, hors loyer. Il faut bien compenser la hausse vertigineuse du coût de la vie. Et puis c'est bon pour la santé, on se sent mieux, il faut bien assumer quand on a une (seconde) compagne plus jeune qui après 21 ans d'abstinence se déchaîne et veut se rattraper, je rigole, mais c'est vrai, elle va m'achever, j'avoue être volontaire, c'est mon côté suicidaire, vous savez mes causeries sur l'euthanasie mais version Kama Sutra cette fois, je déconne, et puis quel bonheur, consenti ou partagé c'est l'essentiel, cela la rend si heureuse, vous avez déjà contemplé une esclave heureuse, enfin libérée de son cauchemar et satisfaite, c'est fantastique !

Il faudra s'y faire de plus en plus.

- Un métro de New York déraille, 19 blessés - Le Nouvel Observateur

- 200 blessés dans la collision de deux métros à Séoul - Liberation.fr

C'est le progrès social de vivre pour travailler ou crever au boulot.

- Australie : vers une retraite à 70 ans - LeParisien.fr

Et les beaux reportages à la télé sur le pays du surf, des kangourous, des grandes étendues sauvages...

Sémantique et cynisme. Nonchalance et mépris.

- Obama: L'exécution en Oklahoma est «*profondément dérangeante*» - 20minutes.fr

Il voulait dire que le déranger pour si peu, franchement...

Une des porte-parole du département d'Etat américain dans un communiqué a regretté qu'à Odessa il y ait eu des "*blessures absurdes*". AFP 02.05

Le fascisme est une simple bavure... Ils soutiennent bien déjà les régimes de Tel-Aviv et Riad...

Le vieux monde à balayer de ses ordures

Vous imaginez un instant ce qu'ils font subir quotidiennement à des centaines de millions de travailleurs et leurs familles dans le monde sur tous les continents. C'est cela le capitalisme, la barbarie.

- Ukraine: au moins 38 morts après des affrontements à Odessa - L'Express.fr

- Arrestation de plus de 600 membres de gangs aux États-Unis - LePoint.fr

- Syrie: 18 morts dont 11 enfants dans deux attentats suicide à Hama - AFP

- Violents combats à Benghazi entre l'armée libyenne et une milice - Reuters

- Une attaque fait environ 15 morts dans une ville de Centrafrique - Reuters

- Nigeria : au moins 18 morts et 80 blessés dans l'attentat d'Abuja - LePoint.fr

- Égypte : 3 nouveaux attentats avant l'ouverture de la campagne présidentielle - LePoint.fr

- Éthiopie : 9 morts dans des manifestations d'étudiants - LePoint.fr

- Soudan du Sud: vers un face-à-face entre le président et le chef rebelle - AFP

- Yémen: Aqpa menace Sanaa de représailles aux attaques de drones - AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: ultimatum du numéro 3 du platine à ses mineurs en grève - AFP

Lonmin, troisième producteur mondial de platine dont les opérations en Afrique du Sud sont paralysées par une grève depuis fin janvier, a donné une semaine à ses mineurs pour se prononcer sur une offre salariale, après l'échec des négociations avec le syndicat dominant Amcu.

"*Nous demandons aux employés de faire connaître leur avis sur le règlement proposé (...) avant le 8 mai en fin de journée*", a indiqué la porte-parole de Lonmin Sue Vey vendredi. L'offre patronale a été rendue publique le 30 avril, hors de toute négociation avec les syndicats, après plus de trois mois de grève.

Lonmin et les deux premiers producteurs mondiaux de platine Amplats (Anglo American Platinum) et Implats (Impala Platinum) ont proposé un plan d'augmentation qui mettrait le salaire mensuel de base à 12.500 rands (857 euros au cours actuel) d'ici à juillet 2017. Ceci correspondrait à une augmentation annuelle de 7,5 à 10% par an pendant trois ans, selon les catégories de travailleurs.

12.500 rands par mois était la revendication de départ des mineurs lorsqu'ils ont entamé la grève le 23 janvier. AFP 02.05

Solidarité internationale : Tenez bon les gars, appelez les mineurs ukrainiens à prendre le pouvoir...

ECONOMIE

Pays émergents.

- Le PIB des pays émergents pèse de plus en plus - Liberation.fr 02.05

Les pays émergents gagnent du terrain. Alors qu'ils ne représentaient que 20 % du PIB mondial en 2005, les grandes économies émergentes (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Russie, Inde et Indonésie) pèsent désormais (en 2011) 30 % de la richesse planétaire, selon l'OCDE, qui se base sur les nouvelles données publiées par le Programme de Comparaison International (ICP). Soit dix points de plus en six ans…

En tête des émergents, la Chine qui représentait, en 2011, 14,9 % de l'économie mondiale. Suivent l'Inde (6,4 %), la Russie (3,5%), le Brésil (3,1 %), l'Indonésie (2,3 %) et l'Afrique du Sud (0,7 %). Parallèlement, les économies avancées lâchent du terrain. Les pays de l'OCDE ne représentaient environ plus que 50 % du PIB mondial, en 2011, contre 60 % en 2005. En tête de ce groupe : les 21 pays de l'Union européenne membres de l'OCDE, qui pèsent 17,9 % du PIB mondial (dont 4 % pour la France), suivis des Etats-Unis (17,1 %) et du Japon (4,8 %). Liberation.fr 02.05

Haut de page

Le 4 mai 2014

CAUSERIE

Samedi soir 22h36 en Inde, 35 nouveaux articles ont été ajoutés.

Un blog pour obtenir quotidiennement des infos sur le développement de la situation en Ukraine (tendance PCF) : http://histoireetsociete.wordpress.com.

Bonne nuit

Dimanche 18h54 en Inde.

Notre boulot manque parfois de rigueur ou nous ne sommes pas toujours au meilleur niveau faute de pouvoir consacrer suffisamment de temps à chaque question d'actualité et c'est dommage, mais nous sommes fier de notre portail et de contribuer à assurer la continuité du combat pour le socialisme déserté par la plupart de ceux qui osent encore s'en réclamer.

Nous déplorons l'absence de solidarité avec les masses révolutionnaires ukrainiennes, qui se dressent courageusement face aux milices fascistes, héroïquement face aux chars d'un régime soutenu par l'OTAN et l'UE honni par la majorité des travailleurs ukrainiens...

Pour qui roule-t-il?

Mélenchon le 2 mai 2014 : Ukraine : "*... je demande que la France prenne l'initiative d'une médiation internationale indépendante de l'OTAN.* "

Et dès le lendemain sa demande est exhaussée par la voix de Catherine Ashton (l'UE), c'est merveilleux !

- L'Union européenne demande une enquête sur les violences meurtrières d'Odessa - AFP

La chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a demandé ce samedi la mise en place d'une enquête indépendante afin d'identifier les responsables des violences qui ont fait une quarantaine de morts vendredi à Odessa, port du sud de l'Ukraine, et a appelé à la "retenue" pour ne pas que la situation se dégrade. AFP 03.05

Hollande, Fabius, Barroso, Catherine Ashton et l'OTAN ne serait-il pas sur la même longueur d'onde, ne tiennent-ils pas exactement les mêmes discours, n'auraient-ils pas les mêmes positions, ne défendraient-ils pas la même politique, les mêmes intérêts, depuis des semaines, des mois, des années sur l'Ukraine (notamment) à la suite de leurs prédécesseurs pour ce qui concerne le gouvernement français ?

Mélenchon serait-il sourd, sait-il lire au moins, on peut se poser la question car tout le monde connaît la réponse à la question précédente. Tartufe ignore que Hollande-Valls-Fabius sont totalement alignés sur Washington, qu'ils en sont les commis, les représentants en France. Et puis, on les imagine mal échanger BHL contre Mélenchon...

Le PG est un appendice du PS au service du régime.

Mélenchon appelle à un groupe autonome des députés PS abstentionnistes - AFP

Le co-président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon a appelé samedi les 41 députés PS qui se sont abstenus sur le programme de stabilité budgétaire à constituer un groupe autonome à l'Assemblée, assurant qu'ils avaient "*un rôle historique*" à jouer. AFP 03.05

Il est vrai que le PS est un des piliers du régime, il remplit parfaitement son "*rôle historique*".

Il a trouvé sa "*majorité*" pour mener une "*politique de gauche*" : "*ces camarades, ces amis*", des "*socialistes*" qui ont voté le TSCG, la "*règle d'or*", l'ANI, les budgets d'austérité 2013 et 2014, qui ont approuvé l'intervention militaire au Mali et en Centrafrique, etc. bref, l'ensemble de la politique antisociale et impérialiste menée par Hollande depuis mai 2012.

- En cas de groupe autonome, "*nous ouvririons immédiatement le dialogue et il y a quatre composantes qui pourraient dialoguer : ces socialistes, le Front de gauche, les écologistes et le MRC de Jean-Pierre Chevènement. Il y a une majorité de rechange à celle de Manuel Valls mais pas avec le centre, avec la gauche*", a-t-il assuré. AFP 03.05

Au moins la continuité du régime serait assurée...

Nous, nous sommes intolérants, d'affreux sectaires nous refusons toute discussion avec ces gens-là, nous considérons qu'ils ont largement démontré dans le passé ou même le présent qu'ils figuraient dans le camp de notre ennemi de classe.

Par exemple, quand ils figuraient tous dans le gouvernement Chirac-Jospin.

Mélenchon prend vraiment les travailleurs et les militants pour des abrutis finis, il doit croire qu'ils sont amnésiques ou n'auraient pas de mémoire.

Parole d'internaute

(A propos des événements à Odessa)

1- "*En attendant, pas un mot des Etats Unis et des Européens pour condamner cette ignominie, mais des mots pour menacer la Russie de nouvelles sanctions. Alors qu'elle n'est pas responsable de ces atrocités.*"

2- "*La responsabilité de l'institution qui emploie Lady Ashton sera-t-elle passée, elle aussi, au crible ? Ou bien est-ce là un magnifique conflit d'intérêts ? L'UE se distingue par sa capacité à jeter de l'huile sur le feu aux pires moments de cette crise.*"

ACTUALITE EN TITRES

Désinformation et conditionnement. 60%, ce serait plutôt le taux de participation qu'ils espèrent.

Pour rappel l'abstention aux européennes de 2009 avait atteint le niveau record de 59 %.

- Européennes: nouvelle épreuve pour les socialistes, le FN espère devancer l'UMP - AFP

Pour tenter de rattraper le coup...

- Les élections européennes intéressent plus qu'en 2009, selon un sondage - LeMonde.fr

... rien de tel qu'un gros mensonge...

Seulement 60% de Français intéressés par les européennes - Reuters

En réalité seulement 24% se disent très intéressés et parmi ceux qui répondent qu'ils s'y intéressent une bonne partie n'ose pas avouer le contraire, car ils passeraien pour de mauvais "*citoyens européens*".

Pour en appeler à un abruti comme Dany Boon, c'est qu'ils sont désespérés (voir la causerie d'hier).

Boon, c'est pas le type qui a fait son beurre sur le dos du régionalisme en tournant à l'occasion, à plusieurs reprises, les fonctionnaires en dérision, en les faisant passer pour des niais ou des fainéants, je crois me souvenir de cela dans un sketch et plusieurs films.

La plupart des humoristes vulgaires ou médiocres tapent sur les fonctionnaires, c'est de bon ton, pas nouveau non plus, pour rigoler bien sûr, c'est gratuit, pas tout à fait quand même, car s'ils sont invités à se produire aussi souvent à la télé c'est surtout parce que leurs patrons apprécient leurs blagues merdiques.

Sauf en Ukraine...

- Européennes: Valls appelle à "*ne pas laisser le terrain à l'extrême droite*" - AFP

- Odessa: larmes et colère devant l'immeuble où sont morts des dizaines de pro-russes - AFP

J'ai été vérifier que sur le portail des antifas (www.antifa-net.fr - http://reflexes.samizdat.net) il n'y avait rien sur les fachos au pouvoir à Kiev, normal ce sont leurs pendants, entendez ils sont complémentaires, inséparables, ils appartiennent à la même famille de détraqués provocateurs, ce n'est pas pour le régime qu'ils constituent une menace, ils remplissent le même rôle que les flics (casseurs) infiltrés dans les manifs, au contraire il les soutient, mais pour le mouvement ouvrier que le régime réprime.

Quelques sources sur cette vermine.

Quelques vérités sur les antifas... - nouvelobs.com 17 juin 2013
http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20130617.OBS3573/quelques-verites-sur-les-antifas.html

Les "*antifas*", milice auxiliaire jouissant de l'impunité ? - 9 février 2014
http://www.agoravox.tv/actualites/politique/article/les-antifas-milice-auxiliaire-43394

Dossier sur les fascistes "*antifa*".
http://verite-sur-le-sionisme-pro-palestinien.over-blog.com/pages/dossier-sur-les-fascistes-antifa-3053317.html

Le commentaire d'un internaute

- "*Le problème c'est que ces "antifa" se comportent comme des fascistes.*

Cela fait plusieurs fois qu'ils cassent tout au cours de leur manifestation, les témoignages et les vidéos de surveillance montrent qu'ils sont responsable d'un mort dans leur propre rang et ils ne sont toujours pas le moins du monde inquiété. Le problème c'est que si ça continue comme ça ils vont faire d'autres morts, en plus de continuer à tout casser et faire régner la terreur.

Si les jeunes du FN agissaient comme ça, tout le monde réclamerait a raison et obtiendrait surement des années de prison et plusieurs groupuscules ont été dissous pour bien moins de ça au cours des dernières années.

Personne n'à le droit d'agresser les gens qu'il à lui même déclaré dangereux pour la démocratie, personne ne peut s'improviser police et encore moins police de la pensée comme ces jeunes , sinon ça finit en guerre civile.

Je ne sais qui disait "les fascistes de demain se prénommeront eux même antifasciste" mais putain il avait raison."

Les gouvernements élus (avant le coup d'Etat de l'Otanazi) en Ukraine, en Syrie, au Venezuela étaient ou sont fascistes, dès lors les fascistes qui ont pris le pouvoir par la force en Ukraine, qui ont entrepris de détruire la Syrie et qui exigent la démission de Maduro au Venezuela en employant les même méthodes qu'en Ukraine sont des démocrates, des militants de la liberté chère à Obama.

Culpabilisation.

- Cigarettes, alcool...37 millions de décès prématurés évitables avec un mode de vie plus sain - 20minutes.fr

Une société "*plus saine* : alors faisons table rase du passé !

Une stratégie eugéniste parfaite.

- Demain tous vieux, pauvres et malades ? Comment éviter le crash sanitaire et social qui menace - Atlantico.fr

En les supprimant, pardi !

Cela dépend laquelle...

- «*Il n'est pas encore illégal de rêver à la révolution, que je sache*» - Liberation.fr

Nationale, ils en ont rêvé et ils l'ont faite à Kiev.

Prolétarienne ou socialiste, elle est massacrée avant même d'avoir vu le jour en Ukraine.

Optez pour "***un mode de vie plus sain***, ils vous montrent l'exemple.

- Somalie : au moins sept morts dans une explosion à Mogadiscio - Liberation.fr

- Kenya: Deux explosions à Mombasa font trois morts et plusieurs blessés - 20minutes.fr

- Mexique: la torture reste une pratique généralisée, selon l'ONU - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Ukraine

- Ukraine :De nouveaux contingents néonazis en route pour l'est - french.irib.ir

Le ministère ukrainien de l'Intérieur a annoncé qu'un bataillon spécial Soumy composé essentiellement de nationalistes participera à l'opération armée dans l'est de l'Ukraine.

A l'heure actuelle ses membres s'entraînent intensément aux combats de ville. Ils sont équipés d'armes occidentales de pointe.

Vendredi les militaires ukrainiens appuyés par des avions et des blindés ont commencé l'assaut de Slaviansk dont les habitants se prononcent pour la fédéralisation de l'Ukraine.

Moscou a qualifié les actions de Kiev d'opération punitive qui détruit, de fait, le dernier espoir dans la viabilité les accords de Genève sur la désescalade de la situation en Ukraine. french.irib.ir 03.05

Haut de page

Le 5 mai 2014

CAUSERIE

Comme un poisson dans l'eau.

- "*L'instinct des masses dans les révolutions,* écrivait Lassalle à Marx en 1859*, est ordinairement beaucoup plus sûr que la raison des intellectuels... C'est précisément le manque d'instruction qui protège les masses contre les dangers d'une conduite trop raisonnable...* "

(En quelque sorte un nouvel obstacle de nos jours que l'on s'est refusé à prendre en compte ou qu'on a dégligé. Tout comme l'élévation du niveau de vie des masses qui a produit les mêmes effets désastreux parce que simultanément l'objectif politique du combat du mouvement ouvrier(pour la prise du pouvoir) a été abandonné... - ndlr)

"*La révolution,* continue Lassalle, *ne peut s'accomplir définitivement qu'avec l'aide des masses et grâce à leur abnégation passionnée. Mais ces multitudes, précisément parce qu'elles sont* " obscures ", *parce qu'elles manquent d'instruction, n'entendent rien au possibilisme, et, comme un esprit peu développé n'admet que les extrêmes en toute chose, ne connaît que le oui et le non et ignore le juste milieu, les masses ne s'intéressent qu'aux extrêmes, qu'à ce qui est entier, intégral, immédiat. En fin de compte, cela crée une situation telle que les gens qui escomptent d'une façon trop raisonnable la révolution, au lieu de n'avoir devant eux que leurs ennemis déçus et d'avoir près d'eux leurs amis, ne gardent que des ennemis devant eux et ne trouvent plus d'adeptes de leurs principes. Ainsi, ce qui avait l'air d'une raison supérieure se trouve, en fait, n'être que le comble de la déraison.*"

(Cela s'applique parfaitement à ce qui se déroule sous nos yeux en Ukraine, où une partie des masses suivent les ultranationalistes qui prétendent avoir réalisé une révolution, sur la base de fausses promesses ou profitant de leur ignorance pour les manipuleret les dresser contre une autre partie des masses qui estiment révolutionnaire de résister à l'emprise sur l'Etat des partis d'extrême droite ou nazis qui veulent détruire leurs droits sociaux et politiques pour les soumettre à une dictature placée sous l'autorité de l'OTAN, de Washington, du FMI et de l'UE.

Si lorsque l'affrontement entre les classes a sonné des pans entiers des masses se tournent vers les extrêmes, c'est toujours insciemment car même avec un niveau d'instruction supérieur, elles n'en demeurent pas moins ignorantes du processus historique qui se déroule, sur ce plan-là rien n'a changé depuis plus d'un siècle. Qu'il eut fallu modifier notre conception de la lutte de classes pour remédier à cette lacune tragique, c'est ce que nous ne cessons de répéter, en vain, hélas.

Posséder en soi un niveau d'instruction n'est d'aucune utilité, si on n'est pas capable de la mettre au service de l'objectif que l'on s'est fixé ou de la cause qu'on défend, d'un idéal, c'est comme fournir une carte routière à un automobiliste qui ne sait pas lire et qui ne sera jamais en mesure de trouver son chemin.

Quant à ceux qui "*escomptent d'une façon trop raisonnable la révolution*", généralement ils ne souhaitent pas qu'elle ait lieu un jour, ils en ont peur. Sans doute ont-ils un mode de vie trop confortable auquel ils tiennent plus que ce qu'ils croient eux-mêmes consciemment ou non, leur mode de pensée en est affecté ou en est le reflet. Ce ne sera pas le cas du pauvre bougre qui n'a rien à perdre et dont l'existence est un cauchemar quotidien. Il a souvent mais pas forcément un niveau d'instruction plus faible, c'est cette couche de travailleurs inorganisés qui en grande partie rejettent partis et institutions, qui s'abstient lors des élections ou ne figurent même pas sur les listes électorales. Abandonné à son triste sort, il n'est pas plus sot qu'un autre et pourrait évoluer pour peu qu'on lui fournisse un cadre organisé dans lequel il aurait la possibilité de s'exprimer réellement et d'exister pour la première fois puisque la société ne lui en donne pas l'occasion. Or, on se détourne de ce genre de travailleurs qui se comptent en millions, oui en millions, cela peut paraître incroyable mais c'est ainsi, ils n'intéressent personne, personne ne s'intéresse à eux, alors qu'ils sont pour ainsi dire "vierges" comme disaient Lénine à propos du prolétariat russe, disponibles pour écouter notre discours et être recrutés dès lors qu'on trouve la bonne formule pour s'adresser à eux.

Non, nos dirigeants et partis préfèrent s'adresser à des travailleurs plus "raisonnables", qui en réalité se font une raison de la situation actuelle ou sans l'avouer s'accommodent du capitalisme et ses institutions. - ndlr)

Lassalle a parfaitement raison d'opposer l'instinct révolutionnaire des masses ignorantes à la tactique " *raisonnable* " des théoriciens de la révolution. Mais l'instinct brut n'est pas pour lui, bien entendu, le dernier critère. Il y a un critère supérieur : c'est " *une connaissance achevée des lois de l'histoire et du mouvement des peuples* ". " *Il n'y a qu'une sagesse réaliste,* conclut-il, *qui puisse tout naturellement surpasser la raison réaliste et s'élever au-dessus d'elle* ".

(Il faut réussir à orienter dans la bonne direction "l'instinct révolutionnaire des masses ignorantes" pour les conquérir, et ce n'est certainement pas en leur proposant une tactique " raisonnable " qu'on y parviendra un jour, en édulcorant notre discours, en refusant de traduire la violence qui s'exprime quotidiennement dans la lutte de classe de notre ennemi, en s'adonnant à des concessions sémantiques qui flairent l'embrouille ou la capitulation politique que les masses instinctivement reniflent à cent lieux, qui en revanche satisfera le petit bourgeois en quête de propositions "raisonnables", pésées ou mesurés, rassurantes, "possibilistes", qui ne viennent pas heurter sa susceptibilité de vierge effarouchée, la situation est l'expression ou porteuse de tant de violence imposée ou subie que l'exposer crûment est une torture insoutenable pour lui, il faut le ménager, mais pour celui qui les vit au quotidien il en sera tout autrement, il n'y trouvera pas son compte, il estimera qu'on se fout de lui, il pourra même se mettre en colère et devenir violent.

On vit dans une société bien pourrie, un monde très pourrie même, les mots nous manquent parfois pour les caractériser, pour simplifier ou économie de langage on emploie la barbarie qui est un terme extrême qui peut choquer, mais pas forcément en fait, car le développement d'une sorte d'individualisme forcené depuis plus de 30 ans concourt à rendre relatif ou distant, pratiquement acceptable toute forme de manifestations violentes ou extrêmes en acte ou en langage dès lors qu'elles ne nous concernent pas directement de préférence.

On nous y a tellement habitué. Il existe ainsi une sorte de banalisation de la violence, de la criminalité, du manque de respect ou incivisme, de la guerre, mais aussi des inégalités ou des injustices, au point de se demander quel langage ou discours faut-il adopter pour se faire comprendre. A cette question je pense que la meilleure réponse consiste encore à traduire le plus fidèlement possible la réalité qui renferme une cruauté et un cynisme qu'on ne soupçonne pas et que ne rendent pas les médias ou

les discours des représentants du régime de tous bords ou horizons, et pour cause.

Ce qui est frappant quand on aborde la situation dans sa totalité et qu'on la situe dans le processus historique, c'est la continuité (ou l'unité) qui existe entre le passé, le présent et le futur, l'existence d'un fil qui les parcourt et qui semble tendu vers un objectif qu'on ignore ou n'apparaît pas très clairement, pas du tout en général, comme s'il existait une logique implacable dans tout cela ou une sorte de détermination qui décide du sort de l'humanité, qui la guide ou l'oriente dans une direction précise inexorablement, dont on ne saisit pas la nature, dont l'origine nous échappe et donc l'objectif, ce qui ne semble pas être le cas de tout le monde puisqu'il y a bien quelqu'un derrière qui tirent les ficelles, qui en est bénéficiaires.

A ce stade on commence à avoir une vague idée de qui ou de quoi il s'agit, mais on a encore du mal à admettre qu'un tel processus renferme une logique ou réponde à une détermination précise, en fait à des conditions objectives. On est toujours plutôt porté à croire que c'est la fatalité ou la stupidité, les faiblesses des hommes qui nous ont conduits où nous en sommes, on n'est pas encore prêt à admettre que certains d'entre eux aient pu développer une stratégie politique en rapports avec les conditions objectives existantes. On continue par ignorance de privilégier ou de s'en remettre à des facteurs subjectifs pour interpréter le monde, alors qu'il repose sur l'évolution dialectique de rapports matériels.

Du coup on ne peut pas agir sur ces rapports (domination de classe) puisqu'on en ignore l'existence, on s'en détourne ou on les sous-estime, par conséquence on demeure incapable de changer leur orientation (de les ineverser), ce qui n'est pas le cas en revanche de ceux qui possèdent le pouvoir économique parce qu'ils en connaissent parfaitement l'existence, s'y accrochent désespérément, et ils sont prêts à absolument tout y compris la guerre pour assurer leur pérennité, car ils coïncident avec leur pouvoir.

Ces rapports sont basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la domination d'une minorité d'exploiteurs détenant le pouvoir économique et le pouvoir politique sur la majorité d'exploités dépourvus de tout pouvoir, hormis celui de se soulever pour renverser les termes de cette domination et mettre un terme à la servitude humaine, à toute forme d'exploitation et d'oppression des hommes sur d'autres hommes sur terre.

Voilà la trame de fond, le fil conducteur qui parcourt l'histoire de l'humanité, les rapports qui sont à la fois les moteurs du développement des forces productives et de la lutte des classes depuis le néolithique que les masses ignorent. Elles ignorent l'interaction permanente qui existe entre ces conditions objectives (forces productives) et subjectives (lutte des classes) qui ont donné naissance au mode de production capitaliste, au sein duquel ces forces contraires étouffent et s'affrontent violemment, parce que ce cadre avait forcément une durée de vie limitée, il était à la fois le produit et l'aboutissement d'un processus historique qui comme tout processus historique devait comporter un début et une fin, même les étoiles ou les planètes ont une durée de vie limitée, le capitalisme n'échappe évidemment pas à cette règle, et qui à défaut de ne pas disparaître au profit d'un mode de production supérieur une fois parvenu à la limite de sa durée de vie historique et l'ayant même dépassée, conduit la civisation humaine à sa désintégration dans son sillage... - ndlr)

La sagesse réaliste qui, chez Lassalle, est encore voilée d'un certain idéalisme, se manifeste ouvertement chez Marx comme une dialectique matérialiste. Toute la force de cette doctrine est en ceci qu'elle n'oppose pas sa " *tactique raisonnable* " au mouvement réel, mais qu'elle précise, épure et généralise ce mouvement. Et, précisément par ce fait que la révolution arrache les voiles mystiques qui empêchaient de voir les traits essentiels du groupement social et pousse les classes contre les classes dans la grande arène de l'Etat, le politicien marxiste se sent dans la révolution comme dans son élément. Léon Trotsky – 1905

ACTUALITÉ DU JOUR

Les mêmes soutiennent le gouvernement néonazi et antisémite à Kiev. Normal ce sont eux qui l'ont mis en place.

L'imposture des sionistes pour se faire passer pour des démocrates... qui soutiennent les pires régimes de la planète.

- Interdiction d'un congrès jugé antisémite à Bruxelles, incidents - Reuters

Les forces de police ont dispersé dimanche après-midi à Bruxelles quelque 500 personnes qui voulaient participer à un congrès antisémite, interdit par les autorités et auquel le polémiste français Dieudonné était convié, ce qui a signé la fin de ce rassemblement. La police a utilisé des canons à eau pour disperser la foule, mais n'a procédé à aucune interpellation. Il n'y a eu aucun blessé, a-t-elle également indiqué.

La tenue de ce congrès dit «*de la dissidence*» avait été annoncée en fin de semaine par une librairie bruxelloise et le groupuscule d'extrême droite «*Debout les Belges!*» du député Laurent Louis, suscitant l'indignation des associations contre le

racisme et l'antisémitisme. Par crainte de débordements, le maire d'Anderlecht, Eric Tomas, avait pris dimanche matin un arrêté interdisant le rassemblement et toute manifestation de soutien ou de réprobation.

La Ligue belge contre l'antisémitisme (le Crif belge - ndlr) avait demandé à la justice d'interdire la tenue de ce "*jour de haine*" qu'aurait constitué, selon elle, "*le premier rassemblement d'auteurs, de théoriciens et de propagandistes antisémites depuis la Seconde guerre mondiale*". Reuters 04.05

L'extrême droite recourt à l'antisionisme pour camoufler son antisémitisme, et les sionistes dénoncent leur antisémitisme pour les empêcher de tenir des propos antisionistes, ce qui leur permet de faire d'une pierre deux coups : Procèder à un amalgame entre l'antisémitisme et l'antisionisme ce qui leur permet d'associer l'extrême gauche ou les opposants à Israël ou encore les sympathisants de la cause palestinienne à l'extrême droite.

Leurs intentions sont purement politiques et n'ont rien à voir avec la lutte contre le racisme ou l'antisémitisme : légitimer, défendre l'existence de l'Etat théocratique d'apartheid, Israël. Tout comme à Kiev, cela ne les gêne pas que le gouvernement en place à Tel-Aviv soit d'extrême droite.

Les uns et les autres font le jeu du régime (et de l'UE) contre le mouvement ouvrier.

- Européennes: face à face pro et anti-FN près de Rouen - AFP

Une centaine de personnes ont manifesté dimanche matin à Sotteville-les-Rouen (Seine-Maritime) où se rendait la présidente du Front national Marine Le Pen, nécessitant l'intervention des forces de l'ordre.

Les forces de police locales et des CRS se sont interposés "*pour éviter que les choses ne dégénèrent*", souligne-t-on à la préfecture de Seine-Maritime. AFP 04.05

Quand demain en guise de revanche à l'entrée de la salle où vous deviez tenir tranquillement un meeting, se tiendront quelques centaines de fachos excités pour provoquer des incidents et l'intervention de la police afin d'obtenir son interdiction, vous pourrez remercier ces gauchistes ou provocateurs.

En guise de réponse politique, cet autre passage sur l'opportunisme extrait de *1905* de Trotsky :

Nos différends. 1905, La réaction et les perspectives de la révolution

- " *Tu as parfaitement raison de dire qu'il est impossible de surmonter l'apathie contemporaine par la voie des théories* ", écrivait Lassalle à Marx, en 1854, c'est-à-dire à une époque où la réaction se déchaînait un peu partout dans le monde. " *Je généraliserai même cette pensée en disant que jamais encore on n'a pu vaincre l'apathie par des moyens purement théoriques ; c'est-à-dire que les efforts de la théorie pour vaincre cette apathie ont engendré des disciples et des sectes ou bien des mouvements pratiques qui sont restés infructueux, mais qu'ils n'ont jamais suscité un mouvement mondial réel, ni un mouvement général des esprits. Les masses n'entrent dans le torrent du mouvement, en pratique comme en esprit, que par la force bouillonnante des événements.* "

L'opportunisme ne comprend pas cela. On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consisterait à dire que ce qui caractérise l'opportunisme, c'est qu'il ne sait pas attendre. Et c'est pourtant cela. Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs interactions, amènent en politique un calme plat ; quand le travail moléculaire du développement économique, renforçant encore les contradictions, au lieu de rompre l'équilibre politique, semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, l'opportunisme, dévoré d'impatience, cherche autour de lui de " *nouvelles* " voies, de " *nouveaux* " moyens d'action. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces et il recherche des " *alliés* ". Il se jette avidement sur le fumier du libéralisme. Il le conjure. Il l'appelle. Il invente à l'usage du libéralisme des formules spéciales d'action. Mais le fumier n'exhale que son odeur de décomposition politique. L'opportunisme picore alors dans le tas de fumier quelques petites perles de démocratie. Il a besoin d'alliés. Il court à droite et à gauche et tâche de les retenir par la pan de leur habit à tous les carrefours. Il s'adresse à ses " *fidèles* " et les exhorte à montrer la plus grande prévenance à l'égard de tout allié possible. " *Du tact, encore du tact et toujours du tact !* " Il souffre d'une certaine maladie qui est la manie de la prudence à l'égard du libéralisme, la rage du tact et, dans sa fureur, il donne des soufflets et porte des blessures aux gens de son propre parti.

L'opportunisme veut tenir compte d'une situation, de conditions sociales qui ne sont pas encore arrivées à maturité. Il veut un " *succès* " immédiat. Lorsque ses alliés de l'opposition ne peuvent le servir, il court au gouvernement : il persuade, il supplie, il menace... Enfin, il trouve lui-même une place dans le gouvernement (ministérialisme), mais seulement pour démontrer que, si la théorie ne peut devancer l'histoire, la manière administrative ne réussit pas mieux.

L'opportunisme ne sait pas attendre. Et c'est pourquoi les grands événements lui paraissent toujours inattendus. Les

grands événements le surprennent, lui font perdre pied, l'emportent comme un copeau dans leur tourbillon et il va donner de la tête tantôt sur un rivage, tantôt sur un autre... Il essaie de résister, mais en vain. Alors, il se soumet, il fait semblant d'être satisfait, il remue les bras pour avoir l'air de nager et il crie plus fort que tout le monde... Et quand l'ouragan est passé. il remonte en grimpant sur le rivage, il s'ébroue d'un air dégoûté, il se plaint d'avoir mal à la tête, d'être courbaturé, et, dans le malaise de l'ivresse qui le tourmente encore, il n'épargne pas les mots cruels à l'adresse des " *songe-creux* " de la révolution... Fin de l'extrait.

Ce ne sont pas les idées qui ont façonné le monde tel qu'il mais l'action des hommes. La théorie est nécessaire tout comme la pratique de la lutte de classe qui passe par l'organisation, la construction du parti.

Ajoutons que la théorie doit savoir s'adapter aux masses ou à la situation et non l'inverse, elle comporte de nombreux chapitres ou touche de nombreux domaines, se décline sur différents plans qu'il ne faut pas négliger pour la rendre intelligible aux masses ou au moins aux travailleurs les plus avancés et aux militants.

Personnellement, nous n'avons jamais décrété qu'il fallait faire la révolution immédiatement, sans délai, sans tenir compte de la situation objective et subjective, à la place des masses, sans les masses, comme nous n'avons jamais prétendu qu'elles en seraient incapables, au contraire, nous avons appelé à préparer les conditions qui rendront possible la révolution socialiste et sa victoire, qu'il fallait s'y préparer et y préparer les masses...

Aussi ce serait nous faire un procès d'intention que nous reprocher une quelconque impatience et de nous comporter en gauchistes. Et sans cesse nous appelons les travailleurs et les militants à défendre chaque acquis, à participer à la lutte des classes par n'importe quel moyen, si possible dans un cadre organisé.

Conquérir les masses est un travail de longue haleine qui nécessite une détermination sans faille qui fait défaut chez l'opportuniste qui cherche des voies de traverses, des raccourcis, adepte du compromis, de la conciliation, finalement de la collaboration de classe déclarée ou déguisée.

" *Du tact, encore du tact et toujours du tact !* ", on préfère *de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace*, mais apparemment ce n'est à l'ordre du jour d'aucun parti.

Le " *fumier (qui) n'exhale que son odeur de décomposition politique*" ne vous fait-il pas penser à tous ces partis ou politiciens qui ont déjà participé un jour à un gouvernement sous la Ve République, tous ces partis qui ont si longtemps cavalé derrière le PS et le PCF, les appareils pourris des syndicats et qui continuent encore ? A suivre

Les instituts sondage qui instruments de la propagande de la classe dominante

Comment faire croire que la majorité de la population s'intéresse à l'UE alors qu'elle la rejette.

- Deux tiers des Français souhaitent que l'UE se recentre sur certains pays - AFP

... par exemple...

- Pendant que la Turquie censure et réprime, Bruxelles accélère le processus d'adhésion - Atlantico.fr

Ainsi va la dictature...

Entre Frères on ne se refuse rien... Base arrière américaine (ou de l'OTAN) et d'Al-Qaïda, porte d'entrée des mercenaires sanguinaires de tous bords en Syrie qui détruisent ce pays et massacrent son peuple auxquels elle apporte un soutien logistique et militaire, allié des régimes barbares sioniste, qatari et saoudien, la Turquie satisfait aux conditions ou statuts qui régissent l'Union européenne, sa politique est également conforme à celle de l'UE, mieux encore, à sa véritable nature qu'elle a une nouvelle eu l'occasion d'exposer à la face des travailleurs et peuples du monde entier en soutenant le gouvernement néonazi de Kiev, décidément, oui la Turquie a bien sa place dans cette institution supranationale ou bureaucratique dictatoriale assujetie aux intérêts de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Tandis que la politique du gouvernement est rejetée par la majorité des travailleurs.

- Manuel Valls est un bon Premier ministre pour 64% des Français - Francetv info

D'après un sondage publié dimanche 5 mai dans Le Parisien, 64% des personnes interrogées estiment que Manuel Valls est un bon Premier ministre, et 51% d'entre elles pensent aussi qu'il ferait un bon président de la République.

Le Premier ministre séduit à gauche, mais aussi à droite. Si 76% des sympathisants de gauche considèrent qu'il est un bon

Premier ministre, c'est aussi le cas de la majorité des sympathisants de droite (51%). Francetv info 04.05

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que les "*sympathisants*" de gauche ou de droite représentent une minorité parmi la population, comme on a pu l'observer lors des élections municipales et que les élections européennes confirmeront.

Comme ils n'entendent pas faire les choses à moitié, ils mettent déjà Valls sur les rails pour 2017. Le candidat du PS ou de l'UMP, disons celui du groupe Bilderberg cela suffira.

Atmosphère nauséabonde, climat de terreur, statégie de la tension...

- La hausse préoccupante des violences contre les personnes - LeFigaro.fr

Le plus inquiétant: ce sont les violences «gratuites», celles des coups et blessures volontaires principalement, dans la rue, à l'école ou dans le cadre familial, qui portent ces évolutions, avec une hausse des violences non crapuleuses depuis le 1er janvier qui dépasse les 8 %.

Un tableau déformé (Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales)? Loin de là. Car il ne détaille que les faits déclarés par la police et la gendarmerie. Toutes les enquêtes de criminologie conduites auprès des victimes attestent que ces chiffres officiels n'offrent qu'une vision a minima des phénomènes de délinquance.

La situation se dégrade même, en ce début d'année, dans 76 des 96 départements métropolitains. LeFigaro.fr 04.05

ACTUALITE EN TITRES

Hollanderies.

Raison de plus pour la détester !

- François Hollande : «*Je veux faire aimer la France*» - LeFigaro.fr

Il n'a même pas besoin de retourner sa veste.

- "*Le retournement économique arrive*", assure François Hollande - L'Express.fr

Parole d'un page. Qu'on se le dise

- Cambadélis : Hollande "*a stoppé le déclin*" - AFP

Quant au sien, c'est impossible...

...grâce à la main d'oeuvre gratuite...

- Emploi des jeunes: Najat Vallaud-Belkacem mise sur l'alternance et le service civique - AFP

Pour favoriser "*la mise en emploi des jeunes*", sa "*priorité*", la ministre de la Jeunesse Najat Vallaud-Belkacem table sur le développement de l'alternance et du service civique, mais aussi sur l'encouragement de entrepreneuriat, a-t-elle dit. AFP 04.05

France, Grande-Bretagne, Espagne, Etats-Unis, Corée du Sud...

- Inde: 18 morts et 112 blessés dans un accident de train - AFP

- Une vingtaine de morts dans un accident en Haïti - LeMonde.fr

Après avoir servi de coffre-fort à l'or des nazis...

- La Suisse a gelé 140 millions d'euros d'avoirs ukrainiens - Reuters

Obama, OTAN, ONU, UE : Leur oeuvre, leur monde à abattre.

- Irak: 33 morts dans des violences en 24 heures AFP

- Kenya: Deux morts et 62 bléssés dans des attentats contre deux bus à Nairobi - 20minutes.fr

- Ukraine : assaut des prorusses à Odessa, l'armée encercle Sloviansk - LeMonde.fr

- Exode après des combats entre insurgés dans l'Est syrien - Reuters

- Yémen: 37 insurgés d'Al-Qaïda tués dans le sud - AFP

Haut de page

Le 7 mai 2014

CAUSERIE

Cela a été laborieux de terminer cette causerie, trop de sujets à traiter en même temps. On a dit qu'on continuait jusqu'au 25 mai, après on décidera de la suite.

On ajoutera une vingtaine d'articles ce soir ou demain matin.

Entrons dans le vif du sujet.

Absolument tout le monde critique le capitalisme, les institutions, l'UE, la droite et la gauche, l'extrême droite et l'extrême gauche, y compris nous, l'Opposition de gauche. Les uns et les autres peuvent se livrer à des analyses pertinentes ou fournissent des éléments auxquels on n'avait pas forcément pensé et qui nous serviront par la suite.

Ce qu'il ne faut jamais perdre de vu c'est l'orientation politique dans laquelle se situe cette critique, à quoi elle doit servir selon son auteur, qu'est-ce qu'il compte en faire et c'est là que nos voies divergent ou s'opposent la plupart du temps, convergent parfois ou rarement avec la gauche ou l'extrême gauche en ce qui nous concerne.

Elle n'a aucune influence sur nous, mais elle peut en avoir sur des lecteurs, d'où une nouvelle fois cette mise en garde ou précision. On revient sur ce sujet à deux reprises ci-dessous et plus loin avec des exemples précis d'actualité.

Guerre idéologique et sionisme

Question d'un internaute au journal Le Monde :

- Un congrès antisémite, avec Dieudonné en guest star, tourne court à Bruxelles - lemonde 04.05

- "*Votre titre est grossier : pourquoi parler de congrès antisémite alors que figure en tête d'affiche Jacob Cohen, français juif antisioniste ?*"

Manifestement il y a des juifs qui considèrent que le sionisme serait à l'origine de l'antisémitisme et ils n'ont pas tort, bien que cela ne soit pas la seule explication, et qui s'accommodent de l'antisémitisme avéré de certains antisionistes, ce que nous désapprouvons.

Maintenant, il nous arrive de mettre en ligne des articles ou des vidéos dont les auteurs flirtent avec l'extrême droite quand nous estimons qu'ils contiennent des éléments ou des analyses pouvant intéresser nos lecteurs et où n'y figure aucun propos propre à cette idéologie ou nous ne les reproduisons pas.

On pourrait nous le reprocher, car en procédant de la sorte ce serait les présenter sous un jour avantageux et tromper les lecteurs. Or il n'en est rien puisque, soit les lecteurs sont censés connaître les auteurs de ces articles, soit nous précisons à quelle mouvance politique ils appartiennent pour éviter toute confusion et que les lecteurs soient induits en erreur.

Ajoutons que malgré tout on pourrait nous reprocher au nom de je ne sais quel principe de diffuser ces documents, nous répondrons que nous diffusons aussi des articles d'autres auteurs connus ou inconnus de la plupart des lecteurs qui sont publiés dans la presse nationale ou certains portails, qui sans être étiquetés officiellement d'extrême droite mériteraient parfois, souvent ou définitivement de figurer dans cette catégorie au regard de leurs prises de position, on en a un exemple sous les yeux avec l'Ukraine et son gouvernement composé de nazis.

Dans un autre registre mais très proche, on pourrait s'interroger sur les prises de position de la gauche et l'extrême gauche sur les guerres de la coalition occidentale ou de l'OTAN contre Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, etc. qui pour être impérialistes ou favorables à ces guerres contre ces peuples les placent en quelque sorte à l'extrême droite de l'échiquier politique.

Quand les nazis sont au pouvoir en Ukraine par la grâce de l'OTAN, la CIA et de l'UE, l'extrême droite en France se fait muette ou ne peut rejeter le gouvernement en place à Kiev, tandis que la gauche et l'extrême gauche le dénonce, mollement, sans trop en faire tout de même.

Et quand ce sont des takfiris, salafistes et autres mercenaires al-qaïdistes armés par Washington, Riad et Paris, etc. qui sont l'équivalent en cruauté des nazis qui attaquent la Syrie, ils ont le soutien de la gauche et de l'extrême gauche, tandis que l'extrême droite condamne cette attaque et prend position pour Assad qui est une sorte de monarque héréditaire constitutionnel.

On se rend compte ici que c'est uniquement l'opportunisme qui guide ou détermine le comportement de l'extrême droite et de l'extrême gauche, dont finalement les positions sont interchangeables selon la situation ou les rapports qui existent. Les uns soutiennent l'OTAN et les nazis dans un pays et les condamnent dans un autre et vice versa pour les autres. Leur point commun : ni l'un ni l'autre ne se situent sur le terrain de classe des exploités, les deux embrassent la cause de leurs ennemis, soutiennent l'un ou l'autre impérialiste (Américain, Russe, Chinois, Français), plus ou moins maladroitement car il leur est difficile ou impossible de l'assumer ouvertement, quoique, leurs discours sont bourrés de contradictions mêlant vérités et contrevérités, de faits tronqués ou maniant le double langage.

Front unique des esclavagistes et des sionistes.

- Les mémoires de l'esclavage et de la Shoah font cause commune - LeMonde.fr

Les mêmes causes produisent les mêmes effets, ce que cette opération a pour vocation d'enterrer et non de révéler évidemment. A notre connaissance ce n'est pas la classe ouvrière ou les esclaves qui sont responsables de la Shoah ou de l'esclavage, mais bien la classe dominante de l'époque, celle des exploiteurs et des oppresseurs, celle qui est toujours au pouvoir.

Toute vérité sur Valls n'est pas bonne à dire ou à rappeler, sous peine de figurer dans la "***fachosphère***".

Précisons que ce sont les médias qui soutiennent Valls et le gouvernement néonazi à Kiev ou encore les fascistes qui s'attaquent au gouvernement vénézuélien qui se livrent à cet exercice, mais ils ne sont sans doute pas les seuls.

On vit à une époque très confuse ou tous les coups et amalgames sont permis ou possibles, depuis que les néolibéraux se lâchent et se défoulent ouvertement dans absolument tous les domaines, puisqu'il n'existe à l'heure actuelle aucune force pour les arrêter ou fixer une limite à leur pouvoir qui rime avec une gigantesque imposture.

- "*Le vrai visage de Manuel Valls*", nouveau livre de chevet de la fachosphère - lexpress.fr

L'ex-rédacteur en chef de Minute Emmanuel Ratier publie un livre au vitriol sur le Premier ministre. Histoire d'un ouvrage qui cartonne au sein des réseaux d'ultra droite, farouchement opposés à Manuel Valls. lexpress.fr 06.05

J'ignorais qui était Emmanuel Ratier en mettant une vidéo en ligne qui portait le nom de son livre. Je l'ai visionnée, son contenu était intéressant, il n'y figurait aucun propos qu'on aurait pu qualifier d'extrême droite ou de nature antisémite ou je ne sais quoi d'insupportable, du coup j'ai cru bon de la portée à la connaissance des lecteurs.

Répétons-le aux militants qui condamneraient cette initiative, Marx et Engels mais aussi Lénine ont eu recours à une multitude de citations extraites d'oeuvres publiées par des ultra réactionnaires à leur époque, des monarchistes, bonapartistes, économistes, historiens, militaires, ecclésiastes, esclavagistes, racistes, etc. parce qu'ils considéraient qu'elles étaient utiles à leurs travaux et à la compréhension des sujets qu'ils traitaient sans pour autant partager leurs analyses ou leurs idées politiques. Je ne pense pas qu'en procédant de la sorte ils aient fait en quoi que ce soit la promotion des idées de ces réactionnaires, bien au contraire.

J'ai commis l'erreur, involontaire, par manque de temps encore une fois, de ne pas m'enquérir sur l'auteur de cette vidéo et mentionner qui il était, cette erreur est réparée, autant pour moi. Et quant aux militants qui connaissait ce monsieur Ratier, aucun ne soupçonnera que je fasse la promotion de l'extrême droite, mais qui sait il y en a qui sont très tordus ou que la mauvaise

foi aveugle.

Une dernière réflexion, il aurait été préférable ou souhaitable que ce soient des journalistes indépendants ou un parti ouvrier qui réalise cette vidéo et publie un tel recueil de données sur Valls. La question est de savoir pourquoi une fois de plus cette initiative est laissée à une personne d'extrême droite ou proche de l'extrême droite. Pour qu'on s'en détourne, parce que cela n'aurait aucune importance ou valeur éducative pour les masses ou les militants ? C'est navrant et pitoyable.

Un sujet brûlant et censuré.

- Quand la Californie demande à ses élèves si l'Holocauste a bien existé - liberation.fr

Des responsables d'écoles publiques en Californie ont présenté mardi leurs excuses pour avoir proposé un sujet d'essai qui demandait aux élèves si l'Holocauste avait vraiment existé et destiné, selon eux, à développer leur «*esprit critique*». Les responsables des écoles de la zone de Rialto Unified ont demandé à des élèves de classe de quatrième (13-14 ans) d'écrire un devoir sur l'Holocauste, en leur demandant s'il n'était pas «*simplement un projet politique créé pour influencer les émotions et s'enrichir*».

Le chef adjoint de ce district scolaire, Mohammad Z. Islam, a retiré le sujet dès qu'il en a eu connaissance, a précisé à l'AFP la porte-parole du district, Syeda Jafri.

L'importante organisation juive Anti Defamation League (ADL) a vertement condamné l'initiative. «*La position générale de l'ADL est de considérer que demander à des élèves si l'Holocauste a bien existé n'a pas de valeur éducative; cela donne seulement de la légitimité aux promoteurs haineux et antisémites du déni de l'Holocauste*», a affirmé le responsable régional de l'ADL, Matthew Friedman, dans une lettre aux responsables du district. liberation.fr 06.05

Le titre de l'article est trompeur, volontairement, pour mieux accuser cette initiative d'antisémitisme.

Il aurait été intéressant de voir combien de collégiens californiens ignoraient jusqu'à l'existence de l'Holocauste, sachant que le niveau scolaire est particulièrement médiocre ou déficient aux Etats-Unis.

Que les sionistes et leurs larbins contestent l'orientation de la question posée, on peut le comprendre puisqu'elle va à l'encontre de leur version et de leurs intérêts. Et l'éliminer leur permet d'écarter certaines questions ou certains faits plutôt embarrassants, mieux, compromettants puisqu'il s'agit d'éléments à charge contre les sionistes à partir de documents d'époque ou de témoignages de personnalités juives.

Allons plus loin. En réalité cette question était mal formulée, peut-être l'a-t-elle été par des antisémites, c'est fort possible, il aurait fallu demander à ces collégiens si l'Holocauste avait vraiment eu lieu ou s'il savait ce que cela signifiait, puis leur demander en cas de réponse positive s'il avait été uniquement le produit de la folie d'un homme ou d'un régime politique ou plutôt, s'il avait correspondu à un projet politique destiné à "*influencer les émotions*" pour justifier la création de l'Etat d'Israël et enrichir au passage de riches banquiers et industriels en étendant le champ de cette question à la guerre elle-même, tout en leur permettant de renforcer leur pouvoir politique ou leur emprise sur le monde.

Sur l'UE et les élections européennes

Pourquoi se bousculent-il aux européennes ?

- Européennes : pourquoi y a-t-il plus de 20 listes par circonscription ? - francetvinfo.fr

Quelque 193 listes seront en compétition en France pour les élections européennes du 25 mai, soit une moyenne de 24 listes par circonscription (contre 20 en 2009), selon les données du ministère de l'Intérieur, publiées lundi 5 mai. Francetv info vous explique pourquoi ces élections suscitent un tel intérêt de la part des partis. Parce qu'il est très facile de se présenter

Contrairement aux aspirants à l'élection présidentielle, les candidats aux européennes n'ont pas à recueillir de parrainages d'élus pour avoir le droit de se présenter. Aucune barrière financière non plus : depuis une loi de 2003, ils n'ont plus à verser de caution, rappelle le site Touteleurope.eu. Quant au nombre de candidats nécessaires pour former une liste, il n'est pas forcément très élevé. Il suffit d'être neuf pour se présenter en Outre-mer, dix dans le Centre et tout de même trente en Ile-de-France.

Une fois la liste formée, les candidats n'ont plus qu'à la déposer au ministère de l'Intérieur, avec pour seules conditions d'être âgés d'au moins 18 ans, d'être ressortissants de l'UE et de jouir de leurs droits civiques et politiques.

Parce que le mode de scrutin est la proportionnelle

Contrairement aux récentes élections municipales (scrutin majoritaire à deux tours), les européennes se jouent à la proportionnelle, avec un seul tour. Ce mode de scrutin est une aubaine pour les petits partis. Ainsi, en 2009, la tête de liste Front de gauche en Ile-de-France, Patrick Le Hyaric, avait gagné son siège de député européen en recueillant seulement 6,32% des voix. De quoi expliquer que de nombreux partis tentent leur chance : il y aura 31 listes en Ile-de-France (le record cette année).

Par rapport aux municipales, le remboursement est, là aussi, plus facile. Le seuil nécessaire pour obtenir un remboursement des frais de campagne est de 3% des suffrages, et non 5% comme à la présidentielle, aux législatives et aux municipales. francetvinfo.fr 05.05

Rappelons que seul le POI a décidé d'appeler à ne pas voter le 25 mai, mais ce n'est pas un appel au boycott, un terme qu'ils ont dû juger gauchiste, excessif, extrêmiste.

En complément.

C'est "***fou***" à quel point ils sont hypocrites.

- Pourquoi il est fou que l'accord de libre-échange transatlantique ne soit pas au cœur de la campagne pour les Européennes - Atlantico.fr

Ils le négocient dans le plus grand secret et n'en rendront public le contenu qu'une fois les peuples de l'UE placées devant le fait accompli. Qui l'ignore encore ? Etant liberticide et régressif dans tellement de domaines qu'il est incompatible avec toute (libre) discussion, il ne peut supporter la contradiction ou la critique car par nature il est antidémocratique. A objectif antidémocratique procédé antidémocratique, la logique est respectée, il n'y a donc rien de "*fou*" ici.

La véritable nature de l'UE ou quand le fascisme est compatible avec l'UE.

- Un ancien skinhead devient vice-président du Parlement hongrois - LeMonde.fr

- Le gouvernement ukrainien reçu par l'UE à Bruxelles le 13 mai 2014 - 20minutes.fr

- La CIA et le FBI conseillent-ils Kiev ? - LeMonde.fr

- Ukraine : la CIA en sous-main ? - LePoint.fr

Ils peuvent l'avouer puisqu'ils reportent sur la Russie la responsabilité de la situation en Ukraine, en fait leurs articles ne servent qu'à légitimer la présence de l'OTAN, de la CIA et du FBI dans ce pays, sans oublier des militaires de différents pays comme l'Allemagne ou Israël pour n'en citer que deux.

Et les mêmes institutions ou médias s'en prennent au FN ou à l'extrême droite de différents pays qui viennent parasiter la politique de leurs gouvernements qui soutiennent fascistes, mercenaires ou terroristes en tous genres qui sévissent dans des Etats qu'ils ont décrété de déstabiliser ou de détruire pour mettre la main dessus ou placer des gouvernements à leur solde.

Ils se partagent les rôles, ils sont complémentaires et non ennemis. Chacun sait maintenant que les méthode de l'OTAN ou de la CIA n'ont rien à envier à celles des fascistes. L'affirmer hier paraissait excessif aux yeux des ignorants ou des naïfs, aujourd'hui cela l'est déjà moins, et demain cela sera une banalité, pour un peu on nous reprochera d'avoir manqué de clairvoyance, aussi vaut mieux prendre les devants.

En complément : Les exploits de la CIA ne s'arrêtent pas là.

- La polio est de retour, avec l'aide de la CIA, des terroristes et des dictateurs - Slate.fr

Hollanderies

Hollande. Dépités, ils voudraient encore y croire, mais ils sembleraient qu'ils aient déjà fait une croix dessus.

- Les éditorialistes sceptiques sur la suite du quinquennat Hollande - liberation.fr 06.05

Alors que le Président fête ce mardi son deuxième anniversaire à l'Elysée, la presse raille les «*prophéties hasardeuses*» du chef

de l'Etat.

Au moment du dresser un bilan des deux premières années du quinquennat, nombre d'éditorialistes ne croit plus aux «*prophéties*» de François Hollande, même si certains reconnaissent une certaine injustice envers lui dans l'opinion.

Dans le Figaro, Jacques-Olivier Martin, estime que «*les prophéties de notre bon docteur Coué ont tendance à se fracasser contre le mur de la réalité. Pendant toute l'année 2013, il a promis aux Français l'inversion de la courbe du chômage. On connaît la suite.*»

«*Quels quel soient les indicateurs économiques, c'est la crédibilité du locataire de l'Elysée qui s'est envolée en même temps que la prophétie hasardeuse du Ravi de la crèche*», assène Philippe Waucampt (le Républicain lorrain).

François Ernenwein de la Croix pense que «*ce qui manque aujourd'hui pour que le raisonnement du chef de l'État s'impose, c'est un socle de confiance qui ne se décrète pas. La morosité domine. Le bilan des deux premières années du quinquennat a instillé des doutes chez les Français. Un "retournement" de conjoncture, s'il se produit, ne suffira pas à créer, à lui seul, un nouvel élan.*» (Crucifié ! - ndlr)

Eric Decouty, dans Libération, garde un peu d'optimisme et croit qu'«*il n'est pas encore dit que ces années ratées gâcheront tout son mandat.*» Même s'il reste réservé sur l'avenir: «*Plus que de stratèges en communication, c'est d'une cohérence et d'une capacité de décision dont le Président a besoin.*»

De son côté, dans l'Humanité, Maud Vergnol ne digère pas que «*le candidat du Bourget assume désormais de faire payer la crise aux plus pauvres, à ceux qui vivent avec moins de 500 euros par mois.*»

«*Il ne suffit pas de prophétiser un retournement pour qu'il s'auto-réalise : on a vu ce qu'il en a été avec la courbe du chômage !*», remarque Michel Urvoy de Ouest-France qui croit que «*faute d'avoir combattu l'évasion fiscale, qui se chiffre en dizaines de milliards, faute d'avoir bataillé pour trouver des réponses budgétaires et fiscales européennes, faute de réformes de structure, le pacte de stabilité risque d'être insuffisant.*»

«*Il reste le locataire de l'Elysée le plus impopulaire de la Ve République, comme Manuel Valls se révèle le Premier ministre le plus populaire. Et ceci, pour l'instant, sans raison objective*», constate Alain Dusart dans l'Est Républicain.

Alors qu'Hubert Coudurier du Télégramme, reconnaît qu'il «*y a une certaine injustice à demander au Président de solder, en deux ans, trente années d'endettement incontrôlé.*» (...) «*Il n'empêche, offensif en politique étrangère, Hollande apparaît timoré en politique intérieure, faute de gesticuler comme Sarkozy. Lequel avait augmenté les impôts tout autant que lui, mais, à l'époque, le pouvoir d'achat n'avait pas encore baissé*», ajoute-t-il.

«*Le risque, le vrai, est que de plus en plus de Français jugent que la machine tourne à vide. Qu'ils en concluent que, pas plus que Nicolas Sarkozy, François Hollande n'a le pouvoir de changer les choses*», s'inquiète Jacques Fortier (les Dernières Nouvelles d'Alsace).

«*L'optimisme du "président normal" le fait ressembler à ses compatriotes qui jouent au Loto. Ils confient leur avenir à la magie des boules du hasard*», s'amuse Raymond Couraud dans l'Alsace.

«Au moment de ce bilan d'étape, le temps doit sembler bien long à François Hollande. Putain, encore trois ans !» conclut Philippe Reinhard dans l'Eclair des Pyrénées. liberation.fr et AFP 06.05

De nos jours ce sont les médias et instituts de sondage qui font les présidents et les Premiers ministres. Qu'ils les lâchent et ils sont finis.

Il fallait bien que quelqu'un se sacrifie.

- Nouveau record d'impopularité pour François Hollande - Reuters

François Hollande perd 5 points en un mois et retombe à 20% de cote de confiance, deux ans après sa victoire à la présidentielle, selon le baromètre CSA pour Les Echos et Radio Classique.

Le Premier ministre, Manuel Valls, ne tire pas le chef de l'Etat vers le haut et recule de 2 points, à 39% de bonnes opinions.

Désormais, 52% des Français ne font pas confiance au chef du gouvernement et 75% au président. Reuters 05.05

Dans un autre sondage il était déjà à 18%, peu importe puisque cela ne change rien sous une dictature.

La société va continuer de se décomposer ou de pourrir sur place, tous les rapports au sein de la population vont se tendre un peu plus alors qu'ils sont déjà largement insupportables et le pire reste à venir du fait qu'on n'a pas été foutu de construire le parti et que le niveau de conscience politique des masses n'a pas évolué, la faute en revient non pas aux masses ou aux travailleurs mais bien à nos dirigeants faillis ou vendus.

A moins d'estimer que tout cela était inévitable, la fatalité, c'est à la fois vrai et faux dans une certaine mesure seulement, et souvent un argument commode pour masquer sa propre déchéance politique. Car effectivement on était en droit de le penser autrefois, quand on ignorait tout ou presque du fonctionnement du capitalisme, puis les décennies plus tard pendant lesquelles il fallut la détermination et l'abnégation totale de deux penseurs et militants de génie pour élever le niveau de conscience général des couches supérieures des masses et leurs représentants mais pas seulement des masses en général qui étaient en contact avec les socialistes.

Cette période coïncida avec le développement du mouvement ouvrier, la fondation des syndicats et des partis, de grandes luttes ouvrières dans tous les pays en cours d'industrialisation, qui rapidement se transformèrent de luttes pour des revendications alimentaires en luttes politiques pour le pouvoir avec pour objectif un changement radical de société, le socialisme et le communisme.

Bien que ni les conditions objectives ni les conditions subjectives ne soient remplies, le prolétariat révolutionnaire ne loupa pas une occasion de se lancer "à l'assaut du ciel" (Marx) pour tenter de s'émanciper de sa condition d'esclave salarié du capital, et chaque fois il trouva ses dirigeants à ses côtés pour tenter de l'organiser et l'aider à se guider vers son objectif. Aussi faibles soient-il du milieu du XIXe siècle au premier tiers du XXe les dirigeants marxistes et l'avant-garde révolutionnaire acquise au marxisme ont fait honneur à la cause qu'ils avaient épousée, à l'objectif pour lequel ils combattaient, dans des conditions très difficiles, défavorables le plus souvent, les masses étant profondément arriérées, illettrées ou analphabètes, rongées par l'obscurantisme et les superstitions, la réaction ou les régimes en place étant brutaux, féroces, cruels...

Qu'ils soient en mesure ou non de peser sur le cours des choses n'avait aucune emprise sur leur caractère et leur détermination, et si par moment ou périodes plus ou moins longues la lutte des classes semblait marquer le pas ou la mobilisation des masses refluait, le mouvement ouvrier dans son ensemble se renforçait, de nouveaux dirigeants de grande qualité émergeaient, puis de nouvelles mobilisations voyaient le jour, et si les défaites étaient le lot de bien des luttes (le plus souvent spontanées), imperturbablement les marxistes se battaient pour constituer une avant-garde consciente, ils combattaient toutes les formes d'opportunistes et marchands d'illusions, aventuriers et charlatans qui s'improvisaient socialistes ou les nouveaux chamans des opprimés, ne cédant rien sur le plan théorique, sur les principes ou le programme, diffusant le marxisme auprès des plus larges masses pour les aider à prendre en main leur destin.

Depuis, des lustres se sont écoulés, le marxisme a été diffusé partout dans le monde, dans les pays occidentaux notamment personne n'ignore son existence, ne serait-ce que le mot, des millions et millions de travailleurs dans chaque pays auraient dû ou devraient chercher à savoir ce qu'il y a derrière ce mot ou ce que signifie réellement le socialisme et le communisme, pourquoi les représentants de la classe dominante les haïssent tant, pourquoi en ont-ils si peur, pourquoi sont-ils diabolisés ou caricaturés au point de les présenter comme des monstruosités infâmes et dangereuses naturellement infréquentables, dont il est préférable de ne pas s'approcher des fois qu'ils seraient contagieux.

Nous ne sommes plus dans la situation où il faudrait prouver la véracité du marxisme, les faits ou l'expérience l'ont démontrée au cours du XXe siècle, du matérialisme dialectique et historique, la supériorité de cette méthode pour interpréter le monde sur toute les autres philosophiques ou métaphysiques, sur le matérialisme primaire ou élémentaire, logique mais non dialectique, mécanique, empirique seulement.

Dès lors on peut s'étonner qu'il n'y ait pas davantage de travailleurs (d'intellectuels) ou militants (dirigeants) pour l'adopter.

Pire encore, il n'existe pas à travers le monde un économiste ou même un étudiant en économie qui n'ait pas étudié attentivement Le Capital de Marx et Engels, qui ne s'y réfère pas régulièrement, pas un, alors que tous sont acquis (plus ou moins, disons plus que moins, sauf rares exceptions qui confirment la règle) au capitalisme et aucun au socialisme qui en était la conclusion pratique, la seule issue ou alternative possible à la crise du capitalisme pour assurer la continuité de la civilisation humaine ou garantir le bien-être social pour les générations à venir à l'échelle de l'humanité, à moins d'opter pour la guerre sans fin, le chaos et la barbarie qui menacerait à terme l'existence de la civilisation humaine ou toute forme d'existence sur terre.

On a échoué sur toute la ligne, alors que nous disposions des instruments pour réussir là où nos prédécesseurs n'avaient pas eu cette chance il y a un siècle ou davantage, ce que la révolution russe de 1917 a magistralement prouvé en mettant en oeuvre les enseignements du marxisme. Au lieu de s'en tenir à cet acquis théorique, à cette connaissance irremplaçable à nos jours, on s'est laissé distraire par des questions secondaires auxquelles on a donné une importance démesurée. On disposait du mode d'emploi et de la méthode pour réussir et on n'a pas été foutu de les mettre en musique.

On peut contester cette analyse qui nécessiterait un long développement. Il est certain que l'évolution de certains facteurs déterminants ou les profondes transformations subies par la société pouvaient déboucher sur des rapports favorables ou défavorables au mouvement ouvrier, inévitablement, dans une certaine mesure seulement, on peut ou on doit l'admettre, mais pas au point d'aboutir à l'impasse actuelle synonyme de néant politique, néant théorique et pratique, néant sur le plan organisationnel.

On ne va se répéter sans cesse, à quoi bon expliquer tout cela, il existe tellement de faux prétextes pour ne rien entendre que cela en devient désespérant. Quand ce n'est pas la faute au stalinisme, c'est celle du capitalisme qui recèlerait des capacités insoupçonnées ou pour ainsi dire inépuisables, quasi miraculeuses, bref, devant de tels obstacles nous serions incapables de lutter et réduit à subir le destin qu'il nous impose puisque nous ne parvenons ni à construire le parti ni à élever le niveau de conscience des masses, chacun peut le constater, je n'invente rien.

On prétend se battre contre le capitalisme, mais on s'y prend de telle sorte qu'on a plutôt l'impression de s'avouer vaincu d'avance ou qu'on n'arrivera jamais à le terrasser, pour ne pas dire qu'on s'en accommode en se contentant du service minimum, tenter de sauver ce qui peut l'être et qui irrémédiablement foutra le camp un jour ou l'autre comme on a pu l'observer au cours des décennies précédentes.

Ce qui devient inévitable et qu'on subit aujourd'hui est le produit de nos erreurs du passé, car il n'était écrit nulle part que les choses devraient se passer de cette manière-là, mais comme on ne veut pas l'admettre, on en arrive à une perception erronée à la fois du présent et du passé et à considérer que quoi qu'il arrive c'était inévitable, pour finalement reproduire indéfiniment les mêmes erreurs ou les mêmes analyses foireuses, que pouvons faire d'autres à ce stade de mauvaise foi ou de manque de courage ou d'honnêteté intellectuelle, on s'enfonce de plus en plus, c'est la fuite en avant, pour justifier notre comportement actuel on revendique celui que nous avions adopté hier et ainsi de suite... jusqu'à ce que mort (politique) à s'ensuive. La seule logique qui aura été respectée dans tout cela, ce sera le recours à la fatalité qui aura eu le dernier mot, fatal.

Sous tous les angles.

- En difficulté, Hollande passe à l'offensive médiatique - LeMonde.fr

Bon, on sait depuis que c'est foiré, cette info datait d'avant-hier, il faut suivre !

- Hollande et le "*retournement économique*" : la méthode Coué est-elle efficace en politique ? - Francetv info

Un peu usé la corde, non ?

Tout dépend dans quel sens on se tourne et où on va fourer son pif.

- Le Foll dit "*sentir*" le retournement prédit par Hollande - AFP

-De nouveau député, Ayrault voit le redressement pour cet été - Reuters

Comment, il veut envoyer les chômeurs en camp de redressement cet été pour faire baisser la courbe du chömage ? Ah non, il compte sur les nombreuses radiations de Pôle emploi à cette période de l'année, quel filou !

On comprend pourquoi ils estiment déjà qu'il est fini.

- 35% des électeurs de François Hollande ne revoteraient pas pour lui - LeFigaro.fr

Moi je...

- Hollande : «*Moi, je n'ai rien à perdre*», c'est la France qui a «*tout à gagner*» - Public Sénat

Son avenir est assuré donc il n'a "*rien à perdre*". Quant à savoir qui a "*tout à gagner*" on a notre petite idée... du côté des patrons et actionnaires.

- François Hollande demande à être jugé à la fin de son mandat - Reuters

Il s'accroche le bougre, il tient à achever le sale boulot qu'il a entrepris... Pour un peu, il faurait lui faire crédit !

- Hollande : "*Il faut aller encore plus vite sur les réformes*" - LePoint.fr

Fissa encore...

- Le gouvernement prêt à accélérer la suppression des départements dès 2017 - Public Sénat

-Hollande : "*Je n'ai pas suffisamment dit que la situation économique était grave*" - LePoint.fr

Les patrons ont dû lui souffler :Trop tard et cela n'aurait rien changé, plus personne ou presque ne vous écoute ou ne vous écouterait...

- Pour Hollande, la « *finance a été maîtrisée* ». Vous étiez au courant ? - Rue89

Il doit confondre avec l'une de ses maîtresses, entre nous, on se demande ce qu'elles lui trouvent...

Parole d'internaute

1- *Hollande chez Bourdin, ça pue la com bon marché à plein nez. Lamentable! Pour le reste, les journaleux sceptiques? Ils sont bien les seuls, il y a longtemps que les électeurs ont les yeux ouverts, eux.*

Les journaleux comme vous dites adoptent la même posture que Mélenchon, Laurent et bien d'autres de "gauche", ils font minent de découvrir le personnage, ils émettent des doutes, ils se posent de questions sur ses réelles intentions, etc. Ils le ménagent l'air de rien ou parfois ouvertement, tout dépend du contexte..."

2- "*Je pense que les dés sont pipés dès le départ.*

Nous sommes entrés dans une ère post-démocratique dans laquelle l'influence des sphères de l'argent sur-détermine toute action politique quelle qu'elle soit, le vote n'ayant plus dès lors aucune signification autre que celle d'entretenir l'illusion démocratique, le "mythe" démocratique.

Les citoyens n'ont en vérité plus d'autre choix que d'inventer d'autres formes d'agir et processus s'ils veulent espérer peser efficacement sur le cours des choses."

La révolution est indispensable pour achever ce "*mythe*" et qu'enfin la démocratie (ouvrière) triomphe, vous voyez autres choses ?

3- "*L'erreur de Hollande est d'avoir fait croire aux Français qu'il allait améliorer leur vie en pratiquant une politique de gauche, en fait il a mis la barre à droite car quoiqu'il en dise ce n'est pas lui qui gouverne mais les marchés et l'Europe.*

Donc il se plie a l'exigence de ces derniers. "

Rectifions, il a fait croire aux "*Français*" ce qu'ils voulaient bien croire, ils ont réalisé un transfert sur Hollande de leurs attentes sans se soucier de sa nature ou de ses réelles intentions qui transpiraient dans tous ses discours.

Quant au reste vous avez raison.

Du nationalisme ukrainien au nationalisme nipon.

- Tokyo cède aux sirènes du nationalisme - L'Express.fr

- Shinzo Abe en Europe pour renforcer les liens stratégiques avec l'UE - LeMonde.fr

- François Hollande reçoit le Premier ministre japonais Shinzo Abe - Reuters

Mélenchon, tribun ou tribune du régime.

Hollande ou Mélenchon : Les mêmes méthodes.

Toute les accusations que Mélenchon professe envers Hollande lui vont comme un gant ou peuvent se retourner contre lui : manipulateur, illusionniste, hypocrite, il a l'art de tout dire et son contraire, c'est à croire qu'il se connaît bien. Non-dits, mémoire sélective, personnage composé ou plutôt recomposé, décomposé en fait, citations tronquées et extraites de leurs contextes, arguments non étayés, positions contradictoires, reniements, absence de principes, opportunisme effréné, etc.

- Mélenchon : « *De la manipulation, il y en a toujours eu chez Hollande* » - lemonde.fr

« *De la manipulation, il y en a toujours eu chez lui, c'est quasiment une seconde nature* ». Aux micros de RTL lundi 5 mai, Jean-Luc Mélenchon s'en est pris à François Hollande, lui reprochant son discours, sa méthode et ses décisions. « *Je l'ai toujours connu dans cet aspect de duplicité permanent* », a-t-il notamment lancé.

Le coprésident du Parti de gauche, qui avait soutenu M. Hollande contre Nicolas Sarkozy au deuxième tour de 2012, a poursuivi :

« *On pouvait penser qu'il était social-démocrate, il ne l'est même pas. Il est quelqu'un qui a une politique économique de droite, point final. Il s'est installé dans un système qui rend tout le monde fou : il dit une chose et fait exactement le contraire. C'est sa manière à lui de voir la vie en rose en permanence* ».

(Quel minable numéro de prestigidateur, comme s'il ne savait pas à quoi s'en tenir sur Hollande et ses dirigeants après être resté près de 30 ans au PS ! Social-démocrate signifie appartenir au camp du capital depuis 1914 faut-il le rappeler. Manifestement Mélenchon l'a oublié le jour où il avait rejoint le PS, alors il n'y avait aucune raison pour qu'il s'en souvienne le jour où il l'a quitté. Cela dit, il a parfaitement le droit de se revendiquer social-démocrate, sans pouvoir assumer sa réelle signification contrairement à Hollande qui sur ce point est plus honnête que lui. - ndlr)

Quant au retournement économique prédit ce week-end par le chef de l'Etat ? « *Ce n'est pas possible, a assuré l'ancien sénateur PS. Je désapprouve une nouvelle fois le recours aux méthodes d'illusionniste.* »

(Monsieur Mélenchon, militant trotskiste devint dirigeant et député du PS, il vote oui au traité de Maastricht, puis il devient ministre sous Chirac (RPR), ensuite en désaccord avec le PS il quitte ce parti pour fonder le PG, il appelle à voter Hollande en mai 2012, il affirme à plusieurs reprises qu'il se verrait bien Premier ministre de Hollande et le voilà qui le traite d'illusionniste, quel pitoyable bouffon ! Il rend service à Hollande. - ndlr)

Interrogé sur la tactique que devrait adopter le chef de l'Etat, la dissolution est écartée, car cela reviendrait « *à donner le pouvoir à la droite et l'extrême droite, qui sont ascendantes* ». Mais « *la base politique de ce pouvoir s'est rétrécie de manière considérable* » et « *le moment est venu pour les socialistes qui ont décidé de repousser cette politique de constituer un groupe autonome* ».

« *Constituer une nouvelle majorité, c'est nécessaire, c'est possible, c'est rassembleur pour toute la gauche* », sinon, ce sera « *une lente agonie qui va durer pendant trois ans* ».

(Plus courte que celle de Mélenchon. - ndlr)

Le 22 mai, les députés du Front de gauche déposeront une proposition de loi pour « que s'interrompent les négociations autour du marché transatlantique ». « *Nous allons voir* » si ces 41 députés PS qui se sont abstenus face au plan d'économies Valls « *vont nous aider* ». « *Mais je vous promets que vous aurez des surprises* », a dit M. Mélenchon. lemonde.fr 05.05

C'est tout vu d'avance monsieur l'illusionniste ! Hollande et Valls s'en foutent de vos députés du PS qui feignent d'avoir des états d'âme, ils savent qu'en cas de besoin l'UDI et l'UMP le soutiendront, parce qu'ils ne sont pas en situation pour faire autrement, pure forfanterie de votre part monsieur Mélenchon.

Mélenchon veut faire croire qu'une autre politique serait possible dans le cadre de la Ve République et de l'UE, sans rompre avec le capitalisme et ses institutions, alors que c'est impossible, l'oligarchie financière ne le permettrait pas et son gouvernement serait réduit à la paralysie avant d'être conduit à démissionner ou d'être renversé par la réaction.

Parole, parole, parole, des "***mots forts***", "***durs***"... et creux, vides à l'arrivée.

- Mélenchon : « *Hollande est dangereux* » - publicsenat.fr 06.05

Mardi, le coprésident du Parti de gauche était l'invité de l'émission « *Preuves Par Trois* ».

L'Eurodéputé a des mots forts à l'encontre de François Hollande : « *Il est dangereux d'ores et déjà. (...) ». A ces mots durs à l'encontre du chef de l'Etat, Jean-Luc Mélenchon en ajoute d'autres plus loin dans l'émission : « Je déplore l'abaissement de sa pensée. (...)* ». publicsenat.fr 06.05

Quoi de neuf ? Rien. La méthode de Mélenchon consiste à ne pas dire d'un coup tout ce qu'il sait, il se grillerait lui-même. Il le livre petit bout par petit bout en feignant de le découvrir pour qu'on ne s'interroge pas sur ce qu'il sait encore mais qu'il ne tient à révéler car cela n'est pas à son avantage.

Il garde en réserve de quoi répondre à ses adversaires qui procèdent exactement de la même manière, ainsi la comédie peut durer très longtemps. Aussi longtemps qu'ils ont besoin de ces adversaires pour continuer à exister, ils sont dans une relation de complémentarité et non antagonique comme ils le font croire grâce à ce subterfuge.

Chaque expression qu'emploie Mélenchon contre Hollande ou un membre du gouvernement pourrait lui être adressée par un véritable adversaire politique.

Mélenchon au secours des médias et de l'UE.

Mélenchon est franchement ingrat, il s'en prend aux médias qui l'ont mis sur orbite. On vient de voir que Le Monde continuait de lui consacrer des articles entiers qui sont plutôt à son avantage. Il se plaint que des journalistes aux ordres viennent à ses meetings, alors que d'autres partis n'ont pas ce privilège et sont systématiquement censurés par les médias nationaux, le POI par exemple.

Maintenant qu'ils interprètent à leur façon ses propos ou les déforment, les caricaturent ne devrait pas l'étonner. Il s'attendait à quoi de leur part, qu'ils l'encensent, qu'ils se fassent les relais bienveillants de sa politique qui est pourtant inoffensive pour le régime et puis quoi encore, pour un peu il irait jusqu'à les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, c'est ce qu'on lui reproche ici.

Quand on accepte cette promiscuité avec ce qu'il faut bien appeler des représentants du régime, il faut s'attendre à ce qu'ils vous plantent un couteau dans le dos à la première occasion, il faut être naïf ou hypocrite pour ne pas y penser, Mélenchon doit être un peu des deux et estimer qu'il mérite un meilleur traitement du fait qu'il ne constitue pas réellement un danger pour le régime, en quelque sorte il fait partie de la maison.

- Les attaques inacceptables de M. Mélenchon contre « *Le Monde* » - lemonde.fr 05.05

Depuis plusieurs mois, le co-président du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, s'en prend à la couverture éditoriale que Le Monde lui consacre. Il le fait de manière chaque fois plus outrancière. Un nouveau palier a été franchi, dimanche 4 mai : sur son blog, M. Mélenchon a décrété persona non grata les journalistes de notre quotidien comme ceux de Libération : « *Aucun des journalistes de ces deux quotidiens ne sont bienvenus dans mes meetings et déplacements tant qu'ils travaillent pour ces quotidiens.* »

Il a appelé aussi ses « *amis* » à « *les surveiller de façon étroite et vigilante, à filmer leurs agissements, si possible, dès qu'ils les repèrent, qu'ils agissent à découvert ou qu'ils se cachent sous des faux noms* ». En effet, l'ancien sénateur socialiste n'hésite pas à affirmer – au mépris de toute vérité – qu'un de nos journalistes a couvert une actualité du Parti de gauche en travestissant sa qualité de journaliste au Monde. Lors d'une précédente et récente livraison, M. Mélenchon avait traité l'ensemble de « *la chaîne du travail* » du Monde « *de vrais lâches* », régis par « *un devoir d'obéissance* », ajoutant dans un sous-entendu méprisable : « *Vous savez où cela conduit ?* »

(Il aurait dû dire : Vous savez où cela vous a déjà conduit pour produire des faux témoignages, de grotesques mensonges ou vous livrer à une déformation, une déformation des faits quasi permanente ou quotidienne par exemple sur la situation en Syrie ou en Ukraine, au Venezuela, etc.

C'est ce qu'on lui reproche à Mélenchon, car au passage il blanchit Le Monde qui pourrait un jour peut-être devenir infréquentable, alors qu'il l'est déjà ou l'a toujours été. On aura compris pourquoi Mélenchon ne pouvait pas aller si loin ou être aussi précis, car il a encore besoin du Monde et des médias pour exister, sans eux on n'entendrait plus parler de lui du jour au lendemain. - ndlr)

Les propos de M. Mélenchon visant notre journal sont, cette fois encore, mensongers, insultants et diffamants. Cette basse manœuvre ne sert qu'un objectif : empêcher nos équipes de faire leur travail de journaliste. La direction du Monde condamne ces attaques avec la plus grande fermeté.

Natalie Nougayrède, directrice du Monde. lemonde.fr 05.05

On a gardé le meilleur pour la fin.

- Le Monde condamne les attaques de Mélenchon - Reuters

Le coprésident du Parti de gauche, familier des attaques contre la presse, s'en est violemment pris dimanche sur son blog aux rédactions qui, selon lui, n'invitent pas les candidats de son parti aux débats sur les élections européennes du 25 mai. Reuters 05.05

Pauvre chéri, ses candidats font l'objet d'ostracisme de la part d'un média aux ordres.

Il n'a pas compris qu'il ne devait pas y avoir réellement de débat sur ce sujet, surtout de la manière dont il l'aborderait qui pourrait déboucher sur des questions embarrassantes ou sous-entendues qu'il est préférable d'écarter, ils se donnent tellement de mal pour convaincre les électeurs d'aller voter, que toute opération de sabotage, même involontaire est malvenue ou à bannir. Il le sait, il joue les idiots.

... et le lendemain, "***retournement***" de situation, l'illusionniste à l'oeuvre :

- Ouf, Mélenchon lève sa surveillance des journalistes du Monde - L'Express.fr 06.05

Jean-Luc Mélenchon accepte également "*la présence éventuelle de journalistes du Monde dans (ses) meetings*", 24h après les en avoir interdit. Il met cela sur le compte de la fronde des rédacteurs en chef contre leur patronne.

Comment Jean-Luc Mélenchon justifie-t-il ce revirement? Par un sujet qui n'a rien à voir avec cette affaire. Ce mardi, sept rédacteurs en chef du Monde ont annoncé démissionner de leurs fonctions pour protester contre la directrice de la rédaction, Natalie Nougayrède.

Le député européen s'invite donc dans cette crise interne pour affirmer que c'est la seule Natalie Nougayrède "*qui a ruiné la relation de (son) parti avec Le Monde*". Il ajoute: "*Il est prouvé à présent que cette arrogance a également ruiné l'équipe de direction de ce journal.*"

Un communiqué pas particulièrement apprécié par la rédaction du journal:

Jean-Luc Mélenchon ne dit en revanche rien du sort qu'il réserve à Libération. Ont-ils le droit d'assister à ses meetings? L'Express.fr 06.05

Quel manipulateur ! Tout cela pour cela, vous avouerez que c'est un pauvre type.

Parole d'internaute

1- "*Mélenchon a raison. Hollande a roulé ses électeurs dans la farine. Cependant les conséquences seront bien plus sévères qu'aux congrès manipulés du PS. La synthèse ne suffira pas. La sanction sévère déjà constatée aux municipales ne va pas manquer de s'amplifier et réduira à néant les aspirations présidentielles pour un nouveau mandat de Hollande. On aura rarement trahi la parole politique à ce point.*"

Il a trahi les ignorants et surtout les nantis des couches ou classes moyennes qui pensaient sauver les meubles, se sauver eux-mêmes quoi, c'est d'eux dont on entend le plus parler par la voix du Front de gauche ou des soi-disant frondeurs du PS.

2- "*Pour une fois Mélenchon parle d'or. Il connaît bien son homme et il confirme l'opinion de tous ceux qui ont côtoyé Flamby : un petit magouilleur, un intriguant sans grande envergure. D'ailleurs, il n'a fait pas illusion très longtemps comme l'atteste sa côte d'impopularité. Sa politique est une politique à la Thatcher ou à la Reagan. Mais n'a pas le courage de l'assumer : il a donc filé la barre au matamore Valls. Hollande, c'est du Guy Mollet en plus étroit et mesquin.*"

Il est aussi insignifiant que Sarkozy, c'est l'époque qui veut cela.

3- "*La comparaison avec Thatcher est un peu forte, Hollande c'est plutôt la voie blairiste accommodée Terra Nova, en très peu flamboyant. Un point essentiel : le PS actuel n'a nullement à démanteler, casser les syndicats ouvriers, la CFDT est sous contrôle depuis un bout de temps et lui fournit des cadres et les éléments de langage qui ont permis d'acclimater la mondialisation, les autres ont quelques vieux réflexes qui accrochent une rébellion locale par ci par là.*"

Blair n'a fait qu'achever le sale boulot, c'était la même pourriture de droite, comme Terra Nova ou Chérèque est comme un poisson dans l'eau.

4- "*Exactement, en la circonstance, Mélenchon dit ce qui se disait au PS et qui se susurre depuis que Hollande est président: réflexions politiques d'une superficialité affligeante, un bagage théorique assez léger pour ne pas dire inexistant, aucune expérience militante (il a commencé sa carrière à l'Elysée après avoir été repéré par Attali en raison de sa servilité envers ceux qui avaient du pouvoir). Le PS a été capté par une caste de cette engeance, d'où son inconsistance politique.*"

Vous vous trompez sur un point, ils ne ressemblent pas tous à Hollande au PS. Lui, c'est le pauvre type qu'ils ont envoyé au

charbon pour prendre les mauvais coups pendant que Fabius, Sapin et Cie flanqués d'une armada de technocrates et autres "conseillers" liés aux banques ou au monde des affaires s'occupaient des choses sérieuses.

En complément

Le Monde des banquiers devient irrespirable.

- Sept rédacteurs en chef du "*Monde*" démissionnent de leurs fonctions - Francetv info

Sept rédacteurs en chef ou rédacteurs en chef adjoints du quotidien, sur une dizaine, ont démissionné en bloc de leurs fonctions, mardi 6 mai. Ils protestent contre "*l'absence de confiance*" envers la direction, en plein conflit sur la réorganisation de la rédaction.

"*Depuis plusieurs mois, nous avons envoyé de nombreux messages d'alerte pour signaler des dysfonctionnements majeurs, ainsi qu'une absence de confiance et de communication avec la direction de la rédaction nous empêchant de remplir nos rôles à la rédaction en chef*", écrivent dans un message interne adressé à Natalie Nougayrède, directrice du Monde, et à Louis Dreyfus, président du directoire du quotidien.

Dans les faits, ces membres de l'encadrement du quotidien et du site internet démissionnent de leurs seules fonctions, pas du journal. Ne souhaitant pas fragiliser la rédaction, ils se tiennent même "*disponibles pour traiter les affaires courantes jusqu'à la nomination d'une nouvelle équipe*", précisent-ils.

"*Nous faisons aujourd'hui le constat que nous ne sommes plus en mesure d'assurer les tâches qui nous ont été confiées, et c'est pourquoi nous démissionnons de nos postes respectifs*", écrivent François Bougon, Vincent Fagot, Julien Laroche-Joubert, Damien Leloup, Cécile Prieur, Françoise Tovo et Nabil Wakim. Francetv info 06.05

Leur justice.

Il aurait dû se sacrifier.

- Un militaire écroué après avoir retourné une arme contre son agresseur - Francetv info

Le légionnaire, qui dit avoir agi en état de légitime défense, a été mis en examen pour "*violences volontaires avec arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner*". Francetv info 05.05

Les militaires ne sont pas vraiment notre tasse de thé, encore moins les légionnaires vous vous en doutez. La réflexion que je me suis faite est la suivante : Et si tu avais été à sa place, car il n'y a pas que des militaires qui sont victimes de ce genre d'agressions, cela peut arriver à n'importe qui d'entre nous, en imaginant que le type en face de vous est décidé de vous faire la peau ou que cela soi vous ou lui qui y passiez, vous faites quoi, vous vous laissez tuer ou vous le tuez ou tout du moins vous retournez l'arme contre lui car vous n'avez pas forcément envie de le tuer, vous ne le connaissez pas ?

Dans le cas présent, ce militaire se défend et pas de bol son agresseur meurt à sa place et le voilà en tôle, vous trouvez cela normal ? Moi non. Bon, je vis dans un pays où la violence est omniprésente, et je suis très attentif à ce genre de sujet pour avoir été violemment agressé et blessé à plusieurs reprises.

Il aurait mieux fait de se faire oublier, ils ne l'auraient jamais identifié. L'honnêteté ne paie pas.

- Décès d'une femme percutée par un RER: Un homme mis en examen et incarcéré - 20minutes.fr

L'homme qui s'était rendu à la police dans l'enquête sur la mort d'une septuagénaire percutée par une rame de RER à Paris, après une bousculade accidentelle, a été mis en examen lundi et incarcéré, a-t-on appris de source judiciaire.

Le 30 avril, dans l'enceinte de la station du RER B Cité-Universitaire, l'homme avait enjambé le tourniquet donnant accès au quai, déséquilibrant une voyageuse de 74 ans qui avait heurté dans sa chute le marche-pied du train au moment où il entrait en gare.

Souffrant d'un traumatisme crânien et de douleurs au dos, la victime avait été admise à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière où elle était décédée peu après.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'homme n'aurait pas bousculé volontairement la victime et aurait tenté de la rattraper avant de prendre la fuite. 20minutes.fr 05.05

Ce type et cette voyageuse n'ont pas eu de bol, cela pourrait être ma mère. Voilà un accident stupide et involontaire, le type se présente spontanément à la police, j'imagine pour s'excuser et soulager sa conscience et ils le foutent en tôle. Quelle idée il a eu car jamais ils auraient pu l'identifier !

Lui il a enjambé un tourniquet, mais imaginez qu'un jour vous courez sur le quai d'une gare pour attraper votre train ou votre métro par crainte d'arriver en retard à votre boulot, et que par mégarde vous percutez un voyageur qui s'écroule violemment sur le sol, et bien au lieu de le secourir vous ferez mieux de vous enfuir et de ne plus donner signe de vie. On en est là.

En complément.

Des droits, des droits, pour quoi faire s'écrie le dictateur... >

- Bientôt de nouveaux droits pour les suspects - LeFigaro.fr

- Le gouvernement contre l'accès de l'avocat au dossier dès le début de la garde à vue - L'Express.fr

Il y a des suspects qui sont placés en garde à vue sans savoir ce qu'on leur reproche exactement, sous une dictature, en France...

ACTUALITE EN TITRES

Impérialisme. Union nationale pour la guerre comme il y a 70 ans.

- Débarquement : l'Assemblée exprime sa « gratitude » envers les Alliés - LeMonde.fr

Les députés ont voté mardi une résolution à l'unanimité commémorant l'arrivée des Américains, des Canadiens et des Britanniques en Normandie le 6 juin 1944.

A l'unanimité. Elle est passée où la gauche ? Quoi ? La gauche ? Pourquoi cela existe encore au Parlement ? La preuve que non, si nécessaire.

Intox

- Salaires des patrons du CAC 40 : et pour quelques euros de moins - LePoint.fr

- Fraude fiscale : l'Etat doit passer à la force de dissuasion - LeMonde.fr

- Grèce: la zone euro réfléchira à un allègement de dette, mais pas dans l'immédiat - AFP

- Etats-Unis. La justice menace de poursuivre de grandes banques - Reuters

- Egypte: Sissi promet que l'armée n'aura aucun rôle au pouvoir s'il est élu - 20minutes.fr

La question qui tue... le capitalisme.

- Est-il impossible de taxer les marchés financiers ? - LeMonde.fr

Pourquoi cela, détiendraient-ils le pouvoir politique ? D'après vous, pour qui gouverne Hollande-Valls ?

... cela dit...

- Taxe sur les transactions financières: "*pas décisif*" franchi, selon Sapin - AFP

... est-ce si sûr que cela ?

- Pas de taxe Tobin dans la zone euro avant 2016 - Reuters Certains pays de la zone euro appliqueront une taxe sur les

transactions financières en 2016 au plus tôt, ont convenu leurs ministres des Finances lundi, selon des diplomates. Reuters 05.05

Au plus tard...

Et sans rire.

- Il était également prévu à l'origine que cette taxe permette de lever jusqu'à 35 milliards d'euros par an. Les ambitions ont dorénavant été largement revues en baisse. Reuters 05.05

Pas de problèmes, ils se rattraperont ailleurs, ils manipulent tous les cours, monnaies, taux d'intérêt, or, matières premières, etc.

En fait, le "*pas décisif*" qui a été "*franchi*" n'avait rien à voir avec la réalité, il était uniquement du domaine du verbe, de l'illusion, du mensonge, de la tromperie, no limit !

Le néolibéralisme, c'est le jackpot.

- Les riches patrons de fonds spéculatifs se sont un peu plus enrichis en 2013 - AFP

Les 25 plus riches patrons qui doivent leur fortune aux fonds spéculatifs ont gagné 21,2 milliards de dollars l'an dernier contre 14,1 milliards en 2012, soit une hausse de 50%, révèle un classement annuel publié mardi.

En 2009, au plus fort de la crise, les patrons de fonds spéculatifs les plus riches avaient engrangé des gains de 25 milliards de dollars. AFP 06.05

- Pierre Gattaz s'explique sur sa hausse de salaire - libération.fr

«*Quand on crée de la richesse, on la distribue*» : c'est ainsi que le président du Medef, Pierre Gattaz, s'est justifié hier après la révélation du Canard enchaîné de sa rémunération en hausse de 29 % en 2013, à 420 000 euros, en tant que président de Radiall. Selon le journal satirique, les dividendes octroyés aux actionnaires de Radiall (détenu à 87 % par la famille Gattaz) ont par ailleurs grimpé de 76 % ces quatre dernières années. libération.fr 06.05

Et Gattaz de s'attaquer au smic qui serait trop élevé...

- Ahrendts arrive à Apple : 49 millions pour sa pomme - Liberation.fr

4,6 milliards d'euros : ce que rapportera la taxe sur les transactions financières (contre les 34 milliards espérés au préalable) - Atlantico.fr

Natixis confiant dans sa capacité à rétribuer ses actionnaires - Reuters

Un tribunal d'exception gouverne le pays : Le Conseil d'État.

- Euthanasie: l'état de Vincent Lambert s'est "*dégradé*" - L'Express.fr

Les lésions cérébrales de Vincent Lambert sont "*irréversibles*", estime un pré-rapport médical demandé par le Conseil d'Etat qui doit se prononcer sur sa fin de vie. L'Express.fr 05.05

- OGM : le Conseil d'État confirme l'interdiction de culture du maïs MON 810 - LePoint.fr

Bien entendu que nous sommes pour l'interdiction des OGM, mais nous ne reconnaissons aucune légitimité au Conseil d'Etat pour en décider.

- Le Conseil d'Etat clôt définitivement le litige avec Mercedes - Reuters

Comment cela ? C'est possible ? Ils ne l'ont pas mitraillé?

- Seine-Saint-Denis: Le RAID maîtrise un forcené au 18e étage d'un immeuble - 20minutes.fr

Le RAID avait été appelé quelques heures plus tôt après que l'homme, affirmant être armé, s'était montré menaçant, il déclarait

être porteur d'un fusil à pompe. 20minutes.fr 05.05

Résistance passive.

- Manifestation à Marseille des surveillants des Baumettes contre un manque d'effectif - 20minutes.fr

- Les surveillants bloquent une centaine de prisons - LeFigaro.fr

- En grève, des sages-femmes manifestent pour demander la réouverture des discussions - AFP

Ah le business, la croissance, le marché !

- La prothèse mammaire reste bien implantée - Liberation.fr

- La météo pénalise les ventes d'EDF, recul trimestriel de 3,9% - Reuters

Gaz...

- Gaz: les tarifs réglementés du gaz en baisse de 0,76% en mai - AFP

... age...

- Une quinzaine de personnes font irruption aux urgences de Trappes pour gazer un jeune - 20minutes.fr

Comme il fait bon vivre dans votre pays monsieur Hollande, on en est tout "*retourné*"...

Et encore...

- Fusillade devant un hôpital de Nice - LeFigaro.fr

- Melun : pugilat ce soir au tribunal en marge du procès d'un boxeur - LeParisien.fr

- Ivres, ils se battent et obligent l'avion à atterrir d'urgence - LePoint.fr

- Vol de données personnelles chez Orange : 1,3 million de clients concernés - Francetv info

Le vieux monde toujours, partout en guerre.

- Exercices militaires des Etats-Unis et des Philippines en mer de Chine - LeMonde.fr

- « *Au Mexique, la torture est devenue endémique* » - LeMonde.fr

- « *La menace d'une guerre civile en Ukraine semble chaque jour moins farfelue* » - LeMonde.fr

- Syrie: Washington donne le statut de mission diplomatique aux bureaux de l'opposition - AFP

- Nigeria: Boko Haram revendique l'enlèvement de plus de 200 lycéennes, qui seront "*vendues*" - AFP

- Djibouti: Obama annonce une présence américaine "*à long terme*" - AFP

- Centrafrique : près de trente tués dans des affrontements en province - LePoint.fr

- Soudan du Sud: poursuite des combats pour la localité-clé de Bentiu - AFP -

- Tokyo cède aux sirènes du nationalisme - L'Express.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

La classe moyenne en question.

- OCDE: dans certains pays riches, la classe moyenne s'est réduite - AFP

Dans certains pays riches comme les Etats-Unis, la France, le Canada ou l'Autriche, la montée des inégalités depuis trente ans a entraîné une érosion des classes moyennes, souligne un rapport de l'OCDE publié lundi.

Ce rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), intitulé "*Rendre la croissance plus inclusive*", rappelle que depuis le début des années 1980, les bénéfices de la croissance ont été captés de façon disproportionnée par les plus hauts revenus.

Ainsi dans les pays de l'OCDE en 2010, le revenu moyen des 10% les plus riches de la population était 9,5 fois supérieur à celui des 10% les plus pauvres, alors qu'il n'était que 7 fois supérieur il y a 25 ans.

Dans certains cas, ce phénomène s'est accompagné "*d'une nette hausse*" de la proportion des 20% les plus riches, notamment en Suède et au Danemark, écrit l'OCDE.

A l'inverse, la croissance dans les économies émergentes ou les pays en développement a eu pour effet d'accroître la part des classes moyennes, définies par un revenu moyen par jour et par habitant compris entre 10 et 100 dollars.

Mais cette classe moyenne émergente reste fragile, souligne l'OCDE. En Afrique par exemple, la moitié des 300 millions de personnes faisant partie de cette classe moyenne, risque ainsi de retomber dans la pauvreté, en cas de décès d'un membre de la famille ou d'un choc défavorable, prévient le rapport. AFP 05.05

A retenir : le merveilleux "*modèle social scandinave*" qu'on nous a tend vanté avec sa retraite à la carte, ses syndicats intégrés à l'Etat et que le gouvernement Hollande-Valls voudrait imiter, ah ben non, le miracle social-démocrate ne s'est pas produit, le capitalisme n'a pas réalisé le socialisme, c'est con quand même...

ECONOMIE

Etats-Unis

- Etats-Unis. La justice menace de poursuivre de grandes banques - Reuters

La justice américaine pourrait annoncer prochainement des poursuites pénales contre des grandes banques qu'elle accuse d'avoir porté préjudice à l'économie des Etats-Unis, a déclaré le ministre de la Justice.

Eric Holder, qui s'exprime dans une vidéo diffusée lundi par le site du ministère, ne cite aucune banque mais ses propos interviennent alors que deux établissements, BNP Paribas et Crédit Suisse, sont dans le collimateur des autorités américaines.

Le parquet fédéral fait pression sur ces deux banques afin qu'elles plaident coupable pour éviter des sanctions pénales ou minorer d'éventuelles amendes.

"*J'entends réaffirmer le principe qu'aucun individu, aucune entité qui porte préjudice à notre économie n'est au-dessus de la loi*", déclare l'Attorney General dans la vidéo. "*Rien ni personne n'est trop important pour la prison*", ajoute-t-il.

Le département de la Justice a ouvert bien des procédures contre des établissements financiers ces dernière années mais pour le plus souvent déboucher sur un arrangement épargnant à ces derniers d'être réellement inculpés.

Cette prudence vis-à-vis des répercussions des procédures sur les grandes sociétés remonte à l'inculpation puis à la chute du cabinet d'audit Arthur Andersen en 2002, qui aboutit à la perte de près de 25.000 emplois et à un mouvement de concentration dans le secteur.

A la lumière de cette affaire, le département de la Justice a souvent privilégié des procédures de règlement sans acte d'inculpation. Reuters 05.05

C'est rassurant, pour un peu la dictature s'appliquerait aux gangsters de la finance...

Haut de page

Le 8 mai 2014

CAUSERIE

L'antifascisme est l'arbre qui cache la forêt, derrière lequel la gauche et l'extrême gauche soutiennent le régime. Qu'ils se retrouvent au côté du PS qui en est un de piliers comme il le démontre qutotidiennement n'a dès lors rien d'étonnant, sauf pour les militants qui refusent de l'admettre, il semblerait que la majorité des travailleurs ne soient pas dupes.

L'opportuniste ne tient pas compte de la nature du régime en place. Il ne tient pas compte des rapports entre les classes, il ne tient pas compte des rapports sociaux de production existants, il ne tient pas compte du niveau de conscience des masses, il ne tient pas compte de leur hétérogénéité. Il agit selon ses impulsions du moment en demeurant prisonnier du régime, et pour ne pas en avoir conscience il en arrive à s'en faire l'instrument, comment, en relayant sa politique en participant à ses campagnes idéologiques qui ont pour objectif de briser la résistance des masses, les diviser, les démoraliser, pour mieux parvenir à détruire leurs droits sociaux.

Tout soutien apporté au PS ou au gouvernement, aux députés du PS, dans n'importe quel domaine, contribue à renforcer le camp des ennemis de la classe ouvrière , à soutenir le régime, nous nous y refusons. Les combattre et refuser le moindre compromis constitue encore le meilleur moyen de combattre l'extrême droite puisque c'est le PS qui lui fraie le chemin vers le pouvoir.

Il serait illusoire de croire que le PS pourrait constituter un rempart contre l'extrême droite ou le fascisme, car même le nazisme sur le point de parvenir au pouvoir il refuserait de rejeter le capitalisme pour épouser la cause du socialisme, de la même manière que le PCF refuserait de rompre avec le stalinisme. On y reviendra plus tard.

Cela dit cela ne remet pas en cause la nécessité d'un front unique de l'ensemble des militants ouvriers toutes tendances (politiques et syndicales) confondues qui entendent combattre contre l'extrême droite ou le fascisme, dès lors qu'il est dirigé contre le régime en place que soutiennent les dirigeants de ces différentes tendances, l'objectif étant de regrouper ces militants pour appeler les masses à la mobilisation, les organiser, processus au cours duquel on construit le parti dans la perspective de la prise du pouvoir, objectif que l'on se fixe d'atteindre avant les fascistes, si les conditions le permettent...

Pourquoi n'ont-ils pas le même comportement envers le PS (et ses parasites) qui soutient le gouvernement néonazi à Kiev ou Tel-Aviv (notamment) ?

- Brèves échauffourées en marge d'un meeting de Le Pen à Grenoble - 20minutes.fr

De «*brèves échauffourées*» ont opposé mercredi soir à Grenoble quelque 250 manifestants aux forces de l'ordre, en marge d'un meeting de Jean-Marie Le Pen, a constaté un photographe de l'AFP.

Vers 19h15, peu après le début de la réunion de campagne pour les élections européennes dans la salle Alpexpo, des manifestants ont lancé des projectiles sur les forces de l'ordre, ainsi que sur un groupe de militants d'extrême-droite sortis pour chanter la Marseillaise. 20minutes.fr 07.05

Ils fournissent des arguments au FN qui ensuite peut se réclamer de la démocratie et dénoncer ses ennemis. Si maintenant ceux qui s'en prennent au FN ne sont pas des démocrates, qu'est-ce qu'ils sont alors, pardi des "*terroristes*" comme dans l'est de l'Ukraine, il sera normal demain qu'il leur réponde, à sa manière, à l'ukrainière, le parti de l'ordre et les médias couvriront ses exactions ou feront preuve de neutralité (provisoirement)...

En Ukraine, les fascistes sont présentés par les médias et les représentants de la classe dominante comme de braves nationalistes oeuvrant à l'unité de leur pays, ils s'en servent pour terroriser le mouvement ouvrier et assassiner ses militants.

Pour que la grande boucherie soit réussie, c'est mieux d'être en famille.

- Manifestations à Caen contre la venue de Marine Le Pen au Mémorial - AFP

Près de 200 personnes, dont des élus PS, PCF et des syndicalistes, ont manifesté mercredi à la mi-journée devant le Mémorial de Caen où la présidente du Front national Marine Le Pen a effectué une visite en fin d'après-midi, a constaté une journaliste de l'AFP.

"*C'est une provocation. On atteint la mémoire de ceux qui sont morts pour la liberté. Cette visite va à l'encontre de ce qu'a dit Jean-Marie Le Pen sur les fameux détails de l'Histoire comme il a dit en parlant des chambres à gaz. Tous ces extrêmes qu'ils soient de droite ou de gauche véhiculent des idées totalitaristes que je n'admets pas*", a déclaré Bernard Duval, résistant, déporté après avoir été arrêté par la Gestapo en mars 1944 à 18 ans.

Une autre manifestation, de militants de la gauche plus radicale, a rassemblé quelque 60 militants très calmes, tenus à l'écart par un cordon de forces de l'ordre, devant le Mémorial mercredi vers 16h30, au moment où Mme Le Pen est arrivée discrètement par une porte arrière du bâtiment. AFP 07.05

C'est la suite de l'union nationale d'avant-hier à l'Assemblée nationale, que des syndicalistes en soient n'est pas étonnant, les syndicats sont intégrés à l'Etat et ils ont soutenu les deux guerres mondiales.

Le FN ne fait que s'inspirer du PS et du PCF qui en matière d'imposture se posent là pour avoir voté les crédits de guerre. Les charognards de part et d'autre réclament leur part du butin mémoriel ou du carnage, après tout c'est normal puisqu'ils y ont participé.

Il ne faut pas oublier que c'était une guerre inter impérialiste qui avait pour seule ennemi la classe ouvrière. Elle seule a été victime, martyrisée et est sortie vaincue de cette guerre puisqu'elle n'est pas parvenue à prendre le pouvoir. Les vrais vainqueurs ont été ceux qui ont négocié les accords de Bretton Wood, imposé le dollar, institué l'ONU, le FMI, la Banque mondiale puis l'UE dans la foulée, qui se sont enrichis avec les deux camps juste avant, pendant et après la guerre : les banquiers anglo-saxons.

C'est leur victoire qu'ils commémorent, celle du vieux monde de la réaction, du fascisme et de la guerre.

Cela ne vous étonnera pas qu'ils soient à l'ordre du jour 70 ans plus tard, n'est-ce pas ? Ne dites pas qu'on exagèrerait, nous sommes juste en phase avec la réalité que vous avez sous les yeux.

L'UE ou le parrain du fascisme (à Kiev)

- Yves Jégo traite Marine Le Pen "*d'enfant du fascisme*" - Francetv info

"*L'Europe s'est construite sur les ruines du fascisme, moi je n'ai pas envie de laisser les enfants du fascisme détruire l'Europe.*" Cette pique d'Yves Jégo est adressée à Marine Le Pen. Francetv info - 07.05

Et au fait à Washington : enlèvements, prisons secrètes, assassinats d'opposants, tortures, attentats sous fausses bannières, emprisonnements arbitraires parfois à vie, coups d'Etat sanglants, guerres, génocides, occupations, pillages, famines, gangstérisme financier, etc. tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours.

Un régime qui cumule tous ces glorieux faits d'armes, vous l'appelez comment ? Et l'UE qui s'apprête à conclure un accord de libre-échange avec cette dictature et qui soutient le régime fasciste ukrainien mis en place par les Américain ?

Il est vrai monsieur Jégo que ce serait franchement dommage de "*détruire l'Europe*" telle qu'elle est, en la revendiquant il ne vaut pas mieux que Le Pen.

En complément.

Ils les ont encouragés, fabriqués.

- L'Europe se mobilise contre les djihadistes - LeFigaro.fr

- Washington craint l'afflux d'agents d'al-Qaida en Syrie - LeFigaro.fr

La menace. Les fascistes sionistes ont le bras long en France...

- Vente de "*Mein Kampf*": protestation d'une association juive - AFP

- Une maison d'enchères retire de la vente un exemplaire de «*Mein Kampf*» - Liberation.fr

... et en Arabie saoudite

- Arabie: un militant libéral condamné à 10 ans de prison, 1.000 coups de fouet - AFP

Le fondateur du "*Réseau libéral saoudien*", Raëf Badaoui, a été condamné mercredi à dix ans de prison et mille coups de fouet pour "*atteinte à l'islam*", a annoncé à l'AFP la présidente de ce réseau, Souad Chammari. AFP 07.05

L'essentiel, c'est que l'esclavage ait un bel avenir devant lui.

- Copé regrette «*profondément*» le tweet de Thierry Mariani - Liberation.fr

Le député UMP avait estimé que l'enlèvement de lycéennes par Boko Haram au Nigeria devrait permettre à l'Occident de se déculpabiliser vis-à-vis de l'esclavage. Liberation.fr 07.05

Mariani, c'est l'extrême droite de l'UMP, il dit tout haut ce que pensent tout bas ses collègues. Soyons plus précis, Mariani, c'est le parti de l'ordre, qui hier vantait encore les bienfaits de la colonisation, et avant-hier revendiquaient l'esclavage. La reconnaissance des méfaits causés par leurs prédécesseurs n'est qu'une vulgaire mise en scène.

Qu'on ne s'y trompe pas, en tant que représentant officiel de la classe dominante, son discours et ses rapports à la classe dominée se sont uniquement adaptés à l'évolution des besoins du capitalisme et rien de plus. Sur le fond il est demeuré identique à lui-même, le parti de l'ordre n'a jamais changé qu'en apparence, il en fait suffisamment la démonstration quotidiennement pour ne pas nous étendre sur ce sujet.

Quand on analyse leur discours sur l'esclavage, on s'aperçoit qu'il est similaire à celui qu'ils tiennent sur une multitude de méfaits horribles ou crimes abominables de masse qui ont eu lieu dans le passé en régime capitalisme, mais pas seulement, il vaut également pour ceux causés de nos jours par le capitalisme à travers le monde pour justifier leur politique antisociale, leurs guerres.

Des "*tragédies*" qui seraient le produit de "*dérives*" ou d'"*excès*" de régimes qui auraient perdu la tête ou placé à leur tête des dictateurs ou qui seraient dues à un enchaînement d'événements incontrôlés, imprévisibles, mais en aucun cas l'exploitation de l'homme par l'homme ou le mode de production en vigueur n'en serait responsable, donc pas plus la classe dominante que la classe dominée n'en porterait la responsabilité, les renvoyant dos-à dos, pour finalement entonner le refrain de la culpabilisation collective ou l'union nationale.

Que fait d'autre Cambadelis quand il dénonce la "*banalisation coupable de la traite négrière*" à la suite des propos de Mariani, sinon que couvrir ou camoufler que l'esclavage existait en Afrique et en Asie avant que les colons y posent les pieds et l'adoptent à leur tour, qu'il faisait partie du mode de production encore en vigueur sur ces continents qui avaient existé dans l'Antiquité à Rome et Athènes, d'où était issue à la fois la République et la démocratie dont il se réclame, celles des esclavagistes.

Ce qu'il s'agit de faire disparaître pour ces représentants des négriers, c'est à la fois ce lien politique et économique, l'exploitation de l'homme par l'homme qui est commun à tous les modes de production depuis l'Antiquité (ou avant) jusqu'au capitalisme et l'incluant, ainsi que cette forfaiture que constitue une République et une démocratie étriquées ou au rabais, réservées en fait à la classe dominante, afin que l'esclavage se perpétue, sous une forme plus sophistiquée, tout aussi cruelle ou pire encore.

Le pire ennemi de la vérité n'est pas une contrevérité, mais une demi-vérité qui a valeur de mensonge et qui nous en détourne, nous maintient dans l'ignorance.

Au fait, l'UMP, l'UDI comme le PS et ses satellites n'ont pris aucune mesure contre les grandes entreprises ou multinationales françaises (notamment) qui surexploitent dans des conditions épouvantables des travailleurs au Bangladesh, en Chine, en Ethiopie, etc. et dont le statut est pire que celui des esclaves que leurs maîtres entretenaient pour qu'ils ne crèvent pas. C'est tellement banal !

En complément.

Une occasion manquée qu'ils ne peuvent même pas mettre sur le compte de leurs bonnes intentions.

- À Diên Biên Phû, les Etats-Unis ont-ils proposé deux bombes atomiques à la France? - Slate.fr

«*Et si nous vous donnions deux bombes atomiques?*» C'est la proposition qu'aurait faite le secrétaire d'État américain John

Foster Dulles au ministre français des Affaires étrangères George Bidault en avril 1954. La cible? Diên Biên Phû, en Indochine, où la guerre allait bientôt toucher à sa fin.

La BBC émet ainsi quelques réserves:

«*Il paraît possible que dans l'atmosphère fébrile qui régnait ces jours-là, les Français paniqués aient mal compris [Dulles]. Ou peut-être que ces propos ont été mal traduits.*»

Mais plusieurs hommes politiques de l'époque sont formels: les Etats-Unis ont bien suggéré l'utilisation de bombes atomiques. Dans son article «*Un malentendu transatlantique: les Etats-Unis et la bataille de Diên Biên Phû*», l'historien Laurent Cesari demande:

«*Pourquoi douter de la réalité de la proposition? Bidault et l'ambassadeur Jean Chauvel la mentionnent dans leurs Mémoires; surtout, le ministre en a immédiatement fait part à trois de ses proches collaborateurs (Roland de Margerie, Maurice Schumann, Guy de la Tournelle) et le général Ely la relève dans son journal tenu au jour le jour.*»

La BBC rapporte d'ailleurs les propos de Maurice Schumann, alors secrétaire d'État aux Affaires étrangères:

«*[Dulles] n'a pas vraiment offert les bombes atomiques. Il a fait une suggestion, et a posé une question. Il a prononcé les deux mots fatals: "bombe nucléaire". La réaction immédiate de Bidault a été de faire comme s'il ne prenait pas la proposition au sérieux.*»

L'Indochine passa ainsi à côté d'un nouvel Hiroshima. Pourquoi ce refus de la France? Bidault explique que si une bombe atomique permettrait d'éliminer les troupes vietminh, elle ferait de même avec ses propres soldats. Slate.fr 07.05

Inquisition. La société civile des censeurs ou dictateurs que le régime affectionne.

- Prison avec sursis pour un homme qui avait tué son chaton dans une machine à laver - Liberation.fr

Un homme qui avait tué son chaton en le jetant dans une machine à laver a été condamné mercredi à trois mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Quimper, a-t-on appris de source judiciaire. Le prévenu, un collectionneur, âgé d'une quarantaine d'années, absent à l'audience, a aussi été interdit de posséder un animal domestique pendant une durée de dix ans. Le ministère public avait requis quatre mois de prison avec sursis et réclamé l'interdiction de détenir un animal.

Cinq parties civiles, dont La Fondation 30 millions d'amis, la SPA et le Fondation Brigitte Bardot, ont obtenu au total 1 300 euros de dommages et intérêts. Liberation.fr 07.05

Quand on pense aux millions de vies et familles brisées à cause d'accidents du travail, de licenciements, du chômage, de la précarité, de la pauvreté, bref, aux multiples conséquences désastreuses causées par la survie du capitalisme que les travailleurs doivent supporter et avec lequel les uns et les autres s'accommodent, capitalisme qui ne sera pas mis en accusation puisqu'ils s'en remettent au législateur qui est à son service...

C'est assurément cruel ou débile de s'en prendre à un animal innocent ou sans défense, mais qui produit, qui encourage ce genre de comportement sinon leur société ?

ACTUALITE EN TITRES

Une déclaration libre-échangiste transatlantique...

- Pour Yellen, l'économie américaine a encore besoin de soutien - Reuters

Quel est le meilleur traitement pour les personnes âgées dépendantes : La prison, c'est injuste !

- A Bagnolet, une femme de 83 ans dissimulait du cannabis dans son appartement - Francetv info

Injustice. Nous réclamons la parité : Le droit de tuer 96 hommes.

- Les violences conjugales ont tué 121 femmes et 25 hommes en 2013 - 20minutes.fr

De Mao à moi...

- De la guérilla au golf, la mue de l'armée vietnamienne depuis Diên Biên Phù - AFP

Communautarisme. Ils affectionnent les ghettos.

- Un hameau gay friendly bientôt dans le Luberon - LeFigaro.fr

Tensions et gesticulations...

- Réforme territoriale : un président de région PS dénonce le « *mépris* » de Valls - LeMonde.fr

- Fronde au PS : «*Une fêlure, pas une fracture*», juge Cambadélis - LeParisien.fr

Une égratignure, même pas une plaie... Un chuchotement, même pas un cri...

- Plan d'économies: les critiques de Duflot ne plaisent pas du tout au gouvernement - L'Express.fr

- Jacques Barrot se paye Laurent Wauquiez - Liberation.fr

- Ça tangue de plus en plus au Front de gauche - lefigaro.fr

- FN: Aliot critique la "*contradiction*" de Ménard - AFP

- Le torchon brûle entre Pierre Gattaz et Laurence Parisot - Reuters

Intox

- George Soros ne croit plus à la « *guerre contre la drogue* » - LeMonde.fr

A la peine...

- Européennes : Cazeneuve veut des bureaux de vote ouverts plus tard - Liberation.fr

- Gwénaël, le petit pêcheur breton en quête d'Europe - LeMonde.fr

Coup d'Etat, menace de guerre, déstabilisation, chaos, famine...

- Crise en Thaïlande: l'allié américain réclame de nouvelles élections - AFP

- Thaïlande. La Première ministre destituée : le coup d'Etat des juges - Le Nouvel Observateur

- L'OTAN pourrait envisager une présence militaire permanente en Europe de l'Est - lemonde.fr

- Attaque sanglante de Boko Haram, soutien US et français à Abuja - Reuters

- Nigeria : 300 morts dans une attaque de Boko Haram - LeMonde.fr

- Somalie : vers une nouvelle catastrophe alimentaire - LePoint.fr

- Israël: Lieberman dément toute activité d'espionnage aux Etats-Unis - AFP

Haut de page

Le 9 mai 2014

CAUSERIE

37 nouveaux documents ont été publiés dans le site ce matin à 9h30 à Pondy, 6h à Paris. On en dira un mot plus tard dans la journée.

On a eu de fortes pluies pendant 4 jours, les premières depuis novembre je crois. Cela fait déjà deux heures que Selvi est partie bossée... J'attaque l'actualité du jour...

Haut de page

Le 11 mai 2014

CAUSERIE

Le site sera actualisé demain.

Boycott des élections européennes !

Il souffle comme un puissant vent réactionnaire d'ouest en est, du nord au sud, de haut en bas, qui balaie toutes les strates de la société sans épargner le mouvement ouvrier qui l'accompagne en penchant toujours plus à droite. Les partis dits ouvriers institutionnels, (FdG, NPA, LO) qui participent aux élections européennes, s'emploient à légitimer l'existence de l'UE dont l'objectif coïncide avec la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques, avec l'instauration d'une terrible dictature dont le gouvernement néonazi à Kiev constitue un avant-goût.

Ils se font au côté du PS et du gouvernement de droite les relais de leur propagande idéologique nauséabonde en participant à des campagnes destinées à octroyer de nouveaux droits à certaines communautés, alors qu'en réalité ce n'est qu'une opération à caractère totalitariste, communautariste et sectaire qui ne sert qu'à camoufler la profonde décomposition de la société dans laquelle la classe dominante est en train d'entraîner toutes ses couches, pour permettre au gouvernement et à l'UE d'imposer leur politique ultra réactionnaire à l'ensemble des travailleurs. S'ils n'y parvenaient pas par cette voie, ils recourraient au fascisme.

Le PS et le gouvernement qui ont le soutient de la gauche et l'extrême gauche forment en quelque sorte un Front populaire qui ne veut pas dire son nom, qui à notre époque ne peut avoir qu'un contenu profondément réactionnaire.

Dictateurs, censeurs, procureurs, inquisiteurs, la gauche et l'extrême gauche au côté du PS entend s'attaquer au mode de pensée des masses, qui, s'il est demeuré arriéré ou archaïque par certains côtés ne fait que reflèter celui de la classe dominante qui conduit l'humanité au chaos et à la barbarie, s'en prendre à cet aspect-là du mode de vie des travailleurs, c'est servir les intérêts de leur ennemi, des oppresseurs.

Nous avons à faire ici à des réactionnaires, des contre-révolutionnaires, on peut en être surpris, choqué même par cette formule lapidaire largement méritée. Comment peut-on caractériser ainsi la gauche et l'extrême gauche ?

La question serait plutôt de savoir à qui on a à faire. Des dirigeants coupés des masses, qui leur sont totalement étrangers, qui bénéficient de conditions de vie nettement supérieures à celles de la plupart des travailleurs, ou des militants qui ne fréquentent pas les couches les plus défavorisées, qui n'en sont pas issus ou les méprisent, inconsciemment, admettons-le provisoirement.

Ils les traitent de haut, ils parlent et interviennent à leur place et s'estiment donc en droit de les juger, de leur imposer leur mode de pensée, de les éduquer quitte à recourir à la menace du gendarme et du procureur pour qu'ils rentrent dans le rang, pour qu'ils obéissent, oui on en est là et c'est effrayant. Ils les culpabilisent, les accusent de ne pas être plus évolués, de ne pas s'être élevés au-dessus de leur condition pour épouser le mode de pensée de leurs maîtres, de la classe dominante décadende ou dégénérée qui les maintient en servitude, voilà quel rôle remplit de nos jours la gauche et l'extrême gauche qui sont à vomir.

Pendant qu'ensemble ils célèbrent l'abolition de l'esclavage, se met en place un nouvel ordre mondial vouant les travailleurs du monde entier à un sort comparable ou pire encore, des millions d'esclaves salariés et leurs familles étant purement et simplement éliminés à travers le monde par la faim, la sous-alimentation, le manque de soin, d'hygiène, la guerre, toutes sortes de guerres...

Ce sont eux qui fraient la voie à l'extrême droite et au fascisme, qui prennent le relais une fois que le gouvernement en place et les institutions sont trop faibles pour imposer leur politique aux masses ou les affronter, leur tâche est de briser le mouvement ouvrier en recourant à la violence, de terroriser les travailleurs pour mieux pouvoir liquider leurs acquis sociaux (mettre en oeuvre

la politique du FMI en Ukraine).

Le gouvernement Hollande-Valls-Fabius et le PS ont reconnu et soutiennent le gouvernement néonazi illégitime en place à Kiev, et ils prétendent lutter en France contre l'extrême droite et le FN. On est donc en présence d'une grossière imposture ou manipulation, dans laquelle donnent à leurs côtés la gauche et l'extrême gauche, les appareils syndicaux.

Dès lors ce n'est plus à droite qu'ils penchent, mais vers l'extrême droite. Incroyable, n'est-ce pas ? Et pourtant c'est bien la triste et dramatique réalité.

A ne pas vouloir rompre avec le PS, voilà ce qui devait arriver un jour ou l'autre. On pourrait en dire de même du capitalisme et ses institutions puisqu'ils participent tous aux élections européennes, à l'exception toutefois du POI.

Haut de page

Le 12 mai 2014

CAUSERIE

Pondichéry 21h20, le site est actualisé, cela a été laborieux, on est en pleine été ici et la chaleur est accablante.

Le site sera actualisé d'ici 5 ou 6 heures, il est 9h45 en Inde, 6h15 à Paris.

Dans la page consacrée aux infos internationales, étant donné que je n'ai pas le temps de classer chaque article à la place qui lui revient, je vais les faire figurer par mois, aussi il vous suffira de taper un mot clé pour accéder rapidement aux articles qui vous intéressent. Désolé de ne pas pouvoir en faire davantage.

Déclaration.

Nous avons besoin d'un parti qui reprenne à son compte sur tous les fronts la guerre idéologique que nous menons en réponse à l'offensive tout azimut de la classe dominante dirigée contre les masses exploitées pour leur imposer le néolibéralisme et le nihilisme qui en est le pendant totalitaire ou le support métaphysique au sens employé par les encyclopédistes combattant l'absolutisme et l'obscurantisme.

Nous avons besoin d'un parti qui constitue un pôle de regroupement pour les militants de l'avant-garde révolutionnaire aujourd'hui éparpillés ou inorganisés, pour les travailleurs les plus déterminés qui ne peuvent demeurer dans l'inaction face à l'emprise mortelle sur leur mode de pensée et d'existence ainsi que leur destin qu'incarne la dictature néolibérale qui est synonyme de réaction sur toute la ligne.

La situation est très grave, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, aux Etats-Unis, en Europe même, la guerre et le fascisme font rage ou s'implantent pays par pays sous la férule d'institutions régionales ou internationales qui les légitiment, tout en maquillant plus ou moins maladroitement leurs véritables intentions, lorsqu'elles ne les affichent pas en l'absence de tout ennemi puisamment organisé pour leur résister.

Il est inutile de nous adresser aux dirigeants des partis dits de gauche ou d'extrême gauche pour espérer de leur part une réaction salutaire, ils en sont totalement incapables, ils sont complètement corrompus par le régime ou ils ont définitivement tourné le dos au socialisme, ils en sont devenus des rouages ou privilégient les intérêts de leurs appareils au détriment de ceux des travailleurs. Leur duplicité ou hypocrisie rivalise avec celle du PS qui leur sert de référence ou de maître à penser.

Il reste le POI qui est le seul parti ouvrier qui n'a soutenu aucune guerre impérialiste, aucune campagne idéologique orchestrée par la classe dominante aux relents communautaristes ou totalitaristes, qui ne participe pas aux élections européennes, qui défend quotidiennement bec et ongle chaque acquis social, qui appel à rompre avec l'Union européeenne et l'euro, avec les institutions de la Ve République, qui s'emploie à essayer de rassembler organisations et partis à l'échelle européenne et mondiale qui s'opposent à la politique de leur gouvernement dans leur pays respectif sur la base de l'indépendance du mouvement ouvrier, qui organise en France des travailleurs et militants de sensibilités ou courants divers pour tenter de résister au rouleau compresseur dévastateur du néolibéralisme qui incarne de nos jours le capitalisme parvenu au stade final de sa décomposition, au point que sa putréfaction se généralise ou frappe tous les secteurs de la société.

Bien que nous ayons d'importants désaccords avec le POI sur lesquels il n'a pas lieu de s'étendre à nouveau, il faut être honnête jusqu'au bout et constater qu'il demeure le seul parti ouvrier susceptible de constituer un pôle de regroupement pour tous

les militants ouvriers et un puissant parti ouvrier de masse capable d'affronter le régime, contrairement à tous les autres partis qui ont opté pour la soumission au capitalisme et ses institutions.

Nous appelons tous les travailleurs et militants organisés ou inorganisés à rejoindre sans délai le POI, à participer aux comités qu'il a mis en place à travers tout le pays, dans le respect fraternel, sincère ou loyal des idées et des sensibilités différentes de chacun qu'il ne s'agit pas de renier ou de mépriser, sans revendiquer quelque droit que ce soit en échange de se ralliement réalisé uniquement sur la base d'un accord politique, les éléments fournis plus haut pouvant en constituer la trame, sinon de permettre que la libre confrontation des idées puisse s'exprimer dans ce parti et que sa direction y veille ou en assume la responsabilité, que chaque militant y trouve sa place et participe activement à son combat politique.

Eparpillée, divisée, disloquée au travers une multitude de groupes et groupuscules ou inorganisée l'avant-garde est réduite à l'impuissance, chacun peut faire ce constat, l'heure est trop grave pour observer cette situation sans réagir ou prendre ses responsabilités, tel est le sens de notre démarche qui n'a rien d'opportuniste, bien au contraire.

Certes le POI n'est pas parfait, aucun parti ne l'a jamais été comme aucun homme ou aucune femme non plus, n'est-ce pas, regardez-vous dans un miroir vous verrez qu'il y a bien des choses à redire, non ? La situation commande de nous rassembler impérativement et nos désaccords aussi sérieux soient-ils passent au second plan. L'admettre ou le reconnaître n'a rien d'extraordinaire, sauf peut-être pour ceux qui ne sont pas habitués à penser différemment qu'en mode binaire, à réfléchir autrement qu'en prenant leurs désirs pour la réalité ou en les privilégiant sur tout le reste, confondant intentions teintées d'inconscience et convictions solidement établies, cela n'a jamais été ma manière de procéder, rien ne peut concurrencer l'idéal que nous avons adopté ou pour lequel nous combattons, encore moins le dominer.

Le développement de la situation au Venezuela et en Ukraine ajouté au pacte transatlantique en préparation, à la guerre qui n'en finit pas en Syrie, en Afghanistan, en Irak, mais aussi au Mali et en Centrafrique, demain dans quel pays, au Kenya parce que les Chinois viennent de renforcer leur implantation commerciale dans ce pays, au Sénégal, au Rwanda une nouvelle fois, qui sait en Inde, sans parler des tensions entre la Chine et ses voisins entretenues par les Américains ; il faut encore ajouter la guerre idéologique qui fait rage contre les masses, dont l'arriération est utilisée pour les culpabiliser, les brimer, les réprimer, les terroriser, faire en sorte qu'elles n'osent plus ouvrir la bouche ou faire le moindre geste qui pourrait faire l'objet de poursuite ou de sanction pénale...

Bref, bruits de bottes, rumeurs de guerre mondiale, réaction sur toute la ligne, fascisme au pouvoir, milices fascistes qui passent à l'offensive ou paradent dans les rues de Paris à Caracas, etc. il nous a semblé qu'en présence d'une telle situation qui ne peut que se dégrader ou empirer dans les mois et années qui viennent, il était indispensable de faire front et de regrouper nos forces pour lutter ensemble contre notre ennemi commun, pour le socialisme.

Ironie du sort, je n'ai pas reçu *Informations ouvrières* et je ne peux pas le mettre en ligne, dans la semaine peut-être. Environ 50 militants le téléchargent chaque semaine.

La suite d'ici cet après-midi.

Au fait, j'ai oublié de vous dire à propos du site qu'il y avait eu 9.600 visites en avril, et depuis début la semaine dernière on est remonté au niveau de janvier avec plus de 430 visites par jour.

Volte-face. Leur masque craque de partout.

Mélenchon ne veut plus voir des journalistes du journal Le Monde à ses meetings, et le lendemain il fait volte-face. Cambadélis ne veut pas débattre avec Marine Le Pen, puis le lendemain il l'invite à débattre avec lui "*quand elle veut où elle veut*".

Prenons cela comme une simple jospinerie !

Notes de lectures peu recommandables.

Voilà un article dans lequel l'auteur fait étalage de ses propres faiblesses et illusions sans s'en apercevoir. En les faisant partager à ses lecteurs, il les trompe au passage.

- Le "*miracle*" Obama - Karim Mohsen - legrandsoir.info

L'erreur fatale est dans la prémisse. Pourquoi avoir cru en son discours ?

- D'aucuns étaient alors convaincus que les Américains avaient, enfin, élu un président à visage et conscience humains, dont le monde avait besoin. Un président proche des préoccupations des grandes et petites nations dans un monde en constante mutation.

Comment avoir pu être aussi naïf et surtout ignorant du fonctionnement des institutions américaines qui sont sous la coupe de l'oligarchie financière ?

Ne pouvant pas l'admettre car l'auteur doit avoir une haute idée de lui-même, il accuse Obama de l'avoir trompé, alors qu'en réalité il a parfaitement joué son personnage.

- S'il y a bien un homme politique qui mena son monde en bateau, c'est l'actuel hôte de la Maison-Blanche, Barack Hussein Obama II, qui remporte, sans coup-férir, la timbale. Voilà un homme qui a fait tout le contraire de ce qu'il dit et déclaré depuis sa prise de fonction à la Maison-Blanche.

Il s'enfonce et en vient à attribuer ses propres illusions à Obama qu'il accuse de ne pas les avoir respectées.

- En fait, Obama qui voulait avoir une politique étrangère différente, plus en phase avec la réalité du monde, a vite tourné casaque, aspiré par les feux brûlants de la notoriété. Le monde découvre enfin un homme très faible par rapport aux problèmes de notre monde. (...). C'est cela le « *miracle* » Obama.

En fait, Obama fait la politique étrangère que ses mentors banquiers lui dictent un point c'est tout. Il n'était "*aspiré*" par rien du tout, c'est un homme lige, une marionnette, ils l'ont choisi parce qu'il présentait l'avantage d'être noir et servirait de caution à la politique impérialiste américaine à venir en Afrique dans la continuité de celle de G.W. Bush au Moyen-Orient.

Ce n'est pas Obama qui est faible, mais bien l'auteur de cet article qui lui prête des intentions et un pouvoir qu'il n'a jamais eu et qu'il n'a pas pu renier de ce fait. Finalement il n'a pas changé et Karim Mohsen non plus.

Pour qui roule "***Le Grand Soir***" ?

Comment faire croire que l'Union européenne serait une institution démocratique ou au service de la population ? Mode d'emploi.

En s'adjoignant la complicité d'une ONG, Finance Watch, fondée par des députés farouchement pro UE, dirigé par un ex-banquier, dont le budget dépend en grande partie du soutien de l'Union Européenne qui se donne pour mission "*de renforcer la voix de la société et de la faire peser dans les réformes nécessaires de la réglementation financière.*" (source : Wikipédia)

- Bonus, mensonges et lobbying : comment les banques européennes résistent à toute régulation - Thierry Philipponnat - legrandsoir.info 05.05

Les gouvernements des vingt pays les plus riches l'avaient promis : le secteur financier sera réformé, les banques mises sous contrôle. Plus de finance folle, de sauvetage bancaire ruineux, de mise en péril de l'économie par la spéculation débridée.

Cinq ans après les déclarations du G20, où en est-on ? L'Union européenne a voté une dizaine de directives, sous la houlette de Michel Barnier. Bonus des banquiers, organisation des plans de sauvetage, supervision et contrôle... Tour d'horizon de cette difficile reprise en main, avec Thierry Philipponnat, secrétaire général de l'ONG Finance Watch, rare contrepouvoir au puissant lobby bancaire européen.

Selon Le Grand Soir, cette ONG serait un "*rare contrepouvoir au puissant lobby bancaire européen*".

Il faut être complètement niais ou ne pas avoir toute sa tête pour y croire... ou être un vendu. L'oligarchie financière s'enrichit toujours au détriment du reste de la société, c'est sa raison d'être, son mode de fonctionnement et son objectif.

Faire croire que la finance pourrait être au service de la société, c'est avant tout légitimer son existence et celle du capitalisme, c'est le but de cette opération ; Faire en sorte que sa présence soit admise et ne choque personne, que le privilégié s'enrichisse sur le dos de ceux qui n'ont que leur force de travail pour survivre soit considéré comme normal.

Mieux, que la finance impose ses propres réglements ou lois à la société ne devrait faire l'objet d'aucune contestation, à défaut de pouvoir la combattre et la renverser il faut s'en accommoder, il faut abdiquer nos droits politiques, capituler sur toute la ligne face à sa dictature.

Cett ONG a pour mission d'associer la population à la mise en oeuvre de la politique ultra réactionnaire néolibérale de l'UE relayée par tous les gouvernements.

Le Grand Soir. L'organisation que vous dirigez, Finance Watch, a-t-elle des moyens suffisants pour faire contre-poids face à ces pressions du lobby bancaire ?

Nous avons eu la chance de connaître un bon envol, depuis le démarrage il y a trois ans. Finance Watch répondait à un vrai besoin, au bon moment. L'organisation a été créée à l'appel de 22 puis 200 élus européens, de tous horizons politiques, qui ont souligné l'importance de rééquilibrer les débats sur ces questions. Cela donne une dynamique. Nous sommes très sollicités par les régulateurs, les gouvernements, les parlementaires, qui ont besoin d'un plaidoyer qui prenne en compte l'intérêt général.

C'est le même "*plaidoyer*" qui justifie les contre-réformes mises en oeuvre par les mêmes gouvernements, les mêmes parlementaires.

ACTUALITE EN TITRES

Il arrive que ça coince quelque part...

- Alstom : Hollande et Merkel désavouent Montebourg - LePoint.fr

- Publicis et Omnicom renoncent à fusionner : "*Nous n'étions pas à vendre*" relativise Maurice Lévy - Atlantico.fr

- Pour Pfizer, la pression politique s'ajoute au rejet d'Astra - Reuters

- Conflit au "*Monde*" : les deux adjoints de la directrice quittent leurs fonctions - LePoint.fr

- Pourquoi ne trouve-t-on plus de Coca-Cola dans les rayons du groupe Casino ? - Liberation.fr

- Le procureur de Saint-Denis-de-la-Réunion muté d'office par Taubira - LePoint.fr

- Syrie: la réunion de la Ligue arabe reportée sine die - AFP

Jupé a demandé à Guaino de quitter l'UMP...

Elections européennes. Ils deviennent hystériques.

El Conquistador.

- Journal de 20 heures : Manuel Valls remet le couvert pour les européennes - Liberation.fr

Ce sera son troisième 20 heures en cinq semaines. Liberation.fr 09.05

C'est que la cuisine ne prend pas...

- Valls: les européennes, "*scrutin décisif*" pour l'"*avenir de la France et de l'Europe*" - AFP 11.05

... la preuve

- La popularité de Hollande continue de chuter, selon OpinionWay - Reuters

François Hollande perd 5 points en un mois et tombe à 18% de satisfaits, atteignant un record d'impopularité dans le baromètre Clai/Metronews/LCI réalisé par OpinionWay et diffusé dimanche.

Dans le même temps, Manuel Valls perd 4 points à 43% de satisfaits et voit les mécontents devenir majoritaires dès son second mois à Matignon (51%, +8 points). Reuters 11.05

Hollande en croyant d'extrême droite.

- Le scrutin en Ukraine est nul et non avenu, dit François Hollande - Reuters

Comme le sien c'était une imposture !

Enfin une bonne nouvelle pour les partisans de l'UE et vaillants combattants de l'extrême droite.

- Le parti grec Aube dorée autorisé à participer aux européennes - Reuters

Niaiserie.

- Arthaud (LO) : "*ce n'est pas par les élections que les choses changent*". - AFP

L'essentiel, c'est d'y participer et légitimer l'UE, même que l'AFP apprécie.

Ils n'avaient déjà plus qu'un sexe à la place du cerveau... et de la voix.

- L'Ukraine ouvre une Eurovision convoitée par un travesti barbu - AFP

Les parieurs en font l'un des favoris depuis son excellent score en demi-finale. Conchita Wurst n'est pas du genre à se laisser impressionner : "*Je suis blindée. Je ne cesse de m'étonner de toutes les histoires qu'on fait d'un peu de poils sur le menton*", dit-elle à l'AFP. (L'AFP manifestement en transe utilise le féminin, alors qu'il s'agit d'un homme, un Autrichien. - ndlr)

L'Eurovision est particulièrement appréciée de la communauté homosexuelle, et cela n'a pas échappé aux hôtes. La Ville de Copenhague a dit avoir marié trois couples de même sexe russes, à l'occasion des 25 ans des unions homosexuelles au Danemark. Et les drapeaux arc-en-ciel ont fleuri. AFP 10.05

Suite le lendemain à vous faire vomir leur Europe et TF1.

- Eurovision: l'Autriche victorieuse avec Conchita Wurst - AFP

A vous faire détester les hommes et les femmes ! Heureusement que dans certains pays de l'UE ils ont légalisé la pédophilie (Pays-Bas) et la zoophilie (Allemagne) ou encore l'inceste (Suisse)... Ce n'est pas une mauvaise blague de notre part, lire nos anciennes causeries ou renseignez-vous sur le Net.

- "*The Voice*" : Kendji, 17 ans, gitan et fier de l'être - LePoint.fr

Les sionistes du Point, racistes, antisémites et zénophobes (la preuve avec l'Ukraine) flattent le communautarisme, c'est dans l'ordre des choses que les médias soient en première ligne pour mener ce combat...

En complément

Il faut absolument contrôler tous les faits et gestes de la population. Que craignent-ils vraiment ?>

- Najat Vallaud-Belkacem pour un observatoire des violences sexuelles dans le sport - AFP

Dans l'armée, sur les lieux de travail, les archives, les toilettes, les parkings, les ascenceurs, les bagnoles, chez les ménages, à l'école, à l'université, partout ils baisent, ce n'est pas normal, je ne comprends pas pourquoi, ils sont frustrés, c'est pas faute d'être complexé pourtant, on les comprend...

Les instituts de sondage : Instruments au service de la propagande de la classe dominante.

Conditionnement et matracage. Comment maquiller le rejet qu'inspire l'UE ?

- Sondage: Une courte majorité de Français favorable à l'appartenance à l'Europe - 20minutes.fr

Selon un sondage Institut CSA/BFMTV/Groupe Nice-Matin publié ce jeudi. 20minutes.fr 09.05

Laborieusement, une fois dépassée la barre des 50%, 51% précisément, ils ont décidé que le compte était bon et que leur sondage était terminé pour en publier les résultats. 1.048 personnes ont été interrogées par Internet, à 11 près le résultat basculait dans l'autre sens, ils sont très forts !

Ils en désespèrent.

- 62% des Européens ne s'intéressent pas à l'élection des eurodéputés - Francetv info

D'après un sondage Ipsos-Mori (en anglais) diffusé jeudi 8 mai, 62% des citoyens de l'UE déclarent ne pas s'intéresser aux élections du Parlement européen, programmées entre le 22 et le 25 mai selon les pays.

L'enquête, menée auprès de 9 000 personnes dans douze pays, révèle que seuls 35% des personnes interrogées sont certaines de se rendre aux urnes. En 2009, lors du précédent scrutin, la participation moyenne avait atteint les 43% des inscrits.

Les Français pourraient figurer parmi les moins abstentionnistes : 44% des sondés affirment être certains d'aller voter. En Pologne, le pourcentage tombe à 20% des sondés. Francetv info 09.05

De la fabrication de preuves à la chaîne.

- Départements: 55% des Français favorable à la suppression des conseils généraux - AFP

61% ne connaissent pas le nom du président de leur département, un pourcentage qui monte à 76% chez les moins de 35 ans.

Sondage Ifop réalisé auprès d'un échantillon de 973 personnes. AFP 11.05

A 49 personnes près le résultat de leur sondage bidon était inversé.

Ils ont surtout contribué à reconstruire l'Etat !

- Les anciens SS français ont reconstruit l'extrême-droite française après 1945 - Slate.fr

L'Etat policier s'internationalise.

- Paris: des policiers chinois seront envoyés à Paris pour rassurer les touristes - Slate.fr

Des pauvres touristes chinois qui viennent craquer du fric à Paris dans les boutiques de luxe, ils méritent bien une protection spéciale.

Propagande anticommuniste ou le fascisme sous fausse bannière.

Ils visent les travailleurs ukrainiens qui rejettent la brutale politique antisociale que le gouvernement néonazi de Kiev veut leur imposer pour le compte du FMI.

- Poutine n'est pas post-communiste, il est post-fasciste - slate.fr 08.05

Les discours de Vladimir Poutine qui s'en prennent à la décadence occidentale, à la féminisation de la société, au matérialisme et au complot pour détruire l'âme russe sont caractéristiques du fascisme.

L'idéologie nationaliste de Poutine est comme l'explique Jan Fleischhauer, chroniqueur de l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, plus fasciste que communiste. slate.fr 08.05

Voilà comment l'extrême droite néolibérale nous traite de fasciste... Quand on veut tuer son chien on déclare qu'il a la rage...

Pèlerinage atlantiste.

- Traité transatlantique : Fleur Pellerin appelle à le "*dédramatiser*" - LePoint.fr

"*On aborde la négociation d'égal à égal*", a jugé jeudi à Bruxelles la secrétaire d'État française au Commerce extérieur, Fleur Pellerin. LePoint.fr 08.05

Si elle le dit, c'est forcément faux !

Climat de guerre civile.

- Un match de football tourne au pugilat : cinq blessés dont un grave - Francetv info

Les affrontements se sont déroulés en marge du match entre Saint-Anthème (Puy-de-Dôme) et Andrézieux-la-Chapelle (Loire), rapporte "*Le Progrès*", dimanche 11 mai. Francetv info 11.05

- Il ne supporte pas la relation de sa fille avec un noir et attaque son petit ami à la machette - Francetv info

- Deux altercations font trois blessés et un mort à Toulouse - LePoint.fr

- Toulouse: un jeune meurt poignardé, pour un motif apparemment dérisoire - AFP

- Le suicide d'un homme provoque des retards dans la circulation des trains en Isère - 20minutes.fr

Et le dimanche ?

- Pour VGE, "*ce n'est pas raisonnable de chômer le 8 mai*" - Le Nouvel Observateur

Comment décréter la baisse du chômage.

- Kader Arif pour un service civique obligatoire - Reuters

Le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants a estimé jeudi que la suppression du service militaire en France avait été une "erreur" et s'est dit favorable à la mise en place d'un service civique obligatoire. Reuters 08.05

L'exploitation de l'homme pas l'homme est une valeur dominante assurément... pour combien de temps encore ?

- Concilier business et valeurs: l'entrepreneuriat social séduit les étudiants - AFP

Ils veulent absolument ancrer cet oxymore dans la tête des étudiants, qui faut bien le dire n'ont pas réellement de conscience politique, de ce côté-là de leur cerveau c'est plutôt mou et cela n'offre guère de résistance...

La crise par le vide

- Barclays supprime 19.000 postes et poursuit sa restructuration - Reuters -

- Bouygues Telecom : 1.500 à 2.000 postes seraient menacés - Le Nouvel Observateur

Résistance passive

- Grève au Mont Saint-Michel, l'abbaye fermée - AFP

- La CGT appelle à la grève le 3 juin pour LyondellBasell - Reuters

- Paris : Grève dans les établissements sportifs: «*Le mouvement pourrait encore s'étendre*» - AFP

Qu'il soit maudit !

- Inde : le jour où les femmes régneront - LePoint.fr

En attendant on ve se taper Modi du BJP...

Si c'est Le Monde qui le dit, j'ai le droit de m'inquiéter.

- Quelle que soit l'issue des élections, l'avenir de l'Inde s'annonce rayonnant - LeMonde.fr

Pour qui ? La toute dernière phrase du dernier paragraphe de cet article fournit la réponse :

-... la France a toutes ses chances pour réussir à faire de l'Inde le premier marché à l'exportation du Rafale. LeMonde.fr 09.05

Laurence Daziano, maître de conférences en économie à Sciences Po Paris et rédactrice de cet article est une VRP du régime et des marchands d'armes, il faut bien qu'elle mérite son salaire qui se situe largement au-dessus du smic...

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils veulent faire payer les esclaves à la place des négriers.

- Paris: Un rassemblement samedi pour commémorer l'esclavage et son abolition - 20minutes.fr

La demande de réparations liées à l'esclavage est au cœur de la manifestation organisée par le Cran, la CGT et Solidaires de ce 10 mai... 20minutes.fr 08.05

Ils espèrent toucher une commission ou quoi ? Une rétrocommission peut-être qui sait ?

Et qui doit casquer ? L'Etat. L'Etat, c'est qui, c'est quoi ? C'est vous (uniquement dans ce cas de figure) les taxes qu'ils nous prélèvent et les impôts qu'on paie, non, d'où viendrait le fric sinon ?

N'était-ce pas des propriétaires terriens qui exploitaient des esclaves ? Alors pourquoi ce ne serait pas eux et les patrons qui casqueraient ? Cela ne rentre pas dans le cadre du pacte de responsabilité.

En complément

Repentez-vous des crimes de vos maîtres, esclaves !

- Villers-Côterets : Manuel Valls fustige ceux "*qui voulaient installer l'indifférence*" - LePoint.fr

Le Premier ministre a assuré samedi qu'"*être républicain, c'est savoir rendre hommage à celles et ceux qui ont édifié la République*". LePoint.fr 10.05

Bananière, comme quoi il n'y a pas de justice sous ce régime...

Des cancrelats !

C'est tout le PS. Quand on est réactionnaire, il faut l'assumer.

Depuis Cambadélis est revenu en partie sur sa décision, il a proposé à M. Le Pen de débattre "*où elle veut, quand elle veut* " sans qu'on sache s'il sera présent à l'émission consacrée aux élections européennes.

- Européennes : Cambadélis dit non au débat de France Télévisions - LeParisien.fr 09.05

Jean-Christophe Cambadélis demande à France Télévisions de revoir son offre. Invité comme Jean Francois Copé (UMP), Marine Le Pen (FN) ou Jean Luc Mélenchon (Front de gauche) le 22 mai à l'émission «*Des paroles et des Actes spécial élections européennes*», le premier secrétaire du PS décline sa participation dans un courrier adressé ce jeudi matin à la chaîne publique.

Selon lui, cette émission «*pose un problème du point de vue de l'égalité de traitement*» des candidats. «*La visibilité médiatique (de Jean Luc Mélenchon et Marine Le Pen) grâce à votre émission à une heure de grande écoute sera sans pareil*», écrit-il. Le patron du PS craint aussi que la participation de ces leaders politiques «*re-nationalise une campagne qui doit être européenne*». LeParisien.fr 08.05

Leur véritable conception de la démocratie s'étale ici au grand jour. Seuls le PS et leurs satellites, l'UMP et l'UDI auraient le droit de passer à l'antenne à une heure de grande écoute et tous les autres partis devraient en être exclus ou passer sur les coups de minuit ou plus tard encore.

Eux ils n'ont pas de complexes à vouloir nous faire disparaître, alors pourquoi devrions-nous en avoir avec eux ?

Commentaire d'internaute

- Être à la tête du PS et fuir un débat sur le thème des européennes, si ce n'est pas là faire preuve de lâcheté, ça à l'air d'y ressembler en tout les cas. A l'évidence, Cambadélis prend à coeur d'être "*La voix de son maître*" (Hollande), mais à la condition de ne pas devoir aller s'exposer lui-même directement dans un débat contradictoire. Faut-il que le "*danger*" (celui du 25 mai) soit si grand pour que Cambadélis ai peur à ce point-là...

(Le lendemain, il faut suivre !)

- Européennes: Cambadélis propose à Le Pen un débat «*où elle veut, quand elle veut*» - LeParisien.fr 10.05

Dans une lettre ouverte qu'il vient de lui adresser, le responsable socialiste répond violemment à la présidente du Front national...

«*Vous m'avez traité de lâche. L'insulte est votre quotidien et l'anathème vous tient lieu d'emblème. Vous êtes coutumière du fait*». Force est de constater qu'elle a raison, c'est la marque de fabrique du PS la duplicité, l'hypocrisie, la lâcheté, l'imposture. Ces gens-là sont incapables de s'assumer, même Valls quand il martèle j'assume tout en se déclarant social-démocrate ou républicain, il faut dire que depuis un siècle au PS cela signifie être de droite ou réactionnaire.

Et d'ajouter: «*Vous êtes alliée à une extrême droite européenne xénophobe...*», pendant que le PS soutient le gouvernement néonazi en place à Kiev ou d'extrême droite à Tel-Aviv, Riad, Doha ou Washington !

Pour parvenir à ce niveau de responsabilité dans le PS, il ne faut douter de rien...

Antisocial. Déremboursement. Le gouvernement se lâche.

- Optique: La prise en charge des lunettes par les mutuelles limitée à 450 euros - 20minutes.fr

Le gouvernement prévoit de limiter la prise en charge des lunettes par les mutuelles à 450 euros à partir de 2015, et non plus son abaissement progressif à 300 euros en 2018, croient savoir les Echos dans leur édition de vendredi.

Un décret publié prochainement doit fixer un montant maximum pour le remboursement des frais d'optique par les complémentaires santé (mutuelles, assurances et institutions de prévoyance) afin de limiter la hausse des dépenses dans ce secteur.

Ces montants maximum doivent s'appliquer aux seuls contrats «*responsables*» des complémentaires. Instaurés en 2004, ces contrats doivent remplir un certain nombre de critères éthiques en échange d'une fiscalité allégée. Mais ils représentent désormais la quasi-totalité des contrats (90%) car les critères sont peu sélectifs.

Par ailleurs, selon Les Echos, le remboursement des dépassements tarifaires des médecins par les complémentaires santé sera limité. Après une période transitoire de deux ans, les honoraires ne pourraient être pris en charge que dans la limite de deux fois le «*tarif sécu*», soit deux fois 28 euros, pour les médecins n'ayant pas signé le contrat d'accès aux soins, écrit le journal. 20minutes.fr 08.05

Résumons : La Sécu ne prend pas en charge la totalité de vos dépenses de santé, vous faites appel à une complémentaire pour combler la différence, c'est alors le gouvernement intervient et décide d'imposer aux mutuelles un plafond de remboursement de telle sorte qu'une partie des frais que vous avez engagés demeurent à votre charge, sans doute pour que le client que vous êtes à ses yeux consomme moins, quant au malade que vous êtes, il coûte trop cher, il doit moins se soigner, ce n'est pas son affaire.

En famille. La dictature doit être la norme absolument partout.

- Loi famille : les nouveaux droits des beaux-parents suscitent l'inquiétude - lefigaro.fr

Dans "*l'intérêt de l'enfant*" et de "*la paix des ménages*", cela va s'en dire, ils vont leur imposer l'autorité d'un beau-parent, alors que très souvent les enfants n'apprécient pas qu'ils s'immiscent dans leurs affaires ou leurs relations avec leur mère ou leur père, sachant que très souvent ce "*beau-parent*" n'est pas le premier et ne sera pas le dernier, présentant plutôt les caractéristiques du représentant de commerce de passage, l'autre parent devra lui céder malgré tout une partie de ses droits, pourquoi pas de ses biens ou de son salaire pendant qu'ils y sont.

Que Sarkozy ait été à l'origine de cette loi n'a rien d'étonnant, que le PS et la Vertmine les reprennent à leur compte non plus, ils incarnent la décomposition, la dégénérescence de la société et du régime.

A les entendre ils sont toujours animés de bonnes intentions envers une multitude de communautés, alors qu'en réalité ils participent, encouragent la dislocation de tous les rapports sociaux sous couvert de leur octroyer de nouveaux droits ou de l'égalité des droits, qui se traduit en réalité par l'atomisation ou l'individualisatio de nos droits au détriment de nos droits sociaux collectifs qui sont purement et simplement liquidés, travail, retraite, éducation, santé, etc.

Ils ne supportent pas non plus que certains rapports leur échappent. Il leur faut s'emmêler et légiférer, décréter, imposer des rapports aux différents membres de la société dotés d'un arsenal de mesures contraignantes et éventuellement répressives, de telle sorte que la liberté de pensée et de mouvement soit encadrée et conforme à leur idéologie qui est au service de la dictature de la classe dominante.

Jusqu'à présent ces rapports leur échappaient, ils étaient consentis mutuellement par ses membres ce qui était intolérable pour le législateur qui a vocation à restreindre toutes les libertés en régime capitaliste, plus encore à l'époque triomphante du néolibéralisme qui s'accommode du fascisme. Il fallait corriger cette lacune insupportable comme s'il s'agissait d'une priorité absolue, alors que la satisfaction des besoins sociaux les plus élémentaires de millions de travailleurs et leurs familles est devenue incompatible avec la survie du régime. Exercer son contrôle sur chaque fait et geste de la population laborieuse ainsi que sa pensée pour la soumettre à son joug, est devenu une obsession jusqu'à l'hystérie depuis que Hollande a été élu.

C'est à croire qu'ils veulent briser ces familles dites recomposées au profit de familles monoparentales plus fragiles, dociles ou manipulables. Rien de tel pour monter les deux parents et les enfants les uns contre les autres, que de leur imposer des droits ou des devoirs qui ne correspondent pas forcément aux rapports qu'ils entretiennent ou qu'ils ont décidé librement d'entretenir à l'origine.

Ce qui caractérise une dictature ou un régime totalitaire, c'est sa volonté d'imposer un mode de pensée ou de vie aux masses exploitées sans rapports avec leurs conditions ou moyens d'existence, matériels ou financiers mais aussi leur niveau de conscience, d'instruction ou de connaissance, de telle sorte que ne pouvant pas remplir ces conditions et ne pouvant pas se soumettre aux rapports qu'on leur impose, ils se retrouveront rapidement ou couramment hors la loi ou menacées de sanctions à tout moment.

Dès lors, il est préférable de prendre le risque d'agir à sa guise sans tenir compte du législateur-dictateur, avec l'angoisse au ventre qu'il vous rattrape un jour si les choses tournaient mal ou que votre conjoint avec lequel vous ne vous entendez plus décidait soudain d'user des droits qui lui ont été accordés et nuire à vos intérêts jusqu'à vous pourrir la vie et la séparation une fois obtenu gain de cause, cela arrive. Le législateur raffole de ces situations apparemment.

- 130.000 divorces ont été prononcés en 2012, tandis que 1.5 milions d'enfants vivent dans 720.000 familles recomposées.

Le «*beau-parent*» est sur le point de se faire une place dans le Code civil. Dans une France aux 720.000 familles recomposées, l'instauration d'un cadre juridique pour ceux qui partagent la vie d'un enfant sans en être le parent ne fait cependant pas consensus. Inutile pour les uns, nocif pour les autres… L'idée d'instaurer un «statut du tiers» pour que les beaux-parents et beaux-enfants ne restent pas des étrangers dans le droit refait cependant régulièrement surface.

En 2007, il a été défendu par Nicolas Sarkozy avant la présidentielle. Étudié pour le projet de loi «famille» en 2013, il a été abandonné en catastrophe par le gouvernement Ayrault. La proposition PS-écologiste sur «l'autorité parentale et l'intérêt de l'enfant», votée mardi en commission des lois et examinée par les députés les 19 et 20 mai prochain, le ressort des cartons.

Mais que contient ce mandat d'éducation quotidienne? Il est conçu uniquement pour permettre au «*tiers vivant de manière stable avec l'un des parents d'accomplir les actes usuels de l'autorité parentale*», défendent les auteurs du texte. Il s'agit, par exemple, de permettre officiellement au beau-parent d'aller chercher un enfant à la sortie de l'école, de l'accompagner chez le pédiatre, de devenir «*beau-parent d'élève*». Le document, rédigé au choix sous seing privé entre particuliers ou devant un notaire, pourrait être établi sans véritable condition de durée de la relation entre le parent et le beau-parent. Mais il serait soumis - c'est le plus important - à l'accord de l'autre parent et révocable à tout moment. À chaque famille de décider du «*périmètre*» d'action du beau-parent dans la vie de tous les jours. En résumé, le mandat l'autoriserait «*à exercer en droit les responsabilités qu'ils assument déjà*». Aucun maintien du lien avec ce tiers n'est évoqué et la transmission du patrimoine n'est pas abordée…

«*Cela ne sert à rien, s'agace Marie-Luce Lovane, créatrice du Club des marâtres. Il s'agit de demander l'autorisation par écrit de "papa et maman" pour gérer des actes du quotidien alors que nous le faisons déjà.*» Et de pester contre cette vision bisounours d'une famille où tout le monde serait capable de se mettre autour d'une table pour rédiger un accord sans réactiver des crispations… «*Cela ne va pas révolutionner la vie des familles, reconnaît Sabine Coulon, fondatrice du site beaux-parents.fr. Mais le beau-parent est reconnu comme une figure éducative, un interlocuteur légitime. On pourra brandir son mandat comme une attestation.*» Des avocats, comme Me Hélène Poivey-Leclercq, dénoncent à l'inverse une «usine à gaz» et soupirent devant cette «*contractualisation effrayante du droit de la famille*».

«*Ce mandat ne retire rien aux parents. Il n'oblige pas l'enfant à garder des liens avec un tiers et n'est pas gravé dans le marbre*», salue de son côté l'Unaf (Union nationale des associations familiales), qui juge l'outil «consensuel» mais suggère tout de même de

le faire viser par un greffier. «*Ce n'est peut-être pas grand-chose juridiquement - la définition de l'autorité parentale n'est pas transformée -, mais c'est décisif en termes de reconnaissance*», conclut le sociologue François de Singly. «*Ce n'est pas rien, un mandat d'éducation quotidienne, poursuit-il. Au fond, "l'éducation" et "le quotidien", c'est l'essence même de la vie de famille. Bien plus que l'autorité parentale…*» Avec son œil de spécialiste de la famille, il voit dans le texte «*une manière de dire pour la première fois que les familles recomposées existent*».

Les autres points clés de la loi

Les «*mauvais parents*» punis Pour «*sanctionner plus efficacement*» le non-respect par un parent des prérogatives de l'autre parent, une amende civile de 10 000 euros maximum est mise en place pour le délit de non-représentation d'enfant. Mais aussi, par symétrie, pour punir les parents absents et lutter contre le «*syndrome de l'enfant à la fenêtre*» qui attend un père ou une mère qui ne vient jamais.

La coparentalité renforcée Le texte vise à clarifier la notion d'acte important pour l'enfant, acte qui exige un accord exprès de chacun des parents. Ainsi un déménagement et un changement d'école doivent être acceptés par les deux parents.

L'enfant aura deux adresses Le texte veut mettre fin au «*choix binaire entre la résidence alternée ou la résidence au domicile d'un seul des parents*». Le principe sera désormais d'inscrire l'enfant aux deux adresses et de réfléchir ensuite à la répartition du temps passé chez l'un et chez l'autre.

Le développement de la médiation familiale Le juge pourra proposer ou obliger un couple en train de se séparer ou demandant une modification d'accord à rencontrer un médiateur. La médiation ne devient cependant pas systématique, même en cas de retour devant le juge. lefigaro.fr 08.05

En complément

Ne changez rien ou prenez la première vague qui vient et partez avec...

- Divorce : surfer sur un site échangiste est une faute pour un époux - LePoint.fr

Sur un site porno ? Non. Et un site homo ? Non plus, c'est dans l'air du temps, il faut vous y mettre... ou non !

Les réacs et les décomposés en tous genres sont dans la rue.

- Extrême-droite : nouvelle «*tournée anti-racailles*» dans le métro parisien - LeParisien.fr

Une vingtaine de militants de Génération identitaire, une émanation du groupuscule d'extrême droite Bloc identitaire, a mené, ce vendredi soir, dans le métro parisien une opération de « *présence citoyenne* », qualifiée également dans un langage moins policé de « *tournées anti-racailles* ».

Ni la préfecture de police, ni la RATP n'ont reçu de demande d'autorisation.

L'extrême droite mène depuis le mois de mars des opérations similaires à Lille et Lyon. LeParisien.fr 09.05

Avec le soutien de Hollande et Valls les milices fascistes patrouillent ? Non, non, ils n'étaient pas au courant. Et Cambadélis ? Non plus.

- Des organisations nationalistes prévoient de défiler dimanche à Paris - LeFigaro.fr

Les milices fascistes occupent déjà le terrain en France, légalement.

- Manifestations dans plusieurs villes de France pour la légalisation du cannabis - AFP

Au prix où est le cannabis, c'est réservé aux nantis. Zéro protéine animale.

- "*Veggie Pride*" : les anti-viande défilent à Paris - Le Nouvel Observateur

Même un végétal a plus de cerveau.

- Rassemblement au Havre pour une réunification "*exclusive*" de la Normandie - L'Express.fr

Vive le duché de Normandie !

- Les associations féministes dénoncent la loi famille, qu'elles jugent "*dangereuse*" - LePoint.fr

Le féminisme a engendré un monstre...

- Les écoles en basque réclament une loi pour protéger la langue - 20minutes.fr

Quand la Vert mine liberticide passe à l'offensive.

- Jean-Vincent Placé souhaite une proposition de loi contre les injures et diffamations sur les réseaux sociaux - 20minutes.fr

Jean-Vincent Placé, le président du groupe écologiste au Sénat très actif sur Twitter, envisage de déposer une proposition de loi pour faciliter les procédures contre les insultes et diffamations sur les réseaux sociaux. «*On ne peut plus laisser faire, laisser tous ces gens insulter, diffamer sur les réseaux sociaux*», a-t-il dénoncé au Forum de Radio J. «*Cette espace de liberté formidable (...) ça ne veut pas dire la liberté d'insulter, de diffamer et d'injurier*», a-t-il fait valoir au micro de Frédéric Haziza, journaliste ciblé par des attaques antisémites sur internet.

«*J'avais soutenu ce qu'avait fait Manuel Valls à propos de Dieudonné, à un moment ça suffit!*», s'est emporté Jean-Vincent Placé. «*Je souhaite qu'on ait une organisation entre police et justice pour qu'à un moment, le parquet s'auto-saisisse*» en cas de dérapages, a-t-il ajouté. Pour lui, «*il n'est pas acceptable que sur le territoire national, on ait des blogs comme celui de (Alain) Soral*», l'essayiste d'extrême droite proche de l'humoriste Dieudonné. «*Je souhaite qu'on légifère, qu'on agisse*», jugeant qu'une proposition de loi était «*une bonne idée*». Jean-Vincent Placé va se «*tourner vers (ses) collègues*» parlementaires pour préparer éventuellement un texte. 20minutes.fr 11.05

Attention à ne pas se laisser embobiner : Qui aujourd'hui menace la liberté d'expression sur le Net ou en France en général, les groupuscules d'extrême droite ou le PS et ses satellites réactionnaires, Valls, qui en a le pouvoir ?

Qu'il ait choisi une émission animée par une pourriture de sioniste pour faire cette annonce ne doit rien au hasard, il était en terrain conquis, celui de la pire réaction, à côté Soral est un impuissant, un vermisseau.

Les écologistes ont bien leur place au côté du PS dans le camp de la réaction. Car qu'on ne s'y trompe pas ce n'est pas l'extrême droite qu'ils visent, mais bien l'opposition de gauche, les véritables opposants au régime. On en reparlera.

En attendant vous pouvez observer ce qui se passe en Ukraine ou au Venezuela et de quelle manière ces salopards interprètent la situation et se placent au côté des milices fascistes qui harcèlent Maduro et son gouvernement... Rappelons que les écologistes sont allés à Kiev apportés leur soutien au gouvernement issu du coup d'Etat de l'OTAN et des fascistes. Rien que cela les rend infréquentables. On ne fréquente pas non plus Soral.

Un formidable scoop !

- La CIA a-t-elle vendu illégalement des armes ? - LePoint.fr

CIA, traduire en anglais : Criminel International Association.

Le très réactionnaire Le Point auquel BHL réserve ses chroniques haineuses contre la terre entière à l'exception toutefois d'Israël, est semble-t-il en mal de légitimité ou plutôt de lecteurs, ce qui est normal puisqu'il les prend pour des ignares finis ou disons-le des cons, ce qui n'est pas très flatteur pour eux.

Quand il ne verse pas dans le jésuistisme ou ne se livre pas à des tautologies ou des sophismes de bas étages, c'est pour leur servir à la pelle des lieux communs qu'ils connaissent pas coeur à en faire des indigestions ou leur filer la migraine.

Certains lecteurs partageant l'idéologie néolibérale de ce torchon s'en accommoderont pour se livrer aux mêmes pratiques, ils y verront peut-être une simple opération de communication pour se donner un vernis démocratique ou objectif, ou alors un exercice de propagande destiné à blanchir ceux qui parmi les gouvernants savaient pertinemment que la CIA vendaient des armes aux différents belligérants engagés dans des conflits à travers le monde ou aux "*ennemis*" déclarés des Etats-Unis, et qui avaient feint à l'époque de l'ignorer, car voyez-vous c'était un secret bien gardé jusqu'à ce qu'une agence de presse de la CIA, le New York Times, décide un beau matin de le revèler à la face du monde, au passage, quelle belle démocratie tout de même les Etats-Unis ! C'est peut-être là aussi le mot de la fin, alors que son hégémonie est menacée dans le monde.

D'autres lecteurs, sans doute la majorité, ceux qui ont pris l'habitude de fréquenter des portails indépendants ou extérieurs aux grands médias, n'apprécient pas vraiment qu'on leur serve des plats cent fois réchauffés en les faisant passer pour des plats du jour, on en veut pour preuve la dizaine de commentaires d'internautes qui figuraient à la suite de cet article qui tous se moquaient du Point sans mâcher leurs mots.

Aux Etats-Unis, quasiment aucun grand quotidien ou média ne peut publier une information contraire aux intérêts du Pentagone, de la CIA, de la Fed ou Wall Street et bien d'autres acteurs de premiers plans, c'est devenu impossible. Et quand cela se produit, c'est uniquement dans le cadre d'une opération de propagande, il faut chercher ailleurs la véritable intention et l'objectif de leurs commanditaires.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- 400 mercenaires américains luttent, en Ukraine, contre les pro-Russes french.irib.ir 12.05

Environ, 400 mercenaires d'une entreprise américaine, opèrent, en Ukraine, aux côtés des soldats et de la police ukrainienne, dans des opérations contre les séparatistes pro-Russes, affirme le journal allemand, "*Bild am Sonntag*" (BamS).

Selon des informations, basées sur des communications radio entre des centres de commandement de l'armée russe, interceptées par l'agence de surveillance américaine, NSA, et transmises, ensuite, aux services secrets allemands, (BND), les mercenaires américains coordonnent et dirigent des opérations de guérilla contre les séparatistes pro-Russes, autour de l'enclave de Slaviansk. Ces 400 mercenaires travaillent pour "*Académie*", plus connu sous son ancien nom de "*Blackwater*", une entreprise de sécurité, qui avait été privée de contrat par l'armée américaine, en Irak, après une fusillade sur des civils, en 2007, précise le "*BamS*". Le journal précise, toutefois, ne pas savoir qui a passé le contrat avec "*Académie*". french.irib.ir 12.05

En complément

- Pour Schröder, l'Europe est la principale responsable de la crise en Ukraine - LePoint.fr

- Ukraine: un référendum "*juridiquement nul*" pour Kiev - L'Express.fr

- Ukraine : 400 mercenaires américains aux côtés de l'armée ukrainienne - LePoint.fr

2- Afrique du Sud

- L'ANC remporte les législatives en Afrique du Sud avec 62% Reuters

Le Congrès national africain (ANC) a remporté les élections législatives de mercredi avec 62,16% des suffrages, a annoncé vendredi la commission électorale.

Le principal rival de l'ANC, l'Alliance démocratique, recueille 22,22% des voix et l'EFF (Combattants de la liberté économique, parti de gauche) 6,35%. Reuters 09.05

3- Indonésie

- Indonésie: victoire confirmée de l'opposition aux législatives AFP

Les résultats officiels des législatives du 9 avril en Indonésie ont confirmé vendredi la victoire du principal parti d'opposition, ouvrant la voie à l'élection du charismatique gouverneur de Jakarta lors de la présidentielle de juillet.

Le Parti démocratique indonésien de la lutte (PDI-P) est arrivé en tête avec 18,95% des suffrages, a annoncé la Commission électorale.

Les résultats officiels ont également confirmé la déroute du parti du président sortant, Susilo Bambang Yudhoyono, éclaboussé par de multiples scandales de corruption. Sa formation, le Parti démocratique, n'a rassemblé qu'environ 10% des voix, soit la moitié de ce qu'elle avait obtenu lors des précédentes législatives de 2009.

Le score du PDI-P est toutefois inférieur aux 25% dont il était crédité par nombre d'instituts d'opinion, ce qui pourrait compliquer la tâche pour la présidentielle du gouverneur de la capitale, Joko Widodo, surnommé "Jokowi", très probable candidat de cette formation.

Très populaire dans le pays, en particulier parmi les plus démunis, Jokowi devrait trouver face à lui lors de la présidentielle du 9 juillet l'ancien général Prabowo Subianto, accusé de violations des droits de l'homme, et le magnat très controversé Aburizal Bakrie.

Le parti de M. Subianto, le Gerindra, a remporté 11,81% des voix, tandis que le Golkar de M. Bakrie, ancienne formation de l'ex-dictateur Suharto, a rassemblé 14,75% des suffrages.

La loi électorale indonésienne stipule qu'un parti doit avoir réuni 25% des suffrages lors de législatives, ou 20% des sièges parlementaires, pour pouvoir présenter un candidat à la présidentielle.

Les négociations allaient donc bon train entre les plus petites formations et les grands partis, en particulier autour du PDI-P, qui cherche à rallier le plus grand nombre possible de soutiens pour assurer sa victoire à la présidentielle.

Le parti NasDem (6,7% selon les résultats officiels) et le Parti du sursaut national (9%) ont déjà apporté leur soutien au PDI-P mais ce dernier devrait chercher le rassemblement le plus large possible.

La lenteur du décompte officiel a suscité de nombreuses plaintes de fraudes électorales et d'achat de votes, une pratique très répandue dans ce pays de 250 millions d'habitants, nation musulmane la plus peuplée de la planète. AFP 09.05

SOCIAL

1- Chili

- Chili : des dizaines de milliers d'étudiants dans la rue - LeMonde.fr

Ils n'ont pas oublié les promesses électorales et entendent le dire haut et fort. Des dizaines de milliers d'étudiants chiliens, 40 000 selon la police, ont à nouveau manifesté, jeudi 8 mai, à Santiago du Chili, pour presser Michelle Bachelet de prendre des mesures promises en matière d'éducation.

Ils réclament le rétablissement de la gratuité de l'éducation, comme cela était le cas avant la dictature du général Pinochet, mesure sur laquelle Mme Bachelet a largement bâti sa campagne électorale, alors que des manifestations similaires, qui ont parfois dégénéré, avaient émaillé le mandat son prédécesseur.

Si cette réforme doit être financée par une réforme fiscale actuellement en cours d'adoption au Congrès, les leaders étudiants ont déclaré, jeudi, que le pouvoir n'avait pas encore clairement dit quels changements allaient être apportés dans le domaine de l'enseignement.

En grande partie pacifique, leur manifestation a été émaillée de quelques incidents violents vers la fin, la police tirant des gaz lacrymogènes tandis que des étudiants lançaient des projectiles et mettaient le feu à une voiture. Un policier a été blessé. LeMonde.fr 08.05

2- Venezuela

- Nouveaux affrontements au Venezuela, un policier tué - Reuters

Une opération lancée par les forces de sécurité vénézuéliennes contre des militants hostiles au président Nicolas Maduro a déclenché de violents affrontements qui ont fait un mort parmi les policiers.

Le coup de filet, qui visait jeudi avant l'aube quatre campements tenus par les contestataires, dont l'un érigé depuis des semaines dans le centre de Caracas, a débouché sur l'arrestation de plus de 200 personnes.

Par la suite, des centaines d'opposants et de riverains ont défilé dans les rues, élevé des barricades et des manifestants masqués ont lancé des pierres ainsi que des cocktails Molotov.

Un policier, touché selon des témoins par des tirs venus des immeubles voisins, a été tué et cinq autres personnes ont été blessées, d'après le bilan fourni par les autorités.

"*Un tireur embusqué a tué ce policier alors qu'il nettoyait les débris laissés par de violents protestataires, de véritables meurtriers*", a déclaré Nicolas Maduro, le visage grave, lors d'une allocution. "*Il a été tué de façon ignoble.*"

Le ministre de l'Intérieur, Miguel Rodriguez Torres, a annoncé que 243 personnes avaient été interpellées. Les forces de sécurité ont également mis la main sur de la drogue, des armes et des explosifs, a-t-il ajouté à la télévision nationale.

Cet arsenal, a-t-il affirmé, "*servait tous les jours à des confrontations violentes avec les forces de sécurité*".

Le mouvement de protestation qui a secoué le Venezuela en février-mars a perdu de son intensité, les opposants semblant intégrer le fait que Maduro, le successeur d'Hugo Chavez, ne serait vraisemblablement pas poussé vers la sortie.

Au plus fort de la contestation, les affrontements ont fait une quarantaine de morts et près de 800 blessés, selon les bilans des autorités. Au total, 3.000 personnes ont été interpellées et, après l'opération menée jeudi, 450 personnes environ sont toujours détenues.

Les premières manifestations, début février, entendaient dénoncer les pénuries alimentaires et d'autres produits de première nécessité de même que l'inflation et l'insécurité.

Le mouvement s'est mué par la suite en contestation contre le pouvoir de Maduro, qui a dénoncé en retour des velléités de coup d'Etat. Reuters 09.05

Ce qu'ils appellent "*contestation*", ce sont les milices fascistes qui sont entrées en action...

Haut de page

Le 13 mai 2014

CAUSERIE

18 nouveaux articles ont été ajoutés. La suite plus tard ou demain matin, je dois faire des courses...

Haut de page

Le 14 mai 2014

CAUSERIE

J'actualise le site comme je peux, la chaleur est écrasante...

La définition du sionisme, la plus fantastique imposture des temps modernes avec le IIIe Reich.

Voilà une excellente définition de l'Etat d'Israël. Devinez qui en est l'auteur.

- "*Un Etat qui refuse la contamination des races doit devenir un jour maître de la Terre*".

Réponse : Adolf Hitler, Mein Kampf.

Qui a inspiré qui ? Suivez l'ordre chronologique et vous aurez la bonne réponse, l'Etat juif de T. Herzl a été publié en 1896.

Dans l'Etat sioniste d'apartheid, ce sont les Palestiniens qui doivent être éliminés ou dégager. C'est bien J. Attali qui a déclaré que Jérusalem devrait être la capitale du monde, privilège revenant au peuple juif (selon ses termes) qui est supérieur à tous les autres, ne serait-ce qu'au regard de ses prix Nobel, scientifiques, etc. par rapport à la population juive. Il a même été jusqu'à dire ouvertement que c'était normal que les juifs imposent leur volonté au reste du monde, voire la vidéo dans le site. Il parlait au nom des juifs sans leur demander leur avis, la parole d'un banquier vaut pour tous les juifs, même celui qui est dans la misère ou trime comme un esclave... en Israël.

En complément.

- Israël : de plus en plus d'enfants palestiniens placés en isolement carcéral - LeMonde.fr

- L'image d'Israël ternie par la montée du vandalisme raciste - Lexpress.fr

- Ehud Olmert condamné à six ans de prison en Israël - Reuters

Alors interdiction des organisations d'extrême droite et les milices sionistes fascistes, Crif et LDJ !

- Les juifs de France doivent être mieux représentés - LeMonde.fr

Les véritables dictateurs osent tout, ils n'ont plus de limites. Le monde à l'envers.

- "*Poutine n'est pas Hitler, mais...*" - L'Express.fr

- Kiev menace de poursuivre la Russie en justice et l'accuse de lui avoir volé du gaz - LeMonde.fr

A quoi ça sert ?

Lu dans un article.

- L'instauration d'une police de la pensée (...) en donnant le pouvoir et les moyens à divers groupes et associations pro-système de dénoncer, discréditer, poursuivre en justice et même attaquer physiquement (nervis antifas, LDJ, etc.) les dissidents.

Effectivement, c'est la gauche et l'extrême gauche qui encouragent les milices fascistes à passer à l'action et les légitiment au passage.

L'article que nous ne mettrons pas en ligne.

- Ce que disait Jaurès (1) - Un lecteur du Grand Soir - 9 mai 2014

Socialiste en paroles, impérialiste en actes, pratiquement tous ses discours étaient ponctués d'envolées lyriques vantant la nation ou l'intérêt général, la grandeur, le destin de la France.

L'alliance du nationalisme et du socialisme peut donner un cocktail terrifiant en régime capitaliste. Si vous remplacez nationalisme par européanisme et mondialisme vous aboutirez un cocktail qui n'aura rien à envier au premier, il en sera la réalisation sur une échelle plus grande, ajoutons à un degré plus profonde et durable, plus dangereux encore car il affectera le destin de l'humanité ou de la civilisation humaine sur une période plus longue, peut-être même qu'il leur sera fatal, qui sait ?

C'est le discours de nos jours que l'on trouve dans la bouche du PS et du gouvernement, de tous ceux qui refusent de rompre avec l'Union européenne, l'ONU et l'OTAN.

L'extrême droite et le fascisme sont les alliés naturels du parti de l'ordre qu'il se présente en tant que représentant officiel du capital ou qu'il se présente sous un faux masque ou une fausse bannière, celle du socialisme, de l'écosocialisme.

L'extrême droite et le fascisme sont des produits du capital, des armes de guerre contre le prolétariat et le mouvement ouvrier, le PS et ses satellites étant des piliers du régime qui a un moment donné à besoin de recourir à l'extrême droite et au fascisme pour continuer de gouverner, ils ne les combattent pas, ils s'en servent pour affaiblir et diviser la classe ouvrière et ses représentants, au delà pour les réprimer ou les liquider si nécessaire. Il s'agit là d'un simple constat, d'une simple observation que chacun peut faire librement.

Le PS et ses satellites ne sont pas d'extrême droite ou fasciste, ils en sont les alliés, ce n'est pas tout à fait pareil, les uns et les

autres servent les intérêts du régime en place, assurent sa survie chacun à leur manière en se distribuant les rôles, aucun n'a de rapports avec les travailleurs ou leurs besoins, leurs droits sociaux ou politiques qu'il s'agit au contraire de liquider pour le compte du capital. Et quand la gauche et l'extrême gauche apportent leur soutien au PS ou ses satellites ou encore au gouvernement, ils en sont les complices, conscients, car leurs dirigeants savent aussi bien que nous quelle est la fonction et la place de l'extrême droite.

Le PS confisque le socialisme pour le mettre au service du nationalisme, de l'européanisme ou du mondialisme, de la dictature du capital dans sa forme la plus brutale et abjecte qui soit. Aussi, défendre le socialisme nécessite de combattre à la fois le nationalisme, l'européanisme et le mondialisme et interdit tout rapport ou toute liaison avec le PS et ses satellites, sinon notre combat sera inefficace car incohérent et manquant de rigueur sur les principes, c'est un euphémisme, incompréhensible, personne ne nous prendra au sérieux à raison.

Le PS est le pire fossoyeur du socialisme, et pour se vêtir de son masque, commettre ses méfaits en son nom, il est le pire ennemi de la classe ouvrière, autant que le FdG, les staliniens, néo-staliniens, qui sont anticommunistes. Détourner les masses exploitées du socialisme, empêcher ses éléments les plus déterminés à trouver la voie du socialisme, interdire aux travailleurs de trouver une issue à la crise du capitalisme conforme à leurs intérêts, dévoyer leurs combats, empêcher qu'ils se rassemblent et construisent un puissant parti ouvrer révolutionnaire, telle est l'une de ses principales fonctions pour le compte du régime en place.

Le PS est également antimarxiste, antimatérialiste. Dans ses écrits à caractère phylosophique Jaurès n'aura de cesse d'allier matérialisme et idéalisme comme s'ils étaient interchangeables ou possédaient le même pouvoir, comme si la réalité procédaient de l'un ou de l'autre, perdant de vue que la matière précède le verbe et que quelle que soit l'action de la pensée sur la matière, c'est toujours la matière qui a le dernier mot, ce qui reste et qu'on peut observer, qui trouve une utilité sociale, qu'on en connaisse ou non l'origine ou l'historique importe peu ou n'a aucune influence sur son existence.

Pour le matérialiste, l'idée jaillit de la matière, du rapport de l'homme à la matière, dans son cerveau. Pour l'idéaliste, la matière est issue du cerveau de l'homme, il pense ou sécrète en quelque sorte la matière, il se l'accapare en pensée ou lui donne l'illusion d'en sortir, alors qu'en réalité elle existe indépendamment de lui, elle n'a pas besoin de lui pour exister. Et toutes les fois où l'homme intervient sur la matière, le produit qui en est l'aboutissement est la matière elle-même sous une forme ou une autre et non une idée qui pourrait se décliner à l'infini de telle sorte que toute connaissance serait rendue impossible. Autrement dit, quand la pensée agit sur la matière, pour la transformer, c'est un ensemble d'éléments matériels qui sont mis à contribution, la force de travail par exemple, qui mettant en mouvement le cerveau et des muscles fait appel à la matière encore une fois. La pensée ou l'idée occupe une place intermédiaire entre la matière et son devenir.

Le rapport de la pensée à la matière est comparable au rapport M-A-M décrit dans Le Capital, marchandise, argent, marchandise, pour le matérialiste. Pour l'idéaliste il serait plutôt spéculatif A-M-A ou mieux A-A à l'époque de l'impérailisme et plus particulièrement encore du néolibéralisme, la matière a disparu, tout comme on ne parle plus de progrès social, de société meilleure, encore moins de la changer, poussé à l'extrême l'idéalisme coïncide avec la sclérose, le fossilisation, la lobotomisation du cerveau, produit d'une régression sans fin fatale à l'idée absolue puisqu'il ne s'agit plus que de subir notre destin, celui que nos maîtres nous imposent, toute action sur la réalité étant devenue impossible une fois spoliés de tous nos droits politiques.

Le PS est l'ennemi du progrès social, tout comme il est l'ennemi de la connaissance en général, il est l'ami de régimes profondément obscurantistes comme celui de Riad, Doha ou Tel-Aviv par exemple. Il affectionne ce qui est décadent, libertin, porte les marques de la luxure et de la débauche, il s'entoure d'intellectuels médiocres, d'artistes dont il flatte la mégalomanie, la putréfaction à l'oeuvre du régime transpire de toutes ses pores. A ses yeux présentent du talent ou méritent une attention particulière, seulement ceux qui font acte de soumission envers le régime et développent une hypocrisie pour ainsi dire naturelle pour le cacher et faire partager aux autres leurs idées, de telle sorte qu'ils agissent comme des agents (populaires) diffusant sournoisement la propagande ou l'idéologie du régime. En échange de quoi ils sont grassement rémunérés, passent régulièrement à la télé, obtiennent des rôles ou des contrats, des chroniques dans les médias, etc.

Je peux penser un arbre, il ne poussera jamais. Pour qu'il pousse il faudra que je le plante. Si je m'arrête à l'idée qu'il faut que je le plante, il ne poussera jamais, donc l'idée ne suffit pas, il va falloir que je passe à l'action... Il en va de même pour changer la société et le monde, c'est parfaitement possible.

Offensive anticommuniste

- Aujourd'hui l'URSS, ce n'est pas la Russie, c'est l'empire étasuno-européen. - Dominique Muselet

Ne vous fiez pas au titre qui est trompeur, ainsi qu'aux bonnes intentions affichées par l'auteur de cet article. La preuve, l'auteur se livre à un amalgame entre l'URSS sous l'emprise de la dictature stalienne et le communisme. La dernière phrase de son article.

- Il ne faut pas oublier que ce sont les populations de Russie et des autres pays de l'URSS qui furent les premières victimes du communisme et de son Apparatchik, comme nous sommes aujourd'hui celles du capitalisme et de ses sbires.

Le communisme n'a jamais existé nulle part dans le monde, rappelons-le.

Et les bases du socialisme ont été détournées de leurs objectifs dès la mort de Lénine en 1924 (où déjà avant lorsqu'il était malade), les avantages sociaux et politiques issues de la révolution de 1917 qui devaient profité aux masses russes furent confisquées par une caste parasitaire de bureaucrates rustres, incapables, cupides et cyniques, contre-révolutionnaires, anticommunistes...

Affirmer que les Etats-Unis et l'Union européenne reprennent à leur compte les méthodes de la dictature stalinienne pour spolier les travailleurs de tous leurs droits sociaux et politiques, c'est une observation que l'on peut partager, mais quand ensuite c'est pour prétendre que l'URSS c'était le communisme, c'est non seulement se livrer à une grotesque falsification de la réalité, c'est s'adonner à un exercice de faussaire que ne renieraient pas les plus farouches anticommunistes qui soient, c'est finalement faire en sorte que les travailleurs et militants ne se tournent pas vers le communisme ou le socialisme qui est la seule alterntaive au capitalisme, qu'ils se détournent du marxisme au profit de l'idéologie de la classe dominante, c'est finalement oeuvrer pour le compte de la réaction.

Que ce genre d'articles figurent dans le portail dénommé Le Grand Soir, le range parmi les portails contre-révolutionnaire, stalinien. Donc un avertissement aux jeunes lecteurs ou non aguerris, faites très attention aux articles que vous lisez et qui sont publiés par ce portail, ne perdez jamais de vue quelle en est la nature. En cas de doutes, écrivez-nous.

En complément. Le fascisme à la sauce hongroise.

- Un ex-communiste hongrois de 92 ans coupable de crimes de guerre - Reuters

La justice hongroise a reconnu mardi un ancien haut responsable du parti communiste, Bela Biszku, coupable de crimes de guerre commis durant la répression du soulèvement de 1956.

Il s'agissait du tout premier procès jamais tenu en Hongrie à l'encontre d'un ancien dirigeant communiste. Bela Biszku, aujourd'hui âgé de 92 ans, a été condamné à cinq ans et demi de prison.

Il était jugé pour son rôle au sein d'un comité du parti communiste qui avait pris part à la répression et avait, selon les procureurs, ordonné d'ouvrir le feu sur des civils lors de manifestations à Budapest et à Salgotarjan en décembre 1956. Reuters 13.05

Qui l'a jugé, un tribunal composé de militants ayant participé au soulèvement de Budapest en 56 ou le ministère de la justice d'un régime ultranationaliste frayant avec l'extrême droite et le fascisme ? La seconde version est la bonne, aussi nous dénonçons ce procès qui n'est pas celui des crimes des staliniens hongrois ou du régime en place en 56 en Hongre, mais bien celui du communisme.

Présenter un "*ancien haut responsable du parti communiste*" comme un "*ex-communiste*" c'est déjà commettre une imposture parce qu'il n'y a jamais eu ni parti communiste ni communiste dans ce parti en Hongrie en 1956, et en faire un présumé "*coupable de crimes de guerre*" sert en réalité à diaboliser le communisme, à l'identifier au stalinisme, à en faire un monstre dont les travailleurs et militants doivent se détourner, au profit du fascisme sans doute.

Comment légitimer le régime néonazi de Kiev ?

- Le silence accablant de Kiev (Human Rights Watch)

L'homme sur les photos est Igor Kakidzyanov, le « *ministre de la défense* » de l'auto-proclamée « *République de Donetsk* » qui a rejeté l'autorité de Kiev et occupé des bâtiments publics dans l'est de l'Ukraine au cours du mois passé.

Le 6 mai 2014, le ministère de l'Intérieur ukrainien a indiqué qu'un groupe de « *séparatistes* » avaient attaqué un véhicule d'une unité spéciale de la police (milices nazis en fait - ndlr) qui circulait dans la ville de Mariupol. La police, selon le ministère, a tué un des assaillants et arrêté deux autres personnes, dont Kakidzyanov.

Dans la matinée du 7 mai 2014, un porte-parole de l'Assemblée social-national, une coalition de partis ukrainiens radicaux (ultra nationalistes d'extrême droite et néonazis - ndlr), a déclaré à des journalistes qu'il était « *personnellement en train d'interroger* » Kakidzyanov.

Comment cet homme, arrêté par la police, s'est-il retrouvé entre les mains d'un chef de parti radical ? (Parce que la police de Kiev et les néonazis ne font plus qu'un. -ndlr)

Pourquoi les autorités ukrainiennes ont-elles gardé le silence et rien fait après la publication des messages de Liachko ? (Quelle question débile !

Si Kakidzyanov a été impliqué dans des actes criminels, il doit être emprisonné et, à la suite d'une enquête appropriée, poursuivi conf ormément à la loi ukrainienne et internationale. (Parce qu'il est en droit d'espérer un procès équitable sous un régime fasciste ! - ndlr)

J'ai passé quelques heures à essayer de joindre quelqu'un au ministère de l'Intérieur, au bureau du procureur, au Conseil de sécurité nationale, au ministère de la Justice, et d'autres institutions gouvernementales. J'ai appelé quelques dizaines de numéros, mais personne n'a répondu. J'ai désespérément cherché un trace de réaction of f icielle à cette violation flagrante du droit local et international - mais je n'en ai trouvé aucune. (Cette ONG étatsunienne pourrie feint la naïveté pour mieux induire en erreur les lecteurs. - dlr)

J'espère que les homologues internationaux de l'Ukraine, y compris les gouvernements de l'UE et des États-Unis, auront plus de succès pour joindre les autorités ukrainiennes. J'espère aussi qu'ils leur expliqueront en termes sans équivoque qu'un tel traitement de détenu est inacceptable, et qu'ils doivent remettre immédiatement Kakidzyanov aux autorités officielles, faire respecter ses droits à une procédure régulière, et que les responsables de cette situation scandaleuse aient des comptes à rendre. (L'auteur de cet article s'adresse aux gouvernements de l'UE et des États-Unis qui ont mis en place de gouvernement néonazis, les couvrant au passage. - ndlr)

Bien pourri ce genre d'articles n'est-ce pas ? Publié par Le Grand Soir qui se veut de gauche, progressiste, etc. Un conseil, détournez-vous de tout ce qui peut avoir un lien de près ou de loin avec le PCF : partis, organisations, associations, groupes, ONG, comités, publications, portails, etc.

En complément.

- Sévices en tous genres contre des manifestants désarmés: Human Rights Watch dresse un sombre tableau du Venezuela - Slate.fr

- Syrie : une ONG affirme détenir des preuves solides d'attaques au chlore - Francetv info

Il s'agit de la même ONG..

Rappel. ... selon l'association NGO Monitor, elle reçoit des aides considérables de l'association caritative néerlandaise Oxfam Novib, laquelle finance la majeure partie de son budget grâce au gouvernement hollandais. (Siège du groupe Bilderberg ou de l'oligarchie financière anglo-saxonne)

Le journaliste néerlandais Paul Treanor affirme que HRW est « une entreprise conjointe de George Soros et du Ministère américain des affaires étrangères ». Ainsi, l'organisation elle-même annonçait en 2010 recevoir 100 millions de dollars de George Soros via l'Open Society Institute. (Wikipédia) Une couverture du Pentagone ou de la CIA.

ACTUALITE EN TITRES

Vive la crise !

- Records de clôture du Dow Jones et du S&P 500 malgré l'Ukraine - Reuters

- AT&T pourrait racheter DirecTV pour 50 milliards de dollars - Reuters

- Hillshire acquiert Pinnacle Foods pour 6,6 milliards de dollars - Reuters

- Un diamant jaune vendu plus de 16 millions de dollars - Libération.fr

Résistance passive... et offensive.

- Grève des éboueurs: le mouvement "*bien suivi*", selon la CGT - AFP

- Paris : Grève dans les établissements sportifs: «*Le mouvement pourrait encore s'étendre*» - 20minutes.fr

- Afrique du Sud/grève du platine: 3 mineurs non grévistes tués à Marikana - AFP

Deux mineurs ont été tués à la machette en se rendant au travail et le troisième a été attaqué chez lui, avec sa femme, alors que le groupe britannique Lonmin rouvrait sa mine de Marikana pour les non-grévistes lundi matin, a indiqué à l'AFP Livhuwani Mammburu, porte-parole du NUM. AFP 12.05

C'est ce qui arrive parfois ! Avis aux jaunes en France et autres briseurs de grèves.

- Pour Chassaigne, Mélenchon la joue trop «personnalisé» Liberation.fr

- Traité transatlantique: les députés FN voteront la résolution FG AFP

Le rejet de l'UE les rend fou !

- L'Europe est dans la France - Slate.fr

- Européennes 2014: Au Danemark, sexe, alcool et violences pour aller voter... Début de la campagne officielle - 20minutes.fr

- Européennes : Voteman compte faire voter, par la force, les Danois récalcitrants Francetv info

Le Folketing, le Parlement danois, veut s'adresser à tous les citoyens, sur le ton de la provoc, pour pousser les Danois vers les urnes le 25 mai, pour les élections européennes. Dans une animation qualifiée de trash sur les réseaux sociaux, publiée sur la page Facebook du très sérieux Folketing, Voteman, une dégaine de motard à moustache, une carrure de déménageur et une vie sexuelle débridée, le personnage en dessin animé dont tout Danois doit avoir peur, fera tout pour inciter la population à aller voter.

Du sexe et un peu de violence peuvent-ils réveiller les Danois ? Voteman, qui incarne tout cela, est extirpé de son île, entouré de jolies filles, pour amener tous les Danois à faire leur devoir électoral. Voteman est dorénavant celui qui fera voter, par la force, les Danois récalcitrants. Francetv info 12.05

Et le lendemain...

- Européennes 2014: Le Parlement danois retire une vidéo osée pour inciter à aller voter - 20minutes.fr

Tout faire pour que les électeurs aillent voter et légitimer l'UE qui ensuite ratifiera le traité de libre-échange transatlantique. Mode d'emploi du Front de gauche.

- Elections européennes : votons contre le «*Grand marché transatlantique*»! - Liberation.fr

- Européennes : des militants Front de gauche se jettent à l'eau déguisés en poulets - Francetv

"*Le GMT est un accord commercial qui autorisera bientôt le poulet à la javel dans nos assiettes.*" Des membres de l'équipe de campagne de Patrick Le Hyaric, tête de liste Front de gauche en Ile-de-France pour les élections européennes, ont revêtu des costumes de poulet dans des piscines parisiennes, sous les yeux de baigneurs médusés. (La Front de gauche fait tout pour discréditer le mouvement ouvrier, qui ne s'en est pas encore aperçu ? - ndlr)

La lutte contre l'accord de libre-échange transatlantique, négocié actuellement entre l'UE et les Etats-Unis, est au coeur de la campagne du Parti de gauche pour les élections européennes. (Foutaises, il roule pour l'UE. - ndlr)

"*C'est au parlement européen que cette histoire va se jouer (...) il est indispensable que les candidats aux élections disent leur intention en la matière. Nous, nous disons clairement que nous ne voterons pas en faveur de ce texte*", a déclaré François Delapierre lors d'une conférence de presse au siège du parti. (On en a rien à foutre, y participer, c'est s'en faire le complice, vendu ! - ndlr)

Fleur Pellerin, a jugé, jeudi 8 mai à Bruxelles, qu'il n'y aura "*pas d'OGM, pas de poulet chloré, pas de bœuf aux hormones*". Francetv et AFP 12.05

Bon, le poulet s'est envolé, il reste quoi ? Ben le fait que vous avez voté le 25 mai et que le traité en question va pouvoir être adopté tranquillement. N'était-ce pas l'objectif de cette opération du Front de gauche ? Ben ça se pourrait bien présenté de la sorte, maintenant que j'y pense. Un peu tard, mais ce n'est pas de votre faute.

Eh oui, ils vous manipulent, ce sont des professionnels, c'est leur gagne pain ! Pourquoi croyez-vous franchement que les médias nationaux leur font de la pub gratuitement, réfléchissez un peu.

On aurait honte seulement si on vous ressemblait.

- Ayrault : «*Cessons d'avoir honte d'être des Européens !*» - Liberation.fr

Amalgame digne de l'extrême droite

- Ayrault appelle à combattre l'europhobie et le populisme - Reuters

Le FN légitime l'Union européenne, il en est un allié sûr... comme à Kiev !

- Elections européennes : Marine Le Pen mise sur un score élevé des eurosceptiques et veut arrêter la "*machine folle*" de l'UE - Atlantico.fr

Cynisme

- Martin Schulz: «*Je comprends le désespoir des Européens*» - 20minutes.fr

L'Europe des ex-droits sociaux : Boycott !

- Devant les ex-salariés de Gad, Martin Schulz s'engage pour une Europe des droits sociaux - Liberation.fr

Intox

- Comment les entreprises tentent de limiter les risques psychosociaux en période de crise - 20minutes.fr

On achèvera bien les négriers et leurs larbins... Ils craignent que le risque change de camp ?

- Suivre à la trace les avions pour éviter le drame du vol MH370 AFP

Les technologies existent, mais... AFP 13.05

Demandez la notice au Pentagone ou à la CIA, ils sont les spécialistes en disparition (et subtilisation) d'avions depuis le 11 septembre 2001... Ils nous prennent vraiment pour des cons, normal la majorité l'ignore.

- La charge de Terra Nova contre la politique économique de la zone euro - L'Express.fr

La France, elle, se distingue : elle a pratiqué une austérité par l'impôt et non par la réduction de la dépense, a maintenu le rythme de progression des salaires et limité la déréglementation du marché du travail. Et elle ne s'en porte pas plus mal, affirment les auteurs de l'étude. L'Express.fr 13.05

- L'ambassadeur de Jordanie en Libye a été libéré - Reuters

Normal, la Jordanie sert de camp d'entraînement aux djihadistes fascistes encadrés par des instructeurs américains, britanniques, français et bien sûr israéliens.

Ah ces sales profs ! Et que dire de ces "***mauvais***" parents !

- Incompréhensions, défiance… Le dialogue parents-enseignants au point mort - LeFigaro.fr

Près de la moitié des parents ne se sentent pas assez écoutés et soutenus par les professeurs. LeFigaro.fr 13.05

La bouche pleine. Parole de réac.

- Arrêtons de plaindre les profs: ils ne sont pas mal payés et leur métier n'est pas mal considéré - Slate.fr

Leur société à la dérive.

- Incivilités dans les transports parisiens: «*C'est de plus en plus du chacun pour soi*» - 20minutes.fr

- Des agriculteurs excédés contre les rodéos de motocross dans leurs champs - Francetv info

Deux agriculteurs du Pas-de-Calais portent plainte contre des motards d'enduro qui ravagent leurs cultures à grands coups de dérapages en plein champ. Depuis le mois de janvier, les rodéos ont lieu sur leur terrain quasiment chaque week-end, et aucune arrestation n'a encore eu lieu.

Provocation. Objectif atteint.

- Les actes homophobes ont flambé de 78% en 2013 selon SOS Homophobie - 20minutes.fr

- Une agression homophobe tous les deux jours en 2013 - Liberation.fr

Les insultes représentent 39 % des actes, et les agressions physiques, 6 %, selon l'association SOS Homophobie. LeMonde.fr 13.05

Cela fait 39 + 6 = 45%. Et les 55% restants, des intentions, une pure invention ?

Pour ma mère de 80 ans, ex-blanchisseuse, épouse d'un menuisier en bâtiment, très arriérée, les gays sont toujours des pédés. Quand à mon épouse Magueswary et ma seconde compagne Selvi d'origine indienne, toutes deux encore plus arriérées que ma vieille mère, elles trouvent cela "*dégueulasse*". Elles doivent partager la perception qu'ont des homosexuels des dizaines de millions de travailleurs en France ou des centaines de millions en Inde, des milliards à l'échelle de la planète qui demeurent arriérés.

Question : Toutes les lois du monde n'y changeant rien, les inquisiteurs du PS, de gauche et d'extrême gauche vont ils préparer une immense bûcher pour immoler tous et toutes les homophobes du monde ? Au passage, une bonne petite guerre mondiale pourrait faire leur affaire, qui sait, ne font-ils pas tout pour la rendre possible ?

Nous, nous préfèrerions que tous les exploités et les opprimés se rassemblent et se soulèvent pour en finir avec le capitalisme qui est à l'origine de tous les rapports sociaux et de leur état d'arriération, de les maintenir dans l'ignorance, soyons sûrs que nos amis homosexuels apprécieront qu'enfin on décide de traiter leurs problèmes à la racine, sérieusement.

En complément. Exhibitionnisme. Provocation

- Un club de lecture seins nus sur les pelouses de Central Park à New York - Francetv info

Les Américains emboîtent le pas aux Allemands, demain se sera au tour de la France...

Gravement diminuées, grabataires... quel bonheur !

- Près de 90% des personnes âgées sont heureuses - LeFigaro.fr

Le bonheur ne vient jamais seul...

- Soupçons de maltraitance dans une maison de retraite à Strasbourg - Liberation.fr

Haro sur l'Afrique !

- Lycéennes enlevées: Deux ex-premières dames contre Boko Haram -20minutes.fr

Carla Bruni et Valérie Trierweiler seront au Trocadéro ce mardi pour soutenir la cause des lycéennes nigérianes enlevées. 20minutes.fr 12.05

Je propose qu'on échange ces truies contre ces malheureuses lycéennes.

- Boko Haram: Hollande a "*demandé aux Américains et aux Britanniques*" de participer au sommet de Paris - AFP

Pour un nouveau partage ?

En complément. Les affameurs sont les mêmes.

- 30% : la part des DLC (dates limites de consommation) qui seraient raccourcies pour augmenter les ventes - Atlantico.fr

Bienvenue chez les réacs.

- CDI, temps de travail, smic et fiscalité des comportements : ces rigidités françaises qui coûtent tellement cher à ceux qu'elles sont censées protéger - Atlantico.fr

- Henri de Castries - AXA : "*Les excès de dépenses publiques et les charges sont des boulets aux pieds*" - Atlantico.fr

- Gattaz : «*Hollande et Valls ont compris que les patrons ne sont pas des salopards*» - LeParisien.fr

En famille, quoi...

- Pierre Gattaz estime mériter "*des félicitations*" sur son salaire - LePoint.fr

- Arrêtons de plaindre les profs: ils ne sont pas mal payés et leur métier n'est pas mal considéré - Slate.fr

- Pierre Moscovici : "*La gauche, ce n'est pas la dépense publique, c'est le sérieux et la justice*" - Atlantico.fr

Nouvelles d'Ukraine et de Russie

- Ukraine: La «*république de Donetsk*» demande à être rattachée à la Russie - 20minutes.fr

- Ukraine: L'élection présidentielle n'aura pas lieu à Donetsk, annonce un chef rebelle - 20minutes.fr

- Ukraine : le maire de Sloviansk appelle l'armée russe à l'aide - Francetv info

- Ukraine: la Russie menace de couper ses livraisons de gaz à partir du 3 juin - AFP

Stratégie du chaos.

- Irak: au moins 25 morts dans des attentats anti-chiites à Bagdad - AFP

L'Empire s'empare de l'Afrique.

- Centrafrique : sanctions des Etats-Unis contre l'ex-président François Bozizé - LeMonde.fr

- Lycéennes enlevées : des pilotes américains survolent le Nigeria - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Le terrorisme jihadiste se dirige vers la Russie - french.irib.ir

Selon le journaliste de Fars, les terroristes tchéchènes en guerre jusqu'ici contre l'Etat et l'armée syriens change de destination pour la Russie. des dizaines d'entre eux ont déjà quitté la Syrie pour la capitale géorgienne, Tblissi où ils se sont déployés dans la vallée de Pankis, prêts à s'infiltrer dans le territoire russe. le premier mai un premier "*contingent*" composé de 97 combattants tchéchènes a quitté la capitale jordanienne à bord d'un vol qui les a conduits à Istanbul avant qu'ils le quittent à son tour pour Tblissi. Certains de ces terroristes tchéchènes se sont installés dès les années 50 en Jordanie et le père de l'actuel roi, lui même parachuté

en Jordanie depuis sa terre natale en Arabie saoudite, employait les tchéchènes dans sa garde présidentielle. Ces "*soldats tchéchènes du roi Hossein*" partent aujourd'hui pour une nouvelle " *aventure terroriste*", cette fois dirigée contre la Russie de Poutine.

Depuis que la crise a éclaté en Ukraine, les Etats-unis et l'Arabie saoudite ont décidé d'imprimer une nouvelle destination au commerce très fructueux qu'est le terrorisme et d'en étaler les ingrédiants en Russie. Une majorité des terroristes en action en Syrie ont la nationalité tchéchène et saoudienne et ils ont entre autre mission celle d'aider les soldats ukrainiens dans leurs combats contre les fédéralistes de l'est de l'Ukraine. Selon certaines sources, l'ex chef du renseignement saoudien, Bandar Sultan dirige depuis Kiev ces opérations anti-russe, lui qui ne pardonnera jamais Poutine de lui avoir infligé une cuisante défaite en Syrie. french.irib.ir 12.05

Syrie

- Les Etats-Unis ont perdu la guerre en Syrie (The Guardian) - french.irib.ir 12.05

Le quotidien britannique The Guardian cite plusieurs responsables iraniens qui disent unanimement que les Etats-Unis ont perdu la guerre en Syrie. Dimanche, The Guardian a publié un article qui réunit les propos de plusieurs responsables et analystes iraniens à propos de ce qui se passe actuellement en Syrie. Toutes ces personnalités croient que Washington a perdu la guerre syrienne, tandis que le gouvernement de Damas et son allié iranien seraient les gagnants. Le président de la commission de la sécurité nationale et de la politique étrangères de l'Assemblée islamique d'Iran, Alaeddin Boroujerdi a déclaré au journaliste du Guardian : « *Nous avons gagné. Le gouvernement de bachar Assad sera maintenu au pouvoir, tandis que les Etats-Unis doivent avouer leur échec* ». Il a estimé que les groupes terroristes liés à al-Qaïda et les terroristes qui sont financés directement par certains pays arabes de la région constituent la plus grande menace contre le peuple syrien. M. Boroujerdi a évoqué aussi la présence des terroristes qui sont venus des pays européens, en estimant que le retour de ces terroristes dans leurs pays d'origine, dont la Grande-Bretagne, pourrait être la source d'importantes préoccupations sécuritaires. The Guardian a interview aussi l'analyste politique iranien, Amir Mohebian : « *Nous avons gagné facilement la guerre en Syrie. Les Américains ne comprennent pas vraiment les réalités du terrain en Syrie. Ils voulaient renverser le gouvernement du président Bachar al-Assad, sans avoir une alternative pour son gouvernement. La seule chose que les Américains ont fait en Syrie c'est l'encourager les extrémistes d'y aller pour déstabiliser le pays.* » Selon M. Mohebian, il est nécessaires que le gouvernement syrien applique des réformes de manière progressive pour mettre fin au chaos.

Dans une interview avec The Guardian, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Majid Takhte-Ravanchi a déclaré : « *La communauté internationale doit prendre une position sérieuse à l'égard de l'extrémisme et le terrorisme en Syrie. Le monde doit exercer des pressions sur les pays qui soutiennent financièrement les extrémistes takfiris* ». Il a ajouté : « *Nous avons de bonnes relations avec le gouvernement syrien, mais cela ne signifie pas qu'il écoute tout ce que nous disons. Nous avons une présence diplomatique à Damas, et le gouvernement syrien n'a pas besoin d'être armé par un pays étranger* ». Le quotidien The Guardian a interviewé aussi le professeur Mohammad Marandi qui croit que les Américains avaient commis une grande erreur dans leur politique syrien : « *A mon avis, ils l'ont réalisé mais évitent de l'avouer. Si les Etats-Unis avaient accepté le plan de Kofi Annan en 2012, on aurait pu empêcher la poursuite de la crise en Syrie. Annan avait proposé un cessez-le-feu et le maintien de Bachar al-Assad au pouvoir jusqu'à la tenue de la présidentielle en Syrie. Mais Washington et ses alliés ont rejeté cette proposition.* » M. Marandi a ajouté : « *L'Iran savait qu'il n'y avait aucune alternative au gouvernement de Bachar al-Assad, et que la chute de son gouvernement permettrait aux extrémistes de contrôler la Syrie.* » french.irib.ir 12.05

SOCIAL

Turquie

- Explosion d'une mine en Turquie: Au moins 150 morts et 250 personnes bloquées 20minutes.fr

Plus de 150 mineurs ont été tués mardi dans l'explosion d'une mine et au moins 250 autres restaient bloqués 2 km sous terre au coeur de la nuit malgré les efforts de centaines de secouristes.

787 employés se trouvaient dans la mine de la province de Manisa, dans l'Ouest du pays, au moment de l'explosion a indiqué le ministre turc de l'Energie, Taner Yildiz. «*Nous en avons pour l'instant évacué 363, dont 151 morts*», a déclaré le ministre. *"Le temps ne joue pas en notre faveur*». Le spécialiste de l'industrie minière, Vedat Didari, a indiqué à l'AFP que le risque principal tenait au manque d'oxygène. «*Si les ventilateurs sont en panne, les mineurs peuvent mourir en une heure.*»

Selon les premiers témoignages, l'explosion a eu lieu vers 12h30 GMT, apparemment provoquée par un transformateur électrique, et a provoqué un effondrement bloquant les mineurs dans les galeries. Dans un communiqué, la compagnie minière Soma Komur a estimé que l'effondrement était «*un accident tragique*». Le ministère turc du Travail et de la Sécurité sociale a indiqué que la

mine avait été inspectée la dernière fois le 17 mars et qu'elle appliquait les normes en vigueur. «*Il n'y aucune sécurité dans cette mine. Les syndicats ne sont que des pantins et la direction ne pense qu'à l'argent*», a toutefois affirmé à l'AFP un mineur, Oktay Berrin.

Les explosions dans les mines sont fréquentes en Turquie en particulier dans celles du secteur privé où, souvent, les consignes de sécurité ne sont pas respectées. L'accident le plus grave est survenu en 1992 quand 263 mineurs ont été tués dans une explosion de gaz dans la mine de Zonguldak. 20minutes.fr 13.05

Haut de page

Le 15 mai 2014

CAUSERIE

La rubrique Articles d'actualité a été actualisée. Le portail Mondialisation.ca rencontre des problèmes techniques depuis une dizaine de jours, aussi ne figure dans les différentes rubriques que des articles d'autres sites ou médias.

La suite dans la journée ou demain. La saison des cyclone a commencé ici, la nuit dernière on a eu un gros orage avec quelques rafales de vent, plus de courant, pas de clim et peu dormi. Et je dois aussi m'occuper de mes affaires car personne ne le fera à ma place, Selvi est illettrée, analphabète, elle ne connaît même pas sa date de naissance, et Magueswary est toujours à Aubagne.

Je vous reparlerai plus tard de Selvi, sa vie qu'elle me raconte par morceaux est un véritable torrent de douleurs et de larmes. Elle n'est pas encore complètement affranchie, eh oui l'esclavage n'a pas été réellement aboli. A suivre.

A 18h45 en Inde.

J'ai mis un peu d'ordre dans le site.

ACTUALITE EN TITRES

God save the bankers

- La BCE appelle les banques à participer à la reprise économique - Reuters

- La Bourse de Lisbonne chute de 3,35%, plombée par les banques - AFP

- Des milliards de dollars d'amende pendent au nez de BNP Paribas - Liberation.fr

God save the richs.

- Londres, ville de milliardaires - AFP

Londres abrite plus de milliardaires que n'importe quelle autre ville au monde, et la Grande-Bretagne a la plus forte concentration de milliardaires par habitant que n'importe quel autre pays, selon des chiffres publiés samedi.

Selon cette étude réalisée pour le compte du journal The Sunday Times, Londres abrite 72 des 104 milliardaires du pays en livres sterling, loin devant Moscou (2e place avec 48).

New York est troisième (43), suivi de San Francisco (42), Los Angeles (38) et Hong Kong (34). Les 104 milliardaires vivant en Grande-Bretagne représentent des avoirs d'un montant total de 301,13 milliards de livres (368,75 mds EUR). L'an dernier, ils étaient 88 avec un patrimoine total estimé à 245,66 milliards (300,8 mds EUR).

La richesse combinée des milliardaires britanniques est aujourd'hui bien supérieure au niveau atteint en 2008 avant la récession : 201,99 milliards de livres (247 mds EUR).

Selon l'organisation caritative Trussell Trust, la plus importante banque alimentaire du pays, le nombre de personnes l'ayant sollicitée pour une aide alimentaire d'urgence a bondi de 163% en un an pour atteindre le nombre de 913.000 personnes fin mars.

Un chiffre qualifié de "*choquant*" par la banque alimentaire, d'autant plus qu'il n'inclut les personnes ayant recours à d'autres organisations ou encore les personnes ayant trop honte pour recourir à ce type d'aide. AFP 11.05

Ultra minoritaire, illégitime. Alors comment peut-il rester au pouvoir ? Pardi, la dictature, la Ve République.

- Nouveau record d'impopularité pour Hollande - AFP

- Hollande, plus impopulaire que jamais - Liberation.fr

- Salaires des fonctionnaires: Valls oppose une fin de non-recevoir aux syndicats - AFP

Enfin une bonne nouvelle, s'ils (les syndicats) bougeaient sur les salaires et que le privé leur emboîtait le pas, cela pourrait faire office de détonateur, qui sait, ils ne contrôlent pas tout...

- Alstom: GE est "*le meilleur projet industriel*", estime Ségolène Royal - AFP

La gourde Marie-Ségolène Royal n'existe qu'en se distinguant, de préférence en piétinant ses semblables. Elle a sa place au PS pour en avoir parfaitement compris le fonctionnement au sein des institutions.

Et voilà comment fut aboli l'exploitation de l'homme par l'homme !

- Le gouvernement planche sur un plan contre la traite des êtres humains - Liberation.fr

Ce sont des caractérielles !

- La directrice de la rédaction du « *New York Times* » quitte ses fonctions - LeMonde.fr

« *Les raisons de ce changement ne sont pas encore claires* », écrit le quotidien. Selon Politico, le départ de Jill Abramson serait lié à un problème de « *management* » et non à la qualité du journal produit sous son mandat. LeMonde.fr 14.05

- La directrice du quotidien Le Monde démissionne - Reuters

La directrice du Monde Natalie Nougayrède a annoncé mercredi qu'elle quittait ses fonctions, face au conflit qui l'opposait à une partie de la rédaction et aux démissions collectives à la rédaction en chef du quotidien. Reuters 14.05

Matracage et conditionnement des masses. Contrevérités à la pelle. Hystérie européiste.

Le vernis démocratique de la dictature de l'oligarchie financière.

- Le Parlement européen, soupape démocratique des institutions européennes - AFP

A en faire une jaunisse aiguë.

- Edouard Martin en campagne pour les européennes : "*Lâchez-moi avec Hollande !*" - Francetv info

Lâche tout court vous ira très bien... Il faut assumer...

Ni les requins !

- Européennes : «*La Réunion ne peut pas vivre sans Bruxelles*» - Liberation.fr

La réhabilitation manquée, et ce n'est pas par manque de foi !

- Le Parlement européen, un atout de poids pour l'Alsace - 20minutes.fr

Guerre idéologique. Communautarisme, obscurantisme et décomposition font bon ménage.

- Près d'une personne sur deux confrontée à la religion au travail - AFP

Comme plus de la moitié de la population est athée, cela ne fait plus que près d'une sur quatre, en étant généreux, et comme la plupart n'y pensent pas ou ne sont pas pratiquants, cela ne fait plus qu'une sur combien, sur 10...

- Les Verts militent pour les droits des « *trans* » - LeFigaro.fr

A Kiev pour ceux des nazis qu'ils estiment légitimes, ils sont comme cela les Verts, ils ne changeront pas...

- Lutte contre le sexisme: La journée «*Ce que soulève la jupe*» crée la polémique - 20minutes.fr

Inviter ceux qui le souhaitent, filles et garçons, élèves comme adultes, à porter une jupe ou un simple autocollant le temps d'une journée… 20minutes.fr 14.05

Cela doit être pour décourager ou dégoûter les garçons d'aller voir ce qu'il y a en dessous... Il ne leur restera plus qu'à fourer la main dans la poche de leur petit camarade assis à côté d'eux en classe pour aller voir ce qu'il y a au bout...

Et si elles portent des jupons comme les femmes indiennes sous leurs saris ? Eh bien il faudra mettre les deux mains, ballot ! Et après ? Quoi, t'es arrivé au bout elles ne portent pas de culottes... par mesure d'hygiène ou de confort, vous vous imaginiez quoi dégueulasses, pervers !

Ne cherchez pas comment ils ont pu les compter...

- 700 millions de femmes victimes de violences conjugales dans le monde - AFP

Selvi, mariée de force à 14 ans à un homme de 25 ans, une brute alcoolique. Elle m'a raconté qu'il lui attachait les poignets et les chevilles, ensuite il la violait, cela a duré une dizaine d'années, jusqu'à ce qu'il crève en lui laissant trois gosses qui sont aujourd'hui adultes. Tous les jours il la cognait, il fallait qu'il se détende quoi.

L'autre jour elle s'est effondrée en sanglot, je lui ai demandé ce qu'elle avait, elle m'a répondu que sa vie avait toujours été un cauchemar, rien que d'y penser la rend folle. Son cher et tendre époux est mort depuis 21 ans.

Cela dit, elle demeure esclave de sa famille, de ses enfants surtout, il lui a fallu s'endetter pour payer la dot de sa fille Kavida lors de son mariage, ce n'est pas 72.000 roupies que j'ai dû régler pour l'en affranchir, mais 130.000 roupies.

Et ce n'est pas fini, comme elle n'a rien déboursé pour son autre fille après qu'elle eut désobéi à sa mère, voilà que son tendre et cher époux se met à frapper sa fille, il exige 100.000 roupies de dot pour solder l'affaire, aussi Selvi verse une partie de son salaire à sa fille pour atténuer la fureur de son époux qui se foutrait bien que sa belle-mère tapine pour lui filer le fric qu'il exige d'elle. Difficile d'affranchir une esclave n'est-ce pas ? Il ne me reste plus qu'à m'en charger, en posant une condition, qu'elle cesse définitivement de vivre avec eux car ils vont continuer de lui pourrir la vie et de lui piquer son fric, et elle va devoir continuer à bosser comme une esclave 10 heures par jours pour les entretenir, ces deux filles ont déjà chacune trois gosses, qu'elles se démerdent avec. Mon épouse Magueswary et moi nous nous engageons à la prendre sous notre toit jusqu'à la fin de ses jours sans rien lui réclamer en retour et en lui fournissant tout ce qu'elle a besoin, quant à son salaire, elle le garde et elle en fera ce qu'elle veut, je n'ai pas l'âme de propriétaire d'esclaves.

Quand je vous dis parfois que la vie en Inde c'est dure, il faut être blindé et avoir bien la tête sur les épaules pour comprendre comment cela marche et comment se dépétrer de problèmes en apparence impossibles à résoudre.

Au fait, son frère, le deuxième, c'est le cadet de 7 enfants, il est marié avec la fille de Selvi, Kavida. C'était juste histoire de faire chier ces abrutis de féministes, je vous raconterai la suite une autre fois.

Dictature du nouvel ordre mondial. Déstabilisation et stratégie du chaos.

- Nigeria : les Etats-Unis déploient des drones de surveillance pour retrouver les lycéennes - Francetv info

- Venezuela: environ 80 arrestations lors d'une manifestation à Caracas - AFP

- Un groupe islamiste revendique l'attentat à Urumqi, en Chine - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Vous détestez la gauche, pas encore, on va vous aider.

Dans le registre des fausses annonces.

- Contre l'austérité, Terra Nova prône un « *nouveau consensus* » - liberation.fr 14.05

- Une autre politique européenne est possible. C'est la conviction du think tank de gauche Terra Nova (du PS-CFDT - ndlr), qui plaide pour «*un nouveau consensus*» européen. liberation.fr 14.05

Chacun sait que la crise du capitalisme interdit tout autre politique, ils commencent donc par un gros mensonge pour appâter les lecteurs naïfs ou ignorants, qui aspirent tout simplement à vivre mieux, ce qui est légitime.

- Selon une étude publiée hier, les réformes structurelles et la discipline budgétaire à l'œuvre ne sont «*ni nécessaires ni vertueuses*». liberation.fr 14.05

Tiens donc, nous feraient-ils mentir ? Lisons la suite, ils se rétractent ou disent exactement le contraire.

- Ce qui n'enlève rien à la nécessité de mener des réformes en France afin de «*juguler l'évolution de sa masse salariale*» et de remédier à ses problèmes de compétitivité. liberation.fr 14.05

Traduisons : Les "*réformes structurelles et la discipline budgétaire*" sont nécessaires si elles servent à "*juguler l'évolution de sa masse salariale*" et à "*remédier (aux) problèmes de compétitivité*" des entreprises et le tour est joué, c'est le discours du Medef.

Eh oui ! Car les "*réformes structurelles*" servent à "*juguler l'évolution de sa masse salariale*" et la "*discipline budgétaire*" sert à "*remédier (aux) problèmes de compétitivité*" des entreprises. CQFC.

Que cherchent-ils ?

Les Américains ou leurs agents à la manoeuvre ? Après avoir foutu le feu en Europe avec l'Ukraine, sorti les milices fasciste au Venezuela, avec la Russie et la Chine, plus le Moyen-Orient, il y a de quoi embraser le monde entier, non ?

- Emeutes contre la Chine dans le sud du Vietnam - Reuters

Des émeutes ont éclaté mardi dans des zones industrielles du sud du Vietnam durant des manifestations contre un projet chinois de forage pétrolier dans un secteur contesté de mer de Chine méridionale, ont déclaré mercredi les autorités.

Pékin a invité le Vietnam à respecter la souveraineté de la Chine et le ministère chinois des Affaires étrangères dit avoir activé des mécanismes d'urgence pour assurer la sécurité des entreprises chinoises sur place.

Le ministère a également jugé le Vietnam "*provocateur*" et annoncé l'augmentation de sa présence navale autour du projet de forage, situé près de l'archipel disputé des Paracels, où Pékin a interdit la navigation début mai.

"*Environ 19.000 ouvriers manifestaient contre la violation par la Chine des eaux territoriales vietnamiennes*", a déclaré Tran Van Nam, vice-président du comité populaire de la province de Binh Duong, à des journalistes locaux.

"*Certains ouvriers sont devenus furieux, ils ont détruit les portails des usines et pénétré dans les enceintes en appelant les autres ouvriers à faire grève.*"

La Chambre de commerce taiwanaise au Vietnam a déclaré que ces émeutes avaient provoqué de lourdes pertes pour un certain nombre d'entreprises taiwanaises prises à tort pour des entreprises chinoises. La société Formosa Plastics Group a dit avoir été la cible de pillages.

Singapour a également protesté car plusieurs usines appartenant à des entreprises singapouriennes ont été incendiées. La ville-Etat a demandé aux autorités vietnamiennes de rétablir l'ordre immédiatement.

Pékin revendique la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale, riche en hydrocarbures, et rejette les prétentions territoriales du Vietnam et d'un certain nombre d'autres pays.

Le gouvernement philippin soupçonne ainsi la Chine de vouloir installer une piste d'atterrissage sur un récif proche des Spartleys, un autre archipel disputé de mer de Chine méridionale.

Selon Manille, Pékin a acheminé ces dernières semaines du matériel et de la terre sur le Johnson South Reef, un récif baptisé Chigua par la Chine, Mabini par les Philippins, et pour lequel Vietnam et Chine se sont livré une bataille navale en 1988.

Mardi, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a qualifié le projet chinois de forage au large des Paracels de "*provocation*". Reuters 14.05

La Turquie mérite vraiment sa place dans l'Union européenne...

- Erdogan vivement pris à partie après l'accident minier en Turquie - Francetv info

Après la tristesse, la colère. Les habitants de Soma (Turquie), où une explosion dans une mine a fait 245 morts mardi, s'en sont vivement pris mercredi 14 mai au Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Les manifestants lui reprochent d'avoir négligé la sécurité dans le secteur minier.

Des médias turcs ont en effet révélé que trois semaines avant l'accident, le parlement a refusé de former une commission pour faire un état des lieux sur la sécurité des mines en Turquie. Les trois partis d'opposition ont soumis des propositions qui ont toutes été refusées par l'AKP, le parti majoritaire de la justice et du développement. Francetv info 14.05

Nous rappelons au passage que le monde appartient aux mineurs de tous les pays, le monde moderne faudrait-il préciser, celui dans lequel nous vivons...

Haut de page

Le 16 mai 2014

CAUSERIE

Pas le temps de causer et trop chaud ! Sur TV5Monde Asie aussi ils nous matracages de spots publicitaires en faveur du vote le 25 mai, délirant ! Et je reçois environ 4 ou 5 courriels par jours pour m'inciter à aller voter. Continuons jusqu'à les rendre dingues, un peu plus car ils le sont déjà !

Boycott et soutien au POI !

Demain matin on mettra de nouveaux articles en ligne. Bon week-end quand même.

ACTUALITE EN TITRES

Les spécialistes en démolition contrôlée.

Quel monde merveilleux...

- Jackpot surprise pour les traders déchus de Lehman Brothers - LePoint.fr

C'est une jolie surprise que la banque d'affaires Lehman Brothers, six ans après sa faillite, fait à ses 5 500 ex-traders remerciés en 2008. Le pactole s'élève à "*pas loin de 1 million d'euros pour certains Londoniens*", indique Le Monde.

... et comme le hasard fait décidément bien les choses !

Par ailleurs, indique l'agence de presse financière Bloomerg, une vingtaine de hedge funds comme Paulson & Co, Varde Partners ou Halcyon Asset Management, qui ont spéculé sur la dette décotée de Lehman, se frottent les mains. John Paulson, le patron du fonds connu pour avoir touché le gros lot grâce à la crise des subprimes, aurait gagné plus de 1 milliard de dollars grâce à cet investissement dans la banque anglaise déchue. LePoint.fr 15.05

Etonnant, non ? Un remake (en mininiature) de 1929 qui avait profité à certains banquiers.

En complément. Toujours dans la rubrique économie.

L'imposture suprême.

- Barack Obama inaugure à Manhattan un musée du 11-Septembre - Reuters

L'heure de gloire du néolibéralisme qui a signé ce forfait, mondial s'il vous plaît. Un coup de maître, des maîtres du monde...

Il y a des hauts...

- L'économie allemande en forme au premier trimestre - Reuters

- Forte croissance de l'économie japonaise au 1er trimestre - Reuters

... il y a des bas...

- Zone euro : déception sur la croissance, hausse du PIB de 0,2 % - LePoint.fr

- Croissance nulle en France : est-ce que cela va durer ? - Francetv info

- Italie: mauvaise surprise pour l'économie qui rechute au 1er trimestre - AFP

- Portugal: rechute du PIB au premier trimestre - AFP

Vraiment de la camelote !

- GM rappelle près de trois millions de véhicules - Reuters

L'esclavage est décidément une valeur sûre.

- H&M affiche des ventes en hausse de 17% sur un mois - Reuters

Débattre de la politique de l'UE pour ne pas avoir à débattre de sa légitimité. De l'extrême droite à l'extrême gauche.

- L'austérité au cœur du débat des européennes - Le Monde.fr

Qui sera le meilleur représentant des intérêts de la dictature néolibérale?

- Présidence de la Commission européenne : un débat, cinq candidats - Francetv info

Ce jeudi 15 mai, un nouveau visage s'est fait remarquer : le Grec de la gauche radicale Alexis Tsipras veut "*retrouver les vraies valeurs de l'Europe, la cohésion sociale et la démocratie*". Francetv info 15.05

Pas étonnant que le clone de Mélenchon postule à ce poste, avec le soutien du Front de gauche.

L'escriquerie politique consistait ici à faire croire que l'UE aurait été porteuse un jour de certaines valeurs et qu'elle s'en serait écartée, alors qu'en réalité elle en est la négation.

Les vraies valeurs de l'Europe depuis sa fondation, c'est la dictature du capital : plus de 25 millions de chômeurs, plus de 190 millions de pauvres, toujours plus de précarité, le moins social dans tous les domaines, le développement des inégalités et

des injustices, le démantèlement de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, le soutien et/ou la participation à toutes les guerres impérialistes décidées par les Américains, un antisocialisme et anticommunisme viscéral synonyme de réaction, le soutien au régime néonazi de Kiev, au sionisme, la spoliation de nos droits politiques dont la confiscation du résultat du référendum de mai 2005 en France notamment peut témoigner, l'impossibilité pour les différents peuples de l'UE de décider librement de leur destin...

Un véritable cauchemar pour les travailleurs.

- Jean-Claude Juncker: «*Je rêve d'une Europe qui respecte mieux ceux qui travaillent*» - 20minutes.fr

La démagogie n'a que trop duré !

- Bové en campagne pour les européennes : "*Comment veux-tu faire de la pédagogie en un mois ?*" - Francetv info

Quelle idée !

- Près d'un Français sur deux soutient la mobilisation des fonctionnaires, selon un sondage - Francetv info

Quels réacs !

- Blocage des salaires : pourquoi les fonctionnaires en grève oublient qu'ils sont loin d'être les premiers concernés - Atlantico.fr

En famille. Une déclaration si spontanée est forcément sincère.

- Dominique Strauss-Kahn : "*J'aime bien Angela Merkel, je n'y peux rien*" - Francetv info

A droite toute !

- Valls: «*C'est ça une politique de gauche responsable*» - Liberation.fr

Traduire "*gauche responsable*" par de droite, que peut-on faire d'autre quand on est de droite ? Le confirmer, et à défaut d'assumer le présent, assumer le passé tout aussi glorieux du PS.

Et il s'est comparé, en creux, à Pierre Mauroy "*qui a remis la France sur les rails*" avec le tournant de la rigueur de 1983. AFP 15.05

- "*On ne fait pas de l'austérité!*" assure Valls chez Aubry à Lille - AFP

Elle fait ce qu'elle peut... de mieux.

- Manuel Valls à Lille: «*La France ne doit pas montrer une image d'extrême droite*» - AFP

Trop tard ! En soutenant le gouvernement néonazi en place à Kiev, le gouvernement Hollande-Valls-Fabius s'affiche comme l'allié de l'extrême droite. Il faut bien dire les choses telles qu'elles sont, non ?

Mais encore, un état permanent.

- Valls célèbre la fête nationale d'Israël - french.irib.ir 16.05

Du jamais vu sous la Vème République: le Premier ministre français a participé à la fête nationale organisée par l'ambassade israélienne.

De nombreuses personnalités ont tenu à être présentes aux festivités de Yom Haatsmaouth organisées hier à Paris par l'ambassade d'Israël en France.Le 1er ministre Valls, invité d'honneur. Il faut noter la présence exceptionnelle du 1er ministre Manuel Valls qui a tenu à s'exprimer et saluer avec chaleur l'amitié franco-israélienne, à l'occasion du 65ème anniversaire des relations diplomatiques franco-israéliennes.Avant d'étreindre chaleureusement l'ambassadeur d'Israël en France, Yossi Gal, le 1er ministre français a tenu à rappeler l'attachement de la France à une solution négociée sur la base de deux Etats pour deux peuples.

Il faut désormais se rendre sur le blog du service de presse de l'ambassade d'Israël pour apprendre que Manuel Valls a "*chaleureusement étreint*" le représentant ultra-droitier du régime de Tel Aviv. Aucune image d'une telle effusion n'a été diffusée

par les chaînes françaises, curieusement absentes de la cérémonie.

Mardi soir, au Pavillon Dauphine, le gratin du personnel politique était réuni pour célébrer le 66ème anniversaire d'Israël et aucun média hexagonal n'a couvert l'évènement. Hormis le site israélien nationaliste Arutz Sheva qui a fait état de la soirée, seul le Figaro a relayé l'info basée sur une brève dépêche -laconique et non contextualisée- de l'Agence France-Presse. Son rédacteur a omis un détail rapporté par le diplomate israélien affecté au service de presse: la présence du Premier ministre était bien "*exceptionnelle*". Pour cause: c'est la première fois qu'un chef du gouvernement français se joint ainsi à une cérémonie qui, chaque année, réunit d'ordinaire, au même lieu ou à la salle Wagram, les seconds couteaux de la vie politique française.

Manuel Valls a tenu un discours particulièrement amical envers un régime "*colonial*" et "*ségrégationniste*" pratiquant, selon un ex-rapporteur spécial de l'ONU, le "*nettoyage ethnique*". Le prétexte? La fête nationale d'Israël récemment décrite ainsi par le journaliste israélien Michel Warschawski:

"*Je n'ai jamais aimé les fêtes nationales, où qu'elles soient. Les nations se sont construites dans le sang et les guerres, et ces commémorations ont souvent une odeur de sang.*

Quant à la fête nationale Israël, que l'on appelle ici « Fête de l'Indépendance », il va de soi que je l'abhorre : elle célèbre la possession de la population indigène de Palestine et l'expulsion d'une importante partie de celle-ci. Notre indépendance, c'est leur Nakba, et je ne supporte pas le discours, toujours à la mode dans la gauche israélienne, selon lequel il y aurait « deux récits » symétriques et qui ont chacun leur légitimité."

Le 24 mars, cinq jours après avoir affirmé que "*les juifs de France sont à l'avant-garde de la République*", il participait à une soirée-spectacle, à l'Opéra Bastille, de lancement de "*l'association française et genevoise des amis de l'Opéra de Tel Aviv*" présidée par le mécène israélien Ami Sagi (un proche du gouvernement israélien et du Congrès juif mondial). But de l'opération: "*lier les sociétés civiles et israélienne sur le plan culturel*" selon le site Tribune juive.

De nombreuses personnalités étaient présentes : Aurélie Filipetti et son homologue israélienne, PPDA, Pouria Amirshahi (député socialiste et président de l'IRIS), Yazid Sabeg, les dirigeants d'ELNET-France (ce lobby israélo-américain qui a financé le candidat François Hollande en 2011), le tandem Goldnadel-Habib, Frédéric Encel, le journaliste Christian Malard, le producteur-distributeur Marin Karmitz, entre autres.

Bien qu'étant alors ministre de l'Intérieur (et non des Affaires étrangères), Manuel Valls a saisi l'opportunité, entre les deux tours des élections municipales, pour y tenir un discours consacré au 65ème anniversaire des relations diplomatiques bilatérales entre la France et Israël, indiquant sa volonté de "*renforcer les liens*" entre les deux pays. french.irib.ir 16.05

Une menace plane sur tous les peuples, y compris (ou surtout) le "***peuple élu***" : le sionisme.

- Israël appelle à user de "*tous les moyens*" contre la "*menace*" iranienne - AFP

- Commémoration de la "*Nakba*" : 2 Palestiniens tués - Le Nouvel Observateur

Blessés par balle à la poitrine par des tirs de soldats israéliens près de la prison militaire d'Ofer, pendant les manifestations pour la "*Nakba*", deux Palestiniens de 17 et 20 ans sont décédés à l'hôpital, selon des sources médicales.

L'armée israélienne a confirmé les heurts avec environ 150 Palestiniens, affirmant avoir "*utilisé des moyens anti-émeute et des balles caoutchoutées*".

Amnesty International a accusé les forces israéliennes d'"*usage excessif de la force, y compris mortelle, en riposte à des lanceurs de pierres qui ne pouvaient pas constituer une menace pour la vie des soldats et des policiers dans ou autour du camp militaire fortifié*".

"*Aujourd'hui, les Palestiniens marquent ce qu'ils appellent le jour de la Nakba. Il commémorent ce qu'ils appellent le désastre de la création de l'Etat d'Israël, l'Etat du peuple juif. Ils éduquent leurs enfants avec une propagande sans fin selon laquelle l'Etat d'Israël doit disparaître*", a affirmé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Il a exprimé dans un communiqué son intention d'y répondre "*en continuant à bâtir notre Etat et notre capitale unifiée, Jérusalem*", ainsi que par l'adoption d'une loi "*montrant au monde entier qu'Israël est l'Etat du peuple juif*".

Signe du climat de réconciliation entre le Fatah de Mahmoud Abbas et le Hamas, qui gouvernent respectivement les zones autonomes de Cisjordanie et Gaza, les étendards distinctifs des mouvements étaient généralement absents des commémorations, au profit des drapeaux palestiniens et des keffiehs, autre symbole national.

A Gaza, peuplée majoritairement de descendants de réfugiés, des centaines de Palestiniens ont marché vers la frontière avec Israël, brandissant des banderoles libellées : "*Nous ne renoncerons ni à Jérusalem ni au droit au retour.*"

En Cisjordanie, un millier de personnes ont défilé à Naplouse et des centaines à Hébron pour le "*droit au retour*".

La "*Nakba*" s'est traduite par l'exode de quelque 760.000 Palestiniens, aujourd'hui avec leurs descendants au nombre de plus de 5 millions, répartis essentiellement entre la Jordanie, la Syrie, le Liban et les Territoires palestiniens, seuls 160.000 restant dans ce qui est devenu Israël. Le Nouvel Observateur 15.05

Leur vieux monde de la guerre, de l'exploitation et de l'oppression.

- L'Irak endeuillé par de nouvelles violences, 25 morts - AFP

- La Cour de La Haye veut traquer les kadhafistes en exil - LeMonde.fr

- Soudan du Sud: les combats font rage, la famine menace - L'Express.fr

- Londres élève le bureau de l'opposition syrienne au rang de mission diplomatique - Liberation.fr

- En Turquie, un manifestant de Soma passé à tabac par un conseiller d'Erdogan - L'Express.fr

- Le Japon veut revoir les limites imposées à sa capacité militaire - Reuters

Question : Ne vous arrive-t-il jamais de vous dire que c'est incroyable de vivre dans un tel monde de dingues, bien que nous en connaissions les raisons ?

ACTUALITÉ DU JOUR

La misère sociale le pendant du "***nouvel eldorado des marchés***".

- La dette des pays du sud de la zone euro, le nouvel eldorado des marchés - AFP

Reprise économique, banques centrales à la manoeuvre et recherche de rendement attisent les convoitises des investisseurs pour la dette des pays du sud de la zone euro.

L'engouement pour ces obligations n'est pas nouveau puisqu'il a débuté en juillet 2012 quand le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a assuré qu'il ferait tout pour sauver l'euro.

Il s'est toutefois singulièrement accéléré depuis le début de l'année, au point que les taux d'emprunt à 10 ans de l'Espagne et de l'Italie ont battu des records, passant sous les 3%. Celui du Portugal, qui doit sortir du plan d'aide le 17 mai, est quant à lui descendu sous 4%. (Sur des centaines de milliards d'euros, réaliser une plus-value de 30% en 10 ans, c'est pas mal, sans rien faire, c'est mieux que rien. -ndlr)

La baisse des taux est brusque, tout comme l'avaient été les attaques spéculatives dont ces pays ont été victimes pendant la crise de la dette poussant le taux espagnol et italien jusqu'à 7,5% respectivement en juillet 2012 et novembre 2011.

Pour Frédéric Gabizon, responsable des marchés primaires obligataires chez HSBC France, "*il est prématuré de parler de bulle, dont le terme est par ailleurs un peu galvaudé*".

Assis sur une montagne de liquidités grâce aux largesses des banques centrales et à la recherche de rendement, les investisseurs se tournent logiquement vers les dettes des anciens parias des marchés, d'autant qu'ils ont retiré leurs fonds des pays émergents.

L'autre grand argument est celui lié à la reprise économique en cours dans ces pays, forme de récompense après les lourds efforts consentis ces dernières années. (La "*récompense*" pour les millions de travailleurs qui se sont retrouvés au chômage, ceux qui ont perdu maison ou appartement... - ndlr)

"*Les investisseurs se disent que la crise de l'euro est plutôt derrière nous que devant nous. Ils sont rassurés par le fait que des pays comme l'Espagne, l'Italie ou le Portugal ont mis en place des réformes de structures*", selon M. Gabizon. (Il fallait bien que quelqu'un rémunère les risques pris par les investisseurs... - ndlr)

Cette amélioration économique a d'ailleurs poussé les agences de notation à relever leur perspective et parfois la note de ces pays, créant un cercle vertueux.

Les analystes s'accordent pour dire que la plus grande partie du chemin a été faite. Autrement dit, il y a toutes les chances que la détente soit désormais plus faible voire qu'il y ait une sorte de retour de bâton. AFP 15.05

Le FMI dicte au gouvernement la volonté de l'oligarchie financière. Gageons qu'il sera entendu.

- Le FMI voit des risques sur les économies voulues par la France - Reuters

Qu'on se rassure, le FMI estime "*approprié*" le programme budgétaire français. Toutefois ce qui l'inquiète c'est qu'"*atteindre les objectifs budgétaires tout en réduisant les impôts ne laisse aucune marge de manoeuvre dans la mise en oeuvre de la réduction des dépenses*", autrement dit "*la réduction des dépenses*" est la bienvenue, tandis que la réduction des impôts est franchement une mauvaise idée, sauf pour les nantis évidemment.

Pratiquer un double langage sert à masquer qu'on est incapable d'assumer la responsabilité de ses actes ou qu'on entend les reporter sur un facteur extérieur. Démonstration.

- "*Les principaux risques sont que les plans initiaux soient dilués lors de la déclinaison annuelle des budgets et que les réductions de dotations aux collectivités territoriales soient en partie compensées par des réductions non soutenables de l'investissement, par une hausse de la fiscalité locale ou par une hausse de l'endettement*", poursuit-il. Reuters 15.05

Les "*réductions de dotations aux collectivités territoriales*" sont assurément une bonne chose pour le FMI, cependant elles pourraient avoir des conséquences fâcheuses telles que "*des réductions non soutenables de l'investissement*" qui profite en grande partie aux entreprises du secteur privé ou marchand, commercial, qui se voient attribuer des contrats, aussi le FMI craint qu'elles se traduisent également par une "*hausse de la fiscalité locale*" qui pénaliserait les entreprises, un sacrilège, va encore pour l'augmentation des impôts locaux de la population, ou par une "*hausse de l'endettement*" dont personne ne veut évidemment car elle est synonyme d'augmentation des impôts locaux encore une fois.

Alors pour réaliser la quadrature du cercle, il ne reste plus comme solution qu'à tailler à la hache dans les différents budgets sociaux des collectivités locales (qui ne dégagent pas de plus-value mais en consomment) et le tour est joué : la "*hausse de l'endettement*" est contenue et la "*hausse de la fiscalité locale*" aussi, tout le monde est servi ou satisfait, sauf ceux qui bénéficient des services sociaux (ou communaux), en réalité la totalité de la population hormis les nantis dont le sort ne nous intéresse pas.

- Le FMI souhaite un assouplissement du Smic - Liberation.fr

- Edward Gardner plonge le FMI dans la bataille du smic - Liberation.fr

Edward Gardner, chef d'une mission d'observation de la France au Fonds monétaire international, s'est dit favorable à une réforme du Smic qui a, selon lui, des «*effets d'exclusion*» sur le marché du travail français. «*Nous invitons à une réflexion sur la manière dont l'indexation du Smic peut-être rendue plus flexible*», a-t-il déclaré, estimant qu'en plus de l'inflation et de l'évolution du salaire moyen, la revalorisation du Smic pourrait «aussi faire référence au chômage» des personnes les moins qualifiées, ainsi qu'à la «situation conjoncturelle».

Le FMI rejoint un débat virulent en France. Le président du Medef, Pierre Gattaz, propose d'abaisser temporairement le Smic pour les chômeurs de longue durée et les jeunes sans formation. Liberation.fr 15.05

Dictature ou régime policier. Ajoutez coupable ou présumé coupable au statut de "***personne soupçonnée***"... et la présomption d'innocence disparaît.

- Le Parlement crée à l'unanimité un statut de "*personne soupçonnée*" - AFP

Le Parlement a adopté définitivement jeudi, par des votes à l'unanimité au Sénat puis à l'Assemblée, le projet de loi sur le droit à l'information dans le cadre des procédures pénales, qui crée notamment un statut de personne soupçonnée, auditionnée librement.

La ministre de la Justice Christiane Taubira s'est félicitée de ce texte, qu'elle "*espère facile à appliquer*", et a promis de "*travailler*

notre procédure pénale" dans son ensemble dans un avenir proche, comme l'impose, d'ici à 2016, une directive européenne et comme l'ont réclamé à l'Assemblée les écologistes, le Front de gauche et encore l'UDI.

Le texte transpose une directive européenne remontant au 22 mai 2012, qui établit les normes à respecter concernant le droit des personnes suspectées ou poursuivies, à être informées de leurs droits, et à avoir accès aux pièces du dossier de la procédure.

Est notamment créé, un statut de "*personne soupçonnée*" auditionnée librement. Cette personne à l'égard de laquelle il existe des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction pourra, s'il s'agit d'un crime ou d'un délit puni d'une peine d'emprisonnement, se faire assister d'un avocat.

L'appellation "*suspect libre*" a été supprimée et remplacée par "*personne soupçonnée*", par un vote des députés et sénateurs réunis en commission mixte paritaire, après une première lecture dans chacune des chambres. AFP 15.05

D'après ce qu'on a compris, ce texte de loi ne concerne pas uniquement les gardes à vue dans le cadre d'une enquête.

Vous êtes libre, vous recevez chez vous une convocation d'un juge, vous ne savez pas forcément pourquoi. On vous refuse le statut de "*suspect libre*", autrement dit, libre, vous ne l'êtes peut-être déjà plus tout à fait, une menace plane sur votre liberté avant même de vous être exprimé. Vous passez du statut de "*suspect libre*" à celui de suspect tout court éventuellement coupable, sur lequel pèse un soupçon de culpabilité, de là à ce que vous ayez à démontrer que vous n'êtes pas coupable pour conserver votre liberté au lieu de la conserver aussi longtemps que votre culpabilité n'a pas été prouvée il n'y a qu'un tout petit pas que le procureur d'un tribunal d'exception pourrait facilement franchir, on en est à deux doigts avec cette nouvelle loi qui se veut progressiste et qui en réalité sera liberticide dans certaines circonstances.

J'allais oublier une précision. En Inde où je vis, je suis libre aussi longtemps que je ne porte pas plainte contre une personne qui par exemple m'a agressé, et qui à son tour m'accusera de l'avoir agressée, je devrais prouver qu'elle ment pour garder ma liberté au bout de palabres infinis, ignobles et épuisants, j'en ai fait l'expérience, les policiers exigeant que je m'excuse auprès de cette personne, dingue quoi, j'ai dû m'exécuter, ils voulaient me retenir.

Demain, voilà à quoi ressemblera la France. Aux Etats-Unis où tu peux tuer qui tu veux prétextant que tu te sentais menacé.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Assad/Terroristes : le grand deal - french.irib.ir

Ce deal est propre à changer la donne en Syrie, estiment un nombre grandissant d'analystes . Depuis la trêve à Homs, le gouvernement syrien est entré en dialogue direct avec les terroristes, ce qui lui empêche de passer par les Etats qui les soutiennent, à savoir la Turquie, l'Arabie saoudite ou encore le Qatar. Cette nouvelle évolution n'est pas moins importante que les succès militaires d'Assad sur le terrain des combats. Selon les sources bien informées, citées par Arabi press, quelques 1500 familles syriennes vont être ainsi échangées contre 1500 terroristes armés détenus par le gouvernement syrien. Les familes en question comptent 5000 personnes en tout. Ces gens sont retenus en otage depuis le mois de décembre, soit après l'assaut lancé par les takfiris de Jaysh al Islam contre la ville de Adra al Amaliya , près de rif de Damas.

Selon une source au sein du ministère syrien de la réconciliaztion nationale que mentionne le journal Al Akhbar, " *l'accord aurait été totalement secret et il n'a été révélé qu'après sa conclusion*". " *Cet accord, premier du genre a la vertu de permettre à plus de 5000 syriens de retourner à la vie normale . Plus important encore, c'est que cet accord pourrait être un point de départ pour davantage de liens entre les parties et l'accord pourrait bien dépasser le seul cas présent* ". Un autre point singulier est ceci : la formation d'un comité composé de représentant du gouvernement syrien c'est à dire des militaires et des membres du ministère de la réconciliation et des membres des milices terroristes. L'accord se fera en deux étapes. Pendant la première étape, une famille syrienne composée de huit membres est libérée contre un milicien takfiri. french.irib.ir 15.05

SOCIAL

Turquie

- Les Turcs appelés à une grève nationale après l'accident à Soma - Reuters

Quatre syndicats turcs appellent à une grève nationale d'une journée ce jeudi après l'accident qui a fait au moins 282 morts dans une mine de charbon à Soma, dans l'ouest du pays.

Les syndicats veulent protester contre les normes de sécurité qu'ils jugent insuffisantes depuis que l'ancienne mine publique de Soma a été concédée à une société privée.

"*Des centaines de nos frères travailleurs à Soma ont été voués d'emblée à la mort en étant forcés de travailler dans des conditions de production particulièrement difficiles dans le but de parvenir à des profits maximums*", déclarent les syndicats dans un communiqué.

"*Nous appelons la classe ouvrière, les manoeuvres et les amis des travailleurs, à se lever pour nos frères de Soma*". Reuters 15.05

En complément. Vivement que la Turquie qui est un modèle de démocratie entre dans l'UE... Et l'Ukraine des fachos aussi...

- L'incroyable photo du conseiller d'Erdogan qui frappe un manifestant - nouvelobs.com 15.05

Il faut presque se pincer pour y croire, mais les images sont formelles : un proche conseiller de Recep Tayyip Erdogan a donné plusieurs coups de pied à un manifestant à terre lors d'un déplacement du Premier ministre turc à Soma, le 14 mai, au lendemain de l'explosion qui a tué des centaines de personnes dans une mine de charbon.

Une spectaculaire photo de la scène, relayée sur Twitter par le compte @ReportTurk.

Elle est corroborée par d'autres images prises sous un autre angle par un photographe de l'agence Reuters.

Une vidéo montre également la fin de l'agression.

Le "*voyou en col blanc*", comme le surnomment déjà des internautes, a été rapidement identifié : il s'agit de Yusuf Yerkel, le directeur adjoint du cabinet de Recep Tayyip Erdogan.

D'après le site d'"*International Business Times*", qui rapporte des propos de la BBC turque, cet ancien doctorant londonien a reconnu être l'auteur des faits. L'homme essaye par ailleurs de se justifier, relate le "*Hurryet Daily News* " : " *Il m'a attaqué et insulté. Est-ce que j'aurais dû rester les bras croisés ?*"

En fait d'"*attaque*", le manifestant aurait seulement tapé dans une voiture du convoi du Premier ministre, avant d'être interpellé par des policiers, d'après les témoins. nouvelobs.com 15.05

Yerkel mérite juste qu'on le savate à mort, je m'étonne même que cela ne soit pas déjà fait ou qu'il n'ait pas pris une balle. Le tour des Yerkel viendra un jour dans chaque pays pour venger tout ce qu'ils nous ont fait subir. Réservez-leur votre haine et soyez patient...

Haut de page

Le 17 mai 2014

CAUSERIE

22 nouveaux articles ont été ajoutés, deux ont été reproduits dans cette page car ils en valaient vraiment la peine.

Les infos en bref demain seulement, il y a plusieurs sujets importants à traiter et je ne veux pas les bâcler.

Une réflexion en attendant.

Collusion entre soi-disant terroristes, djihadistes en tous genres, milices fascistes, services de renseignement et militaires des puissances occidentales (plus OTAN), pour (notamment) déstabiliser des Etats ou renverser des gouvernements élus au

suffrage universelle...

Collusion entre tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche (à l'exception du POI) pour (notamment) soutenir la légitimité de l'Union européenne en participant à l'élection de son Parlement...

Collusion entre les syndicats, le gouvernement et le Medef sur un agenda social encadrant, cadenassant la lutte de classe, fixant le terrain ou l'orientation sur laquelle les travailleurs doivent se mobiliser, éventuellement, compatible avec l'existence du régime en place...

Vous pouvez ajouter les médias officiels ou aux ordres (et les instituts de sondage) qui servent de ciment à l'ensemble, qui relaient leurs discours et propagande, leur stratégie tournée contre les masses exploitées...

Cela vous inspire quoi ? Ce n'est pas nouveau, cela fait des lustres que cela dure. Ne sont-ils pas tous de mèche ? N'est-on pas en droit de se poser cette question sachant qu'ils sont aussi bien si ce n'est mieux informés que nous et qu'ils agissent consciemment ?

Finalement ils partagent les mêmes méthodes, les mêmes principes, les mêmes objectifs, la même morale de classe, ils se répartissent les rôles et les places, etc. Les variantes idéologiques s'inscrivent dans le même répertoire, ils jouent une pièce unique compportant plusieurs actes qui tient lieu de joug aux opprimés, qui dans leur grande majorité demeurent ignorants ou inconscients de ce qui se trame dans leurs dos.

N'est-on pas en présence d'une formidable imposture ou d'un gigantesque complot dont les travailleurs sont les cibles, les victimes innocentes ?

Briser ce carcan, faire éclater la vérité, tel est notre combat aujourd'hui...

Haut de page

Le 18 mai 2014

CAUSERIE

J'étais en train de télécharger le boulot de la journée dans le serveur quand dans ma boîte aux lettres j'ai découvert l'article *Boko Haram : Un 11 septembre africain en quelque sorte.* , que je me suis empressé de mettre en ligne dans la page d'accueil du site. Ce qui suit a été rédigé avant. A suivre.

Quel est l'enjeu ? Qui est leur véritable cible ?

Quelques questions s'imposent.

Boko Haram n'est pas sorti de nulle part, quelqu'un ou plutôt un ou des Etats le financent pour entretenir une armée composée de milliers de miliciens, ses armes de guerre, dont des armes lourdes, elles ne sont pas tombées du ciel, il a bien fallu que quelqu'un ou plutôt un ou des Etats lui fournissent, il a bien fallu des complicités jusqu'au sommet de l'Etat nigérian ou de l'armée pour les acheminer jusqu'à destination, les centaines ou milliers de djihadistes étrangers dont certains viennent de Lybie, ils n'ont pas franchi les frontières nigérianes en principe très surveillées incognito, il a bien fallu que quelqu'un facilite leur passage pour s'introduire au Nigéria.

Un certain nombre de pays disposent de bases militaires dans la région et des moyens de communication ultra sophistiqués dont des drones, des moyens de renseignement (d'écoute) hyper performants, etc. Et depuis 2011, ils n'auraient rien remarqué, rien entendu de suspect, plutôt étrange, non, ou plutôt non quand on sait comment les puissances occidentales manipulent les groupes terroristes qu'ils ont eux-mêmes fabriqué, infiltré pour ensuite justifier leur intervention militaire ou leur coup d'Etat présenté comme une action humanitaire ou pour venir en aide à une population qu'ils ont livré à des barbares, pour mettre en place un régime démocratique après avoir semé la terreur et la désolation.

1- Suivez la piste des intérêts de l'impérialisme anglo-saxon flanqué du colonisateur français.

- Sommet à Paris sur Boko Haram, quelques heures après une nouvelle attaque au Cameroun AFP

- Une usine chinoise au Cameroun attaquée par Boko Haram Reuters

- Cameroun: 1 Chinois tué, 10 autres "*probablement*" enlevés par Boko Haram - AFP

2- Suivez la piste des intérêts de l'impérialisme anglo-saxon flanqué du colonisateur français.

- Vietnam: La Chine évacue 3.000 de ses ressortissants, de nouvelles manifestations se préparent - 20minutes.fr

Des organisations ont appelé samedi à de nouvelles manifestations contre la Chine dans les principales villes du Vietnam dimanche.

Une coordination d'une vingtaine d'ONG vietnamiennes a appelé à de nouvelles manifestations, dimanche, contre "*les agressions chinoises*", dans la capitale Hanoï, la mégapole économique du sud Ho Chi Minh Ville et plusieurs autres villes du pays.

Le déploiement début mai en mer de Chine méridionale d'une plateforme pétrolière, dans les eaux disputées des îles Paracel, a mis le feu aux poudres d'une crise de plusieurs dizaines d'années.

Selon Hanoï, Pékin a envoyé 80 navires, y compris militaires, pour protéger la plateforme dans cette mer qui constitue un des principaux points de conflit en Asie. AFP 17.05

En complément.

- Sept arrestations en Chine après un attentat dans le Xinjiang Reuters

Fabrication de preuves, de prétextes pour justifier une présence militaire renforcée en Afrique.
Le terrorisme d'Etat "***ne connaît pas de frontières***.

Les chefs d'Etat africains sont les hommes de paille des puissances occidentales et des multinationales qui pillent et affament, livrent à la guerre les Africains.

- L'Afrique de l'Ouest déclare une guerre totale à Boko Haram - Reuters

(Traduire : L'impérialisme anglo-saxon flanqué de son larbin français a déclenché la guerre à la Chine. - ndlr)

- Cinq chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest ont déclaré samedi à Paris une "*guerre totale*" à l'organisation islamiste Boko Haram, promettant une meilleure coordination dans la lutte menée avec l'aide de pays occidentaux comme la France et les Etats-Unis.

La secte armée est devenue "*une menace majeure*" pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, a estimé le président français François Hollande, hôte de ce sommet qui a rassemblé ses homologues du Nigeria, du Cameroun, du Niger, du Bénin et du Tchad.

"*Il y a une forte détermination de faire face à cette situation, à faire une guerre totale à Boko Haram*", a résumé le président tchadien, Idriss Déby, en conférence de presse au terme d'un déjeuner de travail et de deux heures de réunion à l'Elysée.

(Alors qu'en réalité le président nigérian Goodluck Jonathan a laissé Boko Haram déstabiliser le pays et terroriser la population, avec la complicité des Américains, Britanniques et Français pour justifier une intervention militaire ou leur présence militaire dans la région, avec en toile de fond l'éviction de la Chine.

La preuve, selon un rapport d'Amnesty International publié le 9 mai dernier, l'armée nigériane avait été informée de l'imminence d'une attaque de Boko Haram contre le lycée de Chibok le 14 avril, mais n'aurait pas réagi faute de moyens. (source : Les dérives de Boko Haram - La responsabilité indirecte de l'Occident - mondialisation.ca) Une autre preuve si nécessaire à lire ci-dessous. - ndlr)

"*Pour parler franchement, Boko Haram sème le chaos depuis un bon moment. Maintenant le monde à les yeux tournés vers ce problème*", a dit à Reuters après le sommet Wendy Sherman, numéro deux du Département d'Etat américain.

(Quelle hypocrisie, comme s'ils en avaient quelque chose à foutre de ces malheureuses collégiennes ou de la population nigériane en général ! Ils ne convaincront plus personne maintenant. - ndlr)

"*Boko Haram n'est plus un groupe terroriste local, il est clairement une émanation d'Al Qaïda*", a déclaré le Nigérian Goodluck Jonathan.

"*La principale avancée de ce sommet est une prise de conscience régionale d'un problème qui a longtemps été considéré dans un cadre interne au Nigeria. Abuja a accepté de sortir de ses frontières*", souligne une source diplomatique occidentale.

(En voilà une découverte, une soudaine "*prise de conscience régionale*" qui cache mal des intentions purement mercantiles. La suite le confirme. - ndlr)

"*Le problème est devenu un problème régional, sinon occidental*", a résumé le président camerounais Paul Biya, dont le pays est le théâtre d'attaques et enlèvements attribués à Boko Haram. L'une des attaques a visé vendredi une usine chinoise.

(Quel "*problème occidental*", sinon les intérêts de leurs multinationales ou le contrôle qu'ils entendent exercer sans partage sur les gouvernements en place et leur politique. - ndlr)

(Renforcement du dispositif militaire occidental déjà présent dans la région, destiné en premier lieu à préserver les régimes en place contre les populations qui n'en peuvent plus et n'en veulent plus. - ndlr)

François Hollande a fait savoir que des moyens aériens français, notamment les avions de chasse Rafale stationnés à N'Djamena, à une soixantaine de kilomètres du Nigeria, seraient utilisés pour des missions de reconnaissance.

Le chef de la diplomatie britannique, William Hague, a quant à lui proposé d'intégrer plusieurs de ses experts militaires au sein du QG des forces de sécurité nigérianes, dont l'efficacité est pointée du doigt dans la lutte contre Boko Haram, surtout depuis l'enlèvement des jeunes filles.

Selon Amnesty International, l'armée nigériane aurait été avertie à l'avance de l'attaque menée contre le lycée de Chibok où les rapts ont eu lieu mi-avril mais se serait abstenue d'agir, faute d'effectifs et par crainte d'affronter des groupes armés islamistes mieux équipés. Des accusations rejetées par les forces de sécurité nigérianes.

"*Donc nous sommes coordonnés, concentrés, cela ne s'arrête pas aux frontières, le terrorisme ne connaît pas de frontières et nous allons travailler de manière collective de façon à ce que le travail soit fait*", a-t-elle ajouté.

L'armée d'occupation impériale anglo-saxonne va se déployer sur toute la région, tandis que leur larbin français servira de point d'appui avec ses ex-colonies.

Pas un soldat américain, britannique ou français en Afrique et au Moyen-Orient ! L'Afrique aux Africains !

Traité transatlantique. Défense de la propriété privée ou la dictature du capital toujours en quête de légitimité.

La justice de l'Etat est sujette à caution, mais pas celle des multinationales. Protéger les multinationales de toute expropriation. Un nouveau concept pour masquer la dictature des multinationales ou leurs véritables intentions : La neutralité.

C'est en quelque sorte le troisième genre de l'impérialisme au stade néolibéral, à rapprocher de la guerre idéologique qu'il mène sur tous les fronts. Il intègre celui de l'intérêt général dont les multinationales seraient les garantes.

Au-delà, ce concept de neutralité vise la lutte des classes qu'ils rêvent de neutraliser. Cela ne vous fait-il pas penser à leur stratégie politique mondiale ? Ce traité en est une étape déterminante.

- Le traité transatlantique crée-t-il une justice qui court-circuite les Etats ? liberation.fr 16.05

Au cœur de ce projet d'accord commercial entre deux puissances, il y a un concept juridique d'importance : l'arbitrage d'investissement. Ou le choix de confier à des tribunaux privés le soin de trancher les différends entre les Etats et les multinationales. Instrument pour assurer un procès neutre aux entreprises qui investissent loin de chez elles ? Ou moyen de contourner les droits nationaux à peu de frais ?

(Protéger les droits des multinationales qui seraient supérieurs à ceux des Etats, autrement dit des citoyens qui en seraient totalement dépourvus. Comment peuvent-ils le justifier ?

En partant du principe que la classe dominante a le droit d'exercer le pouvoir, d'imposer son pouvoir à la classe dominée, le fait d'être la classe dominante ou de concentrer le pouvoir économique entre ses mains suffit à légitimer toutes les lois ou mesures qu'elle est amenée à prendre. Vous pouvez le contester mais cela ne sert strictement à rien.

C'est là qu'on s'aperçoit que tous les discours sur le rapport de force entre les classes sont du domaine de l'escroquerie politique, car seul le renversement des rapports de domination de classe permettra d'abolir les lois adoptées par la classe dominante des capitalistes ou leurs représentants, la révolution socialiste qui expropriera sans indemnité les capitalistes. - ndlr)

Le règlement des différends entre investisseurs et Etats (RDIE, ou, en anglais, Investor-State Dispute Settlement, ISDS) n'est pas nouveau. Il permet à une entreprise qui investit dans un pays de se retourner contre lui si elle estime qu'il ne respecte pas les traités internationaux, qu'il la désavantage par rapport aux firmes nationales, etc. Le différend est alors jugé par un tribunal privé composé de trois arbitres : le premier est choisi par la multinationale, le deuxième par l'Etat, le troisième par les deux premiers ou par le Cirdi, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, dans le cadre de la Banque mondiale. Le recours à un arbitrage privé repose sur un présupposé : la justice de l'Etat en cause ne présente pas les garanties nécessaires de neutralité et d'indépendance pour régler elle-même le conflit.

(Un tribunal d'exception mis en place par les dictateurs de l'oligarchie financière pour servir leurs intérêts, sa composition le confirme le représentant des Etats étant minoritaire face à un défenseur des droits des multinationales et un représentant du Cirdi lié à la Banque mondiale. Les faits sont indiscutables. - ndlr)

«La question de créer un instrument multilatéral pour échapper au traitement arbitraire de quelques pays a commencé à se poser dans les années 50 et 60, quand une vague de nationalisations a desservi les intérêts de firmes multinationales dans plusieurs Etats du monde, surtout en Amérique latine, éclaire Diego P. Fernández Arroyo, professeur à l'Ecole de droit de Sciences Po (1). La convention de Washington, instaurant une institution d'arbitrage d'investissement autonome (le Cirdi), a été signée en 1965, malgré la résistance de la plupart des pays d'Amérique latine.» La convention de Washington n'a pas eu d'effet massif immédiat.

(Il est dit ouvertement que ce tribunal aura pour seul objectif de servir les intérêts des multinationales contre ceux des populations qui pourraient être incarnés par des Etats. Les Etats ou principalement les peuples sont ainsi dépouillés de tout droit. - Combattre pour renverser ces Etats et instaurer des Etats socialistes ou des Républiques sociales est la seule ligne politique conforme aux intérêts des travailleurs et des peuples face aux multinationales, Républiques sociales qui abolieront tous ces traités iniques et rompront avec le capitalisme. ndlr)

Il a fallu attendre les années 80, les grands mouvements de privatisation en Amérique du Sud et en Asie et la multiplication des traités de libre-échange pour voir se développer l'arbitrage. «La convention de Washington stipule que l'entreprise et l'Etat en conflit doivent tous les deux consentir à l'arbitrage, rappelle Diego P. Fernández Arroyo. C'est avec la prolifération des traités de protection d'investissements dans les années 80-90 qu'on a pu considérer qu'un consentement général "a priori" était donné pour tous les arbitrages concernant le traité respectif. Il existe aujourd'hui près de 3 500 traités de protection d'investissements, essentiellement bilatéraux [dont 1 400 sont signés par des Etats membres de l'UE, ndlr]. La plupart offrent une option entre l'arbitrage et les voies judiciaires ordinaires de l'Etat hôte. Bien entendu, les investisseurs privilégient la première alternative.» Les affaires se sont multipliées. «Cette forme d'arbitrage a vraiment pris son essor dans les années 2000. Beaucoup d'entreprises, notamment françaises, ont ainsi attaqué l'Argentine quand elles ont vu leurs investissements fondre du fait de la dévaluation du peso argentin», explique Thomas Clay, professeur de droit de l'arbitrage à l'université de Versailles (2).

(Accepter cet "arbitrage", signer des "traités de protection d'investissements" avec les multinationales, c'est capituler face au capital, leur consentir tous les pouvoirs et en spolier les citoyens. - ndlr)

Présentes, par définition, dans plusieurs pays, les multinationales ont le choix quand il s'agit de poursuivre les Etats. Ainsi, c'est en s'appuyant sur un accord bilatéral entre Hong Kong et l'Australie, que Philip Morris a porté plainte, via sa filiale hongkongaise, contre l'île pour ses campagnes de prévention antitabac trop offensives à son goût. Mais c'est sur la base d'un accord entre la Suisse et l'Uruguay, que le vendeur de cigarettes réclame 25 millions de dollars à l'Uruguay, pour les mêmes raisons. L'Allemagne, elle, est en conflit avec une entreprise suédoise, qui lui reproche la fermeture d'une centrale dans le cadre de sa politique de sortie du nucléaire.

L'arbitrage d'investissement apparaît même désormais dans les contrats privés. «Lorsque Le Louvre investit à Abou Dhabi, il ajoute une clause d'arbitrage dans le traité. Idem quand Disney s'implante à Marne-la-Vallée. Il n'est pas question pour cette multinationale américaine de se retrouver devant la juridiction nationale française en cas de litige, et il y a toujours un litige. C'est tellement important que, en 1986, Disney a menacé d'implanter son parc d'attractions en Espagne s'il n'y avait pas de recours à l'arbitrage. Cela a suffi à convaincre les autorités françaises», poursuit Thomas Clay.

(Les multinationales se livrent à des menaces et des chantages permanents envers les Etats qui s'y soumettent d'autant plus volontiers qu'ils incarnent les intérêts de la classe dominante. - ndlr)

L'arbitrage d'investissement a sa propre jurisprudence. Ainsi de la notion d'«expropriation indirecte», sur laquelle les firmes s'appuient désormais régulièrement : à partir du moment où un pays s'engage dans une nouvelle politique publique (sur le nucléaire ou sur la prévention antitabac, sur l'exploitation du gaz de schiste ou les OGM) et que celle-ci fait craindre une baisse de profit à l'investisseur, celui-ci peut tenter de poursuivre l'Etat pour «expropriation indirecte». «Le principe de dédommagement d'un particulier exproprié par un Etat est à peu près admis de tous, commente Diego Arroyo. Mais les règles des traités en vigueur

sur l'expropriation indirecte sont très floues… »

(Le harcèlement, le racket excercé par les multinationales envers les Etats sont permanents. Ce qu'ils craignent, c'est l'expropriation, la lutte des classes, la révolution socialiste. - ndlr)

Selon le juriste, le traité transatlantique négocié entre l'Europe et les Etats-Unis pourrait au moins ajouter un peu de transparence sur l'arbitrage d'investissement : «C'est ce qui s'est passé dans le cadre de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada, signé l'année dernière. Certes, les négociations autour du traité transatlantique sont peu transparentes. Mais si on en croit les représentants de l'Union, l'idée serait de renforcer la transparence des procédures arbitrales : développer la publicité des débats, mieux surveiller les conflits d'intérêts des arbitres, et surtout permettre l'intervention d'"amicus curiae", c'est-à-dire des associations, des ONG… impliquées dans la défense de l'intérêt général. Il serait également question de noter que, dans des domaines comme l'environnement ou la santé, les Etats ont le droit de réglementer… Même s'il paraît un peu choquant de devoir le rappeler.»

(Supercherie, il faut être un fieffé coquin pour "croire les représentants de l'Union", alors qu'ils sont des agents des multinationales ; idem pour ces associations et ONG que l'UE ou les multinationales financent, sachant que l'argument de l'intérêt général sert à camoufler des intentions inavouables ou des intérêts privés.

La démocratie ne consisterait pas à se prononcer librement sur un projet de loi, une mesure ou toute autre question qui vous concerne directement, mais à être mieux informé des décisions qui sont adoptés à votre place et que vous n'aurez plus qu'à subir ensuite, quant à les contester, cela ne servira à rien puisque vous n'aurez aucun pouvoir pour obliger le législateur à faire marche arrière. - ndlr)

Rupert Schlegelmilch, le directeur de cabinet du commissaire européen au commerce Karel de Gucht a ainsi annoncé : «Nous nous assurerons qu'une loi environnementale ou sanitaire, à condition qu'elle soit d'intérêt public et non discriminatoire, ne pourra être considérée comme une expropriation, à moins d'être excessive.»

(Il confirme qu'une loi qui serait contraire aux intérêts des multinationales serait jugée "excessive", donc que les Etats doivent bien se soumettre au pouvoir des multinationales. - ndlr) Mais les promesses des négociateurs de l'Union n'ont pas convaincu les opposants à l'arbitrage privé : à quoi bon ces tribunaux quand les pays concernés par les traités – les Etats-Unis comme les 28 Européens – ont un système judiciaire transparent et fiable ? Le Sénat français a lui même demandé dans une résolution du 9 juin 2013 «que la Commission européenne exclue le recours à l'arbitrage en matière de règlement des différends entre les investisseurs et les États, car cela lui paraît de nature à remettre en cause la capacité des États à légiférer». Certaines ONG prônent un abandon pur et simple de l'arbitrage d'investissement et un retour vers un recours systématique à la justice du pays hébergeur. La Bolivie, le Venezuela et l'Equateur se sont retirés du Cirdi ces dernières années. Mais près de 150 pays reconnaissent aujourd'hui cette institution et son mode de règlement des litiges.

(Ce qui signifie que sur 204 pays, les trois quart ont déjà accepté de se soumettre à ce tribunal d'exception qui ampute leur souveraineté au profit des multinationales. Cela confirme que la dictature mondiale ou le nouvel ordre mondial est bien avancée. - ndlr)

(1) Diego P. Fernández Arroyo est régulièrement désigné comme arbitre dans des affaires commerciales, mais pas dans des litiges liés à l'investissement.

(2) Thomas Clay pratique l'arbitrage d'investissement. liberation.fr 16.05

Intox. Un démenti pour un déni.

- Turquie: La compagnie qui exploite la mine de Soma dément toute «négligence» 20minutes.fr

Dès lors que les règles en vigueur sont a minima, c'est-à-dire à l'avantage de l'exploitant d'une mine au détriment des mineurs ou porte en soi le sceau de la "négligence" de leur sécurité (pour raison d'économie ou de compétitivité), tout incident qui se produira dans ce cadre ne pourra engager la responsabilité de l'exploitant et sera déclaré comme relevant de la fatalité ou du danger inhérent à cette activité économique et le tour est joué.

Vive le nationalisme et le communautarisme, et au delà le fascisme !

Quand le nationalisme frère cadet de l'extrême droite affublé du communautarisme religieux synonyme de fanatisme, remporte une victoire, les réactionnaires de tous poils se réjouissent, à commencer par la Bourse.

- Le nationaliste Modi triomphe aux législatives indiennes - Reuters

- Inde : le nationaliste hindou Modi remporte les législatives - LePoint.fr

Le nationaliste hindou Narendra Modi, promis à 63 ans au poste de Premier ministre, s'est engagé vendredi à gouverner dans l'intérêt de tous ses compatriotes après la victoire éclatante de son parti, le Bharatiya Janata (BJP), aux élections législatives en Inde.

Ce séisme politique, qui relègue dans l'opposition la dynastie Nehru-Gandhi et leur Parti du Congrès, suscite les craintes des minorités religieuses - musulmans (13,4% de la population) et chrétiens (2,3%) - en raison de l'engagement militant de Narendra Modi dans le nationalisme hindou depuis son plus jeune âge.

La victoire d'un candidat ouvertement favorable aux milieux d'affaires, comme le prouve sa politique menée pendant 12 ans à la tête de l'Etat du Gujarat, sur la côte occidentale du pays, a en revanche été saluée par les investisseurs, qui espèrent le retour d'une croissance économique vigoureuse.

En milieu de soirée, alors que le dépouillement se poursuivait, le BJP était assuré de remporter 282 sièges sur les 543 que compte la Lok Sabha, ou Chambre du peuple, au-delà des 272 garantissant une majorité absolue. Avec ses alliés, le BJP contrôle 340 sièges, selon la chaîne de télévision NDTV.

Jamais un parti n'avait obtenu de victoire aussi nette en Inde depuis le triomphe du Parti du Congrès après l'assassinat en 1984 d'Indira Gandhi, alors Premier ministre. L'Inde a toujours été dirigée par une coalition depuis 1989.

Le Premier ministre sortant, Manmohan Singh, dont le parti devrait s'effondrer sous la barre des 50 élus, a appelé Narendra Modi pour le féliciter à l'issue du plus grand scrutin jamais organisé dans le monde. Plus d'un demi-milliard d'électeurs se sont rendus aux urnes lors de ce vote étalé sur cinq semaines, soit une participation de 66%.

La Bourse de Bombay a réagi avec enthousiasme à la victoire de Narendra Modi, gagnant jusqu'à plus de 6% dans les premiers échanges avant de finir en hausse de 0,9%. La roupie est passée sous le seuil des 59 pour un dollar, sa meilleure performance en onze mois.

Pariant sur ce basculement politique, les investisseurs étrangers ont injecté plus de 16 milliards de dollars dans les actions et les obligations indiennes depuis six mois et ils détiennent désormais plus de 22% des capitaux cotés à Bombay.

L'ampleur de la victoire de Narendra Modi illustre l'impatience de la population de voir la situation économique s'améliorer.

"*Les gens ne lui donneront pas beaucoup de temps pour produire des résultats*", prévient Neerja Chowdhury, ancien éditorialiste à l'Indian Express. Reuters 16.05

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent. Fusion-acquisition, concentration du capital. Privatisations. La crise quoi...

- Abbott Laboratories acquiert CFR pour 2,9 milliards de dollars - Reuters

- Numericable en négociations exclusives pour racheter Virgin Mobile - AFP

- La grande distribution française multiplie les rachats - AFP

- L'acte II de la recomposition du secteur télécoms est en marche - Reuters

- Pourquoi un passage de quatre à trois opérateurs télécoms ? - LePoint.fr Emploi: 23.000 postes perdus dans le secteur marchand au premier trimestre AFP

- L'Etat italien poursuit son programme de privatisations - Reuters

Le gouvernement italien a approuvé vendredi le projet de cession de jusqu'à 40% du capital de Poste Italiane et jusqu'à 49% de celui de l'organisme public de contrôle aérien Enav dans le cadre d'un vaste programme de privatisations destiné à réduire une dette publique colossale. Reuters 16.05

Grandeur et décadence.

- Cannes 3e jour: l'ombre de DSK et l'icône Yves Saint Laurent - AFP

Pas fou, le fourbe !

- L'Élysée repousse tout référendum sur la réforme territoriale - Reuters

Et pour cause...

- Sondage : Hollande, le moins bon des présidents de la Ve République - LeParisien.fr

Moins d'1% des Français jugent que François Hollande est le meilleur des présidents de la Ve République, selon notre enquête BVA pour «*Le Parisien*» - «*Aujourd'hui en France*» publié dimanche. LeParisien.fr 17.05

S'ils le disent eux-mêmes...

- Baisses et exonérations d'impôts pour les plus modestes : pourquoi cette mesure mal financée finira en mauvais coup pour les Français (y compris ceux qui vont payer moins) - Atlantico.fr

- Fiscalité: seuls 40% des Français pensent que le gouvernement tiendra ses engagements - AFP

Non, sans blague, c'était juste pour-rire !

- Les députés PS frondeurs satisfaits après les annonces de Valls - Liberation.fr

Européennes. Matracage et propagande de l'Union européenne et ses larbins.

- Européennes: Manuel Valls se «*bat*» pour «*une majorité progressiste*» autour de Schultz - 20minutes.fr

Dans quel sens ? On a une petite idée. Progressiste, traduisez qui sera encore plus réactionnaire.

- Laurence Parisot va soutenir les listes centristes aux européennes - AFP

- Après son soutien au FN, Delon affiche son "*amitié*" pour Boutin - Le Nouvel Observateur

- Européennes: Alliot-Marie demande aux militants UMP de se mobiliser contre le FN - AFP

- Bové (EELV) brocarde les "*populistes*" qui "*n'ont rien foutu*" au parlement européen - AFP

Bové se place au côté de ceux qui ont foutu quelque chose au parlement européen, il revendique son bilan, on lui laisse volontiers. A défaut de pencher à gauche, on penche toujours plus à droite et on le revendique...

- Européennes : 52% des Français pour une victoire des listes de droite - Le Nouvel Observateur

52% de combien d'électeurs qui vont aller voter, 45, 40%, moins ? = moins de 20%

De droite ou de gauche ils s'en foutent, ils pencheraient plutôt pour leurs intérêts de classe.

Expropriation sans indemnité des patrons et gros actionnaires des 2.000 grandes entreprises, c'est légitime, c'est la démocratie !

- Décret Alstom : 70% des Français approuvent le "*patriotisme économique*" d'Arnaud Montebourg - Atlantico.fr

Pas par nationalisme ou "*patriotisme économique*" mais parce qu'ils rejettent le chômage...

LO, c'est la secte du crétin utile d'extrême gauche du régime et de l'UE.

- Pour LO, «*rien à attendre*» des élections européennes - Liberation.fr

S'il n'attend rien des institutions européennes, le parti trotskiste, qui tenait meeting vendredi soir, appelle à sanctionner dans les urnes la politique du gouvernement.

On n'a donc guère débattu, vendredi soir, du niveau de l'euro, du protectionnisme européen ou encore du traité de libre-échange transatlantique. «*Comme si les multinationales américaines étaient foncièrement pires que les européennes ! tranchait Nathalie Arthaud avant le meeting. On ne se laissera pas prendre à ces faux débats, qui ne visent qu'à faire oublier la question de salaires, du patronat, du capitalisme. Tout le monde reconnaît que le Parlement européen a très peu de pouvoirs. Nous n'attendons rien des institutions européennes*».

«*Péripétie électorale*», «*façade démocratique*» : le scrutin à venir était ainsi réduit à bien de choses. «Il faudrait vraiment être naïf pour penser que ce scrutin changera quoi que ce soit à la situation des travailleurs, a renchéri à la tribune Jean-Pierre Mercier, ex-leader de la lutte syndicale à l'usine PSA d'Aulnay et second de liste en Île-de-France derrière Nathalie Arthaud. C'est dans les rues et dans les entreprises que la colère devra exploser. Mais comme on nous donne l'occasion de nous exprimer, nous n'avons aucune raison de nous taire». Malgré son désintérêt pour la chose européenne, LO n'en appelle pas à l'abstention, «*qui profite à la droite et à l'extrême-droite*». Liberation.fr 16.05

Ils sont abrutis naturellement ou ils le font exprès à LO ? Au moins cela leur permet de se faire des amis parmi les médias aux ordres qui voient d'un bon oeil sa participation à ce scrutin, car l'enjeu est la légitimité ou non de l'UE, le niveau de son rejet par les masses qui inquiète tous les gouvernements et partis qui les soutiennent... dont LO.

Si l'abstention profitait au moins à la soi-disant gauche et au PS en premier lieu, alors là LO aurait appelé à l'abstention, le mot bocoytt est tabou. Mais comme le PS est de droite, cela signifie que LO s'accommode d'un gouvernement de droite du moment qu'il est dirigé par le PS. Et comme le PS est viscéralement lié à l'UE, LO aussi, ce qui explique sa participation à ce scrutin.

LO s'en défend, ils lutteraient contre la politique du gouvernement Hollande-Valls, vraiment ? Mais en légitimant l'UE, ils légitiment sa politique qui est la même que celle que met en oeuvre le gouvernement, elle est inspirée de l'UE, elle lui est imposée pour ainsi dire par l'UE, chacun le sait, mais pas LO, la réalité ne les intéresse pas, ils font ce qu'ils veulent sans en tenir compte, c'est ce qu'ils appellent être indépendants, être trotskistes, en attendant c'est apporté son soutien à l'UE qu'ils le veuillent ou non.

Stratégie du chaos

- Libye : 79 morts à Benghazi après l'offensive contre le « *terrorisme* » lancée par un ancien général - LeMonde.fr

Les autorités libyennes ont qualifié samedi de « *tentative de coup d'Etat* » l'offensive menée à Benghazi, dans l'est du pays, par un général à la retraite. LeMonde.fr 17.05

- ameroun: un soldat tué et 10 chinois "*probablement*" enlevés par Boko Haram - L'Express.fr

- Mali: le Premier ministre à Kidal, un soldat tué dans des combats avec les rebelles - AFP

- Yémen: 7 membres présumés d'Al-Qaïda et un soldat tués dans des combats - AFP

- Deux explosions font dix morts à Nairobi - Reuters

- Mexique: trois morts après une explosion dans un centre commercial - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Etat policier.

- Des enfants de 6 ans convoqués par les gendarmes : est-ce efficace ? - Francetv info

Cinq écoliers ont été auditionnés par les gendarmes à cause d'une bagarre dans la cour de récréation.

Le substitut du procureur de la République à Charleville-Mézières, François Fournié, a annoncé vendredi avoir "*classé l'affaire, en considérant que le discernement des enfants n'était pas suffisant pour qu'ils soient bien conscients de la portée de leurs agissements*".

Comment un enfant de 6 ans vit-il cette confrontation ? D'après L'Ardennais, l'audition de mercredi "*n'a guère impressionné le jeune Lucas*", dont les parents témoignent dans le journal. Un autre garçon, en revanche, "*n'aurait pas pu être entendu car il s'est mis à pleurer*". Pour Michel Jollivet, pédopsychiatre, les pleurs peuvent avoir plusieurs significations : "*Ils peuvent être une stratégie pour l'enfant, mais peuvent aussi trahir une inquiétude. Peut-être qu'il se rend compte de ce qu'il a fait ? Peut-être a-t-il honte par rapport à ses parents ?*"

L'audition n'est pas en soi une source de traumatisme pour l'enfant. "*S'il a agi avec tant de violence, c'est peut-être que le traumatisme est antérieur*", affirme le pédopsychiatre. Mais la procédure n'en est pas pour autant une punition efficace.

"*Je ne vois pas bien ce que l'enfant peut comprendre à ce qui se passe*", juge Michel Jollivet. "*Les gendarmes n'ont rien à faire là-dedans. Ils sont dans la mise en scène, et ne peuvent pas interdire. Ils peuvent seulement dire : 'C'était interdit'*", poursuit-il. Comme lui, l'avocate spécialisée en droit des mineurs Migueline Rosset n'y voit pas une solution : "*Il n'y a pas de réponse judiciaire à tout, même si les conséquences sont importantes. Cela relève plus de l'éducatif que du pénal.*"

D'après Michel Jollivet, la réponse se trouve dans les institutions traditionnelles : "*C'est auprès des parents, à l'école, et dans le lieu de vie dans lequel l'enfant est en rapport avec d'autres êtres humains que tous les interdits fondamentaux sont intégrés*", analyse-t-il. A Gespunsart, un psychologue scolaire a pris les enfants en charge, pour "*dédramatiser la situation et expliquer que la réalité était différente des jeux vidéo*". La directrice de l'école, elle, a réuni à plusieurs reprises les familles concernées pour leur rappeler "*les règles du vivre ensemble*". Francetv info 16.05

... commence par une provocation... vient ensuite une réaction... et pour finir la répression.

- La preuve par Michael Sam: il faut que les homosexuels s'embrassent plus souvent en public, beaucoup plus souvent - Slate.fr

Rien de tel pour faire monter le nombre d'agressions...

- A Nantes, des garçons en jupe et quelques frictions devant un lycée - LeMonde.fr

- Journée mondiale de lutte contre les violences homophobes - Francetv info

- L'École doit s'engager contre l'homophobie et la transphobie - Liberation.fr

Formater les esprits ne leur suffisait pas, parce qu'ils ne peuvent pas y parvenir dans tous les domaines et ils le savent pertinemment, dorénavant il faut les soumettre à la menace permanente du législateur et à sa justice répressive.

Tous les rapports dans la société portent l'empreinte ou sont calqués sur le mode de production en vigueur ou les rapports de domination de classe, la division de la société entre classe dominante et classe dominée, classe dominée à laquelle appartient l'immense majorité de la population.

A tous les niveaux de la société, chaque rapport incarne ou reproduit ce rapport entre dominants et dominés, opprimeurs et opprimés, on le trouve au sein de la famille ou d'un couple, entre conjoints, entre parents et enfants, entre l'ensemble de la société et les différentes communautés ou minorités qui la constituent, différents groupes ou groupements d'individus ayant le même statut ou les mêmes besoins ou intérêts, présentant des caractéristiques communes, entre les hommes et les femmes.

Ce rapport n'existe pas ou ne se comporte pas toujours de manière homogène, rigide, il comporte différents degrés, il se réalise sous l'influence d'un ensemble de facteurs extérieurs ou circonstanciels, il n'est pas forcément à sens unique non plus, vient s'y greffer certaines valeurs ou certains principes que les uns et les autres partagent ou auxquels ils adhèrent en principe, ce qui en atténue la nature, la portée des inégalités sur lequel il est fondé, qui sont disons naturelles ou non, imposées et par conséquent acceptées tacitement ou simplement supportées, tolérées plus ou moins bien.

Ce rapport s'impose autoritairement. Il ne peut pas en être autrement puisqu'il est impossible de le justifier, sa légitimité repose sur l'ignorance des masses, il porte en lui la marque de l'arbitraire, par habitude, éducation, mimétisme, les différents membres de la société le reproduisent, inconsciemment, s'y soumettent.

Puisqu'elles en ignorent l'origine, elles ne maîtrisent ni le processus qui les conduit à adopter ces rapports ni les conséquences qui en découlent pour eux comme pour les autres. Elles sont soumises aux lubies et caprices, à la volonté du législateur qui peut à tout moment intervenir pour en modifier la lecture à défaut d'en modifier le contenu, précision importante car de là découle la confusion qui consiste à croire que ces rapports seraient modifiés par l'adoption d'une loi, alors qu'en réalité ils persistent dans la tête de la majorité de la population, dont les couches les plus défavorisées qui sont aussi les plus arriérées, les moins concernées par le progrès social ou les plus frappées par la crise du capitalisme, donc les plus étanches ou récalcitrantes à tout changement,

à toute évolution de leur comportement ou de leur mentalité.

Autrement dit, les masses (ignorantes) ont adopté un certain nombre de rapports en liaison avec les rapports de classe qu'on leur a imposés depuis leur naissance, ces rapports n'ayant pas changé, le rapport entre exploiteurs et exploités étant demeuré le même, elles ne voient pas pourquoi elles devraient modifier ses rapports dans tous les autres domaines ou aux autres membres de la société. Le législateur ne peut leur imposer que par la force ou en légiférant sans les consulter, puisqu'il ne peut pas justifier les rapports qui en sont à l'origine. A suivre.

En complément.

Les siennes et il s'en trimballe un paquet !

- Plantu : "*Le dessin est un moyen de faire émerger les frustrations*" - Francetv info

Guerre idéologique. La preuve (si nécessaire) que nous avions vu juste.

- Les dérives inquiétantes de la «*loi famille*» - liberation.fr

Lundi 19 mai, une loi relative à l'autorité parentale et à l'intérêt de l'enfant sera discutée à l'Assemblée nationale. Dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, le droit des pères ne doit pas être sacrifié.

Sébastien Ledoux, Président et fondateur de l'association Osons les pères et Stéphanie Hain Membre du Collectif femmes pour la résidence alternée.

... la situation prend une tournure dangereuse qui nécessite d'alerter l'opinion. Par le jeu des amendements, la Commission aux droits des femmes de l'Assemblée nationale en particulier, poussée par certains de ses membres, cherche à détourner le texte de son principe originel en lui imposant comme priorité la lutte contre la violence des hommes envers les femmes et les enfants qui a pourtant fait l'objet d'une loi en 2010. Derrière ces actions pointe une idéologie qui catégorise les hommes comme acteurs potentiels de violence et d'abus sexuels et qui associe le désir légitime du père de s'occuper de son enfant à un désir d'emprise de l'homme sur son ex-compagne. Le père est toujours présenté défaillant : soit par son absence, soit par sa violence.

La lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants est une affaire trop sérieuse pour la laisser ainsi être instrumentalisée à des fins idéologiques. Nous savons que les accusations mensongères pour des faits de violence sont déjà, malheureusement, l'un des registres qui peuvent être mobilisés devant les juges, ce qui conduit à nourrir des conflits interminables qui engorgent les tribunaux pendant des années et à couper le lien entre le parent, accusé à tort, et son enfant. L'enfant est toujours au final le grand perdant de ces pratiques scandaleuses qui continueront tant qu'elles resteront impunies.

Chargé initialement de consolider la coparentalité et défendre l'intérêt de l'enfant, ce texte de loi est en train de devenir un texte qui institue légalement la défiance et la suspicion systématique envers les pères pour mieux disposer de l'enfant. En prescrivant que la mère peut changer de domicile ou d'établissement scolaire de l'enfant sans l'accord du père, ou qu'elle est autorisée à ne pas présenter l'enfant à son père en cas de violence supposée, sans attendre que le fait de violence soit avéré par une condamnation de la justice, le texte ouvre davantage encore la porte à toute instrumentalisation de la question de la violence familiale. La loi augmentera dans ces conditions les déjà trop nombreux cas de rupture du lien père-enfant auxquels la proposition de loi était censée remédier.

Nous avions l'espoir dans ce texte d'une reconnaissance d'une réelle égalité de droits entre les hommes et les femmes au sein de la famille et en règle générale au sein de notre société. Est-ce sous l'influence grandissante en Europe du radicalisme venu des Etats-Unis que de telles dérives s'immiscent dans cette proposition de loi ? Comme le dénonce Camille Paglia, «*une rancune mesquine et hargneuse contre les hommes a été l'une des caractéristiques les plus désagréables et injustes du féminisme de la deuxième ou troisième vague. Les fautes, les défauts et les faiblesses des hommes ont été saisis et décuplés par d'affreux actes d'accusation*».

Il est peu probable que ce discours ambiant fasse progresser la condition des femmes. Il est même à craindre que les relations avec les hommes se dégradent. liberation.fr 16.05

N'est-ce pas le but recherché par Hollande et son gouvernement, le PS et ses satellites, ses alliés de gauche et d'extrême gauche comme nous ne cessons de le dénoncer, à juste titre comme l'illustre cet article ? Qui sont les réactionnaire messieurs les gauchistes qui nous avaient traités de la sorte ? Vous en l'occurence. Au passage, cela montre à quel degré de confusion ou de décomposition en sont arrivés de soi-disant trotskistes.

Monter les hommes contre femmes, les sexes l'un contre l'autre, les différentes générations les unes contre les autres, les parents contre leurs enfants, contre le corps enseignant, la population contre les fonctionnaires, la majorité de la population

contre certaines communautés ou minorités, les différentes couches de travailleur les unes contre les autres, les diviser pour mieux régner et appliquer leur politique antisociale et réactionnaire, tel est le véritable objectif de leurs campagnes soi-disant contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, l'homophobie, etc, elles sont toutes tournées contre les masses, contre l'ensemble des travailleurs sans distinction.

Vengeance, hargne, haine, injustice, procès pour l'exemple... Justice d'exception sous une dictature.

- Un ex-agent de Tracfin condamné pour des révélations sur Cahuzac - Liberation.fr

- Emeutes d'Amiens-Nord: jusqu'à cinq ans ferme requis pour des violences et des dégradations - AFP

Ils étaient mineurs au moment des faits, ils profitent donc qu'ils sont devenus majeurs entre temps pour leur infliger les plus lourdes peines possibles.

- Jérôme Kerviel se dit "*serein*" malgré la perspective de la prison - AFP

- "*Pour quelques grammes de cannabis, un an, c'est disproportionné !*" - LePoint.fr

Un homme de 23 ans, grand et maigre, comparaît devant le tribunal correctionnel pour "*détention*" et "*usage*" de cannabis en récidive légale. Les policiers l'ont surpris deux mois plus tôte possession de 2,6 g de résine de cannabis destinés à sa consommation personnelle.

C'est la troisième fois qu'il est confronté à la justice pour un problème de stupéfiants. En 2011, il avait écopé de six mois de prison assortis d'un sursis avec mise à l'épreuve (SME) pendant deux ans pour usage et détention de cannabis. Et en 2013, un "*trafic de stupéfiants*" lui avait coûté six mois de prison assortis d'un SME pendant deux ans. Cette fois, la quantité n'est pas assez importante pour laisser suspecter un trafic, ce que confirment les investigations effectuées à son domicile et sur son portable.

Et la présidente du tribunal de solliciter, pour marquer le coup, un an de prison, dont quatre mois ferme et huit mois assortis d'une mise à l'épreuve avec obligation de se soigner et de travailler.

Le tribunal déclarera finalement l'homme coupable des faits reprochés, mais décidera de différer d'un an le prononcé de sa peine. LePoint.fr 16.05

Pour 2,6g de résine de cannabis, allez, disons l'équivalent de trois verres de Cognac.

En complément. Imposture. C'est dans l'air du temps à l'échelle mondiale.

- Ukraine : l'ONU s'alarme de la situation des droits de l'homme à l'est et en Crimée - LeMonde.fr

- Moscou fustige le «*manque total d'objectivité*» du rapport de l'ONU sur l'Ukraine - 20minutes.fr

La Russie a fustigé vendredi le «*manque total d'objectivité*» du rapport de l'ONU rendu public à Kiev et qui signale une "*détérioration alarmante*" de la situation des droits de l'homme en Ukraine, dans l'Est du pays et en Crimée.

«*Son manque total d'objectivité, ses contradictions révoltantes et son usage du deux poids deux mesures ne laissent aucun doute sur le fait que ses auteurs ont rempli une commande politique pour blanchir les autorités autoproclamées de Kiev*», a affirmé le porte-parole de la diplomatie russe Alexandre Loukachevitch, cité dans un communiqué. 20minutes.fr 16.05

- Ukraine: des séparatistes pro-russes contrôlent une caserne à Donetsk - AFP

Ils sont bien plus cinglés que ce que l'on imagine et ils en fournissent la preuve eux-mêmes.

- Les Etats-Unis ont (vraiment) un plan en cas d'attaque de zombie Francetv info - Francetv info

- Pourquoi le Mondial au Qatar sent le soufre - LeMonde.fr

A la surprise générale, le président de la FIFA Joseph Blatter a reconnu, vendredi 16 mai, que confier l'organisation du Mondial-2022 au Qatar avait été une « *erreur* », relançant un dossier qui n'avait jamais vraimenté été réglé sur les conditions de l'attribution de la compétition. LeMonde.fr 16.05

Ils méprisent, haïssent les ouvriers.

Turquie: La police tire des gaz lacrymogènes sur des manifestants sur les lieux de la catastrophe minière - 20minutes.fr

La police turque a tiré des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc contre environ 10.000 personnes qui manifestaient vendredi sur les lieux de la catastrophe minière de Soma, dans l'ouest de la Turquie, a constaté une journaliste de l'AFP.

Avant l'intervention policière musclée les manifestants ont refusé de se disperser malgré les appels de la police. Ils criaient «*gouvernement démission*». 20minutes.fr 16.05

Haut de page

Le 19 mai 2014

CAUSERIE

(Plus tard dans la journée, 5 documents ont été ajoutés.)

On ajoutera quelques nouveaux articles dans la journée. Vendredi en sortant de la banque j'ai loupé une marche et je me suis étalé de tout mon long sur le trottoir Nerhu Steet à Pondichéry. A cause de la chaleur. Rien de grave, un hématome au genou et à la main gauche, même pas saignée la bête !

J'avais emmené le portable de Magueswary dans mon petit sac en toile et il a dû frapper le sol, l'écran est hors service et comme un con je n'avais pas noté sur une feuille de papier tous les numéros de téléphones qu'il y avait dans le répertoire, aussi je dois sortir pour voir s'il est réparable ou non, je m'en sers très peu ou pour ainsi dire pas. Allez, je vais bien perdre deux heures en comptant le trajet !

Made in USA.

- Les riches plus riches que jamais en Grande-Bretagne - AFP

Ensemble, les mille personnes les plus riches du Royaume Uni pèsent un total de 518,975 milliards de livres (637 milliards d'euros), soit 15,4% de plus que les 449,654 milliards de livres de l'année dernière, stipule le journal.

"*Je n'avais encore jamais constaté une hausse aussi spectaculaire*", a commenté Philip Beresford qui établit cette liste depuis 1989.

Le chiffre, qui représente un tiers du produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne, a par ailleurs doublé par rapport à 2009 où, en pleine crise financière, le total s'élevait à 258 milliards de livres.

Samedi dernier, une étude avait déjà révélé que la Grande-Bretagne possédait la plus forte concentration de milliardaires par habitant au monde avec 104 milliardaires en livres sterling résidant au pays. AFP 18.05

Les réactionnaires se lâchent

- Grâce au plan anti-jihad, 5 à 6 départs "*empêchés*" selon Cazeneuve - AFP

Hollande, Valls, Fabius, Le Drian, Cazeneuve, le compte y est !

- Sapin: Kerviel est "*un escroc*" qui "*doit bien entendu purger sa peine*" - AFP

Pas les banquiers, le gouvernement les protège !

Pure démagogie. Mélenchon qui "*soutient*" Kerviel ne tient pas un autre discours sur le fond lorsqu'il affirme "*personnellement, je trouve que le métier de trader est immoral et pas acceptable*", mais celui de banquier serait tout à fait respectable pour celui qui refuse de prendre position pour leur expropriation, on est ou on n'est pas inféodé au capital...

Comment ils font passer à la trappe les partis ou mouvements qui appellent à l'abstention ou au bocott

des élections européennes.

- Européennes : de la droite dure à l'extrême-gauche, qui sont les eurosceptiques ? - francetvinfo.fr

Il existerait donc les europtimistes disons, et les eurosceptiques, mais pas d'opposants à l'UE, pour un peu il serait interdit, illégal et bien sûr illégitime de se prononcer contre l'existence de l'UE, tout comme les opposants à l'existence de l'Etat d'Israël qui sont traités systématiquement d'antisémites, de négationnistes ou de terroristes, ou encore ceux qui refusent de soutenir le gouvernement néonazi en place à Kiev de suppôts du fasciste Poutine (Slate.fr)

Les institutions monarchiques qui existaient sous l'Ancien Régime bénéficiaient du même traitement que l'UE en régime capitaliste, elles étaient déclarées légales et légitimes, intouchables, de droit divin, quiconque s'aventurait à les critiquer en public s'exposait à de violentes représailles, à la mort...

Puis vint le jour où la monarchie et la féodalité avaient fait leur temps et devaient disparaître, ainsi que leurs institutions à commencer par leur souverain et sa cour qui s'étaient distribués ou répartis, qui concentraient entre leurs mains tous les pouvoirs. Afin que la bourgeoisie puisse gouverner et que les obstacles à un nouveau développement des forces productives et à la mise en place d'un nouveau mode de production soient levés, les tenants du régime en place résistèrent les armes à la main, il fallu donc une révolution armée alliant la bourgeoise au prolétariat pour les vaincre et abolir leurs privilèges, et c'est ainsi que les institutions de la République démocratique bourgeoise vinrent le jour, furent déclarées légales, légitimes, et que celles de l'Ancien Régime furent liquidées, envoyées au musée de l'histoire (ou préhistoire).

Les tenants du capitalisme et leurs lieutenants ouvriers qui participent au Parlement européen ou à ces élections, ont parfaitement conscience du danger que représentent les opposants de gauche pour l'existence de l'UE, car à leurs yeux ils incarnent la classe qui frappe à la porte du pouvoir, qui le revendique, qui pour exister n'a pas d'autre alternative que renverser, liquider les institutions politiques du capital, nationales, européennes et internationales, de la même manière que le fit autrefois la bourgeoisie, par une révolution armée, les armes à la main face à un ennemi refusant d'abdiquer et de reconnaître qu'il n'est plus apte à gouverner, qu'il doit céder le pouvoir auquel il s'accroche déséspérément avec l'aide de l'appareil répressif de l'Etat, se maintenant au pouvoir qu'en bafouant les principes élémentaires de la démocratie et en recourant à la violence, témoignant qu'il s'agit bien d'une guerre à mort engagée entre la classe des capitalistes et celle des ouvriers ou des travailleurs, des exploités, des producteurs.

Les institutions de la Ve République de l'Etat bourgeois et celle de l'Union européenne de la classe des capitalistes sont illégitimes et doivent disparaître. Le maintien au pouvoir des capitalistes a permis à cette institution monstrueuse qu'est l'Union européenne de voir le jour en 1950, alors qu'elle n'aurait jamais dû exister. A travers l'Union européenne c'est l'Ancien Régime qui renaît de ces cendres sous une forme absolutiste s'étendant à toute l'Europe.

Le prolétariat n'ayant pas été en mesure de renverser les capitalistes et de prendre le pouvoir politique du fait de la trahison de la social-démocratie et des staliniens, l'évolution du capitalisme avec toutes les contradictions qu'il comporte poussées à l'extrême s'étant poursuivie pendant toute cette période jusqu'à nos jours, ne pouvant pas engendré un nouveau système économique ou mode de production apte à satisfaire les besoins croissants de l'humanité, dont la population a été exponentielle au XXe siècle, il est condamné à une régression (sociale) sans fin entraînant dans sa chute l'ensemble de la société ou toutes les classes, qui se traduit sur le plan politique par une forme de gouvernance remettant en cause les principes démocratiques sur lesquels reposa l'accession au pouvoir de la bourgeoisie au profit de ceux qui existaient à l'époque de l'Ancien Régime ou de la monarchie, arbitraires, autoritaires, violents, barbares.

C'est ainsi que l'Union européenne fonctionne comme une monarchie absolue dotée à son sommet d'une Commission européenne au pouvoir discrétionnaire, et en bas un Parlement européen qui remplit le rôle de l'aristocratie d'autrefois, d'exécutant des décrets royaux, la cour des rois de la finance, des oligarques qui de fait gouvernent le monde. Le gouvernement mondial ou le nouvel ordre mondial qu'ils entendent instaurer et dont l'UE est un maillon, n'est rien d'autre qu'une monarchie absolue, une dictature implacable dotée de tous les pouvoirs, alors que les peuples en sont totalement dépouillés.

Ce qui vient d'être décrit est à la fois la situation concrète que nous avons sous les yeux et la stratégie que notre ennemi a adopté pour atteindre l'objectif politique qu'il s'est fixé afin de conserver le pouvoir, réduire nos droits sociaux et politiques à néant afin que les masses exploitées soient dans l'incapacité de trouver une issue politique à la crise du capitalisme, qu'elles la subissent indéfiniment sans pouvoir se soulever ou renverser l'ordre établi.

Le prolétariat réduit à l'impuissance politique ou la lutte des classes en grande partie neutralisée grâce à une armée de traitres et de démagogues ou populistes, l'effondrement du capitalisme demeure sous contrôle, son pendant réside dans le contrôle toujours accru de la population. Pour catastrophiques que soient les conséquences de la survie du capitalisme, ses représentants flanqués d'une armée de larbins au sein du mouvement ouvrier entendent en faire payer le prix à tous les peuples sur tous les continents, cela va de la surexploitation effrénée dans des conditons épouvantables à la guerre, à la destruction de pays entiers, au massacre systématique de leurs populations, au règne de la terreur permanente, au prix de souffrances multiples et sans fins, au saccage de notre planète.

Voilà dans quel cadre et perspective politique se situent les élections européennes et ce qui leur sert de légitimité, la survie du capitalisme à n'importe quel prix au détriment de la classe des exploités, du socialisme, d'où la nécessité absolue de les boycotter.

Il faut savoir ce qui se passe dans ce pays.

- Essonne : deux guet-apens à Grigny - leparisien.fr

Des jets de cocktail molotov, un caillassage en règle de la police. Le week-end a été chaud dans la cité de la Grande-Borne, à Grigny (Essonne). Selon le syndicat Alliance, deux guet-apens ont eu lieu dans ce quartier sensible, classé en ZSP. Vendredi, vers 23 heures, un équipage de la brigade anti-criminalité a été surpris lors de sa patrouille par une vingtaine de jeunes masqués par des capuches.

Armés de gros pavés et de cocktails Molotov ils ont poursuivi le véhicule de la police jusqu'à la caserne des pompiers voisine de quelques centaines de mètres. «*Les policiers ont pu faire face grâce à l'aide inattendue d'un escadron de gendarmes passant par hasard et qui n'a pas hésité à prêter main forte*», indique Claude Carillo du syndicat Alliance. La voiture a été endommagée, mais aucun fonctionnaire n'est blessé.

Et, ce dimanche, vers 19 heures, une trentaine de jeunes ont à nouveau pris à partie un équipage de police, à un autre endroit de la Grande-Borne, à Grigny. Armés cette fois de barres de fer en plus des pierres et des cocktail molotov, ils ont pris d'assaut la voiture des agents. Cette fois les policiers ont pu se dégager rapidement, mais là encore le véhicule a été dégradé.

Par ailleurs, ce dimanche également dans une autre ville de l'Essonne, à Montgeron, dans le secteur de La Forêt, des policiers se sont retrouvés face à une vingtaine de jeunes qui se sont opposés à l'interpellation «*d'un conducteur de moto volée ayant mis la vie en danger des citoyens qu'il croisait*», selon le syndicat Alliance. Aucun blessé n'est à déplorer cette fois encore. leparisien.fr 18.05

Un réservoir de lumpenprolétaires ou de provocateurs que le régime pourra instrumentaliser à tout moment pour justifier ou couvrir le recours à des milices fascistes elles-mêmes composées en partie de lumpenprolétariat. Le capitalisme produit ce genre de déchets qu'ils recyclent ou utilisent ensuite.

J'ai employé le terme de déchet en l'imputant au capitalisme, tandis que je considère ces jeunes comme des membres de notre classe qui sont victimes du capitalisme, en proie au désespoir. Si maintenant ils venaient à s'attaquer à la classe ouvrier ou au mouvement ouvrier, nous les combattrions comme nos ennemis de classe.

Attention à toujours bien faire cette distinction, sinon vous risquez d'être entraîné vers... l'extrême droite.

ACTUALITE EN TITRES

Quel désarroi !

- Pourquoi les Français boudent les élections européennes - Francetv info

- Copé fera une mise au point sur Bygmalion après les européennes - Reuters

Stratégie du chaos des pacificateurs ou prédicateurs de la guerre

- Libye: Un groupe armé attaque le Parlement et réclame sa suspension - 20minutes.fr

- Le Mali déclare une "*guerre sans merci*" aux terroristes - LePoint.fr

Ce sont les mots mêmes employés par un certain G.W. Bush le 11 septembre 2001, et bien d'autres ordures depuis...

- Mali : 36 morts et près de 30 otages après des affrontements à Kidal - LeMonde.fr

- Mali: Le Premier ministre accueilli par des manifestants à son retour du nord - 20minutes.fr

- Cinq morts dans un attentat-suicide au nord du Nigeria - LeMonde.fr

Haut de page

Le 20 mai 2014

CAUSERIE

Dans quel monde merveilleux vivons-nous !

- Hubert Reeves : "*Rien n'est plus merveilleux que l'homme*" - lepoint.fr 19.05

- Rappelons que, dans le contexte de l'évolution darwinienne, les facultés des êtres vivants se développent pour rencontrer les besoins d'adaptations aux conditions environnementales. Dans ce but, une certaine agilité à manipuler des images mentales est certes utile. Mais le même cadre explicatif peut-il rendre compte de l'apparition des prouesses fantastiques de l'esprit humain ? Question jusqu'ici sans réponse...

Il faut bien reconnaître que "*l'esprit humain*" a dû faire preuve "*de prouesses fantastiques*" pour réduire plus de la moitié de l'humanité à l'état de pauvreté ou de précarité absolue, question à laquelle il existe évidemment une réponse dès lors qu'on analyse le développement de la civilisation humaine sur un plan historique en partant des faits ou de l'activité pratique des hommes et non de l'idée qu'on s'en fait qui donne lieu à toutes sortes de divagations ou réflexions existentielles.

Les êtres vivants développent des facultés pour s'adapter à leur environnement et survivre, mais ce n'est pas le cas de tous les êtres vivants dont certains disparaitront faute de pouvoir adapter leurs facultés aux modifications parfois soudaines et brutales de leur environnement. C'est le milieu qu'ils rencontrent ou que leur impose la nature qui met à l'épreuve leur constitution et le cas échéant les pousse à adopter de nouvelles facultés ou à modifier celles qu'ils possédaient déjà.

Les "*besoins d'adaptations*" des êtres vivants sont intrinsèquement liés à leur nature, à leur existence, à leur genèse, ils en sont indissociables et déterminent leur constitution morphologique, leur fonctionnement biologique, en fonction du milieu dans lequel ils évoluent.

S'agissant de l'homme, le concept d'adaptation est insuffisant pour définir et comprendre son comportement dans la mesure où il ne se contente pas de s'adapter à la nature, il transforme son environnement pour l'adapter à ses besoins, il ne fait pas que subir les expériences que la nature et sa constitution lui impose - on oublie souvent que l'homme fait partie intégrante de la nature tant la sienne lui est devenue étrangère, il agit directement sur la nature. Transposé à la société, il est contraint de s'y adapter, et comme les rapports (de classe) qu'ils rencontrent ou dans lesquels il est intégré ne permettent pas de satisfaire ses besoins, il tente d'agir dessus pour en modifier ou atténuer les conséquences, et dans le cas où cela s'avère inopérant, il doit en prendre acte et agir pour les changer. Il ne s'agit pas pour lui de se livrer à une "*manipulation d'images mentales*", mais bien d'agir sur les causes matériels qui sont à l'origine de sa condition et de l'insatisfaction de ses besoins.

- La discussion s'enrichit à faire remarquer que les mêmes fabuleuses facultés mentales étaient nécessaires pour déchiffrer le comportement intime de la nature et élaborer des bombes atomiques, sachant que celles-ci pourraient éliminer l'espèce humaine. Cette mise en rapport des mots de Sophocle avec ceux d'Einstein peut au moins nous faire constater que le génie humain est impliqué dans sa propre précarité. Il peut mener à sa propre élimination. Cela, Sophocle l'ignorait, et c'est le XXe siècle qui nous l'apprit.

Là encore, Reeves se livre à une généralisation d'une platitude pitoyable parce qu'il se refuse à mettre en cause les responsables de la "*précarité*" à laquelle conduit le "*génie humain*" quand il tombe entre de mauvaise mains ou lorsqu'il est utilisé à mauvais escient par ceux qui en ont le pouvoir, qui détiennent le pouvoir. Quand le "*génie humain*" au lieu de servir les besoins ou le bien-être de l'humanité servent ceux d'une classe avide uniquement de richesses et de pouvoir, il se transforme en son contraire et devient une réelle menace pour l'homme ou la civilisation humaine.

- Dans le monde vivant, un des critères de longévité est la capacité à s'adapter à des situations naturelles changeantes. Les espèces qui n'y arrivent pas périssent. Celles qui y arrivent, par des mutations génétiques ou autrement, survivent et perdurent.

Aujourd'hui s'ajoute à cela la nécessité de s'adapter également aux situations nouvelles créées par les humains eux-mêmes. La crise écologique contemporaine en est la manifestation la plus spectaculaire. Le génie humain est-il assez "*merveilleux*" pour résoudre cette crise ? C'est la question qui se pose aujourd'hui à nous avec insistance, provoquant notre inquiétude. Il ne s'agit de rien moins que de la survie de notre espèce... lepoint.fr 19.05

Reeves posent plus de questions qu'il ne fournit de réponses, il faut donc en déduire qu'ils les ignorent, on serait donc tenter de

dire qu'il se contente d'enfoncer des portes ouvertes ou de parler pour ne rien dire puisqu'il ne nous apprend rien ou son discours est vide de tout enseignement qui pourrait être utile pour oeuvrer au changement de la société.

Il passe du "*monde vivant*" à la "*crise écologique contemporaine*" en passant allègrement par dessus la crise économique et sociale qui constitue le trait dominant de la société et du monde à notre époque. Pour la même raison qu'évoquée plus haut lorsqu'il refusait de définir qui était responsable de l'état de "*précarité*" dans laquelle se trouvait l'homme ou l'humanité, le capitalisme, car il lui aurait fallu faire de la politique, ce qu'apparemment il exècre et lui vaut d'être publié par Le Point ; dans des articles précédents, en démagogue accompli, il n'avait pas hésité à affirmer que nous étions tous responsables de la situation actuelle de la sociéte et de la planète, renvoyant dos à dos les différentes classes comme si elles en partageaient tous la responsabilité, participant à l'entreprise de culpabilisation de l'ensemble de la population que l'on retrouve dans la propagande officielle.

Reeves est totalement subordonné au capitalisme, ce qu'il révèle en insistant lourdement sur "*la nécessité de s'adapter également aux situations nouvelles créées par les humains eux-mêmes*", autrement dit s'adapter aux conditions d'existence que le capitalisme nous impose et impose à la nature ou à toutes les espèces, on doit s'en accommoder dit-il ouvertement, pas question de le remettre en cause cela sous-entend.

Pour nous "*la manifestation la plus spectaculaire*" des "*situations nouvelles créées par les humains eux-mêmes*" ou la survie du capitalisme, ce n'est pas "*la crise écologique contemporaine*", mais la crise sociale généralisée qui frappent des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde, qu'il nous excuse du peu pour ne pas l'avoir remarqué, le chaos, la guerre, la barbarie.

C'est marrant, quotidiennement jour après jour aux infos s'étale le produit du "*génie humain*", les "*prouesses fantastiques*" réalisées par les gouvernements et armées impérialistes anglo-saxonne et française (notamment), et seule "*la crise écologique contemporaine*" trouve grâce à ses yeux, à croire que c'est son seul problème, tout comme ses semblables écologistes.

Sur le fond

Ils prétendent s'attaquer à l'extrême droite alors qu'elle est leur alliée ou ils lui fraient la voie, conséquence de leur subordination au régime ou son refus de l'affronter.

Ils prétendent s'attaquer au racisme, alors qu'ils auront tout fait pour qu'il se développe, comment, de la même manière ou les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Ils prétendent s'attaquer au capitalisme, alors qu'ils participent tous aux élections européennes (sauf le POI) qui ont pour seul objectif de légitimer l'institution en Europe qui incarne au plus haut degré le capitalisme, les banques et les multinationales pour lesquelles l'Union européenne a été fondée.

Ils prétendent s'attaquer à la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement et l'Union européenne, mais en refusant de rompre avec le capitalisme, les institutions de la Ve République et l'UE ils s'en font les agents, les complices, ils agissent ainsi en ennemis des intérêts des travailleurs et du socialisme tout en parlant en leur nom.

Hystérie européiste

C'est un euphémisme pour une dictature !

- L'Union européenne peine à combler son "*déficit démocratique*" - Reuters

Les travailleurs et les peuples de l'Europe aspirent au socialisme.

- Les Européens aiment l'Union... mais pas ses institutions - L'Express.fr

Que disent-ils ? Prolétaires de tous les pays unissez-vous. Et ils rejettent les institutions du capital tournées contre leurs intérêts.

La Vert-mine au secours de l'UE.

- Eva Joly: «*L'austérité nourrit l'euroscepticisme, mais n'est pas inhérente à l'Europe*» - 20minutes.fr

D'ailleurs qu'est-ce qui pourrait justifier de rejeter l'UE ? Rien.

Eux non plus ne font pas de politique...

- Le patron d'Airbus incite ses 130 000 employés à voter pour l'Europe - LeMonde.fr

Lu dans un courriel reçu hier et signé Jean-Paul Bagot pour Debout la République.

- Chaque voix compte, votre voix compte, il suffit de 5,5% des suffrages pour faire élire un député européen !

5,5% des suffrages, voilà pour la démocratie !

Comment ils s'attaquent à l'extrême gauche. A quoi, à qui sert l'extrême gauche ?

Ce sont les partis issus des sections de l'Internationale socialiste (PG, Syriza, etc.) présentés comme la "*gauche de la gauche*" ou d'extême gauche, parfois associés au PC et d'autres formations politiques issues du PC (FdG en France), du NPA ou de formations ou courants dits trotskistes. Tous demeurent liés au PS qui est un des piliers du régime en place.

Régulièrement, lors de campagnes ou de luttes des pans entiers du PS ou le PS dans sa totalité se retrouvent associés à ces partis de la "*gauche de la gauche*" ou d'extême gauche et lors d'élections ils se soutiennent mutuellement ou encore au sein de conseils municipaux, et en bien d'autres endroits encore. Ils participent tous (ainsi que les syndicats) au Conseil économique et social et environnemental qui est une institution de collaboration de classes par excellence, une sorte d'appendice du Sénat où ils se retrouvent avec le patronat et tous les partis de droite, UMP, UDI, etc.

C'est ainsi qu'ils s'accommodent tous du régime en place et y participent activement. Ils ont choisi leur camp, celui du capital, tout le reste n'est que tromperie, démagogie, hypocrisie agissant sous un faux masque.

Cette association capital-travail va encore plus loin puisqu'elle inclut l'UE et l'ONU, l'OTAN.

On vient de voir comment le NPA qui se définit d'extrême gauche avait souhaité passer une alliance avec le Front de gauche qui prétend incarner "*la gauche de la gauche*" pour présenter des listes communes aux élections européennes, Front de gauche qui n'entend rompre ni avec l'UE (la BCE et l'euro, etc.), ni avec l'ONU ni avec l'OTAN, tout comme les partis de droite, le PS et l'UMP.

Du coup il est permis d'affirmer que le Front de gauche et le NPA ont usurpé leur appellation de "*gauche de la gauche*" ou d'extrême gauche, cela vaut également pour LO qui participent également aux élections élections, à toutes les élections en fait.

Ce faux masque sert a attirer vers eux les travailleurs et jeunes les plus déterminés à lutter contre le capitalisme pour les maintenir dans son giron ou sous son joug, du capitalisme, faire ensorte qu'ils ne cherchent pas d'issue politique en dehors ou au delà du capitalisme et ses institutions avec lesquels il ne faut surtout pas rompre.

Ils se présentent comme les champions du combat contre les inégalités, les injustices et les discriminations dont sont vitimes les travailleurs ou certaines couches de la population, qui doivent résolues sous le régime capitaliste, sans rompre avec lui, sans le renverser, sans que le rapport de domination de classe qui en est à l'origine ne soit inversé en faveur de la classe dominée ou des exploités et des opprimés.

Leurs discours et gesticulations qui bénéficient du soutien des médias aux ordres ne servent qu'à camoufler leur subordination au capitalisme ou le fait qu'ils n'ont rien à voir ainsi que leur politique avec le socialisme, qu'ils sont des contre-révolutionnaires, finalement ils sont comme le PS, socialiste (très édulcoré ou méconnaissable même) en parole, et capitaliste ou impérialiste en acte.

A l'arrivée, les travailleurs et jeunes qui leur auront fait confiance ou qui se seront engagés dans leurs rangs ou à leur côté seront démoralisés et dégoûtés de "*la gauche de la gauche*" et de l'extrême gauche qu'ils assimileront à juste titre au PS ou à la droite, à des traitres, des complices du capitalisme, corrompus par ses institutions, etc. de telle sorte qu'un nombre d'entre eux se détourneront de la politique ou pire se tourneront vers l'extrême droite sans réfléchir à sa nature puisque réfléchir ne leur avait servi à rien quand ils faisaient partie de "la gauche de la gauche" ou de l'extrême gauche.

Nombreux ressortiront à l'issue de cette expérience brisés politiquement, totalement découragés, ils étaient déjà très faibles ou fragiles au départ, elle les aura achevée. Peu d'entre eux chercheront s'il existe un autre parti qui incarne le socialisme ou propose une issue politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs, puisque leur expérience politique ne leur aura été d'aucune utilité pour élever leur niveau de conscience politique, bien au contraire, il règnera dans leur tête une grande confusion, alors qu'une multitude de questions qu'ils s'étaient posés un jour étaient restées sans réponse, auxquelles ils sont évidemment incapables de répondre par la suite ou d'eux-mêmes.

Si vous vous demandiez à quoi sert "*la gauche de la gauche*" et l'extrême gauche, vous avez là en grande partie la réponse. Légitimer Hollande dont la politique est certes de droite, mais lui il est toujours de gauche, idem avec Valls, Fabius, etc. le PS, l'UE, l'ONU et l'OTAN. Légitimer la soi-disant majorité (PS-PRG-EELV) parlementaire, le gouvernement, autrement dit les représentants des institutions de la Ve République qui assurent une légitimité juridique au capitalisme et oeuvrent à sa préservation.

En interdisant aux travailleurs et aux jeunes de trouver une issue politique à la crise du capitalisme ou de se poser cette question, ils leur otent l'idée non seulement que cela serait possible et qu'un parti ouvrier pourrait incarner cette politique, leur refus obstiné, la haine viscérale que les dirigeants du Front de gauche, du NPA et de LO vouent au POI avec lequel ils refusent tout front unique, ils y préfèrent le PS, témoigne que leurs intentions ne sont pas de mettre en oeuvre tous les moyens pour infliger des défaites au patronat ou au gouvernement, de mobiliser un maximum de travailleurs, de les organiser, ni même de contruire un parti ou je ne sais quoi pour affronter le régime, mais bien de servir de rempart à l'ordre établi, d'empêcher qu'un véritable parti ouvrier socialiste se contruise, d'où leur censure ou ostracisme envers le POI qui prone la rupture avec les institutions de la Ve République et l'Union européenne, un crime impardonnable pour "la gauche de la gauche" et l'extrême gauche dont la véritable nature politique éclate au grand jour, réactionnaire ou contre-révolutionnaire, antisocialiste.

Maintenant "*la gauche de la gauche*" et l'extrême gauche bénéficient d'un traitement de faveur de la part des médias aux ordres, lorsqu'ils ne les manipulent pas, avec leur consentement, le "*revirement*" de Mélenchon lors d'une polémique avec *Le Monde* vient de l'illustrer si nécessaire.

Cette instrumentalisation de "*la gauche de la gauche*" et de l'extrême gauche par les médias laissent indifférents leurs dirigeants, quand elles ne les flattent pas car ce sont des gens sans principes évidemment. Les médias ont parfaitement compris à qui ils avaient à faire avec les Mélenchon, Laurent, Besancenot, Arthaud. Ils peuvent les élever au pinacle et les clouer au pilori le lendemain si nécessaire, comme ils les mettent en scène ou n'en parlent plus du tout du jour au lendemain, tout dépend de l'agenda politique ou des besoins du gouvernement ou du régime.

Crise du capitalisme oblige, les partis officiels de l'ordre n'étant plus en mesure de gouverner pour garantir la pérennité du capitalisme et ses institutions, ce sont en France et en Europe (et ailleurs dans le monde) les partis supplétifs des partis de l'ordre dits socialistes qui font le sale boulot à leur place. Une fois ces partis discrédités ou rejetés par la majorité des masses exploitées pour avoir poursuivi la politique de leurs prédécesseurs, il faut bien trouver quelqu'un ou quelque chose, un ou des partis pour assurer la relève, car le régime ne pourrait subir une carence du pouvoir sans que les masses soient tentées de s'engoufler dans ce vide pour le combler. C'est à ce moment-là que "*la gauche de la gauche*" monte au créneau ou est appelée à prendre le relais en tant que parti de l'ordre officiel disons temporairement.

C'est ce qui pourrait arriver très prochainement en Grèce et peut-être plus tard dans d'autres pays. Aussi il est intéressant d'observer comment les médias intervenant en tant que représentants de la classe dominante présentent cettte situation.

On observe que très rapidement Syriza jusque là présenté comme un "*parti de gauche*" se transforme en "*parti d'extrême gauche*". On pourrait se dire qu'il s'agit là uniquement d'une dérive sémantique sans doute malintentionnée. Ce qui est certain, c'est qu'elle n'est pas anodine et nous allons expliquer pourquoi.

Syriza est un parti petit bourgeois démocratique lié à la bourgeoisie, entièrement subordonné au capitalisme, qui n'envisage nullement de rompre avec lui, avec l'UE, l'euro, l'ONU ou l'OTAN, Alexis Tsipras n'a pas cessé de le marteler, bref, il présente toutes caractéristiques d'un parti de l'ordre.

Alors pourquoi le présenter soudain comme un "*parti d'extrême gauche*" si finalement il ne présente aucun danger pour le régime ?

Si comme nous l'affirmons Syriza est un parti voué à la cause du capitalisme ou qui ne peut que s'accommoder avec lui et refusera toujours de l'affronter, en faire un "*parti d'extrême gauche*" présente l'avantage de réduire l'extrême gauche à une tendance du mouvement ouvrier liée au capitalisme, cela signifie qu'en réalité il n'existerait aucune tendance au sein du mouvement ouvrier qui serait en rupture avec le capitalisme, la lutte des classes ne consisterait plus de nos jours qu'à jouer dans la cour de récréation définie par le capitalisme, et puis il ne peut rien exister au delà d'un extrême, c'est le bout ou la fin, la limite d'un processus, de quelque chose, donc inutile d'aller voir au delà de Syriza, il n'existe rien, comme il n'existe rien au delà du capitalisme, toute alternative au capitalisme passe à la trappe et la boucle est bouclée. Ai-je été assez clair ?

L'enjeu n'est donc pas sémantique, mais bien politique au plus haut niveau.

Un extrait de l'article de Reuters d'hier

- Percée du parti de gauche Syriza lors de scrutins locaux grecs - Reuters

Si l'un de ces deux candidats l'emporte au second tour dimanche prochain - en même temps que les élections européennes, ce sera

la première fois que la capitale ou sa région passe aux mains d'un parti d'extrême gauche.

- "*On voit une tendance nouvelle en faveur des partis qui s'opposent au système*", selon le politologue John Loulis. "*Même si les gens ne font pas encore confiance Syriza, ils sont prêts à essayer.*" Reuters 19.05

Syriza ne "*s'oppose pas au sytème*", il en est une des composantes (Aube Dorée aussi), la suite apporte une précision qui permet de le comprendre. Syriza, tout comme le Front de gauche en France, ne remet pas en cause le capitalisme ou les institutions, l'UE, non, il se contente de dénonce la politique d'austérité du gouvernement et de l'UE en faisant croire que dans le même cadre politique il serait possible d'appliquer une autre politique, alors que c'est impossible, la réaction ne le permettra pas, elle lâchera ses milices fascistes...

Ce que dispute Syriza ou le Front de gauche aux partis de l'ordre, ce n'est pas la nature du régime, capitaliste ou socialiste, mais le meilleur moyen de gouverner tout en maintenant en place l'ordre établi, la répartition des richesses entre les différentes couches d'exploitées incluant la petite bourgeoisie ou la classe moyenne qu'ils incarnent ou permettant à celles-ci de conserver leurs privilèges ou niveau de vie, peu importe que cela soit au détriment de couches entières de travailleurs.

- Syriza a tenté de transformer ce scrutin en un référendum sur la politique d'austérité menée par Nouvelle démocratie, le parti de Samaras, et son partenaire de coalition le Pasok (socialiste). Reuters 19.05

Ce qui contrarie les tenants du régime qui sont farouchement anti-ouvriers, c'est que l'arrivée au pouvoir de Syriza ou un Front populaire pourraient se traduire par des concessions accordées aux travailleurs, concessions qui seront reprises ou rogner par la suite, parfois très rapidement, en 36 en France les augmentations de salaires avaient été annulées en moins de six mois suite à une inflation galopante orchestrée par la Bourse.

Ils ont deux fers au feu il ne faut pas l'oublier, l'extrême droite qu'ils financent et instrumentalisent également sera mise en action pour faire chuter le gouvernement réduit à l'impuissance, tandis qu'un gouvernement ultra réactionnaire ou une dictature pendra la suite...

J'ai oublié de préciser que les médias appelaient parfois "*la gauche de la gauche*" la "*gauche radicale*", au delà de laquelle doivent se trouver les terroristes, les voyous, l'ultra gauche, en réalité la véritable Opposition de gauche, nous quoi !

Qui visent-ils ?

- "*Vers la fin de la consommation de masse?*" - L'Express.fr

- Alimentation : la mention «*à consommer de préférence avant*» dans le collimateur de l'UE - Liberation.fr

Qui sera amené à consommer moins ? Ceux qui en auront moins les moyens. La généralisation de la pauvreté, la paupérisation d'une partie des couches moyennes, la baisse du niveau de vie des couches supérieures des travailleurs conduira à une baisse de la consommation, produit de la baisse du coût du travail.

Plus la part du capital variable diminue, plus le niveau de vie des exploités doit diminuer, moins ils doivent consommer, tandis que leurs charges (loyer, électricité, gaz, transport, etc.) fixes augmentent toujours et consomment une part toujours plus importante de leurs salaires, mais aussi le budget nécessaire pour simplement survivre, se nourrir, se vêtir, se soigner, etc. du coup la part qui reste pour d'autres dépenses en biens ou services diminuent sans cesse.

En complément.

- Les Français ont le sentiment d'une médecine à deux vitesses - Liberation.fr

- Santé: Près d'un Français sur deux a renoncé à des soins en raison du coût - 20minutes.fr

Acharnement des défenseurs des banquiers mafieux.

- Kerviel, d'abord «*voleur*» puis «*victime expiatoire*» de la haute finance: le drôle de combat de Mélenchon - Slate.fr

- Kerviel: illisible innocent? Médiatique coupable? Victime incomprise? - L'Express.fr

- Cambadélis dénonce le "*cirque hallucinant*" autour de Kerviel - AFP

- De l'Eglise à l'extrême gauche, les soutiens disparates de Jérôme Kerviel - LeMonde.fr

- Kerviel: Laurent se démarque de Mélenchon dans la défense de l'ex-trader - AFP

Pierre Laurent, numéro un du PCF, a jugé lundi que Jérôme Kerviel avait sa "*part de responsabilité*" dans la spéculation bancaire, alors que son partenaire du Front de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, proclame l'innocence du trader repenti.

Interrogé par France Info, le secrétaire national du PCF a estimé que l'ex-courtier avait été "*un rouage de ce système*" spéculatif, "*il y a prêté la main très directement*". AFP 19.05 (Le PCF est un "*un rouage*" du "*système*, du régime... - ndlr)

Et les ouvriers qui travaillent dans les entreprises d'armement, ils sont les "*rouages*" de quoi, ils prêtent "*la main très directement*" à quoi, aux massacres d'innocents à travers le monde, faut-il les envoyer en camps de concentration en Sibérie ? On préfèrerait envoyer au bagne leurs patrons ou actionnaires, en admettant qu'on leur laisse la vie sauve, je ne jurerai de rien !

En complément.

Lui il a vu sa peine réduite et il ne passera pas par la case prison, normal.

- L'ex-PDG de Vivendi Jean-Marie Messier condamné à dix mois de prison avec sursis en appel - Francetv info

Eux ils ont eu moins de bol...

- Espagne: près de 50.000 logements saisis par les banques en 2013 - AFP

Les esclaves vont encore avoir besoin de fournir des "***efforts***"

- Afrique: forte croissance en 2014, mais des efforts encore nécessaires - AFP

L'activité économique du continent africain progressera de 4,8% cette année, puis de 5,7% en 2015, mais pour réaliser une réelle percée, il doit davantage profiter du marché international, selon un rapport annuel publié lundi par l'OCDE, la Banque africaine de développement et le Programme des nations unies pour le développement (Pnud).

(Ah bon ! Parce que ce serait l'inverse aujourd'hui, l'Afrique serait pillée et n'en profiterait pas vraiment, évidemment, non, sans blague ? - ndlr)

Il dresse cette fois le bilan d'"*une Afrique résistante aux chocs intérieurs comme extérieurs et sur le point de connaître une solide croissance économique*", expliquent les trois organismes dans un communiqué.

(Ah bon ! Qui ne résiste pas à la corruption et à la guerre, aux agressions venues de l'extérieur ? Une "*solide croissance économique*" qui profitera à qui ? La réponse était donnée plus haut au "*marché international*", entendez aux multinationales qui le domine. - ndlr)

Mais, précisent-ils dans le rapport, plusieurs aléas pèsent en positif et en négatif sur cette prévision de croissance.

(Comme ces choses sont dites à la légère, les "*aléas*" en question portent un nom : déstabilisation et guerre impérialistes. - ndlr)

D'abord, la situation géopolitique. "*Trois ans après la révolution en Egypte, en Libye et en Tunisie, la stabilité politique dans la région n'a pas encore été complètement rétablie*", estiment-ils, rappelant également la situation au Mali et en Centrafrique. Pour eux, il s'agit du "*principal défi*" à relever pour le continent.

(Arrêtons-nous un instant et sautons au dernier paragraphe avant de lire la suite. -ndlr)

Côté positif, les trois organismes soulignent les "*progrès remarquables réalisés dans le domaine du développement humain, qui se traduisent par des taux de pauvreté plus faibles, une hausse des revenus, de meilleurs taux de scolarisation et de couverture médicale*".

(Alors qu'ils ont soutenu la destruction de la Libye par les puissances occidentales et l'OTAN dont le "*taux de pauvreté*" était l'un des plus faibles d'Afrique, le "*taux de scolarisation et de couverture médicale*" l'un des meilleurs d'Afrique. -ndlr)

Si les exportations africaines, "*tirées par des prix élevées, ont progressé plus vite en 2012 qu'aucune autre région au monde*" (6,1%), les importations augmentent encore deux fois plus vite (13,8% par an), précisent-elles dans le rapport.

Et surtout, les exportations restent dominées par les produits de première nécessité à faible valeur ajoutée qui n'ont représenté la même année que 3,5% des exportations mondiales de marchandises.

"*Les fournisseurs africains ont besoin d'un environnement commercial propice à l'engagement vers une montée en gamme des chaînes de valeur régionales et mondiales*", expliquent les trois organismes dans le rapport.

"*Le continent doit éviter de s'enliser dans des activités à faible valeur ajoutée*", ajoutent-ils.

(Parce que les Africains auraient le choix, leur politique économique ne serait pas dictée par les intérêts des multinationales et des puissances occidentales (pas seulement, Chinois et Indiens aussi). Leur dépendance vient du fait qu'ils vendent des produits à faible valeur ajoutée, non ou faiblement transformés, parce que l'Afrique n'est pas industrialisée, et achètent des produits finis à haute valeur ajoutée. -ndlr)

En conséquence, les trois organismes recommandent des investissements dans des secteurs porteurs, des gains de compétence et des créations d'emplois, ainsi que l'acquisition de nouvelles technologies, savoirs et informations.

(Ils n'en sont pas maîtres, ils sont endettés jusqu'au cou, seules les multinationales étrangères peuvent investir massivement dans ces secteurs en surexploitant à merci une main d'oeuvre nombreuse, misérable et docile. - ndlr)

"*Fortes d'une démographie dynamique, d'une urbanisation rapide et d'une richesse en ressources naturelles, les économies africaines ont une incroyable carte à jouer*", estime Mario Pezziini, directeur du centre de développement de l'OCDE cité dans un communiqué.

(Sauf que les Africains ne sont pas les maîtres du jeu, de la règle du jeu, le voudraient-ils qu'ils seraient renversés ou liquidés par un coup d'Etat fomenté par le Pentagone, la CIA, l'OTAN, les Français ou les Britanniques qui considèrent que l'Afrique leur appartient.

Raison de plus pour que la guerre de rapide des impérialistes américain, britannique et français reprenne de plus belle. - ndlr)

... s'ils veulent un jour avoir l'électricité...

- Près de 600 millions d'Africains subsahariens privés d'électricité - AFP

Un régime socialiste leur fournirait immédiatement des panneaux solaires et des batteries pour au moins pouvoir satisfaire leur besoins élémentaires. Gratuitement évidemment.

ACTUALITE EN TITRES

Pas d'erreur : Debbouze, c'est le niveau de Hollande !

- Hollande à la finale du concours d'improvisation de Jamel Debbouze - Le Nouvel Observateur

- La cote de Valls chute, Hollande au plus bas, selon LH2 - Reuters

Décidément, ils n'en veulent plus. Valls ou Jupé feront mieux l'affaire.

- Présidentielle 2017: 76% des Français pensent que Nicolas Sarkozy sera candidat à l'élection - 20minutes.fr

- Présidentielle : 63% des Français ne souhaitent pas le retour de Sarkozy - Le Nouvel Observateur

Et en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, etc. Justement, c'est en Suisse qu'ils ont planqué leur fric.

- Etats-Unis: Credit Suisse inculpée d'aide à l'évasion fiscale - AFP

Les Etats-Unis ont officiellement annoncé lundi que la banque Credit Suisse était inculpée pour avoir facilité l'évasion fiscale

de certains de ses riches clients américains, prélude à une amende qui pourrait dépasser 2 milliards de dollars. AFP 19.05

En famille. Le PS est bien le parti des Rothschilds et Libération son torche-cul. De gauche.

- Traité transatlantique : assez de démagogie ! - liberation.fr

Henri Weber député européen, directeur des études européennes auprès du premier secrétaire du Parti socialiste

Contrairement aux charges d'EE-LV et du Parti de gauche, les négociations commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis n'aboutiront pas à l'imposition des normes américaines en Europe. liberation.fr 19.05

En complément.

- Traité transatlantique: Barnier met en garde contre « *les procès d'intention* » - Public Sénat

Ils ne supportent pas la controverse...

Quand les inquisiteurs vont trop loin.

- La loi famille sème la zizanie à l'Assemblée - LeFigaro.fr

- L'amendement « *anti-fessée* » sorti de la loi sur la famille - LeMonde.fr

Les fonctionnaires transformés en agents des renseignements généraux

- Plan anti-jihad: des fonctionnaires de préfectures formés en juin - AFP

Il s'agit de la formation des agents de l'Etat qui seront amenés à "*être en contact*" avec des familles dont des proches sont partis faire le jihad en Syrie par exemple ou ont des velléités de le faire. Ces familles, détaille la circulaire, doivent pouvoir trouver un "*appui*", dans un souci de "*prévention*" également.

Plusieurs sessions de formation seront assurées entre le 9 et le 20 juin place Beauvau par des spécialistes policiers de l'antiterrorisme (sur les filières et le conflit syrien) mais aussi par des représentants d'associations spécialisées dans la protection de l'enfance et les dérives sectaires. AFP 19.05

Et pour Hollande-Valls-Fabius-Le Drian qui sont en "*contact*" avec les monarques de Riad ou Doha, de Tel-Aviv ou Istanbul, qui soutiennent Al-Qaïda et les djihadistes qui combattent en Syrie (et ailleurs), qui va les prendre en charge ?

En complément

- DGSI recrute espions : comment savoir si vous avez le profil (et ce à quoi ça vous engage vraiment) - Atlantico.fr

Les officiers de renseignement sont pour leur part tous des officiers de police. Leur travail est de recruter des agents secrets. Un agent est un indicateur, c'est un délinquant au sens propre que l'on a recruté, que l'on forme et que l'on manipule. A ne pas confondre avec un officier de renseignement. atlantico.fr 19.05

Ah le malin !

- Vatican: 202 transactions suspectes rapportées en 2013 - AFP

Stratégie du chaos, déstabilisation, guerre de basse intensité...

- La justice américaine poursuit l'armée chinoise pour piratage informatique - AFP

- Attaque meurtrière dans la ville nigériane de Kano - Reuters

- Thaïlande : l'armée instaure la loi martiale - LeMonde.fr

- La Libye s'enfonce dans le chaos, une unité d'élite de l'armée rallie un général accusé de coup d'Etat - Francetv info

Haut de page

Le 21 mai 2014

CAUSERIE

Un article d'actualité a été ajouté et quelques articles dans d'autres rubriques.

Les infos en bref seront actualisées demain.

Haut de page

Le 22 mai 2014

CAUSERIE

Quel boulot !

Il faut regarder la réalité en face

On ne pensait pas de sitôt devoir employer à nouveau les mots fasciste et nazi, on aurait voulu croire qu'ils appartenaient définitivement au passé, et bien non, et c'est la CIA, l'OTAN ou l'impérialisme américain flanqué des sionistes, de gouvernements soit-disant démocratiques et l'UE qui les ont remis en selle avec fracas en Europe (et au Venezuela notamment).

Même les références à Hitler se multiplient, d'un fort mauvais goût qui plus est, quand elles sortent de la bouche d'alliés du fascisme d'hier ou d'aujourd'hui, lire plus loin.

Pour un peu le monde se retrouve dans une configuration proche de celle qui existait dans la première moitié du XXe siècle qui a débouché sur deux guerres mondiales, où de grandes puissances déjà industrialisées et d'autres importantes par leur importance géographiques appelées à se développer et à constituer aussi des puissances impérialistes, se livrent une concurrence commerciale féroce ou une guerre économique sans merci pour conserver leur place sur le marché mondial ou s'imposer face à l'impérialisme américain qui revendique le maintien de son hégémonie sur le monde, posant la question de leur approvisionnement en matières premières pour satisfaire leurs besoins grandissants ou insatiables, au moindre coût cela va de soi, car ce rapport de forces entre grandes puissances mondiales se déroule sur fond de crise du capitalisme devenue permanente et sans issue, même temporaire, prenant les contours de guerres impérialistes ou guerres civiles larvées incessantes sur tous les continents, déstabilisant nombre d'Etat et l'économie mondiale qui menace d'exploser à tout moment.

La confrontation entre les Européens alliés aux Américains d'une part, les Chinois et les Russes d'autre part, peut se solder par une conflagration générale si les Américains qui sont les maîtres du jeu le décidaient, mais il ne semble pas que ce soit leur intérêt. Que chacun veuille préserver ses avantages ou avancent ses pions, c'est bien naturel, qu'aucun ne respecte la règle du jeu qu'ils se sont imposés l'est tout autant, que cet équilibre des forces soit rompu et ils auraient tous à y perdre plus qu'à y gagner, puisqu'ils n'ont pas réellement d'ennemis à affronter ou qui les menacent, le prolétariat mondial demeure inorganisé ou incapable de réaliser son unité, de trouver la voie du socialisme.

Maintenant il faut tenir compte du fait que parmi les dirigeants du vieux monde il y en a qui sont assez cinglés pour tenter le diable ou vouloir hâter la mise en place d'un gouvernement mondial, que ne permet pas aujourd'hui la configuration des différents Etats ou la répartition des pouvoirs dans chaque pays qui est le produit de leur passé, des différents niveaux de développements économiques de ces pays autant que leurs formes de gouvernement qui varient d'un pays à l'autre en fonction de la lutte des classes au cours du siècle dernier et de la lutte féroce à laquelle se sont livrées ces mêmes puissances. Viennent se greffer là-dessus une multitude d'obstacles qui se sont multipliés au fil du temps et qui entravent la progression de leur projet, rendant sa réalisation de plus en plus improbable malgré les moyens dont ils disposent pour agir en maître du monde.

Ils buttent sur un obstacle incontournable, à savoir, que ce qui devait servir leurs intérêts se retournent en son contraire au fur et à mesure que les masses résistent et en prennent conscience. Le "printemps arabe" a fait long feu, tout comme les Frères musulmans ou Al Qaïda, tous les avantages qu'ils pouvaient tirer du 11 septembre qu'ils ont orchestré sont largement consommés

ou en voie d'épuisement. Il va leur falloir trouver autre chose pour justifier leur politique impérialiste, colonialiste, ultra réactionnaire, profondément antisociale, guerrière, conditionner les masses pour les détourner des réels problèmes qu'elles doivent résoudre, des tâches historiques qu'elles doivent accomplir, dont la première consiste à rompre avec le capitalisme et le liquider comme mode de production de chômage, précarité et pauvreté, de guerres.

Néolibéralisme et sionisme ne font qu'un.

- Le Sénat américain approuve la nomination de Stanley Fischer à la Fed - AFP

La nomination de l'ancien gouverneur de la banque centrale israélienne Stanley Fischer au conseil des gouverneurs de la banque centrale américaine (Fed) a été approuvée mercredi par le Sénat américain, qui devra voter à nouveau pour le confirmer au poste de vice-président.

Les sénateurs américains ont voté par 68 voix contre 27 en faveur de Stanley Fischer, 70 ans, qui avait été nommé le 10 janvier par le président Barack Obama.

Né en 1943 en Rhodésie du Nord (aujourd'hui la Zambie), il a été naturalisé Américain en 1976 et a acquis la nationalité israélienne en 2005.

Stanley Fischer a été chef économiste de la Banque mondiale (1988-1990), numéro deux du Fonds monétaire international (1994-2001), et vice-président de Citigroup (2002-2005). Auparavant, l'économiste menait une carrière de recherche et d'enseignement, notamment au Massachusetts Institute of Technology où il obtint son doctorat et enseigna de 1973 à 1994.

Stanley Fischer a dirigé la Banque d'Israël pendant huit ans (2005-2013) avant de démissionner en juin 2013, deux ans avant la fin d'un mandat pendant lequel il a été crédité du "*miracle*" économique israélien. AFP 21.05

Propagande de politique intérieure.

- Une escalade en Ukraine menacerait la croissance des Etats-Unis - AFP

La croissance économique des Etats-Unis, redevenue "modérée", pourrait être mise à mal par une escalade des tensions en Ukraine, signalent les minutes de la dernière réunion de la Réserve fédérale (Fed) publiées mercredi. AFP 21.05

- L'ONU baisse ses prévisions économiques avec la crise ukrainienne - AFP

La preuve : Les investisseurs n'en croient pas un mot.

- Wall Street finit en hausse après les minutes de la Fed - Reuters

Intox. Manipulation et instrumentalisation de l'extrême droite.

- Béziers: Robert Ménard interdit d'étendre du linge aux balcons et fenêtres - AFP

- Béziers: Ménard interdit le linge au balcon - L'Express.fr

- Robert Ménard interdit d'étendre du linge aux balcons et fenêtres de la ville de Béziers - 20minutes.fr

Quand j'habitais à Clichy-sur-Seine (92) de 1978 à 1996, une ville ouvrière dont le maire est Gilles Catoire (PS) depuis plusieurs décennies, je me souviens qu'il était déjà interdit d'étendre son linge aux fenêtres. J'imagine que le même arrêté municipal a été pris par de nombreuses municipalités en France. Personnellement j'y suis opposé.

Si des gens étendent leur linge aux balcons et fenêtres, c'est parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement pour le faire sécher. C'est là qu'on se rend compte à quel point notre liberté est étriquée.

Dans leur dictature démocratique bourgeoise ou capitaliste, notre liberté se résume à exprimer des idées ou aspirations, et la leur à nous imposer les leurs. C'est ce qu'on appelle la démocratie confisquée où la dictature prédomine.

L'erreur fatale de l'avant-garde du mouvement ouvrier a été de sous-estimer ou faire passer au second plan l'aspect dictatorial du régime en place au profit de son vernis démocratique, qui avec le temps devait finir par craquer de partout. C'était parfaitement prévisible ou inscrit dans le cycle du capital qui passe d'une crise à l'autre et en vient à ne plus supporter les principes

les plus élémentaires de la démocratie au profit de la dictature. Le capital étant confronté à une crise sans précédent dans son histoire dont il sera incapable de sortir même temporairement, il est normal que la dictature devienne la norme en terme de gouvernance, de plus en plus ouvertement, et qu'elle s'étende à des continents entiers, puis au monde. C'est dans ce cadre que se situe la dictature de l'Union européenne.

A croire qu'ils n'ont aucun argument pour combattre l'extrême droite, qu'ils n'en ont pas l'intention, ce qui paraît normal pour les agences de presse et médias qui représentent le régime et en sont les alliés en réalité, tout comme le PS et au delà ceux qui soutiennent le PS.

Le lendemain. Confirmation.

- Étendre du linge aux fenêtres : une pratique déjà interdite (presque) partout - LeFigaro.fr

Il leur faut faire diversion à défaut de pouvoir justifier leur soutien au fascisme en Ukraine (ou ailleurs, au Venezuela, etc.)

Le Pen est leur meilleur allié.

Lisez attentivement ce qu'il dit sans omettre de penser à ce qu'il ne dit pas mais qui est contenu dans son discours sous la forme de sous-entendu. Parfois il recourt à un référent à la place d'un autre, qui lorsqu'on les remet à leurs places correspond à une analyse de la situation mondiale beaucoup plus sérieuse que son "*calembourg*" (Valls) qui ne s'adresse évidemment pas aux simples électeurs qui passeront à côté, mais bien aux dirigeants de la classe dominante.

- Ebola: Le Pen défend une simple "*observation*" démographique - AFP

Le président d'honneur du FN, lors d'une discussion avec des militants et journalistes où il parlait de l'"explosion démographique" dans le monde, a lancé mardi soir à Marseille que "*Monseigneur Ebola peut régler ça en trois mois*".

(Au passage, cette discussion en aparté n'aurait jamais dû faire l'objet de ce tapage médiatique dont évidemment les populistes de droite et de gauche se sont emparés, à défaut de véritablement combattre l'extrême droite. - ndlr)

"*Je ne vois pas comment on peut polémiquer sur un tel sujet. Moi, je suis un adversaire résolu de tout ce qui touche à l'intégrité des populations, mais on n'y peut rien. Moi, je ne maîtrise pas ces phénomènes, j'essaie de voir quels vont être les équilibres demain que nous devrons prendre en compte*", a-t-il dit mercredi lors d'une conférence de presse.

(La démographie exponentielle à l'échelle planétaire va constituer un véritable défi à l'humanité toute entière dans les décennies à venir, c'est évident, mais personne ne veut traiter ce sujet ou le diabolise pour qu'on n'en parle pas, ce que les contradicteurs subordonnés au capitalisme reprochent à Le Pen. Lui il s'en fout, il sera crevé !

Quand il dit qu'il "*ne maîtrise pas ces phénomènes*", il met en relief l'impuissance de la société à affronter et résoudre le problème de la surpopulation mondiale et ses conséquences inévitables, qui seront forcément dramatiques, terribles, et pas seulement sa propre impuissance. Ceux qui sont mis en accusation ici, ce sont ceux qui dirigent le monde, dont il ne fait pas partie, sans les nommer. Mettre en avant leur responsabilité sans les désigner est peut-être une forme de pression ou de chantage, une façon de leur dire qu'il sait mais ne le dira pas en échange de quoi ils peuvent lui accorder quelques concessions. Après tout ils sont alliés et non des ennemis. - ndlr)

"*Moi, je dis que la France doit se préparer à subir le choc, le torrent migratoire, par l'extension continue de la population mondiale*", a ajouté M. Le Pen, candidat aux européennes dans le Sud-Est.

(Le discours habituel a relent xénophobe de l'extrême droite, pas de quoi fouetter un chat. - ndlr)

Le virus Ebola est, selon lui, une "*maladie terrible*". "*Comme les guerres nucléaires ou internes, il est de nature à modifier cette évolution [démographique] qui en elle-même est catastrophique.*"

(Là il va trop loin, car c'est d'eugénisme ou liquidation programmée d'une partie importante et ciblée de la population mondiale dont il parle. Or nous savons que les Américains et les Israéliens y travaillent d'arrache-pied, qu'ils y consacrent des dizaines de milliards de dollars par an, qu'un grand nombre de pratiques mises en oeuvre par les multinationales ou sur les champs de bataille conduisent à réduire la durée de vie de certaines personnes, à les affaiblir, à les rendre stériles, à l'augmentation vertigineux du nombre de cancers, de maladies neurodégénératives, etc. qu'il ne faudrait pas grand chose pour qu'une gigantesque épidémie à l'échelle d'un continent le dévaste ou à l'échelle mondiale.

On doit ajouter qu'ils se livrent à des manipulations et des expérimentations dans le domaine de la biochimie dans le cadre

de programmes militaires ultra secrets, où ils mettent au point de nouveaux virus, les croisent ou les modifient pour les rendre résistants à tous les traitements existants. Leur volonté acharnée à contrôler la totalité de la population ne part assurément pas d'une bonne intention, s'ils estimaient que son niveau avait atteint un stade fatidique et qu'il fallait entreprendre de la réduire drastiquement, ils n'hésiteraient pas à mettre en oeuvre les procédés expéditifs pour liquider une grande partie de l'humanité, rappelons-nous que leur cynisme et leur détermination sont sans limite. - ndlr)

"*Dans certains pays à forte croissance démographique comme le Nigeria, malheureusement il n'y aura pas de quoi les nourrir*", a-t-il fait valoir.

(Le Pen en a la larme à l'oeil ! Ce qui lui vaut la haine de la gauche ou de l'extrême gauche, c'est que contrairement à eux il n'a pas besoin de couvrir sa démagogie d'un faux masque, il assume ce qu'il est, alors qu'il faut camoufler leur capitulation honteuse devant le capital.

La balkanisation de l'Afrique, les pendémies et épidémies, les famines et la sous-alimentation, l'absence d'hygiène, le sous-développement, l'absence de structures étatiques et d'infrastructures, la corruption généralisée, le pillage systématique des matières premières par les multinationales occidentales, le manque d'eau potable, la pollution des points d'eau ou des nappes phréatiques par l'industrie d'exportation, les guerres et génocides, etc. bref, le colonialisme économique et la mise sous tutelle des Etats africains par les puissances occidentales ou ex-colonisateurs ont fait bien plus que des dizaines de millions de morts en Afrique, provoqués si ce n'est programmés sciemment pour assurer le développement des pays riches et industialisés du nord et satisfaire les besoins de leurs populations, tandis que pour des centaines de millions d'Africains la vie au quotidien était et demeure un cauchemar, et que la "*forte croissance démographique*" va encore aggraver. Le bon côté des choses que ne mentionnera pas Le Pen, c'est qu'au moins pendant que les Africains seront occupés à penser comment survivre ils n'auront pas la force de se révolter contre leur condition misérable. - ndlr)

S'agit-il d'un dérapage? "*Non*", a rétorqué M. Le Pen. "*Cette phrase n'a pas de portée particulière, c'est une observation.*"

"*Cette phrase fait le buzz sur le net. Je sais qu'un certain nombre de gens malveillants s'efforceront de diaboliser le FN. Ils ont tort*", a ajouté M. Le Pen, 86 ans.

(Parce que dans la position où ils se trouvent, la gauche et l'extrême gauche sont incapables de combattre l'extrême droite. Pire encore, ils lui servent de marchepied ou lui fournissent matière à alimenter son discours nauséabond pour refuser de rompre avec le régime ou l'affronter.

Ce que peut se permettre Le Pen, apparaître comme un opposant au système, en apparence, même s'il en fait partie, au même titre que la gauche et l'extrême gauche notez bien, c'est cela qui les ronge, car eux ils en sont incapables, il leur faudrait caractériser le PS pour ce qu'il est, rompre avec lui et les institutions, avec l'UE et ils s'y refusent obstinément. Leur "*diabolisation*" du FN sert à le faire oublier à leurs militants. - ndlr)

"*Il peut se produire des événements inopinés. Ebola, le seigneur Ebola, est un redoutable danger car il n'y a pas de thérapeutique pour le soigner. Il peut faire des ravages et balayer les populations dans le monde*", a décrit M. Le Pen.

"*En 1919, la grippe espagnole a tué en un an plus de gens que la guerre de 1914-1918 en cinq ans*", a-t-il rappelé, ajoutant: "*Nous ne sommes pas maîtres des grands équilibres mondiaux.*" AFP 21.05

(Il termine pour ainsi dire comme il a commencé. Cela aussi bouffe ou rend hystérique la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes impuissants à combattre le régime en place, impuissants face aux "*maîtres des grands équilibres mondiaux*", cela les renvoie à leur démagogie, aventurisme, charlatanisme, révisionnisme, à leur véritable nature politique qu'ils ne peuvent pas assumer ou regarder en face évidemment, que travailleurs et militants ne doivent pas découvrir, alors que Le Pen assume être d'extrême droite. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Européhystérie.

Inutile de faire le déplacement.

- Européennes: Ayrault appelle les Français au "*vote utile*" - AFP

Traduisez : Le gouvernement n'est pas suffisamment à droite.

- Cambadélis (PS) prône plus d'Europe dans le gouvernement - Liberation.fr

Miasmes annoncés.

- Européennes: remous possibles au PS en cas de nouvelle déroute - AFP

Confirmations

- Les régionalistes jouent à fond la carte des européennes - LeMonde.fr

- Européennes : Valls assure qu'il n'y aura pas de changement de cap en cas de défaite du PS - Francetv info

Et l'abstention...

- Européennes des riches, Européennes des pauvres : l'élection où l'appartenance sociale détermine le plus les votes - Atlantico.fr

Au moins que le communautarisme serve à quelque chose...

- Européennes : l'appel au vote des femmes musulmanes - french.irib.ir

Le Forum européen des femmes musulmanes (EFOMW) a lancé, cette semaine, auprès des communautés musulmanes, un appel à voter aux élections européennes french.irib.ir 20.05

Affolement à l'UMP.

- Juppé : «*On ne vote pas pour ou contre le gouvernement français*» aux européennes - Liberation.fr

- Européennes: Copé demande aux Français d'infliger "*un carton rouge*" à Hollande - AFP

... et quel désordre !

- Baroin revient sur la crise et tacle le FMI - Liberation.fr

- Sarkozy veut la fin de l'actuel Schengen - Liberation.fr

- La fin de campagne UMP parasitée par les affaires - AFP

- Affaire Bygmalion : trois élus UMP entendus comme témoins - Liberation.fr

- Ce qu'on sait des soupçons de détournements de fonds par les sénateurs UMP - LeMonde.fr

- Isabelle Balkany en garde à vue dans une enquête financière - 20minutes.fr

En désespoir de cause...

- La question animale : un enjeu pour les élections européennes - LeMonde.fr

... ou encore, il reste les prédicateurs...

- Grèce: Samaras prédit 770.000 emplois d'ici 2020 - AFP

Tafta. Intox, révélation au compte-gouttes, démagogie et mensonge, contrevérité...

Ce sera rien alors !

- Un accord de juste échange, sinon rien - LeMonde.fr

Tiens donc, "***secret***" ? Inavouable ?

- Traité de libre-échange : un document secret sur le volet énergie risque de mettre l'huile sur le feu - atlantico.fr

Parole de néolibéraux.

- Tafta: beaucoup de fantasmes dans toute cette peur attachée aux négociations du partenariat transatlantique - Slate.fr

Qui n'engagent que celui qui y croit...

- Traité transatlantique: Filippetti obtient des assurances sur la culture - AFP

Mais ils n'en savent rien... Escrocs !

- Traité transatlantique : les Français sont pour mais - Le Nouvel Observateur

Préhistoire

Bonne conscience...

- Toulouse va interdire la prostitution dans certains de ses quartiers - 20minutes.fr

Too big to fall, trop larges pour passer inaperçues !

- La SNCF commande des TER trop larges : quatre questions sur une bévue - Francetv info

Qui a dit que le tourisme était malsain ?

- Japon: nombre record de visiteurs en avril, Fukushima ne dissuade plus - AFP

Pousse au crime.

- Introductions en Bourse : les Français sont prêts à jouer le jeu - LeFigaro.fr

Déchirez-vous !

- Loi sur la famille : l'amende pour atteinte à l'exercice conjoint de l'autorité parentale adoptée - LeMonde.fr

- Polémique autour des «*mauvais parents*» mis à l'amende - LeFigaro.fr

On aurait pu titrer : Dislocation de la société au profit du marché, mais il y a fort à craindre que seuls nos lecteurs attentifs de longue date le comprennent...

Inquisition veille à votre bien-être. Non, celui des chiens.

- Gennevilliers : arrêté après avoir enfermé son chien dans le coffre de sa voiture - LeParisien.fr

Le ton de l'article est en soi tout un poème en hommage à l'inquisiteur.

Heureusement que la voiture était mal stationnée. Sans quoi, le chien serait encore resté longtemps enfermé dans le coffre de la voiture de son maître, un agent de sécurité visiblement peu soucieux du bien-être de son animal.

Mardi après-midi, alors qu'ils dressaient un procès-verbal de contravention pour une 306 garée sur un trottoir, rue Danton à Gennevilliers, les agents de sécurité de la ville ont remarqué un léger mouvement du véhicule. Avec leur lampe torche braquée sur un interstice de la lunette arrière, ils ont réussi à apercevoir une patte de chien dans le coffre. Interloqués et pour vérifier qu'ils avaient bien vu, ils ont tapé sur le capot pour faire réagir l'animal... Pas de réaction. Les policiers du commissariat local sont alors intervenus pour ouvrir le coffre. Il y avait bien un chien à l'intérieur, un malheureux Malinois, enfermé et sans eau.

De surcroît, les émanations d'un bidon de gasoil commençaient à l'estourbir. Les policiers ont secouru le chien et embarqué la voiture. Ce mercredi matin, le propriétaire de la 206 et du chien s'est présenté au commissariat pour récupérer sa voiture. Cet homme de 36 ans, un agent de sécurité ivoirien, est interrogé et devrait être poursuivi pour avoir ainsi négligé, ou maltraité, son chien. LeParisien.fr 21.05

Quelle noble ou généreuse attention ! Heureusement que la police veille et verbalise à tour de bras...

Ah, un Ivoirien, un sauvage ! Le Parisien va être poursuivi en justice par les droit-de-l'hommistes pour avoir précisé l'origine de cet agent de sécurité, vous savez les antiracistes qui ont appelé à voter Hollande et PS en 2012 qui soutiennent les fascistes-racistes-antisémites-xénophobes à Kiev, Caracas, Tel-Aviv...

Au fait, l'ouvrier ou l'employé qui se retrouve viré de son boulot et de son appartement avec ses gosses, leurs droits les plus élémentaires ne sont-ils pas "*négligés*", ne sont-ils pas "*maltraités*" par l'Etat qui assume qu'un tel traitement leur soit infligé ?

Ne devrait-il pas être interdit de se retrouver sans boulot et sans revenu pour vivre décemment, à la rue ?

Non, c'est parfaitement légal, c'est légitime, les négriers sont au pouvoir et gare aux esclaves qui l'oublieraient...

Au grande cause, les grands moyens !

- Tout juste sorti de prison, il tente d'assassiner son ex-femme à la hache AFP -

C'était juste pour faire chier les féministes qui nous filent la colique...

Les faibles ou les femmes en général ont un excellent moyen pour parvenir à leurs fins, psychologique : Ils poussent à bout leurs conjoints qui perdent le contrôle d'eux-mêmes. Ensuite ils les accusent de s'être emportés ou d'être violents ou encore de tous les maux de la terre, de préférence devant des témoins qui ignorent tout de leurs rapports et dont ils pourront se servir éventuellement pour les faire condamner ou tout simplement les culpabiliser. Les malheureux désarmés et vaincus par tant de mauvaise foi avoueront leur crime, et ils n'auront plus qu'à leur passer la muselière ou obtenir ce qu'ils voulaient...

Les femmes sont adorables, à condition de ne pas prendre le dessus ou le pouvoir, car elles en abusent...

Que le législateur leur donne raison n'a rien d'étonnant puisqu'il témoigne un fâcheux penchant pour la dictature. Eh oui, en régime capitaliste, une dictature ne peut être remplacée que par une nouvelle dictature, d'où la nécessité de le renverser pour que toute dictature cesse !

Voilà comment on se réconcilie avec les femmes !

Régression sans fin.

Dans l'Inde profondément arriérée ils honorent le Shiva lingam, en France, un pays dit avancé ils font une fixation sur le phallus, cherchez l'erreur.

- L'homophobie, ça suffit ! - LeMonde.fr

- Le minishort pour hommes, la meilleure arme possible contre le sexisme - Slate.fr

Il doit falloir traduire "*avancé*" par décomposé, décadent.

Chacun peut admirer depuis des siècles les exercices pratiques (sexuels) du Kama Sutra sur les scultures de l'immense temple de Kujaraho dans l'Inde du Nord, notamment, accessibles à tous y compris aux enfants, les femmes supersticieuses s'y rendent en espérant que cette visite favorisera leur fécondité. Personnellement au regard des 1,2 milliard que nous sommes déjà, je ne pense pas que cette visite s'impose ! Cela dit, c'est une source d'inspiration inépuisable, bon, inépuisable, c'est vite dit, il faut avoir la santé quand même et tout n'est pas forcément recommandé, par exemple les partouses ou partenaires féminines multiples simultanément à moins de chercher les emmerdes...

Selvi en ignorait l'existence, très friande ou gourmande de ces choses-là, j'ai donc fait son éducation en lui montrant ses scultures sur Internet, en fait j'ai accédé à sa demande, répétée, elle a vraiment insisté et elle n'a pas été déçue : le soir même elle m'a démontré qu'elle avait parfaitement mémorisé certaines positions. Comme quoi l'homme a bien évolué par mimétisme au départ. Avant elle m'avait déjà raconté qu'il lui était arrivé d'observer à quels exercices sexuels les singes qui se trouvaient (en

liberté) dans notre lotissement se livraient, elle se demandait quel plaisir ils y prenaient... pour vouloir les tester à son tour ! Quand on vous dit que l'humanité progresse, il y en a qui en doute et ils ont tort !

Ici, cela ne choque personne, on s'en amuse, on n'y prête même pas attention, on doit être plus proche de la nature, les pervers ou les tordus du cerveau sont plutôt en France, chez ces gens soi-disant évolués, de gauche ou d'extrême gauche, qui sont de grands frustrés, des complexés.

C'était la moindre des choses...

- L'homme le plus riche d'Ukraine soutient Kiev - Le Nouvel Observateur

Un aveu.

- La CIA s'engage à ne plus recourir aux campagnes de vaccination pour espionner - LeMonde.fr

Pire que de la camelote !

- GM rappelle 2,4 millions de voitures supplémentaires aux Etats-Unis - AFP

Quand l'engrenage se grippe...

- 70% : le pourcentage des salariés allemands qui voudraient travailler 35 heures par semaine (ou moins) - Atlantico.fr

Tous les travailleurs dans le monde aspirent à travailler moins et vivre mieux, c'est légitime. Abolition du capitalisme !

- Près de sept salariés européens sur dix travaillent en dehors des heures de bureau - LePoint.fr

Ils y ont forcé, en heures supplémentaires non payées souvent. Autrement, ils ont un autre emploi complémentaire pour boucler les fins de mois.

Ici (en Inde) mon esclave travaillait 72 heures par semaine et quand elle rentrait chez son frère parce qu'elle n'a pas de toit, elle devait encore balayer, préparer le dîner, faire la vaisselle, laver son linge et celui de son grand dadet de fils de 24 ans, nourrir la vache, etc.

Je l'ai affranchie en réglant ses dettes, elle vit chez moi dorénavant, elle ne travaille plus que 42 heures par semaine, dans une semaine elle va descendre à 36 heures, elle donne la totalité de son salaire à ses trois grands enfants mariés et bardés de gosses, chez moi, elle bosse un minimum et je lui fournis tout ce dont elle a besoin ainsi que de l'argent si nécessaire, on partage tout avec mon épouse Magueswary, je ne tolère pas l'injustice et l'exploitation.

Elle cessera complètement de travailler à l'extérieur quand ses gosses seront capables de s'assumer, bon, ce n'est pas demain la veille, hélas ! Mais bon, on est en Inde et pas en France, vous savez, la pauvreté... C'est bien qu'elle ait ces rapports avec ses gosses, je ne veux rien lui imposer, je ne m'emmêle pas sauf quand j'estime que cela va trop loin. Cette pauvre femme a si peu de liberté que j'évite de lui dicter quoi que ce soit, et puis on est tellement différent.

En famille. Ah ben, s'ils le disent eux-mêmes !

- Consigny : Montebourg, ce grand commis des Bouygues - LePoint.fr

Leur monde merveilleux !

Beau travail monsieur Hollande, félicitation !

- Attentats meurtriers au Nigéria Francetv info

- Au moins 118 personnes ont été tuées dans une double explosion sur un marché de Jos au Nigéria. - Francetv info 20.05

Quelle "*grande démocratie*" monsieur Valls, félicitation !

- Les Israéliens accusés d'avoir « *exécuté* » deux adolescents palestiniens - LeMonde.fr

L'organisation de libération de la Palestine (OLP) accuse l'armée israélienne d'« *exécution délibérée de deux adolescents* » la semaine dernière en Cisjordanie. LeMonde.fr 20.05

C'est l'icone, l'égérie, l'idole de l'oligarchie financière, des néolibéraux, des sionistes... comme à Kiev (notamment)

- Hitler s'affiche sur les bus de Washington pour une campagne anti-islam - Francetv info

Les publicités, affichées sur les flancs de vingt bus, montrent une photo du dictateur nazi en train de discuter avec son "*fidèle allié*" disent-elles, Hadj Amin Al-Husseini, grand mufti de Jérusalem pendant la seconde guerre mondiale. Husseini, dirigeant musulman dans la Palestine alors britannique, avait demandé à Hitler son soutien pour l'indépendance du pays et la non-création d'un foyer juif.

(Ce qu'ils oublient de préciser, c'est qu'il n'obtiendra pas gain de cause auprès d'Hitler, qui au contraire en massacrant les juifs en Europe apportera un soutien décisif au projet des sionistes qui profiteront de cette fabuleuse occasion pour s'emparer de la Palestine, leur butin de guerre en échange de leur refus de soutenir les juifs d'Europe qui seront exterminés en masse par Hitler et le régime nazi. Que les sionistes aient été les meilleurs alliés de Hitler et du fascisme, ils ne peuvent pas l'avouer évidemment. - ndlr)

"*La haine islamique des juifs : c'est dans le Coran. Deux-tiers de toute l'aide américaine va à des pays islamiques. Arrêtez le racisme. Arrêtez l'aide aux pays islamiques*", peut-on lire sur les publicités.

Les publicités qui doivent continuer à circuler jusqu'à la mi-juin, ont été commandées par l'organisation American freedom defense initiative (AFDI), qui entend "*faire prendre conscience des ravages de l'idéologie suprématiste islamique*", selon son site internet (en anglais). Francetv info 20.05

Aucun doute à avoir, le sionisme est bien le frère jumeau du fascisme, car en visant le Coran, ces salopards visent tous les musulmans dans le monde, comme Hitler visait tous les juifs, sauf certains banquiers ou nantis faut-il rappeler.

Pour ceux qui l'ignorent ou auraient des doutes, voir le développement du fascisme aux Etats-Unis dans les années 30, le rôle de la Fed, des banquiers anglo-saxons sionistes dans la montée du fascisme en Allemagne, comment ils ont financé le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Un certain nombre d'informations ou documents figurent dans notre portail qui le prouvent, ils en existent bien d'autres sur le Net.

En complément.

- Les jihadistes déterminés à établir un Etat islamique entre Syrie et Irak - AFP

Où est le lézard dans ce titre de l'AFP ? Fastoche, les jihadistes n'ont aucun pouvoir, ne disposent d'aucun moyen financier propre, ils n'existent que par la volonté de Washington et Tel-Aviv. Maintenant reprenons le titre de l'AFP qui est déterminé à "établir un Etat islamique entre Syrie et Irak" ? Vous avez la réponse.

En famille. De son vrai nom Charles de Saxe-Coburg-Gotha. Il sait de quoi il cause.

- Ukraine: le prince Charles compare Poutine à Hitler - L'Express.fr

Maison de Saxe-Cobourg-Gotha

Déjà en 1714 en vertu de l'Acte d'établissement de 1701 interdisant le trône aux catholiques, c'est un prince allemand, l'Électeur de Hanovre Georges-Louis qui avait succédé à la reine Anne qui elle appartenait à la Maison Stuart. Son arrière-petit-fils, Guillaume IV, n'ayant pas eu de postérité survivante et les femmes pouvant régner sur les îles Britanniques, c'est sa nièce Victoria qui lui succède en 1837. En revanche, la loi salique s'appliquant au Hanovre, c'est le frère du roi défunt Ernest-Auguste Ier de Hanovre qui monte sur le trône Hanovrien.

La reine Victoria épousant un cousin allemand, le prince Albert, fils du duc Ernest Ier de Saxe-Cobourg-Gotha, en février 1840, la famille royale anglaise restait une famille d'origine allemande cousinant avec l'Europe entière de la Russie à l'Espagne les monarchies de l'Empire allemand.

La Première Guerre mondiale allait changer les relations familiales des monarques anglais : en 1917, face à une opinion publique de plus en plus germanophobe, le roi Georges V du Royaume-Uni préféra changer le nom de sa dynastie et interdire le trône à tout membre de sa famille qui avait choisi le camp de l'Allemagne. Ainsi, alors que les Saxe-Cobourg-Gotha devenaient Windsor,

les cousins Battenberg devinrent-ils Mountbatten quand le duc de Charles-Édouard de Saxe-Cobourg-Gotha resta Allemand. actus.blog.mongenie.com

Partis de Hanovre, les riches banquiers juifs ont essaimé à travers toute l'Europe, rendus maître des Pays-Bas ils ont créé la première banque centrale (privée) du monde, ils ont renouvelé leur exploit un peu plus tard en Grande-Bretagne, pour finir par un coup de génie en créant la Fed aux Etats-Unis un siècle plus tard. L'axe Washington-Londres-Berlin ne tient donc pas vraiment du hasard, pas étonnant non plus si les Pays-Bas peuvent revendiquer le parti d'extrême droite le plus puissant ou si c'est en Allemagne qu'un certain Hitler a pu sévir, et si les mêmes banquiers à Londres et Washington ont financé le régime nazi, ils avaient des origines communes.

On pourrait ajouter que ce n'est pas un hasard non plus si la première fois (en 1918) c'est la couronne britannique qui avait promis la Palestine aux banquiers sionistes, et si c'est l'Allemagne de Hitler financé par les Américains (notamment) qui leur a permis de concrétiser leur rêve d'un "Etat juif" trente ans plus tard. Tout se tient, l'ordre des choses est respecté. Un rappel d'un internaute

- Son fils le prince Harry il n'y a pas si longtemps était photographié en uniforme nazi. http://news.bbc.co.uk/2/hi/4170083.stm

Bruits de bottes et de canons.

- En Thaïlande, le coup d'État déguisé de l'armée - LePoint.fr

- Malawi: troubles lors des élections, l'armée appelée à l'aide - AFP

- Mali : les rebelles touareg affirment contrôler Kidal après des combats meurtriers - Francetv info

- De nouvelles villes prises par les groupes armés au Mali - Libération.fr

- Nigeria: près de 150 morts en deux jours, le pouvoir dépassé par les violences - AFP

- Des GIs au Tchad pour chercher les lycéennes nigérianes - Reuters

- Libye: le convoi du chef d'état-major de la marine attaqué - AFP

Haut de page

Le 23 mai 2014

CAUSERIE

On ajoutera une quinzaine de nouveaux articles dans la soirée ou demain matin.

Pas vraiment un scoop.

Un économiste proche de Jacques Sapir rejoint Marine Le Pen - LeFigaro.fr

Sapir, dont je lis régulièrement les articles sans les publier dans le site, est un économiste qui se veut progressiste, en fait un porte-parole du capitalisme qui est courtisé par l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche. Ces articles sont (également) publiés dans le portail Le Grand Soir. C'est un démagogue, le pendant de Mélenchon version économiste. Il fait illusion...

Pas le temps de m'y attarder,

Le mot du jour : Transparence.

Ils l'emploient quand ils ont quelque chose à se reprocher ou inavouable.

Quand les représentants du régime fomentent un mauvais coup ou préparent de nouvelles mesures contre les masses et que leur contenu arrive forcément un jour sur la place publique, ils jurent alors qu'ils sont animés des meilleures intentions du monde ou qu'ils agissent conformément à l'intérêt général. Et pour démontrer leur bonne foi, ils s'engagent à faire oeuvre de transparence,

ce qui suffira à satisfaire ou faire taire les braillards ou gesticulateurs habituels très médiatisés...

La transparence a la valeur d'un argument qui présente l'insigne avantage de remplacer tous les autres, de préférence ceux qui ne doivent pas parvenir à l'oreille des masses. On n'exige rien d'elle, elle est un sophisme en elle-même et il faut s'en contenter. Un truc de fou, non un numéro d'illusionniste.

Mais au fait, et le contenu de ces mesures qui prêtait à polémique ? Et ben quoi, de quoi vous parlez ? Ah oui, oublié, envolé, chacun s'en accommodera ! Mais alors... Non, mais c'était juste histoire de causer, de montrer que la droite et la gauche existent ou qu'ils ont leur raison d'être, personne ne s'était engagé à aller au delà, qu'est-ce que vous avez cru au juste, que cette querelle était vraiment sérieuse, pensez-vous, chacun assume son rôle voilà tout, les apparences sont sauves, c'est l'essentiel, et le gouvernement ou l'UE applique sa politique, un traité est adopté.

La transparence (où les apparences) est à la réalité, ce que le dialogue social est à la lutte des classes, une supercherie pour tromper les ignorants ou les naïfs. Tous les partis institutionnels jouent le jeu, c'est formidable et ils auraient tort de se gêner.

La transparence c'est le voile des illusions qui doit vous détourner de la réalité, de l'essentiel, qui les remplace. En deux mots, je ne vous cache rien, je vous dis tout... ce que je veux bien vous dire ou ce que je veux que vous croyez.

ACTUALITE EN TITRES

La camelote n°1 mondial !

- Toyota rappelle 466.000 véhicules dans le monde - Reuters

Ca fait désordre !

Côté pile

- Fillon s'oppose à la suspension de Schengen prônée par Sarkozy - LeMonde.fr

- Le directeur de cabinet d'Alain Juppé mis en examen - LeMonde.fr

- La pression s'accentue sur Copé à l'UMP - LeFigaro.fr

- Isabelle Balkany mise en examen - Liberation.fr

Côté face

- Budget des armées : la mise en garde de Jean-Yves Le Drian à Manuel Valls - lefigaro.fr

- Fusion des régions : levée de boucliers contre le plan Royal - LeMonde.fr

Rien de telle qu'une grosse provoc pour diviser les contestataires et faire diversion.

- Cambadélis annonce une campagne sur le droit de vote des étrangers - AFP

La gauche et l'extrême gauche ainsi que les gauchistes vont s'engoufrer dedans comme un seul homme...

Je vote le 25 mai... pour le maintien du chômage de masse.

- L'Unedic prédit une hausse du chômage en 2014-2015 - Reuters

- PSA va délocaliser la prochaine C3 de Poissy en Slovaquie - Reuters

- Renault va démarrer une production de voitures en Malaisie - Reuters

- Croissance économique en France : pas de reprise en vue dans les prochains mois - Atlantico.fr

Intox ou nouveau coup tordu pour venir au secours des banques ?

- Michel Barnier : "*La crise financière a coûté 1500 milliards d'argent public, les banques doivent payer pour les banques*" - Atlantico.fr

La vie de château des aristocrates qui vous gouvernent et exigent que vous vous serriez la ceinture.

- Cinq cuisiniers embauchés au cabinet de Geneviève Fioraso - Francetv info

Un cuisinier pour deux personnes. La secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Geneviève Fioraso est épinglée par *Le Canard enchaîné*, mercredi 21 mai pour avoir recruté deux cuisiniers de plus au sein de son cabinet, ce qui lui en fait cinq en tout. Le cabinet comptant dix membres, cela fait donc un cuisinier pour deux personnes.

L'une de ses conseillères assure à l'hebdomadaire satirique "*avoir agi à la demande des personnels*", et ce afin de préparer un "*tuilage*" en vue du départ prochain de deux cuisiniers. "*On n'aura donc pas cinq cuisiniers, mais bien trois*", ajoute-t-elle au Dauphiné Libéré. Mais le commentaire du secrétariat général du gouvernement est plus direct. "*Du point de vue des ressources humaines comme du budget, c'est du n'importe quoi*", a-t-il réagi, interrogé par Le Canard enchaîné. Francetv info 22.05

Qui a dit que le pouvoir leur montait à la tête ? C'est le PS, quoi.

Au fait, avant qu'ils arrivent au pouvoir en 2012, avions-nous raison de les décrire tels qu'ils étaient vraiment, parfois crûment ou sans ménagement ? En fait, ils sont bien pire encore, n'est-ce pas ?

Ca vole bas chez les renégats.

- Bové à Mélenchon : « *Plus je discute avec les cons, plus je les rends intelligents* » - LeMonde.fr

A force de ne discuter qu'avec des cons, il y a tout lieu de penser qu'on finit par le devenir soi-même, merci à monsieur Bové d'en avoir fait la démonstration.

Il n'y a pas de petits profits

- Paris: L'hôtel de luxe Regina condamné pour avoir gardé les pourboires de salariés - 20minutes.fr -

Quel bande de rats !

Parole de réacs. Parlez pour vous et allez vous faire foutre !

- Ebola, sida, détail... Pourquoi nous sommes co-responsables des «*dérapages*» de Jean-Marie Le Pen - Slate.fr

Avec le diable !

- Les prêtres vont-ils finir par pouvoir se marier ? - Francetv info -

Je proposerais... entre eux ! Non mais attendez, imaginez qu'en plus ils prolifèrent avec leurs marmailles...

Les femmes nous surpendront toujours.

- Une septuagénaire tue son mari à coups de pilon de mortier - 20minutes.fr

Il l'avait mérité le bougre s'écrient en choeur les féministes !

- Une femme meurt chez elle et se fait manger par son yorkshire - Francetv info

Son yorkshire, il était de quel sexe ? Mâle, c'était un barbare, il faut l'euthanasier ; femelle, il a commis un acte naturel pour ne pas mourir de faim, il faut lui procurer des soins psychologiques et l'adopter.

Quand ils en sont à l'origine...

- Coup d'État en Thaïlande : Kerry condamne - LePoint.fr

- Boko Haram sur la liste noire des organisations terroristes des Nations unies - LeMonde.fr

Le président des Etats-Unis est choisi en fonction de sa capacité à mentir effrontément et à l'assumer à la face du monde.

- Etats-Unis: La prison de Guantanamo ne fermera pas ses portes - 20minutes.fr

Voilà une démocratie comme les aiment Obama et Hollande

- Deux ans de prison pour des tweets critiquant l'émir du Koweït - LeMonde.fr

La stratégie du chaos.

- Attentats contre des pèlerins chiites à Bagdad, 32 morts - Reuters

- Kidal menace le succès de l'opération française au Mali - LeFigaro.fr

- Nouveau massacre imputé à Boko Haram au Nigeria - Reuters

- Les Chabab somaliens menacent le Kenya - LeMonde.fr

- Un attentat sur un marché du Xinjiang fait 31 morts - Reuters

- La Corée du Nord tire des obus près d'un navire de guerre sud-coréen - Liberation.fr

- Les Maldives rétablissent la peine de mort pour les enfants - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Européhystérie

Voilà à quoi cela sert de se prétendre de gauche.

- A Barcelone, Valls attaque "*l'Europe de droite*" de Barroso - Le Nouvel Observateur

Il ne faut pas oublier que leur objectif est que la majorité de la population soit dégoûtée des partis et de la politique et s'en détourne... pour leur laisser les mains libres pour qu'ils puissent appliquer tranquillement leur stratégie néolibérale. Cela en est un des moyens très efficace.

Comment Valls peut-il s'attaquer à "*l'Europe de droite*", alors qu'il est de droite ? En voià une énigme !

Eh ben justement mon grand dadet, parce qu'il est de droite, tu ne comprends toujours pas ? Quand la droite attaque la droite, cela s'annule, il faut te faire un dessin ? La droite attaque la droite et qu'est-ce qui reste à l'arrivée ? La droite, bonne réponse. Surtout il ne faut pas réfléchir sinon tu ne comprendras rien parce qu'il n'y a rien à chercher, il suffit d'observer la réalité, de t'en tenir aux faits, c'est simple, non ?

En famille. Plus ils deviennent vieux... plus ils deviennent aigris et autoritaires.

- Après Juppé, Rocard s'agace contre les «*anti-européens*» - Liberation.fr

... alors il faut dissoudre le peuple !

- 40 % des Français estiment que l'euro est un échec - LePoint.fr

Argument éculé, plus personne n'y croit, mais il y en a encore qui osent le ressortir en désespoir de cause.

- Touraine reconnaît que l'Europe "*déçoit*", plaide pour une Europe "*sociale*" - AFP

Nivellement par le bas.

- Réduisons les déficits sociaux dans l'Union européenne - LeMonde.fr

Traduisez : Dans l'impossibilité de prendre comme référence le ou les pays où les droits sociaux sont les plus avantageux pour les travailleurs, réduisons-les au niveau de celui ou ceux où ils sont les moins à leur avantage, compétitivité ou concurrence internationale oblige.

Ah les "***paroles***" et les "***actes***" !

- Ce qu'il faut retenir du débat des européennes Le Monde.fr

A trois jours des élections européennes, les représentants des principaux partis politiques français ont débattu jeudi 22 mai dans l'émission « *Des paroles et des actes* ». Le Monde.fr 23.05

A retenir.

Jean-Luc Mélenchon. « *Nous avons fait l'Europe pour plus de démocratie (…), c'est l'austérité et un recul de civilisation* » que vit l'Europe actuellement (pas hier ou depuis plus de 50 ans. Voilà comment Mélenchon l'air de rien soutient l'UE, revendique son bilan, on lui laisse volontiers. -ndlr). Et encore : « *l'idée européenne est une idée de gauche depuis Victor Hugo* », sauf que les fondateurs de l'Europe étaient tous de droite pour ne pas dire d'extrême droite, atlantistes et agents des Etats-Unis, et par conséquence elle n'a jamais été faite "*pour plus de démocratie*" mais exactement le contraire, spolier les travailleurs de tout droit social et politique, la preuve, c'est qu'une majorité de la population de l'UE rejette son existence et elle demeure en place.

Votre Europe puisque vous la revendiquer monsieur Mélenchon, au passage ce n'est pas pour rien qu'il a voté oui au traité de Maastricht en 1992, ce n'est pas une démocratie mais une dictature. Imaginée et fondée par des oligarques anglo-saxons pour les banquiers et les multinationales, c'est sa véritable nature, un instrument politique du capital contre les travailleurs, elle sert ses intérêts et ne peut pas servir ceux de son ennemi, le travail. Elle doit disparaître, être abolie et céder la place à la fédération des Républiques sociales d'Europe débarrassées du capitalisme, de l'oligarchie financière.

Manipulation. Désinformation.

- Européennes : l'extrême-droite en mauvaise position aux Pays-Bas - Francetv info

Le parti anti-islam PVV (Parti pour la liberté) de l'eurosceptique Geert Wilders a essuyé un revers inattendu jeudi 22 mai lors des élections européennes qui se sont tenues aux Pays-Bas.

(En réalité il s'agit d'un parti d'extrême droite rebaptisé pour l'occasion "*eurosceptique*", comme certains partis de gauche ou d'extrême gauche, ce qui permet de faire un amalgame entre extrême droite et extrême gauche ou de présenter tous les opposants avérés ou fictifs comme partageant les mêmes idées ou la même idéologie détestable venant de l'extrême droite.

A les entendre, ce parti aurait essuyé un échec cinglant, on serait porté à penser qu'il arrive loin derrière les autres partis. En réalité il n'en est rien. Vérifions-le immédiatement. - ndlr)

Le PVV est crédité de 12,2% des voix selon les résultats définitifs du sondage, ce qui lui donnerait trois sièges, contre cinq jusqu'à présent, sur les 26 dont disposent les Pays-Bas au Parlement européen.

Les démocrates-chrétiens de la CDA et les sociaux-libéraux de Démocrates66 (D66) se disputent la première place avec environ 15% des voix et chacun d'eux devrait disposer de quatre sièges au PE, selon l'enquête réalisée par l'institut Ipsos auprès de 40 000 électeurs pour la télévision publique.

Le Parti libéral du Premier ministre Mark Rutte est donné en légère progression avec 12,3% des voix, ce qui lui permettrait de conserver ses trois sièges de députés.

(Donc en réalité la différence porte sur moins de 3% entre la CDA et D66 d'un côté et le PVV de l'autre. Vous parlez d'une affaire. Certes le PW perdra deux députés européens sans qu'il ait été laminé pour autant comme laissait l'entendre le titre de cet article. - ndlr)

(Autre élément à prendre en compte. -ndlr)

La participation au scrutin de jeudi a été aussi faible que lors du précédent, en 2009, à 37% seulement. Francetv info et Reuters 22.05

A ce stade de participation, moins de 4 électeurs sur 10, le parti arrivé en tête représente 5,5% des électeurs inscrit, tandis que le parti d'extrême droite en représente 4,51%, ce qui ramène l'écart entre ces partis à 0,5%, vous parlez d'une déroute électorale, elle est plutôt celle de l'UE qu'il faut cacher aux autres électeurs de l'UE qui n'ont pas encore été votés !

En famille traversez l'Atlantique en pédalo les yeux bandés... Et comment passer à côte de ""

- Traité transatlantique: pas de suspension mais plus de transparence - AFP

Le caractère non public du mandat de négociation donnée en juin 2013 à la Commission européenne, même s'il a fait l'objet de larges fuites sur internet, a été très critiqué, Xavier Bertrand s'insurgeant ainsi contre "*une procédure largement opaque*".

Le PS, la majorité de l'UMP et l'UDI ont plaidé pour la poursuite de la négociation. AFP 22.05

Ils ont commis une énorme supercherie en adoptant un texte qui donne mandat à la Commission européenne de poursuivre la "*négociation*" avec les Américains, alors qu'il a été largement tronquée des passages ou articles qui figuraient dans sa version originelle et qui prêtaient à polémiques tant leur contenu était inavouable ou intolérable car ils consacraient la dictature de l'oligarchie financière ou le pouvoir des multinationales américaines sur les Etats ou encore la NSA et la CIA.

Comment ont-ils procédé ?

En lisant les articles de presse j'ai failli passer à côté de l'essentiel ou me faire rouler, notamment à cause des députés du Front de gauche qui ont voté contre un texte "*vidé de l'essentiel*". Or la question à se poser était de savoir où était passé "*l'essentiel*", qu'était-il devenu, comment le gouvernement et le PS avaient-ils procédé pour le faire disparaître en accord avec la Commission européenne. Car en réalité c'est elle qui a fait en sorte qu'il se volatilise pour que ce vote puisse avoir lieu, pour que les députés PS, UMP et UDI soutiennent et légitiment le processus en cours devant conduire à l'adoption du traité de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE. Le Front de gauche qui soutient le régime devait forcément passer à côté de "*l'essentiel*" et ne pas poser ces questions, normal.

En réalité, il se trouve que ces points sont acquis, les Américains et la Commission européenne considèrent qu'ils sont acquis, ils se sont mis d'accord entre eux et la discussion est close, circulez il n'y a rien à voir !

Américain et Commission européenne se sont entendus, en quelque sorte c'est comme s'ils avaient déjà signé les parties qui ont été soustraites du texte originel, car ils se sont rendus compte que leur traité ne pourrait jamais être adopté tel quel ou s'ils les maintenaient, il était donc préférable qu'en secret ils se mettent d'accord et on n'en parlait plus et c'est ce qui vient de se passer.

A sa manière, Fleur Pellerin qui incarne l'extrême droite néolibérale au sein du gouvernement l'a confirmé ou a répondu à ses contradicteurs en précisant que "*le débat ne sera alors pas clos*" sur les questions qui ont été évacuées de ce texte, ce qui ne l'engage à rien puisqu'elles seront ou ont déjà été résolues ailleurs, "*débat*" il y aura lieu ou non à l'Assemblée nationale pour sauver les apparences, et tous les députés s'en contenteront puisqu'ils sont tous inféodés à l'impérialisme américain.

Voici les parties qui ne figuraient pas ou plus dans le texte adopté hier par les députés :

Il ne comporte plus la demande de suspension immédiate des négociations et ne prévoit plus de demander aux peuples de l'Union européenne de se prononcer sur leur poursuite ; (Il est entendu qu'ils ne seront pas consultés, ils pourraient s'y opposer, donc aux oubliettes le référendum sur ce traité, c'est cela la dictature. - ndlr)

Il ne comporte plus le retrait du mécanisme d'arbitrage international privé en cas de litige en remplacement de recours devant les tribunaux des Etats membres ; (mais ce "*mécanisme d'arbitrage international privé*" ou tribunal d'exception des multinationales existera bel et bien, il n'est nullement remis en cause, il existe déjà en partie. - ndlr)

Il ne comporte plus la cessation des activités d'espionnage de l'Union européenne par les Etats-Unis, au motif qu'elle serait hors sujet. lemonde.fr 22.05 (Ces activités peuvent continuer tranquillement sans que l'UE s'emmêle, c'est acquis. - ndlr)

Autrement dit, les Américains ont obtenu gain de cause sur toute la ligne, sur "*l'essentiel*" ou disons un gros morceau qui va consacrer leur domination ou contrôle sur l'Europe, une succursale made in USA légitimée par un traité.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie: les forces du régime marquent un point décisif à Alep - AFP

Les forces du régime ont marqué un point décisif dans la ville clé d'Alep, en bloquant l'une des principales routes d'approvisionnement des rebelles, à deux semaines de la réélection attendue de Bachar al-Assad à la tête de l?État syrien.

L'armée syrienne, épaulée par les supplétifs des Forces de défense nationale (FDN), par le Hezbollah libanais et des combattants arabes, a réussi jeudi à briser le siège imposé depuis plus d'un an par les rebelles à la prison centrale d'Alep, dans le nord du pays, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"*Après près de 13 mois de siège imposé par le Front Al-Nosra --branche syrienne d'Al-Qaïda-- et des brigades islamistes rebelles, les forces de l'armée régulière soutenues par des combattants pro-régime sont parvenues à briser le siège de la prison centrale d'Alep*", a déclaré à l'AFP le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

"*La seule voie de ravitaillement qui leur reste entre Alep et la frontière turque est celle connue sous le nom de route de Castello, dans le nord-ouest de la ville*", explique M. Abdel Rahmane.

Selon le quotidien al-Watan, proche du pouvoir, "*ce succès ouvre une phase dans les combats. Cela aidera à resserrer l'étau autour de la ville, notamment des quartiers contrôlés par les hommes armés, et ainsi imposer un compromis similaire à celui du vieux Homs en faveur de la légitimité syrienne*".

Le 9 mai, l'armée syrienne était entrée pour la première fois depuis plus de deux ans dans la vieille ville de Homs, après le retrait des 2.000 derniers rebelles en vertu d'un accord inédit entre belligérants.

Dans une tribune publiée dans le Wall Street Journal et Le Monde.fr, M. Fabius exhorte le Conseil de sécurité à voter la résolution présentée par la France sur la saisine du CPI, qui répond selon lui à "un impératif moral et politique de lutter contre l'impunité".

La Russie a déjà annoncé qu'elle mettrait son veto à cette résolution, qualifiée mercredi de "*coup publicitaire*" par l'ambassadeur à l'ONU Vitali Tchourkine. AFP 22.05

Effectivement, cette résolution française a été rejetée par la Russie et la Chine.

2- Turquie

Affrontements entre police et manifestants à Istanbul - Liberation.fr

De violents affrontements se poursuivaient entre la police et les manifestants jeudi dans un quartier d'Istanbul, dans lesquels un homme a été grièvement blessé à la tête et transporté à l'hôpital, selon les médias locaux.

Les manifestants se sont rassemblés dans la matinée dans le quartier d'Okmeydani, sur le versant oriental d'Istanbul, pour condamner l'attitude du gouvernement, accusé de négligence, dans l'accident minier survenu à Soma qui a coûté la vie à 301 mineurs.

La police a tiré des gaz lacrymogènes, usé de canons d'eau contre quelque dizaines de contestataires, qui lançaient des cocktails Motolov. Des photos partagées sur les réseaux sociaux montrent un homme, allongé au sol, la tête ensanglantée. Selon les premiers éléments, l'homme, dont on ne sait pas encore s'il était un manifestant ou un simple passant, serait dans un état critique.

Depuis l'accident de Soma, la pire catastrophe industrielle du pays, le gouvernement de l'AKP et l'employeur, Soma Kömür Isletmeleri, sont accusés par une partie de la population et des éditorialistes d'avoir négligé les conditions de sécurité dans la mine de charbon.

Les premiers éléments recueillis ont permis d'établir que les mineurs ne disposaient pas de chambre de confinement où ils auraient pu se réfugier. Liberation.fr 22.05

SOCIAL

France

- Les cheminots dans la rue, hostiles à la réforme - AFP

L'affaire des trains TER trop larges a donné du grain à moudre aux syndicats de la SNCF qui ont réuni 10.000 cheminots selon la police, 22.000 selon les organisateurs, à Paris jeudi pour réclamer une "*autre réforme ferroviaire*", à un mois du débat sur ce sujet à l'Assemblée.

Dans les fumigènes et pétards, les manifestants partis de la Place de la Bastille ont défilé en direction de la gare Montparnasse pour demander au gouvernement de revoir son projet.

Le texte, qui sera examiné les 17 et 18 juin par les députés, vise à regrouper en un seul grand groupe public la SNCF et Réseau ferré de France (RFF).

Mais pour les syndicats qui appelaient à manifester - CGT, Unsa, SUD-Rail, rejoints par FO -, il ne prévoit pas de fusion assez poussée, "*ce n'est pas une vraie réunification*".

"*Cette réforme n'est pas du tout celle annoncée en 2012*", les cheminots "*ne laisseront pas faire*", "*on craint la fin d'un grand service public*", estimait en tête de cortège Gilbert Garrel, secrétaire général de la CGT-Cheminots. AFP 22.05

ECONOMIE

Russie

La Chine et la Russie signent un énorme accord sur le gaz - Reuters

La Chine et la Russie ont signé mercredi un énorme accord de fourniture de gaz qui offre au premier consommateur mondial d'énergie une précieuse source d'approvisionnement et à Moscou un débouché bienvenu à un moment de tension avec ses traditionnels clients européens.

L'accord, fruit de plus de dix ans de négociations, prévoit l'exportation vers la Chine de 38 milliards de mètres cubes de gaz russe par an pendant trois décennies, pour un montant total estimé à plus de 400 milliards de dollars (293 milliards d'euros).

La Russie prévoit d'investir 55 milliards de dollars pour l'exploration et la construction du gazoduc jusqu'à la frontière chinoise, CNPC se chargeant de construire la portion de gazoduc en territoire chinois, a-t-il ajouté.

Le gaz sera acheminé via un nouveau gazoduc reliant les champs sibériens aux principaux centres de consommation en Chine, le long des côtes.

La livraison du gaz russe doit commencer en 2018. Reuters 21.05

Haut de page

Le 25 mai 2014

CAUSERIE

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

- "*Des paroles et des actes*" : des politiques qui n'y croient pas pour un débat qui ne donne pas envie d'aller voter pour les Européennes - Atlantico.fr 23.05

Rien que de voir leur posture de gens importants, d'observer leur regard sournois de personnages jouant une comédie dans laquelle les rôles sont distribués à l'avance, on n'a déjà plus envie d'écouter leurs discours démagogiques qui seront tissés de mensonges et de contrevérités de manière à cacher leurs véritables et mauvaises intentions.

Ils sont minables, pitoyables, majorité et opposition parlementaire de droite ou de gauche gouvernent ensemble dans la mesure où aucun n'entend remettre en cause le capitalisme et ses institutions, cadre dans lequel se situe leur politique, carcan auquel ils condamnent les masses laborieuses dont finalement aucun n'incarne les besoins ou aspirations.

Effectivement, ils sont devenus de mauvais comédiens à force de justifier (maladroitement) leur soumission au capital, ils puent l'imposture à plein nez, de moins en moins de travailleurs ont envie de les croire, même en se forçant, cela vaut également pour l'extrême droite (environ 4,5% des électeurs inscrits aux Pays-Bas viennent de voter pour le parti d'extrême droite à l'élection européenne, le "*plus puissant*" d'Europe).

Elever le niveau de conscience des travailleurs ne peut se réaliser en demeurant enfermer dans un discours institutionnel, puisque l'issue à la crise du capitalisme se situe au delà, il faut donc impérativement sortir de ce cadre étriqué et borné. Il faut travailler la conscience des travailleurs à la base, comment dire, en les aidant à comprendre le processus ou le mécanisme largement inconscient à l'oeuvre dans la formation de la conscience de chacun, qui va déterminer leur capacité ou détermination à agir ou non et dans quelle direction, pour quel objectif, à décider de prendre en mains leur destin ou de laisser d'autres en décider à leur place.

On touche là le coeur du problème que nous avons à résoudre ou le noeud de la situation. Que les travailleurs votent ou non témoignent une modification de leur niveau de conscience politique selon qu'elle se confirme ou non, nous y sommes attentifs et nous en tenons compte, mais ce qui nous intéresse de savoir ou comprendre c'est comment les inciter à s'engager eux-mêmes en politique, à s'organiser.

Ne pas voter et se détourner de la politique, c'est l'objectif assigné aux masses par les néolibéraux dont tous les partis institutionnels sont les meilleurs alliés de l'extrême droite à l'extreme gauche.

Les partis de gauche et d'extrême gauche sont les fossoyeurs en chef des droits des travailleurs, car en étant incapables de les attirer vers eux ou de les organiser, ils les privent de leur capacité à prendre leur sort en main. Or, tout changement de société, le socialisme ou la révolution socialiste sont impossibles sans l'organisation des masses, sans un puissant parti ouvrier révolutionnaire pour les guider lors de l'affrontement direct entre les classes, lors du soulèvement révolutionnaire posant la question de l'Etat ou du pouvoir politique.

Quand on dit qu'ils soutiennent le régime, le capitalisme et ses institutions, c'est à cela que l'on pense, qu'on a en tête, cela commence par là, l'inorganisation des masses, et cela se termine par le fait que la vie continue comme avant et que rien ne change, qu'il demeure impossible d'envisager de changer la société et le monde dominés par le capitalisme. Les traitres et charlatans qui sont des illusionnistes ou des manipulateurs professionnels prétendent qu'ils appellent les masses à s'organiser ou à les rejoindre, alors que leur politique opportuniste sert de repoussoir à toute organisation des masses.

C'est ainsi qu'ils s'en sortent, en prétendant avoir fait le boulot, alors qu'en réalité il n'en est rien, ce qui leur permet de se justifier et ensuite d'accuser les masses de demeurer amorphes ou ignorantes, ils affirment qu'elles ne sont pas "prêtes" à se mobiliser pour réaliser un changement de société et qu'il faut établir un rapport de forces plus favorable aux travailleurs, patati patata, vous connaissez leur discours, la lutte, la lutte, la lutte jusqu'à épuisement final sans aucun résultat, c'est leur stratégie.

Nous continuons de combattre pour changer la société et le monde, nous n'avons jamais changer d'objectif, s'emparer du pouvoir politique et vaincre le capitalisme, instaurer le socialisme et préparer l'étape suivante, le communisme qui posera les bases d'une société débarrassée de l'argent, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme d'oppression, des frontières, des Etats, de la démocratie et de la politique puisque les classes auront été abolie ou se seront éteintes, auront disparu, cédant la place au règne de la liberté.

ACTUALITE EN TITRES

Le saint empire anglo-saxon-germanique vaut bien un traité.

- Angela Merkel plaide la cause du partenariat commercial UE-USA - Reuters

- Libre-échange: UE et USA veulent rassurer sur la sécurité alimentaire - AFP

Pure foutaise, d'autant plus que des deux côtés de l'Atlantique (et ailleurs) on bouffe déjà de la merde, des aliments bourrés de produits chimiques, d'OGM, etc.

Etat mafieux. Comment gonflé le PIB pour réduire un déficit.

- Quand la prostitution et la cocaïne viennent au secours des déficits italiens - Atlantico.fr

Vive la mafia et la CIA !

Objectif atteint. Une bonne nouvelle pour les fabricants de misère sociale.

- L'Espagne plombée par le chômage mais bien vue des 3 agences de notation - AFP

- Espagne: 23% des chômeurs cherchent du travail depuis au moins trois ans - AFP

Eh oui, vous avez tout perdu !

- «En Grèce, on n'a plus de démocratie et on n'a plus de boulot non plus» Liberation.fr

Mais au fait, comment se fait-il, la lutte des classes des décennies précédentes n'était-elle pas destinée à vous prémunir contre une telle déconvenue ? A croire qu'elle fut bien mal orientée sur le plan politique. A ménager la chèvre et le loup, devinez à la fin qui mange l'autre...

Européhystérie

- Européennes : des bureaux de vote ouverts plus tard dans 400 communes - Francetv info

- Pourquoi les européennes sont importantes (même si personne ne vote) - Slate.fr

Pourquoi ? Parce qu'elles ont servi de rampe de lancement au FN, aux Verts et aux souverainistes explique Slate.fr. Ils étaient impossibles ou plus difficiles de les lancer sur le plan national, l'UE étant une institution supranationale, elle devait servir de levier à ces partis pour diviser les différentes classes afin que la politique de l'UE puisse s'imposer plus facilement.

- Le Parlement européen est géographiquement l'un des plus déséquilibrés au monde - Slate.fr

1 député européen pour 70.000 à 900.000 électeurs selon les pays. C'est cela la démocratie !

Insupportable !

- Le travail de plus en plus vécu comme "*une contrainte*" par les Français - Francetv info

Sans blague, et ils ne sont pas au bout de leur peine, à moins qu'ils n'en décident autrement en prenant leur sort en mains...

Sionisme. Stratégie du chaos. Provocation - réaction - condamnation - répression...

- Attaque de Bruxelles : Israël dénonce le résultat de « *l'incitation à la haine permanente* » - LeMonde.fr

- Somalie : assaut meurtrier des insurgés islamistes contre le Parlement - LeMonde.fr

- Djibouti : un restaurant attaqué à la grenade, deux morts - LeMonde.fr

- Nigeria : nouveaux massacres imputés à Boko Haram - LeMonde.fr

- Irak: voiture piégée contre un magasin de boissons alcoolisées, 7 morts - AFP

- Etats-Unis: 7 morts, dont le tireur, dans une fusillade en Californie - AFP

- Thaïlande: La junte militaire assume le pouvoir législatif et détient l'ex-Première ministre - 20minutes.fr

Haut de page

Le 26 mai 2014

CAUSERIE

J'ai plein d'articles à ajouter depuis 5 jours, on verra cela ce soir ou demain matin, je suis crevé à cause de la chaleur accablante et j'ai du boulot en retard chez moi. Et puis, rien ne presse, la vie continue comme avant...

C'est grand guignol !

L'Union européenne a été rejetée massivement, elle est illégitime.

L'UE, c'est la Suède, le Danemark, la Grèce, l'Italie et la Belgique où les taux d'abstention ont été inférieurs à 50%, avec une réserve pour la Suède car on ne connaît pas le pourcentage des votes blancs et nuls, et pour la Belgique où le vote était obligatoire.

Alors si ce n'est pas l'Union européenne des peuples, c'est autre chose, l'Union européenne des banquiers et des multinationales, de l'oligarchie financière, du capital, classe ultra minoritaire qui ne peut revendiquer aucune légitimité. On lui refuse.

On attendra que les résultats définitifs des élections européennes figurent sur le Net pour communiquer des chiffres. Peut-être qu'on se contentera de ceux qu'on a déjà, pour l'intérêt qu'ils représentent, nul. On peut se livrer à une analyse à chaud sans prendre vraiment de risque.

A entendre tous les commentateurs depuis hier soir, le FN aurait remporté une victoire historique dimanche. C'est à croire qu'ils la souhaitaient parce qu'elle pourrait être utile au gouvernement pour poursuivre sa politique réactionnaire. Les échanges très convenus auxquels nous avons assisté sur le plateau de France2 l'ont confirmé, Juppé et Fabius faisant preuve d'amabilités réciproques, l'un et l'autre profitant de l'occasion pour réaffirmer le consensus qui existe entre l'UMP et le PS, Juppé s'opposant d'emblée à la dissolution de l'Assemblée nationale réclamée par le FN, estimant sans doute que la répartition des rôles lui convient très bien ou plutôt à leurs commanditaires, les mêmes à l'UMP et au PS. Dans la foulée Valls confirmait qu'il ne changerait pas de cap, normal.

Un titre dans le ton des interventions d'hier soir de l'UMP, de l'UDI, du MoDem et du PS. A quoi cela sert-il de nous chamailler alors que nous faisons la même politique et nous sommes dans le même camp. Prenons exemple sur l'Allemagne...

- Arrêtez de détruire le débat européen avec ce combat gauche-droite infantilisant! - slate.fr

Le portail Publicsenat.fr, commentant la demande des Le Pen de la dissolution de l'Assemblée nationale en précisant qu'ils ne l'obtiendront pas a ajouté :"*Marine Le Pen peut jouer le peuple contre les élites. Un des scénarios favoris du Front national*", tandis que le scénario inverse et complémentaire est mis en oeuvre par le PS et ses larbins de gauche et d'extrême gauche, jouer les élites à la bonne conscience consommée contre le peuple arriéré ou à l'état d'esprit figé ou archaïque, en menant une guerre idéologique et psychologique contre lui pour le déstabiliser, le culpabilisr, briser sa résistance et le diviser. Quant au "*peuple*" que manipule également le FN, il préfigure les bataillons de lumpenprolétaires encadrés par des membres de la classe dominante et de la petite bourgeoisie, les milices d'extrême droite ou fasciste aptent à donner dans la provocation, la violence ou le coup de force pour amener les institutions à s'attaquer au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière, comme en Ukraine par exemple, afin de donner au gouvernement les moyens politiques d'appliquer la politique antisociale dictée par les représentants de l'oligarchie financière, le FMI et Bruxelles, que dénoncent par ailleurs le FN, aussi faut-il faire impérativement la distinction entre son discours et ses actes, ce que ne peut faire efficacement la gauche et l'extrême gauche puisqu'ils procèdent de même pour tromper travailleurs et militants.

Que leurs partis soient en crise comme tous les partis d'ailleurs et que les résultats de l'élection européenne l'alimentent est un fait, mais pour nous qui n'avons absolument rien à en attendre, le plus important demeure l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire.

On peut se réjouir du taux d'abstention, mais il ne règle pas notre problème, il témoigne seulement que les conditions pour construire ce parti existent et qu'on est incapable de s'en saisir, c'est l'aspect le plus dramatique de la situation. Si on est incapable de tirer profit de conditions favorables qui existent pour construire le parti, on a le droit de s'inquiéter pour l'avenir, car des militants en tireront la conclusion que puisque c'est impossible même lorsque les conditions nous sont avantageuses, il y a peut-être tout lieu de penser qu'on n'y arrivera jamais et bon nombre vont se décourager et démissionner.

Cessons de nous tourner vers les militants des différents partis dont les idées soi-disant avancées ou progressistes constituent plutôt des obstacles à leur intégration dans un parti socialiste révolutionnaire. Ils sont persuadés de posséder la vérité tout en étant engagés dans la mauvaise direction et rien ni personne ne leur en fera changé à l'issu d'une discussion, c'est perdre son temps et s'épuiser son énergie en pure perte. Alors qu'il y a dans ce pays des millions et millions de travailleurs inorganisés, qui n'ont jamais été organisés dans aucun parti, qui sont pour ainsi dire "*vierge*" politiquement, qui sont plus déterminés à combattre le capitalisme que les militants de la gauche ou de l'extrême gauche, qui ne supportent plus leurs conditions d'existence ou de travail, la société telle qu'elle est, qui rejettent à raison tous les partis institutionnels, les institutions et le capital, qui s'abstiennent régulièrement aux élections ou qui ne sont même pas inscrits sur les listes électorales, bref, parmi ces millions de travailleurs et jeunes il en existe des dizaines ou des centaines de milliers qui sont aptes à saisir notre discours, qui sont prêts à nous écouter pour peu qu'on sache s'adresser à eux, sans leur raconter d'histoires, sans les aborder avec de grandes phrases théoriques ou des slogans qui sonnent bien à notre oreille mais ne leur disent rien ou les laissent perplexe, à raison d'ailleurs, c'est un travail de fond, en profondeur qu'il faut engager en direction de ces travailleurs et jeunes, de toutes les couches et classes exploitées, de l'ouvrier à l'intellectuel.

Ils comprennent bien qu'il y a quelque chose qui cloche quelque part, mais ils ne sont pas capables de mettre un nom dessus, notre travail est de les y aider, les aider à comprendre que leur destin et la nature de la société dépendent uniquement de leur engagement politique, de leur détermination à prendre en mains leurs affaires, pas pour changer la société de l'intérieur ou la réformer puisque c'est impossible, mais pour la changer de fond en comble, balayer celle qui existe pour en fonder une nouvelle meilleure et plus juste, que c'est possible parce que nous sommes la majorité, parce que c'est notre droit, c'est une revendication politique parfaitement légitime, car rien ni personne ne peut justifier ce qu'on nous impose de vivre quotidiennement.

Nous sommes la majorité et nos droits sont bafoués, notre voix étouffée, c'est insupportable et on ne peut pas le tolérer plus longtemps. Or, la majorité c'est la démocratie, aussi le droit, la légitimité est de notre côté, en finir avec le rapport de domination de classe actuel qui est le produit du pouvoir politique exercé par une infime minorité de la société est parfaitement légitime. La minorité détient le pouvoir et gouverne parce que la majorité des travailleurs ignorent la nature de ces rapports de classe et demeurent inorganisés, ne disposent pas d'un puissant parti ouvrier pour favoriser leur mobilisation et renverser ces rapports, prendre le pouvoir.

Revenons à ces élections européennes.

En réalité, avec un taux d'abstention entre 56 et 57% (auquel il faudra ajouter les votes blancs et nuls) et quelque 25% des suffrages exprimés, sur 44,6 millions d'électeurs, 25% de 44% d'électeurs donne 11% au FN. L'UMP est à 8,8%, le PS à 5,8%, l'UDI-Modem à 4,4%, EELV à 3,8% et le FdG à moins de 3%.

Ce qui est intéressant ici, pour reprendre le discours des médias et des dirigeants des partis qui se sont exprimés sur les plateaux de télé dimanche soir, le "*premier parti de France*" ne représente plus que 11% des électeurs, autant dire que non seulement l'UE a été massivement rejetée, mais aussi les institutions de la Ve République ou tous les partis institutionnels qui y siègent. Cette précision est de nous évidemment.

Les institutions politiques nationale et européenne du capital sont illégitimes et doivent disparaître, tel est l'enseignement que l'on peut tirer de ce scrutin et la ligne politique sur laquelle il faut combattre, c'est aux travailleurs de gouverner et personne d'autres, de prendre le pouvoir. Pour cela ils doivent se doter d'un parti qui incarne leurs intérêts, parti qui ne peut pas être un de ceux qui ont participé à l'élection européenne. Seul le POI avait refusé d'y participer.

Le plus minable et pathétique comédien hier soir a encore été Mélenchon qui en a appelé à sa "*belle patrie*" sur un air que n'aurait pas renié les Le Pen, pour finalement dénoncer les fautifs du score du FN, vous aurez deviné de qui il s'agissait :"*Allez les travailleurs, ressaisissez-vous*", voilà pour le coup de massue, histoire qu'ils ne s'en remettent pas. Il fait la paire avec le stalinien Laurent.

Si un travailleur est ignorant ou arriéré, profondément arriéré, c'est de sa faute, salopard on a envie de balancer à Mélenchon qui en est responsable, qui passe son temps à les tromper, à leur mentir, à se faire passer pour ce qu'il n'est pas, mais cela il semblerait qu'ils soient de plus en plus nombreux à l'avoir compris, d'où son dépit, sa hargne à peine contenu contre les travailleurs.

Moi, j'ai toujours vécu depuis ma naissance dans un milieu ouvrier profondément arriéré, et j'ai continué en Inde, je suis même descendu encore plus bas, beaucoup plus bas, toujours plus bas, non sans que cela ne me pose pas de problèmes parfois ou régulièrement même, mais c'est mon affaire et j'interdis à quiconque de porter un jugement sur ces personnes pour en ignorer l'état mental ou de conscience. De l'extérieur il est pratiquement impossible de s'en faire une idée même approximative, on

se fourvoierait à chaque fois ou presque. Même en étant très attentif, en s'entourant de mille précautions pour ne pas commettre d'impairs on va de quiproco en quiproco, d'incompréhension en incompréhension, on est parfois injuste, on commet des erreurs qui peuvent causer des souffrances, j'en suis bouleversé, je m'en veux et je me dis que j'ai encore bien des choses à apprendre pour être à la hauteur de mon idéal, cela vous force à être plus modeste que jamais.

On n'imagine pas ce qui peut se passer dans leur tête, comment cela fonctionne, à quel point elles sont faibles et comment elles interprètent la société qui évolue à une vitesse fulgurante, alors que leur cerveau continue de fonctionner comme avant ou péniblement, comme au ralenti. Et le plus extraordinaire ou l'expérience la plus enrichissante qui soit, qui vaut toutes les lectures, c'est lorsqu'elles tentent de mobiliser leur attention, elles vous écoutent attentivement pour saisir ce que vous leur dites, on perçoit, on sent qu'elles font un véritable effort pour comprendre, qu'elles mobilisent toute leur énergie pour y arriver, très souvent en vain, ce qui est terrible, moins parce qu'elles ne s'en aperçoivent pas. Elles croient avoir compris et en réalité elles n'ont rien saisi du tout ou tout de travers, dans ces cas-là je recommence une fois, deux fois, et quand des fois elles y parviennent, elles en sont si heureuses qu'en les observant on voit luir une petite lumière qui scintille au fond de leurs yeux, elles viennent d'acquérir quelque chose, c'est comme si elles se sentaient libérées de quelque chose, qu'elles étaient soudains plus libres, comme si les chaînes de l'ignorance qui entravent leur existence s'étaient un peu détendues et leur accordant un peu de bonheur. Parfois je laisse tomber parce que je ne trouve pas les mots qu'il faut, en anglais et tamoul, je me dis que ce que je leur demande de comprendre est au delà leur capacité dans l'état actuel dans lequel elles se trouvent, les obstacles sont infranchissables. Ce n'est pas toujours facile de le jauger. Je me livre à cet exercice quasi quotidiennement ou très souvent avec Magueswary et maintenant Selvi, ce qui serait impossible si je n'avais pas la tête bien posée sur les épaules ou si je n'étais pas animé de bonnes intentions.

Le plus difficile, c'est d'arriver à faire comprendre quelque chose à quelqu'un qui n'en tirera aucun profit immédiat ou matériel, qui sera portée à se dire que cela ne sert à rien ou que cela ne la concerne pas, alors que nous sommes convaincu du contraire sachant que mêlé à d'autres connaissances elle en tirera profit plus tard ou indirectement. A quoi bon savoir tout cela, le moment venu tu t'en apercevras, fais-moi confiance, cela te servira un jour. Et puis cela évite qu'à ton insue on te raconte n'importe quoi, tu pourras détecter plus facilement les bonimenteurs, les gens malintentionnés à ton égard, c'est une sorte de protection que tu acquiers, dans ce monde cruel et sans pitié ce n'est pas négligeable. Savoir, comprendre, c'est le début de la liberté...

On poursuivra une autre fois. Une très courte histoire pour illustrer ce qui vient d'être dit. Un soir, Selvi voit dans un film diffusé par TV5Monde Asie un Africain en train d'écoper une embarcation de fortune en pleine mer qui prend l'eau. Quelques jours plus tard on regarde Thalassa, il y a un truc qui l'intrigue, elle me demande : "*il n'y a pas d'eau dans ces bateaux, pourquoi ?*", je lui réponds qu'habituellement ou en principe un bateau n'embarque pas d'eau de mer, il ne prend pas l'eau ou alors c'est qu'il a subi une avarie, un choc ou que la coque est pourrie. Elle a compris immédiatement. Elle n'est jamais montée dans un bateau, elle ne s'est jamais posée la question de savoir comment un bateau tenait sur l'eau et pourquoi parfois il coulait au large. Elle n'a jamais réfléchi à cela et à des milliers, des dizaines ou centaines de milliers de choses petites et grandes auxquelles nous nous avons déjà pensé. Cela pour vous donner une petite idée de son degré d'arriération et ce qui nous sépare, un immense océan qu'on ne pourra jamais combler, mais sur lequel il est possible de poser des passerelles pour relier les deux rivages. Je lui ai expliqué qu'on était très différent et que de ce fait les choses n'étaient pas toujours très faciles entre nous, mais qu'il ne fallait pas en faire un drame, on gère cela tranquillement et tout s'arrange, elle est très susceptible et se vexe pour un rien ou sans raison parce que je prends soin de ne jamais la rabaisser ou de profiter de l'avantage que j'ai sur elle. Ce que j'apprécie aussi, c'est quand elle me prend en défaut, selon elle, elle ne manque pas de me sermoner, parfois à raison et cela me questionne, par habitude il arrive qu'on ait un comportement illogique. Par exemple je ne mange pas les fruits du jardin qui sont excellents, dont des mangues. Elle en prépare une qu'elle coupe en petits dés, elle les mets dans un petit bol avec une petite cuillère puis elle me le tend en me disant : mange, c'est bon pour ta santé, tu es idiot de ne pas en manger. Je lui ai dit plusieurs fois que je n'avais pas été habitué à en manger quand j'étais gosse et depuis je mange peu de fruits, cela ne me dit rien. Elle revient à la charge et je finis par capituler et par manger une mangue avec elle, puis une autre le lendemain et ainsi de suite, du coup je m'y suis mis avouant qu'elle avait raison, c'est excellent. J'ai constaté qu'elle se faisait un point d'honneur à me montrer que elle aussi parfois elle avait raison et qu'elle pouvait m'apporter quelque chose, c'est très positif comme rapport, un peu contraignant au départ, ensuite une sorte de complicité s'instaure rapidement. Vous me direz que c'est le genre de relations que l'on retrouve quand on est amoureux, effectivement, au départ, là il s'agit davantage d'un rapport de force entre deux êtres que tout sépare mais qui sont complémentaires, bien que nos rapports soient totalement déséquilibrés on essaie de trouver un point d'équilibre pour rendre notre relation viable et durable sans empiéter sur la vie de l'autre dont on ignore tout ou presque, d'autant plus qu'elle nous ait agréable. On continuera une autre fois car il y a encore beaucoup de choses à raconter qui ont un rapport avec la politique ou nos rapports aux masses, par exemple le penchant qui consiste à généraliser en permanence.

Mélenchon nous sort par les yeux de la tête. On va finir en se payant la sienne.

Sur le plateau de France 2, Jean-Luc Mélenchon a déploré que "*le bloc de gauche (...) [soit] à son plancher historique, nous n'avons jamais été aussi bas. Continuez comme ça jusqu'à ce qu'on soit au fond du trou ! (...) Si nous ne sommes pas capables de proposer une alternative à gauche (...) nous irons au désastre*", a-t-il prédi. Francetv info 25.05

Restez-y au fond du trou avec vos amis de "*gauche*" du PS, et qu'on n'entende plus parler de vous, cela nous fera des vacances ! Car c'est vous qui incarner le "*désastre*" et personne d'autres. Il n'existe pas d'"*alternative à gauche*", hormis celle qui consiste à rompre avec le capital et ses institutions politiques, à renouer avec le socialisme de Marx et Engels, les enseignements de la révolution russe de 1917, le programme de la révolution socialiste mondiale...

La seule "*alternative à gauche*" possible consiste à préparer les conditions de l'affrontement entre les classes, à y préparer les masses exploitées, à contruire le parti indispensable pour les aider à s'emparer du pouvoir politique, à faire leur révolution.

Abstention dans les 28 pays de l'UE

- Slovaquie 87
- République tchèque 80,5
- Slovénie 79,04
- Pologne 77,3
- Croatie 75,7
- Hongrie 70,8
- Letonie 69,96
- Portugal 65,5%
- Roumanie 65,3
- Grande-Bretagne 64%
- Estonie 63,56
- Pay-Bas 63
- Lituanie 62;73
- Bulgarie 59,8
- Finlande 59,1
- Chypre 57,63
- France 56,5%
- Espagne 55,3%
- Autriche 55
- Allemagne 52,1
- Suède 49
- Danemark 45
- Grèce 43,65
- Italie 40%
- Belgique 10% (vote obligatoire)

Quelques titres et réactions en France.

- Européennes 2014 : le triomphe du FN, la claque de l'UMP, l'effondrement du PS - Le Nouvel Observateur

- Européennes : à l'UMP, après la claque, la crise - Le Nouvel Observateur

- Européennes : l'UMP est "*atteinte dans sa crédibilité*" selon François Fillon - Francetv info

- Jean-François Copé sur la sellette - Reuters

- Européennes: Bayrou (MoDem) y voit une "*décomposition de la vie politique française*" - AFP

La vôtre aussi, elle frappe tous les partis qui soutiennent l'Union européenne.

- Européennes : une défaite historique pour le PS - Francetv info

- Européennes: pour Hollande et Valls, un nouveau "*choc*" après les municipales - AFP

- Manuel Valls : « *Nous sommes dans une crise de confiance* » Public Sénat Européennes : « *La politique menée en Europe a fait le lit de l'extrême droite* », selon Cambadélis - Public Sénat

Donc celle du PS, quel aveu ! Merci monsieur Cambadélis de confirmer que le PS fait le lit du fascisme.

- Européennes : le Front de gauche déçu par son score (6,6%) - Francetv info

Mérité, usurpé même !

Quelques résultats ou infos en Europe

- Grande-Bretagne: Victoire historique pour l'Ukip europhobe - 20minutes.fr

Dimanche, les urnes britanniques ont bien tremblé: l'Ukip (pour «*Uk Independence Party*», (Ukip, parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, son parti europhobe, a remporté une victoire historique aux Européennes avec un score de 29%.

Depuis 1910, aucun autre parti que ceux des conservateurs et des travaillistes n'avait remporté un scrutin national. 20minutes.fr 25.05

- Le parti de Geert Wilders deuxième ex aequo aux Pays-Bas - Reuters

Le parti chrétien démocrate, pro-européen, est arrivé en tête des élections européennes aux Pays-Bas, devant le Parti de la Liberté (PVV) de Geert Wilders, anti-islam et anti-UE, donné deuxième ex aequo, selon l'agence de presse néerlandaise ANP. Reuters 25.05

- Elections européennes 2014: En Grèce, la gauche radicale en tête, Aube dorée renforcée - 20minutes.fr

Dirigé par Alexis Tsipras, Syriza, obtiendrait entre 26% et 28% des voix et Nouvelle-Démocratie entre 23% et 25%, selon un sondage réalisé par six instituts et diffusé sur les télés une heure et demie après la fermeture des bureaux de vote.

En troisième position arrive le parti néonazi Aube dorée avec un score compris entre 9% et 10% 20minutes.fr 25.05

- L'extrême droite danoise prend ses distances d'avec le FN - LeMonde.fr

Le parti du peuple danois, anti-immigrés et eurosceptique, arrive en tête des élections européennes au Danemark avec un peu plus de 23 % des voix. LeMonde.fr 25.05

- Les nationalistes flamands en tête des législatives en Belgique - Libération.fr

- Hongrie. Elections européennes 2014: Le parti d'Orban ultra-dominateur, tassement de l'extrême-droite - 20minutes.fr

Le parti conservateur Fidesz du dirigeant hongrois Viktor Orban a remporté 51,5% des suffrages.

Le Jobbik, un parti ultra-nationaliste au discours volontiers raciste, antisémite et anti-Roms, arrive en seconde position avec 14,7% des voix. 20minutes.fr 25.05

Le titre de 20minutes.fr était trompeur car faisant référence à une élection législative, celle d'avril dernier.

- Espagne : les Indignés entrent au Parlement européen - Le Monde.fr

En Espagne, le Parti populaire (PP, droite) est arrivé en tête des élections européennes avec 26 % des suffrages et seize sièges, mais difficile pour lui de parler de victoire, puisqu'il a perdu, par rapport à 2009, 16 points en pourcentage et huit sièges au Parlement européen.

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a essuyé un revers sévère, avec 23 % des votes, soit quinze points de moins qu'en 2009 et neuf sièges en moins.

Ces élections reflètent en premier lieu un fort recul du bipartisme qui prévalait jusqu'à présent en Espagne. Alors que les deux grands partis cumulèrent 80 % des suffrages en 2009, ils ne parviennent même pas à franchir la barre des 50 % aujourd'hui.

Les principaux bénéficaires de ce changement de tendance sont tout d'abord la Gauche unie (IU, écolo-communistes), qui obtient près de 10 % des suffrages et surtout le nouveau parti Podemos, issu du mouvement des Indignés, avec 7,9 % des voix et cinq sièges. Le Monde.fr 26.05

- En Italie, le Parti démocrate en tête des europénnes - Reuters

Le Parti démocrate (PD, centre-gauche) du président du Conseil Matteo Renzi est crédité de 33% des suffrages par un sondage de l'institut EMG pour la chaîne de télévision La 7, contre 26,5% pour le M5S et 18% pour Forza Italia, le mouvement de l'ex-président du Conseil Silvio Berlusconi. Reuters 25.05

Un titre qui nous avait échappé. La CIA prend le pouvoir en Lybie.

- Libye : un général proche de la CIA pour prendre le pouvoir - Lemonde.fr 21.05

A retenir de cet article : Avant que le pays ne passe complément sous contrôle des Frères musulmans ou pire, ne soit gangréné par Ansar al-Charia et Al-Qaïda, ces militaires tentent le tout pour le tout, dans un pays fantôme qui ne semble capable de s'incarner que dans la volonté d'un homme fort. Lemonde.fr 21.05

C'est le cas dans tous les pays sous-développés ou sous domination d'un impérialisme, où la majorité de la population demeure arriérée. Mais pas seulement, en France l'élection du président de la République, mi-monarque mi-Bonaparte, demeure très populaire, c'est l'élection qui enregistre le taux d'absention le plus faible. Son point commun avec les pays dominés : les masses qui sont toujours arriérées ou incapables de prendre leur sort entre leurs mains, il faut que quelqu'un décide à leur place leur destin.

ACTUALITE EN TITRES

Le salaire de la peur...

- A Wall Street, la fin de la peur en inquiète certains - Reuters

... et de la sueur...

- Le relèvement du plafond du Livret A devrait être abandonné - Francetv info

Ils savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ne savent pas encore ce qu'ils veulent.

- Sondage: Les Français ne veulent ni de Hollande, ni de Sarkozy pour 2017 - 20minutes.fr

Quoi ? Mais le socialisme, voyons !

Haut de page

Le 27 mai 2014

CAUSERIE

52 nouveaux articles ont été ajoutés, je n'ai pas eu le temps de tous les lire.

Le chiffre du jour. 61,61%

C'est le total des abstentions (57,57%), votes blancs et nuls (4,04%) à l'élection européenne le 25 mai 2014 en France.

Le FN est arrivé en tête des élections européennes avec 24,85%, devançant l'UMP (20,80%) de quatre points, le PS finissant 3e avec 13,98%, selon les résultats complets publiés lundi par le ministère de l'Intérieur.

Selon la même source, l'abstention a atteint 57,57%, contre 59,37% en 2009. Cela correspond à un taux de participation de 42,43%. Les résultats doivent encore être proclamés par la commission nationale de recensement des votes.

L'alliance UDI-MoDem a recueilli 9,92%, Europe Ecologie-Les Verts 8,95%, le Front de gauche 6,33%.

Viennent ensuite les Divers droite, qui obtiennent 5,98%. Le ministère de l'Intérieur ne distingue pas le résultat de Debout la République de Nicolas Dupont-Aignan, crédité de 3,9% selon les estimations des instituts de sondage.

Les Divers gauche obtiennent 3,18%. Ce chiffre concerne en fait Nouvelle Donne, parti de centre gauche.

Les listes Divers ont réuni 4,39% des suffrages exprimés, celles de l'extrême gauche 1,6%. 0,01% des voix se sont portées sur d'autres listes d'extrême droite que le FN. publicsenat.fr 26.05

Dimanche, les votes blancs ont été environ deux fois plus nombreux que les nuls: 548.554 (2,78% des votants), contre 248.950 (1,26%).

Au total, on compte 797.504 votes blancs et nuls, représentant 4,04% des votants. AFP 26.05

Si on ajoute aux 61,61% les voix de ceux qui ont voté pour une liste de gauche ou d'extrême gauche ou même d'extrême droite qui souhaitent rompre avec l'UE, le nombre de travailleurs qui soutiennent l'existence de l'Union européenne doit se situer entre 20 et 30%.

La parole aux travailleurs

Denain (Nord), ville pauvre de la banlieue de Valenciennes.

Josiane, retraitée de 72 ans, qui pour la première fois n'est pas allée voter dimanche car "*ça ne l'intéresse plus*".

Monique, 50 ans. "*Il y a un ras-le-bol total, à tous les niveaux.*"

Gérard Laforge, retraité de 66 ans. "*Les gens en ont marre des promesses, ils sont de plus en plus pauvres et ne peuvent plus vivre comme il faut. On est étouffé, on y arrive plus. J'ai dû laisser cinq médicaments, parce que je peux pas les payer. Et pourtant, je cotise depuis mes 14 ans!*"

Vincent, soudeur au chômage de 44 ans. "*Ça fait six mois que je cherche du travail, il y en a que pour les Roumains et les Tchèques, plus pour nous. Je suis carrément pour une sortie de l'Europe*"

Mais ne vous en prenez pas à ces travailleurs qui n'y sont pour rien, tournez-vous contre l'UE, tous les partis qui viennent de participer à cette farce électorale pour tenter de la légitimer, cherchez dans le mouvement ouvrier quel parti a refusé d'y participer...

"*Les gens en ont marre, ils sont en colère.*" AFP 26.05

Surtout ne les croyez pas.

De 32 à 8%.

- A Grigny, le Front de gauche arrache 32 % des voix - LeParisien.fr

« *C'est une surprise, une très bonne surprise qui va dans la dynamique des municipales et qui est liée à la campagne de terrain menée depuis plusieurs semaines. Nous faisons 300 voix de plus qu'en 2009* », se réjouit le maire communiste Philippe Rio qui figurait sur la liste menée par Patrick le Hyaric. LeParisien.fr 26.05

32%, quel score ! Qu'il faut relativiser car l'abstention a été de 73,95%, les votes blancs 1,65% et les votes nuls 1,73% (source : http://elections.interieur.gouv.fr), donc au total 77.33% des électeurs ont refusé de participer à cette élection ou de se prononcer pour une des nombreuses listes en présence, seuls 22,67% ont joué le jeu qui leur était proposé, et les 32% (des voix exprimées) ramenés à ce chiffre donne 7,25%, disons 8,05% des inscrits.

L'astuce ou la manoeuvre consistait à considérer le pourcentage des voix exprimées et non celui des inscrits.

Le chiffre des voix exprimées est celui des électoralistes, des bouffes à la gamelle, qui est important pour savoir si on a une chance ou non d'être élu, c'est leur seul et unique objectif.

Le chiffre des inscrits beaucoup plus modeste pourra (éventellement) donner une indication utile pour un parti qui veut se construire, pour mesurer sa véritable influence sur la commune où il milite.

Quand sur une ville qui compte 10 224 inscrits vous n'obtenez que 830 voix, il n'y a pas de quoi se réjouir ou crier victoire. Cela peut être suffisant pour se faire élire, mais insignifiant en terme d'influence auprès des travailleurs ou pour influer sur le cours des choses.

Vous me direz que c'est mieux que les 1 à 3% du NPA, LO ou du POI lors de chaque élection. Certes, à ceci près que ce n'est pas le nombre de voix qui compte en dernier ressort mais l'orientation politique du parti qui obtient ces voix, la qualité ou le contenu de ces votes. Or, s'agissant du Front de gauche, il en obtiendrait le double ou plus que cela ne changerait absolument rien pour les travailleurs ou si, ils auraient la malchance de revivre le cauchemar de leur capitulation quand ils sont au pouvoir qui fraie la voie au fascisme ou une dictature.

Si vous avez obtenu 830 voix et que vous n'avez pas recruté au moins une dizaine ou une vingtaine de nouveaux militants, vous pourrez en conclure que tous les efforts que vous avez déployés lors de cette campagne électorale n'auront servi à rien.

Comment ils restent solidement accrochés aux basques du PS qui est un des piliers du régime.

Pour Raquel Garrido, deuxième sur la liste FG en Ile-de-France, le parti paye surtout le contrecoup d'un "*discrédit moral assez puissant de l'idée même de gauche*" :

"*Il y a eu de la part du gouvernement une vraie dissonance entre les symboles et les actes. Par exemple lorsque François Hollande se revendique de Jaurès, et que dans la foulée il décide d'allonger l'âge de départ en retraite…*"

(Mais qui colporte que Hollande et le PS sont de gauche sinon vous, c'est donc vous les fossoyeurs de la gauche, du socialisme (déformé) qu'incarnait Jaurès. A notre connaissance personne ne vous oblige à caractériser le PS de gauche, si vous vous refusez à le caractériser de droite c'est parce que vous refusez de l'affronter, d'affronter le régime, de rompre avec lui, avec le PS aussi très logiquement. - ndlr)

Au FG, après la déroute du bloc de gauche, on en vient à rêver d'une nouvelle union des gauches. Comme celle formée en 2005. A l'époque, un spectre de plusieurs personnalités politiques – allant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) au Parti socialiste – avait décidé de parler d'une même voix contre le Traité constitutionnel européen. Avec succès, puisque le "non" au référendum l'avait emporté en France avec 54% des voix. nouvelobs.com 26.05

(Ce rappel est intéressant, nous n'avons peut-être pas traité à fond à l'époque le fait que ce "*succès*" du "*non*" au référendum de 2005 était en partie entaché d'opportunisme ou d'irrégularité car il ne signifiait en aucun cas un désir ou une tentation de rompre avec l'Union européenne, pour beaucoup au contraire il s'agissait plutôt d'un vote de défiance vis-à-vis de l'orientation de l'Union européenne dans l'espoir de l'infléchir et non un rejet pur et simple.

Sur le plateau de France2 dimanche soir Fabius a été interpelé à ce sujet, un journaliste lui rappelant qu'il avait voté non en 2005, il lui répondit qu'il n'y avait pas de contradiction avec sa position actuelle de soutien à l'UE, précisant qu'il estimait en 2005 que l'UE ne s'orientatait pas dans la bonne direction, en réalité il estimait que ce projet de traité constitutionnel n'allait pas assez loin dans la subordination ou l'intégration des Etats dans l'UE, son "*non*" de 2005 avait donc un contenu réactionnaire, comme celui des souverainistes et autres nationalistes qui ont également voté ou appelé à voter non.

On a là l'explication pour comprendre pourquoi l'"*union des gauches*" du PS à la LCR n'avait aucun avenir au delà du référendum de 2005. Parce que son contenu était vicié à la base du fait qu'elle comprenait le PS qui est un des piliers du régime, il était impensable d'imaginer une suite à cette alliance de circonstance et opportuniste et qu'elle s'engage à combattre le régime en comptant dans ses rangs un parti ou des dirigeants de ce parti qui le défendent farouchement.

Toute alliance ou coalition avec le PS ou des courants du PS ne peut aboutir qu'à neutraliser les militants les plus déterminés à combattre le régime, à mettre en oeuvre une ligne politique opportuniste, droitière, qui finira sa course dans une impasse ou pire une capitulation honteuse, une démoralisation générale des militants qui ne comprendont pas ce qui s'est réellement passé.

Tout lien ou rapport avec le PS consiste à tenir la main de notre bourreau qui n'hésitera pas un instant à nous achever pour le compte de l'ordre établi. S'allier avec le supplétif du parti de l'ordre, c'est suicidaire, criminel, ce n'est pas combattre pour le socialisme mais contre.

Rêverie d'un bouffon

- Pour un gouvernement d'union nationale, par Bernard-Henri Lévy - lemonde.fr 26.05

Vous savez maintenant que le néolibéralisme et le sionisme sont frères jumeaux de l'extrême droite ou du fascisme, qu'ils s'en accommodent et emploient les mêmes méthodes pour éliminer les opposants à leur politique, aux intérêts de l'oligarchie financière, en Palestine comme en Ukraine ou ailleurs dans le monde.

Pour mener leur guerre idéologique et psychologique contre le prolétariat mondial ils recourent au nihilisme, à toutes sortes de campagnes et provocations pour monter la majorité de la population contre des minorités qu'ils instrumentalisent, de façon à alimenter le communautarisme et la haine entre les différentes couches de la société pour mieux diviser, contrôler, réprimer

les masses et particulièrement les opposants à leur politique antisociale et impérialiste, le mouvement ouvrier.

Pour camoufler ce qu'ils sont vraiment ou leurs véritables intentions, comment ils procèdent, il leur faut identifier et dénoncer un ennemi qui comporte toutes leurs tares et se poser en représentant des valeurs inverses de façon à se rallier ceux qui les partagent, de telle sorte qu'auréolés de ce prestige on ne puisse pas soupçonner leur mauvaise foi ou la manipulation à laquelle ils se livrent sous un faux masque.

Ils manient avec dextérité toute la panoplie des faussaires ou des imposteurs professionnels.

C'est ce qu'illustre magistralement dans une chronique du Monde Bernard-Henri Lévy qu'on ne présente plus.

- Un quart de nos compatriotes (...) ont fait le pari (...) du nihilisme, de la haine, et de la destruction méthodique de ce qui fait lien entre les Français. (C'est effectivement ce qui caractérise le FN... et sionisme dont se réclame B-H L. - ndlr)

Mme le Pen (...) est l'héritière d'une longue tradition (...) d'admirateurs et alliés des dictateurs, qui ont fait le malheur de la France.

(Comme tous les partis qui se sont succédés au pouvoir en France depuis la IIIe République, soutenant des dictateurs en Afrique ou en Asie, en Amérique latine, en France aussi puisque par la Constitution de la Ve République le chef de l'Etat détient le pouvoir discrétionnaire de déclencher une guerre contre un autre Etat. Le même B-H. L. est allé à Kiev saluer le gouvernement néonazi installé par ses amis de l'OTAN, soutenant des partis néonazis xénophobes, racistes et antisémites avec le même aplomb. - ndlr)

(Pourquoi s'en prend-il au FN ? Parce que les résultats des européennes révèlent les faiblesses d'un régime qu'il soutient à bout de bras, dont il se fait le porte-parole. Très hypocritement comme on l'a souligné plus haut puisqu'ils soutient des fascistes en Ukraine, et pas seulement en Israël. - ndlr)

(...) elle et ses acolytes cachaient mal leur impatience de mettre à bas notre Constitution, nos institutions, nos traités ainsi que tout l'appareillage d'usages et de lois qui fondent la solidarité entre les Français.

(On vient de dire que c'était le sort du régime qui l'inquiétait, aussi que faudrait-il faire pour le consolider, là il a sa petite idéé, lumineuse comme toujours ! L'union nationale ou une coalition à l'allemande qui bride la lutte de classes et permet de mettre en oeuvre des contre-réformes ultra réactionnaires.- ndlr)

La seule réponse à la mesure de l'événement sera le rapprochement, par-delà les frontières des partis et des sensibilités

Il faut imaginer (...) un gouvernement d'union nationale rassemblant, qu'ils viennent de droite ou de gauche, des hommes et femmes de bonne volonté résolus à mettre entre parenthèses la guerre, désormais fratricide, des républicains. lemonde.fr 26.05

Quand on examine ses prises de position, on ne peut s'empêcher d'en conclure qu'il est pire ou bien plus dangereux que toute la famille Le Pen réunie pour avoir soutenu avec acharnement absolument toutes les guerres impérialistes ou coups d'Etat fomentés par les Etats-Unis et l'OTAN, la pire réaction de Damas à Kiev en passant par Caracas et Tel-Aviv. Cet extrémiste de droite incarne la démagogie la plus débridée, le cynisme le plus barbare qui servent à justifier toutes les aventures guerrières des puissances occidentales contre des peuples et des Etats n'ayant déclaré la guerre à aucun pays.

Qu'il ait servi de conseiller à Sarkozy puis qu'il ait été reçu par Hollande était dans l'ordre des choses, en homme de gauche comme se définit ce rejeton d'un oligarque, il n'y avait là nulle contradiction puique les deux locataires du chateau était de droite ou acquis à la même cause qu'il partage avec eux.

Ce qu'il ne peut pas saisir parce qu'il prend ses désirs (de dictateur) pour la réalité, c'est que la France n'est pas l'Allemagne, que les rapports entre les différents partis ainsi que les syndicats sont différents et remontent à leurs origines, à la lutte des classes qui n'a pas été identiique d'un pays à l'autre, ils sont beaucoup plus complexes en France, au point que toute inflexion dans la ligne politique ou toute modification dans le fonctionnement d'un parti se répercutera sur les autres et risquera de menacer l'équilibre précaire qui existe entre eux et dont dépend la survie du régime.

S'il n'existe plus de gauche en France, c'est parce que tous les partis qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche sont en réalité liés au PS qui est de droite. Maintenant le PS continue d'entretenir l'illusion qu'il serait de gauche. Il a pu renier de fond en comble le socialisme, l'abandonner entièrement et même le combattre, parvenir au pouoir et faire ouvertement une politique de droite, les uns et les autres ont continué d'entretenir cette fiction moyennant postes et rétributions ou avantages en nature en tous genres. Que les dirigeants du PS soient des grands bourgeois ou des affairistes, des aristocrates formés dans les grandes écoles et destinés à servir le régime, peu importe, là encore les uns et les autres s'en accommodent à gauche et à l'extrême gauche, ne pensez pas qu'ils ont les idées très larges, ils ont totalement capitulé en vérité, ils sont eux-mêmes corrompus par le régime.

Ces rapports ou cette supercherie peuvent fonctionner ainsi très longtemps, à condition que le PS ne soit pas associé ouvertement au parti de l'ordre ou que la distinction aussi fine qu'un papier à cigarette qui existe entre eux perdure, si elle venait à disparaître s'y associer deviendrait impossible ou serait perçu immédiatement comme une trahison avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer sur ces partis de gauche et d'extrême gauche. Cela leur poserait un énorme prolème vis-à-vis de leurs militants en premier lieu parce qu'ils sont incapables de rompre avec le régime, donc avec le PS.

En gros, en Allemagne les syndicats sont très liés au SPD, les syndicats sont vendus, ils ont livré la classe ouvrière clé en main au SPD, du coup il a pu sans problème former une coalition avec la CSU, les syndicats assurant le service après-vente, sans cette condition cela aurait été impossible. Et c'est bien le problème qu'ils rencontrent en France où les syndicats, la CGT et FO ainsi que la FSU ne sont pas liés au PS par des rapports similaires à ceux qui existent en Allemagne entre le SPD et les syndicats.

En France les principaux syndicats sont davantage liés au PCF, aux trotskistes, aux maoïstes, aux anarchistes, même s'ils sont corrompus, ils ne peuvent pas obéir au doigt et à l'oeil au PS, différence fondamentale avec l'Allemagne. En Grande-Bretagne, les rapports sont encore différents entre les syndicats et le Labour Party, de mémoire si je ne dis pas de bêtise, à l'origine ou très rapidement le mouvement chartiste fut dominé par des bourgeois qui pourrirent le syndicalisme dans ce pays, et le parti ouvrier qui allait naître par la suite était nettement plus à gauche ou revendiquait son indépendance face au capital, puis au fil du temps il devint aussi réactionnaire que les syndicats, et lorsque Thatcher s'attaqua aux syndicats dans les années 70 le parti travailliste fut incapable de mobiliser les masses pour les soutenir ou il s'y refusa, ce qui permit à Thatcher de briser la résistance des mineurs, profitant de la neutralité bienveillante du Labour Party. Blair en profita plus tard pour poursuivre la politique de Thatcher. En Allemagne Schröder appliqua la politique de Thatcher avec succès profitant de la neutralisation des syndicats par le SPD, pour faire bref. En France le PS allié à l'UMP ne pourrait pas profiter de la neutralité des syndicats ou des partis dits de gauche et d'extrême gauche pour appliquer la même politique, à moins de passer en force et prendre le risque d'entraîner une grave crise dans les syndicats et les partis de gauche et d'extrême gauche, qui pourrait déboucher sur une recomposition du mouvement ouvrier et profiter aux partis ouvriers qui refusent toute coalition avec l'UMP, rejettent l'UE et les institutions, situation qu'il leur faut à tout prix éviter, pire encore si un nouveau syndicat ouvrier voyait le jour.

En complément. Inutile d'aller chercher bien loin les dictateurs soutenus par BHL et ses amis.

- Ukraine: La présidentielle «*largement conforme aux normes démocratiques*», selon l'OSCE - 20minutes.fr

Ils ont fait fissa, en moins de 24h ils légitiment cette farce électorale montée de toutes pièces par les Américains et Bruxelles, alors que dans n'importe quel autre pays soumis à des troubles intérieurs ils déclarent sur le champ que les élections ne se sont pas déroulées normalement ou qu'ils sont incapables de se prononcer avant plusieurs jours.

- Mais où va la Hongrie : bientôt un État autoritaire au sein de l'Union dans l'indifférence générale ? - Atlantico.fr

Qui gouverne l'Ukraine ?

- Gaz: Bruxelles croit en un accord entre Kiev et Moscou début juin - AFP

Les discussions entre la Russie et l'Ukraine sur les livraisons de gaz russe à Kiev sont "*bien avancées*", a déclaré lundi le commissaire européen à l'Energie Günther Oettinger, qui voit "*une bonne chance*" d'arriver à un accord d'ici le 1er juin. AFP 26.05

Pour qui roulent les "***eurosceptiques***", présentent-ils une réelle menace pour l'UE ?

- Les principales bourses européennes ont ouvert en hausse - Reuters

- Le marché de la dette ignore la poussée des eurosceptiques aux européennes - AFP

A défaut d'un parti ouvrier incarnant le socialisme et suffisamment puissant pour prétendre proposer une alternative au capitalisme et se faire entendre, les travailleurs ont le choix entre la peste et le choléra, l'europtimisme ou l'euroscepticime, entre s'accommoder ou s'adapter au capitalisme...

ACTUALITE EN TITRES

La posture du monarque déchu.

Simple effet d'annonce.

- Hollande appelle l'UE à "*se retirer là où elle n'est pas nécessaire*" - AFP

Et lui, quand est-ce qu'il se "***retire***" ?

- Belgique : le gouvernement démissionne après sa défaite aux législatives - LePoint.fr

Tartufferies du Château

Il en bafouille !

- «*Partout, les partis européens progressent*»: le lapsus qui tue de François Hollande - Slate.fr

Confirmation, il maintiendra la "***ligne***".

- Hollande reconnaît la vérité "*douloureuse*" des européennes, maintient "*la ligne*" - AFP

Une comète est passée...

- Hollande n'a plus aucune chance pour 2017. Qui pourra sauver la gauche ? - Le Nouvel Observateur

Mais un candidat de droite : Valls par exemple.

Guerre psychologique.

- Les Français d'accord pour bannir encore plus la cigarette de la vie quotidienne - AFP

En votre nom ils promulguent, pour votre bien-être, car la main sur le coeur ils sont animés de bonnes intentions à votre égard, des lois toujours plus liberticides...

Corruption, rififi et règlements de compte au parti de l'ordre.

- Patrick de Carolis payé par Bygmalion - LePoint.fr

Après avoir signé de juteux contrats avec France Télévisions, Bygmalion a versé 120 000 euros à l'ex PDG du groupe public. Des rétro-commissions ? LePoint.fr 26.05

- Les fausses factures dont l'avocat de Bygmalion accuse l'UMP représentent la moitié des dépenses «*officielles*» de Sarkozy en 2012 - Slate.fr

- UMP : Fillon n'exclut pas de demander la tête de Copé ce mardi - LeParisien.fr

- Pour Bernard Debré, Copé doit partir de la direction de l'UMP - AFP

- Musée juif de Bruxelles: la piste terroriste retenue - AFP

Emmanuel et Miriam Riva étaient-ils de « *simples* » touristes à Bruxelles ? Des médias israéliens annoncent ce lundi que Miriam travaillait pour le Mossad (qui fait partie des agences de renseignement israéliennes comme, entre autres, l'Aman (renseignement militaire) et le Shabak (sécurité intérieure). Le couple laisse deux orphelines de 15 et 17 ans.

Le journaliste Richard Silverstein sur son blog Tikun Olam (de sensibilité « *juif libéral* ») écrit notamment : « *Emmanuel Riva a travaillé pour Nativ, une agence du gouvernement israélien. Cette agence a notamment œuvré, en lien direct avec les services secrets israéliens, pour l'Alya des juifs d'URSS et plus généralement pour inciter les juifs d'Europe de l'Est à opter pour une installation en Israël plutôt qu'aux États-Unis* ».

La chaîne Channel 10 précise cependant que, si elle a bel et bien travaillé pour le Mossad, elle était peu active ces derniers temps… Reste donc à savoir si ses relations avec cette agence de renseignement est bien le mobile de ce crime. N'a-t-on pas voulu l'éliminer parce qu'elle avait voulu quitter l'agence ? french.irib.ir 27.05

Le Vatican légitime le sionisme.

- Le pape conclut sa tournée par une journée chargée à Jérusalem - Reuters

Haut de page

Le 28 mai 2014

CAUSERIE

On actualisera la rubrique *Articles d'actualité* plus tard dans la journée.

On ne va pas se gargariser avec la crise qui fait rage à l'UMP, les spasmes qui secoue le PS ou le regain de tension nerveuse à affleure au FdG, on laissera cela à ceux qui n'ont rien d'autres à faire ou qui nous délivrent des analyses profondes et sérieuses et qui en fait se satisfont des apparences et se répètent sans cesse au point de lasser militants et travailleurs.

On en rend compte parce que cela fait partie de la situation, disons sur le plan institutionnel, mais voyez-vous on ne s'enferme pas dans ce cadre étriqué et faussé, notre politique se situe au delà ou vise un objectif au delà, heureusement pour nous car les masses exploitées en sont absentes ou n'y sont pas représentées pour être plus précis.

Pourquoi faut-il changer la société de fond en comble ?

C'est quoi une société qui force les vieux à travailler et condamne les jeunes au chômage ?

C'est quoi une société qui tolère que des centaines de milliers de logements soient vides, pendant que plus de 3 millions de personnes sont mal logèes ?

C'est quoi une société qui soignent des chefs d'Etat ou des étrangers fortunés, tandis que des travailleurs et des retraités n'ont même plus les moyens de se faire soigner ou de se payer des médicaments ?

C'est quoi une société qui tolère que des improductifs perçoivent des revenus en millions d'euros, tandis que des millions de travailleurs ne peuvent même pas vivre de leur travail ?

C'est quoi un Etat qui guerroie à travers la planète contre des Etats indépendants et souverains qui ne leur ont jamais déclaré la guerre ?

En guise d'illustration ou confirmation.

- Ecole: En CE2, le nombre de mauvais élèves progresse - 20minutes.fr

- La construction de logements en France toujours sur la mauvaise pente - AFP

«***Syrie : dix ans de Résistance*** » (Réseau Voltaire - 27.05)

La télévision satellitaire syrienne [1] diffusera, à partir du 28 mai 2014 et jusqu'à l'élection présidentielle syrienne, chaque soir à 20h30 (heure de Paris), une émission spéciale en six parties : Histoire secrète de la guerre contre la Syrie : dix ans de Résistance.

L'émission sera diffusée en version arabe. Une version française sera réalisée en juin par le Réseau Voltaire et diffusée par MetaTV et sur YouTube.

Conçue par Thierry Meyssan, cette série d'émission est présentée par Lena Mabardi. Hassan Hamade (analyste libanais), le général Salim Harba (armée arabe syrienne), le général Amine Hoteit (stratège militaire), le général Leonid Ivashov (ancien chef d'état-major des Forces armées de la Fédération de Russie), Alfredo Jalife-Rahme (géopoliticien mexicain), Adib Mayyaleh (gouverneur de la Banque centrale de Syrie), Imad Shuebi (géopoliticien syrien) ont participé à ce programme.
Réseau Voltaire - 27.05

Une émission sans doute très intéressante ou instructive.

Qu'est-ce que c'est ?

- Les historiens, le 11-Septembre et les armées secrètes de Gladio - Dr. Daniele Ganser - mondialisation.ca 22.05.14

La stratégie de la tension

Il est sans doute correct de dire que parmi les presque 7 milliards d'êtres humains vivant sur Terre, moins de 1 % a un jour entendu parler de « *stratégie de la tension* ». Et parmi eux, peu nombreux sont ceux capables d'en citer quelques exemples historiques.

Il s'agit d'une stratégie de l'ombre, connue seulement de quelques militaires et d'officiers des services secrets (et de quelques criminels) qui l'ont mise en place, de quelques officiers de police et de juges qui l'ont combattue, et de certains journalistes et chercheurs qui ont écrit à son sujet.

Fondamentalement, la stratégie de la tension vise à toucher le côté émotionnel des gens et a pour but de répandre au maximum la peur parmi le groupe visé.

La « *tension* » se réfère à la détresse émotionnelle et à la peur psychologique, alors que « stratégie » correspond à la technique permettant d'amener à cette détresse et à cette peur. Un attentat terroriste dans un lieu public comme une gare, un marché, un car de ramassage scolaire, est un exemple typique de procédé auquel la stratégie de la tension fait appel. Après l'attaque – et c'est là un élément essentiel – les agents secrets qui l'ont commis imputent le crime à leurs opposants politiques en effaçant les preuves ou en en créant de fausses.

Notez bien que l'objectif ultime de la stratégie de la tension n'est pas de tuer ou de blesser des personnes lors d'un attentat terroriste, comme le pensent la plupart des gens. Les cibles sont à la fois l'opposant politique, qu'il faut discréditer par cet attentat, et ceux qui ne sont pas touchés physiquement, mais qui ont connaissance de l'attentat et qui sont amenés à avoir peur pour leur vie et celles de leurs proches.

Étant donné que l'objectif de la stratégie de la tension est de discréditer l'opposant et de créer la peur, les véritables cibles ne sont pas les personnes qui sont tuées, que leur nombre soit de quelques dizaines ou de plusieurs milliers, mais les millions de gens qui ne sont pas atteints physiquement, mais sont plongés dans la détresse émotionnelle.

La stratégie de la tension forme une partie de ce que l'on appelle communément « *la guerre psychologique* » (Psychological warfare, ou PSYWAR en anglais – NdT).

Comme l'indique l'expression, cette forme de guerre ne s'attaque pas aux corps des êtres humains, aux tanks, navires, satellites ou maisons dans le but de les détruire, mais vise les esprits, le psychisme. Laissons de côté le fait que les philosophes, psychologues, neurologues ou théologiens ne sont jamais parvenus à définir complètement ce qu'est l' « *esprit* », et partons du principe, dans le cadre de cet article, qu'il s'agit simplement de la capacité humaine à penser et à ressentir. Si des personnes peuvent accéder à nos pensées et à notre ressenti sans que nous le remarquions, elles peuvent exercer un énorme pouvoir sur nous.

Mais si nous nous apercevons que notre psychisme est manipulé au travers d'une guerre psychologique, cette technique perd alors une partie de ses effets.

La guerre psychologique a joué un rôle central dans la Seconde Guerre mondiale et toutes celles qui lui ont succédé. Elle a été utilisée par les commandements américains en Europe, aux Amériques, en Asie, en Australie et en Afrique. On la désigne parfois sous le vocable populaire de « *propagande* », mais la propagande est seulement une des formes de guerre psychologique. La stratégie de la tension en est une autre, bien moins connue. Le Département américain de la Défense définit la guerre psychologique comme « *l'utilisation planifiée de la propagande et d'autres actions psychologiques dans le but premier d'influencer les opinions, les émotions, les attitudes et les comportements de groupes étrangers hostiles, de manière à contribuer à l'accomplissement d'objectifs nationaux.* »[1]

La guerre psychologique peut prendre des formes très différentes et apparemment sans liens – tracts, affiches ou reportages à la télévision, tous conçus pour formater la pensée et les sentiments du groupe visé. Ou bien, elle peut se manifester sous la forme d'une attaque terroriste menée par des agents secrets et dont on fait porter la responsabilité à un opposant politique.

Inutile de préciser que la stratégie de la tension, version terrorisme, celle qui tue des personnes innocentes, est une forme de guerre psychologique bien plus brutale et radicale que le largage de tracts depuis un avion survolant un territoire ennemi. Mais ces deux formes de guerre psychologique ont en commun le fait de viser l'esprit, les émotions et les pensées des gens.

(Les historiens, le 11-Septembre et les armées secrètes de Gladio - Dr. Daniele Ganser - mondialisation.ca 22.5.2014)

[1] Wikipedia, "*Guerre psychologique*", http://fr.wikipedia.org /wiki/Guerre_psychologique.

Comment les seigneurs et aristocrates de l'UE se gavent sur notre dos.

- Mario Draghi, le président de la Banque Centrale Européenne (BCE) : près de 375 000 euros brut annuels

- José Manuel Barroso, président de la Commission européenne : plus de 320 000 euros brut.

- Les vice-présidents de la Commission européenne : 290 000 euros brut annuels.

- Le médiateur européen, -l 'Ombudsman poste créé par le traité de Maastricht de 1992- reçoit un salaire annuel d'environ 250 000 euros brut.

- Quant aux 27 juges et 8 avocats généraux de la Cour de Justice européenne – nouvelle dénomination de la Cour de justice près des Communautés européennes-, ils perçoivent chacun environ 240 000 euros annuels brut.

- En 2010, 340 fonctionnaires sont partis en retraite anticipéeà 50 ans, pour percevoir, chacun, 9 000 euros de pension par mois.

- En juin 2010, le greffier de la Cour de Justice est parti en retraite à 62 ans après 15 ans et 9 mois d'activités au sein de la juridiction pour toucher une pension mensuelle de 12 512, 25 euros. (Une autre retraite dorée l'attendait à Paris : conseiller à la Cour de cassation en service extraordinaire où il a été nommé sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature.)

- 12 255, 87 euros brut par mois, c'est selon une enquête fouillée du Journal du Net (JDN du 21 mars 2014) le salaire d'un député européen. Mais tout député, qui sans apporter de justification valable, n'est pas présent à la moitié des séances au cours d'une année parlementaire, verra son indemnité réduite de moitié. (On va faire preuve d'un peu d'imagination pour leur faire un mot d'excuse ! - ndlr) (source : Atlantico.fr 27.05

ACTUALITE EN TITRES

Alors qu'il démissionne !

- François Hollande appelle à l'exemplarité politique - LeMonde.fr

Le parti (officiel) de l'ordre en ordre de bataille... entre eux !

- UMP: Juppé salue la décision de Copé pour la "*sérénité*" du mouvement - AFP

Le maire UMP Alain Juppé, membre de la direction collégiale, a pris en main le parti après la démission de Jean-François Copé. AFP 27.05

- Les casseroles judiciaires de Nicolas Sarkozy - L'Express.fr

- Bygmalion, Karachi, le financement libyen... le nom de Nicolas Sarkozy est associé à de nombreuses affaires politico-judiciaires. - L'Express.fr 27.05

- L'Assemblée examinera le 3 juin la demande de levée des poursuites contre Guaino - 20minutes.fr -

- Claude Guéant en garde à vue : reprise des auditions mercredi - LePoint.fr

Injustice et délation.

- Non-lieu dans l'affaire du «*Bugaled Breizh*» - Liberation.fr

S'attaquer à l'armée, qui plus est à la marine de guerre britannique, à l'Otan, vous n'y pensez pas voyons...

- Filmer quelqu'un à son insu peut être légitime pour les besoins de la justice, selon la CEDH - 20minutes.fr

De quelle justice sous un régime qui a adopté le mensonge et la démagogie en guise de gouvernance, qui bafoue nos droits, encourage le communautarisme, s'allie à l'extrême droite, légitime un gouvernement néonazi, soutien Al-Qaïda et les barbares takfiris, etc. ?

Intox.

- Les dirigeants de l'UE lancent une réflexion pour revoir les priorités de l'Europe - LeMonde.fr

Manipulation et instrumentalisation.

- Des organisations lycéennes et étudiantes appellent à manifester contre le FN - LeMonde.fr

Pour l'AFP, la presse se résume aux Echos.

- Après les européennes, la "*décomposition*" est en marche, estime la presse - AFP

Cécile Cornudet dans le quotidien économique *Les Echos* conclut que la première place du parti de Marine Le Pen "*a déjà accéléré la décomposition de la vie politique* ". AFP 27.05

Décomposition qui est également celle des médias aux ordres qui accompagnent celle du régime. En route vers l'abîme...

La situation actuelle témoigne plutôt que la "*décomposition*" de leur société est bien avancée, elle est entrée en putréfaction depuis déjà quelques années...

Il fait bon vivre en France...

- Paris : Un homme tire sur une rame du RER D à Evry sans faire de blessé - 20minutes.fr

- Chelles-Gagny (Seine-Saint-Denis) : l'expédition punitive finit en bagarre générale - LeParisien.fr

- Pontault-Emerainville (Seine-et-Marne) : des pavés jetés sur la voiture de police - LeParisien.fr

Voilà une bonne nouvelle qui va les réjouir.

- La consommation des drogues de synthèse explose Liberation.fr

Avec votre argent, s'il vous plaît.

- La BCE consacrera 300 millions d'euros à la supervision bancaire - Reuters

La BCE va exercer un contrôle rapproché des banques et leur faire payer, à elles ensuite de se rattraper sur la bête, leurs clients...

Et encore, ils sont très loin du compte...

- 213 millions : le nombre de chômeurs dans le monde en 2019 (contre 169 millions en 2007) - Atlantico.fr

Ce chiffre a été donné par l'OIT. Ici en Inde il n'y a même pas d'agence pour l'emploi ou l'équivalent, rien, personne ne sait qui travaille ou qui ne travaille pas, et j'imagine que c'est la même chose dans bon nombre de pays en Asie, en Afrique ou en Amérique latine.

L'auto-exploitation, c'est l'avenir !

- Créer son entreprise, une solution pour seniors en mal d'emploi - AFP

- Les Fralib obtiennent 20 millions d'euros pour leur coopérative - AFP

Et c'est reparti, au tour des Espagnols d'être saignés à blanc...

- Le FMI réclame davantage d'efforts budgétaires à l'Espagne Reuters -

Stratégie du chos et de la tension.

- Des dizaines de morts en 24 heures dans l'est de l'Ukraine - Reuters

- Panique à bord en Egypte devant le faible taux de participation à la présidentielle - L'Express.fr

- Un attentat suicide fait 19 morts dans une mosquée de Bagdad - Reuters

- Tunisie: Quatre policiers tués dans une attaque «terroriste» contre le domicile du ministre de l'Intérieur - 20minutes.fr

- Libye: à peine installé le nouveau Premier ministre visé par une attaque - AFP

- Mali : le ministre de la défense démissionne après la défaite de l'armée à Kidal -

- Nouvelle attaque meurtrière de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria - LeMonde.fr

- Djibouti : les Chabab somaliens revendiquent un attentat contre les « *croisés français* » - LeMonde.fr

- Des troupes américaines resteront en Afghanistan jusqu'à la fin 2016 - LeMonde.fr

- Un navire chinois coule un bateau de pêche vietnamien dans une zone stratégique - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Règlement de compte chez les sionistes.

- Hollande rend hommage aux victimes du Musée juif de Bruxelles - LePoint.fr

- (Confirmation) Attaque du musée juif de Bruxelles : « Haaretz» parle d'une «*guerre secrète*» - liberation.fr 27.05

Selon le quotidien israélien, les meurtres ne seraient pas antisémites, mais le résultat d'une «attaque ciblée» contre des Israéliens ayant travaillé pour le gouvernement. liberation.fr 27.05

Lire l'info d'hier pour plus de détails.

Il n'a pas de bol Hollande, larbin du Crif, le voilà en agent du Mossad !

En famille. C'est la soi-disant gauche qui lui tend la perche. A quoi sert le Front de gauche ou comment il soutient le régime en place. Réponse.

- Pas d'alternative politique à gauche, dit Valls à sa majorité - Reuters

Il n'y a pas, à gauche, d'alternative crédible à la politique menée par le gouvernement, a déclaré mardi Manuel Valls en réponse aux élus socialistes qui réclament un changement de cap après la déroute subie par le PS aux élections européennes.

"*Oubliez la démagogie, regardez la réalité en face*", a dit le Premier ministre au président du groupe Front de gauche à l'Assemblée nationale, André Chassaigne, une injonction visiblement destinée aussi à l'aile gauche du Parti socialiste.

"*S'il y avait (...) une alternative aussi évidente à gauche de la politique du gouvernement, alors votre parti aurait fait (...) un autre score à l'occasion des élections municipales ou à l'occasion des élections européennes*", a dit Manuel Valls lors des questions au gouvernement.

Le Premier ministre a estimé en fin de matinée devant le groupe socialiste que les faibles scores des autres formations de gauche, comme les Verts avec 8,95%, démontrait que le message envoyé par les Français n'était pas une demande de radicalité.

"*Ce n'est pas le score des autres partis de gauche qui montre qu'il y a une envie d'un programme*" plus à gauche, a résumé après son intervention Annick Lepetit, porte-parole du groupe PS. Reuters 27.05

Qu'est-ce que cela signifie ? Valls est très à l'aise, il connaît son discours par coeur parce qu'il sait parfaitement à qui il a à faire avec les militants du PS ou le Front de gauche.

Il sait que le Front de gauche n'a aucune crédibilité auprès des travailleurs parce qu'il est subordonné au régime ou n'incarne pas une alternative au capitalisme, donc à sa politique et qu'il n'a nullement l'intention de l'affronter hormis en parole, et encore, en réalité même pas.

Que peut lui répondre le Front de gauche ? Rien, sinon ce qu'a dit dimanche soir Mélenchon, à savoir que c'était les travailleurs qui étaient responsables de la situation actuelle dans la mesure où ils demeuraient sourds à la politique que leur propose le FdG, parce qu'ils sont toujours aussi ignorants ou pas prêts à y adhérer, aussi il fallait continuer à leur expliquer, alors qu'ils y sont hermétiques car les dirigeants du FdG ne leur inspirent aucune confiance.

Il ne faut pas prendre les travailleurs pour des abrutis, ils ont parfaitement enregistré que le FdG se livrait en permanence à un double langage ou jeu avec le PS et le régime, l'UE, qu'il était incapable de faire preuve de volonté ou de détermination pour défendre jusqu'au bout une autre politique, lié au PCF et au PS, issu de ce parti, même sur le plan institutionnel ils n'en attendent rien.

Valls a raison d'affirmer qu'il n'existe aucune "*alternative aussi évidente à gauche de la politique du gouvernement*" puisque le Front de gauche n'incarne pas davantage le socialisme que le PS qu'il considère toujours de gauche. Merci monsieur Valls pour cette précision. Allons plus loin, la question n'est pas de proposer une politique alternative aux travailleurs, mais de proposer une alternative au capitalisme, à l'Etat bourgeois ou capitaliste, à ses institutions, sa Constitution.

Et le problème réside dans le fait qu'aucun parti ouvrier ne se bat sur cette ligne politique, aucun n'ose avancer que son objectif serait de changer la société comme si tous l'avaient abandonné. Cette perspective étant abandonnée, il ne reste plus qu'à faire avec la société telle qu'elle est en tentant de lui apporter quelques améliorations ici ou là, des corrections, les travailleurs percevant très bien que tel n'est pas le cas ou qu'elle est pire chaque jour qui passe, ils n'ont aucune raison d'y croire, ils se détournent de la politique et des partis ouvriers. Seul un idéal peut porter notre combat et inspirer confiance, donner ou redonner espoir, aussi éloigné soit-il peu importe, c'est ce que Marx, Engels et Lénine avaient parfaitement compris en situant leur combat dans la perspective d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme...

Les travailleurs ne se reconnaissent pas dans le Front de gauche, dans aucun parti, il faut donc en déduire qu'aucun parti n'est en mesure de s'adresser à eux, bien qu'ils proposent des politiques différentes ou contradictoires. C'est le constat lamentable et dramatique que l'on peut dresser au bout de 69 ans de lutte de classe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le PS est un parti du capital, de droite, refuser de rompre avec lui, continuer d'entretenir des liens avec lui, c'est forcément prendre le risque d'apparaître comme son allié ou de figurer dans le même camp, à juste titre ou ce qui en pratique est foncièrement exact.

Quant à ceux qui envisageraient de rompre avec le PS, pour inspirer confiance aux travailleurs et aux militants faudraient-ils encore qu'ils tirent le bilan des 7 dernières décennies de lutte de classe au cours desquelles ils se sont fourvoyés au côté du PS (et du PCF). Valls peut être rassuré ainsi que ses maîtres, aucun parti n'est disposé à l'heure actuelle à s'engager dans cette voie, mille fois hélas... pour nous et notre classe !

Le PS est un parti anti-ouvrier.

- En banlieue, l'électorat socialiste réduit à peau de chagrin - AFP

Les électeurs socialistes se sont évaporés en banlieue, comme à Stains, en Seine-Saint-Denis, où ils sont passés de 4.700 à 300 en deux ans, sous l'effet d'une "*déception*" mâtinée de "*colère*" face aux galères du quotidien.

Dimanche, alors que l'abstention a atteint des sommets dans ce département populaire, avec 31,22% de participation seulement, seuls 13,73% des suffrages exprimés se sont dirigés sur la liste PS. Cette chute de 25 points est la plus forte de métropole pour le parti au pouvoir.

Dans d'autres cités sensibles, la dégringolade est la même: à Vaulx-en-Velin (Rhône), Garges-les-Gonesse (Val-d'Oise) ou encore Grigny (Essonne), le nombre d'électeurs socialistes a été quasiment divisé par dix entre 2012 et 2014.

La plupart se sont réfugiés dans l'abstention.

La chute de la participation n'affecte pas que le PS: tous les partis ont perdu des voix entre 2012 et 2014, souligne M. Jardin, doctorant au Centre d'études européennes de Sciences Po qui a épluché les résultats de Seine-Saint-Denis.

Mais, "*en terme de voix, le PS chute encore plus fort que les autres partis: il y a une démobilisation plus nette de l'électorat populaire de gauche*", dit-il.

De son côté, le Front National "*perd des voix depuis la présidentielle, mais moins que la gauche et que la droite, donc il progresse en pourcentage des exprimés*", ajoute-t-il. Au point de finir, comme au niveau national, en tête du scrutin.

"*Ce n'est pas un mécontentement passager de nos électeurs, il y a un désamour de la chose politique et des déceptions au quotidien*", juge le député socialiste Mathieu Hanotin.

Et d'asséner: "*Demandez à une personne ce qui a changé depuis qu'elle a voté François Hollande en 2012. Si sa réponse est positive, il y a peu de chances qu'elle vive en Seine-Saint-Denis.*" AFP 27.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie : de quelle nationalité sont les "*terroristes-cannibales*"? - french.irib.ir

De l'aveu de l'un des commandants de la milice terroriste , ASL , "*les combattants étrangers les plus sanguinaires en Syrie sont tous de nationalité britannique*".

Abd Alala al Bachir, chef de l'ASL affirme que les takfiris britanniques constituent la branche la plus radicale, ayant recours à des atrocités sans nom. Ce sont ces gens là qui tuent le plus, qui décapitent et violent le plus, dit -il dans une lettre publiée dans les colonnes de Time. " *Il est temps qu'on stoppe ces gens, qu'on empêche ce qu'ils font* ". " *Ces terroristes enlèvent nos forces armées, ils les décapitent. Ils détruisent les maisons des Syriens et massacrent les innocents. Ces gens sont des terroristes et rien de plus ils n'ont aucun objectif démocratique*".

Plus de 500 miliciens européens combattent actuellement l'armée et l'état syriens. french.irib.ir 26.05

SOCIAL

1- Brésil

- Brésil: une manifestation des Indiens et des Sans-Toit réprimée à Brasilia - AFP

La police brésilienne a dispersé mardi avec des gaz lacrymogènes une manifestation d'Indiens et de mouvements sociaux dont des travailleurs sans-toit contre la Coupe du monde, aux abords du stade de Brasilia, a constaté l'AFP.

Des policiers du bataillon de choc ont chargé un millier de manifestants dont des enfants et des vieillards pour les empêcher de s'approcher du stade qui accueillera plusieurs matches du Mondial (12 juin-13 juillet) tandis que des manifestants ont lancé des pierres contre les forces de sécurité. AFP 27.05

2- Grèce

- Grèce: un tiers de la population incapable de payer ses impôts - AFP

L'inexorable montée des impayés d'impôts en Grèce, qui concerne plus d'un tiers des contribuables, préoccupe le gouvernement qui examine notamment la possibilité de donner des délais.

"*Il nous faut donner une respiration aux contribuables. Depuis le début de l'année, les impayés continuent d'augmenter rapidement, nous examinons les solutions*", a indiqué à l'AFP une source au ministère des Finances, confirmant des informations de presse.

L'une des propositions consisterait à augmenter le nombre de mensualités prévues dans le cadre de la procédure de règlement à l'amiable des impayés. Actuellement prévue en douze versements, elle pourrait passer à 48 versements mais "*c'est une question qui doit être discutée avec la troïka*" UE-BCE-FMI des créanciers du pays, a précisé cette source à l'AFP.

Selon les données du ministère, dans le pays de onze millions d'habitants, 3.344.246 contribuables présentent des arriérés de paiement d'impôts. Ces derniers constituaient à fin avril un montant cumulé de plus de 66 milliards d'euros, soit plus d'un tiers des 182 milliards d'euros du PIB en 2013.

Le rythme d'augmentation des impayés dans un pays qui a traversé six années de récession ne cesse de croître: plus 5 milliards entre 2010 et 2011, plus 8 milliards entre 2011 et 2012, plus 10 milliards entre 2012 et 2013, plus 12,5 milliards entre 2013 et 2014.

Sur les quatre premiers mois de cette année, 4,3 milliards d'impayés se sont déjà ajoutés au total. AFP 27.05

ECONOMIE

Japon

- Le Japon premier créancier mondial pour la 23e année d'affilée - Reuters

Les actifs externes nets du Japon atteignaient fin 2013 le montant sans précédent de 325.000 milliards de yens (2.334 milliards d'euros), un yen faible ayant dopé la valeur des avoirs détenus à l'étranger, ce qui fait du Japon le premier créancier mondial pour la 23e année d'affilée, a annoncé le ministère des Finances mardi.

Ces actifs représentent plus de 1,5 fois ceux de la Chine, deuxième créancier mondial avec un total de 207.000 milliards de yens, suivie de l'Allemagne (192.000 milliards de yens).

Les actifs externes bruts du Japon ont augmenté de 20,4% à 797.000 milliards de yens, soit une cinquième hausse annuelle consécutive. L'investissement direct des entreprises japonaises à l'étranger a augmenté d'un montant sans précédent de 13.000 milliards de yens à 117.000 milliards.

La dette externe a également augmenté de 29,1% à 472.000 milliards de yens, soit une quatrième hausse annuelle d'affilée, attestant d'une augmentation des achats de valeurs mobilières et autres actifs nippons par les investisseurs étrangers.

La politique énergique de stimulation budgétaire et monétaire promue par le Premier ministre Shinzo Abe a eu pour effet de faire baisser le yen de quelque 20% en 2013. Reuters 27.05

L'impérialisme nippon se porte bien...

Haut de page

Le 29 mai 2014

CAUSERIE

ACTUALITE EN TITRES

Les temps sont durs...

- Jean-Bernard Lafonta, ex-boss de Wendel, mis en examen - Liberation.fr

- L'avenir politique de Sarkozy assombri par les scandales - AFP

- Affaire du groupe UMP du Sénat : nouvelles révélations - Public Sénat

Peu importe, c'est pour les pauvres. La baisse du coût du travail a pour pendant celle de la sécurité alimentaire, normal.

- Faut-il craindre les produits alimentaires premiers prix ? - Liberation.fr

La Cour des comptes estime que la sécurité sanitaire n'est pas toujours assurée. Liberation.fr 28.05

Stratégie du chaos

- Centrafrique : dix personnes tuées dans des violences à Bangui - LeMonde.fr

- Nouvelle attaque de Boko Haram dans le nord Cameroun - Le Nouvel Observateur

- Plus de 60 morts dans une série d'attaques brutales en Irak - LeMonde.fr -

- Libye: un général dissident lance une nouvelle attaque contre les islamistes - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Impartialité. La justice serait-elle aux ordres du parti au pouvoir ?

Leur justice a une interprétation de la diffamation plutôt étrange.

- Guaino échoue en commission à faire suspendre les poursuites contre lui - LePoint.fr

Henri Guaino a été renvoyé en correctionnelle pour avoir accusé le 22 mars 2013 le juge Jean-Michel Gentil d'avoir "*déshonoré la justice*" en mettant en examen Nicolas Sarkozy, dont il était le conseiller à l'Élysée, et qui a finalement bénéficié d'un non-lieu. LePoint.fr 28.05

Touchez pas à l'institution juridique qui fait partie de l'appareil d'Etat au service de la classe dominante.

- Nicolas Bedos relaxé après avoir traité Marine Le Pen de "*salope fascisante*" - AFP

En revanche, vous pouvez vous livrer à des attaques outrancières ou ordurières (à juste titre mais là n'est pas la question) sans réserve contre l'extrême droite, ce qui lui permettra de saisir l'occasion pour se présenter en victime innocente et de s'afficher en défenseur de valeurs et principes (qui ne sont pas les siennes, mais aussi telle n'est pas question ici) que partagent la population ce qui lui vaudra le soutien d'une partie croissante de celle-ci et le tour est joué. Voilà comment ils s'emploient à faire monter le FN ou tout du moins à le présenter comme respectable ou fréquentable.

Quand en bas on ne peut plus vivre comme avant et qu'en haut on ne peut plus gouverner comme avant, l'heure a sonné de la révolution ou de la pire réaction, le législateur et tous les partis institutionnels étant de farouches ennemis de la révolution socialiste, ils misent sur la carte de l'extrême droite pour leur permettre de continuer à gouverner pour le compte des capitalistes.

La gauche et l'extrême gauche, pas plus que les syndicats ne peuvent combattre le FN ou l'extrême droite, parce qu'ils sont tous liés au PS et subordonné au régime, au même titre que le FN. Ce qui est cruel ici, c'est qu'il apparaît clairement par le biais d'un simple constat basé sur les faits, qu'ils combattent finalement dans le même camp ou contre le même ennemi : La classe ouvrière, l'ensemble des travailleurs.

Nous ne sommes pas pour condamner ce genre de propos, nous voulions seulement mettre en relief les deux poids deux

mesures dont fait preuve leur justice.

Il y en a qui doute de rien, mais qui sait ?

- Estrosi : "*C'est peut-être le moment*" pour Sarkozy de revenir - Francetv

«*Notre famille politique a besoin d'un chef: si Nicolas Sarkozy veut revenir, c'est maintenant*», a déjà affirmé Nadine Morano dans Le Parisien. Lefigaro.fr 28.05

C'est peu probable, c'est risqué, mais en choisissant le pire qui n'est qu'une caricature de Raffarin, Juppé et Fillon, ils pourraient se mettre d'accord plus facilement. Et puis, quel que soit leur candidat il aura sa chance contre un président sortant qui aura été le plus impopulaire de la Ve République.

Si Hollande se présentait, il serait automatiquement devancé par Le Pen et dans un match Sarkozy-Le Pen, La Talonnette serait sûr de l'emporter sans même avoir à faire campagne, mieux encore il bénéficierait du soutien du PS et ses satellites et sans doute une partie de ses alliés de "*gauche*" et qui sait d'"*extrême gauche*".

En principe ce devrait être Fillon ou Pécresse le candidat de l'UMP, Juppé n'a pas été adoubé par le groupe Bilderberg. En réalité on ignore si la prestation de Fillon ou Pécresse a été concluante. D'ici 2017 le groupe Bilderberg peut encore dégoter l'oiseau rare, Thatcher était totalement inconnu quand ils la repérèrent quelques années avant qu'elle soit propulsée Premier ministre. Mais la France n'est ni la Grande-Bretagne ni l'Allemagne ou encore l'Italie, l'Espagne ou la Grèce.

C'est à voir...

- "*On ne ne peut pas durer trois ans*" ainsi, dit François Bayrou - Reuters

La méthode pour durer.

... Saigner... et soigner ses serviteurs.

- Le gouvernement propose un geste sur les salaires des fonctionnaires compris entre 1 et 1,5 smic - Francetv info

... se mettre les patrons dans la poche ou faire le sale boulot de l'UMP.

- Moratoire sur les seuils sociaux: patronat satisfait, syndicats vent debout - AFP

Le ministre du Travail François Rebsamen s'est dit prêt mercredi à "*suspendre pendant trois ans*" les seuils créant des obligations sociales aux entreprises, comme par exemple la création d'un comité d'entreprise à partir de 50 salariés.

Le député UMP, Patrick Devedjian, a applaudi dans un tweet : "*si Rebsamen suspend les seuils sociaux il fera ce que la droite n'a jamais osé: c'est objectivement courageux*". AFP 28.05

Pour le patronat les droits sociaux des travailleurs (dont on peut d'ailleurs contester la nature mais c'est une autre question) favoriserait le chômage, et le gouvernement l'admet.

... instrumentaliser l'extrême droite en se servant de ses alliés.

- Des syndicats appellent à une « *riposte contre l'extrême droite* » - Le Monde.fr

Après les organisations lycéennes et étudiantes, c'est au tour de syndicats, tels la CGT, la Fédération syndicale unitaire (FSU) et Solidaires d'appeler – dans un communiqué commun signé avec l'UNEF, l'UNL et la FIDL – « à organiser les ripostes » contre l'extrême droite.

La Confédération générale du travail (CGT) appelle à une journée de grève et de manifestation le 26 juin contre le résultat des élections européennes et avant la conférence sociale des 7 et 8 juillet, a indiqué, mercredi 28 mai, son secrétaire général, Thierry Lepaon. Et une douzaine d'organisations, dont l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) et l'Union nationale lycéenne (UNL), ont déjà appelé à manifester jeudi 29 mai après-midi à Paris contre l'extrême droite, sur les « *valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité* ». Le Monde.fr 28.05

Ce sont des syndicats organiquement liés au PS ou qui ont appelé à voter Hollande en 2012 qui appellent à cette "*riposte*", alors

que le PS et Hollande auront absolument tout fait pour que le FN arrive en tête des élections européennes le 25 mai dernier. Nous appelons les militants et travailleurs à ne pas y participer. Pourquoi ?

Au delà ce qui vient d'être rappelé, on peut prévoir d'avance l'échec de ces manifestations. Echec qui sera fort utile au gouvernement affaibli pour le mettre sur le compte des syndicats qui feront amende honorable et admettront volontiers qu'ils ne sont pas vraiment en position d'exiger quoi que ce soit du gouvernement, d'autant plus qu'ils auront repris la propagande gouvernementale ou du PS témoignant qu'ils se situaient à ses côtés plutôt que s'y opposer en se situant sur le terrain de classe des travailleurs.

Ainsi, ces manifestations sont destinées à mobiliser travailleurs et jeunes contre leurs propres intérêts ou les valeurs ou principes qu'ils partagent et que combattent le gouvernement et le PS. Qu'elles soient un échec ou un succès, le gouvernement s'en servira contre les travailleurs, en cas de succès il y verra un soutien à sa politique.

Le meilleur moyen de combattre l'extrême droite, c'est de rompre avec le gouvernement et le patronat, avec le PS dont la politique de régression sociale sans fin a pour effet de détourner les travailleurs de la politique et de faire le jeu du FN, donc de refuser de participer à la conférence antisociale des 7 et 8 juillet, de rejeter le pacte de responsabilité, exiger l'abrogation du TSCG, rompre avec la CES.

Le meilleur moyen de combattre l'extrême droite, c'est de mener le combat politique classe contre classe, refuser toute concession ou conciliation avec les institutions de la Ve République et l'Union européenne, avec les représentants du capitalisme, préparer les conditions politiques pour renverser le régime en place et instituer une République sociale ou socialiste, organiser travailleurs et jeunes dans cette perspective politique, la prise du pouvoir.

Aujourd'hui, avec l'arrivée en tête du FN le 25 mai, c'est la question du pouvoir et de l'Etat qui est une nouvelle fois posée, avec encore plus d'accuité qu'au cours des décennies passées, d'ailleurs Marine Le Pen ne s'y est pas trompée en demandant à Hollande de démissionner et de dissoudre l'Assemblée nationale. Ne pas combattre sur cette ligne politique, c'est laisser le champ libre à l'extrême droite qui n'est pas l'ennemi du PS et ses larbins mais bien son allié répétons-le encore une fois.

Que les travailleurs, jeunes et militants ne se laissent pas manipuler par le discours démagogique ou populiste des dirigeants syndicaux que tous savent corrompus jusqu'à l'os, vendus au régime en place, qu'ils réfléchissent un instant, sachant ce qu'ils sont, comment imaginer un seul instant qu'ils pourraient être amenés à prendre une initiative fragilisant davantage le régime, surtout en l'absence de mobilisations populaires de masse dans le pays.

Ces manifestations ont finalement pour but d'aider le gouvernement à faire passer de nouvelles contre-réformes lors de cette conférence antisociale, alors qu'il est ultra minoritaire dans le pays, honni par les travailleurs.

Au fait, on allait oublier de le dire ou de le rappeler, syndicats pourris qui n'ont pas condamné le coup d'Etat de l'OTAN appuyé par des milices fascistes à Kiev place Maidan, ou encore qui soutiennent l'agression impérialiste contre la Syrie.

... éliminer les promesses devenues trop dangereuses qui tiennent lieu de provocations.

- Bernard Cazeneuve enterre le droit de vote des étrangers - LeMonde.fr

... s'appuyez sur la communauté des tartuffes professionnels.

- Les comédies «*communautaires*», la recette gagnante du cinéma français - Slate.fr

Le pendant de la privatisation des profits et la nationalisation des dettes, ce pourrait être le bien-être pour ceux qui vivent heureux entre eux, en sécurité dans des quartiers proprets et chics ou des banlieues cossues, et le mal-être pour toutes les communautés mélangées qui vivent dans des quartiers déshérités ou des banlieues en errance livrés au chômage, à la précarité, à la pauvreté, à la drogue et à la violence, au désespoir.

Enfin, la tendance est inversée !

- Le chômage est reparti à la hausse en avril - AFP

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a repris sa hausse en avril avec 14.800 nouveaux inscrits à Pôle emploi en France métropolitaine (0,4%), atteignant le niveau record de 3.364.100, a annoncé mercredi le ministère du Travail.

La hausse est encore plus marquée en incluant les demandeurs d'emploi exerçant une petite activité (36.400, 0,7%), pour un total de 4.985.900 à la fin avril (5.285.600 avec l'Outre-mer), également un record.

La situation est préoccupante en ce qui concerne les chômeurs de longue durée. Activité réduite comprise, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an enregistre une forte hausse de 1,1% sur un mois (10,5% sur un an). L'augmentation est encore plus importante pour les inscrits depuis plus de trois ans (1,5% sur un mois, 17,6% sur un an).

Depuis l'élection de François Hollande en mai 2012, environ 440.000 nouveaux demandeurs d'emploi sans activité ont poussé la porte de Pôle emploi. AFP 28.05

SOCIAL

1- Ukraine

Ukraine : Les mineurs s'opposent à l'opération anti-terroriste. fr.euronews.com

Près d'un millier de mineurs ont manifesté aujourd'hui contre l'opération "*anti-terroriste*" menée depuis lundi par l'armée ukrainienne. Ils ont défilé sur la place Lénine à Donetsk, certains agitant des drapeaux de la République séparatiste.

Il n'y aurait pas eu de nouveaux combats aujourd'hui, mais le bastion rebelle vit dans la crainte d'une nouvelle offensive des forces gouvernementales.

"C'est une manifestation contre cette soi-disant opération anti-terroriste, explique un mineur, mais nous préférons l'appeler l'opération anti-peuple, car elle tue des gens et fait souffrir les citoyens. Il n'y a pas de séparatistes ici, seulement le peuple du Donbass". Une vieille dame qui habite près des barricades des rebelles réclame la paix : "*J'ai peur de tout ça, confie-t-elle. J'ai déjà survécu à une guerre, maintenant j'en ai assez*".

L'équipe de notre correspondant Euronews Sergio Cantone n'a pas été autorisée à filmer aux abords de la barricade où elle se trouvait hier. "*Les rebelles intimident les caméramans et les photographes avec leurs kalachnikovs, raconte-t-il, alors que la ville a le sentiment d'être en état de siège, notamment les miliciens favorables à la République populaire de Donetsk*". fr.euronews.com 28.05

2- Espagne

- Un quartier de Barcelone s'embrase après l'évacuation d'un squat - Le Monde.fr De nouveaux incidents ont éclaté mercredi 28 mai à Barcelone, pour la troisième soirée consécutive, après l'évacuation d'un immeuble occupé depuis 17 ans dans le quartier populaire de Sants.

Environ 2 000 personnes sont venues mercredi soir de différents quartiers de la ville espagnole pour manifester aux abords du squat et centre social et culturel « *Can Vies* ». Les policiers ont chargé lorsque les manifestants ont tenté de forcer un cordon. Des groupes se sont alors dispersés, incendiant des poubelles, brisant des vitrines et jetant des pierres ou des bouteilles sur les forces de l'ordre.

Appartenant à TMB, l'entreprise qui gère les transports publics de Barcelone, l'immeuble Can Vies était occupé depuis 1997 par des groupes de la gauche radicale. Il s'était transformé au fil des années en un centre social très populaire de la capitale catalane, où étaient organisés des concerts, des projections de films, des débats ou des ateliers de formation.

En 2006, son propriétaire avait décidé de le récupérer pour le détruire afin de réaménager le paysage urbain, dans ce secteur où passent des lignes de métro et de train à grande vitesse, situé non loin de la gare de Sants, la plus importante de Barcelone. Le quartier est animé par un solide tissu social et associatif.

Après des mois de négociations entre la mairie, TMB et les occupants de l'immeuble, un tribunal avait fixé à lundi la date d'expulsion des occupants de Can Vies. La destruction de l'immeuble a commencé immédiatement après.

Lundi, puis mardi, des incidents ont éclaté dans les manifestations, menées par des habitants de Sants qui ont été rejoints rejoints par des groupes de jeunes. Dans la nuit de mardi à mercredi, certains des manifestants ont mis feu à la pelleteuse qui travaillait depuis lundi à la démolition de l'immeuble, au cours d'une nouvelle nuit d'affrontements entre défenseurs du centre, habitants du quartier et la police régionale catalane. Le Monde.fr29.05

3- Afrique du Sud

- Afrique du Sud: la grève du platine continue, échec des négociations - AFP

Les négociations entamées par la justice du travail sud-africaine pour tenter de mettre fin à la longue grève qui affecte depuis janvier les trois principaux producteurs mondiaux de platine ont échoué, a indiqué mercredi le nouveau ministre des Mines.

Il a mis en place une cellule de crise à son ministère et dit avoir déjà rencontré Joseph Mathunjwa, l'intransigeant président du syndicat Amcu qui a fait cesser le travail à quelque 80.000 employés d'Anglo American Platinum (Amplats), Impala Platinum (Implats) et Lonmin.

A la question de savoir s'il reprenait la main, après l'échec des négociations menées par la CCMA (la commission paritaire chargée d'aider à la résolution des conflits sociaux) et la justice du travail, le ministre a répondu: "*Reprendre est un mot dangereux. Je vais être impliqué.*"

Après plusieurs semaines de dialogue de sourds, les discussions entre patronat et syndicat avaient repris le 21 mai sous l'égide d'un juge du tribunal du travail de Johannesburg.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole d'Implats Johan Theron a indiqué mercredi que les producteurs attendaient une notification du juge pour conclure définitivement à un échec de ce round de négociations.

Amcu réclame que le salaire de base des mineurs soit plus que doublé à 12.500 rands (880 euros) par mois, tandis que les trois géants miniers proposent d'arriver à une telle somme en trois ans, mais primes et avantages compris. AFP 28.05

Haut de page

Le 30 mai 2014

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles dans la journée.

Le président de la République et le gouvernement sont plus faibles et isolés que jamais, le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde ont été incapables de se refonder sur des bases saines (et indépendantes) à la suite de la dégénérescence de la social-démocratie et du stalinisme, la réaction a le champ libre...

A vouloir concilier l'inconciliable, à vouloir réaliser absolument le front unique de partis voués à être réduits à l'état de cadavre, cette stratégie opportuniste et suicidaire nous a conduit où nous sommes... au même état ! Marginal, inaudible, impuissant, inexistant pour l'immense majorité des travailleurs pour ne pas dire la presque quasi-totalité.

Le moment serait-il venu d'en tirer les leçons politiques qui s'imposent? Qui en aura le courage ?

Il n'y a pas de petits profits, ils vous traitent plus mal que des animaux.

Extraits du rapport de la Cour des comptes sur la sécurité alimentaire.

... des "*excréments de souris dans des étuves à chorizo*", des "*moisissures*", "*des viandes gris-verdâtre impropres à la consommation humaine dans des charcuteries*", du "*fromage ramassé à la raclette sur le sol pour en faire du fromage fondu*" ou encore des "*souris vivantes ou mortes*".

... les viandes séparées mécaniquement (VSM), qui entrent dans la composition de certains produits premiers prix. *"La VSM, surtout destinée, il y a quelques années encore, à la composition d'aliments pour animaux, est un produit obtenu par l'enlèvement, à l'aide de moyens mécaniques, de la viande des os de carcasses et pouvant donc contenir des résidus d'os, de cartilage ou de moelle.*"

"*Le consommateur ne réalise pas que la VSM (...) [n'est] en fait pas de la viande au sens de la réglementation européenne même si, du point de vue sanitaire, les produits issus de ces transformations, notamment ceux ayant reçu un traitement thermique, sont sûrs*". lepoint.fr 29.05

Commentaire d'internaute.

1- "*Et certains trouvent que les salaires français ne sont pas assez compétitifs ; alors on baisse le coût de la vie, on harmonise européen mais pour tout, le ministère de la santé publique française a disparu ? Qui le remplace qui nous protège ?*"
Vous êtes un cobaye et un puit sans fond d'enrichissement pour les multinationales de l'agro-alimentaire ou les supermarchés.
Le reste est superflu, les nantis et les riches ne bouffent pas cette merde !

2- - "*Et ces ministres, députés, sénateurs, présidents de régions, présidents de conseils, maires de grandes villes, trés hauts fonctionnaires, hauts responsables, sont a passer devant un tribunal populaire ! 43 inspecteurs pour 110. 000 sociétés alimentaires ? Je rêve. Demain on va lire de gros titres dans lesquels ces trop payés, vont créer une commission ! Ca continue, mais rien n'est fait. Ils se foutent de nous On mange des aliments malsains, nos jeunes enfants aussi, mais à quoi servent nos impôts ? Des millions de chômeurs et il manque des contrôleurs d'usines alimentaires ? C'est de la foutaise ! Mais quand allons nous descendre dans le rue ?*"

ACTUALITE EN TITRES

Réaction. Les chantres de l'Ancien Régime ou de l'Union européenne se mobilisent.

- Les «*bonnets rouges*» reviennent... et ils ne sont pas contents - LeFigaro.fr

Figure de la fronde contre l'écotaxe enterrée par le gouvernement, ce collectif breton annonce son retour dès samedi en Bretagne pour soutenir la réforme territoriale qui prévoit «*la réunification de la Bretagne historique*». LeFigaro.fr 29.05

Les Etats-Unis et le Japon déclarés Etats esclavagistes...

- Aubervilliers : les esclaves du troisième âge - LePoint.fr

Un atelier clandestin de fabrication de vêtements qui employait des esclaves thaïlandais de 61 à 70 ans a été démantelé. LePoint.fr 29.05

Camelote. GM, Toyota, Ford...

- Ford rappelle près de 1,4 million de véhicules en Amérique du Nord - AFP

Personne n'a le droit de se substituer aux maîtres du monde.

- Washington réclame 10 milliards de dollars à BNP pour violation d'embargo - AFP

Notre corps ou notre vie nous appartient !

- Belgique: le nombre d'euthanasies explose - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos

- Au moins 54 morts dans une série d'attaques en Irak - Reuters

- Nigeria : au moins 35 morts dans des attaques de villages menées par Boko Haram - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

3%

- Sondage : Hollande redevient "*Monsieur 3%*". - europe1.fr

Un sondage OpinionWay pour Le Figaro Magazine renvoie le chef de l'Etat à ce sobriquet, "*Monsieur 3%*", qu'on lui prêtait

quelques mois avant la primaire socialiste de 2011. A l'époque, ce chiffre représentait la part de sympathisants socialiste qui souhaitaient voir le candidat Hollande désigné pour la présidentielle de 2012. On connaît la suite. Mais trois ans plus tard, et deux ans après son élection, François Hollande a retrouvé ce niveau, on ne peut plus faible. A la nuance près que ce taux concerne désormais l'ensemble des Français.

Selon ce sondage, seules 3 % des personnes interrogées souhaite voir François Hollande se représenter en 2017. Un chiffre très faible, supérieur chez les sympathisants socialistes, mais encore dramatiquement bas pour le Président. Ils ne sont en effet que 15% à souhaiter qu'il se présente à sa propre succession.

Par ailleurs, 81% des sympathisants socialistes souhaitent la tenue d'une primaire pour désigner leur candidat pour 2017. Et ce dans l'hypothèse où François Hollande se représente.

Selon ce sondage, les sympathisants socialistes sont 40% à préférer voir Manuel Valls représenter le PS à la présidentielle de 2017, contre seulement 15% qui préféreraient voir François Hollande candidat. europe1.fr et Francetv info 29.05

Les "*sympathisants socialistes*" témoignent ainsi qu'ils sont vraiment réactionnaires. Chut !

En complément.

Le président est forcément celui des riches.

- Est-il vraiment impossible de gagner une présidentielle avec moins de 22 millions d'euros? - Slate.fr

Parole d'internaute

1- "*Ah, pour trouver des "sympathisants socialistes", il a fallu chercher parmi les 13% qui ont voté pour la liste commune PS-RDG... parmi les 41% qui sont allés voter... Donc a tout casser 6% des électeurs? Et 40% de ces 6% , donc 2,5%, préferent Valls?*

C'est cela? Valls est soutenu par 2,5% de la population, si j'ai bien compris?"

Mais parmi les 97,5% restants, combien ont acquis un niveau de conscience politique pour ne pas être une nouvelle fois manipulés par un illusionniste au discours démagogique ? L'immense majorité des travailleurs baignent encore dans l'ignorance et ne comprennent toujours pas comment fonctionne la société, ils en ont encore les moyens matériels ou financiers.

Leur mode de pensée est déterminé ou évolue en fonction de leur mode de vie, de leur statut social. S'il n'est pas trop ou peu affecté par la crise du capitalisme, ils n'ont aucune raison d'en changer ou de se poser des questions, ils se laissent vivre, quelque part cette insouciance est un peu normal ou plutôt se comprend très bien, chacun aspire à profiter de la vie ou de son travail et préfère oublier ou ne pas penser aux difficultés ou souffrances qui accablent quotidiennement les autres couches plus défavorisées de la société, ils sont si nombreux, si tristes ou dramatiques que rien que d'y penser on en devient nerveux, on s'inquiète, on perd le moral...

On ne pense qu'à une chose, échapper à tout prix à ce triste destin, éviter de tomber dans cet engrenage du malheur, on se réfugie dans un individualisme qui doit nous servir de rempart contre le mauvais sort, on ne pense qu'à ses propres petits intérêts en soulageant sa conscience à l'aide d'un humanisme à la petite semaine qui ne coûte rien, on votera pour le candidat qui semble le mieux les représenter, peu importe qu'il soit étiqueté de droite ou de gauche, voire d'extrême droite, on se dit qu'on n'est pas responsable du malheur qui accable les autres et qu'on a le droit de profiter de la vie, sinon à quoi bon exister et continuer de vivre, n'est-ce pas ?

Manipulation, culpabilisation de la jeune et instrumentalisation de l'extrême droite.

Ceux qui ont lu la causerie d'hier constateront que les faits nous ont donné raison à 24h d'intervalle. On a aucun mérite, c'était couru d'avance.

- Faible mobilisation pour la manifestation contre le FN - LeMonde.fr

Plusieurs milliers de jeunes ont manifesté jeudi 29 mai en France contre le Front national après la victoire historique du parti de Marine Le Pen aux élections européennes en France.

À Paris, 4.200 personnes se sont rassemblées selon la préfecture. Plusieurs centaines de personnes s'étaient réunies en début d'après-midi place de la Bastille avant de rejoindre la place de la République.

Ils étaient entre 700 et 1.000 jeudi à Lyon et Toulouse, un demi-millier à Marseille, Nantes, Bordeaux ou Nancy 800 à Strasbourg, 350 à Amiens, 200 à Rouen et à peine 80 à Metz, où des cortèges ont défilé dans la matinée.

Le 1er mai 2002, 1,3 million de personnes avaient défilé dans toute la France. Reuters et AFP 29.05

C'est une défaite politique pour les syndicats dont les dirigeants soutiennent le gouvernement et instrumentalisent l'extrême droite qui est leur allié et non leur ennemi.

Parole d'internaute

1- "*Dire que "les jeunes" auraient voter FN en nombre est une escroquerie*

Parmi les électeurs du FN, il y a 30% de jeunes de moins de 35 ans.

Or, dans le même temps, c'est 73% du corps électoral de cette même tranche d'âge des moins de 35 ans qui s'est abstenu.

Sur le total du corps électoral des -35ans, c'est donc 27% qui s'est exprimé ce qui donne pour le FN = 8.1 % (30% de 27%)

C'est moins que la moyenne du corps électoral toutes catégories confondues pour lesquelles le FN a obtenu 25% des 43% exprimés soit = 10.7 %"

Cette mise au point était effectivement nécessaire. Ceux qui propulsent le FN sur le devant de la scène sont des escrocs, de l'UMP à l'extrême gauche.

2- " *10 000 peut-être grand maximum dans toute la France On apprend que pas mal d'adultes y étaient aussi, pour faire masse face à la faiblesse de la mobilisation étudiante. Car le vrai probleme est bel et bien là. Ces jeunes surrement enfants de militants de gauche sont trés fortement minoritaires dans leurs classes d'âges ce qui signifierait que le FN y est peut-être majoritaire!*
Les manifestants viennent des couches aisées où on trouve les militants et adhérents PS. On sait bien que des ouvriers au PS il n'y en a presque plus. Quand on est et on se sent faible, il faut pas se montrer, ça donne toujours des arguments à l'adversaire et c'est lui qui gagne. Cette manif est le troisieme tour de la victoire du FN, qui ne le revendiquera pas mais en jouira."

C'était l'objectif recherché...

Vous avez parfaitement raison sur les rejetons des militants, adhérents ou sympathisants du PS : Des nantis, tout sauf de la graine de révolutionnaires qui n'ont pas manifesté hier... ils bossaient, eux !

3- "*Je n'aime pas le FN, mais les condamnations morales des membres de la classe bourgeoise envers les prolos qui votent mal sont insupportables.*

Cela fait plus de 30 ans que les bourgeois alimentent le FN avec le chômage, l'insécurité, l'impéritie des services publics, la relégation des ruraux, etc. alors leurs leçons de morale, ils se les gardent."

Vous avez raison, ils sont abjectes, à vomir, ils méprisent la plèbe, et demain ils fourniront les cadres qui encadreront les bataillons de lumpenprolétaires lancés contre le mouvement ouvrier et la classe ouvrière.

Votre analyse est juste, c'est la politique antisociale, réactionnaire mise en oeuvre par tous les gouvernements qui se sont succédés sous la Ve République depuis 1981 qui alimente l'extrême droite.

A ce propos il faudrait préciser que si 10% d'électeurs demeure un score très faible, il n'en demeure pas moins que cela représente 4,4 millions de personnes, ce qui est largement suffisant s'ils se mobilisaient pour prétendre s'emparer du pouvoir ou s'attaquer au mouvement ouvrier ou faire faire basculer le régime vers une dictature effroyable, d'autant plus qu'ils bénéficieraient d'une dynamique et pourraient être beaucoup plus nombreux, tandis qu'en face les masses demeureraient profondément divisées, désarmées et incapables de se regrouper pour affronter la menace fasciste, c'est une des leçons qu'on pouvait tirer du développement de la situation en Ukraine ces derniers mois, une confirmation en somme de ce que nous savions déjà pour avoir retenu les enseignements de la lutte des classes du passé.

S'il n'y a pas lieu de s'alarmer pour le moment, il faut rester vigilant et s'organiser, aider les travailleurs et jeunes à s'organiser. C'est la seule réponse politique efficace contre l'extrême droite ou pour combattre la politique du gouvernement et de l'UE, construire le parti, rejoindre et renforcer le POI.

La monarchie absolue en marche.

Concentrer le pouvoir entre un nombre restreint de représentants de l'oligarchie financière, non élus évidemment, pour accélérer la marche au gouvernement mondial

- UE: Schäuble veut réorganiser la Commission autour de "*super-commissaires*" - AFP

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble milite en faveur d'une réorganisation de la Commission européenne, autour d'une poignée de commissaires responsables de grands pôles de compétences, dans une tribune à paraître vendredi en Allemagne.

"*Nous pouvons organiser la Commission de manière plus efficace*", a expliqué le ministre conservateur dans ce texte à paraître dans le quotidien Die Welt. "*Par exemple nous devrions songer à rassembler les domaines de responsabilité auprès d'un nombre restreint de vice-présidents de la Commission, et à leur subordonner les autres commissaires*", détaille M. Schäuble.

Cette suggestion a déjà été émise par exemple pendant la campagne pour les élections européennes par le chef de file libéral Guy Verhofstadt, et semble aussi avoir les faveurs de Paris. AFP 29.05

Que le minable larbin français de Bruxelles et Washington y soit favorable allait de soi.

Ce qui était intéressant aussi c'était la précision apportée par Schäuble dans Die Welt, il a déclaré "*que nous pouvons faire directement*" cette "*réorganisation*" de la Commission européenne, sans qu'il soit nécessaire de modifier les traités européens, et encore moins la soumettre aux peuples de l'UE par référendum.

Autrement dit, ils en décident entre eux sans le moindre contrôle populaire et vous en subirez les conséquences. Et le Parlement européens ? Il est vendu, il leur est acquis d'avance, aussi la question de savoir s'il aurait ou non du ou des pouvoirs n'a absolument aucune importance, l'essentiel est ailleurs.

Les affameurs

- Aliments: nouvelle alerte sur la hausse des prix dans le monde - AFP

Entre janvier et avril, les prix des principaux aliments de base ont augmenté de 4% dans le monde, mettant fin au déclin "*continu*" observé depuis le pic de l'été 2012, relève la BM dans son rapport trimestriel.

"*Les inquiétudes météorologiques, les incertitudes politiques et les fluctuations des monnaies (qui renchérissent les coûts en cas de dévaluation, ndlr) ne sont pas dissociables les uns des autres*", affirme Ana Revenga, vice-présidente de la Banque en charge de la réduction de la pauvreté.

Sur les trois premiers mois de l'année, la hausse est particulièrement sensible pour le blé (18%), le sucre (13%) ou le maïs (+12%) et intervient en dépit de prévisions de "*récoltes record*" cette année, note la BM.

La sécheresse persistante dans certaines régions des Etats-Unis et la forte demande mondiale, notamment en provenance de Chine, expliquent en grande partie cette poussée. Mais la crise en Ukraine n'y est pas étrangère, note l'institution.

Troisième exportateur mondial de maïs et sixième de blé, le pays affiche les hausses les plus spectaculaires à l'heure où il est plongé dans une profonde crise politique et économique.

Entre janvier et avril, le maïs a ainsi vu sa valeur s'envoler de 73% en Ukraine où le prix du blé a, lui, flambé de 37%, tirant avec eux les cours mondiaux. (Valeur intérieur, pas à l'exportation, les premières victimes en sont les Ukrainiens. - ndlr)

"*Les tensions géopolitiques en Ukraine n'ont pas encore perturbé les exportations mais pourraient avoir un impact sur la production future et le commerce si l'incertitude augmente*", souligne la BM.

D'autres pays en proie à des tensions politiques et économiques ont été frappés de plein fouet. Sur un an, le prix de la farine a ainsi augmenté de 70% en Argentine en avril.

La flambée mondiale a certes été contenue par un déclin de 12% des cours du riz, un aliment de base dans de nombreux pays du Sud. Et globalement, les prix alimentaires sont inférieurs de 2% à leur niveau observé il y a un an.

Mais ce rapport est un nouveau signe d'un possible retournement de tendance et vient relayer les craintes déjà exprimées par les Nations unies qui ont observé en avril le même mouvement à la hausse.

Le rapporteur des Nations unies pour le droit à l'Alimentation, Olivier De Schutter, avait alors même dit craindre une période de "*prix alimentaires élevés et volatils*" et la possible résurgence d'émeutes de la faim.

La Banque mondiale semble partager la même inquiétude. "*Au cours des prochains mois, nous devons surveiller de près ces prix pour s'assurer que de nouvelles hausses ne fassent pas peser une pression supplémentaire sur les plus défavorisés*", souligne sa vice-présidente Ana Revenga.

"*Les chocs liés aux prix alimentaires donnent naissance aux conflits, les nourrissent et entretiennent plus généralement l'instabilité politique*", met en garde l'institution. AFP 29.05

Quand on a à l'esprit que des traders de Goldman Sachs ou JP Morgan et consorts se livrent à une spéculation effrénée sur les produits alimentaires ou achètent des stocks phénoménaux de produits alimentaires pour peser sur leur cours ou les imposer, on est en droit d'en conclure que ce sont eux au delà des gigantesques profits qu'ils tirent de ces manipulations financières, qui "*alimentent*" des conflits ou "*nourrissent*" l'instabilité politique dans certains pays selon une stratégie politique bien arrêtée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- Le maréchal Sissi net vainqueur de la présidentielle égyptienne - Reuters

L'ancien chef d'état-major de l'armée, le maréchal Abdel Fattah al Sissi, a recueilli 93,3% des suffrages exprimés, apprend-on de source judiciaire, alors que les opérations de dépouillement sont quasiment terminées après trois jours de vote. Le candidat de gauche Hamdine Sabahi, son unique adversaire, obtient 3,0%. Les bulletins nuls représentent 3,7%.

Le taux de participation, estimé à 44,4% des 54 millions d'électeurs, est loin des 40 millions de suffrages, soit 80% de l'électorat, souhaités la semaine dernière par le maréchal.

Lors de l'élection de 2012 remportée par Mohamed Morsi, le président islamiste renversé par l'armée le 3 juillet dernier, le taux de participation avait atteint 52%.

"*Nous sommes désormais divisés avec un pareil taux de participation*", déclarait Tarek Aouad, chômeur de 27 ans, qui célébrait la victoire d'Abdel Fatah al Sissi jeudi matin sur la place Tahrir au Caire. "*Si environ la moitié des électeurs ont voulu Sissi, qu'en est-il de l'autre moitié ?*"

Mahmoud Ibrahim, 25 ans, qui n'a pas été voter, estimait, lui, que le scrutin n'avait été qu'une "*farce*" et fustige la presse qui "*va mentir aux gens*".

Sissi est considéré par ses partisans comme l'homme fort qui pourra mettre fin aux troubles de l'Egypte depuis la "révolution du Nil" qui, il y a trois ans, a provoqué la chute d'Hosni Moubarak après trente années de pouvoir.

"*La communauté des affaires est très satisfaite de ces résultats*", a déclaré le président de la Fédération des industries égyptiennes, Mohamed El Seouedi. "*Mes amis et moi avons beaucoup d'espoir.*"

Même refrain à la une de la plupart des titres de la presse égyptienne. Le quotidien d'Etat Al Akhbar évoque un "jour d'espoir pour tous les Egyptiens". Reuters 29.05

ECONOMIE

Russie

- Union économique entre Russie, Kazakhstan et Biélorussie - Reuters

Vladimir Poutine a signé jeudi un traité avec le Kazakhstan et la Biélorussie créant l'Union économique eurasienne, un vaste espace commercial que le président russe rêve de voir concurrencer les Etats-Unis, l'Union européenne et la Chine. Cette alliance, un marché de 170 millions de consommateurs, affiche un produit intérieur brut (PIB) global de 2.700 milliards de dollars (près de 2.000 milliards d'euros) et d'importantes richesses dans le domaine de l'énergie.

Le traité, qui entrera en vigueur le 1er janvier une fois ratifié par les parlements, complète une union douanière qui lie déjà les trois pays depuis 2010.

Il garantit la libre circulation des biens, services, capitaux et main-d'oeuvre et coordonne la politique dans les grands secteurs économiques.

"*Notre réunion aujourd'hui a une portée spéciale et, sans exagération, marquera son époque*", a déclaré Vladimir Poutine en apposant sa signature lors d'une cérémonie à Astana, sous les applaudissements nourris de plusieurs rangées d'officiels.

"*Ce document place nos pays dans une nouvelle phase d'intégration tout en préservant pleinement leur souveraineté*."

Vladimir Poutine, qui a supervisé en mars l'annexion par Moscou de la péninsule ukrainienne de Crimée, dément toute volonté de rebâtir un nouvel empire soviétique, plus de vingt ans après l'effondrement de l'URSS. Mais avec ce nouveau marché, le chef du Kremlin veut démontrer que les sanctions occidentales imposées à certaines personnalités russes en raison de la crise en Ukraine ne réussiront pas à isoler la Russie.

Vladimir Poutine a ainsi souligné que le Kazakhstan et la Russie possédaient à eux deux un cinquième des réserves mondiales de gaz naturel et 15% des réserves pétrolières.

L'Ukraine a cependant refusé d'intégrer l'union et d'autres anciennes républiques soviétiques craignent de se faire phagocyter par Moscou, même si l'Arménie et le Kirghizistan examinent la possibilité d'une adhésion. Le Kazakhstan lui-même a farouchement défendu sa souveraineté pendant la négociation du traité, contraignant Vladimir Poutine à revoir ses ambitions à la baisse.

Le président kazakh, Nursultan Nazarbaïev, avait été le premier à proposer une telle union, dès 1994, mais le projet avait à l'époque été largement ignoré.

Assis aux côtés de Vladimir Poutine et de son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko, il a déclaré que le principal objectif de cette union était de "*gagner un avantage compétitif naturel en tant que pont économique entre l'Est et l'Ouest, entre l'Europe et l'Asie*". Reuters 29.05

Haut de page

Le 31 mai 2014

CAUSERIE

(Quelques heures après avoir actualisé le site. 26 nouveaux articles ont été ajoutés.)

L'extrême gauche : A vomir ! Explication.

LO

- La seule voie pour les travailleurs - lundi 26 mai 2014

C'est la faute du PS. Qu'est-ce que cela signifie ? Est-ce qu'il y a des militants qui se sont sérieusement posés cette question. Quand ce n'est pas la faute à Staline, c'est la faute du PS. Et après ? Rien, on ne se pose pas davantage de questions, tout est dit, on reprend le train-train quotidien, les mêmes analyses, les mêmes discours, les mêmes refrains, les mêmes rapports, on adopte les mêmes interprétations, les mêmes conceptions, les mêmes méthodes, surtout on ne change rien puisqu'on y est pour rien, surtout on évite soigneusement de remettre en cause notre qualification du PS, on fait comme si absolument rien ne s'était passé depuis le début du XXe siècle, on en oublie même le mois d'août 1914, imperturbablement. Et quand on admet que le PS est

un des piliers du régime en place, c'est pour aussitôt s'appuyer dessus ou le soutenir quand il vacille.

La seule responsabilité de l'absence du parti ouvrier révolutionnaire, appelez-le comme vous voudrez, qui est la clé de la situation, est du ressort des dirigeants issus du trotskisme qui ont été incapables d'incarner la continuité du marxisme pour s'être écrités ou avoir abandonné ou bradé les enseignements de la Commune de Paris et plus particulièrement de la révolution russe de 1917, les principes du léninisme. Eux seuls en portent la responsabilité et non le PS ou Staline ou on ne sait qui.

- "*Comment en sommes-nous arrivés là ? Dans l'immédiat, il y a la responsabilité écrasante du PS, le désespoir et la perte de repères que sa politique a engendrés dans les classes populaires.*"

Parce que voyez-vous les "*classes populaires*" devraient placer leur destin entre les mains du PS, le PS serait naturellement destiné à défendre les intérêts des "*classes populaires*", il aurait failli à sa mission le malheureux, heureusement que LO est là pour voler à son secours en lui attribuant une mission qu'il ne mènera jamais à bien puisque c'est un parti du capital, de droite, ennemi de la classe ouvrière et du socialisme. LO se fait faussaire, manipulateur en procédant de la sorte. Compter sur le PS, c'est compter sur votre bourreau qui vous a condamné à mort pour qu'il vous épargne, voilà à quoi se résume la politique de LO. Passons à l'extrait suivant.

Les travailleurs soutiendraient massivement le FN.

- "*Si le FN a pu devenir le déversoir du mécontentement dans les classes populaires, c'est qu'il n'y a plus face à lui de partis qui représentent les intérêts des exploités.*"

Les travaileurs sont xénophobes, racistes, antisémites, d'extrême droite, fascistes, c'est bien connu, voilà ce que recouvre ce discours. Vous allez peut-être estimé qu'on exagère un peu, en réalité pas du tout, on est encore loin du compte, car il y a un élément qui ne doit pas vous échapper : LO tout comme le NPA (contrairement au POI il faut le souligner) dans les articles qu'ils ont pondus une fois les résultats des élections européennes connus a totalement occulter le fait que le FN n'avait récolté que 10% des électeurs inscrits, quelque 4,4 millions de voix et qu'il n'y avait pas eu de "montée" ou d'"envolée" de l'extrême droite lors de cette élection, le FN a réalisé un score inférieur de 2 millions de voix à celui de 2012.

Alors question : Pourquoi LO et le NPA n'en tiennent-ils pas compte ? Parce que sinon ils ne pourraient pas reprendre le discours du PS et le soutenir, soutenir le régime, c'est leur fonction. Ils jouent le jeu de la classe dominante qui instrumentalise l'extrême droite et en profite pour matraquer les masses qui en seraient responsables, car c'est le seul moyen qu'il reste à Hollande pour gouverner et appliquer sa politique réactionnaire, que de ce fait LO et le NPA soutiennent et la boucle est bouclée. Lisez la suite, vous en aurez confirmation immédiatement. Passons à l'extrait suivant en attendant.

Si au bout de 50 ans vous n'êtes pas parvenusà construire le parti, il faut en tirer la conclusion que vous n'y arriverez jamais... ou que c'est tout simplement impossible. Vous comprenez spontanément qui cela arrangerait, la classe dominante qui resterait éternellement au pouvoir. Après tout LO pourrait exister pour uniquement ancrer cette idée dans la tête des militants et travailleurs, tandis que ses dirigeants en vivent...

- "*...ce courant (porté par LO) qui pourra faire émerger un parti véritablement communiste...*"

L'article suivant apporte la précision annoncée plus haut.

- Pour combattre le FN, offrir une autre perspective - vendredi 30 mai 2014

- "*Des milliers de jeunes, lycéens et étudiants, ont manifesté jeudi dans plusieurs villes contre le Front National. Ils ont exprimé leur refus des idées réactionnaires, racistes mais aussi anti-ouvrières, portées par l'extrême droite.*"

Manifestations initiées par des syndicats... liés au PS. Si vous avez suivi, vous avez là la confirmation de ce qui a été affirmé plus haut, pour LO c'est une bonne chose que ces syndicats instrumentalisent le FN et manipulent ou plutôt tentent de manipuler les jeunes car l'opération a été un échec, les participants peu nombreux à ces manifestations s'en prenant à ceux qui ne se sont pas mobilisés, divisant un peu plus la jeunesse, c'est toujours cela de gagner pour Hollande et Valls qui doivent bien continuer de gouvernement d'une manière ou d'une autre, alors pourquoi pas ainsi. LO en se félicitant de cette initiative soutient le gouvernement, CQFD.

NPA

- Riposte sociale et politique : urgence ! - 29/05/2014

- "*L'extrême droite le arrive largement en tête et confirme une implantation nationale. L'abstention massive n'autorise pas à*

se rassurer. Rien ne dit que celles et ceux qui ne sont pas allés voter auraient fait un choix sensiblement différent."

Au NPA ils sont encore plus directs et pourris, non seulement ils ne mentionnent pas que le FN n'a fait que 10% des électeurs inscrits le 25 mai, ils vont jusqu'à prétendre que finalement les abstentionnistes seraient de la graine d'extrême droite. Ils doivent estimer à regret qu'en réalité le FN n'a pas engrengé un score si spectaculaire que cela car ils savent ces salopards qu'il n'est qu'à 10%, aussi il leur faut lui inventer des électeurs potentiels supplémentaires pour justifier leur discours qui rejoint celui de LO calqué sur celui des commentateurs des médias de la classe dominante.

"*Rien ne dit que*" quoi, qu'un socialiste, un communiste, un trotskiste, un syndicaliste, un simple travailleur puisse un jour soutenir l'extrême droite ou le fascisme, on a pu l'observer dans le passé à plusieurs reprises ou même sous nos yeux aujourd'hui... Et alors, cela signifie quoi, sinon que leur conscience de classe était faible ou ne reposait pas sur des bases solides et que sous la pression des évènements et de la trahison de leurs dirigeants, dans des circonstances particulièrement difficiles ou défavorables ils ont craqué, ils ont confondu socialisme scientifique et national socialisme. On ne fera pas l'affront de citer tous les dirigeants ou militants de la LCR qui ont fait carrière au PS et dans d'autres partis de droite, qui ont été récupés par les médias aux ordres, et qui jouent le jeu aujourd'hui de l'extrême droite. Passons à l'extrait suivant.

Le NPA reprend à son compte au mot près la propagande du PS ou guerre idéologique contre les masses exploitées.

- "*Cela appelle un combat unitaire, une riposte antiraciste, féministe, pour l'égalité des droits, la solidarité internationale.* "

Ce qui a été dit plus haut sur le même sujet à propos de LO vaut également pour le NPA qui soutient ainsi le gouvernement.

- "*Car là est bien le cœur du problème. Le Parti socialiste est directement et irrémédiablement responsable...*"

Le même discours que L0, alors que c'est l'incurie des dirigeants de la LCR puis du NPA qui est est en cause.

Surtout pas un parti, normal ils en sont incapables.

- "*Nous avons collectivement besoin de reconstruire des solidarités et des résistances concrètes...*"

Ils vocifèrent, gesticulent, donnent l'impression de faire quelque chose, la lutte, la lutte, la lutte jusqu'à ce que mort s'ensuive... et rien au bout, pas de parti, la classe dominante peut être rassurée avec de tels charlatans.

Le NPA s'attaque aux masses à la suite du PS et EELV disions-nous, en voilà la preuve.

- Loi famille : sur la fessée comme sur le reste, un gouvernement dur avec les faibles - (29/05/2014)

-"*... tous les rapports et recommandations d'experts convergent pour établir les conséquences néfastes de la violence éducative.*"

Ils veulent criminaliser les masses, les masses arriérées, les plus arriérées, il faut les matraquer, les culpabiliser, leur faire comprendre que la société les supporte mais qu'elles ne méritent même pas le triste sort qu'elle leur a réservé, elle est encore trop bonne avec elles, elle devrait les contrôler davantage, leur imposer des rapports pour lesquels elles ne sont pas préparées ou qu'elles ne peuvent pas supporter dans la détresse ou elles sont ou les difficultés auxquelles elles doivent faire face quotidiennement.

Peu importe, le club des nantis et procureurs généraux a décidé de leur passer la camisole de force de la pensée unique, elles doivent se repentir et s'exécuter sous peine de poursuite judiciaire si par malheur il leur arrivait de perdre la maîtrise d'elles-mêmes et frappent leurs enfants, fait inexcusable, intolérable dans une société où le bien-être et la capacité à s'épanouir, le bonheur sont si bien partagés, ce qui vaut pour le privilégié, le malheureux doit l'accepter sans broncher, d'ailleurs sa condition ne l'autorise pas à intervenir ou dire ce qu'il en pense, on ne lui demandera pas, il doit s'exécuter, tels en ont décidé ces dictateurs.

Je ne sais pas si les militants et travaillleurs se rendent bien compte de la situation, LO et le NPA combattent la classe ouvrière, les couches les plus défavorisées des travailleurs, ils sont abjectes. Je viens de ce milieu et je baigne dedans en Inde, mais jamais, jamais il ne me viendrait à l'idée de les juger, c'est la classe dominante et le gouvernement que je rends responsable de leur état d'esprit archaïque.

C'est d'autant plus pourri que ces travailleurs-là sont les premiers à souffrir de leur arriération, et au lieu de soulager leurs peines, LO et le NPA s'emploient à les enfoncer davantage, c'est dégueulasse, le mot est faible, je me retiens.

Hier encore, Selvi (ma seconde compagne) m'a dit qu'elle avait bronzé et que cela lui posait un problème, un drame, en fait elle est un peu plus noire que d'habitude alors qu'elle l'est déjà en temps normal. Je lui ai répondu qu'elle était encore plus belle et

désirable ainsi, et que ceux qui faisaient le commerce du racisme étaient les mêmes qui avaient intérêt à ce que les pauvres demeurent toujours pauvres et les riches s'enrichissent toujours davantages, elle a bien compris et elle a eu l'air soulagé, car cela la travaille, elle m'en parle sans cesse, c'est une obsession, c'est dingue. Elle est profondément arriérée et le racisme (des Indiens) la rend malheureuse, alors que moi qui suis évolué, j'ai même oublié que j'avais une couleur de peau et que je vivais entouré de Noirs (au Tamil Nadu plus que dans le nord de l'Inde).

En complément. Ils sont à l'image de LO et du NPA : Réacs !

- Deux tiers des Français favorables à la réforme des rythmes scolaires - Liberation.fr

- Sondage: 53% des Français contre une baisse des crédits de la défense - AFP

En tant que militant ouvrier révolutionnaire qui combat le PS et le gouvernement, le capitalisme et ses institutions, ses partis, sans rien leur concéder, quand j'affirme que les masses se sont embourgeoisées ou sont réactionnaires, je ne fais que livrer un constat à un moment déterminé, je ne porte aucun jugement, je ne souhaite pas qu'elles vivent plus mal demain, je ne les rends pas responsable de la situation et je ne leur en veut en aucune manière d'être igorantes ou profondément arriérées selon les couches de travailleurs, mais je ne les flatte pas non plus d'être comme elles sont, je fais la part des choses, je ne verse ni dans l'opportunisme de droite comme le font LO et le NPA en appendice du PS ou du régime, ni dans l'opportunisme de gauche à la manière des ouvrièristes.

ACTUALITE EN TITRES

Il va encore falloir sauver les banques...

- Moody's abaisse à « *négative* » la perspective de 82 banques européennes - LeMonde.fr

- Les Etats-Unis réclament plus de 10 milliards de dollars à BNP Paribas pour avoir violé l'embargo américain contre Cuba et l'Iran - Atlantico.fr

On a encore les Contras en tête... Et quand les Américains vendaient des armes à des dictatures en Amérique latine, et continuent au Moyen et Proche-Orient, Israël en tête, ou encore en Afrique, là c'était normal, c'était pour soutenir des régimes engagées sur la voie de la démocratie...

La crise par le vide... social.

- La restructuration de Siemens concernera 11.600 postes Reuters -

Le retour de l'UDF ?

- Crise à l'UMP: L'avenir de la droite est-il au centre? - 20minutes.fr

- UMP : menace juridique sur le triumvirat Fillon-Juppé-Raffarin - Le Nouvel Observateur

- Affaire Bygmalion : le colistier de Jérôme Lavrilleux réclame sa démission - Liberation.fr

- Bygmalion mise en cause par un maire UMP du Val-de-Marne - LeMonde.fr

- Après Bygmalion, un élu UMP déchire sa carte du parti - Liberation.fr

- Mariton (UMP) : «*Le retour de Nicolas Sarkozy ne s'impose pas*» - LeParisien.fr

- En Gironde, un corbeau dénonce un "*pédophile en liberté*" - Francetv info

Nouvelles des réacs.

- La région Centre plaide pour une grande région autour du Val de Loire - Liberation.fr

- Week-end chez les scouts pour Najat Vallaud-Belkacem - LeFigaro.fr

- Transports: hausse de 30% des interpellations de voleurs à la tire en Ile-de-France - AFP

- Pologne: funérailles de Jaruzelski précédées d'une messe en présence de Walesa - AFP

Ah la démocratie... fabriquée !

- Le Malawi a un nouveau président Libération.fr - Liberation.fr

Peter Mutharika a remporté 36,4% des voix. Liberation.fr 30.05

- Egypte : les résultats de l'élection présidentielle sont « *une insulte à l'intelligence des Egyptiens* » - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ah la bonne conscience des nantis ! Mais ils soutiennent l'Etat sioniste d'apartheid.

- L'appel au boycott de palaces appartenant au sultanat de Bruneï s'étend - AFP

Depuis plusieurs semaines, des appels au boycott des hôtels chapeautés par le sultanat se succèdent. Ils ont reçu vendredi l'appui du commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht.

Le commissaire "*soutient la campagne de sensibilisation contre l'inacceptable loi sur la charia, via le boycott des hôtels Dorchester par de nombreuses personnalités internationales*", a annoncé son porte-parole, John Clancy, sur son compte Twitter. (Mais il n'est pas "*sensible*" à l'emploi de bombes à fragmentations ou à uranium apauvri ou au phosphore par les Américains, Israéliens ou Saoudiens... -ndlr)

Avant lui, étaient montés au créneau notamment le patron de Virgin, le milliardaire britannique Richard Branson, le PDG du groupe de luxe Kering (Gucci, Saint Laurent...), François-Henri Pinault, le comédien britannique Stephen Fry, l'animatrice de télévision américaine Ellen DeGeneres ou encore la célèbre rédactrice en chef de Vogue aux Etats-Unis, Anna Wintour.

Le groupe Dorchester appartient à l'Agence d'investissement de Bruneï, un fonds souverain contrôlé par le sultanat du Bruneï.

Interrogé par l'AFP vendredi, le directeur général de Dorchester Collection, François Delahaye, s'est dit "*stupéfait de voir l'ampleur que cette affaire prend*", en s'inquiétant de son impact pour les 3.500 salariés.

"*C'est de l'acharnement. Et les seules personnes qui vont être affectées par ce boycott, ce sont les 3.500 salariés du groupe, certainement pas le sultan*", a-t-il estimé.

Par ailleurs, "*si on devait sanctionner tous les hôtels de prestige qui ont des capitaux là où sévit la charia, il n'y aurait plus beaucoup d'hôtels de prestige où descendre*", selon lui.

Il a jugé relativement "*absentes*" les réactions politiques. (Vous voulez dire le PS, la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes en pointe dans la lutte (sic!) contre le racisme, mais le pétrole, le business cher ami, le business... - ndlr)

Le responsable de Dorchester Collection a dénoncé certaines "*réactions hypocrites*": "*M. Pinault nous boycotte alors que beaucoup de marques de luxe de son groupe vendent dans des pays où on pratique la charia. Avant de donner des leçons aux autres, on balaie devant sa porte*". (Cela serait étonnant que Pinault ait tenu un jour un balais dans ses mains ou alors il y a fort longtemps et il l'a oublié. - ndlr)

Il a rappelé qu'aucun des pays où sont implantés les hôtels du groupe ne pratiquent la charia. AFP 30.05

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Japon

- Le FMI appelle le Japon à intensifier ses réformes structurelles - AFP

D'après l'organisation basée à Washington, les réformes structurelles promises par M. Abe doivent être concrétisées au plus vite, bien qu'elle salue les mesures déjà entreprises pour déréguler et rendre plus compétitif le secteur de l'énergie.

Parmi diverses mesures de fond, le FMI appelle Tokyo à augmenter l'emploi des femmes et des seniors, à faire venir davantage d'immigrés pour combler un déficit de main d'oeuvre, à faciliter l'accès des entrepreneurs au crédit, à réformer la gouvernance des entreprises et à déréguler les secteurs agricole et des services.

Le FMI se félicite de l'augmentation récente de la taxe sur la consommation (équivalente à la TVA française), qui est passée de 5% à 8%, et appelle le Japon à l'élever encore à 10% comme prévu en octobre 2015. Au-delà, il suggère même de la faire passer plus tard à 15%, soulignant "l'urgence" de mettre en place un plan de consolidation budgétaire après 2015. AFP 30.05

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin 2014

CAUSERIE

Qui a dit ?

Le patron de droit divin : C'est le progrès, c'est l'avenir !

- "*Vous avez le droit de faire des heures supplémentaires quand on a besoin de vous, mais elles ne sont pas payées*".

Réponse : Michel Gibert, assistant manager chez Buffalo Grill où les salariés sont en grève ce week-end

A l'origine de cette grève, le souhait de la direction de moduler le temps de travail afin qu'il n'y ait plus d'heures supplémentaires. Des heures qui représentent 5 à 10% du salaire des employés de Buffalo Grill qui rappellent que leur entreprise réalise "*12 à 15 millions de bénéfice net*". Francetv info 31.05

Qui a dit ?

Un panaché de la pire réaction serait le ticket gagnant.

- «*l'avenir de l'UMP passe par une alliance solide entre une droite républicaine forte et un centre humaniste et européen*».

Réponse : Jean-Pierre Raffarin (UMP) dans une interview à paraître dans l'édition dominicale du quotidien Sud Ouest.

«*C'est l'esprit de 2002 qui a présidé à la création de l'UMP. Un candidat unique de cette alliance sera en effet à même d'être devant le Front national et donc d'avoir accès au second tour de l'élection présidentielle*», a dit le sénateur de la Vienne. 20minutes.fr 31.05

La "*droite républicaine forte*", c'est le courant d'extrême droite de l'UMP, le "*centre humaniste et européen*", c'est l'alliance de la propagande idéologique nihiliste mise en oeuvre par le PS en France au nom des droits des minorités et la subordination totale au néolibéralisme qu'incarne l'Union européenne conformément à la vocation de l'ex-UDF.

Au passage vous remarquerez qu'il n'y a pas de contradiction entre les différentes parties de ce triptyque, notamment les deux premiers volets, les idées d'extrême droite sont compatibles avec un humanisme démagogique, le second servant à couvrir le premier, les deux étant au service du troisième et la boucle est bouclée.

C'est dans ce piège qu'est tombée l'extrême gauche en reprenant à son compte la propagande humaniste démagogique et nauséabonde du PS et en se présentant aux élections européennes, avec la pseudo-gauche qui elle n'a pas eu à tomber dans un piège puisqu'elle est un appendice du PS ou du régime, ce qui explique qu'ils soient impuissants à combattre l'extrême droite.

La logique de ce triptyque se résume à ceci : Il faut que les deux premières conditions soient réunies pour que la troisième le soit. Le but du jeu, c'est bien que la politique néolibérale s'applique aussi en France et que la dictature de UE progresse.

Ainsi on s'aperçoit que le PS avec ses satellites et alliés d'un côté, et l'UMP et ses satellites "*centristes*" de l'autre, font figure de concurrents et non d'ennemis quand il y a une compétition en cours, le reste du temps ils sont complémentares ou alliés contre les masses exploitées.

L'empire ou la pieuvre. Ce qui préfigure le pacte de libre-échange USA-UE.

- Les déboires de BNP Paribas aux Etats-Unis pourraient coûter cher à la Belgique - AFP

- Amende record en vue pour la BNP : la naine France impuissante face à un nouvel impérialisme américain ? - Atlantico.fr

En complément. Tout azimut.

- Les Etats-Unis accusent Pékin d'actions de déstabilisation en mer de Chine méridionale - 20minutes.fr Alors que c'est le Japon qui se livre à des provocations et se remilitarise...

Réaction. Nostalgie impériale et monarchiste.

- Napoléon célèbre à Montmirail le bicentenaire de la campagne de France - AFP

- Les Bonnets rouges réclament la "*réunification, pas la fusion*" de la Bretagne - LePoint.fr

Quelques centaines de sympathisants des Bonnets rouges se sont rassemblés samedi à Brest et Nantes, pour appeler à la continuité territoriale de la Bretagne. LePoint.fr 31.05

Aux comptes des institutions réactionnaires du régime, il faudrait ajouter les municipalités et leurs offices du tourisme qui font l'apologie des débris ou des luxueux vestiges de la monarchie ou de l'Ancien Régime, de l'Eglise, des ecclésiastiques célébres aux membres de la noblesse ou militaires aux faits d'arme romancés qui avaient élu demeure dans leurs communes, occultant l'horrible misère du peuple qui en était le pendant puisque dépourvu de toute représentation et tout droit, de la même manière que de nos jours les privilégiés à la richesse tapageuse et autres peoples débiles sont présentés en exemple ou comme un idéal à la plèbe.

ACTUALITE EN TITRES

Tiens donc, il était réactionnaire !

- Cohn-Bendit recommande de soutenir le conservateur Juncker - LeMonde.fr

Union Pour le Merchandising.

- Raffarin souhaite un candidat unique de la droite et du centre pour 2017 - 20minutes.fr

- Wauquiez: le rapprochement avec le centre, une "*profonde erreur*" - AFP

- Jégo (UDI): "*pas d'urgence à se précipiter dans les bras*" de l'UMP - AFP

- Sarkozy, principal opposant à Hollande pour les sympathisants UMP - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Turquie

- Affrontements à Istanbul un an après les manifestations - Reuters

La police turque a tiré des grenades lacrymogènes et utilisé un canon à eau pour disperser des manifestants qui voulaient marquer samedi soir dans le centre d'Istanbul, près de la place Taksim et du parc Gezi, l'anniversaire du mouvement de protestation antigouvernemental du printemps 2013.

Samedi soir, les protestataires d'Istanbul, rassemblés sur la grande rue commerçante Istiklal, dans l'ancien quartier de Pera, ont scandé "*AKP, assassin, démission !*" et "*Partout Taksim, partout la résistance!*", avant de battre en retraite sous les tirs de gaz lacrymogènes, alors que des hélicoptères survolaient le quartier.

Il y a eu 80 interpellations et 13 blessés, selon l'Association turque pour les droits de l'homme.

La police a également dispersé des manifestations dans la capitale, Ankara, et à Adana, dans le sud du pays, rapporte la chaîne de télévision CNN Türk.

Dans la journée, les forces de l'ordre avaient fermé le parc Gezi et Erdogan avait demandé à la population de ne pas se rendre sur la place Taksim, attenante au parc, en disant que les forces de sécurité avaient reçu des consignes strictes pour maintenir l'ordre.

"*Nos forces de l'ordre ont des ordres clairs. Elles feront ce qui est nécessaire de A à Z*", avait déclaré Erdogan lors d'une cérémonie à Istanbul diffusée en direct sur la chaîne de télévision NTV.

La station de métro Taksim a été fermée ainsi que toutes les artères menant à la place. Le service de navettes sur le détroit du Bosphore entre les deux rives d'Istanbul a également été supprimé, sur ordre du gouverneur.

Selon la presse, 25.000 policiers avaient été mobilisés en prévision de la manifestation. Reuters 31.05

Avec l'Ukraine des néonazis, la Turquie dans l'UE, c'est la voie de la démocratie, c'est l'avenir...

2- Espagne

- Barcelone: des milliers de manifestants pour "*reconstruire*" le squat "*Can Vies*" - AFP

Plusieurs milliers de personnes ont de nouveau manifesté samedi soir à Barcelone pour défendre un immeuble occupé depuis 17 ans et transformé en centre social dont le début de démolition lundi a donné lieu à plusieurs nuits de violences, a constaté l'AFP.

Dans la matinée, plusieurs centaines de personnes ont de nouveau occupé l'édifice et commencé à évacuer les gravats, décidés à le reconstruire, aidés par un groupe d'architectes venu évaluer l'état de l'immeuble. AFP 31.05

Haut de page

Le 3 juin 2014

CAUSERIE

On avait dit qu'on poursuivait jusqu'au 25 mai, on a tenu parole. Maintenant on va lever le pied, j'ai des problèmes aux yeux, je ne supporte plus de passer plus de 4 ou 5 heures assis face à un écran (au lieu de 12 à 14), je vieillis et mon corps ne suit pas, et puis il y a la chaleur, les quasi-nuits blanches qui me cassent littéralement parce que pas de courant donc pas de clim, 35°C dans la maison à 22h, c'est intenable.

Il y a eu 11500 visites et 17000 téléchargements en mai.

Quand on lit : "*Actuellement les terroristes sont formés dans plusieurs camps permanents d'Al-Qaïda, situés dans le désert libyen, pays occupé par l'Otan. Tandis que trois camps d'Al-Qaïda sont installé Sanliurfa, Osmaniye et Karaman, en Turquie, pays membre de l'Otan.*", sachant que le PS et ses satellites soutiennent ces terroristes et l'Otan, et constatant que leurs alliés de gauche et d'extrême gauche continuent d'entretenir les mêmes mêmes rapports avec eux comme si de rien n'était, sans que les militants soient dégoûtés au dernier degré et quittent en masse ces partis pourris, FdG, NPA et LO, au contraire ils s'en accommodent, c'est qu'on a vraiment touché le fond, et je ne vois pas ce que de mon trou en Inde je pourrais vous apporter de plus, je n'ai pas grand chose ou plus rien à ajouter.

On fera pour le mieux en ménageant notre monture.

L'extrême gauche a même adopté le drapeau de l'Ancien Régime.

Le drapeau de la Bretagne apparaît sur la page d'accueil d'un portail d'extrême gauche.

L'hermine ou la fleur de lys de la noblesse à l'époque de la féodalité et de la monarchie. De nos jours, l'emblème des potentats locaux fervents partisans de la régionalisation prônée par l'Union européenne, devant conduire à la restauration de la monarchie, version absolue sous le règne de l'oligarchie financière.

L'hermine est omniprésente dans l'armorial des ducs de Bretagne, elle remplace ou symbolise le lys quand il n'y est pas présent conjointement.

Quelques détails sur ce drapeau pour révolutionnaires et anticapitalistes, trotskistes s'il vous plaît, en mal d'inspiration. On ne citera pas la tendance du NPA qui l'a adopté, en surfant sur le Net vous n'aurez aucun mal à la repérer si ce n'est pas déjà fait.

Le drapeau de la Bretagne se compose de 11 mouchetures d'hermine. La disposition de ces hermines sont, de haut en bas, de 4, 3 et 4. Ce nombre précis n'a aucune signification connue, cependant le choix de l'Hermine, un symbole fort en Bretagne, fait référence à une légende : on raconte que la duchesse Anne de Bretagne se baladait sur son cheval lors d'une journée hivernale et qu'elle aperçut alors une hermine à la fourrure blanche traquée par des chasseurs. L'hermine se retrouva acculée à une mare boueuse et préféra faire face aux chasseurs et à la mort, plutôt que de salir et de souiller son noble pelage blanc. La duchesse obtint alors la grâce de l'hermine : c'est à cet instant que cet emblème de la Bretagne vit le jour. (En réalité Anne de Bretagne vécut à la fin du XVe siècle alors que l'hermine figurait déjà sur les blasons des nobles de Bretagne dès le XIIIe siècle, j'ai pris le temps de le vérifier. - ndlr)

Ensuite, on compte aussi 4 bandes blanches et 5 bandes noires : ces 9 bandes représentent les 9 évêchés bretons :

4 bandes blanches pour la Basse-Bretagne (Leon, Cornouaille, Trégor, Vannetais)
5 bandes noires pour la Haute-Bretagne (Dol, Rennes, Nantes, Saint-Malo, Saint-Brieuc)

Les couleurs des bandes du drapeau recouvrent celles du Kroaz du et des anciennes bannières ducales noires et blanches utilisées pendant et après la guerre de Succession de Bretagne.

Selon son inventeur (dessiné entre 1923-1925), Morvan Marchal aidé par René Ryckwaert, en 1937 :

"*J'ai donc pensé et continue à croire, qu'en conservant au maximum les hermines primitives, l'on pouvait composer un drapeau breton d'esprit moderne.*"

Aujourd'hui, la connotation politique du Gwenn ha Du est devenue accessoire : il représente la Bretagne et non plus un parti politique précis. fr.wikipedia.org

Allez, il ne représente pour ainsi dire rien ce drapeau au delà du breton, de la bigoudène, du chouchen, du kouign aman, du far breton, des huîtres, des des galettes et du cidre, l'hermine chère aux ducs de Bretagne, c'était juste pour le fun et sans rapport avec la politique, sans rapport avec des revendications particulères, autonomistes devenues régionalistes avec la bénédiction de Bruxelles, puisqu'on vous le dit, la preuve :

- Les Bonnets rouges réclament la "*réunification, pas la fusion*" de la Bretagne - LePoint.fr 31.05

Maintenant s'il se retrouve associé à la dislocation de l'Etat au profit de l'Union européenne qui est une officine de l'oligarchie financière anglo-saxonne-germanique qui s'est donné comme objectif de revenir à la structure administrative ayant cours sous l'Ancien Régime afin de conférer aux régions et à ses potentats locaux des pouvoir spéciaux et discrétionnaires, bref, de retourner plus de deux siècles en arrière en guise de progrès social, quand la noblesse et l'Eglise faisait régner leur dictature

sur une plèbe sans droit, c'est une pure coïncidence et pas de bol vraiment, juré craché dans le bénitier.

Certains pourraient penser que nous défendons l'Etat, l'Etat bourgeois, capitaliste, ils se trompent.

Il y a deux manières de s'attaquer à l'Etat bourgeois, la nôtre dans la perspective d'un Etat ouvrier, une République sociale n'ayant aucun lien avec l'UE, et la leur dans la perspective du rétablissement d'un Etat féodal ou organisé comme tel depuis la monarchie installée à Bruxelles, dans la mesure où ils se font les complices de la régionalisaton qui coïncide avec un mécanisme de régression sociale et politique sans fin au bout duquel il ne nous restera plus aucun droit collectif social ou politique.

En période de réaction sur toute la ligne à l'horizon bouché ou quand l'avenir s'annonce particulièrement sombre pour une durée indéterminée, comme il est difficile de maintenir fier et haut le drapeau sans tache de la révolution socialiste hors du marécage de la réaction. Quand tout fout le camp ou sombre avec le vieux monde, ce n'est certainement pas en s'agrippant désespérément à une planche pourrie qu'on atteindra sain et sauf le rivage, elle se disloquera avant et nous avec.

On ferait mieux de resserer les rangs, de se regrouper, de se rassembler, d'unir nos forces pour résister à cette vague de fond de la réaction mondiale qui broie tout sur son passage, y compris les meilleurs militants ou les plus déterminés. Laissons de côté nos désaccords ou plutôt discutons-en tranquillement si c'est possible, et si cela s'avère impossible n'en faisons pas un préalable ou une condition pour demeurer isolés ou organisés dans des structures moléculaires dans lesquels on s'épuise à refaire le monde en pure perte de temps et d'énergie.

La dislocation de nos forces profite à notre ennemi, chacun doit avoir conscience qu'il s'en réjouit et qu'il oeuvre quotidiennement à l'entretenir, aussi on ne voit par comment marcher dans son jeu pourrait servir notre cause. Elle nous affaiblit plutôt qu'autre chose, soyons plus intelligents que ceux qui font preuve de centralisme bureaucratique ou qui refusent encore de faire le bilan du passé, de leurs erreurs qui nous ont conduit où nous en sommes, dépassons cet état d'esprit mesquin qui consiste à vouloir toujours avoir raison et concentrons-nous sur l'essentiel, ce sur quoi nous sommes d'accord, la rupture avec les institutions de la Ve République et l'UE, le capitalisme, ses partis ou représentants, et même si nous estimons qu'aucun parti n'incarne parfaitement ou jusqu'au bout cette ligne politique ou encore pas avec suffisamment de rigueur à notre goût, sachons faire la part des choses ou faisons preuve de mesure, satisfaisons-nous du fait que dans les grandes lignes un parti combat pour la rupture avec les institutions de la Ve République et l'UE, c'est là l'essentiel à notre avis. Ce parti, c'est le POI, il n'en existe pas d'autres en France.

On milite pour une cause, pour un idéal, le socialisme, et si l'interprétation de la situation qu'on nous propose ne correspond pas exactement à la nôtre, prenons-en ce qui nous convient et complétons-la avec les éléments issus de notre propre interprétation, personne, aucun militant ne doit être contraint de partager à la virgule près la totalité des idées d'un parti puisque nous provenons de milieux différents et nous avons vécu des expériences différentes.

Faisons preuve de sang froid, maîtrisons cette fâcheuse tendance à nous détourner de l'essentiel à la première occasion ou sous prétexte que les choses ne se passent pas exactement comme on le voudrait, à tout envoyer ballader ou plaquer, à l'arrivée personne n'y est gagnant, on se fait du mal pour rien et on le regrette par la suite, pire encore, quand on se refuse à le reconnaître bien qu'on en ait conscience, pour justifier notre comportement on s'écarte un peu plus de la voie qu'on s'était tracé ou de notre objectif pour sombrer dans un opportunisme nauséabond qui nous propulse dans les bras de la réaction ou nous condamne à devenir un de ses agents, c'est dommage, quel gâchis !

Autrefois le mouvement ouvrier et la lutte des classes ont connu des périodes de flux et de reflux, lors de chaque crise du capitalisme et plus particulièrement à la sortie de ces crises, or ce qui se passe de nos jours est inédit, dans la mesure où aucune sortie de crise ne semble se dessiner à l'horizon, on estime même que que le capitalisme est entré dans une nouvelle phase de sa décomposition rendant toute sortie de crise impossible, il survit dans un état de crise permanente qui est essentiellement due à deux facteurs, la démographie mondiale exponentielle des six dernières décennies et la baisse tendancielle du taux de profit, son impossibilité à satisfaire les besoins croissants et urgents des 7 milliards d'habitants que compte notre planète, alors qu'il est placé dans l'obligation de satisfaire (pas toujours mais dans une large mesure) leurs besoins les plus élémentaires sous la pression de la lutte des classes, d'autant plus que la baisse tendancielle du taux de profit plombe la part de la plus-value que les exploiteurs extorquent aux travailleurs ne leur laissant pas d'autre alternative que ce qu'ils appelent la "croissance" ou produire, consommer, jeter toujours plus et plus vite pour empêcher que la machine se grippe ou soit paralysée et leur système s'effondre, processus qui alimente lui-même la crise du capitalisme, tend à l'extrême toutes ses contradictions.

Produire toujours plus, ce qui nécessite une extension du marché, de trouver toujours plus d'acheteurs ou consommateurs, ce qu'ils réalisent en mettant au travail des millions de travailleurs issus de la paysannerie pauvre en Afrique et en Asie, miséreux s'entassant dans les banlieues insalubres des grandes villes, qu'ils surexploitent dans des conditions abominables pour des salaires de misère, ainsi ils peuvent payer eux-mêmes le prix de leur survie, tandis que leur production sera écoulée dans des pays où les travailleurs ont un niveau de vie nettement supérieur, à un prix tel que les multinationales réaliseront en volume des profits exorbitants, sans pour autant qu'en moyenne au niveau mondial le taux de profit remonte, car sous l'effet combiné de l'anarchie de la production et de la concurrence mondiale en état de surproduction permanente, de la paupérisation grandissante de la population des pays les plus industrialisés ou dits riches, ils doivent rogner sur leurs marges, vendre à bas prix certaines marchandises pour les écouler, et chaque fois qu'ils accumulent des sommes colossales de capital et qu'ils

le réinvestissent dans la production de marchandises dans des usines toujours plus modernes et compétitives, plus coûteuses et qui nécessiteront une force de travail moindre, le taux de profit tendra encore à baisser. Ce mouvement est inexorable, c'est une loi de fonctionnement inhérente au capitalisme.

Les travailleurs africains et asiatiques réclament leur part des profits réalisés, ils tentent de s'organiser, ils se mobilisent, manifestent ou se mettent en grève, ils refusent de travailler si parallèlement leur niveau de vie ne s'améliore pas, ils veulent accéder au progrès social, ils estiment que c'est leur droit, et leurs revendications sont de plus en plus nombreuses et diverses, pressantes, ils s'impatientent, ils refusent le traitement qui leur est infligé. De chômeurs miséreux ils deviennent des travailleurs pauvres au statut toujours aussi précaire, leur maigre salaire ne leur permet pas de vivre dignement ou d'accéder au marché qui est réservé à la classe moyenne qui défend son statut privilégié et assure la stabilité politique de ces pays.

Ce que les uns et les autres consomment à des niveaux très inégaux dans ces pays ou continents très peuplés, globalement ou en volume permet aux multinationales ou grandes entreprises de réaliser d'énormes profits supplémentaires. Les services publics étant inexistants ou obsolètes, tout ce qu'ils perçoivent en salaire d'une main, leur est repris de l'autre pour tout juste survivre misérablement. Ils ont troqué l'oisivement ou le chômage forcé contre la surexploitation sans que leur condition ne s'améliore vraiment, puisque ce qu'ils ont gagné en niveau de vie, ils l'ont perdu en qualité de vie devenue médiocre.

En Occident pour palier la baisse du taux profit, les capitalistes doivent s'attaquer aux acquis sociaux des travailleurs, aux services publics, aux budgets sociaux, il leur faut récupérer ce qu'ils ont dû leur concéder au cours de la lutte des classes au XXe siècle, leur faire payer le moindre service, marchandiser ou tirer profit de l'enseignement, la santé, les transports, l'énergie, la communication, etc., ils s'emploient ainsi à récupérer la part des profits qu'ils doivent encore leur verser en guise de salaire ou retraite et qui échappe à leur escarcelle ou qu'ils considèrent trop élevé, d'où la dérégulation du travail, la baisse du coût du travail et la tentation d'augmenter la durée journalière de travail, augmenter le taux d'exploitation, liquider la législation du travail encore trop favorable au travailleurs pour imposer la flexibilité totale de leurs conditions de travail où l'employabilité fait office de statut individuel (taillable et corvéable à merci) une fois les droits collectifs des travailleurs réduits à néant.

Ils sont amenés à consommer moins ou des produits moins chers et de moins bonnes qualités produits à l'autre bout du monde par des travailleurs qui ont un niveau de salaire et de vie encore plus bas qu'eux, le pendant de la baisse du coût du travail de telle sorte qu'ils ont l'impression de continuer de vivre comme avant, alors qu'en réalité leur situation n'a cessé de se dégrader, ce qu'ils perçoivent très imparfaitement ou sans en comprendre le mécanisme implacable qui les conduit à la paupérisation ou l'indigence. Parallèlement, puisque le coût des services ou charges fixes d'un ménage ne cessent d'augmenter (Eau, électricité, gaz, transports, assurances, etc.), la part qu'il leur reste pour survivre diminue ou se trouve réduite à une portion congrue, exactement comme leurs collègues africains ou asiatiques.

Ainsi on s'aperçoit qu'aujourd'hui le capitalisme voue le prolétariat du monde entier à partager la même misère, le même triste sort, on ira même jusqu'à affirmer que celui des pays occidentaux est le plus à plaindre pour avoir été habitué à consommer à un niveau plus élevé au point de ne plus pouvoir s'en passer ou à se sentir horriblement frustré, humilié aussi, de se retrouver dans une situation où il doit envisager par la force des choses de réviser son mode de vie à la baisse, alors que dans les pays en voie de développement ou dits émergents le niveau de vie du prolétaire n'a jamais été développé au point qu'il devrait envisager de réduire ses besoins, il est demeuré dans un état de pauvreté permanent, il n'a jamais connu autre chose, il le supporte mieux en quelque sorte... A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Un tel zélé serviteur mérite qu'on le ménage.

- La grande mansuétude de la Commission à l'égard de la France - LePoint.fr -

- La France va dans "*la bonne direction*" sur les déficits, selon Barroso - Francetv info

Et pour cause...

- François Hollande : «*Je propose donc de ramener le nombre des régions de 22 à 14*» - Liberation.fr

- Bertrand (UMP) "*prêt à s'engager*" pour la réforme territoriale de Hollande - AFP

- La réforme territoriale doit être l'occasion d'un nouveau progrès démocratique - Slate.fr

En guise de "*progrès démocratique*", le retour aux potentats de droits divins en la personne des élus locaux placés sous l'influence

des puissants ou des notables qui feront office de parrains ou seigneurs locaux. Les élus locaux pratiqueront le clientélisme envers les acteurs locaux (monde associatif) implantés auprès de la population, et distribueront au compte-gouttes leurs aumônes à leur électorat pour assurer leur réélection... Si vous ne l'avez pas remarqué, c'est déjà largement le cas.

- Dans une interview accordée à Reuters, le président du Conseil économique, social et environnemental, Jean-Paul Delevoye, juge les grands partis discrédités et plaide pour une politique de proximité autour des élus locaux.

"*Ma conviction est que la faiblesse de l'Etat sera compensée par la force des territoires, où il y a une grande énergie*", dit l'ancien président de l'Association des maires de France. Reuters 02.06

Ceci explique cela, c'était le but recherché, l'établissement de landers tout puissants made in Germany, en Italie le même processus est en cours.

Vos droits ne seront plus collectifs et égaux sur l'ensemble du territoire français, ils dépendront de la bonne volonté du dictateur qui règnera en maître sur chaque région, autrement dit ils ne seront plus d'ordre public mais privé à terme, ce qui coïncidera avec l'atomisation ou l'individualisation de chaque citoyen privé de tout droit social et politique, rendu à l'état d'esclave dans une société de type monarchique et féodal verticale.

... ou encore....

- L'hommage de François Hollande à Juan Carlos - LePoint.fr

Rendre hommage à un monarque, pour un réac c'est naturel...

Si le portail d'Attali (PS) et Copé (UMP) le dit, il ne faut plus se gêner de le dire.

- L'UMPS est une réalité. Que l'UMP et le PS l'assument - Slate.fr

Traduisez : Collaborer.

- Politique: l'important, c'est de participer - Slate.fr -

... n'est-ce pas ?

- Entre François Hollande et sa majorité, il y a comme un (gros) doute - 20minutes.fr

Parti de l'ordre en débandade.

- UMP : Juppé temporise, Debré s'énerve, les sarkozystes attaquent - Le Nouvel Observateur

- Triumvirat à l'UMP: Bernard Debré s'en prend à Nadine Morano et Claude Guéant - AFP

- Quatre preuves que l'UMP est (à nouveau) en crise - Francetv info

- Les sarkozystes tirent à boulets rouges sur le triumvirat - LeFigaro.fr

- Seuls 31% des Français estiment que l'UMP «*a des dirigeants de qualité*» - 20minutes.fr

Résistance passive

- Paris : Les crèches parisiennes en grève pour dénoncer les sous-effectifs - 20minutes.fr

- Des prostitués manifestent devant le Sénat contre la pénalisation des clients - Liberation.fr

Et si on supprimait l'argent tout simplement, tous nos problèmes seraient réglés. Ne rêvons pas.

- Un magasin où tout est gratuit ouvre ses portes en Charente Francetv - info

C'est un magasin où l'on peut choisir trois articles, et repartir tranquillement chez soi, sans payer. Un collectif de sept femmes, composé d'enseignantes, de retraitées, d'une coiffeuse, d'une puéricultrice et d'une élue, a ouvert un magasin gratuit à Saint-Amant-de-Bonnieure (Charente). France 3 s'est déplacé dans cette boutique, ouverte tous les samedis, et diffuse le reportage lundi 2 juin.

Jeux, jouets, vêtements, livres : de nombreux articles sont à disposition de tout un chacun. Souvent, les habitants déposent des objets, et en profitent pour prendre ceux qui les intéressent. Ainsi, le but est d'éviter de jeter ou de gaspiller tous les habits et les objets qui ne servent plus. L'objectif, aussi, est de créer un lien social entre les habitants de cette petite commune. Francetv info 02.05

Le roi a dit...

Les banques, c'est possible

- Les autorités US exigent des licenciements chez BNP Paribas - Reuters

- Douze banques veulent l'annulation d'une plainte sur les changes - Reuters

Les banques - Bank of America, Barclays, BNP Paribas, Citigroup, Crédit Suisse Group, Deutsche Bank, Goldman Sachs Group, HSBC Holdings, JPMorgan Chase, Morgan Stanley, Royal Bank of Scotland Group et UBS - ont demandé vendredi à un juge de Manhattan de débouter les plaignants.

Selon la plainte, les 12 établissements ont une part de marché de 84% et servent de contrepartie dans 98% des transactions spot mesurées en volume. Reuters 01.06

- La BCE fer de lance d'un nouveau code de conduite sur les changes - Reuters

- L'Europe saturée de banques - Liberation.fr

... les fonds spéculatif, ce n'est pas possible.

Comment expliquer les revenus démentiels des gérants de hedge funds alors qu'ils n'ont absolument aucune justification rationnelle - Atlantico.fr

Adoubé par le vice empereur du monde

- Joe Biden assistera à l'investiture du nouveau président ukrainien à Kiev - AFP

Stratégie du chaos

- Nigeria : au moins 40 morts dans l'explosion d'une bombe dans un stade de football - LeMonde.fr

- Irak: 40 morts dans des violences, dont 22 à Fallouja - AFP

- Libye: 16 morts dans des violents affrontements avec des islamistes à Benghazi - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Leurs politiques, leurs produits, leurs déchets.

Stratégie de la tension. Le terrorisme d'Etat à l'oeuvre.

- Paris et Bruxelles pour un renforcement de la lutte européenne contre les djihadistes - LePoint.fr

Agiter le fléau de l'extrême droite tout en lui offrant généreusement une tribune permanente dans les médias, monter des provocations qui la feront réagir de façon à rendre plus crédible cette menace, amplifier son influence ou son implantation dans la population, créer un climat délétère dans le pays, de tension et de peur permanente susceptible d'agir sur la psychologie des masses rendue plus fragile en période de crise pour l'inciter à s'en remettre au pouvoir en place qui prétend incarner

la démocratie, la sécurité et la paix civile, pendant qu'il applique da politique de démolition sociale systématique, sous oublier au passage de stigmatiser et culpabiliser les couches de la population qui auraient des idées communes avec l'extrême droite (en apparence seulement s'agissant de cette dernière) afin qu'elles les abandonnent, sur l'UE par exemple.

Contrairement à ce que nous pensions et jusqu'à plus amples informations ou informations contraires, il semblerrait que l'auteur de la tuerie de Bruxelles ne soit pas un agent du Mossad, mais un djihadiste sous l'influence de l'EIIL, organisation terroriste parrainée par Riad et Washington. A-t-il agit sur ordre ? Lui ont-ils suggéré cette opération criminelle ? L'ont-ils aidé à la réaliser ?

Peu importe, l'essentiel à retenir, c'est que l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis sont derrières EIIL et que le gouvernement français les soutiennent, ce qui fait de Hollande, Valls et Fabius les complices de ces meurtres.

L'Arabie saoudite, patrie d'Al-Qaïda et des barbares djihadistes soutenues par Hollande-Valls-Fabius-Le Drian

- L'Arabie Saoudite a réclamé à l'EIIL de massacrer les sunnites modérés - french.irib.ir

L'Arabie Saoudite apporte son soutien à l'EIIL, le groupe terroriste de l'Etat islamique en Irak et au Levant pour l'exhorter à assassiner les sunnites modérés, selon une agence d'information irakienne qui dit s'appuyer sur les informations crédibles disponibles sur ce sujet.

"*L'Arabie Saoudite a demandé aux terroristes de l'EIIL de tuer les sunnites modérés en Irak et dans d'autres pays arabes*" précise l'agence d'information irakienne, Wahat al-Horriya. " *L'Arabie Saoudite alimenter l'EIIL en armes et en fonds pour massacrer les Musulmans de confession sunnite modérés*" a indiqué pour sa part, le site d'information de l'Assemblée suprême islamique d'Irak. Selon ce rapport, l'Arabie Saoudite est accompagné dans ce projet par le Qatar et la Turquie. french.irib.ir 02.05

Même un porc n'en voudrait pas !

- Arabie: retrait de chocolats Cadbury suspectés de contenir des traces de porc - AFP

Les autorités saoudiennes ont décidé de retirer du marché des tablettes de chocolat de la marque Cadbury après des informations selon lesquelles ces produits pourraient contenir des traces de porc, dont la consommation est prohibée par l'islam. AFP 02.06

Stratégie de la tension. Sionisme et néolibéralisme.

Les inspirateurs et complices du nazisme réclament des Etats policiers en Europe.

- Le Congrès juif mondial réclame un sursaut sécuritaire européen - AFP

La communauté juive de Belgique va demander "*en priorité au gouvernement une intervention financière*" pour assurer sa sécurité, "*comme cela se fait en France ou au Royaume-Uni*", a pour sa part affirmé le président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique, Maurice Sosnowski.

La communauté, qui compte environ 40.000 personnes et assume jusque là seule "*ce fardeau financier*" avait déjà fait une telle demande il y a plusieurs années, pour payer matériel et vigiles, mais sans résultat, pour des "*questions de législation*", a-t-il expliqué.

M. Sosnowski a aussi exhorté l'Europe à faire "*une priorité de la lutte contre la la propagation de haine sur la toile*".

"*Depuis des années nous dénonçons un regain de l'antisémitisme (...) nous avons dû attendre cette tragédie pour être entendu*", a-t-il déploré, tout en se déclarant "*très encouragé par la réaction des autorités belges*". AFP 02.06

A lire en ayant en mémoire que les mêmes personnes ou organisations soutiennent les milices fascistes antisémites et xénophones en Ukraine... contre l'ogre russe, la résurgence de l'URSS, la menace bolchevik ou communiste, sans rire !

Les antisémites comme les aiment les sionistes

- Ukraine:le secteur droit appelle à nettoyer le Donbass des…Juifs - french.irib.ir

Ce qui devait arriver est-il entrain d'arriver plus vite que prévu ? Alors qu'ils n'ont pas encore mis la main sur l'Ukraine, les militants

du Secteur droit -vrai pouvoir de Kiev-, appellent déjà à nettoyer le Donbass des Juifs. Une honte et surtout un avertissement pour leurs soutiens, aveuglés par la haine des Russes et une idéologie sans objet d'autant plus que le monde d'aujourd'hui est multipolaire.

Le Secteur droit ne veut pas de Juifs en Ukraine.

Le directeur de l'information du Secteur droit, Borislav Birch, a lancé un appel quasi religieux en implorant Dieu de les aider. Alors que ses éléments ont mis aux arrêts un certain Borislav Yukhimovich Blyakher, un ukrainien de confession juive sur lequel a été retrouvé un passeport israélien, Borislav Birsh s'est lâché. Selon certains rapports, Borislav Yukhimovich Blyakher est revenu d'exil pour s'installer enfin, dans sa Kiev natale, mais surtout pour ne pas servir dans l'armée israélienne. Il croyait trouver une échappatoire. Mal lui en a pris, il est tombé sur des nazis.

Lugansk : les séparatistes occupent une usine de munitions.

Les milices de la République populaire de Luhansk (Lugansk) ont pris ce matin le contrôle d'une usine de munitions. L'usine qui produit des munitions de calibre 5,45 et 7,62 millimètres, sera en mesure de répondre pleinement aux exigences des séparatistes pour faire face à l'armée ukrainienne. Lors de la prise des locaux, personne n'a montré de résistance. Le seul risque maintenant est que l'armée ukrainienne ne bombarde les lieux, ce qui est très risqué pour l'environnement. Mais, ces gens-là ne reculent devant rien et bombardent même des installations civiles.

Des renforts pour l'armée ukrainienne venus d'Odessa. Ils seront bientôt au front. Certains pensent qu'ils seront envoyés à Slaviansk. L'armée ukrainienne reçoit donc un puissant renfort. Dans un proche avenir, ils vont rejoindre les rangs de l'armée, après avoir subi un examen médical et jugé apte pour le service. Le contingent serait composé de nombre d'enseignants et d'éducateurs. Normalement, ils sont aptes à enseigner au lieu de faire la guerre, non ? french.irib.ir 02.06

Quand une infime minorité parvient à étendre ou imposer son pouvoir à la terre entière, c'est bien pire qu'une simple dictature.

- Tuerie au Musée juif : le président tchèque accuse l'islam - french.irib.ir

(Après la tuerie au Musée juif de Belgique, à Bruxelles) Pour le président tchèque, il ne fait aucun doute : l'islam, ou « *l'idéologie islamique* » selon ses mots, est derrière le crime.

« *Je ne serai pas calmé par les déclarations évoquant de petits groupes marginaux. Je crois, au contraire, que cette xénophobie et ce racisme ou l'antisémitisme proviennent de la nature même de l'idéologie de ces groupes fanatiques* », a affirmé, lundi 26 mai, Miloš Zeman dans un discours tenu à l'occasion de la commémoration de la 66e année de la création d'Israël, à Prague. Le chef d'Etat a ajouté devant son auditoire qu'un texte sacré de l'islam appelle au meurtre des juifs, rapporte l'Agence de presse tchèque (CTK) dans une dépêche repérée par Saphirnews.

Il faudrait tout autant dénoncer les fanatiques appelant aux massacres des Arabes, selon le président tchèque tout en affirmant n'avoir jamais « *entendu parler d'un mouvement appelant à l'assassinat massif d'Arabes* ». « *Mais je connais un mouvement qui appelle au meurtre massif des juifs* », a lancé l'homme, en ciblant l'islam. Un soutien de premier ordre pour Israël

Ce fidèle ami d'Israël, élu à la tête de la République tchèque en janvier 2013, est habitué à exprimer son animosité envers l'islam et les musulmans qu'il lie au terrorisme. Des Palestiniens, Miloš Zeman, alors Premier ministre, n'a pas hésité, lors d'un voyage en 2002 dans l'Etat hébreu, à suggérer au gouvernement israélien de les expulser de Cisjordanie et de Gaza, « *comme nous, les Tchèques, l'avons fait avec les Allemands des Sudètes* » pendant la Seconde Guerre mondiale. Il avait également comparé Yasser Arafat à Adolf Hitler lors d'une interview au journal Haaretz. french.irib.ir 02.06

On ne comprend pas pourquoi Israël mais aussi la Turquie qui sont deux pays réputés pour leur respect des principes de la démocratie ne font pas déjà partie de l'Union européennes, ils y auraient toute leur place, on allait oublier l'Ukraine et ses milices fascistes qui sont l'avenir de l'UE...

En complément. Pas en Ukraine, en Afghanistan, en Irak ou au Mali...

- Présidentielle en Syrie : « *C'est comme si Hitler avait organisé une élection en 1944* » - LeMonde.fr

Plus ils s'emploient à diaboliser Assad, plus ils se discréditent aux yeux de la population et plus ils le rendent sympathique.

Souriez c'est pour la photo... du condamné.

- La NSA recueille des millions de photos à des fins de reconnaissance faciale - AFP

L'agence américaine de sécurité NSA recueille d'énormes quantités de photos de personnes pour les utiliser dans ses programmes de reconnaissance faciale, révèle dimanche le New York Times (NYT), citant des documents secrets.

Le quotidien précise que ces documents ont été obtenus avec l'aide d'Edward Snowden.

Ils font état d'une hausse importante de la fiabilité des techniques de reconnaissance faciale utilisées au sein de la NSA depuis ces quatre dernières années.

Toujours selon la même source, l'agence aurait ainsi recours à un nouveau logiciel permettant d'exploiter l'affluence d'images et de photos récupérées via des courriels, textos, réseaux sociaux, vidéo-conférences et autres moyens de communication.

Les documents secrets cités par le quotidien et datant en partie de 2011 affirment que la NSA intercepte "*des millions d'images par jour*" et que les responsables de l'agence estiment que les avancées de la technologie pourraient révolutionner la façon dont le renseignement américain repère ses cibles.

On ne sait pas précisément combien de personnes, notamment d'Américains, ont été la cible de l'interception de ces photos, selon le journal, qui rappelle que les lois sur la défense de la vie privée aux Etats-Unis n'assurent pas de protection en matière de reconnaissance faciale.

Une porte-parole de la NSA a toutefois souligné auprès du NYT que l'agence aurait besoin d'une approbation au niveau judiciaire pour l'utilisation de photos d'Américains qu'elle aurait recueillies via ses programmes de surveillance. AFP 01.06

Ils ont bien l'intention d'intensifier leur contrôle de toute la population. Où est le lézard dans cet article de l'AFP ? Fastoche, ils ont "*oublié*" de mentionner que la CIA se passent régulièrement ou en permanence d'une approbation judiciaire ou des institutions pour utiliser les fichiers secrets que la NSA a réalisés et viole ainsi en toute impunité la Constitution, normal puisque c'est elle qui détient le pouvoir.

Haut de page

Le 4 juin 2014

CAUSERIE

34 articles ont été ajoutés, comme cela m'a pris du temps pour les formater et en lire certains en diagonale.

Mehdi Nemmouche appartient à la mouvance ou filière djihadiste constituée de jeunes désoeuvrés et endoctrinés par des prédicateurs islamistes radicaux wahabbites (Arabie saoudite) ou salafistes (Qatar, Egypte, Tunisie, Algérie, etc.) qui essaiment les banlieues ouvrières sous la protection bienvaillante du gouvernement français, pour être ensuite envoyés dans des camps d'entraînement sous le contrôle de l'Otan pour y suivre une formation militaire de base, encadrés par des instructeurs occidentaux, tous leurs frais et salaires étant pris en charge par les Américains, Saoudiens, Qatari, le club des "*amis*" de la Syrie dont la France, la Turquie et la Jordanie apportant leur concours logistique sur le terrain.

C'est ainsi que le djihadisme que le gouvernement français prétend combattre en France est en réalité sa propre création, qui lui sert de mercenaires ou chair à canon à bas coût que ses alliés convoitent une fois endoctrinés sur les champs de bataille en Syrie pour massacrer son peuple et détruire ce pays à défaut de renverser le régime en place.

D'ailleurs on peut s'interroger sur l'objectif réel des Américains et ses alliés qui auraient pu rapidement éliminer Assad et mettre un terme à cette guerre (de rapine) par procuration.

On est tenté de penser qu'ils font durer le plaisir ou le massacre au titre de leur stratégie du chaos, continuant de vendre des armes aux pays du Golfe réglées rubis sur l'oncle ou cash, s'en servant à la fois pour déstabiliser l'ensemble de la région et renforcer leur emprise sur les monarchies du Golfe, les Russes se livrant au même commerce très juteux avec leurs alliés, cette guerre relançant ou alimentant le marché de l'armement, l'Egypte vient de passer un contrat d'un milliard de dollar avec la France, ce qui en période de crise du capitalisme est une aubaine...

Pendant ce temps-là, les peuples du Moyen et Proche-Orient, aux Etats-Unis et en Europe principalement mais pas seulement, du monde entier, se voient bombarder d'images de guerre par les médias, c'est un sujet qui fait la Une de l'actualité

quasi-quotidiennement, qui a pour vertu ou objectif d'agir sur la psychologie des masses qui doivent s'estimer heureuses de leur sort et observent de loin les guerres que conduisent ou orchestrent en sous-main leurs gouvernements... De là à les soutenir pour leur éviter de connaître un pareil destin, il n'y a qu'un pas que franchit une partie de la population mal informée ou conditionnée. Un tel soutien ne fait jamais de mal à un chef d'Etat et un gouvernement isolés et rejetés par la majorité des masses, il faut bien continuer de gouverner d'une manière ou d'une autre, alors pourquoi pas celle-là.

Ces djihadistes qui sont leurs produits, une fois retournés dans leurs pays échappent parfois à leur contrôle pour commettre des attentats ou se livrer à des massacres mettant en réalité à exécution les instructions ou la formation idéologique qu'ils ont reçues, ce qui permet à l'Etat de justifier son contrôle renforcé sur la population et l'adoption de lois de plus en plus répressives ou liberticides qui le cas échéant pourront s'appliquer au mouvement ouvrier en cas d'affrontement avec la classe dominante, au delà de créer une atmosphère nauséabonde de suspicion permanente dans la société, qui a le mérite de diviser ses différentes couches, d'affaiblir la résistance des masses à la politique antisociale ou réactionnaire du gouvernement.

Ils ont créé les ferments d'un lumpenprolétariat pouvant être activés à tout moment pour déclencher une guerre civile, déstabiliser volontairement le pays, s'attaquer à certaines couches ciblées de la population ou se livrer si nécessaire à une répression brutale et massive contre les opposants au régime, milices djihadistes qui viendront grossir les rangs des milices d'extrême droite ou fascistes comme on a pu le voir en Ukraine notamment, qui auront pour ultime tâche de faire régner l'ordre, d'assurer la survie de l'ordre établi, d'appliquer la politique du FMI, de l'UE... A suivre.

Les articles qui ne seront pas publiés dans notre portail.

- Lettre ouverte aux dangereux imbéciles qui voteront ont voté FN « *parce qu'on n'a pas tout essayé* ». - legrandsoir.info

La culpabilisation des masses insupportable...

- Marxistes des deux rives - legrandsoir.info

Où quand les dirigeants staliniens du PCF se font marxistes !

- Copé et Bygmalion : il est temps de changer de classe politique, ça suffit - legrandsoir.info

Pour un parti de l'ordre qui mérite vraiment son nom, cela n'a rien à voir avec notre combat...

- Mélenchon. Pendant que la poussière retombe - legrandsoir.info

Il se lamente sur lui-même ou sa médiocre personne, sans intérêt, qu'il change de camp et rejoigne celui de la révolution socialiste...

- Élections européennes : Il n'y a de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre… - mondialisation.ca

Ils voudraient redresser l'UE...

- La Commission européenne et le FMI sont-ils aveugles et schizophrènes ? - mondialisation.ca

Ils voudraient ouvrir les yeux à l'UE...

- France: la victoire néo-fasciste à l'élection européenne expose la faillite de l'élite dirigeante - mondialisation.ca

Un article de WSWS qui prête à tous les partis d'avoir soutenu Chirac en 2002, ce qui est faux évidemment, le PT et LO s'y étaient refusés... Encore des "*trotskistes*" qui ont participé aux élections européennes qui viennent d'avoir lieu.

- La France, l'Europe et l'Histoire - mondialisation.ca - legrandsoir.info

Un article du "*patriote*" Jacques Sapir.

- Européennes 2014 : la France pays le plus à droite - legrandsoir.info

Là encore, culpabilisation intolérable des masses...

Des vidéos

- Des rebelles syriens évoquent comment ils ont été formés et soutenus par les Etats-Unis au Qatar. - mondialisationn.ca

Syria Arming the Rebels FRONTLINE PBS - 27 mai 2014 (en anglais)
https://www.youtube.com/watch?v=022q7iN8aXU

- Bâtir la solidarité avec le Honduras: Les droits des peuples doivent primer sur les droits des entreprises. 02.06.2014 - mondialisationn.ca

Honduras. Entretien avec Bertha Oliva Cofadeh.
http://www.youtube.com/watch?v=JP7hf-PE3Cw

Entrevue faite à Montréal le 9 avril 2014, dans le cadre de la tournée au Canada de Bertha Oliva: " Bâtir la solidarité avec le Honduras: Les droits des peuples doivent primer sur les droits des entreprises".

- Gates et Monsanto en Afrique - 02.06.2014 - mondialisationn.ca

Le monde selon Gates - ENVOYE SPECIAL - FRANCE 2 - William Henry Gates III et Monsanto - l'Arnaque de la Fondation Bill et Melinda Gates
http://www.dailymotion.com/video/xpho8g_le-monde-selon-gates-envoye-special-france-2-william-henry-gates-iii-et-monsanto-l-arnaque-de-la-fon_news#from=embediframe

Gouvernement mondial.

Liste des participants français à la réunion 2014 du Groupe de Bilderberg à Copenhague, 29 mai-1er juin 2014 - Réseau Voltaire - 03.06.2014

- Baroin, François - Député (UMP), maire de Troyes (Il vient d'être pressenti pour prendre la direction de l'UMP...)

- Baverez, Nicolas - Associé Gibson, Dunn & Crutcher LLP (proche de Sarkozy et sans doute membre de l'UMP.)

- Chalendar, Pierre-André - Pdg de Saint-Gobain

- Macron, Emmanuel - Secrétaire général adjoint de la Présidence de la République («Le banquier qui vient de chez Rothschild». Jacques Attali, un peu rapide en besogne, n'exclut pas «que Macron soit un présidentiable». lefigaro.fr 13.12.2012 causerie du 14 décembre 2012.)

- Nougayrède, Natalie - Ancienne rédactrice en chef, Le Monde (Quelle avenir ou quel poste lui réservent-ils ?)

- Pellerin, Fleur - Ministre du Commerce extérieur (Qui avait déclaré que la lutte des classes était dépassée ou n'existait plus. Nous l'avions catalogué à l'extrême droite néolibérale du gouvernement si vous vous souvenez, à juste titre puisqu'on en a ici la confirmation)

L'article où figure la liste complète (édifiante !) des participants est en ligne dans le site.

Pour quoi combattons-nous ? Quel est l'objectif politique de notre combat ?

Combattons-nous pour que le capitalisme soit plus supportable ou pour changer la société ?

Notre objectif est-il de nous adapter ou de nous accommoder du capitalisme ou de le renverser et de prendre le pouvoir ?

Réforme sociale ou révolution, capitalisme "*à visage humain*" ("*Les jours heureux*") ou socialisme ?

Le double langage du M'PEP commun à tous les courants, toutes les tendances, tous les partis, comités ou autres mouvements toutes les associations, organisationsou formations politiques issus du PCF ou liés à ce parti.

- M'PEP Premières analyses après l'élection européenne - vendredi, 30 mai 2014

- "*Si le boycott citoyen de l'élection européenne avait obtenu davantage de soutiens, non seulement le FN aurait été affaibli, mais l'Union européenne aurait été davantage délégitimée. Imaginons que d'autres forces politiques se soient engagées dans*

la bataille du boycott. Tout aurait été différent. On ne parlerait pas de « séisme » à propos du score du FN mais à propos de l'abstention. Le système de l'Union européenne aurait été ébranlé, comme la politique gouvernementale. Le FN serait apparu comme à la traine et dépassé par les évènements. Imaginons, donc, qu'hormis les forces rassemblées dans le Comité national de résistance républicaine à l'Union européenne (CNR-RUE) et celles qui, à l'extérieur, ont milité pour le boycott (MRC, POI), de nouvelles forces se soient ajoutées. Le Front de gauche, LO, le NPA, DLR et l'UPR auraient également appelé au boycott. Une campagne avec cet ensemble de forces aurait pu conduire sans faire d'hypothèses extravagantes à un taux d'abstention de 66%. Cette pression populaire accrue aurait eu des effets sur l'Union européenne et sur le gouvernement qui auraient été contraints de faire quelques gestes en faveur des classes populaires et moyennes."

Délégitimer l'UE n'est pas le but en soi que nous poursuivons, mais sa liquidation pure et simple.

Faire pression sur le gouvernement pour le contraindre à infléchir sa politique réactionnaire et impérialiste, pour l'obliger à distribuer d'une main aux "*classes populaires et moyennes*" quelques miettes qu'il s'empressera de reprendre de l'autre n'est pas notre objectif, mais le prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, les travailleurs, l'instauration d'une République sociale ou socialiste condition préalable à une politique qui prendra en compte leurs besoins sur la base de l'expropriation sans indemnité des capitalistes, de la réorganisation ou de la planification de la production uniquement sur la base de leurs besoins tout en tenant compte des impératifs environnementaux.

Nous ne sommes pas des serfs qui mendions auprès de nos maîtres de quoi subsister moyennant une vie entière consacrer à travailler pendant que nos seigneurs continueraient de vivre dans l'oisiveté et l'opulence, de se vautrer dans la luxure, nous considérons que la totalité de nos besoins sociaux et nos aspirations sont parfaitement légitimes et nos droits sont non négociables, nous exigeons qu'ils soient satisfaits sans délai, accéder au bien-être, avoir la possibilité de s'épanouir sur le plan individuel, de vivre en harmonie et en paix avec les peuples du monde entier se passent de toute justification, notre idéal de liberté est incompatible avec le maintien en place d'un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression, il doit être aboli.

ACTUALITÉ DU JOUR

La vie de Château. Echange entre le suzerain et ses vassaux ou comment gérer sa petite entreprise.

- Hollande et sa majorité : "*Il faut que le patron voie ses employés*" - Le Nouvel Observateur

Sous la Ve République, le président de la République à le statut d'un monarque absolu ou tout puissant n'ayant de compte à rendre à personne à l'instar des dictateurs, à sa cour ou à ses vassaux de suivre.

Le deputé de Seine-Saint-Denis Razzy Hammadi issu du courant de Benoit Hamon : "*Si, institutionnellement, le président n'est pas responsable devant le Parlement, il l'est politiquement devant sa majorité*". Le Nouvel Observateur 03.05

Pure mystification.

En Inde ou dans l'hindouisme cela s'appelle le darsham. Le saint daigne sortir de sa retraite ou de son nid douillet où il vit dans l'oisivté pour répandre sa bénédiction lors d'une brève apparition, qui consiste à apparaître en public, à se montrer, généralement immobile, affectant la posture d'une momie, esquissant un sourire hypocrite quand il est bien luné ou un geste lent de la main en direction de ses fidèles qui l'observent quelques instants et en retirent un bienfait indicible qui calme leur esprit tourmenté, sa grâce les atteint, les enveloppe, le divin est descendu jusqu'à eux, ils sont bénis et peuvent aller en paix... Je connais le refrain par coeur.

Le procureur général veille sur son souverain faible et débile.

- Valls aux socialistes : «*Je suis écœuré par les petites phrases à l'égard du président*» - LeFigaro.fr

Il doit se vomir dessus quand il entend ce qu'on dit de lui. En fait, non, il s'en fout, il méprise la terre entière en dehors de ses maîtres...

- Valls aux députés UMP : "*Changez de ton quand il s'agit du chef de l'Etat*" - Francetv info

Il leur faut témoigner en permanence qu'ils sont dignes de l'emploi pour lequel ils ont été choisis

- Manuel Valls se prononce contre l'accueil d'Edward Snowden en France - LeMonde.fr

- Fabius dénonce la «*farce tragique*» de la présidentielle syrienne - Liberation.fr

Toujours plus réacs ces deux-là, quelles pourritures !

ACTUALITE EN TITRES

Une proximité auquel le Parti de gauche ne peut pas échapper.

- Parti de gauche et FN fustigent la réforme régionale - Reuters

Pourquoi ? Diable, mais parce qu'ils sont tous les deux inféodés au capital ! Ce n'est pas calomnier le PG que l'affirmer, c'est la réalité voilà tout. Que le PG rompt avec le capitalisme et l'UE et ce genre d'amalgame disparaîtra ou sera plus difficile à manipuler.

Parti de l'ordre. L'amour pour tous ou comment ils se haïssent.

- Fillon dresse un bilan accablant des années Copé - LeFigaro.fr

- UMP: comment se débarrasser de l'homme de Sarkozy? - L'Express.fr

- Bygmalion : le domicile de Guillaume Peltier perquisitionné - LePoint.fr

- Affaire Balkany: perquisition au cabinet d'avocat de Sarkozy - L'Express.fr

- Une militante UMP conteste en justice le triumvirat - Liberation.fr

- Rejet de la suspension des poursuites contre Henri Guaino - Reuters

La guerre inter-impérialistes.

- La Russie et la Chine vont créer une agence de notation commune - Reuters

- Washington taxe les importations chinoises de panneaux solaires - Reuters

Le département américain du Commerce a jugé mardi que les importations chinoises de cellules photovoltaïques bénéficiaient d'aides publiques indues et recommandé de taxer ces produits jusqu'à 35%. Reuters 03.06

- Washington appelle Pékin à libérer tous les activistes avant les 25 ans de Tiananmen - LeMonde.fr

- L'Ukraine se dit toujours menacée par "*l'arme gazière*" de Moscou - AFP

- Energie: Bruxelles gèle la construction du gazoduc russe South Stream - AFP

Précarité et exonération de cotisations sociales = baisse du coût du travail et du niveau de vie : le cockail pour la "***croissance***", la "***sortie***" de crise.

- Chômage des jeunes : 45 000 emplois d'avenir supplémentaires en 2014 - LePoint.fr

Résistance passive.

- Plusieurs milliers de retraités manifestent pour leur pouvoir d'achat - Liberation.fr

- SNCF: appel à la grève de la CGT et de SUD-Rail à partir du 10 juin au soir - AFP

- Mouvement de grève dans des crèches municipales à Paris - LeMonde.fr

- Bus : les grévistes des CIF occupent brièvement le siège de la SNCF - LeParisien.fr

La dictature militaire plane sur l'Europe.

- Obama vient en Pologne rassurer l'Europe de l'Est - Liberation.fr

- Obama appelle l'Europe à augmenter ses dépenses militaires - LePoint.fr

Avec les félicitations des féministes, de la gauche et l'extrême gauche. Décidément, le sionisme c'est progressiste !

- Israël s'apprête à autoriser la GPA pour les couples homosexuels - LeMonde.fr

Stratégie de la tension et du chaos...

- Vifs combats entre armée et séparatistes à Sloviansk, en Ukraine - Liberation.fr

- Sissi élu en Egypte avec 96,91% des voix, participation à 47% - Reuters

- Armement : l'Egypte signe un contrat d'1 milliard d'euros avec la France - LeParisien.fr

- La Centrafrique interdit les SMS pour éviter une grève générale - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

ECONOMIE

Russie-Chine

- La Russie et la Chine vont créer une agence de notation commune - Reuters

La Russie et la Chine ont conclu un accord sur la création en commun d'une agence de notation financière, a annoncé mardi le ministre russe des Finances, un signe parmi d'autres du resserrement en cours des relations commerciales entre les deux pays.

En déplacement officiel en Chine, Anton Silouanov a expliqué que la nouvelle agence s'inspirerait du modèle des agences existantes.

"*Nous aimerions que les notes (attribuées par cette agence) soient apolitiques*", a-t-il dit selon des propos rapportés par le service de presse de son ministère.

La Russie ne cache pas depuis plusieurs mois son insatisfaction face aux décisions prises à son égard par les trois grandes agences internationales, Standard & Poor's, Moody's et Fitch, qui dominent le marché de la notation de crédit.

Anton Silouanov a par ailleurs expliqué que ses discussions avec les responsables chinois portaient entre autres sur la possibilité de régimes fiscaux préférentiels pour les entreprises chinoises engageant des investissements en Russie, celle de swap de changes ou encore le règlement en monnaies nationales des échanges commerciaux entre les deux pays. Reuters 03.06

Haut de page

Le 5 juin 2014

CAUSERIE

9 nouveaux articles ont été ajoutés.

Hymne à la barbarie. Le 6 juin 2014 : L'apothéose de la mystification, du mensonge d'Etat, des assassins...

On essaiera d'y revenir demain.

Les articles qui ne seront pas publiés dans notre portail.

- Lettre ouverte aux dangereux imbéciles qui voteront ont voté FN « *parce qu'on n'a pas tout essayé* ». - legrandsoir.info

La culpabilisation des masses insupportable...

- Marxistes des deux rives - legrandsoir.info

Où quand les dirigeants staliniens du PCF se font marxistes !

- Copé et Bygmalion : il est temps de changer de classe politique, ça suffit - legrandsoir.info

Pour un parti de l'ordre qui mérite vraiment son nom, cela n'a rien à voir avec notre combat...

- Mélenchon. Pendant que la poussière retombe - legrandsoir.info

Il se lamente sur lui-même ou sa médiocre personne, sans intérêt, qu'il change de camp et rejoigne celui de la révolution socialiste...

- Élections européennes : Il n'y a de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre… - mondialisation.ca

Ils voudraient redresser l'UE...

- La Commission européenne et le FMI sont-ils aveugles et schizophrènes ? - mondialisation.ca

Ils voudraient ouvrir les yeux à l'UE...

- France: la victoire néo-fasciste à l'élection européenne expose la faillite de l'élite dirigeante - mondialisation.ca

Un article de WSWS qui prête à tous les partis d'avoir soutenu Chirac en 2002, ce qui est faux évidemment, le PT et LO s'y étaient refusés... Encore des "*trotskistes*" qui ont participé aux élections européennes qui viennent d'avoir lieu.

- La France, l'Europe et l'Histoire - mondialisation.ca - legrandsoir.info

Un article du "*patriote*" Jacques Sapir.

- Européennes 2014 : la France pays le plus à droite - legrandsoir.info

Là encore, culpabilisation intolérable des masses...

- Pourquoi et comment une « autre Europe » ? Indignation et colère, suite aux élections européennes - legrandsoir.info

Nous ne nous sentons en rien concernés ou mieux responsables des résultats des élections européennes du 25 mai dernier, nous ne sommes ni indignés ni en colère, les instituts de sondage les avaient fournis avec moins d'1% d'erreur plusieurs semaines ou davantage avant que ces élections aient lieu.

"*... Indignation quant aux choix des élites politiques de la Droite, du Centre, de la social-démocratie et des Verts...*", là aussi nous ne sommes en rien concernés par leur politique, leur démagogie, mensonge, duplicité, leur double langage, car nous n'avons jamais eu la moindre intention de leur en faire changer pour qu'on puisse vivre mieux.

Cette démarche s'inscrit en totale opposition avec la nôtre qui consiste à dire aux travailleurs qu'ils ne peuvent et ne doivent compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur condition et qu'ils doivent s'organiser, construire un parti ouvrier révolutionnaire pour mener ce combat et le mener à son terme, s'emparer du pouvoir politique. Nous rejetons catégoriquement tout discours qui

tend à considérer que les travailleurs devraient faire acte de soumission ou d'allégeance envers des partis qui figurent dans le camp de leur ennemi de classe, car c'est leur oter l'indépendance de classe indispensable pour mener à bien leur combat de classe. Ils n'ont absolument rien à attendre des partis qui représentent le capital, ils doivent résolument rompre avec eux pour conquérir leur émancipation et vaincre leur ennemi, il n'existe pas d'autre voie qui serait conforme aux intérêts des travailleurs, au socialisme. S'en remettre à notre ennemi de classe, c'est déjà trahir.

- Les européennes et le mouvement syndical - legrandsoir.info

"*... parmi ceux qui soutiennent à présent régulièrement l'extrême-droite figure de manière importante et le monde ouvrier et une partie importante de la jeunesse.*" (Le Front Syndical de Classe)

Tout d'abord, l'abstention (plus votes blancs et nuls) a battu des records dans les banlieues ouvrières, auquelle il faut ajouter une proportion grandissante de non-inscrits, ce que ne mentionne pas cet article.

Ensuite, les ouvriers et les jeunes qui ont voté FN ont tout d'abord exprimé un rejet du PS, de la pseudo-gauche et exrême gauche non crédibles à leurs yeux,parti qui a les faveurs du Grand Soir et du Front Syndical de Classe. Quant aux autres, prétendre qu'ils soutiendraient "*à présent régulièrement l'extrême-droite* revient à reprendre le discours des médias aux ordres qui n'a eu de cesse de marteler que l'extrême-droite bénéficiait d'un soutient accru chez les masses laborieuses ou progressait, alors que c'était davantage prendre ses désirs pour la réalité.

Mais ce n'est pas anodin, car présenter les masses comme arriérées et réactionnaires présente un avantage indéniable ou permet de justifier la guerre idéologique ou la propagande que mène le PS en tant que représentant de la classe dominante en faveur des droits de couches ou communautés minoritaires, pour les mettre au pas ou les soumettre à son joug dont le pendant social est néolibéral, ultra réactionnaire, impérialiste.

Nous ne pouvons pas adhérer à ce discours qui est dicté par les besoins du régime.

Si une infime partie des travailleurs et jeunes se tournent vers l'extrême droite, c'est parce que le PS les a trompés en se faisant passer pour un parti de gauche, avec la complicité de ceux qui prétendent qu'ils le seraient, dont les auteurs de cette article, c'est parce que le Front de gauche les ont trahis, soutenu par les auteurs de cette article, quant au NPA et LO leurs dirigeants n'ont même pas ou plus besoin d'ouvrir la bouche pour que les travailleurs et jeunes comprennent d'emblée qu'ils n'ont rien à en attendre.

Et si maintenant certains travailleurs et jeunes sont désoeuvrés, désarmés politiquement au point de rechercher leur salut dans l'extrême droite , cela a peut-être un rapport avec la politique de collaboration de classe mise en oeuvre par la soi-disant gauche et extrême gauche pendant plus d'un demi-siècle, qui a été incapable de rompre avec le capitalisme et ses institutions, l'UE et les appareils corrompus des syndicats.

J'ai laissé passer d'autres articles sur lesquels il y aurait beaucoup à dire parce que sinon on ne publierait plus rien ! Je ne censure pas, je filtre quand j'en ai le temps les articles que je mets en ligne, je ne peux pas en faire davantage.

Des vidéos

- Des rebelles syriens évoquent comment ils ont été formés et soutenus par les Etats-Unis au Qatar. - mondialisationn.ca

Syria Arming the Rebels FRONTLINE PBS - 27 mai 2014 (en anglais)
https://www.youtube.com/watch?v=022q7iN8aXU

- Bâtir la solidarité avec le Honduras: Les droits des peuples doivent primer sur les droits des entreprises. 02.06.2014 - mondialisationn.ca

Honduras. Entretien avec Bertha Oliva Cofadeh.
http://www.youtube.com/watch?v=JP7hf-PE3Cw

Entrevue faite à Montréal le 9 avril 2014, dans le cadre de la tournée au Canada de Bertha Oliva: " Bâtir la solidarité avec le Honduras: Les droits des peuples doivent primer sur les droits des entreprises".

- Gates et Monsanto en Afrique - 02.06.2014 - mondialisationn.ca

Le monde selon Gates - ENVOYE SPECIAL - FRANCE 2 - William Henry Gates III et Monsanto - l'Arnaque de la Fondation Bill et Melinda Gates

http://www.dailymotion.com/video/xpho8g_le-monde-selon-gates-envoye-special-france-2-william-henry-gates-iii-et-monsanto-l-arnaque-de-la-fon_news#from=embediframe

Gouvernement mondial.

Liste des participants français à la réunion 2014 du Groupe de Bilderberg à Copenhague, 29 mai-1er juin 2014 - Réseau Voltaire - 03.06.2014

- Baroin, François Député (UMP), maire de Troyes (Il vient d'être pressenti pour prendre la direction de l'UMP...)

- Baverez, Nicolas Associé Gibson, Dunn & Crutcher LLP (proche de Sarkozy et sans doute membre de l'UMP.)

- Chalendar, Pierre-André Pdg de Saint-Gobain

- Macron, Emmanuel Secrétaire général adjoint de la Présidence de la République («*Le banquier qui vient de chez Rothschild*». Jacques Attali, un peu rapide en besogne, n'exclut pas «*que Macron soit un présidentiable*». lefigaro.fr 13.12.2012 causerie du 14 décembre 2012.)

- Nougayrède, Natalie Ancienne rédactrice en chef, Le Monde (Quelle avenir ou quel poste lui réservent-ils ?)

- Pellerin, Fleur State Ministre du Commerce extérieur (Qui avait déclaré que la lutte des classes était dépassée ou n'existait plus. Nous l'avions catalogué à l'extrême droite néolibérale du gouvernement si vous vous souvenez, à juste titre puisqu'on en a ici la confirmation)

Pour quoi combattons-nous ? Quel est l'objectif politique de notre combat ?

Combattons-nous pour que le capitalisme soit plus supportable ou pour changer la société ?

Notre objectif est-il de nous adapter ou de nous accommoder du capitalisme ou de le renverser et de prendre le pouvoir ?

Réforme sociale ou révolution, capitalisme "*à visage humain*" ("*Les jours heureux*") ou socialisme ?

Le double langage du M'PEP commun à tous les courants, toutes les tendances, tous les partis, comités ou autres mouvements toutes les associations, organisationsou formations politiques issus du PCF ou liés à ce parti.

- M'PEP Premières analyses après l'élection européenne - vendredi, 30 mai 2014

- "*Si le boycott citoyen de l'élection européenne avait obtenu davantage de soutiens, non seulement le FN aurait été affaibli, mais l'Union européenne aurait été davantage délégitimée. Imaginons que d'autres forces politiques se soient engagées dans la bataille du boycott. Tout aurait été différent. On ne parlerait pas de « séisme » à propos du score du FN mais à propos de l'abstention. Le système de l'Union européenne aurait été ébranlé, comme la politique gouvernementale. Le FN serait apparu comme à la traine et dépassé par les évènements. Imaginons, donc, qu'hormis les forces rassemblées dans le Comité national de résistance républicaine à l'Union européenne (CNR-RUE) et celles qui, à l'extérieur, ont milité pour le boycott (MRC, POI), de nouvelles forces se soient ajoutées. Le Front de gauche, LO, le NPA, DLR et l'UPR auraient également appelé au boycott. Une campagne avec cet ensemble de forces aurait pu conduire sans faire d'hypothèses extravagantes à un taux d'abstention de 66%. Cette pression populaire accrue aurait eu des effets sur l'Union européenne et sur le gouvernement qui auraient été contraints de faire quelques gestes en faveur des classes populaires et moyennes.*"

Délégitimer l'UE n'est pas le but en soi que nous poursuivons, mais sa liquidation pure et simple.

Faire pression sur le gouvernement pour le contraindre à infléchir sa politique réactionnaire et impérialiste, pour l'obliger à distribuer d'une main aux "classes populaires et moyennes" quelques miettes qu'il s'empressera de reprendre de l'autre n'est pas notre objectif, mais le prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, les travailleurs, l'instauration d'une République sociale ou socialiste condition préalable à une politique qui prendra en compte leurs besoins sur la base de l'expropriation sans indemnité des capitalistes, de la réorganisation ou de la planification de la production uniquement sur la base de leurs besoins tout en tenant compte des impératifs environnementaux.

Nous ne sommes pas des serfs qui mendions auprès de nos maîtres de quoi subsister moyennant une vie entière consacrer à travailler pendant que nos seigneurs continueraient de vivre dans l'oisiveté et l'opulence, de se vautrer dans la luxure, nous considérons que la totalité de nos besoins sociaux et nos aspirations sont parfaitement légitimes et nos droits sont non négociables, nous exigeons qu'ils soient satisfaits sans délai, accéder au bien-être, avoir la possibilité de s'épanouir sur le

plan individuel, de vivre en harmonie et en paix avec les peuples du monde entier se passent de toute justification, notre idéal de liberté est incompatible avec le maintien en place d'un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression, il doit être aboli.

ACTUALITÉ DU JOUR

La vie de Château.

Echange entre le suzerain et ses vassaux ou comment gérer sa petite entreprise.

- Hollande et sa majorité : "*Il faut que le patron voie ses employés*" - Le Nouvel Observateur

Sous la Ve République, le président de la République à le statut d'un monarque absolu ou tout puissant n'ayant de compte à rendre à personne à l'instar des dictateurs, à sa cour ou à ses vassaux de suivre.

Le deputé de Seine-Saint-Denis Razzy Hammadi issu du courant de Benoit Hamon : "*Si, institutionnellement, le président n'est pas responsable devant le Parlement, il l'est politiquement devant sa majorité*". Le Nouvel Observateur 03.05

Pure mystification.

En Inde ou dans l'hindouisme cela s'appelle le darsham. Le saint daigne sortir de sa retraite ou de son nid douillet où il vit dans l'oisivté pour répandre sa bénédiction lors d'une brève apparition, qui consiste à apparaître en public, à se montrer, généralement immobile, affectant la posture d'une momie, esquissant un sourire hypocrite quand il est bien luné ou un geste lent de la main en direction de ses fidèles qui l'observent quelques instants et en retirent un bienfait indicible qui calme leur esprit tourmenté, sa grâce les atteint, les enveloppe, le divin est descendu jusqu'à eux, ils sont bénis et peuvent aller en paix... Je connais le refrain par coeur.

Le procureur général veille sur son souverain faible et débile.

- Valls aux socialistes : «*Je suis écœuré par les petites phrases à l'égard du président*» - LeFigaro.fr

Il doit se vomir dessus quand il entend ce qu'on dit de lui. En fait, non, il s'en fout, il méprise la terre entière en dehors de ses maîtres...

- Valls aux députés UMP : "*Changez de ton quand il s'agit du chef de l'Etat*" - Francetv info

Il leur faut témoigner en permanence à leurs maîtres qu'ils sont dignes de l'emploi pour lequel ils ont été rétenus.

- Manuel Valls se prononce contre l'accueil d'Edward Snowden en France - LeMonde.fr

- Fabius dénonce la «*farce tragique*» de la présidentielle syrienne - Liberation.fr

Il est vrai qu'il a de quoi avoir les nerfs, le scrution s'est déroulé en Syrie sur environ 80% du territoire contrôlé par le régime, la participation a été de 50% supérieure à celle de la présidentielle en Ukraine, et il a obtenu un meilleur score que le candidat de l'Otan élu à Kiev...

Toujours plus réacs ces deux-là, quelles pourritures !

ACTUALITE EN TITRES

Une proximité auquel le Parti de gauche ne peut pas échapper.

- Parti de gauche et FN fustigent la réforme régionale - Reuters

- Pourquoi ? Diable, mais parce qu'ils sont tous les deux inféodés au capital ! Ce n'est pas calomnier le PG que l'affirmer, c'est la réalité voilà tout. Monsieur Mélenchon, rompez avec le capital, avec la Ve République, avec l'UE, avec l'ONU, avec l'Otan. Quelque chose nous dit qu'il en est incapable, non ?

Parti de l'ordre. L'amour pour tous ou comment ils se haïssent.

- Fillon dresse un bilan accablant des années Copé - LeFigaro.fr

- UMP: comment se débarrasser de l'homme de Sarkozy? - L'Express.fr

- Bygmalion : le domicile de Guillaume Peltier perquisitionné - LePoint.fr

- Affaire Balkany: perquisition au cabinet d'avocat de Sarkozy - L'Express.fr

- Une militante UMP conteste en justice le triumvirat - Liberation.fr

- Rejet de la suspension des poursuites contre Henri Guaino - Reuters

La guerre inter-impérialistes.

- La Russie et la Chine vont créer une agence de notation commune - Reuters

- Washington taxe les importations chinoises de panneaux solaires - Reuters

Le département américain du Commerce a jugé mardi que les importations chinoises de cellules photovoltaïques bénéficiaient d'aides publiques indues et recommandé de taxer ces produits jusqu'à 35%. Reuters 03.06

- Washington appelle Pékin à libérer tous les activistes avant les 25 ans de Tiananmen - LeMonde.fr

- L'Ukraine se dit toujours menacée par "*l'arme gazière*" de Moscou - AFP

- Energie: Bruxelles gèle la construction du gazoduc russe South Stream - AFP

Précarité et exonération de cotisations sociales = baisse du coût du travail et du niveau de vie : le cockail pour la "***croissance***", la "***sortie***" de crise.

- Chômage des jeunes : 45 000 emplois d'avenir supplémentaires en 2014 - LePoint.fr

Résistance passive.

- Plusieurs milliers de retraités manifestent pour leur pouvoir d'achat - Liberation.fr

- SNCF: appel à la grève de la CGT et de SUD-Rail à partir du 10 juin au soir - AFP

- Mouvement de grève dans des crèches municipales à Paris - LeMonde.fr

- Bus : les grévistes des CIF occupent brièvement le siège de la SNCF - LeParisien.fr

La dictature militaire plane sur l'Europe.

- Obama vient en Pologne rassurer l'Europe de l'Est - Liberation.fr

- Obama appelle l'Europe à augmenter ses dépenses militaires - LePoint.fr Et les déficits publics, et la dette ? Rogner sur le social, merde, il faut décidément tout vous dire.

Avec les félicitations des féministes, de la gauche et l'extrême gauche. Décidément, le sionisme c'est progressiste !

- Israël s'apprête à autoriser la GPA pour les couples homosexuels - LeMonde.fr

Stratégie de la tension et du chaos.

- Vifs combats entre armée et séparatistes à Sloviansk, en Ukraine - Liberation.fr

- Sissi élu en Egypte avec 96,91% des voix, participation à 47% - Reuters

- Armement : l'Egypte signe un contrat d'1 milliard d'euros avec la France - LeParisien.fr

- La Centrafrique interdit les SMS pour éviter une grève générale - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

ECONOMIE

Russie-Chine

- La Russie et la Chine vont créer une agence de notation commune - Reuters

La Russie et la Chine ont conclu un accord sur la création en commun d'une agence de notation financière, a annoncé mardi le ministre russe des Finances, un signe parmi d'autres du resserrement en cours des relations commerciales entre les deux pays.

En déplacement officiel en Chine, Anton Silouanov a expliqué que la nouvelle agence s'inspirerait du modèle des agences existantes.

"*Nous aimerions que les notes (attribuées par cette agence) soient apolitiques*", a-t-il dit selon des propos rapportés par le service de presse de son ministère.

La Russie ne cache pas depuis plusieurs mois son insatisfaction face aux décisions prises à son égard par les trois grandes agences internationales, Standard & Poor's, Moody's et Fitch, qui dominent le marché de la notation de crédit.

Anton Silouanov a par ailleurs expliqué que ses discussions avec les responsables chinois portaient entre autres sur la possibilité de régimes fiscaux préférentiels pour les entreprises chinoises engageant des investissements en Russie, celle de swap de changes ou encore le règlement en monnaies nationales des échanges commerciaux entre les deux pays. Reuters 03.06

Haut de page

Le 6 juin 2014

CAUSERIE

Elle a de la gueule notre page d'accueil, on en est fier à vrai dire, oui, fier, tout le monde ne peut pas en dire autant...

Terribles les images qui figurent plus haut, n'est-ce pas ? Terrible la réalité en Ukraine alors que Hollande s'apprête à recevoir Porochenko à la suite d'Obama, n'est-ce pas ? Il y a des camarades qui doivent en faire des cauchemars...

Une question posée par Michel Chossudovsky qui dirige le portail Mondialisation.ca, suivie d'un large extrait de son article :

- Si un gouvernement devait afficher officiellement des emblèmes nazis, cela ne suggérerait-il pas que le gouvernement est engagé dans l'idéologie nazie?

Si le régime de Kiev affiche « *officiellement* » des emblèmes nazis pour identifier les entités de son appareil de sécurité nationale

et militaire, on peut normalement supposer qu'il s'agit d'un gouvernement néonazi. (...)

Il est important de noter que la Garde nationale de l'Ukraine est directement financée par l'administration Obama, dans le but de protéger la démocratie à l'américaine en Ukraine.

Le public étasunien ignore que le gouvernement des États-Unis appuie financièrement, arme et entraîne une entité néonazie.

Personne ne le sait aux États-Unis, car l'utilisation des mots « *néonazi* » et « *fasciste* » en ce qui concerne l'Ukraine est taboue. Ces termes ont été exclus du lexique du journalisme d'enquête. Dans les médias, ils ont été remplacés par « *ultraconservateur* », « *extrême-droite* » et « *nationaliste* ».

Une autre entité faisant partie la Garde nationale ukrainienne est le Bataillon d'Azov . Ce dernier, qui porte l'emblème nazi des SS (ci-dessous à gauche), est décrit par le régime de Kiev comme « *un bataillon de volontaires pour la défense territoriale* ». Il s'agit d'un bataillon de la Garde nationale sous la juridiction du ministère des Affaires intérieures. Basé officiellement à Berdyank sur la mer d'Azov, il a été formé par le régime pour combattre l'insurrection de l'opposition dans l'est et le sud de l'Ukraine. Il est également financé par l'administration étasunienne.

Ces milices portant l'emblème nazi des SS sont parrainées par le ministère ukrainien des Affaires intérieures, ce qui équivaut au département de la Sécurité intérieure des États-Unis (Homeland Security).

Ils sont simplement qualifiés de « *combattants de la liberté* ».

C'est pour une bonne cause. « *La démocratie est l'objectif ultime* ».

Selon le New York Times, « *Les États-Unis et l'Union européenne ont épousé la révolution ici [en Ukraine] comme un autre épanouissement de la démocratie, un coup à l'autoritarisme et à la kleptocratie dans l'ancien espace soviétique* ». (NYTimes.com, 1er mars 2014).

Il va sans dire que l'« *appui* » à la formation en Ukraine d'un gouvernement avec des « *penchants néonazis* » ne signifie aucunement que des « *tendances fascistes* » se développent au sein de la Maison-Blanche, du département d'État et du Congrès. (Elles y sont installées depuis belle lurette, allez disons un siècle et un an pour coïncider avec la création de la Fed. Et en France alors ? Pourquoi ne devrait-on pas se poser la question ? - ndlr)

Ils sont simplement qualifiés de « *combattants de la liberté* ».

C'est pour une bonne cause. « *La démocratie est l'objectif ultime* ». Fin

Vous comprenez pourquoi nous avons refusé d'adopter cet objectif dans notre discours ? Non, vous vous entêtez, vous voulez avoir absolument raison même si c'est suicidaire, sachez que vous déservez notre cause plutôt que le contraire. Face à un régime (en France) qui fraie la voie au fascisme et le soutient en Ukraine, le seul acte démocratique, c'est la révolution pour le renverser.

Qui a dit le viol "***parfois c'est légitime, parfois c'est injuste.***" ?

Réponse : Babulal Gaur, membre du parti nationaliste indien BJP dont est issu le Premier ministre, chargé de la justice et de la sécurité dans l'Etat central du Madhya Pradesh, le jeudi 5 juin.

Babulal Gaur a également témoigné sa sympathie à Mulayam Singh Yadav, responsable régional du parti Samajwadi, qui dirige l'Uttar Pradesh. Lors des élections législatives du mois dernier, Mulayam Singh Yadav avait critiqué les modifications législatives qui prévoient la peine de mort en cas de viol collectif, déclarant : "*Les garçons commettent des erreurs, allons-nous les pendre pour ça ?*"

Les responsables politiques de cet Etat du nord du pays, où deux cousines âgées de 12 et 14 ans ont été violées puis pendues la semaine dernière, ont essuyé de nombreuses critiques pour ne pas s'être rendus sur place et avoir dénoncé un battage médiatique. Le père et l'oncle d'une des victimes ont dit avoir tenté d'informer les autorités locales sans succès. Trois hommes ont été arrêtés et deux policiers ont été suspendus pour avoir tenté de dissimuler l'affaire. Francetv info avec Reuters 05.06

Mulayam Singh Yadav est un mafieux, il y a quelques années il a fait un bref séjour en prison pour avoir été impliqué dans la volatilisation de quelques milliards de roupies qui avait donné lieu à un retentissant scandale quand il était ministre de l'agriculture lorsque le Parti du Congrès était au pouvoir. Il est loin d'être le seul dans ce cas-là en Inde.

Le BJP est soutenu par les puissances occidentales, dont la France qui a salué la nomination de Modi du BJP comme

Premier ministre après la victoire de son parti aux dernières élections législatives.

L'Inde est toujours un Etat semi-féodal où les potentats locaux ont tout pouvoir.

La corruption généralisée qui vient d'en haut est quasi légalisée. Alors pourquoi pas le viol d'une jeune fille ou d'une femme qui demeure un sous-être humain, de condition inférieure, une bête de somme, un article alimentaire, un vulgaire bien de consommation que l'on remise dans un coin ou qu'on répudie quand elle est trop vieille ou ne sert plus à rien, dont plus personne ne veut et qui crève dans la solitude la plus absolue, telle est son triste destin, je parle en général.

La vénération des femmes en Inde est une pure mystification qui n'a d'équivalent que celle des vaches que les bouchers musulmans expédient au nirvana tandis que les hindous s'en repaissent, ou encore la méditation qui n'est qu'un exercice mental pour palier la lenteur de leur cerveau ou la faiblesse de leur développement intellectuel, le yoga qui est une gymnastique particulèrement recommandé pour les oisifs, la religion qui a la vertu de couvrir l'hypocrisie ambiante dans laquelle baigne l'ensemble de la société demeurée largement arriérée ou archaïque d'un vernis de respectabilité, en occident on dirait démocratique, ici ce terme ne veut rien dire ou n'existe pour ainsi dire pas.

Dictature mondiale. Quand les barbares se mettent en scène.

- Cérémonies du D Day : tout le programme - LePoint.fr

- Quand le cinéma perpétue le souvenir du Débarquement - 20minutes.fr

- Débarquement: Le ballet diplomatique commence à Paris - 20minutes.fr

En complément. Le PS toujours plus réac : Monarchiste !

- Les élus parisiens se divisent autour du "*Marché aux fleurs reine Elizabeth II*" - LePoint.fr

La décision de la maire PS de Paris Anne Hidalgo de rebaptiser le Marché aux fleurs de l'île de la Cité "*Marché aux fleurs reine Elizabeth II*", à l'occasion de la visite de la souveraine britannique, ne fait pas l'unanimité à gauche. LePoint.fr 05.06

Hélas, nous n'inventons rien! Saviez-vous que le PS était aussi pourri, le mot est faible ? Saviez-vous qu'il n'a jamais changé, qu'il a toujours été ainsi (depuis un siècle)? Ceux qui y ont milité ou qui ont occupé des responsabilités au sein du PS pendant de longues décennies, ne pensez-vous pas qu'ils avaient eu largement le temps de s'en apercevoir, de se pencher sur son épouvantable passé ?

En épousant le réformisme bourgeois dès sa naissance en 1905 au lieu du marxisme ou du socialisme scientifique, le PS a épousé l'idéologie de la classe dominante et toutes les fois où il a accédé au pouvoir au cours du siècle dernier jusqu'à nos jours il n'a fait que l'illustrer, à aucun moment il n'a rompu avec elle pour se ranger sous le drapeau du socialisme qui en réalité lui est aussi étranger que son programme ou son combat.

Les transfuges du PS, généralement sur le tard, quand ils sont vieux et ont bien profité de la vie ou de leur statut social privilégié, rejettent cette interprétation qui repose uniquement sur des faits, ils refusent de caractériser le PS comme un parti du capital ou de droite. Dès lors croyez-vous vraiment qu'ils auraient rompu avec cette idéologie, ne témoignent-ils pas du contraire quand ils manifestent leur opposition au "*grand soir*" ou à la révolution socialiste ? Leur soudaine et tardive prise de conscience qui prête à bien des réserves, à quoi leur sert-elle vraiment ? A poursuivre la politique qu'ils avaient défendue quand ils étaient au PS, politique qui a miné, gangrené, corrompu, détruit de l'intérieur le mouvement ouvrier et l'a conduit là où il en est.

Le formidable développement du mouvement ouvrier à la fin du XIXe siècle et au début du XXe a été rendu possible parce qu'il affirmait sa totale indépendance du capitalisme et s'était fixé un idéal, il visait comme objectif politique l'émancipation des travailleurs du capital, son renversement, la prise du pouvoir, le changement de la société, le socialisme.

Tout cela, il l'a abandonné depuis, il est désoeuvré, sans direction, sans orientation politique, il est donc faible, il subit les événements, il est impuissant à inverser ou influer sur le cours des choses, il demeure sous le contrôle des partis qui l'ont trompé ou trahi au nom des travailleurs ou du socialisme, d'appareils syndicaux vendus au capitalisme sur lesquel ils exercent leur emprise quand l'idéologie dominante ne suffit pas à les corrompre.

C'est le pouvoir (attraction) exercé par le marxisme ou le socialisme sur le prolétariat à la fin du XIXe siècle et au début du XXe qui a permis le développement du mouvement ouvrier, celui-ci ayant été malmené par le passage définitif de la social-démocratie dans le camp du capital et la trahison du stalinisme, il a fini par diminuer ou s'éteindre dans de nombreux pays au point que le ou les seuls partis qui étaient susceptibles d'en assurer la continuité ont végété, périclité ou ont totalement dégénéré à leur tour à en

devenir méconnaissables, disparus pour la plupart. Et quand bien même ils en existeraient encore, ils sont si faibles et marginalisés, inconnus de la plupart des travailleurs, quand ils ne les assimilent pas aux autres partis qui ne leur inspirent pas confiance, de sorte qu'il a été impossible de réaliser la relève de la social-démocratie et des partis communistes dégénérés, alors que de multiples crises allaient frapper le capitalisme et les conditions s'annonçaient particulièrement favorables à la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ou un nouveau parti communiste.

Le marxisme ou le socialisme de Marx, Engels, Lénine et Trotsky n'a jamais été pris en défaut, ils n'ont pas fait faillite, au contraire, les événements, l'évolution du capitalisme mondial et les développements de la lutte des classes au XXe siècle n'ont fait que confirmé leurs analyses et théories, leurs enseignements dont malheureusement nous nous sommes écartés ou que nous n'avons pas suffisamment assimilés, que nous n'avons pas su adapter dans un monde amené à connaître de rapides, brutales ou profondes transformations.

C'est bien beau de proclamer qu'on est demeuré fidèle au socialisme, que le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, faudrait-il encore en être à la hauteur et appliquer les principes qui ont permis au socialisme de conquérir le mouvement ouvrier et au delà de larges masses en quête d'un idéal, de l'espoir qu'il est possible de changer la société et le monde, sans lequel notre combat politique est voué finalement à l'échec.

C'est bien beau de déclarer que l'indépendance de la classe ouvrière et ses organisations est indipensable, encore faudrait-il être en mesure de le prouver sur le terrain ou en pratique, en refusant toute compromission ou conciliation avec des partis acquis au capitalisme, en dénonçant sans cesse leur compromission avec le régime en place, ses institutions, en refusant tous liens ou toutes relations avec les appareils corrompus des syndicats qu'il faut combattre férocement, en menant le combat politique exclusivement sur le terrain de classe des exploités, en participant à la lutte de classe dans la perspective du renversement de l'ordre établi, du socialisme, en s'en servant comme levier pour construire le parti ayant pour programme celui de la révolution socialiste mondiale, associant un maximum de travailleurs à nos batailles ou combats dans une structure politique souple dépendante du parti...

En complément. Cela urge ! Profitons de la situation...

- Le G7 veut vite conclure de grands accords commerciaux - Reuters

Le Groupe des Sept (G7) s'est engagé jeudi à mener à bonne fin diverses négociations en cours susceptibles de modifier radicalement le commerce international, et ce en dépit d'une opposition populaire qui va croissant.

Les négociations portent sur huit accords commerciaux qui représenteraient à eux seuls plus de 80% de l'économie mondiale mais qui dans les faits laissent de côté la Chine et la Russie et suscitent de vives protestations, surtout en Europe.

Associés à la tentative la plus ambitieuse de libéraliser les échanges commerciaux depuis l'échec des négociations de Doha, les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats-Unis, du Japon, d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Canada veulent créer un marché de près d'un milliard de personnes et établir des règles que le reste du monde risque de devoir suivre également.

"*Nous voulons finaliser (ces accords) le plus vite possible*", explique le G7 dans un communiqué, à l'issue d'un sommet de deux jours à Bruxelles, auquel la Russie n'a pas été invitée à la suite de l'annexion de la Crimée.

Après une crise financière féroce, le G7 juge que ces accords sont un moyen relativement indolore de créer de l'emploi en supprimant les barrières auxquelles les entreprises sont confrontées et en intégrant davantage les économies.

Le G7 est également impliqué dans des accords internationaux secondaires que la Chine veut intégrer pour libéraliser les services et supprimer les droits de douane sur les biens qui aident à faire face aux changements climatiques.

Mais toutes ces négociations suscitent une hostilité qui va croissant: un accord entre l'UE et le Canada, discuté depuis près de cinq ans, reste inachevé, tandis qu'un pacte entre les USA et le Japon qui incluent d'autres nations du Pacifique - le Trans-Pacific Partnership - bute sur l'agriculture.

"*Il nous faut être bien plus convaincant en public sur les avantages du commerce*", a dit le président de la Commission européenne Jose Manuel Barroso, admettant que certaines personnes se sentent totalement étrangères à ces préoccupations commerciales.

Le G7 est soucieux d'éviter que ne se répètent les manifestations massives qui avaient fait capoter les précédents négociations voici près de 10 ans.

Les opposants à un libre échange total affirment que les accords en question sont négociés en secret et ne profiteront

qu'aux multinationales soucieuses de maximiser leurs profits.

Les partis d'extrême droite ou d'extrême gauche, qui ont brillé lors du dernier scrutin européen, sont unis dans leur opposition au Pacte transatlantique entre l'UE et les USA.

Ils veulent bloquer sa ratification au Parlement européen mais les partis européens traditionnels soutiennent un tel accord.

Beaucoup redoutent que cette libéralisation à outrance ne détruise l'emploi et les normes sociales. Reuters 05.06

Ils doivent vouloir profiter à fond de la décomposition du mouvement ouvrier et de la stratégie de la tension et du chaos qu'ils ont initié et qui fonctionne à merveille, sur fond de propagande de guerre contre les impérialistes chinois et russe où les Etats insoumis qu'ils diabolisent...

En complément. La classe dominante se mobilise en France.

L'Etat est bien au service des capitalistes. Il faut l'abattre.

En France (et bien d'autres pays occidentaux), la collusion du pouvoir politique ou des institutions en place avec la classe dominante ou les capitalistes dominés par l'oligarchie financière n'est plus niée par ceux qui s'y adonnent, ils le revendiquent ouvertement pour conserver leur hégémonie sur le reste du monde. Ils le justifient hypocritement au nom de l'emploi, alors qu'en réalité ils placent leurs capitaux là où cela leur rapporte le plus de profit

- Politiques et entrepreneurs plaident pour une nouvelle alliance transatlantique - AFP

Europe et Etats-Unis doivent s'unir au sein d'un accord de libre échange pour retrouver la croissance et préserver leur influence face à la montée des pays émergents, ont plaidé jeudi entrepreneurs et politiques à la veille des célébrations du 70e anniversaire du Débarquement. AFP 05.06

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Il y a des coups de pompe qui se perdent...

- Elizabeth II reçue en grande pompe à l'Elysée - LeFigaro.fr

Bien heureux ceux qui ne leur ressemblent pas.

- Valérie Trierweiler "*heureuse de ne pas avoir à serrer la main de Poutine*" - Francetv info

- La statue de Poutine vandalisée par une Femen au musée Grévin - LePoint.fr

Sarkophage et sarkopages.

- UMP: la guerre pour la présidence est déclarée, autour de Sarkozy - AFP

- Retour de Sarkozy : Raffarin appelle «*à un cessez-le-feu*» - LeFigaro.fr

- Bernard Debré: «*On a perdu toutes les élections sous la présidence*» de Sarkozy - 20minutes.fr

- Pour Bernard Debré, l'UMP "*n'a pas à se courber devant Nicolas Sarkozy*" - Francetv info -

- Xavier Bertrand ne veut pas le retour de Nicolas Sarkozy à l'UMP - Reuters -

- «*Sarkozy n'a pas le choix, il doit revenir*», affirme Nadine Morano... Une «*nécessité*» pour Brice Hortefeux - 20minutes.fr

- Sarkozy président de l'UMP ? "*Pas une bonne idée*" pour Gaymard - AFP

- Affaire Bygmalion : Patrick de Carolis quitte France 3 - LePoint.fr

Les Girondins toujours mobilisée.

- Les Bonnets rouges annoncent une journée de mobilisation le 14 juin en Bretagne - AFP

Le gouvernement vous souhaite d'avance bonnes vacances...

- Des radars encore plus nombreux cet été sur la route des vacances - LeFigaro.fr

Un policier chinois pourrait cacher un agent secret, tandis qu'il n'y a rien à craindre d'un bulgare ou un bosniaque...

- Aucun policier chinois ne patrouillera à Paris cet été - AFP

- Des policiers bulgare et bosnien pour renforcer la sécurité des touristes à Paris - LeFigaro.fr

Il l'exige et l'a obtenu.

- Le régulateur US demande le départ du DG délégué de BNP Paribas - Reuters

- Violation d'embargo : la BNP se sépare de l'un de ses hauts responsables - Liberation.fr

Sous la pression des Etats-Unis qui menacent de sanctionner la banque française celle-ci va licencier le président de sa filiale suisse. Liberation.fr 05.06

Syndicalisme.

- Annick Coupé passe le flambeau à la tête de Solidaires - AFP

L'Union syndicale Solidaires a changé de tête jeudi, au dernier jour de son 6e congrès à Dunkerque, Annick Coupé passant son flambeau de déléguée générale à un tandem composé de Cécile Gondard-Lalanne et Eric Beynel.

Cécile Gondard-Lalanne, 45 ans et fonctionnaire à La Poste, vient de SUD-PTT. Ex-secrétaire général de Solidaires douanes, Eric Beynel, 48 ans, s'occupait lui des questions de formation syndicale, de santé et de conditions de travail au sein du secrétariat général sortant de Solidaires.

Le congrès de Solidaires s'achève avec en ligne de mire les prochaines élections dans la fonction publique qui auront lieu à la fin de l'année. "*Notre objectif est d'être représentatif dans les trois branches de la fonction publique, notamment dans la territoriale où on ne l'est pas encore*", ambitionne M. Beynel, interrogé par l'AFP.

En 2011, Solidaires avait recueilli 7% des voix dans l'ensemble de la fonction publique. Dans le privé, l'union syndicale était arrivée en queue de peloton aux dernières élections professionnelles avec 3,47% des voix.

L'Union syndicale Solidaires est la plus jeune et la plus radicale des centrales françaises. Née en 1998 dans la continuité du Groupe des dix, une coalition de syndicats autonomes et SUD rejoints par des dissidents de la CFDT, elle revendique aujourd'hui 110.000 adhérents, soit 10.000 de plus qu'en 2010.

Ses bastions sont notamment Sud-PPT, Sud-Rail, Solidaires finances publiques, Sud Santé sociaux. AFP 05.06

Laurent Berger réélu à la tête de la CFDT avec 98,31 % - Liberation.fr

Mouvements sociaux

- La CFDT redoute plus de 500 suppressions de postes à Jardiland - AFP

- Lidl va tester l'ouverture le dimanche, au grand dam des syndicats - Francetv info

- Les avocats du 93 en grève jusqu'au 17 juin LeParisien.fr -

- Des centaines d'infirmiers anesthésistes réclament à Paris le "*grade Master*" - AFP

- Grève dans le métro de Sao Paulo à une semaine du Mondial - Reuters

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Menace de grève dans la métallurgie sud-africaine - AFP

Le très puissant syndicat sud-africain de la métallurgie a menacé jeudi de mettre plus de 200.000 ouvriers en grève après l'échec de négociations salariales avec le patronat, au risque de paralyser de nouveau la production automobile, l'un des piliers de l'industrie sud-africaine.

"*La grève que nous prévoyons est due au fait que les employeurs du secteur ont refusé de façon arrogante d'accéder à nos demandes*", a indiqué le secrétaire général du syndicat Numsa, Irvin Jim, en annonçant qu'un préavis de grève avait été déposé pour le 1er juillet.

La principale revendication de Numsa est une augmentation du salaire de 15%, dans un secteur où le salaire minimum est de 3.050 rands mensuel (210 euros).

Une grande partie des adhérents de Numsa sont employés dans le secteur automobile, déjà affecté par des grèves massives l'an dernier. Ces grèves, combinées à celles du secteur minier, avaient fortement pesé sur l'activité économique nationale.

"*L'impact sera énorme*", a pronostiqué Irvin Jim, qui admet qu'il s'agit "*de faire pression sur l'économie*". L'industrie automobile sud-africaine représentait en 2013 6% du PIB et 12% des exportations.

M. Jim a toutefois répété que la grève serait l'arme utilisée en dernier recours, et que Numsa restait prêt à revenir à la table de négociation avant la fin du mois s'il y était invité. AFP 05.06

ECONOMIE

BCE

- La BCE frappe fort pour tenter de sortir du marasme - Reuters

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé jeudi un ensemble de mesures destinées à lutter contre la faiblesse de l'inflation, à relancer le crédit et à soutenir la reprise au sein de la zone euro, abaissant ses taux directeurs jusqu'à tester le passage en territoire négatif de son taux de dépôt et offrant aux banques de nouvelles facilités de refinancement à long terme.

Il a présenté un programme de refinancement ciblé de 400 milliards d'euros sur quatre ans afin d'inciter les banques à développer le crédit au secteur privé non financier de la zone euro.

Les taux bas ne sont guère populaires en Allemagne où ils sont perçus comme pénalisant pour les épargnants.

Hans-Werner Sinn, économiste de l'institut de conjoncture allemand Ifo, proche des conservateurs, a estimé que les décisions de la BCE étaient désespérées et ne fonctionneraient pas. "*C'est une tentative désespérée de déplacer les flux de capitaux vers l'Europe du sud pour y stimuler la croissance au travers d'un argent toujours moins cher et de taux punitifs sur les dépôts*", a-t-il dit.

Depuis le mois d'octobre, l'inflation au sein de la zone euro ne parvient pas à sortir de ce que Draghi a lui même qualifié de "*zone dangereuse*", soit un niveau inférieur à 1% en rythme annuel.

Le ralentissement des prix à la consommation s'explique principalement par la baisse des cours des matières premières et mais aussi par la modération salariale et par les processus d'ajustement en cours dans plusieurs pays de la zone euro.

Et la vigueur de l'euro ne fait qu'exacerber cette situation, en coupant court à toute inflation importée.

Parallèlement, la faiblesse historique des taux d'intérêt peine à se répercuter sur les coûts du crédit bancaire dans l'ensemble des pays utilisant la monnaie unique: au Portugal, par exemple, les entreprises doivent s'acquitter en moyenne d'un taux de 5,4% pour emprunter, contre 2,2% seulement en France ou en Finlande. Reuters 05.06

Haut de page

Le 7 juin 2014

CAUSERIE

N'allez pas imaginer qu'on ferait dans l'outrance inconsciemment ou pour se donner un genre ou qu'on ne serait pas capable de faire preuve de mesure, détrompez-vous.

On tient seulement à faire ressortir sans ambiguïté ou de manière nette et tranchée, parfois brutale, la vie est dure vous savez, certains aspects de la situation qui nous semble particulièrement importants et que les uns et les autres s'emploient à lisser, à rendre acceptables ou occultent systématiquement, disons qu'en agissant de la sorte on rétablit une sorte d'équilibre favorisant une meilleure compréhension du monde dans lequel nous vivons, pour mieux le combattre, sinon à quoi bon.

Pour vous faire marrer ou se détendre un peu, disons qu'on fait preuve de mesure dans les non-dits ou forme de sous-entendus et c'est largement suffisant. Et puis chacun à sa personnalité, son caractère...

Bon week-end.

Mystification. LaPaliSsades. Quand le bourreau affecte d'avoir des états d'âme.

- Bienvenue au club des «*Socialistes affligés*» - liberation.fr 06.06

La première d'une longue série de rencontres à la gauche du gouvernement. Samedi à Paris, pour le lancement de son club baptisé «*les Socialistes affligés*», l'ex-eurodéputé PS Liêm Hoang-Ngoc réunit représentants du Front de gauche, écologistes et aile gauche de son parti. liberation.fr 06.06

Après les "*indignés*", les (économistes) "*atterrés*", voilà que des dirigeants du PS nous sortent les "*affligés*" ! Etaler ainsi son impuissance apparente decrescendo a quelque chose de pitoyable et constitue une offense, une insulte à la dignité humaine.

Inféodés au capital, leur exercice de démagogie appliquée qui consiste à tenter de resserer les rangs de l'eurs appareils à l'heure ou tous leurs partis sont menacés de dislocation car rejetés par l'immense masse des travailleurs à juste titre pour proposer une politique qui s'inscrit dans le cadre du régime en place, alors que l'issue politique à la crise du capialisme et la seule politique conforme aux intérêts des masses laborieuses qui puisse à être appliquée se situent au delà du régime en place une fois qu'il aura été renverser et que les exploités auront pris le pouvoir.

Cette opération à caractère politique et électoraliste est tournée contre les travailleurs, dans la mesure où ceux qui y participent demeurent liés au PS quand ils n'en font pas partie et se refusent évidemment à le caractériser comme un parti du capital ou de droite, de manière à leur interdire de trouver la voie de l'affrontement direct avec le régime qu'ils ont pour mission de protéger, tel est leur objectif. Soutien au régime, autrement dit laisser les mains libres au gouvernement pour lui permettre d'appliquer sa politique antisociale et impérialiste.

Qu'ils utilisent un terme qui renvoie à la morale pour se qualifier ne tient pas du hasard, le terrain favorit de tous les démagogues dont les va-t-en-guerre pour justifier leurs entreprises criminelles, cela signifie que leur état de conscience et leur action ne portera pas au delà de l'interprétation que l'on peut faire de la réalité, autrement dit qu'ils n'ont nullement l'intention de partir des faits, d'intervenir sur la réalité pour la modifier radicalement, au point même de nier ou d'occulter la lutte des classes (on le verra plus loin), de refuser d'en tenir compte car elle porte en elle la nécessité d'en finir avec l'ordre établi, dont finalement ils sont les chiens de garde.

La morale est le miroir de la classe sociale à laquelle on appartient ou avec laquelle on se confond, entendez par là avec laquelle

nos intérêts individuels ou personnels se confondent, sachant que le PS, ses satellites et alliés ou larbins de la pseudo-gauche adhèrent à l'idéologie de la classe dominante, leur morale frelatée en porte forcément la trace plus ou moins prononcée ou apparente qu'il est possible de repérer ou détecter assez facilement, bien qu'ils s'emploient à la camoufler plus ou moins adroitement, pour ensuite la traduire en terme politique ce qui permet de mettre en lumière leurs véritables intentions, inavouables cela va de soi, la fourberie, le mensonge éhonté, le déni, la malhonnêteté intellectuelle font partie des vertus qu'ils manient avec une certaine dextérité ou professionnalisme pour tromper militants et travailleurs, c'est ce que nous allons décrypter maintenant.

Ajoutons que comme tous les démagogues ou populistes pour tromper leur auditoire sur leurs véritables intentions, ils se livrent à un constat ou à une analyse de la situation qui n'est pas forcément entièrement erronée tout en étant fortement tronquée, édulcorée, faussée, etc., qu'ils concluront ou non car le plus souvent elle aboutit à une impasse, par des propositions allant dans la direction opposée à celle qu'ils affichaient au départ ou n'apportant aucun changement fondamental aux rapports existants.

Le but de ce genre d'opération médiatisée comme il se doit, c'est de faire illusion, de détourner l'attention des militants et travailleurs de Hollande et du gouvernement qu'ils doivent combattre, en faisant croire que quelque chose serait possible sans que personne ne sache quoi véritablement sans toucher aux fondements du régime, en se foutant pas mal se savoir si à l'arrivée ils ne vont pas démoraliser un peu plus militants et travailleurs. Vous noterez au passage, que la politique et la propagande idéologique adoptées par la direction du PS et ses satellites de droite conduisent au même résultat, à dégoûter, détourner les militants et les travailleurs de la politique et des partis. C'est là qu'on s'aperçoit qu'en tout point jusque dans les moindres détails ils sont semblables.

Tout d'abord, quelques définitions (Grand Robert de la langue française) qui suffisent à illustrer que leur soi-disant opposition ou rébellion est factice, purement formelle, allant decrescendo avec le temps, alors que la situation des masses va plutôt en s'aggravant, comme quoi ils ne vivent pas vraiment la crise du capitalisme de la même manière que les travailleurs.

- Indignation. Sentiment de colère que soulève une action contre laquelle réagit la conscience morale ou le sentiment de la justice.

- Atterré. Consterné.

- Affliction. Peine profonde, abattement à la suite d'un événement pénible, d'un grave revers.

Mon dieu, mon dieu, la prochaine fois ils vont nous sortir qu'ils sont chagrinés !

Comment atteler le mouvement ouvrier et les masses au char du PS et du capitalisme, voler au secours du régime en pleine décomposition. Comment sauver les apparences quand le voile des illusions se déchirent de toutes parts. Comment achever de pourrir le mouvement ouvrier, un devoir pour le PS, ses satellites et vassaux.

En créant un «*think tank*» nous dit Liêm Hoang-Ngoc, dirigeant et ex-eurodéputé PS, Libération de préciser de "*gauche*" et destiné à rassembler "*verts, rouges, roses (...) déçus du couple Hollande-Valls*", qui selon ce philistin "*aura des relais dans toutes les fédérations où seront organisés des débats publics avec nos partenaires naturels: Verts, Front de gauche, syndicats, associations*".

En affirmant que "*dans une démocratie, les partis ne comprennent que la sanction du suffrage universel*", Ces gens-là affectent un mépris totale pour la lutte de classe du prolétariat qui est à la mesure de leur conception de la démocratie qui se résume à un jeu institutionnel ou des manoeuvres d'appareils. Dès lors, on comprend d'une part que leur soutien aux luttes que peuvent mener les travailleurs est pure forfanterie, d'autre part en réduisant la démocratie aux partis institutionnels dans le cadre des institutions bonapartiste de la Ve République, ils témoignent qu'ils épousent ou partagent la conception que peut en avoir le parti officiel de la classe dominante, l'UMP, ce qui est dans l'ordre des choses puisqu'ils incarnent également le régime en place, et qu'ils comptent bien y soumettre les travailleurs, ce qui signifie en clair que rien ne doit changer, que l'ordre établi doit régner en paix.

On a là la définition d'un courant politique contre-révolutionnaire diffusant l'idéologie dominante au sein du mouvement ouvrier.

Poursuivons par le constat que dresse Liêm Hoang-Ngoc.

- "*Les militants PS rendent leur carte les uns après les autres dans les fédérations. C'est toute la gauche qui est aujourd'hui au bord du précipice. Car malgré leur sortie de l'exécutif, les Verts sont parfois considérés comme complaisants à l'égard de la politique menée. Et le Front de gauche n'est pas perçu comme dépositaire d'une alternative crédible.*" 20minutes.fr 06.06

C'est un fait que tous les partis dits de gauche ou d'extrême gauche qui ont collé aux basques du PS subissent la même sort ou n'inspirent pas davantage confiance aux travailleurs, ce qui prouvent au passage qu'il ne faut pas les prendre pour plus ignorants qu'ils ne sont et qu'il existait sans doute une opportunité pour construire un véritable parti ouvrier qui soit indépendant du PS, mais cela nos dirigeants n'ont jamais voulu l'entendre, hélas !

Sur le plan alimentaire, les plus bifteakards s'y voient déjà, il faut qu'"*on soit capables d'alliances électorales*", fait valoir Eric Coquerel (PG) pour qui des «*mesures concrètes*» doivent être élaborées avec les autres forces de gauche nous dit Libération, et de poursuivre, sauf qu à la direction d'Europe Ecologie - les Verts (EE-LV), on voit les choses autrement. «*Je ne crois pas au big-bang, répond leur secrétaire nationale, Emmanuelle Cosse. On ne décide pas d'une refondation comme ça*.». Jean-Vincent Placé renchérit et casse les espoirs du PG : «*notre victoire à Grenoble, c'est bien sympathique mais ça ne marche pas à l'échelle de la France entière. Il faut s'unir. Si le mot d'ordre est de construire une opposition à Hollande, je n'y participerai pas*», ce qui est logique puisque EE-LV soutient le gouvernement de l'extérieur, et sans le PS les Verts n'existeraient plus.

Cela dit, il partage la même préoccupation électoraliste que Coquerel, en jugeant «*stérile*» l'intention de certains écologistes d'aller voir le Front de gauche et préfère miser sur «*le rassemblement de tous les écologistes*»… y compris ceux du centre, sachant que se profilent à l'automne 2015 des régionales vitales pour l'appareil écolo ajoute Libération, tandis qu'Emmanuelle Cosse a adressé cette semaine une lettre à neuf partis : du PS au Modem en passant par le PG et le PCFpour leur soumet l'idée d'«*une initiative commune*» pour «*formuler publiquement des propositions*», illustrant qu'ils sont compatibles avec un parti qui est tenté de s'allier à l'UMP en 2017, un parti du capital farouchement pro-Union européenne, ce qui vaut bien qu'on les traite en famille.

Finalement ce sera Emmanuel Maurel qui est présenté comme "*l'un des leaders de l'aile gauche du PS*" qui va lâcher le morceau, trahir les véritables intentions que recouvrent cette opération mort-née : «*On bute sur une contradiction entre des évidences idéologiques et un immobilisme stratégique. On a un problème institutionnel - les Verts et les communistes ont besoin du PS pour avoir des élus - et un problème de leadership.*» que plus personne ne peut assumer du fait que Hollande et son gouvernement poursuivent la politique de Sarkozy.

Il ne leur reste plus qu'à soutenir Hollande et son gouvernement comme ils peuvent dans l'attente de la prochaine débâcle électorale annoncée, ce que confirme à sa manière Guillaume Balas, responsable du courant «*Un monde d'avance*», l'idéal serait en 2017 d'avoir une «*candidature unique PCF-PS-Verts*». «*Il y a deux obstacles à cela : la politique gouvernementale ne rassemble pas la gauche et le sectarisme des appareils politiques*», l'impossibilité pour les Verts et surtout le PCF de s'afficher davantage au côté du PS sans prendre le risque de provoquer la crise de trop à l'intérieur de leurs partis qui précipiterait leur dislocation ou signerait leur arrêt de mort.

En guise d'épilogue post mortem.

Sur son blog Mélenchon tient le même discours "*affligé*" où il se désole, livre son amertume et son désespoir. L'illusionniste est "*fatigué*" de produire des tours de passe-passe tous plus foireux les uns que les autres jusqu'au ridicule. Il en perd de sa superbe, son éloquence semble tarie, il en vient à se livrer malgré lui, il pourrait partager ce constat qu'il adressait aux "*politilogues*" qui l'ont apparemment influencé : "*Tant de profondes pensées en trente ans. Si peu de résultats !*", à croire qu'en guise de profondeur il n'a même pas été foutu de gratter au delà du vernis qui recouvre les institutions ou la réalité falsifiée qui figure dans les manuels scolaires des collègues dont il se contente, à force d'étaler sa science à coup de citations il finit par être pathétique.

Pour terminer, il nous livre le secret de ses déboirs qui vaut pour bien d'autres, ils se reconnaîtront en lisant ces lignes :" *Pour moi, c'est dans la pente des évènements qu'il faut chercher la cause des dynamiques en cours.*" écrit-il, démontrant ainsi que sa profondeur de pensée ne dépasse pas le stade de la superficialité des choses ou qu'il est incapable de remonter à l'origine des rapports qui existent dans la société ou qui constituent la situation, car cela l'obligerait à revoir sa copie de fond en comble avec le risque de se retrouver face à face avec le marxisme auquel il a tourné le dos, ce qui est au-dessus de ses forces, il n'en a pas la volonté, elle l'a quitté il y a plus de trente ans, définitivement.

Mélenchon confirme que la profession de charlatan ou d'aventurier permet d'en vivre bien, de se faire élire au Parlement européen et de percevoir un salaire confortable de 12.000 euros par mois, pour le reste, cela ne présente aucun intérêt.

Si vous voulez militer dans un parti sérieux, qui certes ne correspondra peut-être pas à la totalité de vos idées mais à l'essentiel et c'est cela le plus important, rejoignez le POI.

La liberté. Laquelle ? Pour qui ?

La liberté qu'ils doivent nous concéder à contrecoeur, vaut-elle vraiment le coût ?

- Le monde orwellien, nous y sommes... mais ce qu'on perd en liberté vaut-il vraiment ce qu'on y gagne ? - Atlantico.fr

Un adepte de la privatisation des libertés répond à cette question.

"*La liberté est un combat. La liberté n'est pas une évidence comme certains pourraient le croire au sein de nos nations, ceux qui pensent que la liberté est comme l'air que nous respirons, naturel, et qu'il n'y a même pas lieu d'y penser. Pourtant la liberté*

est toujours un combat, elle n'est jamais acquise", a déclaré le président français. fr.euronews.com 06.06

Hollande s'adressant hier aux dirigeants du vieux monde pour lesquels la seule liberté qui vaille est celle qui permet d'assurer la survie du capitalisme ou les profits des capitalistes.

Par exemple, le combat pour la liberté, c'est celui que mènent les milices fascistes financées par Washington en Ukraine, pour que ce pays passe sous le joug de la dictature européenne, et ainsi puisse mettre en oeuvre les réformes antisociales que le FMI exigent depuis des années contre la volonté de la population ukrainienne, qui a conduit à l'élection d'un oligarque à la tête du pays.

Autre exemple. La liberté c'est le combat qui consiste à se donner les moyens de mener dans votre pays la politique qui a été rejetée lors d'élections par l'immense majorité de la population.

On aura compris que pour Hollande, liberté est synonyme de déni ou mépris, finalement dictature. Faire table rase du vieux monde pourri qu'incarne Hollande, sa cour et ses vassaux ainsi que leurs semblables, telle est la tâche urgente à réaliser pour conquérir notre liberté.

ACTUALITE EN TITRES

Qui stoppera Hollande ?

- Une loi en préparation pour stopper les djihadistes - LeFigaro.fr

La monarchie restaurée.

- Hollande accueille à déjeuner les grands de ce monde au château de Bénouville - AFP

La même !

- 70 ans après la victoire sur les nazis en Europe, quelle est désormais la clé de voûte de notre vision du monde ? - Atlantico.fr

Que ceux qui ont facilité la montée du nazisme, l'ont financé, ont frayé la voie au fascisme, sont toujours au pouvoir en occident et qu'une nouvelle fois ils recourent au fascisme (en Ukraine, au Venezuela notamment, en France à l'état rampant pour le moment) sous sa forme originelle ou fanatique religieuse (Arabie saoudite, Qatar, etc.).

Pas un de plus ou de trop : C'est la démocratie !

- Test démocratique pour l'Europe : les citoyens ont leur mot à dire - Liberation.fr

Pire que pire que de la camelote !

- General Motors: nouveau rappel de plus de 100.000 véhicules - AFP

- Chrysler rappelle 10.700 SUV à cause du régulateur de vitesse - Reuters

Une fois le TTIP signé, ils envahiront l'Europe !

- Transports par VTC: la start-up Uber valorisée à 17 milliards de dollars - AFP

La start-up américaine Uber, spécialisée dans la location de voitures de tourisme (VTC) très contestée en Europe, pèse désormais 17 milliards de dollars, assez pour rejoindre le cercle des fleurons des sociétés internet aux Etats-Unis. AFP 06.06

Résistance passive.

- Grève reconduite au Printemps des Comédiens, annulation de six spectacles - AFP

- Les femmes de chambre disent "*non à la sous-traitance dans l'hôtellerie*" - AFP

- Travail de nuit : Monoprix doit payer 500 000 euros à la CGT - LeMonde.fr

Etat policier.

- Sécurité routière: 126 piétons verbalisés en 45 minutes à Saint-Etienne - AFP -

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

- Grèce: la progression d'Aube dorée se poursuit, les provocations aussi - AFP

Les élections européennes en Grèce, en donnant la troisième place au parti néonazi Aube dorée, ont témoigné de sa progression électorale. Les insultes et provocations éructant de ses députés cette semaine au parlement ont montré qu'il ne reculait pas non plus dans ses outrances.

La dernière séance du parlement, mercredi, avant la session d'été, a remis au goût du jour des scènes d'affrontement verbal devenues plus rares depuis l'incarcération d'un tiers des 18 députés Aube dorée élus en juin 2102, dont deux ont récemment quitté ce parti.

Un quart d'heure d'intervention fulminante pour le fondateur d'Aube dorée Nikos Michaloliakos et le député Yannis Lagos, une demi-heure pour le numéro 2 du parti Christos Papas: les trois parlementaires en détention provisoire depuis sept mois ont transformé en tribune une brève permission dans le cadre de leur levée d'immunité parlementaire en vue de nouvelles poursuites.

"*Voleurs*", "*imposteurs*", "*guignols*", "*minables*", le ton est rapidement monté sur les bancs du groupe Aube dorée, un des leurs menaçant presque physiquement un député de gauche auquel le leader d'Aube dorée venait de beugler "*ta gueule*".

Sur le fond, ce dernier a joué la carte de la victimisation et la thèse du complot politico-judiciaire contre son parti soupçonné par la justice d'être "*une entreprise criminelle*". C'est dans le cadre de cette enquête que Michaloliakos est inculpé.

Le "*show de provocations*", "*le récital d'outrances*" d'Aube dorée, comme l'a décrit la presse grecque, s'est également tenu à l'extérieur de l'hémicycle.

Dans les couloirs du parlement ont retenti mercredi à l'arrivée des détenus le lugubre slogan du parti "*Sang, honneur, Aube dorée*" hurlé par une trentaine de leurs supporteurs poings levés, avec la "*passivité de la sécurité du parlement*", s'est indigné le quotidien Ta Nea, évoquant un événement "*sans précédent*" à l'assemblée.

A l'extérieur, environ 400 militants du parti s'étaient rassemblés dans leur habituelle marée de drapeaux grecs.

Selon le quotidien Ethnos et plusieurs journalistes, un chant inspiré d'une marche militaire nazie avec des paroles "*adaptées*" à la Grèce a été entonné à deux reprises, promettant "coeur dur, frappe impitoyable, avec la rage".

"*C'est un de leurs trois hymnes, celui de niveau " intermédiaire " avec une marche nazie et un chant plus "light"*"", explique à l'AFP Dimitris Psaras, journaliste d'investigation dont le "*Livre noir*" sur Aube dorée fait référence.

"*La Grèce est une société effrayée depuis les années 90, bien avant la crise*", sentiment exacerbé par le discrédit des partis politiques, observe Dimitris Psaras qui entrevoit cependant une faille s'ouvrir au sein d'Aube dorée entre les députés emprisonnés et ceux "de l'extérieur", notamment le porte-parole du parti Ilias Kassidiaris, également inculpé.

"*Kassidiaris a désormais son propre agenda, c'est pour ça que Michaloliakos ne figurait pas parmi les candidats aux Européennes*" qui ont donné trois élus au parti toujours paria aux yeux de ses pairs européens. AFP 06.06

Haut de page

Le 8 juin 2014

CAUSERIE

Ajouté à 11h15 en Inde

Vidéo

- Les Libérateurs Américains: la face cachée du problème!

Documentaire sur les exactions, principalement les viols, commises par des soldats de l'armée américaine de 1942 à 1945, en France, en Angleterre et en Allemagne, ainsi que sur le racisme dans le traitement de ces affaires.

Patrick Cabouat a tourné ce documentaire en s'appuyant sur l'ouvrage du professeur américain J. Robert Lilly "*La face cachée des GI's*", dont l'édition originale en français n'a jamais été publiée en anglais et le livre demeure interdit à la vente sur le territoire américain.

Grâce à des documents d'époque marqués "*confidential*", "*restricted*" ou "*classified*", Lilly confirme que 17 000 femmes et enfants auraient ainsi été victimes des viols commis par les GI's en Angleterre, en France et en Allemagne. Sans compter les meurtres, les mutilations, les enlèvements, le chantage, le pillage, le grand banditisme... et les 95 % de viols non déclarés.

J. Robert Lilly est professeur de sociologie et de criminologie à la Northern Kentucky University, aux États-Unis, et professeur invité de sociologie et de politique sociale à l'Université de Durham, en Grande-Bretagne.(internationalnews.fr

En complément.

- La bataille de Stalingrad : Le tournant décisif de la guerre contre le nazisme. (internationalnews.fr) (05.06.14)

La suite mise en ligne un peu plus tôt ce matin.

On fera court aujourd'hui, j'ai des courses à faire pour la semaine qui vient. On ajoutera une vingtaine d'articles dans l'après-midi.

Comme elle est belle notre page d'accueil, hein ? Si je devais décrocher ou arrêter le site, je serais très malheureux, et je crois même savoir que certains camarades aussi que je salue au passage.

Le saviez-vous?

En lisant ce matin un article de *Libération*, j'ai appris qu'Alexis Tsipras (Syriza ou le Front de gauche grec, allié du Front de gauche en France) soutenait la nomination de Juncker à la tête de la Commission européenne. Mélenchon doit en être laminé, ce qui n'est pas pour nous déplaire.

La question de Libération à Arthaud (LO) vallait son pesant de cacahuètes :

- "*Soutenez-vous vous aussi comme le candidat d'extrême gauche Alexis Tsipras la nomination de Juncker à la tête de la commission européenne «au nom de la démocratie et du respect des électeurs»?*"

Comme chacun sait le torchon de Rothschild est de gauche, et pour briser l'idée que jeunes et travailleurs pourraient avoir de l'extrême gauche, les en détourner, rien de tel que leur présenter un imposteur qui les dégoûtera de l'extrême gauche qui peut comporter des formations politiques tout à fait correctes ou dignes d'intérêts pour les jeunes et les travailleurs.

Quand on sait que les conservateurs que représente Juncker ont obtenu moins du quart des voix des électeurs inscrits, l'abstention ayant été de 56%, on peut affirmer que Tsipras méprise les électeurs et que sa conception de la démocratie n'a rien à envier à celle de Barroso ou Merkel.

Allons au bout de son raisonnement, imaginons que l'extrême droite remporte une élection et qu'Alexis Tsipras est de nationalité française, il soutiendrait la nomination d'un Premier ministre issu du FN ! L'épreuve des faits est déterminante, elle lamine les imposteurs, révèle leur véritable nature. Pour qui roule Syriza ? Vous avez la réponse. Peut-il vraiment lutter efficacement contre l'extrême droite ? Vous avez la réponse qui vaut également pour le Front de gauche en France. On va les broyer.

Mélenchon s'était affiché avec Tsipras, il avait soutenu sa candidature à la tête de la commission européenne, il mérite également notre mépris. Pauvre type !

Camarades, fuyez le Front de gauche si vous avez un minimum de conscience politique, de dignité, quelques principes et des convictions auxquels vous tenez, leurs dirigeants les piétinent. Comme quoi qualifier Mélenchon de charlatan était amplement justifié. Rejoignez le POI.

ACTUALITE EN TITRES

Le gouvernement Hollande-Valls décapité.

- Filière syrienne: six hommes mis en examen et écroués - AFP

Il ne reste plus qu'à exécuter le monarque.

- Un parfum de royauté sous les ors de l'Élysée - LeFigaro.fr

Même le Figaro, L'Express, Le Point en sont... Les gauchistes à la rescousse de l'extrême droite.

- Un an après sa mort, une manifistation rend hommage à Clément Méric - LeFigaro.fr

- Plusieurs milliers de personnes rendent hommage à Clément Méric, tué il y a un an - L'Express.fr

- Paris : des manifestants rendent hommage à Clément Méric - LePoint.fr

- Manifestation à Paris en hommage à Clément Méric - 20minutes.fr

- Manifestation en hommage à Clément Méric et contre la montée du Front national - Francetv info -

- Des milliers manifestent à Paris en hommage à Clément Méric - AFP

La société du déchet : A jeter !

- Le CHU de Rennes se débarrasse de médicaments encore... valables ! - LeParisien.fr

Charlatanisme. Arthaud ou la politique par le petit trou de la lorgnette.

- Arthaud : «*Nous souhaitons détourner les travailleurs du Front national*» - Liberation.fr

- "*la poussée du Front national est le fruit de la politique du Parti socialiste*", non, en admettant qu'elle est vraiment lieu, elle est le produit de l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme qui doit s'en remettre au fascisme pour imposer sa politique aux travailleurs, continuer de gouverner. Le parti qui gouverne dans cette situation prouve simplement qu'il est compatible avec le fascisme dans la mesure où sa nature ou les intérêts de classe qu'il représente sont identiques, le PS et ses satellites en l'occurence, soutenu par la pseudo gauche et extrême gauche.

Affirmer que le politique du PS est conforme aux intérêts de la classe dominante, c'est une banalité affligeante qui ne permet pas de comprendre ce qui est en train de se passer, ce que ne comprend manifestement Arthaud.

- "*C'est le résultat de nombreuses trahisons de la politique pour les travailleurs. Mais ça ne date pas de Hollande et remonte à Mitterrand, voire à 1914.*", alors pourquoi avoir toujours soutenu le PS, pourquoi avoir toujours envisagé une solution ou alternative politique avec le PS (et le PCF) ? La vérité, c'est que vous avez toujours été incapable de développer une politique indépendante du PS et du PCF, vous avez toujours collé à leurs basques sous différents prétextes au point d'avoir aucune crédibilité auprès des travailleurs, ce qui est normal.

- "*Ces élections sont un désaveu de la part de l'électorat socialiste*", qui n'existe pas, qui ne veut rien dire ou alors il faut admettre qu'il y aurait un électorat de droite ou d'extrême droite, ce que les médias aux ordres colportent pour justement favoriser la droite

ou l'extrême droite, insidieusement justifier leur existence et leur pouvoir, vous connaissez la suite.

L'intérêt d'aborder la situation ou les rapports entre les classes sous cet angle, purement institutionnel ou électoraliste, dans la pure tradition du parlementarisme bourgeois, c'est que cela permet de ne pas l'aborder sur le plan de la lutte des classes qui met en lumière crument le rôle exact des uns et des autres et leurs rapports, dont LO.

Voyez-vous cela, le PS et la pseudo-gauche serait sous l'emprise du "*poison de la résignation*" qui peut très bien n'être qu'un état passager avant de se reprendre, ce qui permet d'évacuer la véritable nature sociale du PS et du Front de gauche, de Mélenchon en particulier puisqu'elle le cite, c'est pratique, indispensable, inévitable lorsqu'on ne veut pas analyser jusqu'au bout la situation, et puis au passage cela permet de laisser penser qu'ils sont seulement dans une mauvaise passe, qu'ils vont s'en remettre un jour ou l'autre, donc n'allez surtout pas croire que le PS et le FdG serait aussi pourri que cela, non, non. C'est de cette manière que LO les soutient et le régime avec, qu'elle entretient un lien avec eux, c'est plus subtil ou sournois encore.

- "*Nous seuls sommes hors des accords politiciens et des magouilles électorales.*". Un grossier mensonge pour avoir soutenu le PS à chaque élection jusqu'à dernièrement, appelé à "*battre la droite*", ce qui revenait en réalité à préférer un parti de droite à un autre, le PS à l'UMP, ce qu'elle ose appeler rester "*fidèle*" aux "*idées révolutionnaires de la gauche*".

Ensuite elle affirme "*on a la perspective d'une société à transformer*", belle et digne intention qu'elle trahit dans la foulée en prétendant que "*les rapports sociaux doivent redevenir humains, dénués des rapports d'argent qui pourrissent notre société*", parce que voyez-vous, avant (?), dans cette bonne vieille société capitaliste les rapports sociaux étaient "humains" (les "*jours heureux*" des nostalgiques du stalinisme et de l'union nationale avec de Gaulle, M'PEP en tête) , ils étaient "*dénués des rapports d'argent*", pour un peu à croire que la lutte des classes n'existaient plus, la société n'était pas aussi "*pourrie*", alors qu'elle a toujours trimballé ces millions et millions de travailleurs pauvres sans perdre un instant ses visées coloniales ou impérialistes, tickets de rationnement jusqu'en 1949, guerre du Vietnam, appel de l'abbé Pierre en faveur des sans-logis en 1956, guerre d'Algérie, grève des mineurs en 1963, grève générale en 1968, une multitude de mouvements sociaux à partir du milieu des années 70, etc.

- "*François Hollande, comme les autres socialistes, a trahi les idéaux révolutionnaires de gauche*", on ne peut trahir que les idées auxquelles on croyait ou qu'on avait adoptées, ce qui n'a jamais été le cas de Hollande ou quiconque au PS, qui plus est "*révolutionnaires*". Là encore, elle réécrit l'histoire, elle fait oeuvre de faussaire, c'est une manière comme une autre de colporter des illusions dans le PS.

- "*LO est le seul parti de gauche qui n'a pas appelé à voter Hollande*", à nouveau un mensonge, LO a appelé à se débarrasser de Sarkozy ce qui revenait au même.

- "*Nous sommes conscients qu'il représente les intérêts du camp du capitaliste*" dit-elle. Avec LO et le NPA il faut toujours s'attendre à ce qu'ils disent tout et son contraire dans le même interview ou article, c'est quasiment imparable, les deux discours étant destinés à des publics différents, les représentants de la classe dominante ou leurs militants et sympathisants. Faut-il encore lire ou écouter attentivement.

C'est normal, car ces partis n'existent en grande partie que par la volonté des médias qui leur ouvrent gracieusement leurs colonnes où ils peuvent témoigner leur soumission au régime qui leur rend bien, c'est un échange de bon procédé auquel ils ne voient rien à redire. Les représentants de la classe dominante les ont jugés depuis longtemps, ils savent qu'ils ne sont pas une réelle menace pour le régime et qu'ils peuvent les manipuler ou instrumentaliser. Comment ?

C'est très simple, en leur permettant d'étaler leurs contradictions somme toute rudimentaires ou grotesques, entre un discours qui se veut radical en direction de leurs troupes, et leur incapacité à rompre avec le régime qu'à un moment donné ils manifestent d'une manière ou d'une autre, par exemple ici en niant la véritable nature sociale du PS ou en colportant des illusions dans ce parti, attitude qui sera appréciée en haut lieu. Ainsi, le lien avec l'idéologie dominante est établi, avec un des principaux partis qui la véhicule, c'est là l'essentiel, de telle sorte que nos vaillants révolutionnaires et leur discours radical apparaissent finalement comme des petits moutons excités mais bien inoffensifs ou impuissants, en proie à quelques complexes ou frustrations bien anodins, plus prompts à faire pitié qu'autre chose, car leur soumission au régime et aux institutions constitue un signal utile en direction principalement de la jeunesse impatiente, impétueuse et par nature révolutionnaire, qui est invitée à rester dans les clous, à ne pas rompre avec les institutions et l'idéologie dominante puisque même l'extrême gauche s'y refuse et la boucle est bouclée. Vous comprenez pourquoi nous demeurons intransigeant sur les principes et notre programme.

La lutte, la lutte, la lutte, un truc de nantis, de petit bourgeois.

- "*La lutte n'est pas une idée en l'air, c'est la base de notre engagement politique.*", entre nous, c'est aussi celle du PS, des réformistes... La nôtre, c'est la prise du pouvoir, la liquidation des institutions de la Ve République et du capitalisme, le socialisme, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, le communisme, pour que notre idéal devienne réalité : le règne de la liberté. C'est le programme de la révolution socialiste mondiale.

Haut de page

Le 9 juin 2014

CAUSERIE

Peu d'infos, donc pas d'infos en bref aujourd'hui. J'en profite pour actualiser quelques pages d'accueil du site, faire du rangement, c'est ingrat. Les pages *Vidéo* et *Nouvel ordre mondial* sont à jour.

Une réflexion très vite.

Alors que la classe dominante déploie son gigantesque appareil de propagande et de désinformation en direction des masses, on est porté à penser qu'ils ne le font pas pour des prunes et qu'ils savent ce qu'ils font, parce les travailleurs y sont sensibles de toute évidence, sur des questions d'actualité ou d'autres qu'ils ressortent des fonds de tiroirs, pour les conditionner et pouvoir mieux les frapper.

Dès lors on est en droit de s'interroger sur le refus des partis ouvriers de traiter cet aspect important du combat politique et idéologique que mènent les dirigeants du vieux monde, pour lesquels (nos dirigeants) apparamment il ne se passerait rien de particulier en ce moment ou depuis quelques années déjà. Il paraît que la routine abêtit ou ramolit le cerveau, quand on observe qu'ils sont incapables de rompre avec leur petit train-train quotidien, on se demande où ils ont la tête ou s'ils en ont encore une.

C'est effarant comme constat, certains diraient terrifiant car cela n'augure rien de bon pour la suite, cela aussi on est en droit de le penser. Vous voyez, l'intérêt de regarder la réalité en face au lieu de se voiler la face, c'est que le jour où elle devient véritablement insupportable ou prend une sale tournure, on n'est pas décontenancé et on est prêt à l'affronter, ce qui ne semble pas être leur cas.

Nous de notre côté, nous sommes parfaitement clairs, nulle contradiction nous condamnerait à l'impuissance ou au silence, notre passé et les rapports que nous avons entretenu avec le capitalisme et ses représentants ne peuvent nous causer aucun embarras, notre liberté de parole et d'action est totale, cela ne semble pas être leur cas là non plus. On cherche à comprendre ce qui les réduit à la paralysie ou pourquoi ils se terrent dans un silence coupable.

Si attaquer de front la propagande de guerre de Hollande, de son gouvernement, du PS, les officines qui leur servent de relais, est au-dessus de leurs moyens, il faut en déduire qu'ils ne servent pratiquement à rien puisque la classe dominante se sert de cette propagande pour faire passer (de force) sa politique, le conditionnement des masses, la pression psychologique exercée sur elles étant le complément indispensable de leur politique qu'elles ne peuvent que rejeter dès lors qu'elles en comprennent l'orientation et les objectifs.

A de multiples reprises nous avons indiqué qu'il fallait aborder les masses sous un autre angle que celui strictement politique qui leur apparaît rébarbatif, qu'il fallait modifier notre conception de la lutte des classes en tenant compte des transformations de la société, tout en poursuivant la lutte de classe traditionnelle évidemment, en vain. Nous avons aussi expliqué que le journal et le site Internet d'un parti devait être des outils de combat contre la propagande du gouvernement et des médias, et qu'ils devaient être tournés vers les plus larges masses possibles, en vain également.

Disons les choses telles que nous les pensons, cela plaîra ou non, on s'en tapera complètement comme d'habitude, laisser le champ libre de la propagande à la réaction, c'est s'interdire de la combattre efficacement ou de construire le parti quoi qu'on dise ou face à côté sera anéanti ou réduit à zéro, neutralisé, du fait que les masses demeurent très largement sous l'influence de l'idéologie dominante, étant incapables de tirer le moindre enseignement de leurs expériences. On pourrait ajouter que le jour où leurs conditions matérielles d'existence seront devenues encore plus insupportables il en ira de même.

C'est ce qu'on a pu observer en Grèce, au Portugal, en Espagne notamment, parce que les masses de ces pays se sont retrouvées confronter brutalement à une nouvelle situation sans y avoir été préparées ou sans qu'un travail de fond sur le plan idéologique et politique n'ait été fait en leur direction de manière à leur influer l'espoir qu'il serait possible de changer la société ou de mettre en oeuvre le socialisme, elles sont parties d'un niveau de conscience politique proche de zéro et elles n'en ont pratiquement pas décollé. Réaliser un travail systématique de propagande de fond en direction des travailleurs qui fragilise, lamine, brisera le moment voulu les bases du régime, leur donner espoir et confiance en eux-mêmes sert à les préparer psychologiquement et politiquement pour affronter dans les meilleures conditions possibles les coups les plus durs, de telle sorte qu'ils trouvent la voie de l'organisation, qu'ils orientent dans la bonne direction leur combat, sinon ils résisteront en pure perte, il faut leur donner les moyens de comptabiliser les leçons de leurs expériences pour pouvoir mener leur combat le plus loin possible et parvenir à poser la question du pouvoir, de l'Etat qui concentre toutes les autres.

Les bolcheviks n'ont eu de cesse de réaliser un véritable travail de sape des bases du régime tsariste tout au long des années qui ont précédé la révolution d'octobre, ne lui concédant rien, en le traitant avec la même violence que celle qu'il employait pour réprimer le mouvement ouvrier, leur discours était beaucoup plus radical que le nôtre, ils s'étaient inspirés de Marx et Engels, c'est avec cette tradition qu'il faut renouer d'urgence.

Un exemple. Ce qui est tout à fait extraordinaire en France, c'est que Hollande et le PS (et ses satellites) soutiennent le régime néonazi en place à Kiev, ce qui est l'expression d'une violence inouie contre le mouvement ouvrier et l'ensemble des travailleurs, sans qu'aucun parti ouvrier ne fasse campagne sur ce thème qui aurait permis de se payer l'extrême droite au passage, là rien, aucune réaction, ils semblent complètement tétanisés. C'était l'occasion ou jamais de mettre en lumière la véritable nature du PS, à croire qu'ils n'y tiennent pas vraiment semble-t-il, demandez-vous pourquoi, il n'existe pas cinquante réponses à cette question, c'est terrible camarades, franchement terrible. Après ils prétendront servir la cause du socialisme, défendre les travailleurs et le mouvement ouvrier, cela doit être une mauvaise blague.

Il y a décidément quelque chose qui ne tourne vraiment pas rond, n'allez pas chercher du côté des banques ou de l'UE ou je ne sais où pour savoir quoi : La réponse est ici et nulle part ailleurs, au sein de ces partis, de leurs dirigeants.

Haut de page

Le 10 juin 2014

CAUSERIE

Pondichéry 9h30. La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée, la suite plus tard dans la journée avec de nouveaux articles et les infos en bref.

Pondy 15h55. Le boulot est terminé.

En famille. Les fossoyeurs du mouvement ouvrier.

1- Voici le courriel que j'ai reçu le 6 juin, tout un programme, pas le nôtre.

Pour aller vers de nouveaux jours heureux (M'PEP).

L'Association Citoyens Résistants d'Hier et d'Aujourd'hui (ACRHA) organisait son rassemblement annuel « *Paroles de Résistances* » les 31 mai et 1er juin 2014.

Jacques Nikonoff, porte-parole du M'PEP, a rappelé que le programme du CNR appelait à « *défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle* ».

La "*puissance*" de la France, "*sa grandeur et (...) sa mission universelle*3 qui rime avec colonisation, guerres de rapine, pillage des richesses des pays dominés, surexploitation, guerres impérialistes, régime bonapartiste et antidémocratique, tout un programme !

Mot pour mot, Hollande comme ses prédécesseurs ont déjà tenu ce genre de discours, qu'il doive faire office de programme au mouvement ouvrier en dit long sur les intentions de leurs auteurs, il révèle leur véritable nature contre-révolutionnaire, réactionnaire. Je suis désolé d'être aussi catégorique, mais ce sont les faits.

Pour que des dirigeants du PS et de l'UNEF y participent signifie que cette initiative ne présente pas un réel danger pour le régime, qui en aurait douter...

En dehors du POI, vous ne trouverez pas en France un seul parti qui propose une politique en rupture avec le régime ou une initiative qui s'inscrive dans cette perspective. A ce propos il faudrait préciser un point.

Quand on affirme que leur politique est compatible avec le régime en place, c'est ce qui ressort de la présentation qu'ils en font puisqu'ils n'entendent pas s'attaquer aux fondements du capitalisme, mais en réalité c'est le contraire, s'ils devaient réellement l'appliquer ils s'apercevraient immédiatement qu'il leur faudrait s'attaquer au pouvoir des capitalistes, or comme ils en sont totalement incapables finalement leur politique ne dépasse pas le stade du discours stérile, de la bonne intention, ce n'est que pure illusion, un numéro d'illusionniste.

Il ne peut pas en être autrement puisque leur politique repose sur une contradiction ou une imposture qui consiste à faire croire qu'il serait possible de l'appliquer sans remettre en cause les fondements du capitalisme, ce qui est incohérent, inconsistant, pas sérieux, n'inspire pas confiance, et sur cette base là il sera toujours impossible de mobiliser les masses pour imposer cette politique qui ne verra jamais le jour, sauf à renverser l'ordre établi, ce qui ne fait pas vraiment partie de leur programme.

Ce qui rend leur politique compatible avec le régime, c'est l'absence de moyens pour l'imposer. Pour que cette politique devienne incompatible avec le régime il faut que les masses entrent en scène, or elles sont absentes de leur programme, ils sont incapables de les organiser, ce n'est pas leur objectif, partant de là le socialisme non plus.

Le socialisme demeure la seule alternative au capitalisme, tous ceux qui le nient ou s'en détournent n'oeuvrent pas pour notre cause ou notre idéal, ils se comportent comme des agents du régime qu'ils n'entendent pas liquider.

De par leur statut social ce sont tous des privilégiés, c'est un simple constat qui à notre avis doit avoir quelque chose à voir avec leur compromission avec le capitalisme ou leur refus de le combattre véritablement. C'est aussi la faiblesse de tous les pays qu'avait pressenti Trotsky en 1938, que n'y soient pas représentées les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière devant laquelle ce genre de discours, des "*jours heureux*", ne passerait pas, car lorsqu'on est accablé de difficultés sans espoir d'en voir le bout, que mille souffrances s'abattent sur vous, que la vie est un cauchemar continu, vous ne vous contentez pas d'un ravalement de surface ou de miettes du festin des seigneurs toujours dans la place , vous voulez en finir une bonne fois pour toute avec cette société de malheur, c'est seulement cette perspective, cet idéal qui vous motive, qui vous tire en avant, dans lequel vous avez misé tous vos espoirs, qui donne un sens à votre vie, qui vous relie au socialisme, le jour où nos dirigeants l'auront compris, l'humanité aura fait un pas de géant en avant, vers le socialisme.

2- Le 4 juin j'ai reçu l'éditorial de Jean-Claude Mailly (FO) dont le titre nous suffira amplement : "*Le pacte républicain mis à mal par le pacte de responsabilité*".

Le pacifisme ne vaut qu'en temps de paix, en temps de guerre il vole en éclat ou montre son vrai visage opportuniste. Et bien c'est la même chose pour le "*pacte républicain*" basé sur des principes qui pouvaient faire illusion jusqu'au milieu des années 70, et dont la véritable nature se révèle au grand jour maintenant.

Ajoutons que chacun s'en est accommodé pendant des décennies avant que ces principes soient devenus incompatibles avec la crise du capitalisme, pendant que le mouvement ouvrier avait démontré qu'il avait été incapable de se donner une nouvelle direction, la combinaison des deux facteurs conduisant les représentants du capitalisme à ne plus rien céder, mieux, les encourageant à tout nous reprendre.

Que voulez-vous, toutes les bonnes choses ont une fin, ils ont sifflé la fin de la récréation quand ils ont estimé que les conditions étaient réunies pour passer à l'offensive voilà tout. C'était parfaitement prévisible notez bien, sauf qu'on n'a jamais voulu en tenir compte.Vous pouvez aussi penser à la fable de le cigale et la fourmie, on a vécu trop longtemps (trop bien pour certains) sur les apparences sans se douter qu'elles pouvaient être trompeuses pour finalement se retrouver acculer face à la dure réalité qu'on a aujourd'hui sous les yeux, c'est le genre d'erreur politique qui ne pardonne pas, elle peut même être fatale si on continue dans la même voie, suicidaire.

Le "*pacte républicain*", c'est chacun chez soi et les moutons seront bien gardés.

Le "*pacte républicain*", c'est aussi le consensus ou l'union nationale qui lie les différentes classes sur la base de l'illusion qu'elles auraient un destin commun commandé comme il se doit par celui de la classe dominante, parce qu'il ne peut pas en être autrement, sinon franchement à quoi bon détenir le pouvoir si ce n'est pas pour en user et en abuser. Quand vous observez les rapports convenus que les dirigeants du mouvement ouvrier entretiennent avec les représentants du capitalisme, vous avez là matière à comprendre ce que signifie ce "pacte républicain", une sorte de règle de bonne conduite où on règle nos différents entre nous dans le dos et sur le dos des travailleurs.

C'est également une variante sémantique de l'intérêt général au profit de la classe des capitalistes. C'est encore la banalisation de la collaboration de classes, qui traduit la capitulation en rase campagne des dirigeants du mouvement ouvrier ou leur collusion avec le régime, qui s'engagent à ne jamais vraiment le combattre ou à en venir à l'affrontement direct avec la classe dominante.

Finalement, le "*pacte républicain*" c'est l'équilibre des rapports entre les classes garantissant la paix sociale et la pérennité du capitalisme. C'est la négation de la lutte des classes au profit du corporatisme.

- "*... la question qu'il faut se poser c'est : pourquoi ne changent-ils pas de politique économique et sociale ?*" à propos du gouvernement, déclinée ensuite sous la forme de sept questions d'ordre social, sans qu'il ne s'aventure à répondre à la question qu'il avait posée au début, parce qu'y répondre mettrait en lumière l'impasse à laquelle conduit inéluctablement la politique de FO du fait de son incapacité à rompre avec le régime ou de l'affronter car y étant inféodé.

Une autre politique, donc conforme aux intérêts des travailleurs ne pouvant résulter que de la mobilisation massive et unitaire de la classe, ce qui ne peut être possible qu'à partir du moment où on situe notre combat exclusivement sur le terrain de classe des exploités, en considérant leurs besoins et aspirations légitimes, sans se poser la question de savoir si leurs revendications sociales sont compatibles avec la survie du régime, donc en posant les germes du combat qui permettra de le renverser puisque c'est indispensable pour les satisfaire, ce à quoi ou perspective à laquelle FO et tous les syndicats s'opposent évidemment.

Les capitalistes peuvent produire dorénavant quelque part dans le monde à quelques exceptions près toutes les marchandises à un coût réduit, alors pourquoi voudriez-vous qu'ils n'en profitent pas ? Mieux encore, ils ont développé un marché parallèle ou concurrent au marché occidental où ils écoulent une grande partie de leurs marchandises et réalisent une partie toujours plus importante de leur profit, alors pourquoi devraient-ils faire des concessions à d'éventuels consommation occidentaux qui par ailleurs leur coûtent plus chers ?

Certes ce nouveau marché est en grande partie artificiel ou repose sur l'endettement des masses, de la classe moyenne, mais il en a toujours été ainsi, autrefois il s'est développé en occident au détriment des peuples colonisés et des couches les plus faibles ou exploités de la classe ouvrière, les profits réalisés ont permis à des pans entiers de travailleurs d'accéder au crédit suite à des augmentations de salaires, aujourd'hui la même équation est possible ailleurs qu'en France ou en Europe dans des conditions nettement plus favorables aux capitalistes qui doivent faire face à la crise du capitalisme et tout faire pour sauver leur système économique. Ils n'ont donc pas d'état d'âme à avoir, et leur choix est vite fait entre sauver leur peau et un "*pacte républicain*" devenu obsolète, sans se soucier des conséquences sociales et politiques qui en découleront, sachant que le mouvement ouvrier est complètement décomposé, gangrené, pouvant compter sur leur appareil de propagande et l'extrême droite le cas échéant pour maintenir l'ordre établi.

Je n'ai pas le temps d'étayer mes arguments avec des faits précis, ceux qui suivent l'actualité ou suivent assidûment nos causeries les auront en tête ou s'y réfèreront.

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent, c'est l'essentiel.

- La Bourse de New York franchit de nouveaux sommets - LePoint.fr

- Merck & Co acquiert Idenix Pharma pour 3,85 milliards de dollars - Reuters

- Tyson l'emporte sur Pilgrim's pour Hillshire Reuters

- Michelin va acquérir le brésilien Sascar - Reuters

- Lloyds met à prix l'IPO de TSB en deçà de sa valeur comptable - Reuters

- Bataille des géants de la technologie autour des objets connectés - AFP

L'Empire et ses vassaux.

- La Bulgarie suspend les préparatifs de construction du gazoduc South Stream - AFP

Sofia a suspendu les préparatifs de construction du gazoduc russo-italien South Stream, qui devait commencer cet été en Bulgarie, à la suite de critiques de Bruxelles et de Washington, a annoncé dimanche le Premier ministre Plamen Orecharski. AFP 09.06

- Gazoduc South Stream: Moscou dénonce des "*sanctions*" voilées de l'UE - AFP

Dans les talonnettes !

- UMP : les sarkozystes calment le jeu - LeFigaro.fr

- "*Il aime les ragots*": Sarkozy le concierge vu par Hillary Clinton - L'Express.fr

- En les rendant publics, elle démontre qu'elle est pire encore.

- Nicolas Sarkozy agace un dirigeant politique suisse - LeMonde.fr

Intox

- Hollande à Tulle : l'Élysée lance l'opération reconquête - LeFigaro.fr

- Montebourg veut la construction d'« *alternatives* » économiques - LeFigaro.fr

- Budget : des députés PS proposent des mesures contre " *l'aggravation des inégalités* " - LeMonde.fr

Etat policier. Les racketteurs se rebiffent.

- Une page Facebook antiradars visée par la justice - lefigaro.fr

Comme ils n'ont pas encore réussi à déstabiliser l'Algérie, ils envoient Fabius en éclaireur.

- Fabius à Alger pour une visite centrée sur la sécurité au Sahel - 20minutes.fr

Stratégie du chaos

- Une vague d'attentats fait plus de 60 morts à Bagdad - Reuters

- Pakistan: 28 morts dans l'attaque des taliban contre l'aéroport de Karachi - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: le gouvernement échoue à dénouer la crise minière - AFP

Le nouveau ministre des Mines sud-africain, qui s'était fait fort de dénouer le conflit social qui paralyse l'extraction de platine depuis janvier, a jeté l'éponge lundi soir après quinze jours d'efforts.

"*Il n'y a pas de solution pour le moment (...) le ministre se retire des discussions*", a indiqué à l'AFP Mahlodi Muofhe, porte-parole du ministre Nkoago Ramathlodi, qui a pris les rênes du ministère en mai après le remaniement consécutif aux élections.

Il a assuré que les deux parties "*allaient continuer leurs pourparlers*" pour trouver un accord salarial. Le syndicat radical à l'origine de la grève, Amcu, évoquait pour sa part une nouvelle "*impasse*". "*S'il n y a pas d'accord, il est évident que la grève continue. La lutte continue*", a déclaré Joseph Mathuwja, président d'Amcu, à la radio publique SAFM.

La grève dans les mines des trois principaux producteurs mondiaux de platine dure depuis le 23 janvier. Elle a déjà plongé le bassin minier de Rustenburg (ouest de Johannesburg) dans une crise économique et humanitaire, près de 80.000 mineurs en grève n'ayant plus été payés depuis des mois.

Amcu réclamait au départ un salaire mensuel de base de 12.500 rands (environ 880 euros), contre 5.000 rands actuellement. Les patrons de Lonmin, Anglo American Platinum et Impala Platinum estimaient que cette revendication était totalement mirobolante. Les partenaires ont tenté de s'accorder sur un plan d'augmentation étalé sur plusieurs années. En vain.

Patrons et syndicalistes ne sont aujourd'hui d'accord que sur un seul point: il est urgent de mettre un terme à une grève qui affaiblit les uns et les autres.

Le nouveau ministre des Mines avait donc décidé récemment de s'impliquer pour dénouer une crise qui pèse très lourdement sur l'économie nationale.

Le gouvernement est cependant accusé depuis le début par Amcu de manquer d'impartialité et de faire le jeu des compagnies minières et de leur traditionnel allié syndical NUM, proche du pouvoir.

Dimanche, un haut responsable de l'ANC au pouvoir, Gwede Mantashe, a accusé "*des forces étrangères et intérieures (de tenter) de déstabiliser l'économie et le pays*".

Il n'a pas donné de détail sur les "*forces étrangères*" prétendument à l'oeuvre, mais a clairement cité comme "*force intérieure*" le parti radical du tribun populiste Julius Malema (6,35% des voix aux élections législatives du 7 mai).

L'EFF (Combattants pour la liberté économique), qui prône la nationalisation des mines, a toujours soutenu la revendication des mineurs. Le 10 mai, Julius Malema lui-même avait annoncé que son parti allait aider financièrement le syndicat Amcu afin de contribuer au fonds d'aide aux mineurs, ruinés par des mois de grève.

Des économistes britanniques et sud-africains ont cependant estimé récemment que les revendications des mineurs n'étaient pas si irréalistes qu'il n'y paraît.

Après avoir passé en revue les comptes sur quatorze ans d'Anglo American Platinum (Amplats), Impala Platinum (Implats) et Lonmin, respectivement numéro un, deux et trois mondial, ils ont conclu dans un rapport publié vendredi que "*si les actionnaires se servaient moins, les salaires pourraient aisément être augmentés*". AFP 09.06

Haut de page

Le 11 juin 2014

CAUSERIE

Le chiffre du jour. 1,1.

C'est le poucentage des ménages ou millionnaires en dollar dans le monde, 16,3 millions en 2013, dont 7,3 millions aux Etats-Unis.

- L'étude du Boston Consulting Group publiée lundi 9 juin souligne aussi le cas de la Chine où leur nombre a progressé de 60 % en un an, à 2,4 millions de ménages. Mais c'est au Quatar que la densité de millionnaires est la plus importante, avec 175 millionnaires pour 1 000 ménages.

Le patrimoine financier des ménages dans le monde a progressé de 14,6 % en 2013 pour atteindre 152 000 milliards de dollars. LeMonde.fr 10.06

La gauche : C'était une gigantesque imposture !

La vérité est parfois longue à s'imposer, ceux qui prétendent parler en son nom n'en sont pas digne. Hier ou avant-hier tout comme aujourd'hui il faut préciser, si vous rejetiez toute politique (front unique) conçue en direction du PS et du PCF vous étiez qualifié d'opportuniste, de gauchise, et vous n'aviez pas votre place dans des partis qui se prétendaient révolutionnaires ou anticapitalistes, trotskistes.

Leur théorie reposait sur une analyse erronée qui allait de l'évolution du capitalisme mondial aux rapports entre les classes ou à l'intérieur des classes, entre les masses exploitées et les différents partis soi-disant ouvriers, PS et PCF, les travailleurs et les institutions, le capitalisme, erronée sur toute la ligne en somme. Il fallait mettre en oeuvre une politique en direction de ces partis ou définir une perspective politique qui les inclut pour les démasquer, alors que les travailleurs faisaient l'expérience quotidienne de leur tromperie ou trahison pendant de longues décennies, suggérant ou sous-entendant qu'ils n'y comprenaient rien ou ne s'en rendaient pas vraiment compte, alors qu'en réalité ils savaient pertinemment qu'ils n'avaient nullement l'intention de changer la société ou même de résoudre leurs problèmes ou de mettre fin à leurs difficultés.

Il fallait à tout prix associer ces partis au combat des travailleurs, soutenir leurs candidats lors de chaque élection, de telle sorte qu'ils puissent assurer leur survie politique en somme, étant décrétés indispensables, incontournables, idem avec les appareils syndicaux liés à ces partis. Si bien que lorsque sonna l'heure de la revanche du capital ou de l'offensive néolibérale qui coïncida avec une nouvelle crise du capitalisme, le PS parvenu au pouvoir la soutint et se mis entièrement au service de la classe dominante, le PCF qui y était associé ressorti affaibli de cette expérience et pour avoir colporté des illusions dans le PS, démontré qu'il ne valait guère mieux, qu'il n'avait nullement l'intention de s'attaquer au régime, laminé, exangue, contesté à

la direction du mouvement ouvrier, il n'était plus en mesure de jouer le rôle d'entraînement des masses qui allaient s'en détourner également.

On peut se demander qui de ces deux facteurs a été déterminant dans l'attitude des masses, leur soumission au capitalisme ou la compréhension que ces partis y étaient soumis et qu'elles n'avaient rien à en attendre désormais, dit autrement qu'ils avaient abandonné le socialisme ou le communisme, qu'ils n'étaient plus porteurs d'un idéal et de ce fait ne présentaient plus aucun intérêt ou pas davantage que le parti de l'ordre, l'UMP.

Il est un fait que plus le PS et le PCF manifestaient leur soumission au régime, moins les masses seraient enclines à pencher vers le socialisme ou l'idée qu'elles s'en faisaient qui devait pratiquement finir par disparaître. S'atteler à ces partis devait être mortel. Aucun parti ne serait en mesure de revendiquer la direction du mouvement ouvrier ou de participer à sa refondation ou à le remettre sur la voie du socialisme, car empêtrés dans des contradictions sans fin qui ne devait pas inspirer confiance aux travailleurs et militants.

La ligne politique qui a consisté à combattre ces partis sur le terrain des illusions des travailleurs a été dévastatrice pour le mouvement ouvrier et son avant-garde disloquée, parce que nos dirigeants ont prêté aux travailleurs des illusions qu'ils n'avaient pas ou plus depuis longtemps, ils n'ont pas voulu en tenir compte tout en refusant de rompre avec ces partis et les appareils corrompus des syndicats.

Pour les travailleurs, ce que l'on nomme l'avant-garde, le POI, le NPA et LO ainsi que leurs moutures antérieures, apparaissent généralement comme des satellites du PS et du PCF, leur flanc gauche, lorsqu'ils ne les cataloguent pas comme gauchistes pour avoir été incapables de lier des rapports avec toutes les couches d'exploités, pour demeurer largement étranger aux masses, pour ignorer leur réel état d'esprit, comment elles vivent et pensent qu'ils résument à des revendications sociales dans lesquelles les masses ne croient pas, non pas qu'elles ne correspondraient pas à des besoins sociaux réels, mais parce qu'elles ont cessé de croire qu'elles pourraient être satisfaites un jour, du coup ce discours aussi juste soit-il tombe à côté de la plaque, ne les convaint pas de s'organiser, il leur semble incohérent, pas de nature en tout cas à faire jaillir chez elles l'espoir que changer la société serait autre chose qu'une illusion ou une simple utopie.

On a eu faux sur toute la ligne, comment cela, en ne tenant pas compte des enseignements du passé de la lutte des classes et des transformation de la société, on s'est déjà expliqué sur cette question, disons rapidement qu'on a cru qu'en s'adressant aux couches privilégiées de la classe ouvrière ou à l'aristocratie ouvrière on pourrait construire le parti, alors que c'était les couches les plus enclines à s'accommoder du capitalisme et à soutenir le PS et le PCF, qui auraient l'impression d'avoir quelque chose à perdre en s'attaquant au capitalisme, tandis qu'on s'est détourné des millions de travailleurs les plus défavorisés ou pauvres qui avaient plutôt l'impression de n'avoir rien à perdre et qui étaient disponibles pour lutter et s'organiser contre le capitalisme dont ils n'attendaient rien. C'était relativement plus facile de s'adresser à des travailleurs déjà organisés ou qui avaient été un jour organisés, qui avaient conservé des liens avec tel ou tel parti ou syndicat, au fil du temps on pouvait en recruter quelques milliers lors de batailles avant qu'ils ne disparaissent dans la nature, on avait l'impression de progresser, l'impression seulement après avoir perdu autant de militants qu'on en avait gagné, peu importe tout le monde s'en satisfaisait ou se faisait une raison, pas question de remettre en question les dirigeants en place ou leur politique, sujet tabou.

Un travailleur défavorisé, souvent arriéré politiquement ou sans expérience de la lutte de classe refuse de nous rejoindre parce qu'il ne croit plus en rien, donc pas plus en nous, en fait il ne comprend pas notre discours ou notre politique, où on veut en venir au juste, il est plein de bonne volonté mais cela le dépasse, l'obstacle qui le retient de s'organiser ou de prendre son destin en main n'est pas matériel ou financier, il a un niveau de vie médiocre, aucun idéal, contrairement aux couches privilégiées dont une partie des besoins sont satisfaits ou qui tirent des avantages de leurs statuts ou situations, elles y tiennent et s'en satisfont la plupart du temps, elles le conceptualisent ou le théorisent en reprenant à son compte les arguments développés par la classe dominante qu'elles nous opposent.

Le travailleur défavorisé ou pauvre et le travailleur privilégié ne réagissent pas de la même ou n'abordent pas de la même façon les questions sociales ou politiques qu'on leur soumet ou auxquelles ils sont confrontés.

Le premier exige des réponses immédiates qui n'existent pas, le second réfléchit à la manière de les traiter pour tenter d'en tirer profit et conserver ses privilèges ou son niveau de vie. On abordera le premier de manière pragmatique en partant de sa condition qui est injuste et que rien ne peut légitimer, pour l'amener à comprendre que cet aspect là de la situation concerne l'ensemble des travailleurs et constitue le fondement du capitalisme ou de la société dans laquelle il vit et qu'on ne peut pas changer dans l'immédiat faute d'avoir développé les moyens qui nous permettrait de l'envisager sérieusement, le parti notamment. On va donc partir de sa situation pour essayer de lui donner une signification et un contenu qui soient valorisants pour lui, l'encourage à prendre son destin en mains.

Le second a pu développer des facultés intellectuelles supéreures ou acquérir des connaissances qui lui servent à justifier son refus de réfléchir au fonctionnement de la société et à s'organiser, les prétextes ne manquent pas, à chaque argument que vous avancerez il aura son mot à dire ou tentera de vous contredire, il voudra toujours avoir le dernier mot, même sur les sujets qu'il n'a jamais abordé, il peut ainsi presque à l'infini mettre en avant toute une batterie d'obstacles plus artificiels les uns que les autres, malhonnêtes aussi. Il s'est forgé une raison et rien ne peut l'entamer, avec lui seuls les faits et leurs rapports peuvent

avoir une influence sur lui, jusqu'au point où ils viennent heurter ses intérêts, là il se cabre et il n'y a plus rien à en tirer, il n'ira pas plus loin, vous perdez votre temps, vous ne pourrez jamais le convaincre de quoi que ce soit. Pour qu'il commence à réagir positivement il faudrait qu'il se sente menacé, déstabilisé et qu'il soit en quête d'autre chose que son petit confort qui rime avec routine et ennui, qu'il doute que sa vie serait orientée dans la bonne direction et qu'il soit prêt à tout remettre en cause, donc devienne réceptif à nos arguments.

Sans attendre d'avoir atteint ce stade, on peut lui suggérer de réfléchir à l'inanité de l'existence ou de la société, la sienne sans lui dire, il le prendrait mal, il se vexerait et vous accuserait de le juger et il n'aurait pas tort, aux concessions, aux contorsions, à l'hypocrisie et au mensonge auxquelles il doit se livrer, aux humiliations qu'il doit subir, à tout ce qu'il doit supporter qui va contre ses convictions, ses idées, pour finalement l'amener à admettre que même si sa situation matérielle est enviable, sa vie est plutôt médiocre et qu'il a le droit d'en revendiquer une meilleure, etc. Cette vie meilleure, la société devrait faire en sorte que chacun puisse y accèder sans aucune restriction d'ordre social, réalisant le lien avec notre travailleur défavorisé qui en rêve jour et nuit pour échapper au cauchemar quotidien de son existence, l'unité de la classe est réalisée. A suivre.

Quelques titres de presse ou de portails tout frais pour illustrer cette analyse.

- La gauche a tué les rêves des Français et la droite ne propose rien pour les remplacer - Atlantico.fr

La pseudo-gauche effectivement, et quand on s'emploie à entretenir le mythe de la gauche, on s'en fait le complice... Heureusement qu'il reste l'oligarchie financière, le marché pour gouverner...

- Barnier : « *L'opposition devrait voter les mesures du plan Valls* » Public - Sénat

C'est normal, Valls est de gauche, ne l'oubliez pas !

- Budget: le Front de gauche veut travailler avec les frondeurs PS - AFP

Le chef du file du Front de gauche à l'Assemblée, André Chassaigne, a proposé mardi aux députés socialistes frondeurs de travailler ensemble sur des "amendements convergents" sur le projet de budget rectificatif.

"*Avec également les écolos et certains députés radicaux de gauche, il faut qu'on se retrouve pour montrer qu'on est capable de porter une autre politique de gauche*", a-t-il estimé. AFP 10.06

Si "*une autre politique de gauche*" est possible avec des députés du PS, des écologistes et des radicaux de gauche qui ont voté le TSCG et bien d'autres saloperies infâmes, c'est qu'aucune politique de gauche n'est possible puisqu'elle ne sera pas de gauche, Hollande et Valls peuvent appliquer tranquillement leur politique.

- Quand Aubry loue Mauroy pour se payer Hollande - Liberation.fr

Mauroy ou le Premier ministre de la rigueur, encore un qui était de gauche...

- Procès de Sylvie Andrieux à Marseille : « *des charrettes de billets qu'on déverse dans les quartiers* » - LeMonde.fr

Affairistes, corrompus, tordus ou mafieux, c'est cela la gauche, à vous dégoûter d'être de gauche ou de la politique...

- Une enquête financière vise Lamdaoui, conseiller de Hollande - Reuters

Un pourri de plus !

ACTUALITE EN TITRES

Bâteau ivre... du pouvoir

- Le triumvirat Juppé-Raffarin-Fillon prend la direction de l'UMP, Luc Chatel secrétaire général - 20minutes.fr

- «*Sarkozy handicape notre camp*» - Liberation.fr

- Sarkozy : "*C'est de Fillon que peuvent venir les problèmes*" - Le Nouvel Observateur

- Estrosi : l'UMP est «*en danger de mort*» - LeParisien.fr

- Eric Woerth juge la crise à l'UMP "extraordinairement violente" - Francetv info -

- NKM appelle l'UMP à changer de nom - 20minutes.fr

- Nadine Morano opposée au changement de nom de l'UMP - Francetv info

- UMP : 125 000 militants ont (re)pris leur carte depuis janvier - LeParisien.fr

- Balkany aurait reconnu avoir fraudé le fisc pendant 17 ans - Le Nouvel Observateur

Une idéologie de mort : Le sionisme frère jumeau du fascisme (ou l'inverse plutôt).

- A Oradour-sur-Glane, Valls met en garde contre "*les idéologies de mort*" - L'Express.fr

- Réouven Rivlin, ardent défenseur de la colonisation, élu président d'Israël - LeMonde.fr

Résistance passive

- La grève de mercredi à la SNCF s'annonce «importante» - Liberation.fr

- Grève annoncée pour mercredi chez Amazon à Saran - AFP

- Intermittents: la mobilisation continue, concertation au début de l'été - AFP

- Villejuif : ils lâchent leur syndicat pour continuer leur grève à Paul-Guiraud - LeParisien.fr

La nouvelle a été officialisée ce mardi après-midi, à l'hôpital Paul-Guiraud de Villejuif. Les militants locaux de la CFDT démissionnent de leur syndicat. «*Nous avons reçu une lettre du bureau départemental samedi, indique Stéphane Guillou, jusqu'alors secrétaire de la section. Il exige notre retrait de la bataille actuelle et nous ordonne de négocier avec la direction du groupe hospitalier. Hors de question ! Ils n'ont aucune idée de ce que nous vivons ici.* » Une grève a débuté lundi 2 juin afin de protester contre la suppression programmée de 10 jours de RTT par an. Le personnel occupe également une partie des bureaux de la direction, bien que le tribunal administratif de Melun (Seine-et-Marne) ait ordonné leur libération en milieu de semaine dernière.

La démission en masse concerne la douzaine de membres du bureau local CFDT, ainsi qu'une quarantaine de militants et sympathisants. Mais la section ne disparaît pas pour autant. «*Nous essayons désormais de trouver une nouvelle organisation syndicale pour nous accueillir*», glisse Stéphane Guillou. LeParisien.fr 10.06

Tout est à vendre !

- La Slovénie brade ses bijoux - Liberation.fr

Intox

- Obama appelle à un « *examen de conscience* » sur les armes à feu - LeMonde.fr

Stratégie de la tension et du chaos

- Nouvelle fusillade dans un lycée américain - Libération.fr

- Aux Etats-Unis, des couvertures pare-balles pour les écoliers - Francetv info

-Pakistan: le bilan de l'attaque de Karachi monte à 37 morts - 20minutes.fr

- L'aviation pakistanaise bombarde les zones tribales - Reuters

- Mossoul, deuxième ville d'Irak, tombe aux mains de l'EIIL - Reuters

- Attentat à la bombe dans un cimetière en Irak, au moins 20 morts - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Mondialisme. Il n'y a pas qu'en Ukraine...

L'oligarchie financière a pris le pouvoir en faisant élire Hollande.

- Laurence Boone, nouvelle conseillère économique de Hollande venue de la finance - AFP

Laurence Boone, nouvelle conseillère de l'Elysée, est une pure économiste venue droit du monde de la finance internationale un temps pourfendu par le candidat François Hollande, qui n'hésitait pas encore récemment à éreinter la politique du gouvernement.

Agée de 45 ans, Mme Boone dirige depuis 2011 la recherche économique sur l'Europe de la Bank of America Merrill Lynch.

Elle avait précédemment occupé le même poste au sein de la banque Barclays, après avoir travaillé six ans au département des affaires économiques de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et, auparavant, au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

Elle siège par ailleurs au conseil d'administration de Kering, la société dirigée par François-Henri Pinault, enseigne à Sciences Po et collabore au Conseil d'analyse économique (CAE), instance qui conseille le Premier ministre.

Elle a pris position pour davantage d'intégration européenne, plaidant pour "*une union politique, un gouvernement et un budget de l'euro*", financé par un impôt sur les sociétés harmonisé, et même une "*assurance chômage de la zone euro*", ainsi qu'un contrat de travail européen. Elle estime qu' "*en Europe, les Etats surendettés qui ont mal géré leurs finances devraient être sanctionnés en faisant faillite*".

En tant que conseillère économique et financière, Mme Boone remplace à l'Elysée Emmanuel Macron, issu lui de l'ENA mais aussi passé par le monde de la finance puisqu'il a été banquier d'affaires chez Rothschild. AFP 10.06

Avec de telles références, quelque chose me dit que Hollande l'a recrutée pour faire une politique de gauche, si, si, même qu'il va falloir communiquer cette bonne nouvelle au Front de gauche qui finissait par désespérer...

Ah la finance comme disait Hollande lors de son meeting du Bourget... comme il l'aime ! Chacun aura compris que ce n'est pas lui personnellement qui l'a choisie, on lui a fortement suggérer au point qu'il ne pouvait pas refuser, ses parrains l'auraient mal pris. On dit cela sur un ton léger, mais on en est absolument convaincu, Hollande n'est qu'un pion, il obéit à ses maîtres comme autrefois Mitterrand qui devançait leurs désirs.

En Grèce aussi les oligarques sont au pouvoir.

Grèce: Hardouvelis, un économiste aux manettes des Finances - AFP

Economiste et banquier expérimenté, Guikas Hardouvelis prend le portefeuille clef du ministère des Finances grec, après un profond remaniement gouvernemental, avec la charge de poursuivre le redressement économique du pays mais aussi de gérer "la patate chaude" de la dette.

Professeur d'économie à l'Université du Pirée, conseiller de deux anciens premiers ministres, Guikas Hardouvelis, 59 ans, se veut le garant de la poursuite de l'application du plan d'assainissement, imposé par les créanciers UE et FMI depuis 2010.

Issu du même cercle de centre gauche que Yannis Stournaras, qui était arrivé au ministère il y a un an, en juillet 2012, M. Hardouvelis, conseiller à Eurobank, l'une des principales banques grecques, avait été conseiller de l'ex-Premier ministre technocrate Lucas Papademos entre novembre 2011 et mai 2012, au pic de la crise grecque.

Malgré des signes de l'amélioration de l'économie grecque, Bruxelles insiste sur la poursuite des réformes, surtout dans la fonction publique. AFP 10.06

Effondrement programmé ou démolition contrôlée.

- BCE : le patron de la ZEW critique les nouvelles mesures et craint une bulle spéculative dangeureuse - Atlantico.fr

Le président du Centre pour la recherche économique européenne a tiré la sonnette d'alarme dans une interview publiée ce mardi dans le quotidien financier allemand Handelsblatt.

"*Je suis préoccupé par le risque que la BCE fait courir à l'Europe en créant de nouvelles bulles avec son argent bon marché*", a déclaré l'économiste. D'après lui, la nouvelle politique de la Banque centrale européenne, instaurée par Mario Draghi, va créer une bulle spéculative qui pourrait arriver très prochainement.

Pourtant, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble affirmait le contraire ce mardi lors d'une conférence à Francfort. "*La BCE fait un excellent travail.*"

"*Au vu de la faiblesse de l'inflation, sa politique accommodante paraît appropriée*", a-t-il déclaré.

Mais pour Clémens Fuest, qui est particulièrement respecté dans son milieu, "*nous avons tous les ingrédients d'une bulle : les prix de l'immobilier et les cours en Bourse augmentent encore et encore et les profits sur les marchés des obligations chutent malgré les risques élevés. J'ai un mauvais pressentiment en voyant cela.*", ajoute-il. Pour lui, il n'y a plus d'autre solution pour surmonter la crise : "*Les gouvernement en Europe doivent absolument agir, La BCE, seule, ne peut pas faire face*".

Le professeur et spécialiste financier craint que la BCE ne choisisse d'aller encore plus loin dans cette politique qu'il estime inefficace. "*Les mesures qui ont été adoptées ne vont probablement pas résoudre les problèmes*", estime-t-il. L'expert est surtout très inquiètquant à la possibilité pour la BCE de mettre en oeuvre des mesures d'assouplissement quantitatif, qui reviendraient à racheter des nouvelles dettes d'Etat, en échange d'actions monétaires, ce qui ferait mécaniquement baisser les taux.

Cette politique monétaire "*non conventionnelle*" a néamoins été remise en question récemment par l'institution elle même. «*La BCE redoute aussi que ces dettes très bon marché ne découragent les efforts de réformes en zone euro*», avait indiqué Gilles Moec, chef économiste de la Deutsche Bank en mai dernier. atlantico.fr 10.06

A l'adresse sans doute des milliardaires qui ont trouvé refuge à la City de Londres

- Immigration: l'UE va s'attaquer aux "*abus de la liberté de mouvement*", dit Cameron - AFP

Le Premier ministre britannique David Cameron a annoncé mardi à Harpsund (Suède) avoir trouvé un accord avec ses homologues allemand, suédois et néerlandais pour "*combattre les abus de la liberté de mouvement*" au sein de l'Union européenne.

"*Il est exact que nous devons être libres de voyager dans toute l'Europe pour travailler, mais pas que nous devons être libres de profiter indûment des systèmes de protection sociale*", a souligné David Cameron.

La campagne des élections européennes au Royaume-Uni a été dominée par la question des droits des travailleurs venus des pays les plus pauvres de l'Union européenne, en particulier la Roumanie et la Bulgarie, et abouti à la victoire d'un parti favorable à la sortie du pays de l'UE, Ukip.

"*Nous pensons (...) que l'UE doit changer en réponse aux inquiétudes des électeurs*", a ajouté le Britannique.

Le Premier ministre néerlandais, M. Rutte, a fait une déclaration similaire. "*Afin de préserver la liberté de mouvement nous avons besoin d'équité sur le marché du travail. Cela signifie de s'attaquer aux abus qui la menacent*", a-t-il acquiescé. AFP 10.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Qui est derrière le scénario de Mossoul? - french.irib.ir

Selon les sources irakiennes citées par Nahreyn.net, les principaux centres névralgiques de la ville à savoir l'aéroport , le gouvernerat, les bâtiments publics , les centres de police ont été pris par le contingent "*saddamiste*" de Daesh (EIIL). Les terroristes cherchent à transformer Mossoul en une région sous contrôle de l'ex parti Baath et les terroristes de Daesh.

Le plan est sorti droit des services de renseignement américains, britanniques, turcs, saoudiens. Après Mossoul , le duo Baathistes- Takfiris comptent occuper les autres provinces sunnites. Des milliers de terroristes munis de 80 véhicules blindés, d'hélicoptères, des centaines d'armes goûtent leur victoire à Mossoul. french.irib.ir 10.06

ECONOMIE

Russie

- Gazprom supprime le dollar - french.irib.ir

Le directeur exécutif du géant gazier russe Gazprom vient de l'annoncer : Gazprom est tombé d'accord avec 9 de ses 10 clients pour supprimer dollars des transactions énergétiques et le remplacer soit par l'euro soit par le rouble. Selon Itartass, cette mesure répond aux efforts entrepris par la Russie pour amortir les effets des sanctions occidentales sur son secteur de l'énergie. La Russie cherche aussi par cette mesure à défier la suprématie du billet vert dans les échanges commerciaux internationaux.

Il y a quelques jours , Moscou et Pékin ont conclu un accord gazier qualifié d'accord du siècle dont le montant s'élève à 400 milliards de dollars étalés sur 30 ans. La vente du gaz russe à la Chine s'effectuera en vertu de cet accord sur la base du rouble ou encore du yuan, monnaie nationale chinoise. Gazprom s'efforce à introduite la monnaie russe , chinoise voire européenne dans les échanges énergétiques, provoquant ainsi une dé-dollarisation d'un secteur vital de l'économie mondiale. french.irib.ir 08.06

Haut de page

Le 12 juin 2014

CAUSERIE

14h24 à Pondichéry. Deux articles dans les Articles d'actualité pour vous faire patienter encore une ou deux heures.

On vient juste de déjeûner, une salade verte et des poireaux (le grand luxe ici !) avec un oeuf dur et un petit morceau de fromage pour deux, des chapatis en guise de pain, plus un thé en regardant le concert de ZZ Top enregistré à Bonnaroo en 2013 que j'ai réussi à télécharger ce matin pendant que je bossais, j'avais coupé le son, oh yé ! A plus, le combat continue...

16h29 à Pondy, chaleur écrasante, cela va tourner à l'orage, tropical...

Nouvelles du pays.

- New Delhi en colère contre les coupures de courant en pleine canicule - Liberation.fr

Des habitants de New Delhi ont exprimé leur colère contre les coupures de courant dans la nuit de mardi à mercredi, alors qu'une intense vague de chaleur sévit depuis plusieurs jours sur la capitale indienne.

Des habitants du nord-est de la ville ont envahi les rues aux alentours de minuit pour manifester leur ras-le-bol et leur frustration en raison des nombreuses heures passées sans électricité et ont endommagé plusieurs voitures, a indiqué un policier.

«Nous avons arrêté trois personnes pour avoir endommagé un bus et une jeep alors qu'elles manifestaient contre les coupures d'électricité dans le quartier de Bhanjanpura», a dit un responsable policier de la capitale, V.V. Chaudhary.

La consommation d'électricité connaît un pic depuis plusieurs jours en raison de la chaleur suffocante qui s'abat sur le nord de l'Inde, la température dépassant les 45°C à New Delhi, ce qui met à rude épreuve les infrastructures de distribution.

Pendant le week-end, des habitants de Lucknow, la capitale de l'Etat de l'Uttar Pradesh (nord), se sont attaqués à un poste

de transmission électrique pour exprimer leur mécontentement. Forte tempête

Les autorités de New Delhi ont pris des mesures d'urgence dimanche pour réduire la consommation, décidant de ne plus alimenter les centres commerciaux en électricité à partir de 22 heures, d'éteindre une partie de l'éclairage public la nuit et d'arrêter l'air conditionné dans les bâtiments publics pendant une heure l'après-midi.

Une forte tempête fin mai dans la capitale a en outre endommagé une partie du réseau de transmission d'électricité.

Ces difficultés créent la polémique sur le plan politique, le ministre de l'Energie, Piyush Goyal, accusant le parti du Congrès, longtemps au pouvoir au niveau local à New Delhi, de ne pas avoir investi dans les infrastructures. libération.fr 11.06

Le financement des grands travaux d'infrastructure dans les 29 Etats que compte le pays dépend du gouvernement central de New Delhi.

Il est vrai qu'on crève sous cette chaleur, ici à Pondichéry dans le sud de l'Inde il fait seulement (sic!) autour de 40°C la journée et mon bureau est installé dans la pièce la plus chaude, à moins d'un mètre de mon siège tourne en permanence un ventilateur, la porte et les trois fenêtres sont grandes ouvertes.

Le problème, c'est que la terrasse n'est pas couverte, le sol qui fait office de plafond atteint 60°C et cette chaleur se répand dans la pièce par le plafond, idem dans la chambre où je dors, du coup la nuit quand ils coupent le courant au bout d'un quart d'heure la température remonte au point que je me réveil en sueur, les murs (en brique) qui ont été exposés au soleil l'après-midi sont chaud également.

Je ne suis que locataire et j'hésite à investir pour couvrir la terrasse, sachant qu'il ne faut pas faire n'importe quoi à cause des cyclones qui menacent de tout emporter ou d'endommager la maison, une couverture avec des tôles ondulées serait coûteuse, c'est juste une question d'argent.

Un mot plus personnel.

J'ai offert un ventilateur très puissant au frère de Selvi où vit une partie de sa famille, ils n'avaient qu'un ventilateur pour 9 personnes. Ils sont très pauvres et hélas je ne peux pas les aider autant que je le voudrais. J'ai épongé le solde de la dette que Selvi avait contracté pour le mariage de sa fille Kavida, 130.000 roupies, et je viens de verser 100.000 roupies à son autre fille, Gîta, à laquelle elle n'avait pas pu verser de dot lors de son mariage, histoire que son mari cesse de lui faire vivre un cauchemar au quotidien.

Jusque là Selvi assurait quotidiennement deux heures de ménage chez une personne et versait ce salaire à Gîta à défaut de dot, maintenant que j'ai versé cette dot, elle a cessé ce travail. Selvi ne doit plus rien à ses filles, elle est libérée de cette contrainte et elle ne travaille plus que 35 heures par semaine au lieu de 70 ou 71 heures. Elle verse la totalité de sa paie à son fils, le cadet, pour payer sa scolarité et subvenir à ses besoins, il a 23 ou 24 ans, cela dépend des jours ! C'est moi qui subvient à tous les besoins de Selvi, je verse même un complément à son fils de quelques milliers de roupies par moi parce qu'il n'est pas capable de faire cuire un oeuf et il faut bien qu'il se nourrisse tout seul puisque sa maman n'est plus là pour s'occuper de lui, conformément à la culture indienne, à part cela c'est un garçon charmant. Quand aux linges de sa fille Kavida qui est enceinte du troisième enfant et de son grand dadet de fils, maman la bonne n'est plus là pour leur laver aprsès son 70 heures de boulot hebdomadaire, elle y consacrait son dimanche avant, ils l'apportent dans des sacs et je les passe à la machine à laver.

Le fils de Kavida à taper un scandale il y a quelques jours parce que Selvi lui avait remis le linge de sa mère dans un sac sans l'avoir plier, ils prennent vraiment Selvi pour leur boniche, quand je verrai ce garçon je lui en toucherai un mot.

Selvi, cette pauvre femme trimait comme une esclave, une vie de labeur et de malheur que connaissent bien des femmes en Inde. En plus de son boulot et du linge à laver de ses fainéants de gosses adultes, il fallait encore qu'elle cuisine et qu'elle balaie la maison, fasse la vaisselle, etc. bref, elle se tapait toutes les corvées de la maison, sans rien dire, toujours de bonne humeur, le sourire aux lèvres, en apparence, à l'extérieur ou avec des étrangers à la famille, maintenant qu'elle m'a livré la vérité sur sa triste existence, il lui arrive encore de craquer et de d'effondrer en pleur rien que d'y repenser, elle a peur que je l'abandonne un jour et que le cauchemar recommence, ou que je tombe malade, que je décède avant elle, elle a tellement été traumatisée par ce qu'elle a vécu qu'elle m'en parle toutes les semaines.

Elle est craintive, on le serait à moins, c'est à devenir fou ou se suicider, c'est de là que vient sa susceptibilité. Je dois faire attention à ce que je lui dis car elle a rapidement fait de prendre mal les choses ou d'interpréter de travers une blague ou un trait d'humour qui avait au contraire vocation à la faire rire de sa situation passée, histoire qu'elle en termine et profite enfin un peu de l'existence.

Quand elle rentre sur les coups de 11 ou 11h30, elle me demande toujours si j'ai terminé mon travail, pareil lorsqu'elle rentre à 16h, et quelque part cela me fait plaisir parce qu'elle a compris que je bossais, que je ne m'amusais pas avec mon ordinateur, que

c'était tout aussi sérieux que son boulot.

C'est une femme d'un courage et d'une gentillesse exceptionnels. Je vous avais dit qu'elle était illettrée et très arriérée, mais pas forcément idiote ou dépourvue de logique. Elle a été élevée dans une famille très arriérées et très pauvre au point qu'elle ne sait même pas quand elle est née, sa mère n'a jamais noté sa date de naissance, elle connaît uniquement l'année, c'est pour dire.

Comment faisons-nous pour avoir des rapports et nous comprendre alors que nous sommes si différents, vous demandez-vous peut-être. Cela nécessite de ma part de faire un effort en permanence, beaucoup de patience, beaucoup d'explications en tamoul et en anglais. Elle n'y a pas grand chose dans sa vie, son cerveau fonctionne au ralenti ou il est toujours occupé par les mêmes choses, aussi il est très disponible pour y faire entrer de nouvelles choses ou expériences. Quand elle parle j'ai l'impression de le voir fonctionner à l'air libre comme si sa boîte crânienne était ouverte et de suivre pas à pas les connexions de ses neurones, le mécanisme de sa pensée est si rudimentaire qu'il ne peut pas m'échapper, à elle certainement, elle ne se rend pas compte de son comportement.

Je l'étudie, cela me passionne, en lui procurant beaucoup d'affection, ce n'est pas un animal de foire aux esclaves, elle est émancipée dorénavant et libre. Je ne suis pas du genre à fuir mes responsabilités ou à refuser d'en prendre, et quand je me suis engagé dans une voie je vais jusqu'au bout, je pense que c'est nécessaire pour se sentir bien dans sa peau ou ne pas être en contradiction avec soi-même, et surtout respecter les autres.

ACTUALITE EN TITRES

Sponsorisé par Obama, Cameron et Hollande.

- Le « Djihadistan », nouvel Etat islamiste au Proche-Orient - LeMonde.fr -

Elle fera pire que Thatcher, Reagan, Bush et Obama réunis.

- Hillary Clinton : des mémoires pour lancer sa campagne présidentielle - LeMonde.fr

La crise par le vide.

- Bouygues se prépare un profil de gagneur en sacrifiant jusqu'à 1500 emplois - Liberation.fr

- Delhaize va supprimer 2.500 emplois en Belgique sur trois ans - Reuters

- Danone se prépare à fermer trois usines laitières en Europe - AFP

De la camelote, suite.

- Toyota : le constructeur japonais rappelle 2,27 millions de voitures pour des problèmes d'airbag - Atlantico.fr

On s'en tape, c'est un puissant aphrodisiaque !

- Le cannabis double-t-il vraiment le risque d'infertilité masculine ? - LeMonde.fr

A bas la surpopulation mondiale !

Intox. Désinformation.

- L'ONU appelle à la « *solidarité* » internationale contre les djihadistes de l'EIIL - LeMonde.fr

- Washington promet d'aider Bagdad face à l'«*agression*» jihadiste 20minutes.fr - 20minutes.fr

Lire l'article dans cette page, EIIL est une créature immonde des Américains et des Saoudiens...

Stratégie du chaos.

- Libye : un kamikaze se fait exploser à Benghazi - LeMonde.fr

- Raid aérien israélien sur le nord de Gaza, un Palestinien tué - AFP

- Les Américains tuent dix islamistes avec un drone au Pakistan - LeMonde.fr

- Egypte: un célèbre militant de gauche condamné à 15 ans de prison - AFP

- Echanges de tirs mortels entre le Rwanda et la RDC - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Il le revendique.

- Hollande choisit Jacques Toubon comme Défenseur des droits - AFP

La nomination de M Toubon, 72 ans, constitue une surprise, même si François Hollande et Jacques Chirac, dont M. Toubon, est un fidèle, entretiennent des relations cordiales. AFP 11.06

... et pendant qu'il y est.

- Jean-Luc Godard : "*Hollande devrait nommer Marine Le Pen Premier ministre*" - Francetv info

Pourquoi ? "*Pour que ça bouge un peu. Pour qu'on fasse semblant de bouger, si on ne bouge pas vraiment. Ce qui est mieux que de faire semblant de ne rien faire [rires].*"

Le chantre de la Nouvelle Vague réfute pourtant tout soutien clair au parti d'extrême droite. "*Il y a longtemps, Jean-Marie Le Pen avait demandé que je sois viré de France. Mais j'ai juste envie que ça bouge un peu… Les grands vainqueurs, ce sont les abstentionnistes. J'en fais partie depuis longtemps*", explique-t-il. Francetv info 11.06

A Kiev cela "*bouge*" pas mal si cela l'intéresse...

Une réflexion m'est venue à l'esprit en lisant cette article.

Il est vrai aussi que parmi ceux qui n'ont pas soutenu ouvertement la candidature de Hollande en 2012, il y en a certains qui auraient préféré que Sarkozy soit réélu de manière à pouvoir conserver leurs relations avec le PS et continuer de le ménager, ce qui devenait plus délicat si Hollande était élu, les faveurs que leur accorde le PS quand il est dans l'opposition parlementaire passent inaperçues, alors que parvenu au pouvoir c'est plus qu'embarrassant, carrément compromettant.

Cela fait partie des jeux d'appareils auxquels les militants ne prêtent pas beaucoup d'attention, alors qu'ils révèlent les véritables rapports et liens éventuellement entre différents partis.

En complément

Bras d'honneur...

- Budget : les frondeurs du PS continuent leur bras de fer avec le gouvernement - Public Sénat

... et mains sales...

- Cambadélis tend la main à gauche et aux écologistes - AFP

"*C'est une nécessité que les partis de gauche et les écologistes recommencent à échanger sur le fond et sur la situation politique*", explique le premier secrétaire du PS à l'AFP.

Pour commencer, le numéro un du PS propose une "*université permanente de la transition écologique*", avec débats, pour essayer

de faire apparaître une "*position commune*". Mais il prône aussi une "*coopérative*" contre "*la fachosphère, extrêmement puissante sur le net*". AFP 11.06

L'article se poursuivait en nous disant que le PG n'en était pas, tandis qu'au même moment le PCF ne disait pas nonn pour mettre en oeuvre " une autre politique s'attaquant aux coûts du capital, aux inégalités sociales et à l'hémorragie industrielle", a appuyé le PCF en prônant des "*ruptures immédiates*", notamment l'"*abandon de la réforme territoriale*". (AFP), ben voyons ! Double jeu, double langage, c'est le Front de gauche, quoi !

... bouffées par la Vert-mine...

- Les Verts tentent de restaurer le dialogue à gauche - LeFigaro.fr

Invitée mercredi du «*Talk Orange-Le Figaro*», la coprésidente du groupe Europe Écologie-Les Verts à l'Assemblée, Barbara Pompili précise qu'avec ses collègues du groupe écologiste elle devrait voter le projet de loi de finances rectificative présenté mercredi en Conseil des ministres. «*Nous sommes dans la majorité et si nous ne votons pas ce collectif budgétaire, nous ne serons plus dans la majorité. Il faut savoir où on est*», a-t-elle indiqué, souhaitant tout de même «*un coup de barre à gauche*», un«*rééquilibrage*» de ce budget. LeFigaro.fr 11.06

Vous ne risquez pas de ne plus savoir où vous êtes : A droite et restez-y vous ne représentez rien ni personne !

L'écologiste, en dehors du jeune encore trop vert ou sans expérience pour comprendre dans quel monde il vit et qui s'insurge sincèrement contre le saccage de notre planète, c'est un type ou une nana qui vit bien, confortablement, qui ne manque de rien, qui ne s'intéresse pas particulièrement à la politique parce qu'il est servi.

Le capitalisme lui va très bien merci, il n'aura nullement l'envie de le renverser, cette idée ne risque pas de lui traverser l'esprit car il aurait trop à y perdre pense-t-il dans sa suprême ignorance, et qui a pour lubie de vivre dans un environnement meilleur quitte à s'en prendre au premier venu sans se soucier de savoir si son comportement qu'il juge et réprouve ne serait pas dû à son médiocre statut social. Il ne peut pas comprendre que le prolo s'en fout des questions environnementales parce qu'il a d'autres préoccupations sociales autrement plus urgentes à régler en tête, trouver du boulot, en changer ou il craint de le perdre, comment faire pour finir le mois, payez ses factures, son loyer, des vacances à ses gosses, régler ses dettes qui s'accumulent, changer de bagnole alors qu'il n'a pas un rond d'avance, se faire refaire les chicots en train de pourrir, acheter un cadeau pour l'anniversaire de sa compagne, etc.

Aussi il considère que le prolo est arriéré, plutôt taré, débile, et qu'il faut le forcer à changer d'habitudes, de mode de pensée et de vie. Non, ce n'est pas le capitalisme qui l'a rendu ainsi, c'est parce qu'il fait preuve de mauvaise volonté, il a peut-être reçu une mauvaise éducation, il ne veut pas évoluer cet abruti, il se complaît dans sa merde, il le fait exprès, il est irrécupérable. La transition énergétique, les énergies renouvelables, les voitures propres, le recyclage ou le tri des déchets, les économies d'énergie, tout cela devrait le passionner et donner un nouveau sens à sa vie, mais voyez-vous, il s'en tape complètement.

Sa vie n'a aucun sens, elle n'en a jamais eu en dehors d'une période de brèves illusions au cours de son adolescence qui se sont vite évanouies, depuis c'est le vide, le néant, il préfère s'abrutir devant sa télé ou son ordinateur ou avec une console de jeu, faire un peu de sport, profiter de petits plaisirs désuets qui passent, penser à ses gosses ou à sa compagne, à ses potes quand il en a, sa vie est morne et routinière à mourir d'ennui, sans intérêt ni relief. Il ne se voit pas participer à une société qui le traite aussi mal alors qu'il se tue au boulot. Il estime même que les animaux font l'objet de plus d'égards que lui, on les protège au moins, tandis que lui vit dans la précarité, cela l'écoeure, il faut le comprendre. On le prend pour un con, un sale raciste et j'en passe, il se sent humilié et se referme sur lui-même, il méprise tous ces donneurs de leçons à la bonne conscience et propret sur eux, ces geules de permiers de la classe qui prétendument veulent son bien et les envoient chier, il faut le comprendre...

En famille toujours, mais en Espagne. L'internationale socialo-monarchiste.

- Les députés espagnols approuvent la loi de succession du roi - Reuters

Le PSOE l'a voté comme il se devait... il est républicain et socialiste, de gauche, quoi !

Sionisme : tolérance zéro.

- Antisémitisme, Israël : le grand malentendu - LeMonde.fr

Robert B. qui, suite à la publication dans le quotidien belge Le Soir du 4 juin d'une opinion de l'avocat de la LBCA Christophe Goossens, titrée «*Antisémitisme : tolérance zéro*», a posté sur le mur Facebook de ce dernier le message suivant: «*Superbe texte. Mais, mes amis juifs et autres, osera-t-on la question suivante sans faire hurler : La politique de l'Etat d'Israël ne contribuerait-elle pas à nourrir cet antisémitisme au lieu de le combattre ?*»

(La question intéressante à poser aurait été de savoir pourquoi l'Etat d'Israël est incapable de combattre l'antisémitisme, en a-t-il la volonté ? En réalité et c'est là le fond de la question impossible à aborder, c'est un Etat antisémite, c'est la raison pour laquelle il ne peut pas combattre l'antisémitisme qui est sa création, comme l'Etat juif ou le mythe du peuple juif, du peupe élue... - ndlr)

Serait-ce à dire qu'Israël, garant ultime du «*Plus jamais ça*», est aujourd'hui devenu pour certains une des causes de la résurgence de l'antisémitisme dans nos contrées ? D'aucuns diront qu'avec des amis comme Robert B., les juifs n'ont plus besoin d'ennemis. Je pense que ce serait là une erreur. D'abord parce que rien ne permet de douter de la sincérité de ce dernier. Ensuite, parce que son propos exprime une pensée largement répandue auprès de certains de nos concitoyens dont l'engagement antiraciste ne saurait être questionné.

(En réalité, Israël n'est pas le "*garant ultime du «Plus jamais ça»*", mais perpétue l'antisémitisme en martyrisant les Palestiniens d'origine sémite. L'antisémitisme sioniste inspira Hitler qui le mit en pratique en quelque sorte et Israël entretient sa mémoire à travers la Shoah, les deux, le sionisme et le régime nazi étant liés à jamais, on en a encore la preuve sous les yeux en observant ce qui se passe à Kiev en Ukraine où les sionistes soutiennent un régime néonazi, xénophobe et antisémite. L'antiracisme des sionistes est à géométrie variable, il ne s'applique pas à Israël, il sert à couvrir leur soutien à l'Etat raciste d'Israël. - ndlr)

L'antiracisme : c'est ici précisément que réside le «grand malentendu». Avant d'y venir, deux remarques préliminaires s'imposent. Primo, critiquer la politique israélienne n'est, à l'évidence, pas antisémite. Prétendre le contraire reviendrait notamment à considérer que la majorité des Israéliens sont eux-mêmes antisémites. Je dirais même qu'Israël doit être critiqué, dans la même mesure que doivent l'être toutes les démocraties afin d'en améliorer leur fonctionnement.

(Le brave homme, il nous accorde de "*critiquer la politique israélienne*", à condition qu'on ne remette pas en cause l'existence d'Israël, pour en "améliorer (le) fonctionnement".

Valls et BHL à la suite de dirigeants du Crif ont déclaré que l'antisionisme était l'antichambre de l'antisémitisme et qu'il fallait le condamner au même titre, or l'antisionisme signifie qu'on est opposé à l'existence de l'Etat d'Israël qui se définit comme un Etat juif sur la terre appartenant aux Palestiniens.

Oui, la majorité des Israéliens sont antisémites, ce qui n'est pas une contradiction ou impossible puisqu'ils ne sont pas sémites. - ndlr)

Secundo, cette tentative de dissiper ce « *grand malentendu* » ne s'adresse pas à ceux qui se cachent derrière l'antisionisme pour distiller un antisémitisme inavouable. Non, ce texte s'adresse à ceux qui, de bonne foi et sur base de mauvaises informations, participent involontairement à la diabolisation d'Israël et, ce faisant, à la banalisation de l'antisémitisme contemporain. Ces précisons faites, venons-en au « *grand malentendu* ».

(Qu'il y ait des antisémites parmi les antisionistes, c'est un fait que personne ne niera, à l'extrême droite ou dans des milieux proches de l'extrême droite. Que certaines personnes soient antisémites par ignorance, c'est d'une banalité navrante, faudrait-il se poser la question de savoir pourquoi elles sont ignorantes ou le sont demeurées, qui cela arrange-t-il au lieu de les juger à la hâte.

(...) Aucun compromis, aucune paix n'est possible avec le nazisme : il doit être éradiqué.

(Sauf à Kiev apparemment, pas seulement. -ndlr)

Ici rentrent en jeu les crypto-antisémites qui, au sortir de la seconde guerre mondiale, ont substitué l'Etat juif à l'individu juif et se sont, depuis, ingéniés à contaminer les esprits des véritables antiracistes en nazifiant Israël, en faisant des anciennes victimes les nouveaux bourreaux. Pour y parvenir, ils réservent leur « *indignation* » à l'unique démocratie (selon nos critères européens) du Moyen-Orient. C'est en effet « *au nom de l'antiracisme* » que ceux-ci condamnent sans relâche les moindres faits et gestes d'Israël et font la promotion de son boycott – on soulignera au passage la troublante coïncidence qui veut que, parmi les quelques 200 Etats membres que compte l'ONU, le seul pays soumis à cette menace est également le seul Etat juif de cette Assemblée.

(Il en vient au fait, à l'objectif de son article : Soutenir coûte que coûte la dictature, l'Etat théocratique, policier, terroriste, voleur, pilleur, raciste, l'apartheid qui caractérise Israël, "bourreau" du peuple Palestinien. - ndlr)

Concomitamment, ils font systématiquement l'impasse sur le caractère d'inspiration nazie des ennemis aux frontières d'Israël. Si l'accusation paraît rude, les faits n'en sont pas moins éloquents. Quid en effet du Hezbollah libanais et de certaines milices armées palestiniennes qui défilent, Kalachnikov au poing, en faisant le salut nazi? Quid encore de la charte du Hamas qui reprend à son compte les poncifs éculés de l'antisémitisme («*Avec leur argent, ils ont mis la main sur les médias du monde entier. (…) Avec leur argent, ils ont mis sur pied des sociétés secrètes comme les francs-maçons, les clubs Rotary, les Lions (…) afin de saboter les sociétés et servir les intérêts sionistes.*», art. 22) et puise son idéologie dans le livre de chevet d'Adolf Hitler (« *Le plan sioniste (…) se trouve dans "Les Protocoles des Sages de Sion" et leur conduite présente est une bonne preuve de ce*

qu'ils avancent. », art. 32)?

(Les "*milices armées palestiniennes qui défilent, Kalachnikov au poing, en faisant le salut nazi*" vous saluent en fait, ils saluent le dictateur qui leur impose des conditions de vie inhumaines. Ils caricaturent sciemment les arguments avancés par le Hamas qui sont pour la plupart fondés pour l'assimiler à Hitler, alors que l'Etat sioniste en occupant la Palestine et en disloquant le peuple Palestien au delà de son pays d'origine, met en pratique la même méthode raciale employée par Hitler pour chasser les juifs d'Europe ou les exterminer, à ceci près que cela prend plus de temps à Israël parce qu'il n'est pas possible de liquider brutalement les Palestiniens. Les ennemis de l'Etat sioniste sont des nazis qui doivent "*être éradiqués*", on a bien compris le message, on le connaissait déjà par coeur. - ndlr)

Mais, si par cette inversion accusatoire Israël est un Etat nazi et les juifs de diaspora leurs collabos, quelle solution autre que « *finale* » méritent-ils que nous leur réservions, nous Européens biberonnés à l'antiracisme qui avons précisément le nazisme et ses soutiens comme ennemis absolus?

(Effectivement le sionisme doit être éliminé, c'est le frère jumeau du fascisme ce qu'il vient de prouver une nouvelle fois en Ukraine, la pourriture immonde qui siège dans les officines sionistes, les BHL et Cie ne mérite pas d'exister, ils représentent un danger mortel pour la civilisation humaine dès lors que le sionisme est un maillon du néolibéralisme auquel nous avons déclaré la guerre, à mort. - ndlr)

Joël Rubinfeld (Président de la Ligue Belge contre l'Antisémitisme) LeMonde.fr 11.06

Commentaire d'internaute.

1- "*Ai-je bien lu ? L'auteur décrit les Israéliens entourés d'ennemis «d'inspiration nazie» et se félicite que les Européens aient le nazisme et ses soutiens comme «ennemis absolus». Curieusement, il se demande si les Européens juifs veulent quitter l'Europe (qui est antinazi) mais ne se demande pas si les Israéliens juifs veulent quitter le Proche-Orient (où, selon lui, prospère l'inspiration nazie). La logique de cet article est très mystérieuse.*"

L'auteur de cet article est foncièrement malhonnête, il est là votre "*mystère*". Car en réalité il y a plus d'Israéliens juifs qui quittent l'Etat sioniste que d'Européens juifs qui viennent s'y installer, mais cela il ne le dira, cela ne collerait pas avec sa démonstration. Il y en a plus encore qui rêvent de quitter cet Etat d'apartheid, mais ils ne le peuvent pas matériellement parce qu'ils sont trop pauvres ou trop vieux, sans attache en Europe ou aux Etats-Unis.

Vous avez raison il faut être frappé pour aller vivre dans un pays comme Israël qui est en guerre avec ses voisins depuis 1948 et qui est haï partout dans le monde. Pour se moquer de la haine qu'il inspire et s'accommoder sur place de la haine qu'il suscite chez les Palestiniens et une partie des Israéliens juifs, il faut être particulièrement pourri ou pire encore, ce n'est pas possible autrement.

2- " *Je vous lis, et je tique : "l'unique démocratie (selon nos critères européens) du Moyen-Orient"... et le Liban, son voisin ? On y vote, on y élit des parlementaires, qui tentent de constituer un gouvernement (avec difficultés, mais justement parce que c'est une démocratie au jeu complexe). Pourquoi Israël est toujours présenté comme l'unique démocratie du M-O ? Pourquoi nier ce pays qui résiste courageusement aux houleuses agitations de ses voisins ? Aurais-je raté un épisode ?*"

Il ne peut y avoir qu'un gardien des puits de pétrole des "*sept soeurs*". Que faites-vous du Grand Israël intégrant la Syrie, le Liban et l'Irak ? Et le Liban ne serait-il pas (toujours) allié à la Syrie et à l'Iran par le biais du Hezbollah, ne ferait-il pas partie de "l'axe du mal", de la résistance au sionisme justement ? Une terre "*chrétienne*", tout ce qu'ils haïssent, ils haïssent tout ce qui ne leur ressemble pas, donc en dehors d'eux-mêmes, je parle des sionistes, pas des juifs évidemment.

Et puis il faut bien présenter Israël comme une démocratie pour justifier tous ses crimes, Obama à la suite de Bush ne procède pas autrement, Hollande non plus, tous les dirigeants occidentaux, même à Kiev.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Brésil

- Brésil: les autorités inflexibles face aux grévistes du métro - AFP

Le gouvernement de l'Etat de Sao Paulo refuse de réintégrer les 42 employés du métro qui avaient été renvoyés pendant la grève du 5 au 9 juin, s'exposant ainsi à une nouvelle paralysie jeudi, jour du coup d'envoi du Mondial-2014 dans la capitale économique brésilienne.

"*Ces 42 employés ont déjà été renvoyés. Nous ne ferons pas marche arrière*", a affirmé à l'AFP un responsable de la communication du Secrétariat aux transports de l'Etat.

Lundi, le gouvernement de l'Etat avait annoncé le licenciement de 42 grévistes au terme de cinq jours d'arrêt de travail qui avaient provoqué des embouteillages monstres dans la plus grande ville du Brésil.

Selon les autorités, ces employés auraient commis des actes de vandalisme, empêché les non grévistes de travailler et incité la population à frauder.

Après la suspension du mouvement lundi, le syndicat des employés du métro avait annoncé la tenue d'une nouvelle assemblée générale ce mercredi à 18H30 locales (21H30 GMT) pour décider si le mouvement devait être relancé le lendemain, jour du match inaugural entre le Brésil et la Croatie à l'Arena Corinthians de Sao Paulo.

Les grévistes avaient alors indiqué que leur décision dépendrait avant tout de la réintégration des employés licenciés.

La presse locale a rapporté mercredi que le gouvernement de l'Etat avait constitué une liste de 300 employés qui pourraient être renvoyés en cas de reprise de la grève. Le responsable contacté par l'AFP a démenti un tel projet "*dans l'immédiat*".

Paulo Pasin, président de la Fédération nationale des travailleurs du métro, impliquée dans le mouvement, a fustigé mercredi "l'intransigeance" du gouvernement de l'Etat, qui selon lui "*ne respecte ni la liberté syndicale, ni le droit de grève*".

Dans le cas d'une reprise de la grève jeudi, le gouvernement a indiqué avoir préparé un plan d'urgence pour limiter les perturbations sur la principale voie d'accès au stade, sans fournir de détails.

La presse locale a de son côté fait état d'un projet visant à remplacer les grévistes le temps du mouvement pour juguler les perturbations. Par ailleurs, le trafic ferroviaire entre le centre-ville et le stade pourrait être étoffé. AFP 11.06

Haut de page

Le 13 juin 2014

CAUSERIE

35 articles ont été ajoutés, il en reste 16 que j'ai téléchargés mais que je dois lire (en diagonale) avant de les publier éventuellement.

Il fait trop chaud pour causer... Trop de boulot avec le nouveau front irakien. J'essaie de comprendre ce qui se passe.

J'ai lu dans un tout dernier article publié par le Réseau Voltaire que les Américains pourraient être dépassés par les évènements en Irak dans la mesure où EIIL serait devenu incontrôlable. J'ai du mal à y croire, je pense plutôt que les Américains veulent ainsi justifier leur reprise en main de l'Irak car ils voyaient d'un mauvais oeil le soutien qu'elle apportait à la Syrie et son rapprochement avec l'Iran. Si 5.000 missionnaires armés peuvent s'emparer d'un pays comme l'Irak, c'est que l'Etat irakien existe davantage sur le papier que dans la réalité, comme en Somalie. Ils peuvent aussi avoir décidé de prendre la Syrie en étau pour en finir, quitte à embraser toute la région ou davantage encore, il n'y a rien de plus dangereux qu'une bête féroce acculée... A suivre.

Spécial Irak

1- "*Les USA ont remis le Moyen Orient entre nos mains*" (EIIL) - french.irib.ir

"*Entrez chez les chiites et décapitez-les comme des moutons . tuez les comme on tue des mouches* ", a déclaré aux terroristes à sa solde, Abou Mohamad Adnani, porte parole de l'Etat islamique en Irak et au Levant dans un communiqué " *les Etats Unis ont remis le Moyen Orient entre nos mains pour que nous changions la carte du monde et établir au Moyen Orient un Califa islamique . nous allons dessiner la nouvelle carte du monde à l'aide de la pointe de nos sabres* " ... french.irib.ir 10.06

2- Qui a plongé le Moyen Orient dans les affres du terrorisme? Moscou répond. - french.irib.ir

Le porte-parole du ministère russe des AE a fermement condamné les agissements terroristes de l'EIIL en Irak et en Syrie et dans des régions voisines, accusant l'Occident d'avoir déstabilisé le Moyen Orient. selon Russia Today, Moscou a une nouvelle fois condamné le terrorisme en Irak et en Syrie :" *il ne fait pas l'ombre d'un doute que ceux qui ont attaqué l'Irak il y a dix ans, et qui continuent d'imposer leurs diktats et leurs décisions aux peuples de la région sont ceux qui jouent un rôle de premier plan dans la déstabilisation du Moyen Orient* ", a affirmé Alexandre Loukachevitch . " *Les terroristes de l'EIIL veulent bâtir un califat au Moyen Orient. pour le responsable russe, ce qui se produit en ce moment au Moyen Orient est le résultat de l'aventurisme des Etats Unis et de la Grande Bretagne. Moscou est inquiet de ce qui se passe en Irak. L'unité et l'intégrité irakiennes sont mises à l'épreuve* , a-t-il poursuivi. french.irib.ir 13.06

3- 7000 GI's supplémentaires débarquent en Irak - french.irib.ir

Selon le site d'information Al Qirtass qui mentionne une source sécuritaire irakienne sous couvert d'anonymat, " *7000 GI's sont arrivés en Irak pour combattre les terroristes de l'EIIL*". Ces forces devraient aider l'armée irakienne dans ses combats contre les terroristes. Ces 7000 G'Is s'ajoutent aux 4000 autres déjà entrés à Bagdad sous prétexte d'aider les soldats de l'armée nationale à repousser les terroristes.

Selon cette source, 3000 des 4000 GI's en question se trouvent déjà au nord de l'Irak dans la province de Soleymaniye. Al Qirtas ajoute :" *les forces américaines ont pour mission d'aider les forces de l'armée et les forces de sécurité à libérer les régions occupées par Daesh*", Mossoul est toujours aux mains des terroristes de l'EIIL. french.irib.ir 13.06

4- Le Koweït ferme ses frontières avec l'Irak. - french.irib.ir

Seilon les sources bien informées, le Koweît a fermé ce vendredi ses frontières avec l'Irak dans la foulée "*des incidents sécuritaires qui se multiplient en Irak*" selon al Ahed, " *les frontières koweïto irakiennes sont bloquées. Personne ne peut se rendre en Irak et inverse*" bien que faisant partie du CCGP, le Koweït a bien peur d'être victime de l'extension du fléau terroriste french.irib.ir 13.06

ACTUALITE EN TITRES

Posture. Tandis que le Sénat (PS-UMP) est favorable au pacte de libre-échange USA-UE...

- Le Sénat fustige la concurrence "*déloyale*" des USA en Iran - Reuters

Le suzerain commande et son vassal s'exécute.

- BNP: premier départ d'un haut dirigeant, réclamé par les Américains - AFP

Résistance passive.

- SNCF: la grève des cheminots reconduite vendredi - AFP

- En grève, les surveillants de prison bloquent la moitié des établissements - L'Express.fr

- Aéroport Roissy CDG : grève des agents au sol d'Air France dimanche - LeParisien.fr

- Air France : appel à la grève à Roissy pour le dimanche 15 juin - Francetv info

- Appel à la grève à Pôle emploi le 19 juin - Francetv info

- Carrefour: la CGT dénonce une généralisation de l'ouverture le dimanche - AFP

- Fichés, des salariés d'une filiale de Renault saisissent les prud'hommes - 20minutes.fr

Qui s'en soucie, tout le monde s'en fout !

- Un précaire sur deux ne mange pas à sa faim en France - AFP

Les petites et grandes affaires d'Etat.

- Marseille : la justice se rapproche de l'ex-député européen EELV - LePoint.fr -

- Affaire Karachi : six personnes renvoyés en correctionnelle - Francetv info

Cela ne tourne pas rond : C'est la coupe du monde de football ou de rugby ? S'ils le disent eux-mêmes...

- La FIFA, « *une famille de mafieux* » selon l'ex-président de la fédération anglaise - LeMonde.fr

... avec un faux pénalty en prime, c'est net et sans bavure.

- Mondial: une ouverture de ferveur, d'erreur et de heurts - AFP

Quand l'UE soutient Israël qui emprisonne des gosses de 9 ans sans jugement pour un simple jet de cailloux.

- L'UE en campagne contre les violences sexuelles à l'encontre des mineurs pendant le Mondial - Liberation.fr

Et le travail des enfants pour le compte de multinationales européennes en Asie et ailleurs ? L'UE s'en tape, elle est à leur service. Et le tourisme sexuel au Maroc par exemple ou la pédophilie qui ont pour clients des Européens, des ministres et hommes d'affaires ? Le Maroc est un partenaire stratégique dans la géopolitique de l'UE, on n'y touche pas, c'est une monarchie comme au Pays-Bas qui estime légitime la tenue d'une journée de la pédophilie (lire une ancienne causerie sur ce sujet).

La question qui tue leur auteur.

- Journées du Havre : y a-t-il encore un rêve français ? - Le Nouvel Observateur

C'est Le Nouvel Observateur qui l'a organisée qui pose cette question. On leur répond ? Allez, on ose : C'est plutôt un cauchemar !

Le vieux monde.

- L'Espagne va intégrer la drogue et la prostitution à son PIB - LeMonde.fr

- Turquie: les meneurs de la révolte de 2013 devant la justice - AFP

- Irak: l'EIIL gagne du terrain au nord-est de Bagdad - L'Express.fr

- Washington reprend ses tirs de drones au Pakistan après la sanglante attaque de Karachi - AFP

- Centrafrique: Au moins 22 tués dans des affrontements entre groupes armés - 20minutes.fr

- Algérie: deux ans de prison pour avoir dénoncé des policiers voleurs - L'Express.fr

- Corruption en Égypte : l'ex-ministre de l'Intérieur de Moubarak acquitté - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Le coeur à gauche, le portefeuille à droite, pas une révélation, une confirmation.

- Après un virage à droite, Alain Lipietz se fait virer d'EE-LV - Liberation.fr

- Alain Lipietz exclu d'EELV après son alliance avec la droite aux municipales - AFP

Explication. I

I a été élu sur une liste municipale UMP, il a senti le vent tourner et il s'est dit que l'original valait mieux que la copie. Opportuniste comme ils le sont tous à ce niveau à EE-LV, il a seulement fait preuve de pragmatisme appliqué à ses petits intérêts personnels, quelque part il est plus honnête que les autres dirigeants d'EE-LV.

EE-LV est de droite, le PS est de droite, mais leurs dirigeants ou ces partis le nient ainsi que l'ensemble des représentants de la classe dominante, la pseudo-gauche et extrême gauche, les médias, etc. Il faut à tout prix que la mystification ou l'imposture ainsi soigneusement entretenu perdure malgré les faits qui pèchent ouvertement contre l'étiquette de gauche qu'ils s'attribuent ou que les uns et les autres leur attribuent généreusement.

Aussi tout passage du côté du parti officiel de l'ordre qui est évidemment de droite, l'UMP, a valeur de trahison du pacte qui les lie tous. C'est le règne de l'omerta qui prévaut. Ce qu'ils lui reprochent, ce n'est pas d'avoir trahi des idées, mais de mettre en danger l'imposture qui consiste à se prétendre de gauche, au delà le régime puisque le PS en est un des piliers avec ses satellites, dont EE-LV.

Le jour où on aura enfin compris que le mouvement ouvrier est prisonnier de ce carcan que constitue cette imposture, et qu'il ne pourra être refondé ou acquérir véritablement son indépendance ou encore reprendre le chemin du socialisme que lorsqu'il l'aura fait voler en éclats, l'humanité aura fait un pas gigantesque en avant vers son émancipation du règne de la nécessité... Pour le moment, on est plutôt mal barré !

On a eu le Front populaire, une alliance du PS et du PC avec le plus vieux parti bourgeois, le Parti radical, qui par sa seule présence suffisait à en comprendre la nature contre-révolutionnaire, dans son prolongement on a eu le Conseil national de la résistance associant les mêmes partis et d'autres, alliance étendue jusqu'aux royalistes, embryon du gouvernement d'union nationale qui verra le jour dès le fin de la Seconde Guerre mondiale dont la tâche sera de désarmer le peuple en armes au profit de la reconstruction de l'Etat bourgeois qui s'était écroulé en 1940, puis on a eu le droit à l'Union de la gauche avec le Parti radical de gauche tout aussi bourgeois ou de droite que le Parti radical valoisien dont la tâche sera d'assurer la continuité des institutions bonapartistes de la Ve République et de gérer la société pour le compte des capitalistes, et enfin on n'échappa pas à la Gauche plurielle flanquée des Verts, qui parvenue au pouvoir se réunira en Conseil des ministres présidé par un président de la République issu du RPR, donc de droite, Jacque Chirac. On pourrait ajouter que plus tard des dirigeants du PS seront nommés ministres par un autre président de la République issu également du parti de l'ordre, l'UMP, Nicolas Sarkozy, tandis que d'autres se verront confier par celui-ci différentes "missions". Vous aurez constaté qu'ils l'aiment par dessus tout le parti de l'ordre, qu'ils y sont liés depuis toujours en somme, à l'ordre établi.

Bref, on constatera que depuis près d'un siècle, les partis qu'on nous a vendus pour des partis de gauche ont avec constance et persévérance hormis la période de la guerre et celle allant de 1958 à 1981, collaboré au plus haut niveau de l'Etat avec le parti de l'ordre officiel ou de droite à la mise en oeuvre de politiques qui étaient tournées contre la classe ouvrière. Il faudrait préciser que pendant la guerre ils acceptèrent de se soumettre aux gaullistes, et que lorsqu'ils étaient dans l'opposition parlementaire entre 1958 à 1981, ils n'ont eu de cesse également de participer au pouvoir au sein des commissions mises en place à l'Assemblée nationale et au Sénat notamment, à aucun moment ils n'ont rompu leurs relations avec le parti de l'ordre, bien au contraire.

Passons sur le fait qu'ils ont sans cesse joué un rôle négatif au sein du mouvement ouvrier en brisant des milliers de grèves ou mouvements, en refusant de les soutenir ou de les généraliser pour ne pas mettre en péril le régime, quand ils ne les ont pas accompagnés, encadrés, contrôlés, cadenassés pour mieux les pourrir de l'intérieur, diviser les travailleurs, conduire leurs luttes dans une impasse. Défenseurs acharnés de l'Empire colonial français un jour ou à une certaine époque, ouvertement racistes, misogynes, etc., farouches anticommunistes pour le PS ou staliniens pour le PC, pour se présenter plus tard quand il était devenu inévitable d'accorder l'indépandance aux peuples colonisés en champions du combat contre le colonialisme allant jusqu'à dénoncer les crimes de Staline au nom de la démocratie une fois là encore qu'il était entendu que l'URSS allait disparaître... On appelle cela aussi prendre le train en marche ou de la récupération pour masquer sa véritable nature réactionnaire.

On s'aperçoit ainsi que chaque fois que des peuples combattaient contre l'impérialisme français ou contre la dictature stalinienne, le PS et le PC se tenaient du mauvais côté de la baricade, du côté de leurs ennemis, et c'est seulement après coup qu'ils prirent le train en marche pour effacer tous leurs crimes ou redorer leurs blasons, c'est si vrai que la décolonisation n'a pas eu lieu lorsqu'ils étaient au pouvoir, mais sous le règne de de Gaulle lors de la première décennie de la Ve République.

L'imposture est donc d'une ampleur telle qu'elle paraît invraisemblable, on a peine à y croire quand on ignore les faits et qu'on ne les a pas reliés entre eux, ensuite il n'est plus permis d'en douter un seul instant et on se dit que notre devoir est de lutter de toutes nos forces pour qu'elle éclate au grand jour et la briser ou plutôt aller jusqu'au bout de l'analyse qui conduit à ce constat pour justifier cette conclusion car il n'en existe pas d'autres.

Cela dit il va de soi que pas un travailleur ne croit depuis des lustres que ces partis seraient socialiste ou communiste, d'ailleurs ils ne savent même pas ce que cela veut dire, ils constatent que le PS mène la même politique réactionnaire que l'UMP et que le PC le soutient à chaque élection, autrement dit que quelque part il la partage.

Les travailleurs ne sont pas dupes de leur double langage ou de leur hypocrisie permanente même s'ils n'en saisissent pas la signification exacte. Pour peu qu'on leur explique ce qu'est réellement le socialisme, ils peuvent comprendre sans effort que le PS et le PC y sont étrangers.

La langue de bois, le don qu'ils ont de se contredire dans la même phrase ou à 48h d'intervalle, leurs déclarations ou discours qui se veulent parfois fracassantes ou radicals ou leurs gesticulations gratuites et sans lendemain, leurs minables manoeuvres d'appareils, la détermination qu'ils affichent pour immédiatement faire profil bas ou se rétracter ou encore accoucher d'une souris, tout cela les travailleurs y sont tellement familiers qu'ils n'y prêtent même plus attention, ils s'en détournent, cela ne les intéressent pas, ils en sont las au point de remettre en cause tout ce qu'ils peuvent dire, ils les traitent de bonimenteurs ou de vendus avant même qu'ils aient fini de parler, ils sentent bien qu'ils les méprisent et les prennent pour des abrutis, qu'ils les trompent éhontément, qu'ils abusent de leur statut, aussi ils n'en attendent rien et les méprisent à leur tour.

On attendra encore qu'un parti ouvrier daigne un jour publier ce genre d'analyse, à croire que son contenu les effraie, qu'ils ne le partagent pas ou qu'il n'est pas digne d'intérêt. Or à notre avis, c'est justement ce que les travailleurs voudraient entendre, un discours dans lequel ils se reconnaîtraient, auquel ils adhèreraient, ils auraient enfin l'impression qu'il existe un parti qui les écoute, qui sait ce qu'ils pensent, qui les connaît bien et qui les représente vraiment, et qui sait, qui mériterait peut-être qu'ils s'y intéressent ou le rejoignent, pourquoi pas. Avouons que c'est encore du domaine de la fiction ou de l'utopie, alors le socialisme, c'est plus qu'une utopie, c'est quoi pour eux, rien, cela ne veut dire absolument rien et ils ont raison de le penser, hélas !

Au nom de la démocratie, tous les crimes sont permis.

- Israël : l'autopsie d'un jeune Palestinien révèle un tir à balle réelle - lepoint.fr

L'autopsie d'un jeune Palestinien tué lors de manifestations en mai conduite par une équipe de médecins légistes composée de deux Israéliens, un Palestinien, un Danois et un Américain, a établi qu'il avait reçu un tir à balle réelle, alors qu'Israël avait affirmé n'avoir utilisé que des balles caoutchoutées lors de ces heurts. Nadim Nouwara, 17 ans, a été tué avec un autre jeune Palestinien le 15 mai en Cisjordanie occupée, lors des manifestations pour la Nakba ("*catastrophe*", en arabe) que représente pour les Palestiniens la création d'Israël en 1948 et la tragédie des réfugiés.

"*Ils (les experts) sont clairement tombés d'accord sur la cause du décès*", a déclaré Sarit Michaeli, de l'ONG israélienne B'Tselem, à l'origine de l'autopsie avec les organisations Défense des enfants International, Al-Haq et Physicians for Human Rights. "*Ils sont tous d'accord pour dire qu'il s'agissait de balles réelles*", a-t-elle annoncé. La conclusion que l'adolescent a reçu un tir à balle réelle dans la poitrine est "*basée sur les blessures d'entrée et de sortie (de la balle) dans le corps, et sur des rayons X qui ont repéré des fragments de balle dans le corps*", a déclaré Sarit Michaeli. "*Ils ont éliminé toute autre cause de décès (comme) des balles caoutchoutées ou quoi que ce soit d'autre*", a-t-elle ajouté. Après la mort des deux jeunes, l'armée israélienne avait affirmé dans un communiqué que ses soldats avaient "*utilisé des moyens antiémeute et des balles caoutchoutées*" lors des heurts de la Nakba. lepoint.fr 12.06

Haut de page

Le 14 juin 2014

CAUSERIE

Les causeries de 2013 ont représenté 2896 pages. 15 nouveaux articles mis en ligne sur les coups de 13h en France.

Les partis ouvriers bourgeois se sont constitués dans tous les pays capitalistes avancés. Sans une lutte décisive et implacable sur toute la ligne contre ces partis, ces groupes, ces tendances, il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. (Lénine, L'Impérialisme et la scission du socialisme, octobre 1916)

Qui a dit ?

- "*il y a des mouvements sociaux (dans ce pays) et je suis pour la paix sociale*".

Le "*Coprince*" d'Andorre à propos du Brésil qui sort d'un dîner avec les dirigeants de la petite principauté des Pyrénées, commentant le match d'ouverture de la coupe du monde de football dans une grand hôtel, vous aurez reconnu Français Hollande, qui dans la journée fustigera la grève des cheminots qui "*pénalise (...) notre économie*", salopards de grévistes, voyous, grève qui "*pénalise les usagers*" ! (Source : AFP 13.06)

Une vidéo

Sharyl Attkisson, ex-journaliste à CBS explique son départ de la chaine et parle des médias de masse
http://www.dailymotion.com/video/x1yiuex_sharyl-attkisson-ex-journaliste-a-cbs-explique-son-depart-de-la-chaine-et-parle-des-medias-de-masse_news#from=embediframe

Sharyl Attkisson, ex-journaliste à CBS explique son départ de la chaine et donne son point de vue sur la façon dont les médias de masse traitent l'information.

Spécial Irak

J'ai retranscrit rapidement l'essentiel des infos contenu dans un entretien que le journaliste français Thierry Meyssan a accordé à la radio francophone iranienne.

Ce qui est en train de se dérouler, c'est la partition de l'Irak en trois régions conformément au plan établi par l'état major américain de 2001. Des officiers américains, français et saoudiens encadrent les mercenaires d'EIIL et les Kurdes sont liés à l'armée israélienne, tandis que 150.000 soldats de l'armée irakienne ont déposé les armes simultanément suite aux ordres qu'ils ont reçu, alors que l'armée irakienne a été formée et est encadrée par les Américains, le Premier ministre Al Maliki avait convoqué le parlement pour obtenir les pleins pouvoirs de l'état d'urgence et les parlementaires ont boycotté la scéance ainsi le Premier ministre n'a pas pu obtenir les moyens pour faire face à l'agression d'EIIL, il s'agit donc d'un coup d'Etat commandé depuis Washington prévu de longue date et auquel chacun des acteurs dans la région s'attendait au moins depuis le début de l'année, rien ne dit qu'il atteindra son objectif, attendons de voir la suite...

http://french.irib.ir/analyses/interview/item/328711-thierry-meyssan,-journaliste-fran%C3%A7ais

ACTUALITE EN TITRES

Spéculation sur le pétrole, ils vont se lâcher.

- La production de pétrole épargnée par les violences en Irak, pour l'instant - AFP

... la preuve...

- Le pétrole à un nouveau sommet en 9 mois à New York, dopé par l'Irak - AFP

Quand le "***rêve***" américain était de la camelote.

- General Motors rappelle de nouveau près de 600.000 véhicules - AFP

Pour qui roulent-ils ? Le PS où les briseurs de grève.

- Grève à la SNCF : "*Le mouvement doit s'arrêter*", estime François Hollande - Francetv info

- Manuel Valls : "*Aucune raison que la grève se poursuive*" - LePoint.fr

Le PS ne manque pas de visionnaires.

- Pascal Lamy : "*La France est un des rares pays à avoir une vision*" - Le Nouvel Observateur

Le vieux monde corrompu.

- Affaire Guérini : Veolia mis en examen pour «*recel de trafic d'influence*» - Liberation.fr

- La femme de Proglio soupçonnée de blanchiment de fraude fiscale - Le Nouvel Observateur

- Accusé de conflit d'intérêt, un conseiller de Taubira démissionne - Liberation.fr

- Guadeloupe : l'ancien député UMP Joël Beaugendre mis en examen et écroué - LePoint.fr

- Démission du maire de Venise autour d'une affaire de corruption - Reuters

- Le Liban extrade vers l'Italie un ami de Berlusconi pour ses liens avec la mafia - AFP

Enfin la situation s'améliore... cela pourrait être pire !

- Près de 22 000 emplois détruits au 1er trimestre, l'intérim durement touché - Francetv info

L'économie française a recommencé à détruire des emplois au premier trimestre dans le secteur marchand, où 21 700 postes (-0,1%) ont disparu, du fait de l'intérim, selon des données définitives de l'Insee publiées vendredi 13 juin.

Tous les secteurs d'activité sont concernés par ces pertes d'emploi : -0,2% dans l'industrie, -0,3% dans la construction et -0,1% dans le tertiaire. Mais le secteur du travail temporaire, considéré comme précurseur des évolutions du marché de l'emploi, est particulièrement impacté, avec 26 200 postes détruits (-4,8%). Francetv info 13.06

Haut de page

Le 16 juin 2014

CAUSERIE

Le mot du jour : Refondation

Refondation de l'UMP, du "*centre*", du PS, du Front de gauche ou consolidation des piliers du régime qui vacille sur ses bases, mais il en faudra beaucoup plus pour qu'il s'effondre...

Les gens qui se refondent, c'est qu'ils étaient mal fondus ou fondus tout court diront certains. Nous nous ne ressentons pas le besoin de changer quoi que ce soit et nous ne tenons surtout pas à leur ressembler.

Cela dit ici aujourd'hui à Pondichéry on a dû dépasser les 40°C et je fonds littéralement, mais c'est un processus naturel. On ne change rien à notre politique et notre comportement dans la vie quotidienne est conforme à nos idées. A suivre.

Une vidéo sur les protégés de messieurs Hollande-Valls-Faibius à l'oeuvre.

Alep : les jihadistes sanguinaires à la solde de la France coupent aussi des mains (attention, images et vidéo très dures)
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=YhixkDgeDoM

Les réacs se lâchent. Médias aux ordres. Propagande, désinformation en mode surenchère.

Le Monde remporte la palme toutes catégories.

- Présidentielle en Afghanistan: plus de 100 morts lors du second tour - Lexpress.fr

... peu importe, c'est la démocratie...

- Présidentielle en Afghanistan : « *peu m'importe qui va gagner, je vote pour la démocratie* » - LeMonde.fr

Le Monde instrumentalise les illusions de certains Afghans...

Leur véritable nature mise à nu au feu de l'expérience.

- Si les djihadistes d'EIIL contrôlent l'Irak, c'est la faute de Nouri al-Maliki, pas des États-Unis - Slate.fr

Maliki a été mis en place par les Américains pour souvenir. Il s'agit de couvrir que EIIL est encadré par des officieres américains, notamment, qu'il est leur monstrueuse créature...

- SNCF: les cheminots grévistes dévoient le droit de grève - Slate.fr

Le droit de grève devrait être décrété illégal... Le droit de grève pourrait exister, à condition de ne pas s'en servir, CQFD.

Nous avons dit en titre que les réacs se lâchaient.

C'était également en référence aux centaines de commentaires qui figuraient à la suite d'articles de l'AFP ou de Reuters traitant de la déclaration d'hier de Valls sur la "gauche". Ils présentaient pour un grand nombre d'entre eux la particularité d'avoir été rédigés par des gens d'extrême droite ou des fachos qui n'ont pas hésité à tenir des propos outranciers ou orduriers du type xénophobe, raciste envers les Noirs notamment, anti-musulman ou Arabes, antisémite, il y en avait à la pelle.

Au-dessus figurait la mention habituel de Yahoo :

- "*Tout commentaire contraire à la réglementation en vigueur (et notamment tout commentaire à caractère raciste, antisémite ou diffamatoire) pourra donner lieu à la suppression de votre compte Yahoo.*

Le cas échéant, certains commentaires que vous postez pourront également donner lieu à des poursuites judiciaires à votre encontre."

Or c'était bien le cas, Yahoo les a laissé passer volontairement, ils ne les ont pas bloqués, ils étaient si nombreux qu'on est bien obligé d'en déduire qu'ils ont agi ainsi délibérément, histoire de rendre le climat encore plus délétère en France et d'effrayer le citoyen lambda devant un tel torrent de haine et de violence qui pourrait l'inciter à s'en remettre à Hollande et son gouvernement pour le protéger par exemple.

Quelle autre explication pourrait-il y avoir, politique évidemment ? Les ficher ? Ils le sont sans doute depuis longtemps.

Un régime aux abois, des partis et institutions en pleine décomposition, au bord de l'explosion.

Un chef d'Etat et son gouvernement, sa majorité parlementaire massivement rejetés par les masses exploitées, minoritaires, illégitimes, travailleurs de toute condition qui se mobilisent pour défendre leurs acquis ou droits sociaux, qui refusent d'être broyées par le rouleau compresseur du néolibéralisme qui menace leurs conditions de travail et d'existence, qui se traduit par une aggravation du chômage, une amplification de la précarité, davantage de pauvreté et de misère sociale, autant de facteurs conduisant à l'éclatement ou à la dislocation des rapports sociaux les plus élémentaires sur lesquels reposait la cohésion de la société, et à opposer toutes les couches de la population entre elles, situation éminamment propice au développement de la haine qui pousse chacun à rechercher une solution individuelle à ses difficultés ou problème quitte à verser dans la violence aveugle en l'absence d'une issue politique qui rassemblerait l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes pour en finir avec ce régime à bout de souffle synonyme de guerre civile ou de guerre tout court qu'ils honnissent.

C'est la soumission de la pseudo-gauche et extrême gauche au capitalisme et à ses institutions pour être incapable de caractériser le PS comme un parti du capital ou de droite, leur refus de rompre avec lui qui est à l'origine de cette situation.

Il ne vous aura pas échapper que toutes les appels qui ont fleuri ces dernières semaines à l'initiative de la pseudo-gauche du PS, du Front de gauche, de EE-LV avait pour objet de faire croire que le PS au pouvoir pourrait mener une autre politique, une "*politique de gauche*", perpétuant ainsi l'imposture que le PS serait de gauche.

Le M'PEP a pris une initiative parallèle étendu à des transfuges du PCF ou néostaliens consistant à faire revivre le Conseil national de la résistance qui n'était qu'une mouture de l'union nationale avec le parti de l'ordre ou la continuité du Front populaire de 1936 qui consacra la collaboration de classes ou l'alliance des partis ouvriers avec la bourgeoisie, qui serait à même de mener une autre politique, une pure escroquerie politique sans remettre en cause les fondements du capitalisme.

Enfin il y a les nostalgiques de 1789 et 1793 (mais pas de 1917) qui s'adressent aux dirigeants du PS et les sermonnent parce qu'ils ne seraient pas vraiment socialistes, voyez-vous cela, on croit rêver, ils ne défendraient pas la République et la démocratie, on en est tout retourné car pareil démarche est stérile et porteuse d'illusions mortelles dans le PS qui aurait (encore) encore un rôle à jouer au côté des travailleurs, alors que chacun sait qu'il a basculé dans le camp de ses ennemis il y a un siècle et applique une politique résolument anti-ouvrière, antisocialiste, réactionnaire.

Bref, dramatique constat que cette débauche de soumission ou capitulation devant l'ordre établi et un de ses principaux piliers, le PS, qui ne nous laisse que peu d'espoir de nous en sortir.

Si on devait les suivre, on devrait continuer à s'abaisser à toujours reculer, jusqu'au moment où on se retrouverait acculer aux pieds du mur à attendre la balle fatale qui mettrait fin à notre combat.

On ne peut se résigner à un tel destin, nous nous y refusons. Nous continuons de penser qu'une autre politique est possible en direction des millions de travailleurs et jeunes qui ne supportent plus leur société pourrie, qui consisterait également à rassembler tous les militants révolutionnaires ou anticapitalistes qui sont résolus à rompre avec le capitalisme et ses institutions, les appareils vendus des syndicats, l'ONU et l'Otan, qu'une telle politique véritablement indépendante du capital et ses représentants, se situant exclusivement sur le terrain de classe des opprimés, conforme au socialisme, qu'il est possible de construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire sur cette base politique, section de l'internationale du même nom, le programme de la révolution socialiste mondial.

La gauche ou la suprême imposture qui a pourri le mouvement ouvrier.

Où commence-t-elle ? En y associant le PS et accessoirement EELV dont l'origine est cependant intéressante.

EELV est dès l'origine un parti bourgeois. Le Mouvement d'écologie politique (MEP) dont il est issu avait pour fondateur un ex-militant du Parti radical et franc-maçon, René Dumont, et Brice Lalonde, le rejeton d'une riche famille d'industriels, la famille Forbes, dont la mère est la tante du milliardaire américain que vous connaissez bien, John Kerry, le secrétaire d'Etat d'Obama.

Que EELV soit devenu un satellite du PS n'a dès lors rien d'étonnant pour compter dans ses rangs plus encore de bourgeois et grands bourgeois, ils se retrouvent en famille. On ne présente plus le PS, le PCF et le PG que vous devez connaître sur le bout des doigts. Maintenant que Mélenchon et le Parti de Gauche (PG) affectionne EELV en dit long sur la supercherie qu'a constitué la fondation du PG qui n'a de gauche que le nom ou qui n'est pas plus de gauche que le PCF.

Le PS, c'est le fil à la patte qu'ils trimballent depuis toujours et qui les relie au régime qu'ils servent avec constance ou persévérance, avec lequel PCF et PG sont incapables de rompre, et qui suffit à illustrer l'imposture que nous dénonçons.

Ce fil à la patte du mouvement ouvrier, c'est le noeud coulant passé autour de son cou qui petit à petit finit par se resserer, l'étrangle jusqu'à mort s'en suive. En réalité, ce que camoufle les déclarations des uns et des autres des derniers jours, c'est que ce n'est la gauche qui serait menacée de mort, elle n'existe pas puisque c'est une pure illusion ou imposture, mais le mouvement ouvrier. Le contraire signifierait que ces gens-là seraient capables de se pencher sur le sort des travailleurs pour leur venir en aide, il ne faut pas être dupe, ils ne peuvent pas servir à la fois les intérêts du régime et ceux des travailleurs, un peu de sérieux.

Voyons maintenant comment se présente cette comédie qui n'a rien d'humaine, en guise d'humain d'abord, ce serait plutôt l'humain après ou d'abord moi et l'humain ensuite, s'il reste quelque chose une fois que je suis servi.

On pourrait se poser une question en guise d'introduction : Si Valls tient absolument à sauver la gauche, sachant qu'il n'a jamais été de gauche, qu'il ne l'est pas et le sera jamais, c'est qu'en réalité c'est autre chose ou quelque chose en particulier qu'il se destine de sauver, logique n'est-ce pas ? Il ne faut pas se fier à ce qu'il dit mais à ce qu'il est et ce qu'il fait. Nous allons voir de quoi il s'agit.

- PS, EELV, PCF, PG: la gauche réunit ses instances respectives ce week-end - AFP

Les perles sont enfilées à la suite du PS, l'ordre des choses est respecté.

- La gauche peut mourir en 2017, s'alarme Manuel Valls - Reuters

Pour que Valls soit au chevet de la gauche à laquelle il n'a jamais apartenu, c'est que le pilier du régime (PS) est bien mal en point, à moins que ce ne soit le régime tout court qu'il faudrait sauver à tout prix. Souvenez-vous de ce que nous avons dit plus haut, il ne faudrait pas que le fil qui relie le PS aux partis de la pseudo-gauche et extrême gauche se casse, que le PS se disloque, car cela pourrait sonner l'heure de la recomposition du mouvement ouvrier, leur pire cauchemar.

- Mort de la gauche ? Il faut "*être conscient du risque*", pour Emmanuelle Cosse - AFP

EELV n'est pas de gauche, elle s'en fout, rappelez-vous qui est menacé de mort... En ce qui concerne EELV, le "*risque*" consiste uniquement dans la menace qu'il soit totalement marginalisé et disparaisse ou que le PS l'entraîne dans sa chute.
La dislocation du PS ne profiterait pas à EELV qui est un pur produit du régime qu'incarne le PS qui le soutien à bout de bras, pour avec à peine 10.000 adhérents revendiqués est hyper représenté dans les institutions, sans parler de l'audience généreuse que les médias lui accorde.

EELV n'est pas un parti politique à proprement parler, c'est une officine composé essentiellement d'élus qui rament pour le PS et le régime, qui ne doit sa survie financière qu'aux subsides et prébendes que le régime lui accorde ou que les postes qu'il leur accorde leur rapporte, il n'a pas de troupes derrière ou de militants pour le défendre en dehors d'une poignée d'illuminés à la

cervelle toujours verte mais pas dans le sens où l'entendait Goethe, la leur est demeurés à l'état primaire, infantile au lieu de se fertiliser et croître au fil des expériences de la lutte des classes qui entretien son éternelle jeunesse chez le penseur tendu vers son idéal. Eux, leur idéal ne dépasse pas le stade du recyclage des déchets que le capitalisme produit et dont ils se nourissent, d'où leur attachement au capitalisme, c'est leur gagne pain.

- Pour Manuel Valls, "*le risque de voir Marine Le Pen au second tour de la présidentielle existe*" - Francetv info

Autant qu'en avril 2002 avec son père. Vous aurez remarqué au passage que le PS s'en est bien tiré par la suite puisqu'il a réussi à porter Hollande à la présidence et à emporter la majorité des députés. Le Pen n'a aucune chance de l'emporter à une élection présidentielle et Valls le sait très bien. Ce sera le candidat de l'UMP qui sera élu et le PS sera éliminé au premier tour comme en 2002 et tout ce beau monde de gauche et d'extrême gauche appellera à battre l'extrême droite, autrement dit à voter pour le candidat de droite.

Les dirigeants de la classe dominante, qui ne sont pas ceux du PS et pas même ceux de l'UMP ou de l'UDI, ont toujours deux alternatives au feu, favoriser le parti de l'ordre officiel, l'UMP, ou recourir à son supplétif, le PS, le FN épaulant le PS et venant en force d'appoint au cas où il faillerait à sa mission avant que l'UMP reprenne les commandes en mains.

L'arrivée au pouvoir du PS coïncide avec l'incapacité de l'UMP de continuer à gouverner, situation qui traduit une crise du régime alimentée par le rejet de la politique que ses représentants veulent imposer aux travailleurs. Le PS monte au créneau pour appliquer la politique de l'UMP que les travailleurs ont rejetée dans les urnes pour le compte des capitalistes.

L'arrivée au pouvoir du PS témoigne de la faiblesse du régime, et si chaque fois que le PS est aux commandes la classe dominante appuie sur le bouton du FN pour lui faire jouer un plus grand rôle ou l'agiter comme une menace sur la démocratie, cela ne tient certainement pas du hasard mais d'une stratégie politique bien rodée. En fait, le PS ne peut pas gouverner sans cette menace qui se traduira par la mise en oeuvre d'une propagande grotesque aux allures de provocations permanentes envers la majorité des masses, mais surtout du FN auquel il faut bien donner un os à ronger pour qu'il se manifeste ou fasse parler de lui, prestation qui sera amplifiée par les médias.

La combine consiste de la part du PS et ses larbins de la pseudo-gauche et extrême gauche à faire croire que quelque chose menacerait gravement la démocratie, le FN ou l'extrême droite par exemple, de manière à pouvoir se présenter en défenseur de la démocratie, tandis qu'il la piétine allègrement en appliquant sa politique réactionnaire et la boucle est bouclée.

Le problème du PS maintenant, c'est que ce tour de prestigiditation ne fonctionne plus, c'est ce qu'on avait commencé à observer aux dernières élections municipales et qui s'est confirmé lors des élections européennes. Quand on dit qu'ils font monter le FN, c'est exact, mais ce n'est pas leur objectif immédiat, au départ ils s'en servent pour que les masses se rassemblent derrière le PS ou soutiennent le gouvernement et sa majorité parlementaire pour qu'ils puissent appliquer leur politique.

Les gauchistes de tous poils sont tombés dans le piège grossier que leur avait tendu le PS en soutenant ses lois en faveurs de certaines couches ou minorités dont franchement il n'a que faire, il fallait être aveugle ou naïf pour croire un seul instant que le PS se soucieraient de leurs droits, en réalité il allait s'en servir pour rassembler autour de lui la pseudo-gauche et extrême gauche jusqu'aux militants les plus réfractaires au régime en place et l'opération de ce point de vue-là à parfaitement fonctionnée, dorénavant tous autant qu'ils sont ils se sont déconsidérés auprès des masses largement demeurées ignorantes ou archaïques qui rejetaient majoritairement ces lois avancées par le PS au nom du progrès social, tu parles, alors qu'il poursuivait simultanément son oeuvre de démolition sociale. En toute logique, ce soutien leur a valu la même sanction que le PS lors des dernières élections. Ils ont lié leur sort au PS, ils connaîtront la même fin tragique, il n'y a rien à attendre de tous ces partis ou groupes de militants décomposés ou fossilisés.

La classe dominante agite le spectre du réchauffement climatique pour justifier l'existence des écologistes, et elle agite celui du racisme qu'elle alimente elle-même pour favoriser celle de l'extrême droite sans le revendiquer évidemment et qu'elle instrumentalise de la même manière que les écologistes.

- Cambadélis veut refonder le parti socialiste - LeFigaro.fr

- «*La force propulsive du congrès d'Epinay, en 1971, se trouve aujourd'hui arrivée à son terme et il est nécessaire, dans le moment que nous traversons que s'ouvre un nouveau cycle*». C'est «*la gauche année zéro*». LeFigaro.fr 14.06

L'illusion de l'Union de la gauche et de la Gauche plurielle qui a servi de couverture au PS pour se faire passer de gauche ne fonctionne plus à l'heure du triomphe du néolibéralisme ou de la crise aigüe du capitalisme. Il faudrait que «*la gauche année zéro*» coïncide avec la refondation du mouvement ouvrier, encore faudrait-il qu'il existe un parti qui l'incarne, or aucun n'est apparemment prêt à s'engager dans cette voie, hélas !

- "*Ce qui est en jeu c'est un nouveau Parti socialiste*" qui soit "*en capacité de dire ce qu'est le socialisme moderne*", selon lui.

Cambadélis est assez naïf pour croire qu'il suffirait de changer le nom d'un parti ou de modifier à la marge sa composition pour que les travailleurs soient assez crédule pour marcher dans la combine et croient qu'il s'agirait d'un nouveau parti ou un parti qui les représenterait, c'est dire à quel point ils sont désemparés devant la crise politique qui s'annonce.

- "*Le PS a décidé d'ouvrir un travail de fond sur son identité car il estime qu'il n'est plus identifié dans le champ politique. On connaît parfaitement ce que veulent la plupart des formations politiques, mais quelle est la nature du PS ? Qu'est-ce qu'il veut comme société ? Qu'est ce qu'il cherche comme projet ? Quels sont les éléments qu'ils veut mettre en avant ?*", a-t-il dit devant la presse, à l'issue d'un conseil national du PS.

La nature du PS, on la connaît parfaitement, tout le monde la connaît, le problème réside dans le fait qu'aucun parti ouvrier n'entend le caractériser de parti du capital, de droite, ce qu'il est depuis 1914.

"*Il ne s'agit pas de faire notre "Bad Godesberg" (programme du SPD allemand en 1959 qui reconnaît notamment l'économie de marché, ndlr) , il y a longtemps qu'il est fait au niveau du PS. Il s'agit de construire une force politique moderne, c'est-à-dire qui réinvestit ses principes, ses axes fondateurs dans une réalité qui, elle, a changé*". AFP 14.06

Il répond ici aux questions qui figurent dans le paragraphe précédent, qu'est-ce que le PS "*veut comme société*", une société subordonnée au marché qu'incarne au plus haut degré (notamment) le pacte de libre-échange USA-UE concocté par l'oligarchie financière et soutenu par le PS ou encore le pacte de responsabilité, le TSCG, etc.. Son "*projet*" ? Il n'en a pas ou si il se confond avec la politique qui lui est dictée par l'oligarchie financière à laquelle il est totalement soumis au détriment du socialisme qu'il combat. Tout le reste est du baratin.

- Cambadélis confirme implicitement la perte de 25.000 adhérents au PS - AFP

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, a confirmé implicitement que 25.000 adhérents (10% de son effectif officiel) avaient quitté le Parti socialiste depuis deux ans, démentant que cela soit lié aux dernières élections, dimanche lors de l'émission "*Tous politiques*" (France Inter/Le Parisien/France 24). AFP 15.06

Seulement ?

- Maurel, de l'aile gauche du PS, demande une primaire en 2016 - AFP

Alors que des millions de travailleurs attendent quotidiennement des solutions pour régler leurs difficultés, ils ne pensent qu'aux prochaines élections.

- PS : la fronde anti-Hollande ne faiblit pas au sein de l'aile gauche - LeParisien.fr

- PS : la «*guérilla parlementaire*» se prépare - LeParisien.fr

Le Figaro a noté que l'ensemble des dirigeants du PS tous courants confondus "*ont marqué leur soutien au premier ministre Manuel Valls venu lui-même, dans la matinée, s'exprimer devant le Conseil national*", confirmant les propos de Cambadélis, selon lequel "*les socialistes critiques de la politique de l'exécutif se sont exprimés de façon «moins aigüe qu'auparavant» lors de ce Conseil*", voilà pour la pseudo-gauche du PS. (LeFigaro.fr 14.06)

Populisme. Il fallait que la pseudo-gauche en soit.

"*Qu'ils s'en aillent tous*"... et vous avec ! En guise "*d'humain d'abord*", c'est mon élection et mes prébendes d'abord...

- Parti de gauche et PCF appellent à «*un Front du peuple*»... chacun de leur côté - liberation.fr

Le conseil national du Parti de gauche a appelé, ce dimanche, à une «*refondation*» du Front de gauche et à la «*convocation d'assises ouvertes*», afin de «*clarifier sa stratégie électorale*» et de «*réactualiser son programme*».

(Congrès "*ouvert*" pour les uns (POI), assices "*ouvertes*" pour les autres, refondation pour tout le monde, quelle imagination débordante, n'en jetez plus la cour est pleine ! C'est marrant on dirait que plus ils refondent, clarifient et réactualisent, plus ils font fuir militants et travailleurs, vous avez remarqué aussi. A peine fondés et les voilà qui se refondent, à croire que les fondations étaient pourries. A peine définie une stratégie et les voilà qui ressentent la nécessité de la changer, à croire que celle qu'ils avaient adoptée présentait de graves lacunes ou pire encore. A peine ont-ils adopté un programme qu'il leur faut le réactualiser, à croire qu'il ne correspondait pas vraiment à la situation. Bref, il n'y a pas lieu de croire que ces gens-là se moquent des travailleurs, on en est convaincu. - ndlr)

Dans une résolution adoptée par le parlement du parti de Jean-Luc Mélenchon, le PG fait le constat que «la dynamique de révolution citoyenne que nous avions fait naître (en 2012, ndlr) (...) est retombée et ce n'est pas le Front de gauche qui capte et polarise l'exigence du "qu'ils s'en aillent tous!"» Dès lors, «*c'est donc une refondation qui est à l'ordre du jour*», estime le PG, qui propose des «*assises ouvertes du Front de gauche*».

(La supercherie de la "*révolution citoyenne*" n'a pas tenu toutes ses promesses et est retombée comme un soufflé ou une mauvaise farce, normal, comme quoi les travailleurs ne sont pas aussi stupides qu'ils le prétendent. - ndlr)

Le parti veut s'adresser "*à tous les citoyens, aux militants associatifs et syndicaux, à toutes les sensibilités et organisations de gauche qui refusent pour de bon l'austérité sous tous ses aspects*".

(Nous, nous nous en tapons de "*l'austérité sous tous ses aspects*" si c'est pour venir au secours du régime. Chaque combat, chaque lutte doit être présentée (et orientée) comme un moment ou une étape du combat pour en finir avec le régime, pour préparer les conditions qui nous permettrons de réaliser cet objectif politique, ce qui doit se traduire concrètement par la construction du parti, le seul objectif à notre portée actuellement et dont nos sommes comptables.

"*Citoyens*", "*militants associatifs et syndicaux*", "*organisations de gauche*" qui ne le sont pas vraiment en réalité ou pas forcément loin de là. La preuve, pas besoin d'être de gauche pour refuser de partir à la retraite plus tard, pour rejeter la hausse de la TVA, etc. si cela suffit à caractériser un travailleur de gauche, alors oui effectivement être de gauche ne veut absolument (plus) rien dire et dans ce cas-là on peut recruter des gens de droite et faire une politique de droite que l'on prétendra être de gauche, comme ils disent au NPA : tout est possible. Vous avez là la définition du Front de gauche. - ndlr)

Les mélenchonistes plaident pour que Le Front de gauche «*clarifie sa stratégie électorale qui doit être l'autonomie permanente à l'égard du social-libéralisme à toutes les élections*».

(Pure fantasme sachant que si le PCF n'était pas allié du PS il disparaîtrait et ses dirigeants ne peuvent s'y résigner. Et puis la classe dominante a autant besoin de l'un que de l'autre pour faire barrage à la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant du capital. - ndlr)

«*Aux militants dissidents du PS*», le PG propose: «*Défendez vos idées, rompez les rangs*.» Selon le PG, «*rien n'est possible sans qu'un front du peuple ne se lève pour congédier l'oligarchie (...) et avancer vers l'écosocialisme*».

(On a lu plus haut ce qu'il en était, qu'ils rampaient devant Valls et en présence de ce dernier, malgrè leurs grandes gueules devant les caméra.

Quant à l'écosocialisme, c'est l'alliance de l'écologie, qui est un concept bourgeois, avec le socialisme pour mieux s'en faire le fossoyeur. Sa nature sociale, c'est la collaboration de classes ennemi du socialisme. A bas l'écosocialisme, vive le socialisme révolutionnaire ! - ndlr)

Un «*Front du peuple*»? C'est aussi ce que préconise le PCF... mais à l'issue de son propre conseil national qui se tenait aussi dimanche. Les communistes ont appelé à la «construction d'un Front large, d'un Front du peuple» qui uniraient «*forces populaires, sociales et politiques*».

(L'un et l'autre n'ose plus employer l'expression de Front populaire qui est marqué au fer rouge du sceau de la trahison, mais c'est bien le même type d'alliance et la même politique qu'ils préconisent sous des variantes sémantiques. - ndlr)

«*Pour reconstruire l'espoir à gauche et l'espoir pour la France, le conseil national du PCF a appelé à un immense effort politique pour rendre possible, d'ici 2017, l'ouverture d'une perspective de gauche*», écrit le parti dans un relevé de décisions.

(Tous les cinq ans ils vont refaire le même coup, ils sont imapayables, ils ne se referont jamais !

Quant au Front de gauche, le PCF entend, lui, «poursuivre le travail d'évaluation engagé pour déboucher sur (sa) relance appropriée» et propose «*début septembre, une grande réunion d'un conseil national élargi du Front de gauche pour engager une vraie dynamique*». Les communistes entendent «*travailler à faire du Front de gauche*» «*un animateur crucial de la construction de ce front large*». liberation.fr 15.06

(Que de temps perdu à lire et commenter ces gens-là. -ndlr)

Un "rêve" ou plutôt un cauchemar.

- Les centristes de l'UDI veulent se tenir à distance de l'UMP et du MoDem - AFP

- Retour à l'UMP version 2002? "*Tu rêves Alain!*" dit Morin à Juppé - AFP

- Parti radical: bataille entre Hénart et Yade pour succéder à Borloo - AFP

Apparemment ils retiennent quelque chose de leurs expériences du passé, on les envie ! Avis à nos dirigeants...

Yade, c'est le type même du discours stéréotypé, du disque rayé, son répertoire est une suite de clichés obsolètes et grotesques qui collés les uns aux autres pourraient faire l'affaire d'un marabout pour abuser les esprits faibles. Compassée, hautaine, méprisante, parée comme une gravure de mode, son seul talent réside dans ses origines dont elle use et abuse en se laissant instrumentaliser pour satisfaire son ambition personnelle.

- Debout la France? Les militants de DLR vont voter sur un changement de nom - AFP

Ces souverainistes vont peut-être ajouter "*social*" du fait qu'ils empiétaient déjà sur les plates-bandes de l'extrême droite ou le national-socialisme qui a le vent en poupe ou plutôt voué à faire parler de lui...

Extrême droite et poujadisme

- 6 sympathisants FN sur 10 veulent expulser Jean-Marie Le Pen de son parti - L'Express.fr

Hier ils ont sorti un sondage qui évaluait à 91% le nombre de personnes interrogées qui ont une mauvaise opinion de Jean-Marie Le Pen, à croire que les élections passées et leur objectif atteint ils n'ont plus besoin temporairement du FN.

Ce qu'on n'a pas dit plus haut mais qui méritait d'être relevé, c'est que la sauce n'a pas vraiment pris, les électeurs qui devaient être épouvantés par l'éventuelle montée du FN ne se sont pas reportés massivement sur le PS, du coup il faut bien que quelqu'un paie pour cette contre-performance électorale.

- Caroline Fourest : "*Le masque du FN fait encore illusion*" - Le Nouvel Observateur

Elle doit être jalouse car le sien a fait long feu, son vrai visage est celui hideux de la pire réaction...

- Rassemblements de Bonnets rouges dans plusieurs villes de l'ouest - AFP

Quelques centaines de personnes participaient samedi dans plusieurs villes de l'ouest aux pique-niques organisés par les Bonnets rouges pour défendre l'économie et l'emploi, Thierry Merret, l'un de leurs porte-paroles, soulignant que les Bretons se "*sentent méprisés et dédaignés*" et redemandant à François Hollande de venir écouter leurs doléances. AFP 14.06

Les "*Bretons*", en tout "*quelques centaines de personnes*", là aussi l'illusion aura fait long feu...

ACTUALITE EN TITRES

Résistance passive

- SNCF, Air France, intermittents : vague de mouvements sociaux en France - LeParisien.fr

- Grève reconduite dimanche à la SNCF pour le cinquième jour - Francetv info

Aujourd'hui lundi, le sixième jour de grève pour exiger le retrait de la contre-réforme de la SNCF...

A l'heure de Detroit...

- Pour éviter des hausses d'impôts, un village de Haute-Garonne invite ses habitants à balayer les rues - Francetv info

La centaine d'habitants est également conviée à débroussailler autour de la salle des fêtes, ainsiqu'à nettoyer le cimetière et les

locaux communaux. Francetv info 15.06

Le vieux monde.

- Au Brésil, des dizaines d'arrestations dans des manifestations anti-Mondial - LeMonde.fr

- Israël bombarde le sud de la bande de Gaza, sans faire de victime - LeMonde.fr

- Un jeune Palestinien tué par l'armée israélienne dans le camp de Jalazone - LeMonde.fr

- La marche des rebelles sunnites ralentie par l'armée irakienne - Reuters -

- Kenya: des tireurs attaquent une ville côtière - AFP

- Un attentat fait 11 morts dans le nord de l'Afghanistan - Reuters

- Pakistan: la "*grande offensive*" de l'armée contre les talibans - Lexpress.fr

- Electricité coupée et nouveaux heurts dans l'est de la Libye - Reuters

- Soudan du Sud: six mois de guerre, et la crise s'aggrave - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie. Les néonazis se lâchent.

- "*Poutine est un connard*", lâche le ministre ukrainien des Affaires étrangères - L'Express.fr

Dans une scène filmée par la télévision locale, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Andrii Dechtchitsa, a lâché "*Poutine est un connard*" devant des manifestants en train de s'en prendre à l'ambassade de Russie à Kiev.

La vidéo a, bien sûr, indigné la Russie. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a vivement condamné dimanche soir les propos de son homologue ukrainien. "*Ce qui m'a particulièrement choqué, c'est que le ministre des Affaires par intérim Andrii Dechtchitsa (...) se soit joint aux soi-disant manifestants près de l'ambassade, (...) et se soit permis des déclarations qui ont dépassé les limites de la bienséance*", a-t-il déclaré. L'Express.fr 15.06

SOCIAL

Portugal

- Portugal: des milliers de personnes défilent contre l'austérité - AFP

Des milliers de personnes ont défilé samedi après-midi à Porto, dans le nord du Portugal, afin de protester contre les politiques d'austérité du gouvernement de centre droit et réclamer des élections anticipées.

"*Basta!*", "*gouvernement dehors*" ont scandé les protestataires qui ont défilé à l'appel de la CGTP, la principale confédération syndicale du pays.

"*Les Portugais exigent la démission du gouvernement et la convocations d'élections anticipées*", a déclaré Armenio Carlos, secrétaire général de la CGTP, proche du Parti communiste.

Les prochaines élections législatives sont prévues à l'automne 2015.

Le responsable de la CGTP a également accusé le gouvernement de profiter du Mondial de football et des vacances pour "*démanteler les droits des travailleurs*" et chercher à adopter "*des mesures qui favorisent l'appauvrissement*".

Les manifestants ont protesté notamment contre les nouvelles coupes, entre 3 et 10%, annoncées cette semaine par le gouvernement dans les salaires des fonctionnaires supérieurs à 1.500 euros.

Cette mesure, qui va être soumise prochainement au Parlement, doit permettre en partie de compenser les mesures de rigueur invalidées fin mai par la Cour constitutionnelle, parmi lesquelles une baisse des salaires des fonctionnaires supérieurs à 675 euros.

La CGTP a prévu une nouvelle manifestation samedi prochain à Lisbonne. AFP 14.06

Haut de page

Le 17 juin 2014

CAUSERIE

Pondy 15h36. 12 articles ajoutés au 13 précédents.

Pondy 14h44. 13 articles ont été ajoutés. Je vais actualiser le dossier Irak.

Trois heures plus tôt.

J'ai terminé le boulot très tôt car je dois aller en ville pour téléphoner à mon épouse Magueswary qui a été transférée dans un autre établissement hospitalier, je suis sans nouvelles depuis deux semaines, elle avait disparu de la circulation et c'est en faisant des recherches hier que j'ai appris où elle était.

On ajoutera des nouveaux articles dans la journée, vers 13h en France, Selvi retourne bosser de 14 à 16h et j'en profite pour finir le boulot de la journée. A demain et bon courage, bon moral.

Une analyse politique

Comme si de rien n'était la vie continue comme avant pour les partis dits ouvriers, consternant, navrant, dramatique, effrayant. Comme quoi décidément on ne se refait pas.

Pendant ce temps-là les Irakiens se font massacrer tranquillement, les Ukrainiens se font mitrailler et bombarder, les Palestiniens, les Syriens, les Afghans et les Pakistanais aussi, etc.

Le gouvernement Hollande-Valls-Fabius peuvent soutenir, encourager, alimenter, participer à toutes ces guerres impérialistes directement ou indirectement plus barbares les unes que les autre, imperturbablement ils égrainent le même discours, ils refusent de modifier leurs rapports avec le PS et les appareils syndicaux corrompus comme si de rien n'était. Du coup on est bien obligé d'en déduire qu'ils ont tous déserté le terrain du combat politique contre l'ordre établi devant lequel ils capitulent ou font acte de soumission.

Nous avons à de multiples reprises relevé que ce qui caractérisait le mieux notre ennemi ou faisait sa force résidait dans sa détermination sans faille à appliquer sa politique avec une cynisme sans fond, on en a une nouvelle fois la preuve avec les derniers développement en Irak.

On constatera que l'impérialisme américain et ses alliés prompts à intervenir militairement pour défendre la population civile d'un pays menacée par un dictateur ou d'un génocide ou par un Etat voisin, se contentent de discours dithyrambiques et de gesticulations s'agissant de l'agression en cours des mercenaires sanguinaires de EIIL contre l'Irak. Ce qui est somme toute normal puisque ce sont eux qui les ont fabriqués et armés pour mener cette guerre conformément à la stratégie et aux objectifs qu'ils avaient définis de longue date.

La partiton ou la liquidation de pratiquement n'importe quel pays en Afrique et au Proche-Orient ne devrait pas leur poser de problèmes insolubles, puisqu'ils sont tous ou presque des Etats créés artificiellement par les différents impérialistes occidentaux

au moment de la colonisation puis de la décolonisation, leurs frontières ayant été dessinées au cordeau conformément aux territoires annexés ou occupés par ces impérialistes et non en fonction des peuples qui y résidaient ou qui s'y étaient établis depuis des lustres, piétinant leurs cultures et leurs droits comme s'ils n'existaient pas, pour ensuite les placer sous la coupe de militaires, dictateurs ou tyrans à leur solde.

Ainsi bien des peuples se sont retrouvés disloqués de part et d'autre de frontières qui leur furent imposées. Ils acquirent de force une nationalité qu'ils n'avaient pas choisie. Le temps passant, ils durent se résoudre à vivre dans ces nouveaux Etats et à en adopter de gré ou de force la législation, la langue officielle, la monnaie, etc. Dorénavant pour faire valoir leurs droits sociaux et politiques, ils devaient s'en remettre à ces Etats ou les affronter en menant leur lutte de classe, ils devenaient en principe les garants du développement social ou du bien-être de leurs populations, de la justice, de leur sécurité, etc. ils étaient censés représenter leurs intérêts sur la scène internationale...

S'ils finirent pas adopter ces réflexes ou s'en remettre à ces principes qui leur étaient commandés d'en haut pour tenter de s'intégrer dans cette société, en guise de développement social et de sécurité ou paix, ils virent les inégalités sociales s'accroître, la corruption se généraliser ainsi que l'injustice, ils furent en proie au développement de la violence et enfin ils eurent droit à la guerre ou à la guerre civile. Car les potentats ou autocrates autodésignés qui avaient été mis en place et étaient soutenus par les différents impérialistes ne gouvernaient pas pour assurer leur bien-être, mais uniquement pour satisfaire l'appétit insatiable des multinationales occidentales et autres qui pillaient littéralement leur pays de ses richesses au détriment de la population locale, leurs pays demeurant sous-développés pour la plupart d'entre eux et sous la domination impéraliste de l'un ou l'autre impérialiste ou ex-colonisateur.

La pseudo-indépendance qui leur a été accordée au cours du XXe siècle a été bradée par leurs dirigeants corrompus qui se sont enrichis en livrant leurs pays aux multinationales étrangères ou en acceptant de se placer militairement sous la coupe d'un impérialiste, service grassement rétribué, devenus incapables de gouverner leurs pays ou de faire face aux besoins croissants de leurs peuples, la crise du capitalisme accentuant toutes les contradictions qui existaient dans ces pays et qui étaient de plus en plus visibles et insupportables au plus grand nombre, il devenait urgent pour le chef de fil du capitalisme mondial, l'impérialisme américain, de reprendre la main ou d'intervenir directement.

Comment, en disloquant ce qu'il avait patiemment construit au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ce qui devait se traduire par l'activation des anciens clivages toujours existant entre communautés éthniques ou religieuses, de telle sorte qu'elles s'affrontent violemment au point de franchir un stade de non retour, qui devait être le prélude à un nouveau redécoupage de l'Afrique et du Proche-Orient que ces peuples soutiendraient ou souhaiteraient eux-mêmes sur des bases éthniques ou confessionnelles tant était féroce la haine qu'ils se vouaient dorénavant réciproquement, de manière à ce que les impérialistes présentent cette balkanisation à outrance à coup de canons de ce continent ou cette région comme salutaire pour ces peuples, intervenant en leur nom en protecteurs de leurs droits ou de leur intégrité, et au delà de la démocratie, misant sur une horde de mercenaires sanguinaires qu'ils auraient armés pour convaincre par la terreur les plus récalcitrants qu'un tel charcutage était inévitable et souhaitable, tandis que les masses conditionnées et largement ignorantes en occident ne se sentant pas vraiment ou directement concernées, menacées par ces guerres ne s'emmêleraient pas ou laisseraient faire leur impérialiste respectif profitant de la neutralisation du mouvement ouvrier et du prolétariat par la pseudo-gauche vendue et l'extrême gauche impotente, et ainsi la boucle était bouclée.

Qui a dit ?

Une citation tirée d'un article publié par Mondialisation.ca.

«*Nous avons amené la torture, les bombes à fragmentation, l'uranium appauvri, d'innombrables assassinats commis au hasard, la misère, la dégradation et la mort au peuple irakien, et on appelle ça apporter la liberté et la démocratie au Proche-Orient.*»

Harold Pinter, prix Nobel de littérature.

Chaque matin en se levant et chaque soir en s'ordormant on a une pensée pour nos frères livrés à la pire barbarie qui soit en Irak, à ce peuple martyr des tyrans qui ont pour nom Obama, Cameron et Hollande. Apparemment, ce n'est pas ce qui empêchera nos dirigeants de bien dormir, à croire qu'on n'appartient décidément pas au même monde.

ACTUALITE EN TITRES

Comme chaque semaine...

- GM rappelle 3,36 millions de voitures supplémentaires - Reuters

General Motors a annoncé lundi le rappel de 3,36 millions de voitures en Amérique du Nord affectées par un problème d'allumage susceptible d'affecter la direction assistée, le freinage moteur et les airbags. Reuters 15.06

Intox.

- Quand le FMI tape sur les États-Unis - Liberation.fr

- L'Onu suspecte des crimes de guerre commis par l'EIIL en Irak - Reuters

Des crimes à mettre sur le compte de l'ONU...

Résistance passive.

- SNCF: La grève reconduite jusqu'à mardi, CGT et SUD ne désarment pas - 20minutes.fr

- Plus de dix mille intermittents dans la rue pour défendre leur régime - LeMonde.fr

- Mouvement de grève à l'hôtel Majestic Barrière de Cannes - AFP

Etre ou ne pas être de droite, une question dépassée.

- Choix de Toubon pour être Défenseur des droits: Gare «au sectarisme» à gauche, avertit Manuel Valls - 20minutes.fr

Cela ne risque pas la preuve :

- Valls reçoit syndicats et patronat en vue de la conférence sociale - LePoint.fr

Quand un média aux ordre offre généreusement une tribune à la pseudo-extrême gauche...

- La colère sociale chemine à la surface - Liberation.fr

- Signé : Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou membres de la direction du NPA.

No comment !

En famille. Le PS a un nouveau satellite.

- L'ex-MoDem Jean-Luc Bennahmias va lancer un nouveau parti - AFP

- Bennahmias, ex-MoDem, crée son parti aux côtés du PS - LeParisien.fr

A Bilderberg, ils doivent les maudire !

- UMP : éviction d'Eric Cesari, DG du parti et proche de Sarkozy - Le Nouvel Observateur

- L'UMP se divise sur la réforme ferroviaire - LeParisien.fr

La Scandinavie ou la vitrine sociale du capitalisme.

- La Norvège va bientôt interdire la mendicité - LePoint.fr

Le pays va interdire la mendicité dans les lieux publics, en vertu d'un amendement législatif débattu ce lundi au Parlement. Le texte présenté par le gouvernement de droite prévoit d'autoriser les municipalités à interdire la mendicité localement à compter de l'été 2014, avant une interdiction nationale prévue à partir de l'été 2015. Sauf coup de théâtre, il est assuré d'être adopté.

Issu du Parti du progrès (le FrP), formation de droite populiste anti-immigration, le ministre de la Justice Anders Anundsen a invoqué "*un lien*" entre la mendicité et la délinquance, notamment le vol à la tire. Selon les autorités, Oslo connaît autant de vols de pickpockets que Berlin pour une population sept fois moindre.

La mendicité, dans les villes qui l'interdiront, sera passible d'une amende et d'une peine allant jusqu'à trois mois de prison.

La Norvège ne fait que rétablir une interdiction en vigueur jusqu'en 2005. D'autres pays européens ont aussi une interdiction nationale (Grande-Bretagne, Danemark) ou locale.L'amendement, qui devait être voté en première lecture lundi soir, devrait être définitivement adopté dans la semaine. Il est assuré d'obtenir une majorité car le gouvernement minoritaire formé par les conservateurs et les populistes a obtenu le soutien du parti centriste. LePoint.fr 16.05

Ah ces monarchies, des exemples de démocratie ! Au PS ils les aiment et le disent même avec des fleurs (le marché aux fleurs Elisabeth II à Paris)...

Monarchie, franc-maçonnerie, sionisme, Parti socialiste, comment, vous ne saviez pas que c'était la même boutique ? Des horreurs ou des erreurs au choix.

Blair, c'est le cynisme dévoilé des néolibaux, Johnson, c'est l'hypocrisie assumée.

- Boris Johnson accuse Tony Blair d'être «devenu fou» après ses propos sur l'Irak - LeFigaro.fr

Il faut bien que l'impérialisme américain recrute pour alimenter les différents fronts qu'il a ouverts...

- Jordanie: Libération d'un des principaux idéologues du djihadisme - 20minutes.fr

Haut de page

Le 18 juin 2014

CAUSERIE

J'ai retrouvé mon épouse Magueswary, après avoir été hospitalisée à Aubagne jusqu'au 6 juin elle a été transférée dans une maison de repos à Allauch dans les Bouche du Rhône, elle en sortira lundi prochain en principe. Elle se porte un peu mieux.

Je ne vous la présente plus, vous savez qu'elle est arriérée, cependant à mon contact en 24 an elle a acquis certaines valeurs ou elle est capable de faire preuve de davantage de mesure qu'autrefois quand elle porte des jugements ou des appréciations sur les gens qu'elle est amenée à croiser.

Elle a rarement le moral puisqu'elle croit tous les jours qu'elle va mourir, elle s'emporte facilement et perd les pédales facilement comme l'on dit, aussi je suis obligé de faire preuve d'autorité et d'imagination pour la calmer et lui redonner le goût de vivre. Ce qui est étonnant, c'est qu'à chaque fois que je l'ai au téléphone, ce qui lui fait du bien c'est quand je lui parle de politique, le plus souvent à se demande, elle se sent mieux, c'est comme si elle trouvait là un moyen d'exprimer sa détestation de la société, de vider ce qu'elle a en elle qui l'étouffe, elle est soudainement apaisée, c'est une thérapie de choc très efficace à laquelle je ne m'attendait pas ou pas dans ces proportions, j'en ai été agréablement surpris, en plus elle est vraiment intéressée par ce que je lui raconte car elle rajoute des éléments qu'elle a entendu à la télé, à la fin elle me dit toujours, tu sais, on n'a pas le choix il faut continuer de se battre, j'en suis ému car je pense à son combat pour survivre avec ses valves cardiaques et son état de faiblesse permanente, elle est courageuse.

Mon combat l'aide à tenir, à mener le sien. Parfois elle flanche et c'est bien naturel. L'autre jour elle m'a dit qu'elle ne pouvait plus combattre, que cela devenait trop dur, elle parlait de la vie en France, de la fermeture de l'agence de la Caf à Aubagne, l'impossibilité d'obtenir un nouveau logement au bout de 6 ans car les services sociaux de la mairie sont corrompus, ou encore les désillusions dont elle a fait l'amère expérience pour s'être liée à des gens qui n'en valaient pas vraiment la peine ou qui faisaient face eux-mêmes à un tas de difficultés qui ne les avaient pas rendus spécialement bons. Elle vit très mal la dégradation des rapports sociaux en France qui la rapproche de l'Inde qu'elle a voulu fuir. Moi je savais que ma vie ne changerait pas en partant vivre en Inde, elle, elle l'ignorait où elle n'a pas voulu ou n'a pas été en mesure de tenir compte de mes conseils, elle en fait l'expérience, à moi de l'aider à en tirer les leçons de manière à ce qu'elle puisse vivre plus heureuse, peut-être en Inde avec sa soeur ou ma seconde compagne Selvi. A suivre.

La vie est très dure. Il y a toujours des gens pour nous la compliquer ou nous la pourrir, à nous de faire en sorte de conserver un pré carré sur lequel ils ne peuvent pas empiéter pour conserver un minimum de liberté nécessaire pour prendre des décisions en toute sérénité ou profiter du peu d'espace que nous réserve la société pour nous épanouir autant que faire se peut.

Un dernier mot, voilà ce qui bouffe la vie de mon épouse qui ne pouvait être jointe puisqu'elle était hospitalisée et elle ne sait pas se servir d'un ordinateur ou Internet. C'est en France, à Aubagne ou Marseille plutôt puique l'agence d'Aubagne de la Caf est définitivement fermée.

- "*Après plusieurs tentatives de vous contacter physiquement , nous avons pris l'initiative de vous envoyer ce mail pour vous informer que d'après les derniers calculs de votre caisse d'allocations familiales , nous avons déterminé que vous êtes admissible a recevoir un remboursement d'un montant de 375.00 Euros .*

https://caf.fr/reversement/

1- Connectez vous a votre compte et remplissez les informations nécessaires en cliquant ici :

2- N.B : Si ce n'est pas réglé nous nous excusons de vous informer que votre 375.00 Euros sera pas renversé.

Vous pouvez également vous bénéficier de tout nos service, Pour plus d'informations, vous pouvez consulter notre site officiel."

Qu'ils commencent par apprendre à écrire en français pour commencer, vos 375.00 Euros ne vous serons pas versés ou reversés à la rigueur.

C'est dingue ! Ma vieille mère arriérée qui est de droite et à qui j'ai raconté cela m'a dit : Mais c'est dégueulasse ! Tu as raison maman, la France de monsieur Hollande est franchement dégueulasse, inbuvable, abjecte, à renverser ! A bas le PS, l'UMP, l'UDI et le FN ! Vous pouvez ajouter la pseudo-gauche et extrême gauche.

Le mondialisme. Etat policier. Contrôle de la population. Un monde peuplé de psychopathes.

- Pourquoi on notera bientôt vos comportements d'usager, de client, de consommateur et d'être humain - Slate.fr

Enregistré, numéroté, fiché, surveillé, contrôlé, spolié de tout droit, réduit à un "*usager*", un "*client*", un "*consommateur*", ajoutons un esclave leur société infâme prend de plus en plus l'allure d'un univers carcéral, d'une implacable dictature ou dictature absolue. Ainsi le règne de la nécessité se transforme au fil du temps en cauchemar, en enfer pour ne pas avoir été capable de briser ce carcan pour accéder à celui de la liberté.

Seule la voie du socialisme peut permettre de la conquérir pour peu qu'on n'en dévie pas ou que notre combat soit relié à cet objectif politique.

Attention manipulation via les "***réseaux sociaux***". Quand Le Monde se fait le relais de l'offensive de la CIA ou la NED contre le Brésil.

La phrase qui nous a mis la puce à l'oreille.

- "*A la manière du printemps arabe, les Brésiliens ont déplacé leur combat contre la Coupe du monde sur la Toile.*" lemonde.fr 17.06

L'intégralité de cet article pue à plein nez une vaste opération orchestrée par la CIA, la fin le confirme lorsque les Anonymous entrent en scène. Cet article est un modèle du genre, du coup nous le reproduisons intégralement. Précisons que c'est un étudiant de l'Institut européen de journalisme qui l'a rédigé et non un rédacteur ou salarié du Monde. Rien de tel qu'un jeune intellectuel naïf ou qui ne doute de rien et formaté par l'idéologie dominante pour se faire facilement manipuler, ce qui donnera plus d'authenticité à son article pour mieux tromper les lecteurs. Ils savent y faire au Monde, ce sont des professionnels.

Une dernière chose importante.

Comme grille de lecture il faut avoir en tête que Le Monde ne peut pas être bien intentionné vis-à-vis du Brésil qui s'oppose de plus en plus ouvertement à l'impérialisme américain que Le Monde soutient évidemment. Aussi l'enthousiasme que l'auteur de cet article manifeste envers des réseaux sociaux qui se font les relais en apparence de bonne de foi des mouvements sociaux qui mettent dans l'embarras le pouvoir en place au Brésil doit être considéré comme un exercice de propagande destiné à attirer la sympathie ou obtenir le soutien des lecteurs au détriment du gouvernement brésilien, ce qui explique qu'il ait été publié dans un blog du Monde. Cet article est à mettre à l'ordre de la propagande pro-impérialiste américaine.

- Les anti-Mondialistes investissent la Toile - lemonde.fr

N'en déplaise à Michel Platini (qui avait demandé à la population brésilienne d'attendre la fin du Mondial pour protester), la

crise sociale brésilienne ne s'est pas suspendue le temps de la Coupe du monde. Moins visible qu'en 2013 durant la Coupe des confédérations, la gronde s'est délocalisée sur les réseaux sociaux et Internet.

A la manière du printemps arabe, les Brésiliens ont déplacé leur combat contre la Coupe du monde sur la Toile. A coup de tweets assassins, de photos chocs, les manifestants n'abandonnent pas leur combat. Les cibles des anti-Coupe : l'institution FIFA, son président, Joseph Blatter, Platini et le gouvernement brésilien.

L'organisation du football mondial est d'ailleurs la première cible. De nombreux « *FIFA go home* » ont été tagués au Brésil. Sur les réseaux sociaux et Twitter en particulier, de centaines de tweets reprennent le slogan et appellent au boycott du Mondial.

Tous les jours des comptes Twitter, réunissant plusieurs milliers d'abonnés, se font l'écho des actions militantes du jour. @OccupyWorldCup est l'un des plus actifs. Inlassablement, il publie des photos satiriques, fait part des actions anti-Coupe et publie de multiples évènements pour pousser les Brésiliens à manifester. Le compte se fait même l'émissaire de mouvements très importants au Brésil comme celui de Pass-Livre, mouvement des étudiants né en 2013. @OccupyWorldCup n'hésite pas non plus à montrer d'innombrables photos de manifestations à travers le pays. Tout comme @StopWorldCup, autre compte contre le Mondial qui diffuse tous les jours des photos de brutalités policières.

Unis sous les hashtags #Copaparaquem et #Naoveitercopa (littéralement « *une coupe pour qui* » et « *il n'y aura pas de coupe* »), ils ne veulent laisser aucun répit à l'organisation du Mondial.

La Coupe du monde ayant débuté, les polémiques sur l'arbitrage et la vidéo dans le football ont pris le pas dans la plupart des médias sur les manifestations. Pour contourner cela, ils tentent d'occuper le terrain au maximum en multipliant les moyens de communication. Le compte StopWorldCup diffuse même des liens de manifestations en direct. Des manifestants, inscrits sur des sites de streaming, proposent en effet de voir directement tout ce qui se passe dans les rues de Sao Paulo ou de Rio.

Certains vont même plus loin et n'hésitent plus à interférer directement avec le football comme l'indien Guarani lors de la cérémonie d'ouverture ou comme ce manifestant, portant le masque de Guy Fawkes, sur le terrain du stade des Dunes à Natal avant le match Ghana-Etats-Unis.

Anomymous à sa propre coupe du monde.

Les membres d'Anonymous ont d'ailleurs rejoint la cohorte des mécontents. Avant l'ouverture du Mondial, ils avaient même lancé une opération dont ils sont coutumiers.

Appelée « *Opération Hacking Cup* », Anonymous souhaite fermer la plupart des sites responsables selon eux des dérives de la Coupe du monde. Le groupe menace très clairement le gouvernement brésilien, coupable « *de corruption et de dérives contre le peuple* ». C'est ce qu'ils annoncent dans une vidéo qu'ils ont publié le 10 juin.

« *Vous avez créé un système où les pauvres restent pauvres et les riches restent riches* », déclare le mouvement. Dans un entretien du 31 mai à Reuters, « *Che Commodore* » un « *hacktiviste* » brésilien se réclamant d'Anonymous a déclaré : « *Nous avons déjà mené des tests pour voir quels sont les sites les plus vulnérables. [...] Nous avons un plan d'attaque.* »

Par Twitter, sous le hashtag #opHackingCup, et Facebook, le groupe de hackers fait état de ses actions au jour le jour et de ce fameux plan d'attaque. Plusieurs sites ont été fermés, comme celui d'un sénateur fédéral brésilien, José Pimentel, et même celui de la police fédéral brésilienne pendant un temps.

Le groupe de hackers a annoncé d'ailleurs qu'il aurait « *fermé* » (donc hacké) plus de 100 sites plus ou moins liés à la Coupe du monde. Les sponsors ont été visés ainsi que la chaîne qatarie BeIN Sport. Le groupe dénonce dans une autre vidéo le « *monopole de la chaîne* » et « *ses tarifs exorbitants qui empêchent les gens pauvres de suivre le Mondial* ».

Les Anonymous continuent jour après jour d'attaquer les sites. Ils étaient d'ailleurs en train de donner sur Twitter les informations confidentielles du site de la police fédérale brésilienne au moment même où l'article s'est écrit. lemonde.fr 17.06

ACTUALITE EN TITRES

AFP et instituts de sondage briseurs de grève.

- SNCF: 76% des Français opposés à la grève - AFP

Plus des trois quarts des Français (76%) se disent opposés à la grève des cheminots même s'ils sont seulement 34% à connaître les raisons de ce conflit qui secoue la SNCF depuis sept jours, selon un sondage Harris Interactive.

On est admiratif devant une telle audace et manipulation. Ce qui est intéressant ici, c'est qu'en procédant de la sorte aussi ouvertement ils vont se discréditer un peu plus auprès de la population.

Résistance passive.

- Grève à la SNCF : des cheminots durcissent leur mobilisation - Francetv info

- Le cigarettier Seita présente son plan social, les salariés dans la rue - 20minutes.fr

- Paris : Nouvelle grève jeudi dans les crèches parisiennes 20minutes.fr -

- Les contrôleurs aériens appellent à la grève fin juin - L'Express.fr

- Les avocats appellent à la grève le 26 juin pour défendre l'aide juridictionnelle - Liberation.fr

Sortez vos mouchoirs pour les fururs serviteurs de l'Etat au service de l'oligarchie financière.

- Les diplômés des Grandes écoles moins bien payés qu'avant - AFP

Heureusement que le PS est là pour faire le sale boulot à leur place.

- Polyphonie à l'UMP, sans chef incontesté jusqu'à l'automne - AFP

- Bygmalion: 17 millions d'euros auraient été dissimulés pendant la campagne de Sarkozy - 20minutes.fr Bygmalion : 44 meetings de Sarkozy et autant de fraudes - Le Nouvel Observateur

- Bygmalion : deux députés UMP portent plainte «*au nom des militants*» - Liberation.fr

- Affaire Bygmalion: Jérôme Lavrilleux placé en garde à vue mardi matin - 20minutes.fr

- Nicolas Sarkozy visé par plusieurs affaires - 20minutes.fr

Surenchère. Confirmation : Les "***centristes***" sont bien encore plus réactionnaires que l'UMP, illustration.

- Le vice-président de l'UDI pour une France à huit régions - LeMonde.fr

Leur justice ne peut juger les leurs.

- La plainte du Sénégal contre le fils de l'ex-président Wade classée sans suite par la justice française LeMonde.fr -

Les prédateurs repassent à l'offensive.

- Dette: S and P abaisse l'Argentine après sa défaite face aux fonds "*vautours*" - AFP

Cette décision de la justice américaine "*augmente les risques*" d'un défaut de paiement argentin, assure l'agence d'évaluation financière américaine dans un communiqué. AFP 17.06

Irak. Maliki n'a aucun pouvoir.

- Le Premier ministre irakien refuse le dialogue, accuse Ryad - Reuters

- Bagdad accuse l'Arabie saoudite de soutenir les insurgés - AFP

Le gouvernement irakien a accusé mardi l'Arabie saoudite de soutenir financièrement les groupes insurgés en Irak et de s'être rangée du côté du "*terrorisme*".

De récents propos de l'Arabie saoudite "*montrent qu'elle se range du côté du terrorisme*", a indiqué dans un communiqué le bureau du Premier ministre Nouri al-Maliki, ajoutant que Ryad devait être "*tenu pour responsable*" pour le financement du terrorisme. AFP 17.06

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Nigeria: explosion près d'"*un centre de visionnage*" du Mondial de football - AFP

- Combats autour de Bakouba, des dizaines de morts en Irak - Reuters

- Troisième jour de l'offensive pakistanaise au Nord-Waziristan - Reuters

- L'armée israélienne étend son offensive anti-Hamas en Cisjordanie - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Et c'est reparti avec l'instrumentalisation des Roms.

Tandis que des dizaines de milliers de civils innocents se font massacrer par leurs amis d'Al-Qaïda ou EIIL en Syrie et en Irak avec la bénédiction du gouvernement français et du PS notamment.

La mise en scène à comparer avec les photos de massacres diffusées sur le Net commis par les takfiris et al-Qaïdistes ou autres barbares d'EIIL en Syrie ou en Irak, les protégés de Hollande, Valls et Fabius :

- "*La photo est atroce. Elle montre un jeune homme inerte, le visage bouffi d'hématomes, plié dans un chariot de supermarché (...) Une vision insoutenable* " commentait hier Le Parisien.

Si vous avez lu attentivement l'article précédent du Monde, vous remarquerez que le journaliste du Parisien emploie la même méthode que les soi-disant intervenants indépendants sur Twitter au Brésil, qui à partir de faits réels se font les avocats de la veuve et l'orphelin dont nous sommes tous prêts à prendre la défense mais à des fins inavouables qui échappent aux lecteurs ou qui ne leur seront pas révélés et pour cause. En France, ce sont les médias officiels qui se chargent de faire la sale besogne que d'obscures internautes ou des agents de la CIA réalisent ailleurs ou des gens manipulés à leur insue.

Le journaliste en quête de sensations fortes ou d'hémoglobine en rajoute une grosse louche. Cette victime apparemment de représailles après un cambriolage (lire les détails plus loin relevés dans un article publié par une autre source) devient un "*supplicié*" propre à faire pitié sans qu'on se pose davantage de questions sur ce qui s'est véritablement passé, ce que personne ne sait avec exactitude notez bien car c'est essentiel pour comprendre comment fonctionne la propande officielle, vivant sur un terrain qui "*offre un spectacle effarant*" dramatisant à outrance la situation pour attirer la sympathie des lecteurs crédules ou ignorants envers un membre d'une communauté présentant de toute évidence des vertus qu'on ignore mais fort respectables ou un statut particulier ou supérieur au reste de la population et qui à ce titre il faut croire mérite qu'on leur porte une attention ou qu'on leur accorde un traitement ou des droits particuliers qui sont refusés toujours au reste de la population, au point que ce pathos dégoulinant à vomir finisse par vous attendrir et vous convaincre de prendre fait et cause pour ce jeune voyou (voleur multirécidiviste, lire plus loin).

Ce qu'on aura du mal à nommer journaliste, plutôt un écumeur des égouts pestilentiels que sécrète le vieux monde pourri, en rajoute en recourant à la sémantique réservée à la description des bas fonds de la société du début du XXe siècle, entre Zola pour l'aspect sordide et Hitchcock pour le côté dramatique ou terrifiant de la situation, en faisant preuve au passage d'un cynisme qui nous fait penser spontanément aux néolibéraux : "*Le grincement des portes en bois et le froissement des bâches donnent à l'ensemble un air fantomatique. Un rat se faufile au milieu des débris de cabanes*", il doit parler de lui !

La fin de cet article allait être forcément misérable et pathétique, une "*bénévole*" est accourue pour aider cette famille qui s'est " *adjoint les services d'un avocat*".

Que le sort des Roms soit terrible, on en a parfaitement conscience. Par contre ce qu'on ne supporte pas, c'est l'exploitation politique qui en est faite par les représentants du régime, la dimension exceptionnelle qu'ils donnent à ce qui ressemble à ce qu'on appelle vulgairement un fait divers parmi tant d'autres dont personne ne parlera ou dont tout le monde se fout, alors que des malheurs ou des situations épouvantables, des centaines de milliers de travailleurs en vivent quotidiennement en France

dans l'indifférence générale au niveau de l'Etat ou des partis politiques institutionnels qui en sont directement responsables.

D'autres "*faits divers*" qui ne soulèveront pas le même enthousiasme hypocrite des uns et des autres, représentants et larbins du régime :

- Un homme tue sa mère et blesse gravement son frère à coups de couteau à Paris - AFP

- Dunkerque: Un homme ivre poignarde trois personnes - 20minutes.fr

- Stains: Un homme abattu par balles - 20minutes.fr

Les faits ou témoignages.

Ces dernières semaines, "*les habitants du quartier m'avaient fait remonter qu'ils étaient excédés de voir des cambriolages et de voir des véhicules dégradés*", a expliqué le maire de la ville, le socialiste Michel Fourcade.

(Il s'agit d'une ville de Seine-Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, où les habitants sont coutumiers des voitures calcinées et dégradations en tous genres. Ils en connaissent les auteurs, les petits voyous des cités, or ils présentent la particularité d'après des habitants de cette cité de ne jamais casser les vitres des voitures stationnées sur leurs parkings ou de se livrer à des cambriolages dans leur propre cité.

Apparemment celui ou ceux qui se sont livrés à ce genre d'exactions dans cette cité de Seine-Saint-Denis n'avait pas vraiment pris conscience où ils mettaient les pieds et du danger qui les guettaient, car ces voyous plus ou moins formés à la guerrila urbaine avec la police ne sont pas des tendres ou du genre à se laisser braquer par des étrangers à leur cité, si par malheur ils les attrappent, ils vont les bastonner à coup de lattes dans la gueule s'ils en ressortent vivants, c'est la loi de la jungle des ghettos que votre chère République a enfantée ni plus ni moins, ils règlent leurs comptes entre eux à leurs manières.

Donc le maire était parfaitement au courant de la situation dans cette cité et aucune enquête apparemment n'a été menée, laissant pourrir la situation jusqu'à ce que ce drame se produise. A qui profite-t-il ? On a là déjà un début de réponse, la suite plus loin. - ndlr)

"*Oui, ce jeune était connu des services de police pour des faits de cambriolage, mais a-t-il été agressé de manière ultraviolente pour ce motif-là ?*" s'interroge désormais le policier Christophe Ragondet. "*Etait-il véritablement ciblé, ou a-t-il été battu à mort parce qu'il était rom ?*" poursuit-il, toujours au micro de BFMTV. Est-ce une agression raciste ? francetvinfo.fr 17.06

Ce policier pose les bonnes questions en évitant l'amalgame conduisant à en conclure hâtivement à l'agression raciste.

Il n'est pas le seul :

- Lynchage d'un adolescent rom: fait-divers isolé ou acte raciste? - L'Express.fr

Le Nouvel Observateur a précisé en fin de journée que "*Toujours selon le parquet, toutefois, les faits demeurent toujours " très confus'*"". Selon la description donnée par un témoin du cambriolage qui a été à l'origine de ce règlement de compte pour avoir pourchassé son auteur, il s'agissait de ce jeune rom ou peut-être l'a-t-il confondu avec quelqu'un d'autre, on n'en sait rien.

A l'opposé, les professionnels de l'instrumentalisation des malheurs qui accablent les plus faibles s'en donnent à coeur joie :

- Les Roms, « *des boucs émissaires idéaux* » ? - LeMonde.fr

- L'agression d'un jeune Rom condamnée avec "*grande fermeté*" par Valls - AFP

- Jeune Rom agressé : «*Actes innommables et injustifiables*» pour Hollande - Liberation.fr

Sachant qu'ils ont déclaré toutes les guerres impérialistes et agressions contre des peuples par des hordes de mercenaires sanguinaires justifiées en les soutenant, ils sont les plus mal placés pour juger ce qui est justifiable ou non, qu'ils la ferment à défaut de dégager ces pourritures.

Au fait, qu'est-ce qu'ils attendent pour bombarder les positions de EIIL en Irak ? Le feu vert d'Obama qui ne viendra sans doute jamais parce qu'ils sont complices de ces barbares.

En complément.

- Lynchage d'un jeune Rom : la France est-elle en voie de barbarisation ? - Atlantico.fr

Oui, au sommet de l'Etat, au niveau des institutions et de leurs partis politiques, ils l'illustrent quotidiennement.

- Lancement mercredi d'états généraux contre la radicalisation islamiste - AFP

Elle a commencé où ? Au sommet de l'Etat qui entretient des relations amicales avec des régimes archaïques, féodaux, authocrates, théocratiques, despotiques, des dictatures pratiquant la charia, Qatar, Arabie Saoudite et consorts du Golfe qui véhiculent une idéologie rétrograde et criminelle, recrutent, financent et arment des hordes de djihadistes barbares se déversant sur tous le Proche-Orient et l'Afrique du Nord jusqu'au Caucase.

Ils gouvernement pour le compte des capitalistes. Normal quand on est de droite.

- La réforme de la SNCF à l'Assemblée malgré la grève - Reuters

- Cour des Comptes : encore trop de fonctionnaires dans les collectivités locales - LeParisien.fr

- Journée de colère des intermittents mais le gouvernement va valider l'accord - AFP

- Hollande convoque le Parlement en session extraordinaire en juillet - AFP

François Hollande a signé mardi le décret convoquant le Parlement en session extraordinaire en juillet.

Le projet de loi "*relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral*", présenté mercredi en conseil des ministres, figure dans ce décret que l'AFP a obtenu.

Seront débattus le projet de loi de finances rectificative, le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale, ainsi que deux textes non encore déposés: la "*proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur*" et "*le projet de loi renforçant la prévention et la répression du terrorisme*".

Députés et sénateurs continueront à débattre de la réforme ferroviaire, dont l'examen a commencé mardi, au septième jour de la grève de la SNCF. Ils poursuivront l'examen, déjà entamé, de plusieurs projets de loi, sur l'économie sociale et solidaire, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'agriculture, la réforme pénale, les emprunts toxiques souscrits par les collectivités locales et les infrastructures de recharge des véhicules électriques.

Sont aussi prévus le projet de loi de règlement budgétaire 2013, le débat d'orientation des finances publiques pour 2015, la ratification de plusieurs traités internationaux, deux propositions de loi sur "la zone d'aménagement concerté du quartier de Gerland (Lyon)" et un débat sur l'énergie qui n'avait pu se tenir lors de la session ordinaire.

En complément

- Le PS en pointe dans le combat contre les travailleurs, normal quand on est de droite.

- Budget: Le Guen met en garde les "*soi-disant socialistes*" qui ne voteraient pas - AFP

- SNCF: interrogé sur la grève, Le Guen pointe les "*jamais contents*" - AFP

- Le Roux (PS) aux députés PS: "*pas de guerilla parlementaire*" - AFP

- Face à la fronde, l'exécutif brandit la menace du 49.3 - LeFigaro.fr

La législation qui pourrait s'appliquer demain en France une fois le pacte de libre-échange USA-UE signé.

- Aux Etats-Unis, Barack Obama suspend une grève dans les trains par décret - Atlantico.fr

Aux Etats-Unis aussi, les cheminots sont en grève. Sauf qu'un mouvement social entamé samedi dans la région de Philadelphie, sur la côte est, n'a pas dépassé les 24 heures, alors qu'en France, la grève des cheminots entame son 8e jour. Outre-Atlantique,

le président des Etats-Unis, Barack Obama himself, est intervenu pour siffler la fin de la récré et obliger les cheminots à reprendre le travail rapporte Sophie Coignard, éditorialiste au Point.

Aux Etats-Unis, dans le secteur des transports, une loi votée en 1926 suite à de nombreuses grèves des trains autorise en effet le président à mettre fin par décret à un mouvement social. Ainsi, dans la région de Philadelphie, dès le dimanche, les trains circulaient normalement. Atlantico.fr 17.06

Quelle démocratie ! Et dire que le parti démocrate est de gauche...

Haut de page

Le 19 juin 2014

CAUSERIE

On ajoutera une quinzaine d'articles demain matin.

Quelle mauvaise foi tout de même, ils ont Hollande, Valls, Fabius, Sapin, etc.

- France cherche droite désespérément - Slate.fr

Fichtre : Adhérez au PS !

Comment stigmatiser une communauté en la dressant contre une autre et en l'accusant de racisme.

C'est l'histoire d'un chef d'Etat et d'un Premier ministre pourris jusqu'à l'os qui saisissent à la volée la moindre affaire montée en épingle par des médias réactionnaires qui finalement se retournent contre eux. Eux seuls détenant le pouvoir politique en sont responsables.

Commentaire d'un internaute.

- "*Les gouvernements successifs de gauche comme de droite ont laissé tomber ces zones défavorisées qui sont devenues des jungles urbaines... Honte à eux ! Et le retour à la normale n'est pas pour demain... Quels que soient les gouvernements à venir !*"

- Lynchage d'un jeune Rom: "*Comment tu veux apprendre à un voleur à ne pas voler?*" - Lexpress.fr

A Pierrefitte-sur-Seine ce mercredi, nul ne croit à la thèse d'un crime raciste pour expliquer l'agression brutale d'un adolescent rom. Les habitants évoquent plutôt une banalisation de la justice de rue, où la violence ferait foi et loi.

"*Que voulez-vous que je vous dise? Oui c'est choquant, ça pourrait être le fils de l'un d'entre nous.*" Derrière son comptoir, le barman du PMU n'a pas le temps de s'émouvoir du dernier fait-divers survenu à Pierrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Le corps agonisant d'un adolescent rom de 16 ans a pourtant été retrouvé dans un caddie, à quelque 200 mètres de son établissement.

Ce mercredi, la colère n'a pas gagné les habitants de cette commune pauvre d'Île-de-France. Car il est clair, selon eux, que le jeune Rom lynché a été victime d'un règlement de comptes, ni plus ni moins. Personne ici ne croit à la thèse d'un acte xénophobe, comme le laissent entendre les déclarations de certaines associations. "*Il n'y a pas de racisme ici, tout le monde est bien*", jure Vardu, un garagiste roumain qui habite juste à côté du camp où vivait la victime. "*Le petit a volé et ils sont venus l'attraper c'est tout.*"

Les quelque 200 Roms qui sont installés près de la nationale 1 ont pourtant tous déserté leur terrain après l'agression.

De l'autre côté de la route, la Cité des poètes, un ensemble de logements gris, fend le ciel. Les auteurs présumés de l'agression proviendraient de ce quartier réputé sensible. C'est aussi là-bas que le jeune Rom aurait été séquestré et aurait commis un cambriolage quelques heures avant son agression. Dans ce bidonville, les Roms ont mauvaise réputation mais personne ne parle pour autant de guerre de communautés. "*On n'a rien contre les Roms mais on récolte ce que l'on sème. Il n'aurait pas dû cambrioler un mec de la cité*", juge une adolescente, à l'entrée de la cité. "*Il a été pris la main dans le sac apparemment. C'est un peu barbare la méthode mais en même temps, comment tu veux apprendre à un voleur à ne pas voler?*", s'interroge un jeune. "*Les Roms sont sans morale, ils piquent tout. Tu fais tomber ton téléphone, ils pourraient te le prendre devant toi*". Selon Le

Parisien, l'appartement cambriolé le jour de l'agression servait d'entrepôt pour les trafics de drogue de la cité. De quoi accréditer un peu plus la piste du règlement de comptes entre caïds locaux.

Le "*deal*" est d'ailleurs une véritable institution à la Cité des poètes, à en croire les habitants. "*Il y a des clans ici et ils ne se laissent pas faire. Quand ils vendent de la drogue, ils ne veulent pas que quelqu'un s'en mêle*", prévient un homme de 58 ans. "*C'est touche pas à mon secteur ici. Même la police ne rentre pas. Ici, ce sont les jeunes qui font la loi.*" Le sujet des forces de l'ordre est sensible à Pierrefitte-sur-Seine. Depuis des années, le maire PS de la ville plaide pour que l'on créé un commissariat de plein exercice. Seule une police municipale, composée de 16 agents, assure la sécurité et il faut aller à Stains pour y trouver le commissariat le plus proche. "*C'est vrai que cela peut être un peu compliqué d'entrer dans la Cité des poètes*", concède un policier municipal sous couvert d'anonymat.

Du fait de ce manque de moyens, les riverains auraient de plus en plus recours à la "*justice privée*". A l'été 2013, des ouvriers qui renovaient la cité ont essuyé des tirs de balles en guise d'intimidation. "*On leur disait qu'il fallait qu'ils s'occupent de leurs affaires* ", expliquait alors le maire. Deux ans auparavant, des jeunes ont également fait pression sur une entreprise de BTP pour qu'ils soient engagés en tant que vigiles. Deux faits-divers qui restent gravés dans la mémoire de la ville. Aussi, l'agression de Darius en devient presque banale pour les habitants. "*On est habitués à la violence*", lâche l'une d'entre eux. Lexpress.fr 18.06

En complément. Des victimes anonymes dont les populistes se foutent bien.

- Toulouse: Un jeune homme découvert mort dans la rue - 20minutes.fr

- Créteil : le boxeur blessé par balle au Mont-Mesly décède à l'hôpital - LeParisien.fr

Il avait été découvert par les policiers dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 juin, gisant dans une mare de sang, rue Dagobert, au cœur de la cité du Mont-Mesly, à Créteil. LeParisien.fr 18.06

Les fossoyeurs des principes de la République, à la fois provocateurs et inquisiteurs.

- École : les mères voilées reçues chez Hamon - LeFigaro.fr

- Condamné pour avoir refusé une femme voilée dans sa salle de sport - LeFigaro.fr

- Trappes: nouveau procès de la femme au niqab, probable renvoi - AFP

A l'origine ils ont encouragé le communautarisme en soutenant l'Arabie saoudite qui diffusait en France son idéologie wahhabite rétrograde.

Pour qu'elle se développe, ils ont affirmé au nom de l'égalité de droits dont devait faire l'objet cette version fanatique de l'islam, qu'elle ne devait faire l'objet d'aucune discrimination particulière. Quelque temps plus tard, ils en sont arrivé à stigmatiser les musulmans les plus faibles qui s'étaient laissés convaincre par cette idéologie, constatant que ses codes étaient pour certains incompatibles avec les principes de la République, pour finalement les présenter comme une minorité de gens incultes ou rétrogrades ne respectant pas les droits élémentaires des femmes. Ils en vinrent alors à légiférer pour interdire le port du voile ou du niqab dans les écoles et les lieux publics ou entourer son port de certaines contraintes administratives comme montrer son visage lors d'un contrôle de police.

Ils auront donc tout fait pour qu'un nombre de plus en plus important de musulmans et musulmanes tombent sous la coupe des prédicateurs de la charia. Des musulmans jusque là pratiquant discrètement leur religion se sentiront humiliés et choqués par les attaques incessantes dont feront l'objet en général leur communauté et leur religion en France et dans le monde au point de basculer vers un islam plus intolérant ou radical, déjà qu'ils faisaient en permanence l'objet d'un racisme latent et qu'ils avaient à l'esprit ou en mémoire la haine et les crimes des ex-coloniseurs dont les générations passées furent victimes, ou de se montrer compréhensif vis-à-vis des islamistes radicaux appelant au djihad contre l'occident ou les infidèles.

Leur cible, c'était à la fois les musulmans et leur religion qui devenaient une fois de plus un bouc émissaire pratique à tous les maux de la société, propagande théorisée par l'extrême droite ou conforme à celle-ci, de telle sorte que le FN devait s'attirer la sympathie d'un nombre croissant de bons Français, blancs de préférence, pas forcément chrétiens puisqu'il y a peu de chrétiens partiquants dans ce pays, disons la majorité de la population apte à être manipulée par les idéologues du régime.

En résumé, ils ont laissé faire, ils se sont livrés à une provocation qui a relativement bien fonctionné car profitant de la situation (mondiale) qui était propice à un repliement sur elle-même de la communauté musulmane, à l'isoler du reste de la population après l'avoir montrée du doigt ou criminalisée, n'y avait-il pas un Ben Laden ou un terroriste potentiel derrière chaque musulman, pour ensuite légiférer et la réprimer pour avoir eu le tort pour une infime fraction d'entre elle de les avoir pris au mot et avoir adhéré à une version de l'islam moyenâgeuse ou extrémiste.

Parvenu à ce stade, exiger de ces musulmans ou musulmanes ayant épousé les thèses du wahhabisme de faire marche arrière, c'est comme demander à un croyant de renier sa foi sans autre forme de procès, ce qui est délicat, voire impossible si ces personnes s'identifient ou trouvent une contrepartie à leur détresse sociale dans cette pratique religieuse. Pour la plupart de ces musulmans, c'est aussi une manière de manifester leur résistance ou leur rejet de la société actuelle qui ne leur offre aucun avenir, il faut l'avoir à l'esprit pour comprendre leur démarche, même si elle est largement teintée d'inconscience.

Le désarroi social nous conduit à trouver refuge dans une religion, si celle-ci ou ses représentants ne répondent pas aux attentes des nouveaux croyants, ils peuvent être amenés à l'étape suivante à adopter une version plus rigoriste de leur religion qui va les amener à se couper pour ainsi dire du monde extérieur, ou alors à adhérer à une secte, ce qui revient au même en somme car leur fonctionnement est similaire.

Là aussi dans ce domaine les militants auraient eu besoin d'analyses et d'arguments pour comprendre la démarche d'un travailleur ou jeune qui se réfugie soudain dans une religion ou une secte, les partis ouvriers n'en ont pas fourni, ils ont décidément manqué à tous leurs devoirs.

J'ai l'avantage de vivre avec deux femmes croyantes, hindoues, de vivre dans un pays où la religion occupe une place prépondérante, personnellement je ne fréquente plus que le milieu ouvrier et paysan et je ne connais pas un seul athée, je vis en Inde depuis 18 ans (20 au total).

J'observe attentivement ce qui se passe autour de moi, j'observe leurs pratiques, leurs comportements, leurs habitudes, leurs superstitions, leurs mécanismes psychologiques, de quelle manière ils interprètent ce qu'ils vivent, la société et le monde accessoirement car c'est déjà tellement loin d'eux, leur monde est facile à cerner, il se résume à leur entourage, à ce qu'ils vivent au quotidien, tout le reste ils le voient comme dans un film à la télé, il existe ou pas, ils sont prêts à croire tout ce qu'on leur raconte, il faut avoir conscience de ces choses-là avant de porter une appréciation sur eux ou pour déterminer comment ils fonctionnent, sinon neuf fois sur dix on se fourvoie, on est incapable de les comprendre, les juger serait profondément injuste et grotesque.

Pourquoi croient-ils, en quoi croient-il, de quelle manière croient-ils, cent fois j'ai cru le comprendre dans le passé puis je me suis ravisé, j'ai dû avouer mon ignorance ou mes erreurs, c'est seulement depuis quelques années et grâce aux progrès que j'ai réalisés sur le plan politique que je parviens à mieux les saisir, ce qui demande une patience extrême, de prendre beaucoup de recul, et un investissement ou une attention de chaque instant, car c'est dans les petites choses ou les détails infimes de la vie quotidienne qui pour nous n'ont pas d'importance mais en présentent énormément pour eux qu'on y parvient.

En pratiquant leur religion, discrètement, cela se passe dans un coin de la maison réservé à ce qu'on appelle la puja, l'endroit où sont exposées des icones (photos ou petites scultures) de dieux ou déesses auxquelles ils adressent leurs prières, font brûler de l'encens et du camphre, ils n'espèrent pas forcément un avenir meilleur ici bas ou dans l'au-delà ou que leurs voeux soient un jour exhaussés par on ne sait quel miracle, c'est plutôt une manière de s'extraire du monde dans lequel ils vivent et auquel ils ne comprennent pas grand chose pour se plonger dans un monde imaginaire qui serait bienveillant à leur égard et les protègerait, comment dire, ils y cherchent une sorte de réconfort qu'ils ne trouvent pas dans la société individualiste et injuste, souvent barbare ou qu'ils honnissent.

C'est donc aussi autre chose qu'une simple croyance comme on se l'imagine très souvent, c'est un moment de bonheur ou de plénitude qui ne dure que quelques instants qu'ils s'offrent et qui les soulage, que personne ne peut leur arracher, qui leur procure un bien-être infini qui nous paraîtra superficiel ou désuet. Si vous leur demandez ce que cette expérience représente pour eux, ils vous répondront spontanément qu'ils en ont besoin, ce dont on veut bien croire, sans les juger ou se moquer d'eux, ce qui serait déplacé, car chacun garde le moral comme il peut selon son niveau de conscience pour vivre dans ce monde si violent, dont les pauvres et les faibles sont les principales victimes. Et quand ils me demandent pourquoi je ne veux pas participer à leur pratique, je leur réponds que mon combat politique suffit à combler mes attentes à défaut de pouvoir changer le monde dans l'immédiat et que je n'attends rien de plus de l'existence, ce qui les satisfait, ils n'insistent pas.

En fait ce que je leur explique, c'est que pour améliorer mon sort je prends mon destin en mains, au lieu d'en laisser le soin à d'autres, ce qui vaut mieux, ils acquiescent en m'adressant un sourire complice ou plein de sous-entendus qui vaut tous les discours politiques, à ce moment-là ils se passent quelque chose entre nous, nous sommes très proches et les conditions sont favorables pour continuer la discussion si nous le souhaitons.

C'est très simple comme démarche et argumentation et ils comprennent, même les plus profondément arriérés. Comme quoi c'est simplement une question de patience et de volonté. On n'a vraiment aucune excuse de ne pas nous adresser aux millions de travailleurs les plus défavorisés, c'est sans doute la plus grave erreur politique que nous ayons commise et qui nous a menés où nous en sommes.

ACTUALITE EN TITRES

Affaires douteuses, liquidations programmées et crise par le vide.

- SITL, ex-usine FagorBrandt, attribuée à un repreneur basé aux Iles Vierges - AFP

- Pfizer va prendre 10 % du capital du français Cellectis, l'action s'envole - LeFigaro.fr

- L'américain Cenntro Motor Group reprend la société lyonnaise Sitl - Reuters

- Schneider se réorganise et pourrait supprimer des postes en France - AFP

- Nouveau plan social chez Pixmania, 187 postes concernés - LeMonde.fr

UMP : Union des Monuments en Péril.

- La Croix de Lorraine restaurée grâce à une souscription nationale - AFP

Quelque 150 donateurs de la souscription nationale pour la restauration de la Croix de Lorraine ont rendu hommage à Charles de Gaulle mercredi à Colombey-les-Deux-Eglises. AFP 18.06

Institution mafieuse. La blanchisseuse des banquiers : C'est la Commission européenne.

- Le trafic de drogue sera intégré au PIB français - Reuters

L'Insee s'est refusé à inclure les revenus du trafic de drogue dans son nouveau calcul du produit intérieur brut (PIB) de la France mais le fera quand il remettra son évaluation du revenu national à la Commission européenne pour se mettre en conformité avec les nouveaux règlements communautaires.

L'institut a revu en hausse de 3,2% le niveau du PIB français le 15 mai sur la base d'un nouveau Système européen de comptes (SEC) et d'une actualisation de ses propres données.

Mais le SEC 2010 prévoit aussi la prise en compte d'activités illicites comme la drogue et la prostitution, ce que font déjà plusieurs pays, notamment en Europe du Nord, sur le point d'être rejoints par le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne. Reuters 18.06

Guerre idéologique. Les tenants de la théorie du complot sont avant tout ceux qui la dénoncent et qui la mettent en scène.

- Un Français sur cinq croit à l'existence des Illuminati - Francetv info

En réalité, il est absolument certain que pas une personne sur mille ou même dix mille en France n'a un jour entendu parler des "*Illuminati*". Pour certains illuminés, Bush et la reine d'Angleterre seraient des alliens par exemple, no comment !

Peu importe, l'essentiel ici c'est de ridiculiser ou discréditer les analyses qui remettent en cause les versions officielles de nombreux événements passés qui avaient fait l'objet d'une interprétation falsifiée des faits par les dirigeants du vieux monde, qu'il s'agisse des guerres mondiales, de toutes les guerres, de Pearl Larbour, du 11 septembre 2001, Al-Qaïda ou EIIL, des coups d'Etat et assassinats d'opposants fomentés par la CIA en Afrique et en Amérique latine, de la fondation de la Fed ou de la Banque d'Angleterre, etc.

Sachant qu'ils surveillent les contenus de tous les portails Internet, ils doivent s'inquiéter de constater que ceux qui publient des analyses critiques en contradiction avec la version officielle de l'histoire voient leur taux de fréquentation croître sans cesse, tandis qu'un nombre toujours plus importants de personnes se détournent des portails spécialisés dans la diffusion de la propagande officielle, ceux des médias aux ordres notamment, ce processus participant à un mouvement de fond au sein de la société qui tend de plus en plus à manifester de la méfiance (ou rejet) vis-à-vis des grands médias d'information qui en réalité se livrent à une désinformation systématique de la réalité afin de soutenir la politique des gouvernements dont ils sont les porte-parole.

Les précieuses ridicules.

- Pourvu que Valls mérite ses ennemis - LePoint.fr

"*C'est un indice précieux*" nous dit Le Point, et pour preuve que c'est possible de citer Angela Merkel, Matteo Renzi et Mariano Rajoy qui ont démontré qu'on pouvait se découvrir des amis en se faisant des ennemis puisque leurs pays avaient terminé en tête lors des élections européennes, occultant au passage l'abstention : 40% en Italie, 52,1% en Allemagne et 55,3% en Espagne.

Ce que craint le voix de l'ordre, c'est que Valls capitule devant les mouvements sociaux qui se développent à l'instar de Chirac en 1995 rappelle-t-il, en ajoutant toutefois qu'il n'avait pas vraiment eu le choix.

Jeux institutionnels et gesticulations sur fond de crise politique aussi permanente que la crise du capitalisme.

- Annick Lepetit : "*Je ne comprends pas ces frondeurs socialistes dont certains ont pour leader un membre du gouvernement*"
- Atlantico.fr

C'est pourtant très clair...

- Présidentielle 2017 : Placé milite pour un candidat unique de la gauche - LeParisien.fr

- Pourquoi Arnaud Montebourg prépare sa démission du gouvernement - Le Nouvel Observateur

Du côté du Château et sa cour.

- Les conseillers généraux se sentent « *punis* » par François Hollande - LeMonde.fr

- Découpage cantonal : rude bataille au Conseil d'État - LeFigaro.fr

- Réforme territoriale : ouverture des hostilités - LeFigaro.fr

- Comment la gauche torpille la nomination de Jacques Toubon comme Défenseur des droits - Francetv info

- Le patron du PS écharpe la Cour des comptes - Reuters

Du côté de leurs écuries (des institutions)

- L'avocat de Bygmalion ironise sur "*l'amnésie*" de l'équipe Sarkozy - Francetv info

- Bygmalion : Xavier Bertrand exhorte Sarkozy à parler - Liberation.fr

- Le nouveau trésorier de l'UMP est l'ancien préfet muté par Sarkozy - Francetv info

Du côté de leurs égouts

- Cécile Duflot prend ses distances avec la majorité - AFP

- Présidentielle 2017 : Placé milite pour un candidat unique de la gauche - LeParisien.fr

Du côté de leur fosse septique.

- Marine Le Pen: L'avenir du FN, «*c'est moi et non plus*» Jean-Marie Le Pen - 20minutes.fr

- A Béziers, l'ex-monsieur météo de TF1 lâche finalement Robert Ménard - LeMonde.fr

- 45% des Français prêts à voter Front national, selon PollingVox - Reuters

Quand on vous le disait que c'était des fachos ces Français ! Hein, dites-nous, vous voulez faire quoi avec des fachos, la plèbe c'est de la racaille, elle a ce qu'elle mérite et encore on est trop généreux avec elle...

Quand les salopards sortent le grand jeu.

- SNCF : après 8 jours de grève, le gouvernement reste inflexible - Le Nouvel Observateur

- Pendant les grèves, la débâcle s'accélère - LePoint.fr

- Quand l'alcool coule à flots à la SNCF, les usagers trinquent - LePoint.fr

Haut de page

Le 20 juin 2014

CAUSERIE

On ajoutera les nouveaux articles demain matin, je n'ai pas le temps, j'ai du boulot chez moi.

Qui a dit ?

- Je regrette que «*la France n'ait pas eu de révolution thatchérienne, ou de réformes réalistes, comme celles qu'a fait Schroeder en Allemagne*»

Et de préciser :

- «*Honnêtement, c'est aux entreprises de négocier la durée du temps de travail avec leurs employés, laissons les faire*», autrement dit passons-nous des syndicats, entre nous cela ne nous gênerait pas, sauf que là il s'agirait plutôt de s'en passer définitivement ou de les faire disparaître.

Pour finalement nous révéler le fond de sa pensée :

- Les universités françaises sont "*des foyers de marxisme*". (source 20minutes.fr 19.06)

Ce n'est pas pour rien que les fascistes ou les dictateurs s'attaquent toujours aux universités et aux intellectuels lorsqu'ils engagent la répression violente et sanglante du mouvement ouvrier.

Réponse : François Fillon dans le *Daily Telegraph* de jeudi qui le voit déjà «*futur président*» de la République ou la voix de Bilderberg ayant conquis l'Elysée. Fillon avait été invité à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013.

Parole d'internaute

- "*Imaginons le pire, Sarko élu président de la république après la tricherie sur ses comptes. Nous aurions un président illégitime, je n'ose imaginer les dégats occasionnés sur la démocratie et sur la cohésion de la nation.*"

Parce que Hollande et sa prétendue majorité parlementaire serait légitime après que le PS ait recueilli 6% des voix des inscrits le 25 mai dernier, avec les quelques pourcents de popularité qu'il lui reste dans le pays?

Le pire est à venir monsieur, vous n'avez encore rien vu, qu'est-ce que vous croyez, vous n'y échapperez pas, c'est inévitable, c'est écrit. Il faudra en passer pas là pour peut-être en arriver à conquérir notre émancipation. Où avez-vous vu jouer que le meilleur vous échoierait tout cuit dans le bec, où ? Nulle part et jamais, cela n'existe pas, sauf peut-être chez les nantis qui ont leurs propres problèmes ou que leurs privilèges finissent par pourrir.

Vous voyez, même eux n'y échappent pas au pire, pas le même que le vôtre ou ils ne le vivent pas de la même manière, mais finalement ils ne sont pas plus heureux que vous, donc ne les enviez pas, ne les plaigniez pas non plus, ils ne le méritent pas, ce sont des parasites qu'il faut éliminer par n'importe quel moyen.

Non voyez-vous le pire ce serait que Nicolas Sarkozy affronte Marine Le Pen et qu'il soit battu, c'est un duel auquel je n'avais pas pensé et est improbable car La Talonnettes ne semble pas en odeur de sainteté auprès des dirigeants de la classe dominante, ils lui préfèrent Fillon ou éventuellement Juppé, mais ils hésitent à faire confiance à ce dernier qui traînent quelques casseroles derrière lui.

Le POI a raison de mettre l'accent sur ce facteur pour que les travailleurs s'estiment légitimes de rentrer en lutte contre le régime, ils n'ont aucun complexe à avoir face à un gouvernement qui est le plus réactionnaire et anti-ouvrier de la Ve République.

Leurs revendications sont parfaitement légitimes, la défense de leurs droits ou aspirations est légitime et se passe de toute justification, car il est légitime qu'ils prennent leur destin en mains sachant qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour mener leur combat jusqu'au bout qui nécessitera le renversement du régime en place, qu'ils s'emparent du pouvoir politique, d'où la nécessité absolue de se doter d'un parti dans lequel ils pourront se rassembler, s'organiser et lutter pour instaurer une République sociale et changer la société.

Ils ne doivent avoir aucune illusion sur le chemin qui doit être emprunté pour atteindre ces objectifs politiques qui permettront de s'attaquer aux fondements du capitalisme afin de pouvoir satisfaire leurs besoins, c'est celui de la mobilisation révolutionnaire, de la révolution socialiste qui balaiera les institutions de la Ve République qui passe par la construction d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire comme nous l'enseigne les leçons de la lutte de classe du passé ou la révolution russe de 1917, il n'existe pas d'autre voie, pas d'autre alternative au capitalisme.

Exiger le retrait de tous les traités, accords, lois anti-ouvrière ou contre-réformes adoptés depuis 2012 ou tous les gouvernements antérieurs demeure la seule ligne politique conforme aux intérêts des travailleurs pour garantir leur unité et leur indépendance de classe, sachant que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire sera à même de les abolir. C'est dans cette perspective politique (du socialisme) que doit s'inscrire impérativement chaque bataille, chaque combat, chaque lutte, que doit se construire le parti, sinon cela reviendrait à mener la lutte de classe uniquement pour mieux supporter le joug du capitalisme, s'en accommoder ou s'y adapter, tandis que la plupart des besoins des travailleurs demeureraient insatisfaits et sachant qu'il n'existe pas de droits acquis définitivement et qu'ils sont sans cesse remis en cause par le capital, au bout du compte ces combats n'auraient servi à rien, car sans cette perspective politique révolutionnaire il sera impossible aux travailleurs d'en tirer la moindre leçon et de faire progresser leur niveau de conscience politique, ce qui se traduirait concrètement par l'impossibilité de construire le parti, ceci étant la cause de cela, ceci expliquant cela où l'impasse politique dramatique dans laquelle nous sommes.

On peut comme nous l'avons observé ces derniers jours s'emballer ou se gargariser de la mobilisation des travailleurs dans certains secteurs d'activité ou des mouvement sociaux qui se multiplient, mais constatant aussi qu'aucun parti ne situait résolument son combat dans cette perspective, on est porté à penser que les illusions colportées par les uns et les autres cèderont rapidement la place à la gueule de bois ou à la dépression, une fois de plus.

Quand un parti politique se comporte comme un syndicat et n'a pas d'autre perspective à proposer, il manque à tous ses devoirs.

On sait qu'à la marge ou en filigrane tous évoquent plus ou moins une éventuelle issue politique sur laquelle ils n'osent pas s'attarder ou mettre au centre de leur intervention dans la lutte des classes ou qu'en aucun cas leur combat n'y est subordonné, à croire qu'ils n'y croient pas eux-mêmes, de telle sorte qu'ils subiront de plein fouet les défaites attendues, qui en soi ne constituent pas une surprise ou un traumatisme, pour avoir tout axé sur une hypothétique victoire synonyme d'illusions ou de leur incompréhension des objectifs politiques que le parti doit se fixer dans la situation actuelle, laissant leurs militants dans le désarroi pour ne tirer aucun profit de cette bataille et ne pas avoir avancé d'un seul millimètre une fois de plus.

J'avais appris autrefois que nous n'étions comptables que des combats que nous menions et qu'en aucun cas nous ne l'étions des luttes encadrées ou contrôlées par les appareils pourris du mouvement ouvrier, combats qui devait se traduire en terme d'objectif politique par la construction du parti, mais apparemment il devait s'agir d'un exercice de style à moins que nos dirigeants aient régressé, à mon avis les deux.

Deux vidéos

1- Ukraine: le fascisme en toile de fond
http://www.youtube.com/watch?v=REKHrhfQQOc

2- La Fracturation Hydraulique Pour les Nuls Gaz de Schiste
http://www.dailymotion.com/video/xinmxw_la-fracturation-hydraulique-pour-les-nuls-gaz-de-schiste-danger_news#from=embediframe

---

ACTUALITE EN TITRES

De zélés vassaux de la dictature européenne.

- Les règles budgétaires suffisamment souples, dit l'Eurogroupe - Reuters

- La France et l'Italie assurent ne pas vouloir réformer le pacte de stabilité - AFP

Intox et propagande.

- 70% des Français approuvent la fermeté face aux conflits sociaux - 20minutes.fr

- Irak : les mensonges de Tony Blair - LePoint.fr

Auxquelles tous les médias officiels avaient adhéré, Le Point en tête...

- Un roi espagnol populaire, atout pour régler la crise catalane? - Reuters

Les républicains, représentés par des petits partis qui ont rassemblé environ 20% des votes aux élections européennes du 25 mai, ont manifesté dans le centre de Madrid pendant l'intronisation, scandant : "Demain, l'Espagne sera républicaine". Francetv info 19.06

Comment cela les républicains n'auraient obtenu que 20% lors des élections européennes du 25 mai ? Cela signifie que le Parti populaire et surtout le PSOE ne sont pas vraiment républicains, voilà tout. Il fallait le dire. C'est fait.

- Les Etats-Unis prêts à une action militaire ciblée en Irak - Reuters

- Au côté de EIIL ? Ils sont déjà sur le terrain...

- Quand la CIA voulait combattre al-Qaida avec une figurine de Ben Laden - LeFigaro.fr

Alors qu'Al-Qaida est leur créature...

Les feuilles mortes se ramassent à la pelle...

- Debré (UMP) sur Sarkozy: "*il faut couper les branches mortes*" - AFP

Ca balance terrible...

- Jérôme Lavrilleux livre quatre noms dans l'affaire Bygmalion - Reuters

Encore un pourri...

- Le patron du PS de Gironde renvoyé en correctionnelle - Reuters

Ah ces sales grévistes !

Le PS est au côté des travailleurs, c'est un parti de gauche, si, si...

- SNCF : Le Guen espère que la grève va se terminer "*dans les heures qui viennent*" - LePoint.fr

... et pour cause

- SNCF: "*on a beaucoup avancé*" sur le texte, estime Chassaigne (PCF) - AFP

... du coup...

- SNCF: la grève "*sans doute*" arrivée à "*un tournant*" estime Lepaon (CGT) - AFP

... la preuve :

- SNCF: Kosciusko-Morizet prête à voter la réforme du rail - AFP

Ah ben si l'UMP est prêt à voter le texte amendé par le PCF, c'est que c'est forcément il répond aux attentes des cheminots ! Stalinien for ever !

Résistance passive

- SNCF: la grève s'étiole mais est reconduite - AFP

- Soixante postiers de Créteil se rassemblent contre la fermeture de leur site - LeParisien.fr

- 4 500 emplois de moins à la Poste en 2013 - Liberation.fr

- Paris : les syndicats des grands magasins s'élèvent contre une ouverture dominicale - Francetv info -

- Nice-Matin : les salariés votent à 83 % une motion de défiance - LePoint.fr

- Des syndicats appellent à la grève dans les aéroports du 24 au 29 juin - Francetv info

- Intermittents : la CGT-Spectacle dénonce les "*mesurettes*" de Valls - LePoint.fr

La syndicat appelle à "*élargir le mouvement*" suite aux annonces du Premier ministre. Il déposera probablement un préavis de grève pour le 1er juillet. LePoint.fr 19.06

Côté jardin...

- Inquiétudes sur les profits des entreprises - LeFigaro.fr

... et côté cour...

- A Paris, un SDF sur trois a un emploi - Francetv info

Et après ils traiteront les travailleurs de fainéants, il en faut du courage pour être à la rue et se lever le matin pour aller trimer...

Délinquance en groupe.

- Ivres, 120 patrons sèment la pagaille dans un TGV - Francetv info

Vive la monarchie et les paradis fiscaux !

- Le Luxembourg dit oui au mariage des homosexuels - Liberation.fr

Si cela pouvait mettre fin aux monarchies... mais cela ne risque pas...

Il fallait bien au dictateur trouver un prétexte pour accroître sa pression sur un chef d'Etat qui lui résiste.

- Les Etats-Unis prennent des sanctions contre l'Ouganda en raison de sa législation homophobe - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irak

1.1- Irak /Kirkuk : des femmes et des enfants massacrés par Daesh - french.irib.ir

Najat Hossein, membre du conseil de la province de Kirkuk a fait état du plus récent crime des terroristes de Daesh qui ont massacré des femmes et des enfants d'une famille dans un village dans le sud de cette province.

Najat Hossein a précisé, sur le plateau de la chaîne Al-Sumaria, que les terroristes après avoir occupé le village de Bashir dans la région de Tazeh à 35 kilomètres au sud de Kirkuk, ont massacré toutes les femmes et tous les enfants d'une famille. Selon Najat Hossein, après la libération de ce village, des nouvelles informations ont été révélées au sujet des exécutions collectives. Une source sécuritaire de la province de Kirkuk a annoncé mardi que les Peshmerga kurdes ont repris le contrôle de ce village. french.irib.ir 19.06

1.2- Barezani justifie l'absence du soutien des Kurdes à l'armée irakienne - french.irib.ir

Dans ses déclarations à Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien, Massoud Barezani, Chef de la région du Kurdistan irakien a considéré le combat de l'armée irakienne contre l'état islamique en Irak et au Levant comme une guerre religieuse et justifié l'absence du soutien à l'armée irakienne dans la guerre contre l'EIIL et les 12 groupes terroristes. « *Nous ne participerons pas à une guerre religieuse surnommée la lutte contre le terrorisme* » a-t-il affirmé.

Dans ces déclarations, Massoud Barezani a distingué les terroristes des musulmans sunnites. « *Il y a un consensus entre les courants politiques sur cette guerre, ils l'ont qualifié de « guerre contre le terrorisme* », a-t-il ajouté. Les autorités religieuses irakiennes, surtout, le grand Ayatollah Sisstani ont insisté sur le fait que la récente guerre n'était pas de caractère confessionnel, tout en appelant, les Irakiens, qu'ils soient chiites, sunnites kurdes et autres, à s'unir pour combattre le terrorisme. french.irib.ir 19.06

2- Turquie

- Libération de 230 militaires turcs condamnés pour complot - lemonde.fr

Ils avaient été condamnés en 2012 pour tentative de coup d'Etat. Deux ans plus tard, une cour criminelle d'Istanbul a ordonné la remise en liberté de 230 militaires en raison des conditions de leur procès. Entre-temps, la Cour constitutionnelle turque avait prononcé un arrêt en leur faveur, demandant la tenue d'un nouveau procès. D'ici à celui-ci, l'exécution de leur peine est suspendue, selon les médias turcs.

Tous avaient été condamnés en septembre 2012 par un tribunal de Silivri, dans la lointaine banlieue d'Istanbul, à des peines de treize à vingt ans de prison pour avoir tenté de faire tomber le gouvernement islamo-conservateur du premier ministre Recep Tayyip Erdogan en 2003.

Leur procès retentissant avait suscité de très nombreuses critiques, qui avaient alors mis en cause l'impartialité des magistrats chargés de l'instruire et l'authenticité des preuves retenues contre les accusés. lemonde.fr 19.06

3- Inde

- Al-Qaida appelle les musulmans kashmiris au "*jihad*" - french.irib.ir

Le haut commandement d'Al-Qaïda vient de publier un film où il appele " *les musulmans kashmiris*" à la guerre contre l'Inde et à rejoindre le mouvement mondial du Jihad! Cette vidéo intitulée « *la guerre doit se poursuivre, un message pour les musulmans kashmiris* » a été publié par As-Sahab, l'organe médiatique d'Al-Qaïda. Après avoir défié la Russie et la Chine , les Etats Unis défient donc via leurs mercenaires qaidistes une autre économie émergeante : l'Inde. french.irib.ir 19.06

Cela coïncide avec l'arrivée au pouvoir en Inde du BJP, rien d'étonnant puisque ce parti est allié à des partis hindous fondamentalistes qui vouent ouvertement une haine féroce envers les musulmans et le Pakistan. Avec Modi et le BJP au pouvoir, les Américains vont pouvoir actionner la manette du communautarisme pour déstabiliser l'Etat indien ou faire pression sur le gouvernement pour qu'ils engagent les contre-réformes que réclame le FMI, avec le BJP ils ont un allié de premier choix et ils vont pouvoir l'instrumentaliser.

Mais Modi pourrait choisir une autre option en dénonçant l'ingérence américaine dans les affaires de l'Inde histoire de s'attirer la sympathie de la population, pour ensuite mener à sa façon et avec zèle la guerre contre les musulmans ou plutôt l'ensemble des masses indiennes. Il peut appliquer la politique dicter par les Américains mais il faut qu'on ait l'impression qu'il en est l'auteur, sinon sa gloire en serait ternie, c'est à niveau que cela se situe chez eux. A suivre.

SOCIAL

France

- La CGT appelle à des grèves et manifestations le 26 juin - Reuters

La CGT appelle à une journée de grèves et de manifestations de toutes les professions en colère jeudi 26 juin, alors que la grève des cheminots de la SNCF entre dans son huitième jour et que se multiplient les mouvements sociaux.

Dans le même temps, une manifestation interprofessionnelle est prévue jeudi 19 juin en fin de matinée à Paris, de Montparnasse aux Invalides, pour soutenir les cheminots de la CGT et Sud-Rail en grève.

Force ouvrière appelle ainsi ses adhérents à se joindre à la manifestation pour montrer que les grévistes "*ne sont pas isolés*".

La CGT, qui souhaite une action collective, souligne que parallèlement à la grève des cheminots, les intermittents du spectacle multiplient les actions contre le durcissement prévu des conditions d'indemnisation de plusieurs catégories de chômeurs, dont les leurs.

Elle souligne que des mobilisations se développent également dans les secteurs des transports, électriciens et gaziers, de la santé, et de l'industrie pharmaceutique, services publics, etc.", précise un communiqué du syndicat.

"*Malgré un désaveu cinglant lors des élections municipales et européennes, le président Hollande entend poursuivre ses réformes désastreuses*", écrit la CGT. Reuters 18.06

Haut de page

Le 21 juin 2014

CAUSERIE

18 nouveaux documents ont été ajoutés.

La direction de la CGT a réussi à isoler les cheminots et à casser leur grève avec l'aide du PCF, et le gouvernement est parvenu à ses fins. No comment, nous nous sommes déjà exprimé hier sur ce sujet en le traitant sur le plan politique.

A qui profite les plus grands crimes contre l'humanité ? Qui sont les véritables donneurs d'ordre des dictateurs, leurs bailleurs de fonds ?

- Comment les nazis ont aidé les entreprises allemandes Bosch, Mercedes, Deutsche Bank et VW à devenir riche - Atlantico.fr 20.06

C'est difficile à croire, et pourtant... Un classement illustrant le passé nazi des plus grandes entreprises allemandes telles que Bosch, Mercedes, Deutsche Bank, VW et beaucoup d'autres a été publié ce vendredi par le magazine allemand. On y apprend que ces sociétés exploitaient près de 300 000 travailleurs forcés. Une situation qui se résume à de l'esclavagisme, devenue pratique courante à l'époque. Le tableau révèle également que Audi, aussi connu sous le nom d'Auto Union pendant la période nazie, était un grand adepte du travail forcé.

L'entreprise aurait fait travaillé 20 000 détenus des camps de concentration dans ses usines. Même si cette nouvelle fait froid dans le dos, ce n'est pourtant pas la première fois que WirtschaftsWoche dévoile le sombre passé de grandes entreprises allemandes. En 2011, la célèbre marque BMW a admis, après des décennies de silence, avoir travaillé main dans la main avec les plus hautes sphères du parti nazi pendant la seconde guerre mondiale à l'aide d'une main-d'œuvre obtenue par les camps de concentration.

Mais BMW n'est pas la seule entreprise allemande à avoir profité de cette main-d'œuvre facile. Daimler, propriétaire de Mercedes, a reconnu dès 1986 qu'il avait employé 40 000 travailleurs forcés dans des conditions épouvantables pendant la guerre, lui permettant de générer d'énormes sommes d'argent. Le géant électrique Bosch a quant à lui exploité 20 000 détenus tandis que le sidérurgiste ThyssenKrupp en a fait travaillé 75 000. Mais la liste est encore longue. Le fabricant de produits chimiques IG Farben avait même construit une usine au sein même du camp d'extermination d'Auschwitz. Ce qui lui a permis d'instaurer un travail pénitentiaire dans la production de caoutchouc synthétique et de l'huile.

Cependant, la révélation la plus infame reste celle de la vente du Zyklon B, le poison utilisé dans les chambres à gaz nazies. À son apogée en 1944, cette usine a fait usage de 83 000 travailleurs forcés. La plus grande banque d'Allemagne, Deutsche, n'employait pas d'esclaves, mais est devenue aussi très riche sous le nazisme. La banque a licencié tous les administrateurs juifs quand les nazis sont arrivés au pouvoir et à partir de 1938, la Deutsche Bank est devenue la banque la plus riche en Allemagne. C'est à ce moment qu'elle a pris part à la fameuse "*Aryanising*", c'est à dire la prise en charge des entreprises

appartenant à des Juifs. Siemens, le constructeur de train et géant de l'ingénierie électrique s'est quant à lui toujours montré discret à l'égard de ses anciennes activités en temps de guerre. Selon le directeur de recherche du Musée allemand à Berlin, Siemens a expliqué jusqu'à présent que son passé était une "histoire qui regarde la société". Des entreprises comme Adidas et C&A travailleraient encore sur les antécédents des sociétés sous le nazisme. Atlantico.fr 20.06

Que ce soit un portail néolibéral qui publie cet article est très bien, car s'il reprend une partie des arguments que nous avions déjà relatés ailleurs et dont certains lecteurs auraient pu contester la véracité du fait de leur origine, là ils seront bien obligés d'admettre que la collusion entre les banquiers et le patronat d'un côté et les nazis de l'autre étaient avérés et qu'il ne s'agissait pas d'une cabale ou d'une invention de gauchiste. Il manque toutefois la précision que bon nombre de conseils d'administration ou de dirigeants de banques ou de grandes entreprises étaient juifs ou plutôt sionistes.

Nous avons là la véritable nature du capitalisme et du patronat des grandes entreprises qui viennent de porter l'oligarque Porochenko à la tête de l'Ukraine avec l'aide des partis et milices fascistes.

ACTUALITE EN TITRES

Ils avancent lentement mais sûrement...

- Feu vert ministériel à l'entrée de la Lituanie dans la zone euro - Reuters

Et nous ? On piétine, on recule toujours et encore...

Intox. C'est promis, on ne le fera plus...

- L'Europe adopte un dispositif contre l'évasion fiscale des entreprises - LePoint.fr

A-t-il été annoncé qu'elles devraient fermer tous les comptes qu'elles ont ouverts dans les paradis fiscaux ? Non. A quoi serviront-ils ? D'après vous ?

- USA: vote anti-NSA à une large majorité à la Chambre des représentants - AFP

Les Etats-Unis est un Etat mafieux, c'est-à-dire un Etat qui contourne la législation ou se livre à des activités illégales sans craindre d'être inquiété par qui que ce soit puisqu'ils n'existent pas de contre-pouvoir. Ce régime fonctionne comme une dictature.

Et lorsqu'il arrive que les agissements secrets de l'une de ses officines soient découverts, il s'excuse, promet de ne pas recommencer et légifère dans ce sens pour témoigner de sa bonne foi ou qu'il a retenu la leçon, alors qu'en réalité il s'arrangera pour contourner la loi en profitant des failles qu'elle comporte jusqu'à la prochaine fois et ainsi de suite, en toute impunité.

Seulement, réjouissez-vous !

- Prix de l'électricité: hausse "*d'ampleur plus faible que 5%*" à l'automne - AFP

En famille. Il faut bien collaborer...

- Cosse (EE-LV) veut mettre la gauche au travail - Liberation.fr

... mais elle y est, la preuve :

- Valls vante le nucléaire, «*filière d'avenir*» - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'Onu où la banalisation de la guerre : Abolition !

- Plus de 50 millions de déplacés dans le monde - Reuters

Le nombre de réfugiés, de déplacés et de demandeurs d'asile à travers le monde a dépassé les 50 millions à la fin de l'année dernière, un chiffre sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, selon un rapport du Haut commissariat de l'Onu aux réfugiés (HCR).

La moitié d'entre eux sont des enfants, victimes de conflits ou de persécutions...

Le nombre record de déracinés, qui s'élève précisément à 51,2 millions de personnes, a progressé de six millions en un an. Parmi eux figurent 16,7 millions de réfugiés, 33,3 millions de déplacés et 1,2 million de demandeurs d'asile. Reuters 20.06

Les Eglises les plus réactionnaires des Etats-Unis adoptent le mariage gay, quoi de plus normal en somme.

- États-Unis : l'Église presbytérienne autorise le mariage gay - LePoint.fr

D'autres Églises protestantes autorisent le mariage gay dans leurs rangs, selon les États, ou laissent leurs pasteurs décider selon leur conscience, comme l'Église luthérienne évangélique, l'Église épiscopalienne des États-Unis ou les méthodistes. LePoint.fr 20.06

Comme chacun sait la famille Bush qui fait partie de leurs troupeaux était bien connu pour son côté progressiste, son engagement humanitaire...

Rappelons que nous ne sommes pas opposés au mariage gay, en réalité on s'en tape complètement, on serait plutôt contre le mariage tout court, on dénonce une campagne ou une propagande des dirigeants pourris du vieux monde qui instrumentalisent une minorité pour en tirer des avantages politiques à l'heure où celle qu'ils appliquent est la plus réactionnaire et impérialiste des soixante dix dernières années.

S'en féliciter, leur emboîter le pas ou se placer à leur côté ce qui revient au même où à les soutenir, alors qu'ils s'en servent pour camoufler leurs véritables intentions sur le plan social à l'encontre de l'ensemble des masses exploitées est totalement inacceptable pour un militant ouvrier, incompatible avec son combat pour l'émancipation du capital ou son combat pour le socialisme.

Haut de page

Le 24 juin 2014

CAUSERIE

Une vingtaine de nouveaux articles demain.

Entendu hier à Complément d'enquête (France2) dédié au tourisme. Une bouteille de Château Pétrus 1961 proposée à la carte du Bristol, un "*palace* parisien 16.000 euros, soit 1,3 millions de roupies. Selvi me demande combien j'ai payé ma bouteille de bière, je lui réponds 65 roupies, elle éclate de rire à en tomber à la renverse et du coup j'éclate de rire aussi en lui montrant son verre d'eau amélioré d'un sirop de raison fait maison.

Quel monde ! On comprend pourquoi les riches doivent toujours s'enrichir davantage et combien de pauvres cela représente, à vous donner la nausée. Mais bon, il paraît que c'est légitime... La bonne conscience ou la mauvaise foi ont leur mystère que la raison préfère ne pas énoncer ici par crainte d'être vulgaire ou violent, vaut mieux se faire poète...

C'est cela le libre-échangisme made in USA soutenu par l'UE.

- «*On a taillé une pipe aux Américains*», estime le ministre des Affaires étrangères polonais - Slate.fr

Les barbares d'EIIL armés par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, le Qatar, Israël et la France notamment font régner la terreur en Irak

Les djihadistes édictent leur terrifiante loi à Mossoul - lefigaro.fr

Depuis la prise de la ville le 11 juin dernier, l'État islamique en Irak et au Levant a instauré de nouvelles règles basées sur

une interprétation très restrictive de la charia.

Le document a force de loi. Le 11 juin dernier, seulement deux jours après la prise de Mossoul, l'État islamique en Irak et au Levant a fait distribuer dans les rues de la ville une charte régissant désormais la vie d'un million et demi d'habitants. Cette «*charte*» tient sur une simple page recto-verso, mais les 16 articles terrifiants qui la composent en disent long sur le régime de terreur imposé par les islamistes. Cette interprétation rigoriste de la charia était déjà en cours dans le fief syrien d'EIIL, Rakka.

Dans ce bref texte, les djihadistes se présentent comme des soldats de l'islam souhaitant restaurer la gloire du califat islamique. L'argent saisi au gouvernement est désormais bien public, annonce l'un des articles. Il est désormais à la disposition des imams musulmans qui sont les seuls habilités à en disposer. La drogue, l'alcool et les cigarettes sont interdits. Les femmes sont appelées à revêtir «*une tenue modeste*», c'est-à-dire le niqab qui ne laisse entrevoir que leurs yeux. Elles n'ont l'autorisation de sortir qu'en cas d'extrême nécessité. Ce déplacement doit être autorisé par le père, le frère ou le mari qui l'accompagnera.

Le texte prévoit également toute une série de peines pour ceux qui dérogeraient à la nouvelle loi. Ceux qui volent ou pillent risquent ainsi l'amputation. Quiconque exerce des menaces ou se rend l'auteur d'un chantage sera lui aussi sévèrement puni. Cet article s'appuie sur un verset du Coran (Sourate 5, verset 33) selon lequel les criminels doivent être tués ou crucifiés. Quant aux apostats, ils seront exécutés en public. À ce titre, chaque musulman devra à présent effectuer les cinq prières quotidiennes à la mosquée.

Aucune contestation n'est désormais tolérée. Les manifestations publiques sont interdites au nom de l'islam. L'usage de drapeaux autres que l'emblème d'EIIL est prohibé. Les policiers et les militaires ayant servis l'ancien régime peuvent se repentir. Enfin, le texte scelle également le sort des tombes et mausolées «*hérétiques*». Ces derniers seront tout simplement détruits. Cette menace laisse craindre la disparition du site archéologique de Ninive, l'un des plus beaux du Moyen-Orient. lefigaro.fr 23.06

Commentaires d'internautes.

1- "*Ce sont les mêmes lois qui ont cours chez les alliés des occidentaux à savoir les Saoudiens, et personne n'a rien à y redire, alors pourquoi cette indignation selective?*"

2- "*Si je pense et dis que les nazis étaient du même acabit je vais me faire incendier et censurer, alors je préfère me taire et observer ce, pardon, ces désastres.*"

Hollande soutient EIIL et l'ensemble des mercenaires étrangers à la solde de Washington qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple et qui viennent de s'attaquer à l'Irak. Ils réalisent le dhijad ou plutôt ppliquent la politique dictée par les Américains soutenus par ses laquais européens.

Dès lors quand des jeunes en France sont arrêtés et emprisonnés pour avoir mené le djihadisme en Syrie, c'est injuste, ils n'ont fait que mettre en pratique la politique criminelle de Hollande-Valls-Fabius, les vrais coupables sont à la tête de l'Etat terroriste et impérialiste.

En guise de complément ou de confirmation. Hollande légitime un régime ayant adopté la charia.

C'est cela la gauche. La charia, le salafisme, le djihadisme, le terrorisme, la barbarie légitimés.

Le monarque français François Hollande à reçu hier dans son palais l'émir du Qatar Tamim Ben Hamad al Thani.

Et pour cause :

- La France confiante dans la vente de Rafale au Qatar - Reuters

---

ACTUALITE EN TITRES

Quand le vassal se soumet...

- Violations embargos: vers un accord à 9 milliards de dollars entre BNP et les Etats-Unis - AFP

Quelle saloperie de camelote !

- Honda, Nissan et Mazda rappellent trois millions de voitures dans le monde - Francetv info

Eugénisme. Ebola va-t-il succéder au VIH ?

- Le virus Ebola est "*hors de contrôle*" en Afrique, dit MSF - Reuters

Quand l'oligarchie fait de la politique, cela donne cela.

- John Kerry trouve que les Etats-Unis ne sont "*pas responsables*" de la crise en Irak - Francetv info

- Kerry appelle l'Irak à « *dépasser les considérations confessionnelles* » - LeMonde.fr

- Kerry promet le soutien américain à l'Irak face à l'EIIL - Reuters

- Kerry presse Maliki de former un cabinet irakien élargi - Reuters

- Kerry en Egypte pour plaider pour la démocratie - AFP

Stratégie du chaos et guerre.

- Liban : attentat suicide au sud de Beyrouth - LeMonde.fr

- Israël frappe des positions de l'armée syrienne, dix morts - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Pour qui roule le gouvernement ?

- Plan d'économies: 250.000 emplois menacés selon la rapporteure du Budget - AFP

Le plan d'économies de 50 milliards d'euros proposé par le gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances rectificative "*pourrait entraîner la suppression de 250.000 emplois à l'horizon 2017*", selon la rapporteure générale du Budget citée lundi par Les Echos.

Ce plan d'économies "*aurait un impact négatif sur la croissance de 0,7 % par an en moyenne entre 2015 et 2017, et pourrait entraîner la suppression de 250.000 emplois à l'horizon 2017*", écrit la députée Valérie Rabault dans un rapport cité par le quotidien économique.

Mme Rabault, qui s'était rendue le 12 juin au ministère des Finances pour obtenir des documents qu'elle réclamait depuis des semaines, tempère toutefois ces prévisions en estimant qu'"*une partie de cet impact sera neutralisée par l'adoption concomitante de mesures fortes en faveur de la réduction des charges des entreprises et du pouvoir d'achat des ménages dans le cadre du pacte de responsabilité et de solidarité*".

Le gain de croissance escompté serait de 0,6 point avec 190.000 créations d'emplois d'ici 2017, indique le document de la rapporteure du Budget.

D'autre part, l'impact du plan d'économies doit être apprécié "*au regard de l'importance des risques financiers auxquels s'exposerait notre pays en l'absence de rétablissement des comptes publics*", ajoute-t-elle, appelant à trouver le bon équilibre entre relance de la croissance et plan d'économies, afin de "*garantir que les effets récessifs seront suffisamment compensés pour ne pas hypothéquer la reprise*". AFP 23.06

Quelle jonglerie pour finalement se soumettre à la politique du gouvernement (ou de l'UE ou du FMI) qui a fait du "*rétablissement des comptes publics*" son cheval de bataille contre les services publics et les fonctionnaires, et en appeler "*à trouver le bon équilibre entre relance de la croissance et plan d'économies* qui ne pourrait se réaliser qu'au détriment des intérêts des travailleurs pour ne "*pas hypothéquer la reprise*" des profits pour les capitalistes.

On retiendra que le plan d'économies de 50 milliards d'euros proposé par le gouvernement se soldera par la suppression de

dizaines de milliers d'emplois, autrement dit ces 50 milliards d'euros serviront en parti à financer ces suppressions massives d'emplois. C'est aussi la logique dans laquelle s'inscrit le pacte de responsabilité et la prochaine conférence antisociale.

C'est la mauvaise farce à laquelle les syndicats vont participer. Y aller, c'est légitimer ce qui en sortira. Après cela quelle crédibilité auront les syndicats et les partis liés au PS ou au régime pour combattre ses conséquences désastreuses pour les travailleurs ? Aucune.

La manipulation institutionnalisée des masses passe par les instituts de sondage.

Hollande et son gouvernement sont plus impopulaires que jamais, le PS a récolté 6% des votes des électeurs inscrits le 25 mai dernier, il a reçu une raclée aux municipales, les mouvement sociaux se multiplient dans le pays, leur politique antisociale est majoritairement ou massivement rejetée, sans parler des affaires judiciaires ou de corruption concernant ministre, élus ou responsables départementaux du PS. Bref, Hollande et son gouvernement sont minoritaire et illégitime, or il leur faut bien continuer de gouverner.

Il dispose bien d'un arsenal d'agents ou d'officines à leur service pour leur facilité la tâche ou relayer leur propagande, sauf que voilà, les uns et les autres n'ont qu'une emprise limitée ou faible sur les masses qui de plus en plus n'en font plus qu'à leur tête.

Les médias, tout le monde ou presque s'en méfie, personne ne croit totalement ce qu'ils disent ou écrivent, ils sont très largement discrédités auprès de la population, notamment ses couches les plus instruites ou chez les intellectuels, mais aussi chez les ouvriers qu'ils méprisent ou prennent régulièrement pour des demeurés ou les présentent comme tels, ce qui ne leur plaît pas du tout et reste gravé dans leurs cerveaux. Comme disait ma mère qui était très arriérée : ce n'est pas parce qu'on ne dit rien qu'on ne comprend pas, il ne faudrait peut-être pas aussi nous prendre pour plus cons qu'on ne l'est. Quand un jeune ou un travail veut vraiment savoir ce qui se passe, il va sur Internet, et là il découvre assez facilement que les médias leur mentent en continu.

Il y a ensuite les partis et les syndicats qui sont eux aussi très largement discrédités parmi les travailleurs, agents du capitalisme ou auxiliaires du régime, jaunes ou traîtres selon les syndicats ou leurs dirigeants vendus au capitalisme, ils ont en commun d'être tous antisocialistes et de s'accommoder du capitalisme. Leurs discours sont inaudible parce qu'ils incarnent le petit bourgeois, l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures ou privilégiées de la classe ouvrière, principalement le fonctionnaire qui bénéficie de la garantie de l'emploi dans un pays où le chômage dépasse officiellement les 5 millions, en aucun cas ils ne représentent les millions et millions de travailleurs qui parviennent tout juste à survivre en se privant ou les plus défavorisés.

Bien que la composition d'un parti détermine en grande partie sa nature sociale, c'est davantage les couches auxquelles ses membres s'adressent et la manière dont ils les abordent qui traduira avec une assez grande précision ses véritables intentions où la manière dont les travailleurs percevra ce parti et ses militants, or leurs discours (et leurs publications) sont insipides, inaudibles, ils sont destinés à une élites, à des intellectuels, à des militants aguerris, pas à ces dizaines de millions de travailleurs. Et croire qu'ils ne s'en rendraient pas compte, là encore c'est les prendre pour plus ignorants qu'ils ne le sont et commettre une grave erreur politique. Aussi les travailleurs s'en détournent ou ils ne se reconnaissent pas en eux, ils ne leur inspirent pas confiance et ils ont parfaitement raison, hélas ! Nous non plus d'ailleurs.

Pour finir viennent les instituts de sondage censés rendre compte de l'état d'esprit de la population en général, sans distinction de classe, comme si elles avaient des intérêts communs et non antagoniques, ce qui fausse dès le départ les résultats de leurs "*enquêtes d'opinion*" et les conclusions qui en découleront, qui de manière générale sont orientées ou doivent coïncider avec la propagande officielle ou les besoins spécifiques exprimés par les dirigeants de la classe dominante qui peuvent diverger de ceux du gouvernement, sans évidemment que les personnes sondées et les destinataires de ces sondages n'en soient informés puisque leurs objectifs sont inavouables, les conditionner dans un sens précis ou les faire adhérer à une idée ou une mesure, un projet de loi qui sont censés répondre à leurs besoins, alors qu'en pratique c'est exactement l'inverse qui se produira.

Venons en à l'actualité.

Un institut de sondage a pondu une "*enquête d'opinion*" selon lequel les "*Français*" seraient majoritairement réformistes. Quoi de plus naturel en somme, ils sont gangrenés par le capitalisme à défaut d'être révolutionnaires. Voilà pour le scoop ! Comment pourrait-il en être autrement au moment où aucun parti ne défend les idées du socialisme, où personne ou presque dans ce pays sait exactement ce que signifie le socialisme, mieux encore, lorsque la majorité confond réformisme ou adaptation au capitalisme et socialisme alors qu'ils sont incompatibles. Pour la plupart des travailleurs ou la quasi totalité, en gros être socialiste c'est exiger des capitalistes une meilleure répartition des richesses qui doit se traduire par des mesures sociales. Cela ne va pas plus loin. Qu'ils soutiennent toute mesure qui leur est présentée sous un jour favorable ou censée améliorer leurs conditions d'existence est dès lors acquis, puisqu'ils ne se poseront pas d'autres questions ou ignoreront en fait de quoi il s'agit vraiment. Les inconvénients ou les aspects nuisibles de ces mesures seront occultées ou minimisées systématiquement, et ils s'en satisferont lorsqu'ils ne se sentiront pas directement concernés.

Interroger des gens sur une réforme de la SNCF quand 90% d'entre eux ne prennent jamais le train ne peut conduire qu'à ce genre de comportement. On leur dit que c'est pour faire des économies et que c'est bon pour la France, ils n'ont dès lors aucune raison

d'être contre. Et puis si cela devait se traduire par une dégradation des conditions de travail des cheminots, la plupart réagiront en se disant que personne ne s'intéresse à leurs conditions de travail qui sont autrement plus difficiles, alors pourquoi devraient-ils prendre en compte celles des cheminots, il n'y a pas de raison à ce qu'on ne soit pas logé à la même enseigne, pourquoi seraient-ils privilégiés et devrait-on payer pour eux franchement... Bien des travailleurs pensent de cette manière et les instituts de sondage le savent parfaitement, ils comptent dessus pour obtenir les résultats escomptés. Que font-ils ? Ils instrumentalisent l'ignorance des masses ni plus ni moins pour mieux les conditionner encore.

Maintenant nombreux sont aussi les travailleurs qui se sont reconnus dans la bataille qu'ont livrée les cheminots ou ont exprimé de la sympathie envers leur combat qu'ils auraient bien voulu rejoindre s'ils en avaient eu la possibilité. Quelle horreur s'écrie le pouvoir en place ! Il faut y remédier en lançant immédiatement une autre opération de propagande pour les faire rentrer dans le rang ou les décourager de passer à l'action, démontrer coûte que coûte que cet état d'esprit est minoritaire dans le pays, inadapté à la situation, dangereux en période de crise, bref illégitime et qu'ils doivent y renoncer, se soumettre au joug de la dictature du capital qu'incarne le gouvernement.

Pour se faire, ils ont sorti un second sondage dans lequel la CGT était visé, en réalité plutôt les cheminots qui s'étaient opposés à la ligne de la direction de la CGT qui était contre cette grève ou sa poursuite.

Comment "*une large majorité de Français*" pourraient s'exprimer sur un syndicat ou le syndicalisme en général, alors que plus de 90% d'entre eux ne sont pas syndiqués ? Et en posant cette question à un patron ou un cadre on connaît d'avance la réponse s'agissant de la CGT.

Les instituts de sondage ont l'art de questionner des gens qui soit ne sont pas concernées directement par les questions qu'on leur pose, soit dont on connaît d'avance les opinions, de telle sorte que le résultat est acquis d'avance ou sera totalement faussé, truqué en somme. Ce que leurs sondages ne disent pas, c'est que la majorité est réformiste à défaut de mieux, sans pour autant être satisfaite des réformes adoptées qui sont en réalité des contre-réformes dont elle subira les conséquences ensuite. Elle est réformiste par défaut sans pour autant adhérer à la politique du gouvernement, mieux elle la rejette. Le sondage fonctionne selon le mode de l'abstraction où cause et conséquence n'apparaissent pas ou disparaissent littéralement. Les personnes sondées ne se prononcent pas sur un rapport mettant en présence plusieurs facteurs, aussi sont-elles placés volontairement dans une situation où elles seront incapables de réfléchir aux différentes implications qui découleraient d'une mesure ou loi, aux sorts des différents acteurs concernés, surtout pas téléphone où toutes ces questions ne leur viendront pas spontanément à l'esprit.

Le sondage fonctionne également selon le mode de questions fermées auxquelles il faut répondre par oui ou par non. Etes-vous pour des réformes ? Oui, évidemment et vous voilà estampillé réformiste. Réformes qui profiteront à qui, quel doit en être le prix, qui en seront les victimes ? Là vous devenez un parasite, un gauchiste, vous ne jouez plus le jeu, vous êtes hors jeu, votre question ne sera pas prise en compte, on ne tiendra pas compte de votre réponse, et puis comme ce genre de questions ne risquent pas de vous être posée, votre avis ne sera pas publié, vous n'existez pas.

On leur impose une sémantique trompeuse ou qu'ils sont incapables de décrypter, par exemple en parlant de réforme qui a une connotation positive ou progressiste, alors qu'en réalité entre de mauvaises mains son contenu sera négatif ou constituera une régression sociale. C'est du domaine de la manipulation à votre insu.

Qu'à l'arrivée ce sondage encense un syndicat jaune, la CFDT, n'a plus rien d'étonnant. Ajoutons que si la majorité des adhérents de la CGT ne partageaient pas la politique de la CFDT, elle n'aurait pas la direction qu'elle a aujourdhui, comme hier d'ailleurs. Tous les courants de la CGT sont gangrenés par le capitalisme, il n'en existe pas un seul qui soit réellement socialiste ou révolutionnaire, idem à FO, à Sud ou à la FSU. Nos soi-disant opposants à la ligne de Lepaon dont certains sont estampillés PCF ne sont pas sur une ligne de rupture avec le capitalisme et le gouvernement, seuls une poignée de militants isolés dans ce syndicat militent sur la base des principes du socialisme.

Les masses, leur état d'esprit et leur niveau de conscience ne sont pas seulement le produit de leur condition d'existence, ils sont aussi le résultat de la politique mise en oeuvre par les partis et les syndicats.

Le sondage en question.

- La CGT impopulaire chez 69% des Français - AFP

Une large majorité de Français ont une mauvaise opinion de la CGT et de son leader, les jugeant "*trop systématiquement opposés aux réformes*", selon un sondage BVA pour Le Parisien-Aujourd'hui en France à paraître dimanche.

69% de Français ont une mauvaise opinion de ce syndicat contre seulement 28% qui en ont une bonne, selon ce sondage. Les salariés en ont une mauvaise opinion à 67% dont 72% dans le privé et 61% dans le public.

Seulement 14% des Français ont une bonne opinion de son patron, Thierry Lepaon contre 44% qui en ont une mauvaise. 42% des personnes interrogées ne le connaissent pas assez pour avoir une opinion. AFP 21.06

Ils nous livrent où ils voulaient en venir...

- Sondage : la CGT ringardisée et distancée par la CFDT - LeParisien.fr 22.06

A défaut de majorité, les instituts de sondage en ont fabriqué une et la boucle est bouclée.

- Manuel Valls à fond la réforme - Liberation.fr

- Valls défend la réforme et appelle la majorité à la loyauté - AFP

- Manuel Valls a énoncé ses quatre conditions au succès de la "*réforme*": "*dire la vérité*", "*l'exemplarité*", "*l'intérêt supérieur des Français*" et le "*rassemblement*".

(Traduisons ou rectifions : Mentir, camoufler ses véritables intentions, défendre l'intérêt supérieur des capitalistes, et se soumettre à cette mascarade. - ndlr)

"*Il faut agir, changer, réformer, se mettre en mouvement*", pour "*combattre la peur lancinante du déclin*", a martelé le chef du gouvernement, revendiquant "*la voie*" de Léon Blum, symbole de réformisme socialiste face au schisme avec les communistes.

(La "*voie*" de Léon Blum, c'est celle qui a conduit au régime de Vichy ! Avec pour ennemi éternel : Le communisme. La "*voie*" de Léon Blum, c'est aussi celle qui a consisté à refuser de livrer des armes à la révolution espagnole pendant qu'Hitler et Mussoloni en livraient à Franco pour l'écraser dans le sang. "*Agir, changer, réformer, se mettre en mouvement*" dans quelle direction, pour qui ? Vous connaissez la réponse. - ndlr)

"*Et moi, je tiendrai, oui ma mission, c'est de tenir. Car si nous ne tenons pas, alors tout tombera et, à ce moment-là, les plus grands dangers viendront pour la République*", a-t-il lancé.

(Après nous le déluge ! Tenir, car le régime menace de s'écrouler de toutes parts... Il prépare manifestement - avec les instituts de sondage appelés à les rescousses - les conditions de la prochaine conférence antisociale qui va s'avérer un exercice périlleux. - ndlr)

"*J'en ai assez de ces critiques lancinantes à l'égard du Président de la République*", a-t-il assuré. "C'est lui qui incarne la France, c'est lui qui incarne nos valeurs", a fait valoir M. Valls. Saluant l'action internationale du président de la République, il a évoqué les décisions d'intervenir militairement au Mali et en Centrafrique, l'entrevue entre Vladimir Poutine et le président ukrainien le 6 juin et un François Hollande "*en première ligne aujourd'hui pour faire en sorte que l'Europe soit réorientée*".

(On s'étrangle en l'entendant dire que Hollande incarneraient "*nos valeurs*", quoique, les leurs, pas les nôtres ! Qu'il revendique les interventions militaires de l'impérialisme français en Afrique est dans l'ordre des choses. - ndlr)

"*Et vous militants socialistes, vous devez avoir confiance et vous dire que si nous avons eu un deuxième président socialiste après François Mitterrand, cette fois François Hollande, c'est pour changer, c'est pour mettre en oeuvre ses engagements. Et nous lui devons soutien et confiance*", a-t-il plaidé. AFP 22.06

(Comme quoi il y en a qui se sont leurrer sur les "*engagements*" du candidat (du capital) Hollande, ceux par exemple qui ont appelé à voter pour lui ou à "*battre Sarkozy*". A bas Hollande-Valls, à bas le PS, ni ménagement ni soutien ni confiance, dehors, rupture ! - ndlr)

Du côté de la maison mère (ou mafieuse), c'est franchement le désordre !

- Parti radical: Laurent Hénart élu successeur de Jean-Louis Borloo - AFP

- Rama Yade dénonce l'«*illégitimité*» de Laurent Hénart à la tête du Parti radical - 20minutes.fr

- Campagne de Sarkozy : une double comptabilité à l'UMP ? - Francetv info

Les comptes de l'UMP, manipulés. L'ancienne directrice des affaires financières de l'UMP, Fabienne Liadzé, aurait tenu une double comptabilité au sein du parti et connaissait le montant exact des dépenses de campagne de Nicolas Sarkozy, affirme le

Journal du Dimanche, dans son édition du dimanche 22 juin.

D'après l'hebdomadaire, le comptable de la société Event, une filiale de Bygmalion spécialisée dans l'évènementiel, a envoyé de février à avril 2012, des factures réelles. "*Ils savaient ce que coûtaient en réel tous les meetings*", assure-t-il, en mentionnant au passage le nom de la directrice des affaires financières du parti.

A la mi-avril, quand le système de double facturation a été décidé, "*il a été demandé au comptable d'Event de détruire les factures déjà faites et d'en refaire*", mais en minorant les coûts, raconte le JDD. Toute la question est désormais de savoir qui, à l'UMP ou au QG de campagne, a été impliqué dans la combine, note l'hebdomadaire. Francetv info 22.06

Pourvu que Sarkozy se présente, ce serait le président le plus mal élu de la Ve République, le plus faible, disposant d'une marge de manoeuvre réduite à zéro, tandis que le PS ne pourrait plus se présenter en opposant ou sa capacité de nuisance au sein du mouvement ouvrier serait littéralement neutralisée, il suffirait alors que les masses libérées de cette double contrainte se lâchent et déferlent pour que le régime vole en éclat...

Les autres casseroles.

- UMP: Le chef des députés reconnaît un emprunt secret de 3 millions d'euros - 20minutes.fr

- Karachi: la Cour de justice va enquêter sur Balladur et Léotard - AFP

- Hortefeux entendu pour entrave présumée à l'enquête Karachi - Liberation.fr

- Alain Juppé: "*Sauver l'UMP, ce n'est pas gagné*" - L'Express.fr

A vous dégoûter d'être de gauche. Une fondation atlantiste fossoyeur du socialisme ou le comble de l'imposture théorisée.

- Gilles Finchelstein: "*Hollande est fidèle à l'esprit de Jaurès*" - L'Express.fr

Alors pourquoi consacrer du temps à commenter cet article ? Mais parce que plus le PS monte au créneau pour défendre le régime, plus il est obligé de dévoiler sa véritable conception du socialisme qui apparaît ouvertement étrangère au socialisme scientifique de Marx et Engels, pour correspondre et revendiquer une forme de socialisme bourgeois défendu par leurs ennemis depuis plus d'un siècle. En parole ils empruntent au marxisme une partie de sa phraséologie pour finalement en pratique conduire la lutte de classes dans une direction opposée au socialisme ou favorisant la pérennité du capitalisme, c'est aussi simple que cela.

Ils ne peuvent pas se contenter de se proclamer socialiste puisque plus personne ne les croit ou ne les écoute, il leur faut donc argumenter, et c'est là qu'ils se démasquent eux-mêmes, qu'ils nous livrent leurs véritables intentions et quelques vérités qui auront d'autant plus de valeur qu'elles sortent de leurs bouches, alors que si c'était nous qui nous livrerions à cet exercice on pourrait nous accuser de parti pris ou de leur faire un procès d'intention.

Ce que dit Finchelstein de Jaurès, de la SFIO ou du PC est d'autant plus intéressant qu'il se lâche pour défendre le soldat en haillon Hollande, le PS laminé lors des dernières élections, la gauche à l'agonie, en procédant de la sorte parce qu'il n'a pas le choix ou parce que cela correspond à l'idéologie qu'il incarne ou qu'il a adoptée à l'heure où le PS est aux commandes, il nous révèle que ni Jaurès, ni le PS, ni Blum, Mitterrand ou Hollande n'étaient véritablement socialiste, ce que chacun peut vérifier facilement en lisant ou relisant le Manifeste du parti communiste ou le Capital de Marx et Engels, Anti-Dürhing d'Engels, l'Etat et la révolution de Lénine pour ne citer que ces ouvrages essentiels.

Etre socialiste ou communiste depuis 1848, c'est lutter pour la révolution socialiste, pour le renversement de l'ordre établi au moyen d'une révolution prolétarienne, c'est admettre que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes et qu'ils doivent construire un part ouvrier révolutionnaire, communiste, dont l'activité politique sera subordonnée à la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière ou les masses exploitées. Chacun constatera en lisant cet interview de Gilles Finchelstein que le PS et ses soi-disant socialistes d'hier et d'aujourd'hui n'ont jamais adopté cet objectif politique qu'ils ont troqué pour un autre forcément, le maintien au pouvoir de la classe des capitalistes à laquelle ils sont liés organiquement. Il aurait été trop facile de déclarer que la personnalité et le parcours politique ou professionnel de Finchelstein trahissaient sa véritable nature, aussi nous préférons toujours l'analyse à l'anathème qui est plus crédible.

L'Express.fr - Gilles Finchelstein, directeur général de la fondation qui porte le nom du député socialiste, et ancien conseiller de Pierre Mauroy, de Dominique Strauss-Kahn - dont il est resté proche - et de Pierre Moscovici, connaît par coeur la dimension tactique de la politique. Et l'importance de la communication, son métier à Havas Worldwide. Pour avoir toujours travaillé dans les cercles du pouvoir, cet intellectuel sait aussi que la démocratie a besoin de symboles. De vertus. Un mot vieillot, que

Jaurès honorait. Et qui cherche aujourd'hui en qui s'incarner.

(Ils peuvent chercher longtemps et si L'Express ne s'aventure pas ici à donner un ou des noms, c'est qu'il n'en a pas trouvé au PS, et pour cause, ils en sont indignent ou les piétinent ! - ndlr)

De Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon, en passant par Nicolas Sarkozy, tout le monde s'empare de Jean Jaurès. Pourquoi est-il devenu l'homme à tout faire de la politique française?

Excellente question ! Rectifions, sauf nous et quelques autres. - ndlr)

Gilles Finchelstein - Parce que Jaurès continue de nous parler ! Il demeure, cent ans après, notre contemporain et cela ne relève donc pas de la nostalgie. Il ne peut pas nous dire quelle politique il faudrait conduire : ce serait de l'anachronisme, d'autant qu'il appartient à un monde largement disparu. Mais les vertus qui étaient les siennes indiquent plus que jamais comment faire de la politique. D'abord, le courage - le courage de s'opposer aux puissants, quand il soutient les mineurs de Carmaux ou lutte contre la guerre ; celui de s'opposer aux siens, quand il défend Dreyfus.

(Si l'une des vertus empruntée à Jaurès était comment faire de la politique, il s'agit plutôt d'un vice que d'une vertu, d'un numéro d'illusionniste fait d'hypocrisie, de mensonge, dimposture pour mieux tromper les travailleurs ou se faire passer pour ce qu'on n'est pas. On ne retrouvera jamais ce "*courage*" au PS plus tard qui a soutenu les guerres coloniales et impérialistes jusqu'à nos jours. Ajoutons qu'ils sont sionistes, donc dans l'impossibilité de lutter contre l'antisémitisme qu'ils instrumentalisent et alimentent au contraire à des fins politiques. - ndlr)

Ensuite, l'intelligence, non pas la sienne, exceptionnelle et éclectique, mais l'appel à celle des autres, pour tirer les citoyens vers le haut, alors même qu'il s'adressait à une France incroyablement moins éduquée que la nôtre - songeons qu'il n'y a eu que 8000 nouveaux bacheliers en 1913. Enfin, la volonté, avec un engagement total de toute une vie pour ses idées et un optimisme inébranlable.

(Il confirme ici ce que j'ai écrit ailleurs à plusieurs reprises à propos de Marx et Engels qui s'adressaient à des masses profondément arriérées et qui réussissaient à se faire comprendre, ce que nos dirigeants depuis ont été incapables d'imiter, à croire qu'ils n'en jamais eu l'intelligence ou la volonté ou les deux à la fois. - ndlr)

L'Express.fr - N'en faites-vous pas un saint laïque?

Gilles Finchelstein - Il est devenu une référence pour la République et une icône pour la gauche, c'est suffisant ! Sans doute, au-delà des combats qu'il a portés, parce que Jaurès est mort assassiné à 54 ans, en combattant visionnaire pour la paix. Sans doute aussi parce qu'il n'a jamais exercé le pouvoir.

(Il a eu la chance si on peut dire de mourir trop tôt, Trotsky était également de cet avis.

L'imposture de ce qu'ils appellent la gauche réside dans le fait qu'elle repose sur une conception du socialisme dévoyée ou dégénérée qui n'a pas fait ses preuves du temps où vivaient leurs prophètes car n'ayant pas exercé le pouvoir, du coup il était toujours possible de lui trouver des vertus qu'elle n'avait pas ou de l'opposer à celle des marxistes en prétendant qu'elle incarnait le véritable socialisme ou qu'elle était conforme à l'esprit du socialisme, alors qu'en réalité elle s'en écartait au point d'en devenir l'ennemi. - ndlr)

L'Express.fr - Cela nuance-t-il la portée de son message?

Gilles Finchelstein - Non, mais cela explique qu'il ne soit pas critiqué pour avoir été confronté aux dures réalités du pouvoir, contrairement à Blum, Mitterrand ou Hollande aujourd'hui. Il faut mesurer qu'à la fin du XIXe et au début du XXe siècle le socialisme n'est qu'une force émergente et divisée : elle n'est pas en mesure de revendiquer le pouvoir, il n'a donc pas eu à le refuser. Mais il nourrit une réflexion qui demeure pertinente : contre les partisans de la conquête révolutionnaire incarnés par Jules Guesde, il défend une conquête électorale et une pratique réformiste du pouvoir. Il pense que la tâche des socialistes est d'améliorer la vie de ceux pour lesquels il se bat par une succession de réformes patientes, continues, modestes même parfois, plutôt que d'attendre un hypothétique "*grand soir*".

(Quel aveu, le socialisme de Jaurès a démontré qu'il était inadapté à l'exercice du pouvoir dans la mesure où les dirigeants du PS n'étaient pas des socialistes, et Jaurès en aurait fait l'illustration s'il avait vécu plus longtemps, d'autant plus qu'il était opposé à la "*conquête révolutionnaire*" du pouvoir politique par la classe ouvrière, c'est en sorte rendre ici à Jaurès ce qui appartenait à Jaurès au lieu de le faire passer pour un marxisme ou un révolutionnaire comme certains le font pour attirer vers leur parti des transfugent du PS qui n'ont jamais rompu en réalité avec la conception du socialisme de Jaurès opposée à celle de Marx et Engels.

En précisant que Jaurès défendait "*une conquête électorale et une pratique réformiste du pouvoir*" Finchelstein confirme que sa conception de la lutte des classes, son objectif autant que le moyen pour l'atteindre était étranger au socialisme scientifique ou au marxisme, dès lors se réclamer de Jaurès, l'encenser ou le prendre en exemple c'est faire oeuvre d'antimarxisme, d'antisocialisme.

Le jaurésisme, c'est l'antithèse du marxisme ou du socialisme, de la révolution socialisme au profit d'une adaptation progressive au capitalisme. - ndlr)

Le 12 avril 2007, à Toulouse, Nicolas Sarkozy cite 32 fois Jaurès dans son discours. François Hollande, au Bourget, le 22 janvier 2012, pas une seule fois. La gauche s'est-elle fait doubler par la droite dans la revendication de l'héritage de Jaurès?

(Et dire que certains ont cru entendre lors du discours du Bourget de Hollande l'expression de son ancrage à gauche, ils se sont illusionnés eux-mêmes en réalité. - ndlr)

Dès sa mort, Jaurès fait l'objet de bien des revendications de filiation. Mais le débat n'a longtemps traversé que la gauche. Nicolas Sarkozy innove donc, et c'est d'autant plus intéressant que la droite gaulliste a longtemps relégué Jaurès à un parlementarisme dépassé. Dès lors, qu'un homme de droite reconnaisse la place de Jaurès dans l'histoire de notre pays, comme le fait Nicolas Sarkozy dans son discours du 14 janvier 2007, est tout à fait honorable.

Mais qu'il y ait, comme à Toulouse, le 12 avril, une déclaration d'amour enflammée est plus suspect. Cela relève entièrement, je le crains, de l'instrumentalisation tactique et aucunement de la conviction politique. Suis-je trop sévère? Trouvez-moi alors une fois, une seule fois, où Nicolas Sarkozy a cité Jaurès avant ou après 2007 - notamment pendant la campagne électorale de 2012! Il n'y en a pas.

(Il "*craint*" que Sarkozy ait cité Jaurès pour l'instrumentaliser sur le plan tactique, il n'en est pas absolument certain, alors que cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Somme toute, il n'y aurait pas forcément là une contradiction, car après tout Jaurès en était bourré lui-même pour croire qu'au terme d'un processus électoral ce qui était censé incarner la classe ouvrière parviendrait au pouvoir et entreprendrait des réformes sociales sans que le capital ne se mobilise pour les faire échouer, ce qu'on observera quelques décennies plus tard, en 1936 en France ou dans d'autres pays. - ndlr)

L'Express.fr - Malgré tout, ne remet-il pas Jaurès à la mode?

Gilles Finchelstein - Non, ce qui a fait revenir Jaurès dans le paysage politique et symbolique, c'est la cérémonie d'investiture de François Mitterrand, en 1981, quand le nouveau président de la République lui rend hommage au Panthéon, reconnaissant tout ce que la gauche - et la France ! - lui doit.

(La renaissance de Jaurès a plutôt ressemblé à un hommage aux chrysanthèmes du socialisme avec la mise en oeuvre d'une politique d'austérité, conformément à ce qu'était déjà à l'époque la "*gauche*".

On pourrait peut-être affirmé que c'est Jaurès qui a tué la gauche en France et Thorez qui l'a achevée. - ndlr)

La gauche a toujours, depuis lors, honoré la mémoire de Jaurès. François Hollande a fait symboliquement à Carmaux son dernier discours de campagne avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2012. Elu président, il décide que la célébration de Jaurès sera l'un des trois moments des commémorations nationales du centenaire de la Grande Guerre. S'il ne le cite pas dans son discours du Bourget, il est fidèle à l'esprit de Jaurès, avec un propos tout entier structuré autour de la lutte pour la justice et contre les inégalités, le combat de Jaurès le plus contemporain. Non, la gauche n'a pas oublié Jaurès - à chacun de juger si elle a été à sa hauteur.

(Le jugement est sans appel, si vous cherchez la gauche, elle git dans les symboles, les cimetières ou remisée au musée de l'histoire des horreurs et des crimes contre l'humanité, celle de Lassale, Dürhing, Bernstein, Blum, Blair, Schröder, Mitterand, Hollande, etc. qu'ils prétendent incarner ou représenter. - ndlr)

L'Express.fr - Mitterrand et Hollande s'approprient-ils Jaurès de la même manière?

Gilles Finchelstein - Pour répondre à cette question, il faut faire un détour par les différentes dimensions de la politique. Il y a la dimension tactique, celle de la gestion des hommes et des situations : elle n'est étrangère ni à Jaurès, ni à Mitterrand, ni à Hollande. Il y a la dimension concrète, à chaque problème une solution technique : c'est François Hollande qui y est le plus sensible, ce qui tient à la fois de sa personnalité et de l'évolution récente de la politique. Il y a, enfin, la dimension symbolique, celle de la mobilisation d'un peuple autour d'un récit. Jaurès excelle dans ce registre : il ancre sa réflexion dans l'Histoire, notamment dans celle de la Révolution, et, en même temps, se projette, au point d'être moqué par Clemenceau : "*On reconnaît un discours de Jaurès à ce que les verbes sont toujours au futur.*" Cette vertu, presque messianique, de la politique, est à l'évidence plus celle de Mitterrand que celle de Hollande.

(Ce qu'il appelle "*les différentes dimensions de la politique*" correspond aux différentes phases d'adaptation du PS au capitalisme en fonction de ses cycles de crises ou des étapes par lesquelles elles passent ou la manière dont elles se manifestent... Cette vertu a tout l'air de l'art de l'enfumage qui se dissipe et dont Hollande ne peut même pas profiter, d'où l'exercice auquel se livre Finchelstein pour y remédier, en vain, carvoyez-vous à force de marteler sur tous les tons qu'il est impossible de mener une autre politique afin de la justifier et que de ce fait elle serait légitime, il y a fort à parier que de plus en plus de travailleurs vont finir par se demander si c'est vrai ou la seule explication possible. Quelque part ils n'en croient pas un mot, mais ils n'ont rien à lui opposer du fait qu'ils ont perdu leur indépendance ou qu'ils ne l'ont pas encore conquise. - ndlr)

L'Express.fr - Le Parti socialiste n'est-il pas toujours porteur des divisions de l'époque de Jaurès?

Gilles Finchelstein - Non, en tout cas pas sous la forme qu'elles avaient alors, opposant deux méthodes de conquête du pouvoir. Ce clivage n'existe plus, ni au sein du Parti socialiste ni même au sein de la gauche, puisque le Parti communiste n'est plus révolutionnaire et qu'il a exercé le pouvoir, conquis de manière démocratique. Sous une autre forme, oui : que faire du pouvoir, jusqu'où faut-il aller ? La gauche d'aujourd'hui est confrontée à des mutations sans précédent, entre mondialisation et numérisation, qui questionnent fondamentalement sa capacité de mettre en pratique ses valeurs.

(Ses valeurs coïncident avec celle de la droite puisqu'elle défend les intérêts de la même classe, celle des capitalistes. Rectifions, le Parti communiste était faussement révolutionnaire depuis le milieu des années 20 où il a été stalinisé. En affirmant qu'il n'existe pas "*deux méthodes de conquête du pouvoir*" au sein du PS, il confirme que ces courants sont bien animés par la même idéologie et que les étiquettes qui leur ont été attribuées étaient purement formelles, tous étant inféodés au capitalisme et incapables de rompre avec lui, et cela depuis un siècle il faut préciser. En conclusion, si selon Lénine et Trotsky le PC n'a jamais été réellement communiste, le PS n'a jamais été réellement socialiste. - ndlr)

L'Express.fr - Et à se demander jusqu'où se soumettre au réel?

Gilles Finchelstein - Oui, mais c'est une question qui l'a traversée de tout temps. Chaque période d'exercice du pouvoir, sans exception, a instantanément fait apparaître un clivage entre des "*radicaux*" et des "*réalistes*". Dès les premiers jours du Front populaire, le 27 mai 1936, Marceau Pivert écrit dans Le Populaire : "*Tout est possible.*" Dès les premiers jours de 1981, rebelote ! Alors que, dans la mémoire collective, c'est le moment des grandes réformes. Le débat d'aujourd'hui, avec François Hollande, est d'autant moins étonnant que nous traversons une période de grande dureté d'exercice du pouvoir.

Avouer que la gauche "*de tout temps*" s'est "*demander jusqu'où se soumettre au réel*", en réalité se somettre au joug du capital ou à la classe dominante qui détient le pouvoir au lieu de l'affronter, confirme que "*de tout temps*" elle a été une imposture. -ndlr)

L'Express.fr - Jaurès aide-t-il à répondre à cette problématique?

Gilles Finchelstein - Jaurès rappelle à tous que le fil à plomb de l'action, ce doit être le combat pour l'émancipation de chacun. Pour le reste, malheureusement, non! Ses écrits peuvent apporter de l'eau au moulin de chacune des deux positions. Moi qui ai une lecture réformiste du socialisme, je me réfère au théoricien de l'action pas à pas, qu'il formule avec force, notamment lors du congrès de Toulouse de 1908. Mais la rigueur intellectuelle oblige à dire que d'autres lectures de Jaurès sont possibles. Le mieux est que chacun se plonge dans ses oeuvres pour se forger sa propre opinion.

(Alors que le socialisme c'est le combat pour l'émancipation collective des travailleurs qui seule peut garantit leur épanouissement personnel dans une société meilleure ou plus juste une fois qu'elle n'a plus le profit comme base ou objectif. Il est vrai qu'on peut faire dire à Jaurès ce que l'on veut dans la mesure où il n'a pas eu le temps de démontrer en quoi consistait vraiment son socialisme de l'éloquence qui rappellait celle des sophistes de la Grèce antique qui justifiait la République et la démocratie des esclavagistes. - ndlr)

L'Express.fr - Celle de la droite est-elle fondée quand elle loue un Jaurès patriote, laïque mais respectueux de la religion, désapprouvant la grève, défenseur de la nation, de la République, des petits patrons?

Gilles Finchelstein - Jaurès défenseur de la nation, de la République, Jaurès patriote ? Sans aucun doute. Mais un patriotisme ouvert sur le monde, qui n'est pas un nationalisme, un patriotisme que la droite récusait et que l'extrême droite, qui l'instrumentalise pourtant aujourd'hui, combattait avec une violence inouïe. Huit jours avant l'assassinat de Jaurès, Charles Maurras écrivait : "*Nous ne voudrions déterminer personne à l'assassinat politique, mais que M. Jaurès soit pris de tremblements.*"

(Décidément il leu faut instrumentaliser l'extrême droite pour couvrir leur imposture. Nous, nous ne sommes pas patriotes, nous ne défendons pas un "*patriotisme ouvert*", nous défendons les valeurs et les principes de la République et de la démocratie dans une perspective internationaliste sans perdre de vue un instant que notre ennemi est dans notre propre pays, la classe des capitalistes qu'il faut renverser. - ndlr)

L'Express.fr - Laïque mais respectueux des religions?

Gilles Finchelstein - Sans aucun doute, et jouant même un rôle déterminant dans la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, y compris contre les plus radicaux dans son propre camp, pour en faire une loi de concorde. Mais combattu, là encore, férocement par la droite de l'époque !

(Depuis "*l'opium du peuple*" a été suplanté par le PMU et les jeux d'argent, le sport, les jeux vidéos, la télévision, Internet, les médias, le cinéma, le théâtre, la publicité, la drogue, la pornographie, etc. qui remplissent admirablement le même rôle en plus diversifié au point de faire en sorte que l'abrutissement des masses est totale ou presque. - ndlr)

L'Express.fr - Hostile à la grève?

Gilles Finchelstein - Là, non, c'est un contresens ! Il désapprouve la grève générale comme outil révolutionnaire ; il est toujours soucieux de protéger les ouvriers contre les conséquences de la grève, la misère et le chômage ; il veut que cet instrument ne soit que la solution ultime. Mais il soutient les ouvriers en grève. Son premier grand combat, à la fois social et démocratique, c'est d'ailleurs au côté des mineurs de Carmaux en grève.

(C'est le seul mérite qu'on concèdera à Jaurès, force est de constater que ses disciples une fois parvenus au pouvoir se transformeront en briseur de grèves, parfois de manière sanglante. - ndlr)

L'Express.fr - Au côté, aussi, des petits patrons, dit la droite...

Gilles Finchelstein - Attention ! La Fondation a précisément publié un essai de Gilles Candar sur Jaurès et les patrons. Il y est montré comment un vrai texte de Jaurès, "*Les misères du patronat*", où il parle avec bienveillance de l'esprit d'entreprise, est devenu un faux. Dans les années 1970, des faussaires, restés anonymes, ont ajouté des passages qui peuvent ressembler à du Jaurès, mais qui n'en sont pas : "*A toute époque, les classes dirigeantes se sont constituées par le courage, par l'acceptation consciente du risque. Dirige celui qui risque ce que les dirigés ne veulent pas risquer. Est respecté celui qui, volontairement, accomplit pour les autres les actes difficiles ou dangereux. Est un chef celui qui procure aux autres la sécurité en prenant pour soi les dangers.*" Aubaine pour la droite et le patronat! Mais c'est un faux...

(Celui qui décide de devenir patron doit en endosser toutes les conséquences... - ndlr)

L'Express.fr - Jaurès joue-t-il le même rôle de référent universel et consensuel que de Gaulle?

Gilles Finchelstein - Je vais vous répondre par une pirouette : ce sont effectivement les deux responsables politiques français qui comptent le plus grand nombre de rues à leur nom - autour de 3 600 pour de Gaulle et de 2 000 pour Jaurès !

(On s'en passerait franchement. - ndlr)

L'Express.fr - Jaurès n'est-il pas si consensuel que son oeuvre ressemble à un dictionnaire de citations, pillé à tort et à travers?

Gilles Finchelstein - Oui, c'est une mine pour tous les paresseux, parce qu'il a un sens extraordinaire de la formule et de l'image et qu'il a écrit, en tant qu'historien, journaliste, responsable politique, des milliers et des milliers de pages.

(Le "*sens de la formule et de l'image*" n'a jamais fait un programme, révolutionnaire, ni même un socialiste. -ndlr)

L'Express.fr - Les citations les plus utilisées?

Gilles Finchelstein - Incontestablement, celle qui vient d'un texte, d'ailleurs extraordinaire, le "*Discours à la jeunesse*", prononcé à Albi, en 1903, où il termine par une anaphore - déjà ! - sur le courage. Il y affirme notamment : "*Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel.*" J'aime beaucoup cette phrase de son discours *"Pour la laïque*", en 1910, à propos de la mémoire : "*Nous avons, nous aussi, le culte du passé. [...] mais c'est nous, parce que nous marchons, parce que nous luttons pour un idéal nouveau, c'est nous qui sommes les vrais héritiers du foyer des aïeux ; nous en avons pris la flamme, vous n'en avez gardé que la cendre*." Citer Jaurès, c'est la cendre; en conserver l'esprit, c'est la flamme.

(Vous avez le droit d'allumer un cierge ou de rester dans la pénombre à les écouter car cela fait belle lurette que leur "*idéal nouveau*" n'éclaire plus rien, puisque leur "*courage*" a consisté à se soumettre en cours de route au "*réel*" et d'abandonner leur "*idéal*.

Quant à l'idéal du socialisme il demeure intact et la flamme qui l'anime aussi faible soit-elle demeure le seul espoir d'en finir avec le capitalisme. - ndlr)

L'Express.fr - Cédons aux délices de l'anachronisme : que dirait-il face à la montée du Front national?

Gilles Finchelstein - Je me méfie de l'anachronisme... Je répondrai simplement que Jaurès a toujours su s'adresser, avec des mots qui les touchaient, à la jeunesse et aux ouvriers, eux qui votent aujourd'hui plus que la moyenne pour l'extrême droite. C'est à nous de le faire à nouveau et de leur ouvrir un autre chemin.

(Eh bien ils sont mal barrés ou ils peuvent attendre longtemps ! Il est faux de die que la jeunesse ou les ouvriers votent majoritairement à l'extrême droite, en réalité ils ne votent pas du tout. Et quand bien même dans certains cas cela s'avèrerait exact, c'est le PS ou les disciples de Jaurès qui en porteraient la responsabilité pour avoir refusé de se doter d'une politique préparant les masses aux conditions que le capital allait leur imposer et de les mobiliser en vue de l'affrontement direct entre les classes. Quand un travailleur se tourne vers l'extrême droite, cela signifie que ceux qui prétendaient incarner la gauche étaient en réalité des faussaires ou des imposteurs dans lesquels il ne pouvait pas se reconnaître. - ndlr)

L'Express.fr - Y a-t-il un Jaurès aujourd'hui?

Gilles Finchelstein - Il n'y en a pas. C'était une personnalité d'exception et c'est tant mieux : c'est pour cela qu'il nous parle encore. lexpress.fr 23.06

(On a envie de dire : Une chance encore qu'il n'y en a pas ! - ndlr)

En complément. En famille. Et à la guerre comme à la guerre.

Ah l'ordre républicain !

- Face au FN, le PS se range derrière l'UDI à la législative partielle de Valenciennes - Liberation.fr

Nostalgie.

- Pour Bernard Arnault, c'était mieux avant, sous Mitterrand ! - LePoint.fr

Une messe néolibérale.

- Le forum Economic Ideas à la recherche d'un nouveau contrat social - lepoint.fr

Il s'agit d'un "*forum*" largement représentés par des think tank ou des idéologues néolibéraux ou atlantistes et chapeauté par la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.

- Lundi, 800 dirigeants, des personnalités de premier plan et deux Prix Nobel seront réunis à Nancy pour le forum Economic Ideas.

Au programme, ces huit cents dirigeants et décideurs (universitaires, économistes, élus et journalistes...) conduiront une réflexion croisée sur les moyens de redonner aux entreprises les moyens de créer de la richesse, dans le respect des libertés individuelles et en accord avec l'intérêt général.

Une vingtaine de personnalités interviendront lors de ce grand forum, mené sous l'égide d'un conseil scientifique et devant aboutir à une série de propositions concrètes que les organisateurs se proposent de porter in fine devant les gouvernements et le Parlement européens.

Six thématiques seront développées : "*La confiance*" (avec l'économiste Élie Cohen, le directeur de l'Institut Bruno-Leoni Alberto Mingardi, etc.), "*L'audace*" (avec Eudoxe Denis, directeur des études à l'Institut des entreprises, Gaspard Koenig, président du think tank Génération libre, etc.), "*Le dialogue*" (Robert Aumann, Prix Nobel d'économie 2005, Guillaume Sarkozy, délégué général du groupe Malakoff Médéric, etc.), "*La création de richesses*" (Yves Bernheim, P-DG du groupe IRH, Philippe Dessertine, professeur à Paris-I, etc.), "*La responsabilité*" (Gervais Pellissier, directeur général délégué du groupe Orange, Pedro Opeka, fondateur d'Akamasoa à Madagascar, etc.).

En fin de journée seront présentées les propositions émanant d'une vingtaine de chefs d'entreprise et des principaux réseaux de dirigeants de la grande région Saar-Lor-Lux (Sarre, Lorraine, Luxembourg) avec, pour en débattre, Bénédicte de Beaufort, professeur à HEC, Jean-Pierre Fine, secrétaire général de l'UIMM, Christophe Praud, président du Centre des jeunes dirigeants (CJD). Franz-Olivier Giesbert, éditorialiste et ancien directeur du Point, animera la plénière de clôture sous la forme d'un grand entretien avec Shirin Ebadi, avocate et Prix Nobel de la paix 2003. lepoint.fr 22.06

La "*confiance*" est l'opium des marchés ou des investisseurs, l'"*audace*" consiste à faire preuve du plus grand cynisme qui soit pour s'enrichir sans s'embarrasser de principes ou scrupules, le "*dialogue*" est la nouveau masque de la dictature implacable qu'ils

font subir aux travailleurs ou à laquelle ils doivent se soumettre, mieux, il leur est fortement recommandé de l'adopter sous peine de mesures de rétorsion ou sanctios, ils doivent manifester leur enthousiasme et leur accord aux condtions qui leur sont imposés, mieux encore ils doivent les revendiquer, quant à la "*responsabilité*", elle doit être comme les vertus précédentes entièrement au service de la "*création de richesses*" et la boucle de la dictature néolibérale est bouclée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irak

- Les non-dits de l'avancée des forces hostiles à Al-Maliki en Irak - french.irib.ir

En Irak, l'armée régulière a vacillé et les villes de deux provinces, Ninawa [Ninive] et Salah ad-din, sont rapidement tombées devant l'avancée de DAECH [EIIL : État Islamique en Irak et au Levant], alors même qu'il perdait ses positions dans la région d'Al-Anbar.

Cette nouvelle donne s'est produite grâce à la complicité de certains éléments de l'armée de l'ancien régime irakien et de partisans, dirigés par Izzat al-Douri, qui les ont rejoints.

Lequel, Izzat al-Douri, a troqué sécularisme et nationalisme contre une sienne armée qu'il nomme « *Naqchbandi* », dont la mission première est de combattre « *la tutelle chiite et l'occupation iranienne de l'Irak* », contre monnaie sonnante et trébuchante venue de l'Arabie saoudite et du Qatar, alors que la Turquie se contente de lui assurer de quoi « *camper* » sur son territoire.

Cette attaque surprise de « *Naqchbandi* », parrainée par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar, vise à renverser la situation en Irak, suite aux résultats des récentes élections législatives irakiennes et élections présidentielles syriennes, qui font que toute modification « *politiquement négociée* » paraît désormais sans espoir pour ces coalisés.

Le but : Rompre la continuité géographique des « *alliés de la Résistance* », sur l'axe Irak-Syrie-Liban, maintenant que Homs [Syrie] est libérée, afin de tenir de quoi négocier en agitant le spectre de « *a partition de l'Irak* ».

Autrement dit, un Irak tripartite fédéral contre une Ukraine tripartite fédérale en vertu d'une démographie similaire, parallèlement à la tentative d'entrainer le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan] dans la guerre en lui promettant un État kurde et la libération de son chef des prisons de Turquie.

La solution : Fédération Irak-Syrie, qui inverserait les règles du jeu, en attendant de fédérer le Liban et la Jordanie…

La partie d'échec se poursuit donc… à l'internationale ! french.irib.ir 22.06

2- Cisjordanie

- Cisjordanie : Un drone sioniste abattu - french.irib.ir

Un drone sioniste a été abattu en Cisjardanie. Selon Qods net , l'apparail a fait crash à Aïn Sareh au sud de Al Khalil. Les palestiniens ont confisqué ce drone. french.irib.ir 22.06

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: la fin de la grève sonne pour les mineurs du platine - AFP

La fin de la grève a sonné pour les mineurs sud-africains qui paralysaient depuis cinq mois les principales mines de platine du pays et ont accepté lundi de terminer ce conflit salarial qui fera date par sa durée et sa radicalité inédite depuis la fin de l'apartheid.

"*Demain (mardi) nous allons signer l'accord, ce qui signifie que la grève est officiellement terminée et que les salariés reprendront le travail mercredi*", a annoncé devant environ 30.000 mineurs massés pour un ultime meeting près de Rustenburg (nord) le leader syndical à l'origine de la grève, Joseph Mathunjwa.

"*En acceptant la proposition salariale, vous nous donnez le pouvoir de signer*", a-t-il proclamé, après avoir exposé, entreprise par entreprise, les nouveaux salaires prévus par catégories de mineurs obtenant des cris d'approbation en écho.

"*Oui, oui*", hurlait la masse des grévistes. "*Signe, signe, signe*", ont-ils ajouté à l'adresse du président du syndicat radical Amcu, épuisés par les privations occasionnées par cette grève, la plus longue de l'histoire minière sud-africaine.

"*Tout indique que l'accord est accepté ce dont les producteurs se félicitent même s'ils attendent l'acceptation formelle et sa signature*", a réagi une porte-parole patronale, le ministre des Mines Ngoako Ramathlodi indiquant qu'il était "*heureux*".

"*Le niveau des augmentations accentuent davantage les chances de restructurations dans les trois ans qui viennent et crée un précédent défavorable dans le monde du travail. A court terme, il se pourrait que la production ne redémarre pas complètement à un régime normal avant le début du quatrième trimestre*", a cependant prévenu l'économiste Peter Attard Montalto (Nomura).

"*Les entreprises ont accepté l'essentiel de nos demandes*", a affirmé M. Mathunjwa, tout en admettant que tous les mineurs en grève n'obtiendront pas les 12.500 rands mensuels (880 euros environ) réclamés depuis le 23 janvier, même d'ici trois ans.

"*Mais beaucoup l'atteindront au cours de la période*", a-t-il certifié.

Depuis le début du mouvement, le mot d'ordre d'Amcu est d'obtenir 12.500 rands de salaire de base pour les moins qualifiés, soit une forte hausse en termes réels (150%) mais aussi un montant symbole puisque c'est celui revendiqué depuis la tuerie de Marikana le 16 août 2012 quand la police a abattu 34 mineurs en grève.

"*C'est une victoire pour nos collègues qui ont perdu la vie en 2012*", exultait lundi un mineur, Chris Pokane. "*Je suis content que ce soit fini, nous sommes en passe de gagner des salaires décents*".

"*On n'a pas bougé d'un pouce et ça a payé. On ne les a jamais crues quand les entreprises disaient qu'elles n'avaient pas d'argent...d'où vont-elles le sortir maintenant?*", renchérissait un autre, Benjamin Sotu.

"*Les mineurs dans ce pays sont exploités mais on a réussi à se faire entendre*", a-t-il ajouté, tandis que le stade résonnait autour de lui de chants de jubilation, coups de klaxons et musique à plein volume sur les routes voisines.

Selon le patronat, l'accord entériné n'est pas différent du compromis annoncé il y a une dizaine de jours.

Celui-ci prévoyait de revaloriser fortement chaque année d'un millier de rands (environ 70 euros) le salaire mensuel des mineurs les moins qualifiés ("18% la première année, le pourcentage diminuant ensuite) et accordait moins aux autres (+8%).

Amcu a toutefois obtenu en plus la réintégration du personnel licencié en mai par Lonmin et de limiter la durée de l'accord à trois ans, au lieu de cinq comme souhaité par le patronat.

Plus de 70.000 mineurs travaillent dans la région de Rustenburg où l'activité des trois premiers producteurs mondiaux de platine (Anglo American Platinum, Impala Platinum, Lonmin), est à l'arrêt.

Politiquement, le conflit, après les grèves sauvages sanglantes de 2012, consolide la montée en puissance d'Amcu, et plus largement d'un courant syndical hostile au pouvoir ANC, alimenté par un ras-le-bol social que le parti de feu Nelson Mandela ne parvient plus à canaliser.

A maintes reprises, M. Mathunjwa a accusé le gouvernement de fermer les yeux sur les profondes inégalités salariales qui perdurent vingt ans après la fin du règne de la minorité blanche, y compris dans les mines, secteur clé à l'exportation. AFP 23.06

Voilà ce qui ressemble déjà davantage au syndicalisme, absolument rien à voir avec ce qui existe en France ou en Europe.

Haut de page

Le 25 juin 2014

CAUSERIE

Un modèle du genre en guise de propagande et de désinformation que n'aurait pas renier Goebbels.

L'auteur :

Moisés Naím est Senior associate de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Chroniqueur pour de nombreux titres dont El Pais, The New York Times, The Financial Times, The Washington Post. Il a été, avant l'arrivée de Chavez au pouvoir, ministre du Commerce et l'Industrie et directeur de la Banque centrale du Venezuela. (source : Slate.fr)

Autant dire un membre de l'élite intellectuelle néolibérale.

Le portail qui publie cet article :

Slate.fr agence de Slate.com made in USA dont les membres partagent la même idéologie. Slate.fr auquel participe le "*socialiste*" et banquier sioniste J. Attali notamment.

S'agissant de la Fondation Carnegie, il est préférable que les lecteurs commencent par aborder l'article de Slate.fr pour se faire leur propre idée à la fois sur son contenu et son objectif ainsi que la nature de son auteur que les trois sont liés, avant de lire l'article qu'avait publié le Réseau Voltaire en 2004. Finalement j'ai commenté brièvement l'article de Moisés Naím pour vous faire gagner du temps.

Disons en guise de grille de lecture pour fournir un repère aux lecteurs, qu'il est bourré de contrevérités ou d'inventions pures et simples, de grossiers mensonges, en fait Moisés Naím inverse les rôles en prêtant à différents gouvernements dans la ligne de mire des Etats-Unis les agissements des agents ou milices qui sont intervenus ces derniers mois dans différents pays pour déstabiliser ces Etats. Le titre de cet article fournit une première indication pour comprendre les intentions et les objectifs de son auteur.

Crimée, Syrie, Irak, Venezuela... La «*société civile*», une armée sans l'uniforme - Slate.fr 24.06

Beaucoup d'Etats autoritaires se servent d'ONG ou de mouvements citoyens comme d'une vitrine pour leurs forces de répression.

(Ou de sociétés privés comme Blackwater par exemple. Al-Qaida ou EIIL remplissent les mêmes fonctions et d'autres. Les ONG américaines et occidentales sont davantages des officines de la CIA, USAids, HRW par exemple, ou de leurs services de renseignements, MSF ou RSF par exemple s'agissant de la France, mais aussi la Croix Rouge ou Amnesty International, ce serait trop long de les citer toutes. - ndlr)

Qui a envahi la Crimée? La société civile. Et qui occupe les locaux du gouvernement et les sièges de la police dans l'est de l'Ukraine, provoquant l'instabilité de cette région? La société civile. Qui lutte contre Bachar el-Asad en Syrie et Nouri al-Maliki en Irak? La société civile. De qui se composent les «collectifs» qui s'en prennent aux étudiants vénézuéliens protestant contre leur gouvernement? Des activistes de la société civile.

(Là il procède à un amalgame entre la population civile de Crimée qui s'est soulevée contre le gouvernement néonazis de Kiev et les takfiris, salafistes et autres al-qaidistes qui ont attaqué la Syrie. Il évite soigneusement d'évoquer le coup d'Etat réalisé par l'Otan et des milices facistes à Kiev. Ensuite, il passe sous silence les groupes fascistes qui de la même manière qu'à Kiev se sont mêlés place Maidan aux manifestants tout en mitraillant ces mêmes manifestants, fascistes sont intervenus avec une violence extrême au Venezuela en empruntant les mêmes méthodes que leurs homologues d'Ukraine. Les collectifs qu'il évoque au Venezuela étaient composés d'étudiants défendant le droit aux études pour tous qui leur avait été accordé et que des franges de la petite bourgeoisie fascisée ou manipulée par les Américains leur refusaient. -ndlr)

Ce sont les réponses officielles que nous donnent les personnes que ça arrange de maquiller la réalité.

(Affirmation qui a pour objectif de berner les lecteurs non avertis ou mal informés, de les mettre en confiance et qui soupçonneront d'autant moins qu'en fait il est en train de fabriquer pas à pas la réalité concoctée par l'Otan pour obtenir leur adhésion à leur stratégie et leur soutien à leurs objectifs politiques. C'est de la propagande de guerre pure. - ndlr)

Certaines de ces affirmations sont des mensonges éhontés. D'autres ne sont que partiellement exactes. Mais aucune n'est honnête.

(Seul l'auteur de cet article serait honnête, extraordinaire ! - ndlr)

Ceux qui ont envahi l'Ukraine sont des soldats russes portant un uniforme débarrassé de tout insigne ou signe distinctif permettant de les identifier comme tels. Ils ont également pris le soin d'effacer ou de masquer les sigles de leurs blindés (pas de chance, certaines inscriptions ont été démasquées au bout de quelques jours). Angela Merkel a eu beau rappeler à Vladimir Poutine que ces pratiques constituent une claire violation des règles de la guerre fixées par la communauté internationale dans la Convention de Genève, rien n'y a fait. Une grande partie des «activistes» pro-russes qui tentent de rendre ingouvernables par Kiev certaines parties de l'est de l'Ukraine sont organisés, coordonnés et financés par le Kremlin.

(Un tissu de mensonges teinté de demi-vérités qui occulte au passage le refus de la population de Crimée et d'autres régions d'Ukraine d'être soumis à un gouvernement néonazi mis en place par l'Otan. - ndlr)

Caracas, La Havane et Téhéran, même combat

(Vous aurez reconnu l'axe du mal de G.W. Bush -ndlr)

Nous avons assisté à la même supercherie dans les rues de Caracas, de La Havane et de Téhéran. Lorsque les citoyens descendent dans la rue pour manifester contre le gouvernement, ils sont violemment attaqués par des groupes de «*sympathisants civils du régime*».

(Face à des manifestants manipulés par les Américains, les gouvernements en place sont en droit d'user de tous les moyens à leur disposition pour les combattre. - ndlr)

En Iran, ils s'appellent les Basij; leur nom complet signifie «*Force de mobilisation de la résistance*». A Cuba, les «*Brigadas de Respuesta Rápida*» (Brigade de réponse rapide) sont chargées d'administrer de sévères raclées à quiconque ose défiler dans la rue pour critiquer la dictature. Cette technologie politique malveillante a été exportée avec succès au Venezuela, où les groupes de «*civils*» qui répriment les opposants se qualifient de «*collectifs*».

(Là encore il recourt à un amalgame mais pas sur le même plan que précédemment. Nous soutenons les travailleurs qui manifestent pour leurs droits sociaux et politiques dans ces pays, mais nous condamnons les opérations de déstabilisation d'Etats souverains commandées depuis Washington. Or c'est de cela qu'il s'agit ici précisément et que cet agent de l'Otan soutient évidemment. - ndlr)

Orwell n'aurait guère été plus créatif pour inventer des noms voués à cacher la véritable nature de ces organisations. Car, en réalité, ces groupes, «*mouvements*» et organisations non gouvernementales sont des branches du régime, qui se sert d'ONG ou de mouvements citoyens comme d'une vitrine pour ses forces de répression, armée et police politique. Les leaders et membres et de ces «*ONG*» ne sont autres que des militaires, agents de sécurité et mercenaires à la solde de gouvernements qui veulent éviter de passer, aux yeux du monde entier, pour un pouvoir qui bafoue le droit international et les droits humains en massacrant ses opposants. Ces gouvernements veulent cacher ce qu'ils sont vraiment: des autocraties sans pitié.

(Ce qu'il décrit ici, c'est exactement les mercenaires djihadistes ou les milices fascistes ou encore les agents ou les militaires étrangers qui sont intervenus en Syrie et en Ukraine pour déstabiliser ces Etats, ce sont leurs agissements qu'il décrit. Et ce qu'ils appellent des "*autocraties sans pitié*", ce sont en réalité des régimes qui ne sont certes pas des modèles de démocratie, pas plus que les Etats-Unis ou la France, des chefs d'Etat ou des gouvernements élus auxquels ils refusent toute légitimité pour justifier leur renversement par un coup d'Etat qui sera réalisé en sous-main par Washington, ce qu'il ne peut pas dire évidemment. - ndlr)

Armée nationale vs société civile armée

On trouve une expression plus complexe de ce phénomène dans les révoltes contre la dictature syrienne et contre le gouvernement prochiite d'Al-Maliki en Irak. Les insurrections sont apparues sous la forme de manifestations spontanées et populaires de catégories de population étouffées par l'exclusion et la répression. Mais l'escalade est vite arrivée, laissant place à des conflits sanglants opposant les forces armées nationales à la société civile... armée.

(Il reprend ici la version officielle ou atlantiste qui devait servir à justifier une intervention militaire occidentale en Syrie, alors que chacun sait que nulle révolution il ne devait y avoir en Syrie faute de combattants, et que c'est l'intrusion de provocateurs étrangers ayant mitraillé la police et l'armée syrienne qui a obligé le gouvernement syrien à répliquer, afin de le diaboliser et obtenir le soutien de l'opinion internationale à une intervention de l'Otan une fois le cycle de la violence alimenté en permanence de telle sorte que soit justifiée la liquidation d'Assad au nom de la défense du peuple syrien, de la liberté et de la démocratie. - ndlr)

Armée par qui, là est la question. (Quel mystère ! - ndlr) L'origine de l'armement et du financement dont disposent les insurgés est aussi opaque que leur structure organisationnelle et leur ligne de commandement. (Il est vrai que la NSA et la CIA ou MI6

n'existe pas, que l'impérialisme américain ne dispose pas d'agents sur place, pas davantage de satellites pour suivre à la trace le déplacement de cargaisons d'armes qui se chiffrent en milliers de tonnes. - ndlr) Cependant, il est clair que les insurgés ont réussi à se procurer des armes, de l'argent et des combattants dans des quantités qui ne laissent aucun doute sur l'appui actif d'autres gouvernements. Au fond, en Syrie et en Irak, ce sont les émirats du Golfe ainsi que l'Arabie saoudite qui font la guerre à l'Iran.

(Mais par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne ou Israël. - ndlr)

Ces pays ne s'affrontent pas directement avec leurs armées. Ils le font par procuration. Par l'intermédiaire de groupes que – en l'absence de termes traduisant leur vraie nature– les médias appellent des insurgés, des militants, des activistes ou des rebelles.

(Ces centaines de milliers de mercenaires armés seraient pas à la solde des pays de la région mais surtout pas de l'impérialisme américain. - ndlr)

Bien sûr, ils sont tout cela. Mais ce sont aussi des forces armées qui, sans revêtir l'uniforme d'un pays, constituent les combattants de première ligne dans le conflit qui a fait le plus de victimes au cours de ce siècle: la guerre entre sunnites et chiites!

(Le mythe de la guerre de religion qu'on nous ressort sans cesse depuis Jules César ou Alexandre Le Grand ! - ndlr)

Et ce n'est pas tout. Le groupe sunnite qui s'appelle «*Etat islamique en Irak et au Levant*» (EIIL) a pris d'importantes villes d'Irak et menace de renverser le gouvernement chiite pour contrôler Bagdad. La situation est incertaine et les risques sont légion. Mais une chose est sûre, la progression de l'EIIL confirme la résurgence de l'«*ONG*» la plus influente dans le monde depuis trente ans: al-Qaida. L'expression la plus extrême de la société civile armée. slate.fr 24.06

Quand on a à l'esprit qu'al-Qaida ou EIIL sont des armées privées de mercenaires et de terroristes formés et encadrés par des officiers américains, on atteint là le summum de la désinformation made in Otan.

La Fondation Carnegie pour la paix internationale - Réseau Voltaire 25.08.2004

Créée en 1910 à l'initiative du maître de forges Andrew Carnegie, la fondation qui porte son nom est devenue en un siècle l'un des think tanks les plus riches du monde. Dirigée par une longue succession d'anciens responsables des services secrets et organiquement liée à une cinquantaine de multinationales, la Carnegie poursuit des recherches sur la politique internationale et promeut les politiques économiques « *libérales* » en Russie et en Amérique latine.

Considéré au début du XXe siècle comme l'homme le plus riche du monde, Andrew Carnegie incarne le rêve américain au cours de la révolution industrielle. Né en Écosse, en 1835, dans une famille de tisserands, il émigra avec sa famille aux États-Unis, en 1848. Après avoir travaillé comme coursier à Pittsburg, dès l'âge de treize ans, il entra dans la Compagnie des chemins de fer de Pennsylvanie et y exerça rapidement des responsabilités. Durant la guerre de Sécession (1861-65), il supervisa le transport ferroviaire des troupes du Nord. À la fin des hostilités, il fit fortune en quittant la Compagnie des chemins de fer et en s'investissant dans la construction de ponts en fer pour remplacer les ouvrages en bois. Toujours à l'affût du progrès technique, il abandonna bientôt cette activité pour se consacrer à la production d'acier, devenant le plus important maître de forges au monde.

Industriel atypique, Andrew Carnegie défendit le droit de ses ouvriers à se syndiquer tout en leur imposant de très dures conditions de travail. Adepte du darwinisme social d'Herbert Spencer, il était persuadé que la plupart des gens peuvent faire fortune s'ils disposent de l'éducation nécessaire et en ont le courage. Mais il en concevait une obligation de secours des riches pour les pauvres. Il finança la construction de trois mille bibliothèques publiques qu'il offrit à des collectivités locales et fonda un Institut de technologie à Pittsburg (aujourd'hui dénommé Carnegie Mellon University). Convaincu de la valeur du droit international pour résoudre les conflits entre les nations, il finança la construction du Palais de la paix à La Haye destiné à héberger la Cour internationale d'arbitrage.

Lié au Parti républicain, il décida en 1910, à l'âge de 75 ans, de créer le Fonds Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace - CEIP) sur les conseils de ses amis Elihu Root (ancien secrétaire à la Guerre de William McKinley et ancien secrétaire d'État de Theodore Roosevelt) et Nicholas M. Butler (recteur de la Columbia University). Carnegie appréciait Root qui avait été l'un des principaux promoteurs de la Cour de La Haye, il en fit donc le directeur de sa fondation. Peu après, en 1912, Root reçu le Prix Nobel de la Paix.

Cependant leur conception de la paix doit être replacée dans son contexte. William McKinley déclencha la guerre contre l'Espagne pour " *libérer* " Cuba et les Philippines, tandis que Theodore Roosevelt (Prix Nobel de la Paix en 1906) annexa Panama et envahit Saint-Domingue et le Honduras. Tout cela, bien sûr, au nom de la lutte contre la colonisation européenne.

La fondation était initialement divisée en trois départements :
- Droit international et règlement des conflits ;
- Causes et conséquences de la guerre ;

- Coopération et compréhension internationale.

Quoi qu'il en soit, tous ces efforts ne parvinrent pas à enrayer le processus qui conduisit à la Première Guerre mondiale. Andrew Carnegie chargea le recteur de la Columbia University, le politicien républicain Nicholas M. Butler, de créer une section européenne de la fondation, qui fut basée à Paris. En 1919, Carnegie mourut après avoir vendu ses aciéries au banquier J. P. Morgan et, en 1925, Butler succéda à Root comme directeur général. La fondation Carnegie milita pour la signature du Pacte Briand-Kellog bannissant la guerre, et Butler obtint le Prix Nobel de la Paix en 1931.

Parallèlement, en 1919, Elihu Root créa le Conseil pour les relations étrangères (Council on Foreign Relations - CFR) dont la fondation Carnegie assura le financement principal [1].

En 1946, Butler s'efface au profit de John Foster Dulles (président du Conseil national des Églises et ambassadeur aux Nations unies, futur secrétaire d'État), tandis qu'Allen Dulles (ancien responsable de l'OSS et futur directeur de la CIA) est élu président du CFR. Les activités des deux frères sont puissamment soutenues par la Fondation Rockefeller dont John Foster devient président en 1948.

Au début des années 70, Thomas L. Hugues (ancien directeur du renseignement au département d'État) devient président de la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), tandis que Milton Katz (ancien agent de l'OSS, puis responsable des programmes joints de la Fondation Ford et de la CIA [2]), puis John W. Douglas (ancien attorney general adjoint) en sont directeurs.

La Carnegie interrompt sa publication phare, la revue de droit International Conciliation et acquiert Foreign Policy, la revue créée par Samuel Huntington [3]. Le siège social est transféré de New York à Washington. En 1971, la fondation donne naissance à l'Arms Control Association, puis l'année suivante au German Marshall Fund of the United States, un think tank transatlantique subventionné par la République fédérale allemande. En 1981, elle incube l'Institute for International Economics, un centre de recherche sur les effets positifs de la globalisation.

En 1991, alors que l'Union soviétique disparaît, Morton I. Abramowitz (ancien directeur du renseignement du département d'État) est élu président de la fondation Carnegie. Il désigne Robert Carswell (un ancien agent du Bureau du renseignement de la Navy qui fut le principal négociateur lors de la crise des otages en Iran), comme directeur.

En 1993, la Carnegie ouvre une filiale à Moscou. Celle-ci joue un rôle de conseil auprès du président Boris Eltsine dans le processus de privatisation de l'économie ex-soviétique, grâce à l'interface de personnalités comme Yegor Gaidar. Elle est alors accusée d'être un cheval de Troie de la CIA.

La fondation créée aussi le Groupe des 50 qui rassemble les patrons de cinquante multinationales opérant en Amérique latine. Ce club conseille divers gouvernements et promeut le projet de Zone de libre-échange des Amériques [4]. Il est animé par l'ancien ministre vénézuélien du Commerce et de l'Industrie, Moisés Naím, par ailleurs directeur de Foreign Policy.

En 1997, Jessica T. Matthews (ancienne directrice des Affaires globales au Conseil de sécurité nationale) est élue présidente. Elle nomme bientôt William H. Donaldson (membre des Skull & Bones [5] et intime de la famille Bush, futur président de la Commission des opérations de Bourse -SEC) comme directeur. Cette nouvelle équipe s'attache à transformer Foreign Policy en une revue grand public et tente d'implanter en Chine une filiale comparable à celle dont elle dispose en Russie. Pour ce faire, elle a noué des liens avec l'Institut d'études stratégiques de l'École du Parti à Pékin et avec l'Académie des sciences sociales de Shanghai.

La Carnegie est aujourd'hui une des fondations les plus riches des États-Unis. Elle emploie 150 chercheurs et édite de nombreux rapports. Foreign Policy est désormais publié non seulement en anglais, mais aussi en six versions étrangères (arabe, espagnol, grec, italien, portugais, turc), totalisant 170 000 exemplaires. C'est le seul think tank états-unien, spécialisé en politique étrangère, destiné à un public global.

Notes

[1] "*Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US*", Voltaire, 25 juin 2004.

[2] "*La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA*", Voltaire, 5 avril 2004.

[3] "*La Guerre des civilisations*" par Thierry Meyssan, Voltaire, 4 juin 2004.

[4] "*Chavez veut mener la résistance*", Voltaire, 26 novembre 2003, et "Rebellion au Sommet des Amériques", Voltaire, 13 janvier 2004

[5] "*Skull & Bones, l'élite de l'Empire*", Voltaire, 8 juillet 2004.

ACTUALITE EN TITRES

Au nom de la dictature libre-échangisme transatlantique made in USA.

- GDF Suez veut l'annulation de poursuites aux Etats-Unis - Reuters

- Les autorités américaines installent un émissaire chez BNP Paribas - AFP

Antisocial tu perds ton sang froid...

- Minima sociaux: la hausse du nombre d'allocataires s'est accélérée en 2012 - AFP

Le nombre de bénéficiaires de minima sociaux a augmenté en France de 4,4% en 2012, soit la plus forte progression annuelle depuis 2009, qui s'explique par une conjoncture économique et un marché du travail "*défavorables*", indique mardi une étude de la Drees (service statistique des ministères sociaux).

Avec les conjoints et les enfants à charge, 10,4% de la population française étaient couverts en 2012 par les minima sociaux, selon l'étude. AFP 24.06

- Espagne: les indemnités de licenciement désormais soumises à l'impôt - AFP

Quand l'Insee en dit trop ou pas assez.

- L'Insee saborde la prévision de croissance du gouvernement - AFP

- Chômage: l'Insee table sur une légère hausse d'ici à fin 2014 - AFP

Avec une "*croissance*" estimée à 0,7% comment l'Insee peut-elle affirmer que le chômage fera l'objet d'une "*légère hausse*", alors qu'en dessous de 1,5% la destruction d'emplois continue à un rythme soutenu ?

Une "***apparition***". Et exercice sémantique.

- Raffarin s'inquiète de l'apparition d'«*un antisarkozysme*» à l'UMP - LeFigaro.fr

- Kadhafi et la campagne 2007 de Sarkozy : des notes compromettantes retrouvées chez un avocat Atlantico.fr

D'après des sources proches de l'enquête, les notes évoqueraient la corruption par le régime Kadhafi du clan Sarkozy, ainsi que celle d'un homme politique français qui était proche de l'ancienne dictature. Par ailleurs, elles contiendraient également des informations sur des acteurs clés de ces financements occultes en Libye, comme Abdallah Senoussi (l'ancien chef des services secrets intérieurs) et Béchir Saleh (l'ex-directeur de cabinet de Kadhafi). L'avocat Thierry Lacoste aurait indiqué que les documents avaient été rédigés par un journaliste-écrivain français qui a ses entrées dans plusieurs services secrets. Il n'a toutefois pas livré son identité à la justice. atlantico.fr 24.06

- UMP: Le Maire propose le "*renouveau*" face à la "*restauration*" - AFP

Sans rigoler, Hollande de son côté a ressorti le "*changement*" à propos de l'orientation de l'UE, comme quoi ils sont à court d'imagination, à croire que la situation ne s'y prête ou qu'ils ont épuisé tous leurs artifices.

Le comble de la dictature. Notre vie, c'est tout ce qu'on a, elle ne vous appartient pas !

- Fin de vie: «*Il faut définir clairement le souhait du patient*» - 20minutes.fr

Là en l'occurrence un tétraplégique a manifesté clairement l'envie d'abréger son existence, qu'on lui accorde ce droit, il est légitime et personne n'a le droit d'en juger à sa place.

- La Cour européenne ordonne le maintien en vie de Vincent Lambert - LeFigaro.fr

Pourquoi ? A la demande de ses parents, contre l'avis de son épouse et de son frère. Il s'agit d'un acharnement thérapeutique barbare.

- Prison avec sursis requise contre Bonnemaison - Reuters

Une peine de cinq ans de prison avec sursis a été requise mardi contre le docteur Nicolas Bonnemaison, accusé d'avoir empoisonné sept patients en fin de vie.

L'accusé devrait s'exprimer en dernier mercredi matin avant que la cour de ne se retire pour délibérer. La décision est attendue dans l'après-midi. Reuters 24.06

Impunité pour un mafieux criminel.

- Le procès Haddad-Flosse annulé en Polynésie - Liberation.fr

Le sénateur et président de la Polynésie française avait été condamné pour trafic d'influence passif et corruption active. Liberation.fr 24.06

Comment le règne de la nécessité remplit vos cerveaux et vos poubelles.

- Publicité : 2,7 kg de prospectus chaque mois dans les boîtes aux lettres - LeParisien.fr -

Une officine au service du salafisme et pratiquant la désinformation mondiale ne mérite pas qu'on la défende.

- Les journalistes se baîllonnent pour leurs confrères d'Al-Jezira - Liberation.fr

Mobilisation internationale après la condamnation de trois correspondants de la chaîne en Egypte à plusieurs années de prison. Parmi leurs co-accusés, deux journalistes britanniques et une Néerlandaise ont été condamnés à dix ans de prison par contumace. Liberation.fr 24.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Soyez naturels.

- Cambadélis appelle les socialistes à aller «*au-delà des controverses conjoncturelles*» - Liberation.fr

Que leur dit-il ? Inutile de faire semblant, on est tous embraqués dans la même galère au PS, on se ressemble tous, on partage le même fond commun, la même idéologie, celle de la classe dominante, c'est cela l'essentiel. Ne soyez pas ingrats car c'est grâce à elle que vous existez, ne soyez pas tentés de jouer dans la cour des opposants aux gouvernements ou au régime puisque vous savez pertinemment qu'ils ne sont pas plus honnêtes que nous, tenez-vous en à ce que nous sommes vraiment, à notre mission, gérez au mieux l'ordre établi en attendant que l'UMP se refasse une santé, pensez à votre statut et vos prébendes si vous avez des mandats, et si vous n'en avez pas pensez à votre niveau de vie que nous vous garantissons, pour le reste faites comme tout le monde, temporisez, mentez, écoutez ce que vient de rappeler Valls à juste titre, il faut tenir et ne vous occupez pas du reste. Et puis si par hasard il vous arrivait d'avoir quelques états d'âme ou remords, dites-vous bien que si ce n'étaient pas nous qui faisions le sale boulot, d'autres le feraient à notre place sans se poser de questions, en pire, alors faites comme eux, profitez de la vie qui est agréable et dormez tranquille...

En complément.

- Paris : Travail dominical: «*C'est une trahison de plus de la part du gouvernement*» - 20minutes.fr

Non, ne soyez pas injuste, c'est juste l'application du programme du PS.

Servir le capital, c'est sa raison d'être, vous l'ignoriez peut-être, vous n'avez qu'à vous en prendre qu'à vous-même pour vous

être illusionné vous-même, car depuis des lustres vous deviez savoir que le PS était un parti du capital ou de droite, ce que d'ailleurs des millions de travailleurs ont parfaitement compris depuis longtemps. Si vous n'avez retenu du discours de Hollande que ce qui vous intéressait ou ce que vous avez voulu y voir et qui n'y était pas, c'était une grave erreur qu'il ne manquerait pas de vous faire payer sur le champ ou presque.

Vous avez pu aussi vous laisser abuser par les appels à voter Hollande ou à "*battre Sarkozy*" qui occultait sa véritable nature réactionnaire, la prochaine fois vous ferez preuve de davantage de vigilance au lieu de faire confiance au premier venu. Vous n'aurez qu'à vous remémorer la politique antisociale mise en oeuvre par le PS chaque fois qu'il était aux commandes, cela vous évitera de vous faire berner une nouvelle fois. Le PS traine derrière lui un passé tellement abominable, qui lorsqu'on le retrace à grands traits ne peut que vous donner la nausée. Si maintenant vous décidez de ne pas en tenir compte, estimez-vous heureux du sort qu'il vous a réservé...

Parole de patron.

- Les Français se la coulent douce !!? - LePoint.fr

Les salariés français à temps complet ont travaillé en 2013 en moyenne 186 heures de moins que les Allemands et 239 heures de moins que les Britanniques, et même 438 de moins qu'en Roumanie, pays en tête du classement. selon une étude de l'institut Coe-Rexecode à paraître mercredi.

Selon Coe-Rexecode, la France est aussi le pays où la durée de travail a le plus diminué au cours des quinze dernières années : entre 1998 et 2013, elle a chuté de 14,8 % contre 9,8 % en Espagne, 8,9 % en Allemagne, 8,5 % en Suède, 7,6 % en Italie et 3,1 % au Royaume-Uni.

Pour les salariés à temps partiel, la durée moyenne de travail effectif était en France en 2013 de 993 heures par an, contre 851 heures en Allemagne, 864 au Royaume-Uni et 1 012 en Italie.

En prenant en compte l'ensemble des salariés (temps complet et temps partiel), les écarts entre pays européens se réduisent nettement, avec 1 536 heures en moyenne pour la France en 2013, 1 580 pour l'Allemagne, 1 636 pour l'Italie, 1 637 pour le Royaume-Uni ou 1 643 pour l'Espagne.

Du côté des non-salariés, la durée moyenne atteint 2 372 heures en France, soit 43 % de plus que pour un salarié à temps complet. Cet écart est de 27 % pour l'Allemagne, 21 % pour l'Italie et de 7 % pour le Royaume-Uni. LePoint.fr 24.06

Commentaires d'internautes.

1- "*Les choses au points...*

Pour commencer qui a commander cette étude ? Dans quel but ? Déjà ça donnera une idée de l'objectivité de la chose ! Ensuite on sais bien que le temps de travail n'est pas ce qu'il compte le plus mais la productivité ! Après nous traiter en gros de feignant merci à tout les journaux de se poser les questions du début de mon texte et de se demander si ça vaux le coup de nous insulter..."

Les commentaires sont réservés aux abonnés du Point, commencez par annuler votre abonnement...

2- " *Les français se la coulent douce...*

Les français des fainiants ? Les 35h ? L'âge de la retraite à 60 ans.

Il y a des secteurs d'activités, qui avec du matériel de plus en performant, ont produit autant voire plus avec moins d'heures travaillées. D'autres effectuent plus d'heures avec du matériel moins performant.

C'est comme pour le départ à la retraite. On repproche la retraite à 60 ans à la France quand les Allemands partent plus tard. Seulement voilà, il est plus demander d'annuités en France tout en partant à 60 ans. Là je parle sur un plan général.

Il y a de ces salariés qui meurent encore avant 60 ans.

C'est sûr le Medef aimerait bien que le salaire minimum généralisé en France soit supprimé. Comme ça il pousserait ses salariés à travailler 70 h par semaine, pour gagner plus.

Le patronat se plaint que les salariés ne travaillent pas assez, mais quand la loi les oblige maintenant, à ce que des salariés

ne puissent pas travailler moins de 24h par semaine, il trouve que ces 24h c'est trop.

Est-il raisonnable de demander de travailler plus quand il y a des millions de chômeurs et que d'autres subissent un temps partiel imposé ?

S'il y a des chefs d'entreprise qui ont des valeurs humaines ; qui ont de la considération pour leurs salariés, ce n'est vraiment pas le cas de tous.

Il y a des artisans qui font des heures à n'en plus finir et qui ont une retraite de misère. "

Qui se bat aujourd'hui pour la diminution du temps de travail à 30 heures par semaine. Personne. Qui se bat pour la retraite à 50 ans qui est déjà un âge avancé où on fatigue ou on est épuisé selon les métiers ? Personne.

3- "*C'est marrant ça...*

En gros on nous explique que ce sont des grosses feignasses, et qu'ils devraient travailler beaucoup plus pour gagner autant. Ceci est à mettre en perspective avec un autre titre de la presse : "Carlos Ghosn gagne près de dix millions d'euros"... C'est assez risible, il ne fout absolument rien, il se gagne plusieurs fois le smic et c'est ce genre de type qui nous explique qu'on ne travail pas assez.

Je ne crois pas une seule seconde qu'on motivera les gens à travailler de cette manière, la Justice ayant visiblement prit sa retraite. Bon après c'est vrai que les gens peuvent bien être motivés, si on a rien à leur proposer, ça ne sert à rien."

Vous faites de la résistance passive, vous plombez leur régime, allez plus loin et rompez avec lui, le capitalisme a son avenir derrière lui...

Comment détruire l'Education nationale de l'intérieur ? En faisant preuve de "***bienveillance***". Mode d'emploi.

- Après avoir réformé la notation, plusieurs pays européens font machine arrière - LeFigaro.fr

Peu importe.

- Les associations de parents d'élèves approuvent la réforme du système de notation - LeFigaro.fr

- Hamon prône une évaluation des élèves qui "*soit bienveillante et* "*qui stimule*" - Le Nouvel Observateur

Quand un dirigeant du PS utilise le mot bienveillance, il y a tout lieu de penser qu'il est animé de pensées malveillantes, non ?

Flatter les cancres, attention : Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute...

- Evaluer les élèves sans les décourager est une "*vraie solution*", selon Le Foll - Francetv info

Evaluer quoi, la médiocrité, l'encourager ?

- «*Supprimer les notes parce que les élèves en ont de mauvaises ne changera rien*» - LeFigaro.fr

Ce qui s'est passé dans ce pays au cours des décennies précédents (notamment), c'est que la couche qui était aux premières loges ou qui avait les moyens (intellectuels) au lieu de se dresser contre la décomposition accélérée de tous les rapports dans la société elle y a participer activement ou elle a fait preuve d'une neutralité criminelle, voilà la réalité.

Qu'un ouvrier ou un employé peu instruit ou provenant d'un milieu profondément arriéré (le mien) n'ait pas les moyens de se poser des questions sur l'évolution en cours de la société et la menace que constitue l'orientation qu'elle a adoptée, on peut le concevoir, c'est même normal. Mais en aucun cas on ne peut l'admettre de la part d'intellectuels qui à l'issue de leurs cursus universitaires disposaient des outils logiques pour comprendre le processus qui était en train de se dérouler sous leurs yeux ou analyser de manière critique l'histoire passée qu'on leur avait enseignée et qui comportaient de graves lacunes ou contradictions sur lesquelles ils auraient dû se pencher pour leur apporter des réponses satisfaisantes qui leur auraient permis de mieux saisir le monde dans lequel ils vivaient.

Sauf que voilà, ils ont préféré se laisser vivre et profiter des privilèges liés à leur statut au lieu de se dresser contre le régime qui condamnait irrémédiablement la société à une décomposition telle qu'il arriverait un jour où même exercer leur profession deviendrait impossible ou infernale. Au lieu de lutter pour changer la société et adopter le socialisme puisqu'il n'existe

pas d'autre alternative au capitalisme, ils ont accompagné (idélogiquement) sa chute vers l'abîme qui s'est accélérée ces dernières années. Qu'ils aient été encouragés à agir de la sorte par les syndicats et les soi-disant partis ouvrier à la solde du capitalisme on veut bien l'admettre, toujours est-il que le constat s'impose que même un minimum d'entre eux n'ont pas été en mesure de briser ce carcan, ce dont témoigne l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Sachant que de tous temps ce sont des intellectuels qui ont été à l'origine de la fondation des partis ouvriers, le fait qu'ils n'y soient parvenus en sept décennies nous autorise à nous demander si cette incapacité est passagère ou définitive, question éminamment importante quand on sait que la réponse qu'on y apportera dans un sens ou un autre confirmera ou infirmera la réalisation d'une des conditions déterminantes sur laquelle repose le socialisme, autrement dit si le socialisme a encore un avenir devant lui ou s'il est condamné à demeurer une utopie.

Nous ne sommes pas là pour nous raconter des histoires ou refuser de regarder la réalité en face ou la réécrire de manière avantageuse ou encore pour nous faire plaisir histoire de garder le moral à tout prix en se berçant de douces illusions qui nous seront fatales au ryhtme où nous allons.

Les intellectuels sont aussi les plus influençables par l'idéologie dominante, tout leur cursus universitaire en était profondément imprégné. Encore jeunes ils se voulaient critiques ou rebelles envers elle, pour plus tard être rentrés dans le rang et l'adopter, la diffuser à leur tour. Les juger n'est pas notre propos, pas plus que les flatter, qu'on se comprenne bien.

INFOS EN BREF

ECONOMIE

L'Asie, première destination des investissements directs étrangers - lemonde.fr

Les mouvements internationaux de capitaux réalisés en vue de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger, autrement dits les investissements directs étrangers (IDE), ont augmenté de 9 % en 2013 pour s'établir à 1450 milliards de dollars. L'Asie se taille une part du lion de ce gâteau et demeure le premier bénéficiaire de cette manne, avec près de 30 % des entrées d'IDE. C'est ce qui ressort de l'édition 2014 du rapport annuel sur l'investissement dans le monde de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced), rendue publique mardi 24 juin.

Ce redressement devrait se poursuivre dans les trois prochaines années. La Cnuced prévoit que les flux globaux d'IDE atteindraient 1600 milliards de dollars en 2014, 1750 milliards en 2015 et 1850 milliards en 2016. A cette date, 52 % des IDE mondiaux proviendraient des économies développées contre moins de 40 % ces dernières années. « *On s'achemine vers le retour des pays développés dans le paysage des IDE après un déclin drastique* », observe Axèle Giroud, économiste à la Cnuced.

Dans les 39 pays développés, les entrées d'IDE ont atteint 556 milliards de dollars (+9%) et les sorties sont restées quasi inchangées à 857 milliards. Ensemble ces flux sont inférieurs de moitié aux montants enregistrés en 2007, ce qui est assez logique compte tenu des effets de la grande récession. La faiblesse des IDE s'explique aussi en partie, selon la Cnuced, par le fait que les fusions-acquisitions n'ont pas repris avant le premier trimestre 2014.

A noter aussi que les flux d'IDE en France se sont effondrés, passant de 25 milliards de dollars à 4,8 milliards. La Cnuced se borne à préciser que ses chiffres viennent de la Banque de France. La réalité de cet effondrement de 80% tel qu'il est relaté par cet indicateur de la Cnuced est régulièrement contestée. Selon Sébastien Jean, directeur au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), cet indicateur embrasse très large.

« *Outre les investissements en capital social pour monter une unité de production ou pour acheter des parts d'entreprises, les chiffres de la Cnuced recensent aussi les bénéfices des filiales étrangères réinvestis dans le pays d'accueil et les prêts entre filiales d'un même groupe regroupés derrière le vocable "autres opérations"* », décrit Sébastien Jean. *Ce sont les variations de ce poste qui expliquent la chute des IDE relatée par la Cnuced.* »

En 2013, les économies en développement se sont taillées la part du lion dans les investissements mondiaux : elles représentent 54 % des IDE entrants et ont atteint le niveau de 778 milliards de dollars.

Avec les économies en transition (CEI, Europe centrale et orientale), les pays en développement représentent désormais la moitié des 20 premiers bénéficiaires d'IDE dans le monde, la Chine continentale venant en deuxième position et Hong Kong en quatrième, la fédération de Russie en troisième.

Six pays émergents, dont cinq asiatiques (Chine, Hong Kong, République de Corée, Singapour et Taïwan) figurent dans le TOP

20 des investisseurs. En un an, leur part relative est passée de 7 % à 39 % des sorties d'IDE. Ce positionnement important reflète, bien entendu, l'importance croissante de ces économies dans le monde.

Des marchés régionaux se constituent. La Chine, par exemple, a davantage investi à l'étranger en 2013, du fait de méga-fusions d'entreprises chinoises, qu'elle n'a elle-même reçu d'IDE. Dix Etats membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) et six autres pays négocient actuellement un partenariat économique global : selon la Cnuced, les flux d'IDE à destination de ces 16 pays s'élèvent à 342 milliards de dollars, soit près du quart des investissements mondiaux.

57 milliards de dollars ont par ailleurs été investis en Afrique en 2013, soit 4 % de plus qu'en 2012. Cette progression est modeste mais continue. Elle va de pair avec une évolution importante. L'industrie extractive intéresse moins les investisseurs : elle ne représentait plus que 11 % des annonces d'investissements en 2013 contre 53 % en 2004.

Une part croissante des IDE en Afrique porte désormais sur le secteur manufacturier, en particulier les biens de consommation. En Afrique aussi, l'investissement intra-régional commence à se développer, l'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigéria jouant un rôle majeur dans cet essor.

La Cnuced a par ailleurs évalué à 3900 milliards par an le montant total des investissements nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) que les Nations Unies sont en train de fixer pour 2015-2030. Le reste à financer, compte tenu des 1400 milliards investis annuellement aujourd'hui, s'élèvent à 2500 milliards. Le secteur privé pourrait y jouer un rôle croissant. lemonde.fr 24.06

Haut de page

Le 26 juin 2014

CAUSERIE

Pondy 15h48. 18 articles ont été ajoutés,

Il fait tellement une chaleur à crever que j'ai opté pour le slip à la place du short pour bosser la journée chez moi. 20 à 30 nouveaux articles seront mis en ligne d'ici une heure environ.

Effectivement, le capitalisme mondial n'est-il pas devenu un sytème mafieux ?

- La stupide décision française de ne pas inclure le trafic de drogue et la prostitution dans le PIB - Slate.fr

Que le portail du bankster J. Attali (PS) se lamente ainsi est dans l'ordre des choses.

Avec les félicitations de Porochenko, Obama et Hollande

Obama inflige des sanctions à l'Ouganda à cause de sa politique discriminatoire ou répressive envers les homosexuels, va-t-il bombarder l'Indonésie qui autorise l'apologie du nazisme ? Il faudrait qu'il commence par bombarder Kiev !

- Indonésie: indignation contre une vidéo "*nazie*" pour la présidentielle - AFP

Une vidéo de musiciens indonésiens faisant la promotion d'un ex-général controversé, candidat à la présidentielle de juillet, a provoqué des réactions d'indignation mercredi sur les réseaux sociaux de ce pays d'Asie du Sud-est, dénonçant la connotation nazie du clip.

La star du rock Ahmad Dhani, très populaire en Indonésie, et d'autres chanteurs ont interprété dans cette vidéo une adaptation de la chanson du groupe de rock britannique Queen "*We will rock you*", en remplaçant les paroles par un texte de soutien à Prabowo Subianto, candidat au scrutin du 9 juillet, face à Joko Widodo, favori des sondages.

Les critiques ont rapidement fusé sur les réseaux sociaux après que certains ont remarqué que la veste de Ahmad Dhani dans la vidéo () était identique à celle souvent portée par Heinrich Himmler -- un haut dignitaire du IIIe Reich qui commandait les SS, des soldats d'élite qui ont commis d'innombrables crimes contre l'humanité.

"*J'étais choquée, déçue, triste et j'avais honte (...) de voir Ahmad Dhani porter l'uniforme de Heinrich Himmler*", a écrit sur son

compte Twitter la chanteuse-compositrice indonésienne Anggun Cipta Sasmi, qui vit actuellement en France. "*Je prie pour que l'Indonésie ne sombre pas dans le fascisme*", a-t-elle ajouté.

Un autre utilisateur de Twitter dénommé frizedianto a estimé qu'Ahmad Dhani voulait que Prabowo devienne un dirigeant "*dans le style de Hitler*" -- "fasciste, intolérant et autoritaire".

Le guitariste de Queen, Brian May a également critiqué la vidéo, écrivant sur son compte Twitter que de tels agissements étaient "*totalement interdits chez nous*".

Ahmad Dhani, qui soutient Prabowo Subianto, un ex-général ayant reconnu avoir ordonné l'enlèvement de militants pro-démocratie sous le règne du dictateur Suharto (1967-1998), a répliqué aux critiques.

Le week-end dernier, un café d'inspiration nazie, qui avait fermé il y a un an en Indonésie après avoir suscité de vives condamnations à l'étranger, a rouvert avec des croix gammées et un portrait d'Adolf Hitler sur ses murs. Un tel lieu peut rester ouvert en Indonésie, contrairement à l'Europe, où l'apologie du nazisme est interdite dans de nombreux pays. AFP 25.06

Une vidéo

- Secteur Droit de l'Euromaïdan (sous-titres en français)

Question de sémantique à soumettre aux oligarques de l'Académie française

- Doit-on dire EIIL, Da'ech, ISIS, Etat islamique en Irak et au Levant, de l'Irak et du Levant? - Slate.fr

- Isis, Isil, Daech, Dawla, EIIL... comment appeler les jihadistes en Irak ? - Liberation.fr

Les mercenaires, la milice ou l'armée privée de l'Otan.

Ne vous fiez ni aux étiquettes, ni à ce qu'ils disent d'eux-mêmes.

WSWS : Encore des "*trotskistes*" aveugles ou vendus.

Chacun sait maintenant qui a planifié et commis la simulation de coup d'Etat le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, et qu'il était impossible de diriger ces soi-disant attentats d'une grotte située en Afghanistan, la version officielle et grotesque de G.W. Bush reprise en boucle jusqu'à aujourd'hui par pratiquement tous les gouvernements et médias aux ordres.

Chacun sait que cette opération devait servir par la suite à justifier l'agression américaine et de l'Otan contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie notamment au nom de la "*guerre contre le terrorisme*".

Chacun a parfaitement compris aussi à qui devait profiter le crime, à leurs auteurs : le Pentagone et la CIA, bras armés de l'oligarchie financière américaine luttant pour instaurer un gouvernement mondial.

On ne va pas revenir sur les multiples incohérences et contradictions de la version officielle, tous les éléments ou preuves sont disponibles dans notre site.

Cela dit, il s'en trouve encore pour avancer que ce serait Al-Qaida qui aurait commis ces "*attentats*" que cette organisation n'a jamais revendiqué à ce jour, alors qu'elle a toujours revendiqué ses attentats ou crimes.

Voilà ce qu'on pouvait lire ces derniers jours dans un article du portail WSWS sous le titre : Le Musée du 11-Septembre: un exercice de falsification historique - Par Philip Guelpa - mondialisation.ca - 20.06.2014. Extraits.

- "*Les attentats terroristes coordonnés ont été planifiés et commis par des membres d'Al Qaeda, une organisation ayant ses racines dans l'insurrection, soutenue par les Etats-Unis, contre le gouvernement de l'Afghanistan...*"

- "*Avant tout, le Musée et le Mémorial cherchent à dissimuler le fait que les attentats du 11 septembre représentaient un puissant " retour de manivelle ", dans un double sens...*"

- "*L'organisation qui a mis en œuvre les atrocités du 11-septembre, Al Qaeda...*"

Il n'y a pas de doute, pour cette organisation "*trotskiste*", c'est Al-Qaida qui avait fait le coup et non un clan au sein de l'administration américaine, au passage cela permet de l'épargner.

Comme tout faussaires qui se respectent, ils s'attribuent la vertu de l'honnêteté que les lecteurs ne pourront pas leur contester puisqu'aucun ne les connaît, à moins qu'ils aient un esprit critique toujours en alerte et ne se laissent pas berner par ce genre d'artifice d'écolier.

- "*Une tentative honnête pour comprendre le 11 septembre...*"

Ensuite, il leur suffira d'accuser Obama de falsification pour que les lecteurs ne se doutent pas qu'ils se livrent eux-mêmes au même exercice, c'est la méthode classique pour endormir la vigilance des lecteurs. Ceux qui ont lu la causerie d'hier auront remarqué qu'avant-hier Moisés Naím avait employé une méthode similaire.

- "*En résumé, le Musée du 11 septembre est un mélange de falsification historique grossière et de propagande...* "

Un petit complément pour enfoncer le clou sur le WSWS.

En Irak les Américains ne seraient pas parvenus à leurs fins puisque leur aventure guerrière se serait soldée par une "*débâcle*", sauf qu'à notre connaissance ils ont réussi à liquider Saddam Hussein, à faire en sorte que les différentes communautés s'affrontent violemment pendant qu'ils se rendaient maître du pays et de ses puis de pétrole, à mettre en place un gouvernement fantoche à leurs bottes, le tout préparant les conditions de la partition de l'Irak en trois composantes, chiite, sunnite et kurde.

Que maintenant la mise en oeuvre de la dernière étape de leur plan demande du temps ou s'avère plus compliquée que prévu parce que le rapport de force qui existe entre ces trois communautés avive leur appétit respective et se traduise par un excès de volonté indépendantiste ou de pouvoir au détriment de leurs mentors, personne ne le contestera, cela dit les Américains demeurent les maîtres du jeu, d'autant plus que les Iraniens jouent un double jeu pour défendre leurs intérêts qui parfois peuvent coïncider avec ceux des Américains.

Les Américains et les Iraniens sont à la fois alliés ou complémentaires et ennemis. La diabolisation des Etats-Unis par les autorités iraniennes et celle de Téhéran par Washington font partie de la même comédie, l'un et l'autre étant des dictatures aussi infréquentables. Elle sert leur politique intérieure respective (liberticide) et à justifier leur dépense colossale en armement au détriment des besoins de leurs population.

Que les Américains ne tolèrent pas que des pans entiers de l'économie mondiale leur échappent ou qu'ils ne puissent pas exercer un contrôle totale sur le marché mondial, c'est un fait incontestable autant qu'une prétention exorbitante ou hors de leur portée. Aussi il leur faut manoeuvrer ou composer, trouver des alliés de circonstance pour avancer pas à pas vers leur objectif. Aussi longtemps qu'ils n'auront pas neutralisé la lutte de classes dans les pays où elle s'est développée aux XIX et XXe siècle, ils auront besoin d'"*ennemis*" pour justifier leur politique et camoufler leurs réelles intentions qui demeurent d'instaurer une dictature mondiale de l'oligarchie financière une fois tous les peuples soumis en esclavages ou spoliés de tout droit social ou politique. En réalité les seuls ennemis des autorités américaines et iraniennes, ce sont les masses exploitées américaines et iraniennes, les travailleurs en général.

Les Américains, avec le néolibéralisme, ont mis au point une stratégie globale économique et politique qu'ils ont fini par imposer au monde entier, et qui permet déjà à l'oligarchie financière de nombreux pays de s'emparer du pouvoir politique et de s'enrichir démesurément au détriment du reste de leur population. Leur objectif est de l'appliquer au niveau planétaire. Il leur reste à abattre les résistances qu'ils rencontrent, qui sont constitués par des Etats où l'histoire et le développement ne permettent pas une transformation aussi brutale des rapports entre les classes ou de la société sans provoquer de graves crises sociales et politiques qui risqueraient de menacer les régimes en place.

En tant que dirigeants de la classe dominante à l'échelle mondiale, ils savent que tous les gouvernements sont acquis au capitalisme ou à leur idéologie, et en grande partie à leur stratégie qui à terme devrait leur permettre de stabiliser leur pouvoir menacé par les contradictions du capitalisme. C'est cette menace permanente qui les conduit à intervenir dans de nombreux pays pour tenter d'accélérer ce processus d'intégration mondiale qui constitue la seule issue possible à la crise du capitalisme devenue permanente, non pas qu'une fois atteint cet objectif le capitalisme aurait disparu, disons que le système économique qui prévaudra alors ne correspondra plus tout à fait à celui que nous connaissons aujourd'hui dans la mesure où l'un des facteurs de son développement aura disparu, la lutte des classes une fois neutralisée en l'absence d'un pouvoir politique à combattre du fait de l'existence d'un gouvernement mondial insaisissable, impossible à atteindre, donc à renverser.

Toutes les institutions internationales économiques et politiques du capital officielles ou fonctionnant selon les règles d'organisations secrètes sont des maillons de cette internationale du capital ou de cette dictature mondiale de l'oligarchie financière en gestation ou en cours de constitution. Pour l'instant toutes les pièces de ce puzzle n'ont pas toutes été formatés pour y trouver leur place, elles le seront si nécessaires à coup de canon ou en recourant à la guerre ou au fascisme.

Le problème que l'on rencontre avec la plupart des articles que nous publions, c'est que leurs auteurs ne voient ou ne prennent en compte qu'un aspect de la réalité ou de la contradiction à laquelle sont confrontés les Américains ou les tenants du néolibéralisme, c'est qu'il est impossible de rayer d'un trait de plume des siècles d'histoire et de développement (inégal) dans le monde, d'imposer du jour au lendemain ou même en plusieurs décennie à la population mondiale un nouveau mode de pensée, une société plus inégalitaire et injuste tout en la baillonnant, en lui interdisant de s'organiser pour satisfaire ses besoins ou lutter pour un monde meilleur.

C'est ainsi qu'ils en viennent à affirmer que les Etats-Unis seraient un ennemi de l'Iran ou que les Américains auraient échoué en Irak, ce qui est à la fois vrai et faux. Or pour comprendre la situation et combattre efficacement notre ennemi, la classe dominante dans nos pays respectifs, ce n'est pas avec des demi-vérités ou des vérités mêlées à des contrevérités qu'on y parviendra. On ne peut pas bâtir une stratégie politique sur des approximations ou analyser correctement la situation quand on occulte des pans entiers de la réalité.

Deux autres articles de WSWS titraient :

- Les médias américains et la débâcle en Irak De Bill Van Auken - mondialisation.ca - 19 juin 2014

- La débâcle en Irak De Bill Van Auken - mondialisation.ca -19 juin 2014

ACTUALITE EN TITRES

Que cela ne tienne !

- Etats-Unis: l'économie subit sa plus forte contraction depuis 5 ans - AFP

- Wall Street finit dans le vert, ignorant un PIB décevant - Reuters

Intox

- UE : François Hollande peut-il desserrer l'étau de la rigueur ? - LePoint.fr

- Le rapport Pisani-Ferry dessine une France redressée en 2025 - Reuters

- Les Etats-Unis adoptent une loi qui protège les lanceurs d'alertes des agences de renseignement - LeMonde.fr

- L'Irak pousse Obama dans le piège iranien - LePoint.fr -

- La candidature du Qatar pour l'organisation de la coupe du monde 2022 était bien la meilleure - LeMonde.fr

Sale boulot. Il faut assumer !

- Manuel Valls exhorte les socialistes à l'«*unité dans l'exercice du pouvoir*» - 20minutes.fr

- « *On n'est pas député de droit divin* », lance Cambadélis aux « *frondeurs* » du PS - LeMonde.fr

Cambadélis a choisi de l'être...

- Budget rectificatif : les députés adoptent le plan d'1,6 milliard d'économie de Manuel Valls - LeMonde.fr

L'ordre, c'est la chienlit et à droite toute.

- Dati, Guaino, Wauquiez et Peltier lancent un appel «*pour sauver la droite*» - 20minutes.fr

Peltier est le cofondateur de la Droite forte, premier courant sarkozyste de l'UMP.

- François Fillon prône une « *rupture totale* » - LeFigaro.fr

Fin des 35 heures, report de la retraite à 65 ans, assouplissement du droit du travail, baisse de l'indemnisation du chômage, suppression de l'ISF, impôt jugé «*imbécile*»: les «*propositions pour la compétitivité*» présentées mercredi par François Fillon témoignent d'une audace «*jamais vue chez un candidat à la présidence de la République*».

«*Il y a chez les Français une attente de changement radical que beaucoup de responsables politiques n'ont pas mesurée, estime-t-il, faute de contacts suffisants avec la réalité de terrain*.» Selon lui, la résistance aux réformes découle d'une «*peur de l'avenir*» que seul un «*choc psychologique puissant, provoqué par des mesures qui rompent avec le passé*» est susceptible de guérir.

Un optimisme excessif? «*Je suis prêt à des tensions*», prévient le député de Paris. «*Par rapport aux réformes que je propose, je suis même convaincu qu'elles sont nécessaires. Je les assumerai sans aucun calcul*», promet-il, en s'engageant à ne pas céder pour «*durer*» s'il est élu. LeFigaro.fr 25.06

Voilà qui devrait plaire à ses mentors du groupe Bilderberg ! Ils ont dû le briefer !

Le FN où le premier parti ouvrier de France selon notamment les médias et les instituts de sondage. La preuve.

- Une mairie FN veut supprimer la cantine gratuite pour les enfants de familles pauvres - L'Express.fr

Au Pontet, le maire Front national Joris Hebrard veut arrêter de financer la totalité du repas du midi pour les plus pauvres. La décision doit être validée ce mercredi en conseil municipal. Economies estimées: 29 000 euros par an.

"*Nous souhaitons responsabiliser les parents*", a déclaré à l'AFP Xavier Magnin, directeur de cabinet du maire. "*Les familles doivent contribuer aux charges collectives. Ce qui est gratuit pour les uns est payant pour les autres, car le coût est supporté par la collectivité*", a-t-il affirmé, ajoutant: "*Qui n'a pas 1,57€ à verser à la collectivité pour un repas complet et équilibré?*".

C'est la somme que devrait payer -par repas- les 65 parents concernés.

Le tarif normal dans les cantines du Pontet est de 3,15 euros par repas. Economies estimées: 29 000 euros par an, sur un budget communal d'environ 50 millions d'euros. L'Express.fr 25.06

Soit une économie de 0,055% du budget communal, à ce niveau-là c'est plus que de l'acharnement contre les pauvres, de la haine. Le FN, quoi.

Lobotomie "***prématurée***" et le prix de la "***sécurité***". Et : Au feu, psychopathie de masse !

- Regarder la télé trois heures par jour doublerait le risque de mort prématurée - 20minutes.fr

- Un Français sur cinq n'est pas opposé à la torture s'il s'agit de garantir sa sécurité - 20minutes.fr

... ou de ses biens. Urgent recherche bourreaux à plein temps et ce n'est pas en Arabie saoudite.

- Plus de 1.000 cambriolages par jour en 2013 en France, selon les assureurs - AFP

- 96% des appels aux pompiers de Paris sont inutiles - Liberation.fr

Résistance passive

- Réforme du permis de conduire: grève des inspecteurs avant le coup d'envoi - AFP

- Grève des avocats: renvoi de nombreu ses audiences à prévoir jeudi - AFP

- La grève reconduite à la SNCM - Liberation.fr

Les jurés plus justes que le parquet.

- Le Dr Bonnemaison acquitté pour avoir abrégé la vie de 7 patients - Reuters

- L'acquittement de Bonnemaison brouille le débat sur la fin de vie - lepoint.fr

En acquittant mercredi l'urgentiste, les jurés de la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques à Pau sont allés bien au-delà de la loi Leonetti sur la fin de vie de 2005, qui proscrit l'acharnement thérapeutique et autorise l'arrêt des traitements dans le cadre d'une procédure collégiale pluridisciplinaire, mais n'établit pas un droit à l'euthanasie. lepoint.fr 25.06

- «*On approche de la maltraitance*», dénonce le médecin de Vincent Lambert - 20minutes.fr

Olé la monarchie, au trou !

- La justice espagnole confirme les charges contre Cristina - Reuters

Stratégie du chaos

- Libye : des élections peu suivies et conclues par un assassinat - LeMonde.fr

- Attentat suicide à Kirkouk, en Irak, quatre morts - Reuters Irak: au moins 12 morts dans des attaques au sud de Bagdad - AFP

- Liban : un hôtel de l'ouest de Beyrouth visé par des kamikazes - LeMonde.fr

- Nigéria : un nouvel attentat fait au moins 21 morts et 17 blessés à Abuja - Francetv info

- Nouvelle explosion de violence en Centrafrique - LeMonde.fr

- Égypte : quatre bombes ont explosé dans le métro du Caire - LePoint.fr

- Gaza: douze raids israéliens après des tirs de roquettes - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Libye

- Faible participation aux élections législatives libyennes - Reuters

Les Libyens étaient appelés aux urnes mercredi pour élire un nouveau parlement dans un pays plongé dans le chaos trois ans après la chute de Mouammar Kadhafi et dont la seconde ville, Benghazi, a de nouveau été le théâtre d'affrontements dans la journée.

Les bureaux de vote, qui ont ouvert à 08h00 (06h00 GMT), n'ont pas attiré les foules: à la mi-journée, environ 200.000 électeurs, 13% à peine des 1,5 million d'inscrits, avaient rempli leur devoir électoral. Reuters 25.06

Haut de page

Le 27 juin 2014

CAUSERIE

La température est encore montée, trop chaud pour causer.

ACTUALITE EN TITRES

La charrette du jour.

- Steelcase ferme son site de Wisches (Bas-Rhin): 260 emplois supprimés - AFP

Et pendant ce temps-là les affaires continuent...

- LSE va racheter Frank Russell pour 2,7 milliards de dollars - Reuters

- Natixis cède sa part dans Lazard pour 356 millions de dollars - Reuters

- L'épicerie fine Hédiard va être reprise par l'Autrichien Do & Co - Liberation.fr

- Textile: l'Américain Hanes se porte acquéreur de Dim - AFP

Avec ou sans talonnettes.

- Luc Chatel : «*L'UMP n'est pas à la hauteur, elle est inaudible*» - LeParisien.fr

La monarchie a parlé

- GPA : la France condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme - LeMonde.fr

- Espagne: Les députés approuvent l'immunité de Juan Carlos - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Il y aurait au moins 10 millions de chômeurs en France

- Chômage: forte hausse des demandeurs d'emploi en mai - AFP

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a bondi de 24.800 en mai (0,7%) pour atteindre un niveau record de 3,388 millions en métropole, selon des données publiées jeudi par le ministère du Travail.

En incluant ceux qui ont exercé une petite activité, 34.300 chômeurs supplémentaires (0,7%) ont été recensés par Pôle emploi, soit un total de 5,02 millions, un autre plus haut historique. Outre-mer compris, ils étaient 5,32 millions.

Depuis l'élection de François Hollande en mai 2012, près d'un demi-million de nouveaux demandeurs d'emploi sans activité ont poussé la porte de Pôle emploi.

Ce sont toujours les plus de 50 ans qui paient le plus lourd tribut: 0,8% en mai et 11,5% sur un an, une véritable explosion.

Signe de la violence et de la longueur de la crise, le nombre de chômeurs de longue durée atteint lui aussi des niveaux historiques: 2,13 millions de personnes pointent à Pôle emploi depuis plus d'un an (0,8% sur un mois, 10,3% sur un an).

Parmi eux, plus de 636.000 sont même inscrits depuis plus de trois ans ("1,8% sur un mois, "17,7% sur un an).

- Ces chômeurs "*invisibles*" ou "*découragés*" qui doublent le nombre de sans-emploi - Francetv info

Des études avancent des estimations édifiantes : quatre à six millions de chômeurs supplémentaires, non répertoriés par Pôle Emploi, "*les chômeurs invisibles ou découragés*". Le nombre de ces personnes sans emploi aurait doublé en deux ans. Francetv info 26.06

Imposture en famille. Ils profitent de la situation actuelle et sont responsables de la dérive qu'ils dénoncent.

- Des personnalités appellent à la mobilisation pour défendre la laïcité AFP

Plusieurs dizaines de personnalités politiques et de la société civile signent jeudi dans l'hebdomadaire Marianne un appel à "*se ressaisir*" pour défendre la laïcité, estimant que "*face à l'action engagée par diverses mouvances religieuses*" la "*réponse politique demeure faible*".

Parmi les premiers signataires de cette pétition également disponible en ligne figurent d'anciens ministres, de gauche comme de droite (François Baroin, Luc Ferry, Jean Glavany...), des philosophes (Elisabeth Badinter, Marcel Gauchet...), la démographe Michèle Tribalat ou encore l'écrivain Abdelwahab Meddeb.

"*Hommes et femmes d'horizons philosophiques, politiques et professionnels différents, nous sommes inquiets de voir à quel point, face à l'action engagée par diverses mouvances religieuses et politico-religieuses pour attenter à la laïcité républicaine, la réponse politique demeure faible*", écrivent les signataires de cet "*appel de Marianne*".

"*Aujourd'hui, la laïcité comme principe politique, code de vie collective et force morale, est remise en question par divers mouvances et groupes religieux qui rejettent "la démocratie des mécréants", la suprématie du droit civil sur les textes, à leurs yeux sacrés*", poursuit la pétition. "*Dans cet espace ainsi ouvert se rejoignent radicaux et orthodoxes issus des trois religions monothéistes pour exploiter à leur profit la crise ambiante, remettant notamment en cause les acquis du long combat pour l'égalité des sexes que l'on croyait clos et qui, à notre grande surprise, est à reprendre*", estiment les signataires. AFP 26.06

Qui soutient les régimes du Golfe se livrant à une lecture rigoriste du Coran, qui soutient les Etats qui financent et arment les barbares djihadistes, qui commerce avec eux, leur vend des armes, qui les reçoit en grande pompe, qui soutient le communautarisme au nom de l'égalité de droit à pratiquer sa religion, qui piétine ainsi les principes de la République ?

Les mêmes, les porte-parole de la classe dominante, ceux qui détiennent des postes à responsabilité dans les institutions, ceux qui par leur statut détiennent le pouvoir de s'opposer à cette politique mais qui en pratique la soutiennent parce qu'ils partagent la même idéologie ou représentent les mêmes intérêts de classe, ceux qui sont à l'origine de cette pétition..

PS. "***Otez les masques***"

- Le PS renouerait-il avec sa tradition libérale ? - lepoint.fr

Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon et membre du conseil national du Parti socialiste dont il fut un temps le président.

Ce que Gérard Collomb dit tout haut, beaucoup de ses amis le pensent tout bas. Je me suis aventuré récemment en territoire PS, pour découvrir avec ravissement que les équipes de Terra Nova, les jeunes des cabinets, et même de nombreux députés de la majorité dissertent paisiblement - hors micro - sur la mort de l'État-providence, les errements du présidentialisme, le scandale des professions réglementées, l'injustice des retraites par répartition, les dérives mafieuses des syndicats, le drame de la fiscalité, le jacobinisme ringard du système éducatif, la folie du protectionnisme économique, les rigidités de la fonction publique ou l'insoutenable paternalisme des lois de santé publique...

(Pour qu'un tel discours digne de Thatcher, Reagan ou Blair soit entendu dans un parti et soit compatible avec sa nature et son programme, c'est que de toute évidence il est étranger à la classe ouvrière ou combat dans le camp de ses ennemis. Cela signifie aussi que quel que soit son orientation, la politique qu'il mettra en oeuvre sera forcément réactionnaire. Selon la situation et les rapports entre les classes, il adoptera l'orientation politique qui servira au mieux les intérêts de la classe dominante des capitalistes.

L'imposture consistera pour ceux qui le soutiennent ouvertement ou hypocritement au sein du mouvement ouvrier à rappeler ou opposer les différentes orientations qu'il a pu adoptées dans le passé, afin de faire croire qu'il pourrait en changer ou qu'il aurait encore un rôle à jouer au coté des travailleurs, alors qu'en réalité ou fondamentalement il s'est toujours tenu au côté des capitalistes. S'adresser au PS ou requérir son soutien devait s'avérer fatal pour le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde. - ndlr)

Qu'il existe au sein du PS, depuis la scission du congrès de Tours, un courant militant pour la concurrence et le libre-échange, cousin de l'ordolibéralisme allemand, et dont Pierre Bérégovoy fut le dernier grand représentant. Que les composantes anarcho-libertaires de la gauche ont toujours alimenté la réflexion sur les libertés individuelles (Jean Jaurès ne voyait-il pas en Proudhon "*un grand libéral en même temps qu'un grand socialiste*" ?). Et n'est-ce pas en effet l'essence d'une politique de gauche, comme l'expliquait l'économiste Jean-Marc Daniel dans Le Socialisme de l'excellence, que de promouvoir l'innovation contre les rentes, l'émancipation individuelle contre l'État-nounou, l'autogestion contre le dirigisme ?

(Sauf qu'à l'époque de Jaurès être libéral signifiait encore progressiste, l'auteur commet donc sciemment un faux.

L'auteur de cet article révèle aussi aux lecteurs ou réaffirme ce que nous savions déjà, à savoir que ce qu'il appelle "*l'essence d'une politique de gauche*" reposait sur une supercherie ou une base pourrie car n'ayant rien de gauche, dans la mesure où ce qui définit la gauche ou une politique de gauche réside essentiellement dans la rupture avec le capitalisme et ses institutions qui correspond en premier lieu au combat pour l'obtention de droits collectifs sociaux et politiques en faveurs des travailleurs qui constituent la majorité de la population, afin de leur permettre de s'épanouir autant que faire se peut, sachant qu'ils ne conquèreront réellement leur "*émancipation individuelle*" qu'une fois qu'ils auront pris le pouvoir politique ou décideront librement de l'orientation de la société.

Donc promouvoir "*l'émancipation individuelle contre l'État-nounou*" revient à flatter l'ignorance des masses qui face à de multiples difficultés pour survivre seront tentées de se réfugier dans un individualisme qui sur le plan social social se traduira par leur atomisation et l'individualisation de leurs droits face à la classe des capitalistes puissamment organisée et disposant de l'Etat pour les asservir, en somme la négation de leur appartenance à une classe sociale déterminée qui est nécessaire pour se rassembler et lutter pour les mêmes droits, situation équivalente à l'absence de tout droit en réalité. Allons plus loin.

D'autant plus qu'en refusant à l'Etat de prendre en compte les rapports entre les classes, en niant l'existence de la lutte des classes qui contraint l'Etat à légiférer en faveur des travailleurs suite à leur mobilisation, refuser que l'Etat remplisse un rôle de service public, c'est les livrer aux forces du secteur privé, aux capitalistes, au marché qui devrait être seul juge en matière sociale ou décider des conditions de travail et d'existence de chaque travailleur au niveau individuel en fonction des seuls critères retenus par le marché et la boucle est bouclée. C'est aussi l'objet du projet de traité de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

En résumé, dans la mesure où l'Etat ne serait plus le garant des rapports entre les classes codifiés sous la forme de lois sociales ou de droits sociaux, ces droits devraient tout bonnement disparaître, c'est aussi simple que cela. Cette orientation politique est la transcription fidèle de la stratégie néolibérale définie par l'oligarchie financière à laquelle le PS a adhéré, mais qu'il ne peut pas mettre en oeuvre telle quelle sans se retrouver confronter à la lutte de classe des travailleurs qui la rejette. Tout comme l'UMP, le PS doit procéder par étapes, par petits bouts, c'est ainsi qu'année après année, décennie après décennie ils parviennent à imposer leur politique ultra réactionnaire. Il fallait aussi traduire "*l'autogestion contre le dirigisme*" par dérégulation ou loi de la jungle imposée par les marchés, le néolibéralisme ou le pacte de libre-échange transatlantique ou encore, " *l'émancipation individuelle contre l'État-nounou*", l'émancipation des capitalistes de tout réglement imposé par l'Etat qui est leur ennemi et celui de l'UE. Quant à l'émancipation des travailleurs, elle sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. - ndlr)

Aujourd'hui, tous les ingrédients sont en place pour qu'à l'archaïque opposition droite/gauche se substitue celle des Anciens et des Modernes. D'un côté, les planificateurs nostalgiques des Trente Glorieuses, qu'ils se disent gaullistes ou frondeurs ; de l'autre, ceux qui ont pris la mesure de cette "*quatrième révolution*" de l'État décrite dans le récent livre du rédacteur en chef de The Economist John Micklethwait : un État fort mais au périmètre restreint, sur le modèle suédois, consacrant le triomphe postmoderne de l'autonomie individuelle, de la coopération spontanée et de la décentralisation des processus.

(C'est ainsi que la véritable nature de l'Etat apparaît au grand jour conformément à la description qu'en avaient donné Marx et Engels, un appareil de répression au service de la classe dominante et rien d'autre. - ndlr)

Il est temps d'ôter les masques ! Chers amis libéraux de gauche, regroupez-vous, écrivez des tribunes, affirmez votre voix et vos principes. Au lieu d'embrasser timidement et comme à regret la cause des entreprises, au lieu de vous excuser du (modeste) "*virage social-libéral*" en invoquant d'ennuyeuses nécessités budgétaires, au lieu de laisser à Bruxelles la responsabilité d'ouvrir à la concurrence les différents secteurs de notre économie, assumez ! Proposez-nous une nouvelle vision de l'individu et de la société! Faites-nous rêver ! lepoint.fr 26.06

(Libéral de gauche pourrait être un oxymore, mais ce n'en est pas un parce que si Gérard Collomb et ses semblables sont bien des libéraux, ils ne sont forcément pas de gauche, partant de là il n'y a pas d'incompatibilité entre les deux termes, être "*libéral*" et être de "*gauche*" signifie être néolibéral ou ultra réactionnaire et de droite.

L'auteur appelle les dirigeants du PS à "*ôter (leurs) masques*" et à assumer leur véritable nature réactionnaire. Quant à leur "*nouvelle vision de l'individu et de la société*", elle pourrait faire "*rêver*" l'oligarchie financière et son élite intellectuelle à laquelle appartient l'auteur de cet article, en ce qui concerne les travailleurs ce sera forcément un cauchemar ! - ndlr)

En complément.

- Europe - Pour Sigmar Gabriel (SPD), pas question d'attaquer le pacte de stabilité - LePoint.fr

Complot contre les travailleurs. Intox en famille.

- Le patronat menace de boycotter la conférence sociale - Reuters

- Conférence sociale: Des syndicalistes souhaitent son boycott - 20minutes.fr

A la troisième conférence sociale du quinquennat début juillet autour de François Hollande, aucun syndicat ne devrait manquer à l'appel, mais les pressions en faveur d'un boycott ont été fortes à la CGT et à FO, tandis que côté patronal, la CGPME brandit la menace de la chaise vide et le Medef reste prudent.

A la CGT, le sujet a été mardi au centre d'une réunion animée de la Commission exécutive (direction). «*Quelques grosses fédérations, comme la métallurgie, l'énergie et des unions départementales, se sont opposées à la participation*», a-t-on appris de source interne.

Thierry Lepaon a tranché : «*La CGT sera toujours présente là où les intérêts des salariés sont en jeu*».

FO, alors que Jean-Claude Mailly avait brandi le chiffon rouge du boycott, a décidé de prendre part à la rencontre, mais refusera tout débat «*estampillé*» pacte de responsabilité. Tu parles.

Quant à l'enjeu de cette conférence antisociale, c'est Laurent Berger pour la CFDT qui l'a lâché : «*cette conférence revêt une importance cruciale*» et de préciser que «*la priorité est la mise en place effective et rapide du pacte de responsabilité*» (source : 20minutes.fr 26.06)

En complément.

- Salariés et intermittents dans la rue contre la politique du gouvernement - AFP

Cette journée d'action, à laquelle participaient FO à Paris et Solidaires dans quelques villes, visait à dénoncer les "*réformes désastreuses ressenties comme injustes*" par les salariés et faire "*résonner*" leurs exigences lors de la conférence sociale des 7 et 8 juillet. AFP 26.06

Journée d'action bidon "*résonne* bien avec conférence antisociale... Dès lors il ne fallait rien attendre de bon de l'une comme de l'autre.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: grève dans la métallurgie à partir de mardi - AFP

Le puissant syndicat sud-africain de la métallurgie Numsa a appelé à la grève plus de 220.000 ouvriers du secteur pour obtenir de meilleurs salaires, promettant de paralyser l'industrie, alors que le pays sort d'une grève record dans les mines de platine. Les instances du Numsa "*ont entériné la décision de nos membres de se mettre en grève illimitée à partir du 1er juillet*", a déclaré jeudi à la presse le secrétaire général adjoint de l'organisation syndicale, Karl Cloete, après avoir chaleureusement félicité les mineurs de platine pour "*leur victoire*".

"*Nous allons faire grève, et bloquer l'industrie*", a-t-il affirmé, précisant avoir ramené les exigences salariales à 12% au lieu de 15% exigés au début du mois.

L'Afrique du Sud connaît actuellement un pic d'inflation (6,6% en rythme annuel en mai) alimenté par le poids de la facture pétrolière et la dépréciation du rand.

Le Numsa, branche la plus puissante numériquement et à l'aile gauche de la confédération syndicale du Cosatu, a aussi appelé à la grève le personnel de la compagnie publique d'électricité Eskom dont la direction a proposé 5,6% de hausse de salaire à ses quelque 10.000 salariés.

Les salariés d'Eskom n'ont en principe pas le droit de grève en raison d'une clause sur les services essentiels.

"*Nos membres ne vont pas se laisser dissuader de faire grève cette fois*", a-t-il néanmoins ajouté, accusant la direction de payer "*des cacahuètes aux ouvriers comme s'ils étaient des singes*".

Une grande partie des adhérents de Numsa sont employés dans le secteur automobile, déjà affecté par des grèves massives

l'an dernier. Ces grèves, combinées à celles du secteur minier, avaient fortement pesé sur l'activité économique nationale.

Les usines automobiles "*ne font pas partie du mouvement*", a toutefois précisé à l'AFP un porte-parole du Numsa, Castro Ngobese, "*mais elles pourraient être affectées du point de vue de leur approvisionnement*".

Des grands noms du BTP comme Murray Roberts ou ArcelorMittal pourraient être affectés.

En 2013, les sept usines automobiles sud-africaines, possédées par BMW, General Motors, Ford, Mercedes, Nissan, Toyota et Volkswagen, avaient connu 21 jours de grève fin août-début septembre. Une autre grève avait ensuite démarré dans le secteur des composants automobiles.

Mercredi, des milliers de mineurs ont repris le travail après cinq mois de grève dans les principales mines de platine et la signature d'un accord salarial sur trois ans.

Les grévistes ont obtenu des augmentations de salaires supérieures à l'inflation, assorti d'un rattrapage historique pour les mineurs les moins qualifiés d'environ 18% la première année.

Le Numsa, qui revendique 340.000 adhérents, est avec Amcu, le syndicat des mineurs de platine, le fer de lance des critiques anti-ANC, le parti de feu Nelson Mandela qui domine la vie politique sud-africaine depuis 1994. Le Numsa accuse l'ANC de n'avoir rien fait pour "*briser l'économie capitaliste coloniale d'apartheid fondée sur la super-exploitation de la main d'oeuvre noire et africaine*". L'organisation syndicale a l'intention de lancer un parti d'ici 2016. AFP 26.06

Voilà ce qui ressemble déjà davantage à un véritable syndicalisme : grève illimitée, revendications salariales substantielles ne tenant pas compte des positions du patronat ou de la situation économique décrite par la classe dominante, rien à voir avec les syndicats vendus en France ou en Europe, aux Etats-Unis...

Camarades sud-africains, soyez assurés du soutien des travailleurs indiens, des syndicalistes du nord de l'Inde nous lisent.

Haut de page

Le 28 juin 2014

CAUSERIE

Qui a dit ?

"*... équilibrer un budget est très difficile en ce moment et l'économie exige que des coupes soient faites, donc nous verrons ce que sera le résultat*". (AFP 27.06)

Réponse : l'homme le plus riche du monde, le milliardaire américain Bill Gates à l'issue d'«une bonne discussion» avec Valls sur le perron de Matignon, comme s'il avait quelque chose à voir avec la politique mener par Valls, et pour cause.

Les médias n'ont pas manqué l'occasion d'encenser le brave homme qui "*consacre l'essentiel de son temps à la philanthropie*", alors qu'il appartient à l'oligarchie dominante responsable de la situation actuelle du monde et notamment de la pauvreté et des guerres.

C'est sans doute aussi par philanthropie qu'avec son acolyte Rockefeller également actionnaire de Monsanto, ils ont entrepris de mettre la main sur la production agricole (céréales et oléagineux) de la planète et déjà conduits bon nombre de paysans au suicide.

Paris capitale du groupe Bilderberg et de sa branche armée l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL).

- Bill Gates reçu par Manuel Valls à Matignon - LePoint.fr

- John Kerry a rencontré jeudi à Paris ses homologues saoudien, jordanien et émirati pour examiner l'évolution de la situation en Irak, où les djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) ont marqué des points ce mois-ci. Reuters 27.06

Quelle légèreté dans le ton, quel mépris pour les Irakiens victimes de leurs mercenaires sanguinaires ! Ils ont franchi les limites dans tous les domaines, y compris le cynisme.

Et nous, excusez l'expression, comme des cons ont devrait continuer avec le même discours de crainte d'être taxés de gauchistes ou d'extrémistes.

ACTUALITÉ DU JOUR

L'Union de la droite transnationale ou l'antichambre de l'union transatlantique.

- Jean-Claude Juncker désigné président de la Commission européenne - Reuters

Candidat présenté par les conservateurs du PPE lors des élections, il a le soutien de son groupe mais aussi des sociaux-démocrates (...), ainsi que des libéraux et des Verts.

L'ancien Premier ministre luxembourgeois a sans surprise été désigné avec 26 voix contre deux, la Hongrie et la Grande-Bretagne y étant hostiles, et va donc se présenter devant le Parlement le 16 juillet, en vue d'une élection a priori formelle.

Il formera ensuite son équipe en coopération avec les Etats membres avant de subir avec la Commission européenne tout entière un vote d'investiture qui permettra au nouvel exécutif de l'UE d'entrer en fonctions le 1er novembre 2014.

Le futur président de la Commission devra mettre en oeuvre la feuille de route adoptée par les Vingt-Huit sur leurs orientations pour les cinq ans à venir.

Une phrase - "*Nous respectons le pacte de stabilité et de croissance*" - a été ajoutée dans la dernière version du Programme stratégique.

"*Le texte dit très clairement que le pacte de stabilité et de croissance actuel est valide*", a souligné Angela Merkel en conférence de presse à l'issue du sommet.

"*Le meilleur usage de la flexibilité signifie le meilleur usage, pas le plus grand usage possible mais le meilleur, le plus approprié pour une situation donnée. Et ce ne sont pas les Etats membres qui décident, c'est la Commission européenne.*" Reuters 27.06

Vous aurez noté que ce sont les chefs d'Etat qui ont nommé le nouveau président de Commission européenne, que ce sont les chefs d'Etat qui nommeront les 28 commissaires européens, que ce sont les chefs d'Etat qui ont conçu et adopté le Programme stratégique que la Commission européenne appliquera au cours des cinq années à venir, aussi notre ennemi est avant tout dans nos pays respectifs : la classe dominante et ses représentants à la tête de chaque Etat, leurs institutions dont les chefs de l'Etat, les Constitutions nationales qui leur accordent ces pouvoirs, c'est donc contre eux qu'il faut se battre sur le plan politique en priorité, sans pour autant abandonner ou sous-estimer le combat contre l'Union européenne.

On pourrait nous rétorquer que les chefs d'Etat sont soumis à l'UE, que la politique mise en oeuvre par les parlements nationaux leur est dictée par Bruxelles, que combattre l'UE serait la priorité car l'affaiblir ou lui porter des coups freinerait l'application de sa politique ou sa construction encore inachevée. D'autres prétendent que participer à l'UE serait indispensable pour "*infléchir*" sa politique ou en "*changer l'orientation*", pour la rendre plus "*sociale*", etc. Ces deux théories se complètent plus qu'elles ne s'opposent en réalité, car elles partent du principe que notre ennemi serait à Bruxelles et non dans notre propre pays ou que les institutions nationales n'existeraient déjà plus, or ce n'est pas le cas.

On pourrait leur répondre qu'il est tout autant possible de porter des coups à l'UE en affaiblissant le pouvoir en place en France de telle sorte que sa marge de manoeuvre sera encore réduite et le contraindra ou lui interdira d'appliquer en totalité ou en partie dans les faits certaines directives européennes pourtant déjà adoptées, alimentant à la fois la crise du régime et de l'UE.

De plus et c'est là l'essentiel, s'il est et il sera impossible de renverser ou abolir l'UE, il sera tout à fait possible de renverser le régime en place en France ou dans n'importe quel pays de l'UE, de porter un coup mortel à la fois aux institutions de la Ve République et à l'UE avec laquelle un gouvernement ouvrier révolutionnaire romprait immédiatement, ouvrant la voie pour le prolétariat européen au combat pour l'union des Républiques sociales d'Europe, les Etats-Unis socialistes d'Europe ou toute autre formule reposant sur la rupture avec le capitalisme et ses institutions politiques nationales, européennes ou internationales.

En complément. Ceux qui prétendent incarner la gauche sont des imposteurs. La véritable gauche elle est ailleurs.

Dans le n°307 d'Informations ouvrières (POI) Jean-Pierre Raffi rappelle :

Droite et "*gauche*"… tous soumis aux institutions de l'Union européenne.

« *Le grand marchandage est lancé* », titre l'AFP (23 mai) après que la « *Gauche européenne* », présidée par Alexis Tsipras, du parti grec Syriza (et auquel appartient le Front de gauche en France), et le Parti socialiste européen (PSE), présidé par le social-démocrate allemand Martin Schulz, ont donné leur accord à la nomination de l'ex-Premier ministre du Luxembourg, Jean-Claude Juncker (droite), à la présidence de la Commission européenne. En signant cet accord, PSE et Gauche européenne déclarent on ne peut plus clairement leur totale et commune soumission aux institutions européennes (...).

Ajoutons un mot.

Mélenchon avait été ministre d'un président de la République de droite, J. Chirac, quand il était au PS, et après avoir fondé le PG le voilà soutenant un président de la Commission européenne de droite, cela valait bien la peine, en fait la "*gauche*" et la "*gauche de la gauche*" ou la "*gauche radicale*", c'est le changement dans la continuité... à droite.

En complément. Après avoir placé leur pion à la tête de l'Union européenne, voilà comment l'impérialisme américain dirige le monde.

- Crise en Ukraine: Moody's abaisse la perspective de la Russie - AFP

- L'Argentine doit rembourser les fonds "vautours" pour payer ses créanciers - AFP

- Bulgarie : la Banque centrale dénonce des attaques sur le système bancaire - LePoint.fr

- Le sort de BNP Paribas aux États-Unis scellé lundi soir - LePoint.fr

- Casino. Et d'un paradis fiscal à l'autre ou un coup à 10 milliards d'euros. -

- Suisse : HSBC vend sa clientèle au prince de Liechtenstein - LePoint.fr

- Hillary Clinton met en garde Taïwan contre la tentation de Pékin Bleux, Anthony - LeFigaro.fr

- John Kerry en Arabie saoudite pour parler Irak et Syrie - Reuters

- Les Etats-Unis lâchent des drones armés au-dessus de Bagdad - Libération.fr

- Gaza: deux Palestiniens tués dans un raid aérien israélien sur une voiture - AFP

La pensée unique ne supporte plus la contestation.

Quand la droite et la "*gauche*" ne font plus qu'un, l'heure de la reprise en main à sonner. Ne rigolez pas le charlatan Mélenchon s'en est ému.

- L'émission culte "*Là-bas si j'y suis*" rayée de la grille de France Inter - francetvinfo.fr

C'est une page de l'histoire de la radio qui se tourne. L'émission de France Inter "*Là-bas si j'y suis*", animée par le journaliste Daniel Mermet, va disparaître après 25 ans d'antenne. La nouvelle directrice de la station, Laurence Bloch, l'a annoncé à Daniel Mermet lors d'une entretien, vendredi 27 juin. "*Là-bas si j'y suis*" avait perdu 100 000 auditeurs depuis deux ans, pour tomber à 485 000 en audience cumulée, un score très bas, selon Radio France.

Reportages-fleuves, sujets atypiques, discours militant, décryptage marqué politiquement à l'extrême gauche, l'émission créée en 1989, diffusée quasi quotidiennement sur France Inter à 17 heures, puis à 15 heures, s'est démarquée dès sa naissance par un ton original et une qualité radiophonique inégalée.

Une heure sur la dame-pipi de l'hippodrome de Deauville pendant les enchères des yearlings de luxe, les ouvriers de Florange racontant bouleversés leurs machines désormais silencieuses ou le témoignage d'un paysan sans terre au Brésil : autant de reportages ponctués de commentaires militants de Daniel Mermet, 71 ans, dont la voix grave a pris un ton de plus en plus moraliste au fil des années.

Surnommés par Mermet "*auditeurs modestes et géniaux*", ses auditeurs ont créé en France 187 "*repaires*", des lieux de débats où les passionnés se retrouvent pour discuter de l'état du monde. Chaque début d'émission leur était consacré avec le "*répondeur*", où ils pouvaient laisser un message de soutien, de colère, un appel à manifester etc. francetvinfo.fr 27.06

Je n'ai jamais écouté cette émission en France et j'ignorais qu'elle existait.

Cela dit il semblerait qu'après avoir supprimé Taratata un peu trop axé sur la jeunesse ou diffusant des musiques cassant les oreilles (et davantage) aux tenants de la pensée unique, avoir observé le virage à droite toute du discours de la plupart des présentateurs ou animateurs d'émissions ou des commentaires accompagnant des reportages ou documentaires ainsi que le choix de leur contenu, en gros vantant l'épanouissement personnel ou la réussite individuelle qui serait donnée à tout le monde, la méritocratie ou l'élitisme décomplexé au détriment de tout principe ou toute valeur, la quête de l'exploit ou du dépassement de soi de personnes insignifiantes, le bénévolat teinté d'une crasse ignorance, l'éloge du fait religieux devenu incontournable, les multiples témoignages de gens crédules ou instrumentalisés triés sur le volet et censés représenter quelque chose d'autre que leur médiocrité, le tout baignant dans une atmosphère nauséabonde sous l'égide du marché ou du culte du profit, bref l'idéologie dominante renforçant son emprise sur l'information confinant en permanence à la désinformation et l'ensemble des activités culturelles soumises au même traitement conduisant à l'abrutissement ou à l'abêtissement des masses, le créneau idéologique ou intellectuel privilégié du néolibéralisme qui témoigne une fois de plus de son incompatibilité avec la démocratie, qui se caractérise par l'absence de recul, de réflexion, d'esprit critique, d'opposition, le joug implacable du néolibéralisme consistant à se débarrasser de tout mode de pensée qui de près ou de loin ne coïnciderait pas exactement avec ses objetifs politiques.

On étouffe littéralement dans une telle société, la liberté est entrée en phase terminale d'agonie. Plus que jamais on ne doit compter sur notre combat politique pour desserrer cet étau qui à terme menace de nous broyer, à nous d'avoir l'intelligence de résister et de nous rassembler dans le même parti au lieu de disperser nos forces et de nous affaiblir par la même occasion.

On a le droit de critiquer le POI, comme on a le droit aussi de s'y organiser.

C'est rare qu'ils annoncent à l'avance leurs mauvaises intentions.

- L'OMS invite l'Afrique de l'Ouest à se préparer à la fièvre Ebola - Reuters

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a invité vendredi les pays voisins de ceux qui sont touchés par la fièvre Ebola à se préparer à l'éventuelle arrivée sur leur territoire de voyageurs atteints de la maladie.

"*Nous voulons que d'autres pays d'Afrique de l'Ouest - les pays frontaliers : Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal et Guinée-Bissau - se préparent au cas où des gens affectés par la maladie se déplaceraient*", a déclaré le Dr. Pierre Formenty, spécialiste de la maladie à l'OMS.

Depuis le début de l'épidémie, qui est déjà la plus meurtrière depuis l'apparition de la maladie en 1976, l'organisation a recensé 635 cas, dont 399 mortels, en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia. L'OMS a lancé jeudi un appel en faveur d'une action d'envergure.

Les ministres de la Santé de onze pays d'Afrique doivent se réunir les 2 et 3 juillet à Accra, au Ghana, pour tenter de mettre au point une réponse interrégionale à la crise. Reuters 27.06

Ils ont fait en sorte que l'Afrique soit ravagée par le sida, au tour d'Ebola...

ACTUALITE EN TITRES

Heureusement encore, sinon il y aurait encore plus de chômeurs !

- 30 : le nombre moyen de jours perdus en Europe pour 1 000 salariés pour cause de grève (132 en France) - Atlantico.fr

Si tous bossaient sans faire grève, ils seraient en surnombre, ils produiraient de trop, il faudrait en virer d'autant ou supprimer des emplois par milliers...

Non, n'allez pas croire qu'ils sont très cons à Altantico, pas du tout, qu'est-ce que cela peut bien foutre à ces réacs des milliers de chômeurs supplémentaires, franchement ? Eh oui, il ne faut jamais perdre de vue ce qu'ils sont !

Règlement de compte. Au point où il en est, ils peuvent le débrancher.

- Comptes de campagne : Sarkozy était «*au courant*»,«*c'est de sa faute*», selon Debré - LeParisien.fr

- Sarkozy briguant la tête de l'UMP? L'idée ne plaît pas à Guaino - 20minutes.fr

La place est bonne.

- Au moins cinq prétendants pour succéder à Borloo à l'UDI - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

- Syrie: guerre ouverte entre le Qatar et l'Arabie saoudite - french.irib.ir

Le violent conflit opposant au sein de l'opposition syrienne les partisans du Qatar à ceux de l'Arabie Saoudite s'est traduit par la décision du gouvernement de dissoudre la plus haute autorité militaire, mesure aussitôt annulée par le chef de la Coalition.Le chef du gouvernement provisoire Ahmad Tohmé a décidé de dissoudre le Conseil militaire supérieur et de déférer ses membres devant le comité de contrôle financier et administratif du gouvernement pour qu'ils fassent l'objet d'une enquête, avait annoncé un communiqué diffusé sur la page Facebook du gouvernement.

Le chef d'état-major, le général de brigade Abdel Ilah al-Bachir est également limogé, selon le texte qui appelle les forces révolutionnaires effectives sur le terrain en Syrie à former à un conseil de défense militaire et à une restructuration totale de l'état-major d'ici un mois. Quelques heures plus tard, le comité politique de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne dirigé par Ahmad Jarba annonçait dans un communiqué que le chef du gouvernement provisoire a outrepassé ses pouvoirs. Le comité politique a ainsi décidé de demander au Conseil général de se prononcer sur cet abus de pouvoir lors de sa prochaine réunion et de prendre les mesures qui s'imposent. La réunion du Conseil général, la plus haute instance de l'opposition doit se tenir du 4 au 6 juillet à Istanbul.

Cette crise reflète le conflit qui déchire la coalition et qui s'inscrit dans un contexte régional. Le Qatar soutient le gouvernement d'Ahmad Tohmé et le président Ahmad Jarba est proche de l'Arabie Saoudite, expliqué à l'AFP un haut responsable de cette Coalition, qui a tenu à garde l'anonymat. french.irib.ir 27.06

2- Irak

2.1- Moscou soutiendra militairement l'Irak (Lavrov) - french.irib.ir

C'est le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, qui l'a réitéré.

Il a souligné que la Russie continuera de soutenir sur le plan militaire l'Irak afin que ce pays parvienne à promouvoir sa compétence défensive, a réaffirmé Sergueï Lavrov. Il a tenu ensuite à insister sur la souveraineté nationale irakienne. "*Moscou au travers son soutien militaire à l'Irak souhaite que ce pays maintienne sa souveraineté nationale*", a indiqué le chef de la diplomatie russe.

D'autre part, Sergueï Lavrov a appelé le gouvernement syrien et l'opposition à faire bloc devant le terrorisme. « *Les pays membres du Conseil de sécurité de l'Onu ne sont pas unanimes à mettre le groupe de l'Etat islamique en Irak et au Levant sur la liste des organisations terroristes*", a déploré Lavrov. « *J'espère*, a-t-il ajouté, *que le Conseil de sécurité adoptera et mettra en vigueur des standards homogènes et identiques envers toutes les organisations terroristes qui emploient des méthodes terroristes.* » french.irib.ir 27.06

2.2- Les Sukhoï russe en guerre contre Daech - french.irib.ir

Alors que les Etats Unis et la Grande Bretagne vont de prétexte en prétexte pour honorer les termes des contrats de vente d'armement signés avec Bagdad , contrats qui prévoient entre autres la vente de F16 à l'aviation irakienne, ruinée par la puissance d'occupation US, la Russie de Poutine vient de livrer en urgence ses Sukhoï à Maliki.

Idem pour le président biélorusse qui outre des hélicoptères de chasse MI 25 a vendu en urgence des Sukhoï aux irakiens. à Tikrit

des Sukhoï russe ont déjà entamé leur campagne aérienne et les terroristes fuient la ville vers Kirkuk. french.irib.ir 27.06

ECONOMIE

Chine

- La Chine remplace le brut saoudien par le pétrole iranien - french.irib.ir

La raffinerie chinoise Cinotek a décidé de remplacé le brut saoudien par le pétrole iranien, après la baisse du niveau des sanctions contre l'Iran.

La raffinerie chinoise a annoncé que le pétrole iranien est moins cher que le brut saoudien et que la baisse du niveau des sanctions contre l'Iran a amené les dirigeants de cette société chinoise à prendre cette décision. Les importations chinoises du pétrole iranien ont augmenté de 36% au mois de mai par rapport à mai 2013.

Pendant les cinq premiers mois de 2014, les importations chinoises du brut iranien ont enregistré une hausse de 50% par rapport à la même période en 2013. La Chine qui est le plus grand client du pétrole d'Iran a augmenté le taux de ses importations pétrolières d'Iran depuis la fin de 2013, suite à la conclusion des accords nucléaires préliminaires entre l'Iran et les 5+1. french.irib.ir 25.06

Haut de page

Le 29 juin 2014

CAUSERIE

L'expression orale est généralement spontanée, même si elle a intégré certains stéréotypes ou habitudes sémantiques ou syntaxiques. La production écrite l'est beaucoup moins, elle est davantage composée, voire maniérée jusqu'à devenir emphatique. Nous nous intéresserons seulement ici à la production orale.

Elle peut faire illusion ou non pour peu qu'on soigne sa présentation ou qu'on se laisse aller à étaler son inculture, ou être trompeuse pour qu'on se relâche lorsqu'on appartient à un milieu distingué ou supérieur.

La spontanéité qui l'accompagne révèle ou trahit la personnalité de celui qui tient un discours selon le contexte dans lequel il est placé, l'image qu'il veut donner de lui-même ou l'idée qu'il veut faire passer ou le message qu'il veut transmettre.

Il pourra être amené à faire preuve d'économie de langage selon l'état d'esprit qui l'anime et le statut de son interlocuteur ou de son auditoire, familiarité qui aura pour effet de le rapprocher de la personne à laquelle il s'adresse ou de s'en éloigner si leur différence de statut social est trop importante, elle sera alors vécue comme un exercice forcé par son interlocuteur qui pourra se sentir rabaissé ou humilié de ne pas pouvoir se hisser à son niveau.

Dans nombre d'émissions, notamment celles dites de divertissement, les présentateurs ou chroniqueurs adoptent un langage censé correspondre à celui de leurs auditeurs ou téléspectateurs dont ils flattent l'inculture ou l'ignorance en général de telle sorte qu'ils demeurent incultes ou ignorants. S'ils ont été choisis pour accomplir cet exercice de crétinisme, c'est parce qu'ils sont eux-mêmes à ce niveau-là.

Ce sont les émissions les plus populaires à la radio et à la télévison nous dit-on, ce qui est normal puisque les masses demeurent majoritairement profondément arriérées ou ignorantes, elles ont été conçues spécialement pour elles, dès lors tout sera fait pour qu'elles le restent. On nous dit aussi qu'elles ne sont pas obligées de les écouter ou de les regarder. Sauf que voilà, on leur impose. Et si elles les écoutent ou les regardent aussi abrutissantes ou médiocres soient elles, ce qui découle de leur seule décision ou volonté en dernière analyse, cela signifie qu'elles ne manifestent pas l'intention d'écouter ou de regarder ou encore de faire autre chose, c'est que cela correspond à un besoin qu'elles assouvissent ainsi.

Que les propos tenus par les animateurs ou les chroniqueurs de ces émissions et leurs contenus soient comme le disent certains internautes insignifants, nuls, très très cons, d'une bêtise accablante, arrogeants, voire vulgaires, etc. force est de penser que cela doit correspondre au niveau de leur public qui s'y retrouve, qui se laisse traiter ainsi car il ne fait pas particulièrement partie de celui qui aurait développé le commencement d'un esprit critique, de la même manière qu'il subit ce que le pouvoir en place

lui impose sans broncher, là il adopte le même comportement, du coup on comprend pourquoi ils lui livrent ce genre d'émissions médiocres qui participent à leur conditionnement, en quelque sorte elles interviennent dans le prolongement de la propagande du régime, elles en sont le pendant ou le complément idéal pour maintenir au plus bas le niveau de connaissance des masses, et de conscience politique ou de conscience en général pour se laisser manipuler ainsi.

Je me rappelle avoir eu autrefois une discussion très animée avec ma mère friande de ces émissions, qui m'avait répondu qu'elle savait qu'elles étaient débiles ou d'un niveau misérable mais qu'elle les regardait parce qu'il n'y avait pas autres choses à la télévision qui l'intéressait ou la divertissait, s'emportant contre mes prétentions élitistes, car elle recherchait des émissions qui ne réclamaient aucun effort intellectuel, où on n'avait pas besoin de réfléchir, parce qu'elle s'en sentait incapable ou plutôt parce que cela ne lui apportait rien, pourquoi se donner cette peine si cela ne devait servir à rien, ce que l'on peut facilement comprendre. On reconnaît là le pragmatisme de l'ouvrier. Elle me disait aussi qu'il fallait bien passer le temps ou se changer les idées comme on peut, n'attendant pas davantage de ces émissions.

C'était très intéressant comme remarque, car cela signifiait qu'elle n'avait aucun idéal dans la vie ou que la société ne lui en inspirait aucun et qu'elle n'en attendait aucun de sa part, autrement dit qu'elle était entièrement livrée à ceux qui la gouvernaient et la conditionnaient, qu'à part subir ce qu'ils lui imposaient et tenter de survivre au mieux elle n'attendait rien de la vie et de leur société.

Au passage cela montre que de tous temps il a existé des millions de travailleurs qui n'avaient aucune illusion dans le régime ou leur société, ce n'est pas nouveau, travailleurs dont on s'est toujours détournés ou qu'on a abandonnés à leur triste sort.

Parole d'internaute.

La société est très hétérogène, la composition de chaque classe est très hétérogène aussi, il existe autant de niveau de conscience que de couches et de générations dans la société, cependant une couche de la classe dominante tente d'imposer par tous les moyens à l'ensemble de la société son idéologie nihiliste, liberticide, néolibérale, mondialiste. Dès lors tous ceux ou celles qui ne s'y conforment pas sont traités d'affreux réactionnaires, de rétrogrades, de fascistes.

Cette guerre idéologique et psychologique a pour objectif de contraindre l'ensemble de la population à adopter l'idéologie dominante qui sur le plan politique se traduit par la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques collectifs...

Museler la parole des masses, exercer un contrôle accru sur la totalité de la population, vont de paire avec la nécessité de les soumettre à l'ordre établi et de ficher, discréditer, baillonner toute opposition de façon à leur interdire de chercher une issue à la crise du capitalisme conforme à leurs intérêts.

L'article et la polémique ainsi que les réactions qu'ils ont suscitées qui m'ont inspiré ne présentent aucun intérêt en soi, cependant ils illustrent parfaitement comment la police de la pensée gangrène de plus en plus les esprits, particulièrement la pseudo gauche et extrême gauche, les milieux intellectuels dits progressistes ou humanistes qui sont parmi les plus réactionnaires de nos jours, qui ne manquent pas une occasion de jouer les chiens de garde du régime en adoptant le même comportement que les inquisiteurs ou dictateurs au pouvoir, de gauche évidemment. Que sur les questions de société ils emboîtent le pas au PS est tout à fait dans l'ordre des choses puisqu'ils sont incapables sur le plan politique de rompre avec ce parti et son idéologie, et puisqu'ils ne sont pas capables ou refusent de s'adresser aux masses, comment le pourraient-ils dès lors, ils s'en prennent à elles, tout se tient.

Vous aurez noté qu'absolument aucun parti ouvrier ne lutte sur ce terrain-là laissant le soin à la droite et à l'extrême droite de l'occuper. C'est leur manière de les combattre ! Nous considérons au contraire que c'est sur tous les fronts qu'il faut combattre notre ennemi, ce dont il ne se prive pas comme vous l'aurez constaté. Il ne suffit pas d'affirmer qu'il faut aider les masses à élever leur niveau de conscience politique, faut-il encore s'y coller, c'est très ingrat mais indispensable. Par ailleurs, ce serait une grave erreur de croire qu'on serait descendu au niveau de la conversation de comptoir ou qu'on râclerait les fonds de poubelles du régime en mal de sujet à traiter, car en réalité il s'agit d'un aspect de

l'offensive psychologique et idéologique que mène les représentants de la classe dominante contre notre classe à des fins politiques. On le traite de la manière où les masses l'abordent pour rendre compréhensible notre discours ou nos arguments aux plus grands nombres.

Maintenant que cette méthode rebute les orthodoxes et dogmatiques de la lutte des classes qui croient que ce serait uniquement en tenant un discours politique qu'on convaincra les travailleurs de quoi que ce soit ou que seule la lutte est importante, nous laisse totalement indifférent, car jusqu'à preuve du contraire leur méthode présente de graves lacune ou est synonyme de faillite politique sur toute la ligne. Qu'il nous soit aussi permis d'affirmer que notre combat s'inscrit dans la tradition du marxisme qui n'a jamais cédé le moindre pouce de terrain à l'ennemi, on demandera à personne de nous croire sur parole.

Pour conclure, si on cite cet article c'est pour que vous compreniez l'origine des réactions des internautes que j'ai sélectionnées, qui démontrent qu'ils ne parviendront jamais à conditionner l'ensemble de la population, qu'ils peuvent marquer des points dans la guerre qu'ils nous mènent, qu'ils sont mieux armés que nous pour livrer cette guerre de classe, mais qu'ils sont très loin de l'avoir gagnée, désolé de vous contredire monsieur Soros.

- Enora Malagré (encore) lynchée sur les réseaux sociaux - lepoint.fr

Les propos lâchés par la chroniqueuse de "*Touche pas à mon poste*" sur les trisomiques font l'objet de vives critiques sur Internet.

Les téléspectateurs y voient alors une comparaison douteuse entre "*laideur*" et "*trisomie*". Relayés sur la Toile, les propos de la jeune femme provoquent rapidement l'ire des internautes. lepoint.fr 28.06

Qu'elle soit aussi conne que le sioniste Cyril Hanouna ne fait aucun doute, qu'ils aient été choisis pour animer cette émission non plus, la classe dominante a besoin de petits bras et de petits cerveaux pour faire le sale boulot, en France comme en Ukraine, et quand il est terminé ils les congédient ou les liquident, c'est le sort réservé aux médiocrités...

1- "*Ras le bol du politiquement correct: Coluche, Desproges et compagnie surtout ne revenez pas sinon la morale et ses moralisateurs vont vous brûler.*

Vive l'impertinence, la moquerie, l'ironie, la dérision.

Demain il faudra brûler des livres, puis des gens.

Je trouve cette demoiselle stupide et bête mais je la défend contre toutes les censures et tous les interdits."

La population laborieuse qui n'en peut plus de ce régime et du gouvernement ne doit pas disposer d'une soupape de sécurité pour respirer l'air de la liberté qu'ils ont décidé de raréfier ou d'étouffer sous un amas de niaiseries toutes plus pitoyables les unes que les autres.

Asphyxier littéralement les masses pour qu'elles rendent gorge et cessent de résister au rouleau compresseur de la réaction ou se déchaînent aveuglément pour ensuite les réprimer férocement, est l'une de leur méthode favorite pour faire régner l'ordre et justifier la répression.

Nous sommes également contre toute censure ou restriction aux libertés sachant que nous en seront les prochaines victimes ou qu'elle se retournera contre le mouvement ouvrier. Nous n'allons tout de même pas armer la main de notre bourreau.

2- "*Les réseaux sociaux , c'est ça le truc de trisomique...*"

Là vous tombez dans le panneau qui consiste à se situer sur le même terrain qu'eux, si vous observiez un peu où en est rendu le mouvement ouvrier pour avoir adopté ce positionnement opportuniste vous auriez évité ce piège.

Cela dit les "réseaux sociaux" sont un nids de provocateurs et d'agents du régime sans tomber dans la paranoïa. C'est aussi le lieu où chacun peut satisfaire son penchant pour la mégalomanie ou un individualisme grossier à vous filer la nausée, à éviter en conséquence, personnellement on n'y fout jamais les pieds, on l'ignore et le méprise. Votre équilibre mental bien fragile en dépend, un conseil d'ami et non une leçon de moraliste à la noix.

3- "*Ça devient tellement relou ce diktat du politiquement correct. Je me fous d'Enora Malatruc mais tous ces gens qui s'offusquent à la moindre mauvaise blague nous pourrissent la vie bien plus que toutes ces émissions à la con.*"

Vous avez raison, on les croirait parfaits à les entendre, alors qu'on a toutes les raisons de penser le contraire. Ils se font les relais ou les laquais de la propagande du gouvernement qui n'est franchement pas fréquentable. A croire qu'ils sont sous l'emprise d'une terrible confusion qui les rend aveugle... jusqu'à se tromper d'ennemi.

4- "*On est presque revenu à l'époque de l'inquisition avec ses procès et ses bûchers .... cela fait peur tous ces nazis qui empêchent les gens de s'exprimer librement...*"

Vous ne savez apparemment pas de qui vous parlez, des progressistes, de grands humanistes adeptent de l'égalité des droits dans une société placée sous le joug de la domination d'une classe représentant une infime minorité de la population, classe dominante qui entre autres vertus oeuvre de pied ferme à l'égalité des droits des citoyens, qu'on se dise au moment même où la politique qu'elle nous impose est incompatible avec l'existence de la démocratie déjà réduite à une peau de chagrin, vous croyez cela possible, cohérent, crédible ? Et bien il y a des crétins pour l'affirmer.

5- "*On en a un peu ras le bol de ne rien pouvoir dire sans s'attirer des montagnes de leçons de morale bien-pensante des handicapés, des gros, des maigres, des gens à lunettes, des chauves, des petits, des grands, des poilus, des imberbes, des...*"

Rien dans votre existence n'a changé ou en pire, vous subissez les mêmes rapports sociaux en plus décomposés, aussi ces flics de la pensée entendent mener cette expérience jusqu'au bout, vous comprenez ? Vous avez le droit de vous inquiéter lorsqu'on sait que la plupart se disent de gauche ou d'extrême gauche...

6- "*On vit dans une société de censure intellectuelle, c'est grave.* "

Dites plutôt censure de la pensée pour mieux la formater ou la faire entrer dans le moule néolibéral confinant à un individualisme débridé ou la réaction décomplexée.

A la déréglementation de la finance ou de l'économie en général correspond la déréglementation du travail, l'individualisme effréné en est le pendant qui conduit à la dislocation des liens ou rapports sociaux qui existaient dans la société, à l'affrontement de tous ses membres entre eux ou de toutes ses couches entre elles au détriment de l'affrontement des exploités avec les exploiteurs.

Toute politique mise en oeuvre correspond à une orientation précise, à défaut d'en tenir compte on peut se retrouver facilement à combattre dans le mauvais camp.

7- "*Il n'y a pas de quoi fouetter un chat, sauf pour des écorchés vifs professionnels.*"

Des gens qui assument mal leurs complexes ou leur impuissance, surtout politique. On ne compte plus les gens qui sont mal dans leur peau, les frustrés en tous genres qui pour satisfaire leurs besoins sont prêts à se livrer à des actions qu'ils désapprouvaient hier encore, ou à troquer leurs convictions pour celles en vogue en espérant en tirer profit.

C'est une façon de voir les choses à court terme en désespoir de cause, qui généralement se termine très mal. Sur le plan politique cela s'appelle capituler en rase campagne pour un plat de lentilles, qui une fois épuisé vous laissera un goût amer dans la bouche pour le restant de vos jours. De notre côté on tient autant à notre santé qu'à notre équilibre mental, donc nous déconseillerons ce raccourci qui de plus présente l'inconvénient de procurer des flatulences aux intestins fragiles dont nous faisons partie.

8- "*En France on ne peut plus rien dire...* "

En Inde il est permis de dire que le viol d'une jeune femme est parfois légitime, c'est horrible mais moins hypocrite qu'en France.

C'est cela qui caractérise le mieux ces inquisiteurs, l'hypocrisie pour camoufler leur imposture ou leur stérilité politique, leur sénilité précoce.

Pour notre part, nous publions un tas d'articles avec lesquels nous sommes en grande partie en désaccord et nous continuerons, leurs contenus n'engageant que leurs auteurs évidemment.

9- "*Mais quelle connerie le politiquement correct !*"

Attendez, ce sont des bac +7 dont vous parlez, on se demande parfois s'ils sont très évolués ou si on n'aurait pas à faire à des capésiens (titulaires du CAPES, les enseignants des collèges) ou des capétiens (de la dynastie d'Hugues Capet) !

10- "*Cela suffit maintenant on ne peut plus rien dire plus rire plus fumer, stop à cette société de bien-pensants mais surtout de vrais crétins et des fascistes.....*"

C'est dans l'air du temps, vous l'avez remarqué aussi, bravo ! Vous avez juste le droit de pleurer, et encore en silence !

En complément.

Ils ne manquent plus que les camps de rééducation du peuple ou les hôpitaux psychiatriques pour corriger les "*mentalités*".

"*Cela montre qu'il reste du travail à faire*", selon elle, "*il faut faire évoluer les mentalités et éduquer les gens*".

- La star britannique Tara McDonald, marraine de la Gay Pride qui s'est tenue samedi à Paris. - AFP 28.06

De quelle légitimité peut-elle se revendiquer cette « *sexbomb chic* » qui ira chanter en Afghanistan et en Irak pour les Forces Armées d'occupation Britanniques (Wikipédia) pour prétendre "*faire faire évoluer les mentalités et éduquer les gens* ? De mieux en mieux.

De quel droit une femme qui refuse d'avoir des rapports sexuels avec un homme devrait-elle pouvoir mettre un enfant au monde ou en adopter un ?

Le rejet du sexe masculin, de l'homme, du père, de la moitié de la population constituant la société, comme base d'une éducation d'un enfant, voilà à quel degré de décomposition ou de décadence leur société pourrie par un individualisme effréné en est arrivée. Gare au vilain petit garçon qui en naîtrait !

ACTUALITÉ DU JOUR

La réaction patronale sonne la charge.

- Pacte et réformes: "*cri d'alarme*" en choeur des organisations patronales - AFP

Huit organisations patronales lancent dans le Journal du dimanche un "*cri d'alarme*" à l'exécutif, appelant à la mise en oeuvre rapide du Pacte de responsabilité dans un climat tendu au niveau politique et social. AFP 28.06

Qu'exigent-ils ? Tout tout de suite ni plus ni moins.

Le plus pathétique est ailleurs, alors que le patronat a menacé de boycotter la "*conférence sociale*" des 7 et 8 juillet, Laurent Berger de la CFDT a répondu que dans cette éventualité il faudrait "*mettre fin au Pacte de responsabilité*", autrement dit le syndicat jaune passe au cran supérieur en sommant le patronat d'y participer, à croire qu'il y tient plus encore que les patrons !

Guerre idéologique sur tous les fronts.

La branlette a ses limites ou ne soulage pas vraiment de toutes vos frustrations !

- Un an après le mariage homosexuel, une Gay Pride teintée de colère - AFP

Inavouable. L'égalité sur fond de totalitarisme.

- Hamon devrait renoncer aux ABCD de l'égalité sous leur forme actuelle - AFP

Les ABCD de l'égalité dans leur forme actuelle ne seront ni généralisés ni reconduits, a-t-on indiqué samedi de source proche du dossier.

Pour autant, l'entourage du ministre a réfuté "*tout abandon de l'éducation à l'égalité fille-garçon*". Elle "*est prévue et elle va se faire*". Sur France Culture, M. Hamon avait indiqué mercredi "*vouloir inscrire la lutte contre les inégalités*" entre hommes et femmes "*dans le socle commun*" de connaissances, de compétences et de culture que tout élève doit avoir maîtrisé à la fin de la scolarité obligatoire, à 16 ans. AFP 28.06

Il faut donc que dès 16 ans nos gosses soient formatés au standard de la pensée nihiliste de façon à ne plus en sortir le restant de leurs jours, car il est là leur objectif politique. On exagère ? La preuve que non.

Une photo de l'AFP illustrait cet article montrant un "*panneau sur l'égalité entre les garçons et les filles dans une école de Villeurbanne, lors d'une visite des ministres Vincent Peillon et Najat Vallaud-Belkacem, le 13 janvier 2014*", sur lequel figurait un papier où il était écrit par un ou une élève : "*oui les filles ont les cheveux longs et les garçons ont les cheveux courts*", mais alors que sont les filles qui portent des cheveux courts et les garçons qui portent des cheveux longs, il faudrait poser la question à leur prof qui ne doit rien avoir à envier à ce ministre. Des transgenres, des homosexuels potentiels qui s'ignorent, il faut bien les cataloguer ou les faire entrer dans une case de cet ABCDaire de la connerie humaine.

Et dire qu'ils critiquent la mentalité arriérée ou archaïque des générations passées ou des anciens, de nos parents et grands-parents qui faisaient preuve d'intolérance ou de discrimation envers certaines catégories de personnes en fonction de critères contestables. Mais ils sont où leurs critères vertueux ou incontestables, en réalité ils reproduisent le même schéma en plus contraignant en y ajoutant des catégories supplémentaires de manière à ce que l'ensemble de la population soit dotée d'une étiquette indélébile, condition pour la contrôler en totalité ou suivre son évolution pour mieux la conditionner ou l'orienter par la suite.

En fait d'égalité, il s'agit plutôt d'une atteinte intolérable à la liberté de chacun d'interpréter le monde en fonction des critères qu'il s'est forgé au cours de ses expériences, auxquelles serait substituée celle qui lui serait imposée par la classe dominante, qui ne tolèrerait aucune variante ou interprétation contradictoire qui serait livrée en pâture à l'opprobe public ou tomberait sous le coup de la loi, il s'agit donc d'une opération déguisée de nature totalitaire.

Les nostalgiques de l'Ancien Régime se mobilisent à nouveau sous l'égide de la monarchie européenne.

- Réforme territoriale : manifestation à Nantes pour une Bretagne "*réunifiée*" - LePoint.fr

Pensée unique : Au diable " ***les données acquises de la science***" !

- Garches : les parents d'enfants cancéreux continuent la grève - LeParisien.fr

Les parents des enfants hospitalisés au service pédiatrie d'oncologie sont en grève depuis jeudi dans la chapelle de l'hôpital et depuis ce matin, un périmètre de sécurité a été installé par des gardiens. «*Nous buvons beaucoup d'eau et nous n'avons plus le droit d'aller aux toilettes, témoigne Lisbeth, une gréviste. Si on sort, on nous interdit de rentrer de nouveau.* » La commissaire de police s'est rendue à l'hôpital ainsi que le SAMU.

«*On tient le coup,*» poursuit Lisbeth. Cette mère de famille, avec quatre parents et grands-parents, s'oppose au transfert du service à Boulogne en juillet, après le départ en retraite de la chef du service, le docteur Nicole Delépine. Pour les parents, ce transfert signera la fin du service et des soins tels que prescrits par le docteur Delépine, laquelle est contestée à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

Vendredi, le directeur de l'AP-HP Martin Hirsch a dit qu'il «*entendait l'agoisse des parents*» : «*Nous pensons qu'ils sont sous l'influence du docteur Delépine.C'est pourquoi nous assurerons la continuité des soins, même si les protocoles appliqués à ces enfants ne sont pas standards*». «*Elle n'est pas notre gourou, rétorque aujourd'hui Laurence une autre mère de famille, et nous ne sommes pas des illuminés !Le transfert de l'équipe du docteur Delépine n'étant pas envisagé à Boulogne, je ne vois pas comment la continuité est possible. C'est un service de 10 lits et ils veulent profiter de son départ pour le supprimer*.» Et Lisbeth d'ajouter : « *Elle a soigné mon fils qui est en rémission totale depuis quatre ans. Si elle n'avait pas été là, je serais en train de pleurer sur sa tombe.*»

Le docteur Nicole Delépine est arrivée à Garches en 2006. Elle devait prendre sa retraite mais elle a finalement renoncé pour soutenir les parents : «*Je n'applique que les traitements démontrés efficaces selon les données acquises de la science, dit-elle. Tous les autres traitements sont expérimentaux et profitent surtout aux laboratoires pharmaceutiques*.» leparisien.fr 28.06

Je n'ai pas le temps de me pencher sur cette affaire, mais ce dont je suis absolument certain par expérience, c'est qu'il n'existe pas un médecin sur 1000 en France (en étant généreux encore) pour se donner la peine de tenir compte des "*données acquises de la science*" pour soigner leurs patients, la plupart du temps parce qu'ils les ignorent, ils ont l'esprit ailleurs, à faire des consultations à la chaîne ou à gérer le quotidien au minimum qui leur suffit à vivre confortablement.

Il y a six mois mon épouse Magueswary qui était en Inde a tenu à ce que j'envoie mes voeux à un des cardiologues qui la suit à Aubagne.

Je ne me suis pas borné à cet exercice, je lui ai adressé un long courriel argumenté dans lequel je lui demandais s'il trouvait normal qu'il soit prescrit quotidiennement à mon épouse une tripotée de médicaments, alors que son état de santé ne le nécessitait pas apparemment, ne voyant aucune raison de traiter son foi, son estomac, ses reins, ses poumons et j'en passe, à croire que tous ses organes étaient en si mauvais état qu'elle risquait de trépasser à tout moment une fois que l'un ou l'autre aurait flanché.

Je n'ai jamais reçu de réponse et ils ont continué à la bourrer de médicaments, une horreur leur conception de la médecine! J'ai constaté que plus ils lui en prescrivait et plus il y avait d'organes qui semblaient atteints, j'en suis donc arrivé à la conclusion que c'était leurs médicaments qui en étaient responsables et la détruisait à petit feu, ce dont ils se foutent éperdument.

Ils l'ont opérée du coeur, elle a survécu par miracle, qu'elle s'estime heureuse ne cessent-ils pas de lui dire ce qui a le don de la mettre en furie, car dans quelle condition. La pauvre femme n'en peut plus d'enchaîner les traitements tous plus inefficaces les uns que les autres. Vous voyez le volume d'un sac à dos, lorsqu'elle vient en Inde pour quatre ou cinq mois, elle en emporte un bourré à craquer de médicaments, quand elle l'ouvre je suis pris de frayeur en me disant que ce n'est pas possible qu'elle ingurgite tout cela sans que sa santé s'en trouve affectée, ce qui se produit effectivement. Je ne suis pas médecin, je ne peux pas lui imposer d'arrêter tel ou tel traitement, d'ailleurs elle ne m'écouterait ou le reprendrait dans mon dos. Un bon médecin sur 1000, c'était vraiment faire preuve d'optimisme, en réalité je considère que 9 sur 10 sont des toubibs dans le genre épicier.

ACTUALITE EN TITRES

Autocritique d'un vassal de l'Empire qui s'impute un crime qu'il n'a pas commis.

- Le directeur de la BNP reconnaît "*des erreurs*" et s'attend à une lourde sanction "*très prochainement*" - Francetv info

Vous le préférez comment, avec ou sans talonnettes ?

- Si Sarkozy "*veut revenir, il doit le faire au plus vite*", dit Dati - AFP

- UMP: Estrosi se démarque de Sarkozy aussi - Liberation.fr

- Présidence de l'UMP : Morano conseille à Sarkozy de se raser cet été - LeParisien.fr

Populisme ou l'art consommé de l'amalgame.

- 79% des sympathisants UMP pour une rénovation en profondeur du parti - AFP

- Sondage : les Français veulent du changement à l'UMP - LeParisien.fr

Il faudrait savoir, ce sont les "*sympathisants UMP*" qui se sont prononcés dans ce sondage ou les "*Français*", ce qui n'est pas tout à fait la même chose ? Réponse de l'AFP :

Une écrasante majorité de sympathisants de l'UMP (79%), sont convaincus que le principal parti d'opposition doit se rénover en profondeur, selon un sondage BVA pour I-télé-CQFD et "Le Parisien- Aujourd'hui en France" publié samedi. AFP 28.06

Donc Leparisien s'est livré à une surinterprétation ou un faux dans le titre de cet article.

L'avantage d'être populaire pour un média, c'est qu'il s'adresse à des lecteurs qui ne manifesteront pas une attention particulière ou une vigilance permanente envers tout ce qui passent sous leurs yeux, il sera d'autant plus facile d'orienter leur lecture dans une direction déterminée à leur insu.

Haut de page

Le 30 juin 2014

CAUSERIE

Gros orage et pluie torrentielle la nuit dernière, gros coups de vent aussi, mauvaise nuit, très courte sans électricité donc sans climatisation, complètement crevé, mais de bonne humeur comme tous les jours, ce matin il faisait un temps resplendissant, ils ont remis le courant à midi, 15 heures de coupure c'est long.

A Chennai (ex-Madras), à 170 bornes d'ici, trois immeubles se sont effondrés, une dizaine de morts, la routine quoi. Le toit de la maison en tuile où vivait Selvi (ma seconde compagne) s'est effondré en partie la nuit dernière, neuf personnes y vivent, ils sont complètement inondés. Je vais voir si je peux leur payer un nouveau toit, c'est un peu comme ma famille maintenant, si vous voulez participer aux frais n'hésitez pas à me contacter, on a besoin de 2.000 euros environ.

Une petite histoire indienne, cela faisait longtemps.

Un gosse jouait dans le terrain vague jouxtant la maison de ses parents quand il découvre un nid de serpent, genre cobra ou plus gros encore. Les parents étant absents ils brisent les oeufs et massacre les petits qui étaient sur le point de naître. Plus tard il rentre chez lui et n'en parle pas à ses parents.

Le lendemain demain dans la maison on a découvert quatre cadavres, apparemment la mère n'a pas du tout apprécié qu'on massacre sa couvée et elle s'est vengée. Je me suis dit qu'elle avait dû sentir l'odeur du gosse et elle était remontée jusqu'à lui. Moralité, si vous trouvez des oeufs de serpents dans votre jardin, surtout n'y touchez pas ou tuez la mère, peut-être même le

père au nom de l'égalité, qui sait c'est peut-être la seule fois où ce principe vous sauvera la vie !

Question d'un internaute.

- "*Comment les parents d'élèves peuvent-ils accepter de se voire dicter l'éducation de leurs enfants ?*"

En réalité c'était déjà le cas dans la mesure où l'éducation que les parents délivraient à leurs enfants correspondait en grande partie à celle qu'ils avaient reçue ou en réaction contre celle-ci, dans tous les cas de figure et quel que soit le modèle adopté il devait s'adapter en tout ou partie à celui communément admis afin que leurs enfants s'intègre dans la société. Leur véléité d'indépendance ou leur volonté de donner une éducation sur mesure ou différente à leurs enfants, leur liberté de choisir quel type d'éducation ils allaient donner à leurs enfants, allait en réalité se retrouver très limitée face aux multiples contraintes que leur imposerait la société et auxquels ils ne pourraient pas échapper.

La contrainte la plus insaisissable et pour cette raison la plus incontournable est du domaine du mimétisme qui est pour ainsi dire un phénomène naturel ou inné chez l'hominidé, elle consiste essentiellement dans les standards, les stéréotipes, les clichés, les habitudes, etc. qu'adoptent l'immense majorité de la population et que vos enfants adopterons à son contact et qu'ils vous imposeront par la suite.

Cela dit l'éducation d'un enfant sera largement influencée par les rapports que les parents entretiennent entre eux et ceux qu'ils ont avec lui sachant que les traits essentiels du caractère d'un enfant seront forgés au cours des premières années de sa vie, l'influence qu'ils pourront avoir plus tard sur leur enfant en dépendra largement ainsi que leur capacité à contrecarrer l'influence nuisible de la société sur lui. Tous les parents n'en auront pas les moyens loin de là, seuls les privilégiés pourront recourir à des solutions radicales pour tenter de remédier aux difficultés qu'ils rencontrent avec leur enfant sans pour autant résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés s'ils en sont à l'origine.

On a dit plus haut que les enfants fonctionnaient par mimétisme, avant la rue, l'école ou la télévision, ce sont bien leurs parents qui leur servent de modèle. Donc si un enfant adopte un comportement ou des idées qui peuvent choquer ses parents, c'est à eux de se demander ce qui dans leurs rapports en est à l'origine. C'est un excellent révélateur du niveau de conscience de ses parents ou des rapports qu'ils entretiennent que l'enfant ne comprend pas mais ressent et qui ne trompe pas.

Si maintenant les parents sont responsables de l'éducation de leurs enfants, ils ne doivent pas non plus être toujours derrière eux ou leur imposer de quelle manière ils doivent respirer, ils doivent eur permettre de faire l'expérience de la vie dans cette société dans les meilleures conditions pour qu'ils en tirent des enseignements, s'épanouissent ou évoluent par eux-mêmes, sans qu'on leuri dicte ce qu'ils doivent penser ou comment agir. Leur inculquer des valeurs universelles ou génériques est largement suffisant pour couvrir le champ des expériences qu'isl seront amenés à vivre. Il suffit qu'elles soient gravées dans leur conscience dès le plus jeune âge pour qu'ils puisses y recourir ou y faire référence n'importe quand plus tard en toutes circonstances.

Par exemple, quand vous inculquez à votre enfant le respect des autres, vous n'avez plus besoin de lui dire si c'est un garçon qu'il doit respecter les filles bien qu'elles soient différentes de lui, les personnes qui sont différentes de lui en général, les personnes âgés, les handicapés, etc. Il pourra se moquer du comportement des filles et les trouver stupides sans pour autant les mépriser ou pire encore. Il pourra trouver son grand-père gâteux tout en lui portant une grande affection.

Maintenant faut-il encore que vous-même respectiez les autres jusque dans les moindres détails, y compris les gens qui ont un comportement intolérable, si vous ne leur ressemblez pas et que vous n'avez pas envie que votre enfant leur ressemble plus tard, il est préférable de ne pas les imiter, c'est aussi simple que cela. Il faut donc développer beaucoup d'autres qualités. Or l'immense majorité de la population en est totalement incapable dans la situation où elle est placée. L'enfant le constatera, de la même manière qu'il prendre rapidement conscience que la société est fort injuste et par bien des côtés mauvaises. Un mauvais exemple à suivre mais qu'il ne discernera pas forcément au premier coup d'oeil, d'où la nécessité de cultiver ces valeurs, de les mettre en pratique et d'en parler pour qu'elles ne s'évanouissent pas sous un amon de détritus déversés quotidiennement par cette société infâme.

Je suis farouchement opposé au fait que l'école devrait prendre en charge ou orienter l'éducation des enfants, car j'estime que les enseignants n'en sont pas davantage capable que les parents ou n'ont pas à se substituer à eux, même si certains parents ne sont pas à la hauteur de cette responsabilité, qui plus est ce serait pour formater leur cerveau conformément aux besoins du moment de la classe dominante ou à son idéologie nauséabonde nihiliste.

Ce n'est pas aux enseignants de décider que les filles ont les cheveux longs et les garçons les cheveux courts ou encore que les filles joueraient à la poupée et les garçons aux petites voitures, c'est intolérable, en réalité c'est remplacer des stéréotypes par d'autres ou graver dans le marbre des stéréotypes communément admis comme s'ils devaient devenir obligatoire de les adopter.

Avec ma fille toute petite je jouais aux petites voitures sans avoir l'intention d'en faire un garçon, ce qu'elle n'est pas devenue d'ailleurs, au delà une femme épanouie, une compagne assumant sa nature et une excellente mère. Et quand accessoirement elle jouait à la poupée sans doute pour imiter les autres petites filles, je me suis contenté de l'observer. On jouera davantage à

la classe avec de nombreuses pluches pour devenir plus tard institutrice.

Jusqu'à l'âge de 10 ans environ nous n'avions jamais mis les pieds dans un Mac Donald, nous soignions particulièrement notre alimentation et notre santé. Puis un jour après notre divorce si je me rappelle bien elle demande à sa mère de l'emmener au Mac Do, quelle ne fut pas ma surprise, sur le coup je n'ai pas eu le bon réflexe et j'ai essayé de l'en dissuader, c'était une erreur, ses copains et copines y allaient, il était donc devenu normal qu'elle les imite, en un clin d'oeil je me suis dit que tous les efforts qu'on avait déployés pour lui donner une qualité de vie supérieure ou l'habituer à une cuisine saine et diversifiée étaient réduits en poussière et je maudissais la société qui en était responsable.

Face à l'emprise de la société sur nos enfants on est parfois impuissant, et il vaut mieux l'admettre que se braquer qui ne fera qu'envenimer inutilement nos rapports, c'est ce que je me suis dit en pensant que cela lui passera.

Maintenant ce qu'ils n'arrivent pas à inculquer à nos enfants en recourant à tout un tas d'artifices, ils comptent passer par l'école pour leur incruster dans le crâne. Si l'ENA c'est l'école du pouvoir, le titre d'une série télé que je ne regarderai pas, dès la maternelle l'école pourrait se transformer en l'école de la soumission à un mode de pensée encore plus nocif que celui auquel on était habitué jusqu'à présent, qui pour parvenir à leurs fins flatterait l'individualisme naturel de la jeunesse qui accompagne la formation de sa personnalité ou l'affirmation de soi à ses dépends.

L'égalité a toujours été en régime capitaliste un concept ou un principe ayant pour objet d'occulter les inégalités entre les classes afin de permettre à la classe dominante de renforcer son pouvoir sur la classe dominée.

Et puis comment peut-on imaginer un seul instant que des représentants de la classe dominante seraient animés de bonnes intentions envers les travailleurs et leurs enfants, alors que par ailleurs elle ne cesse de les matraquer, on est bien obligé de constater que ceux qui à gauche ou à l'extrême gauche lui emboîtent le pas ne se sont même pas posés cette question élémentaire. On en arrive également à la conclusion qu'ils ne tiennent pas compte un seul instant du contexte social et politique de plus en plus tendu dans lequel cette opération intervient comme s'ils étaient totalement déconnectés de la réalité que vivent quotidiennement les travailleurs et qu'ils ne devaient pas en être les principales victimes.

Un tel aveuglément et une telle soumission est à peine croyable et pourtant c'est bien la réalité. Ils ne feront pas davantage le lien entre cette propagande et la réforme territoriale qui devrait aboutir à la suppression des départements et se concrétisera par le rétablissement des inégalités qui existaient entre chaque région à l'époque de l'Ancien Régime ou la liquidation de l'égalité de droit qui existait en France entre chaque citoyen. Il suffit que le PS ou le gouvernement agite le hochet de l'égalité pour qu'ils s'y engouffrent comme un seul homme, il faut donc en déduire qu'ils ont abandonné tout esprit critique ou qu'ils sont désormais incapables de développer la moindre analyse indépendante du régime auquel ils sont totalement subordonnés.

En dernière analyse, ce qu'ils ont abandonné c'est le terrain de la lutte des classes quoi qu'ils en disent par ailleurs, privilégiant le combat pour l'égalité des hommes et des femmes à celui en faveur de l'égalité des droits entre l'ensemble des travailleurs. Ils exploitent les différences qui existent entre les sexes, entre les différentes couches de la population, entre les minorités et la majorité, non pas pour qu'ils puissent s'épanouir ou satisfaire leurs aspirations, comment le pourraient-ils dans une telle société, c'est grotesque, mais pour mieux les soumettre à l'ordre établi une fois que les différences entre les classes ont été reléguées au second plan ou remisées au placard. Ce refus de prendre en compte les différences entre les classes, autrement dit ce qui les caractérise, leurs intérêts distincts, antagoniques et irréconciliables est la traduction de leur refus d'affronter la classe dominante devant laquelle ils ont capitulé.

Pour illustrer cet article.

- Éducation : Hamon et Vallaud-Belkacem signent l'arrêt de mort des ABCD de l'égalité - LePoint.fr

- ABCD de l'égalité: comment gâcher une idée intéressante (et ne pas parler de l'essentiel) - Slate.fr

Si Slate.fr le dit, raison de plus pour s'y opposer...

- Égalité filles-garçons : un dispositif généralisé va remplacer les «*ABCD*» - lefigaro.fr

«*On ne renoncera pas à l'ambition, mais on s'apprête à en renouveler les modalités, en misant sur la formation des enseignants, en respectant leur liberté pédagogique», se défendait-on rue de Grenelle, en promettant un «plan d'action*». On semble donc se diriger vers le renouvellement d'une année d'expérimentation avec des clauses différentes. lefigaro.fr 29.06

Les enseignants sont plus démagogues que pédagogues et la plupart ont marché dans la combine quand ils n'ont pas été au delà des attentes de Hamon et Vallaud-Belkacem. Effectivement ils ne renonceront pas, ils ont reçu des ordres et ils les appliquent. Ils adoptent la même attitude, la même détermination et le même cynisme que les représentants de l'oligarchie financière qui imposent leur stratégie aux peuples de la terre entière sans tenir compte de leur opposition qu'ils traitent avec arrogeance et

mépris. Là aussi le mimétisme est de plus en plus parfait, voilà qui devrait vous inquiéter au plus haut degré.

On allait oublier de le dire, c'est aussi un moyen de porter un énième mauvais coup à l'école publique... l'air de rien.

En complément.

La palme de l'imposture du week-end. Le vieux monde est dirigé par des philanthropes, si, si.

- Festival Solidays: Bill Gates, François Hollande et un record - AFP

Qui a dit ?

- "*Elle (Thatcher) a eu un mérite: avec sa force, sa volonté, son caractère, elle a remis l'Angleterre debout*". Comme l'a fait pour l'Allemagne Gerhardt Schroeder " *avec d'autres méthodes*".

Il faut la comprendre la pauvre Dame de fer (blindée contre la haine légitime qu'elle inspirait) "*La Grande-Bretagne était dans une situation peut-être plus grave que celle que nous connaissons. C'est un pays où on ne travaillait plus, où les organisations syndicales avaient pris le pouvoir*".

Réponse : François Fillon, (UMP) lors du Grand Jury (RTL, LCI, Le Figaro). Il a conclu en affirmant que "*de Gaulle était libéral*" car en1958 : "*il fait un programme extrêmement libéral. Il diminue les dépenses publiques de manière beaucoup plus violente que ce que nous proposons aujourd'hui, il supprime le mécanisme de l'indexation, il ouvre le marché français, il baisse les droits de douane, il accepte le Traité de Rome et le marché commun*". AFP 29.06

Ah le gaullisme social, allez osons le dire, de gauche bordel !

Fausse bannière et vrais agents de l'Otan

Etrange, à première vue aucune agence de presse et aucun média n'a couvert cet "*événement*" excepté france24, à croire qu'il devait demeurer confidentiel malgré la qualité des invités et le nombre de participants.

Confirmation que l'événement a bien eu lieu.

www.france24.com

Les Moudjahidine du peuple d'Iran tiennent leur rassemblement annuel ce samedi. Ces opposants au régime en place attendent de nombreux invités comme l'ancien maire de New York, Rudy Giuliani. france24.com 26.06

www.iranmanif.org

Immense meeting des Iraniens du monde entier Immense meeting des Iraniens du monde entier en présence de centaines de personnalités politiques des USA, de France, d'Europe, du Canada, d'Australie et des pays arabes et du Moyen-Orient

Villepinte (près de Paris) le 27 juin 2014

Près d'une centaine de personnalités internationales de premier plan y participeront ainsi que 500 parlementaires venant des USA, de France, d'Europe, du Canada, d'Australie, du Moyen-Orient et des pays arabes, représentant un vaste éventail politique. iranmanif.org 27.06

www.voltairenet.org

Meeting international en faveur de l'EIIL en France

Les Moujahidines du peuple (opposition armée iranienne) ont tenu un très grand meeting à Villepinte, en région parisienne, le 27 juin 2014. Plus de 80 000 personnes participaient à cet événement.

Si le meeting visait d'abord à soutenir le camp militaire des Moujahidines en Irak et leur combat contre l'Iran, la présidente Maryam Rajavi a profité de son discours pour violemment condamner le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki et se réjouir de la progression de l'Émirat islamique en Irak et au Levant (ÉIIL).

La politique française est aujourd'hui profondément schizophrénique : d'un côté la France (comme les États-Unis) dénonce officiellement la déstabilisation d'un État par une organisation terroriste, tandis que d'un autre côté, l'Élysée participe aux côtés des États-Unis à la guerre secrète au Proche-Orient et envoie des officiers de la Légion étrangère encadrer l'ÉIIL en Syrie et en Irak.

Plus de 600 personnalités politiques des pays membres de l'Otan participaient à ce meeting. Parmi celles-ci l'ancien chef d'état-major interarmes des États-Unis, le général Hugh Shelton ; l'ancien commandant de l'opération Iraqi Freedom, le général William Casey ; l'ancien président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich ; le sénateur Joseph Lieberman (son ami le sénateur John McCain n'avait pu faire le déplacement, mais s'est exprimé par vidéo) ; l'ancien maire de New York, Rudy Giuliani ; l'ancien Premier ministre socialiste espagnol, José Louis Rodriguez Zappaterro ; l'ancienne ministre française de la Défense, Michèle Alliot-Marie, l'ancien ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner ou la vice-présidente du Parti radical valoisien Rama Yade.

Des membres des Moujahidines du peuple se battent en Syrie et en Irak aux côtés de l'ÉIIL depuis trois mois. Maryam Rajavi a rencontré le président de la Coalition nationale syrienne à Paris, le 23 mai 2014. voltairenet.org 30.06

http://www.diplomatie.gouv.fr

Iran - Organisation des moudjahidines du peuple d'Iran (Q&R- Extrait du point de presse du 26 juin 2014)

Q : Quelle est votre attitude à l'égard de l'opposition iranienne représentée par les Moudjahidines du Peuple et Mme Radjavi, qui sont présents en France ?

R : La France n'entretient aucun contact avec l'"*Organisation des moudjahidines du peuple d'Iran*" qui est connue pour son recours à la violence. Elle n'a pas d'existence légale en France en tant qu'organisation.

Son inspiration violente et non démocratique a conduit plusieurs organisations des droits de l'Homme, tels qu'Amnesty International, à rappeler ses pratiques à caractère sectaire et son refus de renoncer formellement à la violence.

Nous émettons les plus grandes réserves face à l'intense campagne d'influence et de désinformation qu'elle conduit. diplomatie.gouv.fr

Quelles "*réserves* qui prennent l'allure d'un immense meeting à Villepinte, près de Paris ! Quelle hypocrisie !

ACTUALITE EN TITRES

La crise par le vide.

- Accord à UniCredit pour la suppression de 2.400 emplois - Reuters

Néolibération

- Libération: Joffrin va passer son grand oral et nommer Johan Hufnagel n°2 - AFP

Johan Hufnagel, jusqu'ici rédacteur en chef de la version française du site d'information Slate.fr est également un des cofondateurs de ce portail néolibéral et sioniste. Vous aurez compris quelle sera la nouvelle orientation politique de ce torchon, de gauche s'il vous plaît.

Les communistes pour l'abolir, l'Eglise catholique pour en assurer la pérennité, de quoi, mais de la pauvreté voyons !

- Pape François : "*Les communistes ont volé le drapeau de la pauvreté*" - LePoint.fr

Peut-être parce que l'Eglise n'en était pas digne, ce n'est pas moi qui l'ait dit mais Marx.

Normal, c'était la leur !

- "*Aucun monarque n'aurait pu empêcher la guerre*" - L'Express.fr

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet 2014

CAUSERIE

No comment !

A 20h45 en Inde. Le titre de l'info sur Facebook a été corrigé.

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand les profs sont appelé à se transformer en agents de la propagande totalitaire néolibérale.

- "*ABCD*" de l'égalité: la presse dénonce une "*reculade*" du gouvernement - AFP

- Henri Guaino se réjouit de l'abandon des ABCD de l'égalité - LeMonde.fr

- ABCD de l'égalité : les profs formés à l'égalité filles-garçons dès la rentrée - LePoint.fr

Ne pas généraliser l'expérimentation des ABCD de l'égalité sans donner l'impression de reculer : c'est l'exercice périlleux auquel vient de s'atteler le gouvernement.C'est un « *plan d'action* » en quatre volets que le ministre de l'éducation, Benoît Hamon, a dévoilé, lundi 30 juin, sur France Inter.

Un volet formation, d'abord. « *Les ABCD, c'était 600 enseignants volontaires* », a rappelé le ministre, en référence aux 600 classes des 275 écoles qui expérimentent le dispositif depuis la Toussaint. « *Tous les enseignants, de la maternelle au lycée, vont être formés avec une priorité aux 330 000 du premier degré.* »

Deuxième axe : l'inclusion de l'égalité dans les programmes en cours de refonte, attendus à partir de 2016 pour l'élémentaire, ce qui laisse un an à la polémique pour retomber. Pour apaiser et impliquer les familles, il est prévu d'inscrire la question dans les projets d'établissement. Une « *mallette pédagogique* », accessible sur Internet, sera proposée aux enseignants dès le 2 septembre.

Les ABCD de l'égalité se déclinaient en dix séquences pédagogiques adaptables de la grande section de maternelle au CM2.

« *Si l'intention est là, la concrétisation risque d'être plus compliquée, la formation continue restant le talon d'Achille de l'école primaire* », observe Sébastien Sihr, du SNUipp-FSU, principal syndicat d'enseignants du primaire.

Après les précisions du gouvernement, les réactions du côté des féministes sont un peu moins virulentes, mais la « *très grande déception* » persiste. « *Il y a de la bonne volonté, mais c'est insuffisant, affirme Olga Trostiansky, présidente du Laboratoire de l'égalité. Sensibiliser les futurs enseignants en formation est important, mais qu'en sera-t-il de ceux qui sont actuellement devant les élèves ?* »

« *Ce que nous retenons, c'est le caractère facultatif des mesures annoncées, conteste Claire Serre-Combe, d'Osez le féminisme ! La seule chose obligatoire, c'est la formation initiale des enseignants. C'est une goutte d'eau. Les temps dédiés dans les classes seront également optionnels. C'est du saupoudrage.* » lemonde.fr 30.06

- Abandon des «*ABCD de l'égalité*» : le PCF dénonce une «*reculade piteuse*» - Liberation.fr

«*Face à une coalition la plus réactionnaire possible, le gouvernement a capitulé en rase campagne. C'est un coup terrible porté à l'égalité, à la lutte contre toutes les discriminations que vient d'assener le gouvernement, qui va conforter et légitimer les discours obscurantistes qui prolifèrent*», écrit le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles, dans un communiqué.

«*Cette reculade est piteuse et indigne de la gauche. Quand un gouvernement, élu sur une promesse de changement, renonce à ce point à des réformes progressistes; quand il brutalise les cheminots et les intermittents et cajole les franges les plus réactionnaires de la société; au final, il livre un abécédaire de la trahison et de l'indignité*», s'indigne le PCF. Liberation.fr 30.06

Vous aurez noté que pour le PCF le gouvernement est toujours de gauche, s'il demeure fréquentable, c'est que le FN l'est aussi, pourquoi pas ? Après tout, peut-être bien qu'il n'est pas vraiment d'extrême droite ou alors c'est que l'extrême droite n'est pas si mal que cela... Il faut bien que le PCF serve à quelque chose que voulez-vous ! Il n'a pas changé.

On a le gouvernement le plus réactionnaire depuis la fondation de la Ve République en 1958 et il serait en mesure de proposer des "*réformes progressistes*", il serait plein de bonnes intention envers les enseignants, nos enfants et leurs parents, les femmes, les handicapés, les homosexuels, etc. bref toutes les couches de la population, toutes les minorités ou communautés, y compris les patrons, surtout les nantis, uniquement les privilégiés en réalité.

L'adaptation progressive et de plus en plus profonde au capitalisme de la part de ce qu'ils appellent la gauche qui inclut le PCF et le FdG, n'aurait pas pu se produire sans l'effacement des repères, des frontières, de tout ce qui délimitait ou permettait de distinguer les différentes classes, aussi bien leur nature que leur champ d'action, au point d'en arriver à une confusion totale voulue et entretenue qui devait les conduire à adopter la politique de la réaction et pour le justifier auprèss de leurs militants il neleur restait plus qu'à l'estampiller de gauche pour la revendiquer ouvertement.

Là ils vont encore plus loin. Quand le PS ou le gouvernement n'ont pas les moyens d'imposer des mesures réactionnaires qui s'inscrivent dans le cadre de la guerre idéologie que mène l'oligarchie financière conformément à sa stratégie politique d'imposer une dictature mondiale une fois la lutte de classe neutralisée, ils reprennent le flambeau pour les imposer à la majorité de la population qui y est hostile. En quelque sorte la gauche et l'extrême gauche se transforment en agents de l'extrême droite du régime qu'incarne le courant néolibéral au sein de la classe dominante. Voilà où ils en sont arrivés.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que dans cette lutte à mort que se livrent les classes entre elles, soit on se place délibérément ou on combat exclusivement dans le camp de la classe des exploités en ne prenant en compte que leurs intérêts de classe et on refusera de mettre un pied, un doigt, un ongle de l'autre côté de la barricade, soit on adopte une attitude bienveillante ou conciliatrice envers les capitalistes et on finira un jour ou l'autre par passer dans leur camp, un peu, beaucoup, tout entier en fonction des circonstances ou de leurs besoins. Reprendre à son compte des mesures réactionnaires que le gouvernement peine à imposer à la population, revient à se situer au côté de la réaction et non au côté des travailleurs.

Ils ne peuvent agir de la sorte qu'en déguisant ou travestissant le contenu et la portée de ces mesures que la population rejette, en les affublant d'un contenu qui n'existe pas, en les dotant d'objectifs qui ne correspondent pas à la réalité, on est donc en présence d'une véritable escroquerie intellectuelle et politique.

Le plus grave et le plus cynique, c'est qu'ils s'attaquent à nos enfant au cerveau particulièrement maléable pour mieux les formater à l'idéologie dominante et en faire de bons esclaves plus tard.

Un petit garçon ou une petite fille en maternelle ne vont pas développer des idées ou des comportements discriminatoire entre les sexes, leur peu d'expérience de la vie et de la société ne va pas se traduire par l'adoption de critères inégalitaires, ils vont observer et constater qu'ils sont différents, ce qui permet de les distinguer sans pour autant en déduire que l'un serait supérieur ou inférieur à l'autre, il faut avoir l'esprit particulièrement tordu ou déséquilibré pour aboutir à une autre conclusion.

Pire encore, en leur inculquant de force qu'ils seraient semblables alors que la nature les a fait différents, c'est leur interdire d'intégrer ces différences au point de ne plus être capables de les discerner et donc à l'arrivée d'en tenir compte et de les accepter telles qu'elles existent qu'on le veuille ou non, l'objectif du législateur étant de leur faire abandonner tout repère, critère ou facteur qui serait lié à chaque sexe, de telle sorte qu'ils ne seraient pas issus d'un processus biologique mais un pur produit de la société devenue néolibérale.

Maintenant le législateur ne peut parvenir à ses fins en niant les différences qui existent entre les sexes, la ficelle serait trop grosse à avaler, il va donc procéder autrement. Il faut avoir à l'esprit qu'il se moque éperdument que les hommes dominent les femmes dans sa société, que les femmes soient maltraitées et fassent l'objet de discriminations, le but de cette mesure n'est pas de réduire les injustices dont font l'objet les femmes, mais au contraire de les généraliser aux deux sexes, comment, en les soumettant à égalité à son idéologie ultra libérale.

Les rapports entre les hommes et les femmes se sont forgés au cours des siècles antérieurs et ont été maintenus tels quels fondamentalement après l'avènement du capitalisme jusqu'à nos jours. Ils sont le produit de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a connu différents stades et modes de production. Le mode de production capitaliste étant entré dans une phase de putréfaction avancé pour avoir survécu au delà de la date d'échéance à laquelle il aurait dû disparaître, il est menacé d'effondrement ou de mort. Il faut donc que ses dirigeants et représentants redoublent d'imagination pour éviter ou retarder que cette échéance ne se réalise, il leur faut conserver le pouvoir sans toutefois pouvoir se passer de leur système économique à l'agonie puisque aucune nouvelle classe n'a jailli au cours des deux derniers siècles du fait que nous sommes arrivés à la fin d'un cycle historique, et à défaut de céder le pouvoir à la seule classe (indépendante) que le capitalisme a engendré, la classe ouvrière.

L'idéologie qui a accompagné le développement du capitalisme a été influencée par la lutte des classes. Tous les rapports dans la société portent son empreinte, ils ont évolué en fonction de la fluctuation des rapports entre les classes, du flux et du reflux de la lutte des classes sous l'influence du cycle des crises du capitalisme. Désormais sous l'emprise d'une crise sans précédent il ne peut plus se payer le luxe de céder le moindre terrain à la classe ouvrière, aussi a-t-il entrepris de lui reprendre tous les acquis sociaux qu'il a dû lui concéder et les maigres espaces de liberté qu'elle avait conquis. A l'heure où le mouvement ouvrier est également en pleine décomposition et sans direction, il compte pour le vaincre définitivement se servir de la guerre psychologique et idéologique pour s'attaquer à tous ces rapports, les refonder sur la base de critères étrangers à la lutte des classes, de telle sorte qu'à terme chaque membre de la société soit atomisé, sans repère ni défense, n'appartenant à aucune classe déterminée, se retrouvant donc privé des bases sociales sur lesquelles jusqu'à présent ils pouvaient se rassembler et lutter ensemble contre l'ordre établi, spolié de tout droit social une fois individualisé, spolié de tout droit politique car ayant perdu le statut de citoyen vidé de son contenu au profit d'une institution supranationale ou d'un gouvernement mondial, le pouvoir politique devenu impalpable, immatériel, inaccessible il ne sera plus en mesure de le combattre ou de s'y opposer, de le renverser, ses conditions de travail, son mode vie et son mode de pensée lui seront imposés dès sa naissance jusqu'à sa mort dans un monde où toute valeur ou principe humaniste auront disparu, où l'idéal d'un monde meilleur et plus juste se sera évanoui à jamais...

Voilà à la fois les fondements et les objectifs de la stratégie politique qui caractérisent la politique que le PS et le gouvernement ont adoptée, et au delà la ribambelle de laquais de gauche et d'extrême gauche qu'ils traînent à leurs basques, tous ces intellectuels à l'esprit borné et étroit qui comptent sauver leur peau sur le cadavre de la lutte des classes.

Je peux me tromper, mais à ma connaissance jamais aucun gouvernement n'avait entrepris de formater les esprits de la totalité de la population dès la plus tendre enfance pour la soumettre à l'idéologie de la classe dominante. Les manuels scolaire d'histoire ont toujours été le terrain privilégié où pouvaient s'épandre l'oeuvre des falsificateurs au service de la classe dominante, mais là ils enclenchent le cran supérieur en s'attaquant au cerveau maléable de nos enfant dès la maternelle à l'aide d'un carcan destiné à étouffer chez eux durant toute leur vie toute véléité de penser autrement, ce qui n'est pas sans rappeler l'obscurantisme et ses méthodes sous l'Ancien Régime qui coïncide parfaitement avec leurs objectifs politiques.

Comme toujours, certains estimeront qu'on exagère quand on évoque la lutte à mort que mène la classe des capitalistes, qu'ils daignent se demander pourquoi la classe dominante a décidé de l'engager à l'encontre de tout petits enfants, pourquoi a-t-elle besoin de mener son combat politique en direction d'enfants encore en bas âge comme s'ils étaient ses ennemis ou constituaient une terrible menace pour elle, le tout sachant qu'elle est forcément animée de mauvaises intentions envers ces enfants. Pourquoi dès l'enfance ils s'acharnent-ils à formater leur cerveau si ce n'était pas pour leur interdire plus tard de s'en servir pour la combattre, pour faire en sorte que cela leur soit devenu totalement impossible. L'annonce de la fin de l'écriture scriptural au profit de l'écriture numérique s'inscrit également dans cette perspective, leur faire perdre toute personnalité, en faire des zombies, des sujets soumis au marché, des esclaves.

Une question légitime.

A l'heure où les milices fascistes seraient de vaillants "*combattants de la liberté*", les pires barbares mercenaires sanguinaires des "*révolutionnaires*" ou de simples "*rebelles*", l'"*opposition pro-démocratie* " ou l'*opposition légitime*" qui méritent votre estime ou votre soutien, en France les "*forces progressistes*" sont-elles aussi progressistes qu'on le prétend, la "*gauche*" est-elle vraiment de gauche ou avons-nous à faire aux pires manipulateurs qui soit , à des obscurantistes, des imposteurs, des traîtres ?

Cobaye pour une manipulation psychologique de masse

- Facebook : le réseau social a secrètement "*manipulé*" 700 000 utilisateurs pour une expérience psychologique - atlantico.fr

Le but était d'étudier les réactions des internautes face aux statuts Facebook de leurs contacts. La publication des résultats de l'expérience a provoqué une vague d'indignation aux Etats-Unis.

oir vos amis afficher "*leur bonheur*" sur Facebook vous donne-t-il envie de rire avec eux ou de pleurer sur votre sort ? C'est pour le découvrir que le service d'analyses des données du réseau social a mené sa dernière expérimentation. En janvier 2012, pendant une semaine, il a donc manipulé le flux d'actualité de près de 700 000 de ses utilisateurs. Certains étaient exposés à des messages plutôt positifs, d'autres à des statuts à connotations négatives et un dernier groupe, à des messages neutres.

Le service a ensuite étudié le ton des "*posts*" des internautes observés. Les résultats de l'expérience ont été publiés le 17 juin dans la revue scientifique américaine Comptes rendus de l'Académie nationale des sciences (PNAS), provocant l'indignation de nombreux Américains.

Les résultats sont clairs : les émotions sont contagieuses. Lire des statuts "*heureux*" nous met de bonne humeur tandis que voir nos contacts déprimer nous rend triste ou maussade. Enfin, recevoir un flux d'actualité neutre nous conduit à moins écrire sur Facebook. Si les conclusions de cette étude sont prévisibles, son caractère confidentiel scandalise de nombreux internautes. Ces derniers crient à la manipulation mentale. Le réseau social s'abrite, quant à lui, derrière une clause de sa "*Politique d'utilisation des données*": "*nous pouvons utiliser les informations que nous recevons à votre sujet pour des opérations internes, dont le dépannage, l'analyse des données, les tests, la recherche et l'amélioration des services*", se défend Facebook.

"*Dans l'idéal, Facebook aurait plutôt cherché des volontaires et mis en place une case à cocher indiquant que vous êtes d'accord pour être le sujet d'études psychologiques occasionnelles*", a analysé le magazine Forbes. Interrogé par les médias américains, le réseau social semble dépassé par la polémique. "*Cette recherche a été menée pendant seulement une semaine et aucune donnée utilisée n'était liée au compte d'une personne en particulier (...) Il n'y a pas eu de collecte excessive de données personnelles et ces dernières sont conservées de manière sécurisée*", indique Facebook qui se concentre sur la protection de la vie privée quand le débat, lui, porte sur l'éthique de ses recherches. atlantico.fr 30.06

Qui peut les croire après cet aveu : "*Il n'y a pas eu de collecte excessive de données personnelles et ces dernières sont conservées de manière sécurisée*", personne. Fuyez les "*réseaux sociaux*" et passez le mot.

L'ordre de Vichy règne toujours.

- Bonnemaison: acquitté mais radié le 1er juillet par l'Ordre des médecins - AFP

La radiation du Dr Nicolas Bonnemaison, prononcée par le Conseil de l'Ordre national des médecins le 15 avril 2014, deux mois avant son acquittement, le 25 juin, par les jurés populaires des Assises des Pyrénées-Atlantiques, est effective depuis minuit mardi.

"*Malgré la recevabilité vendredi par le Conseil d'Etat d'une requête aux fins de sursis à exécution de la radiation et d'un recours au fond en cassation, elle est effective depuis*" minuit, a déploré Me Arnaud Dupin, l'un des avocats de l'urgentiste de l'hôpital public de Bayonne. "*Ces recours ne sont pas suspensifs*", a-t-il rappelé.

"*La mesure de radiation reste exécutoire et donc effective dès mardi*", a-t-on confirmé auprès de l'Ordre national des médecins. AFP 30.06

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent...

- Carrefour rachète à Rewe 53 supermarchés Billa en Italie - Reuters

- Bonomi lance une contre-offre sur Club Med à 21 euros par action - Reuters

- L'Italien Andrea Bonomi se lance dans la bataille du Club Med - Reuters

- Saab rachète le chantier suédois de sous-marins de ThyssenKrupp - Reuters

Si vous n'avez pas de quoi payer vos funérailles, achetez-vous une GM!

- General Motors : 8,4 millions de véhicules supplémentaires rappelés - LePoint.fr

- Rappels de véhicule : General Motors promet 1 million de dollars pour chaque mort - LeMonde.fr

Pour les miennes ce sera un fagot de bois !

Chaque semaine plusieurs Palestiniens dont des enfants sont assassinés par l'occupant sioniste avec le soutien de Hollande, Obama, etc.

- Hollande "*condamne fermement*" le "*lâche assassinat*" des trois Israéliens - AFP

Des dizaines de militants du mouvement islamiste palestinien ont été arrêtés pendant l'enquête et huit Palestiniens ont été tués au cours d'affrontements avec les soldats israéliens qui fouillaient leurs villages en Cisjordanie. AFP 30.06

Qui d'autre que le PS l'encourage à adopter ce comportement ?

- Cambadélis : le Medef "*se comporte comme un enfant gâté*" - LePoint.fr

Les mêmes affichent une attitude de vassaux envers l'impérialisme américain ?

- BNP Paribas: Montebourg répète l'exigence de sanctions "*proportionnées*" - AFP

Lui sera-t-il accordé de garder ses talonnettes en prison ?

- Ecoutes de Sarkozy: Son avocat Thierry Herzog et deux magistrats placés en garde à vue - 20minutes.fr

Stratégie du chaos

- 2 000 morts en Irak en juin, un record depuis 2007 - Libération.fr

- Nigéria: Plus de 50 morts dans la dernière attaque de Boko Haram - 20minutes.f

- Un nouveau groupe terroriste défie l'Égypte - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

ECONOMIE

France.

- Dette publique de la France à 1.985,9 milliards au 1er trimestre - Reuters

La dette publique de la France a augmenté de 45,5 milliards d'euros au premier trimestre pour atteindre 1.985,9 milliards fin mars, soit 93,6% du PIB, selon les statistiques publiées lundi par l'Insee.

Le ratio de dette sur PIB a ainsi augmenté de 1,8 point par rapport à fin 2013.

La dette de l'Etat a augmenté de 43,3 milliards d'euros sur le trimestre pour s'élever à 1.577,3 milliards, précise l'Insee dans un communiqué.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens de Maastricht inclut celles des administrations de sécurité sociale (216,3 milliards fin mars), des administrations publiques locales (180,2 milliards) et des organismes divers d'administration centrale (12,2 milliards).

La dette nette des administrations publiques s'élevait à 1.790,2 milliards d'euros fin mars, soit 84,4% du PIB, contre 83,9% fin 2013, en progression de 17,2 milliards sur trois mois, ajoute l'Insee. Reuters 30.06

La crise ou le tonneau des Danaïdes : la dette des Etats est une rente à vie pour les prédateurs et nantis de l'oligarchie financière. Ajoutons un moyen de pression politique sur les Etats...

Haut de page

Le 2 juillet 2014

CAUSERIE

Quelques nouveaux articles seront mis en ligne plus tard dans la journée.

En juin notre portail a reçu 10.000 visites et vous avez téléchargé un peu plus de 15.000 documents.

Les dirigeants syndicaux ne veulent pas rompre avec le gouvernement (et le patronat), ils laissent le champ libre au patronat qui s'en saisit et menace de prendre cette initiative pour obtenir davantage de concessions de la part du gouvernement, ce qui s'avère d'emblée payant puisque Valls vient d'annoncer qu'il leur accordait gain de cause sur plusieurs mesures qu'ils exigeaient.

En réalité, les dirigeants syndicaux n'ont jamais réellement rompu avec les gouvernements qui se sont succédés au cours des 70 dernières années, parce qu'ils sont incapables de rompre avec le capital auquel ils sont inféodés. En pratique ils s'y sont opposés comme on déposerait du mercure au chrome sur une plaie pour stopper la gangrène qui ronge un lépreux.

Au lieu de s'adresser aux dirigeants syndicaux pour qu'ils rompent avec le patronat et le gouvernement, ce qui ne peut qu'alimenter les illusions des travailleurs (et des militants) sur leur véritable nature, des lieutenants du capital, on ferait mieux de mener le combat dans les syndicats pour qu'ils refusent de siéger au côté du patronat et du gouvernement lors de conférences dont l'objectif affiché est de rogner nos droits sociaux, ce qui n'a ni la même signification ni la même portée que que rompre avec eux, car cela permet à la fois d'évacuer l'inconvénient soulevé plus haut et de présenter l'avantage de mener leur combat exclusivement sur le terrain de l'indépendance de classe indispensable pour favoriser ou renforcer la confiance des travailleurs en eux-mêmes qui généralement leur fait défaut ansi que la conviction que leurs revendications sont parfaitement légitimes une fois qu'ils sont débarrassés de cette chaîne de la collaboration de classe déclarée ou larvée qui fait tout autant de dégâts sur leur état d'esprit qu'ils traînent aux pieds et qui les empêchent finalement d'aller de l'avant, d'élever leur niveau de conscience et de renforcer leur détermination à combattre pour changer la société, perspective qui leur est totalement étrangère ou hors de portée aujourd'hui.

Ce sont tous les rapports qui ont été établis avec les syndicats, les partis politiques et les institutions, le patronat qui doivent être impérativement corrigés ou modifiés radicalement pour que le mouvement ouvrier renoue avec sa tradition révolutionnaire et socialiste. Ceux qui ont été adoptés jusqu'à présent nous ont conduit dans une impasse, à la faillite, à la situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons, il faut donc les abandonner sur le champ.

ACTUALITE EN TITRES

Vive la guerre !

- Wall Street atteint de nouveaux sommets - LePoint.fr

Entraînée par l'optimisme des investisseurs sur la croissance mondial, la Bourse de New York a porté mardi le Dow Jones et le S&P 500 à de nouveaux records. LePoint.fr 01.07

- Rebond du marché français des fusions-acquisitions - Reuters

Le capitalisme est irrémédiablement un défaut.

- Chrysler rappelle 700.000 voitures de plus pour défaut d'allumage - Reuters

Quand l'attention de l'AFP se porte sur la "***peine***" des négriers.

- Nouvelle grève en Afrique du Sud, dont l'économie est à la peine - AFP

Leur fronde était un vulgaire élastique qui a pété à la figure de ceux qui l'ont confondu avec une catapulte.

- Projet de loi de finance rectificative : les députés l'ont adopté, les socialistes "*frondeurs*" l'ayant finalement voté - Atlantico.fr

Si UMP, UDI et Front de gauche ont voté contre, la quasi-totalité des socialistes ont au final approuvé le texte avec les radicaux de gauche. Seul un député PS s'est abstenu, Christophe Léonard. Et un seul élu UMP n'a pas voté contre, Frédéric Lefebvre, qui s'est abstenu. lexpress.fr 01.07

On attend la déclaration du charlatan Mélenchon...

En famille. Un panier de crabes ou à salade.

- Nicolas Sarkozy mis en examen pour «*corruption active*» - Liberation.fr

- Trafic d'influence présumé : l'avocat de Nicolas Sarkozy, Thierry Herzog, est mis en examen - Francetv info

- Clichy : le maire PS va porter plainte contre Patrick Balkany - LeParisien.fr

- Michèle Sabban (PS) démissionne après avoir menti sur son logement social - Liberation.fr

- Mise sous tutelle de la fédération PS du Gard - Le Nouvel Observateur

Quand une institution illégitime s'empare de la justice et impose sa dictature à des Etats vassaux.

- Burqa, euthanasie, GPA: la justice européenne se mêle-t-elle de tout? - L'Express.fr

Comment l'argent public est détourné au profit des entreprises privées.

- Electronique: Bruxelles lance un partenariat public-privé de 5 mds EUR - AFP

La Commission européenne a annoncé mardi le lancement d'un partenariat public-privé doté de cinq milliards d'euros de financement pour stimuler la conception et la fabrication européenne en matière d'électronique.

L'UE investira elle-même environ 1,18 milliard d'euros dans cette initiative baptisée ECSEL, qui regroupe déjà des projets pilotes et devrait en développer d'autres. Ces projets rassemblent des fabricants, entreprises technologiques, concepteurs de puces, chercheurs et universités.

Pour compléter ce financement, 26 pays ont promis de consacrer une somme totale de 1,17 milliard d'euros à ECSEL et des partenaires privés y contribueront à hauteur de plus de 2,34 milliards d'euros. AFP 01.07

Tout le monde ne peut pas être servi, on a des priorités...

- Faute d'argent, l'ONU réduit les rations alimentaires des réfugiés en Afrique - Liberation.fr

- Les jihadistes de l'Etat islamique paradent avec des missiles dans le nord de la Syrie - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox et conditionnement. Quand les mafieux passent à table, c'est juste pour vous donner un os à ronger.

L'essentiel n'est pas dans le fait que les banques fournissent certaines indications sur leurs activités dans des paradis fiscaux, tandis que d'autres demeurent secrètes ou opaques, ce que confirme l'article ci-dessous, mais plutôt qu'elles ont le temps de contourner la nouvelle réglementation ou de s'y adapter pour continuer ces activités.

Il en va ainsi de leur soi-disant transparence comme de leur dénonciation stérile des paradis fiscaux en général qui continuent d'exister. Or s'ils continuent d'exister, c'est que les dirigeants du capitalisme mondial ou de l'oligarchie financière en ont décidé ainsi, et s'ils ont décrété leurs activités légales, c'est qu'ils les estiment utiles et légitimes pour leurs affaires parce qu'ils en sont les principaux bénéficiaires. Tout le reste est du baratin ou de la poudre aux yeux pour donner une image plus présentable du capitalisme largement dominé par des pratiques mafieuses.

Ils peuvent vous révéler une partie de leurs opérations mafieuses, puisque vous n'en connaîtrez jamais les détails, en réalité cette information ne vous servira à rien, elle confirme juste ce que nous savions déjà.

Sur le plan psychologique et politique cette annonce ne manque pas d'intérêt pour eux.

Cependant en procédant de la sorte ils confirment qu'ils sont les maîtres du monde et que vous devez faire avec à défaut de pouvoir faire autrement. Vous devez vous faire à cette idée, ce qui renforcera votre impression d'impuissance face à leur dictature, vous laminera davantage au passage ou vous démoralisera un peu plus, au lieu de renforcer votre capacité ou votre volonté à leur résister et les combattre. En quelque sorte, ils étalent leur toute puissance, argument que vous opposerons ceux qui se sentaient déjà écrasés par leurs démonstrations de force et qui s'en serviront pour justifier leur refus de ce joindre à votre combat face à un ennemi qu'ils qualifieront d'invincible.

Un des piliers du socialisme consiste dans le refus des travailleurs de se soumettre aux conditons d'existence qui leur sont imposées. Les condraindre à les accepter, à s'y soumettre, est une quête permanente de nos ennemis, ils y travaillent quotidiennement, car s'attaquer à ce pilier du socialisme c'est lui interdire de pouvoir un jour se réaliser, de construire l'édifice d'une société nouvelle sur les décombres de leur société infâme.

- Paradis fiscaux : l'aveu des banques françaises - libération.fr

Lundi, les banques françaises ont dû fignoler leur opération transparence en rendant public un document de référence qui dévoile tout un tas d'informations issues de leurs filiales implantées dans les paradis fiscaux durant l'année 2013.

Parmi les banques concernées, on trouve BNP Paribas, Natixis, la Société Générale ou encore le Crédit Agricole.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de grande surprise : les destinations d'optimisation fiscale préférées des banques françaises restent la Suisse et le Luxembourg...

Dans ces pays où la fiscalité est privilégiée – voire nulle, l'activité des établissements bancaires est loin d'être négligeable. Elle est aussi très disparate : du financement de particuliers, à la gestion de grande fortune, en passant par le montage de produits financiers plus ou moins complexes, tout y passe.

La publication de ces informations participe incontestablement à renforcer la transparence des banques françaises au sein de la société civile. Mais elle a également de quoi susciter quelques soupçons. On apprend par exemple que BNP Paribas est présent dans sept des vingt Etats pointés du doigt par l'OCDE (Suisse, Luxembourg, Panama, îles Vierges britanniques, Emirats arabes unis, Autriche et Turquie) et que la banque y a réalisé au total un chiffre d'affaires de 2,77 milliards d'euros pour l'année 2013. Les effectifs salariés issus des paradis fiscaux sont également très importants puisque la banque compte 16.044 employés dans ces territoires non coopératifs contre 56.585 en France – soit un peu plus d'un quart.

Présente dans six paradis fiscaux,Natixis reconnaît que son produit net bancaire le plus important se trouve au Luxembourg mais n'atteint «que» la somme de 162 millions d'euros. Aux îles Caïmans, autre refuge offshore, les quatre banques citées disposent de filiales très bien implantées mais n'y ont pas généré de revenus en 2013. En revanche, aux Bermudes, la Société Générale indique avoir réalisé 17 millions d'euros de chiffres d'affaires au titre de l'année écoulée… alors qu'elle n'y emploie aucun salarié.

Bon nombre d'associations sont rassurées par la publication de ces documents. libération.fr 01.07

Les crétins de service qui n'ont rien compris à la manoeuvre ! Ils leurs servent de caution, morale, ce sera difficile, voire impossible s'agissant de banksters !

En famille. Valls avec le patronat.

- Valls refuse d'être le "*le chef d'un gouvernement qui n'avance pas*" - AFP -

- Conférence sociale: réunion Medef, CGPME, artisans mardi soir sur un possible boycott - AFP

- Comment Gattaz a fait passer les impôts de sa société de 25 à 3% - Le Nouvel Observateur

- Compte pénibilité, code du travail, charges... Comment Valls lâche du lest face aux patrons - Francetv info

Le report partiel du compte pénibilité : Le report partiel du dispositif, dont l'entrée en vigueur était prévue en 2015, ne sera finalement généralisé qu'en 2016.

De nouvelles baisses de charges : Après une première baisse de 6,5 milliards d'euros en 2015, il annonce une diminution des prélèvements sur les entreprises "*de 8 milliards en 2016 et d'environ 5,5 milliards en 2017*".

Vers une simplification du code du travail : Le Premier ministre veut "*rendre le fonctionnement de l'économie plus souple, plus efficace*". Pour cela, il compte demander aux syndicats et au patronat "*d'engager des discussions sur les simplifications possibles du Code du travail*". Francetv info 01.07

En complément.

Le droit du travail responsable du chômage, pas le capitalisme.

- Le code du travail nourrit-il le chômage ? - LeMonde.fr

Un nouveau sale coup contre le droit à la santé.

Les recettes de l'Assurance maladie pour économiser 2,9 milliards d'euros - Liberation.fr

A peine croyable : Les détracteurs de la théorie du complot en étaient les auteurs!

- La NSA autorisée à surveiller 193 pays par une cour secrète - lexpress.fr 01.07

Presque aucun pays n'a échappé à l'espionnage de la NSA, révèle le Washington Post ce mardi. L'Agence nationale de sécurité américaine a obtenu en 2010 l'autorisation juridique de cibler 193 Etats, à l'exception de quatre pays anglophones dont la Grande-Bretagne, précise le quotidien. En 2012, l'Onu reconnaissait l'existence de 197 pays dans le monde.

Le quotidien américain a obtenu auprès de l'ex-prestataire de la NSA Edward Snowden des documents de justice datant de 2010, qui autorisaient la NSA à intercepter les communications dans une liste de pays jugés d'un intérêt valide pour le renseignement américain.

Les pays qui ont échappé à l'espionnage

Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Union européenne et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) font aussi partie des cibles légitimes. Seuls quelques pays plus amis que les autres des Etats-Unis ont échappé à la surveillance: la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les quatre autres pays du groupe des "*Five Eyes*" ("*Cinq yeux*") avec qui les Etats-Unis ont des relations de coopération très proches en matière de renseignement. (Les "*Cinq yeux*" de l'Empire anglo-saxon. - ndlr)

L'autorisation juridique, accordée par la cour secrète Foreign Intelligence Surveillance Court (Fisc) et valable un an, ne signifie pas que la NSA ciblait en permanence les pays et organismes ciblés, mais seulement qu'elle en avait le pouvoir légal.

Les communications de citoyens américains dans la mire de la NSA?

La NSA a souvent souligné que son rôle était d'intercepter les communications à l'étranger, et qu'elle ne s'intéressait qu'aux cibles qui correspondent à un objectif précis de renseignement. Barack Obama a plusieurs fois déclaré que les Etats-Unis ne s'intéressaient pas aux citoyens ordinaires.

Pourtant les autorisations accordées par le Fisc permettent aussi à la NSA d'intercepter toute communication "*à propos*" de ces cibles. De quoi inquiéter les défenseurs des libertés individuelles aux Etats-Unis, car cela pourrait inclure des courriels de citoyens américains mentionnant une cible étrangère. lexpress.fr 01.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie : Moscou met en garde Washington - french.irib.ir

Le ministère russe des Affaires étrangères a mis en garde les Etats-Unis quant à son soutien appuyé aux opposants syriens.

Dans un communiqué émis lundi, le ministère russe des Affaires étrangères a indiqué que les soutiens américains aux opposants syriens visent exclusivement au renforcement du groupe terroriste de Daesh dans des parties des territoires irakien et syrien. Le communiqué critique le président américain, Barack Obama, pour sa demande au congrès d'allouer 500 millions de dollars à la formation et l'équipement de « *ceux que la Maison Blanche appellent les groupes modérés de l'opposition armée syrienne* », et qualifie de « *trop étrange* », une telle demande. « *Tenant compte aux réalités, ces budgets si importants – s'ils sont approuvés – ne feront effectivement que renforcer le groupe terroriste de Daesh*", souligne le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères. french.irib.ir 01.07

2- Irak

2.1- "***Les Etats-Unis, planificateurs des incidents terroristes, en Irak***" (Amir-Abdollahian) - french.irib.ir

"*Les Etats-Unis sont les principaux planificateurs des opérations terroristes, en Irak*", a déclaré le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, chargé du département arabo-africain.

"*Le soutien de Washington aux opposants politiques et groupes terroristes était une erreur stratégique commise par les Etats-Unis, en Syrie, qui se répète, aujourd'hui, en Irak*", a affirmé, ce mardi, Hossein Amir-Abdollahian, devant un parterre de journalistes, à Moscou, soulignant que la situation qui prévaut, en Irak, est le résultat de l'ingérence étrangère planifiée par les Etats-Unis. "*La politique conjointe de l'Iran et de la Russie empêche l'unilatéralisme des Etats-Unis, en Syrie*", a précisé Amir-Abdollahian. "*Téhéran et Moscou soutiennent, fortement, l'Irak, face aux terroristes, et ne permettront pas que les résidus du régime de Saddam et les groupes terroristes menacent la sécurité de la région*", a-t-il indiqué. french.irib.ir 01.07

2.2- Pourquoi Israël veut-il l'implosion de l'Irak ? - french.irib.ir

Les autorités sionistes ont très clairement annoncé leur soutien à toute initiative qui provoquerait à terme une dislocation del'Irak. c'est ainsi que les appels à la scession lancé par Barzani, président du Kurdistan autonome a attiré les approbations du président de l'entité sioniste, de son premier ministre et de son ministre des AE. Peres a m^me osé ceci : " *les kurdes ont déjà crée leur Etat de facto. C'est un Etat démocratique et l'un de ses signes, c'est le respect qu'il manifeste à l'égard des droits des femmes*". Mais cette euphorie n'est pas partagée par les commandants de l'armée sioniste, tel Gilad Amos qui conseille aux politiciens de se taire : " *notre silence au sujet du démembrement de l'Irak et de la séparation du Kurdistan convient mieux . Parler de ce sujet dessert les intérêts des kurdes* " sur un autre plan, les sources médiatiques révèlent de plus en plus la complicité qu'il y a entre le Mossad et Daech.

Selon Al Qabas qui parait au Koweit, "*les premiers éléments de l'enquête sur l'explosion terroristes à l'hôtel Duroy de Beyrouth montre que les terroristes takfiris sont informés par le renseignement d'un pays car leurs informations sont très précises et ils ont des objectifs bien fixes et une conscience élargie des conditions dans lesquelles ils devront commettre leurs crime. Cela ne peut venir que du renseignement israélien*". Mais pourquoi Israël cherche-t-il à provoquer le démembrement de l'Irak?

1- L'implosion de l'Irak à titre d'un Etat arabe et musulman , un Etat qui de surcroit a souvent agi dans le sens des objectifs de l'axe de la Résistance ne peut que constituer un acquis stratégique. 2- L'implosion de l'Etat irakien rendra vulnérable l'Etat syrien car la Syrie perdra un voisin sûr et important et cela au risque de créer un espace d'action et de manoeuvre nouveau pour les terroristes anti Assad.

3- Dans l'optique d'Israël, l'émergence d'un Etat indépendant kurde préparera le terrain à la scession des régions kurdes de la Syrie, de la Turquie et bien sûr de l'Iran.

4- Les liens entre les israéliens et certains responsables kurdes sont larges . un Kurdistan idépendant n'hesitera pas à

proclamer officiellement ses relations avec Israël. Ce sera un Etat à tous point de vue bénéfique à Israël : il procurera d'abord du pétrole à Israël et cet aspect de la chose est dors et déjà effectif. Ensuite parce que les sites d'espionnage et de renseignement les plus actifs d'Israël à l'extérieur de ses frontières se trouvent au Kurdistan irakien. ces deux aspects seront renforcés après l'indépendance du Kurdistan.

5- L'Iran sera affaibli dans la région. ces dix dernières annés , l'Etat irakien s'est comporté souvent comme un allié de l'Iran et on pourrait même dire qu'il est un partenaire stratégique pour la RI.

6- Le demembrement de l'Irak contribuera à propulser en tête des priorités de la politique américaine, le plan du nouveau Moyen-Orient avec en toile de fond la dislocation des grands Etats musulmans.

7- Le démembrement de l'Irak, pays hybride, aidera à instaurer une nette polarisation chiite sunnite dans la région avec les conséquences que cela impose. french.irib.ir 01.07

2.3- Irak : les Kurdes, victimes expiatoires d'Israël - french.irib.ir

« Les sionistes ont fait des Kurdes un bouclier pour assurer et réaliser leurs objectifs en Irak », a déclaré un analyste irakien des questions politiques, tout en mettant en garde les Kurdes contre les intentions israéliennes envers l'Irak. « *Les Kurdes parient sur un choix erroné, car Israël n'a pas d'amis ni d'alliés dans la région et tente de les utiliser comme un bouclier* », a averti Jassem al-Moussavi. « *Les Kurdes comment une erreur monumentale, s'ils se placent du côté d'Israël, et ce surtout à un moment où l'axe de la résistance dans la région est, actuellement, à son paroxysme et ne cesse de se doper de jour en jour.*".

Cet expert des questions politiques a fait allusion au rôle du régime sioniste dans la chute de la ville de Mossoul par l'EIIL et a dit : « *Israël a joué un rôle manifeste dans la chute de Mossoul, tout en essayant de décrire les activités des groupes terroristes armés comme une révolution dans le sens de la protection de l'article 140 et des droits des Kurdes* ». « *La stratégie israélienne consiste à éviter la première ligne de front et de se positionner en seconde ligne de front. Et cette fois-ci, ce sont les groupes terroristes et les Kurdes qui servent de bouclier aux sionistes pour réaliser les objectifs israéliens.* . french.irib.ir 01.07

3- Arabie Saoudite

- Le feu du terrorisme ne tardera pas à embraser l'Arabie Saoudite - french.irib.ir

Lorsque les groupes de « *l'Etat islamique en Irak et au Levant* » (EIIL) ou Daesh font leur apparition dans leur patrie sous cette appellation ou une autre, Saoud al-Fayçal qui les évoquent en Syrie et en Irak comme révolutionnaires ne continuera certainement pas de les évoquer par la même qualification par contre il utilisera les pires qualifications. En qualifiant les terroristes en Syrie et en Irak de révolutionnaires, les Al-e Saoud veulent justifier le soutien qu'ils leur apportent et ce alors que jusqu'à présent aucun soutien des terroristes n'a jamais désigné ces groupe par ce mot (terroristes).

Le feu du terrorisme ne tardera pas à embraser les Al-e Saoud-même qui ont basé leur gouvernance sur le Wahhabisme. Le wahhabisme qui frappe les autres d'excommunication est en effet le berceau principal du terrorisme, à savoir Al-Qaïda et ses émanations comme Daesh, le Front al-Nosra et le Front islamique. Les expériences vécues ont montré que le terrorisme retourne finalement à sa principale patrie. Actuellement la principale patrie des terroristes est le territoire des wahhabites, Takfiris et salafistes des Al-e Saoud qui en pillant les richesses pétrolières règnent sur les habitants de Nadjd et de Hedjaz.

Il est donc naturel que les experts attendent le retour des terroristes chez les Al-e Saoud tandis que cela interviendra dans un proche avenir. Dans de tel cas, le ministre saoudien des affaires étrangères Saoud al-Fayçal ne pourra plus cacher ses stupidités politiques en qualifiant les terroristes de révolutionnaires. Le groupe terroriste Daesh et les autres groupes du même genre qui sont tous une émanation d'Al-Qaïda et du Wahhabisme ne sont pas des groupes révolutionnaires car il n'entreprennent aucune démarche révolutionnaire. En tuant les autres ils proclament leur existence. Saoud al-Fayçal et les autres commandants des Al-e Saoud doivent donc dès maintenant se préparer à une confrontation avec l'écho des crimes qu'ils ont commis via ces groupes terroristes en tant que révolutionnaires, à l'encontre du peuple arabe musulman. french.irib.ir 01.07

Haut de page

Le 3 juillet 2014

CAUSERIE

Les causeries et infos en bref de juin sont en ligne au format pdf, 140 pages. On a bien bossé.

On rajoutera une quinzaine de nouveaux documents demain matin. Je dois aller faire des courses, il faut bien manger !

"***Mourir pour la Patrie***" ou mourir "***pour des industriels***", cela revient au même.

Vidéo. 14-18 : "*On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels*" de Investig'Action

Un film de Michel Collon & Denise Vindevogel. (Belgique, 2014)
http://vimeo.com/99236165

Entre nous, "*mourir pour la Patrie*" ou mourir "*pour des industriels*", cela revient au même puisque ce sont les industriels qui possèdent la "*Patrie*" ou détiennent le pouvoir dans les deux cas.

Il faut croire que c'est le sort réservé à tous les intellectuels (et partis) de sombrer dans le social-patriotisme, le nationalisme ou le souverainisme pour refuser de rompre avec le capitalisme ou d'adhérer au socialisme qui signifie intégrer dans son combat les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917.

Personne n'y échappe, simple constatation basée sur le faits. On va peut-être nous accuser de faire preuve d'intolérance, nous le revendiquons quand il s'agit de débusquer l'opportunisme sous toutes ses formes.

Ensuite chacun est libre de s'accommoder du capitalisme et d'en assumer les conséquences ou de rompre avec lui, nous ne forçons personne à partager nos idées ou à adopter le socialisme contrairement aux dogmatiques ou aux donneurs de leçons.

Vaincre ou périr sur le champ de bataille de la lutte des classes pour conquérir notre émancipation de la servitude humaine, en combattant de la liberté contre l'arbitraire et l'injuste...

- Gauche : ne plus tarder - legrandsoir.info - 1er juillet 2014

Le choc qu'a représenté la double gifle administrée aux dernières élections n'en finit plus de provoquer des réactions inquiètes, voire effarées. Va-t-on vraiment laisser la gauche s'affaiblir sans limites jusqu'à disparaître comme en Italie ? (...)

(Chaque jour des millions de travailleurs et leurs familles font face à une multitude de difficultés et souffrances qui sont autant de coups violents que leur inflige le régime, et voyez-vous cela ces gens se plaignent d'avoir pris une "*double gifle*" qui somme toute ne les empêchent pas de continuer de vivre comme avant des subsides que le régime leur accorde généreusement en échange des services qu'ils lui rendent. Il faut ajouter que ce sont ces millions de travailleurs qui leur ont infligé cette "*double gifle*" bien méritée en ne votant pas pour leurs candidats aux dernières élections, en ne votant pas du tout pour l'immense majorité d'entre eux qui en ont marre qu'on se moque d'eux ou qu'on les méprise.

Comme quoi la gauche est mortelle puisqu'en Italie elle a disparu. Ils auraient pu ajouter tous les pays dont le mouvement ouvrier s'est trouvé un jour sous l'emprise de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme, la gauche dans ces pays coïncide avec le cadavre du stalinisme. - ndlr)

La responsabilité principale de l'affaissement du soutien aux diverses composantes de la gauche et de l'écologie politique, de la montée de l'abstention et du renforcement de l'extrême droite, réside dans la politique Hollande-Valls.

(Cela leur évite de reconnaître leur propre responsabilité pour avoir appelé à voter Hollande et PS, ce dont les électeurs n'ont pas oublié. L'affaiblissement de ce qu'ils appellent la gauche est le produit de sa soumission permanente à l'ordre établi, et en période de crise ils paient le prix de leur capitulation politique devant le capital.

Ce à quoi nous assistons est l'aboutissement de leur politique de subordination des travailleurs au capitalisme qui n'ont aucune confiance dans la politique qu'ils leur proposent, dans la mesure où après les avoir habitués à se soumettre ou à s'accommoder du capitalisme pendant de longues décennies, ils n'ont plus aucune crédibilité auprès des travailleurs pour le combattre, ils leur dénient toute légitimité à les représenter et donc se détournent de ces partis.

Leur proposeraient-ils une politique conforme à leurs intérêts qu'ils ne les souvraient pas davantage car les travailleurs sont profondément soumis au capitalisme pour être incapables d'entrevoir leur avenir au delà où qu'il existerait un moyen de s'émanciper du joug du capital, traduisant le fait que le socialisme leur est totalement étranger ou qu'ils ne croient pas qu'il soit possible de changer la société de fond en comble.

Voilà le résultat de la politique de la soi-disant gauche dont elle porte seule la responsabilité. - ndlr)

A quoi il faut ajouter le rejet d'une réelle et profonde transition énergétique, pourtant immédiatement indispensable et potentiellement créatrice de profusion d'emplois non délocalisables. Et l'abandon de la quasitotalité des réformes sociétales promises, dont l'emblématique droit de vote pour les étrangers non communautaires.

(Les travailleurs en ont strictement rien à foutre de la " *transition énergétique*" et du "*droit de vote pour les étrangers*", eux ce qu'ils veulent c'est un travail et pouvoir en vivre dignement, pouvoir se soigner, que leurs enfants ne se retrouvent pas au chômage, être logés dignement aussi, etc. Mieux, ils sont majoritairement contre vos "*réformes sociétales* " qu'ils n'ont pas réclamés non plus et qui ne servent qu'à les diviser. - ndlr)

Cette politique est à la racine de nos difficultés. Il faut impérativement rompre avec elle. Il faut qu'elle soit combattue sans compromis (et déjà par le rejet du budget rectificatif, comme, urgemment, par l'abandon du Traité transatlantique) sans quoi il ne restera plus qu'à tenir la chronique d'une catastrophe inévitable.

(Tartuferie, il sera impossible de mettre en oeuvre une autre politique sans rompre avec le capitalisme et l'UE, or les signataires de cet appel sont contre. Elle est là "*la racine de (vos) difficultés*", votre double langage permanent, votre incapacité de rompre avec le régime et ses institutions qui vous nourrissent grassement, votre refus d'affronter le gouvernement, de caractériser le PS comme un parti du capital, de droite. La catastrophe, des millions de travailleurs et leurs familles la vive déjà quotidiennement, ces philistins craignent seulement qu'un jour prochain elle s'abatte sur eux, ce jour-là qu'ils ne comptent pas sur nous pour pleurer sur leur sort. - ndlr)

Il faut donner à voir les issues possibles.

(Il n'y en a qu'une possible : combattre pour balayer ce régime et ses institutions et organiser les travailleurs dans la perspective de la prise du pouvoir. Ce n'est ni leur préoccupation ni l'objectif qu'ils se fixeront, en réalité ce qu'ils veulent c'est que le gouvernement épargne certaines couches qu'ils représentent, afin de conserver leurs postes et leurs prébendes dans le cadre du régime en place puisqu'ils en sont l'émanation. La nature des militants et des partis auxquels cet appel s'adresse autant que ses signataires suffit à l'illustrer. - ndlr)

Ce qui manque c'est l'affirmation que nous voulons nous y atteler ensemble et un cadre commun pour les discuter. Membres des Socialistes Affligés, d'Europe Ecologie-Les Verts, du PCF, du PG, d'Ensemble !, du Front de Gauche, de Nouvelle Donne, Féministes.

Signé : Des responsables politiques membres des Socialistes affligés, d'Europe Ecologie-Les Verts, du PCF, du PG, d'Ensemble !, du Front de Gauche, de Nouvelle Donne et du Mouvement social.

(La liste figure à la fin de cet appel que nous mettons en ligne dans la rubrique *Politique* de notre portail et non dans la *Tribune libre* car il n'y mérite pas sa place. -ndlr)

ACTUALITÉ DU JOUR

Le président des économistes ou de la finance

- Un comité d'économistes pour conseiller le gouvernement - Reuters

Arnaud Montebourg a installé mercredi un comité d'économistes appelé à conseiller le gouvernement sur les politiques à mener en France et en Europe.

(Autrement dit le gouvernement se détourne résolument des travailleurs, qui avec leurs organisations et partis savent quelle politique il faudrait mettre en oeuvre pour résoudre les difficultés que rencontrent les masses laborieuses. Attention, cela ne signifie pas que leurs politiques seraient applicables telles quelles, bien au contraire elles sont bourrées de contradictions, aussi en les prenant au mot et en poussant au bout leur démarche on aboutit à la nécessité de rompre avec le capitalisme et l'UE pour les appliquer, ce dont évidemment syndicats et partis dits ouvriers sont opposés. - ndlr)

Le ministre de l'Economie a dit lors d'une conférence de presse vouloir "*ouvrir le débat macroéconomique européen et national*" sur "*les choix monétaires, budgétaires, financiers*", mis en question, selon lui, actuellement par les citoyens.

Le Conseil indépendant pour la croissance et le plein-emploi est composé de Jean-Paul Fitoussi (président), professeur à Sciences-Po Paris, du Prix Nobel américain Joseph Stiglitz, de Peter Bofinger, membre du conseil des sages du gouvernement allemand, d'Enrico Giovannini, professeur à Tor Vergata (Rome) et de Philippe Martin, professeur à Sciences-Po Paris.

(Sciences-Po l'école des ânes, des recalés de l'ENA - ndlr)

"*Les politiques conduites aujourd'hui sont encore dans l'optique de réduire les dettes publiques mais on a l'impression qu'elles ont laissé de côté les objectifs primordiaux pour les populations que sont la croissance, le bien-être et le plein-emploi*", a déclaré Jean-Paul Fitoussi.

(Si ce n'est qu'une "*impression*", la Commission européenne peut dormir tranquille. - ndlr)

"*L'Europe persévère dans des politiques qui contredisent ses objectifs principaux et qui n'aboutissent pas à satisfaire leur objectif premier qui est la réduction de la dette*", a-t-il ajouté, expliquant qu'il y avait urgence à investir dans le capital humain pour redresser la confiance et à chercher la compétitivité dans la hausse de la productivité plutôt que dans la baisse des salaires. Reuters 02.07

"*Investir dans le capital humain*" peut prendre plusieurs formes. "*La confiance*" peut s'acquérir à coups de canon. Ce serait la seule condition pour que la "*compétitivité*" et la "*hausse de la productivité*" ne rime pas avec "*baisse des salaires*", mais elle serait contrariée dans une économie mondialisée où les capitalistes se livrent à une féroce concurrence sur fond de dumping social, ce qui explique en partie pourquoi ils n'ont pas opté pour une nouvelle guerre mondiale, pour le moment.

Seule la guerre et la destruction massive de forces productives peut permettre d'accroitre la productivité et le taux d'exploitation, de créer des millions d'emplois dégageant suffisamment de profit pour financer des augmentations de salaires, faudrait-il encore qu'elle soit mondiale et inclut la Chine notamment. Une alternative existe, elle consiste à tailler à la hache dans la législation du travail, les salaires et les retraites, ce qui a été fait en Grèce notamment, sans pour autant créer des emplois ou pas suffisamment pour réduire un chômage de masse à terme politiquement insupportable et qui menacera le régime en place. Elle ne résoud rien et renforcera à terme les contradictions du capitalisme.

Le capitalisme conduit à la paupérisation croissante de large couche de la population laborieuse.

- Toujours plus difficile de sortir de la pauvreté depuis la crise - AFP

Les pauvres sont plus pauvres qu'avant, les riches plus riches, et la pauvreté, dont il est plus difficile de sortir depuis la crise, touche non plus seulement des chômeurs mais aussi des salariés, souligne l'Insee dans une étude mercredi.

Selon cette enquête intitulée "*Les revenus et le patrimoine des ménages*", qui porte sur 2011 (dernières statistiques disponibles), les inégalités en France ont continué d'augmenter cette année là.

En effet, les 40% des personnes les plus modestes ont vu leur niveau de vie diminuer entre -0,2% et -0,8%, alors qu'à l'inverse, les 40% des plus riches ont vu le leur augmenter entre 0,1% et 0,8%.

La proportion des personnes pauvres a, elle, "*continué de s'accroître*", avec un taux de pauvreté s'établissant à 14,3% (+0,3 point en un an) de la population totale, a rappelé Jérôme Accardo, chef du département des prix à la consommation de l'Insee, lors d'une conférence de presse.

Une personne est dite pauvre lorsque son niveau de vie est inférieur à 60% du niveau de vue médian de l'ensemble de la population, soit 978 euros par mois en 2011.

Selon l'Institut national de la statistique, les chômeurs ont contribué pour près de la moitié à l'augmentation du taux de pauvreté cette année là.

Mais l'autre catégorie, "*très touchée*", a été celle des salariés, dont le taux de pauvreté a augmenté de 0,6 point, passant de 6,3% à 6,9%.

"*Une telle hausse du taux de personnes pauvres parmi les salariés n'avait pas été enregistrée depuis 2007*", souligne l'Insee, qui l'explique par "*une quasi-stabilité des bas salaires en euros constants et même une baisse de 0,3% du Smic horaire brut en moyenne annuelle*".

Cet effet de la pauvreté des personnes en emploi est observé ailleurs en Europe, notamment en Italie, en Espagne et en Grèce.

Depuis la crise de 2008, l'Insee évoque une "*forte persistance de la pauvreté*". Ainsi en 2010, 34% des personnes pauvres sont sorties de la pauvreté, 66% y sont restées et 6% des personnes non pauvres y sont entrées.

Et sur deux années, 2009 et 2010, c'est en tout 18% de la population française qui a connu la pauvreté (soit sur une seule année, soit sur les deux).

"*Depuis la crise, il est plus difficile qu'avant de sortir de la pauvreté*", a souligné Simon Beck, chargé d'études à la division revenus et patrimoine des ménages.

En effet, selon l'Insee, si entre 2004 et 2005, 42% des personnes pauvres s'en étaient extirpées, la proportion est tombée à 35% entre 2009 et 2010.

"*Au total, la hausse du taux de pauvreté observée ces dernières années apparaît donc plutôt due à un accroissement de la persistance dans la pauvreté*", indique l'Institut de la statistique.

Et plus longtemps dure cet état de pauvreté, plus il est difficile d'en voir la fin, toutes catégorie socioprofessionnelle confondue. AFP 02.07

- Chômeurs, jeunes et familles monoparentales premières victimes de la crise - AFP

La crise économique qui a débuté en 2008 a entraîné une hausse du nombre de personnes vivant dans la pauvreté et une intensification de celle-ci, les chômeurs, les jeunes et les familles monoparentales étant particulièrement affectés, estime l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) dans une étude publiée mercredi.

Le nombre de personnes vivant avec moins de 977 euros par mois en 2011 (sous le seuil de 60% du niveau de vie médian) a atteint 8,7 millions, 700.000 de plus qu'en 2007, soit 14,3% de la population contre 13,4% quatre ans plus tôt.

Cette hausse témoigne, selon l'ONPES, d'"*un élargissement de la pauvreté à des publics jusqu'alors épargnés*", et elle est due aussi bien à la dégradation profonde du marché du travail qu'à l'accroissement des inégalités de revenus.

Le nombre d'allocataires des minima sociaux s'est également accru pour atteindre 2,8 millions de personnes d'âge actif fin 2012 (+400.000 par rapport à 2007), en raison notamment d'une augmentation du nombre de bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) "*socle*" (revenu minimum pour personnes sans ressources).

La pauvreté s'est intensifiée, le nombre de personnes vivant avec moins de 808 euros par mois (moins de 50% du niveau de vie médian) ayant augmenté de 575.000 en quatre ans, pour atteindre 4,8 millions en 2011, soit 7,9% de la population contre 7% en 2007.

La proportion de personnes vivant en "*grande pauvreté*" (moins de 652 euros par mois, moins de 40% du niveau de vie médian) est passée dans le même temps de 3,1% à 3,5%. Parmi celles-ci, ce sont les moins de 30 ans qui affichent le taux de pauvreté le plus élevé (5,2%), les personnes âgées de 75 ans et plus étant nettement moins défavorisées avec un taux de 1,1%.

La crise a éloigné de l'emploi de manière durable un nombre accru de personnes d'âge actif, augmentant "*le risque d'irréversibilité des situations de pauvreté*".

Les personnes privées d'emploi, les familles monoparentales et les jeunes sont les premières victimes de la crise de longue durée.

En 2011, près de quatre chômeurs sur dix vivaient sous le seuil de pauvreté (moins de 60% du niveau de vie médian), alors que c'est le cas de moins d'une personne sur dix en emploi.

Le taux de pauvreté des enfants (moins de 18 ans) frôle les 20% en 2011 contre près de 18% en 2007.

Entre 2007 et 2011, la pauvreté a principalement progressé dans le quart nord-est de la France, y compris les départements autour de Paris. AFP 02.07

Haro sur les retraités !

Qui peut croire un instant qu'il y aurait un socialiste au PS ? Qui peut croire que leur politique aurait quelque chose à voir avec le socialisme ?

- Les députés votent le gel des retraites de plus de 1.200 euros - AFP

Dans les faits, cela revient à un gel de 18 mois, jusqu'au 1er octobre 2015, puisque la date de revalorisation annuelle des

retraites avait déjà été décalée cette année d'avril à octobre à l'occasion de la réforme des retraites.

Le gel n'a été défendu que par les radicaux de gauche et une majorité des socialistes. Pour Michel Issindou (PS), rapporteur de la réforme sur les retraites, le gel épargne les petites retraites dans un contexte d'"*inflation extrêmement basse*", ce qui "*n'affectera pas les retraités de manière considérable*".

(Avec le chômage de masse et le nombre de travailleurs pauvres qui peinent à survivre avec leurs salaires, leurs parents retraités leur viennent en aide de multiples façons ou même parfois les hébergent, aussi s'attaquer aux retraités qui perçoivent une pension modeste ou misérable à peine supérieur à 1.200 euros revient à frapper aussi les familles les plus pauvres. Et quand on est pauvre 11 euros cela représente une somme. Apparemment au PS ils ne savent pas ce que c'est que d'être pauvre ou plutôt ils s'en foutent. - ndlr)

Selon le rapporteur (PS) Gérard Bapt, la revalorisation était attendue cette année à 0,6% et ce gel, qui concernerait 8 millions de personnes, soit la moitié des retraités, représenterait un effort de 11 euros par mois. Le montant attendu des économies s'élève à 970 millions d'euros en année pleine.

"*Personne ne dit qu'à 1.200 euros on est riche. Il est légitime de demander un effort aux retraités car il faut se mobiliser pour notre jeunesse: le taux de pauvreté est plus important chez les jeunes que chez les retraités*", a plaidé la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine.

(Elle ne manque pas de cynisme. Non, il est illégitime de s'attaquer aux retraités qui ont tout juste de quoi survivre, qui plus est hypocritement en repoussant l'âge de départ à la retraite en prétendant se préoccuper du sort de la jeunesse vouée à la précarité, au chômage et à demeurer chez leurs parents faute d'un travail et d'un revenu décent pour vivre. - ndlr)

Le projet de budget rectificatif de la Sécu, dont l'examen devait s'achever en début de soirée, sera soumis au vote de l'hémicycle mardi.

Manuel Valls s'est dit mercredi "*convaincu*" qu'il parviendrait à obtenir une majorité à l'Assemblée sans "*utiliser les armes*" du vote bloqué ou du 49-3, comme le gouvernement en avait agité la menace.

Le vote sera "*un peu plus dur*" que celui sur le budget de l'État, a reconnu toutefois le président du groupe socialiste Bruno Le Roux. Et de juger que "*dans le groupe, il n'y a pas 40 copains plus à gauche ou plus sincères ou ayant plus raison que les 250 autres*". AFP 02.07

Tous copains et coquins... On ne voit pas comment 40 pourraient être plus à gauche dans un parti de droite, on ne laissera rien passer. Disons qu'il y en a qui l'assume plus que d'autres l'escroquerie politique à laquelle ils se livrent.

En complément. La Ve République est bien antidémocratique. Et le PS aussi.

- Les députés refusent l'idée d'un référendum sur la réforme territoriale - Francetv info

Soumissions et trahison._

Participer à cette énième conférence antisociale, c'est légitimer les mesures qui en sortiront, c'est tromper ou trahir les travailleurs.

- Les syndicats dénoncent un "*coup*" porté par Valls au dialogue social - AFP

Ils y tiennent, on comprend pourquoi, c'est dans leur nature. Contre-révolutionnaire.

- Le report pour les salariés du dossier sur la pénibilité fâche les syndicats - Francetv info

Etaient concernés les salariés exposés au port de charges lourdes, à des postures pénibles, des vibrations mécaniques, des agents chimiques dangereux, une activité en milieu hyperbare , des températures extrêmes, du bruit, au travail de nuit, au travail en équipes alternantes ou au travail répétitif. Le gouvernement a finalement décidé de n'en retenir que quatre cas pour 2015 : travail de nuit, travail répétitif, travail en équipe alternante et travail sous pression hyperbare. Les autres facteurs seront pris en compte uniquement à partir de 2016.

Du coup Thierry Lepaon (CGT) s'adresse directement à François Hollande lui demandant de "*clarifier les objectifs*" de la conférence sociale à venir en ajoutant : "*Le gouvernement choisit son camp: celui du patronat qui ne veut rien lâcher*". Francetv info 02.07

Les "*objectifs*" de cette mascarade sont connus d'avance, accorder de nouvelles concessions au patronat, dès lors y participer c'est "*choisir*" son camp.

Racket.

Rappel : Le PS a enlevé la mairie de Paris avec ses alliés du PCF et de EELV soutenus par le PG.

- A Paris, les prix du stationnement et des PV pourraient exploser - francetvinfo.fr

La mairie de Paris envisage en effet de doubler le montant des PV pour stationnement, qui passerait de 17 à 36 euros, et d'augmenter d'au moins 50% le prix du stationnement lui-même, révèle Le Parisien (article payant) mercredi 2 juillet.

"*La mairie de Paris réfléchit à une augmentation d'au moins 50% du tarif horaire du stationnement de rue qui rapporte, si l'on ajoute le stationnement résidentiel, pas moins de 65 millions d'euros par an à la Ville*", explique le quotidien, alors qu'actuellement, "*l'automobiliste paye entre 1,20 euro et 3,60 euros de l'heure pour se garer dans les rues*". A cette hausse s'ajouterait "*l'augmentation du PV pour stationnement – la majorité parisienne envisage de le doubler, en le faisant passer de 17 à 36 euros – que la ville souhaite appliquer dès l'année 2016, lorsque le montant des amendes pourra être fixé commune par commune*", poursuit Le Parisien.

Le Parisien souligne qu'Anne Hidalgo a avoué le mois dernier "*qu'il lui manquait 400 millions d'euros pour boucler le budget de la ville*".

Avec trois millions de procès-verbaux pour le seul stationnement dressés dans la capitale en 2012, l'automobiliste parisien est le plus verbalisé de France, relève Le Parisien. Mais il est aussi le moins bon payeur, puisque seuls 13% des conducteurs s'acquittent de leur contravention dans les délais légaux. francetvinfo.fr 02.07

Le pire est à venir, ils l'annoncent au monde entier.

- Obama jugé comme le pire président des Etats-Unis, selon un sondage - AFP

Le président Barack Obama, qui fait face à un second mandat difficile, apparaît en tête d'une liste des pires dirigeants américains depuis la Deuxième guerre mondiale, selon un sondage paru mercredi aux Etats-Unis.

Environ 33% des personnes interrogées voient le président démocrate, élu en 2008 et réélu en 2012, comme le pire dirigeant de ces 70 dernières années. Quelque 28% évoquent plutôt son prédécesseur, le républicain George W. Bush (2001-2009), indique une enquête menée par l'institut de sondage de l'Université Quinnipiac.

A l'inverse 35% des sondés considèrent le républicain Ronald Reagan, à la Maison Blanche de 1981 à 1989, comme le meilleur dirigeant qu'ait connu le pays depuis 1945.

Près de 45% des personnes interrogées estiment par ailleurs que l'Amérique aurait été en meilleur état si le républicain Mitt Romney avait gagné la présidentielle de 2012 face à M. Obama.

Le sondage révèle ainsi que 54% des électeurs pensent que l'administration Obama n'a pas les compétences pour gouverner, contre 44% d'avis contraires. Seuls 40% approuvent sa gestion de l'économie et 37% celle des affaires étrangères. AFP 02.07

Eugénisme. Théorie du complot ou réalité ?

- Un chercheur fabrique volontairement un virus ultra-virulent : savant fou ou visionnaire ? - francetvinfo.fr

Les expériences d'un scientifique japonais, qui a créé une variante du virus H1N1 très dangereuse pour l'homme, relancent le débat sur la nécessité de créer ces agents infectieux en laboratoire pour mieux les étudier.

Si vous avez vu des films comme Je suis une légende ou joué au jeu vidéo Resident Evil, ce scénario vous sera familier : dans le secret de son laboratoire, un scientifique fou fabrique un virus particulièrement virulent, qui échappe à son créateur et décime l'humanité. La réalité n'a pas encore rattrapé la fiction, mais les lecteurs du quotidien britannique *The Independent* ont dû avoir des frissons en découvrant la une de ce mercredi 2 juillet 2014 : "*Un scientifique recrée un virus qui a tué 500 000 personnes*."

En cause, le Japonais Yoshihiro Kawaoka, chercheur en virologie à l'université du Wisconsin, aux Etats-Unis. Le journal révèle qu'il a travaillé dernièrement sur le virus H1N1, aussi connu en France sous le nom de grippe A. Un virus issu de l'oiseau et du porc, plus virulent que la grippe classique, qui s'est propagé dans le monde entier et aurait fait plus de 200 000 victimes dans le monde

en 2009. Il circule toujours, mais ne tue presque plus aujourd'hui, notamment parce que nos systèmes immunitaires ont appris à se défendre contre lui.

C'était sans compter sur le professeur Kawaoka. Le Japonais affirme – dans un article à paraître dans une revue scientifique – avoir créé de façon artificielle une version mutante du H1N1, capable d'échapper aux anticorps qui devraient normalement le neutraliser et de résister au vaccin existant. Une découverte qui n'avait pas été rendue publique avant les révélations de The Independent, mais qui aurait "horrifié" une partie des scientifiques devant lesquels Kawaoka a présenté ses conclusions plus tôt cette année. "*Il s'est servi d'un virus de la grippe dont on sait qu'il est transmissible à l'homme, et l'a manipulé de telle manière qu'il laisserait la population mondiale sans défense si jamais il s'échappait du laboratoire*", s'alarme l'un d'eux.

Mais ce n'est pas la première fois que les expériences de Yoshihiro Kawaoka dérangent. En juin, une polémique était née de ses expériences pour recréer la grippe espagnole, qui avait tué entre 50 et 100 millions de personnes en 1918 et 1919, l'épidémie la plus meurtrière de l'histoire. En 2012, il avait réussi a transformer le virus de la grippe aviaire (H5N1) pour le rendre extrêmement contagieux et transmissible d'une espèce à l'autre, donc potentiellement à l'homme. Une méthode tellement simple à reproduire que les conseillers en biosécurité du ministère de la Santé américain ont tenté de censurer sa publication, de peur que des terroristes en fassent une arme biologique.

Si ses expériences évoquent plutôt le plan machiavélique d'un méchant de James Bond, le professeur Kawaoka défend l'utilité de son travail. Son étude aurait atteint son but : identifier les caractéristiques du virus qui pourraient lui permettre d'échapper au système immunitaire, et ainsi créer des vaccins plus efficaces. En somme, Kawaoka veut anticiper, en les reproduisant dans son laboratoire, les possibles mutations naturelles de virus d'origine animale comme le H1N1, qui pourraient devenir une menace pour l'homme.

Pour John Oxford, professeur en virologie interrogé par le Guardian (en anglais), ces souches mutantes ne pas une simple hypothèse, mais un réel problème : "*Elles existent sans doute quelque part. Probablement chez un canard en Sibérie, heureusement pour nous, mais si par hasard elles se rapprochaient, nous serions en danger.*" D'où l'urgence de s'y préparer. Les expériences de Kawaoka sur le virus proche de la grippe espagnole ont ainsi permis de déterminer qu'il serait vulnérable à des traitements existants, comme le vaccin contre la grippe A ou le médicament Tamiflu. "*Ce sont des informations importantes pour ceux qui sont chargés de surveiller et de se préparer à des pandémies*" a expliqué le scientifique japonais au Guardian.

Le professeur Kawaoka n'est, en outre, pas le seul chercheur à manipuler des virus très dangereux en laboratoire. Dans son histoire, la médecine a régulièrement développé des traitements utilisant des virus parfois meurtriers. En 2012, une équipe américaine est parvenue à guérir une fillette leucémique en lui inoculant des cellules inoffensives du VIH, le virus du sida. L'immunothérapie, qui stimule le système immunitaire par l'introduction de virus parfois dangereux, est devenue un traitement courant pour certains cancers, et une branche de la médecine en plein développement.

Mais la méthode utilisée par Kawaoka inquiète certains observateurs. Si l'étude du scientifique japonais a été validée par le Comité de biosécurité du Wisconsin, des membres de ce comité interrogés par The Independent estiment qu'il a été volontairement flou sur son intention de créer un virus aussi dangereux. Autre détail troublant : alors que l'université du Wisconsin dispose d'un laboratoire d'un niveau 3 de sécurité, ou P3 (sur une échelle de 4, le niveau le plus élevé étant réservé aux virus qui n'ont pas de remède connu), Kawaoka a choisi de n'utiliser qu'un laboratoire P2.

De quoi donner du grain à moudre à ses opposants, qui estiment qu'aucune étude ne justifie de prendre de tels risques. "*Quand le résultat potentiel est une pandémie, même un risque minime doit être fortement considéré*", explique l'épidémiologiste américain Marc Lipsitch. Lui et d'autres chercheurs de Harvard et de Yale ont calculé que, en prenant dix laboratoires menant ce type d'expériences pendant dix ans, la probabilité qu'une personne soit infectée était de 20%. Selon eux, une simple observation des virus présents dans la nature suffirait à se préparer à leurs évolutions futures.

Il faut dire qu'il existe quelques précédents d'accidents, au-delà du cinéma. Les experts pensent aujourd'hui qu'une souche de grippe aviaire ressurgie mystérieusement en 1977 s'était en fait échappée d'un laboratoire. Le Laboratoire des maladies infectieuses émergentes d'Atlanta (Géorgie, Etats-Unis) a, pour sa part, été le théâtre d'incidents inquiétants en 2009 et 2010. Notamment l'intrusion d'une personne non autorisée ou encore des portes restées ouvertes dans des laboratoires censés être très protégés, contenant des maladies comme la variole ou l'anthrax (la maladie du charbon). Même la France n'est pas épargnée : en avril 2014, l'Institut Pasteur a égaré 3000 tubes contenant le virus du Sras, une autre maladie respiratoire dangereuse. L'institution a assuré que le potentiel infectieux était "*nul*", mais l'incident reste inexpliqué. francetvinfo.fr 02.07

Certains estiment que le virus du sida se serait également "*échappée d'un laboratoire*", malencontreusement évidemment... Quand on sait que les trusts pharmaceutiques qui financent ces laboratoires produisent à la fois des virus et les vaccins pour les combattre se servent de la population comme cobaye à travers le monde pour mener un tas d'expériences, on peut s'attendre à tout de leur part. Ce sont les mêmes qui fomentent ou programment les guerres qui ne sont pas vraiment des "*accidents*" ou du "*cinéma*".

ACTUALITE EN TITRES

La bulle.

- Les prix immobiliers à Londres ont bondi de 26% en un an - Reuters

Saloperie de sioniste.

- France :Quand le député Meyer Habib fait l'apologie de la vengeance - french.irib.ir

Interrogé par une vidéaste franco-israélienne surnommée Esti, le député UDI Meyer Habib -disposant de la binationalité- a été sollicité sur une question précise : « *C'est quoi, être un juif ?* ». Il a répondu notamment que « *la valeur de la vengeance* » présente dans « *le judaïsme* » est légitime et doit être défendue. french.irib.ir 02.07

Message de haine entendu.

- Israël: Appels au calme face aux violences après le meurtre d'un Palestinien - 20minutes.fr

Les appels au calme se sont multipliés en Israël et au niveau international face aux violences déclenchées à Jérusalem-Est par le meurtre mercredi d'un adolescent palestinien de 16 ans, apparemment en représailles au meurtre de trois jeunes Israéliens.

Toute la journée de mercredi, de violents affrontements ont opposé de jeunes Palestiniens, lançant des pierres et des cocktails Molotov, à des policiers israéliens tirant des balles en caoutchouc dans de nombreux quartiers de Jérusalem-Est occupé et annexé. Les heurts se sont poursuivis dans la nuit, selon des témoins.

Selon le Croissant-Rouge, 65 Palestiniens ont été blessés, dont trois par balles réelles, et 18 ont été hospitalisés, lors de ces affrontements rappelant les intifadas (soulèvements) palestiniennes. 20minutes.fr 03.07

Les kamikazes vont-ils aller épauler les djihadistes ?

- Le Japon n'exclut plus d'utiliser ses forces armées - LeFigaro.fr

Des hommes de Cro-Magnon réfugiés dans une grotte sont-ils capables de réaliser des armes aussi sophistiquées ?

- Al Qaïda testerait des bombes indétectables en vue d'attentats - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Le choix stratégique de Poutine - french.irib.ir

Selon Al Mayadin la Russie a fait le choix stratégique de coordonner ses politiqueues avec ccelles de certains de ses meilleurs alliés à savoir la Chine, l'Inde et l'Iran. La Russie s'oppose donc au démembrement des pays du Moyen-Orient au contraire des Etats Unis qui suivent très activement une telle idée.les divergences de vue entre les Etats-Unis et la Russie sont profondes et multiples au sujet du Moyen Orient et du nord de l'Afrique, dit la chaine. french.irib.ir 02.07

2- Liban

- Huitième échec pour l'élection du président libanais - Reuters

Les députés libanais ont de nouveau été incapables mercredi d'élire le successeur du président Michel Sleimane, dont le mandat s'est achevé fin mai.

Ce nouvel échec, le huitième, prolonge la vacance du pouvoir dans un pays aux prises avec les violences qu'aggrave la guerre civile en Syrie voisine, mais aussi des difficultés économiques et les conséquences de l'afflux d'un million de réfugiés syriens.

L'équilibre confessionnel des pouvoirs prévoit que la présidence de la République revient à un chrétien maronite tandis que les musulmans chiites ont la présidence du Parlement et les musulmans sunnites le poste de Premier ministre.

Mercredi, les députés présents étaient en nombre insuffisant pour procéder au scrutin. Constatant l'absence de quorum, fixé aux deux tiers des 128 députés, le président du Parlement, Nabih Berri, a annoncé qu'une prochaine tentative aurait lieu le 23 juillet.

Les divergences de vue sur la guerre syrienne parmi la classe politique libanaise - où les partis de l'Alliance du 8-Mars, dont le Hezbollah chiite, défendent le président syrien Bachar al Assad quand la Coalition rivale du 14-Mars, à dominante sunnite, soutient ses opposants - expliquent en partie l'incapacité des députés à élire un nouveau président.

Un premier vote, le seul à ce jour, a tourné court le 23 avril dernier. Depuis lors, le quorum n'a jamais pu être atteint pour organiser un nouveau scrutin.

Dans l'intervalle, une partie des prérogatives présidentielles sont assumées par le gouvernement de Tammam Salam. Reuters 02.07

Haut de page

Le 4 juillet 2014

CAUSERIE

Que dire de plus ? Bon week-end, bonnes vacances, avec un goût amer dans la bouche en pensant aux peuples innocents et martyrisés de la Libye à l'Afghanistan qui n'ont jamais déclaré la guerre à l'impérialisme américain et pour lesquels week-end et vacances sont bien loin...

Ici en Inde c'est la pauvreté ambiante qui nous ronge, on ne le montre pas car c'est à pleurer ou à devenir fou.

Deux petites histoires pas vraiment gaies qui permettront on l'espère de relativiser nos désaccords notamment, et nous aiderons à réfléchir à ce qui est essentiel dans la vie comme dans notre combat. C'est mon propriétaire, un militaire à la retraite franco-indien qui me les a racontées avant-hier, apparemment choqué. Ces histoires sont arrivés aux fils de deux de ses amis

Un jeune homme appartenant à la classe moyenne supérieure devait rendre visite à un ami. Il avait le choix entre prendre sa moto, son scooter ou sa voiture. Comme il faisait un temps radieux il opta pour le scooter. Sur la route d'Ariankupam il se retrouve bloquer au passage à niveau. Contrairement aux Indiens indisciplinés qui n'ont pas la patience d'attendre le passage du train et qui franchissent la barrière avec leurs deux roues en se glissant en dessous, il coupe le moteur de son engin et attend patiemment.

Apparaît dans le ciel un aigle qui tenait un cobra encore vivant dans ses serres, et sans qu'on sache pourquoi, peut-être affolé par le bruit des moteurs arrivé à la hauteur du passage à niveau, il se tord dans tous les sens violemment au point d'échapper aux serres qui le tenaient fermement, il tombe sur l'épaule de notre malheureux jeune homme qu'il mord trois fois profondément le vouant à la mort dans les minutes qui suivirent.

Il aurait pu tomber sur n'importe qui ou au sol, sur le toit d'une voiture, mais il est tombé sur lui et il en est mort pratiquement sur le coup. S'il avait plu, il aurait pris sa voiture et il serait encore vivant, comme quoi la vie tient à peu de choses, n'est-ce pas ? Je me suis demandé si ce cobra n'était pas tombé sur lui parce que justement il avait eu l'embarras du choix du mode de transport à emprunter pour se rendre chez son ami. Il est vrai qu'on peut extrapoler à l'infini dans ce registre dont rafolent les Indiens qui sont superstitieux ou craignent la vengeance divine.

La même conclusion pourrait s'appliquer à la seconde histoire.

Il y a six jours déjà en fin d'après-midi on a essuyé un gros orage avec une forte pluie et des coups de vents violents. L'électricité avait été coupée. Un jeune ingénieur promis à un bel avenir se tenait les pieds dans l'eau sur une artère de Pondichéry, et comme les Indiens qui en ont souvent la mauvaise habitude il ne pouvait pas rester là immobile plus de 10 minutes sans devoir se soutenir contre quelque chose ou poser au moins l'une de ses mains quelque part. Il se tenait devant une échoppe qui était fermée dont le toit, l'armature et la porte était métallique, une de ses mains posées sur cette porte.

Pendant l'orage une parabole s'était décrochée et était venue heurter les cables d'alimentation qui reliaient deux poteaux électriques situés de part et d'autre de cette échope entraînant la chute d'un cable qui s'était retrouvé en contact avec un autre. Quand ils remirent l'électricité cela produisit un violent court-circuit qui projeta le cable le plus long sur le toit de l'échope et électrocuta ce jeune homme qui mourut sur le coup.

Personnellement quand je me retrouve pris sous un orage, je ne m'arrête pas ou je prends soin de me mettre au sec sans avoir besoin de tenir ma vieille carcasse contre quoi que ce soit. Quant aux serpents j'en ai croisé tellement depuis 20 ans en Inde, y compris un qui s'était introduit dans la pièce où j'écris ces lignes, j'en ai tué quelques-uns aussi, que bon, on n'y pense pas, on jette un oeil quand on va dans le jardin, ensuite advienne que pourra. Parfois on remue les branches du manguiers pour faire tomber les mangues, mais on peut très bien recevoir un serpent sur la tête!

Quand je vois des gens qui sombrent dans la paranoïa ou la psychose ou encore qui attachent trop d'importances aux choses matérielles ou à eux-mêmes, je les plains car ils doivent être très malheureux. Je parle de gens qui ne sont pas dans le besoin ou qui ont une vie confortable.

Vivre constamment dans l'hypocrisie et le mensonge nous détourne de la réalité, et cela peut nous jouer de vilains tours parfois, nous conduire par hasard à nous trouver au mauvais endroit au mauvais moment. C'est aussi le meilleur moyen de se retrouver confronté à des difficultés qui semblent tomber du ciel, alors qu'en fait on a orienté notre vie de telle sorte qu'il était prévisible qu'ils nous tombent dessus un jour ou l'autre, un peu comme si on les avait cherchés sans s'en rendre compte.

On se laisse vivre, on vit dans la plus parfaite insouciance, on se dit que tout va bien pour nous sans vraiment se soucier du sort des autres ou seulement pour se donner bonne conscience, alors qu'on est un facteur de rapports complexes qui nous dépassent parce qu'on ne peut pas avoir à l'esprit l'ensemble des facteurs qui les composent ou compose la situation dans laquelle nous nous trouvons, notre environnement.

Elever son niveau de conscience ne concerne pas uniquement la politique loin de là, mais tous les aspects de notre existence. On croirait que c'est une tâche de bagnard ou que cela nécessite un effort surhumain, alors que c'est passionnant et qu'on en retire un plaisir infini, c'est un vrai bonheur en réalité et non une corvée. Je ne dirais pas que cela nous permettra d'échapper absolument à toutes les situations délicates ou difficiles à gérer ou mêmes fatales auxquelles nous pourrions être confronté un jour, certainement pas celles que nous impose la société, mais à certaines qui ne dépendent que de nous, de notre comportement, j'en suis absolument convaincu. On ignore tellement de choses qu'il faut s'en remettre à la dialectique pour se sentir bien, avancer.

Il y a des gens qui craignent tellement la mort qui vont être condamnés à vivre très vieux pour vivre cette crainte le plus longtemps possible, quel cauchemar entre nous ! Comme je ne tiens pas à la vie plus que cela, si demain un serpent me mordait mortellement je n'en serais pas vraiment surpris, la logique serait respectée en quelque sorte, mais il m'est permis de douter que cela m'arrivera parce que je ne vois aucune raison valable pour que ma vie soit ainsi écourtée.

Allez, à demain... peut-être !

ACTUALITÉ DU JOUR

Le FMI soutient sans surprise le gouvernement Hollande-Valls.

- France: le FMI encourage l'exécutif à tenir le cap des réformes - AFP

Le FMI est moins optimiste que le gouvernement sur la vitesse à laquelle la réduction du coût du travail promise aux entreprises générera de la croissance. Reuters 03.07

Le Fonds salue «*un ensemble cohérent de réformes basé sur une compréhension correcte des problèmes*», une stratégie «*ambitieuse*» et juge que «*le rythme et les moyens de consolidation budgétaire choisis sont les bons*».

«*Les mesures d'offre sont bienvenues*», mais doivent, selon le FMI, «*être dopées par des réformes du marché du travail*» et une plus grande ouverture à la concurrence de certains marchés. Le FMI plaide depuis un moment pour un mode de calcul plus souple du Smic.

Il souligne que le salaire minimum est un instrument «*légitime*» pour assurer un revenu du travail suffisant pour vivre, mais estime que «*son niveau devrait aussi tenir compte de l'effet d'exclusion (du marché du travail) qu'il exerce pour les moins qualifiés*».

Le Fonds souhaite également un «*dialogue social plus coopératif*» en France. libération.fr et AFP 03.07

La réaction sur toute la ligne ou la politique néolibérale préconisée par l'oligarchie financière dont le FMI est le porte-parole.

Le Conseil d'Etat ou la voix des actionnaires racketteurs.

- La facture d'électricité des Français va grimper de 30 euros - Francetv info

Une facture d'électricité alourdit de trente euros. Selon les informations du Parisien, jeudi 3 juillet, il s'agirait de la hausse moyenne pour les 29 millions de clients d'EDF abonnés aux tarifs régulés de l'électricité (TRV), soit 92 % des ménages.

La hausse demandée aux ménages est la conséquence directe de la décision du Conseil d'Etat, qui a invalidé le 11 avril dernier une décision du gouvernement en 2012 qui cherchait à limiter à 2% la hausse des tarifs de l'électricité pour la période d'août 2012 à août 2013. Francetv info 03.07

PG. Un parti à la dérive

Tensions et démissions au sein du parti de Jean-Luc Mélenchon - lefigaro.fr

Plusieurs responsables du Parti de gauche ont fait le choix de quitter les instances nationales, protestant contre des «dérives» et qui nuisent au bon fonctionnement du parti. Pendent ce temps, Jean-Luc Mélenchon broie du noir.

Corinne Morel Darleux a pris une décision «*douloureuse*» pour elle mais «*ucide et mûrement réfléchie*»: quitter la direction nationale du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon. Cette conseillère régionale Rhône-Alpes, jusqu'ici secrétaire nationale à l'écosocialisme au PG, explique dans un mail envoyé en interne le 25 juin que «*trop de dérives sont apparus depuis un an dans notre fonctionnement collectif au sein du Bureau national et du Secrétariat national*» et qu'elles «*nuisent à notre efficacité, à la clarté de notre ligne et de notre stratégie*».

Le 20 juin, une autre secrétaire nationale, Laurence Pache, a elle aussi fait part de sa démission des instances nationales du PG. Elle n'est «*plus en accord avec ses méthodes de travail et de fonctionnement*». Cette conseillère régionale du Limousin reste attachée à son parti mais ne se sent pas «plus en mesure de gérer» les «*dysfonctionnements*» du PG qui ont été révélés «au grand jour». D'autres membres du Bureau national ont publiquement dénoncé les «*pratiques*» à la direction d'un petit parti au fonctionnement extrêmement centralisé, déjà secoué par de nombreux départs ces dernières années.

Pascale Le Néouannic, membre de la direction du PG et conseillère régionale d'Ile-de-France, veut convaincre que «*les tensions sont conjoncturelles et pas politiques*». «Je vais, dit-elle, me désengager de la moitié de mes commissions et proposer que quelqu'un commence à me succéder au Bureau national. Il faut savoir passer la main». Son départ ne se ferait pourtant pas sans bruit… Contrairement aux démissionnaires actuelles qui n'appartiennent pas à l'étroit canal historique du PG, l'ex-compagne de Jean-Luc Mélenchon fait partie du cercle rapproché.

Interrogé par Le Scan, Jean-Luc Mélenchon, qui vient de faire sa rentrée au Parlement européen, n'a pas souhaité réagir. Alexis Corbière, un de ses proches, secrétaire national du PG, se refuse lui aussi à commenter les courriers, assurant seulement qu'il n'y a «aucune tension particulière».

Les tensions au sein du PG sont apparues au grand jour lors du dernier conseil national de la mi-juin, marqué par les durs échecs aux municipales et aux européennes. Morel Darleux les analyse comme «u*n double désastre national*» avec «*la conversion désormais totale et affichée du PS au libéralisme et l'ancrage du Front national dans le paysage politique*». «*Force est de constater, reconnaît-elle, que le Front de Gauche et le PG n'ont pu ni s'y opposer ni en tirer parti.*»

Cette situation ne va pas contribuer à réconforter l'ex-candidat du Front de gauche à la présidentielle, qui broie du noir depuis les élections. Confirmant un indiscret de L'Express, l'ex-député européen Philippe de Villiers raconte avoir eu un sombre échange avec Jean-Luc Mélenchon en mai au Parlement européen. «*J'ai de l'estime pour lui, indique Villiers. Et nous étions d'accord pour dire qu'il n'y a plus aucune place pour les idées en politique aujourd'hui, seulement pour les postures marketing. Ce n'est plus qu'un milieu de pourriture…*». lefigaro.fr 02.07

Le PG est comme le PS ou le PCF un parti d'élus, un parti électoraliste, légaliste, institutionnel. Il est réformiste quand l'espace pour la moindre réforme a totalement disparu, il est donc condamné à végéter, se décomposer, se fossiliser, se putréfier.

Ces petits bourgeois vivent mal la perspective de perdre un jour leur mandat et de devoir retourner gratter, on n'entendra plus parler d'eux et franchement ce sera un soulagement.

Le rouleau compresseur du nélolibéralisme présente la particularité de fonctionner comme un système en circuit fermé duquel rien ne peut sortir qui ne devrait pas lui échapper, et rien ne peut y pénétrer qui n'y aurait pas sa place. Dès lors la marge de manoeuvre pour des réformes progressistes est quasiment nulle ainsi que pour l'infiltration d'idées de même nature.

C'est une dictature implacable qui est en train de se mettre en place et contre laquelle nous sommes impuissants à lutter, parce que nous refusons d'en déterminer la nature ainsi que celle de tous ses acteurs, dont l'origine nous conduit aux fondements du capitalisme.

Il suffit d'observer les effets ou conséquences de la politique néolibérale qui se traduit par un approfondissement des inégalités entre les classes pour en être convaincu, car ce sont ces mêmes inégalités sociales qui servent de fondement au capitalisme depuis son avènement.

Sans entrer dans les détails et revenir sur les lois de fonctionnement du capitalisme et leurs contradictions qui conduisent à son effondrement, on peut constater que le développement exponentiel de la démographie mondiale au cours de la seconde moitié du XXe siècle qui s'est accompagné naturellement de l'accroissement des besoins à satisfaire d'une masse considérable de population, plus de 7 milliards, est incompatible avec les besoins d'un pourcent de la population mondiale qui concentre de plus en plus de richesses entre leurs mains extorquées au reste de la population mondiale.

Le néolibéralisme a été adopté par la classe dominante à la fois pour tenter de freiner ou repousser l'échéance de l'effondrement de son système économique, à la fois parce que sa survie ne peut conduire qu'à des tensions de plus en plus incontrôlables ou explosives entre les classes, et parce qu'ils sont incapables d'éviter cet effondrement et ces tensions sociales qui menacent l'existence de leur système, aussi sont-il condamnés à recourir à des moyens extrêmes dans tous les domaines pour conserver le pouvoir, ce qui ne peut se faire qu'en concentrant le pouvoir politique entre leurs mains au détriment du reste de la population dépouillée de tous moyens légaux ou institutionnels pour s'y opposer, de tous droits politiques, ce qui les amène à piétiner les valeurs de la République ou les principes de la démocratie qui sont devenus leurs ennemis, ce qui se traduit par l'instauration d'une dictature ouverte, larvée ou rampante, par la guerre.

Leur politique ne peut supporter la moindre contestation, contradiction ou confrontation des idées, ce à quoi correspond leur traitement de l'information systématiquement falsifiée ou manipulée et leur propagande populiste ou systématiquement mensongère, leur comportement hystérique, méprisant, humiliant, violent et cynique envers tous ceux qui osent seulement exprimer le moindre doute ou leur résister, le matracage, le conditionnement des masses devant être permanent pour les abrutir, les assommer, les empêcher de résister, s'attaquant à leur dignité, les culpabilisant, les rabaissant afin qu'elles n'aient plus la force de se tenir debout et de lutter contre leur ordre injuste et infâme.

Que les partis institutionnels ne soient plus qu'un "*milieu de pourriture*" on veut bien le croire, ils en font la démonstration quotidiennement sans même avoir besoin d'évoquer les affaires judiciaires dont ils font l'objet. Pourquoi ? Mais parce qu'ils sont tous totalement soumis au néolibéralisme, UMP, UDI, MoDem, EELV, PRG, MRC, FN, PS, Front de gauche et extrême gauche inclus, sans oublier les dirigeants qui contrôlent les syndicats.

Le POI est le seul parti en France qui se distingue du lot, certes avec ses faiblesses et ses contradictions, c'est la raison pour laquelle nous avons décidé de le soutenir et d'appeler les militants à le rejoindre.

S'il n'est pas tout à fait minuit dans le siècle, une lourde chape de plomb s'est abattue sur la société (et le monde) qui l'a jetée dans la pénombre pour de longues années et menace à terme de la plonger dans l'oscurité totale, de l'asphixier si nous ne soutenons pas à bout de bras la faible lumière qui luit encore et qu'incarne le POI.

A ceux qui s'interrogerait sur ce ralliement, ils peuvent m'écrire et je leur fournirai les arguments politiques qui ont motivé ma décision, ils sont à relier à la situation depuis mai 2012.

L'essentiel réside ici pour nous militants ouvriers révolutionnaires :

- "*...une issue politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière et de la population peut-elle s'ouvrir sans s'engager sur la voie de la rupture avec les institutions de la Ve République et de l'Union européenne ?*" (Extrait de l'éditorial de D. Gluckstein, dans le n °308 d'Informations ouvrières)

J'invite les militants qui téléchargent chaque semaine les pages que je mets en ligne d'Informations ouvrières à s'y abonner, cela me paraît la moindre des choses.

La peste brune campe à Paris.

- Rassemblement à Paris en mémoire des trois étudiants israéliens tués - AFP

Tout près des Champs Elysées, une tente a été édifiée par le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), le Fonds social juif unifié et le Consistoire, pour allumer des bougies et signer les registres de condoléances, qui seront remis à l'ambassadeur d'Israël en France pour être transmis aux familles, a constaté un journaliste de l'AFP. AFP 03.07

- « *Mort aux Arabes* » : une haine décomplexée sur le Web israélien - LeMonde.fr

- Raids aériens à Gaza après des tirs de roquettes - Le Nouvel Observateur

- Le ravisseur des trois colons sionistes, en Turquie - french.irib.ir

Le quotidien « *Daily Beast* » écrit que le cerveau de l'enlèvement des trois colons sionistes en Cisjordanie se trouve actuellement en Turquie. Le quotidien « *Daily Beast* » a prétendu qu'après la découverte des cadavres de trois colons sionistes en Cisjordanie, « *les forces du ministère de la guerre du régime israélien prétend qu'ils avaient été enlevés*".

Or, le commandant du Hamas qui a été accusé par Tel-Aviv d'être derrière ces enlèvements en Cisjordanie, est en réalité une personne présente en Turquie. Il s'agit, en fait de Saleh al-Nouri, haut membre du Hamas qui vit en Turquie, c'est-à-dire sur le territoire d'un pays membre de l'Otan, écrit le journal Daily Beast.

Le journal conclut que la personne que le gouvernement israélien accuse d'être derrière l'enlèvement et le meurtre de ses trois colons, vit en Turquie, ce qui pourrait rendre compliquées les relations entre la Turquie et Tel-Aviv, deux alliés qui tentent récemment améliorer leurs relations.

Depuis quelques jours, le régime sioniste a déclenché des attaques barbares contre Gaza, sous prétexte de représailles à la mort de ses trois colons. Or, le Hamas a rejeté plusieurs fois toute implication dans cette affaire. french.irib.ir 03.07

ACTUALITE EN TITRES

Pas de cigarettes, pas d'alcool, pas de rapports sexuels, pas de syndicat, pas de politique, la charia, quoi !

- Les entreprises autorisées à bannir l'alcool au travail - Liberation.fr

Leur modèle doit être le Qatar ou l'Arabie saoudite...

Pauvre bête !

- La garde à vue de Nicolas Sarkozy, « c'est de la maltraitance », selon Pierre Charon - Public Sénat

La conscience collective avance, c'est encourageant.

- Données personnelles : La majorité des internautes n'ont pas confiance dans les réseaux sociaux - Atlantico.fr

Nous, nous les ignorons, il faut s'en détourner, les boycotter.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

- Grève contre la privatisation de l'électricité en Grèce - Reuters

La grève déclenchée jeudi au sein de la compagnie publique d'électricité grecque PPC, dont les salariés refusent la privatisation, a provoqué des coupures de courant localisées dans le pays.

Le mouvement coïncide avec le début de l'examen au Parlement du projet de cession d'une partie du capital de PPC, censé aboutir en 2015. L'Etat grec détient 51% de PPC, qui génère environ les deux tiers de l'électricité du pays et exerce un quasi-monopole de fait dans la distribution aux particuliers. Il envisage d'en vendre 30% à un concurrent privé.

La libéralisation du secteur de l'énergie est une condition posée à la poursuite du versement de l'aide accordée depuis 2010 à la Grèce par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne.

Les syndicats rétorquent que l'électricité est un bien commun qui doit rester sous le contrôle de l'Etat.

Dans la soirée, quelque 800 salariés de la compagnie ont manifesté dans Athènes entre le siège de PPC et le ministère des Finances. "*On est en train de découper et de brader une compagnie qui soixante années durant a contribué à la croissance de l'économie grecque*", a dit Stamatis Relias, qui dirige le syndicat GENOP-DEH.

Le mouvement est prévu pour durer quarante-huit heures. Les salariés sont appelés à participer à des grèves tournantes. Reuters 03.07

Encore des actions bidons organisés par des syndicats corrompus...

Haut de page

Le 5 juillet 2014

CAUSERIE

On a ajouté 4 nouveaux articles.

Parole d'internaute. (A la suite de l'article d'hier du Figaro : Les cinq familles de l'UMP)

- "*Un retour de monsieur Sarkozy assurerait le maintien des socialistes au pouvoir.*

Le sarkozysme n'a rien à voir avec la droite, le sarkosysme c'est la défense des intérêts privés, la droite c'est l'honnête, l'intégrité, la défense des intérêts français, la protection des Français. Ce sont deux choses bien différentes."

Pas sûr du tout, car le candidat du PS pourrait être éliminé au premier tour en 2017 à la faveur d'une abstention record. Et puis moins de 2% séparaient Hollande de Sarkozy au second tour en 2012.

Quand vous dites que le "*sarkozysme n'a rien à voir avec la droite*" vous vous trompez, il est le seul avenir de la droite, il incarne le néolibéralisme, le nouvel ordre mondial que Sarkozy a revendiqué à la suite de Bush.

Le "*sarkozysme*" c'est ce que certains appellent la droite décomplexée, la droite qui assume appliquer une politique réactionnaire sur toute la ligne, tout en attaquant tout ce qui symbolise de près ou de loin la démocratie, les juges et les syndicats, les journalistes, toute forme même déformée de contestation du régime en place, qui plus est toute opposition réelle, etc., qui n'hésite pas à empiéter sur les plates-bandes de l'extrême droite ou à prendre l'initiative de guerres de rapine ou coloniales, à corrompre tous les centres de pouvoir, bref à faire feu de tout bois pour parvenir à ses fins.

Le "*sarkozysme*", c'est la droite mafieuse adoptant les principes de l'oligarchie financière qui lui dicte sa stratégie économique et politique conformément à ses besoins en pleine crise du capitalisme.

Quant à la droite qui incarnerait selon vous "*l'honnête, l'intégrité, la défense des intérêts français, la protection des Français*", elle appartient au passé, elle n'a aucun avenir, elle est amenée à se décomposer ou à se rallier à la droite néolibérale.

De la même manière si vous voulez, que la gauche dite réformiste appartient au passé et n'a aucun avenir, elle est également condamnée à se décomposer ou à adopter la politique néolibérale du PS qui lui sert de phare ou de point de repère, en l'amendant ou la contestant à la marge pour mieux s'en accommoder.

Ce que vous ne pouvez pas comprendre en tant que lecteur assidu du Figaro, tout comme la pseudo-gauche et extrême gauche qui n'ont retenu aucune leçon du marxisme ou de son interprétation du capitalisme, c'est uniquement l'évolution, le stade de développement auquel sont parvenues les contradictions du capitalisme qui dictent la politique des dirigeants de la

classe dominante ou l'oligarchie financière que ses représentants doivent appliquer, afin qu'elle conserve le pouvoir et à laquelle se soumettent la pseudo-gauche et extrême gauche ou encore les dirigeants des syndicats, les ONG.

La politique ne répond pas à des impératifs d'ordre subjectif mais à des considération de nature objective, matérielle, contrairement à ce qu'affirme la propagande officielle ou ce qu'on peut entendre dans les discours des lieutenants ouvriers du capital qui n'ont rien compris à son fonctionnement, qui se comportent en idéalistes, en aventuriers ou en charlatans.

Le néolibéralisme est un bulldozer qui broie tout sur son passage pour ouvrir le chemin qui lui permet d'avancer vers son objectif politique, et la droite comme la pseudo-gauche et extrême gauche sont condamnés à disparaître comme aux Etats-Unis qui en est l'expression la plus achevée à ce jour.

Répétons-le, ce n'est pas une affaire de bonne ou de mauvaise volonté, une affaire de bon ou mauvais choix, c'est une nécessité pour les tenants du capitalisme d'avancer dans cette voie pour assurer sa survie ou conserver leurs privilèges, qu'on ne le comprenne pas témoigne de l'incompréhension que tous les rapports et en premier lieu les rapports sociaux de production dans la société sont dictés par le règne de la nécessité, qui ne prendra fin que lorsque nous aurons mis un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme ou à l'existence des classes sociales.

Quotidiennement la satisfaction de nos besoins les plus élémentaires se posent en terme de nécessité dans leur société, plus impérieuse encore pour les plus défavorisés, et cela ne nous vient pas à l'esprit que la totalité des rapports dans la société subiraient la même contrainte. Tant qu'on ne conçoit pas qu'il est parfaitement possible de s'en libérer parce que l'humanité dispose aujourd'hui des moyens pour satisfaire les besoins de la population mondiale, on en demeurera prisonnier et on n'envisagera, on ne trouvera pas la voie qui nous permettra de nous en délivrer définitivement. Briser les chaînes de la nécessité qui nous entravent est un impératif pour conquérir notre liberté.

ACTUALITE EN TITRES

Synonyme de défaut.

- GM rappelle 27.051 Spark en Corée pour défaut de transmission - Reuters

- L'armée américaine cloue au sol sa flotte de F-35 - AFP

L'armée américaine a décidé de clouer au sol la totalité de ses chasseurs F-35 pour inspecter les moteurs après un incendie à bord d'un appareil la semaine dernière en Floride, énième déconvenue subie par ce très coûteux programme.

Cet incendie n'est que le dernier d'une série de problèmes techniques et de retards pour le Joint Strike Fighter (JSF), présenté comme une merveille technologique mais qui a souffert d'une série de contretemps avec un budget qui a explosé pour atteindre plus de 390 milliards de dollars, pour 2.443 avions, et quelque sept ans de retard. Ce programme d'armement est le plus coûteux jamais produit aux États-Unis. AFP 04.07

Avec 390 milliards de dollars il y avait de quoi éradiquer le sida et la faim dans le monde...

Cela fait franchement désordre.

- Juppé et Debré donnent une leçon d'Etat à Sarkozy - Liberation.fr

L'ancien Premier ministre et le président du Conseil constitutionnel reprochent à l'ex-locataire de l'Elysée de s'en prendre à la justice. Liberation.fr 04.07

- Que Juppé se présente, "*il me rajeunit*", attaque Sarkozy - Francetv info

- La Droite forte entretient la flamme - Liberation.fr

Culte. Les Amis de Sarkozy ainsi que le duo Peltier-Didier organisent une Fête de la violette ce week-end. - Liberation.fr 04.07

- Bayrou dit pouvoir s'entendre avec Juppé et Fillon, prône le «*rassemblement*» - 20minutes.fr

Intox

Juge et partie, une farce.

- L'UE étend ses enquêtes fiscales sur les multinationales - Reuters

Il est incapable de la moindre émotion sincère, sauf peut-être pour un de ses semblables.

- Mort de Benoît Duquesne : Valls exprime sa "*profonde émotion*" - LePoint.fr

- François Hollande souhaite un "*plan d'action*" en faveur des harkis - Francetv info

Psychose des trois principaux Etats occidentaux terroristes

- Face à des menaces terroristes, la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne renforcent la sécurité dans les aéroports - Atlantico.fr

D'ailleurs c'est bien simple, on ne sait absolument rien sur EIIL...

- L'EIIL est riche, mais on ne sait pas grand-chose de sa gestion financière - Slate.fr

La grève hors la loi en Grèce.

- La grève chez l'électricien public grec PPC jugée illégale - Reuters

La justice grecque a jugé illégale vendredi la grève des salariés de la compagnie d'électricité PPC contre la privatisation partielle de l'entreprise.

La grève de quarante-huit heures a été lancée mercredi soir pour dénoncer le projet de loi du gouvernement visant à céder d'ici 2015 30% du capital de la PPC détenu par l'Etat. Reuters 04.07

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Collaboration de classes. Palabres de "républicains" dans un palais du royaume sous l'égide du FMI.

- Le FMI, meilleur porte-parole de François Hollande et Manuel Valls ? - LePoint.fr

- Conférence sociale: Mailly (FO) participera au débat avec Hollande - AFP

Un fusil a un coup.

Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, a affirmé vendredi à l'AFP qu'il participerait lundi au débat avec le président François Hollande à la conférence sociale, mais "*n'exclut rien*" pour la journée de mardi, se disant décidé à "*marquer le coup*". AFP 04.07

- Le Medef participera à la conférence sociale lundi et mardi - AFP

C'était du bluff, quels plaisantins ! Ils ont déjà obtenu des concessions avant même qu'elle débute...

- Thierry Lepaon lance un ultimatum à Hollande - Liberation.fr

Le numéro un de la CGT avait indiqué vendredi qu'il irait à la réunion prévue lundi après-midi avec François Hollande car "*débattre avec le président de la République est un acte républicain*", mais il a conditionné la participation de son syndicat aux tables rondes et au discours de clôture de Manuel Valls mardi aux réponses que le gouvernement apportera aux revendications de la CGT sur : le contrôle des aides publiques aux entreprises, la hausse du Smic et la fin du gel du point d'indice des fonctionnaires. Liberation.fr et AFP 04.07

Notons au passage que la CGT ne s'oppose pas aux "*aides publiques aux entreprises*", en réalité des cadeaux à hauteurs de dizaines de milliards d'euros aux patrons, elle exige seulement qu'elles fassent l'objet de "*contrôle*", pure tartuferie ! Pour le reste attendons de voir ce qu'ils décideront lundi soir.

Pour les nuls en ortographe, tartufe ou tartuffe.

Haut de page

Le 6 juillet 2014

CAUSERIE

Vidéo.

La grande démocratie que célèbrent Obama, Hollande et Valls...

The Guardian. Palestinian TV shows alleged beating of Mohamed Abu Khdeir's cousin.

http://www.theguardian.com/world/video/2014/jul/05/palestinian-tv-beating-of-mohamed-abu-khdeirs-cousin-video

A Palestinian television channel has broadcast footage purporting to show Israeli border guards beating the teenage cousin of Mohamed Abu Khdeir, who was abducted and killed earlier in the week. The footage is said to show Tariq Abu Khdeir, 15, being beaten after he was detained during clashes in Jerusalem on Thursday. Israeli police say the incident occurred during the arrest of several demonstrators, some carrying knives. The boy's family deny he was involved in the clashes. theguardian.com 05.07

Traduction. Une chaîne de télévision palestinienne a diffusé des images visant à démontrer que les gardes-frontières israéliens avaient tabassé le jeune cousin de Mohamed Abu Khdeir, qui a été enlevé et tué plus tôt dans la semaine. Le film est censé représenter Tariq Abu Khdeir, 15, battu après avoir été arrêté lors d'affrontements à Jérusalem jeudi. La police israélienne a dit que l'incident s'est produit lors de l'arrestation de plusieurs manifestants, certains portant des couteaux. La famille du garçon nier qu'il était impliqué dans les affrontements.

En complément. Le sionisme ou EIIL : C'est la barbarie !

- Un adolescent palestinien tué à Jérusalem aurait été brûlé vif - AFP

Un jeune palestinien enlevé et tué apparemment en représailles au meurtre de trois Israéliens, a été brûlé vif, ont indiqué samedi des responsables palestiniens, un développement qui risque d'attiser davantage les tensions.

Selon le ministre palestinien chargé de Jérusalem, Adnane al-Husseini "*le meurtre a été marqué par une opération de défiguration d'un enfant*".

"*C'est la première fois que j'entends parler d'une telle manière de tuer, le garçon ayant été brûlé de l'intérieur et de l'extérieur, car il a probablement été forcé à boire du carburant*", a-t-il ajouté, en accusant les colons israéliens.

Les colons étaient également dans le viseur du journal palestinien al-Hayat qui a titré "*Brûlé vif par les colons*".

Néanmoins, la police israélienne a expliqué qu'elle refusait de dire si ce meurtre correspondait à un acte de vengeance, mais a assuré examiner "*toutes les possibilités*".

La police a également arrêté des manifestants à Jérusalem-Est, dont Tareq Abou Khdeir, le cousin du Palestinien assassiné, âgé de 15 ans et citoyen américain.

Il a été arrêté à Chouafat jeudi après avoir été battu par la police, ont déclaré ses parents à l'AFP. Il doit comparaître devant un tribunal de Jérusalem dimanche.

Une vidéo circulant sur les réseaux sociaux (https://www.youtube.com/watch?v=HDENWwEDGr4) montre des hommes cagoulés, visiblement des policiers, frapper une personne menottée, à demi inconsciente.

La porte-parole de la police Luba Samri n'a pas pu confirmer s'il s'agissait de Tareq Abou Khdeir mais a déclaré que ces images montraient l'arrestation d'un groupe de six Palestiniens dont il faisait partie.

Selon elle, Tareq portait un lance-pierre sur lui et a attaqué la police et résisté à l'arrestation, tandis que d'autres manifestants lançaient des pierres et des cocktails molotov, blessant six policiers. AFP 05.07

Conditionnement des masses. La machine de propagande du Pentagone tourne à plein régime. Un état de guerre permanente.

Un rapport du Conseil National du Renseignement US (NIC, National Intelligence Council) indique que le projet d'établir un califat s'étendant de la Méditerranée Occidentale à l'Asie Centrale et à l'Asie du Sud-Est que revendique EIIL aujourd'hui aurait été mis au point par un petit-fils de Ben Laden (sic!), alors qu'en réalité il est une création de l'administration américaine, qui le finance et l'orchestre, inutile de préciser que les Américains en seront les principaux bénéficiaires.

Leur objectif : diaboliser les Musulmans de manière à créer un mouvement mondial alimenté par un communautarisme religieux radical en vue de justifier leur croisade militaire passée et à venir et le chaos qui s'en suivrait sur l'ensemble du territoire que serait censé recouvrir ce califat.

L'auteur de cet article qui figue en ligne dans cette page et au format pdf, Michel Chossudovsky, précise :

Ce rapport « *d'autorité* » du NIC « *Mapping the Global Future* » n'a pas seulement été présenté à la Maison Blanche, au Congrès et au Pentagone, il a aussi été envoyé aux alliés des USA. La « *menace émanant du Monde Musulman* » à laquelle se réfère le rapport du NIC (comprenant la section sur le projet de califat) est fermement installée dans la doctrine militaire des USA/OTAN.

Le but est de s'assurer que les « *responsables de haut rang* » continuent de croire que des terroristes islamistes menacent la sécurité du monde occidental.

La base théorique du scénario du califat est le « *Choc des Civilisations* », qui fournit une justification, aux yeux de l'opinion publique, à ce que les USA interviennent à travers le monde dans le cadre d'un agenda mondial anti-terroriste. mondialisation.ca 05.07

La situation est claire, non ? Faites circuler cette information le plus largement possible. On devrait la diffuser sous forme de tracts à des millions d'exemplaires. Quel parti a conscience de la portée de cette information? Quel parti le fera ? Aucun, hélas.

L'info à côté de laquelle nous étions passés. Chassez-moi ces miséreux au pays des milliardaires.

- États-Unis : 33 villes interdisent de nourrir les personnes sans-abri à titre personnel - reseauinternational.net 09.06

Plus de trente villes américaines tentent de résoudre le problème des personnes sans-abri en interdisant de nourrir, de leur propre initiative, les personnes dans le besoin dans les lieux publics.

La Coalition Nationale pour les Personnes Sans-Abri (NCH) est en train d'élaborer avec le canal NBC un rapport sur une question pressante. Récemment, un couple de la ville de Daytona Beach en Floride a été condamné à payer une amende pour ne pas avoir respecté ces règles.

Il est compliqué de quantifier le nombre de personnes sans-abri, même si, selon les chiffres de NCS, en janvier 2012, 633 782 personnes ont passé la nuit dans la rue le même jour ; un chiffre similaire aux années précédentes. « *On peut voir des personnes sans domicile dans les centres villes américains* », rapporte l'un des dirigeants de la NCH, Michael Stoops, cité par la NBC. « *Et les autorités des villes estiment qu'en privant ces populations de nourriture, elles s'en iront* », affirme-t-il, en ajoutant qu'en réalité, cela ne se passe pas de cette façon. reseauinternational.net 09.06

ACTUALITE EN TITRES

Intox. Les néolibéraux s'impatientent...

- Pourquoi l'obsession antilibérale française est contre-productive - Atlantico.fr

Message entendu par M. Valls : "*Les étiquettes, les idéologies je ne les comprends pas, il faut être très pragmatique*", samedi sur

RTL. AFP 05.07

En quoi le néolibéralisme serait-il productif ? Pour qui ? Il est synonyme de régression sociale sans fin ou permanente et d'inégalités croissantes. Il doit être combattu sur tous les fronts à la fois. Il faut combattre avec la même détermination ceux qui parmi ses opposants ou pseudo-opposants sont tentés de lui accorder le moindre répit, la moindre concession qui revient à capituler ou s'en faire le complice.

Normal, non ?

- Finance: la phobie des bulles ressurgit, sans trop alarmer pour l'instant - AFP

En famille. En terme de parodie et dénie de justice, assurément ils en connaissent un rayon.

- Sarkozy: Debré a "*eu raison*" sur le respect de la justice, selon Valls - AFP

- Les Français ne veulent pas d'un retour de Sarkozy, mais pensent qu'il sera candidat en 2017 - Francetv info

En conclusion, il n'a aucune chance d'être réélu, la classe dirigeante lui préfère Hollande pour le moment ou un autre candidat de l'UMP plus tard selon l'évolution de la situation d'ici 2017.

Les médias ont encensé Sarkozy pendant des années avant de la lâcher quand ils en ont reçu l'ordre.

Ce sont les dirigeants de classe dominante qui détiennent les médias et les cordons de la bourse (ou Bourse), qui conditionnent les électeurs de manière à faire élire le président qui représentera le mieux leurs intérêts en fonction de la situation ou des rapports entre les classes, c'est la seule chose à retenir.

Cela fait des années que nous expliquons que participer à cette farce électorale revient à la cautionner, en vain. Comment voulez-vous combattre les illusions des masses dans les institutions et être crédible auprès des travailleurs quand dans le même temps vous participer vous-même à ce processus destiné à allimenter leurs illusions et à les tromper ? Aucun parti ouvrier ne peut se prétendre indépendant quand il participe à un tel mécanisme destiné à enchaîner les masses aux institutions.

Haut de page

Le 7 juillet 2014

CAUSERIE

On commence très fort la semaine ! Et dire que le lundi est mon seul jour de congé par semaine...

Qui a dit ? Faites tomber les masques ou dans quel camp sont-ils vraiment ?

- "*Je dis de toute la puissance de ma voix que l'appartenance de notre pays au camp occidental, son appartenance à l'Union européenne et à l'OTAN, ne sont pas contestées.*"

Réponse : Alexis Tsipras, président du parti Syriza en Grèce allié du Front de gauche au sein du GUE-NGL au Parlement européen, le 14 mai 2014.

(source : A. Tsipras : La Grèce appartient au camp occidental, l'UE et l'OTAN, site du parti de gauche Antarsya, 15/05/2014.)

Au moins les choses sont claires.

En général plus ils se rapprochent du pouvoir et plus ils se découvrent, plus ils doivent faire allégeance à leurs véritables maîtres, l'UE et l'OTAN, autant dire qu'ils se situent dans le camp de nos ennemis.

On est sincèrement désolé pour les militants qui se sont fait berner en rejoignant le Front de gauche qu'ils peuvent intituler le Front de l'UE et de l'OTAN.

En complément. Quelques infos sur Syriza trouvées dans un article publié le 17 mai 2014 dans un blog de Mediapart. Extraits

Qui connaît Alexis Tsipras en France ? Homme politique grec, président du parti SYRIZA depuis mai 2012, président de son groupe parlementaire, il est vice-président du Parti de la gauche européenne (PGE), dont le français Pierre Laurent (PCF) est le président. (...)

En Grèce, une social-démocratie en recomposition En Grèce, le climat est évidemment très différent. Le parti dirigé par Tsipras, SYRIZA, n'a jamais été autant divisé. Son fondateur, Alekos Alavanos, qui avait fait entrer Tsipras dans le mouvement, a dû partir en 2013 et a créé le parti "Plan-B". "Plan B" réclame la sortie de l'euro et s'oppose radicalement à l'Union européenne. (...)

Au sein de SYRIZA, deux courants s'opposent de manière antagoniste. Le courant majoritaire d'Alexis Tsipras réunit en outre de nombreux cadres issus du Parti socialiste (PASOK). Il est franchement européiste : l'orientation décidée et d'ailleurs majoritairement pro-européenne au sein du parti ne changera pas (Yannis Milios, le 9 décembre 2013).

La droitisation du mouvement est poussée par l'arrivée d'anciens caciques du PASOK depuis la prise en main de SYRIZA par Tsipras :

Parmi les ralliés, le couple détonant Louka Katseli et Gerasimos Arsenis. Elle, c'était la Ministre du Travail de Papandreou-fils : adepte de l'austérité première mouture, co-responsable de la casse du Code du travail, elle vire casaque … quand elle réalise que cette politique saborde le PASOK et fait le jeu des communistes ! Lui a été soutenu l'an dernier par SYRIZA pour le poste de premier ministre. Un ancien de Papandreou-père. Gouverneur de la Banque de Grèce dans les années 80, où il impulse la libéralisation du secteur financier, ministre de l'Éducation, fin des années 90, où il subit une fronde étudiante sans précédent, contre les premières contre-réformes cassant l'éducation publique.

Parmi les ex-députés du PASOK séduits par le projet SYRIZA, les enfants de Papandreou : on peut penser à Marilisa Xenogiannakopoulos, Harris Kastanidis, Spyros Kouvelis ou Lambros Michos. Tous ou presque étaient au gouvernement Papandreou. Pas à n'importe quel poste : affaires européennes, affaires étrangères, justice, intérieur, santé, économie et travail (si on rajoute Katseli !).

Face à ce véritable rouleau compresseur "*social-démocrate*", le courant minoritaire de Panagiotis Lafazanis à SYRIZA bataille sur des positions totalement opposées. Les antagonismes sont ainsi devenus inconciliables, Lafazanis affirmant :

il devient impératif de quitter la zone euro et ainsi de redéfinir nos relations avec l'UE, d'autant plus que cette dernière est devenue un véhicule irréparable et irréformable de la seule volonté des banques et du néo-impérialisme de l'Allemagne. La zone euro et l'UE ont subi une mutation profonde et irréversible en devenant l'espace vital de l'impérialisme allemand. Le choix de l'euro est devenu celui de l'intégration dans la sphère d'influence économique allemande. Il n'est plus possible de réformer ou de refonder la zone euro, ni l'UE ; on ne peut que les renverser. La sortie prévue de la Grèce de la zone euro permettra la mise en œuvre d'un programme de redressement progressif, elle n'est en aucun cas un choix catastrophique, c'est plutôt la réponse positive et crédible face à la crise. La Grèce devrait abandonner son eurocentrisme étroit et myope, autant que son euro-atlantisme de la servitude. C'est pour cela que la Plateforme de gauche rejette les orientations jugées essentielles par le Parti de la gauche européenne. (...)

A peine arrivé à la tête de SYRIZA, succédant à son mentor Alavanos, Tsipras entame le recentrage du mouvement. Il n'est plus question de rejeter d'un bloc les memoranda imposés à la Grèce par la Troïka : il faut négocier l'étalement du paiement de la dette. La renégociation devra se faire avec les 28 et il n'appartient plus aux seuls Grecs de décider. Ces propositions ressemblent étrangement à celles du Front de gauche : pas de décisions unilatérales, on attend que les 28 Etats autorisent les pays demandeurs à entamer une politique de gauche et à se gouverner eux-mêmes. (....)

Rémi Douat, dans un article de Regards 7, cite Philippe Marlière, auteur de La Gauche radicale en Europe (éd. du Croquant) :

"Philippe Marlière se souvient de son passage à Londres, il y a un an. Alexis Tsipras faisait alors un discours devant un parterre de décideurs à la London School of economics : « *Selon moi, il a opéré un recentrage à ce moment-là, précise Philippe Marlière. J'ai trouvé qu'il avait lissé son discours et s'écartait du lexique traditionnel de la gauche radicale.* » À l'annulation pure et simple de la dette, il substitue la « *renégociation de la dette* ».

Le Parti de gauche sombre dans une démagogie de plus en plus grotesque

C'est à se demander si c'est naturel chez eux, s'ils le font exprès ou s'ils sont complètement abrutis, autrement dit si on a à faire à des charlatans.

Ce sont des défonceurs professionnels de portes ouvertes, des commentateurs aguerris débitant des platitudes à longueur de

temps, des chroniqueurs expérimentés sans imagination ni personnalité qui se complaisent dans des sophismes, ils feignent d'être surpris à tout bout de champ au point que leur névrose obsessionnelle tourne à la schizophrénie et en devient pathétique.

Finalement, ils nous livrent un numéro d'illusionnisme éculé qui a le don de témoigner de leur impuissance pour ne pas dire de leur médiocrité accablante, qui ne peut à la longue que lasser les lecteurs qui auront l'impression de perdre leur temps à les lire ou les écouter débiter leurs discours convenus qui relèvent de la fainéantise ou de l'épuisement intellectuel ou révèlent un état mental aussi délabré ou décomposé que leur parti.

Tant de niaiseries est confondant, on frise la crise d'apoplexie, la sclérose cérébrale les guette si elle n'a pas déjà atteint le stade fatidique de la lobotomie.

C'est ce qui se dégage des articles suivants qui figurent dans la page d'accueil du portail nationale du Parti de gauche, dont vous trouverez quelques extraits illustrant notre diagnostic clinique.

Ah ben alors s'exclame le grand dadais !

- Drôle d'ambiance - François Delapierre - Lundi 30 Juin 2014

Rien ne va plus, tout fout le camp ! (Sans blague, une découverte, un scoop ! - ndlr)

Si cette absurdité perdure c'est seulement que des hommes continuent d'y obéir. L'Assemblée se prépare ainsi à voter le plan Valls. Pourtant les députés PS majoritaires ont été élus contre une telle politique. Pire ils en savent l'inefficacité. Avec tout cela comment voulez-vous qu'on prenne les importants au sérieux ? lepartidegauche.fr

(Il parle de lui assurément. Les "*importants*" comme vous y allez, c'est vous prendre pour ce que vous n'êtes pas ou trop au "*sérieux*" !

Grand ballot, l'essentiel, ce n'était pas sur quelle politique ils seraient élus, mais quelle politique ils appliqueraient ! Et bien entendu vous l'ignoriez, cela ne vous était pas venu à l'esprit un instant, qui peut croire cela franchement, personne, vous vous foutez de nous, là aussi c'est une certitude. Vous voyez qu'on ne peut pas vous prendre au "*sérieux*". - ndlr)

A l'heure de Maastricht, mais c'est vrai qu'il a pris le train en marche...

- L'Europe à l'heure allemande - Jean-Luc Mélenchon - Mardi 1 Juillet 2014

Coup de force contre le résultat des élections européennes. Le social-libéral Martin Schulz vient d'être ré-élu président du Parlement Européen. En dépit du désaveu populaire les mêmes sont reconduits pour mener la même politique.

(Avec 56% d'abstention le Parlement européen aurait dû être dissout, fermé définitivement, closed for ever, aboli, cette institution supranationale désavouée par les peuples de l'UE aurait dû disparaître tout bonnement, l'UE et la BCE avec. Mais cela il ne peut pas le dire car c'est son moyen de subsistance, sa tirelire dans le langage populaire ou son estomac, il faut bien qu'il survive le malheureux et l'UE avec.

Qu'est-ce qui le chagrine tant le pauvre chéri, serait-il germanophobe ? Que ce soit un allemand, un autrichien, un italien ou un belge qui préside le Parlement européen à la botte de la Commission européenne, en quoi cela l changerait-il quelque que chose? En rien. Il parle pour ne rien dire, il radote. - ndlr)

Cette élection résulte d'un accord passé entre la droite et les sociaux-démocrates en échange du soutien à la candidature de Juncker à la présidence de la Commission. lepartidegauche.fr

(Il oublie de préciser que le groupe parlementaire européen dont fait partie le PG s'est rallié à la candidature de Juncker pour succéder à Barroso. On vous comprend monsieur Mélenchon, il n'y a pas de quoi s'en vanter. Lire plus loin un complet à ce sujet. - ndlr)

Ah ces braves députés au service de toutes les classes !

- Les représentants de la Nation vont-ils bâillonner le Peuple ? - François Cocq, secrétaire général du Parti de Gauche - Mercredi 2 Juillet 2014

Les député-e-s, représentant-e-s de la Nation, vont-ils refuser au peuple la possibilité de s'exprimer sur un projet qui destructure en profondeur l'édifice institutionnel et républicain pour soumettre les territoires aux règles de la compétitivité et de la mise

en concurrence ? lepartidegauche.fr

(C'est fait ! La majorité des députés à l'Assemblée nationale ne veut pas entendre parler d'un référendum sur la "*réforme territoriale*". C'était à prévoir, non ? Tout le monde s'y attendait sauf ce philistin. Vous aurez noté que jusqu'au dernier moment, la dernière minute il leur faut tenter d'allimenter des illusions dans la tête des travailleurs envers le PS, c'est volontaire car ils savent pertinemment ce qu'ils disent et font. C'est leur manière de ménager le PS et le gouvernement et de le soutenir, c'est petit, c'est minable, que voulez-vous, ils en sont là.

Un mot sur le titre de cet article. En écrivant les "*représentants de la Nation*" ils se font l'écho du discours du gouvernement et du patronat qui prétendent oeuvrer pour le bien de chacun toutes classes confondues ou l'intérêt générale (lire plus loin la déclaration de Valls). Là encore c'est une manière de les soutenir, disons l'air de rien, cela témoigne de leur soumission totale à l'ordre établi. - ndlr)

Porte-parole des marchands de canons made in France.

- L'insupportable braderie de notre souveraineté continue ! - Jean-Luc Mélenchon - Mercredi 2 Juillet 2014

François Hollande et son gouvernement viennent de décider un nouvel abandon de souveraineté. Après Alcatel, EADS, Alstom, c'est cette fois le cœur de l'industrie d'armement qui est attaqué. La fusion de l'entreprise Nexter (ex GIAT industries) avec l'entreprise allemande KMW est une double faute. Une faute contre la France qui perd ainsi le contrôle à 100% de l'un des ses principaux fournisseurs de matériel militaire ...

L'Europe de la Défense confirme son véritable objectif : défaire la souveraineté de la France sur ses armes. Le Parlement sera saisi de cette privatisation : il doit s'y opposer. lepartidegauche.fr

(On croirait un général de l'armée impérialiste et coloniale français en train de s'exprimer ! Le voilà en défenseur des intérêts de la France marchande de canons ! Vous comprenez maintenant pourquoi leur truc c'est la "*révolution citoyenne*", parce que celle les armes à la main pour conquérir le pouvoir politique nécessiterait d'affronter cette armée qu'ils chérissent tant.

Là encore il en remet une couche l'illusionniste de pacotille, quel suspens franchement les députés du PS pourrait s'y opposer... Ils nous prennent vraiment pour des demeurés, ils nous méprisent en vérité, vous avez une autre explication ? - ndlr)

Est dupe qui veut bien l'être.

- Marché de dupes à tous les niveaux ? - Martine Billard co-présidente du Parti de Gauche - Jeudi 3 Juillet 2014

... le marché de dupes continue au niveau de l'Union Européenne : le PS va voter pour le libéral Jean-Claude Junker, défenseur des paradis fiscaux, en échange de l'élection de Martin Schulz à la présidence du Parlement et sous prétexte de peser pour une réorientation de la politique qu'il doit mener. Une preuve de plus du niveau de mensonges auxquels est prête la social-démocratie : qui peut croire réellement que Junker va changer de politique économique ? lepartidegauche.fr

(Force est de constater que le PG rivalise dans le mensonge avec le PS, en pire car il n'assume pas le soutien de son groupe parlementaire européenne (GUE-NGL) à Junker, il le passe sous silence. Que le PG y soit opposé (lettre de Mélenchon du 3 juin 2014) ne change rien au fait qu'il demeure lié à l'accord passé par le GUE-NGL avec le groupe PPE (celui de l'UMP), PSE (celui du PS) notamment puisqu'il n'a pas décidé de rompre avec ce groupe dans lequel figure aussi le PCF, Pierre Laurent en étant le vice-président. La potion de la trahison, il faut la boire jusqu'à la lie monsieur le renégat. - ndlr)

Pour rappel, extrait de la causerie du 8 juin :

- En lisant ce matin un article de Libération, j'ai appris qu'Alexis Tsipras (Syriza ou le Front de gauche grec, allié du Front de gauche en France) soutenait la nomination de Juncker à la tête de la Commission européenne. Mélenchon doit en être laminé, ce qui n'est pas pour nous déplaire.

La question adressée à Nathalie Arthaud (LO) était la suivante :

- Soutenez-vous vous aussi comme le candidat d'extrême gauche Alexis Tsipras la nomination de Juncker à la tête de la commission européenne «*au nom de la démocratie et du respect des électeurs*»?

Info confirmé dans le portail d'Europe1 et un blog de Mediapart :

-http://lelab.europe1.fr/Presidence-de-la-commission-europeenne-les-soutiens-de-Tsipras-et-Cohn-Bendit-a-Jean-Claude-

Juncker-interpellent-au-sein-de-la-gauche-francaise-14853

- http://blogs.mediapart.fr/blog/xipetotec/170514/alexis-tsipras-i-am-not-dangerous

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le PS est de droite affirme Valls.

Quand il affirme qu'être de gauche c'est accepter de sacrifier "*votre intérêt particulier*" au profit de " *l'intérêt général*" ou de la "*Nation*", autrement dit celui de la classe dominante, il confirme que le PS est étranger à la gauche et que son attachement indéfectible au capital détermine en réaité sa véritable nature.

Il l'a exprimé clairement sous la forme d'un aveu en disant : "*Il est temps*" que le patronat "*reconnaisse l'effort que la Nation consent pour le soutenir*" avec le pacte de responsabilité et ses 40 milliards de baisses des coûts des entreprises, illustrant l'affirmation précédente, au moins vous savez pour quoi et pour qui vous devez accepter la spoliation de vos droits et besoins, au profit du patronat qui est le dépositaire de "*l'intérêt général*" ou de la "*Nation*".

- Face à la gauche qui peut mourir, Valls oppose celle "*qui marche*" - AFP

"*La gauche qui met la société en mouvement, la gauche qui marche, c'est la gauche qui dit à chacun: quelle part de votre intérêt particulier êtes-vous prêts à laisser pour la mettre au service de l'intérêt général?*", a défini le Premier ministre. "*Nous le voyons tous: il y a trop de blocages. La France est entravée, coincée, tétanisée*", a estimé M. Valls. AFP 06.07

Il tient le même discours que le patronat, le FMI, Bruxelles, normal, il en est le porte-parole.

Dites-moi qui sont vos amis et vos ennemis et je vous dirai qui vous êtes. Réponse : La réaction.

Haro sur le droit du travail, l'ennemi à abattre, le responsable du chômage !

- Faut-il revoir le droit du travail pour relancer l'emploi? - AFP

Travail du dimanche, seuils sociaux, simplification du code du Travail... Face à un chômage au plus haut et une boîte à outils qui s'est avérée jusqu'ici insuffisante, le gouvernement est tenté de s'aventurer sur un terrain sensible pour la gauche: revoir des acquis sociaux. Quelles sont les pistes à l'étude et pourraient-elles être efficaces?

Le Premier ministre Manuel Valls juge qu'il faut les revoir si "*cela permet la création de milliers d'emplois*".

(C'est le discours que tous les gouvernements qui se sont succédés et le patronat ont tenu au cours des décennies précédente pour justifier leurs contre-réformes qui se sont soldés par un chômage de masse sans précédent. - ndlr)

Question : Le code du Travail est-il trop pesant?

Réponse: Le patronat déplore sa "*lourdeur*" et appelle à le simplifier pour "*libérer l'embauche*".

(En réalité "*libérer*" le droit de licencier à tour de bras pour peut-être par la suite réembaucher aux conditions de l'ANI ou à des conditions et des salaires inférieurs. - ndlr)

M. Valls a demandé que des discussions soient engagées en ce sens afin de "*rendre le fonctionnement de l'économie plus souple, plus efficace*".

(Traduire : Plus dure et insupportable pour les travailleurs. - ndlr)

Question :Quel pourrait être l'impact de ces mesures sur l'emploi?

Réponse: Toutes laissent sceptique Eric Heyer, directeur adjoint à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

D'une façon générale, prévient M. Heyer, "*si vous flexibilisez le marché du travail mais que la croissance économique ne*

redémarre pas, ça ne sert à rien". AFP 06.07

Sauf si vous parvenez à imposer aux travailleurs une baisse de salaire de 30 à 50% et un taux d'exploitation comparable à la Chine par exemple, ou à la Grèce puisque la Grèce en est là.

En famille. L'amie du gouvernement et du PS, c'est la finance. On a les amis qu'on peut...

- Sapin: "*Notre amie c'est la finance: la bonne finance*" - AFP

Proverbes de circonstance :

- « *Les bons maîtres font les bons valets* » : les maîtres ont les valets qu'ils méritent. On dirait plutôt que les maîtres choisissent leurs valets en fonction de leur abnégation à les servir avec zèle.

- « *Tel maître, tel valet* » : les valets ont souvent les qualités et les défauts de leur maître. Ajoutons, en plus accentués s'agissant de leurs défauts, ce qui les rend grotesques.

- « *Nul ne peut servir deux maîtres à la fois.* ». Il est vrai qu'il est impossible de servir à la fois les exploiteurs et les exploités

- Le ministre des Finances, Michel Sapin, a déclaré dimanche que la finance était l'"*amie*" du gouvernement et de l'économie, précisant "*la bonne finance*", dans une intervention aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

"*Nous avons à répondre à une très belle question: " y a-t-il une finance heureuse, au service d'investissements heureux ?" Je l'exprimerais autrement et vous verrez ma part de provocation. Notre amie c'est la finance: la bonne finance*", a-t-il lancé, déclenchant des rires dans la salle.

(Il ne se sent plus dès qu'il est question de ses amis de l'oligarchie financière, quelle emphase digne des précieuses ridicules ! Et puis, quel bonheur ne peut-elle pas nous apporter, ne vivons-nous pas dans un monde à son image, si merveilleux ? Elle est bien "bonne" celle-là, quel cynisme ! Il est bien digne de ses maîtres. - ndlr)

Les propos de Sapin, tenus au cours d'un panel de ces rencontres internationales organisées par le Cercle des économistes, faisaient allusion à la déclaration de François Hollande dans son discours de campagne, au Bourget en janvier 2012. Alors qu'il briguait la présidence, M. Hollande avait dit que la finance était son "adversaire".

(Il n'y a que les crétins pour l'avoir cru ou des escrocs, des vendus. - ndlr)

"*Y a-t-il encore de la régulation à mettre en oeuvre, de la lutte contre un certain nombre d'éléments d'instabilité pour, au fond, éviter la part considérable de la mauvaise finance, notre ennemie, qui a été à l'origine en grande partie de la crise de 2008-2009?*" a-t-il demandé.

(Alors que les Bourse flambent au rythme d'une spéculation effrénée, que les paradis fiscaux ne se sont jamais aussi bien portés, les gangsters de la finance s'enrichissant à tour de bras ... - ndlr)

"*De ce point de vue-là, le chemin parcouru est considérable, il en reste encore à parcourir*", a répondu M. Sapin. "*Nous avons besoin encore de régulation financière. Pour tout ce qui est bancaire on a bien avancé, pour tout ce qui est extra-bancaire il y a encore du chemin à faire*", a-t-il ajouté.

(Ce discours n'était pas destiné à ses amis oligarques. Traduire : Vous n'avez encore rien vu, le pire est à venir... - ndlr)

"*La dépense publique n'est pas notre ennemie, mais la mauvaise dépense publique est notre ennemie*", a par ailleurs affirmé le ministre.

(La "*mauvaise dépense publique*", c'est celle destinée à "*notre ennemie*", les travailleurs, les budgets sociaux. Ce qui confirme ensuite. - ndlr)

"*Nous devons lutter contre un certain nombre de dépenses de fonctionnement avec des réformes les plus profondes possibles pour pouvoir consacrer le plus possible aux bons investissements publics*", a-t-il ajouté.

(Les "*bons investissements publics*" étant destinés à ses amis, les patrons qui en réclament encore, 50 milliards d'euros supplémentaires, ce n'est pas assez. - ndlr)

Interrogé dimanche soir lors de l'émission BFM Politique, le ministre a précisé ses propos et expliqué ce qu'il entendait par "*bonne*" et "*mauvaise*" finance.

Selon lui, la "*mauvaise*" finance est celle de la spéculation "*qu'il fallait combattre et qu'il faut encore combattre pied à pied parce qu'elle est encore là, elle est encore derrière, elle est encore en dessous, prête parfois à bondir*".

(Discours à destination des niais qui l'écoutent encore, ils sont de moins en moins nombreux. Il en fait décidément trop le tartufe. - ndlr)

"*C'est celle qui ne cherche pas à construire ses gains (...) sur du solide, qui ne cherche pas à construire ses gains sur de la durée*", a-t-il ajouté.

(Les parasites de la finance ont dû bien se marrer en l'écoutant, pour eux seuls les actes comptent et sur ce plan-là ils sont servis, merci pour eux. -ndlr)

Au contraire, pour le ministre, la "*bonne*" finance est "*celle dont nous avons besoin, celle dont l'Etat a besoin y compris pour se financer lui-même*".

(Celle qui pille les caisses de l'Etat, le rançonne, le racket, qui a fait de la dette une rente garantie à vie. Oh quelle est bonne, j'en reprendrais bien une part, pas vous mon cher ami... - ndlr)

"*Surtout dans la période actuelle, nous avons besoin d'une finance qui vienne aider*" les entreprises françaises "*à se financer*", pour créer de la croissance, a dit M. Sapin. AFP 06.07

Bref, on ne peut pas s'en passer, elle est légitime, amen.

Quand on vous le dit qu'ils sont viscéralement, génétiquement liés au capitalisme, que c'est la véritable nature du PS, on n'invente rien, ils s'emploient à le démontrer eux-mêmes, il suffit de les écouter pour en être convaincu.

ACTUALITE EN TITRES

Nouvelle mesure liberticide au royaume des "***droits de l'homme***".

- L'interdiction de fumer dans les parcs expérimentée à Paris - LeMonde.fr

Une "***démocratie***" telle que l'affectionnent Hollande, Fabius et Obama.

- Arabie: 15 ans de prison pour un militant des droits de l'Homme - AFP

Un éminent militant saoudien des droits de l'Homme, l'avocat Walid Aboulkheir, a été condamné dimanche à 15 ans de prison pour insulte aux autorités, ont annoncé ses proches. AFP 06.07

Jusque là on se disait que monsieur Aboulkheir méritait notre soutien, mais le dernier paragraphe de cet article fournit un détail qui nous a refroidi.

- En mars 2012, il avait été interdit de voyager alors qu'il devait se rendre aux États-Unis pour assister à un forum organisé par le Département d'État américain. AFP 06.07

Cela ne signifie pas forcément qu'il s'agirait d'un agent de la CIA, mais il pourrait avoir le profit pour figurer parmi les nouvelles recrues de cette officine du crime organisé pour l'avoir invité. A notre connaissance le Département d'État américain n'invite pas n'importe qui à participer à un de ses forum...

Créer un état de psychose permanent pour mieux manipuler les masses.

- Les appareils électroniques déchargés interdits dans les avions vers les Etats-Unis - AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL

Serbie

- Appauvrie, la Serbie doit entamer des réformes douloureuses - AFP

La Serbie, qui compte cinq retraités ou chômeurs pour une personne employée, est confrontée à un déficit budgétaire record et doit à tout prix mettre en ?uvre des réformes douloureuses pour éviter la banqueroute.

Le Premier ministre Aleksandar Vucic s'est engagé à agir, notamment à supprimer des emplois dans le secteur public pléthorique, mais les analystes font valoir que tout reste à faire et que les marchés financiers pourraient punir la Serbie si elle tarde à mettre en oeuvre ces réformes.

"*Nous devons appliquer ces réformes (...) c'est une lutte pour notre survie*", a déclaré M. Vucic qui, arrivé au pouvoir en avril, a promis de redresser l'économie moribonde.

Son gouvernement veut aussi notamment augmenter les taxes et les impôts et diminuer les subventions.

Le Parlement devrait adopter d'ici la fin juillet des nouvelles lois sur le travail, la privatisation et la faillite.

Les dépenses sont devenues insoutenables, a insisté M. Vucic mettant en garde que la Serbie risquait de "*se retrouver dans la position de la Grèce*", si elle ne réagissait pas énergiquement.

"*Nous avons plus de retraités que d'employés et 50% des employés le sont dans le secteur public. Qui pourrait soutenir une telle situation?*" s'est-il interrogé.

Pays de 7,2 millions d'habitants dont le budget s'élève à environ 8 milliards d'euros, la Serbie a en charge 1,7 million de retraités et 700.000 employés du secteur public.

Le taux du chômage est supérieur à 20% alors que la plupart des employés survit difficilement avec un salaire moyen mensuel de 350 euros.

Par ailleurs, 600 millions d'euros de subventions de l'État sont destinés à 161 entreprises qui auraient dû être fermées il y a plus de dix ans, a fait valoir le ministre de l'Economie, Dusan Vujovic.

Quatre-cents autres entreprises devraient être privatisées d'ici à la fin 2016. Le gouvernement est à la recherche d'investisseurs étrangers qui pourraient redresser ces compagnies, a précisé le ministre.

La Serbie "*aura le plus grand déficit budgétaire en Europe*" cette année, note l'économiste Milojko Arsic.

"*La volonté du gouvernement de mettre en oeuvre une consolidation fiscale rigoureuse et des réformes structurelles globales semble moins certaine aujourd'hui qu'au moment ou il a été formé*" fin avril, a-t-il fait valoir.

La révision du budget annoncée pour le mois de juin, a été repoussée à l'automne et les diminutions des salaires dans le secteur public reportées à octobre, autant d'hésitations qui risquent de coûter cher à la Serbie sur les marchés financiers.

"*Le gouvernement a fait beaucoup de promesses, il a le mandat pour mettre en oeuvre les réformes et la population s'attend à ce qu'il le fasse. Il n'y a plus d'excuses*", a insisté Timothy Ash, analyste des marchés émergents auprès de la Standard Bank.

"*Si le gouvernement n'agit pas, les marchés vont le pénaliser alors que le ratio d'endettement approche des niveaux suscitant l'inquiétude*", a-t-il mis en garde.

"*Si le gouvernement échoue à mettre en oeuvre les réformes dans les six mois à venir (...) nous allons être confrontés à de sérieux problèmes avec la dette publique*", a admis pour sa part Nikola Altiparmakov du Conseil fiscal du gouvernement, faisant valoir que cette dette devrait s'élever à 70% du PIB en 2014.

"*Nous n'avons pas le choix, nous devons diminuer les retraites, les salaires dans le secteur public et faire des économies dans les entreprises publiques autrement nous allons nous effondrer*", a-t-il mis en garde.

Le rouleau compresseur néolibéral...

Si les travailleurs serbes ne se trouvent pas encore dans "*la position*" dramatiques des travailleurs grecs, ils vont tout faire qu'ils les rejoignent.

Haut de page

Le 8 juillet 2014

CAUSERIE

Rien à ajouter.

Les articles du mois de juin qui figuraient dans les différentes rubriques ont été archivés dans la page *International*.

Nouvelles du pays.

En Inde, 100 millions de personnes supplémentaires considérées comme pauvres - lemonde.fr

Où doit-on placer le seuil de pauvreté en Inde ? Selon un rapport d'experts relayé par la presse indienne lundi 7 juillet, quelque 100 millions d'Indiens supplémentaires doivent être considérés comme pauvres.

Au total, 30 % des 1,2 milliard d'habitants du pays – soit 363 millions de personnes – vivaient sous le seuil de pauvreté en 2011-2012, selon ce rapport d'experts commandé par le précédent gouvernement pour réévaluer les seuils de pauvreté.

Le rapport avait été demandé après que les propositions de la commission du plan, principal organisme d'Etat pour la planification économique, eut défini en 2011 des seuils de pauvreté qui avaient déclenché un tollé. Cette commission avait suscité l'indignation d'ONG en considérant qu'il fallait au moins 27 roupies (33 centimes d'euros) par jour dans un village et 33 roupies (40 centimes) par jour dans une ville pour ne pas être pauvre.

Le rapport d'experts propose d'établir ces seuils à 32 roupies (39 centimes) dans les villages et 47 roupies (57 centimes) en ville pour échapper à la pauvreté, selon des extraits qui ont filtré dans le Times of India et d'autres quotidiens indiens.

Ces seuils sont cruciaux pour déterminer l'ouverture de droits à des aides sociales. Selon l'agence Press Trust of India, ce rapport établit que quelque 38,2 % de la population indienne étaient pauvres en 2009-2010, contre 29,8 % selon l'estimation de la commission du plan. Cette proportion a diminué – 29,5 % (363 millions de personnes) en 2011-2012 selon les auteurs du rapport, contre 21,9 % en 2011-2012 (270 millions de personnes), selon la commission. lemonde.fr 07.07

Tout dépend de ce qu'on entend par être pauvre en Inde.

Ce n'est pas seulement le fait de ne pas avoir de toit ou suffisamment de nourriture, c'est aussi la sous-alimentation, le fait de se passer de viande ou de poisson, de protéines, vivre dans des taudis, des quartiers entiers insalubres, vivre entassé dans des appartements ou des maisons dont la superficie ne dépasse pas deux mètres carrés par personne, ne pas être raccordé au réseau d'eau potable, ne pas pouvoir accéder à des soins de qualité, ne pas pouvoir se payer le dentiste, ne pas pouvoir régler les frais de scolarité ou de transport pour envoyer ses enfants à l'école, je ne parle même pas de leur faire suivre des études supérieures ou une formation dans un établissement qui sera forcément privé et payant, c'est dans un pays où la température oscille entre 30° et 40 °C une grande partie de l'année pouvoir acquérir plusieurs ventilateurs, un réfrigérateur, bref, c'est vivre dans un état de profonde frustration et privation en permanence dans l'impossibilité de satisfaire ses besoins les plus élémentaires.

Si on tient compte des éléments que j'ai énumérés, leur seuil de pauvreté le plus optimiste est fantaisiste, il devrait se situer aux alentours de 80 à 100 roupies (par personne) en ville sachant qu'il est impossible de se loger décemment à moins de 3.000 roupies et que les prix ne cessent de flamber, contrairement à ce qu'affirme les autorités, l'inflation n'est jamais descendue en-dessous de 11 à 15% par an, même le prix du riz qui est l'aliment de base (sud de l'Inde) a plus que doublé ces dernières années, tout comme le prix de l'essence, du gaz et de l'electricité ou encore la plupart des denrées alimentaires de

première nécessité, le lait, le sucre, l'huile, etc.

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que pour sortir de la pauvreté extrême beaucoup d'Indiens sont obligés de continuer à travailler à un âge avancé, ici cela ne se mesure pas comme en France, arrivé à 50 ans vous en paraissez 70 parce que la rudesse du climat, du mode de vie et des conditons de travail font que vous êtes littéralement épuisé, usé jusqu'à la corde. Ils envoient leurs enfants travaillés dès 15 ou 16 ans, parfois plus tôt en trichant sur leurs âges, pour un salaire de misère, 1.500 à 2.000 roupies par mois, les jeunes femmes qui sont employées dans les petits commerces en sont les plus nombreuses victimes. Elles font le même nombre d'heures qu'un salarié normal six jours sur sept sans vacances, et comme eux elles n'ont le droit à aucun avantage social. Des femmes trouvent aussi à s'employer dans des usines pour des salaires à peine supérieurs, ma belle-soeur Tamayendi perçoit un salaire de 3.000 roupies, alors que le salaire minimum à Pondichéry se situe aux environs de 5 à 6.000 roupies. Ici le smic n'existe pas. En dessous de 8 ou 10.000 roupies par mois une famille de quatre personne parvient à peine à s'en sortir sans faire d'extras.

En conclusion, il faut multiplier au moins par trois le nombre de pauvres en Inde, en précisant que ceux qui y ont échappé ces dernières années, c'était en acceptant un travail si mal rémunéré que leurs conditions les rapprochent davantage de l'esclave que celui du travailleur salarié en occident. Leur mode de vie pour plus confortable qu'il puisse être ou paraître par rapport aux générations passées, c'est en réalité considérablement dégradé au regard du prix qu'ils doivent le payer, tout comme l'environnement.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Ouf, le dialogue social est sain et sauf !

Vous n'imaginez pas un seul instant que nous pourrions nous féliciter de la décision de Lepaon et Mailly de ne pas participer à la seconde journée de cette conférence antisociale, c'est uniquement sous la pression exercée par leurs troupes qu'ils y ont été contraints. Les militants et les travailleurs peuvent se saisir de cette opportunité pour revendiquer la légitimité des droits pour lesquels ils combattent, se rassembler sur leur terrain de classe contre le patronat et le gouvernement.

Il y a peu de temps dans une causerie nous avions indiqué que c'était le combat à mener dans les syndicats, qu'au lieu d'appeler les dirigeants syndicaux à rompre avec le gouvernement et le patronat, car ils ne le feront jamais, il valait mieux se battre pour les empêcher de participer à cette mascarade, car cela permettait de conserver intacte l'indépendance des travailleurs, condition pour renforcer leur confiance en eux-mêmes et favoriser leur détermination à passer à l'action, luttant sur leur propre terrain de classe sans tenir compte des besoins exprimés par le patronat. Bref, au lieu d'adopter une tactique qui revenait à alimenter des illusions dans les dirigeants syndicaux et donc de les renforcer, il fallait adopter une tactique qui permettrait d'alimenter les luttes des travailleurs et de mettre en relief la légitimité de leurs revendications face au patronat et au gouvernement. Nous avions fait le bon choix apparemment.

Ce qui est important ou ce qu'il faut retenir, ce n'est pas la décision de la CGT et de FO de ne pas participer à la suite de cette conférence, mais le fait qu'ainsi les syndiqués et les travailleurs se trouvent conforter dans l'idée que leurs revendications et leurs combats sont légitimes pour les poursuivre et les amplifier.

La situation sociale est parvenue à un stade où les dirigeants corrompus de la CGT et de FO n'avaient pas d'autres alternatives, sauf à se mettre leurs troupes à dos ou perdre le contrôle de certaines fédérations remontées à bloc.

Ce serait une grave erreur de leur servir la soupe comme nos dirigeants vont s'empresser de le faire une nouvelle fois, servilité oblige envers les appareils, Mailly ayant précisé vendredi qu'il s'agirait uniquement de "*marquer le coup*", ce qu'il a confirmé hier en évoquant "*un bug dans le dialogue social*", une simple égratignure sans conséquence dans le dialogue social qui devrait vite guérir ou disparaître sans laisser de trace, juste de quoi filer un os à l'aile gauche de l'appareil de FO, ce que Hollande qui sait pertinemment à qui il a à faire a confirmé en affirmant "*le dialogue social, toujours*", après avoir annoncé qu'une rencontre aurait lieu "*entre les partenaires sociaux et l'Etat dès le mois de septembre* » sur l'apprentissage, comme quoi leurs relations ne sont pas rompues.

La citation complète de Mailly : Toutefois, selon lui, le boycott partiel de la conférence ne veut "*pas dire qu'il n'y a plus de dialogue social, ça veut dire que le dialogue social fait des bugs*". AFP 07.07

Ce qu'a confirmé Rebsamen sur le plateau du Grand Soir 3 "*Il ne faut pas prendre le boycott de deux organisations syndicales pour une rupture du dialogue social*" Francetv info 07.07

- François Hollande et Manuel Valls entre deux feux - LeFigaro.fr

- Conférence sociale: le boycott de la CGT et F0 mardi donne un goût d'échec - AFP

- Hollande : « *le dialogue social ne peut pas être une perpétuelle surenchère* » - Public Sénat

Cette citation est tronquée, il a dit à propos du dialogue social : « *Mais il ne peut pas être une perpétuelle surenchère avec des demandes unilatérales* », sauf qu'en réalité le gouvernement et ses prédécesseurs ne prennent en compte que les "*demandes*" du patronat, alors qu'ils méprisent ceux des travailleurs qui ne seraient pas légitimes en bon gestionnaire de la société pour le compte du capitalisme.

En réalité, depuis des décennies nous assistons à une régression sociale sans fin dans tous les domaines, c'est le résultat de "*la surrenchère*" du patronat qui voit ses "*demandes unilatérales*" satisfaites les unes après les autres, petit à petit, morceaux par morceaux nos acquis ou droits sociaux sont liquidés au fil du dialogue social ou de la collaboration de classes à laquelle se livrent les dirigeants syndicaux vendus au capital.

Collaboration de classes permanente qui concerne une multitude d'aspects de l'économie que les syndicats gèrent ou auxquels ils participent au côté du gouvernement et du patronat, ce que Mailly a rappelé à sa façon dans un entretien au Figaro:

- Interrogé sur l'avenir du dialogue social, M. Mailly estime que "*ce mot est fourre-tout puisqu'il va de la concertation à la gestion paritaire*". "*Mais en France*", a-t-il ajouté, "*je constate un désengagement financier de l'Etat et en même temps son plus grand interventionnisme dans les discussions du ressort des partenaires sociaux*". AFP 07.07

En fait, ils ne se quittent jamais !

Participer au dialogue social, en accepter le cadre, cela a divers implications de premières importances.

- Hollande hier : « *Le dialogue social, c'est mettre chacun face à ses responsabilités.* » AFP 07.07

C'est prendre la responsabilité de cautionner les besoins des patrons qui vaudraient bien ceux des travailleurs ou considérer que finalement ceux des patrons seraient tout autant légitimes que ceux des travailleurs, sachant qui détient le pouvoir économique et politique, il est facile de deviner à l'avance qui en tirera profit et qui en sera la victime.

C'est également céder sur un des aspects déterminants de la lutte de classe qui consiste à lier le sort des travailleurs à celui du capitalisme, cela revient à abandonner le combat sur le terrain de classe des exploités au profit de celui des exploiteurs.

Finalement, cela revient à brader ou liquider l'indépendance de classe du prolétariat pour mieux l'enchaîner au char du capital. Participer au dialogue social, refuser de rompre avec le gouvernement et le patronat, c'est se faire le fossoyeur de l'indépendance de classe des travailleurs, du syndicalisme, c'est agir en lieutenant du capital.

Comment faire baisser le coup du travail et le niveau de vie des masses. Mode d'emploi.

Grille de lecture suggérée pour cet article.

Alléger la fiscalité sur le travail signifie en réalité abaisser le coût du travail. Comment ? En exemptant tout ou en partie les entreprises de cotisations sociales, le financement des organismes sociaux sera exclusivement pris en charge par les travailleurs. Comment ? Il pourrait bénéficier également d'une réduction des cotisations sociales qui sont soustraites de leur salaire brut, procédé qui permettrait de faire monter mécaniquement le montant de leur salaire net. Et qui paierait la différence dans les deux cas pour financer les organismes sociaux ? Pas les Etats qui n'en ont pas les moyens évidemment, ils croulent sous le poid de la dette, les consommateurs, donc les travailleurs sous forme de taxes diverses.

Un pas de plus vers la financiarisation des organismes sociaux qui à terme devrait se traduire par leur complète privatisation. Au premier abord cela ne paraît pas si évident que cela, mais quand on y réfléchit un peu cela correspond au schéma suivant.

Imaginons un instant que patrons et salariés ne participent plus au financement de la santé dont les règles correspondent à certains critères ou des taux fixes appliqués collectivement, que l'ensemble des cotisations sociales ont disparu. A cette étape chacun conserve le droit à la santé sans restriction, désormais chacun finance ce droit en fonction de sa consommation, donc de son propre niveau de rémunération, à l'étape suivante il ne reste plus qu'à fixer des règles de plus en plus drastiques pour en restreindre l'accès à certaines couches de la population ou à marchandiser ce droit pour qu'il ne demeure plus accessible qu'à ceux qui en ont les moyens, c'est-à-dire les nantis et les couches les plus favorisées de la société, les plus pauvres bénéficiant d'un accès restreint à la médecine ou uniquement aux traitements les moins onéreux et les moins efficaces, ce qui permet au passage de s'en débarrasser plus vite et en plus grand nombre, tandis que la classe moyenne et les couches supérieures de la classe ouvrière doivent consacrer une part de leur salaire de plus en plus importante pour se faire soigner, à l'arrivée le droit à la

santé est entièrement individualisé, privatisé, il n'existe plus.

Ce processus est en marche, ils cherchent le moyen de l'accélérer car c'est à la fois une source énorme de profit et un marché juteux, car il ne faut pas oublier que ce sont eux qui fixent le prix des honoraires, des médicaments, le tarif des soins et des opérations, le profit qu'ils se font sur le dos des patients.

Maintenant il est impossible qu'ils suppriment l'ensemble des cotisations sociales prélevées sur les salaires bruts des travailleurs, aucune batterie de taxes aussi élevées soient-elle ne pourraient les suppléer, aussi seront-ils tentés d'exonérer fortement les patrons de ces cotisations sociales et de diminuer légèrement ceux des salariés pour faire bonne mesure, au nom de "l'équité", tandis qu'ils conserveront en fait l'essentiel des prélèvements versés par les salariés qui d'un autre côté seront taxés et verront leur accès au soin amputé ou la partie des soins restant à leur charge sera de plus en plus importante, à moins qu'ils se dotent de mutuelles de plus en plus onéreuse, ce qui ne règlera pas leur problème puisque le gouvernement a décidé de fixer un plafond au remboursement des lunettes ou de certains soins médiacaux par les mutuelles, ce qui signifie que dans tous les cas de figure que vous cotisiez à la Sécu et que vous ayez une bonne mutuelle ou non, vous devrez toujours plus débourser pour avoir accès au droit à la santé,

Les cotisations sociales dites patronales sont en réalité une partie du salaire différé que verse directement le patronat aux organismes sociaux. Leur en faire cadeau revient à diminuer le coût du travail, à accroître la part de la plus-value produite qui tombe dans l'escarcelle du capitaliste au détriment du travailleur qui est voué à s'appauvrir ou à voir son niveau de vie diminuer.

- La zone euro réfléchit aux moyens d'alléger la fiscalité sur le travail - AFP

Les ministres des Finances de la zone euro ont entamé lundi des discussions sur les moyens d'alléger la fiscalité qui pèse sur le travail, un des moyens préconisés par la Commission européenne pour relancer la croissance et l'emploi.

"*Nous avons eu une première discussion sur la façon de réduire la fiscalité qui pèse sur le travail*", a indiqué à l'issue d'une réunion de l'Eurogroupe son président, Jeroen Dijsselbloem.

La Commission européenne a publié en juin des recommandations spécifiques par pays en matière de réformes économiques et sociales. Ces recommandations identifient 11 pays de la zone euro où la charge fiscale sur les salaires est particulièrement élevée, dont la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ou encore la Belgique.

La charge fiscale sur le travail dans les pays membres de la zone euro "*est une des plus élevées au monde*", rappelle le communiqué publié à l'issue de la réunion de lundi.

La réflexion porte sur la manière de faire diminuer "*la différence entre le coût salarial d'un travailleur et le salaire net qu'il perçoit*", a expliqué M. Dijsselbloem.

Trois pays, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas, ont présenté lundi les initiatives qu'ils ont prises en ce sens. Les discussions vont se poursuivre en septembre, et des principes communs devraient être identifiés, même s'il faudra "*prendre en compte des circonstances nationales spécifiques*", a souligné M. Dijsselbloem.

Certains pays ne disposent pas, en effet, d'une grande marge de manoeuvre budgétaire. La baisse de la fiscalité pesant sur le travail devra donc être "*compensée*", souligne le communiqué de l'Eurogroupe.

L'un des moyens passe par une réduction des dépenses budgétaires, mais la solution peut aussi être trouvée en changeant la répartition de la fiscalité de manière neutre sur le plan budgétaire. L'allègement de la fiscalité sur le travail serait compensée par des "*sources de revenus fiscaux moins préjudiciables à la croissance, comme des taxes sur la consommation, sur la propriété ou environnementales*". AFP 07.07

La solitude, ça n'existe pas. Et pourtant...

- La solitude touche de plus en plus de Français, surtout les plus âgés - Francetv info

Un Français sur huit est seul. En 2014, la solitude touche désormais 5 millions de personnes, un phénomène qui s'est surtout aggravé chez les plus âgés, même s'il n'épargne plus les jeunes, révèle lundi 7 juillet une enquête de la Fondation de France. Les Français sont un million de plus qu'en 2010 à ne pas avoir de relations sociales au sein des cinq réseaux de sociabilité (familial, professionnel, amical, affinitaire ou de voisinage), souligne cette étude. Si un Français sur huit est aujourd'hui seul, un sur trois risque de le devenir.

De toutes les générations, les plus de 75 ans ont subi de plein fouet cette montée de la solitude depuis quatre ans. Une

personne âgée sur quatre est désormais seule (27% en 2014, contre 16% en 2010). En parallèle, la solitude s'est également aggravée chez les plus jeunes, puisque le phénomène touche désormais les 18-29 ans (4%), "*jusque-là préservés*". Chez les moins de 40 ans, la solitude a doublé en quatre ans (7% en 2014 contre 3% en 2010).

Selon l'enquête, tous les réseaux de sociabilité des plus de 75 ans se sont affaiblis et le phénomène s'est notamment amplifié dans les grandes villes. Ainsi, 33% des personnes âgées résidant dans une ville de plus de 100 000 habitants sont en situation d'isolement, contre 21% de celles résidant au sein d'une commune rurale. Sans surprise, la perte d'autonomie et la maladie "*jouent de manière très négative sur le maintien ou le développement de la vie sociale*". Francetv info 07.07

Avec les vieux, tant qu'il y a de la tune à se faire, cela vaut le coup, après on les abandonne.

Et puis, à cause du chômage on est parfois obligé d'aller travailler et de déménager loin de nos vieux parents, leur saloperie de société est ainsi faite, ignoble avec les vieux, injuste avec les jeunes, toutes les générations sont touchées par ce fléau.

Parfois c'est un choix délibéré mais légitime parce que tout simplement on a envie de faire sa vie ailleurs. Sauf que dans leur société de merde il n'existe rien ni personne, aucune institution pour prendre le relais du fait que l'individualisme ou l'indifférence prime. Il reste les mouroirs en tous genres à leur disposition. Leur monde est à vomir, alors faisons table rase...

Quand vous devez terminer ainsi vos jours abandonné de tous, vous devez vous dire que cela ne valait vraiment pas le coup de vous casser la tête pour en arriver là, vous devez vous demander à quoi cela rime tout cela, on imagine leur détresse et leur profonde tristesse. Certains passés un certain âge n'ont plus toute leur tête, c'est pratique, au moins on peut se persuader qu'ils ne souffrent pas trop, car ils ne comprennent pas ce qui leur arrive.

ACTUALITE EN TITRES

Les partis institutionnels : Tous pourris !

- UMP: "*un parti qui est déjà mort*", selon Estrosi - AFP

- Présidentielle 2012 : Sarkozy visé par une nouvelle enquête judiciaire - LeFigaro.fr

- Parti radical : le coup de gueule de Rama Yade - LeMonde.fr

- Polémique sur les liens du maire écolo de Grenoble avec une société de services financiers - 20minutes.fr

L'UMP souligne les liens commerciaux de l'entreprise avec des clients basés à Londres, Singapour mais surtout l'île de Guernesey et les îles Caïmans, considérés comme des paradis fiscaux. Rappelant qu'un des engagements de Eric Piolle lors de sa campagne municipale victorieuse en mars était de "*boycotter les banques qui pratiquent les paradis fiscaux*", elle fustige "*un mensonge" et "une véritable imposture*".

"*La régulation financière, ça ne passe pas par les îles Caïmans*"

"*Je n'ai aucun souci avec ça. J'assume totalement*", rétorque Eric Piolle qui a exclu d'envisager une quelconque cession de titres de cette entreprise dont il fut l'un des co-fondateurs en 2001 et dans laquelle travaille son épouse. Le Nouvel Observateur 07.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Maroc

- Le Maroc achète du pétrole produit au Kurdistan - french.irib.ir

Le Maroc semble trouver un malin plaisir à participer à la déstabilisation de certains pays arabes, pour des raisons qui restent à identifier.

Après avoir envoyé toute une légion de djihadistes qui se comptent par milliers renforcer les rangs des groupes islamistes en Syrie, contribuant ainsi à disloquer ce pays, aujourd'hui à feu et à sang, le royaume adopte, en effet, la même attitude avec l'Irak. Ce dernier, qui est actuellement, au bord de la guerre civile, se dirige inexorablement vers la partition avec le conflit déclaré opposant sunnites, chiites et Kurdes.

Le Maroc n'éprouve aucun scrupule à recevoir dans l'un de ses ports un pétrolier battant pavillon kurde, Ship Kurde, avec un million de barils de pétrole à la recherche d'acheteurs. Cela se passe au moment où les tentations indépendantistes des populations kurdes se font les plus insistantes, nourries par un climat de guerre généralisée qui pointe pour l'Irak. Comme le pétrole est au cœur des convoitises, une guerre larvée oppose les populations kurdes à l'Etat central irakien pour le contrôle des richesses pétrolifères du Kurdistan irakien. En accueillant le pétrolier kurde dans un de ses ports, le Maroc renforce indirectement les visées séparatistes kurdes.

Certes, le Maroc a besoin de pétrole et de gaz, lui qui en est dépourvu, mais de là à aller jusqu'à encourager la partition d'un pays arabe, faisant partie d'un espace géopolitique auquel il est censé appartenir, il y a un pas que rares sont ceux qui pourraient être tentés de franchir. Le pire est peut-être à venir, puisque ce pétrole mis en vente au Maroc par la compagnie kurde pourrait atterrir en Israël.

Le brut kurde est transporté par pipeline du Kurdistan vers le port turc de Ceyhan, sur la côte méditerranéenne, port à partir duquel il est exporté. Pour les autorités kurdes, l'Etat hébreu semble être un acheteur potentiel, selon certaines sources, qui notent que des intermédiaires se chargent d'acheter le pétrole irakien pour le revendre à Israël. Avec l'accostage du navire kurde, le Maroc se place-t-il déjà comme le courtier recherché pour écouler le pétrole kurde auprès des Israéliens ?

Tout porte en tout cas à le croire, sinon qu'est-ce qui expliquerait la présence du pétrolier dans les eaux marocaines ? A travers son attitude, le M aroc porte ainsi un coup d'une lâcheté ravageuse au peuple irakien qui lutte pour sauvegarder son intégrité territoriale. french.irib.ir 07.07

2- Irak

- Barzani et son rêve de l'empire - french.irib.ir

Le Président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, continue d'intensifier les divergences, tout en abusant des agissements du groupe terroriste et baathiste de l'Etat islamique, en Irak et au Levant, Daesh. Interviewé par le journal allemand "*Bild am Sonntag*", Massoud Barzani a déclaré qu'on ne pouvait plus prévenir le démembrement de l'Irak. «*Nous avons une identité kurde, sunnite, chiite et chrétienne, mais nous n'avons pas d'identité irakienne*», a-t-il dit. Toujours, lors de son interview, Barzani s'est attaqué à Nouri al-Maliki, le Premier ministre irakien, en prévoyant la partition de l'Irak. «*L'indépendance, c'est le droit naturel des Kurdes*», a ajouté Massoud Barzani. Le président du Kurdistan irakien a accusé Nouri al-Maliki d'être à l'origine de la prise du pouvoir de Daesh, en raison de ses politiques erronées. Massoud Barzani a prouvé, pendant ces dernières années, surtout, après la grande absence de Jalal Talebani, qu'il n'était pas une personnalité charismatique, pour les Kurdes irakiens.

Les prises de position de Barzani, en l'absence de Jalal Talebani, la vente arbitraire du pétrole du Kurdistan irakien et l'idée de l'indépendance du Kurdistan, via un référendum, prouvent tous que Barzani n'est pas doté de maturité politique. Par ailleurs, ses agissements arbitraires ne sont pas pris au sérieux par l'Occident, les Etats-Unis, voire, les différents groupes kurdes. Les responsables américains se sont, explicitement, opposés à l'indépendance du Kurdistan irakien. La Ligue Patriotique du Kurdistan irakien, ancien rival du Parti démocrate du Kurdistan, s'est moquée de son côté des déclarations séparatistes de Massoud Barzani. Jalal Talebani avait, auparavant, qualifié d'erreur stratégique, les tentatives visant à séparer le Kurdistan de l'Irak, et avait assimilé à un rêve, l'indépendance du Kurdistan. Fermant les yeux sur les voix opposées, Massoud Barzani tente de pêcher en eaux troubles et d'abuser de la donne actuelle, même si on l'accuse de soutenir Daesh, dans l'occupation de Mossoul.

Barzani veut justifier la partition de l'Irak, en prétendant que les Kurdes n'ont pas d'identité irakienne, mais, conformément à la Constitution irakienne, tous les Irakiens sont égaux devant la loi, toute race, ethnie, couleur, religion, confession ou conviction confondue. Cette égalité, garantie par le texte de la Constitution, fait preuve de l'identité irakienne, en Irak. Le concept du fédéralisme est, aussi, mentionné, dans la Constitution irakienne. Les trois pouvoirs du gouvernement fédéral sont le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, et chacun est chargé d'accomplir ses propres tâches. Par conséquent, eu égard au texte de la Constitution, les déclarations de Massoud Barezani sur l'indépendance des Kurdes sont l'expression d'une volonté délibérée d'abuser de la donne actuelle, au profit d'un groupe de Kurdes. french.irib.ir 07.07

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: grève sauvage dans une mine de platine - AFP

Une mine de platine sud-africaine du groupe Impala Platinum (Implats) est paralysée depuis vendredi par une grève sauvage, déclenchée quelques jours après la fin d'un long mouvement dans d'autres mines du groupe, a indiqué une porte-parole lundi.

Quelque 2.000 employés de la mine de Marula (nord), soit les deux tiers des effectifs, ont cessé le travail vendredi, et la production a cessé, a expliqué à l'AFP Alice Lourens, porte-parole du numéro deux mondial du platine.

Selon la presse sud-africaine, les mineurs de Marula demanderaient les mêmes conditions salariales que leurs collègues des autres sites d'Implats qui ont fait grève pendant cinq mois --de janvier à juin-- pour obtenir d'importantes augmentations.

La plupart des sites d'Anglo American Platinum (Amplats), Implats et Lonmin, respectivement numéros un, deux et trois du platine, avaient été paralysés par le plus long mouvement social de l'histoire de l'Afrique du Sud, à l'appel du syndicat radical Amcu. Un accord salarial y avait mis fin le 24 juin.

Le site de Marula n'avait pas été touché par cette grève. Le syndicat national des mineurs (NUM), qui y est majoritaire, n'était pas joignable lundi. Le NUM s'est fait supplanté par le syndicat radical Amcu dans les principales mines de platine. AFP 07.07

Haut de page

Le 9 juillet 2014

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps d'ajouter un mot, Selvi travaille, on n'a rien à manger pour ce soir et je dois préparer le dîner, une soupe de légume et du foie de poulet revenu à l'ail et au persil, plus un plat de riz aux épices. En guise de cocktail un sirop d'hibiscus fait maison et de l'eau gazeuse. On doit encore nettoyer et arroser le jardin avant la nuit, il est 15h47 et la nuit tombe à 16h30.

On ajoutera une douzaine d'articles demain.

ACTUALITE EN TITRES

L'oligarchie financière américaine ou les véritables maîtres du monde.

- Etats-Unis: Citigroup prête à payer plus de 4 milliards de dollars - AFP

Les autorités américaines et Citigroup sont sur le point de conclure un accord qui contraindrait la banque à payer plus de 4 milliards de dollars pour solder des errements passés dans le secteur immobilier, rapporte mardi le Wall Street Journal. AFP 08.07

- Commerzbank et Deutsche Bank négocient une amende aux Etats-Unis - Reuters

Il n'y aura pas de miracle, le capitalisme est usé jusqu'à la corde et doit disparaître.

- Rencontres d'Aix-en-Provence : les économistes déconcertés face au monde sans mode d'emploi de la 3ème mondialisation
- Atlantico.fr

La crise. Tout le monde n'est pas vraiment logé à la même enseigne.

- Ventes record pour BMW Group en juin et au 1er semestre - Reuters

Bon, on en supprime combien pour les soulager ?

- Entretenir 29 500 km de voies ferrées, le défi que la SNCF peine à relever - L'Express.fr

Stratégie du chaos et de la guerre permanente.

- L'Etat islamique revendique des attentats à Bagdad - Reuters

- Syrie: le régime et les rebelles envoient des renforts à Alep - AFP

- Afghanistan: 16 morts dont 4 soldats dans une attaque contre l'Otan - AFP

- Les Chabab attaquent le palais présidentiel en Somalie - LeMonde.fr

- Yémen: les rebelles chiites s'emparent d'Amrane, près de Sanaa - AFP

- Entre Israël et le Hamas, les hostilités tournent à l'affrontement général - LeFigaro.fr

- L'Est centrafricain toujours en proie aux affrontements - LeFigaro.fr

- Ouganda : 96 morts dans les combats depuis ce week-end - LeMonde.fr

- Kenya : une attaque à la grenade fait un mort - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Numéro d'illusionnisme. Répartition des rôles. Quand s'abstenir revient à voter pour.

- L'Assemblée adopte le budget rectificatif de la Sécu - 20minutes.fr

272 voix pour, 234 contre et 54 abstentions.

33 députés du PS et 13 d'EELV se sont abstenus.

Laurent Baumel, un des leaders de la fronde, a rejeté sur BFMTV l'idée de quitter le groupe socialiste. «*Nous faisons partie de la majorité*», a-t-il lancé, en faisant valoir le «*droit d'amendement et de d'abstention*» des députés 20minutes.fr 08.07

Il est clair que si au lieu de s'abstenir les 33 députés du PS et les13 d'EELV avaient voté contre ce texte, il n'aurait pas été adopté, en choisissant de s'abstenir ils ont démontré qu'ils faisaient bien "*partie de la majorité*". Qui en doutait ? Mélenchon peut-être...

Mascarade. La conférence sociale est un "***grand exercice de dialogue social***" (Mailly -FO)

Quelques titres de presse pour commencer.

- Après la CGT et FO, la FSU quitte la conférence sociale - Reuters

- "*Malgré le boycott, la conférence sociale conserve sa légitimité*" - Le Nouvel Observateur

- Valls considère que la conférence sociale «*n'est pas un échec*» - Liberation.fr

- Valls accentue sa ligne réformiste en bousculant les syndicats - AFP

- Manuel Valls souhaite que la grève à la SNCM «*s'arrête*» car la compagnie est «*en danger de mort*» - 20minutes.fr

Et les 1.000 salariés qui risquent de finir sur le carreau, ils sont condamnés à quoi ? Au chômage longue durée...

Les syndicats ont été placés devant le fait accompli par l'annonce faite quelques jours plus tôt par le gouvernement qu'il acceptait de reporter les mesures sur la pénibilité réclamé par le patronat, aussi pour ne pas apparaître au grand jour comme leurs complices s'ils ne réagissaient pas vigoureusement, ils n'ont pas eu d'autre alternative que de "*marquer le coup*" (Mailly) en

boycottant la seconde journée de ce cette conférence.

Mailly hier sur le plateau des "4 Vérités" : "*Nous parler de dialogue social, quand un gouvernement décide sans dialoguer, ça s'appelle du cinéma*", et quand un gouvernement décide en dialoguant cela s'appelle une comédie, à croire qu'il est plus à l'aise dans le rôle de saltimbanque que celui de comédien.

On pourrait précisé que Mailly avait reproché à Valls d'avoir "*méprisé*" les syndicats au vu et au su de tous, ce qui était intolérable à ses yeux, car il prétendait faire jeu égal avec le patronat pour justifier sa participation à cette conférence, en agissant de la sorte Valls indiquait clairement que le jeu était pipé et qu'une fois de plus le patronat en sortirait le grand gagnant, mettant en porte-à-faux les dirigeants syndicaux, d'où sa réaction et celle de Lepaon.

Thierry Lepaon avait tenu le même discours peu de temps auparavant en déclarant que Manuel Valls "*ne mérite pas notre présence à ses côtés*" en raison de ses déclarations récentes "*en faveur du patronat*". On peut estimer que le patronat a poussé Valls à la faute alors qu'il savait très bien qu'il ne boycotterait pas cette conférence, à moins qu'il ait eu l'intention de pouvoir passer en force ou encore qu'il ait péché par excès d'optimisme, peu importe.

Le président de la CFTC, Philippe Louis, interrogé sur Radio Classique l'a confirmé lorsqu'il a "*reproché au patronat d'avoir lancé cette mode de l'oukase*", exprimant un regret : "'*est dommage*", alors qu'il est "*important de se mettre autour de la table*" (LePoint.fr 08.07) des représentants du capital qui vous accorderont quelques miettes pour faire bonne figure, tandis qu'ils se seront réservés le plat de consistance...

On enfonce le clou pour qu'on ne nous accuse pas de nous livrer à une interprétation partisane basée sur une seule déclaration.

La FSU l'a aussi confirmé hier à sa manière en expliquant qu'elle avait claqué la porte de la conférence sociale, non pas parce que les revendication des travailleurs ne seraient pas prises en compte, mais parce qu'elle "*est trop mal engagée en termes de méthode sur le dialogue social*" selon sa secrétaire générale, Bernadette Groison, précisant que : "*Le président de la République n'a pas eu un mot hier, en dehors de l'Education nationale, sur le rôle que doivent jouer dans notre pays la fonction publique et les services publics*".

Donc ce que la FSU reproche au gouvernement, c'est de ne pas avoir au moins sauvé les apparences, en parole tout du moins, faute inexcusable qui risquait de porter un coup à l'image que veulent se donner ses dirigeants. Cela vaut pour ceux de la CGT et de FO qui sans ce verni démocratique et démagogique se retrouvent pour ainsi dire à poil et leur véritable nature mise à nu ou sans voile, sans protection, c'est le même procédé qu'utilise le PS et la pseudo-gauche ou extrême gauche qui ne sont socialistes (partiellement) qu'en parole pour tromper militants et travailleurs.

Ce n'est pas la première fois qu'on assiste à cette vulgaire comédie, il est arrivé dans le passé que les dirigeants syndicaux boudent un rendez-vous convenu avec Sarkozy, parce que celui-ci avait fait une annonce intempestive ou tenu des propos peu amènes envers les syndicats peu de temps auparavant.

Bernadette Groison a confirmé ce qui vient d'être dit, à savoir que les relations entre les syndicats et le gouvernement ou le dialogue n'était pas rompu en annonçant qu'elle allait adresser un courrier au chef de l'Etat pour lui demander de clarifier la façon dont il entendait "*réhabiliter le dialogue social*" et ses intentions concernant la fonction publique, (Reuters 08.07) comme si on ne les connaissait pas à l'avance.

De son côté Mailly a réaffirmé hier sur France 2, que le dialogue social est "*interrompu*" mais "*pas rompu*". Il a tenu le même discours que précédemment sur le plateau des "*4 Vérités*", déclarant que la conférence sociale, "*cette espèce de grand-messe, c'était comme un emblème pour le pouvoir actuel. Et bien là, l'emblème en a pris un coup*" (AFP 08.07), un "*coup*" qui ne lui sera pas fatal, l'essentiel est donc sauvé, il va pouvoir continuer la même politique de collaboration de classes et le gouvernement d'appliquer la sienne.

Il existe une dichotomie dans le syndicalisme entre d'une part, les dirigeants qui gèrent les rapports entre le travail et le capital au côté du gouvernement et du patronat dans le cadre du régime qu'ils soutiennent en choeur en bradant les acquis sociaux des travailleurs car il faut bien satisfaire les besoins des capitalistes, et d'autre part les militants qui se battent contre le patronat et le gouvernement pour préserver les acquis sociaux des travailleurs ou tenter d'en conquérir de nouveaux.

Il apparaît alors clairement que les dirigeants et les militants ne se situent pas sur le même terrain de classe, qu'ils ne prennent pas en compte les besoins de la même classe, que les dirigeants syndicaux sont illégitimes, car étrangers à notre classe du fait qu'ils sont subordonnés ou vendus au capital, ils ne peuvent pas se situer ou combattre sur le terrain de classe des exploités puisqu'ils sont entièrement soumis à l'ordre établi, le capitalisme demeurant leur horizon indépassable, en crise, ils ne peuvent qu'être conduits à collaborer au saccage de tous nos droits ou acquis sociaux, à accompagner la formidable régression sociale en cours en France. Il leur est totalement impossible d'adopter une autre attitude du fait qu'ils rejettent le socialisme qui est contraire à leur véritable nature de lieutenant du capitalisme.

Ce sont uniquement les militants syndicaux qui se battent sur une ligne d'indépendance de classe qui défendent l'intégrité du syndicalisme et l'indépendance de notre classe, combattant tous les représentants du capital dont leurs propres dirigeants qui y sont inféodés. Il existe ce type de militants dans tous les syndicats, plus ou moins selon les syndicats évidemment, y compris à la CFDT ou la CFTC.

Défendre le syndicalisme de classe ou indépendant consiste donc à mener le combat à la fois contre le gouvernement, le patronat et les dirigeants des syndicats en mettant en avant une ligne politique qui se situe exclusivement sur le terrain de classe des exploités dans la perspective du renversement du capitalisme ou l'émancipation du capital qui figurait dans les statuts de la CGT au début du XXe siècle. Occulter cette dimension politique du syndicalisme, c'est capituler devant le réformisme bourgeois ou le syndicalisme d'accompagnement qui consiste à s'adapter au capitalisme et conduit à brader les droits des travailleurs.

Pour conclure donnons la parole aux jaunes qui mieux que personne peuvent décrire en quoi consiste une politique de collaboration de classes et sur quelle interprétation de la situation, quels facteurs elle repose. Le régime aussi.

La présidente de la CFE-CGC, Carole Couvert interviewée par Le Nouvel Observateur.

Le gouvernement est parvenu à faire la démonstration de l'efficacité du dialogue social malgré la politique de la chaise vide de certaines organisations. Les salariés nous attendent sur du concret, pas sur du boycott. La conférence est le seul temps pour un vrai dialogue tripartite, et malgré le boycott, elle conserve toute sa légitimité puisque les syndicats présents, CFE-CGC, CFDT et CFTC, représentent 51% à eux trois. nouvelobs.com 08.07

Une parodie de dialogue, de syndicalisme, le mépris et l'arrogeance, une misérable imposture suffit à Hollande et Valls pour gouverner, le PS n'en est-il pas le modèle achevé, le symbole suprême ?

Une simple présomption vaut bien une nouvelle loi liberticide.

- Bernard Cazeneuve renforce la législation antiterroriste - Liberation.fr

Parmi les principales mesures, l'interdiction de sortie du territoire à un Français pour lequel existent «*des raisons sérieuses de croire qu'il projette des déplacements à l'étranger ayant pour objet la participation à des activités terroristes, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité*».

Concernant la phase répressive, un article crée la notion «*d'entreprise individuelle terroriste*» censée permettre de contrer la peur du «loup solitaire». Cette disposition complétera la législation actuelle fondée sur la notion «*d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste*», en vigueur depuis 1986 et parfois critiquée en raison de son usage extensif par certains juges d'instruction. Liberation.fr 08.07

Union de la Majorité des Privilégiés

- L'UMP au bord de la faillite - LeFigaro.fr

Abondée de la dette issue de l'acquisition du siège du parti, la dette financière se situe à hauteur de 79,1 millions, précisent le conclusions de l'audit du mené par le cabinet Advolis, qui fait état de "*fonds propres négatifs à hauteur de 40 millions d'euros*".

Le parti cherche en outre à renégocier son échéancier bancaire et une réunion avec plusieurs représentants de banques s'est ainsi tenue mardi en milieu d'après-midi autour de Luc Chatel, secrétaire général de l'UMP.

Le parti a déjà obtenu un report du remboursement du capital jusqu'à fin juin 2017 et ne paie aujourd'hui aux banque que les intérêts, ce qui lui permet de ne pas dépenser 2,7 millions. Reuters 08.07

- A l'UMP, la détestation en toute transparence - Le Nouvel Observateur

Si l'audit financier ne rentre pas dans le détail des difficultés du parti, la transparence sur les inimitiés est totale.

"*L'UMP, c'est Beyrouth après la rupture du cessez-le-feu entre Chrétiens et Sunnites. Il y a un niveau de détestations et de rancœurs jamais vu*", dit un dirigeant.

Un autre voit dans ces fuites la main de l'entourage de Juppé et Fillon, deux des trois membres du triumvirat qui nourrissent des ambitions pour 2017 : "Ils n'ont qu'un objectif, empêcher Sarko de revenir, salir Sarkozy et la présidence Copé". Affligé, Luc Chatel prévient ses camarades : "*Il y a des jours où je suis consterné par le manque de sens collectif. Pour qu'il y ait un président*

de l'UMP en novembre, il faut qu'il y ait encore un parti en novembre". Le Nouvel Observateur 08.07

- L'audit de l'UMP révèle les avantages accordés à ses cadres - LeMonde.fr

Les révélations sur les finances de l'UMP se poursuivent. Dans son édition à paraître mercredi 9 juillet le Canard enchaîné, qui a pu consulter une partie des annexes de l'audit du parti, détaille rémunérations et avantages de plusieurs de ses principaux cadres.

Ainsi, précise l'hebdomadaire satirique, les quatre plus proches collaborateurs de Jean-François Copé – Eric Cesari, Jérôme Lavrilleux, Fabienne Liadze et Pierre chassat – « *coûtaient en charges et en salaires pas moins de 600 000 euros par an* » soit une rémunération moyenne de 10 000 euros mensuels.

Les avantages étaient légion, à en croire le palmipède. Ainsi, Jean-François Copé disposait de trois téléphones portables représentant un coût de 8 000 euros annuels.

Un montant inférieur aux dépenses en téléphone de l'eurodéputée Rachida Dati, dont la facture s'élevait à plus de 10 000 euros par an. L'une de ses collaboratrices était par ailleurs rémunérée 7 000 euros par mois par l'UMP.

Comme le souligne l'un de nos journalistes, chaque député européen dispose d'une enveloppe de 4 000 euros mensuels pour ses frais de secrétariat, incluant le téléphone.

En outre, le parti a financé pour plus de 9 000 euros de billets de train et 4 000 euros de billets d'avion pour Rachida Dati qui en tant que député européenne bénéficie de la gratuité des transports. Le journal ne précise pas en revanche sur quelle période.

L'UMP aurait payé 24 000 euros de billets d'avion de Mme Copé.

« *Le pillage était généralisé* » ricane le journal qui révèle enfin que Brice Hortefeux salariait via le parti trois collaborateurs dont Geoffroy Didier, animateur de la Droite forte « *qui émarge à plus de 8 000 euros par mois* ». lemonde.fr 08.07

En complément

- Estrosi: Sarkozy et Fillon ont eu tort de choisir Copé pour le groupe UMP - AFP

- Comptes de l'UMP: Xavier Bertrand "*écoeuré*" par le "*déballage*" - AFP

- L'UMP cherche comment «*être de droite*» - Slate.fr

Qu'ils demandent la recette au PS !

- Près de huit millions de personnes vont partir à la retraite d'ici à 2020 - francetvinfo.fr

Depuis les années 2000, des départs massifs en fin de carrière ont lieu. Et cette tendance va perdurer jusqu'en 2020, note l'Insee dans un étude publiée mardi 8 juillet. Parmi les salariés qui occupaient un emploi en 2009, trois personnes sur dix devraient avoir quitté leur travail en 2020. Soit huit millions de personnes.

Dans un article publié mardi, La Tribune fait, de son côté, référence au chômage, qui a atteint aujourd'hui à un niveau record, notamment chez les jeunes,"*malgré le mouvement de départs massifs entamé depuis plus d'une dizaine d'années*". francetvinfo.fr 08.07

Depuis 2000 des millions de travailleurs sont partis à la retraite, au cours de 6 années à venir 8 millions supplémentaire devrait les rejoindre et le chômage explose tout en étant promis à un bel avenir.

Il y a donc une volonté de la classe dominante de maintenir un chômage de masse en France, à moins qu'elle n'y trouve pas son compte, coût du travail trop élevé et règlementation du travail encore trop favorable aux travailleurs pourrait l'expliquer.

Les emplois non qualifés ou peu qualifiés doivent subir une baisse importante des salaires comme en Allemagne pour qu'il soit rentable de maintenir ou créer ce genre d'emplois en France... francetvinfo.fr 08.07

INFOS EN BREF

SOCIAL

Portugal

- Portugal: les blouses blanches en grève contre l'austérité - AFP

Les médecins portugais ont entamé mardi une grève de deux jours pour protester contre les coupes budgétaires qui frappent le service public de santé, un des acquis de la Révolution des Oeillets menacé selon eux par la politique d'austérité.

"*Il faut défendre cette grande conquête de la Révolution d'avril 1974 qu'est le Service national de santé*", a déclaré Maria Merlinde Madureira, présidente de la Fédération nationale des médecins (FMAM), à l'origine du mouvement.

"*Non à la destruction du service national de santé*" et "*Accès à la santé pour tous et non seulement pour ceux qui peuvent payer*", pouvait-on lire sur les banderoles brandies par les manifestants.

"*Le gouvernement est en train d'anéantir notre système de santé, on manque d'effectifs et de matériel*", a accusé Claudio Quintaneiro, 31 ans, médecin hospitalier à Figueira da Foz (centre). Il "*compte émigrer en Australie pour travailler dans de meilleures conditions*".

La FNAM a chiffré en fin de journée à "*environ 90%*" la participation à cette grève qui est soutenue par l'Ordre des médecins et a été suivie surtout par les praticiens hospitaliers.

Sans doute en raison de l'absence de l'autre grande organisation du secteur, le Syndicat indépendant des médecins (SIM), la participation à la manifestation paraissait en retrait par rapport à la dernière organisée en juillet 2012 qui avait mobilisé 4.000 personnes selon les organisateurs.

Détérioration des conditions de travail dans les centres de soins et hôpitaux publics, suppressions d'effectifs, allongement du temps de travail, coupes salariales ... les motifs de mécontentement des médecins ne manquent pas.

Tous assurent qu'il ne s'agit pas d'une grève corporatiste mais d'une mobilisation en faveur du service public et contre les coupes dans le budget de la santé, qui doivent représenter cette année plus de 300 millions d'euros, après déjà plusieurs années d'austérité.

La politique de rigueur imposée par les créanciers du Portugal a porté un sérieux coup au Service national de santé (SNS), créé en 1979 après la Révolution qui avait permis d'inscrire le droit à des soins gratuits dans la Constitution.

Depuis 2011, les tarifs du service public ont doublé: le passage dans un service d'urgence est désormais facturé 20 euros et la consultation dans un centre de soins coûte 5 euros. Le temps d'attente pour des opérations chirurgicales est de plusieurs mois.
AFP 08.07

Haut de page

Le 10 juillet 2014

CAUSERIE

12 nouveaux articles ont été ajoutés.

Dans la République bananière l'esprit de famille, de clan prédomine...

À la fin de la dernière législature 79 «*contrats familiaux*» avait été dénombrés à l'Assemblée nationale.

Au moins cela évite de dilapider le fric chèrement acquis (sic!), il reste dans le ménage.

C'est l'Etat qui héberge un site terroriste. Il en est le siège.

Hollande ne participe-t-il pas à la coalition de gangsters qui recrutent, forment, encadrent, financent, arment des mercenaires cruels et sanguinaires étrangers à la Syrie qui se livrent à un terrorisme de masse envers la population civile innocente, homme, femmes, enfants et vieillards sans distinction ? Il a récidivé avec l'Irak comme chacun sait.

En recevant en grandes pompes dans son palais les chefs des terroristes d'Arabie saoudite ou du Qatar ne légitime-t-il pas les crimes abominables commis par leurs armées de djihadistes barbares ?

En agissant ainsi, ne serait-ce pas Hollande qui montrerait la voie à emprunter à des jeunes désoeuvrés et manipulés par des agents des saoudes et des sionistes de s'enroler dans ces armées du crime ou de se livrer à des actes terroristes ?

- Sites terroristes : Bernard Cazeneuve s'emballe - lemonde.fr 09.07

Selon le projet de loi de M. Cazeneuve les sites Internet faisant l'apologie du terrorisme seront bloqués administrativement, donc sans passer par un tribunal, et leurs auteurs pourront être lourdement sanctionnés. Encore faut-il savoir où commence l'apologie du terrorisme et ce qu'on entend par terrorisme.

Ici on n'est pas dans le contexte d'un terrorisme qui serait tourné contre des représentants d'un Etat ou du capitalisme, mais contre l'ensemble des masses laborieuses et leurs familles dans un pays ou un autre.

Ce sont nos frères et soeurs de classe qui en sont les victimes, c'est donc notre classe qui est visée. Dans ce cas-là, les représentants de la classe dominante ne condamnent pas leurs actes terroristes, sauf quand ils entrent dans leur stratégie ou qu'ils les ont prémédités pour en tirer profit sur le plan politique. Et lorsque par hasard un acte terroriste a été commis en dehors de leur contrôle, ils châtient très sévèrement les coupables qu'ils jettent en pâture à l'opprobe publique chauffée à blanc préalablement par des médias déchaînés, histoire de détourner l'attention sur leur propre responsabilité ou leur politique qui a servi à amorcer la mèche du détonateur.

Nous condamnons évidemment sans réserve ce type de terrorisme, le terrorisme en général, à l'exception de cas particuliers qui demeureraient isolés et ne frapperaient que des représentants du régime jouant un rôle déterminant au cours d'un processus révolutionnaire, de tels actes terroristes auraient forcément une valeur stratégique et militaire indiscutable pour qu'on les justifie. Ils seraient minutieusement organisés. On doit concevoir qu'en temps de guerre, il est légitime qu'on emploie les instruments à notre portée, compte tenu que nous partons avec un sérieux handicap sur notre ennemi, qui de son côté n'hésitera pas à mitrailler des foules entières et à se livrer à des massacres de masse de travailleurs s'il l'estime nécessaire, sans parler du recours à la torture.

En guise d'épilogue pour alimenter votre réflexion sur ce sujet, j'ai trouvé dans un document quelques extraits se rapportant à cette question.

Léon Trotsky : Grèves et attentats en Russie après la révolution de 1905. (Extrait du Staline de Trotsky - 1940)

" *La conclusion est claire : la terreur individuelle croît en fonction de l'affaiblissement du mouvement des masses.*"

Léon Trotsky : Pourquoi les marxistes s'opposent au terrorisme individuel.

Si nous nous opposons aux actes terroristes, c'est seulement que la vengeance individuelle ne nous satisfait pas. Le compte que nous avons à régler avec le système capitaliste est trop grand pour être présenté à un quelconque fonctionnaire appelé ministre. Apprendre à voir tous les crimes contre l'humanité, toutes les indignités auxquelles sont soumis le corps et l'esprit humain, comme les excroissances et les expressions déformées du système social existant, dans le but de diriger toutes nos énergies en une lutte contre ce système — voilà la direction dans laquelle le désir brûlant de vengeance doit trouver sa plus haute satisfaction morale.

Léon Trotsky (Extrait de Leur morale et la nôtre, 1938)

Le terrorisme individuel est-il ou non admissible du point de vue de la « *morale pure* » ?

Sous cette forme abstraite, la question est pour nous tout à fait vaine. Les bourgeois conservateurs suisses décernent encore des éloges officiels au terroriste Guillaume Tell. Nos sympathies vont sans réserve aux terroristes irlandais, russes, polonais, hindous, combattant un joug politique et national. (...)

Mais ce qui décide à nos yeux ce n'est pas le mobile subjectif, c'est l'utilité objective. Tel moyen peut-il nous mener au but ? Pour le terrorisme individuel, la théorie et l'expérience attestent le contraire. Nous disons au terroriste : il n'est pas possible de remplacer

les masses ; ton héroïsme ne trouverait à s'appliquer utilement qu'au sein d'un mouvement de masses. Dans les conditions d'une guerre civile, l'assassinat de certains oppresseurs cesse d'être du terrorisme individuel. Si un révolutionnaire faisait sauter le général Franco et son état-major, on doute que cet acte puisse susciter l'indignation morale, même chez les eunuques de la démocratie. En temps de guerre civile, un acte de ce genre serait politiquement utile. Ainsi dans la question la plus grave — celle de l'homicide — les règles morales absolues sont tout à fait inopérantes. Le jugement moral est conditionné, avec le jugement politique, par les nécessités intérieures de la lutte.

Lénine. (Extrait de Que Faire ?)

Pour ce qui est des appels au terrorisme, ainsi que des appels pour donner à la lutte économique elle-même un caractère politique, ce ne sont que des prétextes divers pour se dérober au devoir le plus impérieux des révolutionnaires russes : organiser l'agitation politique sous toutes ses formes.

Lénine : « ***Les socialistes révolutionnaires et l'usage du terrorisme*** » - (Extrait de Le gauchisme, la maladie infantile du communisme)

... ce parti (le parti socialiste-révolutionnaire - ndlr) voyait une manifestation particulière de son « *esprit révolutionnaire*» ou de son « *gauchisme* » dans la reconnaissance par lui du terrorisme individuel, des attentats, ce que nous, marxistes, répudions catégoriquement. Naturellement, nous ne répudions le terrorisme individuel que pour des motifs d'opportunité. Tandis que les gens capables de condamner « *en principe* » la terreur de la grande révolution française ou, d'une façon générale, la terreur exercée par un parti révolutionnaire victorieux, assiégé par la bourgeoisie du monde entier, - ces gens-là, Plekhanov dès 1900-1903, alors qu'il était marxiste et révolutionnaire, les a tournés en dérision, les a bafoués.

Bref, le parti, encore le parti, toujours le parti et l'organisation des masses, l'intervention dans la lutte des classes, la défense de tous nos acquis ou droits, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes...

Le nazisme légitime à Kiev et à Strasbourg.

- Un néonazi va siéger à la commission des libertés du Parlement européen - Francetv info

Le député européen allemand Udo Voigt, membre du Parti national-démocrate (PND), un parti néo-nazi, va siéger à la commission des libertés civiles du Parlement européen, selon le site Euractiv.fr. Fils d'un membre des sections d'assaut (SA) du parti nazi, Udo Voigt, 62 ans, adhérent du PND depuis l'âge de 16 ans s'est vu condamner il y a dix ans pour avoir qualifié Adolf Hitler de « *grand homme d'Etat* », il est connu pour ses propos racistes et antisémites, mais sera pourtant chargé de défendre les libertés civiles des citoyens européens. Cette instance est notamment responsable du respect des droits de l'homme et de la lutte contre les discriminations.

"*À l'instar d'Udo Voigt, les eurodéputés qui ne font partie d'aucun groupe politique au sein du Parlement européen, se sont vus attribuer une série de sièges au sein des différentes commissions*", écrit Euractiv.fr. Udo Voigt, qui a notamment envisagé de proposer Rudolf Hess, ancien bras droit d'Adolf Hitler, au prix Nobel de la paix, n'a pas souhaité répondre aux questions du site.

Avec seulement 1 % des voix aux dernières élections européennes, Udo Voigt a été le premier élu néonazi allemand à faire son entrée au Parlement européen. Malgré le score médiocre enregistré par son parti, il siège à Bruxelles grâce à une réforme du système électoral allemand instaurant une représentation purement proportionnelle aux élections européennes, sans seuil minimum à atteindre. Il s'agira de son premier mandat d'élu. Francetv info et lemonde.fr 09.07

En complément. Pourquoi ne pas la supprimer carrément. Ils le revendiquent.

- Manifeste pour une démocratie représentative non-élective - slate.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

A bas les pauvres !

- Christian Noyer plaide pour une baisse du taux du Livret A - Reuters

Il préconise de le ramener à 1 %.

- Un Monoprix déclare la guerre aux SDF - LePoint.fr

Des affichettes collées aux caisses du magasin de Reims demandaient aux clients de ne pas aider les SDF présents autour du magasin. LePoint.fr 09.07

Il y a quelques jours nous avions indiqué que dans 32 grandes villes américaines les autorités avaient décidé d'interdire à la population de fournir de la nourriture aux mendiants sous peine de sanctions.

On se fait du fric comme on peut...

- Ils volaient l'argent dans le tronc des églises - LeFigaro.fr

- Le recteur de la mosquée de Nanterre jugé pour détournement - AFP

Psychose. Les dirigeants du vieux monde sont des psychopathes.

- La France doit investir davantage dans la cybersécurité - LeMonde.fr

- Le Royaume-Uni étend les mesures de sécurité dans les aéroports - Liberation.fr

- L'Allemagne soupçonne un 2e cas d'espionnage, après celui pour la CIA - AFP

- La NSA a mis des musulmans américains sous surveillance sans justification - LeMonde.fr

- Amnesty accuse l'UE "*forteresse*" de mettre "*en danger la vie*" des réfugiés - AFP

Stratégie du chaos.

- Hausse du nombre des victimes civiles en Afghanistan - LeMonde.fr

- Un Palestinien tué par un drone israélien à Gaza - LePoint.fr -

- Syrie: des rebelles tuent 14 personnes dans la province de Hama - AFP

- Irak: l'armée découvre 53 cadavres d'hommes exécutés - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Mensonges et crimes d'Etat couverts par Hollande. A qui profite le crime ?

- A Gaza, 160 raids aériens menés par Israël durant la nuit - Francetv info

- Nétanyahou promet d'intensifier les frappes à Gaza, Abbas dénonce un «*génocide*» - Liberation.fr

Selon Ma'an News :

Neuf Palestiniens ont été assassinés tôt ce lundi par des frappes aériennes israéliennes sur l'enclave assiégée, a déclaré un porte-parole du Hamas . mondialisation.ca 08.07

Réaction du monarque de la rue du faubourg Saint-Honoré.

- Hollande exprime la "*solidarité*" de la France avec Israël - L'Express.fr

- Hollande condamne "*fermement*" les attaques du Hamas contre Israël - LePoint.fr

Quelle lavette, quelle pourriture !

Un triple assassinat qui porte la signature du Mossad.

- Israéliens enlevés: les enquêteurs US croient à une préméditation - Reuters

Les trois adolescents israéliens enlevés en Cisjordanie le mois dernier ont été tués d'au moins dix balles avec une arme équipée d'un silencieux, selon un responsable américain proche de l'enquête.

Cette version étaie la théorie d'un meurtre prémédité et semble contredire celle selon laquelle les ravisseurs auraient souhaité échanger leurs prisonniers avant de les exécuter dans la panique.

Selon le responsable américain (du FBI - ndlr) interrogé par Reuters, l'utilisation d'un silencieux donne à penser que les preneurs d'otages ont, dès l'origine, eu l'intention de tuer leurs détenus. Reuters 09.07

Quel profit le Hamas aurait-il pu espérer retirer de tels crimes ? Aucun, sinon de s'attirer la terrible vengeance de l'Etat sioniste. Il n'est pas incongru d'imaginer que le Mossad a pu opérer de la sorte avec la complicité d'agents qu'ils ont recrutés secrètement au sein du Hamas...

Le chef du Mossad avait prédit l'enlèvement des trois jeunes - Réseau Voltaire 08.07

La tension monte en Palestine après l'assassinat de trois jeunes israéliens, suivi de celui d'un jeune Palestinien. Cependant, l'hypothèse d'un tel meurtre avait été évoquée par le chef du Mossad, lors d'une réunion, une semaine plus tôt. Et précisément, cette affaire sert les intérêts du service secret.

Ce n'est pas un reproche au Mossad – il connaît son métier. Si bien même qu'il avait prédit, une semaine à l'avance, l'enlèvement des trois jeunes Israéliens qui a eu lieu le 12 juin dernier. Lors de la querelle à propos d'une éventuelle nouvelle loi de sécurité, le chef du Mossad, Tamir Pardo, avait posé cette question : « *Que se passerait-il si, dans une semaine, on enlevait trois jeunes de 14 ans d'une des colonies ?* » Gagné sur toute la ligne : exactement une semaine plus tard, trois jeunes Israéliens étaient effectivement enlevés. Hasard ? Ou le Mossad a-t-il lui-même mis en scène cet enlèvement ?

Car c'est tout de même bizarre. « *Chaque fois que le gouvernement israélien se met dans l'impasse, ses ennemis accourent à la rescousse pour le tirer de ce mauvais pas* », s'étonne Kevin Barrett, du site états-uniens Veterans Today . « *C'est une marque de fabrique : les États-Unis exercent une pression sur Israël pour qu'il abandonne des colonies ou qu'il arrête la construction de nouvelles colonies... et aussitôt, une bombe explose* ».

La communauté internationale met Israël le dos au mur, et hop, de nouveau une nouvelle bombe. La communauté juive d'Argentine devient anti-sioniste – et l'ambassade israélienne ainsi que le centre de la communauté juive de Buenos-Aires explosent. « *Et maintenant, au moment où le monde entier applaudit la coalition palestinienne nouvellement réconciliée du Hamas et du Fatah, Israël devient fou ; trois jeunes Israéliens sont enlevés et Israél commence une brutale razzia en Cisjordanie* ».

Disparus comme si la terre les avait avalés.

Cela semble vouloir dire qu'Israël aurait mis en scène ce pseudoenlèvement —mais, bien sûr, cela relève de la « *théorie du complot* »—. Pourtant : il s'est passé d'une manière un peu curieuse quand même, non, cet enlèvement ? Des médias alignés ont remarqué qu'on ne savait même pas de quelle sorte de « *jeunes* » il s'agissait : « *élèves d'une école du Talmud* » ? « *Étudiants en religion* » ? « Enfants de colonies » ? Ou tout cela à la fois ? De plus, il n'y avait ni de demande de rançon, ni revendication de l'action. Les jeunes avaient purement et simplement disparu sans laisser de traces.

Il n'y avait rien de plus que l'affirmation qu'ils avaient été enlevés. Mais était-ce exact ? Et pourquoi les ravisseurs ne donnaient-ils aucune nouvelle ? Et s'ils ne donnaient pas de nouvelles, quel était en fait le but de cet enlèvement ? Était-ce « *juste comme ça* », pour tuer des gens une fois de plus ? D'après le site Spiegel Online , on ne pouvait avoir aucune certitude sur l'identité des ravisseurs ; il n'y avait aucune « *preuve concrète* » que le Hamas soit en cause. Plus tard, le Hamas a nié toute responsabilité dans cet enlèvement. Même pour nos médias alignés, il était clair que « *les événements*» tombaient très bien, politiquement, pour le Premier ministre israélien Netanyahu, d'après la TAZ . L' « *enlèvement des étudiants arrive à point pour Israël* » citait aussi le Zürcher Tagesanzeiger : « *l'enlèvement des trois jeunes est arrivé à point nommé pour Israël, selon l'expert du Proche-Orient Pascal de Crousaz. Et il n'apporte rien au Hamas .* » Même le Deutschlandfunk a pris à partie l'ambassadeur israélien et lui a demandé : « *On n'a pas de preuves, manifestement aucun indice clair, et pourtant, on sait déjà que c'était le Hamas ?* »

Une prophétie étonnement exacte.

L'enlèvement et le meurtre des trois jeunes arrivait effectivement à point nommé pour la ligne dure du gouvernement israélien, pour compromettre le nouveau gouvernement de coalition des Palestiniens. Mais juste au même moment, la querelle faisait rage à propos d'un projet de loi qui doit interdire l'échanger de terroristes condamnés pour meurtre. Les soi-disant services de sécurité étaient contre cette loi. Si l'on en croit le journal israélien Ha'aretz , le 5 juin 2014 a eu lieu une séance très remarquable du bureau de la sécurité, lors de laquelle le chef du Mossad Tamir Pardo « *a essayé de convaincre les ministres de ne pas voter cette loi, car elle aurait pour conséquence de réduire le champ d'action du gouvernement lors de futurs enlèvements .* » Pardo avait donné comme exemple l'enlèvement de 200 écolières par Boko Haram au Nigeria. De plus, le chef du Mossad avait, à cette occasion, « *imaginé un scénario qui ressemblait étrangement au kidnapping des trois adolescents israéliens* », écrit le journal. L'homme des services secrets avait alors demandé au ministre de l'Économie Naftali Bennett, « *que ferez-vous si, dans une semaine, trois jeunes filles de 14 ans se font enlever dans une colonie ? Avez-vous l'intention de dire que nous avons une loi qui veut que nous ne libérions aucun terroriste ?* » Une prophétie étonnamment exacte. « *Tamir Pardo vient de gagner une place au panthéon des faux devins* », ironise le Veterans Today .

Le droit de mentir.

Faisons le calcul : la fameuse séance du bureau de la sécurité a eu lieu le 5 juin, et le chef du Mossad Tamir Pardo a « *prévu* » le dit enlèvement pour une semaine plus tard. Le 8 juin, la loi a été entérinée par le cabinet, contre la volonté des services secrets ; et le 12, on a annoncé l'enlèvement des trois jeunes. Donc exactement une semaine après la menace de Pardo.

Les « *complotistes* », qui ont eu encore une fois du grain à moudre, n'ont pas été les seuls à trouver cela suspect. « *Des responsables des Nations-Unies et des autorités palestiniennes ont fait remarquer qu'Israël pourrait avoir construit de toutes pièces l'histoire des trois jeunes enlevés par le Hamas – Eyal Yifrach, Gilad Shaar et Naftali Frenkel* », écrivait encore Israel Today le 18 juin. Et le célèbre contestataire Gilad Atzmon s'exprimait ainsi le 19 juin : « *Il n'y a pas de preuve claire que les trois colons israéliens ont été enlevés. Plus le temps passe, plus on voit d'analyses considérant que cette nouvelle affaire est encore une opération sous faux pavillon menée par les Israéliens. Cela fait penser à la devise du Mossad :"Fais la guerre en trompant l'ennemi". Pendant que nous analysons les indices à notre disposition, nous constatons que "l'enlèvement" donne à Israël une occasion de frapper brutalement les chefs et les civils palestiniens .* » En bref : cette histoire de kidnapping n'est pas bien passée – même pas auprès des médias alignés. Plus les doutes augmentaient, plus les Israéliens cherchaient d'urgence des preuves.

Et puis voilà, le 30 juin 2014, on a tout à coup trouvé les adolescents morts. Et donc, qui les a tués ? Quand même pas le Mossad ? Pas forcément. Car les critiques doutent de l'enlèvement lui-même. Peut-être les services secrets israéliens se sont-ils contentés d'un événement médiatique – c'est-à-dire de facto d'une mise en scène. Des témoins ont fait remarquer le manque de larmes et, semble-t-il, des civières vides lors de la cérémonie des obsèques, et considèrent qu'il ne s'agissait que d'une représentation. D'après l'armée israélienne, la voiture des ravisseurs a été retrouvée, ainsi que du sang et des douilles sur les sièges. N'oublions pas cependant que tout militaire, sur la terre, a non seulement le droit de tuer, mais aussi de mentir.
Le lendemain de la découverte des cadavres, le 1er juillet, les autorités on présenté une nouvelle preuve : l'enregistrement d'un prétendu appel au secours des jeunes, jusque-là « *tragiquement négligé* », selon le The Jewish Daily Forward : « *Ils m'ont enlevé* » est censé avoir dit un des adolescents sur son portable. Puis des cris et des coups ; enfin des tirs étouffés. Puis on n'entend plus que l'autoradio chantonner. Ça a l'air vrai, non ? C'est à voir. L'appel n'a eu aucune suite, car les téléphonistes de la police, selon le Jewish Daily, ont cru à un faux. Ou, comme l'exprime un commentateur sur le portail internet du Jewish Daily : « *Lorsqu'il y a un appel suspect, on devrait d'abord consulter le protocole, puis punir sévèrement toute personne de plus de 12 ans qui se permet de passer des faux appels aux services de la sécurité .* »

Gerhard Wisnewski

Cet article ne contredit pas un article précédent publié par le Réseau Voltaire qui indiquait que ces assassinats auraient été commis par un membre du Hamas résidant en Turquie, il aurait très bien pu être télécommandé par le Mossad pour les perpétuer.

Un tueur à gage en quelque sorte qui a exécuté à la lettre le scénario décrit par le chef du Mossad Tamir Pardo une semaine plus tôt « *Que se passerait-il si, dans une semaine, on enlevait trois jeunes de 14 ans d'une des colonies ?* », répondant ainsi à la question posée par Gerhard Wisnewski : "*le Mossad a-t-il lui-même mis en scène cet enlèvement ?*".

Nous, nous sommes des gens honnêtes, on a du mal à imaginer jusqu'où ils peuvent aller dans l'abjection, la cruauté et le cynisme et c'est un tort, une faiblesse ou une faute politique. Il faut s'habituer à vivre dans le monde tel qu'ils le conçoivent pour comprendre comment évolue la situation et les combattre.

Tension au sommet et au PS

- Yann Galut: «*Si l'affrontement continue au PS, il y a un risque de chute du gouvernement*» - 20minutes.fr

- Des députés demandent l'asile en France pour Edward Snowden - LeFigaro.fr

- Quatre députés demandent un congrès anticipé du PS - Reuters

- "*Les décisions sont prises a l'Elysée, sans discussion*" - Le Nouvel Observateur

Vive l'anarchie ! Voyous !

- La guerre des tranchées à l'UMP - Le Nouvel Observateur

- Nicolas Sarkozy, le Terminator de l'UMP - L'Express.fr

- UMP : le grand déballage se poursuit - LeFigaro.fr

- Bruno Le Maire veut un coup de balai pour sauver « *l'honneur perdu de l'UMP* » - LeMonde.fr

- Copé s'indigne des «*souhaits de vengeance et des rancœurs*» à l'UMP - Liberation.fr

- Rachida Dati dénonce sur Twitter « les méthodes de voyous » de François Fillon - Public Sénat

- UMP: le filloniste Ciotti appelle Copé à "*un peu de décence*" - AFP

- Avions privés et hélicoptères... les déplacements de François Fillon aux frais de l'UMP - Francetv info

Le site Le Lab publie des factures acquittés par l'UMP pour quatre déplacements de François Fillon en 2006 et 2007. Le montant global avoisine les 34 000 euros. Francetv info 09.07

Une procureur bienvaillante aux ordres.

- Réquisitions légères contre les Femen - LeFigaro.fr

Alors que les militantes encourent jusqu'à sept ans d'emprisonnement et 100.000 euros d'amende, la procureur a demandé une peine de 1500 euros d'amende. Pour les trois vigiles qui comparaissaient, par jonction de procédure, pour «*violences*», elle a demandé des amendes de 500, 250 et 300 euros avec sursis.

Il y a 15 jours, le même parquet de Paris, qui poursuivait des Hommen pour avoir fait irruption torse nu à Roland-Garros en 2013, avait requis 6 à 12 mois de prison avec sursis, et même 6 mois ferme pour l'un d'entre eux. «*Un terrain de tennis est-il plus sacré qu'une cathédrale?*», a interpellé Me Anne-Guillaume Serre, avocat des trois surveillants (de la cathédrale de Notre-Dame de Paris - ndlr) qui plaidait leur relaxe.

La décision sera rendue le 10 septembre. Mais vendredi, c'est un autre procès qui s'ouvre pour les Femen, pour «*exhibition sexuelle*» dans l'église de la Madeleine. Le 20 décembre 2013, l'une d'entre elles avait mimé un avortement «*sanglant*» sur l'autel de l'édifice.

Ces rendez-vous judiciaires interviennent alors que le mouvement Femen, «*honnêtement mort, archi-mort*», certifie un de leurs soutiens historiques, est également sous le coup d'une expulsion immédiate de son nouveau squat de Clichy-la-Garenne. Elles ne seraient plus qu'une quinzaine à constituer le «*noyau dur*» des activistes. LeFigaro.fr 09.07

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

- Garches : la polémique enfle autour de la fermeture de l'unité des enfants cancéreux - lepoint.fr

Des parents d'enfants atteints d'un cancer mènent "*un combat acharné*" pour empêcher la fermeture d'une unité d'oncologie pédiatrique, décidée par l'AP-HP.

Grèves de la faim, recours devant les tribunaux, pétitions : des parents d'enfants atteints d'un cancer mènent "*un combat acharné*" pour empêcher la fermeture d'une unité d'oncologie pédiatrique à Garches, décidée par l'AP-HP qui ne veut plus d'un service aux méthodes "*controversées*". "*Nous irons jusqu'au bout*", confie Lisbeth, une aide-soignante de 57 ans dont le fils, soigné de 2008 à 2010 pour un cancer des os, est en rémission depuis quatre ans. Elle a entamé le 26 juin une grève de la faim avec trois autres parents. Expulsés le 6 juillet par les CRS de la chapelle de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine) dont dépend l'unité, ils se sont réfugiés dans l'enceinte d'une école privée à Port-Marly (Yvelines) et poursuivent leur action. Une autre mère, mardi en Charente-Maritime, a aussi commencé une grève de la faim.

Parallèlement, des proches de patients ont déposé, le 1er juillet, un recours devant le tribunal administratif de Paris pour contester les modalités de fermeture du service. Une autre demande a été intentée en référé au civil afin d'obtenir la suspension de la décision. Elle sera examinée jeudi par le tribunal de grande instance de Paris. Des parents, regroupés au sein de l'association Ametist, ont aussi porté plainte, en avril, pour "*délaissement d'enfants*".

"*Quelque 200 familles sont mobilisées et une de nos pétitions a récolté en moins de trois mois 66 000 signatures*", se félicite Nicole Delépine, la chef de l'unité. L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a programmé la fermeture de son service après son départ à la retraite prévu le 18 juillet. Les malades devraient être transférés dans un établissement de Boulogne-Billancourt. "*J'ai trois médecins qui travaillent depuis trente ans à mes côtés et peuvent parfaitement me remplacer. L'enjeu, ce n'est pas ma petite personne, mais la liberté de choix thérapeutique du malade*", estime la pédiatre et cancérologue.

Son approche pour soigner les cancers des os ou des muscles chez l'enfant fait polémique. Elle dispense un traitement vieux de trente ans, développé aux États-Unis et basé essentiellement sur une molécule, le méthotrexate, et refuse les molécules innovantes, qui incluent les patients dans des essais cliniques. Les autres unités d'oncologie pédiatrique appliquent, elles, à la lettre, les stratégies établies par la Société française de lutte contre les cancers et leucémies de l'enfant et de l'adolescent (SFCE). Pour autant, "*on ne peut pas parler de standardisation. Il existe, par exemple, dans le cas d'une tumeur du rein au moins six approches différentes*", expliquait récemment à l'AFP Jean Michon, le président de la SFCE. "*Insuffisant, rétorque Nicole Delépine, il faut individualiser.*"

Elle est aussi farouchement opposée au dernier en date des plans de lutte contre le cancer, annoncé en février. Il prévoit de "*doubler en cinq ans le nombre d'essais cliniques*" qui concernent actuellement 25 000 patients. Les jeunes malades ne peuvent rentrer dans ces essais "*sans l'accord explicite de leurs parents*", souligne l'AP-HP, qui assure "*tenir compte des souhaits exprimés par chaque famille*". "*Il n'est pas éthique de se fonder sur des taux de rémission qui n'ont pas été prouvés par des études scientifiquement valides*", ajoute l'établissement. De fait, Nicole Delépine, qui revendique un taux de guérison de plus de 80 %, ne peut se prévaloir de résultats récents, car les nouveaux standards méthodologiques exigent que toute étude soit basée sur ces fameux essais qu'elle refuse.

La cancérologue s'en moque. "*J'espère, dit-elle, que la polémique actuelle va ouvrir les yeux à de nombreux patients, adultes ou enfants, qui s'interrogeront désormais sur les protocoles qu'on leur propose.*" Du côté des parents, on défend l'approche "humaniste" dispensée dans son service. "*L'équipe se bat jusqu'au bout*", souligne Isabelle, l'une des grévistes de la faim. "*À Bordeaux, on m'a dit que mon fils n'était pas opérable, puis qu'il fallait l'amputer. À Garches, on l'a opéré, il a gardé ses jambes et est en rémission depuis janvier*", fait-elle valoir. Et d'assurer : "*Mon combat sera acharné.*" lepoint.fr 09.07

Cobaye et traitement à la chaîne comme pour des animaux, telle est la réalité de la médecine appliquée en France, et ce n'est pas nouveau. Dans ce pays on a l'habitude de dire qu'il vaut mieux ne pas avoir affaire à la justice pour ne pas en subir l'arbitraire et les dysfonctionnement, on est en droit d'ajouter malheur à celui qui est atteint d'une grave maladie car il fera l'objet du même traitement indigne.

Les stratégies établies par la Société française de lutte contre les cancers et leucémies de l'enfant et de l'adolescent (SFCE) sont des protocoles qui ne prennent pas en compte la particularité de chaque cas clinique, ils sont appliqués aveuglément par un personnel hospitalier aveugle ou fainéant qui sous différents prétexte n'a pas la volonté d'appliquer le traitement le plus approprié à chaque patient, se livrant à des tests répétitifs éprouvants pour les malades qui les supportent mal, pour finalement arriver au diagnostic qu'on ne peut pas sauver un de leurs membres ou leur signifier qu'ils sont condamnés à mourir, alors que certains protocoles qui ont démontré leur efficacicé dans certains cas ont été écartés ou n'ont même pas été essayés.

Dans une société aussi décomposée que la nôtre faut-il s'étonner que la médecine fasse l'objet de la même décadence. J'ai eu l'occasion de l'observer quand ma fille était en bas âge il y a 30 ans, alors depuis on imagine que depuis cette gangrène a profondément rongé le corps médical.

Quand mon épouse questionne médécins et cardiologues, spécialistes en tous genres dans le privé ou le public, à propos des multiples affections dont elle est atteinte et qui la font souffrir depuis son opération du coeur il y a plus de 7 ans , elle n'obtient aucune réponse. Personne n'est en mesure de dire pourquoi elle a un taux de cholestérol très élevé depuis cette opération alors que cela n'a rien à voir avec une opération du coeur, pourquoi ses poumons sont atteints et elle fait de l'asthme, pourquoi elle a une affection au foie et à l'estomac qui nécessite la prise de médicaments supplémentaires, en fait tout ce qu'ils savent faire c'est la bourrer de médicaments qui petit à petit finissent par détériorer un nouvel organe, sa vue a

fortement baissé aussi, elle a pris 20 kilos et elle ne peut plus monter deux étages sans être obligée de faire une pause au premier, elle doit voyager en chaise roulant parce qu'elle ne peut pas parcourir à pied les longs couloirs des aéroports.

J'aurais pu prendre l'exemple de ma mère que les médecins bourrent de médicaments depuis 40 ans sans que sa santé s'améliore, au contraire.

2- Gtèce

- Les fonctionnaires grecs en grève contre l'austérité Reuters

Les fonctionnaires grecs observent ce mercredi une grève de 24 heures pour protester contre les réductions d'effectifs dans le secteur public imposées en contrepartie du plan d'aide international de 240 milliards d'euros accordé à la Grèce. Reuters 09.07

Haut de page

Le 11 juillet 2014

CAUSERIE

David Cameron envisage sérieusement de porter un coup fatal au droit de grève en rendant illégale toute grève dont le seuil de participation serait (annoncé ou déclaré) inférieur à la majorité des salariés d'une entreprise ou d'une administration, affirmant hier que "*cette réforme figurera dans le programme des conservateurs aux prochaines élections législatives de 2015*" (source : AFP 10.07)

En vivant à 10.000 kilomètres de l'Europe, je me demande parfois qui d'entre nous est le plus en phase avec la réalité à laquelle vous êtes confrontés. Je n'ai pas l'impression d'être déconnecté de la situation que vous vivez quotidiennement, non, qu'en pensez-vous ? Je peux me tromper.

Une petite histoire indienne.

Mon beau-frès Saktivel qui est décédé en moto était un garçon charmant et foncièrement honnête. Il avait la finesse d'esprit d'avoir compris que parce qu'il était une personne avenante, les filous se précipitaient pour lui proposer de bonnes affaires, en réalité pour le rouler ou pour l'appêter sur un coup qu'il se chargerait de réaliser pour eux, se transformant malgré lui pour l'occasion en aigrefin en escroquant un pigeon. Ce pigeon pouvait être moi et sa soeur éventuellement.

Quand il venait chez nous, il réfléchissait à haute voix aux avantages et inconvénients d'une affaire qu'on lui avait soumise, de telle sorte qu'il en avait vite peser le pour et le contre ou les risques avant de nous la soumettre sérieusement, ce qui nous a évité bien des déconvenues. C'est le seul de mes six beaux-frères qui n'a jamais profité de nous ou qui n'a jamais essayé de nous voler.

Mes autres beaux-frères ont suivi une évolution inverse à la sienne et sont devenus malhonnêtes dès qu'ils furent devenus adultes. Chez eux, j'avais eu l'occasion à de multiples reprises au cours des années antérieures de constater qu'ils manifestaient un tel penchant. S'ils m'ont roulé, c'est uniquement parce que j'ai voulu favoriser leur bon côté en leur faisant confiance, je me disais qu'ainsi ils ne seraient pas tentés de développer la tendance inverse. Je pensais aussi qu'ils tenaient à nos relations, je voulais croire qu'entre frères et soeur ils n'iraient pas jusqu'à se voler ou commettre l'irréparable, or ils s'en fichaient éperdument, ce que nous apprendrons à nos dépens.

Ce n'est pas ma nature optimiste qui m'a trahi, mais plutôt mon manque de discernement concernant la nature humaine qui dans certaines circonstances peut basculer dans l'infâmie. Quelque part je le savais pour l'avoir étudiée pendant de nombreuses années sous toutes les coutures, mais j'avais voulu laisser de côté cette éventualité estimant qu'ils étaient assez intelligents pour comprendre qu'ils auraient plus à y perdre qu'à y gagner à se livrer à un comportement abjecte envers nous. Or c'était là surestimer leur intelligence qui était supplanté par l'appât du gain immédiat, omettant d'intégrer dans mon analyse qu'ils étaient incapables de penser sur le long terme ou même au lendemain.

Je n'avais pas imaginé que leur individualisme serait poussé aussi loin et qu'ils n'en auraient rien à faire d'adopter une attitude répréhensible puisque elle était partagée par la plupart des Indiens sans qu'ils s'en tiennent forcément rigueur, un peu comme si le mensonge et le vol étaient si ancrés dans leur mode de vie ou leur éducation qu'ils n'y faisaient même plus attention. Une fois leur forfait réalisé et éventé, ils s'excusent pour faire bonne mesure mais sans éprouver le moindre remord, d'ailleurs c'est bien simple la minute d'après ils redeviennent affables et rigolent avec vous si vous manifestez de la bonne humeur absolument comme si rien ne s'était passé.

J'ai poussé l'expérience jusqu'à les observer minutieusement dans ces moments-là, et j'en suis arrivé à la conclusion qu'ils estimaient légitimes leur conduite épouvantable, et que finalement ils n'avaient absolument rien à se reprocher. Car pour eux en somme, ils n'ont fait que reproduire les rapports qui existent entre les classes dans la société, mais cette fois à leur profit. En me volant ils n'ont fait que récupérer ce que la société leur devait ou ne voulait pas leur accorder, donc leur geste était légitime, ce qui explique l'absence de remords chez eux. Pour eux, comme je dispose d'argent et qu'ils n'en ont pas, il est normal qu'ils se servent là où il y en a, estimant que la morale, les principes ou les valeurs qui nous sont chers sont réservés aux privilégiés dont je faisais partie, ce en quoi ils n'ont pas tout à fait tort, d'où mon refus de les juger, mais ma décision de ne plus les voir.

Et lorsqu'ils me feront perdre de l'argent sans en tirer profit ils auront le même comportement, estimant que ce n'était pas bien grave puisqu'il m'en restait suffisamment pour vivre. Mieux, ils allèrent jusqu'à considérer qu'ils m'avaient rendu service et que je leur en étais redevable, ils allèrent parfois jusqu'à réclamer leur part ou une commission, car je n'avais rien à leur reprocher puisque finalement si je m'étais fait rouler c'était parce que j'avais péché par excès de confiance en eux, je n'avais qu'à m'en prendreà moi-même d'avoir eu cette faiblesse.

Ce qui se produit aussi parce qu'ils ont leur fierté mal placée, c'est qu'il leur arrive de s'engager auprès d'un de leurs amis peu recommandables au point de ne plus pouvoir reculer ou se dédire sans passer pour un rigolo, ami sur lequel ils compteront par ailleurs pour leur rendre un service le moment venu jouant sur tous les tableaux ou tirant profit des deux côtés, tandis que je serai le pigeon qu'on plume.

Ces expériences éprouvantes m'ont appris à faire preuve de vigilance en toutes cironstances avec les Indiens. Tous les jours ou dès que j'ai la moindre relation avec un Indien je suis confronté à cette situation, par exemple quand je vais faire des courses. Ce n'est pas dans ma nature ou cela ne correspond pas à mes principes de devoir toujours être sur mes gardes dès que je rencontre quelqu'un.

Dernièrement, je me suis posé des questions sur le frère de Selvi qui au premier abord ressemble à mon beau-frère Saktivel, mais qui pourrait bien avoir le même comportement détestable que mes autres beaux-frères. A peine lui avais-je soumis l'idée d'acheter un petit terrain qu'il m'en proposa un qu'il connaissaît dans un village où vivait une de ses soeurs, il en a six. Je lui ai raconté que j'avais acquis une solide expérience dans ce domaine et qu'il fallait prendre un maximum de précaution pour ne pas se faire rouler. A l'entendre il s'agissait d'un village très tranquille, le panchayat qui gère le village était très bien, bref, j'étais tombé sur une affaire formidable. Je lui ai fourni la liste des documents et des informations que j'exigeais avant de m'y aventurer ou de dépenser le moindre centime. Il parle parfaitement anglais et approuva ma requête. Puis, comme s'il n'avait accordé aucune importance à ce que je venais de lui dire, il m'expliqua que je ne pourrais acquérir qu'ultérieurement certains documents, mais que cela ne présenterait aucun problème et que je devrais me hâter de verser des arrhes. Sur le coup, car j'avais d'autres choses en tête, je lui ai répondu que j'irai à la banque dans les jours qui venaient, et c'est seulement plus tard en repensant à notre conversation que j'ai ressenti un malaise et que quelque chose clochait. Le surlendemain, Selvi lui a fait part de mes réserves. J'étais sorti il m'attendait devant chez moi depuis trente minutes. Je lui demande s'il a obtenu les renseignements que je lui ai demandé, notamment le prix exact du terrain, il me répond que non, il ajoute alors un élément que j'ignorais, l'existence d'un intermédiaire qu'on appelle brocker ici auquel je devrai verser une commission équivalente à 2% du prix du terrain et que c'est lui qui en réalité négocie le prix avec le propriétaire.

Lors de notre précédente rencontre il m'avait proposé de passer par une de ses connaissances pour construire ma maison. Il téléphone à cette personne qui immédiatement fourni une estimation du prix des travaux, 1,5 million de roupies. Je lui réponds que c'est du délire et que je peux faire construire cette maison pour 7 ou 800.000 roupies seulement. Que cela ne tiennent, il me propose alors de passer par un autre de ses amis qui lui ne me facturerait que la main d'oeuvre du gros oeuvre, à moi de lui fournir le matériel et de passer par d'autres artisans pour terminer la maison, à l'entendre c'était plus économique, encore faudrait-il en réduire la superficie. Je redessine un plan rapidement et je passe de 83 à 66m². Je lui ai soumis hier, il m'a répondu en hésitant que ce serait peut-être possible de tenir ce budget. Il me propose une autre solution qui consisterait à passer par un maçon que je paierai quotidiennement. Il m'assure qu'en trois mois la maison sera terminée. J'exprime un doute sachant qu'avant de démarrer les travaux il faut percer un puit pour avoir l'eau et faire venir l'électricité jusqu'au terrain. Là encore il connaît des gens qui vont s'en charger dans les plus brefs délais.

Ce qui ressort de tout cela, c'est que Kumar qui au premier abord est un charmant garçon, connaît tout et il a réponse à tout, il est prêt à se plier en quatre pour me faire plaisir, exactement comme tous les filous que j'ai croisés ces vingt dernières années et qui au bout du compte m'ont induit en erreur ou m'ont fait perdre beaucoup d'argent ou m'ont carrément volé. Pour conclure notre conversation d'hier, je lui ai dit sur un ton catégorique qu'il était absolument hors de question que je m'engage dans l'acquisition d'un terrain avant que j'ai la copie des documents que je lui ai demandée et qu'il n'insiste pas davantage en le regardant droit dans les yeux, sur ce nous nous sommes quittés.

Il m'est arrivé souvent de me faire escroquer, parce qu'on me pressait de prendre une décision sur le champ, sans avoir le temps d'y réfléchir à tête reposée, et avec le boulot énorme que je me tape avec le site je n'en avais pas tellement ou jamais. Ils nous harcèlent littéralement, dans les magasins c'est la même chose, le vendeur ne vous fournit aucune indication sur un article à part son prix et vous avez dix secondes pour vous décider, au delà il vous regarde de travers et manifeste son impatience, ce qui est fort désagréable et vous pousse à en finir au plus vite ou à aller voir ailleurs où vous recevrez le même accueil. Et quand vous lui posez des questions, qu'il y réponde ou non n'a pas d'importance, il est prêt à vous raconter n'importe quoi, ce n'est pas

spécifique à l'Inde, mais là c'est caricatural, on sent qu'au bout de 5 minutes, soit on passe à la caisse, soit on doit se casser car on les importune. Kumar m'a demandé avant de partir si j'étais toujours intéressé par ce terrain, je lui ai répondu éventuellement et que tout dépendra de son prix, s'il entre ou non dans mon budget, à son regard j'ai compris que l'affaire était loin d'être conclue sans que je puisse savoir exactement pourquoi, ce que je ne tarderai pas savoir si mon observation était correcte.

En attendant, j'ai pris la décision de laisser traîner les choses en longueur, histoire de voir comment va évoluer son comportement. Ensuite je comparerai avec celui qu'il avait adopté au départ avec moi et je serais ainsi fixé sur sa personne. Trois cas de figure sont possibles : Soit il est aussi honnête que mon beau-frère Saktivel, soit c'est un filou, soit il est dans le cas de mes autres beaux-frères qui cache bien leur jeu et qui d'honnêtes sont devenus des sales types au contact de filous au point d'être tentés de les imiter, pas toujours, sans que je prenne le risque d'en être la victime.

Si j'avais eu plus de temps pour m'occuper de mes affaires personnelles au lieu de consacrer tout mon temps au site, peut-être que cela m'aurait évité de commettre certaines erreurs et de perdre pas mal d'argent, alors que je n'en ai vraiment pas de trop. J'ai évité les plus énormes qui auraient pu m'être fatales, c'est l'essentiel. Je ne suis pas du genre à ruminer le passé, quand j'y pense, c'est uniquement pour en tirer des leçons pour l'avenir.

Si j'ai parlé ici des Indiens en général c'est en connaissance de cause et parce que je vis avec des Indiens depuis 20 ans, je précise pour qu'on ne m'accuse pas de racisme, on ne sait jamais... Si vous rencontriez mon épouse Magueswary, elle vous tiendrait exactement le même discours, Selvi également. Mieux encore, comme tous les Indiens que j'ai rencontrés d'ailleurs et qui sans l'ombre d'un scrupule vous diraient droit dans les yeux qu'ils sont d'accord avec l'appréciation peu flateuse que vous porteriez sur eux, ils ajouteraient même que vous les connaissez bien en baissant légèrement la tête, car ils percevraient dans votre regard un air désapprobateur, pour aussitôt se marrer car ils s'en foutent, la société est ainsi faite et ils sont à son image.

Solidarité indéfectible avec le peuple palestinien contre l'occupant sioniste.

- Six morts dans deux raids israéliens sur Gaza - 20minutes.fr

Six Palestiniens, dont une femme, ont été tués vendredi matin dans deux raids israéliens distincts sur des maisons de la bande de Gaza, a-t-on appris de source médicale. Un raid sur Rafah, dans le sud de la bande Gaza, a fait cinq morts, dont une femme.

La frappe, qui visait le domicile d'un militant du Jihad islamique, a également fait 15 blessés, a précisé le porte-parole des services d'urgence Ashraf al-Qudra. Précédemment, selon la même source, un raid avait tué un Palestinien, Anas Abu al-Kass, 33 ans, à son domicile du quartier de Tel el-Hawa, dans la ville de Gaza. Quinze frappes ont touché ce quartier, d'après des témoins gazaouis.

Depuis le début de l'offensive israélienne mardi, plus de 95 personnes ont été tuées dans la bande de Gaza, sans faire cesser les tirs de roquettes depuis l'enclave palestinienne, selon les services d'urgence. Selon l'armée israélienne, quelque 184 roquettes avaient été tirées depuis Gaza jeudi, dont 44 ont été interceptées par le dispositif anti-missiles Iron Dome. 20minutes.fr 10.07

En complément

Autant s'adresser à leurs bourreaux.

- Les Palestiniens invoquent la Convention de Genève - Reuters

Non, c'est conforme à l'idéologie ultra réactionnaire qu'il incarne.

- Raids sur Gaza: Hollande soutient-il trop Netanyahu? - L'Express.fr

Il a rectifié le tir hier, trop tard, son soutien unilatéral la veille à l'Etat sioniste n'est pas passé inaperçu. Je crois qu'en plus de tous les défauts qu'il peut avoir, Hollande est vraiment nul, le pire de tous les défauts étant de ne pas savoir s'entourer pour gouverner, et ses conseillers en communication sont particulièrement nuls.

Pourquoi devraient-ils se gêner ?

- Les 500 plus grandes fortunes françaises ont gagné 15 % en un an - LePoint.fr

Selon le nouveau classement du magazine "*Challenges*", la fortune cumulée des dix premiers a été multipliée par plus de sept entre 2013 et 2014.

Les 500 plus grandes fortunes françaises ont grossi de plus de 15 % en un an, atteignant une richesse globale de 390

milliards d'euros, dans le classement 2014 du magazine Challenges à paraître jeudi. "*Les Français les plus riches ne connaissent pas la crise*", écrit le magazine, qui ajoute que, depuis 1996, la fortune cumulée des 500 plus riches a quintuplé, et celle des dix premiers du classement a été multipliée par plus de sept.

Les 390 milliards représentent un nouveau record depuis que l'hebdomadaire réalise ce classement (1996), même si l'augmentation avait été supérieure l'année précédente (+ 25 %). Le trio de tête du classement reste le même qu'en 2012, avec en tête le P-DG de LVMH Bernard Arnault, qui a gagné 2,7 milliards d'euros en un an pour atteindre 27 milliards, Liliane Bettencourt - fille du fondateur du groupe de cosmétiques L'Oréal - avec 26 milliards et Gérard Mulliez, fondateur du groupe de distribution Auchan (20 milliards).

Viennent ensuite Axel Dumas, gérant du groupe Hermès (17 milliards), puis Alain et Gérard Wertheimer de Chanel qui passent de la huitième à la cinquième place (14,5 milliards). Serge Dassault du groupe aéronautique du même nom et François Pinault du groupe Kering sont tous deux à la sixième place avec 13,5 milliards d'euros, devant Vincent Bolloré (Bolloré, 10 milliards), Xavier Niel (Iliad Free, 8,5 milliards), et Pierre Castel (Castel Frères, 7,5 milliards). Le classement compte 61 milliardaires, contre 55 l'année dernière. LePoint.fr 10.07

Ils ont un boulevard devant eux, le champ libre ou presque, ils disposent de tous les pouvoirs, alors ils en usent et en abusent... J'ai envie de dire : No comment !

Apparemment tout le monde s'en accommode ou s'en fout. Si vous demandez dans la rue à une personne ce qu'elle en pense, elle vous répondra que ce n'est pas normal mais que personne n'y peut rien et que c'est ainsi, ni elle ni vous et au revoir. Si maintenant vous parlez de renverser le régime pour supprimer cette anomalie, personne ne vous écoutera, et si vous évoquez une meilleure répartition des richesses, on vous rira au nez car personne n'y croit davantage.

Partant de ce constat, croyez-vous que nos dirigeants en auraient tiré des conclusions politiques ? Pensez-vous, les élections, les appareils, ils ont déjà tellement de choses à penser. Pour être bref, quand c'est un travailleur qui à un mode de vie confortable qui vous fait ces réponses, ils se comportent en nantis, il n'est pas vraiment concerné par ce que vous lui soumettez, il s'en fout, tant que ce ne sera pas sa petite vie qui s'écroule il ne fera pas le moinde effort pour essayer de comprendre de quoi vous lui parlez ou alors en dilettante. Et si c'est un travailleur dont le mode de vie s'est considérablement dégradé ou qui peine à survivre qui vous fait ces réponses, c'est parce qu'il estime que vous n'êtes pas crédibles ou que votre discours est inaudible, aussi vous faut-il revoir votre copie. Le problème, c'est qu'on a l'habitude de s'adresser aux premiers et de se détourner des seconds qui seuls peuvent être recrutés en masse. Vous me direz qu'on n'a pas encore trouvé la bonne formule pour y arriver, justement, tout le problème est là.

Après tout, à quoi bon se casser la tête à expliquer toujours la même chose.

Personnellement j'ai dû me contenter d'un petit 12% environ, mais comme je me suis montré particulièrement généreux envers mon entourage, sans parler du fric que m'a fait perdre cet abruti de banquier, finalement au lieu de voir mon capital augmenter pour compenser l'inflation, il a diminué et je me suis appauvri.

Les riches n'aiment pas partager avec les pauvres qu'ils méprisent, alors si j'ai adopté le comportement inverse, c'est que je ne partage pas leur mentalité, l'honneur est sauf et je peux continuer de m'enrichir puisque c'est pour la bonne cause.

J'allais ajouter que la vie de rentier n'était pas forcément de tout repos, puis je me suis ravisé estimant que c'était peut-être un peu trop provocateur, aussi je me suis dit qu'en pensant aux millions de retraités qui étaient finalement dans la même situation que moi, je n'avais aucun scrupule à avoir de ce côté-là, d'autant plus que je bosse l'air de rien en actualisant ce site quotidiennement, c'est même un boulot de forçat qui me coûte et ne me rapporte rien, comme quoi parfois le statut de rentier a du mérite !

Assez plaisanter, je ne prône pas le terrorisme, mais j'estime que ces nantis méritent juste qu'on les liquide, car pour avoir accumulé une telle fortune sur la misère du monde, il doit falloir être forcément pourri jusqu'à l'os, ce n'est pas possible autrement, alors assurément ils sont indéfendables, ils n'ont aucune circonstance atténuante à faire valoir et ils ne méritent pas de vivre une minutes de plus.

Quand on parle des dizaines de millions de morts qu'ont fait les guerres et cela continue, des centaines de millions d'exploités à travers le monde qui peinent quotidiennement à survivre dans des conditions abominables, c'est à leur actif qu'il faut les mettre, il ne faut jamais l'oublier. Si vous voulez ménager quelqu'un, choisissez un pauvre, un brave type courageux qui essaie de s'en sortir honnêtement, jamais un riche qui par définition est un voleur.

ACTUALITE EN TITRES

On n'en doute pas.

- Draghi-Juncker-Schulz : vous n'aviez peut-être pas voté pour ça mais l'Europe fédérale est en marche - Atlantico.fr

C'est encore préférable à la soumission ou à la lobotomie.

- Etre agressif renforce les risques d'attaque cérébrale - Le Nouvel Observateur

Triste record !

- La France est la deuxième démographie la plus dynamique d'Europe - LeMonde.fr

Les médias toujours à la pointe de la réaction.

- Ne vous trompez pas: à Gaza, Israël fait tout pour minimiser les pertes civiles - Slate.fr

- Gaz de schiste : la France doit "*avancer*" et sortir du "*statu quo*" - LePoint.fr

Leur monde est un cauchemar.

- Ukraine. Les chars de Kiev avancent vers Donetsk - Le Nouvel Observateur

- Italie : 66 000 migrants et réfugiés depuis le début de l'année - LeMonde.fr

- A Gaza, «*l'impression de vivre un cauchemar*» - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

UMP. Union des Mouchards Persifleurs.

- L'UMP va traquer ses mouchards - Liberation.fr

- L'UMP cherche à démasquer sa "*taupe*" - Francetv info

- UMP: Une mission d'inspection va être lancée sur l'origine des fuites dans la presse - 20minutes.fr

Le but est de trouver d'où viennent les «*boules puantes*» qui fleurissent dans les journaux depuis plusieurs jours. 20minutes.fr 10.07

- Cambriolage à l'UMP: Le bureau du directeur des services des adhésions a été visité - 20minutes.fr

- François Fillon: "*l'UMP est en danger*" - AFP

- Nicolas Sarkozy de retour à la tête de l'UMP ? "*Une folie, un suicide politique*" - Le Nouvel Observateur

A l'UMP, l'éventualité d'un retour de Nicolas Sarkozy à la présidence du parti provoque des réactions épidermiques. "*Lui, de retour rue Vaugirard ? Tous aux abris, l'air serait irrespirable*", clame un député.

Dans les colonnes de "*Libération*", Bernard Debré renchérit :" *Nicolas Sarkozy veut se servir de l'UMP comme d'un bouclier, on ne se laissera pas faire, ça ne se passera pas aussi simplement. Ses proches le poussent, mais ce serait une folie, un suicide politique.*"

Nicolas Sarkozy peut aussi compter sur l'hostilité de Xavier Bertrand. Son ancien ministre, devenu sa nouvelle tête de turc selon "*Le Parisien*", a lâché que la politique menée par Nicolas Sarkozy "*n'a pas été à la hauteur de l'exigence de vérité et de résultat*".

D'autres cadres de l'UMP restent discret, presque apeurés. "*C'est vrai, on a peur*", souffle un ancien ministre filloniste à "*Libé*".
En cause, la popularité extrêmement forte de Nicolas Sarkozy auprès des militants. "*La frange sarkozyste fait beaucoup de bruit.*

C'est une secte mai ce n'est pas tout à fait l'UMP".

Du côté des fidèles de l'ancien chef de l'Etat, on balaye le sentiment des cadres. "*Il va prendre le parti et les retournera tous*", estime Valérie Debord. L'ex-députée se souvient de 2004, quand Nicolas Sarkozy s'était emparé de l'UMP alors que "*les trois quarts des députés étaient contre lui*". Le Nouvel Observateur 10.07

- Sarkozy: la question du "*retour*" prime sur "*la revanche*" - AFP

A bout de souffle, il n'y aura pas de rémission.

- La gauche de Hollande cherche un nouveau souffle - Liberation.fr

- Le club "*Gauche avenir*" propose une "*stratégie alternative*" - AFP

- Une "convergence" entre PCF, écologiste et gauche du PS - Le Nouvel Observateur

Le club "*Gauche avenir*", animé par la sénatrice socialiste Marie-Noëlle Lienemann et l'ancien ministre Paul Quilès (PS), a présenté jeudi 10 juillet plusieurs propositions de "*convergences*" entre forces de gauche et écologistes, présentées comme une "*base de travail*" à une "*stratégie alternative*".

Entourée de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, et d'Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Ecologie Les Verts, la sénatrice a exposé les résultats de leur étude intitulée "*Pour un nouveau Pacte majoritaire à gauche*", issue des auditions de différentes personnalités politiques, universitaires et syndicales, parmi lesquelles le numéro-un du PCF et celui d'EELV.

Pour Pierre Laurent : «*La gauche va entrer dans une période d'effervescence politique*.» Comme pour démentir les mises en garde de Manuel Valls contre le danger de mort qui menacerait la gauche. Le Nouvel Observateur et liberation.fr 10.07

Encore une imposture. Ne pouvant pas pencher à gauche, le PCF tout comme le PG et le Front de gauche sont condamnés à pencher toujours davantage à droite en prétendant le contraire évidemment. Les voilà à la recherche d'un nouveau masque pour tromper militants et travailleurs.

Imposture. Les bureaucrates syndicaux vendus à la manoeuvre

Un gouvernement de droite (celui-ci ou le précédent) a-t-il vocation à prendre en compte les besoins des travailleurs?

- La CGT Santé quitte les concertations avec Touraine sur la loi santé - Liberation.fr

"*Cela fait des mois que l'on est auditionnés sur les contours de la loi, et rien ne bouge*" a expliqué à l'AFP Caroline Ferreira.

(Cela "*fait des mois*" qu'ils se rencontrent, discutent, bref ne se lâchent plus, à croire qu'ils ne peuvent pas se passer les uns des autres, rien à voir avec le syndicalisme. -ndlr)

Pour autant, la CGT reste inscrite dans la négociation, comme le répète régulièrement son secrétaire général Thierry Lepaon. Liberation.fr 10.07

Vous avez raison de le rappeler, on aurait pu se méprendre sur ses réelles intentions !

Ils font leur "***job***".

- Montebourg affiche ses remèdes pour "*redresser*" la France - AFP

Dans un discours de près d'une heure devant partenaires sociaux et journalistes, le ministre de l'Economie et du Redressement productif a livré son diagnostic personnel sur la "*maladie européenne qui a fait de la zone euro la lanterne rouge de la croissance mondiale*" et les remèdes à y apporter.

Assis au premier rang, le secrétaire général de Force Ouvrière Jean-Claude Mailly, qui avait boycotté mardi la deuxième journée de la conférence sociale, a salué le discours d'un ministre "*qui fait le job*". AFP 10.07

Après son numéro d'illusionniste de mardi il n'aura dupé que ceux qui voulaient bien l'être...

Hollande peut dormir tranquille ou continuer lui aussi son "*job*".

Par qui ?

- Garches : l'unité d'oncologie va fermer mais le traitement restera le même, promet Touraine - liberation.fr

La fermeture «*c'est prévu*» : «*cette unité avait une autorisation qui expire dans quelques semaines*», a affirmé la ministre sur BFM TV et RMC. Mais, a-t-elle dit, «*tous les enfants malades qui sont pris en charge dans cette unité seront accueillis dans une unité à moins de cinq kilomètres de là où ils sont aujourd'hui soignés*».

Par ailleurs, «*les enfants qui y sont aujourd'hui soignés continueront d'être soignés de la même manière*» et «*leur traitement continueront d'être appliqués*». liberation.fr 10.07

Qui appliquera ce traitement, des médecins qui ne le connaissent pas ou y sont opposés ?

4 lampistes pour un million de morts.

- Au procès Blackwater, le récit accablant du massacre de Bagdad en 2007 - lemonde.fr

Vingt-neuf balles dans une voiture, 13 dans une seconde : un expert du FBI a témoigné jeudi 10 juillet de l'ampleur du massacre de Bagdad, qui avait fait 14 morts parmi les civils irakiens en 2007, lors du procès de quatre anciens membres de la société Blackwater.

Un expert des marines, Shelby Lasater, interrogé sur les armes et munitions utilisées ce jour-là par les quatre accusés, a souligné comment les grenades projetées, « conçues pour pénétrer des blindés et faire des victimes ou tuer », pouvaient « exploser comme un champignon » sur un rayon de 165 mètres. lemonde.fr 10.07

Et pendant ce temps-là les donneurs d'ordre, l'administration américaine, les dirigeants de la Fed, du Pentagone, de la CIA, les banquiers, les dirigeants du complexe militaro-industriel et des compagnies pétrolières américaines courent toujours...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Birmanie

- Birmanie. 5 journalistes condamnés à 10 ans de prison - nouvelobs.com

Cinq journalistes birmans ont été condamnés, jeudi 10 juillet, à dix ans de prison avec travaux forcés pour un article accusant un complexe militaire de produire des armes chimiques, une condamnation immédiatement dénoncée par les défenseurs des droits de l'Homme.

Les cinq journalistes du journal "*Unity Weekly News*" ont été reconnus coupables par un tribunal de la région centrale de Magway en vertu de la loi sur les secrets d'Etat, selon leur avocat, alors que la Birmanie est accusée de faire marche arrière en matière de liberté de la presse.

"*Le gouvernement sévit contre les médias faisant leur travail, mais je pense que cette affaire devrait être regardée de manière un peu à part*", a tempéré David Mathieson, de Human Rights Watch, notant que révéler des secrets d'Etat était illégal dans de nombreux pays.

"*Mais cela n'excuse pas le fait que les peines sont scandaleusement sévères*", a-t-il ajouté. nouvelobs.com 10.07

Rappel. Human Rights Watch est une officine de l'Empire, ceci explique cela, David Mathieson s'est rattrapé, trop tard !

SOCIAL

1- Portugal

- Portugal: des milliers de manifestants protestent contre l'austérité - AFP

Plusieurs milliers de Portugais ont défilé jeudi après-midi dans les rues de Lisbonne pour protester contre la politique d'austérité qui a amputé leurs salaires et réclamer la démission du gouvernement de centre droit.

"*Il existe une solution, nous voulons des élections*", scandaient les manifestants en tête du cortège organisé par la CGTP, principale confédération syndicale du pays, tandis que les banderoles proclamaient "*le gouvernement dehors!" ou encore "pour une politique différente*".

"Il y a deux ans, je pouvais encore espérer une vie confortable. Aujourd'hui, je ne sais même pas si je pourrai payer les traites de ma maison", raconte Silverio Fernandes, 50 ans, contrôleur de bus dans la région d'Aveiro (nord).

"*Ce sont toujours les mêmes qui paient la facture, pendant que d'autres gagnent des millions*", a-t-il ajouté.

Venus de Porto (nord), Setubal (sud) ou encore de Portalegre (centre), les manifestants ont convergé vers le Parlement en deux cortèges, l'un composé de fonctionnaires, l'autre de salariés du secteur privé.

Les manifestants protestaient notamment contre des réformes du code du travail jugées "*hautement préjudiciables pour les salariés*" et de nature à aggraver "*le démantèlement des conventions collectives*", selon la CGTP.

"*Nous travaillons toujours plus, pour des salaires toujours plus bas et des impôts toujours plus élevés*", s'emporte Joaquim Lucas, 50 ans, employé municipal de la commune d'Avis (centre).

Armenio Carlos, le secrétaire général du syndicat, a demandé la mise en place "*d'une politique de gauche*", répondant "*aux réalités des travailleurs et du peuple portugais*", lors d'un discours devant la foule rassemblée devant le Parlement.

La confédération syndicale avait déjà mobilisé plusieurs milliers de manifestants le 21 juin à Lisbonne et le 14 juin à Porto, la grande ville du nord pays.

Le syndicat a appelé a un nouveau rassemblement le 25 juillet pour dénoncer les coupes provisoires dans les salaires des fonctionnaires supérieurs à 1.500 euros, qui doivent être approuvées le même jour en deuxième lecture par le Parlement.
AFP 10.07

2- Grande-Bretagne

- Royaume-Uni: grève des fonctionnaires bien suivie, selon les syndicats - AFP

Les syndicats britanniques se sont déclarés "*ravis*" jeudi de la participation à la grève des fonctionnaires contre le gel des salaires et les coupes budgétaires, affirmant avoir mobilisé plus d'un million de grévistes quand le gouvernement en dénombrait moitié moins.

Le syndicat GMB, l'un des six à avoir appelé à la grève, a affirmé qu'au sein des grévistes, il n'y avait pas seulement des fonctionnaires syndiqués ce qui a, selon lui, porté la mobilisation au-delà du million de personnes.

Les six syndicats ont qualifié de "*risibles*" les chiffres donnés par le gouvernement qui a évalué la mobilisation "*à moins d'un demi-million*" de personnes.

Enseignants, pompiers, employés du métro, agents municipaux et autres salariés de la fonction publique étaient appelés à se joindre à la mobilisation qui n'a pas entraîné de perturbations majeures jeudi, notamment dans le métro londonien où le service était normal.

A Londres, un cortège s'est ébranlé sous la pluie en fin de matinée devant les locaux de la BBC pour arriver sous la colonne de l'amiral Nelson à Trafalgar Square. Les images aériennes prises par hélicoptère montraient une assemblée plutôt clairsemée tandis que la BBC citait des estimations policières faisant état de 1.500 manifestants.

Des manifestations étaient également prévues devant le Parlement de Westminster et dans d'autres villes.

En Angleterre, près de 3.000 écoles, crèches et universités ont été touchées par le débrayage, certaines étant contraintes de rester fermées. Selon le ministère de l'Education, "*sur 96% des écoles interrogées, seulement 21% ont été contraintes de fermer*".

L'aéroport d'Heathrow a averti que les passagers à l'arrivée risquaient de subir des retards au passage de la douane.

Des musées ont gardé porte close à Edimbourg, Nottingham et Leicester, ainsi que le zoo de Belfast, et le ramassage des ordures était partiellement perturbé dans certaines localités.

Le Premier ministre conservateur, David Cameron, a vivement critiqué cette grève en affirmant que "*les gens feraient mieux d'aller travailler*". Il y a vu l'oeuvre d'une minorité et a annoncé vouloir créer des seuils de participation lors des votes des salariés sur le lancement d'une grève. Cette réforme figurera dans le programme des conservateurs aux prochaines élections législatives de 2015, a-t-il dit.

"*La grande majorité des fonctionnaires n'a pas voté pour la grève et les premières indications montrent que la plupart d'entre eux se sont rendus au travail comme d'habitude*", a assuré en fin de matinée un porte-parole du gouvernement.

La principale revendication des grévistes porte sur le gel des salaires du secteur public, décidé en 2010 par le gouvernement. Il a ensuite limité les hausses à 1% maximum en 2012, une mesure toujours effective.

"*Ca suffit*", a déclaré Frances O'Grady, secrétaire général de la confédération des syndicats TUC. Année après année, le salaire n'arrive pas à suivre la hausse du coût de la vie. Près d'un demi-million d'employés des collectivités locales gagnent moins que le salaire minimum vital. Mais, alors que l'économie repart, les ministres leur disent que leurs salaires seront plafonnés jusqu'en 2018 au moins. AFP 10.07

ECONOMIE

1- Portugal

- Portugal: la crise de Banco Espirito Santo réveille les vieux démons - AFP

Les affres de la banque portugaise Espirito Santo (BES), dont le principal actionnaire est en proie à une grave crise financière, ont secoué jeudi les Bourses et le marché de la dette en Europe du Sud, réveillant les vieux démons de la crise.

La BES figure sur la liste des 129 plus importantes banques européennes établie par la Banque centrale européenne.

Dans ce contexte, les rendements des emprunts d'Etat à 10 portugais se sont inscrits en nette hausse, tout comme l'ensemble des rendements obligataires des pays dits périphériques de la zone euro. La situation en Europe favorisant le retour de l'aversion au risque, les rendements des Treasuries ont atteint des plus bas de cinq semaines.

Considéré comme une valeur refuge en zone euro, le rendement de l'emprunt d'Etat allemand (Bund) à 10 ans est revenu à 1,203% en fin de séance. AFP 10.07

Bref, un bon coup pour les spéculateurs qui ont dû parier à la baisse et empocher le pactole au passage.

2- Chine

- L'utilisation du yuan en hausse dans le monde, selon le lobby bancaire - AFP

L'utilisation de la monnaie chinoise sur les marchés mondiaux a doublé en un an, mais reste limitée par rapport au poids économique du pays, selon un rapport du lobby bancaire international publié jeudi.

Soumis à un strict contrôle des autorités chinoises, le yuan est actuellement utilisé dans 1,4% des transactions financières du globe, contre 42,5% pour l'euro et 31% pour le dollar, affirme l'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente plus de 450 banques.

"*La valeur des transactions libellées en renminbi (autre nom de la monnaie chinoise, NDLR) a ainsi doublé par rapport à l'année passée*", affirme l'Institut.

La devise chinoise se trouve désormais au "*coude à coude*" avec le franc suisse et le dollar singapourien, mais son poids reste toutefois sans commune mesure avec celui de Pékin dans l'économie mondiale, ajoute le rapport.

L'IIF note ainsi que la Chine est responsable à elle seule de 12% des flux commerciaux mondiaux -contre 3% en 2000-, dépassant à la fois le Japon, mais aussi les Etats-Unis.

La Chine assure un strict contrôle de sa monnaie afin de la maintenir à un faible niveau par rapport au dollar et rendre ses produits plus compétitifs à l'exportation.

A la mi-mars, les autorités chinoises ont toutefois élargi la fourchette autorisée de fluctuation journalière de leur monnaie par rapport au dollar.

Les Etats-Unis, plombés par un déficit commercial croissant vis-à-vis du pays, ont régulièrement appelé Pékin à laisser sa monnaie fluctuer plus librement.

Washington s'abstient toutefois d'accuser formellement Pékin de manipuler sa monnaie, ce qui aurait permis au Congrès américain d'imposer des sanctions commerciales contre le pays.

Des négociations à haut niveau ont actuellement lieu à Pékin afin d'aplanir les différends, notamment économiques, entre les deux puissances. AFP 10.07

Haut de page

Le 12 juillet 2014

CAUSERIE

9 nouveaux articles ont été ajoutés.

Floraison de lois anti-ouvrières.

Pour imposer leur politique antisociale, ils sont et seront de plus en plus tentés de recourir au législateur pour restreindre les droits politiques des travailleurs ou tout simplement les liquider.

On en a eu un exemple avant-hier en Grande-Bretagne avec une nouvelle menace sur le droit de grève, dans de nombreux pays (dont la France) il est plus que réglementé ou encadré, il fait déja l'objet de déclaration préalable et de restrictions (service minimum) qui tendent à intimider ou dissuader les travailleurs de recourir à ce moyen d'action pour défendre leurs droits légitimes.

Hier, c'est l'Espagne qui a adopté un projet de loi sur la sécurité portant atteinte au droit de manifester, qui selon le ministre de l'Intérieur, Jorge Fernández Díaz, permettra de "*garantir plus et mieux la sécurité citoyenne, avec davantage de sécurité juridique, et garantit plus et mieux (...) les droits et les libertés des citoyens*", agrémentée de très lourdes sanctions devant s'appliquer aux manifestations non autorisées mais pas seulement. Car en précisant que ces sanctions s'appliqueraient au cas où de "*telles manifestations sont considérées comme présentant un risque pour la sécurité*", il sera possible aux autorités d'appliquer arbitrairement cette loi à des manifestations autorisées qui prendraient une tournure violente et présenteraient en conséquence "*un risque pour la sécurité*", mieux ou pire encore et cela peut concerner n'importe quelle manifestation, si elles décrétaient qu'une manifestation avait été susceptible "*de mettre en danger les personnes ou de perturber le fonctionnement des services publics*", ce qui est le cas généralement de manifestations de masse.

Serait concerné particulièrement tout rassemblement spontané ou non autorisé aux abords du Congrès des Députés, du Sénat ou des Assemblées régionales qui incarnent l'ordre établi qu'il s'agit de protéger. (Source : AFP 11.07)

Le chiffre du jour. 110.

C'est le nombre de Palestiniens massacrés par l'Etat sioniste depuis mardi. Le précédent décompte macabre qui s'élevait à 100 morts faisait état d'au moins 75 civils tués dont 23 enfants.

Par ailleurs les autorités israéliennes affirment vouloir "", autrement dit si ce n'était pas le cas le nombre de civils tués ne représenterait pas les trois quart des morts mais la totalité, comme quoi il s'agit bien d'une opération planifiée en vue de commettre

un génocide.

- Six morts dans des raids israéliens sur Gaza - Liberation.fr

Des raids aériens israéliens ont fait quatre morts samedi matin à Jebaliya, dans le nord de la bande de Gaza, et deux autres à Deir el Balah, plus au sud, ont annoncé les services d'urgence, qui ont révisé à la hausse le bilan précédemment avancé. Ces frappes, au cinquième jour de la campagne israélienne pour mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens de Gaza, portent à plus de 110 le nombre de Palestiniens tués. Lors du raid sur Jebaliya, deux personnes ont été grièvement blessées, selon les services d'urgence. Liberation.fr 11.07

Les infos que les médias ont censurée.

1- Gaza: un hélicoptère israélien abattu par missile Sam 7. - french.irib.ir

Les brigades de Qassam ont réussi ce mardi à abattre un hélicoptère du régime sioniste, une première depuis 60 ans d'occupation de la Palestine par Israël. L'appareil a été abattu dans le ciel de la bande de Gaza alors qu'il se dirigeait vers la ville de Rafah au sud de de la bande de Gaza.

Les palestiniens ont tiré depuis ce mardi matin quelques 70 missiles en direction des colonnies du sud israéliens . les sionistes ont mené plus de 20 raids contre Gaza en l'espace de deux heures. Le nombre de ces raids aériens dépasse déjà les 70 depuis ce matin. french.irib.ir 08.07

2- Gaza: un drone israélien abattu par un missile sam 7 - french.irib.ir

Les brigades de Qassam ont abattu un drone de reconnaissance israélien sur les côtes de Gaza. Selon Al nashra, "*l'appareil a été abattu par un missile Sam* ". " *Le monde devra le savoir, les Palestiniens en sont à leur troisième intifada après les crimes commis par Israël contre Qods et la Cisjordanie. Ce ne sont pas les brigades de Qassam qui ont débuté la guerre. C'est Israël qui a déclenché son agression*", lit-on dans un communiqué jeudi. Les brigades de Qassam affirme être prêt pour une longue guerre. french.irib.ir 11.07

3- Gaza: Un chasseur sioniste abattu - french.irib.ir

Selon la chaine de TV Al Aqssa, un chasseur bombardier sioniste a été touché par les missiles palestiniens et a été contraint à un aterissage forcé. L'appareil s'est posé à l'aéroport de Sdet Daf en Israël. french.irib.ir 11.07

En complément.

- Israël dispose d'une nouvelle arme contre le Hamas : l'indifférence internationale Atlantico.fr

Les partis ouvriers, les "*démocrates*", les braves défenseurs des doits de l'homme ont-il appelé à une manifestation à Paris contre le bombardement de Gaza ? Réponse : Non. (A ma connaissance après avoir visité plusieurs portails dans la matinée pour m'en assurer.)

- Offensive terrestre contre Gaza: Washington dit "*OK*"- french.irib.ir

L'ambassadeur américain à Tel Aviv affirme que son pays ne s'opposerait pas à une invasion terrestre de Gaza par les forces israéliennes. " *Les Etats Unis ne sont pas contre*", dit-il cité par Al Nashra. french.irib.ir 11.07

Obama ou le clone de Bush, en plus extrémiste.

Obama n'est pas plus ou moins réactionnaire que Bush, ce sont les circonstances qui le conduisent à l'être davantage, et si Bush avait été à sa place il n'aurait pas agi autrement.

- L'ex-directrice du "*New York Times*" balance sur l'administration Obama - lepoint.fr

Jill Abrahson, l'ancienne directrice du New York Times écartée de la direction en mai dernier a raconté mercredi dernier, lors d'une allocution à l'Institution Chautauqua de New York, qu'elle avait entendu "*plus d'une fois des membres de l'administration Obama dire 'vous aurez du sang sur les mains si vous publiez cette histoire*'".

Elle tacle aussi le président des États-Unis au sujet de la liberté de la presse, estimant que son prédécesseur, George W. Bush,

en était finalement plus respectueux. Ce dernier n'aurait jamais ordonné d'enquête criminelle pour trouver la source d'articles du New York Times.

Mais "*Obama est très différent*", assène la journaliste, lui qui a demandé l'ouverture de huit enquêtes criminelles pour retrouver les "*dénonciateurs*" transmettant des informations à la presse. Huit enquêtes, soit le double de celles ordonnées par l'ensemble des anciens présidents des États-Unis, relève le Daily Beast.

La Société des journalistes professionnels s'alarme d'ailleurs du "*manque de transparence*" de l'administration américaine et dénonce dans une lettre ouverte au président Obama "*une forme de censure*" et la surveillance accrue dont ils font l'objet. lepoint.fr 11.07

Les dirigeants de la classe dominante, dont Obama n'est que le pion, resserre petit à petit conformément à ses besoins et sa stratégie politique l'étau qui devrait à terme venir à bout de tous les droits politiques qui ne sont pas exclusivement les leurs ou qui leur échappent encore. Cela inclut un contrôle total sur les principaux médias qui font l'actualité ou sont les relais de la propande officielle en s'employant quotidiennement à manipuler la réalité des faits pour mieux conditionner les masses. Un objectif déjà largement atteint aux Etats-Unis et dans de très nombreux pays dont la France.

Les grands médias sont déjà pour la plupart la propriété de l'oligarchie financière, quant au reste, leur survie dépend uniquement du bon vouloir de leurs banquiers qui ont un droit de vie ou de mort sur leur entreprise. Ils les maintiennent en vie tant qu'ils estiment qu'ils remplissent une fonction utile conformément à leur stratégie politique ou en accord avec la guerre idéologique qu'ils mènent.

Faites tomber les masques. Les organisations droitdelhommistes étaient en réalité des officines au service de la réaction.

Avant-hier c'était Human Rights Watch qui soutenait que révéler des secrets d'Etat était illégal et méritait l'emprisonnement de journalistes en Birmanie devenue par décret militaire "démocratique" (lire la causerie d'hier)

Hier, Amnesty International et Oxfam n'ont pas condamné la nouvelle loi annoncée par le gouvernement espagnol, ils se sont contenté d'exprimé dans un communiqué commun leur "*préoccupation*" face à ce nouveau texte. AFP 11.07

Le même jour, c'est Amnesty International qui s'est faite le porte-parole du gouvernement néonazi de Kiev qui a envoyé son armée et ses milices fascistes réprimer dans le sang les populations de l'est de l'Ukraine qui lui dénient toute légitimité.

- Amnesty dénonce enlèvements et actes de torture en Ukraine - Reuters

Amnesty International accuse dans un rapport publié vendredi les séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine et les forces gouvernementales de s'être rendus coupables d'enlèvements et d'actes de violences et de torture à l'encontre d'activistes politiques, de manifestants et de journalistes.

L'organisation des droits de l'homme dit ne pas disposer de chiffres complets ni totalement fiables, mais le ministère de l'Intérieur ukrainien a fait état de 500 kidnappings au cours des trois derniers mois tandis que la mission de l'Onu en Ukraine en a répertorié 222 pendant la même période.

"*La grande majorité des enlèvements sont perpétrés par des séparatistes armés dont les victimes sont souvent passées à tabac et torturées*", a dit Denis Krivosheev, directeur adjoint d'Amnesty pour l'Europe et l'Asie centrale.

"*Il y a également des preuves d'abus moins nombreux de la part des forces pro-Kiev*", a-t-il ajouté.

Amnesty, qui a dépêché des enquêteurs à Kiev et dans le sud-est de l'Ukraine, cite dans son rapport des exemples concrets de personnes qui ont été enlevées et torturées, notamment dans les régions de Donetsk et Louhansk, contrôlées par les séparatistes pro-russes. Reuters 11.07

Amnesty International porte-parole des nazis, qui l'aurait cru, n'est-ce pas ?

Ils ne cachaient pas plus leur jeu que le PS, mais on a préféré faire comme si on ne voyait rien, comme si cela n'avait aucune importance, parce que cela nous arrangeait, à ce jeu-là on finit par s'accommoder de tout, peut-être l'avez-vous constaté aussi ? Une attitude condamnable, détestable, misérable, indigne, suicidaire, criminelle, la preuve.

ACTUALITÉ DU JOUR

PS, néolibéralisme, sionisme et franc-maçonnerie sont complémentaires sinon plus.

- La proximité implicite de François Hollande avec Israël n'est pas une surprise - slate.fr

La subtilité, et la difficulté, de la position française face à l'embrasement du conflit israélo-palestinien, sont manifestes dans les communiqués publiés par l'Elysée à l'issue de deux entretiens du président de la République, l'un, mercredi, avec le premier ministre d'Israël Benjamin Netanyahou, l'autre, jeudi, avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

Au premier, François Hollande a «*exprimé la solidarité de la France face aux tirs de roquettes en provenance de Gaza*». Il lui a rappelé que la France condamne fermement ces agressions.» Au second, le président de la République a «*exprimé son inquiétude concernant la situation à Gaza et a déploré que les opérations militaires en cours aient déjà fait de nombreuses victimes palestiniennes.*».

Autrement dit, la France assure Israël de sa solidarité mais s'inquiète simplement de la situation à Gaza, sans préciser les responsables. La France condamne les agressions venant de Gaza mais se contente de déplorer les victimes palestiniennes provoquées par des opérations militaires, pas autrement précisées. Elle ajoute même que le gouvernement israélien est habilité à «*prendre toutes les mesures pour protéger sa population*». Le chèque en blanc donné à Benjamin Netanyahou est à peine corrigé par un appel à prévenir «*l'escalade des violences*».

C'est une manière de maintenir un pseudo-équilibre entre les deux partis, auquel tient officiellement la diplomatie française, comme l'a rappelé le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, tout en laissant entendre où se situent, du point de vue de Paris, les responsabilités.

Cette proximité implicite avec Israël n'est pas une surprise. Quand il était premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande était déjà un des plus pro-israéliens des dirigeants sociaux-démocrates européens. Il se plaçait ainsi dans la tradition de la gauche socialiste française, depuis la SFIO de la IVe République. François Mitterrand aussi appartenait à cette tradition mais il n'en fut pas moins le premier chef d'Etat étranger à parler publiquement à la Knesset de la nécessité pour Israël de reconnaître un Etat palestinien. slate.fr 11.07

Que Hollande incarne la pire réaction n'est pas une surprise, que cela ne date pas d'hier s'agissant du PS n'en sera une que pour ceux qui ont sciemment fermé les yeux pendant près de 70 sur sa véritable nature. Certains ont feint de l'ignorer, d'autres ont volontairement sous-estimé cet aspect du PS qu'ils considéraient secondaire, démarche nécessaire pour justifier leur politique de front unique en direction de ce parti dont il fallait attendre quelque chose sinon à quoi bon, pour au bout du compte se rendre compte qu'ils avaient faux sur tous les tableaux et se retrouver dans la situation inextricable dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Pendant toute cette longue période où nous n'avons pas été foutus de construire le parti, finalement la lutte de classe fut subordonnée à une tactique suicidaire qui consista à favoriser les jeux d'appareils dans le cadre institutionnel qui devait signer à terme l'arrêt de mort du mouvement ouvrier ou le réduire à l'impuissance ce qui revient au même ou presque, au détriment de la stratégie axée sur le combat pour la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière qui fut abandonnée et qui nécessitait de garantir en toutes circonstances son indépendance de classe en refusant notamment toute compromission avec un parti qui incarnait son ennemi. Et une fois que les conditions qui prévalaient pour que ce jeu mortifère se déroule eut disparu, le PS parvenu au pouvoir et assumant pleinement son rôle de supplétif du parti de l'ordre à l'heure du néolibéralisme, tandis que le PCF lui emboîtait le pas profitant de l'implosion de l'URSS et ses satellites, il s'avéra que les avantages que l'on était censé retirer de cette tactique s'avérèrent en réalité n'être que du vent, une illusion, une pure fiction laissant le mouvement ouvrier désarmé théoriquement, sans orientation politique et sans direction pour le mobiliser contre la réaction quand elle passerait à l'offensive sur tous les fronts au point d'être réduit à l'impuissance.

Le PS et le PCF ont fait le lit de l'extrême droite et déblayer le terrain pour favoriser la prise du pouvoir par le néolibéralisme durant les 40 ou 50 dernières années, ce qu'on commence seulement à entrevoir sans en saisir vraiment toutes les implications qui vont s'avérer dramatiques au regard de ce qui se passe en Ukraine. Ce sont eux qui ont cédé le terrain à l'extrême droite à défaut de le céder à l'extrême gauche que nous représentions, de la même manière qu'autrefois ils préférèrent s'en remettre à Vichy et au fascisme, à Hitler, plutôt qu'à la révolution socialiste qui demeure leur ennemi.

On disposait de cette expérience pour ne pas se fourvoyer en orientant notre politique dans leur direction, ce qui devait forcément nous être fatal comme cela le fut le cas pour la IVe Internationale, or hélas par la suite on n'a pas voulu ou on n'a pas été capable d'en tirer les enseignements politiques privilégiant une fois de plus de misérables manoeuvres d'appareil, en interne cette fois, pour le même résultat.

On ne donnera pas de noms ou on ne dénoncera pas une nouvelle fois la faillite politique de certains dirigeants qui manifestement n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilité selon nous, car bien qu'on ne soit pas du tout découragé

ou démoralisé alors que la situation pourrait s'y prêter, on est las de répéter en vain sans cesse les mêmes choses, on a franchement mieux à faire.

Quelque part j'ai l'intime conviction d'exprimer ici ce que pensent de nombreux militants et sans doute certains dirigeants qui n'osent pas ou ne peuvent pas l'avouer ouvertement, peut-être en raison de leur statut ce que je peux comprendre parfaitement, cela dit, il est toujours possible de trouver une formule pour dire les choses quand on en a vraiment la volonté. C'est tout ce qu'on leur demande et non un procès en sorcellerie qui ne rendrait service à personne. On est sincèrement navré de se retrouver dans ce rôle et dans cette situation, on préfèrerait passer à autre chose et avancer.

ACTUALITE EN TITRES

Les liquidateurs et les prédateurs.

- Londres accusé d'avoir bradé la Royal Mail - Liberation.fr

- Moody's dégrade la note de la banque BES de trois crans à B3 - AFP

- L'Etat va ouvrir le capital de l'aéroport de Toulouse-Blagnac - Reuters

Encore !

- Chrysler rappelle près de 900.000 véhicules - Reuters

Union de la Minorité Primaire

- UMP : un tiers des sympathisants favorables à une dissolution du parti - Francetv info

- Entre Sarkozy et Fillon, Ciotti (UMP) choisirait Fillon à la primaire - AFP

- Sarkozy favori pour la primaire, baisse d'influence chez les sympathisants UMP - AFP

Stratégie du chaos, charcutage et dictature.

- Irak : attentat mortel à Kirkouk - Libération.fr

- Partition de facto de la Centrafrique, pour des experts de l'Onu - Reuters

- La junte thaïlandaise partagera le pouvoir avec un nouveau gouvernement - Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Cambodge

- Cambodge: les ouvriers du textile luttent pour survivre - AFP

Après 10 heures à coudre des vêtements pour des marques occidentales, Ry Srey Bopha regagne la petite chambre qu'elle partage avec d'autres ouvrières d'une usine textile cambodgienne, avale quelques restes et s'allonge par terre pour dormir.

Comme beaucoup des quelque 650.000 travailleurs du secteur textile, en grande majorité des femmes, les journées de Bopha sont longues et épuisantes. Et elle ne voit que rarement sa fille de cinq ans élevée à la campagne par une grand-mère âgée.

"*La vie dans les usines textile est très difficile*", explique-t-elle à l'AFP. "*Mais j'ai besoin d'argent, alors je dois juste être patiente*".

Autrefois décrit comme un modèle, le secteur textile cambodgien en plein essor a vu les conditions de travail de ses ouvriers se détériorer, en parallèle avec l'augmentation du nombre d'usines.

L'argent et les commandes inondant l'industrie ces dernières années ont poussé à la création de nouveaux établissements "*qui ne connaissent pas les règles légales (...) ou s'en moquent*", souligne Jason Judd, du programme "*Better Factories Cambodia*" de l'Organisation internationale du travail (OIT).

De la mort de quatre ouvriers lors d'une grève violemment réprimée par la police en janvier aux évanouissements collectifs dans les usines, la réputation du secteur a été largement écornée, au point d'inquiéter certaines marques occidentales.

Mais malgré la médiatisation des manifestations et quelques augmentations de salaires symboliques, les ouvriers n'ont pas vu leur sort vraiment s'améliorer.

"*Quand nous sommes malades et que nous ne pouvons pas travailler, ils coupent notre salaire. Nous travaillons quand nous sommes malades*", lâche Bopha, décrivant une situation "*pitoyable*".

Elle travaille six jours par semaine, de 07h00 à tard dans la nuit, pour pouvoir joindre les deux bouts grâce aux heures supplémentaires, le tout pour environ 95 euros par mois, dont elle envoie plus d'un tiers à sa famille.

"*Souvent, je mange les restes de riz, pour économiser de l'argent*", poursuit-elle, espérant une vie meilleure pour sa fille.

De nombreuses ouvrières expliquent avoir dû choisir entre leur travail et leur famille.

"*Je ne vais pas pouvoir garder ma fille ici parce qu'il n'y a pas de service de garde d'enfants à l'usine*", raconte Ton Sam Ol, qui va demander à sa mère de s'occuper du bébé d'un mois. "*Sinon je devrai démissionner*", s'inquiète-t-elle.

Ol a bénéficié d'un court congé maternité payé. Mais beaucoup d'usines préfèrent imposer aux ouvrières des contrats courts pour éviter ces dépenses, selon les syndicats.

Les entreprises mettent même parfois un terme aux contrats des femmes enceintes, souligne Moeun Tola, du Centre communautaire pour l'éducation légale, groupe local de défense des droits de l'Homme. "*Certaines ouvrières avortent*", note-t-il.

Les contrats de courte durée permettent aussi aux employeurs de mieux contrôler leur personnel. "*Les ouvriers n'osent pas refuser les heures supplémentaires ou se plaindre de leurs conditions. Ils travaillent dur, même malades*", raconte Moeun Tola. "*Leur situation est un esclavage des temps modernes*".

Le textile est un secteur clé de l'économie du Cambodge, avec des exportations s'élevant à 5,5 milliards de dollars en 2013.

Mais une plus grande partie de cet argent devrait bénéficier aux travailleurs, plaident les syndicalistes.

Les salaires ont été augmentés après la répression des grèves du début de l'année. Le minimum mensuel est passé à 100 dollars (73 euros), mais les ouvriers réclamaient 160 et le montant reste en-dessous de ce qui est considéré comme un "*salaire de subsistance*", soulignent les militants.

Les propriétaires des usines assurent eux ne pas avoir les moyens de faire plus, reportant la faute sur les donneurs d'ordre à l'étranger.

"*Nous n'avons pas d'argent. On ne peut pas augmenter*" les salaires, insiste Ken Loo, secrétaire général de l'Association cambodgienne des industriels du textile.

Lors d'une réunion en mai, les marques occidentales s'étaient dites prêtes à prendre en compte des salaires plus élevés pour éviter des délais dans la production provoqués par les grèves.

Un nouveau projet de loi sur les syndicats pourrait d'autre part limiter la capacité des ouvriers à s'organiser et à manifester.

"*La liberté syndicale va se réduire si le projet est adopté*", dénonce Rong Chhun, président de la Confédération cambodgienne des syndicats.

Mais malgré les arrestations et condamnations de militants ces derniers mois, certains sont prêts à continuer à se battre.

"*Si beaucoup d'ouvriers font grève à nouveau, je me joindrai à eux*", promet ainsi Bopha.

Jusqu'à ce qu'ils obtiennent des progrès significatifs, "*les ouvriers feront grève et manifesteront sans cesse*", prédit Rong Chhun. AFP 11.07

On pourrait se poser une question. Pourquoi l'AFP publie-elle ce genre d'article ?

Parce que cela fait partie de la propagande occidentale de montrer qu'en Chine ou chez ses alliés prétendument communistes, les conditions de travail sont peu enviables, et à tout prendre le capitalisme est tout de même préférable au communisme.

Cela relève de la propagande anticommuniste primaire qui n'a jamais cessé depuis plus d'un siècle, l'AFP étant une officine au service de la classe dominante, il est normal qu'elle y contribue.

Haut de page

Le 13 juillet 2014

CAUSERIE

Plus tard on ajoutera quelques articles.

Matracage. Conditionnement des masses. Guerre de classe.

J'ai téléchargé, lu ou parcouru rapidement une douzaine d'articles de quotidiens nationaux sur le dernier épisode du génocide des Palestiniens par les occupants sionistes. Tous reprenaient quasiment à la lettre le contenu ou l'orientation politique de l'article de l'AFP qui incarne la propagande officielle en faveur de l'Etat sioniste, confirmant à la fois le statut de l'AFP comme officine ou porte-parole du régime et la soumission totale de l'ensemble des médias à ses besoins.

Le chiffre du jour. 157.

Au total, au moins 157 Palestiniens ont trouvé la mort et plus d'un millier d'autres ont été blessés dans les raids israéliens depuis le déclenchement mardi de l'opération «*Protective Edge*». En moyenne, un bombardement touche la bande de Gaza toutes les 4 minutes 30 depuis lundi.

Cinquante-deux personnes ont été tuées par les tirs israéliens rien que dans la journée de samedi. Parmi les victimes de samedi figurent aussi deux femmes lourdement handicapées, tuées par une frappe sur leur foyer d'accueil. Plusieurs heures après le drame, les sauveteurs retrouvaient encore des lambeaux de leurs corps.

Des affrontements ont éclaté samedi soir entre des manifestants palestiniens et des forces de l'ordre israéliennes à Hébron, au sud de la Cisjordanie occupée. « *Trois personnes ont été blessées par des tirs à balles réelles de l'armée lors d'affrontements à Bani Naïm, à l'est d'Hébron* », selon des sources sécuritaires palestiniennes.

A Qalandyia près de Ramallah, au nord de la Cisjordanie, quelque dizaines de manifestants ont jeté des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre israéliennes. Des incidents similaires ont également éclaté à Jérusalem-Est, dans le quartier d'Issaouia et près de la porte de Damas, où un manifestant a été arrêté. AFP, Francetv info, 20minutes.fr 12.07

La désinformation.

Depuis mardi, quelque 600 roquettes ont frappé l'Etat hébreu et environ 140 ont été détruites en vol. Ces tirs ont fait une dizaine de blessés mais aucun mort. 20minutes.fr 12.07

Vraiment ?

En complément, les infos censurées par les agences de presse et les médias complices d'Israël.

1- Gaza : un nouveau drone israélien abattu. - french.irib.ir

Selon les sources palestiniennes, un drone de reconnaissance israélien s'est écrasé près du siège de l'UNESCO à Gaza, avant d''exploser. L'appareil aurait été abattu par les combattants palestiniens. Plus de 600 missiles palestiniens ont été tirés contre Israël en représailles de plus de 1500 raids menés en cin jours contre Gaza. french.irib.ir 12.07

2- Gaza : tir de "*missiles téléguidés*" contre un blindé sioniste - french.irib.ir

Les brigades de Qassam ont détruit un deuxième véhicule blindé sioniste détruit en 24 heures à coup de missile. L'attaque s'est produite au nord de la bande de Gaza et à l'aide des missiles téléguidés. Selon la chaine al Aqss, une Jeep sioniste a été prise pour cible à Beit hanoun au nord de Gaza.

La radio de l'armée israélienne a confirmé la mort d'un soldat israélien tandis que trois autres soldats étaient blessés. Vendredi les missiles Kornet de la Résistance ont détruit un jeep militaire près de al Chojaïa, causant la mort de deux militaires sionistes. La chaine 10 de la TV israélienne a fait état du tir d'un Kornet contre un char Merkawa qui a pris feu. Deux soldats sionistes ont été blessés. french.irib.ir 12.07

A l'AFP, à Reuters, à 20minutes, au Monde, au Figaro, au Parisien, à Libération, à L'Express, au Point, au Nouvel Observateur, à RTL, Europe1, TF1, France2, etc. ils ne captent pas la radio israélienne...

Rappel d'un internaute.

Sondage réalisé en Novembre 2013.

On voit très bien les populations européennes très consciente du danger qui guète l'humanité entière. Dixit Mr Hollande et Mme Meckel qui ont vite couru appeler Netanyahou pour le soutenir.

Bruxelles - Une majorité de citoyens de l'UE estiment qu'Israël représente la menace la plus sérieuse "*pour la paix*" dans le monde, avant l'Iran, la Corée du Nord et les Etats-Unis, qui arrivent tous trois en deuxième position, selon un sondage Eurobaromètre dont les chiffres officiels ont été rendus publics lundi.

59% des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si Israël présentait ou pas une "*menace pour la paix dans le monde*", selon l'enquête d'opinion.

Les personnes interrogées devaient se prononcer sur une liste de pays pré-selectionnés.

Parole d'internaute.

1- "*Ces damnés de la terre ont déjà tout perdu. Toute la Palestine est sous occupation, les colonies occupent la totalité des bonnes terres avec des chemins et des autoroutes interdites aux Palestiniens. Qu'est ce qu'il leur reste à perdre?*

Absolument rien. Charon a évacué cette bande de sable inerte où la population est trop concentrée et pauvre, tout en l'encerclant de l'extérieur.

Même les embarcations de pêche sont interdites de sortie en mer sous peine de destruction et le blocus a fait son effet depuis cette évacuation. Aujourd'hui, les autochtones palestiniens font face à des hordes de colons venus des quatre coins du monde et les plus virulents sont ceux venus des ex-républiques soviétiques, Libermann en est un parmi eux. Deux choix s'imposent aux Palestiniens, résister et mourir le cas échéant dans la dignité ou bien être bannis et repoussés hors des frontières pour aller grossir les camps des réfugiés inhumains dans les pays voisins."

Et les milliers de Français qui effectuent leur aliyah ou émigrent en Israël sont forcément des sionistes de la pire espèce, car ils ne peuvent pas dire qu'ils ne savaient pas ce qui les attendait dans ce pays.

2- "*Ne pas confondre résistance et terrorisme! Les Palestiniens défendent leur terre et leur peuple contre un envahisseur depuis le début, ils sont toujours en résistance. Israël est indéfendable, seule des individus dénués d'humanité pensent le contraire, ce n'est pas une guerre mais clairement un massacre.*"

Effectivement, pour aborder ou résoudre un problème, il faut remonter jusqu'à son origine...

3- "*Le Hamas n'a pas besoin de bouclier humain car la Bande de Gaza est un territoire minuscule soit une superficie de 360 km2*

ou vivent environ 1,7 million de Palestiniens, ce qui en fait une des régions les plus denses du monde avec 4 700 habitants/km²!

Les gens vivent les uns sur les autres. Israël sait donc très bien que ces bombardements feront des victimes civils. Mais seul lui importe la sécurité d'Israël. De plus, les Palestiniens ne peuvent fuir les bombardement du fait du blocus qu'Israël exerce sur Gaza qui est un gigantesque prison à ciel ouvert! Personne ne rentre et personne ne sort sans l'autorisation des matons!"

Le mimétisme criminel est parfait. Etats de la terreur.

1- Israël multiplie les frappes à Gaza, au moins 52 morts samedi - Le Monde

Le conflit entre Israël et le Hamas s'intensifie. Au moins 52 personnes sont mortes samedi 12 juillet dans l'enclave palestinienne, à la suite de bombardements lancés par l'Etat hébreu contre des cibles « *terroristes* » du mouvement palestinien, dans le cadre de l'opération militaire d'Israël nommée « *Protective Edge* ». lemonde.fr 12.07

Vendredi lors d'une conférence de presse, Benjamin Netanyahu a confirmé la poursuite de l'offensive militaire. ''*Aucune pression internationale ne nous empêchera de frapper les terroristes qui nous attaquent*''. fr.euronews.com 11.07

2- L'aviation ukrainienne bombarde les séparatistes dans l'Est - Reuters

L'aviation ukrainienne a bombardé samedi les séparatistes pro-russes sur un large front, frappant l'"*épicentre*" des zones de conflit et leur infligeant d'énormes pertes, a déclaré un porte-parole de l'armée ukrainienne.

"*Selon les premières évaluations, les pilotes ukrainiens ont tué dans les 500 combattants (séparatistes) et endommagé deux véhicules blindés de transport de troupes*", a dit à la presse Andriy Lissenko, porte-parole de l'"*opération antiterroriste*" en cours..

Selon des journalistes présents à Donetsk, il semble que les forces ukrainiennes aient pilonné vendredi soir une banlieue de la ville, Maryinka.

A Gaza, ils sont pris au piège.

- Des milliers d'habitants quittent Donetsk - Liberation.fr

- Ukraine: Donetsk, quasi-ville fantôme, attend la confrontation finale - AFP

En complément. A Kiev, Strasbourg ou Athènes...

Un journal grec vient de publier de nouveaux clichés montrant les dirigeants d'Aube dorée en train de faire le salut nazi. Sur l'un d'eux, on aperçoit le leader du parti, Nikos Michaloliakos, dans ses jeunes années, posant devant la croix gammée, alors qu'une autre photo montre son bras droit, Christos Pappas, devant une pierre tombale commémorant les soldats nazis. fr.euronews.com 25.06

Quant aux tortionnaires nazis allemands que la brave famille Klarsfeld n'aura de cesse de "*traquer*" à travers le monde après la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils s'étaient tout naturellement réfugiés aux Etats-Unis ou en Amérique latine où ils furent recyclés par la CIA et les juntes militaires.

ACTUALITE EN TITRES

Ils baignent dedans !

- Le luxe, nouvelle bataille des compagnies aériennes - Francetv info

Les voyageurs les plus exigeants sont prêts à débourser jusqu'à 10 000 euros pour un aller-retour Paris-New-York. Francetv info 12.07

Guerre idéologique. Dépersonnalisation, schizophrénie, lobotomie en marche sur les pas des Américains.

On a tous entendu parler des traditions scripturaires et de leur transmission, de la graphologie, l'écriture est plus qu'un simple moyen d'expression ou de communication, un moyen de s'extérioriser ou d'établir un lien avec le monde extérieur, en quelque

sorte elle témoigne de la personnalité de son auteur, elle est fidèle à sa nature qui est unique, chaque individu étant unique bien qu'appartenant à la même espèce, elle ne sera jamais totalement identique entre deux individus car elle intègre de nombreux facteurs qui entretiennent des rapports complexes qui ont contribué à forger sa personnalité à la manière d'un code génétique...

Et bien c'est cette particularité sur laquelle repose ou se construit la personnalité d'un homme et qui constitue sa particularité, qu'il s'agit de faire disparaître en supprimant l'écriture scrupurale au profit de l'écriture numérique impersonnelle, dénuée de toute base sociale, au profit d'une idéologie qui lui est imposée et à laquelle tous doivent adhérer sans distinction, devant à terme constituer leur nouvelle identité ou personnalité, ce qui permettra de pouvoir plus facilement exercer un contrôle sur l'ensemble de la population une fois cette mutation accomplie.

De la même manière qu'ils s''emploient à faire disparaître ce qui permet de distinguer les hommes des femmes, là ils vont encore plus loin en annihilant ce qui permet de distinguer deux être humains entre eux. A l'arrivée que restera-t-il de l'homme libre de forger sa personnalité au fil de ses expériences ? Absolument rien.

Il ne sera plus qu'un numéro, un matricule, un pion qui sert ou qu'on jette, qui a une utilité dans leur monde déshumanisé ou qu'on liquide quand on estime qu'il a fait son temps en le remplaçant par un autre qui présentera à l'origine les mêmes caractéristiques puisqu'ils auront été formatés exactement de la même manière et ainsi de suite.

On n'a pas le temps d'aller plus loin dans notre analyse, disons que ce processus auquel adhère évidemment le PS s'inscrit dans la stratégie politique que s'est fixée l'oligarchie financière ou les maîtres du monde qui contrôlent également l'industrie informatique...

- L'apprentissage du « code informatique » sera proposé à l'école primaire dès septembre - lemonde.fr

Selon lui, « *la question n'est plus de savoir s'il faut apprendre l'informatique et son langage, mais de savoir comment, pour quels usages, et à quelle étape du cursus le faire* ».

Benoît Hamon précise que 70 % des élèves du primaire et de collège et 100 % des enseignants« *seront équipés* » à l'horizon 2020 en ordinateurs et tablettes dotés de ressources pédagogiques numériques. lemonde.fr 12.07

Un régime à la dérive.

- La popularité de François Hollande continue de plonger - LeMonde.fr

- Hollande en situation de se représenter en 2017, dit Le Drian - Reuters

- Pour 50% des Français, Sarkozy ferait «*moins bien*» que Hollande comme président - 20minutes.fr

Dans tous les cas de figure, le pire est à venir, à nous de nous y préparer et d'y préparer les travailleurs, certainement pas en continuant de leur racontant des bobards ou en refusant de modifier les rapports qu'on a avec eux notamment...

Haut de page

Le 14 juillet 2014

CAUSERIE

Le chiffre du jour. 170

Depuis le début de l'opération "*Bordure protectrice*", le bilan est de 170 morts et 1.120 blessés côté palestinien. Côté israélien, les tirs de roquettes du Hamas ont fait des dizaines de blessés, dont deux graves. D'après un bilan samedi après-midi du bureau de l'ONU chargé des Affaires humanitaires, 70% des victimes sont des civils, et 21% des mineurs.

L'armée israélienne a annoncé avoir mené depuis mardi plus de 1 300 frappes contre des cibles du Hamas. Francetv info et leparisien.fr13.07

Israël passe à l'attaque en France pour interdire les manifestations pro-palestiennes.

J'ai réalisé cet article en étant à 10.000 kms de la France à partir du matériel trouvé sur Internet ce matin. J'espère ne pas avoir commis d'erreurs en m'excusant de certaines approximations. En cas de besoin on corrigera demain, signalez-moi les point litigieux si nécessaire.

On nous dit qu'"*en France, plusieurs manifestations ont été organisées en soutien aux Palestiniens*" hier dimanche. Bien, ce qui est étrange, c'est qu'après avoir lu une douzaine d'articles relatant ces manifestations, je ne sais toujours pas qui les a organisées et qui y a participé, donc je ne les mentionnerai pas davantage.

Maintenant, ceci a peut-être un rapport avec cela.

Acte I - Manifestants chauffés à blanc et manipulés, provocateurs sionistes ou flics ou les trois à la fois?

Un certain nombre de manifestants pro-palestiniens ont toutefois tenté de se rendre vers des synagogues voisines, rue de la Roquette et rue des Tournelles, a-t-on dit à l'AFP de source policière. Des CRS sont intervenus pour les repousser et mettre fin à un «début d'échauffourée» avec des membres de la communauté juive devant la synagogue de la Roquette, ce qui a permis d'éviter toute intrusion dans les lieux de culte, a-t-on ajouté. AFP 13.07

L'AFP témoigne de ces incidents sans trop s'y attarder. Si des événements graves s'étaient déroulés, l'AFP se serait empressée de les répercuter. Cette précision est importante car les faits rapportés par l'AFP sont en contradiction avec l'interprétation qui va en être donné par la suite par certains. Disons en guise de préliminaire que ces incidents vont donner lieu à une exploitation, un enchaînement, une escalade dans la désinformation orchestrée depuis Israël et par les néoconservateurs en France.

Il semblerait que l'AFP ait décidé de ne pas commenter davantage ces évènements pour céder la place à des experts en matière de désorfirmation ou de manipulation de l'information situés à un niveau supérieur

Selon Francetv info les "*petits groupes de jeunes gens qui tentaient de quitter la place de la Bastille (...) ont été "facilement contenus'*"", ce qui signifie que l'incident était clos et ne méritait pas qu'on s'y attarde. Car en réalité, en guise de "*« début d'échauffourée » avec des membres de la communauté juive devant la synagogue de la Roquette*", il se serait agi uniquement selon "*des vidéos et des photos postées sur les réseaux sociaux (...) d'affrontements entre CRS et certains manifestants*" ce qui n'est pas du tout la même chose.

Un affrontement entre "*CRS et certains manifestants*" va se transformer sous la plume des sionistes et des néoconservateurs en pogrom antisémite, en "*scène de guerre*" (alyaexpress-news.com) mettant en scène des centaines, voire des milliers de manifestants.

Acte II. Les représentants du gouvernement israélien entre en piste à leur tour.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a demandé «*l'interdiction des manifestations en faveur du Hamas*» ainsi qu'un «*renforcement de la sécurité des lieux communautaires*». Dans un autre communiqué, SOS Racisme a fait valoir que «*le soutien aux Palestiniens ne peut être la haine des juifs. Aider cette zone en conflit, c'est exporter la paix et non importer la haine*», insiste l'association antiraciste. 20 Minutes avec AFP 13.12

Ils inversent les rôles : c'est le racisme ou la haine viscérale des sionistes envers les Palestiniens depuis 1947 qui peut déclencher dans certaines circonstances chez certaines personnes à l'esprit archaïque ou arriéré la haine des juifs et s'accompagner d'actes de violence incontrolés. On ne parle pas ici de certains antisionistes qui camouflent ainsi leur antisémitisme.

Francetv info fournit un élément qui aurait pu motiver la nervosité de certains manifestants et que l'AFP ainsi que les médias qui ont repris son article ont soigneusement occulté : "*Les forces de l'ordre ont dû escorter les fidèles présents, qui étaient rassemblés pour une manifestation de soutien à Israël*", qui constituait une véritable provocation. Aucun média n'en fera mention.

Le portail néoconsateur Résistance républicaine (http://resistancerepublicaine.eu) apporte une précision intéressante, la Ligue de Défense Juive (milice fasciste) était sur place et apparemment servait de servir d'ordre à cette manifestation pro-israélienne, à moins que certains de ses membres aient participé aux incidents qui ont eu lieu devant la synagogue de la Roquette.

Les auteurs de cet article précisent leurs revendications qui laissent à penser que ces incidents n'auraient peut-être pas été aussi spontanés que cela :

"*Le Préfet de Paris dira-t-il encore oui à la prochaine déclaration de manifestation des pro-palestiniens ?*

Le gouvernement persistera-t-il à dire que l'islam n'a rien à voir avec l'antisémitisme ?", l'amalgame habituel des adeptes de la guerre des civilisations qui fait de chaque musulman un antisioniste, un raciste, un terroriste potentiel, etc.

Plus loin ils donnent un lien vers Dreuz.info un autre portail de l'extrême droite néoconservatrice et sioniste :

http://www.dreuz.info/2014/07/alerte-info-attaque-violente-de-deux-synagogues-a-paris-des-juifs-retenus-en-otage

Au fil de ces articles, il ne s'agit plus d'un groupe de quelques dizaines de manifestants pro-Palestiniens qui se seraient dirigés vers la synagogue de la Roquette, mais une centaine, puis deux cents. Curieusement, ces manifestants connaissaient parfaitement le quartier et savaient que cette manifestation allait se terminer à proximité d'une synagogue qu'ils ont dû repérer au pif, ce ne sont pas les frères jumeaux des nazis pour rien vous diront les sionistes.

Plus fort encore, alors qu'ils venaient de participer à une manifestation en présence de plusieurs milliers de personne, soudainement ils se seraient retrouvés armés de battes de baseball, puis de barres de fer, de cocktails Molotov, mais là c'était un peu gros et ils ont rectifié des "*semblants de cocktails Molotov*" écrit le portail israélien Alyaexpress-News.com (Toute l'info israélienne au quotidien). Bref, cela pue à plein nez la provocation et l'information fabriquée de toutes pièces. J'ai observé des photos et visionné quelques courtes vidéos mises en ligne par ces portails sionistes sans y voir de scènes qui correspondent à ce qu'ils décrivent.

Ce portail animé par la haine de l'Arabe (du sioniste) sombre littéralement dans le délire :

"*Certains portent le foulard de l'OLP, qui était porté par le terroriste Arafat*", et encore "*des milliers de manifestants crient mort aux juifs*", crescendo : "*Bd Voltaire des magasins juifs sont saccagés sur les cris 'on va tous vous tuer'*", ils enchaînent, il y aurait quatre blessés dont un grave, sans doute un des provocateurs qui a participé à cette opération télécommandée depuis Israël, à moins qu'il n'est absolument rien à voir avec cette histoire et qu'il ait loupé une marche en sortant de chez lui.

A les entendre, ces manifestants seraient des émules du régime nazi de Hitler, cette opération s'inscrit ainsi dans la diabolisation et la criminalisation du musulman, ennemi juré d'Israël (et de l'Amérique) ou plutôt des juifs selon eux, de la démocratie, etc. qui justifie la guerre au terrorisme menée par les impérialismes américain et français, et ce n'est pas Valls ou le PS qui les contrediront.

Avant de passer à la suite, le portal Résistance républicaine sur un air dépité a cru bon de préciser que leur provocation n'avait pas eu l'effet escompté :

"*Par ailleurs silence radio dans les medias, télés, radios, presse papier en ligne… Ils se bornent, dans le meilleur des cas, à parler d'incidents à la fin de la manif. Ecoeurant et inacceptable.*"

Les médias aux ordres ont préféré semble-t-il tout comme l'AFP, laisser les "*amis indéfectibles d'Israël*" monter au créneau, à moins qu'ils n'aient tenu compte du rejet par la majorité de la population des bombardements de Gaza par l'armée israélienne pour ne pas perdre davantage de lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs.

En France pour le moment les méthodes employées en Syrie, au Venezuela ou en Ukraine notamment ne fonctionnent pas encore, car ce qui s'est passé hier y ressemble étrangement.

Acte III. Le Premier ministre des sionistes de France et son parti assurent le service après-vente.

Manuel Valls a condamné dans un communiqué «*avec la plus grande fermeté*» les «*violences*» qui ont eu lieu «*aux abords des synagogues*». «*De tels actes qui visent des lieux de culte sont inadmissibles*», a ajouté le Premier ministre, assurant que la France «*ne tolérera jamais que l'on essaie par la violence des mots ou des actes d'importer sur son sol le conflit israélo-palestinien*».

La maire de Paris PS, Anne Hidalgo, s'est empressée de prendre le relais en ces termes : "*Je condamne fermement ces actions qui ont visé des lieux de culte et en appelle au calme face aux tensions constatées depuis plusieurs jours au Proche-orient* ". leparisien.fr 13.07 Des bombardements ininterrompus depuis une semaine de simples "*tensions*", autant dire qu'elle n'en a rien à foutre ou soutient Israël.

Avec Valls l'extrémiste sioniste, ce ne sont plus les actes qui sont visés mais les "*mots*" quand il s'agit de défendre l'Etat génocidaire israélien, autrement dit il entend étouffer toute critique ou opposition à la politique du gouvernement israélien.

Ce que demande en fait le Crif, pardon, ce qu'il exige, c'est tout bonnement l'interdiction des manifestations en soutien aux Palestiniens.

Il doit y être encouragé par les positions adoptées par la pseudo-gauche et extrême gauche.

Quelques réactions de ces parasites.

Tous évidemment condamnent Israël... à leur manière, en s'en remettant aux bourreaux des Palestiniens ou en sombrant dans l'infantilisme.

PCF.

Il en appelle à la "*la communauté internationale*", au "*Conseil de sécurité*" de l'ONU qui a le "*devoir d'assurer la protection et la sécurité de la population palestinienne*", alors qu'Israël n'a tenu compte d'aucune des quelques 145 résolutions votées par l'ONU depuis 1948.

Mieux encore, aux États-Unis auxquels il reproche de ne pas "*mettre tout en œuvre sur le plan politique pour mettre un terme aux violences*", alors qu'ils sont un allié indéfectible d'Israël et que leurs politiques se complètent.

Ce n'est pas fini, le PCF en appelle au "*gouvernement français et l'Union européenne*" pour qu'ils "*prennent toutes leurs responsabilités*" et cessent leur coopération avec Israël, alors qu'au fil des mois et des années ils n'ont fait que resserrer leurs liens.

PG.

Même discours qu'au PCF. Il regrette que les Etats-Unis et l'Union Européenne n'agissent pas "*en organisant par exemple une réunion de Conseil de Sécurité de l'ONU*".

Si vous êtes un militant anticapitaliste, vous combattez pour l'abolition de toutes les institutions internationales du capital, dont l'ONU, aussi votre place n'est ni au PCF ni au PG ni au Front de gauche...

NPA.

Il regrette que Netanyahu essaie "*de saboter les efforts palestiniens qui avaient permis la mise en place d'un fragile gouvernement d'union nationale*", alors qu'en réalité les autorités palestiniennes sont vendus à Israël.

Si vous militez au NPA et que vous déniez aux autorités palestiniennes de représenter les intérêts du peuple palestinien, vous avez dû vour tromper de parti...

LO.

Pour cette organisation, ce "*crime des autorités israéliennes*" est "*révoltant*". C'est tout? Oui, c'est le niveau théorique zéro de ces pseudo-trotskistes, alors si vous vous reconnaissez dans le trotskisme ou les thèses de la révolution permanente, vous vous êtes manifestement trompés de parti...

Etat de guerre permanent.

Défilé du 14 juillet: Paris, capitale du centenaire de la Première Guerre mondiale

Terrorisme: après Serval au Mali, la France lance "*Barkhane*" au Sahel AFP

A la veille du 14 juillet, la France a acté officiellement la fin de l'opération Serval au Mali et son remplacement dans les prochains jours par "*Barkhane*", une opération plus large et permanente de lutte contre le terrorisme au Sahel, qui mobilisera 3.000 militaires français.

Ce basculement du dispositif militaire au Sahel était dans les tuyaux depuis plusieurs mois mais avait dû être reporté fin mai en raison d'un regain de tension dans le nord du Mali.

Mais face aux "*risques majeurs de développement de jihadistes*" dans cette zone "*qui va de la Corne d'Afrique à la Guinée-Bissau*", Paris entend organiser un dispositif militaire permanent dans toute cette région sahélo-saharienne.

L'opération Barkhane va donc se mettre en place "*dans les jours qui viennent*". "*Ca se fait en partenariat avec les cinq pays de la zone*" (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) et cela représente "à peu près 3.000 militaires en tout", a affirmé le ministre en soulignant qu'il s'agissait bien d'une "*présence durable*". En outre, l'opération comptera 20 hélicoptères, 200 véhicules blindés, 10 avions de transport tactique et stratégique, 6 avions de chasse et 3 drones, a précisé à l'AFP le ministère de

la Défense. L'état-major sera basculé sur N'Djamena.

Le dossier Barkhane sera au menu des discussions que le chef de l'Etat aura avec ses homologues africains lors de son déplacement en Afrique (Côte d'Ivoire, Niger, Tchad) de jeudi à samedi.

M. Le Drian, qui rejoindra M. Hollande au Niger et au Tchad, est attendu pour sa part mercredi à Bamako pour signer l'accord de défense franco-malien qui ouvre le post-Serval. Un millier d'hommes devrait rester au Mali pour lutter contre "*les groupes terroristes combattants*".

La France a-t-elle vocation à devenir le gendarme du Sahel? "*Le but, c'est d'empêcher que ce que j'appelle l'autoroute de tous les trafics ne devienne un lieu de passage permanent, de reconstitution des groupes jihadistes entre la Libye et l'océan Atlantique, ce qui entraînerait ensuite des conséquences graves pour notre sécurité. C'est notre sécurité qui est en jeu !*", a-t-il répondu.

Avec l'opération "*Barkhane*", la France "assure sa propre sécurité, la sécurité de l'Europe, en maintenant sur place, dans l'ensemble des cinq pays concernés, suffisamment de forces, des forces suffisamment diversifiés et suffisamment performantes en termes de capacités technniques pour assurer un contre-terrorisme", a insisté le ministre sur France 2.

Le même discours que Bush et Obama à la virgule près, inutile de se demander qui a concocté cette "*opération Barkhane*"...

Dehors d'Afrique l'armée de l'impérialisme français !

En complément. L'empereur Barkhane ou la guerre asymétrique.

Un sénateur PS à propos de Hollande : «*Quoi qu'il dise, ce sera compliqué. Il n'y a pas que sa politique qui soit contestée ou incomprise, il n'y a pas que les résultats qui se fassent attendre, il y a aussi son image de président qui est atteinte. Imaginez, plaisante-t-il, que Leonarda revienne cet été!*». lefigaro.fr 13.07

Définition de Barkhane.

Mot féminin d'origine iranienne désignant une dune en forme de croissant, au profil dissymétrique, progressant par les pointes en fonction de l'orientation des vents. On trouve des barkhanes fossilisées grâce à une fixation par la végétation sur les bassin en Gironde. (www.aquaportail.com)

ACTUALITE EN TITRES

La gauche est bien morte et le socialisme demeure en réanimation.

- Qui incarne le mieux la gauche ? Valls (43%) loin devant Montebourg et Hollande - AFP

Selon un sondage Ifop pour Le Journal du dimanche, à la question "*Pour vous personnellement, qui incarne le mieux la gauche aujourd'hui ?*", 43% des Français répondent Manuel Valls, 23% Arnaud Montebourg et 16% François Hollande. 17% disent "aucune de ces personnalités" et 1% ne se prononce pas. AFP 13.07

On évitera de se rassurer un peu trop vite avec les 17% s'ils entendent par là Laurent ou Mélenchon !

Haut de page

Le 15 juillet 2014

CAUSERIE

Deux nouveaux *Articles d'actualité*.

Le site sera actualisé plus tard dans la journée, je dois aller faire des courses en ville.

14h45 à Pondichéry.

Plus loin vous trouverez un complément à l'article d'hier sur la manifestation parisienne pro-palestinienne.

Il confirme ce que vous avez pu lire hier rédigé pratiquement à chaud, sans recul ou sans pouvoir consulter suffisamment de sources contradictoires ou fiables, ce qui était un exercice à risque, un vrai travail d'investigation auquel je ne suis pas habitué.

Aiguiser son esprit critique, améliorer sans cesse sa méthode d'analyse, avoir chevillé au corps la détermination de progresser s'avère payant, j'invite tous les lecteurs à s'investir dans cette direction, au delà du bénéfice qu'ils en tireront sur le plan du militantisme, ils en retireront des satisfactions personnelles, sans se monter la tête évidemment, en demeurant modeste tant le chemin qui reste à parcourir est important, faire un petit pas en avant vaut toujours mieux que stagner ou régresser, par les temps qui courent c'est salutaire et vaut bien toute les psychothérapies !

On encaisse tellement de coups et de défaites qu'il faut s'encourager miliant et travailleur à garder le moral, l'espoir, ils sont sensibles, fragiles, ils en ont besoin quotidiennement, et je passe les désillusions qu'ils peuvent vivre à côté avec leur entourage.

Quelques conseils pratiques.

Quand on doit traiter un évènement, il faut déterminer la place, le rôle de chaque acteur et leurs besoins au sein de la lutte des classes, leurs rapports. Il faut identifier avec précision l'auteur ou la provenance d'un article ou d'un fait rapporté. Ensuite il est préférable de recouper et vérirfier les informations obtenues en essayant d'obtenir les mêmes données de différentes sources, si possible contradictoires car chacun à intérêt à ne retenir que les éléments qui correspondent au point de vue qu'il défend ou à ses idées, celles de ses chefs ou dirigeants. Il faut aussi faire très attention à la source de l'information qui peut être un témoin direct ou un tiers anonyme ou méconnu qui a rapporté un fait réel ou non, quel est son statut, dans le premier cas on peut estimer l'information fiable mais pas forcément vraie, dans le second elle aura uniquement la valeur d'un indice sans être déterminante en l'absence d'éléments complémentaires qui viendraient l'étayer. A côté le travail d'historien est beaucoup plus confortable.

La personne qui rédige un article n'a généralement pas assisté aux évènements qu'il traite, il faut donc faire attention à qui dit quoi. Y sera mêlé les faits et l'interprétation qu'il en fera, de telle sorte que les lecteurs seront portés à en faire une lecture dans la même direction que son auteur à leur insu s'ils ne sont pas vigilants ou manque d'esprit critique, plus généralement s'ils ne possèdent pas les connaissances requisent pour se livrer à leur propre analyse ou encore que leur niveau de conscience politique est insuffisamment développé.

Bref, il est très facile de se faire manipuler, ce qui est évidemment le cas des masses qui demeurent largement ignorantes. Cela dit, elles ont acquis une certaine expérience et elles peuvent en partie combler cet handicap en émettant un doute sur tout ce qu'on leur soumet dans les médias, ce qui ne répond pas pour autant aux questions qu'elles se posent, mais permet de maintenir le contact en ce qui nous concerne, et de leur soumettre une interprétation différente du monde dans lequel nous vivons, qu'elle aborderont avec le même scepticisme au premier abord, ce sera ensuite à nous de répondre à chacune des questions qu'elles se posent, les susciter si elles ne viennent pas spontanément pour qu'elles l'adoptent ou admettent que notre démonstration est cohérente.

Cette démarche en direction des masses n'a absolument rien à voir avec le bourrage de crâne, le conditionnement, l'embrigadement habituel pratiqué par bon nombre de militants qui consiste à vouloir à tout prix convaincre les travailleurs de quelque chose, à les forcer à adhérer à leurs idées, même si très souvent on prétend le contraire. Elle consiste au contraire à leur fournir les instruments qui peuvent leur permettre de comprendre par eux-mêmes une situation, dès lors qu'on leur fournit le mode d'emploi pour les utiliser correctement.

Chacun comprendra qu'on ne peut pas aborder une question en la traitant comme le produit d'un processus dialectique sans comprendre ce qu'est la dialectique ou comment elle fonctionne, sans leur en faire un exposé théorique, mais en détaillant devant eux chaque étape qui contribue à son cheminement ou développement, quels rapports entre jeu afin qu'ils puissent les vérifier et les adopter à leur tour. Autre avantage et non des moindres, une fois ce processus enclenché ces travailleurs ou militants modifieront le comportement qu'ils avaient à votre égard, car vous leur aurez démontré que vous ne cherchez pas à leur imposer quoi que ce soit, mais au contraire que vous essayez de les aider à interpréter la société par eux-mêmes, librement, ainsi un rapport de confiance mutuelle peut commencer à s'établir, qui devra être confirmé par la suite si vous faites preuve de patience et de détermination.

Ici, dans ce portail, on l'a dit et répété des dizaines de fois, jamais on a été tenté d'imposer nos idées, au contraire j'ai même été jusqu'à écrire que je me méfiais des militants qui manifestaient leur accord avec moi car je n'étais pas certain que cet accord reposait vraiment sur des bases solides ou sérieuses.

On n'est pas là pour diffuser un dogme, donner des leçons ou répandre une vérité, la bonne parole, autant de dispositions qui nous sont étrangères bien que certains se soient employés à prétendre le contraire et bien d'autres choses encore qui ne méritent

pas d'être relevées, on s'emploie seulement à mettre à la disposition des lecteurs des informations et des analyses, à eux ensuite de se faire leurs propres convictions.

A propos de la manifestation parisienne pro-palestinienne de dimanche.

- Intox mensonge et presse écrite - Michèle Sibony - legrandsoir.info - 14 juillet 2014

Adresse publique au « *Rédacteur en chef adjoint de rue 89* » Mathieu Deslandes pour sa couverture de la manifestation du 13 juillet.

Extrait. Alors je vais vous dire ce que j'ai vu, moi, pauvre juive infidèle (mais il n'y a de Dieu que Dieu) dans cette manif : sur le boulevard Beaumarchais à peu près à la hauteur de Chemin vert, 4 ou 5 types de la Ligne de Défense Juive [2] montés sur un banc, complètement entourés et protégés par deux rangs serrés de CRS qui jetaient projectiles et insultes sur la foule, et les services d'ordre, et les responsables calmant les manifestants, ne vous énervez pas ne répondez pas aux provocations, c'est ce qu'ils attendent... et bien sûr lors de la dispersion il y a eu des courses et des bagarres à l'entrée de la rue de la Roquette... comme prévu si j'ose dire.

[2] Au fait saviez vous que la LDJ est interdite en raison de son extrême violence en Israël et aux Etats Unis ? Ah bon je vous l'apprends aussi !

Complément en titres. Le Crif exige, le gouvernement s'exécute sur le champ.

- Hollande contre une "*importation*" du conflit israélo-palestinien - Reuters

Qui a "*importé*" le wahhabisme en France en soutenant le régime de Riad? Qui a "*importé*" le salafisme en France en soutenant le régime de Doha ? Qui a "*importé*" le terrorisme en France en soutenant le régime de Tel-Aviv ? Qui a "*importé*" le djihadisme en France en soutenant ceux qui combattent en Syrie ? Qui a "*importé*" le racisme sioniste en France en alimentant le communautarisme ? Qui a "*importé*" l'antisémitisme en France en soutenant le gouvernement néonazi de Kiev ? Qui a "*importé*" la xénophobie en France en instumentalisant l'extrême droite ? Vous pouvez remplacer "*importé*" par alimenté ou favorisé.

- Manuel Valls condamne des actes "*intolérables*" après des heurts aux abords d'une synagogue - Francetv info

- Incidents près d'une synagogue: les préfets appelés à "*redoubler de vigilance*" - AFP

- Malgré l'interdiction, 350 manifestants pro-palestiniens rassemblées à Nice - Liberation.fr

Le chiffre du jour. 186.

Le bilan humain a franchi un nouveau palier, lundi 14 juillet. Les raids aériens israéliens dans la bande de Gaza ont en effet fait 186 morts et 1 287 blessés en sept jours, selon un dernier bilan des services de secours communiqué lundi 14 juillet, et qui dépasse celui enregistré lors de l'offensive de novembre 2012. 20minutes.fr 14.07

Quand les sionistes se sont emparés du pouvoir en France.

Quand les sionistes se sont emparés du pouvoir en France. Amalgame entre l'antisionisme et antisémitisme.

"*Il ne peut pas y avoir de dérives et de débordements, d'intrusion ou de volonté d'intrusion dans des lieux de culte, que ce soient des synagogues comme cela s'est passé hier, mais je dirai la même chose pour des mosquées, des églises, des temples*", a souligné le président. "*L'antisémitisme ne peut pas être utilisé parce qu'il y a un conflit entre Israël et la Palestine.*" AFP 14.07

Commentaires d'internautes.

1- "*Pour information, beaucoup de Juifs sont antisionniste, tous les Juifs ne veulent pas obligatoirement d'un état d'Israël, alors arrêtez vos amalgames nauséeux*"

2- "*C'est bien en martelant ce message que la confusion est soigneusement entretenue.*

On peut parfaitement être opposé à la politique de l'état d'Israël sans être antisémite mais les services de cet Etat entretiennent l'amalgame de manière à décrédibiliser toute critique.

Si cela était vrai les antisémites israéliens seraient nombreux puisqu'israéliens et opposés à la politique d'Israël."

Quand le ministre de l'Intérieur prend ses ordres chez les provocateurs sionistes.

Lundi, à l'issue d'une réunion avec les représentants de la communauté juive, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a dénoncé des "*débordements intolérables*" et fait savoir qu'il avait donné instruction aux préfets de "*redoubler de vigilance*".

"*Chaque fois que des risques avérés de troubles à l'ordre public ou d'affrontements seront signalés (...) je leur ai demandé d'interdire ces manifestations*", a-t-il déclaré.

Des mesures appliquées dès lundi à Lille et à Nice, où les préfectures ont pris des arrêtés d'interdiction pour des manifestations pro-palestiniennes afin notamment d'éviter la concomitance avec les célébrations du 14-Juillet.

Malgré l'interdiction 350 personnes, selon la police, ont manifesté dans le centre de Nice leur soutien à la population de Gaza.
A Avignon, 200 personnes ont défilé pour dénoncer les bombardements d'Israël.

Aux cris de «*Israël assassin, Hollande complice*», «*Gaza, Gaza, on est tous avec toi*», «*Vive le Hamas*» les manifestants, qui agitaient des drapeaux palestiniens, ont occupé la place Garibaldi pendant deux heures de manière pacifique alors qu'un important dispositif policier les empêchait de se déplacer dans la ville.

En fin de manifestation, quelques incidents mineurs ont eu lieu, et les CRS ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser la foule qui les haranguait. AFP 14.07

A l'UMP ils sont sur la même ligne que le gouvernement et le PS, normal.

Le maire de Nice, Christian Estrosi, avait envoyé lundi matin une lettre ouverte au préfet lui demandant de «*prendre toutes les mesures pour empêcher cette manifestation en ce jour de fête nationale*», considérant que c'était «*une provocation intolérable*».

De même, le président UMP du Conseil général des Alpes-Maritimes, Éric Ciotti, a indiqué dans un communiqué qu'il avait contacté dès le 11 juillet, «*le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, ainsi que le préfet des Alpes-Maritimes, Adolphe Colrat, pour leur demander de prendre toutes les mesures de sécurité et de prévention qui s'imposent afin d'assurer le respect de l'ordre public*». AFP 14.07

Souvenez-vous, dans la foulée de l'affaire qui opposait un humoriste au Premier ministre qui s'était soldée par l'interdiction d'un spectacle, le gouvernement avait alors menacé par la voix de Belkacem de récidiver si nécessaire et de faire annuler réunion, meeting, rassemblement ou manifestation en recourant au même argument falacieux, à savoir s'ils présentaient a priori un "*risque de trouble à l'ordre sécurité*".

A l'époque, cela n'a suscité aucune réaction des partis ouvriers qui se sont désintéressés de cette affaire ou on préféré lâchement l'ignorer quand ils n'ont pas soutenu le gouvernement. Nous avions indiqué que le jugement rendu par cette cour d'exception digne d'une dictature ferait jurispriudence, la preuve est faite. Ils criminalisaient déjà des actes de résistance syndicale, alors pourquoi ne pas passer à l'échelon supérieur en faisant de même envers la résistance palestienne ou les opposants à la politique génocidaire d'Israël.

Certains ont dû penser qu'on se fourvoyait ou qu'on perdait notre temps en traitant cette affaire, alors qu'on en avait mesuré le danger et la portée politique. Si vous croyez que cela m'amusait, franchement, je n'en avais rien à faire de Dieudonné.

De Damas à Paris en passant par Caracas et Kiev. Les mêmes méthodes.

A quoi servent les réseaux antisociaux. A relayer les provocations de type policières ou fascistes orchestrées par les néoconservateurs ou les sionistes ou encore les agents des renseignements généraux de certains pays afin de faire croire en des mouvements de masse qui selon les circonstances seront décrétés légitimes ou qualifiés d'actes illégaux et terroristes.

Le portail du banquier du PS et sioniste J. Attali s'est fendu d'un article dans la lignée de ceux publiés avant-hier par des portails de l'extrême droite israélienne ou de néoconservateurs français.

Où vont-ils chercher leurs informations ?

Selon un témoignage anonyme pour le moins suspect qui aurait été sur place entre la place de la Bastille et le boulevard Voltaire " des centaines de types" auraient chargé "*contre des policiers*", ce que dément la police qui parle "*de groupes de « quelques dizaines » de manifestants (qui) ont été impliqués dans les incidents de la fin de l'après-midi, selon une source policière.*" (lemonde.fr 14.07).

Le même témoignage anonyme précise que "*C'est sur Twitter que j'apprends l'assaut de la synagogue située à cent mètres, protégée par des renforts de police. Il y a des blessés. Les fidèles sont terrés à l'intérieur. Car à la radio, à la télévision, pas un mot, pas une image. Les chaînes d'info en continu, pourtant friandes de violences, font l'impasse.*"

On apprendra ailleurs que ces "*fidèles*" étaient en réalité des sionistes venus manifester leur soutien à Israël encadrés par la Ligne de Défense Juive (LDJ), une milice fasciste. Le témoignage publié par Le Grand Soir précisait que des membres de cette milice paradaient boulevard Beaumarchais protégés par la police, et balançaient insultes et projectiles sur les manifestants pro-palestiniens qui défilaient tranquillement, alors de là à ce qu'ils aient montré le chemin de la synagogue de la rue de la Rocquette à quelques dizaines de manifestants excités il n'y a qu'un pas...

Le Monde l'a confirmé :

"*Peu après 18 h 30, les forces de l'ordre ont également dû séparer des membres de la Ligue de défense juive (LDJ) et des manifestants qui s'affrontaient aux alentours de la rue de la Roquette.* ", il faut donc en déduire que les "blessés" dénombrés parmi les personnes de la communauté juive n'étaient pas de simple juifs venus là pour prier, mais était en réalité des provocateurs de la LDJ.

- "*A moins d'habiter le quartier ou de suivre les réseaux sociaux, personne ne sera au courant de ce qu'il s'est vraiment passé*", pas même Hollande, Valls, Cazeneuve ou Hidalgo (la maire PS de Paris) qui faute de couverture médiatique se sont rabattus sur leurs amis du Crif et de la LDJ pour leur fournir le matériel nécessaire à leurs déclarations.

- Un peu plus tard dans la soirée, une dépêche AFP relayée par certains médias en ligne parle pudiquement d'«*incidents*», d'«*échauffourées*», sans plus. Ce matin, pas plus de détails sur ce qu'il s'est réellement passé dans les dix secondes consacrées au sujet sur France Info.

Normal, ils ont tous attendu l'interprétation qu'en ferait le gouvernement aux ordres d'Israël pour relayer plus en détail cette information, les médias méritent amplement qu'on les qualifie aux ordres, ils viennent tout simplement de l'illustrer une fois de plus.

En résumé, ce que Slate.fr ou la voix d'Israël reproche aux médias, c'est de ne pas avoir pris l'initiative d'interpréter ces incidents en faveur d'Israël comme l'ont fait plus tard Hollande, Valls, Cazeneuve ou Hidalgo, de ne pas être suffisamment inféodés à la pensée unique néolibérale dont le sionisme est un des facteurs clés.

ACTUALITE EN TITRES

Il fallait oser le dire.

- Hollande : «*La reprise, elle est là, mais elle est trop fragile*» - LeParisien.fr

Un micro-Etat surarmé.

- Le Qatar va acheter des missiles Patriot pour 11 milliards de dollars - AFP

L'émirat du Qatar va acquérir pour 11 milliards de dollars de missiles Patriot et d'hélicoptères d'attaque Apache auprès des Etats-Unis, ont annoncé des responsables du Pentagone à l'AFP lundi. AFP 14.07

Ils nous prennent pour des dindes.

- Inde: l'inflation au plus bas en juin depuis quatre mois - AFP

5,5% paraît-il. Le prix des cigarettes vient encore d'augmenter de 15% !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Slovénie

Droite, extrême droite, gauche, centre gauche, gauche de la gauche, extrême gauche, dans tous les pays, la même soumission totale à la dictature de l'UE.

- Le centre gauche remporte les législatives en Slovénie - Reuters

Le parti de centre gauche de Miro Cerar, un novice en politique, est arrivé dimanche largement en tête des élections législatives en Slovénie, où les résultats pourraient sonner la fin de l'instabilité gouvernementale.

Ce nouveau venu en politique, ancien professeur de droit et attaché parlementaire, a créé son propre parti il y a à peine six semaines et celui-ci s'est hissé en tête des sondages auprès des électeurs, qui recherchent une personnalité encore épargnée par les affaires de corruption touchant les grands partis traditionnels.

Miro Cerar, âgé de 50 ans, doit une bonne part de sa célébrité à son père, gymnaste qui fut l'un des plus grands sportifs que la Slovénie ait jamais produits, et sa mère, qui fut ministre et procureure.

"*Notre parti va faire en sorte que la Slovénie respecte ses obligations européennes mais, dans le cadre de celles-ci, nous allons chercher notre propre voie pour atteindre ces objectifs*", a-t-il dit à Reuters dans la soirée.

"*Je ferai de mon mieux pour que notre programme de privatisations soit sur les rails cette année*", a-t-il ajouté. "*Ce sera l'une des priorités du gouvernement*". Reuters 14.07

SOCIAL

Italie

Le capitalisme rime avec paupérisation croissante de la population. Le socialisme avec son éradication.

- Le nombre de pauvres a augmenté en Italie en 2013 AFP

L'Italie comptait en 2013 près de 10,5 millions de personnes pauvres, soit plus de 16% de la population, un chiffre en augmentation par rapport à l'année précédente, a annoncé lundi l'Institut national des statistiques (Istat).

"*En 2013, 16,6% de la population se trouve en état de pauvreté relative, soit 10,48 millions de personnes*", précise l'Istat dans un rapport. En 2012, l'Italie comptait 9,56 millions de personnes pauvres, soit 15,8% de la population totale.

La pauvreté "*absolue*" concerne 9,9% des Italiens, soit 6,20 millions d'entre eux, alors qu'ils n'étaient "*que*" 4,81 millions (8%) en 2012.

La pauvreté "absolue" est caractérisée par l'impossibilité de payer les biens et les services considérés comme "*essentiels*" pour avoir un niveau de vie "*au minimum acceptable*". Elle varie en fonction des localités italiennes, la vie étant moins chère au sud qu'au nord, et la typologie de la famille.

Les autres personnes recensées dans cette étude vivent dans un état de "*pauvreté relative*", dont le seuil a été fixée pour 2013 à 972,52 euros mensuels pour une famille de deux membres.

Les familles nombreuses payent le plus lourd tribut à ce déclin, l'Istat relevant que la pauvreté absolue a augmenté en un an pour les couples ayant un (de 5,9 à 7,5%), deux (de 7,8 à 10,9%), ou trois enfants ou plus (de 16,2 à 21,3%). AFP 14.07

Haut de page

Le 16 juillet 2014

CAUSERIE

J'ai actualisé rapidement le site ce matin car je dois m'occuper de mes affaires que j'ai tendance à négliger.

"Efficace" avec plus de 10 millions de pauvres, entre 6 et 10 millions de chômeurs à temps complet ou partiel imposé.

- L'utilité des exonérations de charges en question - libération.fr

Les aides aux entreprises ont représenté 210 milliards d'euros depuis 1993 et la première vague, sous Balladur et Juppé.

«*Cette politique a porté ses fruits depuis 1993 et le gouvernement s'inscrit dans la continuité et le renouvellement», a souligné Yves Daudigny (PS). «Personne n'a contesté l'efficacité des exonérations, même s'il est difficile de la mesurer*», a renchéri Charles Guené (UMP). Les supprimer «*serait une catastrophe pour notre système économique*». libération.fr 15.07

Le chiffre du jour. 197.

C'est le dernier décompte macabre des Palestiniens morts sous les bombes de l'occupant sioniste, et près de 1.500 ont été blessés. AFP 15.07

Que la paix soit avec nous... et la guerre entre vous.

- Pour la paix en Palestine - M'PEP - 15.07

Rassemblement mercredi 16 juillet à Paris, place des Invalides, à 18h30.

A l'appel du Collectif national pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens dont fait partie le M'PEP.

A l'exception du POI et LO, la quasi-totalité de la pseudo-gauche et extrême gauche flanquées des organisations droitdelhommistes habituelles ont appelé à ce rassemblement dont l'orientation politique est pour nous inacceptable.

Dans une précédente causerie nous avions donné un aperçu des positions de la pseudo-gauche qui avaient en commun notamment de s'en remettre à l'UE et à l'ONU qui sont acquis à la cause d'Israël, autrement dit cela revenait à laisser les mains libres à l'Etat sioniste.

C'est cette position qui revient à livrer le peuple palestinien à ses bourreaux, qui servira d'orientation politique à ce rassemblement que reprend à son compte le M'PEP, qui entend "*dénoncer cette passivité coupable de nos gouvernants, et obtenir des actions concrètes de la France auprès du pouvoir israélien et du Conseil de sécurité*".

Ils nous répondront qu'on se livre à un procès d'intention à leur égard, car contrairement à ce qu'on affirme, ils comptent sur la mobilisation des travailleurs lors de ce rassemblement pour peser sur les décisions politiques de l'UE et du Conseil de sécurité de l'ONU, dont font partie les Etats-Unis qui sont des alliés indéfectibles d'Israël.

C'est justement ce que nous dénonçons ici, car cela signifie que quelle que soit l'ampleur de cette mobilisation (et d'autres dans le monde), elle ne suffira pas à faire reculer le gouvernement israélien et que seules des institutions du capital en auraient les moyens, ce qui revient à dire que ces institutions seraient dépositaires des solutions politiques aux problèmes que rencontrent les travailleurs, car ces derniers n'auraient pas la capacité ou les moyens de les résoudre par eux-mêmes, ce qui revient à les subordonner à ces institutions, à leur livrer leur destin et l'issue de leur combat dont elles seraient dépossédés.

Soumettre la lutte de classe du prolétariat à l'UE et à l'ONU signifie avoir abandonné le combat sur le terrain de classe des exploités et des opprimés au profit de celui de leur ennemi. Cela signifie aussi avoir adopté leurs objectifs politiques, ce que confirme le M'PEP en soutenant le "*gouvernement palestinien d'entente nationale, condition pourtant nécessaire à tout progrès vers une paix juste* ", comme si Israël pouvait y être disposée, qui plus est dans la perspective de deux Etats, ce qui revient à légitimer l'existence de l'Etat sioniste qui incarne la spoliation ou la négation des droits politiques des Palestiniens, source de guerre perpétuelle et non de paix, sachant que le Fatah et le Hamas n'oeuvrent pas pour aboutir à une solution politique favorable au peuple palestinien...

Au final, le M'PEP s'aligne sur la politique de Washington et Tel-Aviv que l'autorité palestinienne et le Hamas ont dû rejeter car trop ouvertement favorable à Israël, en raison de la résistance du peuple palestinien qui réclame la fin de l'occupation et le droit au retour sur ses terres, qui refuse une "*paix*" qui sera forcément injuste dès lors qu'elle serait acceptée par son ennemi. Il ne peut exister de "*paix juste*" pour les Palestiniens, tant qu'Israël existera.

Passons sur le fait qu'ils n'ont pas cité le véritable prétexte à ces nouveaux bombardements de Gaza, économique, le gaz

découvert dans les eaux territoriales de Gaza qui ne doit pas tomber entre les mains des Palestiniens, car cela leur fournirait une mane extraordinaire pour financer leur combat contre Israël ou tout simplement mieux vivre, ce que l'Etat sioniste leur refuse d'avance et témoigne de sa véritable intention qui demeure d'en finir avec le peuple palestinien.

Il y a quelques années déjà, j'avais indiqué que les accords d'Oslo et la création des territoires palestiniens dont Gaza, était un piège mortel pour les Palestiniens encerclés par l'ennemi sioniste. Il semblerait que les sionistes dont la cruauté et le cynisme sont sans limite, se soient inspirés du ghetto de Varsovie où étaient enfermés les juifs sous l'occupation nazi pour ensuite les liquider plus facilement, procédé d'une efficacité redoutable comme on le sait ou on peut l'observer quotidiennement à Gaza.

Que les travailleurs et les militants se mobilisent avec leurs organisations et partis sur leurs revendications ne doit pas donner lieu à une démonstration de soumission devant l'ordre établi et ses représentants, voilà ce qu'on voulait dire.

Lier les travailleurs et leurs représentants à ceux de la classe dominante, donc leurs intérêts qui seraient communs, revient à brader leur indépendance de classe indispensable à leur combat, à leur interdire de lutter sur leurs propres objectifs politiques et finalement de vaincre leur ennemi auquel ils devraient rester soumis pour l'éternité, autant dire que c'est abandonner toute perspective d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, c'est tourner le dos au socialisme.

Maintenant faut-il ou non participer à ce rassemblement sur d'autres mots d'ordre, sur une autre orientation politique, ce qui permettrait aux manifestants présents d'en prendre connaissance (sous forme de tracts), ce n'est pas à moi d'en décider. Et puis, il n'est pas certain que la plupart des manifestants partageront la ligne profondément opportuniste des organisateurs de ce rassemblement.

Ils se rattrapent.

- Synagogue de la rue de la Roquette : ce qu'il s'est vraiment passé - Le Nouvel Observateur

- Heurts entre pro-Palestiniens et pro-Israéliens: que s'est-il passé dimanche soir à Paris? - L'Express.fr

- Une carte permet de visualiser en temps réel les tirs de roquette sur Israël - Slate.fr

- Eviter les tirs de missiles? En Israël, il y a une appli pour ça - L'Express.fr

- Le grand rabbin de France s'inquiète de la « *haine* » contre les Juifs - LeMonde.fr

- Incidents devant les synagogues: "*du jamais vu*", selon Roger Cukierman - AFP

- Quatre mois ferme pour rébellion après la manifestation pro-palestinienne à Paris - francetvinfo.fr 15.07

En réalité cela n'a rien à voir avec cette manifestation.

Dans le XVIIIe arrondissement de Paris, tard dans la soirée après 20h, trois jeunes marchaient dans la rue et rentraient tranquillement chez eux de cette manifestation, l'un portait un keffieh et un drapeau, lorsque soudain des policiers ont bondi d'un véhicule pour effectuer un contrôle d'identité apparemment sans ménagement, un des jeunes pris peur et a voulu s'interposer, une bousculade s'en suivit, puis un des policiers prétendit avoir reçu un coup de poing, ce que le jeune nie en précisant "*si j'avais voulu me battre contre des policiers, je l'aurais fait à Bastille*", peu importe sa parole pèse guère face à celle d'un policier après la réaction de Hollande, Valls et Cazeneuve, c'est ainsi qu'il se retrouve condamné pour "*rébellion*" à quatre mois de prison ferme, ordonnant un mandat de dépôt. (Source : francetvinfo.fr)

- Le Congrès américain va augmenter de 50% l'aide au système israélien Iron Dome - Libération.fr

Quand la milice facisme sioniste Ligue de défense juive avoue être à l'origine des incidents de dimanche dernier à Paris.

- Ligue de défense juive: qui sont ces "*ultras*" qui protègent les synagogues? - lexpress.fr

"*Bravo pour votre intervention*", "*vous faites du bon taff*", "*merci à vous d'être là*"... A en croire certains internautes, ils sont les nouveaux héros de la communauté juive. Ceux qui, dimanche, ont "protégé" les deux synagogues parisiennes des débordements d'une manifestation pro-palestinienne à l'origine pacifique. "*Ils*", ce ne sont pas les policiers mais les membres de la Ligue de défense juive (LDJ). Un groupuscule d'extrême-droite sioniste aux méthodes musclées et dont le cas dérange les institutions juives.

Une vidéo amateur, qui circule sur les sites communautaires musulmans, témoigne de la violence de ces militants. On y voit plusieurs individus armés de casques de motos, de chaises ou de batons frapper des manifestants, dont certains, il faut le rappeler, étaient tout aussi belliqueux. Les militants de la LDJ ne cachent d'ailleurs pas leur goût pour la bagarre. "*Dorénavant, nos membres viendront à chaque manifestation anti-israélienne et se chargeront de 'raccompagner' à notre façon les manifestants en fin de cortège*".

(Ce qu'ils ont fait en provoquant et entraînant des manifestants pro-palestiens dimanche à Paris en direction de la synagogue de la rue de la Rocquette. Ils avouent tout simplement ici être à l'origine de ces incidents, mais ne seront pas poursuivis comme tel par le ministère de l'Injustice. Ils peuvent donc continuer de se livrer à des actions violentes en toute impunité protégés par les agents de l'Etat sioniste Hollande, Valls et Cazeneuve. - ndlr)

L'insécurité comme doctrine

Adepte des réseaux sociaux, la Ligue adopte une stratégie agressive, à coup de vocabulaire fleuri et de montages douteux. Comme en témoignent la photo d'un Palestinien avec une brouette sur la tête ou l'utilisation des termes "rats antisémites" pour qualifier les personnes hostiles à la politique d'Israël.

Malgré le buzz qu'elle suscite, la LDJ reste pourtant ultra-minoritaire au sein de la communauté. "*Le sentiment général, c'est que la LDJ est un problème. Son approche 'gros bras' est inacceptable*", dénonce à L'Express un membre du think-tank Avenir du Judaïsme.

La communauté juive possède pourtant son propre service de sécurité officiel, en liaison avec le ministère de l'Intérieur et les préfectures: le Service de protection de la communauté juive (SPCJ). Lequel recense les actes antisémites et assure des missions de protection des synagogues lors d'évènements. Ses moyens seraient néanmoins trop restreints dans le climat actuel, si l'on en croit un rabbin. "*C'est scandaleux que les Juifs soient obligés de se protéger eux-mêmes. L'origine du problème, ce n'est pas la LDJ mais le manque de protection. J'envisage moi-même de m'inscrire à des cours de Krav-maga (art martial, ndlr) pour me protéger.*"

Reste que le groupuscule a déjà été épinglé, bien avant les incidents de dimanche, pour ses méthodes contestables. En 2012, l'Union juive française pour la paix et d'autres associations demandent sa dissolution après des agressions envers des militants pacifiques, le qualifiant de mouvement "*fasciste*". La même année, les membres de la LDJ bloquent une séance de dédicaces de l'écrivain juif Jacob Cohen à Paris, rapporte Rue 89. Ce dernier, connu pour ses positions hostiles à la politique israélienne, est traité de "collabo".

En 2009 encore, les membres de la Ligue sont soupçonnés d'avoir tabassé trois élèves, dont deux d'origine tunisienne, aux abords d'un lycée parisien. "*Ce sont des ultras-nationalistes ouvertement racistes contre les arabes et partisans d'une lutte physique contre eux*", observe le sociologue Dominique Vidal, auteur de Le ventre est encore fécond: les nouvelles extrêmes droites européennes (2012, Libertalia). "*Ils sévissent surtout à Paris et dans le sud de la France.*"

Sa branche américaine interdite

La LDJ est née officiellement en 2001 mais ses origines sont floues. On lui prête des liens de filiation avec le parti sioniste et révisionniste, le Betar et le parti ultra-radical, le Kach, interdit aux Etats-Unis et en Israël. Sur sa page Facebook, elle se revendique en tout cas comme la branche française de la Jewish defense league, mouvement classé comme terroriste et également interdit aux Etats-Unis. Comme ce dernier, "*la LDJ française milite pour le Grand Israël et le rejet de tout Etat palestinien*", note Christophe Bourseiller, écrivain spécialiste des mouvements extrêmes.

(Une organisation "*terroriste*" interdite aux Etats-Unis mais qui a pignon sur rue en France. Quand on dit que le PS alimente la haine entre communautés, qu'il alimente le communautarisme, le racisme et la xénophobie, qu'il soutient le sionisme et toutes les idéologies d'extrême droite, on n'exagère rien, ce sont les faits, rien que les faits. Ce parti est abominable en vérité, voilà ce qu'on a trop longtemps caché aux militants et aux travailleurs. La LDJ est au Crif, ce que le FN est au PS. - ndlr)

L'organisation ne compterait qu'une cinquantaine de militants, même si elle en revendique bien plus. "*Ce sont surtout des adolescents perdus, des petites frappes issues de banlieue, pas des idéologues*", constate Laurent David Samama, journaliste et auteur d'une enquête sur le mouvement pour le magazine Technikart. Et pour cause, la plupart des cadres du mouvement ont déjà rejoint Israël, explique-t-il. Laissant à la LDJ pour seule revendication, la lutte physique. lexpress.fr 15.07

En complément. Une provocation minutieusement préparée par la Ligue de la défense juive.

La Ligue de la défense juive s'est servi de Twitter pour attirer les manifestants pro-palestiniens vers la synagosue de la rue de la Rocquette.

- Heurts entre pro-Palestiniens et pro-Israéliens: que s'est-il passé dimanche soir à Paris? - lexpress.fr

Les "*morts aux Juifs*" font écho aux "*Palestine, on t'encule*". Aux "*Allah Akbar*", ils répondent "*sales arabes*" ou "*sales nègres*". Entre 100 et 200 militants pro-Palestiniens et pro-Israéliens se sont affrontés dimanche après-midi en plein coeur de Paris, rue de la Roquette.

"*On a assisté à des scènes de guérilla urbaine d'une rare violence, témoigne une source policière interrogée par L'Express. Aucun des deux camps n'a cherché à calmer le jeu, tous s'estimant dans leur bon droit, et en quelques minutes les affrontements ont tourné à la bagarre générale*".

Qui a allumé le feu?

Difficile à savoir. Les sources policières évoquent des "*provocations de part et d'autres*" sans pour autant se mettre d'accord sur le déroulé précis des événements de dimanche après-midi. "*En se rendant au rassemblement organisé près de la synagogue, des militants pro-Israéliens sont passés aux abords du cortège et ont provoqué les manifestants en les insultant*", assure Stanislas Gaudon. Ils les auraient alors suivis jusque devant la synagogue, où les heurts ont éclaté, vers 17h30.

Une version qui diffère de celle d'une autre source policière: les manifestants pro-Palestiniens ne se seraient pas engagés dans la rue de la Roquette par hasard. "*Ils savaient qu'un rassemblement était prévu là-bas. En arrivant, la Ligue de défense juive [un groupuscule d'extrême-droite, ndlr] qui n'est pas connu pour être adepte de la méthode douce, les attendaient pour en découdre.*"

Sur les réseaux sociaux, plusieurs tweets et messages (effacés depuis) attestent que cette rencontre ne devait rien au hasard. Sur la page Facebook de la manifestation, des participants donnent à plusieurs reprises l'adresse et l'heure du rassemblement devant la synagogue. Idem du côté de la Ligue de défense juive: plusieurs membres ont fait savoir sur Twitter leur intention "*d'accueillir*" les manifestants. "*Tous savaient très bien ce qu'ils faisaient, explique une autre source policière. Ils venaient là-bas pour se battre*".

Les échauffourées auraient-ils pu être évités si le tracé de la manifestation avait été différent? "*C'est un malheureux concours de circonstances*", estime Stanislas Gaudon. La manifestation de soutien à la Palestine - déclarée à la Préfecture - est passée vers 17 heures place de la Bastille. Or, à 17h30, était prévu le rassemblement devant la synagogue, à quelques centaines de mètres de la place de la Bastille. Celui-ci, qui était "*plutôt un événement interne à la synagogue*" selon le syndicaliste, n'avait pas été déclaré. "*Le problème ce n'est pas tant la proximité, c'est le manque de réactions des forces de l'ordre, objecte un autre représentant syndical: on savait que certains éléments dans les deux camps allaient chercher la bagarre, on aurait dû réagir plus rapidement.*" lexpress.fr 15.07

La manifestation pro-israélienne n'avait pas été déclarée, elle était donc illégale, ses auteurs ne seront pas inquiétés ou poursuivis, le choix du lieu et de l'heure sachant qu'au même moment à proximité se tenait une manifestation pro-palestinienne ne tient pas d''un "*malheureux concours de circonstances*", mais d'une vulgaire provocation.

Quant au manque de réactivité de la police, il ne fut peut-être pas si naturel que cela au regard de l'exploitation qui a été faite par la suite de ces incidents par le gouvernement pro-israélien.

Commentaire d'un internaute

- "*Les manifestants pro palestiniens ont le droit de manifester leur solidarité avec le peuple palestinien, et la question est de savoir pourquoi à chaque manifestation pro palestinienne, il y a toujours des heurts avec les membres de la LDJ, l'Etat n'a-t-il pas pu interdire la LDJ d'être présent autour des manifestations pro palestiniennes afin d'éviter des heurts ? Y aurait-il une manipulation de la part de l'Etat afin de discréditer les soutiens à la Palestine qui prend de l'ampleur et que les pro israéliens cherchent à étouffer ?*"

A qui profite ces incidents d'après vous, à qui profite le crime, posez-vous la question et vous aurez compris pourquoi la LDJ n'est pas interdite en France et peut agir en toute impunité.

Il y a un autre aspect qu'on oublie souvent de citer, c'est que de telle opération peut contribuer à faire naître chez des membres de la communauté juive un racisme envers les Arabes ou l'alimenter, alors qu'ils ne le sont pas. C'est aussi un moyen de souder la communauté juive autour des instances (Crif notamment) qui prétendent la représenter, mais dans lesquelles de nombreux juifs ne se reconnaissent pas, y compris Israël.

L'UMP n'est pas en reste

- Incidents devant des synagogues: L'UMP demande d'interdire les manifestations de soutien à Gaza - 20minutes.fr

L'UMP a demandé mardi l'interdiction des manifestations de soutien à Gaza lorsqu'elles sont dirigées contre la communauté

juive française, après les incidents qui se sont déroulées dimanche devant deux synagogues parisiennes.

«*Le président de la République a dit que le conflit israélo-palestinien ne doit pas s'importer en France et, bien évidemment, on le soutient totalement sur cette ligne-là*», a déclaré à la presse le chef de file des députés UMP, Christian Jacob.

«*On attend du gouvernement et du président de la République les mesures les plus fermes (…) Il faut tirer les enseignements de ces manifestations: à partir du moment où les meneurs sont encore à l'initiative avec les drapeaux noirs agités devant les lieux de culte, il n'y a pas d'autre solution que de les interdire, de les disloquer, de les réprimer et de condamner fermement les meneurs*», a dit Christian Jacob.

Sur France Inter, Luc Chatel, secrétaire général intérimaire de l'UMP, a pris une position similaire. «*Le président de la République a notre soutien sur ce sujet, on ne peut pas accepter que ce conflit soit importé en France. Je demande au gouvernement qu'un certain nombre de manifestations et de rassemblements soient interdits et qu'il y ait une grande vigilance de la part des forces de l'ordre*», a-t-il déclaré. 20minutes.fr 15.07

EIIL, Riad et Doha alliés d'Israël contre le peuple palestinien.

Et le « *Jihad takfiri* » à Gaza ? - french.irib.ir

Le conflit, en cours ces jours-ci, entre la Résistance et les Sionistes, à Gaza, met en épreuve, une fois de plus, l'honnêteté des prédicateurs takfiris, dont le vrai visage avait été déjà connu de tout le monde. Maintenant, la population mondiale est en mesure de mettre en parallèle ce qui s'est passé en Irak et en Syrie avec ce qui passe ces jours-ci à Gaza. Elle peut bien constater le bilan des muftis takfiris. Personne n'a oublié comment Saleh Al-Hidan, mufti saoudien, a annoncé interdite, pendant la guerre de huit jours de Gaza, l'organisation de la manifestation en soutien à Gaza et la condamnation d'Israël. En plus, Abdelaziz Ale Cheikh, un autre mufti, a déclaré que le boycott des marchandises américaines et israéliennes était interdit et cela pour que les intérêts de l'Occident ne soient nullement touchés. Les enfants sans défense de la bande de Gaza sont massacrés alors que Mohammed Al-Arifi et Adnan Al-Arour restent silencieux. Ces deux personnes ont ordonné « *le Jihad pour le mariage* » en soutien aux terroristes en Syrie et vont de pays en pays pour collecter des aides destinées aux terroristes tandis qu'elles s'abstiennent de condamner les atrocités commises par le régime sioniste.

« *Notre priorité n'est pas de faire la guerre contre Israël mais de tuer les chiites* », ont annoncé les takfiris de Daesh. Selon le site web israélien « i24 », le groupe takfiri Daesh a annoncé qu'il ne combattrait pas Israël ni les Juifs car le Coran ne l'avait pas ordonné.Réagissant aux critiques, Nadal Nassiri, porte-parole de Daesh, a déclaré : « *La meilleure réponse se trouve dans le Coran. Là où Dieu parle des ennemis proches, autrement dit les hypocrites. Il dit que les hypocrites sont plus dangereux que les mécréants* ». Il arrive enfin à cette conclusion que les chiites sont hypocrites et que les sionistes sont mécréants. Alors, il faut combattre les chiites et non pas les sionistes !

Daesh et leurs sponsors takfiris n'ont jamais porté la moindre atteinte au régime sioniste mais ils ne cessent de faire plonger la région dans le chaos et d'insister sur la partition des pays musulmans. french.irib.ir 15.07

Daesh est synonyme d'EIIL ou EI.

ACTUALITE EN TITRES

Il fallait oser le sortir.

- Juncker : "*La monnaie unique protège l'Europe*" - LePoint.fr

Concentration du capital

- Tabac: mariage à 27 milliards de dollars entre Reynolds et Lorillard - AFP

- Téléphonie mobile: Apple et IBM s'allient pour s'attaquer au marché des entreprises - AFP

On se croirait à Minute.

- Minute de silence à l'Assemblée pour le légionnaire français tué au Mali - AFP

Question et réponse.

- Pourquoi Hollande déterre le droit de vote des étrangers - Francetv info

- Xavier Bertrand : « *Hollande veut que le FN soit le plus haut possible* » - Public Sénat

Les instituts de sondage font des miracles.

- Hollande en légère hausse à 20%, Valls baisse à 42%, selon Ipsos - Reuters

- Sarkozy: forte baisse de popularité (33%,-7), selon Ipsos AFP

- Nicolas Sarkozy rattrappé par Alain Juppé dans le coeur de sympathisants de droite - L'Express.fr

Ainsi va la dictature.

- Lourde condamnation pour l'ex-candidate FN qui avait comparé Taubira à un singe AFP

Anne-Sophie Leclère, ex-tête de liste FN aux municipales à Rethel (Ardennes), a été condamnée mardi par le tribunal de grande instance de Cayenne à neuf mois de prison ferme. AFP 15.07

On se fout évidemment du sort de madame Anne-Sophie Leclère.

Cela dit, Charlie Hebdo devrait être interdit et ses responsables et autres dessinateurs écoper au moins de la prison à vie pour avoir diffusé des caricatures infâmes sur bon nombre de personnalités, sauf que ce torche cul fait partie de la confrérie des anarchistes d'extrême droite et sert le régime. Tout comme la LDJ, il bénéficie de protection en haut lieu.

- Quatre mois ferme pour rébellion après la manifestation pro-palestinienne à Paris - Francetv info

- Les couvre-feux pour mineurs se multiplient - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos

- Libye: combats à Tripoli, risque d'une nouvelle guerre civile - AFP

- Plus de 25 morts après une bataille autour d'un village nigérian - Reuters

- Un attentat fait près de 90 morts en Afghanistan - Reuters

INFOS EN BREF

ECONOMIE

BRICS

- Banque de développement et fonds de réserve des BRICS créés - Reuters

Les chefs d'Etat et de gouvernement des cinq pays du groupe BRICS ont signé mardi un accord créant une nouvelle banque de développement chargé de financer des grands travaux et un fonds de réserve d'urgence communs, a annoncé la présidente brésilienne Dilma Rousseff mardi.

Cette dernière a précisé que la banque serait dotée d'un capital de départ de 100 milliards de dollars (74 milliards d'euros), partagé également entre les pays BRICS, qu'elle serait basée à Shanghaï et que son premier président serait indien.

Le mandat de cette présidence sera de cinq ans et, suivant un accord provisoire, la seconde présidence sera brésilienne, selon une source au fait des négociations.

Les pays BRICS, réunis au Brésil à l'occasion de leur sommet annuel, envisagent également de lancer un fonds de financement d'infrastructure commun doté d'un capital de départ d'une dizaine de milliards de dollars (7,4 milliards d'euros), a déclaré mardi à Reuters une source au fait des discussions.

Le fonds, qui pourrait devenir opérationnel à l'occasion du prochain sommet des BRICS en Russie en 2015, serait dans un premier temps financé par les fonds souveraines du Brésil, de l'Inde, de la Chine, de la Russie et de l'Afrique du Sud.

Il pourrait par la suite s'ouvrir aux fonds souverains de pays tiers, a ajouté la source. Reuters15.07

Haut de page

Le 17 juillet 2014

CAUSERIE

17 articles ont été ajoutés.

Une petite histoire indienne.

Récemment j'ai eu une discussion avec mon propriétaire à propos des gardiens de la résidence située à côté de chez moi. Ils disposaient d'un petit batiment mis à leur disposition par le propriétaire depuis une dizaine d'années. Il vient de leur signifier qu'il avait décidé de louer sa résidence et qu'ils devaient déguerpir au plus vite. Mais voilà, ils n'ont pas une roupie d'économie et ils ne savent pas où aller, qui plus est ils perdent en même temps leur travail, donc ils se retrouvent sans ressource pour vivre.

Leur propriétaire est très riche, il aurait pu faire un geste et leur verser une indemnité substantielle comme cela se fait généralement, sauf qu'il est pingre en plus et il ne leur versera pas une roupie.

Mon propriétaire (franco-indien) trouve cela normal en m'expliquant que leur propriétaire ne leur doit rien, que la loi est de son côté, il me prend à témoin en me disant que placé dans la même situation j'agirais sans doute de même.

Sur le coup, je l'ai écouté, et sans vouloir le contredire j'ai pris la défense de ces malheureux qui se retrouvaient dans une situation fort embarrassante. Il m'a répliqué que la loi était la même pour tous et nous en sommes restés là.

Quelques jours plus tard j'ai repensé à notre conversation et je me suis dit que la loi était mal faite, qu'elle était faite par les riches pour les riches qui disposaient à leur convenance de serviteurs ne bénéficiant d'aucun droit, et que l'attitude de mon propriétaire n'avait rien d'étonnant puisqu'il appartenait à la même classe de privilégiés que le propriétaire de ces gardiens, en fait la femme est l'une des soeurs de ma seconde compagne Selvi.

Depuis je n'ai pas revu mon propriétaire. Quand je déménagerai je lui rappellerai cette conversation, et je lui expliquerai simplement pourquoi je ne pouvais pas partager son point de vue, parce que je ne peux pas défendre une loi qui est faite pour les riches, et je comprends très bien pourquoi il la revendique puisqu'il est lui-même un nanti.

Que ce soit dans le combat politique ou dans la vie quotidienne, on doit avoir le même comportement et défendre les mêmes idées, et si dans la vie quotidienne on rencontre tant de problèmes avec notre entourage ou les gens qu'on est amené à croiser, c'est parce que jusque dans leur comportement quotidien ils adoptent les idées ou les rapports que veut nous imposer la classe dominante auxquels on ne peut pas adhérer sous peine de nous renier ou de ne pas être à la hauteur de notre idéal.

Adopter une telle attitude, ce n'est pas faire preuve d'un manque de tolérance même si c'est faire preuve d'intransigeance, ce qui est tout à fait compréhensible et normal, car c'est tout quand même notre droit d'être cohérent avec nous-même et les idées que l'on défend. Ce qui ne l'est pas en revanche, c'est d'exiger de nous qu'on y renonce au profit d'idées dans lesquelles on ne se reconnaît pas ou de nous vouloir nous contraindre d'adopter un comportement qu'on désapprouve. Il faut avoir le courage de défendre ses idées en toutes circonstances que cela plaise ou non.

Désolé de ne pas vous raconter de belles histoires qui finissent bien. Quoique le propriétaire à l'origine de ce lotissement pour nantis où j'habite (plus pour très longtemps) va mettre à la disposition de cette famille à la rue une parcelle de terrain équipée et une petite maison rudimentaire en échange des services qu'elle lui rendra.

De mon côté, je viens d'apprendre qu'en soudoyant le responsable du bureau du cadastre où se trouve le terrain que je vais

acheter, en frais d'enregistrement je ne paierai que 7.500 roupies au lieu de 94.000, plus les 10.000 roupies que je lui verserai. L'entourloupe consiste à considérer à l'origine ce terrain comme une parcelle d'un terrain agricole qui a une moindre valeur qu'un lotissement destiné à être vendu en parcelles, alors qu'en réalité, cela en est un, mais comme personne jusqu'à présent n'a enregistré sa parcelle, ce terrain est toujours considéré comme un terrain agricole. C'est un fonctionnaire qui se charge de l'enregistrement des ventes de terrains qui nous a mis sur le coup hier, je devrai aussi lu verser quelque chose, bref, une bonne opération tout de même, les temps sont durs ! La redistribution des richesses revue et corrigée dont l'Etat corrompu jusqu'à l'os fera les frais.

On appelle cela de la corruption de fonctionnaire, le sport favori des Indiens auquel je dois m'adonner, mais c'est pour la bonne cause, car cela me permettra d'aider Kumar à arranger sa maison à moitié en ruine, le frère de Selvi.

L'aviez-vous relevé ?

La gauche est morte nous dit-on, spontanément on a envie de s'exclamer que ce serait salutaire pour le mouvement ouvrier si cela était effectivement le cas et qu'il devait renouer avec le socialisme, mais le plus cocace si l'on veut, c'est que ceux qui s'en lamentent ou qui étalent ainsi leur désespoir en sont tous issus. En réalité, ils sont nostaliques de cette gauche qui était déjà corrompue jusqu'à la moelle par le capitalisme ou qui était passée dans le camp de notre ennemi de classe. Leur démonstration est révélatrice, elle a valeur d'aveu et les condamne au même sort.

Sachant qu'il n'existe pas d'autres alternatives au capitalisme que le socialisme, qu'en la matière il n'existe pas de demi-mesures, entre la propriété privée et la propriété collective des moyens de production, entre l'Etat bourgeois ou capitaliste et l'Etat ouvrier ou socialiste, tous ceux qui prétendent parler au nom des travailleurs ou du socialisme sont condamnés, soit à adopter le capitalisme, soit à adhérer au socialisme, c'est imparable, cruel pour beaucoup et d'une terrible efficacité, car au fil du temps les charlatans, aventuriers, traîtres, conciliateurs et opportunistes en tous genres sont démasqués et confrontés à ce dilemme : s'adapter de plus en plus profondément au capitalisme et ses institutions ou rompre avec eux pour avancer sur la voie du socialisme.

Dans une précédente causerie on avait relevé à propos de la question palestinienne, que tout ce que compte la pseudo-gauche loin de rompre avec le capital et ses institutions s'en remettait à l'UE et à l'ONU, donc qu'ils étaient (tout autant) étrangers au socialisme et qu'ils ne pouvaient pas proposer aux travailleurs une politique conforme à leurs intérêts car étant soumis au capitalisme et ses institutions. Les faits, rien que les faits, une épreuve impitoyable à laquelle personne n'échappe.

Le chiffre du jour. 222.

Au total 222 Palestiniens ont été tués et plus de 1.600 blessés, en neuf jours d'offensive, selon un dernier bilan des services d'urgences palestiniens. Côté israélien, un civil de 37 ans a été tué par un tir de roquette près de la frontière de Gaza. Selon Israël, plus d'un millier de roquettes ont atteint son sol en neuf jours et plus de 250 ont été détruites par le système de défense Iron Dome.

Au moins 25 Palestiniens dont huit enfants ont été tués mercredi, selon les secours palestiniens. Quatre des enfants ont péri dans un bombardement qui a détruit une cahute de pêcheurs sur une plage de la ville de Gaza, près du port, où se trouvait un groupe d'enfants, tout près d'un hôtel utilisé par les journalistes. 20minutes.fr 16.07

La dictature néolibérale et sioniste en marche en trois actes.

1- La poudre. Israël : l'exécutif craint une montée des tensions en France - LeFigaro.fr

2- La mèche. En France, l'Intérieur veut encadrer les manifestations propalestiniennes - LeFigaro.fr

3-Le détonateur. La police veut interdire un manifestation pro-palestinienne à Paris - Francetv

Epilogue. Circulez il n'y a rien à voir !

Mobilisation pro-palestienne.

- Paris : rassemblement pacifiste contre Israël ce mercredi - LeParisien.fr

Quelques centaines de personnes se sont réunies ce mercredi après-midi à proximité de l'Assemblée Nationale pour protester contre l'intervention militaire menée par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens.

Tandis que les deux précédents rassemblements (le 8 juillet Place Saint Michel puis le 14 juillet aux abords de la Place de la

Bastille) avaient donné lieu à des débordements, une foule de tous âges et multiconfessionnelle s'est rassemblée dans le calme hier, sous une forte présence policière, à l'appel de plusieurs organisations syndicales – dont la CGT – et d'associations de soutien à la Palestine.

Les participants, qui ont regretté le traitement « *déséquilibré* » réservé par les médias français depuis le début du conflit, ont multiplié les slogans appelant au boycott de l'Etat d'Israël, ciblant les chancelleries occidentales (les Etats-Unis et la France en tête) pour leur « *complicité* » dans le déroulement de « *génocide organisé* ».

«*Le peuple palestinien est victime d'un double silence* », explique Icham, un jeune employé de restauration âgé de 28 ans, qui dit n'avoir « *manqué aucun* » des précédents rendez-vous parisiens. « *Il y a non seulement le silence de la communauté internationale qui n'a pas le courage de prendre des sanctions fortes contre Israël, et celui des médias français, plus enclins à raconter le quotidien des israéliens que de celui des populations endeuillées qui vivent le martyr* ».

Les puissances occidentales cristallisent le ressentiment

« *Vous foutez quoi les médias ?* », s'indigne Isabelle, professeur de géographie de 25 ans tout juste diplômée. « *Que l'on allume la télé, la radio ou qu'on, lise les journaux, il n'y a de place que pour le quotidien de la population israélienne. Pourquoi n'y a-t-il pas davantage de reportages dans les territoires. On approche les 200 morts. Il vous faut quoi de plus ?* »

Même si l'incompréhension du traitement médiatique occupe les esprits, c'est bien le rôle joué par les puissance occidentales dans ce nouveau conflit qui cristallise le ressentiment général. « *Je suis citoyen français et de confession juive, explique Nathan, un libraire de 61 ans. Je suis aussi choqué par la politique menée par mon pays de cœur, que par l'immobilisme de François Hollande. Une paix est possible au Proche-Orient, mais il faut qu'une figure politique incarne cette volonté forte, comme Rabin, Clinton et Arafat l'ont fait à leur époque. Mais aujourd'hui, tout le monde regarde ailleurs* ». (Tu parles ! C'était l'orientation politique des organisateurs de ce rassemblement que nous avons dénoncée hier. Que les médias la répercute ainsi n'a rien d'étonnant puisqu'ils la partagent, le gouvernement aussi. - ndlr)

Après quelques prises de paroles de différents responsables syndicaux, le rassemblement s'est lentement dispersé peu avant 20 heures, aux abords de l'esplanade des Invalides. LeParisien.fr 16.07

Un rassemblement appelé par des dizaines de partis et organisations, associations qui ne réunit que quelques centaines de personnes, un millier ou un peu plus, à croire qu'aucun n'a mobilisé ses troupes pour y participer, le service minimum pour se donner bonne conscience sans plus, c'est misérable.

Mercredi, ils étaient près de 1500 à Lille, selon la Voix du Nord. Mais aussi plusieurs centaines à Lyon, près de 400 à Paris, quelque 200 à Nantes, une centaine à Strasbourg, précise l'AFP. Les manifestants, dont certains s'étaient enroulés dans le drapeau palestinien, ont proféré des slogans de soutien à Gaza et d'autres hostiles à la politique israélienne.

Devant la mairie de Lyon, les formules "*Gaza, on est là*" ont alterné avec les exclamations "*Israël assassin*" ou "*boycott Israël*". Un nouveau défilé est programmé samedi au départ de la place Bellecour. Francetv info et AFP 16.07

Incidents à Paris dimanche dernier à la fin de la manifestation pro-palestinienne. Suite.

Une provocation minutieusement orchestrée mais maladroitement assumée.

Francetvinfo.fr- Tout commence aux alentours de 18 heures, alors que la manifestation se dissipe, place de la Bastille. Des groupes se dirigent toutefois dans les rues voisines, notamment en direction de la synagogue de la rue Tournelles, et surtout de celle de la rue de la Roquette. Les organisateurs disent avoir prévenu à ce moment-là la police, mais la préfecture de police n'en a pas tenu compte, explique l'hebdomadaire Marianne : "*Détail important : s'ils avaient su, les responsables du maintien de l'ordre auraient forcément barré l'accès à la rue*" de la Roquette. Cette vidéo postée par Jean-Baptiste Soufron, secrétaire général du Conseil national du numérique, montre des manifestants résolus à se battre. francetvinfo.fr 16.07 (Le ministère de l'Intérieur et ses services de renseignement ont l'oeil sur Twitter, Facebook, etc, qu'ils ne prétendent pas le contraire ce serait un grossier mensonge, et là comme par hasard ils sont passés à côté des appels de la LDJ. - ndlr)

"*J'ai vu des membres pro-palestiniens s'armer avec tout ce qu'ils trouvaient à leur portée*", explique une voisine, citée par Metronews. "*Des bouteilles, des chaises et même les lattes d'un sommier qu'ils ont dépecé dans la rue*", énumère-t-elle. Reste à savoir s'ils ont délibérément choisi de s'engager en direction de la synagogue ou s'ils ont répondu à des provocations.

Ces 200 ou 300 manifestants pro-palestiniens sont attendus. (De quelques dizaines au départ selon la police, ils sont devenus 100, puis 200, 300. - ndlr). Aux abords de la synagogue Isaac Abravanel, une centaine de membres de la LDJ sont prêts à en découdre (Ah tout de même, ils étaient venus en nombre les fachos. - ndlr). Pendant la journée, en effet, des appels auraient circulé sur les réseaux sociaux, selon i-Télé. (Pourquoi employer le conditionnel alors que c'est avéré et vérifiable ? - ndlr)

L'un des administrateurs de la synagogue précise à France 24 que "*des jeunes de la Ligue de la défense juive et du Betar sont aussi venus pour assurer la sécurité des lieux*", en marge d'un rassemblement en soutien aux habitants d'Israël organisé en présence du grand rabbin. (Les langues se délient, car jusqu'à présent personne n'avais parlé de cette manifestation pro-sioniste. -ndlr) Si la vidéo précédente montre l'agressivité des militants pro-palestiniens, celle-ci indique que la LDJ n'est pas en reste pendant les affrontements. (Figurait ensuite dans cet article une vidéo dans laquelle on pouvait voir la milice d'extrême droite LDJ à l'oeuvre. - ndlr)

Pour sa défense, la LDJ explique que ces images ne présentent que la fin d'un affrontement long de 30 minutes. Et que les armes portées par ses membres ont été jetées "*sur la synagogue et ses fidèles par les assaillants peu de temps avant !*" Un détail qu'il est difficile de vérifier. (Ben voyons, parce qu'il faudrait les croire peut-être ? Quelle mansuétude ! - ndlr)

D'ailleurs, certains témoignages accusent ces jeunes d'avoir provoqué les manifestants, un peu plus tôt. "*Sur le boulevard Beaumarchais, à la hauteur du croisement Chemin vert, quatre ou cinq types de la Ligue de défense juive juchés sur un banc, entourés de CRS, jetaient des projectiles et insultaient les manifestants*", explique Michèle Sibony, vice-présidente de l'Union juive française pour la paix (UJFP), citée par Le Nouvel Observateur.

Enfin, le rôle des CRS est également au cœur des interrogations, car ils ne sont pas intervenus dès le début des échauffourées. Interrogée par France 24, la préfecture de police explique que "*les CRS n'agissent que sur ordre* (Et ils avaient reçu ordre de laisser faire pour pouvoir exploiter ensuite politiquement ces incidents en faveur d'Israël, CQFD. - ndlr). *On leur a certainement demandé de rester en place pour éviter que le conflit ne déborde dans les rues adjacentes ou que la synagogue de la rue de la Roquette soit prise d'assaut.*" Peu après leur intervention, la rue a été vidée et bloquée, permettant le retour au calme. francetvinfo.fr 16.07

L'étau se resserre. Taubira : A Cayenne ! A moins que ce ne soit la liberté d'expression.

A l'issue de la "*réforme pénale*" mise en oeuvre par le gouvernement, en dehors des crimes sexuelles et des lourdes peines pour homicide, la plupart des délits (vol, harcèlement, trafic de drogue, propos diffamatoire, etc.) seront sanctionnés par des peines excluant le passage par la prison. On n'a pas le temps ici de s'étendre sur ce sujet.

Cela dit, quand on a à l'esprit ce volet de cette "*réforme pénale*" et qu'on apprend qu'une personne (peu importe qui elle est) est condamnée à 9 mois ferme de prison pour un geste à caractère raciste, on ne comprend plus, sans parler du fait qu'il faudrait multiplier par 10 ou 100 le nombre de prisons en France pour enfermer toutes les personnes qui tiennent un jour ou l'autre des propos racistes, en admettant qu'ils le soient vraiment mais c'est autre chose.

Si pour une simple insulte on risque la prison ferme, c'est d'une extrême gravité, cela signifie que la liberté d'expression est plus que menacée en France, elle est en voie d'abolition pour céder la place à une dictature implacable.

L'affaire est très sérieuse et doit être traitée comme telle. On va encore nous rire au nez ou nous prendre pour des gauchistes qui exagèrent toujours l'imminence d'un danger qui n'existerait pas, mais hélas les faits nous donne raison au fil des mois.

Vous me direz qu'à plusieurs reprises j'ai brocardé ceux qui se livraient en permanence à des conclusions alarmantes sur la situation, du style le régime ou la Ve République est à l'agonie, parce que leur démonstration n'était pas étayée ou pas suffisamment ce qui rendait leur discours inaudible et incohérent, qui plus est parce qu'ils refusaient et refusent toujours de mener le combat sur tous les fronts, y compris idéologique comme nous le faisons autant que faire se peut en fonction du temps dont je dispose.

Une fois de plus cette affaire se traduit par une confusion des rôles qui profitent sur le fond à la réaction, la pseudo-gauche lui servant d'aiguillon comme à l'accoutumé désormais, ce qui signifie qu'en feignant de défendre une cause juste, en réalité une fois de plus elle se met au service de la pire réaction qui consiste en l'occurrence à museler la liberté d'expression de la population, donc du mouvement ouvrier, la vôtre et la mienne, étendant le champ de la diffamation ou de l'insulte à toute parole ou acte considéré comme tel par un juge, qui a le pouvoir de vous envoyer ou non en prison selon des critères subjectifs qui relèvent de la morale, qui comme chacun sait n'est pas anodine mais a un caractère de classe, ajoutons en fonction du contexte politique du moment ou des besoins du gouvernement ou du régime.

Les déclarations qui suivent illustrent la complémentarité qui existe entre le PS et le FN, tandis que l'UMP s'en sort très bien.

Quant au fonctionnement de la justice et sa soi-disant indépendance, une pure vue de l'esprit, elle est totalement bafouée dans cette histoire quand on sait que c'est le mouvement indépendantiste guyanais Walwari créé par Madame Taubira en 1993 qui est à l'origine de cette plainte, et que cette affaire a été jugée... à Cayenne ! C'est en somme comme si madame Taubira elle-même avait jugé cette affaire.

On a envie de dire qu'il faudrait peut-être rouvrir le bagne rien que pour y enfermer madame Taubira pour atteinte intolérable à la liberté d'expression, afin qu'on n'entende plus jamais parler d'elle.

- La réforme pénale sur le point d'être adoptée définitivement par le Parlement - AFP

- Propos racistes : le tribunal de Cayenne a jugé «*selon le Code pénal*» pour Taubira - Liberation.fr

- Propos racistes contre Taubira : une peine lourde mais conforme à la loi - LeFigaro.fr

- Propos racistes contre Taubira : une condamnation qui fait réagir - Public Sénat

- Taubira comparée à un singe: le FN et son ex-candidate font appel - AFP

- L'ex-FN condamnée à 9 mois ferme: "*On me fait passer pour la plus grande criminelle de France*" - L'Express.fr

L'ex-candidate FN aux municipales à Rethel (Ardennes) va pour sa part faire appel de sa condamnation à neuf mois de prison ferme. «*C'est totalement disproportionné, j'ai été très choquée d'apprendre ce jugement. Les criminels sont condamnés et ont un bracelet et moi on me donne de la prison ferme*», a déclaré Anne-Sophie Leclère, condamnée mardi par le tribunal de grande instance de Cayenne.

«*Je n'ai pas tenu de propos racistes, j'ai juste reçu un photomontage sur Facebook dont je ne suis pas l'auteur. Je ne suis pas raciste*», a affirmé l'intéressée, d'un ton empreint de colère contenue. «*C'est une injustice, c'est un jugement partisan et politique*», a-t-elle ajouté.

«*On n'a trouvé aucun avocat pour nous représenter à Cayenne et je n'avais pas les moyens de me payer le billet d'avion*», a expliqué Anne-Sophie Leclère au sujet de son absence au tribunal de Cayenne, saisi d'une plainte du mouvement guyanais Walwari destinée à «dénoncer le fond idéologique d'extrême droite du parti de Marine Le Pen».

«C'est disproportionné», a réagi son avocat, Me Jacques Erb, du barreau de Paris. «*Je dénie le caractère raciste*», a-t-il souligné: «*Elle n'aime pas Mme Taubira car Mme Taubira était une indépendantiste, ça n'a rien à voir avec le racisme.*»

Le 17 octobre, un reportage de l'émission Envoyé spécial sur France 2 avait montré cette commerçante de 33 ans, encartée au FN depuis 2012, propriétaire d'un magasin d'articles de pêche à Rethel, dans les Ardennes, qui s'efforçait de monter une liste pour les élections municipales dans cette ville de quelque 7 500 habitants.

Questionnée alors sur un photomontage qu'elle avait placé sur sa page Facebook et qui montrait d'un côté un petit singe et de l'autre la garde des Sceaux, avec les légendes «*à 18 mois*» et «*maintenant*», Anne-Sophie Leclère l'avait assumé, assurant que ça n'avait «*rien à voir*» avec du racisme. AFP 16.07

Pour info, elle fut exclue du FN sur le champ.

«*Nous avions condamné ce qu'avait fait et dit à l'époque Mme Leclère, elle avait été exclue dans l'heure du Front national, désinvestie de sa position aux élections municipales. Très bien. Qu'elle soit condamnée politiquement, nous l'avons fait. Qu'elle soit condamnée judiciairement, probablement, mais pas dans ces proportions. C'est grotesquement disproportionné, ça n'a strictement aucun sens*», a-t-il encore estimé.

«*On voit bien que c'est un jugement politique. C'est le mouvement Walwari créé par Madame Taubira en 1993 qui est à l'origine de la plainte à Cayenne*», a souligné le vice-président du Front national, qui a «*le sentiment que la justice de Madame Taubira est impitoyable quand elle est victime mais qu'elle est beaucoup plus laxiste et douce quand ce sont d'autres victimes.*» liberation.fr 16.07

Qu'il ne s'en fasse pas au FN, ce jugement fera jurisprudence et demain ce sera le mouvement ouvrier qui sera visé...

A l'UMP, le sénateur Jean Bizet juge la décision disproportionnée pour « *une blague de potache.* »

A gauche, on se réjouit même d'une telle décision.

"*Comparer Christiane Taubira à une guenon, c'est parfaitement révoltant, inadmissible et c'est condamnable*", a déclaré Stéphane Le Foll mercredi sur France 2. lexpress.fr 16.07

« *C'est une très bonne leçon car certains pensent qu'ils peuvent dire ce qu'ils veulent sur internet* » a expliqué la sénatrice EELV Esther Benbassa admettant tout de même une condamnation « *un peu lourde* ».

« *Si le pays ne manifeste pas avec fermeté le fait qu'il y a une ligne rouge à ne pas franchir, le racisme va devenir ordinaire* » a justifié pour sa part la sénatrice socialiste Marie-Noëlle Lienemann. Public Sénat 16.07

Pour le maire de Nice Christian Estrosi, la "*condamnation pour propos contre Taubira est juste car ils sont inadmissible. Mais la justice doit être la même pour toutes les insultes*". Public Sénat 16.07

Eric Ciotti (UMP) va encore plus loin en évoquant des propos "*inadmissibles et honteux*" ainsi qu'une "*condamnation totalement justifiée*".

De son côté Nadine Morano s'est contenté d'un parallèle avec l'affaire qui l'oppose à l'humoriste Guy Bedos : " *9 mois ferme pour avoir traité Taubira de singe, j'espère que pour m'avoir traitée de salope Bedos sera logé à la même enseigne*".

François Bayrou, enfin, semble trouver la mesure en adéquation avec la nature des faits reprochés. Il s'agit d'une "*occasion de rappeler à ceux qui se livrent à de tels propos que ce n'est pas seulement interdit par la décence et la morale mais aussi par la loi*", a fait observer le président du Modem dans des propos rapportés par le site France TV Info. lexpress.fr 16.07

La police de la pensée monte la garde, ces gens-là osent parler de morale dans un pays en proie au chômage de masse qu'ils doivent estimer conforme à la morale, ou encore l'accroissement exponentielle des inégalités sociales compatible avec leur morale (de classe) qu'ils voudraient nous imposer.

Ce sont eux qui sont responsables du racisme, de la xénophobie, etc. en étant à l'origine avec leur politique de tous les problèmes sociaux que rencontrent les travailleurs, pour les diviser, faire en sorte que toutes les couches de la société s'affrontent entre elles au détriment de la lutte de classes, de toutes les dérives sectaires ou les manifestations d'intolérance envers certaines communautés ou minorités pour les avoir stigmatisées, encouragées, alimentées en permanence.

Ultra-riches !

- Les ultra-riches sont encore plus riches que ce qu'on pensait - slate.fr

Philip Vermeulen, économiste à la Banque Centrale Européenne, a publié une étude selon laquelle les 1% les plus riches en Europe et aux Etats-Unis détiennent une part encore plus importante de la richesse nationale de leurs pays respectifs que ce qui avait été précédemment documenté.

Par exemple, la dernière enquête menée par la Federal Reserve en 2010 sur les revenus des ménages aux Etats-Unis indiquait que les 1% des citoyens américains les plus riches concentraient 34% de la richesse nationale. Or, selon la nouvelle étude de Philip Vermeulen, ils en accapareraient en réalité 37%.

Le différentiel entre l'enquête de l'économiste et les données précédemment établies atteint des sommets dans différents pays européens. En Allemagne, les 1% les plus riches détiendraient 33% de la richesse nationale, et pas 24%; en Italie, 20%, et pas 14%; aux Pays-Bas, 17% et pas 9%. En France la variation est faible, passant de 18% d'après les précédents sondages, à 19% d'après la nouvelle étude.

D'après Philip Vermeulen, il était nécessaire de mieux documenter cette concentration des richesses, car les précédentes enquêtes manquaient de précision du fait du faible taux de réponse des ménages ultra-riches. Dans son étude, l'économiste de la BCE a compensé ce biais irréductible en prenant en compte le classement Forbes des individus les plus riches de la planète, et en combinant ces données à celles de l'enquête sur les Finances des consommateurs aux Etats-Unis réalisée par la Federal Reserve, et l'enquête sur les finances et la consommation des ménages en Europe.

«*Les résultats indiquent clairement que les enquêtes sur les estimations de richesse sont très susceptibles de sous-estimer la richesse au sommet de la pyramide. Cela s'explique par le taux de non-réponse auquel on ne peut remédier par des rééquilibrages sur la base d'échantillons d'observations*», écrit Philip Vermeulen dans son rapport.

Ces nouvelles données confirment les propos du milliardaire Warren Buffet, interviewé en 2005 par la CNN: «*Il y a une lutte des classes, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette lutte, et nous sommes en train de la gagner*». slate.fr 16.07

Que sa classe la mène, on ne le contestera pas, mais qu'elle soit "*en train de la gagner*, c'est une autre affaire, "*rira bien qui rira le dernier*" (Lénine)

ACTUALITE EN TITRES

La quincaille des nantis !

- BMW rappelle quelque 1,6 million de voitures dans le monde - AFP

En famille.

- Manuel Valls rencontre les "*ex*" Premiers ministres de droite - L'Express.fr

Au Karcher!

- A l'UMP, on nettoie le plus gros - Liberation.fr Le bureau politique de l'UMP entérine une quinzaine de départs - Liberation.fr

- L'UMP licencie trois proches de Copé pour « *faute grave* » - LeMonde.fr -

Ainsi va le vieux monde...

- L'UE échoue à nommer ses dirigeants - Libération.fr

- Ukraine: l'UE et les Etats-Unis durcissent leurs sanctions contre la Russie - AFP

- Un tribunal de Stockholm maintient le mandat d'arrêt contre Assange - AFP

Stratégie du chaos

- Centrafrique : désastre humanitaire - Francetv info

- Libye: Un pays en pleine guerre civile qui «*se dirige droit vers la guerre totale*» - 20minutes.fr

- Pakistan: au moins 13 morts dans des tirs de drone américains - AFP

Haut de page

Le 18 juillet 2014

CAUSERIE

La résistance héroïque du peuple palestinien incarne la résistance du prolétariat mondial contre le néolibéralisme dont le sionisme est un volet le bras armé au Moyen et Proche-Orient. Solidarité inconditionnelle avec le peuple palestinien, à bas Israël ! Dehors l'occupant, pour une République sociale palestienne.

Le chiffre du jour. 246.

Cinq Palestiniens, dont un bébé, ont été tués depuis le début de l'opération terrestre, portant à au moins 246 le nombre de Palestiniens tués depuis le début de l'opération israélienne «*Bordure protectrice*» à Gaza le 8 juillet. Plus de 1.770 personnes, en majorité des civils, ont en outre été blessées, selon les services d'urgence locaux.

L'armée israélienne a commencé à bombarder très intensivement la bande de Gaza par air, depuis la mer et avec des tirs de chars massés à la frontière vers 22h (21h, heure française). 20minutes.fr 17.07 «*Bordure protectrice*» est la traduction romancée de l'opération israélienne "*Roche invincible*" autrement plus agressive en réalité.

Valls Premier ministre d'Israël.

Bien que depuis 4 jours les témoignages et les éléments matériels accumulés prouvent que les incidents de dimanche dernier à la fin de la manifestation parisienne pro-palestinienne ont été minutieusement orchestrés par la milice fasciste La Ligue Défense Juive (LDJ), Valls persiste et signe à désigner les manifestants pro-palestiens comme étant les auteurs des affrontements qui ont eu lieu devant la synogogue de la rue de la Roquette, menaçant hier devant le Sénat lors des questions au gouvernement de recourir à l'interdiction de manifestations pro-palestiniennes, l'objectif de la provocation de la LDJ ou d'Israël.

L'AFP l'a confirmé hier à sa manière en rappelant que "*certains manifestants (...) s'étaient rendus à proximité de cette synagogue*" où les attendaient "*des membres de la Ligue de défense juive (LDJ).* ", les centaines de manifestants pro-palestiniens évoqués dans les portails sionistes et sur Twitter s'étant évaporés pour ne jamais avoir existé.

Le journal britannique *The Daily Mail* rapporte : "*Schocking scenes as150 Jewish men go on rampage in Paris streets and clash with pro-Palestinian demonstrators.*

- About 150 men took to the streets with metal bars and sticks

- None were arrested despite going on the rampage in front of police..."

Traduction :

Scènes choquante : 150 juifs saccagent les rues de Paris et s'affrontent avec des manifestants pro-palestiniens.

- Environ 150 hommes dans les rues munis de barres de fer et de bâtons.

- Pas un ne sera arrêté en dépit de leurs dépradations commises devant la police...

Ailleurs certains témoins fourniront des chiffes encore différents, mais là n'est pas l'essentiel.

Cet article est disponible dans le portail Le Grand Soir à la date du 17 juillet

On comprend pourquoi l'AFP a soudain minimisé le nombre de manifestants pro-palestiens qui se sont rendus devant la synagogue de la rue de la Roquette, pour ne pas avoir à mentionner le nombre plus importants de fachos de la LDJ qui les attendaient que celui qui avait été avancé jusque là.

Un autre article cette fois de Marianne confirme que parmi les centaines de manifestants qui s'étaient engouffrés dans les rues adjacentes ont été contenus par les CRS et que seule une poignée sont parvenus jusqu'à la synagogue de la rue de la Roquette. Extrait d'un autre article du portail Le Grand Soir :

Laissons la parole à Frédéric Ploquin, inconnu pour une quelconque passion pour la cause palestinienne, il est journaliste à Marianne un hebdomadaire qui n'est pas « *La France Juive* » de Drumont. Ploquin rapporte :

« *Place de la Bastille, la dispersion commence, accélérée par une ondée, lorsque des jeunes décident de s'en prendre aux forces de l'ordre. De petites grappes s'engouffrent vers les rues adjacentes. Se donnent-ils le mot ? Ils sont entre 200 et 300 à marcher en direction de la synagogue de la rue de la Roquette… où se tient un rassemblement pour la paix en Israël, en présence du grand rabbin. Les organisateurs affirment avoir alerté le commissariat de police, mais l'information n'est apparemment pas remontée jusqu'à la Préfecture de police. Détail important : s'ils avaient su, les responsables du maintien de l'ordre auraient forcément barré l'accès à la rue.*

Les choses se compliquent très vite, car les manifestants ne sont pas les seuls à vouloir en découdre. Une petite centaine de membres de la LDJ (Ligue de Défense Juive) sont positionnés devant la synagogue de la rue de la Roquette, casques de moto sur la tête et outils (armes blanches) à portée de main. Loin de rester passive, la petite troupe monte au contact des manifestants, comme ils l'ont déjà fait lors d'une manifestation pro-palestinienne organisée Place Saint-Michel quelques jours auparavant. On frôle la bagarre générale, mais la police parvient à s'interposer. Les assaillants refluent vers le boulevard, tandis que les militants juifs reviennent vers la synagogue. »

Passons au compte rendu publié sur son site par RTL :

« *Selon la préfecture de police, ces heurts étaient dus à de petits groupes de jeunes gens qui ont été 'facilement contenus'. Il y a eu six interpellations. Un certain nombre de manifestants pro-palestiniens ont toutefois tenté de se rendre vers des synagogues voisines, rue de la Roquette et rue des Tournelles, a-t-on dit à l'AFP de source policière. Des CRS sont intervenus pour les repousser et mettre fin à un 'début d'échauffourée' avec des membres de la communauté juive devant la synagogue de la Roquette, ce qui a permis d'éviter toute intrusion dans les lieux de culte, a-t-on ajouté.* » (La véritable histoire de la synagogue

qui (n') a (pas) été attaquée - Jacques-Marie Bourget - legrandsoir.info 17.07)

L'auteur de cet article poursuit :

Cet appel à « *contre* » manifester lancé par la LDJ, celui évoqué par Frédéric Ploquin ne fait aucun doute, on le trouve sur Twitter et, le 9 juillet, lors d'une manifestation pro-palestinienne à Saint Michel, la faible troupe présente a bien été attaquée par la LDJ. Dans l'affaire de la rue de la Roquette il faut se demander pourquoi les « *forces de l'ordre* » n'ont pas été plus préventives en barrant la rue de la Roquette afin d'éviter les affrontements ? Mais voici la copie d'un de ces tweets invitant à la bagarre. :

israel_mon_pays - 13 juillet 2014 13h59

Tous ceux qui parlent sur twitter... soyez présents cet aprem!! 17h30 synagogue de la Roquette métro Voltaire que vous soyez pro palos ou juifs (cadeau de bienvenue pour les palos)

Rapporté par Abdelkrim Branine, pilier de Beur FM et journaliste connu pour sa rigueur, voici le témoignage d'un membre du service d'ordre de la manif « *pro Palestine* » :

« *Hier en fin de manifestation, nous nous sommes postés sur la place de la Bastille côté rue de la Roquette en prévision d'une attaque de la Ligue de Défense Juive suite aux mises en garde de la police. Après l'agression ayant ciblé un rassemblement de soutien à la Palestine mercredi dernier à Saint-Michel, la milice sioniste avait promis, via ses réseaux sociaux de 's'en prendre à toutes les manifestations pro-palestiniennes'. Nous étions une vingtaine, tous identifiés et membres du service d'ordre.*

Suite à la fermeture du métro Bastille, plusieurs manifestants ont décidé de s'orienter vers le métro Voltaire. Nous leur avons conseillé de prendre plutôt la direction de Ledru-Rollin mais certains ne nous ont pas écoutés. A peine arrivés au milieu de la rue de la Roquette, ces personnes (essentiellement des familles), identifiées par leurs keffiehs et drapeaux, se sont faites accueillir par des insultes et des projectiles provenant du rassemblement sioniste derrière deux lignes de CRS.

Deux personnes sont revenues nous prévenir. Nous avons donc décidé d'aller ramener ceux qui stagnaient encore à proximité de la synagogue de la Roquette afin d'éviter tout débordement. Nous y sommes allés discrètement pour éviter que les centaines de jeunes, déjà échaudés par les précédentes provocations ne nous suivent. Ce qui serait devenu incontrôlable. Arrivés à une cinquantaine de mètres du rassemblement, une femme, la quarantaine, nous traite de 'sales pro palos', hurle 'Israël vaincra' s'empare d'une chaise d'une terrasse de café et la jette sur notre ami T. Elle s'enfuit ensuite en courant vers le rassemblement de la LDJ et passe, sans difficultés les deux lignes de CRS. Nous ne répondons pas à la provocation et continuons à avancer. Nous nous retrouvons alors sous une pluie de projectiles (tessons de bouteille, bouts de bois, casques etc.).

Surexcitée, la cinquantaine de militants de la LDJ 'mime' de forcer le barrage de police en agitant des drapeaux israéliens. Une première altercation a lieu. La police les laisse faire. En revanche, les CRS nous matraquent et nous gazent. Un autre groupe de CRS arrive en provenance de la place. Encerclés par la police nous n'avons d'autre alternative que de prendre les rues adjacentes qui débouchent à nouveau vers le lieu des échauffourées. Les CRS continuent de tirer des gaz. »

Poursuivons avec un autre point de vue, qui n'est pas forcément faussé au seul prétexte qu'il est donné par un témoin lié au site « Saphirnews.com » ayant appelé au soutien des palestiniens de Gaza :

« *Le traquenard est bien ficelé : ceux de la LDJ finissent par se réfugier dans la synagogue, faisant ainsi croire que ces « hordes de jeunes* », qui n'étaient pour la plupart pas au courant qu'ils se laissaient amener vers le lieu de culte, sont venus s'en prendre aux « juifs ». C'est sur les réseaux sociaux que les mensonges de la LDJ prennent forme. Sous forme de tweets alarmistes, elle déclare que « *60 juifs à mains nues* » ont fait face à « *300 casseurs armés* », dans un autre post, « *de haches, de couteaux, de lacrymos, de battes de baseball criant 'Mort aux juifs'* ». (id)

On ne saura jamais exactement combien étaient les uns et les autres, peu importe, l'essentiel est ailleurs. On aura retenu que les CRS protégeaient les membres de la LDJ et que ce n'était certainement pas un hasard s'ils avaient décidé de ne pas barrer l'accès à la rue de la Roquette, pour ne s'en prendre qu'aux manifestants pro-palestiniens et n'effectuant aucune arrestation de membres armées de la LDJ.

Poursuivons avec la déclaration hier de Valls au Sénat.

Valls ne s'est pas contenté de cette déclaration, il a réaffirmé le soutien total du gouvernement français à l'Etat sioniste en reprenant à son compte l'amalgame ordurier récurrent des autorités israéliennes à l'encontre des opposants à Israël pour les décrédibiliser, les criminaliser et les envoyer devant les tribunaux, voire les embastiller, entre antisionisme et antisémitisme : "*Et je veux condamner avec beaucoup de force,ce qui existe dans un certain nombre de secteurs de notre société qui est ce passage insupportable de la condamnation d'une politique, celle de l'Etat d'Israël (...) à l'antisionisme, qui est la porte ouverte à l'antisémitisme*". (source : AFP 17.07)

En complément. Quand la pire pourriture émigre.

Plus de 400 immigrants juifs de France s'installent en Israël malgré les roquettes de Gaza 20minutes.fr

Il faut être un farouche sioniste pour émigrer en Israël dans de telles conditions...

Les cafards ! Leur justice est une "***injure***" à la civilisation humaine.

A tout prendre, ces juges ne méritent manifestement pas d'en faire partie.

- Comparer Taubira à un singe, une injure "*à l'humanité entière*" - AFP

"*Le fait d'assimiler une personne humaine, quelle qu'elle soit, à un animal, constitue une injure faite à l'humanité entière*", selon les attendus des juges, consultés par l'AFP. AFP 17.07

Ne dites pas à une personne qu'elle mange comme un cochon ou un porc car c'est une "*injure faite à l'humanité entière*" qui pourrait vous valoir la prison. Ne dites pas d'un avare que c'est un rat, ne traiter une grande femme de giraffe, ne dites pas de votre conjoint qu'il se comporte comme un ours, ne traiter pas une personne sournoise de renard, ne vous lâcher pas à traiter un malandrin ou un individu malfaisant de chien, il pourrait vous en coûter le même sort, bâillonnez-vous !

Si comparez Taubira à un singe peut valoir 9 mois de prison ferme, d'autres comportements autrement plus graves ou répréhensifs font par contre l'objet d'une mansuétude étonnante de leur justice.

- Le proviseur se masturbe au lycée: trois mois de prison avec sursis - L'Express.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Casino. Youpi !

- Morgan Stanley livre un bénéfice trimestriel plus que doublé - Reuters

Lobotomie.

- Si les gens dépensent tellement en produits de beauté, c'est qu'ils ont tout compris - Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Guerre contre Gaza : Israël VS les Frères, vraiment ? - french.irib.ir

Après la royale défaite qu'a été l'offensive israélienne "*Roche invincible*" contre la bande de Gaza , Israël politique cherche un échappatoire. Cette offensive qui a fini par être un désastre pour l'armée sioniste, prise court par les drones, les commandos, les missiles de moyenne portée de la Résistance, a ébranlé les fondement même de l'entité sioniste : le vice ministre de la Guerre (et de loin le représentant d'une partie de l'armée sioniste) appelle Netanyahu à démissionner pour se laver de la honte qu'est " proposer la trêve aux palestiniens" tandis que Liberman , lui, se sépare du PM et mène une fronde anti Netanyahu d'ordre politique au sein du gouvernement....

Depuis ce jeudi, les médias israéliens se voient lester d'une nouvelle mission autre que celle d'édulcorer le bilan des pertes israéliennes : accuser l'Egypte, l'Arabie saoudite, les Emirats d'être les principaux incitateurs à la guerre contre Gaza pour le débarasser du Hamas. Il est vrai que les Frères musulmans qui aiment et châtient les Frères musulmans ont pour ennemi

numéro un non pas Israël mais bien le royaume wahhabite et ses satellites. Tout au long de la guerre que mènent toujours l'Occident et ses alliés contre la Syrie, les Frères ont brillé par leur félonie anti syrienne, par leur totale allégeance envers les dessins pro israéliens de l'Empire. Si la Syrie est aujourd'hui un tas de ruines, c'est à la Turquie et le Qatar qu'il faut en demander les plus gros comptes : les deux pays fréristes ont tout fait pour provoquer une désintégration de la Syrie. Des milliers de terroristes qui ont pris d'assaut l'Etat syrien ont régulièrement profité de l'aide logistique, sanitaire des sionistes qui se sont permis de frapper le sol syrien à la faveur des renseignements que leur livraient les terroristes takfiris, salafistes, tous proches des Frères musulmans. Et si ce n'avait pas été l'épouventail du Hezbollah Israël n'aurait pas hésité un seul instant à se lancer militairement dans l'aventure syrienne pour régler ses comptes à la Résistance.

Partant de tous ces constats, il est quelque peu paradoxal de voir derrière "*Roche invincible*" une volonté israélienne de plaire à l'Egypte à l'Arabie saoudite ou aux Emirats et donc une haine anti Frères pure et dure. En réalité, ce qu'Israël a tenté de viser et vise encore à travers son opération es moins le Hamas politique que sa branche armée qui n'a jamais approuvé les dérives de Mechaal et Cie. Tout le monde se rappelle la visite en 2012 de l'ex émir al Thani à Gaza où il a été accueilli en héros par Haniyeh et Mechaal et où il a distribué en guise de cadeaux aux commandants de Qassam des stylos GPS pour permettre aux avions israéliens de les localiser, de les éliminer. "*Roche invincible*" s'inscrit dans la prolongation de ce projet. Il serait simpliste de croire Erdogan à la lettre quand il traite Israël de génocidaire et dit refuser de normaliser avec lui – (tout en chargeant les réservoirs des avions sionistes en carburant).

Il ne faut pas non plus trop se fier à Tel-Aviv quand il accuse la Turquie et le Qatar d'empêcher le Hamas méchaaliste d'accepter la trêve. Le Hamas qui tire des missiles contre Tel-Aviv celui qui envoie ses commandos en territoires occupés ou qui conjuguent ses efforts de guerre à ceux du jihad islamique, est celui qui est la cible des frappes sionistes. C'est le Hamas qui s'inspire ni de Doha ni d'Ankara mais bien du Hezbollah. Au dixième jours de son offensive contre Gaza, c'est devant ce « *Hamas* » là qu'Israël lève les mains. french.irib.ir 17.07

2- Etats-Unis

- USA : le commandant des GI's s'insurge contre Obama - french.irib.ir

Le commandant du Corps des marins a critiqué ouvertement les politiques de la Maison Blanche et du Pentagone.

Le journal Fiscal Times rapporte que le commandant du Corps des marins, le général James Amos, a vivement critiqué les politiques du président des Etats-Unis, Barack Obama, lors de son discours à l'Institut Brookings. Il surtout attaqué la décision du président américains d'avoir retiré ses militaires d'Irak en 2011, ouvrant ainsi la voie pour la formation du groupe terroriste de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL). Le général Amos a déclaré : « *Il m'est difficile de croire que nous étions là pour coopérer avec le gouvernement, le Parlement et les ministères irakiens de la Défense et de l'Intérieur, mais que nous avons tout abandonné pour sortir d'Irak.* »

Le général Amos vivement critiqué l'incompétence de la Maison Blanche en ce qui concerne ses engagements internationaux. Il a ajouté : « *Certains peuvent croire que nous n'avons plus rien à faire au sujet des choses désagréables et sans importances qui se produisent dans le monde. Mais je vous dis que si vous vous mettez à la place d'autres pays, vous verrez que ces événements n'ont rien de banal ou de sans importance. Autrement dit, vous pouvez vouloir abandonner ces choses-là, mais elles ne vous abandonneront pas.* » Le général James Amos a ajouté : « *Les Etats-Unis sont le seul pays du monde qui a les ressources et la puissance suffisantes pour agir efficacement dans divers domaines, possibilité qui n'est pas à l'accès d'autres pays de la planète.* »

Le journal Fiscal Times a écrit que les déclarations du Corps des marins des Etats-Unis s'expliqueraient en partie par le fait, que le général Amos sera à la retraite cet automne. Cependant, ses propos révèlent l'existence des discussions qui sont en cours dans les milieux militaires des Etats-Unis au sujet du comportement à adopter face aux très nombreuses cries dans le monde. Cela reflète aussi la position d'une fraction du parti républicain qui critique l'isolationnisme, tandis qu'il existe un autre courant au sein du parti républicain qui estime que les intervention successives de Washington aux événements régionaux n'a eu d'autre résultat que des guerres longues et inutiles comme celle de l'Afghanistan.

Le général Amis est d'accord avec le premier courant. Il dit qu'il reflète les inquiétudes des généraux du Pentagone qui estiment que leurs réussites en Irak et en Afghanistan ont été anéanties par les politiques du président des Etats-Unis, Barack Obama. Dans ce cadre, le général Amos fit allusion à l'occupation de la province irakienne d'al-Anbar par les terroristes de l'EIL, tandis que les militaires américains avaient nettoyé cette région de la présence des terroristes en 2010. Il a rappelé que 852 marins américains avaient été tués en Irak et que 8.500 autres y avaient été blessés. french.irib.ir 17.07

Haut de page

Le 19 juillet 2014

CAUSERIE

On m'a proposé un travail en freelance à affectuer chez moi, il s'agit de la transcription en français sous word selon une procédure particulière de bandes sonores comportant des publicités canadiennes en français. Je ne sais pas combien d'heures je devrai y consacrer par jour ni combien c'est rémunéré, je dois envoyer un échantillon de mon travail cet après-midi.

J'ai besoin d'argent pour financer mes vieux jours, donc il se peut que je mette fin à ce portail dans les jours qui viennent en l'absence de soutien financier des lecteurs, à moins que le salaire qu'on me propose soit misérable ou que j'arrive à concilier les deux activités, en tout cas une chose est sûr, je refuse de travailler sous la pression, du genre abattage quotidien ou travail à rendre impérativement avant telle heure.

Ce serait dommage d'arrêter car je ne connais aucun portail comparable au mien, tout le monde y serait perdant. A suivre.

Goodbye Johnny !

- Décès du bluesman texan Johnny Winter - Reuters

Johnny Winter, guitariste et chanteur de blues américain connu pour sa virtuosité instrumentale et son timbre de voix âpre, a été retrouvé mort dans une chambre d'hôtel proche de Zurich, a déclaré jeudi la police suisse. Il était âgé de 70 ans.

Une autopsie a été ordonnée par le parquet pour déterminer la cause du décès. Johnny Winter était en tournée en Europe. Son corps a été découvert dans la nuit de mercredi à jeudi.

Avec son frère Edgar, albinos comme lui, Johnny Winter avait commencé à jouer dès l'adolescence dans son Texas natal.

Il a accédé à la notoriété à la fin des années 1960 en jouant au Newport Jazz Festival aux côtés de B.B. King, l'une de ses idoles, ainsi qu'au festival de Woodstock.

Parmi ses titres les plus connus figure "*Still Alive and Well*", dans lequel il évoque l'addiction à l'héroïne qui a failli lui coûter la vie dans les années 1970.

Parallèlement à sa carrière de musicien, Johnny Winter a produit des disques d'un autre de ses maîtres, Muddy Waters, contribuant à asseoir la légende du bluesman de Chicago. Reuters 17.08

C'est à la fin des années 70 que je le découvris dans un duo avec son frère et un autre avec Muddy Waters.

Qui a dit ?

"*Nous discutons maintenant sur des textes précis. (...) Nous ne rendons pas public le texte précis de négociation*"

Dan Mullaney, le négociateur américain,lors sixième cycle de discussions entre les États-Unis et l'Union européenne sur un accord de libre-échange vendredi à Bruxelles. Lepoint.fr 18.07

Commentaire d'internaute.

1- "*Question :*

Est-ce que les 500 millions d'Européens sont demandeurs pour ces négociations qui se déroulent actuellement à "huit-clos" au sein de la Commission Européenne entre les lobbys et les représentants non élus de cette Commission Européenne ?

Est-ce que les 500 millions d'Européens sont informés du déroulement de ces négociations tenues secrètes ?

Qui dirigent cette Europe si ce ne sont les lobbys ?

Est-ce que les lobbys, par définition, ne sont pas le siège de tous les conflits d'intérêts ?

Les 500 millions d'Européens ont-ils donnés mandats aux lobbys pour prendre toutes les décisions ?

La réponse étant NON, nous assistons actuellement au plus grand abus de pouvoir jamais commis jusqu'ici."

2-"*L'Europe était un beau projet qui faisait encore rêver il y a quinze ans, mais maintenant quel cauchemar : entre une Europe anglaise qui ne défend plus sa diversité culturelle et linguistique et s'adresse uniquement en anglais eux européens, une Europe uniquement tournée vers son marché qui en oublie le social et n'envisage que l'élargissement comme une augmentation des potentialités des industrielles européens ; voilà que l'Europe anglaise donne les clés de son marché aux industriels américains...*

Personne ne s'en étonnera quand on voit comment les instances européennes sont noyautées par des anciens des banques d'affaires américaines... Franchement, j'en ai marre de ces gens qui nous méprisent alors sortons de l'UE pour construire autre chose de plus cohérent, de plus respectueux des citoyens, un ensemble plus démocratique..."

Le chiffe du jour. 291.

Depuis qu'elles ont commencé, le 8 juillet, les hostilités ont fait au total 291 morts - des civils, pour la plupart - chez les Palestiniens, et deux du côté israélien, un civil et un militaire apparemment victime d'un "*tir ami*".

L'opération lancée jeudi soir a fait 58 morts parmi les Palestiniens, dont un nourrisson, huit enfants et une septuagénaire selon les autorités médicales sur place.

Les Nations unies condamnent les tirs de roquettes de la bande de Gaza en direction d'Israël mais s'inquiètent de la "*lourde riposte*" militaire israélienne, a déclaré devant le Conseil de sécurité, réuni en urgence, Jeffrey Feltman, sous-secrétaire général de l'Onu chargé des affaires politiques.

A Washington, Barack Obama a dit avoir appelé Benjamin Netanyahu pour lui exprimer le soutien des Etats-Unis à l'autodéfense d'Israël tout en avertissant contre les risques d'escalade et de nouvelles pertes civiles.

"*Les deux parties doivent accepter des compromis douloureux mais nous nous tenons aux côtés d'Israël en ce qui concerne son autodéfense*", a renchéri la chancelière allemande Angela Merkel. Reuters 18.07

A retenir. Leur discours comportent deux parties contradictoires.

Celle qui correspond à leur politique, à la réalité où ils affichent leur soutien à Israël destinée aux autres dirigeants du monde qui sont priés de les imiter, et celle destinée à la population qui fait office de pendant, de modérateur, qui sert aussi à satisfaire la bonne conscience des démocrates et des humanistes en tous genres qui leur trouveront des circonstances atténuantes ou justifiera leur neutralité ou mieux leur soutien à leur politique, toutefois accompagné de quelques réserves pour la forme ou pour pas qu'on ne les accuse pas d'être des suppôts de la barbarie, ce qu'ils sont en réalité.

La manoeuvre consiste à prendre en compte ces deux parties de leur discours sans les dissocier, comme si elles n'en formaient qu'une, de telle sorte que leur auteur semble faire preuve d'impartialité envers les deux protagonistes ou leur accorde un traitement équivalent, afin de se mettre à l'abris de toute critique et qu'il puisse être repris tel quel par les médias, alors qu'en réalité ce n'est pas du tout le cas.

En complément.

- Israël : Censure médiatique fait rage - french.irib.ir

Le régime d'Israël, terrorisé par la publication du vrai bilan des pertes en vie humaine après les attaques aux missiles palestiniens, a bloqué quatre sites d'information. La raison? Ces quatre sites d'information ont été bloqués pour cause de diffusion des informations sur le nombre de morts et de blessés israéliens.

Ce vendredi, l'offensive sioniste contre Gaza est entrée dans son dixième jour. Près de 600 israéliens ont été blessés jusqu'à présent. Le bilan des pertes est lui, strictement inconnu, affirme le site Nabapresse. Selon les dernières informations, deux soldats sionistes ont été tués ce vendredi et plusieurs autres ont été blessés. french.irib.ir 18.07

La question est posée.

- Troisième règlement de comptes à Marseille en une semaine - Liberation.fr

Transposé sur le plan politique. Une méthode justifiée en temps de guerre ou sous une dictature, par exemple sous un régime qui interdit de manifester...

Organisation clandestine, actions illégales, à moins de se laisser piétiner ou broyer sans pouvoir réagir, il arrive un moment où on n'a plus vraiment le choix des armes ou plutôt où la question du choix des armes ne se posent plus.

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent pendant ce temps-là.

- Hausse de 13% du bénéfice net de General Electric au 2e trimestre - Reuters

- L'américain AbbVie parvient enfin à racheter le britannique Shire - Reuters

- Les équipements de réseaux dopent les résultats d'Ericsson - Reuters

- Luxe: Hermès serein pour 2014 malgré un ralentissement des ventes - AFP

- Electrolux optimiste sur la reprise en Europe - Reuters

- Danone acquiert 40% du capital du groupe kenyan Brookside - Reuters

- La banque espagnole Caixa entre au capital de Suez Environnement - AFP

Les Landers arrivent.

- L'Assemblée nationale adopte la nouvelle carte à 13 régions - AFP

- Les présidents des régions de l'Est maintiennent leur refus d'une fusion - AFP

- Aubry profite de la réforme territoriale pour monter au créneau - Liberation.fr

Ainsi va le vieux monde.

Etats-Unis: vers la reprise de l'exploration pétrolière dans l'Atlantique - AFP

Les Etats-Unis ont ouvert la voie vendredi à la reprise de l'exploration pétrolière dans l'océan Atlantique, interdite depuis le début des années 1980 sur fond d'inquiétudes environnementales. AFP 18.07

L'empire Espirito Santo vacille, sa holding principale dépose son bilan - AFP

La holding principale de l'empire portugais Espirito Santo, premier actionnaire de la banque BES, a demandé vendredi à être placée en redressement judiciaire, une annonce qui a provoqué une onde de choc dans le secteur financier du pays. AFP 18.07

En Bolivie, les enfants pourront travailler légalement dès l'âge de 10 ans - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Cazeneuve aux ordres de Tel-Aviv et Washington.

Après avoir assimilé l'antisionisme à l'antisémitisme, le ministre de l'Intérieur a franchi un cran de plus en assimilant les manifestations propalestiniennes à une démonstration de "*xénophobie*", avouant au passage que toute critique ou opposition à la politique génocidaire et d'apartheid d'Israël était considérée comme un délit passible de poursuite judiciaire, confirmant ainsi le soutien indéfectible du gouvernement français et du PS à l'Etat sioniste.

On comprend mieux pourquoi le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Cazeneuve n'a pas interdit la Ligue de Défense juive à l'instar des Etats-Unis et d'Israël, parce qu'elle sert à monter des provocations violentes qui justifient ensuite l'interdition de manifestations en soutien aux Palestiniens. C'est ainsi qu'une milice fasciste devient le meilleur allié du gouvernement et du PS pour appliquer sa politique réactionnaire et impérialiste.

C'est intéressant à plus d'un titre, car à travers la stimatisation et l'instrumentalisation du FN auxquelles ils se livrent tout en prétendant le combattre par ailleurs en recourant au même procédé, ils font là la démonstration qu'ils sont complémentaires et unis fondamentalement par les mêmes intérêts politique, que loin d'être leur ennemi le Fn tout comme la LDJ sont indispensables au gouvernement et au PS pour justifier les mesures liberticides qu'ils sont amenés à adopter.

Ainsi la véritable nature du PS est plus proche de l'extrême droite ou du fascisme que du mouvement ouvrier et du socialisme qu'en réalité il combat pour le compte du capitalisme. En affirmant jusqu'à présent qu'il frayait la voie à la dictature et au fascisme, nous étions (volontairement) bien en-dessous de la réalité pour ne pas heurter la susceptibilité de militants qui n'avaient rien compris aux rapports entre le PS et les classes, la place et le rôle qu'il devait jouer dans la lutte des classes.

Que le PS et son gouvernement se fassent dictateurs à ses heures et ménagent une milice d'extrême droite en France est à mettre en perpective avec leur soutien au régime néonnazi en place en Ukraine. Ainsi on s'aperçoit qu'il ne s'agit pas d'une position ponctuelle ou accidentelle, mais bien l'état permanent qui l'anime, comme pilier de l'ordre établi il se doit d'adopter l'idéologie la plus appropriée pour assurer sa stabilité ou sa survie, y compris la plus extrême en s'appuyant sur l'extrême droite.

C'est ce parti immonde qu'on nous a appelé à ménager et soutenir pendant des décennies et des décennies en votant pour ses candidats aux différentes élections, en s'adressant à ses élus sous différentes formes, en l'incluant dans une stratégie politique (front unique, Assemblée constituante, etc.) qui devait s'avérer à terme fatale pour le mouvement ouvrier et son avant-garde. Les conciliateurs trotskistes nous ont conduit au bord de l'abîme, dans une impasse politique, une situation inextricable, nous attendons leurs explications, nous l'exigeons.

L'ordre version israélienne doit régner... en France ! Il y a déjà un gouvernement d'extrême droite en France.

- Manifestation propalestinienne interdite : Hollande invoque des « *risques pour l'ordre public* » i - Public Sénat

François Hollande a invoqué vendredi au Niger des « *risques pour l'ordre public* » pour justifier l'interdiction d'une manifestation propalestinienne samedi à Paris par la préfecture de police.

Selon le président de la République, « *nous ne pouvons pas rester indifférents lorsque nous avons des manifestations qui sont opposées et qui ont visiblement des objectifs qui ne sont pas simplement de manifester* ». Public Sénat 18.07

Autrement dit, lorsqu'un parti ouvrier ou des organisations appelleront à une manifestation, un rassemblement, un meeting, une réunion publique, il suffira qu'une organisation d'extrême droite appelle à son tour le même jour dans la même commune à un rassemblement quelconque pour que le droit de se réunir ou de manifester soit remis en cause.

Il faut donc en conclure que pour Hollande et le PS les partis ouvriers et les partis ou milices d'extrême droite doivent bénéficier du même traitement et sont tout autant légitimes. Qu'est-ce un président et un parti qui légitime l'extrême droite ? Leurs complices.

Le titre est à peine exagérer, en fait l'extrême droite n'a pas besoin de parvenir au pouvoir pour bâillonner le mouvement ouvrier et mettre en oeuvre sa politique, Hollande et le PS (et ses satellites) s'en chargent très bien.

- Cazeneuve prône l'interdiction de la manifestation propalestinienne à Paris samedi - LeMonde.fr

Vendredi matin le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, s'était prononcé pour l'interdiction de la manifestation à Paris, jugeant "*intolérables*" les "*actes violents*" survenus dimanche. "*La République n'est pas compatible avec la haine (...) avec la xénophobie. L'antisémitisme ne peut pas parler une seconde fois parce qu'on sait ce à quoi il a abouti*", a-t-il dit sur Europe 1. AFP 18.07

Sachant que les sionistes sont les pires antisémites et que la SFIO a préféré la guerre et le fascisme au socialisme, ils savent forcément de quoi ils parlent.

- Une manifestation pro-palestinienne interdite à Paris - Reuters

Les autorités françaises, qui redoutent une importation du conflit israélo-palestinien, ont interdit une manifestation de soutien aux Palestiniens de Gaza prévue samedi à Paris en invoquant les risques de troubles à l'ordre public.

La préfecture de police a rappelé que les organisateurs étaient les mêmes que ceux de dimanche dernier.

"*La décision est fondée sur les violences de dimanche, sur la multiplication des appels sur les réseaux sociaux, sur les risques de contre-manifestation et aussi sur le fait que la manifestation était prévue un samedi, jour où les lieux du culte juif sont très fréquentés*", a-t-on précisé. Reuters 18.07

Les CRS sont tout à fait capables de défendre le siège social de Goodyear ou PSA, mais pas une synagogue située aux environs d'une manifestation propalestiennes.

- Manifestations propalestiniennes interdites, colère des organisateurs - AFP

La manifestation était prévue entre Barbès et la place de l'Opéra à partir de samedi 15H00.

Un autre défilé de soutien aux Palestiniens, prévu dimanche devant la gare de Garges-Sarcelles (Val-d'Oise), et un rassemblement pro-israélien organisé simultanément au même endroit par la Ligue de défense juive (LDJ), ont aussi été interdits.

Les organisateurs de la manifestation parisienne ont immédiatement annoncé qu'ils allaient introduire un référé liberté (recours en urgence) devant la justice administrative, dans l'espoir de pouvoir maintenir la manifestation.

Au cours d'une conférence de presse, ils ont dénoncé une décision "*qui s'oppose à une liberté fondamentale*", selon leur avocat Hosni Maati, et qui risque selon eux de provoquer des troubles.

"*Je suis scandalisé, c'est une décision politique extrêmement grave de la part d'un gouvernement qui a une attitude raciste et qui devra en payer le prix politique*", a réagi Youssef Boussoumah du parti des Indigènes de la République.

De son côté, le NPA (Nouveau parti anticapitaliste) s'est dit "*indigné*" par cette interdiction et "*exige*" des autorités qu'elles "*reviennent sur cette décision*".

"*Si tel n'était pas le cas*", prévient le parti, "*nous appellerions tout de même, avec les forces politiques, syndicales et associatives attachées au respect des droits démocratiques et révoltées par les crimes commis à Gaza, à se rassembler pour protester publiquement*".

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) a elle aussi déploré l'interdiction du rassemblement parisien, qui constitue selon elle "*une entrave manifeste à une liberté constitutionnelle et un déni de la réalité*". "*Il ne sert à rien de tenter d'étouffer le sentiment de révolte que provoque l'intervention militaire israélienne contre la population de Gaza, sauf à vouloir un peu plus accréditer que le gouvernement a fait le choix partisan d'un camp*", a-t-elle estimé.

Que la manifestation soit autorisée ou non, ses organisateurs s'attendent à ce que "*des centaines ou des milliers de personnes affluent vers Barbès*" samedi.

Les militants à l'origine de l'appel à manifester à Sarcelles n'ont pu être joints par l'AFP.

D'autres manifestations devaient être organisées pendant le week-end, dès vendredi soir à Nice, Lille ou Libourne, puis samedi à Lille (16H00), Nantes (15H00), Lyon (15H00), Saint-Etienne (14H30), Marseille (15H00), Montpellier (15H00). AFP 18.07

Nous soutenons cet appel à manifester, bien que nous ne soyons pas certains que les organisateurs soient en mesure d'assurer le service d'ordre de cette manifestation ou ne soient pas débordés par des gauchistes ou des éléments incontrôlés ou tout simplement des provocateurs infiltrés.

Propagande, fabrication de preuves, mensonge éhonté.

Qui a fait le coup ? Qui y avait intérêts ? A qui profite le crime ?

- Mais qui a bien pu abattre le vol MH17? - L'Express.fr

Réponse à la hâte... totalement désintéressée.

- Crash en Ukraine: Washington soupçonne les rebelles pro-russes - AFP

Qui est visé ? Devinez.

- Vol MH17 : un crash qui atteint Moscou - LeFigaro.fr

Qui ment effrontément ? Les mêmes voyons.

- Une journaliste démissionne à cause des «*mensonges*» de Russia Today - Liberation.fr

Qui détient les preuves ? Ceux qui les fabriquent, qui ont réponse à tout, ils sont très forts !

- Crash du vol MH17 : un tir pro-russe serait responsable selon un rapport américain, Poutine appelle à un cessez-le-feui - Atlantico.fr

Première certitude selon M. Obama : « *Le missile qui a abattu le Boeing a été tiré depuis une zone contrôlée par les séparatistes prorusses » dans l'est de l'Ukraine. Le président américain, qui n'est pas allé jusqu'à accuser ouvertement les milices dans cette « tragédie mondiale* », a tenu à souligner les liens entre la Russie et les insurgés :

« *Nous savons que la Russie a fourni des armes aux séparatistes. Nous savons que parmi ces armes il y a des missiles et des missiles capables d'atteindre un avion.* »

Au même moment, devant le Conseil de sécurité de l'ONU réuni en urgence, l'ambassadrice des Etats-Unis a confirmé qu'un système de missiles sol-air de moyenne portée « *Buk* », de type SA-11 ou SA-20, était en cause.

Samantha Power a souligné que des « *séparatistes avaient été repérés* » jeudi matin en possession de ce type d'arme près de l'endroit où l'avion malaisien s'est écrasé, avant d'incriminer, elle aussi, la Russie :

« *Etant donné la complexité du système SA-11, il est improbable que les séparatistes puissent s'en servir de manière efficace sans personnel qualifié. [...] On ne peut pas exclure la possibilité d'une aide technique de la part de personnels russes*»

Elle a précisé que si l'armée ukrainienne possède bien ce type de missile, les Etats-Unis « *n'ont pas connaissance de sa présence dans la zone* » du crash et, depuis le début de la crise, la défense anti-aérienne ukrainienne n'a tiré aucun missile. lemonde.fr 18.07

Extraordinaire, non ? Alors que dans ce genre d'incident généralement les enquêtes durent des semaines ou des mois, en 24h l'administration américaine a déjà mis la main sur les coupables, admirable.

Ceci explique peut-être cela aussi.

- Ukraine: au lendemain du drame aérien, les habitants de Donetsk craignent une "*pluie de bombes*" - AFP

Témoignage,. Une autre version un peu plus sérieuse qui part des faits contredit la version américaine, on se croirait le lendemain du 11 septembre 2001.

- Malaysia Airlines: ce controleur aérien qui a trahi Kiev - french.irib.ir

Un contrôleur aérien de l'aéroport Boryspil à Kiev, de nationalité espagnole, connu sous le pseudo Carlos Spainbuca a fait des révélations que Kiev aura du mal à nier.

En accusant précipitamment les pro-russes, Kiev montrait clairement qu'il avait quelque chose à cacher…Selon ce contrôleur, les militaires ukrainiens ont envoyé un rapport au gouvernement de Kiev où ils ont indiqué que le missile sol-air qui a abattu le Boeing 777 de la Malaysia Airlines a été lancé hors du territoire contrôlé par les rebelles. Il affirme que l'avion pourrait avoir été abattu par un missile ukrainien. Carlos Spainbuca explique :

"*Les chasseurs ukrainiens ont accompagné le Boeing 777 trois minutes avant sa disparition de l'écran radar* ";

"*Kiev l'a abattu, Kiev devrait chercher les coupables chez lui. Nous avons la confirmation que Kiev l'a abattu, nous connaissons clairement ça*";

"*Ici, les militaires du haut commandement savent et disent que ce ne sont pas les forces pro-russes qui ont fait ça, l'armée a confirmé qu'il y avait un ordre, mais nous ne savons pas d'où il vient*";

"*Il y a quelques jours, j'ai tweeté que, ici, les militaires à Kiev veulent se révolter contre l'actuel président. Il est possible que Timochenko soit le commanditaire*";

"*L'espace aérien est fermé*".

Cette affaire risque d'être explosive… french.irib.ir 18.07

INFOS EN BREF

SOCIAL

Serbie

- La Serbie adopte les premières réformes pour redresser son économie - AFP

Le Parlement de Serbie a approuvé vendredi les premières réformes visant à redresser l'économie locale par le vote de nouvelles lois, sur le travail, censées flexibiliser le marché du travail, et sur les retraites, élevant à 65 ans l'âge du départ à la retraite pour les femmes.

Ces lois sont "*vitales*" parce que la Serbie a "*plus de retraités que d'employés, dont plus de 50% travaillent dans le secteur public*", a expliqué le Premier ministre Aleksandar Vucic.

Ces réformes ne sont pourtant pas aussi fermes que les engagements initiaux de M. Vucic, ce qui a poussé samedi son ministre des Finances, Lazar Krstic, à quitter ses fonctions au sein du gouvernement, mis en place en avril à l'issue d'élections législatives anticipées.

M. Krstic préconisait notamment une diminution de 20 à 25% des pensions de retraite et une diminution de 20% des salaires dans le secteur public.

La nouvelle loi sur le travail permettra aux employeurs d'embaucher et de licencier plus facilement. Le gouvernement espère que cette mesure va faire baisser le chômage qui est supérieur à 20% et aider à réduire le nombre des salariés dans un secteur public pléthorique, employeur de plus de 700.000 personnes dans un pays de 7,2 millions d'habitants.

La loi sur les retraites prévoit de faire passer d'ici à 2032 de 60 à 65 ans l'âge du départ à la retraite pour les femmes, le même que celui des hommes, qui n'a pas été modifié.

Le Parlement doit également débattre des lois sur les privatisations et sur la faillite, qui devraient être votées dans le cadre de vastes réformes prévues par le gouvernement de cette ex-république yougoslave qui a entamé en janvier ses négociations d'adhésion à l'Union européenne.

La Serbie va enregistrer cette année un déficit budgétaire record de 8% du PIB, avec une croissance prévue d'1%, contre 2,5% en 2013. AFP 18.07

Haut de page

Le 20 juillet 2014

CAUSERIE

De nouveaux articles seront mis en ligne plus tard, notamment sur Gaza. Il est 13h40 ici à Pondichéry.

Une réflexion.

Il y a un truc qui m'étonne. Je lis un article publié par le M'PEP Peut-on encore sauver la "*gauche radicale*". Un article qui ne présente aucun intérêt. L'auteur est obnubilé par le FN. Il tombe en plein dans le panneau et étale son ignorance. Il est maître

de conférences en sociologie dans une université, mais manifestement il ne connaît rien au sujet qu'il prétendait vouloir traiter, donc nous ne nous y attarderons pas sur son article.

N'étant qu'un modeste ouvrier qui essaie de réfléchir, j'avoue ne pas comprendre.

Habituellement quand je me lance sur un sujet vaste ou complexe dont je sais pertinemment tout ignorer ou presque, ou lorsque j'ai conscience de mes lacunes ou faiblesses pour traiter sérieusement une question, je m'abstiens d'étaler mon ignorance pour ne pas passer pour un charlatan ou induire mes lecteurs en erreur. Je garde le silence et je me mets au travail pour réunir un maximum de matériaux pour éclairer ma lanterne, ensuite en fonction de l'avancée de mes travaux je commence à avoir une idée un peu plus précise sur la manière dont je vais traiter mon sujet.

A ce stade je ne sais pas où cela va me mener, je n'ai aucun a priori en la matière, j'en suis encore à la phase qui consiste à tisser la trame sur laquelle reposera mon analyse ou ma démonstration et je n'ai aucune idée des conclusions auxquelles je parviendrai. Je dois parvenir à partir de ce fil si fragile à relier tous les facteurs et rapports qui constituent le processus dialectique qui parcourt mon sujet depuis son origine jusqu'au moment présent lorsqu'il s'agit d'analyser un élément de la situation actuelle. Si je tire dessus, il se casse et je suis perdu, et si je le lâche le résulat est identique.

Même lorsque j'ai déblayé le terrain de mon ignorance et que je commence à y voir un peu plus clair, à aucun moment j'ai l'impression d'avoir atteint mon objectif, quel est-il d'ailleurs ?

Parvenir à une certitude suffisamment étayée, cohérente, de telle sorte que j'ai épuisé toutes les objections qui m'étaient venues à l'esprit au cours de mes recherches et qui pouvaient me faire douter ou infirmer cette certitude, qui ne doit souffrir aucune imperfection, elle doit être rigoureusement exacte pour avoir été soumise à l'épreuve d'un esprit libre ou à la critique la plus aiguisée et exigeante qui soit. La mienne puisque je travaille seule dans mon coin, ce qui constitue un risque en cas de défaillance, risque que j'ai à l'esprit et que je mesure, maîtrise autant que faire ce peut, personne n'est parfait et je m'accorde le droit à l'erreur.

Avant d'en arriver là, il faut réfléchir des heures, des jours entiers, parfois plus longtemps encore, travailler notre sujet au corps, l'examiner minutieusement sous toutes les coutures, le disséquer, revenir cent fois sur notre ouvrage pour avancer, parfois d'un millimétre, parfois pour réaliser un pas de géant. Il arrive qu'on bute sur une question qui nous plonge dans la pénombre et que soudain le ciel s'éclaircit, après un moment de détente ou à penser à autre chose ou après une bonne nuit, car on s'épuise à faire ce travail.

Bref, avant de parvenir à quelque chose qui tient la route, de solide comme un roc, avant d'être satisfait de nos travaux et des conclusions auxquelles on est parvenu, il en passe du temps. Il faut de la patience, être déterminé, persévérant, ne pas se décourager, c'est si facile d'adopter des idées toutes faites qu'on nous sert sur un plateau qui ne mène finalement nulle part, n'est-ce pas ? Il faut en vouloir assurément, c'est parfois un cauchemar car on n'en voit pas le bout et on craint de lâcher le fil avant de l'avoir atteint par épuisement je le répète. C'est harrassant de s'acharner sur une question, surtout quand on s'aperçoit qu'on avait la réponse sous le nez et qu'on est passé à côté, cela arrive.

Plus généralement les choses se passent autrement. On est en présence d'une équation mais on doit vérifier que c'est la bonne. Or c'est là que les choses se gâtent car on ignore par quel bout la prendre. C'est la première question ou énigme qu'on doit résoudre. Et si on se plante et qu'on se dirige dans une mauvaise direction, si on persiste dans l'erreur on peut finir par s'égarer et perdre un temps précieux. On finit par s'en rendre compte et on rebrousse chemin, on reconsidère notre problème plus attentivement cette fois ou on l'aborde sous un autre angle en espérant pouvoir aller plus loin.

Cette démarche n'a rien à voir avec celle du gros malin qui sait tout ou qui a réponse à tout parce qu'il est bardé de diplôme ou parce qu'il a lu des milliers d'ouvrages, au contraire on déclare d'emblée notre ignorance ou on fait état de l'incertitude qui nous ronge, dont on souhaite se débarrasser ou venir à bout. C'est une obsession et notre objectif déclaré, nous soulager d'un doute pour nous forger une conviction qui ne repose pas sur des sables mouvants qui pourraient nous engloutir un jour ou l'autre. C'est à en devenir névrosé si on n'y prend pas garde.

Je n'ai rien écrit sur la situation en Ukraine parce que je n'ai pas suffisamment suivi ses développements pour en parler sérieusement. Si c'est pour répéter ce que j'ai lu ici ou là cela ne présente aucun intérêt. Aussi, je ne comprends pas ces intellectuels qui parlent à tort et à travers de ce qu'ils ignorent, je ne comprends pas qu'ils ne s'en rendent pas compte ou que cela ne les gêne pas, personnellement j'en aurais honte. Ils sont légion en la matière ! Ce ne sont pas forcément de mauvais bougres, je les prends pour des idiots qui s'ignorent. Je ne m'aventurerais pas à leur faire la leçon, car ce n'est pas mon genre et cela ne servirait à rien.

Je me demande comment on a pu faire autant d'études pour en arriver là, à croire que cela devait leur servir uniquement de gagne pain, pour obtenir un certain statut social (et confort matériel) ou que c'était une fin en soi, leur seul objectif dans la vie. Ils sont à plaindre. Un diplôme sanctionne des années d'études, on a l'impression d'être arrivé au bout du chemin, en réalité dans leur cas une impasse dramatique. Ensuite on se repose sur ses lauriers, on vit sur son acquis qui a force de servir sans se renouveler

finit par s'épuiser sans même qu'on s'en aperçoive. Nos connaissances acquises ont valeur de lois, gravées dans le marbre. Un jour elles seront réduites en poussière.

Le propre des certitudes, c'est d'être friables tant généralement elles sont mal étayées à la base. Donc ce qu'il faut commencer par vérifier, c'est que leurs fondations sont suffisamment solides, et si ce n'est pas le cas, il faut les remplacer pour bâtir autre chose dessus. On peut essayer de les renforcer dans un premier temps, mais si on s'aperçoit que cela ne suffira pas pour supporter notre édifice, il faut en changer, autrement c'est suicidaire ou devient pathologique.

Avoir des convictions qui repose sur des certitudes qu'on n'a pas pris la peine ou qu'on n'a pris le temps de vérifier, est le pire des maux qui ronge ou ravage la civilisation humaine par la racine. Car remonter à la racine, à l'origine d'un fait ou d'une situation est le seul moyen d'en venir à bout, plus précisément c'est un passage obligé. On a déjà expliqué cela dans nos premières causeries en 2008 et les années suivantes. On ne peut pas faire l'économie de cette démarche qui réclame beaucoup d'efforts.

On vit malheureusement dans un monde beaucoup trop axé sur des intérêts individualistes ou corporatistes pour se fier les yeux fermés à ce qu'on peut lire ici ou là.

Ici on essaie de mettre à la disposition des lecteurs des articles auxquels ils peuvent se fier dans une certaine mesure, je parle des faits qui parviennent à leur connaissance et non des analyses qui les accompagnent qui sont perfectibles ou erronées, on essaie d'aider les lecteurs à se forger les outils pour les décrypter, on leur fournit des grilles de lecture simples et pratiques qu'ils peuvent compléter ou modifier à leur gré, à eux ensuite sur la base de faits de se forger librement leurs propes analyses et convictions.

Cela fait gagner du temps, certes on est un peu plus avancé, mais sans plus, tout le travail reste à faire ensuite, car c'est à chacun, à chaque militant de se forger ses propres convictions. Telle est notre méthode et notre état d'esprit qui demeure ouverts à la critique et qui ne craignent pas la confrontation des idées. Très modestement, c'est notre contribution à la lutte de classe.

ACTUALITE EN TITRES

Ils se gavent !

- Wall Street aborde le coeur de la saison des résultats avec gourmandise - AFP

A en perdre ses talonnettes.

- François Fillon tacle de nouveau Nicolas Sarkozy - Le Nouvel Observateur

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils sont discrédités, minoritaires, illégitimes.

Hollande serait à18%, selon un sondage IFOP réalisé les 18 et 19 juillet et publié dans le Journal du Dimanche. Valls aurait amorcé sa chute libre en perdant 6% pour tomber à 45% de personnes satisfaites de sa politique.

Sachant qu'ils forment un tandem et qu'ils sont tous les deux exposés au feu de la critique, il y a tout lieu de penser que ce sondage est outrageusement favorable à Valls. Mais n'est-il pas le prétendant pressenti pour prendre la relève de Hollande s'il s'avérait défaillant en 2017...

Un "*bon*" plan... pour le Medef.

- Le "plan d'ensemble" d'une conseillère de Matignon pour relancer l'économie - lepoint.fr

Agnès Bénassy-Quéré, professeur à l'école d'économie de Paris, présidente déléguée du Conseil d'analyse économique (CAE) placé auprès du Premier ministre, l'une des principales conseillères économiques de Matignon, rien de moins, s'est fendue d'une note dans laquelle analyse-t-elle (notamment) : "*Favoriser l'accès au logement social par exemple, c'est ralentir la pression sur les salaires donc, indirectement, améliorer la compétitivité*", argumente-t-elle. Elle note en effet que ces dernières années, si le coût

du travail a augmenté, avec notamment le maintien des salaires, c'est sans rapport avec la productivité. "*Une cause possible est le renchérissement du logement*". lepoint.fr 19.07

Commentaire d'un internaute.

- "*Idiotie*

Croire qu'un patron vous augmente parce que les loyers augmentent, c'est n'avoir jamais discuté salaire avec son patron !"

Allons plus loin.

Cette note incite les patrons à ne plus augmenter les salaires des travailleurs bénéficiant d'un logement social ou à réduire les augmentations de salaire qu'ils étaient prêts à leur accorder car le principal argument ou prétexte de ces nantis dans l'esprit de cette "*conseillères économiques*" pour en réclamer disparaîtrait, par enchantement, car il est bien connu que les loyers et les charges des logements sociaux n'augmentent pas, idem pour les taxes et les prix en général qui sont bloqués comme chacun le sait, le tout au nom de la compétitivité, les miettes que leur réservaient les malheureux patrons restant dans leur escarcelle, il n'y a pas de petits profits c'est bien connu.

Mieux encore, cela pourrait conduire les patrons à revoir la gestion de leur personnel en les incitant à se séparer des salariés qui logent dans le privatif ou qui sont bourrés de dettes pour s'être lancés dans l'acquisition de leur habitation et qui ne parviennent pas à boucler les fins de mois ou difficilement et qui les harcèlent pour obtenir des augmentations de salaire. Ils les remplaceraient par des travailleurs bénéficiant d'un logement social moins exigeant en terme de rémunération, ainsi ils économiseraient sur le coût de la main d'oeuvre, compétitivité oblige comme toujours.

Cela signifie aussi qu'un travailleur qui vit dans un logement social serait condamné à y rester toute sa vie, puisque ce facteur déterminerait le niveau de sa rémunération qui serait condamnée à stagner ou n'augmenter qu'au compte-gouttes, ce qui est déjà le cas la plupart du temps semble ignorere cette "*conseillères économiques*"... des patrons, lui interdisant de réunir les conditions financières pour accéder à la propriété, ce dont nous ne sommes pas friand mais qui peut se comprendre, car rien ne justifie les inégalités sociales ou les disparités salariales entre travailleurs dans ce pays, qui font que les uns ont le droit de devenir propriétaires et de vivre confortablement, tandis que les autres sont condamnés à demeurer locataires dans des immeubles infâmes livrés à la précarité ou l'indigence toute leur existence.

En résumé, si vous bénéficiez d'un logement social estimez-vous heureux, vous faites partie des priviliégiés, et en tant que tels vos revendications salariales sont illégitimes, au nom de la compétitivité devant laquelle vous devez vous soumettre, le talon de fer du capital.

Le chiffre du jour. 355.

A Gaza, douze Palestiniens ont péri dimanche matin portant à 355 morts et quelque 2.400 blessés le bilan depuis le début des bombardements israéliens le 8 juillet. Selon l'ONU, les civils représentent plus des trois-quarts des victimes et selon l'Unicef au moins 73 mineurs ont été tués. Quatre Palestiniens d'une même famille, dont deux enfants, ont notamment été tués samedi dans une frappe aérienne sur le nord de l'enclave, selon les secours.

La branche armée du Hamas, les Brigades Ezzedine al-Qassam, a revendiqué de son côté deux opérations «derrière les lignes ennemies», en territoire israélien, affirmant avoir tué 11 soldats en tout. Deux civils israéliens ont été tués aussi, dont l'un, un bédouin, par le tir d'une roquette samedi qui a atteint le sud israélien. 20 minutes avec AFP 19.07

Spécial Palestine.

Les propositions du Hamas acceptées par l'OLP.

Le Hamas a transmis à plusieurs pays, samedi 19 juillet les conditions qu'il estime nécessaire pour observer une trêve avec Israël, douze jours après le début de l'opération israélienne « *Bordure protectrice* ».

Un haut responsable palestinien à Gaza a détaillé ces conditions attendues de la part d'Israël :

« *La fin de l'agression contre le peuple palestinien* »
La levée complète du blocus de Gaza, en place depuis 2006
L'ouverture du poste-frontalier de Rafah avec l'Egypte
La liberté de mouvement pour les Gazaouites à la frontière avec Israël
La suppression de la « *zone tampon* » interdite aux habitants de Gaza

L'autorisation de pêcher jusqu'à 12 milles marins des côtes de Gaza
La libération de prisonniers (ceux qui avaient été dans un premier temps libéré en échange du soldat israélien Gilad Shalit en 2011)

A Ramallah, Yasser Abed Rabbo, le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dirigée par le président palestinien Mahmoud Abbas, a entériné les demandes du Hamas, au nom du programme national palestinien pour aboutir à un Etat souverain :

« *Les demandes de la Résistance sont aussi nos demandes. Si Gaza est brisée, tous les Palestiniens seront brisés.* » LeMonde.fr 19.07

Hollande le sioniste dans le rôle de provocateur d'extrême droite.

Le diktat du petit dictateur honni des masses battu en brèche. C'est le pays tout entier qui rejette Hollande et sa politique ultra réactionnaire et impérialiste. Il est devenu inaudible, plus personne ne l'écoute, et brandir le bâton est tout aussi inefficace, indiquant que l'heure de l'affrontement général entre les classes approche.

- Trois manifestants inteviewés par l'AFP : "*C'est l'interdiction qui nous a donné envie de venir. (...) On est en France, un pays démocratique, on veut juste dénoncer l'innommable*", ajoute Nicolas, cadre supérieur de 39 ans. , après que le président de la République a lancé une dernière mise en garde depuis le Tchad, où il se trouve en visite officielle, avertissant que "*ceux qui veulent à tout prix manifester en prendront la responsabilité*". François Hollande a une nouvelle fois évoqué des "risques de troubles à l'ordre public". AFP 19.07

Ses déclarations n'ont fait que renforcer l'exaspération, le sentiment d'injustce envers les Palestiniens, la détermination des opposants à la politique criminelle d'Israël à braver l'interdiction de manifester à Paris, qu'ils ont pris pour un déni de démocratie et une provocation de la part d'un président lié à Israël et désormais sans pouvoir, sinon celui de l'appareil répressif de l'Etat.

Quand Barbès subit le même sort que Gaza.

Quelques titres de presse pour commencer.

- Des milliers de personnes se mobilisent en France pour soutenir Gaza - LeMonde.fr

- Les manifestations pro-palestiniennes gagnent la province - LePoint.fr

- Paris: Des manifestants pro-palestiniens se rassemblent malgré l'interdiction - 20minutes.fr

- Paris: violents affrontements à l'occasion d'une manifestation interdite - AFP

- Manifs pro-Gaza en province : aucun incident signalé - Le Nouvel Observateur

- Plusieurs milliers de Marseillais défilent dans le calme en soutien à Gaza - LeMonde.fr

A propos de la manifestation parisienne.

Le Figaro a apporté une précision importante : Une cinquantaine de manifestants seraient néanmoins restés sur place «*pour en découdre avec les CRS*» et affronter la Ligue de défense juive (LDJ). lefigaro.fr 19.07

Pourquoi ? Parce qu'une nouvelle fois cette milice fasciste était présente protégée par les CRS ?

Les responsables de ces violences sont Hollande, Valls, Cazeneuve, le préfet de police et le maire de Paris.

Les responsables de ces violences sont certes Hollande et son gouvernment pro-sioniste, mais surtout les autorités israélienne qui poursuivent leur oeuvre de destruction et de massacre.

La décision arbitraire prise par Hollande n'est pas de nature "*juridique mais politique*". Si le risque de troubles à l'ordre public devait à chaque fois être invoqué, « *il n'y aurait aucune manifestation en France* » relève l'avocat des organisateurs de la manifestation parisienne, Me Hosni Maati. (french.irib.ir 19.07)

Pourquoi ? Outre leur soutien affiché à Israël, cette manifestation était interdite condamnant les milliers de personnes présentes à faire du sur place sous une chaleur écrasante ce qui était de nature à rendre la situation encore plus électrique, chacun

s'interrogeant sur la nature d'un régime qui interdit de manifester en faveur d'une population innocente et sans défense croulant sous les bombardements, alors que lorsqu'il s'agissait de soutenir les Libyens de Bengazi soi-disant dans la même situation que la population palestinienne de Gaza ou encore les Syriens placés dans les mêmes conditions par un président dictateur, tous les partis institutionnels dont le PS s'étaient empressés de dénoncer la tyrannie et de se ranger au côté des masses libyennes et syriennes... mais là curieusement ils ont choisi le camp de la barbarie, à croire que l'histoire qu'ils nous avaient racontée sur la situation en Libye et en Syrie était une pure invention de leur part, révélant ainsi leur véritable nature fondamentalement réactionnaire.

Ces incidents étaient à prévoir évidemment, tout a été fait pour qu'il en soit ainsi. On peut parfaitement comprendre l'état d'excitation de certains manifestants, mais cela n'explique pas tout loin de là, car ils peuvent très bien être maîtrisés, ce qui ne sera pas le cas de groupes entraînés à ce genre d'exercices, notamment des provocateurs d'extrême droite ou des flics agissant visages, en fait des manifestants anonymes dont le visage est couvert pour qu'on ne les reconnaisse pas, étrangement organisés car avançant groupés vers les CRS comme s'ils effectuaient une manoeuvre répétée ailleurs ou répondant à un ordre précis à un moment donné d'une manifestation, ce qui ne peut pas tenir du hasard mais doit avoir été minutieusement préparé à l'avance, manifestants toujours munis d'armes ou de projectiles qu'ils n'ont pas pu se procurer sur place mais qu'ils avaient emmenés avec eux pour exécuter leur mission. Lisez ce témoignage, il est éloquent.

- Comment la manifestation propalestinienne a dégénéré - liberation.fr

- Un témoin (sous un pseudonyme ?) sur place raconte pour Libération. Extraits.

- A mesure que la foule enflait, le carrefour devenait irrespirable. On se marchait tous dessus alors qu'il faisait déjà très chaud. On peut alors questionner la stratégie des CRS qui, bloquant le boulevard Magenta et le boulevard Rochechouart, ont empêché les manifestants de se mouvoir. Le but était visiblement de les pousser à remonter le boulevard Barbès vers Château-Rouge. Etait-il idoine de forcer ce cortège dit «sensible» à traverser Chateau-Rouge, quartier classé zone de sécurité prioritaire ? Dans la foule, des élus n'hésitaient pas à dire que la police avait intérêt à des débordements pour légitimer des interdictions futures.

Les provocateurs habituels d'extrême droite ou des flics entre en scène.

- Vers 15h40, et c'est le début du troisième temps, les manifestants se sont engagés sur le boulevard Barbès, avançant presque jusqu'au métro Marcadet-Poissonniers. Soudain, des groupes extrêmement équipés et organisés ont commencé à fendre la foule pour monter au contact des CRS. Ils avançaient en ligne, le visage couvert. A l'évidence, ils n'avaient rien de militants venus défendre la cause palestinienne. Certains arboraient des tee-shirts du virage Auteuil, une tribune du Parc des Princes. Un étrange service d'ordre s'est alors déployé pour empêcher que ces groupes n'en viennent aux mains avec les policiers. Au départ, il fut efficace. Mais quelques jeunes, montés sur un conteneur, commencèrent à jeter de gros pétards sur les forces de l'ordre. Un, puis deux, puis trois. Les CRS ont répliqué par de premières capsules de gaz peu avant 16 heures.

Dès lors, c'en était fini de toute manifestation et le XVIIIe arrondissement s'est transformé en vaste champ de bataille. Trois heures durant, une centaine de jeunes de 20-30 ans affrontèrent les CRS. liberation.fr 19.07

La réac de service a aussitôt réagi.

Le maire PS de Paris Anne Hidalgo a "*condamné fermement*" les heurts survenus dans le XVIIIe arrondissement lors de la manifestation de soutien à Gaza interdite par les autorités et a appelé samedi soir à l'apaisement sur Twitter. LePoint.fr 18.07

En complément. Hollande soutien le gouvernement d'extrême droite à Tel-Aviv et néonazi de Kiev.

"*La Maison Blanche établit clairement qui est coupable avant même que l'enquête sur la catastrophe ne commence*", a écrit de son côté sur Twitter le vice-Premier ministre russe, Dmitri Rogozine.

François Hollande et le président ukrainien Petro Porochenko ont quant à eux déclaré qu'ils n'acccepteront "*aucune entrave au travail des enquêteurs*" et soulignent "*l'importance cruciale*" de "*preuves indiscutables*" pour élucider le crash de l'avion malaisien, a indiqué samedi l'Elysée dans un communiqué à l'issue d'un entretien entre les deux hommes. lexpress.fr 19.07

Hollande s'alligne sur Obama, normal. Mais en réalité ce qui les inquiète, c'est que l'examen des restes de la carcasse de cet avion par les forces pro-russes pourrait mettre à bas la version des Américains et révéler l'implication de Kiev, le témoignage que nous avons fourni hier étant apparemment étouffé pour le moment.

- Crash en Ukraine: la Russie fustige les accusations des Américains - lexpress.fr

La Russie a fustigé samedi les accusations américaines selon lequelles les rebelles prorusses sont responsables de la chute de l'avion de ligne malaisien dans l'est de l'Ukraine, probablement abattu par un missile.

"*Les communiqués des représentants de l'administration américaine sont une preuve de la perception profondément aberrante de Washington de ce qui se passe en Ukraine*", a déclaré aux agences de presse russes le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov.

"*Malgré le caractère évident et indiscutable des arguments fournis par les rebelles et par Moscou, l'administration américaine continue de poursuivre ses propres objectifs*", a-t-il ajouté.

"*On ne manque pas d'être perplexes en voyant les représentants officiels de certains Etats s'empresser de donner leurs versions de la catastrophe, en influant ainsi sur le déroulement de l'enquête*", a abondé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le président américain Barack Obama a affirmé vendredi que l'avion malaisien, qui s'est écrasé jeudi dans l'est de l'Ukraine, avait été abattu par un missile tiré à partir d'une zone contrôlée par les séparatistes prorusses, tandis que les deux camps, ukrainien et prorusse, se rejettent mutuellement la responsabilité.

"*La Maison Blanche établit clairement qui est coupable avant même que l'enquête sur la catastrophe ne commence*", a écrit de son côté sur Twitter le vice-Premier ministre russe, Dmitri Rogozine. lexpress.fr 19.07

La "***chasse aux sorcières*** aux diplomates pro-palestinien.

- Des ambassadeurs favorables à Israël placés au Moyen-Orient - french.irib.ir

Le Quai d'Orsay a choisi au cours de ce derniers mois de relocaliser trois de ses ambassadeurs spécialistes de cette partie du monde en Amérique du Sud et en Irlande.

A l'heure où le Moyen-Orient connaît une période de troubles comme la région n'en avait plus connu depuis plusieurs années, le Quai d'Orsay a choisi au cours de ce derniers mois de relocaliser trois de ses ambassadeurs spécialistes de cette partie du monde en Amérique du Sud et en Irlande. Des mises à l'écart que le journaliste Georges Malbrunot, qui a rapporté cette information sur son blog, qualifie (presque) de « *chasse aux sorcières* ».

Frédéric Desagneaux, consul général de France à Jérusalem – autrement dit représentant de Paris auprès de la Palestine – depuis août 2009 et « *excellent connaisseur du problème palestinien* » aux dires de ses collègues, a été nommé en octobre 2013 ambassadeur au Venezuela. Il avait notamment dénoncé à plusieurs reprises la colonisation israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Le même mois, c'est l'ancien représentant de la France aux Emirats arabes unis (EAU), Alain Azouaou, qui s'est vu dépêcher en Irlande – où il a d'ailleurs été remplacé quelques mois plus tard, en février 2014, par Jean-Pierre Thébaud. Michel Miraillet lui a succédé au poste d'ambassadeur (son tout premier poste d'ambassadeur), bien moins connaisseur de la région que son prédécesseur, et connu pour ses positions pro-israéliennes.

En juillet 2013, Denis Pietton, directeur de cabinet de Laurent Fabius, était lui envoyé au Brésil. Il a notamment été consul général de France à Jérusalem, ambassadeur au Liban ou encore à Washington.

L'ancien otage en Irak conclut en citant les propos qu'un ambassadeur pro-israélien lui avait livrés, il y a quelques années : « *Vos amis du deuxième étage (sous entendu de la toute puissante direction Afrique du nord/Moyen-Orient) et leur slogan l'OLP vaincra, c'est fini maintenant* ». La réaction de François Hollande dans les premiers jours de l'opération menée par Tsahal, qui a exprimé la « *solidarité de la France* » à Israël, semble lui donner raison. french.irib.ir 19.07

Solidarité internationale avec le peuple palestinien.

- Gaza : horreur à perte vue…le monde dénonce! french.irib.ir

Le régime sioniste entame son offensive terrestre contre Gaza, ouvrant un nouveau chapitre de crimes et d'exactions commis à l'encontre de ses habitants sans défense.

L'armée israélienne a lancé, vendredi tôt dans la matinée, une vaste offensive terrestre contre la bande de Gaza et a largué des bombes chimiques sur les zones d'habitation. Haytham Abou Saïd, membre de la Commission de l'ONU aux droits de l'Homme et l'émissaire du secrétaire général de l'ONU, a confirmé l'usage par l'armée israélienne d'un gaz chimique dit le « *gaz blanc* » ainsi que du gaz sarin. « *Israël a fait usage du gaz blanc et du gaz sarin dans ses opérations terrestres à Beit Hanoun et dans la localité de Choka à Rafah* », a affirmé Haytham Abou Saïd. Face à de telles atrocités, serait-il possible à tout esprit lucide de

fermer les yeux et de ne pas protester ? Les voix s'élèvent partout dans le monde.

Aux Etats-Unis, les protestataires se sont rassemblés devant la Maison Blanche et ont dénoncé les propos d'Obama qui vient de qualifier d'auto-défense les agressions du régime sioniste contre la bande de Gaza, rassurant le régime israéliens, qu'il resterait toujours à ses côtés.

En Grande-Bretagne. Londres était mercredi aussi le théâtre d'une manifestation dont les participants ont protesté contre la couverture partiale et partielle des nouvelles de Gaza par la BBC. Soutenant les crimes du régime sioniste, la chaîne de télévision américaine NBC a convoqué son reporter pour avoir couvert le massacre des enfants par l'armée israélienne.

Au Danemark, des milliers de manifestants ont pris part jeudi à un rassemblement, tenu à Copenhague, signe de protestation contre les agressions du régime sioniste à Gaza. Ce rassemblement a été marqué par la présence du président du Parlement, des députés, des personnalités politiques et des journalistes danois. Un grand nombre de Palestiniens résidant au Danemark avaient aussi pris part à ce rassemblement de protestation.

En Ukraine, des milliers d'habitants de Kiev sont descendus dans la rue afin d'exprimer leur solidarité avec les Palestiniens. Les manifestants ont rédigé et signé une lettre à l'adresse du secrétaire général de l'ONU dans laquelle ils lui ont demandé de traduire en justice les responsables du régime sioniste en tant que criminels de guerre.

En Espagne, des centaines de Madrilènes ont pris part jeudi soir à une manifestation d'envergure où ils ont demandé aux politiciens espagnols et européens de presser le régime usurpateur sioniste à cesser ses opérations militaires contre la bande de Gaza. french.irib.ir 19.07

En Grande-Bretagne samedi.

- Gaza: des "*dizaines de milliers*" de manifestants à Londres pour l'arrêt des bombardements - AFP

"*Des dizaines de milliers*" de personnes ont manifesté samedi à Londres pour appeler à l'arrêt des bombardements et à la levée du blocus sur Gaza, ont annoncé Palestine Solidarity Campaign et Stop the War, deux des sept associations organisatrices.

La manifestation organisée à l'appel de sept associations parmi lesquelles Stop the War, Palestine Solidarity Campaign ou Islamic Forum of Europe, a débuté à 12H00 (11H00 GMT), sous un ciel gris et humide, devant les grilles du 10 Downing Street, cabinet et résidence du Premier ministre.

Le cortège s'est ensuite mis en route pour se rendre jusqu'aux abords de l'ambassade d'Israël, située dans le quartier de Kensington, dans l'ouest de la capitale.

La manifestation s'est terminée sous le soleil, sans heurts ni arrestations, a précisé à l'AFP la police qui s'est refusé à donner un décompte officiel.

Palestine Solidarity Campaign a annoncé sur son compte Twitter que deux nouvelles manifestations étaient prévues mardi à 17H30 (16H30 GMT) devant l'ambassade d'Israël à Londres et samedi à Whitehall, le quartier londonien des ministères.

L'organisation a précisé sur son compte Facebook que "*des dizaines de milliers de personnes*" manifestaient à Londres "*pour la paix, la justice et une Palestine libre*". Stop the War a également évalué à "des dizaines de milliers" le nombre des manifestants, selon son compte Twitter officiel.

Sur les réseaux sociaux, nombre d'internautes se sont émus de l'absence de couverture en direct de la manifestation sur les chaînes d'information en continu Sky News et BBC World.

"*Si c'était une marche de la English Defense League (mouvement d'extrême-droite: NDLR), BBC aurait couvert en direct la manifestation*", a ainsi écrit Raf (@raf2340) sur Twitter.

Le Premier ministre David Cameron a indiqué s'être entretenu avec le président Barack Obama de la situation à Gaza.

"*Les deux chefs d'Etat ont réitéré leur soutien au droit d'Israël de prendre des mesures proportionnées pour se défendre des tirs de roquettes en provenance de Gaza*", a rapporté une porte-parole de Downing Street. AFP 19.07

Des intellectuels israéliens se mobilisent pour Gaza

- Des cinéastes israéliens engagés pour un cessez-le-feu - french.irib.ir

Huit cinéastes israéliens ont profité du festival de Jérusalem, organisé du 10 au 20 juillet, pour lancer un appel au cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Ils ont présenté un texte pour la paix témoignant de leur solidarité envers les Palestiniens lors d'une conférence de presse, lundi 14 juillet. « *Les enfants de la bande de Gaza ne bénéficient pas de la protection du système du Dôme de fer, Ils ne disposent pas d'espaces résidentiels sécurisés, ni de sirènes. Les enfants qui vivent aujourd'hui à Gaza sont nos partenaires pour la paix de demain. La tuerie et l'horreur que nous infligeons ne font que repousser plus loin toute solution diplomatique* », écrivent Efrat Corem, Ronit Elkabetz, Shlomi Elkabetz, Tali Shalom Ezer, Shira Geffen, Bozi Gete, Nadav Lapid et Keren Yedaya.

Deux d'entre eux ont lu les noms d'enfants tués à Gaza lors des affrontements des derniers jours. « *Ce n'est pas une provocation, il est naturel de leur donner un nom et de se souvenir* », ont-ils commenté. « *Ceux qui filment la souffrance des Israéliens devraient être assez courageux et honnêtes pour filmer également les morts et les destructions à Gaza, et raconter aussi cette histoire. La douleur des Israéliens et des Palestiniens ne peut être distinguée, et l'une ne cessera pas tant que l'autre durera* », estiment également les cinéastes. french.irib.ir 19.07

Turquie. Le régime israélien est fasciste, nazi.

Pour le premier ministre de Turquie, Israël « *surpasse Hitler en barbarie* » LeMonde.fr

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accusé Israël de « *surpasser Hitler en barbarie* », au douzième jour des opérations de l'armée israélienne contre la bande de Gaza. Les Israéliens « *n'ont pas de conscience, pas d'honneur, pas de fierté. Et ceux qui condamnent Hitler jour et nuit surpassent Hitler en barbarie*», a-t-il lancé samedi 19 juillet lors d'une réunion publique dans la ville d'Ordu, sur la mer Noire.

Le premier ministre turc a également reproché aux Etats-Unis de défendre les opérations « *disproportionnées* » menées par l'armée israélienne et a dénoncé l'inertie du monde musulman. Il a toutefois appelé la population à ne pas s'en prendre aux juifs de Turquie, « *parce que ce sont des citoyens turcs* ».

Ces déclarations interviennent alors que Recep Tayyip Erdogan est candidat à l'élection présidentielle d'août en Turquie. Mardi, il avait déjà accusé mardi Israël de « terrorisme d'Etat » et exclu toute normalisation avec ce pays. lemonde.fr 19.07

En complément

- Echanges avec Moscou : Ankara, prêt à supprimer le dollar - french.irib.ir

La Turquie a proposé à la Russie d'utiliser les monnaies nationales dans leur commerce réciproque en vue de se débarrasser progressivement du dollar, a annoncé samedi le ministère russe du Développement économique dans un communiqué. "*La Turquie propose à la Russie de passer aux monnaies nationales dans leurs règlements réciproques*", lit-on dans le communiqué publié à l'issue d'une rencontre entre le ministre russe Alexeï Oulioukaïev et son homologue turc Nihat Zeybekçi.

Cette rencontre a eu lieu dans le cadre d'une réunion du G20 économique en Australie. En 2013, les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 32,7 milliards de dollars. La Russie arrive en deuxième position parmi les partenaires commerciaux de la Turquie après l'Union européenne, et la Turquie se classe huitième parmi les partenaires de la Russie. Moscou a décidé de relancer les consultations sur le passage aux monnaies nationales afin de réduire le rôle du dollar dans ses échanges extérieurs suite au refroidissement de ses relations avec l'Occident sur fond de crise ukrainienne. french.irib.ir 19.07

Analyse

- Le lien entre Kiev et Ghaza - french.irib.ir

Jeudi dernier, et à seulement quelques heures d'intervalle,deux grands événements ont aggravé le désordre que vit le monde. Le premier a eu lieu en début d'après-midi. Un Boeing 777 de la Malaysia Airlines, affrété par Air France, et qui reliait Amsterdam à Kuala Lumpur s'est écrasé à l'est de l'Ukraine avec, à son bord, 298 personnes dont 85 enfants. Aucun survivant. L'effet produit par cette catastrophe n'était pas loin de rappeler par son intensité l'attaque des tours de New York, le 11 septembre 2001. Tous les médias occidentaux sont passés en mode boucle pour l'événement.

Kiev accuse les «*séparatistes*». Les «*séparatistes*» accusent Kiev. L'Europe accuse Moscou. Moscou, frappée durement la veille par de nouvelles sanctions économiques décidées par les Etats-Unis, se défend et souligne la nécessité de régler durablement le problème ukrainien. Le vacarme est tel que la voix de la Malaisie, pays concerné au premier chef, est à peine audible. C'est la

2ème catastrophe aérienne subie par ce pays en quatre mois. Le 8 mars dernier, un Boeing 777 (décidément) de la compagnie malaisienne disparaissait quelques heures après son décollage de Kuala Lumpur en route vers Pékin avec 239 personnes à bord. Ni l'avion, ni les victimes, ni même le lieu du crash n'ont été retrouvés à ce jour.

Ceci dit, la thèse d'une attaque de l'avion, venant d'Amsterdam, par un missile sol-air à longue portée (l'avion volait à 10.000 mètres d'altitude) est la plus retenue. Mais quel intérêt de s'attaquer à un avion civil? Dans ce genre d'affaires, il est pratiquement impossible de répondre de manière tranchée. L'opération est si bien montée et avec une telle expertise qu'elle ouvre plusieurs hypothèses en excluant toute certitude. Rendant encore plus difficile tout travail de décryptage. Et c'est là où précisément survient, quelques heures après, l'autre événement de même dimension. Aussi grave pour la paix dans le monde. Après 10 jours, en ce mois de Ramadhan, de bombardements sur la population civile de Ghaza, Israël a décidé, jeudi soir, après le f'tour, d'engager une opération militaire terrestre. Le retentissement de cette nouvelle agression contre un peuple sans armes par une armée suréquipée, a été très amoindri. Les médias étaient braqués sur les débris de l'avion malaisien abattu en Ukraine et ne se retournaient que furtivement vers Ghaza prise d'assaut par les chars israéliens.

Difficile, dès lors, de ne pas faire de lien entre ces deux centres de l'actualité. Surtout quand on revoit l'image de l'envoyé spécial d'Israël, Bernard-Henri Lévy, prendre sous sa coupe les premiers rebelles ukrainiens, et les introduire à l'Elysée. Comme il l'avait fait avec Sarkozy pour la Libye. On remarquera que les deux pays ne s'en sont jamais relevés. L'intérêt pour Israël d'allumer un autre feu pour détourner l'attention sur ces méfaits est évident. Il faut cependant y ajouter qu'en poussant l'Europe vers une confrontation avec la Russie, Israël fait un coup double. Régler le compte avec Poutine pour son soutien à la Syrie, mais également avec l'Europe «*coupable*» d'avoir reconnu le nouveau gouvernement d'union nationale palestinien qui compte des membres du Hamas.

Et puis, il y a eu cette directive de l'UE en juin 2013 qui exclut de «*tous les accords entre l'Etat d'Israël et l'UE, les territoires occupés*». Ce qui veut dire que l'UE refuse de financer les sociétés israéliennes installées en territoires occupés. Pour Netanyahu, cette directive «*entrave le règlement du conflit (israélo-palestinien)*». Quant à Obama et son processus de paix... Israël n'ayant plus le soutien des grandes puissances, leur «*rend la monnaie*». Les pays arabes autour d'Israël ne sont pas en état d'affronter militairement, aujourd'hui, Israël. Il suffit de tirer sur ce fil d'Ariane pour comprendre plus et mieux. Et trouver le lien entre Kiev et Ghaza. french.irib.ir 19.07

Gaza résiste.

Gaza: Nouvelle tactique de guerre de la Résistance - french.irib.ir

Il est vrai que le plus dur n'a pas encore commencé : l'offensive terrestre qu'Israël a déclenché contre Gaza se voit heurté à un facteur inexploité jusqu'ici par l'aile palestinienne de la Résistance , à savoir le facteur surprise.

Les opérations palestiniennes semblent ainsi s'inspirer en grande partie de l'expérience de la guerre asymétrique déjà menée par le Hezbollah contre le régime d'Israël. Après les opérations-commandos, les guet-apens à colis piégé, en voici une nouvelle tactique de guerre : les chars piégés. Selon le site Al Youm al Sabah, les brigades Qods, branche militaire du Jihad islamique a revendiqué l'explosion téléguidé d'un char israélien à Beit Hanoun, explosion qui a laissé, selon lessources israéliennes, six blessés graves. Aussitôt après l'explosion, le commando de Qods s'est violemment accriché avec les soldats israéliens.

De violents accrochages se sont poursuivis non loin de la faculté d'agriculture à Beit Hanoun. Le bilan de six blessés graves est confirmé par Maariv et d'autres sources israéliennes qui évitent toutefois très soigneusement de révéler le nombre des pertes dans les rangs des soldats israéliens. Les brigades Qods ont également annoncé avoir pris pour cible de leurs missiles 107 un rassemblement des forces israéliennes à l'est du camp Al Brij. Vendredi les premiers témoignanges de soldats sionistes pris au piège par les commandos palestiniens étaient rapportés par les médias : ces soldats parlent des " *fantômes qui surgissent de nullpart et qui tirent des missiles et des roquettes en notre direction sans que nous soyons capables de les localiser* ". Sur le terrain, les militaires israéliens se montrent comme toujours uniquement habiles à tuer des femmes et des enfants : en 11 jours de raids aériens, terrestres et martimes contre les maisons de Gaza , Israël a tué 307 palestiniens dont 72 enfants... french.irib.ir 19.07

Haut de page

Le 21 juillet 2014

CAUSERIE

La grille de lecture du jour

Créer les conditions favorables à des débordements ou des affrontements violences de façon à pouvoir les exploiter sur le

plan politique, qui concrètement se traduira par un soutien inconditionnel à Israël sous la forme de l'interdiction de manifester contre sa politique criminelle.

Et puis, quel bonheur d'être léniniste !

Je n'ai plus le temps de traiter la polémique qui enfle après le crash du vol MH17, on verra cela demain. Je dois signer ce soir pour mon petit terrain.

C'est intéressant car la même méthode de désinformation est employée par les Américains pour l'imputer aux Russes, que celle qu'ils avaient utilisée pour faire croire au monde entier qu'Assad était responsable d'un bombardement au gaz sarin : ils auraient capté secrètement une conversation entre des pro-russes ukrainiens et des militaires russes, ils n'ont rien trouvé de mieux, à l'époque c'était le Mossad qui auraient capté une conversation entre des militaires syriens.

Leurs mensonges sont tellement gros que cela en devient ridicule et à dire vrai écouter Kerry est un vrai bonheur. Après, on n'a même plus besoins de chercher des preuves pour savoir qui a fait le coup ! On pourrait se contenter de se demander à qui profite le crime une fois de plus, on le sait, au gouvernement néonazi de l'Otan installé à Kiev, mais on se fait un devoir de le démontrer à partir de témoignages ou d'éléments matériels solides, concrets.

Un dernier mot. Si vous avez manqué un épisode ou que vous étiez en vacances, vous pouvez suivre jour après jour le déroulement de l'agression militaire israélienne contre Gaza à partir des causeries des jours antérieurs archivées. J'espère que le traitement que je lui accorde avec ses répercussions en France vous satisfait.

Le chiffre du jour. 434.

Au moins 434 Palestiniens ont été tués depuis le début du conflit à Gaza, dont 96 ce dimanche, en faisant la journée la plus sanglante depuis le début le 8 juillet de l'offensive israélienne contre l'enclave palestinienne.

Dans les rangs israéliens, 13 soldats de la brigade Golani ont été tués ces dernières 24 heures dans la bande de Gaza, portant à 18 le nombre de militaires morts depuis le début de l'offensive «*Bordure protectrice*», le bilan le plus lourd pour les forces israéliennes depuis 2006. 20minutes.fr 20.07

En réalité davantage de soldat de Tsahal ont été tués et des centaines blessés selon les Palestiniens. Du côté Palestiniens on ne compte plus les blessés, plus de 3.000.

Que les dirigeants du vieux monde pourri légitiment la barbarie sioniste va alimenter

Les provocateurs sionistes (donc antisémites) trônent à l'Elysée et à Matignon.

L'infâmie vient d'en haut, et l'imposture suprême tient en un seul mot : Israël, bras armé de l'impérialisme américain.

Elle se traduit par l'instrumentalisation de l'histoire, la leur à travers l'interprétation falsifiée qu'ils en donnent. En fait, ce sont eux qui ont initié les négationnistes des crimes du nazisme pour avoir camouflé les liens qui existaient entre les nazis et les banquiers sionistes, tandis que l'extrême droite doit servir en ultime recours de rempart au régime contre la révolution socialiste.

L'antisémistisme fait l'objet d'un traitement disproportionné par rapport à toutes les manifestations de la barbarie capitaliste depuis le début du XIXe siècle à nos jours. L'intérêt porté à la communauté juive est disproportionné par rapport à ce qu'elle représente dans le monde, moins d'1% de la population mondiale. Pourquoi en est-il ainsi ? C'est simple à comprendre et on l'a déjà expliqué dans de précédentes causeries.

Parce que le sionisme est le volet moyen-oriental du néolibéralisme, le bras armé des compagnies pétrolières américaines, le gardien de leurs puits de pétrole et de gaz dans cette région du monde, et ce sont des sionistes qui ont élaboré l'idéologie néolibérale et la stratégie du nouvel ordre mondial gouvernement mondial.

Les banquiers anglo-saxons se sont enrichis grâce à leur mainmise sur le pétrole du Moyen-Orient il y a de cela un siècle, il leur a permis d'accroître rapidement leur fortune et leur pouvoir politique dans des proportions gigantesques au point de dicter leur volonté aux gouvernements du monde entier ou presque, de réaliser leur rêve de devenir les maîtres du monde. Le pétrole qui demeure une mane ou une rente inépuisable extraordinaire est impliqué dans tellement d'applications industrielles, que le contrôler permet pour ainsi dire de s'assurer du contrôle de l'économie mondiale au point de pouvoir influer sur l'orientation du capitalisme mondial, de telle sorte que le pouvoir politique ne peut leur échapper.

Le sionisme repose sur une imposture, un mythe qui a valeur de loi éternelle. Ses fondements reposent sur une falsification

de l'histoire. Sa philosophie repose sur le nihilisme, la négation de toute connaissance ou certitude en dehors de la leur qu'il impose au reste du monde. Il est le produit de la négation de l'histoire passée des peuples, sauf la leur qu'ils ont inventée, un déni de la réalité auquel rien ne peut résister. On ne peut lui opposer aucun argument intelligible ou valable à leurs yeux, partant de ce principe qui constitue un défi permanent à la logique la plus élémentaire ou à la raison, dénué de toute rationalité, puisque basé sur une pure invention érigée en théorie, en idéologie, en politique pour dominer le monde et en devenir le maître absolu.

Vous aurez reconnu là la définition de la politique hégémonique américaine avec laquelle il se confond, Israël n'en est qu'une vulgaire succursale vouée à diviser le monde arabe et bien au delà pour mieux assurer sa suprématie...

- François Hollande refuse tout acte «*qui puisse faire resurgir l'antisémitisme et le racisme*» - 20minutes.fr

«*La République, c'est la capacité de vivre ensemble, de regarder son histoire et en même temps d'être toujours prêts à défendre les valeurs démocratiques, de ne pas se laisser entraîner par des querelles qui sont trop loin d'ici pour être importées, de ne pas se laisser emporter par les déflagrations du monde*», a-t-il dit.

(Nous avions raison de marteler que leur République n'est pas la nôtre et ne peut pas être la nôtre, Hollande l'illustre à sa façon et nous l'en remercions.

Leur République tout comme la démocratie dont il se réclame, ne sont que le vernis élimé de toutes les compromissions possibles afin de camoufler la nature bonapartiste, antidémocratique et réactionnaire du régime, sa véritable nature de classe, de telle sorte que la collaboration de classes puissent se développer au sein du mouvement ouvrier et le pourrir au détriment du combat classe contre classe, du combat sur le terrain de l'indépendance de classe pour le socialisme. - ndlr)

«*Ce doit être une grande cause nationale que de lutter inlassablement contre le racisme et l'antisémitisme, je le dis aujourd'hui en particulier, nous devons écarter toutes les menaces, tous les périls et faire que notre sol soit le sol de tous dans la République*», a dit François Hollande. AFP 20.07

Apparemment la Ligue de Défense Juive (LDJ) qualifiée de terroriste et de fasciste, interdite aux Etats-Unis et en Israël mais autorisée en France, ne constitue pas une "*menace*", ne constitue pas un "*péril*" pour sa République. Pourquoi ? Mais parce qu'elle est en France le porte-parole du gouvernement d'extrême droite israélien. Il est donc normal qu'elle bénéfie d'un statut particulier, et lorsqu'elle se livre à des violences urbaines sous les yeux de la police qui lui accorde sa protection, elles ne seraient faire l'objet de poursuites judiciaires, autrement dit le gouvernement français estime que ses actions violentes sont légitimes et les encouragent.

Il faut bien comprendre que la LDJ ne pourrait pas agir de la sorte, si elle ne bénéficiait pas du soutien ou d'un traitement de faveur de la part de Hollande-Valls-Cazeneuve. Comme à Kiev les milices fascistes qu'ils soutiennent également. On a l'impression que l'histoire s'accélère tout d'un coup, vous ne trouvez pas ?

Le porte-parole des bouchers de Gaza intervenait davant un parterre de sionistes avérés.

Le porte-parole des bouchers de Gaza intervenait devant un parterre de sionistes avérés, lors d'une cérémonie organisée le jour de la commémoration du 72e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942, la plus massive des arrestations de juifs (plus de 13 000 personnes en deux jours) réalisées en France.

Parmi eux figurait la famille Klarsfeld qui comme chacun sait s'employa toute sa vie à traquer les nazis à travers le monde, sauf aux Etats-Unis au sein de la CIA à laquelle ils enseignèrent leurs méthodes de torture qui servirent ensuite aux différentes juntes militaires en Amérique latine dans les années 70 contre le mouvement ouvrier ou les opposants aux dictatures militaires, précisons qu'à l'époque figuraient déjà un grand nombre de membres de la communauté juive au sein de l'administration américaine, à la CIA et au Pentagone qui auraient pu les mettre sur leur piste, passons.

Il était inévitable que l'inénarrable bouffon Hollande qui ne craint décidément pas le ridicule se fende d'un discours à leur adresse, allant jusqu'à dire qu'ils avaient "*pris des risques partout dans le monde*" pour débusquer les ex-nazis allemands en fuite après la fin de la Seconde Guerre mondiale, on se demande bien lesquels puisqu'ils faisaient l'objet de l'opprobe internationale, la plupart étant très âgés lorsqu'ils mirent la main dessus. Certes, ils s'étaient planqués dans des pays ou règnaient des dictatures civiles ou militaires, mais finalement ils n'attrapèrent que d'ex-nazis qui avaient refait leur vie discrètement dans le civil et non des agents au service de ces dictatures ou alors lorsqu'ils étaient retraités et plus en service, donc totalement inoffensifs. Ajoutons que les Klarsfeld bénéficaient du concours et de la protection du Mossad qui comme chacun sait figure parmi les services de renseignements les mieux organisés et les plus puissants du monde. Précisons aussi que le Mossad entretenaient des relations privilégiés avec ces dictatures, tout comme la CIA.

Hollande qui ne manque pas une occasion de parler au nom de la coalition impérialiste anglo-saxonne-soniste en guerre contre la Syrie (et les Palestiniens, etc.) se devait d'en témoigner une nouvelle fois pour qu'on ne se méprenne pas sur son compte ou ses véritables intentions, qu'il se rassure on a parfaitement compris :

«*Ensemble, vous avez aussi retrouvé la trace d'Aloïs Brunner, celui-là même qui était allé chercher votre père, le responsable de la rafle à Nice de septembre 1943*», a-t-il dit à Serge Klarsfeld. «*Il vous a échappé, protégé qu'il était par la dictature d'Assad en Syrie, dont nous connaissons aujourd'hui de quoi elle est capable en matière de barbarie*», a ajouté le président français. AFP 20.07

Une fois de plus Hollande en faussaire se livre à un amalgame grossier entre Hafez el-Assad et son fils Bachar el-Assad actuellement au pouvoir en Syrie. Aujourd'hui Alois Brunner, né le 8 avril 1912 à Nádkút, aurait 102 ans et il y a de forte chance qu'il soit mort où qu'il ne puisse pas rendre de grands services "*en matière de barbarie*" à Bachar el-Assad !

En tant qu'allié de la barbarie sioniste qui bombarde la population civile palestienne de Gaza ou encore du régime fasciste installé à Kiev qui se livre à des atrocités sur la population civile de l'est de l'Ukraine, Hollande est le plus mal placé pour parler de régimes "*barbares*", de dictateurs ou de tyrans que le PS a toujours soutenus ou auxquels les sections de l'Internationale socialiste ont frayé la voie au Moyen-Orient et en Afrique notamment.

Faire monter la tension est un choix délibéré de Hollande-Valls en concertation avec le ministre de l'Intérieur.

Faire monter la tension afin qu'elle débouche sur des affrontements violents pour les exploiter politiquement est un choix délibéré du gouvernement. C'est la méthode de tout Etat policier qui recourt à des provocations afin d'entraîner la réaction violente des manifestants, qu'ensuite il pourra dénoncer et réprimer alors qu'il en est à l'origine, ce qui lui permettra de justifier les mesures liberticides qu'il adoptera dans la foulée ou ultérieurement.

Maintenant, comment croire que les forces de police seraient dans l'incapacité matérielle d'assurer la protection d'un simple lieu de culte de quartier, alors qu'elles assurent la sécurité du Stade de France ou du Parc de Princes par exemple ?

Mieux encore, selon un chef de la police, la stratégie qu'ils ont adoptée devait servir à "*éviter les affrontements communautaires*", autrement dit la confrontation entre les manifestants pro-palestiens et la milice fasciste sioniste La Ligue de la Défense Juive. Or il faudrait qu'il nous explique ce que ces fascistes pouvaient bien faire sur le trajet d'une manifestation pro-palestinienne, sinon monter des provocations afin d'entraîner une réaction violente de la part des manifestants et ainsi de suite. Pourquoi connaissant parfaitement les intentions de ces fachos ne les ont-ils pas maîtrisés avant qu'ils passent à l'action ? On connait la réponse, parce qu'ils bénéficient de la protection des CRS et du soutien du gouvernement du Crif.

Les arguments de ce policier ne tiennent pas, ils servent uniquement à justifier une décision prise en amont selon des critères fabriquées pour l'occasion, ils témoignent répétons-le du choix politique de Hollande-Valls d'interdire une manifestation pro-palestinienne en bon petit soldat de Tsahal.

D'ailleurs, lisez attentivement, ce policier pas très fûté vend la mèche lorsqu'il affirme que les services de renseignement "*avaient prévu plus de 10.000 personnes si la manifestation avait été autorisée*", ce qui signifie que cette manifestation avait été interdite afin de dissuader les opposants à la politique génocidaire de l'Etat sioniste d'y participer ou pour diminuer le nombre de manifestants, ce qui leur aurait permis de dire ensuite qu'elle avait été un échec et que la majorité de la population soutenait Israël.

Mais voilà, l'opération a échoué lamentablement et elle se retourne désormais contre Hollande et son gouvernement comme vous pourrez le lire plus loin, qui plus est, plusieurs nouvelles manifestations sont déjà programmées à Paris cette semaine, mercredi, samedi et peut-être dimanche.

Nouvel Observateur - Un haut responsable policier a défendu, de son côté, la stratégie des forces de l'ordre : "*L'un des objectifs était d'éviter les affrontements communautaires et il n'y en a pas eu*".

Le rassemblement a été cantonné "*parce que si on avait laissé évoluer le cortège, il serait passé non loin de certaines synagogues*", ce qui aurait pu engendrer "*des incidents*", a-t-il ajouté.

"*Si un juif avait été pris à partie, si un pro-palestinien avait été tabassé ? Qu'est-ce qu'on nous aurait dit ?*", interroge ce policier, affirmant que les services de renseignement "*avaient prévu plus de 10.000 personnes si la manifestation avait été autorisée*". Nouvel Observateur 20.07

Vallsionisme.

Manuel Valls invite les Juifs de France à avoir confiance - Reuters

Dans un premier temps, il est bien connu pour l'avoir matraqué que la classe ouvrière s'est laissée tenter par l'extrême droite ou le FN, alors de là à ce qu'elle devienne antisémite, c'était mécaniquement prévisible, déterminé, inévitable, c'est un fait avéré, incontestable. Vous êtes des antisémites, des xénophobes, des fascistes, telle est la logique implacable à partir de

laquelle cette pourriture construit sa démonstration. Voilà comment il fabrique des arguments qui se veulent indiscutables et qui en fait n'ont rien à voir avec la réalité, mais que les médias réprendront en boucle au titre de porte-parole de la propande officielle ou gouvernement aux ordres d'Israël.

Evidemment des antisémites, des xénophobes ou des fascistes doivent être traités comme tels, sans ménagement, par le gouvernement, l'appareil répressif de l'Etat, la justice, la police, d'où l'interdiction de manifester à Paris et les menaces proférées à l'encontre des organisateurs de ces manifestations et de toute personne y participant. Nous appelons travailleurs et militants à participer à toutes les manifestations autorisées ou interdites en soutien à la cause palestinienne.

Derrière chaque jeune des "*quartiers populaires*", surtout ceux issus de l'immigration maghrébine ou africaine, en réalité derrière chaque travailleur, ajoutons derrière chaque opposant à la politique criminelle d'Israël, se "*cache*" un antisémite, et si leur antisionisme se transforme en "*haine du juif*" c'est parce qu'ils n'ont pas "*conscience de l'Histoire*", arguments ou procédé nauséabonds, qui à défaut de fondements ou de preuves ont pour fonction ou a le mérite de servir de certitude en instrumentalisant l'ignorance des masses au delà de la réalité qu'il s'emploie à réécrire ou fabriquer pour l'occasion. Voyons, avouez-le, vous êtes antisémite parce que vous êtes ignorant comme chacun sait martèle Valls, car cela va de soi d'être antisémite, c'est naturel quand on est ignorant, ce n'est pas bien, on ne vous en veut, mais comprenez bien qu'on ne peut vous laisser faire, on doit vous réprimer, c'est pour votre bien, on vous rend service en agissant de la sorte, vous nous remercierez plus tard, et sachez que nous sommes impartiaux, justes

La formule qu'il emploi tient du syllogisme. L'antisionisme conduit à l'antisémitisme. Vous êtes antisionite. Donc vous êtes antisémite ou vous le deviendrez fatalement un jour. Entre nous, cela doit bien faire marrer les juifs antisionistes une telle extrapolation, quelle connerie !

Ce dérapage de Valls qui n'est pas le premier est d'une extrême gravité, il est le pendant d'autres discours tenus par ses amis néolibéraux ou néoconservateurs qui n'hésitaient pas à déclarer il n'y a pas si longtemps, qu'un terroriste sommeillait dans chaque musulman, vous vous souvenez n'est-ce pas ?

Reuters - "*À l'antisémitisme historique (...) s'ajoute un antisémitisme d'une forme nouvelle qu'il est hors de question de nier ou de cacher (...) il se répand sur internet (...) il se répand aussi dans nos quartiers populaires auprès d'une jeunesse souvent sans repère, sans conscience de l'Histoire et qui cache sa haine du Juif derrière un antisionisme de façade et derrière la haine de l'Etat d'Israël*", a déclaré Manuel Valls.

"*La France ne laissera pas les esprits provocateurs alimenter je ne sais quel conflit entre les communautés*", a dit Manuel Valls, appelant à un "*sursaut de la société*" contre l'antisémitisme. Reuters 20.07

Hollande et Valls sont les principaux provocateurs sionistes en France. Le PS est le champion toutes catégories confondues pour alimenter le communautarisme, il a une longue expérience derrière lui en la matière.

Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire sera en mesure de se débarrasser de l'antisémitisme en réprimant férocement ou interdisant tout mode d'expression des sionistes. Il protègera les juifs et toute les communautés minoritaires, et il matera sans ménagement la racaille sioniste, raciste ou xénophobe, à commencer par leurs dirigeants et porte-parole, les BHL et Cie.

Abordons un autre volet.

Les titres de presse d'hier et les derniers développements ou dernières réactions illustrent notre propos ou confirment le bien-fondé de notre analyse.

Le camp des pro-israéliens se fissure suite à l'amplification des opérations militaires israéliennes ou du massacre de Palestiniens.

- Manifestation pro-palestinienne interdite : polémique après les violences - LePoint.fr

- Au lendemain des violences, polémique sur l'interdiction de la manifestation pro-palestinienne - 20minutes.fr

Peu importe, Valls persiste et signe. C'est un dangereux psychopathe, une sorte d'illuminé, un fanatique, normal qu'il soit le porte-parole de fanatiques.

- Valls : les violences de la manifestation pro-Palestine "*justifient d'autant plus*" son interdiction - Francetv info

Et puis tant pis ou plutôt tant mieux si...

- Manif pro-Gaza : "*L'interdiction est venue nourrir une certaine radicalité*" - Le Nouvel Observateur

Plusieurs responsables politiques accusent le gouvernement d'avoir attisé les tensions en interdisant le rassemblement de Paris.

"*L'interdiction est venue nourrir une certaine radicalité*" dans cette manifestation, a affirmé l'élu PS de Seine-Saint-Denis Razzy Hammadi. "*Des manifestations aux quatre coins de la planète se sont bien passées, et pas en France où elle était interdite*", a-t-il relevé, pointant "une erreur" du gouvernement.

Pour Marie-Françoise Bechtel, députée chevènementiste de l'Aisne, par cette interdiction la France "*a favorisé les troubles constatés hier dans cette seule ville*" à Paris.

L'interdiction de la manifestation "*était bien une provocation et une manipulation*", a pour sa part affirmé le parti de Gauche.

"*Pourquoi ne pas l'avoir autorisée ? Et ainsi pouvoir l'encadrer*", s'est demandé sur Twitter l'élu UMP du 18e arrondissement de Paris et secrétaire national de l'UMP, Pierre-Yves Bournazel.

Je m'interroge sur le choix d'interdire la manifestation. Pquoi ne pas l'avoir autorisée? Et ainsi pouvoir l'encadrer. Le Nouvel Observateur 20.07

- Manifestation pro-palestinienne à Paris: les violences auraient-elles pu être évitées? - L'Express.fr

- Manifestation interdite: Yves Jégo dénonce une "*provocation*" du gouvernement - AFP

Le gouvernement "*a fait une forme de provocation*" en interdisant la manifestation propalestinienne samedi à Paris, qui a dégénéré, et n'a pas "*su affirmer l'autorité de l'Etat*", a jugé dimanche Yves Jégo, candidat à la présidence de l'UDI.

"*Manifester l'autorité de l'Etat vis-à-vis des casseurs, ça c'est indispensable, mais on n'interdit pas une manifestation compte tenu des circonstances, et de l'émotion d'une grande partie des Français à propos de ce qui se passe en Israël et en Palestine*", estime l'élu de Seine-et-Marne.

Selon lui, "*le préfet de police aurait dû donner sa démission*".

"*Son irresponsabilité (au gouvernement) est une formidable campagne d'adhésion au Front national*" a-t-il ajouté. AFP 20.07

Israël criminel de guerre. Du pain sur la planche pour la famille Klarsfeld.

- Israël accusé de "*crime de guerre*" après le pilonnage sanglant de Chajaya - AFP

Les dirigeants palestiniens et la Ligue arabe ont accusé Israël d'avoir commis un "*crime de guerre*" et un "*massacre*" en pilonnant dimanche Chajaya, une banlieue de Gaza, faisant des dizaines de morts au 13e jour de ses opérations dans l'enclave palestinienne.

Selon les secours, au moins 60 personnes ont été tuées et plus de 200 blessées dans ce bombardement, le plus meurtrier depuis le conflit de 2008-2009 dans l'enclave palestinienne. Avec 87 morts à travers la bande de Gaza, c'est aussi la journée la plus sanglante depuis le 8 juillet, date du début de l'offensive israélienne pour neutraliser les capacités militaires du Hamas qui contrôle ce territoire.

A Chajaya, une journaliste de l'AFP a décrit des scènes de carnage et de chaos, tel cet homme éventré et à la tête arrachée. Les rues étaient parsemées de voitures calcinées, y compris une ambulance. Une foule de milliers de personne tentait de quitter la zone depuis le matin.

"*Le bombardement brutal et l'offensive terrestre à Chajaya sont des crimes de guerre contre les civils palestiniens et une escalade dangereuse qui pourrait avoir de lourdes conséquences*", a dénoncé la Ligue arabe.

Le gouvernement palestinien a aussi "*condamné de la manière la plus forte qu'il soit le massacre atroce commis par les forces près de la frontière israélienne*", selon un communiqué, appelant la communauté international a "*réagir immédiatement à ce crime de guerre*".

"*Chajaya est une zone civile où le Hamas a placé ses roquettes, ses tunnels, ses centres de commandement*", s'est justifié l'armée, "*cela fait des jours que nous avons prévenu les civils de Chajaya qu'ils devaient évacuer. Le Hamas leur a ordonné de*

rester, c'est le Hamas qui les a mis dans la ligne de mire". AFP 20.07

Parole d'internaute.

1- "*Les réseaux sociaux nous montrent des manifestations imposantes par le nombre de manifestants à Londres, à Vienne, aux Pays Bas... Le Monde pourrait peut être nous en dire plus sur les manifestations dans le monde? A Paris? Interdiction de manifester!*"

Le journal Le Monde censure les informations qui ne vont pas dans le sens de la propagande officielle et il n'est pas le seul média dans ce cas, loin de là ! Normal.

2- "*On est juste en train de vivre une élévation de l'opinion publique contre une politique israelienne qui n'est plus approuvée, il y a rien d'antijuif à cela, peut être antisioniste mais encore faut il voir et comprendre la différence...*"

Vous avez raison, j'ajouterai qu'en persistant Hollande s'enfonce un peu plus chaque jour, il n'a pas le choix, il défend son camp, et que cela pourrait alimenter la lutte des classes, la détermination de la classe à résister en prenant exemple sur les Palestiens.

3- "*Encore du racisme anti arabe et ça ne choque personne : Israël est le pire Etat du monde, son armée coloniale tue bébés, femmes et enfants. Alors l'antisionisme est légitime, à ne pas confondre avec l'antisémitisme, étant moi même un sémite !* "

Deux poids deux mesures, vous connaissez la chanson...

Haut de page

Le 22 juillet 2014

CAUSERIE

On ajoutera une douzaine de nouveaux articles ce soir si ma connexion Internet est assez rapide.

Je n'ai pas encore commencé à bosser pour l'entreprise indienne dont je vous ai parlé il y a quelques jours. J'attends de voir le volume de travail qu'ils attendent de moi et si c'est compatible avec le temps que je consacre à notre portail. Tout dépendra aussi du salaire qu'ils me proposeront. Wait and see.

Hier je me suis engagé dans l'acquisition d'un petit terrain suite au refus de mon propriétaire de réaliser les travaux que je lui avais demander de faire, et je n'ai pas envie de redéménager tous les trois ans à mon âge. Le frère de Selvi va superviser la construction de ma maison dont j'ai dessiné grossièrement les plans, il me restera à procéder à l'achat de différents matériaux ou accessoires. 800 m² de jardin et 69M² pour la maison, ce sera suffisamment pour nous trois, dans un petit village apparemment très calme, pas tout à fait en pleine campagne mais presque, à dix minutes en moto de l'endroit où je vis actuellement, donc à égal distance de la ville, Pondichéry.

Avant je suis allé tester sur place ma connexion Internet et le téléphone qui fonctionnent encore mieux que chez moi. J'espère déménager avant six mois car pendant ce temps-là je continue de payer un loyer très cher et mon budget n'est pas extensible.

Demain si possible on reviendra sur les violences qui ont émaillé certaines manifestations, car il y a beaucoup de choses qu'on n'a pas eu le temps d'aborder ou de dire. Provocateurs professionnels, voyous, jeunes désoeuvrés ou excédés, gauchistes, extême droite, lumpenprolétariat, il y a un peu de tout là-dedans.

Lu dans quelques articles...

1- "*Un systéme d'information basé sur la propagande...*"

La propagande gouvernement fait office d'information, ils la manipulent à leur guise en fonction de leurs objectifs politiques.

2- "*La dernière chose dont le monde a besoin aujourd'hui, c'est bien d'une troisième guerre mondiale.*"

Etrange réflexion. En quoi pourrait-il en avoir besoin ? A moins d'identifier la classe dominante au monde et là on comprend mieux...

3- "*On parle de propagande russe pour qualifier ce que les médias occidentaux ne veulent pas montrer.*"

L'ennemi des masses exploitées à abattre est dans leur propre pays, pour les en détourner on leur en désigne un autre, les Russes.

4- "*Si certains détails diffèrent, cette obsession fondamentale de l'émergence d'une « race » pure – la « race » juive – est donc de même nature que celle prônée par l'idéologie nazie de l'époque.*"

Effectivement. Non seulement la race pure est un mythe, mais le berceau de l'humanité semble situé dans la Corne de l'Afrique. Toute idéologie qui la race comme fondement est par nature raciste, donc toute personne qui s'en réclame est forcément raciste.

Cela dit il peut y avoir des juifs qui se disent sionistes sans être pour autant racistes, car ils n'intègrent pas forcément tous les éléments de l'idélogie sioniste. La pression qui s'exerce sur eux ou le potentiel pour qu'ils deviennent racistes est énorme.

5- "*Il faut se poser la question : quel sera le prochain « événement inattendu » dans la spirale de l'escalade ukrainienne et déclenchera-t-il un affrontement militaire direct, où l'on se servira d'armes nucléaires, entre les Etats-Unis, l'UE et la Russie?*"

Il fallait qu'il y en ait un qui prolonge la propagande officielle qui a pour fonction de créer un climat de psychose permanente pour que les masses se réfugient auprès de leur gouvernement dont elles espèrent la protection, c'est sans rire un "*trotskiste*" qui s'y colle, Alex Lantier de WSWS.

On ne comptera le nombre de farfelus qui ont pronostiqué une guerre mondiale dans les jours à venir au cours des dernières années. Il se peut qu'un jour les faits leur donnent raison et alors ils pourront proclamer qu'ils avaient raison, sauf qu'avoir raison avant tout le monde ne sert à rien ou relève de la fabulation quand il y a un tel décalage entre la fiction et la réalité.

6- Une voie dans laquelle il ne faut pas s'engager :

"*L'Etat d'Israël est une création de l'Europe...*"

... et pour finir :

"*... il faut exiger de nos gouvernements nationaux ainsi que de l'UE que tout lien soit rompu avec l'Etat d'Israël tant que celui-ci persistera dans ses pratiques racistes et coloniales d'occupation.*"

On ne dénombrera pas le nombre d'articles publiés par différents portails ou partis politiques qui se terminent dans les bras de l'UE et de l'ONU qui sont complices des bourreaux des Palestiniens.

Au contraire, on doit se dresser contre la politique du gouvernement et de l'UE qui sont complices d'Israël, ce qui n'est pas du tout la même chose. Pourquoi, en quoi ? Parce que nous ne combattons pas pour avoir un meilleur gouvernement dirigé par des représentants de la classe dominante, nous combattons dans la perspective de renverser le régime donc le gouvernement en place pour mettre à sa place un gouvernement ouvrier révolutionnaire.

Notre mobilisation doit obliger le gouvernement à infléchir ou modifier sa politique sans qu'on n'ait rien à quémander de sa part, sans avoir à faire acte de soumission envers lui. Nous refusons de mener notre combat dans le cadre de rapports de serviteurs s'adressant à ses maîtres, car nous dénions toute légitimité aux rapports de classe tels qu'ils existent, nous combattons pour les renverser, pour les inverser en faveur de notre classe.

Ce que nous obtenons, nous l'arrachons uniquement grâce à notre mobilisation, de telle sorte que le gouvernement ne puisse pas en tirer profit sur le plan politique, même s'il sera tenter de le faire, il ne convaincra que les crétins parmi les plus arriérés ou ceux qui veulent bien l'être.

Notre démarche ou notre conception de la lutte de classe s'inscrit en total opposition avec celle de l'ensemble des partis dits ouvriers qui se soumettent à l'ordre établi qu'ils prétendent pour certains abolir, conformément aux enseignement du marxisme.

Nous invitons nos lecteurs à analyser minutieusement les discours (d'aujourd'hui et d'hier) des dfférents partis afin de déterminer lequel ou lesquels ont intégré le marxisme dans leur conception de la lutte de classe et ceux qui s'en sont détournés ou l'ont toujours ignorée.

En très bref en famille.

Le Medef est toujours animé de bonnes intentions, la preuve.

Le président du Medef réitère enfin son idée d'un salaire minimum inférieur au smic pour les chômeurs de longue durée, afin de leur permettre de retrouver un emploi. « *Le niveau du smic doit pouvoir être discuté avec les partenaires sociaux pour que les populations très éloignées de l'emploi (...) puissent retrouver un travail* », dit-il. lemonde.fr 21.07

Et si le président du Medef oubliait (sic!) de penser aux intérêts des patrons, Hollande s'en charge.

"*A un moment, il faut que le patronat pense à ses propres intérêts et qu'il y ait la confiance [dans l'économie].* " a-t-il dit lors d'un dîner avec l'association de la presse présidentielle. lemonde.fr 21.07

A croire que le patronat aurait la tête ailleurs, par exemple il penserait aux intérêts des travailleurs, qui sait, Hollande n'est-t-il pas socialiste ! Lui il y en pense aux intérêts du patronat et il ne loupe pas une occasion de le rappeler.

Parole d'internaute

Contexte.

A la suite d'un article d'Atlantico.fr, les commentaires sur ce portail étant réservés aux abonnés.

- "*Tant qu'il y aura du pain et des jeux.*

Je l'ai entendu plusieurs fois et j'en ai fait le constat suivant : tant que les Français de classe moyenne et les pauvres auront néammoins à manger dans leurs assiettes (on ne meurt plus de faim en France depuis la présidence de VGE) et que le travailleur et le retraité pourront valider un ticket, selon leurs moyens, à la Française des jeux au PMU etc. etc. tant qu'ils pourront vivre et espérer... il n'y aura pas de grèves généralisées comme celle de 1968. Et cette majorité " silencieuse " depuis les années 80 (que Mitterrand a neutralisé par le porte-monnaie) qui a le pouvoir de déclencher une révolution, à condition d'avoir un ou plusieurs fédérateurs à leur tête. Mais cet homme ou cette femme providentiel n'existe pas."

Vous avez sans doute en grande partie raison, dans d'anciennes causeries nous expliquions cela plus en détail... Ces conditions existent en grande partie en Grèce excepté l'homme ou la femme providentiel comme vous dites sans qu'il y ait de révolution pour autant, donc il faut creuser davantage le sujet pour comprendre pourquoi...

Un article dont le titre est démenti par son contenu.

- Le sondage qui montre que les Français ont perdu le goût de la révolte… mais pas de la résistance - atlantico.fr

Les personnes interrogées en mai dernier avaient à répondre à la question suivante :

Globalement, quel est votre état d'esprit face à la situation économique et sociale actuelle de la France ?

Entre mai 2011 et mai 2014, le nombre de personnes qui se disent révoltées est passé de 48% en 2011 à 47% en 2012, puis de 52% en 2013 à 42% en 2014. 49% sont révoltés et seulement 29% sont résignés chez les ouvriers.

Les personnes qui se disent résignées respectivement de 30% à 35%, puis de 33 à 36%.

Celles qui se disent indifférentes de 4% à 7% , puis de 5 à 11%.

Confiantes, de 13% à 10%, puis est resté stable à 8%.

Enthousiastes, entre 1 et 3%.

On notera que le nombre de personnes révoltées demeurent le plus important et relativement stable, tout comme le nombre de personnes habituellement résignées. 49% d'ouvriers révoltées est un chiffre très important qui permet d'entrevoir une marge considérable pour construire le parti, qui plus est sachant que la résignation n'est pas forcément un état d'esprit définitif ou permanent.

Plus préoccupant en revanche le nombre de personnes indifférentes, soit qu'elles s'estiment satisfaites de leur condition ou bien servies par le régime, soit que la propagande idéologique du régime gagne du terrain sachant qu'elle incite à se réfugier dans un individualisme primaire, les deux étant souvent liés.

On notera enfin la chute de 25 à près de 40% des personnes confiantes. Ceux ayant perdu confiance avaient sans doute de bonnes raisons de l'être, sans doute au regard de leur statut social privilégié et d'espérer que leur situation s'améiorerait encore, ils ont rapidement déchanté pour rejoindre le camp des indifférents, ce qui serait dans l'ordre des choses, puiqu'à leurs yeux seule le sort de leur petite personne importe.

Quant aux enthousiastes, ils correspondent à la proportion de la population qui continue de se gaver ou de s'enrichir.

Selon le même sondage, 59% des personnes interrogées ne veulent plus entendre parler d'efforts "pour le redressement des comptes publics", alors qu'ils étaient 67% à vouloir y contribuer en 2012, ce qui traduit le rejet de la politique de saccage des services publics et des cadeaux accordés au patronat par le gouvernement.

Chez les ouvriers ils seraient seulement 23% à accepter de se sacrifier et 32% chez les employés.

Le point sur les manifestations pro-palestiniennes prévues cette semaine en France.

La manifestation parisienne est autorisée.

Selon le ministre de l'Intérieur, le rassemblement prévu mercredi et autorisé ce lundi remplit les conditions de sa doctrine car il est à l'initiative "*d'organisations responsables, qui ont accepté de trouver un accord avec la préfecture de police sur un trajet qui permettra à l'ordre public d'être respecté*".

"*Lorsqu'il y a la possibilité de négocier avec les organisateurs un trajet et des conditions de déroulement qui garantissent l'intervention des forces de l'ordre dans de bonnes conditions, elles seront autorisées.*" a-t-il précisé. Francetv info 21.07

A Paris.

Le 23- Le cortège s'élancera mercredi à 18h30 de Denfert-Rochereau pour rallier les Invalides. à l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, qui regroupe un large panel d'associations, de syndicats et de partis, parmi lesquels le Parti communiste (PCF), le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Europe Ecologie-Les Verts (EELV), la Ligue des droits de l'homme (LDH), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Solidaires, l'Union nationale des étudiants de France (Unef) et de nombreuses organisations pro-palestiniennes. Le service d'ordre sera assuré par la CGT, qui fait partie du comité organisateur.

Le 26- Un autre rassemblement est prévu samedi à 15 heures place de la République à l'appel des organisations qui avaient déjà appelé à manifester samedi malgré l'interdiction: le NPA, le Parti des indigènes de la République (PIR), le Mouvement des jeunes Palestiniens (PYM-France) et l'Union juive française pour la paix (UJFP). Certaines appartiennent aussi au Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens.

A Lyon.

Le 23- A Lyon, un rassemblement est prévu mercredi à 18 heures, place des Terreaux. Elle est initiée par le Collectif 69 de soutien au peuple palestinien, qui regroupe une trentaine d'associations, de partis et de syndicats.

A Lille.

Le 23- A Lille, un rassemblement est prévu mercredi à 18 heures, à Grand'Place, à l'appel de l'"Association France Palestine solidarité 59/62" (AFPS).

A Dijon Le 22- A Dijon, une manifestation est organisée mardi à 18H30, place de la République, à l'appel du Collectif 21, déclinaison locale du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. lexpress.fr 21.07

A Toulouse

Le 23- Mercredi à 18H30 dans le centre-ville, à l'appel du collectif Solidarité Palestine.

A Reims

Le 23- - Mercredi à 19H00 à l'appel de l'AFPS Marne. AFP 21.07

Une question ?

Pourquoi l'agence de presse au service du régime sert la soupe au NPA ?

- NPA: l'exécutif est responsable des débordements lors des manifestations - AFP

Le NPA a une connotation d'extrême gauche ou gauchiste à ses heures, alors le mettre en avant peut servir de repoussoir, à dissuader un certain nombre de travailleurs qui auraient l'intention de manifester de le faire, car ils risqueraient de se voir attribuer leur étiquette ou de servir les intérêts de ce parti dans lequel ils ne se reconnaissent pas vraiment .

C'est finement joué, mais un peu léger tout de même

Le chiffre du jour. 570.

C'est le nombre provisoire de Palestiniens massacrés par l'Etat sioniste depuis le début de son pilonnage de Gaza.

L'aviation et les blindés israéliens ont continué de pilonner la bande de Gaza tout au long de la nuit et dans la journée. Les tirs de barrage de Tsahal ont tué 28 membres d'une même famille près de la frontière sud de Gaza, tandis que dix autres périssaient à Khan Younès dans un tir d'obus contre leur maison, ont rapporté des médecins palestiniens.

Un obus de char israélien s'est écrasé sur un étage de l'hôpital Al Aksa, dans le centre du territoire, faisant quatre morts et 70 blessés selon le ministère de la Santé gazaoui. Reuters 21.07

Parole d'internaute.

Le contexte.

- Manifestation pro-palestinienne à Barbès : premières peines de prison avec sursis - lepoint.fr

lepoint.fr- Trois peines de prison avec sursis et une relaxe ont été prononcées lundi lors des premiers procès liés à la manifestation pro-palestinienne de samedi à Paris.

La peine la plus lourde, 10 mois avec sursis, a été prononcée contre un ingénieur de 33 ans, un père de famille au casier judiciaire vierge, reconnu coupable de rébellion et de participation à un attroupement malgré les sommations de se disperser.

Un autre homme, informaticien de 33 ans et père de trois enfants, a écopé de 4 mois de prison avec sursis pour les mêmes délits...

Une femme de 31 ans sans emploi résidant à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) a été condamnée à six mois de prison avec sursis et 105 heures de travaux d'intérêt général, notamment pour violences sur les forces de l'ordre, en l'occurrence un jet de bombe lacrymogène.

Lors de l'audience, elle a assuré n'avoir eu que le "*réflexe*" de lancer cette bombe le plus loin possible d'elle car la fumée l'asphyxiait. Une version étonnante aux yeux du président du tribunal, qui lui a demandé pourquoi elle n'avait pas tiré un coup de pied dans l'objet fumant plutôt que de le saisir dans ses mains. lepoint.fr 21.07

Elle n'a fait que le retourner à l'envoyeur et elle a bien fait.

1- "*Selon le code pénal !*

Heureusement qu'ils n'ont comparé la Garde des Sceaux à un singe, ils auraient prix de la prison ferme."

La justice à la carte en somme.

2- "*Dangereux pères de famille.*

Où sont passés les voyous casseurs et vandales que nos dirigeants fustigeaient lors de la razzia qui a débordé la manifestation interdite ?

Nulle part ! Disparus, envolés, ! La police de moi président ne les a pas vus et notre ministre de l'Intérieur a tellement peur de les appréhender qu'il s'est rabattu sur de dangereux ingénieurs pères de famille au. Casiers judiciaires vierges ! C'est classique !"

Normal, car il ne faudrait surtout pas que cette frange de la population plus instruite et appartenant aux couches moyennes réalise l'unité avec les couches les plus défavorisées contre le régime, c'est leur hantise et la clé de sa stabilité, faire en sorte qu'elles ne se rassemblent pas pour mener le combat politique ensemble, le régime n'y résisterait pas longtemps.

Et puis, il faut bien comprendre que le gouvernement et le PS se sont donnés tellement de mal pour diviser ou opposer les couches de la population entre elles depuis mai 2012 ou alimenter le communautarisme, le racisme et l'homophobie notamment, afin de pouvoir appliquer leur politique antisociale, que constater que leur opération n'aura finalement servi à rien les exaspère au plus haut point, alors ils se vengent comme ils peuvent en faisant des exemples pour dissuader les membres des couches moyennes ou supérieures de la classe ouvrière de descendre dans la rue au côté de la plèbe des bas quartiers.

3- "*Gouvernement et Justice achètent la paix sociale. De qui se moque-t-on ? Pour une caricature bien sûr absurde et détestable, une ex-candidate aux élections municipales prend 9 mois de condamnation ferme. De l'autre côté, des voyous scandent 'Mort au juifs", agressent et blessent des agents de l'ordre, cassent des vitrines, cassent du mobilier urbain, brûlent de voitures... Bilan : Petites condamnations de sursis, et une relaxe. Comprenne qui voudra...* "

Vous n'y êtes pas du tout. Il ne faut pas trop en demander à un abonné du magazine de BHL.

Leur justice n'a pas condamné à des peines de prison avec sursis des "*voyous*", mais des participants à cette manifestation qui refuseraient d'optempérer aux ordres de la police.

On relèvera que la police qui avait procédé à une soixantaine d'arrestations n'a apparemment pas mis la main sur les provocateurs professionnels à l'origine des affrontements avec les forces de l'ordre établi. C'est ce constat qui vaut d'être retenu car il est instructif. D'autres personnes doivent encore être traduits en justice, gageons que pour faire bonne mesure et balayer les critiques vont comparaître dans les jours qui viennent du menu fretin du lumpenprolétariat ou des adolescents

Un complément qui illustre notre propos.

- Manifestation pro-Gaza interdite à Paris: 4 mineurs déférés - AFP

Quatre mineurs âgés de 15 à 17 ans poursuivis pour violences sur les forces de l'ordre lors de la manifestation propalestinienne interdite samedi à Paris étaient déférés devant la justice lundi pour d'éventuelles mises en examen, a-t-on appris de source judiciaire.

Placés en garde à vue avec quinze autres personnes, toutes adultes, samedi, les quatre adolescents devaient être présentés au juge des enfants. Ils pourraient être mis en examen pour participation à une manifestation interdite et violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique, selon la même source. AFP 21.07

La polémique enfle.

- Manifestations pro-palestiniennes: Valls «*fracture*» la France, juge Rachida Dati - 20minutes.fr

- Manif pro-Gaza : "*C'est l'interdiction qui est à l'origine des violences*" - Le Nouvel Observateur

- Interdire la manifestation "*n'était pas une bonne idée*" selon Le Maire (UMP) - AFP

Quand moins de 1% de la population fait la loi.

Elle bénéficie d'une couverture médiatique démesurée.

- La communauté juive sidérée - LeFigaro.fr

- Après les violences, gouvernement et religieux unis contre l'antisémitisme - AFP

- Antisémitisme : la France en état de choc - LeFigaro.fr

En complément. Dans l'autre sens.

- À Sarcelles: «*Tu leur montres une carte, ils ne savent même pas où est la Palestine!*» - LeFigaro.fr

Normal, elle n'existe pas !

Il y a quelque temps déjà j'avais lu que le système scolaire américain était tellement délabré, qu'un élève parvenu au niveau bac n'était pas foutu de citer la capitale de la plupart des pays dans le monde tel que l'Italie, la Grèce ou la Belgique...

L'extrême droite au secours d'Hollande et Valls.

- Débordements à Sarcelles : Philippot met en cause "*l'immigration de masse*" - Francetv info

Philippot (FN): "*une émeute urbaine majeure tous les mois en France*" - AFP

Quelques infos sur les agresseurs.

Soldat israélien capturé: Israël s'insurge contre Netanyahu - french.irib.ir

Les internautes israéliens ont vivement critiqué l'entrée du régime sioniste en guerre terrestre contre la Bande de Gaza qui a abouti à la captivité d'un militaire et ont demandé la démission immédiate de Benyamin Netanyahu. Selon Farsnews après l'annonce de la captivité d'un soldat sioniste, Shaul Aron, par les unités de Qassam, branche militaire du Hamas, les réseaux sociaux ont été tout de suite envahi par cette nouvelle. Beaucoup d'internautes israéliens et vivement critiqué et injurié Avigdor Liebermann, chef de la diplomatie israélienne et le premier ministre Benyamin Netanyahu en raison de l'entrée en guerre terrestre contre la Bande de Gaza.

Les internautes demandaient le retrait de ce qu'ils appelaient l'enfer ainsi que la démission immédiate de Netanyahu en tant que personne incompétente. Les internautes ont ajouté que Netanyahu ne savait rien que de parler du programme nucléaire de l'Iran sans franchir un pas position à ce propos et pour ses attitudes Israël a perdu sa crédibilité. Les brigades d'Ezzeddine Qassam ont annoncé hier soir qu'ils ont captivé dans le quartier Al-Teffah de Gaza un soldat israélien nommé Shaul Aron dont le code personnel est 6092065. french.irib.ir 21.07

Le commandant de la brigade Golani, tué - french.irib.ir

C'est un coup très dur infligé à l'armée israélienne puisqu'il s'agit de la force élite de l'armée sioniste. Selon les sources israéliennes, citées par la chaine libanaise MTV, le commandant de la force spéciale de l'armée israélienne, brigade Golani, a succombé à ses blessures " *subies au cours de violents accrochages de dimanche avec les combattants de la Résistance.* " 26 militaires israéliens ont également été blessés au cours d'affrontement très violent qui ont éclaté ce lundi matin à Gaza dont 4 se trouvent dans un état critique. Yediot Aharonot a confirmé le bilan de six blessés dans les rangs des militaires israéliens, blessés qui ont été évacués dans le centre de soin Shayba. Toujours selon le journal, deux de ces blessés se trouvent dans un état critique.

Palestine Al Youm revient sur la mort de Ghassam Alien, le haut commandant de la force élite de l'armée sioniste qui a donné l'ordre d'attaquer la localité de Chajaiya dimanche à l'est de Gaza où les chars et les drones israéliens ont tué de sang froid plus de 100 civils palestiniens et en ont blessé plus de 500. Les médias n'hésitent pas à qualifier ce massacre de "*Sabra et Shatila*" bis en allusion à un massacre similaire commis en 82 au sud du Liban toujours par les militaires criminels d'Israël. l'armée sioniste a nommé dimanche soir un nouveau commandant à la tête de la force d'élite isralienne. french.irib.ir 21.07

Pertes militaires: "***Une révolution en vue en Israël***" - french.irib.ir

Un célèbre analyste israélien qui tient une colonne dans Haaretz reconnait la très âpre censure médiatique pratiquée en ce moment en Israël. Narapress cite Yuel Marcos qui dit : " *Si le vrai bilan des pertes dans les rangs de l'armée israélienne était rendu public, il y aurait une révolution en Israël*". " *L'armée impose une stricte censure sur le bilan des pertes dans les rangs de l'armée. Si on nous avait permis de tout publier, une révolution aurait éclaté et tout le monde y mettrait ses plumes, coupables et non coupables*" depuis le premier jour de l'offensive roche invincible Tel-Aviv impose une censure folle aux médias par crainte de la réaction des israéliens.

Samedi soir les rues de Tel-Aviv ont été le théâtre de vastes manifestations des colons qui refusent de se faire tuer dans une guerre qui n'a aucun " *objectif*". Les policiers se sont attaqués aux manifestants avant de les disperser à coup de gaz lacrymogène. toute manif anti guerre est depuis interdite. Mais la censure médiatique commence à être remise en cause en Israël même vu le bilan "*effrayant*" des pertes dans les rangs des militaires sionistes. Près de 50 militaires israéliens auraient été tués dans différentes opérations commandos menés par les Palestiniens sur le sol d'Israël. La plus spectaculaire d'entre elles a été celle qui a ébranlé la brigade la plus performante de l'armée sioniste, brigade Golani. Le commandant de cette soi-disant force d'élite a été tué. french.irib.ir 21.07

ACTUALITÉ DU JOUR

A propos du crash du Vol MH 17

Washington utilise la chute de l'avion de Malaysian Airlines en Ukraine pour menacer la Russie
- Mondialisation.ca, - 19 juillet 2014

Avant qu'aucune enquête n'ait été effectuée, des politiciens en vue et des organes médiatiques américains se sont emparés du terrible crash, de l'avion de Malyasian Airline dans l'est de l'Ukraine le 17 juillet, qui a coûté la vie à 295 personnes, pour accentuer les menaces vis-à-vis de la Russie, créant le risque d'une guerre ouverte avec cette dernière.

L'épave du Vol MH 17 se trouve dispersée sur une zone d'environ 15 kilomètres dans une région contrôlée par les milices pro russes qui combattent le régime de Kiev appuyé par l'Occident. Des experts de la sécurité aérienne ont expliqué que le crash pouvait être du à une panne mécanique, à une bombe se trouvant à bord de l'avion ou au fait que l'avion ait été abattu en vol.

Moins d'une heure après le crash cependant, avant même que les dimensions et l'endroit exact de la zone où s'est écrasé l'avion n'aient été connus, des politiciens américains de premier plan, des organes médiatiques américains et le régime fantoche de Kiev insistaient pour dire que la Russie et ses alliés en Ukraine orientale avaient abattu l'avion à l'aide d'un missile BUK. Un responsable du ministère de l'Intérieur ukrainien, Anton Gerashchenko, dit auWall Street Journal: « *Ils ont de toute évidence pensé qu'ils tiraient sur un avion militaire. Ce sont eux qui ont fait cela.* »

Les agences américaines de renseignement ont également affirmé que l'avion avait été abattu par un missile, citant des donnés satellites, mais sans dire qui avait tiré le missile. Ni Kiev ni Washington n'ont présenté de preuves comme des images satellites, des données radar ou des témoignages de témoins oculaires pour soutenir leurs allégations.

Le premier ministre malaisien, Najib Razak pour le pays duquel c'est la deuxième catastrophe aérienne cette année après la disparition de 239 personnes à bord du vol MH 370 de Kuala Lumpur à Beijing, a demandé à ce que l'enquête se poursuive. Il a dit : « *Les autorité ukrainiennes pensent que l'avion a été abattu. Mais il est encore trop tôt pour que la Malaisie soit capable de confirmer la cause de cette tragédie… S'il transpirait que l'avion a effectivement été abattu, nous insisterions pour que les auteurs soient rapidement traduits en justice.* »

Si le vol MH17 a été abattu par une batterie de missiles BUK – un système développé à l'époque soviétique et utilisé tant par l'armée russe (250 unités) et l'armée ukrainienne (60 unités), il existe trois possibilités quant à ceux qui l'ont abattu. Cela a pu être le régime de Kiev ou les diverses milices d'extrême droite qui luttent aux côtés de ses forces armées, des séparatistes pro russes ukrainiens ou les forces armées russes elles-mêmes.

Les médias russes ont rapporté mercredi 16 juillet que Kiev avait déployé des batteries de missiles anti-aériens aux alentours de la ville de Donetsk, la plus grande ville tenue par les milices pro russes. Depuis là, des systèmes avancés de missiles comme les BUK ou les S-300 auraient pu abattre un avion dans la région.

Moscou ou des milices séparatistes d'Ukraine orientale auraient également pu atteindre l'avion au moyen de missiles BUK et avec l'assistance technique de l'armée russe. Les forces séparatistes d'Ukraine orientale ont, comme il a été rapporté, saisi des batteries de missiles BUK quand elles ont capturé une base militaire ukrainienne au début de la semaine dernière et ont affirmé avoir abattu un avion ukrainien peu avant que le vol MH17 ne s'écrase.

Quant à savoir si c'est Kiev, Moscou ou ses milices alliées qui ont abattu MH17, on ne peut qu'attendre qu'une enquête ait lieu, en supposant que les combats dans l'Est de l'Ukraine vont permettre à celle-ci de s'effectuer. Quelle que soient ceux qui ont abattu l'avion de ligne malaisien, s'il a vraiment été abattu, la principale responsabilité de cet acte horrible est à chercher dans la catastrophe déclenchée en Ukraine par Washington et des alliés européens.

Washington a sans arrêt cherché à intensifier les tensions politiques et militaires dans le but d'encercler la Russie. En rendant la situation de plus en plus violente, il a cherché à contrer les éléments en Allemagne qui, pour des raisons qui leur sont propres, éprouvent de la nervosité à voir la politique allemande subordonnée aux intérêts américains. Les responsables américains, et les médias se sont donc emparés du crash pour exiger une escalade militaire en Ukraine, une capitulation russe aux intérêts américains en Ukraine et un alignement complet des pouvoirs européens sur la politique américaine.

Le New York Times a fait porter toute la responsabilité du crash au président russe Vladimir Poutine, tout en admettant ne pas savoir qui en était responsable. Remarquant que « *cela prendra probablement un moment pour trouver qui est vraiment responsable* » (...)

Quelques titres de presse.

- Vol MH17 : les services de renseignement américains soupçonnent la Russie - LeMonde.fr

- Crash du vol MH17 : le système de missile venait de Russie, assure Kerry - Le Nouvel Observateur

- Révoltés, les Pays-Bas donnent une «*dernière chance à Poutine*» - LeFigaro.fr -

- Crash MH17: Paris, Berlin et Londres menacent Moscou de nouvelles sanctions - AFP

- Vol MH 17 : les séparatistes remettent les boîtes noires aux Malaisiens - LeMonde.fr

Ils ont sans doute de bonnes raisons de ne pas les remettre aux représentants de l'OSCE qui sont des agents des Etats-Unis.

Crash en Ukraine: la Russie fustige les accusations des Américains - lexpress.fr

Les dirigeants russes réagissent. La Russie a fustigé samedi les accusations américaines selon lequelles les rebelles prorusses sont responsables de la chute de l'avion de ligne malaisien dans l'est de l'Ukraine, probablement abattu par un missile.

"*Les communiqués des représentants de l'administration américaine sont une preuve de la perception profondément aberrante de Washington de ce qui se passe en Ukraine*", a déclaré aux agences de presse russes le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov.

"*Malgré le caractère évident et indiscutable des arguments fournis par les rebelles et par Moscou, l'administration américaine continue de poursuivre ses propres objectifs*", a-t-il ajouté.

"*On ne manque pas d'être perplexes en voyant les représentants officiels de certains Etats s'empresser de donner leurs versions de la catastrophe, en influant ainsi sur le déroulement de l'enquête*", a abondé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. lexpress.fr 19.07

Les Américains avaient déterminé à l'avance qui devait être l'auteur de ce tir de missile, partant de là aucune discussion sérieuse n'est possible. Ils sont dans le déni permanent en guise d'argumentation, et contre un tel procédé il n'existe aucune parade en dehors de fournir si possible les preuves matérielles du coupable.

L'empressement des Américains a accusé la Russie, ainsi que son empressement à mettre la main sur les débris de l'avion pour faire disparaître les preuves de l'implication de Kiev est à la décharge des Russes qui n'avaient aucun intérêt à créer un tel incident.

La CIA passée maître dans l'art de la conspiration et de la falsification ou fabrications de preuves à la manoeuvre."

Les Etats-Unis et leurs alliés ont imputé aux rebelles séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine la destruction du Boeing de Malaysia Airlines.

Faits diffusés par le renseignement américain sur le vol MH17 - Reuters 21.07

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a présenté dimanche ce qu'il a qualifié de preuves accablantes de la complicité de la Russie dans la destruction du Boeing de la Malaysia Airlines jeudi dans l'est de l'Ukraine.

Sans aller jusqu'à accuser Moscou d'être directement responsable, le chef de la diplomatie américaine a produit les accusations américaines les plus détaillées jusqu'ici publiées, basées sur les dernières indications des services de renseignements américains. Elles permettent aux Etats-Unis de dire que la Russie a fourni aux insurgés pro-russes les systèmes antiaériens sophistiqués utilisés pour abattre l'avion.

Moscou dément toute implication et montre l'armée ukrainienne du doigt.

Les services de renseignements américains ont publiés pendant le week-end sur le site de l'ambassade des Etats-Unis à Kiev plusieurs affirmations.

"*Au cours du mois écoulé, nous avons détecté une quantité croissante d'armements lourds pour les combattants séparatistes qui traversent la frontière en provenance de Russie vers l'Ukraine. Le week-end dernier, la Russie a envoyé aux séparatistes*

un convoi d'équipements militaires avec 150 véhicules, dont des chars, des véhicules blindés de transport de troupes, de l'artillerie et de nombreux lance-missiles."

(Le fait de posséder "*une quantité croissante d'armements lourds*" ne signifie pas qu'ils auraient été utilisés quand ni comment, cela ne constitue pas le début d'une preuve. - ndlr)

"*Nous avons aussi des informations selon lesquelles la Russie permet l'entraînement des combattants séparatistes sur un site dans le sud-ouest de la Russie, et que cette formation comprend un entraînement sur des systèmes de défense aériens.*"

(Le fait non avéré mais admettons-le, de participer à "*un entraînement sur des systèmes de défense aériens*", ne constitue pas une preuve que ces combattants auraient détruit cet avion. - ndlr)

"*Les combattants séparatistes pro-russes ont fait preuve de leur compétence en matière de systèmes de missiles sol-air et ont abattu une dizaine d'aéronefs ces derniers mois, dont deux gros avions de transport.*"

(A notre connaissance ils n'en ont détruit qu'une poignée qui étaient à la portée d'un missile de courte portée seulement, rien à voir avec un avion volant à 10.000 mètres d'altitude. - ndlr)

"*Au moment où le contact a été perdu avec le vol MH17, nous avons détecté le lancement d'un missile sol-air (SAM) à partir d'une zone contrôlée par les séparatistes dans le sud-est de l'Ukraine. Nous pensons que ce missile était un SA-11.*"

(Il se trouve que justement dans cette zone figurait une rampe de lancement de missile appartenant à l'armée ukrainienne et qu'elle est subitement été démagée hors de cette zone just après le crash de cet avion, mais cela les Américains ne le retiendront pas car leur thèse entièrement fabriquée tomberait à l'eau. - ndlr)

"*Des interceptions de communications séparatistes mises en ligne sur YouTube par le gouvernement ukrainien indiquent que les séparatistes étaient en possession d'un système SA-11 dès le lundi 14 juillet. Dans les interceptions, les séparatistes ont fait référence à plusieurs reprises au fait qu'ils étaient en possession de Buk (SA-11) et qu'ils les repositionnaient.*"

(Ils ont pu être entièrement fabriqués comme ce fut le cas à propos de la Syrie, pour impliquer Assad dans le bombardement au gaz sarin dans le quartier de la Goutha et justifier un bombardement de la Syrie par la coalition occidentale.

Que les "*sépartistes*" possèdent des Buk n'est pas un argument puisque l'armée ukrainienne en possède aussi, et qu'ils changent leur positionnement en fonction de l'évolution de la situation sur le champ de bataille non plus- ndlr)

"*Des mises en ligne sur les réseaux sociaux jeudi montrent un système SA-11 traversant les villes de Torez et Snijné contrôlées par les séparatistes près du site du crash et du lieu estimé du lancement du SAM. De cet endroit, le SA-11 a la portée et la capacité en hauteur pour avoir abattu le vol MH17.*"

(Posséder ou transporter un missile ne constitue par une preuve qu'il aurait servi à abattre cet avion. - ndlr)

"*L'Ukraine se sert aussi des systèmes SA-11, mais nous sommes sûrs qu'aucun système de la défense aérienne ukrainienne ne se trouvait dans le rayon du crash. En outre, les forces ukrainiennes n'ont pas tiré un seul missile sol-air durant le conflit bien que s'étant souvent plaintes des violations de leur espace aérien par l'aviation militaire russe.*"

(Faux, comme nous l'avons dit plus haut il y en avait un appartenant à l'armée ukrainienne positionné dans cette zone. - ndlr)

"*Dans une conversation interceptée qui a largement été diffusée sur internet, un chef séparatiste bien connu dit à une autre personne qu'une faction séparatiste a abattu l'avion. Après qu'il fut devenu évident que l'avion était un avion de ligne civil, les séparatistes ont effacé des réseaux sociaux les annonces où ils se vantaient d'avoir abattu un avion et de posséder un système de missile sol-air Buk (SA-11).*"

(Pure invention de la CIA ou du Pentagone experts en la matière. Un faux flagrant, car si un tel message avait été diffusé par les "*séparatistes*" sur les réseaux sociaux, la NSA se serait empressé de le copier, si tel était le cas aujourd'hui les Américains n'auraient plus qu'à le brandir comme preuve pour impliquer indiscutablement les "*séparatistes*", sauf qu'ils en sont incapables parce que ce message n'a jamais existé. -ndlr)

"*Des données audio fournies à la presse par les services de sécurité ukrainiens ont été étudiées par les analystes des services de renseignements qui ont confirmé qu'il s'agissait de conversations authentiques entre des chefs séparatistes connus, en se basant sur la comparaison des données audio ukrainiennes diffusées sur internet à des enregistrements de séparatistes connus.*"

(Les médias ne disposent pas des moyens techniques pour comparer des enregistrements audios et en déterminer l'origine. Donc une fois de plus il faudrait faire confiance aux services de sécurité d'un régime néonazi de connivence avec la CIA, c'est nous prendre pour des naïfs ou des demeurés. Qu'on se souvienne le nombre de fois où la CIA a soi-disant authentifié des enregistrements audio attribués à Ben Laden, alors qu'il était mort depuis plusieurs années. - ndlr)

"*Des vidéos diffusées hier sur les réseaux sociaux montrent un SA-11 sur un convoyeur traversant le secteur de Krasnodon pour s'en retourner en Russie. La vidéo montre qu'il manque au moins un missile au système, ce qui suggère qu'il a effectué un tir.*" Reuters 21.07

Rien ne dit qu'il était complet au départ ni où il serait passé, les Américains passent leur temps à extrapoler et à écrire l'histoire que l'on devrait gober sans se poser de questions ou relever leurs contradictions, l'incohérence de leurs argumentations.

En complément pour enfoncer le clou.

Déménagement à la hâte juste après la chute de l'avion d'un système de missiles anti-aériens appartenant à l'armée ukrainienne positionné dans la zone contrôlée par les pro-russes.

Les autorités ukrainiennes, a affirmé l'ambassadeur de Russie à l'Onu, Vitali Tchourkine, doivent encore répondre à des questions relatives au comportement de leurs contrôleurs aériens. Kiev, a-t-il ajouté, doit également expliquer pourquoi un système de missiles anti-aériens Bouk "*se trouvait dans une zone directement contrôlée par les rebelles*" et en a été retiré juste après la chute de l'avion.

Le ministère russe de la Défense a mis au défi lundi Washington et Kiev de prouver leurs accusations contre les rebelles pro-russes et Moscou et a affirmé qu'un chasseur de l'armée de l'air ukrainienne avait volé à moins de cinq kilomètres de l'avion de ligne le jour de la catastrophe.

L'ambassadrice américaine aux Nations unies, Samantha Power, a répliqué en affirmant que "*si la Russie croyait vraiment que l'Ukraine est impliquée dans la destruction du vol 17, le président Poutine aurait demandé aux séparatistes d'en préserver à tout prix les preuves*". Reuters 21.07

Quelques faits supplémentaires.

- Le drame de l'écrasement du Boeing 777 de Malaysia Airlines : Une histoire à suivre. - Mondialisation.ca, 19 juillet 2014

1. Selon l'aiguilleur du ciel espagnol qui gérait le vol de l'avion de Malaysia Airlines, des avions militaires ont croisé le Boeing trois minutes avant sa disparition des radars. À peine avait-il disparu que les autorités de Kiev annonçaient qu'il s'était écrasé. Il se demande alors comment ont-elles su si vite qu'il s'agissait d'un écrasement.

2. L'avion présidentiel russe, avec à son bord le président Poutin, de retour de sa tournée latino-américaine, devançait de 37 minutes sur la même trajectoire le Boeing 777 de Malaysia Airlines. L'avion présidentiel passa à 12 : 21 GMT au même point où est disparu des radars l'avion malaisien 37 minutes plus tôt, soit à 11 : 44 GMT.

Certains se demandent si la véritable cible n'était pas l'avion du président russe. Il y aurait eu de la part des auteurs une erreur de perception, confondant l'avion malaisien avec celui du président russe.

(A mon avis, c'est la véritable explication pour le coup susceptible de servir de détonateur à une nouvelle guerre mondiale, chacun en aura parfaitement conscience.

Vous me direz qu'à ce compte-là, l'aile néoconservatrice, qui au sein de la CIA et du Pentagone a orchestré le 11 septembre 2001, pourrait très bien décidé de faire sauter l'avion d'Obama si elle en était à la conclusion que c'était le seul moyen d'arriver à ses fins, n'avait-elle pas menacé Bush dans ces termes si vous vous souvenez. Mais je continue de penser qu'ils auraient plus à y perdre qu'à y gagner dans le contexte actuel ou le plan d'avancement de leur stratégie, même s'il piétine ici ou là. - ndlr)

Un sujet qui fera jaser pendant encore longtemps.

3. Le procureur général d'Ukraine, Vitali Larema, dément la prise par les miliciens de systèmes Bouk et S-300, pouvant atteindre des cibles à plus 10 kilomètres d'altitudes.

Cette déclaration met un terme aux spéculations voulant que les miliciens aient mis la main sur certains de ces missiles pouvant atteindre des cibles à plus 10 kilomètres, altitude de vol du Boeing 777 de Malaysia Airlines. (Un témoignage de poids qui met à mal les allégations des Américains et du gouvernement de l'Otan en place à Kiev. - ndlr)

4. La Russie confirme que les moyens de la défense antiaérienne russe n'étaient pas actifs dans les zones frontalières de la Russie avec l'Ukraine ce 17 juillet, et que les Forces aériennes de Russie n'ont effectué aucun vol ce jeudi.

5. Les pièces recueillies par les insurgés sur les lieux de l'écrasement de l'Avion 777 (cartes mémoires flash, cartes mémoires d'appareils photo, boîtes noires) seraient remises aux experts désignés aux fins d'enquêtes.

Un rappel, accablant pour Kiev, pour ceux qui n'ont pas lu la causerie du 19 juillet.

- Malaysia Airlines: ce controleur aérien qui a trahi Kiev - french.irib.ir

Un contrôleur aérien de l'aéroport Boryspil à Kiev, de nationalité espagnole, connu sous le pseudo Carlos Spainbuca a fait des révélations que Kiev aura du mal à nier. En accusant précipitamment les pro-russes, Kiev montrait clairement qu'il avait quelque chose à cacher…

Selon ce contrôleur, les militaires ukrainiens ont envoyé un rapport au gouvernement de Kiev où ils ont indiqué que le missile sol-air qui a abattu le Boeing 777 de la Malaysia Airlines a été lancé hors du territoire contrôlé par les rebelles. Il affirme que l'avion pourrait avoir été abattu par un missile ukrainien. Carlos Spainbuca explique :

"*Les chasseurs ukrainiens ont accompagné le Boeing 777 trois minutes avant sa disparition de l'écran radar* ";

"*Kiev l'a abattu, Kiev devrait chercher les coupables chez lui. Nous avons la confirmation que Kiev l'a abattu, nous connaissons clairement ça*";

"*Ici, les militaires du haut commandement savent et disent que ce ne sont pas les forces pro-russes qui ont fait ça, l'armée a confirmé qu'il y avait un ordre, mais nous ne savons pas d'où il vient*";

"*Il y a quelques jours, j'ai tweeté que, ici, les militaires à Kiev veulent se révolter contre l'actuel président. Il est possible que Timochenko soit le commanditaire*";

"*L'espace aérien est fermé*". french.irib.ir 18.07

C'est étrange, les Russes sont au courant de cet épisode, mais pas les Américains et leurs alliés qui ne tiennent pas compte de ce témoignage clé.

Les multinationales de la mal bouffe, de la sale bouffe.

- La Chine ferme une usine de viande fournissant McDonald's et KFC - AFP

La ville de Shanghai a fermé une usine du fournisseur américain OSI Group après qu'il a vendu de la viande périmée à de grandes entreprises de restauration dont McDonald's et KFC, ont annoncé les autorités lundi, dans ce qui semble être le dernier scandale alimentaire chinois.

Parmi les autres clients de l'usine figuraient les chaînes Burger King, Papa John's Pizza, Pizza Hut, Starbucks coffee et Subway, a rapporté le Shanghai Daily lundi.

Le géant de la grande distribution américaine Walmart a indiqué au début de l'année qu'il renforcerait les inspections de ses fournisseurs chinois, après qu'il a été forcé de rappeler de la viande d'âne qui s'était avérée contenir du renard.

L'année dernière, la Chine a arrêté des centaines de personnes pour des délits liés à la sécurité alimentaire, notamment la vente de viande de rat et de renard étiquetée comme du boeuf et du mouton, après une campagne de répression de trois mois, a indiqué la police. AFP 21.07

Haut de page

Le 23 juillet 2014

CAUSERIE

Double langage. Sauf le PCF, solidarité oblige avec Hollande complice d'Israël.

Le PCF manifeste à Paris pour une "*une issue politique, pacifiste et juste*" entre l'Etat sioniste et les Palestiniens. (Lettre de Pierre Laurent à Bernard Cazeneuve - www.pcf.fr/57205), une " *paix juste et durable*" ("*Amplifier la solidarité avec le peuple palestinien, défendre le droit de manifester*" (Front de Gauche - pcf.fr/57203), comme si cela était possible, reconnaissant ainsi le droit d'Israël à exister... sur les cendres des droits des Palestiniens, les uns étant incompatibles avec les autres.

En fait le discours du PCF est conforme à celui de Valls qui estime que, je cite l'AFP : la position de la France est "*équilibrée*", "*juste*" en somme, c'est ce que ne cesse de répéter aussi Netanyahou. Tout s'explique.

- Déclaration de 51 partis communistes : « *le massacre du peuple de Palestine doit cesser maintenant* » - legrandsoir.info - 21.07

Nous, partis communistes qui signons cette déclaration commune condamnons l'offensive barbare et criminelle de l'État d'Israël contre le peuple palestinien.

Nous exprimons notre entière solidarité avec le peuple palestinien et nous appelons les travailleurs du monde entier à se mobiliser afin de renforcer la vague de condamnation d'Israël, afin que la solidarité avec le peuple palestinien trouve une expression concrète.

Les États-Unis portent une énorme responsabilité dans ces événements sanglants, ils soutiennent Israël, par tous les moyens possibles, dans sa poursuite de l'oppression et du massacre du peuple palestinien.

L'Union européenne porte également une responsabilité, en suivant la ligne consistant à mettre à « *équidistance* » la victime et le persécuteur, et en développant dans le même temps une coopération avec Israël dans les domaines militaire, économique et politique.

Les partis communistes et ouvriers qui signent cette déclaration exigent que :

Le crime contre le peuple palestinien soit condamné ;

Les raids aériens continus contre le peuple palestinien cessent immédiatement et qu'une offensive terrestre soit empêchée ;

Les armées d'occupation israéliennes se retirent ;

Les prisonniers politiques soient tous libérés immédiatement des geôles israéliennes ;

L'inacceptable mur de division soit démoli et toute forme de blocus contre les Palestiniens à Jérusalem, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza soit levée ;

La fin immédiate des colonies et le retrait de tous les colons qui se sont établis au-delà des frontières de 1967 ;

Le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens chez eux, sur la base des décisions de l'ONU correspondantes ;

Les exercices militaires communs et les accords de coopération militaire avec Israël soient annulés ; Un État palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, soit institué ;

Lu dans un article.

L'existence d'Israël ou le sionisme : Une provocation permanente.

Là où il y a absence d'antisémitisme, le sionisme l'invente.

Là où il y a pénurie d'antisémitisme, le sionisme le fabrique.

Là où il y a abondance d'antisémitisme (comme à Kiev), le sionisme s'en accommode.

Tout est dit dans l'article de Thierry Meyssan (Extension de la guerre du gaz au Levant.) pour comprendre pourquoi les Américains et ses alliés font la guerre à la Syrie, à l'Irak, au peuple palestinien. Vous aurez remarqué que pas un média, pas un parti ou syndicat, pas une organisation ou association ne l'évoque. Etrange, non ? Et qu'en déduisez-vous demanderez-vous ?

Qu'apparemment il ne faut surtout pas que les travailleurs (et les militants) comprennent le lien ou les rapports qui existent entre l'économie ou la situation sociale qu'ils connaissent avec la politique, celle mise en oeuvre notamment par le gouvernement ou des institutions internationales, ils en deviendraient trop intelligents ou pourraient comprendre comment fonctionnent la société et le monde et pourraient refuser de vivre plus longtemps le sort que leur destine la classe dominante et ses représentants, ils pourraient renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat du début du XXe siècle combattant pour changer la société ou le socialisme, le communisme.

De notre côté, nous nous faisons un devoir de mettre ces données et cette analyse à la disposition de nos lecteurs, afin qu'ils puissent mieux comprendre le fonctionnement du vieux monde capitaliste pourri pour mieux le combattre.

Ce qui est déterminant, c'est que l'on part des faits, on remonte à l'origine de la situation actuelle, non pas en se livrant à des spéculations mais à partir de faits matériels, concrets, connus et répertoriés, vérfiables, incontestables, chacun pouvant y accéder directement à partir des sources fournies, de telle sorte qu'on est en présence d'un matériel d'une qualité et d'une valeur exceptionnelle, irréprochable. Il ne reste plus ensuite à suivre le fil de l'évolution de chaque facteur, de leurs rapports pour comprendre l'ensemble du processus politique ayant conduit à la situation actuelle qui en devient si claire qu'on se demandera comment on a pu faire pour passer à côté.

A nos yeux, ce genre d'articles à incontestablement plus de valeur que ceux que l'on trouve ailleurs, dans lesquels les auteurs s'emploient surtout à nous livrer leurs propres émotions, sentiments, points de vue, etc. qui peuvent être identiques aux notres, mais ne présentent pour les lecteurs pratiquement aucun intérêt, sinon de leur montrer qu'ils ne sont les seuls à être animés d'un sentiment de révolte contre la société infâme dans laquelle on nous oblige à vivre, cela peut leur procurer un soutien moral salutaire au moment où nombreux doutent ou sombrent dans la déprime ou le désespoir, c'est seulement à ce titre que nous les mettons en ligne.

Le chiffre du jour. 620

Ce conflit, le plus sanglant depuis 2009 dans l'enclave palestinienne, a fait plus de 620 morts palestiniens, en grande majorité des civils. AFP 22.07

Ajoutons que le nombre de blessés dépasse les 4000 habitants de Gaza.

Parole d'internaute.

Le contexte.

La manifestation de Sarcelles qui a été émaillées d'incidents violents la semaine dernière.

- "*Des affiches qui disent de ramener des matraques? Je n'en ai vu aucune de ces affiches. Qu'ils prennent ces affiches et qu'ils vérifient les empreintes, on est tous fichés, donc voilà. Et j'en suis sûr que ce ne sont pas les pro-palestiniens qui ont mis ces affiches. Le souci en France c'est la LDJ.*"

Non, mais attendez, si la police faisait vraiment son travail ce serait trop simple. Il ne faut pas que les vrais coupables ou les instigateurs se retrouvent sous les verrous car ils rendent de précieux services au régime. Evidemment, on n'imagine pas des jeunes dans une HLM rédiger et imprimer des affiches, puis aller les placarder dans la ville, cela nécessite toute une organisation, d'être animé par une idéologie.

Vous avez raison sur la LDJ, mais c'est plus compliqué en réalité. Vous oubliez la délinquance et l'extrême droite.

Il y a deux sortes de délinquants.

Il y a ceux qui se livrent à des vols, cambriolages, des bracages, la seule chose qui les intéresse c'est le fric, ils se foutent de la politique. A ce stade, s'ils brillent par leurs exploits ils deviendront peut-être des gangsters et là ils seront amenés à fréquenter le milieu politique, celui du régime...

Et puis il y a les petites mains, les bricoleurs, les petites frappes qui vivent de leurs trafics ou assurent ainsi les fins de mois, mettent du beurre dans les épinards, assouvissent ponctuellement leurs frustrations dans une société basée sur la consommation et le paraître. Empêcher de vivre dignement, socialement marginalisés, exclus ou livrés à la précarité, le chômage et la pauvreté, ils s'en prennent aux symboles de l'Etat, à la police en particuliers dès que l'occasion se présente, parce non seulement la société ne leur permet pas de vivre normalement, en plus elle les réprime, donc ils se vengent aveuglément comme ils peuvent.

En complément.

- Casseurs de Sarcelles : de la prison ferme - Francetv info

Cinq hommes, accusés d'avoir participé aux incidents survenus dimanche 19 juillet à Sarcelles en marge d'un manifestation pro-palestinienne interdite, ont été entendus toute l'après-midi du mardi 22 juillet dans la salle du tribunal correctionnel de Pontoise. Agés de moins de 30 ans, ils ont été interpellés après les violences qui visaient essentiellement la communauté juive. Tous été jugés coupables.

Quatre d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison ferme. Elles vont de six mois, dont trois avec sursis, à dix mois d'emprisonnement, dont quatre avec sursis pour trois des prévenus. Pour le quatrième, une peine de trois mois de prison a été prononcée. Francetv info 22.07

Je n'en sais pas davantage et je ne m'avancerai pas à faire un commentaire.

Peut-être de simples voyous, peut-être des jeunes empoisonnés par l'idéologie nauséabonde et fanatique des amis de monsieur Hollande du Golfe persique ? Le maire PS de Sarcelles prétend que "*ce ne sont pas des musulmans qui ont attaqué les juifs mais des voyous.*" (Dans une interview de L'Express 22.07) Peu importe, ce sont les déchets que vous avez produits, c'est votre parti et le régime dont il faudrait commencer par faire le procès.

S'agissant de l'extrême droite.

Elle n'est pas homogène non plus.

Sans entrer dans les détails, il faut avoir à l'esprit que l'extrême droite n'est pas un courant politique indépendant. Sa politique est avant tout dictée par les besoins de la classe dominante, qui fluctuent ou évoluent en fonction de la situation ou des rapports entre les classes.

Lorsque les représentants de la classe dominante décident d'instrumentaliser le racisme ou l'antisémitisme, immédiatement ou peu de temps après on constate que le nombre d'actes racistes ou antisémites augmentent, donc en réalité ils l'alimentent.

Leurs besoins sont dictés par la politique américaine et israélienne. Faire monter l'antisémitisme leur sert à accuser les populations arabes ou musulmanes plus précisément qui sont désignés comme les ennemis d'Israël, de manière à justifier la politique répressive de l'Etat sioniste contre les Palestinien. Ils désignent donc ces populations comme responsables de l'antisémitisme, de façon à les isoler du reste de la population mondiale, ensuite les autorités israéliennes estiment qu'elles peuvent bombarder Gaza par exemple.

L'extrême droite n'est pas plus antisémite qu'anti-musulman, en se livrant sous couvert à des actes antisémites elle rend service à Israël et au gouvernement français qui soutient l'opération militaire de l'Etat sioniste sur Gaza.

A sa façon, Philippot, dirigeant du FN l'a confirmé hier en mettant en cause "*l'immigration de masse*" d'origine maghrébine, dénonçant "*une émeute urbaine majeure tous les mois en France*" visant certains quartiers populaires, désignant ainsi la frange de la population à majorité musulmane encline à l'antisémitisme, son discours étant conforme à celui des autorités israéliennes.

Le FN n'est pas seulement le complément du PS ou du parti de l'ordre, il est aussi l'allié d'Israël. La position de l'extrême droite sur l'antisémitisme a évolué depuis la création d'Israël pour épouser celle de la classe dominante, les besoins d'Israël.

ACTUALITE EN TITRES

Ils appliquent à la lettre la politique du gouvernement Hollande-Valls-Fabius.

- Hausse inquiétante du nombre de Français partis faire le djihad - LeFigaro.fr

Qu'ils ne se disputent pas le Prix Nobel de la guerre.

- Israël mérite le Prix Nobel pour sa "*retenue*", assure l'ambassadeur aux Etats-Unis - L'Express.fr

Sortez vos mouchoirs.

- Israël porte le deuil mais reste décidé à poursuivre les combats - AFP

A Gaza, tu n'as pas le temps, tu es déjà mort !

- Israël: «*A Tel Aviv, j'ai une minute trente pour me mettre à l'abri*» - 20minutes.fr

Déballage et rafistolage.

- L'UMP a payé 300 000 euros de déplacements privés à Fillon entre 2009 et 2010 - Liberation.fr

Cette information de l'hebdomadaire «*Valeurs actuelles*» intervient au milieu d'autres révélations sur la gabegie des comptes de l'UMP.

- Estrosi : "*Je savais que Copé nous conduirait à tout ce qui est sale et moche*" - Francetv info

- Une association des «*Jeunes avec Nicolas Sarkozy*» lancée - 20minutes.fr

Sans blague !

- États-Unis: Deutsche Bank et Barclays accusés de manoeuvre au détriment du fisc - AFP

Les banques Barclays et Deutsche Bank ont commercialisé un produit financier complexe permettant à des fonds spéculatifs de réduire leurs impôts et de prendre des positions risquées sur les marchés, selon un rapport du Congrès américain publié mardi. AFP 22.07

Ah la bagnole, ah la camelote !

- Chrysler (Fiat) rappelle jusqu'à 790.000 voitures pour un défaut d'allumage - AFP

L'ennemi à abattre !

- Enseignement scolaire, santé et retraites: trois politiques peu efficientes - AFP

- Enseignement, vieillesse, santé : ces secteurs-clés qui plombent la dépense publique française - Atlantico.fr

- Et si on s'attaquait d'abord aux rentes des fonctionnaires ? - LePoint.fr

Boycott !

- Coca-Cola et McDonald's, symboles de la malbouffe, à la peine - AFP

Ils parlent de leurs résultats d'exploitation.

Stratégie du chaos ou la guerre totale.

- Bagdad : 23 morts lors de l'explosion d'une voiture piégée - AFP

- Libye : double attentat-suicide contre une base militaire à Benghazi - LeMonde.fr

- Afghanistan: attentat suicide à Kaboul, au moins 4 étrangers tués - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

De Gaza à Paris

Aucun des provocateurs bien organisés et bien équipés pour commettre des violences n'a été arrêté. Un

pur hasard sans doute...

- Manifestation pro-palestinienne à Paris : a-t-on arrêté les véritables auteurs de violences ? - Francetv info

La hargne et la haine des masses, de la jeunesse les habitent. Condamnés pour l'exemple.

- Émeutes à Barbès: comparution de trois jeunes gens - AFP

Trois prévenus sans casier judiciaire ont comparu mardi devant le tribunal correctionnel de Paris, essentiellement pour des jets de projectiles en marge de la manifestation propalestinienne interdite qui s'est tenue samedi dans le quartier populaire de Barbès, des faits qu'ils ont contestés.

Quatre autres personnes devaient leur succéder lors de cette longue audience de comparution immédiate.

Pour les trois premiers prévenus, le parquet a requis, pour deux d'entre eux, une peine de 3 à 4 mois d'emprisonnement ferme, et de 6 à 8 mois ferme avec mandat de dépôt pour le troisième.

Il s'agit de deux étudiants de 19 et 20 ans et d'un jeune homme de 27 ans, tous poursuivis pour violences sur une personne dépositaire de l'autorité publique, en l'occurrence des jets de projectiles sur des policiers. Le troisième était également poursuivi pour injures.

Tous ont nié bien que des policiers les aient reconnus formellement comme étant les auteurs de caillassage.

"*Qu'est-ce que vous allez traîner dans ces rues à cette heure-là?*", a demandé la présidente à l'un des prévenus, étudiant en droit vêtu d'un maillot du PSG. "*J'étais curieux*", a répondu le jeune homme, rappelant qu'il habite dans le quartier.

Les trois prévenus ont indiqué ne pas avoir participé à la manifestation interdite, même si le troisième a affirmé qu'il avait voulu s'y rendre.

"*Je suis quelqu'un de très calme, très discipliné. Je n'ai jamais pris part à ce genre de mouvement (de violence). Ce n'est pas maintenant que je vais commencer*", a affirmé un autre prévenu, étudiant en BTS, jeune homme filiforme de grande taille, sur un ton très posé.

"*Je regardais ce qu'il se passait, par curiosité, comme des centaines de personnes qui regardaient par étonnement*", a expliqué le troisième prévenu, pompier volontaire et sportif professionnel.

"*J'ai le sentiment que les vrais casseurs s'étaient bien enfuis, mais qu'il fallait faire du chiffre et qu'on a arrêté ce qui nous tombait sous la main*", a plaidé l'avocate d'un des prévenus.

"*Les personnes qui comparaissent ne sont pas des casseurs*", mais "*les médias en ont trop parlé et cela la fout mal de ne pas avoir un seul casseur devant un tribunal*", selon cette avocate. AFP 22.07

Aveux. Marche arrière toute. Trop tard les masques sont tombés !

- Manifestations pro-Gaza : le gouvernement concède s'être « *laissé dépasser* » - LeMonde.fr

- Violences antisémites: Selon Valls, «*une minorité de forces radicales profitent de la situation*» - 20minutes.fr

Tiens donc, ils n'y avaient pas pensé avant. Impossible, pas assez d'effectifs, patati patata...

- Beauvau mobilise pour encadrer les manifestations - LeFigaro.fr

Toujours en famille.

- Sarcelles: Juppé soutient l'interdiction et appelle au rassemblement - AFP

- Estrosi juge «*inadmissible*» d'autoriser la manifestation propalestinienne mercredi à Paris - 20minutes.fr

- Les condamnations de manifestants pour Gaza «*pas assez sévères*» (Xavier Bertrand) - Liberation.fr

En complément.

- Fronde propalestinienne: le pacte d'irresponsabilité de la gauche - L'Express.fr

En Grèce, 2 000 manifestants en soutien au peuple de Gaza - Libération.fr

«*Touchez pas à Gaza*», scandaient quelque 2 000 manifestants rassemblés à l'appel des partis de gauche en Grèce, devant le parlement et l'immeuble de la représentation de l'Union européenne dans la capitale grecque. Sur les banderoles ont pouvait lire «*Liberté pour la Palestine, Non à l'occupation (isarélienne)*».

«*Ces brutalités doivent cesser*», a lancé le principal dirigeant de l'opposition de gauche en Grèce, Alexis Tsipras, dont le parti radical Syriza était l'un des organisateurs de la manifestation. «*On ne peut pas rester sans réagir alors que des enfants sont tués sur les côtes d'une mer partagée avec le continent européen. Demain cela pourrait se produire de notre côté*», a affirmé Alexis Tsipras, drappé dans un keffieh palestinien. Libération.fr 22.07

A noter. Des bombardements jour et nuit : Des "*brutalités*" ! Autant dire une misérable récupération politique de la part d'un farouche partisan de l'Union européenne qui soutient Israël.

Nécrologie ou l'apologie du "***vide***".

- Burn out politique pour Jean-Luc Mélenchon - Liberation.fr

«*J'ai besoin de dormir, de ne rien faire, de bâiller aux corneilles.*» Jean-Luc Mélenchon est au bout du rouleau et le fait savoir. Dans un entretien au site Hexagones, le leader du Front de gauche explique qu'«*à un moment, il faut s'arrêter de courir. Parce que si on court tout le temps, on va finir par se mettre dans le vide*».

(Pas besoin de courir bien loin monsieur l'illusionniste, l'endroit vous sied si bien que vous ne l'avez jamais vraiment quitté. Vous n'auriez jamais cessé de "*dormir, de ne rien faire, de bâiller aux corneilles.*" que personne ne s'en serait aperçu tant vous étiez insignifiant, "*vide*" quoi. - ndlr)

"*Parce qu'on vient de passer cinq ans terribles. Nous sommes en échec*", souligne le co-président du Parti de gauche en attaquant notamment ses partenaires communistes qui ont scellé des accords avec le Parti socialiste aux municipales de 2014.

(Quel aveu et ce ne sera pas le seul, il s'agit de votre "*échec*" personnel ! Vous vous livrez à un procès d'intention à l'égard de vos "*partenaires communistes*, ce n'est pas bien joli, c'est injuste et indigne d'un "*grand arbre*" comme vous, parce que vous saviez très bien à quoi vous en tenir. Vous nous dites plus loin que vous voulez vous consacrer davantage à un "*travail intellectuel*, encore faudrait-il qu'il soit honnête. En dormant vous ne risquerez rien. Vous êtes pathétique, un pauvre type en somme, vous le confirmez vous -même. - ndlr)

"*Pour moi la séquence a été écrite entre deux européennes : on a fondé le Front de Gauche pour les européennes de 2009 et à la suivante on passait devant le PS. Tout était en place. Tout ça a été planté pour une poignée de postes aux municipales*."

(Quel aveu extraordinaire ! Quel mégalomane ! Le Front de Gauche a été fondé dans la perspective de sa soumission à l'UE, sur la base de la légitimité qu'il lui accorderait. Il est vrai que sur une base aussi pourrie, il ne devait pas aller bien loin et c'est très bien ainsi, allez dormir monsieur le charlatan, du balais !

Il se voyait passer "*devant le PS*". Pure chimère en vérité à laquelle il a été le seul à croire, comme quoi ses analyses étaient décidément toutes foireuses. - ndlr)

Le coprésident du Parti de gauche dit souhaiter une «*utilisation différente*» de sa personne, plus centrée sur le «*travail intellectuel*» et moins occupée à l'organisation de la vie du parti. Après une longue et désastreuse séquence électorale, qui a vu le FN finir en tête des européennes en «*occupant l'espace politique de la gauche*», l'eurodéputé annonce prendre du recul et souhaiter que «*le grand arbre n'empêche pas le reste de la forêt de pousser*». Ajoutant : «*Il y a plusieurs visages qui ont émergé [au] Parti de gauche. Il faut qu'ils aient leur espace politique*.» Liberation.fr et Reuters 22.07

(Quelle modestie, tout ce qu'on déteste chez un homme, qui plus est chez un dirigeant politique ! Je ne sais s'il parle du PG ou de lui quand il évoque un "*grand arbre*", s'il s'agit de lui, en position couchée on admire d'ici la grandeur du penseur, et s'il s'agit du PG, sa "*forêt*" atteint une telle densité qu'un seul arbre suffit à la faire disparaître. - ndlr)

Quand le PS se fait dictateur. Il envisage de faire disparaître le droit à la défense.

Non, nous n'exagérons pas. Lisez attentivement ce qui suit.

Il est dit qu'une personne désignée par la Cnil dépendant du gouvernement en place détiendra le pouvoir d'ordonner le blocage d'un site Internet, après avoir estimé que son contenu constituait une "*provocation au terrorisme*", mais le simple refus de le condamner ou de le justifier dans certains cas pourrait être interprété de la même manière, sans même que l'auteur du site en question puisse faire valoir son droit à la défense ou contester cette décision avant qu'elle entre en vigueur. C'est le droit en vigueur dans les régimes policiers ou les dictatures.

- Les députés votent le blocage administratif de sites glorifiant le terrorisme - AFP

Une personnalité qualifiée, désignée par la Cnil, aura pour mission "*de vérifier que les contenus dont l'autorité administrative demande le retrait ou que les sites dont elle ordonne le blocage sont bien contraires aux dispositions du code pénal sanctionnant la provocation au terrorisme, l'apologie du terrorisme ou la diffusion d'images pédopornographiques*".

Dans une recommandation communiquée mardi, la Commission sur le numérique, créée en février pour éclairer les parlementaires sur ces questions, rappelle "*que le préalable d'une décision judiciaire apparaît comme un principe essentiel, de nature à respecter l'ensemble des intérêts en présence, lorsqu'est envisagé le blocage de l'accès à des contenus illicites sur des réseaux numériques*". AFP 22.07

C'est ce que Hollande et Valls, ainsi que le PS, appellent défendre les valeurs de la République.

Affaire du vol MH17. Suite

Ils sont en train de les fabriquer.

- MH17 : le renseignement américain va publier de nouveaux éléments - LePoint.fr

Une probabilité en guise de preuve.

- Le vol MH 17 probablement abattu « *par erreur* » par des prorusses, selon les Etats-Unis - LeMonde.fr

Leur démonstration est construite à partir d'une hypothèse qui ne constitue en rien une preuve, mais qu'ils martèlent de façon à ce que la population pense à force de le répéter qu'elle coïnciderait avec la réalité sans même en mesure de l'étayer ou de la confirmer, en quelque sorte cette hypothèse se substitue à la réalité et a valeur de preuve.

C'est le genre de méthode d'investigation qui a cours dans les Etats policiers ou les dictatures militaires. Décryptage.

LeMonde.fr- Le vol MH17 a peut-être été abattu "*par erreur*", au-dessus de l'est de l'Ukraine, par des séparatistes prorusses mal entraînés, selon de hauts responsables des services de renseignement américains mardi. (Peut-être que... Ils ajoutent "*par erreur*" pour donner plus de vraisemblance à leur interprétation qui demeure en l'état actuel des choses qu'une hypothèse. -ndlr)

"*L'explication la plus plausible c'est qu'il s'agit d'une erreur*" et que le missile a été tiré "*par un équipage mal entraîné*", alors que le système utilisé --une batterie de missiles sol-air de fabrication russe Bouk-- demande un certain savoir-faire et de l'entraînement, a indiqué un haut responsable du renseignement américain qui a requis l'anonymat.

(Une probabilité n'a jamais constitué une preuve. A partir de là ils brodent maladroitement rendant encore moins crédible leur version des faits. - ndlr)

En revanche, même si le missile a été tiré d'une zone contrôlée par les rebelles, il est pour l'heure impossible de dire qui "*a appuyé sur le bouton*" et pourquoi, a ajouté ce responsable. LeMonde.fr 22.07

Ayant conscience qu'une probabilité ne peut se substituer à une preuve matérielle, ils en viennent à émettre une supposition sur un ton affirmatif, histoire de faire croire sans même attendre les résultats d'une enquête indépendante, c'est forcément cet acte doit être imputé aux opposants du gouvernement néonazi de Kiev et il ne peut pas en être autrement, en aucun cas le gouvernement néonazi de Kiev que les Américains protègent ne peut être mis en cause.

Ce qu'il faut retenir, c'est que tout au long de leur démonstration pour le moins scabreuse, feignant le questionnement afin de donner une impression d'impartialité à leur démarche en formulant des doutes ou des suppositions, ils maintiennent leurs accusations contre les pro-russes ou la Russie, ceci devant servir à justifier cela. C'est une méthode de conditionnement comme une autre.

Les Russes n'informent pas, ils se livrent à de la propagande. Il n'y a que les Américains pour vous informer, objectivement bien sûr.

- Sortie ou aggravation de la crise ukrainienne? Ce que dit la propagande russe - L'Express.fr

- Le crash du MH17 vu de la Russie: entre conspiration et désinformation - L'Express.fr

Pour justifier ceci...

- Crash: deuil mercredi aux Pays-Bas, l'UE prépare des sanctions contre Moscou - AFP

- Menace de nouvelles sanctions européennes contre Moscou - Reuters

- Londres annonce une enquête publique sur la mort de Litvinenko - Reuters

La question qu'ils ne poseront pas aux Américains, et pour cause l'enquête était clause avant d'avoir commencé.

- Crash du vol MH17: les rebelles pro-russes ont-ils vraiment respecté l'enquête? - L'Express.fr

En complément.

- Syrie: L'Union européenne renforce les sanctions contre le régime de Bachar el-Assad - 20minutes.fr

Guerre idéologique. Stratégie néolibérale du nouvel ordre mondial.

Nous dénions le droit à une agence de l'ONU toute légitimité à décider du sort ou du mode de pensée, du mode de vie de la population sur n'importe quel continent ou dans n'importe quel pays.

Sa propagande en faveur de telle ou telle communauté ou partie de la population coïncide en réalité avec les objectifs politiques des Etats-Unis et ses alliés occidentaux sur les continents et dans les pays, en manipulant des facteurs de nature à diviser et déstabiliser les populations pour affaiblir leurs régimes afin de mieux les soumettre à leur volonté ou leur dictature.

Le mode de pensée et de vie, les rapports qu'entretiennent entre elles les différentes couches de la population dans une société, la manière dont elle gère les relations entre les différents sexes et les différentes générations, leur culture, leurs us et coutumes, etc. dépendent du degré de développement économique du pays où elle vit et ne seraient se plier ou obéir sous la menace à un diktat imposé par une institution internationale du capital, qui plus est dominée par des principales puissances dont les sociétés témoignent une profonde décomposition, décadence.

Aucune population, aucun peuple dans le monde ne peut accepter de se voir dicter sa conduite par une institution synonyme de guerre et d'injustice, d'inégalité sociale, qui a couvert les pires crimes contre l'humanité depuis plus d'un demi-siècle.

Je vis en Inde depuis près de 20 ans. Mes six beaux-frères ont été mariés de force par leurs parents ou leur frère aîné. Ils étaient déjà adultes, de jeunes adultes. Leur sort que partagent la presque quasi-totalité des hommes en Inde vous l'ignorez pour vous concentrer sur celui des femmes mariées très jeunes, alors que dans les deux cas ils sont aussi malheureux, ainsi en faisant cas que des femmes en occultant celui des hommes, vous ajoutez une injustice à l'injustice qu'ils ont déjà subie qui aura pour conséquence de renforcer le sentiment d'injustice que ressentent les hommes et de les dresser contre les femmes qu'ils accuseront d'être favorisées par rapport à eux dont la cause n'intéresse personne. Les femmes seront encore plus mal traitées et davantage violentée, car les hommes ne comprendront pas le traitement privilégié accordé aux femmes.

La mentalité des hommes et des femmes, le comportement d'un peuple ne se commande pas ou ne se modifie pas en appuyant sur un bouton.

Ma seconde compagne a été mariée de force à 12 ans à un homme de 25 ans alcoolique qui n'a eu de cesse de la violer et de la tabasser pendant 10 ans, par chance il est décédé rapidement. Elle m'a raconté son histoire abominable. Elle en gardera des stigmates à vie, elle est craintive, hyper émotive, elle a été traumatisée par cette expérience. Et quand je lui demande ce qu'elle pense de son mariage, elle me répond que c'est ainsi, que c'était une décision de ses parents et qu'elle n'avait pas à s'y opposer car un enfant doit respecter les décisions de ses parents.

Le problème vient donc d'ailleurs, de plus loin, en amont, à savoir pourquoi les parents de cette femme ont décidé de la marier si jeune. Parce qu'ils ne savaient pas quoi en faire, parce que cela faisait une bouche de moins à nourrir et cela compte dans une famille pauvre. Le problème est donc d'ordre social, la pauvreté de cette famille. D'autres sont prêts à vendre leurs enfants, à les confier à des esclavagistes, à les placer comme ils disent, cela non plus vous n'êtes pas cas.

Maintenant pourquoi cette famille et des centaines de millions d'autres sont-elles si pauvres au point d'imposer un tel traitement à leurs enfants ? Parce que le pays a été pillé de ses richesses par les colonisateurs qui trônent à l'ONU, puis par les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie locale qui ont pris le relais en devenant leurs vassaux, tandis que le pays immense et riche en matières premières demeurait sous-développé.

Ce sont les multinationales occidentales qui fixent les prix des matières premières, des marchandises qu'ils importent d'Afrique et d'Asie, d'Amérique latine, et ce sont eux aussi qui fixent les prix des marchandises qu'ils exportent vers ces continents, en fait qui contrôlent l'économie mondiale avec l'oligarchie financière, ce sont donc elles, les gouvernements, les Etats, les institutions internationales auxquelles ils participent et qui servent leurs intérêts qui sont responsables de l'état d'arriération de ces peuples.

En conclusion, ce n'est pas à ces peuples de modifier leurs comportements ou leurs manières de vivre, mais aux maîtres du marché mondial aux esclaves de modifier le leur, mais comme on sait pertinemment que cela demeurera impossible, on ne leur demandera, on n'attend rien de l'ONU ou de son agence l'Unesco, on souhaite seulement qu'ils disparaissent et le capitalisme avec eux, de manière à ce que chaque peuple puisse atteindre un niveau de vie leur permettant de vivre dans la dignité, tel est le sens de notre combat internationaliste.

J'ai écrit ces lignes très rapidement, on complètera ou on sera plus précis une autre fois.

Cameron se prend pour le nouveau vice-roi des Indes !

Plus de 700 millions de femmes dans le monde ont été mariées alors qu'elles étaient enfants, a dénoncé mardi l'Unicef qui organise à Londres une conférence sur la lutte contre les mariages forcés et l'excision.

Baptisée "*Girl Summit 2014*", cette conférence internationale coorganisée avec le Premier ministre britannique David Cameron, est la première du genre, selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). AFP 22.07

Père de deux filles, le chef du gouvernement britannique a ajouté qu'il souhaitait qu'elles "*aient les mêmes opportunités*" que son fils.

Près de la moitié des mariages forcés ont eu lieu en Asie du sud, selon le rapport, essentiellement en Inde (33%).

"*Nous ne devons pas suivre des traditions qui vont à l'encontre des droits de l'Homme*", a déclaré la jeune Pakistanaise Malala Yousafzai, qui milite pour l'éducation dans le monde après avoir échappé à une tentative d'assassinat des talibans.

Concernant les mutilations génitales particulièrement pratiquées dans 29 pays d'Afrique et du Moyen-Orient. L'Unicef note une amélioration de la situation, affirmant que le risque pour une adolescente de subir une excision s'est réduit d'un tiers en 30 ans.

"*Mais sans des actions immédiates beaucoup plus intenses et soutenues de la part de tous les acteurs de la société, des centaines de millions de filles vont continuer à subir des blessures profondes, permanentes et tout à fait inutiles*", a mis en garde l'Unicef.

"*Si ces problèmes sont mondiaux, les solutions doivent être locales, portées par les communautés, les familles et les filles elles-mêmes pour changer les états d'esprit et briser les cycles qui perpétuent les excisions et les mariages forcés*", a déclaré le directeur général de l'Unicef, Anthony Lake.

Les mutilations génitales féminines impliquent toutes les interventions consistant à enlever totalement ou partiellement les organes génitaux externes de la femme pour des raisons culturelles ou religieuses.

Elles peuvent provoquer de graves hémorragies et des problèmes urinaires, et par la suite des kystes, des infections, la stérilité, des complications lors de l'accouchement. AFP 22.07

A Gaza, c'est pire qu'une" *hémorragie* : Un génocide sous les auspices de l'ONU ! Les centaines de femmes et de jeunes filles palestiniennes massacrées par l'Etat sioniste que vous légitimez n'auront pas ces "*problèmes*" ! On les rassure.

A bas l'ONU, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ! A bas l'intervention néocoloniale des puissances occidentales dans les affaires des peuples en Afrique et au Moyen-Orient, partout dans le monde ! Pas un soldat américain, britannique ou français en dehors de leur pays respectif ! Go home !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Turquie

- Turquie : arrestation de plus de 50 hauts responsables de la police - AFP

Les autorités turques ont arrêté mardi 55 haut responsables de la police dans le cadre d'une enquête criminelle sur des allégations de corruption et d'abus de pouvoir, poursuivant la purge au sein de la police et de la magistrature, ont rapporté des chaînes de télévision turque.

Quarante haut responsables en activité ou à la retraite ont été arrêtés à Istanbul, y compris l'ancien chef de l'unité antiterroriste de la police d'Istanbul, Omer Kose. Quinze autres responsables ont été arrêtés dans d'autres villes.

Parmi les personnalités interpellées mardi, à trois semaines du premier tour de l'élection présidentielle le 10 août, se trouve aussi le chef des services de renseignement turques (MIT), Hakan Fidan, a indiqué le bureau du procureur d'Istanbul dans un communiqué.

Au cours de cette vaste opération menée en début de matinée, dans la seule ville d'Istanbul la police a fait près de 200 interventions. Les images télévisées ont montré des hauts responsables de police emmenés menottés.

Des descentes de police ont été menées simultanément dans 22 villes à travers la Turquie, rapporte le quotidien Hurriyet sur son site internet.

Les personnes arrêtées sont accusées d'espionnage, d'écoutes illégales, faux et usage de faux documents officiels, violation de la vie privée, fabrication de preuves et violation du secret d'instruction, selon les médias. AFP 22.07

SOCIAL

Afrique du Sud

- Les métallos dans un étau en Afrique du Sud - libération.fr

La grève qui paralyse le secteur de l'acier et des constructions mécaniques entre dans sa quatrième semaine. Mardi, une nouvelle offre salariale a été mise sur la table par les employeurs. Numsa, le puissant syndicat sud-africain des métallurgistes, a jusqu'à vendredi pour y répondre. Mais les négociations avec la direction ont déjà échoué à plusieurs reprises, et Numsa a affirmé qu'il ne descendrait pas sous la barre de 10% d'augmentation pour tous les ouvriers.

Platine.«*Les inégalités augmentent, les compagnies réalisent des profits importants, mais les ouvriers ne reçoivent toujours pas un salaire décent*», s'indigne Sizwe Dlamini. Face au patronat, le secrétaire régional de Numsa, à Johannesburg, a le rapport de force avec lui : l'arrêt de travail est suivi par 220 000 employés et touche plus de 10 000 entreprises. Un nombre de sociétés qui augmente rapidement au sein de l'industrie manufacturière (15% du PIB sud-africain), faute de pièces détachées. Toyota et Ford ont ainsi été forcés d'interrompre leur production.

Le patronat de la métallurgie, qui dit avoir fait sa dernière proposition «*à contre cœur*», a menacé les grévistes de «*pertes d'emplois massives*». libération.fr 22.07

Haut de page

Le 24 juillet 2014

CAUSERIE

Je dois aller enregistrer l'achat de mon petit terrain. On ajoutera une vingtaine d'articles dans la soirée si j'en ai le temps. Il faut bien que je m'occupe de mes affaires, même si j'ai autre chose en tête.

Ça gaz à Gaza.

Ne l'oubliez pas quand vous lirez les articles et déclarations des uns et des autres, gravez-vous le dans le cerveau : Il y a du gaz à Gaza et en Cijordanie, même ou surtout si cela n'y figure pas. Ensuite, demandez-vous pourquoi. Pourquoi ces élucubrations politiques qui occultent l'essentiel ?

En quoi un tel traitement de la guerre qui oppose Israël aux Palestiniens peut-il aider les travailleurs à comprendre ce qui se passe réellement si on passe sous silence l'origine de ce conflit ? En quoi cela peut-il favoriser l'élévation de leu niveau de conscience politique ? En rien, alors que rapports économiques et politiques sont intimement liés.

Ici (comme ailleurs) ce sont des facteurs économiques qui sont à l'origine de la politique israélienne. Comment peut-on lutter efficacement contre l'ordre établi en Israël comme en France en l'ignorant ? Vous devinerez facilement la réponse. Faites passer le message à vos dirigeants. Continuez dans cette voie et nous n'arriverons jamais à rien.

Halte au massacre du peuple palestinien !

Arrêt immédiat des bombardements !

Arrêt immédiat de l'opération israélienne Roche invincible !

Le droit des peuples de décider d'eux-mêmes.

Suite de l'article "*Cameron se prend pour le nouveau vice-roi des Indes !*

Ils poussent en quelques sortes les jeunes filles à désobéir ou à se révolter contre leurs parents, quand on voit où cela conduit en France lorsque les parents n'ont plus d'autorité sur leurs enfants ou en perdent le contrôle, je précise que c'est un enfant battu qui n'a jamais levé la main sur sa propre fille qui parle, on se dit que leur opération qui se veut animée des meilleurs intentions du monde doit surtout servir à déstabiliser les rapports sociaux dans tout un ensemble de pays sur lesquels l'impérialisme américain et ses alliés entendent renforcer ou maintenir leur hégémonie.

Il y a plus d'un siècle et demi, des penseurs éclairés comme Marx et Engels avaient plusieurs siècles d'avance sur leur temps ou leurs contemporains et conçurent une société et des rapports entre ses membres qui ne devaient pas voir le jour avant plusieurs siècles. Pour autant, à aucun moment ils n'accusèrent aucun peuple de se livrer à des pratiques barbares ou archaïques, ils se contentèrent de les décrire et de démontrer que les rapports qui existaient dans ces pays étaient le produit de rapports économiques et sociaux, jamais ils ne se permirent de les juger, encore moins d'exiger qu'ils adhèrent à leurs principes ou leurs idées, au communisme.

Ceux qui prétendent imposer un certain type de rapports entre les hommes et les femmes ou les différentes communautés qui composent la société, sont les mêmes qui traitent le communisme de dictature ou de système totalitaire, alors qu'en réalité les communistes n'ont jamais conçu le développement de la civilisation humaine devant conduire à son émancipation de toute exploitation et oppression, autrement qu'un processus dialectique au cours desquels ce sont les hommes et les femmes, les travailleurs par leurs actions ou lutte de classe, qui procèdent à la transformation de la société et de ses rapports pour vivre dans un monde meilleur et plus juste, et en aucun cas elle ne devrait être imposée par une institution, un Etat ou un gouvernement.

En règle général, au niveau économique et social de l'ensemble de la société correspond un niveau de conscience donné, qui ne peut évoluer qu'en fonction de l'élévation du niveau économique et social de l'ensemble de la société. De la même manière qu'il existe des privilégiés et des déshérités dans leur société, ainsi que des degrès intermédiaires entre ces deux extrêmes, il existe différents niveaux de conscience...

Autrement dit, c'est seulement l'élévation du niveau économique et social de l'ensemble de la société qui peut déterminer une élévation générale ou moyen du niveau de conscience de la population d'un pays, qui contribue à modifier les règles juridiques ou lois en vigueur, à les faire évoluer...

L'inverse traduit et se traduit ou accompagne l'élévation du niveau économique et social des nantis au détriment du reste de la société soumis à une dictature, qui consiste à adopter l'idéologie dominante qui s'exerce sur tous les rapports dans la société sans bénéficier des retombés qu'elle serait en droit d'en attendre puisqu'ils sont réservés exclusivement aux riches et à l'élite intellectuel à leur service, qui lui est acquise ou qu'ils ont corrompue.

Le plus surprenant, c'est que des militants qui se disent de gauche ou d'extrême gauche puissent tomber dans un tel panneau. Comment peuvent-ils adhérer à une méthode autoritaire ou coercitive sur les masses dictée par les représentants de la classe dominante, et imaginer qu'il suffirait de décréter qu'elles devraient changer d'idées ou de comportement pour qu'elles s'excécutent sur le champ ? On constate qu'à aucun moment ils ne se sont posés la question de savoir pourquoi un parti de droite, un gouvernement ou une institution internationale incarnant les intérêts du capital procédait de cette manière, pourquoi il recourait à cette méthode et ce qu'elle recouvrait, quel en était le ou les véritables objectifs politiques qu'il poursuivait. C'est ainsi qu'ils s'en font les complices.

Le soutien qu'ils leur apportent démontre que ce sont des aventuriers, des charlatans ou de vulgaires opportunistes ou encore des crétins sans cervelle, qui loin d'oeuvrer pour notre cause ils s'en éloignent un peu plus chaque jour au point d'en devenir étrangers ou les adversaires. Après cela ils se disent anticapitalistes, révolutionnaires, marxistes ou trotskistes, c'est une imposture que nous dénonçons et que nous combattons également.

En très bref...

1- L'Assemblée nationale a adopté la nouvelle carte de France à 13 régions, la contre-réforme ferroviaire, etc. on n'a pas le temps d'aborder ces sujets-là, vous trouverez les infos dans le prochain numéro d'Informations ouvrières auquel on vous invite à vous abonner.

2- Vol MH17. Lu dans un blog russe (http://russiepolitics.blogspot.ru) publié par le portail french.irib.ir :

"*le trou dans la carcasse de l'avion soulève beaucoup de question, car sa forme ressemble plutôt à celle d'un tir effectué par un avion de chasse. Une des interprétations possibles soulevées est que le système BUK (lance-missiles) ait spécialement été mis dans la zone pour un tir quelconque au moment voulu alors que le danger mortel venait de l'avion de chasse à côté.*" french.irib.ir 23.07

Cela nous fait penser immédiatement aux images du trou dans la façade du Pentagone le 11 septembre 2001, qui correspondait davantage à celui réalisé par un missile Tomawak plutôt que par un avion, les ailes du soi-disant avion n'ayant même pas pulvérisé les fenêtres situées autour de ce trou, tout comme il n'avait pas été retrouvée la moindre trace de débris de cet avion et de ses passagers ou leurs effets qui par miracle s'étaient volatilés.

3- Nous attendons toujours une caractérisation politique précise du PS...

Le chiffre du jour. 695.

Selon les services de secours palestiniens, plus de 60 personnes dont des enfants ont encore péri mercredi dans le pilonnage de Gaza, portant à 695 le bilan des morts palestiniens en 16 jours Lepoint.fr 23.07.

Le représentant israélien auprès du Conseil sur l'offensive israélienne à l'ONU, Eviatar Manor, a souligné le droit de son pays à "*la légitime défense*" et a comparé le Hamas à Al-Qaïda, à l'Etat islamique (EI), à Boko Haram et au Hezbollah.

Parmi les 47 Etats membres du Conseil, seuls les Etats-Unis se sont opposés à la résolution palestinienne. AFP 23.07

Selon le Washington Post, une cinquantaine de réservistes israéliens, servant dans les bureaux et les services logistiques, ont refusé d'être rappelés et ont signé une pétition dénonçant la politique du gouvernement envers les Palestiniens. AFP 23.07

Réaction et barbarie.

Ils ont un fâcheux penchant pour la dictature.

- Gaza : Valls recadre les élus qui ont participé aux manifestations interdites - LeParisien.fr

- Gaza: Le Roux déconseille aux députés PS de participer à la manif autorisée - AFP

- Heurts à Barbès: le parquet fait appel des peines de prison avec sursis - LeFigaro.fr

- « *Casseurs* » de Barbès et Sarcelles : les peines sont-elles « *honteusement clémentes* » ? - LeMonde.fr

Le Monde recourt à la suggestion, méthode psychologique employée par les Américains à toutes les sauces pour orienter l'opinion des masses et ainsi justifier leur politique.

Et les voilà qui s'épanchent sur le sort des bouchers sionistes.

- Sentiment d'état de siège en Israël après l'annulation de nombreux vols vers Tel-Aviv - LeMonde.fr

- Le tourisme israélien frappé par le conflit à Gaza - AFP

Manipulation. La machine à conditionner les masses tourne à plein régime.

Hollande, Valls et Cazeneuve, Cambadélis : Ne nous accusez pas de soutenir Israël en interdisant des manifestations, ce sont les Français qui le réclament, c'est légitime. On est bien obligé d'en tenir compte, c'est notre mandat. La ficelle est un peu grosse, grossière même.

Selon un sondage Ifop pour Le Figaro publié mercredi, une majorité de Français (62%) se déclare "*plutôt favorable*" à l'interdiction de ces manifestations car elles s'accompagnent de violences. AFP 23.07

A Washington ils sont occupés à fabriquer des preuves, à Paris ils fabriquent des sondages...

Ce n'est pas à l'UMP qu'ils diront le contraire, en dehors de quelques voix discordantes, hypocrites.

Luc Chatel, secrétaire général intérimaire de l'UMP, "*ne comprend pas*" la décision du gouvernement d'autoriser la manifestation propalestinienne de Paris.

Leurs mercenaires et alliés sanguinaires en Irak et en Syrie non plus.

- Daech brûle le drapeau palestinien - french.irib.ir

Un site proche des terroristes de Daech mettent en scène les membres de cette milice terroriste en train de fouler au pied le drapeau palestinien.

Alors que la milice se dit le repésentant de l'islam pur et dur, religion qui appelle à l'entraide inter-musulmane, les terroristes de Daech arrachent dans ces images le drapeau palestinien au cri d'Allah Akbar, avant de mettre le feu au drapeau en question.
" *Quiconque hissera ce drapeau dans n'importe quelle région du califat , mérite la punition . Car ce drapeau palestinien a délogé le drapeau de Daech. Daech est là pour défendre son drapeau noir et non pas le drapeau palestinien*" french.irib.ir 23.07

Autres infos du champ de bataille et ailleurs

La DCA de la Résistance abat un F16 israélien - french.irib.ir

La vague d'annulation des vols des compagnies aériennes européennes et américaines à destination de Tel-Aviv a surpris le monde entier sans que la raison en soit explicitement exposée à l'opinion occidentale. La branche armée de la Résistance islamique de la Palestine, Brigades Qassam a revendiqué mardi soir le tir d'un missile sol-air contre un chasseur F16 sionistes qui en a provoqué le crash.

"*L'avion a été pris pour cible à 19.40 heures locales dans le ciel de Deir al Balah*", affirment les brigades dans leur communiqué. Israël complètement groggy par cette nouvelle performance, n'a pas encore réagi à cette information. En lieu et sa place, les Etats Unis, la France, la Suisse, les Pays-Bas, l'Australie, la Turquie , l'Italie, l'Allemagne , la GB ont tout de suite décidé de suspendre leurs vols en provenance et à destination de Tel-Aviv. french.irib.ir 23.07

New York/Gaza - french.irib.ir

Le sionisme n'est pas un équivalent du judaisme. A preuve, les manifestations les plus hostiles contre Israël se sont déroulées ces derniers jours à New York et par les juifs américains... french.irib.ir 23.07

Gaza : Israël bombarde les hôpitaux et toute l'infrastructure médicale - french.irib.ir

Les derniers bombardements sur les hôpitaux et les services d'urgence font des ravages sur une infrastructure médicale déjà insuffisante.

Deir al-Balah, Gaza - Au moins cinq Palestiniens ont été tués et 70 autres blessés par des obus de chars israéliens tirés sur l'hôpital

al-Aqsa à Deir al-Balah, au centre de la bande de Gaza.

Le bombardement a duré la majeure partie de la journée, et selon des sources hospitalières, a continué tard dans la soirée.

Un patient a été tué alors que l'on trouvait parmi les blessés d'autres patients, des visiteurs et du personnel hospitalier, ainsi que quelques 20 intervenants médicaux pris dans le bombardement, a déclaré le Dr Ashraf al-Qudra, responsable des relations publiques au ministère de la Santé à Gaza.

Les frappes ont laissé l'hôpital dans l'incapacité de recevoir ou traiter les cas médicaux, les ambulances étant maintenant forcées de tenter de transporter les blessés vers d'autres destinations.

Toutefois, deux ambulances qui essayaient d'emmener des blessés à l'hôpital Shifa dans la ville de Gaza, ont également été touchées par des obus de char.

Selon al-Qudra, les missiles ont endommagé plusieurs salles d'opération ainsi que les principaux équipements, dont une unité de production d'oxygène utilisée pour un large éventail d'opérations et procédures de soins.

Les troisième et quatrième étages, la réception ainsi que l'étage supérieur ont tous été gravement endommagés, m'ont expliqué des médecins.

Les bombardements qui ont suivi ont endommagé les installations à rayons X et les services de maternité.

Israël a nié à plusieurs reprises cibler les installations médicales, mais il prétend régulièrement que le Hamas utilise les infrastructures civiles, y compris des habitations résidentielles, des écoles et des hôpitaux pour cacher des armes.

« *Vous êtes autorisés à frapper toutes les cibles utilisées [par le Hamas] pour cacher des roquettes* », a dégurgité à Al-Jazeera Mark Regev, porte-parole du Premier ministre israélien.

« *Je n'ai aucun doute que le Hamas utilise, a utilisé et continue d'utiliser des hôpitaux ... nous ne ciblons pas les civils. Mais je ne suis pas au courant de cette situation particulière* » a-t-il encore éructé.

Le Dr Khalil Khattab opérait un patient blessé dans une frappe précédente, lorsque les obus sont tombés. Il a vite couru en bas et a vu beaucoup de ses collègues blessés. Beaucoup ont été touchés tout en essayant de traiter les patients, mais maintenant les patients, les médecins et les infirmières sont tous blessés et perdent leur sang.

« *L'ascenseur est détruit et tous les équipements de l'hôpital sont gravement endommagés* », m'a déclaré le Dr Khattab, tout en inspectant les destructions autour de lui.

L'hôpital al-Aqsa dans le centre de la bande de Gaza est le seul hôpital fournissant des services à plusieurs camps de réfugiés, dont al-Maghazie et al-Nuseirat, ainsi qu'à quelques villes et villages avec parmi eux Deir el Balah et Juhu al-Dik. Les responsables de la santé estiment que al-Aqsa est le principal hôpital desservant plus de 350 000 habitants de Gaza.

Depuis le début de l'opération israélienne, plus de 550 Palestiniens, en majorité des civils, ont été tués et au moins 3 350 blessés. Un civil et 27 soldats israéliens ont également été tués dans les combats.

L'infrastructure médicale de Gaza a déjà été durement touchée par le conflit mais le bombardement d'al-Aqsa a encore réduit les ressources en soins.

Les patients les plus gravement blessés ont été évacués au rez de chaussée afin de se préparer à quitter l'hôpital bondé, largement sous-équipé, avec le personnel et les patients dans un grand état de panique.

Le Dr al-Qidra, un autre médecin pris dans le bombardement d'al-Aqsa, effectuait une intervention chirurgicale à l'unité de soins intensifs (USI) quand le premier obus de char israélien a frappé l'hôpital.

Al-Qidra appelle l'Organisation mondiale de la santé et d'autres groupes à intervenir d'urgence pour arrêter les attaques israéliennes sur les hôpitaux, les patients, des équipes médicales et les ambulances.

Les groupes de défense des droits de l'homme ont également intensifié leurs appels pour une plus grande protection.

« *L'attaque d'aujourd'hui sur l'hôpital al-Aqsa est la dernière d'une série d'attaques sur et à proximité des installations médicales*

à Gaza, lesquelles ont le plus grand mal à faire face à des milliers de blessés depuis que l'offensive israélienne a commencé le 8 juillet, » a déclaré dans un communiqué Philip Luther, directeur des programmes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient d'Amnesty International.

« *Il ne peut y avoir aucune justification pour cibler les installations médicales, à aucun moment. Les attaques contre les installations médicales soulignent la nécessité d'une enquête internationale impartiale mandatée par les Nations Unies.* »

Il est difficile de savoir si l'hôpital sera en mesure de fonctionner dans les jours à venir, et il y a eu de sérieuses tentatives pour évacuer tous les patients et le personnel vers d'autres endroits afin de recevoir et prodiguer les soins appropriés.

« *Il n'est pas possible pour les médecins d'effectuer des opérations ou des interventions chirurgicales alors que des obus de chars israéliens passent constamment au-dessus de nous* » dit Khattab.

La semaine dernière, les frappes aériennes israéliennes ont touché le service de réadaptation de l'hôpital al-Wafa, malgré que des militants pacifistes internationaux aient annoncer qu'ils serviraient de boucliers humains dans le bâtiment.

Après ce bombardement, les médecins avaient été contraints d'évacuer 18 personnes dans un autre hôpital, bien que seules des blessures mineures ont été signalées.

L'hôpital européen de Gaza a également été touché par des frappes aériennes israéliennes qui ont endommagé la salle d'opération.

Ce type d'attaque a fait que les patients et tous ceux qui les entourent ne se sentent pas en sécurité dans et à proximité des hôpitaux, pourtant auparavant considérés comme des refuges protégés par le droit international.

« *Allons-nous attendre que nos blessures soient à nouveaux frappées ? Israël sait que c'est un hôpital, mais ils nous ont malgré tout bombardés* », dit Abuel Abed, âgé de 44 ans et qui vit à proximité de l'hôpital al-Aqsa. « *Cette guerre est entre deux parties : mais pourquoi cibler un hôpital qui n'a rien à voir avec la politique ?* »

« *Ces hôpitaux fournissent des services publics essentiels aux victimes et aux familles, et il n'y a aucune justification au fait de les bombarder - aucune roquette n'a été tirée à proximité d'ici* », ajoute-t-il.

Ce ne sont pas seulement les patients et ceux qui les entourent qui ont peur. Même les médecins qui sont formés pour faire face aux situations de grande tension, ont du mal à faire face à la menace quasi-constante des bombardements israéliens.

À présent Abuel Abed me dit : « *Israël va tout faire pour que nos patients meurent, avec ou sans bombardement.* » french.irib.ir 23.07

Il faut saluer le courage de ces médecins...

D'après un universitaire israélien « ***violer les palestiniennes devrait empêcher les attentats*** » - french.irib.ir

Le viol des femmes et des mères des combattants palestiniens découragerait les attaques des combattants palestiniens.

Docteur Mordechai Kedar, maître de conférence israélien à l'Université de Bar-Ilan a déclaré le 1er juillet dernier, avant même le début de l'offensive, après la mort des trois colons, que le viol des femmes et des mères des combattants palestiniens découragerait les attaques des combattants palestiniens. Lors d'une interview pour une Radio israélienne, l'universitaire a affirmé que la « *seule chose qui pourrait dissuader un kamikaze est de savoir que, si on capture sa soeur, ou sa mère, elles seront violées* ».

Ce maître de conférence qui donne entre autres des cours de littérature arabe, a servi pendant 25 ans dans le renseignement militaire, où il s'était spécialisé dans les groupes dits « *islamiques* ».

Les propos d'une telle sauvagerie provenant de cette universitaire sont d'autant plus grave pour un enseignant-chercheur, un noble métier. C'est d'autant plus effrayant que ce sont de telles personnes qui donnent cours à des centaines d'étudiants. Et il est insoutenable de voir qu'à un tel niveau d'études, on puisse avoir des propos d'une haine extrême, des idées aussi démoniaques.

Même l'animateur de radio n'a pas réellement apprécié de tels propos et a affirmé qu'une telle proposition « *sonne mal* ». Il a ajouté qu' «*on ne peut pas prendre bien sûr, de telles mesures* ». Le chercheur, confiant, a cependant défendu sa position en précisant qu'il ne parle pas de ce que nous devrions ou ne devrions pas faire, mais de faits, que c'est la seule chose pour dissuader. Il a ajouté que « *c'est la culture dans laquelle nous vivons...* », « *c'est le Moyen-Orient* ». french.irib.ir 23.07

C'est quoi le sionisme ? On a la réponse ici.

Gaza : israël utilise des « ***obus à fléchettes*** » - french.irib.ir

En 2009, l'opération Plomb Durci fut marquée par l'utilisation par Israël de bombes au phosphores blanc sur les populations.

Des armes particulièrement destructrices dont la charge composée de matières hyper actives s'oxyde au contact de l'air et qui causent des brulures au 2eme voir 3eme degré au contact de la peau. Des armes dont l'usage a été qualifié de crime de guerre par de nombreuses ONG et dont l'utilisation à proximité de population civiles est condamnable par la Cour Internationale de Justice.

La nouvelle offensive israélienne est marquée par l'utilisation d'armes tout aussi destructrices appelées « *obus à fléchettes* ». Chaque obus embarque de 5000 à 8000 fléchettes d'environ 4 cm. Ces fléchettes sont des projectiles métalliques dotés d'une pointe acérée à l'avant et de quatre ailettes à l'arrière. En explosant les milliers de fléchettes en acier sont lancées sur environ 300 m de long sur 90m.

Des armes qui ne font donc pas dans le détail et qui lancées à proximité de civils peuvent être redoutables générant de graves mutilations. Des photos de corps touchés par ce genre d'armes sont atroces et démontrent de la grande dangerosité de leur utilisation.

Ces armes ne sont pas strictement interdites mais leur utilisation à proximité de population est condamnée par le droit international. Qu'importe, le soutien des grandes démocraties à Israel lui autorise l'utilisation d'armes destructrices sur des populations civiles sans en être inquiété. french.irib.ir 22.07

Chajaya : Aveux d'un soldat de la brigade Golani - french.irib.ir

« *Nous étions confrontés à des fantômes qui surgissaient de la terre et s'attaquaient aux véhicules des soldats sans faire attention aux chars, et nous ne savions pas que faire et nous tirions, dans toutes les directions, sur les objectifs invisibles* » a avoué un soldat de la brigade Golani qui a commis un massacre horrible, à Chajaya, située dans l'Est de Gaza. « *Dans la nuit de dimanche à lundi, plus de 13 soldats israéliens ont été tués et 50 autres ont été blessés, à Chajaya* », a-t-il ajouté.

« *Cette opération était très dure, du jamais vu. Le Commandant de la brigade était noyé dans le sang, sa jambe avait été amputée. Un officier de l'opération avait été tué. De même, le commandant du renseignement de l'opération avait, gravement, blessé. Ils sortaient comme des fantômes de la terre. Nous ne savions pas d'où ils venaient. Nous nous tirions le dessus, sans cesse, pendant environ deux heures. Tout était ensanglanté sous nos yeux. Les cadres étaient jonchées sur terre, difficiles à être discernées. Les soldats criaient, car ils n'avaient vu jamais une telle scène. Lorsque l'affrontement a pris fin, nous étions incapables de distinguer parmi les coprs ceux de nos amis, pour savoir s'ils sont vivants ou morts* » a avoué encore ce soldat de la brigade spéciale « *Golani* » de l'armée israélienne. french.irib.ir 22.07

Le numéro 2 de la bigade Golani, tué aussi. - french.irib.ir

La chaine deux de la TV israélienne affirme que le commandant adjoint de la brigade élite de l'armée sioniste, Roi Levy fait partie des blessés de l'offensive militaire contre la bande de Gaza et que son état est grave.

Levy est le commandant ajoint de la brigade chargé des opérations de reconnaissance qui a été blessé dans la localité de Chajaiya, affirme la chaine sans souligner que la brigade avait été prise pour cible d'une attaque commando spectaculaire des combattants de la Résistance lundi qui ont réussi à décapiter la brigade Golani. "*Le général Levy est tombé dans le guet apens tendu par les terroristes palestiniens et il en est sorti avec des blessures très graves et il se fait soigner dans le centre de soin Shaba à Tal Hachoumar. Son état s'est amélioré quelques peu mais il est toujours dans un état stationnaire*", dit le rapport. french.irib.ir 22.07

Résistances libanaise et palestinienne : le ralliement? - french.irib.ir

Un coup de fil, établi entre le secrétaire général du Hezbollah libanais, le chef du bureau politique du Mouvement de la Résistance palestinienne, Hamas, et le secrétaire général du Mouvement du Jihad islamique, laisse prévoir le ralliement de la Résistance libanaise à celle de la Palestine. Selon l'agence de presse Tasnim citant le site d'informations LBC, les sources diplomatiques bien informées analysent ainsi l'entretien téléphonique entre Seyyed Hassan Nasrallah, Khaled Mechaal et Ramadan Abdallah Shalah : « *Lors de ce contact téléphonique, Seyyed Hassan Nasrallah s'est dit disposé à se ranger aux côtés de la Résistance palestinienne. Alors il se peut que la Résistance libanaise rejoigne la Résistance palestinienne. Le ralliement des fronts libanais et palestinien est bien probable tout comme celui créé en Syrie entre l'armée syrienne et la Résistance libanaise* ».

Le secrétaire général du Hezbollah libanais, Seyyed Hassan Nasrallah, a établi deux contacts téléphoniques, l'un avec le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, et l'autre avec le secrétaire général du Jihad islamique de la Palestine, Ramadan Abdallah pour faire part de sa volonté de coopérer avec la Résistance palestinienne pour vaincre le régime sioniste.

french.irib.ir 22.07

Des soldats sionistes s'auto-mutilent pour échapper à l'enfer de Gaza. - french.irib.ir

En dépit d'une féroce censure, certains médias israéliens publient des bribes d'informations propres à faire comprendre dans quel lamentable état se trouve le moral des soldats de "*l'armée la plus puissante du Moyen Orient* ". Selon les sources médiatiques, " *ces deux derniers jours , le nombre de soldats qui se trouvent blessés au pied et à la jambe s'est curieusement multiplié*". " *15 soldats israéliens ont été répertoriés avec des blessures dans les membres inférieurs, ce qui leur permet d'être hospitalisé et de ne plus avoir à aller se battre contre les palestiniens à Gaza*", affirment ces médias cités par Gaza al An.

De l'aveu de l'armée israélienne, 27 soldats ont été tués depuis le 8 juillet, date à laquelle Israël a lancé son offensive "*Roche invincible*" contre Gaza. Le vrai bilan, lui, est bien supérieur : les brigades Qassam évoque 33 soldats sionistes tués depuis le début des affontements. french.irib.ir 23.07

Six Prix Nobel de la paix réclament un embargo contre Israël - french.irib.ir

Un embargo militaire contre Israël : c'est ce que réclament cette semaine 64 personnalités, dont six Prix Nobel de la paix. Après un deuxième week-end de mobilisations massives dans le monde, elles ont lancé cet appel afin de dénoncer les « *crimes de guerre et ses probables crimes contre l'humanité* » de l'Etat hébreu à l'heure où l'offensive terrestre lancée contre Gaza provoque certains jours plus de 100 morts, révèle The Guardian.

L'appel suit aussi l'épisode à Chajaya où s'est déroulé un véritable massacre. La soixantaine d'hommes et de femmes engagés réclame de l'ONU et des gouvernements de « *prendre des mesures immédiates afin d'imposer un embargo militaire à Israël, similaire à celui qui fut imposé à l'Afrique du Sud pendant l'apartheid* » et dénoncent dans le même temps la complicité des Etats impliqués dans une coopération militaire et économique avec Israël.

« *La capacité d'Israël à lancer de telles attaques dévastatrices en toute impunité découle en grande partie de la vaste coopération militaire internationale et des échanges qu'il entretient avec les gouvernements complices à travers le monde* », fait-on savoir.

Les Prix Nobel de la paix qui ont signé sont les Irlandaises Mairead Maguire et Betty Williams (1976), toutes deux membres du Tribunal Russell sur la Palestine, l'Argentin Adolfo Peres Esquivel (1980), l'archevêque sud-africain Desmond Tutu (1984), la Guatémaltèque Rigoberta Menchú (1992) et l'Américaine Jody Williams (1997).

Parmi les personnalités, on compte aussi le politologue américain Noam Chomsky, l'ancien rapporteur spécial à l'ONU sur la Palestine Richard Falk, l'ancien directeur général de l'UNESCO Federico Mayor Zaragoza ou encore le réalisateur Ken Loach. On compte également deux Israéliens, l'historien Ilan Pappe et la professeure Nurit Peled. Cet appel, qui rappelle une position prise par Amnesty International en février dernier, est une belle sortie médiatique en faveur de la paix. french.irib.ir 23.07

Crash du vol MH17. Propagande et désinformation.

Leur stratégie ayant lamentablement échoués, ils se déchaînent.

- Crash en Ukraine : Poutine et les barbares - LePoint.fr

- Crash du MH17: un maire hollandais demande l'expulsion de la fille de Vladimir Poutine - Lexpress.fr

- Kiev va prendre des mesures de rétorsion contre la Russie - Reuters

La hâte et la haine les conduits à se contredire ou dire n'importe quoi.

- L'Ukraine affirme que ses deux chasseurs ont été abattus par des missiles lancés depuis la Russie - 20minutes.fr

20 minutes retranscrit une dépêche de l'AFP. A lire le titre de cet article , les autorités ukrainiennes accusent les Russes. C'est effectivement ce qu'a déclaré dans un communiqué le Conseil de sécurité nationale et de défense ukrainien : «*Deux de nos avions ont été abattus à l'altitude de 5200 mètres. Selon les premières informations, le lancement des missiles a été effectué depuis la territoire de la Russie*».

Puis deux paragraphes plus loin on pouvait lire une autre version, je cite 20minutes.fr ou l'AFP : Un autre porte-parole militaire, Vladyslav Seleznev, a indiqué par la suite que malgré des leurres thermiques lancés par les pilotes, les appareils ont été touchés par des missiles sol-air tirés par les rebelles dans une zone proche du village de Dmitrivka dans la région de

Donetsk proche à la fois de Lougansk et de la région russe de Rostov.

Donc ces missiles ne seraient plus partis de Russie, mais d'une région "*proche*" de la frontière russe, donc en territoire ukrainien, démentant la première version. Dans ce cas-là il s'agit de légitime défense et non d'une agression d'un pays tiers et l'affaire tombe à l'eau.

De Gaza à Paris

- Près de 15.000 manifestants propalestiniens défilent à Paris dans le calme - AFP

Des centaines ou des milliers de participants aux différentes manifestations organisées en province...

- Manuel Valls condamne la montée en puissance d'un "*nouvel antisémitisme*" - Francetv info

- Les actes antisémites seront sanctionnés, prévient Cazeneuve - Reuters

La barbarie, c'est aussi cela. Pardon, la démocratie.

Etats-Unis: Un condamné meurt deux heures après l'injection - 20minutes.fr

«*Joseph Wood a mis deux heures pour mourir et il a suffoqué et cherché sa respiration pendant environ une heure et quarante minutes*.» Ses avocats dénoncent «*une horreur qui était absolument prévisible*».

Cette exécution particulièrement longue, alors que la mort intervient en général au bout d'une dizaine de minutes, est survenue sur fond de polémique aux Etats-Unis entourant l'efficacité et l'origine des produits utilisés pour les injections létales. 20minutes.fr 23.07

ACTUALITE EN TITRES

Boycott!

- Les bénéfices de Facebook explosent grâce à la pub - Liberation.fr

Mexique: Coca-Cola et Nestlé coupables d'encourager l'obésité - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Libye

- Libye: la mouvance "*civile*" devance les islamistes aux législatives - french.irib.ir

La Haute commission électorale en Libye (Hnec) a annoncé lundi les résultats définitifs des élections législatives du 25 juin, qui font ressortir une nette avance de la mouvance "*civile*" devant les islamistes, selon des élus. Aucune date n'a été fixée encore pour l'entrée en fonction de la nouvelle Chambre des représentants. Elle devrait siéger à Benghazi (est), deuxième ville de Libye, selon un texte de loi adopté par le Parlement sortant qui siégeait dans la capitale Tripoli. Les élus sont toutefois divisés, certains d'entre-eux refusant de se rendre à Benghazi en raison de violences quasi-quotidiennes. La Chambre doit remplacer le Congrès général national (CGN), plus haute autorité politique et législative, accusée d'avoir aggravé une situation déjà chaotique en Libye en raison notamment d'une lutte d'influence entre les courants libéral et islamiste.

L'annonce des résultats intervient sur fond de violences qui ne connaissent pas de répit, notamment les combats meurtriers entre milices qui se disputent depuis plusieurs jours le contrôle de l'aéroport de Tripoli. Sur les 200 sièges du nouveau Parlement, douze n'ont pas été pourvus, le vote ayant été annulé dans plusieurs bureaux en raison des violences. Les listes ayant

été bannies, seuls des "*candidats individuels*" --mais pas forcément indépendants-- avaient été appelés à se présenter. La grande majorité des vainqueurs sont méconnus du grand public. french.irib.ir 22.07

Haut de page

Le 25 juillet 2014

CAUSERIE

Un petit mot personnel.

J'ai rejeté la proposition d'emploi d'une société indienne spécialisée dans la publication sur Internet. Au départ je devais travailler chez moi sur mon ordinateur, et à l'arrivée j'aurais dû intégrer leurs bureaux. En guise de travail en "*freelance*", je me retrouverais salarié à temps complet dans une entreprise ou je reprendrais du service à 59 ans, une mauvaise blague pour quelqu'un qui a cessé de bosser à 40 ans, en réalité je n'ai cotisé à la Sécu que 19 ans.

La meilleure, ce sont les horaires, de 7h du matin à 14 heures, ce qui veut dire que j'aurais dû me lever à 5h30 ou 5h45 et déjeûner sur les coups de 15h, une vraie vie de merde quoi ! C'était payé 30.000 roupies, le smic est à environ 8.000 roupies à Pondichéry. Une fois construite ma maison et terminée mon installation, cela aurait permis de doubler mon revenu, mais à quel prix, je suis habitué à me priver, je continuerai, cela ne me gêne pas. A 62 ans je pourrai faire valoir mon droit à la retraite et je toucherai environ 300 euros, soit 25.000 roupies environ par mois, ce sera suffisant pour aller au bout du chemin.

Par courriel j'ai adressé hier soir mes exigences à cette entreprise, travailler chez moi 5 heures par jour maximum exceptés les samedis et dimanches pour le même salaire, cela m'étonnerait qu'ils acceptent. Après tout le travail qu'un autre salarié effectue en 7 heures, je dois pouvoir le faire en 4 ou 5 heures, si c'est un Indien, en 2 heures. S'ils comptaient m'exploiter un maximum, ils sont très mal tombés ! Cela me fait marrer évidemment.

24 nouveaux documents ont été ajoutés. Je les ai parcourus rapidement seulement.

Le chiffre du jour. 800.

L'offensive israélienne, qui a fait environ 800 morts palestiniens depuis le 8 juillet à Gaza. AFP 24.07

Des chasseurs bombardiers F-16, des hélicoptères Apache et des drones, des chars et des canons de marine, un équipement militaire hyper sophistiqué du côté israélien, des roquettes artisanales, quelques missiles de courte portée et de l'artillerie légère du côté palestinien, près de 150 résolutions adoptées par l'ONU depuis 148 sanctionnant Israël non appliquées ou non respectées sans être inquiété d'un côté, de l'autre les Palestiniens contraints de respecter celles les concernant à coup de nouvelles restrictions, de sanctions financières et bombardements, des milliards de dollars versés chaque année par les Américains à Israël pour accroître encore ou moderniser son arsenal de guerre, de l'autre des Palestiniens bricolant des armes et des bombes dans des hangars ou des appartements, les Israéliens bénéficient du soutien des puissances occidentales alors qu'ils ont spolié, volé les terres et les biens d'un peuple d'un côté, de l'autre les Palestiniens qui exigent qu'on leur rende sont considérés comme des terroristes, les puissances occidentales estiment que les droits de l'Etat israélien sont légitimes, tandis que ceux des Palestiniens ne le sont pas, notamment celui au retour sur leurs terres, etc.

La différence de traitement envers l'Etat sioniste et les Palestiniens par les puissances occidentales dont la France est flagrande, indiscutable, ce qui n'empêche pas Valls de déclarer hier que "*la ligne de la France est la même, elle est équilibrée*" (AFP 24.07). Qu'elle soit favorable à Israël est somme toute normal et participe à cet "*équilibre*", puisque c'est l'agressé et non l'agresseur et l'occupant, il se défend, c'est naturel, légitime.

Sur quel constat, postulat ou quelle base politique repose sa déclaration ? Sur la négation des droits des Palestiniens, sur un déni fondé à partir du mythe entretenu par les sionistes prétendant que la Palestine a toujours appartenu au "*peuple juif*", une autre de leur invention pour justifier leur politique qui consiste à défendre la terre qui leur appartient comme le ferait n'importe quel peuple ou Etat et la boucle de l'imposture est bouclée.

Parole d'internaute.

Le contexte.

Les affrontements qui ont eu lieu hier entre la police israélienne et des Palestiniens en Cisjordanie qui ont fait plusieurs morts et

au moins une centaine de blessés.

- "*En Cisjordanie occupée, occupée par Israël. C'est un détail pour Israël ? Quand va t-il comprendre que tant qu'il ne quittera pas les colonies qu'il vole aux Palestiniens, les attentats continueront. Tant qu'il organisera le blocus de Gaza , il recevra des roquettes. Ca s'appelle la force du désespoir.*"

Résister ! Résister c'est légitime, par tous les moyens. Savez-vous que c'est un des facteurs qui justifie le socialisme ? Non, bien sûr, normal puisque plus personne n'est foutu d'en faire la propapande, c'est trop compliqué d'énoncer simplement les choses simples.

Un bilan accablant. Le capitalisme engendre la guerre et la pauvreté.

Le tableau ou plutôt lebilan épouvantable que dresse le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) est celui du capitalisme au stade de l'impérialisme et de la barbarie étendue à la planète toute entière. Ils ne le préciseront pas dans leur rapport évidemment, cependant ils ne pouvaient pas le réaliser sans que cela ne transparaisse à chaque ligne ou paragraphe.

Quelle question !

Pourquoi y a-t-il 2,2 milliards de pauvres dans le monde ? - lemonde.fr

Crises financières, catastrophes naturelles et politiques publiques inefficaces risquent de faire croître la pauvreté dans le monde alors que plus de 2,2 milliards d'hommes et de femmes, soit près d'un tiers de l'humanité, sont déjà concernés ou sont en passe de l'être.

(Comme quoi le Manifeste du parti communiste et le Capital de Marx et Engels sont toujours d'actualité. - ndlr)

C'est ce dont s'alarme le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans son rapport 2014 rendu public jeudi 24 juillet, citant notamment le prix des denrées alimentaires et les conflits violents comme autres sources aggravantes de la pauvreté.

(Denrées alimentaires qui font l'objet d'une spéculation effrénée de la part des multinationales de l'agro-alimentaires, des oligarques de Goldman Sachs et Cie., conflits violents ou guerres fomentés par les mêmes ou les Etats qui les abritent... Donc l'aggravation de la pauvreté dans le monde n'est pa dû à une fatalité et les responsables sont clairement identifiés, connus de tous, y compris de ceux qui ont réalisé ce rapport : Ce sont leurs maîtres! - ndlr)

Parmi les chiffres chocs contenus dans ce rapport :

1,2 milliard de personnes vivent avec l'équivalent de 1,25 dollar ou moins par jour.

1,5 milliard de personnes réparties dans 91 pays en voie de développement vivent « en siuation de pauvreté marquée par des carences cumulées en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie »,

800 millions de personnes sont à la lisière de la pauvreté.

Le PNUD insiste sur le cercle vicieux que constitue la pauvreté, synonyme de chômage, lui-même souvent accompagné d'un accroissement de la criminalité, de la violence, de la consommation de drogue et de suicides.

(Que l'"*accroissement de la criminalité, de la violence, de la consommation de drogue et de suicides*" ait une origine sociale à mettre au compte du capitalisme, c'est l'évidence même et non une fatalité. En conséquence, il suffit de supprimer le capitalisme pour venir à bout de tous les maux qu'il engendre et la question est résolue.

Ce "*cercle vicieux*" est inhérent aux lois de fonctionnement du capitalisme reposant sur des inégalités sociales qui ne peuvent que s'aggraver. Ce sont les fondements du capitalisme qui sont en cause, d'où la nécessité de les liquider, de renverser les rapports de domination de classe au profit de la classe des exploités qui compose la majorité de la population et qui est la principale victime de tous ces maux. - ndlr)

Et même si globalement la pauvreté recule dans le monde, le PNUD met en garde contre les inégalités croissantes ainsi que des « *vulnérabilités structurelles* » qui persistent.

(Structures qu'ils s'emploient à liquider par la voie du FMI ou à détruire à coup de canons quand certains Etats ou gouvernements résistent. Quand ils affirment que la "*pauvreté recule dans le monde*", ils se passent bien de dire comment ou à quel prix, la mise en esclavage de centaines de millions de travailleurs en Asie et en Afrique, sans parler du travail des enfants,

des vieillards... En fait, en recourant aux mêmes méthodes qu'au début du XXe siècle en Europe et aux Etats-Unis. -ndlr)

« *Eliminer l'extrême pauvreté n'est pas seulement arriver à zéro, encore faut-il rester à ce niveau. Il faut spécifiquement protéger celles et ceux qui sont menacés par des catastrophes naturelles, des changements climatiques ou des chocs financiers.*

(Quelle généreuse intention ! Mais il ne s'agira pas de "*protéger*" ceux dont les droits sont menacés ou amputés dans les pays les plus développés, en Europe notamment par les politiques d'austérité mises en oeuvre par les différents gouvernements, et qui a leur tour sombrent dans la pauvreté ou la misère noire. Non, car ceux-là sont des nantis pour eux, ils ont un niveau de vie trop élevé, qu'il soit ravalé vers le bas est juste ou équitable à défaut de s'attaquer à la cause réelle de "*l'extrême pauvreté*", aux riches et hyper riches qui le deviennent un peu plus chaque hjour qui passe. On n'en attend pas davantage de l'ONU, rien en fait.- ndlr)

Mettre au cœur de notre agenda de développement la réduction de ces vulnérabilités constitue le seul moyen de s'assurer que le progrès est résilient et durable. Assurer une protection sociale de base aux pauvres du monde entier coûterait moins de 2 % du PIB mondial. »

(Les tenants du capitalisme mènent une guerre impitoyable au prolétariat mondial pour maintenir le coût du travail le plus bas possible, et quand bien même serait-il rémunéré une misére comme au Bengladesh ou en Ethiopie par exemple, les capitalistes évoquent l'éventualité de délocaliser leurs entreprises dans d'autres pays si les salaires augmentaient afin de maintenir leurs profits exorbitants. Ils ne sont donc pas disposer à débourser de l'argent pour "*assurer une protection sociale de base aux pauvres du monde*", puisqu'ils se destinent au contraire à les maintenir dans cette situation. La philanthropie des riches ou des capitalistes, cela n'existe que dans les contes de fées destinés aux ignorants ou à ceux qui sont prêts à se laisser corrompre en espérant en tirer profit, c'est le pendant métaphysique de la collaboration de classes qui est bien réelle. - ndlr)

« *Une protection sociale de base est abordable tant que les pays à faible revenu redistribuent des fonds et accroissent leurs ressources internes, et ce avec l'appui de la communauté des donateurs internationaux* ».

(Admirer le cynisme, fonds ou ressources pillés par les multinationales occidentales, et pas seulement. Les Américains et ses alliés Français et Britanniques notamment ce sont employés à renverser des régimes et à détruire des pays entiers dans lesquels le niveau d'éducation de la population était le plus élevé de leur région, les questions d'hygiène et de santé publique étant résolues, etc. pour les renvoyer un demi-siècle en arrière. Pourquoi ? Parce que ces régimes avaient mis en place un système de "*protection sociale de base (...) abordable*" pour toute leur population, ce qui représentaient autant de profits qui n'atterrissaient pas dans les caisses des multinationales américaines entre autres, un crime impardonnable.

Il fallait donc renverser ces régimes et raser les infrastructures de ces pays, créer une situation de chaos inextricable de telle sorte que réduites à l'état d'indigence leurs populations tendent la main à ceux qui avaient fait leur malheur et leur avaient occasionné ces souffrances abominables et inutiles, afin qu'ils soutiennent le processus politique que leurs agresseurs leur imposaient n'ayant pas d'autres alternatives pour survivre.

En lieu et place de disposer d'eux-mêmes et des richesses de leur pays, d'assurer leur propre développement, ils se retrouvent placé sous la dépendance "*de la communauté des donateurs internationaux*" qui les ont conduits à cette situation-là et comptent bien les y maintenir, sinon à quoi bon tant d'efforts déployer pour les y conduire -ndlr)

« *La plupart des problèmes sont le résultat de réformes inadéquates et d'institutions peu performantes* », conclut Khalid Malik, principal auteur de l'étude, qui note également qu'actuellement, les 85 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que les 3,5 milliards les plus pauvres. lemonde.fr 24.07

Les "*réformes*" en question sont celles que le FMI ou l'impérialisme américain, l'oligarchie financière leur ont imposées. Qu'elles aient été "*inadéquates*" est un aveu qui mérite l'abolition du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONU et toutes ces agences.

Quant aux "*85 personnes les plus riches de la planète*", leur expropriation sans indemnité et la saisi de tous leurs biens est une nécessité absolue, non négociabe. On se demandera comment ils ont pu amasser une telle fortune, sinon avec la bénédiction de l'ONU ou des rédacteurs de ce rapport.

Question subsidiaire : Et la démocratie alors ?

Avant-hier- Cameron se prend pour le nouveau vice-roi des Indes !

Hier- Le droit des peuples de décider d'eux-mêmes.

Mesdames, savez-vous que la majorité de la population mondiale désaprouve que vous portiez des mini-jupes, des pantalons moulants, des décoltés provocateurs et bien autres choses encore qui les choquent ? Et pourtant elle n'exige pas que vous y renonciez car cela ne la regarde pas. De toute façon, elle n'en aurait pas moyens.

En fait c'est à Cameron et à l'Unicef qu'il faudrait dire cela. Occupez-vous de vos affaires et ne venez pas fourrer votre nez dans les nôtres. On n'exige pas de vos femmes qu'elles portent des vêtements particuliers ou qu'elles adoptent un autre comportement, qu'elles cessent de boire de l'alcool ou de fumer, etc. alors n'exigez rien de nous, vous entendez, rien.

Doit-on vous parler de la prostitution qui se répand dans chaque ville grande ou moyenne de vos pays, du tourisme sexuel qui a été créé dans certains pays comme le Maroc ou la Thaïlande pour répondre aux besoins pervers de votre population masculine ?

Vous prétendez nous donner des leçons en matière de rapports entre les parents et leurs enfants, d'éducation, alors que dans vos pays, vos gosses sont livrés à eux-mêmes, leurs pères et leurs mères sont obligés de travailler pour payer leurs factures et ils n'ont plus de temps à consacrer à leurs enfants, ils ne les voient même plus, jusqu'au jour où sous le choc ils apprennent qu'ils sont devenus accros à une drogue ou à l'alcool, qu'ils se prostituent ou qu'ils sont devenus des délinquants ou pire encore, et on ne parle même pas du niveau d'incivillité, des insultes, des violences grauites, du manque de respect généralisé dans votre société en décomposition.

Dans vos pays à la morale surfaite et où il fait bon vivre paraît-il, régulièrement les viols, le harcèlement sexuel, les mauvais traitements et la discrimation envers les femmes font la une de l'actualité, à croire que votre société présente de graves lacunes et qu'elle ne constitue pas un exemple à suivre pour le reste du monde que vous considérez sauvage ou barbare.

Il y a pire encore messieurs, par exemple, vos amis.

- Irak: les jihadistes de l'EI ont ordonné des mutilations génitales sur les femmes - AFP

Chacun sait que vous êtes derrière cette pourriture ou qu'elle sert vos intérêts, on en a les preuves matérielles, pas de bol pour vous. Vous prétendez vous préoccuper de nos femmes et nos filles, alors que vous livrez ces femmes irakiennes à des barbares. Cela vaut pour les féministes et la horde de gauchistes qui soutiennent votre initiative. Vous voulez modeler le monde à votre image, qui est détestable quand on y regarde de plus près.

De la même manière que nous exigeons que vos soldats rentrent dans les casernes de votre pays, nous exigeons que vous cessiez de vous mêler des affaires qui ne concernent que nos peuples, chaque peuple qui ne vous a rien demandé. Go home !

On a des preuves. Lesquelles ?

- Ukraine: l'armée pilonnée depuis la Russie, selon Washington - AFP

Les Etats-Unis ont affirmé jeudi détenir des preuves que des militaires russes ont procédé à des tirs d'artillerie depuis le territoire russe contre des positions de l'armée ukrainienne.

(Les Russes, qui ont eu confirmation qu'un satellite américain couvrait la zone du vol MH17 au moment où il a explosé au-dessus de l'Ukraine, ont demandé aux Américains de rendre public les données ou traces qu'il a relevées avant le crash de cet avion car elles pourraient constituer une pièce matérielle déterminante permettant de déterminer ce qui s'était réellement passé, les Américains ont refusé. Pourquoi ? Parce qu'elles sont compromettantes ? - ndlr)

Moscou a en outre l'intention d'envoyer des "*lanceurs de roquettes plus lourds et plus puissants*" aux rebelles prorusses de l'est de l'Ukraine, a déclaré la porte-parole adjointe du département d'Etat, Marie Harf, citant des sources du renseignement américain. AFP 24.07

Une "*intention* n'a jamais constitué un fait temps qu'elle ne s'est pas concrétisée, qui plus est, ce matériel servirait de pendant à celui que l'Otan a mis à la disposition du gouvernement néonazi de Kiev.

En complément.

- Démission du premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk - 20minutes.fr

Le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk a annoncé aujourd'hui sa démission, en dénonçant la dissolution de la coalition gouvernementale au Parlement, en pleine crise économique et au milieu d'un conflit armé avec les séparatistes prorusses. 20minutes.fr 24.07

- L'Otan envisage de créer une base de réaction rapide pour faire face à la Russie - french.irib.ir

L'Otan pourrait déployer une base de réaction rapide en Europe de l'Est pour faire face à la menace que présente la Russie, a annoncé jeudi le quotidien britannique *The Times*, citant le commandant en chef des Forces de l'Otan en Europe Philip Breedlove. Selon le général Breedlove, plusieurs bases militaires de l'Alliance sont à l'étude pour jouer ce rôle, mais la base de Szczecin (Pologne) est donnée favorite.

Le général propose de stocker assez d'armes, de munitions et de rations alimentaires dans la base de réaction rapide pour que l'Otan puisse dépêcher immédiatement des milliers de soldats en cas de crise. D'après le commandant général Breedlove, l'Alliance doit progresser plus à l'est pour garantir à la Pologne, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie que l'Otan les protégera en cas d'agression. french.irib.ir 24.07

ACTUALITE EN TITRES

Et encore, c'est un compliment !

- «*T'es une merde!*» Quand NKM passe un coup de fil à Jean-François Copé - 20minutes.fr

Le parti de l'ordre à les deux pieds dedans!

C'est ce que dit toujours la droite.

- Le Guen: "*pas d'alternative à gauche*" à la politique du gouvernement - AFP

Il n'en a pas, c'est bien connu.

- Pour Valls, les Verts et l'extrême gauche «*ont un problème avec Israël*» - LeParisien.fr

C'est l'ensemble des territoires palestiniens qui se soulèvent.

- En Cisjordanie occupée, des affrontements meurtriers entre Palestiniens et soldats israéliens - lemonde.fr 24.07

Le conflit à Gaza menace de s'étendre en Cisjordanie occupée, où de violents affrontements entre des manifestants palestiniens et des soldats israéliens ont fait au moins un mort, dans la soirée du jeudi 24 juillet.

Des milliers de Palestiniens ont cherché, jeudi, à rallier Jérusalem-Est et l'esplanade de Mosquée, dans la Vieille Ville, pour « *la Nuit du Destin* » (« *Laïlat al-Qadr* »), une des dates importantes à la fin du mois de ramadan.

Les affrontements avec l'armée israélienne ont eu lieu à Qalandia, check-point militaire qui contrôle l'entrée de Jérusalem. Il est interdit aux Palestiniens qui ne disposent pas d'une autorisation spéciale israélienne.

Un premier bilan transmis par des responsables des services de sécurité et médicaux palestiniens faisait état d'une victime, un homme de 25 ans, et d'au moins vingt personnes blessées, dont plusieurs par des tirs à balles réelles.

Un médecin de l'hôpital de Ramallah a évoqué de son coté la mort de trois personnes, et d'une centaine de personnes ont reçu des soins pour des blessures.

Un porte-parole de l'armée israélienne a décrit la scène à l'AFP, sans confirmer ni démentir le recours à des balles réelles.

« *Il y a des milliers de manifestants. Ils font rouler des pneus en feu et jettent des cocktails molotov et des pétards sur les soldats et les garde-frontières. Les soldats répliquent par des moyens antiémeutes.* »

Par ailleurs, à Jérusalem-Est, 20 manifestants ont été arrêtés aux abords de la Vieille ville où des renforts de police ont été massivement mobilisés pour « *la Nuit du Destin* » .

« *Plusieurs dizaines de manifestants arabes ont jeté des pierres et des pétards sur les forces de l'ordre, blessant deux policiers et 20 suspects ont été arrêtés* », a précisé la police. lemonde.fr 24.07

Des balles réelles en échange de pierres, c'est "équilbré", dixit Valls.

L'Empire à l'offensive.

- Une nouvelle amende pour BNP Paribas aux Etats-Unis - LeMonde.fr

- Grande-Bretagne : Alstom accusé de corruption - LePoint.fr

- Argentine: le FMI alerte du "*coût considérable*" d'un défaut de paiement - AFP

- L'UE élargit ses sanctions ciblées contre la Russie et prépare un renforcement - AFP

- Ceux qui dénoncent les théories du complot en sont les champions toutes catégories.

- Terrorisme: comment le gouvernement américain dresse sa liste noire - AFP

- Etats-Unis. La liste noire dressée sur de simples soupçons - Le Nouvel Observateur

Haut de page

Le 27 juillet 2014

CAUSERIE

Un mot personnel.

Contrairement à ce que j'annonçais avant-hier, la société indienne basée à Mumbai accepte que je travaille chez moi. Deux contraintes demeurent avec lesquelles je peux m'accommoder, envoyer mon boulot avant 15h et retranscrire environ 45 séquences audios dont chacune a une durée d'1'30" à 2'. Je leur ai demandé de m'envoyer le boulot à l'avance pour que je puisse le répartir sur la journée et la semaine y compris le samedi et le dimanche.

S'ils acceptent mes dernières conditions, je réduirai le temps que je consacre au site ou je cesserai totalement cette activité. Il se peut que je n'actualise qu'une fois par semaine le dimanche. Rien ne dit non plus que je travaillerai longtemps pour cette entreprise, elle a besoin de moi parce qu'elle a décroché un marché au Canada. Je vais renflouer mon capital pendant que c'est encore possible, plus tard je n'en aurai plus jamais l'occasion. Je suis un rentier précaire, il ne faut pas l'oublier, c'est jouable à condition de bien calculer son coup.

Puisque je n'ai jamais fait miroiter quelque chose à qui que ce soit et que personne n'a voulu me soutenir financièrement, ce que je peux comprendre, je suis libre de continuer ou arrêter, personne n'est irremplaçable surtout à mon modeste niveau. Et puis au point où nous en sommes... A suivre.

Passons aux choses sérieuses.

Quand on lit le plan de Moshe Feiglin pour une « *solution* » à Gaza qui doit se traduire par son annexion totale à "*l'Etat juif*", puisque c'est "sa Terre" selon ses propres mots, et que par ailleurs on entend les organisateurs des manifestations en soutien aux Palestiniens lancer le slogan de "*paix juste et durable*", on se dit qu'il y a là un problème, l'objectif qu'ils ont défini ne correspond manifestement ni à la réalité niaux tâches que doivent accomplir les prolétariats palestinien et israélien, on est donc en droit de se demander pourquoi, surtout, quelle en est l'origine politique.

Parce qu'ils reconnaissent l'existence d'Israël ou sa légitimité qui est la négation de la Palestine, puisque la même terre ne peut pas appartenir à deux entités différentes, aux sionistes et aux Palestiniens, l'Alsace ne pouvait pas appartenir à la France et à l'Allemagne par exemple, et s'ils refusent de l'admettre c'est parce qu'ils devraient affronter Israël ou combattre pour sa disparition, mais aussi s'attaquer et rompre avec l'ONU, ce dont ils se refusent catégoriquement. Pourquoi ?

Mais parce qu'ils y sont liés, dès lors qu'ils sont totalement subordonnés au capitalisme. Israël et l'ONU étant des maillons du capitalisme mondial dominé par les Etats-Unis, de la stratégie néolibérale de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, les combattre véritablement consisterait à dénoncer leur véritable nature dans la perspective politique de leur abolition ou liquidation. Or ils en sont incapables ou cela ne peut pas être leur objectif politique, puisque le capitalisme en a besoin et qu'ils y sont inféodés, jusqu'au bout ils doivent prendre en charge ses besoins, d'où ce slogan de "paix juste et durable" qui est

finalement acceptable pour Israël et les Américains sur les cendres de Gaza.

La "*paix juste et durable*" pour les Palestiniens : C'est leur tombe ! Pour les sionites : C'est la Palestine !

Dans un article de Paul Monmaur de 2012 que le M'PEP publie à nouveau, on pouvait lire (Terre de Palestine : quel avenir ? - 12 mars 2012) :

- "*... la construction d'un Etat multiethnique, multiculturel, laïque et démocratique s'étendant sur tout le territoire de la Palestine historique est l'initiative qui, seule, paraît en mesure, à la fois (a) de rendre justice, droits et dignité à tous les Palestiniens, réfugiés inclus, et (b) de restaurer chez les Israéliens, humanisme, honneur et paix que nombre d'entre eux, las des souffrances infligées mais aussi subies, appellent aujourd'hui de leurs voeux.*"

Admettons-le pour notre démonstration, c'est sans doute l'objectif politique minimum, temporaire ou provisoire que les Palestiens et ceux qui les soutiennent pouvaient se fixer, et à terme une République sociale palestinienne débarrassée du capitalisme pour ce qui nous concerne, à ceci près que c'est totalement impossible, car c'est ignorer l'évolution du capitalisme mondial au cours des quatre cinq ans dernière années, qui dans le cadre de l'impérialisme stade suprême du capitalisme s'est traduit par l'hégémonie du néolibéralisme pour répondre à la crise sans précédent qui le traversait et atteignait ses fondements, néolibéralisme comme on peut l'observer tous les jours en France et partout dans le monde est incompatible avec les principes de la démocratie et les valeurs de la République, au point qu'il est inenvisable que dans le monde un Etat puisse voir le jour sur cette base-là, c'est impossible.

Encore une fois, cette impasse politique est le produit de l'absence d'une direction mondiale du prolétariat sur la base du socialisme, de l'absence cruelle d'une Internationale ouvrière et ses sections dans tous les pays pour mener la lutte sur tous les fronts contre le capitalisme. Cette situation aboutit à des mots d'ordre ou une ligne politique qui n'incarne pas les intérêts des Palestiniens ou des travailleurs en général.

Maintenant Israël n'existerait pas sans le soutien américain, britannique et français.

Nous n'avons pas le pouvoir de chasser les sionistes de Palestine dans le contexte actuel ou plutôt les masses arabes des territoires palestiniens et juives d'Israël en sont incapables , par contre nous avons le pouvoir de combattre ceux qui soutiennent les autorités israéliennes et qui sont les représentants du même ennemi, notre propre bourgeoisie dans nos pays respectifs, en France le gouvernement Hollande-Valls-Fabius, les institutions de la Ve République.

La "*paix juste et durable*" avec l'ennemi des Palestiniens, c'est réclamer en France une "*paix juste et durable*" au patronat, aux capitalistes, à l'oligarchie financière qui se sont jurés d'avoir notre peau dans cette guerre à mort qu'est la lutte des classes. C'est appliquer à la question palestinienne la collaboration de classes de la part de ces partis qui refusent de rompre avec le gouvernement et le PS, les institutions de la Ve République, l'UE, l'ONU et l'Otan, le capitalisme et toutes ses institutions financières ou politiques internationales, conformément à leur engagement à leur côté contre les travailleurs en France, en Palestine et Israël.

En complément.

Le "*camp*" de la mort !

- Les Arabes israéliens doivent-ils choisir «*un camp*»? - Slate.fr -

Le chiffre du jour. 1.000 .

Plus de 1.000 Palestiniens ont été massacrés à ce jour par l'Etat sioniste, le nombre de blessés dépasse 6.400.

Quand Valls amalgame manifestants et provocateurs ou "***casseurs***".

- De la mosquée d'Evry, Valls adresse un message d'apaisement aux musulmans de France - AFP

Manuel Valls a adressé vendredi soir un message d'"*apaisement*" aux musulmans de France lors de la rupture du jeûne du ramadan à la mosquée d'Evry-Courcouronnes, assurant qu'il n'y avait pas "*deux poids deux mesures*" à leur détriment, sur fond de critiques de la ligne du gouvernement sur le conflit israélo-palestinien.

Revenant sur les incidents des manifestations, "*quand des casseurs se réclament d'une forme dévoyée de l'islam, ce sont les musulmans qui souffrent les premiers car ces actes nourrissent des amalgames insupportables*", a-t-il justifié, car "*ces groupes radicalisés s'en prennent à votre foi, à la noblesse du message de l'islam, à ses valeurs d'ouverture, de tolérance*".

Peu avant l'arrivée du Premier ministre, encadrée par un important cordon d'une centaine de policiers et de gendarmes, un groupe de jeunes fidèles a exprimé à l'AFP ses critiques à l'égard de la position du Premier ministre et des médias, jugés trop favorables à Israël. (C'est un euphémisme ! - ndlr))

"*Sa visite, c'est de l'opportunisme, on ne peut pas critiquer d'un côté les musulmans de France, qui défendent les Palestiniens en disant qu'on serait antisémites alors que nous-mêmes par définition sommes sémites*", a déclaré à l'AFP Mohammed, enseignant de 30 ans dans l'Essonne, dénonçant le "*parti pris*" pro-israélien de François Hollande et Manuel Valls.

Puis ce sont quelques dizaines de personnes, dont des membres du collectif radical pro-Hamas Cheikh Yassine, qui sont venus crier des slogans comme "*sionistes, fascistes, c'est vous les terroristes*" ou encore "Israël assassin" aux abords de la mosquée. AFP 25.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Youpi !

Côté jardin

- Le titre de RBS s'envole après un bénéfice inattendu - Reuters

- Caixabank fait plus que doubler son bénéfice - Reuters

Coté cour.

- Chômage: 8e mois consécutif de hausse en juin, nouveau record - AFP

La série noire continue : le chômage a connu en juin un huitième mois consécutif de hausse, atteignant un nouveau record de 3,398 millions de demandeurs d'emploi sans activité en métropole.

Pôle emploi a accueilli le mois dernier 9.400 inscrits supplémentaires en catégorie A (sans aucune activité), a annoncé vendredi le ministère du Travail. Avec l'outre-mer, le nombre de chômeurs était en juin de 3,66 millions. La hausse est plus forte en incluant les chômeurs ayant exercé une petite activité (+23.000, +0,5%), pour un plus haut niveau historique de 5,04 millions (5,34 avec l'outre-mer).

Sur un an, le chômage des moins de 25 ans a décru de 3,1% alors que celui des 50 ans et plus a bondi de 11,5%.

Autre point noir, le chômage de longue durée. Activité réduite comprise, le nombre d'inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an enregistre une nouvelle hausse de 0,4% sur un mois (+9,8% sur un an).

Depuis l'élection de François Hollande en mai 2012, Pôle emploi a recensé 474.000 chômeurs sans activité supplémentaires. AFP 25.07

En complément.

- La Poste: baisse des effectifs de plus de 5.000 postes depuis janvier - AFP

En guise d'avenir, le message du patronat et du gouvernement à la jeunesse : L'"***hyper-précarité***".

- Des embauches de plus en plus précaires - lepoint.fr

Alors que le chômage n'en finit plus de progresser, la précarité augmente-t-elle pour ceux qui trouvent un emploi ? Oui, à en croire l'explosion des embauches en contrats précaires. Selon une étude du ministère de l'Emploi publiée jeudi, près de 92 % des intentions d'embauche étaient des CDD et des missions d'intérim en 2012 !

Pire, la tendance se dégrade. Depuis 2000, la part des intentions d'embauche en CDD a bondi de 11 points, passant de 38,5 à 49,5 %. Une évolution seulement partiellement compensée par la baisse de la part de l'intérim (- 8 points).

Mais lorsqu'on se concentre sur le nombre total de salariés du secteur privé concurrentiel bénéficiant de la protection du contrat à durée indéterminée (CDI), le constat est bien différent. Ils sont 15,4 millions sur 17,8 millions à avoir un contrat durable, soit 87 % du total. Mieux, cette part est quasiment stable depuis 2000. Il faut dire que le CDI comme forme quasi exclusive d'emploi avait déjà été battu en brèche au cours de la période précédente. Entre 1984 et la fin des années 1990, "*la part de l'intérim avait été multipliée par quatre (...), tandis que celle des CDD avait plus que doublé*", faisant chuter la part des CDI de plus de huit points. Il n'empêche, l'immense majorité des salariés français du privé jouissent toujours d'un CDI.

Les jeunes et les ouvriers en première ligne.

Comment expliquer le maintien de la part de CDI dans l'emploi total alors que les embauches en contrats précaires dominent ? Tout simplement parce que nombre de ces contrats précaires sont en fait des CDD de plus en plus courts. Depuis 2000, la part des intentions d'embauche de CDD de moins d'un mois, voire d'une semaine, a fortement progressé pour atteindre près de 40 % des contrats courts, alors que celle des CDD de plus d'un moins a, au contraire, légèrement baissé.

"*Les contrats très courts viennent se substituer aux CDD plus longs*", observait l'économiste Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS, pour l'Agence France-Presse fin juin. "*On ne parle plus de précarité mais d'hyper-précarité, avec un enchaînement continu de contrats très courts pour les mêmes salariés.*" Un constat qui avait conduit les partenaires sociaux à décider d'une surtaxation des contrats courts dans le cadre de leur négociation sur la "*sécurisation du marché de l'emploi*" début 2013. Depuis juillet 2013, la cotisation d'assurance-chômage est ainsi passée de 4 à 7 % pour les CDD de moins d'un mois et à 5,5 % pour les CDD d'un à trois mois. Mais les CDD de remplacement, les contrats saisonniers et l'intérim ont été épargnés, ce qui limite la portée de la mesure. D'après les derniers chiffres du ministère du Travail disponibles, la part des CDD dans les embauches a d'ailleurs atteint un nouveau record au quatrième trimestre 2013 à 83,7 %. Les contrats de moins d'un mois ont continué d'augmenter (+ 4,1 % sur un an).

Cette précarisation du marché de l'emploi touche en tout premier lieu les jeunes. Alors qu'en 1982 plus de 80 % des 15-24 ans salariés étaient en CDI, ils ne sont plus que 50 % en 2012 (contre 90 % pour les 25-49 ans) ! Même une fois retirée la proportion de jeunes en contrats d'apprentissage, l'écart avec les 25-49 ans reste considérable : 22,9 % des moins de 24 ans ont un CDD, contre à peine plus de 7 % pour les 25-49 ans. Le contrat précaire apparaît donc dans ce cas un passage quasi obligé de début de carrière. Des ouvriers embauchés en intérim

La dégradation des conditions d'embauche des jeunes a toutefois essentiellement eu lieu entre 1982 et 2000 et est comparable à celle observée pour les 25-49 ans. Au final, un jeune salarié, comme un salarié de 25-49 ans, est quatre fois plus souvent intérimaire (respectivement en CDD hors apprentissage) que sous un autre contrat hors apprentissage en 2012 qu'en 1982 !

Les catégories socioprofessionnelles ne sont pas non plus toutes logées à la même enseigne. La précarité touche surtout les ouvriers. La part des intentions d'embauche en contrats temporaires pour les ouvriers est de 10 % supérieure à celle des cadres. La plupart du temps (70 %), cela passe par de l'intérim. À l'inverse, la précarité des autres catégories passe plutôt par des CDD.

La fonction publique pas épargnée !

L'étude des services statistiques du ministère du Travail permet au passage de tordre le cou à une idée reçue selon laquelle la fonction publique ne serait pas touchée par la précarité de l'emploi. Dans la fonction publique territoriale et à l'hôpital, la part des contrats temporaires est même plus élevée que dans le privé. Chez les jeunes, la part des contrats temporaires monte même à 60 % !

Entre 2000 et 2012, forte hausse des embauches en contrats temporaires, mais stabilisation de la part des CDI dans l'emploi, direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) du mainitère du Travail, 24 juillet lepoint.fr 25.07

ACTUALITE EN TITRES

De la camelote à revendre !

- Etats-Unis: Nissan rappelle plus de 226.000 véhicules supplémentaires - AFP

Vous : Non. Nous : Si !

- Droits antidumping sur les importations solaires d'Asie aux USA - Reuters

L'oligarchie financière est pressée d'en finir avec la Russie.

- Le vice-premier ministre britannique ne veut pas du Mondial 2018 en Russie - LeMonde.fr

- Vol MH17: la piste du missile russe très probable selon Londres - Reuters

- Ukraine : Le Pentagone menace la Russie - french.irib.ir 26.07

« *Le Pentagone voudrait donner une réponse militaire aux agissements militaires de la Russie en Ukraine* », a martelé le chef de l'état-major de l'armée américaine.

Le général Martin Dempsey, chef de l'état-major de l'armée américaine, a déclaré que Washington examinait les options militaires face aux agissements de Moscou. « *Il se peut que le président russe, Vladimir Poutine, allume un feu qu'il ne puisse pas maîtriser* », a-t-il prétendu. D'après M. Dempsey, le président Poutine fait avancer un nouvel ordre du jour agressif en négligeant la souveraineté des pays. *« L'armée russe a renforcé sa compétence militaire depuis 2008 et elle a investi dans les armes stratégiques dont les avions à longue portée et les missiles croisières*», a-t-il ajouté. Par ailleurs, l'ambassadeur américain en Ukraine a annoncé que Washington fournirait 33 millions de dollars à l'armée ukrainienne d'ici la fin de l'année en cours. french.irib.ir 26.07

Boycott !

- La vente de produits McDonald's suspendue à Hong Kong, au Japon. - Reuters

Le FMI compte sur les milices fascistes pour faire passer sa politique en Ukraine.

- Ukraine: le FMI appelle à respecter le plan de réformes malgré la crise politique - AFP

Vous en êtes les responsables.

- Pour l'ONU, la crise alimentaire « *la pire au monde* » est au Soudan du Sud - LeMonde.fr

Ca gaz à Gaza infos.

- Interdiction de la manifestation pro-Gaza : le gouvernement soutenu par le groupe PS à l'Assemblée - LePoint.fr

- «*En interdisant, le gouvernement attise la rage des manifestants*» - LeFigaro.fr

Tiens donc, une confrontation violente prévisibles qui n'a pas eu lieu. Mais c''était en Allemagne.

- Un millier de manifestants propalestiniens défilent dans le calme à Berlin - liberation.fr

Un millier de personnes ont manifesté dans le calme vendredi à Berlin contre l'opération militaire israélienne dans la bande de Gaza, séparées d'une contre-manifestation pro-israélienne par un important dispositif policier, a constaté l'AFP.

Mis en garde par les autorités qui redoutaient des slogans antisémites après des dérapages constatés dans d'autres cortèges la semaine dernière, les quelque 1 000 manifestants - selon la police -, dont certains portaient des drapeaux palestiniens, ont défilé sans violence en scandant des slogans antisionistes. «*Liberté pour la Palestine, dehors les racistes, dehors les fascistes*», «*les sionistes sont des fascistes*», ont-ils notamment crié.

«*Personne n'a le droit de prononcer des paroles antisémites. Nous avons le droit et la logique de notre côté, nous ne devons pas agir de façon idiote et émotionnelle*», a lancé l'un des organisateurs au micro. «*Faites la différence entre juifs et sionistes*», a-t-il ajouté à l'attention des manifestants dont certains portaient des photos de victimes civiles à Gaza.

Le ton est cependant monté d'un cran quand le cortège s'est retrouvé face à un groupe d'environ 250 manifestants pro-israéliens, mais un cordon policier a empêché toute confrontation. Quelque 1 000 policiers étaient mobilisés. AFP 25.07

Un point rapide sur les manifestations d'hier en France - Francetv info avec AFP

Des milliers de pro-Palestiniens ont manifesté à travers toute la France pour dénoncer l'offensive israélienne à Gaza.

Au moins 5 000 personnes se sont retrouvées place de la République, bravant l'interdiction des autorités. À partir de 17 heures, la situation s'est tendue, lorsque des petits groupes ont commencé à lancer des projectiles sur les forces de l'ordre, déployées en masse, qui ont riposté en faisant usage de gaz lacrymogène.

Entre 2 500 et 10 000 personnes ont manifesté dans le calme à Lyon (Rhône), au départ de la place Bellecour.

Pas d'incident à signaler non plus à Lille (Nord), où de 950 à 2 000 personnes sont parties de la Grand Place. Les slogans similaires à ceux entendus à Paris : "*Israël assassin, Hollande complice*", a ainsi été scandé dans le cortège, raconte France 3 Nord-Pas-de-Calais.

A Clermont-Ferrand, plusieurs centaines de manifestants ont mis en scène leur rassemblement, brandissant sur des feuilles de papier les noms des victimes palestiniennes à Gaza, explique France 3 Auvergne. Des centaines d'autres personnes se sont également mobilisées, là aussi sans incident particulier à signaler, à Nice (Alpes-Maritimes), Rennes (Ille-et-Vilaine), La Rochelle (Charente-Maritime) ou encore Limoges (Haute-Vienne). Francetv info avec AFP 26.07

En complément.

- Des milliers d'Algériens et Tunisiens manifestent contre l'offensive israélienne à Gaza - french.irib.ir 26.07

- Américains et européens solidaires avec Gaza - french.irib.ir 26.07

En Italie, des milliers d'habitants de la capitale, Rome, sont descendus dans la rue, vendredi soir, en soutien au peuple opprimé palestinien et pour exprimer leur colère contre les agressions du régime sioniste. Cette manifestation fut marquée par la présence des députés de gauche et des mouvements populaires. Au cri de « Nous sommes tous Palestiniens » et « Que Gaza soit libéré », les manifestants ont condamné le black-out ciblé des médias italiens envers les crimes du régime sioniste contre les habitants de Gaza.

En Espagne, des centaines de manifestants se sont réunis devant l'ambassade du régime sioniste à Madrid où ils ont protesté contre l'offensive israélienne dans la bande de Gaza. Cette manifestation avait été organisée à l'initiative d'une coalition composée de 40 groupes pacifistes et de syndicats commerciaux de gauche dont le plus grand syndicat commercial, Comisiones Obreras.

A Los Angeles, en Etat de Californie, des centaines de protestataires américains se sont rassemblés devant une université où prononçait un discours le président américain, Barack Obama. Les manifestants ont condamné le soutien de la Maison Blanche au régime sioniste et ont annoncé que Barack Obama cherchait seulement à collecter de l'argent pour financer les campagnes électorales du parti démocrate. Ils ont également demandé à Barack Obama de cesser de soutenir le régime israélien. Les pro-palestiniens ont annoncé que la Maison Blanche défendait le massacre du peuple palestinien en finançant le régime sioniste. Une manifestation similaire a eu lieu à New York, aux Etats-Unis, où des juifs américains sont descendus dans rue pour condamner les crimes du régime sioniste et le massacre des habitants de Gaza. Les élites et les épris de la liberté juifs ont pris part à cette manifestation afin d'exprimer leur colère contre les atrocités commises par les occupants sionistes et leur solidarité avec les Palestiniens et leur combat légitime.

Dans le même temps, 480 universitaires, avocats et militants sociaux ont dénoncé les positions du gouvernement canadien envers la guerre à Gaza et son soutien au régime sioniste. Ils ont estimé que le soutien d'Ottawa au régime sioniste finirait par jeter le discrédit sur le Canada. french.irib.ir 26.07

Tension en Israël.

Presse d'Israël à Netanyahu : " *assez ! sors de Gaza*" - french.irib.ir 26.07

Il faut croire qu'une partie de la société israélienne ne suit plus Netanyahu dans ses folies meurtrières. Le célèbre analyse politique et militaire israélien, Ran Ben Yshaï a lancé un appel de pied au comité israélien pour la sécurité lui demandant de " *mettre un terme immédiat à l'offensive terrestre contre Gaza*" et de " *chercher un échappatoire pour s'en sortir*". Dans un article paru dans les colonnes de Yediot Aharonot, Yishaï met ainsi en garde : " *La Cisjordanie vient à son tour de s'embrase. Il faut quitter dans les plus brefs délais Gaza. Il faut finir cette guerre et chercher une voie de sortie et ce sans tarder*", ajoute l'analyste.

Un autre journal israélien tire également la sonette d'alerme . Il s'agit de Haaretz qui écrit : " *En dépit des navettes diplomatiques qui se multiplient à Tel-Aviv, il n'y pas trop d'espoir de voir le cessez-le-feu s'établir durablement et une solution politique digne de ce non pointe à l'horizon*". Le secrétaire général du Hezbollah a affirmé dans son discours du vendredi à l'occasion de la journée de Qods "*qu'Israël commettait un suicide, en voulant poursuivre son agression contre Gaza*"...

Pure illustration de leur soumission aux bourreaux du peuple palestinien.

- Dénonciation de "*crimes de guerre*" à Gaza devant la CPI - Reuters

Le ministre palestinien de la Justice et le procureur général de la cour d'appel de Gaza demandent à la Cour pénale internationale l'ouverture d'une enquête pour "*crimes de guerre*" à Gaza, a annoncé vendredi leur avocat français.

Me Gilles Devers a indiqué avoir déposé dans la matinée une "*plainte*" au nom de Salim al-Saqa et Ismael Jabr concernant des faits qui auraient été commis par l'armée israélienne à Gaza en juin et juillet.

Si la procureure générale de la CPI, Fatou Bensouda, juge les informations transmises recevables et solides, elle peut demander l'ouverture d'une enquête à la chambre préliminaire.

Le Statut de Rome, qui définit les règles de fonctionnement de la CPI, prévoit que "*le procureur peut ouvrir une enquête de sa propre initiative au vu de renseignements concernant des crimes relevant de la compétence de la Cour.*"

Mais la compétence de la Cour est incertaine dans ce cas, ni la Palestine ni Israël n'ayant ratifié le Statut de Rome.

Celui prévoit qu'un Etat peut consentir à ce que la Cour exerce sa compétence pour des crimes commis sur son sol via une déclaration déposée auprès du greffier, souligne toutefois l'avocat qui rappelle que le ministre palestinien a déposé ce texte en janvier 2009.

Cette déclaration est toujours valable, assure Me Devers, qui attend de la Cour qu'elle dise "*noir sur blanc si la CPI peut répondre aux besoins du peuple palestinien*."

Navi Pillay, haut commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, a déclaré mercredi qu'il existait une "*forte possibilité*" qu'Israël ait commis des crimes de guerre à Gaza et le Conseil des droits de l'Homme de l'Onu a voté en faveur de l'ouverture d'une enquête internationale.

Israël, qui accuse cette instance de l'Onu de partialité, a réagi en affirmant que son droit à se défendre était garanti par le droit international.

La communauté internationale plaide pour une cessation des hostilités, particulièrement depuis le bombardement d'une école gérée par l'Onu à Gaza qui a coûté la vie à 15 personnes jeudi. Reuters 25.07

Et après, la CPI pourrait condamner Israël comme l'a déjà fait à de multiples reprises l'ONU sans que cela ne change quoi que ce soit, puisque Israël n'a jamais respecté les résolutions de l'ONU sans être inquiété le moins du monde, au contraire, en représaille chaque fois immédiatement ou peu de temps après ils se sont à nouveaux acharnés sur les Palestiniens.

Haut de page

Le 28 juillet 2014

CAUSERIE

Le chiffre du jour

Au total, 1.031 Palestiniens, des civils pour les trois-quarts selon l'ONU, sont morts depuis le début de la campagne militaire israélienne le 8 juillet, un bilan revu à la baisse après un examen approfondi des parties de corps retrouvés dans les décombres. AFP 27.07

Le décompte macabre n'est pas terminé.

- La Cisjordanie sous tension quand Gaza est sous les bombes - Reuters

De violents affrontements ont fait dix morts et 600 blessés en trois jours dans la population palestinienne de Cisjordanie, où les manifestations contre les bombardements israéliens à Gaza se sont multipliées en fin de semaine.

Des affrontements se sont encore produits dans la nuit de samedi à dimanche à Jérusalem-Est, quartier arabe de la ville sainte.

Deux Palestiniens ont été passés à tabac par de jeunes juifs.

"*L'intifada a commencé*", pense Walid Sakr, un chauffeur de taxi d'une cinquantaine d'années. "*On n'a pas d'autre choix avec toute cette pauvreté et tout ce chômage. Rien ne change et cela ne sert à rien de nous demander encore de la patience...*" Reuters 27.07

La réaction sioniste se mobilise.

En France

- Plusieurs milliers de manifestants pro-israéliens à Marseille - AFP

2.000 personnes selon la préfecture de police, 6.000 selon les organisateurs, se sont rassemblées dimanche à Marseille pour soutenir Israël, lors d'une manifestation que plusieurs dizaines de pro-palestiniens ont tenté de perturber, a constaté l'AFP.

"*Hamas assassin, Israël vivra*" ou encore "*Israël a le droit de se défendre*", scandaient les manifestants pro-israéliens réunis en fin d'après-midi sur le Vieux-Port sous des drapeaux israéliens et français. "*Halte au terrorisme islamiste*"; "*Halte au terrorisme du Hamas*", pouvait-on lire sur les banderoles.

Plusieurs adjoints au maire UMP de Marseille, Jean-Claude Gaudin avaient pris part au rassemblement. A la tribune, le maire UMP des 6e et 8e arrondissements de la ville, Yves Moraine a déclaré "*être venu en ami d'Israël*" car "*n'importe quel Etat attaqué a le droit et le devoir de se défendre*". Le président du Conseil général, Jean-Noël Guérini (ex PS) a fait lire un message de soutien justifiant une "*opération militaire nécessaire*" et le droit d'Israël "*à se défendre*".

L'atmosphère s'est soudainement tendue lorsque plusieurs dizaines de militants palestiniens venant par petits groupes de rues adjacentes, ont tenté de déboucher sur le Vieux-Port lançant des slogans hostiles à Israël, avant d'être encerclés par les forces de l'ordre qui les ont tenus à distance. AFP 27.07

En Israël

- En Israël, «*l'arrière*i» tient bon - lefigaro.fr

Pas moins de 86 % des Israéliens se déclarent opposés à un cessez-le-feu permanent qui interviendrait avant que le réseau de tunnels creusés par le Hamas ne soit totalement détruit, selon un sondage rendu public hier.

«*L'opinion publique, qui était très divisée au début de l'opération terrestre dans la bande de Gaza, a totalement basculé lorsque les images vidéo de l'armée ont montré une dizaine de terroristes sortir d'un de ces tunnels en territoire israélien avant d'être éliminés. Le danger est devenu tangible pour de nombreux Israéliens qui voient déjà des islamistes surgir au beau milieu de leur salon*», explique Mina Tzemah, directrice d'un institut de sondage. lefigaro.fr 27.07

Manifestations en solidarité avec le peuple palestinien

En Israël

- Gaza : 7 000 personnes manifestent à Tel-Aviv contre l'offensive de Tsahal - Francetv info

Des manifestations opposées à l'offensive israélienne n'ont pas eu lieu qu'en France, samedi 26 juillet. A Tel-Aviv, quelque 7 000 personnes, généralement proche de l'extrême gauche, se sont réunies pour protester contre l'opération de Tsahal, qui dure depuis trois semaines.

"*Juifs et arabes ne sont pas ennemis*", est-il écrit sur une pancarte. "*L'option militaire n'est pas la bonne. La violence n'est pas la solution", estime un manifestant, son enfant sur les épaules. "Je ne veux pas élever mes enfants dans ce pays où il y a la guerre tous les deux ans", observe une femme. Je ne veux pas vivre dans la peur. Ni pour moi, ni pour les Palestiniens.*" Francetv info 27.07

En France

- Plusieurs centaines de manifestants propalestiniens dans le nord - AFP

Plusieurs centaines de manifestants propalestiniens ont défilé dimanche dans le nord, notamment à Lille où entre 700 et

800 personnes ont été comptabilisées par la police et les organisateurs.

"*Depuis 15 jours, un massacre innommable se déroule sous nos yeux à Gaza. Il faut cesser les bombardements, lever le blocus de Gaza. Il faut arrêter la colonisation et l'occupation*", a réclamé Mireille Gabrelle, de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS), qui a dénoncé le "*soutien de (François) Hollande à l'Etat d'Israël, un état voyou*".

Les manifestants ont défilé sans incident derrière une banderole "Halte au massacre en Palestine", longeant, comme dimanche dernier, le grand marché lillois du quartier de Wazemmes.

A Roubaix, environ 70 personnes ont manifesté, selon la préfecture du Nord.

Une manifestation de 14H30 à 15H30 à Saint-Dizier (Haute-Marne), a rassemblé entre 200 et 300 personnes qui ont défilé pendant une heure, également sans incidents, selon la préfecture et les organisateurs. AFP 27.07

En Belgique

- Une dizaine d'interpellations en marge d'une manifestation pro-palestinienne à Bruxelles - Francetv info

Environ 5 000 personnes se sont mobilisées, dimanche 27 juillet, dans les rues de Bruxelles et la police belge a procédé à une dizaine d'interpellations en marge du cortège, selon les médias locaux.

La manifestation a été stoppée un moment en raison des débordements. D'après La Libre Belgique, un groupe de jeunes radicaux a pris la tête du cortège et a alors dégradé des véhiculés et tenté de brûler un drapeau israélien. Les personnes interpellées ont également jeté des pavés sur les forces de l'ordre, a indiqué l'agence Belga.

Le cortège a ensuite repris, avec des slogans similaires à ceux entendus dans les rassemblements parisiens. Selon le récit de la RTBF, les personnes qui défilaient scandaient "*Israël assassins*", "*Boycott Israël*" ou "*Israël assassine les enfants de Palestine*". Francetv info 27.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Chômage de masse, précarité et pauvreté quasi généralisées en Grèce.

- Grèce : le salaire moyen net s'élevait à 817 euros en 2013 - LePoint.fr

Le salaire moyen dans le secteur privé s'est effondré. C'est 20 % de moins qu'en 2009, aux prémices de la crise économique et sociale qui a frappé le pays.

Le salaire moyen net dans le secteur privé grec s'est élevé à 817 euros par mois en 2013. Des appointements en baisse de 20 % par rapport à 2009, année qui a marqué le début de la crise économique et sociale dans le pays, selon des chiffres de la principale caisse d'assurance sociale publiés dimanche par le quotidien Kathimerini. En 2009, la salaire net moyen atteignait 1 014 euros.

Selon les données de l'IKA, qui regroupe la majorité des assurés sociaux du privé, quatre salariés sur dix (39,2 %) ont touché en 2013 moins de 750 euros bruts par mois (soit environ 630 euros nets) dont 23,2 % ont touché moins de 500 euros bruts. Et plus de la moitié (53,7 %) a touché moins de 1 000 euros bruts (environ 820 euros nets). Dans le même temps, le nombre de salariés touchant plus de 4 000 euros (3 % du total des salariés) a augmenté de 56 % entre 2012 et 2013.

En deux ans, le nombre de salariés à temps partiel a augmenté de 41 %. Ils représentaient près d'un quart des salariés en 2013.

Le salaire minimum, raboté à plusieurs reprises, est gelé jusqu'en 2016 à 580 euros par mois et 511 euros pour les moins de 25 ans. L'économie, minée par un chômage qui atteint 27 %, devrait toutefois amorcer une légère reprise cette année. LePoint.fr avec AFP 27.07

Ils auront mis le temps pour les fabriquer...

Les Etats-Unis publient des "*preuves*" de tirs de la Russie vers l'Ukraine - Francetv info

Les Etats-Unis avaient annoncé jeudi détenir des preuves de l'implication russe.

(Ils ont mis quatre jours pour les publier... Où sont-elles au fait ? - ndlr)

Moscou nie intervenir directement dans le conflit ukrainien, mais Washington dégaine ses "preuves". Les Etats-Unis ont rendu publiques, dimanche 27 juillet, des images satellites qui attestent, selon eux, que la Russie a procédé à des tirs d'artillerie depuis son territoire contre des positions de l'armée ukrainienne.

(Effectivement, "*selon eux*" ! N'importe qui aurait pu prendre les mêmes images en se rendant sur les lieux tout simplement, or les Américains n'y ont pas pensé, ils n'ont pas d'agents russes et ukrainiens qui auraient pu prendre discrètement ces photos avec un simple téléphone portable. - ndlr)

Envoyées par le département d'Etat à la presse, les quatre images révèlent des portions de la frontière russo-ukrainienne. Deux montrent ce que le gouvernement américain dit être des batteries russes sur son propre territoire. Elles laissent également apparaître des cratères d'impact sur le sol près de positions militaires du côté ukrainien de la frontière.

(Une "*révélation*", enfin une preuve se dira-t-on, cette fois c'est du sérieux. Pas vraiment, de simples images qui ne veulent absolument rien dire. Ils sont pitoyables. En quoi le fait que les Russes disposent de "*batteries*" constituerait-il une preuve qu'ils s'en sont déjà servis ? En rien ! En quoi des "*cratères d'impact sur le sol* en Ukraine constituerait-il une preuve que des tirs russes en seraient les auteurs ? En rien, ils ont pu être provoqués par des tirs effectués par des pro-russes ukrainiens. - ndlr)

Sur la troisième figurent, selon Washington, des armes lourdes fournies par Moscou tirées par les séparatistes prorusses depuis l'intérieur de l'Ukraine. Francetv info 27.07

En quoi le fait que les "*séparatistes*" disposent d'"*armes lourdes*" signifierait que ce soit la Russie qui leur aurait fourni, ils se sont peut-être fournis sur place. Au fait, s'ils disposent d'"*armes lourdes*", ils ont pu s'en servir pour ces "*cratères*", ah mais non, ce sont les Russes !

Traité de libre-échange. Marché de dupes

- Berlin serait hostile au traité de libre-échange avec le Canada - Reuters

L'Allemagne s'apprête à rejeter l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, qui préfigure le traité plus large encore en cours de négociation avec les Etats-Unis, écrit ce week-end le quotidien Süddeutsche Zeitung citant des diplomates à Bruxelles.

Les objections de Berlin reposent sur une clause de protection juridique offerte aux entreprises investissant sur le territoire des Vingt-Huit. Pour ses détracteurs, ces dispositions contreviennent à la souveraineté des Etats.

Le gouvernement allemand, écrit le journal citant des diplomates allemands à Bruxelles, ne peut pas signer l'accord "*telle qu'il a été négocié*".

En octobre dernier, le Premier ministre canadien, Stephen Harper, et le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, avaient pourtant annoncé que les négociations entamées en mai 2009 étaient quasiment bouclées et qu'il ne restait plus à régler que "*des aspects techniques et juridiques*" avant que l'Accord économique et commercial global (CETA) puisse être soumis à ratification par les Vingt-Huit.

Réunis à Bruxelles, les deux dirigeants avaient alors vanté "*une réalisation historique pour le marché transatlantique*" censée générer des milliards d'euros d'activités supplémentaires.

Mais les discussions finales se sont révélées plus ardues que prévu notamment sur ces dispositions qui permettraient à des entreprises étrangères de poursuivre des Etats si elles considèrent qu'un gouvernement enfreint un accord commercial.

L'Allemagne considère que ce mécanisme permettrait aux entreprises de contourner les lois; à Bruxelles, la Commission estime que sans ces clauses, les entreprises canadiennes n'investiraient pas en Europe.

Or ce mécanisme d'arbitrage et de règlement des différends entre les entreprises et les Etats est aussi au coeur du traité en cours de négociation entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

"*L'accord de libre-échange est un test de l'accord avec les Etats-Unis*", reconnaît un haut fonctionnaire de la Commission cité par

la Süddeutsche Zeitung.

S'il est rejeté, alors l'accord avec les Etats-Unis sera également mort, ajoute-t-il.

Le texte du traité, écrit encore la Süddeutsche Zeitung, devrait être transmis dans le courant de la semaine aux capitales européennes afin qu'elles puissent l'examiner dans le détail.

A Ottawa, une porte-parole d'Ed Fast, le ministre canadien du Commerce, n'a pas fait de commentaire direct sur l'article du quotidien allemand mais a assuré que les deux parties faisaient d'"*immenses progrès*" sur la voie d'une finalisation du texte. Reuters 27.07

A retenir : "*Or ce mécanisme d'arbitrage et de règlement des différends entre les entreprises et les Etats est aussi au coeur du traité en cours de négociation entre l'Union européenne et les Etats-Unis.*", une fois ce traité signé, les Etats auront abdiqué leur pouvoir au profit des multinationales qui feront régner leur loi. Elles détiennent le pouvoir économique, politique, s'ajoutera le pouvoir judiciaire, leur dictature sera totale, absolue.

Quand l'oligarchie financière anglo-saxonne dicte sa loi via la BCE.

- L'union bancaire contestée auprès de la cour de Karlsruhe - Reuters

Un collectif d'enseignants a déposé auprès de la Cour constitutionnelle allemande un recours contre le projet européen d'union bancaire, qui doit devenir réalité en novembre, rapporte le Welt am Sonntag.

L'union bancaire est la principale réponse apportée par l'Union européenne à la crise financière des années 2008-2010. En vertu de ce projet, la Banque centrale européenne (BCE) deviendra le gendarme du secteur bancaire de la zone euro et aura la possibilité de fermer des établissements qu'elle jugera trop faibles pour survivre.

"*L'union bancaire ne repose sur aucune base légale dans les traités européens et représente une violation de la loi fondamentale*", estime l'avocat berlinois Markus Kerber, professeur de finances publiques et d'économie, cité par le Welt am Sonntag.

"*L'union bancaire européenne ne pouvait être mise en place qu'après une modification des traités européens*", ajoute Kerber, estimant que ce mécanisme représentera à terme une nouvelle charge pour le contribuable allemand, charge liée à des banques qui ne seront plus sous la supervision directe des autorités nationales.

Une porte-parole du ministère des Finances s'est abstenue de tout commentaire direct dans la mesure où aucune plainte n'a été reçue. "*Le ministère des Finances a étudié avec soin les bases de l'union bancaire avec le département responsable des questions constitutionnelles. Nous considérons que l'union bancaire est constitutionnelle*", a-t-elle dit dans un communiqué. Reuters 27.07

Démarche stérile d'intellectuels impuissants...

Qui finance le terrorisme en Afrique?

« *Les activités de nature extrémiste prennent de l'ampleur chaque jour un peu plus au Nigeria et en Tanzanie ; la Mozambique étant probablement la future cible de ce scénario* », affirme Hossein Salomon, professeur à l'université Free State en Afrique du Sud, cité par World Net Daily.

De même, une autre analyste depuis un institut de recherches africain, Maha Hamdan affirme que les Saoudiens s'occupent sérieusement d'étendre les activités extrémistes. Ils utilisent leur énorme revenu pétrolier pour financer les activités des groupes non-gouvernementaux dans la confrontation avec des groupes chrétiens. Selon cette analyste, ces groupes non-gouvernementaux se sont focalisés sur les questions de secours et de services publics dans les pays africains. Dans un second temps, ces groupes feront absorber les habitants des pays d'hôte aux groupes radicaux. Ce n'est pas difficile de remarquer l'idéologie wahhabite-salafiste saoudienne auprès du groupe Boko Haram au Nigeria.

Toujours selon le professeur d'université de Free State, le fondateur de Boko Haram a installé une série d'écoles avec l'argent des organisations caritatives saoudiennes. Ces écoles sont actives et Boko Haram y recrute directement ses éléments. Hossein Salomon croit également que le groupe Shebab en Somalie aussi profite d'un budget et des entrainements fournis par l'Arabie saoudite, une question que les Etats occidentaux n'aiment pas beaucoup évoquer... Et selon l'analyste arabe Maha Hamdan, les responsables saoudiens utilisent leur énorme richesse pour propager ce qu'on connait sous l'appellation de l'islam paramilitaire. « *L'augmentation du nombre des organisations non-gouvernementales serait dans une large mesure le résultat des appuis financiers des pays pétrolifères musulmans du Nord du golfe Persique et de l'Afrique du Nord*", ajoute

cette analyste. french.irib.ir 27.07

ACTUALITE EN TITRES

Du cannabis pour mieux supporter le nouvel ordre mondial synonyme d'esclavage, guerre et barbarie.

- Le "*New York Times*" plaide en faveur de la dépénalisation du cannabis - LePoint.fr

Parole d'un ancien fumeur pendant plus de 30 ans.

Le cannabis agit sur la volonté, on pourrait préciser des plus faibles, ce qui est le cas de la plupart des jeunes ou des fumeurs. Il a le même pouvoir qu'un neuroleptique ou un psychotrope, c'est un tranquilisant qui vous ramolit, y compris le cerveau. Si vous êtes jeune et en rébellion avec la société, excité ou combatif, fumez un join et vous allez vous calmer, vous sentir mieux tout d'un coup, le monde devenant plus supportable comme par miracle, vous vous faites une raison, mieux encore, vous n'y pensez même plus, vous étiez prêt à en découdre et vous voilà devenu craintif, une lope développant une tendance paranoïaque.

Ce processus renforcera votre penchant à l'individualisme. D'où l'intérêt qu'y trouvent les dirigeants de la classe dominante, car ce sont eux ou plutôt leurs maîtres et personne d'autres qui sont à l'initiative de la légalisation du cannabis comme toutes ces campagnes soi-disant en faveur des droits de telle ou telle minorité ou communauté que mènent les différents gouvernements des puissances occidentales, leurs bonnes intentions avec le cynisme qu'on leur connaît correspondant en réalité à un tout autre objectif, politique, inavouable évidemment.

Cela fait partie de leur stratégie (globale) politique, de son volet psychologique, dans la guerre qu'ils mènent au prolétariat mondial. Plus la société sera décomposée, décadente, dégénérée, mieux ils pourront appliquer leur politique.

Camelote généralisée.

- Etats-Unis: Nissan rappelle plus de 226.000 véhicules supplémentaires - AFP

- Nissan élargit un rappel lié à un airbag défectueux aux Etats-Unis - Reuters

Haut de page

Le 29 juillet 2014

CAUSERIE

Un mot personnel.

La société indienne pour laquelle je vais commencer à travailler dans les jours qui viennent m'a fait savoir que je devrai impérativement travailler tous les matins du lundi au vendredi et qu'il était impossible d'étaler mon travail sur la journée ou la semaine. J'ai accepté parce que j'ai besoin d'argent pour payer ma petite maison, un peu moins de 10.000 euros. Au total, mon installation va me coûter environ 32 ou 35.000 euros, en France cela ne représente pas grand chose, en Inde c'est une somme ! Du coup mon revenu va diminuer de 35%, autant d'argent que ne peut plus économiser pour mes vieux jours. Je dois trouver du fric pour tenir jusqu'en septembre 2017, date à laquelle je pourrai percevoir une petite retraite, 200, 300, 400 euros, je n'en sais rien. Après je serai tranquille.

J'essaierai de m'arranger pour actualiser le site comme je pourrai le dimanche uniquement, les après-midi et les soirs de la semaine je téléchargerai les articles d'actualité, je consacrerai les samedi et dimanche à rédiger les commentaires ou articles ainsi que la mise en page. Si malgré ma bonne volonté je ne parvenai plus à actualiser le site comme je le fais depuis août 2008, on se contenterait de quelques articles très ciblés sur des sujets importants. Il n'y a que 24 heures dans une journée, pour beaucoup c'est trop, pour moi pas assez pour tout faire !

Passons aux choses sérieuses.

Nous avons vu dans les causeries du 22 au 25 juillet dernier comment Cameron et l'Unicef (Nations Unis) stigmatisaient les

cultures, mode de pensée ou de vie des populations africaines et asiatiques, en s'attaquant au sort qu'ils réservaient aux jeunes filles ou aux femmes, à croire que la société occidentale et ses rapports qui ont prospéré sur la misère du monde, les guerres de rapine et le colonialisme devrait servir d'exemple aux peuples du monde entier alors qu'elle est en pleine décomposition, décadence, putréfaction.

Nous terminions nos articles en affirmant que les prétentions de Cameron et de l'ONU étaient contraires au droit de ces peuples à décider d'eux-mêmes et que personne ne devait se substituer à eux ou leur imposer de l'extérieur de changer leur mode de pensée ou leur comportement, qui plus est de la part d'un Premier ministre allié des Etats-Unis en guerre contre la moitié de la planète.

Hier, c'est un portail néolibéral qui a pris le relais, comme quoi il s'agit bien d'une guerre idéologique qui n'a rien à voir avec l'amélioration du sort des femmes dont ils n'ont que faire évidemment, le titre suffira pour l'illustrer.

- La carte des excisions en Afrique et au Moyen-Orient - Slate.fr

Bizarrement cette "*carte*" couvre le champ de bataille de l'impérialisme américain et ses alliés. Dites-le aux gauchistes qui leur emboîtent le pas, les imbéciles uitles du régime...

Voilà qu'il parle en dormant. Un cauchemar !

Jean-Luc Mélenchon, qui a annoncé son souhait de prendre du champ, a fustigé dimanche François Hollande et Manuel Valls dans une tribune intitulée "*Jaurès, reviens! Ils ont changé de camp!*" Reuters 27.07

Non, ils n'ont jamais changé de camp. Et vous non plus en fondant le PG !

C'est fou le nombre de gens qui ces derniers temps s'emploient à faire parler les morts ou à leur faire dire ce qu'ils auraient voulu entendre de leurs bouches et qu'ils n'ont jamais prononcé.

Ils manipulent leurs écrits, les falsifient à coup de citations tronquées ou choisies, leurs procédés sont détestables. Et après ils voudraient inspirer confiance aux militants ou travailleurs, on se demande bien comment, ils rechercheraient l'effet inverse qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Le chiffre du jour. Au choix 1065 ou 1100.

- 1065 c'est le nombre de Palestiniens massacrés à Gaza par l'occupant sioniste depuis le 9 juillet. - lemonde.fr 27.07

- Plus de 1.100 morts en Ukraine depuis mi-avril, dit l'Onu - Reuters 28.07

Sur le champ de bataille.

- Les Israéliens appelés à se préparer à un conflit long à Gaza par Nidal al-Mughrabi et Crispian Balmer - Reuters

- Gaza : Israël intensifie ses opérations après une journée sanglante - Le Nouvel Observateur

Ces Israéliens qui refusent de combattre pour Tsahal - francetvinfo.fr

On les appelle les refuzniks. Ces jeunes Israéliens refusent d'aller combattre pour Tsahal sur des terrains de guerre qu'ils ne considèrent pas comme la leur. Au début de l'opération israélienne à Gaza, en juillet, 58 d'entre eux ont écrit une lettre ouverte au Premier ministre. Agés de 17 à 20 ans, ils annoncent à Benyamin Nétanyahou leur refus de servir dans l'armée, afin de "*ne pas cautionner l'occupation des territoires palestiniens*".

Dans cette lettre, publiée sur le site Yesh Gvul ("*Il y a une limite*"), une organisation qui soutient les objecteurs de conscience, et relayée par Le Point.fr, ils dénoncent "*les violations des droits de l'homme en Cisjordanie, la construction des colonies, les détentions administratives, la torture, les punitions collectives et une répartition injuste de l'eau et de l'électricité*". Selon ces jeunes, "*tout service militaire perpétue la situation actuelle. Et de ce fait, nous ne pouvons prendre part à un système qui se livre à de tels actes*".

L'initiative est risquée. Très mal perçue par l'opinion israélienne, la désertion est passible de peines de prison, que les tribunaux n'hésitent pas à prononcer. francetvinfo.fr 28.07

Le bilan des pertes israéliennes dans les combats au corps à corps contre la Résistance - french.irib.ir

Depuis le déclenchement de l'offensive terrestre d'Israël contre la bande de Gaza, 91 officiers et soldats sionistes ont été tués, a affirmé les brigades Qassam, dans un communiqué, publié ce lundi. "*Ces militaires ont été tués, au cours de combats au corps à corps avec les combattants palestiniens, combats qui ont, par ailleurs, laissé des centaines de blessés*", ajoute le communiqué. L'agence de presse palestinienne Safa, qui diffuse cette information, ajoute : "*Des militaires israéliens blessés se trouvent, pour certains, dans un état plus ou moins grave*".

Le communiqué précise : "*Ce bilan concerne, uniquement, des combats corps au corps entre les militaires sionistes et les combattants palestiniens et ne tient pas compte de ceux des militaires israéliens blessés ou tués, au cours des attaques au missile Kornet, Phoenix, et à la roquette, au tonneau piégé et à la bombe anti-blindé de la Résistance contre les soldats sionistes. Toutefois, le vrai bilan des pertes militaires israéliennes est nettement supérieur et le chiffre 91 est compté par les combattants palestiniens*", et le texte d'ajouter : "*Les brigades d'élite de l'armée israélienne, Givaty et Nahal, ont, jusqu'à présent, mené de très lourds combats avec les brigades Qassam, sur les frontières de Gaza. Mais la censure imposée par l'armée sioniste sur les médias empêche la diffusion de toute information concernant le bilan des pertes et des dégâts matériels subis par l'armée israélienne*". french.irib.ir 28.07

Chajaiya: Quand les "***rats***" de Golani se sont faits piégés - french.irib.ir

Un officier de la brigade Golani qui a pris part au massacre des habitants de Chajaiya de Gaza raconte les détails du crime au journaliste de Haaretz. L'officier tente évidemment de présenter le pilonnage hystérique des centaines de maisons palestiniennes où s'étaient retranchés femmes et enfant comme une conséquence directe de l'opération commando des combattants palestiniens, mais les témoins oculaires rejettent cette version mensongère qui vise en fin du compte à acquitter le régime sioniste de l'un des pires crimes de guerre qu'il a commis depuis qu'il existe.

Les aveux de cet officier contient cependant des éléments intéressant : " *le pilonnage aveugle des maisons palestiniennes de Chajaiya à l'est de Gaza visait en effet à réduire le bilan des pertes dans les rangs de l'armée israélienne. Le feu palestinien a été si nourri, si ample que les soldats de la brigade Golani ont été contraints de se replier dans les blindés, et en ont appelé aux unités d'artillerie pour qu'elles pilonnent intensément le quartier.*"

Pendant les 48 heures qui ont duré l'attaque à l'artillerie contre Chajaiya, les sionistes ont tiré comme des fous sur tout ce qui bougeait : près de 200 civils en majorité femmes et enfants ont été massacrés . Les avions sionistes sont venus eux aussi à l'aide de la "*brigade élite*", toujours retranchés dans les blindés et pourtant la brigade Golani a perdu 13 de ses membres dont son commandant et son commandant adjoint. " *Dès que nous avons compris où se trouvaient les commandos ennemis , nous avons donné l'ordre à la brigade de se retrancher dans les blindés puis nous avons pilonné. C'était après ce lourd pilonnage que les tirs palestiniens ont stoppé et on n'a même pas entendu les tirs des armes légères*". " *Si on n'avait pas fait cela, on aurait aujourd'hui devant nous des dizaines de cadavres de soldats de la brigade Golani*".

L'officier qui n'a absolument pas honte de reconnaitre la lâcheté et la pusillanimité des membres de la soi-disant brigade élite dite Golani poursuit : " *nos forces étaient encerclés de toute part (ndlr : par les commandos palestiniens). Et même la couverture de l'artillerie ne pouvait pas les sauver. Une fois nos forces retranchés dans les blindés, nous avons tiré 600 obus de mortier (ndlr : sur combien de maisons palestiniennes?) contre Chajaiya dans le même temps que nos chasseurs bombardiers bombardaient la localité. Au lendemain, l'Armée de l'air israélienne a largué 100 bombes chacune pesant une tonne sur Chajaiya, à quelques 250 mètres de nos troupes au sol* ".

En publiant les détails de l'un des pires crimes de guerre commis par l'armée israélienne Haaretz, réputé journal de gauche israélienne, porte à la connaissance de l'opinion internationale plusieurs faits :

- L'armée sioniste est l'une des moins performantes qui soit : sa force élite s'est facilement piégée par les commandos palestiniens,

- L'armée et le régime sioniste devront jugés pour avoir sacrifié des centaines de vie de civils palestiniens en violation flagrante des lois de guerre,

- Israël ne sortira pas intacte de son offensive terrestre contre Gaza. un dernier bilan publié par la Résistance fait état de 91 soldats sionistes tués… french.irib.ir 28.07

Israël tue tous les membres de 53 familles palestiniennes - french.irib.ir

« *Suite à ses atrocités, Israël a éliminé 53 familles entières à Gaza soit 285 palestiniens* » selon le ministère de santé en Palestine.

Depuis le début des offensives israéliennes sur Gaza, le régime sioniste s'est livré au massacre de 53 familles palestiniennes tuant plus de 285 personnes.

« *Au 21e jour des agressions d'Israël sur Gaza, plus 1063 Palestiniens ont trouvé le martyr et plus de 6200 d'autres ont été blessés* » a indiqué le ministère de santé.

Les enfants, les femmes et les personnes âgées représentent plus de 77% de victimes de raids israélien contre Gaza.

2330 logements ont été totalement détruits par des tirs israéliens et 23160 unités d'autres ont été partiellement endommagées dont 2080 ne peuvent plus être habités.

De même, les raids israéliennes et les attaques d'artillerie dans la bande de Gaza, se sont débuchés sur la destruction de plus de 70 mosquées.

L'armée israélienne a évalué à 43, le nombre de ses morts.

Cette annonce intervient alors que la Résistance a comptabilisé 90 soldats, les victimes israéliens et selon le quotidien « *Maarrive* », 571 militaires israéliens ont été blessés.

« *Des offensives terrestres menées par Israël, ont contraint 150 milles de palestiniens à l'exode forcé* » a-t-on appris de la Cour européenne des droits de l'homme. french.irib.ir 28.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Appel à la délation.

- Cazeneuve veut des plaintes pour les inscriptions racistes ou antisémites - AFP

On a déjà vu plus haut qu'il s'accommodait de la littérature salafiste appelant au meutre des infidèles, vous et moi entre autres, jugée "*classique*", acceptable en somme, banalisant l'idéologie barbare qui pourrit la communauté musulmane, faisant preuve de mansuétude envers le sionisme arabe ou les alliés d'Israël.

Quant à son attitude envers la LDJ qui est une milice sioniste ou fasciste, elle consiste à tenir un double discours qui se veut radical en parole mais ne se traduit pas par des actes, dans la mesure où selon lui la LDJ serait impliquée "*dans des actes qui peuvent être répréhensibles et qui doivent être condamnés*", affirmant que "*ces actes le sont par moi de façon extrêmement ferme*", alors qu'en réalité à ce jour ils demeurent impunis, aucun des membres de la LDJ s'étend livrés à des provocations et des violences sur des manifestants pro-palestiniens à Paris le 13 juillet dernier n'ont été arrêtés à ce jour.

Par leurs prises de position en faveur d'Israël, leur soutien au Qatar et à l'Arabie saoudite qui véhiculent des idélogies archaïques, fanatiques, la mansuétude envers ceux qui les diffusent en France, le laxisme dont ils font preuve envers la LDJ, Hollande, Valls, Fabius et Cazeneuve alimentent le racisme et l'antisémitisme, le communautarisme.

En complément.

Effets d'annonce. Pour faire bonne mesure, diversion ou tenter de tromper les masses sur leurs véritables intentions, ils annoncent des mesures.

- Deux sympathisants de la LDJ écopent de prison ferme pour avoir attaqué un juif antisioniste - Liberation.fr

Il s'agit en réalité de faits remontant à septembre 2012.

- Gaza: Hollande annonce à Abbas le versement de 8 millions d'euros d'aide - AFP

- Fabius et Cazeneuve prêts à "*favoriser l'accueil*" des chrétiens d'Irak - L'Express.fr

Ce sont les musulmans chiites ou alouites également martyrisés par leur amis de Daesh qui vont apprécier...

- La France "*au rendez-vous des réformes*", selon Cambadélis - AFP

C'est issu du même tonneau...

L'Observatoire contre l'islamophobie demande la dissolution de la LDJ - lepoint.fr

L'Observatoire national contre l'islamophobie, une composante du Conseil français du culte musulman (CFCM), a demandé lundi la dissolution de la Ligue de défense juive (LDJ). Celle-ci est de nouveau sous le feu des critiques depuis que des membres de cette organisation de jeunes activistes juifs se sont violemment affrontés avec des militants pro-palestiniens le 13 juillet, près de la synagogue de la rue de la Roquette à Paris.

La semaine dernière, répondant à une question sur la LDJ, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, avait lui-même jugé cette organisation "*dans l'excès*", "*dans des actes qui peuvent être répréhensibles et qui doivent être condamnés*". "*Ces actes le sont par moi de façon extrêmement ferme*", avait-il ajouté. lepoint.fr 28.07

Guerre idéologique et endoctrinement. Comment est encouragé le fanatisme islamique dès l'enfance en France.

Que ce soit la classe dominante par le canal de grandes surfaces, de diffuseurs tels la Fnac ou Amazon qui se charge de véhiculer en direction des enfants l'idéologie wahhabite ou salafiste qui sert de support aux djihadistes qui se livrent à des atrocités en masse en Irak et en Syrie entre autres n'est pas surprenant, puisqu'elle sert de caution à "*la guerre contre le terrorisme*" que mène les Etats-Unis et ses alliés occidentaux à travers le monde pour justifier leurs interventions militaires depuis le 11 septembre 2001.

On notera que le ministère de l'Intérieur qui prétend lutter contre le djihadisme en France s' accommode de cette littérature abjecte qu'il qualifie de «*salafiste classique*», ce qui est normal en tant que représentant des intérêts de la classe dominante, entretenant des relations d'amitiés avec le Qatar et l'Arabie saoudite alliés des Etats-Unis.

Al-Qaida et les Frères musulmans sont leurs créations ou n'existeraient pas sans l'aval et le soutien des Américains, Britanniques et Français...

- Des livres de propagande islamiste en grandes surfaces - LeFigaro.fr

Des incitations au djihad ou à la punition des «*hérétiques*» dans un hypermarché, à deux pas des cahiers de vacances… De quoi choquer plus d'un client. L'objectif de «*l'Opération Ramadan*» était de «*montrer que les livres islamiques peuvent être vendus partout*». C'est réussi. Au Carrefour de Sartrouville (Yvelines), comme dans quelque 1000 autres grandes surfaces en France, l'opération commerciale de la maison d'édition libanaise Albouraq a été «*un grand succès*», se félicite Mansour Mansour, son directeur. Entre fournitures scolaires et livres de cuisine, une gondole en carton présente ses best-sellers: des corans, des biographies des prophètes, mais aussi des ouvrages «polémiques», selon l'expression même du patron d'Albouraq.

Dans La Voie du musulman, éditée en avril 2014, on peut ainsi lire que l'auteur, le cheikh algérien Abu Bakr al-Jazairi, «*laisse transpirer ici des solutions conformes aux exigences du monde moderne*». Par exemple que «*les musulmans doivent installer toutes sortes d'usines d'armement pour fabriquer tout genre d'armes en usage dans le monde ou toute invention nouvelle, même au détriment du bien-être de la nation*». Ou encore que «*l'hérétique*» est «*passible de la peine de mort*». Deux pétitions, signées par plus de 18.000 personnes, ont demandé, en vain, au groupe de distribution le «*retrait de toute publication incitant à la violence religieuse*». Au numéro vert antidjihad, mis en place en avril par Bernard Cazeneuve pour prévenir le départ de jeunes vers des pays comme la Syrie, on raconte avoir déjà reçu plusieurs appels à ce sujet. Le ministère de l'Intérieur dit «*s'occuper*» de cette littérature qu'il qualifie de «*salafiste classique*». LeFigaro.fr 28.07

Ils nous méprisent, nous haïssent. Cachez-moi ces miséreux.

- Le maire de Limoges prend deux arrêtés contre la prostitution et la mendicité - LeFigaro.fr

La ville interdit les «*occupations abusives ou prolongées des rues accompagnées de sollicitations ou quêtes à l'égard des passants avec ou sans chien lorsqu'elles constituent des entraves à la libre circulation*». «*Je veux lutter contre le non-respect des règles de la vie en collectivité. Il y a des marginaux au comportement de plus en plus agressif qui interpellent les gens, les bousculent et sont en état d'ivresse sur la voie publique*.»

Selon lui, des Limougeauds sont excédés par ce phénomène en plein centre-ville. Les contraventions, appliquées avec «*discernement*», s'élèveront à une cinquantaine d'euros et les policiers pourront faire placer les chiens en fourrière. «*Infliger une amende à des gens insolvables semble inefficace*», juge Philippe Rhillac, conseiller municipal d'opposition. Emile-Roger Lombertie se défend de stigmatiser les pauvres: «*Nous avons mis en place des mesures d'accompagnement pour les sans-domicile fixe en rupture sociale.*» LeFigaro.fr 28.07

Ils accompagnent la misère, ils le disent eux-mêmes, et ceux qui bénéficient de ce traitement de faveur devraient s'estimer heureux

et se faire oublier. Au passage cela montre quel mépris ils témoignent aux travailleurs en général qui devraient se contenter de leur condition aussi épouvables soit-elle, tandis que les nantis continuent de s'enrichir et les inégalités sociales explosent. Ils estiment que la société et le monde tels qu'ils sont devraient convenir à l'ensemble de la population puisque les nantis s'en accommodent très bien, autrement dit ils s'enfont les porte-parole.

Les travailleurs, les pauvres sont sans voix ou elle est inaudible, ils n'ont pas le droit au chapitre, ils doivent se soumettre au sort que le capitalisme leur réserve un point c'est tout. Si le capitalisme vous a réduit à l'état de déchets, ce n'est pas pour vous tentiez de mieux vivre par n'importe quel moyen, légal ou non peu importe, vous ne devez pas vous élevez au-dessus du niveau du caniveau qui est votre condition légitime.

Crash du vol MH17. De la fabrication des preuves à la soustraction des preuves

- MH17 : les pays concernés lancent une enquête pénale commune - liberation.fr

Les milices fascistes Svoboda et Secteur font partie du Conseil national de sécurité et de défense ukrainien qui est en possession des enregistrements des tours de contrôle qui mettaient en cause l'armée ukrainienne, et c'est aux Britanniques alliés du gouvernement néonazi de Kiev qu'ont été confiées les boîtes noires du vol MH17 qui a explosé, gageons que les uns et les autres s'emploieront à faire preuve d'impartialité pour révéler au monde... leur version des faits. Il faudrait être d'une naïveté incroyable pour imaginer un instant qu'il pourrait en être autrement.

D'ailleurs les pays porte-parole des victimes qui étaient dans cet avion ont accepté de s'associer aux autorités néonazis de Kiev pour mener cette enquête, ce qui signifie que le gouvernement illégitime de Kiev et son armée, ses milices fascistes ne figurent pas parmi les présumés coupables, autrement dit, il ne reste plus que deux coupables possibles, les pro-russes ou les Russes.

Après que Kiev et Washington eurent indiqué moins de 24 heures après l'explosion de cet avion, donc avant même l'ouverture d'une enquête ou d'être en possession du moindre indice matériel permettant d'identifier les auteurs de ce forfait, que les pro-russes ou les Russes en étaient responsables, il leur était impossible par la suite de faire marche arrière, il ne leur restait plus qu'à mettre la main sur l'ensemble du matériel qui permettrait d'imputer ce tir au régime ukrainien, les enregistrements de la tour de contrôle qui suivait l'avion, les boîtes noires et éventuellement les restes de ce missile, s'il s'agissait bien d'un missile, d'où leur empressement à se rendre sur le lieu où se trouve l'épave de l'avion. Ce qui est étonnant, c'est que personne ne parle des restes de ce missile qui ne se sont pas volatilisés.

Il se peut que l'armée ukrainienne ait commis une erreur et croyait viser l'avion de Poutine. Autre explication. Le ministère de l'Intérieur au main des fascistes et le ministère de la Défense n'ont apparemment pas la même stratégie, il se peut que l'un soit responsable de ce tir de missile pour en faire porter le chapeau à l'autre ou pour le contraindre à modifier sa stratégie, l'armée respectant plus ou moins les règles en vigueur en temps de guerre ce que désaprouve le ministère de l'ntérieur qui n'en respecte aucune à l'instar des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, ce tir de missile aurait pu être ordonné par l'Intérieur, ce que j'ai lu dans un autre article selon un témoignage qui reste à confirmer ou qui va disparaître comme toutes les preuves impliquant Kiev.

Le Monde- L'Ukraine et onze pays (Pays-Bas, Australie, Malaisie, Royaume-Uni, Belgique, Allemagne, Philippines, Canada, Nouvelle-Zélande, Indonésie, Etats-Unis) ayant perdu des citoyens dans le crash du vol MH17 se sont accordés lundi pour constituer une équipe commune d'enquêteurs en vue d'éventuelles poursuites pénales.

La destruction en vol de l'avion pourrait s'assimiler à «un crime de guerre», a soutenu lundi la Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Navi Pillay. AFP 28.07

Dix jours après le crash du vol MH 17 de la Malaysia Airlines avec 298 personnes à son bord dans l'est de l'Ukraine, l'analyse des boîtes noires a pu fournir de premières informations. Selon les experts du comité chargé d'étudier les causes du crash du MH 17, « *la destruction et la chute de l'avion ont été causés par une importante décompression liée à une explosion en raison de nombreuses perforations dues à l'explosion d'un missile* », a annoncé le Conseil national de sécurité et de défense ukrainien.

(Le Conseil national de sécurité et de défense ukrainien a confisqué les enregistrements des tours de contrôle qui mettaient en cause l'armée ukrainienne, il est dirigé par les partis fascistes Svoboda et Secteur droit. - ndlr)

La Grande-Bretagne avait été chargée de récupérer les données des deux boîtes noires et de les transmettre aux enquêteurs internationaux pour qu'ils puissent les analyser.

Par prudence, le bureau néerlandais chargé de l'enquête, l'OVV, n'a ni confirmé ni démenti ces premières conclusions. « *Nous préférons attendre d'avoir une idée plus complète de ce qui s'est passé plutôt que de publier des fragments d'information ici et là* », a tempéré Sara Vernooij, sa porte-parole.

Ce premier élément permet cependant de confirmer la piste d'un missile sol-air ayant abattu en plein vol l'avion, comme l'avait affirmé rapidement après le drame les services secrets américains.

(Il confirme rien du tout. Ou un missile air-air tiré par un des deux avions de chasse ukrainiens qui étaient en vol à moins de 2 kilomètres de l'avion de la Malaysia Airlines au moment de l'explosion. - ndlr)

Mais la principale inconnue de cette affaire, à savoir l'origine des tirs – armée ukrainienne, séparatistes prorusses, ou armée russe – ne pourra pas être révélée par l'analyse des boîtes noires. Les analyses des traces d'explosifs retrouvées sur les débris pourraient en revanche apporter des éléments décisifs.

(La plupart des armes utilisées par les différents protagonistes ont la même origine : Russe. - ndlr)

Mais pour cela, les enquêteurs doivent pouvoir accéder librement au site du crash, situé dans une zone sous contrôle des séparatistes, qui ont reconnu avoir perdu le contrôle d'une partie de la zone. Des combats ont éclaté avec l'armée russe, empêchant les experts néerlandais et australiens de se rendre sur place pour procéder à des analyses et rechercher les 71 corps qui n'ont toujours pas été retrouvés. lemonde.fr 28.07

(Pure fabulation, depuis quand l'armée russe aurait-elle franchi la frontière ukrainienne, si cela était le cas le monde entier le saurait. - ndlr)

En complément. Ceci explique cela. Guerre inter impérialistes.

- Européens et Américains s'apprêtent à sanctionner une nouvelle fois la Russie LeMonde.fr -

- Ioukos : la Russie condamnée à une amende de 50 milliards de dollars, Moscou fera appel - Atlantico.fr

- MH17 : les pays concernés lancent une enquête pénale commune Libération.fr - Liberation.fr -

Commentaires d'internautes.

1- "*Partialité absolue : une affirmation de source uktainienne confirmée par personne... une zone contrôlée par les séparatistes mais où des combats ont lieu ... Des combats ont éclaté avec l'armée russe ? Le Monde déconne.*"

2- "*Armée russe? De mieux en mieux. Si c'était l'armée russe qui combattait face à cette armée ukrainienne fasciste il y a longtemps quelle serait finie.*"

3- "*Vu que toutes les armes du coin sont russes on voit mal pourquoi l'analyse des explosifs devrait éclairer quoi que ce soit. Y a pas beaucoup de doute sur le fait que si il s'agit d'un missile il soit de fabrication russe.*"

4- "*C'est assez cocasse que Kiev, qui empêche délibérément les recherches en attaquant la zone, porte plainte elle aussi.*"

ACTUALITE EN TITRES

L'Afrique sous le joug de l'impérialisme américain.

- Obama: le monde a besoin d'une Afrique "*forte et autonome*" - AFP

Pour y parvenir : La guerre sur tous les fronts.

- Virus Ebola : les Etats-Unis craignent sa propagation «*comme un feu de forêt*» - Libération.fr

Juges et parties, les maîtres du monde... mafieux.

- JPMorgan interrogé sur de présumées mauvaises pratiques. - Reuters

- "*Les multinationales, les grandes oubliées de la hausse fiscale*" - Atlantico.fr

- Lloyds paiera 370 millions de dollars dans l'affaire du Libor - Reuters

Stratégie du chaos

- Nigeria : deux nouveaux attentats-suicides à Kano - LeMonde.fr

- Libye: des réservoirs de carburant en feu, Tripoli craint une catastrophe - AFP

- Des extrémistes islamistes tuent 18 civils aux Philippines - Reuters

Haut de page

Le 30 juillet 2014

CAUSERIE

Pondichéry 8h15 du matin.

14 nouveaux articles ont été ajoutés.

La suite plus tard.

Pondichéry 14h25.

Le chiffre du jour.

L'offensive israélienne déclenchée le 8 juillet a tué, selon les secours locaux, plus de 1.200 Palestiniens, pour trois-quarts des civils selon l'ONU. Au moins 239 étaient des enfants, selon l'Unicef. AFP 29.07

Comment is préparent psychologiquement les masses au pire

- Le virus Ebola pourrait se propager «*comme un feu de forêt*» - 20minutes.fr

Le virus mortel Ebola pourrait se propager comme un feu de forêt, ont prévenu lundi les autorités de santé américaines, demandant aux personnes voyageant en Afrique de l'ouest de prendre un maximum de précautions alors que sévit la pire épidémie de l'histoire.

«*La probabilité de voir cette épidémie se propager au-delà de l'Afrique de l'ouest est très basse*», a estimé Stephan Monroe, des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Mais la situation «*évolue rapidement*» et les CDC doivent être prêts à faire face à la possibilité qu'un voyageur malade propage la maladie aux Etats-Unis.

«*Notre inquiétude est que l'épidémie soit "réensemencée" ailleurs, comme un feu de forêt peut se répandre en partant d'un seul arbre, avec des étincelles*», a ajouté Stephan Monroe.

«C'est clairement ce qui s'est produit au Liberia», a-t-il ajouté en constatant que ce pays n'avait pas constaté de cas d'Ebola durant 21 jours, la durée maximale d'incubation, mais que de nouveaux cas étaient malgré tout apparus.

«*Il y a eu des cas +réensemencés+ par des personnes qui ont traversé la frontière, donc jusqu'à ce que nous puissions identifier et interrompre chaque source de transmission, nous ne serons pas en mesure de contrôler l'épidémie*», a-t-il encore insisté. «*La réponse à cette épidémie sera plus un marathon qu'un sprint*», a conclu Stephan Monroe.

Lundi, le Liberia a annoncé la fermeture d'une partie de ses frontières pour tenter d'enrayer la propagation de cette épidémie de fièvre Ebola qui a fait plus de 670 morts dans trois pays et qui continue de s'étendre, avec le premier cas confirmé au Nigeria la semaine dernière.

Cette épidémie, en cours depuis le début de l'année, s'est déclarée en Guinée avant d'affecter le Liberia puis la Sierra Leone, trois pays voisins qui, au 23 juillet, totalisaient 1.201 cas dont 672 mortels, selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la

Santé (OMS).

Le virus Ebola se transmet par contact direct avec le sang, les liquides biologiques ou les tissus de personnes ou d'animaux infectés. La fièvre hémorragique qu'il provoque se manifeste par des hémorragies, des vomissements et des diarrhées. Son taux de mortalité peut aller de 25 à 90% chez l'homme et il n'y a pas de vaccin homologué contre elle. 20minutes.fr 29.07

En Afrique se sont les plus faibles ou vulnérable et les plus pauvres qui sont les principales victimes de ce virus. Ils représentent une des portions de la population mondiale inutile, donc nuisible et qui doit être éliminée selon les eugénistes ou les capitalistes.

C'est certes un raccourci, mais qui n'a rien d'exagéré quand on observe quotidiennement comment ils massacrent des populations entières au Proche-Orient, non ? Ces exterminations de masse n'interviennent pas par hasard, elles sont programmées, donc leurs auteurs font preuve d'un cynisme sans fond. Il faudrait peut-être en tenir compte dans notre discours politique en direction des travailleurs. 20minutes.fr 29.07

Sur le champ de bataille.

- L'armée israélienne poursuit son pilonnage de la bande de Gaza - Reuters

- L'unique centrale électrique de Gaza hors service après un tir - Reuters

L'unique centrale électrique de la bande de Gaza est à l'arrêt mardi après avoir été touchée par un obus de char israélien, privant de courant la ville de Gaza et de nombreux autres secteurs de l'enclave palestinienne.

Selon des responsables gazaouis, des obus de char israéliens ont touché les réservoirs de carburant de l'usine qui contiennent trois millions de litres de fioul.

Une épaisse colonne de fumée noire s'élève de la centrale, qui fournit en électricité les deux tiers du territoire palestinien, et les citernes de fioul sont en feu.

L'autorité locale en charge de l'énergie a estimé que la centrale pourrait rester hors service pendant un an.

"*La centrale électrique est morte*", a déclaré son directeur, Mohamed al Charif, expliquant que les pompiers locaux n'étaient pas équipés pour éteindre un tel incendie.

La municipalité de Gaza a averti que l'arrêt de la centrale pourrait mettre hors service de nombreuses pompes hydrauliques et appelé les habitants à rationner leur consommation d'eau.

L'armée israélienne, qui mène depuis 22 jours une offensive contre le Hamas dans l'enclave côtière, n'a pas fait de commentaire dans l'immédiat.

La centrale avait déjà été touchée la semaine dernière et fonctionnait à seulement 20% de ses capacités environ, n'offrant que quelques heures par jour d'électricité aux Gazaouis. Reuters 29.07

100 soldats et officiers sionistes tués - french.irib.ir

L'armée sioniste a confirmé la mort de 9 de ses effectifs lundi à Gaza. L'armée israélienne évite toutefois et de façon très soignée d'expliquer les circonstances dans lesquelles les militaires sionistes ont été tués. Le communiqué mentionne " *des accrochages*" sans préciser le caractère " *commando*" de ces opérations menées par des combattants palestiniens qui agissent en " *soldat professionnels*", rappellent les experts.

Avec ces nouvelles morts, le bilan officiel des pertes militaires israéliennes s'élève désormais à 52 tués. Le vrai bilan est toutefois celui diffusé par la Résistance palestinienne qui confirme la mort de plus de 100 soldats et officiels israéliens et ce uniquement au cours des combats du corps contre les militaires sionistes. Plus de 1100 palestiniens, tous des civils ont été tués au cours des raids israéliens contre Gaza . La seule journée de lundi, célébrée comme l'Aïd al Fitr, a laissé 47 morts du côté des civils palestiniens, Israël ayant bombardé le plus grand hôpital de Gaza, Chafa. french.irib.ir 29.07

L'armée sioniste réclame la fin de l'offensive - french.irib.ir

Selon la chaine Al Aqssa, qui cite le journal Maariv , "*l'armée israélienne vient de demander à Netanyahu de mettre fin à l'offensive terrestre contre Gaza ou alors lui définir des objectifs bien précis à atteindre*". Selon les sources en question, "

l'armée israélienne se plaint de perdre ses effectifs pour rien à Gaza. Et elle ne le veut pas. Tuer pour tuer n'est pas notre objectif", auraient dit les commandants de l'armée israélienne. french.irib.ir 29.07

L'armée israélienne à ses soldats : "***Suicidez-vous avant d'être capturé***" - french.irib.ir

« *La panique au sein de l'armée israélienne est tellement immense qu'elle a émis un ordre confidentiel à ses soldats de se suicider avant d'être capturés* », a révélé une source israélienne cité par Al-Charq al-Awsat. « Par crainte de la capture de leurs soldats, les commandants de l'armée israélienne leur ont donné une consigne confidentielle de se suicider avant d'être capturés » a divulgué cette source. « *Dans certains, les commandants israéliens procèdent, eux-mêmes, à tuer les soldats qui risquent de se laisser capturer* » ; toujours selon cette source. « *Il faut empêcher à tout prix la capture des soldats* », insistent les commandants de l'armée israélienne.

Selon ce rapport, suite à la capture d'un soldat israélien par les brigades d'Al-Qassam, branche militaire du Hamas, à la frontière de Gaza, les chars israéliens ont bombardé ce lieu pour que le soldat concerné ne soit pas capturé, vivant, par les forces de la résistance palestinienne. Ce soldat , un certain John Levy, appartenait au régiment d'infanterie de l'armée israélienne. Il a été capturé alors qu'il était en mission de reconnaissance avec l'unité du génie militaire de l'armée israélienne pour découvrir les tunnels. L'armée israélienne s'est fait déjà une réputation de tuer ses propres soldats. Lors de l'opération de Plomb durci menée contre la bande de Gaza aussi elle a tué l'un de ses propres soldats, capturé par les forces de la résistance. L'armée israélienne tient au top secret des informations. Elle a interdit à ses soldats de se laisser capturer par les groupes de résistance palestiniens et elle les tue, si nécessaire, pour empêcher leur capture par les forces palestiniennes.

Selon cette information, l'armée sioniste a également interdit toute diffusion d'informations concernant la capture de ses soldats. Le département du contrôle des informations au sein de l'armée israélienne insiste pour que ce genre de nouvelle ne soit absolument pas diffusé. L'armée israélienne a un long antécédent dans l'assassinat de ses propres soldats. Au cours de l'opération Plomb durci l'un des soldats israélien a connu le même sort que Levy.

Le rapport évoque une autre hypothèse bien plus terrifiant au sujet de Levy : " *il se peut que le jeune soldat soit encore en vie. Il pourrait être emprisonné dans le tunnel que les chars israélien ont pilonné.* " La hiérarchie de l'armée israélienne a autorisé l'assassinat des soldats israéliens une fois ces derniers tombés entre les mains de l'ennemi. Israël ne tolère pas la capture de ses soldats à qui il conseille également de se suicider. Gilad Shalit a eu trop de chance de rester vivant aux mains du Hamas. "*Israël est un régime politique dictatorial et étranger à tout principe de démocratie*", ajoute le rapport. french.irib.ir 29.07

Quand l'extrême droite sioniste et sa milice fasciste paradent dans les rues de Paris.

On se croirait à Tel-Aviv ou à Kiev !

- Conflit à Gaza : le Crif et la LDJ appellent à une manifestation pro-israélienne jeudi à Paris - Atlantico.fr

Ce mardi, le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a appelé par le biais d'un communiqué à un "*rassemblement unitaire des amis d'Israël*" jeudi à 18 h 30 devant l'ambassade d'Israël à Paris, dans le 8e arrondissement.

Voici les diverses raisons de ce rassemblement évoquées par le Crif dans son communiqué : "*Parce que nous affirmons le droit d'Israël à se défendre contre les attaques aveugles qui visent sa population, parce que le Hamas est un mouvement terroriste qui prend en otage la population palestinienne (…) parce que l'Etat d'Israël se bat pour les démocrates du monde entier et parce que ce qui menace Israël menace la France*"

L'appel au "*rassemblement unitaire des amis d'Israël*" a aussitôt été relayé par la Ligue de défense juive (LDJ). En effet "*la LDJ appelle tous les amis d'Israël à rejoindre cette manifestation qui se déroulera dans le calme et la dignité*". Et la Ligue de préciser : "*Nous appelons les participants à ne pas répondre aux éventuelles provocations des partisans du Hamas. Les forces de police présentes assureront la sécurité de ce rassemblement*".

Pour l'heure, la préfecture de police de Paris ne s'est pas prononcée pour ou contre l'interdiction de cette manifestation pro-israélienne. Atlantico.fr 29.07

La précision de cette milice fasciste affirmant qu'ils seront protégés par la police, témoigne dans quel camp se situent le ministère de l'Intérieur, Hollande et son gouvernement ainsi que le PS : Celui de la barbarie.

Leur police et leur justice ou deux poids et deux mesures.

- Appel à des manifs pro-Gaza interdites: un membre du NPA poursuivi en justice - AFP

L'un des organisateurs des manifestations propalestiniennes interdites qui avaient dégénéré les 19 et 26 juillet à Paris, Alain Pojolat, âgé de 66 ans, vieux militant de gauche, membre du NPA, est convoqué le 22 octobre devant la justice.

Il a reçu sa convocation après avoir été entendu mardi matin par la police.

Il avait appelé, aux côtés d'autres partis et organisations, à manifester le 19 juillet à Barbès en dépit de l'interdiction décidée par les autorités. Des milliers de personnes s'étaient rendues dans ce quartier du nord de Paris et le rassemblement avait dégénéré en affrontements violents avec les forces de l'ordre.

Une autre manifestation propalestinienne samedi Place de la République, là aussi à l'appel du NPA (Nouveau parti anticapitaliste), avait été interdite. Plusieurs milliers de personnes s'y étaient rendues, occasionnant des heurts limités avec les CRS et gendarmes mobiles.

L'avocat d'Alain Pojolat, Me Jean-Louis Chalanset, a précisé qu'il était poursuivi pour ces deux manifestations, des poursuites qu'il a jugées "*très surprenantes sur le plan juridique, nettement moins sur le plan politique*".

"*Il est reproché à M. Pojolat d'avoir, malgré l'interdiction, continué à appeler à manifester*", a précisé une source proche de l'enquête. "*Je suis convoqué le 22 octobre devant la 24e chambre du TGI de Paris*", a confirmé l'intéressé à l'AFP.

Alain Pojolat sera considéré comme un récidiviste en la matière, ayant été récemment condamné à une amende avec sursis pour avoir organisé une autre manifestation non autorisée, celle-là pour réclamer la libération du militant libanais Georges Ibrahim Abdallah.

A la connaissance de son avocat, il est le seul organisateur des récents rassemblements propalestiniens interdits à Paris à être convoqué devant le tribunal correctionnel.

Sans doute parce qu'il avait déposé au nom de l'ensemble des organisateurs la déclaration en préfecture des manifestations par la suite interdites, a indiqué dans un communiqué le NPA, en revendiquant "*fièrement*" sa participation à ces rassemblements, en demandant aux "*forces démocratiques*" de "*réagir contre cette intimidation*" et en appelant à une nouvelle manifestation le 2 août à Paris.

Selon Youssef Boussoumah, du parti des indigènes de la République, "*c'est une coalition plus large qui appelle à manifester samedi*". "*On espère que le parti communiste sera avec nous cette fois. Nous allons montrer au gouvernement que nous sommes unis, qu'il n'y a pas de bons manifestants et de mauvais manifestants*", a-t-il dit.

A la différence des manifestations des 19 et 26 juillet, des rassemblements, auxquels appelaient notamment des syndicats dont la CGT, ont été autorisés à Paris depuis le début de l'offensive israélienne à Gaza le 8 juillet. AFP 29.07

Nous apportons notre soutien à Alain Pojolat et au NPA, bien que nous ne partagions pas leur politique, notamment. Nous devons préciser que lorsqu'on organise une manifestation qui présente des risques, on doit avoir un service d'ordre suffisamment nombreux et musclé pour être en mesure de l'encadrer ou de parer à toutes provocations, de les réprimer si nécessaire, ce qui n'était manifestement pas le cas du NPA les 19 et 26 juillet derniers, une quarantaine de personnes assuraient le service d'ordre (plus ou moins improvisé et non formé à cet exercice) le 26 juillet place de la République. Cela peut coûter cher, inutilement, de jouer aux gauchistes, cela expose des travailleurs ou des militants à des violences et des poursuites judiciaires dont ils n'ont pas besoin.

Cela dit, on aura observé que Hollande et Cazeneuve avaient autorisé les manifestations organisées par des partis dits de gauche et des syndicats qui soutiennent leur politique ou font acte de soumission devant l'ONU et l'UE, tandis qu'ils avaient interdit des manifestation appelées par des partis dits d'extrême gauche ou des organisations connotéesantisionistes.

Ajoutons qu'à ce jour aucun membre de la milice sioniste LDJ ayant participé aux violents affrontements en marge de la manifestation du 13 juillet sous les yeux de la police n'a été poursuivi en justice.

ACTUALITE EN TITRES

A la hausse !

- BP: les bénéfices bondissent au 2e trimestre - AFP

- Le bénéfice de Deustche Bank en hausse grâce à l'obligataire - Reuters

- Michelin : forte hausse des profits, confiance pour l'année en cours - LeFigaro.fr

- Hausse de 7% du bénéfice opérationnel de Honda au 2e trimestre - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La précarité de l'emploi se généralise.

- 84 % des embauches se font en CDD, un nouveau record - LeMonde.fr

Depuis la mi-2011, la proportion des CDD est en hausse quasi continue en France, jusqu'à battre aujourd'hui un nouveau record, selon les données du ministère du travail publiées mardi 29 juillet. L'année 2013 avait déjà été marquée par le record de 83 % des embauches faites en CDD.

Au 1er trimestre 2014, 84 % des embauches hors intérim se sont faites en CDD.

A titre de comparaison, au 1er trimestre 2008, environ 70 % des embauches se faisaient en CDD. LeMonde.fr 29.07

La collaboration de classes ne connaît pas de répit... comme la guerre.

- Négociation sur le dialogue social à la rentrée - Reuters

Le ministre du Travail a invité mardi les partenaires sociaux à entamer dès la rentrée des négociations pour l'amélioration du dialogue social, en particulier dans les PME, et leur a adressé un document d'orientation fixant le cadre de ces discussions.

Cette négociation, qui portera notamment sur les seuils en termes d'effectifs au-delà desquels de nouvelles obligations s'imposent aux entreprises, devront s'achever avant la fin de l'année, précise François Rebsamen dans ce document.

Lors de cette négociation, qui s'inscrit dans la feuille de route validée lors de la conférence sociale des 7 et 8 juillet, les partenaires sociaux devront également répondre aux deux questions suivantes :

- Comment faire évoluer le cadre du dialogue social dans les entreprises, notamment en simplifiant et en clarifiant les missions des différentes instances représentatives du personnel ?

- Comment favoriser des parcours professionnels "*valorisants et fluides*" pour les représentants des salariés, notamment par le biais de la formation ? Reuters 29.07

Il est dit que "*cette négociation (...) s'inscrit dans la feuille de route validée lors de la conférence sociale des 7 et 8 juillet*", or 4 syndicats ont refusé de la "*valider*" en boyottant la seconde journée de cette conférence patronale, il serait donc logique que ces syndicats refusent de participer à ces "*négociations*" en septembre et par la suite. Parions qu'ils s'y précipiteront, leurs dirigeants s'étant empressés de déclarer que le dialogue social n'était pas rompu pour autant les 8 ou 9 juillet dernier.

Une réflexion à creuser.

Tant qu'il existait un semblant d'opposition politique (organisée) en France et de syndicats indépendants, et que nous n'étions pas encore parvenus à nous rendre maîtres des institutions politiques de ce pays, les organismes de collaboration de classes et les représentants du personnel dans les entreprises étaient utiles pour contaminer le mouvement ouvrier et le prolétariat, c'était des instruments qui véhiculaient notre propagande et notre politique...

Maintenant que nous sommes maître de la situation et qu'il n'existe plus aucun parti en mesure d'organiser des manifestation de masse, nous n'en avons plus vraiment besoin, à moins qu'ils servent encore à achever la sale besogne en force d'appoint au gouvernement qui nous est acquis, à finir de pourrir ou disloquer le mouvement ouvrier et mieux atteler nos serfs à la cause du marché, au néolibéralisme...

Notre ennemi est pratiquement neutralisé, totalement désorganisé, sans direction ni orientation politique, on a le champ libre

devant nous. Nous avons la chance d'avoir à notre service à la tête du gouvernement un parti qui se dit socialiste, ce qui permet de neutraliser ses alliés qui se disent communistes, y compris l'ensemble des syndicats, mais qui en fait ne sont pas plus socialistes ou communistes qu'un banquier. Il n'existe plus d'opposition dans ce pays en dehors de quelques partis marginaux qui n'ont aucune influence sur la population.

Ces gens-là sont dans notre camp, ils l'ont prouvé une multitude de fois, ils l'ont toujours été, ils sont dignes de confiance. Lorsqu'ils tiennent un discours plus radical ou nous attaquent, nous n'avons pas à nous inquiéter, cela demeurera purement verbal ou ne dépassera pas le stade de l'intention sans lendemain, histoire de donner le change à leurs troupes ou leurs électorats pour continuer de les berner, c'est nécessaire et nous devons en tenir compte, il faut marcher dans leur combine et les prendre à partie à notre tour pour les couvrir, pour couvrir leur hypocrisie nous devons l'être encore davantage.

Ne les traitons pas comme des adversaires, encore moins comme nos ennemis car ils sont nos alliés de toujours répétons-le, de fidèles serviteurs, zélés même, les meilleurs qui soient et qui ne failliront jamais, ils font partie de notre monde quelles que soient leurs origines, ce qu'ils illustrent avec un certain talent que n'ont pas certains dirigeants de l'UMP, hélas ! Nous marquons des points sur tous les fronts, pas à pas nous avançons c'est le principal. Nous pourrions être tentés de forcer le pas comme le pensent certains d'entre nous, mais ce serait prendre le risque d'enrayer ou de briser cette belle mécanique qui a fait ses preuves. Multiplions les initiatives, harcelons notre ennemi et nous finirons bien par avoir sa peau. La droite et la gauche sont à nos côtés, l'extrême gauche et les gauchistes se laissent manipuler par nos soins et nous disposons de l'extrême droite en dernier recours, que demande le peuple !

Nous n'avons même pas besoin de corrompre les dirigeants syndicaux, ils le sont naturellement. Ils ont une mentalité de larbins, de laquais, respectons-les tant qu'ils peuvent encore servir nos intérêts et diviser leurs troupes. Eux aussi sont acquis à notre cause, ils sont aussi étrangers à leur classe qu'on peut l'être à celle de nos ennemis, aussi ménageons-les, évitons de les mettre dans des positions insoutenables, même si c'est inévitable car leur marge de manoeuvre pour dissimuler leur véritable nature diminue chaque jour un peu plus en fonction de nos exigences croissantes, plus tard nous les liquiderons et il se trouvera personne pour les soutenir. Le temps jouait en faveur de notre ennemi, mais nous avons réussi à inverser cette tendance en renforçant notre pouvoir politique et nos instruments financiers, désormais lui aussi il marche au pas et c'est nous qui battons la mesure.

Nous leur avons proposé de participer au dialogue social et ils ont tous accepté, c'est positif. Ils légitiment par avance notre politique en reconnaissant nos besoins ou en acceptant de se situer sur notre terrain, franchement on ne pouvait pas espérer mieux. Ils cadenassent ou neutralisent le mouvement ouvrier, il le soumette à nos exigences, nous ne pouvons pas espérer davantage de leur part sans qu'ils perdent le contrôle de leurs troupes, ce qui serait dramatique pour nous. Imaginez un instant qu'un nouveau syndicat voie le jour et qu'il soit sur une ligne de rupture avec le capitalisme, ce serait un véritable cauchemar pour nous. De la même manière il faut empêcher à tout prix qu'un véritable parti communisme émerge, ce serait notre perte à terme...

Par chance, ni l'un ni l'autre n'est pas prêt d'exister, alors profitons-en pour avancer au pas de charge, broyons tous les obstacles qui se dressent sur notre chemin car l'ennemi tente de résister, servons-nous au maximum de nos outils médiatiques et de nos réseaux sociaux pour propager notre propapande qui fait office d'information, et nous sommes assurés de faire rendre gorge à notre ennemi jusqu'à la dernière goutte de son sang...

Les fossoyeurs du mouvement ouvriers creusent notre tombe.

Laurent a fait savoir qu'il se rendra à l'université d'été du PS parce qu'il fait partie des "*forces de gauche*", alors qu'il démontre quotidiennement qu'il est de droite ou pire encore. Le cadavre puant du stalinisme bouge encore.

Son discours consiste à s'accommoder de la politique de Hollande et son gouvernement en colportant l'illusion qu'elle pourrait être amendée, ce qui revient à la soutenir à défaut de la combattre. C'est le PCF quoi. Et le Front de gauche le mal nommé.

- Laurent (PCF): "*Il y a des choses à changer*" au Front de Gauche - AFP

Alors que sa présence à l'université d'été PS de La Rochelle, fin août, a été qualifiée d'"*erreur*" par Eric Coquerel, secrétaire national du PG, M. Laurent a assuré qu'il irait "*dans toutes les universités d'été où je suis invité par toutes les forces de gauche. Je veux porter une parole simple: il n'y aura pas d'avenir autour de la politique gouvernementale actuelle, et il n'y aura pas de rassemblement de gauche autour de cette politique qui nous mène dans le mur*".

D'après lui, "*c'est le moment d'aller parler aux militants socialistes désorientés*", alors que "*François Hollande est en train d'échouer*".

M. Laurent pense pouvoir créer une autre majorité "*avec les frondeurs du Parti socialiste, avec les écologistes que nous avons rencontrés avec l'ensemble du Front de gauche, avec les syndicalistes préoccupés par ces questions*" autour de l'idée qu'"*on peut utiliser beaucoup plus intelligemment l'argent créé par le travail et l'argent public*" en "*remettant à plat la politique d'aide aux entreprises*", en "*arrêtant de distribuer l'argent sans contrepartie*". AFP 29.07

On savait que Mélenchon avait pompé cette idée de s'allier à la vermine quelque part, au PCF...

Cadeaux à des industriels.

- Energies renouvelables: Royal annonce des mesures aux industriels - AFP

Ségolène Royal a annoncé mardi de nouvelles mesures pour le développement des énergies renouvelables que réclamaient les industriels sans attendre la future loi sur la transition énergétique qu'elle présentera mercredi.

Le principal secteur concerné est celui de l'énergie solaire, avec l'annonce par la ministre de l'Écologie et de l'Énergie d'un appel d'offres de 400 mégawatts "*en septembre*" pour les installations de puissance supérieure à 250 kilowatts, ainsi qu'un "*prochain*" appel d'offres de 50 MW pour les installations de puissance supérieure à 100 kW en Outre-mer.

La ministre a également annoncé la revalorisation en septembre du tarif de rachat de l'électricité produite par les petites installations (9 à 100 kW). Les modalités de cette revalorisation ne sont pas encore fixées et la réflexion est en cours, a précisé à l'AFP le ministère.

Dans la petite hydroélectricité, la ministre a également indiqué envisager deux appels d'offres, un sur les équipements existants et un autre pour des installations nouvelles.

Autre mesure attendue par les professionnels depuis plusieurs mois, la possibilité de sortir du statut de déchet le bois d'emballage. La ministre a signé mardi l'arrêté sur le sujet. Il permettra d'utiliser désormais le bois d'emballage comme combustible biomasse pour la production d'énergie.

Enfin, sur le plan réglementaire, Ségolène Royal a confirmé l'extension de l'expérimentation actuellement en cours dans plusieurs régions sur le "*permis unique*" pour l'éolien et la méthanisation, cheval de bataille des industriels.

L'objectif est notamment de limiter les durées de recours et donc de réalisation des projets. Ainsi, les contentieux seront désormais examiné en première instance par une cour administrative d'appel unique, a annoncé le ministère de l'Écologie et de l'Énergie.

La ministre "*a apporté des réponses opérationnelles à des questions concrètes*", s'est félicité le Syndicat des énergies renouvelables dans un communiqué, son président Jean-Louis Bal ajoutant qu'elle a "*indiqué des éléments de calendrier de nature à donner des perspectives de marchés*" à la filière. AFP 29.07

Guerres inter impérialistes

- Les Etats-Unis vont aider à la reconstruction de l'est ukrainien - Reuters

- Washington accuse Moscou d'avoir violé un traité de contrôle des armes - AFP

- Ukraine: Européens et Américains frappent l'économie russe - AFP

- Le Japon et le Canada ont aussi pris des mesures punitives - LeFigaro.fr

- Moscou qualifie de partial et hypocrite le rapport de l'ONU - french.irib.ir

Le rapport sur la situation en Ukraine publié lundi par le Haut-Commissariat de l'Onu aux droits de l'homme est partial et hypocrite, a déclaré mardi le porte-parole de la diplomatie russe Alexandre Loukachevitch. "*Nous avons examiné en détail le quatrième rapport publié par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et fondé sur les données recueillies par une mission de monitorage déployée en Ukraine. La conclusion principale que nous avons tirée est la suivante: le rapport n'est pas objectif et même hypocrite. Son message principal selon lequel le gouvernement ukrainien peut légitimement recourir à la force afin de rétablir l'ordre public et la loi dans l'est du pays (...) justifie l'opération punitive menée par l'armée ukrainienne*", a indiqué le porte-parole, cité par le ministère des Affaires étrangères du pays. french.irib.ir 29.07

En complément.

- Chine: des dizaines de morts et de blessés dans une attaque "*terroriste*" au Xinjiang - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie : Reprise du Mont al-Chaer, un prélude déterminant aux batailles ultérieures - french.irib.ir

Les opérations militaires dans les régions orientales de la Syrie ne cessent de s'intensifier et d'amplifier de jour en jour, opérations auxquelles sont présentes les forces d'élite de l'armée syrienne. L'EIIL a pris un grand risque de s'impliquer dans les affrontements dans cette région. L'armée syrienne a arraché le contrôle du champ gazier al-Chaer aux groupes terroristes.

L'opération de libération de ce champ gazier n'a pas duré longtemps, car la structure géographique de cette région a, grandement, contribué à l'armée syrienne pour reprendre le contrôle du champ gazier al-Chaer et de s'emparer, également, des colonies aux alentours pour ainsi assurer la sécurité de ce champ ainsi que des régions avoisinantes dans la direction de la ville de Raqqa jusqu'à une superficie de 26 kilomètres, une distance qui n'est pas négligeable dans les calculs militaires, d'autant plus que depuis son côté sud et est, la ville de Deir Zour, se relie aux régions occidentales de l'Irak, ce qui est d'une énorme importance.

L'armée syrienne a entamé son opération militaire dans le mont du Jabal Al-Chaer depuis les régions orientales des deux Rifs de Homs et de Hama, en passant par la cité Bari Charqi dans le district de « *Aqrabiat* ». Ce fut l'un des itinéraires que les éléments Takfiris de l'EIIL pour attaquer le mont al-Chaer et le champ gazier. L'armée a poursuivi ses progressions en profondeur de la région « *d'Al-Hamad* », à Badia oriental, un endroit situé près de Raqqa, et utilisé comme une voie d'approvisionnement. L'EIIL n'imaginait pas, du tout, être attaqué depuis cet endroit. Pour l'armée syrienne s'est donnée comme l'une des premières priorités de libérer le Mont Jabal al-Chaer et son cham gazier, surtout que ce cham alimente une majeure partie de carburants des centrales électriques dans cette région. french.irib.ir 29.07

2- Bulgarie

- Bulgarie: le Parlement adopte un budget pour aider les banques en crise - AFP

Le Parlement bulgare a adopté mardi soir en première lecture un budget rectificatif proposé par le gouvernement démissionnaire du Premier ministre technocrate Plamen Orecharski, afin de résoudre la crise de liquidités des banques du pays.

Le déficit public bulgare va ainsi filer à 2,7% du Produit intérieur brut (PIB) en 2014, contre 1,8% initialement prévu, afin de venir en aide à la quatrième banque du pays, la Corporate Commercial Bank (CCB), au bord de la faillite.

Des comptes de particuliers, mais aussi de nombreuses entreprises publiques et privées, d'hôpitaux et de municipalités s'y trouvent bloqués.

"*Le seul motif pour la révision (du budget), c'est de renforcer les ressources budgétaires à disposition du gouvernement intérimaire, afin de garantir la stabilité financière du pays*", a indiqué mardi le ministre des Finances, le socialiste Petar Tchobanov.

Le gouvernement technocrate de Plamen Orecharski a présenté le 23 juillet sa démission, approuvée un jour plus tard par le Parlement, ouvrant la voie à des élections législatives anticipées le 5 octobre.

Le président Plevneliev doit dissoudre le Parlement le 6 août, puis nommer un gouvernement intérimaire chargé d'organiser les élections. AFP 29.07

Haut de page

Le 31 juillet 2014

CAUSERIE

Un mot personnel.

J'ai eu confirmation ce matin que je commencerai à travailler d'ici une semaine ou dix jours.

Comme je l'ai déjà dit, j'essaierai d'actualiser le site le dimanche chaque semaine. On pourra sans doute continuer d'alimenter régulièrement les différentes rubriques avec des articles de sources diverses, la rubrique *Articles d'actualité*. Et puis, si cela s'avérait impossible pour cause d'épuisement, on mettrait un terme à ce site. Au moins vous êtes prévenus. Comment ferai-je pour vivre sans activité politique, sans apporter ma modeste contribution au combat pour le socialisme ? C'est cela mon problème.

Appel à la délation de Cazeneuve : Ca marche ! 4 mois de prison ferme pour 17,20 euros.

- Un SDF condamné à quatre mois ferme pour avoir volé 17,20 euros dans une cathédrale - liberation.fr

Un sans-abri toxicomane de 35 ans a été condamné à un an de prison, dont quatre mois ferme, après avoir volé l'argent d'un tronc de la cathédrale de Strasbourg, a-t-on appris mardi de source judiciaire. Il avait été surpris vendredi par un surveillant de la cathédrale alors qu'il venait de vider un des caissons destinés à recueillir l'argent des fidèles, selon les Dernières Nouvelles d'Alsace mardi.

Le prévenu, qui présentait une vingtaine de condamnations en particulier pour vol, a vu sa peine de prison assortie de deux ans de mise à l'épreuve et d'une obligation de travail et de soins. liberation.fr 30.07

La compassion n'a pas de prix !

Que ce pauvre type soit une épave ou un déchet de leur société, on peine à croire qu'il ait souhaité un jour en arriver là. Quant à la lourde condamnation dont il fait l'objet, elle doit être mis en parallèle avec des délits du même ordre concernant des sommes 10, 100 ou 1000 fois plus importantes sans que leurs auteurs n'écopent d'un seul jour de prison.

Ainsi dans ce pays, la justice est discriminatoire, synonyme d'arbitraire, implacable envers les plus faibles et tolérante envers les privilégiés. Loin de pousser à la respecter, elle conduit à la haïr et à la provoquer par esprit de vengeance ou de résistance, à enfreindre la loi jugée illégitime car partisane et injuste. Elle pousse les éléments les plus vulnérable de certaines couches défavorisées ou en perdition à vivre en marge de la société après les avoir exclues socialement une première fois, à s'autodétruire.

Au regard du chômage de masse et du nombre de travailleurs pauvres ou en situation précaire, leur société devait inévitablement conduire au désespoir un certain nombre (de plus en plus important) parmi eux. Leur justice ne pouvant pas condamner la société ou le régime en place en devient aveugle et cynique au point de lui infliger "une obligation de travail" ne tenant pas compte de la difficulté extrême de trouver un emploi quand on se retrouve au fond du trou et sans espoir d'en sortir.

Finalement elle s'aligne sur le discours du patronat et ses représentants qui estiment que les chômeurs ou les travailleurs qui ne trouvent pas un emploi en sont responsables, de la même manière que lorsqu'ils se mettent à voler pour survivre.

Quelques titres d'articles (Le Grand Soir) que nous ne publierons pas.

- Gaza : Pétition internationale adressée au Secrétaire Général de l'ONU

Nous considérons que l'ONU n'a aucune légitimité pour avoir reconnu l'existence d'Israël, notamment...

- Histoire socialiste de la Révolution française.

De Jaurès, dont nous déconseillons la lecture...

- 800e anniversaire de Bouvine : Actualité d'un évènement fondateur de la France qu'il ne faut abandonner ni aux fascistes, ni aux euro-atlantistes !

C'est cela, soyez plus royalistes que les royalistes, plus nationalistes que les nationalistes, quelle horreur !

Combat contre l'opportunisme.

Déclaration de principes de la S.F.I.O. - (1905) Extraits.

1. Le parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et

politique du prolétariat. Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution.

2. Les élus du parti au parlement forment un groupe unique, et en face de toutes les fractions politiques bourgeoises. Le groupe socialiste au parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir : refuser en conséquence les crédits militaires, les crédits de conquête coloniale, les fonds secrets et l'ensemble du budget.

Même en cas de circonstances exceptionnelles, les élus ne peuvent engager le parti sans son assentiment. Au parlement, le groupe socialiste doit se consacrer à la défense et à l'extension des libertés publiques et des droits des travailleurs, à la poursuite et à la réalisation des réformes qui améliorent les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière.

Si l'on s'en tient à l'article 1 de cette déclaration, la SFIO serait un véritable parti ouvrier révolutionnaire, mais dès qu'on aborde l'article suivant on se rend compte qu'on avait à faire à un tout autre parti.

Dans l'aricle 1 il est écrit que "*Le groupe socialiste au parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir*", puis dans l'article 2 "*Au parlement, le groupe socialiste doit se consacrer à la défense et à l'extension des libertés publiques et des droits des travailleurs, à la poursuite et à la réalisation des réformes qui améliorent les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière*", réformes qui ne peuvent être décidées et appliquées que par le parti de l'ordre au pouvoir, la SFIO étant minoritaire ou dans l'opposition parlementaire, donc n'ayant aucune chance de faire passer la moindre réforme progressiste.

Question : Alors si c'est le parti de la réaction qui reprend à son compte une partie du programme de la SFIO avec le soutien de cette dernière (comme tenta de le faire autrefois Bismarck en Allemagne), c'est que finalement il n'est pas aussi antisocial ou anti-ouvrier qu'on veut bien le dire, il a aussi ses bons côtés, peut-être que finalement il fait ce qu'il peut en fonction des circonstances qui lui sont imposées de l'extérieur, l'accabler serait lui livrer un bien vilain procès d'intention et faire preuve d'injustice à son égard, car les socialistes ne feraient pas mieux ou davantage s'ils étaient au pouvoir, non ?

A quoi bon suivre un tel parti, la SFIO, si le parti de l'ordre se charge du bien-être des travailleurs quand il en a l'occasion. Il n'est pas meilleur ou pire qu'un autre. N'écoutez pas ceux qui nous diabolisent ou nous traitent en ennemi de la nation et du bien commun, qui propagent des messages de haine qui divisent les Français au moment où ils doivent se rassembler pour faire face au défi de la mondialisation, nous sommes au service de l'intérêt général...

Participer au jeu institutionnel se justifie quand on a à faire à un parti ouvrier dont les dirigeants (et leurs élus) ne sont pas corrompus par le capitalisme, dans le cas contraire il servira ou il finira par servir les intérêts du régime en place. Les faits ont démontré au cours du siècle dernier qu'il n'existait aucune exception à cette règle qu'on le veuille ou non.

En guise de complément

A lire : Rosa Luxembourg: L'Armée nouvelle de Jean Jaurès (1911)

(http://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1911/06/armee.htm)

Extraits.

En guise d'introduction.

- "*Sous ce titre le camarade Jaurès a fait paraître un nouveau livre volumineux qui aborde les questions mêmes de la guerre et de la paix qui, dernièrement, ont aussi éveillé un vif intérêt en Allemagne dans les cercles du Parti.*"

En guise de conclusion.

- "*Car pour Jaurès, l'insurrection "constitutionnelle" doit servir à se rappeler le gouvernement criminel à son devoir – devant le tribunal arbitral. Quel tribunal arbitral international Jaurès a-t-il en vue? Tout simplement ce théatre de marionnettes de La Haye, créé par le sanguinaire tsar de Russie, objet des railleries du monde entier, depuis longtemps oublié et empoussiéré! Avec le plus grand sérieux Jaurès termine son projet par un article 18 qui stipule:*

Le gouvernement de la France est invité dès maintenant à négocier avec tous les pays représentés à la Cour de La Haye des traités d'arbitrage [...]

Le tribunal de la paix de La Haye, pierre angulaire de la politique socialiste! – on ne peut qu'évoquer involontairement le proverbe français: "tant de bruit pour une omelette".

Si la social-démocratie allemande propage sa revendication des milices et demande que la décision sur la guerre et la paix appartienne à la représentation populaire, au moins ne se fait-elle pas la plus petite illusion sur le fait que tout le développement du capitalisme moderne rend ces revendications inapplicables jusqu'au moment où le prolétariat aura pris le pouvoir. Nos revendications doivent indiquer la direction vers laquelle s'orientent nos voeux, ainsi que l'intérêt du prolétariat. Mais s'abandonner à l'illusion que des formules juridiques l'emportent en quoi que ce soit sur les intérêts et le pouvoir du capitalisme, c'est la politique la plus nocive que puisse mener le prolétariat."

La "*politique la plus nocive que puisse mener le prolétariat*", c'est tout Jaurès ou la social-démocratie déjà totalement gangrenée... en 1911.

Ne cherchez pas ce genre de citations dans vos publications préférées qui commémorent le centenaire de l'assassinat de Jaurès, vous ne les y trouverez pas, et pour cause. Ensuite demandez-vous pourquoi, quel intérêt ont vos dirigeants à les occulter, à falsifier les faits en somme.

Ils seraient tous à la remorque du PS d'une manière ou d'une autre, non, vous avez une autre explication, observez-les, écoutez, lisez leurs discours, repensez à ceux qu'ils ont tenus en direction du PS, de ses différents courants au cours des années ou des décennies précédentes, cela devrait vous éclairer, sinon bonne nuit, chez vous il est déjà minuit dans le siècle.

Si j'en trouve le temps je rechercherai dans mes causeries les passages où j'ai cité Jaurès.

Causerie du 8 janvier 2009.

- Par contre j'ai trouvé le passage d'un article de Jaurès publié par l'Humanité du 18 juillet 1914 : " *quoi qu'en disent nos adversaires, il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix et, si cette guerre éclate malgré nous, à faire l'effort maximum pour assurer l'indépendance et l'intégrité de la nation* ". Homme de terroir, il n'avait pas réussi à résoudre le paradoxe : " *On pourrait presque dire : un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène...*" (P.RIOUX , Jean Jaurès, éditions Perrin, 2005, page 263 et 274) (site Internet http://www.collectif-smolny.org)

Mais en temps de guerre, beaucoup d'internationalisme teinté de nationalisme réduit l'internationalisme à l'impuissance, au néant !

Dans la même page de ce site on peut lire également : " En 1899, lorsque Millerand (1859-1943) - chef du groupe parlementaire socialiste à la Chambre des députés - devient ministre du Commerce dans le gouvernement où siège le général Galliffet, "le fusilleur" de la Commune, Jaurès consulté déclare : « *J'approuve Millerand d'avoir accepté ce poste (...) Que la République bourgeoise, à l'heure où elle se débat contre la conspiration militaire qui l'enveloppe, proclame elle-même qu'elle a besoin de l'énergie socialiste, c'est un grand fait.* » (cité par Max Gallo, p. 459, Les clés de l'histoire contemporaine, livre de poche 2005)".

Causerie du 13 mai 2009.

C'est ainsi que les épigones du marxisme ont remplacé Marx par Jaurès dans leur programme, envoyant un signe clair à la bourgeoisie qu'ils avaient cessé de combattre pour le socialisme.

"*Il cherchait pour la République une base sociale plus large, il voulait mener la République au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l'Etat républicain l'instrument de l'économie socialiste. Le socialisme pour Jaurès démocrate était le seul moyen sûr de consolider la République et le seul moyen possible de la parachever. Il ne concevait pas la contradiction entre la politique bourgeoise et le socialisme, contradiction qui reflète la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique. Dans son aspiration infatigable à la synthèse idéaliste, Jaurès était, à sa première époque, un démocrate prêt à adopter le socialisme ; à sa dernière époque, un socialiste qui se sentait responsable de toute la démocratie.*

La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec des questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eut-il occupé ? Indubitablement, la position patriotique." (Trotsky sur Jaures - 17 juillet 1915)

Causerie du 13 octobre2009.

A méditer, le contenu de ce passage s'applique également pour la période d'après-guerre. Trotsky oeuvres - avril 1939 :

"*L'esprit et le coeur des intellectuels de la classe moyenne et des bureaucrates syndicaux furent presque complètement hypnotisés par les réalisations du capitalisme entre l'époque de la mort de Marx et l'explosion de la guerre mondiale. L'idée*

d'un progrès graduel continu semblait établie pour toujours, cependant que l'idée de révolution était considérée comme un pur vestige de la barbarie. Aux pronostics de Marx, on opposait les pronostics contraires d'une distribution mieux équilibrée du revenu national, de l'atténuation des contradictions de classes et d'une réforme graduelle de la société capitaliste. Jean Jaurès, le plus doué des sociaux-démocrates de l'époque classique, espérait remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social. C'est en cela que consiste l'essence du réformisme.

Tels étaient les pronostics opposés à ceux de Marx. "

Vaut mieux que ce soit Trotsky qui l'affirme plutôt que moi, n'est-ce pas ? Quelle honte de faire la promotion de Jaurès !

ACTUALITÉ DU JOUR

Une imposture peut en cacher une autre.

François Hollande revendique l'héritage de Jean Jaurès, cent ans après sa mort -LeFigaro.fr

Le chef de l'État rendra un nouvel hommage au fondateur de la SFIO, dont on célèbre jeudi le centenaire de l'assassinat.

«*Jaurès a beaucoup à dire aujourd'hui, note le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. Il nous dit qu'il faut avoir des principes mais aussi qu'il faut travailler sur la réalité. Il nous dit surtout: unité, unité, unité.*» LeFigaro.fr 30.07

Souvenez-vous ce que nous avions écrit en 2013, absolument rien ne les arrête au PS, ils l'illustrent encore ici. Maladroitement il faut bien dire, ce qui à un moment donné devient inévitable. Quand Cambadélis établit une égalité apparente et apparente seulement de traitement entre les principes qu'ils seraient censés avoir et la réalité, que fait-il ?

Il indique simplement que les principes auxquels ils sont soi-disant attachés doivent se plier ou se soumettre à la réalité qui n'est rien d'autre que les besoins des capitalistes ou la crise du capitalisme que le PS prend en charge quotidiennement, autrement dit, que leurs principes sont une posture ou une imposture, qu'ils sont virtuels, de nature théorique, sans existence réel puisqu'ils ne dépassent pas le stade de l'intention ou de la parole, tandis que dans les actes c'est la réalité (objective) bien matériel du capitalisme qui a leur faveur, une manière comme une autre de démontrer une fois de plus qu'ils sont socialistes en parole et impérialistes en acte, rien de changer monsieur Mélenchon depuis 1914.

Pierre Laurent : "***Taisez-vous et laissez parler Jean Jaurès***" - Le Nouvel Observateur

Le numéro un du PCF, Pierre Laurent, s'emporte et fustige les "*usurpateurs*" de l'héritage de Jean Jaurès. "*Le fatalisme, aujourd'hui érigé en doctrine d'Etat, ne faisait pas partie de son vocabulaire*" ajoute-t-il.

(La soumission du PCF au capitalisme n'a rien à voir avec le "*fatalisme*", elle en est l'expression achevée au sein du mouvement ouvrier qui en crève. - ndlr)

"*Pour lui, révolutionner la société, c'est sans cesse réformer*", ajoute le secrétaire national du PCF.

(C'est bien ce qu'on reproche à Jaurès l'antithèse de Marx et Engels, les révolutionnaires pour lesquels il fallait faire table rase du passé. Le réformisme dont se réclame le PCF a pourri la social-démocratie à la veille de la Première Guerre mondiale au point de la faire basculer avec armes et bagages dans le camp de l'ennemi de classe. En le revendiquant, Laurent indique dans quel camp se situe le PCF, le même que Hollande ou le PS, celui des capitalistes. - ndlr)

Selon lui, "*ceux qui maquillent leurs mesures de régression sociale et économique derrière les mots de Jaurès ne peuvent faire illusion. La réforme exige une hauteur de vue à mille lieues du réformisme néo-libéral d'aujourd'hui qui ne fait que mettre en oeuvre ce qui est présenté comme inéluctable et sans alternative*".

(Il procède à l'inverse de Cambadélis pour finalement partager ses conclusions. Voyons comment il s'y prend.

Il nie que la politique néolibérale mise en oeuvre par le gouvernement et le PS serait "*inéluctable et sans alternative*", alors qu'en tant que représentants du capitalisme et compte tenu de ses besoins, de la crise du capitalisme, c'est la seule politique qu'ils peuvent appliquer conformément aux directives exprimées par les dirigeants de la classe dominante ou l'oligarchie financière.

En cela, il nie la réalité de la crise du capitalisme, il nie la réalité, ce dont il a absolument besoin pour assurer un semblant

de cohérence à son argumentation et prétendre que des réformes sociales ou progressistes seraient possibles. Allons plus loin et demandons-nous pourquoi, qu'adviendrait-il dans le cas contraire ? Il devrait en arriver au constat que si des réformes sociales étaient totalement impossibles dans le cadre du régime en place, il ne resterait plus qu'à se résoudre à le combattre pour le renverser. Or le PC y est farouchement opposé, puisqu'il lui est totalement inféodé, il en est un des rouages politiques à l'instar du PS. Est-ce clair ? On a ici révélé (si nécessaire) la véritable nature contre-révolutionnaire du PC. -ndlr)

"*Pour les gouvernements successifs, enchaîne le numéro un communiste, la réforme n'est plus un choix qu'on incarne mais une obligation dictée par le Medef et les marchés qu'on met en forme. Reprendre le chemin de réformes sociales authentiques dans l'esprit de l'évolution révolutionnaire de Jaurès, c'est aujourd'hui la seule alternative à la barbarie soft qui nous est chaque jour imposée.*"

(La "*barbarie soft*", si un Lybien, un Irakien, un Ukrainien, un Syrien ou un Palestinien lit cela, il va avoir envie de l'étriper ! Rien que la sémantique employé par ce lieutenant du capital suffit à comprendre qu'il est étranger à notre classe, qu'il n'en a rien à foutre des souffrances terribles qu'elle peut endurer. On aurait pu tout aussi bien faire référence à la détresse dans laquelle sont plongés des millions de travailleurs et jeunes en France.

Pour le PCF, la seule alternative au capitalisme, ce n'est plus le socialisme, mais le réformisme synonyme d'adaptation au capitalisme. Et comme le réformisme est mort depuis la fin des "*Trente glorieuses*", il n'existe plus d'alternative au capitalisme, il vous faudra faire avec, l'accepter ou vous y soumettre de gré ou de force, tel est le contenu et la conclusion de son discours. - ndlr)

"*En ces temps de nouveau troublés, où le doute est cultivé sur les valeurs héritées du siècle des Lumières et de la Révolution française, en ces temps où liberté, égalité, fraternité sont tenues pour des mots sans effets, en ces temps où l'extrême droite distille son venin réactionnaire, nous devons agir dans les pas de Jaurès pour mettre fin à la guerre économique, pour promouvoir la coopération entre tous et chacun*", écrit également le secrétaire national du PCF.

(Il appelle à l'union nationale ou à "*la coopération entre tous et chacun*" qui signifie la collaboration de classe entre exploiteurs et exploités. Marx avait relevé que les principes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité (la sûreté des nantis et leurs biens ayant été remplacée depuis par la "*fraternité*" entre les classes pour mieux les préserver.) servaient en priorité les intérêts de la classe dominante, à mieux soumettre, corrompre la classe dominée. Ils étaient basés sur l'égoïsme, l'individualisme, le statut social de chaque membre de la société favorisant le riche et le puissant devant lequel le pauvre ou le faible devait se prosterner.

A un stade antérieur du développement du capitalisme mondial, sous la pression de la lutte des classes la bourgeoisie pour conserver le pouvoir ou maintenir (acheter) la "*paix sociale*" a été amenée à concéder certains droits aux travailleurs conformément à ces principes. Au stade supérieur ou final de l'impérialisme correspondant à l'époque dans laquelle nous vivons actuellement, disons depuis la fin des années 70 ou le milieu des années 80, ces principes républicains ainsi que la démocratie sociale et politique sont devenus incompatibles avec la mise en oeuvre du néolibéralisme régi par d'autres principes, la mondialisation a marche forcé de l'économie mondiale sous l'égide de l'oligarchie financière anglo-saxonne pour faire face à la crise du capitalisme. Néolibéralisme qui ne correspond pas à des préoccupations subjectives ou simplement à la volonté d'une poignée de capitalistes de s'enrichir davantage, mais à des besoins objectifs, matériels, économiques, liés à la nature et aux contradictions du système capitaliste, pour éviter l'effondrement brutal du capitalisme ou retarder l'explosion de l'économie mondiale, dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial sur le plan politique, ce qu'on appelle le mondialisme.

Cette marche implacable à une dictature mondiale sous l'égide des institutions financières et politiques internationales que l'impérialisme américain et leurs alliés des puissances occidentales ou l'oligarchie financière anglo-saxonne ont mis en place depuis 1944 à nos jours, on commence à en observer très nettement le contenu ou les contours, il faudrait être myope ou de mauvaise foi pour le nier.

Selon les principes qui les animent, la liberté du citoyen doit être sous contrôle, sous surveillance permanente, celle des représentants de la classe dominante doit être totale, sans limite, la société doit donc tendre sans cesse vers une dictature, un régime policier ; l'égalité doit consister à laisser les riches s'enrichir indéfiniment au détriment du reste de la population, à favoriser l'explosion des inégalités sociales ; quant à la fraternité, elle doit se réaliser autour du marché qui vous servira de guide de votre naissance à votre mort...

"*Sinon, avertit-il, aujourd'hui comme hier, ainsi que le disait Jaurès, dans cette nuée dormante se développe l'orage des politiques agressives et destructrices de demain. +On ne pourra relever la patrie, relever l'Europe, qu'en abaissant le capitalisme +, Jaurès avait raison!*"

(De "*demain*", comme si les politiques des gouvernements qui se sont succédés depuis des décennies n'avaient pas été "*agressives et destructrices*", chômage de masse, précarité et pauvreté frappant de nouvelles couches d'exploités, guerres impérialistes en Afrique et au Proche-Orient que ne peut pas dénoncer Laurent puisqu'elles ont été entreprises au nom de la "*patrie*", et cette politique appliquée sour l'égide de l'UE que le PCF soutient et veut "*relever*" en "abaissant le capitalisme", sauver en fait. - ndlr)

"*Jaurès, c'est l'optimisme (...) Pour nous, les héritiers de Jaurès et de Babeuf, qu'il nommait lui-même 'notre grand*

communiste', l'égalité et le partage sont l'essence de notre combat d'aujourd'hui, l'issue pour sortir de la crise, pour construire une société du bien commun", relève Pierre Laurent avant de conclure: "*N'attendons pas pour être heureux!*" Le Nouvel Observateur 30.07

(Pour un peu on croirait le discours du M'PEP nostalgique des "*Jours heureux*" lorsque le prolétariat se débattait pour survivre comme il pouvait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans un pays ravagé par quatre années de guerre !

On notera qu'il partage logiquement le même objectif que les capitalistes et ses représentants, "*sortir*" le capitalisme "*de la crise*" qui risque de l'emporter à tout moment, avec lequel il appelle au "*partage*" à défaut de combattre pour le renverser. Le "*partage des richesses* des traitres ou escrocs à la solde du régime.

L'optimisme de Jaurès tient de l'imbécile heureux ou du lâche qui n'ose pas affronter son ennemi de crainte d'y perdre la vie, il n'en aura pas été épargné pour autant, comme quoi parfois il est préférable de demeurer intransigeant sur les principes au moins on a la chance de mourir dignement.

Je sais que ce discours n'est pas politiquement correct pour certains militants, il correspond à la réalité falsifiée par ceux qui récupèrent Jaurès ou tendent à le présenter comme un grand révolutionnaire, alors qu'il n'était qu'un réformiste. Ne vous fiez pas aux citations qu'on vous sert ici ou là, documentez-vous, lisez

Commentaire d'un internaute.

- "*Coopération de tous et de chacun" cela veut dire que le patron ne sera plus un ennemi mais quelqu'un avec qui il faut négocier en prenant en compte les contraintes de chacun? Ouah! Rupture doctrinale au PC?*"

Vous avez bien lu, cela ne date pas d'aujourd'hui...

Parole d'internaute

A qui profite le crime, qui l'a commandité ?

1- "*Jaurès proposait une grève générale dans les usines Schneider Renault Krupp soit les principaux marchands d'armes européens. Le Comité des forges contrôlait par le fric (gérants de la banque de France) les médias, dont les principaux avaient la propagande belliciste, et les politiques qui lui devaient leur carrière et leur siège de députés. C'était donc une fausse république qui a programmé une guerre de classe (En 1906 Clémenceau a redonné un jour de repos /semaine , i.e. les salariés bossaient 7j/7 depuis 1880 soit des conditions de goulag) pour mater le prolétariat et le rançonner car c'est le contribuable qui a payé les armes que l'Etat achetait à Schneider De Wendel Renault , permettant ainsi au comité des forges des profits considérables.*

Ces gentlemen ont remis le couvert en programmant la 2e Guerre mondiale et en armant Hitler qui n'avait pas de matières premières. Thyssen a fait l'homme politique Hitler, fabriqué sa notoriété et l'ensemble de la grande industrie internationale et des banques ont participé à la fête. Hitler les a soigneusement disculpé en les dénoncant dans ses discours mais c'était bien eux qui étaient derrière le réarmement allemand."

2- "*Je ne sais pas si Jaurès a écrit sur le minerai de fer, talon d'Achille des Allemands puisque l'ensemble des gisements étaient en Alsace Lorraine à portée de canons francais. C'était l'autre façon de gagner la guerre rapidement, bombarder et détruire la possibilité de produire des obus. Sachant que les Français bénéficiaient du fer anglais.*

A noter que la presse allemande s'est étonnée de ce que les Francais n'aient pas penser à cela, ni à détruire le bassin de Briey , plus gros gisement de fer fournissant 90% de la production francaise. En 1913 De Wendel a vendu 4 millions de tonnes de fer aux allemands. En pleine période d'armement intensif !

On peut vérifier ces affirmations sur gallica, dans la bataille des frontières de Fernand Engerand."

La presse allemande était vendue, comme aujourd'hui la presse en générale dans tous les pays.

De Wendel, tout comme les banquiers et les autres industriels ont fourni les deux camps en capitaux et matériels, ils ont tiré profit de la guerre des deux côtés. Et cela également lors de la Seconde Guerre mondiale ce qu'ignore 99% de la population malheureusement.

Le chiffre du jour. 1.245.

En prenant en compte les pilonnages de la nuit de mardi à mercredi, le bilan côté palestinien s'élève à 1.245 morts, pour la plupart

des civils, depuis le début des hostilités, déclarent les responsables médicaux de la bande de Gaza. Côté israélien, 53 soldats ont péri, et trois civils ont trouvé la mort en Israël. AFP 30.07

Le massacre sioniste continue.

- Offensive sur Gaza : au moins 67 Palestiniens tués mercredi - AFP

- L'armée israélienne tire sur une école à Gaza, 19 morts - Reuters

- Nouveau carnage à Gaza : 17 Palestiniens, dont des enfants, tués sur un marché - AFP

- Israël punit les Palestiniens de Jérusalem-Est à "*l'eau sale*" - Le Nouvel Observateur

C'est une "*arme anti-émeute*" et de "*punition collective*" utilisée à Jérusalem-Est depuis plusieurs semaines pour empêcher les Palestiniens de se rassembler pour protester contre l'offensive de Tsahal, selon "*Le Monde*" : la "*dirty water*" (l'eau sale).

Selon l'envoyée spéciale du "*Monde*" à Jérusalem, Florence Beaugé, un camion blanc projette ce mystérieux liquide pestilentiel sur les façades des maisons, les trottoirs, la chaussée, les arbres et les fleurs, après chaque manifestation de soutien aux Palestiniens de Gaza.

L'odeur est agressive, elle imprègne vêtements mais pénètre également dans les maisons, s'incrustant dans les rideaux, les tapis, les coussins...

"*A Souwaneh, l'un des quartiers 'chauds' de Jérusalem-Est, les habitants marchent en se couvrant le visage ou se pinçant le nez. Personne ne traîne dans les rues*", raconte la journaliste, persuadée que l'objectif israélien est de forcer les gens à rester chez eux.

Mais le produit, dont personne ne sait ce qu'il contient, est également une arme particulièrement humiliante : "*Qui sommes-nous pour qu'on nous traite au moyen d'insecticides comme des rats ou des moustiques ?*", s'emporte Mounir, cité par "*Le Monde*".
Le Nouvel Observateur 30.07

ACTUALITE EN TITRES

Acharnement. L'autre guerre ou la même.

- L'Argentine, en défaut partiel, négocie toujours un accord avec des créanciers AFP

L'Argentine a été déclarée mercredi après-midi en défaut de paiement partiel sur sa dette par l'agence de notation Standard and Poor's, tandis que de difficiles tractations avec deux de ses créanciers se poursuivaient à New York. AFP 30.07

S'engraisser sur le dos du plus grand nombre.

- Les fraises et tomates en grandes surfaces déçoivent - AFP

Dans des conditions économiques comparables, les puissances occidentales réservaient au prolétariat et ses enfants un sort inhumain.

- Esclavage domestique au Liban : «*Certaines filles dorment dans le couloir*» - Libération.fr

En France, en 2014, dans un des 6 pays les plus riches du monde plus de 100.000 travailleurs avec ou sans emploi dorment dans la rue, ils sont encore plus mal lotis.

L'air de rien, cet article de Libération s'inscrit dans la guerre que mène l'impérialisme anglo-saxon-sioniste contre l'axe de la résistance Syrie-Iran-Liban ou Hezbollah soutenue par la Russie et la Chine, les Brics...

Une question de survie.

- Irak: des habitants de Mossoul prennent les armes contre les jihadistes - AFP

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août 2014

CAUSERIE

Ils sont tous socialistes. Y en a-t-il un qui l'est vraiment ? Pas sûr.

- Jaurès: 100 ans après sa mort, unanimité autour du leader socialiste - AFP

-Jaurès serait aujourd'hui un "*social démocrate*", estime Rebsamen - AFP

Un bel amalgame ou syllogisme : Jaurès était socialiste. S'il vivait aujourd'hui il serait social-démocrate. Si vous êtes socialiste, vous devez être social-démocrate ou vous le deviendrez.

Si vous adoptez la pensée de Jaurès, c'est certain, vous finirez réformiste ou social-démocrate. Avis aux trotskistes qui l'ignoreraient encore. Au fait : Trotskistes, révolutionnaires ou réformistes ? Camarades, relisez Lénine et Trotsky, merci pour eux avant de choisir une étiquette.

Le chiffre du jour.

Avec environ 1.450 morts et plus de 8.300 blessés, en grande majorité des civils, cette guerre est au moins aussi meurtrière que Plomb Durci (2008-2009) qui avait déjà été déclenchée pour mettre un terme aux tirs de roquettes du Hamas. Parmi les morts figurent au moins 242 enfants, selon l'Unicef. AFP 31.07

Parole d'internaute

Le contexte.

Réactions aux manifestations sionistes qui ont eu lieu hier à Paris et Lyon.

- "*Oui, il semblerait que les extrémistes de la LDJ et du CRIF aient aussi intérêt à ce que toute position hostile à Israël soit qualifiée d'antisémite, pour pérenniser et renforcer leurs justifications d'interdictions, sous couvert de troubles à l'ordre public ou de protection de leur communauté (qu'ils ne représentent même pas, il faut le préciser). Sous un gouvernement dont le communautarisme n'est plus du tout à démontrer, il ne suffit que de crier au racisme et d'invoquer une hypothétique contrevenance à la loi, -sans avoir besoin d'éléments de preuve à l'appui-, pour attaquer la démocratie en réduisant les*

libertés publiques et même individuelles. Et par la même occasion, justifier le terrorisme intellectuel, et l'imposture sémantique, ce qui est une dérive française de la société actuelle. Comme vous le savez, notre pays figure actuellement parmi les derniers pays dans le respect de la liberté d'expression aux yeux des Droits de l'Homme. En ce qui me concerne, ce que je vois et ce que je lis chaque jour ne fait que me le confirmer et m'inquiéter pour l'avenir.

Ces pleins pouvoirs dont disposent les associations ethnocentriques ne sont tout simplement plus tolérables dans les états de droit encore moins quand ils sont supposés être souverains. Même les gouvernements d'Israël et des USA ont apparemment plus d'intelligence que nos dirigeants puisqu'ils ont déjà interdit la LDJ depuis longtemps."

2- "*Je ne savais pas qu'il y avait eu des manifs anti-juifs , naïvement je pensais que cela concernait les attaques meurtrières de l'armée Israélienne ....*

Si dés qu'on égratigne la politique d'Israël on est anti-juif, alors je comprends la paranoïa que certains de mes concitoyens ressentent...

Surtout que la totalité vit avec ce problème depuis leur naissance...

Mais s'imaginent-ils ce que peuvent ressentir des mômes de 10 ans avec tous ces morts et blessés, pensent-ils réellement qu'arrivés à la fin de leur puberté ils puissent être aussi équilibrés qu'eux vivant en France ?"

Les sionistes font de leurs rejetons des psychopathes, des fanatiques...

Les provocations violentes de la LDJ avaient pour objectif d'entraîner la réaction d'éléments étrangers à certaines manifestations pro-palestiniennes infiltrés à l'intérieur de celles-ci, de façon à pouvoir ensuite caractériser ces manifestations d'antisémites, justifiant leur interdiction. Pour être tout à fait objectif, il faut ajouter qu'un certain nombre de manifestants sans véritable conscience politique pouvait dans un climat de grande tension et d'affrontement s'emporter et tenir des propos antisémites sans l'être vraiment. Notre propos n'est pas des excuser mais de comprendre comment les choses peuvent se passer.

Mon père décédé et ma mère traitaient toujours les Portugais de "Portos", y compris devant ma soeur et son époux qui est Portugais. Ils emmènent ma mère chez eux en vacances au Portugal pour fêter ses 80 ans, elle s'en fait une joie comme une petite fille, elle n'est pas plus xénophobe ou raciste que vous et moi.

3- "*Je suis d'accord, je déplore le fait que les individus fassent pression sur la République et divisent le pays en instrumentalisant leurs origines, et je pense que tout irait pour le mieux si le gouvernement interdisait tout simplement la transposition des conflits extérieurs (en faisant primer ces slogans de "liberté, égalité, fraternité" qu'ils aiment tant citer et utiliser dans d'autres contextes), et évitait justement de prendre partie systématiquement. C'est certainement la pire chose à faire, d'ailleurs...*

Pour cela, bien entendu, il aurait fallu commencer par empêcher et prohiber la création de ces lobbys et autres associations à vocation identitaire (ethnocentrique ou gynocentrique), qui ont à présent un certain pouvoir inacceptable car, ces organismes se croient, pour ainsi dire, au-dessus des lois et de la démocratie et pour l'instant, tout indique que c'est le cas. Il aurait encore moins fallu les financer comme les politiques le font depuis un moment. Il n'est de toute manière pas acceptable qu'ils prospèrent sur l'argent public et ce en usurpant les causes nobles...

Je me demande où est passé ce socialisme des engagés et des lumières qui défendait la nation et tout le monde sans distinction d'ethnie ou de sexe... Aujourd'hui, je constate qu'il s'agit surtout de naviguer dans le sens du vent et abandonner les combats sociaux et populaires au profit de l'électoralisme et de la répression, sur fond de réformes sociétales pour satisfaire, au moins artificiellement, les minorités, au lieu d'agir dans l'intérêt commun. Pourquoi ? Préserver ses intérêts de classe, ni plus ni moins.

Le pouvoir actuel est incapable de faire face aux véritables dangers et d'agir en fonction des enjeux de la mondialisation. Quiconque de sensé préfère nettement l'Europe des nations et des peuples, plutôt que celle des régions et des communautarismes.

Je suis révolté par cette politique de la capitulation et de la complaisance envers les plus forts..."

Monsieur, réfléchissez un instant, "*la complaisance envers les plus forts*" ne peut être que le fait d'un gouvernement et de partis qui les représentent, c'est logique, naturel chez eux, c'est dans l'ordre des choses. Ils ne "*capitulent*" pas, leurs discours et leur attitude sont conformes à leur nature : Réactionnaire !

C'est marrant ces gens qui passent systématiquement à côté des choses les plus simples, qui se torturent le cerveau pour comprendre quelque chose de finalement très simple à saisir, qu'ils ont sous les yeux.

C'est bien de se poser des questions, de réfléchir, mais faut-il encore savoir dans quelle direction, c'est là que réside leur problème. Ce n'est pas pour des prunes qu'on affirme que le mouvement ouvrier n'a ni direction ni orientation. Soyez marxiste et votre problème sera résolu, et ce en toutes circonstances.

On peut observer de grands savants, des chercheurs ou scientifiques célèbres, des penseurs ou intellectuels illustres se fourvoyer, être incapables d'analyser correctement une situation alors qu'ils disposent des mêmes mêmes matériaux que nous. On en ferait presque un complexe de supériorité, en fait c'est navrant, désolant, c'est à se demander à quoi cela leur sert-il de développer des facultés intellectuelles si c'est pour être incapables de s'en servir le moment venu.

C'est pitoyable, c'est à se demander si on ne se méprend pas sur leur compte. Car en principe quand on a développé un esprit scientifique ou qu'on s'est élevé au-dessus du mode de pensée médiocre de la population en général, et qu'on adopté une méthode pour interpréter des facteurs et leurs rapports dans un domaine donné, on doit être en mesure de l'utiliser dans tous les domaines, y compris la nature, la sociéte ou le monde dans toutes leurs manifestations, sans oublier notre propre comportement.

Or, il semblerait que cela ne soit pas le cas, il y aurait comme un obstacle qui soudainement rabaisserait leur niveau de conscience au niveau des masses arriérées ou ignorantes, comme si finalement ils n'étaient pas aussi évolués qu'on le supposait. Ils font partie de l'élite intellectuelle, et loin de servir la cause de la civilisation humaine comme cela devrait être le cas, ils participent à sa déchéance. Sans doute par faiblesse de caractère, manque de personnalité, vanité ou cupidité ou les deux à la fois, ils se sont laisser corrompre par la classe dominante qui les flatte et les nourrit grassement, en échange de quoi ils cessent de penser dès qu'ils sortent de leur laboratoire ou leur salle d'étude, pire, ils leur servent de caution intellectuelle ou morale pour justifier leur politique, ils finissent par la servir docilement en adoptant son idéologie. Ils ne pensent plus, ils n'en ont pas besoin.

ACTUALITÉ DU JOUR

On l'avait déjà pronostiqué.

- Présidentielle: 2nd tour Le Pen-Sarkozy, la gauche serait éliminée - AFP

Si la présidentielle avait lieu dimanche prochain Marine Le Pen (26%) et Nicolas Sarkozy (25%) seraient au second tour, que ce soit face à François Hollande ou Manuel Valls, lesquels seraient tous les deux battus avec 17% des voix au premier tour, selon un sondage Ifop pour Marianne.

"*Si dimanche prochain avait lieu le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez?*", demande l'institut de sondage.

Dans ces deux scénarios testés par l'Ifop, le MoDem François Bayrou ferait 12-13%, le Front de Gauche Jean-Luc Mélenchon 11-12%, Cécile Duflot (Europe Ecologie-Les Verts) et Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) 3%, Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) 2% et Philippe Poutou 1%.

Dans l'hypothèse où le candidat socialiste serait le ministre de l'Economie, Arnaud Montebourg, Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy augmenteraient leur score d'un point (27 et 26%) tandis que l'ancien député de Saône-et-Loire réunirait 10% des intentions de vote. François Bayrou en serait le principal bénéficiaire, le devançant avec un score passant de 12-13% à 16%. Jean-Luc Mélenchon, à 11%, le devancerait aussi.

Dans un précédent sondage de mi-avril 2014, l'Ifop obtenait le même duel pour le second tour avec des scores différents: 31% si Nicolas Sarkozy était le candidat de l'UMP, 24% pour Marine Le Pen face à lui. François Hollande obtenait 18% des intentions de vote.

"*Les enseignements qu'indique (le sondage) reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non une prédiction*", rappelle l'institut qui souligne aussi "*l'incertitude concernant l'offre électorale à trois ans du prochain scrutin présidentiel*". AFP 31.07

Conditionnement des masses.

Si les chefs de file des sionistes le disent...

- Dissoudre la Ligue de défense juive "*ne changera rien*" - LePoint.fr

- La Ligue de défense juive, un groupuscule extrémiste prônant la violence - LeFigaro.fr

Alors pourquoi ce battage médiatique ?

- Le gouvernement veut dissoudre la Ligue de défense juive - libération.fr

- Le PCF réclame la dissolution de la LDJ - AFP

- Olivier Faure (PS) : «*La dissolution de la LDJ est la seule voie possible*» - libération.fr

Réponse : Pour faire oublier que le gouvernement soutient Israël, que le PCF et la totalité des courants du PS soutiennent le gouvernement et sa politique antisociale en France. En vain, chacun a bien compris que le gouvernement, le PS et ses larbins de la pseudo-gauche et extrême gauche alimente l'antisémitisme, le racisme, la xénophobie et le communautarisme en général.

Si le gouvernement dissout la LDJ, il pourra s'en servir pour répondre à ceux qui le traitent de sioniste ou vendu aux sionistes, alors qu'en réalité cela leur rendra service, tandis que le gouvernement ne changera pas pour autant de politique au Proche Orient. Les sionistes n'ont pas besoin de la LDJ, ils ont le Crif qui est d'extrême droite, cela leur suffit.

Du même tonneau.

- Dominique de Villepin dénonce le « massacre perpétré à Gaza » par Israël - LeMonde.fr -

- Navi Pillay (Onu) demande des comptes à Israël - Reuters

- Gaza: les Etats-Unis condamnent mais réapprovisionnent Israël en munitions - L'Express.fr

Face à la mobilisation mondiale des masses contre le massacre de civils palestiniens perpétré par Israël à Gaza dirigée à la fois contre le gouvernement israélien et leur propre gouvernement dans leur pays respectif, les dirigeants de la classe dominante perçoivent comme une menace cette opposition grandissante à leur politique impérialiste qui comporte plusieurs volets, Proche-Orient (Syrie, Liban, Palestine, Irak, Iran), Afrique (Libye, Mali, Nigéria, Soudan, Somalie, Kenya, Centrafrique, etc.), Asie-Pacifique (Chine), Europe centrale (Ukraine), Amérique latine (Venezuela, Honduras, Colombie, Argentine, etc.), autant de champs de batailles sur les plans politique ou économique dans lesquels ils sont embourbés.

Ce qu'ils craignent par dessus tout, c'est d'une part que les impérialistes avec lesquels ils sont en concurrence profitent de cette situation pour renforcer leurs positions ou s'unissent pour s'opposer frontalement au dicktat de l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux, d'autre part que le prolétariat sur tous les continents parvienne à s'unir également et trouve la voie pour briser le carcan du mondialisme ou du néolibéralisme qui l'étouffe, qu'il reprenne l'initiative de la lutte des classes ou de l'offensive contre le capital sur son propre terrain de classe sur le plan politique qui jusqu'à présent lui échappait.

Sur le champ de bataille

Le bilan des pertes militaires israéliennes, "***sans précédent***". (Maariv) - french.irib.ir

Selon le journal israélien, le nombre de morts et de blessés dans les rangs de l'armée israélienne n'a pas de pareil depuis qu'Israël combat les palestiniens. "*Au bout de 24 jours de combats, le bilan des pertes et des blessés dans les rangs de l'armée israélienne est sans précédent dans l'histoire de nos guerre contre les palestiniens*".

Maariv fait allusion en effet au bilan officiel des pertes qui s'élève à 60 soldats tués et qui est évidemment revu à la baisse, censure médiatique oblige. Les sources hospitalières en Israël font état de leur côté d'un bilan de plus de 900 militaires israéliens blessés ayant été soignés, et de 120 autres qui restent hospitalisés. Sur ces 120 militaires sionistes, 16 sont en état de mort cérébrale. Et du côté palestinien?

La presse sioniste se félicité évidemment du fait que l'armée sioniste ait pu en 24 jours d'agression tuer plus de 1363 civils palestiniens dont une majorité de femmes et d'enfants. Le bilan des blessés s'élève lui à 7500 personnes dont 400 femmes et enfants. A Tel -Aviv, une manifestation de joie collective a récemment éclaté à l'annonce de l'infanticide à grande échelle pratiquée par l'armée israélienne... french.irib.ir 31.07

Israël va mal: militaires/politiques s'accusent mutuellement - french.irib.ir

Haaretz déchire le voile sur les divergeances profondes qui déchirent les rangs des militaires et les politiciens israéliens au point de les conduire à s'accuser multuellement de la défaite à Gaza. " *Militaires et politiques se rendent réciproquement coupables de l'échec des opérations militaires, l'axe principal des divergences tourne autour de l'incapacité de l'armée à atteindre les objectifs*

fixés de l'offensive Roche invincible, soit la destruction des tunnels sous terrains. "" La prolongation des combats, et le bilan imprévisible des pertes et des dégâts qui s'alourdit annoncent des dissensions entre l'armée et la classe politique", affirme Amos Harel, l'analyste de Haaretz qui évoque les propos de deux officiers supérieurs israéliens qui auareint provoqué l'ire de Netanyahu et son ministre de la Guerre.

L'un de ces officiers a parlé d'un rapport présenté au mois de juin à Netanyahu où figuraient d'amples informations sur les tunnels sous terrains. tandis que l'autre officier tançait Netanyahu pour son refus soit d'élargir l'offensive contre Gaza soit de se retirer et d'annoncer un cessez le feu unilatérale. " *Les divergences entre le cabinet et l'armée se concentrent sur le rallonge qu'il faut pour étendre l'offensive, une rallonge évaluée à 5 milliards de shekels* " Israël a jusqu'à présent annoncé par deux fois une trêve unilatérale tant sont durs les coups qu'il a subis de la part de la Résistance. french.irib.ir 31.07

ACTUALITE EN TITRES

Ils y sont depuis 1995...

- L'OMC échoue à adopter un texte conclu en décembre à Bali - AFP

Les 160 Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont échoué jeudi à adopter un texte conclu à Bali lors de leur dernière conférence ministérielle en décembre 2013, selon un communiqué publié jeudi soir par l'OMC. AFP 31.07

Acharnement de l'Empire.

- L'Argentine dit ne pas être en défaut de paiement sur sa dette - Reuters

Le ministre argentin de l'Économie, Axel Kicillof, a déclaré jeudi que son pays n'était pas en défaut sur sa dette et a menacé d'une action en justice si un quelconque créancier réclamait un paiement. Reuters 31.07

Au bénéfice de qui la crise ?

- Hausse de 28% du bénéfice net d'Exxon Mobil au 2e trimestre - Reuters

- Shell publie un bénéfice trimestriel en hausse de 33% - Reuters

- Scor publie un bénéfice en hausse de 35% au 1er semestre - Reuters

- Sony: bénéfice net multiplié par 8 au premier trimestre - AFP

- Capgemini confirme ses objectifs après un bond de son bénéfice net au premier semestre - AFP

- Carrefour affiche un résultat opérationnel en forte progression - Reuters

Tous les coups (tordus) sont permis.

- Banco Espirito Santo s'effondre en Bourse, sanctionné pour ses pertes record - AFP

- BNP Paribas plonge dans le rouge après les sanctions américaines - AFP

- Défaut de paiement : la Bourse de Buenos Aires ouvre en forte baisse - LePoint.fr

- La CEDH ordonne à la Russie de verser près de 1,9 milliard d'euros aux anciens actionnaires de Ioukos - Liberation.fr

Destruction par le vide à défaut d'une guerre.

- Le secteur privé a détruit 100.000 postes en 2013 - AFP

En moyenne en 2013, les entreprises du secteur privé ont employé 17,8 millions de salariés, soit 0,6% de moins que

l'année précédente.

Par secteur d'activité, l'emploi accentue sa dégradation dans l'industrie (-1,3% après -0,4% en 2012) et la construction (-1,9% après -0,9%). Il se stabilise en revanche dans le tertiaire hors intérim, secteur qui représente 70% des emplois du secteur privé.

Les statistiques de l'Acoss portent sur les effectifs salariés du secteur privé non agricole, excluant également les emplois à domicile. AFP 31.07

En complément.

- L'Assurance-maladie prévoit de supprimer 4 490 postes d'ici à 2017 - LeMonde.fr

Une "***mission policière***" dans un Etat policier.

- Ukraine: Début du déploiement d'une mission policière néerlando-australienne sur le site du crash - 20minutes.fr

Haut de page

Le 2 août 2014

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles ce soir ou demain matin.

Le chiffre du jour au choix. 1.555 ou 1.600.

Au total, 1.555 Palestiniens ont été éliminés par Tsahal, pour la plupart des civils. Source AFP 01.08

- Irak: plus de 1.600 morts en juillet - AFP

Manifestation propalestinienne à Paris

- La préfecture autorise une manif propalestinienne à Paris samedi - liberation.fr

La manifestation partira à 15 heures de la place Denfert-Rochereau (XIVe arrondissement), dans le sud de la capitale, pour rejoindre les Invalides (VIIe), comme ce fut déjà le cas au cours d'un précédent défilé parisien autorisé par les autorités le 23 juillet.

Le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, qui réunit une cinquantaine d'associations, partis et syndicats, a lancé un appel «*unitaire*» à manifester samedi pour dire «*Halte à l'agression israélienne*» et demander la «*levée du blocus, illégal et criminel de Gaza*». liberation.fr 01.08

ACTUALITE EN TITRES

Crise... de foie.

- Le foie gras ne connaît pas la crise - Reuters

Acharnement. Ils ont la hargne, la haine chevillée au corps.

- Jérôme Kerviel est-il victime d'acharnement judiciaire? - L'Express.fr

- Le bracelet électronique accordé à Kerviel, le parquet fait appel - Liberation.fr

Le parquet, c'est le ministère de la Justice, Taubira, le gouvernement Hollande-Valls, les représentants des banquiers.

La question inutile.

- Les radars servent-ils à remplir les caisses de l'Etat? - 20minutes.fr

Parole de barbare.

- Gaza : Obama appelle à une libération "*sans condition*" du soldat israélien - AFP

- La Maison Blanche dénonce une violation «*barbare*» du cessez-le-feu par le Hamas - 20minutes.fr

- Le cessez-le-feu échoue, Washington accuse le Hamas Libération.fr - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Vive la grande boucherie impérialiste... hier comme aujourd'hui.

- 1914-1918: la France sonne le tocsin pour commémorer la "*mobilisation générale*" - AFP

- Cent ans après la Grande Guerre, Hollande veut une France mobilisée pour la Paix - AFP

"***Mobilisation générale***", "***mobilisée pour la Paix***" sous l'égide des faiseurs de guerres.

- Valls prépare les Français à une rentrée économique "*difficile*" - AFP

Au nom de la "*vérité*", Manuel Valls a annoncé vendredi des lendemains économiques "*difficiles*" qui exigent "*d'amplifier*" le mouvement des réformes, mais sans changer un iota au cap qu'il a fixé avec François Hollande.

Il faut "*amplifier le mouvement amorcé ces quatre derniers mois*", depuis son arrivée à Matignon et "*réformer, réformer, réformer, inlassablement*", "*lutter contre les blocages*" et "*avancer avec détermination, constance, persévérance*".

"*Notre politique, ce sera le Pacte de responsabilité, tout le pacte et encore plus loin que le Pacte car c'est grâce à lui et au Crédit d'impôt compétitivité-emploi que nous pourrons renforcer notre économie*", a-t-il poursuivi. AFP 01.08

Pourquoi emploie-t-il ce ton offensif ou provocateur ? Parce qu'il sait que la pseudo-gauche et extrême gauche cadenassent ou s'emploient à neutraliser le mouvement ouvrier, qu'ils soutiennent le gouvernement.

Dans ce contexte un tel discours aura le mérite de briser un peu plus le moral à ceux qui s'imaginaient qu'une autre politique était possible, on ne sait par quel miracle, qui seront tentés de baisser les bras et de cesser le combat, de se réfugier dans la résignation ou l'indifférence en l'absence de toute issue politique, c'est en tout cas son objectif.

Il est clair qu'on ne peut pas prétendre proposer aux militants et aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme en tenant en permanence un double language qui consiste par exemple, à servir la soupe à Jaurès le réformisme, l'antithèse du révolutionnaire, du communiste, du marxiste, le "patriote" (Trotsky) ; à occulter l'origine de l'offensive israélienne contre Gaza ; à appeler à rompre avec les institutions de la Ve République tout en refusant de rompre avec les partis qui en sont les piliers, en lorgnant sur leurs adhérents ou élus acquis à l'idéologie dominante, le PS notamment, ainsi que les dirigeants syndicaux vendus.

Autrefois on appelait cela du révisonnisme. Aujourd'hui on s'en accommode, à croire que ce serait le moindre mal, qui nous sera fatal à l'arrivée, mais comme plus aucun d'entre nous ne sera là pour en témoigner plus tard, les choses continueront comme avant et l'opportunisme aussi.

On savait déjà que l'homme avait la faculté de s'adapter à des changements intervenant dans son environnement en dehors de sa volonté, mais on ignorait jusqu'où cela pourrait aller, hormis des conditions climatiques extrêmes. Il semblerait qu'il soit en train d'en faire (une nouvelle fois) l'expérience sur le plan politique en se soumettant au dernier qui a parlé. Car rien n'a véritablement changé sur ce plan-là depuis un siècle, puisque lorsque l'appel à la mobilisation générale fut lancé, moins de 1,5% des hommes de 20 à 38 ans mobilisables manquèrent à l'appel.

Finalement, on n'a rien retenu ou si peu des leçons de Lénine et Trotsky, des marxistes en général et c'est bien dommage. On leur préfère les élucubrations d'un Jaurès qui voulait absolument marier idéalisme et matérialisme, réforme et révolution, ceci explique en grande partie cela.

On a commis l'erreur fatale de s'adresser à l'élite intellectuelle ou aux couches supérieures du prolétariat qui penchent naturellement de par leur conditions matérielles vers le réformisme, et on s'est détourné des couches les plus défavorisés des travailleurs qui penchent naturellement de par leur conditions matérielles vers la révolution. Aujourd'hui comme hier, les aspirations et les revendications sociales de millions de travailleurs sont demeurées insatisfaites au point d'en arriver à penser qu'il en sera toujours ainsi, signifiant l'échec du réformisme que l'on paie très lourdement actuellement. On n'en a pas vraiment tenu compte de leurs conditions d'existence ou on les ignoraient.

Que s'est-on imaginé ? Qu'il suffisait d'avoir la Sécu ou le Smic, la journée de travail de 8 heures ou l'école publique gratuite pour que leurs besoins soient satisfaits ? Quelle ignorance ! C'était ignorer dans quelles conditions, à quel prix, tandis que quotidiennement ils allaient continuer de subir de multiples humiliations, frustrations, privations, souffrances tout au long de leur vie, car c'est cela la véritable existence du prolétaire.

Bien entendu quand on bénéficie d'un statut supérieur ou privilégié, on peut faire l'économie de tous ces désagréments qui vous pourrissent l'existence, et puis on en retire des avantages qui ne sont pas négligeables, quand on est à l'aise sur le plan financier et de l'emploi, quand on n'a plus qu'à attendre tranquillement la retraite, quand on vit confortablement, on est en droit d'estimer que finalement la société n'est aussi détestable qu'on nous la décrit parfois, pas au point de vouloir la renverser, qu'elle nous garantisse notre situation nous suffira amplement. Quant au reste des masses exploitées, on n'y est pour rien dans sa situation, on y pense, c'est déjà pas mal.

C'est cette conception de la lutte de classe qui nous a conduit où nous en sommes, parce qu'on a refusé de faire confiance aux travailleurs les plus défavorisés ou des couches inférieures. Elle a été calquée sur la dichotomie existante entre travailleurs du secteur public et du secteur privé, entre travailleurs des couches supérieurs et inférieurs, elle s'est appuyée sur cette division pour finalement la reproduire au profit des couches supérieures les moins nombreuses. Et quand sonna l'heure du néolibéralisme qui coïncidait avec la plus formidable crise de l'histoire du capitalisme, de l'accumulation du capital au tournant des années 70, sonna également l'heure de la mort du réformisme qui avait fait illusion pendant les "Trente glorieuses", pour dans les années et décennies suivantes céder la place à un champ de ruines, la situation que l'on a sous les yeux. Faire marche arrière soudainement était devenue impossible, il ne restait plus qu'à s'enfoncer davantage dans l'opportunisme, qu'à reproduire à l'infini les mêmes erreurs politiques pour justifier les précédentes et ainsi de suite jusqu'à nos jours.

Il y a tout lieu de penser qu'il aurait été possible de s'adresser à ces millions de travailleurs peinant à survivre au quotidien et qui avaient le sentiment de n'avoir rien à perdre, d'en recruter pas à pas des milliers, de les former patiemment, d'en faire des cadres aguerris, de véritables marxistes ou léninistes, des combattants révolutionnaires résolus, des militants n'attendant rien de la société, du gouvernement, des institutions, n'attendant rien ou n'espérant rien pour eux particulièrement, sans rien leur faire miroiter, pas même de leur vivant, oeuvrant consciemment à construire l'outil (le parti) qui le moment donné permettrait d'entraîner l'ensemble des masses au combat sous leur direction pour renverser l'ordre établi suffisant à les motiver, à donner un sens à leur vie qui en était dépourvue jusque là.

On a estimé que ce ne serait pas possible parce que nos dirigeants méconnaissaient notre classe. Ils ont préféré la voie de la facilité qui consistait à s'adresser à l'élite intellectuelle, aux militants des autres partis ou des syndicats, les mêmes en somme, une dramatique erreur politique. A l'arrivée on s'aperçoit que ces militants, leurs militants, n'inspirent pas confiance aux travailleurs, parce que leurs discours sont inaudibles, inadaptés à leurs auditoires, incohérents, ils sont formatés de telle sorte qu'on les croirait sortis du même moule, sans aucune personnalité, répétant comme des crécelles des phrases et des mots d'ordre pour ainsi dire fossilisés, qui font penser à des natures mortes, insaisissables car déconnectés de la réalité qu'ils vivent au quotidien, même lorsqu'ils s'en réclament, parce qu'ils sont plaqués sur la réalité au lieu de l'incarner, les travailleurs la percevant sous un autre angle, l'interprétant à leur manière, qu'ils ignorent, leurs discours suffisent à le prouver et les travailleurs le ressentent instinctivement.

Un tel parti véritablement ouvrier aurait pu ouvrir les yeux d'un certain nombre de militants sincères engagés sur la voie du réformisme, leur montrer l'inanité de la voie dans laquelle ils étaient engagés, qu'ils faisaient fausse route et que s'ils persistaient dans cette voie qui conduisait infailliblement dans une impasse ou à une issue fatale, ils paieraient un jour très chères leurs illusions, encore aurait-il fallu analyser correctement la situation et l'évolution à venir du capitalisme mondial dont Lénine avait fourni pour l'essentiel les clés dans Impérialisme stade suprême du capitalisme ou Marx avec le Capital, ce dont on a été incapable également, qui osera le nier, qui ?

A la radicalisation de la politique de la classe dominante aurait dû répondre la radicalisation du mouvement ouvrier, or cela s'est avéré impossible en l'absence de ce parti. Cela remonte à 1971 avec la décision de Nixon d'abandonner la convertibilité du dollar en or, puis la modification du statut de la Banque de France en 1973, donc cela ne date pas d'hier, on a largement eu le temps de rectifier le tir, en vain. On a été incapable de tenir compte des modifications intervenues entre les classes et à l'intérieur des classes, des importantes transformations intervenues dans la société et le monde, pour finalement adopter comme si de rien n'était la même conception de la lutte des classes que celle qui prévalait au début du XXe siècle, cela paraît incroyable quand on

y pense et pourtant.

Et depuis quelques années ce processus s'est accéléré, emballé depuis qu'Internet et les "réseaux sociaux" ont vu le jour, partie et dirigeants sont complètement dépassés, désemparés il faudrait dire, ils sont totalement incapables de prendre la mesure de ces transformations de la société et de la stratégie politique de la classe dominante, du coup ils se replient sur eux-mêmes, ils s'accrochent désespérément à leur conception de la lutte de classe qui a fait faillite, ils refusent de modifier les rapports qu'ils entretiennent avec la classe comme si rien n'avait changé en un siècle.

Une telle obstination se comprend très bien, car en changer ouvrirait la boîte de Pandore à des centaines de questions légitimes que les militants peuvent se poser et auxquelles leurs dirigeants n'ont jamais répondu ou qui sont restées sans réponse de leur part, généralement ils n'ont même pas osé leur poser par crainte de leur réaction violente, et malheur à ceux qui malgré tout s'étaient obstinés, on a eu l'occasion d'en fournir des témoignages. Notre propos n'est pas d'accuser tel ou tel dirigeant, mais de comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, la chasse aux sorcières ne fait pas partie de nos méthodes.

On poursuivra une autre fois, on a déjà expliqué tout cela dans des causeries précédentes.

Entre nous, moi je suis issu du milieu ouvrier défavorisé et je vis en plein dedans en Inde, bien que j'appartienne encore à la classe moyenne inférieure.

Mais il n'est pas nécessaire d'en faire partie pour savoir comment fonctionne un ouvrier, je parle dans sa tête, comment cela se passe, comment il réagit par rapport à ce que la société lui fait subir, il suffit d'aller au cinéma ou au théâtre, de regarder la télévision, de lire des commentaires sur Internet, c'est donc à la portée de chacun quelle que soit la couche ou la classe à laquelle on appartient ou dont on est issu, nous sommes bien d'accord, n'est-ce pas ?

Il suffit d'observer attentivement comment réagit un ouvrier quand c'est un ouvrier qui s'adresse à lui, ou quand c'est une personne ou un militant issu d'une couche ou une classe supérieure, pour se rendre compte qu'il ne réagit pas de la même manière de façon générale. Il acceptera plus facilement un reproche ou un conseil qui vient de quelqu'un appartenant à sa classe ou ayant un statut social égal au sien car tous les deux ont vécu les mêmes expériences, ils savent de quoi ils causent et peuvent se comprendre facilement, presque spontanément, instinctivement, et c'est bien normal.

Ce qui ne sera pas le cas avec une personne qui n'emploiera pas son language, qui de ce fait lui paraîtra étrangère à sa condition, donc distante, n'ayant pas forcément les mêmes intérêts ou préoccupations, il lui semblera étrange, voire suspect qu'elle s'intéresse à lui. "*Qu'est-ce qu'il me veut celui-là ? Pourquoi s'adresse-t-il à un pauvre type comme moi ? Qu'est-ce que tu veux, qu'est-ce que tu cherches ? Tu es qui d'abord ?*" On s'aperçoit immédiatement que les relations sont déjà plus compliquées, que des facteurs extérieurs ou qu'ils ne partagent pas viennent perturber leurs rapports.

Ensuite, chez le prolo, ce qui l'intéresse ne sera pas les longs discours sur la situation, mais comment améliorer son sort, sur le champ, résoudre ses problèmes, et comme c'est impossible, on a le choix entre lui faire miroiter des solutions qui n'existent pas ou lui expliquer que c'est plus compliqué qu'il ne le pense et qu'il va lui fallloir être patient.

Dans le premier cas il vous prendra pour un margoulin, et dans le second pour un beau parleur et rien de plus. Alors autant lui dire d'emblée qu'on n'est pas venu le rencontrer pour lui tenir ce genre de discours, l'enfumer ou se foutre de lui, ce qui nous répugne, mais pour lui proposer quelque chose dont il n'a pas (ou plus) idée, qui ne résoudra pas ses problèmes matériels, quelque chose qui pourra lui permettre malgré tout d'élever sa condition au-dessus de la médiocrité à laquelle il semble promis pour le restant de ces jours dans cette société infâme, de conserver sa dignité en toutes circonstances, de disposer du bien le plus précieux que peut posséder un homme pour supporter toutes les épreuves de l'existence, un idéal, le plus élevé qui soit, acquérir un niveau de conscience supérieur qui lui permette d'entrevoir ce que serait la société et le monde une fois émancipés du règne de la nécessité et d'atteindre le règne de la liberté, d'être un homme libre pour la première fois de son existence et le demeurer dès lors qu'il choisit de s'engager dans cette voie, sachant que cela demandera des efforts de sa part et un engagement pratique, car c'est seulement ainsi qu'il pourra en tirer profit...

On ne lui dira pas les choses exactement dans ces termes, car cela pourrait relever de la prédication. Je n'ai fait que décrire rapidement le processus à employer ou l'état d'esprit dans lequel on doit être pour s'adresser à un ouvrier inorganisé susceptible d'être recruté au parti, ce qui n'empêche évidemment pas d'aborder la situation sociale et politique. Il s'agit d'encadrer ou de fournir un cadre à notre intervention politique afin de l'orienter dans une direction précise, sachant qu'elle a pour objectif la construction du parti et non la satisfaction de revendications immédiates.

Les militants ne doivent pas jouer les assistantes sociales, les sociologues ou les psychothérapeutes ou encore les gourous d'une sectes, mais aborder ces travailleurs sous un angle politique sans approfondir dans cette voie puisqu'elle est décriée ou n'inspire pas confiance ou soulève des questions complexes qu'à ce stade la plupart des travailleurs ne peuvent pas aborder, pour dévier à la fois sur un angle plus général et plus individuel ou personnel puisque c'est à ce niveau qu'ils interprètent la société, qu'ils ramènent tous leurs problèmes ou difficultés, ce qui permet d'aborder la manière de l'interpréter autrement ou la méthode qui permet de l'entrevoir différemment ainsi que leur existence.

On entend ou on lit souvent que les travailleurs manqueraient dorénavant de repères dans la société, qu'ils n'auraient pas ou plus d'idéal, d'espoir, qu'ils manqueraient de confiance en eux, qu'ils ne croiraient plus en rien, qu'ils seraient désorientés, etc. à croire qu'un jour leur vie aurait été orientée dans la bonne direction, passons, toujours est-il qu'on n'en tient pas compte, au contraire, j'estime que c'est pas ce bout là qu'il faut les aborder, car c'est quelque chose qui leur cause, qui les concerne tous directement. On passe tous par là un jour ou l'autre, toute comme la vie nous réserve bien des désillusions, alors pourquoi ne pas l'intégrer dans le militantisme, pas à la manière des curés, mais en tant que véritables combattants conscients et révolutionnaires pour le socialisme.

Solidarité. D'une milice fasciste à une autre.

Marine Le Pen justifie l'existence de la Ligue de défense juive - LeMonde.fr

Interrogée sur la possible dissolution de ce groupuscule par le gouvernement, Marine Le Pen a déclaré, vendredi 1er août sur RTL :

« *S'il existe une Ligue de défense juive, c'est qu'il y a un grand nombre de juifs qui se sentent en insécurité. Ils ont le sentiment que monte un nouvel antisémitisme en France et qui est le fait de confrontations communautaires.* » LeMonde.fr 01.08

Elle sait de quoi elle parle ! Dans une précédente causerie j'affirmais que le FN était au côté des sionistes, Marine Le Pen le confime. Sionistes que soutiennent le gouvernement et le PS notamment. Comme quoi on ne s'était pas trompé en indiquant qu'ils étaient complémentaires, le PS et le FN, et non ennemis. Et les partis de la pseudo-gauche et extrême gauche qui se sont alliés au PS lors des élections municipales, qui étaient prêts à les rejoindre (NPA), qui ont appelé à voter Hollande ou pour les candidats du PS aux législatives de 2012, ils sont quoi au juste, en quoi combattent-ils l'extrême droite ? Vous avez la réponse.

On sait enfin qui était derrière les provocateurs, le lumpenprolétariat encadré par des fachos.

Ce collectif est à l'origine de la manifestation du 23 juillet, qui avait réuni dans le calme près de 15 000 personnes selon la police.

A Paris, samedi dernier, une autre manifestation propalestinienne qui devait partir de la place de la République avait été interdite. Plusieurs milliers de personnes s'y étaient néanmoins rendues, occasionnant des heurts limités avec les forces de l'ordre.

Un des organisateurs des manifestations des 19 et 26 juillet qui avaient été interdites et qui avaient donné lieu à des affrontements avec la police, Youssef Boussoumah, du parti des Indigènes de la République, a estimé vendredi sur RMC que ces débordements étaient le fait d'un «*groupe qui s'appelle Gaza Firm*» et dont les membres «sont des fachos». «*Ils sont 40, ils sont ultra-minoritaires et ils seront absolument exclus*» samedi, a-t-il dit.

«*Gaza Firm*» regroupe une poignée de jeunes issus de groupes de supporters du PSG. Promu par le site Égalité et Réconciliation de l'essayiste d'extrême-droite Alain Soral, les «*Gaza Firm*» étaient quelques dizaines à défiler masqués et en noir, derrière leur banderole, à la manifestation parisienne du 23 juillet.

«*L'objectif de la manifestation de samedi est de présenter un front aussi uni que possible, comme ce fut le cas le 23 juillet*» en rassemblant toutes les organisations qui appellent à manifester depuis le début de l'offensive israélienne sur Gaza, avait déclaré mercredi à l'AFP Didier Fagart, de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS). liberation.fr 01.08

On avait flairé les fachos, souvenez-vous, sans preuve il faut bien le dire, on l'avait avancé prudemment.

Que l'initiative revienne au gouvernement de changer de politique envers Israël, c'est jeter les masses dans ses sales pattes !

- Dissolution de la LDJ: "*de l'enfumage*" pour le NPA - AFP

Sandra Demarcq, porte-parole du nouveau Parti anticapitaliste (NPA) a jugé vendredi que l'hypothèse d'une dissolution de la Ligue de défense juive (LDJ), un groupe de jeunes radicaux, relevait "*de l'enfumage*".

"*Cette discussion est un véritable enfumage. Ce n'est pas de la dissolution de la LDJ qu'il faudrait discuter aujourd'hui, c'est de la dissolution de la coopération économique de la France avec Israël pour obliger Israël à terminer ce conflit*", a déclaré Sandra Demarcq sur France 2. AFP 01.08

Il n'est même pas nécessaire d'enfumer le NPA, il le fait très bien lui-même.

Et puis, qualifier une milice fasciste de "*groupe de jeunes radicaux*" qui n'est pas née d'hier, ne serait-ce pas excessif ?

Intox. Fabrication de preuves. Un flop !

- Des soldats russes trahis par la géolocalisation de leurs « *selfies* » sur Instagram ? - lemonde.fr

Les réseaux sociaux deviennent-ils des témoins gênants dans la guerre larvée entre la Russie et l'Ukraine ? Plusieurs photos et messages de soldats russes mis en ligne ces derniers jours plongent Moscou dans l'embarras.

(Deux affirmations en début d'article qui sont censées tirées de faits réels, mais qui sont en réalité fabriqués ou font l'objet d'une interprétation falacieuse. - ndlr)

Selon la carte de géolocalisation des photos prises par ce compte, les deux images en question ont été prises ou postées en Ukraine, près de Krasnaya Talovka, alors que le Kremlin dément fermement y avoir déployé des unités militaires.

(Prises ou postées en Ukraine, ce n'est pas la même chose. Ensuite, lorsque l'on examine le plan des lieux figurant dans cet article on s'aperçoit qu'une des photos auraient été prises en Russie à quelques kilomètres à peine de la frontière ukrainienne, et que l'autre photo aurait été prise en Ukraine pour ainsi dire à la hauteur de la frontière avec la Russie. Que des soldats postés à la frontière ukrainienne la franchissent pour rendre visite à de la famille ou des amis n'a rien d'exceptionnel. C'est l'utilisation qui en est faite par les Américains et leur suppôt des médias tel Le monde qui pose problème. Lire la suite pour en être totalement convaincu. - ndlr)

S'il est techniquement possible de falsifier la géolocalisation de photos mises en ligne sur Instagram, cela demande des connaissances poussées.

(La CIA et le Pentagone n'en manquent pas à notre connaissance. - ndlr)

(Ils lâchent le morceau, une telle maladresse témoigne qu'ils sont à court d'arguments contre la Russie. Leur argumentation est si tordue qu'elle en devient ridicule, jugez plutôt. -ndlr)

Ces photos vont ainsi dans le sens de ceux qui accusent l'armée russe d'avoir franchi la frontière avec l'Ukraine, en dépit des dénégations officielles.

(Nous y voilà, enfin ils détiennent une preuve ! Ils ne sont plus à un amalgame près -ndlr)

Les informations présentées par le compte Instagram du soldat russe Sanya Sotkin peuvent également jeter des doutes sur d'autres dossiers sensibles. Dans la légende d'une autre photo, il écrivait par exemple avoir passé un bon dimanche, « *assis, à travailler sur le " Buk", à écouter de la musique* ».

(En voilà un crime de guerre ! Et ce n'est pas tout, cela en devient risible. - ndlr)

Pour le site BuzzFeed, cela implique que les unités militaires russes postées à la frontière avaient en leur possession un système de missiles sol-air de moyenne portée de type « *Buk* » quelques jours avant que ne soit abattu, vraisemblablement par ce type d'arme, le vol MH17 de Malaysia Airlines dans l'est de l'Ukraine.

Explications : Les séparatistes avaient-ils les moyens d'abattre le vol MH 17 ?

(Mais voilà, en guise de "*système de missiles*", il s'agirait du « *notebook* » contenu dans l'ordinateur de ce soldat ! On en tombe à la renverse. ndr)

Mais le mot « *Buk* » pouvant aussi être l'abréviation russe de « *notebook* », le soldat pourrait en réalité avoir passé la journée à travailler sur son ordinateur, plutôt que sur un système de missiles. lemonde.fr 01.08

Ah ben alors, tout cela pour en arriver là, la ficelle était décidément un peu grosse !

En complément. Soit !

- David Cameron appelle l'OTAN à prendre des mesures face à la Russie - LeMonde.fr igne plus tard dans la journée.

En juin notre portail a reçu 10.000 visites et vous avez téléchargé un peu plus de 15.000 documents.

Les dirigeants syndicaux ne veulent pas rompre avec le gouvernement (et le patronat), ils laissent le champ libre au patronat qui s'en saisit et menace de prendre cette initiative pour obtenir davantage de concessions de la part du gouvernement, ce qui s'avère d'emblée payant puisque Valls vient d'annoncer qu'il leur accordait gain de cause sur plusieurs mesures qu'ils exigeaient.

En réalité, les dirigeants syndicaux n'ont jamais réellement rompu avec les gouvernements qui se sont succédés au cours des 70 dernières années, parce qu'ils sont incapables de rompre avec le capital auquel ils sont inféodés. En pratique ils s'y sont opposés comme on déposerait du mercure au chrome sur une plaie pour stopper la gangrène qui ronge un lépreux.

Au lieu de s'adresser aux dirigeants syndicaux pour qu'ils rompent avec le patronat et le gouvernement, ce qui ne peut qu'alimenter les illusions des travailleurs (et des militants) sur leur véritable nature, des lieutenants du capital, on ferait mieux de mener le combat dans les syndicats pour qu'ils refusent de siéger au côté du patronat et du gouvernement lors de conférences dont l'objectif affiché est de rogner nos droits sociaux, ce qui n'a ni la même signification ni la même portée que que rompre avec eux, car cela permet à la fois d'évacuer l'inconvénient soulevé plus haut et de présenter l'avantage de mener leur combat exclusivement sur le terrain de l'indépendance de classe indispensable pour favoriser ou renforcer la confiance des travailleurs en eux-mêmes qui généralement leur fait défaut ansi que la conviction que leurs revendications sont parfaitement légitimes une fois qu'ils sont débarrassés de cette chaîne de la collaboration de classe déclarée ou larvée qui fait tout autant de dégâts sur leur état d'esprit qu'ils traînent aux pieds et qui les empêchent finalement d'aller de l'avant, d'élever leur niveau de conscience et de renforcer leur détermination à combattre pour changer la société, perspective qui leur est totalement étrangère ou hors de portée aujourd'hui.

Ce sont tous les rapports qui ont été établis avec les syndicats, les partis politiques et les institutions, le patronat qui doivent être impérativement corrigés ou modifiés radicalement pour que le mouvement ouvrier renoue avec sa tradition révolutionnaire et socialiste. Ceux qui ont été adoptés jusqu'à présent nous ont conduit dans une impasse, à la faillite, à la situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons, il faut donc les abandonner sur le champ.

ACTUALITE EN TITRES

Vive la guerre !

- Wall Street atteint de nouveaux sommets - LePoint.fr

Entraînée par l'optimisme des investisseurs sur la croissance mondial, la Bourse de New York a porté mardi le Dow Jones et le S&P 500 à de nouveaux records. LePoint.fr 01.07

- Rebond du marché français des fusions-acquisitions - Reuters

Le capitalisme est irrémédiablement un défaut.

- Chrysler rappelle 700.000 voitures de plus pour défaut d'allumage - Reuters

Quand l'attention de l'AFP se porte sur la "***peine***" des négriers.

- Nouvelle grève en Afrique du Sud, dont l'économie est à la peine - AFP

Leur fronde était un vulgaire élastique qui a pété à la figure de ceux qui l'ont confondu avec une catapulte.

- Projet de loi de finance rectificative : les députés l'ont adopté, les socialistes "*frondeurs*" l'ayant finalement voté - Atlantico.fr

Si UMP, UDI et Front de gauche ont voté contre, la quasi-totalité des socialistes ont au final approuvé le texte avec les radicaux de gauche. Seul un député PS s'est abstenu, Christophe Léonard. Et un seul élu UMP n'a pas voté contre, Frédéric Lefebvre, qui s'est abstenu. lexpress.fr 01.07

On attend la déclaration du charlatan Mélenchon...

En famille. Un panier de crabes ou à salade.

- Nicolas Sarkozy mis en examen pour «*corruption active*» - Liberation.fr

- Trafic d'influence présumé : l'avocat de Nicolas Sarkozy, Thierry Herzog, est mis en examen - Francetv info

- Clichy : le maire PS va porter plainte contre Patrick Balkany - LeParisien.fr

- Michèle Sabban (PS) démissionne après avoir menti sur son logement social - Liberation.fr

- Mise sous tutelle de la fédération PS du Gard - Le Nouvel Observateur

Quand une institution illégitime s'empare de la justice et impose sa dictature à des Etats vassaux.

- Burqa, euthanasie, GPA: la justice européenne se mêle-t-elle de tout? - L'Express.fr

Comment l'argent public est détourné au profit des entreprises privées.

- Electronique: Bruxelles lance un partenariat public-privé de 5 mds EUR - AFP

La Commission européenne a annoncé mardi le lancement d'un partenariat public-privé doté de cinq milliards d'euros de financement pour stimuler la conception et la fabrication européenne en matière d'électronique.

L'UE investira elle-même environ 1,18 milliard d'euros dans cette initiative baptisée ECSEL, qui regroupe déjà des projets pilotes et devrait en développer d'autres. Ces projets rassemblent des fabricants, entreprises technologiques, concepteurs de puces, chercheurs et universités.

Pour compléter ce financement, 26 pays ont promis de consacrer une somme totale de 1,17 milliard d'euros à ECSEL et des partenaires privés y contribueront à hauteur de plus de 2,34 milliards d'euros. AFP 01.07

Tout le monde ne peut pas être servi, on a des priorités...

- Faute d'argent, l'ONU réduit les rations alimentaires des réfugiés en Afrique - Liberation.fr

- Les jihadistes de l'Etat islamique paradent avec des missiles dans le nord de la Syrie - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox et conditionnement. Quand les mafieux passent à table, c'est juste pour vous donner un os à ronger.

L'essentiel n'est pas dans le fait que les banques fournissent certaines indications sur leurs activités dans des paradis fiscaux, tandis que d'autres demeurent secrètes ou opaques, ce que confirme l'article ci-dessous, mais plutôt qu'elles ont le temps de contourner la nouvelle réglementation ou de s'y adapter pour continuer ces activités.

Il en va ainsi de leur soi-disant transparence comme de leur dénonciation stérile des paradis fiscaux en général qui continuent d'exister. Or s'ils continuent d'exister, c'est que les dirigeants du capitalisme mondial ou de l'oligarchie financière en ont décidé ainsi, et s'ils ont décrété leurs activités légales, c'est qu'ils les estiment utiles et légitimes pour leurs affaires parce qu'ils en sont les principaux bénéficiaires. Tout le reste est du baratin ou de la poudre aux yeux pour donner une image plus présentable du capitalisme largement dominé par des pratiques mafieuses.

Ils peuvent vous révéler une partie de leurs opérations mafieuses, puisque vous n'en connaîtrez jamais les détails, en réalité cette information ne vous servira à rien, elle confirme juste ce que nous savions déjà.

Sur le plan psychologique et politique cette annonce ne manque pas d'intérêt pour eux.

Cependant en procédant de la sorte ils confirment qu'ils sont les maîtres du monde et que vous devez faire avec à défaut de pouvoir faire autrement. Vous devez vous faire à cette idée, ce qui renforcera votre impression d'impuissance face à leur dictature, vous laminera davantage au passage ou vous démoralisera un peu plus, au lieu de renforcer votre capacité ou votre volonté à leur résister et les combattre. En quelque sorte, ils étalent leur toute puissance, argument que vous opposerons ceux qui se sentaient déjà écrasés par leurs démonstrations de force et qui s'en serviront pour justifier leur refus de ce joindre à votre combat face à un ennemi qu'ils qualifieront d'invincible.

Un des piliers du socialisme consiste dans le refus des travailleurs de se soumettre aux conditons d'existence qui leur sont imposées. Les condraindre à les accepter, à s'y soumettre, est une quête permanente de nos ennemis, ils y travaillent quotidiennement, car s'attaquer à ce pilier du socialisme c'est lui interdire de pouvoir un jour se réaliser, de construire l'édifice d'une société nouvelle sur les décombres de leur société infâme.

- Paradis fiscaux : l'aveu des banques françaises - libération.fr

Lundi, les banques françaises ont dû fignoler leur opération transparence en rendant public un document de référence qui dévoile tout un tas d'informations issues de leurs filiales implantées dans les paradis fiscaux durant l'année 2013.

Parmi les banques concernées, on trouve BNP Paribas, Natixis, la Société Générale ou encore le Crédit Agricole.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de grande surprise : les destinations d'optimisation fiscale préférées des banques françaises restent la Suisse et le Luxembourg...

Dans ces pays où la fiscalité est privilégiée – voire nulle, l'activité des établissements bancaires est loin d'être négligeable. Elle est aussi très disparate : du financement de particuliers, à la gestion de grande fortune, en passant par le montage de produits financiers plus ou moins complexes, tout y passe.

La publication de ces informations participe incontestablement à renforcer la transparence des banques françaises au sein de la société civile. Mais elle a également de quoi susciter quelques soupçons. On apprend par exemple que BNP Paribas est présent dans sept des vingt Etats pointés du doigt par l'OCDE (Suisse, Luxembourg, Panama, îles Vierges britanniques, Emirats arabes unis, Autriche et Turquie) et que la banque y a réalisé au total un chiffre d'affaires de 2,77 milliards d'euros pour l'année 2013. Les effectifs salariés issus des paradis fiscaux sont également très importants puisque la banque compte 16.044 employés dans ces territoires non coopératifs contre 56.585 en France – soit un peu plus d'un quart.

Présente dans six paradis fiscaux,Natixis reconnaît que son produit net bancaire le plus important se trouve au Luxembourg mais n'atteint «que» la somme de 162 millions d'euros. Aux îles Caïmans, autre refuge offshore, les quatre banques citées disposent de filiales très bien implantées mais n'y ont pas généré de revenus en 2013. En revanche, aux Bermudes, la Société Générale indique avoir réalisé 17 millions d'euros de chiffres d'affaires au titre de l'année écoulée… alors qu'elle n'y emploie aucun salarié.

Bon nombre d'associations sont rassurées par la publication de ces documents. libération.fr 01.07

Les crétins de service qui n'ont rien compris à la manoeuvre ! Ils leurs servent de caution, morale, ce sera difficile, voire impossible s'agissant de banksters !

En famille. Valls avec le patronat.

- Valls refuse d'être le "*le chef d'un gouvernement qui n'avance pas*" - AFP -

- Conférence sociale: réunion Medef, CGPME, artisans mardi soir sur un possible boycott - AFP

- Comment Gattaz a fait passer les impôts de sa société de 25 à 3% - Le Nouvel Observateur

- Compte pénibilité, code du travail, charges... Comment Valls lâche du lest face aux patrons - Francetv info

Le report partiel du compte pénibilité : Le report partiel du dispositif, dont l'entrée en vigueur était prévue en 2015, ne sera finalement généralisé qu'en 2016.

De nouvelles baisses de charges : Après une première baisse de 6,5 milliards d'euros en 2015, il annonce une diminution des prélèvements sur les entreprises "*de 8 milliards en 2016 et d'environ 5,5 milliards en 2017*".

Vers une simplification du code du travail : Le Premier ministre veut "*rendre le fonctionnement de l'économie plus souple, plus efficace*". Pour cela, il compte demander aux syndicats et au patronat "*d'engager des discussions sur les simplifications possibles du Code du travail*". Francetv info 01.07

En complément.

Le droit du travail responsable du chômage, pas le capitalisme.

- Le code du travail nourrit-il le chômage ? - LeMonde.fr

Un nouveau sale coup contre le droit à la santé.

Les recettes de l'Assurance maladie pour économiser 2,9 milliards d'euros - Liberation.fr

A peine croyable : Les détracteurs de la théorie du complot en étaient les auteurs!

- La NSA autorisée à surveiller 193 pays par une cour secrète - lexpress.fr 01.07

Presque aucun pays n'a échappé à l'espionnage de la NSA, révèle le Washington Post ce mardi. L'Agence nationale de sécurité américaine a obtenu en 2010 l'autorisation juridique de cibler 193 Etats, à l'exception de quatre pays anglophones dont la Grande-Bretagne, précise le quotidien. En 2012, l'Onu reconnaissait l'existence de 197 pays dans le monde.

Le quotidien américain a obtenu auprès de l'ex-prestataire de la NSA Edward Snowden des documents de justice datant de 2010, qui autorisaient la NSA à intercepter les communications dans une liste de pays jugés d'un intérêt valide pour le renseignement américain.

Les pays qui ont échappé à l'espionnage

Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Union européenne et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) font aussi partie des cibles légitimes. Seuls quelques pays plus amis que les autres des Etats-Unis ont échappé à la surveillance: la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les quatre autres pays du groupe des "*Five Eyes*" ("*Cinq yeux*") avec qui les Etats-Unis ont des relations de coopération très proches en matière de renseignement. (Les "*Cinq yeux*" de l'Empire anglo-saxon. - ndlr)

L'autorisation juridique, accordée par la cour secrète Foreign Intelligence Surveillance Court (Fisc) et valable un an, ne signifie pas que la NSA ciblait en permanence les pays et organismes ciblés, mais seulement qu'elle en avait le pouvoir légal.

Les communications de citoyens américains dans la mire de la NSA?

La NSA a souvent souligné que son rôle était d'intercepter les communications à l'étranger, et qu'elle ne s'intéressait qu'aux cibles qui correspondent à un objectif précis de renseignement. Barack Obama a plusieurs fois déclaré que les Etats-Unis ne s'intéressaient pas aux citoyens ordinaires.

Pourtant les autorisations accordées par le Fisc permettent aussi à la NSA d'intercepter toute communication "*à propos*" de ces cibles. De quoi inquiéter les défenseurs des libertés individuelles aux Etats-Unis, car cela pourrait inclure des courriels de citoyens américains mentionnant une cible étrangère. lexpress.fr 01.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie : Moscou met en garde Washington - french.irib.ir

Le ministère russe des Affaires étrangères a mis en garde les Etats-Unis quant à son soutien appuyé aux opposants syriens.

Dans un communiqué émis lundi, le ministère russe des Affaires étrangères a indiqué que les soutiens américains aux opposants syriens visent exclusivement au renforcement du groupe terroriste de Daesh dans des parties des territoires irakien et syrien. Le communiqué critique le président américain, Barack Obama, pour sa demande au congrès d'allouer 500 millions de dollars à la formation et l'équipement de « *ceux que la Maison Blanche appellent les groupes modérés de l'opposition armée syrienne* », et qualifie de « *trop étrange* », une telle demande. « *Tenant compte aux réalités, ces budgets si importants – s'ils sont approuvés – ne feront effectivement que renforcer le groupe terroriste de Daesh*", souligne le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères. french.irib.ir 01.07

2- Irak

2.1- "***Les Etats-Unis, planificateurs des incidents terroristes, en Irak***" (Amir-Abdollahian) - french.irib.ir

"*Les Etats-Unis sont les principaux planificateurs des opérations terroristes, en Irak*", a déclaré le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, chargé du département arabo-africain.

"*Le soutien de Washington aux opposants politiques et groupes terroristes était une erreur stratégique commise par les Etats-Unis, en Syrie, qui se répète, aujourd'hui, en Irak*", a affirmé, ce mardi, Hossein Amir-Abdollahian, devant un parterre de journalistes, à Moscou, soulignant que la situation qui prévaut, en Irak, est le résultat de l'ingérence étrangère planifiée par les Etats-Unis. "*La politique conjointe de l'Iran et de la Russie empêche l'unilatéralisme des Etats-Unis, en Syrie*", a précisé Amir-Abdollahian. "*Téhéran et Moscou soutiennent, fortement, l'Irak, face aux terroristes, et ne permettront pas que les résidus du régime de Saddam et les groupes terroristes menacent la sécurité de la région*", a-t-il indiqué. french.irib.ir 01.07

2.2- Pourquoi Israël veut-il l'implosion de l'Irak ? - french.irib.ir

Les autorités sionistes ont très clairement annoncé leur soutien à toute initiative qui provoquerait à terme une dislocation del'Irak. c'est ainsi que les appels à la scession lancé par Barzani, président du Kurdistan autonome a attiré les approbations du président de l'entité sioniste, de son premier ministre et de son ministre des AE. Peres a m^me osé ceci : " *les kurdes ont déjà crée leur Etat de facto. C'est un Etat démocratique et l'un de ses signes, c'est le respect qu'il manifeste à l'égard des droits des femmes*". Mais cette euphorie n'est pas partagée par les commandants de l'armée sioniste, tel Gilad Amos qui conseille aux politiciens de se taire : " *notre silence au sujet du démembrement de l'Irak et de la séparation du Kurdistan convient mieux . Parler de ce sujet dessert les intérêts des kurdes* " sur un autre plan, les sources médiatiques révèlent de plus en plus la complicité qu'il y a entre le Mossad et Daech.

Selon Al Qabas qui parait au Koweit, "*les premiers éléments de l'enquête sur l'explosion terroristes à l'hôtel Duroy de Beyrouth montre que les terroristes takfiris sont informés par le renseignement d'un pays car leurs informations sont très précises et ils ont des objectifs bien fixes et une conscience élargie des conditions dans lesquelles ils devront commettre leurs crime. Cela ne peut venir que du renseignement israélien*". Mais pourquoi Israël cherche-t-il à provoquer le démembrement de l'Irak?

1- L'implosion de l'Irak à titre d'un Etat arabe et musulman , un Etat qui de surcroit a souvent agi dans le sens des objectifs de l'axe de la Résistance ne peut que constituer un acquis stratégique. 2- L'implosion de l'Etat irakien rendra vulnérable l'Etat syrien car la Syrie perdra un voisin sûr et important et cela au risque de créer un espace d'action et de manoeuvre nouveau pour les terroristes anti Assad.

3- Dans l'optique d'Israël, l'émergence d'un Etat indépendant kurde préparera le terrain à la scession des régions kurdes de la Syrie, de la Turquie et bien sûr de l'Iran.

4- Les liens entre les israéliens et certains responsables kurdes sont larges . un Kurdistan idépendant n'hesitera pas à proclamer officiellement ses relations avec Israël. Ce sera un Etat à tous point de vue bénéfique à Israël : il procurera d'abord du pétrole à Israël et cet aspect de la chose est dors et déjà effectif. Ensuite parce que les sites d'espionnage et de renseignement les plus actifs d'Israël à l'extérieur de ses frontières se trouvent au Kurdistan irakien. ces deux aspects seront renforcés après l'indépendance du Kurdistan.

5- L'Iran sera affaibli dans la région. ces dix dernières annés , l'Etat irakien s'est comporté souvent comme un allié de l'Iran et on pourrait même dire qu'il est un partenaire stratégique pour la RI.

6- Le demembrement de l'Irak contribuera à propulser en tête des priorités de la politique américaine, le plan du nouveau Moyen-Orient avec en toile de fond la dislocation des grands Etats musulmans.

7- Le démembrement de l'Irak, pays hybride, aidera à instaurer une nette polarisation chiite sunnite dans la région avec les conséquences que cela impose. french.irib.ir 01.07

2.3- Irak : les Kurdes, victimes expiatoires d'Israël - french.irib.ir

« Les sionistes ont fait des Kurdes un bouclier pour assurer et réaliser leurs objectifs en Irak », a déclaré un analyste irakien des questions politiques, tout en mettant en garde les Kurdes contre les intentions israéliennes envers l'Irak. « *Les Kurdes parient sur un choix erroné, car Israël n'a pas d'amis ni d'alliés dans la région et tente de les utiliser comme un bouclier* », a averti Jassem al-Moussavi. « *Les Kurdes comment une erreur monumentale, s'ils se placent du côté d'Israël, et ce surtout à un moment où l'axe de la résistance dans la région est, actuellement, à son paroxysme et ne cesse de se doper de jour en jour.*".

Cet expert des questions politiques a fait allusion au rôle du régime sioniste dans la chute de la ville de Mossoul par l'EIIL et a dit : « *Israël a joué un rôle manifeste dans la chute de Mossoul, tout en essayant de décrire les activités des groupes terroristes armés comme une révolution dans le sens de la protection de l'article 140 et des droits des Kurdes* ». « *La stratégie israélienne consiste à éviter la première ligne de front et de se positionner en seconde ligne de front. Et cette fois-ci, ce sont les groupes terroristes et les Kurdes qui servent de bouclier aux sionistes pour réaliser les objectifs israéliens.* . french.irib.ir 01.07

3- Arabie Saoudite

- Le feu du terrorisme ne tardera pas à embraser l'Arabie Saoudite - french.irib.ir

Lorsque les groupes de « *l'Etat islamique en Irak et au Levant* » (EIIL) ou Daesh font leur apparition dans leur patrie sous cette appellation ou une autre, Saoud al-Fayçal qui les évoquent en Syrie et en Irak comme révolutionnaires ne continuera certainement pas de les évoquer par la même qualification par contre il utilisera les pires qualifications. En qualifiant les terroristes en Syrie et en Irak de révolutionnaires, les Al-e Saoud veulent justifier le soutien qu'ils leur apportent et ce alors que jusqu'à présent aucun soutien des terroristes n'a jamais désigné ces groupe par ce mot (terroristes).

Le feu du terrorisme ne tardera pas à embraser les Al-e Saoud-même qui ont basé leur gouvernance sur le Wahhabisme. Le wahhabisme qui frappe les autres d'excommunication est en effet le berceau principal du terrorisme, à savoir Al-Qaïda et ses émanations comme Daesh, le Front al-Nosra et le Front islamique. Les expériences vécues ont montré que le terrorisme retourne finalement à sa principale patrie. Actuellement la principale patrie des terroristes est le territoire des wahhabites, Takfiris et salafistes des Al-e Saoud qui en pillant les richesses pétrolières règnent sur les habitants de Nadjd et de Hedjaz.

Il est donc naturel que les experts attendent le retour des terroristes chez les Al-e Saoud tandis que cela interviendra dans un proche avenir. Dans de tel cas, le ministre saoudien des affaires étrangères Saoud al-Fayçal ne pourra plus cacher ses stupidités politiques en qualifiant les terroristes de révolutionnaires. Le groupe terroriste Daesh et les autres groupes du même genre qui sont tous une émanation d'Al-Qaïda et du Wahhabisme ne sont pas des groupes révolutionnaires car il n'entreprennent aucune démarche révolutionnaire. En tuant les autres ils proclament leur existence. Saoud al-Fayçal et les autres commandants des Al-e Saoud doivent donc dès maintenant se préparer à une confrontation avec l'écho des crimes qu'ils ont commis via ces groupes terroristes en tant que révolutionnaires, à l'encontre du peuple arabe musulman. french.irib.ir 01.07

Haut de page

Le 3 août 2014

CAUSERIE

(Il est 12h15 à Pondichéry, 34 documents ont été ajoutés. Mon voisin, un Français d'origine indienne, responsable du CDI au lycée français est mort la nuit dernière d'un cancer du pancréas, c'était un gros fumeur.)

J'ai actualisé cette rubrique en priorité, les nouveaux articles seront en ligne d'ici 2 heures, il y en a trop et je n'aurai pas le temps de les lire.

C'est dommage que je doive abandonner en partie cette activité dans les jours qui viennent parce que personne n'a voulu me soutenir financièrement, dans la mesure où il semblerait qu'elle est unique en son genre. J'ai besoin de 300 à 400 euros par mois, une somme ridicule en France. Mais bon, c'est ainsi.

Cela dit, j'ai reçu mon contrat de travail, avant de le signer je dois m'assurer auprès du bureau d'immigration que j'ai le droit de travailler en Inde, en principe non, j'ai même dû signer une déclaration (affidavit) dans ce sens, ce qui ne m'a pas empêché dans le passé de travailler à plusieurs reprises, à ceci près que je n'étais pas déclaré, or là ce ne sera pas le cas, donc impossible de le nier en cas de problème par la suite, et je n'ai pas envie de prendre le moindre risque de perdre mon visa et de me faire expulser d'Inde, parfois il est préférable de prendre au sérieux les choses sérieuses et cela en est une au plus haut degré.

Un dernier mot.

Je n'ai pas pu me connecter au portail du Réseau Voltaire qui a dû encore faire l'objet d'une attaque, à moins que son adresse soit bloquée par les autorités indiennes, ce qui m'étonnerait fort.

Le chiffre du jour. 1.712.

Selon un bilan communiqué samedi soir par les secours palestiniens, 1 712 Palestiniens, très majoritairement des civils, ont été tués. Ce bilan augmente au fil des bombardements, mais aussi à mesure que les recherches découvrent de nouveaux corps sous les gravats. lemonde.fr 02.08

Au régime d'apartheid.

- Gaza : Liste (ubuesque !) des produits interdits ou permis d'importation par les Israéliens - legrandsoir.info 01.08

Produits interdits à l'importation dans la bande de Gaza par les autorités israéliennes, mais dont certains sont utilisés par des organisations internationales est-il précisé. Extrait.

- Sauge, cardamone, cumin, coriandre, gingembre, confiture, halva, vinaigre, muscade, chocolat, fruits en conserve, graines et noix, biscuits et bonbons, chips, gaz pour boissons gazeuses, fruits secs, viande fraîche, plâtre, glucose, sel industriel, margarine industrielle, tissus pour vêtements, cannes à pêche, divers filets de pêche, cordages pour la pêche, instruments de musique, papier format A4, instruments pour écrire, carnets de notes, journaux, jouets, rasoirs, machines à coudre et pièces détachées, chevaux, ânes, chèvres, bétail, poussins.

No comment !

ACTUALITÉ DU JOUR

Solidarité internationale avec le peuple palestien

En France.

Des milliers de manifestants ont défilé samedi partout en France sans incident majeur pour dénoncer l'offensive israélienne à Gaza et la position du gouvernement français dans ce conflit, selon des journalistes de l'AFP.

Ils étaient entre 11.500 et 20.000 à Paris.

Des manifestations pro-palestiniennes se sont déroulées sans incident samedi à Montpellier, Avignon et Marseille, cette dernière rassemblant plus de 2 000 personnes. Du Vieux-Port à la place Castellane, quelque 2 300 manifestants, selon la préfecture, ont défilé samedi après-midi dans le centre de Marseille pour dénoncer l'opération militaire israélienne dans la bande de Gaza.

"*Enfants de Gaza, enfants de Palestine, c'est l'humanité qu'on assassine*", "*une seule solution, arrêtez l'occupation*" ou encore "*Israël, assassin, Hollande complice*", ont scandé les manifestants dans les rues de la cité phocéenne, a constaté un journaliste de l'AFP.

De nombreuses organisations, syndicats et partis politiques étaient présents dans le cortège, avec en tête Génération Palestine, l'association France Palestine Solidarité, et dans le cortège le NPA, le Front de gauche, la CGT, Lutte ouvrière, l'Union juive française pour la paix et une organisation antifasciste. Les organisateurs ont également appelé au boycott "*des produits de l'occupation*" israéliens. Plusieurs manifestants arboraient des pancartes avec inscrit le nom d'un enfant mort dans la Bande de Gaza.

À Montpellier, la manifestation a rassemblé samedi après-midi entre 700 et 800 personnes, selon la police, avec là encore dans le cortège des slogans hostiles au gouvernement comme "*Israéliens assassins, Hollande complice*" et des pancartes "*Halte au massacre du peuple palestinien*" ou "*Vive la résistance palestinienne à Gaza*".

Un peu plus tôt à Avignon, une manifestation pro-palestinienne a également réuni 300 personnes, selon la police. Des enfants portant des vêtements tachés de rouge marchaient en tête du cortège qui est parti de la rocade pour rejoindre le centre-ville, a constaté une correspondante de l'AFP. Les manifestants ont défilé en chantant : "*Gaza, la Palestine sera, la Palestine vivra, la Palestine vaincra*" et scandant "*Assez d'assassinats, assez de destructions, Israël hors de Palestine*", "*Sanctions contre Israël*" en brandissant des pancartes sur lesquels était écrit : "*Aidez-nous*", "*Silence=mort*". lepoint.fr 02.08

Une nouvelle manifestation rassemblant 2.000 personnes selon les organisateurs, 1.600 selon la préfecture du Rhône, est organisée à Lyon en soutien aux Palestiniens et à Gaza. nouvelobs.com 02.08

A Lille, ils étaient entre 700 et 3.000 à défiler aux cris de "*Gaza assiégée, l'Europe doit bouger*" (Quel mot d'ordre à la con ! De serfs de l'UE. - ndlr), ou encore un millier à Nantes et 800 à Mulhouse selon la police. AFP 02.08

Aux Etats-Unis.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté pour soutenir Gaza devant la Maison Blanche, demandant la fin de l'intervention israélienne. Cette manifestation pro-Gaza est la plus importante devant la Maison Blanche depuis le début de l'intervention israélienne.

Brandissant des pancartes appelant à la "*fin de l'aide américaine à l'Etat hébreux*" ou demandant de "*sanctionner Israël, un Etat terroriste*", les manifestants ont occupé sans incidents une bonne partie du Parc Lafayette, situé juste en face de la résidence présidentielle.

Une pancarte montrait une croix gammée et une autre évoquait le ghetto de Varsovie comparé au "*ghetto de Gaza*". nouvelobs.com et lemonde.fr 02.08

En Israël.

Selon *Haaretz*, 14 manifestants ont été arrêtés à Tel Aviv au cours d'une manifestation contre l'intervention militaire à Gaza. nouvelobs.com 02.08

En complément.

- Israël refuse de participer à des négociations avec le Hamas au Caire - LeMonde.fr

- Etats-Unis: nouveaux financements pour le système Iron Dome en Israël - AFP

Quand l'oligarchie financière fait le ménage chez elle... en asservissant les Etats au passage.

- L'argent de la troïka, bouée de sauvetage pour Banco Espirito Santo - AFP

Tout juste sorti de son plan d'assistance internationale, le Portugal risque d'être amené à puiser de nouveau dans l'argent de la troïka (UE-FMI-BCE) de ses créanciers pour renflouer Banco Espirito Santo et calmer la panique des investisseurs. AFP 02.08

Vous ne sentez rien ? Une odeur de "***vautours***" ? Mais encore.

- Argentine: pas d'avancées, les banques ultime espoir - AFP

Pour la présidente de centre-gauche Cristina Kirchner, l'Argentine n'est pas en défaut de paiement. "*Défaut sélectif? Cela n'existe pas*", a-t-elle insisté. "*Le défaut, c'est de ne pas payer. Nous avons la volonté de dialoguer mais nous devons défendre nos droits et les intérêts du pays*", a-t-elle souligné.

"*Que ce monde mette un frein aux fonds vautours et aux banques insatiables qui veulent s'enrichir avec une Argentine à genoux*", a-t-elle ajouté.

Ces protestations n'ont pas empêché l'agence de notation Fitch de déclarer jeudi l'Argentine en "*défaut partiel*", comme l'avait fait la veille Standard and Poor's, tandis que Moody's annonçait vendredi qu'elle maintenait la note de Buenos Aires mais abaissait sa perspective à "*négative*".

L'Argentine affirme vouloir honorer ses dettes mais martèle que si elle applique la décision judiciaire américaine de verser 1,3 milliard de dollars aux fonds spéculatifs, elle viole la clause RUFO figurant dans les contrats de la dette restructurée spécifiant que tous les créanciers doivent bénéficier des mêmes conditions de remboursement.

La décision de justice ordonnant à l'Argentine de payer 100% de la valeur des bons aux fonds NML et Aurelius (1% des créanciers) contrevient à cette clause car 93% des créanciers restructurés ne touchent environ que 30% des sommes initialement dues.

Dans une lettre adressée au Congrès, une centaine d'économistes américains ont estimé que "*le jugement bloquant tout paiement de l'Argentine à 93% de ses créanciers pourrait causer des dégâts économiques inutiles au système financier international et aux intérêts des Etats-Unis et de l'Argentine*".

Selon les analystes, une des premières conséquences du défaut de paiement est de maintenir l'Argentine à l'écart des marchés internationaux des capitaux, alors que Buenos Aires espérait y lever à nouveau des fonds pour financer notamment de coûteux investissements dans l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers et gaziers. AFP 02.08

Nous y voilà, tout est dit dans le dernier paragraphe... comme à Gaza ! L'épilogue de cette histoire le prouve pour qui sait lire entre les lignes.

AFP - Si les négociations entre l'Argentine et les fonds "*vautours*" ont échoué, il subsiste l'espoir d'une solution impliquant des banques internationales proposant de racheter la dette, dont l'américaine JPMorgan.

"*Les banques rachèteraient 100% de la dette due par l'Argentine aux holdouts (fonds) qui ont gagné en justice contre l'Argentine et verraient ensuite comment se faire rembourser par Buenos Aires*", avance l'économiste argentin Guillermo Nielsen. AFP 02.08

Par exemple en percevant des dividendes ou une rente sur les nouveaux "*gisements pétroliers et gaziers*" en étant associés au montage financier de leurs exploitation...

Haut de page

Le 4 août 2014

CAUSERIE

Réclamer la "*paix*" à un ennemi qui vous a déclaré la guerre : C'est capituler !

Le Hamas a deux branches, l'une politique, l'autre militaire.

Sa branche politique infestée par les Frères musulmans est vendue au Qatar allié d'Israël donc des Etats-Unis qui combattent ensemble la Syrie, l'Iran et le Hezbollah au Liban notamment. C'est cette branche pourrie du Hamas qui a scellé dernièrement un accord de réconciliation et de gouvernement d'union nationale avec l'OLP d'Abbas qui a reconnu Israël, et donc a abandonné la revendication fondamentale des Palestiniens du droit au retour sur leurs terres de 1948 confisquées par les sionistes.

Sa branche militaire traversée par plusieurs courants est la plus radicale, elle incarne la résistance du peuple palestinien à l'occupant, c'est elle qui porte cette revendication politique qui incarne à elle seule la cause palestienne, d'où le soutien massif qu'elle rencontre chez les Palestiniens de Gaza.

On s'étonnera qu'en France notamment, la pseudo-gauche et extrême gauche se mobilisent après que plus de 1.000 Palestiniens ont été massacrés par Tsahal à Gaza, alors qu'elle n'a pas bougé le petit doigt après les centaines de milliers de morts en Irak, Libye, Syrie.

En réalité ces mobilisations ont été misérables, associant partis, syndicats et organisations en tous genres dont le nombre total d'adhérents dépassent le million, sachant que des travailleurs et jeunes inorganisés pour la plupart y ont participé, on se demande où sont passés leurs adhérents ou militants. On comprend parfaitement que certains partis composés de quelques milliers d'adhérents ou militants seulement ne puissent pas prendre une telle initiative, cela dit ils auraient pu d'unir pour l'occasion, les dirigeants du NPA et de LO y étaient opposés il faut croire. Et puis, il ne suffit pas d'appeler à une manifestation, faut-il encore avoir la volonté de la préparer sérieusement, prévoir un service d'ordre pour faire face aux provocations éventuelles, coordonner les moyens des différents partis pour qu'elle soit un succès, une telle organisation ne peut pas se traiter à la légère ou en amateuriste.

Ces manifestations reflètent l'état actuel du mouvement ouvrier, et je ne parle même pas des mots d'ordre insupportables qu'on a pu entendre en direction de l'UE ou de l'ONU ou réclamant la "*paix*" avec l'occupant en guerre contre les Palestiniens depuis 1948 ! Le POI a participé à certaines manifestations sur ses propres mot d'ordre qui étaient corrects, il faut signaler au passage.

Certains évoqueront les vacances, le mois de juillet étant peu propice à la mobilisation des masses, certes, la guerre contre le peuple syrien dure depuis 4 ans sans discontinuer et on n'a assisté à aucune manifestation de masse, idem lors des précédents affrontements entre Tsahal et les Palestiniens qui avaient eu lieu à une autre période de l'année.

Peut-être qu'après avoir pendant des décennies diabolisé et criminalisé les musulmans en les présentant comme des

terroristes potentiels, l'Islam comme une religion de la haine et de la guerre, et encouragé les dérives communautarismes en tous genres, ainsi que l'islamisme radical, le salafisme ou le wahhabisme, dans lequel certains musulmans ont trouvé refuge (on les y a poussés), une large frange des masses ne sont pas prêtes à se mobiliser pour des populations à majorité musulmane quelle que soit l'épreuve dramatique qui leur est imposée par les puissances occidentales au rang desquelles on peut faire figurer Israël.

On a conscience que les masses croulent sous la propagande officielle du régime relayée 24H/24 par les médias et la presque totalité des partis politiques et des syndicats, des organisations droitdelhommistes. D'où la nécessité absolue de la combattre en permanence sur tous les fronts. Cela devrait être la priorité d'un parti ouvrier digne de ce nom pour aider les masses à élever leur niveau de conscience politique, à comprendre que tout est fait par les représentants du régime et leurs larbins pour les conditionner psychologiquement et politiquement, les induire en erreur, les berner, les empêcher de comprendre ce qui se passe réellement de manière à leur interdire de pouvoir décider librement de s'engager dans le combat politique, de se mobiliser pour une cause qui est la leur, qui est liée à la leur, car tous les conflits armés qui ont lieu dans le monde sont liés entre eux par des intérêts économiques, les besoins des différents impérialistes de s'approprier les matières premières pour assurer leur développement futur, préserver leur hégémonie sur le marché mondial, leur rang de grandes puissances, de telle sorte qu'ils puissent renforcer leur pouvoir politique et ainsi de suite, jusqu'à contrôler ou s'approprier le maximum de richesses dans le monde pour en devenir les maîtres, incontournables, incontestables, absolus.

Tout conflit entre deux Etats ou différentes puissances semble parfois animé par des intérêts strictement politiques ou religieux, alors qu'en réalité il recouvre toujours des intérêts purement économiques, le nerf de la guerre, sources de domination et de tous les pouvoirs, du pouvoir politique par excellence qui permet de rédiger une législation favorable à la classe des exploiteurs, liberticide, répressive, antidémocratique, totalitariste, d'asservir une classe, un peuple, un continent entier, et au delà l'humanité.

Seule la lutte de classe des exploités et des opprimés s'y oppose, freine ce processus qui tend inexorablement vers la barbarie, mais dès lors qu'elle est bâillonnée, neutralisée, cadenassée, sans direction ni orientation, elle devient inefficace à ralentir cette marche à la dislocation de la civilisation humaine, car c'est bien de cela dont il s'agit. Le niveau atteint par la décomposition de la société en est le signe avant-coureur ou l'illustre parfaitement, de l'incivilité au manque de respect total envers les autres en guise d'éducation ou absence d'éducation, de la violence gratuite, psychologique avant même d'être physique à la guerre, de l'ambition dévorante à l'individualisme débridé justifiés par le nihilisme, en guise de réflexion, de connaissance, le déni de la réalité en est un aspect récurrent tendant à se généraliser, bref, tous les rapports sociaux se délitent ou se décomposent au profit de rapports ignobles, méprisables, barbares.

Ainsi va le monde, leur monde infâme, celui qu'ils promettent aux générations futures, ce qui ne devrait laisser insensible ou indifférent aucun travailleur dès lors qu'il en a pris conscience, encore faudrait-il qu'il existe un parti ouvrier qui incarne au plus haut degré ce niveau de conscience et ce combat dans lequel des millions de travailleurs pourraient se reconnaître, tel est l'objet de notre engagement politique.

En complément pour illustrer ce qui vient d'être dit. Cherchez l'erreur.

- Manif pour Gaza à Paris : entre 11500 et 20 000 personnes - LeParisien.fr

- 60.000 spectateurs à la grande parade du Festival interceltique de Lorient - AFP

Le chiffre du jour. 1.770.

Le bilan humain de "*Bordure protectrice*" frôle désormais les 1.800 morts (1.770) dans le territoire palestinien, en majorité des civils, selon les services de santé de l'enclave. AFP 03.08

Le nombre de blessé atteindrait 10.000.

Un mâle pour un mal.

- Un faible de taux de testostérone pourrait expliquer pourquoi nous sommes devenus civilisés - Le Huffington Post

Ils rendent enfin hommage aux mâles, si l'on peut dire, mais ce n'est pas un soulagement ! A défaut d'une explication historique et scientifique de l'évolution de l'espèce humaine à partir de l'activité des hommes, à laquelle ils ne peuvent pas adhérer, et pour cause, elle aurait une origine non pas sociale mais biologique, ce qui présente l'avantage de ne pas remettre en cause le système économique actuel, le capitalisme, dont les fondements sont foncièrement antisociaux.

En fait d'hommage aux mâles, c'est tout le contraire, car si nous ne sommes pas demeurés à l'état de primates, ce serait parce notre ancêtre homo sapien aurait été victime d'une déficience en hormones mâles sans qu'on puisse expliquer pourquoi, autrement dit l'hormone mâle était synonyme de stagnation intellectuelle avant l'heure, les mâles ou les hommes ont toujours été des barbares c'est bien connu, pour un peu il y aura bien un jour un "*scientifique*" pour expliquer ainsi le passage du matriarcat

au patriarcat...

Il s'agit pour eux de nier comment de l'état sauvage l'homme est parvenu à un haut degré de civilisation, comment il a entrepris de se délivrer de cet état sauvage initial pour se lancer à la conquête de son émancipation, de la nature au départ dont il ne comprenait pas le fonctionnement, puis de la société divisée en classes sociales aux intérêts inconciliables ensuite dont il ne comprend davantage le fonctionnement, d'où la menace de retourner des siècles en arrière ou pire encore s'il n'y parvenait pas rapidement dorénavant.

C'est par l'action des hommes sur la matière, sur leur environnement, par leur travail pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires que la civilisation s'est développée autrefois. Puis, lorsque les classes sociales apparurent, quand l'homme se mit à produire au delà de ses propres besoins, leur antagonisme, le combat que livra la classe dominée pour faire valoir ses droits devint le second moteur ou facteur décisif de la progression de la civilisation humaine jusqu'à nos jours.

C'est finalement la combinaison du développement des forces productives et de la lutte des classes qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine.

ACTUALITE EN TITRES

Centenaire du soutien du PS à toutes les guerres coloniales ou impérialistes.

- Cent ans après 14-18, l'amitié franco-allemande, "*un exemple pour le monde*" - AFP

- La réconciliation franco-allemande, un exemple pour le proche-Orient ? - Liberation.fr

A feu et à sang avec leur participitation, ils osent tout dorénavant. Ils sont dans le déni permanent.

- 1914-1918: "*Il fallait légitimer cette guerre totale*" - L'Express.fr

Un peu, oui ! Même que cela pourrait intéresser les Palestiniens, puisque la déclaration de lord Balfour date de 1918, lorsque l'empire britannique promis la Palestine aux banquiers sionistes en échange de leur soutien financier (vidéo dans le site).

A ceux qui ont les moyens de se les payer.

- Ces exemples de pays où les assurances privées assument efficacement des missions moins bien remplies par la Sécu en France - Atlantico.fr

Pillage, dépeçage, guerre, coups d'Etat, génocide...

- Afrique: ruée internationale vers le nouvel eldorado - LeFigaro.fr

Avec une croissance de plus de 5 %, l'Afrique est un nouveau marché intéressant. La Chine, l'Inde et le Brésil ne s'y sont pas trompés et sont désormais présents sur l'ensemble du continent. LeFigaro.fr 03.08

- Sommet USA-Afrique: Washington veut combler son retard commercial - AFP

Ou la situation en Afrique en trois lignes...

Stratégie du chos.

- Vifs combats dans l'Est de l'Ukraine, 10 civils tués - AFP

- Libye : l'incendie d'un dépôt de carburant toujours incontrôlable - Francetv info

- Nouveaux combats meurtriers entre milices à Tripoli en Libye - Reuters

- L'armée libanaise tente de repousser des activistes syriens - Reuters

- Irak : Sinjar aux mains de l'État islamique, "*une tragédie humanitaire*" - LePoint.fr

- Le Xinjiang vit ses pires violences depuis cinq ans Falletti, Sébastien - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Récupération, manipulation. Quand les réseaux antisociaux entrent en jeu. L'apolitisme, la "***naïveté***" : Une arme de guerre !

Qui est à l'origine de ce "*rassemblement*" ? Spontané ? Pas vraiment. Deux versions existent... dans le même article. C'est très bien une telle contradition nous facilite la tâche.

1- A l'origine de ce mouvement sur les réseaux sociaux, deux étudiants : Abraham Gutman, israélien, et Dania Darwish, syrienne.

2- Le Mouvement républicain pour la paix a uni juifs et musulmans cet après-midi à Paris, venus demander l'arrêt des combats dans la bande de Gaza.

- Proche-Orient : à Paris, un "*rassemblement pour la paix*" né sur les réseaux sociaux France 3 - Francetv info

Francetv info et AFP - Ni drapeaux palestiniens ni drapeaux israéliens : les manifestants étaient invités à venir avec des drapeaux bleu, blanc, rouge et des fleurs blanches.

(De lys ? Le drapeau des Versaillais, cela pue la récupération pare en haut. - ndlr)

Ils se sont réunis derrière une banderole proclamant "*Tous unis dans la fraternité*", tenant des panneaux sur lesquels étaient inscrits "*tolérance*", "*amour*", "*dialogue*" ou "*fraternité*", tandis que la sono diffusait "*Imagine*" de John Lennon ou "*We are the world*" de Michael Jackson. Ils ont aussi entonné la Marseillaise.

(L'hymne des ennemis des Palestiniens et de la Commune de Paris. "*Tolérance*", "*amour*", "*dialogue*" ou "*fraternité*" avec l'ennemi sioniste, la réponse aux manifestants scandant dans toute la France "*Israël assassin*" et "*Hollande complice*". - ndlr)

Ce "*Rassemblement républicain pour la paix*" était soutenu par plusieurs associations dont SOS Racisme, l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF), ou l'association la Paix Maintenant. Des messages du grand rabbin de France et de l'imam de Bordeaux ont été lus au micro.

"*La France, elle est forte quand elle montre qu'elle est ensemble*", a affirmé Dominique Sopo, président de SOS Racisme. "*La haine ne peut être un objectif et doit être combattue*" a-t-il ajouté, "*je préfère la naïveté à la guerre civile*".

(Sopo devait parler au nom du gouvernement ou du PS, c'est la même chose. SOS est une officine sioniste et raciste, communautariste, qu'elle refuse de haïr le sionisme ou Israël va de soi, qu'elle alimente la "*naïveté*" ou l'ignorance des masses aussi. -ndlr)

Présent également, Patrick Klugman, adjoint a la maire de Paris chargé des relations internationales, a qualifié l'organisatrice de "*petite Marianne*" qui défend les valeurs de la République. Francetv info et AFP 03.08

(Nous avons dit récupération par en haut, était-ce correct ? Merci à Patrick Klugman de le confirmer quand son parti pourri piétine quotidiennement les valeurs de la République. A vomir. On allait oublier de préciser qu'ils prennent les juifs en otage qui ne sont pas tous sionistes loin de là ou qui ne se définissent pas forcément par rapport à leur origine supposée ou leur religion. Ils en ont cure, ce sont des manipulateurs. - ndlr)

Boycottez les "*réseaux sociaux*.

En France, ils n'ont pas remeuté les foules, mais dans des pays comme la Syrie ou la Libye ou encore l'Egypte ou la Tunisie, c'est plus facile encore de les manipuler, elles ne se doutent de qui est derrière.

Du champ de bataille et échos.

- Une école de l'Onu bombardée par Israël à Rafah, dix morts - Reuters

- Gaza: Ban Ki-moon accuse Israël de violation du droit international et d'acte criminel - L'Express.fr

- La Chine somme Israël à mettre fin à l'offensive à Gaza et à lever le blocus - french.irib.ir

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a appelé dimanche Israël à mettre fin à son offensive à Gaza et à lever le blocus imposé à l'enclave palestinienne depuis 2006.M. Wang s'exprimait lors d'une conférence de presse commune avec son homologue égyptien Sameh Choukri au Caire, où se tiennent des discussions en vue d'une trêve dans la bande de Gaza, auxquelles les Israéliens ont cependant refusé de participer.Toute action qui implique un usage excessif de la force et qui conduit à des victimes civiles est inacceptable, a-t-il encore dit, ajoutant qu'Israël devait lever le blocus de la bande de Gaza et libérer des prisonniers, deux demandes du Hamas préalables à tout cessez-le-feu. french.irib.ir 03.08

- Israël placé dans la liste des Etats terroristes par la Bolivie - french.irib.ir

Au mutisme de la communauté internationale face à Israël et à la complicité des Etats occidentaux s'opposent les décisions exemplaires prises en Amérique du Sud. La Bolivie est un de ces Etats qui prend les devants pour sanctionner l'Etat hébreu pour ses multiples violations du droit international à l'égard du peuple palestinien.

Le pays, dirigé par Evo Morales depuis 2006, a décidé de placer Israël sur sa liste d'Etats terroristes en signe de protestation contre la nouvelle intervention militaire dans la bande de Gaza, apprend Saphirnews de la presse espagnole. « *Le gouvernement d'Israël ne respecte ni les conventions internationales ni les droits de l'homme* », a déclaré, mercredi 30 juillet, le chef d'Etat pour justifier sa décision.

La Bolivie, qui avait rompu dès 2009, tout comme le Venezuela, ses relations diplomatiques avec Israël après l'opération Plomb durci, a également mis fin à un accord datant de 1972 qui permettait aux Israéliens de se rendre librement en Bolivie sans visa.

Face à l'intensification des frappes israéliennes contre Gaza, le Chili suivi du Pérou ont rappelé, mardi 29 juillet, leur ambassadeur en Israël, suivant une décision similaire prise quelques jours plus tôt par le Brésil et l'Équateur.

Le Chili, qui compte la plus forte population palestinienne en dehors du Moyen-Orient, a qualifié l'opération « *Bordure protectrice* » de « *châtiment collectif à l'encontre de la population civile de Gaza* ». La campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), prenant toujours plus d'envergure internationale, marque de nouveaux points contre Israël. french.irib.ir 03.08

- 500 militaires sionistes tués à Gaza - french.irib.ir

Selon le site Panorama al Chargh al Aussat, des fuites à partir de l'office du renseignement sécuritaire israélien font état de la mort de 497 militaires israéliens au cours de l'offensive sioniste lancée contre la bande de Gaza. Ces fuites avancent un bilan de blessés et de morts et de suicides bien différent du bilan annoncé officiellement. sur ces 497 militaires israéliens tués, 113 étaient officiers. Toujours d'après ces fuites, 879 militaires israéliens ont été blessés et ce chiffre est réparti entre les blessés légers et les blessés graves. Parmi ces blessés 362 sont officiers. 270 militaires israéliens tués étaient en possession d' un passeport étranger. 620 militaires israéliens étrangers ont été également blessés.

Selon les fuites, 166 soldats sionistes ont commis une tentative de suicide pour fuir les combats. 311 autres se sont tirés une balle. Les médias israéliens avaient reconnu une multiplication de cas de suicide dans les rangs de l'armée israélienne au cours de la seconde semaine de l'offensive. Les soldats israéliens "*suicidaires*" s'étaient tirés des balles dans les pieds. L'ordre du retrait partiel des troupes palestiniennes de Gaza a fait suite à ce rapport qui aurait mis en colère Netanyahu. french.irib.ir 03.08

Cette info reste à confirmer, je ne l'ai lue nulle part ailleurs.

Haut de page

Le 5 août 2014

CAUSERIE

L'article de Thierry Meyssan *Qui est l'ennemi ?* est à lire absolument, à apprendre par coeur, à lire en salle de classe, à diffuser le plus largement possible. Nous allons laisser son adresse en permanence dans la page d'accueil du site, car pas un travailleur ou militant qui se connecte sur notre site ne doit l'ignorer.

C'est tout de même pitoyable qu'aucun dirigeant, aucun parti n'ait été foutu de rédiger un tel article.

On n'est pas obligé de partager les conclusions de l'auteur ou de ses travaux, ce qui est souvent mon cas, mais on doit reconnaître son talent d'historien au delà du journaliste qu'il est. Son travail est irremplaçable, il nous est très précieux pour mieux comprendre les rapports qui existent entre les différentes puissances, comment s'articulent les liens entre Israël et les impérialismes américain et britannique, l'oligarchie financière qui domine le monde, leur stratégie politique.

Comment pourrions-nous les combattre efficacement si nous l'ignorons ? Lénine nous a enseigné qu'il fallait commencer par apprendre, pour ensuite comprendre et enfin agir. Nous, nous prétendons comprendre ou agir sans apprendre, cela ne peut pas fonctionner.

Notre portail a fait l'objet de 10.047 connexions au mois de juillet, et vous avez téléchargé 18.091 documents.

Les causeries de juillet sont au format pdf (Adobe), 191 pages.

5 articles ont été ajoutés, j'en ai encore une douzaine à parcourir rapidement avant de les mettre éventuellement en ligne.

Demain après-midi par Internet je dois participer à une séance de formation pour mon job à 14h30. Il se peut que je commence à bosser dans les jours qui viennent, ce n'était pas du bluff pour ceux qui ne m'auraient pas cru, tant pis pour notre site.

Le chiffre du jour. 1.850.

L'opération menée par Tsahal a fait 1.850 morts parmi les Palestiniens, principalement des civils. AFP 04.08

Sous l'égide du Crif. Un rassemblement en soutien à Israël déguisé.

- Israël-Gaza : j'étais au "*Rassemblement républicain pour la paix*" - lepoint.fr

La mansuétude du ministère de l'Intérieur envers un rassemblement aux allures anodines au départ, apolitique, devait servir en fait une opération de récupération au profit d'Israël.

Un rassemblement sans service d'ordre. Soit, ils se paieront une milice pour qu'il soit autorisé.

lepoint.fr - "*Au début, la préfecture ne voulait pas que le rassemblement ait lieu, car nous étions novices, et nous n'étions pas une association. Nous avons donc dû contacter les associations pour qu'elles puissent nous aider et nous briefer sur la logistique et l'organisation*", explique-t-elle. Pourtant, aucune d'entre elles n'a pu prêter un service d'ordre, condition nécessaire pour obtenir le feu vert de la préfecture. Une cagnotte de 2 500 euros a donc été récoltée par l'intermédiaire d'un site de crowdfunding afin de payer un service d'ordre privé. lepoint.fr 04.08

Un internaute apporte une précision sur l'orientation politique de ce rassemblement.

- "*La plupart des musulmans restaient en retrait, méfiant... C'est compréhensible ils ne voulaient pas être récupérer ou associé à Rachid Birbach qui est un musulman pro-israélien et dont je regrette également la venue parmis les personnalités annoncé ! En tant que juif ça m'aurait fait mal de voir des juifs pro-Hamas à ce rassemblement donc je comprends leur réaction ! Mais dans l'ensemble c'est la paix qui a dominé !*" lepoint.fr 04.08

Soit, un "*musulman pro-israélien*" passe encore, on peut finalement s'en accommoder, mais des "*juifs pro-Hamas*" en réalité pro-palestiniens puisque c'est le Hamas qui incarne la cause palestinienne, quelle horreur ! Que la paix règne sur les tombes des résistants et innocentes victimes palestiniennes des crimes abominables de Tsahal !

Qui est Rachid Birbach ? Un agent sioniste, un ami du Crif.

Rachid Birbach, l'imam franco-marocain qui épouse les thèses défendues par Israël.

L'imam Rachid Birbach reprend à son compte tous les thèmes développés par les communicants israéliens dont celui qui veut que le Hamas utilise les civils palestiniens comme des "*boucliers humains*". Des argumentaires présentés sur France 24 en arabe qui ont suscité des vives réactions de deux autres participants au débat. Même l'animateur de l'émission, Djamal Boudouma, semblait choqué par le discours primaire et tranché de l'imam marocain.

La dame qui participait au débat a réagi avec colère : "*Mais, c'est Netanyahu, qui parle!*" avant d'ajouter plus tard : "*Cet homme ne supporte pas que le monde entier bouge pour la cause palestinienne*". marance.info et huffpostmaghreb.com

Oui, je suis touché par les civils de Palestine mais la source de ce conflit n'est pas l'enlèvement des 3 jeunes mais les tirs incessants de Qassam en provenance de Gaza sur Israël. coolisrael.fr 11.07.2014

Les Amis du CRIF et le Président Roger CUKIERMAN invitaient Maître Pierre-Olivier SUR, Bâtonnier de Paris le 13 Février 2014 dans les salons de l'Hôtel Intercontinental à Paris devant une assistance venue très nombreuse. Rachid BIRBACH, Secrétaire Général de l'ACE est intervenu pour demander à l'invité de la soirée comment procéder pour ne plus voir sur YouTube les vidéos de Monsieur Dieudonné... Face à cette situation, Maître SUR a reconnu de pas avoir de réponse pour le moment. Les questions posées ont été, semble-t-il, très appréciées par de nombreuses personnes venues ensuite s'entretenir avecRachid BIBACH et Jean-Yves METAYER-ROBBES, Président de l'ACE, membres des Amis du CRIF. Autour d'un jus d'orange servi après cette conférence,Ils ont insisté sur le besoin d'affirmer les valeurs fondamentales de la République et de la démocratie face à la montée de l'antisémitisme en France. Pour le Président de l' ACE, « *il est maintenant urgent de faire de la pédagogie auprès des jeunes et d'expliquer à chacun que ce n'est pas en adoptant une attitude de replis sur soi...* blackjews.net 17.02.2014

- Rachid Birbach, l'imam franco-marocain qui fustige le Hamas et défend Israël - HuffPost Algérie

Présenté souvent par les autorités françaises comme un imam "*républicain modèle*", Hassan Chalghoumi est fortement décrié au sein de la communauté musulmane de France.

Le politologue Pascal Boniface notait à son propos qu'il est ce que "*la sociologie américaine appelle un* "native informant", *ces figures qui occupent la parole d'une communauté dont ils n'ont pas le soutien, mais qui tirent leur légitimité des médias et des milieux politiques dominants. Il dit ce que la majorité a envie d'entendre de la part d'une minorité, mais pas ce qu'elle pense réellement. Les* "informateurs indigènes" *valident les stéréotypes que la majorité véhicule sur leur communauté*".

Claude Askolovitch, dans son essai à contre-courant "*Nos mal-aimés, ces musulmans dont la France ne veut pas*" évoque aussi le cas Chalghoumi et les sentiments opposés qu'il inspire aux musulmans et à l'establishment français.

"*Etrange destin. Chalghoumi exaspère les musulmans, mais est une vedette française. En mars 2013, on l'a présenté en joyau national au vieux Shimon Peres, le président israélien, homme d'Etat vétéran devenant comparse, malgré lui, d'une pantomime française. Chalghoumi est inaudible – sauf dans la France officielle, ses politiques et ses médias, le public innocent* ".

On voit dans la vidéo ci-contre Rachid Birbach dans un rassemblement pro-israélien organisé le 30 juillet 2014 par le Crif où il ressort les mêmes arguments qui semblent combler d'aise une faible assistance. huffpostmaghreb.com 04.08.2014

Le summum de l'imposture.

Première Guerre mondiale : pourquoi 100 ans plus tard, les historiens ne sont toujours pas d'accord pour savoir si elle était évitable ou non et sur qui est responsable de son déclenchement - Atlantico.fr

Pour les deux anciens secrétaires d'Etat américains Henry Kissinger et Magdeleine Albright, la Première Guerre mondiale est un conflit qui aurait pu être évité. Atlantico.fr 04.08

Henry Kissinger est un des piliers du groupe Bilderberg depuis plus de 50 ans.

Quand on observe que les Américains et pas seulement, violent les traités, résolutions, textes ou lois qu'ils ont eux-mêmes édictés ou adoptés, on peut affirmer tranquillement qu'ils se foutent ouvertement du monde.

Et puis, la crise du capitalisme qui sévissait depuis le tournant du XXe siècle, l'incapacité de la bourgeoisie à affronter directement le prolétariat dans un contexte social et politique favorable au développement du mouvement ouvrier international, la velléité des différents impérialistes de procéder à un partage du monde à leur avantage, dont principalement l'impérialisme anglo-saxon, passent à la trappe...

ACTUALITE EN TITRES

La question qui tue.

- Ebola: et si une personne infectée arrivait demain à Paris Charles-de-Gaulle? - Slate.fr

Ou à Calais ou Marseille par bateau ou tout simplement à pied ou en voiture d'Italie ou d'Espagne...

Et si elle débarquait en Inde ou n'importe où dans le monde où les strustures sanitaires sont obsolètes ?

La duchesse et son bouffon.

- Centenaire 14-18: François Hollande tout sourire aux côtés de Kate Middleton - L'Express.fr

Ce lundi, le chef de l'Etat était assis à côté de la duchesse de Cambridge lors de la cérémonie de commémoration du centenaire de la Grande guerre à Liège. L'Express.fr 04.08

Chacun son camp.

- En 1914 ou en 2014, Hollande s'interroge sur la paix menacée: "*comment rester neutre?*" - AFP

François Hollande a de nouveau cédé lundi à la tentation de l'anaphore pour appeler l'Europe et l'ONU à agir plus énergiquement en faveur de la paix dans le monde. AFP 04.08

Restez neutre, cela signifie laisser Israël bombarder la population de Gaza, c'est la position officielle du gouvernement français, quel aveu !

Hollande, le va-t-en-guerre qui voulait bombarder la Syrie et qui s'est rattrapé par la suite en envoyant une expédition militaire punitive au Mali et en Centrafrique rejoint le camp de ceux qui en appel régulièrement à l'UE et l'ONU qui ont cautionné, soutenu toutes les guerres impérialistes depuis leur création ou ne s'y sont jamais opposées.

Au fait, Hollande (et le PS), il combat dans quel camp ?

- Ebola: et si une personne infectée arrivait demain à Paris Charles-de-Gaulle? - Slate.fr

Ou à Calais ou Marseille par bateau ou tout simplement à pied ou en voiture d'Italie ou d'Espagne...

ACTUALITÉ DU JOUR

Gaza. Une fois le massacre effroyable réalisé, il le dénonce tout en soutenant les assassins ou quand l'hypocrisie générale s'empare des dirigeants du vieux monde à abattre.

Avions-nous tort de tant insister sur le cynisme dont ils étaient capables pour alerter les militants, que les discours de leurs dirigeants endorment et induisent en erreur ? Nous étions des gauchistes, des extrémistes, des excités, bref, des uluberlus qu'il ne fallait surtout pas prendre au sérieux parce que nous aurions été déconnectés de la réalité. A propos du PS aussi notez bien.

Nous réaffirmons qu'Israël doit disparaître, que rien ne justifie son existence, sauf un mythe qui est venu se greffer sur la lutte de classe que mène la classe dominante pour assurer la pérénité du système capitaliste en crise permanente contre le prolétariat mondial et le socialisme. Ainsi on ne peut pas combattre Israël sans combattre pour en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale, pour le socialisme. Toute autre orientation politique est inefficace ou opportuniste, conduit à se comporter en lieutenant ou complice de l'ennemi que l'on prétend combattre.

La lutte des classes est une guerre à mort, on avait un peu trop tendance à l'oublier, la barbarie qui se déchaîne en Ukraine, au Proche-Orient, contre les Palestiniens est là pour nous le rappeler.

Notre ennemi ne s'y trompe pas, il ne se laisse pas distraire par des théories vaseuses conciliatrices, il achète ceux qui dans notre camp servent déjà ses intérêts, il corrompt ceux qui manifestent une propension au compromis, il manipule ou enrole les faibles et les lâches qui sont dépourvus de conscience politique, à leur insu souvent ils en deviennent des agents, il gangrène puis brise les indécis, ceux qui manquent de détermination, il discrédite, censure les véritables opposants à sa politique, quand il en a l'occasion il les liquide froidement ou les fait disparaître...

Sa propagande de guerre psychologique et idéologique est permanente. Il est le maître des moyens d'informations, télé, radio, presse écrite, réseaux sociaux, il inonde, pollue, empoisonne ainsi les cerveaux de la population de l'école maternelle à l'âge adulte, de la naissance à la mort. Il n'y a pas une parole ou un geste qui n'en porte pas la trace plus ou moins ancrée profondément dans le cerveau de la population, à ses dépens ou sans qu'elle en ait conscience évidemment, car peu sont ceux parmi elle qui analysent leurs paroles ou actes, il paraîtrait pour l'avoir entendu que ce serait même une activité inutile ou malsaine, qui n'apporterait rien, alors qu'en réalité c'est un excellent exercice pour progresser dans la vie et sortir de l'inconscience qui nous domine ou dans laquelle on baigne continuellement.

Cela nécessite de faire des efforts, en voilà un obstacle insurmontable quand on préfère se laisser aller ou qu'on s'accommode finalement du monde dans lequel on vit. Là non plus, tout comme notre émancipation des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, personne ne les fera à notre place. On peut nous objecter que ce serait à devenir fou, à finir complètement névrosé, schizophrène. Confusion ou ignorance gravissime, cela conduit pluôt à cesser de l'être en réalité.

Nous avons souvent insisté dans nos causeries sur la nécessité de regarder la réalité en face aussi dure soit-elle, car c'était le seul moyen de la maîtriser ou saisir, au lieu qu'elle ne s'impose à nous... Les images de guerre, de corps déchiquetés, amputés, décapités, disloqués, réduits en bouillis sont insoutenables. Puis on passe à autre chose, on les a déjà oubliées la seconde suivante.

Cette faculté de l'homme à faire abstraction de ce qui le contrarie ou l'oppresse est nécessaire à son équilibre mental nous dit-on encore, sinon il en deviendrait fou. Certes, mais c'est partir du postulat qu'il serait sain d'esprit ou équilibré mentalement, ce qui reste à démontrer, car sa tentation de s'extraire de ce monde oppressant est pure illusion ou forfanterie de sa part, à peine a-t-il tourné le dos à la réalité qu'il ne veut pas voir, qu'elle se rappelle à ses bons souvenirs de mille manières quotidiennement.

C'est commettre une grave erreur de croire qu'il pourra s'en tirer ainsi ou prétendre avoir l'esprit ou la conscience tranquille. Il le sait très bien quelque part, il ne peut pas se leurrer lui-même bien longtemps. Il ne lui reste plus qu'à se mentir en permanence, à vivre dans l'hypocrisie, le déni, situation plutôt inconfortable, intenable, peu flatteuse quand on regarde en arrière ou qu'on fait le point sur sa propres vie, un vrai cauchemar en vérité.

Le seul moyen d'y mettre un terme, de se soulager de cette pression insupportable, de gagner en dignité, en confiance en soi aussi, c'est de mettre en pratique ses idées, car seule l'action a un effet thérapeuthique susceptible de nous soulager, présente cette faculté de nous procurer une satisfaction sans pareille, qui même si son action est de courte durée, demeure un fait indélébile inscrit dans notre vie, il ne reste plus ensuite qu'à la reproduire pour ressentir le même effet salutaire jusqu'au moment où notre engagement donne un véritable sens à notre vie, est en osmose avec nos idées, nos convictions, notre idéal de liberté auquel aspire l'humanité entière.

Parvenu à ce stade de conscience, on peut tout supporter. Bien entendu que le corps d'un enfant déchiqueté par une bombe nous soulève le coeur ou tout autre malheur qui peut nous frapper de près ou de loin, mais on ne flanche pas pour autant, on s'apitoie encore moins sur notre propre sort, mieux encore on peut continuer à se livrer à nos occupations quotidiennes sans avoir à chasser de notre mémoire ces images horribles, parce qu'on les a intégrées dans notre combat, on n'a pas besoin de les sortir de notre esprit parce qu'on les matérialise, elles demeurent vivantes, on ne cherchera pas à les chasser car elles font dorénavant partie de nous-même, de notre propre expérience à travers notre engagement politique pour changer la société et le monde. C'est la meilleure thérapie qui soit.

Quelques titres de presse qui illustrent cette supercherie.

- « *Dans les manifestations pro-Gaza, il y a aussi de belles histoires* » - LeParisien.fr

Jusqu'à présent les médias les diabolisaient, un défoulement pour antisémites, et soudainement ils changent de ton à l'instar de leurs maîtres à penser qui réagissent à l'ampleur de la mobilisation mondiale qui dénonce les crimes d'Israël et leurs complices des puissances occidentales.

- Gaza: Washington ferme avec Israël, mais relations de défense inchangées - AFP

Les Etats-Unis peuvent être fermes avec Israël sur les victimes palestiniennes civiles à Gaza, mais ils poursuivront leurs relations stratégiques avec leur allié notamment en matière d'équipements de défense, a indiqué lundi la diplomatie américaine.

"*Mais cela ne change pas le fait qu'Israël reste un partenaire important en termes stratégique et de sécurité. Il a le droit de se défendre*", notamment contre les "*attaques de roquettes*" et contre "*des terroristes passant en Israël via des tunnels*", a déclaré Jennifer Psaki, la porte-parole du département d'Etat, lors de son point de presse.

"*e crois qu'il n'y a pas d'autre pays au monde que les Etats-Unis qui soutienne plus la sécurité d'Israël*", a rappelé Mme Psaki, en plein coup de froid dans les relations entre les deux alliés.

"*J'en veux pour preuve le montant des financements accordés au système Iron Dome (...) Cela n'a pas changé*", a encore assuré la porte-parole du département d'Etat.

Au total, les Etats-Unis ont prévu de consacrer 30 milliards de dollars à l'aide militaire à Israël entre 2009 et 2018.

- L'ambassade d'Israël à Madrid cible une journaliste - LeMonde.fr

- Gaza: des pays occidentaux durcissent le ton à l'égard d'Israël - AFP Londres réexamine ses licences d'exportation vers Israël - AFP

"*Nous examinons actuellement toutes les licences d'exportation passées avec Israël afin de confirmer que nous les jugeons appropriées*", a déclaré une porte-parole des services du Premier ministre, David Cameron. AFP 04.08

La Grande-Bretagne les livrera à l'Arabie saoudite ou le Qatar qui les achemineront à Tel-Aviv...

- François Hollande appelle à ne pas "*rester neutre*" face aux massacres - L'Express.fr

Quel aveu face au massacre des Palestiniens !

- Fabius: le droit d'Israël à la sécurité ne justifie pas le "*massacre*" de civils - AFP

- Netanyahu: l'offensive se poursuivra jusqu'au "*rétablissement de la sécurité*" AFP

"*La tradition d'amitié entre Israël et la France est ancienne et le droit d'Israël à la sécurité est total mais ce droit ne justifie pas qu'on tue des enfants et qu'on massacre des civils*", a indiqué le ministre dans un communiqué publié à Paris.

"*Le Hamas porte évidemment une responsabilité écrasante dans cet engrenage macabre qui sert surtout les extrémismes, mais celle-ci non plus ne justifie pas ce que le secrétaire général des Nations unies a qualifié de crimes*", a ajouté M. Fabius. AFP 04.08

- Une ONG accuse Israël d'un crime de guerre - LePoint.fr

Human Rights Watch a accusé lundi l'armée israélienne d'avoir tué des civils alors qu'ils fuyaient les bombardements dans un secteur du sud de la bande de Gaza, ce qui constituerait un crime de guerre selon l'ONG basée à New York. LePoint.fr 04.08

Une officine de l'oligarchie financière américano-sioniste.

Quand l'Equateur bascule dans la dictature.

- En Equateur, des partis politiques interdits pour mauvais résultats électoraux - LeMonde.fr

L'autorité électorale de l'Equateur a avalisé lundi 4 août le retrait du statut de parti politique à quatre formations d'opposition.

La majorité des membres du Conseil électoral national (CNE) ont rejeté l'appel présenté par le Mouvement populaire démocratique (MPD, extrême-gauche), le Parti rénovateur action nationale (Prian, droite, auquel appartient M. Noboa), le Parti roldosiste équatorien (PRE, de l'ancien président destitué Abdala Bucaram) et de Rupture (centre-gauche, ex-allié du président socialiste Rafael Correa).

En juin, le CNE avait retiré leur statut à ces partis pour avoir réuni moins de 4 % des suffrages lors des élections de 2013 et 2014, et ne pas disposer du minimum d'élus requis par la loi au Parlement, dans les conseils municipaux et les conseils locaux.

Dans un communiqué publié lundi, le CNE indique avoir rejeté les appels déposés par ces formations « *faute de fondements juridiques* » et confirme leur retrait de « *registre permanent des organisations politiques* ». Un appel devant la commission de contentieux du CNE est possible, précise l'organisme.

« *Nous allons épuiser tous les recours internes contre cette décision inique et illégitime. Le MPD ne va disparaître ou se dissoudre à cause d'une décision bureaucratique prise par un gouvernement qui ne tolère pas l'opposition* », a déclaré Ciro Guzman, dirigeant de cette formation.

Conséquences de cette décision, ces partis ne peuvent plus prétendre à des financements publics (les financements politiques privés sont interdits en Equateur) ni postuler à des élections ou faire campagne. LeMonde.fr 04.08

Relations USA-Afrique : Un "***appel au respect***" de la politique du coup d'Etat permanent ou de la canonnière.

- Le sommet USA-Afrique s'ouvre sur un appel au respect de l'alternance politique - AFP Washington a insisté lundi sur les composantes de la démocratie au premier jour d'un sommet USA-Afrique sans précédent largement centré sur l'économie. AFP 04.08

Les Américains qui vont donner des leçons de démocratie en Afrique, alors qu'ils la bafouent partout dans le monde.

Le "*respect de l'alternance politique*" des régimes mis en place par les Américains ou à leur solde, dans le cas contraire ils s'emploient à les renverser.

Le mot respect est de trop dans la bouche des Américains qui multiplient les bases militaires et les interventions en Afrique.

AFP - Pour le président des Etats-Unis, l'un des sujets centraux du sommet sera "*de trouver les moyens de renforcer les capacités africaines dans les efforts de maintien de la paix et de résolution des conflits*". AFP 04.08

Haut de page

Le 6 août 2014

CAUSERIE

J'ai reçu les coordonnées FTP de la boîte pour laquelle je dois commencer à bosser d'ici un jour ou deux. Ensuite on fera ce qu'on pourra pour actualiser le site.

Tiens, j'ai reçu un courriel d'un militant, cela faisait très très longtemps que je n'en avais pas reçu. Je lui répondrai demain, ma réponse est prête.

Entre mes corvées quotidiennes à la maison, la maison que je fais construire, on a commencé à creuser les fondations ce matin à 7 h, mon épouse qui me pose problème, qui devient folle ou ne supporte plus rien depuis son opération, c'est de pire en pire chaque jour qui passe, mon boulot pour le site et maintenant mon boulot pour cette boîte, je n'ai plus une minute à moi ! Et dire qu'il y en a qui s'emmerdent, mais comment font-ils bordel ? Heureusement que j'ai Selvi et son frère qui m'aident.

Qui a dit ?

- "*En dépit des échecs et des reculades, l'Histoire du monde avance, contre vents et marées, vers la liberté dont l'Occident est le seul véritable défenseur. (...) Parce que l'Occident, à son meilleur, est capable d'apprendre des magnifiques autres civilisations du monde. (...) Parce que l'Occident est, de très loin, et pour longtemps encore, la première puissance économique, technologique et militaire du monde*."

Réponse : Le banquier sioniste et dirigeant du PS Jacques Attali, dans un article publié hier par Slate.fr dont il est un des cofondateur et l'Express.

Seule la lutte de classe des exploités à travers le monde est synonyme de progrès social, de civilisation, de liberté et non la classe des exploiteurs, les puissances impérialistes occidentales synonyme de régression sociale, de guerre et de barbarie, classe à laquelle Attali appartient.

Le "*meilleur*" de l'Occident est à mettre uniquement au compte des générations passées qui ont combattu sans relâche pour une société meilleure et plus juste contre les inégalités sociales et l'injustice dont elles étaient les victimes.

Le pire de l'Occident, auquel il fait référence dans son article en empruntant un ton outré et lointain comme s'il y était pour rien, est à mettre exclusivement au compte de la classe dominante détenant tous les pouvoirs, de "*la première puissance économique, technologique et militaire du monde*" dont Attali représente les intérêts.

Le chiffre du jour. 1.867

Selon un bilan des secours locaux, 1.867 Palestiniens ont été tués dont 408 enfants et adolescents (plus de 70 % étaient âgés de

12 ans ou moins, 251 garçons et 157 filles) , et 214 femmes, et plus de 9.500 ont été blessés, dont 2.744 enfants. 86% des morts sont des civils selon l'Ocha, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU. Reuters 05.08

Autres données.

L'Ocha rapporte que ce sont désormais 485.000 habitants de la bande de Gaza qui ont été déplacés et qui se sont réfugiés dans les abris de l'ONU ou chez des proches, soit plus de 25% de la population. Selon l'agence onusienne, 267.970 sont hébergés dans 90 refuges, soit environ 3.000 personnes par abris dont la capacité est de 500 personnes habituellement.

Mais ces endroits, tout comme certains hôpitaux, n'ont pas été épargnés par les tirs israéliens. MSF a dénoncé ces attaques et a souligné le fait "*qu'il n'y pas d'abris sûr pour les populations civiles bombardées en quête de protection*".

Selon le porte-parole de l'armée, environ 900 combattants du Hamas ont été tués. L'Ocha a comptabilisé 215 combattants palestiniens parmi les morts dont elle a pu vérifier l'identité.

Selon certaines sources, il y aurait 20.000 combattants, dont 10.000, les plus entraînés, qui feraient partie de la branche armée, Ezzedine al-Qassam. Les Brigade al-Qods du Jihad islamique, autre groupe armé de la bande de Gaza, revendiquent 8.000 hommes. nouvelobs.com 05.08

"***Israël a perdu sa légitimité***" (ex-commandant israélien) - french.irib.ir

L'un des hauts commandants de l'armée israélienne a évoqué la vague de protestation croissante contre Israël et ses politiques à travers le monde, protestations qui "mettent en cause la légitimité d'Israël" selon Wall Street Journal, " *des dissenssions s'amplifient au sein du cabinet sioniste à mesure que les condamnations se succèdent contre Israël et sa politique*". " *En effet les critiques contre Israël ont enlevé à Israël toute possibilité d'intensifier les attaques contre le Hamas.* "

L'ex commandant militaire en question, Gady Shamni est catégorique : " je ne vois aucun mouvement en avant, Israël a totalement perdu sa légitimité ". l'ex commandant fait écho aux critiques acerbes de Liberman : " le premier ministre nous a poussé dans le purgatoire. Il nous a mis dans des conditions extrêmes. Il n'accepte ni la trêve ni une solution destinée à en finir avec le Hamas" ! french.irib.ir 05.08

En complément.

- GB: une secrétaire d'Etat démissionne, dénonce la position de Londres sur Gaza - AFP Une ministre britannique démissionne en raison de Gaza - Reuters

Guerre psychologique et idéologique. Réseaux sociaux ou antisociaux. Réponse : Des «***psychopathes***».

- Le jeu «*BombGaza*» stoppé par Facebook et Google - Liberation.fr

- « *Bomb Gaza* » : quand bombarder Gaza devient un jeu pour Google - french.irib.ir

Depuis quand bombarder Gaza est un jeu ? Depuis le lancement fin juillet sur Google d'une application scandaleuse pour mobiles et tablettes Android.

Google a fait scandale avec le jeu «*Bomb Gaza*» pour mobiles et tablettes dotés du système d'exploitation Android.

Il a finalement été retiré ce lundi soir.

Cette application est une «*honte*», «*inacceptable*», conçue par des «*psychopathes*»: le web est scandalisé par «*Bomb Gaza*», un jeu, destiné aux téléphones et tablettes dotés du système d'exploitation Android.

Lancé le 29 juillet et téléchargé plus de 1000 fois depuis, le jeu vient d'être finalement retiré de la page Google Play lundi 4 août au soir. Les internautes ont néanmoins eu le temps de partager leur indignation sur tous les réseaux sociaux.

La description: «*Bombarder Gaza, lancer des bombes et éviter les civils*», pouvait-on lire sur le site de téléchargement il y a encore quelques heures. Le développeur PLAYFTW mettait en avant une nouvelle musique «*israélienne*» au générique.

«*'Bomb Gaza' semble avoir été conçu pour offenser*», selon le Guardian.

Des utilisateurs d'Android ont immédiatement fustigé le jeu sur sa page Google Play: «*Comment peut-on faire ça? C'est la pire app que j'ai jamais vue de toute ma vie. Comment Google Play a-t-il même pu accepter ce jeu?*», s'indigne un utilisateur d'Android.

Pour un autre, le jeu est «*Inhumain et dégueulasse. Selon la description, 'éviter les civils'... alors qu'en réalité plus de 1800 Gazaouis ont été assassinés (...). Honte au management de Google Play d'accepter un jeu si inhumain*».

Google n'a pas réagi à ce jour, tout comme le développeur de l'application PLAYFTW qui a osé s'inspirer du désastre dans l'enclave palestinienne pour divertir les utilisateurs de smartphones. Mais face au tollé suscité, le jeu a été retiré de la page de la boutique d'application de Google lundi soir. Un jeu similaire, du nom de « *Gaza Assault : Code Red* » a également été retiré de Google Play. french.irib.ir 05.08

A travers les articles et les vidéos que nous avons mis en ligne au cours des années passées, nous savons que Facebook, Google, Yahoo, etc. sont liés à Microsoft, Intel, IBM, etc. qui sont liés aux grands médias américains de l'information, CNN, CBS, Time Warner, The Washington Post, etc. qui sont liés à la CIA, à la NSA, au Pentagone, qui sont liés aux banquiers anglo-saxons-sionistes, qui tous participent au groupe Bilderberg, aux think tanks néoconservateurs ou néolibéraux, ils font tous partie d'une seule et même famille qui partage la même stratégie politique ayant pour objectif l'instauration d'un nouvel ordre mondial, une sorte de monarchie absolue dont les oligarques anglo-saxons-sionistes seraient les monarques.

Pour parvenir à cet objectif, une dictature mondiale implacable, il leur faut contrôler l'ensemble de la population, la conditionner, orienter ou lui dicter son mode de pensée. Aussi doivent-ils s'employer à détruire chez elle tout espoir d'un monde meilleur, toutes les valeurs et tous les principes auxquels elle pourrait se raccrocher pour justifier ou légitimer son combat contre l'ordre établi et l'effroyable destin qu'ils lui réservent, la déstabiliser psychologiquement, instaurer un climat délétère, nauséabond, le règne de la terreur permanente. Faire en sorte qu'elle développe un penchant schizophrénique ou paranoïaque aiguë de façon à pouvoir lui imposer une interprétation de la réalité qu'elle ne pourra pas contester ou contre laquelle elle sera impuissante à se rebeller, puisqu'elle en sera totalement déconnectée ou sera incapable de la saisir, croulant de toutes parts sous la propagande que lui servira la classe dominante et ses représentants, institutions, partis, médias, Internet ou "*réseaux sociaux*".

Leur interprétation de la réalité, les informations qu'ils diffusent, les moyens pédagogiques, culturels et de communication qu'ils développent, combinent guerre idéologique et psychologique contre les masses exploitées afin d'atteindre leur objectif.

S'employer à détruire l'espoir d'un monde meilleur chez les travailleurs, leur présenter le monde actuel sous l'angle le plus sombre, le plus cynique, a pour but de les persuader qu'il est impossible d'inverser le cours de l'histoire et qu'ils doivent se résigner à accepter le sort qu'ils leur ont réservé, à faire allégeance ou à se soumettre à leurs maîtres contre lesquels ils sont impuissants à lutter.

Pourquoi font-ils étalage de leur toute puissance ? Pourquoi ne s'entourent-ils plus de précautions pour camoufler ou édulcorer leurs méfaits abominables ? Pourquoi font-ils preuve d'une telle audace dans le cynisme ? Certainement pas parce que ce seraient des imbéciles ou qu'ils auraient perdu la tête, bien au contraire ils savent parfaitement ce qu'ils font, cela tient de la guerre psychologique qu'ils mènent contre les travailleurs pour briser leur moral, leur résistance, les conduire au désespoir, les contraindre à baisser les bras, à abdiquer leurs droits légitimes, à capituler, à devenir des serfs comme disait le banquier Nick Rockefeller à Aaron Russo.

Parce qu'aussi ils ont conscience de l'état pitoyable du mouvement ouvrier pourri par le réformisme et l'opportunisme, de l'incapacité du prolétariat mondial de se doter d'une nouvelle direction pour les combattre, de l'état de putréfaction avancée de son avant-garde qui n'a pas été foutue d'assurer la continuité du marxisme et du léninisme après la mort de Trotsky, rongée par des contradictions internes et des compromis qui lui ont ôté toute légitimité aux yeux des travailleurs les plus avancés et des militants... Qu'ils n'aient pas été foutus de décrire la nature du sionisme et son lien avec l'impérialisme pour prendre un exemple d'actualité, illustre si nécessaire leur médiocrité théorique ou leur faillite politique.

On peut jeter la pierre au milieu intellectuel qui se laisse gangrener ou acheter par l'idéologie dominante, tout comme on peut reprocher à bien des militants de se fourvoyer dans le gauchisme ou l'opportunisme le plus abjecte ou tout simplement cesser le combat, à leur décharge, il faut préciser qu'ils y ont été encouragés par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire indemne de toute compromission, au contraire nos dirigeants se sont livrés à des manoeuvres déloyales ou misérables uniquement pour couvrir leurs erreurs politiques, ils ont employé des méthodes méprisables pour justifier leur politique, qui devait nous conduire dans une impasse ou la situation actuelle proche du néant ou du zéro absolu en terme d'organisation des masses.

Ils ont échoué sur toute la ligne, c'est le constat ou le bilan accablant que l'on peut dresser sans se livrer à des procès d'intention, car seul le résultat compte et non leurs discours conçus sur la base de syllogimes frauduleux qui ne servent qu'à proclamer qu'ils ont toujours eu raison, condition indispensable pour conserver leur statut et se maintenir en place, parfois inamovible pendant des décennies et des décennies à reproduire sans cesse les mêmes erreurs politiques, en pire au fil du temps, jusqu'à ce qu'ils atteignent un point de non-retour, réhabilitant Bakounine dans le dos de Marx et Engels, se réclamant de Jaurès dans le dos de Lénine et Trotsky, pour finalement se proclamer réformiste et la boucle est bouclée, cela ne date pas d'hier notez bien.

Hier j'ai parcouru rapidement deux articles que je ne mettrai pas en ligne, dans le premier l'auteur se livrait à un amalgame entre Marx et Sartre, dans le second l'auteur se livrait à un amalgame entre Thorez, Jaurès et Lénine, on pourrait en ajouter un troisième qui reproduisait le discours de Dominique de Villepin, les trois se réclamant du mouvement ouvrier.

On peut citer le travail réalisé par un intellectuel sans se soucier de la classe à laquelle il appartenait ou qu'il représentait, quand dans un article ou un ouvrage cela favorise la compréhension de certains évènements ou l'évolution de certains facteurs, mais certainement pas dans un article qui a valeur de propagande politique ou alors en l'accompagnant d'un commentaire suffisamment explicite pour que les lecteurs ne se méprennent pas à la fois sur le sens de la citation que l'auteur a utilisée, et sur les intentions de l'auteur cité, chacun devant demeurer strictement à sa place en quelque sorte, de telle sorte qu'il n'y ait pas de confusion possible dans la tête des lecteurs. De la même manière, par exemple, il ne nous viendrait pas à l'idée de reproduire une déclaration d'un dirigeant syndical vendu, sans ajouter un bref commentaire précisant dans quel contexte il a été amené à la faire, de tel sorte que pas un travailleur ou un militant ne puisse penser qu'il pourrait combattre à leur côté, car à aucun moment on ne doit promouvoir la moindre illusion chez les travailleurs envers les dirigeants syndicaux corrompus.

Dans les deux articles dont j'ai parlé plus haut, il y avait pire encore, puisque leurs auteurs se sont employés à faire dire aux marxistes ce qu'ils voulaient qu'ils disent pour justifier leurs galimatias indigestes qui revenaient à dénatuer complètement les marxistes, à rabaisser Marx au rang de Sartre ou élever Thorez et Jaurès au rang de Lénine alors qu'ils n'en arrivaient pas à la cheville, pire, ils en étaient l'antithèse la plus achevée, ils représentaient ce que Lénine avait en horreur dans le mouvement ouvrier.

Ailleurs figurent Karl Liebknecht au côté de Jaurès, l'un ayant condamné la guerre impérialiste de 1914 alors qu'elle avait éclaté, l'autre ne l'ayant pas vécu, puisque Jaurès fut assassiné 5 ans avant Liebknecht et Rosa Luxemburg. Le témoignage de Liebknecht a une valeur ou présente un intérêt, il peut nous servir de référence ou on peut s'en réclamer, parce qu'il n'a jamais changé de position durant toute la durée de la guerre, celui de Jaurès n'en présente aucun à nos yeux, surtout après que Trotsky ait affirmé que s'il avait vécu plus longtemps "*indubitablement*" il eut occupé "*la position patriotique*" (Trotsky sur Jaures - 17 juillet 1915), bref, il aurait rejoint le camp des va-t-en-guerre, il se serait rangé derrière l'impérialisme français.

Là encore, on est en présence d'un amalgame indigne d'un parti ouvrier, qui tend à donner de Jaurès une image qui ne correspondait pas à la réalité, à déformer sciemment ce qu'il était vraiment, un réformiste, un patriote, un de ces socialistes que combattaient les marxistes, dont Liebknecht, Lénine et Trotsky.

Comprenez bien notre démarche qui est cohérente et sérieuse, honnête, on ne cherche pas la petite bête ou un détail pour nous distinguer ou attaquer qui que ce soit, on pioche nos exemples ou faits dans le matériel que les uns et les autres mettent à notre disposition, on n'invente rien et chacun peut le vérifier.

Quel est le rapport avec l'article figurant plus haut ?

Facebook, Google, les "*réseaux sociaux*" ont été conçus pour votre bien, c'est bien ainsi que leurs propriétaires les présentent et se présentent, alors qu'en réalité ils sont animés d'intentions inavouables et servent un tout autre but. Quand Obama mène sa guerre de rapine à travers tous les continents, c'est au nom de la démocratie, de la liberté, et non pour satisfaire les besoins de l'impérialisme américain ou poursuivre la stratégie politique que l'oligarchie financière anglo-saxonne s'est fixée et qu'il applique, inavouable elle aussi.

Quand on présente Jaurès comme un grand révolutionnaire, un internationaliste, alors qu'en réalité c'était un réformiste patriote, un social-patriote, que fait-on, la même chose, on emploie le même procédé condamnable qui consiste à faire passer sa propre propagande pour la réalité qui s'en trouve faussée ou dénaturée à l'insu de ceux qui vous écoutent ou vous lisent. On ne peut pas adhérer à un tel procédé. On aurait pu prendre cent autres exemples du même genre.

Après étonnez-vous encore qu'on se retrouve dans une telle situation, c'est normal. C'est son côté le plus navrant, dramatique, certains diront terrifiant car on n'a pas encore tout vu et supporté loin de là, on en est qu'au hors d'oeuvre, le pire reste à venir. Continuons dans cette voie et la barbarie finira par triompher sur toute la surface de la terre.

Désolé de ne pas vous avoir conté une belle histoire pour vous remonter le moral, puisez dans vos propres forces s'il vous en reste ou si vous en avez les moyens, ici on s'est démené sans compter depuis des années pour vous aider à en acquérir, sinon reprenez l'histoire de la lutte des classes depuis 1940 de A à Z en appliquant notre méthode ou une autre si vous en avez une disponible que vous estimez plus efficace, cela vous occupera un moment et peut-être que vous en tirerez à un moment donné suffisamment de satisfaction si vous menez cet exercice à bien pour vous remonter le moral, personne ne peut faire ce travail à votre place ou se mettre à votre place. N'a-t-on pas l'habitude de dire que les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes pour s'en sortir, et bien là c'est la même chose.

Devenez patron, capitaliste, le miroir aux allouettes.

Rien de tel que devenir patron pour être encore plus enchaîné au capitalisme.

- Bientôt un million d'auto-entrepreneurs : les réalités extrêmement diverses derrière les chiffres - atlantico.fr

Selon une annonce de l'Acoss, qui gère notamment l'Urssaf, près d'un million de français seraient inscrits en tant qu'auto-entrepreneurs.

Un grand nombre d'auto-entrepreneurs ont une activité professionnelle. Ainsi, 38 % exercent une activité de salarié dans le secteur privé. Parmi, les autres créateurs d'entreprise, les salariés du secteur privé n'en représentent que 28 %.

33 % des auto-entrepreneurs sont des demandeurs d'emploi, 12 % sont sans activité professionnelle, 6 % sont des retraités et 5 % des salariés du public et 5 % des étudiants. Toutes ces catégories sont en proportion plus importantes que parmi les autres créateurs d'entreprises.

Quatre secteurs sont principalement choisis par les auto-entrepreneurs : les activités de soutien et de conseil aux entreprises (25 % des auto-entreprises créées), le commerce (21 %), les services aux ménages (17 %) et la construction (15 %). De nombreuses personnes créent une auto-entreprise dans une activité autre qu'il exerce en tant que salarié ou fonctionnaire.

Le détail des statistiques montre également que 49% d'entre-eux n'auraient pas réalisé de chiffre d'affaires au premier trimestre de l'année. Egalement, seuls 5% d'entre-eux ont généré plus de 2 500 euros par mois de revenus. atlantico.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Les contradictions du capitalisme exacerbées à l'extême.

- Les tensions à Calais exacerbées par l'afflux de migrants via l'Italie - AFP

- Un nouveau camp rom démantelé - et après ? - Francetv info

En quelques jours, en région parisienne, plus de mille personnes ont été évacuées par la police... avec, à chaque fois, cette question : et après ? Francetv info 05.08

Aucun peuple sur aucun continent ne se résoudra éternellement à l'extrême misère à laquelle les voue le capitalisme. C'est l'une des contradictions mortelles du capitalisme... ou du socialisme, si nous ne sommes pas prêts à l'affronter, ce sera le national-socialisme ou fascisme qui prendra le relais...

Bon, alors quand est-ce qu'on va commencer à promouvoir le socialisme ? On laisse le champ libre au fascisme ? On attend quoi au juste ? Posez cette question à vos dirigeants.

Du front de la guerre.

- Ukraine : les combats font rage aux portes de Donetsk - LeMonde.fr

- Environ 730.000 personnes ont fui l'Ukraine pour la Russie - Reuters

- Irak: 40 enfants yazidis morts à la suite d'une attaque jihadiste sur Sinjar - AFP

- Centrafrique : le premier ministre démissionne à la suite de l'accord de paix de Brazzaville - LeMonde.fr heures

- Tirs à la frontière entre le Liban et la Syrie durant la trêve - Reuters

Au tour du Liban, l'étau se resserre autour de l'Iran...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Afrique: Obama annonce la mobilisation de plus de 30 milliards de dollars - AFP

Le président des Etats-Unis Barack Obama a annoncé mardi la mobilisation de plus de 30 milliards de dollars - aide publique et investissements privés - à destination de l'Afrique, appelant les dirigeants du continent à créer un environnement propice aux affaires. (Des "*investissements privés*" une "*aide*" pour les Africains, lesquels ? Ceux à qui profitent les "*affaires*"... - ndlr)

Washington, qui espère refaire une partie de son retard sur l'Europe et la Chine, a du chemin à parcourir. M. Obama lui-même a rappelé que les échanges des Etats-Unis avec l'ensemble du continent africain étaient équivalents à ceux réalisés avec le seul Brésil. "*Sur l'ensemble des produits que nous exportons à travers le monde, seuls 1% vont vers l'Afrique sub-saharienne*", a-t-il ajouté. (Cette "*aide*" doit donc favoriser les exportations des Etats-Unis vers l'Afrique. - ndlr)

Mettant en avant, devant un parterre de dirigeants et d'hommes d'affaires, "*de nouveaux engagements*" de 33 milliards de dollars au total, le président américain a particulièrement annoncé que des entreprises américaines - Marriott et General Electric notamment - s'étaient engagées sur des investissements d'un moment total de 14 milliards de dollars dans les secteurs de la construction, de la banque ou encore des technologies de l'information. AFP 05.08 (Il s'agit uniquement de concurrencer les Brics ou les déloger. - ndlr)

SOCIAL

1- Grèce.

L'effondrement contrôlé du capitalisme et ses effets sur le plan social.

Okeanews.fr - La Grèce : le plus haut taux de pauvreté de la zone euro. 34.6% de la population grecque est au niveau ou sous le seuil de pauvreté

Selon une nouvelle étude de la Fondation pour la recherche économique et industrielle, la Grèce occupe la première place dans la zone euro et le quatrième rang parmi les 28 membres de l'Union européenne concernant le pourcentage de ses citoyens vivant au niveau ou sous le seuil de pauvreté.

L'étude révèle qu'un peu plus d'un tiers des Grecs (34,6%) - quelques 3.795.100 personnes - vivaient avec moins de 60% du revenu médian national en 2013.

Ce pourcentage a augmenté de façon constante depuis 2010, lorsque le pays a commencé à appliquer des mesures d'austérité, passant de 27,6% en 2010 à 27,7% l'année suivante, 31% en 2012 et 34,6% en 2013.

Les données de ELSTAT montrent que le risque de pauvreté a considérablement augmenté en Grèce depuis 2010 et que le pourcentage de pauvreté relative a augmenté de 17,3%. Dans la même période, l'écart de pauvreté a augmenté de 24,1% et le risque de pauvreté et d'exclusion sociale de 25,4%.

Dans l'UE, la Bulgarie (49,3%), la Roumanie (41,7%) et la Lettonie (36,2%) ont les pourcentages les plus élevés de personnes vivant dans une pauvreté relative.

Le taux de pauvreté de la Grèce a également dépassé les autres pays de l'UE qui ont suivi des programmes d'austérité. En Irlande, le taux est de 30%, en Espagne de 28,2%, à Chypre de 27,1% et au Portugal de 25,3%.

Les cinq Etats membres de l'UE ayant les plus faibles taux de pauvreté sont les Pays-Bas (15%), la République Tchèque (15,4%), la Suède (15,6%), la Finlande (17,2%) et le Luxembourg (18,4%).

Le taux de pauvreté moyen dans l'UE était de 24,8% et de 23.3% dans les pays de la zone euro. okeanews.fr 05.08

2- Bangladesh

- Heurts entre policiers et ouvriers du textile au Bangladesh - Reuters

Des heurts ont eu lieu mardi à Dacca, la capitale du Bangladesh, entre des ouvriers du textile observant une grève de la faim et réclamant le versement d'arriérés de salaire et les forces de l'ordre, rapportent la police et des témoins.

Près de 1.600 ouvriers, travaillant dans cinq usines de Tuba Group, observent une grève de la faim depuis le 28 juillet et réclament le paiement de trois mois d'arriérés de salaire, de leurs heures supplémentaires et des primes de congés. Près d'une centaine d'ouvriers en grève de la faim sont tombés malades.

Les policiers ont fait usage de matraques pour disperser plusieurs centaines d'ouvriers qui tentaient d'assiéger le quartier général de l'Association des fabricants et exportateurs de textile du Bangladesh, ont déclaré des témoins.

Dimanche, l'association a accepté de verser deux mois de salaire cette semaine et déclaré que Tuba Group verserait par la suite le reste des arriérés ainsi qu'une prime liée à la fête de l'Aïd al Fitr, qui marque la rupture du jeûne du mois de ramadan.

Cette offre a été rejetée par les ouvriers.

L'an dernier, le gouvernement a relevé le salaire minimum de 77% à 68 dollars par mois. Reuters 05.08

Ils ont raison ces ouvriers, tout comme les mineurs ou les métallos d'Afrique du Sud : Ne lâchez sur rien , allez jusqu'au bout ! Ils sont la fierté du mouvement ouvrier international.

Haut de page

Le 7 août 2014

CAUSERIE

On a ajouté 13 nouveaux documents.

Vous comprenez pourquoi je ne prends plus l'avion :

- Un avion d'Air India contraint de se poser à cause de rats à bord - L'Express.fr

Du massacre à la censure.

- A Gaza, 400.000 enfants sont en «*détresse psychologique*» - 20minutes.fr

Après un mois de guerre, Catherine Weibel, porte-parole de l'Unicef pour Israël et la Palestine, estime que presque la moitié des enfants de Gaza sont en «*état de détresse psychologique*». 20minutes.fr 06.08

- CNN, BBC, quand les journalistes sont censurés par le lobbying israélien - french.irib.ir

Max Keiser, journaliste et producteur de films documentaires d'origine écossaise, a annoncé ce dimanche 03 août avoir quitté son émission sur la BBC.

La raison invoquée, les ordres qui lui ont été donnés par les responsables du célèbre média britannique : interdiction totale de mentionner davantage Israël.

Une censure que le journaliste, indépendant et présent sur tous les fronts depuis des années, n'acceptera pas. « *Ce type de censure mène à l'horreur à Gaza* », affirme-t-il sur Twitter. Max Keiser est d'ailleurs connu pour avoir fait volontairement chuter l'action de Coca-Cola, en utilisant pour ce faire un fonds spéculatif, trader à ses heures perdues.

Dans un autre tweet, il met clairement en cause le rôle de la Grande-Bretagne dans l'armement israélien et son lien avec la censure dont il fait l'objet à la BBC. Mais Max Keiser est loin d'être l'unique journaliste freiné dans son travail par le lobbying israélien.

En effet, si la journaliste espagnole Yolanda Alvarez, correspondante à Jérusalem, a été violemment accusée par l'ambassade israélienne à Madrid de soutenir la « *propagande du Hamas* » parce qu'elle diffusait des photos des victimes palestiniennes et des chiffres accablants ; la CNN n'est pas en reste.

Le média américain a récemment muté sa journaliste, Diana Magnay, qui couvrait le conflit. Après avoir été menacée par des israéliens, elle avait directement qualifié ceux-ci d' « *ordures* » sur Twitter. « *Diana a réagi dans un mouvement de colère sur Twitter, après avoir été menacée et harcelée lors d'un tournage* » expliquait un porte-parole de la chaîne. french.irib.ir 06.08

Si une journaliste très-comme-il-faut traite des Israéliens (sionistes) d'« *ordures* », c'est qu'ils doivent être encore plus monstreux que ce qu'on imagine, la pire pourriture qu'a sécrété leur vieux monde pourri avec leur pendant takfiris ou de EI (Daesh).

Comment s'articule leur guerre psychologique et idéologique conformément à leurs objectifs et leur stratégie politique.

Grille de lecture proposée pour les trois articles ci-dessous. Nous ne faisons qu'effleurer ce sujet ici.

1- La mise sous surveillance des opposants à la politique américaine à l'échelle mondiale.

2- Leur enlèvement, l'emploi de la torture et leur liquidation au nom de la morale.

3- Le droit à l'oubli, qui consiste à faire disparaître les noms de représentants ou agents de la classe dominante qui ont été mêlés de près ou de loin à des affaires ou des coups tordus, de façon à effacer toutes traces de leur responsabilité.

On pourrait ajouter un quatrième élément à cette grille de lecture pour répondre à une question que peuvent se poser des lecteurs :

4- Pourquoi des médias tels que 20minutes.fr, Le Figaro où Slate.fr qui sont liés à la classe dominante ou en sont les représentants publient ce genre d'articles ?

Pour que leurs lecteurs ne les accusent pas de manquer en général d'impartialité dans le traitement de l'information, pour donner l'impression qu'eux aussi sont guidés par l'intérêt général et non par des intérêts partisans, pour répondre éventuellement à ceux qui les accusent de se placer systématiquement au côté du gouvernement ou du régime en place, et enfin qu'ils seraient indépendants et n'auraient de compte à rendre à personne, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Ce qu'il faut comprendre ou retenir, c'est que ces médias comme tous les autres ne tiennent pas à se couper des couches de la population auxquelles ils sont censés s'adresser afin de continuer à distiller jour après jour la propagande de la classe dominante, participant à un processus permanent de conditionnement et de contamination des masses et des intellectuels, qui en répercutant leurs articles deviennent autant d'agents servant leur cause au sein de la population, bien au delà des milieux auxquels ils peuvent accéder, gratuitement qui plus est.

Rien de tel pour exercer un contrôle accru de la population et savoir ce qu'elle pense, quel est son état d'esprit ou son niveau de conscience, que d'être à l'origine des idées qu'elle véhicule ou auxquelles elle adhère pour ensuite plus facilement orienter son interprétation de la réalité. Il s'agit donc au préalable de la mettre en confiance en lui soumettant les matériaux de base censés satisfaire son besoin d'information ou alimenter sa réflexion présentant les apparences de l'impartialité, de telle sorte qu'elle continue de s'alimenter à ces sources par la suite, ignorant qu'elle fait l'objet d'une manipulation.

Leurs lecteurs estimant y trouver leur compte en matière d'informations seront moins tentés d'en rechercher ailleurs, en quelque sorte c'est tenté de couper l'herbe sous le pied des opposants au régime qui possèdent leurs propres publications. Autrement dit, c'est tenté de gagner à l'idéologie dominante de nouveaux adeptes parmi les masses et les intellectuels, en leur proposant la panoplie la plus large possible d'articles sur des sujets généralement traités par les opposants au régime, sous un angle susceptible de les faire adhérer à leur idéologie à leur insu ou de les éloigner de ceux qui la combattent.

Enfin, que ces articles mettent en cause l'administration américaine, Obama, la NSA ou la CIA ou une institution de l'Union européenne n'a pas vraiment d'importance pour eux, car à l'instar des personnes ou institutions citées, ils ont conscience ou ils ont parfaitement intégré dans leur stratégie de communication qu'en face il n'existe aucune opposition suffisamment structurée ou puissante qui pourrait s'en servir contre elles ou qui puisse rivaliser avec eux, ces médias aux ordres. A la toute puissance de la classe dominante sans véritable rival (organisé), répond logiquement celle des médias qui servent ses intérêts au sein de la population.

Tous ceux qu'Obama surveille pour «***terrorisme présumé***»: les nouvelles fuites qui inquiètent l'Administration - slate.fr

Le gouvernement américain doit faire face à une nouvelle fuite, vraisemblablement due à un (ou plusieurs) nouveau(x) lanceur (s) d'alerte.

Mardi 5 août, le site Internet fondé par le journaliste indépendant Glenn Grenwald, The Intercept, que l'ex-agent de la National

Security Agency (NSA) Edward Snowden avait contacté pour dévoiler le vaste programme de surveillance Prism en juin 2013, a publié un document classé «*secret/noforn*» (c'est-à-dire qu'il ne doit pas être communiqué aux gouvernements alliés) portant sur la croissance exponentielle du nombre de personnes mises sous surveillance dans le cadre de la lutte antiterroriste sous l'administration Obama.

Sur 680.000 personnes dans le monde considérées comme «*terroristes connus ou présumés*» en 2013 (et à ce titre présents sur la TSDB, «*Terrorist Screening Database*»), 280.000 n'ont pas d'affiliation avec un groupe terroriste spécifique, soit près de la moitié (40%). En comparaison à cette catégorie, le nombre de personnes suspectées d'entretenir des liens avec al-Qaida, le Hamas et le Hezbollah réunis semble bien faible.

D'après les recommandations du gouvernement américain pour établir ces listes de surveillance, publiées par The Intercept, les agents n'ont pas besoins de «*faits concrets*» ni de «*preuves irréfutables*» pour inscrire secrètement quelqu'un sur ces listes. «*La notion vague et élastique de "suspicion raisonnable" suffit à elle seule*», rapporte le site fondé par Glenn Greenwald.

Dans une autre liste révélée ce mardi 5 août, baptisée TIDE (pour Terroriste Identities Datamart Environment), 1 million de noms sont recensés. Les agents sont autorisés à inscrire des noms sur cette liste sur la base de normes encore moins rigoureuses que pour la TSDB.

Le nombre de personnes interdites d'embarquer sur des vols au départ ou à destination des Etats-Unis («*no-fly list*») a été multiplié par dix depuis que Barack Obama est président des Etats-Unis (elle comprend maintenant 47.000 noms). C'est plus que sous l'administration Bush, rapporte The Intercept. En 2006, CBS News s'était procuré cette liste, et avait révélé qu'elle comprenait 44.000 noms, dont notamment celui d'un terroriste improbable: le président bolivien Evo Morales.

L'article de The Intercept cite «une source faisant partie de la communauté du renseignement».

Sachant que ce site ne cache pas quand sa source est Edward Snowden, et que le document est daté d'août 2013, soit après le départ du jeune informaticien vers Hongkong pour fuir la justice américaine, tout porte à croire que la fuite a été causée par un autre lanceur d'alerte (ou plusieurs) au sein des services de renseignement américains.

Le 4 juillet, Glenn Greenwald avait déjà émis cette hypothèse dans un tweet. Slate.fr 06.08

Obama n'a fait que poursuivre et amplifier la politique mise en oeuvre par Bush à partir du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et dans le monde, en tenant exactement le même discours.

Que «*la notion vague et élastique de " suspicion raisonnable " suffit à elle seule*» ou ait valeur de preuve pour être considéré comme un dangereux ennemi des Etats-Unis, en dit long sur les "*preuves*" que possèderaient la CIA et Obama sur l'implication de la Russie ou des "*pro-russes*" ukrainiens dans le crash du vol MH17 de Malaysia Airlines dans l'est de l'Ukraine.

Il faut être d'une naïveté incroyable ou d'une crasse bêtise irrécupérable pour accorder la moindre confiance à leurs élucubrations, leur version de faits qu'ils trafiquent à leur avantage, l'imposture la plus grandiose des dernières décennies demeurant les soi-disant attentats du 11 septembre 2001 qui devaient uniquement servir à justifier toutes leurs guerres à venir. Et dire que parmi nous ou bon nombre d'opposants à l'impérialisme américain il y en a encore qui ne l'ont pas compris, c'est à se demander si nous combattons réellement le même ennemi ou s'ils ont quelque chose dans la tête.

Torture : la CIA à nouveau sur la sellette - lefigaro.fr

Treize ans après le 11 Septembre, la CIA se retrouve à nouveau mise en cause, alors qu'un rapport sénatorial de quelque 6000 pages sur les programmes secrets de torture et de détention en vigueur entre 2002 et 2006 est censé être déclassifié dans les prochains jours. Ce rapport parlementaire, fruit d'une enquête de plusieurs années, devrait fournir une condamnation sans détour des «*pratiques d'interrogatoire poussées*» mises en place pour lutter contre le terrorisme avec l'aval d'une Administration Bush qui avait donné aux espions de Langley un quasi-blanc-seing.

Selon les informations qui ont déjà filtré dans la presse américaine, le rapport ne va toutefois pas jusqu'à conclure à des pratiques de «*torture*». Cette omission paraît délibérée. Toute violation de la loi sur la torture pourrait générer potentiellement des poursuites contre de hauts responsables de l'agence, un engrenage légal que nul n'a intérêt à déclencher. «*Barack Obama ne veut pas que cette affaire prenne de l'ampleur. Comme tout chef de l'exécutif, il a besoin de la CIA avec laquelle il entretient des liens de confiance, notamment à travers sa relation très productive avec son patron John Brennan, qui était, il ne faut pas l'oublier, un haut cadre de l'agence après le 11 Septembre*», explique David Barrett, historien spécialiste des services de renseignements, qui donne un cours sur la CIA à l'université Villanova.

Ces préoccupations expliquent les tiraillements qui opposent depuis quelques jours la présidence et l'Agence centrale de renseignement d'un côté, et le comité du renseignement du Sénat de l'autre, alors qu'ils bataillent sur les détails de

la déclassification du futur rapport. Exaspérée, Dianne Feinstein s'est insurgée mardi contre «la lourde réécriture» de certains passages du texte, par l'exécutif, «une sortie qui laisse entendre que la publication pourrait être retardée», note Barrett.

Barack Obama a reconnu vendredi dernier, en termes très directs, que les «*États-Unis avaient franchi une ligne*» après le 11 Septembre. «*Nous avons torturé certaines personnes, nous avons fait des choses contraires à nos valeurs*», a-t-il dit avec une rare franchise, espérant que le rapport aide à tourner la page. Mais le président a défendu avec force ses espions, appelant le pays à ne pas être trop «*moralisateur*» et à se souvenir du contexte dans lequel les services opéraient. «*Il est important de se souvenir combien les gens avaient peur après la chute des tours jumelles… Il y avait une énorme pression sur les épaules des forces de sécurité*», a-t-il rappelé. Le président est d'autant plus en retrait que l'opinion publique paraît largement indifférente. «*Pour les Américains, c'est une vieille histoire, dit David Barrett, et il faut voir qu'une pluralité voire une majorité de gens continuent de dire que la torture peut être justifiée dans certaines circonstances. De ce point de vue, ils sont en phase avec la série 24 Heures, qui met en scène un héros, Jack Bauer, qui n'hésite pas à torturer pour sauver des vies.*»

«*Ce qui est sûr est que l'agence, avec ces mises en cause publiques, a subi un vrai traumatisme. Comme après le Watergate, il faut s'attendre à ce que les patrons de la CIA, échaudés, deviennent plus prudents et plus bureaucratiques. Ce n'est pas nécessairement une bonne nouvelle*», note David Barrett. lefigaro.fr 06.08

Au contraire, cela incitera la CIA à se faire encore plus discrète !

On aura compris que la conception de la morale dont se réclame Obama est à géométrie variable en fonction de la situation et des besoins de la classe dominante ou de l'impérialisme américain. Il fait preuve de compréhension envers la CIA, il légitime ses agissements barbares en en faisant porter la responsabilité sur les Américains qui les cautionneraient. Autrement dit, à partir du moment ou une partie ou la majorité arriérée, ignorante ou réactionnaire de la population d'un pays justifierait de tels actes, il devient naturel pour le président et le gouvernement de ce pays de les couvrir et d'échapper à leur responsabilité.

Partant de là, il faut en conclure que cela vaut pour le régime nazi en Allemagne dans les années 30-40, son pendant en Israël ou en Ukraine par exemple. C'est légitimer la barbarie au nom des intérêts supérieurs de la nation... Au moment même où Obama donne des leçons de morale aux chefs d'Etat africains et à la terre entière.

On allait oublier de rappeler qu'au nom de la morale dont ils se réclament, Obama ou l'administration américaine ce qui revient au même ont légitimé le recours à des milices fascistes, xénophobes et antisémites pour renverser le gouvernement de Kiev. Les mêmes qui dénoncent l'antisémitisme, ce qui vaut pour Israël qui a participé et soutenu ce coup d'Etat de l'Otan.

Droit à l'oubli: Wikipedia craint les «***trous de mémoire***» sur internet et crie à la censure - 20minutes.fr

La fondation qui gère le site d'informations Wikipedia a affirmé mercredi que la décision de la justice européenne relative au «*droit à l'oubli*» sur internet créait des «trous de mémoire» sur internet et constituait une censure.

La décision visée «empêche le monde d'avoir accès librement à des informations fiables à propos de certaines personnes ou événements», a regretté Lila Tretikov, directrice exécutive de la Fondation Wikimedia dans une déclaration sur un blog officiel. Selon elle «*l'impact sur Wikipedia est direct et critique*» et le site a par exemple déjà reçu une cinquantaine de notifications demandant à ce que des contenus soient effacés.

«*Un internet criblé de trous de mémoire*»

La décision mise en cause a été prise par la Cour de justice européenne de Luxembourg, qui a estimé que les particuliers avaient le droit de faire supprimer des résultats du moteur de recherche Google les liens vers des pages comportant des informations personnelles périmées ou inexactes.

La Cour de justice européenne «*a abandonné sa responsabilité de protéger l'un des droits les plus importants et universels: le droit de chercher, de recevoir et de transmettre des informations*», a encore dit Lila Tretikov. «*En conséquence, des résultats de recherche valides disparaissent en Europe sans explication publique, sans réelle preuve, sans contrôle judiciaire et sans possibilité d'appel. Le résultat est un internet criblé de trous de mémoire*», a-t-elle ajouté, précisant que Wikipedia allait poster des avertissements «*pour chaque contenu retiré de son site*» en raison de la décision de justice.

Les médias britanniques s'étaient déjà plaints le mois dernier à propos de l'arrêt incriminé, constatant que Google avait restreint l'accès à un blog de la BBC et à plusieurs articles de journaux anglais. Mi-juillet, Google avait indiqué avoir reçu plus de 91.000 demandes pour effacer au total 328.000 liens en raison du «*droit à l'oubli*» en Europe. Le groupe informatique américain Microsoft a suivi les traces de Google en commençant mi-juillet à laisser les internautes européens demander le retrait d'informations les concernant dans les résultats de son moteur de recherche Bing. 20minutes.fr 06.08

A la mémoire sélective s'ajoute le trou de mémoire. A moins que ce ne soit la même chose ou serve le même but,

inavouable assurément.

Les sionistes et l'élite intellectuel qui ont fait du "*droit à la mémoire*" leur fond de commerce soutiendront sans sorciller le verdict rendu par la Cour de justice européenne de Luxembourg, une officine illégitime installée dans un paradis fiscal.

Tout comme Obama dont la morale est à géométrie variable, leur "*droit à la mémoire*" ne doit concerner que les événements qui servent leurs intérêts, et doit être entâché de tant de «*droits à l'oubli*» sur leur implication dans la montée en puissance du régime nazi d'Hitler et l'holocauste qu'ils légitiment par la résurgence de l'antisémitisme qu'en réalité ils alimentent et propagent pour criminaliser un quart de l'humanité ou plus, les Arabes, les musulmans. Cela vaut également pour Hollande et le PS.

Le «*droit à l'oubli*» est très largement répandu dans leur société, à commencer dans les manuels scolaires, dans les ouvrages des historiens et autres scribouillards intellectuels, dans les médias évidemment, les partis politiques et syndicats qui procèdent par abstraction, pratiquent le non-dit, la censure, qui falsifient l'histoire, l'interprètent en la tronquant les passages qui ne collent pas avec leurs démonstrations ou leurs conclusions.

Sans exagérer, on peut affirmer que les connaissances auxquelles se réfèrent la population sont marquées du sceau du «*droit à l'oubli*» pour que les masses continuent d'ignorer les rapports qui sont à l'origine de leur condition et ne puissent jamais en sortir.

ACTUALITE EN TITRES

Intox. Ils sont juges et parties. Parole de menteurs.

- « *Subprimes* » : Bank of America vers une amende record d'au moins 16 milliards de dollars - LeMonde.fr

La banque pourrait payer au moins 16 milliards de dollars pour avoir « *menti* » à des investisseurs en leur vendant des dérivés de crédits hypothécaires risqués. LeMonde.fr 06.08

Sans blague, les banquiers des menteurs ! Si Bank of America devait débourser les profits qu'elle a réalisés en se livrant à cette escroquerie, il faudrait rajouter un zéro à la somme qu'elle va devoir débourser pour solder cette affaire.

Il s'agit sans doute de cautionner au nom de l'équité ou de couvrir une nouvelle attaque des dirigeants de l'oligarchie financière contre certains banquiers au pays où plus de 1.000 banques ont été liquidées au cours des dernières années. Un autre article affirmait en titre que la plupart des banques n'étaient pas en situation de faire face à une faillite... qui annonce de nouvelles mesures contraignantes avec lesquelles seules les mieux lotis pourront s'accommoder.

C'est magique !

- Le marché de l'art s'adjuge 17% au premier semestre, un record - AFP

- Bénéfices en hausse pour Porsche, qui prévoit des acquisitions - Reuters

- Profits en hausse pour les réassureurs, mais concurrence accrue - Reuters

- Encore un trimestre magique pour les comptes de Walt Disney - LeFigaro.fr

Néocolonialisme ou poursuite du colonialisme serait plus approprié.

- L'Afrique «*au cœur d'un post-colonialisme qui ne dit pas son nom*» - Liberation.fr

Parce que le blé de bonne qualité rapporte davantage à l'exportation.

- Le mauvaise qualité du blé français en 2014 fait craindre une hausse du prix de la baguette - Francetv info

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Mexique

- Mexique: le salaire minimum est sous le seuil de pauvreté - AFP

Le Mexique, deuxième puissance économique d'Amérique latine après le Brésil, est "*le seul pays de la région où le salaire minimum est inférieur au seuil de pauvreté*", représentant 66% de ce seuil, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal).

"*La perte de près de 70% du pouvoir d'achat réel du salaire minimum puis sa stagnation ont représenté un long processus depuis 1980*", a expliqué mardi Alicia Barcena, secrétaire exécutive de la Cepal, organisme qui dépend de l'ONU et a son siège à Santiago du Chili.

Au Mexique, "*ceux qui cumulent deux salaires minimum ont une rémunération qui n'est que légèrement supérieure au seuil de pauvreté*", a-t-elle ajouté, durant un forum organisé à Mexico.

Au Mexique, "*près de 14% des personnes occupées reçoivent un salaire inférieur au salaire minimum, tandis qu'environ deux personnes occupées sur cinq perçoivent comme rémunération, au mieux, l'équivalent de deux salaires minimums*", a souligné Alicia Barcena.

Au Mexique, près de la moitié des 118 millions d'habitants vivent en situation de pauvreté... AFP 06.08

2- Somalie

- Somalie: le pays appelle à l'aide pour éviter une nouvelle famine - french.irib.ir

Le gouvernement somalien a appelé à l'aide mardi pour empêcher une nouvelle famine, trois ans après celle qui a fait environ 260. 000 morts en six mois dans le pays."*La sécheresse touche déjà plusieurs régions de Somalie*", a affirmé le gouvernement dans un communiqué, disant "*prévoir une détérioration de la situation*". "*De l'aide sous forme de nourriture, eau et médicaments doit parvenir de façon urgente aux populations touchées*", poursuivent les autorités de Mogadiscio.fin juillet, l'ONU avait réitéré ses avertissements sur une menace de famine dans certaines zones de Somalie, indiquant notamment que les organisations humanitaires ne pouvaient "*faire face aux besoins de plus de 350. 000 déplacés à Mogadiscio*".

Les évaluations de l'ONU montrent "*des niveaux d'urgence dépassés en terme de malnutrition*" dans sept localités, dont celles de Garowe (Puntland, nord-est), Galkayo (centre) et Kismayo (sud) avec "*la détérioration la plus importante*" enregistrée à Mogadiscio. french.irib.ir 06.08

ECONOMIE

Russie

- Moscou interdit d'importer des produits agroalimentaires des pays la sanctionnant - AFP

Le président russe Vladimir Poutine a ordonné mercredi d'"*interdire ou de limiter pendant un an*" les importations de produits agroalimentaires en provenance des pays ayant adopté des sanctions économiques contre la Russie, a annoncé le Kremlin dans un communiqué.

"*J'ordonne d'interdire ou de limiter pendant un an les importations sur le territoire russe de certains types de produits agricoles, de matières premières et de denrées alimentaires*" en provenance de pays qui ont "*décidé la mise en place de sanctions économiques*" contre la Russie, a déclaré M. Poutine, cité dans le communiqué.

Cette décision a été prise "*afin de protéger les intérêts nationaux de la Fédération de Russie*", a précisé le président.

L'Union européenne et les Etats-Unis, notamment, ont décidé une série de sanctions économiques contre la Russie sans précédent depuis la guerre froide, accusant Moscou de soutenir militairement les insurgés séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine, ce que le pouvoir russe dément.

Mardi, Vladimir Poutine avait déjà annoncé avoir ordonné au gouvernement russe d'élaborer des mesures de représailles à ces sanctions, dont les plus sévères ont été introduites la semaine dernière. Ces sanctions interdisent notamment l'accès des principales banques publiques russes au marché occidental des capitaux, et les exportations d'armes et de certains équipements pétroliers vers la Russie.

Dans son décret sur des "*mesures économiques spécifiques visant à assurer la sécurité de la Russie*", M. Poutine souligne que la durée de l'interdiction sur les importations pourrait être modifiée "*si nécessaire*", laissant entendre que Moscou pourrait revenir sur sa décision en cas d'assouplissement de la position de l'Occident.

Le président appelle également le gouvernement à "*prendre des mesures pour assurer l'équilibre sur les marchés et empêcher la hausse des prix de produits agroalimentaires*" en Russie.

Le gouvernement russe devra notamment présenter dans les prochains jours une liste de produits dont l'importation sera interdite ou restreinte, selon le décret.

Pour sa part, l'agence vétérinaire russe Rosselkhoznadzor a aussitôt fait état de ses projets de négocier l'augmentation des importations en provenance des pays d'Amérique latine.

"*Des réunions avec les ambassadeurs d'Equateur, de Brésil, de Chili et du chargé d'affaires d'Argentine en Russie auront lieu le 7 août*" afin de discuter d'"*une éventuelle hausse de livraisons des produits alimentaires en provenance de ces pays sur le marché russe*", a indiqué Rosselkhoznadzor dans un communiqué.

Le Brésil a déjà manifesté son intérêt envers l'augmentation des exportations de produits alimentaires vers la Russie, selon la même source.

La Russie est importatrice nette de produits agroalimentaires. Le montant de ses importations dans ce domaine représentait 16,9 milliards de dollars de janvier à mai 2014, et des exportations d'une valeur de 7,1 milliards de dollars, selon les dernières statistiques officielles.

Ces chiffres concernent les échanges de la Russie avec le reste de la planète, au-delà des seuls pays qui ont imposé des sanctions récemment à son encontre.

Les pommes, les bananes, les tomates, les pommes de terre, ainsi que la viande et le poisson représentent la plus grande part des importations agroalimentaires russes, selon la même source.

Moscou est souvent accusé d'utiliser l'arme commerciale, notamment en invoquant des motifs sanitaires, comme moyen de pression diplomatique sur ses voisins.

Depuis le renforcement des sanctions occidentales à son encontre, la Russie avait déjà interdit quasi quotidiennement l'importation de nouveaux produits alimentaires sur son territoire sous couvert de "*protection des consommateurs*".

Ainsi, la Russie a décidé mercredi de limiter ses importations de viande de Roumanie et d'animaux d'Italie, de Bulgarie et de Grèce en raison de la découverte de maladies, après avoir déjà décrété un embargo sur les fruits et légumes en provenance de Pologne en raison de "*violations répétées*" de la validité des certificats. AFP 06.08

Haut de page

Le 8 août 2014

CAUSERIE

J'ai supprimé la rubrique *Articles du site* puisque je n'ai pas le temps d'en écrire en dehors de ceux rédigés à main levée qui figurent dans les causeries. Les archives demeurent accessibles.

Je l'ai remplacé par une rubrique dans laquelle figureront les adresses des articles contenant des données ou des analyses déterminantes pour mieux comprendre la situation, *Articles à lire absolument*. On choisira de préférence les articles les plus accessibles au plus grand nombre, rédigés simplement, les mieux structurés ou argumentés (avec leurs sources), de telle sorte que les éléments qu'ils renferment se gravent facilement dans le cerveau du lecteur ou lui servent de repères par la suite

sans qu'il ait besoin de se souvenir d'une foule de détails historiques, etc.

Ce qui est important pour chaque militant ou travailleur qui veut progresser, c'est d'avoir à sa disposition dans son cerveau un certain nombre de points de repères qui lui permettent de cerner rapidement une situation, d'en venir rapidement à l'essentiel sans se laisser distraire par des questions secondaires car le temps dont il dispose est limité. Et en cas de besoin, si on souhaite réfléchir davantage à une question, on possède déjà la trame qui permet d'orienter nos recherches ou travaux, on gagne un temps phénoménal, en quelque sorte cela aide à se poser les bonnes questions, celles qui permettent d'aller de l'avant, d'aller plus loin ou au bout d'une analyse, d'étayer ou renforcer nos convictions ou de les modifier si nécessaire au lieu de se fourvoyer ou de se retrouver dans une impasse. A chacun sa méthode.

Il n'y a rien de pire que de lire un article et parvenu à la fin se demander ce qu'il faut en retenir. Deux possibilités : Soit il était médiocre et inconsistant et la question ne se pose pas, quoique, c'est intéressant de déterminer par où il péchait, c'est un excellent exercice en fait ; soit il était fameux et on est passé à côté de l'essentiel, car son contenu débordait forcément au delà du sujet qu'il abordait ou la question qu'il traitait, et nous fournissait des réponses ou un début de réponse à bien d'autres questions qu'on se posait, qu'il fallait ensuite rééxaminer en intégrant ces nouveaux éléments et ainsi de suite. Le pire, ce n'est pas d'être incapable de répondre à une question, c'est plutôt quand une question n'en soulève pas une ou des autres.

Cette démarche n'a rien à voir avec celle qu'on (les médias principalement) nous pousse à adopter, qui consiste à se cantonner dans l'immédiateté ou à réduire le champ de notre réflexion aux évènements qui se déroulent sous nos yeux, et à l'interprétation qu'on nous propose ou suggère d'adopter sans se poser davantage de questions, en réalité elle confine au conditionnement, de telle sorte qu'on soit incapable de les intégrer à l'intérieur d'un processus plus général et finalement d'en tirer profit, de comprendre la situation et son évolution.

Dès lors que notre réflexion se trouve réduite au minimum ou cède le terrain à une autre forme de réaction plus élémentaire (primitive) de notre part, à une réaction émotive où l'inconscience, le subjectif domine, une fois que cette substitution a eu lieu, qu'aux faits on a substitué nos propres émotions, on est prêt à adopter ou à se satisfaire de n'importe quelle interprétation du moment qu'elle ne vient pas heurter ou troubler l'état d'esprit dans lequel on est au moment où ils parviennent à notre connaissance ou de manière générale nos convictions le plus souvent infondées, superficielles ou surfaites, stéréotypées, quand on en a, à défaut de posséder une conscience politique ou un esprit critique aiguisé, ce qui est le cas de la plupart de la population.

A terme, on doit être capable d'intégrer dans notre interprétation de la société et du monde, l'ensemble des facteurs et des rapports qui les composent, condition indispensable pour qu'elle soit cohérente, pour qu'on puisse la défendre et la faire partager au plus grand nombre par la suite, sachant que l'issue du combat politique que nous menons en dépend largement, la construction du parti.

Désinformation et propagande.

- Le conflit israélo-palestinien n'est pas un conflit mondial - LeMonde.fr

Ah bon, vraiment ? En lisant l'article *Qu'ont en commun les guerres en Ukraine, à Gaza, en Syrie et en Libye ?* publié par le Réseau Voltaire on a la preuve irréfutable du contraire.

Réponse de l'auteur à la fin de son article :

- "*Force est de constater que les hydrocarbures constituent le dénominateur commun des guerres en Ukraine, en Irak, en Syrie et en Libye.*", et à Gaza.

Ce qui m'étonne, c'est une façon de parler, c'est que personne ne fasse figurer ce facteur déterminant dans chaque déclaration, article ou tract sous la forme d'un rappel en deux mots ou deux lignes, sachant qu'il constitue la toile de fond et l'enjeu de tous ces conflits pour comprendre la situation et le lien qui existe entre l'économie et la politique. A croire que personne ne tient à ce que les masses en prennent conscience et en tirent des conclusions politiques. Nos dirigeants (professeurs de formation pour certains) sont de piètres pédagogues, on ne le dira jamais assez, hélas !

Le Parti de gauche. A qui profite l'imposture ?

Dans un article du 4 août le PG (1) "*condamne la collusion entre le groupe PPE au parlement européen*" avec Andrey Parubiy, fondateur du parti fasciste ukrainien Svoboda, ex -parti National Socialiste d'Ukraine, s'offusquant de "*la banalisation de l'idéologie nazie*" qui consiste à "*la laisser s'insinuer plus avant au cœur des institutions européennes, alors que l'Union Européenne a elle même condamné le parti de d'Andrey Parubyi, Svoboda*".

Voyez-vous cela, voilà un parti qui se dit de gauche, qui entend donner des conseils ou s'immiscer dans les affaires du parti de l'ordre, l'UMP, qui fait partie du groupe PPE au parlement européen, pour un peu il lui dicterait sa politique, on ne sait jamais des fois qu'il viendrait à l'esprit de ses dirigeants de l'adopter.

Si le PG s'estime légitime pour intervenir dans les relations qu'entretient l'UMP avec d'autres partis, ce qui est parfaitement son droit et ne sera jamais notre cas, c'est que forcément il est lié à ce parti ou il estime être en droit d'en attendre quelque chose. Comment cela pourrait-il être possible, sinon qu'ils auraient des intérêts communs ou partageraient les mêmes valeurs ou principes, on devrait plutôt dire l'absence de principes et de valeurs des dirigeants de l'UMP, ce qui n'est pas vraiment le cas des travailleurs à notre connaissance.

On aura compris que le PG encouragent les dirigeants de l'UMP à ne pas afficher publiquement leur collusion avec l'extrême droite ou des fascistes qu'ils dénoncent par ailleurs en France, à le dissimuler.

Question : Au détriment de qui ou de quoi ? Mais des travailleurs, qui devraient ignorer que le parti officiel de l'ordre et les fascistes, l'UMP et le FN en France, le PS quand il devient le supplétif du parti de l'ordre au pouvoir, sont complémentaires et non des ennemis, ils sont liés par des intérêts communs et ils sont au service de la classe dominante, leurs rapports tels qu'ils apparaissent au grand jour étant déterminés par la situation, le développement de la crise du capitaliste ou les besoins des capitalistes dans le combat qu'ils mènent contre la classe ouvrière. Le parti de l'ordre et l'extrême droite partagent les mêmes objectifs, seuls les moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre permet de les distinguer.

Si la guerre est le prolongement de la même politique mise en oeuvre en temps de paix, le FN ou l'extrême droite, le fascisme, s'inscrivent dans la continuité de la même politique à un stade déterminé de la crise du capitalisme, quand la classe dominante est incapable d'affronter les masses pour leur imposer sa politique de régression sociale, en dernier recours quand elle a épuisé toutes les alternatives, le PS et le Front populaire, elle fait appel à ses milices fascistes pour briser violemment le mouvement ouvrier et parvenir à ses fins.

Voilà ce que les travailleurs et les militants ne doivent surtout pas comprendre, d'autant plus que le PS fait office de parti de l'ordre lorsque l'UMP ne peut remplir ce rôle à la tête de l'Etat. Imaginez un instant qu'ils saisissent clairement que l'UMP et le PS sont en réalmité complices du FN ou des fascistes, cela ouvrirait la voie à la recomposition du mouvement ouvrier sur une ligne de rupture avec le PS et tout ce qu'il incarne, le PG qui est inféodé au régime en place au même titre que le PS ne veut pas en entendre parler, car cela entraînerait leur dislocation.

Quant à l'Union européenne, après avoir soutenu le coup d'Etat orchestré par l'Otan et réalisé en recouurant à des partis d'extrême droite ou fasciste, Secteur Droit et Svoboda, elle a salué l'élection de l'oligarque Porochenko à la tête de l'Etat ukraine qui a nommé dans son gouvernement à des postes clés des dirigeants de ces partis, mais pour le PG c'est déjà de l'histoire ancienne qu'il a enterrée pour mieux ménager l'Union européenne qu'il légitime, ceci expliquant cela.

Pourquoi s'en offusque-t-il ? Parce que cela révèle la véritable nature de l'Union européenne à laquelle le PG participe. Mais aussi parce qu'il s'en réclame et refuse de rompre avec l'UE, car pour continuer de soutenir cette institution exclusivement au service de l'oligarchie financière, il faut qu'elle présente une image proprette, lisse, parée d'un vernis démocratique pour faire illusion, or s'afficher avec des nazis la fout mal, lui donne une image désastreuse, la rend infréquentable aux yeux des militants et ne facilite pas la tâche du PG qui doit justifier sa ligne politique.

A l'arrivée, on s'aperçoit qu'en guise de politique à travers un discours qui se veut radical ou de gauche, le PG ne fait qu'étaler son impuissance qui coïncide avec sa soumission à l'ordre établi.

(1) Le fondateur du parti National Socialiste d'Ukraine reçu par le Parti Populaire Européen au Parlement ! - lepartidegauche.fr - 04.08

ACTUALITE EN TITRES

Erreur d'adresses.

- L'Argentine demande aux Nations unies de poursuivre Washington - Reuters

- L'Argentine vise désormais Washington dans son litige avec les fonds "*vautours*" - AFP

L'Argentine a changé son fusil d'épaule et déposé une plainte contre les États-Unis devant la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye, après l'échec des négociations avec les fonds "*vautours*" et la justice américaine pour trouver un accord. AFP 07.08

Une bonne affaire.

- L'Etat portugais réduit sa contribution au sauvetage de Banco Espirito Santo - AFP La contribution de l'Etat portugais au

sauvetage de la banque Espirito Santo (BES) sera réduite de 4,4 à 3,9 milliards d'euros grâce à une participation plus importante du secteur financier, a annoncé jeudi la ministre des Finances Maria Luis. AFP 07.08

En complément

- Commerzbank double son bénéfice net au 2e trimestre - Reuters

Ils n'ont pas terminé le " ***travail***".

- Obama autorise des frappes aériennes contre les djihadistes en Irak - LeMonde.fr

- Paris prêt à soutenir les Kurdes qui combattent l'Etat islamique en Irak - LeMonde.fr

- L'OTAN prête à renforcer son assistance à l'Ukraine face à « *l'agression russe* » - LeMonde.fr -

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Russie-US et UE. Le tension monte d'un cran.

- La Russie menace d'interdire le survol de son territoire entre l'Europe et l'Asie - french.irib.ir

Le Premier ministre russe Dmitri Medvedev a menacé jeudi d'interdire le survol du territoire russe aux compagnies aériennes effectuant des liaisons entre l'Europe et l'Asie via la Sibérie, la route la plus courte, en réponse aux sanctions occidentales.

M. Medvedev a en outre indiqué que le gouvernement étudiait une série de mesures en réponse à l'arrêt dimanche des activités du premier transporteur aérien à bas coût russe, Dobrolet, provoquée par les sanctions occidentales. La fermeture de l'espace aérien russe pour les liaisons entre l'Europe et l'Asie provoquerait pour les compagnies aériennes un important surcoût en carburant qui se répercutera sur les prix. french.irib.ir 07.08

En complément.

- L'Union européenne envisage de saisir l'OMC de l'embargo agroalimentaire russe - LePoint.fr

- L'embargo russe sur l'agroalimentaire risque d'engorger le marché européen - AFP

- La FNSEA, inquiète des sanctions russes, se tourne vers l'Elysée - AFP

La palme de la désinformation.

- Sanctions : Poutine joue l'escalade contre l'Occident - LeFigaro.fr

Quand les supplétifs de l'armée américaine appliquent la politique dictée par Washington au Proche-Orient

- L'EIIL menace d'envahir le Koweït - french.irib.ir

« *Abou Bakr al-Baghdadi, chef de l'EIIL qui se réclamé « le calife des Musulmans », a menacé d'envahir le Koweït pour faire la guerre avec les Etats-Unis* », a rapporté le quotidien jordanien Al-Sawsana. « *Nous avons des comptes à régler avec les Etats-Unis* » a-t-il dit sur sa page Twitter. « *Nous ne pouvons pas atteindre les Etats-Unis, donc, les Etats-Unis, eux-mêmes, viennent vers nous, et cela peut se faire avec l'invasion du Koweït qui poussera les Etats-Unis à venir et nous nous lancerons dans une guerre pour nous venger de ce pays* », a ajouté le chef du groupe terroriste de l'EIIL, l'Etat islamique en Irak et au Levant.

Dans ce même droit fil, les sources de sécurité koweïtiennes ont annoncé que le ministère de l'Intérieur du pays est en train de surveiller les Internaute qui soutiennent sur les réseaux sociaux l'EIIL et incitent les gens à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité pays, ainsi qu'à la sédition. Ces sources ont dit avoir l'intention d'agir légalement contre ces gens, après avoir collecté des documents nécessaires. Cette allégation du chef du groupe terroriste de l'EIIL intervient à un moment où des informations avaient été, auparavant diffusées comme quoi, Abou Bakr al-Baghdadi avait été, lui-même, entrainé et formé par les Etats-Unis et le régime sioniste. french.irib.ir 07.08

Gaza. Echo.

- Gaza : plainte marocaine déposée contre le Général Sami Turgeman - french.irib.ir

Selon le site d'information marocain *Le 360*, quatre avocats marocains ont déposé une plainte contre le général Sami Turgeman, commandant en chef de Tsahal dans le Sud d'Israël.

Les signataires qui sont Khhalid Sefinani, Abderrahim Jamaï, Abderrahmane Benameur et Abderrahim Ben Barka portent plainte contre ce Général, qui détient la nationalité marocaine, pour " *crimes de guerre* " . Cette annonce a été faite le lundi lors d'une conférence de Presse à Rabat.

Etant donc marocain, le Général peut être poursuivi judiciairement devant les tribunaux marocains. Ce Général est responsable directement du massacre de centaines de palestiniens dans l'offensive actuelle sur la bande de Gaza.

Le général risque aussi de perdre sa nationalité marocaine puisque « toute personne qui accomplit des actes incompatibles avec la qualité de Marocain au profit d'un Etat étranger » peut être déchu de sa nationalité.

Le combat contre les crimes de guerre de Tsahal ne s'arrêtera pas là pour ces avocats déterminés. Des plaintes seront déposées contre des dirigeants militaires israéliens, devant la Cour Pénale Internationale de La Haye pour crimes de guerre.

La normalisation des relations entre le Maroc et Israël est également dans le collimateur. L'avocat Abderrahim Jamaï a relancé ce débat à l'occasion de la conférence de presse, au cours de laquelle il a appelé à une loi criminalisant la normalisation de ces relations.

Le peuple marocain a dénoncé à plusieurs reprises les crimes de guerre commis à Gaza et les initiatives de ces avocats sont les bienvenues. french.irib.ir 07.08

Monarchie, sionisme et banquiers sont des alliés de toujours.

- Au moment où les Palestiniens se font massacrer par les Israéliens : un sioniste décoré par le roi du Maroc. - french.irib.ir

Fidèle à la tradition, le roi du Maroc, Mohammed VI, profite des célébrations des quinze ans de son intronisation pour honorer un sioniste français, Michael Zaoui, un grand banquier français connu pour être l'un des plus grands donateurs de la fondation France-Israël. Il a été décoré par le souverain marocain avec l'Ordre du Trône. Ce n'est pas le premier sioniste honoré par le royaume, mais cette fois-ci, à cause du drame palestinien, l'événement paraît tellement indécent que les médias marocains les plus zélés ont préféré ne pas en faire étalage.

Déjà en septembre 2009, Mohammed VI a accordé le titre de chevalier de l'Ordre du trône du royaume du Maroc à Jason Isaacson, directeur de gouvernement et d'affaires internationales du Comité américano-juif (AJC), un puissant lobby américano-juif qui défend les intérêts juifs dans le monde entier. La cérémonie de décoration de Jason F. Isaacson avait été organisée à la résidence de New-York de l´ambassadeur du Maroc aux Nations unies. Ainsi, derrière les discours de compassion, parfois emphatiques, à l'égard de la population de Gaza qui agonise sous les bombardements acharnés de l'armée israélienne depuis plusieurs semaines, et derrière son paravent de «commandeur des croyants» et de président du Comité d'Al-Qods, le roi du Maroc continue à pactiser avec l'entité sioniste.

Né d'une famille juive de Fès, Michael Zaoui a fait fortune, en s'associant avec son frère Yoël, dans le secteur de la spéculation financière, et notamment dans les plus grandes opérations de fusions acquisitions des dix dernières années en Europe : Mittal-Arcelor, Elf-Total, Castorama-Kingfisher, Crédit Agricole-Banque Indosuez, HSBC-CCF, etc. french.irib.ir 07.08

Haut de page

Le 9 août 2014

CAUSERIE

Ne soyons pas dupe. Obama et Hollande (notamment) volent au secours des Irakiens, tandis qu'ils laissent les Syriens se faire massacrer par les mêmes barbares d'EIIL qu'ils ont formés et armés.

Il doit s'agir de tenter de diviser les différentes minorités et communautés en Irak qui ont décidé de rassembler leurs forces face à ce terrible péril, certaines étant favorables ou liés aux Etats-Unis et d'autres farouchement hostiles. Pour les puissances occidentales, il n'y aurait rien de pire que de voir un puissant mouvement indépendant soutenu par la majorité de la population prendre la direction de l'Irak à la place de leurs marionnettes.

- Irak : un peuple, face à Daesh. - french.irib.ir

Les évolutions de ces derniers jours, sur le champ de bataille avec Daesh, dans le Nord de l'Irak, ont donné lieu à l'unité des Irakiens et à leur unanimité, face à ce groupe terroriste takfiri.

Après que le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, a ordonné, lundi, à la force aérienne d'aider les Peshmergas, face à Daesh, différents groupes irakiens, dans des rangs unis, sont partis en guerre contre ce groupe terroriste takfiri. Donnant suite à cet ordre, les coopérations militaires irakiennes avec le Kurdistan irakien, pour contrer Daesh, créé par l'Occident, se sont renforcées. Dans le cadre de la coopération de l'armée irakienne avec les

Peshmergas, le ministre de la Défense de ce pays a envoyé, à Mossoul, un groupe spécial de l'armée, pour aider les Peshmergas. En raison de l'unité des Irakiens, sur la scène militaire, les terroristes de Daesh se sont retirés, jeudi, de la localité de Touzkhourmatou, tandis que l'armée a nettoyé ses alentours de la présence des terroristes de ce groupe.

Actuellement, plus de la moitié de la localité d'Amerli, dans le Nord de l'Irak, est reprise à Daesh. Malgré ces succès, il faut prendre au sérieux le danger de Daesh, en Irak, car ce groupe envisage de prendre le contrôle d'autres endroits de ce pays. La sédition de Daesh sera uniquement éradiquée par l'unité de tous les Irakiens. En coopération avec les mercenaires baathistes et le soutien étranger, Daesh a occupé, le 10 juin 2014, la ville de Mossoul, Chef-lieu de la province de Ninive. Le complot Daesh-Baathiste a commencé, au départ, pour s'ingérer, dans le processus politique de l'Irak, et dresser les différents groupes irakiens les uns contre les autres, mais, finalement, ses objectifs bien orchestrés, ont été révélés à tous les Irakiens, même, aux opposants de Nouri al-Maliki.

Les agissements d'environ de deux mois de Daesh, dans le Nord de l'Irak, montrent que ce groupe terroriste a visé tout ce pays, n'épargnant même pas le Kurdistan irakien. Le massacre de différentes minorités, notamment, chrétienne et Yézidie, dans différents endroits de l'Irak, ainsi que l'enlèvement de femmes irakiennes, pour le jihad du Nikah, ont fait retentir la sonnette d'alarme à l'oreille de toutes les minorités, ethnies et formations de la société irakienne, pour qu'ils s'unissent tous, face à Daesh. Les agissements de Daesh, dans le Nord de l'Irak, et le génocide de différentes minorités et ethnies, nécessitent, en plus d'un Mouvement national et populaire, la réaction pertinente de la communauté mondiale, notamment, les Nations Unies, face à ce groupe terroriste. Bien que les Irakiens soient bien conscients des complots de Daesh, cependant si on ne les étouffe pas, totalement, dans l'œuf, en Irak, la sécurité mondiale sera mise en péril. french.irib.ir 08.08

Nous condamnons évidemment la conclusion de cet article consistant à en appeler à l'ONU.

On ne le précise pas toujours à la suite des nombreux articles que nous mettons en ligne, mais nos lecteurs sont censés le savoir depuis le temps, le bandeau figurant à gauche de la page d'accueil du site est suffisamment explicite pour éviter toute confusion entre nous.

Tous dans la rue avec le peuple palestinien.

- Nouvelles manifestations propalestiniennes à venir en France - Libération.fr

La mobilisation en faveur des Palestiniens ne s'essouffle pas, avec de nouvelles manifestations prévues en fin de semaine partout en France, alors que le cessez-le-feu a expiré vendredi matin et que les hostilités ont repris à Gaza.

Samedi à Paris, une manifestation est organisée à 15 heures de Denfert-Rochereau aux Invalides, à l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, une mobilisation identique à celle de samedi dernier, avec pour mot d'ordre notamment l'arrêt de l'«*agression israélienne*» et la «*levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza*».

Parmi les organisateurs figurent l'association France Palestine solidarité (AFPS), le Parti communiste, les Verts, et l'Union générale des étudiants de Palestine (Gups France).

A la même heure, d'autres rassemblements de soutien aux Palestiniens débuteront à Marseille, Strasbourg, Lille, Lyon, mais aussi Dijon, Nantes, Angers, Orléans, Quimper, Vannes et Châlons-en-Champagne. A Toulouse, les manifestants ont rendez vous vendredi à 18h30, à l'initiative notamment du Collectif Palestine Libre et du PCF. Libération.fr 08.08

Le chiffre du jour. 1.890.

L'opération «*Bordure protectrice*» a tué 1 890 Palestiniens, dont 430 enfants et adolescents, selon le ministère palestinien de la Santé. AFP 08.08

Cela nous avait échappé. Guerre psychologique et idéologique.

Quand les médias diffusent la propagande d'un think tank néolibéral par le biais d'un sondage commandé ou plutôt fabriqué par ce dernier.

Dans un blog de Courrier International en mai 2013.

Avec le titre « *Un Français sur deux croit à la théorie du complot* », Le Point fait état d'un sondage d'après lequel 51% des Français se rallient au point de vue : « *ce n'est pas le gouvernement qui gouverne la France, on ne sait pas en réalité qui tire les ficelles* ». S'agit-il vraiment d'un quelconque « *complotisme* » ou, tout simplement, du constat d'un désastre social et économique assorti d'un manque de transparence ? Le Point se réfère à un article du Monde intitulé « *La moitié des Français croient aux théories du complot* » et qui présente un diagramme détaillé des pourcentages de réponses par rapport à l'énoncé « *On ne sait pas qui tire les ficelles* ».

Le Monde précise que la source est une étude lancée par le think tank britannique Counterpoint et financée par l'Open Society dont le fondateur n'est autre que George Soros. L'article souligne également que « *les trois quarts des sondés estiment que c'est la finance internationale qui dirige le monde* ». (science21.blogs.courrierinternational.com)

Estimation correspondant effectivement à la réalité. Mais alors pourquoi ce genre de sondages dont les résultats ont vocation à être diffusés ? A quoi peuvent-ils bien servir? A quoi doivent-il servir, il serait plus juste de se demander ? En voilà une énigme, un mystère, n'est-ce pas ? La réponse figure dans le passage suivant

Extrait du même blog en août 2013

Le Point, tribune préférée notamment des néoconservateurs ou néolibéraux, BHL et les membres du Cercle de l'Oratoire, mais pas seulement.

A cette époque Le Point a été encore plus loin en publiant un éditorial de Nicolas Baverez qui est membre du comité exécutif des rencontres du groupe Bilderberg que l'on ne présente plus. On retiendra donc que Le Point est également le magazine préféré de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Dans l'article de ce blog on pouvait lire plus loin que la politique de l'Union européenne avait figuré au programme de la réunion annuelle du groupe Bilderberg en juin 2013 en Grande-Bretagne. Et l'auteur de poser une question : "*Que peut-on en attendre ?*", y répondant indirectement en posant une autre question : "*Et quand finira cette crise qui en réalité n'est autre qu'une dérive permanente résultant d'une stratégie à long terme des milieux financiers ?*", pour terminer en rappelant que : "*Les rencontres de Bilderberg continuent donc à fonctionner comme un rassemblement de représentants des institutions et groupes influents des « puissances occidentales » afin de débattre d'une stratégie commune à l'échelle planétaire.*"

Récapitulons, ainsi c'est l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui dirige le groupe Bilgerberg qui fonctionne comme une sorte de gouvernement mondial occulte puisque sans contrôle, qui dicte la politique de l'Union européenne, qui profite de la crise du capitalisme et l'oriente dans une direction déterminée, l'ensemble étant conforme à sa stratégie politique devant lui permettre d'accroître ou d'étendre toujours et encore sa puissance économique et politique sur le monde au moyen d'institutions, de gouvernements qui leur sont acquis...

Maintenant revenons à notre question du paragraphe précédent.

Quand les porte-parole de cette oligarchie diffusent un sondage faisant ressortir que la majorité de la population estime que c'est "*la finance internationale qui dirige le monde*", elle envoie un message en direction de ceux qui n'en sont pas encore convaincus pour qu'ils adhèrent à leur tour à cette thèse, qui est à la fois vrai et fausse. Notons au passage que ce sondage et ces articles s'adressaient à l'élite intellectuelle, à la classe moyenne.

Cela mérite un éclaircissement, parce qu'on pourrait se dire au premier abord que cette démarche va à l'encontre de ses intérêts, puisqu'il est exact que c'est l'oligarchie financière qui dirige le monde et qu'elle n'a aucun intérêt à ce que la population en prenne conscience. Il faudrait peut-être préciser que la démarche des auteurs de ce sondage ne consistait pas à empêcher cette couche des masses exploitées d'en prendre conscience, puisque c'est déjà largement le cas, mais plutôt de la convaincre qu'il est inutile de leur résister, qu'elle ferait mieux de renoncer à sa vélléité d'indépendance intellectuelle et de servir docilement leur cause.

Certes, se faire l'écho que la majorité de la population estime que la finance mondiale domine le monde pourrait desservir ses intérêts, sauf que simultanément la population en question n'a pas accédé à un niveau de compréhension du fonctionnement de la société ou à un niveau de conscience politique qui lui permettrait d'échapper ou de rompre avec l'idéologie de la classe dominante, d'envisager d'en finir avec le capitalisme, elle en demeure prisonnière. S'agissant de l'élite intellectuelle ou la classe moyenne auxquelles, elle est largement corrompue par son statut supérieur ou son mode de vie confortable, mais si elle est de prime abord acquise au capitalisme, elle est également en mesure de développer un esprit critique qui peut s'avérer contraire aux intérêts du capitalisme, pire encore si elle s'alliait avec le prolétariat...

Partant de ce constat qu'ils ont établi et qui est correct, au lieu d'aider la population à chercher la voie qui lui permettrait à terme de s'émanciper du capital ou de renverser l'ordre établi, ils s'emploient à la convaincre qu'elle fait face à un ennemi trop puissant pour envisager l'affronter ou le vaincre, ennemi qui ne serait pas dans son propre pays, le gouvernement les institutions politique du capital, l'Etat bourgeois ou capitaliste, ennemi qui serait ailleurs, partout et nulle part à la fois de telle sorte qu'il serait devenu insaisissable, intouchable, dès lors à quoi bon se mobiliser, s'organiser, combattre pour une société meilleure et plus juste puisque c'est impossible d'atteindre le pouvoir qui est responsable de tous nos maux ou de la situation actuelle. Il ne nous reste plus qu'à subir le traitement qu'il nous réserve en essayant individuellement de nous en sortir le mieux possible, sans nous soucier du sort du reste de la population ou de questions de nature collective ou politique qui nous dépassent ou dont la solution est du ressort des maîtres du monde et la boucle est bouclée.

Dit autrement, si le véritable centre du pouvoir n'est pas le gouvernement et les institutions politiques de votre pays, à quoi bon les combattre, vous perdez votre temps, cela ne sert à rien, à quoi bon vous engager en politique, c'est donc un appel à déserter le terrain politique pour les laisser seuls maîtres sur ce plan.

Pas sûr qu'ils y parviendront, prenons les Palestiniens par exemple, après 66 ans d'occupation, de guerre et bombardements par la "*seule démocratie au Proche-Orient*", l'armée "*la plus morale au monde*", ils n'ont jamais abdiquer leur droit au retour sur leurs terres, leurs droits ou le terrain politique.

On pourrait concevoir un discours en direction des travailleurs, qui consisterait à leur expliquer simplement ce qui vient d'être dit, en précisant que par leur passivité ou leur refus de s'organiser ils creusent leurs propres tombes, ils laissent les mains libres à leurs bourreaux, encore faudrait-il que cela vienne d'un parti ouvrier irréprochable, or il n'existe pas !

ACTUALITE EN TITRES

Comme en 14 !

- Du PS au FN, unanimité des politiques français pour un soutien militaire en Irak - Francetv info

La réaction médiatique se déchaîne.

- « *Robespierre, c'est l'essence de l'idéologie khmère rouge* » - LeMonde.fr

- «*Israël et le Hamas sont tous les deux coupables*» - Liberation.fr

- Gaza : "*Le but du Hamas est d'aller jusqu'au bout*" - Francetv info

Boycott des médias aux ordres !

Ils ne fabriquent plus que des "***défauts***".

- GM rappelle de nouveaux modèles de voitures pour divers défauts - Reuters

- General Motors rappelle 300 000 voitures supplémentaires - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'Algérie dit «non» à l'implantation de deux bases réservées aux drones américains - french.irib.ir

L'Algérie s'est opposée à l'implantation, sur son territoire, de deux bases, réservées aux drones américains, visant à superviser la situation, en Libye, et à prendre pour cible les chefs des groupes extrémistes.

Le quotidien algérien, «*Al-Khabar*», citant une source bien informée, a annoncé que les Américains continuaient de faire pression, depuis des semaines, sur l'Algérie, afin d'obtenir l'autorisation de l'implantation de deux bases réservées aux drones. L'objectif annoncé de l'implantation de ces deux bases est de superviser le Sud et l'Ouest de la Libye et de lancer des opérations contre les chefs des groupes extrémistes. Washington a demandé à l'Algérie de préparer la mise en fonction de ces bases. «*Les Américains ont proposé que la première base soit installée, dans le Nord de la localité d'Al-Dabdab, près d'un point de passage frontalier entre l'Algérie et la Libye, et la deuxième, dans une région près de la frontière de l'Algérie avec la Libye et le Niger*», a-t-on appris par la même source.

Pour convaincre les responsables algériens, Washington leur a proposé un accès direct à toutes les images aériennes et à toutes les informations recueilles par les drones américains. Selon le quotidien "*Al-Khabar*", le «*non*» des responsables algériens à la demande des Etats-Unis puise dans le fait qu'ils ne veulent pas une ingérence, dans les affaires intérieures d'autres pays. Ils pensent qu'il faut permettre aux Libyens de régler leurs problèmes, via le dialogue. french.irib.ir 08.08

Haut de page

Le 10 août 2014

CAUSERIE

Les causeries de 2013 ont été mises en ligne au format pdf réparties dans deux fichiers correspondant aux deux semestres de l'année.

On ajoutera de nouveaux articles plus tard.

Le néolibéralisme à l'heure du mondialisme décliné en quelques expressions clés.

La sémantique qui définit le vieux monde dirigé par de dangereux psychopathes entraînant un peu plus chaque jour derrière eux l'humanité dans la guerre, la précipitant dans un chaos général ou vers l'abîme comme destination finale, vouée à la schizophrénie, à la mégalomanie, à la mythomanie, à la déchéance, à la disparition si on n'intervient pas à temps pour les stopper.

- Imposture et déni, ils sont liés ; La propagande fait dorénavant figure d'information, omniprésente dans leur discours, elle a vocation à se substituer à la réalité...

- Guerre psychologique, idéologique et politique contre les masses sont aussi inséparables...

- Détermination et cynisme, ils se nourrissent mutuellement...

- Consensus ou complot ; fatalité, pensée unique, mise à l'index de toute forme d'opposition au régime en place, alliénation, abolition ou confiscation des droits politiques des masses exploitées en l'absence de partis ouvriers non corrompus et suffisamment puissants pour les représenter...

- Reniement, compromission, conciliation, dialogue social, collaboration de classes, opportunisme tout azimut, révisionnisme, trahison...

- Syllogisme, amalgame, non-dits, fabrication de preuves, faux témoignages, faits inventés, citations tronquées ou soigneusement sélectionnées pour l'occasion ; implicites, suppositions, allégations...

- Nihilisme et fabulation, négationnisme, culte de l'ignorance, de la médiocrité, de l'individualisme, le tout élevé au rang d'idéal...

- Absence de principes, de valeurs, de morale, d'humanisme ; dictature, Etats policiers, fascisme, militarisation de la société, milices privées, guerres...

- Marché, profit, croissance, hyper riches, concentration des richesses à un niveau phénoménal au détriment du reste de la population ; famines, misère, pauvreté, privations et frustrations, surexploitations, esclaves ou servages...

- Régression sociale sans fin, inégalité atteignant des sommets, dislocation de tous les rapports, communautarisme, disparition du citoyen au profit de l'atomisation de la population rendue impuissante pour faire valoir ses droits sociaux ou politiques légitimes...

- Fichage, surveillance, contrôle, le tout renforcer comme jamais grâce aux nouvelles technologies...

Ceci explique cela... en partie seulement.

- Routes des vacances : 650 km de bouchons à midi - LePoint.fr

- Réserve de l'opinion française face au conflit israélo-palestinien - AFP

- Les Français détachés par rapport au conflit à Gaza, selon Ifop - Reuters

Les Français, dans une large majorité, marquent leur réserve voire leur distance face au conflit israélo-palestinien, les trois-quarts d'entre eux n'exprimant pas de sympathie particulière pour un des deux camps, selon un sondage Ifop à paraître dans Sud-Ouest dimanche.

Selon l'enquête réalisée du 6 au 8 août, à la question "*Dans le conflit entre Israël et les Palestiniens, à qui vont vos sympathies ?*", 74% des personnes interrogées répondent "*à aucun des deux*", contre 17% déclarant que leur sympathie va "*aux Palestiniens*", et 9% "*à Israël*". AFP 09.08

Mobiliser ou motiver en période de vacances relève de l'exploit.

Et puis la propagande islamophobe ou raciste envers les musulmans orchestrée par la classe dominante n'a pas eu trop de difficulté à s'introduire dans le cerveau de larges couches de la population au moment où le mouvement ouvrier sombrait totalement.

En réalité elle n'a jamais vraiment cessé depuis la colonisation avec une amplification à intervalle régulier lors de chaque crise politique depuis la fin des années 70, initiée par le PS, puis depuis 2001, date du retour de la théorie de la guerre des civilisations par G. Bush. Elle a consisté à diaboliser, criminaliser les Arabes et les musulmans, présentés comme des terroristes en puissance, des êtres demeurés arriérés ayant majoritairement adoptés une religion de nature violente et porteuse de haine, ils seraient finalement seuls responsables du sort épouvantable qu'ils doivent subir malgré l'oeuvre bienfaitrice et civilisatrive entreprise par les puissances occidentales pour les aider àsortir de leur état archaïque et barbare dont ils ne se sont hélas jamais départis, alors de là à croire que tel devait être leur destin il n'y a qu'un pas et la boucle de la bonne conscience est bouclée.

Les guerres impérialistes que leur livrent les différentes puissances pour s'approprier leurs richesses ou matières première sont largement justifiées du fait qu'elles doivent servir à satisfaire les besoins de leurs populations dont il est bien connu que leurs dirigeants se portent garants. Le soutien qu'elles leur apportent sert à légitimer leurs interventions militaires ou leurs guerres de rapine contre ces peuples comme au cours des siècles passés sous d'autres régimes. Autrement leur passivité ou neutralité laisse les mains libres aux représentants de la classe dominante d'agir à leur guise sans craindre en retour qu'elles les condamnent pour leurs crimes abominables, dont ils leur feront éventuellement porter la responsabilité pour en avoir été les complices, ce qui n'encouragera pas par la suite les représentants des masses à s'aventurer dans cette voie de crainte de voir exposée au grand jour leur collusion avec la classe dominante et ses intérêts.

A défaut de conscience et de direction politique, les masses laborieuses des puissances occidentales sont portées à privilégier leurs intérêts immédiats. Elles sont totalement incapables d'avoir une vision claire de la situation mondiale et des rapports qui la sous-tendent, puisqu'on leur présente une interprétation volontairement faussée ou falsifiée de la réalité. Elles sont naturellement portées à adopter le discours dominant, d'autant plus que sa teneur les décourage de s'intéresser à une cause qui leur a été présentée comme extérieure ou étrangère à leurs propres problèmes, déjà accablées de toutes parts par les inombrables difficultés qu'elles rencontrent dans leur vie quotidienne, dès lors il en faut peu pour qu'elles se détournent d'une cause qui en apparence ne les concerne pas ou leur pourrirait davantage l'existence, qui tend chaque jour un peu plus à devenir un cauchemar dans cette société en putréfaction.

Accabler les travailleurs serait commettre une grave et ignoble erreur politique, avis aux amateurs que nous nous emploierons comme nous l'avons toujours fait à broyer littéralement.

Bref compte-rendu des manifestations d'hier en France.

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé une nouvelle fois dans le calme samedi 9 août partout en France en faveur de la cause palestinienne. Mais la mobilisation s'est sensiblement essoufflée au coeur de l'été malgré la reprise des hostilités à Gaza d'un conflit qui a fait plus de 1 900 morts palestiniens, dont des centaines d'enfants, selon les secours palestiniens et 64 soldats israéliens auxquels s'ajoutent trois civils.

A Paris, le cortège de 3 500 personnes selon la police, jusqu'à 8 000 selon les organisateurs, s'est dispersé dans le calme aux Invalides.

Lyon et Nantes n'ont réussi à mobiliser que 300 personnes. A Montpellier une centaine. A Lille, la quinzième manifestation pro-Gaza de l'été n'a compté que 300 personnes. A Strasbourg, certains militants, les mains rouge sang, arboraient des masques à l'effigie de Barack Obama, François Hollande ou Angela Merkel, accusant ces dirigeants de "*tout faire pour garantir l'impunité d'Israël*".

200 à 300 manifestants ont bravé la pluie à Bordeaux. D'autres manifestations ont eu lieu à Marseille, Strasbourg, Dijon, Angers, Orléans, Quimper, Vannes et Châlons-en-Champagne.

Vendredi, un miller de personnes ont défilé dans les rues de Toulouse. lemonde.fr et francetv info 09.08

ACTUALITE EN TITRES

Ah le "***pragmatisme***" ! Si Rockefeller peut se le permettre...

- Exxon Mobil commence à forer du pétrole dans l'Arctique russe - Reuters

Le géant américain des hydrocarbures Exxon Mobil a entamé samedi des forages pétroliers dans l'Arctique russe, a annoncé son associé Rosneft, malgré les sanctions liées à la crise ukrainienne imposées par Washington à la compagnie russe.

Les sanctions américaines ne concernent pas l'arrêt des projets communs entre les sociétés russes et américaines, mais elles visent à priver Rosneft de financements en dollars et d'accès aux dernières techniques.

"*Aujourd'hui, le moteur du succès commercial, c'est une coopération internationale efficace*", a déclaré le président russe Vladimir Poutine au patron de Rosneft, Igor Setchine, et au président d'ExxonMobil-Russie, Glenn Waller, lors d'une vidéoconférence réalisée de sa résidence sur la mer Noire.

"*Les entreprises, et notamment les sociétés russes et étrangères, réalisent tout à fait que, malgré certaines difficultés politiques actuelles, le pragmatisme et le sens commun prévalent et que nous sommes satisfaits d'entendre cela*", a-t-il ajouté. Reuters 09.08

On l'avait compris... Et si un jour il devait y avoir une guerre entre les Etats-Unis et la Russie, il va de soi que Rockefeller en profiterait pour s'enrichir des deux côtés à la fois comme il l'a toujours fait. Chut, c'est un secret !

En complément. Et aussi.

- Dette: un juge américain menace de poursuivre l'Argentine pour "*outrage*" - AFP

Mafieux !

La palme de la désinformation.

- Obama de retour en Irak malgré des réticences affichées - LePoint.fr

Haut de page

Le 11 août 2014

CAUSERIE

Nous ne sommes pas en vacances, nous somme en guerre !

Une multitude de portails se revendiquent de gauche, alors qu'ils ne le sont pas davantage que la pseudo-gauche et extrême gauche. Les travailleurs et militants doivent en avoir conscience pour ne pas se faire manipuler. Nous les appelons à la plus grande vigilance quand ils lisent des articles publiés par ces portails. L'enfer est pavé de bonnes intentions... Quelques exemples pour l'illustrer.

Guerre à l'opportunisme. Il n'y a rien de pire que de vivre d'illusions ou en colporter.

Quelques articles que nous ne publierons pas après lecture.

- Lettre ouverte à Monsieur le secrétaire général, Ban Ki-moon : « *Représentez le droit et la justice, ou démissionnez !* » - legrandsoir.info 10.08

Les auteurs sont quelques personnalités et une cinquantaine d'organisations palestiniennes ou propalestiennes dans le monde.

- En examinant vos déclarations, il apparaît évident que vous ne remplissez pas pleinement votre mandat.

(Quel mandat ? Celui que lui ont confié les Etats-Unis et leurs alliés sans lesquels il n'occuperait pas cette fonction. Vous en attendez quoi ? Qu'ils condamnent Israël et les Etats qui le soutiennent ? Ils semblent atteint soudainement d'amnésie et avoir oublié qu'Israël n'a respecté aucune des quelque 150 résolutions qui ont été adoptées par l'ONU depuis 1948. - ndlr)

Pour nous, en continuant de remplir ce rôle, vous corroborez ce que ressent notre peuple, que vous êtes un associé, ou au moins un catalyseur, dans les violations en cours du droit international humanitaire commises par Israël contre nos familles, nos enfants, nos femmes, nos aînés ; contre notre peuple.

(Il est parfaitement dans son rôle, c'est vous qui n'êtes pas dans le vôtre en refusant d'admettre la réalité, qu'il ne peut pas en tenir un autre car il se situe forcément dans le camp des ennemis du peuple palestinien, ainsi vous déservez la cause que vous prétendez défendre.

Il en va de même de tous ceux qui s'adressent aux institutions financières ou politiques du capital, à leur gouvernement ou institutions nationales pour qu'ils changent d'orientation politique.

Leur démarche en procédant de la sorte consiste à occulter le fait qu'ils n'existent pas ou qu'elles n'ont pas été fondées pour satisfaire les aspirations ou besoins des peuples opprimés, mais au contraire pour les combattre au profit de la classe qui détient le pouvoir et entend bien le garder en recourant à n'importe quel moyen, y compris ceux qu'elle critiquait ou condamnait hier, qu'il s'agisse de la guerre, de la dictature ou du fascisme. - ndlr)

Du même tonneau empoisonné.

- Les crimes d'Israël devant la CPI : Nous sommes près du but ; ce qu'il reste à faire - legrandsoir.info 09.08

Les voilà qui voudraient envoyer à l'échaffaud les bourreaux des Palestiniens en s'adressant à une juridiction d'exception ou illégitime qui a été mise en place pour justement servir leurs intérêts.

Deux voies seulement s'offrent à nous, nous en remettre à l'ennemi en espérant qu'il nous épargnera davantage de souffrances, ou refuser de s'adresser à lui et le combattre en ne comptant que sur nos propres forces pour le faire plier ou le vaincre.

Dans ces deux exemples pris parmi des dizaines d'autres du même genre, leurs auteurs voudraient légitimer l'existence de ces instututions qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Leur démarche est marquée du sceau de l'impuissance et du renoncement à affronter les représentants du capitalisme. Une telle soumission leur sera fatale. N'y cherchez pas une trace de courage ou de dignité, il n'y en a pas.

Pendant ce temps-là, les intellectuels palabrent pour finalement arriver à la même conclusion misérable.

Dangereux dirigeants - legrandsoir.info 07.08

Le déni de la réalité dont font preuve les dirigeants du vieux monde et qui est tout simplement guidé par une stratégie politique déterminée ou des besoins spécifiques sur le plan économique se transforme en "dissonance cognitive", expression incompréhensible au citoyen lambda, alors qu'elle est synonyme de mithomanie, un terme saisissable par le plus grand nombre, quelqu'un qui invente des histoires et y croient en lieu et place de la réalité.

Cette "*dissonance cognitive*" serait un "*pathos beaucoup plus grave au centre de la politique où elle menace le monde.*", là encore pathos l'auteur emploie un terme abscons ou inconnu de la plupart des gens, qui signifie simplement recourir à des moyens propres à émouvoir son auditoire ou ses lecteurs, donc subjectifs, au lieu de s'en tenir aux faits ou à la situation.

Les adeptes de la "*dissonance cognitive*" qui sombreraient dans le "*pathos*" recourraient aux "*paralogismes de la mauvaise foi*" pour justifier leur position ou politique, une fois de plus on est en présence d'un mot méconnu du plus grand nombre qui signifie utiliser un faux raisonnement en toute connaissance de cause, un argument falacieux.

La suite est plus intéressante.

Cet universitaire, qui se devait d'employer un langage savant dès la première ligne pour montrer à ses lecteurs qu'il maîtrisait parfaitement son sujet de manière à les convaincre qu'il savait de quoi il parlait et qu'ils pouvaient se fier les yeux fermés à son analyse ou à sa démontration, bref, qu'il se situait au-dessus d'eux et allait les éclairer, étale ses illusions dans les dirigeants de la classe dominante avec la même application ou avec le même aveuglement qu'il dénonce chez eux, illusions qui ont pour fondement son ignorance du développement du capitalisme parvenu au stade supérieur de l'impérialisme qui détermine à la fois les rapports entre les classes, les rapports qu'adopte la classe dominante et sa stratégie politique. Lisons le passage suivant qui en témoigne.

- "*Sans doute la responsabilité de milliers de morts pèse-t-elle sur la conscience de dirigeants politiques pris en flagrant délit de mensonge. Tellement insupportable qu'il leur est impossible de l'admettre. La dissonance cognitive apparaît comme un mécanisme élémentaire de faiblesse. Non point une faiblesse ordinaire de citoyens sans pouvoir, mais celle de chefs politiques qui, incapables de bien juger, deviennent incapables de se déjuger et dès lors, dangereux.*"

Prétendre que des "*milliers de morts*" pourraient peser sur la "*conscience de dirigeants politiques*", c'est les méconnaître, c'est n'avoir rien compris aux intentions qui les animent que d'affirmer que les "*chefs politiques*" sont "*incapables de bien juger*". C'est tout d'abord leur prêter un humanisme qui leur est étranger, pour à l'arrivée les ménager ou faire en sorte qu'ils soient jugés irresponsables de leurs actes, entre nous ils ne demandent pas mieux, parce qu'ils seraient atteindre d'une "*faiblesse*", alors qu'en réalité ils sont tout à fait capable d'apprécier la situation et ils savent parfaitement ce qu'ils font. On se demandera si cet universitaire ne leur prête pas sa propre ignorance qu'il ne soupçonnera pas un instant.

Quant à la "*dissonance cognitive*", la mithomanie ou le déni de la réalité, ce n'est pas une "*faiblesse*" dans leur cas, cela fait partie de la stratégie qu'ils ont adoptée, et c'est parce que l'auteur ignore la détermination et le cynisme dont sont capables les dirigeants du vieux monde qu'il sombre dans la pire des confusions. Les lecteurs assidus de notre portail se sont peut-être demandés pourquoi on faisait régulièrement référence à ces deux facteurs qui au premier abord peuvent sembler secondaires, ils ont là la réponse, ce n'était pas par hasard, mais parce que j'en avais compris l'implication politique. Gravez-les dans votre tête, car ils vous seront fort utiles pour comprendre l'évolution de la situation mondiale, c'est juste un conseil d'ami ou de camarade.

Tout au long de son article l'auteur vilipende ou s'en prend violemment à des responsables politiques qui seraient particulièrement médiocres, du coup ses lecteurs ne seront pas tentés de penser qu'ils sont en présence d'un intellectuel qui ne vaut guère mieux dans son genre pour être atteint du même mal, la "*dissonance cognitive*".

- "*La médiocrité intellectuelle et morale d'une partie importante (la partie supérieure, semble-t-il), du personnel politique français, est dangereuse puisqu'elle conduit à ne pas comprendre ses échecs, à aligner les clichés et les incohérences. Bref, à persévérer.*"

Ils ne sont pas les seuls apparemment, après avoir indiqué que le problème auquel les masses dont fait partie cet intellectuel, résiderait dans "la mauvaise sélection du personnel politique" et non les contradictions exacerbées du capitalisme qui nécessite pour assurer sa survie ou éviter son brutal effondrement, de recourir à une politique déterminée qui consiste à s'attaquer sytématiquement à tous les droits sociaux et politiques des travailleurs, pour faire bref. Pour lui, il suffirait de mieux sélectionner le "*personnel politique*" pour que la crise du capitalisme soit résolue conformément aux besoins des masses exploitées, pareille baliverne est pitoyable.

En guise d'épilogue ou de conclusion.

Le succès du socialisme auprès des travailleurs à partir de la seconde moitié du XIXe siècle a été dû en grande partie au fait que les marxistes se sont employée à le mettre à leur portée en utilisant un langage simple qu'il pouvait comprendre.

Ces marxistes étaient des intellectuels qui surpassaient de très loin ce genre d'universitaire tant par leur connaissance ou la profondeur de leur analyse, leur méthode pour interpréter la nature, l'homme, la société, le monde, et malgré tout ils ont réussi à mettre leurs travaux et leurs conclusions à notre portée, parce qu'ils avaient parfaitement conscience que c'était le seul moyen pour partager leurs idées avec le plus grand nombre, pour aider les travailleurs à comprendre dans quel monde ils vivaient pour mener leur combat politique, condition indispensable pour conquérir leur émancipation ou vaincre leur ennemi, que le socialisme l'emporte, devienne réalité. Condition qui devait se matérialiser par la construction du parti ouvrier révoutionnaire qui guiderait les masses vers la conquête du pouvoir politique.

Nous sommes dirigés par des intellectuels ou des universitaires qui hélas n'en ont pas conscience, qui refusent obstinément de reprendre la méthode éprouvée de Marx et Engels, en persistant dans cette voie on ne s'en sortira pas, il vaut mieux regarder la réalité en face ne se faire aucune illusion en la matière.

Encore du même tonneau vicié !

Amnesty mise en accusation : la Belgique et la France en pointe d'un nouvel anti-humanisme - legrandsoir.info 08.08

Amnesty International. Humans Rights Watch. La Ligue des Droits de l'Homme. Ces noms résonnent dans nos esprits comme des garants des droits individuels et collectifs.

(Tu parles, ces organisations sont corrompues dans tous les sens du terme, y compris financier.

Elles sont au service de la classe dominante, et Humans Rights Watch (HRW) est même liée directement à l'oligarchie financière américaine. L'auteur de cet article va finir par le dire lui-même plus loin.

Amnesty International.

Elle se voit reconnaître le caractère d'organisme à voix consultative auprès de l'ONU — auprès, notamment, de son Conseil économique et social —, de l'UNESCO, de l'Europe et de l'Organisation des États américains.

Le président d'Amnesty International, Sean MacBride, reçoit le prix Nobel de la paix en 1974. Puis en 1977, c'est au tour de l'organisation elle-même de recevoir le prix. Puis en 1978, Amnesty International a reçu le Prix des droits de l'homme des Nations unies.

Ligue des droits de l'homme.

En 1914, la Ligue des droits de l'homme rejoint l'Union sacrée... En 1936, au nom de la "*légalité*", elle soutiendra les procès de Moscou orchestrés par Staline. Elle comptera parmi ses dirigeants le gratin de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme. L'anticommunisme est le fond de commerce de toutes ces associations et ONG.

La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme dispose d'un statut consultatif auprès de l'ONU, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe, elle soutient la création de la Cour pénale internationale. Elle dispose de bureaux à Bruxelles auprès de l'Union européenne, à Genève et à New-York auprès de l'Organisation des Nations unies, au Caire auprès de la Ligue arabe et a ouvert en 2008 un bureau à Nairobi auprès de l'Union africaine. Elle dispose également (...) de délégations auprès du Conseil de l'Europe.

Pour finir elle "*contribue au respect des droits de l'Homme dans le cadre de la lutte antiterroriste*" cher à G. Bush et son successeur... (Source des citations : Wikipédia)

On arrêtera là, après cette brève présentation chacun aura compris qu'elles sont des instruments des capitalistes liés à ses institutions politiques internationales, ONU et UE principalement qu'elles légitiment, qu'elles servent à gangrer le cerveau des membres de la classe moyenne ou de la petite bourgeoisie essentiellement qui se tournent vers elle pour les éloigner du socialisme.

Elles servent de relais à la politique adoptée par Washington dans les différents pays où elles sont implantées, et leurs campagnes visent principalement les Etats ou gouvernements qui sont en indélicatesse avec les Etats-Unis ou qui figurent parmi ses ennemis selon les Américains.

Elles sont à ranger dans la même catégorie que MSF, RSF, Oxfam, Transparency International, WWF, USAids, etc. - ndr)

La Déclaration des Droits de l'Homme acceptée par tous les membres des Nations Unies a une portée universelle et sous-tend l'humanisme contemporain.

(En réalité, les puissances occidentales qui trônent à l'ONU en font une lecture à géométrie variable en fonction de la stratégie polique définie par Washington. S'en réclamer, c'est légitimer les atrocités commises par le régime néonazi de Kiev ou sioniste de Tel-Aviv et couvertes par l'ONU. Ils s'en servent pour justifier leur guerre contre l'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, la Libye, la Syrie, etc. S'en réclamer, c'est soutenir ces guerres de rapine... - ndlr)

Nos pays (La France et la Belgique. - ndlr) sont devenus les seuls au monde interdisant de fait le port de vêtements à connotation religieuse ou culturelle dans l'espace public, violant ainsi les principes mêmes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et suscitant l'incompréhension dans le monde anglo-saxon. Les condamnations furent immédiates et sans ambiguité, tant du Département d'Etat américain et de nombreux autres pays que de l'ensemble des organisations de défense de nos libertés, au premier rang desquelles Amnesty International, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et Humans Rights Watch.

(Nous y voilà, ce serait le "*monde anglo-saxon*" autrement dit l'impérialisme anglo-saxon-sionisme qui devrait servir de modèle à l'humanité toute entière, en quoi, en terme de guerres et de barbarie ?

Que ces organisations partagent les mêmes préoccupations que le Département d'Etat américain dont les intentions progressistes ou humanistes sont bien connurs, suffit à témoigner dans quel camp elles oeuvrent en réalité.

L'auteur de cet article, un certain Shanan Khairi, a fait très fort en prétendant que le Département d'Etat américain serait garant des Droits de l'Homme, le portail Le Grand Soir soi-disant de gauche aussi en osant publier cet article.

Si maintenant le Département d'Etat américain milite activement pour le "*port de vêtements à connotation religieuse ou culturelle dans l'espace public*", c'est que forcément il a de bonnes raisons pour le faire ou il a une idée, un objectif politique derrière la tête. Avis à ceux qui en sont parmi nous, ce qui n'est pas notre cas.

Cette revendication participe au communautarisme et sert les intérêts des salafistes, wahhabistes et autres idéologues fanatiques qui se livrent à une lecture rigoriste, archaïque ou moyennâgeuse de l'Islam, à des pratiques incompatibles avec les valeurs de la République qui sont visés en dernier lieu. Que le Département d'Etat américain s'en réclame est naturel, logique, puisqu'elle fait partie de sa croisade ou stratégie pour détruire tous nos droits politiques, instaurer des ferments ou éléments de tension et chaos au sein même des sociétés occidentales pour aboutir si nécessaire à un affrontement entre les différentes couches de la population, pendant qu'ils lui imposent leur politique de destruction sociale.

Et encore du même brevage venimeux !

Un juge fédéral déclare inconstitutionnelle l'interdiction de porter des armes dans des lieux publics. (The Washington Post) - legrandsoir.info 06.08

Les auteurs de cet article s'emportent contre ce verdict pris par le juge fédéral Juge Frederick J. Scullin Jr qui a déclaré "*non constitutionnelle une des lois essentielles du District de Columbia qui interdit tout port d'arme et a ordonné qu'elle soit désormais abolie.*"

Il y a quelques années, n'ayant pas eu le temps de réfléchir sérieusement à cette question j'avais réagi irrationellement ou émotivement en me rangeant au côté de ceux qui prônaient l'interdiction du port d'arme à la population américaine, c'était une erreur politique et j'explique pourquoi.

Je n'avais pas pris conscience que le régime en place aux Etats-Unis tendait de plus en plus vers une dictature, un régime policier ou qu'il en était déjà devenu un, aujourd'hui ils en ont franchi encore un cran avec la militarisation de la société. Dans ces conditions, face à un Etat belliqueux qui n'a rien à voir avec une démocratie et qui affiche nettement ses intentions dictatoriales, en cas d'affrontement direct et violent entre les classes ils pourraient faire usage de son impressionnant arsenal policier et militaire contre les masses qui désarmées se feraient massacrées, alors qu'armées l'Etat y réfléchirait à deux fois avant de s'engager dans un tel processus de répression sanglant dont l'issue pourrait être incertaines. Donc en quelque sorte, ce qui protège aujourd'hui et demain les masses d'un tel scénario dramatique, c'est son armement dont certains veulent la déposséder.

On pourrait ajouter que si les populations syrienne et irakienne avaient été armée, jamais les takfiris ou al-qaïdistes n'auraient pu les massacrer et détruire "*leurs*" pays. Il faut aussi préciser que si les Syriens tiennent le coup depuis 4 ans, c'est parce qu'Assad a décidé à un moment donné d'armer et d'intégrer dans des milices sous le commandement de son armée la population qui entendait chasser d'Irak les mercenaires étrangers qui ravagent la Syrie...

Il n'existe pas de danger plus mortel pour un Etat en cas de révolution ou ses ennemis en cas d'agression ou de guerre qu'un peuple tout entier qui résiste les armes à la main. Sans cette mesure prise par décret le premier jour de l'existence de la Commune de Paris, ce n'est pas 72 jours qu'elle aurait tenu, mais 24 ou 48 heures.

Contre une interprétation angélique des rapports entre les classes qui serait favorable aux intérêts de la classe qui détient le pouvoir, nous opposons une interprétation de la situation fidèle à la lutte des classes qui intègre son expérience passée.

Constitution des Etats-Unis, Second Amendement :

" *A well regulated militia, being necessary to the security of a free State, the right of the people to keep and bear Arms, shall not*

be infringed. " : " *une milice régulière étant nécessaire pour assurer la sécurité d'un état libre, personne ne pourra interdire le droit de posséder une arme et de la porter. Et donc par cela, le droit au peuple à détenir des armes ne sera pas transgressé.* "

Le peuple en arme et la dissolution de l'armée ainsi que l'appareil répressif du régime en place figuerait parmi les premiers décrets que nous prendrions si nous accédions au pouvoir pour défendre la révolution et consolider le nouvel Etat ouvrier, la République sociale contre ses ennemis armés jusqu'au dent, jusqu'à ce qu'ils soient vaincus et désarmés...

Après cette lecture vous vous sentez comment, découragé, épuisé, démoralisé, dégoûté, écoeuré au dernier degré ? Il n'y a pas de quoi franchement, il suffit juste de bien choisir son camp pour être en pleine forme.

Je vais finir par ne plus me connecter à ce portail et je regrette d'avoir laissé passer de nombreux articles au contenu franchement intolérables. Cela dit, cela permet aux lecteurs d'avoir un aperçu assez large de ce qui se fait en matière de manipulation des consciences, de détecter comment les agents du capital s'y prennent pour justifier leur soumission à ses institutions.

La plupart des auteurs de ces articles n'ont aucun lien personnel avec elles, ils agissent sur le plan individuel. Ils sont étrangers au marxisme et au socialisme. Acquis au capitalisme, ils en ignorent le fonctionnement et passent leur temps à le démontrer. Ils agissent en serfs, en dominés et se complaisent dans ce rôle, ce qui les caractérise en dernier ressort, c'est leur incapacité à se situer sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, sur un terrain politique indépendant du capital puisqu'ils atterrissent toujours dans les bras de ses institutions, ce qui ne leur pose aucun problème apparemment, à croire qu'ils se satisfont de leur situation personnelle.

Quand on a toujours vécu ou presque dans la précarité ou l'incertitude du lendemain, qu'on a baigné toute sa vie dans le milieu ouvrier le plus défavorisé, on ne peut pas adopter cette situation confortable, c'est une chance, d'une certaine manière on peut dire les choses ainsi.

Par esprit de provocation je me suis parfois défini comme un rentier, sans préciser que pour conserver ce statut j'avais dû me résoudre à bien des sacrifices ou accepter de nombreuses frustrations qu'avec le temps je supporte au point de ne plus y penser, je les ai intégrées dans mon mode de vie. Le plus important ce n'est pas ce qu'on vit mais comment on le vit. Quand on a compris cela, on devient moins exigeant envers la société dont on n'a pas grand chose à attendre de bon, on l'est moins également envers les autres et on le devient davantage envers soi. Cela implique de ne compter que sur soi-même pour s'en sortir et progresser sans cesse devient un impératif pour ne pas se scléroser ou se décomposer.

Ce n'est donc pas un hasard si je n'attends rien de l'ONU ou de l'UE ou je ne sais quelle institution, je fais partie des travailleurs conscients pour lesquels l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes et de personne d'autres, il n'existe donc pas de contradictions entre mon discours et mon action militante ou mon comportement dans la vie quotidienne. J'ai au moins cette satisfaction dans la vie, ce qui n'est pas rien. Je n'ai pas besoin de subterfuges ou de masques pour me justifier et je m'en porte très bien.

Cette voie n'est pas la plus aisée qui soit, elle peut nous valoir bien des inimitiés ou des déboires indépendamment de notre volonté. Il faut les assumer car c'est la seule qui permet d'entrevoir le règne de la liberté et le bonheur qu'on pourrait en retirer s'il existait véritablement. Du coup on ne ressent aucune amertume à vivre dans un monde aussi pourri, on n'a aucune raison d'être aigri ou d'en vouloir à la terre entière, on n'attend rien de plus des autres que ce qu'ils peuvent nous donner, ce qui nous évite de les juger, on se contente de notre combat qui a de quoi remplir toute une existence dès lors qu'on en est digne.

J'ai rajouté ce passage, car je ne voulais terminer ce passage sur une note aussi démoralisante ou désolante. Je pense aussi à tous les Indiens qui m'entourent qui vivent dans des conditions épouvantables, à nos amis palestiniens qui vivent sous les bombes et qui font preuve d'un courage exceptionnel, s'ils ne baissent pas les bras après 66 ans d'occupation, on n'a pas le droit de les abandonner, de renoncer à notre cause. Vive le socialisme !

Le chiffre du jour. 1.939.

1.939 morts palestiniens, selon les secours locaux. Selon l'ONU, près des trois quarts étaient des civils. D'après l'Unicef, au moins 447 des victimes étaient des enfants ou des adolescents.

La guerre a aussi eu des répercussions en Cisjordanie occupée, théâtre de manifestations et de heurts avec l'armée israélienne qui se sont soldés par une quinzaine de morts palestiniens. Un enfant palestinien de 11 ans a été tué par l'armée israélienne dimanche dans le camp de réfugiés d'al-Fawar, près d'Hébron, dans des circonstances encore obscures. AFP 10.08

Propagande sioniste. Amalgames en profusion.

- Antisémitisme : pourquoi le conflit israélo-palestinien déchaîne-t-il tant de passions en France ? - Francetv info

Francetv info a interrogé Michel Wieviorka, sociologue. Il est notamment l'auteur de L'Antisémitisme expliqué aux jeunes (Seuil, 2014) et de L'antisémitisme est-il de retour ? (Larousse, 2008).

Extrait de sa biographie sur Wikipédia pour cerner à qui on a à faire.

Les grands-parents paternels de Michel Wieviorka, Juifs polonais, furent arrêtés à Nice pendant la guerre et sont morts à Auschwitz. Son père, réfugié en Suisse, et sa mère, fille d'un tailleur parisien, réfugiée à Grenoble, survécurent à la guerre. Administrateur depuis juillet 2009 de la Fondation Maison des sciences de l'homme. Il a été président de l'Association internationale de sociologie de 2006 à 2010.

Directeur d'études à l'EHESS, il y a dirigé de 1993 à 2009 le Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS) fondé par Alain Touraine en 1981.

Sa reconnaissance internationale doit beaucoup à ses travaux sur le terrorisme (prix spécial du jury européen d'Amalfi 1989 pour son livre Sociétés et terrorisme)...

Président à Bruxelles d'un panel du Conseil européen de la recherche (CER ou European Research Council, ERC). Il est proche du Parti socialiste. Chevalier de la Légion d'honneur (2013).

Ceci explique cela.

L'antisémitisme serait le fait principalement des opposants de gauche ou d'extrême gauche déclarés au régime existant en France ou en Israël, qui côtoiraient volontiers des islamistes radicaux, des gauchistes et des membres de l'extrême droite. Alors de là à ce qu'ils appartiennent à la même pourriture, l'auteur ne le dit pas, il le suggère très fortement ou laisse les lecteurs l'envisager.

L'antisémitisme serait passé de mode à droite et à l'extrême droite, voire dans les milieux les plus favorisés, il existerait donc ailleurs, chez les couches les plus défavorisées, à gauche et à l'extrême gauche. A entendre l'auteur, les populations issues de l'immigration, principalement du Maghreb seraient passées sous l'influence des islamistes fondamentalistes, il ne fait pas dans le détail.

Les militants comme vous ou moi finiraient par devenir antisémites, on perdrait le sens de la mesure et on se livrerait à un amalgame entre les sionistes et les juifs en général, passant "*de la critique forcenée d'Israël à une haine généralisée.*" et la boucle de l'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme est bouclée.

C'est le discours de Netanyahu, de Valls, du Crif, des sionistes, critiquer Israël ou la politique de son gouvernement d'extrême droite, Etat juif selon ceux qui s'en réclament, donc théocratique et antidémocratique par nature, policier, génocidaire, d'apartheid, illégitime, militer pour sa disparition au profit d'une République sociale palestinienne englobant toutes les communautés ou minorités, etc. leur est insupportable et nous vaut l'accusation d'antisémites, alors qu'ils s'accommodent de partis néonazis et ouvertement antisémites en Ukraine. Ces gens-là sont des crapules qui n'ont rien à leur envier.

Michel Wieviorka - Ce conflit permet d'activer la haine des juifs dans des milieux qui s'identifient aux opposants sur place à Israël, mais aussi dans des milieux qui sont, de façon plus diffuse, anticolonialistes, anticapitalistes et anti-israéliens. Donc cela agite des gens qui sont surtout à l'extrême gauche, mais aussi à l'extrême droite. (...) Cela réactive des thèmes politiques classiques en France. La radicalité la plus visible dans les manifestations récentes était un mélange d'islamisme radicalisé, de gauchisme radicalisé et parfois d'antisémitisme. (...)

... l'antisémitisme est en régression massive dans les secteurs où il était dominant. (...) (La droite et l'extrême droite. - ndlr)

En revanche, il renaît dans d'autres secteurs de façon totalement inédite : chez certaines populations issues de l'immigration, dans le milieu des islamistes radicaux et chez certains soutiens de la cause palestinienne. Et on assiste aussi à la réactivation d'un gauchisme anti-israélien car anticolonialiste et antisioniste. (...)

... vous avez ceux qui au départ n'ont pas de préjugés vis-à-vis des juifs, mais qui sont critiques et hostiles à ce que fait Israël et même à son existence. A partir de là, ils vont considérer que les juifs de la diaspora et les juifs d'Israël forment un tout et vont passer de la critique forcenée d'Israël à une haine généralisée. Tout ceci s'autoalimente. Francetv info 10.08

En complément

Propagande sioniste ou néolibérale.

- Irak, une guerre de religions ? Non, pardon… La guerre d'une religion - Atlantico.fr

Non, celles des impérialismes en concurrence qui entendent s'accaparer les richesses ou matières premières (Gaz et pétrole notamment) du Moyen et Proche-Orient au détriment de leurs peuples. Idem en Ukraine, au Mali, en Centrafrique, etc.

Il n'y a jamais eu de guerres de religions, il n'y a eu dans le passé que des guerres guidées par des intérêts purement mercantiles.

ACTUALITE EN TITRES

Quelles généreuses intentions !

- L'Afrique du Sud annonce un plan de sauvetage pour African Bank - Reuters

La banque centrale sud-africaine a annoncé dimanche avoir placé African Bank Investments sous tutelle dans le cadre d'un plan de sauvetage qui prévoit entre autres une injection de capitaux de 10 milliards. Reuters 10.08

Concentration du capital et du pouvoir.

- Etats-Unis : une fusion à 71 milliards de dollars chez Kinder Morgan - LeMonde.fr

Kinder Morgan, compagnie américaine de transports de produits énergétiques, a annoncé dimanche 10 août qu'elle allait fusionner trois de ses filiales pour une transaction valorisée à 71 milliards de dollars (52,9 milliards d'euros), dette incluse. I, qui se classe juste derrière l'acquisition de Mobil par Exxon en 1999 pour 74,5 milliards de dollars.

Dans un communiqué, Kinder Morgan indique qu'il va regrouper sous la même entité (Kinder Morgan Inc) ses filiales Kinder Morgan Energy, Kinder Morgan Management et El Paso Pipeline Partners. Le nouveau groupe, qui pèsera environ 140 milliards de dollars en Bourse, sera coté sous le symbole « KMI » et exploite environ 130 000 kms de pipelines (gazoducs et oléoducs) et 180 terminaux. LeMonde.fr 10.08

Haut de page

Le 12 août 2014

CAUSERIE

Depuis hier soir une quinzaine de nouveaux articles ont été ajoutés.

Le gouvernement condamne les citoyens français qui partent en Syrie pour massacrer sa population, alors qu'il soutient l'armée des barbares qu'ils vont rejoindre, mais il ne condamne pas les citoyens français qui partent en Israël pour massacrer les Palestiniens de Gaza.

Quelle différence existe-t-il entre les deux ? Aucune.

Combat contre l'opportunisme.

Parmi nous, hier comme aujourd'hui, il s'en trouve toujours pour se faire les relais de la guerre psychologique que mène la classe dominante pour terroriser les masses à l'idée qu'on serait à l'aube d'une nouvelle guerre mondiale, pour les amener à un état de psychose permanent qui les paralyserait littéralement ou leur interdirait toute réaction rationnelle, leur neutralité ou passivité laissant aux différents gouvernements en place le champ libre pour agir à leur guise. Il existe aussi des partis, organisations ou groupes qui ne peuvent pas s'empêcher pour exister ou se distinguer des autres de verser dans des théories véreuses ou délirantes.

Il y a des spécialistes du genre, notamment le portail WWS qui se réclame du trotskisme et de la IVe Internationale. Ils publient régulièrement des articles annonçant l'apocalypse sur terre. Trois titres des derniers jours pour l'illustrer.

- L’offensive ukrainienne contre Donetsk augmente le risque de guerre avec la Russie.

- Etes-vous prêt pour une guerre nucléaire?

- Les dirigeants européens se servent des cérémonies de la Première Guerre mondiale pour pousser à de nouvelles.

S'il nous arrive de publier certains de leurs articles, c'est uniquement parce qu'ils comportent des données ou des informations que je n'avais pas lues ailleurs. Les lecteurs comprendront que je ne peux pas lire tout ce qui est publié sur tous les portails existant en langue française.

Quant à savoir si la probabilité d'une guerre mondiale existait, je me suis déjà exprimé à plusieurs reprises sur ce sujet en l'écartant temporairement, en partant du fait que l'état actuel de décomposition du mouvement ouvrier international ne nécessitait pas de recourir à un moyen aussi extrême de la part de notre ennemi, précisant qu'on pouvait observer qu'il pouvait parvenir à ses fins par d'autres moyens, par exemple en spoliant les masses de tous droits sociaux et politiques par l'intermédiaire d'institutions supranationales, en avançant sur la voie du corporatisme, etc. vous avouerez que ce serait dommage de briser une telle mécanique qui s'avère très efficace, voyez où en sont rendus les Grecs, les Portugais ou les Espagnols ou encore les Américains. Cela dit, ces résultats sont insuffisants pour réduire temporairement la crise du capitalisme, et la question de la destruction massive de forces productives demeurent pendante, disons pour donner un nouveau souffle au capitalisme.

Maintenant on ne va extrapoler ou exploiter cette contradiction pour effrayer les travailleurs qui ont déjà suffisamment de mal à se mobiliser. Si la situation évoluait nettement dans cette direction, il serait alors temps d'actualiser notre analyse de la situation mondiale et d'évaluer à nouveau le risque d'un conflit mondial. Tenez, pas plus tard qu'hier on apprenait par la voix du président d'ExxonMobil-Russie, Glenn Waller, dont le principal actionnaire est le puissant banquier du monde, Rockefeller, que leurs relations avec la Russie de Poutine étaient au beau fixe, donc pas de quoi s'affoler, puisque s'il y devait y avoir une guerre mondiale, ce serait les oligarques américains qui la déclencheraient.

Dernières infos qui illustrent notre propos.

- Les prix des carburants quasi stables en France, malgré les tensions géopolitiques - AFP

- Wall Street profite d'un apaisement des craintes géopolitiques - AFP

La Bourse de New York a terminé en hausse lundi, profitant d'un certain apaisement des craintes des investisseurs face à la situation en Irak et en Ukraine. AFP 11.08

Propagande mondiale depuis Washington.

Commençons cet exposé consacré à la stratégie américaine à laquelle se sont ralliés la totalité des puissances occidentales et l'UE, par la dernière sortie d'Hillary Clinton qui est la porte-parole la plus zélée de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Ensuite en titres ou sous la forme d'extraits d'articles de presse nous verrons que les lignes directrices qu'elle trace coïncident avec les évènements qui se déroulent sous nos yeux.

Le titre que j'ai choisi pour illustrer l'article que le Nouvel Observateur lui a consacré et qui est extrait du discours de madame Clinton, suffit à comprendre qu'elle parle au nom des puissances occidentales qui sont appelées à adopter sans réserve la stratégie politique des Etats-Unis.

Hillary Clinton : "***Les grandes nations ont besoin de principes directeurs***".

- Hillary Clinton soutient fermement Israël, critique Obama sur la Syrie - Le Nouvel Observateur

L'ancienne secrétaire d'Etat et probable candidate à la présidentielle américaine de 2016 Hillary Clinton a fermement soutenu dimanche 10 août l'intervention d'Israël dans la bande de Gaza et estimé que le Hamas était le principal responsable du conflit actuel.

"*Je pense qu'Israël a fait ce qu'il devait faire pour répondre aux attaques de roquettes*", a-t-elle déclaré dans une interview au journal "*The Atlantic*", parue sur son site internet.

Interrogée sur le fait de savoir si Israël avait pris assez de précautions pour éviter les morts de civils, Hillary Clinton a estimé que Tsahal, "*tout comme nous essayons de le faire, a tenté de faire le plus possible attention aux civils en visant ses cibles*".

"*Nous ne connaissons pas une seule nation, peu importe ses valeurs [...] qui n'aient pas commis d'erreurs, mais au final*

la responsabilité de tout ça en incombe au Hamas", a-t-elle affirmé.

"*Il est impossible de savoir ce qui se passe à travers le brouillard de la guerre. Selon certains rapports, peut-être que ce n'était pas exactement une école de l'ONU qui était visée, mais juste l'annexe de l'école d'où ils tiraient des roquettes*", a repris Hillary Clinton, en référence à plusieurs établissements de l'ONU touchés par des bombardements. " *Il n'y a aucun doute dans mon esprit que le Hamas a initié ce conflit*", a-t-elle encore affirmé.

De manière plus générale, Hillary Clinton a pointé du doigt l'antisémitisme croissant, notamment en Europe.

"*On ne peut jamais ignorer l'antisémitisme, spécialement quand on voit ce qui se passe en Europe aujourd'hui. Il y a infiniment plus de manifestations contre Israël qu'il n'y en a contre la Russie qui se saisit d'une partie de l'Ukraine et abat un avion de ligne*", a-t-elle encore constaté.

"*L'une des raisons pour lesquelles je m'inquiète de ce qui se passe au Moyen-Orient en ce moment, c'est cette capacité qu'ont les groupes de djihadiste d'essaimer, et cela pourrait affecter l'Europe et affecter les Etats-Unis*" a déclaré Hillary Clinton, dont les propos et les arguments semblent rejoindre ceux de certains influents élus républicains comme John McCain ou Lindsey Graham.

"*Les groupes de djihadistes tiennent un territoire, mais ils ne resteront jamais là. Leur but c'est de s'étendre. Leur raison d'être c'est leur opposition à l'Occident, aux croisés, à... Je vous laisse remplir les trous, nous rentrons tous dans une de leurs catégories*", a-t-elle affirmé.

Elle a dit beaucoup réfléchir à l'endiguement (une doctrine américaine de la guerre froide pour contenir l'expansion de l'Union soviétique, NDLR), à la dissuasion et à la défaite.

Au regard de la menace des extrémistes islamistes, Hillary Clinton a laissé entendre que l'Amérique réussissait quand elle avait un plan général avec un but clair en citant l'exemple de la chute de l'Union soviétique et la défaite du communisme. nouvelobs.com 11.08

L'exercice auquel elle se livre consiste à dire tout haut ce que pense tout bas l'aile la plus droitière de l'administration américaine.

Vous aurez remarqué que tout y figure, de la propande contre l'antisémitisme à l'accusation sans preuve contre la Russie d'avoir abattu l'avion de la Malaysia Airlines au-dessus de l'Ukraine en passant par le soutien inconditionnel à Israël, malgré les épouvatables massacres de civils commis par Tsahal et les manifestations qui ont lieu partout dans le monde pour les condamner, le tout reposant en permanence sur le déni de la réalité, des mensonges, des fabulations ou des contrevérités grossières, condition indispensable pour justifier la politique des Etats-Unis.

La précision et le rappel qui figure dans le dernier paragraphe illustre que les Américains interviennent dans le monde selon une stratégie politique ("un plan général") qu'ils ont élaborée de longue date conformément à leurs besoins sans se soucier du sort des populations du reste du monde, pas même la leur il faut ajouter.

Conditionnement psychologique de la population mondiale contre la Russie en la ridiculisant, la diabolisant sous la forme de sous-entendus, d'allusions à son désavantage, etc.

- Russie : un concours de "*bébés patriotes*" pour doper la natalité - Francetv info -

- Ukraine : quand Poutine montre ses petits (tout petits) muscles… - Atlantico.fr

- Ukraine : un convoi humanitaire russe provoque les soupçons des Occidentaux - Francetv info

- Lavrov accuse l'Occident de « *cynisme flagrant*» - french.irib.ir

Le ministre des Affaires étrangères de Russie Sergueï Lavrov a qualifié de « *manifestation de cynisme flagrante* » le refus des dirigeants occidentaux de reconnaître la nécessité d'une aide humanitaire urgente à l'est de l'Ukraine.

Il a noté qu'il y avait l'impression que l'objectif de l'opération de Kiev était de laisser la terre brûlée dans l'est de l'Ukraine et d'obliger la population russe d'en partir.

Le ministre a annoncé que Moscou avait concerté l'octroi de l'aide humnitaire au sud-est de l'Ukraine avec Kiev et le Comité international de la Croix Rouge et a exprimé l'espoir que l'Occident n'y créerait pas des obstacles. french.irib.ir 11.08

- Moscou dément la mort de 12 effectifs de ses forces spéciales en Ukraine - french.irib.ir

« *l'information diffusée par le quotidien britannique sur la mort de 12 effectifs des forces spéciales russes, affilés au Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie, est « une information montée de toute pire manière »* » a déclaré, le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

« *L'auteur de cet article, Sam Jones, qui entretient de vastes relations avec le service de la sécurité étrangère britannique a abordé cette dernière semaine de nombreuses informations erronées et fausses dans les médias ukrainiens, toutefois, cette information avait été faussée et manipulée de la pire manière* », a expliqué encore ce responsable militaire russe. french.irib.ir 10.08

Les preuves que l'avion de la Malaysia Airlines a été abattu par un chasseur Ukrainien. Reste à savoir de quelle nationalité était le pilote, Polonais, Américain, Britannique ?

- MH17: Un premier rapport sur les causes du crash dans «quelques semaines» - 20minutes.fr

- Le vol MH-17 abattu par un avion de chasse ukrainien ? - Par Valentin Vasilescu - reseauinternational.net - publié par Mondialisation.ca -11 août 2014

Le point de vue qui suit est celui de Valentin Vasilescu , un ancien pilote de l'armée roumaine.

J'ai expliqué en détail dans plusieurs articles précédents que le missile présumé sol-air Buk-1M invoqué par l'Amérique et l'Ukraine n'a pas été pu être lancé et donc abattre le vol MH-17.

Il n'a été détectée aucune émission d'un faisceau électromagnétique de guidage portant l'empreinte caractéristique d'un complexe, Buk-1M, ni aucune trainée de condensation abondante de couleur blanche, généralement d'une longueur de 10 à 35 km à partir du sol, et qui persiste quelques minutes après le lancement d'une fusée.

Gordon Duff, un célèbre marine vétéran de la guerre du Vietnam et éditorialiste de Veterans Today, ne considére pas, lui non plus, comme crédible l'abattage du vol MH-17 avec un missile sol-air, pensant que l'appareil malaisien pourrait avoir été la cible d'une bombe à bord, ou de tirs avec les canons d'un avion ukrainien. En arrivant le premier sur les lieux, le canadien Michael Bociurkiw, un membre de la délégation de l'OSCE a examiné les restes de la cabine de pilotage du B-777, et en a conclu qu'il avait été touché par des projectiles d'artillerie de petit calibre, tirés à une cadence très élevée. Ceux qui ont prévu un tel crime sont les mêmes qui ont, délibérément, lancé la fausse piste du missile sol-air.

La conception de cet attentat était l'œuvre d'un esprit diabolique, car l'attaque du vol MH-17 au canon, a créé toutes les conditions pour produire l'impression qu'une bombe de petite dimension aurait explosé à l'intérieur du poste de pilotage. Le 23 Juillet 2014, un reportage de la correspondante de la BBC Olga Ivshina a été censuré par la direction de la BBC. Dans ce reportage, les témoins dans la région de Donetsk confirment la présence d'un autre avion de combat ukrainien, en plus du vol MH-17 au moment du crash. Du coup, le reportage d'Olga Ivshina démonte également la version fournie par le SBU ukrainien, parlant de missile sol-air.

La censure imposée par les médias occidentaux, n'a pas pu empêcher de découvrir que le fuselage du côté droit du poste de pilotage de l'avion est percé par des éclats, avec les bords repliés vers l'extérieur, ce qui indique que de petites explosions se sont produites à l'intérieur de la cabine de pilotage. Mais les traces de projectiles parfaitement rondes qui sont entrés du côté opposé, ont traversé le poste de pilotage sans exploser. Alors que l'ogive d'un missile Buk-1M aurait explosé en une grosse boule de feu.

Les impacts dans le panneau du fuselage du côté droit du cockpit du vol MH-17 ont été produits par un projectile de type explosif-incendiaire visant à produire des foyers d'incendie à l'intérieur de la cabine. De petits éléments des cadres de pare-brise en alliage d'aluminium étaient fondus en raison de l'incendie.

Dans la bande de cartouches pour les canons embarqués à bord des avions de chasse, l'armurier insère quelques projectiles en alliage de tungstène (ayant une plus grande capacité de pénétration), similaire au système américain à base d'uranium appauvri. Mais pas au point d'exploser, perforer l'enveloppe de l'avion, traverser la cabine de pilotage et de sortir de l'autre côté.

Les tirs ont été effectués par un pilote de chasse expérimenté, qui a visé uniquement la cabine de pilotage. Cela est démontré par le fait que la section de fuselage à l'arrière du poste de pilotage est restée intacte et ne comporte pas de trous qui auraient pu être causés par des éclats de projectiles. (Lire la suite de ce très long article dans le site ou en le téléchargeant à partir de la rubrique Internationale)

La preuve incontestable que cet avion a bien été abattu par un avion ukrainien et non un missile réside dans les photos du cockpit

de cet avion qui figurent dans cet article.

Si nous avons titré que le pilote du chasseur ukrainien devait être d'une autre nationalité qu'ukrainienne, c'est parce que cet ancien pilote de l'armée roumaine affirme qu'à sa connaissance aucun pilote ukrainien n'était suffisamment expérimenté pour effectuer la manoeuvre délicate qui consistait à se rapprocher aussi près de l'avion à abattre sous un angle très précis pour viser exclusivement la cabine de pilotage sans risquer une collision ou manquer son objectif.

Les barbares salafistes, takfiris, al-qaïdistes en Syrie et en Irak sont à la solde des puissances occidentales

- Syrie: un djihadiste photographie son fils portant la tête décapitée d'un soldat - L'Express.fr

- La Ligue arabe accuse l'État islamique de "*crimes contre l'humanité*" - LePoint.fr

- Irak : les États-Unis arment les forces kurdes anti-djihadistes - LePoint.fr -

- Irak : Fabius réfléchit à des livraisons d'armes aux Kurdes - Francetv info

Nouveaux témoignages qui confirment parfois ce que nous savions déjà.

-Révélations de Snowden : comment les USA aident Israël et recrutent les djihadistes de l'EIIL - ilmanifesto.it - publié par Mondialisation.ca - 10 août 2014

D'après les documents diffusés par Snowden, actuellement réfugié en Russie, la CIA et le Mossad ont entrainé Abu Bakr Al-Baghdadi, l'actuel leader de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). L'EIIL, qui prône le retour au « *Califat* » a initialement été constitué en Égypte pour combattre le gouvernement de Bashar al-Assad. Il a reçu des armes de la part du renseignement US et de celui du Royaume-Uni, et des financements de l'Arabie Saoudite et de la monarchie du Qatar.

Abu Bakr Al-Baghdadi a été prisonnier à Guantanamo de 2004 à 2009. Au cours de cette période, la CIA et le Mossad l'auraient recruté pour fonder un groupe en mesure d'attirer des djihadistes de différents pays vers un endroit précis, et ainsi les tenir loin d'Israël. Pour Snowden, « *la seule solution pour protéger l'État juif est de lui créer un ennemi à ses frontières, mais en le dirigeant contre les états islamiques qui s'opposent à sa présence.* » Une opération secrète dénommée « *Nid de frelons* ». ilmanifesto.it

Ce sont les Américains qui ont nommé le remplaçant de Nouri al-Maliki en violation de la constitution irakienne.

Après avoir abattu le régime qui reposait sur les sunnites au profit des chiites, ils se retournent contre ces derniers en armant les sunnites allié des mercenaires sanguinaires d'EI.

- Irak: un nouveau Premier ministre pour sortir de la crise, Maliki écarté - AFP

- Désavoué, le Premier ministre irakien Nouri al Maliki s'accroche - Reuters

- Irak : Haïdar Al-Abadi, candidat des chiites, chargé de former le nouveau gouvernement - Francetv info

- Un nouveau Premier ministre pour l'Irak, salué par Obama - Liberation.fr

- Irak: Kerry met en garde Maliki dans son bras-de-fer avec le président Massoum - AFP -

- Irak : Maliki rejette la nomination de son successeur - LePoint.fr

- Irak : malgré les pressions, le premier ministre refuse de quitter le pouvoir - LeFigaro.fr

- Irak : le coup de force du premier ministre Nouri Al-Maliki - LeMonde.fr

- Crise politique à Bagdad : "*Maliki est seul au monde*" - Le Nouvel Observateur

Nous venons de voir qu'en choeur la quasi- totalité des médias se font l'écho des Américains. Maintenant voyons la réalité qu'ils cachent soigneusement à leurs lecteurs.

- Irak: La Cour fédérale donne raison à Maliki après sa plainte contre le président - 20minutes.fr

La Cour fédérale irakienne a confirmé que la coalition de Nouri al-Maliki était la plus importante du Parlement, donnant ainsi raison à ce dernier, qui avait porté plainte contre le président, l'accusant de ne pas nommer de Premier ministre issu du plus puissant groupe parlementaire. «*La Cour fédérale annonce qu'elle confirme que l'Etat de droit est le bloc le plus important du Parlement*», a indiqué la télévision officielle. Selon la Constitution, le président irakien doit désigner un Premier ministre issu de la première force du Parlement, ce qui ouvrirait de fait la voie à un troisième mandat de Nouri al-Maliki.

Dans une allocation à la télévision dimanche soir, Nouri al-Maliki avait accusé le président d'avoir violé deux fois la Constitution, notamment en ne confiant pas à un Premier ministre désigné la mission de former un nouveau gouvernement.

Le président, Fouad Massoum, a reçu depuis de nombreux soutiens, dont celui des Etats-Unis, qui appellent depuis longtemps à la formation d'un gouvernement d'union seul à même selon eux de faire face au chaos dans lequel est plongé l'Irak. 20minutes.fr 11.08

Nous avons donc la preuve que nous sommes bien en présence d'une vaste entreprise de désinformation pilotée depuis Washington. Il faut croire que Nouri al-Maliki n'était pas aussi malléable que son successeur désigné par les Américains, il était trop favorable à la Syrie et pas assez proche des autorités iraniennes avec lesquelles les Américains ont normalisé leurs relations.

ACTUALITE EN TITRES

Qui peut le plus, peut le moins.

- Plus d'emplois depuis 2008 aux Etats-Unis, mais moins payés - Reuters

Les prédicateurs de la pensée néolibérale.

- Aux Etats-Unis, les communicants poussent, les journalistes diminuent - Rue89

- Conférence sur l'homophobie au lycée : feu vert du ministère - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur conception de la démocratie doit servir de modèle au monde entier.

Un policier blanc tire sur un jeune noir non armé et le tue, une affaire "***très compliquée***".

- Etats-Unis : le FBI enquête sur la mort d'un jeune Noir abattu par la police - Francetv info

Le FBI a ouvert une enquête après la mort d'un jeune Noir abattu par un policier, samedi 11 août. Il s'agira pour le Bureau de déterminer les circonstances de cet incident qui a coûté la vie à Michael Brown, 18 ans. Et s'il y a eu ou non une atteinte aux droits civiques.

Cette enquête du FBI sera menée en parallèle des investigations de la police du comté de Saint-Louis, à laquelle est rattachée la police de Ferguson. "*C'est une enquête très compliquée*", a reconn Jon Belmar, le chef de la police du comté.

S'il apparaît que l'adolescent n'était pas armé lorsqu'il a été abattu par un agent de police, les versions s'opposent entre des témoins de la scène et la police. D'après la version de la police, le jeune homme aurait tenté de s'emparer de l'arme du policier, lequel aurait fait ensuite feu à plusieurs reprises sur la victimes. Des témoins affirment, eux, que Michael Brown avait les bras en l'air au moment des faits.

Selon les médias locaux, l'incident met en relief les tensions raciales entre une police locale majoritairement blanche et les habitants d'une ville à majorité noire. Des émeutes ont éclaté et des magasins ont été pillés dans la nuit de dimanche à lundi dans cette ville de la banlieue de Saint-Louis. Deux policiers ont été blessés et 32 personnes interpellées pour le pillage de 12 magasins. Francetv info 11.08

En complément.

- Afghanistan: les Etats-Unis ont tué des milliers de civils sans procès, selon Amnesty - AFP

Assassin, barbare, un critère "***idéal***".

- En Israël, le sperme des soldats de Tsahal est très demandé - Francetv info

L'hôpital de Haïfa (Israël) signale que les demandes de don de sperme en provenance de soldats israéliens augmente, comme le relaie l'International Business Times (en anglais), en réaction à l'opération "*Bordure protectrice*" menée dans la bande de Gaza. Ainsi, sur 60 femmes qui ont fait une demande de sperme, près de la moitié ont sollicité un donneur ayant des antécédents dans l'armée.

"*Tout comme le choix de la couleur de cheveux ou des yeux, la taille et le niveau d'éducation, le service dans les rangs de Tsahal est également devenu un critère de sélection*", explique Dina Aminpour, la directrice de la banque du sperme du Centre médical Rambam d'Haïfa, citée par le site internet. "*Ces femmes établissent un profil qu'elle considère comme le père idéal.*" Francetv info 11.08

Voilà un objectif que les Palestiniens devraient viser en priorité !

Au fait, la pureté de la race n'était-il le critère retenu par les nazis en Allemagne pour justfier le génocide des juifs, des Noirs, des Tziganes, etc ? N'est-ce pas le même qui conduit les Israéliens à éliminer les Palestiniens, les sémites ?

Imaginez un instant qu'un simple d'esprit tombe sur cet article, inconsciemment il va procéder à un raccourci et en déduire que tous les juifs sont des monstres.

L'Etat sioniste, la plus grande menace "***pour la paix dans le monde***".

Lizez attentivement l'article ci-dessous, les sionistes confirment leur penchant naturel pour la dictature ou leur accointance avec le nazisme, en proclamant que toute personne considérant l'Etat d'Israël comme une menace "*pour la paix dans le monde*" est antisémite. Au passage la Commission européenne témoigne qu'elle est complice du massacre des Palestiniens de Gaza par Tsahal.

- Un sondage européen scandalise Israël - french.irib.ir

D'après un questionnaire de la Commission européenne, 59% des Européens pensent qu'Israël est le pays le plus menaçant pour la paix dans le monde.

Un sondage de la Commission européenne selon lequel la majorité des Européens voient en Israël le pays qui menace le plus la paix mondiale était dénoncé dimanche comme la preuve d'un antisémitisme rampant en Europe par des responsables israéliens et la presse locale. Le journal espagnol *El Pais* avait diffusé jeudi les résultats préliminaires de ce sondage dont les résultats complets devraient être- pour des raisons "*techniques*", selon Bruxelles- publiés lundi. *L'International Herald Tribune* en a également fait état dans son édition de vendredi.

Toujours est-il que lundi, la présidence italienne de l'UE s'est déclarée "*surprise et contrariée*" par ce sondage et affirmait que ce résultat "*ne reflètait pas la position de l'UE*". "*Le ministre des Affaires étrangères Franco Frattini, au nom de la présidence de l'Union européenne, exprime la surprise et la contrariété pour le signal faussé qui sort du sondage d'opinion commandé par la Commission européenne*", indique un communiqué officiel. "*Le résultat du sondage, à la suite d'une question ambiguë, ne reflète pas la position de l'Union européenne, exprimée par ses instances à de nombreuses reprises*", affirme le texte. Le chef de la diplomatie italienne ajoute que "*l'UE est d'autant plus contrariée qu'elle est parfaitement consciente que la population israélienne est durement frappée par le terrorisme*".

"*Ces résultats choquants qui montrent qu'Israël représente la plus grande menace pour la paix dans le monde, davantage que la Corée du Nord et l'Iran, défient la logique et sont une fantaisie raciste*", a déploré le rabbin du centre Simon Wiesenthal basé à Los Angeles (Etats-Unis), Marvin Hier. "*Ils montrent seulement que l'antisémitisme est profondément ancré dans la société européenne*."

Le ministre israélien en charge des relations avec la diaspora Nathan Chtcharansky, estime que derrière les critiques contre Israël, il y a de l'antisémitisme. "*L'Union européenne qui a montré qu'elle était sensible aux questions relevant des droits de l'Homme, devrait faire cesser le lavage de cerveau qui vise à diaboliser Israël avant que l'Europe ne retombe une fois encore dans les périodes sombres de son passé*" a déclaré au quotidien *Yédiot Aharonot*, l'ancien militant des droits de l'Homme considéré comme

le plus célèbre des "*refuzniks*" (juifs soviétiques auxquels Moscou refusait l'autorisation d'émigrer), Selon Avi Pazner, ex-ambassadeur d'Israël à Rome et à Paris, et porte-parole du gouvernement, ce sondage manque de crédibilité. L'image négative qu'ont les Européens d'Israël est, selon lui, le résultat de la couverture médiatique de trois années d'Intifada. french.irib.ir 11.08

Déclarations qui sont à rapprocher de celle d'Hillary Clinton, le même discours à la virgule près.

Infos sur Israël.

- "*Tsahal a pris la fuite*" (Yediot Aharonot) . - french.irib.ir

Le journal israélien revient sur la trêve à et sur l'annonce officier du retrait des unités de l'armée israélienne de la bande et écrit : " *L'armée israélenne a pris la poudre d'escampette, trainant derrière elle le poids lourd de sa défaite*", a affirmé le journal, fustigeant la décision du désengagement de l'armée sioniste de la bande de Gaza.

Selon la chaine Al Aqssa, l'opposition israélienne tout comme une bonne partie de la droite fustigent la gestion " *catastrophique*" de la guerre par Netanyahu et après son échec à Gaza, ce dernier devra s'apprêter à faire face à ces critiques . le parlementaire, Yaruham Sterker a dénoncé "*la défaite de Netanyahu*" à Gaza et a exigé qu'il "*passe aux aveux*" et qu'il reconnaise son échec. french.irib.ir 11.08

- Israël : Un régiment de la brigade Golani arrêté - french.irib.ir

La hiérarchie au sein de l'armée israélienne vient de donner l'ordre de l'arrestation de tous les membres d'un régiment de la brigade élite, Golani, pour cause de refus de poursuivre la guerre. Selon le site israélien 0404, les commandants de l'armée israélienne ont donné l'ordre de l'arrestation de tous les membres de ce régiment qui ont refusé d'un commun accord de poursuivre la guerre.

Selon les informations qui parviennent de l'intéroeur d'Israël, de nombreux militaires, soldats et officiers, ont désormais peur de faire face aux combattants palestiniens. La brigade Golani a subi de très lourdes pertes dès le premier jour de l'offensive terrestre israélienne contre Gaza. Cette brigade d'élite a été décapitée et a aussi perdu son commandant adjoint tout comme 13 de ses soldats. Selon les analystes l'armée israélienne surprise a été amené à se retirer de Gaza puisque ses effectifs désobéissent de plus en plus à leur hiérarchie. french.irib.ir 11.08

En complément.

- Les Sud-Africains qui s'engagent pour Tsahal menacés par la justice - french.irib.ir

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Irak : de l'occupation américaine à l'apparition de Daesh - french.irib.ir

L'intervention militaire américaine en Irak, suivie de l'occupation de ce pays, a agi comme un facteur majeur dans le sens de l'apparition des groupes rebelles extrémistes come Daesh, en Irak, mais aussi, en Syrie. C'est le journal américain *New York Times* qui l'écrit, tandis que les attaques américaines contre les positions de Daesh en Irak se poursuivent sur l'ordre du Président Barack Obama. Plus de détails, dans un article retiré de l'agence Tasnim, dans les lignes qui suivent.

- "Lorsque les forces américaines ont attaqué une maison d'habitation à Falloudjah, dans la foulée d'une opération, en 2004, contre les rebelles sunnites irakiens, elles y ont rencontré un irakien âgé de 30 ans ou presque sur lequel elles ne savaient alors rien. Le nom de cet homme, Ibrahim Awad Ibrahim Ali al-Badri, a été enregistré au centre de détention Camp Bouqa. Ce ressortissant irakien est devenu aujourd'hui une figure connue du monde entier : Abou Bakr Al-Bagdadi, calife autoproclamé de Daesh en Irak et en Syrie et l'architecte d'une campagne très violente pour retracer la carte d'un nouveau Moyen-Orient ! « *Lorsque nous l'avons arrêté en 2004, il était un assassin de rue ; il est difficile d'imaginer que nous aurions dû disposer d'une boule de prédiction, pour deviner que cet homme deviendrait à l'avenir le chef de Daesh* », dit un responsable du Pentagone qui a souhaité l'anonymat. L'apparition d'Al-Bagdadi comme chef de Daesh est survenue directement suite à l'intervention militaire des Etats-Unis en Irak. Les changements politiques qui se sont produites dans ce pays ont attisé en lui son zèle guerrier, aboutissant plutôt à

son progrès. Maintenant, Abou Bakr Al-Bagdadi a lancé une nouvelle étape d'interventions, cherchant plus d'avancées sur le terrain et plus de massacre des minorités irakiennes. Il a même promis que le groupe Daesh irait bientôt faire face directement aux Etats-Unis ! Pourtant, Al-Bagdadi était plutôt une figure religieuse qu'un combattant, lorsqu'au début de l'occupation américaine, en Irak, il adhéra à Al-Qaïda. C'était plus tard qu'il se donna le titre du calife du monde de l'islam et lança une campagne violente contre les minorités religieuses y compris les chiites et les yézidis, une campagne que même des leaders d'Al-Qaïda ont condamnée.

Les équipes spécialisées de renseignement états-uniennes et irakiennes n'ont guère réussi, jusqu'ici, dans leur mission contre Al-Bagdadi qui s'est vu pour la dernière fois en public lors d'un prêche dans une mosquée de Mossoul. Le Pentagone a annoncé qu'Abou Bakr Al-Bagdadi, arrêté en 2004 à Falloudjah, avait été libéré en décembre de la même année, avec un grand groupe d'autres prisonniers, tandis que Hicham Al-Hachemi, chercheur irakien, tient à dire qu'Abou Bakr Al-Bagdadi a passé 5 ans dans une prison américaine ; « *c'est dans cette prison qu'il se transforme en une figure extrémiste comme d'autres combattants de Daesh* », dit le chercheur irakien.

Certains responsables politiques américains dont l'ancienne secrétaire d'Etat Hillary Clinton reproche à Barack Obama d'avoir aidé Daesh de 2 façons : « *décréter le retrait complet américain de l'Irak en 2011 et hésiter à armer les groupes rebelles modérés en Syrie au début de la guerre civile dans ce pays.* » Pourtant, l'approche américaine en Irak avant même l'an 2011 a eu un rôle direct et axial en faveur de l'apparition d'Al-Bagdadi et son idéologie extrémiste a trouvé le temps de se radicaliser davantage en Irak occupé par les Américains.

En fait, l'offensive militaire américaine contre l'Irak a fourni à Al-Bagdadi et ses alliés l' « *ennemi* » dont ils avaient besoin ! Tandis que la dictature de Saddam Hussein éclipsait auparavant l'existence des courants extrémistes, son renversement par les US a donné libre champs aux éléments extrémistes comme Abou Bakr Al-Bagdadi pour révéler leurs visions extrémistes. A noter aussi qu'Al-Bagdadi avait dans son entourage d'anciens officiers militaires ou de renseignements baathistes qui maitrisent bien leur mission guerrière.

La Syrie aurait été un lieu de refuge provisoire pour Al-Bagdadi, mais l'Irak lui est resté l'abri le plus sûr, et la plus grande source d'approvisionnement financier, où il a la possibilité, également, de tester son califat . Daesh a mis la main en l'espace d'un mois sur 12 millions de dollars, le revenu des extorsions à Mossoul. Des sommes d'argent ont été allouées au financement de Daesh en Syrie aussi. Alors que le conseil de sécurité s'occupe d'examiner de nouvelles mesures contre Daesh, y compris, le boycott de ses supporters financiers, il semble peu probable que ces mesures s'avèrent efficaces. Or, ce groupe a réussi une certaine indépendance, grâce au contrôle des champs pétroliers, et par l'extorsion ou la collecte d'argent dans les régions qu'il a occupées. Ce groupe pense même aux nouveaux moyens de rentabiliser sa présence en Irak. A titre d'exemple, les éléments de Daesh ont pris 850.000 dollars d'amande aux anciens officiers ou soldats irakiens dans un village près de Kirkuk ! « *Al-Bagdadi commande maintenant, non seulement une organisation terroriste, mais toute une armée en bonne et due forme* », affirme un haut responsable du département d'Etat américain, qui reconnait, en plus, que Daesh est pire qu'Al-Qaïda..." french.irib.ir 11.08

L'imposture d'Al-Qaïda et Ben Laden, créatures des Etats-Unis, étant largement éventée depuis 2001, ils ont créé Daesh et Al-Bagdadi voilà tout.

Haut de page

Le 13 août 2014

CAUSERIE

Un mot personnel.

Depuis le début du mois d'août vous êtes plus nombreux à vous connecter au site, bravo à vous !

De mon côté j'ai eu des nouvelles de la boîte pour laquelle je vais bosser. Elle a repoussé la date à laquelle je vais commencer à travailler en raison de problèmes d'effectif, ils ne trouvent pas d'Indiens maîtrisant le français. Ils ont auditionné plus de cent candidats avant de retenir ma candidature.

Les travaux de ma maison vont dépasser le budget que je m'étais fixé, j'ai donc absolument besoin de ce travail pour assurer la suite. Ici en Inde, les prix continuent de flamber malgré la baisse officielle de l'inflation, j'ai donc décidé de supprimer certaines denrées alimentaires devenues trop chères pour moi. Mes repas sont moins variés mais je ne crève pas de faim, donc je n'ose pas me plaindre.

Je ne vous ai pas raconté que je m'étais cassé la gueule lamentablement en moto dimanche dernier. C'est une histoire indienne.

Je roulais à moins de 10km/h sur une portion de route étroite complètement défoncée en rase campagne entre mon domicile et le terrain que j'ai acheté. Selvi était assise derrière avec un sac de ciment rempli de noix de coco sur les genoux et j'en portais un autre à l'avant entre le guidon et le réservoir. Ce sac en position instable et mal fermé s'est ouvert et menaçait de tomber, j'ai essayé de le rattraper au moment où la roue avant de la moto était sur de la terre sèche et abordait une partie de la chaussée surélevée ce qui a produit une secousse et a déséquilibré la moto du côté où le sac allait tomber. Evidemment Selvi au lieu de sauter de la moto car nous étions pratiquement à l'arrêt ou de se pencher de l'autre côté pour rééquilibrer la moto, tel un poids mort elle pencha du côté où la moto allait tomber entraînant notre chute, elle allongée sur la moto et moi à moitié coincé en dessous, la cheville du pied droit en sale état. Du coup je commence seulement à remarcher.

Trois fois je lui ai dit que je ne voulais pas emporter le deuxième sac que sa soeur voulait nous donner car je devais repasser le lendemain matin, estimant qu'il fallait mieux avoir les deux mains libres en permanence pour rouler sur cette route défoncée, si on peut appeler cela une route, ce qu'il en reste quoi, ne voulant pas vexer sa soeur qui insistait lourdement ou faire des histoires, j'ai cédé pour leur faire plaisir, c'est ma faiblesse. Heureusement que je n'ai pas le pied cassé ou pire, une main car j'en ai besoin pour travailler. J'ai expliqué plus tard à Selvi qu'elle ne m'y reprendrait plus et qu'elle devait comprendre une fois pour toute que personne ne devait décider à ma place ce que je devais faire, que cela plaise ou non.

Cela fait près de 20 ans que je vis en Inde et je me fais encore piéger par ce genre de conneries parce que je ne veux pas être désagréable ou froisser des gens qui ont un cerveau peu développé, à qui ils arrivent dans la vie un tas d'emmerdements qu'ils auraient pu éviter mais dans lesquels ils plongent tête baissée pour se conformer à une tradition ou par obligation. Parfois en présence de gens profondément arriérés, il est fortement déconseillé de les écouter, quitte à les blaisser s'ils ne le comprennent pas, tant pis. C'est la dernière fois que je prends un tel risque qui peut avoir des conséquences catastrophiques ou dramatiques, car ma tête ou celle de Selvi aurait très bien pu heurter violemment la chaussée et aujourd'hui on serait dans un bien mauvaise posture ou pire encore.

C'est mon milieu social depuis ma naissance donc je suis à l'aise pour en parler, je le connais sur le bout des doigts. Et si j'ai passé ma vie à le fuir en élevant mon niveau de conscience politique, sentimentalement j'y suis toujours resté attaché car c'est le seul endroit où je me sens bien, plus naturel ou sincère que tout autre, ce que j'apprécie particulièrement, à condition de vivre à ma manière et de ne pas être tenu d'imiter ceux qui dans ce milieu sont condamnés à subir leur condition toute leur vie sans jamais d'élever au-dessus.

Vous pourriez vous demander comment je fais dans ces conditions-là pour partager mon existence avec deux femmes arriérées. Il arrive que cela soit compliqué en effet, mais pas davantage que de vivre avec une intellectuelle qui se lancera dans un concours désuet pour savoir lequel des deux est le plus borné ou de mauvaise foi, à ma connaissance. Disons qu'on a chacun son territoire et que chacun doit respecter celui de l'autre, ce qui n'est pas toujours le cas et se traduit parfois par des tensions ou des frictions, ce qui est inévitable mais rare ou ponctuel, sans que cela donne lieu à de la rancoeur ou de la haine parce que nous discutons beaucoup.

C'est à moi de trouver les mots et les formules pour leur expliquer ce qui se passe afin de leur rendre la situation intelligible. Ce qui nécessite de ma part de les avoir observées et écoutées attentivement, de comprendre comment leur cerveau fonctionne, quels rapports elles entretiennent avec la réalité pour adapter mon discours, sinon ce serait l'enfer, j'ai connu cela chez mes parents quand j'étais enfant puis adolescent et même plus tard quand j'étais moi-même encore arriéré.

Cela aide de savoir d'où on vient, à condition de ne jamais l'oublier, ce qui n'est hélas pas le cas de la plupart des gens qui finissent par l'ignorer ou préfère ne pas s'en souvenir, c'est dommage car cela rend bien des services.

C'est moi qui me suis imposé ces conditions au départ, c'est donc à moi d'en assumer les responsabilités. Ce serait injuste ou dégueulasse de les reporter sur une personne arriérée, nous sommes bien d'accord n'est-ce pas ?

J'arrête là car Selvi rentre du boulot...

Passons à la politique.

Effectivement, cela valait le coup de relever que l'UE et les E-U ont infligé des sanctions à la Russie sur la base de soupçons dans l'affaire de l'avion de la Malaysia Airlines, sans attendre les résultats d'une enquête indépendante hypothétique.

Dès lors que des soupçons ont valeur de preuves, qu'une interprétation des faits se substitue à l'établissement de la vérité, toute notion de morale ou de droit international vole en éclats ou relève de la supercherie politique. Nous le savions, mais d'autres n'en étaient pas forcément convaincus, cet épisode l'illustre de manière éclatante.

Dictature et régime policier.

En Ukraine

Le régime néonazi de Kiev mis en place par le coup d'Etat orchestré depuis Washington après s'être attaqué aux syndicats et avoir chassé du Parlement les élus du Parti communiste considéré illégal, s'apprête à restreindre la liberté d'expression de façon à museler toute forme d'opposition à sa politique tournée contre les masses et dictée par l'impérialisme américain, le FMI et l'UE, ce qui revient à l'interdire.

LeMonde.fr - Le vote, en première lecture au Parlement ukrainien, d'un projet de loi permettant aux autorités d'interdire des médias pour des raisons de « *sécurité nationale* » sans décision de justice.

Le projet de loi, qui doit être à nouveau examiné jeudi, permettrait au Conseil de sécurité nationale et de défense ukrainien, sous contrôle du président Petro Porochenko, d'interdire la diffusion de médias locaux ou internationaux, qu'il s'agisse de journaux, de sites Internet, de radios ou de chaînes de télévision. LeMonde.fr 12.08

Cette décision intervient dans un contexte politique marqué par le recours à l'armée pour réprimer la résistance au régime néonazi installé à Kiev du mouvement ouvrier des régions de l'est de l'Ukraine où se concentre une partie importante du prolétariat de ce pays, et dans un contexte marqué par l'effondrement de son économie, confirmé hier, encouragé par le FMI et dont les masses sont les premières victime avec la flambée des prix.

Deux titres trompeurs car ils occultent le rôle du FMI en sous-main.

- Ukraine: la Banque centrale laisse la monnaie chuter à son plus bas historique - AFP

- Conflit en Ukraine: la monnaie chute à son plus bas historique sur fond de "*panique*" - AFP

La monnaie ukrainienne a atteint son plus bas niveau historique sans que la banque centrale ne prenne de mesures pour stopper sa chute, évoquant "*une panique*" dans les milieux économiques après quatre mois de conflit armé avec les insurgés pro-russes.

Pour l'instant la Banque nationale "*n'a pas l'intention de s'écarter de la politique des taux de changes flexibles*", mais dans le cas où les mécanismes de marché ne fonctionneraient pas, "*nous prendrons des mesures administratives assez strictes pour la durée de l'opération antiterroriste*" menée par Kiev contre less séparatistes pro-russes dans l'est du pays, a prévenu Mme Gontareva, directrice de la banque centrale.

Mme Gontareva a déclaré que des mesures plus strictes de soutien à la monnaie ukrainienne auraient pu être prises la semaine dernière, mais que la banque centrale devait d'abord obtenir un feu vert du Fonds monétaire international (FMI) dont l'Ukraine attend une nouvelle tranche de 1,5 milliard de dollars le 29 août.

"*La situation actuelle a été déclenchée par un flux de mauvaises nouvelles, auxquelles a répondu la population en commençant à acheter des devises étrangères*", explique Olena Bilan, économiste en chef de la compagnie d'investissement Dragon Capital.

L'économie ukrainienne fait pourtant face à une grave crise économique, amplifiée par le conflit meurtrier dans le coeur industriel du pays, le bassin minier du Donbass.

En juillet, le FMI a estimé que les "*perspectives économiques s'étaient considérablement détériorées*" en Ukraine et que le produit intérieur brut (PIB) allait se contracter de 6,5% cette année à cause du conflit, et non de 5% comme envisagé précédemment.

Le président ukrainien Petro Porochenko a révélé fin juillet que Kiev dépensait quotidiennement 70 millions de hryvnias (4 millions d'euros) pour financer l'opération militaire dans l'Est.

En récession quasi ininterrompue depuis plus de deux ans, le pays n'est d'ailleurs pas parvenu à se reprendre au deuxième trimestre, son produit intérieur brut chutant de 2,3% par rapport au trimestre précédent, après une contraction de 2% au premier trimestre.

Son économie a été sauvée de l'asphyxie en avril lorsque le FMI lui a accordé une ligne de crédit de 17 milliards de dollars dans le cadre d'un plan international de 27 milliards, à condition que soient appliquées des mesures de restructuration économiques très impopulaires.

La Banque centrale ukrainienne avait déjà décidé en juillet de faire monter son taux d'intérêt à 12,5% pour lutter contre l'inflation, un niveau record qui risque d'avoir un impact négatif supplémentaire sur l'économie.

Conséquence de l'effondrement de la monnaie ukrainienne, les prix à la consommation se sont déjà envolés dans le pays.

"*Pour l'Ukraine, tous les espoirs de stabilisation de la situation, qu'elle soit politique ou économique, ou même pour le marché des changes, reposent sur le succès de l'opération militaire*", explique Oleksandr Parachtchiï, économiste à Concorde Capital. AFP 12.08

En France

Régime policier. Quand un régime tend irrésistiblement vers la dictature.

Francetv info - Un homme de 39 ans a été condamné, lundi 11 août, à neuf mois de prison ferme par le tribunal correctionnel d'Angers (Maine-et-Loire) pour avoir mis la main aux fesses d'une fonctionnaire de police. Le substitut du procureur avait requis 2 ans de prison ferme, indique Le Courrier de l'Ouest.

Les faits datent du 11 juin : l'incident s'était déroulé dans l'enceinte d'un centre commercial de Cholet. Si la policière était habillée en civil et en pantalon et n'était pas en service, son agresseur, déjà condamné à quatre reprises pour des agressions sexuelles similaires, savait à qui il s'attaquait. "*Il avait eu plusieurs fois affaire avec elle et l'avait reconnue, il ne l'a pas nié*", a confirmé Céline Tavenard, l'avocate du prévenu.

Père de famille, l'homme a vu s'ajouter à sa condamnation un suivi socio-judiciaire de cinq ans assorti d'une injonction de soins et la révocation d'un sursis de six mois auquel il avait été condamné dans une affaire similaire, selon le journal local. Francetv info 12.08

Et dire que DSK est en liberté, qu'aucun patron se livrant au harcèlement sexuel sur ses employées n'ait en prison, que la plupart des auteurs d'agressions sexuelles sur de simples citoyennes bénéficient de sursis ou de peines de substitution à la prison quand ils ne s'en sortent pas avec une simple amende, etc. on se dit que même lorsque leur justice elle ne vole pas plus haut que son cul, c'est plus fort qu'eux, il faut qu'elle soit injuste !

Cela dit, c'est juste un constat ou une façon de parler, on n'entend pas se substituer à elle ou lui donner des conseils, nous militons pour son abolition dans le cadre de la liquidation des institutions de la Ve République.

Conditionnement des masses. Propagande de la classe dominante.

Le nouvel ennemi désigné : La Russie.

- Un convoi humanitaire russe en route vers l'Ukraine malgré les mises en garde - AFP

- L'étrange caravane humanitaire russe en Ukraine - LeFigaro.fr

- Ukraine : le convoi « *humanitaire* » russe de tous les dangers - Rue89

- Convoi humanitaire vers l'Ukraine: Hollande fait part de ses "*inquiétudes*" à Poutine - AFP

Lesquels ? Favorables à qui ?

- Pas de réformes sans principes. - LeMonde.fr

Récupération. Cela vaudrait mieux parfois.

- Gaza : impossible de se taire - LeMonde.fr

Parfois l'orientation d'un discours bien léché peut faire illusion, on serait prêt à l'adopter malgré quelques réserves, puis quand on tombe sur certains passages qui nous contrarient ou que l'on rejette, on ne comprend plus où l'auteur voulait en venir, on est saisi d'un malaise, d'un doute, on ne sait plus quoi en penser, il faut alors penser aux facteurs essentiels qu'il n'a pas évoqués, car c'est souvent dans les non-dits volontaires que se situent la véritable orientation de son message.

LeMonde.fr - Pourquoi cette peur, cette retenue à condamner sans réserves les crimes d'Israël ? La population civile de la prison à ciel ouvert qu'est Gaza est soumise à un véritable carnage. Ce sont des femmes et des enfants qu'on assassine de façon aveugle et disproportionnée. Le déséquilibre des forces en présence est criant. D'un côté près de 2000 Palestiniens qui ont été tués, dont environ 80% de civils et plus de 250 enfants, et de l'autre 64 militaires et 3 civils israéliens.

Pourquoi cette passivité, cette complaisance, cette impuissance ? L'opération « *Bordure protectrice* » est un

épiphénomène dramatique qui ne doit pas occulter une réalité de beaucoup plus longue durée, qui est qu'Israël ignore depuis près de 50 ans les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies qui ont toutes exigé le retrait des territoires occupés et l'arrêt de la colonisation.

Pourquoi l'Etat d'Israël est-il le seul vis-à-vis duquel est tolérée l'absence de soumission au droit international ? Les agissements israéliens dans le cadre de l'opération militaire en cours constituent sans discussion possible des crimes de guerre tels que définis par le Statut de la Cour pénale internationale, à savoir le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des biens de caractère civil, qui ne sont pas des objectifs militaires. LeMonde.fr 12.08

Quelle audace ! Attendez la suite. L'auteur va s'employer à accuser les Palestiniens d'être responsables de l'agression israélienne contre la population de gaza, notamment, en occultant qui est l'occupant, de quel côté se situe la légitime défense, le droit tout simplement, en légitimant l'existence d'Israël incompatible avoir les droits politiques des Palestiniens.

On ne reproduira que les passages les plus significatifs et on vous fera grâce des remarques sans intérêts que l'auteur a ajoutées qui relèvent du double langage. Il ne fait qu'enfoncer des portes ouvertes en nous livrant un constat qui est connu de tous.
On retiendra qu'il s'emploie à dénoncer les crimes commis par Israël à Gaza tout en justifiant l'opération de Tsahal en reprenant les arguments avancés par les autorités de l'Etat sioniste, pour s'en remettre finalement au droit international, à l'ONU, à la CPI, aux différents gouvernements qui soutiennent Israël, comme si le sort des Palestiniens en dépendaient, alors qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et la solidarité internationale des travailleurs du monde entiers avec leurs partis ou organisations.

- Certes les tirs de roquette du Hamas visent de façon également indiscriminée des populations civiles. Ces actes sont tout autant condamnables et identiquement qualifiables...

Bien sûr Israël a droit à la sécurité mais ce n'est pas en utilisant toujours plus la force, la répression et la violence aveugle qu'il obtiendra cette sécurité...

Israël se targue souvent d'être la seule démocratie de la région...

Il faut revenir à l'application de la règle de droit... LeMonde.fr 12.08

Cet article était signé Patrick Baudouin, avocat et Président d'honneur de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH).

Ceux qui ont lu la causerie d'hier ne s'en étonneront pas. Quant aux autres lecteurs nous leur conseillons s'ils estiment que notre démonstration n'était pas très convainquante. Et s'ils n'en ont pas le courage ou le temps, qu'ils sachent que la FIDH bénéficie d'un statut privilégié au sein de l'ONU et de l'UE. Que *Le Monde* pro-israélien lui offre une tribune ne tient pas non plus du hasard.

Qu'on se comprenne bien, notre intention n'est pas de démolir la FIDH, ce serait ridicule puisqu'on n'en a pas les moyens, notre seul objectif est d'en montrer la nature réactionnaire pour que les travailleurs et militants s'en tiennent à l'écart. Qu'on se félicite parfois de leurs déclarations ou qu'on s'y associe, c'est une chose, on peut l'admettre, à condition de bien cerner à qui on a à faire et de conserver son indépendance.

Quand on décrypte son discours, on s'aperçoit que finalement il se borne à donner des conseils à Israël pour pouvoir achever son oeuvre entreprise en 1948, il dénonce la violence à laquelle les sionistes recourent pour y parvenir, mais ni leur origine et ni leur objectif. Dès lors confine à l'impuissance et il ne pouvait pas en être autrement, puisqu'il se refuse à remettre en cause l'existence d'Israël.

C'est la même méthode à laquelle recourent tous les intellectuels ou partis politiques qui se prétendent de gauche et qui sont incapables de rompre avec le capitalisme et ses institutions. Le monde est pourri, ils voudraient bien le changer, mais voilà c'est impossible, alors il faut faire avec en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais.

Dit autrement, ils se livrent à un constat que chacun peut faire, ils proposent des mesures impossibles à mettre en oeuvre parce que les conditions politiques ne sont pas réunies, et comme ils n'entendent pas combattre dans la perspective de les réunir parce qu'ils ne font pas confiance aux masses et refusent de se tourner vers elles, ils finissent forcément par s'en remettre aux institutions du capital auxquelles il ne reste plus qu'agir à leur guise, donc sans que rien ne change, ce qui leur vaut en échange leur reconnaissance, d'y participer ou des tribunes dans les médias et la boucle est bouclée. La voix des peuples opprimés ainsi étouffée, le noeud coulant peut se refermer sur leur espoir de vivre un jour dans un monde meilleur et plus juste, puisque sans voix pour les représenter vraiment ou stratégie politique indépendante, ils sont condamnés à demeurer sous le règne de l'exploitation et de la barbarie.

Chacun aura constaté aussi que Le Monde et d'autres médias ont attendu que la solidarité avec les Palestiniens prennent de l'ampleur dans le monde pour publier ce genre d'articles, histoire de faire oublier qu'unanimement ils se sont faits les relais de la propagande israélienne depuis le 8 juillet dernier.

Les maîtres du monde juges et parties. La preuve.

- La double casquette du président de JPMorgan Europe - Reuters

Win Bischoff, président du Financial Reporting Council (FRC), l'organisme de tutelle des cabinets d'audit britanniques, présidera également la filiale européenne de JPMorgan Chase à partir de janvier, a fait savoir la banque d'investissement mardi.

Cette nomination intervient alors même que les parlementaires britanniques poussent le FRC à examiner de plus près les comptes des banques.

Les parlementaires se demandent en effet pourquoi les comptables ont validé les comptes des banques quelques mois avant que l'Etat ne vole à leur secours, durant la crise financière de 2007 à 2009.

La nomination de Bischoff à la présidence de la filiale européenne de la banque américaine a été avalisée par les deux principaux régulateurs du secteur bancaire britannique, soit la Financial Conduct Authority (FCA) et la Prudential Regulation Authority, qui dépend de la Banque d'Angleterre, a précisé le FRC.

Bischoff a pris les rênes du FRC cette année après avoir démissionné de la présidence de Lloyds Banking Group.

Il travaillera deux jours par semaine à la banque et deux jours et demi au FRC.

Une porte-parole du FRC a déclaré que le régulateur ne voyait aucun conflit d'intérêt dans le fait que Bischoff travaille à la fois pour une banque et pour une autorité de régulation.

"*Les conflits d'intérêt réels et potentiels sont surveillés*", a-t-elle dit. Reuters 12.08

Qui en douterait franchement ? Quelle imposture !

Un représentant d'une banques américaine parmi les plus puissantes du monde chargé d'"*examiner de plus près les comptes des banques*", selon quels critères sinon ceux établis par les despotes de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste conformément à leurs intérêts, car à partir du moment où ils disposeront en détails des comptes de toutes les banques, ils pourront déterminer celles qui méritent d'exister ou d'être sauver et celles qui doivent disparaître, ou encore de déterminer les faiblesses ou vulnérabilités de certaines banques pour mieux les asphixier ou les absorber, connaissant leurs clients et dans quels secteurs économiques elles interviennent, dans quels pays ou avec quelles institutions elles sont en relations, il leur sera facile si nécessaire de les piller de leurs principaux revenus en recoupant les informations dont ils disposent déjà.

On aura compris que le gouvernement et l'économie de la Grande-Bretagne sont soumis au contrôle de l'oligarchie financière américaine. Il est normal pour avoir été le précurseur des Etats-Unis, qu'il en soit devenu par la suite le vassal privilégié. Toute son histoire le prouve depuis au moins le XIXe siècle, ce qu'on oublie souvent.

En complément. Leur ordre mafieux

- Mandat d'arrêt contre Un banquier bulgare - Liberation.fr

- Le patron de Deutsche Bank poursuivi pour faux-témoignage dans l'affaire Kirch - AFP

ACTUALITE EN TITRES

D'un mythe à l'antimite.

- Arnaud Montebourg à propos de Fabius: "*Naphtaliné, ce mec!*" - L'Express.fr

A un parlementaire proche des deux ministres, Montebourg a lancé à propos de son collègue : "*Qu'est-ce qu'il est*

précieux, naphtaliné, ce mec!". L'Express.fr 12.08

Elle est ce qu'un nain de jardin est au Colosse de Rhodes !

- Irak: Glavany (PS) ne souhaite pas que la France "*devienne le gendarme du monde*" - AFP

Enfin des bonnes nouvelles !

- Pas de reprise en vue pour la zone euro au deuxième trimestre - AFP

- Allemagne: le moral des investisseurs s'effondre en août - AFP

- Japon: production industrielle en chute, plus fort recul depuis l'après-tsunami - AFP

Haut de page

Le 14 août 2014

CAUSERIE

Pondichéry 6.42 AM ou 6h42 du matin pour les métropolitains.

On va le faire façon météo sur TV5Monde Asie : Bonjour à nos amis ou citoyens du monde qui nous lisent partout dans le monde, à Bogota, Fort-de-France, Pékin, Jakarta, Riad, Nairobi, Alger, Rostov, Dublin, Ottawa, Dallas, Séoul, Athènes, Porto...

Explication.

C'est parce que Merkel et Poutine étaient sur le point de finaliser un accord secret pour mettre fin à la crise ukrainienne que les Américains ont décidé d'abattre l'avion de la Malaysia Airlines pour ensuite attribuer cette attaque à la Russie, afin de le faire capoter car il comportait des clauses inacceptables pour Washington.

Les détails figurent dans l'article (en ligne) *Un pays contre du gaz. Négociations secrètes entre Merkel et Poutine pour mettre fin à la crise ukrainienne. (The Independent)* publié par Le Grand Soir daté du 11 août.

On ne se refait pas. Ne soyons pas dupe.

L'art de s'offusquer de l'état détestable du monde pour mieux camoufler qu'on en est responsable en tant que serviteur du capital, de longs discours sont inutiles pour savoir de qui il s'agit : Le PCF, le stalinisme for ever. La preuve.

- Le monde au bord du gouffre, un sursaut s'impose - José Fort - humanite.fr - legrandsoir.info 11.08

- "*L'ONU est figée, tétanisée, les institutions internationales comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce discréditées.*"

Quel dommage ! A croire que ces institutions auraient été fondées ou auraient représenté un jour d'autres intérêts que ceux de l'impérialisme américain ou le capitalisme en général. A croire qu'elles n'en ont pas fait assez contre tous les peuples jusqu'à nous conduire à la situation actuelle.

L'ONU n'a aucun pouvoir au delà de celui que les Etats-Unis lui accorde. Elle sert depuis sa fondation à cautionner sa politique, ses opérations de brigandages à travers le monde, dans la mesure où elle n'a pas les moyens financiers, politiques et militaires de s'y opposer. Qu'il en fut autrement et les Américains en seraient sortis ainsi que ses alliés, les puissances occidentales, y compris Israël.

Une fois occultée leur nature ou les avoir fait passer pour ce qu'elles n'étaient pas, il ne reste plus à leur agent à finir le sale boulot en expliquant qu'elles pourraient être réformées, ce qui signifie que le prolétariat mondial devrait indéfiniment demeurer sous le joug du capitalisme.

Pour que la boucle soit bouclée, il se devait de terminer son article en exonérant les responsables politiques de la classe dominante de toute responsabilité dans l'état actuel du monde.

Selon lui, les "*dirigeants occidentaux*" auraient "*tout calculé à la petite semaine sans penser avenir un seul instant. Un désastre.*".

Autrement dit, ils ne seraient pas vraiment responsables de leurs actes et ils seraient injustes de les en accuser puisqu'ils provenaient uniquement de vulgaires erreurs de calcul, ce qui peut arriver à tout le monde vous en conviendrez, à moins qu'ils n'aient pas toute leur tête, ce qui est tout au plus regrettable, parce que les malheureux ne comprenaient pas comment fonctionnait le monde soumis au capitalisme (Qui le comprend vraiment parmi la population, n'est-ce pas ?) et dans quelle direction ils entraînaient inexorablement l'humanité, la barbarie. Au final, ce n'est donc pas la survie du capitalisme auquel ils étaient soumis qui est à l'origine de ce "*désastre*", car il lui faut épargner le capitalisme auquel il est lui-même inféodé chacun l'aura compris. Tout y est.

Voilà définie en quelques lignes la nature du PCF, et tous les PC dans le monde, des agences du capital au même titre que le PS, la pseudo-gauche d'hier et d'aujourd'hui.

Aux lecteurs qui n'auraient pas bien suivi, notre conclusion ne consiste pas à se livrer à une interprétation partisane, elle repose uniquement sur le discours d'un membre du PCF paru dans un blog de l'*Humanité*, donc un fait vérifiable par tous.

En guise d'épilogue.

Il y a ceux qui dénoncent l'ultra libéralisme, le néolibéralisme... Il y a ceux qui dénonce l'UE et l'ONU... Il y a ceux qui dénoncent l'oligarchie financière, les banquiers, la BCE...

Vous n'avez pas remarqué quelque chose, parmi les éléments figurant dans cette liste, pas un n'est producteur de plus-value ou de richesses, pourquoi, qu'est-ce que cela signifie ?

A les entendre si la Banque de France sortait de la BCE et éventuellement de l'euro, si les principales banques étaient nationalisées on pourrait voir le bout de nos difficultés ou sortir de la crise du capitalisme en finançant l'économie réelle ou productive, la demande, etc. d'autant plus qu'on tirerait un trait sur la dette de l'Etat...

Passons sur le fait qu'on nationaliserait des banques qui possèdent une somme colossale de capitaux... qui ne leur appartiennent pas, alors qu'elles sont quasiment en faillite, donc on nationaliserait davantage des pertes en réalité. En ce qui nous concerne, nous confisquerions tous leurs avoirs sans leur verser un centime, et nous refuserions d'honorer leurs dettes envers la BCE ou telle ou telle institution financière, nous saisisserions également ceux de leurs fortunés clients jusqu'au dernier centime d'euro.

Une telle politique économique se traduirait par une flambée de l'inflation de telle sorte que les augmentations de salaire seraient pour ainsi dire annulées, les entreprises qui ne seraient pas en mesure de répercuter ces augmentations seraient conduites à mettre la clé sous la porte, du coup le chômage au lieu de diminuer augmenterait encore, la part de la population solvable diminuerait, etc. donc aucun des problèmes auxquels font face les travailleurs ne seraient résolus. Bien au contraire, ils s'aggraveraient, pour la bonne raison qu'on n'aurait pas mis la main sur la source de la production des richesses, les entreprises qui les produisent et les accaparent et qu'il faut impérativement socialiser sous peine de voir l'économie asphyxiée, sans parler du sabotage et du lock-out auxquels se livreraient les capitalistes demeurés les maîtres de la situation...

C'est donc l'ensemble de l'économie qu'il faudra sortir du système capitaliste pour espérer s'en sortir, les banques et au minimum les grandes entreprises ainsi que toutes celles qui y sont liées ou jouent un rôle important dans l'économie du pays, sachant que la situation économique demeurera encore sous le joug du capitalisme mondial aussi longtemps que les travailleurs d'autres pays en Europe principalement ou pour commencer n'auront pas pris à leur tour le pouvoir politique.

On aura compris qu'il est inconcevable de mettre en oeuvre un tel programme sans une révolution socialiste, sans un parti ouvrier révolutionnaire qui porte ce programme et incarne le socialisme, sans que les travailleurs s'emparent du pouvoir politique, condition impérative pour qu'ils puissent ensuite s'emparer du pouvoir économique, par la suite seulement on sera en mesure de satisfaire les revendications sociales les plus urgentes des masses exploitées, celles qui concernent principalement les couches les plus défavorisées, car il sera impossible du jour au lendemain de répondre à l'ensemble des revendications en suspens, il faudra bien procéder à des choix arbitraires mais justes en fonction du contexte politique.

Il sera également possible de réduire les injustices les plus criantes qui concernent d'autres couches de travailleurs, de satisfaire leurs revendications sociales les moins coûteuses, toutes les lois antisociales adoptées par les gouvernements de l'ancien régime qui consistaient à favoriser les droits de la classe dominante ou à réduire les droits de telle ou telle couche des masses seront abolies, de telle sorte que les inégalités s'en trouveront fortement réduits à défaut d'être totalement abolies, ce qui se traduira par une amélioration du sort de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes.

Ces objectifs ne sont pas hors de notre portée dès lors qu'on s'en donne les moyens politiques.

Etant loin du terrain ou de la France et n'étant pas organisé, on pourra me rétorquer que tout cela est bien beau et je le comprendrais. Cela dit, absolument rien n'interdit à chacun à titre individuel d'adopter ce programme ou cette perspective politique, de rompre avec le capitalisme, ses représentants et ses institutions, de ne pas verser dans l'opportunisme ou de refuser de se réfugier dans des illusions qui ne peuvent servir que les intérêts et la cause de notre ennemi. C'est quand même pas le bout du monde !

Ce que je veux dire, c'est qu'on ne peut pas passer sa vie à se raconter des histoires auxquelles on ne croit pas, à croire que le monde pourrait changer par miracle sans passer un grand coup de balais pour se débarrasser de toute la pourriture qu'il a accumulée depuis deux siècles ou plus, à un moment donné il faut savoir ce que l'on veut, soit on s'en accommode et on baisse les bras, on finit par vivre dans l'hypocrisie en permanence et on passe son temps à le justifier, soit on décide de briser définitivement ce carcan qui nous étouffe et on essaie d'envisager de quelle manière on pourrait avancer vers notre émancipation, sachant qu'on ne peut y parvenir qu'en participant à la lutte de classes et en s'organisant à terme. On n'a pas le choix.

J'ai consacré une grande partie de mon temps à démontrer à quoi cela menait de chercher une autre voie, une autre alternative au capitalisme, il n'en existe pas, cela conduit inévitablement dans une impasse ou à adopter le capitalisme d'une manière ou d'une autre, la neutralité ou la passivité également. Ce serait dommage de finir ainsi, non ? Quel sens donner à sa vie, comment se dire qu'elle vaut tout de même le coup d'être vécu, quel bilan en tirer parvenu à son crépuscule, comment ne pas être terrorisé à l'idée qu'on l'aurait loupée, qu'on serait passé à côté de l'essentiel qui nous tendait la main ?

Ce sont des questions que nous nous poserons tous un un jour ou l'autre si cela n'est pas déjà fait. Quelle satisfaction plus intense peut-on tirer de l'existence que de savoir qu'on a servi une cause juste, collecitive, désintéressée, sans tâches, que l'on peut justifier sans avoir à rougir ? Quel idéal humaniste plus élevé auquel pouvons-nous adhérer, sinon celui qui coïncide avec l'émancipation de l'humanité entière du règne de l'exploitation et de l'oppression ? Il a pour nom le socialisme ou le communisme qui n'ont jamais failli contrairement à la plupart des dirigeants ou des partis qui s'en réclamaient. Il faut avoir en permanence cette distinction à l'esprit, c'est très important.

Certains n'ont peut-être pas vraiment saisi pourquoi on se démène pour tenir les travailleurs ou les militants à l'écart de certains partis ou certaines organisations ou associations. C'est parce que leur combat consiste aussi à vous éloigner du socialisme, cela figure parmi leurs objectifs, c'est une des fonctions qu'ils remplissent et qui justifie leur existence auprès des dirigeants de la classe dominante, sinon croyez bien qu'ils s'en débarrasseraient.

Je n'essaie pas de vous embrouiller en vous racontant des salades, je ne verse pas non plus dans le prosélytisme pour défendre une théorie, les faits suffisent ici en eux-mêmes. On fait appel à l'escrit critique du lecteur, à sa faculté de saisir un raisonnement logique qui est le produit du développement d'un processus dialectique qui se déroule sous ses yeux et pas davantage, qui n'a rien de sorcier ou de mystérieux, dont il est personnellement le témoin quotidiennment et parfois l'acteur.

Donc on n'essaie pas de prendre le lecteur en traître pour lui inoculer je ne sais quelle doctrine, notre démarche repose du début à la fin sur lui, ce qui est conhérent puisque c'est seulement ensemble qu'on s'en sortira. Et si je peux me permettre cette référence à ma propre expérience, c'est parce qu'on est nous-même passé par tous les stades antérieurs avant de parvenir à cet idéal, au socialisme, à cet état de conscience, qu'on en a conscience, qu'on a conscience du chemin parcouru depuis le profond degré d'arriération dans lequel on baignait autrefois et qui ne nous laissait entrevoir qu'un avenir sombre, qu'on est en droit de penser que la plupart des travailleurs ou des militants sont en mesure d'y accéder. Je ne suis pas en train de prétendre que les masses pourraient accéder au socialisme d'un coup ou du jour au lendemain, j'explique simplement que si un travailleur profondément arriéré ait parvenu à progresser, la plupart des travailleurs en sont capables à des degrés divers, les plus avancés d'entre eux étant en mesure de comprendre en quoi consiste le socialisme et que ce n'est pas une chimère.

Ainsi, ce n'est pas un hasard si nous rejetons la propagande qui consiste à noircir le tableau aux travailleurs, car même si on doit leur décrire la réalité telle qu'elle est réellement avec ses aspects parfois terrifiants, avant de parvenir à la changer, il existe un moyen de la percevoir autrement, moins ténébreuse qu'elle ne l'est, en renouant avec cet idéal qui n'appartient pas à la catégorie des facteurs subjectifs, mais qui prend racine dans la réalité objective ou matérielle que nous vivons quotidiennement, finalement cet idéal correspond tout simplement à un niveau de connaissance sur laquelle repose nos convictions.

Là encore notre démarche est parfaitement cohérente, puisque le capitalisme ne tient que grâce à l'ignorance des masses, donc acquérir cette connaissance, parvenir à comprendre que le capitalisme ne peut conduire qu'à la barbarie ou au socialisme n'a rien d'extraordinaire en soi, si tel n'était pas le cas notre combat n'aurait aucun sens.

La question là encore n'est pas de l'admettre mais de le comprendre, et personne ne peut le faire à notre place. On arrêtera là pour aujourd'hui, car je dois aller faire des courses demain et après-demain sont des jours fériés en Inde.

Juste un dernier mot.

Vous savez que mon épouse Magueswary pète les plombs comme on dit, elle ne supporte plus rien, elle a atteint un degré d'excitation et d'aggressivité extrême, y compris envers moi. Elle est très arriérée et je ne peux pas faire grand chose pour lui rendre sa condition ou la société plus supportable, aussi je la laisse parler sans rien répondre puisque ce serait inutile ou pire encore. Je n'ai pas eu vraiment besoin de beaucoup réfléchir à sa situation pour la comprendre et avouer mon impuissance à la soulager.

Par contre je l'ai observée et écoutée attentivement. J'ai constaté qu'une fois sa dernière crise passée, quelques jours plus tard elle en revenait à des rapports plus cohérents avec moi, sans que je sois intervenu en aucune manière je le répète, et en l'écoutant je me suis aperçu que la seule chose qui l'apaisait était de penser à moi !

J'ai commencé par trouver cela très curieux après m'avoir balancé que j'étais un être abominable. Puis j'ai compris en continuant de l'écouter que les louanges qu'elle m'adressait ou son changement de disposition à mon égard avait quelque chose à voir avec mon comportement en générale, mon côté rationnellement optimiste, car ne voyant pas vraiment ce qu'elle pourrait me reprocher puisque je suis dans la vie quelqu'un d'honnête et respectueux d'autrui, comme tout le monde j'ai bien des sauts d'humeur ou je ne suis pas parfait évidemment, mais jamais je ne suis animé réellement de mauvaises intentions, surtout envers mes proches ou mes semblables, y compris envers les gens qui m'ont causé du tort. Aussi pour elle je suis la seule personne à laquelle elle peut encore penser en se disant que je le mérite ou qu'elle n'aura pas à le regretter plus tard, parce que quelque part au fond d'elle-même elle sait que je n'ai jamais eu de mauvaises dispositions envers elle, donc en somme cela l'apaise de penser à moi, à quelqu'un de bien comme elle dit parfois, cela lui procure un réconfort dans ce monde qu'elle déteste.

Il est vrai que c'est difficile ou impossible de penser à quelqu'un qui vous a fait souffrir inutilement ou volontairement, qui passe son temps à vous mentir et à se justifier par de nouveaux mensonges, hypocrite, qui fait preuve d'un individualisme exacerbé, ambitieux, qui développe des idées épouvantables, qui est animé par une haine aveugle, qui est profondément injuste, qui juge sans cesse les autres, qui ressasse de vieilles histoires, rancunier, animé par un esprit de vengeance, qui manigeance des mauvais coups dans votre dos, cupide, vaniteux, profiteur, etc. autant de vices ou d'imperfections qui rend cet individu impropre à recevoir vos sentiments, qu'on a plutôt envie d'oublier ou de fuir.

C'est peut-être injuste vis-à-vis d'une telle personne, dans la mesure où placé dans la même situation ou soumis aux mêmes conditions d'existence nous aurions pu agir de la même manière, donc même là je préfère m'abstenir de porter un jugement sur elle, ce qui ne m'empêche pas de dresser un constat parfois à haute voix devant elle, ce qui m'est arrivé en croisant ce genre de personne, et qui évidemment l'a interprété comme un jugement de ma part alors que ce n'était pas du tout le cas, partant du principe que si cette personne avait le droit de se comporter de la sorte, il était du mien d'en dire ce que j'en pensais, ne voyant pas pourquoi son droit serait préservé et le mien spolié, rien ne le justifie à mes yeux que cela lui plaise ou non je m'en moque, c'est ma façon de me faire des amis, je plaisante.

Mon épouse apprécie particulièrement ma sincérité et mon côté désintéressé, c'est à cela qu'elle se raccroche quand elle se sent seule et accablée de tristesse en pensant à sa situation, à sa santé précaire, au monde abominable dans lequel nous vivons, j'incarne pour elle l'espoir d'un monde meilleur si l'on veut, donc elle ne se trompe pas d'adresse, j'espère que vous en conviendrez aussi, sinon tant pis.

Je suis désolé d'avoir dû me mettre en scène, mais là franchement je ne pouvais pas faire autrement. Il y a des gens qui sont très perturbés et qui ont besoin de consulter un psychologue ou un psychiatre, ce n'est pas vraiment mon cas, je suis parfaitement capable de m'analyser, je n'ai pas besoin de thérapie pour supporter ce que je suis, tout va très bien merci.

Nos problèmes personnels sont à analyser à deux niveaux, en rapport avec le monde extérieur et en rapport avec nous-même. On attribue souvent nos problèmes au monde extérieur, alors qu'en réalité une partie d'entre eux proviennent de la manière dont nous l'interprétons. Si une partie de nos rapports au monde extérieur sont dûs à notre statut social, le reste provient de l'interprétation qu'on en fait. Si on ne peut pas intervenir sur nos rapports au monde extérieur qui sont liés à notre statut social ou dictés par la place qu'on occupe dans la société, en revanche on peut modifier l'interprétation qu'on en fait, les rendre compréhensibles peut nous soulager l'existence...

Il y aurait un rapport entre notre niveau de conscience, notre mode de vie et notre santé mental...

On poursuivra une autre fois, la consultation est gratuite, je déconne.

ACTUALITE EN TITRES

Le coup de la "***tenaille***".

- François Hollande pris en tenaille sur les déficits - Reuters

- La Bundesbank presse Paris de donner le bon exemple budgétaire - LePoint.fr

- Déficit: Cambadélis (PS) juge "*inévitable*" d'abandonnner l'objectif des 3% en 2015 - AFP

En famille. Troisième guerre contre l'Irak : Ils en sont tous.

Des armes, mais pas pour le gouvernement irakien puisque le démantèlement de l'Irak est à leur programme.

Le faux prétexte, une minorité attaquée.

- Qui sont les Yazidis, minorité religieuse oubliée en Irak - LeFigaro.fr

- Irak : des conseillers militaires américains se dirigent vers le mont Sinjar - LeParisien.fr

- Paris va livrer des armes aux Kurdes d'Irak - Reuters

- Fillon, Juppé et Raffarin appellent à un «*engagement massif*» au Proche-Orient - Liberation.fr

- L'UMP dénonce la passivité de la France au Proche-Orient - Reuters

- Irak: Cosse (EELV) dénonce le retard de l'Union européenne - AFP

- L'UE prépare une réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères sur l'Irak - 20minutes.fr

- Des ONG françaises se mobilisent pour aider les populations déplacées en Irak - LeMonde.fr

- Chrétiens d'Irak et Yazidis: la Conférence des évêques de France dénonce "*l'attentisme*" européen - AFP

- Le pape demande à l'ONU de "*tout faire*" pour arrêter les violences en Irak - LePoint.fr

La palme de la désinformation.

- Comment l'Irak, malgré l'embargo, peut recevoir des armes - LeMonde.fr

Vous ne voudriez pas tout avoir non plus, hein ?

- Le chômage recule au Royaume-Uni, les salaires aussi - Reuters

Haut de page

Le 15 août 2014

CAUSERIE

On ajoutera une dizaine d'articles plus tard.

Demander le programme de la partition de l'Irak orchestrée depuis Washington avec le soutien de Tel-Aviv, Londres et Paris.

EI (L'Etat islamique du Levant) a reçu l'ordre des Etats-Unis de s'emparer du nord de l'Irak afin d'établir un un Etat sunnite, tandis que les peshmergas liés à Israël seraient chargée de fonder un Etat kurde, le reste de l'Irak revenant à un Etat chiite.

Dans cette perspective EI livre la région qu'il contrôle à la terreur (envers les chrétiens) et à un nettoyage ethnique (contre lesYazidis) afin de forcer la population non sunnite à fuir. EI qui est composé de mercenaires originaires de nombreux pays s'est emparer de territoires au delà de la limite que leur avaient fixé les Etats-Unis en empiétant sur le futur Kurdistan, c'est la

raison pour laquelle ils les bombardent et non pour secourir la population civil victime de leurs exactions ou cruauté, puisque cela fait partie du plan élaboré par Washington.

C'est très clair, non ?

J'ai réalisé ce court article à partir de l'interview de T. Meyssan à la radio iranienne francophone dont voici l'adresse si vous souhaiter l'écouter entièrement : http://media2.ws.irib.ir/french/media/k2/videos/336935.flv

Et encore merci à ce journaliste qui est à ce jour irremplaçable par la qualité des infos qu'il nous donne, je ne sais pas si tous nos lecteurs en ont vraiment conscience.

En complément.

Le titre d'un article qui confirme ce qui vient d'être dit.

- Irak : les États-Unis renoncent à évacuer les réfugiés yézidis - LePoint.fr

Normal puisqu'il s'agit uniquement de les déplacer, population qui au passage est livrée à l'exode et a tout perdu.

Poursuivons sur le même sujet pour voir comment s'organise la propagande officielle pour cacher la vérité aux peuples des puissances occidentales, leur servir une interprétation de la situation qui n'a rien à voir avec la réalité et les objectifs des Américains et de Français.

Dans un autre article ils lâchent le morceau.

- Irak: qui sont les peshmergas auxquels la France va livrer des armes? - lexpress.fr

Tout d'abord la version officielle pour justifier l'intervention militaire américaine et française.

- (...) Face à une armée irakienne affaiblie notamment par des problèmes structurels, les peshmergas apparaissent comme le dernier rempart à la progression des djihadistes en Irak. Au point que les Etats-Unis, puis la France, ont décidé de leur livrer des armes "sophistiquées" afin de "rééquilibrer les forces" avec les combattants djihadistes, selon les termes de Laurent Fabius mercredi.

Ensuite, au détour d'un rappel ils commencent à basculer vers une autre version.

- Située au nord-est de l'Irak, la région kurde nourrit une animosité tenace à l'égard du pouvoir central irakien (...) C'est la raison pour laquelle le Kurdistan s'efforce depuis plusieurs années d'acquérir une plus grande autonomie.

Et pour finir ils nous livrent le fond de l'affaire.

- En 2005, la nouvelle constitution adoptée à la faveur de l'intervention des Etats-Unis avait déjà permis au Kurdistan irakien de disposer de larges pouvoirs. Mais la prise de contrôle de Kirkouk représente une avancée de taille pour les Kurdes. Considérée comme la capitale historique du Kurdistan par les peshmergas, selon France 24, Kirkouk est aussi une grandes plus villes pétrolières du pays. De quoi assurer une certaine indépendance à la région kurde, en matière économique cette fois-ci, et lui permettre de réclamer encore plus d'autonomie. Voire peut-être, à terme, sa constitution en Etat indépendant, une ambition largement alimentée par le retour du conflit avec les djihadistes en Irak cette année. lexpress.fr 14.08

Traduisons quoique ce soit très clair : Cette opération militaire s'inscrit dans le prolongement des précédentes afin de conforter le pouvoir que les Kurdes avaient acquis des mains des Etats-Unis, dans le but d'achever le travail entrepris lors de l'invasion de l'Irak en 2003 devant conduire à l'établissement d'un Etat kurde indépendant ou Kurdistan sur la dépouille de l'Etat irakien qui sera contrôlé par les Américains, puisque ce sont eux qui en auront été à l'origine, ainsi que son pétrole qui échappera aux Russes et aux Chinois, fin de la partie. A ceci près que le PKK est opposé (pour le moment) à ce scénario qui spoliera à terme les intérêts du peuple kurde au profit des multinationales, ce dont les peshmergas liés à la France et à Israël n'ont cure.

Conditionnement des masses. Propagande. La palme de la désinformation.

- Paris va poursuivre ses efforts contre les «*massacres*» en Irak, selon Le Drian - Liberation.fr

En réalité Paris soutient les efforts d'EI, l'armée de mercenaires à la solde des Etats-Unis qui se livre à des «*massacres*» en Irak,

donc le gouvernement français (et le PS) en est complice... comme à Gaza.

- Irak : les Américains ont «*brisé le siège des jihadistes*» - Liberation.fr

Normal, le but de l'opération entreprise par EI n'était pas de confiner les chrétiens irakiens ou les Yazidis dans des ghettos, encore moins de s'attaquer aux Kurdes, mais de les forcer à prendre la fuite, à se réfugier en Turquie ou en Syrieen ce qui concerne les premiers, et de ne pas empiéter sur le territoire des seconds.

- Paris va "*amplifier*" son aide humanitaire au Kurdistan irakien - AFP

- L'ONU va prendre des mesures contre les djihadistes en Irak et en Syrie - LeMonde.fr

Alors qu'ils ont été armés par les puissances occidentales via l'Arabie saoudite, le Qatar, Israël et la Turquie

De Tel-Aviv à Kiev, le même discours de l'Empire .

- Les Etats-Unis appellent l'Ukraine à la "*retenue*" face aux rebelles - Francetv info

Les Etats-Unis ont toutefois réaffirmé leur soutien au pouvoir ukrainien dans ses efforts pour contrer l'insurrection pro-russe en cours depuis quatre mois, et a accusé les rebelles de délibérément opérer depuis des zones civiles. Francetv info 14.08

De la même manière, les Américains ont réaffirmé leur soutien indéfectible à Israël, tout en accusant les Palestiniens d'être les agresseurs à défaut de pouvoir les accuser d'être les occupants de la Palestine, et d'être ainsi à l'origine de la riposte militaire de l'Etat sioniste selon le principe de la légitime défense.

Ce qui n'empêche pas la solidarité internationale avec les Palestiniens de s'amplifier, y compris aux Etats-Unis.

- L'Afrique du Sud, mobilisée pour la Palestine, appelle à boycotter Israël - french.irib.ir

- Les Amérindiens soutiennent le peuple palestinien - french.irib.ir

- Penelope Cruz et Javier Bardem bannis du cinéma hollywoodien pour leur position sur Gaza - french.irib.ir

En complément. Le Monde champion de la désinformation.

- Cessons de servir la propagande russe - LeMonde.fr

Alors que c'est Le Monde (notamment) qui se livre en guise d'information à une propagande anti-russe.

ACTUALITE EN TITRES

Annonce de la prochain offensive contre le prolétariat au sein de l'UE.

- L'économie de la zone euro à l'arrêt au 2e trimestre - Reuters

- La France, toujours en croissance zéro, demande l'indulgence de l'Europe - AFP

- Allemagne: brutal coup de frein à la croissance, en recul au 2e trimestre - AFP

Il y a à peine quelques jours ils affirmaient le contraire !

- Etats-Unis: les inscriptions hebdomadaires au chômage augmentent plus que prévu - AFP

Que cela ne tienne :

- Wall Street ouvre en légère hausse malgré l'Europe et l'emploi - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites tomber les masques. Le noeud coulant se resserre.

- Tous les signaux économiques sont au rouge en France - Francetv info

- Quand Hollande tablait sur une croissance à 2% en 2014 - Francetv info

- La France, toujours en croissance zéro, demande l'indulgence de l'Europe - AFP

- Croissance en berne : la droite et l'extrême droite accusent François Hollande - Francetv info

- Michel Sapin reconnaît que le déficit public "*sera supérieur à 4 % du PIB en 2014*" - LeMonde.fr

- Croissance : Michel Sapin fait le constat de la «*panne*» - Liberation.fr

- Croissance nulle: "*la crédibilité politique d'Hollande s'effondre*", selon Chatel - AFP

- Croissance zéro : le «*fruit de l'inaction du gouvernement*», selon Woerth - LeParisien.fr

- Pierre Larrouturou: «*Aucun espoir de reprise si on ne change pas de politique*» - 20minutes.fr

- Croissance zéro: pour Marine Le Pen, il faut "*changer de modèle*" - AFP

"*Changer de modèle*" pour pouvoir "*changer de politique*", comme à Kiev par exemple, Mais pour cela il va falloir affronter directement le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, briser leur résistance par la force puisque tous les autres moyens ont été épuisés ou ont échoué, la collaboration de classes ne suffisant plus, pas plus le dialogue social malmené, à regret par les dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU et de SUD, mais pas mort comme le précisait Mailly qui s'en félicitait , car ils y tiennent.

Croissance nulle: la CGT appelle à "*rompre avec l'austérité*" - AFP

Comme certains se sont empressés de le faire, nous ne nous félicitons pas des prises de position des dirigeants de la CGT et de FO qui réclament des augmentations de salaire, tout comme nous ne parerons pas Jaurès d'un vernis internationaliste qui lui allait si mal selon Trotsky, et enfin nous ne reproduirons pas dans un éditorial la déclaration d'une syndicaliste américaine "*pour exiger d'Obama, de John Kerry et du Congrès qu'ils obligent Israël à arrêter les bombardements, arrêter le blocus de Gaza*" (IO N °313), parce que nous n'avons pas à présenter les dirigeants syndicaux corrompus sous un angle avantageux ou à les ménager, tout comme nous ne pouvons pas occulter que Jaurès était avant tout réformiste, un social-patriote, et pour finir nous devons nous adresser aux travailleurs et non à leurs bourreaux pour trouver une solution à nos problèmes, dans les trois cas de figure qui sont liés car il s'agit bien de la même ligne politique opportuniste ou révisionniste, sachant que les travailleurs en France, en Palestine ou ailleurs dans le monde n'ont absolument rien à attendre de dirigeants syndicaux vendus au capital, du social-patriotisme, de représentants du capitalisme américain, prétendre ainsi le contraire c'est aller à l'encontre des conslusions du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels selon lesquelles l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

L'éditorial du n°314 d'Informations ouvrières répond mieux à la situation. Quoique, en apparence seulement, car en prenant comme modèle l'Association internationale des travailleurs ou Première Internationale ouvrière, son auteur se trompe d'époque et d'Internationale. En fait, il est en phase non pas avec Trotsky mais avec Jaurès. Ceci explique qu'il soit compatible avec ce qui suit.

Nous rejetons l'article du courant "*socialiste*" du POI intitulé *Non Jaurès n'est pas mort !* qui conduit son auteur à prétendre que les membres du PS seraient socialistes, c'est grotesque, infâme, à vous dégoûter pour toujours du socialisme, mais il faut bien comprendre qu'en étant issu lui-même de ce parti il ne pouvait pas s'en empêcher, il aurait tort de se gêner puisque les soi-disant dirigeants trotskistes du POI s'en accommodent depuis près d'une trentaine d'années. Quant à "*revenir réellement à Jaurès et au socialisme*" ce serait bien la pire chose qui pourrait arriver au mouvement ouvrier pour s'en être jamais remis !

- "*Quand les socialistes d'aujourd'hui écouteront-ils les militants qui, avec le peuple, refusent la politique européenne destructrice de Hollande et Valls ? Il n'y a qu'une seule voie pour inverser le cours des choses : revenir réellement à Jaurès et au socialisme.*"

Vous pouvez attendre longtemps, indéfiniment ! Pour colporter des illusions dans le PS il n'y a pas mieux, dans le réformisme aussi. En fait leur démarche est identique à celle de Mélenchon ou du PG.

Etat policier. Le racisme au quotidien aux Etats-Unis. Un exemple de démocratie pour le monde entier.

A quelques jours d'intervalle deux jeunes noirs sans arme ont été abattus par des policiers blancs dans deux Etats américains différents. Dans les deux cas selon ces policiers qui plaident la légitime défense, les deux jeunes noirs auraient tenté de leur subtiiiser leurs armes de service. Le timing et le scénario sont si bien réglés qu'il faudrait être naïf ou de mauvaise foi pour croire leur version des faits.

- Mort de Michael Brown : nouvelle nuit d'émeutes à Ferguson - Le Nouvel Observateur

- Los Angeles: Un jeune Noir atteint de troubles mentaux tué par la police - 20minutes.fr

Un jeune Noir, présenté comme souffrant de maladies mentales, a été tué par la police en début de semaine à Los Angeles, faisant écho au meurtre d'un autre adolescent noir à Ferguson dans le Missouri (centre).

Ezell Ford, 25 ans et sans arme, a été tué lundi soir par un officier de police qui patrouillait avec un collègue dans un quartier du sud de Los Angeles. Les voisins et la famille ont décrit dans les médias américains le jeune homme comme souffrant de maladies mentales.

La police n'a pas dit ce qui avait amené les deux agents à s'adresser à Ezell Ford, le syndicat de police LAPPL indiquant juste dans un communiqué jeudi que les deux policiers avaient «*stoppé Ezell Ford vers 20H10 alors qu'il marchait sur un trottoir près de la 65ème rue*». Selon ce syndicat, il «*s'en est suivi une violente bataille et Ford a attrapé l'un des deux officiers et tenté d'enlever le révolver de l'officier de son étui, ce qui a entraîné l'usage mortel de la force*» par l'un des deux policiers.

Le président de l'association de défense des droits civiques de Los Angeles, Urban Policy Roundtable (LAUPR), Earl Hutchinson, a pour sa part déclaré dans un email à l'AFP que le «*meurtre d'Ezell Ford et de Michael Brown étaient des cas d'école de l'usage excessif de la force par des officiers de police*». «*Les deux hommes n'étaient pas armés, n'avaient pas commis de crimes, et dans le cas de Ford, il était atteint de difficultés mentales*», a-t-il ajouté. «*Il n'y avait aucune raison de leur avoir demandé de s'arrêter (dans la rue), ni pour l'un ni pour l'autre*», a poursuivi le militant.

Commentaires d'internautes.

1- "*La police US est trop militarisée, emploie la force sans discernement, torture les gens au taser (plus d'un coup, c'est inutile) et effectue des saisies extrajudiciaires pour se financer. En fait, la police US ne se distingue pas réellement d'un gang de rue.*"

2- "*Je vis a Los Angeles, à 1 bloc de "skid row". Vous devriez venir y faire 1 tour. La quasi totalite des pauvres gens qui y survivent sont... Noirs.*"

Vous imaginez bien que cet article à déclencher une avalanche de commentaires à caractère raciste, d'autres se contentant de manifester leur haine envers les couches les plus défavorisés ou faibles de la société.

Dans ce contexte précis mettant au prise des jeunes noirs marchant seuls dans la rue ets ans arme et des représentants de l'appareil policier de l'Etat américain, nous serons toujours portés à trouver des circonstances atténuantes à ces jeunes noirs parce que à la base ils sont victimes de préjugés défavorables, des pires inégalités sociales et de discriminations, d'injustices intolérables de la part d'une société dont la conception du respect repose uniquement sur votre statut social ou l'argent, ce qui constituent un état de provocation permanente à leur aspiration à vivre dignement.

Si vous êtes blanc ou noir mais riche, vous arriverez toujours à vous en sortir, leur société vous témoignera du respect. Mais malheur à vous si vous êtes noir et pauvre, votre peau ne vaudra vraiment pas chère, on vous témoignera du mépris et vous devrez supporter une multitude d'humiliations tout au long de votre existence, qui pourra s'achever soudainement au détour d'un contrôle d'identité au coin d'une rue.

Ce n'est pas faire preuve de faiblesse ou d'ouvriérisme de prendre la défense des plus faibles dans ce cas précis, c'est juste remettre les pendules à l'heure, partir du fait que ce sont qui détiennent du pouvoir ou le pouvoir qui porte la responsabilité des actes qu'un malheureux peut commettre, là en l'occurrence ils marchaient tranquillement dans la rue et ils n'avaient commis aucun acte délictueux lorsqu'ils ont dû se faire agresser ou insulter par des policiers lors d'un controle.

Ils sont en train de gagner la lutte des classes à la Bourse, nous nous la gagneront dans la rue.

Monsieur Buffett, avant de se vanter d'avoir eu la peau de l'ours, il faut commencer par le tuer... Il se peut qu'il crève avant.

- L'action Berkshire Hathaway dépasse les 200.000 dollars - Reuters

Le cours de l'action Berkshire Hathaway, le véhicule d'investissement fondé il y a près de 50 ans par le milliardaire Warren Buffett, a dépassé jeudi pour la première fois de son histoire la barre des 200.000 dollars (149.566 euros).

L'action Berkshire de classe A, dont la valeur n'a jamais été divisée, a fini en hausse de 3.500 dollars ou 1,8% à 202.850 dollars, ce qui représente une capitalisation boursière de plus de 333 milliards pour la société basée à Omaha dans le Nebraska.

Au vu de la diversité du portefeuille de Berkshire, certains analystes le considèrent comme une sorte de concentré de l'économie américaine.

Le cours de l'action Berkshire a doublé depuis le 5 octobre 2006, quand elle avait franchi la barre des 100.000 dollars. Sur la même période, le S&P 500 a gagné 44%.

La holding de Warren Buffett, qui aura 84 ans le 30 août et qui est la troisième personne la plus riche au monde, possède plus de 80 entreprises -dont le fabricant de sauces Heinz, l'assureur automobile Geico, l'opérateur ferroviaire BNSF ou encore le fabricant de crèmes glacées Dairy Queen- et a plus de 119 milliards de dollars de participations, notamment dans Wells & Fargo et Coca-Cola. Reuters 14.08

Haut de page

Le 16 août 2014

CAUSERIE

Ici on se bat sur tous les fronts et on ne risque pas de se tromper d'ennemi.

L'imposture est devenue leur mode de gouvernance à l'échelle mondiale.

Les vidéos présentées dans la causerie d'aujourd'hui sont sous-titrées en français. Il se peut que nous ayons déjà donné leurs adresses ou que vous les connaissiez déjà, elles intéresseront les lecteurs qui les ignoraient. A télécharger et faire circuler au plus grand nombre autour de vous.

Le saviez-vous ?

Saviez-vous que la croix gammée et l'Etoile de David figuraient sur la même médaille ?

Saviez-vous que les sionistes entretenaient des liens étroits avec les nazis et que ces derniers furent à l'origine du peuplement de la Palestine à partir de 1933 au profit des sionistes ?

Le 26 septembre 1934 le journal berlinois "*Der Angriff*", dont le directeur de la publication était le ministre de la propagande d'Hitler, Joseph Goebbels, publia une série d'articles intitulés " Un nazi visite la Palestine". Ces articles devait accompagner ou servir de support au Contrat de Transfert (passé en les sionistes et Hitler afin de permettre aux sionistes de quitter l'Allemagne avec leurs biens et d'immigrer en Palestine). Goebbels commémora cet évènement en faisant fabriquer une médaille où figurait d'un côté la swastika ou croix gammée des nazis, et de l'autre l'Etoile de David.

Hitler exigea en échange du Contrat de Transfert que les sionistes rejettent l'appel au boycott du IIIe Reich lancé par certaines organisations juives. Les sionistes donnèrent satisfaction à Hitler comme on peut le voir dans la coupure de journal de l'époque qui figure dans cette vidéo. Et pour faciliter l'installation des sionistes en Palestine, le régime nazi ira jusqu'à passer un troc avec la ligue sioniste dont les détails figurent dans l'article du New York Times du 29 août 1933.

Vidéo. Hitler a co-fondé Israël en 1933 avec les Juifs sionistes (Channel 5 News - USA - 1984)

http://www.dailymotion.com/video/xrl4sw_hitler-a-co-fonde-israel-en-1933-avec-les-juifs-sionistes-le-contrat-de-transfert-the-transfer-agree_news

En complément. Désillusion. Quand la nature du sionisme vous rattrape

- Un Juste rend sa médaille, révolté par le conflit à Gaza - lepoint.fr

Un Néerlandais de 91 ans, devenu "*Juste parmi les Nations*" pour le sauvetage un enfant juif durant l'Occupation nazie, a rendu sa médaille à l'ambassade d'Israël à La Haye, révolté par les crimes à Gaza. Six de ses proches ont été tués sous les bombes israéliennes, ont rapporté vendredi les médias israéliens et néerlandais.

Henk Zanoli accuse Israël du "*meurtre*" de six membres de la famille de l'époux de sa petite-nièce, Angélique Eijpe, une diplomate néerlandaise mariée à un économiste né dans la Bande de Gaza, Ismaël Ziadah. "*L'appartement de la famille, dans le camp de réfugiés de Bureij à Gaza, a été bombardé le 20 juillet par un F-16 israélien*", assure-t-il dans la lettre, datée du 11 août, publiée par Haaretz et reprise par de nombreux médias néerlandais.

M. Zanoli décrit dans sa lettre le lourd tribut payé par sa famille durant l'Occupation nazie. Son père est mort dans le camp de Mauthausen, l'époux de sa soeur a été exécuté et l'épouse de son frère, une juive, a été déportée pour ne jamais revenir. "*A la lumière de ces faits, il est particulièrement choquant et tragique qu'aujourd'hui, quatre générations plus tard, notre famille soit confrontée au meurtre de nos proches à Gaza, un meurtre commis par l'Etat d'Israël*", a soutenu Henk Zanoli, avocat de formation."*Garder cet honneur décerné par l'Etat d'Israël serait une insulte à la mémoire de ma courageuse mère (...), et une insulte à ceux de ma famille qui, quatre générations après, ont perdu pas moins de six proches à Gaza*". lepoint.fr 15.08

Vous avez raison monsieur Henk Zanoli, Israël n'est pas digne de vous !

En complément.

Le pays le plus dangereux pour les juifs ? Haaretz répond. - french.irib.ir Selon le journal israélien Haaretz, "*le pays le plus dangereux pour les juifs est Israël depuis l'offensive de l'armée israélienne contre Gaza car cette offensive a attisé les sentiments anti israéliens de part le monde, mettant en danger tous les juifs* ". " *En effet, Israël est le pays le moins sûr pour les juifs . Depuis la création d'Israël, le nombre de juifs victimes des guerres, des attaques terroristes est plus élevé en Israël qu'ailleurs. Or l'offensive contre Gaza a fait franchir un pas supplémentaire et a mis en danger les juifs beaucoup plus que n'importe quel autre conflit. De fait, la maison des juifs (ndlr : Israël) ne leur offre plus non seulement aucun abri mais encore elle pose un danger pour tous les juifs du monde* " affirme le journal en justifiant de manière à peine voilée la "*disparition de l'entité sioniste*" .

" *Il existe une vague sans précédente d'anti pathie et d'hostilité contre les juifs de part le monde depuis que Gaza a été attaquée. L'opinion internationale, au contraire de celle des Israéliens, voit les images des femmes et des enfants déchiquetés de Gaza, et en est choquée. N'importe quelle âme consciencieuse est révoltée. Ce choc se transforme parfois en haine et ressentiment contre l'auteur de ces atrocités allant même provoquer chez certains un sentiment antisémite. l'antisémitisme existe au 21ème siècle et c'est Israël qui l'a provoqué*". french.irib.ir 15.08

Note : Dans le titre et certains passages de cet article, je me suis permis la liberté de remplacer sioniste par juif chaque fois que son auteur se livrait à un amalgame entre les deux, ce qui n'a rien d'étonnant de la part d'un portail officiel de la République islamique iranienne.

C'est la première fois que je procède ainsi en 10 ans ou depuis que notre portail existe, je tenais à le préciser. J'ai reproduit cet article parce que j'estimais intéressant pour nos lecteurs ce que rapportait Haaretz.

En complément. L'oligarchie s'est toujours accommodée du nazisme.

Les 5 multinationales qui ont financé les nazis. (RT news - USA - février 2014)

http://www.dailymotion.com/video/x23p1ye_les-5-multinationales-qui-ont-finance-les-nazis_news

Question : Pourquoi cela ne figure pas dans les manuels scolaires ou universitaires ? Pourquoi aucun parti ouvrier ne le rappelle ou ne porte ces faits à la connaissance de leurs militants ou des travailleurs ? Participeraient-ils tous à l'omerta, au règne du silence qui doit précèder toute guerre ? Lacune malheureuse ou complicité active ?

Les travailleurs et les militants ne gagneraient-ils pas à connaître la vérité, à savoir dans quel monde ils vivent vraiment ? Comment dans ces conditions-là peut-on prétendre combattre pour changer le monde ? Est-ce vraiment leur objectif, y croient-ils vraiment ou ont-ils cessé d'y croire ? On est en droit de se poser ces questions, car oser prononcer le mot Vérité et se comporter de la sorte est intolérable, indigne d'un militant ouvrier et du socialisme.

En complément. Quand l'Otan alliée de l'oligarchie recourt aux fascistes en Ukraine.

Vidéo. Secteur Droit de l'Euromaïdan (1)

http://www.youtube.com/watch?v=CzuYtvI_Qoo

Les Etats-Unis sont à l'origine d'Al-Qaïda et des Talibans, du terrorisme international qu'ils prétendent combattre. La preuve.

Vidéo. Hillary Clinton : Nous avons crée Al-Qaïda et les Talibans, nous avons favorisé la diffusion du wahhabisme...

http://www.dailymotion.com/video/xsgyjs_hillary-clinton-nous-avons-cree-al-qaida-nous-avons-finance-les-moudjahidin_news

En complément

- L'Onu vote une résolution contre les djihadistes en Irak et Syrie - Reuters

Modi ou le Premier ministre des banquiers.

S'exprimant hier devant l'establishement sur les remparts du célèbre Fort Rouge, à New Delhi, à l'occasion de l'Indépendance de l'Inde Narendra Modi a relevé : « *On voit tant de personnes avec un téléphone portable alors qu'elles n'ont même pas de compte bancaire, c'est par là qu'il faut commencer* ».

Le dirigeant nationaliste hindou, dont la nomination voilà trois mois a mis fin au « *règne* » de la dynastie Gandhi, et du parti du Congrès, s'est engagé à créer un « *programme d'économie populaire pour permettre aux plus pauvres d'avoir leur propre compte bancaire* ». Lemonde.fr 15.08

Il devait aussi penser aux Indiens qui préfèrent acheter de l'or sous forme de bijoux et le garder chez eux, ils peuvent en disposer à leur guise, son cours monte et ils peuvent réaliser un petit profit, au détriment des banquiers s'ils déposaient leur argent dans leurs coffres. Si la totalité des Indiens déposaient leurs petites économies dans des banques, elles disposeraient de sommes colossales à l'arrivée et n'auraient pratiquement plus besoin d'emprunter sur les marchés pour financer leurs opérations, ce serait autant de gagner à moindre frais puisque les comptes courants sont rémunérés jusqu'à 7% l'an.

Comment les médias français justifient l'assassinat d'un jeune noir américain non armé.

On était convaincu que les médias américains étaient les plus pourris du monde, pour être pourris ils le sont assurément, mais force est de constater que les médias français sont en train de les supplanter. En voici la preuve.

Extraits de l'article suivant : http://www.theroot.com

theroot.com - The Associated Press is reporting that police officer Darren Wilson, who was named as the unarmed teen Michael Brown's shooter, was not aware that Brown was a robbery suspect at the time of the incident.

Associated Press rapporte que l'officier de police Darren Wilson ne savait pas au moment où il a abattu le jeune non armé Michael Brown, qu'il était suspecté dans une affaire de vol.

Twitter. The Associated Press

Breaking: Police chief: Officer who shot Michael Brown did not know he was a robbery suspect at the time.

Dernières nouvelles - Le chef de la police : Le policier qui a tiré sur Michael Brown ne savait pas à ce moment-là qu'il était soupçonné d'avoir commis un vol.

Des images fournies par la caméra de vidéosurveillance du magasin dans lequel il se serait rendu plus tôt, permettraient de l'indentifier. Or, il semblerait que quelques minutes plus tard quand il a été abattu, il ne portait pas les mêmes chaussettes et chaussures, et n'ayant pas eu le temps d'aller se changer entre temps, tout laisse à penser que ce n'était pas lui qui figurait dans cette vidéo de mauvaise qualité (en la visionnant ils sont incapables de dire si la personne en question portait un T-short gris ou d'une autre couleur claire : "*gray, or other light-colored*") ou quelle remontait à un moment de la journée ou une date antérieure. Ce qui semble confirmé par la suite.

theroot.com - However, during the press conference, a woman questioned the footwear, observing that the socks and shoes from

the video don't match images of Michael Brown lying in the street.

Cependant, durant la conférence de presse, une femme a fait remarquer que les chaussettes et les chaussures qui figuraient dans la vidéo ne correspondaient pas à celles que portait Michael Brown au moment où il gisait dans la rue.

Evidemment, bien qu'ils couvrent cette affaire, en France pas un média n'a tenu compte de ces précisions fournies par l'Associated Press, et ils n'ont pas suivi la conférence de presse du chef de la police de Fergusson.

Etats-Unis : à Ferguson, le jeune Noir abattu par un policier est suspecté de vol - francetvinfo.fr 15.08

De là à être abattu il l'y a qu'un pas, car c'est légitime en "*démocratie*".

Tout comme dans l'affaire de l'usage de gaz sarin par l'armée syrienne ou du crash de l'avion de la Malaysia Airlines attribué à la Russie, la suspicion a valeur de preuves matérielles pour déclencher immédiatement des sanctions par les puissances occidentales ou se traduire par des menaces de bombardement, sans que l'on sache exactement ce qui s'est passé, donc en violation du droit le plus élémentaire.

On nous dit maintenant que des "*photos et des vidéos de caméra surveillance ont été publiées par des journalistes*" via les "*réseaux sociaux*", comme quoi au passage ils étaient destinés à servir une bonne cause, justifier un crime par exemple.

On a appris qu'hier "*des véhicules de transport blindés russes*" auraient franchi la frontière ukrainienne et auraient été détruits par l'armée ukrainienne, ce que dément formellement la Russie. Autant dire que si c'était vraiment le cas, dans l'impossibilité matérielle de faire disparaître ou de dissimuler des tanks calcinés et immobilisés, il était très facile de les prendre en photos et de les diffuser, ce qui constituerait une preuve irréfutable, d'autant plus que des journalistes étaient sur place nous dit-on, nous y reviendrons plus loin.

Tout comme le procédé qui consistait à recourir à de faux blogeurs via leurs agents, à produire de faux témoignages via des ONG, à trafiquer des photos ou à se livrer à des montages via Photoshop, à fabriquer de fausses vidéos, à détourner de leur contexte des photos ou des vidéos, le tout afin d'accuser le régime libyen puis syrien se se livrer à des massacres de leur population, chaque fois ce sont les médias qui sont montés en première ligne pour nous apporter ces "*preuves*" qui n'étaient en réaité que le produit de grossières falsifications, ce dont ces médias savaient parfaitement pour avoir les moyens de le vérifier, ils ont donc agi de la sorte délibérément.

Dans l'affaire d'hier en Ukraine, ces mêmes journalistes équipés de caméras, d'appareils photos et de téléphones portables capables de prendre des photos n'en ont fourni aucune à l'appui des allégations des autorités de Kiev reprises sur le champ par Obama, Hollande et l'UE pour se livrer à de nouvelles menaces en direction de la Russie.

Or en lisant attentivement l'article mis en ligne par Francetv info on s'aperçoit qu'on est encore en présence d'une falsification ou manipulation des faits.

Francetv info - Pourtant, des véhicules militaires sont bien arrivés de la ville de Donetsk, en Russie (éponyme de Donetsk en Ukraine, située à 200 km de là), pour passer par le poste-frontière d'Izvariné, côté ukrainien, selon plusieurs journalistes présents sur place. francetvinfo.fr 15.08

Donc en réalité, ce qu'on pu observer ces journalistes ce sont des "*véhicules militaires*" russes situés de l'autre côté de la frontière ukrainienne stationnés en territoire russe, autrement dit ils n'apportent pas la preuve qu'ils auraient franchi la frontière avec l'Ukraine à un moment ou un autre. C'est le journaliste de Francetv info ou de l'AFP qui a dû leur dicter cette dépêche, qui suggère que ces "*véhicules militaires*" russes étaient destinés à "*passer par le poste-frontière d'Izvariné*", il a extrapolé ou inventé la suite de cette histoire qu'il a fabriquée sur ordre de toute évidence puisque pratiquement simultanément Obama et Hollande condamnait cette supposée incursion de l'armée russe en Ukraine.

Le fin mot de cette histoire figure dans le dernier paragraphe de cet article, l'opposition des Américains et des Européens à la livraison par la Russie d'une aide humanitaire aux populations de l'est de l'Ukraine qui résistent au régime néonazi de Kiev.

Francetv info - Les yeux sont aussi rivés sur un autre convoi, celui constitué de 280 camions russes chargés d'aide humanitaire, stationné à une vingtaine de kilomètres de la frontière ukrainienne.

Les Américains et leurs alliés occidentaux se ridiculisent aux yeux du monde entier en prétendant que les Russes seraient assez farfelus pour bourrer ces camions d'armes et de troupes, alors que leur contenu fait l'objet d'un contrôle par différents organismes ukrainiens et internationaux.

En conclusion, c'est la dernière provocation qu'ils ont conçue contre la Russie conformément à leur plan qui consiste à la diaboliser et l'isoler, pour mieux se rendre maître de l'Ukraine et son pétrole ou gaz de schiste.

Pour illustrer ou compléter ce qui vient d'être dit, un article de Reuters.

- L'UE lance un nouvel avertissement à la Russie sur l'Ukraine - Reuters 15.08

Toute action militaire unilatérale de la Russie en Ukraine sera considérée comme une "*violation flagrante du droit international*", ont averti vendredi les ministres européens des Affaires étrangères.

Réunis à Bruxelles pour un conseil extraordinaire, les 28 se sont dits "*de plus en plus inquiets face à l'aggravation de la crise dans l'est de l'Ukraine et de ses conséquences humanitaires pour la population civile*". (En réalité ils n'en ont rien à foutre et n'ont pas prévu de lui venir en aide et ils entendent interdire à la Russie de le faire à leur place - ndlr)

"*Toute action militaire unilatérale en Ukraine de la part de la Fédération de Russie, quel qu'en soit le prétexte et y compris pour des motifs humanitaires sera considérée par l'Union européenne comme une violation flagrante du droit international*", soulignent-ils dans un communiqué.

L'Union, ajoutent les ministres, reste prête à imposer de nouvelles sanctions à la Russie "*en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain*". Reuters 15.08

Vous aurez noté que si effectivement des "*véhicules militaires*" russes auraient franchi la frontière ukrainienne et qu'ils disposaient de preuves pour le prouver, cela figurerait dans leur communiqué et ils se seraient empressé de prendre de "*nouvelles sanctions*" contre la Russie, s'ils ne l'ont pas fait, c'est parce que cette affaire avaient été montée de toutes pièces par les autorités de Kiev.

- Tension et confusion sur une incursion armée russe dans l'Est de l'Ukraine - Francetv info

- Hollande appelle la Russie à respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

En famille : «***notre bien le plus précieux***».

- François Hollande exalte «*l'unité nationale*», «*notre bien le plus précieux*» LeFigaro.fr -

La 5e colonne de l'Empire

- Hollande : la France entend rester "*la 5e puissance économique du monde*" - AFP

"*La France, cinquième puissance économique du monde (...) entend, par les réformes qu'elle engage, rester à ce niveau*", a déclaré le chef de l'Etat au lendemain de la publication de chiffres de la croissance (nulle au second trimestre comme au premier) qui ont jeté le doute sur la capacité du pays à sortir de la crise.

"*Le France est une nation qui compte dans le monde, sur la scène internationale, une nation qui prend ses responsabilités pour assurer la sécurité de l'Europe mais aussi la sécurité dans le monde*", a insisté le président Hollande. AFP 15.08

Son discours de guerre est calqué sur celui d'Obama qui a repris celui de Bush. Guerre contre les peuples qui refusent de se soumettre à l'impérialisme américain, guerre contre son propre peuple qu'il livre au chômage, à la précarité et la pauvreté, et auquel il compte bien imposer de nouveaux sacrifices dans les mois qui viennent.

Cela fait une belle jambe aux 10 à 13 millions de pauvres, aux 5 à 8 millions de chômeurs, au quelque 3 millions de mal logés, aux 110.000 clochards ou SDF, aux centaines de milliers de jeunes sans avenir autre que la précarité, aux travailleurs qui n'ont plus les moyens de se soigner, qui ne partiront pas en vacances, etc. tandis qu'il va encore consacrer des centaines de millions à la guerre en Irak, pendant que les plus riches continuent de se gaver sur notre dos, etc.

Le plus populiste d'entre eux.

- "*La force du pape François, c'est le peuple*" - L'Express.fr

Son ignorance surtout... ou seulement, car l'alliance du sabre et du goupillon est comme dieu, éternelle !

Sa "*force* le pape la puise dans les guerres et les souffrances de toutes sortes que le capitalisme impose à tous les peuples.

Ils l'ont mis à l'abri

- Le calife de Daesh s'est enfui de Mossoul - french.irib.ir

Le chef du groupe terroriste de Daesh a quitté Mossoul et s'est enfui en Syrie, selon un responsable du parti démocrate du Kurdistan irakien.

Saïd Mamouzini, responsable de la branche 14 du Parti démocrate du Kurdistan irakien a annoncé devant la presse qu'Abou Bakr al-Bagdadi, chef du groupe terroriste de Daesh s'est en fui en Syrie, craignant les raids aériens des chasseurs américains contre Mossoul. Depuis le déclenchement de la crise en Irak, mi-juin, les terroristes de Daesh ont occupé quelques villes irakiennes. Ce groupe a jusqu'à présent commis des atrocités et des crimes terribles dont des exécutions collectives des civils et des militaires irakiens dans les régions qu'il contrôle. french.irib.ir 15.08

Haut de page

Le 17 août 2014

CAUSERIE

La révolution serait un "***modèle***" ou un concept dépassé, obsolète.

Voici un article rédigé par un philosophe et publié à l'origine par le *Monde Diplomatique*, la version du *Monde* réservée à la crème de l'élite intellectuelle et des représentants de la classe dominante, qui a ensuite été mis en ligne dans un portail qui se veut de gauche (sans rire !) Le Grand Soir. Il avait pour thème la sécurité et l'Etat sous le titre *Comment l'obsession sécuritaire fait muter la démocratie*. En fait c'est la crise du capitalisme qui en est responsable...

L'auteur qui ne reconnaît pas ou ne part pas de la lutte des classes en vient forcément à s'écarter ou à nier les rapports de classe qui soutendent la nature de l'Etat ou qui permettent de la définir, à s'écarter tout simplement des faits au profit de "*concepts*" ou de "*discours*" dans un fatras "*généalogique*" où ils alignent à la manière d'un savant étalant sa science les références comme des rangs d'oignons dans un cageot, pour finalement privilégier un procédé empirique et spéculatiif éculé aboutissant comme il fallait s'y attendre à une conclusion conforme à son statut social ou au mode de vie confortable que lui octroie la société.

Il entendait traiter un des facteurs les plus déterminants pour la survie du régime en place ou dont dépend en dernier lieu sa pérennité, les moyens développés par l'Etat, en réalité la classe dominante au pouvoir pour assurer sa propre sécurité et celle de ses biens à l'intérieur d'un périmètre bien défini, le territoire nationale (et ses colonies), en faisant abstraction que l'évolution de l'appareil policier de l'Etat qui a accompagné celle des forces productives, des modes de production et des types de régimes qui se sont succédés dans le passé jusqu'à nos jours, qui traduisaient des rapports sociaux déterminés entre les classes ainsi que leurs besoins spécifiques, leur niveau de conscience et d'organisation aussi.

La sécurité des biens et des personnes appartenant au volet juridique de l'Etat au service de la classe dominante, son degré de perfectionnement législatif ou l'étendu de champ d'application qu'il serait amené à couvrir, devait avoir forcément un lien avec les rapports qui existaient entre le mode de production et le niveau atteint par le développement des forces productives à un moment donné ou le degré de contradiction qui existait entre eux, pour le justifier du point de vue des besoins de la classe détenant le pouvoir politique sachant qu'elle détient aussi le pouvoir économique.

A notre époque, cela devait se traduire par la prise en compte du niveau atteint par la crise du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme à l'échelle mondiale, qui se répercuterait forcément sur les rapports entre les classes et à l'intérieur de chaque classe (et vice versa), mais aussi sur les besoins des capitalistes qui s'expriment à travers leur offensive contre tous les droits sociaux et politiques des masses exploitées, qui devait donner lieu au renforcement de l'appareil législatif de l'Etat dans ce domaine au fur et à mesure que la mise en oeuvre de leur politique antisociale devenait incompatible avec les principes les plus élémentaires de la démocratie, tandis qu'ils multiplieraient les instruments leur permettant d'exercer un contrôle accru de la population dans un premier temps, afin de pouvoir la réprimer plus facilement par la suite, glissant imperceptiblement au fil des dernières décennies d'un Etat de droit vers un Etat policier, une dictature ouverte, sans pour autant que cela ne se traduise

par une crise politique puisque les principaux partis politiques y étaient préparés en faisant acte de soumission à la Constitution et aux institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

On pourrait illustrer ce qui vient d'être dit en faisant référence aux différentes atteintes aux libertés démocratiques qui ont eu lieu depuis que Valls est Premier ministre, qu'il s'agisse de l'interdiction d'un spectacle ou de manifestations notamment, mesures à caractère politique qui ont été prises en bafouant le droit, confirmant le glissement dont il a été question plus haut. Cela met en relief qu'ils ont franchi un degré dans leur penchant vers une dictature en substituant à des arguments juridiques leur propagande, en s'opposant à des décisions de justice ou en piétinant l'indépendance des juges en leur opposant le diktat d'un tribunal d'exception. Partant de là il était facile d'établir que toutes les décisions ou lois qu'ils sont amenés à prendre ne sont pas dictées par les besoins de la population où l'intérêt général dont ils n'ont que faire, mais bien par des intérêts politiques répondant strictement aux besoins de la classe dominante que représente le gouvernement ou le législateur.

Une fois ce contexte social et politique rapidement brossé, il fallait faire le lien entre les discours des représentants de l'Etat sur la sécurité de la population qui serait menacée et leur législation policière ou liberticide ainsi que leur politique impérialiste, cette menace ne devant servir qu'à justifier ces nouvelles mesures répressives ou restrictives des libertés et leur politique coloniale ou guerre de rapine, de brigandage.

Maintenant, ces lois devant servir soi-disant la lutte contre le terrorisme ou à protéger les Français ou la France pour reprendre leur discours, sont très largement transposables au mouvement ouvrier pour le réprimer dès lors que l'affrontement direct entre les classes auraient sonné. Donc l'Etat ou ses représentants ont pris ces mesures également dans cette perspective, et ils pourraient d'autant plus facilement les diriger contre le mouvement ouvrier qu'ils disposent de tribunaux d'exception pour les interpréter à leur guise, le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel notamment. Donc l'Etat ou la classe dominante a pris les devants d'une certaine manière, afin de disposer d'un arsenal législatif répressif et institutionnel prêt à l'emploi le moment venu pour mater toute révolution qui se destinerait à renverser l'ordre établi.

Donc nous sommes bien en présence d'un dispositif politique directement relié à la lutte de classe que mène le gouvernement pour le compte de la classe des capitalistes pour assurer la pérennité du système économique en vigueur ainsi que les institutions de la Ve République, dresser contre les travailleurs qui résistent à leur politique réactionnaire et qu'ils comptent bien se soumettre ou mater.

Du côté de la classe ouvrière, il en va de sa survie de combattre pour ses droits sociaux légitimes, et placée dans une situation qui lui interdit de les imposer ou de les conquérir dans le cadre du régime en place, il ne lui reste plus qu'à s'organiser et lutter pour le renverser, se donner les moyens de s'emparer du pouvoir politique. Est-ce possible ? A la limite peu importe, à ce stade cette question est déplacée ou ridicule. Une seule mérite d'être posée ou est d'actualité : Est-ce légitime ? Doit-on abdiquer nos droits, qu'est-ce qui permettrait de le justifier tandis que notre ennemi est servi et continue de se gaver tout en entraînant la société et le monde dans la barbarie ? De quel droit devrait-on renoncer au pouvoir politique et au seul moyen permettant de le conquérir jusqu'à preuve du contraire, en réalisant notre propre révolution, prolétarienne et socialiste ?

La démonstration de notre philosophe n'avait pas d'autre objectif que nous inviter à abandonner "*ce modèle*", la révolution, donc de l'imiter et de nous soumettre au régime en place, ce qui ne vous étonnera pas. Voyons rapidement comment il a procédé pour parvenir à cette conclusion.

Niant la lutte des classes, il lui a substitué des "*critères biologiques qui ne dépendent en rien de ma volonté déterminent mon identité, alors la construction d'une identité politique devient problématique*", autrement dit une fois établi que le ou les facteurs qui déterminent mon appartenance à une classe déterminées n'ont aucune valeur, je serai dans l'incapacité de me situer ou de prétendre agir sur un terrain de classe indépendant face au capital, d'où l'impossibilité de prendre conscience de ma condition pour en tirer des conclusions pratiques sur le plan politique ou de procéder à "*la construction d'une identité politique*", en conclusion il ne me restera plus qu'à rester enchaîné au capitalisme le restant de mes jours, puisque la condition préalable indispensable pour m'en émanciper ferait défaut.

Suivait un long développement dans lequel l'auteur semblait s'épanouir en étalant son ignorance, farci de confusion et de fadaises du genre "*l'Etat moderne sort du domaine du politique pour entrer dans un no man's land dont on perçoit mal la géographie et les frontières et pour lequel la conceptualité nous fait défaut*" avouant ne pas en saisir le rôle et le fonctionnement parce qu'il échapperait à toute conceptualisation, l'impossibilité de le faire jaillir de son cerveau pour qu'il puisse s'y épanouir et y demeurer tant les facteurs et les rapports auxquels il est lié sont nombreux et complexes, ce qui n'est pas de nature à le retenir enfermé dans un lieu aussi exigu que cerveau, une fois planté le décors de ce qui demeure pour lui un mystère, il fallait encore qu'il la ramène pour lui donner un semblant de substance pour qu'on puisse le saisir, car malgré tout il existe bel et bien, en dehors de son cerveau étriqué ou coupé du monde réel, pour se faire, et ne pouvant se résoudre à l'abandonner car il est le facteur autour duquel s'articulait son article, il l'a paré d'une vertu. Il nous renverrait "*étymologiquement à une absence de souci* " qui serait à double tranchant car elle pourrait nous être fatale dès lors que la politique ou la démocratie en serait absente, assimilant arbitrairement l'un à l'autre, ne comprenant pas que la politique ramène à l'organisation économique de la société, à la question du pouvoir, à l'administration des hommes soumis à certaines contraintes économiques, tandis que la démocratie ou sa pratique présente un contenu de classe précis, puisqu'elle est une forme de gouvernance mise en oeuvre par la classe qui détient le pouvoir, et qui selon les époques ou les rapports existant entre les classes associent partiellement les représentants des autres classes à ses décisions, sans qu'elles puissent revendiquer le pouvoir ou sans que la classe dominée ne puisse

renverser les rapports entre les classes en sa faveur, la classe au pouvoir ultra minoritaire dans la société devant le conserver dans tous les cas de figure. On peut admettre que les définitions de la politique et de la démocratie se chevauchent par certains endroits sans pour autant les identifier. D'ailleurs, quelle absurdité si on suit son raisonnement, car cela revient à dire que l'Etat ou ses représentants ne feraient pas de politique !

Récapitulons avant de passer à sa conclusion.

Nous serions dans l'incapacité de procéder à "*la construction d'une identité politique*", donc rien ne nous rattacherait à une classe sociale en particulier, et quant à l'"*Etat moderne*" il serait insaisissable, du coup on se retrouve en présence d'un syllogisme.

Pour combattre l'Etat en place je dois à la fois avoir conscience d'appartenir à la classe des exploités et l'Etat doit présenter un caractère politique. Les conditions font défaut pour que j'acquiers une conscience de classe et l'Etat est dépouvu de caractère politique. Je ne peux pas le combattre pour le renverser et je dois m'en accommoder... et le tour est joué !

- "*Face à un tel Etat, il nous faut repenser les stratégies traditionnelles du conflit politique. Dans le paradigme sécuritaire, tout conflit et toute tentative plus ou moins violente de renverser le pouvoir fournissent à l'Etat l'occasion d'en gouverner les effets au profit d'intérêts qui lui sont propres. C'est ce que montre la dialectique qui associe étroitement terrorisme et réponse de l'Etat dans une spirale vicieuse. La tradition politique de la modernité a pensé les changements politiques radicaux sous la forme d'une révolution qui agit comme le pouvoir constituant d'un nouvel ordre constitué. Il faut abandonner ce modèle pour penser plutôt une puissance purement destituante, qui ne saurait être captée par le dispositif sécuritaire et précipitée dans la spirale vicieuse de la violence. Si l'on veut arrêter la dérive antidémocratique de l'Etat sécuritaire, le problème des formes et des moyens d'une telle puissance destituante constitue bien la question politique essentielle qu'il nous faudra penser au cours des années qui viennent.*"

Apparemment il a le temps, il doit bien vivre le bougre ! Abandonner "*ce modèle*", c'est abandonner la perspective d'un "*nouvel ordre*" social (au profit du nouvel ordre mondial de l'oligarchie financière), qu'il serait possible de changer la société et le monde en nous débarrassant du capitalisme et son Etat. C'est justement parce qu'on a été incapable de saisir en quoi consistait "*ce modèle*" qu'on en est réduit à la situation actuelle, et non parce qu'il serait devenu obsolète ou dépassé.

Passons sur le fait qu'il ignore ou occulte que le terrorisme est produit par les Etats ou instrumentalisé par eux pour servir leurs intérêts politiques et économiques, justifier leurs "*Etats sécuritaires*", leurs Etats policiers, leurs dictatures.

La révolution, qui voit déferler des millions d'exploités contre les conditions que leur réservaient les capitalistes parce qu'ils ont épuisé tous les moyens politique pour parvenir à en changer et doivent se résoudre à s'emparer du pouvoir politique par la force pour satisfaire leurs revendications sociales légitimes, se ramènerait finalement à un vulgaire concept, "*la tradition politique de la modernité* ", donc la révolution ne serait pas le produit du combat politique que se livrent les classes entre elles pour leur survie respective, la politique ayant été évacuée de son interprétation de la société réduite elle-même à une idée en lieu et place de rapports matériels, objectifs, sociaux, déterminant leur place et leur rôle dans la société, leur avenir aussi, l'avenir de la société ou de la civilisation humaine, de l'humanité.

Si on ne bénéficiait pas des précieux enseignements de la lutte des classes du passé (dont malheureusement on s'est écarté) qui prouvent que jamais la classe au pouvoir ne le cédera autrement qu'en étant chassé par une révolution prolétarienne, on serait prêt à lui accorder le bénéfice du doute, mais là c'est totalement impensable, impossible. Jamais dans aucun pays du monde depuis l'avènement du capitalisme il y a plus de trois siècles la classe ouvrière n'a réussi à parvenir au pouvoir en empruntant la voie légale ou institutionnelle.

Giorgio Agamben - Philosophe, auteur entre autres de *L'Homme sans contenu*, Circé, Belval (Vosges), 2013.

Sans blague, il a dû écrire sa biographie !

Il faut être de gauche pour publier un article pareil.

ACTUALITE EN TITRES

Il a le vôtre et c'est déjà pas mal !

François Hollande ne tiendra pas «*avec le seul soutien du Medef*», tacle Marie-Noëlle Lienemann - 20minutes.fr

Hollande et son gouvernement, le PS ultra minoritaire dans le pays, illégitimes.

- Economie: Plus de huit Français sur 10 ne font pas confiance au gouvernement - 20minutes.fr

A la question «*Faites-vous plutôt confiance ou pas confiance au gouvernement pour obtenir des résultats concrets en ce qui concerne*» la lutte contre le chômage, 85% des sondés répondent par la négative. Concernant l'amélioration de la croissance, le chiffre atteint 84% et à propos de la réduction des déficits, il atteint 82%.

Outre le niveau de crédibilité économique du gouvernement, le sondage contient un second volet sur «les priorités des Français pour les prochains mois». Sans surprise, la lutte contre le chômage arrive en tête des thèmes «*tout à fait prioritaires*» avec 70%, devant la santé (56%), la «*lutte contre la délinquance* » (53%) et le «*relèvement des salaires et du pouvoir d'achat*» (50%). 20minutes.fr 16.08

Il y a une seule réponse au fascisme sioniste : Le peloton d'exécution !

- Il n'y a pas de réponse unique et simple au «*fascisme islamique*» - Slate.fr

Parce qu'ils s'accommodent du «*fascisme islamique*» en Lybie, en Syrie, etc., des régimes de Doha, Riad ou Istanbul.

Il n'y aura plus d'Irak du tout !

- Il n'y aura pas d'Irak démocratique sans Kurdistan prospère - Slate.fr -

Vive Bruxelles !

- Bruxelles juge "*indispensable*" une hausse des salaires en Allemagne - Francetv info

Le commissaire européen chargé de l'Emploi regrette les "*excédents commerciaux excessifs*" de l'Allemagne, "*qui font du tort à ses voisins européens*". Francetv info 16.08

En France, les pauvres et les miséreux ne sont pas concernés.

- Derrière la pénurie au Venezuela, la débâcle des entreprises publiques - AFP

Ils l'ont fabriquée pour mieux l'instrumentaliser.

- Violences: Toulouse craint une «*radicalisation*» comme à Marseille - LeFigaro.fr

n homme a été tué par balles dans un quartier sensible de la ville la nuit dernière. Il s'agit du quatrième assassinat en huit mois. LeFigaro.fr 16.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment l'UE livre l'économie de tous les pays à la dictature des multinationales.

- L'Europe et le Canada disent « *oui* » à la justice privée - Le Monde

C'est un document aride de 519 pages qui, en temps normal, n'aurait jamais attiré l'attention de quiconque en dehors du cénacle des multinationales et des spécialistes du commerce international. « *Fuité* » le 13 août par le journal télévisé allemand « *Tagesschau* » sur son site, le texte confidentiel de CETA, l'accord de libre-échange conclu entre l'Union européenne et le Canada, a pourtant été accueilli avec grand intérêt. Et pour cause : il montre que l'Europe a accepté de déléguer une partie de sa justice à des tribunaux arbitraux privés. Une répétition générale avant d'appliquer cette logique à grande échelle avec le traité transatlantique Europe–Etats-Unis ?

Comme de nombreux traités commerciaux signés ces vingt dernières années (mais c'est une première pour l'Europe), le CETA (« *Comprehensive Economic and Trade Agreement* ») installe un tribunal privé au nom barbare : le mécanisme de règlement des différends investisseurs-Etats, appelé ISDS en anglais.

Si elles s'estiment lésées par les décisions des Etats dans lesquels elles exercent leurs activités, les entreprises canadiennes

et européennes pourront porter plainte devant cette instance composée non pas de juges professionnels, mais d'arbitres triés sur le volet, le plus souvent issus de grands cabinets d'avocats d'affaires. (...)

Délocaliser le règlement des conflits vers un tribunal arbitral permettra également, selon les entreprises, une plus grande neutralité dans les décisions, les juridictions nationales étant susceptibles d'être influencées par les Etats attaqués.

(...)

Plus généralement, les craintes se focalisent sur l'absence de garde-fous dans l'ISDS : les arbitres sont libres de livrer leur propre interprétation de notions juridiquement floues comme « *l'utilité* » d'un investissement, ou « *l'expropriation indirecte d'un investissement* ». Il n'existe aucun mécanisme d'appel ou de responsabilisation des arbitres. lemonde.fr 16.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irak

Irak: "*Daesh ne maitrise plus la situation*" - french.irib.ir

Tous les protecteurs des groupes terroristes sont d'avis qu'ils ont perdu le contrôle de la situation, a déclaré Houchiyar Zebari, ancien ministre irakien des Affaires étrangères.

Tous ceux qui ont aidé Daesh et l'ont soutenu sont actuellement parvenus à cette conclusion qu'ils ont perdu le contrôle de Daesh, a ajouté ce samedi Zebari lors d'un entretien avec Euronews en allusion aux conditions actuelles de l'Irak, découlant des crimes des daeshistes. Zebari a tenu pour responsable de la montée du phénomène de Daesh, tous les pays qui ont soutenu les groupes terroristes opposés au gouvernement syrien. french.irib.ir 16.08

2- Israël

2.1- Gaza : tout ce qu'Israël ne pourra plus empêcher - french.irib.ir

Après la presse israélienne, la presse occidentale réputée pro israélienne dresse un constat quasi unanime d'échec de l'équipée militaire israélienne contre Gaza : Le Figaro souligne une impasse stratégique dans laquelle Israël a été entrainée à la suite de son offensive Roche invincible : " *comme on dit, les événements se déroulent une fois sous forme de comédie, une autre fois sous forme de tragédie*".

La récente offensive israélienne contre Gaza ressemble à celle lancée par Israël en 82 contre le sud du Liban. En passant en revue toutes ces années, on pourrait bien conclure qu'Israël n'a tiré aucune leçon de sa guerre de 82 . l'aventure libanaise a coûté 1000 soldats à l'armée israélienne et un massacre, celui de Sabra et de Shatila qui a nettement terni son image auprès de l'opinion internationale. Au cours de cette "*mésaventure*", Israël a mis définitivement sur son dos, les chiites libanais et a préparé le terrain à l'émergence du Hezbollah. Idem à Gaza. En s'attaquant au Hamas, Israël a porté de l'eau au moulin de ce mouvement et d'autres mouvements palestiniens au détriment des groupes laiques palestiniens, à savoir le Fatah. Le Nouvelobs n'est pas non plus trop tendre avec Israël bien que son article est signé Jean Daniel, juif de confession et sioniste de conviction : " *la mémoire de l'holocauste ne peut plus servir de gardien pour Israël. désormais, le monde entier sera l'ennemi de l'Etat d'Israël. L'holocauste ne peut plus lui offrir une ombrelle protectrice. Aux yeux du monde, Israël n'est plus une victime. L'offensive contre Gaza a été une erreur historique, une erreur irréparable. Et le Hamas, au titre d'un tout petit groupe est le plus grand gagnant de la guerre contre Gaza*".

Huffington Post fait publier une autre analyse signée David Hirst qui dit : " *les autorités israéliennes prétendent avoir porté un coup dur au Hamas ; cette affirmation contredit celle des services secrets israéliens qui eux continuent à attribuer au Hamas la détention d'un arsenal composé de 3000 missiles de courte et de moyenne portée. L'impact extrémement négatif de cette guerre pour Israël aura été la dynamique d'unité et de cohésion que l'armée israélienne est parvenue à créer dans les rangs des palestiniens. Au delà Israël a rapproché le Hamas de ses alliés régionaux, ceux que l'affaire syrienne avait fait éloigner du Hamas*" et Hirst d'ajouter : " *le Hamas et le Jihad islamique ont prouvé à l'armée israélienne qu'ils sont bien plus prêts qu'ils n'en ont pas l'air*". Le dernier clou, c'est le théoricien américain, Immanuel Wallerstein qui le plante : "*le Hamas est sans nul doute le grand gagnant car c'est la bataille de l'opinion qu'il a gagné* ". french.irib.ir 16.08

2.2 - Les ports américains et canadiens bientôt fermés à Israël? - french.irib.ir

Les activistes des droits de l'Homme, aux Etats-Unis et au Canada, ont l'intention d'empêcher les cargos du régime sioniste d'accoster dans les ports de l'Ouest, a-t-on appris d'Al-Alam.

Cette décision a été prise, en réaction à la demande des syndicats palestiniens et de l'Afrique du Sud, d'accuser Israël d'avoir violé les droits de l'Homme des Palestiniens, notamment, lors de la récente offensive contre la bande de Gaza, qui a fait 1.900 martyrs, selon ce rapport. La Palestine nous a demandé d'intervenir. Les travailleurs palestiniens, ainsi que les syndicats commerciaux de la fédération générale de la Palestine, ont demandé aux travailleurs, à travers le monde, de ne pas toucher les marchandises israéliennes, lit-on dans ce communiqué. Une protestation devra avoir lieu, samedi, à Oakland et en Californie, et une autre, à Seattle et Vancouver, dans les semaines à venir. Zim, compagnie israélienne de navigation, est visée par ce plan, selon les activistes des droits de l'Homme. Si ce plan est couronné de succès, il affectera de manière efficace la flotte de transport d'Israël, au large des côtes Ouest des Etats-Unis et du Canada. Les planificateurs de ce plan sont d''avis que la carrière de Zim est marquée par l'antécédent d'avoir soutenu l'occupation d'Israël. french.irib.ir 16.08

Haut de page

Le 18 août 2014

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles en fin de journée ou demain matin.

Deux systèmes économiques se côtoient ou se chevauchent.

- La monnaie scripturale détruit les États ! - Liliane HELD-KHAWAM - legrandsoir.info 17.08

Extraits.

Subprimes. Marché financier. Crise financière. Dettes publiques. Sauvetage de banques. Injection massive et dangereuse de liquidités par les banques centrales. (...). Les exemples du genre sont nombreux. Les scandales aussi. Pourtant tout cela a un dénominateur commun : la monnaie.

- ... une monnaie dite scripturale peu connue du grand public et parallèle à la monnaie centrale a fait son apparition. Comprendre ses mécanismes permet de mieux saisir les dérives actuelles tant financières que politiques. Elle constitue l'épicentre du déclin de l'autorité des Etats et l'apparition d'une oligarchie mondiale qui se développe par le travail et l'argent d'autrui.

La monnaie scripturale est une monnaie bancaire. Elle existe par la volonté de n'importe quel établissement bancaire par simple écriture. Son développement doit beaucoup dans un premier temps à sa dimension pratique et sécuritaire. Pas besoin de porter de l'argent physique sur soi et de courir le risque de se faire voler. Le développement de l'informatique, des cartes de crédit et des virements automatiques a contribué à son essor.

Toutefois sa présence actuellement massive et le pouvoir illégitime qu'elle procure à certains nous oblige à l'étudier en attendant que les grands médias et autres politiciens en informent le grand public. En effet, c'est 90% de la masse monétaire mondiale qui est actuellement scripturale laissant un petit 10% à la monnaie centrale... Le choc est frontal entre la création de richesses scripturales et de fait spéculatives d'une part et l'économie réelle fruit principalement du travail d'autre part... Voilà pourquoi la destruction des emplois et de l'économie peut cohabiter en très bonne intelligence avec des indices boursiers au firmament. Un petit groupe se détache du monde réel en captant le fruit de l'activité réelle grâce à laquelle il s'enrichit de manière exponentielle. Anormal ? Plutôt vital !

Un petit retour dans les années 70 est utile pour comprendre la genèse de ce dysfonctionnement. En 1971, le président étasunien Richard Nixon met un terme unilatéral à la convertibilité-or du dollar, puis en 1976, les Accords de la Jamaïque viennent sceller le système des changes flottants et l'élimination du rôle de l'or du système monétaire international. Sous l'impulsion des États-Unis, relayés par la suite par le FMI, la plupart des États ont renoncé à la couverture or. Grâce à ce désarrimage, l'emploi de la monnaie scripturale a littéralement explosé et l'or des Etats vendus massivement au plus bas...

L'industrie bancaire s'est donc vue octroyer ce privilège ultime de créer de la monnaie. En toute légalité mais en parfaite illégitimité... Elle en a tellement inondé le marché que la monnaie n'a plus de lien avec la réalité économique ou la richesse réelle. De plus, cette présence massive a une conséquence immédiate : la dilution de la valeur de la monnaie. Cela nous concerne tous en tant que salariés, épargnants, retraités... C'est une « *arme de destruction massive* » qui a généré entre autres la crise des subprimes qui gangrène la société voire l'humanité dans un silence assourdissant !

Voici 3 manières possibles qui permettent à n'importe quel banquier de fabriquer de la monnaie :

Grâce à l'argent des déposants et épargnants. Il est admis que si un client A déposait 100.- de cash en billets. 100.- de monnaie scripturale seront portés à son compte et les 100.- en billets remis dans le circuit. La masse monétaire à disposition de la banque – et donc du marché financier – est doublée. La banque peut alors disposer à tout moment et en toute liberté de cette somme. Il lui est en principe juste demandé de pouvoir rembourser le client à tout moment. Dans les faits, les banques précisent que l'accès à l'argent est possible « *dans la limite des stocks disponibles* »... ou plafonnent les prélèvements selon la nature du compte (épargne par ex).

Toujours officiellement, elle devrait maintenir dans le cas de A 8.- (8% rarement respecté par les grandes banques) sous forme de fonds propres. Les 92.- restants peuvent servir quant à eux à des placements, crédits,... A leur tour ces 92.- peuvent constituer les 8% d'un nouveau volume monétaire à créer. Les 92.- de A offrent une création monétaire scripturale équivalente à 1150.- à la banque. Les 92% de ce nouveau volume ont été créés de rien. Simple privilège. La banque a modifié la masse monétaire hors de toute économie réelle. Cette somme devenue « propriété personnelle » de la banque peut être investie en toute liberté sans aucune restriction avec la jouissance exclusive des gains engrangés. C'est donc par le bien d'autrui qu'elle a multiplié ses activités lucratives et les gains....

En revanche, cette « *propriété personnelle* » est provisoire car si A venait à retirer ses 100.- de la banque, 100.- seraient immédiatement détruits et les actifs en banque réduits d'autant. C'est pourquoi en cas de défiance et de retraits massifs, les banques peuvent en théorie faire faillite et plonger le pays dans la déflation. Il ne faudrait donc pas s'étonner des restrictions et limitations récentes concernant les retraits bancaires ou de l'utilisation d'argent liquide. Cette tendance devrait aller en s'intensifiant.

Grâce aux crédits. Un client B se présente à la banque avec un bien actuel ou même futur (récolte, immeuble à construire,..) et demande un prêt de 100.-. La banque va inscrire les 100.- qu'elle prête à son actif et le bien en tant que garantie à son passif. Le système bancaire considère qu'il y a création monétaire et croissance de la banque à hauteur de 100.

Quand le débiteur est un gouvernement ou une institution bien classé par les agences de notation, la banque n'a besoin d'aucun fond propre pour la couvrir en cas de risque !

La chose est tellement avancée qu'en zone euro 93 % de la masse monétaire est créée par émission de crédits ouverts par les banques commerciales. Ceux-ci comprennent aussi les dettes publiques ou les crédits d'investissements qui sont une source de croissance et de richesses extraordinaires des établissements financiers.

Que se passe-t-il en cas d'insolvabilité du client, le bien mis en garantie appartient à la banque (maison, titres,...). Elle peut donc s'approprier des biens réels grâce à une simple écriture avec, en prime, la possibilité de revendre le bien avec profit... Lors des subprimes, des propriétaires insolvables ont été jetés à la rue, les biens transférés aux banques et les trous générés dans les fonds propres de la banque renfloués par l'argent public (loi too big to fail)... Gains multiples garantis...

Toutefois, le jour où le client B rembourse son prêt, il y a destruction monétaire et la banque devra éliminer 100.- de son bilan. Le désendettement public ou privé met en danger les banques commerciales, car la destruction monétaire devient inacceptable, alors que le crédit représente désormais le cœur d'affaires des banques !

Grâce aux rentrées de devises. Un client A qui reçoit 100$ venant de l'étranger, sa banque locale peut augmenter son volume comptable et monétaire d'autant. Le contraire est aussi vrai si A décidait de virer les 100$ vers un compte à New York, la banque doit détruire de sa comptabilité une somme équivalente.

Nous sommes en présence de deux monnaies représentant deux entités qui se font face avec des intérêts divergents. Pourtant, il ne peut y avoir deux stratégies de politique monétaire simultanément au sein d'un territoire. Il ne peut y avoir qu'un seul patron.

Le rapport de force actuel donne un avantage clair net et indiscutable à la force de frappe de l'industrie financière privée. Avec cette prise de pouvoir sur la monnaie, les richesses réelles et virtuelles, elle est devenue le patron et donc l'autorité des États.

Grâce aux crédits privés et publics, la privatisation des services publics, sa toute-puissance pénètre tous les foyers, les entreprises, les administrations et les gouvernements. Les processus en cours de privatisation des services publics amplifieront encore plus le phénomène.

Au vu de ce qui précède et des usages de la culture des gouvernants en devenir, on peut envisager l'hypothèse suivante. Les pays disparaissent au profit de régions organisées telles une entreprise privée mises en concurrence et contrôlées financièrement de près. Dans ce scénario, l'habitant pourrait devenir à son tour un centre de coûts et de profits laissant sur le carreau les personnes vulnérables... La découverte des différents accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE, le Traité de Lisbonne, le Traité Transatlantique, donne quelque crédit à cette hypothèse... legrandsoir.info 17.08

C'est la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière anglo-saxon-sioniste au détours de la crise du capitalisme (accumulation phénoménale de capital depuis la fin de la Seconde guerre mondiale) de la fin des années 60 et le début des années70, pour assurer la pérennité du capitalisme et s'emparer du pouvoir politique à l'échelle mondiale, afin d'instaurer un nouvel ordre mondial dont elle serait le maître absolu.

Finalement c'est très facile à comprendre et à la portée de n'importe quel travailleur.

Il leur aura fallu près d'un demi-siècle pour créer les instruments financiers qui leur permettraient à terme de s'émanciper du système économique à l'origine de leur enrichissement et de leur pouvoir, qui jusque là était basé sur des rapports sociaux ou l'inégalité entre les classes, au profit d'une dictature implacable incarnant leur pouvoir absolu sur la totalité de la société ou du monde. Comment cela ?

Jusque là le système économique capitaliste reposait sur les inégalités entre les classe permettant à la classe qui détenait les moyens de production d'exploiter la classe qui devait vendre sa force de travail pour survivre, en extorquant aux travailleurs l'essentiel de la plus-value créée au cours de la mise en oeuvre du capital qui constituait son unique source de profit.
Donc, l'enrichissement des capitalistes était lié à la création de richesses au cours du procès de production.

L'accumulation du capital correspondait à un processus ou système fermé régi par ses propres lois ou contraintes, lié au départ à l'injection d'un capital initial dans la production de nouvelles marchandisses, qui par l'intervention de la force de travail se trouvait enrichi d'un nouveau capital, ce qui permettait d'augmenter le capital initialement injecté, le capitaliste subtilisant pour son propre compte une parti de la richesse ainsi créée, tandis que le reste était réinjecté dans la production et ainsi de suite.

L'ensemble de l'économie et du système capitaliste fonctionnait selon ce principe ou en dépendait directement; ce qui n'est plus tout à fait le cas de nos jours.

Les inégalités entre les classes qui constituent les fondements du capitalisme devaient engendrer inévitablement une lutte féroce entre ces classes pour accroître la part de la plus-value créés ou des richesses produites qui leur revenait afin de satisfaire leurs besoins respectifs, besoins que l'une ne pouvait satisfaire qu'au détriment de l'autre. Or il se trouve qu'au fil du temps leurs besoins n'ont cessé d'augmenter préfigurant un affrontement direct entre les classes dont l'enjeu serait le pouvoir politique.
Il fallait donc trouver un moyen de neutraliser la lutte des classes ou de s'émanciper d'un système économique qui l'alimente et faisait peser une menace permanente sur leur système économique. Il fallait parvenir à mettre en place progressivement un nouveau système économique qui ne reposerait plus sur les inégalités entre les classes qui présentaient trop de contradictions ou de contraintes et de dangers dans le but de s'en affranchir, de façon à assurer la pérennité de la société basée sur l'exploitation de l'homme de par homme sans qu'il ne soit plus possible de le contester ou de prétendre vouloir l'abolir.

Pour parvenir à cet objectif, il suffisait de déconnecter l'économie productive de l'industrie financière une fois que la première serait devenue totalement dépendante de la seconde, de façon à pouvoir créer autant de richesse qu'il en faudrait via la planche à billets et les banques centrales une fois débarrassées des limites et contraintes imposées par le système capitaliste ou plutôt pour se donner les moyens d'achever la transition d'un système économique à un autre.

Ils y parvinrent par un coup de génie en déconnectant la richesse disponible de son équivalent en or, en fait de toute équivalence puisque le coût de revient de la fabrication d'un billet de banque est insignifiant, dorénavant elle serait uniquement basée sur la monnaie fiduciaire ou papier produite à volonté par les banques centrales ou la monnaie fabriquée par les banques via le crédit ou la dette.

En faisant disparaître l'équivalent de la valeur de la monnaie en force de travail qui était contenu dans l'or, l'or étant une marchandise comme une autre pour faire bref, ils allaient pouvoir créer de la monnaie en quantité illimitée permettant à l'oligarchie financière de s'enrichir indéfiniment et de se soumettre le pouvoir politique, les gouvernements et l'ensemble des institutions financières ou politiques. Dès lors que la création de richesse se réduisait à un simple jeu d'écriture ou à faire tourner la planche à billets, il suffisait d'être le maître de la machine qui les fabrique et en contrôler la quantité en circulation pour devenir tout puissant, concentrer tout le pouvoir, sans équivalent ou concurrent non plus dans la société ou le monde.

Si on faisait le rapport entre les richesses réellement produites ou disponibles et la quantité de monnaie émise, on s'apercevrait qu'en ayant injecté des masses phénoménales de monnaie en circulation, ils ont réduit la valeur de la monnaie à zéro.

L'injection de capitaux fictifs ou fabriqués de toutes pièces dans l'économie allait parasiter l'économie productive au profit des multinationales détenues par les banquiers ou l'oligarchie financière. Une fois les Etats dépossédés de leur souveraineté pour avoir abandonné l'émission de la monnaie au profit des banques centrales ou des banques privés, tributaires des taux d'intérêts fixés par les banques pour emprunter de l'argent ou financer leur budget, totalement soumis au marché leurs dettes allaient atteindre des sommets, littéralement asphyxiés par ce pillage ou racket, il ne leur restait plus qu'à refermer le noeud coulant passé autour de leur cou pour finir de les étrangler et les contraindre à accepter de mettte en oeuvre une politique ultra réactionnaire dictée par la finance, privatiser à tour de bras ou livrer à la marchandisation tout ce qui pouvait l'être, liquider

tous les droits sociaux acquis par les travailleurs au cours de la lutte des classes de la période antérieure ou qu'ils avaient dû leur concéder, l'ensemble du dispositif s'achevant par la spoliation de leurs droits politique, il ne leur restait plus qu'à poursuivre leur oeuvre dans l'indifférence quasi-générale puisque aucun parti ouvrier n'a cru bon d'alerter les travailleurs sur ce qui était en train de se tramer, on ne peut même pas dire dans leur dos étant donné que la stratégie néolibérale remonte à cette époque, au début des années 70, et que Lénine avait tracé à grands traits dès 1919 quel en serait son contenu.

Maintenant, le vieux système capitaliste n'a pas disparu pour autant, il a été supplanté et tend à être remplacé par un système économique basé purement et simplement sur une dictature, où si les rapports sociaux ou les classes sociales demeurent, les lois de fonctionnement ou contradictions du capitalisme se trouvent évincés au profit de règles juridiques définies à la base au profit de ceux qui les ont rédigées (c'est l'objet du traité de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE notamment). Ce règlement qui entérine la domination de classe des capitalistes a pour fonction de fixer les nouveaux rapports entre les classes dépouillant les Etats et les citoyens de tout droit au seul profit des multinationales ou l'oligarchie financière. La privatisation à outrance conduit à vider de sa substance les rapports entre les classes une fois soumis à ce règlement qui aura valeur de loi sans que personne ne puisse la contester. Il s'agit de faire disparaître les notions de classe et de citoyen une fois chaque membre de la société atomisé, réduit à un matricule, dépouillé de tout pouvoir pour pouvoir agir sur la société. Le notion de classe se rapportant aux droits sociaux et celle de citoyen aux droits politiques, comme les deux doivent disparaître, à l'arrivée nous serons privés de tout droit, telle est la société qu'ils sont en train de fabriquer.

On comprend dès lors pourquoi ils peuvent dispenser généreusement de nouveaux droits à certaines minorités ou communautés, puisqu'au final elles se retrouveront logées à la même enseigne que le reste de la population, privées de leurs droits les plus élémentaires. On comprend également pourquoi ils entendent encadrer davantage le système bancaire, afin de concentrer davantage le capital de façon à mieux en contrôler l'usage conformément à leur stratégie, et ce n'est pas un hasard si la BCE a fait preuve de largesse en distribuant plus de 1.000 milliards d'euros à 800 banques des pays de l'UE et pas aux cinq ou six mille autres banques qui à terme sont sans doute appelées à disparaître.

Pour pouvoir à terme imposer leur système économique uniquement basé sur la concentration du pouvoir entre quelques mains en s'appuyant sur un règlement qui devra faire office de loi universelle pour l'éternité, il leur faut à tout prix pouvoir contrôler tous les secteurs déterminants ou importants de l'économie mondiale. A la standardisation du mode de vie, doit correspondre la standardisation du mode de consommation de la population, aussi peut-on prévoir que des produits et des métiers disparaîtront dans l'avenir, comme ce fut le cas tout au long du développement du capitalisme dans le passé. Les secteurs économiques qui échapperont à leur contrôle concerneront des produits marginaux ou non essentiels, produits pas des PME ou des artisans, tandis qu'ils contrôleront la production des marchandises et des services consommés par le plus grand nombre ou la quasi-totalité de la population car ils correspondent à des besoins élémentaires, ce par quoi ils ont fondé leur hégémonie devenu incontestable.

Que le taux de profit tendant inexorablement vers zéro, ils s'en accommoderont ou s'en serviront pour épurer le système capitaliste et renforcer leur pouvoir. Le capitalisme et plus particulièrement le cercle des capitalistes les plus puissants qui contrôlent des pans entiers de la production de marchandises, ne peut s'en sortir que sur le volume du profit réalisé, d'où la nécessité de rationaliser et de concentrer toujours plus le capital et la production, ce qui se traduit par la part de marché et le pouvoir grandissant des multinationales. A défaut d'ennemi suffisamment organisé et puissant pour contester leur pouvoir, qu'est-ce qui peut les empêcher d'avancer dans cette voie ? Rien, hélas ! Et il en ira ainsi aussi longtemps qu'on continuera de nier qu'un tel système est déjà à l'oeuvre et dans quelle perspective politique il s'inscrit.

Nos dirigeants en sont restés à la période d'après-guerre pour interpréter le fonctionnement de la société ou du capitalisme, tout comme leur conception de la lutte de classe n'a pas évolué depuis le début du XXe siècle. Ils ne veulent pas admettre que le capitalisme aurait dû s'effondrer depuis au moins 40 ans et qu'il a trouvé une parade pour se maintenir en vie. Ils ne veulent pas en tirer les conclusions qui s'imposent sur le plan théorique et pratique. Ils reconnaissent volontiers que le système capitaliste recourt à des méthodes mafieuses qui alimentent ces contradictions, mais cela ne les gêne pas le moins du monde qu'au lieu de précipiter sa chute comme ils l'affirment, au contraire cela leur permet de surmonter tous les obstacles qui se dressent sur leur chemin tout en renforçant leur pouvoir politique.

La quasi-totalité des intellectuels dont j'ai lu des articles ne comprennent pas davantage comment se combinent les deux système économiques pour mieux nous asservir. Ils se posent les mauvaises questions ou se posent les bonnes questions à l'envers, du coup les conclusions auxquelles ils arrivent sont faussées, plus généralement ils aboutissent dans une impasse en nous livrant leur désarroi.

On ne vit plus au début ou au milieu du XXe siècle et le capitalisme n'en est plus là non plus.

Combien d'articles délirants avons-nous lu qui annonçait la chute du dollar et de la Bourse dans les mois qui venaient ; le retour à l'étalon-or ; l'impossibilité de l'impérialisme américain de supporter plus longtemps sa dette faramineuse, plus de 17.000 milliards de dollar, trois fois plus en ajoutant les dettes des entreprise et des ménages ; les produits dérivés qui représentaient 10 à 20 fois le PIB mondial selon les sources constituaient une menace mortel pour le capitalisme, tu parles ; l'impérialisme américain n'avait plus les moyens financiers pour assumer son hégémonie militaire à travers le monde, quelle mauvaise blague ! ; l'économie mondiale était vouée à exploser du jour au lendemain ont-ils répété inlassablement, on attend toujours ! ; tandis que

d'autres affirmèrent décennie après décennie que le régime et les institutions étaient à l'agonie, alors qu'en réalité ils n'étaient pas voués à s'effondrer, ils étaient en train de muter tranquillement, non sans certaines tensions, l'incohérence de leurs discours était flagrant ,car il suffisait de repenser que le capitalisme ne disparaîtrait jamais de lui-même pour appliquer la même conclusion au régime ou aux institutions, etc. Autrefois, il était impossible de venir en aide à un malentendant qui progressivement deviendrait complètement sourd, depuis grâce aux progrès de la science et de la technologie il est possible de remédier à cet état. C'est à croire qu'on vit dans un monde de sourds et d'aveugles.

J'ai employé volontairement des expressions ou des formules simples pour rendre accessible au plus grand nombre ma démonstration, sachant qu'elles ne correspondent pas forcément à l'emploi qu'en avaient fait Marx et Engels, je précise pour les "puristes" ou les orthodoxes du marxisme qui pourraient en profiter pour rejeter mon analyse, c'est si facile quand on ne veut pas se donner la peine de réfléchir, n'est-ce pas.

J'ai rédigé ce passage d'une traite ce matin et en début d'après-midi. Evidemment, il faudrait développer ou étayer davantage cette analyse, ce ne sont pas les matériaux qui manquent. J'étais déjà parvenu il y a quelque temps à cette conclusion sans trouver le temps d'y revenir. L'occasion m'en a été donnée ici sous un angle différent qui m'a permis de la confirmer, sans que j'y tienne absolument notez bien, car après tout depuis le temps écoulé depuis ma précédente analyse les faits auraient pu la contredire, au contraire les mesures prises par la BCE (notamment) ont permis de l'étayer.

Face à une telle situation parfaitement inédite depuis que le capitalisme existe, on a tendance à être désemparé, sauf quand on est sclérosé au dernier degré, on a l'impression d'être en présence d'un ennemi au pouvoir tentaculaire, invincible, insaisissable, tout est fait pour, les conditions objectives pour une révolution semblent plus ou moins réunies dans quelques pays en Europe sans qu'aucune révolution n'éclate, s'en produirait-il une qu'elle serait vouée à avorter ou à être écrasée dans un bain de sang puisque les conditions subjectives ne sont pas mûres. Il serait plus juste de dire que les conditions objectives sont remplies partiellement au niveau de certaines couches des masses exploitées seulement.

Compte tenu des profondes transformations qu'a connu la société depuis plus d'un demi-siècle, on devrait s'interroger à nouveau sur le contenu à donner à ces conditions objectives et subjectives, qu'entendons-nous là précisément, car en dépend nos rapports avec les différentes classes et notre conception de la lutte de classe. Ces conditions ne peuvent pas être remplies spontanément, elles ne peuvent être réunies qu'exceptionnellement et on ne peut pas les provoquer du jour au lendemain ou leur substituer un autre contenu à volonté. Quel qu'en soit le contenu, il doit être le produit d'un long processus de mûrissement. Certains facteurs comme la faiblesse ou l'isolement du gouvernement et des institutions nous sont favorables, le rejet des partis institutionnels, la méfiance des masses envers les médias, l'accès à des moyens d'information alternatifs critiques envers le capitalisme, l'élévation du niveau intellectuel en général.

D'autres au contraire ne favorisent pas leur prise de conscience de la nécessité de passer à l'action pour se débarrasser du régime, le mode de vie ou niveau de vie élevé de la majorité des travailleurs par rapport à autrefois, même voués à des difficultés grandissantes du moment ils peuvent toujours y faire face d'une manière ou d'une autre, les avantages qu'ils tirent de leur statut social et qu'ils interprètent comme un bienfait du capitalisme, tous les moyens qui ont été développés et qui ont été mis à leur disposition pour les distraire (ou les abrutir complètement) de leur condition d'exploités à laquelle ils ne pensent pas ou si peu.

L'hétérogénéité des masses ou des situations auxquelles elles sont confrontées posent problèmes dès lors qu'on les néglige ou qu'on y accorde trop d'importance. S'il faut adapter notre discours en fonction des couches auxquelles appartiennent les travailleurs avec qui on discute, c'est uniquement pour prendre conscience sous quel angle ils perçoivent la société, afin d'adapter les questions qu'on est amené à leur soumettre pour qu'ils en perçoivent la pertinence, et au delà que la cohérence de notre analyse ou démarche leur apparaisse clairement. On part du principe que quelle que soit la situation dans laquelle se trouve le travailleur avec lequel on discute, il est impossible qu'il s'estime heureux dans cette société et qu'il n'ait pas envie d'en changer, que prétendre le contraire consistera à se leurrer hypocritement et que cet état est fort inconfortable. Comment franchement peut-on donner un sens à sa vie dans une telle société en pleine décomposition, dans un monde où quotidiennement sous vos yeux s'étalent des scènes de guerre et autres abominations ? Est-on destiné à vivre indéfiniment dans un monde aussi pourri ? En quoi serait-ce légitime ? Pourquoi devrions-nous nous y résoudre sachant que c'est une infime minorité qui nous l'impose ? Les arguments ne manquent pas pour que chaque travailleur se questionne sur sa condition réelle, sur sa vie, son sort, son destin, celui de ses enfants ou petits-enfants, ses amis, ses proches, ses collègues de travail, ou tout simplement n'importe quel travailleur dans le monde qui ne mérite pas le sort que le capitalisme lui a réservé. A suivre.

Meurtre raciste ordinaire au pays modèle de la démocratie.

- Jeune Noir tué par la police: Vibrant et combatif hommage à Ferguson - 20minutes.fr

L'avocat de la famille de Michael Brown, Benjamin Crump, s'est fait combattif, résumant les principaux griefs qui ont enflammé la communauté noire: la lenteur de l'enquête et la communication confuse de la police donnant l'impression d'accuser la victime. «*On va regarder de près l'autopsie, le rapport balistique pour voir le trajet des balles, on saura qu'il s'est agi d'une exécution*», a indiqué l'avocat. «*Quand on lève les mains en l'air, ça veut dire qu'on se rend. Tous les témoins ont dit qu'il (Michael Brown) avait les mains en l'air et que la police a continué à tirer*», a-t-il ajouté.

Comme pour appuyer ses dires, une chanson a été diffusée dimanche par le rappeur J Cole, «*Etre libre*», dédiée à la jeune victime. On y entend la voix de Dorian Johnson, ami du jeune Noir et témoin du drame, raconter: Le policier «a tiré encore et quand mon ami a senti qu'on lui tirait dessus, il est revenu sur ses pas et il a mis ses mains en l'air, il a commencé à se baisser, mais le policier s'est encore approché en brandissant son arme et il a tiré encore 7 fois et mon ami est mort».

- Etats-Unis: après une nuit de couvre-feu agitée, nouvel hommage à Michael Brown - AFP

Selon un ami de la victime, Dorian Johnson, les deux adolescents marchaient dans la rue quand un agent de police, identifié ensuite comme Darren Wilson, s'en est pris à lui. "*Le policier a pris en chasse Big Mike. Il a tiré et l'a touché dans le dos. Big Mike s'est retourné. (Il) a mis les mains en l'air. Le policier a tiré sur lui cinq ou six fois encore*", a-t-il rapporté au Washington Post via son avocat Freeman Bosley.

Une femme, qui n'a pas voulu être nommée, a raconté au Los Angeles Times qu'entendant du bruit, elle est allée à son balcon et a vu Michael Brown "*lever ses mains en l'air et crier "Ne tirez pas!". Le policier a continué à tirer, (Brown) est tombé à genoux, en demandant qu'on l'épargne*", selon ce témoignage. AFP 17.08

Tirer à une certaine distance sur une personne non armée six ou sept balles, c'est faire preuve d'acharnement, de haine, cela s'appelle un homicide volontaire, un assassinat. Aucune circonstance atténuante ne peut être retenue dans ces circonstances : fusillé ! Mais quand le tireur est un policier, cela s'appelle de la légitime défense sous une dictature.

ACTUALITÉ DU JOUR

Qu'on se le dise.

- Politique économique: le gouvernement inflexible, défiance record des Français - AFP

Le maintien par le gouvernement, envers et contre tout, du cap de sa politique économique conjugué à l'accumulation de promesses non tenues, alimente une défiance sans précédent des Français à l'égard de l'exécutif.

Il est "*hors de question*" de changer de politique face à la panne de la croissance, a réaffirmé Manuel Valls le chef du gouvernement au Journal du Dimanche, jugeant même "*irresponsables*" ceux qui, de plus en plus bruyants à gauche, appellent à une autre stratégie.

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, dénonce une "*erreur*".

"*Il faut savoir réajuster une politique économique quand elle ne fonctionne pas, là visiblement, on ne réajuste pas*", plaide-t-il, mettant en garde contre un climat social "*tendu*" qu'une "*étincelle*" pourrait embraser. AFP 17.08

Chercher l'"*erreur*", pas du côté de Hollande qui remplit parfait son rôle de représentant du capital, mais plutôt du côté de Mailly qui voudrait nous faire croire le contraire. Normal, ils combattent dans le même camp.

Mailly demande à Hollande-Valls de "*réajuster*" leur politique économique, autant demander au bourreau d'aiguiser sa lame pour en finir plus rapidement. On n'est pas contre sachant qu'elle est à double tranchant...

ACTUALITE EN TITRES

Après les bagnoles...

- Rappel de boissons Mars, Snickers, Milky Way et Bounty, en raison d'une bactérie - 20minutes.fr

Attention, de la morgue aucun rappel n'est opérant !

La société la plus décadente du monde.

- Pourquoi les femmes sont en train de perdre et les homos de gagner aux Etats-Unis - Slate.fr

Warren Buffett pourrait vous répondre, parce que sa classe est en train de remporter la lutte des classes...

Haut de page

Le 19 août 2014

CAUSERIE

Mon épouse arrive demain matin, pourquoi qu'elle ne pète pas encore un plomb ! Avec deux femmes à la maison, je suis placé sous haute protection, non, je n'ai pas dit policière, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit, pas même pensé.

Plus rien ne nous étonne, et vous ?

Suite de la causerie d'hier sur le système capitaliste.

Le capitalisme au stade suprême du capitalisme est passé de l'alliance de l'industrie productive avec l'industrie financière à l'hégémonie de cette dernière sur tous les rouages de l'économie.

Tandis que l'industrie productive ou manufacturière passait du stade de la concurrence entre capitalistes à la formation de monopoles pour aboutir plus tard à la constitution d'oligopoles, l'industrie financière allait fusionner banques d'affaires ou commerciales et banques de placements pour aboutir à des holdings financières embrassant la totalité des marchés ou des circuits financiers, monnaie et taux de changes, obligations ou bons du Trésor, matières premières.

L'interdépendance des deux volets de l'économie capitalisme allait sans cesse s'accroître au profit de l'industrie financière au point de dicter la politique et le sort réservé à l'industrie productive, d'autant plus facilement que les banquiers allaient devenir les principaux actionnaires de conglomérats composés de dizaines d'entreprises couvrant les secteurs clés de l'économie. La puissance financière et politique qu'ils allaient ainsi acquérir devait à terme leur permettre de peser sur le cours de l'économie de certains pays ou de l'économie mondiale, ainsi que sur la politique de leurs gouvernements ou l'orientation des institutions politiques et financières internationales.

Le pouvoir qui leur avait été accordé de battre la monnaie et d'en contrôler la quantité en circulation, allait leur donner à termele pouvoir sur l'économie mondiale et tous les Etats, dès lors que la création monétaire n'avait plus d'équivalent. Hier nous avons évoqué la BCE qui a distribué à un taux d'intérêt proche de zéro 1.000 milliards d'euros à 800 banques de l'UE, immitant la Fed qui a fabriqué des milliers de milliards de dollars qu'elle a distribué aux principales banques ou institutions financières américaines, tandis qu'aussi bien dans l'UE qu'aux Etats-Unis des milliers d'autres banques seraient privées de ce financement ou de cette facilité bancaire. La BCE et la Fed n'ont pas agi de la sorte en tirant au sort dans un chapeau les établissements qui allaient bénéficier de leur largesse.

De la même manière certaines entreprises petites ou grandes endettées voient rejeter leur demande de nouveaux prêts et sont condamnées à mettre la clé sous la porte ou à se vendre au plus offrant, à être absorbées par un concurrent plus puissant. Ce processus est lié à la baisse du taux de profit et à la concurrence sur le marché mondial, qui pour y faire face nécessite de produire toujours plus pour réaliser un volume de profit toujours plus important (ce qu'ils appellent la croissance), tout en rationalisant ou concentrant toujours davantage la production et les capitaux car tout nouvel investissement mobilise des sommes toujours plus colossales, hors de portée évidemment d'une moyenne entreprise ou d'une grande entreprise isolée ou qui n'intervient que sur un segment de l'économie.

Epurer le système bancaire et productif afin de mieux les contrôler, telle est la règle du jeu qu'ont fixée les dirigeants du capitalisme mondial, parce qu'elle indispensable pour assurer la pérennité du système capitaliste ou plutôt de l'exploitation de l'homme par l'oligarchie qui détient le pouvoir. Nous nous étions arrêté là hier.

L'injection continue de monnaie dans l'économie sert à palier les lacunes ou contradictions inhérentes au capitalisme qu'ils savent sinon condamner à l'effondrement. Leur emprise sur l'économie mondiale dépasse tout ce qu'on pouvait imaginer, lorsqu'on observe par exemple qu'ils sont parvenus à acheter et revendre (plusieurs fois) en empochant un énorme profit la production mondiale de soja avant même qu'il ait poussé ou encore 40% de l'alumimium, ce qui leur permet de spéculer à la fois à la hausse ou à la baisse sur son cours et d'être gagnant à tous les coups. Ces redoutables prédateurs ont donc acquis un pouvoir colossal avec lequel personne ne peut rivaliser, d'où la subordination totale des différents acteurs politiques à leur pouvoir.

L'injection continue de quantité phénoménale de monnaie dans l'économie sert davantage à assurer la transition vers un nouveau système économique et un nouveau modèle de société plutôt que sauver le système économique actuel et la société qui va avec, pour s'en assurer on constatera qu'au lieu de camoufler sa décomposition ou de tenter de sauver les apparences, toutes les mesures qu'ils sont amenés à prendre conduisent à amplifier cette tendance comme si elle était inévitablement condamnée à pourrir sur place, à être synonyme d'inégalités et d'injustices croissantes, au chaos ou au règne de la barbarie. Que leur nouvel ordre mondial se confonde avec cet état de putréfaction de la société ou qu'il s'en accommode, qu'il y conduise de fait, ne doit pas nous induire en erreur ou nous amener à la conclusion qu'il serait uniquement dû au vieux système capitaliste et à ses lois de fonctionnement ou ses contradictions, car ils se sont donnés les moyens de contourner ces obstacles. Cela ne règle pas tous leurs problèmes, loin s'en faut et heureusement sinon notre combat serait perdu d'avance. Disons que cela leur permet de patienter et d'avancer.

C'est tout de même étrange qu'on puisse se réclamer du matérialisme dialectique et que lorsqu'un processus dialectique est à l'oeuvre sous nos yeux, on soit incapable ou on refuse de l'admettre ou de le discerne, cette réflexion nous renvoie aux premiers paragraphes de cet article.

L'endettement d'un Etat de quelques centaines ou milliers de milliards de dollars ou d'euros selon son importance ou son poids dans l'économie mondiale à des milliers ou dizaines de milliers de milliards serait finalement du pareil au même, à aucun moment la quantité ne se transformerait en qualité, on devrait se convaincre que rien n'a changé, que le système économique est certes gangrené par la finance et la spéculation, mais que tout compte fait il serait demeuré identique à ce qu'il était il y a deux ou trois siècles. La capitalisation boursière des entreprises n'a rien à voir avec les profits qu'elles sont en mesures de dégager, à une autre époque cela aurait été suffisant pour que la confiance des investisseurs s'effondre et la Bourse avec, mais tel n'est pas le cas, au contraire elles battent record sur record. L'endettement des Etats-Unis a atteint un tel degré qu'en temps normal il aurait dû procéder à une dévaluation de sa monnaie, mais là ce ne serait pas le cas, ce ne sera pas nécessaire puisque le dollar n'a déjà plus aucune valeur ! Il n'a une valeur qu'au niveau des marchés des changes, pour le reste sa valeur est inférieur à celle du papier hygiénique. Là encore on ne voudra pas admettre que les critères qui avaient cours autrefois sont devenus obsolètes, on préfère s'y raccrocher comme une planche pourrie qui va finir par se déségréger complètement et nous entraîner vers une issue fatale. La bible du Capital en main on en est encore à faire de petits calculs sur le taux profit pour estimer la viabilité du capitalisme ou les jours qui lui reste encore à vivre, à ce compte-là ce n'est pas en jours qu'il faut compter mais en décennie, en siècle !

L'injection continue de monnaie agit sur l'économie comme un accélérateur de particules jusqu'à leur désintégration, qui ne produit pas du vide mais libère une énergie ou produit autre chose. Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, cet axiome est valable pour le système économique, pourquoi ne le serait-il pas, on est tout de même en droit de se poser cette question. Souvent on parle de sommes gigantesques d'argent qui se sont volatilisées, mais pas pour tout le monde, elles sont bien passées quelque part. Idem quand il s'agit de forces productives détruites en masse, elles ont permis à d'autres forces productives de prendre le relais qui présentent la caractéristique de produire davantage de profits ou d'accroître l'exploitation de la force de travail. Que les forces productives se transforment en forces destructrices, c'est un fait, mais elles produisent de la plus-value, du profit, demandez-le aux marchands de canons si vous n'en êtes pas convaincus, à mon avis ils n'ont rien de philanthropes. Et quand elles servent à produire d'énormes destructions, à ravager des pays entiers, elles font oeuvres utiles pour faire marcher la machine capitaliste de reconstruction source de nouveaux profits.

On ne peut donc pas se contenter du discours qui consistent à admettre qu'effectivement des dizaines et dizaines de milliers de milliards de dollars ou d'euros sont bien injectés dans l'économie sans chercher à comprendre comment cela se traduit à tous les échelons de la société, comment fonctionne de nos jours le système économique en intégrant ce facteur déterminant, sachant qu'il n'existe pas d'équivalent dans le passé. Donc toute référence en arrière nous sera d'aucune utilité pour le comprendre, il suffit juste d'observer ce qui se passe et quelle influence il a sur les autres facteurs, comment il modifie certains rapports et finalement transforme en profondeur le système économique sur le plan quantitatif et qualitatif, ainsi que les rapports à l'intérieur de la classe dominante dont on peut observer quotidiennement les tensions et contradictions.

S'agissant de notre classe, c'est très simple, il agit comme un coup de massue, un rouleau compresseur, une machine à broyer, à nous de voir maintenant si on décide de l'affronter ou si on se résout au sort qu'il nous a réservé.

Il existe un tas de dictons ou proverbes populaires consacrés au pouvoir de l'argent ou à ses vertus peu envieuses, l'argent est un bon serviteur et un mauvais maître, l'argent ne fait pas le bonheur, l'argent n'a pas d'odeur, le nerf de la guerre... Il permet de tout acheter ou corrompre ou presque, le pouvoir politique en particulier, là il existe peu d'exceptions à part les militants qui combattent résolument pour le socialisme.

Pour parvenir à instaurer un monde qui ne serait plus régit que par un règlement de police rédigé par l'oligarchie financière, car il s'agit bien de cela avec leur traité de libre-échange transatlantique et transpacifique, ils sont prêts à dépenser sans compter, ils l'ont suffisamment illustré depuis 2008, n'est-ce pas ?

On poursuivra une autre fois, pour terminer on a pu observer également que les masses pouvaient résister, que des mobilisations massives pouvaient se produire sans que cela ne change quoi que ce soit, et en règle générale il devient de plus en plus difficile de mobiliser les travailleurs.

Alors chacun y va de sa petite explication pour le justifier, pour aboutir au même constat auquel nous devrions arriver si nous écoutions les représentants de la classe dominante, c'est la fatalité, c'est ainsi, on n'y peut rien, c'est la faute à personne... Si au moins on essayait de rompre avec ce discours qui se réduit à étaler notre impuissance à changer le cours des choses ou notre ignorance, ce qui n'est pas vraiment fait pour inspirer confiance et c'est bien normal puisqu'il est creux ou incohérent, si on s'employait à essayer d'aider les travailleurs à mieux comprendre le fonctionnement du capitalisme afin d'élever leur niveau de conscience politique, peut-être qu'à un moment donné la quantité se transformant en qualité on pourrait se donner les moyens d'entrevoir la situation sous un angle nouveau dès lors qu'on pourrait y jouer un rôle déterminant. Nous n'y sommes jamais parvenus, ce n'est pas faute d'avoir essayé diront de nombreux militants, et bien dites à vos dirigeants de corriger au plus vite leur copie, qu'ils cessent de reproduire indéfiniment les mêmes erreurs en ménageant la chèvre et le choux et qu'ils tentent cette fois d'y parvenir car le temps presse, on sera toujours à vos côtés.

Le temps presse effectivement, il est 16h44, il y a quatre heures je rentrais quand j'ai croisé dans l'allée du lotissement où j'habite une jeune femme squelettique accompagnée d'une petite fille et d'un petit garçon en haillons, ils récupéraient tout ce qu'ils pouvaient revendre pour manger à midi. J'ai rempli son énorme sac de bouteilles en plastique et en verre et comme il était plein je lui ai dit de repasser dans l'après-midi pour le remplir à nouveau.

Une fois qu'ils étaient partis, avec Selvi nous nous mîmes à table l'estomac un peu serré. Elle m'a dit qu'elle lui donnerait trois saris défraîchis quand ils reviendraient, et de mon côté j'étais décidé à donner un paquet de gâteaux aux gosses et une somme d'argent à cette femme, sans doute 100 roupies, généralement les Indiens donnent une roupie. On en a parlé tout au long de notre déjeuner qui pour le coup fut envoyé rapidement. Selvi qui est pauvre m'a raconté qu'elle avait l'habitude de donner de l'argent ou de la nourriture aux miséreux et que son frère n'hésitait pas parfois à donner des centaines de roupies parce que c'est quelqu'un de très bon que ce malheur attriste profondément.

Des expériences comme celle-là on en vit très souvent ici, chaque fois qu'on va en ville on croise des miséreux. Pour finir cette femme n'est pas revenue et je m'en veux de ne pas lui avoir donné quelque chose, elle a dû être refoulée par le gardien posté à l'entrée du lotissement, je le connais bien, il est très con, il est pauvre et il n'aime pas les plus pauvres que lui, mon père était pareil.

Nouvelles du bled.

Cette info confirme ce que j'avais écrit au moment de la nomination de Modi du BJP comme Premier ministre. S'il n'entraine par l'Inde dans une confrontation militaire avec le Pakistan, ce sera uniquement parce que les Chinois avec lesquels l'Inde s'est rapprochée ne le souhaite pas, l'Inde de son côté ne pouvant pas se permettre de se couper d'un partenaire économique aussi déterminant pour son économie ou ses échanges commerciaux.

En même temps, les deux pays n'ayant jamais définitivement résolus les motifs de conflits qui les opposaient, Modi ne peut pas non plus se permettre politiquement de trop facilement céder face à la Chine sachant qu'elle soutient le Pakistan, tandis que les Etats-Unis et l'UE soutiennent l'Inde.

L'Inde et Modi sont pris dans un étau et doivent avoir deux fers sur le feu pour alternativement selon la situation et les enjeux se servir de l'un ou l'autre pour préserver le fragile équilibre qui existe dans leurs relations avec les différents pays dont l'économie indienne dépend, y compris la Russie.

- L'Inde renonce à des discussions de paix avec le Pakistan - Reuters

L'Inde a annoncé lundi qu'elle ne participerait pas aux discussions de paix qui devaient avoir lieu lundi prochain avec le Pakistan, mettant un brutal coup d'arrêt aux efforts diplomatiques pour renouer les relations entre les deux pays.

Le gouvernement indien a justifié sa décision en reprochant aux autorités pakistanaises de vouloir consulter les séparatistes du Cachemire avant la rencontre qui devait se dérouler à Islamabad. Reuters 18.08

Ici comme en Europe ou partout dans le monde on est submergé de produits made in China, ils concurrencent l'Inde dans des secteurs économiques qui jusqu'à présent étaient réservés à l'industrie indienne, bien d'équipement en tous genres notamment.

Lorsque récemment j'ai dû remplacé deux ventilateurs de fabrication indienne, j'avais le choix entre plusieurs modèles de différentes marques fabriqués en Inde et d'autres fabriqués en Chine, à prix égal j'ai opté pour Havells fabriqués en Chine parce que leur finition semblait mieux soignée.

Le chiffre du jour.

- Gaza: 2.016 Palestiniens ont été tués depuis début juillet - 20minutes.fr

Ukraine. Des lecteurs du Monde désabusés et pas seulement.

- Tetiana Tchornovol, la responsable anticorruption du gouvernement ukrainien démissionne. - lemonde.fr

Elle est l'une des figures de la révolution ukrainienne de la place Maïdan. Tetiana Tchornovol, responsable au sein du gouvernement ukrainien de la lutte contre la corruption, a annoncé sa démission lundi 18 août. Journaliste et manifestante de premier plan dans le combat pour la démission du président Viktor Ianoukovitch, elle avait été nommée au bureau anticorruption en février. Sur son blog hébergé par le journal en ligne Ukraïnska Pravda, elle dénonce un manque de bonne volonté du nouveau gouvernement dans la lutte contre la corruption.

« *Je voulais faire des choses utiles pour l'Ukraine. Maintenant je comprends que ma présence [au gouvernement] était vaine.* »

Tetiana Tchornovol était devenue célèbre grâce à ses enquêtes sur la corruption du régime de M. Ianoukovitch. Ses articles sur les résidences de luxe de l'ancien président avaient connu un important succès.

En mars, Tetiana Tchornovol se disait déjà perdue dans les rouages de l'administration, sans équipe, sans pouvoirs réels, démunie face au « dragon » de la corruption et critiquée par ses anciens camarades.

Chargée de travailler sur la liquidation des avoirs du clan Ianoukovitch, notamment d'immenses stocks d'hydrocarbures, la jeune femme de 32 ans avait été déçue de voir la corruption toujours présente au sein du nouveau gouvernement. Elle déclarait alors :

« *Tout en haut de l'échelle, la volonté politique est là, mais beaucoup de fonctionnaires et de politiques sont restés en place. Les anciens schémas de corruption, surtout, perdurent, même si la voracité n'a plus rien à voir avec l'époque Ianoukovitch. Il faudrait remplacer les hommes, mais où trouver les personnes assez expérimentées pour leur succéder ? Quant à la corruption, elle profite à trop de monde, y compris au sein du nouveau pouvoir.* » lemonde.fr 18.08

Sans blaque, il serait aussi pourri que le précédent ou pire encore ? Mais alors on s'est servi de vous, on vous a instrumentalisée.

Voilà à quoi conduit l'absence d'esprit critique qui consiste à croire les discours qui ont été conçus pour vous berner, dès lors qu'ils contenaient ce que vous vous vouliez entendre sans vous poser davantage de questions sur leus auteurs, cette simple question aurait suffit à vous en détourner et à comprendre leur objet véritable.

Sans conscience politique on sera forcément manipulé un jour ou l'autre, c'est ce qu'il faut se dire, d'où notre combat inlassable pour mettre à la disposition des travailleurs ou des militants qui nous lisent, les instruments ou une méthode pour en acquérir une ou déjouer les pièges qui leur sont tendus, les aider à se poser les bonnes questions qui leur permettront de se forger librement leurs propres convictions.

Nous poussons même l'exigence ou la rigueur, l'honnêteté, jusqu'à refuser qu'ils nous fassent confiance ou adhèrent aveuglément à nos analyses ou idées, nous n'avons cessé de le répéter à intervalles réguliers. Les éléments que nous leur fournissons ont pour unique objectif de leur donner des points de repères afin de les aider à se guider parmi toutes les informations et analyses qui existent, c'est ensuite à eux d'en faire un bon usage,. En aucun cas il ne saurait être question de leur imposer quoi que ce soit, c'est un principe sur lequel nous serons toujours intransigeant, ils peuvent servir à les orienter, mais c'est à eux de se forger leur propre orientation politique ou d'interpréter la situation, personne ne peut ou ne doit se sustituer à eux pour faire ce travail, dans le cas contraire il est impossible de progresser et d'acquérir un véritable esprit critique, libre, même si c'est un grand mot.

Commentaire d'internautes abonnés au journal Le Monde

1- "*Qui a parle de "division blindee"? Vous aurez noté (si vous avez pris la peine de lire l'article) que la démissionnaire est surtout confrontée aux relents tenaces des habitudes Ianukovitchiennes. Mais tant que ça "sent l'intox de la CIA", c'est le principal.* "

2- "Monsieur : allez donc relire le Monde.fr de Samedi et Dimanche matin et vous y verrez reprendre comme pain béni que Kiev affirmait urbi et orbi avoir détruit une division blindée russe en Ukraine. Cher lecteur ce n'est pas parce que pour vous l'actualité démarre le lundi matin qu'il faut imprudemment railler ceux qui s'informent de façon continue."

3- "*Tient donc, alors que l'ont nous rebat les oreilles avec les qualités du gouvernement de Kiev et présente Poutine comme le grand Satan, curieux non ? Serions-nous mal informés ? Au fait on n'a toujours pas retrouvé le premier boulon de cette division blindée russe que Kiev prétendait avoir détruite samedi, curieux non ? Ca sent l'intox de la CIA tout cela, ce qui n'empêche pas Poutine d'être aussi un corrompu. Le Monde devrait recouper ses infos avant de lancer des relents d'intox* ."

4- "*Par conséquent, l'armée régulière ukrainienne est tout entière une espèce de milice fasciste qui va procéder d'un moment à l'autre à l'épuration ethnique des russophones. D'info intéressante en info encore plus intéressante, on progresse dans les écrans*

de fumée et le n'importe quoi. Autre info intéressante en provenance de Kiev: Le mouvement néonazi Pravy Sector qui avait lancé un ultimatum au ministère de l'Intérieur en menaçant d'organiser une marche armée sur Kiev pour que soient abandonnées les poursuites contre certains de ses membres et pour récupérer des armes "injustement confisquées" a obtenu satisfaction et va collaborer avec le ministère "en vue de protéger l'Ukraine contre la menace terroriste'"

5- "*On nous aurait menti ? C'est pas les gentils à Kiev!* "

6- "*On se croirait parmi nos banksters, nos kleptocrates, nos ploutocrates et nos évadés fiscaux.*"

7- "*Depuis le début je pense qu'il est absurde de soutenir le gouvernement de Kiev. C'est encore un de ces coups fourrés concoctés par la CIA, dont on connaît l'efficacité depuis le Vietnam en passant par l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, et la Syrie.* "

ACTUALITÉ DU JOUR

Une imposture peut en cacher une autre. Concours d'hypocrisie.

- Conjoncture: haro sur le gouvernement mais peu d'idées alternatives - AFP

Partis, syndicats, patronat critiquent la poursuite des choix économiques du gouvernement mais aucune idée alternative ne semble émerger, chacun renvoyant à l'Europe la responsabilité de la situation et le soin de lui trouver une solution.

Tous, y compris le responsable de Force ouvrière Jean-Claude Mailly, s'accordent sur une chose: c'est à l'échelle européenne que se trouve la plus grande part de la responsabilité d'une situation si dégradée. Et c'est donc à l'Europe de trouver la solution.

L'ancien ministre UMP Xavier Bertrand "*plaide (...) pour obtenir une nouvelle orientation monétaire et économique de l'Europe*"

Pour Mme Lienemann : "*On ne peut pas continuer à faire en sorte que l'Allemagne décide toute seule, en fonction d'abord de ses propres intérêts*". AFP 18.08

Il faut leur déclarer la guerre !

Heureusement que le gouvernement et le patronat n'y sont pour rien !

- "*La croissance est nulle*", "*les dirigeants aussi*", ironisent les éditorialistes - AFP

On retiendra que "*la véritable crise est celle de l'offre politique. La situation justifierait pleinement un gouvernement d'union nationale, privilégiant le courage de l'action sur les ambitions personnelles.*" de Jacques Camus (Groupe Centre France). Traduction : Ayez le courage de vous sacrifiez-vous en appliquant la politique dictée par Bruxelles et le FMI et réclamée par le Medef. AFP 18.08

- Le «*New York Times*» étrille la politique économique européenne - Liberation.fr

Il conseille de laisser filer le déficit et la dette qui sert de prétexte aux "*réformes structurelles*" qu'il appelle à amplifier, précisant pour «*faciliter le licenciement des salariés*». Liberation.fr 18.08

Ils envoient l'armée pour contenir la population qui réclame justice.

- Etats-Unis: le jeune Noir de Ferguson abattu d'au moins six balles - AFP

Michael Brown, le jeune Noir abattu par un policier à Ferguson (Missouri), a été atteint par au moins six balles, dont une fatale à la tête, mais ne présente pas de trace de lutte, selon les résultats préliminaires d'une autopsie demandée par la famille.

Selon Michael M. Baden, le légiste mandaté par la famille du jeune homme, aucun résidu de poudre n'a été relevé sur la peau Michael Brown ce qui signifie que l'arme se trouvait "*au moins à plus de 30 à 60 centimètres*", a-t-il ajouté. AFP 18.08

Reuters rectifie et précise :

Reuters - Le jeune homme a été atteint de deux balles à la tête, l'une au sommet du crâne et l'autre qui est ressortie près de son oeil droit.

"*Sa tête était tournée vers le bas*", a expliqué Daryl Parks, l'avocat de la famille de l'adolescent. "*Compte tenu de la nature des faits, cet officier de police devrait être arrêté*".

La famille de Michael Brown a appelé à des manifestations pacifiques et à un arrêt des violences alors que les forces de l'ordre sont accusées d'avoir fait usage d'une force excessive contre les protestataires.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé les autorités américaines à garantir le respect des droits des manifestants.

"*Il (Ban) appelle toutes les parties à faire preuve de retenue, et pour les responsables des forces de l'ordre à respecter les critères américains et internationaux face aux manifestants*", précise Stephane Dujarric, porte-parole de secrétaire général. Reuters 18.08

Les deux dernières balles tirées à la tête avait de toute évidence vocation à achever ou tuer ce jeune homme, alors que déjà atteint de quatre balles il ne présentait aucune menace pour ce policier.

Dès lors les faits établis sont suffisamment explicites pour accuser le policier d'assassinat, toute discussion inutile ou déplacée, ce qui n'est évidemment pas l'avis d'Obama qui a déclaré "*avec insistance qu'il entendait rester "prudent" sur le fond du dossier tant que l'enquête était en cours*" (AFP), du gouverneur et de la police, qui laisse planer le doute que la victime serait finalement le coupable, de quoi d'avoir eu le malheur de croiser un flic raciste à la gâchette facile.

Les autorités de cet Etat policier ne supportent que les manifestations qui ne remettent pas en cause leur régime ou qu'elles ont inflitrés, qu'elles ont elles-mêmes organisées ou encore dont l'orientation est conforme à leur politique.

Comme toujours Obama recourt au double langage pour justifier l'usage de la force contre le plus faible.

S'exprimant dans la soirée, le président Barack Obama a une nouvelle fois mis en garde lundi contre un usage excessif de la force face aux manifestant. « *Il est clair que l'immense majorité des gens manifestent pacifiquement. Je surveillerai dans les jours qui viennent que [la garde nationale] aide plutôt qu'elle n'aggrave la situation à Ferguson* », a-t-il prévenu.

M. Obama a par ailleurs mis en garde ceux parmi les manifestants qui auraient recours à la violence :

« *Si je comprends les passions et la colère nées de la mort de Michael Brown (...) piller [des magasins] ou attaquer la police ne peut que contribuer à faire monter les tensions, cela affaiblit la justice plutôt que cela ne la renforce.* »

Ferguson a connu sa pire nuit d'affrontements dans la nuit de dimanche à lundi. Le quartier général de la police a en particulier été « *la cible d'une attaque coordonnée* », et des projectiles ont été lancés sur des policiers. lemonde.fr 18.08

L'emploi de la force est légitime lorsque ce sont les puissants ou l'Etat qui en fait usage, Israël par exemple.

Maquillage diplomatique. La fausse piste du "***braquage***" réalisé par de vulgaires voyous.

Car le mode opération utilisé et les informations précises dont ils disposaient tendent à prouver qu'il s'agirait plutôt d'un règlement de compte au sommet de la monarchie saoudienne.

- Spectaculaire braquage d'un convoi d'un prince saoudien à Paris - AFP

"*C'est assez inédit comme braquage, ils étaient manifestement bien informés, c'est vrai que c'est assez rare comme mode opératoire*", selon la source policière.

"*S'ils étaient à la recherche de documents sensibles, l'affaire change de nature. On ne serait alors plus face à du grand banditisme, mais à quelque chose de plus complexe*", a confié un enquêteur.

Les premiers éléments recueillis accréditent la thèse de braqueurs "*assez aguerris*", et manifestement "*au courant de ce qu'ils allaient trouver en s'attaquant à cette voiture et non aux autres*", a-t-il expliqué.

"*Nous avons sans doute affaire à une bonne équipe de voyous lourdement armés et déterminés. Malheureusement une fois de plus*

on peut constater que ces individus n'ont aucunement peur de la police et des conséquences de leurs actes", a estimé Frédéric Lagache, secrétaire général adjoint d'Alliance, deuxième syndicat des gardiens de la paix. AFP 18.08

Sinon à quoi bon ?

- Grande-Bretagne: les grands patrons gagnent 143 fois plus que leurs employés - AFP

"*Ces données montrent la hausse incroyable des rémunérations des dirigeants en comparaison de la plupart des travailleurs britanniques depuis trois décennies*", a souligné le think-tank High Pay Centre en diffusant ce rapport.

En 1998, l'écart de rémunération n'était "*que*" de 1 à 47, a ajouté cette association indépendante.

Pour parvenir à ce résultat, elle a comparé, pour chaque entreprise cotée à l'indice FTSE-100, la rémunération totale déclarée du directeur général (éléments variables compris) avec le salaire moyen des employés de la société.

Le directeur général du groupe de restauration collective Compass, Richard Cousins, a ainsi gagné en 2013 quelque 5,5 millions de livres (6,85 millions d'euros), 418 fois le salaire moyen d'un employé du groupe.

Celui du brasseur SABMiller, Alan Clark, a encaissé 6,5 millions de livres (8,1 millions d'euros), 360 fois la paye moyenne d'un salarié sous sa responsabilité.

"*Les statistiques officielles montrent que les salaires des travailleurs ordinaires diminuent, mais tout le monde ne souffre pas*", a pointé Deborah Hargreaves, la directrice du High Pay Centre.

En juin, les salaires (hors bonus) des Britanniques ont progressé de 0,6% sur un an, beaucoup moins que l'inflation (1,9% en juin), ce qui a entraîné une diminution de leur pouvoir d'achat.

La rémunération des dirigeants - qui comprend le salaire, plus les bonus et autres éléments variables - est déclarée par les entreprises cotées dans leur rapport annuel.

Pour le salaire moyen des employés, l'association High Pay Centre a utilisé les données publiées par le cabinet Pensions and Investment Research Consultants (PIRC). AFP 18.08

En complément

- Bonnes perspectives de dividendes en Europe malgré la conjoncture - Reuters

Heureusement encore avec les risques qu'ils prennent, enfin !

ACTUALITE EN TITRES

Qui en douterait ?

- Le pacte de responsabilité est la bonne solution, juge Gattaz - Reuters

Peut-être celle qui les relie à leur bourse, mais pas celle qui les relie au capitalisme.

- Thierry Mandon accuse les "*frondeurs*" PS de "*couper la corde de la cordée*" - AFP

Les proies faciles du régime.

- «*À part la radio et la télévision, je n'ai pas de contact*» - LeFigaro.fr

D'après la dernière étude de la Fondation de France, cinq millions de personnes sont aujourd'hui touchées par l'isolement et la solitude.

Selon l'étude annuelle de la Fondation de France, cinq millions de Français souffrent de la solitude, soit un million de plus qu'en 2010. Les personnes âgées sont particulièrement touchées: si 16% des plus de 75 ans étaient seuls en 2010, ils sont désormais 27%, notamment suite au décès de leur conjoint, une perte d'autonomie et/ou à l'éloignement de leurs enfants. LeFigaro.fr 18.08

La diabolisation du musulman et de l'islam continue, la guerre au Moyen-Orient aussi. Ceci explique cela.

- Un ingénieur musulman a-t-il été victime de discrimination dans une centrale nucléaire ? - Francetv info

Etre musulman, c'est pire qu'une tare, une menace permanente !

- L'Observatoire contre l'islamophobie outré par la tribune de Morano sur la femme voilée à la plage - 20minutes.fr

Le wahhabisme est une provocation permanente encouragée par les communautarisme de tous poils qui l'instrumentalisent, y compris à l'UMP.

- Irak: le pape François prêt à se rendre sur place "*si nécessaire*" - L'Express.fr

Est-il blindé contre le Coran au moins ?

- Irak : « *Pour beaucoup d'Arabes, ici, l'Etat islamique n'est pas un mouvement terroriste* » - LeMonde.fr

Les Arabes : Des terroristes en puissance !

- Irak : « *Il faut intervenir pour sécuriser les villes chrétiennes* » - LeFigaro.fr

Que les autres crèvent, de préférence les musulmans ! Sans être demandeur faut-il préciser, vous vous en doutiez.

La guerre de l'Empire.

- Irak: offensive kurde contre les jihadistes, raids américains accrus - AFP

- Gaza : la trêve prolongée de vingt-quatre heures entre Israël et le Hamas - LeMonde.fr

- Emeutes à Ferguson: le recours à l'armée doit être limité, prévient Barack Obama - lexpress.fr

- Ukraine: Porochenko revoit sa tactique militaire, "*des dizaines*" de réfugiés tués - AFP

- Les raids de Tripoli, en Libye, revendiqués par le général Haftar - Reuters

A la manoeuvre pour camoufler leur véritable intention : La partition ou diparition de l'Irak.

- Irak : 15 attaques aériennes américaines lundi contre l'État islamique - LePoint.fr -

- Irak : l'État islamique subit un très important revers - LePoint.fr

Vraiment ?

- L'Etat islamique prêt à noyer les Etats-Unis "*dans le sang*" - Reuters

L'Etat islamique a adressé lundi un message vidéo dans lequel il affirme être prêt à s'en prendre à des cibles américaines "*n'importe où*" si les raids aériens menés par l'US Air Force atteignaient ses militants. Reuters 18.08

Il faut donc en déduire que ces "*raids aériens*" n'ont pas entraîné la perte de nombreux mercenaires d'EI...

Haut de page

Le 21 août 2014

CAUSERIE

Gaza infos.

- Quelques centaines de manifestants pro-Gaza réunis aux Invalides à Paris - AFP

- Ouverture d'une enquête après la manif propalestinienne interdite à Sarcelles - AFP

- François Hollande prône "*la sécurité d'Israël*" et une "*solution pour Gaza*" Francetv info

Dans son interview donnée au Monde, mercredi 20 août. Le chef de l'Etat prône "*la sécurité d'Israël, la protection des civils et la nécessité de trouver une solution pour Gaza*".

François Hollande estime en outre que "*l'objectif doit être une démilitarisation et en même temps une levée du blocus*" et que la bande de Gaza "*ne doit être ni une prison à ciel ouvert ni une base armée. Sinon, les mêmes causes produiront les mêmes effets.*"

Il reprend la principale revendication israélienne, la "*démilitarisation*" des Palestiniens, mais pas d'Israël, le même discours avait été tenu à propos de la Syrie qui devait détruire ses armes chimiques mais pas l'Etat sioniste.

La cause de cet affrontement n'est pas l'occupation de la Palestine par les sionistes et le blocus de Gaza, mais la résistance armée du peuple palestinien, c'est le discours de Netanyahu et Obama. Francetv info 20.08

- Gaza: Washington « *très inquiet* » d'une rupture du cessez-le-feu, accuse le Hamas - 20minutes.fr

- Le Hamas revendique des tirs de roquette, Israël riposte en frappant - Gaza LeFigaro.fr

- Gaza: Trois roquettes atteignent Israël pendant la trêve, l'armée israélienne riposte - 20minutes.fr

- Maroc : un juif crie sa colère contre Israël dans la rue french.irib.ir

Un juif marocain de Marrakech a souhaité exprimé son dégoût vis-à-vis de la politique israélienne menée à Gaza en sortant dans la rue et en criant son désaccord. « *Israël terroriste. Ils tuent nos frères arabes en Palestine* ». IRIB- L'homme âgée de 49 ans se prénomme Michel, il réside dans le quartier juif de la ville.

En dénonçant ouvertement Tsahal, l'homme a surpris ses voisins plutôt habitués au silence sur la question palestinienne.

« *Israël terroriste ! Ils ont tué des enfants, des femmes et des vieillards* » avant d'ajouter : « *Ceci n'est pas cautionné par la religion* » rapporte les journaux arabophones.

L'homme que les habitants n'arrivaient pas à faire taire a continué à crier dans la rue pour exprimer sa répulsion devant les massacres d'innocents à Gaza.

« *Celui qui soutient l'agression contre les palestiniens n'est pas juif ! Je me désavoue d'eux !* »

La police est rapidement intervenue et a embarqué le courageux qui semblait en avoir assez de se taire devant tant d'injustice. Les policiers l'ont interrogé au poste de police avant de prendre contact avec le président de la communauté juive de Marrakech. Ce dernier s'est déplacé afin de récupérer Michel qui semblait avoir retrouvé son calme. Selon le président de la communauté juive de la ville, Michel traverse une crise psychologique profonde. Son dégoût devant les horreurs semblent l'avoir profondément marqué. french.irib.ir 20.08

- Gaza : l’ONU va enquêter, la Cour Pénale Internationale refuse la plainte palestinienne - french.irib.ir

Une commission internationale d'experts chargés d'enquêter sur les crimes de guerre israéliens a été constituée par les Nations unies. Elle aura pour tâche d'étudier les nombreuses violations des droits de l'homme commis durant l'offensive militaire à Gaza, toujours en cours.

L'ONU enquête une fois de plus.

Dans un communiqué, l'ONU indique que la commission sera dirigée par William Schabas, un professeur canadien en droit international. Elle devra enquêter sur « *les violations du droit international commises dans le territoire palestinien occupé, notamment à Gaza, dans le contexte des opérations militaires menées depuis le 13 juin 2014* ».

William Schabas sera assisté par le sénégalais Doudou Diène, ancien rapporteur spécial des Nations unies, expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire et accessoirement personnalité détestée par l'islamophobie française comme Riposte laïque.

Anecdote oblige, l'avocate libano-britannique et fiancée de George Clooney Amal Alamuddin a refusé de participer à la commission sous prétexte qu'elle aurait « *trop de dossiers en cours* ».

La CPI ferme ses portes.

Parallèlement, la Cour Pénale Internationale (CPI) a déclaré qu'elle ne transmettra pas la plainte que le ministre de la justice palestinien, M. Saleem Al Saqqa, avait déposé le 25 juillet 2014 pour crimes de guerre à Gaza. La plainte ayant été initiée en 2009 et la Palestine ayant accédé en 2012 au titre d'État non membre de l'ONU, Mme la procureure a estimé qu'elle n'était plus valable.

Pourtant, le statut de la CPI ne stipule pas qu'il faille obligatoirement avoir signé la procédure d'adhésion pour recourir à ses services, qui a pour mission de permettre aux victimes de crimes de guerre de pouvoir faire juger leurs bourreaux...

La Palestine est sous occupation militaire. Illogiquement, la Cour Pénale Internationale interdit à la Palestine d'intenter une action en justice contre l'oppresseur qui, justement, l'empêche d'exercer sa souveraineté et son pouvoir. Plus grave, cette décision met durablement en danger la population palestinienne, renforçant le sentiment d'impunité de l'état sioniste.

La commission des Nations unies doit rendre ses conclusions en mars 2015 devant le Conseil des droits de l'homme. D'ici là, une partie de la population palestinienne sous enclave aura donc tout le temps de mourir sous les bombardements et les privations. Le monde attend-il désormais autre chose que de tièdes condamnations de la part de l'ONU ?

Déjà, Israël balaie d'un geste l'enquête à venir : « *Cela fait des années que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU s'est transformé en un Conseil des droits des terroristes dont les pseudo-investigations sont déterminées par avance* » a affirmé Yigal Palmor, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qualifiant la commission de « *tribunal fantoche* ». french.irib.ir 19.08

- La victoire à Gaza, une illusion des sionistes - french.irib.ir

Le ministre israélien des Affaires intérieures, Gédéon Saer l'indique et il a bien raison :

« *Quiconque croirait à une victoire israélienne dans la guerre à Gaza, n'a a rien fait que de se faire illusion.* » ! Il est vrai que l'armée israélienne n'a pas pu réaliser, durant les 30 jours d'agressions et frappes contre Gaza, même un seul de ses objectifs dont et notamment l'élimination de la Résistance à Gaza. Par contre, la résistance et la solidarité du peuple palestinien face aux sionistes ont fini par conduire les autorités israéliennes à reconnaître leur échec à Gaza d'autant plus que le monde exprime, toujours, sa répugnance envers le bellicisme israélien, réclament le jugement des dirigeants de cette entité par un tribunal international.

Dans la foulée, les critiques se multiplient au sein du cabinet du régime sioniste. Le ministre des Affaires intérieures, Gédéon Saer n'est pas le premier ni le seul à dénoncer cette guerre et durcir le ton contre le Premier ministre Benyamin Netanyahu. D'autres ministres tels qu'Amir Peretz, Uuri Ariel et Uzi Landau, respectivement ministre de l'Environnement, du Logement et du Tourisme avaient déjà confirmé l'échec d'Israël à Gaza, appelant Netanyahu à mettre fin à son aventurisme pour ne pas affaiblir encore plus l'armée israélienne. Il va de soi que l'armée ô combien puissante du régime sioniste a été vaincu devant un groupe milicien dans une petite zone bouclée. « *Les dégâts et les pertes infligés par le Hamas à l'armée israélienne ont nettement terni l'image de Tel-Aviv dans le monde* », affirme le ministre israélien, Gédéon Saer pour lequel « *les dégâts causés à l'armée israélienne n'ont fait que ridiculiser Israël et son armée aux yeux du monde. Furieux, le ministre a qualifié les récents évènements de " ridicule spectacle*" en se posant la question que le monde pro-israélien ne cesse de se poser : " *Comment la puissante armée israélienne n'a-t-elle pu vaincre une toute petite milice (Hamas) ?*" La situation n'est pas mieux chez la population israélienne elle-même.

Selon les sondages, 77% des habitants des territoires occupés qualifient de vaincue l'armée israélienne. L'armée israélienne essaie de leurrer l'opinion publique israélienne en lui suggérant que la mission de la destruction des tunnels frontaliers à Gaza a été bien accomplie. Le Hamas a pourtant tourné des films dans ces tunnels et il les a projeté sur les grands et petits écrans, mettant ainsi en scène les mensonges des autorités israéliennes. Il est vrai que la guerre contre Gaza a laissé dans son sillage presque 2000 morts en martyre, des dizaines de milliers de blessés et plus de 200.000 déplacés parmi les Palestiniens, et détruit d'innombrables maisons, écoles, hôpitaux, mosquées et champs agricoles, des catastrophes que l'émissaire de l'ONU

pour le Moyen-Orient, Robert Serry juge « horribles », le régime sioniste reste, pourtant, le grand perdant de la guerre contre Gaza. french.irib.ir 20.08

- Qassam frappe les sites gaziers d'Israël en mer - french.irib.ir

Chose inouie ! Pour la première fois, depuis le début de l'offensive israélienne contre Gaza, les brigades Qassam ont attaqué, à coup de missiles, les installations gazières d'Israël, en Méditerranée !! Il s'agit de sites gaziers off-shore et in shore. Selon Al-Mayadin, qui rapporte cette information, Qassam affirme que l'attaque est une riposte "*au raid sauvage visant, mardi après -midi, les zones d'habitation de Gaza et qui a causé la mort de dizaines de Palestiniens innocents*".

Les brigades Qassam affirment avoir tiré deux missiles Qassam contre les installations gazières israéliennes. Dans le même temps, la base militaire Faja, située dans la colonie d'Ashkol, a été prise pour cible de roquettes 120. Les brigades Qassam revendiquent le tir de roquettes contre Tel-Aviv, Qods, l'aéroport Ben gourion, Krat Melachi, Netevot, Beer Sheva, Al Majdoul et Sderot.

Dans leur communiqué, les brigades Qassam affirment que "*l'attaque constitue une riposte à la violation de la trêve et aux crimes commis contre les Palestiniens*". "*C'est notre première réponse aux crimes de l'ennemi qui va payer très cher son offensive*". french.irib.ir 20.08

- Israël: Des dizaines d'usines risquent la fermeture - french.irib.ir

Selon le journal israélien Maariv , des dizaines d'usines en Israël risquent de fermer leurs portes. " *le boycott des produits israéliens par l'Union européenne risquent de pousser des usines à déposer leur bilan. l'Europe refuse désormais d'importer les produits laitiers en provenance des colonies israéliennes . Au moins les activités de 80 usines sont en danger, affirme le journal. Selon le directeur du département des produits laitiers au ministère israélien de l'agriculture, les exportations israéliennes vers l'Europe cesseront dès le mois de septembre*".

L'union européenne a annoncé vouloir poublier une liste des marchandises en provenance des colonies, construites dans les territoires palestiniens pour que les Européens évitent de les acheter. " *certes , les pertes infligées à Israël dans la foulée de ce boycott dépasse à peine les 30 millions de dollars mais le principal danger consiste à voir ce boycott s'étendre à d'autres produits issus de ces colonies*", fait remarquer le journal.

L'expert israélien en économie Mahand Akal qualifie de son côté la décision européenne "*de très courageuse . Outre la fermeture possible de ces 80 usines, Israël se trouve confronté au risque d'un boycott touchant des dizaines d'autres secteurs de l'économie. Ce sera une décision qui déclenchera une dynamique contre productive pour la classe dirigeante dans la mesure où les hommes d'affaires finiront par exercer des pressions sur les politiciens pour qu'ils parviennent à un compromis avec les palestiniens*". french.irib.ir 16.08

- Israël dénonce le Qatar - french.irib.ir

Le Qatar est le principal soutien au terrorisme au Moyen Orient, a affirmé l'ambassadeur du régime sioniste auprès des Nations Unis.

Tout en dénonçant les prises de position du Qatar, l'ambassadeur du régime sioniste auprès des Nations Unis a considéré ce pays comme principal protecteur du terrorisme au Moyen orient. "*Le Qatar soutient le Hamas qui poursuit ses crimes*", a dit le diplomate .

Et ce alors qu'auparavant, Avigdor Liberman, ministre des affaires étrangères du régime sioniste avait demandé l'arrêt des activités de la chaine d'al-Jazira à Tel Aviv pour avoir soutenu financièrement le terrorisme au Moyen Orient. « *al-Jazira ne fait pas un travail journalistique mais un lavage de cerveaux*», avait dit Avigdor Lieberman. french.irib.ir 16.08

- Le Mossad espionne l'Algérie depuis la Tunisie - french.irib.ir

Des rapports tunisiens ont dévoilé que le service de renseignements Israélien « *le Mossad* » suit de prêt la situation en Algérie depuis la capitale tunisienne « *Tunis* ».

Echorouk a appris d'une source bien informée que le service de renseignements Israélien « *le Mossad* » a fait de la capitale tunisienne un centre d'espionnage de l'Algérie, et qu'il détermine ses cibles depuis ce pays.

Selon nos sources, le Mossad Israélien en Tunisie se base sur trois cibles potentielles, en comptant sur l'installation d'un réseau de sabotage et de propagande et de la surveillance de ce qui se passe en Algérie et en Libye, en plus du contrôle et la surveillance de ce qui reste de l'activité des palestiniens en Tunisie et le contrôle des mouvements islamistes et Salafistes.

Le Mossad a travaillé en collaboration avec l'Agence centrale de renseignement, CIA, à relancer l'activité du réseau de ses espions en Tunisie poste révolution. a réussi à créer des « *pépins* » en Tunisie avant et après la révolution, dans le but de bloquer toute initiative visant à établir des alliances stratégiques avec des parties qualifiées par Israël d'alliances stratégiques avec des parties considérées par Israël et les Etats-Unis d'insoumises, faisant allusion aux islamistes et nationales.

Le directeur de l'Institut Arabe des études stratégiques en Suisse, Riad Saidaoui,lors d'une déclaration accordée à Echorouk que le Mosad et la CIA se vengeront de l'armée qui a marqué son triomphe en 1973,débutant par l'Armée iraquienne suivie par l'exécution de Sadam Hussein. french.irib.ir 20.08

ACTUALITE EN TITRES

Ils auront changé trois fois de version en trois semaines !

- La Fed souligne la nette amélioration du marché du travail aux USA - Reuters

Pour les affaires, toute chose a du bon, surtout la guerre.

- New York: le pétrole termine à son plus bas depuis janvier - AFP

- Pétrole: le plus grand terminal libyen de nouveau opérationnel - AFP

Le terminal pétrolier d'al-Sedra, le plus grand de Libye fermé depuis plus d'un an, est redevenu opérationnel mercredi avec le début du chargement d'un supertanker, a annoncé la compagnie nationale pétrolière NOC. AFP 20.08

Epuration du système bancaire à l'échelle mondiale. Les BRICS visés.

- Moody's baisse les notes des 4 principales banques sud-africaines - AFP

Ils rament...

- La rentrée des partis: quasi tous à la peine, hormis le FN - AFP

- Harlem Désir au secours de Morano et au pilori socialiste - Liberation.fr

- PS : les frondeurs n'ont pas désarmé face à l'exécutif - LeFigaro.fr

Enfumage et confirmation.

- Hollande lance sa contre-offensive avec une batterie d'initiatives tous azimuts - AFP

- Il réaffirme le "*cap*" du pacte de responsabilité...

Le chef de l'Etat entend "*accélérer les réformes*" et "*aller plus vite et plus loin*"... AFP 20.08

Et le Medef alors ?

- Cécile Duflot épingle François Hollande, "*président de personne*" - Reuters

- Seuils sociaux: Hollande presse les syndicats d'accepter un assouplissement - AFP

- Polémique à gauche autour des seuils sociaux - LeMonde.fr

Prière de ne surtout pas les croire sur parole.

- Cosse (EELV) refuse de "*dire amen*" à la politique du PS - AFP

- Déclarations d'intérêts: Jean-Vincent Placé a omis de déclarer une société - 20minutes.fr

Un «*oubli*» bien malheureux. Le sénateur EELV Jean-Vincent Placé a oublié de déclarer une société de conseils à la Haute Autorité de transparence de la vie publique, rapporte Le Point ce mercredi.

Le Point dit avoir identifié une société de conseil, une SARL créée en 1996 avec Antoine Casini, un autre élu, et baptisée Norcomm, lui appartenant.

L'élu, interrogé sur cette omission, a indiqué avoir «*oublié*» l'existence de cette société, qui n'aurait eu «*aucune activité*» et «*aucun client*». Il ajoute qu'il va au plus vite la liquider. «*Je pense qu'il vaut mieux dissoudre ce truc qui n'a pas eu d'activité en dix-sept ans...*» Pourtant, selon les documents publiés par Le Point, la société a, en 2000, généré un chiffre d'affaires de 120.000 euros.

En complément. Crash annoncé.

- Martine Billard: «*Il faut une grande clarification pour que le Front de gauche prenne son envol*» - 20minutes.fr

Comment clarifier le pire opportunisme qui soit ? En s'enfonçant toujours un peu plus dans des contradictions sans fin qui constituent la meilleure clarification qui soit !

Ils se confondent en justifications.

- Pour les Kurdes irakiens, les jihadistes sont "*pires que Saddam*" - AFP

- Obama : l'État islamique n'a "*pas sa place au XXIe siècle*" - LePoint.fr

L'impérialisme américain non plus!

- François Hollande propose "*une conférence sur la sécurité en Irak et la lutte contre l'Etat islamique*" - Francetv info

Qu'il a armé en Syrie !

- L'Allemagne se prépare à envoyer des armes en Irak contre les islamistes - LeFigaro.fr

- Plus de 50 000 combattants au service de l'État islamique - LePoint.fr

- Grand mufti d'Arabie saoudite : "*L'État islamique, ennemi numéro un de l'islam*" - LePoint.fr

C'est leur créature et il se réclame de la même idéologie monstrueuse !

Et la question qui répond à toutes les autres.

- Irak: Les Kurdes peuvent-ils profiter de la crise pour créer un Etat indépendant? - 20minutes.fr

De terroristes en puissance les musulmans sont devenus des barbares.

- James Foley, courage et simplicité - Libération.fr

- Les djihadistes avaient prévenu la famille de James Foley qu'il serait tué - LeMonde.fr

- L'Etat islamique annonce avoir décapité un journaliste américain, Paris dénonce une "*barbarie*" - Atlantico.fr

- Assassinat de James Foley : Obama condamne le « *cancer* » qu'est l'Etat islamique - LeMonde.fr

- Le bourreau de Foley probablement britannique, selon Cameron et Washington - AFP

- La vidéo du journaliste US décapit, un "*fake*" (FBI) - french.irib.ir

C'est le verdict du FBI : la vidéo qui est met en scène la décapitation d'un journaliste américain par un membre de Daech n'est

pas véridique, c'est une fabrication, affirme la police fédérale américaine....

Avant que ce point de vue soit émis, certains analystes politiques avaient souligné le caractère factice de cette vidéo qui semble surtout servir la prochaine étape des dessins US au Moyen-Orient : attaquer la Syrie pour démanteler Daech qui tue les Américains... french.irib.ir 20.08

N'était-ce pas la religion la plus archaïque, de la guerre ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Crise de méningite aiguë.

- "*Remue-méninges*" du Parti de gauche en plein remue-ménage du Front de gauche - AFP

"*Ce n'est pas une université qui va se préoccuper de stratégie*", prévient d'emblée Eric Coquerel, secrétaire national du PG. "*Nous sommes plus sur des débats de contenu comme la question de l'écosocialisme, la VIe République...*".

(Vaut mieux éviter les questions qui fâchent pour continuer leur numéro foireux d'illusionnisme. -ndlr)

La stratégie, ce sera pour le samedi 6 septembre, date à laquelle les partis du Front de gauche doivent se réunir pour clarifier la ligne politique.

"*Le Front de Gauche va continuer, il travaille à sa relance (...). Il y a des choses à changer, parce que nous n'avons pas atteint tous nos objectifs, c'est clair, mais nous allons continuer à travailler*", a répondu Pierre Laurent, secrétaire national du PCF en évoquant ces divisions.

(A part sauver un certain nombre de places d'élus, qu'ont-ils obtenu ? Rien. Mais c'est déjà pas mal. -ndlr)

En attendant, le numéro un des communistes doit participer aux universités d'été du PS à la Rochelle. "*Une erreur*", tranche Eric Coquerel. Cela fait des années que le secrétaire national du PCF n'était pas allé à ce grand rendez-vous de la rentrée des socialistes.

(Laurent témoigne ainsi sa détermination de pencher toujours plus à droite et ce philistin appelle cela "*une erreur*", non, c'est la confirmation que le PCF est arrimé au PS, au régime quoi. Il faut bien que le PG justifie son alliance avec les stalino-libéraux. - ndlr)

C'est aussi la première année où Pierre Laurent sera absent à Grenoble. Et cette année contrairement aux autres, les Estivales du Front de gauche ne suivront pas dans la foulée les Remues-méninges. Il faut dire que l'année dernière, Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon ne s'étaient pas adressé la parole durant les estivales...

(Si Laurent préfère la compagnie des dirigeants du PS à celle de ceux du PG, c'est qu'il estime qu'il a autant de point de commun avec l'un qu'avec l'autre. En réalité, ils forment une grande famille. - ndlr)

La tension était restée vive jusqu'aux municipales, l'entourage assurant que le Front de gauche "*se retrouverait*" après cette échéance. Mais le fossé n'a eu de cesse de se creuser depuis. AFP 19.08

La coupe est pleine !

- Candidat pour 2017, Juppé bouscule le jeu à l'UMP - AFP

C'est sur son blog que, prônant le rassemblement, M. Juppé annonce sa candidature à la primaire, en concurrence désormais avec François Fillon, Xavier Bertrand et Christian Estrosi, tous déclarés, le dernier attendant cependant la parole sarkozienne. Nathalie Kosciusko-Morizet devrait également être en lice.

Selon celui qui connut en 2004 l'enfer d'une condamnation en justice et de l'inéligibilité, "*le bon sens voudrait qu'elles aient lieu au printemps 2016*".

Cette candidature n'est pas une surprise: M. Juppé - en vacances outre-Atlantique et qui fera sa rentrée politique le 27 août

à l'occasion de l'Université d'été du Medef à Paris - s'est exprimé à plusieurs reprises ces derniers mois sur cette éventualité.

"*Les Français ont l'impression que je peux apporter une vision d?expérience et de sagesse*", déclarait-il en novembre 2013.

Contrairement à M. Sarkozy qui a longtemps considéré que la primaire n'était pas faite pour la droite, M. Juppé, impressionné par celle des socialistes en 2011, défend ardemment cette consultation pré-présidentielle, d'ailleurs inscrite "*dans les statuts de l'UMP*". Elle offre à ses yeux l'avantage de pouvoir le remettre dans le jeu.

Honni par une majorité de Français pour ses réformes à marche forcée du temps où il était à Matignon (1995-1997), il fait désormais figure de "*sage*". Mieux, il surpasse depuis peu l'ancien président dans le coeur des Français de droite: 74% ont une "*image positive*" de lui, contre 69% à M. Sarkozy, selon un sondage CSA du 7 août.

Réélu dès le premier tour maire de Bordeaux en mars, il voit aussi dans des "*primaires largement ouvertes*" "*la méthode qui s'impose*" pour "*une candidature d'union*".

Une victoire en 2017 a pour "*première condition*" de "*rassembler dès le premier tour les forces de la droite et du centre autour d'un candidat capable d'affronter le Front National, d'un côté, et le PS ou ce qui en tiendra lieu, de l'autre*".

Le fils préféré de Jacques Chirac - "*le meilleur d'entre nous*", avait-il dit - trouvera face à lui des adversaires déterminés à gagner la pré-candidature - le PS a ironisé sur "*un trop-plein*" - et notamment François Fillon.

Toutefois, selon l'unique Premier ministre de Nicolas Sarkozy, "*avec Juppé, il n'y aura pas de coups bas. Avec les autres, c'est un champ de mines où tous les coups sont permis*". Mercredi M. Fillon a évoqué "*la garantie d'une confrontation de qualité*".

Quant à Bruno Le Maire, il a déclaré à l'AFP se porter "*garant, comme candidat à la présidence de l'UMP, de la bonne organisation de primaires ouvertes et transparentes à l'automne 2016*".

Alain Juppé peut-il gêner l'ancien président Sarkozy? "*Non, en rien*", répond Geoffroy Didier, le très sarkozyste secrétaire général-adjoint de l'UMP. AFP 20.08

En complément.

- Primaire à l'UMP: «*Alain Juppé coupe l'herbe sous le pied de Nicolas Sarkozy*» - 20minutes.fr

- Philippe Meunier: «*Alain Juppé n'est pas une solution d'avenir pour la France*» - LeFigaro.fr

- Juppé défie Sarkozy et Fillon pour la présidentielle de 2017 - Reuters

- Bussereau: pas de salut pour l'UMP dans une orientation "*à droite toute*" - AFP

- Femme voilée à la plage : à l'UMP, des voix s'élèvent contre la réaction de Nadine Morano - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bahreïn

- Bahreïn, le plus grand refuge, pour les terroristes de Daesh - french.irib.ir

Malgré les efforts des pays de la région, pour faire face au groupe terroriste Daesh, et traquer ses éléments et protecteurs, Bahreïn est devenu un refuge sûr, pour ce groupe terroriste. Malgré les mises en garde internationales et régionales lancées à l'adresse de Bahreïn, ce pays n'a rien fait contre ceux qui soutiennent, ouvertement, Daesh, a-t-on appris d'Al-Alam. Au lieu de contrer les sponsors de ce groupe terroriste, Bahreïn est en train de justifier les actes de ceux qui ont hissé le drapeau, sur le toit de leurs maisons ou à bord de leur véhicule, a écrit le site Merat al-Bahreïn.

Les déclarations des responsables bahreïnis témoignent de leur soutien à l'emprise de Daesh sur une grande partie des

territoires irakiens, a affirmé la chaîne libanaise Al-Manar, dans un article intitulé «Bahreïn...Voix de Daesh». «*Les inquiétudes des Saoudiens, quant au danger d'une avancée des Takfiris n'a pas convaincu Bahreïn. Les terroristes de ce groupe ont menacé de renverser le trône des Al-e Khalifa et de découper en morceaux ses dirigeants, s'ils leur cherchent querelle*», a ajouté cet article. Selon le rapport du département d'Etat américain, les 131 soutiens financiers des groupes terroristes se trouvent, dans 31 pays du monde. Chouqi Ben Abderrahman al-Manaei et Adel Ben Ali al-Cheik , tous deux cheikhs salafistes bahreinis, sont deux prédicateurs qui soutiennent les groupes terroristes. Les membres du groupe Al-Bassitin, un autre groupe influent, à Bahreïn, ont tenté d'exhorter, lors de leur visite, dans les lycées et les collèges, les jeunes à s'engager dans les groupes terroriste takfiris, en Irak et en Syrie, a déclaré Abdelhalim Morad, ancien représentant salafiste bahreïni.

Un autre prédicateur bahreïni, Salah al-Joudar, a reconnu que les jeunes de moins de17 ans sont la cible favorite du recrutement des terroristes qui les poussent à participer à des guerres saintes.

L'administration des legs pieux des sunnites de Bahreïn participe, aussi, très largement, à ce recrutement. french.irib.ir 19.08

SOCIAL

France

La pauvreté progresse.

- La proportion de ménages soumis à l'impôt sur le revenu passe de 53% en 2013 à 48,5% en 2014 - Francetv info

Deux paramètres expliquent cette tendance, précise le quotidien, puisque le gouvernement a décidé de donner un coup de pouce aux ménages modestes, tandis qu'une partie de la population est victime d'appauvrissement.

65 millions d'euros en 2014, contre 64 millions en 2013

Ce chiffre va contraindre Bercy à sortir la calculatrice. "*De fait, la campagne d'impôt sur le revenu en 2014 rapportera, cette année, 65 milliards d'euros, contre 64 milliards en 2013*", précise en effet Le Monde. "*Ce résultat est loin des 75,3 milliards d'euros prévus en loi de finances initiale, ce qui va compliquer l'équation budgétaire de réduction des déficits à la fin de l'année*".

Par ailleurs, 37% des foyers fiscaux – soit près de 13,7 millions de contribuables – voient leur impôt augmenter entre 2013 et 2014. Ces chiffres doivent être annoncés officiellement mercredi par le Premier ministre, Manuel Valls. Francetv info 19.08

Haut de page

Le 22 août 2014

CAUSERIE

Hier je me suis trompé de date et j'ai rectifié.

Pour la seconde fois de mon existence je fais face à une situation très délicate.

Contrairement à l'accord passé avec mon épouse Magueswary il y a déjà une dizaine d'années, selon lequel elle acceptait que je prenne une seconde épouse pour remplir notamment les fonctions qu'elle n'était plus aptes à assumer depuis son avant-dernière opération du coeur, accord confirmé après sa dernière opération et ayant décidé unilatéralement de partir vivre en France une bonne partie de l'année, tandis que je restais seul en Inde, accord renouvelé tout au long du dernier semestre qui vient de s'écouler pendant qu'elle séjournait en France, pratiquement deux à trois fois par semaine par téléphone depuis que Selvi vit chez nous, puisqu'à aucun moment elle n'a manifesté son opposition à sa présence continue chez nous j'étais en droit de penser que la situation était parfaitement claire (je rappelle que c'est elle qui me l'avait présentée) et qu'il n'y aurait pas de problèmes majeurs dans le futur, or dès son arrivée avant-hier, elle est entrée en furie en m'intimant l'ordre de la mettre dehors sur le champ, ce que j'ai refusé de faire puisque je m'étais engagé auprès de Selvi et je n'ai qu'une seule parole, je n'ai pas l'habitude de profiter des gens et de les jeter comme des Kleenex. En fait elle m'a mené en bateau pendant 10 ans, on verra plus loin pourquoi ou ce qu'elle a tooujorus derrière la tête, que je retourne en France.

Je vous passe les détails très désagréables de cette scène, du coup elle est partie. Je n'ai plus eu de nouvelles de la journée, jusqu'à 18h30 où elle s'est pointée avec deux membres de sa famille que je n'ai pas reconnus parce que je ne la fréquente pas pour être franchement infréquentable, accompagnée de deux policiers. Ils m'ont signifié qu'elle avait porté plainte contre moi parce que j'aurais refusé de lui parler, je l'aurais empêchée de pénétrer dans la maison, et enfin je l'aurais jetée dehors, trois mensonges en somme. Les deux policiers l'ont rapidement compris et ils sont partis en me fixant rendez-vous pour le lendemain matin à 10 heures chez moi. Depuis je ne les ai pas revus, ils ont dû estimer que cette plainte était irrecevable, surtout après leur avoir dit qu'elle était de nationalité française en réponse à leur question sur sa nationalité.

J'ai appris plus tard qu'elle avait passé l'après-midi dans les allées du lotissement ainsi que la matinée d'hier à raconter à tout le monde que Selvi était une prostituée et que j'étais une ordure finie. La sachant très mal intentionnée et intéressée, j'ai immédiatement pensé à aller à la banque pour transférer mon argent sur un nouveau compte, car c'est moi qui est travaillé pendant 25 ans (en ajoutant mes années de service en Inde) pour économiser cet argent, et c'est moi encore qui me suis toujours démerdé pour le gérer au plus près. Et j'ai bien fait, car là j'appris par le directeur de la banque que pas plus tard qu'avant-hier matin, donc immédiatement après m'avoir quitté, elle avait filé directement à la banque pour vider notre compte ! Sauf que voilà, le directeur de la banque qui me connaît bien a senti le coup pourri et a refusé de lui verser le moindre argent, mieux, il a immédiatement bloqué notre compte pour qu'elle ne puisse pas retirer de l'argent dans une autre succursale.

Cela dit, tout notre capital ne figurait pas en banque, environ 2 millions de roupies étaient constitués de prêts à un de ses frères (80.000 roupies), à un ami de ce même frère (500.000 roupies), en dettes d'un autre de ses frères (350.000 roupies) et pour finir par un titre de propriété au nom de Magueswary (entre 1 et 1,2 million de roupies), autant d'argent que je ne reverrai plus, mais ce n'ai pas grave puisque cela correspond à 500.000 roupies près à la valeur du terrain que je viens d'acheter et de la maison que je fais construire, 500.000 roupies qui représentent la somme qu'elle va économiser pendant les mois qu'elle va passer en Inde puisque qu'elle ne va pas toucher pendant ce temps-là à l'allocation qu'on lui verse en France. Quant à mes économies, elles étaient à mon nom et elle ne peut pas y accéder, je vais d'ailleurs les transférer sur un compte ouvert au nom de Selvi pour les faire disparaître, et s'il le faut je mettrai aussi le terrain et la maison à son nom, bien que cela mérite réflexion car cela peut être risqué, je n'ai pas encore pris de décision sur ce point précis. Et en ce qui concerne ce que je possède dans la maison, trois fois rien, en dehors de ma vieille moto et de mes vieux ordinateurs, je n'ai rien de plus que ce qu'elle possède en France, je parle des biens d'équipement, on n'avait aucun objet de valeur chez nous, à part ces quelques bijoux qu'elle a emportés. Donc nous sommes quittes. Même si je devais déclaré mes quelques économies, cela représente moins que ses allocations pour vivre, quant au terrain et la maison c'est déjà réglé, et puis c'est juste l'endroit où je vis et non une source d'enrichissement, si j'avais continué de louer cela reviendrait au même avec un loyer très cher.

Bref, j'ai décidé que c'était la bonne occasion pour mettre fin à 24 ans d'hypocrisie et de mensonges, j'aurai tout supporter, j'aurai fait preuve d'une très grande patience, un vrai cauchemar en réalité. Depuis avant-hier j'ai demandé à tous les Indiens que j'ai rencontrés et qui connaissent cette histoire, s'il accepterait de continuer de vivre sous le même toit avec leur épouse si elle leur avait joué le même tour, faire venir la police chez eux, tous m'ont répondu pas un jour de plus, impossible, je leur ai répondu que moi non plus. Ah la dialectique ! Trop c'est trop à un moment donné et il faut trancher, c'est que j'ai fait. Je ne vois pas pourquoi je devrais sacrifier le restant de mes jours à vivre un enfer au quotidien chez moi, et pourquoi je devrais faire souffrir une honnête femme qui a déjà tant souffert dans le passé.

Magueswary voulait briser ma vie, elle était prête à tout pour que je rentre en France, car c'est cela le fond de l'affaire, depuis qu'elle est partie s'installer en France sans me prévenir, elle estime qu'elle est en droit de dicter le cours de ma vie, alors qu'elle peut très bien vivre sans moi en France. Elle vit en HLM, elle perçoit une allocation sur laquelle elle arrive à économiser, elle a la CMU, elle se débrouille très bien pour que les associations lui donnent tout ce dont elle a besoin, nourriture, vêtement, etc. elle a équipé son logement pratiquement gratuitement, elle sait s'y prendre, elle a parfaitement compris comment cela fonctionnait, elle ne leur a jamais parlé de sa situation en Inde, tout comme en Inde personne ne sait ce qu'elle fabrique en France. Elle déteste l'Inde et les Indiens, moi je ne déteste pas plus que cela l'Inde et je n'ai aucune raison de détester tous les Indiens, elle en a autant vis-à-vis des Français, quand on l'écoute elle déteste la terre entière, en premier lieu tous les gens qui ont eu la gentillesse un jour de lui rendre service gracieusement, elle me les a présentés comme des monstres, mais allez savoir la vérité avec elle puisqu'elle passe son temps à mentir à tout le monde, y compris à moi, en priorité je dirai.

A ce propos, trois jours avant qu'elle n'arrive en Inde je suis tombé sur le cul.

Je me suis démené depuis plus d'un an pour qu'elle obtienne un nouveau logement car soi-disant dans le sien elle crevait de froid l'hiver, parce que l'installation électrique était défectueuse et elle ne pouvait pas brancher un chauffage électrique, j'en ai parlé dans plussieurs causeries pour ceux qui s'en souviennent. Pendant 6 ans elle m'a tenu ce refrain. Et voilà t'il pas qu'elle m'appelle pour me demander un conseil. Elle a reçu une lettre l'informant que la société qui gère son logement allait passer pour refaire l'installation électrique, donc satisfaire sa demande. Elle était bien embêtée me dit-elle parce que cela tombait justement au moment où elle devait partir en Inde. Je lui réponds qu'elle peut peut-être leur laisser les clés de son appartement pour qu'ils effectuent les travaux, comme cela quand elle rentrera en France dans quelque mois en plein hiver ou au début de printemps elle ne crèvera pas de froid. Elle me répond que ce n'est pas la peine parce qu'elle peut brancher un chauffage électrique et que cela suffit pour qu'elle n'ait pas froid. Je n'en croyais pas mes oreilles, je croyais rêver, je lui ai fait répéter, car elle m'a fait passer pour un abruti avec mes démarches auprès du service du logement de la mairie d'Aubagne, la responsable m'avait dit qu'elle ne comprenait pas le sens de ma démarche et qu'elle en avait marre que je la harcèle, maintenant

je comprends mieux pourquoi.

Maintenant je dois m'attendre à ce qu'elle ne me lâche pas aussi facilement. Par chance elle s'est mise à dos tous ses frères, sauf le plus couard de tous et qui m'a volé aussi. De mon côté, j'ai le soutien de la famille de Selvi et des gens du village où je vais partir vivre dans trois mois au plus tard. Bien sûr que je connais des Indiens honnêtes, y compris celui à qui j'ai rendu service un jour et qui m'a introduit dans la société pour laquelle je devrais commencer à travailler dans les jours qui viennent. Et puis Magueswary vit sur le territoire de Pondichéry, moi je vis au Tamil Nadu, or il n'existe pas de lien ou de coopération entre eux au niveau les autorités locales, par exemple cela ne servirait à rien que j'aille porter plainte dans un commissariat de Pondichéry puisque j'habite au Tamil Nadu, et si je rendais dans un commissariat du Tamil Nadu on me répondrait qu'ils ne peuvent pas prendre ma plainte parce qu'elle habite à Pondichéry, donc sur le plan légal il n'existe aucun recours, reste l'emploi de la force. Or elle serait inopérante pour s'emparer de mes biens ou mon argent que je ne porte pas sur moi. Elle pourrait attenter une action en justice en France en prenant un avocat pour obtenir un divorce, mais comme je vis en Inde, qui plus est au Tamil Nadu, cela prendrait des dizaines d'années avant qu'elle puisse envisager avoir gain de cause contre moi. Elle doit donc supporter la situation telle qu'elle l'a créée elle-même, attendez, je lui ai dit avant qu'elle parte, je l'ai prévenue qu'à se prendre pour plus intelligente que tout le monde et prétendre que ses désirs étaient supérieurs à la loi ou cours des choses, elle allait s'en mordre les doigts, mais là encore elle voulait avoir raison et n'a rien voulu entendre, je n'y peux absolument rien. Je n'ai jamais eu l'esprit de sacrifice, sauf quand j'étais un activiste à l'OCI, mais depuis cela m'est passé, j'ai compris la leçons, vous me direz qu'actualiser le site quotidiennement était une forme de sacrifice, sans doute, au lieu de cela je pourrais aller à la plage tous les jours ou visiter l'Inde par exemple, c'est un sacrifice mesuré dans le cadre du mode de vie que je me suis construit.

Selvi avait préparé des plateaux de fleurs pour l'accueillir, elle avait mis de côté pour elle un tas de fruits, elle était un peu anxieuse mais elle se faisait une joie de retrouver Magueswary qui lui avait parlé d'un éventuel mariage religieux pour sceller son union avec moi, un truc qui dure dix minutes quasiment en privé dans un temple, j'étais prêt à me livrer à cet exercice qui ne me coûtait rien pour faire plaisir à Selvi, je suis capable de me mettre à la place des autres quand ils sont sincères et honnêtes. Je peux supporter de vivre avec une femme arriérée du moment qu'elle est sincère et honnête, mais dès lors qu'elle ne l'est pas, c'est impossible, voilà tout.

Je vais sans doute devoir faire face à des difficultés financières du fait qu'il va me rester tout juste de quoi vivre, disons que je ne pourrais plus compter faire des économies pour amortir la hausse des prix, sauf si je travaille, et je ne sais pas pendant combien de temps, on verra bien. Dors et déjà j'ai pratiqué des coupes dans la construction de ma petite maison, plus de carrelage au sol, je couvrirai la terrasse avec un auvent en feuilles de cocotiers, etc.

Pour le moment j'ai d'autres préoccupations en tête, je me demande ce que Magueswary est en train de manigancer pour me nuire.

Le chiffre du jour.

Depuis le 8 juillet Tsahal a massacré 2.050 Palestiniens à Gaza.

ACTUALITE EN TITRES

Il suffit d'y croire.

- Wall Street: encouragé par de bons chiffres, le S&P 500 bat son record - AFP

Le compte à rebours est lancé....

- L'économie prête pour une hausse des taux, dit un membre de la Fed - Reuters

Tout s'achète à l'ère du néolibéralisme.

- Subprimes : Bank of America achète son innocence - LePoint.fr

16,65 milliards de dollars. Malheur à celui qui n'en a pas les moyens !

C'est parce que monseigneur est vraiment trop bon.

- L'économie mondiale menacée de rechute malgré la liquidité - Reuters

- Le gouvernement débloque 215.000 euros pour l'aide alimentaire des plus démunis - AFP

La mangeoire cela se mérite, il faut assumer.

- Des écologistes veulent un retour au gouvernement - Reuters

Cherche et tu trouveras...

- Université d'été: Le Front de gauche cherche les clés du rebond - 20minutes.fr

- Université d'été EELV: Les écologistes cherchent toujours leur place dans la majorité - 20minutes.fr

Un Américain qui a "***choisi le bon cap***"... à droite toute!

- François Hollande "*révolté*" par l'assassinat de James Foley - AFP

- L'interview de François Hollande, "*un adieu à la gauche*" Le Nouvel Observateur

Dans "*Les Echos*" Jean-Marc Vittori semble lui délivrer un satisfecit au président : "*François Hollande a souvent paru hésiter. Cette fois-ci, il a choisi un cap. Encore mieux : il a choisi le bon cap.*" Le Nouvel Observateur 21.08

La juridiction américaine s'impose au monde entier.

- Dette: l'offre de l'Argentine est "*illégale*", selon le juge Griesa - AFP

L'offre de l'Argentine de rembourser ses créanciers à Buenos Aires plutôt qu'à New York est "*illégale*", a affirmé jeudi un juge de New York. AFP 21.08

Un prétexte pour attaquer la Syrie ?

- Hagel : l'Etat islamiste va «*au-delà de tout ce que nous avons connu*» en termes de terrorisme - Liberation.fr

Traduire : l'Etat islamiste va au-delà de tout ce que nous avions conçu en termes de terrorisme

- Pour défaire l'Etat islamique, il faut s'y attaquer aussi en Syrie, affirme le Pentagone - Francetv info

- Syrie : la sinistre "*usine à otages*" de l'Etat islamique - Francetv info

- Hollande confirme la livraison d'armes par Paris à des rebelles syriens - Liberation.fr

Avec Riad et Doha comme modèle, dans un autre registre tout aussi intolérable, Washington ou Tel-Aviv.

- Police des mœurs et tribunal de la charia, l'Etat islamique, une organisation structurée - Francetv info

Les néonazis de Kiev battent le record des fascistes de Tel-Aviv.

- Ukraine: tirs d'artillerie dans le centre de Donetsk, plus de 40 civils tués - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La même barbarie à l'oeuvre qu'en Ukraine ou en Palestine.

- Un nouveau jeune Noir abattu par la police en pleine rue près de Ferguson - 20minutes.fr

Nouveau choc alors qu'une vidéo va à coup sûr embraser la polémique interraciale dans le Missouri. Après Michael Brown, dont

la mort a déclenché des émeutes dans la ville voisine de Ferguson, Kajieme Powell, un jeune Noir de 25 ans, a été abattu ce mardi par deux policiers de Saint-Louis, alors qu'il était suspecté d'avoir volé des canettes et des beignets dans une épicerie. Le gérant de la boutique, convaincu que le jeune Powell était armé avait contacté la police. La vidéo filmée par un témoin fait froid dans le dos.

Pour calmer le jeu, la police, qui affirme que l'homme portait un couteau et menaçait les policiers, a relayé une vidéo de la scène, prise par un témoin. On y voit le jeune homme, un objet non identifié à la main, hurler aux policiers de lui tirer dessus. Une autre témoin, propriétaire d'un salon de beauté sur le pâté de maison, a affirmé que le jeune homme, agissait de façon erratique. Lorsqu'il s'avance dans la direction des deux agents, ignorant leur ordre de s'arrêter, ces derniers ouvrent le feu, à douze reprises. Le garçon tombe aux pieds des policiers, et après quelques instants de râle, cesse totalement de bouger, sur le dos les bras en croix.

La loi sur la légitime défense protège davantage les tireurs dans l'Etat du Missouri: c'est au procureur de démontrer que le tireur n'a pas agi en légitime défense, le doute profitant à l'accusé, du moment qu'il présente un minimum d'éléments montrant qu'il pouvait se penser en danger.

En complément.

- Le calme largement respecté à Ferguson - Reuters

"*Nous avons vu un rassemblement différent ce soir. Il n'y avait pas autant d'agitateurs, et comme je l'ai dit, de criminels parmi la foule*", a déclaré le capitaine Ron Johnson, officier noir de la police de l'Etat du Missouri nommé pour superviser les opérations de sécurité la semaine passée.

"*La tendance est bonne. Il y a moins de monde, ils sont plus calmes et plus disciplinés*", a-t-il ajouté.

Soumis à une double exigence de rapidité et de précision dans son enquête, le procureur Bob McCulloch s'est dit prêt à prolonger cette présentation jusque mi-octobre.

A l'extérieur de son bureau, un groupe de manifestants a réclamé son dessaisissement de l'affaire et l'arrestation immédiate de Darren Wilson. Ce policier de 28 ans a été suspendu et placé dans un lieu tenu secret. Reuters 21.08

Pour les autorités américaines, un bon manifestant doit être docile, calme et discipliné face à la violence de la police ou un gouverneur qui envoie l'armée pour faire règner l'ordre.

Voilà ce qui incite au "***calme***".

- Ferguson : un lieutenant de police perd son sang-froid - Le Point.fr

Le lieutenant Albers a pointé son arme sur la foule et a prévenu : "*Je vais vous tuer*." Il a été calmé par un collègue, avant d'être suspendu.

Lorsque la foule demande son nom, la réponse fuse : "*Go Fuck Yourself*". D'où le surnom dont il est désormais affublé sur les réseaux sociaux. Le Point.fr 21.08

Intox et propagande.

Pays les plus pacifiques: les États-Unis vexés par leur mauvais classement - Slate.fr

Classé 101e sur 162 pays. Sans rire, ils ont contesté que la Suisse figure dans le peloton de tête de cette étude, parce qu'elle aussi travaille pour l'économie d'armement, estimant qu'elle ne mérite pas d'être avantagée par rapport aux Etats-Unis qui possède quelque 1.000 bases militaires dans le monde et participent à de nombreuses guerres à travers le monde contrairement à la Suisse.

Aucun article, aucun sondage, aucune étude, aucun rapport dans le monde ne devrait contrarier la politique belliqueuse ou guerrière de la première puissance mondiale qui oeuvre pour la démocratie et la liberté...

Un membre du Hamas admet l'enlèvement des trois jeunes Israéliens - Reuters

Un responsable du Hamas a déclaré que des membres de son organisation étaient à l'origine de l'enlèvement en juin de

trois adolescents israéliens, dont la mort est en partie à l'origine de l'actuelle spirale de violences que connaît la bande de Gaza.

Saleh al Arouri, membre du Hamas vivant en exil en Turquie, a semblé confirmer pour la première fois les soupçons des autorités israéliennes qui accusent le groupe islamiste d'être à l'origine du rapt puis de la mort des trois jeunes gens. Reuters 21.08

Un agent du Mossad avait révélé le Réseau Voltaire...

Ukraine : Kiev affirme avoir saisi deux blindés de l'armée russe - LePoint.fr

Kiev a affirmé jeudi avoir capturé deux blindés appartenant à une division aéroportée de l'armée russe lors de combats autour du bastion insurgé de Lougansk, ainsi que des documents certifiant leur appartenance, sans toutefois présenter de preuves dans l'immédiat.

"*Il est difficile de comprendre pourquoi on transporte une telle bibliothèque dans un blindé*", a ironisé le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov, démentant la capture de véhicules militaires russes. "*Tous les documents militaires soi-disant trouvés dans ces blindés sont d'anciens formulaires qui ne sont plus utilisés depuis à peu près cinq ans*", a-t-il ajouté.

"*Dans la série des révélations quotidiennes de la présence russe sur le territoire de l'Ukraine, il s'agit déjà de la mille et unième preuve. Il est probable que le prochain fait indiscutable sera la capture (...) d'une kalachnikov ou d'une grenade avec les journaux intimes d'un soi-disant soldat russe*", a-t-il ironisé. Source AFP 21.08

Commentaires d'internautes.

1- "*Smp made in USA*

Les russes aident certainement les pro russes, comme les américains aident le gouvernement ukrainien qu'ils ont placé... Avec leurs sociétés SMP, exemple blackwater... Et on en parle jamais des smp made in usa en ukraine... Bizarre non..."

2- "*Ah ! Les méchants Russes invisibles.*

Bizarre, quand même, qu'en plus de 6 mois de crise, pas la moindre petite preuve d'une implication russe n'aie été fournie. Je ne parle pas des fakes grossiers rapidement démontés.

Alors que toutes les grandes oreilles occidentales scrutent, alors qu'il y a une propagande quotidienne qui nous le présente comme l'évidence cruelle, alors que la presse ne remet jamais cette affirmation déterminante en doute.

On cite des articles d'autres journaux pour le prouver ou des officiels anti-russes (à l'idéologie clairement raciste).

Pourtant, il y a tous les satellites, les navires espions, l'OSCE, les agents de tous bords sur place, les informateurs, et surtout la population civile qui est loin d'être seulement de nationalité russe qui pourrait dire : j'ai vu des Russes, ils sont là...

Ils sont tellement en avance sur nous les Russes qu'ils ont la capacité de se rendre complètement invisibles en fait !"

3- "*Ce que Kiev a oublié de dire...*

La Lettonie a livré des blindés russes à Kiev(de l'ex unin soviétique. Pas étonnant que Kiev en ait trouvés."

INFOS EN BREF

POLITIQUE

SOCIAL

Canada

- Canada: manifestations et débordements au Québec contre la réforme des retraites - AFP

La réforme des régimes de retraite au Québec exacerbe les tensions sociales mais le gouvernement de la province francophone refuse de céder à la pression de la rue et dénonce les débordements des employés municipaux, dont des policiers.

Une commission parlementaire a commencé mercredi ses consultations, préalable au vote d'une loi portant réforme des régimes de retraite des employés municipaux qui multiplient les manifestations dans plusieurs villes québécoises.

Outre la hausse du taux de cotisation pour arriver à un équilibre 50/50 entre les salariés et la municipalité dans le financement du régime, le projet de loi prévoit également la suppression de l'indexation automatique des pensions de retraite.

Un effort jugé inacceptable par les salariés des villes qui multiplient depuis plusieurs semaines les actions spectaculaires, dont une manifestation violente jusque dans la salle du conseil municipal de Montréal où siégeaient les élus en tout début de semaine.

"*On a violé la démocratie*", s'est emporté le maire Denis Coderre qualifiant la manifestation d'"*agression armée*" quand des employés ont pénétré dans la mairie en lançant des dossiers, des verres ou tout ce qui leur tombait sous la main, et ceci sans aucune intervention des policiers sur place.

"*S'il y a eu laxisme ou complaisance de policiers*", alors il y aura sanction, a promis Marc Parent, directeur de la police de Montréal, déplorant que les policiers sur place "*pour assurer la sécurité*" aient failli.

Sans vouloir utiliser le mot "*crise*", le Premier ministre du Québec a reconnu que la province traversait "une période de tensions sociales" avec la nécessité de résorber le déficit des comptes publics.

Les grévistes et manifestants ne comptent pas plier et ont déjà annoncé la poursuite du mouvement avec une grande manifestation le 20 septembre à Montréal. Retraité et ancien patron du syndicat des employés de la ville, Jean Lapierre a promis que ce n'était "*que le début des hostilités*".

Ces tensions pourraient faire tâche d'huile car la réforme des retraites devrait aussi être élargie aux régimes des secteurs de la santé et de l'enseignement universitaire. AFP 21.08

Haut de page

Le 23 août 2014

CAUSERIE

J'ai recontacté la société indienne pour laquelle je devais commencer à travailler il y a un mois. Ils m'ont répondu qu'ils attendaient que leur client canadien confirme le contrat passé avec eux, autrement dit, ils recrutent du personnel disons virtuellement sans avoir à le payer puisqu'il est payé à la tâche.

Ils ont ainsi sous le coude du personnel prêt à exploiter dès qu'ils reçoivent une commande, et quand le boulot est achevé, ils s'en séparent sans avoir à lui verser la moindre indemnité, donc sans recours possible.

Le chiffre du jour. 2095

Au moins 2095 Palestiniens ont été tués depuis le 8 juillet, dont 70% de civiles selon l'ONU.

ACTUALITÉ DU JOUR

Tension, frictions, crises.

- Ségolène Royal annonce qu'elle n'ira pas à l'Université d'été du PS - AFP

- Duflot torpillée par son propre camp - Francetv info

- Mélenchon abandonne la présidence du PG mais pas le "*combat*" - AFP

Il quitte la coprésidence du Parti de gauche (PG) né en 2009, mais ne quitte pas la scène politique. "*Il n'y a ni crise, ni quoi que ce soit*", a insisté Jean-Luc Mélenchon.

Il a dit vouloir se "*mettre en pointe pour aider à la formation d'un mouvement pour la VIe République*", au cours d'une conférence de presse, en marge de l'université d'été du PG à Grenoble.

"*La solution ce n'est pas un cartel politique, c'est la mise en mouvement du peuple lui-même*", a-t-il dit vendredi, annonçant que la refonte de son parti est "*le nouveau dispositif de combat*" et la sortie d'un livre "*L'ère du peuple*" en octobre.

(Les mauvaises recettes font les mauvais procès d'intention, car il est clair que le PG ne peut pas et pourra jamais être à l'initiative ou participer à "*la mise en mouvement du peuple lui-même*", donc si ce mouvement ne se réalise pas, le peuple n'aura qu'à s'en prendre qu'à lui-même, sinon à qui d'autres ? En fait c'était mal poser la question parce que Mélenchon est incapable d'assumer l'échec de son parti, alors que telle est bien la question ou le problème, l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, qui évidemment ne peut pas être le PG, d'où la responsabilité qu'il reporte sur le peuple. - ndlr)

Jean-Luc Mélenchon n'a pas digéré que les communistes s'allient aux socialistes lors des élections municipales dans certaines villes et principalement à Paris. Lui prônait l'autonomie totale.

(Ils le savaient à l'avance, il l'a toujours su, ce n'est que pure hypocrisie. - ndlr)

"*On devait passer devant le PS. Tout était en place. Tout ça a été planté pour une poignée de postes aux municipales*", selon lui.

(Et voilà qu'il se remet à faire le crétin, "*passer devant le PS*", son ambition personnelle déteint sur son analyse de la situation... -ndlr)

Jean-Luc Mélenchon chérit l'alliance PG-Europe Ecologie-Les Verts (EELV) qui a permis de remporter les municipales à Grenoble.

(Une alliance avec un parti bourgeois, de droite, alors que EELV rêve de revenir au gouvernement sous la houlette de Valls, quel opportuniste ! -ndlr)

"*Ce qui s'est passé à Grenoble est une anticipation qui me fait rêver. On ne doit pas voir ce qui s'est passé*" dans cette ville "*comme une simple péripétie locale*", a-t-il dit au Dauphiné Libéré. AFP 22.08

Ce genre de divagation résume bien l'engagement politique de ce charlatan. Il ne nous fait pas "*rêver*", c'est plutôt un cauchemar.

A force de se contredire d'une semaine sur l'autre il fallait bien que la vérité éclate.

- La remontée des taux aux États-Unis suspendue à la situation de l'emploi - LePoint.fr

- Janet Yellen prône une approche "*pragmatique*" de l'emploi - Reuters

Elle a reconnu que le chômage avait baissé plus vite que prévu mais a souligné que ces cinq dernières années avaient laissé des millions de travailleurs en marge du marché, qu'ils soient découragés de chercher un emploi ou contraints de se contenter d'un travail à temps partiel, autant de facteurs qui font que le taux de chômage ne suffit pas à lui seul à évaluer la vigueur de l'emploi.

"*Janet Yellen a confirmé le point de vue majoritaire (...) à savoir qu'il faudra une reprise beaucoup plus nette de l'emploi avant que la Fed ne commence à relever ses taux directeurs*", a déclaré David Kotok, de Cumberland Advisors à Sarasota en Floride.

Les marchés financiers anticipent pour l'instant un premier relèvement aux alentours de la mi-2015. Reuters 22.08

- Le marché du travail américain moins flexible qu'en 1990. - Reuters

Sur la base de données portant sur un grand nombre de secteurs, de zones géographiques et de catégories démographiques, l'étude de deux économistes spécialistes de l'emploi, Davis et Haltiwanger conclut à une baisse d'environ 25% du taux de création et de disparition des emplois entre 1990 et 2013.

Cette baisse du taux de rotation de l'emploi pourrait avoir des conséquences importantes pour les Américains les moins qualifiés, notamment un allongement des périodes de chômage si les nouveaux emplois ne se créent plus aussi vite qu'auparavant, et des difficultés à progresser au sein d'une même entreprise ou à changer d'employeur.

"*La perte de fluidité du marché du travail suggère que l'économie américaine est devenue moins dynamique et moins réactive au cours des dernières décennies*", concluent les deux économistes.

"*Il y a de bonnes raisons d'être inquiet (...) Un retour à un niveau d'emploi élevé durable est improbable sans amélioration de la fluidité du marché du travail.*" Reuters 22.08

En France le marché de l'emploi ou la foire aux esclaves est comparable à un élastique ou un corps dur mais souple, il doit être "*flexible*", aux Etats-Unis il doit présenté les mêmes qualités qu'un gaz ou un liquide, il doit être fluide et s'écouler librement en offrant le moins de résistance possible, dans les deux cas cela signifie que le travailleur doit s'adapter aux besoins du marché et être taillable et corvéable à merci, sans limite.

Raccourci pratique ou comment justifier une intervention en Syrie.

- L'exécution de Foley est une "*attaque terroriste*" contre les Etats-Unis - AFP

- Etat islamique : les Etats-Unis songent à des frappes aériennes en Syrie - Francetv info

- Londres exclut de coopérer avec Assad contre l'Etat islamique - Reuters

Et pour cause.

- Décapitation de James Foley: pourquoi les vidéos des djihadistes sont aussi léchées - slate.fr 22.08

Rappel.

- La vidéo du journaliste US décapité, un "*fake*" (FBI) - french.irib.ir 20.08

C'est le verdict du FBI : la vidéo qui est met en scène la décapitation d'un journaliste américain par un membre de Daech n'est pas véridique, c'est une fabrication, affirme la police fédérale américaine... . french.irib.ir 20.08

A quoi devait servir les "*réseaux sociaux*" ? Réponse.

Jarret Brachman, consultant sur le terrorisme international pour le gouvernement américain et auteur du livre Global jihadism: theory and practice, affirme que le contenu des vidéos de l'Etat islamique est moins important que la capacité de l'organisation à les promouvoir. Il m'a déclaré par email:

«*Ce qui compte vraiment, selon moi, c'est l'utilisation informelle des réseaux sociaux (au premier rang desquels Instagram, Twitter et Ask.fm) non seulement par les organes de presse formels de l'Etat islamique, mais aussi par son réseau de partisans, représentants et pom-pom girls informels à travers la planète. Les combattants de l'Etat islamique ont créé une ligne de communication directe fascinante entre le champ de bataille et leurs fans de la Terre entière à travers ces canaux*.» slate.fr 22.08

Rassembler de par le monde une armée quasi inépuisables de lumpenprolétaires et d'illuminés ou fanatiques de couches supérieures au sein de différentes factions ou groupes terroristes, qui ensuite pourraient être envoyés sur différents champs de bataille et instrumentalisés par la CIA et le Pentagone ainsi que les services secrets équivalents de leurs alliés occidentaux, pour mener des opérations militaires ciblées définies dans le cadre de leur stratégie politique de déstabilisation ou conquête de certains pays hostiles à la politique américaine ou qui refusent de s'y soumettre.

C'est parfaitement clair et programmé par ceux qui les utilisent et qui prétendent ensuite les combattre pour camoufler leur véritables intentions, inavouables évidemment, puisqu'il s'agit d'attaquer des Etats indépendants et souverains qui ne leur ont jamais déclaré la guerre, cela leur fournit un mobil pour intervenir militairement en prétendant que leur sécurité et celle des populations de ces pays est menacée, ils peuvent enclencher leur discours devenu une rangaine sur la guerre contre le terrorisme au nom de la démocratie et de la liberté qu'en réalité ils piétinent et la boucle de l'imposture ou de leur propagande est bouclée.

- Un chasseur chinois a "*dangereusement*" frôlé un avion militaire américain - AFP

Un chasseur chinois a "*dangereusement*" frôlé par trois fois un avion militaire américain mardi dans l'espace aérien international à

l'Est de la Chine, a annoncé le Pentagone vendredi, un nouvel incident qui illustre les tensions persistantes entre les deux super-puissances.

Le chasseur chinois, qui était armé, s'est approché à moins de 10 mètres de l'avion américain, un P8-Poseidon de surveillance maritime qui effectuait une mission de routine, a déclaré le contre-amiral John Kirby, porte-parole du Pentagone.

Le pilote chinois a effectué un "*tonneau*" au-dessus de l'appareil américain et, à un autre moment, il est arrivé perpendiculairement au Poseidon et a "*exhibé ses armes*". AFP 22.08

"***Invasion***" de la propagande des puissances occidentales.

Quand l'Otan donne des leçons en matière de "*souveraineté*" des Etats.

- Ukraine : le convoi d'aide russe arrivé à Lougansk, Kiev dénonce une "*invasion*" - AFP

- Ukraine : La communauté internationale condamne l'entrée du convoi russe - 20minutes.fr

Tous les camions du convoi d'aide humanitaire russe sont arrivés vendredi dans le bastion rebelle de Lougansk dans l'est de l'Ukraine, selon la télévision d'Etat russe, suscitant de vives condamnations en Occident, Kiev parlant d'"*invasion*".

L'Otan a dénoncé "*une violation flagrante*" par la Russie de ses engagements internationaux et de la "*souveraineté*" de l'Ukraine. Le Pentagone a exigé que Moscou retire "*immédiatement*" son convoi humanitaire sous peine de nouvelles sanctions.

L'envoi de ces 300 camions "*constitue une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie*", a déclaré le contre-amiral John Kirby, le porte-parole du Pentagone.

L'Union européenne a "*déploré*" la décision de Moscou qui a, au bout d'une semaine d'attente, unilatéralement décidé d'envoyer en Ukraine les 300 camions blancs.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit en outre se réunir vendredi pour aborder ce dernier développement de la crise ukrainienne.

"*Il s'agit d'une invasion directe*", a réagi le chef des services de sécurité ukrainiens Valentin Nalivaïtchenko, en promettant cependant que l'aviation ne bombarderait pas le convoi russe. "*Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que cela n'ait pas de conséquences plus graves*", a assuré le président ukrainien Petro Porochenko.

Kiev craint que ce convoi, qui se déplace en territoire rebelle en proie à des combats intenses, ne fasse l'objet d'une "*provocation*" qui pourrait servir de prétexte à une intervention militaire russe.

Selon le président russe Vladimir Poutine, tout nouveau retard du convoi aurait été "*inacceptable*", a-t-il dit dans un entretien téléphonique avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Mme Merkel doit se rendre samedi à Kiev, où elle sera reçue par le président ukrainien Porochenko pour une visite hautement symbolique à la veille de la fête de l'indépendance de l'Ukraine qui donnera lieu à un défilé militaire dans la capitale.

Un porte-parole militaire ukrainien a affirmé que deux colonnes d'équipements militaires lourds russes avaient été aperçues sur la route de Lougansk, dans les localités de Molodogardiïsk et de Davydo-Mykilske.

Le contrôle de la frontière russe est un des objectifs prioritaires de l'armée ukrainienne, par laquelle transitent, selon Kiev et certains pays occidentaux, armes et mercenaires qui vont renforcer les rangs des insurgés. 20minutes.fr 22.08

D'où sont sortis ces "*équipements militaires lourds russes*", mystère ? Aucun des satellite américains qui tournent en permanence au-dessus de l'Ukraine et de la Russie ne les a détectés lorsqu'ils passaient la frontière, étrange non ? Qu'on est bête parfois, ils n'ont pas précisé à quel pays ils appartenaient sachant que la plupart des équipements de l'armée ukrainienne sont... russes !

ACTUALITE EN TITRES

Bassesses.

- Bayrou: une entente avec Juppé "*possible*" dans la perspective de 2017 - AFP

- Hervé Mariton: La candidature de Nicolas Sarkozy à la présidence de l'UMP n'a «*pas beaucoup de sens*» - 20minutes.fr

Un scoop!

- Services à la personne : les plus aisés bénéficient des avantages fiscaux - LePoint.fr

Intox et désinformations.

- L'Etat islamique représente une menace inédite, selon le Pentagone - Reuters

- Irak : "*Ils font ça parce qu'on est chrétiens, c'est tout*" - LePoint.fr

- La guerre civile a fait près de 200.000 morts en Syrie - Reuters

Pourquoi il est temps de taper du poing sur la table pour qu'Arabie Saoudite, Qatar et autres Etats arabes ou musulmans assument eux aussi leurs responsabilités dans la lutte contre le califat islamique - Atlantico.fr

Autant leur demander de s'appliquer la charia !

Stratégie du chaos.

- Irak: 70 morts dans une attaque de miliciens chiites contre une mosquée sunnite Shwan - AFP

- Irak : 700 000 déplacés ont trouvé refuge dans le Kurdistan irakien - LePoint.fr

- Libye : 170 migrants portés disparus en mer - LePoint.fr

- Pakistan: vers un "*coup d'Etat de velours*" de l'armée ? - AFP

- La guerre en Syrie a fait plus de 190.000 morts selon l'ONU - AFP

- Ebola s'étend au Liberia, l'arrêter "*prendra des mois*" selon l'OMS - AFP

- 22 322 personnes sont disparues au Mexique - LeMonde.fr

Haut de page

Le 24 août 2014

CAUSERIE

Un mot sur ma situation personnelle très délicate.

Je vais payer très cher le tiers-mondisme qui m'animait à la fin des années 80 et qui m'a amené à partager ma vie avec une femme indienne sur laquelle je ne savais rien ou presque, sinon qu'elle était pauvre. Une terrible erreur. Après avoir démissionné de l'OCI au début de 1981, j'ai cessé totalement de militer sauf dans l'entreprise où je travaillais, j'étais délégué syndical FO. Je me suis pour ainsi dire désintéressé de la politique, j'étais écoeuré en fait plus que découragé.

J'en profitais pour renouer plus ou moins avec les domaines que j'avais déjà explorés dans le passé et mon intérêt portait désormais sur des questions plus philosophiques, ce qui m'amena à étudier diverses religions, principalement le bouddhisme et l'hindouisme, ma curiosité débordante et ma soif de connaissance m'entraîna vers d'autres sujets comme l'alimentation ou diététique, les médecines parallèles, etc. Je n'étais pas perdu mais presque, à la recherche de nouveaux repères en quelque sorte. Vivant confortablement à cette époque, je m'intéressais plus aux questions relatives à mon bien-être personnel qu'à celui des autres sans pour autant changer de convictions politiques, je n'y pensais plus, je les avais rangées dans un tiroir de mon

cerveau où étaient stockées mes diverses expériences, pour le rouvrir 20 ans plus tard, le 11 septembre 2001, date également de mon anniversaire.

Petit à petit ma vigileance ou mon esprit critique, qui à l'époque n'était pas très développé il faut bien dire faiblir, au point de m'embarquer dans une histoire qui allait changer le cours de ma vie et m'entraîner en Inde, aventure à laquelle je n'étais pas du tout préparée. En Inde je suis allé de désillusion en désillusion, cependant tant que je conservais l'ascendant sur mon épouse, je pouvais réparer mes erreurs et surtout les siennes sans trop de dommages. C'est une fois que ce rapport s'inversa en sa faveur que la situation devint critique. Au bout de 15 ans de vie commune environ, il était évidemment trop tard pour faire marche arrière sans prendre de gros risques, notamment celui de perdre le mode de vie que je m'étais construit patiemment au cours des années précédentes. Et puis l'âge avançant et la situation sociale se dégradant à vive allure en France, il m'était devenu impossible d'envisager y retourner et essayer de refaire ma vie, à nouveau, toutes les opportunités que j'aurais peut-être pu saisir quelques années plus tôt s'étaient refermées une à une derrière moi, je n'avais plus qu'à m'enfoncer toujours plus dans cette histoire qui prenait une sale tournure, mes relations avec ma compagne étant devenues exécrables au possible. Je n'ai jamais essayé de me le cacher, en quelque sorte je menais une double vie depuis 2004 environ, date à laquelle j'ai créé ce portail et j'ai renoué avec le militantisme politique.

Double vie dans la mesure où je continuais à partager sa vie tout en en étant de plus en plus éloigné, tout en me livrant à une intense activité politique qui lui était totalement étrangère ou à laquelle elle ne pouvait rien comprendre. Je vivais désormais avec elle en Inde, mais mon esprit et mes préoccupations étaient ailleurs. Le processus de décomposition de nos relations s'est brutalement accéléré quand elle a décidé de s'installer en France, estimant que je devrai la suivre un jour ou l'autre, ne cessant plus de me pourrir la vie jusqu'à ce qu'elle obtienne satisfaction. Or j'avais la ferme intention de rester vivre en Inde, sachant que matériellement ma situation matérielle et financière serait catastrophique en France, tandis qu'en Inde je vivais confortablement et rien ne s'opposait à ce que je finisse mes jours ainsi. Mais pour elle qui détestait l'Inde et les Indiens, sa propre famille, la chose était entendue, maintenant qu'elle avait obtenu une HLM, ses allocations d'handicapée et la CMU, je devais la suivre, c'était elle qui dorénavant dicterait notre destin, le mien, alors que si je l'avais écoutée dans le passé, nous serions devenus des clochards, nous aurions perdu le petit capital sur lequel nous vivions, ma vie aurait été foutue.

Aujourd'hui, avec le coup de force qu'elle vient de m'imposer, elle risque de ruiner le restant de mes jours à défaut que je la suive en France, me détestant autant que le reste du monde, seule l'argent que j'avais économisé et fait fructifié l'intéresse, ainsi que ses ordures de frères évidemment. Selvi n'était finalement qu'un prétexte puisqu'elle m'a déjà perdu depuis très longtemps. Si par malheur je devais tout perdre et retourner en France, il est clair qu'elle ne me reverrait jamais, ce dont elle se fout pas mal entre nous, d'où les quelques précautions que j'ai dû prendre en urgence ces derniers jours. Je vous ai toujours dit que j'avais rien du mec calculateur ou du manoeuvrier, de l'hypocrite qui cache son jeu, et bien là cela pourrait me jouer un vilain tour, car j'aurais dû prendre mes précautions bien plus tôt. Mais bon, je ne pouvais pas non plus envisager prendre la fuite comme un voleur, ce n'est pas dans ma nature, je suis trop honnête, peut-être jusqu'à la connerie je veux bien l'admettre, en tout cas je me suis fourré dans une sale histoire sans savoir comment elle va finir. Cela ne m'a pas empêcher d'actualiser le site ces derniers jours comme si de rien n'était, car ma détermination à m'en sortir reste intacte. Et puis ma petite vie médiocre ne pèse par lourd à côté de ce qui se passe actuellement dans le monde. D'accord je n'en ai qu'une et je devrais m'en soucier davantage, on essayera par la suite si l'occasion m'en est donnée, quand cette histoire sera terminée.

J'ai eu tort de faire confiance à cette femme, j'ai eu la faiblesse de la croire sur parole en sachant de quoi elle était capable, une faiblesse impardonnable qui est due au fait que je n'ai jamais été animé de mauvaises intentions à son égard, ce qui n'était pas son cas et elle vient de le prouver.

C'est pour cette raison que parfois je manifeste de la mauvaise humeur dans le site, parce qu'il faut sans cesse se justifier, se justifier comme si on était coupable de quelque chose qu'on n'a pas commis, la méfiance aveugle ou l'gnorance conduit bon nombre de lecteurs ou militants à toujours prendre tout de travers, n'imaginant pas un seul instant apparemment que je n'avais absolument aucun intérêt à agir de la sorte ou que j'aurais franchement eu autres chose à faire que de me faire chier du matin au soir devant mon ordinateur.

C'est mon optimisme ou ma propension à favoriser le bon côté des gens qui m'a induit en erreur, et ce n'est pas faute de les connaître, donc j'assume.

Pour faire un point rapidement sur la situation, la police est venue à deux reprises à mon domicile depuis le 20 août date du retour de France de ma charmante épouse et de la plainte qu'elle a déposée contre moi, ne voyant pas comment répondre à son offensive, au lieu d'adopter la tactique de la défensive qui aurait pu l'encourager dans son entreprise, je suis passé à mon tour à l'offensive en portant plainte contre elle en me rendant au commissariat le plus proche de chez moi hier matin, et dans l'après-midi dans le même commissariat les policiers ont organisé une confrontation en présence de mon épouse. Ils comprirent rapidement quel était le mobil de son action contre moi et qu'elle avait décidé de faire main basse sur mon modeste capital, étant tous les deux de nationalité française et étant marriés en France, ils en conclurent que la juridiction indienne n'était pas abilitée à trancher notre différent et que seul un tribunal en France détenait le pouvoir de prononcer une séparation ou un divorce. Autant dire que si elle s'engageait dans une telle procédure en France, cela pourrait prendre de nombreuses années parce que je n'ai plus les moyens de me payer un billet d'avion.

Ce fut un soulagement pour moi et Selvi, temporaire, car elle a déjà décidé de tenter sa chance dès demain dans un commissariat réservé aux femmes au Tamil Nadu, puis à Pondichéry ou encore auprès du Consulat de France, que j'ai informé en détail de toute cette lamentable histoire, n'ayant rien à cacher ou à me reprocher. J'attends la suite maintenant. J'ai essayé une dernière tentative de conciliation en l'appelant au téléphone ce matin, en vain, elle est immédiatement entrée dans une furie noire, elle s'est mise à hurler, c'est son état normal dès qu'on la contredit ou qu'elle est contrariée, s'il pleut par exemple, quelle horreur ! Je m'en doutais, elle a renouvelé ses menaces de morts et qu'elle allalit me mettre sur la paille ou ruiner ma vie, ta vie est foutue m'a-t-elle dit gracieusement et elle a raccroché.

Personne ne pourrait raisonnablement envisager de continuer à vivre sous le même toit avec une telle personne ou après un tel épisode. Quand parfois j'évoque le comportement du prolétariat profondément arriéré, ce n'est pas pour des prunes, mais parce que je le connais bien et non pour le juger ou pire le condamner à demeurer éternellement dans cet état peu enviable, je connaissais les désagréments et les dangers de le côtoyer de près puisque c'était mon milieu familiale, je pensais qu'à mon contact le meilleur supplanterait le pire, apparemment tel ne fut pas le cas, ce qui prouve bien qu'on a toujours quelque chose à apprendre des autres dans la vie, sinon à quoi bon continuer à vivre, n'est-ce pas ?

Le chiffre du jour. 2.100

Plus de 2.100 personnes ont été tuées côté palestinien depuis le 8 juillet et le début de l'opération israélienne "Bordure protectrice" contre le Hamas qui contrôle le territoire palestinien, selon les secours locaux.

En complément. La même barbarie.

- Ukraine: un hôpital touché dans un bombardement à Donetsk - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Quoi qu'ils disent ou fassent, ils incarnent le rejet du capitalisme qui unifie toutes les couches d'exploités contre le régime.

- Hollande à 17% de popularité, Valls perd 9 points (36%), selon l'Ifop - AFP

François Hollande perd un point de popularité (17%), tandis que le Premier ministre enregistre une chute de 9 points pour s'établir à 36%, selon le baromètre Ifop pour le Journal du dimanche. AFP 23.08

- Pour François Hollande, "*on n'est plus dans la crise*"... Atlantico.fr En marge de son voyage dans l'océan Indien, le chef de l'État n'a pas dérogé à son éternel optimisme. "*On n'est plus dans la crise*", a-t-il avancé, malgré les mauvais résultats économiques qui s'amoncellent. Ce "*on*" dissimule pourtant des millions de Français, pour qui la crise et ses effets sont loin d'être terminés. Atlantico.fr 23.08

- La nouvelle fronde d'Arnaud Montebourg - LePoint.fr

- Benoît Hamon : « *Arnaud et moi ne sommes pas loin des frondeurs* » - LeMonde.fr

- Critique du gouvernement: Les écologistes persistent et signent - 20minutes.fr

- Pour Mélenchon, Hollande est «*pire*» que Sarkozy - 20minutes.fr -

"*Monsieur Hollande, c'est pire que monsieur Sarkozy*", a lancé au cours d'une conférence de presse M. Mélenchon, qui a quitté vendredi la coprésidence du Parti de gauche (PG). (Apparemment il aurait renoncé à en devenir le Premier ministre, quel misérable pitrerie ! On pourrait appeler cela de la récupération dans la mesure où il dit ce que chacun pense déjà. Son discours en apparence radical ne sert qu'à camoufler sa capitulation politique devant le régime. - ndlr)

"*Parce que monsieur Sarkozy, c'était la retraite à 62 ans, monsieur Hollande, c'est la retraite à 66 ans. Monsieur Sarkozy et monsieur Fillon ont donné 35 milliards (d'euros) au patronat en deux plans d'austérité. Quand on fait le total des concessions qu'a fait ce gouvernement, c'est 90 milliards*", a-t-il développé. AFP 23.08

Il est très loin du compte, passons.

En complément. La (mauvaise) blague du jour.

- « Le Front de Gauche veut-il vraiment renverser ce régime ?» - Liberation.fr

Meurtre raciste ordinaire. La question qui tue... si vous avez le malheur d'être noir.

- «*Les enfants de Ferguson*»: comment parler de la police aux enfants noirs? - Slate.fr

Réponse.

- New York: des milliers de manifestants après la mort d'un père de famille noir - AFP

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Staten Island à New York, pour protester contre la mort d'Eric Garner, un père de famille noir décédé lors de son interpellation par la police le mois dernier.

Soupçonné de vente illégale de cigarettes, Eric Garner, qui avait tenté de résister, avait été plaqué au sol par plusieurs policiers blancs le 17 juillet à New York.

Dans une vidéo amateur, on voit un policier lui compresser le cou. Obèse et asthmatique, Garner, 43 ans, se plaint à plusieurs reprises de ne pas pouvoir respirer. Il avait ensuite perdu connaissance et avait été déclaré mort à l'hôpital.

"*Je ne peux pas respirer*", scandaient samedi les manifestants, venus par cars et ferry, jusqu'à l'île de Staten Island, un arrondissement de New York.

"*La vie des Noirs compte*", pouvait-on lire sur des pancartes, alors que d'autres demandaient l'arrestation du policier, Daniel Pantaleo.

"*Pas de justice, pas de paix*", scandaient aussi les marcheurs. "*Les mains en l'air, ne tirez pas*", lançaient-ils.

Venus parfois avec leurs enfants, à l'appel notamment du NAN (national Action Network), organisation du leader des droits civiques Al Sharpton, les manifestants associaient sur des mêmes pancartes Eric Garner et Michael Brown, dont la mort a provoqué provoqué plusieurs nuits d'émeutes à Ferguson.

Celle de Garner a suscité une intense émotion à New York, et plusieurs manifestations pacifiques ont eu lieu ces dernières semaines.

"*J'ai trois fils de 15, 12 et 6 ans, je suis là pour que le monde voit ce qui se passe ici*", déclare à l'AFP Tricia Mackmenbourgh, venue de Brooklyn, qui dénonce la "*brutalité policière*" de "*mauvais policiers qui ne font pas leur travail*".

"*Tout le monde a le droit de se sentir en sécurité*", ajoute-t-elle, estimant qu'il faut aussi revoir la politique de la "*fenêtre cassée*", qui vise à New-York à être sans pitié avec les auteurs de petits délits.

Les autorités new-yorkaises avaient tout fait pour calmer le jeu avant la manifestation de samedi, surveillée par de très importantes forces de police.

Al Sharpton avait lui même déclaré qu'aucune violence ne serait tolérée.

Certains magasins le long du cortège avaient cependant préféré fermer, redoutant des violences.

Les manifestants avaient prévu de marcher depuis l'endroit où Eric Garner avait été interpellé, jusque devant les bureaux du procureur local. Celui-ci a annoncé mardi la convocation - en octobre - d'un grand jury, assemblée populaire chargée de décider d'éventuelles inculpations.

Le policier qu'on voit serrer le cou de Garner, pratique illégale, a été réaffecté. AFP 23.08

Une menace pour les peuples du monde entier.

Leur armée de mercenaires sanguinaires.

- Comment les Etats-Unis peuvent-ils venir à bout de l'Etat islamique ? - AFP

- Les Etats-Unis envisagent « *d'agir* » contre l'Etat islamique en Syrie en cas de menace - LeMonde.fr

Harcèlement quotidien et provocation grossière.

- La Chine dément avoir mis en danger un avion militaire américain - LeMonde.fr

La Chine a rejetté, samedi 23 août, les accusations des Etats-Unis selon lesquelles un avion de chasse chinois aurait dangereusement frôlé un appareil américain au large de la Chine. Le ministre chinois de la défense, Yang Yujun, a qualifié ces allégations de « *totalement infondées* », selon un communiqué cité par l'agence de presse Chine nouvelle.

Le ministre y affirme que le chasseur était à bonne distance de l'avion américain, intercepté au-dessus des eaux internationales à environ 220 kilomètres à l'est de l'île chinoise de Hainan, et qu'il a mené une opération de vérification normale. Il renvoie la responsabilité d'éventuels incidents à « *la surveillance rapprochée, massive et fréquente de la Chine* » pratiquée par les forces américaines. LeMonde.fr 23.08

Face à l'engrenage, l'Etat sioniste effrayé temporise face à ses conséquences.

- Des roquettes tirées de Syrie atteignent le Golan occupé par Israël Francetv info

Des tirs de roquettes partis de Syrie ont touché, dimanche 24 août, la partie du plateau du Golan occupée par Israël, annonce l'armée israélienne. "*Au moins cinq roquettes tirées depuis la Syrie ont touché différents points du plateau du Golan*", selon un communiqué, qui ne fait état d'aucune victime. L'auteur des tirs n'est pas encore connu et l'armée israélienne n'a pas riposté, selon une porte-parole.

Samedi soir, une roquette tirée du Liban a frappé le nord d'Israël, sans faire de dégâts ou de victimes, une action qui n'a pas été revendiquée. Israël n'a pas répliqué à ce tir, mais a adressé une "*ferme protestation*" à la Finul, la force des Nations unies déployée dans le sud du Liban, qui surveille la frontière entre les deux pays. Francetv info 23.08

Le moment semble mal choisi pour qu'Israël se livre à une telle provocation via ses alliés arabes sionistes.

Par contre ses ennemis pourraient en profiter pour l'entraîner dans une guerre avec ses voisins qui fragiliserait un peu plus Israël, sachant qu'une telle extension de la guerre au delà de la Syrie, de l'Irak et de Gaza pourrait embraser toute la région et mener à une guerre totale entre les différents belligérants en présence, et qui sait au delà encore.

Haut de page

Le 25 août 2014

CAUSERIE

Pas de nouvelles personnelles, dimanche et lundi calmes.

Je vais me retrouver sans compte en banque en France, mais j'ai trouvé la parade, pour recevoir éventuellement de l'argent de la part de ma famille au cas où je me retrouverais en difficulté, il suffira qu'ils aillent à la Banque postale et remplisse avec mes coordonnées bancaires en Inde un document intitulé " Odre de transfert de fonds international " et l'envoyer au service des virements internationaux à Lille moyennant une commission de 13 euros environ.

Je peux aussi ouvrir un compte à la State Bank of India, il suffira alors à la personne en France, si elle est sur la région parisienne, qu'elle aille à leur succursale du Rond point des Champs Elysées à Paris.

Quant à ma petite retraite dans trois ans, je pourrais la faire virer directement sur mon compte en Inde.

Le chiffre du jour. 2.120.

La guerre a fait 2.120 morts côté palestinien, selon les secours locaux. AFP 24.08

En complément du champ de bataille.

- Israël : Benny Gantz échappe à un missile, blessé - french.irib.ir

Le chef de l'état major interarme israélien a échappé à une attaque aux missiles de la Résistance. selon Al Mayadin, Benny Gantz se trouvait dans la base militaire de Nahal Uz quand les missiles de la Résistance se sont abattus sur cette base. Les médias israéliens annoncent qu'il a été grièvement blessé. 4 missiles ont été tirés samedi soir contre Sderot. 140 missiles ont été tirés samedi contre Israël provoquant la mort d'un israélien. french.irib.ir 24.08

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent.

- Roche va racheter l'américain InterMune - Reuters

Le groupe pharmaceutique Roche a annoncé dimanche le rachat de la société de biotechnologie américaine InterMune pour une valeur d'entreprise de 8,3 milliards de dollars. Reuters 24.08

- Suisse: Roche achète le groupe américain InterMune pour 8,3 milliards de dollars - AF

ACTUALITÉ DU JOUR

La soumission à l'impérialisme américain qui se traduit par un mimétisme à tous les niveaux de la société devait entraîner les mêmes maux.

- Marseille: un mort et un policier gravement blessé après une course-poursuite - AFP

- Montpellier : le maire refuse que la ville «*devienne Chicago*» - Liberation.fr

Partant du constat qui figure dans le titre que j'ai donné à ces infos, la suite était écrite, l'engrenage infernal de la décomposition de la société et la violence était inévitable dès lors que les représentants de l'Etat ne romperaient pas avec les Etats-Unis.

Je l'ai pensé lorsqu'ils ont rasé le quartier de Puteaux pour construire La Défense ou ces horribles tours. J'ai continué de le penser lorsque le Coca Cola s'est répandu en France et que Mac Donald a commencé à s'implanter dans toute les grandes villes. En fait cela avait commencé par les cigarettes, le jeans et la musique (jazz, rock, blues), le cinéma aussi avec les westerns et les films de guerre retraçant des épisodes de la Seconde Guerre mondiale, qui allaient être diffusés sur l'unique chaîne de télévision de l'ORTF le dimanche soir.

Le lien entre tout cela figurait dans la guerre du Vietnam où les Américains allaient prendre le relais des Français après la défaite de Dien Bien Phu en 1954. Si de Gaulle décida de quitter le commandement militaire intégré de l'OTAN en 1966, il ne rompit jamais avec les Américains et l'Alliance atlantique, précisant dans une conférence de presse du 7 mars 1966, (la France) « *est disposée à s'entendre avec [ses alliés] quant aux facilités militaires à s'accorder mutuellement dans le cas d'un conflit où elle s'engagerait à leurs côtés ». Bref, elle « croit devoir, pour son compte, modifier la forme de [l']alliance sans en altérer le fond* ». (www.monde-diplomatique.fr/2008/04/VIDAL/15800).

Face à la Russie et la Chine, l'hégémonie de la puissance américaine sur les autres puissances occidentales allait petit à petit s'étendre au mode de vie de leur population, au paysage de leur territoire, puis gagner ou plutôt envahir leur mode de pensée, pour finir le modèle américain fut adopté quasiment sans réserve ou aveuglément au point d'être déclaré l'idéal de la société du futur.

Ce processus d'assimilation, qui a terme devait être totale ou se traduire par l'adoption d'un mode de vie et de pensée standardisé sur le modéle américain par tous les peuples en Europe, fut présenté de telle sorte ou justifié hypocritement par ceux qui soutenaient qu'on assistait à un mélange ou brassage de cultures, alors qu'en réalité il s'agissait plutôt d'imposer la domination d'une culture sur une autre qui devrait disparaître ou passé au second plan, la culture américaine incarnant un type de société soumise à l'argent et à la consommation à outrance, déshumanisée, largement gangrenée par la propagande officielle, très superficielle, je parle en général.

La culture américaine allait être formatée de telle sorte qu'elle allait incarner l'orientation politique et les besoins des capitalistes

qui avaient fait main basse sur son économie, devenue la première puissance mondiale il était facile de comprendre ou de concevoir que l'exportation de leur culture était liée à des objectifs politiques, accroître son emprise sur tous les pays dépendant économiquement des Etats-Unis à l'issue de la Seconde Guerre mondiale afin de leur imposer plus facilement sa politique. Ce n'est pas un hasard non plus si c'est aux Etats-Unis que sont nés ou que se sont développés les mouvements féministes, écologistes, homosexuels, la question de la lutte contre le raciste occupant une place à part en relation avec l'esclavagisme et après son abolition le refus d'accorder aux Noirs les droits civiques qu'aux Blancs. Autant de mouvements qui dès le départ furent encouragés, dévoyés ou instrumentalisés par l'oligarchie financière comme le révéla plus tard Nick Rockefeller car politiquement ils servaient ses intérêts, il fallait bien diviser et distraire le peuple américain ou faire en sorte qu'il ne s'intéresse pas aux questions politiques essentielles pour que le gouvernement applique tranquillement sa politique.

Plus tard ces mouvements furent importés en France (notamment) ou se développèrent par mimétisme, sans parfois ou très souvent que leurs auteurs prennent conscience des véritables enjeux ou objectifs politiques qu'ils recouvraient. A l'époque du néolibéralisme triomphant et acquise la soumission totale de tous les gouvernements à l'impérialisme américain, l'idéologie nihiliste reposant sur un individualisme aveugle ou forcené inconscient, nécessitant un tel mode de pensée, elle n'a plus besoin d'être importé d'outre-Atlantique, elle se nourrit de la décomposition de la société à laquelle elle participe tout en l'accélérant, sans jamais avoir à l'esprit qu'en agissant ainsi les représentants de ces mouvements se transforment en agents du capitalisme ou du gouvernement en place. Contrairement aux mouvements pour les droits civiques des Noirs aux Etats-Unis qui le plus souvent lient leur combat politique à des revendications sociales, en n'hésitant pas à dénoncer la monstruosité à laquelle est parvenu le capitalisme qui a favorisé l'explosion des inégalité sociales avec la naissance de couches d'ultra riches au côté de dizaines de millions d'ultra pauvres ou miséreux, argument dont on ne trouvera pas trace dans le combat des mouvements féministes ou écologistes ou homosexuels par exemple ou seulement à la marge, rarement.

Et c'est normal, car qui mieux que le Noir incarne l'exploité ou l'opprimé aux Etats-Unis, l'ensemble des exploités toutes origines confondues, donc le pendant du capitaliste, de l'exploiteur et l'oppresseur dont le pouvoir ne saurait être contesté. Et s'il existe des villes aux Etats-Unis quasiment peuplées exclusivement de Noirs comme à Fergusson, de véritables villes ghettos réservées aux Noirs, il n'existe pas de villes entièrement peuplées de femmes ou de féministes, d'écologistes ou d'homosexuels. Cet argument peut paraître ridicule au premier abord, c'était juste pour montrer que la discrimination raciale avait à l'origine un contenu social lié aux fondements du capitalisme qui poussait les travailleurs noirs à rejeter le capitalisme, ce que ne sera pas le cas des participants des autres mouvements pour être davantage intégrés dans la société. D'autres arguments peuvent être développés pour montrer que la question noire correspond à un statut particulier, mais je n'ai pas le temps ici de m'étendre sur cette question.

Quand la crise du régime se transforme en crise politique sans aucune perspective d'en sortir.

Pourquoi ce titre aussi pessimiste ? Mais parce qu'il correspond à la réalité puisqu'aucun parti ouvrier n'est capable à ce jour d'inspirer confiance aux travailleurs. On ne va tout de même pas inventer un parti qui n'existe pas juste pour justifier la politique que l'on défend ou pour se faire plaisir, il faut être sérieux.

Cela dit cela ne signifie pas qu'il n'existerait pas une issue politique à la crise du régime conforme aux intérêts des travailleurs. Il ne faut pas confondre les deux. Ce que nous disons, c'est que les conditions subjectives n'existent pas pour espérer que les masses se saisissent de cette issue politique ou transforment cette perspective politique en réalité, voilà tout.

Pour que ce qui existe en théorie deviennent réalité, il faut que certaines conditions pratiques soient réunies. Aussi comme nous le clamons depuis des années sans jamais avoir été entendu, c'est l'absence d'un puissant parti ouvrier, le facteur déterminant qui seul peut faire passer cette perspective politique du plan théorique au plan pratique, de telle sorte qu'elle commence à prendre forme ou se traduise dans la réalité, d'où la nécessité de subordonner notre action politique ou notre intervention dans la lutte des classes à la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

On n'a jamais voulu nous écouter ou prêter sérieusement attention à nos arguments, la question du parti était sans cesse relégué au second plan, qu'on l'admette ou non peu importe, disons que ceux qui prétendraient le contraire aujourd'hui seraient bien mal avisés de prétendre le contraire, car on ne voit comment ils pourraient s'y prendre pour démontrer qu'ils ne l'ont pas toujours sous-estimé au profit du mouvement spontané des masses réduit en réalité au mouvement ouvrier gangrené par le réformisme ou l'opportunisme.

A sa façon et inconsciemment, Mélenchon a bien saisi que le noeud de la situation résidait dans la distance qui existait entre le "*peuple*" qu'il appelle au secours et son parti, nous dirons le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui n'existe pas en ce qui nous concerne, sans pouvoir établir quand elle s'était établie ni pouquoi ou comment y remédier évidemment.

Cette question est posée à tous les partis ouvriers en crise également. Pourquoi sont-ils coupés des masses, pourquoi aucun parti ouvrier n'est parvenu à émerger du lot au cours des 70 dernières années, excusez-nous du peu ? On leur a posé sans cesse cette question sans qu'il daigne y répondre, il la fuit en vérité, car la responsabilité de leurs dirigeants est directement engagée, ils préfèrent préserver leurs appareils.

Ce qui est intéressant ici, c'est que la situation ramène cette question au premier plan qu'ils le veuillent ou non, et le fait de ne pas y répondre ne va qu'amplifier la crise qui traverse tous les partis, c'est inévitable. Ils peuvent le nier évidemment et continuer comme si de rien n'était, mais il n'est pas certains que leurs militants accepteront encore longtemps d'être ainsi menés en bateau.

Quelle alternative au gouvernement Hollande-Valls ? Aucune partant de là. Un gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'accord, sur la base de quel parti puisqu'il n'existe pas ou que ceux qui existent n'ont aucune légitimité selon les travailleurs ? Donc impossible d'avancer cet argument. Gouvernement des partis et organisations ouvrières, quelle mauvaise farce, les travailleurs ont déjà donné, on leur a même dit que le PS était toujours un parti de gauche, ouvrier quoi, pour les persuader de voter Hollande et PS. Alors, on attend, messieurs veuillez nous dire quelle autre perspective politique proposez-vous aux travailleurs ?
Une Assemblée constituante souveraine, autre mauvaise blague dans la mesure où à peu de choses près elle serait la copie conforme de l'Assemblée nationale. Admettons un instant que ce ne soit pas le cas, mais quel parti suffisamment implanté dans toutes les couches d'exploités pourrait faire en sorte qu'il n'en soit pas autrement ? Aucun, on en revient donc à la conclusion précédente. Et puis, faudrait-il encore que les masses se mobilisent, déferlent pour lui donner un autre contenu. Faudrait-il aussi qu'elle trouve spontanément le chemin de l'organisation, car se mobiliser ne suffira pas, ce serait aux masses d'assurer le contrôle de l'Assemblée constituante, aussi faudrait-il qu'elles soient organisées, mobilisées en permanence pour dicter leur politique à cette institution, sinon elle agira plutôt comme un élément de démobilisation des masses...

Donc effectivement c'est le "*peuple*" le facteur déterminant de la situation, dès lors qu'il intervient directement sur la scène politique ou décide de prendre en main son destin, encore faut-il qu'un parti le guide dans la bonne direction pour qu'il ait une chance d'atteindre ses objectifs politiques, renverser le régime en place et prendre le pouvoir politique. Cela ne peut pas se réaliser spontanément sans qu'un long travail de sape du régime n'ait été réalisé pendant des années en amont. On peut estimer que le régime a largement contribué à effectuer ce travail de sape, les banquiers, la finance en général, les capitalistes ou les patrons, bon nombre de travailleurs savent quoi en penser même s'ils ne sont pas organisés, ils ont tous entendu parler de leurs terribles méfaits, inconsciemment ou quelque part dans leur tête ils les haïssent, et s'ils ne s'en sont pas débarrassés plus tôt , c'est uniquement parce que l'occasion ne s'est jamais présentée, alors que là ils pourraient en profiter pour régler leurs comptes. J'ai toujours soutenu que les travailleurs n'étaient aussi bêtes qu'on le prétendait ou qu'ils pouvaient le laisser penser au premier abord, qu'à défaut d'une compréhension claire de la situation, ils avaient acquis une certaine expérience des rapports entre les classes qui le moment venu pourrait leur servir.

Cela c'est le bon côté de la situation qui pourrait se développer si la crise politique se transformait en crise révolutionnaire. Maintenant il y a tous les aspects négatifs de la situation qu'il ne faudrait pas négliger.

Tout d'abord le fait que la moitié environ des travailleurs n'ayant pas subi une dégradation de leur condition au point de se mobiliser ou de se lancer dans une aventure risquée, qui à terme pourrait affecter leur niveau de vie ou pire encore, pourrait demeurer neutre ou soutenir les ennemis de ce processus révolutionnaire. Ensuite, cette mobilisation révolutionnaire aurait contre elle pratiquement tous les partis à part le POI, le NPA et LO, le PCF et le PG tenant de leur côté un double discours ou menant un double jeu pour le conduire dans une impasse. La réaction déploierait tous les instruments (de propagandes) médiatiques qu'elles contrôlent pour le dévoyer et le briser net. Toutes les institutions du régime seraient mobilisées pour le défendre la baillonnette au canon. Les entreprises recourraient au lock-out, les banques prétendraient manquer de liquidité pour payer les salaires, en cas de grève générale les distributeurs qui alimentent les supermachés pourraient refuser de les livrer orchestrant une pénurie des produits de premières nécessités, les riches et les banquiers organiseraient la fuite de capitaux à grande échelle, l'Etat ne serait plus en mesure de payer les salaires des fonctionnaires, les organismes sociaux les retraites, etc.

En réponse à cette offensive généralisée, centralisée et unifiée de la réaction, seule pourrait répondre efficacement un pouvoir centralisé et unifié au niveau national de manière à contrecarrer la réaction et empêcher que des masses basculent de son côté, avant qu'elles ne soient affectées par les mesures prises par la réaction, ce qui nécessite une prise de décision déterminée et rapide, tout retard ou alternoiment pouvant mettre en danger ou en échec l'ensemble du processus révolutionnaire. Maintenant on peut compter sur l'initiative des masses pour prendre le contrôle de pans entiers de secteurs économiques sans attendre un ordre venu du pouvoir central de la révolution, encore faudrait-il que tout cela soit exécuté avec un minimum d'ordre ou de discipline, l'objectif n'étant pas de s'emparer de quoi que soit pour son propre compte, mais d'intervenir selon un plan politique d'ensemble permettant de réorganiser l'ensemble de la production et de la société pour le compte de l'ensemble des travailleurs, et non une région ou un secteur économique déterminé, une couche particulière de travailleurs. Sans un centre de commandement centralisé de la révolution, impossible de mobiliser nos troupes pour s'emparer de points stratégiques ou les défendre une fois acquis...

On voit ici que rien n'est perdu d'avance ou que rien n'est finalement impossible, que l'objectif politique que les masses doivent se donner est à leur portée, qu'il est parfaitement réalisable dès lors que nous menons bien notre combat tous dans la même direction. Cela dit, si dans un premier temps on peut compter sur l'action spontanée des masses, par la suite ou très rapidement il faut impérativement qu'elles prennent conscience de l'orientation politique dans laquelle elle doivent poursuivre leur combat politique si elles veulent l'emporter définitivement sur leur ennemi, car dans le cas contraire elles échoueraient, leur ennemi profiterait de la moindre faiblesse ou faille pour s'engoufrer dedans et disperser ou disloquer le processus révolutionnaire en cours, qu'il réprimerait férocement évidemment, tout dépendrait encore des forces dont il disposerait ou son propre état de faiblesse après les coups que lui auraient porté les masses révolutionnaires déchaînées ou assoiffées de vengeance.

A un moment donné, en réalité très rapidement, il faudrait qu'un pouvoir émerge de ce processus révolutionnaire, tandis que l'ennemi continuerait le combat pour sauver son régime, afin d'emporter la victoire finale. D'où à ce moment là la place capitale qui reviendra au gouvernement ouvrier révolutionnaire de prendre les mesures qui s'imposent pour briser la résistance de la réaction, la réprimer impitoyablement de telle sorte que lui soit retirée la capacité de nuire à la révolution et au nouvel Etat ouvrier, à la République sociale...

On ne peut pas concevoir qu'un gouvernement ouvrier révolutionnaire composé d'éléments disparates ou non préparés à assumer cette responsabilité pourrait définir spontanément de telles mesures, si ses membres n'avaient pas pleinement conscience de la situation, de l'évolution des rapports entre les classes au cours du processus révolutionnaire, ce qui nécessite d'avoir une claire compréhension du rôle de chaque classe au sein du capitalisme depuis son avènement, du fonctionnement du capitalisme et des institutions au cours de leur évolution, d'être en mesure de définir à chaque étape du développement du processus révolutionnaire les tâches que les masses doivent accomplir, les objectifs politiques qu'elles doivent se fixer, ce qui ne s'improvise pas, ce qui est impensable en dehors d'un parti ou de dirigeants n'ayant pas une longue expérience de la lutte des classes ou n'ayant pas intégré les enseignements de la lutte des classes des siècles derniers, ne possédant pas une vision d'ensemble de l'évolution de la société et du monde depuis que le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme existe, d'où le facteur déterminant du parti sans lequel les masses ne pourront vaincre, de la même manière que ce parti seul ne pourrait jamais vaincre, d'où la nécessité absolue de contruire ce parti pour conquérir la confiance des masses révolutionnaires, ensemble ils seront invincibles.

Mélenchon semble découvrir que rien n'est possible sans le "*peuple*", les masses exploitées, en réalité il ne l'avait jamais assimilé quand il était "*trotskiste*", il le démontre ici, il n'est pas le seul dans ce cas-là. Une partie seulement des conditions objectives sont réunies pour qu'éclate une crise révolutionnaire, tandis que les conditons subjectives font largement défaut. Il faut donc s'appuyer sur les couches qui correspondent aux conditions objectives qui sont réunies pour réaliser les conditions subjectives qui font défaut, dont le parti.

Nous n'avons pas besoin de changer de discours pour nous adapter à la situation qui s'inscrit dans la continuité de la lutte des classes des décennies antérieures, et si nous ne nous sommes pas écarter du léninisme, c'est parce que nous savions que la situation le ramènerait à un moment ou un autre au premier plan en posant la question du parti. En réalité cette question a toujours été d'actualité bien que la révolution n'était pas à l'ordre du jour ou était repoussée à une date indéterminée, estimant partant de ce constat qu'il fallait impérativement y subordonner notre politique pour disposer de cet instrument au moment où l'heure de l'affrontement entre les classes sonnerait, de manière à ne pas être pris au dépourvu et pouvoir y jouer un rôle décisif au côté des masses révolutionnaires.

Quel parti pourrait remplir ce rôle sinon le POI ou son courant communiste internationaliste une fois que des milliers de militants l'auraient rejoint et bien davantage encore par la suite une fois la dynamique enclenchée, on veut bien encore y croire bien que les apparences ne soient pas forcément en sa faveur, on ose l'espérer, parce qu'on ne voit quel autre parti pourrait jouer un tel rôle, aucun si on est un tant soit peu sérieux. Vous allez peut-être vous marrer (moi cela ne me fait pas rire du tout!) en repensant à mon penchant naturel à être optimiste qui m'a joué un bien vilain tour dans ma vie personnelle, mais là c'est différent, il s'agit de politique, c'est plus sérieux, ma vie personnelle ou mes intérêts personnels je les ai très souvent négligés. Personnellement je n'en ai rien à foutre que ce soit le POI ou un autre parti, je ne me suis jamais posé cette question en ces termes, si j'en suis arrivé à cette question c'est parce qu'elle est cohérente avec l'ensemble de ma démontration et la politique que je défends, ce parti est le seul qui pourrait faire l'affaire, sans a priori aucun, c'est un constat, je n'y peux rien, c'est ainsi, après tout le mal que j'en ai dit ces dernières années, vous avouerez que si je ne le pensais pas sincèrement ou si je n'en étais pas convaincu je ne l'écrirais pas, c'est une question d'honnêté, voilà tout. Il n'y a nulle contradiction entre mes deux attitudes, la vie est faite de contradictions, non, à moins qu'on ne vive pas dans le même monde, dans ce cas-là je m'incline. D'ailleurs si vous avez lu attentivement ce que j'ai écrit, je ne renonce nullement à mes idées et mes critiques du POI, j'estime que la situation actuelle impose de ramener mes désaccords avec le POI à un échelon inférieur sans les abandonner pour autant. Faites-en l'expérience, on en reparlera plus tard.

- Critiques de Montebourg et Hamon: "*Du jamais vu sous la Ve République*" - L'Express.fr

- Climat de crise pour la rentrée politique du gouvernement - AFP

Manuel Valls disait s'attendre à une "*rentrée difficile*", il est servi. Les vacances gouvernementales à peine terminées, le weekend s'est achevé dans un climat de crise politique, François Hollande et son Premier ministre étant confrontés à une contestation interne.

Pendant trois jours, à gauche, les voix critiques à l'égard de la ligne défendue par François Hollande et Manuel Valls ont tenu le haut du pavé, éclipsant le voyage présidentiel dans l'Océan indien alors que le chef du gouvernement a gardé le silence. Jusqu'à dimanche soir, l'entourage de Manuel Valls déclarant qu'"une ligne jaune a été franchie" par Arnaud Montebourg.

Le combat mené par les "*frondeurs*" du PS a revêtu une nouvelle dimension avec les prises de position de l'ex-ministre EELV Cécile Duflot et plus encore de deux poids lourds du gouvernement, Arnaud Montebourg (Economie) et Benoît Hamon (Education nationale). Pendant ce temps, depuis Grenoble, Jean-Luc Mélenchon, bien que plus isolé que jamais, poursuivait ses diatribes contre le président François Hollande, "*pire que Sarkozy*" selon lui.

C'est l'ex-numéro un des écologistes qui a ouvert la danse dès jeudi. Traitant le chef de l'Eat de "*président de personne*" dans un livre au titre évocateur ("*De l'intérieur. Voyage au pays de la désillusion,* édition Fayard), qui sort en librairie lundi, elle a donné le ton des journées d'été de ses amis écologistes réunis à Pessac (Gironde), réclamant "*une vraie politique de gauche*".

(Réclamer une "*une vraie politique de gauche*" à un président de droite sert : 1- à couvrir qu'il est de droite ; 2- S'il est de gauche et fait une politique de droite, c'est peut-être parce que c'est la seule politique possible : 3- Ou alors puisqu'il n'est pas de droite cela revient à entretenir des illusions sur sa volonté à appliquer une politique de gauche, qui sait s'il ne s'y résoudra pas un jour ; 4- Finalement cette confusion savamment entretenue sert à ménager le régime. - ndlr)

Samedi, Arnaud Montebourg est entré dans le jeu, proposant dans un entretien au Monde ce qu'il appelle "*une inflexion majeure*" de la politique suivie. Partisan de "*hausser le ton*" à l'égard de l'Allemagne et de sa politique de rigueur, il a estimé qu'il y avait "*toujours une alternative*", prenant ainsi le contrepied du président de la République. (Cela revient à demander à l'Allemagne de renoncer à Hartz IV ou de céder des parts de marché aux capitalistes français, autant dire qu'il rêve ou se fout du monde. -ndlr)

Dimanche, sur ses terres de Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire), l'enfant terrible du gouvernement s'est affiché au côté de Benoît Hamon, l'un des chefs de file de la gauche du PS. Les deux hommes ne sont "*pas loin des frondeurs*" du PS, a affirmé au Parisien M. Hamon. Ministre de la Culture, Aurélie Filippetti les a encouragés, leur souhaitant une belle journée à Frangy, où le tandem a réitéré ses critiques.

Le contexte se prête à une telle offensive. La France a connu une croissance nulle au 1er semestre, l'Allemagne un recul au 2e trimestre (-0,2%), le Pacte de responsabilité est encore sans effet sur le niveau du chômage, tandis que la popularité de Manuel Valls chute de neuf points dans le baromètre Ifop (36% d'opinions favorables au lieu de 45% en juillet), celle de François Hollande restant au plus bas (17%).

Mais le Premier ministre est décidé à réaffirmer son autorité après les propos d'Arnaud Montebourg. "*Un ministre de l'Economie ne peut pas s'exprimer dans de telles conditions sur la ligne économique du gouvernement et sur un partenaire européen comme l'Allemagne. Donc le Premier ministre est décidé à agir*", a affirmé l'entourage de Manuel Valls. AFP 24.08

- Mélenchon rappelle une promesse de Hollande : la démission de mi-mandat en cas d'échec - Rue89

Mélenchon (Twitter) : "*Il y a deux ministres qui vont se réunir pour tailler en pièce la politique du gouvernement auquel ils participent.*".

Il est vrai, pour ceux qui ont la mémoire courte au PG ou au FdG, que ce n'est pas sous le gouvernement Chirac-Jospin auquel participait Mélenchon (PS) et Buffet (PCF) que cela aurait pu se produire, tandis que Jospin était le champion des privatisations et Chirac un président de la République représentant le partie de l'ordre (RPR). C'est marrant cette fâcheuse tendance à avoir une mémoire sélective chez certains militants. Ne parlons pas de Mélenchon ! Je l'avais traité de pauvre type, de populiste, de charlatan, il le mérite amplement.

- «*Il faut dépasser les frontières du Front de gauche*» - libération.fr 24.08

Quand on lit les nombreuses mais brèves déclarations ou interventions de militants du Front de gauche qui figurent dans cet article, on se dit qu'on est en présence d'un ramassi de clampins qui ne comprennent rien à rien, ils sont encore plus arriérés que les masses. La preuve : tous s'étonnent que le PCF n'ait pas rompu avec le PS aux dernières municipales, alors que les travailleurs ne s'y sont pas trompés.

Ce n'est pas de leur faute, Mélenchon entretient l'ignorance des travailleurs qui ont rejoint son parti ou le FdG, pour cette raison aussi c'est vraiment un sale type. En fait il ne croit pas dans le socialisme, c'est un crétin !

Le sionisme ou la guerre totale.

- L'Iran abat un drone israélien et se réserve le droit aux représailles - french.irib.ir

Les Gardiens de la révolution ont affirmé dimanche dans un communiqué avoir abattu un drone furtif israélien au-dessus du site d'enrichissement d'uranium de Natanz. Un drone d'espionnage du régime sioniste a été abattu par un missile.

"*Ce drone furtif tentait d'approcher la zone nucléaire de Natanz*", affirme le communiqué des Gardiens de la révolution. "*Cette action montre de nouveau l'aventurisme du régime sioniste, les Gardiens de la révolution et les autres forces armées se réservent le droit de répondre à cette action* » a martelé dans son communiqué le Corps des Gardiens de la révolution islamique. french.irib.ir 24.08

Haut de page

Le 26 août 2014

CAUSERIE

On ajoutera de nouveaux documents dans la journée.

Crise politique ministérielle en France.

Selon Mediapart, lors de la réunion gouvernementale du 21 août, la prise de parole de Fabius aurait été «*longue, très longue*» laissant à certains autour de la table l'amère impression « *que la mission du gouvernement était plutôt de faire allégeance aux leaders d'opinion mondiaux [...] que d'emporter l'adhésion et la confiance des Français.*»

Une fois l'intervention de Fabius terminée , Michel Sapin pris la parole, puis ce fut au tour d'Aurélie Filippetti de s'exclamer : « *puisque le gouvernement en arrivait à ce point, s'il ne fallait pas mieux renoncer tout de suite à faire une politique de gauche, s'il ne fallait pas s'excuser d'être de gauche pour plaire au patronat.*»

Une remarque qui n'a pas du tout plu à Manuel Valls. «*Le clash fut bref mais tendu*», poursuit Mediapart, mais révélateur du «*malaise latent*» au sein du gouvernement, ainsi que de «*la nervosité du Premier ministre*» face aux multiples questionnements sur sa ligne politique, accusée, notamment au sein de sa propre majorité, de dévier vers la droite. slate.fr 25.08

Certains avaient été nommés ministres pour servir de caution de gauche à un président-Bonaparte de droite ainsi que son programme ou sa politique, dont la marge de manoeuvre allait s'avérer quasiment nulle dès son élection.

Caution de gauche au sens réformiste du terme, sans qu'ils comprennent manifestement que l'ampleur ou la profondeur de la crise du capitalisme était en contradiction avec toute nouvelle mesure progressiste ou réforme sociale même la plus minime qui soit, que l'ensemble de la politique du gouvernement tous ministères confondus allait être soumise à la politique que l'oligarchie financière (ou le marché) exigeait que le président de la République applique à la lettre, l'Etat et l'ensemble des institutions, l'exécutif devant se soumettre à son diktat.

Cela n'allait réclamer aucun effort de la part d'Hollande, Valls, Fabius, Sapin et la plupart des ministres acquis au néolibéralisme ou n'ayant nullement l'intention de s'y opposer, agissant en vulgaire lieutenants de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Il n'en allait pas être de même de la part de certains ministres dont apparemment la soumission au néolibéralisme n'avait pas atteint un tel degré, qui s'imaginaient sans rompre avec la politique mise en oeuvre par les gouvernements précédents, qu'il serait possible malgré tout d'adopter quelques mesures en faveurs de certains couches de travailleurs ou de mener une politique plus conforme à leurs intérêts, ne comprenant pas que Hollande-Valls-Fabius- Sapin n'auraient nullement l'intention de se soustraire aux contre-réformes que leurs commanditaires (FMI, BCE, Banque mondiale, bref Washington) leur avaient dictées ou fortement recommandé, qu'ils exigeaient qu'ils appliquent, condition pour obtenir leur soutien ou le soutien de la classe dominante pour laquelle ils allaient gouverner.

On peut aussi penser qu'ils se sont faits de graves illusions sur les intentions réelles de Hollande, qu'ils ne le connaissaient pas vraiment, tout comme ils n'avaient semble-t-il pas compris ou pas suffisamment à quel stade en était rendu le capitalisme mondial, la nature de la crise à laquelle il était confronté qui nécessite de s'attaquer à la totalité des acquis sociaux de la classe ouvrière, y compris ceux de la classe moyenne dont ils étaient plus proches ou les porte-parole, que dans ces conditions il n'y avait nulle place en politique pour le sentimentalisme ou le romantisme et qu'ils devraient abandonner tout espoir de voir mener une autre politique même à la marge que celle de Sarkozy. Soit ils l'admettaient ou ils s'y soumettaient sans broncher, soit ils se laissaient aller à étaler leurs états d'âme et ils allaient être éjectés du gouvernement, ce qui vient d'arriver.

Hollande-Valls sont totalement alignés sur les exigences du patronat et la politique dictée par Washington à travers les institutions ou officines qu'il contrôle.

Sans les campagnes menées par le gouvernement et le PS sur des thèmes sociétaux, en faveur des droits de certaines minorités ou communautés depuis juin 2012 cette crise aurait éclatée bien plus tôt, de la même manière que certains ministres devaient servir de caution de gauche, ces campagnes ne devaient servir également qu'à entretenir l'illusion que Hollande et son gouvernement serait de gauche, tandis qu'il en profitait pour adopter le TCE, la "*règle d'or*", l'ANI, etc. appliquait en réalité la même politique antisociale et impérialiste que leur prédécesseur.

Tous ces ministres qui aujourd'hui démissionnent ou sont virés ont participé en fait à cette imposture, à cette offensive tout azimut contre les travailleurs.

En conclusion, il n'existe pas de politique alternative à celle que mène Hollande-Valls dans le cadre du régime et des institutions en place, de leur soumission à Bruxelles et Washington. Tous ceux qui prétendent le contraire et ils sont très nombreux dans nos rangs, sont des faussaires, des charlatans, des aventuriers, des agents du régime en place. Cet épisode vient à point pour le prouver si nécessaire.

La seule orientation politique conforme aux intérêts des travailleurs toutes couches confondues ne peut résider que dans la rupture avec le patronat ou le capitalisme, ses représentants, y compris au sein du mouvement ouvrier, ses institutions nationales, européennes ou internationales financières, politiques et militaires, dans la perspective de l'établissement d'une République sociale ou socialiste (maillon de la fédération des Républiques sociales d'Europe), qui permettra de réorganiser la production et l'ensemble de la société sur la base des besoins définis par les exploités eux-mêmes avec leurs organisations, des producteurs de richesses, de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels du pays, ce qui nécessitera au préalable de s'emparer du pouvoir politique, de renverser l'ordre établi car il ne disparaîtra jamais de lui-même, et pour atteindre ces objectifs politiques, il faut dès maintenant organiser les masses, élever leur niveau de conscience politique par tous les moyens à notre disposition, les rassembler dans un puissant parti ouvrier qui incarne leurs besoins sociaux, leur lutte et ses objectifs politiques, qui devra les éclairer et les guider tout au long de leur marche vers la prise du pouvoir, de les aider à briser tous les multiples obstacles que la réaction dressera sur leur chemin, un parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui allié à tous les courants ou tendances du mouvement ouvrier qui auront sincèrement rejoint le camp de la révolution constituera un gouvernement ouvier révolutionnaire qui aura pour tâche de prendre les premières mesures sociales et politiques permettant de porter un coup décisif à l'ennemi, sans quoi nulle victoire ne pourrait être sérieusement envisagée.

C'est dans cette perspective politique qu'il nous faut mener notre combat, ce qui doit se traduire concrètement à cette étape par la subordination de notre lutte à l'organisation des masses, à la construction du parti. Sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire, et sans parti révolutionnaire, pas de révolution triomphante, pas de socialisme, mais la barbarie capitaliste au bout. Il n'existe pas d'autres alternatives politiques. Toute accommodation ou conciliation avec le gouvernement ou les représentants du capitalisme, ses institutions, tout refus de rompre avec eux doit être caractérisé comme une trahison ou le fait d'agents du régime, de corrompus ou vendus. On ne peut pas indéfinimement pour constater où cela nous a menés tenir un double langage, mener un double jeu, avoir un pied dans chaque camp et prétendre que le moment venu on mettra les deux pieds du bon côté, on sait trop bien ce qu'il en est à l'arrivée, la soumission même la plus minime conduit à la capitulation. Ménager notre ennemi, c'est lui laisser la marge de manoeuvre nécessaire pour nous frapper, c'est totalement inconcevable, non négociable. On doit être intransigeant sur ces principes, ne rien céder, défendre notre politique en toute circonstance, programme et drapeau déployé, celui de la révolution socialiste, de la Commune de Paris, de la révolution russe de 1917.

Ces petits ministres que soudainement le venin de la pieuvre néolibérale effraie, n'ont pas d'autre choix que de se réfugier dans l'hypocrisie ou le populisme ou à disparaître de la scène politique à défaut d'adopter le socialisme. Il en va de même pour tout militant ou dirigeant ouvrier.

Cette crise en titres.

- Démission du gouvernement : "*La question d'une dissolution peut se poser*" - Francetv info

- «*On ne peut plus exclure une dissolution*» - Liberation.fr

- Le spectacle de la "*pétaudière*" gouvernementale afflige la presse AFP -

- Remaniement : Hollande et Valls perdent toute marge de manoeuvre - Le Nouvel Observateur

- « *Dans le bateau ivre qu'est devenu l'exécutif, tout est possible* » - LeMonde.fr

- Le gouvernement Valls vole en éclats après la charge de Montebourg - LeParisien.fr

- Remaniement : Benoît Hamon sur le départ - Le Nouvel Observateur

- Filippetti annonce qu'elle ne souhaite pas rester au gouvernement - Le Nouvel Observateur

- Montebourg, Filippetti et Hamon débarqués du navire gouvernemental - AFP

- Les écologistes écartent tout retour au gouvernement - AFP

- "*Consensus absolu*" entre Hollande et Valls sur la démission du gouvernement - AFP

- En évinçant Montebourg, Hollande soigne l'Europe, les entreprises - Reuters

Le Medef ne s'y est pas trompé

- Montebourg prône une "*politique des années 1990*", juge le n°2 du Medef - AFP

Les marchés non plus.

- Les marchés sans grande réaction après la démission du gouvernement - AFP

En complément. Crise politique ailleurs aussi...

- Ukraine : le président Porochenko dissout le Parlement, des législatives organisées en octobre - Francetv info

- La Libye avec deux parlements et deux gouvernements concurrents - Reuters

- Le PM irakien espère un gouvernement malgré les attentats - Reuters

Le chiffre du jour. 2.123.

Des responsables des services de santé palestiniens ont indiqué que 2.123 personnes, dont plus de quatre cents enfants, avaient été tués dans le territoire depuis le début de l'opération "*Bordure protectrice*", le 8 juillet. AFP 25.08

En complément.

- Abbas salue le soutien « *absolu et indéfectible* » de l'Algérie à la cause palestinienne - french.irib.ir

Le Président de l'autorité autonome palestinien, Mahmoud Abbas a salué dimanche au Caire « *le soutien absolu et indéfectible de l'Algérie* » à la cause palestinienne et l'appui du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et du peuple algérien au peuple palestinien.

M. Ramtane Lamamra a été reçu dimanche au Caire par le président palestinien qui a salué « le soutien absolu et indéfectible de l'Algérie à la cause palestinienne » et l'appui du Président Bouteflika et du peuple algérien au peuple palestinien, à travers « *le soutien politique et financier et l'intensification des efforts et initiatives visant à mettre fin à l'agression israélienne contre la bande de Ghaza* », indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Abbas a également salué l'élan de solidarité du peuple algérien avec le peuple palestinien dans ces circonstances difficiles , ajoute le communiqué.

La rencontre a été une occasion pour « *passer en revue les derniers développements de la situation dans la bande de Ghaza, notamment après la reprise de l'agression israélienne contre Ghaza, et souligner l'importance d'une action urgente pour mettre fin à cette agression* « , a-t-on précisé de même source. M. Lamamra a réitéré « *la condamnation de l'Algérie de cette agression barbare et son soutien ferme au peuple palestinien frère pour lui permettre de recouvrer ses droits légitimes concernant la fin de l'occupation et l'établissement d'un Etat indépendant avec El Qods pour capitale* », conclut le communiqué. french.irib.ir 25.08

ACTUALITE EN TITRES

Cela se passe dans le 5e pays le plus riche du monde.

- France: 454 sans-abri morts en 2013, dont 15 enfants - AFP

Au moins 454 personnes sans domicile fixe sont décédées en France en 2013, dont 15 enfants de moins de 15 ans, selon le bilan final du collectif les Morts de la Rue, qui comptabilise toute l'année ces décès.

Ce recensement n'est pas exhaustif, souligne le collectif.

Au total, 517 décès ont été transmis au collectif: 454 étaient SDF et 63 anciennement SDF. La majorité d'entre eux sont des hommes (91,3%).

Les enfants avaient quatre ans en moyenne, et cinq étaient des nouveaux-nés. Les trois quarts étaient en situation de rue (notamment des bidonvilles).

Dans la rue, la mort est plus précoce: la moyenne d'âge au moment du décès s'établit pour les adultes à 53,4 ans en Ile-de-France et à 48,4 ans en province, contre 77 ans en moyenne pour la population générale (chiffre de 2011). AFP 25.08

C'est étrange toutes ces associations ou ONG, toutes ces âmes charitables, ces bonnes consciences qui sont au chevet de la misère du monde qui se passe à des milliers de kilomètres de chez eux, et qui ne sont pas capables d'intervenir pour soulager celle qui s'étale quotidiennement sous leurs yeux, non ?

Coup tordu foireux éventé.

- Times qualifie de mise en scène la vidéo montrant la décapitation de Foley - french.irib.ir

Le magazine *Times* se référant à une équipe d'expertise, a qualifié de mise en scène la vidéo montrant la décapitation du journaliste américain, James Foley. « *Les résultats des examens effectués sur la vidéo de la décapitation du journaliste américain par un membre de l'EIIL montrent que cette vidéo serait fausse et artificielle et que James Foley avait été tué après le tournage du film* » précise encore Times. french.irib.ir25.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Iran

- Drone israélien abattu: l'Iran annonce qu'il va armer des Palestiniens - AFP

L'Iran a annoncé lundi son intention d'"accélérer l'armement" des Palestiniens en représailles à l'envoi d'un drone d'espionnage israélien abattu selon Téhéran dans son espace aérien.

"*Nous allons accélérer l'armement de la Cisjordanie et nous nous réservons le droit de donner toute réponse*" à l'envoi de ce drone abattu alors qu'il s'approchait du site d'enrichissement d'uranium de Natanz (centre), a déclaré le général Amir-Ali Hajizadeh, le commandant des forces aérospatiales des Gardiens de la révolution, selon leur site officiel Sepahnews.com.

Cet incident intervient alors que l'Iran et les puissances du groupe 5+1 (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine et Allemagne) doivent reprendre en septembre leurs négociations visant à conclure un accord définitif qui mettrait fin à dix ans de crise internationale sur le programme nucléaire de Téhéran. AFP 25.08

SOCIAL

Afrique du Sud

Représaille.

- Lonmin pourrait supprimer 5.700 emplois en Afrique du Sud - Reuters

Le producteur de platine Lonmin envisage de supprimer environ 5.700 emplois, soit 21% de ses effectifs en Afrique du Sud, afin de rétablir ses bénéfices affectés par une grève de cinq mois, ont déclaré des sources familières du projet.

Le plan de restructuration prévoit la fermeture de quatre à six des 11 puits du groupe, ont déclaré à Reuters deux sources au sein de l'industrie minière, une à Londres et une à Johannesbourg.

Les revalorisations salariales prévues par l'accord conclu en juin avec le syndicat des mineurs sud-africains AMCU pour mettre fin à la grève pourrait avoir motivé cette restructuration.

"*L'accord était une solution à court terme pour permettre aux mines de redémarrer. Mais la seule façon pour Lonmin d'en avoir les moyens est de fermer les puits marginaux*", a déclaré cette source. Reuters 25.08

Haut de page

Le 27 août 2014

CAUSERIE

Comme quoi les emmerdements ou les mauvaises nouvelles n'arrivent jamais seuls, Dish TV qui servait de plate-forme à la diffusion de TV5Monde Asie en Inde a décidé de cesser de retransmettre les programmes de cette chaîne satellitaire, du coup je vais me retrouver privé de télé, c'était ma seule distraction. Il ne me restera plus qu'Internet. Impossible de regarder la télé par Internet ma connection est trop lente.

Choux gras, poisseux.

Crise gouvernementale, crise ministérielle, crise institutionnelle, crise politique, crise du régime, n'en jetez plus la cour est pleine ! De quoi, mais du vide, du vide-ordures qui en politique consiste à voir dans la situation ce qu'on a envie d'y voir selon l'angle selon lequel on l'aborde en raclant le fond de la poubelle des institutions. N'oubliez pas de remettre le couvercle dessus, merci. C'est la cruelle absence d'alternative politique qui donne à cette crise l'impression d'un vide sidéral dans lequel on s'engouffre un peu plus chaque jour, car toute la société y est entraînée.

Pas besoin d'une jauge pour en mesurer la profondeur, il suffit d'observer quotidiennement ses ravages ou conséquences sociales dévastatrices. Mais aussi sur le plan politique, car de nombreux travailleurs estimant qu'il n'existe pas d'issue politique s'en détourne.

Comment concilier la soumission totale aux besoins économiques d'une classe ultra minoritaire dans la société, tout en préservant les institutions qui incarnent son pouvoir politique, quand l'immense majorité rejette cette politique et condamne les institutions qui la mettent en oeuvre ?

Les masses ou la majorité des travailleurs savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ils ne savent pas encore ce qu'ils veulent. Le socialisme est la seule réponse valable, sérieuse et cohérente, mais ils l'ignorent.

On se répète, que voulez-vous !

On peut observer que les capitalistes et ses représentants font preuve d'une intransigeance totale vis-à-vis des revendications sociales des travailleurs, ils combattent sur une position claire, classe contre classe, ils ne cèdent sur rien. Et nous de notre côté on devrait faire preuve de raison, de bon sens, de mesure en acceptant ici ou là de nous situer sur leur terrain, ce qui revient à tous les coups à capituler sur l'essentiel mais de cela on ne s'en vante pas, car il arrive forcément un moment où on n'est plus du tout capable de se situer sur un autre terrain. On en arrive au point où le socialisme est accueilli avec sarcasme, il serait trop radical, trop catégorique, trop intransigeant envers le capital dont on ne peut plus se passer en réalité. Qui n'a pas encore compris où résidait l'intérêt ou la nécessité politique de la rupture avec le capitalisme et ses institutions a la réponse ici.

Dans la vie quotidienne pour peu qu'on observe ce qui se passe autour de nous, on constatera qu'une telle rupture se produit en permanence comme passer de la pénombre à la lumière en appuyant simplement sur un interrupteur, c'est tellement commun que cela ne nous effleure même pas l'esprit, et pourtant il suffirait que le courant soit coupé ou que notre ampoule claque à ce moment là pour que notre action soit inopérante, comme quoi rien n'est déterminé par avance et tout dépend de la réunion d'un certain nombre de conditions auxquelles on ne pense pas par fainéantise ou parce qu'on est tout simplement pas habitué à penser, à se poser des questions... Si on commençait par le début en considérant des choses aussi simples, on aurait peut-être une chance d'évoluer ou progresser.

On va encore devoir se coltiner un tas d'analyses toutes aussi foireuses les unes que les autres sur le dernier tournant à droite de Hollande et du PS, car à ma connaissance il est toujours membre de ce parti, n'est-ce pas ? Les Grecs y ont eu le droit avant nous, les Portugais, les Italiens et les Espagnols aussi, pour quel résultat, devinez ?

Autrefois on racontait des histoires aux travailleurs, révolutionnaires on s'imaginait que la révolution allait sonnée à la porte d'un jour

à l'autre, depuis sachant que ce n'était pas vrai on préfère ne plus en parler du tout, pire encore, on ne se dispose même pas dans cette perspective à laquelle on ne croit plus, je ne parle pas pour moi ici, du coup comme c'est cette perspective qui sert de liant ou d'élément fédérateur à notre combat, il a perdu toute cohérence et consistance, notre discours teintée d'opportunisme ou d'aventurisme est inaudible.

Notre objectif politique demeure le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par les masses exploitées. Mais dès lors que le fil qui relie cet objectif à notre intervention dans la lutte des classes se détend jusqu'à devenir lâche, on finit par perdre de vue cet objectif et ce qui l'incarne, la construction du parti. A défaut de pouvoir peser sur le cours des choses ou d'entrevoir à court terme cet objectif politique, c'est le parti qui seul peut l'incarner, encore faudrait-il trouver la bonne formule pour le construire, pour s'adresser à chaque couche d'exploités.

Organiser les masses ou intervenir dans la lutte des classes, défendre chaque acquis, droit ou revendication sociale ou politique, à quoi cela sert-il au bout du compte si cela ne se traduit pas par la construction du parti, à se faire plaisir, à se défouler, à passer le temps pour finalement ne jamais avancer ? Nous nous sommes exprimés des dizaines de fois sur ce sujet, en vain, on se lasse.

L'omerta ou la dissimulation de preuves mettant en cause les autorités ukrainiennes.

Vol MH17 de la Malaysia Airlines.

La Hollande, La Belgique, L'Australie et l'Ukraine ont signé le 8 août un "*Accord de Non-Divulgation*", qui interdit à ces pays de divulguer les résultats de l'enquête concernant le MH17 et leur donne un droit de veto les uns sur les autres.

Nous affirmions dans une précédente causerie que le féminisme, l'écologie et la cause des homosexuels notamment avaient été montés en épingle ou instrumentalisés au point d'en faire des causes nationales par les dirigeants du vieux monde, en voici une preuve supplémentaire.

Imposture. Intox, désinformation, propagande pour justifier une intervention américaine en Syrie.

- La dernière lettre bouleversante de James Foley à ses parents - LeFigaro.fr

- L'émouvante lettre posthume de James Foley à sa famille - LePoint.fr

- Assassinat de James Foley : y a-t-il eu deux bourreaux ? - LeParisien.fr

Après le Times, c'est le Daily Mail qui lâche le morceau.

- Le journaliste Foley avait été assassiné il y a un an - french.irib.ir

« *Le journaliste américain, James Foley aurait été assassiné il y a un an par l'EIIL*» a déclaré, la conseillère du Président syrien, Bahar al-Assad.

Buthaina Shaaban « *Au début, James Foley fut arrêté par l'armée libre syrienne. Puis, il fut vendu aux miliciens de l'EIIL. Vous pouvez vérifier cela avec l'ONU. James Foley a été assassiné, il y a un et les images de cet assassinant sont diffusées, maintenant. Nous avons des informations concordantes. L'ONU aussi dispose également des informations dans ce domaine* », a rapporté Daily Mail. french.irib.ir 26.08

Que cela ne tienne, cette info est noyée par le martelage, la désinformation pratiquée par les médias, elle n'a aucune chance de partir à la majorité de la population

Les Etats-Unis vont survoler la Syrie pour surveiller les positions de l'Etat islamique - LeMonde.fr

Qui finance la théorie du genre ?

Le banquier Ed ClarkCanada – William Edmund "Ed" Clark, président et Chief Executive Officer du TD Bank Financial Group (Banque Toronto-Dominion), par ailleurs membre du comité de direction du groupe Bilderberg, a annoncé que sa banque sponsoriserait une quarantenaire d'événements organisés par le lobby LGBT en Amérique du Nord. M. Clark était l'un des intervenants à la conférence WorldPride Human Rights organisée à Toronto dans le cadre de la WorldPride, rendez-vous de l'internationale LGBT. lelibrepenseur.org 21.08.2014

Si la source de cet article ou les auteurs de ce portail ne sont pas du tout fréquentables, l'information valait le coup d'être donnée.

Je suis tombé dessus par hasard en cherchant des renseignements sur Najat-Vallaud Belkacem.

Dans un autre article, c'était JP Morgan qui demandait à ses employés s'ils soutenaient le lobby LGBT à travers un questionnaire qui leur était soumis. Ils étaient invités à répondre oui à cette question, de crainte de figurer parmi les premiers à être virés lors de la prochaine charrette.

ACTUALITE EN TITRES

L'homo sapiens idéal : le consommateur ou l'homme lobotomisé.

- Wall Street finit en hausse, le S&P au-dessus des 2.000 points - Reuters

La Bourse de New York a terminé en légère hausse mardi, avec une clôture du S&P 500 au-dessus de la barre des 2.000 points pour la première fois de son histoire, après l'annonce d'une confiance du consommateur. Reuters 26.08

Les affaires continuent...

- Burger King avale Tim Hortons pour 11,5 milliards de dollars - Reuters

- Amazon va racheter Twitch pour près d'un milliard de dollars - Reuters

- Vinci se développe dans les infrastructures télécoms en rachetant Imtech ICT - AFP

Ils n'en ont pas été capables pendant 16 ans...

- Scotland Yard veut l'aide du public pour identifier les "*terroristes potentiels*" - L'Express.fr

- Grande-Bretagne: 1.400 mineurs victimes d'abus sexuels entre 1997 et 2013 - AFP

La crise capitalisme mondiale se transforme en crise politique sur tous les continents.

- Le maire de Berlin assume ses échecs et démissionne - LeFigaro.fr

- Démissions, vols à vide... Rien ne va plus chez Malaysia Airlines - Le Nouvel Observateur

- En Autriche, la démission du vice-chancelier ouvre une période d'incertitude - LeMonde.fr

Leur inventaire.

- Eradiquer l'EI ne sera "*ni facile ni rapide*", dit Barack Obama - Reuters

- La lente désintégration de la Libye post-Kadhafi - LeMonde.fr

Le même méthode débouche sur le même discours.

- Ebola: la "*guerre*" sera de longue haleine, nouveau front en RDC - AFP

- Eradiquer l'EI ne sera "*ni facile ni rapide*", dit Barack Obama - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Les "***fidèles***" du néolibéralisme aux commandes.

Tous les ministres ou presque sont des proches de Hollande-Valls-Fabius-Sapin.

Quand une cellule du gouvernement mondial ou groupe Bilderberg dirige la France. Est-ce abusé, fabulons-nous ? Y ont participé :

- 1992 : Sapin
- 1994 : Fabius
- 2008 : Valls
- 2014 : Macron et Pellerin

Mais aussi parmi les ex-Premiers ministres dits socialistes :

- 1986 : Rocard
- 1992 : Beregovoy
- 1996 : Jospin

A la French American Foundation, think tank atlantiste :

- 1996 : Hollande
- 1998 : Touraine
- 2006 : Belkacem
- 2012 : Macron et Pellerin

Le siècle :

- Valls
- Fabius
- Sapin
- Le Drian
- Touraine
- Lemas

On retrouve les mêmes dans les différentes officines néoconservatrices ou oeuvrant pour le compte de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste et leurs alliés internationaux au côté de banquiers et des dirigeants les plus puissants du pays ou de la planète.

Est-ce un hasard, une pure coïncidence, cela ferait beaucoup de coïncidences vous ne trouvez pas, étalées sur près de trois décennies.

Le lien qui existe entre les néolibéraux et le PS n'était plus à démontrer depuis très longtemps. Alors pourquoi ne pas en avoir tenu compte, pourquoi avoir feint de l'ignorer ? Pour ménager le PS, préférer manoeuvrer plutôt que l'affronter directement, cela a permis à bon nombre de dirigeants d'organisations ou partis soi-disant trotskistes (notamment) de rejoindre le PS et d'y faire carrière. On cherche à comprendre, on ne voit pas très bien où cela pouvait les mener, dans une impasse ou le mur apparemment.

Le PS n'a pas changé de nature, il s'est tout simplement adapté aux besoins du capitalisme au même titre que le RPR qui a cédé la place à l'UMP ou qui s'est fondu dans l'UMP pour être plus précis.

Valls, Fabius, Sapin, Macron, Belkacem, Pellerin, Le Drian, Touraine, l'équipe qui doit amplifier l'offensive contre la classe ouvrière est au complet. Ils n'ont pas à se tracasser ou à se poser des questions sur ce qu'ils doivent faire, il leur suffit de suivre à la lettre la politique qui leur a été dictée par ces officines du capital.

Je vais me faire provocateur, j'aime bien remuer le couteau dans la plaie de l'opportunisme, alors camarades toujours partant pour un front unique avec le PS, pour un gouvernement PS-PCF, et ne nous racontez pas qu'hier était différent d'aujourd'hui on vient de voir que c'était du baratin. La réalité est cruelle parfois, mais salutaire, on ose l'espérer.

Remaniement : Hollande et Valls s'entourent de fidèles - LeFigaro.fr

- Pierre Lellouche, député UMP de Paris : "*Manuel Valls a viré les fortes têtes de son gouvernement et fait entrer ou promeut des technocrates et des seconds couteaux, appréciés pour leur docilité*".

- François Sauvadet, ancien ministre, vice-président de l'UDI : "*Le message est sans ambiguïté avec la nomination d'Emmanuel Macron à l'Economie: la finance n'est plus un ennemi!*" AFP 26.08 (Ouf! Mais qui l'avait cru ? -ndlr)

La nouvelle équipe purgée de son aile gauche aura la lourde tâche de sortir l'exécutif d'une des plus graves crises politiques de la Ve République.

Revue de presse: crise de régime, Hollande "*se coupe le bras gauche*" - AFP

(Il ne reste plus que son "*aile*" ou son "*bras*" droit, le plus pourri, le plus réactionnaire. A droite toute ! Et les "*frondeurs*" du PS de s'interroger sur la politique qu'il va suivre! -ndlr)

Moins de cinq mois après la nomination de M. Valls à Matignon, les deux têtes de l'exécutif avaient décidé de trancher dans le vif, lundi, le désaccord entre la ligne officielle - restaurer la compétitivité du pays en aidant les entreprises et en coupant dans les dépenses publiques - et ceux qui réclamaient "une inflexion majeure" desserrant la contrainte budgétaire. AFP 26.08 (C'était joué d'avance, Valls et Hollande l'avaient martelé quelques jours plus tôt. -ndlr)

- Bayrou (MoDem): la France n'est "*pas loin de la crise de régime*" - AFP

(C'est elle en toile de fond qui est la cause de cette crise politique temporairement colmatée... - ndlr)

Le cahier de doléances du Medef à son gouvernement.

- Pierre Gattaz très satisfait du remaniement - LeMonde.fr

- Pierre Gattaz : le patron du Medef demande au nouveau gouvernement "*une vraie stratégie de redressement*" de la France - Atlantico.fr

Interrogé par Les Echos sur ce qu'il attend du nouveau gouvernement, Pierre Gattaz répond : "*qu'il continue la politique en faveur de la compétitivité des entreprises qui découle du Pacte de responsabilité*". Atlantico.fr 26.08

- Le Medef souhaite une révision de la fiscalité du capital - Reuters

Pierre Gattaz estime dans Les Echos, à paraître mercredi que la réforme de la taxation des plus-values n'est pas allée assez loin et qu'elle est "*complexe, peu lisible*".

"*Il faut taxer les plus-values comme le font les autres pays européens à taux fixe. Il faut que ce soit simple*", dit-il.

Pour relancer l'investissement, "*nous avons besoin de capital, de fonds propres, de dividendes et de plus-values*", explique le dirigeant du Medef, pour qui "*on ne peut pas tenir un discours contre les dividendes et vouloir en même temps attirer les investisseurs !*"

"*La France doit faire sa révolution culturelle, accepter que l'entreprise est le cœur de l'économie, que celle-ci est mondiale et que nous sommes dans une économie de marché*", ajoute-t-il.

Pierre Gattaz répète que le pacte de responsabilité voulu par François Hollande a été perçu par les chefs d'entreprise "*comme une lumière dans un tunnel*", mais qu'il faut "*aller au-delà.*" Reuters 26.08

Comme à Gaza ! Méfiez-vous des tunnels !

Les banquiers aux commandes de l'économie.

- Macron, nouveau patron surprise de Bercy, en rupture avec Montebourg - AFP

- Emmanuel Macron à l'Économie, l'ascension éclair d'un ex-banquier - LePoint.fr

Diplômé de philosophie et de l'ENA, inspecteur des finances, ex-banquier d'affaires à la banque Rotschild avait participé à la commission Attali "*pour la libération de la croissance française*" mise en place sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

- Emmanuel Macron, un banquier social-libéral à Bercy - LeParisien.fr

- Emmanuel Macron, la « *sauce libérale* » du gouvernement ? - LeMonde.fr

- Avec Sapin et Macron, l'ordre règne à Bercy - Liberation.fr

Pour Manuel Valls, cette nomination fait partie "*des beaux symboles*". "*Et alors, on peut pas dans ce pays être entrepreneur, banquier, commerçant, artisan ?*", a-t-il demandé.

"*Emmanuel Macron, un grand professionnel, un futur grand politique, un homme de culture. Bercy dans de très bonnes mains*", a tweeté l'économiste Jacques Attali, ancien secrétaire général de la présidence sous François Mitterrand, peu après l'annonce de la composition du nouveau gouvernement.

L'idylle "***armée***" de Warren Buffett.

- Fleur Pellerin à la Culture, armée pour négocier le virage numérique - AFP

En réponse à l'oligarque américain Warren Buffett qui prétendait que sa classe était en train de remporter la lutte des classes, Pellerin avait répondu qu'elle était dépassée, donc que la question de savoir qui l'avait remportée était réglée en somme.

Le zèle est récompensé.

- Najat Vallaud-Belkacem, bonne élève devenue chef des profs - AFP

Elle s'était prononcée d'étendre aux partis politiques la restriction des droits politiques dès lors que leur prestation (réunion publique, meeting, rassemblement ou manifestation) serait susceptible de porter atteinte à l'ordre public ou à l'intégrité de la nation dans la foulée de l'interdiction faite à un humoriste de présenter un spectacle.

Ils ont déjà planché sur les prochaines attaques contre les travailleurs.

1- Augmenter la TVA.

Selon "*Libération*", Valls et Hollande ont exploré une hausse du taux normal de TVA pour réduire le déficit. Pour Matignon, ce n'est "*pas à l'ordre du jour*".

Selon Libération, le sujet a en tous cas été mis sur la table à l'occasion du tête-à-tête entre le chef de l'État et son Premier ministre au fort de Brégançon le 15 août, ainsi que lors d'une réunion officieuse le 19 août en présence de Michel Sapin (Finances), Arnaud Montebourg (Économie), Christian Eckert (Budget), Marisol Touraine (Affaires sociales) et François Rebsamen (Travail).

Augmenter la TVA de 15 milliards d'euros supposerait en effet de faire grimper le taux normal de plus de deux points, de 20 à 22 %.

2- Vers un nouvel assouplissement du marché du travail ?

Les documents exhumés par Libération montrent par ailleurs la volonté de l'exécutif d'accélérer les réformes, comme s'y est engagé François Hollande la semaine dernière. Les services de Matignon y plaideraient notamment pour aller plus loin dans l'assouplissement du marché du travail issu de l'accord interprofessionnel du 11 janvier 2013, qui s'est depuis révélé insuffisant pour produire des effets visibles. Dans son interview télévisée du 14 juillet, le président de la République avait lui-même glissé une petite phrase selon laquelle il était possible d'"*aller plus loin*" dans "*l'assouplissement du marché du travail*".

3- Généraliser le travail le dimanche

D'autres pistes de réforme, confirmées depuis par le chef de l'État, sont aussi évoquées par Libération, comme la "*libéralisation du travail du dimanche*", dans les tuyaux depuis un rapport sur le sujet commandé par Jean-Marc Ayrault. lepoint.fr 26.08

Alors qu'ils sont ultra minoritaires dans le pays.

- Sondage : 63% des Français demandent à Hollande de dissoudre l'Assemblée - LeParisien.fr

Sionistes antisémites et néonazis contre juifs antisionistes.

- Deux cents stars d' Hollywood signent une déclaration anti-Hamas et pro-Israël - french.irib.ir

Parmi les stars ayant signé ce communiqué honteux qui justifie les bombardements contre des millions de civils, on trouve

Arnold Schwarzenegger, Sylvester Stallone mais aussi Sanaa Hamri, actrice marocaine qui depuis déclare n'avoir jamais signé de pétition...

Le Hamas ne peut pas être autorisé à larguer sa pluie de roquettes sur les villes israéliennes, il ne peut pas être autorisé à tenir son propre peuple en otage. Les hôpitaux sont pour la guérison, pas pour cacher des armes. Les écoles sont pour l'apprentissage, et non pas pour lancer des missiles. Les enfants sont notre espoir, pas nos boucliers humains. french.irib.ir 26.08

- Le Fatah appelle aux opérations-martyr en Israël - french.irib.ir

Les Brigades "*Martyrs d'Al Aqssa*", branche armée du Fatah a demandé dans un communiqué aux palestiniens de la Cisjordanie et de Beitolmoghadas de reprendre leurs opérations martyrs contre "les territoires occupés en 48".

Selon Palestine Al Youm qui reprend le communiqué du Fatah , " *il s'agit de riposter aux raids aériens sauvages de l'aviation israélienne contre les immeubles à plusieurs étages et les tours de Gaza* ". Les brigades Martyrs d'al Aqssa lancent ainsi un appel à la mobilisation à " *tous ses candidats au martyr*" pour " *s'activer en Cisjordanie*". Lles brigades en question possède des centaines de combattants à Gaza et enn Cisjordanie. Israël a détruit jusqu'à présent 3 tours de Gaza, a tué et blessé des dizaines de palestiniens. french.irib.ir 26.08

Ceci et les pertes considérables qu'a subit Israël, ainsi que le coût (économique et politique) de cette guerre explique peut-être son accord pour un cessez-le-feu avec les Palestiniens.

- Right-wing demonstrators in Tel Aviv wore neo-Nazi shirts - haaretz.com

Some of the right-wing protesters who beat leftist demonstrators in Tel Aviv on Saturday night wore T-shirts bearing a neo-Nazi symbol. 24.08

Traduction.

L'extrême droite portant des T-Shirts néonazis manifeste à Tel-aviv.

Des manifestants d'extrême droite portant des T-shirts arborant des insignes néonazi ont défié samedi soir à Tel-Aviv des manifestants de gauche.

Comment se fait-il qu'une telle manifestation soit autorisée en Israël, alors que les sionistes exigeraient qu'elle soit interdite dans d'autres pays comme la France ou pour beaucoup moins que cela ? Parce que le sionisme est compatible avec le nazisme, CQFD.

- 327 survivants de l'Holocauste signent une lettre à charge contre Israël et appellent à son boycott total - legrandsoir.info 24.08

En réponse au violent réquisitoire d'Elie Wiesel contre le Hamas, accusé des pires maux et comparé aux nazis par un prix Nobel de la paix mué en dresseur d'échafaud implacable, 327 survivants de l'holocauste, parmi lesquels figurent des descendants de familles juives victimes de la « *Solution finale*», ont signé une lettre à charge contre Israël, condamnant « *le massacre en cours des Palestiniens de Gaza* » et appelant au boycott total d'un Etat aux mains de criminels de guerre.

C'est dans les colonnes du New York Times que l'indignation de ces centaines de rescapés de la barbarie nazie a été mise en exergue, sous le parrainage du Réseau international juif anti-sioniste, blâmant Elie Wiesel, l'intouchable philosophe qui parle d'or aux yeux d'un Occident complice, pour son « *abus d'histoire* » inacceptable qui brise le mythe du vénérable sage et révèle la face sombre d'un intellectuel furieusement pro-sioniste.

Faire prendre des vessies génocidaires pour des lanternes démocratiques n'abuse plus personne, à part l'Etat hébreu lui-même, et révulse profondément les 327 signataires de cette lettre qui n'épargne pas les Etats-Unis, coupables de soutenir inconditionnellement la nouvelle folie meurtrière israélienne à Gaza et d'empêcher que ses bourreaux soient traduits en justice et mis au ban des nations.

Le texte intégral de la lettre :

- "Les survivants et descendants de survivants et victimes du génocide nazi condamnent sans équivoque le massacre des Palestiniens à Gaza.

Comme survivants et descendants de survivants juifs et des victimes du génocide nazi, nous condamnons sans équivoque le massacre de Palestiniens à Gaza, l'occupation continue ainsi que la colonisation de la Palestine historique. Nous condamnons

en outre les États-Unis pour fournir à Israël le financement nécessaire pour mener à bien cette attaque, et les pays occidentaux plus généralement, pour peser de tout leur poids diplomatique afin de protéger Israël de la condamnation. Tout génocide commence par le silence du monde.

Nous sommes alarmés par l'extrême et très raciste déshumanisation des Palestiniens dans la société israélienne, qui a atteint un paroxysme. En Israël, les politiciens et les experts dans le Times d'Israël et le Jerusalem Post ont appelé ouvertement au génocide des Palestiniens, tandis que la droite israélienne arbore désormais publiquement des insignes néo-nazi.

En outre, nous sommes dégoûtés et scandalisés par la violence d'Elie Wiesel pour justifier l'injustifiable : l'effort de guerre d'Israël consiste à détruire Gaza et à assassiner plus de 2.000 Palestiniens, dont des centaines d'enfants. Rien ne peut justifier le bombardement des abris de l'ONU, des maisons, des hôpitaux et des universités ! Rien ne peut justifier de priver les gens d'électricité et d'eau !

Nous devons élever nos voix et utiliser notre pouvoir collectif pour mettre un terme à toutes les formes de racisme, y compris le génocide en cours du peuple palestinien. Nous demandons la fin immédiate du siège et du blocus de Gaza. Nous appelons au boycott économique, culturel et académique d'Israël. "*Never again" doit signifier PLUS JAMAIS POUR PERSONNE !* " legrandsoir.info 24.08

Nouvelle de Gaza.

- La bande de Gaza célèbre le cessez-le-feu - Reuters

Sept semaines après le début des hostilités entre Israël et le Hamas, un cessez-le-feu illimité est entré en vigueur mardi soir dans la bande de Gaza, dont les rues dévastées se sont aussitôt remplies d'une foule en liesse.

Tsahal n'est toutefois pas venue à bout des tirs de roquettes, qui ont été continus pendant près de deux mois et qui ont provoqué l'exode de nombreux Israéliens installés dans la zone frontalière.

Outre la trêve, l'accord conclu au Caire prévoit l'ouverture immédiate des points de passage entre Gaza, Israël et l'Egypte, ainsi qu'un élargissement de la zone de pêche palestinienne en Méditerranée, ont précisé des responsables palestiniens et égyptiens.

Dans un second temps, un mois après l'arrêt des combats, Israéliens et Palestiniens devraient entamer des négociations sur la construction d'un port à Gaza et sur la libération en Cisjordanie de membres du Hamas détenus par Israël, peut-être en échange de deux soldats israéliens vraisemblablement prisonniers du mouvement, ont-ils ajouté.

"*Nous proclamons aujourd'hui la victoire de la résistance*", a lancé Sami Abou Zouhri, porte-parole du Hamas.

"*Nous ne demanderons la permission à personne. Nous allons construire notre port (...) Nous allons construire notre aéroport*", a renchéri Mahmoud al Zahar, un dirigeant du mouvement.

Le gouvernement israélien se contente quant à lui d'indiquer qu'il va faciliter l'acheminement de matériel civil et humanitaire, mais aussi de matériaux de construction, à condition que le cessez-le-feu "*illimité*" soit respecté.

L'opération israélienne "*Bordure protectrice*" a fait 2.143 morts et 11.000 blessés dans la bande de Gaza et quelque 475.000 personnes ont été déplacées (540.000 selon le Centre palestinien des droits de l'homme). Près de 55.000 maisons ont été touchées par ailleurs par les frappes israéliennes, dont au moins 17.200 totalement ou quasi-totalement détruites, selon le Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

La direction palestinienne se prépare à exiger que la communauté internationale fixe une date butoir pour la fin de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens. Si leur exigence n'était pas entendue, alors, disent-ils, ils adhéreront à la Cour Pénale Internationale (CPI) ce qui leur permettrait de poursuivre des responsables israéliens sur le déroulement des opérations dans la bande de Gaza. Reuters et AFP 26.08

Il s'agit d'accords de principe, sur le papier, dans le passé les sionistes les ont davantage violés que respectés.

Haut de page

Le 28 août 2014

CAUSERIE

Un mot personnel

Les emmerdes se poursuivent, mon imprimante est tombée en panne au plus mauvais moment.

Aujourd'hui j'envoie une lettre recommandée avec accusé de réception à la BNP Paribas pour sortir du compte-joint que j'avais avec mon épouse. Je suis déterminé à aller jusqu'au bout.

Bonne nouvelle, en principe (sic!) je devrais commencer à bosser d'ici une ou deux semaines.

Les méthodes mafieuses des patrons américains.

Dish TV s'apprête à supprimer TV5Monde Asie des chaines qu'il diffuse en Inde, et il n'existe aucune autre société diffusant TV5Monde Asie en Inde.

Réponse à mon courriel (et d'autres apparemment) de TV5Monde Asie :

Cher téléspectateur,

Nous avons découvert à travers vous, l'annonce de Dish TV aux abonnés de TV5MONDE Asie, et vous en remercions.

A ce jour, Dish TV ne nous a toujours pas informé de sa décision, ni même d'un quelconque souhait de renégociation du contrat entre nos deux sociétés.

Il s'agit visiblement d'une mauvaise réplique d'un épisode de septembre 2007, où le même Dish TV avait purement et simplement supprimé TV5MONDE sans préavis, nous demandant par la suite de payer des sommes astronomiques pour être maintenu sur leur bouquet. En pleine période de coupe du monde de Rugby en France, nos téléspectateurs avaient du patienter plusieurs semaines avant qu'un compromis ne soit finalement trouver.

Si à la différence de 2007, Dish TV a visiblement décidé d'en informer préalablement les abonnés de la chaîne, c'est que la loi indienne les y contraint (avec un mois de préavis). Je crains néanmoins que les motivations de Dish ne diffèrent nullement de celle de 2007.

Si des négociations sont bien programmées dans les jours qui viennent, je n'ai aucune garantie qu'elles aboutiront avant la date buttoir du 20 septembre...

ACTUALITE EN TITRES

Propagande, supposition gratuite, amalgame, prétexte fabriqué et justification.

- Etats-Unis : enquête sur une cyber-attaque russe contre JPMorgan - AFP

Le FBI enquête sur une cyber-attaque contre la banque américaine JPMorgan Chase, qui pourrait émaner de pirates informatiques russes ou originaires d'Europe de l'Est, affirme mercredi l'agence Bloomberg en citant des sources proches du dossier.

En complément

- Selon l'Onu, EI et régime syrien ont commis des crimes de guerre - Reuters

- Golan : les rebelles prennent le point de passage d'Israël à la Syrie - LePoint.fr

- Un rapport de l'Onu accablant pour les séparatistes en Ukraine - Reuters

Et Kiev d'appeler hier l'OTAN à la rescousse...

ACTUALITÉ DU JOUR

Notre ennemi "***aime l'entreprise***".

- La gouvernement Valls II sous le signe du social-libéralisme assumé - AFP

- Valls 2 : la nomination de Macron saluée par la droite et les patrons, décriée à gauche - Francetv info

- Standing ovation pour Valls au Medef après sa déclaration d'amour à l'entreprise - AFP

Le Premier ministre Manuel Valls a reçu une "*standing ovation*" des patrons réunis mercredi pour l'université d'été du Medef, après avoir proclamé un amour de l'entreprise rarement exprimé avec autant d'enthousiasme par un dirigeant de la gauche.

Ils étaient 3.600 applaudissant à tout rompre, debout sous un grand chapiteau dans le parc du campus de l'école de commerce HEC, à la fin d'un discours décomplexé.

Un discours présenté par Matignon comme "*de mobilisation nationale*", tenu à peine 24 heures après la formation d'un nouveau gouvernement. Un discours destiné à confirmer le cap d'une politique de l'offre, c'est-à-dire de soutien aux entreprises pour relever l'économie et créer des emplois.

Sa venue était symbolique: M. Valls n'est que le deuxième Premier ministre depuis la création du Medef en 1998 à se rendre à l'université d'été de la principale organisation patronale française.

"*Et moi, j'aime l'entreprise, j'aime l'entreprise !*", a enfin clamé M. Valls.

Il a jugé "*absurde de parler de cadeaux aux patrons*", s'attirant bravos et applaudissements.

"*Une mesure favorable à l'entreprise est une mesure favorable à tout le pays*", a-t-il estimé ouvrant la voie à des discussions sur le travail du dimanche, une "*simplification*" du code du travail, la réforme des seuils sociaux qui imposent une série d'obligations aux entreprises au-delà de 10 puis de 50 salariés et freinent, selon le patronat, l'embauche.

"*C'est un discours de lucidité, de pragmatisme, de clairvoyance beaucoup, de courage. Il a fait sauter des tabous aujourd'hui*", s'est peu après félicité Pierre Gattaz sur BFM Business.

"*Discours dont on avait besoin. Il y aura peut-être un avant et un après ce discours de M. Valls*", a-t-il renchéri dans un tweet.

M. Gattaz, qui avait réitéré ses critiques en matinée sur le pacte de responsabilité, auquel il apporte son soutien mais qu'il juge insuffisant et tardif, est revenu à la charge avant l'arrivée du chef du gouvernement.

Frôlant la provocation, il a même appelé à cesser de "*raisonner en termes de donnant-donnant*" -- allusion aux contreparties attendues des entreprises en termes d'emploi-- et à préférer "*la confiance*", recevant lui aussi son lot d'approbations bruyantes.

M. Valls, qui n'était pas présent mais avait de toute évidence étudié le discours du patron des patrons avant d'arriver, a relevé: "*Pour réussir une négociation (...) il faut trouver un équilibre -- je n'ose pas dire du donnant-donnant, si j'ai bien compris*--", a-t-il dit dans un léger sourire. "*Un équilibre entre les engagements des uns et des autres*", a-t-il précisé. AFP 27.08

Il est dangereux, car pour lui c'est le plus fort qui a toujours raison et il méprise les plus faibles, il a les dispositions pour faire un dictateur.

- Pierre Gattaz au gouvernement : "*Osez les réformes*" - Atlantico.fr

- Juppé salue le "*changement de cap*" du gouvernement mais veut des "*actes*" - AFP

- La Commission européenne invite Valls à accélérer les réformes - Reuters

- Angela Merkel exige des "*réformes structurelles*" de la part de la France - Francetv info

En complément. Il passe son temps à adapter sa biophaphie à la situation.

- Manuel Valls efface tous ses tweets - Francetv info

Et comme pour mieux signifier qu'une page était tournée, le cabinet du chef du gouvernement a cru bon de supprimer tous les messages diffusés par Manuel Valls sur le réseau social depuis qu'il l'utilise.

Le 2 avril 2012, il postait : "*Parizot (sic) à fond derrière Sarkozy qui lui attaque tous les jours les syndicats : la droite et le Medef cherchent à protéger leurs privilèges*". Une prise de position qui, avec le recul, a de quoi faire sourire. Francetv info 27.08

Un charlatan au discours usé jusqu'à la corde.

La question "*qui décide*" dans l'entreprise n'a aucune valeur dès lors que le rapport entre les classes n'a pas été inversé, autrement dit à partir du moment où la classe qui détient les moyens de production, donc le pouvoir économique demeure la même, la réponse à cette question demeure forcément la même.

Il ne peut donc s'agir à travers cette question, que d'associer les travailleurs à la gestion du capitalisme, à leur propre exploitation au profit des capitalistes, patrons ou actionnaires.

Et voilà qu'il ressort la "*révolution citoyenne*" ou "*par les urnes*" en prétendant que «*2017 sera une insurrection*», reprenant le discours qu'il a tenu lors de chaque campagne électorale pour que les travailleurs votent pour les candidats de son parti ou du Front de gauche qui sont incapables de rompre avec le PS, pour lequel ils rament en définitif ou le régime ce qui revient au même. Il faut bien qu'il serve à quelque chose.

On pouvait se demander pourquoi monsieur modeste avait reconnu spontanément "*l'échec*" du Front de gauche ou ses erreurs, vous avez la réponse ici, parce qu'il n'avait pas l'intention d'en tirer des leçons poliitiques préférant les reproduire, ajoutons ce que j'ai failli écrire il y a quelques jours, en penchant inévitablement toujours plus à droite (vers Montebourg) à défaut de pouvoir pencher à gauche.

- Mélenchon se dit «*intéressé*» par les positions économiques de Montebourg - Liberation.fr

L'ancien coprésident du Parti de gauche, qui milite pour une VIe République, a expliqué au micro d'Europe 1 être prêt à travailler avec l'ancien ministre de l'Economie.

Jean-Luc Mélenchon, qui a quitté la coprésidence du Parti de gauche (PG), s'est déclaré mercredi «intéressé» par les positions sur l'économie d'Arnaud Montebourg, exclu du gouvernement. «*Ce qui m'a beaucoup intéressé dans l'attitude de Montebourg*», a déclaré Jean-Luc Mélenchon à Europe 1, «*c'est que pour la première fois, il aborde un sujet qui le place directement sur mon terrain, c'est la question de la citoyenneté dans l'entreprise et dans le domaine économique : qui décide ?*»

Pour Mélenchon, «*2017 sera une insurrection*» Liberation.fr 27.08

Etats policier, Etat sioniste

- Violences policières contre des militantes pro-palestiniennes au centre commercial Rosny II - french.irib.ir

Des militantes pro-palestiniennes ont lancé une action pour le boycott d'Israël au centre commercial Rosny II.

Une action pacifique similaire à celles qui se multiplient en France depuis les massacres à Gaza et qui vise à sensibiliser les clients contre l'achat de produits originaires de colonies israéliennes illégales au niveau du droit international.

En France, contrairement aux autres pays européens, le boycott des produits israéliens est interdit par une circulaire mise en place par l'ex Garde des Sceaux, Michelle Alliot Marie. Selon ce texte, boycotter les produits israéliens est un appel à la haine raciale... La Cour de Cassation l'avait rejeté et autorisé le boycott lors d'un procès opposant militants pro-palestiniens et associations sionistes. Depuis, Christiane Taubira a été à plusieurs reprises interrogée sur la question sans qu'elle ne sache répondre étant donné l'absurdité de la circulaire...

Dans le 93, il semblerait que la police ait voulu faire un exemple afin qu'une telle action ne se répète pas. En quelques minutes, les policiers ont réussi à créer une échauffourée entre militants et forces de l'ordre. Les CRS n'ont pas hésité à frapper les militantes pourtant pacifiques. Dans notre République, traiter une militante pro-palestinienne comme un voyou semble être de rigueur. french.irib.ir 27.08

Le peuple en arme.

- États-Unis : ces milliardaires qui veulent flinguer le lobby pro-armes - lepoint.fr

Pourquoi les ultra riches, l'oligarchie financière se mobilise-t-elle pour réglementer la vente et le port d'arme, réduire le nombre d'armes en circulation aux Etats-Unis, alors qu'ils sont les plus féroces défenseurs de la déréglementation de la finance, de la législation du travail ou sociale ? La réponse figure dans la question.

Ils craignent que les extraordinaires inégalités sociales et injustices que subissent les travailleurs américains et les minorités se transforment un jour en un soulèvement général et violent contre un régime qui tient de la monarchie et d'un Etat policier, d'une dictature de l'oligarchie financière.

On comprend que dans cette perspective l'armement du peuple ou des travailleurs leur pose un gros problème. Il faudrait être naïf de croire qu'ils seraient animés de bonnes intentions envers le peuple américain qu'il méprise autant si ce n'est plus que tous les autres.

Le Point qui participe au groupe Bilderberg chapeauté par Rockefeller se devait de prendre le parti de ces milliardaires. La présentation qu'il fait des deux protagonistes et la sémantique à laquelle il recourt illustre ce parti pris.

Les représentants pro-armement seraient de droite, tandis que leurs opposant, les milliardaires Bill Gates et Michael Bloomberg notamment seraient de gauche. C'est comme si on disait que le FN était de droite et les néoconservateurs ou néolibéraux de gauche.

Les représentants pro-armement seraient "*agressifs*", mais pas les braves banquiers ou multimilliardaires qui doivent leur fortune aux guerres qu'ils ont financées et qui ont fait des dizaines de millions de morts à travers le monde, sans parler des guerres civiles, génocides, famines, épidémies, etc dont ils sont directement responsables. Nul agressivité chez ces braves philanthropes qui ont gagné leur argent honnêtement en vouant à la misère des dizaines de millions d'Américains et bien des peuples à travers le monde, qui financent de nos jours toutes les guerres qui participent à leur enrichissement, ce sont des gens respectables et au-dessus de tout soupçon.

Les représentants pro-armement "*terroriseraient*" les hommes politiques qui ne seraient pas à leur côté, ils se livreraient à une "*pub assassine*", alors que l'oligarchie financière a utilisé cette méthode pour prendre le contrôle du Congrès et de la Chambre des représentants, n'hésitant pas à éliminer physiquement leurs adversaires les plus résolus à défaut de pouvoir les corrompre par l'argent, exactement comme ils le font régulièrement en Afrique par exemple avec une longue expérience en Amérique latine.

Pour Le Point, magazine de BHL et des néolibéraux en France, tout peut s'acheter, c'est normal, sinon à quoi bon avoir amassé une telle fortune, autant s'en servir pour ce qui est présenté comme une bonne cause, alors qu'en réalité leurs intentions sont inavouables, politiques évidemment, conforme à la stratégie politique que l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste a défini et qu'elle compte bien appliqué jusqu'au bout aux Etats-Unis qui est à l'avant-garde de son combat contre le prolétariat mondial, qui face au sort qu'il lui réserve, c'est-à-dire dépouillé de tous droits sociaux ou politiques ou soumis à la dictature du marché, ne doit disposer d'aucun moyen pour s'y opposer ou oser remettre en cause l'ordre établi, surtout pas des armes.

Sauf que voilà, il va leur être très difficile de faire marche arrière et de désarmer un peuple entier, qui face à une justice basée sur l'argent, considère que l'arme dont il dispose est en dernier recours le seul moyen d'assurer sa défense, y renoncer serait comme abdiquer le dernier droit qu'il lui reste et il refuse. Que la notion du droit du citoyen dans un pays se réduise à la détention d'une arme en dit long sur l'état de putréfaction de la société américaine ou l'absence de fait de démocratie aux Etats-Unis.

Lepoint.fr - À droite, la National Rifle Association (NRA), le tout-puissant lobby pro-armement. À gauche, Bill Gates, Michael Bloomberg (l'ex-maire de New York) et un groupe de milliardaires qui militent pour un contrôle du port d'armes. Qui va gagner ? Le premier affrontement est prévu le 4 novembre prochain dans l'État de Washington. Les électeurs doivent se prononcer par référendum : lors de l'achat en ligne d'une arme ou dans une foire spécialisée, doit-on vérifier le casier judiciaire de l'acquéreur ? Une mesure déjà en vigueur lorsqu'on achète une arme chez un armurier.

Pour le moment, l'Initiative 594 comme on l'appelle, soutenue par la Washington Alliance for Gun Responsibility (WAGR), une organisation créée après le massacre de l'école de Sandy Hook, bénéficie d'un fort soutien. Quelque 70 % des électeurs s'y sont déclarés favorables lors d'un sondage en juillet. Alors que, dans le passé, ce type de campagne avait du mal à trouver des financements, la WAGR a levé jusqu'ici près de 6 millions de dollars de la part de 7 500 donateurs. Parmi eux, quatre des plus grosses fortunes de l'État. Nick Hanauer, l'un des investisseurs d'Amazon, a fourni 1,4 million de dollars, Paul Allen, le cofondateur de Microsoft, 500 000 dollars, l'ex-patron de Microsoft Steve Ballmer 600 000 dollars et, tout récemment, Bill Gates vient de donner un million.

La NRA, une machine agressive

Un groupe rival, financé cette fois par la NRA, s'oppose à l'Initiative 594 et a lancé sa propre mesure qui cherche à empêcher l'État de mettre en place une réglementation anti-armes si elle n'est pas d'abord adoptée au niveau fédéral, bloquant ainsi de facto

l'initiative de la WAGR. La campagne a récolté un peu plus d'un million de dollars. Depuis des années, la NRA s'emploie à faire échouer toutes les mesures, même les plus modestes, visant à établir plus de contrôles sur le port et la vente d'armes au niveau national. Même après une série de massacres particulièrement révoltants, dont celui de l'école primaire de Newton, elle a réussi à bloquer toutes les réformes poussées par la Maison-Blanche, notamment une interdiction sur les ventes de fusils d'assaut et de chargeurs de haute capacité. Elle bénéficie de gros bailleurs de fonds, cinq millions d'adhérents super motivés et d'une machine agressive qui terrorise les hommes politiques en menaçant de mobiliser les électeurs contre leur réélection s'ils manifestent la moindre velléité d'opposition.

Mais l'entrée de Bill Gates, qui jusqu'ici a surtout financé des causes moins controversées comme la malaria ou les vaccins, peut changer la donne. Non seulement il a une certaine aura aux États-Unis, mais il est aussi à la tête d'une fortune estimée à 76 milliards de dollars qui peut faire pencher la balance dans les référendums futurs sur la question des armes. D'autant qu'il n'est pas le seul. Michael Bloomberg, dont la fortune est évaluée à 33 milliards de dollars, a lancé depuis son départ de la mairie de New York une croisade contre le lobby pro-armement. Il a créé une organisation, Everytown for Gun Safety, qui se rêve en rivale de la NRA. Il prévoit de dépenser lors de la campagne des législatives de novembre 50 millions de dollars afin de mobiliser sur le terrain les électeurs et faire pression sur les hommes politiques pour faire voter des mesures sur l'armement plus restrictives. En effet, la nouvelle stratégie des lobbys, c'est d'agir au niveau local puisqu'il est impossible de faire voter la moindre réforme au niveau national. Bloomberg a promis de dépenser deux fois plus que la NRA qui investit environ 20 millions de dollars par an dans des campagnes politiques.

Mais même avec cet afflux de dollars, cela va être dur de défier la NRA. Le lobby est l'un des plus gros du pays avec un réseau politique et une organisation sur le terrain inégalés. Il a déjà contre-attaqué avec une campagne de pub assassine qui s'en prend à Michael Bloomberg, ce "*milliardaire élitiste hypocrite*". "*Hey, Bloomberg ! Garde tes politiques pour New York ! Touche pas à nos armes et à notre liberté !*" lepoint.fr 27.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Le renseignement russe tire la sonnette d'alarme - french.irib.ir

Le renseignement russe SVR vient de remettre un rapport au Kremlin, où il met en garde contre de nouvelles tentatives anti-russes des Etats Unis. "*Les Etats Unis ont l'intention de mettre à profit les capacités de la milice terroriste de Daesh, pour ouvrir un nouveau front contre la Russie, en Asie centrale*". "*Dans le strict objectif de mettre en oeuvre leurs nouvelles politiques, dans la région du Moyen-Orient, les Etats Unis ont mobilisé les extrémistes musulmans du monde entier, avant de les envoyer, en Syrie et en Irak. Les Etats Unis ont organisé ces extrémistes en de nombreuses milices, les ont entraînés, avant de leur donner des noms, comme Front Al-Nosra ou encore Daesh. Les Etats Unis ont l'intention d'ouvrir, dans un avenir tout proche, un nouveau front anti-russe, au Caucase et en Asie centrale. Les moyens en sont fournis par l'Arabie saoudite, qui agit, en Asie centrale, pour y recruter des combattants, avant de les envoyer, en Syrie et en Irak. Les cheikhs wahhabites préparent, idéologiquement, les jeunes originaires de la Russie, du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Kirghizistan, avant de les envoyer, en Irak et en Syrie. C'est depuis Bichkek, la capitale kirghiz, que les terroristes gagnent Istanbul, en Turquie, et se rendent, en Irak et en Syrie*".

Le rapport du renseignement russe vise à lancer un sérieux avertissement, à l'adresse du Kremlin, et à lui faire prendre conscience du danger qui menace la Russie. french.irib.ir 27.08

2- Israël

2.1- Offensive de juillet : les pays qui ont soutenu, militairement, Israël. - french.irib.ir

Le quotidien israélien, "*Haaretz*", a dévoilé la liste des pays qui ont appuyé le régime israélien,... dans sa récente guerre contre la bande de Gaza. Lors de la récente guerre de l'armée israélienne, peuplée de 1.8 millions d'âmes, 2.150 Palestiniens sont tombés en martyrs, et 11.000 autres ont été blessés. «*La Grande Bretagne, l'Ukraine, les Etats-Unis, la Bulgarie, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, et la République Tchèque ont soutenu, militairement, Israël, dans sa récente guerre contre Gaza*», précise "Haaretz". «*Lors de cette guerre, l'Ukraine a remis à la disposition d'Israël 193 missiles de type 32 Sa-16, 4 missiles de type Sa-7, deux bombardiers et lanceurs de missiles BM-21*". Et le quotidien "*Haaretz*" a rendu publique la liste des pays qui ont apporté leur aide militaire au régime israélien, lors de cette guerre :

- Ukraine : 193 missiles de type 32 Sa-16, 4 missiles de type Sa-7, deux bombardiers et lanceurs de missiles BM-21.

- Bulgarie : 3 unités d'artillerie 13mm.

- Allemagne : 6 sous-marins de type Dolphin. Pour l'heure, 3 de ces sous-marins sont en activités, dans la marine israélienne, et 3 autres seront livrés, bientôt, à ce régime.

- Grande Bretagne : les pièces détachées des drones de type Hermes et des pièces détachées des chars Merkava.

- Espagne : Pièces détachées des missiles et des mortiers, des équipements électro-optiques, et des systèmes d'extinction du feu.

- Italie : 30 avions d'entraînement de type M 346, (dans le cadre du contrat entre Rome et Tel-Aviv).

- République Tchèque : le système balistique tactique dit TOCHKA.

- Etats-Unis : 19 avions de type F-5 (le premier avion a été livré, en [date ?], à Israël, était d'une valeur de 2.7 milliards de dollar). En outre, 600 jets de combat air-air d'une valeur de 544 millions de dollars, et 864 bidons de combustible de fioul et de carburant d'avion d'une valeur de 2.67 milliards de dollars.

Le site d'information Palestine Al-Youm, qui a traduit ce rapport de l'hébreu en arabe, précise que l'ampleur de ces aides militaires fournies au régime israélien est intervenu, à un moment où la Résistance palestinienne n'a reçu aucune aide d'aucun pays arabe et musulman, à part l'Iran, la Syrie et le Hezbollah. french.irib.ir 27.08

2.2- Des Israéliens insultent violemment des rescapés de l'Holocauste opposés aux massacres à Gaza - french.irib.ir

L'information publiée sur le site +972 Magazine's par un journaliste israélien très connu en Israël (Ami Kaufman) fait le tour du monde.

Suite au communiqué de 327 survivants de l'Holocauste condamnant les massacres à Gaza, des réactions ultra-violentes ont été exprimées sur le net israélien. La politique de Benjamin Netanyahou semble avoir provoqué une radicalisation générale de la population en Israël.Sur Facebook, on peut lire des propos antisémites tenus par des juifs contre ces survivants de la Shoah avec notamment des références à Hitler. Des propos qui vaudraient en France de la prison ferme pour incitation à la haine raciale.

David Cohen : Ce ne sont pas des rescapés de l'Holocauste, probablement des collaborateurs des nazis.

Shmulik Halphon : Je les invite à retourner à Auschwitz.

Itzik Levy : ces rescapés étaient des kapos. Des traîtres gauchistes. C'est pour ça qu'ils vivent à l'étranger et pas dans l'état juif.

Vitali Guttman : Ca suffit, qu'ils meurent. Ils ont survécu à l'Holocauste uniquement pour un autre Holocauste à Israël dans l'opinion publique mondiale ?

Meir Dahan : Pas étonnant que Hitler ait assassiné 6 millions de Juifs parce que des gens comme vous ne sont même pas des Juifs mais des êtres dégoûtants qui font honte à l'humanité ainsi que vos enfants, vous êtes des ordures.

Asher Solomon : Dommage que Hitler n'ait pas fini le travail

Katy Morali : Les rescapés de l'Holocauste qui pensent ainsi sont invités à aller mourir dans les chambres à gaz.

Yafa Ashraf : Ashkenazis de merde, c'est vous les Nazis. french.irib.ir 27.08

3- Irak

- Des gouvernements arabes coopèrent avec Tel-Aviv pour défendre Daesh (presse koweïtienne) - french.irib.ir

Le quotidien koweïtien al-Seyassah révèle le soutien financier de certains pays arabes au régime sioniste et leur coopération avec Tel-Aviv pour empêcher toute action visant l'anéantissement de Daesh.

Al-Seyassah a écrit que les crimes que les terroristes de l'Etat islamique (Daesh) commettent en Syrie et en Irak ne signifient que la réalisation des vœux du régime sioniste depuis six décennies. Le quotidien a ajouté que les Etats-Unis avaient fermé leurs yeux sur les crimes commis par les terroristes de Daesh jusqu'au jour où ces terroristes ont commencé à menacer aussi les intérêts

des Etats-Unis dans la région. Les terroristes ont massacré sauvagement les civils irakiens et n'ont pas épargné non plus les civils américains dans ce pays. Selon l'auteur de cet article, c'est à ce moment-là seulement que la Maison Blanche a décidé d'agir contre les terroristes de Daesh pour répondre aux exigences de l'opinion publique américaine qui voulaient la punition des terroristes qui avaient tué les civils américains.

Le quotidien koweïtien al-Seyassah écrit : « *Dans le cadre de son projet de transformé la Palestine en un Etat hébreux, le régime israélien se servira de son influence sur les centres politiques de Washington pour empêcher le développement des opérations militaires de l'armée américaines contre les forces du groupe terroriste de Daesh.* » L'auteur exprime ses regrets quant à la coopération de certains gouvernements arabes avec le régime sioniste pour empêcher l'anéantissement des terroristes de Daesh en Irak et en Syrie. Il souligne que ces gouvernements arabes accordent même leurs aides financières au régime de Tel-Aviv et se servent de leurs tribunes et médias pour défendre les positions illégitimes et illogiques du régime israélien. D'après le quotidien koweïtien, les dirigeants arabes qui coopèrent avec Israël sont victime d'une grande illusion en s'imaginant que cette coopération leur permettra de s'attribuer un rôle plus important en tant qu'acteurs régionaux. « *Or, ils ignorent que leur soutien aux crimes commis par les terroristes de Daesh en Syrie et en Irak faciliterait l'application du plan du régime sioniste qui souhaitent que ces crimes se répètent tour à tour dans les autres pays du monde arabe* », écrit le journal. french.irib.ir 27.08

SOCIAL

France

- La hausse du chômage s'est poursuivie en juillet - Reuters

Le chômage a poursuivi sa hausse en juillet en France pour le neuvième mois consécutif, selon les chiffres diffusés mercredi par le ministère du Travail.

Le Premier ministre, Manuel Valls, avait prévenu dès mardi sur France 2 que les statistiques seraient négatives, faute d'une croissance suffisante pour relancer les embauches.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) a progressé sur le mois de 0,8% (+26.100) pour s'établir à 3.424.400, un nouveau record.

En ajoutant les catégories B et C (les personnes ayant exercé une activité réduite), les inscrits à Pôle emploi ont augmenté de 40.600, soit 0,8%, pour s'élever à 5.083.800 en métropole et 5.386.600 en incluant les départements d'Outre-mer.

Sur un an, le chômage croît de 4,3% pour la catégorie A en métropole et de 5,0% pour les catégories A, B et C. Reuters 27.08

Haut de page

Le 29 août 2014

CAUSERIE

L'auteur du site a mis une photo de lui plus récente qui témoigne de la vitesse à laquelle il vieillit, elle date de quelques mois seulement.

Je me suis refusé à publier plusieurs articles des portails *Le Grand Soir* et de *Mondialisation.ca* dont certains étaient particulièrement infectes.

L'un consistait en une attaque en règle ignoble contre le marxisme taxé de mort-aux-rats (sandaraque) ou de "*théorie arriérée*" ou encore atteint "*d'arriérisme*", parce que les marxistes commettraient un crime horrible en dénonçant la compromission des progressistes et des démocrates avec le capitalisme, qui incarneraient la seule opposition cohérente à l'impérialisme américain.

L'auteur dans une grande confusion oppose la nécessaire prise de conscience des masses de leur condition au "*mouvement de masses*" qu'il récuse car "*impossible au commencement*", les deux combat étant liés en réalité, élever leur niveau de conscience politique et les organiser, construire le parti. Il sombre finalement dans une crise de delirium tremens qu'il nomme "*l'éthologie politique* qu'il oppose à ce qu'ils appellent "*les pouvoirs*", dans lesquels doivent figurer les partis, surtout ceux qui se réclament du marxisme je présume. Il a peut-être confondu éthologie et éthylisme pour prétendre que Valls serait

plus "*socialiste*" que Le Drian !

Un autre tout aussi insipide revendiquant les "*symboles révolutionnaires que sont le drapeau tricolore, la Marseillaise*", les symboles de notre ennemi, finalement pas très éloigné du précédent en réclamant "*une stratégie de Front antifasciste, populaire, patriotique et progressiste*", s'est livré à un amalgame en associant Meyssan à Soral, Dieudonné, Le Pen et Ayoub, alors qu'à notre connaissance il a cessé de les fréquenter, n'ayant jamais pris partie pour eux dans ses articles lorsqu'ils furent attaqués par Valls.

On ne peut pas associer Meyssan ou le Réseau Voltaire à "*ces gens (qui) sont les ennemis mortels des ouvriers, des classes populaires, des jeunes et de la nation républicaine*", les camarades qui lisent régulièrement leurs articles en conviendront. On peut leur reprocher bien des choses et je ne me suis pas gêné de l'écrire dans le site et de leur écrire aussi, mais pas cela. Ils sont anticommunistes, certes, ils ne s'en cachent pas ils l'assument, contrairement aux transfugent du PCF, aux sociaux-patriotes qui sont les auteurs de cet article. Si on devait vouer au pilori tous les anticommunistes, tous ceux qui ont une conception de la lutte des classes différente de la nôtre on n'en finirait pas, on se retrouverait une poignée autour d'une table ou dans une cabine téléphonique !

Comme bien d'autres, le M'PEP par exemple, le Réseau Voltaire se réclame de la tradition du Conseil national de la Résistance (CNR) dans lequel figuraient des gens d'extrême droite, des royalistes aussi bien que le PS ou le PCF ou encore les syndicats. Le Réseau Voltaire a l'honnêteté de le reconnaître et de l'assumer, ce qui n'est pas le cas de ceux qui se réclament du CNR, donc que ces derniers commencent par balayer devant leur porte... Et quand le Réseau Voltaire publie des articles franchement contraires aux intérêts que je défends, je ne les mets pas en ligne dans mon site, par exemple un article de Marine Le Pen. Et si je reproduis une citation d'Engels de Cecil John Rhodes, je n'en deviens pas pour autant un admirateur de l'apartheid.

La conception du CNR n'a rien à voir avec notre conception de la lutte des classes et nous la combattons, mais maintenant on ne peut interdire à personne d'y adhérer, sauf à se transformer en flic de la pensée ou guépéoutiste. Si "*le fascisme avance toujours masqué*", il n'est pas le seul dans ce cas-là ! On ne se refait pas.

Les autres articles que je n'ai pas publiés étaient insignifiants, particulièrement médiocres.

Parole d'internaute.

- "*Ce jeudi manifestation à Kiev de plusieurs milliers de manifestants, essentiellement des mères et épouses qui s'opposent à l'envoi dans le Donbass de leurs fils ou époux, on en parle pas ! Les centaines de milliers de réfugiés de l'est ukrainien en Russie, on en parle pas ! Le crash du vol MH17, on en parle plus !* "

Le silence permet les plus grands crimes...

Pourquoi se donner tant de mal, pourquoi tant de gesticulations et d'approximations si les preuves étaient aussi évidentes qu'ils le disent, il suffirait de les produire ?

Comment justifier une intervention militaire en Ukraine et en imputer la responsabilité à la Russie ? Mode d'emploi.

Jeudi 28 août à 22h35 - Une "***évidence***".

Obama. - "*Il est évident aux yeux du monde entier» que des forces russes se trouvent en US*"

Il faudrait le croire sur parole ! Les médias lui emboîtent le pas.

- «*Il est évident aux yeux du monde entier*» que les Russes sont en Ukraine - Liberation.fr

21 heures - Une "***longue liste***", où est-elle ? Des "***indices***", lesquels ? Montrez-nous les qu'on les examine et qu'on rigole un moment.

Samantha Power a dressé devant le Conseil une longue liste des indices montrant une implication directe des forces russes aux côtés des séparatistes prorusses.

18h15. - Des clichés satellites illisibles et un "***nombre substantiel***".

Ces clichés ont été diffusés par plusieurs médias en France, il faut donc en tirer la conclusion qu'ils n'avaient rien d'autres sous la dent, il faut préciser que chaque image était accompagnée d'un bref commentaire de l'Otan que les journalistes ont reproduit fidèlement sans se poser de questions, normal.

- L'Otan diffuse des images satellite des forces russes «*engagées dans des opérations militaires sur le territoire souverain ukrainien*», peut-on lire sur son site.

«*De grandes quantités d'armes de pointe, notamment des systèmes de défense anti-aérienne, de l'artillerie, des tanks et des blindés (sont) transférées vers les forces séparatistes*». «*La présence de ces armes et d'un nombre substantiel de troupes de combat russes en Ukraine rendent la situation toujours plus grave*», a commenté le général Tak.

Que la Russie soutienne les "*forces séparatistes*" n'est un secret pour personne, cela l'est davantage de la part des Etats-Unis et de l'Otan qui soutiennent militairement le régime néonazi de Kiev.

Ukraine : le numéro 2 des séparatistes reconnaît la présence de 3 000 à 4 000 soldats russes parmi les insurgés - Francetv info

"*Nous ne pouvons pas cacher le fait que nous avons beaucoup de soldats volontaires russes dans nos rangs*", a reconnu, pour la première fois, jeudi 28 août, Alexandre Zakhartchenko, "*Premier ministre*" de la République autoproclamée de Donetsk (Ukraine). Cité par la télévision russe, le numéro deux des séparatistes pro-russes a affirmé qu'il y aurait "*3 000 à 4 000*" soldats parmi les insurgés.

Il a assuré, de manière surprenante, que ces soldats avaient pris des congés pour combattre en Ukraine. "*Plutôt que de profiter de leurs vacances sur une plage, ils sont venus rejoindre leurs frères, qui se battent pour leur liberté*", a-t-il expliqué sur le site internet de la télévision publique russe. Francetv info 28.08

Placé du "***côté russe***" pour tirer "***côté ukrainien***", ouais, pas du côté chinois ! C'est comme s'ils avaient déjà tiré sur l'Ukraine !

- Cette image montre un déploiement militaire sur un site situé du côté russe... «*Il est impossible de ne pas tirer vers le territoire ukrainien*», indique un document remis à la presse après l'intervention du responsable militaire de l'Otan.

Des "***signes***"

francetvinfo.fr - Des signes laissent, encore une fois, penser que l'implication de Moscou est plus importante. francetvinfo.fr 28.08

Le conditionnel, c'est plus prudent.

francetvinfo.fr - Des troupes russes auraient, selon Kiev, pris le contrôle d'une ville frontalière, Novoazovsk, jeudi. francetvinfo.fr 28.08

Où sont vos photos monsieurs le journaliste ?

Un journaliste de l'agence Reuters a rapporté, jeudi, avoir vu une nouvelle colonne de véhicules blindés

11 heures. - D'où sort ce témoignage ou plutôt ces allégations aussi imprécises que les autres ("une masse d'hommes") ?

- La Russie a de fait lancé une «*invasion*», déclare Ella Poliakova, membre du conseil aux droits de l'homme du Kremlin, citée par l'agence britannique Reuters. «*Quand une masse d'hommes, sous les ordres de leur commandement, sur des chars, des transports de troupes blindés, et avec des armes lourdes, se trouvent sur un territoire étranger, traversent sa frontière, je considère qu'il s'agit d'une invasion*», déclare Poliakova à l'agence britannique. liberation.fr 28.08

Et la boucle de la propagande de guerre de l'Otan est bouclée.

Kiev, qui dénonce "*une invasion*" a demandé aux Occidentaux une aide militaire "*d'envergure*", faisant craindre une guerre ouverte entre la Russie et l'Ukraine... lexpress.fr 28.08

Les médias leur emboîtent le pas.

- Ukraine : la Russie a-t-elle envahi l'Ukraine ? - LePoint.fr

Ceci...

- Revers militaires ukrainiens à Novoazovsk et à l'est de Donetsk - Reuters

... explique cela et la suite...

- L'Ukraine appelle à l'aide militaire, Moscou accusé d'"*invasion*" - AFP

- Ukraine: Kiev demande à l'UE «*une aide militaire d'envergure*» - 20minutes.fr

Comment le justifier ? Réponse à coup de suppositions et contrevérités grotesques.

- Trois signes qui montrent que des soldats russes combattent en Ukraine - Francetv info

- COR-Kiev parle de "*mouvements de troupes russes*" en Ukraine - Reuters

- Ukraine: Washington exhorte à agir, accusant Moscou de «*mentir*» - 20minutes.fr

Ceux là mêmes qui affirmaient que l'Irak détenait des armes de destruction massive, était le repère d'Al-Qaïda ou bien d'autres mensonges, ou encore la version officiel du 11 septembre 2001...

- Des soldats russes seraient engagés aux côtés des insurgés - Reuters

- Plus de mille soldats russes combattent actuellement en Ukraine - Liberation.fr

- Des chars et des soldats russes ont bien franchi la frontière ukrainienne, selon l'Otan - Francetv info

Tu parles d'une "*invasion*" !

- Ukraine : le numéro 2 des séparatistes reconnaît la présence de 3 000 à 4 000 soldats russes parmi les insurgés - Francetv info

Normal, des centaines de milliers de Russes ont de la famille des deux côtés de la frontière, ce n'est pas parce que l'URSS a implosé qu'ils ont déménagé en Russie.

- Ukraine : Moscou mis en accusation au Conseil de sécurité de l'ONU - Lepoint.fr

C'est marrant, jamais les Etats-Unis !

- Ukraine: les Etats-Unis proposent des chars, l'Europe des sanctions - L'Express.fr

- Ukraine : Washington prêt à imposer de nouvelles sanctions contre Moscou - AFP

C'est marrant, malgré la violation de la souveraineté de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, aucun pays n'a jamais imposé de "*sanctions*" aux Etats-Unis.

- Une présence de soldats russes en Ukraine «*serait intolérable et inacceptable*», selon François Hollande - 20minutes.fr

Un rappel

- " *Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus elles sont réactionnaires. elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire.* " (Karl Marx et Friedrich Engels : Manifeste du Parti communiste)

On peut ajouter l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat ainsi que les fonctionnaires qui bénéficient d'un statut ou d'un traitement de faveur de la part de leurs employeurs, qui seront davantage portés à soutenir le régime qu'à le combat pour le renverser dès lors qu'il garantit la pérennité de leurs privilèges.

Sachant ou constatant que ce sont ces couches des masses exploitées d'où sont issus la plupart des dirigeants et des militants des partis ouvriers ou des syndicats, il ne faut pas s'étonner des conséquences qui en découlent conduisant à leur complète dégénérescence.

Au départ socialistes, communistes ou trotskistes, ils étaient voués à connaître le même sort dès lors qu'ils avaient laissé filer l'occasion qui s'était présentée de renverser l'ordre établi, soit qu'ils n'y étaient pas préparés ou qu'ils n'y aient pas préparés les masses ou généralement les deux à la fois. Pourquoi ? La réponse a été donnée plus haut.

La nostalgie qu'ils manifestent des années 50-60, des "*jours heureux*", de l'époque des "*Trente glorieuses*", quand il y avait du "*grain à moudre*", de la IVe République, ne fait qu'illustrer ce que disait Marx à propos de ceux qui étaient portés "*à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire.* ", cela s'applique à ces partis ouvriers.

ACTUALITÉ DU JOUR

Chacun son camp.

- La presse voit une Love story entre le Premier ministre et le Medef - AFP

La question est volontairement mal posée...

- Le gouvernement est-il de droite ?- Liberation.fr

Elle sert à en évacuer une autre beaucoup plus embarrassante : Le PS est-il de droite ? La poser serait ouvrir la boîte de Pandore qui appellerait spontanément d'autres questions, par exemple depuis quand l'est-il, obligeant à remuer son abominable passé et mettrait en lumière la responsabilité de tous ceux qui ont été son allié ou qui l'on soutenu pendant de très nombreuses années, ce que tous cherchent à éviter à tout prix, afin qu'on ne leur colle pas la même étiquette et que leur véritable nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire ne soit établie.

... et pour cause...

- PCF et NPA appellent les parlementaires de gauche à refuser la confiance - AFP

En réalité il n'existe pas de "*parlementaires de gauche*" puisqu'aucun n'entend rompre avec le capitalisme et ses institutions. En faisant croire le contraire ou en entretenant cette illusion, le PCF et le NPA soutiennent le régime à leur manière.

Quand "***l'intérêt général de la gauche et du pays***" se confond avec celui des affairistes ou des bifteckards du PS.

- Plus de 200 députés socialistes appellent au «*rassemblement*» derrière Hollande - Liberation.fr

Plus de 200 députés socialistes appellent, dans une tribune publiée par Le Monde jeudi sur son site internet, au "*rassemblement*" derrière François Hollande, et demandent aux parlementaires dits "*frondeurs*" d'être "*pleinement responsable de l'intérêt général de la gauche et du pays*". AFP28.08

A retenir : L'intérêt général de la gauche, c'est le leur, et l'intérêt général du pays, c'est celui du régime, les deux étant liés ils ne font plus qu'un, c'est ce qu'ils illustrent ici.

Un syllogisme véreux, de faussaire.

- Cambadélis : «*Qui peut, socialiste, arriver à souhaiter que le gouvernement tombe ?*» - Liberation.fr

Comment ce syllogisme est-il construit ? 1- Nous sommes socialistes ; 2- Le gouvernement est socialiste ; Aucun socialiste ne peut souhaiter qu'un gouvernement socialiste tombe. En conclusion il repose sur une double imposture ou mensonge puisque ni le PS et ni le gouvernement ne sont socialistes.

C'est plutôt minable comme procédé, grossier, car personne dans ce pays n'imagine un seul instant qu'ils sont socialistes, les médias ne cessent de marteler le contraire, qu'ils sont sociaux-libéraux, ultra libéraux, acquis au néolibéralisme.

- Berger (CFDT) "*pas choqué*" par le discours pro-entreprises de Valls - AFP

Et personne ne sera choqué qu'un jaune ne le soit pas !

En complément. Business is business.

- Fabius aux diplomates : «*Votre priorité, c'est l'économie!*» - LeFigaro.fr

La soumission politique des représentants de l'Etat au capitalisme doit être totale. Quel que soit le pays dans lequel vous remplissez votre mission, désintéressez-vous des questions sociales ou politiques qui pourraient surgir et vous interpeler, contentez-vous de suivre à la lettre notre stratégie politique et de répondre aux besoins de nos entreprises.

Le maître et son vassal. Parole des chefs des "***terroristes***".

- Les Etats-Unis ne bombarderont pas l'Etat islamique en Syrie dans l'immédiat - LeMonde.fr

- Obama: «Nous n'avons pas encore de stratégie» sur l'EI en Syrie - 20minutes.fr

Gaza, Liban, Irak, Syrie, Iran, Libye, Liban, Afghanistan, Russie, Ukraine, Mali, Nigéria, Chine, etc. ils interviennent dans les affaires d'une multitude de pays qu'ils s'emploient à déstabiliser, à contrôler, et chaque opération menée dans un pays peut selon la manière dont elle se déroule ou se conclut déclencher des répercussions en chaîne et imprévisibles dans plusieurs autres pays de telle sorte qu'elles peuvent contrarier l'exécution de la suite de leur plan.

Ils doivent suivre au plus près le développement de la situation dans chacun de ces pays et définir la propagande à adopter qui leur servira de couverture, afin de coordonner leurs actions pour espérer parvenir à leurs fins. On imagine d'ici que ce n'est pas une affaire simple, que la machine peut s'enrayer à tout moment car ils ne maîtrisent pas tous les facteurs ou acteurs en présence.

Pour nous non plus ce n'est pas simple, car il nous faut suivre l'évolution de la situation et l'ensemble de leurs opérations au jour le jour dans l'ensemble de ces pays pour comprendre de quelle manière évolue leur stratégie.

- Syrie/Irak: Hollande refuse toute coopération avec Assad contre le terrorisme - AFP

- Paris exclut toute coopération avec Assad contre l'Etat islamique - Reuters

- Hollande : "*Assad ne peut être un partenaire de la lutte contre le terrorisme*" - Le Nouvel Observateur

Alors qu'il en est le fossoyeur.

- François Hollande: «*Nous amplifierons notre soutien pour préserver l'unité de l'Irak*» - 20minutes.fr

Numéros d'illusionnisme en série.

- L'aile gauche réclame un congrès du PS d'urgence - LeFigaro.fr

Sénatrice de l'aile gauche du Parti socialiste, membre du courant La gauche maintenant, Marie-Noëlle Lienemann est claire sur la nécessité d'organiser au plus vite un congrès du PS. D'abord pour s'entendre et se mesurer au sein du parti. «*Nul, dit-elle, ne peut ignorer le profond malaise face au nouveau gouvernement et aux applaudissements qui ont scandé le discours de Manuel Valls devant les patrons du Medef…*» Deuxième raison, «*le respect des règles internes du PS*» qui prévoient l'organisation d'un congrès à mi-mandat. «*Nous y sommes.*» Enfin, la sénatrice de Paris rappelle que «*Jean-Christophe Cambadélis n'a pas été élu par les militants…*»

Le premier secrétaire s'est d'ailleurs lui-même montré plutôt favorable à l'organisation d'un congrès dans les premiers mois de 2015. Ne serait-ce que pour renforcer sa position. Ce congrès, s'il a lieu, pourrait, pour des questions budgétaires, se tenir à Paris.

Mais ailleurs, au PS, certains ne partagent pas ce sentiment d'urgence, comme le sénateur du Val-de-Marne Luc Carvounas, proche de Manuel Valls. «*Nous avons perdu 25.000 militants en un an et ce n'est pas moi qui le dis, c'est le PS. Alors si nous voulons nous renforcer, ce sera par le biais des états généraux du PS que nous lançons ce week-end jusqu'en décembre…*» Le congrès, source de divisions, «*ce n'est pas l'urgence…*»

Luc Carvounas le verrait bien se tenir «*après les régionales de 2015, début 2016*». Marie-Noëlle Lienemann est, elle, convaincue de la pression de l'exécutif sur le PS pour retarder voire empêcher le congrès. «*Cambadélis me l'a encore confirmé en juillet*», assure-t-elle. LeFigaro.fr 28.08

- Duflot reproche à Valls "*d'imiter Thatcher*" - Francetv info

L'ex-ministre écologiste s'en prend au "*stand-up libéral*" du chef du gouvernement. Francetv info 28.08

En allant soutenir à Kiev le régime néonazi issu du coup de force fomenté par l'Otan, c'est comme si les écologistes étaient allés soutenir Pinochet qui avait pour allié...Thatcher !

Comme toujours ! Cela vous étonne ?

- "*Dans un gouvernement socialiste, la ligne social-libérale l'emporte toujours*" - L'Express.fr

Entretien avec le politologue Gérard Grunberg, spécialiste de la gauche.

L'Express.fr. Qu'est devenu François Hollande, l' "***ennemi de la finance***"?

Gérard Grunberg. Donner de l'argent aux patrons, ce n'est jamais très moral. Alors il a utilisé cette formule pour l'élection et il le pensait vraiment. Mais quand les socialistes arrivent au pouvoir, ils doivent composer, faire des compromis. Comme Mitterrand en 83, Bérégovoy en 92-93 ou Jospin avec les nationalisations (entre 98 et 2001). C'est assez classique en fait.

(Certes, que de notre côté on ait fait comme si nous ne le savions pas (avant mai 1981) ou plutôt que cela ne changerait absolument rien est totalement insupportable après coup... Hollande n'a jamais réellement pensé que la finance était son "*ennemi*" puisqu'il savait pertinemment que s'il était élu il devrait la servir docilement, le PS avait déjà une longue expérience derrière lui en la matière comme le rappelle Gérard Grunberg.

Les masses se foutent pas mal qu'un président de la République issu du PS donne "*de l'argent aux patrons*" du moment que leur niveau de vie est maintenu, exceptées les couches les plus défavorisées qui seront les premières à tourner le dos au PS, celles auxquelles on est incapable de s'adresser. - ndlr)

D'ailleurs, c'est un compromis que font tous les partis socialistes européens depuis longtemps. Il ne faut pas être étonné. Seulement, jusqu'à présent, il y a toujours eu un peu de croissance et donc on pouvait faire à la fois une politique de l'offre et une politique de la demande. En résumé, des conquêtes sociales et du libéralisme. Mais aujourd'hui ce n'est plus le cas.

(Mais voilà, quand le compromis est votre marque de fabrique, cela signifie que vous êtes prêt à tout brader au plus offrant, et que lorsque l'occasion se présentera vous n'incarnerez plus que les intérêts des puissants, de la réaction avec laquelle vous vous confondrez.

Le PS a toujours passer des compromis en faveur du capital sur l'essentiel, dès lors qu'il était entièrement soumis à l'ordre établi, tandis que ses compromis envers les travailleurs figuraient toujours à la marge, permettaient de temporiser, de gagner du temps avant la prochaine offensive du capital qui les annulerait, du fait qu'en réalité il figurait dans le camp des ennemis du socialisme, ne cachant pas sa profonde aversion pour le communisme qui incarnait la négation du capitalisme auquel il était lié corps et âme, ce qu'il n'a jamais cessé de démontrer depuis un siècle et qu'on s'est employé systématiquement à sous-estimer.

Dès lors de nos jours s'opposer aux conquêtes sociales ou les détruire allait de soi pour le PS au profit du néolibéralisme. -ndlr)

L'Express.fr. Très discret jusqu'à présent, le Parti socialiste peut-il incarner une autre voix?

Gérard Grunberg. A l'exercice du pouvoir, un gouvernement socialiste doit choisir une ligne et c'est toujours la ligne sociale-libérale qui l'emporte. Mais comme on ne peut plus faire semblant, ça devient l'enjeu d'une bataille de politique interne. lexpress.fr 28.08

Disons que cela prend une tournure cruelle pour le PS et tous ceux qui refusent de rompre avec lui, car il ne peut plus cacher ses véritables intentions, sa véritable nature réactionnaire qui n'est pas le produit d'un tournant ou je ne sais quoi, mais correspond à la nécessiter de s'adapter aux besoins du capitalisme en crise (permanente). Le masque de l'imposture est définitivement tombé et il n'en existe aucun de rechange derrière lequel il pourrait camoufler sa véritable nature anti-ouvrière, antisocialiste.

C'est dans leur nature !

Jean-Christophe Cambadélis au Monde : "*le social-libéralisme ne fait partie ni de notre vocabulaire ni de notre tradition*" - Atlantico.fr

Effectivement, socialiste en parole (édulcoré, très très dilué et c'est tant mieux), social-libéral en acte.

Pourquoi devons-nous nous satisfaire du fait que le PS n'évoque plus le socialisme en parole qu'exceptionnellement ? Parce qu'en évitant d'agir au nom du socialisme il cesse du même coup d'en être le fossoyeur. Qu'il agisse au nom du marché nous va très bien, qu'il change de nom ou rejette l'étiquette socialiste nous irait très bien aussi, ce serait une aubaine pour le mouvement ouvrier.

Partant de là leur problème réside dans le fait que s'ils assument leur politique réactionnaire, ils vont se voir traiter comme tels par ceux qui votaient pour eux, et s'ils ne l'assument pas, ils vont passer pour des hypocrites ou des menteurs auprès de leurs électeurs qui vont les fuir, dans les deux cas ils sont condamnés à se couper toujours plus des masses et des classes moyennes qui (ces dernières) seules les soutiennent encore.

Le fait de monter au créneau et de gouverner pour le compte des capitalistes les condamne à se découvrir toujours plus pour ce qu'ils sont vraiment, les travailleurs sont donc amenés spontanément à comprendre qu'en réalité ils n'ont rien de socialiste, que le PS est le supplétif de l'UMP et qu'il appartient à la même famille politique, au même camps, celui de la droite, celui de leur ennemi de classe.

En complément. Il faut assumer.

- Schäuble appelle le gouvernement français à appliquer ses promesses - LePoint.fr

Le ministre allemand des Finances, invité à l'université d'été du Medef, a plaidé pour "*des réformes ambitieuses qui ne soient pas seulement des annonces*". LePoint.fr 28.08

La pire réaction en rêve, Le Monde s'en fait une nouvelle fois le porte-parole.

- Faut-il en finir avec les partis politiques ? - LeMonde.fr

C'est la question posée et résolue par le projet de traité de libre-échange Etats-Unis - UE qui donne tout pouvoir aux multinationales ou encore par l'existence de l'UE dès lors que tous les partis institutionnels y sont totalement soumis, intégrés.

Info, intox, désinformation, contradiction, grossier mensonge, tout est bon, pas de fumée sans feu.

Qu'on se le dise, promis, juré, craché...

- Le gouvernement « *n'a pas l'intention de revenir* » sur les 35 heures - LeMonde.fr

- Harlem Désir : "*Il n'y a pas de projet de remise en cause des 35 heures*" - Le Nouvel Observateur

... mais non, c'était juste pour rire...

- Dérogation aux 35 heures: le pavé dans la mare d'Emmanuel Macron - AFP

- Emmanuel Macron prêt à autoriser "*les entreprises à déroger*" aux 35 heures - AFP

... à la demande de qui ?

- Gattaz (Medef) appelle à une "*adaptation*" des 35 heures - AFP

- Gattaz : "*Si une entreprise a besoin de travailler 40 heures, il faut le faire*" - LePoint.fr

... finalement c'était vrai, non, sans blague ?

- Le gouvernement a renvoyé jeudi aux partenaires sociaux l'épineuse question d'une éventuelle dérogation aux 35 heures. AFP 28.08

En complément.

- Valls demande aux collectivités locales de "*mieux maîtriser leurs dépenses*" - LePoint.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

L'élite intellectuelle corrompue se met logiquement au service de l'oligarchie financière.

- Sept Français distingués par le FMI - Liberation.fr

L'institution recense 25 économistes âgés de moins de 45 ans et qui devraient avoir «*la plus grande influence dans les années à venir dans notre compréhension de l'économie*». Liberation.fr 28.08

Entendez par là qu'ils auront pour tâche de diffuser la propagande néolibérale dans les universités, les médias, tous les cercles ou think tanks qui rassemblent des dirigeants d'entreprises, des décideurs à différents niveaux dans la société afin d'y soumettre la population.

Piège à cons.

- Dissolution, cohabitation : le débat qui agite la droite - LeFigaro.fr

- Dissolution : la droite se prend au jeu... et au piège - Le Nouvel Observateur

Cadeaux ou comment faire baisser le coût du travail.

- Crédit d'impôt: déjà 8,1 milliards déclarés par les entreprises au titre du CICE - AFP

Sur ces 8,1 milliards - un chiffre encore partiel, toutes les entreprises ne clôturant pas leurs comptes à la même date - le coût effectif pour l'Etat a été de 4,5 milliards jusqu'à maintenant, a-t-on précisé.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi doit atteindre en rythme de croisière 20 milliards d'euros par an, soit 6% de la masse salariale au-dessous de 2,5 Smic.

Il a depuis été intégré dans le Pacte de responsabilité qui prévoit 10 milliards de plus de baisse du coût du travail, ainsi que 10 milliards de baisses sur la fiscalité des entreprises. AFP 28.08

L'OTAN s'empare de la direction de l'UE.

- Le Polonais Tusk favori pour la présidence du Conseil européen - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Assad bombarde le Golan occupé - french.irib.ir

Ce n'est plus comme dans le temps !

A peine quelques heures après le bombardement des positions de l'armée syrienne, sur les hauteurs du Golan, par Israël, l'aviation syrienne riposte ! Selon Reuters, les sukhoïs syriens ont, violemment, bombardé, dans la nuit de mercredi à jeudi, les positions des terroristes soutenus par Israël, sur les hauteurs du Golan. Mercredi, l'OSDH, ong pro-occidentale, basée à Londres, avait annoncé la chute du point de passage de Quneitara, tombé entre les mains des terroristes d'Al-Nosra. L'OSDH avait, également, fait état de très violents combats entre les terroristes et l'armée assadiste.

Dans le courant de la journée, le régime israélien, très dépité, après sa défaite à Gaza, a prétexté le tir de deux roquettes, depuis le territoire syrien, pour bombarder les positions de l'armée arabe syrienne, au Golan. Selon les analystes politiques, Israël craint, profondément, l'ouverture d'un nouveau front, au Golan occupé, front où serait, sans nul doute, impliqué le Hezbollah. french.irib.ir 28.08

1.2- Syrie : vers une nouvelle confrontation US/Russie? - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré que son pays a demandé aux États-Unis de prévenir les autorités officielles syriennes au cas d'adresser des frappes aériennes aux sites des terroristes en Syrie, sinon cela constitue une violation flagrante de la loi internationale. "*Les Américains annoncent actuellement qu'ils vont bombarder les terroristes sur les terres syriennes sans avoir besoin de l'approbation des autorités syriennes... Nous leur avons dit que ce sera une violation flagrante de la loi internationale*", a déclaré M. Lavrov lors d'une réunion avec les participants au Forum international des jeunes de Seliger.

Il a ajouté que la lutte antiterroriste est une nécessité. "*Grâce à Dieu, les États-Unis ont enfin saisi que les terroristes sont à la tête des parties qui se battent contre le gouvernement syrien, mais dans le but d'isoler ces terroristes, les Etats-Unis doivent coordonner avec les autorités syriennes*", a-t-il indiqué. french.irib.ir 28.08

2- EIIL, EI ou Daesh

2.1- Daesh, l'avatar de Saddam, face à l'Iran - french.irib.ir

Dans un article publié par "*International Policy Digest*", l'analyste israélien, Shaiel Ben-Ephraim, a prétendu que le groupe de l'EIIL,(l'Etat islamique, en Irak et au Levant), est un instrument pour contrer l'influence de l'Iran, dans la région. «*Aucun groupe n'assure autant que l'EIIL les intérêts des Etats-Unis*», a-t-il ajouté. «*Ce groupe est un meilleur outil, pour avancer les intérêts des Etats-Unis, dans la région du Moyen-Orient*», a-t-il estimé. «*Cela pourrait paraître, terrible, mais l'EIIL est, pratiquement, au service ces intérêts stratégiques et nationaux des Etats-Unis*», a-t-il dit. «*En 2003, les Etats-Unis, en éliminant Saddam Hussein, rival acharné de l'Iran, ont perturbé le rapport de forces, au Moyen-Orient. Depuis, l'Iran s'est transformé en puissance dominante dans la région du Levant. Un gouvernement, essentiellement, chiite, a été formé, en Irak. Le gouvernement syrien, qui est profondément, l'allié de l'Iran, a pu résister aux rivaux. Le Hezbollah et les autres groupes terroristes, appuyés par l'Iran, sont arrivés au pouvoir, au Liban et à Gaza*», a prétendu, encore, cet expert israélien.

«*C'est ainsi que la menace de l'influence iranienne, de l'Ouest de l'Afghanistan, jusqu'à la Méditerranée, a vu le jour. Cela est un grand défi, pour les alliés US, ainsi que pour l'emprise des Etats-Unis sur le prix du pétrole et pour la lutte de Washington contre les groupes appuyés par l'Iran. Cela sonne, également, le glas de l'espoir de voir l'élargissement de la démocratie, dans la région*». «*L'EIIL est le plus puissant et valable antidote sunnite, face à l'influence iranienne, au Moyen-Orient*». «*Ce groupe s'est emparé d'une partie de la Syrie, ce que les groupes soutenus par l'Occident et les groupes affiliés à Al-Qaïda ont échoué à accomplir. L'EIIL sert les intérêts des intérêts US, services qu'aucun des célèbres alliés américains, comme Israël et la Jordanie, n'a pu accomplir*», a-t-il dit.

A noter que sont nombreux les analystes qui estiment que c'est plutôt le régime israélien qui épaule les groupes terroristes, dont l'EIIL, en territoire syrien, et, également, en Irak, surtout, dans la région du Kurdistan irakien. Le régime israélien est un régime qui a besoin de la guerre, des actes de provocation et ne cesse de tout faire, pour déstabiliser la région, et, pour ce faire, il entretient des liens très étroits avec le groupe terroriste de l'EIIL. french.irib.ir 28.08

2.2- Syrie /Irak : GI's et agents de la CIA, dans les rangs de Daesh - french.irib.ir

Des centaines de militaires américains et d'agents de la CIA se battent, aux côtés de Daesh, en Irak et en Syrie, ont annoncé des experts en questions politiques, aux Etats-Unis.

Cette déclaration a été faite par Dan Dibar, expert en questions politiques et activiste anti-guerre, lors d'un entretien téléphonique avec Press TV, en allusion à l'information, selon laquelle 300 Américains ont rejoint Daesh. "*L'administration américaine est, actuellement, en train de se renseigner sur les citoyens qui ont rejoint Daesh*", ont déclaré les autorités américaines, a-t-il ajouté, avant de préciser que l'administration américaine est inquiète du retour, dans le pays, de ces Américains, qui se livreraient à des actes terroristes. "*Daesh est l'invention des Etats-Unis visant à déstabiliser la Syrie, ainsi que les autres pays de la région. Ce groupe est devenu, actuellement, une menace et une inquiétude sérieuse, pour les Etats-Unis*", a-t-il souligné.

Depuis le début de la crise syrienne, déclenchée en mars 2011, le groupe terroriste takfiri Daesh a commis d'innombrables crimes contre les civils et militaires de ce pays. En occupant certaines parties de l'Irak, Daesh a perpétré des crimes contre l'humanité. french.irib.ir 28.08

Haut de page

Le 30 août 2014

CAUSERIE

Un mot personnel.

Celle que j'appelle désormais mon ex-épouse a été jusqu'à évoquer devant moi un pédophile que j'avais croisé quand j'étais prof à l'Alliance française de Pondichéry, lui il était à l'accueil. A cette époque rien ne permettait de savoir à quelle activité il se livrait et je n'ai jamais vraiment entretenu de relations avec cette personne qui était superficielle. Plus tard, interrogé par la police comme tous le personnel de l'Alliance française, j'ai fourni des informations qui ont permis de le localiser et de l'arrêter. Il fit ensuite 6 mois de prison avant d'être expulsé d'Inde.

Mon ex-épouse à court d'arguments contre moi, cherche à tout prix à ce que notre affaire qui relève du droit civil français prenne une tournure pénale ou criminelle de manière à ce que la juridiction indienne s'emmêle, estimant qu'elle pencherait en sa faveur puisqu'elle est d'origine indienne. Un jour lors d'une violente dispute, elle m'avait tenu des propos racistes que je n'ai jamais oubliés sans la blamer pour autant, car sachant qu'elle était très arriérée je devais m'attendre à tout.

Vous me direz que j'aurais pu choisir une compagne moins arriérée et que je porte la responsabilité de ce qui m'arrive, à ceci près que j'ai déjà fait cette expérience dans le passé pour aboutir au même résultat. Il y a bien des choses qui sont faciles à dire, mais qui au bout du compte sont creuses ou ne veulent rien dire.

Quand on ne plus avoir confiance dans une personne, c'est terminé, notre histoire s'arrête là. C'est la même chose avec un parti politique et ses dirigeants.

Rien n'est facile dans la vie, surtout de la comprendre. Je me comporte dans la vie en général comme en politique, je parle énormément, je pose un tas de questions, j'aborde une multitude de sujets sans a priori, je réfléchis à haute voix, je n'essaie pas de me leurrer sur ce que je suis ou de tromper quiconque, je fais profiter au maximum les interlocuteurs des connaissances que j'ai acquises, je fais en sorte d'essayer qu'on progresse ensemble car je sais qu'on a absolument besoin des autres pour y arriver, que c'est à travers eux qu'on peut évoluer car ils ne sont pas différents de nous fondamentalement, on est à la fois semblables et différents ce qui fait la richesse des expériences qu'on peut partager.

Cela dit, cela ne permet pas forcément de lever tous les obstacles ou blocages qui peuvent survenir dans nos relations car nous ne les percevons pas obligatoirement de la même manière, nous n'en attendons pas la même chose ce qui peut donner lieu à des quiprocos ou des incompréhensions, déboucher sur des clashs ou des ruptures aussi, cela fait partie de la vie et il faut l'accepter.

Des relations idylliques dans un couple ne durent rarement très longtemps, il ne faut pas se leurrer, vaut mieux ne pas se tromper sur leur nature dès le départ et se dire qu'elles sont vouées à évoluer. Or on commet l'erreur somme toute naturelle de ne pas y penser, on s'y refuse peut-être pour ne pas gâcher ce moment de bonheur qu'on voudrait éternel et qui en réalité est teinté d'illusions ou largement inconscient.

Maintenant, quand il arrive que nos intérêts divergent, s'entendre ou continuer de vivre ensemble devient difficile, puis impossible. Comment en arrivons-nous là ? Disons que généralement les intérêts communs qui nous liaient cèdent le pas au profit de nos intérêts individuels qui désormais prennent plus d'importance dans notre vie. Ce processus se réalise en grande partie inconsciemment sur fond de frustrations mal assumées qui proviennent plus de la société telle qu'elle est que de votre compagne, à moins qu'il ait changé au point de vous négliger ou de manquer d'attention à votre égard.

La routine de la vie quotidienne fait souvent le reste, elle se traduit pas l'ennui, une vie fade, sans relief, on a l'impression de faire partie des meubles, que notre vie est figée, on en arrive à accuser ces rapports (avec notre conjoint) d'en être responsables, alors de là à ce qu'ils deviennent un carcan qui nous étouffe et qu'on décide de le briser il n'y a qu'un pas. Dans certains cas c'est parfaitement justifié, dans d'autres non. Il faut bien que quelque chose ou quelqu'un porte la responsabilité de notre condition qui ne nous satisfait pas, à défaut que ce soit la société, ce sera votre compagne ou compagnon sur qui cela retombera.

Quand on en est rendu à ce stade, discuter ne servira plus à rien, car il y a désormais quelque chose de briser entre nous et il est extrêmement rare que les choses se passent ou se terminent autrement. Pourquoi ? Parce que les conditions qui étaient réunies le jour de notre rencontre n'existent plus tout simplement, on ne peut pas les recréer artificiellement, et quand bien même nous le tenterions nos relations reposeraient sur des illusions qui rapidement se volatiliseraient et on en reviendrait à la même situation devenue insupportable, la rupture serait inévitable.

On vit dans une société où chacun de ses membres subit plus ou moins inconsciemment la pression de l'idéologie de la classe dominante, plutôt plus que moins, d'autant plus qu'il est porté à penser le contraire. Il lui faut désigner un coupable à tous ses maux, rien de tel que celui ou celle que l'on tient sous la main, qui partage notre vie quotideinne, il ou elle est le bouc émissaire idéal, par identification on lui collera sur le dos la responsabilité de tous nos malheurs grands et petits à défaut de pouvoir atteindre ceux qui en sont véritablement responsables, accablé, une fois réalisé ce transfert, ensuite on pourra envisager plus facilement une séparation estimant qu'elle est amplement justifiée, le dénouement final n'en sera que moins pénible indolore

ou pour ainsi dire acté ou jugé inévitable, il ne restera plus qu'à passer à l'acte sans l'ombre d'un regret, sans se retourner sur le passé comme s'il avait déjà été effacé ou n'avait jamais existé, vous ne comptez plus, vous n'existez déjà plus, la page est tournée.

Concrètement, je n'avais jamais envisagé que je devrais refaire ma vie deux fois, puis trois, ma conception de la vie était beaucoup plus simple, trop semble-t-il, comme quoi on peut évoluer et conserver un petit côté naïf, on ne peut pas penser à tout et c'est sans doute mieux ainsi, car sinon la vie serait tout aussi insupportable. Pour autant que cet épisode soit contrariant et pénible, cependant j'en ai tiré une satisfaction en constatant que tous les Indiens à qui j'ai raconté simplement notre histoire ont finalement pris mon parti ou m'ont soutenu, en dehors évidemment de la famille de Magueswary qui lorgnait avidement sur mon argent au point de me jurer de m'en dépouiller jusqu'à la moindre roupie. Je ne leur en laisserai pas l'occasion car j'ai réagi très rapidement.

Ce matin avec Selvi nous sommes allés à ma banque, avec l'aide du directeur et de deux employées qui connaissent bien mon histoire et qui ont été d'une grande gentillesse avec nous, nous lui avons ouvert un compte sur lequel j'ai déposé tout mon argent, avec sa carte bancaire je pourrai retirer chaque début de mois de quoi couvrir nos dépenses. Franchement je ne m'attendais pas à un tel accueil, ensuite je me suis dit que ma sincérité avait dû les toucher et que je le devais aux principes ou valeurs auxquels je suis si profondément attaché, comme quoi parfois ils peuvent vous jouer de vilains tours en présence de gens malintentionnés, mais qu'en règle générale ils peuvent être fort utiles pour se sortir de situations délicates, j'en conclus donc que les renier aurait été commettre une erreur fatale. Le plus laborieux ce matin, mais dans la bonne humeur, a été de la faire signer à une douzaine de reprises (la bureaucratie indienne), car elle ne maîtrise pas l'écriture, à part son nom justement en tamoul, ce que nous avons pris à la rigolade car il n'y a pas de honte à avoir à être illettrée. Vous vous souvenez peut-être de mes discours sur le respect des autres poussé à l'extrême qui pouvaient peut-être passer pour un exercice de style. Et bien en réalité ce principe, dès lors qu'on s'y tient, présente une valeur inestimable dans la mesure où il permet de vous regarder dans un miroir sans avoir à rougir de ce que vous êtes, ce qui est déterminant, car sans quoi il serait impossible de s'analyser et de demeurer équilibrer mentalement, peut-être bien aussi intellectuellement.

Bref, mon revenu a été divisé par près de trois en quelques jours, et en clôturant avant son terme l'argent que j'avais placé, j'ai encore perdu 71.000 roupies, ce que je n'avais pas prévu. Peu importe, sauf accident de parcours il nous restera encore de quoi survivre jusqu'à ma retraite en 2017, on devra se priver davantage, y compris sur la nourriture, on n'a pas le choix, je mangerai davantage de riz, c'est à croire que je devais devenir un vrai Indien !

En tous cas nous voilà soulager. J'ai mis mes papiers et mon argent en sécurité, le rapport de la police m'est favorable, sauf un coup de folie de la famille de Magueswary je suis sorti d'affaire, provisoirement ou définitivement je n'en sais rien encore. Matériellement elle s'en tire beaucoup mieux que moi, car son revenu sera trois ou quatre fois supérieur au mien tout en ayant des besoins bien inférieurs aux miens, c'est peut-être ce qui la décidera à me foutre la paix et à m'oublier rapidement, c'est tout ce que je me souhaite.

J'ai atterri en Inde parce que je n'ai jamais accepté qu'un patron me dicte ce que je devais penser quand je vivais en France, ou encore mes parents quand j'étais plus jeune, parvenu à 59 ans ce n'était pas elle qui allait m'imposer de rentrer en France et de finir mes jours dans la misère noire, ruiner le restant de mes jours, même si mon parcours n'a rien eu de glorieux, bien de mes semblables en ont connu de bien pires malgré eux sans que je sois obligé de les envier au point de les imiter, le mimétisme a ses limites au delà desquelles c'est pure inconscience ou folie, un tel laisser-aller de ma part aurait été renier mes convictions et personne ne l'aurait compris, moi le premier.

J'ai attendu de longues années que Magueswary soit à l'abri des besoins matériels jusqu'à la fin de ses jours pour la quitter, j'estime donc avoir agi comme il fallait, proprement, j'allais oublier de préciser que j'avais poussé le scrupule jusqu'à l'avertir à plusieurs reprises par téléphone avant qu'elle ne retourne en Inde de ce qui l'attendait si elle continuait de me pourrir l'existence.

Un jour j'ai écrit que ce site me servait aussi de journal personnel. N'ayant aucun échange avec personne ici, ce récit me sert en quelque sorte à faire le point sur ma situation, et non à me donner en spectacle ou à étaler ma vie dont tout le monde se fout bien. Disons que mon expérience dès lors qu'elle est racontée simplement, pourra peut-être servir à certains lecteurs.

Et puis causer c'est bien beau, comme l'ont dit cela n'engage pas à grand chose, et puisque je ne peux pas militer sur le terrain et montrer de quoi je suis capable, au moins sur le plan personnel les lecteurs ou militants pourront constater si oui ou non mon comportement est conforme aux idées, principes, valeurs que je défends.

ACTUALITE EN TITRES

Fonds Mafieux International.

- Ukraine: le FMI verse un nouveau prêt malgré les "*risques*" - AFP

- Le FMI renouvelle sa "*confiance*" à Christine Lagarde - LePoint.fr

Propagande. S'ils le réclament, on aurait tort de ne pas le faire, CQFD.

- 35 heures: Une majorité de Français favorables à un assouplissement - 20minutes.fr

Sondage - 62 % des Français sont favorables «*à ce que les entreprises et les branches puissent déroger aux 35 heures en cas d'accord avec les organisations syndicales*». 20minutes.fr 29.08

En réalité c'est déjà le cas ! Le gouvernement du Medef veut aller plus loin et faire sauter les 35 heures afin de plus avoir à payer d'heures supplémentaires à partir de la 36e heure.

ACTUALITÉ DU JOUR

La servilité du gouvernement qui "***aime l'entreprise***" face au Medef est totale.

- Réforme des professions réglementées, travail du dimanche, le gouvernement aura recours à des ordonnances - Francetv info

Ce recours aux ordonnances ne serait que partiel, précise l'entourage de Manuel Valls. "*Le texte de loi sur la croissance comportera à la fois des dispositions d'applications directes à la loi, comme à l'ordinaire, et à la fois des habilitations à agir par ordonnances, par exemple sur le repos dominical*", a indiqué le cabinet du Premier ministre.

Sur la question de la réforme visant des professions réglementées (notaires, huissiers...), un des autres grands volets de la loi, il n'est en revanche pas prévu un recours aussi important aux ordonnances que le travail du dimanche, selon Matignon. Selon Les Echos, le projet de loi devrait être présenté en Conseil des ministres en octobre, au lieu du calendrier initialement prévu pour septembre. Francetv info 29.08

En complément. Offensive tout azimut de la réaction.

- Valls limite l'encadrement des loyers à Paris "*à titre expérimental*" - Le Nouvel Observateur

- "*Inégalitaire*", "*trop académique*", "*pas pertinent*"... l'OCDE blâme le système scolaire français - Francetv info

- Pour la CFDT les seuils sociaux ne sont pas un "*sujet tabou*" - AFP

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Dette des Etats.

- Dette: une modification des règles pour éviter un nouveau scénario à l'Argentine - AFP

Un regroupement des principales banques, investisseurs et émetteurs de dettes de la planète a publié de nouvelles règles pour éviter que ne se reproduise un scénario à l'Argentine, où une minorité bloque un accord de restructuration.

L'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA), qui a son siège à Zurich, a adopté ces modifications à l'issue d'un long processus de négociation entre ses quelque 460 membres de 53 pays.

Le but de ces nouveaux principes, qui ne sont ni obligatoires ni rétroactifs, est d'éviter que des détenteurs minoritaires d'une dette n'empêchent l'application d'un accord de restructuration entre l'émetteur de dettes en difficulté et ses créanciers majoritaires.

Avec ce nouveau système, si les créanciers qui détiennent un total d'au moins 75% de la dette (toutes maturités confondues)

sont d'accord pour reporter l'échéance du remboursement ou pour réduire le montant du capital dû, leur décision s'impose aussi aux détenteurs de la dette opposés à un tel accord.

L'association va désormais inciter les émetteurs de dettes à intégrer ce nouveau principe dans les contrats à venir. S'ils le font, l'environnement du marché mondial de la dette souveraine pourrait changer dans les années à venir.

"*Les conséquences potentiellement négatives du défaut et de la restructuration de la dette argentine démontrent l'importance d'avoir des termes contractuels clairs et sans ambiguïté pour les obligations souveraines*", a expliqué l'avocat général de l'ICMA, Leland Goss, dans un communiqué.

Dans le cas de l'Argentine, qui éprouve des difficultés à régler ses dettes après la crise économique de 2001, 93% des créanciers avaient accepté un allègement de la dette et un rabais d'environ 70%, mais 7% de créanciers irréductibles avaient refusé le marché.

Quelques fonds spéculatifs conduits par NML Capital et Aurelius Management, représentant moins d'1% des créances, ont porté plainte devant la justice américaine et remporté une victoire spectaculaire, qui a entraîné in fine un "défaut de paiement partiel" de l'Argentine fin juillet.

"*Les nouvelles règles sur les clauses d'action collective de l'ICMA offrent une solution pratique au problème des minorités de blocage*", a assuré vendredi l'organisation.

Elle a ajouté que l'interprétation de la clause dite "*pari passu*" dans le cas de l'Argentine avait entraîné "*une incertitude considérable pour les futures restructurations de dettes*".

En vertu du "*pari passu*", toutes les parties sont traitées de manière égale, quelle que soit la part de la dette qu'elles détiennent.

"*Les précisions apportées au "pari passu" détaillent clairement son champ d'application, ce qui réduit le risque de voir cette clause utilisée dans le but de perturber des restructurations de dettes futures*", a souligné l'ICMA. AFP 29.08

Haut de page

Le 31 août 2014

CAUSERIE

Quelques infos n'ont pas été traitées, on verra cela demain.

Cherchez le lézard.

C'est notre exercice favori de décortiquer les syllogismes véreux ou qui reposent sur une affirmation, une proposition, une prémisse ou un terme erroné ou faux.

Hollande a dit hier : «*Etre social-démocrate, c'est être socialiste, et être socialiste, c'est être social-démocrate*».

Etre socialiste, c'est être social-démocrate. Je suis socialiste. Donc je suis social-démocrate.

Première prémisse : Etre socialiste, c'est être social-démocrate.

Seconde prémisse : Je suis socialiste.

Conclusion : Donc je suis social-démocrate.

Et si être socialiste c'était autre chose qu'être social-démocrate, sa démonstration s'effondrerait et vice versa, si être social-démocrate signifiait autre chose qu'être socialisme.

Cett démonstration repose sur un double rapport, en premier sur une identification entre socialiste et social-démocrate, en second sur le contenu que l'on donne au socialisme et à la social-démocratie qui serait identique ou leur définition serait liée, l'un

définirait l'autre et vice versa, en fait cela revient à dire qu'ils seraient synonymes.

Cela présente comme intérêt pour ceux qui le prétendent d'évacuer toutes autres interprétations du socialisme ou de la social-démocratie, Hollande et sa politique ainsi que le PS incarnent le socialisme. Evidemment si vous êtes incultes en politique et que vous les croyez sur parole, ce sera à vous dégoûter ou vous détourner du socialisme jusqu'à la fin de vos jours.

Ce syllogisme induit que l'on n'a pas à se poser pas la question de savoir ce que l'on entend par socialisme, puisqu'il suffirait d'observer Hollande et sa politique pour avoir la réponse. Pas sûr que les travailleurs se contentent de cette camelote bon marché.

Car cet exercice était fort risqué et peu convainquant à l'adresse de ceux qui avaient déjà une petite idée de ce que signifiait le socialisme, aussi bien en direction des masses qui n'ont qu'une vague idée de ce que représente le socialisme, mais pour lesquelles il incarne tout de même la justice sociale, tout le contraire en somme de la politique mise en oeuvre par Hollande, alors de là à le soupçonner de ne pas être socialiste, à estimer qu'il leur ment une fois de plus le pas est vite franchi, surtout au regard de sa popularité ou du rejet que sa personne et sa politique inspirent chez les travailleurs

Cet exercice ou cette affirmation était d'autant plus risquée qu'elle était à double tranchant dès lors qu'on abordait la question de la social-démocratie, dont l'histoire depuis un siècle se confond avec celle de l'impérialisme et toutes les guerres qu'elle a soutenues de 1914 à nos jours, la collusion manifeste avec les intérêts de la classe dominante chaque fois qu'elle était au pouvoir, en France et ailleurs dans le monde, Hollande l'illustre parfaitement aujourd'hui.

La démonstration de Hollande fonctionne à condition de ne pas se poser de questions, de ne pas se tourner vers le passé, de ne pas chercher à comprendre ce que signifie réellement le socialisme, l'antithèse du capitalisme dont il est le représentant.

Cette déclaration ne doit pas sortir du cadre de l'abstraction à laquelle elle se réduit. Pourquoi ? Parce que le socialisme doit se réduire à la définition qu'en ont donné les révisionnistes français et allemands à la fin du XIXe siècle, notamment Lassale, Dürhing, Bernstein, etc. qui de fait avait adopté une version du socialisme qui rompait avec le socialisme scientifique de Marx et Engels en tournant le dos au combat pour en finir avec le capitalisme, la propriété privée des moyens de production, abandonnant la perspective d'en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qu'ils résumèrent à leur manière en affirmant que les moyens étaient tout tandis que l'objectif n'était rien, en finir avec le capitalisme, le socialisme. Ils continuèrent de se prétendre socialistes, alors qu'en réalité ils le combattaient, ce qu'ils ne cessèrent de démontrer par la suite.

C'est cette infâme imposture maintenue jusqu'à nos jours, qui consiste à se revendiquer socialiste en parole, alors qu'en réalité ou en pratique on défend une politique contraire aux intérêts de la classe que l'on prétend représenter, à camoufler autant que faire se peut ses véritables intentions selon les circonstances, qui caractérise la social-démocratie et ceux qui s'en revendiquent.

Le socialisme leur sert de masque pour camoufler leur véritable nature d'agents du capitalisme, afin de pouvoir servir le régime en place quand ils sont au pouvoir, et quand ils sont dans l'opposition parlementaire se faire les fossoyeurs en chef du socialisme, pourrir le mouvement ouvrier. Au cours du XXe siècle ils durent réajuster leur masque en fonction des besoins du capitalisme, selon les différentes phases ou crises qu'il traversa.

Et tous leurs satellites ou alliés empruntent d'autres masques tout en étant motivés par les mêmes objectifs, empêcher la classe ouvrière de se rassembler dans un parti qui soit réellement socialiste ou communiste, faire en sorte de la diviser afin de préserver l'ordre établi ou lui interdire de trouver la voie qui à terme lui permettrait de s'émanciper du capitalisme, de renverser le régime par une révolution, s'emparer du pouvoir politique.

L'existence du PS et du PCF ainsi que leurs satellites ou alliés respectifs n'a pas d'autre raison d'être que celles qui viennent d'être évoquées, acquis au capitalisme avec lequel ils refusent de rompre, qu'ils refusent d'affronter, ce sont finalement des piliers du régime, des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme qui incarne leur émancipation du capital.

Qui les croient encore sur parole ? Plus personne ou presque.

Et Cambadelis : Le PS est "*un parti socialiste qui a une pratique social-démocrate*", il "*n'est pas un parti social-libéral*".

Mais comme social-démocrate rime avec trahison ou imposture depuis un siècle, avec capitulation définitive devant l'ennemi et finalement basculement total dans son camp, le revendiquer c'est avouer son indispensable adaptation au néolibéralisme qui incarne de nos jours les besoins de la classe dominante ou du capitalisme en crise, c'est avouer que le PS est bien un parti social-libéral-impérialiste.

Le PS : Un parti bonapartiste.

-François Hollande veut un PS «*à l'unisson*» de sa politique - 20minutes.fr

«*J'ai besoin d'avoir un parti dans la majorité qui soit à l'unisson de ce que je propose*», a affirmé le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse à l'issue d'un sommet européen à Bruxelles.

«*Ca n'empêche pas le débat, ça ne coupe pas la discussion, mais elle doit être menée à bien dans la perspective que j'ai définie*», a-t-il ajouté. «*Les Français ont besoin d'y voir clair*», a encore fait valoir le président de la République.

(85% rejettent sa politique, c'est très "*clair*" ! ndlr)

François Hollande a assuré qu'il n'avait «*pas changé de ligne*». «*La même ligne s'applique depuis que j'ai défini*» après la remise du rapport Gallois sur la compétitivité de l'économie française en novembre 2012 «*ce que devait être la politique économique, industrielle, sociale et de redressement des comptes publics de la France*», a-t-il insisté. Selon lui, «*être social-démocrate, c'est être socialiste, et être socialiste, c'est être social-démocrate*».

(Il le dit lui-même et le confirme dans le paragraphe suivant, sa "*ligne*" politique se réduit exclusivement aux besoins des capitalistes, il en dresse lui-même la liste, vous ne trouverez pas trace de la moindre revendication sociale dedans, en effet c'est très "*clair*". ndlr)

«*Tous ceux qui font confiance à la gauche doivent comprendre que cette politique est faite pour la réussite de la France*», a assuré le président. Il a réaffirmé sa volonté «*de faire les réformes indispensables pour le pays, qui n'ont pas été fait depuis 10 ans ou 12 ans, sur la compétitivité, l'amélioration de la situation des entreprises, la justice fiscale et le redressement des finances de la France*». «*Je n'ai pas besoin de faire des mouvements sur les mots, j'ai dit que j'étais social-démocrate, je l'ai toujours été, et c'est parce que je suis socialiste*», a-t-il dit.

(Pour démonter cette escroquerie il suffit de remplacer "*pays*" ou la "*France*" par capitalistes. ndlr)

«***Fermez-la***» et faites le sale "***job***"

Quand la crise du capitalisme mondiale devient incompatible avec des "*mouvements*" contraires des lèvres, c'est qu'on est sous une dictature.

- Bernard Cazeneuve: «*Il faut la fermer et redresser la France*» - 20minutes.fr

«*Le gouvernement n'est pas une instance de débat, mais une instance exécutive d'une politique fixée par le président et son Premier ministre. Soit on part, soit on se tait! La politique n'est pas un théâtre d'ombres ou de boulevard!*», déclare Bernard Cazeneuve dans un entretien au Journal du Dimanche. Et de lancer: «*Il faut la fermer et redresser la France, c'est-à-dire faire le job*».

Il faut dire aux travailleurs que cela leur est également adressé : Soumettez-vous et fermez-la !

Supplétif du parti de l'ordre, le véritable rôle en "***pratique***" d'un parti social-démocrate, aucun ne le démentira.

- Cambadélis: le PS, un "*parti à la pratique social-démocrate*" - AFP

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, a défini samedi le Parti socialiste comme un parti "*à la pratique social-démocrate*", exhortant par ailleurs la gauche à "*continuer*" la discussion et à mener des "*campagnes ensemble*". (L'écho du monarque. - ndlr)

"*Nous ne sommes pas au bord de l'implosion, nous ne sommes pas au bord la scission*", a-t-il ajouté depuis la tribune d'un débat portant sur "*l'unité de la gauche*". "*Nous sommes dans un débat comme le mène le Parti socialiste depuis de nombreuses années*".

(Effectivement, il confirme ce que nous n'avons cessé de dire à propos du PS. - ndlr)

"*Le Parti socialiste n'est pas un parti social-libéral et il ne le sera pas*", a-t-il répété.

(Affirmation grauite, nulle. - ndlr)

"*Pour autant, le Parti socialiste a sa propre définition, c'est un parti social-démocrate*", a ajouté le patron du PS, une qualification accueillie avec des mouvements divers dans la salle, certains préférant le terme de "socialiste".

(Formidable, leur président vient de lier les deux, les voilà satisfaits ! - ndlr)

C'est "*un parti socialiste qui a une pratique social-démocrate*", a-t-il encore dit.

(Le laquais tient le même discours que son maître. - ndlr)

En allusion aux contestataires, pas seulement au PS, de la politique menée par François Holllande, il a prévenu: "*Si une partie de la gauche dit "nous sommes la gauche" et qu'une autre partie de la gauche dit "nous sommes la gauche", à la fin il n'y a plus de gauche*".

(Assurément, c'est bien le cas ! - ndlr)

En complément. L'imposture est permanente.

- Les "*frondeurs*" du PS mettent en garde contre "*un renoncement continu*" de la gauche - Francetv info

Une tâche impossible.

- Valls : «*Les socialistes sont forts quand ils s'adressent aux Français et pas à eux-mêmes*» Public Sénat

- Valls: "*je cherche à convaincre*", pas les applaudissements - AFP

(En s'adressant au Medef il a obtenu les deux, bravo ! -ndlr)

A son arrivée à La Rochelle, Manuel Valls a essuyé des sifflets de quelques dizaines de personnes, dont des militants de la CGT.

"*C'est normal quand on gouverne qu'il y ait des interrogations, des contestations, des manifestations. Je ne cherche pas les applaudissements, je cherche à convaincre. Je ne suis pas dans les petits jeux, ma seule mission, c'est de redresser le pays*", a-t-il dit en référence à ces incidents.

(Punir [la Syrie], sanctionner [la Russie], redresser, le vocabulaire tout droit sorti de la bouche de représentants d'un Etat policier.

Que ce soit Valls avec "*les petits jeu*" ou Hollande avec ses "*des mouvements sur les mots*", ils ne peuvent pas s'empêcher de témoigner la haine ou le mépris que leur inspire toute personne qui conteste même à la marge leur politique, c'est plus fort qu'eux, c'est dans leur nature. -ndlr)

Quant aux militants PS, "*ça se passera bien, ça se passe toujours bien avec les militants, non?*", a-t-il pronostiqué. AFP 30.08

On n'en a jamais douté, c'est également ce qu'a dit à sa manière Cambadélis.

Voilà qui le confirme si nécessaire.

- Au PS, des "*frondeurs*" bruyants mais aux marges de manoeuvre étroites - AFP

Tous des affairistes !

Pas de quoi vraiment s'en faire.

- L'«*unité de la gauche*» mise à mal à La Rochelle - 20minutes.fr

Vraiment ? Il y en a qui brodent ou extrapolent à loirsir sur ce sujet, ils n'ont que cela à se mettre sous la dent après avoir colporté des illusions dans le PS pendant des décennies et des décennies, alors ils continuent sous une forme déguisée.

Pour un peu ce serait un scoop que le PS et le PCF et la ribambelles de morpions qui leur collent aux basques seraient traversées par des contradictions, en proie à des tensions, qu'ils seraient tous en crise, etc. entre nous, cela nous fait une belle jambe, car à notre avis se focaliser sur cette question ou ces partis c'est passer à côte de l'essentiel une fois de plus, sachant que ce n'est pas dans ces partis que l'on trouvera matière à construire le parti ouvrier socialiste révolutionnaire, mais chez les millions et millions de travailleurs qui s'en détournent, dont certains sont prêts à rompre avec le capitalisme et ses institutions, auxquels on peut proposer une politique qui se situe strictement sur le terrain de leurs intérêts de classe.

Baylet (PRG) a lâché le morceau en appelant à des "*compromis*" avec le PS et le gouvernement dont le PRG fait partie, la logique est respectée.

20minutes.fr - Invités à La Rochelle, les communistes et les écolos ont largement critiqué la politique de Manuel Valls…

S'exprimant à l'université d'été du PS aux côtés notamment de Pierre Laurent (PCF), Emmanuelle Cosse (EELV), Jean-Michel Baylet (PRG), il a lancé: "*Nous sommes obligés de surmonter les divergences*" et a appelé à des "*compromis*".

"*Si nous avons des désaccords (...) sur combien de sujets sommes nous d'accord ?*" a-t-il dit, rappelant également que le PS dirigeait avec ses partenaires de gauche de nombreuses collectivités.

(On comprend, on comprend... - ndlr)

Selon lui, "*il faut être capable de réfléchir ensemble et peut-être même mener des campagnes ensemble sur des sujets que nous aurions décidé ensemble*".

(C'est ce qu'ils n'ont pas arrêté de faire depuis mai-juin 2012 pendant que le gouvernement en profitait pour faire passer le TSCG, la "*règle d'or*", l'ANI, son budget d'austérité, bombarder le Mali, etc. C'est la raison d'être de toutes leurs campagnes contre le racisme, l'homophobie, etc : Associer par n'importe quel bout y compris le plus ténu qui soit les travailleurs au PS, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire, parti qui incarne le régime, de telle sorte qu'ainsi enchaînés ils se divisent, la confusion s'installe dans leurs têtes, pour qu'au bout du compte ils soient dans l'incapacité de trouver la voie pour le combattre, c'est leur seul objectif.

On ne peut le comprendre qu'à partir du moment où on admet l'hypothèse qu'ils peuvent combattre dans le camp de notre ennemi. Si d'emblée on évacue cette hypothèse, on ne comprendra rien à rien. Cela s'applique à la situation dans son ensemble, si on renonce à poser des hypothèses parce qu'elles nous semblent farfelues au premier abord ou déjà résolues sans même s'être donné la peine de les étudier sérieusement, on passera forcément à côté de l'essentiel.

Dans bien des domaines et pas seulement en politique, ce qui nous paraît incroyable ou impensable un jour peut très bien se réaliser un autre jour, il faut donc étudier le comportement de chaque facteur et les rapports qu'ils entretiennent pour déterminer en fonction de leur évolution dans quelles conditions telle ou telle hypothèse pourrait se produire ou non.

Mieux encore, il faut à nouveau revenir sur ces hypothèses régulièrement, c'est pratiquement en permanence qu'on doit se livrer à cet exercice qui est un très bon entraînement pour mieux maîtriser le matérialisme dialectique, sinon on prend le risque d'être surpris quand soudain se produit un tournant dans la situation (mondiale), on n'y sera pas préparé et on n'y comprendra rien, c'est extrêmement fâcheux car on peut être amené à combattre contre son propre camp, voyez le NPA à propos de la Syrie par exemple. J'ai failli commettre la même erreur à propos de la Libye pour avoir baissé la garde comme l'on dit et j'en ai tiré les leçons.

En conclusion il n'y a absolument rien à attendre de tous ces partis ou toutes ces organisations qui sont liés au PS, au régime. - ndlr)

Et de mettre en garde contre une gauche qui deviendrait "*marginalisée*" face à la montée du Front national. 20minutes.fr 30.08

La pseudo-gauche l'est déjà, elle suit la même trajectoire que le régime et c'est normal.

Les néolibéraux ne changeront jamais de stratégie politique.

- L'UE prête à des sanctions musclées contre Moscou, dit Barroso - Reuters

- « *Méfiance renforcée* » en Iran après les nouvelles sanctions américaines - LeMonde.fr

L'instauration d'un gouvernement mondial sous l'égide de l'oligarchie financière demeurera leur seul objectif. On dit que sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire, pas de révolution victorieuse, pas de socialisme. Eux, nos ennemis, ils se sont dotés d'une théorie, ultra réactionnaire, celle du nouvel ordre mondial, ils disposent de partis et d'une multitude d'institutions financières et politiques qui l'ont adoptée pour mener leur combat contre le prolétariat mondial ou la révolution socialiste mondiale, c'est la raison pour laquelle ils sont enclins à être optimistes, ils font preuve d'autant d'audace, nous provoquent, nous narguent ou nous méprisent ouvertement.

Ils sont déterminés à vaincre par n'importe quel moyen, apparemment le temps presse puisqu'ils ont décidé de s'en prendre frontalement à la Russie tout en harcelant en permanence la Chine, le gros du morceau qu'il leur reste à avaler, ensuite

le monde entier leur sera soumis, acquis.

Contrairement à nous, ils ne renonceront jamais à leur objectif politique. Nous, de reculages en reniments, d'arrangements en renoncements, de conciliations en compromis sur absolument tout, les enseignements du marxisme, les principes, le programme, le parti jusqu'à notre propre drapeau, en empruntant cette voie nous avons fait preuve de bassesse, si on ne change pas de stratégie dans les plus brefs délais nous ne nous en relèverons jamais plus, on pourra dire adieu au socialisme.

Certains le pensent déjà, nous n'en sommes pas encore là mais plus très loin dorénavant. Effectivement, l'impensable pourrait se réaliser, mais hélas dans le mauvais sens de l'histoire, à nos dépens.

Allons-nous laisser Hollande et Valls déblatérer sur le socialisme, c'est insupportable. C'est frontalement qu'il faut engager le combat contre le PS et ses satellites au lieu de les ménager. Il faut caractériser politiquement chaque parti, organisation, groupe, tendance, courant qui se réclame du mouvement ouvrier ou du socialisme, démolir systématiquement leurs argumentations qui servent à le justifier et à tromper militants et travailleurs, comment, mais à partir du socialisme justement, qui mieux que le socialisme de Marx, Engels, Lénine et Trotsky serait à même de les démasquer, de démontrer qu'ils sont étrangers au socialisme et qu'en réalité ils le combattent.

Quand le capitalisme rime avec famine

- La famine menace 2,81 millions de personnes en Amérique centrale - Reuters

La sécheresse qui a dévasté les récoltes en Amérique centrale menace de famine 2,81 millions de personnes, selon une estimation fournie vendredi par le Programme alimentaire mondial des Nations unies.

La sécheresse affecte également l'Amérique du Sud mais les pays les plus touchés sont le Guatemala, le Honduras et le Salvador. Les récoltes de maïs, de pois et de haricots ont particulièrement souffert.

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a récemment autorisé l'importation de 40.000 tonnes de haricots rouges et de 73.500 tonnes de maïs afin de faire baisser les prix.

Plus de 250.000 familles ont perdu leur récolte au Guatemala, où l'état d'urgence a été décrété.

La culture du café est relativement préservée. Reuters 30.08

Les cultures vouées à l'exportation se portent bien c'est l'essentiel, via les multinationales qui en contrôlent le cours sur le marché des matières premières et engrangent d'énormes profits, ouf ! Que les cultures destinées à l'alimentation de la population locale soient détruites n'a pas d'importance puisqu'elles sont vouées au sous-développement...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre 2014

CAUSERIE

Notre "***université d'été***", ce sont les enseignements du marxisme.

1- Lettre à Sylvia Pankhurst - Lénine - 28 août 1919. Extrait.

"*... si le parti ouvrier est vraiment révolutionnaire, s'il est vraiment ouvrier (c'est-àdire étroitement lié à la majorité des travailleurs, aux couches inférieures du prolétariat et non uniquement à ses couches superficielles), s'il est vraiment un parti, c'est-à-dire une organisation de l'avant-garde révolutionnaire possédant une forte cohésion, sachant employer tous les moyens pour faire, parmi les masses, oeuvre révolutionnaire...*"

Ailleurs Lénine expliquait que c'était difficile pour des militants intellectuels de s'adresser aux couches inférieures du prolétariat, j'ajouterai parce qu'ils ne sont pas venus au combat politique en réponse aux conditions d'existence qu'ils subissaient mais à la suite ou en conclusion d'une réflexion intellectuelle. En fait ils en ignorent tout ou ils en ont qu'une représentation superficielle, mais s'ils ne vont pas à son contact, comment pourraient-ils apprendre à les connaître. C'est vrai que c'est difficile, que cela nécessite un gros investissement personnel, il faut savoir ce que l'on veut.

2- La faillite de la IIe Internationale - Lénine - 1915. Extraits.

- L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat. (...) L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les "embourgeoisait", leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère. La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies, pour leur domination sur les autres nations. Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui. Et, bien entendu, la force de l'habitude, la routine d'une évolution relativement "pacifique", les préjugés nationaux, la peur des brusques changements et l'incrédulité à leur égard, tout cela a joué le rôle de circonstances complémentaires qui ont renforcé l'opportunisme aussi bien que la conciliation hypocrite et lâche avec lui, soi-disant pour un temps seulement, soi-disant seulement pour des causes et des motifs particuliers. La guerre a

modifié l'aspect de l'opportunisme qui avait été cultivé durant des dizaines d'années; elle l'a porté à un degré supérieur, a augmenté le nombre et la variété de ses nuances, multiplié les rangs de ses partisans, enrichi leur argumentation d'une foule de nouveaux sophismes; elle a fondu pour ainsi dire quantité de nouveaux ruisseaux et filets avec le courant principal de l'opportunisme, mais ce courant principal n'a pas disparu. Au contraire.

Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme mûri au point que cet abcès bourgeois ne peut plus continuer à subsister comme autrefois au sein des partis socialistes.

Les gens qui ne veulent pas voir la liaison extrêmement étroite et indissoluble du social-chauvinisme avec l'opportunisme se saisissent de faits et de "cas" isolés pour avancer que tel opportuniste est devenu internationaliste, et que tel radical est devenu chauvin. Mais c'est là un argument qui n'a vraiment rien de sérieux quand on discute du développement de courants.

Premièrement, le chauvinisme et l'opportunisme ont la même base économique dans le mouvement ouvrier : l'alliance de couches supérieures, peu nombreuses, du prolétariat et de la petite bourgeoisie, qui bénéficient des miettes que leur laissent les privilèges de "leur" capital national, contre la masse des prolétaires, la masse des travailleurs et des opprimés en général. Deuxièmement, le contenu idéologique et politique des deux courants est le même. Troisièmement, l'ancienne division des socialistes en un courant opportuniste et un courant révolutionnaire, qui caractérisait l'époque de la IIe Internationale (1889-1914), correspond dans l'ensemble à la nouvelle division en chauvins et internationalistes.

En général, Si l'on considère les courants et les tendances, on ne peut manquer de reconnaître que c'est l'aile opportuniste du socialisme européen qui a trahi le socialisme et est passée au chauvinisme. D'où lui vient sa force, son apparente omnipotence dans les partis officiels ? (...)

Ce qui a donné aux opportunistes et aux chauvins une force gigantesque, c'est leur alliance avec la bourgeoisie, les gouvernements et les états-majors généraux. C'est ce qu'on oublie trop souvent chez nous en Russie, où l'on considère que les opportunistes sont une portion des partis socialistes, qu'il y a toujours eu et qu'il y aura toujours deux ailes extrêmes dans ces partis, que le tout est d'éviter les attitudes "extrêmes", etc., etc., comme le disent tous les poncifs des philistins.

En réalité, l'affiliation formelle des opportunistes aux partis ouvriers ne les empêche nullement d'être - objectivement - un détachement politique de la bourgeoisie, d'être le canal par lequel elle exerce son influence, d'être ses agents au sein du mouvement ouvrier.

(...)

Tout le monde est d'accord pour dire que l'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique. Cependant, tout le monde ne médite pas suffisamment sur la signification de cette vérité. Fin.

Il faudrait plutôt dire que tout le monde évite soigneusement de soulever cette question, que personne n'ose plus l'aborder de front de nos jours. Serait-ce dû à la nature de tous les partis dits ouvriers, centristes ou démocrates petit-bourgeois ? Cela aurait-il quelque chose à voir avec leur composition, avec les rapports qu'ils entretiennent avec le PS ou qu'ils ont entretenu pendant de nombreuses décennies avec ce parti ?

Lénine ne disait pas ce que les militants avaient d'entendre, mais ce qui était quitte à se faire bien des adversaires. Marx et Engels également et apparemment cette méthode était la bonne. Elle est devenue après la morts de Trotsky pour nos dirigeants un exercice impensable, inimaginable à reproduire, on ne comprend pas pourquoi, certains constats devraient-ils les choquer ainsi que leurs militants. Pourquoi ? Parce qu'ils entreraient en contradiction avec leur conception de la lutte de classes, avec les rapports qu'ils ont établis avec les autres partis ou les différentes classes, on cherche à comprendre, on fait l'idiot quoi !

Je me demande si Marx, Engels, Lénine et Trotsky ont été aussi loin parce qu'ils regardaient en face la réalité, sans a priori, sinon cela aurait été impossible. Voilà un enseignement à "*méditer*" pour les apôtres de la vérité !

Prostitution dans un cloaque.

Extraits du discours de Valls en clôture de l'université d'été du PS.

- "*Et c'est pour tous ces débats, ces discussions, ces confrontations, ces universités d'été qui font que la rentrée en France est un peu particulière, c'est pour toutes ces raisons... que j'aime les socialistes*".

(Car en procédant ainsi le PS donne l'impression d'avoir abordé et épuisé tous les sujets, de telle sorte que toute personne ou tout travailleur se réclamant du socialisme quel que soit sa sensibilité soit servi ou se retrouve dans un des courants du PS, alors qu'en réalité ils n'ont abordé un certain nombre de sujets sous un seul et unique angle, celui de la soumission au capitalisme.

C'est comme si on posait la même question à cent ignares qui fourniraient une multitude de réponses différentes toutes erronées, et qu'ensuite on vous dise que la bonne réponse figurerait forcément parmi celles qu'ils ont fournies, alors qu'en réalité elle n'y figurait pas. Pour Valls ou le PS l'essentiel c'est à la fois que la bonne réponse n'y figure pas car elle est incompatible avec l'appartenance au PS, et que vous ayez l'impression qu'elle y figure pour soutenir le PS ou entretenir l'illusion que la bonne réponse y figurait et qu'un jour les dirigeants de ce parti s'en saisiraient selon une double confusion. ndlr)

- "*Il n'y a pas d'un côté la gauche qui gouverne et de l'autre la gauche. (Effectivement, la soi-disant gauche qui ne figure pas au gouvernement a refusé de se positionner dans l'opposition, elle fait partie de la même famille que le PS. ndlr) Il y a la gauche en mouvement, pour que la gauche avance. La gauche, celle qui gouverne, c'est celle qui tient quand toutes les digues s'apprêtent à rompre.* " (Traduisez : Celles qui protègent le régime. ndlr) "*La gauche, celle qui gouverne, c'est faire, surtout quand c'est difficile.* " (Entendez le sale boulot que le parti officiel de l'ordre est temporairement dans l'incapacité de faire. ndlr) "*La gauche, celle qui gouverne, ce n'est pas revenir, ajourner, rétrograder.*" (Surtout pas abolir les lois anti-ouvrières votées par les gouvernements précédents, c'est amplifier l'offensive contre la classe ouvrère. ndlr) " *La gauche, celle qui gouverne, c'est avancer, réformer, progresser !*"

(Traduisez : Reculer, regresser à coup de contre-réformes. ndlr)

- "*La gauche, celle qui gouverne, c'est aller chercher l'espoir surtout quand il n'y en a plus. La meilleure façon de ne pas renoncer à l'idéal, c'est de ne jamais renoncer au réel !*" nouvelobs.com 31.08

(En réalité leur "*idéal*" se réduit à "*ne jamais renoncer au réel*", ce qui signifie concrètement qu'il faut s'accommoder du capitalisme, faire avec puisqu'ils sont incapables de concevoir un idéal au delà du capitalisme. Ici le réel et le capitalisme sont synonymes, tandis l'idéal (du socialisme) doit demeurer indéfiniment à l'état d'utopie ou de conception virtuelle, hors de portée ou impossible à réaliser puisqu'ils incarnent le capitalisme.

Parole d'internaute

- "*" avancer, réformer, progresser "*

Expressions typiques de la novlangue néo-libérale signifiant en réalité la dérégulation et la destruction du droit du travail ("réformer"), la régression sociale ("progresser") et donc bel et bien un retour à un état antérieur dans lequel les salariés se retrouvent assujettis aux intérêts exclusifs des possédants et de la finance ("avancer")."

Bravo, vous avez tout compris ! Mais il faut aller plus loin, être plus précis encore car on pourrait s'imaginer qu'on serait encore à l'étape de l'impérialisme tel qu'il s'est développé au cours des 7 premières décennies du XXe siècle, alors qu'il est passé à l'étape supérieur ou les travailleurs, les classes moyennes et la plupart des capitalistes sont voués à être assujetis aux "*intérêts exclusifs*" de l'oligarchie financières, des banques et des multinationales.

Nous ne sommes plus à l'époque de l'affrontement entre impérialistes, nous sommes entrés dans la période qui se caractérise par l'affrontement entre l'oligarchie financière dominante et la totalité des Etats du monde qui ne sont pas encore sous son contrôle. Si on ne le comprend pas, on ne peut pas comprendre la nature politique de la confrontation actuelle entre les Etats-Unis et la Russie par exemple. On y reviendra une autre fois car cela nécessite un long développement, j'ai l'ensemble de la trame en tête, mais je n'ai plus de temps à y consacrer aujourd'hui.

En famille. La mangeoire, l'esprit de coterie, les privilèges que leur octroie le régime...

- Valls : "*Ce qui nous unit doit être plus fort que nos différences*" - Le Nouvel Observateur

... dès lors on n'en doute pas un instant.

- Bruno Le Roux (PS) : «*Il y aura une majorité sur tous les textes*» - LeParisien.fr

Au fait, ils disent quoi ceux qui nous ont bassiné pendant des décennies et des décennies avec le courant de "*gauche*" du PS qui serait susceptible de rompre avec son parti ? Comment, vous n'avez plus envie de faire un front unique avec le PS ? En réalité cette stratégie s'est avérée catastrophique au regard du résultat qu'on a sous les yeux, car l'impasse ou la situation inextricable dans laquelle nous nous trouvons en est largement le produit.

On va encore nous accuser de nous livrer à un procès d'intention ou d'être médisant, franchement un peu de sérieux ou d'honnêteté intellectuelle, quand chacun savait ou pouvait deviner sans effort que Hollande poursuivrait en l'aggravant la politique de Sarkozy entièrement tournée contre les travailleurs, les mêmes osaient s'interroger sur ses réelles intentions ou la politique qu'il allait appliquer en mai 2012. Vous n'en avez pas marre de vous livrer à ce petit jeu ? On attend, on exige des explications de nos dirigeants, comment ont-ils pu se fourvoyer de cette manière-là et persister pendant tant d'années à reproduire les

mêmes erreurs ? Il ne suffit pas de proclamer qu'il faut en finir avec les institutions de la Ve République, à la limite cela n'engage à rien dès lors qu'on ne corrige pas ses erreurs ou qu'on ne s'en donne pas les moyens.

A quelques jours d'intervalle Mélenchon et Valls ont tenu le même discours en expliquant qu'il fallait s'adresser au peuple (Valls hier : " *la gauche n'est jamais si grande que quand elle s'adresse au plus grand nombre* ") dont ils semblent découvrir l'existence, et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là. A leur manière ils ont confirmé mon analyse, à savoir que ce n'est pas en s'adressant à une élite composée d'intellectuels ou de militants ou certaines couches privilégiées de travailleurs que l'on construira le parti.

Rappel de la causerie du 29 août.

" *Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus elles sont réactionnaires. elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire.* " (Karl Marx et Friedrich Engels : Manifeste du Parti communiste)

On peut ajouter l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat ainsi que les fonctionnaires qui bénéficient d'un statut ou d'un traitement de faveur de la part de leurs employeurs, qui seront davantage portés à soutenir le régime qu'à le combat pour le renverser dès lors qu'il garantit la pérennité de leurs privilèges. Fin de l'extrait.

On devrait préciser, tout travailleur qui tire satisfaction de sa condition, du statut social que lui accorde le régime, au delà des difficultés qu'il peut rencontrer dans la vie quotidienne, ce qui ne sera pas le cas de millions et millions de travailleurs dont la condition, leur travail, les sacrifiices qu'on leur inflige ne leur apporte absolument aucune satisfaction personne, aucune compensation en retour en dehors de privations ou frustrations toujours plus nombreuses, qui n'ont rien à perdre en dehors des chaînes de l'exploitation.

On doit parvenir à combiner notre combat politique en direction de l'ensemble des travailleurs avec la nécessité de rendre notre discours accessible à ces millions de travailleurs qui sont prêts à se raccrocher à n'importe quoi ou n'importe qui en guise d'espoir, et qui mieux que le socialisme pourrait incarner cet espoir, encore faut-il y croire soi-même ou savoir ce que cela signifie pour qu'ils se saisissent de cet idéal, le partagent avec nous. Pourquoi cela devrait-il s'avérer davantage impossible aujourd'hui qu'hier, pourquoi, je pose la question.

L'espoir fait vivre dit-on, on en a tous besoin effectivement, sinon la vie serait d'une tristesse insupportable, un cauchemar au quotidien, et ces travailleurs en ont plus besoin impérativement que tout autre pour supporter leur condition épouvantable. Qu'est-ce qu'il y a de plus gratifiant dans l'existence que d'agir pour changer la société, prendre son sort en mains dans une société qui vous ignore ou vous méprise, donner un sens à sa vie sans jamais empiéter sur la liberté d'autrui, à part notre ennemi de classe s'entend, donner sincèrement le meilleur de soi-même et être reconnu comme tel par les siens, car on n'est plus seul ou isolé désormais, on est plus fort, on se sent mieux entouré de camarades qui partagent nos convictions, notre combat, qui nous respectent, on appartient à la grande famille des humanistes portés par l'idéal le plus élevé qui soit que rien ni personne ne peut altérer, qu'on soit travailleur manuel ou intellectuel, quel que soit notre statut social nous sommes tous concernés.

En complément. Le rejet des partis institutionnels est quasi-unanime.

- Les Français ont une mauvaise opinion des partis politiques - AFP

Les trois quarts des Français (75%) ont une mauvaise opinion du PS, pratiquement autant (74%) du FN, mais avec une plus forte proportion de très mauvaises opinions, et plus des deux tiers (67%) jugent sévèrement l'UMP, selon un sondage Ifop publié dans le Journal du Dimanche.

85% estiment que les partis politiques ne sont pas "*proches des réalités quotidiennes des Français*". AFP 31.08

ACTUALITÉ DU JOUR

OTAN en emporte l'UE.

- L'UE se dote de deux nouveaux visages: le Polonais Tusk et l'Italienne Mogherini - lemonde.fr

(Il ne parle ni le français ni l'anglais, peu importe, la Pologne ne fait partie de la zone euro, peu importe il présidera tout de même les sommets de la zone euro, la Pologne a servi de base arrière à la préparation du coup d'Etat de l'Otan en Ukraine, sa soumission aux Américains est totale, il était le candidat idéal à ce poste. - ndlr)

lemonde.fr - Donald Tusk prend la tête du Conseil et Federica Mogherini devient chef de la diplomatie européenne.

Donald Tusk «*a été impliqué dans des décisions difficiles au cours des dernières années et des derniers mois, concernant l'euro, mais aussi les crises internationales comme l'Ukraine*», a salué Herman Van Rompuy. «*En bref, c'est un homme d'Etat pour l'Europe*», a-t-il affirmé.

La Pologne fait partie des États membres de l'UE les plus fermes à l'égard de la Russie depuis le début de la crise en Ukraine. Le choix de Donald Tusk envoie donc un message clair à Moscou.

Alors que son manque de maîtrise de l'anglais et du français était considéré comme un handicap, il a promis, dans un jeu de mot en anglais, qu'il allait «*polir son anglais*» (polish qui signifie aussi polonais). «*Je serai prêt à 100 % en décembre*», a-t-il ajouté, avant de poursuivre sa conférence de presse en polonais.

Evoquant les «défis importants qui attendent l'Europe», la chancelière allemande Angela Merkel, qui avait proposé son nom dès le mois de juillet, s'est félicitée de la nomination d'un «*Européen qualifié, engagé et passionné, 25 ans après la chute du Mur*».

Issu du mouvement Solidarité, qui a fait tomber le système communiste en Pologne en 1989, cet historien de formation s'est forgé l'image d'un homme efficace qui a dirigé son pays avec succès, notamment pendant la crise économique.

Même si la Pologne n'est pas membre de l'euro, Donald Tusk présidera aussi les sommets de la zone euro.

(Jeune et peu expérimentée, dévorée d'ambition, « *carriérisme* », une figurante malléable comme les aiment les Américains, le profil idéal. -ndlr)

lemonde.fr - Federica Mogherini, 41 ans, présente un tout autre profil. Ministre des Affaires étrangères depuis seulement quelques mois, elle fait partie de la famille socialiste européenne et est considérée comme trop souple vis-à-vis de la Russie.

Après la victoire écrasante de son parti aux élections européennes, qui en a fait le premier parti de gauche en Europe, le Premier ministre Matteo Renzi avait exigé la nomination de sa protégée pour succéder en novembre à la Britannique Catherine Ashton.

A ceux qui lui reprochent son manque d'expérience, la jeune femme a répliqué qu'elle représentait une «*nouvelle génération de dirigeants*» qui pensent que l'Europe «*est un rêve devenu réalité, et que nous devons être attentifs à ce qu'il ne se transforme pas en cauchemar*».

En matière de politique étrangère, la Péninsule se distingue par son alignement sur les Etats-Unis et sa mansuétude vis-à-vis de la Russie dont elle dépend énergétiquement en grande partie.

Ainsi, les anciens pays de l'Est la jugeaient trop proche de la Russie dans la crise ukrainienne, lui reprochant une visite à Moscou aux premiers jours de juillet et la publication sur son blog d'une photo où elle pose aux côtés de Vladimir Poutine. Mme Mogherini a eu beau préciser que cette étape à Moscou suivait celle qu'elle avait faite à Kiev, sa réputation était faite. Doutant de l'efficacité des sanctions financières contre Moscou, elle écrivait, semblant ainsi donner raison aux deux camps : « *La crise ukrainienne se prête à diverses lectures. Chacune a son fondement de vérité* ».

Depuis, la position de Mme Mogherini et de l'Italie s'est durcie. Matteo Renzi a appelé jeudi 28 août Vladimir Poutine, pour dénoncer l'entrée des troupes russes en Ukraine, qualifiée « d'escalade intolérable dont les conséquences seraient très graves ». Dans le même temps, Mme Mogherini haussait le ton avec son homologue russe. Profitant à plein de son rôle de « président » de l'Union européenne, le premier ministre a saisi chaque occasion pour faire exister l'Italie sur la scène internationale et crédibiliser la candidature de sa ministre à la tête de la diplomatie européenne. Le 20 août, il s'est rendu pour une brève visite à Bagdad et dans la ville kurde d'Erbil, au nord de l'Irak. Pendant ce temps, Mme Mogherini exposait devant le Parlement, à Rome, le choix du gouvernement de livrer des armes aux Kurdes.

Reste le reproche de « *l'inexpérience » et du « carriérisme* ». L'essentiel de sa carrière diplomatique, avant qu'elle ne devienne ministre, se résumait à sa responsabilité de « *chargée des relations internationales* » au sein des différents partis de gauche qui ont conduit à la création du Parti démocrate (PD) en 2007. Diplômée en sciences politiques à l'université la Sapienza de Rome après un passage comme étudiante Erasmus à Aix-en-Provence où elle travaille à son mémoire sur les rapports entre religion et politique dans les pays islamiques, cette fille d'un décorateur et costumier de cinéma est rapidement devenue une professionnelle de la politique.

Entrée en 1996 au mouvement des Jeunes communistes (FGCI) puis au Démocrates de gauche (DS), elle a été proche de tous les chefs successifs du centre gauche de Piero Fassino, son premier mentor, à Pierluigi Bersani en passant par Walter Veltroni qui

lui ouvre les portes d'une candidature à la députation en 2008. lemonde.fr 30.08

ACTUALITE EN TITRES

Ils reprennent la terminologie qui fut employé pour présenter le coup d'Etat de l'Otan à Kiev soutenu par les partis fascistes.

- Hong Kong: les prodémocratie menacent de paralyser le quartier d'affaires - AFP

Une organisation prodémocratie de Hong Kong a annoncé dimanche qu'elle mettrait à exécution sa menace de paralyser le quartier d'affaires de la ville après la décision de Pékin de garder le contrôle des élections locales. AFP 31.08

Haut de page

Le 2 septembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai plus de nouvelles de mon ex-épouse, bonnes nouvelles, pourvu que cela dure. J'ai ma petite idée pour expliquer pourquoi, mais je préfère ne pas vous la livrer, ce pourrait être prématuré.

En partant s'installer en France il y a 7 ans sans m'en parler et en y demeurant le plus clair de l'année, elle a pris l'initiative de notre rupture intervenue 7 ans plus tard, elle doit donc en assumer la responsabilité et les conséquences. Si quelqu'un dans le futur m'interrogeait sur notre séparation, c'est ce que je répondrai puisque c'est la vérité. J'ai trouvé une autre femme qui accepte de partager ma vie à plein temps, je n'ai donc aucune raison de m'en séparer. Si cette occasion s'était présentée plus tôt je l'aurais saisie de la même manière.

En Inde la séparation ou le divorce sont légaux, mais très mal vu par la famille évidemment, par nature conservatrice. Je ne vais pas m'étendre sur ce sujet qui m'a suffisamment cassé la tête pendant plus de 20 ans. Je vais vivre tranquillement avec Selvi en préservant mon indépendance et la sienne pour ne pas connaître pareille mésaventure dans le futur. C'est le meilleur moyen pour préserver nos intérêts respectifs. On en reparlera eun autre jour car j'ai tiré plein d'enseignements de cette expérience.

On a terminé le mois d'août avec un peu plus de 11.000 connections.

On ajoutera de nouveaux articles dans la soirée.

Propagande. Un lapsus révélateur et un média une ONG vitrine de la NED/CIA/OTAN entre en action.

1- Cherchez l'erreur.

Un titre de Reuters : L'armée ukrainienne se retire de l'aéroport de Louhansk

Le premier paragraphe de cet article : L'armée ukrainienne s'est retirée lundi du principal aéroport de Louhansk, dans l'est de l'Ukraine, sur ordre de l'état-major, a annoncé un porte-parole militaire. Reuters 01.09

Ils semblent nerveux, vous ne trouvez pas ?

2- Fabrication de preuves très approximative.

Le titre du Point : Ukraine : jusqu'à 15 000 soldats envoyés par la Russie.

Si on s'arrêtait au titre on pourrait se dire que 15 000 cela commence à faire beaucoup. Attendez la suite

Lepoint - Selon le rapport d'une ONG, plus de 10 000 Russes sont venus prêter main forte aux séparatistes au cours des deux derniers mois. lepoint.fr 01.09

5 000 se sont déjà évaporés, et cele ne fait plus que 5 000 par mois, en admettant que certains ont pu passer la frontière à plusieurs reprises, en réalité ils étaient encore moins nombreux, et reste encore à savoir s'il s'agissait que de soldats et non des Russes venus prêter main-forte à leurs familles ou proches.

Bon, cette "*ONG de défense des droits de l'homme*" n'est pas à une approximation près, en fait ils auraient été "entre 10 000 et 15 000 soldats russes" en Ukraine, et aujourd'hui ils seraient "entre 7 000 et 8 000"

Peu importe comme le dit Le Point : "*Kiev et les Occidentaux accusent la Russie d'avoir déjà déployé ses troupes régulières dans l'est de l'Ukraine, ce que Moscou dément*", l'essentiel c'est d'alimenter la propagande de l'OTAN contre la Russie à défaut de preuves.

Commentaires d'internautes

1- " *Encore une ONG inconnue au bataillon mais qui a pignon sur rue en occident parce quelle critique le pouvoir russe ! Les "journalistes" ne prennent plus la peine de vérifier la propagande de " cette ONG" ou devrais -je dire agent de l'étranger comme elle a été classifiée en Russie.*

Il se passe exactement la même chose qu'avec l'OSDH planquée à Londres et qui a réussit à inonder les médias européens de sa propagande anti Bachar. J'aurais trouvé plus juste de dire 10 000 Russes plutôt que 10 000 soldats russes. En plus le texte ne dit pas que ce sont des gens qui entrent et sortent en Ukraine, une seule personne pouvant être comptabilisée des dizaines de fois en une semaine du moment qu'elle retourne en Russie après les combats."

2- "*ONG*

Encore un "rassemblement spontané" capable de divulguer des informations classées "secret défense". Je suppose qu'elles sont allées compter les soldats russes en Ukraine. C'est comme chez nous, il y a de nombreux leader "apolitiques" qui font ensuite carrière dans des partis établis."

3- "*Cette ONG*

Cette ONG a été sommée de se déclarer un lobby étranger par l'administration fiscale russe car financée par... les US. Pourquoi le cacher ?"

4- "*Absurde*

D'après cette "ONG" plusieurs centaines de soldats russes seraient morts dans les combats ! Et combien d'Ukrainiens ? Tout ceci relève de la pure propagande. Les armées modernes, comme l'armée Russe n'ont pas en quelques jours des pertes aussi colossales."

Réflexion politique

Pour ceux qui ont suivi, en résumé, depuis 2008 plusieurs pays en Europe (Grèce, Italie, Grande-Bretagne, République tchèque, Ukraine, France...) se sont dotés de Première ministre, de ministre de l'Economie ou des Finances, de Président ou de conseiller du Président issus de grandes banques américaines ou de l'oligarchie financière. En Espagne c'est la banque Santander qui est en position dominante, il faut noter que ses dirigeants sont régulièrement invités à la réunion annuelle du groupe Bilderberg dirigé par Rockefeller. Au Portugal, la même oligarchie anglo-saxonne ne doit pas être étranger aux déboires d'une des principales banques du pays dernièrement. La BCE est dirigée par Draghi ex-Goldman Sachs.

Au niveau de chaque gouvernement dans différents ministères en Europe se trouvent des participants aux réunions du groupe Bilderberg qui fonctionne à la manière d'une institution politique ou d'un gouvernement mondial de l'oligarchie financière. Quand on examine la liste des invités qui y ont participé depuis 1954, on s'aperçoit qu'y domine les banquiers, les dirigeants de multinationales ou de très grandes entreprises liées à l'oligarchie ou aux banques, viennent ensuite les dirigeants de grands médias nationaux, Washington Post, New York Times, Le Monde, Le Point, Le Figaro, etc, et pour finir les futurs présidents ou ministres, secrétaires d'Etat, des membres de différents partis politiques de droite ou de gauche amenés à jouer dans le futur un rôle influent au sein des institutions respectives de leur pays.

Concomitamment ou simultanément, les différents gouvernements aux Etats-Unis et en Europe (mais aussi au Canada, en Australie, au Japon, en Corée du Sud) mirent à mal la législation qui régulait plus ou moins la finance, leur laissant carte blanche pour créer de nouveaux instruments financiers permettant d'accroître la fortune des oligarques. Toutes les entreprises ou tous les secteurs qui furent privatisés tombèrent également dans son escarcelle, car personne d'autres qu'eux ne possédaient la puissance financière nécessaire pour les acquérir. De la même manière, les entreprises conduites à la faillite qui leur

faisaient concurrence disparurent ou ils les absorbèrent, augmentant d'autant leur pouvoir.

On s'aperçoit ici que la crise financière qui a éclaté en 2007-2008 a été parfaitement contrôlée par ceux qui devaient en profiter pour renforcer leur pouvoir. De la même manière que les crises politiques qui s'étaient soldées par des "révolutions colorées" dans les ex-république de l'URSS devenues indépendantes après 1991 leur permirent de placer leurs hommes à la tête de la plupart de ces pays, il n'y était pas encore parvenu en Ukraine, c'est chose faite depuis le coup d'Etat qu'ils ont fomenté avec l'appui de l'Otan et du Pentagone.

Ils étaient également à l'origine du 11 septembre 2001 qui allait leur permettre de renforcer leur mainmise sur le Moyen-Orient, afin de contrecarrer les intérêts de la Russie et la Chine dans cette région. A terme, leur objectif était d'affaiblir leurs gouvernements de telle sorte qu'au moyen de groupes terroristes, d'organisations ou d'ONG et d'opposants qu'ils financent dans ces pays, ils parviennent à destabiliser le pouvoir en place, créer une situation sociale explosive qui les ferait chuter au profit d'hommes à eux ou d'oligarques, exactement comme ils l'ont fait en Ukraine, sauf que la Russie et la Chine par leur histoire, leur population et leur superficie ne sont pas l'Ukraine, ce sont des morceaux beaucoup plus gros à avaler.

Tout cela découle de la stratégie politique qu'ils ont élaborée pour se maintenir au pouvoir, sachant que leur système économique est condamné à l'effondrement ou l'économie mondiale à l'explosion, ce qu'ils souhaitent éviter à tous prix. Pourquoi ? Parce qu'ils savent que c'est la nature même du capitalisme, ses fondements et ses contradictions irrédutibles qui conduisent à son effondrement, contradictions au sein desquels se trouve la lutte des classes, l'origine du capitalisme reposant sur l'inégalité entre les classes, il développe naturellement ou spontanément cette tendance, il leur fallait donc trouver un moyen pour neutraliser ce facteur présentant pour eux une menace permanente à défaut de pouvoir supprimer les classes, de manière à ce qu'elle ne présente plus aucun danger dans l'avenir.

Il ne pouvait espérer y parvenir qu'en liquidant les institutions dans lesquelles la lutte des classes s'exerçait même de manière déformée, les Etats qui incarnaient les différents moments ou les différentes étapes de la lutte des classes du passé, leur retirer tout pouvoir qui serait transmis à une institution supranationale qui serait sous leur contrôle (L'UE en Europe), de telle sorte que vidés de leur substance et devenus totalement dépendant des marchés, les masses exploitées se retrouvent privées de droits politiques et sociaux, et dès lors que leur sort ne dépendrait plus des Etats nationaux, il ne leur servirait plus à rien de se mobiliser ou de s'adresser à eux pour en obtenir quelque chose ou de vouloir les affronter puisque les Etats seraient désormais privés de tout pouvoir, dépossédés de cette faculté d'agir pour défendre leurs droits ou en obtenir de niouveaux les travailleurs seraient conduits à accepter le sort que l'oligarchie financière leur avait réservé. C'est le calcul qu'a élaboré l'oligarchie financière.

Or ce calcul ou cette stratégie politique pèche à un endroit déterminant au moins, car tant que les Etats existeront la lutte de classes continuera d'exister, il sera possible de mobiliser les masses exploitées pour les renverser et s'emparer du pouvoir politique, rompre avec cette institution supranationale (UE) qui les a spoliés de leurs droits. Leur problème réside dans le fait que c'est impossible de supprimer aussi vite qu'ils le souhaiteraient des Etats ou des nations, d'intégrer des peuples dans un ensemble artificiel créé de toutes pièces sans leur consentement ou contre leur volonté, les uns et les autres demeurant profondémen attachés à leurs passés, à leur histoire, à leur culture, leur langue, leurs particularités, etc. qui ont concouru au cours des siècles antérieurs à forger leur identité, leur personnalité.

Revenons en arrière.

Un jour un militant m'a accusé de reprendre à mon compte la théorie de l'ultra impérialisme développée autrefois par le renégat Kautsky, et que Lénine s'employa à démolir pièce par pièce, parce que je soutenais que l'objectif politique de la stratégie mise en oeuvre par l'oligarchie financière devait effectivement aboutir à l'établissement d'un nouvel ordre mondial ou à l'instauration d'un gouvernement mondial, ce qui impliquerait que les différents impérialistes auraient cessé de se combattre, etc.

Or ce n'est pas tout à fait ce que j'avais écrit ou alors je n'ai pas été suffisamment précis pour éviter cette confusion dans la tête de ce militant, et je m'en excuse si c'était le cas. Je me devais donc d'y revenir un jour ou l'autre, car j'avais parfaitement saisi les arguments de Lénine, et simplement en lisant les conclusions auxquelles étaient parvenues Kautsky et en les comparant avec le combat politique que je mène, au premier coup d'oeil on pouvait en déduire que la théorie que je développais n'avait rien à voir avec celle de Kautsky.

Ce qui figure dans l'avant dernier paragraphe ci-dessus, c'est la théorie de Kautsky qui expliquait que les différents impérialistes auraient tout intérêt à s'entendre entre eux au lieu de se faire la guerre, et que le prolétariat aurait tout à y gagner également, donc qu'il devait soutenir son propre impérialisme dans cette perspective, autrement dit cela revenait à capituler en rase campagne et à renoncer au socialisme que finalement l'internationale impérialiste réaliserait à la place du prolétariat mondial, au profit des travailleurs cela allait de soi.

Ayant parfaitement compris à quoi aboutissait la théorie foireuse de Kautsky, vous avouerez que je n'allais pas la reproduire à moins de passer consciemment dans le camp des opportunistes ou des fossoyeurs du marxisme dont Kautsky continuait de se réclamer.

Hier dans ma causerie j'ai évoqué très brièvement la théorie que je défends qui diffère de celle de Kautsky sur un point capital, à savoir que ce n'était pas les différents impérialistes qui étaient condamnés à s'entendre face à la crise du capitalisme, mais les différentes composantes de l'oligarchie financière dans le monde pour conserver et accroître leur pouvoir.

C'est ainsi que les Etats-Unis ne mènent pas la guerre contre la Russie en tant que puissance impérialiste concurrente, mais contre le gouvernement russe qui incarne une conception de l'impérialisme qui prévalait au cours de la première moitié du XXe siècle, et qui est devenue obsolète depuis que l'oligarchie financière de la première puissance mondiale s'est emparée du pouvoir politique aux Etats-Unis et qu'elle doit faire face aux tâches que lui impose la crise du capitalisme pour assurer la survie du système capitalisme à l'échelle mondiale, ce qui explique pourquoi son pouvoir politique doit s'étendre à toutes les puissances impérialistes, ce qui implique la disparition de tout Etat ou plutôt tout gouvernement qui n'appliquerait pas à la lettre sa politique. Ces tâches impliquent que tous les Etats passent sous le contrôle de l'oligarchie financière ou qu'ils soient dirigés par des oligarques ou des intellectuels qu'elle a recrutés pour les raisons évoquées plus haut.

Très rapidement. Un autre argument de poids permet d'étayer la théorie que je défends, l'interdépendance des économies des différents impérialistes. On pourrait évoquer les accords passés entre des multinationales russes, britanniques, américaines ou encore le fait que la Chine est devenu le premier marché pour nombre de grandes entreprises occidentales, GM par exemple, demain PSA, c'est principalement à l'exportation qu'elles réalisent l'essentiel de leur profit, elles n'ont donc pas intérêt en une guerre ou un effondrement de la demande intérieur de ces pays qui se traduirait par leur mise en faillite et des dizaines de millions de chômeurs supplémentaires dans leurs pays respectifs. Par contre, l'arrivée au pouvoir d'une équipe acquise à l'oligarchie financière permettrait d'accélérer leur emprise sur ces marchés et d'évincer des concurrents locaux plus faibles, de concentrer encore davantage le capital et d'augmenter leurs profits, donc d'accroître leur pouvoir.

En guise de conclusion provisoire, quel que soit le pays dans le monde la lbéralisation des marchés, la dérégulation du travail, financière, les privatisations, etc. ont profité en premier lieu aux multinationales, aux banquiers, à ceux qui entendent dicter leurs lois à l'ensemble du monde, le projet de traité de libre-échange USA-UE l'illustre parfaitement si nécessaire. Chaque fois cela leur a permis d'accroître leur fortune et leur puissance face à des Etats endettés jusqu'au cou, ayant abdiqué leur pouvoir politique en leur faveur au point d'en être devenus des marionnettes, les porte-parole tellement ils les craignent. A suivre.

Parole d'internaute.

- "*Les affirmations de Kiev sont systématiquement prises pour des vérités alors qu'on a pu constater à maintes reprises leur inanité. Pourquoi Kiev refuse-t-il de discuter avec les séparatistes depuis le début ? Il y a des agents de la CIA à Kiev et même un paquet, le chef de la CIA s'est même déplacé en personne en avril pour les voir. Et toujours pas d'observateurs de preuves ?*

Depuis le début Kiev appelle à la guerre mais où en est son armée y aurait-il des défections ? des élus on été demis, des ministres démissionnent, Kiev a fait appel au niveau 3 du rappel des réservistes il y a déjà plusieurs semaines et a des difficultés de ravitaillement de ses troupes et n'a pu les relever depuis plusieurs semaines, pourquoi?

Enfin où en sont les différentes enquêtes concernant les morts de la place Maidan, de l'incendie d'Odessa enfin où en est l'analyse des boites noires depuis mi-juillet. Il y a peu des gardes frontières auraient repoussé une attaque de blindés russes, pas de film, pas d'image, pas de témoins, bizarre tout ça."

Rien que de la désinformation, de la propagande, des contrevérités, des mensonges grossiers, comment convaincre autrement les populations en Europe et aux Etats-Unis du bien-fondé du soutien apporté par leur gouvernement respectif, l'UE, Washington au gouvernement néonazi de Kiev, pour qu'ils adhèrent à leur politique...

Qui a dit ?

- Il " *n'est pas interdit d'être de gauche et de bon sens...*"

Le "*bon sens*" tient du réflexe pavlovien !

Quant à la syntaxe, apparemment son auteur est tellement anglicisé ou américanisé qu'il est devenu incapable de maîtriser le français et confond volontiers la forme active et passive ou l'emploi de l'auxiliaire avoir et être. Attention, il est diplômé de l'ENA. En français on dit avoir du bon sens, en anglais aussi, par contre on traduira *C'est le bon sens même d'être de gauche* par *It's just common sense to be left*, donc en employant l'auxiliaie être "to be".

- " *L'entreprise est le cœur de notre économie, c'est elle qui emploie, exporte, innove...* "

Non, c'est la force de travail. Des entreprises, des machines, des outils ne produisent rien, n'exportent rien sans la force de travail pour les mettre en mouvement. Alors que les entreprises, des machines et des outils associés à la force de travail peuvent

produire des marchandises ou richesses en se passant des patrons et des actionnaires, ces parasites de la société qu'il faut éradiquer.

- " *La compétitivité, c'est (...) la meilleure adaptation du droit du travail...*"

C'est ce que réclame le Medef...

Réponse : Emmanuel Macron dans un entretien au quotidien régional Ouest France à paraître aujourd'hui.

ACTUALITE EN TITRES

Qui contrôle les banques et la monnaie peut jouer un rôle déterminant dans l'orientation économie d'un pays, d'un continent, du monde.

- La BCE informera les banques à l'avance de leur bilan de santé - Reuters

En famille. La véritable menace est à Paris et Riad.

- Français et Saoudiens unis face à la menace djihadiste - LeFigaro.fr

Alors que le prince Abdul Rahman était le véritable chef de l'Émirat islamique et que Hollande le sait parfaitement...

- Dix ans de prison et 1 000 coups de fouet pour un militant en Arabie saoudite - Libération.fr

Résistance contre le régime néonazi de Kiev soutenu par l'UE, Washington et l'OTAN.

- Ukraine: les séparatistes ont assis leur emprise sur le sud-est du Donbass - AFP

- Il faut donner des armes à l'Ukraine - Liberation.fr

- Repli de l'armée ukrainienne, l'UE étudie des sanctions - Reuters -

- Ukraine : "*Si je veux, j'entre à Kiev dans deux semaines*" menace Poutine - Atlantico.fr

Ils font feu de tout bois. Amalgame monstreux.

- De Dantzig à Donetsk, 1939-2014 LeMonde.fr

- Dantzig, Sudètes, Anschluss: Poutine et les maux du Troisième Reich - L'Express.fr

- Ukraine : l'OTAN veut se donner les moyens de « *frapper fort* » - LeMonde.fr

Des voix discordantes commencent à se faire entendre.

- Ukraine: «*L'Occident devrait cesser de diaboliser Poutine*» - 20minutes.fr

La stratégie du chaos peut avoir des conséquences imprévisibles et indésirables.

- La Libye en pleine dérive : le gouvernement ne contrôle plus les ministères LeMonde.fr

- Yémen: manifestation de masse des rebelles à Sanaa - AFP

- Echec des tractations en Afghanistan sur un partage du pouvoir - Reuters

- Le bilan des violences en Irak s'élève à 1.420 morts en août - Reuters

- Washington exhorte Israël à renoncer à s'approprier de nouvelles terres en Cisjordanie - L'Express.fr

- Israël accapare une vaste portion de territoire en Cisjordanie - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le dernier degré de l'imposture.

L'exercice de Valls à l'université d'été du PS a consisté à fournir des arguments aux membres de ce parti pour qu'ils puissent justifier sa politique antisociale et dormir tranquille en les invitant à penser un peu plus fort à l'entreprise qui serait à l'origine de la création des richesses... dont ils bénéficient largement puisqu'aucun d'entre eux n'appartient aux couches les plus pauvres, la bonne conscience allant se nicher où elle peut, de préférence là où elle trouve son intérêt, sinon à quoi bon. Très bas.

Tout le reste n'était que baratin destiné à figurer en gros titres dans les médias le lendemain.

- Valls s'est recentré sur l'idéologie du PS, dit Cambadélis - Reuters

Une force centripède aux relents putrides. Vous allez comprendre tout de suite pourquoi.

- Pour Jean-Marie Le Guen, "*Manuel Valls a tiré vers le haut le Parti socialiste*" - Francetv info

Chez eux la chasse d'eau fonctionne à l'envers...

- Le PS va-t-il rester socialiste? - Slate.fr

Croupissant dans une telle fange, au bout d'un siècle, franchement il serait tout de même curieux qu'y survive la moindre trace de socialisme, non ? Vaut mieux aller chercher ailleurs.

Mais c'est justement pour éviter de poser cette question que ce portail néolibéral (Attali en est un des fondateurs... et parrain de Macron) pose cette question de la sorte, pour sauver les apparences, il vole au secours du PS, parce que la classe dominante que le PS représente a besoin de ce parti, afin que les classes moyennes continuent de se tourner vers le capitalisme et qu'elles se détournent du prolétariat.

Le PS est avant tout un facteur d'ordre, de stabilité des institutions de la Ve République.

Ce n'est pas la minorité de capitalistes ou patrons en tous genres qui suffisent à assurer la majorité et la stabilité du régime, mais toutes les classes et couches intermédiaires qui dès lors qu'elle sont incapables d'envisager leur avenir autrement que liées à la survie du capitalisme, donc s'identifiant largement avec lui, ainsi qu'une proportion non négligeable de travailleurs, qui pour être dépourvus de conscience politique estiment devoir leur niveau ou mode de vie plutôt à la société telle qu'elle est, au capitalisme, au régime en place, plutôt qu'à leur travail ou la vente de leur force de travail, aussi est-il important pour la classe dominante lorsque le parti officiel de l'ordre, l'UMP, est temporairement rejeté ou n'est plus en mesure de capter la confiance de la majorité de ces classes ou couches, qu'un autre parti prenne le relais de manière à écarter la menace d'une crise ou une rupture politique, car elle pourrait être exploitée par les masses à la recherche d'une issue politique afin de satisfaire ses besoins sociaux.

Le PS joue le rôle de repoussoir au capitalisme en donnant une image détestable du socialisme.

Tout changement politique intervenant au sommet de l'Etat et au parlement doit être indolore pour la classe dominante ou ne rien changer sur le plan économique ou social. Et avoir aux commandes un parti soi-disant socialiste présente de multiples avantages, notamment cela bouche toute perspective au delà ou en dehors du capitalisme puisque le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme. Dès lors tous ceux qui s'opposent au capitalisme et qui n'ont qu'une idée très approximative de ce que signifie le socialisme ou l'ignorent pour ainsi dire totalement, seront portés plus ou moins consciemment à passer des compromis avec le capitalisme, à s'en accommoder, ils s'éloigneront d'autant plus du socialisme, donc ils ne seront pas portés à se tourner vers les autres partis qui se réclament aussi du socialisme.

Le PS a pour fonction d'empêcher que se réalise l'unité des classes et couches moyennes avec le prolétariat sur la base d'un programme socialiste.

Le PS est un des piliers des institutions et du régime, dans la mesure où il réalise pour le compte de la classe dominante, la fusion de cette classe avec les classes moyennes, les couches supérieures de la classe ouvrière ou de l'aristocratie ouvrière, les couches moyennes du prolétariat, les intellectuels critiques envers le capitalisme mais pas au point d'envisager de rompre avec lui.

Le PS dispose d'une armée de larbins corrompus pour l'aider à accomplir sa sale besogne.

Et chez ses satellites ou alliés, EELV sert de rabatteur en direction des classes moyennes, tandis que le PCF ou le FdG sert de rabatteur principalement en direction des couches supérieures de la classe ouvrière ou de l'aristocratie ouvrière, mais aussi en direction des couches inférieures du prolétariat, en vain de nos jours puisqu'elles s'en détournent de plus en plus massivement.

En complément. Ils l'aiment décidément l'entreprise, le capitalisme.

- Najat Vallaud-Belkacem: "*Il faut rapprocher l'école et les entreprises*" - L'Express.fr

- Paris : Rythmes scolaires: «*Les maires récalcitrants peuvent être suspendus ou révoqués*» - 20minutes.fr

- La Rochelle : Laurent Berger "*effaré*" que des socialistes aient sifflé le mot "*entreprise*" - LePoint.fr

"*J'ai été effaré de voir que l'on pouvait être sifflé parce que l'on prononçait le mot 'entreprise'*", a déclaré le secrétaire général de la CFDT. LePoint.fr 01.09

- Travail dominical: la CFE-CGC favorable sur la base du volontariat pour les cadres - AFP

La présidente de la CFE-CGC, Carole Couvert, s'est dite lundi ouverte à l'ouverture dominicale des commerces. AFP 01.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne

- La CDU de Merkel en tête en Saxe, poussée des eurosceptiques - Reuters

La CDU du ministre-président sortant Stanislaw Tillich recueille, selon les derniers résultats disponibles dees élections organisées dimanche, 39,5% des voix, en très léger recul par rapport au précédent scrutin organisé dans ce land de l'Allemagne orientale, qu'elle avait remporté avec un score de 40,2% en 2009.

La deuxième place revient au parti de la gauche radicale Die Linke, créditée de 18,9% (contre 20,6% il y a cinq ans).

Les sociaux-démocrates (SPD) restent à la troisième place mais réduisent l'écart sur Die Linke, passant en cinq ans de 10,4 à 12,5% des voix.

Mais la grande surprise réside dans le comportement du parti AfD (Alternative für Deutschland). Fondée début 2013, cette formation hostile aux plans de sauvetage dans la zone euro décroche 9,5% des voix, ce qui l'assure pour la première fois d'obtenir des sièges dans un parlement régional.

En revanche, les libéraux du FDP, avec 3,8% des voix, passent sous le seuil fatidique des 5% nécessaire à une représentation parlementaire et sont éjectés du Landtag de Saxe. L'extrême droite (NPD) pourrait elle aussi sortir de l'assemblée régionale.

Les écologistes, traditionnellement faibles dans les länder de l'ex-RDA, se maintiennent de justesse au parlement régional (5,7%).

Privé du FDP, Stanislaw Tillich va devoir trouver un autre partenaire de coalition pour former une majorité à l'assemblée de Dresde.

Il a exclu toute alliance avec l'AfD mais pourrait former une coalition avec le SPD, déjà partenaire de la chancelière Merkel sur le plan fédéral. Reuters 01.09

Haut de page

Le 3 septembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles, pas très passionnants pour les avoir parcourus hier soir, on verra cela ce soir.

- Quand le PS accusait la droite de stigmatiser les chômeurs - LeParisien.fr

- Quand les socialistes s'employaient à lutter contre un renforcement du contrôle des chômeurs - Francetv info

Donc si on a bien suivi, quand le PS critique une mesure anti-ouvrière et qu'il figure dans l'opposition parlementaire il serait de gauche, et quand il est au pouvoir et qu'il défend la même mesure anti-ouvrière il le serait toujours.

Voilà une fantastique preuve qui confirme que ceux qui le prétendent sont en fait à la remorque du PS.

En réalité, compte tenu que l'affirmation selon laquelle dans les deux cas il serait de gauche est particulèrement ridicule ou grotesque, la seule explication cohérente ou sérieuse que l'on peut en déduire partant de ce constat consiste à admettre qu'il est de droite. Car s'il ne peut pas être de gauche dans les deux cas et qu'il ne peut pas être non plus de gauche dans un cas et de droite dans l'autre, il en résulte que dans les deux cas il est bien de droite, logique imparable à laquelle personne ne peut se soustraire.

Voilà un raisonnement enfantin à la portée d'un élève de CE1, mais qui échappe aux dirigeants des partis du mouvement ouvrier. Comment cela est-ce possible ? Pourquoi aucun parti ne le caractérise-t-il pas ainsi, alors que c'est très clair ? On a fourni la réponse à cette question dans de nombreuses causeries depuis août 2008 pour ne pas avoir à y revenir une énième fois, je vous y renvoie.

Réflexion politique

Un élément complémentaire à ajouter à la causerie d'hier consacrée à la stratégie politique de l'oligarchie financière ou une confirmation.

1- Près de 15.000 milliards de dollars d'actifs en fonds de pension - Reuters

Les actifs combinés des 300 premiers fonds de pension mondiaux ont augmenté de 6,2% à 14.900 milliards de dollars (11.362 milliards d'euros) en 2013, après une croissance de 9,8% l'année précédente, selon une étude de Pensions & Investments et Towers Watson.

Les fonds nord-américains restent dominants, avec 41,4% du total, suivis par le Japon (13%), les Pays-Bas (7%), la Norvège et le Canada avec plus de 6% chacun.

Parmi les pays qui ont vu le plus grand nombre de fonds intégrer ce Top 300 mondial ces cinq dernières années figurent l'Australie, avec trois fonds, la Corée du Sud, la Russie, la Pologne, la Colombie et le Canada avec deux fonds chacun.

Les Etats-Unis sont le pays qui compte le plus grand nombre de fonds dans cette liste, soit 126, suivis de la Grande-Bretagne (26), du Canada (19), de l'Australie (16), du Japon (14) et des Pays-Bas (13).

Les fonds souverains et fonds de pension publics représentent 67% des actifs totaux et 140 des 300 fonds.

En moyenne, les 20 premiers fonds ont investi 40,6% de leurs actifs dans de l'obligataire et 42,7% dans des actions. Reuters 02.09

2- Rosneft et ExxonMobil lancent un nouveau projet en dépit des sanctions - AFP

Le géant pétrolier russe Rosneft a annoncé mardi le lancement de travaux d'exploration avec son partenaire américain ExxonMobil en mer de Laptev, au nord de la Sibérie, en dépit des sanctions le visant aux Etats-Unis en raison de la crise ukrainienne.

Les deux groupes ont commencé leurs travaux d'exploration sur deux blocs pétroliers représentant plus de 200.000 km2. Ces travaux doivent durer jusqu'à fin octobre, a précisé Rosneft dans un communiqué.

Ajouté en juillet à la liste des sociétés sanctionnées par les Etats-Unis en raison de la crise ukrainienne, Rosneft, dirigé par Igor Setchine, un proche du président russe Vladimir Poutine, assure depuis que ses partenariats avec les majors occidentales se poursuivent.

Il avait déjà lancé en août un autre projet avec ExxonMobil, dans la mer de Kara, également au nord de la Sibérie, à l'ouest de la mer de Laptev.

Coupé des marchés américains, le groupe détenu à 69% par l'Etat russe a cependant demandé récemment l'aide des pouvoirs publics pour rembourser sa très lourde dette, qui dépasse 30 milliards d'euros. AFP 02.09

Les matières premières qui participent aux secteurs clés de l'économie sont réparties sur tous les continents. Les acteurs qui les exploitent sont en nombre limité. Ceux qui les acquiert sont encore moins nombreux. Et ceux qui disposent d'une armée de courtiers ou de traders pour manipuler leurs cours en Bourse encore moins, quand ce ne sont pas en partie les mêmes. A l'arrivée ceux qui les intègrent dans l'industrie de transformation doivent les payer le prix fixé par les précédents.

A chaque échelon de cette chaîne chaque capitaliste réalise un profit, et le total des profits qu'ils ont perçus correspond à la plus-value produite par le mineur, le sidérurgiste, le métallurgiste, l'ensemble de la force de travail qui a été mise en oeuvre pour produire une tonne de minerais d'acier destiné à être transformé pour entrer dans la production de différentes marchandises, par exemple. Mais le prix auquel ils l'ont acquis sous différentes formes ne correspondait pas à la plus-value qu'il renfermait, parce que son cours à chauqe échelon intermédiaire ne dépendait pas ou plus exclusivement de la loi de l'offre et la demande faussée par la spéculation, réduisant d'autant le profit que devait en attendre celui qui se trouvait au bout de la chaîne, celui contenu dans le produit fini ou prêt à être commercialisé, ce qui se traduira par des plans sociaux ou des délocalisations d'unités de production, de nouvelles atteintes à la législation du travail ou une diminution du coût du travail.

On peut dire sans entrer dans les détails, que ce sont les acteurs qui figurent aux échelons intermédiaires qui fixent les règles du jeu ou les cours des matières premières qui empochent les plus gros profits, les grandes banques ou les puissantes institutions financières qui achètent et revendent la production mondiale de matières premières, lorsqu'elles ne détiennent pas des parts dans les mines et les entreprises de transformation, ce qui n'est pas forcément indispensables dès lors qu'elles contrôlent les marchés financiers auxquels ils sont obligés de faire appel pour se financer, au bout du compte on s'aperçoit que l'oligarchie financière est parvenue à acquérir une position dominante qui lui permet de contrôler l'ensemble des principaux secteurs économiques.

Tout en agissant dans le cadre du système capitaliste, elle en viole les règles de fonctionnement à la manière d'un parasite qui viderait de sa substance le corps qu'il a colonisé, de telle sorte qu'au lieu d'éclater ou de se disloquer il se rétracte sur lui-même et meurt lentement mais violemment d'anémie, donnant naissance à un système économique ne reposant plus sur des rapports de classe mais uniquement sur des règles comptables que l'oligarchie financière a élaborées, sans que pour autant les classes aient disparu, elles se retrouvent vidées de tout rapport pouvant se traduire sur le plan juridique, de telle sorte qu'elles n'aient plus aucune emprise sur le système d'exploitation en vigueur qui leur est imposé pour ainsi dire de l'extérieur, l'oligarchie financière fonctionnant à la manière d'une classe autonome ou indépendante des lois de fonctionnement du capitalisme et donc de la lutte des classes, de tout Etat, n'ayant de compte à rendre à personne, imposant sa loi ou sa dictature à la totalité de la société et du monde.

Pour parvenir à ce résultat il lui a fallu se rendre maître de la monnaie et du pouvoir politique, ce qui en fait une puissance sans équivalent ou sans concurrent dans le monde, hormis la classe ouvrière si elle était organisée à ce niveau-là, or ce n'est pas le cas.

Dès lors que celui qui fabrique la monnaie et en contrôle la circulation peut légiférer de manière à accroître à l'infini sa puissance financière et déjouer tous les obstacles hérités du système capitaliste, qu'il détient le pouvoir sur les Etats et que tous les gouvernements leur mange dans le creux de la main, que toutes les institutions financières ou politiques internationales lui sont acquises, il peut orienter le cours des événements mondiaux dans la direction qu'il a déterminé pour renforcer toujours et encore son pouvoir, afin de parvenir à le posséder sans partage et sans que plus personne ne puisse lui contester.

Le projet de traité de libre-échange USA-UE est un modèle du genre en la matière, une étape décisive dans la réalisation de leur plan.

Rédigé par l'oligarchie financière ou les dirigeants des multinationales ce qui revient au même, à leur profit au détriment des Etats et des citoyens américains et des pays de l'UE, de la totalité des classes y compris celle des capitalistes, de telle sorte qu'en cas de litige ou contestation d'un membre de la société ou d'un Etat, seule la juridiction d'exception constituée d'experts privés, à leur solde, qu'ils auraient mis en place, serait à même de trancher les différents selon les critères qui figurent dans ce document, que l'oligarchie financières auraient établis ou retenus comme seuls valables, tout autre argument ou élément n'y figurant pas étant d'emblée jugé irrecevable, ce qui signifie à l'arrivée que rien ni personne ne serait en mesure de s'opposer à leurs lois, rien

ni personne ne pourrait s'opposer aux décisions prises par leur juridiction, qui de fait serait placée au-dessus des Etats, de toute autre institution, fonctionnerait indépendamment de toute autre juridiction ou n'ayant de compte à rendre qu'à ses commanditaires, l'oligarchie financière.

C'est là qu'on s'aperçoit que la notion de classe ou de rapport entre les classes n'a plus la même valeur que précédemment, qu'elle est court-circuitée, la législation et la juridiction en place qui reposait sur la domination d'une classe sur une autre, qui évoluait ou fluctuait selon le rapport de force en présence entre les classes, au gré de la lutte des classes et des besoins de la classe des capitalistes, est remplacé par un vulgaire règlement de police qu'évidemment personne ne doit contester sous peine de poursuite ou pire encore.

Le processus devant conduire à cet objectif est lié au combat qu'ils mènent pour détruire tous nos droits sociaux et politiques collectifs, qui doit se traduire par l'atomisation de chaque individu dans la société, à l'individualisation de nos droits ce qui reviendra à nous priver en fait de tout droit. D'où également leurs campagnes en faveur des droits de certaines communautés ou minorités qui ne doit pas conduire à homogénéiser les droits de l'ensemble de la population ou à accorder les mêmes droits à l'ensemble de la population, mais au contraire à les diluer à l'infini dans une société où la citoyenneté aura disparu au profit d'un matricule, d'un numéro. Quelle belle jambe cela fera aux femmes, aux homosexuels, etc. d'être reconnus en tant que tels dès lors qu'ils seront traités comme le reste des exploités en serfs ou en esclaves, qu'ils seront dans l'incapacité d'être reconnus comme membres à part entière d'une classe aux intérêts spécifiques, leur prétention à faire valoir leurs droits sociaux ou politiques jugée irrecevable, illégale. Et si les thèmes de ces campagnes traversent toutes les classes ce n'est pas un hasard, c'est pour dompter ou se soumettre les éléments qui dans chacune d'entre elles contestent leur notion du droit qui se hisse au-dessus des classes ou des rapports entre les classes qui jusqu'à présent dictaient le droit ou les rapports juridiques qui existaient dans la société, dorénavant au nom de la morale ou de l'équité c'est uniquement à l'Etat ou à ses représentants qui incarnent l'idéologie néolibérale d'en décider. On est entré dans l'ère d'une dictature absolue.

On en a déjà un aperçu assez vaste avec ce qui se passe aux Etats-Unis, où pour le vol d'un T-Short vous pouvez être condamné à moisir en prison le restant de vos jours, où parce que vous êtes noir vous pouvez vous faire abattre au coin d'une rue par un policier blanc, où vous pouvez vous retrouver à payer un nouvel impôt rétrospectivement, c'est-à-dire qu'ils ont le droit de modifier votre taux d'imposition en septembre 2014 et de l'appliquer à vos revenus des années antérieures sans que vous ayez aucun recours pour le contester, vous payez ou ils saisissent vos biens en vous imposant une amende en plus et vous risquez de vous retrouver en prison si vous êtes insolable. Il faut le savoir, la plupart des gens en France l'ignorent, il est tant de redescendre sur terre et d'observer ce qui se passe réellement. Et on n'a pas évoqué les banquiers de la Fed qui un beau matin décident de fabriquer des milliers de milliards de dollars et de se les distribuer sans avoir de comptes à rendre à personne, ils en ont le pouvoir et en usent, cela dépasse l'entendement, on a du mal à le croire, on se dit que cela déborde du cadre des règles qui régissent le capitalisme, évidemment, il faudrait peut-être se réveiller car cela ne date pas d'hier.

On a l'impression de vivre dans un monde ou nos dirigeants sont comme tétanisés face à ce qui se passe, parce que cela n'entre pas dans le schéma dans lequel ils étaient habitués à penser, non seulement ils refusent de l'admettre, ils n'en tiennent pas compte, ils sont devenus hermétiques à la dialectique, leur conception du matérialisme est purement mécanique, empirique.

ACTUALITÉ DU JOUR

Haro sur les fainéants, les travailleurs, pas sur les parasites, les banquiers et les actionnaires !

Ils le font exprès d'être malades ou d'avoir un accident.

- L'absentéisme dans les entreprises reste élevé - Liberation.fr

- Entreprises : l'absentéisme se tasse légèrement en 2013 - LePoint.fr

Le taux d'absentéisme dans les entreprises françaises reste néanmoins "*élevé*", les salariés s'absentant en moyenne 15,6 jours par an pour maladie ou accident. LePoint.fr 02.09

La priorité du gouvernement : La lutte contre le chômage, non, contre les chômeurs.

- Chômage : Rebsamen demande à Pôle emploi de « *renforcer les contrôles* » - Public Sénat

- Rebsamen ressort le bâton contre les chômeurs pas assez motivés - Liberation.fr

- Contrôles des chômeurs: Les propos de Rebsamen ne sont pas «pertinents» pour le patron du PS - 20minutes.fr

- Contrôle des chômeurs: «*C'est un discours audible par la majorité des Français*» - 20minutes.fr

- Contrôler les chômeurs, une révolution pour la gauche - LeFigaro.fr

- La gauche saisie d'effroi face à un nouvel épouvantail - LeFigaro.fr

- Chômage : que cachent les propos de Rebsamen ? - LePoint.fr

Ce mardi sur i>Télé, le ministre du Travail François Rebsamen a demandé à Pôle emploi de "*renforcer les contrôles*" pour vérifier que les chômeurs "*cherchent bien un emploi*", estimant qu'une "*sanction*" était nécessaire dans le cas contraire.

Une intervention qui a provoqué un tollé, et qui survient une semaine seulement après la publication des chiffres du chômage du mois de juillet, qui faisaient état d'une progression de 0,8 % par rapport au mois de juin, portant le nombre de demandeurs d'emploi en métropole à plus de 3,4 millions, et marquant un neuvième mois consécutif de hausse. LePoint.fr 02.09

Quelques réactions.

- Aubin (CGT) accuse le gouvernement de "*sanctionner*" les chômeurs - AFP

- FO "*abasourdi*" par les propos de Rebsamen sur les chômeurs - AFP

- Berger (CFDT) "*atterré*" par les propos de Rebsamen sur les chômeurs - AFP

Du "***bons sens***"... .

- "*Mon passé n'a pas à être commenté*", lance le nouveau ministre de l'Economie - Francetv info

- Emmanuel Macron révèle qu'il a gagné deux millions d'euros brut comme banquier - Francetv info

Entre décembre 2010 et mai 2011, soit en 6 mois. Franchement, entre nous, à ce tarif qui n'a pas envie d'être de gauche ?

- Quand le "*Wall Street Journal*" encense "*Mister Macron*" - Le Nouvel Observateur

Ils ont reconnu l'un des leurs, bravo ! Bon, c'était fastoche.

- Macron : "*Il faut améliorer la participation des salariés dans les entreprises*" - LePoint.fr

Un peu plus les enchaînés au sort du capitalisme, cela leur évitera de penser à s'en émanciper...

... à la "***raison***" conservatrice.

- On appelle couramment et peut-être imprudemment « *raison* » cette logique conservatrice qui régit la pensée en commun : conversation ressemble beaucoup à conservation. (H. Bergson, la Pensée et le Mouvant)

Les prostitués du régime.

- Mariage de raison entre les Verts et les socialistes - Liberation.fr

Jean-Vincent Placé, président du groupe écologiste au Sénat, a jugé mardi que «*pas grand monde n'a envie de voter avec enthousiasme la confiance*» au gouvernement Valls mais que la «*raison*» devrait pousser les parlementaires à le faire pour «*ne pas faire chuter le gouvernement*».

«*Il n'y a pas grand monde qui a envie de voter avec enthousiasme la confiance*», a déclaré Jean-Vincent Placé dans l'émission Preuves par 3 Public Sénat/AFP/Dailymotion. «*C'est toujours le coeur et la raison, si les parlementaires écoutaient leur coeur je ne suis pas sûr qu'ils la voterait*», a-t-il expliqué «*Si - et c'est important qu'un parlementaire ne fasse pas qu'écouter son coeur mais soit aussi dans la rationalité et dans la raison - le parlementaire ne veut pas faire chuter non plus le gouvernement*», il votera la confiance, a ajouté le sénateur de l'Essonne.

«*Quand on est dans la majorité on vote plutôt la confiance mais incontestablement ça va être de plus en plus difficile*», a-t-il dit estimant que les parlementaires étaient «*très secoués dans leur propre sincérité, leurs propres convictions*». «*Notre objectif n'est pas de s'opposer au gouvernement et de le faire sauter. Est-ce que les gens se rendent compte en terme de responsabilité de faire chuter un gouvernement au bout de deux ans dans un quinquennat rare de la gauche ?*», a-t-il dit assurant toutefois qu'«*il y aura un débat*». Liberation.fr 02.09

Ce genre de pourritures peut se déclarer "*sincérité*", n'avoir aucun problème avec sa conscience et assumer ses "*propres convictions*" dès lors qu'il a le coeur qui penche à gauche et sa raison ou son portefeuille à droite ou dit autrement, parce que ses intérêts personnels se confondent avec ceux du gouvernement ou du régime.

Des manuels scolaires conformes au lobby sionisme.

- Des associations juives obligent la modification de manuels d'histoire sur le partage de la Palestine - french.irib.ir

Le massacre perpétré par Israël sur la population de Gaza à l'occasion de l'opération "*bordure protectrice*" ne peut se justifier et met les institutions juives de France dans une situation délicate.

Ces dernières nient tout simplement le moindre méfait du gouvernement Netanyahou et estiment que la mort d'enfants fait partie de la guerre, ceci en défendant "*l'armée la plus morale du monde*".

C'est dans ce contexte que les nouveaux manuels d'histoire à destination des étudiants de première L, ES et S ont du être modifiés à la demande d'associations juives.

Hachette Edition a été sommée de changer les passages relatifs au "*partage de la Palestine*". Ainsi, avant d'être distribué aux élèves, les manuels d'histoire vont être remaniés pour leur impression finale.

Richard Prasquier, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), a estimé que le traitement du conflit israélo-palestinien au sein des manuels était "*scandaleux*". Il dénonce également une "*idéologisation*" qui serait mise en place notamment par le biais de l'emploi de mots tels que "*nakba*", qui se traduit par "catastrophe" et qui est le terme utilisé dans la mémoire palestinienne pour se référer à la création d'Israël en 1948 ayant engendré l'exode 700 000 à 750 000 palestiniens en fuite ou expulsés.

Selon Richard Prasquier, de lourdes "*erreurs factuelles*" seraient aussi en cause sans toutefois préciser sa pensée.

Quant au Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), il s'insurge contre les rédacteurs des manuels qui auraient "*interprété des faits historiques*" et "*tronqué la vérité*" tout en prenant parti.

Le véritable génocide opéré par les israéliens sur le peuple palestinien a contribué au réveil de certains historiens qui désirent certainement resituer les opérations israéliennes dans leur contexte historique. La vérité ne pourra pas être étouffée indéfiniment.

Évidemment, le ministère de l'Éducation nationale n'a fait aucun commentaire, pas la moindre réaction... french.irib.ir 02.09

ACTUALITE EN TITRES

Stratégie du chaos et déstailisation

- Opération militaire américaine contre les Chabaab somaliens - Reuters

- Pakistan : le premier ministre face au chaos politique - LeFigaro.fr

- Le conflit ukrainien a fait un million de déplacés - Reuters

- Crise entre Hong Kong et Pékin: Washington pour le suffrage universel dans le territoire - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Crimes de guerre : les Palestiniens vont saisir la CPI - french.irib.ir

Le procureur de La Haye estime que, malgré son statut de non-membre, la Palestine pourrait déposer un dossier de crimes de guerre contre le régime sioniste.

Vendredi, le procureur de la CPI a affirmé que la Palestine était maintenant admissible au Statut de Rome et pouvait déposer un dossier de crimes de guerre contre Israël. Le procureur de la CPI, la Gambienne Fatou Bensouda, a écrit une tribune dans l'édition du 29 août, du journal britannique The Guardian en réponse aux accusations selon lesquelles la CPI éviterait l'ouverture d'une enquête sur les crimes de guerre dans la bande de Gaza en raison des pressions politiques. En novembre 2012, le statut de la Palestine a été placé à l'ONU au niveau d'Etat observateur non-membre, ce qui lui donne une légitimité à rejoindre le Statut de Rome, a déclaré Bensouda au Guardian. L'adhésion à la CPI accorde à la Palestine le droit de déposer un dossier de crimes de guerre contre Israël et des personnalités israéliennes.

Au début du mois d'août, le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad Maliki, a rencontré Fatou Bensouda, procureur de La Haye et il lui a parlé de la possibilité de l'adhésion de la Palestine au Statut de Rome. Cette rencontre s'est effectuée dans l'objectif de rendre le terrain propice à la présence des Palestiniens dans cette instance internationale pour qu'ils puissent porter plainte contre les crimes de guerre du régime sioniste. Une fois finie la guerre dévastatrice de cinquante jours dans la bande de Gaza, les organisations palestiniennes de la défense des droits de l'Homme et l'Autorité autonome palestinienne ont entamé les procédures pour déférer le dossier de Gaza à la CPI afin de traduire en justice les dirigeants criminels du régime sioniste. A présent, une centaine de chercheurs et d'observateurs se sont attelés à examiner les crimes du régime sioniste dans la bande de Gaza.

L'ONU a fait part de l'envoi imminent d'une mission d'enquête internationale sur place afin d'y mener des recherches sur la violation des droits de l'Homme et des lois internationales au cours de la guerre de Gaza. Les résultats de cette enquête seront présentés en mars 2015 au Conseil de l'ONU aux droits de l'Homme. Il paraît que la communauté internationale fait preuve d'une volonté ferme pour traduire en justice les dirigeants du régime sioniste pour avoir commis des crimes de guerre.

Le régime sioniste a ouvertement violé les lois des droits de l'Homme dès le début de la guerre à Gaza et il a pris pour cible de ses attaques les écoles, les hôpitaux, les cliniques, les mosquées, les maisons et les écoles de l'ONU par armes et bombes prohibées. Plus de 2.000 Palestiniens pour la plupart des femmes et des enfants sont tombés en martyre, plus de 10.000 personnes ont été blessées, et des centaines de maisons rasées. Conformément à la Convention de Genève et à l'article n°8 de la charte de la CPI, toute agression contre la vie et les avoirs des Palestiniens, dont la terre ancestrale est occupée depuis 66 ans par le régime sioniste, constitue un crime de guerre. french.irib.ir 02.09

2- Yémen

- Yémen : le président Hadi démet le gouvernement - french.irib.ir

Citant les agences de presse, la télévision « *Al-Arabiya* » souligne que le président yéménite, Abd rabo Mansour Hadi, a démis son gouvernement.

Cette annonce intervient alors que Hadi a dépêché, ce mardi, un émissaire à Saada pour négocier une sortie de crise avec le chef des Houthi qui accentue ses pressions sur Sanaa. Les Houthi ont en effet organisé des manifestations géantes dans la capitale pour réclamer la démission du gouvernement, après avoir occupé militairement les environs de Sanaa. french.irib.ir 02.09

SOCIAL

1- Espagne

- Espagne: le chômage repart à la hausse en août - AFP

Le chômage a légèrement augmenté au mois d'août en Espagne, pour la première fois depuis février, ce qui porte à presque 4,43 millions le nombre de demandeurs d'emplois, selon les chiffres publiés mardi par le ministère de l'Emploi.

L'Institut national de la statistique (INE), qui comptabilise celles recherchant activement un emploi, dont les données font référence, en dénombrait 5,5 millions à fin juin. Le taux de chômage est ainsi repassé au deuxième trimestre sous la barre symbolique des 25%, à 24,7%. AFP 02.09

2- Somalie

- Somalie: un million de personnes menacées par la famine - french.irib.ir

Plus d'un million de personnes survivent dans des conditions proches de la famine en Somalie, ont estimé mardi des experts de l'ONU qui s'attendent à ce que la sécheresse et la faim empirent dans le pays.

Cette évaluation effectuée par l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FSNAU) de l'ONU et le Réseau d'alerte précoce de la famine (Fews Net), financé par l'Agence américaine de développement (USAID), intervient trois ans après une terrible famine qui avait tué quelque 260. 000 personnes, dont une majorité d'enfants en Somalie.La FSNAU et Fews Net ont estimé mardi dans un rapport que 1. 025. 000 personnes en Somalie sont classées en niveau "*crise*" ou "*urgence*" alimentaires, dernier stade avant celui de "*famine*" sur son échelle de classification de la faim. Ce nombre a grimpé de 20% en six mois."*L'amélioration et les progrès enregistrés depuis la fin de la famine en 2012 sont en train d'être perdus; de faibles pluies, le conflit, des perturbations dans le commerce et la baisse des l'aide humanitaire ont fait empirer la situation alimentaire*", écrivent les deux organismes. "*La malnutrition sévère a augmenté dans de nombreuses parties du pays, particulièrement parmi les enfants*", dont plus de 218. 000 - soit un enfant de moins de cinq ans sur sept - sont gravement mal-nourris, et "*il est probable que la situation continue de se détériorer*", poursuivent la FNSAU et Fews Net.

Les faibles pluies cette année ont eu un impact négatif sur les récoltes et sur le rendement du bétail, provoquant notamment des pénuries de lait dans certaines régions. En outre, si les forces somaliennes, appuyées par la Force de l'Union africaine en Somalie (Amisom) continuent de reprendre des localités aux shebab, les grands axes routiers qui les relient restent sous le contrôle ou la menace des islamistes, perturbant les échanges commerciaux et faisant encore grimper les prix des denrées.

La Somalie est privée de réelle autorité centrale depuis la chute du régime autoritaire du président Siad Barre en 1991 qui a plongé dans le chaos le pays, livré aux milices de chefs de guerre, groupes armés islamistes et gangs criminels.L'actuel gouvernement somalien, présenté par la communauté internationale comme le meilleur espoir de paix et de retour à un Etat depuis deux décennies, peine à asseoir son pouvoir au-delà de Mogadiscio et sa périphérie malgré les défaites militaires des shebab, qui laissent dans de nombreuses régions la place à des chefs de guerre tentant d'imposer leur propre autorité. french.irib.ir 02.09

C'est l'autre face hideuse de leur guerre à tous les peuples, dans l'indifférence générale, il en faut du temps pour que la bonne conscience du petit bourgeois atteigne le niveau de son estomac bien repu...

Haut de page

Le 4 septembre 2014

CAUSERIE

(28 articles ont été ajoutés.)

Dans cinq minutes je commencerai à formater les adresses des nouveaux articles qui seront disponibles dans une heure environ, il est 15h en Inde, 10h30 en France. La causerie d'août est formatée en pdf, 169 pages.

"*Sans-dents*", c'est plus qu'il n'en faut pour saigner à mort notre ennemi !

Attention, aujourd'hui causerie à haut risque.

Ames sensibles s'abstenir, asseyez-vous de préférence pour la lire tranquillement, à jeun ce sera mieux, car il va falloir avoir le coeur bien accroché pour se taper la causerie du jour, nausée garantie à tous les étages, heureusement qu'on évoque le socialisme, sinon vous en sortiriez complètement brisé tellement le tableau est triste et sombre, le monde est à vomir, leur monde.

C'est fou tous ces gens qui la main sur le coeur ou plein de "*bon sens*" (Macron) aiment les pauvres (Hollande)... et qui en réalité les détestent (Hollande) au nom de la "*raison* (Placé) !

Nouvelles d'Inde

- Une Indienne épouse un chien errant - L'Express.fr

Afin de faire fuir le mal qui la possédait, une jeune femme de 18 ans a dû épouser un chien lors d'une cérémonie rituelle, en Inde. L'Express.fr 02.09

Quand je vous dis qu'on ne vit pas tout à fait dans le même monde...

- Al-Qaïda annonce la création d'une nouvelle branche en Inde - Francetv info

Le successeur de Ben Laden, Ayman Al-Zawahiri, l'a annoncé dans une vidéo diffusée mercredi. Francetv info 02.09

Bon, sans être parano, je m'abstiendrai devous filer ma nouvelle adresse !

Face au vieux monde "***déshumanisé***", le socialisme incarne l'idéal humaniste le plus élevé.

Le socialisme ou le communisme se caractérise par le passage du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression qui l'accompagne au règne de la liberté, où aura cessé l'administration des personnes au profit de l'administration des choses, où chacun participera à la collectivité humaine en fonction de ses capacités et recevra en échange de quoi satisfaire ses besoins ou aspirations à l'échelle de l'humanité toute entière, argent, classes et Etats ayant disparu au profit de la communauté universelle des hommes et des femmes oeuvrant librement à l'épanouissement et au bien-être de chacun, à la paix entre tous les peuples.

Le socialisme ou le communisme incarne bien l'idéal humaniste le plus élevé auquel l'homme peut prétendre, dans la mesure où il prend en compte les besoins ou aspirations de l'humanité toute entière une fois débarrassée des obstacles qui l'empêchent encore d'atteindre cet objectif. D'où le combat politique que mènent ses partisans pour renverser ou vaincre ses obstacles, abolir en premier lieu le capitalisme et ses institutions politiques, tâche qui nécessite pour être menée à bien que tous ceux qui partagent cet idéal ou qui y adhèrent se regroupent, s'organisent dans un puissant parti ouvrier socialiste révolutionnaire de manière à entraîner, guider ou éclairer l'immense masse des exploités qui représentent la majorité de la population afin de renverser l'ordre établi synonyme d'exploitation et d'oppression, d'inégalités et d'injustices, de pauvreté, de chômage, de précarité, de guerres et mille privations, frustrations, humiliations, souffrances, jusqu'à la victoire totale et définitive sur leur ennemi à l'échelle mondiale.

Ennemi du progrès social, de la démocratie, de la paix, cynique, dont la détermination rime avec la déshumanisation croissante de la société dont seul il porte la responsabilité, entièrement voué au culte de l'argent et au pouvoir discrétionnaire qui va avec, recourant à la guerre idéologique couplée à la guerre psychologique, au déni et à la désinformation, à des armées privées de mercenaires barbares, à des milices fascistes pour appliquer sa politique, maintenir en place l'ordre établi, accroître encore son pouvoir de nuisance ou de destruction tournée contre tout ce qui incarne dans le monde les progrès réalisés par la civilisation humaine au cours des siècles passés pour ramener tous les peuples à l'âge des ténèbres et de la sauvagerie.

Deux faits qui nous sont parvenus ce matin illustrent la nature et les intentions des représentants de ce vieux monde pourri qu'il nous faut renverser.

Commençons par Hollande qui incarne les intérêts de la classe dominante, dont les véritables intentions apparaissent de plus en plus crûment en totale contradiction avec l'image qu'il donnait de lui-même il y a peu. Ainsi l'imposture est percée, saute aux yeux, on ne voudrait pas être à la place de ceux qui le savaient et qui malgré tout ont appelé à voter pour lui, qui ont soutenu le PS pendant de longues décennies, car l'opprobe qui en découle, cette manipulation des esprits ou cette ignominie, affecte, concerne ou se reporte sur la totalité de son parti.

- François Hollande est dépeint sous la plume de Valérie Trierweiler comme un homme froid, cynique, méprisant. AFP 02.09

C'est ce qui caractère l'ensemble des dirigeants du PS disions-nous fin 2011 et début 2012, plus tard encore nous n'avons cessé de le marteler, ce sont des ordures finies, c'est entendu mais cela ne nous mène pas bien loin de le savoir, il fallait se poser d'autres questions qui surgissaient spontanément, par exemple : Mais alors, le sachant, comment a-t-on pu s'adresser à cette pourriture ? C'est très simple, en les ménageant, en l'occultant, en refusant d'affronter frontalement le PS. Mais alors, n''était-ce s'en faire le complice ? Assurément. Comment cela a-t-il pu être possible ? Parce qu'aucun parti dit ouvrier ne s'est résolu à rompre ses rapports avec le PS et les appareils des syndicats liés à ce parti ou au régime dont le PS est un des piliers. Pourquoi d'après vous avons-nous osé à un moment donné évoquer ouvertement l'existence d'un complot contre la classe ouvrière, si nous ne disposions pas d'éléments déterminants pour étayer cette affirmation ?

Que disait Hollande il y a quelques années ?

- Hollande en 2006, sur le plateau de «*Mots Croisés*»: «*Oui, je n'aime pas les riches, j'en conviens*».

- Hollande dans son discours du Bourget en 2012: «*J'aime les gens quand d'autres sont fascinés par l'argent*».

Et aujourd'hui on apprend qu'en privé il ne se gênait pas pour affirmer le contraire.

- Livre de Valérie Trierweiler: François Hollande, le président «qui n'aime pas les pauvres» - 20minutes.fr

AFP - "*Il s'est présenté comme l'homme qui n'aime pas les riches. En réalité, le président n'aime pas les pauvres. Lui, l'homme de gauche, dit en privé : "les sans-dents" très fier de son trait d'humour*", assène l'ex-première dame dont le quotidien rappelle qu'elle était la fille d'un invalide et d'une caissière de patinoire qui ont eu cinq enfants et qu'elle a grandi dans une ZUP près d'Angers.

François Hollande, raconte-t-elle, en plaisantait gentiment avec elle, l'affublant du surnom de "*Cosette*", jusqu'à la "*gifle*" d'une remarque au cours d'un repas de Noël dans sa famille angevine: "Elle n'est quand même pas jojo la famille Massonneau", son nom de jeune-fille. AFP 03.09

En complément, ils confirment qu'ils aiment les riches, les actionnaires, les spéculateurs...

- Logement : Valls a cédé au lobby des spéculateurs, dénoncent des associations - LePoint.fr

- Pellerin ouvre la porte au retour de la publicité le soir sur France Télévisions - LeMonde.fr

Situation sociale et politique explosive. La tension monte dans tout le pays.

- La revanche de Valérie Trierweiler, nouveau coup de tabac sur l'Elysée - AFP

- Rebsamen annule un déplacement dans une agence Pôle emploi - Liberation.fr

- «*Non aux rythmes scolaires*» : parents et élus mobilisés dans l'Essonne - LeFigaro.fr

- Les régions veulent dissocier élections régionales et départementales - Liberation.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Toujours plus haut !

- Le CAC 40 se hisse à plus de 4400 points, Londres au plus haut depuis 15 ans - LeFigaro.fr

- Le prix du gaz devrait grimper de 3,9% en octobre - AFP

Et leur exploitation à rapporter combien ?

- En 2013, l'absentéisme des salariés a coûté 8,8 milliards d'euros aux entreprises - Atlantico.fr

La France et l'UE sont totalement alignés sur les Etats-Unis. Deux exemples qui l'illustrent parfaitement.

1- USA - Russie.

- Suspension du contrat Mistral : une «*sage décision*» pour les Etats-Unis - Libération.fr

- Deux cents parachutistes américains en Ukraine Libération.fr - Liberation.fr

- L'UE débat de nouvelles sanctions contre Moscou sur l'Ukraine - Reuters

2- USA - Etat islamique.

- Barack Obama promet de détruire l'Etat islamique - Reuters

- La France n'exclut pas une réponse "*militaire*" contre l'Etat islamique - Le Nouvel Observateur

- L'Italie va livrer des armes aux Kurdes d'Irak - Reuters

- État islamique: Pourquoi la Grande-Bretagne «*n'a pas d'autre choix que d'intervenir*» - 20minutes.fr

Au pays des ultra riches.

- 15% des foyers américains sont en insécurité alimentaire - Liberation.fr

Le taux d'insécurité alimentaire est «*significativement plus élevé*» dans les familles mono-parentales et dans les foyers afro-américains ou hispaniques.

Près de 15% des foyers américains ont été en situation d'«*insécurité alimentaire*» en 2013 par manque de ressources financières, selon un rapport gouvernemental publié mercredi. «*14,3% des foyers américains (soit 17,5 millions de foyers) (...) ont eu des difficultés à un certain moment de l'année à fournir assez de nourriture à l'ensemble de leurs membres en raison d'un manque de ressources*», a indiqué le ministère de l'Agriculture américain dans un rapport. Libération.fr 02.09

La palme de la désinformation

- Le renseignement américain a-t-il réellement peur d'un nouveau 11-Septembre organisé par l'État islamique? - Slate.fr

Quand on sait que c'est le Pentagone et la CIA qui l'ont organisé avec l'aide du Mossad, et que dorénavant quelque 40% des Américains en sont convaincus, ils vont avoir du mal à orchestrer une opération similaire...

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Chasse gardé.

- Washington veut plus de sanctions du secteur russe de l'énergie - Reuters

Les Etats-Unis envisagent de restreindre leurs exportations de haute technologie vers le secteur des hydrocarbures russes dans la région de l'Arctique, dans le cadre de leur projet de durcissement des sanctions contre Moscou en raison de son rôle dans le conflit ukrainien, a déclaré mercredi l'ambassadeur de Washington auprès de l'Union européenne, Anthony Gardner. Reuters 03.09

Rappel d'un titre d'hier :

- Rosneft et ExxonMobil lancent un nouveau projet en dépit des sanctions - AFP

ExxonMobil, c'est Rockefeller, l'un des plus puissants sinon le plus puissant et riche oligarque de la planète, inutile de dire que le gouvernement américain n'oserait pas s'y opposer et qu'il en est plutôt la marionnette.

Partant de ce constat , il est facile de comprendre que l'associé russe de l'oligarque américain disposera au besoin des moyens technologiques de son associé américain, et qu'en dernière recours s'il ne pouvait pas faire autrement il importerait sous son propre nom la haute technologie dont ils auraient besoin pour mener à bien leurs travaux, quitte plus tard à s'exposer à une plainte et des sanctions qu'il règlerait à l'amiable avec la justice américaine payant rubis sur l'ongle a minima comme le font régulièrement les banquiers pour clore une affaire, tandis que leur opération leur aura rapporté cent fois plus en dizaines de milliards de dollars.

En revanche, on peut estimer que ce message visait davantage les compagnies européennes de par le lieu où il a été formulé, à Bruxelles, qui sont priés d'aller voir ailleurs ou de ne pas lorgner sur les gigantesques profits à venir qui proviendront de

l'exploitation des hydrocarbures russes de l'Arctique qui sont réservés... aux Américains, qui de leur côté sont libres de s'associer avec les Russes.

Désinformation. Conditionnement des masses. Déconstruction d'une intox.

1- Le fait est établi, indiscutable, le contenu de cette vidéo est authentique. C'est la version retenue par Washington.

- L'Etat islamique revendique dans une vidéo la décapitation d'un deuxième otage américain - 20minutes.fr

2- Un doute surgit quand de grands médias dont le Times révèlent que cette vidéo aurait fait l'objet d'un montage.

- Décapitation présumée d'un second otage américain: Paris dénonce «*un crime abominable*» - 20minutes.fr

3- Peu importe, les dirigeants du vieux monde ont décidé de s'en tenir à la première version.

- Washington et Londres jugent « *écœurante* » la vidéo de l'exécution de Steven Sotloff - LeMonde.fr

4- Washington décrète que cette vidéo était authentique et les agences de presse répercute cette "information" de la Maison Blanche.

- Irak: la vidéo de la décapitation de Steven Sotloff est authentique - AFP

En conclusion on pourrait penser que la boucle est bouclée, pas vraiment, car il faut lire attentivement ce qu'on nous dit. Selon Le Nouvel Observateur ou l'AFP où ils ont été pécher l'info, "*les services américains (...) ont authentifié la vidéo*", son origine, ses auteurs, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faudrait en arriver à la conclusion que son contenu était fidèle aux faits qu'elle était censée présenter, que l'hypothèse d'un montage devait être définitivement écartée.

Qui croire, la Maison Blanche ou le Times qui écrivait « *Les résultats des examens effectués sur la vidéo de la décapitation du journaliste américain par un membre de l'EIIL montrent que cette vidéo serait fausse et artificielle et que James Foley avait été tué après le tournage du film* ». french.irib.ir 25.08 (causerie du 26 août)

Mieux encore, à en croire la Maison Blanche Steven Sotloff aurait été décapité le 19 août ou les jours suivants, sa décapitation aurait suivi celle de James Foley. Or selon Buthaina Shaaban, conseillère du Président syrien, Bahar al-Assad, « *Au début, James Foley fut arrêté par l'armée libre syrienne. Puis, il fut vendu aux miliciens de l'EIIL. Vous pouvez vérifier cela avec l'ONU. James Foley a été assassiné, il y a un an et les images de cet assassinat sont diffusées, maintenant. Nous avons des informations concordantes. L'ONU aussi dispose également des informations dans ce domaine* », a rapporté Daily Mail. french.irib.ir 26.08 (causerie du 27 août)

Ce qui signifie que l'ONU est complice de cette falsification des faits réalisée par les Américains, qui sortent cette vidéo au moment même où ils sont en train de former une coalition militaire pour aller combattre EI en Syrie, en réalité pour tenter de faire chuter Bahar al-Assad, cette vidéo servant uniquement à justifier cette intervention militaire auprès de la population américaine, européenne et mondiale.

L'opération consistant à faire en sorte que la véracité des faits soit occultée au profit de l'émotion que doit soulever dans la population des images d'actes barbares qu'elle ne peut que condamner, rejoignant ainsi Obama, Hollande, Cameron qui les trouvent "*répugnants*".

En conclusion, seule la manipulation des faits par "*les services américains*" est "*authentique*" pour conditionner les masses et les faire adhérer à leur guerre.

"*L'ambassadeur des pauvres*" ou la voix des multinationales qui affament, pillent, détruisent l'Afrique.

- Corruption: les pays pauvres perdent 38 à 64 milliards de dollars par an - AFP

L'organisation britannique, fondée par le chanteur Bono, ONE, estime qu'au total ces pratiques frauduleuses dans les pays en développement représentent un volume annuel de 1.000 milliards de dollars ou 750 milliards d'euros, ce que ONE qualifie de "*casse du siècle*".

L'association, s'adressant aux ministres des Finances du G20 qui se réuniront les 20 et 21 septembre en Australie, formule quatre revendications.

ONE veut demander aux entreprises exploitant des ressources naturelles dans des pays en développement de publier "*les informations sur les paiements qu'elles effectuent aux gouvernements, pays par pays et projet par projet, pour tous les pays dans lesquels elles ont des filiales*".

Elle milite pour un meilleur accès des citoyens aux données concernant l'utilisation des ressources publiques ("*données ouvertes*" ou "*open data*"). AFP 02.09

Bono est une saloperie de réac qui a conscience de l'être pour s'afficher avec Bill Gates, Bill Clinton et Tony Blair lors du Forum économique mondial de Davos en 2013.

Le conseil d'administration de son ONG compte parmi ces membres de grandes fortunes et des personnalités reconnues pour leur engagement en faveur des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, par exemple Condoleezza Rice, cela ne s'invente pas.

Elu personnalité de l'année 2005 par le magazine américain *Time*, pour son combat en faveur de l'Afrique, aux côtés de Bill Gates et de sa femme Melinda.

Par chance ou par hasard qui fait bien les choses parfois, je n'ai jamais acheté de disques de U2 et je n'ai téléchargé aucune vidéo de ce groupe. On préfèrera Roger Waters de Pink Floyd qui soutient sans relâche la cause palestienne. Je sais que bien d'autres groupes de rock ne valent pas mieux que Bono, hélas ! Il en va de même de la part de nombreux artistes dans tous les domaines. On peut apprécier leur art sans être obligé de les fréquenter de près ou de loin.

Revenons à cet article de l'AFP.

Que dénonce-t-il ? La corruption en Afrique. Obama vient de tenir le même discours lors du sommet qui avait réuni 40 chefs d'Etat africains à Washington.

A qui s'adresse-t-il ? A ceux qui sont responsables du sous-développement, des famines, des génocides et des guerres en Afrique.

Qui vise-t-il ? Les gouvernements et les services publics en Afrique, tout comme le font le FMI et la Banque mondiale qui n'ont eu de cesse de les renverser ou de les démembrer.

Au lieu d'écrire un article sur cette ONG parce que je n'en ai pas le temps, on reproduit quelques articles relatant la proximité entre Bono et les multinationales, leur combat commun et les intérêts qu'ils partagent sur le dos des Africains.

2012 - Irlande : Bono de U2 vole la voix des Africains pour s'enrichir - afrique.kongotimes.info

Le leader du célèbre groupe rock irlandais U2, Bono, dorénavant aussi connu pour son militantisme international que pour ses succès musicaux, est accusé par le journaliste et activiste environnemental George Monbiot de «voler la voix des Africains» en prétendant leur venir en aide. Dans une tribune du Guardian, signée le 17 juin, journal dans lequel écrit chaque semaine M. Monbiot, le reporter soutient que Paul Hewson, alias Bono, joue en fait le jeu des multinationales de l'agroalimentaire par l'entremise de programmes alimentaires dont il fait la promotion, programmes qui favorisent ultimement «le pillage» des terres africaines par les entreprises occidentales, selon l'auteur. Ainsi, la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, lancée en 2012 aux États-Unis et vantée par Bono lors d'un discours devant le G8 la même année, se voulait en fait une promesse d'aide de la Grande-Bretagne et d'autres pays du G8 contre des accords permettant aux Monsanto, Nestlé et autres Unilever de ce monde de «breveter leurs graines», monopoliser le marché alimentaire africain et s'accaparer les terres du continent noir.

Le sommet du G8 au Royaume-Uni n'a pas forcément été une bonne chose pour l'Afrique. Surtout quand des étoiles de la chanson s'y mêlent comme le chanteur guitariste irlandais Bono ou l'auteur compositeur Bob Geldof, lit-on dans les colonnes des pages commentaires du Guardian.

L'auteur leur reproche de favoriser le pillage institutionalisé de l'Afrique, notamment par le biais de programmes humanitaires comme la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, lancé aux Etats-Unis en 2012.

D'après le Guardian, ce programme pousse les pays africains à conclure des accords qui permettent aux entreprises étrangères de saisir leurs terres, breveter leurs graines et monopoliser le marché alimentaire. Six gouvernements africains auraient conclu ce type d'accords avec des sociétés comme Monsanto, Cargill, Dupont, Syngenta, Nestlé et Unilever, en échange de promesses d'aides par le Royaume-Uni et d'autres pays du G8.

Bono a soutenu ouvertement ce programme lors d'un discours prononcé en 2012 avant l'ouverture du G8.

L'écrivain américain Harry Browne a, lui aussi, des mots très durs pour qualifier Bono. Selon lui le chanteur de U2 est devenu «*le visage bienveillant de la technocratie globale*». Bono, autoproclamé sauveur de l'Afrique, «*a assumé le rôle de porte-parole du continent*». Il a ensuite utilisé ce rôle pour fournir une «*couverture humanitaire*» aux dirigeants occidentaux, poursuit Harry Browne.

La campagne ONE prétend travailler pour enrayer l'extrême pauvreté or son conseil d'administration n'est composé que de grandes fortunes ou de figures politiques, comme Condoleezza Rice, s'insurge l'auteur. afrique.kongotimes.info 27.06.2013

2013- Le chanteur Bono, promoteur des multinationales de l'agrobusiness ? - swissaid.ch

Le leader du célèbre groupe rock irlandais U2, Bono, autoproclamé «voix de l'Afrique» dans les enceintes internationales, roule-t-il désormais pour les multinationales de l'agroalimentaire? C'est ce qu'on serait tenté de penser en lisant l'article choc intitulé «*Bono, la fausse voix de l'Afrique*», paru récemment dans les colonnes du quotidien britannique The Guardian par le journaliste anglais George Monbiot.

L'éditorialiste dénonce en effet le fait que Bono, loin de son image d'humanitaire désintéressé, mobilisant la communauté internationale en faveur de l'Afrique, fait la promotion de la «*Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition*», lancée par le G8 aux Etats-Unis en 2012, et à nouveau promue avec vigueur par ce même G8, réuni les 17 et 18 juin 2013 dans un hôtel 5 étoiles en Irlande du Nord.

Mais quel est le problème, me direz-vous ? N'est-ce pas positif que des artistes engagés se mobilisent pour lutter contre la faim dans le monde ? Hé bien non, car cette «*Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire*» encourage de fait les Etats à signer des accords qui, au bout du compte, permettent à l'agrobusiness international de faire main basse sur les terres africaines, d'en chasser les familles de paysans qui y vivent, de breveter leurs semences et de s'octroyer de véritables monopoles sur leurs marchés alimentaires.

«*Restant sourds aux voix de leurs peuples, six gouvernements africains ont déjà signé des accords avec des entreprises comme Monsanto, Cargill, Dupont, Syngenta, Nestlé et Unilever en échange de promesses d'aide de la part du Royaume-Uni et d'autres nations du G8», précise George Monbiot dans son article. Il constate d'ailleurs que de nombreux militants, aussi bien en Afrique qu'en Europe, dénoncent les pratiques de cette «nouvelle alliance*», laquelle est défendue et promue par la campagne ONE, dont Bono est la cofondateur.

Si l'on songe que la campagne ONE est financée en grande partie par le fondation Bill et Melinda Gates, qui travaille en étroite collaboration avec Monsanto pour promouvoir les biotechnologies, on est du coup moins surpris. Et lorsqu'on sait que la fondation Gates soutient également l'AGRA, l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique, qui ouvre toutes grandes les portes du continent à l'agrobusiness et aux OGM, on se dit que la boucle est bouclée.

On voit d'ailleurs régulièrement le chanteur Bono parler au nom des «*pauvres*» en Afrique lors du G8, au Forum économique mondial de Davos, aux côtés de Barack Obama, Bill Gates, Koffi Annan, Nicolas Sarkozy, etc. A tel point que désormais, dans de nombreuses rencontres internationales, on n'invite plus de représentants de l'Afrique, puisque Bono, lunettes fumées vissées sur le nez, parle en son nom…Pour l'éditorialiste du Guardian, Bono est en fait «*un homme qui, sans aucun mandat, s'est autoproclamé porte-parole de l'Afrique et a servi de couverture ‹humanitaire› aux responsables occidentaux*».

Reste qu'on pourrait être tenté de se dire que Bono essaie au moins de faire bouger les choses et de secouer les consciences. Certes. Mais lorsque celui-ci commence à «*rouler*» ouvertement pour une initiative qui va générer une nouvelle vague d'accaparements des terres en Afrique, il perd du coup toute légitimité pour se muer en un sacré imposteur. swissaid.ch (date ?)

2013 - Reconnu par les siens.

- Le chanteur Bono a été nommé Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres - chartsinfrance.net

Hier, le leader charismatique de U2 a été nommé Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, une des plus hautes distinctions culturelles françaises, par la ministre de la Culture Aurélie Fillippetti, entourée de Jack Lang et du chanteur Cali.

En 2003 le président Jacques Chirac avait nommé le chanteur Chevalier de la Légion d'Honneur, mais aussi quatre ans plus tard de l'autre côté de la Manche, avec l'obtention de l'Ordre de l'Empire britannique des mains de la Reine d'Angleterre. chartsinfrance.net 17.07.2013

2013 - Bono, la fausse voix de l'Afrique - courrierinternational.com

Lors du dernier sommet du G8, le chanteur de U2 s'est encore une fois autoproclamé "*ambassadeur des pauvres*". Mais dans son univers de milliardaires et de décideurs économiques, les pauvres ne sont plus invités à s'exprimer.

En 2005 déjà, il n'avait pas été très glorieux. Cette année-là, lors du sommet du G8 en Ecosse, Bono et Bob Geldof avaient tressé des lauriers à Tony Blair et George W. Bush, tout auréolés de leur boucherie irakienne. Geldof s'était assis sur les genoux du Premier ministre britannique, au sens propre comme au figuré, et des militants africains les avaient alors accusés de confondre leur campagne pour la justice mondiale avec un vaste mouvement de charité.

Cette fois, c'est pire. Alors que le Royaume-Uni a accueilli un nouveau sommet du G8, la campagne menée par Bono – et avec laquelle Geldof travaille étroitement – semble aujourd'hui absoudre l'action des pays du G8 en Afrique.

L'idée d'une "*Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition*" a été lancée en 2012 aux Etats-Unis, alors hôte du G8. Cette alliance pousse les pays africains à signer des accords permettant à des sociétés étrangères de faire main basse sur leurs terres, de breveter leurs semences et de verrouiller des monopoles sur leurs marchés alimentaires. Restant sourds aux voix de leurs peuples, six gouvernements africains ont déjà signé des accords avec des entreprises comme Monsanto, Cargill, Dupont, Syngenta, Nestlé et Unilever en échange de promesses d'aides de la part du Royaume-Uni et d'autres nations du G8.

De nombreux militants, aussi bien en Afrique qu'en Europe, dénoncent les pratiques de cette "*nouvelle alliance*", mais la campagne ONE – dont Bono est cofondateur – prend sa défense. Les responsables de ONE ont d'ailleurs publié un article la semaine dernière. Un article remarquable : il laisse complètement de côté l'intérêt des responsables africains et de leurs peuples, il exagère le rôle de petites entreprises africaines, mais surtout il ne mentionne à aucun moment l'injustice au cœur de la "*nouvelle alliance*", à savoir la nouvelle vague d'accaparement des terres qu'elle soutient. Cela a naturellement piqué ma curiosité.

Conflits d'intérêt

J'ai d'abord découvert que Bono avait déjà fait l'éloge de la "*nouvelle alliance*" juste avant l'ouverture du sommet du G8 de l'année dernière aux Etats-Unis. J'ai ensuite appris que la campagne ONE était essentiellement financée par la fondation de Bill et Melinda Gates, dont deux responsables exécutifs figurent parmi les membres du conseil d'administration. Cette fondation travaille avec le géant de l'agroalimentaire Cargill et le spécialiste des biotechnologies Monsanto (dont elle détient une part importante du capital).

Répondant aux accusations d'accaparement des terres en Afrique, Bill Gates a répondu que "*bon nombre de ces accords étaient bénéfiques et qu'il serait dommage d'en bloquer certains à cause de l'approche particulière des sociétés occidentales*" (vous remarquerez qu'une fois encore il n'est pas question des Africains).

Enfin, j'ai découvert que tout cela durait depuis bien longtemps. Dans la biographie brillante et caustique de Bono qui vient de paraître au Royaume-Uni (The Frontman : Bono, in the Name of Power), Harry Browne affirme que "*depuis près de trente ans, Bono, en tant que personnalité publique, amplifie le discours des élites, défend des solutions inefficaces, fait la leçon aux pauvres et lèche les bottes des riches et des puissants*". Son raisonnement est "*un mélange habile de colonialisme commercial et missionnaire, dans lequel les pays pauvres ne sont qu'un défi que doivent relever les pays riches*".

Browne accuse Bono d'être devenu "*le visage compatissant de la technocratie mondiale*", un homme qui, sans aucun mandat, s'est autoproclamé porte-parole de l'Afrique et a servi de "*couverture humanitaire*" aux responsables occidentaux. En présentant les pays occidentaux comme les sauveurs de l'Afrique sans parler des dégâts causés par le G8, il a affaibli les mouvements pour la justice et la transparence tout en apportant une légitimité au projet néolibéral.

Bono dit représenter "*les plus pauvres et les plus vulnérables*" mais après avoir discuté avec de nombreux militants des pays riches et pauvres depuis la publication de l'article de ONE, j'ai été frappé de voir que tous dénonçaient le même problème : Bono et ses pairs s'expriment au nom des Africains et occupent précisément leur espace politique. Puisque Bono est considéré comme le porte-parole des pauvres dans le monde, les pauvres ne sont pas invités à parler. Tout cela fonctionne à merveille. Sauf pour eux.

Un club de multimillionnaires.

La campagne ONE ressemble à mes yeux au genre d'organisation tout droit sortie de l'imagination d'un John le Carré ou d'un Robert Harris. courrierinternational.com 21.06.2013

Sacrément dégueulasse le Bono !

Haut de page

Le 5 septembre 2014

CAUSERIE

Pas le temps de causer, j'ai des courses à faire et des affaires personnelles à régler.

ACTUALITE EN TITRES

Les prédateurs.

- Etats-Unis: après la récession, l'écart des revenus s'est creusé - AFP

- Transfert de dette: les fonds "*vautours*" mettent en garde l'Argentine - AFP

Côté jardin...

- La BCE abaisse son taux directeur à 0,05% et met en place un plan de rachats d'actifs privés - Atlantico.fr

- Christine Lagarde félicite la BCE pour ses nouvelles mesures - LePoint.fr

- Les Bourses européennes terminent en nette hausse - Reuters

- Les banques en tête des hausses après la baisse des taux de la BCE - LeFigaro.fr

... côté cour.

- Hausse du chômage à 10,2%, stable en métropole à 9,7% - Reuters

- La revalorisation des petites retraites risque d'être retardée - Francetv info

- La justice européenne annule des aides d'Etat à la SNCM - Liberation.fr

- Gel des salaires des fonctionnaires en Italie maintenu en 2015 - Reuters

- Etats-Unis: après la récession, l'écart des revenus s'est creusé - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande gouvernementale. Conditionnement des masses à coups de sondages truqués.

- Pour 63% des Français, le gouvernement n'en fait pas assez pour les entreprises - AFP

Selon un sondage de l'Institut CSA pour Radio Classique, l'institut Montaigne et les Echos rendu public jeudi. AFP 04.09

Les personnes interrogées qui craignent le chômage ou sont déjà au chômage auront interprété cette question de la manière suivante : Plus le gouvernement en fera pour les entreprises et plus la menace du chômage s'éloignera ou plus j'aurai de chance de retrouver un travail. Plus le gouvernement en fera pour les entreprises et mieux l'économie du pays s'en portera, plus mon salaire et mon niveau de vie augmentera.

Cela témoigne une absence totale de conscience politique et une incompréhension totale de la situation. Cela ne vous surprendra pas, n'est-ce pas ?

- Chômage : 72 % des Français favorables à un renforcement des contrôles - LePoint.fr

Selon un sondage Tilder/LCI/OpinionWay rendu public jeudi.

Traduisez : le gouvernement n'en fait pas assez pour les riches et les patrons, et il en fait trop pour les pauvres, les travailleurs et les chômeurs. Normal, il est de gauche !

Quand on tient compte des donneurs d'ordre de ces sondages et qui les a organisés, on n'est pas surpris que les résultats obtenus soient conformes à leurs attentes.

L'heure du dénouement approche. Le noeud coulant se resserre autour du cou du régime et des institutions.

- François Hollande devient le président le plus impopulaire - LeMonde.fr

- Sondage : la descente aux enfers de Hollande et Valls - LeFigaro.fr

- Hollande au plus bas à 13% de confiance, Valls chute de 14 points - AFP

Seul 1% des Français interrogés font "*tout à fait confiance*" au président de la République "*pour résoudre les problèmes qui se posent à la France actuellement*". AFP 04.09

Le 1% des nantis, des très fortunés, du CAC 40 qu'il représente.

- La rentrée cauchemardesque de François Hollande - LeParisien.fr

- Réforme territoriale : le chemin de croix du gouvernement - Public Sénat

"***Il ne peut pas tenir trois ans comme ça...***" ou "***le coup de grâce.***"

- "*Atterré*", "*catastrophé*"... François Hollande sous le choc après la sortie du livre de Valérie Trierweiler - francetvinfo.fr

François Hollande se serait procuré un exemplaire de Paris Match dès mardi après-midi. Et la lecture des morceaux choisis de Merci pour ce moment a été douloureuse. "*Je suis catastrophé*", a-t-il écrit par SMS a une amie du couple, rapporte le Parisien jeudi 4 septembre. La veille, un membre de son entourage le décrivait comme "*atterré*" par la nouvelle.

Une morosité contagieuse : ses collaborateurs estiment que le livre est "*dévastateur*" pour l'image du chef de l'Etat. "*Il est condamné. C'est une forme d'oraison funèbre. Elle [Valérie Trierweiler] est inarrêtable, elle a encore tous leurs textos. Il ne peut pas tenir trois ans comme ça...*", souffle un responsable du Parti socialiste, cité par le Parisien. francetvinfo.fr 04.09

Au chevet du régime. Hollande a le soutien des médias aux ordres, des intellectuels acquis au régime et des partis traditionnels de la droite.

- Valérie Trierweiler: Les éditorialistes consternés par son livre - 20minutes.fr

- La presse française étrille l'ouvrage de Valérie Trierweiler - LeMonde.fr

- Livre de Trierweiler: «*Vulgarité insoutenable*», «*une prise en otage médiatique*»... La classe politique est outrée - 20minutes.fr

Erreur de casting lors d'un remaniement effectué à la hâte. Recentrage à droite du gouvernement.

- Neuf jours après Valls II, un ministre démissionne pour s'être soustrait au fisc - AFP

Neuf jours après la constitution du gouvernement Valls II, le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Thomas Thévenoud, a dû démissionner pour s'être soustrait au fisc.

En termes de durée, Thomas Thévenoud est le membre du gouvernement le plus éphémère de la Ve République. à égalité avec Léon Schwartzenberg, ministre de la Santé du gouvernement Rocard, poussé à la démission.

Comment justifier l'absence, pendant plusieurs années, de déclarations fiscales ?

En juillet 2013, alors qu'il était l'un des membres de la commission d'enquête Cahuzac, il ciblait directement l'ancien ministre délégué au Budget: "*Après la dissimulation, après le mensonge, il s'est abrité derrière de prétendus trous de mémoire pour ne pas s'exposer au délit de parjure*".

"*Faites repentance fiscale parce que le compte à rebours va s'enclencher*", avait-il aussi lancé en octobre 2013 avant l'entrée en vigueur d'une loi renforçant la lutte contre la fraude fiscale. AFP 04.09

L'essentiel est ailleurs car un simple retard suivi d'une régularisation et démission il n'y avait pas.

En fait il a été trahi par un de ses proches, Matthias Fekl, nommé par Valls à son poste, que pas plus tard que mardi il voyait pour lui succéder au poste de porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale.

Matthias Fekl, affairiste, pourri d'ambition personnelle, il est un pure produit de l'aristocratie du régime pour être à 37 ans diplômé de Normale Sup, Sciences Po et l'ENA, député PS du Lot-et-Garonne, bastion des jospinistes proche de Hollande et Valls, tandis que Thomas Thévenoud est décrie comme "*un offensif membre de la jeune garde socialiste, proche d'Arnaud Montebourg*" qui a été débarqué précipitamment du gouvernement, et élu comme lui de Saône-et-Loire, qui a appris à ses dépens à l'hiver 2013 qu'il était vain de vouloir s'attaquer aux multinationales du tabac pour leur imposer une taxe exceptionnelle, sa proposition a finalement été rejetée.

Dès lors on comprend après coup que n'étant pas excatement sur la ligne de Hollande entièrement soumis au lobby des multinationales, qu'une fois Valls ayant déclaré son amour pour l'entreprise toute velléité de ce genre serait condamnée et sanctionnée, ce qui est fait depuis hier. Il faut donc en déduire que la nomination de Thomas Thévenoud au poste secrétaire d'Etat au Commerce extérieur avait été prise précipitamment sans tenir compte de sa proximité avec Montebourg et ses antécédents fâcheu, et qu'elle avait été une erreur de casting de Hollande et Valls qu'ils viennent derectifier. Je n'ai lu cette analyse dans aucun article de presse ce matin, normal. (Source : AFP et francetvinfo.fr 04.09)

OTAN en emporte la guerre ou le maître et ses vassaux.

- L'armée ukrainienne anéantie par les pro-russes dans presque tout le Donbass - Francetv info

- Forces russes "*sans précédent*" à la frontière ukrainienne, selon le Pentagone - AFP

- Les piliers de l'Otan pour de nouvelles sanctions contre Moscou - Reuters

- L'Otan se porte au secours de l'Ukraine - LeFigaro.fr

Le secrétaire général de l'Alliance a appelé la Russie à «*mettre fin à sa présence illégale*» dans le Donbass.

Présent aux côtés des vingt-huit dirigeants de l'Otan réunis jusqu'à vendredi en sommet à Newport, au pays de Galles, le président ukrainien, Petro Porochenko, a reçu jeudi l'appui qu'il était venu chercher. Le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rassmussen, avec la liberté de ton de celui qui s'apprête à passer la main, a dénoncé jeudi «*la brutale agression de la Russie contre l'Ukraine*» et appelé «*les séparatistes à cesser leurs actions*».

L'Otan qui parlait jusqu'à présent de «*plus d'un millier*» de soldats russes en Ukraine a revu ses estimations à la hausse. Il s'agirait désormais de «*plusieurs milliers d'hommes et de centaines de chars ou de véhicules blindés sur le territoire ukrainien*», selon un officier de l'Otan à Newport.

Des exercices militaires dans l'est de l'Ukraine

Autre signal de soutien, une douzaine de pays, dont les États-Unis, participeront ce mois de septembre à des exercices militaires, à Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine. Cela permettra d'améliorer l'interopérabilité des forces ukrainiennes avec celles de l'Otan, a insisté M. Rassmussen. Celui-ci a toutefois confirmé que l'Alliance ne livrerait pas d'armes létales à l'Ukraine, une initiative qui relève de «*décisions nationales*».

Pour rassurer ses membres dans la région, les Pays baltes et les Polonais notamment, l'Alliance annoncera vendredi un plan d'action destiné à accroître la rapidité de son déploiement militaire, en cas de besoin. Ces pays étaient demandeurs de troupes et de bases permanentes sur leur sol.

Certes soucieux d'afficher la «*fermeté*» et l' «*unité*» de l'Otan, nombre de pays -dont la France- cherchent surtout à éviter l'exacerbation des tensions et poussent à un règlement politique. «*Personne ne veut la guerre pour régler le conflit*», a

résumé M. Rassmussen. Le plan de paix russe annoncé mercredi a été accueilli avec scepticisme à Newport, ne serait-ce que parce qu'il a été opportunément mis sur la table par Vladimir Poutine à la veille du sommet. Avec prudence, ses participants ont néanmoins saisi cette perche.

Tandis que s'ouvrait le sommet, le chef de la diplomatie russe a donné de la voix pour souffler le chaud et le froid. La Russie, a dit Sergueï Lavrov, est «*prête à prendre des mesures concrètes pour aller vers une désescalade*». Mais le ministre russe a mis en garde contre toute initiative de l'Ukraine pour intégrer l'Otan - un point ultra-sensible pour Moscou. Vendredi dernier, le premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk, avait déclaré que Kiev allait relancer sa procédure d'adhésion à l'Alliance atlantique. A Newport, Petro Porochenko, lui, s'est montré beaucoup plus flou sur cette perspective. Angela Merkel, résumant une position largement majoritaire, l'a considérée comme «*n'étant pas d'actualité*». LeFigaro.fr 04.09

C'est l'OTAN ou l'impérialisme américain qui dicte la politique étrangère des pays de l'UE comme s'il s'agissait d'une de leurs colonies, puisqu'aucun Etat ou chef d'Etat ne s'y oppose. Les pays de l'UE sont ainsi livrés à la politique belliqueuse des Etats-Unis qui les entraînent dans la guerre sur tous les continents.

Leur problème réside dans le fait que l'immense majorité de la population russophone de l'est de l'Ukraine refuse de passer sous le joug du gouvernement néonazi de Kiev. Et lorsque c'est tout un peuple qui se soulève, aucune armée du monde ne peut le vaincre, ils viennent d'en faire l'expérience en Afghanistan ou en Syrie, à Gaza, mais ils ne veulent pas, ils ne peuvent pas l'admettre, aussi ils n'ont pas d'autre alternative que les canons pour tenter de le soumettre.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Etats-Unis

- Mobilisation nationale des employés de la restauration rapide aux Etats-Unis - LeMonde.fr

Une journée de mobilisation nationale a été organisée par les employés de la restauration rapide, jeudi 4 septembre, aux Etats-Unis à l'appel de l'organisation strikefastfood.org. Ils exigent de meilleures conditions salariales.

Ils réclament notamment d'être payés 15 dollars de l'heure, soit plus du double du salaire de 7,25 dollars appliqué par de nombreuses enseignes du secteur. Parmi leurs revendications figurent aussi la possibilité de se syndiquer, sans risque de représailles de le part de leur employeur.

Des mobilisations ont eu lieu dans plus de 150 villes des Etats-Unis, dont Chicago et Detroit, Miami ou encore Denver. Quarante-quatre personnes ont été arrêtées pour des troubles à l'ordre public à New York et à Los Angeles. lemonde.fr 04.08

Haut de page

Le 6 septembre 2014

CAUSERIE

Suite de la réflexion des derniers jours sur le capitalisme.

Si on s'en tenait aux lois de fonctionnement du système capitaliste, cela fait déjà des années ou des décennies qu'il aurait dû exploser, or tel n'a pas été le cas, aussi faudrait-il déterminer pourquoi et comment ils ont procédé pour éviter son effondrement. On a déjà évoqué en détail cette question dans de précédentes causeries, ce qui n'interdit pas d'y revenir rapidement.

On nous rétorquera à raison que l'on part du postulat selon lequel ils ont enfreint les règles ou les lois qui régiissaient le fonctionnement du système capitaliste, qui constituaient une contrainte, une limite infranchissable, effectivement en s'appuyant sur le gigantesque niveau d'enrichessement et d'endettement de l'impérialisme américain, mais aussi du monde ou plus précisant des oligarques de la finance et de l'industrie ou des services, ensuite la faculté de créer de la monnaie en quantité illimitée à partir de rien pour inonder le marché, spéculer, gangrener ou parasiter l'ensemble de l'économie tous secteurs confondus à l'échelle de la planète, en contradiction avec le niveau des richesses produites, y compris à venir s'étendant sur plusieurs décennies qu'ils

ont hypothéquées ou englouties, spirale infernale devenue incontrôlable et dont la survie de leur pouvoir dépend entièrement au point de devoir l'alimenter en permanence par l'injection de nouveaux capitaux créés artificiellement, dissociant par un jeu d'écriture comptable cette dette faramineuse du reste de l'économie pour que le capitalisme ne s'effondre pas sur lui-même, dette qu'ils utilisent pour faire pression sur tous les acteurs politiques ou les Etats afin d'accroître leur pouvoir, soumettre le mouvement ouvrier, le vieux système capitaliste une fois vampirisé ou pillé n'étant plus synonyme que de dette, alors qu'à côté émerge un nouvel ordre mondial synonyme de profit, d'enrichissement à l'infini, de concentration des capitaux dans des proportions inouies entre quelques mains, quelques dizaines de millions de riches, très riches et ultra riches qui rapportés à la population mondiale représentent une infime minorité, déconnectés de l'économie productive ou réelle, du système capitalisme dont ils se sont en grande partie émancipés par le biais de la dérégulation financière, FMI et Banque mondiale marchant dans la combine...

Ils ont perverti le système capitaliste en le rendant complètement dépendant du marché ou des banques centrales (Fed, BoE, BCE, BoJ, etc.), en étendant l'hégémonie de la finance à tous les secteurs économiques, tandis que le mouvement ouvrier déjà subordonné au capitalisme allait devenir totalement inapte à le combattre. Tétanisé, neutralisé du fait que la politique de destruction sociale mise en oeuvre par les différents gouvernements nécessitait pour être combattue efficacement de caractériser la nature de la crise du capitalisme qui en était à l'origine, d'indiquer clairement quel était l'ennemi à abattre, autrement dit s'attaquer aux fondements du capitalisme, rompre résolument avec lui et ses représentants, ce à quoi aucun parti ni syndicat n'a pu se résoudre. La combinaison de ces deux facteurs allait faire de la finance les maîtres du monde.

Cela fait maintenant des décennies qu'aucun gouvernement n'a réalisé une réforme progressiste, malgré des milliers de manifestations, des millions de travailleurs dans la rue et de multiples élections qui n'ont servi strictement à rien, sauf à décourager les travailleurs de se mobiliser ou de s'organiser pour faire valoir leurs droits.

Pour eux, les maîtres du monde, le vieux système capitaliste pourrissant présente des avantages et des inconvénients. Ils comptent bien se servir de ses avantages pour renforcer leur pouvoir, et de ses inconvénients pour affaiblir davantage le mouvement ouvrier avec la complicité de ses dirigeants vendus. Ils tirent profits des deux bouts, jackpot pour les uns et sacrifices pour les autres, c'est leur conception de l'équité ou leur morale d'esclavagiste mise à nu.

La lutte des classes est d'autant plus inégale que les règles sont faussées par l'emprise de l'oligarchie financière sur l'ensemble de l'économie, parce que les travailleurs sont incapables de faire sauter ce carcan, en dehors de quelques cas isolés, chaque lutte est vouée à l'échec sans perspective politique...

Si le système capitaliste en crise constitue un horizon indépassable pour les travailleurs, ce n'est pas le cas pour les dirigeants de la classe dominante qui ont repoussé ses limites en élaborant une stratégie politique à laquelle ils se tiennent. Leur système économique est en faillit ou à dépasser ce stade depuis belle lurette, mais ils trouvent toujours des milliards et milliards de dollars pour financer leurs guerre.

On admet du bout des lèvres que le système économique est devenu mafieux sans en tirer le moindre enseignement politique, on n'ose pas pousser plus loin l'analyse car elle nous entraînerait dans des contrées inexploitées, on n'a pas à craindre de s'y perdre, c'est déjà fait, on risquerait au contraire de s'y retrouver, mais le veut-on vraiment car cela nous imposerait de revoir notre copie sur bien des questions, ce à quoi on ne tient pas vraiment sous peine de révéler nos erreurs.

Les contradictions du capitalisme ont atteint un tel niveau qu'elles sont devenues incontrôlables autrement que par l'emploi du déni, de la force, de la dictature. Ceux qui dirigent le monde conduisent l'humanité à sa perte, aussi la question du pouvoir est-elle posée. Plus de 7 milliards d'être humains qui estiment leurs besoins ou aspirations légitimes, se voient imposer leur destin par une poignée de priviliégiés qui détiennent le pouvoir et refusent de les satisfaire. La question est donc bien que ces 7 milliards d'être humains accèdent au pouvoir ou s'en emparent, chassent ces parasites qui décident à leurs places.

Est-on capable de poser cette question ? Rien n'est moins sûr apparemment. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

La propagande de Kiev tourne au délire.

- Le ministère ukrainien de la Défense a prétendu que, lors de la crise, en Ukraine, environ, 2.000 militaires russes, ont été tués, a-t-on appris de Farsnews. Ces derniers jours, les autorités ukrainiennes et les pays occidentaux ont accusé la Russie d'avoir envoyé des forces militaires, dans l'Est de l'Ukraine. Et ce, alors que le ministère russe de la Défense a rejeté, fortement, la présence de militaires russes, sur le sol ukrainien.

Les autorités de Kiev cherchent, en effet, à justifier une offensive anti-russe de l'OTAN, en faisant croire à une agression russe

contre l'Ukraine. french.irib.ir 05.09

Une bonne nouvelle motivée.

- A Wall Street, nouveau record pour le S&P 500 après le rapport sur l'emploi - AFP

Wall Street a clôturé en hausse vendredi et emmené le S&P 500 à un nouveau sommet, après un rapport sur l'emploi aux Etats-Unis décevant mais qui a relancé les spéculations sur la politique monétaire. AFP 05.09

A bas le bonapartisme !

- Livre Trierweiler: «*La fonction présidentielle doit être respectée* », estime François Hollande - 20minutes.fr

Pauvre d'esprit. Il creuse sa tombe avec ses dents.

- Hollande: « *Je suis au service des plus pauvres, c'est ma raison d'être* » Public Sénat

Menteur comme un arracheur de dents

- Politique: François Hollande est-il un menteur? - 20minutes.fr

Valérie Trierweiler décrit François Hollande, perpétuellement empêtré dans le mensonge. Et incapable d'assumer ses actes. Lorsque Valérie Trierweiler l'interroge sur Julie Gayet et lui demande de jurer sur la tête de son fils que la rumeur est fausse, «*Il jure sur la tête de mon fils et me demande de le laisser tranquille avec cette pseudo-histoire.*»

Idem selon Valérie Trierweiler concernant son soutien à Ségolène Royal, candidate PS contre Olivier Falorni dans la circonscription de La Rochelle, dont il lui affirme la veille qu'il ne fera rien pour la soutenir avant d'envoyer le lendemain un communiqué assurant la candidate de son soutien. Et de se défausser sur son secrétaire général, à l'époque Pierre-René Lemas.

Cette description d'un François Hollande, lâche et ambigü, c'est aussi celle que ferait en privé l'ancien ministre Arnaud Montebourg. Dans Montebourg, moi président (ed. l'Archipel) Valentin Spitz rapporte cette conversation avec l'ancien ministre de l'Economie, au cours du mois de janvier 2014. «*Oui, il a toujours envie de partir. Ayrault, Hollande? Il n'en peut plus. Mais cette fois, c'est pour le président qu'il a le moins d'indulgence." Hollande ment tout le temps, me dit-il. C'est pour ça qu'il est à 20 % dans les sondages. Il ment. Il ment tout le temps. Depuis le début".*» 20minutes.fr 05.09

Par nécessité ou par le bout des dents.

- François Hollande ira "*jusqu'au bout*" malgré les crises - Reuters

- Après Cécile Duflot, l'ex-ministre Delphine Batho sort un livre à charge contre le pouvoir - LeParisien.fr

Sur son site internet, Grasset, sa maison d'édition, promet un «*impitoyable état des lieux*», «*un diagnostic de la façon dont l'énarchie et la bureaucratie ont vite envahi tous les mécanismes du pouvoir*»...

Plus embarrassant encore pour l'exécutif, Delphine Batho «*raconte comment, au sommet de l'Etat, règne ouvertement la connivence avec les lobbies et les puissances financières que la gauche était supposée combattre*».

Son livre s'annonce comme une nouvelle charge. «*Delphine Batho décrit des décideurs dépassés par la crise, par leur époque, par le monde qui les entoure, incapables de comprendre en quoi l'écologie ouvre une nouvelle perspective historique*», prévient Grasset. Le livre sortira le 15 octobre prochain. LeParisien.fr 05.09

Réglements de compte.

- Parti radical : Rama Yade en appelle à la justice pour annuler l'élection - LeMonde.fr

- L'UMP, "*un parti figé*" en attendant Nicolas Sarkozy - Francetv info

Nouvelle journée d'action.

- La CGT appelle à une journée de mobilisation le 16 octobre - AFP

L'Empire à l'offensive

- Obama essaie de créer une coalition contre l'Etat islamique - Reuters

- Les Vingt-Huit s'accordent pour de nouvelles sanctions économiques contre la Russie - LeMonde.fr

- Somalie : Washington confirme avoir abattu le chef des shebab - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Les troupes US ne sont pas les bienvenues, en Irak - french.irib.ir Le Président irakien, Fouad Massoum, a affirmé que son pays n'avait pas besoin des troupes américaines, pour combattre les groupes terroristes, dont Daesh.

Dans une interview exclusive accordée à la chaîne de télévision CNN, le Président irakien, Fouad Massoum, a parlé des menaces que représentent les groupes terroristes et takfiris, comme Daesh, au Moyen-Orient, et, plus précisément, en Irak. Il a réitéré l'impératif d'une ferme coopération entre l'Irak et la communauté internationale, surtout, avec les pays voisins, pour combattre les terroristes. «*Bagdad ne veut, pourtant, pas des militaires américains, en Irak, pour combattre les terroristes*», a-t-il martelé. Le président irakien a, ensuite, expliqué les crimes que commettent les groupes terroristes, aux quatre coins de l'Irak, disant que le groupe terroriste de Daesh mettait en danger, non seulement, tous les groupes irakiens, mais en outre, la stabilité de la région, voire, de la planète.

Selon lui, la lutte contre Daesh nécessite le soutien de la communauté internationale. Dans ce droit fil, l'armée irakienne a rendu hommage, jeudi, dans un communiqué, à la coopération des forces volontaires avec les forces de l'ordre et les militaires de l'armée, dans la libération de différentes régions irakiennes des mains des terroristes de Daesh. Pour la première fois, depuis trois mois, la sécurité a été rétablie sur la route reliant Diyala à Kirkuk. Grâce à la coopération entre les forces volontaires et l'armée régulière, les groupes terroristes ont reculé, durant les 24 dernières heures, des zones stratégiques, dans les provinces de Diali et de Salaheddine, pour fuir vers le Nord de la province de Ninive. La chaîne de télévision Press TV, citant l'armée irakienne, a annoncé la mort d'Abou Hajar al-Souri, conseiller en chef d'Abou Bakr al-Bagdadi, chef de Daesh, dans une frappe aérienne de l'aviation irakienne. Des dizaines d'autres terroristes ont été, aussi, tués, dans cette opération. Dans le même temps, le commandant de la police de Diyala a fait état de la libération de toutes les régions de cette province des mains des terroristes.

Le ministre de la Défense, par intérim, Saadoun al-Dalimi, a critiqué les Sunnites, pour n'avoir pas opté pour une position cohérente, face au groupe terroriste de Daesh. Il a réclamé la coopération de toutes les ethnies et communautés, dans la lutte contre Daesh. Pour M. Al-Dalimi, l'éradication de Daesh est assujettie à la coopération de tous les groupes irakiens. «*Les groupes terroristes seront vaincus, dans les plus brefs délais, en cas d'une union ferme entre les Irakiens*», a-t-il ajouté. Sur le terrain, les sources sécuritaires irakiennes ont annoncé la mort d'un certain nombre de civils, dans une explosion terroriste ayant secoué, jeudi soir, le Nord de Bagdad. Selon les sources sécuritaires et médicales de Bagdad, au moins, 12 personnes, ont perdu la vie, dans l'explosion d'une voiture piégée, dans le quartier chiite de Kazemiya, au Nord de Bagdad. 30 autres ont été blessés. Il s'agit du quatrième attentat à avoir lieu, en deux semaines, dans un quartier chiite de la capitale irakienne.

Par ailleurs, les médias irakiens ont rapporté l'explosion d'une voiture piégée, dans le centre-ville de Kirkuk, au Nord de l'Irak. Aucun rapport n'a été divulgué, jusqu'à présent, sur le bilan des victimes. Selon les responsables irakiens, les terroristes ont recommencé à perpétrer des attentats aveugles contre les civils, après avoir subi des échecs cuisants face à l'armée. french.irib.ir 05.09

SOCIAL

1- France.

- Impôts - Suppression de la "*demi-part des veufs*" : une douche froide pour de nombreux retraités - lepoint.fr

Pour de nombreux retraités, la réception des avis d'imposition a fait l'effet d'une douche froide. En effet, la suppression de "*la demi-part des veuves*" a alourdi la facture de milliers de personnes âgées, même si d'autres mesures ont été prises pour adoucir la note.

C'est la majorité précédente qui avait voté en 2008 la fin progressive de cette demi-part, avec un avantage devant se réduire petit à petit, jusqu'à disparaître totalement cette année. N'est maintenu le bénéfice que pour les personnes ayant élevé seules leurs enfants pendant au moins cinq ans. À cette suppression s'ajoute une autre mesure de nature à augmenter les impôts de milliers de personnes âgées : la fiscalisation de la majoration de 10 % des pensions des retraités ayant eu au moins trois enfants, jusqu'ici non taxée, qui a été décidée dans le précédent budget.

"*Il y a forcément des gagnants et des perdants, impossible pour l'instant de savoir combien*", glisse Vincent Drezet, secrétaire général de Solidaires Finances Publiques, principal syndicat des impôts. "*Mais il est certain que pour certains retraités, les gestes fiscaux n'atténuent pas la fin de la demi-part et la fiscalisation de la majoration des pensions*", ajoute-t-il. Selon ses calculs, "*sur les 3,6 millions de contribuables concernés par la suppression de la demi-part des veuves, environ 2 millions vont devenir imposables ou voir leurs impôts augmenter*". Autre risque, selon lui : une hausse de la taxe d'habitation pour un certain nombre de personnes, le montant de cet impôt étant calculé en fonction du revenu fiscal de référence, qui tient compte du nombre de parts. lepoint.fr 05.09

2- Slovénie.

- La Slovénie bazarde le plus grand aéroport du pays - Liberation.fr

La Slovénie privatise son principal aéroport. Ljubljana a annoncé vendredi la vente de sa part de 75,5 % du capital de Joze-Pucnik à l'opérateur allemand Fraport au détriment de Vinci, également candidat. Il s'agit de la troisième privatisation sur quinze décidées l'an passé par le gouvernement de centre gauche, alors sous la menace d'un plan de sauvetage international en raison du niveau des déficits du pays, plombé par la recapitalisation de son secteur bancaire. Seules les entreprises Fotona, spécialisée dans la fabrication de laser, et Helios, entreprise de peinture, avaient jusque-là trouvé preneur.

D'autres bijoux restent à brader : la deuxième banque slovène, NKBM, la compagnie aérienne Adria Airways ou encore l'entreprise de télécommunications Telekom Slovenije, convoitée par plusieurs investisseurs étrangers. Le déficit public de la Slovénie a explosé pour atteindre 14,7 % du PIB en 2013, contre 3,8 % en 2012 selon l'Office national de la statistique.

Quant à la dette publique du pays, naguère élève modèle de la zone euro, elle est passée d'un peu plus de 20 % du PIB fin 2008, à 71,7 % du PIB en 2013. Liberation.fr 05.09

Haut de page

Le 7 septembre 2014

CAUSERIE

Peu d'infos, donc le site ne sera pas actualisé aujoud'hui. J'en ai profité pour archiver les articles d'août et classer les arcticles de presse de 2013 dans un fichier unique au format pdf (Adobe reader).

Un mot personnel.

Voilà que mon ex-épouse me harcèle au téléphone, donc je vais devoir changer de numéro.

Elle a réclamé à un Indien à qui j'avais prêté une somme d'argent importante de lui restituer cette somme ou de lui verser les intérêts qu'il me versait chaque mois, il a refusé en lui disant que cet argent ne pouvait pas lui appartenir puisqu'elle n'avait jamais travaillé de sa vie, alors elle l'a menacé de mort également.

Ce monsieur étant une relation d'enfance de son frère Kandavel, je pensais qu'il allait être du côté de mon ex-épouse, en fait pas du tout. Il m'a expliqué qu'il s'était trompté sur le compte de Kandavel qui était devenu aussi pourri que ses autres frères, et qu'il avait rompu les relations avec lui depuis huit mois, ce que j'ignorais. Kandavel, c'est le dernier frère de mon ex-épouse auquel j'ai prêté de l'argent il y a un an et demi et qui ne me l'a jamais rendu, j'ai fait une croix dessus évidemment.

Le problème avec une personne très arriérée, c'est qu'elle est capable du pire ou de faire n'importe quoi, y compris d'avoir des réactions complètement irrationnelles qui peuvent présenter un danger réel. Quelqu'un d'un tant soit peu développé voyant que

sa cause est perdue va se résigner et abandonner le combat, tandis qu'une personne arriérée ne comprenant pas ou ne voulant pas admettre que sa cause est perdue le continuera désespérément, tentant de vous pousser à la faute, à vous faire commettre l'erreur qui permettrait que la situation se retourne en sa faveur, c'est la raison pour laquelle elle ose toutes les provocations, les insultes, se montre agressif, etc. l'erreur fatale serait de rentrer dans ce jeu et de s'emporter ou de la frapper, car notre affaire tomberait sous le coup de la juridiction indienne, c'est la raison pour laquelle j'affecte un calme à toute épreuve, alors qu'en réalité cette situation m'énerve au plus haut point. En arriver là est lamentable, c'était prévisible, je n'y peux rien.

Mon propriétaire auprès duquel elle est allée se plaindre a essayé de la raisonner, en vain. Il lui a énoncé les avantages de sa situation, que finalement elle me devait tout ou presque, elle, elle ne pensait qu'à me faire virer d'Inde. Elle pensait qu'en cas de divorce mon visa serait annulé et que je serais forcé de rentrer en Inde. Il lui a répondu : "mais madame, le lendemain votre mari épousera la femme avec laquelle il vit désormais et il obtiendra immédiatement un nouveau visa ou plutôt son visa continuera de courir jusqu'en 2027", il m'a dit qu'elle était restée sans voix à l'énoncé de cet argument car elle n'y avait pas pensé, comme quoi elle a beaucoup de mal à penser.

Elle a confirmé au passage ce que j'avais déjà signalé, qu'elle n'avait qu'une idée en tête, que je rentre en France, se foutant pas mal de ma situation ou que je sois d'accord ou non. C'est le fond de cette histoire depuis qu'elle est installée en France, c'est elle qui doit décider où je dois vivre, et bien non, je suis libre de vivre où cela me plaît, et si nos voies divergent on se sépare ou on divorce, voilà tout.

Son statut en France lui est monté à la tête, elle croyait pouvoir tout se permettre avec moi et elle a agi de la même manière avec la Sécu et les services sociaux de la commune d'Aubagne qui l'ont brutalement remis en place, eux non plus ils n'en peuvent plus, elle les harcelait, partout où elle passe elle se fait traiter de folle. Halte à la tyrannie ! Je déconne, mais c'est bien cela.

Au départ tout le monde s'apitoie sur son sort, elle raconte ce qu'elle veut et les gens la croient aveuglément, tout le monde se plie en quatre pour l'aider dans la mesure du possible, c'est le but de la manoeuvre. Avec les droitsdelhommistes cela marche à fond ! A Aubagne tout le monde croit que son mari est un individu abominable qui l'a abandonnée, quoique cela dépendait, sauf avec les gens à qui je devais lui servir d'intermédiaire, là j'étais un époux modèle ! Je dois être un peu naïf, car je ne pensais pas que la bêtise pouvait être compatible avec un tel esprit calculateur, peut-être que je ne voulais pas le croire car je n'étais pas sans l'ignorer, je préfèrais ne pas en tenir compte, j'idéalisais la nature humaine en espérant en tirer le meilleur. J'aurais fait un mauvais dirigeant politique ! Bien que j'ai la foi dans la vérité qui finit par triompher un jour, et je crois bien que c'est la conviction qui est ancrée le plus profondément en moi, qui m'est le plus cher.

Maintenant il lui faut admettre que la séparation ou le divorce était possible, ce qu'elle se refuse, cela risque de prendre du temps, alors que sa situation est relativement confortable, pour ne pas dire enviable. Elle est libre, elle n'a plus de compte à rendre à personne, elle n'a plus à jouer les hypocrites envers quelqu'un qu'elle n'aimait pas, elle n'a jamais aimé quelqu'un d'autre qu'elle-même, elle a de quoi vivre en France jusqu'à la fin de ses jours et si elle le souhaite chaque année avec un budget très confortable elle pourra passer de bonnes vacances en Inde, bref, elle devrait être comblée et se satisfaire de cette situation.

Franchement j'en connais beaucoup qui voudraient bien être à sa place, sans travailler vivre la moitié de l'année en France et le reste du temps en Inde ou ailleurs, voyager, il faut dire aussi qu'elle a de petits besoins, peu de charges et dépense peu.

Il ne m'a pas été facile de faire face à cette situation en étant totalement isolé, sans en parler avec personne, il m'a fallu plusieurs jours pour en démêler tous les aspects et en comprendre les conséquences (négatives) possibles, pour prendre les dispositions qui s'imposaient pour protéger mes intérêts.

En attendant on ne vit plus normalement. Et puis je dois encore aller à l'hôpital pour mon pied car cela ne s'arrange pas vraiment...

Haut de page

Le 8 septembre 2014

CAUSERIE

23 nouveaux articles ont été ajoutés.

11 septembre 1973 - 11 septembre 2001 : Les mêmes commanditaires à la manoeuvre.

A quelques jours de l'anniversaire du coup d'état du 11 septembre 1973 qui avait renversé le gouvernement chilien de Salvador Allende, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 7 septembre à Santiago, elles réclament notamment la fin de l'impunité pour les responsables de la répression orchestrée durant la dictature militaire d'Augusto Pinochet (1973-

1990). lemonde.fr 07.09

La question du pouvoir est posée.

Le 6 septembre nous écrivions que la stratégie politique des dirigeants de la classe dominante dictée par le stade suprême de la crise du capitalisme concentrait une seule question ou avait pour objectif de répondre à une seule question, celle du pouvoir.

Pouvoir que les représentants officiels de l'ordre établi ont de plus en plus de mal à assumer, que leurs supplétifs sociaux-libéraux peinent à garantir, car le régime et les institutions craquent de partout, tous les partis qui les incarnent traversent une crise qui les conduit au bord de l'explosion ou de la paralysie, conséquences de la crise sociale que leur politique n'a fait qu'alimenter ou aggraver au cours des dernières décennies au point de frapper toutes les couches des masses exploitées. Leurs tensions internes mettent en lumière leurs contradictions et leur imposture qui éclatent au grand jour, les masques tombent les uns après les autres laissant place à des visages aussi hideux que le capitalisme qu'ils servent docilement. Ils inspirent le plus profond dégoût aux travailleurs auxquels ils mentent en permanence, et quelles que soient les bonnes intentions qu'ils affichent ou les discours qu'ils peuvent tenir plus personne n'est disposé à leur faire confiance, à les croire sur parole. Rejetés, conspués, détestés par la majorité des travailleurs qui s'en détournent, il ne leur reste plus comme planche de salut pour imposer leur politique ultra réactionnaire et affronter le mouvement ouvrier, sauver leur régime, que l'extrême droite ou le fascisme qu'ils s'emploient à promouvoir ou auquel ils laissent le champ libre avec le soutien de la classe dominante qui est leur donneur d'ordres commun.

La crise du capitalisme qui allait succéder à celle qui avait produit la Seconde Guerre mondiale quelques décennies plus tard, allait entraîner l'effondrement des partis traditionnels du mouvement ouvrier, la social-démocratie dégénérée étant appelée à monter au créneau et à gouverner pour le compte des capitalistes révélant au passage pour ceux qui l'ignoraient encore sa véritable nature de parti capitaliste ou de droite, tandis que le stalinisme allait être amené à emprunter la même voie révélant également sa véritable nature qui n'avait rien à voir avec le communisme ou le bolchevisme.

Au fil du développement de la crise du capitalisme qui a surgit vers la fin des années 60 jusqu'à nos jours, le prolétariat et le mouvement ouvrier allaient se retrouver privés de toute représentation politique incarnant leurs intérêts, le capitalisme allait demeurer seul maître à bord pour impulser l'orientation de la société à laquelle adhèreraient la social-démocratie dégénérée devenue social-libéral, tandis que le parti stalinien allait achever sa mutation en reprenant à son compte le réformiste bourgeois qu'incarnait précédemment le PS une fois épuisé son rôle historique au coté du capitalisme, tout en maintenant l'illusion qu'il aurait encore un rôle à jouer dans l'avenir à défaut de combattre pour renverser le régime en place après avoir abandonné la perspective du socialisme.

C'est la classe dominante qui a remis en selle la social-démocratie dégénérée pour contrebalancer le pouvoir du PC au sein du mouvement ouvrier au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et c'est elle aussi qui va précipiter sa chute finale à partir de 1981 tout comme elle l'avait fait lors du Front populaire en 1936 ; en 1936 cela s'était soldé par une guerre mondiale, cette fois cela se traduit par son adhésion totale au néolibéralisme qui incarne une forme de guerre mondiale ou totale engagée par la couche supérieure de la classe dominante, l'oligarchie financière, contre le prolétariat mondial.

La Seconde Guerre mondiale et la période de reconstruction qui a suivi n'ont constitué qu'une solution temporaire ou un répit de quelques décennies au capitalisme sans résoudre pour autant ses contradictions qui allaient surgir à nouveau à un niveau encore plus élevé ou précipiter à nouveau son effondrement. Et si la crise du capitalisme qui a surgi vers la fin des années 60 ou le début des années 70 ne s'est pas soldée par une nouvelle guerre mondiale, c'est parce qu'entre temps le mouvement ouvrier avait été complètement gangrené et incapable de se doter d'une nouvelle direction, aussi les capitalistes estimèrent à juste titre que n'ayant rien à craindre de ce côté-là il leur serait possible de s'attaquer au prolétariat et ses acquis ou droits petit à petit ou par étapes sans avoir à recourir à ce moyen extrême qui n'était pas sans présenter un risque pour leur régime, que finalement c'était juste une question de temps pour parvenir à leurs objectifs politiques.

Les faits leur ont donné raison, et pendant qu'ils étaient en train de mettre en place tranquillement leur stratégie politique qui devait passer par d'importantes mesures économiques permettant à l'impérialisme anglo-saxon et à l'oligarchie financière de renforcer leur hégémonie sur le monde à partir de 1944, les dirigeants du mouvement étaient obnubilés par l'hypothèse qu'une troisième guerre mondiale pouvait survenir à tout moment, après que les représentants de la classe dominante leur eurent fourni matière pour alimenter cette théorie qui allait s'avérer foireuse. Pendant que le mouvement ouvrier était occupé par cette crainte il se détournait du socialisme que ne pouvait incarner ni Staline, ni Mao, ni Castro, bien joué.

Du mot d'ordre gouvernement PC-PS-CGT d'après-guerre à celui de gouvernement PS-PCF de 1981 jusqu'à l'appel à voter Hollande ou à "chasser Sarkozy", à aucun moment le mouvement ouvrier (et son avant-garde) ne s'est situé sur un terrain de classe indépendant du capitalisme ou de la bourgeoisie, à vouloir se situer sur le terrain des illusions des masses pour les combattre, l'avant-garde n'a fait que les entretenir pour finir par les épouser. Je sais ce qu'on va nous répondre, à savoir qu'il n'était pas possible durant toute cette longue période, près de 70 ans, de poser directement la question du gouvernement ouvrier et qu'il fallait en passer par des mots d'ordre transitoires correspondant au niveau de conscience politique des travailleurs, etc. sauf que ce n'est pas exactement la question que j'ai posée où la manière dont j'aborde les facteurs qui composent la situation ou celle des décennies prédédentes, ce que je dis, c'est que la question du pouvoir peut se poser autrement en l'absence de toute perspective de prise de pouvoir par les travailleurs, lorsque manifestement les conditions ne sont pas réunies pour vaincre

notre ennemi et ne sont pas près de l'être, la question du pouvoir ne se réduit pas à une formule gouvernementale qui repose sur du vent ou sans lendemain, je la ramène à l'existence du parti révolutionnaire, à sa place et son rôle déterminant dans le processus révolutionnaire, y compris lorsque la situation n'est pas révolutionnaire.

Il y a d'une part la situation, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, et d'autre part il y a l'objectif politique pour lequel nous combattons, perspective qui nécessitera pour se réaliser de réunir un certain nombre de conditions, dont l'existence du parti. Reste à savoir si on doit se donner les moyens pour avancer vers notre objectif quelle que soit la situation ou si en fonction de la situation on doit se donner un autre objectif, autrement dit notre tactique doit-elle être subordonnée à notre stratégie ou est-ce que c'est notre tactique qui doit déterminer notre stratégie.

Or le parti, la construction du parti incarne notre objectif, c'est le seul facteur qui est en tous points conforme à notre objectif, il incarne le processus historique inconscient du développement de l'humanité jusqu'à nos jours, ainsi que les tâches que la classe qui doit s'emparer du pouvoir doit accomplir pour s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. En réalisant la fusion de la théorie et de la pratique le parti incarne le socialisme, il est le seul lien politique entre le vieux monde et la société que nous devons bâtir sur des bases nouvelles, et dès lors qu'il n'existe pas qui ou quoi d'autre pourrait incarner le socialisme, la seule alternative au capitalisme, rien ni personne.

Le parti sans le socialisme n'existe pas. Sans ses militants il n'existe pas non plus évidemment, d'où la nécessité d'intervenir dans la lutte des classes et de se tourner résolument vers toutes les couches de travailleurs pour le construire. Le parti n'a jamais été mis au centre de notre combat politique ou maladroitement. Pendant des décennies on s'est gargarisé de conquêtes sociales qui étaient à double tranchant, on a voulu en voir que le bon côté et de nos jours le mauvais côté nous explose à la figure, c'était une fin en soi, on a épuisé notre énergie à recruter des militants que l'on n'a pas été capables de former et de garder, alors qu'à cette étape c'était le seul objectif dont on aurait dû être comptable, en attendant des jours meilleurs ou que la crise du capitalisme atteigne son paroxysme, ce qui ne manquerait pas de se produire mais dont finalement on doutait les années passant. Engrainer les campagnes ou les batailles n'allaient nous mener à rien. Elever le niveau de conscience des militants au point qu'ils comprennent la place déterminante du parti aurait dû être notre priorité, de façon à ce que le parti et leur niveau de conscience politique fusionne ou ne fasse plus qu'un, de la même manière que le parti et le socialisme sont indissociables. On a failli sur ce plan-là, nos dirigeants n'ont pas été à la hauteur de cette tâche.

Le socialisme peut donner un sens à notre vie, c'est autre chose que des chimères ou les plaisirs éphémères auxquels on s'adonne pour avoir seulement l'impression d'exister ou pour compenser notre existence somme toute médiocre. Je me souviens, quand j'étais jeune, avoir éprouvé un engouement extraordinaire pour des philosophes que j'ai découverts bien tard, j'avais 19 ans. En lisant leurs ouvrages j'avais l'impression que l'horizon ou mon avenir qui se présentait sous un angle particulièrement sombre se dégageait soudain, c'était merveilleux, j'étais rempli d'espoir, je réalisais qu'il était possible d'interpréter le monde qui m'entourait d'une manière différente ou qu'il n'était pas vraiment ce qu'on m'en avait dit jusque là. C'était une découverte formidable qui allait m'encourager à explorer toujours plus ce nouveau monde qui en réalité était celui que j'avais quotidiennement sous les yeux sans le comprendre. Jusqu'au jour, deux ans plus tard, où parvenu à Hegel j'allais passer à Marx et Engels. En lisant Hegel j'eu l'impression d'avoir atteint la phase ultime, la quintescence d'un processus (l'idéalisme) que j'étais incapable de décrire, d'avoir atteint une limite sans pour autant être satisfait, j'avais conscience d'être en présence de quelque chose de grandiose, mais qui me semblait comme suspendu en l'air, Marx dira (en substance) la tête à l'envers ou qu'il suffisait de remettre à l'endroit ce que décrivait Hegel pour avoir une idée correcte du déroulement de l'histoire.

Je cherchais des réponses pratiques à mes questions, je cherchais à comprendre dans quel monde je vivais sans l'idéaliser après avoir pris conscience de ma profonde ignorance, et je ne pouvais pas me satisfaire à l'idée qu'il put être parfait d'une manière ou d'une autre, inconsciemment tout le travail que j'avais effectué en étudiant ces philosophes m'avait amené à la conclusion que les réponses à mes questions ne pouvaient pas être contenues dans des idées ou une simple disposition d'esprit, et que c'était dans les rapports (matériels) qu'entretenaient un certain nombre de facteurs qu'elles devaient figurer. Bingo ! Le matérialisme dialectique a bouleversé ma vie, jamais plus je ne devais interpréter le monde comme avant, petit à petit, car il faut du temps et beaucoup d'efforts pour prétendre l'appliquer à tous les domaines de l'existence, et encore à une échelle réduite, restons modeste.

Le matérialisme dialectique a cela d'extraordinaire, c'est qu'il vous oblige à observer ce qui se passe autour de vous, à tout observer ou écouter avant de penser ou parler, et qui dit observer dit essayer de comprendre, donc forcément dès lors qu'on s'astreint à cet exercice quotidiennement on progresse. Cela procure une satisfaction personnelle sans équivalent, intense, durable.

On en arrive à un niveau de conscience qui selon les moments ou notre condition physique consiste à être comme déconnecté de ce que l'on vit sans perdre le contact avec le présent, un peu comme si on possédait un don d'ubiquité ou qu'on se dédoublait pour être à la fois acteur et spectateur, et une fois détaché de soi-même notre attention se porte exclusivement sur le comportement de notre interlocuteur. Autrement, quand on se penche sur un sujet le même détachement se produit envers tout ce qu'on aurait pu en penser a priori en faisant référence à notre expérience qui s'efface totalement, on est ainsi totalement disponible ou réceptif aux faits qui nous sont soumis pour y réfléchir librement, on a acquis ce niveau d'indépendance ou de liberté qui nous permet de pousser notre analyse le plus loin possible. On fait l'expérience de la dialectique, on la vit littéralement et c'est un vrai bonheur. Comme tout état de conscience il n'est pas permanent, il peut tendre à le devenir de plus en plus, mais généralement il intervient de façon irrégulière, tout dépend de notre point de départ, de notre motivation notamment.

Cette démarche n'est en concurrence ou compétition avec aucune autre, on ne cherche pas à avoir raison à tout prix ou à détenir la vérité, mais simplement à comprendre. Pour la plupart des gens cet objectif est superflu, inutile, parce qu'ils n'en conçoivent pas la signification et la portée, ils vivent dans l'instant présent sans se poser d'autres questions, c'est le meilleur moyen de demeurer ignorant toute sa vie, de se pourrir la vie souvent ainsi que celle des autres parfois et c'est dommage.

Nul fétichisme dans le parti chez nous, si on doit aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience et à s'organiser autant que ce soit dans le cadre le plus favorable possible et dans une perspective politique qui se situe au delà du capitalisme, et si on estime que l'homme est capable du pire comme du meilleur, pourquoi ne pas lui fournir l'occasion de développer le meilleur, d'en tirer satisfaction et de s'en tenir là. On ne demandera à personne de sacrifier sa personnalité, au contraire il serait souhaitable qu'elle s'affirme pleinement, nous ne sommes pas contre l'individualisme ou le narcissisme du moment qu'ils sont orientés dans la bonne direction, l'expérience de chacun s'enrichit de celle des autres, donc nul dirigisme chez nous.

Le parti ne doit pas être une machine à laver les cerveaux ou destiné à les formater selon un stéréotype, à partir d'un idéal que nous partageons sincèrement, il doit aider chaque militant à s'en rapprocher le plus possible, ensuite chacun y parvient selon sa propre expérience ou son propre cheminement. Donc nul dogmatisme ou sectarisme chez nous, à partir de n'importe quel angle ou expérience on doit être en mesure de progression et de participer à cette grande oeuvre collective et humaniste que l'on sait par dessus tout légitime.

Le combat pour l'émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme d'oppression, pour que chacun accède au bien-être autrement qu'au détriment des autres, que chacun puisse s'épanouir sans empiéter sur la liberté des autres, pour que la paix universelle entre les peuples ne soit plus une utopie, ces objectifs ou cet idéal n'a pas besoin de justificatif, leur justesse devrait suffire pour que des millions de travailleurs y adhérent ou les partagent, nous rejoignent, c'est seulement ainsi pour qu'on pourra conquérir le règne de la liberté.

Sans revenir sur la lutte des classes depuis 1945, si le parti avait occupé la place qui devait lui revenir dans notre combat, peut-être qu'on n'en serait pas à l'évoquer au conditionnel ou accessoirement à la fin d'articles comme poser là sans que l'on sache vraiment pourquoi. On n'est pas en mesure de peser ou d'inverser le cours des choses, on n'est pas en mesure d'imposer une défaite aux capitalistes ou au gouvernement, on n'est pas en mesure de les faire reculer ou de les affronter, on n'est même pas en mesure de défendre victorieusement une revendication politique ou collective, comment ne pas voir que notre combat confine à l'impuissance, que seule la construction du parti peut matérialiser la résistance des travailleurs dans la perspective de l'affrontement direct entre les classes, les rassembler, concrétiser l'espoir qu'une société meilleure et plus juste est possible, qu'il existe bien une alternative au capitalisme, le socialisme.

Combattre nos ennemis, démonter leur argumentation est nécessaire, et mener notre combat politique sur notre propre terrain l'est tout autant , indépendamment de ce que les uns et les autres peuvent en penser ou l'idée selon laquelle le parti serait un concept dépassé, tout comme le socialisme, en fait tout ce qui s'oppose à l'ordre établi devant lequel nous devrions nous soumettre ou avec lequel nous devrions composer, nous avons l'audace ou la prétention de continuer le combat pour changer la société et le monde à l'heure où la pire barbarie menace l'humanité entière.

On poursuivra demain si j'en trouve le temps, comment s'articule la question du parti et la question du pouvoir, du gouvernement ouvrier.

J'ai écrit cet article en partie motivé par la dernière sortie de Juilen Dray (PS) et d'Emmanuelle Cosse (EELV).

- Dray (PS) et Cosse (EELV) jugent le "*système*" politique "*à bout de souffle*" - AFP

M. Dray au "*Grand rendez-vous*" iTélé-Europe 1-Le Monde a estimé "*D'abord et avant tout, on a un système qui est à bout de souffle*".

"*Je suis pour une VIe République qui donne sa place au parlement, c'est cette question des institutions qui doit être posée*", a fait valoir M. Dray.

Même constat pour Mme Cosse, secrétaire générale d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV): "*Je crois que la Ve République est en train de montrer qu'elle est finie (...) elle n'est plus adaptée ni au temps politique ni à la question du dialogue*", a-t-elle expliqué au Forum de Radio J. Pour elle, "*aujourd'hui, il faut qu'on change de régime et renforce le parlementarisme*". AFP 07.09

Passons sur le fait que l'un et l'autre en ont profité pour voler au secours de Hollande, Dray allant jusqu'à affirmer : "*Attaquer François Hollande sur des convictions d'homme de gauche n'a aucun intérêt car ce n'est pas vrai*", alors que chacun sait que la gauche est une gigantesque imposture. Il est vrai qu'ils ont une telle conception de la gauche avec Valls, Macron, DSK, Lamy, Attali, etc. que même les banquiers peuvent s'en revendiquer, sans que Mélenchon ou Laurent n'y voient un problème.

A leur manière ils ont posé la question du pouvoir car elle est au centre de la crise du régime, elle concentre à elle-seule toutes toutes ses contradictions, qui nous pourront être résolues qu'en le renversant par une révolution prolétarienne ou l'avènement

d'une dictature associant l'extrême droite au pouvoir.

Je ne relaierai pas la sortie de Besancenot qui a appelé dimanche à une "*motion de censure dans la rue*" se livrant à une leçon de chose d'une médiocrité accablante qui fait honte à l'extrême gauche, jugez plutôt : "*Non, la situation n'est pas pré-révolutionnaire, mais pour l'instant, il y a des choses intermédiaires et les choses intermédiaires, c'est un mouvement de sédition, de révolte contre le gouvernement qui passe par des choses concrètes*", à croire qu'il n'avait pas grand chose à dire ! Pathétique.

En complément, la crise du régime s'exprime aussi de cette manière.

- Mélenchon exhorte les députés à cessez d'être des "*béni-oui-oui*" - L'Express.fr

- Pour Mélenchon, Hollande est un "*menteur et un fourbe*" - Francetv info

- « *Elle est où l'alternative ?* » demande Valls à Aubry - LeMonde.fr

Et encore, en désespoir de cause...

- Pour NKM, Sarkozy est «*capable de faire synthèse*» - LeFigaro.fr

- Estrosi appelle Sarkozy à « *reprendre la direction* » de l'UMP - LeMonde.fr

- À Nice, Estrosi et Raffarin font applaudir Sarkozy - LeFigaro.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Le gouvernement fait dans le poujadisme ou rameute les classes moyennes.

- Tabac: le gouvernement tente d'endiguer les achats transfrontaliers - AFP

- Valls a su trouver les mots pour rassurer les agriculteurs - AFP

Policier assassin. Aux Etats-Unis ? Non, à Paris.

- Paris: Un homme décède après une décharge de taser - 20minutes.fr

Manoeuvre électorale pour un coup de grâce.

- Portugal: le gouvernement lâche du lest sur l'austérité - AFP

Promesse de hausse du salaire minimum, coupes moins sévères dans les revenus des fonctionnaires et abandon de la réforme des retraites: le gouvernement de centre droit du Portugal desserre l'étau de l'austérité, à un an des élections législatives. AFP 08.09

Une ONG relais de l'OTAN.

- Amnesty International dénonce les crimes de guerre en Ukraine et l'ingérence de la Russie - LeMonde.fr

- Ukraine: Crimes de guerre et ingérence russe dans l'Est - 20minutes.fr

Des chercheurs d'Amnesty ont recueilli des informations sur des enlèvements, des cas de torture et des homicides par des séparatistes, ainsi que des tabassages. 20minutes.fr 06.09

Intox, propagande, conditionnement et désinformation.

- Les pays de l'Otan démentent la fourniture d'armes à l'Ukraine - Reuters

- Ukraine: Irina, pro-Kiev, torturée par les rebelles et tabassée par les habitants - AFP

- Les pays arabes sont d'accord pour «*affronter*» les djihadistes de l'Etat islamique - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment les néolibéraux s'y prennent pour s'emparer du pouvoir au Brésil.

- Le Brésil plongé dans un scandale de corruption en pleine campagne électorale - AFP

Un ex-haut dirigeant de la compagnie pétrolière d'Etat Petrobras a déclenché une tempête au Brésil en accusant, en pleine campagne électorale, une cinquantaine d'élus de la coalition au pouvoir d'avoir bénéficié d'un système de versements de pots de vins.

Détenu et inculpé dans le cadre d'une vaste dossier de blanchiment d'argent pour lequel il encourt 30 ans de prison, Paulo Roberto Costa, directeur du raffinage de Petrobras de 2004 a 2012, a livré à la police des dizaines d'heures de confessions explosives, afin de bénéficier d'une future réduction de peine.

Il a fourni aux enquêteurs une liste de noms de députés, sénateurs et gouverneurs auxquels Petrobras aurait versé des pots de vins, à l'occasion de l'attribution de marchés surfacturés à des prestataires de services.

Députés, sénateurs, gouverneurs: "*Tous les jours des politiciens venaient frapper à ma porte*", a-t-il confié aux enquêteurs selon les médias brésiliens.

Ces grands quotidiens brésiliens divergeaient sur le nombre de personnalités politiques dénoncées et assuraient que leurs noms étaient tenus secrets par les enquêteurs.

Mais l'hebdomadaire d'opposition Veja paru dimanche assure que l'ancien dirigeant de Petrobras a mis en cause des personnalités de tout premier rang.

Il cite le président du Sénat, Renan Carneiros, et le président de la chambre des députés, Henrique Alves, tous deux membre du Parti du Mouvement démocrate brésilien (PMDB, centre-droit), le principal allié parlementaire du Parti de travailleurs (PT, gauche au pouvoir), qui ont démenti.

Egalement cité parmi les bénéficiaires présumés de largesses illicites de Petrobras, le ministre de l'Energie, Edson Lobao, a démenti, assurant n'avoir eu que des "relations institutionnelles" avec l'ancien responsable de la compagnie.

Ce dernier a aussi cité selon Veja trois gouverneurs ou ancien gouverneurs, dont Eduardo Campos, le candidat à la présidence du Parti socialiste brésilien (PSB) qui est décédé en août dans un accident d'avion et a été remplacé par l'écologiste Marina Silva.

Ces révélations ont fait l'effet d'une bombe dans les états-majors politiques brésiliens, plongés en pleine campagne pour les élections générales du 5 octobre: présidentielle, législative, gouverneurs des Etat de l'Union et sénatoriales partielles.

Elles tombent au plus mal pour la présidente de gauche Dilma Rousseff, à la lutte pour combler son retard contre Marina Silva, donnée favorite du probable second tour de la présidentielle le 26 octobre avec sept point d'avance selon le dernier sondage.

Ces révélations rappellent le scandale d'achat de vote de députés par le PT au pouvoir sous le premier mandat du président Lula, connu comme Mensalao, qui a énormément nuit dans l'opinion à l'image du parti présidentiel.

Mme Rousseff a réagi avec prudence à ce tourbillon médiatique. Elle a dit attendre d'en savoir plus sur l'enquête avant de se prononcer et de prendre d'éventuelles mesures.

Même appel à la prudence de Marina Silva, après la mise en cause de son défunt allié Eduardo Campos. "*Le fait que Petrobras a investi dans l'Etat de Campos (quand il était gouverneur du Pernambouc, nord, NDLR) ne confère le droit à personne d'inscrire son nom sur une liste de personnes qui auraient commis des irrégularités*", a-t-elle déclaré.

Le candidat social-démocrate d'opposition à la présidence, Aecio Neves, troisième dans les sondages, a exigé des sanctions contre les coupables. Mais il a aussi appelé à faire "*très attention*" et à ne pas se lancer dans des affirmations tant que les détails de l'enquête ne seront pas connus.

M. Costa a expliqué aux policiers que les élus impliqués percevaient des commissions de 3% sur la valeur de contrats signés par Petrobras avec des prestataires, tout au long des années où il était en fonctions, soit pendant les deux mandats de l'ex-présidente Luiz Inacio da Silva et les deux premières années du mandat de son héritière politique Dilma Rousseff.

Les entreprises extérieures désirant conclure des marchés avec Petrobras, pour la construction de raffineries notamment, s'engageaient à rétrocéder une partie des sommes payées par le géant pétrolier à une organisation de blanchiment d'argent qui les répartissaient ensuite entre des élus de partis de la "*base d'appui du gouvernement*".

Costa est inculpé dans le cadre de l'affaire "*Lava Jato*" ("*Lavage express*"), qui a permis démanteler un réseau de blanchiment qui aurait lessivé jusqu'à 4,5 milliards de dollars.

Les ramifications de l'enquête ont conduit à Petrobras, déjà au centre depuis plusieurs mois de suspicions de malversations qui font l'objet d'une enquête parlementaire. AFP 07.09

- Brésil : Marina Silva ne laisse aucun doute sur son projet (Pagina 12) - legrandsoir.info 06.09

(Marina Silva est ex-membre du Parti des travailleurs (PT) et a été sénatrice avant de devenir ministre de l'Environnement du gouvernement Lula de 2003 à 2008. Candidate à l'élection présidentielle de 2010 pour le Parti vert du Brésil, elle arrive troisième avec près de 20% des voix. Après avoir échoué à créer son propre parti, elle rejoint en 2013 le Parti socialiste brésilien (PSB) et aurait occupé le poste de vice-présidente en cas de victoire du candidat Eduardo Campos pour l'élection présidentielle de 2014. Après la mort de ce dernier dans un accident d'avion le 13 août 2014, elle est désignée candidate du PSB.)

Il y a quelques semaines, Marina Silva a lancé sa candidature à la présidence du Brésil. Dans son programme, trois points se distinguent par leur importance : l'indépendance de la Banque centrale, une importance moindre donnée au Pré-sal et au Mercosur, ce dernier étant remplacé par des accords bilatéraux. Ces trois points ne sauraient être plus plus significatifs, car ils entrent directement en conflit avec les orientations des gouvernements de Lula et de Dilma. Les trois, ensemble, pointent sur un projet d'orientation nettement néolibérale.

L'autonomie de la Banque centrale est l'une des thèses les plus préconisées par les recettes néolibérales. Elle provoque l'affaiblissement de l'État et le renforcement du centralisme du marché, alors que cette indépendance de la politique monétaire est normalement l'oeuvre du gouvernement, qu'il applique à un modèle de développement économique inextricablement lié à la répartition du revenu. Retirer au gouvernement son contrôle de la politique monétaire et la laisser soumise à l'influence directe des acteurs du marché – en particulier du système bancaire privé – revient à déplacer la capacité de ce modèle à soumettre l'équilibre budgétaire à des politiques distributives, en se soumettant, au contraire, à la centralité de l'ajustement fiscal, recherché par le néolibéralisme.

Diminuer l'exploration du Pré-sal revient à jeter par-dessus bord la capacité du Brésil à s'affranchir en termes de politique énergétique, de disposer d'une grande quantité de ressources provenant de l'exportation, ainsi que de consacrer 7,5 % de ces ressources à l'éducation et 2,5% à la santé, conformément à une décision déjà adoptée par le Congrès.

Ce serait aussi une politique suicidaire en termes de développement technologique du Brésil, et diminuerait l'impulsion économique obtenue par les immenses demandes exigées par l'exploration du Pré-sal.

Ces positions se complètent – et gagnent leur plein sens – lorsqu'on examine ce que peut vouloir dire diminuer l'importance du Mercosur et développer des accords bilatéraux. Le MERCOSUR a signifié jusqu'ici la politique de priorité des accords régionaux face au Traité de libre-échange avec les États-Unis, prêché par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et bloqué par la victoire de Lula en 2002.

Minimiser l'importance du Mercosur, en réalité, signifierait nier l'importance de toute la gamme des instances d'intégration développées et créées ces dernières années : la Banque du Sud, le Conseil sud-américain de la défense, l'Unasur, la Celac, ainsi que les Brics et leurs accords nouvellement établis, qui comprennent la Banque de développement et le Fonds de réserves de soutien aux pays ayant des problèmes de devises.

Le programme ne dit pas clairement de quel type d'accord bilatéral il s'agit, mais il est à craindre que ce soit, surtout, des accords avec les États-Unis et les pays centraux du capitalisme. Il sera alors impossible au Brésil de continuer dans le Mercosur, et aboutira, peut-être, à une rupture totale du pays avec tous ces organismes et une réinsertion radicale et subordonnée à la sphère des États-Unis, avec toutes les conséquences régionales et mondiales que cela suppose.

Il ne fait aucun doute que la forme de l'affrontement électoral a changé, avec la polarisation autour de Marina Silva et de Dilma Rousseff, mais le contenu reste le même : continuité du gouvernement postnéoliberal du PT ou retour à un projet

néolibéral, maintenant déguisé de quelques – assez peu – oripaux et déclarations écolos (Marina a déjà déclaré qu'elle n'a jamais été contre les cultures transgéniques) ou un prétendu renouvellement de la politique, au-dessus des partis et de la polarisation gauche-droite, tout en regroupant à droite toute derrière elle.

C'est un vrai cadeau pour la droite brésilienne et pour les États-Unis, qui étaient près de voir leurs candidats et ses thèses éliminées une fois de plus. Le monopole privé des moyens de communication – le véritable parti de la droite – sans doute obtiendrait une grande victoire, dans le cas où sa nouvelle candidate parviendrait à vaincre le gouvernement du PT – objectif unique, par n'importe quel moyen, de la droite brésilienne et de Washington. C'est ce qui est en jeu maintenant au Brésil.

Marine indique clairement la nature de son projet par ses positions, mais également en regroupant dans la coordination de sa campagne électorale des noms connus du néolibéralisme : Andre Lara Resenda, ancien ministre des gouvernements Collor de Melo et Cardoso ; Giannetti da Fonseca, notoire idéologue néolibéral, et Neca Setubal, héritière de la Banque Itaú, l'une des plus grandes banques privées brésiliennes. Avec ces positions et cette équipe, l'ex-leader écologiste Marina Silva se convertit pleinement au néolibéralisme. legrandsoir.info 06.09

Haut de page

Le 9 septembre 2014

CAUSERIE

Qu'est-ce que le girotondini en Italie?

- Nom des participants aux mouvements de « *girotondo* » (ronde ou farandole), formés en 2002 dans les plus grandes villes italiennes, au nom de la défense des principes de démocratie et légalité. Le terme vient du fait que le mouvement commença à manifester en faisant des rondes autour des sièges d'institutions et services publics jugés à risques et donc à défendre.

Ils sont généralement considérés comme des mouvements « *de gauche* » par leur forte opposition à la politique du gouvernement de l'époque, présidé par Silvio Berlusconi. Maintenant que le gouvernement est présidé par Matteo Renzi, du Parti "*démocratique*", ils ont disparu. (« *L'Italie est en guerre : et la dépense militaire augmente* », par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 08.09)

Tiens donc, alors que Renzi poursuit la politique de Berlusconi les mouvements de « *girotondo* » ont disparu, il faut donc en conclure que ces mouvements n'étaient pas plus de gauche que vous et moi serions de droite.

Renzi ou Hollande de gauche, grotesque, qui y croit à part ceux qui y ont intérêt ou des crétins, ceux qui sont inféodés au régime en place ou le représentent, pas la majorité des travailleurs en Italie comme en France.

La gauche est une escroquerie politique.

Que l'espoir renaisse et notre ennemi sera vaincu.

Le malheur des uns fait le bonheur des autres, partant de là le riche méprise le pauvre et il n'y a absolument aucune raison pour que ses représentants soient animés de meilleures intentions envers les pauvres, tout discours qui tendrait à prouver le contraire n'est qu'imposture partant de là.

Ce qui est extraordinaire, c'est que la plupart des gens l'ignorent ou le contestent, comme quoi leur ignorance est plus profonde encore que celle qu'on leur prête. Ne parlons pas de leur inconsistance puisque ce constat en fait des êtres irresponsables, incapables de prendre la mesure des conséquences de leurs actes ou pensées ou d'en tirer des leçons pour en êtreconscients, du reste aussi.

Le capitaliste est un voleur, il s'enrichit par le vol, il augmente son pouvoir par le vol, son statut peu enviable ou acquis malhonnêtement lui permet de dicter le sort du reste de la population sans que personne ne trouve à y redire, comme quoi la population est faible et fort ignorante.

C'est le voleur qui installé au pouvoir fait la pluie et le beau temps, la loi, dicte la morale, décrète les guerres, et la majorité de la population considèrera qu'il est légitimite de le laisser agir de la sorte, sans se demander d'où il tient sa légitimité, comment il l'a obtenue, qui lui a accordée.

La plèbe se montre volontiers tolérante envers ceux qui la gouvernent ou détiennent le pouvoir, aussi sera-t-elle portée à

l'être beaucoup moins envers ceux qui croupissent dans les bas-fonds de la société, relégués au rang de déchets d'une société basés sur un déni de justice.

Chacun s'accorde à ne voir que sa propre condition ou ses propres intérêts individuels en espérant qu'elle ne se détériorera pas ou s'améliorera par on ne sait quel miracle en dehors de toute analyse rationnelle, comme quoi si la population ne croule plus sous le joug de l'obscurantisme et de la superstition qui prévalaient sous l'Ancien régime, pour autant elle continue de les subir et en fait la démonstration quotidiennement.

L'immense majorité des travailleurs n'étant pas organisés ou ne participant pas au combat politique, ils sont amenés à subir sans réagir au sort qui leur est réservé, en deux mots ils se laissent vivre ou prennent les choses comme elles viennent, ils profitent des avantages que leur concède la société et ils encaissent les inconvénients qu'elle leur impose, qui seraient le fait de la fatalité à défaut d'en connaître l'origine.

On baigne en pleine inconscience, il faut en convenir. Ce n'est pas porté un jugement, c'est uniquement un constat, froid, violent comme peut l'être la réalité qu'on s'emploiera à regarder en face. Cela ne concerne pas uniquement les couches les plus arriérées du prolétariat, mais l'ensemble des couches des masses exploitées, travailleurs manuels et intellectuels confondus.

C'est effrayant quelque part car pendant ce temps-là les dirigeants du vieux monde fomentent de nouvelles guerres qui risquent également de les broyer un jour, ils n'auront rien vu venir, rien compris à ce qui se tramait, une fois de plus, mais à un degré beaucoup plus insoutenable, ils subiront le sort qui leur a été réservé par ceux qui les gouvernent, plus triste, plus sombre, dramatique, effroyable.

Dans bon nombre de pays, des peuples qui se croyaient à l'abri de pareille infortune le vivent actuellement, cruellement, tandis que d'autres en sont sortis il y a peu ou depuis quelques décennies totalement ravagés par les destructions et les souffrances qu'ils ont subies.

L'histoire se répète, la souffrance se déplace mais revient un jour frappé à la porte, la fracasse violemment au moment où on s'y attendait le moins ou parce qu'on ne voulait pas y croire. Une apparente sérénité ou la paix ne peuvent être que des états passagers plus ou moins longs dans un monde gouverné par l'inconscience et l'ignorance, l'insouciance de peuples évolués qui ne parviennent pas à comprendre que leur situation n'est pas acquise pour l'éternité et qu'un jour ou l'autre ils auront à partager le malheur des autres peuples moins évolués et plus défavorisés qu'eux, que la roue de la fortune n'a pas cessé de tourner pendant qu'ils sombraient dans une sorte d'état cataleptique, et que l'infortune pourrait leur échoir à nouveau sans qu'ils n'aient rien demander, et c'est bien là leur tort, n'avoir rien fait pour exiger de vivre dans une société ou un monde meilleur et plus juste, de telle sorte qu'un tel malheur leur soit épargné ainsi qu'à leurs enfants ou les générations à venir.

Concevoir qu'une autre société, qu'un autre monde est possible, que la folie meurtrière, la barbarie qui s'empare des gouvernants du vieux monde n'est pas une fatalité, qu'il est possible de les vaincre, de s'en débarrasser définitivement doit germer à nouveau dans la tête de chaque travailleur ou militant, doit y pénétrer profondément, car c'est le seul espoir de s'en sortir, de mettre fin à ce cauchemar, de trouver la voie pour s'emparer du pouvoir politique, pour régler la question du pouvoir afin d'extirper le mal à la racine, empêcher qu'une minorité puisse imposer son pouvoir à la majorité, décider à sa place de son destin, confisquer son pouvoir au profit de la majorité, à la démocratie de triompher dès lors qu'elle s'attaquera à l'origine des inégalités et des injustices, proclamera illégale et illégitime la détention par quiconque des moyens de production des richesses et décrètera qu'ils sont dorénavant le bien commun ou collectif, la propriété de l'ensemble des producteurs des richesses, des travailleurs manuels et intellectuels qui coucourent par leur travail à la satisfaction des besoins matériels ou sociaux, à la réalisation des aspirations de chacun, participent à l'organisation de la production et de la société, et que les parasites, la vermine qui jusqu'à présent extorquaient aux travailleurs l'essentiel des richesses qu'ils produisaient, vivaient à leurs crochets, les exploitaient et les opprimaient, n'a plus sa place dans cette nouvelle société basée sur la justice sociale et non les privilèges une fois abolis, une République sociale.

ACTUALITE EN TITRES

Intox.

- Etats-Unis: le Trésor plaide pour une loi contre les délocalisations fiscales - Reuters

- À Harvard, l'écart de richesse aux États-Unis jugé "*pas tenable*" - Reuters

Au Conseil constitutionnel des "***sages***" veillent.

- Sarkozy visé par une nouvelle affaire autour d'un fonds d'investissements - L'Express.fr

- Vols de Sarkozy: l'avocat général requiert la validation des investigations - AFP

Il vaut mieux y réfléchir à deux fois.

- Délai de l'UE pour les nouvelles sanctions contre Moscou - Reuters

- Ukraine: pas d'accord sur les sanctions, réunion extraordinaire des ambassadeurs de l'UE - AFP

- La Russie répliquera à toute nouvelle sanction, dit Medvedev - Reuters

Terrorisme d'Etat. Mimétisme.

- Kerry au Moyen-Orient pour consolider une alliance internationale contre l'EI - AFP

- Le Drian: «*Nous devons agir en Libye et mobiliser la communauté internationale*» - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Israël

1.1-Emeutes à Jérusalem-Est après la mort d'un Palestinien - Reuters

Des heurts ont éclaté dimanche dans un quartier de Jérusalem-Est après l'annonce de la mort d'un jeune Palestinien blessé quelques jours plus tôt par la police israélienne.

Aux jets de pierres et de cocktails Molotov des manifestants rassemblés à Wadi al Djoz, un quartier proche de la vieille ville, les forces anti-émeutes ont riposté par des tirs de balles en caoutchouc. L'affrontement a duré plusieurs heures, mais aucune victime n'a été signalée.

Mohamed Sinikrot, qui était âgé de 16 ans, a succombé à une blessure à la tête contractée il y a une semaine dans des circonstances incertaines, lors d'une manifestation.

Son père assure qu'il a été blessé par une balle en caoutchouc. Selon la police, il a été touché à une jambe par un tir de flashball alors qu'il s'enfuyait et s'est blessé à la tête en tombant.

Son corps a été transporté à Tel Aviv pour y être autopsié et le ministère israélien de la Justice a ouvert une enquête.

Des Palestiniens se sont par ailleurs attaqués à une station service dans un quartier juif de Jérusalem-Est voisin du leur. Ils ont endommagé les pompes et ont tenté d'incendier la boutique de la station, rapporte la police.

Des émeutes d'une violence sans précédent depuis la fin de la seconde Intifada (2000-2005) ont lieu régulièrement à Jérusalem depuis la mort en juillet d'un jeune palestinien vraisemblablement assassiné en représailles à l'exécution de trois israéliens enlevés en Cisjordanie.

Elles ont toutefois été éclipsées par les affrontements armés qui ont fait rage pendant sept semaines dans la bande de Gaza, en juillet et en août. Reuters 08.09

1.2- Deal Israël/Abbas: Cisjordanie en contrepartie du Sinaï - french.irib.ir

C'est la proposition d'Israël et d'Al-Sissi aux Palestiniens...

La Radio de l'armée du régime sioniste a prétendu que le président égyptien a proposé au président de l'Autorité

autonome palestinienne de leur remettre des parties du Sinaï pour former l'Etat palestinien en contrepartie de leur renoncement à la Cisjordanie et des frontières 1967. Les sources israéliennes ont annoncé que lord de la récente visite de Mahmoud Abbas en Egypte, Abdel Fattah al-Sissi lui avait proposé un projet qui était déjà évoqué dans le passé (1956). Selon ce rapport, et d'après les prétentions des sources israéliennes dont « Radio de l'armée d'Israël », Al-Sissi avait proposé de renoncer à l'appartenance palestinienne de la Cisjordanie et au retour aux frontières occupées en 1967 en contrepartie de l'octroi du désert de Sinaï aux Palestiniens et de son annexion à Gaza. Lors d'une rencontre avec Mahmoud Abbas, Abdel Fattah al-Sissi lui a proposé de remettre à l'Autorité autonome 1600 km² du désert de Sinaï, avoisinant Gaza afin qu'ils puissent former un Etat palestinien, qui serait cinq fois plus grand que la bande de Gaza et en contrepartie, l'Autorité autonome renonce à sa demande du retrait d'Israël des frontières de 1967. Al-Sissi a aussi proposé que les réfugiés palestiniens seraient autorisé à s'installer dans ce nouveau Gaza, qui serait exempt d'armes.

D'après ce rapport, le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu est au courant de ce projet et Washington en a aussi donné son feu vert, or il semblerait que Mahmoud Abbas l'a rejeté. Le site web qatari Al-Jazeera qui a divulgué cette information, a appelé ce projet « *le nouveau chapitre des trahisons d'Egypte* ». « *Mahmoud Abbas en rejetant la proposition d'une haute autorité égyptienne quant à transformer une partie du Sinaï à un nouveau Gaza et au renoncement des territoires occupés en 1967, a suscité un grand tapage en Egypte*", toujours d'après le site web qatari Al-Jazeera, qui réitère que ce projet, déjà été évoqué en 1956, stipulait que 1600km² du désert de Sinaï, à proximité de Gaza soient annexés à la bande de Gaza, afin que l'Etat indépendant palestinien y soit instauré et cela en contrepartie de la Cisjordanie. Mahmoud Abbas a annoncé, lors d'un discours devant les hauts cadres du Fatah à Ramallah qu'il avait rejeté la proposition d'une haute autorité égyptienne sans la nommer, comme il ne peut pas accepter la séparation de la Cisjordanie de Gaza. Toujours d'après Al-Jazeera, pour l'heure, en Egypte, les milieux proches du gouvernement c'est-à-dire du président Al-Sissi, accusent l'ex-gouvernement autrement dit les Frères musulmans et Mohamed Morsi (qui avait de bonnes relations avec le Hamas) de trahison et de mise à vente du Sinaï tandis que d'autres estiment que cette trahison se fait aujourd'hui par le régime Al-Sissi.

Mahmoud Al-Qalavi, membre de l'Union mondiale des Oulémas musulmans a déclaré à ce sujet que les propos de Mahmoud Abbas montrent que la proposition de l'Egypte a été faite tout récemment par le régime actuel et dans la foulée de la montée d'Al-Sissi. D'autre part, le stratège égyptien, le général Sameh Saif al-Yazel, est d'avis que le régime de Morsi a vendu 40% du Sinaï pour 8 milliards de dollars. french.irib.ir 08.09

3- Arabie Saoudite

- En Arabie Saoudite, 900km de barrière anti-djihadiste - L'Express.fr

L'Arabie Saoudite a achevé vendredi 5 septembre de clôturer sa frontière nord. Séparant désormais l'Irak de l'Arabie Saoudite, cette barrière high-tech mesure 900km de long et va de la ville d'Hafar al-Batin à Turraif dans le nord du pays.

La construction est ambitieuse et les chiffres donnés par l'agence de presse officielle sont impressionnants. La clôture mesure actuellement 900 km, occupe 3397 soldats, huit postes de commande, 32 centres de réponse rapide, trois escouades d'intervention rapide, 38 portes, 78 tours de surveillance, 50 radars et 1450 kilomètres de fibre optique en réseau. Le gouvernement saoudien a chargé EADS de construire cette barrière high-tech, ce contrat a été étendu à l'ensemble des frontières pour 2,2 milliards d'euros en 2009. L'Express.fr 08.09

ECONOMIE

Chine

- Excédent commercial record de la Chine en août - Reuters

Les exportations chinoises ont augmenté plus que prévu en août tandis que les importations reculaient de façon inattendue, portant l'excédent commercial de la Chine à un record pour le deuxième mois de suite.

L'excédent du commerce extérieur s'est établi à 49,8 milliards de dollars, selon les chiffres des douanes publiés lundi. Reuters 08.09

Haut de page

Le 10 septembre 2014

CAUSERIE

Notre espoir, c'est vous !

Certains doivent peut-être penser que nos chroniques ou la ligne politique que nous défendons serait coupée de la réalité. De quelle réalité s'agit-il ?

Celle dont nous abreuvent du matin au soir les médias aux ordres, de l'agenda du gouvernement ou du Medef, des institutions sur lequel tous les partis et syndicats se calent en choeur à défaut d'être indépendants. Effectivement si c'est de cela dont il s'agit nous en convenons, ce n'est pas notre tasse de thé, nous le revendiquons, nous faisons une autre analyse de la situation, indépendante, à partir de la situation, qui nous permet de poser la question du pouvoir, qui produit les richesses, qui doit gouverner, qui doit détenir le pouvoir politique, qui doit décider dans quelle direction doit s'orienter la société...

Contrairement aux apparences, parce que nous traitons quotidiennement l'actualité économique, sociale et politique, à aucun moment nous ne perdons de vue l'objectif pour lequel nous combattons, prendre le pouvoir, changer la société, faire en sorte que de plus en plus de travailleurs ou militants soient convaincus que cela demeure possible et que c'est le seul combat qui finalement mérite d'être mené jusqu'au bout.

Notre devoir devrait être d'insuffler cet espoir à tous les travailleurs que nous croisons ou avec lesquels nous discutons pour qu'il s'incruste profondément dans leur cerveau et ne le quitte plus. Pourquoi ne le faisons-nous pas, pourquoi ? Parce qu'on n'y croit pas soi-même. Pourquoi ne trouvons-nous pas les moyens de leur faire partager ? Même réponse. On croit avoir les réponses à toutes les questions que nous nous posons, alors qu'en réalité ce sont les travailleurs qui en détiennent une grande partie, encore faudrait-il avoir confiance en eux. Or ne pas avoir confiance en eux, c'est se priver de l'une des conditions déterminantes sur lesquelles repose le socialisme, qui pour cette raison est condamnée à demeurer une utopie, une merveilleuse utopie comme disait je ne sais plus qui. A nous de savoir si nous voulons qu'il passe du stade de l'utopie à celui de la réalité, si on décide de s'en donne les moyens ou non.

Vous aurez remarqué que certains opposants au capitalisme ou à l'impérialisme produisent de très beaux articles, très intéressants, des analyses qui répondent à certaines questions et nous font gagner du temps, c'est pour ces raisons que nous les mettons en ligne, mais débouchent-ils sur une perspective politique, déterminent-ils les moyens pour qu'elle se réalise, qui devraient en être les acteurs principaux, à toutes ces questions ils n'apportent aucune réponse ou ils nous renvoient aux institutions que justement nous devons renverser ou avec lesquelles nous devons rompre impérativement pour mener notre combat jusqu'au bout, changer la société et le monde. Aucun ne fait le liens avec les enseignements de la lutte des classes du passé, comme si elle n'avait jamais existé ou serait un facteur secondaire, la classe dominante devant demeurer éternellement au pouvoir car la classe dominée serait incapable de l'assumer.

C'est le discours que tiennent tous les intellectuels qui peuvent avoir acquis un niveau de connaissance remarquable et dont la plupart sont sincères, mais auxquels il manque toujours un petit quelque chose pour comprendre le développement historique du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme, qu'ils identifient au stalinisme et que partant de là ils refusent d'étudier sérieusement. Ils sont figés dans un schéma où s'opposent les différents impérialistes (blocs) sans en comprendre l'origine qui remonte aux fondements du capitalisme. Ils décrivent en détail les méfaits du capitalisme, ils s'étendent volontiers sur les conséquences dramatiques qui en découlent pour tous les peuples qui découleraiient selon eux d'un ou plusieurs facteurs subjectifs, pour faire bref disons que les malheurs du monde seraient dû à une poignée de capitalistes particulièrement avides de richesses, cupides et cyniques, qui ayant acquis une telle fortune et un tel pouvoir dicteraient leur volonté au reste du monde, qu'ils suffiraient de les mettre au pas ou de les ramettre à leur place pour qu'à nouveau le capitalisme puisse jouer un rôle progressiste dans l'histoire, pour que les institutions financières et politiques internationales qu'il a créées jouent enfin leur rôle au service des peuples ou de l'ensemble de l'humanité, pour qu'une autre politique soit possible, pour que les politiques d'austérité ou d'ajustement structurel soient abandonnés au profit d'une politique synonyme de progrès social et de paix. Bref, nos braves capitalistes touchés par la grâce décideraient volontairement d'abandonner leurs prérogatives et leurs privilèges, de partager le pouvoir et leurs richesses afin que chaque homme ou femme, chaque citoyen, chaque travailleur puisse s'épanouir et nager dans le bonheur, amen.

Sauf que voilà les choses ne peuvent pas se passer de la sorte. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'à la base elles ne se présentent pas ainsi, la réalité ne correspond pas à ce qu'ils décrivent, car ils ne tiennent pas compte d'un certain nombre de facteurs et rapports objectifs qui sont incompatibles ou qui entrent violemment en contradiction avec le tableau idyllique qu'ils dressent et qui relève du romantisme que pourrait éprouver un collègien. Ce qu'ils évacuent ou occultent ce sont les lois inhérentes au fonctionnement du capitalisme qui ont accompagné son développement depuis son avènement jusqu'à nos jours, qui sont indissociables de son existence et donc de sa survie, et la politique néolibérale que ces intellectuels brocardent n'est pas le produit de la volonté de quelques dangereux psychopathes - même s'ils le sont en réalité - mais la traduction de ces lois qui puisent leur existence à l'origine des contradictions du capitalisme, dont les inégalités sociales sont le fondement, la pierre se laquelle repose tout l'édifice du capitalisme, d'où la nécessité pour les capitalistes de la protéger, de la renforcer, ce qui se traduit par l'aggravation des inégalités sociales et de la pauvreté dans le monde, sans cesse de nouvelles guerres, car il nous faut envisager le capitalisme à l'échelle mondiale pour comprendre comment il fonctionne et comment il parvient à se maintenir en vie.

Si on devait vulagariser l'une des contradictions essentielles du capitalisme pour en rendre la compréhension accessible au plus grand nombre, on dirait que cela coûte de plus en plus cher au capitaliste pour produire des marchandises, tandis que le profit que renferme ces marchandises est en droit d'en attendre ou qu'il se mettra dans la poche ne cesse de baisser, d'où la nécessité pour lui de produire toujours plus pour augmenter globalement son profit, rentabiliser son investissement dont le coût ne cesse d'augmenter au fil du temps. Dit autrement, là où hier il investissait 100 pour gagner 10, il doit dorénavant investir 10000 pour gagner 1, c'est donc uniquement dans le volume qu'il s'y retrouve ou peut continuer de s'enrichir. Il est pris dans une spirale infernale dont il ne peut pas s'extraire, c'est impossible, qu'il le veuille ou non il n'a pas le choix.

On voit donc ici que ce processus n'est pas déterminé par la volonté du capitalisme, mais qu'il est le produit des lois du capitalisme auxquelles le capitaliste doit s'adapter s'il ne veut pas disparaître. Et de nos jours, c'est le néolibéralisme qui incarne ces lois. Donc prétendre se séparer du néolibéralisme sans liquider le capitalisme, cela revient finalement à laisser ces lois continuer de s'appliquer, c'est du domaine de l'illusionnisme, du charlatanisme ou une escroquerie politique.

Le plus beau dans cette affaire, c'est qu'il y a des intellectuels qui décrivent minutieusement ce processus, qui le connaissent parfaitement, et qui malgré tout dans leurs analyses politiques et leurs conclusions n'en tiennent pas compte. Pourquoi ? Parce qu'il ne suffit pas de décrire ce processus qui conduit à l'effondrement du capitalisme ou à la barbarie, faut-il encore comprendre ou prendre en compte les facteurs qui ont accompagné le développement du capitalisme tout au long de son histoire jusqu'à nos jours, le développement des forces productives et la lutte des classes, la société actuelle ou le monde étant la combinaison des rapports entre ces deux facteurs qui ont joué un rôle déterminant dans le progrès réalisé par la civilisation humaine au cours des deux ou trois siècles antérieurs.

Or, ils ne les comprennent pas ou ils refusent d'en tenir compte. Eux aussi ils font dans le déni qu'ils reprochent à ceux qui nous gouvernent. Au pire quand ils prennent en compte le facteur des forces productives, c'est pour prôner la décroissance, et quant à la lutte des classes ils l'occultent totalement ou la méprisent parce qu'ils sont incapables de concevoir que seules les masses exploitées ont pour tâche historique de liquider le capitalisme et émanciper l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ils lui refusent la capacité de réaliser cette tâche qui devrait revenir à on ne sait qui au juste, à personne en dehors des capitalistes eux-mêmes ou leurs représentants, ce qui signifie qu'au fond d'eux-mêmes il n'existe aucune alternative au capitalisme, ce qui explique qu'ils s'en accommodent, ils cherchent comment il serait possible de le réformer ou de le rendre plus supportable, pour lui faire jouer un rôle qui s'avère incompatible avec sa nature.

Etre socialiste ou marxiste leur répugne. Pour nous c'est un honneur. Cette attitude tient de l'infantilisme d'enfants gâtés à leur niveau, pour employer la terminologie de Reich, de la désagrégation schizoïde, du repli sur soi au lieu de s'ouvrir à l'immense masse des exploités qui seuls ont le pouvoir de changer la société et le monde.

Après ce long aparté que j'ai rédigé plus tard et inséré dans cet article, revenons au socialisme.

Ce n'est certainement pas en se contentant de commenter l'actualité qu'on y parviendra ou en ne sortant pas du cadre institutionnel dans lequel on voudrait nous enfermer et dans lequel se cantonnent les uns et les autres, mais en défendant nos propres convictions, en proposant aux travailleurs et aux militants de partager notre idéal qui se situe au delà du capitalisme.

Ramper, courber l'échine, ployer sous de multiples humiliations quotidiennes, gémir en silence dans son coin sur son triste destin n'améliorera jamais votre sort pas plus que refaire le monde entre quatre murs. Nos convictions ne tiennent pas d'une tendance mégalomaniaque ou ne sont pas le produit de frustrations répétées qui se seraient transformées en névrose obsessionnelle, non, elles reposent simplement sur le fait que les besoins ou aspirations des exploités et des opprimés, des prolétaires du monde entier sont parfaitement légitimes, que le seul fait d'exister se passe de justification, et que partant de là rien ne peut leur être opposé, qu'il n'existe rien de supérieur, surtout pas la prétention d'une infime minorité de privilégiés de concentrer les richesses entre leurs mains.

Demain ou une autre fois, on abordera le même sujet sous un autre angle, notre conception du droit et de la justice qui entre violemment en contradiction avec l'ordre établi qui les foulent aux pieds.

Nos droits sont indissociables de notre appartenance à une classe sociale déterminée, ce qui nous ramène une fois de plus aux inégalités et aux fondements du capitalisme. Le droit du capitaliste, du puissant, repose sur un déni, la négation du droit de l'exploité, du faible, c'est une imposture. A suivre.

Les imbéciles utiles. La propagande de l'OTAN relayée par le NPA.

- Troupes russes, hors d'Ukraine ! - Mardi 9 Septembre 2014

L'intervention militaire de la Russie dans l'est ukrainien, en soutien aux séparatistes de Novorossiya1, ne fait plus aucun doute. Avant, elle avait pris la forme de livraisons d'armes et de blindés, auxquelles s'ajoutait l'envoi de centaines de « *volontaires* ». Désormais, les troupes régulières russes participent directement aux opérations.

(...)

N'en déplaise à ceux qui dans la gauche française se font les porte-voix de la propagande poutinienne, présentant le conflit comme opposant de pauvres russophones opprimés à des nazis ukrainiens manipulés par la CIA, l'agresseur est bien la Russie.

La situation évolue chaque jour davantage en une guerre d'agression d'un grand Etat aux visées hégémoniques contre un pays plus faible qui défend son indépendance nationale. C'est pourquoi la première exigence est celle du retrait des troupes russes et de l'arrêt de l'intervention militaire de Moscou, conditions préalables à toute solution démocratique. (http://www.npa2009.org/idees/troupes-russes-hors-dukraine)

Le NPA, ces braves anticapitalistes, ces révolutionnaires, ces soi-disant trotskistes se font ainsi les porte-parole, les instruments de la pire réaction.

Les travailleurs organisés ou non qui ont lu tout ou partie des plus de 300 articles que nous avons mis en ligne sur l'Ukraine doivent se dire qu'au NPA leurs dirigeants ne lisent pas ou ne savent pas lire, qu'ils sont totalement sous l'influence de l'OTAN ou des Etats-Unis. Nous leur répondons très simplement : Ne soyez pas surpris ou choqués, vous avez sous les yeux la véritable nature contre-révolutionnaire, réactionnaire du NPA. Que dire d'autres ?

Camarades, prenez vos jambes à votre cou, fuyez en courant ce parti qui dessert la cause pour laquelle il prétend combattre. Le NPA se trompe de camp, ne l'imitez pas.

ACTUALITE EN TITRES

Une formalité, sauf accident.

- Vote de confiance : les députés PS frondeurs vers une "abstention collective" - Francetv info

- Cécile Duflot ne votera pas la confiance au gouvernement Valls - Reuters

Le vote doit se dérouler le 16 septembre à l'Assemblée nationale. Il faudrait d'autres défections dans les rangs du PS et qu'aucun député EELV vote la confiance au gouvernement Valls pour qu'il soit mis en minorité, et si un tel risque existait, certains députés de l'UMP et de l'UDI s'abstiendraient au lieu de voter contre.

Les sujets qui concerneront l'aristocratie ouvrière et ceux qui représentent ses intérêts, les trade-unionistes.

- Réunion sur le pacte de responsabilité: une "opération de com'" pour FO - AFP

Opposées au pacte, FO et CGT doivent cependant participer à la rencontre. AFP 09.09

Participer, c'est collaborer.

- Grève à Air France : les clients invités à reporter leur voyage - LeParisien.fr

- Deux syndicats d'inspecteurs du permis appellent à une grève illimitée - Liberation.fr

- Rapport de l'OCDE: «Il faut des incitations financières énormes» pour les enseignants français - 20minutes.fr

Pas besoin pour qu'ils adoptent l'idéologie de la classe dominante...

- Les augmentations de salaires resteront faibles en 2015 - AFP

- Nouvelle baisse du niveau de vie des Français en 2012 - Reuters

L'amélioration du niveau de vie des travailleurs s'est réalisée au détriment d'autres travailleurs dans le monde et de l'élévation de leur niveau de conscience politique, nous ne voyons pas dans ces conditions pourquoi nous devrions encourager la poursuite d'un tel processus...

Leur société vous inspire quoi ?

- 70 000 personnes hospitalisées pour des tentatives de suicide chaque année - L'Express.fr

Si 10 000 personnes se donnent la mort chaque année, elles sont sept fois plus nombreuses à être hospitalisées pour des tentatives de suicide (TS), selon un rapport rendu public mardi. lexpress.fr 09.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Le retour... sur la pointe des pieds.

- Présidence de l'UMP : Sarkozy candidat - leparisien.fr

L'ancien chef de l'Etat a pris sa décision et veut donc reprendre la présidence du parti, pour briguer l'Elysée en 2017. C'est ce que l'ex-président de la République a confirmé à ses proches et à quelques amis politiques quelques jours après son retour de vacances. leparisien.fr 09.09

Aucune agence de presse, aucun autre média n'a relayé cette information, ils sont bien trop occupés à soutenir Hollande et son gouvernement. Il ne faudrait pas qu'il tombe.

Sur le coup sa démarche fait penser à Bonaparte ou plutôt à Napoléon III.

Car en effet, il a toutes les chances d'être élu en 2017 s'il doit affronter M. Le Pen au second tour. Malgré toutes les casseroles qu'il se trimballe ? Pourquoi pas, il aura beau jeu d'expliquer que finalement ce n'était que de vulgaires procès d'intention et que jusqu'à preuve du contraire dans aucune affaire dans laquelle il a été impliqué ou cité il n'a été reconnu coupable ou condamné, c'était donc qu'il était innocent et victime d'une cabale de ses adversaires et le tour est joué.

La collusion d'intérêt entre le parquet, les juges et le pouvoir politique est totale, s'il peut encore servir, il faut qu'il soit en ordre de marche, tel le veut les dirigeants de la classe dominante. Et puis les médias qui lui sont acquis ne sont pas à un volte-face près.

Et quant à son bilan, Hollande aura prouvé qu'il pouvait faire pire encore, une aubaine.

Le ministre de la guerre est satisfait. Vive la guerre !

- France: l'industrie française de l'armement se porte bien à l'exportation - AFP

Selon les résultats du secteur présentés mardi à Bordeaux (sud-ouest) par le ministre socialiste, les commandes nouvelles d'armements à l'exportation ont grimpé de 43% en 2013, à 6,87 milliards d'euros.

Pour Jean-Yves Le Drian, les opérations militaires "*nombreuses, difficiles*" dans lesquelles la France est engagée, notamment en Afrique, "*font pleinement partie de cette dynamique*" des exportations, en démontrant "la puissance et la fiabilité" du matériel issu de l'industrie de défense.

Les entreprises de défense ont contribué en moyenne à 24% du total des exportations françaises sur la période 2010-2013, "*en prenant en compte les exportations civiles et militaires*", selon les chiffres du ministère.

La forte progression des prises de commandes repose en particulier sur d'importants contrats passés avec l'Arabie saoudite, qui redevient le premier client de la France, "*avec plus de 1,9 milliard d'euros de contrat entrés en vigueur en 2013*".

Selon une étude d'impact réalisée par le ministère, le conseil des industries de défense (Cidef) avec le cabinet McKinsey & Co, environ 40.000 emplois en France sont concernés par les ventes d'armes à l'exportation, auxquels s'ajoutent 10.000 emplois indirects chez les fournisseurs.

"*Dans une France frappée par le chômage et menacée de désindustrialisation, ces 50.000 emplois sont d'une importance vitale*", a souligné M. Le Drian.

Sans les exportations d'armements, "le déficit de la balance commerciale aurait été de 5 à 8 points plus élevé chaque année" sur la période 2008-13, selon cette étude.

Le ministre s'est également félicité de l'"*état d'esprit d'action en commun*" des industriels français, évoquant "*l'équipe de France des exportations d'armement*".

L'un des rares secteurs industriels français dynamiques à l'exportation, l'industrie de défense génère au total un chiffre d'affaires de plus de 17 milliards d'euros pour 165.000 emplois directs ou indirects. AFP 09.09

Les aristocrates

- Maurice Lévy de Publicis, patron le mieux payé du CAC 40 - AFP

Avec une rémunération de 4,5 millions d'euros, Maurice Lévy est le patron le mieux rémunéré devant celui de l'Oréal Jean-Paul Agon (4 millions d'euros), de LVMH Bernard Arnault (3,9 millions) et de Total Christophe de Margerie (3,5 millions).

Le profil type de l'administrateur de leur conseil d'administration reste un homme français de plus de 60 ans et sortant des mêmes écoles.

La formation des dirigeants montre une certaine endogamie à la tête des grands groupes, puisque 35% des patrons sortent de Polytechnique ou de l'ENA, voire des deux. AFP 09.09

On retrouve la même proportion ou davantage au gouvernement aux postes clés. Il faut donc en conclure que l'aristocratie de l'Ancien Régime a été remplacée par une autre, tandis que la plèbe est demeurée à sa place, exclue de tout pouvoir, son destin étant de subir celui que les privilégiés lui impose.

Pour qui gouvernent-ils ? Réponse.

- Hausse du déficit budgétaire à 84,1 milliards à fin juillet - Reuters

Cette hausse du déficit s'explique, selon le ministère, en particulier par les dépenses liées au programme d'investissements d'avenir, tandis que les recettes baissent en raison notamment de l'entrée en vigueur du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Sans les dépenses exceptionnelles (investissements d'avenir, dotation au Mécanisme européen de stabilité et à la Banque européenne d'investissement), les dépenses baissent de 5,1 milliards d'euros par rapport à l'an dernier.

Les recettes s'élèvent dans le même temps à 170,1 milliards contre 176,4 milliards à fin juillet 2013, en baisse de 6,3 milliards d'euros. Selon le ministère, "*cette évolution est liée à la diminution du produit de l'impôt sur les sociétés, qui s'explique en particulier par l'entrée en vigueur du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi (CICE)*".

Les seules recettes fiscales nettes baissent de 2,6%, à 162,28 milliards, du fait d'une chute de 41,8% de l'impôt sur les sociétés (13,57 milliards).

Les recettes de TVA, dont les taux ont augmenté au 1er janvier, progressent de 3,4%, à 81,01 milliards d'euros. Reuters 09.09

En résumé.

Les dépenses augmentent grâce :

- au programme d'investissements d'avenir ;

- à la dotation au Mécanisme européen de stabilité ;

- à la Banque européenne d'investissement.

Les recettes baisses grâce :

- à la chute de 41,8% de l'impôt sur les sociétés

- au crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi (CICE) accordé aux entreprises ;

Conclusion : Les dépenses augmentent en faveur des entreprises et les recettes baissent en faveur des entreprises. Et qui paient ? Vous avez la réponse dans le dernier paragraphe : Les recettes de TVA (...) progressent de 3,4%, à 81,01 milliards d'euros, c'est-à-dire l'immense majorité de la population qui travaille et non l'infime menorité que représentent ceux qui ont bénéficié des largesses du gouvernement.

Normal pour un Président et un Premier ministre qui aiment l'entreprise et déteste les pauvres.

Fabrication de preuves.

- Ukraine : l'avion du MH17 abattu par de "*nombreux projectiles*" - AFP

- MH17 : le missile antiaérien russe Bouk, suspect numéro 1 - LePoint.fr

Le Boeing 777-200 s'est "*disloqué en vol, en raison probablement de dégâts structurels causés par un grand nombre de projectiles à haute énergie qui ont pénétré de l'extérieur dans l'avion*", a soutenu le Bureau d'enquête néerlandais pour la sécurité (OVV), chargé de l'enquête.

Kiev et les Occidentaux ont accusé les rebelles d'avoir abattu l'avion de ligne en tirant un missile sol-air russe Bouk. Moscou a affirmé qu'il avait été abattu par les forces aériennes ukrainiennes dans le but machiavélique de faire retomber la faute sur les séparatistes.

Le Bouk fonctionne en explosant directement face à la cible et en la frappant très vite par un grand nombre d'éclats d'obus. Et un missile air-air tiré par un avion de combat atteint directement la cible et ne provoque pas ce qui a été décrit par les enquêteurs.

"*Nous devons faire attention aux conclusions tirées trop vite. Pas à pas, les experts travaillent à rendre des conclusions irréfutables*", a commenté le Premier ministre néerlandais Mark Rutte.

Une enquête complémentaire sera nécessaire avant la publication du rapport final, qui est attendu pour l'été 2015, a affirmé l'OVV. AFP 09.09

Vous aurez remarqué qu'indirectement dans cet article il est fait mention d'un avion de combat qui aurait pu être en vol à proximité du Boeing de la Malaysia Airlines, en réalité ils étaient deux et de nationalité ukrainienne selon les témoignages que nous avons rapportés dans de précédentes causeries ou plusieurs articles que nous avons mis en ligne.

Il évoque en passant un avion de combat pour immédiatement l'évacuer, en affirmant qu'un missile air-air lancé à partir d'un tel avion n'aurait pas pu produire les impacts qui ont été relevés sur la carlingue du Boeing, passant sous silence que les deux chasseurs ukrainiens étaient équipés de mitrailleuses pouvant justement créer ce genre d'impacts en fonction des projectiles utilisés.

Et lorsqu'ils mentionnent que l'avion s'est "*disloqué en vol*", ils omettent de préciser que c'est le cockpit qui avait été visé afin de faire taire la radio de bord et d'empêcher toute tentative de reprendre le contrôle de cet avion, une autre version affirmant que ce n'est pas en vol qu'il se serait disloqué mais en touchant le sol.

Mieux encore, selon un autre article paru hier, ces "*experts*" ont rendu un premier rapport sans s'être rendu sur les lieux où gisait les restes de cet avion, c'est sur photo qu'ils ont examiné les impacts relevés sur sa carlingue.

Comment pourrait-on faire confiance à une officine du gouvernement hollandaisn sachant qu'il n'hésite pas à envoyer ses agents de renseignement travailler dans les grands médias pour diffuser sa propagande, méthode empruntée à la CIA. Voir l'article en ligne du 30 août dernier : *Les services secrets néerlandais ont espionné la presse dans le but d'influencer le contenu éditorial des articles* ou encore cet article du 24 août *Enquête sur l'écrasement du vol MH17 : Que les coupables soient identifiés et jugés*, et surtout cet article du 11 août photos à l'appui rédigé par un ancien pilote de l'armée roumaine *Le vol MH-17 abattu par un avion de chasse ukrainien ?*.

Haut de page

Le 11 septembre 2014

CAUSERIE

Une invitation.

Le CERMTRI vous invite à une Conférence - débat le Samedi 27 septembre 2014 à 14h dans les locaux du CERMTRI 28, rue des Petites-Écuries, 75 010 Paris (Métros : Château d'Eau – Bonne nouvelle) « *La portée du combat des trotskystes en Union soviétique* ».

La gauche ou faites tomber les masques. Double langage et double jeu.

-Décès de la géostratégie française - legrandsoir.info - 7 septembre 2014

La France renonce de plus en plus à ce qu'a fait les grandes heures de sa gloire militaire et diplomatique, à savoir une politique équilibrée et indépendante ? - legrandsoir.info

La marionnette.

Les dirigeants de la classe dominante utilisent leurs médias et réseaux sociaux pour mettre dans l'embarras ou affaiblir Hollande dans un premier temps, histoire de lui rappeler le pacte qu'il avait passé avec eux et qu'il s'était engagé à respecter à la lettre. Dans un second temps, une fois ce rappel à l'ordre enregistrer et la correction opérer ils le soutiennent en utilisant les mêmes instruments de communication.

N'ayant aucun principe ou scrupule, dans les deux cas ils recourent à toutes sortes de procédés, y compris les plus tordus. Ils l'affaiblissent pour augmenter leur emprise sur lui, il ne leur est pas seulement tout dévoué, il doit se sacrifier au besoin, sa personnalité doit passer au second plan, il n'est plus qu'un zombie, l'exécutant docile de la sale besogne qu'ils lui ont confié la tâche d'accomplir. Qu'il tergiverse, hésite, rechigne, cherche à temporiser et ils lui promettent l'enfer s'il persiste. Car il ne faudrait pas qu'il oublie que sans la bienveillance qu'ils ont manifestée à son égard depuis son élection, il aurait déjà été contraint à la démission ou à la dissolution ou les deux à la fois, ils en ont le pouvoir et il le sait, comme ils savent parfaitement qui il est vraiment, un imposteur, qu'il doit tenir son rôle jusqu'au bout ou le plus loin possible, et que ce n'est pas à lui d'en décider une fois qu'il l'avait accepté de l'endosser, ils le tiennent et ne le lâcheront pas car ils ont un agenda à tenir. Le jour où ils décideront de le lâcher il sera fini, et ayant révélé qu'il était somme toute particulièrement médiocre et cynique, un vulgaire parasite sans fonction réelle en dehors de nuire au bien-être de ceux qui l'ont élu, il finira ces jours seul ou entouré d'une côterie tout aussi misérable ou méprisable que lui.

A côté Sarkozy percevait sa fonction comme celle d'un joueur de casino assurer de rafler la mise quoi qu'il arrive et c'est ce qui s'est passé. S'ils sont certes tous les deux aussi médiocres, le second présente l'avantage de le prendre à la légère, tandis que le second le prend au sérieux ce qui lui donne un air encore plus ridicule, pathétique au point de se demander comment un homme peut tomber aussi bas, y compris dans l'estime de soi-même pour avoir cultivé cette bassesse toute sa vie.

Sarkozy prétendit dès le départ gouverner pour les riches qu'il invita à fêter sa victoire, leur victoire, il leur devait bien cela après tout, il pouvait les flatter sans que personne ne se méprenne sur leur rôle respectif puisque la collusion entre le pouvoir politique et celui de la finance ou de l'industrie s'étalait au grand jour, ils poussèrent même le luxe jusqu'à la mettre en scène au Fouquet's le jour même.

Tandis que Hollande prétendit le contraire, il alla même jusqu'à se fendre d'un discours enflammé contre la finance, qui devait avoir pour vocation de rameuter les électeurs indécis sur ses réelles intentions, en réalité il ne fit que les flatter en leur adressant les mots qu'ils voulaient entendre sans se soucier de tout le reste qui leur aurait permis immédiatement de percevoir la supercherie.

En 2007, ce fut celui qui avait vocation à flatter les riches qui l'avait emporté, il était donc normal que celui qui flatterait les pauvres ou les victimes des riches l'emporterait la fois suivante, puisque le même ticket ne pouvait pas servir deux fois ou être gagnant deux fois de suite. Et puis valait mieux tenter la carte de l'alternance, que de risquer la paralysie à laquelle avait abouti Sarkozy en fin de mandat.

On aura remarqué dans les deux cas, que si on était en présence de personnages insignifiants, ils avaient été retenus par leurs pairs parmi bien d'autres candidats potentiels dotés de qualités supérieurs aux leurs pour remplir le rôle de Président de la république, ce qui ne tenait pas du hasard ou d'un concours de circonstance. Au sein de l'UMP ou du PS ils existent de nombreux dirigeants ou élus qui auraient pu faire l'affaire. Par exemple, face à Fillon ou Juppé, un pantin comme Sarkozy n'a en principe aucune chance d'être élu à la tête de l'UMP et d'être son candidat en 2017, au PS Fabius ou d'autres dont je n'ai pas les noms sous la main présente les mêmes avantages par rapport à Hollande, au passage Valls en est le clone pour ainsi dire parfait, d'où le fait qu'il ait été choisi pour remplacer Ayrault.

Tout cela pour dire que cela arrange bien les dirigeants de l'oligarchie financière qu'il y ait des personnage aussi médiocres à la

tête de l'Etat, puisqu'ils sont destinés à devenir les têtes de turc des masses exploitées, ils se disent qu'il vaut mieux sacrifier des agents de peu de valeur que se passer des services de fidèles serviteurs au talent confirmé, qui au sein des différents gouvernements font très bien le travail qu'on leur a confiée, discrètement, en demeurant au second plan, l'essentiel étant que leur politique soit appliquée.

Les déboires du Président de la république leur sert aussi à discréditer l'Etat qu'ils combattent par l'intermédiaire de l'UE, leur créature. Plus il est affaibli ou son pouvoir contesté, plus l'Etat l'est face à la Commission européenne ou à l'impérialisme américain sur lesquels il ne reste plus à ses représentants qu'à s'aligner, mieux encore, ils pourront même le justifier du fait de cette situation de faiblesse qui ne présente pour eux que des avantages. Et lorsqu'il faut monter au créneau pour convaincre la population du bienfait d'une mesure ou d'une guerre par exemple, là l'Etat sort son va-tout, ses représentants les plus qualifiés, Sapin ou Fabius qui sont des experts en matière de désinformation ou de manipulation des faits

Les dirigeants de la classe dominante jouent sur les deux tableaux afin de contrôler l'exécutif en fonction de leur agenda politique. On le voit parfaitement ces derniers jours.

Les médias ont commencé par s'emparer des "*révélations*" de Trierweiler sur Hollande, alors qu'absolument rien ne les y obligeait, par exemple on a pu observer hier qu'à part le Parisien, tous avaient décidé comme un accord de ne pas répercuter la décision prise par Sarkozy de se lancer à la course pour conquérir la direction de l'UMP, préférant révéler qu'il pourrait être impliqué dans une nouvelle affaire. Puis quelques jours plus tard, une fois le coup porté, ils ont commencé à le ménager en relayant les prises de position de Valls, Royal et d'autres dirigeants en sa faveur. Pour finir, hier, ils relayaient généreusement un sondade selon lequel la majorité des personnes sondées devenues les "*Français* " histoire d'y donner plus d'importance, désapprouvaient la publication du livre de Trierweiler, normal deux jours avant que Hollande se rende en Irak, cinq jours avant la conférence internationale ou le sommet sur l'Irak qui doit se tenir à Paris, franchement l'heure n'était plus à tirer sur Hollande mais à le soutenir, d'où ce sondage bidon.

On s'aperçoit ici qu'ils tirent partis dans les moindres détails de faits qu'ils montent ou non en épingle en fonction de des besoins de la classe dominante ou de l'impérialisme américain, afin que l'exécutif, Hollande dispose de conditions favorables pour appliquer leur politique, quitte à les créer artificiellement pour l'occasion. D'un côté ils maintiennent en permanence la pression sur Hollande et de l'autre ils le ménagent ou lui viennent en aide quand il est en difficulté parce qu'ils ont encore besoin de lui.

En complément

- Une nette majorité de Français désapprouve la publication du livre de Trierweiler - Francetv info

Sondage bidon si l'on se rapporte à sa popularité, entre 13 et 19% selon les sondages, au rejet majoritaire de sa politique antisociale parmi la population.

En admettant qu'il ne serait pas bidon, il faudrait en déduire que dans une société gouvernée par l'hypocrisie et le mensonge une majorité de gens adopteraient la même attitude, cela n'aurait rien de surprenant et serait plutôt dans l'ordre des choses, non, n'y sommes-nous pas confrontés quotidiennement dans notre entourage ?

- Hollande se dit blessé par l'attaque de Trierweiler sur les pauvres - Reuters

Il n'y a que la vérité qui blesse...

- Mélenchon: Hollande devrait se demander "*pourquoi tout le monde*" croit Valérie Trierweiler - AFP

- Ecarté en avril de l'Elysée, Aquilino Morelle tire à boulets rouges sur Hollande - LeParisien.fr

- Montebourg dénonce "*la grande constance dans l'erreur*" de Hollande - Reuters

- Une enquête vise des proches du secrétaire d'Etat Kader Arif - Reuter

---

ACTUALITE EN TITRES

La décomposition de leur société à nu.

- Un quart des 18-35 ans ont déjà envoyé des photos dénudées par Internet - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le social leur ennemi.

- Sapin: les 21 milliards d'économies en 2015 seront finalement réalisés - AFP

Le ministre des Finances Michel Sapin a annoncé mercredi que la France maintenait son objectif de 21 milliards d'économies dans la dépense publique en 2015, une semaine après avoir dit qu'elle n'y parviendrait pas en raison de la faiblesse de l'inflation.

"*La maîtrise des dépenses est une nécessité et nous irons jusqu'au bout de l'objectif de 50 milliards d'économies prévues jusqu'en 2017, à commencer par les 21 milliards d'économies prévues pour la seule année 2015*", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

"*Les deux milliards d'économies qui ne seront pas réalisés à cause de la faiblesse de l'inflation seront donc compensés*", a déclaré M. Sapin, précisant que le montant nominal d'économies réalisé ne serait pas augmenté par rapport à l'objectif initial.

M. Sapin a détaillé les économies qui seront réalisées par rapport à la progression naturelle de la dépense publique, laquelle comprend les dépenses de l'Etat, celles des collectivités territoriales et celles de la sécurité sociale.

"*Les dépenses de l'Etat et de ses opérateurs diminueront de plus de 1 milliard d'euros, quand naturellement elles auraient progressé de 6 milliards. La baisse des dotations aux collectivités locales sera confirmée à hauteur de 3,7 milliards. S'agissant de la sécurité sociale, plusieurs milliards d'économies ont déjà été votées ou négociées*", a-t-il déclaré.

M. Sapin a par ailleurs indiqué que "*d'autres mesures complémentaires*" seraient détaillées dans le projet de budget pour 2015, qui doit être présenté le 1er octobre. AFP 10.09

Comment justifient-ils la poursuite de la guerre en Irak et le bombardement de la Syrie ? Mode d'emploi.

On retrouve mot pour mot le dispositif et le discours de Bush au lendemain du 11 septembre 2001 qui devait servir à justifier l'entrée en guerre des Etats-Unis contre tous les Etats et tous les peuples qui ne se soumettraient pas à ses exigences.

Ils se sont inventés un ennemi, le terrorisme, pour à la fois justifier leurs interventions militaires en violation de la souveraineté des Etats, de tous les traités ou toutes les conventions signés depuis 1945, et mieux camoufler leurs réelles intentions, défendre leurs intérêts économiques contre leurs concurrents russes, chinois et autres, afin de conserver leur place hégémonique dans le monde.

Cette analyse serait incomplète si on ne précisait pas qu'il est faux de prétendre que les Américains voudraient empêcher la Russie ou la Chine de se développer, en réalité ce qu'ils visent c'est la manière dont ils devraient se développer selon les critères qu'ils entendent leur dicter ou qu'ils devraient adopter selon les règles du néolibéralisme, les mêmes qui sévissent déjà aux Etats-Unis et en grande partie dans les pays de l'UE, qui consistent à favoriser la concentration du capital entre les mains d'une oligarchie au détriment de l'Etat ou des classes moyennes, qui à terme doit assumer le pouvoir politique conformément au pouvoir ou à la puissance sans partage qu'elle a acquise.

L'entreprise de déstabilisation à grande échelle dans laquelle se sont lancés les Etats-Unis envers la Chine et la Russie notamment, le Brésil aussi, vise avant tout à porter au pouvoir dans ces pays l'oligarchie financière qui est appelée à se développer sur le modèle anglo-saxon, afin qu'elle concentre le pouvoir à l'échelle mondiale et forme un gouvernement mondial qu'aucune classe, force ou puissance ne pourra contester.

L'impérialisme américain, une menace pour tous les peuples et pour la paix.

- Obama prêt à lancer des frappes contre l'EI en Syrie - 20minutes.fr

«*Si vous menacez l'Amérique, vous ne serez jamais en sécurité*», a martelé le président américain. 20minutes.fr 10.09

Lire les intérêts des multinationales et banquiers américains...

- Obama promet des frappes contre l'Etat islamique "*où qu'il soit*" - LeMonde.fr

Obama indique ici que les Etats-Unis entendent dicter leur loi à tous les pays du monde ou qu'ils doivent s'y soumettent, que les intérêts de l'Amérique sont supérieurs à ceux de tous les Etats dans le monde, qu'il compte agir en maître absolu du monde. Hitler en avait rêvé...

- Les républicains soutiennent une ligne dure contre l'Etat islamique - LeMonde.fr

Pour justifier le bombardement de la Syrie, ils avancent leurs pions, ils y préparent psychologiquement les populations.

- Syrie : le chlore a bien été utilisé comme arme chimique - LePoint.fr

- Obama dévoile sa stratégie contre l'EI, possibles frappes en Syrie - AFP

Selon le New York Times, le président américain s'apprêterait à autoriser des frappes aériennes contre les combattants de l'EI en Syrie, comme les Etats-Unis le font déjà en Irak avec plus de 150 frappes depuis le début du mois d'août.

Les Etats-Unis ont reçu l'appui de nombreux pays, comme la France, dont le président François Hollande se rendra vendredi à Bagdad avant d'organiser lundi à Paris une conférence sur l'Irak, à laquelle participera M. Kerry. Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a précisé mercredi que que la France, participerait "*si nécessaire*" à une action militaire aérienne en Irak.

Les Américains veulent notamment obtenir le soutien des monarchies du Golfe qui, après avoir été accusées de financer des groupes radicaux, ont pris récemment conscience de la menace que représente l'EI pour leur propre stabilité.

La perception de la menace a changé aux Etats-Unis depuis la décapitation de deux journalistes, James Foley et Steven Sotloff. Selon un sondage réalisé pour le Washington Post et ABC News, plus de deux tiers des Américains soutiennent désormais des frappes aériennes américaines en Irak.

Lors de leur conversation téléphonique, M. Obama et le roi Abdallah d'Arabie saoudite sont tombés d'accord sur la nécessité d'augmenter l'entraînement et l'équipement de l'opposition syrienne modérée. Selon la Maison Blanche, les deux dirigeants ont jugé qu'une opposition syrienne plus forte était "*essentielle pour faire face aux extrémistes tels que l'EI ainsi qu'au régime Assad qui a perdu toute légitimité*". AFP 10.09

Ce qu'ils appellent "*l'opposition syrienne modérée*" forment aujourdhui le gros des troupes de l'Etat islamique et du Front Al-Nosra.

L'objectif de la mise en scène de la "*décapitation*" de deux journalistes américains est ainsi dévoilé.

En complément. C'est la même guerre ou stratégie. Propagande, déstabilisation et offensive néolibérale en Amérique latine.

- Brésil: l'horizon économique s'assombrit pour la réélection de Rousseff - AFP

- Dilma Rousseff serait battue au second tour au Brésil - Reuters

Haut de page

Le 13 septembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps de traiter tous les sujets d'actualité, on fait ce qu'on peut. On ajoutera une dizaine d'articles en fin de journée ou demain matin.

Je répondrai au camarade (de Sud) qui m'a relancé quand j'en trouverai le temps. Il se demande pourquoi je soutiens le POI, parce que lorsqu'il est *minuit dans le siècle* on se doit de serrer les rangs, de se tourner vers le parti qui selon nous incarne le mieux la cause que nous défendons. Je sais que sur ce sujet j'ai été particulièrement léger ou même mauvais, on ne peut pas être bon partout, désolé. J'y reviendrai plus tard. L'accélération de l'oeuvre destructrice de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale à laquelle participe l'impérialisme français, la radicalisation de la classe dominante, la décomposition croissante de la société, etc.

bref, la barbarie impose de rassembler nos forces pour combattre ensemble notre ennemi commun...

Lisez le dernier éditorial de D. Gluckstein (IO n°318), il me convient globalement même si je ne l'aurais pas rédigé ainsi. L'essentiel y est et c'est le plus important, quand il écrit : "*C'est pourquoi la liquidation des institutions de la Ve République n'est pas un sujet de débat pour 2017, mais un objet du combat d'aujourd'hui.*

Cette exigence se concentre dans la nécessité de bloquer, maintenant, le pacte de responsabilité. La mobilisation unie des travailleurs et de leurs organisations, en balayant le pacte de responsabilité, ouvrira la voie à l'édification d'une authentique démocratie politique dont les formes et le contenu seront définis par le peuple lui-même."

Le tour est rapidement fait, aucun autre parti ne combat pour le renversement des institutions de la Ve République. Ensuite à chacun de voir s'il a envie ou non de participer à ce combat.

Qui sera le plus impérial ?

- La France en première ligne en Irak - LeFigaro.fr

Vassalité oblige.

- Hollande affirme "*le soutien et la solidarité de la France*" au gouvernement irakien - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent pendant ce temps-là.

- Eastman Chemical veut racheter Taminco 2,8 milliards de dollars - Reuters

- Enel offre 8,25 milliards d'euros pour contrôler Enersis - Reuters

La compagnie d'électricité Enel a annoncé jeudi avoir lancé une offre contraignante de 8,25 milliards d'euros sur la participation de sa filiale espagnole Endesa dans la compagnie chilienne Enersis. Reuters 11.09

- Le danois Danfoss rachète le finlandais Vacon pour un milliard - Reuters

- Le chiffre d'affaires de Ferrari continue de s'envoler - AFP

- Chine: plus d'un million de millionnaires en dollars - AFP

Quand leur espoir ne dépasse le niveau d'une talonnette, il y a vraiment de quoi s'inquiéter.

- Une majorité de sympathisants veut Sarkozy à la tête de l'UMP - Reuters

- Présidence de l'UMP: Sarkozy aurait déjà 12.000 parrainages - 20minutes.fr

- Bernadette Chirac: Sarkozy ne doit pas prendre la tête de l'UMP - AFP

Bernadette Chirac, "*persuadée*" que Nicolas Sarkozy va gagner en 2017, a jugé vendredi que l'ancien chef de l'Etat "*ne devait pas prendre la présidence de l'UMP*" car "*cela lui porterait tort*". AFP 12.09

- Corruption présumée: Sarkozy et Herzog ont déposé leurs requêtes en nullité - AFP

Comment ils étrillent Hollande...

- Sondage: une démission de Hollande souhaitée par 62% des Français - AFP

- 54% souhaitent que François Hollande "*procède à la dissolution de l'Assemblée nationale*", 41% qu'il "*change de Premier*

ministre", fonction assurée depuis cinq mois par Manuel Valls. AFP 11.09

- Confiance: Hollande recule à 15%, Valls chute à 22% - AFP

Selon le baromètre YouGov de septembre publié jeudi pour le Huffington Post et iTélé.

.... pour mieux le ménager ensuite.

- Frédéric Lefebvre (UMP), soutien surprise de Hollande - Liberation.fr

- Trierweiler, Thévenoud, Morelle... pieds nickels et nickelés - Liberation.fr

Ils cherchent à en finir avec la Syrie.

- Frappes américaines contre l'Etat islamique: Une «*violation grossière*» du droit international selon Moscou - 20minutes.fr

- Moscou condamne d'éventuelles frappes américaines en Syrie - LePoint.fr

- L'Arabie saoudite accueillera des camps d'entraînement pour rebelles syriens - LeMonde.fr

- Syrie: l'opposition salue le plan américain et appelle à agir contre Assad - AFP

- Etat islamique: des frappes aériennes risquent d'être insuffisantes - AFP

Opération déstabilisation.

- Chine: étudiants et professeurs montent au créneau pour les droits des LGBT - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le rouleau compresseur néolibérale en action.

- Mario Draghi exhorte les gouvernements à agir - Reuters

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, a exhorté jeudi les gouvernements à entreprendre des réformes structurelles et à accroître l'investissement public pour relancer l'économie de la zone euro, en parallèle aux mesures de soutien monétaire décidées par la BCE.

(Traduction : Les gouvernements doivent engager ou poursuivre des "*réformes structurelles*" en faveur du patronat, dont celles concernant la flexibilité du marché du travail et la baisse du coût du travail, s'endetter davantage à travers des investissements destinés aux entreprises privées, la dette pour l'Etat ou les travailleurs, les profits pour les actionnaires ou les capitalistes, tandis que la BCE a adopté de nouvelles mesures monétaires destinées aux banques. Ainsi la nature de la BCE est claire : Tout pour le capital ! - ndlr)

Pour relancer l'investissement des entreprises, Mario Draghi demande aux gouvernements d'améliorer leur environnement réglementaire afin de ne pas, a-t-il dit, "*saper le moral des entrepreneurs.*"

(Tradution : Il faut libérer les entreprises du carcan réglementaire qui leur impose de respecter un certain nombre de normes conformes aux besoins des différentes composantes de la société, notamment en matière environnementale. - ndlr)

Il a cité l'Espagne en exemple, se félicitant de ses perspectives de rebond sur les deux prochaines années grâce à ses réformes en faveur des entreprises.

(Il est vrai qu'il aurait du mal à citer une seule réfomre en faveur des travailleurs, c'est tellement évident qu'il s'en vante. - ndlr)

Un autre moyen d'encourager l'investissement consiste à diversifier les sources de financement des entreprises au-delà du seul

circuit bancaire, a poursuivi Mario Draghi.

(Il est vrai qu'on se demande à quoi peut bien servir l'argent que la BCE verse aux banques... - ndlr)

"*Il nous faut donc développer des sources fiables de financements non bancaires, tels que l'appel aux marchés d'actions et obligataires, la sécurisation, les prêts de compagnies d'assurance ou de sociétés de gestion, le capital-risque et le financement participatif*", a-t-il dit.

(A des taux supérieurs aux banques et des conditions plus contraignantes... - ndlr)

Evoquant la politique budgétaire, Mario Draghi a appelé de ses voeux une "*mise en oeuvre cohérente et crédible*" du Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne, qui limite les déficits des Etats membres à 3% du produit intérieur brut.

(Réduire le champ d'action ou d'intervention de l'Etat dans l'économie au profit du secteur privé revient à se passer de recettes et tend donc à accentuer le déficit, qui sert ensuite à justifier des coupes claires dans tous les budgets sociaux. C'est en effet "*cohérent et crédible*" du point de vue néolibéral. ndlr)

Dans ce cadre, "*les gouvernements peuvent trouver de l'espace pour soutenir l'investissement productif et parvenir à une composition des politiques budgétaires plus favorable à la croissance*", a-t-il dit. Reuters 11.09

Favorables aux capitalistes ou actionnaires, nous l'avons déjà dit.

Les vases communicants. Il faut bien les trouver quelque part ces 50 milliards d'euros d'économies destinés aux nantis.

- Petites retraites: la revalorisation promise n'aura pas lieu - AFP

Les retraités les plus modestes, qui devaient voir leurs pensions augmenter au 1er octobre, seront logés à la même enseigne que les autres: à cause de la faible inflation, elles ne seront finalement pas revalorisées.

Les petites pensions inférieures à 1.200 euros, que le gouvernement avait épargnées de la mesure de gel décidé au printemps dernier, ne seront pas revalorisées dans trois semaines, du fait de la "*très faible inflation*" finalement prévue pour 2014, a annoncé vendredi le ministère de la Santé à l'AFP.

Dans le cadre du plan de 50 milliards d'économies d'ici à 2017, présenté en avril, le gouvernement avait décidé le gel des retraites jusqu'en octobre 2015, qui devait générer 1,3 milliard d'économies.

Sous la pression de députés de la majorité, le gouvernement s'était engagé à épargner les retraités modestes de la mesure de gel.

Au final, ce sont bien les quelque 15 millions de retraités français qui ne verront pas leur pension augmenter.

Dans les faits, cela revient à un gel de 18 mois puisque la date de revalorisation annuelle des retraites avait déjà été décalée cette année d'avril à octobre à l'occasion de la réforme des retraites.

"*Cinq euros de plus par mois, pour les plus défavorisés, ce n'était pas rien !*" s'est insurgé Annie Petit, la secrétaire nationale de l'Union nationale des retraités et personnes âgées (UNRPA), soulignant que 2 millions de retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté (987 euros par mois en 2012).

Qui peut croire un instant que le socialisme serait synonyme d'injustice sociale ?

En complément.

- Sondage: seuls 19% des Français jugent le gouvernement Valls "*de gauche*" - AFP

Ce qui démontre indirectement que même ceux qui se disent de droite se reconnaissent en lui, et ils ne se trompent pas.

Ils seraient bien plus réactionnaires que révolutionnaires et cela se comprend.

Tout les encourage à l'être, hélas !

- Les Français de plus en en sévères pour les pauvres, selon une étude du Crédoc - leparisien.fr

Emoussée par la crise, la bienveillance des Français à l'égard des plus pauvres décline. Le constat implacable est dressé en chiffres par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc). En 2014, «*l'opinion porte un regard plus sévère sur les chômeurs ou les bénéficiaires de minima sociaux*», résument les chercheurs.

Les Français interrogés sont de plus en plus nombreux à «*craindre les effets déresponsabilisants des politiques sociales*». Le modèle français de l'Etat-Providence n'est plus plébiscité, et c'est une nouveauté car «*habituellement, en temps de crise, l'opinion attend généralement davantage d'intervention de la part des pouvoirs publics en direction des plus démunis*».

Les pauvres doivent s'en prendre à eux-mêmes. C'est ce qui transparait des réponses fournies au Crédoc. «*Depuis 2009, les opinions se sont franchement durcies* », notent les experts.

Ainsi, l'idée que «*s'ils le voulaient vraiment, la plupart des chômeurs pourraient retrouver un emploi*» recueille désormais 64% d'opinions favorables contre 60% en 2013.

Plus sévère encore, 37% des personnes interrogées estiment que «*les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir*». Au lendemain de la crise économique, en 2009, elles n'étaient que 25% à le penser.

Et la solidarité semble aussi avoir un effet pervers aux yeux des sondés : 44% considèrent que «*faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes leur enlève tout sens des responsabilités*».

Les politiques sociales n'incitent pas à l'effort. Le bien-fondé et l'efficacité de ces politiques sont clairement remis en cause. Pour une majorité de sondés, elles mènent à une «*déresponsabilisation*».

76% des Français questionnés jugent «*qu'il est plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire*». 54% pensent que les pouvoirs publics font ce qu'il faut voire trop pour les plus démunis, et 53% considèrent que «*le RSA incite les gens à s'en contenter et à ne pas travailler*». Et les aides aux familles qui ont des enfants sont jugées largement «*suffisantes*» à 63% contre… 31% seulement en 2008. En résumé, les allocations familiales, ça suffit.

Robin des bois n'a plus la cote. Prendre aux riches pour donner aux pauvres est une idée qui «perd du terrain depuis deux ans» selon le Crédoc.

Alors que 71% des Français souhaitaient une plus grande redistribution des richesses en 2012, ils ne sont plus que 55% en 2014, après deux ans de présidence Hollande. «*Le sentiment que les riches sont déjà suffisamment taxés n'est certainement pas sans lien avec l'arrivée de la gauche à la tête de l'État*», analysent les chercheurs.

«*Les mesures prises par le gouvernement socialiste (augmentation des impôts) ont pu amener à renforcer l'idée que la redistribution des riches vers les plus modestes est déjà assez ou trop élevée en France*», note le Centre de recherche.

Le ras-le-bol des classes moyennes. Pour expliquer ces tendances, le Crédoc lance des hypothèses. Tout d'abord, «*les Français pensent que les caisses de l'État sont vides et que les aides sociales ne peuvent plus être aussi généreuses que par le passé*».

Mais «*il importe aussi de prendre en compte la situation financière des classes moyennes, qui s'est dégradée continûment depuis une vingtaine d'année. (…) Ces difficultés financières croissantes des strates intermédiaires de la population rendent de plus en plus difficilement acceptables la relative inefficacité du système socio-fiscal français*». leparisien.fr 12.09

Voilà de quoi alimenter l'extrême droite.

On n'y revient pas quotidiennement, mais c'est bien là un des aspects déterminants de la situation, l'embourgeoisement d'une majorité des masses qui adhèrent à l'idéologie de la classe dominante et rejoignent les classes moyennes contre les couches les plus défavorisées du prolétariat, qui ne voyant pas poindre à l'horizon une alternative au capitalisme se rétractent sur elles-mêmes.

C'est le chacun pour soi qui prédomine dès lors avec tout ce qu'il comporte d'abjecte, dont s'en prendre au premier bouc émissaire qu'on leur sert sur un plateau, le jeune, le chômeur, le retraité, le musulman, l'immigré, l'étranger, etc. ici le pauvre. On ne les juge pas, c'est un constat. C'est la réaction naturelle en l'absence de conscience de classe sous un régime capitaliste.

Après la révolution "***par les urnes***", voici venu le temps de la Constitution par la "***toile***".

Et voilà qu'on nous ressort les réseaux sociaux qui devraient se substituer à la lutte des classes, on comprend mieux dès lors pourquoi les officines de propagande du régime (agences de presse et médias) ont offert généreusement une nouvelle tribune à l'illusionniste Mélenchon.

Les dirigeants du vieux monde, qui sont toujours animés de bonnes intentions envers les peuples, ont mis à leur disposition Internet et toute une batterie d'instruments de communication pemettant à chacun de s'exprimer en leur fournissant l'impression de disposer de plus de liberté ou qu'ils vivaient dans une démocratie, cadre ou piège alléchant dans lequel ils allaient évidemment tous tomber car a priori il correspondait à une de leur revendication ou aspiration politique, pour ensuite pouvoir mieux les manipuler sachant qu'ils demeuraient dépourvus de conscience de classe ou malgré parfois les apparences baignaient toujours dans la même ignorance.

La multitude de points de vue qui devaient s'exprimer sur le Net allait accélérer la dislocation du mouvement ouvrier. Comment ? De différentes manières.

Tout d'abord en mettant en concurrence des point de vue de nature individuelle et des point de vue à caractère collectif de telle sorte que ces derniers soient noyés dans une masse d'idées contradictoires et qu'à l'arrivée les internautes se retouvent confrontés à une grande confusion qui leur interdise de déterminer quelle idée serait meilleure qu'une autre ou quelle idée serait plus légitime qu'une autre, aboutissant à une situation où ils ne savent plus quoi penser, où ils en arrivent à se dire que toutes les idées se valent, alors qu'en réalité ce n'est pas le cas.

Ensuite en mettant en concurrence des point de vue dont ils ignorent l'origine ou les intentions, la nature et les objectifs, tout en réalité, c'est un processus qui leur échappe totalement, qu'ils sont incapables de maîtriser en dehors du choix qui leur est laissé d'y participer ou non, ils ignorent sur quoi reposent les idées qu'on leur propose, quel lien ou rapport il existe entre ces idées et les conditions sociales que connaissent ceux qui les émettent, quelle réalité elles traduisent en fonction du statut social de l'émetteur, la conscience qu'il en a ou pas, quelle expertise il a en la matière ou quelle connaissance ou expérience il a acquise pour traiter un sujet particulier, bref, s'il possède une quelconque légitimité pour qu'on prête attention à son discours. Au nom de la liberté d'expression l'avis d'un ignare ou d'un scientifique aura la même valeur, du coup c'est toute connaissance qui est remise en cause, qui devient inaccessible.

Après, en flattant l'individualisme qui est une des composantes du développement de notre personnalité et qui prend ses racines dans les fondements du régime en place, le Net favorise son épanouissement qui entre en contradiction avec la contrainte que constitue l'appartenance à une communauté dont les contours, les statuts ou le fonctionnement correspondent à des principes ou des règles précises ou strictes que chacun de ses membles sont censés avoir adoptés et respectés. Plus leur objet ou contenu seront restreints ou de portée limitée, réduit à une facette de l'existence, à une question particulière, plus il sera facile d'y adhérer ou de s'y identifier. En revanche plus ils auront une valeur générale ou engloberont des aspects divers de la société, concentreront un ensemble de sujets relatifs au fonctionnement ou à l'orientation de la société, plus la multitude d'idées contradictoires présentes sur le Net constitueront des obstacles pour y adhérer, autant de réserves semant le doute pour ne pas adopter une interprétation générale de la société ou du monde. A l'arrivée, chacun se reconnaîtra dans les idées qu'il partageait déjà ou qui incarnent sa condition ou la conscience qu'il en a sans aller au delà.

Au delà, la multiplicité des situations ou des conditions rencontrées par la population favorisera la création d'un nombre quasi illimité de pôles de regroupements généralement insignifiants sur cette base restreinte, leur nombre important permettant aux gouvernants de prendre appui sur eux le moment venu pour les instrumentaliser ou s'en servir contre le reste de la population ou le mouvement ouvrier, ils pourront servir de levier ou de moyens pour légitimer leur politique.

Plus loin, l'avalanche ininterrompue d'idées anonymes permet de discréditer toute idée avancée par des opposants au régime en place qui peuvent s'exprimer sur le Net. Quand on défend une idée, on l'étaie généralement dans une démonstra tion au moyen d'arguments, de faits, etc. on cite ses sources ou on fournit nos références, on a tout intérêts à être d'une honnête scrupuleuse jusque dans les moindres détails, alors que ceux qui interviennent sur le Net et qui n'ont pour seul objectif que démolir toute version qui n'est pas conforme à celle du gouvernement ou toute idée généralement répandue par la classe dominante ou ses représentants ou encore qui est conforme à ses intérêts, ils emploieront tous les procédés malhonnêtes qui existent, sans aucune limite, ce que la plupart des lecteurs ne percevront pas forcément si l'affaire est délicatement enveloppée, sachant que chaque internaute ne va pas vérifier systématiquement tout ce qui lui tombe sous les yeux, il est facile de les tromper. Il existe aussi en rhétorique un ensemble de figures de style ou de pensée dont on peut user et abuser pour induire en erreur une personne à son insu. On peut aussi recourir à la logique, qui associée à des mécanismes psychologiques pour se livrer à des manipulations peuvent produire des effets étonnants que la plupart des gens sont incapables de détecter. C'est d'autant plus facile que la plupart des gens se leurrent sur leur propre capacité intellectuelle, et ceux qui se destinent de les berner en usent et en abusent à volonté sur le Net, il suffit de suivre le déroulement de certains commentaires qui figurent à la suite de certains articles où se succèdent les interventions des mêmes internautes pour avoir l'illustration. Généralement on se fait manipuler quand on ne se pose pas la question de savoir ce qu'il manque dans un article, dans un article qui traite un événement particulier, pourquoi l'auteur a omis un élément qui si on le prenait en considération réduirait sa démontration ou ses conclusions à néant. On oublie souvent le non-dit, le mensonge par omission, le fait qu'on est en présence d'une mémoire sélective.

Le Net et les réseaux sociaux en particulier ont pour fonction de diluer la pensée, de rendre toutes choses égales entre elles ou

le contraire permettant d'inverser la cause et l'effet. Ils sont un facteur de confusion totale au lieu de favoriser la connaissance ou la prise de conscience des masses. Sur le plan psychologique, ils sont un puissant instrument de dislocation de la personnalité favorisant le développement de la schizophrénie, favorisant l'isolement et l'individualisme au détriment de l'expérience pratique du contact humain. Il coucourt à renforcer l'idéalisme, la conceptualisation de l'existence au lieu de la vivre pleinement et d'en tirer des enseignements, or c'est à partir de cette expérience, de ce contact ou de cet échange vivant, pratique qu'on peut évoluer, il est donc plutôt une source de régression à tous les niveaux pour rabaisser l'homme, l'affaiblir, l'atomiser pour mieux le contrôler et lui imposer un mode de pensée et de vie contraires à ses intérêts fondamentaux. A suivre

Ce qu'il faut retenir de l'initiative du Parti de gauche sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

C'est que malgré les apparences trompeuses, elle n'est en aucun cas en rupture avec la Constitution de la Ve République qui a pour fonction d'assurer la pérennité de la domination de classe des capitalistes, de la légitimer et de la justifier sur le plan juridique, dans la mesure où nulle part il n'est fait mention du renversement de la domination de classe ou de l'ordre établi au profit de la classe dominée ou des exploités, nulle part également il n'est question de remettre en cause les privilèges dont dispose la classe dominante qui reposent sur les rapports sociaux de production, le mode de production capitaliste et de répartition des richesses qui en découle au profit des nantis qui conserveraient ainsi le pouvoir.

Qui plus est, il est complètement farfelu d'imaginer un seul instant que la Constitution et les institutions de la Ve République pourraient s'effacer ou disparaître suite à une pétition ou un mouvement né sur Internet qui serait le prélude à un un mouvement plus large, alors que la mobilisation de millions de travailleurs n'a pas suffit pour faire reculer un gouvernement sur une contre-réforme (retraite, Sécu). Si les travailleurs n'ont jamais pris le pouvoir par les urnes ou un bulletin de vote, ce n'est pas demain qu'ils y parviendront par ce moyen-là, or c'est ce qu'on voudrait à nouveau nous faire croire. Cet appel s'inscrit dans le cadre et le respect des institutions en place qu'il n'est nullement question de renverser à terme.

Il faut donc en déduire que cette opération ne peut que conduire les travailleurs dans une impasse à défaut de leur proposer une issue politique qui serait réellement en rupture avec le capitalisme et ses institutions politiques, qui s'en serviraient pour les dresser contre le régime dans la perspective de le renverser, par une mobilisation révolutionnaire de millions de travailleurs puisqu'il n'existe aucun autre moyen pour la classe ouvrière de s'en débarrasser, de prendre le pouvoir politique.

De plus, un gouvernement qui ne s'appuierait pas sur une mobilisation révolutionnaire des masses et ne favoriserait pas leur organisation à travers tout le pays, se priverait des moyens qui lui permettrait de réaliser sa politique afin de satisfaire les revendications sociales des masses ou pour changer la société. Par la suite, le soutien dont il bénéficiait au départ parmi les travailleurs s'effriterait rapidement, pendant que la réaction fourbirait ses armes pour le renverser une fois conduit à la paralysie pour ne pas s'être attaqué au pouvoir de la classe dominante, lui fournissant l'occasion à la fois de revenir au pouvoir et de s'attaquer violemment au mouvement ouvrier qu'elle réprimerait en profitant de la neutralité de pans entiers de la classe ouvrière, qui frustrés ou se sentant trompés se détourneraient du gouvernement, tout en s'appuyant sur les couches les plus impatientes et prêtes à en découdre qui viendraient renforcer le lumpenprolétariat et retourneraient leurs armes contre le gouvernement, dès lors condamné à lui céder le pouvoir de gré ou de force.

On aurait pu faire l'économie de cette analyse et affirmer que, puisque le Parti de gauche n'entend pas rompre avec l'UE et l'euro, annuler purement et simplement la dette de l'Etat, s'attaquer aux fondements du capitalisme ou socialiser toutes les grandes entreprises, il s'interdit à l'avance de mener une autre politique que celle du gouvernement actuel car demeurant subordonné à la classe des capitalistes ou au marché, en conclusion cette initiative est une supercherie, une escroquerie politique.

Il faut noter enfin, que chaque fois que les institutions de la Ve République sont fragilisées ou vacillent, il s'en trouve toujours dans le mouvement ouvrier pour se saisir de la crise politique qui les menace afin de les soulager de cette pression. Cet appel s'apparente à une opération de récupération pour le compte du régime de la part de partis qui lui sont intimement liés.

Et ce n'est pas un hasard, si à défaut de légitimité au sein de la classe ouvrière ils se saisissent des instruments créés par la classe dominante pour combattre la démocratie et accélérer la dislocation du mouvement ouvrier, instruments destinés essentiellement à la petite bourgeoisie et aux classes ou couches moyennes qui sont subordonnées au capitalisme, instruments étrangers à la lutte de classe du prolétariat, donc qui ne peuvent pas se transformer en instruments au service du combat qu'il mène pour son émancipation du capital, qui doivent servir à toutes sortes de manipulations ou à instrumentaliser le mécontentement ou l'impatience du petit bourgeois, de façon à orienter son combat politique contre la classe ouvrière ou à s'en servir comme une force d'appoint au service du régime.

La supercherie transpire à chaque ligne de cet appel, par exemple quand ils affirment qu'il faudrait "*changer la Constitution pour rendre le pouvoir aux citoyens*", alors qu'en réalité sans discontinué depuis 1789 c'est la classe des capitalistes qui détient le pouvoir, elle seule, tout le pouvoir, qu'à aucun moment dans le passé il n'en a été autrement.

Mais alors demanderez-vous, comment peuvent-ils prétendre le contraire ? Question très intéressante, car au passage elle révèle la nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire des initiateurs de cet appel en faveur d'une VIe République ou la tenue d'une assemblée constituante qui seraient assurément les clones de la Ve République et de l'Assemblée nationale. Pour répondre

à notre question, c'est très simple à comprendre, en faisant référence aux citoyens qui englobent toutes les classes, le patron, l'actionnaire et l'ouvrier, comme si elles avaient les mêmes intérêts et menaient le même combat politique, poursuivaient les mêmes objectifs politiques, or chacun sait qu'il n'en est rien en réalité.

Cette référence n'est évidemment pas fortuite ou gratuite, elle a un contenu de collaboration de classes comme on vient de le voir, collaboration de classes qui profite toujours au régime et jamais aux travailleurs. Ce tour de passe-passe sémantique n'a rien d'anodin, car il est la négation de la lutte des classes ou exprime la soumission de la classe dominée à la classe dominante qui incarne nous dit-elle l'intérêt général, l'intérêt supérieur de la nation, du peuple de France précisent les staliniens. Toutes ces fomulations expriment le même contenu de classe, l'impossibilité ou plutôt le refus de se situer sur le terrain de classe des exploités de la part du Parti de gauche allié du PCF, lui-même allié du PS, supplétif du parti de l'ordre, qui est un des pilliers des institutions et du régime qu'il s'agit dès lors de préserver par n'importe quel moyen contre les masses et non de les liquider.

Bref, le citoyen, dans ce cadre précis, c'est à la fois le maître qui détient le pouvoir économique et politique et le serviteur qui n'en détient aucun, parce qu'il est lié à son maître par des rapports dont il ignore la nature. Le citoyen, c'est le fil à la patte qui relie chaque membre de la société entre eux et aux institutions devant lesquels il doit se prosterner, se soumettre, c'est la chaîne qui entrave l'esclave, délimite le champ dans lequel sa pensée et ses mouvements doivent évoluer, dans lequel il doit envisager son destin de sa naissance à sa mort, au delà duquel il n'existe pas, il n'existe rien, exactement comme avec le capitalisme dont il doit être le docile petit soldat. Seul le citoyen du monde fait voler en éclats toutes ces entraves ou barrières, encore faut-il qu'il en est conscience, ce qui est rarement le cas.

On y fera référence exclusivement lorsqu'il s'agira de l'opposer à sa négation, l'individu atomisé et dépouillé de tout droit, une fois l'Etat dissout au profit d'une institution supranationale ou privée, dont l'existence reposerait sur l'abolition de la lutte des classes ou incluerait dans ses statuts l'instauration d'une dictature de fer interdisant à quiconque d'en contester la légitimité, fusionnant ou contrôlant, détenant le pouvoir exécutif, légilatif et judiciaire, de telle sorte que disparaîtrait la notion de classe indispensable pour s'organiser et la combattre.

Dans cet appel du PG il ne s'agit pas vraiment de ce citoyen-là dont les attributs politiques ou les droits se confondent en partie avec les principes de la République qui ont une valeur collective, puisqu'il est question de fonder de "nouveaux droits personnels" et non de reconquérir tous les droits collectifs que tous les gouvernements antérieurs ainsi que celui qui est en place se sont employés à liquider au cours des décennies antérieures. Qui plus est, pour les reconquérir, si c'était réellement le but de cette initiative, il va de soi qu'elle ne s'adresserait pas aux citoyens en général dont les patrons, mais exclusivement aux masses exploitées, en faisant un amalgame entre tous les citoyens, cela revient à occulter le fait que la classe dominante combat sur sa propre stratégie politique énoncée plus haut, donc cela revient à entretenir des illusions sur ses réelles intentions qui ne peuvent pas coïncider avec les besoins ou droits des travailleurs.

L'emploi de ce terme générique, citoyen, est incompatible avec le combat classe contre classe, car il est éclectique et d'un emploi passe-partout auquel chacun peut attribuer un contenu différent et contradictoire prêtant à confusion, on retrouve là justement la raison d'être des "réseaux sociaux", qui n'ont pas vocation à armer les masses pour mener leur combat politique, mais bien plutôt le contraire.

Voilà où mènent les contradictions du FdG, l'incohérence (apparente seulement) de son programme, son incapacité à s'adresser aux masses qui en retour s'en détournent, au pire opportunisme qui soit, à substituer à la lutte de classe une démarche bureaucratique sans lendemain.

Apposez votre nom au bas d'une page, vous allez voir comment cela va changer votre vie, mais qui peut croire sérieusement de telles sornettes ?

Voyons de quelle manière tout cela se présente.

AFP - Mélenchon lance son mouvement pour une VIe République sur internet - AFP

Jean-Luc Mélenchon a lancé jeudi soir sur le plateau du Grand Journal de Canal, la première étape de son "*mouvement pour une VIe République*" en ouvrant une page internet sur laquelle on peut s'inscrire pour, à terme, "*changer la Constitution*", a annoncé le Parti de gauche. (La République démocratique bourgeoise est décidément héréditaire, comme la monarchie ! Nous nous préférons rompre avec cette tradition et revendiquer une République sociale débarrassée du capitalisme (et de l'UE). - ndlr)

"*Changez la Constitution pour rendre le pouvoir aux citoyens ! (Il ne l'a jamais eu, à part les nantis, à croir qu'il est leur porte-parole. - ndlr) N'attendez pas les consignes ! Les initiateurs de notre mouvement sont ceux qui décident, à cet instant, d'agir ensemble. Notre mouvement commence comme un réseau social. La "toile+ est la plus grande place publique de notre pays. Ici, place au peuple !*" est-il écrit. (Chacun aura compris que "*les initiateurs*", "*ceux qui décident*", la "*toile*" et le "*peuple*" ne font qu'un... en la personne de Mélenchon. - ndlr)

"*Je demande l'élection d'une assemblée constituante qui fonde avec les citoyens la VIe République. Une République débarrassée*

de la monarchie présidentielle et fondant les nouveaux droits personnels, écologiques et sociaux dont notre pays a besoin", peut-on encore lire. (Une pochette surprise pour attrape-nigauds en somme ! - ndlr)

"*La première étape*" de ce processus est "*la publication d'une page où on peut signer une très brève déclaration qui constituera en réalité la porte d'entrée dans le réseau. (Et de sortie par la même occasion ! -ndlr) Puis un appel de personnalités sera publié. La page ouvrira alors des possibilités d'intervention interactive et de prise de décision collective. À ce moment, un comité d'initiatives pourra se constituer et c'est lui qui pilotera les étapes ultérieures*", affirme encore M. Mélenchon. (Pilotage à vue en perspective d'un crash annoncé... Un parachute est fourni ? Pour lui et les siens, la question ne se pose plus. - ndlr)

"*J'ai choisi cette méthode parce qu'elle me paraît être elle-même la plus en phase avec ce que nous voulons faire. (Une numéro d'illusionnisme, un de plus. -ndlr) J'en suis certain : ceux qui nous rejoindront amèneront les savoir-faire techniques qui permettront d'approfondir sans cesse les capacités de coopération entre les signataires. (Du bricolage, de l'amateurisme, rien de très sérieux. - ndlr) Le but du mouvement (...) est de provoquer dans la société un mouvement en faveur d'un but, et un seul : la convocation d'une assemblée constituante pour faire naître la VIe République*", poursuit-il. (Une formule creuse, peu importe puisqu'elle demeurera sans lendemain. Il s'agit aussi de couper l'herbe sous le pied du POI qui plus sérieusement avance la perspective d'une Assemblée constituante souveraine, en précisant toutefois et c'est important, une fois débarrassé de la Ve République. C'est à croire que cette initiative est aussi tournée contre le POI. - ndlr)

Selon lui, "*faire naître ce mouvement, c'est donc l'alimenter et l'élargir à la fois par des initiatives d'autant plus fortes qu'elles seront originales, qu'elles seront voulues et pratiquées par le grand nombre, et par des contributions qui stimulent la réflexion*". (Mélenchon croit-il vraiment que les travailleurs vont encore croire ses balivernes, ceux pour qui à un moment donné il a pu incarner un espoir après leur avoir raconté de belles histoires dans lesquelles il ne croyait pas un mot, qu'il a trompés délibérément ? Il va s'avérer bien le seul à y croire cette fois-ci. - ndlr) AFP 11.09

En complément. Vous doutiez encore des réelles intentions de Mélenchon, c'est parce que vous ignoriez qui il était vraiment. On va vous aider à y voir plus clair.

- Quand Mélenchon défendait la VIe République avec... Le Drian - Liberation.fr

«*Vite la VIe République !*» tribune dans Le Monde du 12 juillet 1990 signée par Mélenchon

«*La Ve République […] organise la négation du politique, le contournement de l'expression démocratique et la prédominance de la technocratie sur toutes les aspirations de la société, écrivent-ils. Elle a délibérément mis en quarantaine toutes les forces collectives socio-économiques, culturelles ou politiques.*» Liberation.fr 12.09

Mélenchon savait donc que les institutions de la Ve République étaient antidémocratiquee, cela ne l'a pas empêché d'y participer pendant près de 30 ans, au plus haut niveau (de l'Etat) en participant au gouvernement Chirac-Jospin. Mélenchon dénonce ce qui lui a permis de vivre grassement pendant 30 ans. Quel misérable pître !

Mieux encore. On ne peut pas comprendre Mélenchon si on le prend au sérieux ou si on oublie qu'il s'adresse à un parterre d'ignares ou de vendus comme lui.

Parfois il fait le crétin, il ne le fait pas toujours exprès semble-t-il, mais là où il excelle, c'est quand il prend un grand air pour parler de choses sur lesquels il ignore tout ou presque, il se ridiculise lui-même et devient pathétique. Jugez plutôt, l'exercice est particulièrement truculent et réussi ici car sa véritable nature transpire. Vous doutiez encore des réelles intentions de Mélenchon, c'est parce que vous ignoriez qui il était vraiment. Il va vous aider lui-même à y voir plus clair.

AFP - "*Où et quand a-t-on évoqué le fait qu'il faille intervenir en Irak, bombarder une fois de plus comme on l'a déjà fait en Libye avec le succès dont on se souvient, ou que l'on distribue des armes aux uns aux autres qui finissent par se retourner contre nous?* (Contre qui, contre vous, ben oui pardi, contre les intérêts de Etat français avec lequel Mélenchon fait corps, la classe dominante qui est au pouvoir. C'est beau quand même la fraternité, le social-patriotisme, voilà qui donne un éclairage réaliste et assez cru sur sa définition du "*citoyen*". - ndlr) *Ce chaos continue et nous voici maintenant avec François Hollande allant à Bagdad, ce qui ne sert à rien* (Vraiment ? -ndlr) sinon à le mettre en danger (Voilà qui s'inquiète de son sort, magnifique ! - ndlr) *et engager la France dans une guerre dont personne n'a parlé*", a-t-il développé. (Ah ben si au moins on en avait causé un brin entre nous, p't'êtes bien qu'on aurait pu le justifier... - ndlr)

M. Mélenchon prône de "*s'intéresser à ceux qui les financent et devraient prendre la responsabilité de cesser de le faire, c'est-à-dire les monarchies saoudienne, qatarie, avec lesquelles nous entretenons des relations d'une délicieuse courtoisie et à qui nous vendons du matériel des armes qui ne servent à rien* (Vraiment, et la destruction de la Syrie ? A la trappe! -ndlr) *puisqu'ils ne sont pas capables eux-mêmes de participer au maintien de l'ordre étatique*". (Ah ben si au moins ces armes avaient permis d'atteindre les objectif fixés par Obama, là on applaudirait à tout rompre ! - On a envie de dire : quel réac, non ? C'est là qu'on s'aperçoit qu'il y a un décalage totale entre les intentions qu'ils affichent ou l'impression qu'il veut donner de lui-même et ce qu'il est réellement. - ndlr)

Il regrette également que Américains et Français s'apprêtent à "*taper dans le tas sans tenir aucun compte de l'Onu*". (Ah l'ONU qui a soutenu toutes les guerres, instrument de la classe dominante pour mener sa guerre contre tous les peuples de la planète, comme il y tient ! - ndlr) AFP 12.09

Ce n'est pas fini ! Toujours plus fort, il prône à la fois la défense et la dislocation des Etats-nations qui devraient se doter d'une nouvelle Constitution... une fois disparus, en France une VIe République ! Non, vous ne rêvez pas.

- Mélenchon voterait en faveur de l'indépendance de l'Ecosse - Le Nouvel Observateur 12.09

Au fait, cette VIe République, c'est une blague de potache, un de ses potes a lâché le morceau hier.

Le conseiller municipal (PCF) d'Alfortville, Jean-Noel Coirault, à la fête de l'Humanité : «*On appelle de nos voeux à la constitution d'une VI République, avec de la proportionnelle. On ne va pas s'opposer à ce que dit Mélenchon*». liberation.fr 12.09

Voilà, la VIe République, c'est la Ve "*avec de la proportionnelle*", le FN en prime, chouette s'écrit Hollande dans son palais !

Leur oeuvre de destruction irréversible.

- La déforestation de l'Amazonie s'est accélérée en 2013 - Reuters

La destruction de l'Amazonie, plus vaste forêt tropicale du monde, s'est accélérée l'an dernier, la déforestation s'accroissant de 29%, confirment les chiffres définitifs publiés mercredi par le gouvernement.

Les données satellites pour les 12 mois août 2012-juillet 2013 montrent que 5.891 kilomètres carrés de forêt ont disparu dans l'Amazonie brésilienne.

La lutte contre la destruction de la forêt amazonienne est considérée comme cruciale dans la réduction du réchauffement climatique mondial parce la déforestation dans le monde représente 15% des émissions annuelles de gaz à effet de serre, soit plus de la totalité des émissions du secteur des transports.

Outre le fait qu'elle est un puits géant pour le gaz carbonique, l'Amazonie est un sanctuaire pour la biodiversité, où cohabitent des milliards d'espèces qui n'ont pas encore été étudiées.

Les plus grosses augmentations en matière de déforestation ont été constatées dans les Etats de Para et du Mato Grosso, terres de développement de l'agriculture brésilienne. Plus de 1.000 kilomètres carrés de forêt ont été supprimés dans chacun de ces deux Etats.

En dehors de l'agriculture, les autres causes de la déforestation sont l'exploitation forestière illégale et l'occupation de terrains publics qui jouxtent de grands projets d'infrastructures dans la région amazonienne, tels que des routes et des barrages hydroélectriques.

Malgré l'augmentation de la déforestation en 2013, la zone déboisée reste la deuxième surface la plus faible depuis que le gouvernement a commencé à produire des statistiques sur la question en 2004. Cette année-là, 30.000 kilomètres carrés de forêts avaient été perdus.

La semaine dernière, Reuters a publié des photographies d'Indiens d'Amazonie qui ont arrêté et battu des exploitants forestiers illégaux sur leur réserve dans l'Etat du Para. La tribu a décidé d'effectuer elle-même la surveillance, faisant valoir que les autorités brésiliennes n'étaient pas efficaces. Reuters 11.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Les Etats-Unis rallient 10 pays arabes contre les jihadistes - AFP

Les Etats-Unis ont obtenu jeudi de dix pays arabes leur l'engagement, y compris éventuellement militaire, dans l'offensive annoncée par le président Barack Obama pour "*éradiquer*" les jihadistes de l'Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie.

Le régime syrien, appuyé par la Russie, a toutefois mis en garde Washington contre d'éventuelles frappes sur son territoire sans son accord.

Washington, les pays du Golfe, l'Egypte, l'Irak, le Liban et la Jordanie "*ont déclaré leur engagement partagé à se tenir unis contre la menace que pose pour la région et le monde le terrorisme, y compris le soi-disant EI*", selon un communiqué commun, au terme de sept heures de tractations.

Ce soutien ferme des pays arabes inclut leur accord à "*se joindre, le cas échéant, à une campagne militaire coordonnée*", précise le communiqué sans entrer dans les détails.

Toutefois, a souligné M. Kerry devant la presse à Jeddah, "*aucun pays ne parle de placer des troupes au sol et nous ne pensons pas qu'il y en ait besoin*". A la télévision ABC, il a été encore plus clair: "*Pas de troupes combattantes américaines au sol, point à la ligne*".

Il aussi affirmé sur les chaînes CNN et CBS que les Etats-Unis n'étaient "*pas en guerre contre l'Etat islamique*", mais conduisaient une "*très importante opération anti-terroriste*".

Le chef de la diplomatie américaine poursuivra sa tournée vendredi à Ankara puis au Caire samedi pour rencontrer le chef de la Ligue arabe.

Dans son allocution, le président Obama avait martelé l'objectif de son "*plan d'action*": "*Nous affaiblirons, et, à terme, détruirons l'EI*". Pour y parvenir, "*je n'hésiterai pas à agir contre l'EI en Syrie, comme en Irak*", avait-il annoncé.

Des avions américains pourraient donc effectuer des raids contre des bastions de l'EI en Syrie, en plus des quelque 150 frappes conduites depuis le 8 août en Irak.

Aux yeux de diplomates américains, l'Arabie saoudite doit être l'"*élément clé de la coalition par sa taille, son poids économique et sa portée religieuse avec les sunnites*".

Après l'appel téléphonique de Barack Obama mercredi au roi Abdallah d'Arabie, M. Kerry a eu un entretien avec lui jeudi soir. Ils sont tombés d'accord pour renforcer l'aide à l'opposition syrienne modérée. Les Saoudiens pourraient former et entraîner des rebelles syriens, qui combattent à la fois le régime de Bachar al-Assad et l'EI.

Les Etats-Unis entendent aussi "*renforcer (leurs) bases*" dans le Golfe et accroître "*les vols de surveillance*" avant d'éventuelles frappes en Syrie, selon un responsable du département d'Etat. Le Pentagone va commencer à baser une partie de ses avions à Erbil, au Kurdistan irakien.

La stratégie Obama a été bien accueillie par l'opposition syrienne modérée, qui devrait bénéficier des moyens militaires qu'elle réclame depuis longtemps. Mais le Congrès américain a prévenu qu'il n'y aurait pas de vote sur cette aide avant la semaine prochaine.

Bagdad a aussi salué l'annonce par M. Obama de l'envoi de 475 conseillers militaires supplémentaires en appui aux forces kurdes et fédérales irakiennes en termes d'équipements, de formation et de renseignements. Cet effort portera à environ 1.600 le nombre de militaires américains en Irak.

L'engagement des Etats-Unis contre l'Etat islamique est un tournant pour le président Obama, élu fin 2008 sur sa volonté de tourner la page d'une décennie de guerres en Irak et en Afghanistan.

Sans surprise, Moscou, allié de Damas, a jugé que des frappes en Syrie sans l'aval de l'ONU constitueraient une "*violation grossière*" du droit international. Le régime de Bachar al-Assad a également prévenu Washington que "*toute action sans l'accord du gouvernement serait considérée comme une attaque contre la Syrie*".

Présente à Jeddah, la Turquie a confirmé qu'elle ne prendrait pas part aux opérations armées, se concentrant "*entièrement sur les opérations humanitaires*".

En Europe, l'Allemagne a exclu de participer à des frappes en Syrie. "*On ne nous l'a pas demandé et nous ne le ferons pas*", a dit

son chef de la diplomatie Frank-Walter Steinmeier.

Le Premier ministre britannique David Cameron a en revanche dit ne "*rien*" exclure, son chef de la diplomatie ayant cependant affirmé que Londres ne participerait pas à des opérations en Syrie.

De son côté, le président français François Hollande exposera sa position au cours d'une visite en Irak vendredi. Son chef de la diplomatie Laurent Fabius a indiqué que la France participerait "*si nécessaire à une action militaire aérienne*" en Irak. AFP 11.09

2- Syrie

2.1- La réaction de la Syrie en cas de frappes US - french.irib.ir

Les hauts responsables syriens ont ordonné aux officiers de la DCA syrienne d'abattre tout avion qui violerait l'espace aérien de la Syrie, selon les sources bien informée au sud du Liban. french.irib.ir 12.09

2.2- La réaction russe, si Obama bombardait la Syrie - french.irib.ir

Le vice-Premier ministre russe a dénoncé le recours des Etats Unis à un nouvel alibi, pour justifier des frappes contre le territoire syrien, frappes, qui, rappelons-le, auraient dû avoir lieu, en septembre 2013. Pour la Russie, il s'agit, ni plus, ni moins, d'une démarche, qui violerait la souveraineté syrienne, si elle n'intervient pas en coordination avec Damas. A plus d'une reprise, les autorités US ont annoncé refuser tout dialogue avec Assad, en ce sens, un Assad, à qui elles refusent toute légitimité, et ce, au mépris des résultats de la présidentielle syrienne, en été. Mais si, comme l'a promis Obama, les Etats Unis se mettaient à étendre ses frappes aériennes, au-delà de l'Irak, pour cibler Daesh sur le sol syrien, que fera alors Moscou?

Selon certaines sources d'information, la Russie n'est pas, encore, sûre de l'intention réelle d'Obama, vu que ce dernier est bien volatile et a habitué tout le monde, amis comme ennemis, à des virages spectaculaires. N'empêche que l'expérience du passé l'a bien montré, il faut être bien vigilant avec les Américains. Selon les sources bien informées, Moscou et Damas mènent, en ce moment, des discussions intenses, pour coordonner des frappes aériennes conjointes contre les positions de Daesh, avant le mois d'octobre. En d'autres termes, la Russie et la Syrie veulent ôter tout prétexte aux Etats Unis et à l'OTAN, au sujet des agissements de Daesh. Depuis quelque temps, déjà, l'Armée de l'Air syrienne a intensifié ses opérations, dans des régions contrôlées par Daesh, à Raqqa, mais aussi, à Deir ez-Zour.... alors, vers une opération conjointe Russie/Syrie contre celle des Etats Unis/OTAN. french.irib.ir 11.09

2.3- Frappes US contre la Syrie : Pékin réagit - french.irib.ir

"*Pour lutter contre le terrorisme il faut respecter le droit international*", a affirmé la Chine en réaction à la politique de fuite en avant et les 4 ans de silence des Etats-Unis face aux crimes et agissements des groupes terroristes de Daesh en Syrie et à l'annonce de la stratégie anti-Daech d'Obama.

Pékin est d'avis que pour lutter contre le terrorisme il faut respecter le droit international , le droit à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale des pays, a déclaré le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères. Le porte-parole du ministère chinois a espéré que grâce aux efforts déployés par la communauté mondiale la paix et la stabilité seront instaurées au plus vite dans les pays victimes du terrorisme . « *La situation chaotique dans certaines régions favorise le terrain à la perpétration des actes terroristes, amenant la communauté mondiale à prendre de nouvelles engagements pour instaurer la sécurité et la stabilité dans le monde. La Chine coopère avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme jusqu'à l'instauration de la paix et de la stabilité dans le monde* » a précisé le porte-parole chinois. La Chine recçoit donc avec beaucoup de réserve l'annonce de la stratégie anti-Daech d'Obama qui est une manière cachée pour déclarer la guerre à la Syrie. french.irib.ir 12.09

3- Ukraine

3.1- Ukraine: L'Union européenne et Obama annoncent de nouvelles sanctions contre la Russie - 20minutes.fr

Après plusieurs jours d'atermoiement, les 28 Etats membres de l'UE ont décidé d'ajouter vendredi 24 personnalités, "*dont les nouveaux dirigeants du Donbass, les membres du gouvernement de Crimée ainsi que des décideurs et oligarques russes*" à sa liste de personnes et entités visées par des sanctions ciblées, qui en comptera désormais 119.

Les Occidentaux ont annoncé jeudi de nouvelles sanctions contre la Russie après que Kiev a reconnu avoir perdu du terrain face aux rebelles, suscitant une menace de riposte de Moscou qui les accuse de miner le processus de paix.

Alors que le président ukrainien Petro Porochenko a promis mercredi plus d'autonomie aux régions de Donetsk et Lougansk, fiefs rebelles qui veulent leur indépendance, Kiev a pour la première fois reconnu jeudi une étendue du contrôle des insurgés de la frontière orientale avec la Russie jusqu'à la mer d'Azov.

Cet état de fait avait été partiellement constaté par des équipes de l'AFP en août après une contre-offensive insurgée en direction des villes stratégiques côtières du sud de la région de Donetsk, au bord de la mer d'Azov.

Si les rebelles s'emparaient du port de Marioupol, dernière grande ville ukrainienne encore sous contrôle de l'armée, cela permettrait de créer un pont terrestre entre la frontière russe et la Crimée, péninsule ukrainienne annexée en mars par la Russie. 20minutes.fr 11.09

3.2- UE-Ukraine: l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange repoussée - AFP

L'accord de libre-échange entre l'Ukraine et l'Union européenne, qui doit être ratifié mardi par le Parlement ukrainien, n'entrera pas en vigueur avant fin 2015, a annoncé vendredi la Commission européenne, à l'issue de discussions avec l'Ukraine et la Russie, qui y est fortement opposée.

La zone de libre-échange constitue le volet économique de l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine signé en juin. Jusqu'ici, la Commission avait toujours assuré que cette zone serait créée "*rapidement*", même de façon provisoire, en attendant sa ratification par l'Ukraine et les 28 pays membres de l'UE.

"*Nous allons repousser (...) l'accord de libre-échange au 31 décembre de l'année prochaine*", a déclaré le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, lors d'un point de presse. Auparavant, le président ukrainien Petro Porochenko avait pourtant annoncé que l'accord d'association entrerait en vigueur dès le 1er novembre.

Le changement de régime en Ukraine avait eu lieu à la suite de manifestations d'Ukrainiens pro-européens après le refus de dernière minute de l'ex-président Viktor Ianoukovitch de signer ce rapprochement avec l'UE, en novembre 2013.

M. De Gucht avait réuni vendredi les ministres ukrainien des Affaires étrangères, Pavlo Klimkine, et russe de l'Economie, Alexeï Oulioukaev, quelques heures après l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions européennes contre la Russie, à la fois économiques et contre des personnalités russes et ukrainiennes accusées d'êtres impliquées dans le conflit en Ukraine.

L'accord d?association, qui comporte à la fois un volet politique et un volet commercial, a depuis le début suscité la colère de Moscou, qui estime que l'Ukraine ne peut pas profiter de liens commerciaux privilégiés à la fois avec la Russie, comme c'est le cas actuellement, et avec l'UE.

"*Les parties poursuivront les consultations sur la façon de répondre aux inquiétudes soulevées par la Russie*", ont-elles précisé dans un communiqué commun.

Par ailleurs, "*la Russie et l'Ukraine confirment qu'elles continueront à appliquer le régime préférentiel*" en matière de droits douaniers découlant de l'accord de libre-échange au sein de la Communauté des Etats Indépendants, qui regroupe plusieurs ex-républiques soviétiques.

"*Cela nous laisse 15 mois pour continuer les discussions (....) Nous nous sommes entendus pour prolonger pour la même période les mesures commerciales provisoires*", qui réduisent fortement les taxes douanières sur certains produits ukrainiens à destination du marché européen, a expliqué M. De Gucht.

Ces mesures provisoires annoncées en mars, et qui devaient arriver à échéance en octobre, offrent à l'Ukraine d'importantes réductions des droits de douanes, lui permettant, selon la Commission, de faire quelque 500 millions d'euros d'économies en année pleine.

L'Ukraine apparaît toutefois perdante, car avec la zone de libre-échange, la baisse des taxes douanières aurait rapporté à elle seule 1,2 milliard d'euro par an à son économie, selon de précédents calculs de la Commission. Cela aurait permis aux exportations ukrainiennes vers l'UE de bondir de un milliard d'euros par an. AFP 12.09

- L'Union européenne demande la «*libération*» du policier estonien «*enlevé*» par la Russie - 20minutes.fr

4- Israël

- Israël: 43 soldats s'élèvent contre les injustices faites aux Palestiniens - AFP

Une quarantaine de soldats de réserve de la plus prestigieuse unité de renseignement militaire israélien ont décidé de ne plus en endosser l'uniforme pour ne plus avoir à participer aux injustices commises selon eux contre les Palestiniens.

Il s'agit de l'une des plus importantes expressions d'objection de conscience depuis des années en Israël.

"*Nous, anciens de l'unité 8200, réservistes mobilisés ou mobilisables, déclarons que nous refusons de prendre part à des actions contre les Palestiniens et de continuer à être instrumentalisés pour renforcer le contrôle militaire sur les Palestiniens dans les territoires occupés*", écrivent 43 officiers et soldats signataires d'une lettre adressée au Premier ministre et au chef d'état-major israéliens et transmise vendredi à l'AFP dans une version anonyme.

"*Nous ne pouvons plus continuer à servir ce système et à dénier leurs droits à des millions de personnes tout en gardant bonne conscience*", disent les signataires.

Publiée moins de trois semaines après la guerre dans la bande de Gaza, la lettre est sans lien avec elle. Mais elle est un pamphlet contre la politique globale du "*régime*" et les pratiques du Renseignement mises au service de cette politique.

Il y est question de mise sous surveillance de millions de Palestiniens sans distinction, jusque dans leur vie privée.

Ces refuzniks (terme désignant des Israéliens refusant de servir) dénoncent "*la persécution politique*" à laquelle participe leur activité d'espionnage; des tribunaux militaires rendant leurs jugements sans que les Palestiniens aient accès aux preuves rassemblées contre eux et des agissements montant les Palestiniens les uns contre les autres.

Ils s'en prennent plus largement à la règle militaire sous laquelle des millions de Palestiniens vivent depuis plus de 47 ans ainsi qu'à la colonisation et à l'hypocrisie d'une politique invoquant les nécessités de sécurité pour se justifier.

L'armée a nié la réalité de ces accusations et a affirmé dans un communiqué ne "*pas avoir d'informations selon lesquelles des violations spécifiques mentionnées dans cette lettre ont eu lieu*".

Ce "*manifeste des 43*" émane d'une unité qui, par la force des choses, sort rarement de l'ombre. L'unité 8200 est un service d'élite du renseignement militaire. Spécialisée dans la cyberdéfense, chargée des écoutes, elle est souvent comparée à la NSA (National Security Agency) américaine.

Dans un pays où l'armée joue un rôle prééminent et où l'opinion a très majoritairement soutenu la récente guerre à Gaza, la dernière manifestation marquante d'objection de conscience remonte à 2003, lors de la seconde Intifada. Vingt-sept pilotes de l'armée de l'air avaient refusé de mener des opérations de liquidation dans les Territoires palestiniens.

"*Je pense que nous avons tous signé cette lettre pour la même raison: parce que nous n'arrivons plus à dormir la nuit*", résume une des 43 dans un entretien publié vendredi dans le quotidien à grand tirage Yediot Aharonot.

Une femme parle de l'erreur d'identification qu'elle a commise et qui a conduit selon elle à la mort d'un enfant. D'autres s'émeuvent d'avoir à écouter les conversations les plus intimes de Palestiniens.

"*Si tu es homosexuel, et que tu connais quelqu'un qui connaît quelqu'un qui connaît l'homme que l'on recherche, Israël va transformer ta vie en enfer*", explique un autre à titre d'exemple.

"*C'est comme cela qu'on recrute des agents partout dans le monde, cette méthode du chantage se trouve dans n'importe quel manuel du renseignement de n'importe quelle armée*", commente le colonel de réserve Itamar Yaar, ancien vice-président du Conseil de sécurité nationale interrogé par l'AFP.

"*Les soldats sont aussi des citoyens et ont aussi une opinion politique. J'aurais préféré que cette lettre n'existe pas, mais elle est là, et c'est une chose normale*", dit-il.

Un responsable sécuritaire a minimisé l'impact de ce "manifeste des 43".

"*Ils lavent leur linge sale en public avant même de se tourner vers l'armée. C'est la preuve qu'ils sont dans une démarche d'activisme politique plutôt qu'une volonté de faire changer le système*", a dit à l'AFP ce responsable sécuritaire sous couvert d'anonymat. Selon lui, ces 43 personnes représentent moins d'1% du nombre total de réservistes de l'unité 8200. AFP 12.09

Haut de page

Le 14 septembre 2014

CAUSERIE

10 articles ont été ajoutés.

Qui en douterait ?

"*L'objectif réel de la stratégie lancée par Obama est la démolition de la Syrie et la réoccupation de l'Irak.*"

(Lire dans cette page : *La sainte croisade d'Obama* par Manlio Dinucci)

Infos sur la Syrie.

- Syrie: accord signé entre les pseudos "***rebelles***" et l'Etat islamique - french.irib.ir

Les doutes ne sont plus permis.

Le plan de Barack Obama prétendument contre l'Etat islamique vise à flinguer le pouvoir syrien. Les soi disant rebelles syriens et les jihadistes de l'Etat islamique (EI) ont enterré la hache de guerre au sud de Damas au terme d'un accord, le premier du genre depuis le déclenchement des hostilités entre eux au début de l'année. Comment Washington, le mensonge chevillé au corps, expliquera-t-il demain l'armement et l'entraînement de ces "*rebelles*" qui font corps avec l'EI ?

En effet, Les insurgés de pacotille, les islamistes ou les "*modérés*", selon la formule consacrée, ont conclu un cessez-le-feu à Hajar al-Aswad, dans la banlieue sud de la capitale, où les deux adversaires sont présents. Selon les termes de l'accord, "*les deux parties respectent une trêve jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée et elles promettent de ne pas s'attaquer car elles considèrent que le principal ennemi est le régime noussaïri*", terme péjoratif pour désigner les alaouites, secte dont est issu le chef de l'Etat Bachar al Assad.

Après des revers cuisants subis dans le nord et surtout l'est de la Syrie et à l'issue d'une offensive lancée en juillet, les rebelles avaient réussi à chasser les combattants de l'EI de quatre de leurs bastions au sud-est de Damas, Mesraba et Maydaa, dans la Ghouta orientale, ainsi que de Yalda et Beit Sahem. Les jihadistes s'étaient alors retranchés dans Hajar al-Aswad, où ils ont une forte présence.

En résumé, ces gens ont toujours été ensemble. Derrière cet accord se cache l'offensive de l'armée arabe syrienne contre eux. Terrassés, ils sont obligés de se remettre ensemble…Les insurgés de pacotille, les islamistes de l'Etat islamique ou les "*modérés*", ne sont que l'avers et le revers d'une même médaille… french.irib.ir 13.09

- Syrie/Irak/Daech: Obama va échouer..(sécurité nationale US) - french.irib.ir

Selon les experts américains en sécurité nationale, cité par le journal Washington post , la stratégie anti Daech d'Obama va échouer pour la simple et bonne raison que Daech ne sera pas mis en échec sans une intervention terrestre des forces américaines. " *La stratégie qu'a défini Obama contre l'Etat islamique se concentre de façon prioritaire sur les frappes aériennes des Etats Unis contre Daech et l'implication dans le même temps des forces militaires irakiennes. Et pourtant sans une intervention terrestre des soldats Us. Cette stratégie ne parait pas âpte à anéantir la milice Daech. En effet les Etats Unis devront faire entrer sur scène la composante terrestre du Pentagon. Les unités spéciales US devront rejoindre les forces irakiennes à la fois pour leur donner des conseils et pour les assisster. Il faudrait aussi les dispositifs de surveillance et de contrôle pour définir les cibles à frapper par l'aviation américaine* ".

Et le journal justifie de la sorte une ré-occupation du territoire irakien : " *l'ex-analyste de la CIA et agent chargé de lutte contre le terrorisme au Département d'état, Larry Johnson a bien reconnu que Daech a été une armée et que les seules frappes militaires ne sont pas en mesure de pousser Daech à déguerpir . Les daechistes ont fusionné avec la population locale et ils agissent de façon parfaitement tactique*". " *D'autres analystes estiment que les miliciens de l'Etat islamique se sont enracinés dans la population, à Mossoul, à Fallouja , à Ramadi et dans d'autres villes du pays et qu'il est impossible de les en expulser sans l'engagement des troupes bien expérimentées au sol! les Etats Unis ne peuvent pas non plus prendre uniquement appui sur les forces de sécurité en Iran et se contenter des frappes aériennes. Les Etats Unis ne peuvent pas en effet compter trop sur les irakiens puisque l'armée irakienne a effectué de très large retrait au moment de la prise de Mossoul. Et ce genre de retrait se poursuit encore et de façon sporadique (ndlr : et pourtant c'est une armée que les américains disent avoir offert à l'Irak)*" .

Le journal cite ensuite un autre officier du pentagone pour étayer l'hypothèse d'une nécessité de l'offensive terrestre contre l'Irak :

" *l'armée de l'air n'est pas seul capable d'assurer la victoire contre Daech. La stratégie présidentielle ignore cette réalité . Il faudrait une mobilisation des forces terrestres, ne serait-ce que de façon minimale. combinée aux combats des kurdes et des chiites contre Daech, cette mobilisation pourrait très rapidement défaire Daech*" french.irib.ir 13.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Esbroufe d'un histrion du régime.

Mélenchon, le renégat, le looser, l'impuissant, pratiquant en permanence le double langage à l'instar de Hollande et Valls en prétendant lutter pour une cause en refusant de se donner les moyens de la réaliser, il est une caricature de l'opportuniste en politique, pour lequel finalement seule sa petite personne et ses affaires présentent réellement un intérêt dans la mesure où elles sont liées à la survie du régime en place.

Il l'illustre parfaitement en osant prodiguer des conseils aux autres alors qu'il ferait bien de commencer par balayer les immondices qui s'entassent depuis des années devant sa porte, ne s'embarrassant pas de scrupules lorsqu'il s'accommode de contradictions.

- Mélenchon appelle les frondeurs à «*aller au bout de leur logique*» - 20minutes.fr

Lui qui n'en a jamais été capable et c'est ce qui le caractérise précisément. C'est son fond de commerce et il en a conscience. Il le cultive, comment, c'est très simple à comprendre.

Sa démarche consiste à produire une analyse tronquée ou laissée volontairement inachevée, occultant un certains nombres de facteurs ou de rapports, tout en la sanctionnant par des conclusions plaquées à la fin d'une démonstration présentant de nombreuses lacunes ou contradictions dont il s'accommode.

Les travailleurs ou militants non avertis, qui n'ont pas l'habitude de se poser de nombreuses questions ou qui n'ont pas le niveau de connaissance ou théorique requis pour se livrer à une analyse de fond, s'en satisferont en croyant y trouver ce qu'ils voulaient y voir. Sur la masse des travailleurs et des militants potentiels, il réussira toujours à en tromper un certain nombre, son objectif n'allant pas au delà, car ce sera suffisant pour enfoncer un coin dans le mouvement ouvrier et le diviser entre partisans et adversaires des conclusions qu'il préconise. Jamais nous nous adresserons à Mélenchon et à aucun moment nous déterminerons notre politique par rapport au PG ou au FdG ou à tout autre parti.

C'est la totalité de sa démarche qui est subordonnée à cet objectif (tromper travailleurs et militants) et nous allons le démontrer aussi simplement que possible, trop rapidement hélas ! Son intention est donc de nuir au mouvement ouvrier et au prolétariat au lieu de servir leur cause, ce sera très important de l'avoir à l'esprit en permanence par la suite.

Produire une analyse du capitalisme et de la société sans parvenir à la conclusion qu'il faut le liquider ainsi que la totalité de ses institutions présente des risques qu'il s'agit de maîtriser au possible ou de circonscrire pour prévenir toute polémique à venir et pouvoir se justifier, si l'on ne veut pas être ridiculisé ou se voir accusé de dilettantisme, de charlatanisme, afin de continuer d'apparaître comme quelqu'un de sérieux et de cohérent dans sa démarche, d'honnête ou de sincère envers soi-même et l'auditoire auquel on s'adresse, de faire en sorte que notre discours et notre engagement politique correspondent bien aux intentions qu'on affiche, en apparence, et sur lesquelles il faut absolument éviter que quelqu'un s'interroge puisqu'elles sont inavouables.

Comme on vient de le dire, partant du constat que Mélenchon est incapable de rompre avec le capitalisme et ses institutions nationales, européennes ou internationales, par conséquent il lui est également impossible de produire une analyse qui tienne debout ou qui soit cohérente, sauf à le démasquer comme lieutenant du capital, ce qui est le cas quand on le lit ou l'écoute attentivement, puisque sa démarche présente inévitablement de nombreuses imperfections ou il lui est impossible de cadenasser un certain nombre de questions qui demeurent sans réponse ou au-dessus desquelles il passe allègrement ou encore ses conclusions bâclées.

Conclusions sur lesquelles il faut insister, à la fois parce qu'elles sont censées résumer les attentes de ses lecteurs ou auditeurs, mais surtout parce qu'elles entrent en contradiction avec l'ensemble de sa démonstration, dans laquelle ne figure pas les moyens politiques qui permettraient de résoudre les questions qu'il aborde ou de mettre en oeuvre une autre politique. Autrement dit, il suffit de mettre en rapport les arguments qu'il avance ou les mesures qu'il préconise avec les conclusions qu'il en tire, pour s'apercevoir que sa démarche est totalement incohérente, qu'on est en présence d'un charlatan.

Maintenant, s'adressant à des travailleurs ou des militants qui n'ont pas notre expérience, voyons comment il s'accommode des faiblesses de sa démonstration, à quoi elles vont lui servir car il en a conscience, et il a évidemment pensé aux réponses qu'il apporterait aux questions que ses lacunes ou contradictions feraient naître forcément ou qui arriveraient aux oreilles de

son auditoire. N'oublions pas que nous ne sommes pas en présence d'un ennemi du capitalisme mais d'un capitulard, et que c'est en tant que tel qu'il a construit sa démonstration.

Disons d'emblée qu'il niera les contradictions qu'on lui prêtera, parfois violemment. De préférence il dénigrera celui qui osera les soulever, hurlant au procès d'intention, prétextant l'ignorance ou la mauvaise foi de son contradicteur, bref, il fera dans le déni puisqu'il ne lui est pas possible de s'en sortir autrement. Il lui arrivera aussi tout simplement de ne pas vouloir répondre aux questions qu'on lui pose, ce qui revient au même, le mépris ou l'arrogeance en prime, il a été à bonne école au PS.

Quant aux lacunes que présente sa démonstration ou son argumentation, et qui au premier abord sont plutôt un inconvénient, il va tenter de s'en servir en les retournant à son avantage. Comment, en s'appuyant justement sur l'ensemble des questions ou hypothèses qui peuvent en découler ou qui jailliront à l'esprit de son auditoire en laissant le soin à chacun de les explorer, d'en penser ce qu'il veut, il lui suffira ensuite d'opposer les différentes réponses proposées pour ne retenir que celle qui lui convient ou par un tour de passe-passe affirmer qu'elle est cohérente avec sa démonstration ou confirme son analyse et le tour sera joué. Rien de plus facile en présence d'un auditoire qui lui est favorable ou dont il sait à l'avance qu'il n'a pas les moyens de produire une analyse de fond ou jusqu'au bout, profitant de cet avantage, à tout moment il peut saisir n'importe quel argument pour orienter la discussion dans la direction qu'il aura fixée. Si les nouveaux arguments avancés par son auditoire s'inscrivent dans sa démarche, tant mieux, et si ce n'est pas le cas, il s'en tirera en demandant à son interlocuteur où il voulait en venir, celui-ci ne pouvant pas répondre restera bouche bée et l'affaire sera entendue, classée. Il pourra aussi expliquer qu'un certain nombre de facteurs ou rapports peuvent encore évoluer, et que ce sera uniquement en fonction de l'évolution de la situation qu'il pourra répondre à certaines questions laissées volontairement sans réponse, entendez par là que si lui n'y répond pas, c'est que seuls des charlatans peuvent y répondre. Et n'insistez pas, car il pourrait s'emporter et déclarer que vous remettez en cause son expérience ou son engagement politique, ce qui aura le don de clouer le bec de son contradicteur. N'oublions pas non plus que nous avons à faire à un beau parleur dont la force de dissuasion repose uniquement dans son éloquence, un professionnel de l'entourloupe, ne vient-il pas d'interpeler (hier à la fête de l'Humanité) Hollande en affirmant que "*sa seule force (...), c'est sa faiblesse*", exactement comme lui et son argumentation politique faite de bric et de broc.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la démarche de Mélenchon s'inscrit dans le cadre de la pérennité du capitalisme, que toutes les questions qu'il pose s'inscrivent uniquement dans ce cadre dans lequel il est facile de deviner les réponses, qui impérativement ne peuvent déborder de ce cadre. Son exercice consiste à démontrer en quelque sorte qu'il serait possible de passer au socialisme dans le cadre du capitalisme, aussi il ne répond à aucune question qui se situe au delà du capitalisme. Or les questions qu'ils posent, qu'il est obligé de poser, ne peuvent être résolues qu'une fois liquidé le capitalisme, d'où l'inconhérence des réponses qu'il y apporte ou le silence qu'il garde sur certaines questions. Il lui est facile partant de là de tenir pour affabulation ou de rejeter tout argument qui impliquerait la rupture avec le capitalisme, de refuser d'entrer dans cette discussion, puisque cela ne correspond pas à ses objectifs politiques ou à ses véritables intentions. Ainsi, indirectement il assume s'accommoder du capitalisme, qu'il le reconnaisse ouvertement ou non n'y changeant rien.

Je ne suis pas entré dans le détail du programme du PG ou je n'ai fait référence à aucune position défendue par Mélenchon, parce que je n'en ai pas eu le temps, cela nous aurait emmené trop loin. J'ai juste voulu donner une grille de lecture pour décrypter sa démarche, sa réelle motivation, qui il est vraiment, et comment il s'arrange avec ses contradictions que les médias et la plupart de ses adversaires se gardent bien de faire ressortir, vous aurez deviné pourquoi.

En complément.

- Fête de l'Huma : PC, PG, Verts et «*frondeurs*» réclament une «*autre politique*» - Liberation.fr

Vraiment ?

- Fête de l'Humanité: le front anti-Hollande au point mort - L'Express.fr

- Vote de confiance : la leçon de Martine Aubry à Manuel Valls - Liberation.fr

- Vote de confiance : Martine Aubry refuse d'appeler à l'unité - LeMonde.fr

Petits arrangements pour grosses fortunes. Un magot tellement bien dissimulé qu'on ne peut pas mettre la main dessus, dites-donc.

La collusion entre le pouvoir économique et politique est totale, comme la dictature quand on y associe le pouvoir judiciaire et les médias.

- La Belgique accueillerait près de 20 des 100 plus grosses fortunes françaises - lesechos.fr

La Belgique accueille près de vingt des 100 plus grosses fortunes françaises, et les Français détiennent au moins 17 milliards

d'euros dans ce pays, selon une enquête du quotidien économique L'Echo parue samedi.

Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France [propriétaire du groupe Les Echos, NDLR], sans être installé en Belgique, y a domicilié plusieurs sociétés dès 1999. Mais il est loin d'être le seul, confirme le journal, qui cite de nombreux autres noms, dont celui du patron du groupe belge de distribution Delhaize, Jacques Bouriez, présenté comme le premier à avoir créé, dès 1983, une holding en Belgique.

L'Echo cite des gens connus comme la famille Mulliez, propriétaire du groupe de distribution Auchan, dont plusieurs membres sont domiciliés à Estaimpuis, commune frontalière choisie plus récemment par l'acteur Gérard Depardieu. Les différentes sociétés belges des Mulliez totalisent un capital de un milliard d'euros, affirme l'Echo. L'homme d'affaires Bernard Tapie et l'animateur de télévision Arthur font aussi partie du lot.

De nombreux Français fortunés ont choisi de s'installer en Belgique ou d'y domicilier leurs sociétés, car la fiscalité belge est plus avantageuse qu'en France pour les plus riches, notamment en raison d'une faible taxation du capital et de l'absence d'impôt sur la fortune (ISF).

Parmi les « *précurseurs*» repérés par le journal figure la famille Bongrain, à la tête du deuxième groupe fromager français exploitant des marques comme « *Le Caprice des Dieux* ». Elle a créé une holding à Bruxelles dès 1988. Selon L'Echo, la famille Bongrain a depuis placé plus de 400 millions d'euros en Belgique.

Les Français fortunés s'établissent de préférence dans des quartiers aisés de Bruxelles, et notamment dans les communes d'Uccle et d'Ixelles, ou dans des communes longeant la frontière française près de Lille (nord de la France).

Sans y être domiciliés, les fondateurs du géant laitier Lactalis (famille Besnier) ont basé à Ixelles une holding dont le capital atteint 1,7 milliard d'euros. La famille Savare, dont le groupe Oberthur est l'un des leaders mondiaux de l'impression sécurisée, notamment de billets de banque, ont fondé une holding dotée de 410 millions d'euros à Uccle, poursuit L'Echo.

La famille Hériard-Dubreuil, qui a fait fortune dans les spiritueux, possède en Belgique une société dotée de 733 millions d'euros en fonds propres, écrit le quotidien. Dans la famille des publicitaires Decaux, c'est le plus jeune des fils du fondateur Jean-Claude Decaux qui a été repéré en Belgique : il est administrateur délégué d'une holding au capital de 106,5 millions d'euros, selon le journal.

En se basant sur le classement des 500 plus grandes fortunes françaises établie par Challenge, l'Echo calcule qu'elles détiennent 17 milliards d'euros en Belgique. Le journal évoque par ailleurs l'installation de centaines de Français aisés beaucoup moins connus, affirmant que «*beaucoup (...) se sont manifestés ces trois dernières années, c'est-à-dire depuis l'accession de François Hollande à la présidence* ». AFP et lesechos.fr 13.09

Offensive néolibérale contre la Russie, suite.

- Moscou: Washington veut "*couper les liens économiques*" entre l'UE et la Russie - AFP

"*L'Amérique veut profiter de la situation actuelle pour couper les liens économiques entre l'Europe et la Russie*", notamment pour imposer à l'UE ses livraisons de gaz dont les prix sont nettement supérieurs à ceux du gaz russe, a affirmé Sergueï Lavrov, cité dans un communiqué de la diplomatie russe, dans un entretien à la chaîne de télévision russe TV Centre.

Washington souhaite "*s'assurer les conditions les plus favorables dans le cadre des négociations sur la création d'un partenariat transatlantique commercial et d'investissement*", a-t-il estimé.

Ainsi, les Etats-Unis "*tentent d'imposer à l'Europe les livraisons du gaz liquéfié américain à des prix qui ne peuvent pas être concurrentiels par rapport aux prix du gaz russe*", a précisé le ministre.

Il a par ailleurs accusé l'UE d'être "*prête à sacrifier son économie à la politique*", en soulignant que Bruxelles avait décidé de préparer une nouvelle série de sanctions contre la Russie le 5 septembre, le jour où un accord sur le cessez-le-feu en Ukraine avait été signé à Minsk, "*avant tout grâce à une initiative du président russe, Vladimir Poutine*".

Mais "*je suis sûr que cela va passer. Des voix raisonnables se font déjà entendre au sein de l'UE. Nous ne pensons absolument pas que cet éloignement puisse devenir stratégique*" pour Moscou et Bruxelles, a indiqué M. Lavrov.

"*La Russie est intéressée à ce que notre partenariat stratégique avec l'Union européenne se renforce et se développe*", a-t-il souligné.

En complément. La propagande grossière états-unienne tout azimut.

- Kiev accuse Vladimir Poutine de vouloir détruire l'Ukraine - Reuters

- Baisse des livraisons de gaz russe à la Pologne et la Slovaquie - Reuters

- Avec les sanctions, les prix décollent et les Russes se serrent la ceinture - AFP

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Taxe "*Tobin*": les Européens volontaristes malgré leurs divergences - AFP

Résistance passive

- Réforme du permis de conduire: Forte mobilisation des inspecteurs attendue ce lundi - 20minutes.fr

- Grève chez Air France: Un vol sur deux environ assuré lundi 15 septembre - 20minutes.fr

Antisocial, réaction, tyrannie

- La pause pipi au travail est-elle devenue un luxe? - 20minutes.fr

- L'absentéisme est un fléau, mais pas une fatalité - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Chine

- Chine: la production industrielle à son plus bas rythme de croissance depuis 5 ans - AFP

Selon le Bureau national des statistiques (BNS), la production industrielle chinoise a gonflé en août de 6,9% sur un an, contre une hausse de 9% enregistrée en juillet. Cela représente sa plus faible progression en rythme annuel depuis décembre 2008 et les débuts de la crise financière.

"*A moins d'assouplissements monétaires imminents, la Chine ratera probablement son objectif de croissance, et le brutal ralentissement économique fera dérailler ses réformes structurelles*", ont estimé les experts d'ANZ.

Pékin veut muscler la consommation intérieure et favoriser une meilleure allocation des investissements, au détriment de pans d'activités peu rentables, et en rognant les grands groupes publics et les surcapacités industrielles.

"*Il ne faut pas se concentrer sur les fluctuations à court terme, mais regarder la tendance générale, le tableau d'ensemble*", avait averti le Premier ministre, tout en jugeant la croissance chinoise "*solide*" et "*résistante*". AFP 13.09

Haut de page

Le 15 septembre 2014

CAUSERIE

L'extrême droite et les nationalistes remportent une victoire électorale ou renforcent leur présence au sein des institutions en Suède et en Allemagne. Comme en France, en Grèce ou en Grande-Bretagne...

En Suède comme en Allemagne le Parti de gauche s'apprête à gouverner au niveau national ou régional avec le parti social-démocrate dégénéré ou social-libéral équivalent du PS en France, envoyant un message aux militants ou sympatisants du Parti de gauche en France qui auraient pu imaginer que ce parti pouvait être porteur d'une autre politique, un leurre en vérité dont ils peuvent prende acte pour peu qu'ils soient capables d'ouvrir les yeux, qu'il nous soit permis d'en douteer pour la plupart d'entre eux, pour lesquels la situation sociale n'est finalement pas si catastrophique que cela.

Hier, la petite-bourgeoisie et les classes moyennes organisées dans le PS et revendiquant le progrès social pouvait faire illusion dès lors qu'on oubliait de préciser... pour elles et non pour l'ensemble des masses exploitées.

C'est cette imposture qui est en grande partie la cause de la terrible confusion entretenue par les uns et les autres pendant de nombreuses décennies sur le caractère de classe du PS qui finalement n'avait rien d'ouvrier mais était purement capitaliste, dans la mesure où toutes les mesures défendues ou préconisées par ce parti avaient pour vocation à être compatibles avec le capitalisme et n'étaient destinées qu'aux privilégiés, les défavorisés ou ceux se situant à l'étage inférieur n'en bénéficiant pas ou récoltant uniquement des miettes, pire, devant en faire les frais selon le principe qu'il fallait bien prendre aux uns pour donner aux autres étant donné qu'il n'était pas possible de servir tout le monde ou que le contenu de l'enveloppe sociale était forcément limitée, seraient servis en priorité ceux qui assuraient la stabilité du régime ou formaient les bataillons de ses supporters à chaque élection.

Préserver leurs statuts et leur niveau de vie étaient leur seul objectif, faire en sorte que les représentants du capitalisme les épargnent autant que possible, but qu'ils se destinaient d'atteindre en se servant des masses pour lesquelles ils prétendaient s'exprimer aussi, sans véritablement se soucier de leur sort, ce qui leur permettait de camoufler leurs réelles intentions tout en tirant profit de la situation. Que de larges pans de la petite-bourgeoisie ou des classes et couches moyennes en arrivent à considérer aujourd'hui que le gouvernement en fait trop pour les pauvres, les chômeurs ou les exclus, était inscrit dès le départ dans l'idéologie qu'ils avaient adoptés et qui allait les entraîner à se rapprocher du néolibéralisme et de l'extrême droite.

Non seulement le PS ou les partis sociaux-démocrates n'étaient pas de gauche, ils étaient l'antichambre et l'aiguillon de l'extrême droite, ce qui devait se révéler au grand jour avec l'approfondissement de la crise du capitalisme et devait coïncider avec l'émergence de partis d'extrême droite ou leur montée en puissance. Pourquoi ? Mais pour à un moment donné résoudre à leur manière la crise du capitalisme ou fournir aux capitalistes les moyens de briser l'obstacle qui leur empêchait de la résoudre, le mouvement ouvrier. Comme en Ukraine ou autrefois en Allemagne, en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal, etc.

Ainsi non seulement le PS n'était pas un parti de gauche, c'était un parti foncièrement anti-ouvrier, fondamentalement antisocialiste, en tant que pilier du régime ou supplétif du parti de l'ordre, un allié plus qu'un ennemi de l'extrême droite qui n'a jamais eu l'intention non plus de renverser le régime en place.

Ailleurs nous avions écrit qu'ils étaient complémentaires, on en a régulièrement confirmation, en y regardant de plus près on s'aperçoit que les classes ou les couches qu'ils organisent et représentent le sont à l'origine, bien qu'elles ne recouvrent pas la même réalité ou frange de la population, l'un et l'autre organisent et représentent des fragments de différentes classes ou couches qui sont toutes liées au capitalisme, mais en diffèrent sur le plan politique par les rapports que leurs représentants ont entretenus à une autre époque avec les deux seules classes indépendante, celle des capitalistes et celle des ouvriers, origine que l'évolution toujours plus droitière de la social-démocratie ait parvenu à estomper jusqu'à la faire disparaître totalement de nos jours, de telle sorte qu'ils se sont rapprochés ou qu'ils ne sont plus animés que par les intérêts qu'ils partagent et qui sont liés à la survie du régime.

Que des grands bourgeois, des capitaines d'industrie, des banquiers, des dirigeants d'institutions internationales du capital figurent ou ont figuré depuis déjà des lustres à la direction du PS illustrent à la fois son penchant droitier assumé et la rupture avec ses origines, au point de rejoindre non seulement les intérêts de grands bourgeois, de capitaines d'industrie ou de banquiers traditionnellement de droite, mais aussi d'extrême droite. Parallèlement, le PS étant amené à monter au créneau pour défendre le régime en place, à servir les intérêts de la classe des capitalistes au plus au haut niveau de l'Etat, il allait se couper de la classe ouvrière et de pans entiers des classes moyennes qui se renvendiquaient de gauche, tandis que l'extrême droite allait tenter d'occuper la place laisser vacante. Sa servilité envers l'UE et l'impérialisme américain ne peut qu'accéler ce processus en faveur de l'extrême droite. Les dirigeants du PS en ont parfaitement conscience et cela ne les dérange pas le moins du monde, au contraire puisqu'ils soutiennent le gouvernement néonazi installé à Kiev ou des régimes apparentés à Tel-Aviv, Riad, Doha, etc. Les dirigeants de la classe dominante et les médias également.

En somme, il n'y a que le mouvement ouvrier pour fermer les yeux sur la véritable nature réactionnaire du PS. Quel terrble constat, non ? Et cela ne date pas d'hier, c'est une constante qui dure depuis près d'un siècle. Ce qui signifie qu'on est embourbé dans tant de contraditions depuis si longtemps qu'on peine à en sortir. Certains militants désespèrent, ne comprennent plus rien, et c'est normal puisqu'on continue de leur cacher la vérité. La grande illusion des "*Trente glorieuses*", des "*Jours heureux*", est bien terminée et le réveil s'avère insoutenable, car il a cédé la place au vide, au néant politique.

On s'est tant fourvoyé, qu'on ne voit pas très bien comment redresser la barre sans se la prendre en pleine figure. A quelle crédibilité ou légitimité pourrait-on prétendre par la suite en le révélant ? Justement, c'est par cet acte et en corrigeant le tir, en se hissant au-dessus du lot des partis qui refusent de rompre avec le PS (notamment) qu'on pourrait gagner la confiance des travailleurs et des militants, créer un choc salutaire permettant de rassembler le meilleur du mouvement ouvrier, les travailleurs les plus déterminés à refuser le sort auquel le régime les destine. Nous invitons nos dirigeants à avancer résolument dans cette voie, sans crainte, qui devraient-ils craindre, les travailleurs qui soudainement se reconnaîtraient dans le PS ou la vermine qui grouille autour ?

En guise d'épilogue ou pour alimenter la discussion.

Nombreux ont été ceux qui se sont gargarisés des réformes adoptées par Mitterrand en 1981, dont la retraite à 60 ans. Pendant ce temps-là et les 14 années suivantes Mitterrand et le PS ne remettrons jamais en cause la dépendance de la Banque de France et de l'Etat décidé par Pompidou en 1973 vis-à-vis du marché pour financer son budget, qui signera le départ de l'endettement exponentiel de l'Etat, processus qui s'amplifiera à partir de la création de la BCE et le passage à l'euro jusqu'à sa perte totale de souveraineté. Plus tard et jusqu'à nos jours le PS renoncera à ce combat puisqu'il est totalement inféodé à l'UE.

Chacun a pris conscience depuis de quelle manière l'oligarchie financière comptait s'appuyer sur le levier de la dette pour justifier le chantage qu'elle allait exercer sur les représentants de l'Etat pour qu'ils saccagent les services publiques, s'attaquent aux fonctionnaires, aux droits sociaux de tous les travailleurs, procèdent à de nombreuses privatisations, taille à la hache dans les budgets sociaux, mettent en place des politiques d'austérité, pendant que les marchés pillaient les caisses de l'Etat, les asséchaient en exigeant qu'ils adoptent des mesures toujours plus favorables au capital, autant de décisions qui se traduiront par une formidable régression sociale frappant tour à tour l'ensemble des différentes couches des masses exploitées, et depuis mai 2012 ce processus n'a fait que s'amplifier, le pacte de responsabilité est là pour le prouver.

Question : quel a été le trait marquant, le facteur déterminant des deux septennats de Mitterrand, du gouvernement Chirac-Jospin-Mélenchon-Buffet-Voynet, leur refus de revenir sur cette loi de 1973 livrant le budget de la France, l'Etat à l'oligarchie financière, qui allait servir par la suite et sans discontinué pendant plus de 40 ans de levier à l'offensive généralisée de la réaction contre les travailleurs, on pourrait ajouter la subordination totale à Bruxelles à partir du traité de Maastricht qui devait se traduire par la spoliation de nos droits politiques, ou deux ou trois mesures destinées temporairement à améliorer le sort des travailleurs, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, le passage de 40 à 39 heures de travail hebdomadaire ? A partir de ces deux ou trois exemples, qu'est-ce qui déterminait la véritable nature du PS ? Qu'est-ce qui allait déterminer pour les années et les décennies à venir la nature des rapports entre les classes ? Quel allait être le facteur qui allait influer le plus sur l'orientation du capitalisme ?

A mon avis, pour répondre à ces questions, quand on mesure l'ampleur des multiples conséquences ou répercussions négatives sur l'ensemble de la société qui ont découlé de cette loi de 1973 ou de la dette de l'Etat, au regard du degré de décomposition atteint par la société ou de tous ses rapports qui en est directement le produit, le doute n'est pas permis. Et quand on dit qu'elle a conduit à livrer l'Etat ou le pays, l'ensemble de l'économie au marché, celui-ci étant dominé par le dollar, c'est à ceux qui font marcher la planche à billets à la Fed que l'on pense, à l'oligarchie financière anglo-saxonne, au tenant du néolibéralisme, des guerres impérialistes qui ravagent le monde.

Alors à côté, franchement, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, le passage de 40 à 39 heures de travail hebdomadaire ne pèsent pas bien lourd. Il faudrait avoir une vision étriquée du capitalisme mondial ou percevoir le monde à travers le petit bout de la lorgnette ou encore s'en tenir à son nombril pour penser le contraire. Une telle confusion n'est pas permis, à moins d'avoir une conception de la lutte de classes qui n'ait plus grand chose à voir avec les objectifs du combat du mouvement ouvrier qui demeure l'émancipation du capital, du joug de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Deux vidéos sur le 11 septembre 2001.

WTC MISSILE STRIKE ON 911: WTC-2 Twin Towers Crash Missle
http://www.youtube.com/watch?v=vJOiB6wMVuM

Je n'en avais jamais entendu parler.

100_WTC_Drone_Strike_Plane_PROOF_Many_Witnesses.mp4
http://www.youtube.com/watch?v=xsmc_rS2jOo

En anglais, de nombreux témoins très divers rapportent qu'ils ont vu un "*avion noir*", un "*avion militaire*" s'écraser sur la seconde tour du WTC, tous affirment qu'il ne s'agissait pas d'un avion "*commercial*"...

On découvre régulièrement de nouvelles vidéos...

ACTUALITÉ DU JOUR

La dernière trouvaille du Medef : Travailler plus pour gagner moins pour lutter contre le chômage.

- Le Medef propose moins de jours fériés et un Smic réformé contre le chômage - AFP

Le Medef propose de supprimer des jours fériés et de pouvoir déroger à la durée légale du travail ou au salaire minimum, dans son projet visant à créer un million d'emplois en France, dévoilé dimanche par Les Echos.

Pour créer 1% de croissance et 100.000 emplois, le Medef propose de supprimer deux jours fériés sur 11, selon Les Echos.

Il espère aussi de 50.000 à 100.000 emplois sur cinq ans en dérogeant au Smic pour certaines catégories de demandeurs d'emploi, et sur trois ans en remontant les seuils sociaux.

Autoriser les commerces à ouvrir le soir et le dimanche permettrait par ailleurs d'engendrer à terme entre 50.000 et 200.000 emplois nouveaux dans le tourisme, et entre 40.000 et 100.000 dans le commerce et la distribution, estime-t-il.

Ces propositions "*apparaîtront certainement agressives ou caricaturales à certains?*", reconnaît le Medef en conclusion de son document, cité par le quotidien.

"*Ils ont tort. Il s'agit avant tout d'animer un débat (...) Notre conviction est que nous n'avons pas tout essayé contre le chômage, nous avons juste essayé ce qui n'a marché nulle part et oublié ce qui a fonctionné partout.*" AFP 14.09

Faux. En Inde, depuis des lustres commerces et entreprises peuvent ouvrir 365 jours de l'année sans que le chômage de masse disparaisse, et s'il a considérablement diminué ces dernières années, c'est essentiellement dû à d'importants investissements réalisés par l'Etat dans les infrastructures, aux augmentations de salaire et à l'accès au crédit ou au marché qui en a été la conséquence pour de larges couches de la population.

Depuis l'afflux d'investissements étrangers au début des années 90 suite à la dérégulation de pans entiers de l'économie décidé par le gouvernement de l'époque (Parti du Congrès au pouvoir, Rajiv Gandhi Premier ministre) l'Inde a accéléré son industrialisation sur fond d'exploitation à outrance ce que les commentateurs oublient souvent de préciser, l'Indien travaillant 6j/7 sans aucun droit social en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises, pas même un contrat de travail.

Ici il n'existe pas d'agences pour l'emploi et il est impossible de recencer avec précision le nombre de chômeurs, d'employés à temps partiel ou saisonniers, de savoir combien d'heures par jour travaille chaque salarié. Le travailleur est une marchandise comme une autre, qu'on consomme ou qu'on jette sans autre forme de procès. Les rapports entre le patron et l'ouvrier ou l'employé sont quasiment semi-féodaux, puisque l'un dispose de tous les droits et l'autre n'en a aucun. C'est à prendre ou à laisser, à vous de savor si vous voulez survivre ou crever, c'est aussi simple que cela.

En cas de conflit ou de contestation, l'ouvrier n'a aucun recours, il est entièrement à la merci de son généreux bienfaiteur, le patron qui l'exploite. Il arrive que des patrons ne paient pas le salaire de leurs ouvriers ou leur verse avec des mois de retard, en totalité ou en partie, généralement ils continuent de travailler pour lui car ils espèrent qu'il leur versera leur salaire un jour car ils savent que s'ils démissionnaient ils ne seraient jamais payés, il les tient en leur versant à intervalle irrégulier ce qu'il leur doit. Une femme de ménage a travaillé trois mois pour un député du coin qui a une maison en face de celle où j'habite, il ne lui a jamais versé son salaire. Que pouvait-elle faire ? Rien, sinon c'est lui qui l'aurait menacée de lui envoyer une bande de voyous pour la faire taire. Cette femme avait accepté ce travail parce qu'elle était très pauvre et donc sans défense.

Les patrons disposent souvent d'une milice ou d'un petit groupe de malfrats parmi leurs employés ou non qu'ils arrosent (en alcool) ou paient pour régler leurs différents quand la situation s'envenime, par intimidation, c'est parfois aussi des membres de leur famille ou des voyous que d'autres patrons ou hommes politiques emploient occasionnellement ou qu'ils ont recrutés, car il arrive également que certains en aient fait leur métier, ils figurent dans des organisations de type mafieuses qui rendent des services aux uns et aux autres, y compris à la police ou aux autorités qui sont corrompues.

Le pauvre bougre, le travailleur lambda sait parfaitement tout cela, il est écrasé par ce système social qui tient de la féodalité, cette terrible servitude en fait un être docile, vile, aigri, jaloux, violent, violence rentrée qu'il exercera de préférence envers ses proches ou ceux qui ont un statut encore inférieur au sien, d'où les rapports excécrables qui existent dans la société indienne entre ceux qui les vivent au quotidien et ceux qui en profitent, ou encore ceux qui en sont épargnés et qui préfèrent fermer les yeux faute de pouvoir faire autrement la plupart du temps.

L'injustice qui profite à la classe des possédants atteint des sommets en Inde, elle se traduit dans absolument tous les rapports plus ou moins violemment au point de rendre la vie des Indiens cauchemardesque. Ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là dans le monde loin de là.

C'est le sort que le Medef vous réserverait bien en France, non ? Il ferait bien de se méfier toutefois.

Il arrive aussi que les pauvres ou les déshérités se rebiffent et se regroupent pour régler leurs comptes avec les nantis à leur manière. En France on a encore la lutte de classe pour régler nos problèmes à notre manière, il serait temps de penser à en finir une fois pour toute avec le règne de la servitude humaine, d'inverser le rapport de la terreur afin de nous délivrer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. C'est à vous de montrer la voie aux autres peuples opprimés, de renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat afin de changer la société pour qu'on puisse vivre dans un monde meilleur et plus juste.

Renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat signifie renouer avec les enseignements de la lutte de classes que nous ont légués les marxistes, avec l'expérience la plus élevée ou achevée réalisée par le prolétariat dans sa lutte pour son émancipation, la révolution russe de 1917 qu'incarnait le léninisme, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky, le parti qui avait porté la classe ouvrière au pouvoir, le parti sans lequel la victoire de la révolution aurait été impossible, le parti qui concentre au plus haut niveau à la fois l'expérience de la lutte de classe du passée et le développement du capitalisme conduisant à son dépassement, à poser les bases d'une nouvelle société, au socialisme.

ACTUALITE EN TITRES

A bout de souffle.

- Fête de l'Huma: Laurent envoie un "*signal de dialogue*" à la gauche - AFP

- Les frondeurs rejouent l'union de la gauche - LeFigaro.fr

Les contestataires PS dialoguent avec le Front de gauche mais eux ont choisi de s'abstenir mardi. LeFigaro.fr 14.09

Cambadélis a prévenu, tout député du PS qui voterait contre la confiance au gouvernement serait exclu sur le champ du PS, la suite n'est plus qu'une formalité, mais ne dites pas que ce sont des godillots.

- Karine Berger, députée PS : "*Il faut supprimer la fonction de Premier ministre*" - Francetv info

Quelles saloperies ces mobilisations ! Ils nous pourrissent la vie. Quand est-ce qu'on va les interdire ?

- Grèves: Une semaine noire avec des mobilisations massives - 20minutes.fr

Résistance passive

- Air France: la moitié des vols annulés lundi, échec des négociations - AFP

- Paris : Les huissiers franciliens en grève illimitée à partir de lundi - 20minutes.fr

Enième volte-face. Pilotage à vue.

- Le Guen annonce un "*coup de pouce pour les petites retraites*" - AFP

Le Premier ministre demande mardi la confiance de la majorité à l'Assemblée, pour la deuxième fois en cinq mois. Les radicaux de gauche, qui devraient lui apporter leur soutien, avaient demandé un "*coup de pouce*" après l'annonce vendredi de l'annulation de la revalorisation promise.

Dans un communiqué, le chef de file des députés radicaux de gauche, Roger-Gérard Schwartzenberg, s'est félicité dimanche que le gouvernement paraisse "*donner suite à notre proposition*". "*Cette mesure compensatoire est nécessaire à ces retraités modestes qui doivent économiser sur tout et parfois sur le nécessaire: l'alimentation, le chauffage, les soins médicaux*", a-t-il plaidé. AFP 14.09

Quelle généreuse attention monseigneur !

Haut de page

Le 16 septembre 2014

CAUSERIE

Collusion, complicité, complot. Un timing réglé en famille.

- Jours fériés, 35 heures, smic, travail dominical… le Medef reporte ses annonces d'une semaine - Francetv info

Le Premier ministre Manuel Valls sollicite mardi un vote de confiance des députés, deux jours avant une conférence de presse de François Hollande. Initialement prévue mercredi, la conférence de presse du Medef aurait eu lieu entre ces deux interventions. Francetv info 15.09

Selon Jean-Claude Mailly, il s'agit du «*cahier de revendications du patronat qui, comme par hasard, sort avant le discours de politique générale du Premier ministre*» mardi «*et avant la conférence de presse du président de la République*» jeudi. liberation.fr 15.09

Commentaire avisé d'un internaute.

- "*Quelle belle mise en scène ! Et la plupart sont gentiment grugés.*

En fait, le MEDEF vient là au secours de Valls. Comment ?

En faisant fuiter ces mesures extrêmes, il tend la perche au 1er ministre qui dans son discours de ce 16 septembre va s'en servir pour déclarer qu'il combattra ces outrances du patronat, et ainsi obtiendra la confiance des godillots du PS sans sourciller.

Voilà qui permettra de faire avaler la pilulle du pacte de «stabilité» et ses milliards au patronat sans aucune contrepartie et à coup sûr sans coup de pouce pour l'emploi.

Valls et sa clique sont de parfaits sous-marins du MEDEF et les syndicats, qui ne sont pas dupes, jouent admirablement les vierges outragées tout en participant objectivement à cette belle oligarchie triomphante.

Qui sont les dindons de la farce ? Vous et moi !"

Cela a le don de nous exciter, pas vous ?

Les destructeurs de l'Irak et parrains d'EI n'ont pas terminé le boulot. Un faux prétexte pour parvenir renverser le régime syrien.

- La communauté internationale affirme son soutien à l'Irak sans dévoiler de plan - AFP

- Lutte contre l'EI : l'Iran a rejeté une demande de coopération américaine - LePoint.fr

En réalité :

- Irak: les Etats-Unis ne veulent pas de coordination militaire avec l'Iran - AFP

- L'Iran juge illégitime la coalition contre l'Etat islamique - 20minutes.fr

- Contre l'EI, Téhéran appelle à renforcer les gouvernements irakien et syrien - LePoint.fr

- Conférence anti-djihadiste: beaucoup de bruit pour rien - Lexpress.fr

- Coalition antijihadiste: premiers vols de reconnaissance français en Irak - AFP

En complément. La palme de la désinformation ou de l'intox.

- Hollande appelle à « *appuyer par tous les moyens* » les forces démocratiques en Syrie - LeMonde.fr

Ce qu'il appelle "*les forces démocratiques en Syrie*" ou les "*rebelles modérés* sont en réalité des mercenaires liés à différents groupes takfiris ou Al-Qaïda dont le Front Al-Nosra qui a les faveurs de Fabius.

Le véritable objectif de leur intervention militaire en Syrie.

- Les rebelles syriens soutenus par les Etats-Unis et l'Etat islamique signent un pacte " *de non-agression* " (The Hill) - legrandsoir.info - 14 septembre 2014

Extraits. L'Etat islamique (EI) et les rebelles syriens sont parvenus à un cessez-le-feu.

Alors que des rapports signalent que l'EI se regroupe devant les menaces d'attaques qu'il pourrait subir, une alliance de groupes rebelles syriens ont signé un pacte de « *non-agression* » avec l'EI vendredi.

Charles Lister, analyste à l'Institut Brookings (Une des nombreuses officines des néoconservateurs - ndlr), a indiqué que l'alliance du côté des rebelles étaient composés de quatre groupes distincts, dont le Front révolutionnaire syrien soutenu par les USA.

L'État islamique (EI) a à l'origine combattu aux côtés des rebelles, mais a ensuite commencé à attaquer des groupes rivaux, avant de rompre officiellement avec le Front Al-Nosra plus tôt cette année. Depuis lors, les deux parties se sont souvent affrontés, donnant aux forces d'Assad une nouvelle impulsion. Les rebelles syriens modérés et l'Etat islamique en Irak et en Syrie (EIIS) auraient conclu un accord de cessez-le-feu vendredi, selon un groupe qui a suivi la guerre civile en Syrie.

Les groupes ont convenu d'un pacte de non-agression dans lequel ils se sont promis de ne pas s'attaquer mutuellement.

Ce développement pourrait influencer les membres du Congrès pour voter « *non* » à une autorisation de former et d'équiper les groupes rebelles modérés, dès la semaine prochaine. La Maison Blanche a demandé l'autorisation, mais certains députés ont déjà montré leur scepticisme envers la crédibilité des groupes d'opposition syriens.

Selon l'accord, " *les deux parties respecteront une trêve jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée et ils promettent de ne pas s'attaquer parce qu'ils considèrent que le principal ennemi est le régime Nussayri*> ",a rapporté l'Agence France-Presse.

Nussayri est un terme négatif pour le régime alaouite du président syrien Bachar al-Assad. legrandsoir.info 14.09

Régime alaouite, formule péjorative employée par le camp de la guerre contre la Syrie pour désigner la République arabe syrienne, un Etat laïque.

ACTUALITÉ DU JOUR

Union nationale pour un Etat policier.

- Appel au "*consensus républicain*" à l'Assemblée face à la menace jihadiste - AFP

Les députés ont entamé lundi dans le consensus l'examen d'un projet de loi renforçant l'arsenal antiterroriste afin notamment d'empêcher les départs en Syrie de candidats au jihad, dont les autorités craignent des attentats à leur retour.

"*Nous devons afficher une unité nationale contre le terrorisme et ce projet de loi va dans la bonne direction*", a répondu l'UMP Eric Ciotti. L'UMP Alain Marsaud qui a appelé le ministre à ne pas hésiter à "*s'asseoir sur les libertés individuelles*".

Le Front de gauche Marc Dolez a relayé les craintes de certains magistrats sur des "*mesures dérogatoires*" au droit commun mais s'est dit "*favorable à une évolution de la législation*". En fonction des débats, son groupe s'abstiendra ou votera pour. Refusant de "*minimiser*" la menace, l'écologiste François de Rugy a jugé qu'elle "*devait être combattue dans le plus grand respect du droit*" et déposera des amendements pour renforcer "*certaines garanties*".

(Marc Dolez est "*favorable à une évolution de la législation*", cela tombe bien, c'est justement le cadre dans lequel s'inscrit ce projet de loi, et comme il a pour objectif de défendre le régime il ne votera pas contre et rejoindra l'UMP et le PS.

Quant à la vermine écologiste, elle propose d'amender un projet de loi qui a pour vocation de bafouer le droit au lieu de le respecter, autrement dit elle y est favorable en y mettant les formes, personne ne sera dupe. -ndlr)

- Les opposants à la loi antiterroriste dénoncent des atteintes aux libertés - AFP

Le projet de loi antiterroriste porte-t-il une atteinte disproportionnée aux libertés publiques? Oui, répondent des opposants, qui dénoncent une érosion des libertés d'information et de circulation et un recul de la protection offerte aux citoyens par la justice.

"*Aujourd'hui comme hier, ce projet de loi antiterroriste est placé sous le sceau de l'urgence (procédure législative accélérée) et réduit à la portion congrue le débat démocratique par l'invocation de la menace terroriste*", estime le Syndicat de la Magistrature (SM, gauche), pour qui le texte présente "*un déséquilibre flagrant*" entre l'impératif de protection des citoyens et la nécessité de "*préserver la démocratie et les libertés*".

"*A l'inverse des engagements du candidat Hollande, on refait aujourd'hui des lois de circonstance pour répondre à l'émotion suscitée par des évènements dramatiques, comme sous Sarkozy*", abonde Serge Tubiana, président honoraire de la Ligue des droits de l'Homme.

Les opposants critiquent notamment le transfert à l'administration de pouvoirs judiciaires, ouvrant selon eux la porte à l'arbitraire en supprimant les garanties de la procédure contradictoire, même si des recours devant la justice sont prévus, a posteriori.

Le projet de loi instaure un nouveau délit "*d'entreprise terroriste individuelle*", prévoit "*une interdiction de sortie du territoire*" pour des ressortissant français soupçonnés de vouloir se rendre à l'étranger pour participer à des activités terroristes et renforce la lutte contre la provocation et l'apologie du terrorisme sur internet par le retrait d'un contenu, voire le blocage d'un site.

Pour le SM, la création de "*l'entreprise individuelle*" à visée terroriste revient à "*confier aux magistrats une mission de neutralisation préventive*".

Mais, "*pénaliser des intentions exprimées dans la solitude sans attendre un commencement d'exécution est une évolution dangereuse. Une personne peut très bien revenir en arrière, ne pas aller au bout*", fait valoir Laurence Blisson, secrétaire nationale du syndicat. "*C'est plus contestable encore que l'association de malfaiteurs (délit créé en 1996) qui permet au moins de se baser sur des échanges pour mesurer la maturation d'une intention criminelle*".

"*Faute de preuves, de passage à l'acte, il est a craindre que les enquêteurs se focalisent sur une appartenance religieuse, une origine ou de simples paroles*", redoute Martin Pradel, avocat de dossiers terroristes.

Mêmes réserves sur l'interdiction de sortie du territoire. "*Cette procédure confie à l'autorité administrative de nouvelles prérogatives lui permettant d'étendre son contrôle sur les citoyens à l'issue d'une procédure en trompe l'oeil*", juge le SM.

"*L'atteinte aux libertés est exorbitante*", estime Laurence Blisson, qui craint "*une application extensive et préventive*" à partir de preuves basées sur "des dossiers classés secret défense ou des écoutes administratives".

"*Les vrais clients de cette interdiction seront tous ceux contre lesquels on n'aura pas d'éléments suffisamment probants pour engager des poursuites judiciaires. C'est une restriction arbitraire de la liberté d'aller et venir*", dénonce Me Pradel.

Les dispositions contre l'apologie du terrorisme sont également montrées du doigt.

"*L'intervention possible d'une personnalité nommée par la Commission informatique et liberté (CNIL) ne suffit pas à rendre légitime cette procédure qui confie à l'autorité administrative le pouvoir de déterminer ce qui relève du terrorisme et ce qui reste de la contestation de l'ordre social, politique ou économique*", estime le SM. AFP 15.09

C'est une variante du délit d'opinion qui sert à éliminer les opposants sous une dictature.

C'est une dérive de l'Etat policier calquée sur les Etats-Unis où de simples paroles ou la suspicion suffisent pour vous embastiller ou bombarder un pays par exemple, l'Etat de droit ou la démocratie n'est que pure illusion.

Ensuite, soit ils vous demandent d'établir la preuve de votre innocence, ce dont vous êtes incapable puisque vous ne savez pas de quoi on vous accuse au juste, à défaut de présenter des éléments matériels que vous pourriez récuser ou de pouvoir

démontrer qu'ils n'ont aucun lien avec l'accusation formulée.

La suspicion profite à l'accusateur. Il s'agit d'un plaidoyer à charge où l'accusateur s'institue juge et partie, dans la mesure où il a défini le contenu du délit et la sanction qui devait l'accompagner sans tenir compte qu'il serait sanctionné ou non par un acte, sur la base de la suspicion le législateur instaure ainsi le délit de culpabilité, inversant la charge de la preuve au détriment de l'accusé qui ne bénéficie plus de la présomption d'innocence.

Dorénavant tout citoyen sera considéré a priori comme coupable, tant qu'il n'aura pas démontré ou apporté la preuve qu'il est innocent des faits qui lui sont reprochés, sur la base de simples paroles qu'il aurait pu prononcer ou rédiger en privé et qui seraient parvenus aux autorités judiciaires par tout moyen laisser à sa discrétion légaux ou illégaux, secrets, sans qu'il puisse en contester l'usage, puisque pour justifier cette pratique son procureur lui opposera la notion de la défense nationale ou les intérêts supérieurs de la nation dont il est le dépositaire.

Au delà, on peut facilement imaginer qu'il leur sera possible d'attribuer à n'importe qui de telles paroles par toutes sortes de procédés, car il n'y a rien de plus facile que de rédiger et d'envoyer un courriel en empruntant votre adresse électronique ou de se faire passer pour vous une fois pirater votre mot de passe, pour ensuite vous l'impliquer et vous embastiller.

A plusieurs reprises on s'est demandé pourquoi ils avaient mis gracieusement à la disposition de la population Internet et les réseaux dits sociaux, quel intérêt ils pouvaient bien avoir à nous fournir une source d'informations quasi inépuisables, pourquoi ils facilitaient en apparence les rapports entre les différents membres de la population par l'utilisation du courriel, on a déjà évoqué toutes sortes de manipulations auxquelles ils pouvaient se livrer, comment ils pouvaient instrumentaliser les réseaux dits sociaux, le piratage de nos courriels ou de nos ordinateurs pour mieux nous ficher, etc. avec cet épisode la menace qui pèse sur notre liberté se précise, se matérialise, est en passe de devenir une réalité, peut-être pas dans le contexte actuel, mais dans les mois ou années à venir en fonction de l'évolution de la situation sociale et politique qui est amenée à se détériorer infailliblement.

Cela dit, il ne faut pas tomber dans la parano.

J'ai évoqué il y a quelques jours un courriel que j'avais reçu d'un lecteur sans préciser son prénom, son nom, son adresse, son âge, son sexe, son métier, sans même reproduire le moindre passage de son courriel, me contentant de préciser qu'il militait à Sud et que le sujet de son courriel portait sur le POI. Et bien il m'a envoyé un second courriel en me reprochant d'avoir mentionné son premier courriel dans une causerie. Je n'en suis pas revenu, je me suis dit que ce n'était pas possible d'en arriver là et pourtant si, je n'ai pas rêvé. Il ne s'étonnera pas que je ne lui réponde pas, car il en va de sa sécurité !

Qu'est-ce qu'il s'imagine, les services de renseignement français surveillent mon portail autant que ma boîte aux lettres électroniques ou mes appels téléphoniques, et je ne tiens pas cela d'une conviction puisque j'en ai eu la preuve matérielle un jour en examinant les statistiques du portail. Pour vous connecter sur le site vous devez passer par le serveur qui l'héberge en France. Dans cet ordinateur votre adresse va être enregistrée, mais elle ne figurera pas telle quelle, le serveur va vous attribuer ce qu'on appelle une IP, par exemple si votre adresse électronique est felix@yahoo.fr, votre IP sera ip192.187.115.251 donc il me sera impossible de saisir votre adresse électronique et de vous envoyer un courriel. A chaque connection une IP différente vous sera attribuée. Il arrive parfois que figure un nom, une ville ou tout autre chose dans une IP.

Un jour j'ai découvert une IP plus explicite ou figurait semble-t-il l'abrégé d'une organisation, d'un portail ou d'une entreprise, ma curiosité m'a alors poussé à vouloir en savoir plus et j'ai été taper cet abrégé sur Google. Et là quelle ne fut pas ma surprise de tomber sur un portail dédié aux renseignements généraux, où figurait en page d'accueil un article qui faisait l'amalgame entre l'extrême gauche et les mouvements jihadistes, où il était expliqué que l'extrême gauche était amené à alimenter les organisations terroristes, etc. J'avais chargé cette page dans mon disque dur, mais depuis qu'il a brûlé je l'ai perdue, et je ne me souviens pas de l'intitulé de ce portail, à vrai dire cela m'avait fait plutôt marrer et je n'y avais pas attaché plus d'importance que cela. Avec ce que j'ai vécu, il en faudra beaucoup plus pour me rendre parano.

Vous saisissez le lien avec notre info du jour, n'est-ce pas ?

La société qui héberge notre portail a été l'objet d'une attaque importante au début de l'année, au cours de laquelle un certaine nombre de données, dont les adresses électroniques des internautes ayant visité certains portails, dont le nôtre, ont été dérobées ou piratées.

Bon, on ne va pas en faire un plat, nous sommes tous fichés, ils savent où nous loger et ce n'est pas ce qui va nous empêcher de dormir. Ne sombrez pas dans la psychose, vous faites leur jeu, vous leur donner raison, c'est dingue de marcher dans cette combine, qui craignez-vous, vos dirigeants, qui, merde à la fin !

Avant-hier à quelques pas de chez moi un chien s'est fait attaqué par un cobra, et cet après-midi Selvi s'est enfuie du jardin où elle travaillait après avoir failli mettre la main sur un autre serpent, à 50 mètres de chez moi. Ma porte, en fait trois portes de ma maison sont ouvertes toute la journée sur le jardin, vous croyez que je me suis précipité pour les fermer, vous rigolez ou quoi, je ne vais pas me cloîtrer et puis quoi encore, je n'en ai rien à foutre, et si je dois crever de cela ce sera le destin et puis c'est tout.

S'il vous plaît, surtout ne dites pas qu'on vit dans un monde de dingues ou je vais vraiment me fâcher, car j'ai l'impression que vous l'êtes tout autant, reprenez-vous bordel ! C'est un conseil d'ami, je vous dis cela uniquement parce que cela me désole.

La crise de confiance atteint les médias subventionnés par l'Etat.

Aidons-les à s'effondrer : Boycott de tous les médias !

- A Libération, réduction d'effectifs et révolution libérale - AFP

La direction de Libération a annoncé un big bang pour le journal : elle veut supprimer 93 postes, environ un tiers des effectifs, et révolutionner toute l'organisation ainsi que les contrats de travail.

Lors d'un comité d'entreprise lundi matin, puis devant les salariés réunis au complet dans un lourd silence, les nouveaux dirigeants ont détaillé leur plan pour faire de Libération un groupe multimédia rentable, "*normal*", avec une priorité au web.

Décision la plus radicale à Libération : la suppression de 93 postes (81 CDI et 12 CDD) sur 250, dont une cinquantaine dans la rédaction qui passera de 180 à 130 journalistes, la coupe la plus massive dans l'histoire du quotidien fondé par Jean-Paul Sartre. "*Une décision inévitable pour sauver le journal*", a déclaré Laurent Joffrin. Parallèlement, onze postes seront créés.

Libération va aussi changer complètement de fonctionnement éditorial : la rédaction sera unifiée entre papier et web, les journalistes devront écrire des "*magazines à chaud*", les services traditionnels (étranger, économie...) seront réorganisés en "*pôle multimédias*" (Planète, Futurs, Idées, Pouvoirs, Tendances, Culture) qui auront chacun leur site en ligne, sous la bannière Libération.

Autre révolution, la remise à plat de tous les contrats de travail et le licenciement de ceux qui refuseront les nouvelles conditions, revues dans une optique "*d'entreprise normale*" et de rentabilité.

A partir du 18 janvier, les salariés, journalistes et non-journalistes, se verront proposer un nouveau contrat de travail unique, qui mettra en place une "*rémunération variable en fonction des objectifs*" -- expression qui a fait ricaner des salariés.

Au programme également, des "*entretiens annuels, comme dans une entreprise normale*" et une "*clause de non-dénigrement*" pour éviter les critiques publiques de la rédaction contre la direction, comme celles affichées dans le journal lors de l'arrivée des nouveaux dirigeants il y a 6 mois.

La direction lancera en octobre des négociations pour réduire le nombre de RTT.

Ceux qui refuseront ce nouveau contrat seront licenciés, a indiqué François Moulias. Ils auront un mois pour se décider.

La suppression de 93 postes permettra "*huit millions d'euros d'économie par an*", a précisé le directeur opérationnel Pierre Fraidenraich à L'Express. "*Il n'y pas aujourd'hui d'autre alternative. Libération est au bord du gouffre*".

"*Libération perd 22.000 euros par jour. Nous devrons rapidement faire appel aux actionnaires. Il nous faut rationaliser la production journalistique*", a expliqué le n°2 de la rédaction, Johan Hufnagel.

Autre signe d'un changement d'époque, la rédaction devra déménager "*dans la petite couronne*" au 1er semestre 2015 et quitter l'immeuble de la rue Béranger, au coeur de Paris.

La direction a dit éviter au maximum les départs contraints, via le plan de départs volontaires pour les non-journalistes, la clause de cession ouverte aux journalistes et l'obligation d'adhérer au nouveau contrat de travail.

La clause de cession ouverte jusqu'au 30 novembre n'a jusqu'ici attiré qu'une douzaine de candidats, la plupart des salariés attendant ces annonces pour se décider.

Laurent Joffrin a par ailleurs annoncé quatre projets: renouvellement du site Libération.fr; diffusion en ligne payante de tous les contenus de Libération; "*nouvelle formule du quotidien papier au premier semestre 2015*"; "*activités nouvelles*" en relançant les forums, des nouveaux suppléments et en transformant le mensuel Next.

Au sortir de la réunion, beaucoup de journalistes avaient la mine défaite, parfois des sanglots dans la voix, et refusaient de s'exprimer publiquement. La plupart se disaient peu surpris. "*Libération tel que je l'ai connu ne va plus exister*", a résumé

un journaliste. Plusieurs signatures historiques du journal envisagent de partir, selon des sources internes.

Au bord de la faillite, Libération a été renfloué fin juillet à hauteur de 18 millions d'euros, apportés principalement par le milliardaire Patrick Drahi, patron du groupe Altice (Numericable, SFR). AFP 15.09

- Une réforme "2.0" pour le quotidien Le Monde - AFP

Initié par les actionnaires, ce plan de mobilité "2.0" se veut plus "*négocié qu'imposé*" et sera présenté mardi aux salariés. Il ne concerne plus que 35 journalistes contre une cinquantaine lors du premier plan de mobilité qui avait donné lieu à une crise en mai, entraînant une fronde de la rédaction et la démission de la directrice Natalie Nougayrède, remplacée par Gilles van Kote, directeur, et Jérôme Fenoglio, directeur des rédactions.

Le journal, qui aura une nouvelle formule papier le 6 octobre, verra la fusion de son logiciel d'édition de la version papier avec celui du web, même si tous les journalistes ne seront pas polyvalents entre web et édition papier.

Il prévoit également un "projet M", qui décline le magazine "M" en numérique, ainsi que dans une page "Style" de l'édition papier. AFP 15.09

ACTUALITE EN TITRES

Illégitimes, ultra minoritaires, ils sont au fond du trou... Et ceux qui se proposent de les aider à en sortir.

- 66% des Français envisagent "*une explosion sociale*" - Le Nouvel Observateur

Seuls 6% des Français excluent totalement la possibilité d'une explosion sociale dans les prochains mois. Le Nouvel Observateur 15.09

La question intéressante serait de savoir combien la souhaite vraiment et combien seraient prêts à y participer. Ils ne seraient que 1% sur la base de 45 millions d'électeurs, donc d'adultes, retranchons les nantis et apparentés et descendons à 40 millions, retranchons encore ceux qui s'estiment heureux de leur sort et descendons à 20 millions, 1% sera ferait 200.000 travailleurs prêts à en découdre, plus qu'il n'en faut pour constituer la base d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Alors qu'on ne vienne pas nous dire que les conditions ne seraient pas favorables à la construction du parti, dites plutôt qu'on ne sait pas comment s'y prendre ce serait plus honnête.

Une confirmation.

- Popularité: La forte chute continue pour Hollande et Valls - 20minutes.fr

Leur cote de popularité est respectivement tombée à 13% et 30%.

Un autre sondage publié par TNS Sofres le 4 septembre situait déjà la cote de confiance présidentielle à 13%. 20minutes.fr

Ils sont "***foutus***" !

- "*Si d'ici trois à six mois, la situation ne s'est pas inversée, ce sera foutu*", aurait confié Manuel Valls - Francetv info

Le Premier ministre aurait tenu ces propos en petit comité à la veille d'un deuxième vote de confiance à l'Assemblée en cinq mois, rapporte "Le Monde". Une confidence qu'il a démentie dans la foulée. Francetv info 15.09

Valls a ajouté qu'il fallait "*tenir*" à tout prix, c'est devenu son seul objectif ou c'est en passe de le devenir.

Leurs laquais montent au créneau.

- Berger (CFDT): Valls et Hollande doivent "*redonner de l'espoir*" au pays - AFP

- La CGT demande à Valls de «*ramener le patronat à la raison*» - Liberation.fr

Selon Thierry Lepaon, le Medef a «*orchestré sa communication*» avant le discours de Manuel Valls devant le Parlement et avance des propositions qui vont «*constituer son cheval de bataille d'ici la fin de l'année*». «*J'attends du Premier ministre qu'il tire les choses au clair et ramène enfin le patronat à la raison*», lors de son discours mardi devant le Parlement, a affirmé Thierry Lepaon. Liberation.fr 15.09

Nous, nous n'attend rien du Premier ministre des patrons, parce que nous ne lui reconnaissons aucun légitimité. Alimenter l'illusion qu'on devrait être en droit d'attendre quoi que ce soit des représentants du régime est une façon comme une autre de le soutenir.

Rompre avec Valls sans rompre avec la direction de la CGT qui est lié au régime, c'est jouer un double jeu ou tenir un double discours, c'est combattre contre son camp. Idem avec la direction de FO et la FSU.

Au fait, c'est quoi le patronat, le capitalisme raisonnable ? Comme Lepaon et Berger l'aiment. Non, Valls n'est pas le seul à aimer l'entreprise ou à en être le porte-parole...

Résistance passive.

- Grève des pilotes: Air France prévoit 60% de vols annulés mardi - AFP

- Les praticiens hospitaliers appelés à la grève le 14 octobre - Liberation.fr -

- Grève massive des huissiers contre le projet de réforme du gouvernement - L'Express.fr

- 65 % des inspecteurs du permis de conduire en grève - LeMonde.fr

Contrairement aux jaunes et autres gauchistes, s'il nous arrive d'étriller l'aristocratie ouvrière, nous soutenons toujours leurs revendications et jamais nous ne les condamnons.

La palme de la désinformation et de l'intox.

- Election présidentielle au Brésil: "*Marina Silva est le nouveau Gandhi*" - L'Express.fr

En réalité son programme est néolibéral et elle est soutenue... par les Etats-Unis, elle est la candidate de Washington. Lire l'article en ligne qui fournit tous les détails :*Brésil : Marina Silva ne laisse aucun doute sur son projet (Pagina 12) (legrandsoir.info) (08.09.14)* .

Haut de page

Le 17 septembre 2014

CAUSERIE

Je passe de nouveau toutes mes soirées seul, ce qui me permet de travailler un peu, de lire à l'occasion, je n'en trouve plus le temps et c'est bien dommage. Privé de télé car une nouvelle fois déconnecté du satellite qui héberge TV5Monde Asie, j'en ai profité pour lire.

Dans un bloc-note j'ai copié quelques passage des écrits de Trotsky d'avril 1939, on les abordera dans les jours qui viennent, cela va alimenter notre réflexion sur plusieurs sujets importants, le fascisme, la méthode du marxisme, ce qui distingue le capitalisme des modes de production antérieurs, etc.

Avant, j'ai téléchargé de nouveaux articles et je suis tombé sur une vidéo extraordinaire, à vous couper le souffle, au point que j'y ai pensé un peu plus tard dans la soirée au moment d'aller me coucher et de ne pas trouver le sommeil. Elle soulève une question déterminante qui en appelle toute une série, du coup j'ai dû mettre plus d'une heure avant de m'endormir complètement claquer mais heureux de cette découverte fantastique, un élément d'une puissance phénoménale contre les dirigeants du vieux monde et Obama en particulier à condition de bien s'en servir.

Vous allez me prendre pour un dingue, alors que je suis parfaitement lucide et capable de faire la part des choses, dans ma situation c'est préférable vous me l'accorderez, je vous fais languir de crainte que vous ne me preniez pas au sérieux et ce

serait franchement dommage, pas pour moi, pour notre cause évidemment. Alors de quoi s'agit-il?

Cette vidéo est consacrée à Ben Laden. Je sens qu'on est mal barré rien qu'à cette annonce. Encore, direz-vous ? Qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute franchement, vous délirez ou quoi ? Vous ne croyez pas qu'il y a d'autres sujets plus importants à aborder ? Attendez, je ne vous ai jamais dit qu'on allait parler de Ben Laden. Il s'agit de sa mort, de la date de sa mort, du lieu où il est mort. Et alors, cela va vous avancer à quoi de le savoir ? Vous savez ou vous ignorez qu'il existe au moins deux versions de sa mort, la première selon laquelle il aurait été tué au Pakistan en mai 2011 par un commando américain, la seconde selon laquelle il serait mort en Aghanistan en décembre 2001, le 9 décembre très précisément. Eh oui ! car depuis les langues se sont déliées et on a obtenu des précisions, mais là n'est pas l'essentiel.

La première version est la version officielle, celle qu'Obama a annoncée le 1er mai 2011 à la télévison américaine et qui a été reprise par tous les médias et gouvernements occidentaux. Nombreux ont été ceux qui ont émis des doutes sur cette version rocambolesque jusqu'à produire des photos des personnes massacrées lors de l'assaut donné par les Américains sur son prétendu repère, à l'exception de Ben Laden. Mais émettre des doutes sur la crédibilté d'un fait n'a jamais constitué un début de preuve permettant d'infirmer ou de confirmer une version controversée, autrement dit cela ne sert pas à grand chose ou on n'est pas plus avancé pour autant. Or, ce qui nous intéresse, nous passionne même, et on voudrait bien vous faire partager notre passion, c'est d'avancer, avancer vers la vérité ou la faire éclater au grand jour.

Il n'existe rien de plus puissant qu'un fait réel que personne ne peut contester, car relié à d'autres faits il va servir à comprendre l'enchaînement des faits qui va servir de base à notre interprétation de la réalité, de la situation, mais aussi de trame pour étayer la théorie que nous allons mettre au point ou qui va en découler, chaque fait étant une expérience et un ensemble d'expériences autant d'enseignements qui nous serons précieux pour déterminer la suite des événements ou l'orientation de la situation, formuler des pronostics, définir des modalités d'action, etc.

Tout ceci est fort banal en vérité, je vous l'accorde, à ceci près qu'on n'y accorde pas toujours ou pas souvent l'importance ou la place qu'il mérite, y mêlant ou y substituant une part de subjectivité qu'on y apporte inconsciemment... Prendre connaissance d'un fait qu'on ignorait nous arrive tous les jours. Selon son importance ou l'importance qu'on lui accorde il peut influencer l'interprétation que l'on faisait antérieurement d'autres faits ou modifier notre vison de certains rapports. Changer le cours de notre vie parfois.

Pour en venir au fait dont il est question ici, imaginez un instant qu'un témoin clé de cette affaire affirme que ce n'est pas Ben Laden que les Américains ont tué en 2011. Vous vous demanderez spontanément quel est le degré de crédibilité de ce témoin et c'est bien naturel. Imaginez maintenant que ce témoin était le soldat américain qui a tiré sur la personne qui était censé être Ben Laden, et qu'il affirme avoir vu de nombreuses photos de lui, qu'il était capable de décrire les traits de son visage, la couleur de sa barbe, etc. et qu'il ne l'a pas reconnu, car la personne qui se trouvait en face de lui était nettement plus jeune, portait une barbe noire, alors que celle de Ben Laden était devenue grise comme en témoigne de nombreuses photos.

Le journaliste d'une grande chaîne de télévision américaine lui pose alors à plusieurs reprises la même question : Etes-vous absolument certain que cette personne n'était pas Ben Laden, et chaque fois sans hésiter il a répondu qu'il était absolument certain qu'il s'agissait de quelqu'un d'autre. Là tous vos doutes tombent définitivement, vous avez la preuve qu'Obama a menti au monde entier, vous en détenez la preuve incontestable.

On va arrêter là car je n'ai plus le temps de poursuivre. Obama est en train d'entraîner une trentaine de pays (en fait le monde entier) dans une guerre sans fin au Moyen-Orient qu'il justifie à partir d'autres mensonges, mais la plupart des gens en occident l'ignorent hélas, eux aussi ils ont besoin d'une preuve incontestable que c'est un épouvantable menteur, que Cameron, Hollande et Cie. sont d'horribles menteurs et entraînent leurs peuples dans une guerre qui n'est pas la leur. Imaginez que soudain ils en aient la preuve absolue, imaginez un peu la cascade de conséquences politiques qui en découleraient, incontrôlables.

Certes, cela ne suffirait pas pour les renverser, mais cela leur porterait un coup fatal dans la mesure où des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs s'engageraient dans le combat politique fort de cette certitude, de cette conviction qu'on les a toujours trompés, ce qu'ils ne pardonneraient pas, ne peuvent accepter ; comment concevoir que ces mensonges ont servi à couvrir les pires crimes, à justifier les pires souffrances ou sacrifices et qu'ils devraient demeurer impunis, sans réaction de leur part, impossible, insoutenable une minute de plus.

Mais pour présenter les choses de cette manière aux travailleurs afin de les faire réagir, c'est tout un art, cela demande une concentration et une indépendance d'esprit qui fait défaut à nos dirigeants embourbés dans le jeu institutionnel ou les manoeuvres d'appareils. Je suis absolument convaincu qu'un tel matériel mis à la disposition des travailleurs déclencherait la réaction de dizaines ou centaines de milliers d'entre eux parmi ceux qui ne supportent plus du tout les conditions qui leur sont faites.

Vous n'en démordez pas, Ben Laden, Al-Qaïda, Obama, ils s'en foutent direz-vous, mais un tel énorme mensonge dans la bouche de leurs dirigeants, qu'on les prennent pour des demeurés, pour des cons et que les mêmes leur pourrissent la vie au quotidien, je suis pas sûr du tout qu'ils soient tous prêts à l'accepter sans réagir. Ils vont s'interroger, si on leur a menti ici, c'est qu'on leur a

menti ailleurs, tout le temps peut-être, cela va les pousser à se poser un tas de questions, à revoir tout ce qu'on leur a fait gober sans broncher parce qu'ils n'y comprenaient rien, maintenant ils ont compris qu'on leur a caché sciemment la vérité, et de réflexion en réflexion il y en a qui vont trouver la voie du combat politique, qui vont se dire qu'il doit bien exister une alternative à la situation actuelle, à ce monde pourri, qu'il doit bien y avoir une issue politique, que quelqu'un a déjà dû y penser avant eux puisque certains avaient découvert la vérité avant eux et ainsi de suite.

Comment ne pas croire que les travailleurs ne pourraient pas se saisir d'un tel matériel qui somme toute est tout à fait à leur portée, c'est la question que je pose. Qui peut croire que la totalité des travailleurs pourraient se faire les complices d'un tel mensonge, qu'ils se seraient résignés à vivre dans le mensonge et l'hypocrisie toute leur vie, ce serait avoir une drôle d'opinion d'eux que je ne partage pas. Cela voudrait dire qu'ils en sont rendus à l'état de légume, végétatif, incapable du moindre sursaut, qu'ils n'auraient plus de dignité en somme, on se refuse à le croire.

Mon idée aurait été de relater cette histoire sur un tract en indiquant l'adresse de cette vidéo, en construisant une argumentation sur le modèle de ce qui vient d'être dit dans des termes plus précis mais très simplement, et d'appeler à une réunion pour en discuter ainsi que la situation sociale et politique, car les deux sont liés. Pourquoi vivons-nous dans un monde aussi épouvantable, peut-être parce qu'on nous raconte des histoires, on nous ment à tour de bras. Et comment pourrions-nous continuer à nous en plaindre une fois qu'on en aurait eu connaissance, qu'on aurait eu l'occasion d'en prendre conscience ? Que sommes-nous, qui sommes-nous si nous ne réagissons pas ?

Malgré tout vous trouverez peut-être délirante cette idée, comme de nombreux militants trouvent délirant d'avoir confiance en la capacité des travailleurs de progresser ou de prendre leur destin en mains. Il est vrai qu'on peut douter de tout en toutes circonstances à commencer par soi-même et ses propres convictions, mais dans ce cas-là on n'arrive jamais à rien. A suivre.

L'adresse de cette vidéo.

- Le vrai Oussama Ben Laden serait mort en 2001

Note de lecture et réflexion politique

L. Trotsky : Oeuvres - avril 1939

- " *Aux pronostics de Marx, on opposait les pronostics contraires d'une distribution mieux équilibrée du revenu national, de l'atténuation des contradictions de classes et d'une réforme graduelle de la société capitaliste. Jean Jaurès, le plus doué des sociaux-démocrates de l'époque classique, espérait remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social. C'est en cela que consiste l'essence du réformisme. Tels étaient les pronostics opposés à ceux de Marx.* "

L'évolution du capitalisme qui tend à reproduire ou appliquer irrésistiblement à une autre échelle (mondiale) les lois de fonctionnement du capitalisme, le cycle du capital (le menant à son effondrement), conduit non pas à l'atténuation mais à l'exacerbation croissante des contradictions de classes, et en guise de distribution mieux équilibrée du revenu national on assiste plutôt à une concentration du capital entre quelques mains, à une explosion des inégalités sociales sans précédent dans l'histoire du capitalisme, et au lieu de remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social, elle se traduit sur le plan politique par la négation de la démocratie politique qui perd tout contenu social du fait qu'elle tend à disparaître au profit d'une dictature ou du fascisme où les exploités sont dépourvus de tout droit social.

Donc l'évolution du capitalisme aboutit au scénario inverse de celui imaginé par Jaurès et demeure conforme à celui pronostiqué et théorisé par Marx.

C'est d'autant plus prégnant que le mode de production capitalisme est devenu universel et que tous les peuples aspirent au progrès social, au même niveau de vie que les peuples des pays les plus développés, que la richesse accumulée par les plus riches est incompatible avec la satisfaction des besoins sociaux de 7 milliards d'hommes et de femmes. C'est cette contradiction qui est explosive et incompatible à terme avec l'existence du capitalisme, qui constitue sa plus grande menace, qui signe son arrêt de mort.

Ce qui caractérise le réformiste, c'est l'ignorance des lois de fonctionnement du capitalisme ou son mépris des facteurs qui sont à la base du développement et de l'évolution du capitalisme. Ce qui fait de lui selon son talent et son cynisme, un aventurier, un charlatan, un illusionniste, un prédicateur, agissant toujours sous un faux masque, recourant aux mêmes méthodes de faussaire, empruntant la terminologie du marxisme ou du socialisme pour mieux le dévoyer et le combattre.

Le réformiste a pour vocation à vivre sur le dos du troupeau qu'il mène en bonne conscience à l'abattoir, car une fois réduit à l'impuissance ou ses brebis sans défense réduites à l'état de proies faciles, il les livre aux fascistes qui n'en font qu'une bouchée.

Le réformiste, dans la mesure où il a atteint un certain niveau intellectuel, est un imposteur, un professionnel de l'entourloupe,

un menteur ou un hypocrite aguerri, en deux mots un sale personnage et non un doux rêveur auquel son imagination aurait joué un vilain tour ou un dilettante qui se serait égaré, un mégalomane qui se serait pris à son propre jeu au point de se transformer en mytomane et de croire ses élucubrations, partant de là l'accuser de faiblesse ou de fainéantise intellectuelle serait encore lui faire trop d'honneur, car sa démarche consiste sciemment à s'écarter de la réalité, à n'en retenir que ce qui l'arrange, il refuse d'admettre que les enseignements tirés des expériences passées qu'on lui soumet aboutiraient à une toute autre conclusion que la sienne, il ne peut pas les prendre en compte sans être pris d'un vertige à l'idée qu'elles impliqueraient une rupture avec le régime qui a modelé son mode de pensée et d'existence et que finalement il défend sous un faux masque, celui du socialisme.

Le réformisme, c'est comme la pâte d'une crêpe (chapati à base de farine de blé dans le nord de l'Inde) qui ne serait pas assez cuite ou qui serait lourde à digérer pour un estomac qui n'y est pas préparé, ce qui est notamment le cas des Indiens du sud du pays. Vous en mangez une, passe encore, vous en mangez deux vous êtes pris soudain d'une lourdeur à l'estomac, vous insistez et vous en mangez une troisième et votre malaise se transforme en douleur, si vous persistez vous êtes pris de nausée, vous vous tenez le vendre, vous transpirez abondamment, votre température monte et vous finissez par aller vomir, le tout assorti d'une diarrhée carabinée.

L'avantage, si je puis dire, c'est que l'ensemble du processus est bâclé en un temps record, avec les chapatis j'entends. Mais imaginons un instant que ce ne soit pas le cas, que ce processus traîne en longueur, et vous courriez le risque de choper une dysenterie à l'arrivée qui pourrait vous emporter pour peu que vous soyez faible ou sans défense au départ, c'est ce qui arrive avec le réformisme qui consiste à vous désarmer théoriquement pour affronter le capitalisme et le fascisme auquel il fraie la voie, et le destin ou festin auquel il vous convie vous sera fatal.

Par chance, parce que vous êtes né au bon moment au bon endroit, il vous sera épargné une telle fin, ce qui ne sera pas le cas d'un grand nombre de vos semblables dont vous ignorez l'existence que votre faim finira par achever, ici ou ailleurs dans le monde, sans en avoir conscience puisque la bonne conscience sert justement à éviter un tel rapprochement.

Adhérer au réformisme, c'est comme fourrer un sac plastique dans l'estomac de ceux qui vous assurent un niveau de vie confortable, et de pensée qui plus est. C'est épouvantable, n'est-ce pas ? Alors devenez révolutionnaire, soyez comme ces peuples qui combattent contre la guerre pour leur survie et qui n'ont pas d'autre choix que d'être anti-impérialistes. Leur ennemi est le vôtre, votre propre impérialisme, l'impérialisme français, le gouvernement français qui se destine à bombarder l'Irak et la Syrie, à armer des mercenaires sanguinaires qui terrorisent la population et détruisent leur pays de fond en comble depuis des années, afin de s'emparer de leur richesse, le pétrole et le gaz qu'il convoite au détriment d'autres impérialistes, la Russie, la Chine, l'Inde, etc.

Oui, notre ennemi est dans notre propre pays et c'est facile de l'admettre, il suffirait de couper la main de ceux qui ont décidé de participer à cette guerre coloniale, en votre nom, pour qu'elle n'ait pas lieu. Leur retirer ce pouvoir de nuisance pose directement la question de savoir qui décide la politique qui doit être appliquée dans ce pays, la question du pouvoir, pouvoir politique qu'une minorité a accaparé à son profit (économique) exclusivement au détriment des intérêts de la majorité, pouvoir politique que la classe des capitalistes tient du privilège qui lui a été accordé de détenir le pouvoir économique, aussi à défaut de pouvoir lui retirer son pouvoir économique entreprise par entreprise ou secteur économique par secteur économique, faut-il conquérir le pouvoir politique pour abolir ce privilège, lui oter le pouvoir économique qui sert aussi à financer les guerres et à en tirer profit évidemment.

Seul le combat politique posant cette tâche à réaliser par les travailleurs, la conquête du pouvoir politique, le renversement de la classe des capitalistes au pouvoir, peut permettre de mettre fin à la régression sociale sans fin et à l'état de guerre permanent. D'où la nécessité pour chaque travailleur de s'engager dans le combat politique, de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui armera (théoriquement et politiquement) et organisera notre classe, afin qu'elle s'empare du pouvoir politique. Refuser de s'engager dans le combat politique dans la perspective d'en finir avec l'ensemble des institutions de la Ve République , c'est se priver des moyens d'en finir avec cette société en pleine décomposition qui nous conduit au chaos et à la guerre, de reconstruire la société sur des bases nouvelles, exclusivement à partir des besoins des travailleurs.

ACTUALITE EN TITRES

Les cibles de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

- Costa Rica, Argentine et Venezuela critiqués pour leurs politiques économiques - AFP

Critiqués par qui, les agences de notation de l'impérialisme américain et ses officines, FMI et Banque mondiale...

Obama se prend pour le maître du monde. Qui peut encore croire un seul instant qu'il pourrait être animé de bonnes intentions envers les Africains ?

La conception militariste du monde d'Obama.

- Ebola : Obama craint pour la «*sécurité mondiale*» - Libération.fr

- Ebola: Obama appelle le monde à "*agir vite*" pour éviter le pire - AFP

Une question à cent balles.

- Ebola : pourquoi les Etats-Unis concentrent leurs efforts sur le Liberia - LeMonde.fr

La réponse est sans appel : Militaire !

- Pour contrer Ebola, Obama prévoit d'envoyer 3 000 militaires en Afrique de l'Ouest - LeMonde.fr

- Obama : le monde doit "*agir vite*" face à l'épidémie d'Ebola - LeMonde.fr

Les Etats-Unis vont créer au Liberia un centre de commande militaire pour soutenir les efforts à travers l'Afrique de l'Ouest. LeMonde.fr 16.09

Offensive militaire contre la Syrie.

- Washington prépare des attaques ciblées contre l'EI en Syrie - Reuters

- EI : les États-Unis ouvrent la porte à une possible utilisation des forces terrestres - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Les aléas et gesticulations de Valls et du gouvernement

A l'arraché, avec les dents ! Le gouvernement est minoritaire, illégitime.

- Le gouvernement Valls II est minoritaire à l'Assemblée - slate.fr

- Valls arrache une majorité en nette baisse à l'Assemblée - AFP

Manuel Valls a de nouveau obtenu mardi la confiance de l'Assemblée, mais avec une majorité seulement relative qui augure de lendemains difficiles pour le gouvernement au Parlement.

Le Premier ministre, qui a revendiqué de "*chercher la confiance, surtout quand c'est difficile*", a rallié 269 voix (contre 244 et 53 abstentions), soit bien en-dessous du seuil des 289 voix de majorité absolue. Les députés lui avaient accordé 306 voix (contre 239 et 26 abstentions) le 8 avril dernier après sa première déclaration de politique générale.

Jugeant la majorité "*claire*", il a fait valoir, sur le plateau de TF1, qu'il n'y avait "pas de majorité alternative".

Après une rentrée calamiteuse pour l'exécutif, entre gouvernement encore resserré et résultats économiques en berne, ce score apparaît comme un nouveau revers politique.

Si une grande majorité de socialistes et de radicaux de gauche ont voté la confiance, 31 frondeurs du groupe PS et les écologistes se sont abstenus, comme annoncé dès mardi matin, tandis qu'élus UMP, UDI et du Front de gauche ont voté contre. Une députée PS s'est par ailleurs trompée en votant pour alors qu'elle souhaitait s'abstenir. AFP 16.09

Qui a dit ?

- J'"*espère*" que Manuel Valls obtiendra la confiance pour éviter un "*risque institutionnel majeur*" : dissolution, voire démission de François Hollande.

Réponse : Hier matin, l'UMP Benoist Apparu, malgré son vote hostile. AFP 16.09

Mesurettes pour mendiants.

- Le minimum vieillesse est porté de 792 euros par mois à 800 euros ; 8 euros par mois, 26 centimes par jour...

- Une prime exceptionnelle de 40 euros pour "*les petites retraites*" inférieures à 1.200 euros mensuels ; 10 centimes par jour...

- Un million de ménages supplémentaires exemptés d'impôt en 2015 ; pour cause de revenus trop faibles...

A retenir de son discours. Pas touche au dialogue social.

- "*Personne, et je le dis clairement au patronat, ne doit prendre le risque d'affaiblir, par je ne sais quelle provocation, par je ne sais quelle surenchère, l'indispensable dialogue social qui est la marque de ce quinquennat*", a tancé M. Valls. AFP 16.09

Ce que le patronat fait plus ou moins en douce à des degrès divers dans les entreprises en profitant de toutes les mesures anti-ouvrières adoptées depuis des années, dont les dernières en date étaient contenues dans l'ANI, il comptait les généraliser et aller plus loin encore, le Medef a commis l'erreur de le clamer bruyamment sans tenir compte qu'il mettait ainsi en porte-à-faux Valls et son gouvernement qui ne dispose que d'une fragile majorité relative à l'Assemblée nationale.

Du coup, Valls a été obligé de défendre les 35 heures, le CDI, etc. pour tenter de calmer ses troupes qui se retrouvent en mauvaises postures, écartelés entre le soutien qu'ils dovent apporter au gouvernement pour ne pas qu'il tombe, en s'abstenant lors du vote de confiance d'hier, et leur base électorale qui les supplie de cesser de le soutenir et qui exige une autre politique, il a dû sauver les apparence et gauchir son discours sans rien lâcher sur l'essentiel, exercice périlleux s'il en est, au risque de mécontenter aussi bien le patronat et la droite officielle que ses propres troupes, de se retrouver prochainement encore plus isolé et fragilisé.

Il comptait sur le dialogue social pour faire passer de nouvelles contres-réformes, s'appuyer sur les syndicats jaunes de la CFDT et CFDT essentiellement, mais voilà t-il pas que la dernière sortie du Medef les a obligés en s'en désolidariser, ce qui porte un nouveau coup au dialogue social déjà mis à mal avec le refus de 4 syndicats d'y participer en juillet dernier.

L'ensemble de ces éléments va conduire le gouvernement à la paralysie jusqu'en 2017, à moins qu'il tente de passer en force au risque de déclencher une explosion sociale aux conséquences imprévisibles et incontrôlables. Prendra-t-il ce risque comme l'y invitent le Medef et l'UMP ? Pas sûr, la stabilité du régime primant sur toute autre considération, même les besoins urgents exprimés par le patronat. Il est trop tôt pour se prononcer sur cette question, attendons de voir quel accueil ils vont réserver à l'annonce de la candidature de Sarkozy à la direction de l'UMP.

S'ils étaient capables de créer artificiellement un terrain favorable à Sarkozy dans l'opinion publique comme ils disent et de remettre en ordre de bataille l'UMP, alors ils pourraient être tentés de précipiter les choses et faire chuter le gouvernement entraînant des élections législatives anticipées, tout autre scénario étant écarté puisque Hollande a martelé qu'il irait au bout de son mandat.

Quant à Valls, en cas de dissolution la question de sa démission ne serait pas un problème, puisqu'elle s'inscrirait logiquement dans le cadre de ce processus indépendamment de sa volonté, la décision revenant au Président de la République, à Hollande. Valls serait maintenu dans ses fonctions jusqu'aux résultats des élections législatives et il remettrait sa démission ainsi que celle de son gouvernement à Hollande au cas ou l'UMP aurait remporté ces élections, lui aussi pourrait prétendre avoir tenu jusqu'au bout comme il s'y était engagé et tout ce beau monde afficherait sa satisfaction, la vie continuant comme avant.

Ils se prennent au jeu et s'en mordent les doigts

- Manuel Valls demande au Medef de renoncer à la surenchère - Reuters

Avant-hier c'était la CGT par la voix de Lepaon qui demandait à Valls de «ramener le patronat à la raison» et hier c'était au tour de Valls de demander au Medef de ne pas en rajouter, autrement dit, Lepaon s'est dépossédé de son mandat au profit de Valls qui s'est empressé de le transmettre au Medef comme s'il était le seul maître de la situation. Ensuite Lepaon (et Valls) feint d'être surpris par l'audace dont fait preuve le Medef, alors qu'en réalité c'est lui qui lui tendu la perche. Et les travailleurs direz-vous dans tout cela ? Et bien Lepaon a livré leur sort au Medef, à lui de voir ce qu'il compte en faire.

Gattaz a peut-être pris Valls au mot après le discours flamboyant en faveur des partons qu'il avait prononcé à l'université d'été du Medef, ou il a voulu lui forcer la main se croyant en terrain conquis, c'est le seul point où il ne s'est pas trompé, pour le reste il aurait dû tenir compte de la situation politique qui n'est pas vraiment favorable à Hollande et son gouvernement depuis la débâcles des municipales et des européennes, les mouvements sociaux se succèdent et s'enchaînent, leur impopularité record, le rejet

qu'ils inspirent ainsi que leur politique dans tout le pays, c'était tout simplement occulter la réalité ou se croire sous le régime de Pinochet au Chili ou de Porochenko en Ukraine !

- Valls à l'Assemblée : "*Nous devons être aux côtés de tous nos entreprises, nos entrepreneurs*" - Francetv info

Qu'il le soit, personne n'en doute, mais il aurait tort de généraliser...

Autrement, aux côtés des travailleurs aurait été incongru, d'autant plus qu'en employant uen formule inclusive "*nos*", Valls se considère comme un entrepreneur, un patron, un actionnaire ou partage leurs préoccupations. La sémantique peut trahir vos réelles intentions, à méditer...

Fort de ce soutien...

- Pierre Gattaz : «*Manuel Valls doit aller plus vite et plus fort*» - LeParisien.fr

Il faut tout oser, comme Thatcher, Reagan ou Schröder en leur temps.

- Pierre Gattaz : "*Les mots interdits, les tabous, ça suffit*" - Le Nouvel Observateur

Une conciliation qui en réalité est une imposture, car dans l'impossibilité de concilier les intérets du capital et du travail, c'est privilégié ceux du capital.

- Marisol Touraine: «*Être de gauche, c'est concilier la réforme économique et le progrès social*» - 20minutes.fr

Elle a raison, c'est cela la gauche, la gauche de la gauche, la gauche radicale...

Le PS dans le rôle d'entrepreneur ou de briseur de grève.

- Air France: Cambadélis, patron du PS, demande la fin de la grève - AFP

Voleur, escroc, fraudeur : Le capitaliste.

- La fraude aux cotisations sociales explose - libération.fr

Les fraudeurs ne sont pas toujours ceux que l'on croit. Alors que la gruge des assurés sociaux, régulièrement dénoncée, est comprise entre 2 et 3 milliards d'euros par an, celle des employeurs serait près de dix fois plus importante, selon un rapport de la Cour des comptes à paraître mercredi.

En effet, en 2012, le besoin de financement de l'ensemble de la Sécu (assurance chômage et retraites complémentaires comprises) se montait à 19 milliards d'euros. Autrement dit, si la fraude au paiement des cotisations sociales n'existait pas, non seulement il n'y aurait pas de déficit de la Sécu, mais l'ensemble des régimes présenteraient un léger excédent de 1 à 6 milliards d'euros... libération.fr 16.09

Haut de page

Le 18 septembre 2014

CAUSERIE

Je croule sous les emmerdements, un par jour en moyenne...

Une vidéo

German ZDF shows Azov Battalion soldiers with Nazi symbols

http://www.youtube.com/watch?v=Mf0vbGj9cO4

- Sur la vidéo enregistrée par la station norvégienne TV2, les téléspectateurs peuvent distinguer clairement au moins 2 soldats ukrainiens dont les casques sont frappés de l'emblème des SS et de la croix gammée nazie. (Réseau Voltaire 16.09.14)

Des bataillons de l'armée ukrainienne portent l'insigne nazi (SS) sur leurs casques, comme dirait l'autre il n'y a pas photos, ce sont bien ceux que Hollande et son gouvernement, le PS et ses satellites soutiennent.

Quand la gauche soutient des nazis assumés, elle est quoi au juste ?

Question : Pourquoi ne pas poser cette question en gros titre en première page d'un journal ouvrier ? Nous nous le ferions sans hésiter.

Dites-nous, mais hier, le PS était bien le même parti avec les mêmes dirigeants, pincez-nous, nous n'avons pas rêvé, c'est bien ce parti que vous appeliez à réaliser le front unique, n'est-ce pas ? Vous en tirez quoi comme conclusion ?

La vidéo dure 30 secondes, à faire circuler.

La dislocation en marche de la civilisation humaine.

- Internet: la toile compte plus d'un milliard de sites - AFP

Il y a dorénavant plus d'un milliard de sites sur le réseau internet, et ce chiffre augmente en permanence, selon les derniers relevés établis en temps réel mardi par le site spécialisé Internet Live stats.

Internet a fêté ses 25 ans en début d'année et le compteur d'internetlivestats.com indiquait que la toile comptait plus d'1,06 milliard de sites mercredi peu avant 00H00 GMT.

Rien que pour la journée de mardi, Google a enregistré plus de 3,1 milliards de recherches sur ses serveurs selon internetlivestats.com. Et près de 170 milliards d'e-mails avaient aussi été envoyés au cours des dernières 24 heures.

Toujours selon le compteur d'internetlivestats.com, la barre des 3 milliards d'internautes devrait aussi être franchie prochainement. AFP 18.09

Avant qu'Internet existe, quels que soit le nombre de variantes que comportait le mode de pensée de la population, ils se répartissait essentiellement en deux groupes distincts, pro capitaliste et anti capitaliste. Les anticapitalistes parvenaient à se rassembler pour lutter ensemble, tant bien que mal, mais ils y parvenaient encore occasionnellement...

Depuis, le mode de pensée de la population passé sour le joug ou l'influence envahissante de la pensée unique s'est considérablement appauvri, délité, pour se décliner pratiquement à l'infini, se disloquer en prenant la forme d'une multitude de contenus insignifiants ou médiocres, expression d'un individualisme effréné qui flirtait avec le nihilisme, il a régressé pour se réctracter sur lui-même (tendance schizophrène et paranoïaque) sous l'effet de son atomisation croissante, tandis que dans la foulée de l'abolition nos droits sociaux collectifs, des privatisations, de la liquidation des services publics, qui incarnaient jusqu'à un certain point une autre conception de la société basée sur le principe d'égalité, selon lequel chaque citoyen devait bénéficier de droits élémentaires ou du même traitement quel que soit son statut ou son rang dans la société, intégrant les inégalités entre les classes sans les faire disparaître, la lutte des classes ou les rapports entre les classes, ce qui est exclu ou nié de nos jours au seul profit des besoins de la classe dominante dont la dictature incarne au degré ultime cet individualisme triomphant qui sert de modèle à l'ensemble de la société.

A la marchandisation de tous nos droits ou besoins, de tous nos actes ou gestes, est venue s'ajouter celle de nos pensées, qui pour être validées devraient être compatibles avec le marché, dans le sens où seules les idées censées être réalisables dans le cadre du système économique actuel peuvent mériter notre attention, toutes les autres doivent être écartées ou rejetées, il en va de même de nos droits.

Cette décomposition est le produit de l'incapacité des masses exploitées de se projeter, de penser ou d'imaginer leur destin au delà du capitalisme, de concevoir qu'une alternative politique existe, qu'il demeure possible de changer la société, dès lors qu'on relie entre elles toutes les expériences que nos vivons ou avons vécues, qu'on relie entre eux tous les facteurs et rapports qui constituent la situation, au lieu de l'interpréter à partir d'un facteur isolé ou pris isolément qui n'en est que le produit ou la conséquence et non l'origine, confusion qui conduit à s'enfermer dans un modèle de société vouée à la putréfaction quand elle n'en est pas déjà le témoignage.

Sur le plan politique, la somme de nos désaccords ou de nos idées individuelles l'emportent et constituent un obstacle au rassemblement de toutes les forces qui entendent en finir avec le capitalisme. Notre ennemi a développé et mis gracieusement

à notre portée cet instrument, Internet, parce qu'il savait qu'on en ferait mauvais usage du fait que l'immense majorité des masses n'ont pas de conscience politique ou n'ont pas vraiment conscience du monde dans lequel elles vivent.

Il était voué à devenir un formidable instrument au service de la manipulation des consciences, de leur destructuration, un extraordinaire outil au service de la guerre psychologique et idéologique qu'ils nous livrent, chacun étant convainu d'en tirer le meilleur parti, tandis qu'ils tissaient leur toile et tiraient les ficelles, leur objectif étant de donné l'impression qu'Internet constituait un nouvel espace de liberté ou de démocratie, alors qu'en réalité c'était exactement l'inverse qui allait se produire. Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que le mode de fonctionnement d'Internet et leur objectif rejoignent ceux du PS, chez lequel le socialisme en parole suffit à faire illusion pour qu'il continue d'exister, alors qu'en réalité ou dans les faits il le combat.

Chacun s'exprime sur Internet, chacun peut même créer son propre blog ou portail, et si cela fonctionne assez bien d'après les chiffres qui nous sont fournis ici, c'est parce que chacun aura sa petite explication pour le justifier, sans qu'aucun ou presque n'ait vraiment conscience de sa véritable signification ou portée qui lui échappera.

Nous sommes bien d'accord que chacun est libre d'agir à sa guise ou de dépenser son temps comme il l'entend, la question n'est pas là. Elle réside dans le fait de savoir si on se pose ou non la question, si on s'interroge ou non sur le sens de nos propres actes, et s'exprimer sur Internet est un acte, tout comme le contraire. Et comme chaque acte se traduira sur le plan psychologique, la question sera de savoir comment ou si ce qui en résultera nous sera profitable ou non. S'agissant du fait d'exprimer des idées par un canal déterminé, dans des conditions déterminées, la question sera de savoir quelle influence cela pourra avoir sur nos idées elles-mêmes et au delà.

L'homme possède une double nature à la fois psychologique et sociale, qui si elles interviennent dans des domaines particuliers ne sont pas séparées par une cloison hermétique, en réalité elles s'influencent mutuellement. Les promoteurs d'Internet et des réseaux dits sociaux le savent également et s'en servent, certainement pas en étant animés de bonnes intentions à notre égard, ce que la population ne soupçonne pas évidemment puisqu'elle demeure largement ignorante.

S'il existe des milliards d'individus qui ressentent la nécessité d'exprimer leur proint de vue sur le Net, c'est sans doute parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans les idées qu'on leur propose, les partis politiques par exemple. Et si les effectifs des partis politiques sont aussi insignifiants, c'est sans doute parce ces milliards d'internautes n'ont pas envie de les rejoindre, autant dire que la légitimité des partis politiques est quasiment nulle, ce n'est pas ce que je pense, mais c'est ce que le citoyen lambda peut en déduire, or c'est justement le but du jeu des promoteurs du Net qui trônent en Bourse.

Dilluer le mode de pensée, dilluer à l'inifini les idées pour qu'elles s'entrechoquent concourent à la dislocation de la classe, du lien qui existe entre tous les travailleurs, c'est l'air de rien poursuivre sur un autre plan et avec d'autres moyens la lutte de classe contre les travailleurs et la révolution socialiste.

Personnellement, en dehors des trois portails sur lesquels je me connecte régulièrement pour collecter des articles, les portails d'informations sur lesquels je me connecte quotidiennement pour actualiser le site, occasionnellement les portails sur lesquels je me connecte pour piocher des données complémentaires, et You Tube pour télécharger des vidéos quelques fois par an, j'allais oublier l'usage de ma boîte aux lettres, j'ai autre chose à faire que de me connecter sur le Net ou passer va vie devant un écran, une fois le boulot quotidien terminé j'ai hâte d'éteindre l'ordinateur !

ACTUALITE EN TITRES

Aussi facile à dire qu'à faire.

- La Fed réaffirme son engagement ultra-accommodant pour longtemps - Reuters

- L'Europe compte désormais plus de milliardaires que l'Amérique du Nord - Atlantico.fr

- L'Europe, risque pour l'économie mondiale selon la Fed - Liberation.fr

Coups bas ou la politique au ras du caniveau.

- Cambadélis dénonce des "*mesquineries*" sur ses diplômes - Reuters

J'ai lu quelques articles sur ce sujet qui ne me passionne pas, il semblerait qu'il aurait bénéficié d'un passe-droit en effet. Il dit qu'il a obtenu sa maîtrise mais il n'évoque la licence, or il est beaucoup plus facile d'obtenir la maîtrise qui se réduit à une seule matière et une seule épreuve, un mémoire de 50 ou 70 pages, je peux en rédiger un dans la journée, alors que la licence comporte

une douzaine de matières et autant d'épreuves.

Ce qui est sûr puisqu'il l'a dit lui-même, c'est qu'il a pu s'inscrire à la maîtrise avant d'avoir obtenu la licence, or après avoir obtenu le CAPFLE (science du langage) en 2001, j'ai demandé à l'université de Rouen si je pouvais m'inscrire à la maîtrise, et on m'a répondu d'attendre d'avoir obtenu la licence, j'ai laissé tomber.

- "*Illettrées*" de Gad : comment la formule d'Emmanuel Macron s'est transformée en polémique - Francetv info

Il a employé une formule qui n'est pas erronée, puisqu'elle correspond effectivement à la situation de certains salariés de Gad. Ceux qui en font un objet de polémique, Mélenchon notamment, s'en servent pour faire oublier leur incapacité à organiser ces travailleurs ou plutôt leur refus de s'adresser à eux.

Interpeler un banquier sur la terminologie qu'il emploie pour parler des travailleurs, c'est lui faire un procès d'intention, car on ne voit pas comment il pourrait faire autrement le bougre, et répétons-le, dire que l'illettrisme ne facilite pas la recherche d'un emploi est une vérité de La Palice, mais peut-être que Mélenchon n'est pas d'accord, bon, il n'est pas vraiment concerné à notre connaissance.

Bref, les voilà à faire les poubelles, alors qu'il y a matière plus qu'il n'en faut pour combattre le gouvernement et le PS, le régime...

Mission impossible.

- France: Valls tente de donner des gages aux classes modestes - AFP

- Emmanuel Macron tente de rassurer des professions réglementées - Reuters

Quand est-ce qu'on les achève ?

La question qui tue la gauche.

- Et si Nicolas Sarkozy revenait "*pour sauver la gauche*" ? - Le Nouvel Observateur

... ce n'est pas un hasard si Manuel Valls, lors de son discours à l'Assemblée a fait appel à lui pour qu'émerge une vraie confrontation. Le Nouvel Observateur 18.09

Le gouvernement briseur de grève.

- Air France: Valls et Macron appellent les pilotes à mettre fin à leur mouvement - 20minutes.fr

- Au troisième jour de grève à Air France, le gouvernement appelle à la fin du mouvement - Francetv info

Qu'on se le dise... si vous en avez les moyens.

- Dépenses sociales : la charge sévère de la Cour des comptes - lepoint.fr

"*Un effort nettement plus ambitieux de maîtrise des dépenses (...) est possible sans mettre en cause la qualité de soins ou compromettre l'égalité d'accès au système de santé*", a souligné Didier Migaud. lepoint.fr 18.09

Leur obsession : Diviser, dresser les différentes couches de travailleurs les unes contre les autres pour mieux régner.

- Disparités salariales : combien gagne mon voisin ? - Francetv info

Qu'est-ce que cela peut te foutre ?

- "*Cette idée du tabou de l'argent est utilisée par ceux qui veulent en parler*" - Francetv info

Ils sont jaloux parce qu'ils n'en ont pas et c'est un péché !

- Pourquoi les femmes gagnent moins que les hommes ? - Francetv info

Parce qu'elles sont inférieures aux hommes, pardi ! C'est bien connu, non ?

- Salaires : pourquoi les vieux sont mieux lotis que les jeunes - Francetv info

L'expérience se paie, c'est aussi pour cela qu'on les vire à 50 ans : Trop chers !

- Où gagne-t-on le mieux sa vie en France ? - Francetv info

Demandez-le à un banquier : Dans son lit !

- S'attaquer aux rentes des fonctionnaires : vaste programme ! - LePoint.fr

Ah quelle saloperie de profiteurs ! Pas les banquiers.

La permanence du chômage, de la précarité et de la pauvreté "***ronge la légitimité***"... du système capitaliste.

- Sécu: la permanence des déficits "*ronge la légitimité*" du système - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

0,00004%

- Il n'y a jamais eu autant de milliardaires dans le monde - LeParisien.fr

Le nombre des milliardaires dans le monde a atteint un niveau record en 2014, avec 155 nouveaux entrants dans le club des personnes dont la fortune personnelle dépasse le milliard de dollars, selon une étude publiée ce mercredi.

Le nombre des ultra-riches, 2.325 au niveau mondial, a ainsi augmenté de 7% par rapport au comptage de 2013, d'après un communiqué rédigé par la banque suisse UBS en partenariat avec le cabinet de recherches singapourien Wealth-X.

La fortune cumulée de ces milliardaires a encore plus rapidement augmenté puisqu'elle a progressé de 12% pour passer à 7.300 milliards de dollars. Afin de mettre ce montant en perspective, les auteurs de l'étude ont précisé que ce chiffre était supérieur à la capitalisation combinée de toutes les sociétés du Dow Jones Industrial Average, l'indice phare de la Bourse de New York.

L'Asie est encore une fois la région qui a vu émerger le plus de nouvelles grosses fortunes, avec 52 nouveaux milliardaires, dont 33 rien qu'en Chine. L'Europe reste cependant celle qui concentre le plus d'individus ultra-fortunés, avec 775 milliardaires. Si leur nombre n'a augmenté que de 1,2% sur un an, la valeur de leur patrimoine s'est accrue de 12%, atteignant 2.375 milliards de dollars. Le Vieux Continent a ainsi détrôné l'Amérique du Nord, qui figurait en tête du classement en termes de valeur patrimoniale l'an passé. Par pays, les États-Unis restent cependant à la première place, avec 571 milliardaires, suivis par la Chine (190) et le Royaume Uni (130).

Les auteurs de l'étude relèvent aussi que près de 35% de cette richesse se concentre dans 20 grandes villes, New York, Moscou et Hong Kong arrivant en tête du classement. Londres se hisse au quatrième rang avec 72 milliardaires, tandis que Paris occupe la neuvième place, avec 33 milliardaires. LeParisien.fr 18.09

Commentaire d'internaute.

1- "*Vous comprenez maintenant la définition de la crise : " c'est l'argent qui a change de main "! A méditer.*"

Ce commentaire lapidaire résume à lui seul la stratégie néolibérale, la prise du pouvoir par l'oligarchie financière. Ce qui "*a changé de main*" en réalité, c'est le pouvoir politique.

Tous les gouvernements, ainsi que les partis conservateurs et sociaux-libéraux qui se prosternent devant l'oligarchie financière, incarnent son pouvoir politique. Et tous les partis institutionnels qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche sont incapables de le combattre, parce qu'ils demeurent liés aux partis social-démocrate dégénéré et stalinien qui sont eux mêmes des piliers du régime.

2- "*Pendant ce temps des enfants travaillent, des sdf font la manche, des mères se prostituent, des vieux vident les poubelles, des hommes chassent le dauphin, et des glaciers fondent. Bref, il n'y a jamais eu autant de milliardaires et le monde n'a jamais été aussi pourri*."

Constat accablant pour ele capitalisme qui valide une fois de plus le marxisme.

3- "*La grande victoire de ces 20 dernières années! Nous sommes revenus au même niveau d'inégalité qu'au 19ème siècle.*"

Et le pire reste à venir...

Quelle étrange et soudaine unité !

- Les retraités appelés à manifester le 30 septembre - AFP

Les retraités sont appelés à manifester le 30 septembre dans toute la France par neuf organisations syndicales et associatives pour défendre leur pouvoir d'achat, ont indiqué plusieurs syndicats.

Des manifestations sont prévues dans la quasi-totalité des départements, certaines seront regroupées au niveau régional, a indiqué à l'AFP Nicole Defortescu, membre de l'Union CGT des retraités.

Cette journée est organisée à l'appel de la CGT, FO, la CFTC, la CFE-CGC, la FSU, Solidaires, la Fédération générale des retraités de la Fonction publique, ainsi que deux associations de retraités (UNRPA et LSR). AFP 18.09

C'est marrant, quand il s'agit d'appeler à mobiliser l'ensemble des travailleurs, là ils sont incapables de réaliser l'unité. C'est sans doute parce qu'ils savent que les 15 millions de retraités ne sont pas des mordus du pavé, sans jeu de mot...

Quand les chefs des "***gentils***" barbares mettent la main à la poche.

- Jihadistes: la Chambre approuve le plan d'Obama pour aider les rebelles syriens - AFP

La Chambre des représentants des Etats-Unis a voté mercredi en faveur d'un plan d'aide aux rebelles syriens modérés qui doit encore être approuvé par le Sénat, premier volet de la stratégie de Barack Obama contre le groupe Etat islamique (EI).

"*Je ne vois pas bien comment nous allons réussir à armer les "gentils" dans ce conflit sans renforcer par inadvertance les méchants*" du régime Assad, a déclaré la démocrate Rosa DeLauro. AFP 18.09

C'est l'avenir !

- Les serfs high-tech de Malaisie - Liberation.fr

Près d'un tiers des 350 000 salariés de l'électronique en Malaisie travaillent dans des conditions proches de «l'esclavage moderne», selon l'ONG Vérité, spécialisée dans la défense des droits des travailleurs. Les usines qui fournissent Apple, Samsung ou Sony exploitent des ouvriers vulnérables et pauvres d'Indonésie, du Népal, d'Inde, du Vietnam, du Bangladesh et de Birmanie, qui sont entraînés dans une spirale de servage et étouffés par des dettes contractées auprès de leurs recruteurs. Liberation.fr 17.09

Les affameurs

- Les Etats-Unis croulent sous le maïs et le soja - Liberation.fr

Les récoltes de maïs et de soja, cultures les plus importantes aux Etats-Unis, devraient atteindre des niveaux jamais vus, avec 366 millions et 106,5 millions de tonnes. Mais les agriculteurs ne s'en frottent pas vraiment les mains : les cours chutent et un cauchemar logistique se profile. Les voies ferrées sont en effet saturées par l'acheminement du pétrole de schiste et le pays manque de chauffeurs de camion avec des papiers en règle… Liberation.fr 17.09

Alors que la famine menace à nouveau la Somalie, le Sud Soudan, qu'un homme, une femme ou un enfant continue de mourir de faim ou de sous-alimentation toutes les 20 secondes quelque part dans le monde...

Haut de page

Le 19 septembre 2014

CAUSERIE

Etre autodidacte présente l'avantage de ne pas avoir de diplôme à fournir ! Bon, j'en ai obtenu un à 45 ans, mais il est si petit que je n'ose même pas le sortir. En revanche, au titre de mon expérience acquise, je pourrai faire prévaloir le boulot que j'ai abattu ces dernières années pour me présenter à un DEA ou un doctorat. Je suis sûr d'être refoulé, merde! Mon certificat de retraite anticipée me suffira !

Ces gens-là sont décidément puants et médiocres.

En écho à Bush.

- Comment les élites occidentales aggravent la situation en niant que les djihadistes et les fondamentalistes sont aussi l'islam.
- atlantico.fr

Des "*intellectuels*" occidentaux comme Edwy Plenel appellent à ne pas faire d'amalgames entre les musulmans et les djihadistes qui partent combattre en Irak et en Syrie tandis que d'autres, comme Alain Finkielkraut, affirment qu'il y a bien "*un problème de l'Islam en France*". atlantico.fr 18.09

Le véritable "*problème*" : c'est le capitalisme entré en putréfaction.

Comme il existe un problème du judaïsme dans le monde, dans la mesure ou certains juifs considèrent qu'ils forment un peuple, or aucune religion n'a jamais donné naissance à un peuple, ce sont les peuples qui au fil du temps ont adopté une ou des religions, qui plus est qu'ils appartiennent à un peuple supérieur aux autres, le tout sur la base d'un mythe réactivé au tournant du XXe siècle quand le pétrole (principalement du Moyen-Orient) devint en passe de détrôner toutes les autres marchandises y compris l'or pour devenir une rente inépuisable pour les hommes d'affaires ou les banquiers protestants ou juifs qui le détiendraient.

L'extraordinaire fortune ou la formidable puissance politique (donc militaire) qu'allaient acquérir les exploitants des gisements de pétrole (essentiellement BP, Shell et Exxon) au Moyen-Orient allait constituer la toile de fond sur laquelle allait être créé l'Etat Juif (comme les sionistes le dénomment), lui attribuant d'emblée un statut privilégié qui devait coïncider avec celui que les juifs sionistes revendiquent ou s'attribuent. Que ce soit les mêmes banquiers ou hommes d'affaires protestants ou juifs occidentaux (Hollandais [Shell], Britannique [BP] ou Américain [Exxon]) qui soient à l'origine de la création de l'Etat sioniste qui de fait leur appartient en grande partie, et de la mainmise sur le pétrole du Moyen-Orient au détriment de sa population arabe et persanne, est à l'origine de toutes les guerres et coups d'Etat dans cette région depuis le démantèlement de l'Empire ottoman à l'issue de la Première guerre mondiale, la balkanisation du Moyen-Orient orchestrée par les Britanniques et les Français, jusqu'à la guerre actuelle contre l'Irak et la Syrie notamment.

Une fois cette verrue purulente installée au coeur du Moyen-Orient, ils allaient alimenter et instrumentaliser le schisme de l'islam entre sunnites et chiites, s'en servir (d'Isaël) comme base militaire pour lutter contre le nationalisme arabe. Et chaque fois qu'un chef d'Etat ou de gouvernement tentera de s'affranchir de la tutelle des multinationales du pétrole des puissances occidentales, elles lui déclareront la guerre (56 en Egypte) et les renverseront (52 en Iran) ou ne serait-ce que mener une politique indépendante pour accroître leur revenu issu du pétrole (ou du gaz) ils les liquideront (2001 Afghanistan, 2003 Irak, 2011 Libye)...

Pour revenir à la question de l'Islam.

Ils s'en servent, tout comme les groupes terroristes ou les armées de mercenaires qu'ils ont constituées, pour justifier leurs guerres au Moyen-Orient.

Que le Coran renferme des passages d'une violence inouie aveugle ne fait pas de chaque musulman un barbare en puissance, car soit la plupart les ignorent, soit ils les rejettent. Ce n'est pas parce qu'on se réclame d'une religion qu'on la pratiquerait à la lettre.

- "*Ceux qui ne croient pas à nos versets, Nous les brûlerons bientôt dans le feu. Chaque fois que leur peaux auront été consumées, nous leur donnerons d'autres peaux en échange afin qu'ils goûtent au châtiment….*" (Sourate 4 verset 56), "*La récompense de ceux qui font la guerre contre Allah et Son messager(…) c'est qu'ils soient tués, ou crucifiés, ou que soient coupées leur main et leur jambe…*" (Sourate 5 verset 33).

Les Etats occidentaux se sont livrés à des guerres et des massacres d'une cruauté sans nom d'une ampleur bien plus considérables depuis plus de deux siècles sur des populations innocentes, sans qu'ils aient eu besoin que leurs pratiques

figurent dans un manuel. Pour autant ils demeurent plus avancés que les régimes archaïques qui existent dans le Golfe ou au Moyen-Orient, en Israël.

Que ces pratiques n'aient jamais réellement cessé devraient les faire figurer parmi les régimes barbares les plus sophistiqués de la planète. En agressant et détruisant l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et maintenant la Syrie qui ne leur ont jamais déclaré la guerre, ils démontrent que l'humanité n'ait jamais vraiment sorti de la sauvagerie qui l'habitait jadis ou qu'elle n'a pas encore commencé à écrire consciemment sa propre histoire.

On en reparlera quand on aura réussi à abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, d'ici là commençons par abolir le capitalisme...

Extraits choisis.

Que les "*amis de la Syrie*", le Qatar, l'Arabie saoudite, les pays du Golfe, la Turquie et Israël aient recruté, formé, armé, financé l'Etat islamique qu'ils prétendent combattre aujourd'hui au côté de la coalition militaire occidentale emmenée par les Américains témoignent suffisamment que les intentions qu'ils affichent ne correspondent pas à la réalité, qui demeure de parvenir à renverser Bachar Al-Assad.

Qu'ils aient ainsi favorisé la propagation et l'implantation d'un islamisme radical dans les pays occidentaux avec la complicité de leurs gouvernements ne fait aucun doute, sinon comment ce phénomène aurait-il pu se développer et prendre une telle ampleur.

- "*Peut-on aussi oublier que le Qatar, cet Etat islamique, est un soutien financier des djihadistes syriens qui sont alliés à ceux d'Irak, mais aussi que ce pays est considéré comme très fréquentable par les Occidentaux et spécialement la France, où son poids en investissement ne cesse d'augmenter à coût de milliards d'euros? Le fait que le Qatar finance en toute impunité dans ces circonstances le club de football qu'est le Paris Saint-Germain, référence essentielle pour nombre de jeunes de nos banlieues, ne participe-t-il pas d'une certaine banalisation aussi de l'islamisme ?*"

Le néolibéralisme conduit à l'éclatement de la société, à l'atomisation de la population, et emploie le nihilisme pour y parvenir en flattant l'individualisme. C'est ce que nous avons écrit à plusieurs reprises ces derniers jours.

Que l'Union européenne en soit le porte-parole et encourage ce processus de dislocation est somme toute normal puisqu'elle l'incarne. L'Union européenne légitime ainsi les expressions extrêmes de l'islamisme qui sont contraire aux valeurs de la République et aux principes de la démocratie, là encore rien de plus normal puisque son objectif est de les faire disparaître.

- "*Il se trouve aussi que le libéralisme s'accommode très bien de l'idée du marché pour tous et de chacun sa religion, c'est-à-dire d'une organisation sociale où les forces sociales au lieu de s'unir se divisent en groupes homogènes et séparés au nom de la religion ou de l'ethnie, de la culture. On en retrouve le substrat dans la Convention européenne des droits de l'homme où à son article 9 on explique que "la liberté de pensée, de conscience et de religion (…) comprend aussi la liberté (…) de manifester sa religion ou ses convictions individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites." Un contexte très favorable à l'affirmation d'un islam qui ne s'est pas donné historiquement de limites et ne cesse de revendiquer des aménagements de la règle commune, sur quoi la poussée radicale à laquelle nous assistons peut surfer.*"

Suit un aveu qui une fois de plus à valeur de preuve que les pays qui prétendent faire la guerre à Etat Islamique d'Irak et de Syrie en sont en réalité les complices depuis toujours.

Le choix de DAECH peut être perçu comme une concession envers tous ceux qui envisageraient de rejoindre cette armée privée de mercenaires de l'Otan, dans la mesure où figure dedans la formule générique d'Etat Islamique dont ils peuvent se revendiquer.

- "*En effet "DAECH" est l'acronyme arabe d'Etat Islamique d'Irak et de Syrie. C'est une concession faite aux Etats musulmans qu'on veut entrainer dans la guerre déclarée à cette entité vis-à-vis de laquelle on a été complaisant tant qu'on n'y voyait que son hostilité à l'égard de Bachar Al-Assad. Rappelons que le Qatar et l'Arabie Saoudite obligés de renoncer à leur soutien à cette entité et à intégrer la coalition pour se faire pardonner, étaient, comme la Turquie qui refuse d'intégrer la coalition, les principaux soutiens de "l'Etat Islamique de l'Irak et du Levant"(EIIL).*

Les pays musulmans ne veulent pas être accusés de mener la guerre, avec des puissances présentées comme les nouveaux "croisés" contre une entité qu'on désigne comme un "Etat islamique". C'est la preuve que cet Etat, qu'on le veuille ou non, n'est pas complètement étranger à l'islam même s'il n'est pas juste ni légitime de dire qu'il représente l'islam ou qu'il en est l'expression achevée et conséquente comme l'affirment aussi bien les islamophobes que les musulmans les plus intégristes."

Impossible et ceci explique cela. Le néolibéralisme, qui est le corollaire de la crise du capitalisme, est incompatible avec l'esprit des philosophes du siècle des Lumières, croire le contraire c'est se tromper de siècle ou d'époque, c'est ignorer l'histoire du développement du capitalisme pendant plus de trois siècles au moins jusqu'à nos jours. Comment l'auteur des lignes

suivantes peut-il croire ce qu'il écrit, alors que tous les principes ou valeurs qu'il énumère sont systématiquement piétinés par ceux qui nous gouvernent. Il est pris au piège de son interprétation de la Déclaration universelle des droits de l'homme et lui attribue des qualités qu'elle n'a pas, ne voyant pas que saprincipale faiblesse réside dans des formules élastiques que chacun ou chaque classe peut interpréter à sa manière en fonction des circonstances ou de ses intérêts du moment.

- "*Il faudrait commencer par arrêter de nous renier nous-mêmes, en revenant à l'esprit de liberté des penseurs des Lumières engagés contre les oppressions religieuses, morales et politiques de leur temps, en défendant les valeurs du socle républicain comme non-négociables, qu'il s'agisse des Droits de l'homme, de la laïcité, de l'égalité homme-femme que le Coran ne ménage pas. Il faut arrêter de voir comme une oppression de nature postcoloniale et un ethnocentrisme, le simple fait de considérer comme universels les valeurs de liberté, l'Etat de droit et la démocratie, la souveraineté politique du peuple supplantant la domination religieuse, finalement ce qui fonde la Déclaration universelle des droits de l'homme, qu'il faudrait un jour pousser jusqu'au bout.*"

Quel délire !

Notes de lecture et réflexions politiques

1- La putréfaction du capitalisme mène au fascisme, et ce n'est pas un hasard si depuis les années 70 et plus particulièrement depuis le début des années 2000 la classe dominante a réactivé l'extrême droite.

L. Trotsky - avril 1939. - L'élimination de la concurrence par le monopole marque le commencement de la désagrégation de la société capitaliste. La concurrence constituait le principal ressort créateur du capitalisme, et la justification historique du capitaliste. Par là même, l'élimination de la concurrence signifie la transformation des actionnaires en parasites sociaux. La concurrence avait besoin de certaines libertés, d'une atmosphère libérale, d'un régime démocratique, d'un cosmopolitisme commercial. Le monopole réclame un gouvernement aussi autoritaire que possible, des barrières douanières, ses "propres" sources de matières premières, et ses "propres" marchés (colonies). Le dernier mot, dans la désagrégation du capitalisme de monopole, est au fascisme.

Commentaire. Les barrières douanières ont été remplacées une fois achevée la mondialisation du capitalisme par la dérégulation des marchés qui profite aux pays les plus riches, et par la dictature imposée par le FMI et la Banque mondiale aux pays récalcitrant à la politique néolibérale ou de pillage systématique de leurs ressources par l'impérialisme anglo-saxon.

2- Le fascisme est le meilleur allié ou l'instrument en dernier recours du néolibéralisme. On en a un exemple sous le nez en Ukraine.

L. Trotsky - avril 1939.- Le fascisme base son programme sur la destruction des organisations ouvrières, sur la liquidation des réformes sociales, et sur l'anéantissement complet des droits démocratiques, afin de prévenir une renaissance de la lutte de classe du prolétariat. L'état fasciste légalise officiellement la dégradation des travailleurs et la paupérisation des classes moyennes au nom du salut de la "nation" et de la "race" mots prétentieux sous lesquels se cache le capitalisme décadent.

Commentaire. Le programme du fascisme ressemble étrangement à la politique suivie par tous les gouvernements qui se sont succédés depuis le début des années 80, quand ils se sont lancés dans des programmes de privatisations et d'austérité, de contre-réformes tout azimut, tout en nous soumettant à la dictature de l'UE, ce qui revenait à nous spolier de nos droits démocratiques.

Le nationalisme, la xénophobie et le racisme servent effectivement de cache-sexe à la décadence du capitalisme, ce dont peuvent témoigner actuellement les populations russophones d'Ukraine.

3- La politique du New Deal ou ses variantes réformistes aboutissent aux mêmes résulats que le fascisme.<

L. Trotsky - avril 1939.- L'incohérence du programme du New Deal atteint son plus haut point lorsque le gouvernement prêche aux magnats du capital les avantages de l'abondance, cependant qu'il distribue des primes pour réduire la production. Peut-on imaginer une plus grande confusion ? Le gouvernement confond ses critiques en leur lançant ce défi : pouvez-vous faire mieux ? Le sens de tout cela, c'est que, sur la base du capitalisme, la situation est désespérée.

(...)

L'accroissement de la dette nationale est évidemment un fardeau pour les générations futures. Mais le New Deal lui-même n'a été possible qu'en raison des richesses colossales accumulées par les générations précédentes. Seule une nation très riche pouvait se permettre une politique aussi extravagante. Bien plus, une telle nation ne peut pas continuer indéfiniment à vivre aux dépens des générations passées. La politique du New Deal, avec ses résultats fictifs et son accroissement réel de la dette nationale, doit inévitablement aboutir à une féroce réaction capitaliste, et à une explosion dévastatrice d'impérialisme. En d'autres termes, elle conduit aux mêmes résultats que la politique du fascisme.

Commentaire. Le New Deal fut un échec que la guerre permit d'oublier, ce qui permet à certains de s'en réclamer de nos jours en comptant sur l'ignorance de nos contemporains.

4- Tout comme la guerre, le fascisme s'inscrit dans la continuité de la politique menée par la classe dominante. Quand les besoins de la classe dominante ne sont plus compatibles avec l'exercide de la démocratie bourgeoise et qu'elle peine à les imposer aux travailleurs, elle recourt au fascisme pour y parvenir.

L. Trotsky - avril 1939.- Tous les efforts pour représenter la guerre imminente comme un choc entre les idées du fascisme et celles de la démocratie appartiennent au domaine du charlatanisme ou de la stupidité. Les formes politiques changent, les appétits capitalistes demeurent.

Commentaire. Les formes de gouvernance ou de domination de classe que peut adopter la classe dominante changent, mais la classe qui détient le pouvoir et ses motivations demeurent inchangés aussi longtemps qu'elle n'a pas été renversée par une révolution prolétarienne.

5- Il n'y a pas à proprement parler de rupture idéologique entre la démocratie bourgeoise et le fascisme, seuls les moyens changent pour parvenir au même résultat.

L. Trotsky - avril 1939.- La détérioration irrésistible des conditions de vie des travailleurs permet de moins en moins à la bourgeoisie d'accorder aux masses le droit de participer à la vie politique, même dans le cadre restreint du parlementarisme bourgeois. Toute autre explication du processus manifeste de l'élimination de la démocratie par le fascisme n'est qu'une falsification idéaliste de la réalité, une tromperie des autres ou de soi-même.

Commentaire. Plus les conditions de vie des travailleurs se détériorent et moins il ne doit être permis à leurs représentants de s'exprimer, à l'étape suivante les fascistes se chargeront de liquider leurs organisations et partis.

6- L. Trotsky - avril 1939.- Le régime fasciste, qui ne fait que reculer jusqu'à l'extrême les limites du déclin et de la réaction inhérents à tout capitalisme impérialiste, devient indispensable, lorsque la dégénérescence du capitalisme anéantit toute possibilité d'entretenir des illusions sur l'élévation du niveau de vie du prolétariat. La dictature fasciste signifie la reconnaissance ouverte de la tendance à l'appauvrissement, que les plus riches démocraties impérialistes s'efforcent encore de dissimuler.

Commentaire. Quand les illusions sur le capitalisme ne fonctionnent plus ou que les partis représentant ses intérêts ne sont plus en mesure de les vendre aux masses, lorsqu'ils sont discrédités, c'est le fascisme en parodiant le socialisme qui s'en charge à leur place.

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse ou la caverne d'Alibaba et les 40 voleurs.

- Nouveaux records pour le Dow Jones et le S&P avec la Fed - Reuters

- Alibaba devient la plus grosse entrée en Bourse de l'Histoire - AFP

Le géant chinois de la distribution en ligne Alibaba a réussi à lever un peu plus de 25 milliards de dollars pour son entrée fracassante à Wall Street et devient la plus grosse introduction en Bourse de l'Histoire. AFP 18.09

Tenir !

- Ce qu'il faut retenir de la conférence de presse de François Hollande - Francetv info

"*Je serai président jusqu'au bout, je n'ai pas d'autres priorités, pas d'autres objectifs*", a-t-il martelé. "*Ce qui fait ma légitimité, c'est le mandat de cinq ans que j'ai reçu et la majorité qui soutient le gouvernement.*" francetv info 18.09

Il a fait un lapsus, la minorité flanquée du Medef et des syndicats jaunes.

Complot contre les peuples : Réalité ou fantasme ? Un aveu en guise de réponse.

- Traité transatlantique : le gouvernement veut plus de transparence - liberation.fr

Alors que les négociations se déroulent dans le plus grand secret, le nouveau secrétaire d'Etat au commerce extérieur Matthias Fekl a exigé la transparence. liberation.fr 18.09

Et à qui s'adresse-t-il pour exiger la "*transparence*" ? A la Commission européenne qui au nom notamment du gouvernement français "*négocie*" avec les Américains dans le plus grand secret ce traité, traité dont l'objet est de légitimer ou de donner une base juridique aux pouvoir acquis par les multinationales américaines qu'aucun Etat ou citoyen ne pourra contester, puisque la seule juridiction qui sera chargé de traiter les différents sera constitué d'experts indépendants ayant reçu l'aval des multinationales.

Quand les dirigeants du vieux monde s'accommodent du fascisme.

- Ukraine: Kiev accélère son rapprochement avec les Occidentaux - AFP

- Ukraine: L'OSCE va doubler son nombre d'observateurs, à 500 personnes - 20minutes.fr

Observez bien les insignes nazis sur les uniformes et casques des troupes de Kiev.

ACTUALITÉ DU JOUR

A quoi a conduit la collusion permanente du mouvement ouvrier et son avant-garde avec le PS ?

- La nouvelle figure de style récurrente de François Hollande s'appelle la dislocation à gauche - Slate.fr

A leur dislocation.

Quand on nous raconte qu'il n'était pas possible de faire autrement, qu'il n'était pas possible d'envisager d'autres rapports avec le PS, qu'il fallait absolument recourir à la tactique du front unique qui était devenue l'unique objectif de leur combat, on se refuse à le croire, on rejette cette conclusion.

La politique adoptée a consisté à mettre en oeuvre ce que Trotsky dénonçait lorsqu'il affirmait que le réformisme conduisait à faire coïncider la démocratie sociale avec la démocratie politique ou à vouloir parvenir à la démocratie sociale à partir de la démocratie politique, ce qui revenait à dire que sans renverser le rapport de domination de classe on parviendrait à réaliser les objectifs du socialisme, ce qui revenait en réalité à les abandonner.

Ce processus pris la forme d'une adaptation croissance au mouvement spontané des masses incarné par les revendications sociales avancées par l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat organisées dans les syndicats, le trade-unionisme, ce qui devait conduire à les enchaîner encore plus solidement au régime, au détriment de l'élévation de la conscience de classe des travailleurs les plus déterminés qui aurait dû se traduire par la construction du parti révolutionnaire comme tâche et objectif politique à notre portée, afin de préparer les conditions qui à une étape ultérieure ou lorsque les capitalistes passeraient à l'offensive contre la classe ouvrière, aurait permis de constituer un pôle de regroupement pour des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs et d'avancer une issue politique répondant à la question du pouvoir, donc d'affronter cette nouvelle période dans les meilleures conditions, or c'est tout l'inverse qui s'est produit.

En subordonnant notre combat politique au front unique, on a réalisé ce que Rosa Luxemburg dénonçait chez Bernstein et les révisionnistes du marxisme qui réduisaient le socialisme à la formule, les moyens sont tout et le but n'est rien. Le parti incarnant le but de notre combat, qu'il soit inexistant témoigne qu'on a abouti à rien.

Quand on observe qu'on se refuse obstinément à revoir notre copie, de là à penser que cela demeurera un éternel brouillon il n'y a pas loin, on continuant dans cette voie on ira fatalement de défaite en défaite, notre chance si on peut dire pour qu'il n'en soit pas autrement, réside dans l'incompatibilité croissante de la démocratie sociale et politique avec les besoins du régime, de telle sorte que chacun va se trouver obligé de se déterminer dans une autre perspective politique, cette fois en rupture avec tout ce qui incarne le régime.

Amalgame ordurier du Premier ministre d'Israël. Le « ***nouvel antisémitisme qu'il faut combattre*** », c'est le sionisme installé au sommet de l'Etat.

- Valls fustige un « *nouvel antisémitisme qu'il faut combattre* » - LeMonde.fr

Invité par le Consistoire central, à l'occasion d'une cérémonie des voeux, jeudi 18 septembre, avant les fêtes du nouvel an juif qui commencent le 24 septembre, devant un millier de représentants des communautés de toute la France, le chef du gouvernement a reconnu l'expression ces derniers mois d'un « *nouvel antisémitisme qu'il faut combattre, sur fond d'un antisionisme qui propage la haine du juif* ». « *Se dire antisioniste ou nier le droit à l'existence de l'Etat d'Israël en voulant éviter l'accusation d'antisémitisme n'est pas possible* », a déclaré M. Valls.

Le psychopathe en a rajouté une couche ensuite.

« *Oui, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme est une grande cause nationale, a lancé le chef du gouvernement, mais ce ne sera pas suffisant. Quand on est français, on défend cette cause, on se mobilise, on sort dans la rue.* » (Avec le CRIF et sa milice d'extrême droite LDJ qu'il n'est pas question d'interdire, d'ailleurs on n'en entend plus parler si vous avez remarqué. - ndlr)

Valls encensé par ses paires.

« *C'était un des moments les plus forts que nous ayons vécu à la grande synagogue* », a commenté M. Mergui, qui avait auparavant réclamé du gouvernement un plan d'action global contre l'antisémitisme. LeMonde.fr 18.09

- Joël Mergui : « *Il y a une nouvelle forme d'antisémitisme en France* » - LeMonde.fr

Quelques heures avant le discours de Manuel Valls dans la grande synagogue de la rue de la Victoire, à Paris, jeudi 18 septembre, Joël Mergui, le président du Consistoire central, appelle, dans un entretien au Monde, à une réaction de la société française contre la montée de l'antisémitisme.

Manuel Valls devait reconnaître l'ampleur du regain d'antisémitisme et exposer des actions destinées à « *revivifier* » la politique de lutte contre le racisme et l'antisémitisme. LeMonde.fr 18.09

Message reçu 5/5, Valls a calqué son discours sur celui de ce représentant du sionisme en France.

En complément. Diaboliser l'islam et les musulmans coïncide avec le "***choc des civilisations***" ou "***l'axe du mal***" de G. W. Bush.

Comment les élites occidentales aggravent la situation en niant que les djihadistes et les fondamentalistes sont aussi l'islam - Atlantico.fr

Armement des barbares pour une guerre de rapine qui devrait s'étendre sur "***plusieurs années***".

- Congrès américain autorise Obama à armer les rebelles syriens - 20minutes.fr

Jeudi, le Sénat américain a adopté le plan de soutien du présidentdestiné aux rebelles syriens afin de les aider à combattre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), qui gagnent du terrain dans le nord de la Syrie, un vote qui suit celui de la Chambre la veille.

Beaucoup estiment que Barack Obama n'a pas de plan B, au cas où les rebelles syriens ne parvenaient pas à prendre l'avantage sur l'EI sur le terrain. Et s'inquiètent que l'entraînement des rebelles prendra de toute façon plusieurs années. 20minutes.fr 18.09

Terrorisme planétaire d'Etat. Le califat s'étend de Washington jusqu'à Paris.

- Obama salue le feu vert de la France à des frappes en Irak contre l'EI - 20minutes.fr

Le président des Etats-Unis Barack Obama a salué jeudi la décision de la France de procéder à des frappes aériennes en Irak contre le groupe djihadiste de l'Etat islamique (EI), soulignant le rôle de ce «partenaire solide».

«*La France, qui est l'un de nos alliés les plus anciens et les plus proches, est un partenaire solide dans nos efforts contre le terrorisme*», a déclaré Barack Obama. 20minutes.fr 18.09

- Irak: premières frappes américaines sur un camp des jihadistes de l'EI - AFP

- Hollande annonce des frappes aériennes françaises en Irak - LePoint.fr

En complément. Quand les agresseurs hurlent à l'agression.

- Le même procédé ou le même discours avait été employé le lendemain du 11 septembre 2001 pour justifier la guerre sans fin contre le terrorisme...

- Obama fustige «*l'agression*» russe en Ukraine - Liberation.fr

- Porochenko réclame un soutien accru devant le Congrès américain - Reuters

- L'Ukraine réclame « *un statut spécial* » en marge de l'OTAN - LeMonde.fr

Mimétisme. Quand les Américains dictent la politique du gouvernement français.

- Ebola : Hollande annonce l'ouverture d'un hôpital militaire français en Guinée - LeMonde.fr

Avant-hier :

- Pour contrer Ebola, Obama prévoit d'envoyer 3 000 militaires en Afrique de l'Ouest - LeMonde.fr

Propagande et conditionnement psychologique pour préparer les masses à l'offensive militaire occidentale contre la Syrie et la justifier.

- Syrie: Pour Kerry, Assad a violé l'accord sur les armes chimiques en utilisant du chlore - 20minutes.fr

Qui a fait le décompte des traités ou accords internationaux violés par les Etats-Unis?

Le gouvernement ne peut pas accorder des dizaines de milliards d'euros au patronat et financer à la fois des guerres et les hôpitaux, les écoles...

- La Fédération hospitalière de France s'en prend au "*carcan des 35 heures*" - AFP

Le président de la Fédération hospitalière de France (FHF) souhaite que les hôpitaux puissent "*déroger au carcan des 35 heures*" accusées d'avoir "*déstabilisé*" l'organisation des soins, dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de jeudi.

"*Une étude que nous avons menée auprès de 151 hôpitaux publics montre que les 35 heures sont devenues un carcan qui a déstabilisé l'hôpital, car les moyens n'ont pas suivi*", explique Frédéric Valletoux.

"*Aujourd'hui, on commence par gérer le temps de travail des personnels et, ensuite seulement, on organise la prise en charge des patients*", affirme le président de la FHF.

Evoquant des "*situations très hétérogènes, avec un nombre de RTT qui varie de 0 à plus de 20 par an selon l'établissement*", la FHF propose "*de plafonner les RTT à 15 jours par an*".

Selon M. Valletoux, "*cela permettra de dégager 640.000 journées de travail par an, soit 3.200 équivalents temps plein, soit encore 413 millions d'euros*".

A la question de savoir si cette diminution des RTT doit être compensée financièrement, la réponse est claire : "*les hôpitaux n'en ont pas les moyens, ça doit se faire à moyens constants*", plaide M. Valletoux. "*Il faut réduire le temps de travail quotidien, d'un quart d'heure, d'une heure... au choix et réduire parallèlement le nombre de jours de compensation*."

Cette prise de position de la FHF intervient alors que le Medef a prôné, dans un projet dévoilé en début de semaine, la possibilité de déroger à la durée légale du travail ou encore au salaire minimum. AFP 18.09

Nous proposons à la place la création de "*3.200 équivalents temps plein*" et de réduire de "*413 millions d'euros*" les cadeaux accordés au patronat par le gouvernement.

Haut de page

Le 20 septembre 2014

CAUSERIE

Pas le temps de causer, trop de boulot !

Pour ou contre l'indépendance des régions ? Qu'est-ce qui "***hantait***" Cameron ?

Nous n'avons jamais eu le temps d'aborder la question que nous allons traiter rapidement ici, autant le préciser d'emblée.

Jusqu'à présent et pendant des décennies, on nous a expliqué qu'il fallait défendre l'unité des Etats-nations qui étaient menacées d'éclatement ou de disparition par l'Union européenne, donc qu'il fallait s'opposer à la revendication indépendantiste des régions composant leurs pays.

Et voila-t-il pas qu'aujourd'hui on nous dit qu'il faut défendre le "*le droit du peuple catalan à pouvoir voter le 9 novembre*" (Informations ouvrières n° 319), et que c'est "*une obligation pour quiconque se réclame de la démocratie et des travailleurs, à l'intérieur et à l'extérieur de la Catalogne*", pourquoi, parce que "*la mobilisation du peuple catalan (...) représente en fait un appel à la mobilisation de tous les peuples de l'Etat espagnol.*".

Le plus remarquable, c'est que ce revirement à 180° s'est effectué sans la moindre explication ou justification, comme si les militants n'étaient finalement que des bénis oui-oui destinés à être manipulés par leurs dirigeants ou servir leur appareil, un tel mépris et une telle méthode sont intolérables et d'autant plus inexplicaple qu'il était facile de justifier ce revirement stratégique que par ailleurs je partage, et je vais expliquer pourquoi à leur place puisqu'ils n'ont pas été capables de le faire ou ils n'en ont pas eu le courage.

Avant d'y venir, voyons les réactions en Espagne hier, à la suite de la victoire du non à l'indépendance écossaise.

- Malgré le non écossais, les indépendantistes catalans gardent le cap - AFP

Les indépendantistes catalans, au lendemain du non de l'Ecosse, se disaient vendredi déterminés à poursuivre leur chemin vers un référendum le 9 novembre, malgré l'opposition du gouvernement espagnol, "très heureux" du vote écossais.

"*Le processus catalan se sent renforcé parce que nous voyons comment un pays de l'Union européenne a pu trouver un accord pour permettre ce vote*", a lancé le président catalan, Artur Mas. "*Ce que nous avons vu en Ecosse et au Royaume Uni, c'est le bon chemin*", a-t-il ajouté.

Alors que l'Europe avait les yeux rivés sur l'Ecosse, la Catalogne, aux premières loges, lançait une nouvelle étape vers le vote que les indépendantistes veulent organiser sur le maintien ou non au sein de l'Espagne: contournant l'opposition de Madrid, le Parlement régional a approuvé une loi autorisant une "*consultation populaire*", à caractère non contraignant.

La réponse du gouvernement espagnol, conforté par le verdict des urnes en Ecosse, s'appuyant sur la Constitution pour refuser à une de ses régions le droit de décider seule de son avenir, est maintenant attendue par le biais d'un recours devant le Tribunal constitutionnel.

Dans cette région puissante du nord-est de l'Espagne, le ressentiment envers Madrid s'est nourri aussi de la crise économique, la Catalogne accusant Madrid de répartir inégalement les richesses.

Mais face à la poussée indépendantiste, le gouvernement de Mariano Rajoy reste de marbre. A l'inverse de Londres face à l'Ecosse, il se dit déterminé à empêcher le référendum promis par Artur Mas, un conservateur allié aux indépendantistes de gauche du parti ERC.

Après avoir promis qu'il n'agirait que dans la légalité, Artur Mas pourrait se retrouver dans une impasse, si le Tribunal constitutionnel tranchait dans le sens du gouvernement central.

Alors qu'un oui de l'Ecosse aurait pu, selon lui, enclencher au sein de l'Union européenne un processus favorable à l'indépendance d'autres régions, le non porte, dans un premier temps au moins, un coup sévère à son projet.

"*Si le camp du 'oui' avait gagné, les conséquences de ce vote au niveau européen auraient été plus évidentes*", a-t-il reconnu. "*Nous n'aurons pas ce précédent avec l'Ecosse, peut-être que le premier exemple sera la Catalogne*".

"*J'aurais aimé que le oui l'emporte pour que s'ouvre le débat au niveau européen. Ce débat, nous espérons qu'il s'ouvrira en Catalogne,*" confiait aussi le maire ERC d'Arenys, Joan Rabasseda.

"*Si nous avions eu un David Cameron au lieu d'un Mariano Rajoy...*", soupirait-il. "*Cameron a autorisé le vote, offert des contreparties, tenté de séduire. Ici, ils ne font que nous étouffer*". AFP 19.09

Laissons de côté ici les intentions diverses et souvent inavouables qui motivent les indépendantistes ou leurs véritables objectifs, car l'essentiel est ailleurs.

Vous aurez noté que les Ecossais n'étaient pas appelés à se prononcer pour ou contre la sortie de l'UE, mais sur leur indépendance de la Grande-Bretagne. Gardez à l'esprit cette précision en lisant la suite, vous comprendrez pourquoi.

On nous a expliqué que l'UE aspirait à l'Europe des régions qui conduiraient au démentèlement des Etats-Nations et à la liquidation des droits sociaux et politiques que les travailleurs avaient obtenu dans ce cadre par leur lutte de classe au cours des deux derniers siècles, et que pour cette raison nous devions nous y opposer.

On était donc en droit d'attendre à ce que l'UE se prononce en faveur de l'indépendance de l'Ecosse, or elle a adopté la position inverse, et dès l'annonce des résultats du référendum organisé en Ecosse, Washington et Bruxelles ainsi que l'ensemble des chefs d'Etat de l'UEse sont empressés de saluer en choeur la victoire du non à l'indépendance de l'Ecosse, car disent-ils en cas de victoire des indépendantistes, c'est la construction de l'Union européenne qui aurait été remise en cause. Là on se dit qu'il y a un truc qui cloche.

Effectivement, et ce n'est pas du côté de l'UE qu'il faut le chercher mais du côté de nos dirigeants qui une fois de plus se sont gravement fourvoyés, car en réalité, l'UE n'a jamais eu l'intention de faire disparaître les Etats-nations.

L'UE se sert des régions comme levier pour mieux leur imposer la politique de l'oligarchie financière, en prônant un fédéralisme à l'allemande (Lander : "*Le modèle allemand de système fédéral apparaît comme le plus moderne* dixit hier Hans-Dietrich Genscher, ancien chef de la diplomatie allemande) qui doit servir de modèle à tous les pays de l'UE. Les régions se transforment en simple exécutants de la politique économique ou sociale décidée à Bruxelles, sans pouvoir s'y opposer dès lors qu'elles ne détiennent aucun pouvoir politique. La déconnection entre le pouvoir politique qui demeure du domaine du pouvoir central, et le pouvoir économique qui échoit de plus en plus aux régions, fait penser à l'Ancien Régime, lorsque la monarchie et la féodalité se partageaient le pouvoir, condition qui ne laissait au peuple aucun moyen d'intervenir sur l'un ou l'autre. Cette dichotomie a pour but à terme de permettre aux capitalistes d'imposer aux travaileurs des conditions d'exploitation sans limite une fois que la classe ouvrière en tant que classe aura été disloquée.

L'Etat ou le pouvoir central peut décider d'augmenter la TVA ou l'impôt sur le revenu, mais les régions n'ont aucun droit dans ce domaine. Les régions peuvent adopter des budgets en déficit, mais dans les limites fixées par le pouvoir central, et quand malgré tout il arrive qu'elles dépassent ces limites, c'est à elles de rogner sur leurs budgets de fonctionnement les années suivantes pour réduire leur endettement. Pour couvrir leurs besoins en matière de santé ou d'éducation elles bénéficient d'une dotation de l'Etat, les régions demeurent donc dépendantes de l'Etat. Par contre le pouvoir central peut décider d'augmenter le budget qu'il attribue à la police ou à l'armée sans que les régions n'aient leur mot à dire. L'Etat peut décider de participer à des guerres, non seulement les régions n'ont aucun droit en la matière, on ne leur demande même pas leur avis, etc. etc. etc.

En résumé, l'Etat ou le pouvoir central ou fédéral agit à la manière d'un suzerain et les régions se comportent comme ses vassaux. Et le citoyen lambda dans tout cela, il est quoi, il devient quoi ? Rien, il doit se soumettre au sort que l'un et l'autre lui réserve. Cela dit, c'est l'Etat qui continue de détenir le pouvoir politique loin d'avoir disparu, aussi est-il toujours possible de le combattre pour le renverser.

L'UE pas plus que les régions ne peuvent se substituer à l'Etat qui demeure indispensable pour assurer la stabilité des rapports de domination de classe, c'est le principal enseignement que nous retiendrons.

Notre stratégie politique ne doit pas reposer sur des apparences ou sur des intentions, mais sur la réalité. Le pouvoir de l'Etat semble se dilluer dans l'UE et les régions, mais en réalité, il n'a jamais été aussi centralisé ou concentré, voyez le Bonaparte de service à la manoeuvre qui décide seul de bombarder l'Irak, par exemple.

Nous avons toujours affirmé que l'UE disposait du pouvoir que voulait bien leur accorder les Etats ou leurs représentants, et que c'était bien ces derniers qui détenaient le pouvoir politique et non l'UE, et que par conséquent c'était vers eux qu'il fallait concentrer notre combat politique et non contre l'UE.

Les faits nous donne raison semble-t-il, si tel n'était pas le cas, alors il faudrait nous expliquer pourquoi l'UE a exprimé son soulagement à l'annonce des résultats du référendum écossais, pourquoi elle monte au créneau pour défendre l'intégrité des

Etats avec lequel coïncide la survie de l'UE dans des termes d'une extrême violence. L'UE a besoin de l'Etat pour faire régner l'ordre, et pour contrôler les Etats vaut mieux qu'ils soient peu nombreux plutôt que l'inverse.

Venons-en au tournant stratégique évoqué au début de cet article. Il était correct dans la mesure où justement l'UE voyait dans les revendications indépendantistes un danger extrême pour les Etats qui constituent toujours le maillon principal de leur dispositif politique. Les affaiblir davantage alors qu'ils sont contestés dans bon nombre de pays de l'UE pouvait ouvrir la voie au combat politique de la classe ouvrière pour les renverser. N'oublions pas que l'Etat ou le pouvoir central ou fédéral demeure le garant de l'ordre établi, comme seul détenteur de l'appareil judiciaire et policier, répressif, à ce titre c'est même la fonction suprême qui justifie aux yeux des représentants de l'UE de conserver l'Etat, de notre côté ce qui justifie de s'y attaquer et de le renverser, de "*briser, démolir, faire sauter*" (Engels) cette "*machine d'Etat*" (Marx-Lénine), sinon il sera impossible de s'emparer du pouvoir politique.

- Royaume-Uni: non à l'indépendance écossaise, oui à la décentralisation - AFP

Les Ecossais (4,2 millions d'électeurs) ont clairement dit non à l'indépendance, à l'occasion d'un référendum historique, poussant vendredi le Premier ministre Alex Salmond à la démission, malgré les promesses du gouvernement central de David Cameron de conférer des pouvoirs accrus aux quatre nations constitutives du Royaume-Uni.

Après des semaines d'intense suspense et de débats parfois acrimonieux, le camp du non l'a emporté en parvenant à 55,3%, le oui obtenant 44,7%. L'écart est important, et la participation record de 84,6% amplifie le verdict.

Dans l'immédiat, David Cameron a évité le scénario cauchemar d'une désintégration du Royaume-Uni qui le "*hantait*".

"*Le référendum n'est pas parvenu à détruire l'Union, mais ses répercussions pourraient encore la déstabiliser jusque dans ses fondements*", a mis en garde Michael Chandlers, du RUSI Institute.

"*Nous nous dirigeons vers un modèle plus fédéral du Royaume-Uni*", a quant à lui prédit Tony Travers, de la prestigieuse London school of Economics.

Les trois partis traditionnels britanniques - conservateur, libéral-démocrate et travailliste d'opposition - ont constitué une union sacrée exceptionnelle pour faire rempart à l'indépendance.

L'intérêt a également été vif dans le monde. Le président américain Barack Obama a salué la victoire du non. AFP 19.09

- Soulagement de l'UE et de l'Otan après le "***non***" écossais - Reuters

Responsables de l'Union européenne et de l'Otan n'ont pas caché leur soulagement vendredi après la claire victoire du "*non*" lors du référendum de la veille sur l'indépendance de l'Ecosse.

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a adressé ses félicitations au Premier ministre britannique, David Cameron, et s'est dit sûr que le Royaume-Uni continuerait à jouer un rôle de premier plan au sein de l'Alliance atlantique.

A Bruxelles, la Commission européenne a déclaré que le résultat du vote écossais était bon pour "*une Europe plus forte, unie et ouverte*".

Le président de la Commission, Jose Manuel Barroso, a salué le fait que "*durant le débat de ces dernières années le gouvernement et le peuple écossais ont réaffirmé à maintes reprises leur engagement envers l'Europe*".

"*Je l'avoue : le résultat me soulage*", a confié le président du Parlement européen, Martin Schulz.

Pour le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, l'indépendance de l'Ecosse aurait été un "*cataclysme*" pour l'Europe en encourageant séparatisme et nationalisme dans d'autres pays, ce qui aurait eu pour effet de rendre le continent "*ingouvernable*".

Sortant de la neutralité affichée par la CE pendant la campagne, De Gucht a confié à la radio publique belge en langue flamande VRT qu'il avait redouté une victoire du "*oui*".

"*Si cela s'était produit en Ecosse, je pense que cela aurait constitué un séisme politique de l'ampleur de l'effondrement de l'Union soviétique*", a-t-il dit. "*Cela aurait été un cataclysme pour l'Europe. C'est ce que je craignais.*"

"*Une Europe menée par l'autodétermination des peuples (...) serait ingouvernable parce que cela représenterait des dizaines*

d'entités alors qu'il y a des aspects de la politique qui nécessitent l'unanimité ou une large majorité", a expliqué le commissaire européen. "*De plus, il y a des pays, ou des parties d'anciens pays, qui se seraient comportés de manière très nationaliste.*"

Pour l'ancien chef de la diplomatie allemande Hans-Dietrich Genscher, il est clair que les Etats fortement centralisés n'ont plus les faveurs des Européens. "*Le modèle allemand de système fédéral apparaît comme le plus moderne*", a-t-il estimé. Reuters 19.09

Pour qu'ils identifient ainsi l'intégrité des Etats-nations avec l'UE, à mon avis c'est qu'ils en ont encore besoin pour longtemps, non ? SI vous avez une autre explication, sérieuse, écrivez-nous, nous la publierons.

ACTUALITÉ DU JOUR

Atteindre un tel niveau de ridicule avec bac +7 devrait être sanctionné par la nullité du diplôme en question.

- Cambadélis: Sarkozy "*n'échappera pas à son bilan, ce sera son boulet*" - AFP

Il est vrai que lorsque l'on fait le "*bilan*" de l'action de Hollande au pouvoir depuis mai-juin 2012 sanctionné par le record d'impopularité des Présidents de la République depuis 1962, d'ici 2017 le "boulet" qu'il traîne derrière lui va prendre un tel volume et un tel poids qu'il sera battu d'avance.

La seule chose qui pourrait le sauver serait la nullité de son principal adversaire ou que les dirigeants de la classe dominante en décident autrement. D'ici 2017 tout peut arriver...

Conditionnement. Ils vont avoir du boulot pour refourguer une seconde fois leur camelote.

- Pour 67% des Français, Nicolas Sarkozy "*n'a pas changé*" - Le Nouvel Observateur

- Sarkozy: Son retour, une «*mauvaise chose*» pour 55% des - Français 20minutes.fr

Pour le Serge Grouard, député UMP du Loiret : "*Le retour de l'île d'Elbe et les* "Cent jours" *risquent fort de se terminer à Sainte-Hélène. Mais après Waterloo*". AFP 19.09

Quand la manipulation des consciences se dote d'un dispositif policier.

- Quel est le dispositif mis en place par Nicolas Sarkozy pour prendre la tête de l'UMP ? - francetvinfo.fr

Sa garde rapprochée est constituée d'un trio-clé : son ami d'enfance et ancien directeur de la police nationale Frédéric Péchenard, qui sera son directeur de campagne, Michel Gaudin, ancien préfet de police de Paris, qui dirige son cabinet depuis la défaite de 2012 et le sondeur Pierre Giacometti, spécialiste des analyses d'opinion. francetvinfo.fr 19.09

Frédéric Péchenard : Issu de la bourgeoisie parisienne, Péchenard grandit auprès de ses parents avocats dans l'hôtel particulier familial où il vit toujours, situé rue de Fortuny dans le 17e arrondissement de la capitale. 20minutes.fr 19.09

ACTUALITE EN TITRES

Avec l'aval de l'oligarchie financière, cela va de soi.

- Shell et Total vont poursuivre leurs activités en Russie - Reuters

Contre-nature. Quand vous fuyez la réalité, elle vous rattrape au galop

- 2017:Hollande «*candidat naturel du PS*» à la présidentielle selon Vallaud-Belkacem - 20minutes.fr

- 73% des Français n'ont pas trouvé Hollande convaincant - AFP

Depuis quand les morts ont des oreilles ?

- Hollande "*sincère*", oui, mais "*quand parlera-t-il à la gauche ?*" - Le Nouvel Observateur -

Qui va payer ? Nous, pardi !

- L'explosion du coût des opérations extérieures - LePoint.fr

Le surcoût des opérations extérieures de l'armée française (Opex) va dépasser en 2014 plus d'un milliard d'euros, la provision initiale, inscrite dans le budget 2014, s'élevant à 450 millions d'euros. C'est en tout cas ce qu'affirme le journal économique La Tribune, qui s'appuie sur des sources concordantes. Reste à savoir qui va payer. La tradition budgétaire veut généralement que le surcoût soit pris en charge par le financement interministériel, 20 % de la somme l'étant par le ministère de la Défense.

L'envoi d'une aide aérienne française en Irak devrait encore alourdir la facture. Une opération qui vient s'ajouter aux déploiements des forces françaises en Centrafrique et au Mali. LePoint.fr 19.09

Parce qu'ils n'ont jamais vraiment évolué.

- Pourquoi les seniors sont de plus en plus nombreux à se marier - 20minutes.fr

Intox.

- Transparency appelle le G20 à « *démasquer les corrompus* » - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

- Nouveau préavis de grève des pilotes d'Air France jusqu'au 26/09 - Reuters

- Des femmes de chambre des cinq étoiles parisiens Park Hyatt en grève illimitée - AFP

Des femmes de chambre, gouvernantes et valets, salariés d'un sous-traitant des hôtels Park Hyatt Madeleine et Park Hyatt Vendôme ont débuté vendredi une grève illimitée à l'appel de la CGT pour obtenir notamment leur intégration dans ces deux cinq étoiles parisiens.

"*Nous sommes plus que déterminés, nos conditions de travail sont déplorables. Non seulement nous sommes mal payés, mais les heures supplémentaires ne sont pas réglées et nous n'avons pas de treizième mois*", a assuré à l'AFP Fatima Lancien, installée devant le piquet de grève à l'entrée du Park Hyatt Madeleine, boulevard Malesherbes (8e arrondissement).

Une trentaine de salariés de la sous-traitance travaillent dans cet hôtel et une petite centaine au Park Hyatt Vendôme, situé rue de la Paix (2e).

Parmi les revendications, qui diffèrent légèrement entre les deux établissements, figurent notamment des augmentations de salaires, la diminution des cadences, l'embauche des salariés d'entreprises prestataires et la mise en place d'une mutuelle.

Livia, salariée du Park Hyatt Madeleine, est "*polyvalente jour et nuit*" sur quatre postes, dont celui de réceptionniste.

Elle dit gagner "*à peine 1.300 euros nets*". Elle dénonce des "*bas salaires*" en assurant qu'"*une femme de chambre qui travaille au Georges V ou au Bristol gagne près du double*".

"*Nous leur avons montré le film* " on a grèvé " *de Denis Gheerbrant, qui est le récit de la lutte de femmes de chambres qui se sont battues pour leur droits. Elles ont vu concrètement qu'on pouvait gagner et ont décidé de faire pareil*", a assuré à l'AFP Claude Levy de la CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE).

En 2012, des salariées de la sous-traitance d'un hôtel "*First Class*" à Suresnes, près de Paris, avaient obtenu après 28 jours de grève la fin de la rémunération à la chambre et, un an plus tard, leur intégration dans le groupe Louvre Hôtels, avec en plus un treizième mois.

"*Nous allons nous installer devant les deux hôtels le temps qu'il faudra. Aujourd'hui, c'est couscous au menu et demain, ça sera du mafé*", a confié M. Levy.

Comme à l'époque, le syndicat a mis en place une caisse de grève pour soutenir les salariés.

"*Il y a des violations quotidiennes du Code du Travail dans ces deux hôtels. C'est inacceptable, et surtout pour des 5 étoiles*", s'indigne le syndicaliste. AFP 19.09

Elles regardent une vidéo et se mobilisent, cela ne vous fait-il pas penser à une récente causerie ?

2- Belgique

- 14 000 policiers manifestent dans les rues de Bruxelles - lemonde.fr

A Bruxelles, jeudi 18 septembre : près de 14 000 policiers – 13 950, selon le décompte précis du commissaire divisionnaire, Joël De Keyzer, chargé du maintien de l'ordre – ont manifesté pour dire leur colère et leur crainte de voir leurs acquis sociaux remis en question. Dans la foulée, ils ont annoncé une journée de grève générale et nationale pour le mardi 23 septembre. C'est ce jour-là également que se déroulera une action des trois grands syndicats du pays. Avant même l'annonce du programme de la coalition que tentent de mettre en place quatre partis, ils dénoncent les « *économies aveugles* » qui se profileraient.

Les policiers belges sont les premiers a exprimer leur ras-le-bol dans un climat social qui se tend. Ces fonctionnaires protestent contre la remise en cause de leur accès à la retraite anticipée. Un arrêt de la Cour constitutionnelle, rendu en juillet, a mis fin aux régimes de préretraite privilégiés. Le droit de certains policiers sera désormais aligné sur celui des autres fonctionnaires, qui doivent travailler jusqu'à 62 ans au minimum. Vingt-cinq-mille policiers vont voir dès lors leur carrière prolongée de quatre, voire huit années. « *Vous imaginez vraiment qu'un policier de 60 ans peut encore intervenir efficacement dans une bagarre ? Nous ne sommes pas des fonctionnaires comme les autres !* », s'exclamait un manifestant wallon.

« *Cet arrêt de la Cour constitutionnelle est effectivement révoltant parce qu'il remet en question des décisions qui avaient été négociées entre les interlocuteurs sociaux* », expliquait le commissaire De Keyzer.

Le ministre des pensions sortant, le libéral flamand Alexander De Croo, a rencontré les manifestants. Il s'est dit prêt à prendre des mesures transitoires, sans nier que la tendance est plutôt à un allongement de la durée des carrières. Les partis qui négocient actuellement un accord de gouvernement s'orientent vers un durcissement des règles d'accès à la retraite. D'où la colère syndicale. lemonde.fr 19.09

Haut de page

Le 21 septembre 2014

CAUSERIE

Hier en fin de journée 11 nouveaux articles ont été ajoutés.

En jetant un rapide coup d'oeil dans certains portails animés par des intellectuels de gauche ou des opposants à l'impérialisme américain ou se présentant comme tels, de différentes petites formations politique, j'ai remarqué qu'un certain nombre étaient entrés dans un état végétatif ou n'avaient rien publié depuis des mois ou peu d'articles depuis le début de l'année, à croire qu'ils sont sonnés par la tournure que prend la situation mondiale ou que leur discours ne sont plus adaptés et qu'ils n'en ont aucun de rechange, peut-être se sont-ils aperçus de leur inanité ou de l'impasse à laquelle ils menaient.

Il est vrai que l'évolution de la situation mondiale pose à chacun une multitude de questions ou conduit à nous interroger sur nos propres interprétations ou positions, exercice périlleux s'il en est que peu sont prêts à faire, et pour cause.

C'est la combinaison de la crise du capitalisme ayant atteint son paroxysme avec ses conséquences sociales et politiques, la lutte des classes qui en découle à l'échelle mondiale, et la manière dont l'oligarchie financière entend l'affronter à partir de sa

stratégie néolibérale, puisque c'est elle qui est en position hégémonique, qui constitue la trame de la situation mondiale.

Refuser de prendre en compte l'un ou l'autre de ces deux facteurs déterminants, c'est s'interdire de comprendre la situation mondiale et son évolution.

Comme les intellectuels de gauche refusent d'accorder à la lutte de classe du prolétariat la place qui lui revient ou rejettent le marxisme, et que l'avant-garde de la classe ouvrière refuse d'admettre que les dirigeants de la classe dominante entendent réponse à la crise du capitalisme en mettant en oeuvre la stratégie néolibérale de l'oligarchie financière, aucune perspective politique alternative au capitalisme, cohérente et crédible n'émerge, et la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases correctes est sans cesse repoussé à une date indéterminée.

L'alliance de ces intellectuels de gauche avec l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat pourrait constituer un formidable levier à la mobilisation mondiale des masses exploitées et des peuples opprimés contre le capitalisme mondial, dans la mesure où elle permettrait de faire renaître l'espoir qu'il est possible de changer la société et le monde.

A tort ou à raison, j'ai la conviction qu'en mettant en pratique la méthode que j'emploie dans ce portail pour s'adresser aux militants et aux travailleurs, permettrait de les aider à progresser et faciliterait leur organisation, dans la mesure où elle est à la portée de chacun, simple, sans trucage, sans a priori, partant des faits, répondant à toutes les hypothèses ou questions que chacun peut se poser à un moment donné, regardant la réalité en face.

La lutte de classe ne se situe pas sur un plan unique, strictement sur le plan politique, chacun ne l'aborde pas sous le même angle, le jour où on l'aura compris, on aura franchi un pas gigantesque vers notre émancipation, le socialisme.

Notre démarche est tout sauf dogmatique ou doctrinaire, car la théorie que nous défendons ou notre interprétation du monde est le produit de la réalité présente, des expériences du passé et non l'inverse, et si nous pouvons apparaître sectaire aux yeux de certains, c'est parce qu'ils refusent la confrontation des idées, de nommer un chat un chat, de caractériser chaque expérience, d'en tirer des leçons, enfin d'admettre qu'on peut commettre des erreurs et qu'il est possible de les corriger.

Ce sont eux qui font de la vérité un dogme, leur bien personnel. Ils s'y identifient au point de ne pas supporter que quiconque ose les contredire, cela leur est insupportable et se transforme en malaise du domaine de la psychopathologie, ils le vivent un peu comme si on voulait attenter à leur personnalité, alors que de notre côté, nous nous employons à livrer aux lecteurs les conclusions de nos réflexions sous toutes ses coutures sans rien leur cacher. Nous les prenons à témoin et nous leur fournissons le matériel qui leur permet de vérifier librement ou par eux-mêmes la véracité de nos analyses, démonstrations ou positions. Nous leur fournissons les moyens de démonter pièce par pièce notre argumentation, afin qu'ils puissent procéder à leur propre analyse et vérifier que nous n'avons rien oublié ou négligé, à eux ensuite d'en tirer leurs propres conclusions qui ne coïnderont pas forcément avec les nôtres, les confirmant ou les infirmant, peu importe, car notre objectif n'a jamais été que l'on tombe absolument d'accord sur tout, mais de progresser ensemble, cela devrait être notre obsession, notre seul objectif.

Donc vous en conviendrez j'espère, ma démarche ne consiste pas à vouloir avoir raison à tout prix ou à posséder la vérité, je me demande bien à quoi cela m'avancerait dans mon trou en Inde, satisfaire mon égo, et bien ce serait très cher payé au regard des sacrifices que réclame l'actualisation quotidienne de ce portail, à mon avis il doit bien exister des moyens plus économiques de le satisfaire et d'en tirer davantage de profit.

Si j'avais un conseil à vous donner, prenez le meilleur de ce portail et du bonhomme qui l'anime et balancer le reste, faites comme moi en somme. Et souvenez-vous que la vie ou toute chose est faite de contradictions, n'en soyez pas perturbé ou déstabilisé, c'est naturel, car si tel n'était pas le cas, rien ni personne n'existerait, l'univers lui-même n'aurait jamais vu le jour.

Bon dimanche et bonne continuation.

ACTUALITE EN TITRES

Qu'on se le dise.

- Le crash du vol d'Air Algérie au Mali reste inexpliqué - AFP

Avions qui disparaissent, se crashent ou explosent en vol sans explication, vous y croyez ?

Stratégie du chaos.

-Liban : un attentat visant le Hezbollah fait plusieurs victimes - LeMonde.fr

-Combats meurtriers à Sanaa, le siège de la télévision en flammes - Reuters

-Nouvelle attaque meurtrière de Boko Haram sur un marché au Nigeria - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le vieux monde à hue et à dia.

- G20: les pays "*déterminés*" à faire plus pour l'emploi et la croissance mondiale - AFP

"*Nous sommes déterminés à rendre le monde meilleur, à développer la croissance de l'économie mondiale, créer plus d'emplois et des emplois mieux payés, construire des infrastructures pour permettre aux enfants d'avoir une eau de meilleure qualité, une éducation et des soins médicaux*", a déclaré le Trésorier australien Joe Hockey, en ouvrant les débats.

Mais ces bonnes intentions risquent d'être compromises par la situation économique qui s'est détériorée ces derniers mois et menace l'objectif de croissance annoncé par les ministres des Finances du G20 lors d'une précédente réunion en février à Sydney. AFP 20.09

Quand la "***souffrance économique***" et les "***difficultés sanitaires***" rime avec "***bonheur***". Estimez-vous heureux !

- La France, 51e pays le plus heureux au monde en 2013 - lexpress.fr

L'Hexagone se situe loin derrière d'autres Etats européens comme le Danemark, l'Autriche ou la Suède. Le Panama et le Costa-Rica sont en tête de ce classement.

Vivre en Amérique du Sud ou en Europe du Nord, n'est-ce pas cela la clé du bonheur? C'est ce que semble indiquer l'enquête menée sur le bien-être des populations en 2013 par le bureau de recherche américain Gallup-Healthways dans près de 140 états.

Cinq pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale figurent dans le top 10 mondial des pays où il fait bon vivre. Le Panama et le Costa-Rica se classent respectivement 1er et 2e du classement.

Les Panaméens se disent "*prospères*" pour quatre des cinq critères à l'origine de l'étude. Malgré une souffrance économique (58%) et des difficultés sanitaires (71%), cette population d'Amérique Centrale semble avoir un mode de vie qui lui convient. lexpress.fr 20.09

Guerre psychologique. Conditionnement et propagande. Diabolisation de la Russie, suite.

Des avions militaires russes interceptés près de l'Alaska et au Canada - Francetv info

En voilà une affaire sérieuse.

- C'est "*la première fois depuis longtemps*", selon les mots d'un responsable américain. Plusieurs avions militaires russes ont été interceptés cette semaine dans des zones de restriction près de l'Alaska et au Canada par des avions américains et canadiens. L'information a été révélée vendredi 19 septembre par des responsables américains de la Défense.

Pas vraiment, une baudruche en somme.

- Aucun des appareils russes n'a cependant pénétré dans les espaces aériens de ces deux pays.

Des zones libres d'accès.

- Les zones de restrictions (air defense identification zone, ADIZ) sont situées aux confins de l'espace aérien d'un pays et servent de zones tampons, afin de laisser aux gouvernements le temps d'intervenir auprès d'avions potentiellement hostiles. Mais ces zones ne sont pas liées à des traités internationaux ni régulées par des lois internationales. Francetv info avec AFP 20.09

On aura compris que cette info relayée par les Américains était destinée en priorité à la population américaine et occidentale, pour dénoncer l'attitude "*potentiellement hostile*" de la Russie envers les Etats-Unis et ses alliés, qui eux n'ont jamais adopté un tel comportement envers aucun pays dans le monde c'est bien connu, ne sont-ils pas les garants de la démocratie, de la liberté et de la paix dans le monde, CQFD.

Quand l'indépendance syndicale rime avec anticommunisme primaire, collaboration de classes, réformisme et lutte contre la CGT ou un syndicat de classe.

- Bergeron, 50 ans de combat pour l'indépendance syndicale - nouvelobs.com

L'ancien leader de Force ouvrière André Bergeron, décédé dans la nuit de vendredi à samedi à l'âge de 92 ans, aura marqué l'histoire du syndicalisme français durant plus de cinquante années de militantisme sous la bannière de l'indépendance et du réformisme syndical.

Né le 1er janvier 1922 à Suarce dans le Territoire de Belfort, il sera acteur de la création de Force ouvrière en 1948 et occupera le devant de la scène sociale de 1963 à 1989 comme secrétaire général de FO, se voyant offrir à plusieurs reprises un portefeuille ministériel. Il déclinera à chaque fois les sollicitations.

Fils d'un employé de la SNCF, André Bergeron plonge dans le grand bain de l'action collective alors qu'il n'a que 14 ans: apprenti dans une imprimerie de Belfort, il est happé par le Front populaire et les premiers congés payés, "*quelque chose d'extraordinaire*", a-t-il raconté dans ses "*Mémoires*", parues en 2002.

Après la guerre et des années de travail forcé en Autriche, il participe en 1948 à la création de FO, dont les militants viennent des rangs de la CGT. Au seuil de la guerre froide, la scission est ainsi consommée, séparant minorité réformiste et majorité d'obédience communiste.

Devenu secrétaire général "*de transition*" de FO en 1963, il réussit à s'imposer et devient, au fil des ans, l'homme fort de la centrale. Sorte de VRP du syndicalisme, André Bergeron a passé une grande partie de son temps dans des déplacements en province.

Il tiendra la barre pendant les événements de 1968 : il se flatte d'avoir obtenu du patronat, dans la "*pagaille*" décrite par Georges Pompidou, que le Smic soit porté à trois francs alors que la CGT et Jacques Chirac, mandaté par le Premier ministre, s'étaient entendus sur 2,70 francs.

Présenté par son éditeur comme "*le père tranquille du syndicalisme français*", André Bergeron a su diriger ses hommes en évitant de les heurter de front. Il a été le ciment du conglomérat hétéroclite (trotskistes, socialistes, chiraquiens et sans parti) que constituait la confédération.

Durant toute cette période, André Bergeron, qui se retire en 1989, incarnera un syndicalisme résolument réformiste tourné vers le compromis, FO s'imposant comme l'interlocuteur privilégié du patronat et de l'Etat. Sur la lancée des Trente glorieuses, la politique contractuelle connaît alors ses heures fastes tandis que prospère l'Etat-Providence.

Il "*aura profondément marqué la vie sociale et économique, pendant une période où de nombreux progrès et acquis sociaux ont été obtenus par la négociation collective*", a souligné dans un communiqué FO, en annonçant son décès.

En dépit d'une "*proximité avec les gouvernants*", Bergeron ne cèdera pas aux sirènes gouvernementales: Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac lui offriront en vain un ministère.

Lors de la "*secousse*" de 1981 créée par la victoire de François Mitterrand, Bergeron, avec sa vieille fibre SFIO, demeurera en retrait.

Opposé, "*dans son principe et son contenu*", au programme commun de la gauche, il est hostile à l'entrée des communistes au gouvernement et l'exprime à chaud "*avec solennité et pour l'histoire*", lit-on dans ses Mémoires.

Membre de la Confédération européenne des syndicats libres, André Bergeron regrettait que la communauté européenne ait "*jusqu'ici trop occulté les questions sociales*". Il rappelait dans ses Mémoires sa foi en l'Europe, et son envie de "*faire revivre le 'souffle européen'*".

"*Européen de conviction*" autoproclamé, il réaffirma cette posture pro-européenne en mai 2005, en appelant sans détour à "*voter oui*" au traité constitutionnel européen. nouvelobs.com 20.09

Les commentaires sont inutiles, agent du plan Marshall à ses débuts, dont les concepteurs avaient dans leurs valises la scission de

la CGT et l'UE, et fossoyeur de l'indépendance syndicale jusqu'au bout.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Daesh désoriente la CIA - french.irib.ir

« L'ancien entrepreneur de la CIA, Steven Clay dit que les autorités américaines veulent, d'une part, former le groupe de Daesh et d'y faire face, d'autre part. Donc, la CIA est confrontée à une confusion et une désorientation », a rapporté le site d'information Global Research.

Mercredi, la Chambre des représentants américains a avalisé la stratégie de Barak Obama pour la formation et l'équipement des opposants modérés en Syrie en vue de combattre Daesh. Et dans le cadre de cette stratégie à long terme de Barak Obama que le Pentagone envisage de former 5000 terroristes en Syrie et de leur fournir des équipements militaires nécessaires.

Steven Clay dit : « *La CIA est en train, actuellement, de former et d'équiper l'armée libre syrienne, en lui demandant, en contrepartie, de combattre le groupe terroriste de Daesh* ». *« La CIA forme et entraine, cette fois-ci, les rebelles syriens en Jordanie et elle a bien agit, en cette matière. Il a été demandé à la CIA de former les rebelles en Jordanie, car la CIA sait que s'il est prévu de combattre Daesh, il vaudrait mieux de le lancer, depuis ses bases en Jordanie* », précise encore Steven Clay. Et lui d'ajouter : « *La CIA est en train de former et d'entrainer le même groupe qu'elle tente de combattre et une telle demande aux autorités de la CIA, les a mis dans un état de confusion et de désorientation* ». Et lui d'indiquer encore : « *Il existe des divergences au sein de la CIA. Certains membres de la CIA croient en nouvel Ordre mondial e certains d'autres soutiennent l'application de la Constitution* ».

Les terroristes de Daesh sont formés, depuis le début de l'an 2012, par la CIA, pour déstabiliser le gouvernement syrien. Ils se sont emparés de vastes régions, situées au nord de la Syrie. Les terroristes de Daesh se sont emparés, également, de vastes régions de l'Irak, frontalières avec la Syrie. Depuis 2011, la Syrie est la scène d'affrontements sanglants. Les Etats-Unis, et leurs alliés régionaux, surtout le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie continuent de soutenir les terroristes opérant à l'intérieur de la Syrie. Selon l'ONU, depuis le début des troubles en Syrie, plus de 190.000 syriens et des millions de personnes ont été déplacées. french.irib.ir 20.09

2.1- "***Nous nous apprêtons à attaquer la Syrie***" (Conseillère de Obama)

« *L'armée américaine s'apprête à débuter des raids aériens contre les positions de l'EI en Syrie* » a déclaré, aux journalistes Susan Rice, la conseillère à la sécurité nationale de Barak Obama. « *L'arme est prête à lancer des frappes contre les positions de l'EI en Syrie, mais, on ne peut révéler, à ce stade, le temps précis de ces attaques, dans les médias* », a-t-elle dit au cours d'une conférence de de presse devant les journalistes.

Elle a, par la suite, évoqué la récente décision prise par le Congrès pour la formation et l'équipement des opposants syriens. « *La formation de ces individus pendra des mois* » a-t-elle estimé. S'agissant de la coalition anti-Daesh, elle a dit : « *Cette coalition, sera une coalition cohérente, sous un commandement unique*". En ce qui concerne, le discours d'Obama à la réunion annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU, Rice a dit que ce discours sera concentré sur la lutte contre Ebola, la coalition anti-EI et les changements climatiques. french.irib.ir 19.09

ECONOMIE

Russie

- La Russie veut doper sa coopération stratégique avec la Chine - french.irib.ir

La Russie a l'intention de promouvoir sa coopération stratégique avec la Chine, a déclaré samedi à Moscou le premier ministre russe Dmitri Medvedev. "*Notre coopération avec la Chine revêt un caractère stratégique. Nous avons des contacts politiques magnifiques, des relations économiques excellentes. La Chine est notre partenaire stratégique et nous souhaitons élargir notre coopération. Nous ne craignons rien, nous sommes certains que ce sera une coopération sur un pied d'égalité, amicale*

et mutuellement avantageuse", a indiqué M.Medvedev à la chaîne de télévision Rossia. Il a rappelé que d'autres pays, notamment les Etats-Unis, coopéraient aussi avec la Chine sans perdre leur souveraineté économique. french.irib.ir 20.09

Haut de page

Le 22 septembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera plus tard dans la soirée de nouveaux articles.

Cela fait neu-neu.

Sarkozy hier sur France 2 : "*Est-ce que vous me prêtez deux neurones d'intelligence ?*".

La question mérite réflexion avant d'y répondre. Le voilà monté sur ses grands chevaux, ne serait-ce pas vaniteux ?

Un seul ferait tête de noeud, ce serait vulgaire mais lui irait très bien.

On lui accorderait l'exil fiscal ou tout court en Belgique s'il le demandait. Nos amis belges apprécieront le cadeau !

La "***VIe République***" mise à nu.

- Défendre la Vème République : une utopie ? - Mauris Dwaabala - legrandsoir.info 21.09

Extrait. Il faut défendre les institutions contre le Président, au lieu de les mettre par terre comme il le pratique, en acte, à la suite de Nicolas Sarkozy là aussi, tout en prétendant qu'elles sont solides.

Ce qui prouve mieux que toute démonstration qu'il les a ébranlées. En effet, quel autre Président, et quel autre parti au pouvoir ont-ils déjà osé ces paroles ?

La VIe République, qui n'est d'ailleurs pas l'idée du seul tribun, est comme toutes les idées. Il est très facile de montrer sur le papier qu'elle marcherait.

Il a été très facile aussi de montrer en son temps, déjà sur le papier, que le cadre de la Ve serait parfait pour l'application d'un programme socialiste. Ou d'un passage démocratique au socialisme. C'est ce qu'avait mis en avant le Programme commun.

Or, aujourd'hui, sous l'hypothèse d'un effondrement du système des institutions, il est au contraire difficile d'imaginer ce que les eaux boueuses feraient émerger comme monstre ou comme avorton car, sauf renversement complet et improbable des tendances, le Front de gauche serait loin d'être le seul à pouvoir pousser ses pions en avant.

Sinon, cette VIe République, pour voir le jour, demanderait la victoire préalable des forces de gauche qui, dans le cadre des institutions proposeraient à la France d'opérer cette mutation. Ce qui renvoie à la case départ. legrandsoir.info 21.09

On remercie Monsieur Dwaabala d'aller directement au but et de démontrer que la VIe République de Mélenchon et Cie n'est qu'une supercherie, on ne peut parler ni d'un ravalement de façade, ni d'une réplique ou d'un clonage puisqu'il nous dit qu'elle tiendrait dans le cadre étriqué de la Ve qu'il faut défendre coûte que coûte précise-t-il.

Monsieur Dwaabala a tout du charlatan, son discours est d'un ridicule affligeant, un siècle plus tard c'est une caricature grotesque de ce qui se fait de pire en matière de révisionnisme du socialisme. La VIe République, qui a ce stade peut se concevoir comme la négation d'une Assemblée constituante souveraine, demeurera à l'état d'"*idée*", tandis que la Ve continuera de perpétrer ses méfaits contre les travailleurs, c'est ce qu'il faut retenir.

C'est ce qui arrive à toute issue à la crise politique qu'on nous propose et qui ne repose pas sur la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière, condition politique pour qu'apparaissent de nouvelles institutions et que les anciennes soient balayées, qu'un nouvel Etat surgisse du cours de la révolution.

Seule la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière peut parvenir à inverser les rapports de domination de classe, dès lors qu'elle est guidée par un parti qui incarne consciemment ce processus et cet objectif.

ACTUALITE EN TITRES

Qui freinera la criminalité aux Etats-Unis ?

- GM rappelle des véhicules pour un problème de frein à main - Reuters

General Motors rappelle plus de 200.000 véhicules en raison d'un défaut du frein à main susceptible de provoquer un incendie, lit-on dans une lettre de la sécurité routière des Etats-Unis. Reuters 21.09

ACTUALITÉ DU JOUR

A "***couteaux tirés***"

- Sarkozy-Juppé-Fillon : la campagne s'annonce musclée - Le Nouvel Observateur

- Les couteaux sont tirés à l'UMP, le centre fait de la résistance - Reuters

- Les «*amis*» de Nicolas Sarkozy qui ne lui veulent pas que du bien - 20minutes.fr

- Bayrou déterminé à garantir l'indépendance du centre - LeFigaro.fr

- Les Jeunes du MoDem ne veulent pas des primaires à droite - LeFigaro.fr

- Alain Juppé lance le "*match*" pour 2017 avec Nicolas Sarkozy - AFP

Alain Juppé a franchi une étape supplémentaire sur sa route vers l'élection présidentielle de 2017 en se disant prêt dimanche à "*aller jusqu'au bout*" du "*match*" avec Nicolas Sarkozy. AFP 21.09

- Fillon parie sur ses propositions pour faire la différence - LeFigaro.fr

- Valérie Pécresse salue fraîchement le retour de Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

Des illettrés plus royalistes que le roitelet.

- Le PG rappelle Sarkozy "*à ses obligations*" de membre du Conseil constitutionnel - AFP

Le Parti de Gauche rappelle dimanche Nicolas Sarkozy "*à ses obligations de membre de droit du Conseil constitutionnel*", soulignant l'interdiction légale faite à ses membres d'occuper un poste de "*responsabilité ou de direction*" au sein d'un parti politique.

Selon une source au sein du Conseil, un membre de droit à vie, ne pouvant démissionner, doit s'abstenir de siéger dès lors qu'il réinvestit le champ politique.

Ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing est également membre de droit du Conseil constitutionnel. Après sa défaite face à François Mitterrand en 1981, il fut successivement conseiller général du Puy-de-Dôme, député et président de la région Auvergne. Il fut également président de l'UDF de 1988 à 1996. Il n'a donc pas pu siéger au Conseil constitutionnel de 1982 à 2004. AFP 21.09

Vous aurez compris le sens du titre que j'ai donné à ce passage. Sarkozy ne siège pas au Conseil constitutionnel, donc la sortie du PG tombe à côté de la plaque, ils se ridiculisent une fois de plus, ce qui n'est pas pour nous déplaire à vrai dire

Propagande, intox, conditionnement et manipulation tout azimut

1- Omar m'a tué, un remake misérable à l'américaine.

- Etats-Unis: deux intrus en 24 heures à la Maison Blanche, enquête sur la sécurité - AFP

En réalité un seul, le second aurait tenté d'approcher de la Maison Blanche en voiture et a été arrêté avant d'y parvenir. On emploie le conditionnel pour le second car les journalistes n'ont fourni des détails que sur le premier, qui comme par hasard se prénomme Omar, un Américain d'origine arabe sans doute, vous suivez.

L'Arabe, le musulman, un terroriste en puissance, un ennemi des Américains, de la démocratie, de la paix, l'amalgame est devenu classique aux Etats-Unis depuis le 11septembre 2001, incrustez-vous cela dans le crâne. Pour y parvenir on va vous aider.

Le lobby sioniste néolibéral en action. Un bon Arabe ou musulman, c'est un Arabe ou un musulman soumis ou mort.

- Des affiches anti-islamistes, dans le métro newyorkais - french.irib.ir 21.09

Des affiches anti-islamistes vont faire leur apparition sur une centaine d'autobus publics et dans le métro de la ville de New-York, dans le cadre d'une campagne menée et financée par l'American Freedom Defense Initiative, selon un rapport du "*New York Times*".

Cette nouvelle campagne est signée une nouvelle fois Pamela Geller. La blogueuse et activiste américaine, connue pour ses multiples frasques anti-Islam, vient de débourser, via son organisation Initiative américaine de défense de la liberté (AFDI), 100.000 dollars, pour des affiches islamophobes, devant paraître sur 100 bus de New York. Celles-ci seront, également, visibles, à l'entrée des stations de métro de Lexington Avenue / 59th Street et de Columbus Circle.

Les affiches en question sont illustrées par une photo de James Foley, l'ex -otage britannique de l'Etat islamique, juste avant son exécution, en Syrie. A coté, une photo d'Abdel Majed Abdel Bary, le jeune rappeur britannique, d'origine égyptienne, qui a rejoint le groupe jihadiste, l'année passée, considéré comme le principal suspect du meurtre. Les deux images sont reliées par l'expression «Hier, modéré, aujourd'hui, en tête d'affiche» (Yesterday's moderate is today's headline).

Les six publicités, qui ont été autorisées par les responsables des transports publics, contiennent, notamment, la photo du journaliste américain, James Foley, se tenant près de son bourreau.

Ces affiches ont été financées par l'American Freedom Defense Initiative. "*Notre campagne met en évidence des côtés de l'Islam ignorés par le gouvernement et les médias*", a précisé Pamela Geller, Présidente de l'organisation.

Selon la loi américaine, les autorités responsables des transports publics n'ont pas le droit de refuser la diffusion d'une publicité, en raison du message qu'elle véhicule. En revanche, la loi précise que ces mêmes responsables n'ont pas, non plus, le droit d'exprimer leur opinion, quant aux affiches de campagne.

Une des publicités, qui avait été proposée, contenant l'inscription "*tuer des Juifs est un rite qui nous rapproche d'Allah*", a, néanmoins, été rejetée, sous prétexte que ce slogan pourrait constituer une incitation à la violence.

L'American Freedom Defense Initiative prévoit d'attaquer les responsables des transports publics, pour cette interdiction, affirmant qu'il s'agit d'une violation de la liberté d'expression, a rapporté le "New York Times".

La campagne est destinée à parodier celle qui avait été menée par le Conseil des relations entre l'Islam et l'Amerique, intitulée "*Mon Djihad*", et dont le but était de dépeindre le Jjihad, comme un combat individuel et non violent, précise le "*New York Times*". french.irib.ir 21.09

Une des affiches suggère que le Hamas, Boko Haram, Al-Qaïda et le Conseil des relations islamo-américaines sont identiques.

Les deux articles d'où proviennent le précédent, traduits en français par Google Chrome.

Who's Behind the Anti-Islam Ads on MTA and Muni?
http://www.motherjones.com/politics/2012/08/anti-islam-ads-mta-muni

Shocking anti-Islam ad campaign coming to MTA buses, subway stations
http://www.nydailynews.com/new-york/shocking-anti-islam-ad-campaign-okd-mta-article-1.1945174

Rien de tel pour justifier auprès de la population la guerre que mène le gouvernement américain en Irak et en Syrie.

En France, cela fonctionne semble-t-il :

- Engagement militaire en Irak: plus d'un Français sur deux favorable - AFP

Plus d'un Français sur deux (53%) se déclare favorable à un engagement militaire de la France en Irak contre le groupe Etat islamique, selon un sondage Ifop pour le JDD.

47% des sondés sont opposés à cette intervention.

Ce sont les sympathisants du PS et ceux de l'UMP qui se montrent les plus favorables avec respectivement 66% et 51%.

Interrogés sur une intervention militaire internationale en Irak contre l'Etat islamique, 59% des sondés donnent leur adhésion contre 41% qui y sont opposés.

Là encore, les sympathisants du PS et de l'UMP sont pour avec respectivement 72% et 62%. AFP 21.09

Que les "*sympathisants du PS et de l'UMP*" soient les plus va-t-en-guerre est normal, puisqu'ils recouvrent les mêmes classes ou couches sociales privilégiées qui espèrent tirer profit des retombés de cette nouvelle aventure guerrière de l'impérialisme français.

2- Quand ils n'ont que le déni à opposer à une "***rumeur***", c'est qu'elle était fondée.

- La CIA derrière l'Etat islamique? C'est la rumeur persistante en Irak, en Iran et au Liban - Slate.fr

C'est un secret de polichinelle en vérité !

Voilà une armée privée de mercenaires forte de 30 à 70.000 membres selon les sources, qui serait sorti un beau matin de nulle part, qui serait née spontanément au fin fond du désert, entraînée et armée jusqu'au dent avec du matériel militaire hyper sophistiqué, disposant d'armement lourd, de finances à gogo, tout cela serait tombé du ciel, soudainement.

A écouter ces professionnels de la désinformation, c'est ce qu'on voudrait nous faire gober, car ce n'est pas seulement l'Occident qui n'y serait pour rien, mais le Qatar, l'Arabie saoudite, les pays du Golfe et la Turquie non plus, personne n'aurait versé le moindre dollar ou n'aurait livré la moindre arme à EI, incroyable mais vrai, nous devrions les croire sur parole.

Leur argumentation atteint un tel niveau de ridicule qu'il n'est même pas nécessaire de la démonter pour qu'elle s'écroule toute seule, ce contre quoi ils sont impuissants. Au passage, on aurait tort de penser qu'ils sont tout puissants, la preuve, et qu'on ne pourrait pas les vaincre. On ne va s'éterniser sur cette question qui est entendue.

On vous renvoie à l'article mis en ligne dans la causerie d'hier *Daesh désoriente la CIA* et à celui mis en ligne aujourd'hui *Huit raisons pour lesquelles le Congrès devait voter « Non » à la formation et au financement des rebelles en Syrie*, où dans le premier un ancien directeur de la CIA, Steven Clay, affirme qu'elle est de mèche avec Daesh, tandis que dans le second un ancien parlementaire américain démocrate, Dennis Kucinich, affirme que ce sont les mêmes "*les sponsors*", la CIA et le Pentagone qui forment aussi bien des " *jihadistes radicaux* " que des "*jihadistes modérés*".

3- Opération diversion ou quand la Vert-mine fait la retape pour le compte des chefs d'Etat

- Nouveau record des émissions de CO2 en 2013 - LeMonde.fr

- Marche pour le climat à Paris : « *Chefs d'Etat, agissez !* » - LeMonde.fr

La « *Marche du peuple pour le climat* » s'est tenue à Paris dimanche 21 septembre. Aux côtés de personnalités comme l'écologiste Nicolas Hulot ou le chanteur Patrice, les manifestants – qui étaient entre 5 000, selon la police et 25 000, selon les organisateurs – ont défilé pour lancer un appel aux chefs d'Etat qui se réuniront lors d'un sommet extraordinaire de l'ONU sur le changement climatique, mardi 23 septembre.

« *Cette marche est un signal de la société civile pour appeler le gouvernement français à faire preuve d'un leadership fort sur le climat*", explique Marie Yared, chargée de campagne d'Avaaz, l'ONG à l'origine de la mobilisation. LeMonde.fr 21.09

Qui est Avaaz ?

Elle est enregistré dans un paradis fiscal, au Delaware, États-Unis. Un pur hasard comme on va le voir.

Selon The Guardian en 2012, « *Avaaz n'a que cinq ans, mais a connu un essor exponentiel jusqu'à devenir aujourd'hui le plus grand et le plus puissant mouvement citoyen mondial en ligne* ».

Ricken Patel, Président fondateur de l'ONG Avaaz.org, il en est aujourd'hui le directeur exécutif.

Il a été déclaré Young Global Leader (« *jeune leader mondial* ») par le Forum économique mondial (Davos - ndlr).

Il a été consultant successivement pour l'International Crisis Group, l'Organisation des Nations unies (ONU), la Fondation Rockefeller, l'Université de Harvard, la Fondation Gates, CARE International et "*l'International Center for Transitional Justice*", puis codirecteur de Faithful America.

Avaaz a notamment été soutenue par l'Union internationale des employés des services (SEIU) en tant que partenaire fondateur.

SEIU a dépensé 28 millions de dollars pour soutenir Barack Obama lors de l'élection présidentielle de 2008, ce qui en fait l'organisation syndicale qui a dépensé le plus pour aider Barack Obama à se faire élire président.

Avaaz est financé en grande partie par le milliardaire George Soros, via le financement de MoveOn par le Soros Open Society Institute (Open Society Foundations).

La personnalité de ses fondateurs est également pointée du doigt, notamment celle du cofondateur Tom Perriello, politicien catholique américain membre du Parti démocrate, défenseur de la guerre contre le terrorisme, de l'interventionnisme militaire en Afghanistan, de la présence américaine en Irak ou au Pakistan

Avaaz déclare compter, en novembre 2013, près de 30 millions de « membres » répartis dans 194 pays. Les pays les plus représentés sont le Brésil et la France avec plus de 6 et 3 millions d'inscrits chacun. fr.wikipedia.org

En fait, depuis sa création en 2007, cette ONG qui est une officine des néolibéraux, a participé à absolument toutes les campagnes orchestrées par ses commanditaires à travers le monde dirigées contre les Etats ou les gouvernements qu'ils se destinaient d'affaiblir ou déstabiliser en mobilisant leur population sur des thèmes choisis par eux.

La liste qui figure dans le portail Wikipedia est suffisamment éloquente pour comprendre la nature de cette ONG et qui tirent les ficelles, les mêmes que pour la totalité des grandes ONG. Comment pourrait-il en être autrement quand on pense à son développement fulgurant impensable sans au départ la mobilisation de moyens financiers et logistiques considérables, ainsi que le soutien d'un réseau au sein des médias.

Ses objectifs tels qu'elle les définie elle-même confirment ce qui vient d'être dit :

- L'organisation se donne pour mission (...) d'encourager les citoyens à utiliser toutes sortes de moyens de communication afin de faire entendre leurs opinions aux preneurs de décisions (gouvernements, mais aussi entreprises, organisations extra-gouvernementales…) et de les inciter à agir lorsqu'ils estiment qu'une prise de décision est nécessaire et urgente. Avaaz promeut ainsi une mobilisation citoyenne massive au moyen d'internet, également appelée cyberactivisme, qui repose sur l'idée qu'une grande masse d'efforts individuels peut se combiner pour produire une puissante force collective. fr.wikipedia.org

En conclusion, il s'agit de manipuler ou mobiliser les masses pour qu'elles fassent pression sur leurs dirigeants ou gouvernements, afin qu'ils adoptent la politique ou les mesures décidées par l'oligarchie financière. Ce genre d'actions sont d'autant plus nuisibles, qu'elles servent à rameuter les masses en direction de dirigeants qu'elles ont rejetés ou qu'elles exècrent par ailleurs. Finalement, cette ONG est (comme les autres) le complément naturel de la Bourse, du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OTAN.

Pour enfoncer le clou dans le cercueil de cette ONG pourrie :

- Changer le monde grâce à Avaaz : un artifice de communication - mondequibouge.be 20.11.2012

Un article du Monde reprend le programme d'Avaaz pour la Syrie : « *Reconnaître le Conseil national syrien (la principale plate-forme d'opposition), comme le représentant légitime du peuple syrien* », ce qui impliquerait la rupture des derniers liens diplomatiques avec Damas ; « *durcir les sanctions » contre le régime, au risque de pénaliser aussi la population et « instaurer une zone de sécurité pour les civils* », ce qui supposerait, même si Avaaz ne le mentionne pas, une forme d'intervention militaire étrangère en Syrie. mondequibouge.be 20.11.2012

- Savez-vous qui est Avaaz ? - sylviesimonrevelations.com 14.08.2013

En novembre 2012, un article de Dominique Guillet (association Kokopelli) fait le point sur les actions d'Avaaz et l'utilisation des dons versés à l'association. Celle-ci appuierait des interventions militaires, notamment dans les conflits libyen et syrien de 2012, et se mêlerait des affaires internes de la Somalie, du Soudan et de l'Iran. Sont aussi soulignés les salaires et dépenses de ses dirigeants ainsi que des liens avec diverses organisations et fondations contestées quant à leurs actions.

Lisez l'article paru dans Le Grand soir du 1er décembre 2012, vous serez édifiés, ou bien les questions posées dans LiberTerre (un écran de fumée occultant les bombes libératrices à uranium appauvri) :

"Est-ce donc une coïncidence si l'organisation dénommée Avaaz a soutenu les interventions militaires en Libye (19 / 20 / 21) et en Syrie (25 / 26 / 27 / 28)? Est-ce donc une coïncidence si Avaaz se mêle des affaires internes de la Somalie (2 / 3 / 4)? Est-ce donc une coïncidence si Avaaz se mêle des affaires internes du Soudan (5) en accusant, par ailleurs, le très diabolisé Iran de livrer des armes (7 / 8)? Est-ce donc une coïncidence si Avaaz se mêle des affaires internes de l'Iran (9 / 10)?

"*Qui sont donc ces "activistes Avaaz" impliqués très concrètement, en 2012, dans des opérations de déstabilisation de la Syrie (11)?*"

"*L'organisation Avaaz n'est-elle pas tout simplement une tête de pont de la CIA, un gigantesque écran de fumée occultant les bombes libératrices à uranium appauvri de l'Impérialisme Occidental ?* ", demande Dominique Guillet... sylviesimonrevelations.com 14.08.2013

Articles en anglais.

11- http://un-truth.com/syria/whowhat-is-ahvaaz-contd
19- http://www.avaaz.org/en/libya_no_fly_zone_3/
20- http://www.theguardian.com/commentisfree/2011/mar/10/internet-activists-libya-no-fly-zone
21- http://www.avaaz.org/en/libya_stop_the_crackdown/
25- http://www.avaaz.org/en/syria_end_the_terror/
26- https://secure.avaaz.org/en/syria_stand_with_the_protesters/
27- http://www.avaaz.org/en/syria_will_the_world_look_away_c/
28- http://www.avaaz.org/en/us_and_india_stop_syrias_merchants_of_death/

AVAAZ une organisation mafieuse ? La preuve.

S'agissant d'une affaire récente dans un tout autre domaine, on ne voulait pas vous en priver.

AVAAZ est une caricature de ce qui se fait en terme d'ONG. Que voulez, Obama rivalise avec Goebbles ou Hitler et les surpasse même dans l'imposture, l'armée ukrainienne composée de fascistes parade sans qu'aucun dirigeant occidental ne s'en émeuve, la Fed et ses oligarques fabriquent à gogo des milliers de milliards de dollars qu'ils se répartissent ensuite sans que personne ne puisse ne les arrêter, les sionistes massacrent un peuple en toute impunité, une coalition de 30 pays emmenée par les Américains s'apprête à bombrader un pays qui ne leur a pas déclaré la guerre, la Syrie, etc. franchement, pourquoi ne pas les imiter, tout est permis, il faudrait être naïf pour ne pas le comprendre, pire encore, pour ne pas en tenir compte, ce qui est malheureusement le cas de nos dirigeants littéralement tétanisés par l'évolution de la situation mondiale qu'ils n'avaient pas vu venir.

- Nouvelle spéciale de Kokopelli : Avaaz, bas les masques ! - kokopelli-semences.fr 16.07.2014

Attention : Kokopelli dénonce la campagne frauduleuse d'AVAAZ concernant une prétendue "*bourse aux graines*" mondiale.

L'organisation américaine AVAAZ a lancé il y a quelques jours une nouvelle campagne de levée de fonds, intitulée « La meilleure manière d'arrêter Monsanto », et diffusée largement sur Internet et par mail, visant supposément à créer le « tout premier eBay pour semences à but non lucratif ».

L'association KOKOPELLI n'est absolument pas à l'origine de cette campagne et ne connaît aucune organisation française ou européenne qui y participerait.

De plus, le courriel faisant la promotion de cette campagne prétend que « *une coalition de 20 groupes et personnalités de l'agriculture durable tels que le Center for Food Safety et l'activiste Vandana Shiva sont prêts à lancer le projet.* » Nous ne connaissons pas ces groupes, qui ne sont pas nommés, mais nous avons contacté Vandana Shiva à ce sujet et elle nous a répondu ceci : "*I am not involved in this initiative, have never been contacted or consulted about it*." (je ne suis pas engagée

dans cette initiative, et n'ai jamais été contactée ou consultée à son sujet) !!! Elle a également manifesté son indignation face à la récupération de ses nom et notoriété sur son blog SeedFreedom.

Si, sur ce blog, l'organisation américaine Center for Food Safety endosse ces manœuvres grotesques et parle « *d'erreur* » et de « *malentendu* », nous n'y croyons pas du tout. De quel type d'erreur peut-il s'agir lorsqu'il est question de lancer une campagne mondiale, dans 17 langues, pour récolter plusieurs centaines de milliers de dollars, voire des millions – car les sommes globales récoltées sont soigneusement occultées, mais ce sont déjà plus de 55.000 personnes qui ont donné - ?

Nous remarquons, de plus, que le texte de présentation de la campagne est très mal rédigé ; que ses termes sont particulièrement évasifs ; qu'il n'existe aucun site Internet relatif au projet évoqué ; que les "*fermiers*" et "*organisations*" partenaires ne sont pas nommés ; que les éventuels fournisseurs et bénéficiaires des semences ne sont pas identifiés ; que les actions projetées ne tiennent aucun compte des contraintes réglementaires qui nous obèrent depuis 60 ans, etc.

Tout cela n'est pas sérieux, et il semble donc que cette campagne soit une nouvelle imposture de l'organisation AVAAZ - dont nous-même, et d'autres, avons déjà dénoncé le caractère plus que douteux par le passé - destinée seulement à récolter des fonds auprès d'internautes généreux mais bien trop crédules.

Nous demandons donc le retrait immédiat de cette campagne - ou bien le détail exact et complet du projet évoqué dans celle-ci, s'il existe - et la transparence la plus totale sur l'utilisation des sommes récoltées, ou leur restitution aux donateurs trompés !

Nous vous recommandons donc la plus grande prudence vis-à-vis de cette campagne, et, de manière générale, vis-à-vis de l'organisation AVAAZ, et vous invitons à faire circuler ce message au plus grand nombre de destinataires possible. kokopelli-semences.fr 16.07.2014

4- Ils veulent instaurer un climat de terreur pour justifier un ordre policier à l'échelle du monde.

- Menace terroriste sur la Commission européenne à Bruxelles - LeFigaro.fr

Le siège de la Commission européenne, au cœur de Bruxelles, figure parmi les cibles possibles de djihadistes.

Le siège imposant de la Commission européenne, au cœur de Bruxelles, figure parmi les cibles possibles de djihadistes et la police belge a arrêté un homme et une femme d'origine turque, suspectés d'avoir planifié des attentats, d'après la télévision néerlandaise NOS.

«*L'attentat devait ressembler à l'attaque du Musée juif de Belgique, à Bruxelles (qui fit quatre morts en mai, ndlr), avec pour objectif de tuer un maximum de personnes*», a indiqué la chaîne publique, citant des sources anonymes. De son côté, le quotidien belge L'Écho assure que la police a prévenu plusieurs attentats de djihadistes rentrés en Europe avoir combattu en Syrie, vraisemblablement dans les rangs de l'État islamique. LeFigaro.fr 21.09

Ils n'en savent rien, ils brodent, ils extrapolent, ils inventent la suite d'une histoire qu'ils ont créée de toutes pièces, le délire quoi !

Une "*télévision néerlandaise*", des "*sources anonymes*", un "*quotidien belge*", crédible ? Qui peut les croire ?

5- Ils diabolisent la Russie et Poutine pour mieux cacher leurs véritables intentions.

Leur objectif est de réaliser en Russie ce que l'OTAN est parvenue à imposer en Ukraine : placer un oligarque acquis à leur cause à la tête de l'Etat afin d'appliquer la même politique néolibérale qu'aux Etats-Unis et dans l'UE, franchir une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial, ensuite il ne restera plus que la Chine comme obstacle majeur à abattre.

Pourquoi se focaliser sur la Russie et la Chine ? Par spécialement parce que ce seraient des concurrents, plutôt parce qu'ils commercent et soutiennent tout un tas de pays qui résistent à l'emprise de l'internationale oligarchique. En les conquérant à leur stratégie de nouvel ordre mondial, ils deviennent définitivement les maîtres du monde. Quand on observe ce qu'ils se permettent sans avoir atteint cet objectif, imaginez un instant ce dont ils seront capables ensuite.

En fait, non, n'imaginez rien du tout c'est cauchemardesque, je ne suis pas sûr que vous le supporterez, c'est à se foutre une balle dans la tête quand on y pense. On se refuse à croire que l'humanité ou la civilisation humaine pourrait disparaître, c'est un tort. Tout comme on a tort de croire que le socialisme ne pourrait pas vaincre, à la différence malheureusement qu'il sera plus facile de concevoir la réalisation du premier scénario plutôt que le second.

C'est le poid et l'étendue de l'idéologie dominante qui nous écrase, qui nous conduit à être pessimiste ou à douter du socialisme. Cela en fait marrer plus d'un quand on parle du socialisme, on est des farfelus pour eux, c'est nous qui n'avons rien compris, oui

vous nous prenez pour des débiles, de furieux dogmatiques, vous avez raison continuez de vous en détourner, vous ne vous rendez pas compte qu'en réalité votre attitude revient à donner raison à notre ennemi qui martèle que c'est foutu, qu'on est vaincu puisque n'émerge aucune alterntive au capitalisme, vous marchez inconsciemment dans sa combine en reprenant ses arguments, le socialisme a failli, il appartient au passé, oublions tout cela et vive le néant, cela tombe bien, c'est justement là qu'ils nous conduisent, vous ne tarderez plus à vous en apercevoir, trop tard peut-être, sans doute, je n'en sais rien.

Au passage, c'est là qu'on s'aperçoit à quel point cela ne sert à rien de vouloir à tout prix avoir raison, vaut mieux faire la part des choses et aller à l'essentiel, l'essentiel aujourd'hui c'est de se rassembler, construire le parti et défendre le socialisme. Périr de cela ou d'autre chose, vous avouerez qu'on ne peut pas imaginer une fin plus glorieuse, finir sa vie avec cette impression de vide qui vous étreint, vous étouffe, quelle horrible fin ! J'appellle tous les lecteurs à étudier le socialisme, à lire les oeuvres des marxistes, à diffuser leurs enseignements. Sous quel autre drapeau, avec quel autre programme voulez combattre, il n'en existe pas d'autres, pour vaincre notre ennemi j'entends, car c'est notre objectif.

- "*En deux jours, je peux être à Riga, Tallinn ou Vilnius…*" : Poutine, l'homme qui maniait la rumeur mieux que personne. - Atlantico.fr

Marches pacifistes en Russie contre la guerre en Ukraine - Reuters

Elles protestent également contre le rôle imputé au Kremlin dans la guerre qui secoue l'est du pays. "*Non à la guerre en Ukraine*", "*Stop aux mensonges de Poutine*". Les organisateurs de la marche ont demandé que les autorités russes cessent leur "*politique agressive et irresponsable*" en Ukraine. Reuters 21.09

Quant à l'OTAN, à l'impérialisme américain et l'Union européenne, ils ne sont pas dans le coup, ils oeuvrent pour la démocratie en Ukraine et le bien-être des Ukrainiens.

La preuve.

- Russie : l'opposant Khodorkovski lance un mouvement pro-européen "Open Russia" - Francetv info -

- Russie: Khodorkovski prêt à briguer la présidence - 20minutes.fr

6- Qui peut "***négocier***" avec des mercenaires sanguinaires d'une cruauté extraordinaire, sinon leurs complices ?

Qu'aucune rançon n'ait été versée était la moindre des choses après les services que la Turquie leur rend !

- Turquie: les otages d'EI libérés après "*négociations diplomatiques*" - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré dimanche que les 46 otages turcs enlevés par l'Etat islamique en juin et libérés samedi l'avaient été à la suite de "*négociations diplomatiques*" et qu'aucune rançon n'avait été versée.

"*Il n'a pas été question d'argent du tout, il y a seulement eu des négociations diplomatiques et politiques. Et c'est une victoire de la diplomatie*", a-t-il déclaré aux journalistes à l'aéroport, avant de partir pour New York pour y assister à l'assemblée générale de l'ONU.

La Turquie, membre de l'Otan et l'un des principaux alliés de Washington dans la région, a refusé jusqu'à présent de participer aux combats contre les jihadistes de l'EI, ou même d'autoriser l'usage de ses bases aériennes pour des frappes contre l'EI, donnant notamment pour raison l'inquiétude quant au sort de ses ressortissants retenus en otage.

M. Erdogan a indiqué dimanche que la Turquie pourrait changer d'avis au moins partiellement maintenant qu'ils ont été libérés.

"*Nous aurions pu dire oui lorsqu'on nous a demandé d'entrer dans la coalition (internationale contre l'EI), mais nous ne pouvions pas le faire à l'époque. Nous leur avons dit que nous ne pouvions rien faire tant que le sort des otages n'était pas réglé*", a-t-il déclaré.

"*Nous avons dit que nous ne pouvons pas jouer de rôle dans la coalition, mais nous pouvons arriver à une feuille de route après des négociations intensives avec les membres de la coalition*", a-t-il ajouté. AFP 21.09

Tartufferies, Ergogan prend la population et les Turcs en premier pour des abrutis. Cette affaire sert de caution à Erdogan, un plan migoté avec les Américains.

Haut de page

Le 23 septembre 2014

CAUSERIE

Comme TV5Monde Asie n'est plus disponible en Inde, mon emploi du temps s'en trouve modifié, j'en profite à nouveau pour travailler un peu le soir, d'autant plus que je suis seul à part le dimanche, car Selvi rentre chez son frère en attendant que mon histoire avec mon épouse prenne fin.

C'est la guerre, on n'entend plus parler que de cela, n'est-ce pas ? Ici par vraiment.

Bac +0 ou quand il fallait surtout être gauchiste ou social-démocrate pour rejoindre l'OCI.

- Cambadélis se dit visé par un "*complot*" et menace de porter plainte - nouvelobs.com

"*Il (Laurent Mauduit - ndlr) estime qu'ayant été un des leaders de l'extrême gauche (OCI - ndlr) dans les années 80, je n'aurais pas dû aller au Parti socialiste qui est un parti de droite*", a résumé Jean-Christophe Cambadélis. nouvelobs.com 22.09

Ce n'est pas ce que pense Laurent Mauduit (Mediapart), mais si maintenant Cambadélis nous tend la perche on aurait tort de ne pas la saisir, effectivement le PS est un parti de droite et il l'était déjà en 1985 ou 71 ans plus tôt. Vous allez voir que ce que nos dirigeants ne veulent pas admettre parce qu'ils se sont corrompus avec lui, ce sont les dirigeants du PS eux-mêmes qui vont finir par lâcher le morceau. On compte sur vous "*camarade* Cambadélis, vous êtes excellent quand vous voulez.

ACTUALITE EN TITRES

Camelote. La piquouse de rappel !

- Chrysler rappelle 230.760 modèles pour un problème d'injection - Reuters

Les enchaînés déchaînés. Hystérie malsaine

- Apple: 10 millions d'iPhone 6 écoulés en trois jours, un record - AFP

Résistance passive.

- Air France: à J+8, le conflit se radicalise - AFP

- Air France : cinq syndicats demandent le retrait de Transavia Europe - Liberation.fr

- "*Si on n'arrive pas à convaincre, nous retirerons ce projet*", concède le patron d'Air France - Francetv info

- Seita: nouvelle manifestation de salariés à Paris pour leurs emplois - AFP

- Amazon: les salariés de quatre sites allemands de nouveau en grève - AFP

- Chili: grève dans la plus grande mine de cuivre au monde - AFP

Un petit coup de pouce... pour frapper un grand coup ?

- Valls juge "*essentiel que l'euro reste au niveau d'aujourd'hui*" - LePoint.fr

- Valls à Berlin : "*Je veux dire aux Allemands : les réformes, nous allons les faire*" - Atlantico.fr

- Merkel juge «*impressionnant*» le programme de réformes de Valls - Liberation.fr

La chancelière allemande Angela Merkel a qualifié lundi d'«*impressionnant*» le programme de réformes du Premier ministre français, Manuel Valls, qui a pour sa part promis que le pays allait les mener à bien.

«*Je veux dire aux Allemands, les réformes nous allons les faire*», a martelé Valls en visite à Berlin. Liberation.fr 22.09

Qu'il soit aussi malintentionné à notre égard nous n'en doutons pas, c'est bien pour cela que Hollande l'a choisi comme Premier ministre, mais il y a loin de la coupe aux lèvres...

Ils savent de quoi ils parlent, eux qui transpirent le mépris.

- Intervention de Sarkozy : le PS fustige une « *fausse modestie qui cache mal l'arrogance* » - LeMonde.fr

Psychose collective.

- Selon l'Unicef, près de la moitié des ados français sont en état de "*souffrance psychologique*" - LeMonde.fr

Voilà ce qui ne devrait pas les arranger.

- Terrorisme : la France mobilisée - LeFigaro.fr

- Face à l'EI, la France "*n'a pas peur*" mais appelle à la prudence - AFP

Après de nouvelles menaces djihadistes, la surveillance des bâtiments sensibles a été renforcée. AFP 22.09

"***La réforme oui, la chienlit, non***" !

- Bruno Le Maire compte battre Nicolas Sarkozy pour la présidence de l'UMP - Francetv info

- Ecoutes de Sarkozy : "*Libération*" publie un rapport qui incrimine l'ancien chef d'Etat - Francetv info

- Juppé promet "*un conflit dur*" si Sarkozy abandonne les primaires - AFP

- Dati: le retour de Sarkozy "*s'impose*", Péchenard mauvais choix - AFP

- Mariage homo : Nicolas Sarkozy réussit à se mettre à dos les pro et les anti - Le Nouvel Observateur

Les révélateurs

Hollande non plus !

- Retour de Sarkozy: "*Il n'a pas changé*", juge Vallaud-Belkacem - AFP

Lequel ?

- Valls répond à Sarkozy: "*jamais je ne dirai que j'ai honte de mon pays*" - AFP

Intox et manipulation

Au Delaware ?

- Les Etats-Unis en guerre contre l'exil fiscal - Liberation.fr

Les monarques de Doha et Riad n'ont qu'à bien se tenir.

- France et USA vont proposer des sanctions contre les djihadistes - Reuters

Et les banquiers de la Fed ?

- Arab Bank reconnue coupable de financer le terrorisme aux Etats-Unis - AFP

La Chine est faible, à notre portée.

- L'homme qui fait trembler le pouvoir chinois à Hong Kong est un ado de 17 ans et s'appelle Joshua Wong - Slate.fr

Opération déstabilisation. Ils passent au plat de résistance.

- Mikhaïl Khodorkovski : « *Plus Poutine restera au pouvoir, et plus la crise s'aggravera en Russie* » - LeMonde.fr

- Deux morts dans une série d'explosions au Xinjiang - Reuters

En finir au plus vite avec Assad.

- Syrie: le chef de l'opposition demande des frappes aériennes "*immédiates*" contre l'EI - AFP

- Tony Blair préconise l'envoi de troupes pour combattre l'EI - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

A exproprier en priorité.

- Les étrangers détiennent 46,7% des sociétés françaises du CAC 40 - Reuters

Les investisseurs étrangers détenaient 499,2 milliards d'euros d'actions des 36 entreprises françaises du CAC 40 à la fin 2013, soit 46,7% de leur capitalisation boursière totale, selon des données publiées lundi par la Banque de France.

S'agissant des sociétés françaises du CAC 40, dix-neuf étaient détenues à plus de 50% par des non-résidents, contre 16 en 2012, dont quatre à plus de 60%. Reuters 22.09

Qu'est-ce qui peut justifier qu'une minorité de parasites détenant le pouvoir piétinnent nos droits ?.

- Les Français veulent partir à la retraite avant 62 ans - LePoint.fr

Selon une enquête, moins d'un quart des sondés imaginent encore qu'il leur sera possible de cesser leur activité entre 60 et 62 ans.

Les Français souhaitent en majorité partir avant 62 ans à la retraite même s'ils ont conscience qu'ils devront travailler au-delà, c'est ce que montre une étude de l'institut ICMA Group pour le groupe de ressources humaines Randstad publiée lundi.

Selon les résultats de cette enquête, 54 % des personnes interrogées souhaitent partir entre 60 et 62 ans et une large majorité (84,2 %) ne veut pas travailler au-delà de 62 ans. Toutefois, moins d'un quart d'entre elles (23,4 %) pensent qu'elles pourront effectivement prendre leur retraite entre 60 et 62 ans. La plupart (71,7 %) estiment qu'elles devront travailler après 62 ans. Près d'un tiers des Français (29,5 %) jugent même qu'ils devront poursuivre leur activité au-delà de 65 ans. LePoint.fr 22.09

C'est comme pour toute chose dans la vie, il faut savoir dire stop ! Encore faut-il, pour que cela se traduise dans la réalité, qu'on prenne en mains notre propre sort, or ce n'est pas le cas de l'immense majorité des travailleurs qui ne sont pas organisés. Dès lors, il ne leur reste plus qu'à subir le sort qu'on leur a réservé.

Maintenant s'ils réagissent de la sorte, c'est peut-être parce qu'ils considèrent qu'il n'existe pas vraiment de syndicats et de partis ouvriers dignent de ce nom ou plutôt, parce que ceux qui existent donnent une image épouvantable du mouvement ouvrier, du coup ils n'ont pas envie de s'y engager et on les comprend.

On a tendance à croire un peu trop rapidement, parce que c'est bien utile, que la majorité des travailleurs seraient de droite ou se seraient embourgeoisés (cela habituellement on préfère le penser sans le dire parce qu'on se sent directement concerné !) qu'ils n'auraient pas de conscience politique ou si peu, qu'ils se laisseraient vivre ou s'adapteraient aux conditions qui leur sont imposées comme des moutons, et l'idée qu'ils se font du mouvement ouvrier serait fondée, etc. cela justifie qu'on ne

s'adresse pas à eux, puisque a priori il n'y aurait rien à en tirer, sans l'avouer ouvertement bien entendu.

Il est vrai que si on ne fait rien pour les mettre en confiance, si on se réfugie dans le déni permanent au lieu de leur donner raison quand ils soulèvent justement une question, ils seront portés à nous asssimiler à ceux en qui ils n'ont pas confiance et ils auront raison, on ne mérite pas leur confiance et ils n'ont aucune raison de rejoindre notre combat.

Quand un verre est à moitié plein, il faut expliquer ce que contient l'autre moitié au lieu de laisser imaginer n'importe quoi. Et quand on n'est pas capable de se hisser au niveau de cette pédagogie qui ne nécessite pas un bac + 7, on manque à notre devoir le plus élémentaire envers notre classe qu'on laisse totalement désarmée face à son ennemi.

Les travailleurs savent ce qu'ils ne veulent pas ou plus, mais ils ne savent pas ce qu'ils veulent dans la mesure où ils ne savent pas comment l'obtenir. Ils se posent des questions sur leur condition, maladroitement le plus souvent, et nous au lieu de les aider à les poser correctement, on préfère les ignorer parce qu'ils ne les posent pas exactement de la même manière que nous.

On leur sert un discours formaté destiné à des travailleurs qui seraient naturellement portés à le saisir ou ayant acquis un certain niveau de conscience politique, autrement dit, en amont ils auraient déjà résolu un certain nombre de questions politiques ou posséderaient certaines connaissance, alors que ce n'est absolument pas le cas. On refuse d'en tenir compte parce que cela nous obligerait à aborder la situation sur un autre angle que politique. En fait, en agissant de la sorte on occulte certains facteurs qui font partie de la situation ou la manière dont ils l'abordent, aussi nous nous privons des moyens de les aider à les relier entre eux, ce que manifestement ils sont incapables de faire par eux-mêmes.

Mon propos n'est pas de dire que les discours théoriques ou politiques seraient inutiles ou qu'il faudrait les diluer à l'infini au point de les rendre méconnaissables ou de leur faire perdre leur substance essentielle, mais au préalable ou parallèlemnt il faut déblayer le terrain pour ainsi dire, il faut leur fournir une grille de lecture pour qu'ils puissent en faire bon usage ou en tirer profit.

On voit bien que la plupart du temps l'auteur d'un article a rédigé son papier pour se faire plaisir ou tout du moins, sans tenir compte de l'effet qu'il produira sur ses lecteurs, sans se soucier de son niveau intellectuel pour faire bref, sans se demander s'il atteindra bien l'objectif qu'il s'est fixé, tout dépendra de ses intentions vous me direz. Ce sont des questions que je me pose ou dont je tiens compte en écrivant, sinon à quoi bon, ce serait perdre mon temps.

La question qui est posée en filigrane dans cet article et que nous mettons au premier plan concentre la situation politique actuelle et ses contradictions. Une fois de plus c'est la question du pouvoir politique qui est posée : Qui décide quoi et pour qui ? La question de l'Etat, des institutions, de la représentation des travailleurs, de ses partis et syndicats. De là découle une multitude de questions.

- Pourquoi ne tient-on pas compte de mes aspirations ?
- Ne sont-elles pas légitimes ?
- Pourquoi décide-t-on à ma place ?
- D'où provient la légitimité de ceux qui décident pour moi ?
- Qu'est-ce qu'il faudrait que je fasse pour qu'on prenne en compte mes aspirations ?
- Combien sommes-nous dans ce cas-là ?
- Suis-je le seul à me poser ces questions ?
- Etc. etc. etc.

Franchement, vous ne pensez pas que c'est le genre de discussion qu'on devrait avoir avec chaque travailleur, notamment avant ou au cours de chaque mobilisation ? Ne pensez-vous que les réponses apportées à ces questions pourraient avoir pour effet de renforcer leur détermination, leur confiance en eux, de les rapprocher du socialisme ?

Ces questions on a eu l'occasion de les poser des centaines de milliers de fois depuis 30, 50, 70 ans à partir de n'importe quelle revendication sociale, sauf qu'on a préféré ne pas sortir du plan strictement social jusqu'à s'y enfermer totalement et tomber dans le réformisme ou plutôt y rester, le mot d'ordre gauchiste ou la théorie foireuse de "*l'imminence de la révolution*" n'ayant servi qu'à le masquer, à camoufler notre adaptation au régime ou notre abandon du socialisme, au point d'être devenus incapables de le défendre de nos jours.

Le syndicalisme est devenu une fin en soi totalement déconnecté de toute perspective politique. Ce que Lénine appelait le trade-unionisme. Qu'est-ce qui illustre le mieux la dérive révisionniste ou droitière de l'avant-garde de la classe ouvrière depuis 70 ans ?

Sous des prétextes fallacieux, alors que le combat pour l'émancipation du capital est commun au combat syndical et politique, au lieu de renouer avec cette tradition qui avait fini par s'imposer au sein du mouvement ouvrier à la fin du XIXe siècle lorsque le mouvement ouvrier était largement influencé par le marxisme et l'expérience de la Commune, on a préféré se situer sur le terrain plus confortable de l'éclectisme défini lors du Congrès d'Amiens de la CGT en 1906, pour un demi-siècle plus tard brader l'indépendance syndicale en lui donnant un contenu soi-disant apolitique, ce qui revenait en réalité à se soumettre à

l'ordre établi ou abandonner toute perspective d'en finir avec le capitalisme.

Et lorsqu'on nous explique qu'il n'était pas possible de faire autrement, cela revient à dire qu'il n'est pas possible de vaincre le capitalisme, car aujourd'hui encore on nous refuse d'adopter cette stratégie. En réalité les staliniens et les sociaux-démocrates dégénérés donnèrent le ton et on n'a fait que leur emboîter le pas. Tous les partis ouvriers sont devenus des appendices ou des auxiliaires des syndicats.

Et quand vous observez attentivement comment se présentent leurs journaux, vous vous apercevez au premier coup d'oeil qu'ils ont établi une frontière étanche entre l'acivité politique et sociale dont ils rendent compte ; on peut faire le même constat à propos de leurs comptes rendus de meetings ou de réunions publiques. Et qu'est-ce qui y domine, qu''est-ce qui constitue la trame de leur intervention dans la lutte des classes, des discussions qu'ils ont avec des travailleurs ou des militants ?
Pratiquement exclusivement des questions sociales, la politique est évacuée par la petite porte ou passe systématiquement à la trappe, au mieux elle est évoquée en bas de page ou à la fin d'un discours en passant, histoire qu'on ne les accuse pas de la négliger, mais personne n'est dupe, y compris ceux qui s'en contentent.

On vient de voir comment à partir d'une question sociale, un titre de presse, un vulgaire sondage, un extrait très court d'un article publié par un média aux ordres, qu'on pouvait facilement en venir au terrain politique, à poser les questions déterminantes qui concernent tous les travailleurs, dès lors qu'on en avait la volonté, le courage, qu'on était animé par l'intention d'élever le niveau de la réflexion ou de la discussion avec les militants et les travailleurs au delà du carcan que le régime veut nous imposer ou dans lequel il veut nous enfermer, dès lors qu'on n'avait pas rompu avec l'objectif du combat du mouvement ouvrier, avec le socialisme.

Je suis fatigué d'écrire, il est 11h30 et je bosse depuis 7h du matin, ici il fait très chaud et c'est très humide après les pluies de mousson des derniers jours. J'ai envie de dire crûment que cela me fait chier d'être l'auteur de ces lignes, vraiment très chier de me mettre en scène une fois de plus, car je ne voudrais pas qu'on pense que je donnerais une leçon de socialisme à quiconque, je ne suis pas un intellectuel et c'est le seul moyen que j'ai trouvé pour m'exprimer, j'ai simplement voulu rappeler ce que voulait dire être socialiste.

La politique dit-on est le concentré de l'économie, ce qui signifie que s'en tenir à l'économie ou aux questions sociales revient à diluer à l'infini notre combat, de telle sorte qu'à l'arrivée il n'existe plus de fil conducteur entre elles et la question du pouvoir disparaît sans même qu'on s'en aperçoive, ce qui est un comble. Et comme c'est ce fil conducteur qui est censé donné une direction à notre combat ou le guider dans la bonne direction, forcément quand il est rompu il ne faut pas s'étonner qu'ensuite notre combat (ou celui du mouvement ouvrier) apparaisse sans orientation ou qu'aucune issue politique en émerge.

Stratégie du nouvel ordre mondial néolibéral. La Banque mondiale prend le relais d'Avaaz.

- Climat: 73 pays et 1.000 entreprises veulent faire payer la pollution au C02 - AFP

- Vers une coalition de pays et d'entreprises pour faire payer la pollution au CO2 ? - LeMonde.fr

Plus de 1.000 entreprises et 73 pays se dont déclarés favorables à un système permettant de faire payer la pollution au CO2 via une taxe carbone ou un système de quotas échangeables, indique la Banque mondiale (BM) lundi.

Cette coalition, qui pèse pour plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, compte notamment la Chine, l'Union européenne et la Russie, et regroupe de grands noms de l'industrie et des services (BP, Statoil, Pfizer, ArcelorMittal, Allianz...), selon le communiqué de la BM.

Certaines réserves n'ont toutefois pas pu être surmontées. Les Etats-Unis --plus gros consommateurs de pétrole au monde-- ne figurent ainsi pas sur cette liste dont sont également absentes de grandes entreprises pétrolières (Exxonmobil, ConocoPhillips, Chevron, Total...).

Désigné par l'administration Obama, M. Kim s'est félicité que certains Etats américains (Californie, Washington...) soient signataires et a assuré que le président américain était personnellement "*très favorable*" à la démarche dévoilée lundi.

Interrogé sur la réticence américaine à s'y associer pleinement, M. Kim a toutefois répondu: "*C'est une bonne question mais vous devriez leur poser directement*".

Interrogé par l'AFP, le Trésor américain n'avait pas réagi dans l'immédiat. AFP 22.09

A retenir : La Chine et la Russie (les Brics en somme) seraient visées principalement par cette taxe, pas les Etats-Unis. La présence de BP et de l'Union européenne sur cette liste servait juste de caution à cette opération impulsée par l'impérialisme américain, la preuve : Totale qui fait partie de l'UE n'y figure pas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Irak: les avions US bombardent le Hezbollah - french.irib.ir

Les brigades du Hezbollah d'Irak déchirent le voile sur la vrai nature de la mission des avions de combat et des drones US en Irak : " l'aviation américaine bombardent, en lieu et place des positions de Daech, celles appartenant à l'armée nationale irakienne et aux forces volontaires dont le Hezbollah".

C'est le site Al Massala qui rapporte cette information : " *les chasseurs et les drones us ont pris d'assaut les positions des forces irakiennes et des forces volontaires dans le nord de Babylone. ces raids témoignent de la vraie intention des Etats Unis dans la prétendue guerre qu'ils disent avoir déclenchée contre le terrorisme de Daech*", affirme une source proche du Hezbollah qui appelle les Irakiens et tous les peuples de la région à être vigilants vis-à-vis des politiques à double standard et extrêmement ambiguës des Américains, politiques à géométrie variable surtout dans le dossier de lutte contre le terrorisme.

" *Les objectifs recherchés par les Etats Unis et leurs alliés arabes sont parfaitement clairs . ils veulent une emprise totale sur tous les Etats souverains de la région, leur démembrement, l'affaiblissement de leur armée. En Irak, ils cherchent surtout la disparition de l'armée nationale et de tous les corps mobilisés de volontaires comme le Hezbollah, Saraya al Islam, et les forces populaires. Si les Etats Unis avaient été sincères dans leur prétention de lutte contre Daech, ils n'aurait jamais bombardé la localité de Al Awissat dans le nord de Babylone. Cette localité a été frappé mercredi dernier alors que les chasseurs américains ont laissé intacts les positions de Daech à Jaraf al Sakhar, à Fallouja et dans d'autres localités. ces localités avaient d'ailleurs été identifiées par nos forces pour la seconde fois en l'espace d'un mois, les Etats Unis ont frappé à coup de missiles intelligents les positions conjointes des forces armées et du Hezbollah et des forces volontaires. Ce n'est pas par inadvertance car les équipements utilisés par les USQ sont extrêmement complexe et ne laissent aucune place à l'erreur. La réalité est que l'axe de la Résistance est la seule partie qui s'oppose effectivement au complot terroriste et qui est capable de sauver l'espace géographique et géostratégique de la région*". french.irib.ir 22.09

SOCIAL

1- Italie

Italie : Renzi se bat contre sa gauche - Lepoint.fr

Le chef du gouvernement italien Matteo Renzi le dit et le redit, il veut réformer l'Italie, mais sa volonté de ressusciter la troisième économie de la zone euro se heurte à l'hostilité des syndicats et de la gauche de son parti. L'énergique président du Conseil, âgé de 39 ans, est sous pression des milieux d'affaires et de ses partenaires européens pour concrétiser ses promesses de réformes économiques, en particulier en ce qui concerne le marché du travail.

Dans un pays où le taux de chômage des jeunes atteint 42 %, Matteo Renzi a promis de lancer le "*jobs act*", une loi censée favoriser l'emploi, mais que les syndicats et une partie de la gauche du Parti démocrate (PD, au pouvoir) considèrent comme antisociale. Ils accusent notamment le chef du gouvernement italien de vouloir remettre en cause l'article 18 du Code du travail, qui protège les salariés en contrat à durée indéterminée contre tout licenciement abusif. L'article 18, véritable tabou social en Italie, limite le licenciement en le rendant très coûteux ou en obligeant l'entreprise à réintégrer le salarié si les tribunaux le jugent injustifié.

"*Thatcherite*"

Vendredi, Susanna Camusso, à la tête du plus grand syndicat italien, la CGIL, a accusé Matteo Renzi d'être atteint de "thatcherite" pour vouloir ainsi remettre en cause un droit fondamental des salariés. La CGIL et d'autres syndicats ont promis d'engager le combat après "*cinq années de coupes sombres et de salaires bloqués*" en appelant à la mobilisation prochaine de leurs troupes dans les rues de Rome. Piqué au vif, Matteo Renzi, qui est aussi le secrétaire général du Parti démocrate, leur a sèchement répondu via une vidéo postée sur YouTube, canal de communication qu'il affectionne. "*Nous ne sommes pas préoccupés par Margaret Thatcher mais par Marta qui, à 28 ans, ne peut pas bénéficier d'un congé maternité*", a-t-il

rétorqué, critiquant la division entre "*citoyens de première et de seconde classe*".

"*Où étiez-vous pendant toutes ces années quand la plus grande injustice en Italie se développait, l'injustice entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui ont contrat permanent et ceux qui n'ont que des emplois précaires*", a-t-il lancé. Les critiques fusent aussi au sein même de son parti, à commencer par celles de l'ancien secrétaire général du PD, Pier Luigi Bersani, qui a juré de défendre l'article 18. Le chef du gouvernement veut faire adopter l'essentiel de son "*jobs act*" devant le Sénat avant un sommet européen consacré à l'emploi prévu le 8 octobre à Milan, promettant de recourir à des mesures d'urgence en cas d'opposition.

Tensions inquiétantes

Matteo Renzi veut aller vite, particulièrement face à une situation économique qui ne cesse de se dégrader, au point qu'elle est de nouveau entrée en récession. Il peut compter pour cela sur l'appui dont il dispose toujours auprès des Italiens, si l'on en croit les sondages qui lui sont toujours très favorables. Certains experts estiment d'ailleurs qu'il pourrait bien sortir victorieux de cette bataille engagée à gauche, les syndicats italiens étant souvent accusés de ne défendre que les salariés les plus privilégiés. Moins de la moitié des Italiens ont un contrat à durée indéterminée, contre plus de 60 % en France et en Allemagne et plus de 70 % en Grande-Bretagne, et l'article 18 ne s'applique que dans les entreprises comptant plus de 15 salariés, peu représentatives des milliers de petites structures souvent familiales qui forment une grande partie du tissu industriel italien.

La défense de l'article 18 "*n'est pas nouvelle en Italie, mais le paysage a changé, et Renzi le sait, il s'efforce donc de passer au-dessus de la tête des syndicats en s'adressant directement aux citoyens*", juge ainsi Maurizio Del Conte, professeur de droit social auprès de l'université Bocconi de Milan, interrogé par l'AFP. Ces tensions inquiètent néanmoins au moment où l'Italie est sous observation pour sa capacité ou non à entreprendre des réformes, jugées indispensables pour la sortir du marasme économique, et empêcher son décrochage par rapport au reste de la zone euro. "*Ces démonstrations de force de gladiateurs rendent les choses plus difficiles*", a jugé ce week-end l'éditorialiste du journal La Repubblica Piero Ignazi. lepoint.fr 22.09

D'un côté on nous dit que cette "*réforme* ne concernerait qu'une minorité de travailleurs, et de l'autre on nous dit qu'elle est capitale pour "*sortir du marasme économique*".

Je n'en connais pas le contenu exact, mais comment peut-on concevoir un instant que cette "*réforme*" répondrait aux besoins des travailleurs en situation d'"*emplois précaires*", alors qu'elle s'inscrit dans le cadre des " *promesses de réformes économiques*, notamment du "*marché du travail*" que Renzo avait faites aux "*milieux d'affaires*" et à "*ses partenaires européens*".

S'attaquer au contrat de travail à durée indéterminée, à la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs pour introduire davantage de fléxibilité conformément aux voeux du patronat, telle est l'intention de Renzi mais qu'il peine à assumer, comme Valls en France.

Faire en sorte que les travailleurs soient réduits à une masse taillable et corvéable à merci face à un patron de droit divin, voilà leur réelle conception du droit du travail au XXIe siècle. De gauche cela va s'en dire.

Autre aspect, Renzi déclare la guerre au fond de commerce des syndicats et de la pseudo-gauche italienne, à l'aristocratie ouvrière qu'il ne peut pas épargner, car en effet il ne peut pas trier parmi les travailleurs qui disposent d'un CDI ceux qui en font partie et ceux qui sont plus mal lotis.

Dans un premier temps les dirigeants corrompus des syndicats et de la pseudo-gauche vont monter au créneau et radicaliser leurs discours pour faire bonne mesure, puis conformément à leur véritable nature ils vont capituler devant Renzi. Comment ? En refusant d'organiser la mobilisation générale de la classe, privilégiant les journées d'action sans lendemain, les lâchés de ballons qui diviseront la classe, le coup classique.

Ce scénario risquerait d'être remis en cause uniquement si des millions de travailleurs décidaient de descendre dans la rue. Apparemment, si on en croit l'hétérogénéité de l'emploi en Italie décrit dans cet article, il y a peu de chance que cela se produise sur cette contre-réforme, comme en Grèce par exemple, tout dépendrait aussi du contenu de l'appel à la mobilisation des syndicats et de la pseudo-gauche.

2- Chili

- Chili: grève dans la plus grande mine de cuivre au monde - AFP

Les salariés d'Escondida, la première mine de cuivre au monde, contrôlée par le géant anglo-australien BHP Billiton dans le nord du Chili, ont entamé une grève de 24 heures par réclamer de meilleures conditions de travail.

"*C'est une grève d'avertissement de 24 heures qui a été lancée et les opérations sont paralysées*", a déclaré à l'AFP Gustavo

Tapia, président de la Fédération des Mineurs du Chili, qui regroupe les syndicats d'Escondida.

Quelque 2.000 employés de la mine ne se sont pas présentés à leur travail pour protester contre la "*violation des accords conclus entre l'entreprise et le syndicat, portant notamment sur les heures de travail et la sécurité de l'emploi*", a ajouté Tapia.

Les travailleurs ont l'intention de déclencher un nouvel arrêt de travail d'avertissement mercredi et n'excluent pas d'autres mesures si la société ne répond pas à leurs revendications.

La mine, qui est située à Antofagasta (à 1.300 km au nord de Santiago du Chili), est la propriété de BHP Billiton (57,5%), du groupe anglo-australien Rio Tinto (30%) et des Japonais de JECO Corporation (10%) et JECO 2 ltd (2,5%).

Le Chili est le plus important producteur de cuivre de la planète, couvrant un tiers de l'offre mondiale. AFP 22.09

N'oublions pas que sans le mineur pratiquement rien de qui nous entoure ou que nous utilisons quotidiennement n'existerait.

Le mineur, c'est avec le paysan le damné de la terre par excellence, celui qui sait mieux que quiconque en quoi consiste les besoins de la population laborieuse qui devraient être satisfaits en priorité... Il devrait être le fer de lance du combat du prolétariat mondial pour le socialisme.

Haut de page

Le 24 septembre 2014

CAUSERIE

Collusion.

La collusion est totale entre d'une part l'armée privée de mercenaires barbares État islamique en Irak et en Syrie ou les milices néonazis en Ukraine, et d'autre part l'OTAN, le Pentagone, la CIA, l'impérialisme américain et l'Union européenne, dont la propagande est relayée en boucle par les médias et les ONG.

Faites circuler ces informations aux plus grands nombres, faites connaître notre portail et d'autres qui fournissent des données et des analyses qui démontent la propagande officielle.

Pour camoufler la destruction de l'Irak et de la Syrie, l'imposture franchit un degré supplémentaire pratiquement quotidiennement.

Sans rire : " *l'Occident passe à l'attaque contre l'État islamique au Moyen-Orient*". (AFP 22.09)

Contre qui ?

Tarkhan Batirashvili, sergent du renseignement militaire géorgien, est devenu l'un des principaux chefs de l'« *Émirat islamique* » sous le nom d'Abou Omar al-Shishani.

Abou Youssef, un chef modéré au sein de l'ASL il y a peu et devenu un chef extrémiste au sein de l'« *Émirat islamique* », le calife Ibrahim à la tête de l'« *Émirat islamique* » (source : Réseau Voltaire)

Traduction : L'Occident a fondé l'État islamique pour justifier le bombardement de la Syrie afin de parvenir à renverser Assad.

L'Occident entend faire porter à Assad la responsabilité du bombardement de la Syrie comme conséquence de son incapacité à mater les mercenaires de l'« *Émirat islamique* », de manière à ce que les Syriens s'en détournent et se reportent sur l'ASL que les occidentaux arment et entraînent en préparation de l'assaut final sur la capitale Damas et le régime auquel devraient participer l'ASL et EI encadrés par des instructeurs ou militaires occidentaux ou du Golfe formés aux Etats-Unis.

C'est le scénario que les généraux du Pentagone ont imaginé, reste à savoir s'il sera efficient sur le terrain. De l'extérieur on pourrait être porté à croire qu'il pourrait fonctionner, mais en réalité rien n'est moins sûr, car les Syriens qui sont les premiers concernés savent que l'ASL, le Front Al-Nosra et l'Etat Islamique ne font qu'un, pour avoir pu observer depuis trois ans que la plupart de leurs membres sont passés d'une organisaton à l'autre et qu'elles se livrent aux mêmes atrocités sur la population civile.

De quelle manière l'AFP présente les différents protagonistes à destination des médias et de la population occidentale qu'ils manipulent pour le compte d'Exxon, BP, Shell, Total, etc.

La rébellion syrienne qui combat à la fois le régime de Damas et les jihadistes de l'Etat islamique va se doter d'un nouveau commandement militaire afin de gérer plus efficacement l'aide promise par Washington, a annoncé l'opposition en exil.

Le Conseil militaire supérieur (CMS) de l'Armée syrienne libre (ASL), qui représente la rébellion dite modérée en Syrie, "*a été dissous et va être restructuré au plus tard dans un mois*", a indiqué un communiqué.

Une porte-parole de l'opposition a précisé que le chef de la Coalition, Hadi al-Bahra, a pris cette décision car le "*CMS dans sa structure actuelle n'était plus représentatif de la plupart des forces sur le terrain*".

(En réalité, l'ASL a été constituée par les Britanniques, et elle a toujours été déconnectée du "*terrain*", des Syriens, c'est le bras armé de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et rien d'autre - ndlr)

Noyau de la rébellion luttant pour la chute du régime de Bachar a-Assad, l'ASL a été formée de déserteurs rejoints par les civils ayant pris les armes après la répression brutale en mars 2011 par Damas d'un mouvement de contestation réclamant des réformes.

(C'est la fable qu'ils racontent en boucle depuis trois ans à destination des populations occidentales, afin qu'elles soutiennent une intervention militaire occidentale en Syrie ou l'armement de ses soi-disant rebelles. - ndlr)

"*Mais cette coalition (ASL - ndlr) a vu progressivement ses combattants rejoindre les rangs des islamistes et des jihadistes en grande partie venus de l'étranger et qui sont mieux financés et armés.*

Militants et rebelles modérés ont sans cesse dénoncé l'inaction de la communauté internationale face à la machine de guerre du régime, les chancelleries occidentales, Washington en tête, ayant exprimé maintes fois leurs réticences à armer les insurgés par crainte de voir l'arsenal tomber aux mains des jihadistes.

(Un tissu de mensonges car les miliciens de l'ASL étaient bien armées, suffisamment pour renverser le régime, à ceci près qu'il leur a manqué un facteur déterminant pour y parvenir, le soutien des la majorité des Syriens qui leur a toujours fait défaut. Il faut rappeler que moins de 10% des Syriens se sont engagés dans la lutte armée contre Assad, le dernier article publié par le Réseau Voltaire vient de le confirmer. On ne fait pas une révolution en mobilisant seulement 8 à 10% de la population active ou adulte, sinon nous l'aurions déjà faite en France et dans bien des pays de l'UE par exemple. - ndlr)

Mais le conflit en Syrie a changé de visage avec la montée de l'EI qui menace l'intégrité de l'Irak, de la Syrie, mais aussi la sécurité des pays de la région, poussant l'administration Obama à réviser sa politique." AFP 22.09

Ils présentent EI comme une menace sur l'intégrité de l'Irak et de la Syrie, pour couvrir les réelles intentions qui se cachent derrière leur intervention militaire, maladroitement il faut dire car bien peu y croient réellement, quel Irakien peut croire les Américains alors qu'ils ont détruit leur pays, quel Syrien peut les croire après qu'ils eurent dévasté, l'Afghanistan, la Libye et l'Irak ?

Le dernier message du dictateur Obama à destination de la population mondiale.

- Syrie: la coalition anti-jihadiste envoie "*un message clair*", selon Obama - AFP

Le président Barack Obama a estimé mardi à New York en présence de ses alliés arabes que la formation d'une coalition contre l'organisation de l'Etat islamique (EI) envoyait "un message clair" face aux jihadistes ultra-radicaux.

"*Grâce aux efforts sans précédent de cette coalition, je pense que nous sommes en mesure d'envoyer un message clair indiquant que le monde est uni*", a déclaré M. Obama à l'issue d'une rencontre avec des responsables de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, de la Jordanie, de Bahreïn et du Qatar.

Les Etats-Unis aidés de leurs alliés arabes ont pour la première fois attaqué mardi les jihadistes de l'Etat islamique (EI) en Syrie.

Selon le président américain, cette coalition démontre la détermination de la communauté internationale "*à affaiblir et détruire non seulement l'EI mais aussi le type d'idéologie qui mène à tant d'effusion de sang*". AFP 23.09

Compte-t-il en finir avec l'Arabie saoudite et le Qatar qui sont à l'origine de l'idéologie d'EI ou la partagent ? A moins que ce ne soit les Etats-Unis et Israël...

La " *communauté internationale* " se trouve réduite à une trentaine de pays dont la population représentent à peine 1/7e de la population mondiale. Peu importe pour le chef de guerre Obama qui adopte ainsi la posture d'un tyran opprimant ou intimidant le reste du monde.

Quelques précisions.

- Raqqa bombardé : dernier point - french.irib.ir 23.09

En dépit de l'ampleur des raids aériens menés contre les positions de Daech à Raqqa et à Deir Ezzour, seuls entre 30 à 40 terroristes ont été tués et encore. Les sources consultées par le journaliste d'Al Alam affirment que les terroristes disposaient des renseignements qui les alertaient de l'imminence des frappes américaines. Les témoins font état du bombardement des bâtiments qui ont été désertés depuis deux jours par les terroristes. french.irib.ir 23.09

Thierry Meyssan (Réseau Voltaire), qui se trouve en Syrie, a confirmé ces informations dans un enregistrement audio.

Un nouvel article qui rappelle que ceux qui se destinent à couper les vives à EI sont ceux qui le financent, de même que ceux qui lui ont déclaré la guerre sont ceux qui continuent de les armer, les mêmes.

- « *À la poursuite de l'État islamique* »: Devinez qui est derrière le projet califat? - Mondialisation.ca 23.09

Extrait. Ceux qui ont ordonné les bombardements sont ceux qui sont derrière le projet de califat.

Les milices de l'EI, qui sont actuellement la cible présumée d'une campagne de bombardements des États-Unis et de l'OTAN en vertu d'un mandat de « *lutte au terrorisme* », ont été et sont toujours soutenues clandestinement par les États-Unis et leurs alliés.

Autrement dit, l'État islamique a été créé par le renseignement étasunien , avec le soutien du MI6 britannique, du Mossad israélien, de l'Inter-Services Intelligence (ISI) pakistanais et l'Al Mukhabarat Al A'amah de l'Arabie saoudite (????? ??????????? ?????? ou General Intelligence Presidency (GIP) en anglais). Par ailleurs, selon des sources du renseignement israélien (Debka), l'OTAN, en liaison avec le haut commandement turc, était impliqué dans le recrutement de mercenaires djihadistes dès le début de la crise syrienne en mars 2011.

En ce qui concerne l'insurrection syrienne, les combattants de l'État islamique ainsi que le Front Al-Nosra, des forces djihadistes affiliées à d'Al-Qaïda, sont les fantassins de l'alliance militaire occidentale. Ils sont secrètement soutenus par les États-Unis, l'OTAN et Israël. Leur mandat consiste à mener une insurrection terroriste contre le gouvernement de Bachar al-Assad. Les atrocités commises par les combattants de l'État islamique en Irak sont similaires à celles commises en Syrie.

En raison de la désinformation médiatique, l'opinion publique occidentale n'est pas au courant que dès le tout début, les terroristes de l'EI ont été soutenus par les États-Unis et leurs alliés.

Les meurtres de civils innocents par les terroristes de l'État islamique en Irak sont utilisés afin de créer un prétexte et une justification en faveur d'une intervention militaire étasunienne pour des raisons humanitaires. Les bombardements ordonnés par Obama, cependant, ne sont pas destinés à éliminer l'État islamique, qui constitue un « *atout du renseignement* » étasunien. Bien au contraire, les États-Unis visent la population civile ainsi que le mouvement de résistance irakien.

Fait amplement documenté, le soutien des États-Unis et de l'OTAN à l'État islamique est acheminé clandestinement par les plus fidèles alliés des États-Unis, à savoir le Qatar et l'Arabie saoudite. Les médias occidentaux ont reconnu que Riyad et Doha, agissant en liaison avec Washington et en son nom, ont joué (et jouent toujours) un rôle central dans le financement de l'État islamique, ainsi que dans le recrutement, la formation et l'endoctrinement religieux des forces mercenaires terroristes déployées en Syrie.

Selon le Daily Express de Londres : « *Ils [les terroristes de l'EI] avaient de l'argent et des armes fournies par le Qatar et l'Arabie saoudite.* »

« *La plus importante source de financement de l'EI à ce jour provient des pays du Golfe, principalement de l'Arabie saoudite mais aussi du Qatar, du Koweït et des Émirats arabes unis* », (Selon le Dr Günter Meyer, directeur du Centre de recherche sur le Monde arabe à l'Université de Mayence, en Allemagne, Deutsche Welle)

Ces fonds ont été acheminés aux terroristes de l'EI qui se battent contre les forces gouvernementales en Syrie:

Grâce à des alliés comme l'Arabie saoudite et le Qatar, l'Occident [a] soutenu des groupes rebelles militants qui ont depuis mutés en EI et autres milices liées à al-Qaïda. (Daily Telegraph, 12 juin 2014)

Selon Robert Fisk, le projet de califat « *a été financé par l'Arabie saoudite* » :

Voici la plus récente contribution monstrueuse de l'Arabie saoudite à l'histoire mondiale : le Califat islamiste sunnite en Irak et au Levant, conquérant de Mossoul et Tikrit – et de Racca en Syrie – et peut-être de Bagdad, « *humiliateurs* » ultimes de Bush et d'Obama.

D'Alep, dans le nord de la Syrie, jusqu'aux environs la frontière irako-iranienne, les djihadistes de l'EIIL et autres groupuscules divers payés par les wahhabites saoudiens, et des oligarques koweïtiens, règnent maintenant sur des milliers de miles carrés. (Robert Fisk, The Independent, 12 juin 2014)

En 2013, dans le cadre de son recrutement de terroristes, l'Arabie saoudite a pris l'initiative de libérer des condamnés à mort incarcérés dans les prisons saoudiennes.

Une note confidentielle a révélé que les prisonniers étaient « *recrutés* » pour rejoindre les milices djihadistes (y compris Al-Nosra et l'EIIL) afin de lutter contre les forces gouvernementales en Syrie.

On aurait offert une entente aux prisonniers – rester et être exécuté ou lutter contre Assad en Syrie. Dans le cadre de l'entente, on offrait aux prisonniers un « pardon et une allocation mensuelle pour leurs familles, autorisées à demeurer dans le royaume sunnite ».

Les responsables saoudiens leur auraient donné le choix : décapitation ou djihad? En tout, des détenus du Yémen, de la Palestine, de l'Arabie saoudite, du Soudan, de la Syrie, de la Jordanie, de la Somalie, de l'Afghanistan, de l'Égypte, du Pakistan, de l'Irak et du Koweït ont choisi d'aller combattre en Syrie. (Voir Global Research, 11 septembre 2013)

Alors qu'ils ont activement contribué au financement de l'État islamique, sans compter qu'ils ont recruté et formé des terroristes au nom de Washington, l'Arabie saoudite et les États du Golfe ont promis d'appuyer fermement la campagne militaire d'Obama, « *d'avilir et finalement détruire* » l'État islamique.

La déclaration d'appui contenue dans le communiqué, engage les « *principaux pays arabes à travailler avec les États-Unis afin de couper le flux de combattants et les fonds étrangers de l'État islamique* ». Elle confirme également que les membres ont discuté d'une « *stratégie pour détruire l'EIIL où qu'il soit, y compris en Irak et en Syrie* ».

Dans le cadre de cet accord, la famiile Al-Saoud sera « l'hôte d'un centre de formation pour des milliers de combattants rebelles syriens qui luttent à la fois contre l'État islamique et le régime du président Bachar al-Assad ». Cette proposition est fausse et absurde. Jusqu'au 9 septembre, l'Arabie saoudite a « *officiellement* » soutenu l'État islamique contre le gouvernement de Bachar Al-Assad, et on lui a maintenant confié le recrutement de djihadistes pour combattre l'État islamique. Les médias n'ont toutefois pas réussi à relier les points et à découvrir le grand mensonge.

Il s'agit d'un projet diabolique : les artisans de l'État islamique ont informé le monde qu'ils « *se lancent à la poursuite* » de leurs propres terroristes dans le cadre d'une opération de contreterrorisme.

Bien que ces actions soient menées sous la bannière de la « *guerre mondiale au terrorisme* », les États-Unis n'ont pas l'intention de cibler leurs propres brigades terroristes de l'EI, intégrées par des forces spéciales et les services de renseignement occidentaux. En réalité, la seule campagne crédible et efficace contre les terroristes islamiques de l'EI est menée par les forces gouvernementales syriennes.

Inutile de dire que le financement et l'appui des États-Unis, de l'OTAN, de l'Arabie saoudite et du Qatar continueront. L'objectif n'est pas de détruire l'État islamique, tel que l'a promis Obama. Il s'agit plutôt d'un processus de déstabilisation et de destruction de l'Irak et de la Syrie, mené par les États-Unis. La campagne contre l'État islamique est utilisée pour justifier le bombardement des deux pays en ciblant principalement les civils.

Le but ultime est de déstabiliser l'État-nation que constitue l'Irak et de déclencher sa partition en trois entités distinctes.

L'objectif stratégique général des États-Unis et de l'OTAN consiste à déstabiliser toute la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Asie centrale et du Sud, incluant l'Iran, le Pakistan et l'Inde. mondialisation.ca 23.09

Difficile, voire impossible de s'assumer.

- "*La trahison*" de Hollande ? Mauduit, en bloc et en détail par François Bazin - nouvelobs.com 23.09

Grille de lecture. Mauduit et Cambadélis ont quitté l'OCI au milieu des années 80, Cambadélis est aujourd'hui secrétaire national du PS et Mauduit journaliste à Mediapart.

Quitter une organisation comme l'OCI (ou la LCR) pour le PS, c'était troquer le militantisme au profit du carrièrisme, c'était privilégier son statut personnel ou sa médiocre personne dont le destin allait se confondre désormais avec le soutien au régime en place, au détriment du combat pour la révolution socialiste.

Quant à Mauduit, dupuis 1986 il a été journaliste pour la presse écrite, ce qui n'est pas forcément une tare, même si elle est aux ordres, tout dépend ce qu'on y fait, et surtout comme dans toute entreprise dans laquelle on travaille si on y défend ses idées ou convictions politiques, question qu'il n'aura évidemment pas à se poser pour les avoir abandonnées en quittant l'OCI, ce qu'illustrera les échelons qu'il franchira par la suite au sein de cette profession où chaque mot ou geste est analysé, avec de participer à la fondation de Mediapart en 2006, il terminera sa brillante carrière au Monde comme éditorialiste, après avoir été successivement rédacteur en chef du service Entreprises, puis directeur adjoint de la rédaction de ce journal.

Dans les deux cas on a envie de dire qu'il y a des idées ou des convictions qui rapportent plus que d'autres, et que nos deux larrons en ont eu conscience très tôt.

Du coup, quand le journaliste deu Nouvel Observateur nous explique que dans son dernier ouvrage ("*A tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient*." - édition Don Quichotte) Mauduit s'emploie à faire le lien entre "*la trahison*" de Hollande et la "*corruption*" de son entourage, on ne peut pas s'empêcher d'esquisser un sourire et de repenser à son propre parcours dont il se serait inspiré, avec lequel il se serait identifié, à croire qu'inconsciemment il aurait écrit sa propre biographie ou qu'il ne pourra jamais en finir avec les contradictions qui le minent depuis 30 ans.

Pour qu'on ne puisse pas le comparer à Cambadélis, sur lequel il s'acharne et l'on comprend pourquoi, car en quelque sorte il lui renvoie sa propre image, ni à Hollande ou à d'autres dirigeants du PS, il invente une trahison qui n'a jamais eu lieu, dès lors que ni Hollande, ni les dirigeants du PS, ni le PS n'ont changé depuis des lustres. C'est une supercherie de vouloir le faire croire comme il le fait, qui sous-entend ou laisse à penser à celui qui le veut bien qu'il pourrait redevenir présentable, ce qui est évidemment impossible, il n'a cessé de le démontrer pendant un siècle, donc quelque part l'entreprise de Mauduit (de Mediapart en général) sert les intérêts du régime puisque le PS en est un des piliers.

Ni Hollande, ni les dirigeants du PS, ni le PS auxquels ils prêtent un passé ou des intentions qu'ils n'ont jamais eu ne redeviendront comme avant, on vient d'expliquer pourquoi c'était impossible, mais cela s'applique ici à Mauduit lui-même, qui fut un jour trotskiste et ne le redeviendra jamais plus sans doute après avoir épousé le réformisme qui est l'antithèse du socialisme.

nouvelobs.com - Dans son dernier livre, le journaliste de Médiapart établit un lien direct entre "*la trahison*" de Hollande et la "*corruption*" de ses soutiens. Si la thèse est claire, la démonstration, elle, l'est beaucoup moins.

"*Mauduit est un spécialiste de la trahison. (...) Il termine d'ailleurs, comme il avait commencé, avec la conviction que celle-ci n'est pas un accident dû au manque de caractères des hommes qui l'ont initiée mais qu'elle est dans la nature même du parti - le PS - qui, depuis plus de trente ans a su porter trois des siens – Mitterrand, Jospin, Hollande – jusqu'au sommet de l'Etat. La thèse n'est pas nouvelle. Cela ne veut pas dire qu'elle soit fausse. Avant ce trio-là, un autre – Jaurés, Blum, Mollet*" s'était illustré dans le même registre.

(Merci de rappeler ou de confirmer que cela ne date pas d'hier - ndlr)

"*Si les deux parties du livre de Mauduit forment un tout cohérent, c'est que, pour l'auteur, trahison et corruption sont l'avers et l'envers d'une même médaille.* "

"*...inlassablement, (il) veut établir un lien de causalité entre le déclin de la France et l'irresponsabilité de ses élites et, plus précisément, entre le délitement du combat républicain et la démission de ses représentants, à gauche notamment. Il y a, dans la démonstration de Mauduit, une dimension morale...*"

(Cela prouve que le "*trotskiste*" Mauduit n'avait finalement rien compris au développement du capitalisme tel qu'il fut décrit par Marx et Engels. Il n'a retenu du socialisme (qu'il partage avec Plénel) que la version frauduleuse des révisionnistes de la fin du XIXe et et du début du XXe siècle. -ndlr)

"*Le dégoût qu'il dit aujourd'hui ressentir est celui qu'exprime, selon lui, la foule des militants et des électeurs qui, en mai 2012, ont voulu, une dernière fois, y croire et qui jurent désormais qu'on ne les y reprendra plus. Tout cela, une fois encore, n'est pas faux. Sauf que Mauduit, et c'est tout le problème de sa démonstration, ne se veut pas le simple témoin d'un ressentiment généralisé mais entend en décrire les causes, en dégager les racines, en analyser les ressorts cachés. Dans ce type d'exercice, le risque est toujours de se laisser aveugler par l'esprit de système et le règlement de compte. Or dans ce double piège, Mauduit a sauté à pieds joints avec une audace et un manque de rigueur qui laissent souvent pantois.*"

(Du "*dégoût*" peut-être envers lui-même ou ce qui l'inspire ce qu'il est devenu ,car lorsqu'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que l'entreprise Mediapart ressemble à celle du PS qui consiste à cultiver des illusions dans le régime qui pourrait être réformé, alors que c'est impossible.

Mauduit et ses semblables ont voulu croire en Hollande en 2012 et lui en veulent tant, non pas parce qu'il n'est pas socialiste, mais parce qu'il n'a même pas essayé d'appliquer la théorie à laquelle ils s'accrochent. Hollande a sauté cette étape contrairement à Blum et Cie parce qu'il n'avait aucune obligation d'en passer par là, la mobilisation des masses n'étant pas au rendez-vous, il a cru bon d'annoncer la couleur dès le lendemain de son élection,c'est comme s'il avait dit au Mauduit et consorts, messieurs assez joués, il n'y a rien à gratter, maintenant passons aux choses sérieuses.

Le ressentiment de Mauduit et ses semblables est d'autant plus grand, que justement il leur est impossible de "*décrire les causes, (de) dégager les racines*" de leurs propres illusions ou de leur aveuglement, car il leur faudrait caractériser précisément le PS et ils n'y tiennent pas, pour la bonne raison qu'ils sont eux mêmes sur une ligne opportuniste ou intenable, cela reviendrait à dévoiler que leur ligne politique a les mêmes causes ou racines que celle de Hollande ou du PS, que tous sont subordonnés au régime, aux institutions qu'ils dénoncent à l'occasion mais sont totalement incapables de combattre, finalement ils sont comme la pseudo-gauche, ils n'ont absolument rien d'autre à proposer, aucune alternative cohérente ou sérieuse à la politique actuelle du gouvenement Hollande-Valls.

Ces gens-là vivent (bien) ou se nourrissent des contradictions du régime qui remontent sur Hollande et le gouvernement, c'est leur fond de commerce. Du coup, ils n'ont nullement l'intention de le combattre ou de le renverser, c'est là qu'ils rejoignent Hollande et le PS qui ont pour mission de les gérer au mieux pour le compte de la classe dominante.

Mauduit et ses semblables incarnent les intérêts de certaines couches de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, qui espèraient fort de leur soutien que Hollande se montrerait plus généreux envers eux, ils sont déçus et le font savoir bruyamment, voilà tout. Le capitalisme leur va très bien. -ndlr)

"*S'agissant tout d'abord de Hollande, de sa campagne puis de la trahison à laquelle le nouveau président se serait livré, dès le lendemain du 6 mai 2012, Mauduit commence par se tromper de diagnostic et, du même coup, de cible. Il repeint ainsi en rose vif un candidat qui, dès la campagne de primaire, avait fait pourtant le choix, ô combien tactique, de n'offrir aucune prise à ses adversaires, de gauche comme de droite. Jamais dans l'histoire de la présidentielle, un candidat socialiste n'avait offert aux électeurs un programme aussi plat. (...) Pour vaincre à tout coup, Hollande en 2012 s'est laissé porer par la vague de l'anti-sarkozysme. D'où son slogan (" Le changement, c'est maintenant ") dont la surface projective, comme on dit en marketing, était d'autant plus large qu'il n'offrait guère de précision sur la nature réelle du changement annoncé.*"

(Il était écrit d'avance que Hollande une fois élu allait poursuivre la politique de Sarkozy et qu'il ne pouvait pas en être autrement. Il fallait être extrêmement naïf ou ignorant pour imaginer un instant autre chose. Or, ces gens-là, les Mauduit et Cie. sont tout sauf incultes ou des crétins, ils le savaient pertinemment, à moins qu'ils aient préféré adopter l'attitude mégalomaniaque du petit bourgeois pour lequel ses désirs peuvent se confondre avec la réalité pour peu qu'il en ignore les aspects les plus sombres ou les plus contradictoires avec leur réalisation. - ndlr)

"*Cela, Mauduit ne veut en aucun cas l'entendre. Avec lui, il faut que ça rentre. Et si ça ne rentre pas bien, on mélangera les textes et les références en prêtant, s'il le faut au candidat socialiste des engagements qui n'étaient pas directement les siens. A tel point d'ailleurs qu'en lisant le récit qu'il fait de la campagne, on se demande parfois si notre procureur n'a pas oublié qu'au soir de la primaire, c'est Hollande et non Aubry qui a tiré le pompon. Ce qui, au passage, est aussi la preuve que la majorité des sympathisants de gauche réclamait, à l'époque, moins de radicalité que de modération, moins de fidélité au catéchisme socialiste que de crédibilité dans le combat annoncé.*"

(Effectivement, le choix de Hollande comme candidat du PS ne laissait place à aucune illusion. -ndlr)

"*Cette révélation est visiblement stupéfiante pour quiconque veut croire à l'éternelle trahison des élites roses. Plutôt que de reprocher à Hollande l'ambiguïté de certains de ses propos, le vague de quelque unes de ses promesses ou l'habileté à courte vue de slogans ou de formules qui claquent comme des drapeaux tout en étant susceptibles d'interprétations multiples, Mauduit fait donc mine de croire qu'en 2012, la gauche – celle qui allait vaincre – avait mené une campagne, sinon normale, du moins conforme au canons du socialisme de papa (ou de maman).*"

(De la même manière que Mauduit s'illusionne sur ce qu'il est ou ses idées. On est en présence de gens qui sont totalement déconnectés de la réalité. - ndlr)

"*Cette erreur de jugement lui permet sans doute d'instruire aujourd'hui un procès qu'il avait décrété à l'avance. Elle ne lui permet pas de comprendre – ou de faire comprendre au lecteur – que la vraie faute de Hollande, s'il faut en trouver une, fut de croire qu'un projet a minima - fut-il décliné en 60 engagements - était là clé du succès et de ne pas avoir compris qu'en se taisant sur l'essentiel, il allait nourrir, paradoxalement, des espoirs de changement souvent contradictoires et surtout bien plus forts que*

ceux auxquels il entendait répondre."

(Mauduit instruit le procès de Hollande parce qu'il est incapable de faire celui du capitalisme qui porterait un coup mortel à ses propres idées. - ndlr)

"*C'est surtout ça qu'il paye aujourd'hui au prix fort. Des mots creux plutôt que des promesses fallacieuses. Un manque viscéral de pédagogie plutôt qu'un retournement de veste. De la tactique pour gagner plutôt que du courage pour gouverner ensuite. Mais les préjugés idéologiques de Mauduit sont tels qu'il préfère fausser le jeu plutôt que de le comprendre.*"

(Il n'a pas vraiment le choix, les Sapir, Mélenchon et toute la ribambelle d'intellectuels qui nous abreuvent d'articles critiques sur le capitalisme en sont exactement au même point. Réduit à l'impuissance, ils se retouvent face à face avec leurs propres contradictions et certains ne le supportent pas, ils en deviennent pathétiques. Quand on a réussi à se persuader qu'une idée fausse était juste et qu'on a construit un système de pensée dessus, il est pratiquement impossible d'en sortir.

Cela vaut pour la plupart des militants des différents partis qui sont convaincus d'avoir raison et qui font fausse route. Il est vain de vouloir les convaincre du contraire, à quelques rares exceptions près qui confiment la règle, d'où le peu d'intérêt de s'y attarder, sauf à avoir du temps à perdre, or il nous est compté. - ndlr)

Commentaire d'un internaute à la suite de cet article.

- "*Non, l'auteur de l'article ne cherche pas à nous expliquer que Hollande n'a pas trahi ses électeurs. Il nous montre simplement le côté foireux de la "démonstration" de Mauduit, qui part du présupposé que les socialistes ...l'étaient, ce qui l'autorise ensuite à des raccourcis approximatifs et des relations de causes à effet, complètement abracadabrantesque comme dirait l'autre. C'est différent.*"

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne savent plus quoi faire de leur fric, c'est cela la crise.

- Enchères: le marché de l'art contemporain bat tous les records - AFP

Je t'aime, moi non plus...

- « *Nicolas Sarkozy est clairement le leader de l'UMP* » selon Raffarin - Public Sénat

- Bygmalion : la version de Sarkozy contredite - Liberation.fr

- Bruno Le Maire compte battre Nicolas Sarkozy à la présidence de l'UMP - Francetv info

Résistance passive

- Grève à Air France: négociations dans l'impasse, pilotes dans la rue - AFP

- Les hospitaliers dénoncent « *les attaques en règle de nos professions* » - LeMonde.fr

Mardi après-midi, l'assemblée générale du mouvement a tranché en faveur d'une participation à l'action de la CGT, nourrie par les mêmes craintes et les mêmes espoirs. LeMonde.fr 23.09

- Grève en Grèce contre les suppressions d'emplois dans le public - Reuters

Parce qu'elles sont plus cruelles ou cyniques !

- Avec des femmes à leur tête, les entreprises se portent mieux - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. L'union nationale pour soutenir une imposture, comment cela s'appelle-t-il ? Un complot contre le peuple.

Avant de lire ce qui suit, il faut avoir à l'esprit qu'ils détiennent tous les mêmes informations que nous, ils savent tous comment a débuté le processus qui a conduit à la situation actuelle en Irak et en Syrie, tous connaissent la véritable nature de l'Etat Islamique et quels sont ses commanditaires ou chefs réels.

- La droite soutient le gouvernement dans son engagement militaire en Irak - LeMonde.fr

- Débat sur l'Irak: le PS attend un "*rassemblement de soutien*" au gouvernement - AFP

- Une forme d'unité nationale pour soutenir l'exécutif - LeFigaro.fr

En dépit du «*soutien prudent*» des écologistes et des «*interrogations*» des communistes, une forme d'unité nationale prévaudra mercredi après-midi à l'Assemblée nationale et au Sénat lors du débat sans vote organisé à la demande du président de la République après les premières frappes aériennes françaises contre un dépôt logistique des terroristes de l'organisation Daech dans le nord de l'Irak, le 19 septembre.

L'ancien premier ministre François Fillon, qui interviendra mercredi après-midi au nom du groupe des députés UMP, réclamera «*l'unité nationale*» face «*à la barbarie et au terrorisme» en soulignant que cette unité nationale «commande la transparence*».

Le président du groupe UDI, Philippe Vigier, a jugé mardi «*l'unité nationale indispensable*» autour des frappes françaises en Irak, comme l'avaient fait les centristes pour le Mali et la Centrafrique.

Le patron des députés PS, Bruno Le Roux, expliquera que «*la France doit prendre ses responsabilités face à toutes les menaces terroristes*», qu'il évoquera.

Au nom des Verts, François de Rugy défendra un «soutien prudent» aux frappes françaises, souhaitant que le gouvernement «*clarifie les objectifs de cette intervention*». L'orateur des radicaux de gauche, Gérard Charasse, approuvera cette opération militaire mais demandera que les États qui la soutiennent «*contribuent à son financement*». Au nom du groupe GDR, François Asensi (PCF) déplore que l'ONU ait été «*totalement évincée*» et estime que les interventions militaires occidentales ont «*exacerbé les tensions*» au Moyen-Orient. LeFigaro.fr 23.09

Le Front de la guerre impérialiste.Fuyez le Front de gauche ou cessez de parler en notre nom.

Désolé pour le titre qui va en agacer certains, il faut bien appeler les choses par leurs noms, non ? C'est parce qu'on s'y est refusé qu'on en est où nous en sommes, avis aux décomposés et sclérosés en tous genres. C'est le genre de faiblesse qui peut nous être fatale, chacun devrait y réfléchir.

L'union nationale signifie aussi que la gauche est morte, qu'il n'existe aucun parti au Parlement qui représente les intérêts des travailleurs.

En famille. Valls aux patrons allemands : Notre entreprise de démolition sociale doit être menée jusqu'au bout.

- "*J'aime l'entreprise*", répète Valls en allemand devant le patronat à Berlin- AFP

"*Ich mag die Unternehmen!*" ("i>J'aime les entreprises"), a-t-il lancé à la tribune, déclenchant des applaudissements dans le parterre d'industriels allemands, réunis à Berlin pour la congrès annuel de leur puissante fédération BDI.

"*J'ai dit à vos homologues français ma confiance dans l'entreprise. J'ai dit, aussi, ma conviction: c'est avec les entreprises que nous gagnerons, en France, en Allemagne, et en Europe, la bataille de la croissance et de l'emploi*".

"*Mais, si l'Allemagne a su faire des réformes avec succès, pourquoi la France ne pourrait-elle pas aussi réussir ? Bien sûr, il faut du temps. Mais quand la volonté existe, quand les orientations sont claires, quand l'ensemble du pays est mobilisé, alors il n'y a pas de raison pour que les choses n'avancent pas. Oui, la France avance. Elle se met en mouvement. Et je veux saisir cette occasion qui m'est donnée pour en faire devant vous la démonstration*", a ajouté le chef du gouvernement français.

"*Vous le voyez, la France se réforme*", a-t-il dit, énumérant les réformes menées ou en projet en France. Le Premier ministre doit d'ailleurs prochainement dévoiler un agenda social, selon son entourage. AFP 23.09

Il n'est jamais aussi à l'aise pour s'exprimer que devant un parterre de patrons, son milieu naturel.

Règlement de compte entre "***enfoirés***".

- Aquilino Morelle : «*Ca va saigner*» - Liberation.fr

- Aquilino Morelle crie sa haine envers cet «*enfoiré*» de François Hollande - 20minutes.fr

Dans un entretien à paraître ce jeudi dans le Nouvel Obs, l'ancien conseiller en communication de François Hollande n'y va pas avec le dos de la cuillère avec son ancien patron, qu'il qualifie d'«*enfoiré*». Amer du sort qui leur a été réservé à lui et à son épouse, Laurence Engel, l'ancienne directrice de cabinet d'Aurélie Filippetti limogée elle aussi, Morelle a soif de vengeance.

Tenu au courant par ses amis journalistes alors que le fameux numéro de Closer n'est pas encore sorti, c'est lui qui tente d'aborder le sujet avec François Hollande, raconte-t-il à l'hebdomadaire. «*J'ai vu François nu, plus bas que terre, je l'ai ramassé à la petite cuillère. Peu à peu, il s'est relevé. Alors il n'a plus supporté mon regard*», analyse-t-il.

Pour le médecin et ancienne plume du Président, François Hollande a offert sa tête à Mediapart, estimant que le chef de l'Etat était au courant de l'article qui se préparait et n'en a pas empêché la sortie. Aquilino Morelle aurait ensuite laissé éclater sa rage lorsque le Président lui a demandé de quitter les lieux: «*Et toi tu n'as jamais fait de connerie, peut-être? Aller te faire gauler rue du Cirque, avec ton casque, comme un débutant...*» 20minutes.fr 23.09

En complément

- Détournement de fonds publics: La députée Sylvie Andrieux condamnée à un mois de prison ferme - 20minutes.fr

On comprend mieux pourquoi les Américains ont envoyé 3.000 soldats au Libéria.

- Ebola: l'épidémie "*explose*", le Liberia agite le spectre de la guerre civile - AFP

L'épidémie d'Ebola, en croissance "*explosive*", risque de contaminer 20.000 personnes d'ici à novembre à moins d'un renforcement spectaculaire des moyens de lutte, a averti mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Liberia agitant le spectre d'un retour à la guerre civile.

"*Nous sommes dans une troisième phase de croissance de l'épidémie*" qui est "*explosive*", a déclaré à Genève un des co-auteurs de l'étude et directeur de la stratégie à l'OMS, le Dr Christopher Dye.

L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'ouest, la plus grave de l'histoire de cette fièvre hémorragique identifiée en 1976, a tué au moins 2.811 personnes sur 5.864 cas, selon le dernier bilan de l'OMS arrêté au 18 septembre: 1.578 morts au Liberia, 632 en Guinée, 593 en Sierra Leone et 8 au Nigeria.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a qualifié le 18 septembre cette épidémie de "*menace pour la paix et la sécurité internationales*", une première pour une urgence sanitaire. AFP 23.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Ukraine: les séparatistes annoncent des élections, camouflet pour Porochenko - AFP

Les séparatistes prorusses ont annoncé mardi l'organisation d'élections présidentielle et législatives en novembre dans l'est de l'Ukraine, rejetant le plan de paix de Kiev au moment où une zone tampon se met en place le long de la ligne de front.

L'annonce de scrutins simultanés le 2 novembre dans les régions russophones de Donetsk et de Lougansk, théâtre de combats entre rebelles et militaires qui ont fait près de 2.900 morts depuis avril, est un camouflet pour le chef de l'Etat ukrainien qui avait proposé aux séparatistes le principe d'un "*statut spécial*" pour trois ans.

"*Nous envisageons d'organiser les élections du conseil suprême (parlement, ndlr) et du chef de la République le 2 novembre*", a finalement répondu le "*Premier ministre*" de la "*République populaire de Donetsk*" (RPD), Alexandre Zakhartchenko, en précisant qu'il n'était pas question d'organiser les législatives ukrainiennes proposées par Kiev et fixées au 26 octobre.

"*Nous avons notre conseil suprême et nous décidons nous-mêmes quelles élections organiser et à quelle date*", a-t-il indiqué, cité par l'agence de presse russe Interfax.

Dans la foulée, la région séparatiste voisine de Lougansk faisait de même. Les élections présidentielle et législatives "*auront lieu simultanément avec la RPD le 2 novembre*", a déclaré le président du conseil suprême de la République de Lougansk, Alexeï Kariakine, à l'agence officielle russe Itar-Tass.

2- Monaco

La monarchie ou le règne de l'absolutisme en matière d'injustice. Et dire qu'elle doit servir de modèle au nouvel ordre mondial...

- A Monaco, une insulte contre le prince mène un Tunisien en prison - Francetv info

Insulter la famille princière peut coûter cher à Monaco. Un Tunisien de 28 ans a pu le vérifier : il a été condamné, mardi 23 septembre, à trois mois de prison ferme par la justice monégasque. Une peine bien supérieure aux réquisitions du parquet, qui avait demandé huit jours de prison et 1 000 euros d'amende.

Le jeune homme, poursuivi pour injures publiques au souverain et à la famille princière, comparaissait menotté dans le cadre d'une procédure de flagrant délit. Ce résident niçois avait par ailleurs déjà été condamné plusieurs fois en France.

Mercredi dernier, alors qu'il se rendait dans une annexe du palais de justice pour chercher le service des accidents du travail, il avait, selon l'accusation, lancé des menaces en apercevant un appariteur. Face à l'employé qui l'incitait à se calmer, il avait poursuivi en insultant de manière vulgaire le prince et la famille princière. Une greffière avait alors aussitôt alerté la police et le jeune homme avait été interpellé puis placé en garde à vue.

Lors de l'audience de mardi, l'homme a contesté les faits, évoquant un "*malentendu*", et assurant n'avoir pas insulté le prince. La justice du Rocher n'a pas été convaincue. Francetv info avec AFP

SOCIAL

France

- Forte hausse de salaire pour les femmes de chambre du Park Hyatt à Paris - AFP

Après trois jours de grève, les femmes de chambre, gouvernantes, équipiers et valets, salariés de la sous-traitance de l'hôtel Park Hyatt Paris-Vendôme ont obtenu de fortes hausses de salaires, alignés sur ceux des palaces, a annoncé mardi la CGT.

"*C'est un accord historique, nous avons obtenu de 380 à 420 euros par mois en comptant les primes. On demandait l'alignement sur les salaires des palaces: pour les femmes de chambre, valets et équipiers 1.870 euros brut et pour les gouvernantes 2.200 euros brut*", a affirmé à l'AFP Claude Levy de la CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE).

Contactée par l'AFP, la direction du palace de la rue de la Paix (2e) a confirmé que son sous-traitant Luxe et Tradition avait signé un accord avec les personnels. Luxe et Tradition n'a pas souhaité s'exprimer.

"*Du balayeur à la gouvernante générale, tout le monde a été augmenté du salaire de base de 300 euros et, avec les primes, on est entre 380 et 420 euros d'augmentation par mois*", s'est félicité le syndicaliste , en précisant que l'accord concerne 80 salariés.

Les équipiers sont les salariés qui s'occupent de la manutention, explique-t-il et, "*comme c'est un travail très pénible, nous avons obtenu de les aligner quasiment sur les salaires des femmes de chambre*".

Ces salariés ont entamé vendredi une grève illimitée avec ceux du Hyatt Paris Madeleine, boulevard Malesherbes (8e arrondissement) pour obtenir leur intégration, de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire. AFP 23.09

En complément

- Face à la polémique, Madrid retire son projet de loi sur l'IVG - 20minutes.fr

Haut de page

Le 25 septembre 2014

CAUSERIE

Pourriez-vous me dire de quoi parlent les gens autour de vous, au bistrot, vos collègues de travail ?

De Bernstein à Gluckstein.

Le POI, *Informations ouvrières* (n°320) consacre pas moins de quatre pages, dont sa couverture, au mouvement social des pilotes d'Air France. D. Gluckstein y consacre même son éditorial.

Littéralement obnubilé par l'Union européenne mais visiblement pas par les institutions de la Ve République, il écrit : "*La satisfaction de cette revendication (le retrait du projet Transavia Europe - ndlr) ouvrirait une brèche dans le carcan de l'Union européenne et de ses traités*", ben voyons pour un peu l'abolition de l'UE serait en route, balivernes ! La suite de son éditorial, sur lequel nous reviendrons plus loin et qui confine à la confusion à première vue, apporte une précision sur les véritables intentions politiques du POI.

Que l'on soutienne les pilotes d'Air France, d'accord, mais de là à y consacrer 4 pages, c'est du délire ! Sans doute que l'engagement militaire de 29 pays dont la France contre les peuples irakien et syrien aurait mérité cette place pour contrer la propagande officielle, on aura le droit à deux demi-colonnes en page 13 sous la forme d'un communiqué de presse de l'AFP sans la moindre analyse, lamentable désertion.

Sinon on aurait préféré qu'il fasse la Une avec les femmes de chambres de Park Hyatt qui ont obtenu plus de 380 euros d'augmentation de salaire en comptant les primes, mais bon apparemment ce n'est pas leur fond de commerce, une couche bien trop basse sur l'échelle sociale et surtout étrangère à leurs militants et leurs lecteurs de prédilection.

Là aussi, ils y ont consacré deux demi-colonnes en page 7 sous la forme d'un entretien avant l'annonce du dénouement de leur lutte, alors qu'il était intervenu le 23, un jour avant le bouclage de leur journal, mais manifestement ils avaient décidé que les pilotes d'Air France étaient prioritaires.

C'est à croire que les dirigeants du POI font tout pour faire fuir les militants les plus déterminés qui envisageraient de rejoindre leur parti et qui ne se figurent pas adhérer à un parti démocratique petit bourgeois. De notre côté on essayait d'attirer nos lecteurs vers le POI parce que nous pensions sincèrement qu'il était le plus approprié pour s'organiser et mener le combat politique, maintenant nous sommes désolé et nous comprenons leur réticence, leur désarroi ou leur refus catégorique. Nous y reviendrons plus loin.

Nous estimons que le combat de ces femmes de chambres qui ont arraché une augmentation de salaire considérable pouvait constituer un exemple pour l'ensemble de la classe ouvrière, contrairement à la résistance des pilotes dans lesquels la majorité des travailleurs ne se reconnaissaient pas pour avoir un statut nettement inférieur, qu'ils considèrent à tort comme des privilégiés, alors que leur énorme responsabilité n'a pas de prix ou justifie un salaire élevé et des avantages particuliers qu'on ne discute pas.

Il suffit de lire les pages suivantes d'*Informations ouvrières* pour s'apercevoir qu'ils ne s'adressent qu'aux couches les plus favorisées de la classes ouvrière, l'aristocratie ouvrière, et qu'ils négligent de s'adresser à l'immense masse des travailleurs du secteur privé qui représentent 75% de l'ensemble des travailleurs.

Ce sont ces dizaines de millions de travailleurs qui vivent l'angoisse au ventre la précarité sociale qui tend à se généraliser, qui ont en permanence suspendue au-dessus de leur tête l'épée de Damocles du chômage qui les menace, qui sont incapables de dire de quoi sera fait leur avenir ou même le lendemain, qui sont de par leur condition les plus portés à s'en prendre au régime et aux institutions dont ils n'attendent rien de bon, ce qui n'est pas le cas des travailleurs qui sont bardés de diplômes ou bénéficient

d'un statut spécial, de garanties, qui n'ont plus qu'à attendre la retraite, même si celle-ci à tendance à être repoussée toujours plus tard, qui ne risquent pas d'être licenciés et d'être jetés à la rue parce qu'ils ne peuvent plus payer leur loyer ou leurs traites, situation relativement confortable, bien que de nos jours s'accompagnant de bien des désagréments avec lesquels on peut encore vivre comparé à la situation du travailleur dont la vie est brisée nette du jour au lendemain.

Le POI préfère recruter des pilotes d'avion dont le statut s'apparente à celui des classes moyennes, plutôt que de recruter des ouvriers ou des employées qui sont en bas de l'échelle sociale, c'est le choix de ses dirigeants, c'est leur droit, maintenant on conçoit très bien que des travailleurs ou des militants qui ont une autre conception d'un parti ouvrier n'aient pas envie de rejoindre un tel parti ou qu'ils estiment ne pas y avoir leur place, c'est dommage.

Reprenons l'éditorial de Gluckstein.

- "*La satisfaction de cette revendication ouvrirait une brèche dans le carcan de l'Union européenne et de ses traités. Elle éclairerait concrètement la réponse à la question posée de l'issue politique : une issue politique qui, se libérant des contraintes de l'Union européenne, de la Ve République et donc du présidentialisme, permettrait à la démocratie de se frayer la voie à partir de la satisfaction des revendications de la classe ouvrière arrachées par la classe ouvrière elle-même.* "

Cela revient à abandonner le combat pour le socialisme qui serait réalisé dans le cadre du capitalisme.

Donc si on a bien compris, écrivez-nous si nous commettions une méprise, ce serait la démocratie sociale qui ouvrirait la voie à la démocratie politique, autrement dit à partir de là le combat politique n'a plus aucun sens ou plus aucuen raison d'être. Ce qui revient à dire qu'il serait possible de satisfaire nos revendications sans changer de système économique, sans changer de mode de production, sans exproprier les capitalistes, sans renverser le rapport de domination de classe, sans renverser l'ordre établi, sans même abolir les institutions de la Ve République, car il dit bien qu'"*une issue politique*" ou la la "*démocratie*" se fraierait la voie "*à partir de la satisfaction des revendications de la classe ouvrière arrachées par la classe ouvrière elle-même.*" comme si mécaniquement une fois une revendication sociale satisfaite, spontanément la classe ouvrière trouverait la voie du socialisme et poserait la question du pouvoir sans y a voir été préparée, sans qu'on sache ni comment ni pourquoi...

Il faudrait qu'il nous explique comment "*à partir de la satisfaction des revendications*", la classe ouvrière parviendrait à se libérer "*des contraintes de l'Union européenne, de la Ve République et donc du présidentialisme*", mystère, à moins que les syndicats corrompus jusqu'à la moelle l'inscrivent dans leurs programmes, ce n'est pas sérieux. On aura compris qu'en procédant de la sorte, non seulement il sera impossible d'en finir avec la Ve République et de rompre avec l'UE, et l'essentiel de nos revendications ne seront jamais satisfaites non plus, puisqu'il faudrait commencer par liquider les institutions de la Ve République ou s'emparer du pouvoir politique pour enfin pouvoir envisager de satisfaire nos revendications sociales. Peut-être aurais-je mauvaise mémoire, mais je crois me souvenir que lorsque des revendications sociales ont été satisfaites, les travailleurs s'empressent de reprendre le travail au lieu de continuer le combat sur le plan politique, en revanche lorsque le gouvernement s'obstine à refuser de satisfaire leurs revendications sociales, ils se radicalisent et peuvent en venir à poser la question du pouvoir politique...

La démocratie à laquelle il est incapable de donner un nom et on comprend pourquoi, ne peut découler d'un mouvement social qui se donnerait pour unique objectif la satisfaction de revendications sociales, il faudrait que dès le départ il se fixe des objectifs politiques ou qu'il ait conscience de la nécessité de se fixer des objectifs politiques, que les conditions existent pour qu'un tel développement politique se réalise, pour espérer satisfaire ses revendications sociales, pour prétendre vaincre, donc s'emparer du pouvoir. Apparemment ce n'est ni le processus politique ni l'objectif que fixe Gluckstein au combat du mouvement ouvrier ou à la classe ouvrière.

Si je ne me trompe pas, c'était une des leçons de la révolution de 1905 en Russie, qui tirant les enseignements de la Commune de Paris avaient lié, bien que de manière assez sommaire, revendications sociales et objectifs politiques. Les 12 années suivantes permettront de rectifier le tir pour finalement les rendre indissociables, de telle sorte qu'en octobre 1917 les masses seront prêtes à se lancer à l'assaut du pouvoir avec le parti bolchevik.

Il ne semble pas que ce soit la voie que préconise le POI qui a rompu avec ces enseignements.

On a là la confirmation de la nature petite bourgeoise de la tendance trotskiste dit "*lambertiste*", qui d'un socialisme révolutionnaire de façade s'est toujours accommodée du réformisme qu'incarnera le PS et l'appareil de FO des années 40 à la fin des années 70, le temps de l'illusion des "*Trente glorieuse*" avec laquelle ils ont frayé pour finalement abandonner le drapeau et le programme de la révolution socialiste... et prendre pour ainsi dire la place du PS laissée vacante une fois devenu social-libéral, place que d'autres partis comme le PG revendiquent, le PCF par exemple.

C'est désolant, désespérant ! On est en présence d'usurpateurs.

Cela va peut-être surprendre le militant qui m'avait interpelé suite à mon appel à rejoindre le POI, après avoir exprimé de nombreuses critiques sur ce parti, ce qu'il vient de lire ne remet pas en cause mon engagement au côté du POI, cela dit, si je vivais

en France ses dirigeants refusaient de me compter parmi leurs militants.

Que ce militant ou ceux que cela intéresse se penchent sur le fonctionnement du parti bolchevik de Lénine, ils seraient surpris de constater que dans sa presse étaient publiées des positions ou des lignes politiques contradictoires sans pour autant que leurs auteurs en soient exclus, parce que tous, tout du moins en apparence ou théoriquement combattaient dans la même direction et non pas sous la même direction, ne faites pas la confusion, parfois ou souvent ils combattaient sous la même direction quand la majorité rejoignait les positions de Lénine, quant aux militants de bases ou les cadres qui étaient en contact avec la classe ouvrière, ils se passaient de sa permission pour adopter les positions de Lénine, ils se moquaient de leurs dirigeants.

La direction du parti bolchevik ira jusqu'à censurer Lénine, refuser de publier ses articles avant la révolution russe de 1917, quelque part Lénine était un dirigeant ou un militant comme un autre dans son parti, pas toujours parce qu'il les surpassait tous par ses qualités, parfois, et le tour d'après c'était lui qui imposait ses articles et laminait ses adversaires, tout cela sans exclusion ou sans effusion de sang...

Bref, c'est le parti le plus démocratique qu'a connu le mouvement ouvrier international jusqu'à nos jours, il n'a jamais existé d'équivalent depuis.

Vous comprenez pourquoi je me revendique du léninisme, cela va peut-être vous paraître prétentieux peu importe, j'ai une idée du parti que j'estime supérieur à celui des dirigeants du POI, et surtout à tout intérêt personnel que je ne confonds pas avec la cause que j'entends servir.

Je me suis demandé si je devais ou non publier ces lignes, et puis je me suis dit qu'au point où nous en sommes, au fond du trou, c'était préférable de s'exprimer publiquement. Depuis août 2008 où j'ai commencé à rédiger ces causeries, le PT puis le POI n'ont publié pratiquement aucun article sur la multitude de sujets que nous avons abordés, alors si je devais me censurer moi-même, autant arrêter tout de suite de s'exprimer et fermons ce portail.

A quoi ça sert ?

Briseur de grève anonyme par voie de pétition via Internet.

- Les pétitions en ligne, nouveaux vecteurs de la revendication - LeMonde.fr

- Les personnels au sol d'Air France manifestent contre les pilotes « *nantis* » - LeMonde.fr

Air France. Une pétition, « *lancée par un salarié anonyme* » sur Internet, a circulé ces derniers jours dans l'entreprise. Plus de 4 400 personnes l'ont signée. « *Parce qu'il faut que cette grève cesse, implore un cadre des services de maintenance. On est vraiment désolé de l'image que ça donne de la compagnie.* »

L'agacement est d'autant plus fort que les salariés ont l'impression d'avoir consenti d'importants efforts pour remettre leur entreprise à flot.

Les pilotes sont traités de « *nantis* », soucieux de protéger leurs acquis au détriment de la croissance du groupe. Leur principale revendication, le retrait du projet de développement européen de la filiale low cost d'Air France, Transavia, est incompréhensible pour les cadres.

Engluée dans un conflit dont elle peine à se dépétrer, la direction d'Air France devrait apprécier ce soutien. A en croire certains, ce serait même elle qui aurait orchestré le rassemblement.

« *C'est bien la direction qui a distribué les banderoles, je l'ai vu* », confesse un participant opposé au mouvement des pilotes, mais atterré par la stratégie « *lamentable* » des dirigeants d'Air France. LeMonde.fr 24.09

Cela n'aura servi à rien.

- Air France renonce à son projet de Transavia Europe - Reuters

La direction d'Air France se dit prête mercredi soir, au 10e jour de grève des pilotes, à retirer son projet de développer des filiales européennes pour sa compagnie low-cost Transavia et appelle en conséquence les pilotes à une reprise "*immédiate*" du travail.

Pressée par le gouvernement de trouver une solution rapide pour mettre fin à la grève des pilotes, la compagnie aérienne ajoute dans un communiqué qu'elle entend néanmoins poursuivre le développement de sa filiale Transavia en France pour rivaliser avec les compagnies à bas coûts étrangères.

"*Avec le retrait du projet Transavia Europe, il n'y a désormais plus aucune raison de faire grève car plus aucune crainte de délocalisation ne peut subsister*", déclare Alexandre de Juniac, le PDG d'Air France-KLM, cité dans le communiqué.

"*Notre projet Transavia est un projet 100% pour la France*", ajoute le dirigeant.

Le gouvernement est intervenu mercredi dans le conflit en annonçant l'abandon du projet contesté de filiales européennes low-cost, mais la direction de la compagnie s'en tenait jusqu'à maintenant à son offre de "*suspension*" de Transavia Europe le temps des négociations.

Le Premier ministre, Manuel Valls, avait mis la pression sur la direction d'Air France en réclamant une solution de sortie "*pas dans les jours, mais dans les heures qui viennent*" afin de ne pas mettre la compagnie "*en danger*".

Le secrétaire d'Etat aux Transports, Alain Vidalies, avait annoncé mercredi matin sur RMC le retrait par la direction du projet Transavia Europe, la principale revendication des pilotes, ce que la compagnie avait aussitôt démenti.

Le PDG d'Air France, Frédéric Gagey, a réitéré l'engagement d'Alexandre de Juniac formulé lundi : suspension de Transavia Europe jusqu'en décembre, puis retrait dans l'hypothèse où les négociations échouaient.

"*On a bien compris qu'il fallait réexpliquer le projet et surtout discuter avec les partenaires sociaux pour trouver les conditions qui permettraient de reprendre*", a-t-il expliqué sur Europe 1. "*Alexandre de Juniac était parfaitement clair, (...) : si effectivement cette négociation n'arrivait pas à aboutir il le retirerait.*"

L'intervention du gouvernement, jusqu'ici observateur dans le conflit, est allée dans le sens des revendications des pilotes, qui réclamaient le retrait "*sans conditions*" de Transavia Europe.

Le SNPL, syndicat de pilotes majoritaire, avait demandé mercredi après-midi qu'Alexandre de Juniac, qui cristallise les critiques au sein de l'entreprise, "*se rapproche des positions du gouvernement et qu'il abandonne son projet de Transavia Europe*".

"*Notre volonté aujourd'hui, c'est de lever la grève le plus vite possible et dans les heures qui viennent et pour cela, il y a un certain nombre de conditions, dont l'arrêt définitif du projet Transavia Europe*", a déclaré Jean-Louis Barber, porte-parole du SNPL, devant la presse. lemonde.fr 24.09

ACTUALITE EN TITRES

C'est votre imposture qui l'a tuée, c'est vous le responsable monsieur Hollande.

- François Hollande : « *Hervé Gourdel est mort parce qu'il était français* » - LeMonde.fr

Pour l'avoir armé, on ne peut pas être juge et partie !

- Hollande : « *La France ne cédera jamais au terrorisme* » - Public Sénat

Sinon il faudrait qu'il commence par démissionner !

- "*Bachar Al-Assad ne peut pas être un partenaire*" dans la lutte contre l'Etat islamique, selon Valls Francetv info

On ne peut pas partager les objectifs politiques des barbares et être le "*partenaire*" de Bachar Al-Assad, on comprend. Et puis Valls a déjà les partenaires sociaux...

On s'en fout !

- Un otage touareg décapité par des islamistes au Mali - Reuters

- Paris : Paris: Un cadavre repêché dans le canal Saint-Denis - 20minutes.fr

Effet saisonnier.

- Le chômage baisse de 0,3% en août - Reuters

Baisse des inscriptions à Pôle-emploi au mois d'août, augmentation des radiations administratives, emplois saisonniers en hausse.

Travail au noir : les Français notent une hausse - LePoint.fr

La lutte à mort est engagée !

- Nicolas Sarkozy n'a "*pas vraiment*" changé selon François Fillon - AFP

- «*Je vais te tuer*»: La menace de Sarkozy adressée à Juppé selon le Canard Enchaîné - 20minutes.fr

- "*La suspension de l'enquête ne change rien à la mise en examen de Sarkozy*" - Le Nouvel Observateur

- France 3 accusé de censure pour un reportage sur Sarkozy - Le Nouvel Observateur

- Le sénateur-maire UMP Grosdidier renvoyé devant la justice pour détournement de fonds AFP

Et c'est reparti avec "***l'axe du mal***" !

- Barack Obama justifie l'emploi de la force contre « *le mal* » - LeFigaro.fr

Alors que l'impérialisme américain n'a cessé de guerroyer à travers le monde depuis 1945.

- Intervention en Irak : «*Notre sécurité nationale est en jeu*», prévient Valls - LeParisien.fr

Le discours de Bush et Obama.

ACTUALITÉ DU JOUR

Un psychopathe fanatique s'invente un ennemi pour justifier sa folie meurtrière et entraîner le peuple derrière lui.

Personne, aucun pays n'a attaqué la France à notre connaissance, pas plus les Etats-Unis qui sont malgré tout en guerre contre tous un tas de pays et peuples pour des intérêts purement mercantiles.

En ne soutenant ni le gouvernement irakien, ni le gouvernement syrien, ils démontrent que leur objectif n'est pas de défendre ou de rétablir la souveraineté de ces pays, mais bien de finir de la liquider, soit en orchestrant leur partition, ce qui poserait la question de leur viabilité et de leur stabilité à long terme difficilement réalisable en raison du chaos qui s'en suivrait, soit en adoptant une sorte de fédéralisme, en les découpant en régions autonomes dotées de pouvoirs discrétionnaires en matière de gestion de leurs ressources naturelles de façon à ce qu'elles soient pillées plus facilement par les multinationales américaines, britanniques et françaises, selon un découpage réalisé sur des bases ethniques ou confessionnelles de manière à obtenir le soutien des potentats locaux qui de fait détiendraient le pouvoir et s'enrichiraient sur le dos de leur population, et d'un pouvoir central fantoche directement relié à Washington, sans réel pouvoir, qui ne conserverait que les attributs liés à la fonction de représentation diplomatique d'un Etat à l'extérieur du pays, la banque centrale et la monnaie demeurant commune aux différentes régions dans un pays dont l'économie repose essentiellement sur l'exportation du pétrole, la politique monétaire dépendrait du cours du pétrole et du dollar, quant à la politique sociale, elle serait laissée à la discrétion des parlements des différentes régions.

La partition et le fédéralisme présentent autant d'avantages que d'inconvénients, de risques de chaos perpétuel dès lors qu'il n'existe plus de pouvoir centralisé fort ou qui concentre le pouvoir, d'autant plus que l'essentiel des richesses produites ne profitent pas à la population ou ne sont pas destinées au développement des infrastructures du pays, à l'élévation du niveau de vie de la population.

Après tout, du moment que les affaires continuent, que le pétrole coule à flot et que l'exploitation du gaz ne connaît pas de répit, à quoi bon se soucier du sort de ces populations, on allait oublier l'industrie de l'armement qui se porte très bien, merci pour elle.

La Valls des "***assassins***".

- Valls défend l'intervention en Irak contre les jihadistes "*assassins*" de l'EI - AFP

(Qui a commencé en 1983 à bombarder l'Irak, qui sont les "*assassins*" du peuple irakien, qui a détruit ce pays sinon les alliés américains de monsieur Valls. - ndlr)

"*Ce n'est pas notre intervention qui nous expose au terrorisme*", a répliqué le Premier ministre devant les députés, jugeant que "*la sécurité nationale est en jeu*", "*comme jamais*" au cours des dernières années.

(Discours délirant d'un tyran. En réalité, votre "*intervention*" militaire s'apparente au terrorisme d'Etat dans la mesure ou vous piétinez le droit à l'autodétermination du peuple irakien contre lequel vous êtes en guerre par organisations terroristes interposées. -ndlr)

"*Nous ne faillirons pas, nous ne tremblerons pas. Face à la menace, face au chantage, la France ne cède pas*", a lancé M. Valls.

(C'est vous et vos alliés qui avez contribué à fabriquer cette "*menace*", ces organisations de mercenaires sanguinaires dont le peuple irakien est la principale victime et non la France, pour ensuite prétendre lui venir en aide et justifier votre intervention militaire qui en réalité vise la main mise sur son pétrole. -ndlr)

Ce combat sera "*de longue haleine*", a prévenu le Premier ministre: la France, qui doit mener de nouvelles attaques aériennes dans les prochains jours, frappera "jusqu'à ce que l'armée irakienne ait retrouvé la supériorité" sur le groupe EI, que les autorités françaises ne désignent plus que par l'acronyme "*Daech*".

(Qui a affaibli, neutralisé l'amée irakienne, sinon vos alliés américain et britannique pour mieux permettre à EI de s'emparer de régions entières d'Irak, organiser l'exode de leurs populations, les massacrer. Vous allier aux Américains fait de vous un complice des crimes horribles de masse perpétrés par EI. -ndlr)

Pas question en revanche d'aller frapper également en Syrie, a confirmé Manuel Valls, même si le dirigeant syrien Bachar al-Assad "*ne peut absolument pas être un partenaire dans la lutte contre Daech*". La France ne fera que soutenir l'opposition syrienne "*modérée*" au régime, via un soutien "*civil et militaire accru*".

(L'opposition syrienne "*modérée*" créée à Londres est un cynique euphémisme qui ne sert qu'à couvrir le soutien "*civil et militaire accru*" que vous apportez en réalité au Front Al-Nosra et à l'Emirat Islamique afin d'en finir avec Assad, votre unique objectif, celui des Américains. -ndlr)

La quasi-totalité des partis politiques approuve la décision du président François Hollande de déclencher des frappes aériennes en Irak.

(Vous avez dit tous pourris, tous les partis institutionnels du Front national au Front de Gauche, comment pourrions-nous vous désavouer puisqu'ils en font une nouvelle fois la démonstration.

Terrible constat pour bien des militants qui refusent encore de l'admettre, je crois bien que c'est le pire. Pourquoi n'avons-nous pas cessé de vous encourager à regarder toujours la réalité en face aussi dure soit-elle à encaisser, parce qu'on savait que le pire était encore à venir, c'était pour vous y préparer, car fuir la réalité n'a jamais contribuer à résoudre aucun problème, bien au contraire, cela vaut dans la vie en général.

Ces partis dits de gauche desservent notre cause, en réalité ils luttent pour une autre cause que la nôtre, il faut en tirer les leçons pratiques et les fuir, en démissionner au plus vite. - ndlr)

A droite comme à gauche, les critiques ou avertissements ne devraient pourtant pas manquer contre les coupes dans les crédits de la défense, qui limitent les capacités des armées, déjà lourdement sollicitées, notamment au Sahel et en Centrafrique. AFP 24.09

Ils en redemandent "*à droite comme à gauche*", comme quoi ils appartiennent bien à la même famille, au même camp de la guerre contre les peuples, tous les peuples, y compris le vôtre.

Acquitté. Voilà comment ils combattent les "***barbares***".

Il pourra aller prêcher dans les camps d'entraînement des mercenaires en tous genres au côté des instructeurs américains en Jordanie ou ailleurs dans la région.

- Le prédicateur islamiste Abou Qatada libéré de prison en Jordanie - Reuters

Le prédicateur islamiste Abou Qatada, extradé l'an dernier de Grande-Bretagne après huit ans de procédure, est sorti libre de prison mercredi en Jordanie après avoir été acquitté des accusations de complicité dans un projet d'assassinat de touristes.

La cour de sûreté de l'Etat a conclu à l'insuffisance des charges retenues contre lui.

C'est la seconde fois que la justice jordanienne acquitte Abou Qatada. Fin juin, la cour de sûreté de l'Etat, devant laquelle il comparaissait alors dans une autre affaire de terrorisme, avait également estimé que l'absence de preuves ne justifiait pas sa condamnation.

Abou Qatada, qui a vécu une vingtaine d'années en Grande-Bretagne, avait été condamné par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité par la justice jordanienne.

A Londres, le ministère de l'Intérieur a souligné que le prédicateur restait interdit d'entrée sur le territoire britannique. "*La justice du Royaume-Uni a jugé qu'Abou Qatada représentait une menace contre la sécurité nationale*", a rappelé une porte-parole du Home Office. "*Il reste sous le coup d'une mesure d'expulsion.*"

Abou Qatada est considéré comme proche d'Al Qaïda. Reuters 24.09

La barbarie s'étend. Le capitalisme rime avec décadence et dégénérescence du genre humain.

- En Allemagne, le Conseil d'éthique propose de dépénaliser l'inceste entre frère et sœur - LeMonde.fr

Les autorités allemandes ont déjà légitimé la zoophilie, les autorités hollandaises la pédophilie, alors pourquoi ne pas franchir un pas de plus qui nous rapprocherait de l'animalité et nous éloignerait un peu plus de la civilisation humaines ?

Un jour j'ai mentionné une vidéo dans laquelle figurait un numéro d'une émission de télévision suisse qui avait été consacrée à l'inceste entre un père ou une mère avec sa fille ou son fils majeurs. Parmi les invités figuraient des Suisses qui s'adonnaient à cette pratique sans être inquiétés par la justice helvétique, émission bonne enfant, qui se déroula tranquillement et se termina en disant pourquoi pas du moment que les deux parties sont adultes et consentantes, légitimant l'inceste.

On peut dire en règle générale, que dès lors que les pulsions sexuelles se développent sans entrave chez l'enfant, il sera attiré naturellement pas le sexe opposé. Maintenant, l'oppression ou la violence qu'il pourra subir de la part de l'un de ses parents ou les deux, pourra se reporter sur son développement sexuel et jouer un rôle inhibiteur, il devra le cacher ou il ne pourra pas en parler avec ses parents, pire, s'ils le réprimaient, il pourrait alors en être gravement perturbé.

Ce n'est pas l'inceste qui me choque, pas plus que d'autres pratiques sexuelles, je suis davantage sensible au fait que la société ne permet à chacun de développer sa sexualité, comme elle ne permet pas à chacun de s'épanouir en général ou d'accéder au bien-être.

C'est si facile de se donner bonne conscience en condamnant certaines pratiques sexuelles sans aller au fond du problème ou en chercher les origines qui sont d'ordre social, qui nous amène à poser la question des rapports sociaux de production qui reposent sur l'inégalité entre les classes, aux rapports qui existent entre classe dominante et classe dominée qui déterminent tous les rapports sociaux dans la société. La violence qui peut se manifester dans un couple ou entre des parents et leurs enfants reproduit ces rapports de dominant à dominé dont la racine réside dans l'existence des classes sociales comme source d'oppression.

Qui en a vraiment conscience dans la société, combien de parents ont cela à l'esprit ? Une minorité tellement infime qu'elle n'est pas quantifiable. On pourrait en dire autant du socialisme ! Ne jetez pas trop vite le socialisme à la poubelle, étudiez-le et réfléchissez au bien-être qu'il pourrait apporter à l'humanité entière.

Intox.

Quand c'est l'extrême droite sioniste qui orchestre la propagande du gouvernement en soutien à la guerre.

- "*Complément d'enquête*" : l'antisémitisme est-il de retour en France ? - Francetv info

91%. C'est le chiffre de l'augmentation des actes antisémites en France, en seulement un an. Le CRIF dénonce un «*phénomène de masse*». Un chiffre qui choque et une communauté juive qui s'inquiète. Francetv info 24.09

L'ONU va sanctionner les pays qui participent à la coalition contre EI et qui ont fourni le gros des troupes d'EI ou les pays dans lesquels les américains et leurs alliés ont porté des jihadistes au pouvoir, qui peut croire un truc pareil ?

- L'ONU va sanctionner les pays qui laissent leurs citoyens partir au jihad - Libération.fr

Un Conseil de sécurité extraordinaire présidé par Barack Obama a adopté mercredi une résolution contraignante pour endiguer le flot des jihadistes étrangers en Syrie et Irak et contrer la menace qu'ils représentent pour leur pays d'origine.

Ce texte contraignant, adopté à l'unanimité, impose aux Etats, sous peine de sanction, d'empêcher leurs citoyens de s'enrôler dans des organisations extrémistes comme l'Etat islamique. Liberation.fr 24.09

Qui vont-il viser ? Les pays du Golf dont l'Arabie saoudite, la Libye qui est leur produit, la France, la Grande-Bretagne , ou ils vont plutôt s'en servir comme moyen de pression contre des pays comme le Liban, la Tunisie, l'Algérie qu'ils veulent également destabiliser ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

- Les Français ont perdu 4% de pouvoir d'achat depuis 2009 - AFP

Les Français ont perdu 4% de pouvoir d'achat depuis 2009, soit l'équivalent de 1.500 euros annuels, selon 60 millions de consommateurs, qui note une augmentation notable du prix des dépenses contraintes, notamment liées au logement ou à la voiture.

Pour calculer ces variations, le magazine de l'institut national de la consommation (INC), s'est basé sur l'évolution des prix, des revenus, et de la consommation des ménages.

Il estime qu'entre 2009 et 2014, le revenu annuel moyen par ménage (incluant salaires, patrimoine et prestations sociales, et déduisant impôts et cotisations sociales) a augmenté de 2,9%, passant de 37.517 euros à 38.591 euros.

Mais parallèlement, les prix ont augmenté de 6,9%, avec notamment une explosion du poids des dépenses contraintes.

elon les estimations du magazine, la hausse des prix du carburant a grignoté 335 euros de pouvoir d'achat depuis 2009, celle de l'électricité 205 euros, et les loyers 175 euros.

Ainsi, les ménages n'ont plus guère "*de prise sur leur situation budgétaire et se retrouvent souvent coincés par des factures sur lesquelles ils n'ont pas la main*", note le magazine, qui pointe la hausse des charges liées au logement et à la voiture comme les plus pénalisantes.

Parmi les autres dépenses, cette fois "*arbitrables*", dont les augmentations ont le plus amputé les revenus, on trouve le tabac (225 euros), la restauration et les cafés (172 euros) ainsi que la viande (146 euros).

"*Au final, la perte moyenne de pouvoir d'achat s'établit donc à 1.496 euros, soit -4%*" depuis 2009, conclut 60 millions de consommateurs.

Si la hausse des carburants "*a frappé indifféremment toutes les catégories de ménages*", d'autres augmentations frappent plus lourdement certains ménages: "*la hausse des loyers affecte évidemment plus les personnes seules et les familles monoparentales, celle du tabac rogne plus le pouvoir d'achat des jeunes ayant de faibles ressources, des employés ou des ouvriers.(...) Les propriétaires âgés de plus de 75 ans, ayant de modestes pensions, ont subi de plein fouet les hausses de l'électricité, du gaz et du fioul domestique*", détaille Emmanuel Masset-Denèvre, économiste à l'INC. AFP 24.09

On voit ici que ce sont les travailleurs les plus faibles ou défavorisés qui s'appauvrissent, parmi lesquels des fonctionnaires, c'est donc une tragique erreur de ne pas s'adresser à l'ensemble des travailleurs...

En complément.

- Au Portugal, le salaire minimum relevé à 505 euros - Liberation.fr

Enorme !

Haut de page

Le 26 septembre 2014

CAUSERIE

Quelques points de repères en avant-propos de l'actualité du jour.

Leur problème, quelle réponse doivent-ils fournir à la question : Qui est en guerre contre qui ? De quel genre de guerre s'agit-il ?

Quand la "***quarantaine***" rime avec absence de liberté.

- Ebola: un million de Sierra-Léonais de plus en quarantaine, réunion à l'ONU - AFP

- Paris déconseille aux Français de se rendre dans une quarantaine de pays - LePoint.fr

C'est la ploutocratie anglo-saxonne-sioniste qui déclenche les guerres depuis un siècle.

- C'est le djihadisme qui provoque la guerre - LeMonde.fr

Elle n'a jamais cessé depuis la colonisation des puits de pétrole par les ancêtres de BP, Shell et Exxon au début du XXe siècle

- Frappes contre l'État islamique: vers une «*guerre sans fin*» au Moyen-Orient? - Slate.fr

Quel autre avenir avec le capitalisme ?

ACTUALITE EN TITRES

Chouette une bonne nouvelle du casino : Le fric va continuer de se déverser à flot !

- Le rally boursier devrait se prolonger jusqu'en 2015 - Reuters

La quincaille ambulante.

- Chrysler rappelle 350.000 véhicules de l'année modèle 2008 - Reuters

Sans blague !

- Les Etats-Unis ont identifié l'assassin des journalistes Foley et Sotloff - AFP

Ils ont dû fouiller dans la liste de leurs agents ou ex-agents. Trop fastoche !

Made in UE.

- L'Union européenne démunie face à ses djihadistes - LeFigaro.fr

Dans la même poubelle.

- La visite de Hollande à l'ONU endeuillée par la mort de l'otage français - AFP

- Mort d'Hervé Gourdel : Nicolas Sarkozy accusé de "*récupération politicienne*" - Francetv info

On se demandera qui sert de modèle à qui.

- Cambadélis (PS): Sarkozy a un programme de "*combat contre notre modèle social*" - AFP

En effet, Daesh a adopté la doctrine du néolibéralisme et du sionisme : Le nihilisme.

- "*L'idéologie de Daesh n'est ni étatique ni islamique*" - Le Nouvel Observateur

En deux mots, le nihilisme permet de tout relativiser dans l'absolue, de là au déni et à l'imposture permanente il n'y a qu'un pas.

Qui financent les barbares ? Sans rire, l'ONU et les Américains ont lancé un avis de recherche international.

- Aide de 90 millions de dollars promise par les Amis de la Syrie - Reuters

En réalité ils bombardent les infrastructures de la Syrie.

- De nouvelles frappes en Syrie pour tarir les finances de l'EI - Reuters

- Syrie : les États-Unis frappent des raffineries contrôlées par l'EI - LePoint.fr

Question : Qui peut avoir donné l'ordre au Pentagone de bombarder des infrastructures pétrolières ?

Réponse : Rockefeller ou Exxon. Qui d'autres en a le pouvoir ? Personne.

N'avez-vous pas remarqué que les questions économiques passaient à la trappe pendant ce temps-là, y compris le prix du pétrole ?

Tiens donc, lorsque c'est le régime syrien qui les bombarde, c'est illégitime.

- Syrie: la coalition anti-jihadiste étend ses frappes - AFP

- Londres doit s'allier à l'action contre l'EI en Irak, dit Cameron - Reuters

Stratégie du chaos.

- Chine: quarante "*émeutiers*" tués dans le Xinjiang - AFP

- Selon Ban Ki-moon, « *le monde peut et doit stopper Ebola* » - LeMonde.fr

- La fièvre Ebola a fait près de 3.000 morts depuis mars - Reuters

- Doutes sur la fiabilité de la statistique du PIB argentin - Reuters

- Yémen: 270 morts dans les combats à Sanaa - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils sont en guerre contre les peuples du monde entier.

Nous allons lire qu'ils revendiquent ouvertement leur propagande "*guerrière*" pour terroriser, neutraliser, obtenir le soutien des masses exploitées à leur union nationale, pendant qu'ils préparent avec le Medef une nouvelle offensive antisociale contre l'ensemble des travailleurs.

L'argument fallacieux qu'ils avancent pour justifier leur participation à cette guerre, la lutte contre le terrorisme initiée par Bush le soir même du 11 septembre 2001, ne sert qu'à camoufler leurs véritables intentions qui est de renverser Assad et de se rendre maîtres du pétrole et du gaz de l'Irak et de la Syrie qui échappaient en partie à leur contrôle ou servaient les intérêts de la Russie et de la Chine principalement.

Confrontés à la plus vaste et profonde crise qu'ait connu le capitalisme depuis son avènement qui leur pose un défi quasi insurmontable, ils estiment que le temps presse et que la Chine et la Russie doivent rentrer dans le rang et adopter leur stratégie de nouvel ordre mondial en admettant leur hégémonie sur le reste du monde, car la survie du capitalisme en dépend, donc la leur.

Comme chaque fois en pareil occasion, pris dans le tourbillon d'une hystérie institutionnelle collective partie de l'ONU, il était imparable que parmi les multiples déclarations qu'on a pu entendre hier certains se distinguent en tenant inconsciemment un discours ô combien révélateur des véritables intentions qui se cachent derrière leur position affichée.

Par exemple Valérie Pécresse de l'UMP qu'il ne faudrait pas prendre pour une gourde, car ce n'est pas pour rien qu'elle fut invitée à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013 (tout comme Fillon), qui a légitimé indirectement le combat que mène notamment le régime syrien contre l'Etat Islamique "*qui terrorise des Etats qui, eux, doivent s'organiser pour lutter contre*". Plus tard refusant d'admettre que "*la France est en guerre*", elle fut reprise par Fillon, puis par un membre d'une officine néolibérale, la Fondation pour la recherche stratégique, qui sans le nommer repris l'argument employé par G.W. Bush pour justifier son attaque contre l'Afghanistan et l'Irak, selon lequel il fallait considérer comme une déclaration de guerre le fait qu'"*un pays conduit une opération militaire offensive sur un territoire étranger*", Bush ayant attribué les "*attentats*" du 11 septembre 2001à l'Afghanistan dirigée par les talibans et repère d'Al-Qaïda et Ben Laden ainsi qu'à l'Irak deSaddam Hussein qui en aurait été le complice.

Il ne faut surtout pas que la vérité transpire, la moindre parole de trop, faiblesse ou erreur, doit immédiatement être rattrapée, corrigée, disparaître sous un flot de déclarations abondant dans le sens de la propagande officielle.

Et ce n'est pas la sortie de Plenel (Mediapart) qui va briser ce qu'il faut bien appeler ce complot en faveur de la guerre, dans la mesure où il s'est employé à faire un parallèle entre l'entreprise de l'Emirat Islamique et celle des puissances occidentales, alors qu'en réalité la collusion qui existe entre eux est totale depuis le début ce que justement Plénel occulte, il ne peut pas aller au bout de son analyse parce qu'il figure parmi les fidèles serviteurs du régime.

On se demandera si sa "*mise en garde*" adressée aux dirigeants du vieux monde ne visait pas en réalité la crainte que la vérité jaillisse plus rapidement qu'ils ne l'avaient imaginée et qu'elle fragilise un peu plus le régime en se coupant un peu plus des masses qui pourraient finir par trouver la voie de l'affrontement avec la classe dominante, ce qu'il ne souhaite pas évidemment.

- La France dans une guerre qui commence à dire son nom - AFP

Le mot a fini par être prononcé. Depuis le bombardement français vendredi en Irak et l'exécution de l'otage Hervé Gourdel en Algérie, la France est "*en guerre*", même si la réalité du conflit reste floue pour l'opinion.

François Hollande a lâché le terme mardi, lors de l'assemblée générale des Nations unies à New York

"*Nous ne cèderons à aucun chantage, à aucune pression, à aucun ultimatum fut-il le plus odieux, le plus abject. (...) Et notre meilleure réponse à cette menace, à cette agression, c'est l'unité nationale dans cette guerre, car c'en est une, contre le terrorisme*", a insisté le président, à l'endroit même où Dominique de Villepin avait refusé en 2003 que la France s'engage aux côtés des troupes américaines.

Alors que l'opinion publique accuse le coup de l'émotion suscitée par l'égorgement filmé de l'otage français, les services de sécurité français (police, renseignement et armée) sont en état d'alerte maximale. Après le débat à l'Assemblée nationale mercredi, le Président de la République a réuni jeudi un Conseil de défense.

A droite, certains responsables ont des états d'âme. L'ex-ministre UMP Valérie Pécresse estime ainsi qu'il ne "*faut pas galvauder*" le mot "*guerre*", car il est "trop terrifiant". "*Je ne dirais pas que la France est en guerre (...) une guerre cela veut dire qu'on a identifié un Etat contre lequel on est en guerre. Là ce n'est pas un Etat, c'est une nébuleuse terroriste mondiale, qui terrorise des Etats qui, eux, doivent s'organiser pour lutter contre*".

Argument réfuté par les analystes et nombre de politiques. "*L'adversaire ne se pose pas la question, l'EI considère qu'il est en guerre contre l'Occident en général et la France en particulier. Dès lors qu'un pays conduit une opération militaire offensive sur un territoire étranger, si ce n'est pas une opération de guerre, cela y ressemble furieusement*", rétorque Bruno Tertrais, politologue à la Fondation pour la recherche stratégique.

Et l'ex-Premier ministre UMP François Fillon n'a aucun d'état d'âme à se ranger aux côtés du pouvoir socialiste.

"*Là où nous avions affaire à des mouvements terroristes clandestins, dissimulés, nous avons affaire à un mouvement qui est en train de s'ériger en Etat (...). C'est maintenant une guerre, j'allais dire presque classique - elle n'est pas classique parce que nous sommes face à des terroristes - mais c'est une guerre frontale, une vraie guerre et donc il faut mobiliser l'ensemble de nos forces pour la combattre*" a-t-il dit jeudi sur RTL.

Un peu seul dans le concert guerrier véhiculé par médias et éditorialistes, le fondateur du site Mediapart, le journaliste Edwy Plenel, a mis en garde jeudi contre le "*bourrage de crâne*" et "*l'engrenage*" infernal constitué par la terreur, la barbarie des uns et l'union nationale des autres.

Citant le philosophe bulgare Tzetan Todorov, il réfute tout "*choc de civilisation*" et craint une "réaction disproportionnée, abusive". "*La peur des barbares est ce qui risque de nous rendre barbare et le mal que nous ferons dépassera celui que nous redoutions au départ*", dit-il. AFP 25.09

En complément quelques titres de presse.

- Décapitation d'Hervé Gourdel: une déclaration de "*guerre*", selon les éditorialistes - AFP

- Terrorisme : l'exécutif appelle à une unité «*impérative*» - LeFigaro.fr

- Sécurité renforcée dans les centres commerciaux et les grands magasins - LeMonde.fr

- Le Premier ministre irakien évoque des projets d'attentats de l'Etat islamique dans le métro parisien - Francetv info

Les Américains ont répondu qu'ils n'étaient pas au courant.

- La France frappe à nouveau en Irak et renforce ses mesures antiterroristes - AFP

- Paris demande l'inscription d'Ansar al-Charia sur la liste noire de l'ONU - AFP

Ils sont en guerre mais contre qui ?

Notez le nombre de fois où le même mot revient et vous aurez la réponse.

- Les musulmans de France craignent d'être associés aux preneurs d'otages - Francetv info

- Musulmans de France : « *Il faut que la majorité silencieuse s'exprime* » - Liberation.fr

- « *Le Figaro* » et le sondage sur les musulmans : « *Notre formulation était maladroite* » - LeMonde.fr

- «*Nous ne voulons pas de fracture entre musulmans et non-musulmans*» - LeFigaro.fr

- Les musulmans priés de condamner des terroristes : quelle folie ! - Rue89

Alors de là à faire du zèle ou se lâcher, ils y sont invités.

- Estrosi: la France a le "*devoir de défendre une civilisation*" - AFP

Mais avec quoi l'Etat islamique a-t-il vraiment quelque chose à voir ?

Réponse : Pas avec l'islam, rien. Cependant il agirait "*au nom d'un prétendu islam*". Lequel, sorti d'où ? Pas de réponse. Ce seraient des "*barbares fanatisés*". Par qui ? Pas de réponse. Des "*êtres sauvages*". Qui les a rendus ainsi, qui leur a servi d'exemple, qui les a encouragés à le devenir ? Pas de réponse. Des "*soldats perdus*". Qui seraient sortis d'où, de quelle armée ? Pas de réponse.

Si ce n'est pas l'islam qui les a rendus comme ils sont, c'est quelque chose d'autre. S'ils poursuivent un objectif étranger à l'islam, c'est qu'ils poursuivent un autre objectif, lequel et qui leur a fourni ? Si l'idée de se rendre en Irak ou en Syrie ne leur est pas venue toute seule, qui leur a mis dans la tête, qui a payé leur voyage, qui les a aidé à franchir les différentes frontières, qui les

a nourris, logés, blanchis une fois sur place, qui les a entraînés, armés, qui les a menés au champ de bataille ? Quelle est cette "*idéologie meurtrière qui se cache derrière la religion islamique en confisquant son vocabulaire*", qui l'a fabriquée, depuis quand existe-t-elle, quel en est le contenu et l'objectif politique ?

Pas de réponse, et pour cause ! Nous connaissons tous parfaitement les réponses à ces questions, y compris ceux qui feignent de ne pas les connaître parmi les intellectuels et les religieux.

Posons-nous d'autres questions.

Pourquoi tous ceux qui semblent s'apitoyer sur le sort ignoble qu'ils avaient réservé à Hervé Gourdel sont-ils incapables de fournir les bonnes réponses à ces questions ? Parce qu'ils couvrent les réels commanditaires de ces actes de barbarie ou ceux qui les exploitent à des fins politiques inavouables ? Qui protègent-ils ainsi ? Ceux qui les entretiennent, qui sont garants de leur statut social dans la société ? Ils en sont donc les complices, ils sont corrompus et partagent la responsabilité du crime qu'ils dénoncent.

Ces intellectuels et religieux sont en réalité des crapules, ils n'ont aucune dignité, particulièrement médiocres, aussi cyniques que leurs maîtres si ce n'est davantage parce qu'ils connaissent parfaitement la vérité et ils se servent de leur statut pour tromper les gens et les musulmans en particulier, ils servent donc les intérêts de ceux qu'ils prétendent combattre.

- Musulmans de France : «*Nous devons créer un contre-discours*» - libération.fr

Dès l'annonce de la décapitation d'Hervé Gourdel, les responsables musulmans de France se sont dit horrifiés et ont répété que l'Etat islamique n'a «*rien à voir*» avec l'islam. libération.fr 25.09

- Un collectif de musulmans de France : «*Nous sommes aussi de "sales Français"*» - lefigaro.fr

Ils sont médecins, politiques, avocats, français et musulmans. Ils expriment avec la plus grande force la répulsion que leur inspire l'assassinat d'Hervé Gourdel. lefigaro.fr 25.09

- Une centaine d'érudits musulmans dénoncent l'Etat islamique dans une lettre ouverte - francetv.info

Qui sont-ils ?

Les 126 signataires sont tous masculins et sunnites. Si des chiites et des femmes avaient été signataires, cela aurait pu discréditer l'autorité de ce texte aux yeux des islamistes fondamentalistes auquel il s'adresse.

A qui s'adressent-ils ?

La lettre est adressée au calife autoproclamé de l'Etat islamique, Abou Bakr Al-Baghdadi et "*aux combattants et partisans de 'l'Etat islamique auto-proclamé'*" mais aussi aux recrues potentielles, aux imams et à ceux aussi qui voudraient dissuader les jeunes musulmans de rejoindre l'EI.

Leur objectif.

"*Reconsidérez vos actions, renoncez-y, repentez-vous en, cessez de faire du mal aux autres et retournez à la religion de la miséricorde*" francetv.info 25.09

Pourquoi ne dénoncent-ils pas les autorités sunnites du Golfe qui financent et qui ont armé EI ?

Pourquoi tiennent-ils tant à isoler les chiites qu'EI massacrent aussi ? Parce que qui dit chiites dit Iran, Hezbollah, Assad, Résistance palestinienne qui sont considérés comme les ennemis des Américains et leurs alliés occidentaux, pour ne pas leur déplaire, parce qu'en réalité ils les soutiennent ou partagent leurs objectifs politiques.

Comment peut-on s'adresser à des barbares s'étant livrés à une multitude d'actes d'une cruauté inouïs et espérer leur faire entendre raison ? Pour entreprendre une telle démarche il faut avoir perdu la raison ou n'en avoir rien à faire en vérité, c'est juste une posture ou plutôt une imposture, encore, c'est notre époque qui veut cela.

Tous leurs discours consistent à dresser les musulmans les uns contre les autres, à dresser les non-musulmans contre les musulmans. On retrouve la même méthode employée par la plupart des antistaliniens qui entendaient lutter contre le stalinisme et qui prétendaient, soit qu'il était une déviation du socialisme, soit qu'il en était issu, sans jamais caractériser son origine

qui permettait de remonter au capitalisme et non au socialisme, parce qu'il leur fallait épargner le capitalisme. En réalité, le stalinisme était (et demeure) la négation du socialisme, c'était le seul rapport que l'on pouvait établir entre eux.

L'islamisme radical ou sa version la plus archaïque n'aurait rien à voir avec l'islam nous dit-on, avant d'ajouter qu'il en serait une lecture erronée, ce qui nous ramène bien à l'islam et à rien d'autre, or le salafisme, le takfirisme, Al-Qaïda, le Front Al-Nosra ou l'Emirat Islamique sont uniquement le produit de la stratégie politique de l'impérialisme américain. L'islam n'est ni le point de départ ni le point d'arrivée du combat de ces mercenaires, ce que tout général du Pentagone ou directeur de la CIA confirmera, il sert uniquement à camoufler leurs réelles intentions et objectifs tout en permettant de dresser les musulmans les uns contre les autres pour affaiblir leur résistance face à l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

L'un des responsables du Conseil français du culte musulman en France, Abdallah Zekri, a eu beau affirmer qu'EI n'avait rien à voir avec l'islam "*ni aucune religion*", pour autant, comme il n'a pas été capable de préciser avec quoi il avait quelque chose à voir, son discours s'est finalement avéré creux, non convainquant, au bout du compte il aurait dit le contraire, qu'il aurait abouti au même résultat. Il a oublié que depuis plus d'un siècle pour certains le pétrole est une véritable religion.

On ne l'a pas dit jusqu'à présent, on l'a laissé sous-entendre plus haut, il ne suffit pas d'affirmer qu'EI n'aurait aucun rapport avec l'islam ou le coran pour que cela soit forcément vrai. Par exemple, on a reproduit il y a quelques jours deux sourates qui appelaient à l'assassinat des infidèles, des non-musulmans, on ne les a pas inventées, qu'EI s'en inspire, il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas le reconnaître, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'il faudrait ramener l'islam, le coran ou les musulmans à ces sourates.

Or c'est justement ce que font ces intellectuels musulmans ou ces religieux qui peuvent s'écrier qu'il faut "*dire non à l'instrumentalisation de l'islam*" (Mohammed Moussaoui à la tête de l'Union des mosquées de France), lorsqu'ils nient qu'EI peut effectivement s'inspirer de certains passages du coran pour justifier ses horribles crimes, ce qui jette le discrédit sur leurs discours. Les religions sont ce qu'elles sont, elles sont loin d'être parfaites, et le problème c'est que leurs prédicateurs refusent de l'assumer. Prenez le judaïsme, ce sont des juifs qui ont mis à mort Jésus parce qu'il avait osé chasser les marchands du temple qui spéculaient sur la monnaie, oui déjà à cette époque.

Finalement ces intellectuels musulmans ou ces religieux qui ne peuvent assumer cette vérité qu'en se réfugiant dans le déni ou le mensonge demandent aux musulmans de les imiter, Mohammed Moussaoui : "*il faut que les musulmans de France regardent les choses en face et dénoncent avec force la radicalisation*", discours là encore inopérant ou incohérent en les appelant à faire preuve de la même hypocrisie que lui, car tous les musulmans connaissent les sourates que j'ai évoquées plus haut, ce qui ne veut pas dire encore une fois qu'ils sont prêts à les adopter, mais il leur est impossible de nier leur existence, ce qui les place dans une position fort inconfortable face à leur croyance partant du principe que l'immense majorité d'entre eux ne se reconnaissent pas dans ces appels à la violence aveugle.

Comment se réclamer d'une religion qui repose sur un ensemble de textes dont certains passages sont abjectes ou abominables, et ne pas passer pour des adeptes de ces cruautés, c'est un véritable problème de conscience qui est posé à chaque musulman en effet. Dans les ouvrages de référence au judaïsme on trouve des passages aussi épouvantables, je ne les ai pas en tête, mais j'ai eu l'occasion d'en avoir un aperçu en visionnant certaines vidéos. C'est la même chose avec l'hindouisme, qui avec les épopées guerrières du Mahabarata et le Ramayana utilise des métaphores à consonnance militaire pour soumettre ses ennemis, qui prises au premier degré peuvent donner l'impression d'avoir à faire à une religion belliqueuse, ou encore la loi de Manou qui est le code du brahmanisme avec son système des castes.

Union nationale pour la guerre.

- Organisation État islamique : Fillon invite Hollande à frapper en Syrie - LePoint.fr

- La question de frappes en Syrie "*est posée*", dit Le Drian - Francetv info

- Pierre Laurent (PCF): "*Les monstres échappent à ceux qui les ont créés*" - AFP

Ce serait, sans les nommer, "*un certain nombre de puissances internationales ou régionales*" qui auraient "*aidé*" les "*monstres*" d'Al-Qaïda et Cie, mais "*un moment*" seulement, pas sans discontinuer jusqu'à aujourd'hui depuis les années 70-80 au Pakistan et en Afghanistan. A partir de là, donc en le niant, il peut affirmer que ces "*combattants*" auraient été "*au service des intérêts occidentaux*", laissant penser que ce ne serait plus le cas en septembre 2014, alors que c'est justement cette collusion permanente entre l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et ces barbares qui permet de comprendre la situation (et son évolution depuis 40 ans), ce que Laurent s'emploie à occulter volontairement parce qu'il est lui-même lié à l'impérialisme français et ne souhaite pas que les travailleurs comprennent ce qui se passe en réalité, quels sont les véritables rapports qui existent entre les différents protagonistes.

Dans la mesure où tous s'emploient à camoufler la vérité à la population, il est permis de parler de complot contre tous les peuples.

AFP - Le secrétaire national du Parti communiste français, Pierre Laurent, a jugé jeudi après l'exécution d'Hervé Gourdel par des jihadistes en Algérie que "*les monstres échappent à ceux qui les ont créés*".

(Qui ? - ndlr)

Dénonçant le "*crime parfaitement odieux, inacceptable*" d'Hervé Gourdel, Pierre Laurent a déclaré dans l'émission Preuves par 3 Public Sénat/Afp/Dailymotion que "*ces groupes ont été à un moment aidés par un certain nombre de puissances internationales ou régionales parce qu'on a pensé pouvoir en faire des combattants au service des intérêts occidentaux et puis aujourd'hui les monstres échappent à ceux qui les ont créés*".

(Qui continuent de les instrumentaliser, qui les protègent, leurs donneurs d'ordres. - ndlr)

"*Face à l'Etat islamique, il faut agir. Le débat porte sur la bonne manière d'agir. La situation actuelle ne tombe pas du ciel (...) l'Occident mène la guerre au terrorisme depuis 10 ans, le bilan c'est que ces groupes n'ont cessé de se développer et que toutes les opérations militaires qui ont été menées en Afghanistan, en Irak, en Libye se soldent par l'aggravation de la situation*", a-t-il dit.

(Ils ne condamnent pas les interventions militaires de la coalition occidentale contre les peuples de ces pays, ils regrettent qu'elles se soient soldées par l'aggravation de la situation, autrement dit ils les justifient car elles partaient de bonnes intentions, elles ont seulement raté leurs objectifs. - ndlr)

"*C'est un combat de longue haleine qui prend une mauvaise direction. Nous ne mettons pas en oeuvre les moyens de lutte efficaces contre ces groupes*", a ajouté le sénateur de Paris.

(Ils en rajoutent et réclament d'autres mesures, alors que provenant de l'Otan elles ne peuvent être tournées que contre les peuples de ces pays. - ndlr)

"*Est-ce que les frappes aériennes menées par la France en Irak et par les Etats-Unis en Syrie vont empêcher ce qui s'est passé hier en Algérie? A l'évidence non*", a ajouté Pierre Laurent.

(Si au moins c'était le cas, confirmant ce qui vient d'être dit. -ndlr)

"*Que la France soit unie derrière la famille (d'Hervé Gourdel), que les drapeaux soient en berne, cela me parait absolument normal, et cette unité nationale oui, mais qu'on ne nous demande pas au nom de cela de taire le débat qui existe sur la manière de mener efficacement ou non la guerre contre le terrorisme en Irak*", a dit le chef des communistes. AFP 25.09

En revendiquant "*la guerre contre le terrorisme en Irak*", il se situe sur le même terrain qu'Obama et Hollande.

Une arnaque cynique.

- Pourquoi la baisse du chômage en août est à relativiser - Francetv info

"*Août est traditionnellement un mois où les demandeurs d'emploi peuvent 'oublier' d'actualiser leur situation*", relève le Huffington Post. Si l'on se penche sur les chiffres, on constate effectivement une forte hausse des sorties pour cessation d'inscription et défaut d'actualisation (+14,4%), ainsi que des radiations administratives (+5,4%). "*227 000 inscrits sont ainsi sortis des listes, soit 28 000 de plus qu'en juillet. On n'atteint pas le niveau record de 265 000 cessations constatées en août 2013, mois marqué par l'affaire du 'bug de SFR', mais c'est un niveau bien plus élevé qu'à l'habitude et même le second plus haut jamais constaté*", écrit le quotidien économique Les Echos.

"*Il faut attendre les chiffres du mois de septembre pour savoir s'il s'agit d'une baisse réelle ou bien d'une baisse pour défaut d'actualisation d'inscription*", estime donc Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE, auprès du Nouvel Obs.

Si l'on prend en compte les chômeurs ayant eu une activité réduite, c'est-à-dire les catégories B et C, la réduction du nombre d'inscrits à Pôle emploi est moins franche. La baisse n'est alors que de 0,1%.

L'Expansion remarque que les chiffres publiés mercredi par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, la caisse nationale des Urssaf, ne sont pas bons. Ils montrent que "*le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois a continué de diminuer en août (-2,9%), portant à -7,0% l'évolution sur les trois derniers mois et à -6,7% sur un an*".

C'est à partir de 1,3%-1,5% de croissance qu'on crée de l'emploi.

En effet, la croissance est en berne pour le premier trimestre, et l'exécutif ne table que sur 0,4% de hausse du PIB cette année et 1% en 2015. D'ailleurs, en mai, l'OCDE ne prévoyait pas de baisse sérieuse du chômage avant "*fin 2015*". Francetv info 25.09

Etat policier. Dictature mondiale.

- Interdiction de fumer devant des enfants en voiture: «*Nos politiques veulent nous infantiliser*» - 20minutes.fr

La ministre de la Santé Marisol Touraine présentait ce jeudi son plan antitabac. Parmi les annonces: l'interdiction de fumer dans les voitures transportant des mineurs de moins de 12 ans. L'objectif est de limiter l'exposition au tabagisme passif et «*débanaliser*» la cigarette aux yeux des jeunes. En cas d'infraction, une amende est prévue pour l'automobiliste. «*La même que celle encourue lorsqu'on fume dans un lieu public*», a précisé la ministre. 20minutes.fr 25.09

D'où vient cette idée ? Devinez.

Un Internaute répond.

- "*C'est deja le cas aux USA et une très bonne idée. Manque encore: interdire de fumer devant les entrées des bureaux et bâtiments publics. Interdire de fumer en terrasse et jardins publics (spécialement avec jeux d'enfants). Aux USA c'est aussi interdit sur les plages, etc. Les gens peuvent fumer chez eux et dans les rues.*"

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne.

- Berlin dénonce la clause investissement dans l'accord UE-Canada - Reuters

L'Allemagne ne ratifiera pas l'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada si la clause permettant à des entreprises d'intenter des recours contre des Etats auprès d'instances arbitrales internationales est maintenue, a déclaré jeudi le ministre allemand de l'Economie.

Le Premier ministre canadien, Stephen Harper, et les dirigeants de l'UE doivent annoncer officiellement vendredi la conclusion des négociations sur cet "*accord économique et commercial global*" (AECG) lors d'un sommet prévu à Ottawa. Le mécanisme de règlement des litiges entre investisseurs et Etats prévu dans cet accord continue toutefois de faire débat.

Ce chapitre prévoit la possibilité pour toute partie de réclamer la formation d'une commission d'arbitrage ad hoc, composée d'"*experts juridiques indépendants*", pour trancher un différend.

Les détracteurs de ce mécanisme de "*protection de l'investissement*" jugent qu'il donne trop de pouvoir aux entreprises multinationales en leur offrant la possibilité de contraindre un Etat à renoncer à des mesures de protection des citoyens, des salariés, des consommateurs ou de l'environnement.

L'Allemagne juge en outre que les systèmes juridiques européens et canadiens apportent déjà des protections suffisantes aux investisseurs.

Pour le commissaire européen au Commerce, il est désormais trop tard pour renégocier l'accord. "*Si on rouvre les négociations, l'accord est mort*", prévient Karel de Gucht dans une interview au journal allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung.

L'accord commercial avec le Canada devra être approuvé par chacun des 28 Etats membres de l'UE et par le Parlement européen, au sein duquel le groupe Verts a réclamé mercredi par la voix de Yannick Jadot, vice-président de la commission parlementaire du commerce international, "*la remise à plat complète des négociations*".

Le débat organisé jeudi au Bundestag était consacré non seulement à l'AECG mais aussi au Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) en cours de négociation avec les Etats-Unis, dont les grandes lignes devraient être calquées sur les dispositions de l'accord UE-Canada.

Un accord entre l'UE et les Etats-Unis couvrirait environ un tiers des échanges commerciaux dans le monde. Reuters 25.09

SOCIAL

1- France

- Air France: les négociations suspendues, le conflit s'enlise - AFP

Malgré le retrait de Transavia Europe, le statu quo persistait jeudi soir après la suspension des négociations entre Air France et ses pilotes, en grève depuis onze jours pour s'opposer aux conditions de développement de la filiale à bas coût.

Le dialogue a été interrompu à la demande de la direction, qui devait participer jeudi soir à un conseil d'administration du groupe Air France-KLM. Y sera évoquée "*la situation de grève persistante*", selon un porte-parole de la compagnie.

Dans les aéroports, un avion sur deux va rester bloqué sur le tarmac vendredi.

Avant d'être suspendues, les discussions portaient sur la revendication principale des grévistes: faire du contrat des pilotes Air France la norme dans les filiales de la compagnie et, notamment, Transavia France, sa low cost hexagonale.

Jeudi, lors d'un comité central d'entreprise (CCE) d'Air France - programmé de longue date -, la direction a confirmé aux syndicats l'abandon "*définitif*" du projet Transavia Europe, comme réclamé en préalable par les syndicats grévistes.

"*Une condition nécessaire mais pas suffisante*" pour la levée du préavis de grève, a réagi Guillaume Schmid, porte-parole du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL).

Le taux de pilotes grévistes était estimé à 62% pour jeudi, à 58% vendredi.

(Les jaunes briseurs de grève passent à l'offensive. - ndlr)

"*Plus la grève dure, plus la facture s'alourdit, et tous les salariés vont devoir la payer. On a fait deux ans d'efforts et tout est balayé en 10 jours*", s'est désolée de son côté Béatrice Lestic, syndicaliste de la CFDT.

"*L'après-grève va être horrible à gérer*", prédit Bruno Nègre, de la CFE-CGC, qui dénonce une nouvelle fois une "*grève corporatiste*", qui annihile tous "*les efforts faits par d'autres, les personnels au sol*".

- Nouvelles grèves des pilotes en vue chez Lufthansa - AFP

2- Portugal

- Portugal : grève contre la privatisation des transports - Liberation.fr

Le métro de Lisbonne n'a pas ouvert ses portes, jeudi, en raison d'une grève de vingt-quatre heures des salariés qui s'opposent à la privatisation de la gestion de cette entreprise publique. Le gouvernement de centre droit assure que le passage dans le privé de la gestion des transports en commun de Lisbonne et Porto, puis celle du réseau ferroviaire national, permettra d'économiser 85 millions d'euros par an sur le budget de l'Etat. Liberation.fr 25.09

Haut de page

Le 27 septembre 2014

CAUSERIE

Le Réseau Voltaire a publié un article que j'ai mis en ligne dont le contenu demande à être confirmé ou infirmé : "*L'enlèvement de Pierre Hervé Gourdel est monté de toutes pièces par les services secrets français.*

Prudence. Rien à ce stade ne permet d'étayer cette thèse, hormis le fait qu'il ait été enlevé le lendemain de son arrivée en Algérie, comme s'il était attendu, ce qui effectivement est plutôt curieux car il existe bien d'autres Français sur le sol algérien. Peu-être aussi que cet ancien militaire, expert en questions sécuritaires et lutte antiterroriste qui a fourni cette information n'a pas tout dit ce qu'il savait. A suivre.

Le dollar est au plus haut face à l'euro depuis plus de 22 ans, cela permet de satisfaire la demande intérieure, les Américains vont voter pour la guerre ; c'est mauvais pour les exportations, mais, mais l'industrie de l'armement va tourner à plein régime et Wall Street va voter pour la guerre, il y a de beaux profits à réaliser en perspective...

L'euro est au plus bas, c'est bon pour les exportations, l'aristocratie ouvrière va voter pour la guerre, et les principaux clients en armement de la France vont passer commande, l'aristocratie ouvrière va voter la guerre plutôt deux fois qu'une.

Pour un peu cela va aider à financer les contre-réformes que Valls ne devraient pas tarder à annoncer, avec peut-être à la clé l'amorce de la baisse du chômage... d'ici 2017. Pour le coup on pourrait bien se farcir Hollande 5 ans de plus !

L'art consommé du vide

Ne leur demandez pas qui a créé Al-Qaïda, le Front Al-Nosra, L'Emirat Islamique, la horde de barbares qui depuis les années 70-80 au Pakistan et en Afghanistan se répandent sur tout le Moyen-Orient et au delà jusqu'au Caucase et la Chine, vous n'obtiendrez pas de réponse.

Ils sont le produit de l'impérialisme américain qu'ils prétendent combattre, nous le savons, nous avons publié des dizaines d'articles de sources diverses qui en fournissaient les preuves, mais eux continuent de l'ignorer.

A un moment donné il faut dire stop et se demander pourquoi, et quelle est la véritable nature de ces partis ou organisations, quelles sont leurs véritables intentions.

Quand on mène un combat politique, la première chose à faire est de s'informer, de connaître les faits pour ensuite tenter d'interpréter correctement la situation. Dès lors qu'on saute par dessus la première étape, cela signifie qu'on sera dans l'impossibilité d'aborder l'étape suivante. Ces gens-là n'en ont cure, les faits qui sont le matériel sur lequel repose toute analyse ne les intéressent pas, il faut donc en déduire qu'on est présence d'aventuriers ou de charlatans.

Je sais que certains vont encore estimer que cette sentence est exagérée, sauf qu'elle est d'une logique implacable et je les mets au défi de la contredire. Le laxisme ou le dilettantisme, l'amateurisme ou le bricolage n'ont pas leur place dans le combat politique, c'est un sujet trop sérieux pour laisser place à des comportements qui confinent à l'infantilisme ou à l'irresponsabilité totale.

Vous aurez remarqué en observant comment tous les partis ouvriers traitent l'actualité politique et particulièrement celle du Moyen-Orient en ce moment, qu'ils manquent singulièrement de rigueur, qu'ils n'osent pas s'aventurer trop loin dans leurs analyses, quand ils ne se contentent pas de reproduire des articles d'agences de presse, comme s'ils craignaient de se mouiller ou voulaient ménager on ne sait qui ou quoi, comme si derrière cette guerre que mène l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste répondait à une stratégie politique qu'ils n'ont eu de cesse d'ignorer pendant les quatre dernières décennies, au point de révéler qu'ils s'étaient totalement fourvoyés durant toutes ces années. Il est inutile de leur dire, ils vous riront au nez et le nieront, ils ne voudront même pas aborder ce sujet avec vous.

Pourtant cette discussion me semble cruciale pour l'avenir du mouvement ouvrier et la suite de notre combat, qui faut bien l'avouer rime avec impuissance. Ceci a peut-être quelque chose à voir avec un autre constat, le fait que son avant-garde soit devenue incapable de poser les questions essentielles que les militants et les travailleurs avancés se posent, les questions brulantes que pose ou qui émane de la situation, qui demeure bloquée ou semble inexitricable parce que justement on n'y apporte pas de réponses.

Ce qui est figé, ce n'est pas la situation qui évolue sans cesse sans attendre ces réponses qui ne viennent pas, mais nos dirigeants qui semblent tétanisés par l'ampleur de la tâche à accomplir, comme si les obstacles qui se dressaient devant nous étaient insurmontables. Cela revient à dire que nous n'avons pas de direction digne de ce nom, qui soit capable de venir à bout des questions qu'on se pose, de déterminer les tâches et les objectifs politiques que la situaton impose de se fixer, dit autrement de définir une méthode accessible à tous pour comprendre ou interpréter la société dans laquelle nous vivons, afin que le plus grand nombre rejoigne notre combat politique et que l'on construise le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut, qui une fois ces conditions remplies ou cette dynamique enclenchée pourraient inspirer confiance à des centaines de milliers de travailleurs sur la base d'une ligne politique claire et cohérente axée sur le socialisme.

Pour atteindre ces objectifs, il ne faut pas se raconter d'histoires, en réalité les obstacles que nous avons évoqués plus haut figurent en premier lieu chez nos dirigeants, et c'est parce qu'on s'acharne à les chercher ailleurs qu'on ne les trouvent pas ou qu'on ne parvient pas à les surmonter. Il est clair que si nous avions disposé d'un dirigeant de la trempe de Lénine ou Trotsky au

cours des 7 décennies précédentes nous ne serions pas en ce moment à nous poser ces questions. Qu'on ne se méprenne pas, loin de moi l'idée de rivaliser avec qui que ce soit pour prétendre à ce statut, j'ai bien trop de faiblesses ou de lacunes incurables, ce qui ne m'empêche pas d'avoir conscience d'avoir progressé depuis la fin des années 70, et de ce fait avoir acquis la légitimité suffisante pour pouvoir m'exprimer sans avoir sans cesse à me justifier.

Ce qui est le plus important, ce n'est pas ce qu'on dit mais la manière de le dire, la manière de formuler ses idées, soit qu'on assène des vérités auquel cas c'est détestable, soit qu'on développe une argumentation étayée par des faits, ou dont la dialectique est saisissable par le lecteur ou la personne à laquelle on s'adresse, partant du principe qu'une vérité vaut quelque chose quand on est capable de la partager, dans le cas contraire elle ne vaut rien ou n'apportera rien à personne, ce qui n'est pas le but de notre action ou de notre engagement politique.

Je vous avouerais franchement, et vous avez dû vous en apercevoir depuis le temps, que je me fous bien de savoir qui partage ou non ma méthode, elle peut sembler très personnelle au premier abord, alors qu'en réalité c'est celle qu'employaient les marxistes. Chaque fois que je consulte un de leurs ouvrages, dès les premiers mots j'ai l'impression d'être à la maison, je n'ai pas besoin d'un temps d'adaptation pour m'y plonger complètement, c'est devenu instinctif, spontané, je reconnais cette logique ou cette dialectique d'une pureté extraordinaire que je leur envie et que j'étudie chaque fois au passage. Car je ne me contente pas des idées qu'ils exposent ou développent, j'essaie de comprendre comment elles s'enchaînent, quels liens dialectiques il existe entre elles, c'est d'autant plus intéressant que cela nous servira dans la vie quotidienne. Ainsi, c'est plus que des connaissances que l'on acquiert et qu'on peut oublier par la suite, mais une méthode pour penser, interpréter le monde, c'est la raison pour laquelle leurs oeuvres sont une source d'inspiration infinie, alors que les sujets traités peuvent être dépassés ou devenus obsolètes.

C'est à cette clareté, cette limpidité dans le discours qui concentre la substance de la connaissance, que l'on reconnait la profondeur de pensée, la grandeur des penseurs qu'étaient Marx et Engels.

J'ai en horreur la suffisance ou ces gens qui parlent d'un ton assuré alors qu'ils débitent des platitudes ou des lieux communs, qui ne s'écoutent pas parler, sinon ils se rendraient compte à quel point ils sont ridicules. Tout le contraire de nos génies qui n'étaient jamais satisfaits de leurs travaux, Marx en particulier qu'Engels sermonait parce qu'il repoussait sans cesse leur publication, normal, il avait toujours l'impression de ne pas avoir épuisé un sujet ou creusé suffisamment une question, c'était un perfectionniste, d'une rigueur méticuleuse, un modèle pour nous, quoi. On n'adopte pas le marxisme, on l'étudie tout en le mettant en pratique. Pour maîtriser le matérialisme dialectique, il faut une vie entière, et encore.

Non, le NPA et LO ne pourront pas nous servir de modèle, en revanche en guise de contre-exemple ils feront parfaitement l'affaire.

NPA.

- Indignation et colère après l'assassinat d'Hervé Gourdel - 24 septembre 2014

Daesh et tous ses avatars sont avant tout le produit de 13 ans de politique de « lutte contre le terrorisme » par les grandes puissances.

- Pas en notre nom ! - 26 septembre 2014 - A l'origine de l'État islamique, il y a la folle, meurtrière et barbare politique des grandes puissances...

LO

- Les deux bouts du même bâton impérialiste - 25 septembre 2014

Mais c'est la multiplication depuis des décennies des interventions occidentales au Moyen-Orient qui a engendré la barbarie et le terrorisme.

Et nous qui pensions que c'était plutôt le Pentagone et la CIA... Pourquoi ne pas appeler les choses par leurs noms, c'est si simple ? Ils doivent en avoir la trouille, et là je ne déconne pas.

C'est du passé, on oublie, mieux on efface tout , on fait tout disparaître, il n'en restera pas une trace dans les manuels scolaires...

- Lutte contre l'Etat islamique : la position délicate de la Turquie - LeParisien.fr

Et pour cause...

"*Soupçonné d'avoir longtemps armé les mouvements les plus radicaux, dont l'EI, en guerre contre le régime du président*

syrien Bachar al-Assad" AFP 26.09

... on passe l'éponge...

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a officialisé vendredi le revirement de son pays dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) et ouvert la porte à une très prochaine participation à la coalition militaire réunie par les Etats-Unis. AFP 26.09

- Le Qatar dément financer l'EI - LeMonde.fr

L'émir du Qatar nié que son pays finance des groupes extrémistes comme l'Etat islamique. « *Nous ne finançons pas des extrémistes* », a réaffirmé le cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani dans une interview diffusée jeudi soir par la chaîne de télévision américaine CNN.

Il fait aujourd'hui partie des cinq pays arabes qui participent à la campagne militaire déclenchée mardi par Washington contre l'EI en Syrie. Il abrite l'une des plus importantes bases américaines au Moyen-Orient. LeMonde.fr 26.09

Formidable, du coup l'enquête de l'ONU est déjà terminée !

Le timing était parfait. Etonnant, non ? C'était pour la bonne cause !

- Hollande remonte (enfin) dans les sondages, à 23% - 20minutes.fr

- Frappes en Irak: 7 Français sur 10 sont désormais pour - L'Express.fr

Réalisé au lendemain de l'assassinat de l'otage Hervé Gourdel. Un sondage Ifop, publié ce vendredi, montre que 69% des personnes interrogées sont pour les frappes contre le groupe EI, alors qu'ils n'étaient que 53% à donner la même réponse une semaine auparavant. L'Express.fr 26.09

Jamais un dirigeant d'une puissance occidentale en poste n'a connu pareil traitement.

- Le premier ministre indien assigné en justice aux Etats-Unis pour des émeutes meurtrières - LeMonde.fr

L'objet.

Un tribunal de New York a ordonné au premier ministre indien, M. Modi, de répondre aux accusations de « *tentative de génocide* » en relation avec les émeutes meurtrières anti-musulmans en 2002 qui avaient fait au moins 1 000 morts, alors qu'il était chef de l'exécutif du Gujarat. L'administration et la police avaient alors été critiquées pour ne pas être intervenues rapidement.

Qui sont les auteurs de cette plainte ?

Les avocats de l'AJC, qui se décrit comme une ONG visant à présenter à la justice les auteurs de violences de masse, ont annoncé avoir entamé des poursuites au civil contre M. Modi afin d'obtenir des dommages et intérêts pour ce qu'ils estiment être « *une tentative de génocide* ».

« *Il est clair pour les plaignants que justice ne peut être rendue en Inde en raison de la tolérance envers cet acte génocidaire approuvé par l'Etat* », écrivent l'ONG et des survivants, non désignés, de ces émeutes dans leur assignation.

De quoi l'accusent-ils ?

En vertu de la loi américaine, un tribunal peut décider de poursuites si le mis en cause ne répond pas en temps voulu. L'ONG accuse le chef de gouvernement de crimes contre l'humanité, de meurtres extra judiciaires, de tortures et traumatismes physique et psychique, essentiellement envers la communauté musulmane. LeMonde.fr 26.09

A quel moment ce tribunal statue-t-il ? Pure coïncience ?

Le jour même où Modi entame une visite officielle aux Etats-Unis, alors qu'Obama bombarde des pays à majorité musulmans, l'Irak et la Syrie, tandis que Modi a refusé de s'aligner sur la position des Américains sur le Moyen-Orient.

Faux et vrai.

- «*Les conditions économiques et monétaires continuent à favoriser les actions*» - LeFigaro.fr

Effectivement le climat économique demeure favorable aux banquiers et actionnaires puisque la Fed et la BCE notamment ont ouvert les robinets qui alimentent la spéculation et permet aux banques de se financer gratuitement ou presque, ce qui leur permet d'entrevoir de substantiels profits.

L'enrichissement des actions se traduit pas le gonflement artificiel du prix des actifs sur lequel repose le financement des banques qui sert ensuite à la spéculation, le tout alimentant une bulle financière qui explosera un jour ou l'autre.

Par contre le ralentissement de l'économie mondiale a été confirmé par les différentes institutions internationales, ce qui ne laisse entrevoir aucune amélioration sur le plan du chômage et de la dette des Etats qui devrait encore se creuser.

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne manquent pas d'air !

- Ford rappelle quelque 850.000 voitures pour un problème d'airbag - Reuters

Toujours plus antisocial.

- La durée du congé parental bientôt réduite de moitié ? - Francetv info

Ce n'est pas pour rien qu'il est le Premier ministre des entreprises.

- Air France : "*Cette grève est insupportable*", juge Valls - Francetv info

- Grève à Air France : les pilotes exigent un médiateur, Matignon refuse - Francetv info

Trop tard pour que je leur file mon numéro !

- Seine-Saint-Denis : face à la pénurie, Pôle emploi cherche des instits par téléphone - francetvinfo.fr

La Seine-Saint-Denis, qui connaît une forte croissance du nombre d'élèves, est confrontée à un manque chronique d'instituteurs, le plus souvent faute de candidats.

Problèmes de transports, de logement ou mauvaise réputation du département : le 93 est boudé par les jeunes professeurs. francetvinfo.fr 26.09

Et les autres ?

Récupération infâme. La barbarie elle commence par le terrorisme d'Etat contre des peuples innocents.

- Rassemblements silencieux et hommage musulman en mémoire d'Hervé Gourdel - AFP

- Musulmans, ils refusent les amalgames entre islam et Etat islamique - Francetv info

La pire réaction ou la voix d'Exxon, BP, Shell...

- Il faut que le monde musulman assume son échec collectif et sa responsabilité dans l'apparition du califat islamique Hanin Ghaddar - Atlantico.fr

Ils tiennent à en être.

- Le Royaume-Uni rejoint la coalition militaire internationale contre l'Etat islamique - Francetv info

- Le Danemark va envoyer sept F-16 pour aider la coalition en Irak - Reuters

- Turquie: Erdogan ouvre la voie vers une intervention contre l'EI - AFP

Et les 17.000 milliards de dette de l'Etat ? Hein, quoi ?

- La guerre contre l'EI coûte un milliard de dollars par mois aux États-Unis - LePoint.fr

1/17000 millième, c'est quoi franchement ?

Candidat au jihad, faire parvenir votre CV au Pentagone ou à la CIA.

- EI : Washington a besoin de trois fois plus de combattants syriens - LePoint.fr

Il aura fait le tour ou presque!

- L'ex-Modem Jean-Luc Bennahmias crée un parti pro-Hollande - Liberation.fr

Jean-Luc Bennahmias, ancien Verts et ex-Modem, lance samedi à Paris une nouvelle formation politique, le Front démocrate (FD) Liberation.fr 26.09

Quand ils parlent d'eux-mêmes ou sont nostalgiques.

- « *Les Faussaires de l'Histoire* » - LeMonde.fr

- « *A la conquête du monde* » - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox.

Un projet de loi incompatible avec celui du marché unique USA-UE.

- L'obsolescence programmée bientôt punie par la loi ? - LeMonde.fr

L'obsolescence programmée par les fabricants pourra être punie comme une tromperie « *sur la durée de vie du produit intentionnellement raccourcie lors de sa conception* », prévoit un amendement écologiste voté vendredi 26 septembre dans le projet de loi sur la transition énergétique.

Cette durée de vie délibérément réduite pourra donc entraîner une peine de prison de deux ans au plus, ainsi qu'une amende de 300 000 euros, au vu des sanctions prévues pour les autres types de tromperie jusqu'alors inscrits dans le code de la consommation. LeMonde.fr 26.09

Pure tartufferie, car si on les prenait au mot, dès maintenant il serait possible de condamner absolument tous les fabricants de centaines de milliers d'articles pour ne pas utiliser les matériaux les plus résistants qui ne sont pas forcément les plus chers.

C'est rentable ou confine à l'impunité, un encouragement à persévérer !

- Scandale du Forex : amendes en vue pour six banques en Grande-Bretagne - LeMonde.fr

Six banques pourraient se voir infliger chacune des amendes de plusieurs centaines de millions de livres en Grande-Bretagne, alors qu'elles ont entamé des négociations avec le régulateur britannique dans le cadre du scandale des manipulations du marché des changes, le Forex.

Les représentants de Barclays, Citigroup, HSBC, JPMorgan Chase, Royal Bank of Scotland et UBS ont tous eu des réunions

cette semaine avec la Financial Conduct Authority (FCA), a rapporté, vendredi 26 septembre, le Financial Times.

Selon Sky News, le total des amendes pourrait dépasser 2 milliards de livres.

Le scandale de la manipulation du marché londonien des changes, un marché de plus de 5 000 milliards de dollars (3 700 milliards d'euros) de transactions quotidiennes, avait éclaté en juin 2013.

Une trentaine de traders de dix banques internationales, la plupart installés à Londres, ont été suspendus ou licenciés. Au cœur de l'affaire figure une bande de traders londoniens qui s'échangeaient des tuyaux pour se faire une idée précise du marché avant le « *fixing-clé* » de 16 heures (moment où les prix sont fixés). LeMonde.fr 26.09

Sur un marché juteux de 5 000 milliards de dollars par jour et des banques qui brassent des centaines de milliards de dollars, 3,2 milliards de dollars divisés par 10, cela donne 320 millions de dollars chacune, un pourboire, même pas le salaire de leur CEO en Europe !

Il faut bien qu'ils donnent l'impression de lutter contre la finance, les banquiers véreux, les paradis fiscaux, l'évasion fiscale, la spéculation, alors que ce sont eux qui ont organisé la dérégulation de la finance, qui permettent aux uns et autres de se livrer à une multitude d'activités frauduleuses, mafieuses, de mettre au point des instruments financiers opaques, bref de s'enrichir toujours plus sur notre dos.

Quand le vieux monde a à sa tête des tyrans qui ne veulent pas dire leurs noms.

- Paris : Paris: Procès pour un homme qui menaçait de décapiter des coiffeuses sans papier en grève - 20minutes.fr

- Un Américain décapite une collègue après avoir appris son licenciement - Francetv info

- Afghanistan: entre 80 et 100 morts dans une offensive talibane, dont 12 par décapitation - AFP

Vous allez peut-être penser (une fois de plus) que traiter Obama et Hollande de tyrans ce serait exagé. Cela dépend à quoi on fait référence.

C'est sûr que si l'on se contente de leurs discours ou des intentions qu'ils affichent, je suis un horrible gauchiste. Mais si par exemple on considère qu'ils bombardent des pays et des peuples qui ne leur ont jamais déclaré la guerre, qu'ils soutiennent les barbares qu'ils prétendent combattre, le qualificatif de tyran leur va comme un gant.

Généralement ou très souvent disons, on adopte l'une ou l'autre posture en fonction de son statut social ou de sa condition ou encore l'idée qu'on en a.

Quand on est globalement satisfait de sa condition ou qu'on a plutôt tendance à voir les bons côtés de la société parce qu'on en profite ou qu'elle se montre généreuse à notre égard, on aura tendance à ménager l'équipe au pouvoir ou à attribuer des qualités aux institutions, au régime même, pourquoi pas, on les critiquera en faisant preuve de retenue en guise de reconnaissance pour les bienfaits qu'ils nous prodiguent.

Mais quand on croule sous les emmerdements, qu'on accumule les difficultés en tous genres et qu'on est assuré de ne jamais en voir le bout ou de devoir vivre le restant de ses jours avec, on n'a pas vraiment envie d'être compatissant envers ceux qui nous gouvernent, on ne peut pas leur trouver de circonstances atténuantes pour ce qu'ils nous font subir, on se dit que les maigres avantages que nous octroie la société sont un dû ou une trop faible compensation par rapport à ce qu'on endure quotidiennement pour qu'on soit porté à l'apprécier. On sera systématiquement porté à priviligier les mauvais coups qu'ils nous portent qui nous les rendra un peu plus détestables.

Comment devrait-on qualifier un système politique qui nous infligent tant de souffrances, qui fait preuve de tant de mépris ou d'injustice à notre égard, sans nous laisser espérer la moindre amélioration de notre condition, sinon une tyrannie ? Car pendant ce temps-là les années passent et se ressemblent, notre existence vouée au travail s'écoule sans qu'on ait pu en jouir pleinement, et quand bien même ce jour viendrait, on sera vieux, faible, malade, de telle sorte qu'on ne pourra même pas en profiter pleinement ou pendant si peu de temps qu'on en viendra à penser que la vie ne méritait décidément pas d'être vécu puisqu'il y en avait qui avaient décidé de nous la pourrir sans comprendre vraiment pourquoi.

Qu'on ne leur cherche pas des excuses, il n'y en a pas pour avoir ruiné nos vies jusqu'au bout afin que la leur soit plus confortable. Leur sort nous indiffère totalement, qu'ils connaissent le pire à l'article de la mort serait le juste retour de ce qu'ils nous ont fait subir durant toute notre existence et à nos semblables, car ils se sont acharnés sur nous.

Je partage cet état d'esprit. Il y a autre chose qui m'interpelle et qui a également un lien avec nos rapports aux différentes classes.

Alors que les représentants de la classe dominante radicalisent leur discours et leur politique, de notre côté on ne devrait radicaliser ni notre discours ni notre politique. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est l'attitude de faibles, de poltrons, de conciliateurs, de capitulards.

Avez-vous remarqué que ce sont les mêmes qui refusent de caractériser à la fois le PS et Al-Qaïda ou l'Emirat Islamique ? Qui se refusent évidemment à aborder toutes les questions que je soulève. Est-ce fortuit, accidentel ? Il faudrait être naïf pour le croire.

Ils s'accrochent désespérément à une interprétation de la société qui est dépassée, à une interprétation du capitalisme qui est dépassée, à une conception de la lutte de classe qui est dépassée. Elles sont dépassées, parfois parce qu'elles sont obsolètes, le plus souvent parce qu'elles sont incomplètes ou présentent de graves lacunes. Ils sont dépassés par les évènements et ne veulent pas l'admettre.

A plusieurs reprises j'ai évoqué la nécessité de faire l'inventaire de la lutte de classe depuis 1940. En vain. Il faudrait faire aussi l'inventaire des grandes transformations qu'a connu la société et le monde durant la même période, les rapports entre les classes, la condition de vie du travailleur, son mode de pensée ou son état d'esprit a été influencé par tous ces facteurs, comment peut-on l'aborder sans en tenir compte, pourquoi n'ouvre-t-on pas la discussion sur toutes ces questions ?

D'autres le font à notre place, très imparfaitement ou pire encore, des historiens, sociologues, philosophes, des intellectuels en tous genres qui tous négligent la lutte des classes, négligent le facteur décisif qui a accompagné toute l'histoire du développement du capitalisme, la place qu'occupe la classe ouvrière dans la société (et le mode de production) comme seule classe indépendante de la classe des capitalistes, pour cette raison la seule à même de renverser le capitalisme, la classe dont le sort se confond avec celui de l'humanité, du coup ils en arrivent tous à la conclusion qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme, ils s'y rallient tous, ils tournent le dos au socialisme.

Avec mes faibles moyens et le peu de temps dont je dispose, il n'y a que 24 heures dans une journée, j'essaie dans mes causeries d'aborder toutes ces questions qui nous intéressent tous, d'alimenter la réflexion des militants ou des travailleurs, petit à petit, parce qu'il faut y revenir cent fois si nécessaire, on essaie d'avancer, vraiment avec les moyens du bord et dans l'isolement le plus total, ce n'est pas facile, rien ne m'y oblige, sauf la conviction que c'est indispensable d'en passer par là.

Pourquoi sommes-nous si nombreux à partager les mêmes idées et que nous ne soyons pas organiser dans le même parti, je parle ici davantage pour vous puisque je vis en Inde ? Qu'est-ce qui nous divise à ce point-là, qu'est-ce qui nous empêche de nous rassembler, de combattre ensemble ? On n'arrive même pas à se parler, c'est terrible, je ne comprends pas où se situe le problème, à moins que ce soit moi le problème ! Je vous accorde que je n'ai pas la délicatesse d'un conteur de fables, certes, mais je considère quand même faire preuve d'une ouverture d'esprit sans jamais vouloir imposer mes idées, je me bats au contraire pour que chacun parvienne à forger librement les siennes et respectent celles des autres, qu'on peut démonter ou étriller parce que cela fait partie du combat politique qui n'a rien d'un club de rencontre. A suivre.

Haut de page

Le 29 septembre 2014

CAUSERIE

(Quelques heures plus tard, 18 documents ont été ajoutés. J'ai remplacé plus bas "*multipartisme*" par "*multilatéralisme*", je n'ai pas encore relu la causerie.)

Je mets en ligne la causerie du jour, il reste peut-être des erreurs je relirai plus tard, je dois préparer le déjeuner pour Selvi, elle retourne bosser dans une heure. On ajoutera aussi une vingtaine d'articles ou plus.

Osons, de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !

Personne n'ose non plus caractériser les membres des différentes organisations terroristes agissant pour le compte de l'impérialisme amércain : le lumpenprolétariat, le déchet de leur société qu'ils ont créé et recycle en criminel, puis en chair à canon pour les éliminer.

Au départ des jeunes, des prolos, pauvres, désoeuvrés, manipulables, la couche la plus faible et la plus défavorisée de la classe ouvrière dont le sort n'intéresse personne... ou presque.

Qui s'intéresse à cette couche de travailleurs ? Personne à part l''extrême droite civile ou religieuse.

Pour qui gouverne Hollande-Valls ?

- "*Selon Marx, le gouvernement est le comité exécutif de la classe dirigeante. Aucun gouvernement n'est en mesure de lutter contre les monopoles en général, c'est-à-dire contre la classe par la volonté de laquelle il gouverne*". L. Trotsky : Oeuvres - avril 1939

On nous abreuve avec le "*mandat*" qui aurait été donné par les électeurs à Hollande (et aux députés du PS), en occultant sciemment celui que lui avait donné les dirigeants de la classe dominante qui l'avait choisi pour concourir contre Sarkozy, sachant qu'à l'arrivée peu importait celui qui serait élu puisqu'il appliquerait leur programme.

L'avantage de ne considérer qu'un aspect de la réalité au lieu de la prendre telle qu'elle est, permet ensuite de lui faire dire ce que l'on veut, de la manipuler et de manipuler ceux qui vous font confiance. Cela évite d'avoir à caractériser Hollande et le PS et de continuer à véhiculer des illusions.

Question : Ces gens-là servent-ils vraiment notre cause ou poursuivent-ils un autre objectif selon vous ?

Syrie. Il faut le marteler, les démasquer, démontrer leur rôle de relais du régime, les harceler, les attaquer

Les médias et les instituts de sondage sont dorénavant indissociables, la propagande, la voix du néolibéralisme ou des besoins de l'oligarchie financière.

Quel est le véritable objectif de la « *résolution historique* » (Obama) N° 2178 que vient d'adopter le Conseil de sécurité de l'Onu ?

- "*... les attaques aériennes lancées en Syrie par les États-Unis, avec le concours de l'Arabie saoudite et des Émirats Arabes Unis, se concentrent sur les raffineries modulaires et autres sites pétroliers syriens, sous le prétexte qu'ils sont exploités par l'ÉIIL. Sur la base de cette même motivation, les USA peuvent détruire tout le réseau d'industries et infrastructures syriennes pour faire s'effondrer le gouvernement de Damas.*"

Avec la complicité de la Russie et la Chine présentées jusque là comme des outsiders à l'hégémonie américaine, les garants du rééquilibrage du rapport de forces entre les nations ou les puissances impérialistes, du multilatéralisme, de la paix et autres balivernes du même genre, en réalité ils récidivent la forfaiture qui avait permis à l'Otan de bombarder la Lybie et d'en finir avec Kadhafi. A l'époque et après coup, on nous avait expliqué que les autorités russes et chinoises s'étaient fait berner comme des novices par les Américains, car voyez-vous ils n'avaient pas l'habitude de ce genre de tractations, ils se seraient laisser abusés par les subtilités sémantiques employées par les rédacteurs d'une brève résolution, pour un peu ce serait de la faute de leurs traducteurs qui étaient mauvais. Evidemment, nous n'avons jamais cru cette version des faits.

On attend que les intellectuels anti-impérialistes qui soutenaient cette théorie foireuse pour ne voir qu'un aspect de la situation mondiale nous fournissent des explications. Entre nous, on peut attendre longtemps !

- "*... en approuvant la résolution, Moscou et Pékin ont de fait permis à Washington de l'utiliser comme « motivation » légale pour l'action militaire lancée au Moyen-Orient qui, dirigée formellement contre l'ÉIIL, vise la destruction complète de la Syrie, jusqu'ici empêchée par la médiation russe en échange du désarmement chimique de Damas, et la réoccupation de l'Irak*." (Derrière l'unanimité du Conseil de sécurité, par Manlio Dinucci)

On a envie de dire, fin de cette mise en scène ou comédie, où finalement les uns et les autres s'en tirent très bien, ce qui ne sera pas le cas des peuples irakien et syrien qui une nouvelle fois croulent sous les bombes. Pour comprendre ce qui se passe réellement, il faut revenir aux contradictions ou les défits auxquels doivent faire face Américains, Russes et Chinois, qui selon leur rang au niveau de l'économie mondiale et leur rôle au sein du capitalisme mondial ne sont pas exactement les mêmes ou s'expriment différents.

En tant que chef de file du capitalisme mondial où les contradictions sont les plus exacerbées, l'urgence commande aux Etats-Unis d'intervenir à l'échelle du monde ou de se lancer sans cesse dans des aventures impérialistes, cela tombe bien puisque ces contraintes économiques inhérentes au système capitaliste coïncident avec la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière dans la perspective de s'emparer du pouvoir politique à l'échelle mondiale.

Leur objectif n'est pas de sauver à proprement parler un système économique qu'ils savent voué à l'effondrement, le système capitaliste, mais plutôt d'oeuvrer à la préservation du système de servitude humaine, l'exploitation de l'homme par l'homme qu'ils savent menacé à terme par la lutte de classe du prolétariat mondial ou la révolution socialiste mondiale, du fait qu'il est incompatible avec la satisfaction des besoins de 7 milliards d'habitants ou plus. Conserver leur pouvoir leur assigne donc pour tâche, à la fois de liquider le système capitaliste qui sert de base au socialisme, et de mettre en place un pouvoir politique qui repose sur un système d'oppression généralisé, qui interdise aux exploités d'entrevoir la possibilité de s'opposer ou de

renverser leur pouvoir. Tandis que leur système économique serait uniquement basé sur une sorte de règlement intérieur policier comme il en existe déjà dans certaines entreprises, à défaut dans un premier temps de figurer textuellement dans une ou des constitutions, il passerait par des traités gravant dans le marbre la domination des multinationales (ou l'oligarchie financière) une fois la souveraineté des nations ou Etats liquidée ainsi que celle des peuples dépouillés de tout droit politique, base juridique sur lequel reposerait dorénavant leur pouvoir, dont la légitimité impliquerait la négation de la lutte des classes puisque ces traités ou ces constitutions consacreraient la victoire définitive des exploiteurs sur les exploités, donc ne laissant à ces derniers aucune chance d'accéder un jour à leur émancipation.

Voilà la stratégie politique qui guide l'action de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale.

Les Russes et les Chinois en ont parfaitement conscience. Il faut avoir à l'esprit aussi qu'ils participent aux côtés des Américains et des représentants des puissances occidentales à la Commission Trilatérale mise en place en 1972 par l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, Rockefeller en étant le président. Cependant ils ne peuvent pas jouer la partie au même niveau que les Américains pour occuper un rang inférieur dans le cadre du développement du capitalisme mondial, ils doivent se contenter des seconds rôles à leur côté. Si les Américains sont préoccupés par leur propre développement futur et doivent maintenir l'ordre dans leur propre pays, les Russes et les Chinois d'autant plus qu'ils sont en retard, ce qui sera source de frictions entre eux. L'économie américaine et en partie mondiale repose sur la consommation américaine, sur le marché américain, qu'elle se grippe et c'est l'économie mondiale qui risque de s'effondrer, d'autant plus qu'il existe une interdépendance des machés financiers à l'échelle planétaire. La hausse du dollar ces derniers temps a pour but de doper la consommation américaine. Les économies russe et chinoise ainsi que leur développement reposent essentiellement sur les exportations de matières premières (Russie) ou de biens de consommation (Chine). Les classes dominantes russe et chinoise s'enrichissent rapidement grâce au développement de l'économie de leur pays ou leur immense marché intérieur, tandis que la classe dominante américaine s'enrichit de préférence sur le dos des travailleurs du monde entier, il existe donc une énorme différence entre eux ou leurs intérêts diffèrent, même s'ils poursuivent le même objectif. Le processus par lequel ils s'enrichissent diffère avons-nous dit, c'est ce que les Américains ne supportent pas, ils voudraient le contrôler ou que ce soit l'oligarchie russe et chinoise qui le contrôlent en prenant directement le pouvoir politique.

De plus, et c'est sans doute le facteur déterminant, la stratégie politique de l'oligarchie financière anglo-saxonne étant mondiale par nature, pour qu'elle progresse il faut que les principales puissances impérialistes y participent le plus rapidement possible, qu'elles l'adoptent ou y souscrivent n'est pas suffisant, visant le double jeu ou l'hypocrisie de l'oligarchie russe et chinoise qui à terme en seront bénéficiaires au même titre que l'oligarchie américaine et occidentale mais qui pour le moment tirent davantage profit de leur marché respectif, certains oligarques russes ont déjà franchi le pas en s'attaquant à Poutine, au sein même de l'oligarchie il existe des contradictions que les Américains voudraient réduire au plus vite, c'est ce qu'ils indiquent en affichant leur intention d'en finir avec Poutine, pendant qu'Exxon ou Rockefeller traite avec Poutine ce qui montre que l'oligarchie américaine n'est pas non plus homogène quand à la stratégie a adopté pour parvenir à intégrer la Russie et la Chine à leur stratégie politique globale, mondialiste. Sur le plan politique, les tensions qui apparaissent en Russie traduisent cette contradiction entre oligarques, plus que la lutte des classes qui demeurent à un niveau maîtrisable, médiocre, le mouvement ouvrier russe n'ayant pas retrouvé la voie du socialisme.

Le cas de la Chine diffère dans la mesure où elle est 15 fois plus peuplée que la Russie et concentre un énorme prolétariat dans des zones industriels qui de ce fait prend petit à petit conscience de la force qu'il représente et devient de moins en moins docile, de plus en plus revendicatif, ce qui pose un problème politique au sommet de l'Etat. Ce qui rebute les Américains, ce n'est pas que la Chine finisse par adopter le mode de développement économique des puissances occidentales ou que le capitalisme s'y impose, bien au contraire, en revanche ce qu'ils n'admettent pas c'est qu'il s'accompagne de concessions sociales, alors que les Américains s'emploient à les supprimer partout dans le monde, par l'intermédiaire du FMI et de la Banque mondiale en Afrique, des gouvernements en place ou l'Union européenne en Europe, ailleurs, au Moyen-Orient ou en Amérique latine ils complotent ou fomentent des guerres pour renverser les gouvernements qui sont hostiles à leur politique ultra libérale ou néolibérale.

Il faut bien comprendre que la notion de droit social, qui plus est d'acquis social est incompatible avec le nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer, parce que ces principes impliquent la lutte des classes, un rapport de force entre des classes qui selon la situation tournera à l'avanteg de l'une ou à l'autre, or ce qu'ils visent c'est la disparition de la lutte des classes, sa neutralisation devant conduire à sa mort à petit feu, car brutalement ils ne peuvent obtenir ce résultat durablement, même l'établissement de dictatures militaires ne dure qu'un temps ou n'est pas la solution idéale. La notion de droit, de justice, de légitimité implique leur contraire, l'absence de droit, l'injustice, l'illégitimité, or le système dans lequel ils veulent nous enfermer exclut ces notions, tout principe ou valeur à caractére progressiste, social ou humaniste, son existence comme aboutissement du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme suffit à le justifier, de telle sorte qu'on ne puisse avoir aucune emprise sur lui, il est et ne se discute pas, c'est la raison pour laquelle nous évoquons une dictature implacable comme on n'en a pas idée.

En Chine le développement du capitalisme alimente la lutte des classes, comme en Europe ou dans les pays qui se sont industrialisés au XIXe et XXe siècle. Les Américains, qui y ont largement contribué en exportant des quantités énormes de capitaux en Chine, veulent bien en tirer les avantages, mais ils voient d'un mauvais oeil les inconvénients inévitables qui les accompagnent, la hausse rapide des salaires et du niveau de vie de centaines de millions de Chinois qui en prennent l'habitude et revendiquent de meilleures conditions d'existence, alors que ce n'était pas forcément prévu à leur programme. Ils savent que l'industrialisation se développe selon un mode contradictoire dont ils ne contrôlent pas tous les aspects, au cours de ce processus en Chine

les autorités chinoises sont à la fois leurs alliés et leurs ennemis. Leurs alliés dans la mesure où ils leur permettent d'exploiter leur main d'oeuvre à bas coût et de réaliser d'énormes profits, de rééquilibrer ou de freiner ainsi la baisse du taux de profit moyen qui menace le capitalisme mondial, leurs ennemis parce qu'ils n'ont aucune emprise sur le pouvoir politique qui peut être tenté de faire preuve de laxisme sur le plan social pour assurer la stabilité du régime, plutôt que d'affronter ou réprimer violemment la classe ouvrière.

En Chine comme en Afrique, les Américains considèrent que l'implantation de leurs multinationales dans ce pays ne doit pas s'accompagner du développement d'infrastructures mises à la disposition de la population, dont le niveau de vie doit demeurer le plus bas possible. Le développement de leur marché intérieur doit permettre d'écouler les produits fabriqués par leurs multinationales ou importés par d'autres multinationales occidentales, en direction principalement des nouvelles classes moyennes, mais en aucun cas il ne devrait favoriser des producteurs locaux ou indépendants qui pourraient entrer en concurrence avec leurs multinationales, leur objectif étant de contrôler le nombre de multinationales existant dans le monde, ce que confirme la quasi-impossibilité des multinationales chinoises ou indiennes par exemple d'exporter des voitures aux Etats-Unis ou en Europe, par contre ils en exportent en Afrique, en Amérique latine ou dans d'autres pays d'Asie, au grand dam des Américains et des Européens, on aurait envie d'ajouter, d'où la guerre actuelle au Moyen-Orient, car tout se tient, il ne faut pas en chercher ailleurs l'origine.

L'ensemble des contradictions auxquelles doivent faire face les différents impérialismes dont nous venons de dresser un rapide tableau, incomplet évidemment, nous sommes allés à l'essentiel, chacun pourra le compléter, quelle que soit leur nature ou la manière dont elles se présentent actuellement, ont en commun de s'inscrire dans la même perspective politique, d'être liées par la stratégie politique, car il n'existe pas de politique alternative ou opportunité au modèle économique basé sur l'exploitation de l'homme pour assurer sa survie qu'incarne ou concentre le pouvoir acquis par l'oligarchie financière qui possède les banques centrales et les banques, les multinanationales, qui a mis la main sur la monnaie et sa fabrication, les matières premières, le savoir, les universités, les écoles, les institutions financières et politiques internationales, les gouvernements, les partis politiques dits de droite ou de gauche.

Ce sont uniquement les inégalités du développement économiques des différents pays, les particularités de leur histoire et de la lutte des classes qui s'y est déroulée jusqu'à nos jours qui alimentent ces contradictions et contribuent à l'affrontement entre les différents impérialismes, dont à l'arrivée les intérêts sont identiques en ayant qu'un seul ennemi commun : le prolétariat mondial, la révolution socialiste.

Les intellectuels en tous genre qui se détournent de la lutte des classes ou vomissent le marxisme et le socialisme présentent cet affrontement entre impérialiste comme une lutte entre bons et mauvais impérialistes, comme s'il y aurait de bons et de mauvais patrons ou exploiteurs, en réalité leurs désaccords (entre impérialistes) portent autant sur les moyens, les rythmes et les délais pour parvenir au même résultat, les uns et les autres n'ayant pas les mêmes priorités internes ou externes, les apparences rendront plus présentables l'un ou l'autre à leurs yeux, alors qu'en réalité ils représentent tous les intérêts de la même classe.

Si on voulait être très précis, ce n'est pas l'impérialisme américain qui est en guerre, mais l'oligarchie financière, la couche supérieure du capitalisme qui a pris le pouvoir aux Etats-Unis, qui contrôle le gouvernement, la Fed évidemment, domine le Pentagone et la CIA, le FBI, etc. elle est en guerre contre les classes dominantes des Etats qui n'ont pas porté au pouvoir celle qui incarne sa politique ou qui refusent de s'y soumettre par crainte de perdre leurs privilèges. C'est elle qui mène la guerre contre l'Irak, la Syrie, qui menace la Russie, l'Iran, qui harcèle la Chine. La Russie ou la Chine ne défendent pas les intérêts de leurs peuples, mais ceux de leur classe dirigeante au pouvoir.

Que les oligarques choisis par Washington parviennent au pouvoir en Chine et en Russie, et demain les Etats-Unis auront les meilleures relations du monde avec ces Etats, comme c'est le cas avec le Canada, le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, l'Union européenne. Ce qui paraissait totalement invraisemblable hier est en voie de se réaliser, sur la base de la défaite définitive du mouvement ouvrier internationale, du prolétariat mondial qu'on s'était refusé d'envisager.

On veut encore croire qu'on sera capable de se ressaisir avant qu'il ne soit trop tard, mais il faut être lucide jusqu'au bout et constater qu'on n'en prend pas vraiment le chemin, il faudrait commencer par prendre conscience du danger fatal qui nous menace, qui n'est pas le terrorisme, mais bien plutôt le terrorisme d'Etat que personne ne dénonce pour le moment ou si maladroitement que cela revient au même.

On dispose de tous les éléments pour mener ce combat à bien, pour vaincre notre ennemi. Hier encore on nous rigolait au nez lorsque nous parlions de lutte à mort, toutes les guerres qui se sont succèdées depuis 2001 le démontraient suffisamment, mais non, c'était plus confortable de se laisser berner par la politique conciliatrice et apaisante de nos dirigeants, déterrer la hache de guerre aurait effrayé les travailleurs et les militants, il ne fallait pas s'en couper disaient-ils, en fait ils pensaient plutôt aux représentants de la classe dominante et aux appareils corrompus des syndicats qui leur seraient tombés dessus, ce qu'ils voulaient éviter à tout prix.

Nous n'avons pas ces scrupules, épargner Hollande, le PS, la pseudo-gauche et extrême gauche, les appareils pourris des syndicats, ne fait pas partie de notre registre, moins encore les représentants officiels de la classe dominante, UMP, MoDem, UDI,

FN et leurs satellites respectifs.

En bombardant en choeur (union nationale) les peuples irakien et syrien, c'est nous qu'ils bombardent, tous les peuples !

En complément.

- L'internationale de l'oligarchie financière existe-t-elle déjà ? Réponse.

- Rosneft annonce une découverte avec Exxon dans l'Arctique - Reuters

Le géant pétrolier russe Rosneft a annoncé samedi avoir fait une nouvelle découverte de pétrole avec ExxonMobil dans un gisement offshore de l'Arctique, qui est au centre de la controverse liée aux sanctions. Reuters 28.09

Syrie. Quand "***opposition modérée***", "***rebelles***", "***insurgés***", EI et Al-Nosra ne font qu'un.

C'est écrit, lisez attentivement cet extrait d'un article de l'AFP est révélateur (si nécessaire !). On imagine que sur le terrain c'est encore plus flagrant et que la majorité des Syriens ne s'y trompent pas, c'est d'ailleurs ce qui les conduit à rejoindre les milices qui combattent au côté de l'armée syrienne ou à soutenir Assad.

AFP- Les Etats-Unis ont explicitement exclu toute participation de Damas à la coalition et soutiennent des factions rebelles considérées comme modérées qui luttent à la fois contre les jihadistes et le régime de Bachar al-Assad.

Selon la Maison Blanche samedi, la conseillère de Barack Obama à la sécurité nationale, Susan Rice, a rencontré vendredi l'opposition modérée syrienne à Washington, lui apportant son soutien et réaffirmant "*que le président Assad a perdu toute légitimité*"

Les États-Unis avaient affirmé avoir frappé mardi en Syrie un dangereux groupe dénommé Khorassan, mais pour les experts et les rebelles, il s'agit en réalité des jihadistes du Front Al-Nosra, qui combattent avec les insurgés contre le régime.

Des rebelles combattant le régime de Bachar al-Assad et alliés à Al-Nosra ont d'ailleurs critiqué les frappes qui ont visé le groupe.

Rivaux sur le terrain en conflit syrien bien que partageant la même idéologie jihadiste, l'EI et Al-Nosra se livrent à des combats sanglants depuis janvier, mais ils se retrouvent aujourd'hui tous les deux la cible de ces frappes inédites en Syrie. AFP 27.09

EI ou quand ils détruisent les infrastructures de la Syrie.

Le MI6 a créé l'ASL à Londres, ce qu'ils appellent "*l'opposition modérée*" à Bachar Al-Assad, c'est la façade politique de l'armée de mercenaires que les pays du Golf, la Turquie, Israël devaient recruter en Afrique du Nord et au Moyen-Orient principalement pour faire chuter le régime syrien, salafiste, takfiriste, combattant au côté de groupes terroristes liés à Al-Qaïda, le Front Al-Nosra, financés et armés par les mêmes commanditaires, ils devaient se partager le sale boulot, sauf que leur rivalité vint leur compliquer la tâche, rivalisant dans la cruauté et les exactions la majorité des Syriens leur tournèrent le dos.

L'ASL ne réussit jamais à prendre pied en Syrie, elle n'a aucune légitimité en dehors du cercle des "amis de la Syrie", les pays qui la bombardent aujourd'hui. Son impuissance et ses échecs successifs face à l'armée syrienne soutenue par l'immense majorité des Syrien, obligèrent les Américains à changer de tactique.

A partir du Front Al-Nosra ou des dissidents de ce groupe, ils formèrent l'EIIL. Enlisé ou piétinant en Syrie, conformément aux ordres transmis depuis le Pentagone, ils jetèrent leur dévolu sur l'Irak où tout un dispositif avait été mis en place pour les accueillir avec cette fois les grands moyens. Une fois réalisée leur jonction avec les sunnites réfractaires au pouvoir central et engrangés des succès fulgurants dans le nord de l'Irak, que les médias occidentaux s'empressèrent de répercuter, faisant en quelque sorte à leur place la propagande en faveur du djihad, la mayonnaise ayant pris ou pour la faire monter davantage ils proclamèrent l'Emirat Islamique sur fond de génocides et de nouveaux massacres réalisés sur ordre des Américains qui firent mine d'être surpris, de manière parciminieuse ils commencèrent à les bombarder sans leur iinfliger de pertes significatives.

Pour accentuer encore le sentiment de dégoût ou de révolte que pouvaient susciter à travers le monde leurs épouvantables actes de barbarie, vint le moment où ils sortirent la vidéo d'une décapitation d'un Américain qui apparemment avait eu lieu un an auparavant, ce que le citoyen lambda ignorera et continuera d'ignorer, afin de porter l'émotion de la population américaine et occidentale à son comble et réclamer vengeance que leurs dirigeants se chargeront généreusement d'accomplir à leur place par la suite, et la boucle était bouclée pour justifier ou légitimer le bombardement des positions d'EI en Irak et en Syrie par les puissances occidentales (inclus Israël) flanquées de leurs larbins arabes qui pouvaient commencer, en réalité les infrastructures de la Syrie ou ses complexes pétroliers et gaziers, car leur objectif demeure la chute d'Assad.

Voyons maintenant comment ils s'y prennent par médias interposés pour présenter les faits, qui évidemment n'ont rien à voir avec la réalité ou la situation réelle. C'est du domaine de la désinformations pures, de l'information fabriquée ou de la propagande pour justifier leur intervention militaire en Syrie et camoufler le plus longtemps possible leur véritable intention.

Ils évoquent des raffineries contrôlées par le groupe Etat islamique, sans mentionner qu'elles appartiennent à la Syrie et qu'elles permettent en temps normal de financer l'économie syrienne ou le budget de l'Etat, qui sans les profits réalisés avec l'exportation du pétrole et du gaz qui sont ses principales sources de revenu, ne pourrait pas assurer à la population un niveau de vie supérieur à ceux de bien des pays de la région ou d'autres parties du monde.

- La coalition anti-jihadistes a frappé de nouvelles raffineries contrôlées par le groupe Etat islamique (EI) en Syrie (AFP) Il s'agirait dans un premier temps de "*quatre raffineries de taille modeste*", pas de quoi fouetter un chat, puis au détour d'un autre article on apprend qu'en réalité ils avaient bombardé "*la plus grande structure du pays*", tandis que les jours précédent ils "*avaient déjà visé au moins 12 raffineries de pétrole*". Bref, on aura compris que c'est le régime syrien et son armée qu'ils veulent paralyser s'ils manquaient de pétrole pour poursuivre la guerre qu'ils mènent contre ces envahisseurs agissant pour le compte de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Un faux prétexte ou le mensonge grossier qui sert à couvrir cette entreprise de démolition systématique... comme en Libye.

- Syrie: Des frappes visent l'or noir des djihadistes, Al-Qaida menace - 20minutes.fr

Car ils ne seraient pas financés par les puissances occidentales et les pétromonarchies du Golfe... Avant de mettre la main sur ces raffineries, l'argent dont ils disposaient avait poussé tout seul dans le désert, en une nuit dites-donc...

- Syrie: Trois nouvelles raffineries de Daesh détruites par des frappes de la coalition - 20minutes.fr

- Elle (la coalition anti-syrienne. - ndlr) cherche ainsi à assécher la manne financière que représente l'or noir pour les jihadistes, qui l'achemine en contrebande notamment vers la Turquie voisine, selon des experts.

"*L'EI raffinait du pétrole de manière artisanale et le vendait à des commerçants turcs, a expliqué à l'AFP le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane. La coalition veut ainsi détruire l'économie de l'EI, le nerf de la guerre*". (AFP)

La coalition dirigée par les Etats-Unis a procédé, tard dans la soirée du dimanche 28 septembre, à des frappes contre le principal complexe gazier aux mains de l'organisation « *Etat islamique* » (EI) en Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Elle a attaqué, « *pour la première fois* », l'entrée et la salle de prière de l'usine Coneco, a détaillé l'ONG proche de l'opposition modérée au régime de Bachar Al-Assad. Il s'agit de la plus grande structure du pays. Selon l'OSDH, cette attaque a pour but de pousser les militants de l'EI à abandonner ces installations. Aucun mort n'est à déplorer, mais quelques djihadistes ont été blessés lors de ce raid. AFP et Lemonde.fr 28.09

On a la preuve ici qu'ils ont visé "*la plus grande structure du pays*" en épargnant les djihadistes, ils le disent eux-mêmes.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme est une branche de la soi-disant opposition modérée installée à Londres qui émane du MI6, la CIA britannique si vous préférez.

Partant de là ils ne peuvent pas dire qui achète ce pétrole à "*des commerçants turcs*", vous savez ces petits bouquiers qui tiennent des échoppes où l'on peut boire du café et fumer le narguilé, et qui l'air de rien dans le coffre-fort de leur arrière boutique disposent de milliards de dollars, en réalité des négociants servant d'intermédiaires aux plus grandes compagnies pétrolières américaines qui seules disposent des capitaux suffisant pour acheter ce pétrole, des tankers pour l'acheminer vers leurs destinataires finals, leurs client habituels en somme, où cela en Europe, parmi les pays de l'UE selon différentes sources.

Ils ne peuvent pas avouer que la Turquie et Exxon et Cie, ainsi que des Etats de l'UE sont de mèche avec EI, donc ils brodent une fable destinée à la population qui ignore tout ou presque ce qui se trame dans son dos, en son nom de préférence, pour s'en tenir à la version officielle que leur servent les médias et les gouvernements.

Revenons en arrière. Pourquoi finalement avouent-ils tranquillement leur imposture ou supercherie ? Parce qu'ils s'en foutent, ils se considèrent déjà comme les maîtres du monde et agissent en conséquence.

Par ailleurs ils savent à quel degré de dégénérescence en est rendu le mouvement ouvrier international et son avant-garde. Iils

savent qu'il n'existe aucune opposition organisée suffisamment puissante pour mobiliser les masses contre leur politique, que les opposants à leur politique sont soit corrompus, soit disséminés dans une multitude de partis ou organisations insignifiante ou marginaux qui passent leur temps à se déchirer entre eux, qu'aucun n'est cohérent dans son discours ou ne réalise le lien qui existe entre la crise du capitalisme et leur stratégie mondiale. Et en y regardant de plus près, ils peuvent observer qu'ils en sont réduits à emprunter la même méthode que la leur ou les médias, qui ne fournissent à la population que les éléments qu'ils veulent bien porter à leur connaissance, mais qui ne lui permettront jamais de comprende réellement la situation ou ce qui se passe vraiment. Ils peuvent en tirer la conclusion, qu'après y avoir mis les formes, ils ont le champ libre pour appliquer leur politique, nous l'imposer sans qu'on puisse s'y opposer réellement.

On parle de guerres ici, faut-il le rappeler, c'est l'expérience la plus terrible qu'un peuple peut connaître, qui vous marque à vie, alors de là à dire qu'il est minuit dans le siècle, on est en droit de le penser hélas !

Vous imaginez un instant la terrible responsabilité de nos dirigeants, à quoi a conduit leur faillite, leur incurie politique.

En complément.

Pour que la mise en scène soit complète, une ONG façade de la CIA détourne sournoisement l'attention de la population des questions qu'elle devrait se poser en jouant une nouvelle fois sur le registre de l'émotion. On a dit sournoisement car en prétendant dénoncer les victimes civils des raides américains sur la Syrie, personne ne soupçonnera qu'elle pourrait être animée par des intentions inavouables ou qu'elle manipulerait la population, encore moins qui elle est derrière.

- Des frappes américaines en Syrie ont tué sept civils, selon Human Rights Watch - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Jeux institutionnels.

- Le Sénat rebascule à droite, entrée historique du FN avec deux élus - AFP

- Corrèze: le fief de François Hollande bascule à droite - AFP

Dans l'ancien fief de François Hollande, l'UMP rafle les deux sièges en jeu, infligeant notamment une défaite au successeur de François Hollande à la mairie de Tulle, Bernard Combes, également conseiller à l'Elysée chargé des élus.

En Côte d'Or, le siège de la suppléante du ministre hollandais François Rebsamen, Isabelle Lajoux, est tombé dans le giron de la droite.

- « *Très forte progression* » du groupe UDI-UC avec « *plus de 40 sénateurs* » - Public Sénat

- « *Une nouvelle défaite pour le gouvernement Valls* » selon les communistes - Public Sénat

Le responsable des élections Pascal Salvodelli du PCF dans un communiqué : « *Pour éviter la chronique annoncée des prochaines victoires électorales à droite, il y a urgence à sortir la gauche du chaos et changer fondamentalement de politique. Le PCF est animé d'un seul objectif : que la gauche retrouve le peuple pour que le peuple retrouve sa gauche* » Public Sénat 28.09

(Traduire : Hollande qui est de gauche pourrait changer de politique. Il est vrai que pour berner le peuple, il n'y a pas meilleur discours. ndlr)

- Pour EELV, les sénatoriales imposent au gouvernement de « *changer de cap* » - Public Sénat

La droite a retrouvé la majorité au Sénat en dépit d'une relative résistance de la gauche lors des élections sénatoriales de dimanche, qui ont envoyé pour la première fois deux élus du Front national au palais du Luxembourg.

Il s'agit de la troisième défaite électorale en six mois pour la gauche au pouvoir, après les municipales de mars et les européennes de mai. Petite consolation, "*il n'y a pas de vague bleue*", a affirmé le patron du PS Jean-Christophe Cambadélis.

A 22H00, la droite républicaine totalisait 188 sièges, soit 13 de plus que la majorité absolue (175), la gauche 155 et le FN 2. Le sort de trois sièges (en Guyane, à Saint-Martin et en Polynésie) n'était pas encore connu.

A gauche, les dégâts sont surtout sensibles pour les radicaux de gauche (PRG) et les communistes. Sensation du scrutin, Jean-Michel Baylet, président du PRG et du conseil général du Tarn-et-Garonne, est battu dans ce département. Anne-Marie Escoffier (PRG), ex-ministre déléguée à la Décentralisation du gouvernement Ayrault, a dû s'incliner dans l'Aveyron. En Savoie, l'ex-ministre du gouvernement Ayrault, Thierry Repentin, a été battu. Les communistes, qui avaient 21 sénateurs, passent à 18, perdant un siège dans les Bouches-du-Rhône, le Rhône, et l'Allier. Les écologistes, qui espéraient gagner un siège auprès des Français de l'étranger, n'y sont pas parvenus. AFP 28.09

"***Entente***" mafieuse. La dictature mondiale franchit une nouvelle étape.

Tels des contrebandiers. Ils passent par la bande pour ensuite s'attaquer au plat de résistance : le traité de libre-échange USA-UE.

Accord négocié jusqu'au bout en secret, qu'ils nous livrent une fois conclu sans que les peuples concernés ne soient consultés. Vous appelez cela comment ?

- Conclusion formelle de l'accord de libre-échange Canada-UE - AFP

Le Canada et l'Union européenne ont formellement conclu un accord de libre-échange, perçu par les dirigeants européens comme un "*modèle*" pour une entente semblable entre l'UE et les Etats-Unis.

Le texte de l'accord, qui fait environ 1.600 pages, a été publié vendredi en français et en anglais, donnant le coup d'envoi de son processus de ratification, malgré les réserves exprimées par certains des 28 membres de l'UE.

Le ministre allemand de l'Economie, Sigmar Gabriel, a demandé jeudi la renégociation d'un point important de l'accord, celui sur "*la protection des investissements*", estimant qu'il "n'est pas acceptable en l'état aux yeux de l'Allemagne".

Ce mécanisme, qui prévoit notamment le recours à l'arbitrage international, pourrait permettre aux multinationales de contester en justice des politiques des gouvernements nationaux, comme cela se produit avec l'Accord de libre-échange liant le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.

Mais le commissaire européen au commerce, Karel De Gucht, a mis en garde jeudi contre la tentation de renégocier certains pans de l'accord.

"*Si nous rouvrons les négociations sur CETA, alors c'est la mort de l'accord*", a-t-il dit en utilisant son abréviation en anglais au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

"*L'accord a été entièrement soutenu par tous les membres de l'Union européenne, y compris l'Allemagne*", a noté vendredi le président de la commission européenne, José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse à Ottawa avec le président du Conseil européen Herman Van Rompuy et le Premier ministre canadien Stephen Harper.

Il serait "*très étrange*", a-t-il dit, que l'Allemagne tente de bloquer sa ratification, car "*c'est le pays en Europe qui en tirera le plus profit*" compte tenu de la taille de son économie et à titre de plus gros exportateur.

"*Je crois que nous avons obtenu le meilleur accord possible et je n'ai aucun doute qu'il sera ratifié par tous les Etats membres*", a-t-il ajouté.

Une fois traduit dans toutes les langues officielles de l'UE, l'accord sera ratifié l'an prochain et entrera en vigueur en 2016, a prédit M. Barroso.

(Il en parle comme si c'était fait, car en face il n'existe aucune opposition, confirmant que la gauche est bien morte et que nous vivons sous une dictature. -ndlr)

Les entreprises de l'UE auront désormais accès aux marchés publics de tous les niveaux de pouvoir au Canada, y compris ceux des villes et des provinces, un pactole estimé à plus de 150 milliards de dollars par année.

(On ne voit pas pourquoi les administrations ou les communes canadiennes devraient cesser du jour au lendemain de faire appel aux entreprises locales ou nationales avec lesquelles elles avaient l'habitude de traiter. - ndlr)

Les Européens ont aussi obtenu une protection complète des noms de produits du terroir, comme parmigiano reggiano, à une quinzaine d'exceptions près.

En échange, les Canadiens ont obtenu de nouveaux quotas d'importation de boeuf et de porc.

(Qu'est-ce que c'est quelques croutes de fromage contre un gros boeuf ? Boeuf et porc canadien qui n'a cessé de perdre des parts de marché depuis 2010, notamment au Japon, trop cher, problèmes sanitaires, etc. (www.laterre.ca). Je n'ai pas le temps, il faudrait faire une recherche approfondie sur cette question. - ndlr)

Pour M. Harper, qui mise sur le bilan économique de son gouvernement pour assurer la réélection de son parti conservateur aux législatives de l'an prochain, cet accord "*change la donne*" dans les relations entre le Canada et l'UE.

"*Le Canada est le premier pays du G7 avec lequel l'Union européenne conclut un accord commercial*", a rappelé de son côté M. Barroso. "*C'est probablement l'accord le plus avancé au monde aujourd'hui en termes d'intégration des marchés*", a-t-il dit.

(Le "*plus avancé au monde*" en matière de spoliation des droits des Etats et des citoyens face aux multinationales, on n'en doute pas. - ndlr)

L'UE est le deuxième partenaire commercial du Canada, loin derrière les Etats-Unis, tandis que le Canada est le douzième partenaire de l'UE.

Le commerce bilatéral entre l'UE et le Canada, qui favorise l'Europe des 28, totalise plus de 60 milliards d'euros (85 milliards de dollars canadiens).

(Demain la tendance devrait s'inverser ou alors ce traité n'aura servi à rien, à moins qu'ils s'en servent pour s'attaquer aux droits des travailleurs canadiens lorsqu'ils sont supérieurs à ceux des travailleurs en Europe. - ndlr)

Les dirigeants des deux zones prévoient que l'accord va doper de 23% leurs échanges commerciaux.

(On ne voit pas par quel miracle ! -ndlr)

"*L'accord est un modèle pour les négociations commerciales avec les Etats-Unis*", en cours avait estimé jeudi M. De Gucht. AFP 27.09

ACTUALITE EN TITRES

Chaque chose en son temps ou quand un institut de sondages propose à ses clients "***une réponse***".

- 61% des Français favorables à une remise en cause des 35 heures - LeParisien.fr

- Propositions du Medef : retraite et jours fériés, les Français pas prêts à y renoncer - LePoint.fr

Odoxa, un nouvel institut d'études et de sondages.

"*Nous assumons une éditorialisation dans l'analyse de nos résultats afin de proposer à nos clients non pas des chiffres, mais une réponse*", expliquent les co-fondateurs sur le site internet de l'entreprise. cbnews.fr 27.08.2014

Les nostalgiques de l'Ancien Régime se mobilisent.

- Bretagne: des entrepreneurs s'engagent pour le rattachement de la Loire-Atlantique - AFP

- Plus de dix mille Bretons à Nantes pour réclamer son rattachement à la Bretagne - AFP

Entre 13.000 et 30.000 partisans du rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne ont manifesté pour la "*réunification*" samedi à Nantes. AFP

Voilà qui devrait remonter le moral d'Hollande. Et peu importe que le procédé soit particulièrement dégueulasse, il est à son image.

- 69% des Français ont une mauvaise opinion de Valérie Trierweiler - 20minutes.fr

- Sept Français sur dix ont une mauvaise opinion de Valérie Trierweiler - Francetv info

- Les Français n'aiment pas Valérie Trierweiler - L'Express.fr -

Comme quoi on aime les femmes, pas forcément celle-ci évidemment, mais par dessus tout, on a horreur de ce genre de procédé ignoble, cela montre à quel niveau de bassesse ils peuvent descendre.

Faites tomber les masques. Leur vieux monde entre dictature, imposture et décadence.

- Obama admet avoir sous-estimé la menace que représentait l'Etat islamique - LeMonde.fr

- Ukraine: Radio Free Europe repart au combat - AFP

- Les Suisses votent contre un système d'assurance-maladie public - LeMonde.fr

- Catalogne: Madrid va bloquer un référendum sans résoudre la crise - AFP

- Royaume-Uni : un ministre démissionne à cause de photos à caractère pornographique - Francetv info

- Première "*Gay Pride*" à Belgrade depuis quatre ans - Reuters

- Hong Kong: des dizaines de milliers de manifestants pro-démocratie dans la rue - AFP - i

- Israel: 25% des nouveaux logements à Jérusalem bâtis dans l'Est occupé - AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

- Fin de la grève à Air France : "*Cette grève était corporatiste*", "*égoïste*" dit Valls - Francetv info

- Fin de grève des pilotes, victoire à la Pyrrhus pour Air France - Reuters

Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire à Air France, a décidé dimanche de lever la grève qui affectait la compagnie aérienne depuis 14 jours, sans pour autant être parvenu à un accord avec la direction.

Pressée de "*reconquérir la confiance*" par le Premier ministre Manuel Valls, la direction de la compagnie s'est félicitée de la fin d'un mouvement "*coûteux et dommageable*" et a réaffirmé sa détermination à "*faire progresser son modèle économique*" dans un dialogue "*constructif et responsable*".

"*Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir (...) sans sacrifier un projet stratégique de notre groupe*", a assuré le PDG d'Air France-KLM, Alexandre de Juniac, lors d'une déclaration à la presse.

Les syndicats de pilotes reprochent à Alexandre de Juniac "*un dialogue social étriqué*".

Le SNPL explique dans un communiqué avoir choisi "*l'option responsable*" d'arrêter le grève, la plus longue depuis le conflit de 1998, et d'"*apaiser la situation*".

Les pilotes revendiquent "*une victoire*" face à la politique de "*dumping social*", selon eux, de la direction. "*Nous avons remporté une bataille capitale, celle du projet Transavia Europe*", disent-ils. Ils réaffirment leur détermination à ne rien lâcher à l'avenir sur le développement de Transavia France.

Une ultime série de négociations, qui s'est conclue dans la nuit de samedi à dimanche, n'a pas permis de rapprocher les positions.

Les discussions achoppent toujours sur la revendication d'un contrat unique pour les pilotes.

S'exprimant par la suite à Matignon, Manuel Valls, qui estime que sa "*fermeté*" réformiste a payé face à une grève "*incomprise, corporatiste, égoïste*", a appelé à la reprise du dialogue social dans l'entreprise, où grévistes et non grévistes se sont vivement affrontés.

"*La démonstration est donc faite que rien ne peut arrêter la réforme. Notre pays connaît beaucoup de blocages et ma tâche, ma mission, c'est bien celle de lever ces blocages et de conduire les réformes quand il en va de l'intérêt général du pays*", a dit le Premier ministre.

La direction d'Air France regrette dans un communiqué que les organisations représentatives des pilotes n'aient pas signé un "*protocole de fin de conflit équilibré et raisonnable*" incluant de "*nombreuses avancées*".

Elle "*confirme sa décision de poursuivre sans délai le développement accéléré de Transavia en France, relais de croissance majeur du groupe*".

Ce développement, précise-t-elle, "*se fera dans les conditions économiques et sociales compétitives prévues*". Air France attend de ce projet la création "*rapide*" de 1.000 postes, dont 250 emplois de pilotes.

"*Il est temps maintenant de repartir en avant, de reconstruire sur les bases d'une cohésion retrouvée*", a dit Frédéric Gagey, PDG d'Air France, dans une déclaration à la presse.

Le protocole présenté vendredi inscrit noir sur blanc l'abandon du projet Transavia Europe, que les syndicats dénonçaient comme la première étape vers la délocalisation des emplois de la compagnie à bas coûts.

Il supprime la disposition introduite en 2007 lors de la création de Transavia France qui limite à 14 avions la flotte de la filiale low-cost. Une flotte qu'Air France envisage de porter à 37 appareils, uniquement des Boeing 737. Les syndicats réclament une flotte homogène mais préfèrent l'A320 d'Airbus.

Le texte distingue en revanche toujours les contrats Transavia et Air France.

Alexandre de Juniac considère que la mise en place d'un contrat unique aux conditions Air France pour tous les pilotes engendrerait un surcoût de 2% à 3% pour Transavia et effacerait la marge de la compagnie à bas coûts.

Or, à travers son plan Perform 2020, dont Transavia France est un élément essentiel, Air France-KLM entend poursuivre ses réductions de coûts au cours des prochains exercices et vise une croissance de son excédent brut d'exploitation avant locations opérationnelles (Ebitda) de 8 à 10% par an entre 2013 et 2017.

Le protocole prévoit qu'un pilote détaché temporairement chez Transavia soit soumis aux conditions de travail de la filiale low-cost mais conserve, entre autres, les bénéfices d'un avancement de carrière à l'échelle du groupe.

Le Spaf, deuxième syndicat représentatif des pilotes d'Air France (12 %), a annoncé dimanche soir qu'il maintenait son préavis de grève, qui court jusqu'au 30 septembre, après l'échec des discussions avec la direction, alors que le principal syndicat, le SNPL, a, lui, annoncé la fin de la grève. "*Nous avons remis à la direction un document écrit de contre-propositions*" concernant la filiale low cost Transavia France, écrit le syndicat dans un communiqué, disant attendre "sa réponse écrite" et indiquant maintenir "*son préavis de grève*".

Le Spaf affirme que son document présentait "*des garanties d'équité évitant le démantèlement d'Air France et le transfert de son activité au détriment de ses emplois*". "*Au 14e jour de grève, nous souhaitons que la direction revienne sur ses positions et adopte un véritable dialogue social*", poursuit le syndicat.

Plus tôt dans la journée, le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL, 71 %) a, lui, annoncé qu'il levait la grève, malgré l'absence d'un accord avec la direction. Celle-ci s'est félicitée dimanche de la fin de la grève a et confirmé "sa décision de poursuivre sans délai le développement accéléré de Transavia France, relais de croissance majeur du groupe". Reuters et LePoint.fr 28.09

Entre nous, cette issue était prévisible. Je ne l'avais pas reproduit dans les précédentes causerie relatant la grève des pilotes d'Air France, je ne sais plus si c'est le ministre des Transports ou des dirigeants d'Air France qui avait affirmé qu'avec ou sans accord compte tenu des conditions de concurrence qui existaient au niveau du marché européen les clauses qu'il contenait s'imposeraient d'elle-même et personne ne pourrait aller contre.

En lisant cela, mais sans en faire part à nos chers lecteurs, j'en avais déduit que c'était plié car les pilotes le savaient également. Maintenant ils ont résisté, c'est bien et ils fallaient les soutenir, mais à un moment donné s'ils ne parvenaient pas à entraîner les pilotes non-grévistes cet élément risquait de l'emporter. Ils vont voir leurs avantages rognés et on le regrette autant qu'eux, cela dit ils ne vont pas se retrouver à la soupe populaire ou en situation de précarité extrême.

Apparemment parmi nous, il y en a qui avaient misé gros sur ce conflit et qui ont une prédilection pour le rôle du cocu, ceux qui les ont suivis dans leur délire devraient se poser des questions, à moins qu'ils se sentent aussi à l'aise dans ce personnage. Après tout, de nos jours, les principes, ça va ça vient, c'est comme le reste, on s'habitue à tout, mieux encore, on le revendique, il faut bien s'adapter à son époque, n'est-ce pas ?

Quand l'inceste, la pédophilie et la zoophilie sont légaux ou légitimes, à l'heure où toutes les perversions deviennent un modèle ou sont encouragées sur fond de nihilisme, alors être cocu, franchement, c'est une notion obsolète, quoi de plus naturel en somme ! Après tout, c'est peut-être excitant, qui sait ! Au fait, on parlait d'idées ou de convictions, pas de cul !

Haut de page

Le 30 septembre 2014

CAUSERIE

Le saviez-vous ?

Comme c'est étrange, et là pour le coup je suis certain que vous n'étiez pas au courant, aucune agence de presse, aucun média en France à ma connaissance n'a relayé cette information.

Depuis trois jours la Chief Minister du Tamil Nagu, Madame Jayalalita, est derrière les barreaux et elle devrait y rester pendant quatre ans, avec interdiction de se présenter à une élection pendant dix ans notamment. Je ne sais pas au juste pourquoi elle a été condamnée, elle aurait acquis illégalement des milliers d'acres de terres qui valent aujourd'hui 600 crores roupies, 6 milliards de roupies, environ 75 millions d'euros. Comment ? Apparemment en passant par des prête-noms ou sa famille.

Le Tamil Nadu compte environ 55 millions d'habitants, sa capitale est Chennai, ex-Madras, plus de 5 millions d'habitants, c'est le second Etat le plus industrialisé d'Inde si je ne dis pas de bêtise, où sont installés un grand nombre de multinationales étrangères, Ford, Renault, Microsoft, etc. Donc ce n'est quand même pas rien.

En France, on n'imagine pas Hollande, Valls ou un ministre en fonction être arrêté et conduit directement en prison, dans aucun pays en Europe, aux Etats-Unis, etc. Dans tous ces pays qui sont des modèles de démocratie un scénario pareil est impensable, au mieux ils sont conduits à démissionner et par la suite ils peuvent être poursuivis, et rarement ils passent par la case prison, c'est arrivé, je n'ai plus les noms en tête, Bernard Tapie par exemple, Juppé, non, Cahuzac, non, Pasqua le multirécidiviste, non, Chirac, non, Sarkozy, pas encore...

Pendant trois jours il y a eu des scènes d'émeutes au Tamil Nadu, affrontements violents entre les supporters de cette ex-actrice et l'une des plus grandes fortune de cet Etat avec la police, bus brûlés, magasins saccagés, etc. Pas de bus et rideaux baissés y compris à Pondichéry, car les violences ont débordé dans les Etats voisins, au Karnataka où elle est emprisonnée, à Bangalore le siège de l'Income tax pour le sud de l'Inde ou le ministère du Trésor ou des impôts si vous préférez.

Rien dans la presse française apparemment. Jayalalita était davantage considérée comme la présidente du Tamil Nadu que Première ministre. L'inde est une république fédérale avec son parlement central, où chaque Etat dispose d'un gouvernement et d'un parlement. Il est vrai qu'elle avait un statut apparenté à celui de Hollande ou Valls sur une population équivalente à celle de la France. C'est un membre de son parti (AIADMK) qui a pris sa place. Les Américains auraient bien traîné Modi (BJP) devant un tribunal, le Premier ministre indien, du gouvernement central à Delhi, mais apparemment ils se sont ravisés, ce n'était qu'une menace, une intimidation, les Américains pratiquent la diplomatie de la canonnière lorsqu'on leur résiste, mais de là à imposer un tel affront à un Président d'un pays d'1,2 milliards d'habitants, au dernier moment ils ont dû estimer que ce n'était pas le meilleur moyen pour l'amener à coopérer avec eux plutôt avec eux que les Brics ou la Russie ou encore la Chine, cela aurait été une erreur politique aux conséquences incalculables car les Indiens sont très susceptibles.

Comment faire miroiter aux travailleurs des droits qui ne leur sont pas destinés ? Mode d'emploi social-libéral.

Soutenu par le patronat qui dénonce un marché du travail trop rigide, Matteo Renzi propose de remplacer la multitude de contrats courts existants par un système simplifié au sein duquel la protection du travailleur augmenterait avec l'ancienneté, tout

en facilitant pour les employeurs le licenciement de salariés plus fraîchement recrutés. Reuters 29.09

Traduction : Les patrons pourront vous virer avant que vous n'ayez acquis l'ancienneté nécessaire vous permettant de bénéficier de nouveaux droits. Estimez-vous heureux ! Il fallait y penser. On comprend pourquoi Renzi et Hollande s'entendent si bien.

Rien de nouveau en fait.

C'est la méthode qui est employée lors de chaque "*négociation*" entre le gouvernement, le patronat et leurs partenaires sociaux, les syndicats corrompus des travailleurs, qui bradent nos droits collectifs au profit de droits individuels qui ne profiteront qu'à quelques-uns, hypothétiquement il faut préciser, car uniquement s'ils présentent les conditions requises... ou s'ils n'ont pas été virés entre temps.

Autre exemple, ils permettent aux patrons de licencier plus facilement, et en échange de quoi, généreusement, ils accordent de nouveaux droits aux chômeurs, à l'issue de quoi les dirigeants syndicaux crient victoire !

Et comme les révisionnistes qui se réclament du socialisme ne manquent pas non plus de cynisme, ils osent affirmer qu'en agissant de la sorte l'indépendance des syndicats serait préservée. C'est une imposture et chacun l'aura compris.

Un syndicat ouvrier ne devrait donner son aval qu'à des mesures progressistes, favorables aux travailleurs, et en aucun cas il ne devrait se compromettre en signant des accords qui comportent des concessions au patronat ou à l'Etat dont il n'est pas le représentant.

Le "*bienfait*" de la politique dite contractuelle qui a donné lieu au "*dialogue social*" permanent entre les représentants des exploiteurs et des exploités, consiste justement à accepter ce genre de compromission, ce mélange des genres qui consiste à prendre en considération aussi bien les besoins des travailleurs que ceux des patrons, sachant qu'en réalité à l'arrivée les uns seront lésés et les autres servis.

Etre de gauche, c'est refusé catégoriquement de participer à cette supercherie qui conduit à subordonner toujours davantage les travailleurs au capitalisme, contribue à la dégénéréscence du syndicalisme en piétinant son indépendance de classe.

Un parti ouvrier ne peut pas prétendre défendre l'indépendance des syndicats et à la fois soutenir un tel processus qui en est la négation. Le combat syndical et le combat politique doivent se mener conjointement exclusivement sur le terrain de classe indépendant des exploités.

Revenons à Renzi

AFP - Il (Renzi - ndlr) accuse ses adversaires de livrer une bataille idéologique sur des règles obsolètes et injustes qui, à ses yeux, profitent aux salariés jouissant de la sécurité de l'emploi au détriment d'autres catégories condamnées à la précarité. AFP 29.09

Qu'est-ce qui est "*injuste*", de proposer une mesure qui conduira à accentuer ou généraliser la précarité ou au contraire, accorder les mêmes garanties à tous les travailleurs, généraliser les clauses qui leur sont les plus favorables pour faire refluer la précarité ?

En choisissant la première version chacun aura compris les véritables intentions de Renzi et dans quel camp il se situe, celui des patrons, de la droite, de la réaction.

Le club privé des sangsues.

- Bill Gates est l'Américain le plus riche pour la vingt-et-unième année consécutive - lemonde.fr

En 2014, Bill Gates est resté l'Américain le plus riche. Voilà vingt-et-un ans de suite que le magazine Forbes couronne le fondateur de Microsoft, à l'occasion de la publication, lundi 29 septembre, de son palmarès des 400 Américains les plus riches.

La fortune de M.Gates a grossi de 9 milliards de dollars (7 milliards d'euros) en un an pour atteindre 81 milliards (près de 64 milliards d'euros). L'investisseur Warren Buffet reste numéro deux, pour la treizième année consécutive, avec un patrimoine de 67 milliards (53 milliards d'euros). Il devance Larry Ellison, le fondateur d'Oracle, qui lui est à la tête de 50 milliards (39 milliards d'euros).

Globalement, la fortune de ces 400 milliardaires a augmenté de 13 % depuis 2013. La progression de Wall Street a constitué le principal moteur de cette hausse. La fortune moyenne de ces ultra-riches s'établit désormais à 5,7 milliards de dollars contre 5 milliards en 2013 (4,5 milliards d'euros contre 4 milliards).

Pour entrer dans cette liste, il faut disposer au minimum cette année de 1,55 milliard de dollars (1,22 milliard d'euros). Il s'agit du montant le plus élevé depuis la création du palmarès en 1982. Ainsi 113 milliardaires américains n'ont pas pu faire partie de la liste cette année, faute d'avoir atteint ce montant. En revanche, le palmarès comprend cette année 27 nouveaux, dont Jan Koum, le cofondateur de WhatsApp, qui apparaît directement à la 62e place, suite à l'annonce du rachat de sa société par Facebook pour 19 milliards (15 milliards d'euros).

La progression la plus spectaculaire est réalisée par Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, qui se hisse à la onzième place. Sa fortune est évaluée à 34 milliards (27 milliards d'euros) soit 15 milliards (12 milliards d'euros) de plus qu'en 2013. En pourcentage, c'est Nick Woodman, le fondateur de GoPro, le fabricant de caméras miniatures antichocs et étanches, qui réalise la plus importante progression avec un bond de 200 % de sa fortune (3,9 milliards), suite à l'introduction en Bourse de sa société.

Enfin la benjamine de ce palmarès est Elizabeth Holmes, 30 ans, qui détient la moitié du capital de sa société, Theranos. Spécialisée dans les tests sanguins, cette start-up est évaluée à 9 milliards de dollars. lemonde.fr 29.09

Dossier Irak- Syrie.

Ils bombardent une grande partie de la Syrie.

- Daïr az Zour dans l'est ;
- Manbidj dans le nord ;
- Hasaka dans le nord-est ;
- Rakka dans le nord ;
- La province d'Idlib.

Parole d'internaute

- "*Les 3 responsables.*

Obama, Cameron et Hollande les 3 va-t-en-guerre contre la Syrie de Bachar al Assad. Ils ont enflammé le pays offrant aux islamistes une opportunité d'expansion inespérée. Premier auto goal ! Ces mêmes chefs de guerre claironnent maintenant qu'ils ont détruit telle ou telle raffinerie de l'EIL. En fait ces outils industriels appartiennent à des Etats ou à des compagnies pétrolières. Qui compensera ces pertes ? Deuxième auto goal ou un super coup pour écraser la Syrie comme planifié il y a quelques mois ?"

Il y a 13 ans au moins...

Propagande et désinformation. Quand la vérité est noyée dans un tissu de mensonges ou d'affabulations, d'amalgames

Sous la pression des informations publiées ou relayées sur Internet par des journalistes opposés à la guerre que mènent les Américain et leur coalition au Moyen-Orient, la réaction se sent obligée de déchirer un petit bout du voile de l'imposture pour ne pas perdre toute crédibilité ou se couper totalement de la population, de leurs adhérents ou lecteurs s'agissant de médias.

Privé de TV5Monde Asie depuis le 20 septembre, le soir je regarde Russia Today pendant environ une heure. J'ai constaté qu'ils diffusaient lors de leurs journaux télévisés ou dans des reportages (en anglais) une grande partie des informations que les médias occidentaux censurent et que vous pouvez trouver dans notre site. Russia Today est diffusée dans le monde entier.

Pour être bref, hier soir aux infos on a eu le droit aux infos à une interview en direct très brève avec quatre intervenants, un Américain, un Britannique, un Russe, je n'ai pas saisi de quelle nationalité était le quatrième, le sujet était l'Emirat Islamique et la question porta sur les soutiens dont il avait bénéficié pour se développer.

Quant vint son tour de parole le Russe exposa tranquillement le rôle joué par les Américains, les Saudiens et les Quataris, déclenchant la fureur de l'Américain soutenu par le Britannique qui l'interrompit, le quatrième à la stature imposante et d'un froid glacial confirma ce qu'avait dit le Russe en apportant d'autres précisions clouant le bec à l'Américain et au Britannique, puis l'interview prit fin. Le tout dura cinq minutes au plus, scène impensable en France ou aux Etats-Unis. Ensuite dans un documentaire consacré à Internet et au rôle de la NSA, on eu le droit à une interview de Snowden. Après on passa à Guantanamo et aux mensonges d'Obama, le tout agrémenté de récits d'anciens militaires américains blessés en Irak et abandonnés à leur sort par l'administration américaine. Et ainsi de suite, et c'est chaque soir la même chose, avec des sujets différents ou sous des angles différents, et chaque fois le rôle cynique des Américains qui piétinent la souveraineté des Etats est mis en évidence, avec des rappels historiques, des témoignages et foule de détails, de données très précises, incontestables, on comprend que cela rende dingue les Américains. Ces documentaires ou émissions portent aussi sur l'économie et le rôle du dollar, de la Fed, Goldman Sachs, etc, les prédateurs du monde entier.

Aux Etats-Unis et en Europe les dirigeants de la classe dominante et leurs médias n'ignorent pas l'existence de Russia Today, ils n'ignorent pas non plus que des millions d'Américains et d'Européens y ont accès ou la regardent, peuvent y apprendre certaines vérités qu'ils leur cachent, avoir confirmation de ce qu'ils soupçonnaient seulement, obtenir des réponses étayées à leurs questions, etc. Russia Today n'est qu'une infime partie du réseau mondial qui diffusent quotidiennement sur le Net ou d'autres canaux des informations censurées par les médias occidentaux. Plus ou moins maladroitement, il leur faut s'inscrire dans ce mécanisme qu'ils ne peuvent pas ignorer. Un exemple.

Lu dans un article du Point paru hier. Extraits.

Le Point - De nombreux pays et hommes politiques ont contribué à la fulgurante montée en puissance de l'organisation en Syrie et en Irak. (On passera leur amalgame avec l'Iran et le gouvernement syrien accusés d'avoir nourri le terrorisme, ce qui n'est pas totalement faux quelque part, mais qui était nécessaire à leur démonstration pour atténuer le rôle des parrains d'EI. - ndlr)

En un temps record, l'organisation État islamique s'est imposée comme la principale menace au Moyen-Orient et dans le monde. Pourtant, peu de gens connaissaient ce groupe djihadiste il y a encore un an. Qui blâmer pour expliquer sa fulgurante montée en puissance ?

Riyad va fermer les yeux sur le versement de millions de pétrodollars en direction des opposants de Bachar el-Assad les plus radicaux.

Encouragées par l'État saoudien, nombre d'associations caritatives appellent à la "*zakat*" - la collecte de fonds humanitaires dans le cadre de l'islam - afin de venir en aide aux populations sunnites savamment réprimées par le président syrien. À la manoeuvre, des réseaux de prédicateurs religieux, mais aussi des hommes d'affaires réputés pieux, parfois liés à la vaste famille royale saoudienne. Officiellement, le royaume saoud ne finance que les rebelles "*modérés*" de l'Armée syrienne libre. Pourtant, des fonds saoudiens se retrouvent également entre les mains du Front islamique (rebelles islamistes), ainsi que les djihadistes d'al-Nosra et de l'organisation État islamique.

La Turquie : le trouble jeu. Autrefois allié du régime syrien, Ankara a elle aussi rejoint le camp des anti-Bachar el-Assad. Outre leur soutien politique aux rebelles qu'ils ont accueillis sur leur sol, les islamo-conservateurs ont longtemps fermé les yeux sur le passage à la frontière turco-syrienne de nombreux combattants et armes en direction des groupes djihadistes, dont le Front al-Nosra et l'organisation État islamique. Iepoint.fr 29.09

En complément.

- "*L'Etat islamique, nous l'avons enfanté*", rappelle Dominique de Villepin - Francetv info

Parlez pour vous !

- Frappes en Syrie : la coalition vise Daesh au portefeuille - Le Nouvel Observateur

Tiens, ils ont bombardé Riad et Doha ?

ACTUALITE EN TITRES

Pire que des tacots !

- Toyota rappelle 690.000 véhicules Tacoma aux Etats-Unis - Reuters

Vous ne trouvez pas qu'il a quelque chose du sado-maso ? Tous les jours c'est la saint Nicolas !

- Bernadette Chirac étrille Alain Juppé - Reuters

- NKM assume ses désaccords avec Sarkozy - 20minutes.fr

- Affaire Bygmalion : la chute des "*golden boys*" de la bande à Copé - Le Nouvel Observateur

Pendant qu'on y est !

- Grands électeurs mais petits arrangements - Liberation.fr

Dans les villes, les sénateurs nomment eux-mêmes une partie de leurs électeurs. Liberation.fr 29.09

Vous.

- Terrorisme : "*Nous sommes pris dans une schizophrénie collective*" - L'Express.fr

... eux.

- Netanyahu juge que l'Iran est une menace plus grande que l'EI - Reuters

- Nétanyahou compare le Hamas à l'État islamique - LeFigaro.fr

- Le nouveau président afghan tend la main aux talibans - LeFigaro.fr

Le PS ?

- Rwanda: perpétuité confirmée en appel pour le parti au pouvoir lors du génocide - AFP

Le gouvernement fait l'unanimité contre lui, mais privé de musique.

- Paris : Le Philharmonique de Radio France en grève ce vendredi - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Tafta. La voix de son maître. Les médias se lamentent.

Ce qui est en jeu est plus politique qu'économique : C'est l'abdication du pouvoir politique des Etats qui se traduit de facto par la liquidation des droits politiques des travailleurs au profit des multinationales, en disposant d'un tribunal d'exception dévoué à leur cause pour faire valoir leurs droits, de fait ils s'adjugent les pleins pouvoirs, le pouvoir absolu, sans partage, sans que personne ne puisse le contester, ce qui revient à franchir un pas décisif vers l'établissement du gouvernement mondial qui est leur objectif stratégique final.

A partir d'une poignée de traités semblables signés entre les acteurs des différents continents ou les représentants des multinationales que sont en réalité leurs dirigeants, ils parachèvent l'oeuvre qu'ils avaient entreprise au cours des 70 dernières années avec le Gatt, l'OMC, le processus de Doha (inachevé pour le moment), en transmettant tout le pouvoir à l'oligarchie financière, en leur livrant clé en main la totalité de la société avant qu'ils engloutissent le monde pour le modeler à leur image qui aujourd'hui rime avec chaos, guerre et barbarie.

Le FMI et la Banque mondiale serviront désormais à réguler ou répartir les flux financiers nécessaires à alimenter les différents marchés qui désormais seront sous leur contrôle, afin qu'ils répondent exclusivement à leurs besoins, tandis que les institutions politiques répondront à leurs besoins sur le plan social, le terme est inapproprié, en terme de marchandise humaine formaté ou prête à l'emploi pour faire tourner leur économie, en fournissant suffisamment de bons et dociles esclaves qui seront récompensés en échange de leur soumission totale, le reste ou la majorité, le rebut ou les déchets issus de l'ancienne société seront voués à pourrir sur place jusqu'à extinction de l'espèce ou serviront occasionnellement de chair à canon dans une société militarisée.

Rien ne dit qu'ils parviendront à aller jusque là, mais il est clair que c'est leur objectif qui inclut des visée eugéniques. Comment ne pas voir qu'ils s'emploient à liquider des peuples entiers ou des pans entiers de population qui se chiffrent par millions et millions. Leur problème réside uniquement dans leur capacité à passer à un moment donné à une échelle supérieure, par une guerre mondiale qui pourrait se dérouler en plusieurs étapes, sur différents plans.

A nous de savoir si nous aurons l'intelligence et la détermination suffisante pour nous regrouper et les vaincre, c'est mal parti mais il faut demeurer optimiste, que l'on formule cette perspective est déjà en soi une source d'espoir, non, d'autres en France et dans le monde doivent partager cette analyse. A suivre.

- Tribunaux Tafta : la future commissaire rétropédale - Liberation.fr

La commissaire européenne désignée au Commerce, Cecilia Malmström, est restée ambiguë lundi sur l'inclusion de tribunaux d'arbitrage dans l'accord de libre-échange (Tafta) en négociation avec les Etats-Unis. «*Cette question suscite d'immenses inquiétudes*», a concédé Malmström lors de son audition devant le Parlement européen.

«*Je n'exclus pas que ça soit exclu de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, a-t-elle déclaré, mais discutons-en.*» Elle revient donc sur ses positions issues d'un document préparatoire qui a fuité ce week-end, où elle assurait que ce mécanisme «*ne ferait pas partie de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis*». Libération.fr 29.09

AFP - Ce week-end, des versions du discours de Mme Malmström ont fuité. Elle affirmait noir sur blanc que le "*mécanisme de protection des investissements*", qui suscite beaucoup de méfiance en Europe, notamment en Allemagne, ne ferait pas partie de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Ces propos n'apparaissent plus dans les réponses officielles de la commissaire, publiés sur le site du Parlement.

Lors de son audition, Mme Malmström va s'aligner sur la position moins tranchée du président-élu de l'exécutif européen, Jean-Claude Juncker, et mettre l'accent sur la transparence dans les négociations commerciales avec les Etats-Unis.

"*Comme s'y est engagé M. Juncker, la Commission va négocier un accord équilibré et raisonnable avec les Etats-Unis dans un esprit de transparence et de bénéfices mutuels et réciproques*", peut-on lire.

"*Il a insisté sur le fait qu'il ne va pas accepter que la compétence des tribunaux dans les États membres soit limitée par des régimes spéciaux pour les litiges avec les investisseurs*", ajoute-t-elle, en reprenant la formule utilisée par M. Juncker en juillet devant le Parlement européen.

Le mécanisme de protection des investissements prévoit notamment le recours à l'arbitrage international et pourrait permettre aux multinationales de contester en justice des politiques des gouvernements nationaux, comme cela se produit avec l'Accord de libre-échange liant le Canada, les Etats-Unis et le Mexique (Alena).

L'Allemagne ne veut pas de cette clause, ni dans l'accord de libre-échange avec le Canada, dont les négociations ont pris fin vendredi, ni dans l'accord avec les Etats-Unis, connu sous l'acronyme "*TTIP*" ou "*TAFTA*".

Un septième cycle de négociations entre Bruxelles et Washington va débuter lundi aux Etats-Unis. Les discussions vont durer toute la semaine. AFP 29.09

- Le traité de libre-échange transatlantique TTIP s'enlise - LeMonde.fr

Que faut-il attendre de la semaine qui s'ouvre ?

« *Il ne va quasiment rien se passer pendant cette semaine de discussions aux Etats-Unis, assure toutefois une source bruxelloise. Les spécialistes vont se contenter – mais c'est un travail énorme ! – de comparer les procédures, pour tel et tel secteur de l'industrie et des services. On n'ira pas au-delà, les discussions sont gelées.* »

Côté américain, le traité n'est plus vraiment à l'agenda d'un gouvernement concentré sur l'enjeu des élections de mi-mandat, en novembre.

En Europe, la Commission, qui a reçu un mandat des Etats membres pour négocier, est sur le point d'être renouvelée, avec l'arrivée, prévue début novembre, d'une équipe emmenée par le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker.

Le commissaire chargé du dossier « *TTIP* », le Belge Karel de Gucht, s'apprête à céder son fauteuil (d'ici à novembre), à la Suédoise Cécilia Malmström. « *Pas question, tant que cette dernière n'est pas en poste, de prendre des décisions engageantes pour les mois qui viennent* », décrypte une source européenne.

Mme Malmström a pour l'instant fait preuve de beaucoup de prudence sur le dossier. Elle doit être auditionnée par le Parlement européen, lundi 29 septembre.

Quels sont les points de blocage ?

Mme Malmström, si elle est confirmée à son poste à l'issue de cet examen devant les eurodéputés, et si elle souhaite relancer la « *machine* » à négocier côté européen, devra rassurer, à court terme, les Etats membres et les eurodéputés sur au moins deux points.

Il y a d'abord l'abcès de crispation autour du mandat de négociation du TTIP, aujourd'hui secret. En clair : quels biens et services sont vraiment concernés par l'accord ? Les « *anti-TTIP* » du Vieux Continent réclament depuis des mois qu'il soit publié.
La Commission européenne a fini par demander aux Etats membres d'accepter – c'est en effet à eux de prendre la décision. Et ce d'autant plus qu'un tas de versions du mandat ont déjà fuité sur Internet.

« *Mais certains, comme les Britanniques, sont très réticents. Ils ont peur de créer un précédent, pour d'autres négociations. Et les Américains ne veulent pas en entendre parler* », précise une source européenne.

Le Français Matthias Fekl, tout nouveau secrétaire d'Etat au commerce extérieur français, s'est récemment prononcé pour, comme les Italiens quelques semaines plus tôt. « *J'espère qu'on aura un accord entre les 28 Etats membres en octobre* », avance une source bruxelloise.

Le dispositif des tribunaux d'arbitrage, réclamé par les Américains dans le traité, est aussi l'autre très gros point bloquant en Europe. Il s'agit d'instances indépendantes vers lesquelles les entreprises pourraient se retourner si elles estiment qu'un pays menace leurs investissements. Pour leurs détracteurs, ces tribunaux d'arbitrage donnent le pouvoir aux multinationales au détriment des Etats.

Pour tenter de calmer les esprits, la Commission a lancé une consultation publique au printemps à laquelle auraient répondu plus de 150 000 personnes, un record. Mais elle n'a toujours pas fait de compte rendu. Les eurodéputés l'espèrent pour le mois de novembre. lemonde.fr 29.09

Les Américains s'érigent en procureur des Etats indépendants et souverains, en maîtres ou despotes sur le reste du monde

Brésil

- Au Brésil, un sondage favorable à Rousseff déplait aux marchés - Reuters

Argentine

- Dette: l'Argentine reconnue coupable d'avoir enfreint un jugement aux Etats-Unis - AFP

Un tribunal new-yorkais a estimé lundi que l'Argentine avait usé de voies "*illégales*" pour contourner un précédent jugement l'enjoignant de rembourser en priorité les fonds "*vautours*" pour pouvoir continuer à payer ses autres créanciers. AFP 29.09

A l'intérieur, ils traitent leur propre peuple en serf.

Ben Bernanke, Timothy Geithner et Henry Paulson, ont accordé un prêt à un taux usuraire à AIG via les banquiers de la Fed qui ont empoché le pactole. Rappelons que l'Etat fédéral a perdu la souveraineté de sa monnaie en 1913 au profit des banques privées qui constituent la Fed, et que l'Etat fédéral ne peut prêter que l'argent qu'il a lui-même emprunté à la Fed au taux d'intérêts que lui impose la Fed.

Au moment de l'explosion de la bulle des subprimes en 2008, AIG qui avaient été victime ou plutôt complice des banques qui avaient eu recours à ces montages financiers devenus opaques sous l'effet de la titrisation, pour la sauver de la faillite ou plutôt éviter que l'onde de choc que sa faillite produirait à l'echelle mondiale comme il est précisé plus bas, le gouvernement en échange des 182 milliards de dollars de prêt qu'il lui accordera se livrera à un véritable hold up qui lui se chiffrera en dizaine de milliards de dollars en mettant la main sur 79,9% du capital détenu par les actionnaires au titre de garantie qu'ils ne revirent jamais et qu'ils réclament aujourd'hui.

L'avocat de l'Etat fédéral ne s'est pas démonté pour autant et a répondu que ces actionnaires devaient s'estimer heureux d'avoir sauvé grâce à l'intervention d'Etat 20% de leurs actifs, alors qu'ils auraient pu se retrouver "*avec 100% de rien*". On imagine que la part correspondant aux 80% des actfs qui leur ont été subtilisés, puis qui ont été dépressiés avant d'être refourgués pour une bouchée de pain aux amis de Ben Bernanke, Timothy Geithner et Henry Paulson, a depuis repris des couleurs et leur a permis d'empocher un profit substantiel, car entre temps le prix de l'immobilier est reparti à la hausse.

Il nous manque des éléments pour aller plus loin, mais il semblerait que si ces actionnaires tiennent encore à ces actifs en septembre 2014, c'est qu'ils ont de bonnes raisons pour cela, c'est sans doute qu'ils ne sont pas partis en fumée (pour tout le monde) ou qu'ils en connaissent la valeur, finalement ils ont été spoliés par une mesure autoritaire prise par le gouvernement Bush.

Un jour on avait évoqué les taxes nouvelles adoptées par le gouvernement américain à valeur rétroactive que les Américains devaient acquitter sous peine de poursuites ou saisies, illustrant qu'on était bien en présence d'un Etat policier, d'une terrible dictature, on en a là une preuve supplémentaire. Bon, on ne va pas plaindre ces malheureux actionnaires qui ont perdu 40 milliards

de dollars, bien que parmi eux il y a sans doute des travailleurs américains qui avaient placé là leurs maigres économies pour leurs vieux jours, c'était juste pour montrer aux lecteurs qu'on n'exagère rien en caractérisant le régime américain de dictature effroyable.

- L'Etat américain sur le banc des accusés pour le sauvetage d'AIG en 2008 - AFP

Nationalisation salutaire ou "*exaction*"? La justice a commencé à se pencher lundi à Washington sur le sauvetage financier de l'assureur américain AIG en 2008, suite à une initiative de l'ancien PDG du groupe qui accuse l'Etat fédéral de spoliation.

Le coeur du procès, qui s'est ouvert pour six semaines à deux pas de la Maison Blanche et du Trésor américain, remonte à septembre 2008 et au pic de la crise financière qui a emporté la banque Lehman Brothers.

Au bord de la faillite, le géant de l'assurance AIG demande alors l'aide des autorités américaines. Pour tenter d'enrayer la panique financière, l'Etat fédéral se résout à lui accorder un prêt, qui finira par atteindre 182 milliards de dollars, mais s'empare, en contrepartie, de 79,9% de son capital.

C'est sur ce point précis que l'ancien PDG de l'assureur, Maurice Greenberg, s'est fondé pour porter plainte et ouvrir ce procès, qui devrait voir défiler à la barre l'ancien président de la Banque centrale américaine, Ben Bernanke, et deux ex-secrétaires au Trésor (Timothy Geithner et Henry Paulson).

L'enjeu financier n'est pas mince: les plaignants, regroupés derrière M. Greenberg, réclament quelque 40 milliards de dollars en réparation de la dépréciation de leurs actions.

"*Il n'y avait aucune justification à l'appropriation des titres*" d'AIG, a attaqué d'emblée son avocat, David Boies, accusant l'Etat d'"extorsion" et d'avoir "diabolisé" l'assureur en lui infligeant un traitement contraire à la Constitution.

Selon l'avocat, AIG est le seul groupe sauvé par les autorités pendant la crise à avoir dû céder la grande partie de son capital.

"*Ils (l'Etat) avaient un prêt qui était totalement sécurisé. Ils avaient un prêt sur lequel ils ont imposé des taux d'intérêts usuraires (...) et il ont quand même été chercher 79,9% du capital détenu par les actionnaires*", a-t-il accusé en présentant son argumentaire.

Le groupe, qui a aujourd'hui fini de rembourser l'Etat et a renoué avec les bénéfices, n'est pas associé à la plainte.

M. Boies a également soutenu qu'AIG avait été emporté par la crise non pas en émettant des crédits immobiliers à risque, les fameux "subprime", mais en se contentant de les assurer.

"*Ils ont fait un exemple en punissant AIG alors qu'ils n'ont pas commercialisé de "subprime"*", a affirmé l'avocat tout au long d'une intervention sans notes de 45 minutes.

De l'autre côté de la barre, le représentant de l'Etat fédéral, Me Brian Mizoguchi, a tenté de battre l'ensemble de ces arguments en brèche.

Il a d'abord rappelé qu'AIG ne pouvait plus payer ses créditeurs en septembre 2008 et avait sollicité et approuvé à l'unanimité le plan de sauvetage de l'Etat fédéral.

Selon l'avocat, les autorités étaient forcées d'intervenir étant donné le poids de l'assureur et les risques que sa faillite "*ne menace l'économie mondiale*" dans son ensemble.

"*Le but n'était pas de sauver AIG mais de sauver le monde d'AIG*", a déclaré M. Mizoguchi, défendant la décision de s'emparer du capital du groupe, qui servait de "*garanties collatérales*" sur le prêt.

Selon l'avocat, cette clause permettait également de réduire "*l'aléa moral*", cette forme de garantie implicite de l'Etat dont bénéficient les grands groupes "*trop importants pour faire faillite*".

M. Mizoguchi a également récusé les accusations de spoliations, estimant que les actionnaires d'AIG avaient eu la chance de bénéficier de l'aide de l'Etat plutôt que de voir leurs actifs partir en fumée dans une faillite.

"*Le prêt de l'Etat n'a pas affecté les actionnaires d'AIG. Aucun d'entre eux ne peut prétendre qu'il s'en serait mieux sorti sans l'intervention de l'Etat*", a-t-il plaidé répétant à plusieurs reprises le même mantra: "*20% de quelque chose vaut mieux que 100% de rien*".

M. Greenberg a dirigé AIG pendant près de 40 ans et en a fait le numéro un mondial de l'assurance. Il a été poussé à la démission en 2005, dans la foulée d'une enquête liée à une fraude comptable pour laquelle il n'a finalement pas été condamné.

Lors du sauvetage, nombre d'actionnaires se sont retrouvés quasiment ruinés puisque leur part a été diluée et ils ont perdu entre 80 et 90% de leur investissement. AFP 29.09

Le pouvoir de l'oligarchie mafieuse.

- Interrogations sur les relations entre la Fed et Goldman Sachs - Reuters

Un membre influent du Sénat américain souhaite mener des auditions sur les questions "*perturbantes*" soulevées par des enregistrements secrets de conversations entre des contrôleurs de la Réserve fédérale et des responsables de Goldman Sachs, une banque que la Fed était chargée de surveiller.

Elizabeth Warren, démocrate de la Commission bancaire du Sénat, a réclamé vendredi la convocation d'auditions à la suite de la publication d'une partie de ces enregistrements qui remontent à 2011 et 2012.

Le sénateur démocrate Sherrod Brown, également membre de la Commission bancaire, a appelé de son côté à une "enquête complète et approfondie" sur la question.

(Elle peut toujours attendre, il n'en sortira rien. - ndlr)

Carmen Segarra, ancienne employée de la Fed de New York, qui a perdu un procès sur les conditions de son départ de la Fed, a enregistré les conversations et les a transmises au site de journalisme d'investigation ProPublica et à l'émission de radio "*This American Life*" pour illustrer ce qu'elle juge être une proximité déplacée entre le régulateur et la banque.

Les enregistrements semblent montrer que les superviseurs de la Fed ne souhaitaient pas demander des informations précises à Goldman concernant une transaction avec Banco Santander, ni critiquer fermement ce que Segarra considère comme étant une absence de politique visant à prévenir les conflits d'intérêt.

(On ne présente plus Goldman Sachs qui est l'une des plus puissantes banques du monde et qui fait partie intégrante de la Fed, donc lui chercher des poux ou causer des ennuis à l'un de ses partenaires, en l'occurrence la banque espagnole Santander qui elle fait partie de l'internationale des oligarques, à ce titre en 2010, Matias Rodriguez Inciarte, vice-président du groupe a été invité à la réunion annuelle du groupe Bilderberg, c'est peine perdue d'avance ou pire encore. Ils sont intouchables, ils détiennent le pouvoir. -ndlr)

"*Quand les régulateurs sont davantage préoccupés d'éviter aux grandes banques d'avoir à rendre des comptes que de protéger le peuple américain des comportements risqués et illégaux à Wall Street, c'est une menace pour toute notre économie*", a déclaré Elizabeth Warren dans un courrier électronique.

(Cela montre que si les oligarques détiennent la majorité au Congrès, ils ne le contôlent pas totalement. Cela explique les contradictions qui apparaissent dans la politique américaine. - ndlr)

"*Le Congrès doit organiser des auditions sur les questions perturbantes soulevées par le rapport d'un informateur paru aujourd'hui, lorsqu'il se réunira à nouveau en novembre.*"

Egalement dans un courrier électronique, Sherrod Brown a ajouté: "*Pendant trop longtemps, trop de régulateurs financiers ont été trop complaisants vis-à-vis du secteur même qu'ils sont chargés de contrôler.*"

(Ils sont juge et partie ou achetés. - ndlr)

La Fed s'est de son côté défendu de toute irrégularité. "*La Fed de New York dément catégoriquement les allégations faites concernant l'intégrité de sa supervision des institutions financières*", dit-elle dans un communiqué publié sur son site.

(La Fed est une organisation mafieuse qui a un fonctionnement opaque, on se souvient encore des 9.000 milliards de dollars qu'elles avaient distribués à certaines banques ou acteurs du marché sans en informer le Congrès. Mais cela c'est déjà du passé, aux Etats-Unis dans les instances judiciaires les plus élevées ils ont une mémoire sélective ou ils sont atteints d'amnésie dès qu'il s'agit de s'attaquer à la Fed ou aux plus puissantes banques. - ndlr)

Vendredi, Goldman a resserré ses règles concernant les investissements en actions et en obligations autorisées pour ses banquiers,

a annoncé un porte-parole de la banque à Reuters.

Une source proche du dossier a précisé que ces nouvelles règles pour éviter les conflits d'intérêt étaient en préparation depuis quelque temps et n'étaient pas liées à cette affaire.

(Ils trafiquent ou ils se livrent à des activités illégales quotidiennement sur tous les marchés en toute impunité. En réalité "*ces nouvelles règles*" ont pour fonction de contourner la réglementation en vigueur, ce qui n'est pas un acte frauduleux aux Etats-Unis. Ce qui l'est en revanche, c'est de se réclamer de cette réglementation et de l'enfreindre ce qui est différent. En fait leur système encourage les pratiques mafieuses qui elles ne tombent pas sous le coup de la loi du moment qu'elles sont couvertes par la Constitution... au nom de la liberté ! - ndlr)

La Fed de New York comme Goldman Sachs ont refusé de commenter l'éventuelle tenue d'auditions. Reuters 28.09

En complément.

- Optimisation fiscale : un pépin pour Apple - Liberation.fr

Quelle affaire ! Il y en a combien dans une pomme ?

La situation sociale ne peut que se dégrader dans l'avenir.

- Le chômage en France va continuer d'augmenter fin 2014 et en 2015 - AFP

- Le gouvernement met une nouvelle fois les familles à contribution - AFP

L'objectif est de réaliser des économies de l'ordre de 700 millions d'euros en 2015 sur les prestations familiales, sans recourir à un gel de leur revalorisation, selon le projet de budget de la Sécurité sociale.

La division par trois de la prime à la naissance à partir du 2e enfant (de 923 à 308 euros) doit permettre d'économiser 250 millions d'euros dès 2015.

Le congé parental, qui vient tout juste d'être réformé dans la loi sur l'égalité hommes-femmes, le sera une nouvelle fois. Ce congé devait être porté de six mois à un an maximum pour un premier enfant si les deux parents le prennent, et il devait rester de trois ans maximum à partir de deux enfants, mais à condition que le second parent prenne six mois. Le gouvernement envisage aujourd'hui d'accroître ce partage à partir du deuxième enfant, sans préciser où se situera le curseur. Deux ans et un an ? Dix huit mois et dix huit mois ? Un décret le dira.

Pour le gouvernement, il s'agit de permettre un meilleur partage des rôles entre pères et mères et d'éviter un éloignement trop durable des femmes du marché du travail. Mais sachant que seulement 3% des congés sont pris actuellement par des pères, il est tentant d'y voir une façon de réaliser de substantielles économies.

"*Sous couvert de plus d'égalité entre les hommes et les femmes, il s'agit en fait de priver d'allocation toutes les familles dont les pères ne pourront pas prendre leur part du congé*", a ainsi souligné L'Union des familles en Europe et le Mouvement Mondial des Mères France dans un communiqué avant même le détail des annonces.

Autre mesure dans le viseur du gouvernement: une aide à la garde d'enfants, le "*complément de libre choix du mode de garde*", serait réduite pour les familles les plus aisées, via l'introduction d'une tranche supplémentaire de revenus pour le calcul des aides.

Enfin, la majoration des allocations familiales de 65 euros, qui est versée lorsqu'un enfant a atteint l'âge de 14 ans, sera progressivement décalée à 16 ans.

Le néolibéralisme, qu'est-ce que c'est ? La privatisation des services sociaux poussée au delà de l'infâmie

- Scandale dans un centre pour réfugiés en Allemagne - LeFigaro.fr

La photo a fait scandale. On y voit un homme à terre -un étranger- menotté, le visage sous le pied d'un surveillant. Un deuxième surveillant pose, à genoux, l'air fier de lui. La scène, photographiée mi-septembre, se passe dans un centre pour demandeurs d'asile à Burbach, en Rhénanie-du-nord-Westphalie et a suscité l'indignation en Allemagne.

«*Ce sont des images, que nous ne connaissions qu'à Guantanamo*», a déclaré le chef de la police de Hagen, Frank Richter.

«*Chaque citoyen est choqué*», a commenté le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert. «*Les responsables doivent rendre compte de leurs actes*». Une enquête pour maltraitance a été ouverte contre au moins quatre agents incriminés. Et d'autres cas de maltraitance ont déjà été enregistrés par la police, qui a commencé à entendre les quelque 700 réfugiés installés dans le centre de Burbach. Une enquête est aussi en cours sur des violences commises dans des centres situés à Essen et Bad Berleburg.

Le centre d'hébergement de Burbach, comme cinq autres dans l'ouest du pays, est administré par la société privée European Homecare, spécialisée dans l'aide sociale. Pour les associations de défense de réfugiés, c'est l'une de clés du problème. «*Les agents de sécurité de la société privée European Homecare n'ont pas subi le moindre contrôle*», a dénoncé l'association ProAsyl. En l'occurrence, c'est un autre sous-traitant, la société SKI, qui est chargée de la sécurité des centres. Suite à l'ouverture de l'enquête, l'entreprise s'est vue retirer son contrat.

Sans défendre les actes commis par les agents de sécurité, European Homecare se défend en assurant manquer de moyens et notamment de personnel pour faire face à l'explosion du nombre de demandeurs d'asile. En Europe, l'Allemagne est devenue l'une des premières destinations des réfugiés venus de Syrie ou d'Irak. Tous les centres d'hébergement sont saturés.

Depuis le 1er janvier, près de 100000 nouveaux demandeurs ont été enregistrés en Allemagne. Le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a annoncé la semaine dernière l'organisation d'une conférence internationale sur les réfugiés syriens, le 28 octobre à Berlin. C'est de cette zone de conflit que proviennent la plupart des réfugiés. LeFigaro.fr 29.09

A chacun son tour. Propagande occidentale anti-chinoise.

A Hong Kong, jeunes et membres des classes moyennes réclament plus de démocratie, ce qui jusque là est justifié. Ce qui l'est moins c'est la récupération et l'instrumentalisation qui en est fait par les médias occidentaux qui relayant la propagande de Washington en profitent pour diaboliser les autorités chinoises, alors que dans leur pays respectif la démocratie n'existe pas ou est purement formelle, piétinée quotidiennement, ce qu'évidemment ils oublient de préciser.

- Le mouvement pro-démocratie ne désarme pas à Hong Kong - Reuters

C'est la terminologie qu'ils ont employée en Syrie et en Libye pour qualifier en 2011 les opposants à Kadhafi et Assad qui se sont avérés être des barbares ! Autrement, comme en Russie, ce sont les opposants au gouvernement en place coachés par la CIA ou la NED ou les organisations qu'ils financent qu'ils nomment ainsi. Tout ce qui se nomme pro-démocratie est d'emblée suspect...

- Hong-Kong: Les cinq clés du conflit entre la police et les étudiants - 20minutes.fr

L'esprit policier veille !

- Pourquoi Hong Kong se révolte contre la Chine - L'Express.fr

Une revendication d'étudiants instrumentalisés qui se transforme en tout un peuple debout comme un seul homme...

- A Hong Kong, la rue continue de défier Pékin - Francetv info

Métaphore qui en fait ne concerne qu'un espace réduit de Hong Kong... En France, au nom des usagers ils hurlent rendez-nous la rue !

- A Hong Kong, les manifestants prodémocratie toujours déterminés - 20minutes.fr

C'est marrant en France ils ont plutôt tendance à vouloir les encourager, à vomir dessus...

- Hong Kong : les militants pro-démocratie restent mobilisés - Le Nouvel Observateur

Jusqu'à la chute finale de la Chine !

- Hong Kong: atmosphère festive après les gaz lacrimogènes - AFP

Ils sont sûrs de faire plier le monstre, alors ils font la fête...

- Hong Kong: internet censuré pour étouffer les manifestations - L'Express.fr

En France, c'est Internet qui les étouffe ! Et ne dites pas que les médias censurent les opposants à sa politique...

- La presse officielle chinoise dénonce l'action d'« *extrémistes politiques* » à Hongkong - LeMonde.fr

La presse aux ordres en France tient le même discours pour bien moins que cela... Mais là il s'agit de la Chine. C'est comme la Russie qui devrait applaudir à des actes de vandalisme (Femen), ou la Syrie quand des snipers tirent sur des policiers qui encadrent des manifestations pacifiques, il faudrait leur discerner une médaille...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2014

CAUSERIE

J'étais en train de bosser. Les chiens qui étaient dans le jardin à quelques mètres de la fenêtre de mon bureau se mettent à aboyer. Je leur dis d'arrêter, ils continuent, je remarque que leur regard est braqué dans une direction, vers l'intérieur du jardin. Je me dis qu'un chien est peut-être entré en sautant le muret ou quelqu'un. Je me lève et je regarde par la fenêtre, rien. Ils continuent d'aboyer furieusement, et là en les observant plus attentivement je vois que leur regard se dirige vers l'herbe, en effet il y avait un cobra à trois mètres d'eux, dressé et prêt à passer à l'attaque.

Au lieu de me précipiter dans le jardin, j'ai la présence d'esprit d'appeler les chiens qui sont en danger de mort. Une fois revenus sur la terrasse, je prends un énorme bâton qui se trouvait là, non pas pour en finir avec ce cobra mais le chasser du jardin, je tape violemment le sol à sa hauteur et il décide de s'enfuir, avant de passer le muret je lui assène un coup histoire de dire n'y revient pas, qu'est-ce que je pouvais faire d'autre, je ne suis pas un barbare, je n'ai pas de sabre sous la main !

C'est la première fois que j'en voyais un dans la nature d'aussi près, trois ou quatre centimètres de diamètre seulement, mais son venin agit très vite et est mortel. Bon, j'arrête là, je vais couper l'herbe qui a repoussé avec la pluie des dernières semaines.

L'info que les agences de presse occidentales et les médias ont censurée.

- Sommet des 5 pays riverains de la mer Caspienne à Astrakhan - french.irib.ir

Le Sommet des 5 pays riverains de la mer Caspienne a eu lieu, lundi, à Astrakhan, en Russie.

Les principales ententes concernant le futur statut de la mer Caspienne sont fixées. Réunis à leur Sommet, à Astrakhan, (Russie), les chefs de cinq Etats riverains ont signé une déclaration politique. Ce document reflète les grands principes de coopération, sur lesquels reposera la Convention sur le statut de la mer Caspienne. Quant au texte de la Convention, il pourra être adopté, déjà, au prochain Sommet des pays riverains, estiment les présidents.

En plus de la signature, à Astrakhan, de quelques accords entre les 5 pays riverains de la mer Caspienne et une déclaration politique, d'importants accords ont eu lieu entre Hassan Rohani, Vladimir Poutine, Ilham Aliev, Noursoultan Nazarbaïev et Gurbanguly Berdimuhamedow, respectivement, les Présidents iranien, russe, azerbaïdjanais, kazakh et turkmène.

C'est ainsi que les principales difficultés semblent, avoir été, enfin, surmontées. "*Les ententes réalisées, à Astrakhan, répondent aux intérêts durables de toutes les parties*", s'est convaincu le Président de la Russie, Vladimir Poutine.

"*La signature de documents, au Sommet sur la Caspienne, montre la volonté politique des Etats de développer leur interaction*", a déclaré Hassan Rohani. «*Les pays riverains de la mer Caspienne pourront, à eux seuls, assurer la sécurité de cette région*», a-t-il ajouté. Rohani a, également, mis l'accent sur la nécessité de garantir la paix et la sécurité de la mer Caspienne et d'interdire la présence militaire des étrangers, de préserver l'unanimité des décisions, l'abstention de toute unilatéralisme, la libre navigation et l'adoption d'une politique coordonnée. D'autres propositions ont été faites, comme, par exemple, celle du Président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, de créer une zone de libre-échange.

La position constructive de Bakou a, considérablement, contribué aux compromis trouvés ces temps-ci. L'Azerbaïdjan a, déjà, réglé, dans un format bilatéral, la plupart des questions litigieuses. "*Ces ententes ont permis de poser, encore, une pierre, dans la fondation de la future Convention sur le statut de la Caspienne*", estime le leader azéri, Ilhkham Aliïev.

Le Président du Turkménistan, Gourbangouly Berdymuhammedov, a, quant à lui, attiré l'attention sur un essor de l'infrastructure des transports. Il a avancé l'idée de créer une ceinture de chemin ferroviaire tout autour de la Caspienne.

Les parties ont paraphé un accord de coopération, dans l'hydrométéorologie, et ont assisté à la signature de l'accord de coopération, dans la prévention et l'élimination des situations d'urgence, en mer Caspienne, et de l'accord sur la préservation et l'exploitation rationnelle des ressources biologiques marines. Les cinq leaders se sont mis d'accord pour que la navigation soit libre, sur la Caspienne, pour les pays riverains. Mais ils n'admettront pas de présence militaire étrangère, dans les eaux de la Caspienne, qui doit rester une mer d'amitié, une zone de paix, de coopération et de bon voisinage. french.irib.ir 30.09

Ce n'est pas par amour de "*l'axe de la Résistance*" ou parce que nous aurions un penchant pour le chiisme ou l'Iran, la Russie, la "*théorie des blocs*" ou un impérialisme plutôt qu'un autre, etc. que nous nous connectons à ce portail iranien uniquement pour obtenir des infos et vous les transmettre.

Dossier Syrie-Irak.

- La coalition US s'acharne contre les infrastructures de la Syrie - french.irib.ir

Lundi soir, les chasseurs de la Coalition ont pris pour cible deux raffineries de pétrole, situées dans la province de Hassaka. Une quinzaine de raffineries et de puits de pétrole ont été attaqués depuis la semaine dernière. Sur le plan politique, Josh Earnest, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré qu'il fallait une force terrestre pour combattre Daesh mais non pas celle des Etats-Unis. french.irib.ir 30.09

- "*Intelligence stratégique d'Assad nous a surpris*" - french.irib.ir

Un officier US, le généraol Rick Franko avoue l'inavouavble !

"*L'intelligence stratégique dont le Président syrien a fait preuve depuis le début de la crise a surpris tout le monde . C'est un homme d'une très grande intelligence qui déjoue sans cesse nos plans*", a reconnu le général et analyste militaire sur la chaine CNN. " *A mon sens, les groupes armés comme l'ASL, ou encore le Front islamique n'auront aucun problème avec les frappes de la coalition internationale. Ils sont même favorables à ces attaques*", a-t-il prétendu en allusion aux soi-disant divergences qui opposeraient Daech à l'ASL et au front islamique : " *En effet la position de chaque groupe rebelle vis à vis de ces frappes est fontion de ses liens avec Daech. Au front islamique, les combattants, tous des Frères musulmans ne peuvent saquer les daechistes*", a dit le général en avançant toutefois une analyse qui va à rebours des réalités sur le terrain. A vrai dire, les frappes américaines contre Daech ont plutôt consolidé les rangs des différentes milices terroristes, selon les témoins. french.irib.ir 30.09

En complément.

- Série d'attentats à Bagdad et d'autres villes irakiennes - Reuters

Bienvenue chez les barbares.

Le grand mensonge de l'État islamique : « ***Les terroristes c'est nous*** ».

Extrait. Rappelons que l'Arabie saoudite et le Qatar ont financé et formé les terroristes de l'État islamique (EI ou EIIL) pour le compte des États-Unis. Israël héberge l'EI dans le plateau du Golan et l'OTAN, en liaison avec le haut commandement turc, est impliqué depuis mars 2011 dans la coordination du recrutement des combattants djihadistes envoyés en Syrie. En outre, les brigades de l'EIIL en Syrie et en Irak sont intégrées par des forces spéciales occidentales et des conseillers militaires.

Tout cela est connu et documenté, mais pas un seul chef d'État ou chef de gouvernement n'a eu le courage de souligner l'absurdité de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies proposée par les États-Unis et adoptée à l'unanimité le 24 septembre.

George W. Bush a déclaré en 2001, « *vous êtes avec nous ou vous êtes avec les terroristes* ». La vérité interdite est que les États-Unis sont impliqués dans une entreprise diabolique: ils ont créé un réseau terroriste islamique dans le but de détruire des pays souverains et maintenant ils mènent une guerre contre leur propre réseau de terreur. Sans la propagande des médias, ce programme militaire sous couvert de lutte contre le terrorisme tomberait à plat, s'effondrerait comme un château de cartes.

Les terroristes sont le président des États-Unis et son indéfectible allié de Grande-Bretagne, ce sont ces « *États qui appuient le terrorisme* » dans le but de mener une guerre de conquête et l'Organisation des Nations Unies est complice dans ce projet. Mondialisation.ca - Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca - 30 septembre 2014

L'Emirat Islamique a pour modèle l'Arabie saoudite allié de Washington-Paris-Londres-Tel-Aviv

Vous vous souvenez peut-être des paroles prononcées par Hollande lors d'un déplacement en Arabie Saoudite, à l'issue d'un entretien qu'il avait eu le 2 janvier 2014 avec le monarque saoudien, il s'était exclamé visiblement satisfait : "*J'apprécie la sagesse du roi Abdallah, elle est précieuse.*"

- Crime et châtiment en Arabie Saoudite - Les autres décapitations.

Les raisons pour lesquelles une vague mystérieuse dans les exécutions - The Economist 20.09.14

(Article en anglais traduit en français - ndlr)

Le condamné peut demander un analgésique. Leur fin n'est pas télévisé et survient à l'aide un coup d'épée rapide porté par un bourreau qualifié, plutôt que trancher avec un couteau de cuisine par une brute inculte. Sinon il n'y a pas beaucoup de différences entre la peine de mort par l'"Etat islamique" des djihadistes et en Arabie Saoudite, un pays considéré comme un allié crucial de l'Occident dans la lutte contre le EI. Il n'y a pas non plus une grande différence entre les deux entités dans d'autres domaines où ils appliquent de manière particulièrement impitoyable la charia, ou loi islamique, y compris les coups de fouet publiques et le droit pour les victimes d'actes criminels à réclamer vengeance œil pour un œil.

Ils suivent la jurisprudence hanbalite, la plus stricte des quatre écoles de droit islamique sunnite traditionnelle: quand des Egyptiens réprimandent quelqu'un pour lui chercher la petite bête, l'expression est «*Ne soyez pas Hanbali*". Les dissidents de Raqqa, la ville syrienne qui est proto-capitale de EI, disent les 12 juges qui dirigent maintenant son système judiciaire, statuant sur tous les litiges de propriété aux meurtres, sont Saoudiens. Le groupe a également créé une police religieuse sur le modèle saoudien, chargée de déraciner le vice et harceler les croyants à la prière. Et comme dans les zones gouvernés par EI, où les églises et les mosquées non-sunnites ont été rasées ou converties à d'autres usages, l'Arabie saoudite interdit la pratique religieuse non-musulmane. Par exemple, le 5 septembre lapolice saoudienne a fait irruption dans une maison de Khafji, près de la frontière koweïtienne, et accusés 27 chrétiens d'Asie de se livrer à une cérémonie religieuse.

Ces derniers mois, EI a réalisé des centaines, voire des milliers d'exécutions, la plupart du temps par armesà feu plutôt que par décapitation et généralement sans procès d'aucune sorte. L'Arabie saoudite est moins portée à la décapitation. Pourtant, en l'espace de seulement 18 jours au mois d'août, le royaume a décapité quelques 22 personnes, selon les défenseurs des droits de l'homme. L'avalanche d'exécutions a été surprenante, non seulement parce qu'elle fut soudaine - le royaume avait effectué au total 79 exécutions l'année dernière, mais parce que beaucoup de personnes exécutées avaient été condamnés pour des infractions relativement mineures, comme la contrebande de haschich ou étrangement la «*sorcellerie* ». Dans une affaire, le prévenu était manifestement atteint d'une maladie mentale, mais il a tout de même perdu sa tête.

C'est surprenant dans la mesure où le royaume saoudien a ces dernières années assoupli certaines règles sociales, et fait des efforts pour freiner les excès commis par la police religieuse. Certains critiques saoudiens craignent que la recrudesence de décapitations représente une réponse des autorités religieuses au défi d'EI. C'est peut-être une tentative de prouver aux Saoudiens les plus conservateurs que le royaume demeure un véritable Etat«islamique» plus que n'importe lequel. D'autres y voient plutôt une réponse du gouvernement pour contenir le malaise social grandissant chez la jeunesse saoudienne qui s'ennuie, y compris celle qui se laisse aller à l'incrédulité. - The Economist 20.09.2014

Déni. Quand Le Figaro défend les fachos de Kiev (ou de l'Otan, c'est la même chose).

- Moscou poursuit Kiev pour «*génocide*» - lefigaro.fr

Alors que les canons peinent à se taire dans le Donbass, une nouvelle guerre, judiciaire et sémantique, oppose Moscou et Kiev autour du qualificatif symbolique de «*génocide*». C'est ce terme, défini dans l'article 357 du code pénal russe, qui a été employé lundi soir par le Comité d'enquête russe afin de poursuivre plusieurs responsables ukrainiens, accusés de ce crime commis

à «*l'encontre de la population russophone*» du sud-est de l'Ukraine. À ce stade, les accusés sont des personnes «*non identifiées*», mais derrière lesquelles se cacheraient, selon Moscou, des responsables de la formation nationaliste ukrainienne Pravyi Sektor et de la Garde nationale ukrainienne.

Le principal organe judiciaire du pays appuie son argumentation sur le fait qu'au moins 2500 civils («*gens pacifiques*», selon la terminologie russe) ont été victimes des bombardements «*ukrainiens*» et que 50 maisons ou équipements publics ont été détruits ou endommagés (Plus de 500 au total d'après un premier décompte détaillé relaté par la chaîne Russia Today avant-hier aux infos. - ndlr). Il se fonde également sur la découverte, annoncée par les rebelles séparatistes, de fosses improvisées cachant les dépouilles de plusieurs civils, et dont le nombre reste à définir. Le génocide peut être puni d'une peine de réclusion à perpétuité, voire de la peine de mort, dont l'application fait l'objet d'un moratoire en Russie.

Quelques heures plus tard, le parquet ukrainien annonçait son intention de poursuivre le Comité d'enquête russe, pour «*assistance à une organisation terroriste*» (en l'occurrence les rebelles) et «*ingérence dans l'activité des forces de sécurité et les affaires de l'État ukrainien*». Ce à quoi les juges russes ont de nouveau répondu en lançant une enquête contre les membres du parquet ukrainien, accusés de «*cacher le génocide*».

En mars, la présidente de la Chambre de la Fédération, Valentina Matvienko, avait déjà mis en avant le risque de «*génocide*» pesant selon elle sur la population russe de Crimée, afin de justifier l'annexion de la péninsule. Dans le cas du Donbass, le génocide de la population russophone est «*monstrueux et évident*», déclare pour sa part la députée de Russie unie, Irina Iarovaïa. Pour cette parlementaire conservatrice du parti pro-Poutine, l'accusation du comité d'enquête «*émane de tous les citoyens russes et de l'ensemble du monde russe devant ces meurtres de masse cruels perpétrés par les nouveaux fascistes, qui se cachent derrière le paravent des pouvoirs ukrainiens et de leurs protecteurs d'outre-Atlantique*». Lefigaro.fr 30.09

L'auteur de cet article s'est employé à minimiser les faits ou falsifier la réalité des destructions et massacres opérer par l'armée ukrainienne flanquée de milices fascistes, et à ridiculiser la Russie. Apparemment il n'a pas convaincu tous les lecteurs du Figaro. Cela leur est de plus en plus difficile de cacher la vérité. Alors ils procèdent par amalgame interposé pour la noyer, mais cela ne fonctionne pas ou plus aussi bien que dans le passé, leur supercherie est vite éventée.

Commentaire d'internaute.

Précisons et vous comprendrez pourquoi, d'abonnés du Figaro.

1- "*L'OSCE répond à M. Avril (l'auteur de l'article du Figaro. - ndlr) : Ainars Graudins, membre letton du groupe d'experts de l'OSCE, a déclaré que des exécutions de masse sommaires ont lieu sur les territoires contrôlés par les bataillons ukrainiens. «Après tout ce que j'ai vu, il n'y a qu'une conclusion possible : sur les territoires contrôlés par les formations paramilitaires des autorités de Kiev, on assiste à des exécutions sommaires des insurgés et des civils», a-t-il déclaré après avoir vu les fosses communes à Nijniaya Krynka. «Si l'on se réfère aux lois internationales, ceci peut être qualifié comme un crime de guerre et de génocide de son propre peuple. Nous l'avons vu au Rwanda (tins, tiens!) et en Yougoslavie et les coupables doivent être arrêtés et punis par un tribunal international. Les crimes de guerre sont imprescriptibles.»*"

2- "*Les Observateurs de l'OSCE sur le terrain confirment cela depuis des mois. Mais ceux là, bien entendu, personne ne leur tend un micro. Au lieu de cela, on accuse les indépendantistes de rompre la trêve, alors qu'ils viennent de se prendre des obus de 152mm sur la tête tuant des dizaines de civils, et qu'ils ne font que se défendre... Et la presse de titrer, "les séparatistes ont violé la trêve..."*

Ce que nous font nos médias aujourd'hui, ou plutôt ce qu'ils se font à eux même, c'est du pur suicide. Tous ces mensonges sur Svoboda, Pravy Sektor, la garde nationale, que certaines personnes influentes sont venues nous présenter comme des nationalistes modérés. Tout ce silence sur le nombre de morts réels dans le Donbass, et les bombardements systématiques des villes avant de les prendre d'assaut, à l'arme lourde, et de raser tout ce qui tient encore debout. Les destructions systématiques des villages, des habitations, des lieux de vie communs. Le massacre des civils innocents, de femmes et des enfants. Certains ici, qui savent chercher l'information par eux même le voient tous les jours. Mais aucune chance de le savoir en lisant la presse ou en regardant les informations du 20H. C'est consternant, et tout simplement scandaleux..."

Business is business.

- Le marché des fusions & acquisitions en France en pleine reprise - Reuters

Après un redémarrage tonitruant en début d'année, le marché français des fusions et acquisitions (M&A) confirme au troisième trimestre qu'il est sorti de la léthargie dans laquelle il était plongé depuis la crise financière de 2008-2009.

De l'avis de banquiers, la reprise du M&A est bel et bien ancrée, portée une nouvelle fois par un secteur des télécoms en ébullition. A l'image du français Iliad qui a tenté cet été, sans succès pour le moment, de racheter à Deutsche Telekom sa filiale américaine

T-Mobile USA.

Les entreprises européennes, qui ont assaini leur bilan et réduit leur endettement pendant la crise, ont retrouvé des marges de manoeuvre financière et veulent profiter de conditions de financement attractives pour trouver des gisements de croissance hors d'une Europe confrontée au marasme économique.

"*Les transactions vont se poursuivre. Tous les secteurs sont susceptibles de bouger*", dit Alban de La Sablière, banquier d'affaires chez Morgan Stanley à Paris.

"*On remarque que le marché a une bonne perception des opérations de M&A*", poursuit-il. "*L'environnement de taux bas favorise aussi les grandes transactions. Cela met de l'huile dans les rouages*."

D'après les données Thomson Reuters, le volume des transactions de M&A a triplé en France (+210%) au cours des neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2013, à 249,6 milliards de dollars (198 milliards d'euros environ).

A lui seul, le troisième trimestre totalise 101,8 milliards de dollars (81 milliards d'euros) de transactions et signe ainsi le meilleur trimestre depuis début 2006.

"*Nous sommes repartis sur un cycle haussier*", souligne Hubert Preschez, responsable du Corporate Finance pour la France à la Société générale.

"Dans un environnement de liquidité abondante et de désendettement, les entreprises font face à des problématiques de marge, qui les encouragent à rechercher des mouvements de synergies", poursuit le banquier d'affaires.

Plus globalement, en Europe, entre janvier et septembre, le volume des transactions a crû de 83% à 685 milliards de dollars. Sur cette même période, il a grimpé de 63% aux Etats-Unis à 1.230 milliards de dollars.

Sans surprise, en France, les télécoms ont dominé les débats avec 89 milliards de dollars d'opérations de M&A sur les neuf premiers mois de l'année.

Outre le rachat de SFR par Numericable annoncé en avril et l'intérêt d'Iliad pour T-Mobile USA, le secteur a vu Orange jeter son dévolu sur l'espagnol Jazztel, tandis que Vivendi a vendu sa filiale brésilienne GVT à l'espagnol Telefonica.

"*Aujourd'hui, nous sommes clairement dans une période d'exécution des transactions annoncées en début d'année mais quelques opérations de taille assez significative pourraient arriver d'ici la fin de l'année*", souligne Hubert Preschez.

Le français Lafarge et le suisse Holcim préparent ainsi sur plus de trois milliards d'euros de cessions d'actifs pour pouvoir mener à bien leur fusion prévue d'ici la fin du premier semestre 2015.

D'après le classement de Thomson Reuters, BNP Paribas arrive en tête des banques conseil en France à fin septembre avec 45 transactions à son actif, suivi par Lazard (45 transactions) et Morgan Stanley (21). Reuters 30.09

A retenir.

Les entreprises ne connaissent pas la crise, elle est réservée aux travailleurs, pendant qu'elles peuvent mettre de "*l'huile dans les rouages*" grâce aux largesses des banques via la BCE, le gouvernement bloque les retraites et les prestations sociales destinées aux travailleurs qui se passeront de beurre dans les épinards.

L'Etat socialise les dettes des entreprises et des banquiers alors que ces derniers privatisent les profits.

Tandis que la dette de l'Etat a franchi le cap des 2.000 milliards d'euros, on nous dit que les entreprises "*ont assaini leur bilan et réduit leur endettement pendant la crise*", c'est l'histoire des vases communicants, on a là la finalité de leur propagande en faveur de la crise pour mieux camoufler à qui les mesures qu'ils prenaient devaient profiter.

Mieux encore, les entreprises "*ont retrouvé des marges de manoeuvre financière*", pendant que le gouvernement annonce qu'il va encore serrer d'un cran la ceinture qui étouffe les travailleurs à travers une panoplie de mesures à hauteur de 50 milliards d'euros. Quant aux "*problématiques de marge des entreprises*", Valls qui "*aime les entreprise*" s'est engagé à y répondre favorablement en s'inspirant du Medef.

Ajoutons un mot.

Certains camarades se demandaient à juste titre, si cette histoire de crise était du lard ou cochon, vraie ou fabriquée, au point de douter de son existence ce qui était mal poser la question. Ils ont là la réponse à leur question. Une chance, elle ne vient pas de nous, donc ils seront portés à la croire.

La crise du capitalisme est bien réelle, mais selon que l'on est riche ou pauvre pour reprendre une vieille formule, on ne la vivra pas ou on ne la percevra pas de la même manière, ce qui est somme toute normal, voilà tout.

Ce qu'on a du mal à intégrer dans nos calculs ou quand on l'analyse, c'est qu'elle n'a pas seulement pour origine la baisse du taux de profit (moyen à l'échelle mondiale), mais aussi l'extraordinaire accumulation de capitaux dont les capitalistes ne savent plus quoi faire ou comment les placer pour en tirer de nouveaux profit qui alimente ou accélère à son tour la baisse du taux de profit qu'ils tentent de freiner ou contrecarrer, en délocalisant leur production dans des pays où la main d'oeuvre est bon marché et les contraintes fiscales minimales.

A plusieurs reprises on a évoqué l'effondrement du capitalisme et la question de savoir s'il risquait ou non d'y avoir une guerre mondiale à court terme, et nous avons expliqué que l'effondrement du capitalisme était déjà en train de se produire au regard de la situation sociale en Grèce, au Portugal ou en Espagne, dans une moindre mesure dans les autres pays de l'UE, où finalement ils sont parvenus en grande partie aux mêmes résultats en laminant les droits sociaux des travailleurs, en abaissant de manière brutale et drastique le coût de la main d'oeuvre, les retraites, les salaires et le nombre de fonctionnaires, en s'attaquant au droit du travail, en procédant à de nouvelles privatisations, en détruisant des pans entiers de l'industrie, en réduisant les budgets sociaux de l'Etat, et surtout en portant le chômage à un niveau exceptionnel, etc.

On serait même porté à dire qu'ils ont fait mieux encore qu'en temps de guerre ou l'après-guerre, à l'exception toutefois de la destruction de ces pays ou leurs infrastructures, leurs moyens de production, mais bon, ils s'en chargent ailleurs, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Ukraine, Gaza, etc.

Parallèlement, des millions d'ouvriers sont surexploités dans les pays où ils ont délocalisé ou implanté leurs multinationales en Asie et en Afrique, au Mexique et en Amérique latine, ce qui leur permet d'engranger de gigantesques profits et de patienter dans l'impossibilité d'affronter le prolétariat des pays (occidentaux) les plus développés.

D'autres facteurs entrent en jeu, disons qu'il faut prendre en compte principalement ceux qui viennent d'être cités pour comprendre comment s'articule la crise du capitalisme et comment ils y font face pour mieux les combattre.

Il ne faut jamais oublier que la situation est le produit de contradictions dont les rapports évoluent sans cesse. Ce qui est d'autant plus difficile à cerner que les médias ou ceux qui sont censés nous représenter ou encore nous fournir des informations sur la situation, omettent systématiquement un des pendants de ces contradictions, ce qui au bout du compte rend la situation incompréhensible.

Une dernière précision.

Ce n'est pas parce que Rockefeller est impliqué dans Rosnef qu'il n'est pas derrière la politique du Pentagone et de la CIA en Ukraine et en Irak ou en Syrie tournée contre la Russie ou Poutine.

Rockefeller est un banquier parmi les plus puissants ou le plus puissant du monde. Il est à la tête d'un empire constitué de multinationales et de centaines d'entreprises, d'un ensemble d'institutions comme le groupe Bilderberg ou la Commission Trilatérale. Il incarne au plus haut degré la stratégie mondiale néolibérale devant déboucher sur l'établissement d'un nouvel ordre mondial qu'il piloterait avec ses amis de l'oligarchie financière internationale flanquée d'une élite d'intellectuelles à son service (les médias aux ordres en font partie...).

Il est Américain et il est allié en affaires avec des Russes. La contradiction entre ses deux activités ou casquettes n'est qu'apparente, en réalité comme pendant les deux guerres mondiales, il tire profit des deux côtés pour s'enrichir encore davantage ou accroître son pouvoir politique, tout en maintenant le cap sur le néolibéralisme.

Quant aux Russes, ils jouent double jeu car ils doivent trouver des partenaires pour financer leurs recherches et leurs investissements dans de nouveaux champs pétrolifères ou gaziers, peu importe d'où vient l'argent (Exxon), l'essentiel c'est de continuer à faire tourner la machine, assurer l'avenir, comme Rockefeller en somme.

Complément. On a compris qui en sont les destinataires.

- Le gouvernement fait des économies et n'a plus honte de le dire - Le Nouvel Observateur

Sordide le capitalisme. PIB : Production Industrielle Barbare.

- Au Royaume-Uni, la drogue et la prostitution ont contribué au PIB pour 11 milliards d'euros - lemonde.fr

Au Royaume-Uni, ces deux éléments ont contribué au produit intérieur brut (PIB) pour quelque 8,5 milliards de livres (10,9 milliards d'euros) sur un total de 1 713 milliards de livres (2 193 milliards d'euros) en 2013, a indiqué mardi 30 septembre de l'Office national des statistiques britannique (ONS).

Une porte-parole de l'ONS, qui a publié une révision des calculs du PIB pour les années depuis la crise financière internationale, a précisé que la drogue et la prostitution représentaient environ 0,5 % de la « *richesse* » produite du pays, telle que mesurée par le PIB.

L'institut européen des statistiques, Eurostat, avait donné jusqu'au mois de septembre aux Etats membres pour intégrer le trafic de drogue et la prostitution dans leurs statistiques nationales, estimant qu'il s'agissait de transactions commerciales consenties librement.

Ces nouvelles normes ont créé la polémique dans plusieurs pays. En France, l'Institut national de la statistique et des études économiques a refusé de comptabiliser la prostitution relevant des réseaux, estimant que le consentement des prostituées n'était « *probablement pas vérifié* ».

L'Insee a expliqué par ailleurs que les autres formes de prostitution, cachées derrière d'autres activités, étaient déjà comptabilisées dans les statistiques officielles. lemonde.fr 30.09

Ils parlent de la prostitution comme s'il s'agissait d'une activité banale qu'on pourrait pratiquer autrement que par obligation, ce qui est particulièrement abjecte pour dédouaner la responsabilité de la classe dominante.

Assimiler la prostitution à une force productive, le sexe comme un moyen de production semblable à n'importe quel autre dégageant de la plus-value en mettant en oeuvre la force de travail, au delà des calculs ignobles auxquelles elle donne lieu, cela consiste à banaliser la prostitution dès lors considérer comme une activité semblable à n'importe quelle autre, dont finalement la société ne pourrait pas se passer, ce qui évite de poser la question gênante de son origine sociale, le sort que leur société réserve à certaines couches d'exploités qui en viennent malgré eux à l'adopter pour survivre.

On attend avec impatience leurs études ou statistiques économiques sur le rendement de la prostitution en fonction du sexe, de l'âge, de l'origine, de leur lieu de travail

En attendant, la Grande-Bretagne à la demande de l'Union européenne qui lui sert de parrain, en intégrant la drogue et la prostitution dans son PIB, revendique le rôle de maquereau et de trafiquant de drogue au côté des banquiers mafieux qui blanchissent l'argent issu de ces trafics, notamment.

ACTUALITE EN TITRES

Rage de dent !

- Hollande : "*Il n'y a pas de plan d'économie indolore*" - Le Nouvel Observateur

En voilà qu'il faut épargner parce qu'ils ne supportent pas la douleur.

- La taxe de séjour ne dépassera pas 3,50 euros pour les palaces - Liberation.fr

- Les ventes de Beneteau soutenu par le segment bateaux aux USA - Reuters

Et leurs souffre-douleurs.

En France

- Budget 2015: austérité accrue pour les collectivités locales - AFP

Les collectivités territoriales seront plus que jamais au régime sec en 2015, et cela va durer au moins jusqu'en 2017: l'an prochain, l'Etat leur versera 3,7 milliards de moins, malgré l'hostilité des élus locaux qui prédisent "*un repli massif*" de

leurs investissements, au détriment de l'emploi.

Selon les élus locaux, les 11 milliards d'économies annoncés en avril par Manuel Valls sur les aides aux collectivités locales pour la période 2014-2017 représentent un manque à gagner de 28 milliards d'euros. AFP 29.09

En Grande-Bretagne.

- George Osborne évoque des coupes dans les dépenses sociales - Reuters

Le ministre des Finances britannique, George Osborne, s'est efforcé lundi de faire oublier les divisions au sein du Parti conservateur sur l'Europe en promettant de nouvelles coupes dans les dépenses pour combler le déficit budgétaire.

Pour renouer avec les excédents budgétaires, George Osborne estime donc nécessaire de réduire les dépenses publiques de 25 milliards de livres (32 milliards d'euros), ce qui passerait par un gel de deux ans de toutes les prestations sociales versées aux personnes en âge de travailler.

"*Dégager un excédent global est la seule manière de faire baisser notre dette publique dangereusement élevée*" (79% du PIB. -ndlr), a dit le ministre des Finances. "*Faites passer le message (...): nous réparerons le toit pendant que le soleil brille.*" Reuters 28.09

En Italie.

- Record en Italie du taux de chômage des 15-24 ans, à 44,2% - Reuters

Ah ben ça alors, incroyable Germaine ! N'a-t-on pas assez casqué pour qu'elle baisse ?

- La dette de la France franchit pour la première fois les 2.000 milliards d'euros - AFP

Incroyable, et le système capitaliste n'explose pas, le régime ne s'effondre pas ! Nos dirigeants vont devoir revoir leur copie, non ?

100% mobilisés...

- "*Mobilisation sans précédent*" des professions libérales - LePoint.fr

... 0,00033% environ (5000 à tout casser dans toute la France).

- "*Augmentez nos retraites*", clament plus d'un millier de personnes à Paris - Francetv info -

A l'appel de neufs organisations !

Alors on le fait quand cet inventaire ou ce bilan de la lutte de classe depuis 1940 ?

Les syndicats et la pseudo-gauche et extrême gauche n'ont même pas été foutus d'appeler à une manifestation contre l'intervention militaire française en Irak. Ils sont bien morts.

Haut de page

Le 2 octobre 2014

CAUSERIE

J'ai laissé de côté quelques sujets, ici c'est férié et je voudrais en profiter pour passer un peu de temps avec ma compagne, vous me l'accorderez, merci d'avance.

Sans l'écrire, c'est la première idée qui nous était venue à l'esprit.

On vient d'apprendre que les autorités algériennes retiennent deux des cinq accompagnateurs algériens de Hervé Gourdel que

les djihadiste de l'Etat islamique ont décapité. Ils soupçonnent leur implication éventuelle dans cet assassinat après que le ministre algérien de la Justice eut annoncé mardi que plusieurs membres de ce groupe de l'Etat islamique avaient été identifiés.

Il peut très bien s'agir d'une simple vérification, car l'enlèvement et la fin tragique d'Hervé Gourdel peut avoir été le produit de circonstances fortuites et malheureuses dans la mesure où l'endroit où il se trouvait était un secteur réputé dangereux (les montagnes de Kabylie) en raison de la présence connue de groupes terroristes.

Sur le coup, effectivement on pouvait trouver curieux qu'il ait été enlevé le lendemain de son arrivée en Algérie, en même temps en s'aventurant dans un territoire infesté de barbares tout pouvait arriver, quelque part c'était totalement irresponsable de ne pas en avoir teniu compte et tenter le mauvais sort qui lui fut hélas fatal. (source : Reuters 01.10)

A bas l'intervention militaire française et occidentale en Irak et en Syrie, et ailleurs dans le monde !

- Irak: la France envoie trois Rafale supplémentaires et une frégate - Lexpress.fr

- Les opérations extérieures auront coûté 1,1 milliard en 2014 - Liberation.fr

Soyons clair. Démontage de la propagande officielle.

- La guerre contre l'organisation Etat islamique est celle de toutes les ambiguïtés. - .slate.fr

(Rien que le titre mérite une explication.

Ambiguïté : Caractère de ce qui est ambigu, susceptible de diverses interprétations. (Le Grand Robert)

L'auteur va nous livrer sa version de cette "*guerre*", pas n'importe laquelle et pas n'importe comment, en mêlant "*diverses interprétations*" qui existent sur le rôle des principaux acteurs qui interviennent en Syrie et en Irak et les faits qui s'y déroulent, tout en favorisant celle que répètent en boucle gouvernements et médias à destination du bon peuple depuis des semaines ou des années pour mieux obtenir son adhésion à leur fable.

Former et armer une organisation terroriste, puis plus tard la combattre constitue une manipulation en deux temps présentée ensuite comme un paradoxe, alors qu'il n'en est rien en réalité, on va essayer de comprendre pourquoi. Pourquoi employer une telle formule, dans quel but ? L'auteur de cet article va nous le dévoiler rapidement pour peu qu'on lise entre les lignes ou qu'on retienne les éléments qu'il ne fait que rappeler ou évoquer en passant, et qui en réalité constitue l'essentiel.

Pour comprendre de quoi il s'agit, il faut aussi tenir compte du fait qu'entre les deux événements (en apparence) contradictoires, la création d'EI soutenu par les puissances occidentales, son fulgurant développement des derniers mois et la "*guerre*" qu'ils prétendent désormais y livrer, il s'est écoulé plusieurs années sans que forcément l'auteur de l'article expose clairement dans les deux cas les réelles objectifs qui étaient derrière l'engagement des Occidentaux, ni leurs conséquences attendues ou réelles, ce qui va lui permettre d'orienter ses lecteurs dans une direction bien précise en fonction de la priorité qu'il accordera à l'une ou l'autre de ces périodes pour les besoins de sa démonstration, en composant avec la réalité qu'il va s'employer à interpréter conformément à la propagande officielle ou aux idées qu'il partage avec ses maîtres à penser.

Comment va procèder précisément l'auteur de cet article. Il va commencer par exposer les deux termes de ce qu'il présente comme un paradoxe, pour finalement n'en retenir plus qu'un, qui au passage va acquérir le statut de vérité révélé par les bienfaits de la propagande qui se substitue à la réalité, ou minimiser le rôle joué par l'autre qui a servi de catalyseur au second ou en a été à l'origine qu'il fait ainsi disparaître, car il est embarrassant et est susceptible de déclencher une rafale de questions chez celui qui s'y attarderait, ce qu'il faut absolument éviter on l'aura compris.- ndlr)

Le paradoxe, dans la guerre contre l'organisation Etat islamique, veut que les puissances qui l'ont indirectement suscité ou directement aidé cherchent aujourd'hui à la détruire.

C'est le cas des monarchies du Golfe, qui ont financé avec des ressources publiques ou des fonds privés les djihadistes les plus extrémistes. L'Arabie saoudite, le Qatar, les Emirats arabes unis, se rendent brusquement compte qu'ils ont aidé à enfanter un monstre prêt à se retourner contre eux.

(Donc au premier acte, l'auteur commence par une mise en accusation des monarchies du Golfe qui "*ont aidé à enfanter un monstre*". A part un "*monstre*", on se demande qui peut en produire un. Mais il ne s'arrête pas là.

Pour faire le lien avec la suite de sa démonstration ils présentent aussi les monarchies du Golfe en victimes du monstre qu'ils ont engendré, histoire qu'on ne les accuse pas, mieux qu'on les plaigne ou qu'on les épargne d'avoir produit cette infâme créature

qui se retourne contre eux, selon lui ou plutôt non, pas tout à fait, car là il endosse la casquette de porte-parole des monarques du Golfe en reprenant leur interprétation des faits qui ne correspond pas forcément à la réalité, mais plutôt doit servir à camoufler leur rôle exact et leurs véritables intentions. - ndlr)

Il va falloir des actions au sol

(Il ne s'agit là que d'une annonce, qui cependant nous donne une indicaton précise de la direction dans laquelle l'auteur de cet article veut entraîner ses lecteurs, obtenir leur soutien à une invasion de la Syrie par les Américains ou ses alliés arabes. - ndlr)

C'est le cas aussi des Etats-Unis, qui paient dix ans après le prix d'une aventure en Irak, fruit de l'utopie néoconservatrice qui voulait faire du «*Grand Moyen-Orient*» une vitrine de la démocratisation. Da'ech est l'héritier des rebelles sunnites qui se sont dressés contre l'occupation américaine et le gouvernement de Bagdad mis en place par les Etats-Unis. Barack Obama se voit ainsi contraint de réparer les dégâts provoqués par son prédécesseur, George W. Bush, alors qu'il avait été élu en 2008 pour terminer les deux guerres dans lesquelles son pays était impliqué, en Irak et en Afghanistan.

(On avance. Qu'on se le dise, l'intervention américaine décidée par Obama serait salutaire, car elle servirait à "réparer les dégâts provoqués par son prédécesseur". Et puis, faute avouée est déjà à moitié pardonnée du moment qu'on la reconnaît et qu'on s'emploie à la "*réparer*".

Le lecteur doit arriver à la conviction que les Américains ont seulement commis des erreurs, ce qui peut arriver à tout le monde, à aucun moment il ne doit penser qu'ils n'ont fait que suivre une stratégie bien arrêtée, stratégie qui s'est trouvée confrontée sur le terrain à une réalité dont ils avaient manifestement sous-estimé certains facteurs, d'où la nécessité d'y revenir ou de déclencher une troisième guerre en Irak, ce qui est légitime puisqu'il s'agit de corriger une erreur, en réalité de terminer la sale besogne. - ndlr)

Beaucoup d'observateurs pensent, à tort ou à raison, qu'il paie aussi le prix de ses hésitations d'il y a un an. Après l'usage par Bachar el-Assad d'armes chimiques contre les populations civiles, le président américain a ignoré la «*ligne rouge*» qu'il avait lui-même fixée. Il a renoncé à frapper le régime de Damas malgré les conseils de certains de ses collaborateurs et la disposition de la France de participer à une campagne aérienne. Peu soucieux de se retrouver pris à nouveau dans le bourbier moyen-oriental, il s'est laissé convaincre par le Premier ministre britannique David Cameron qui, suivant la décision de la Chambre des communes, a refusé de s'en prendre directement à Bachar el-Assad.

(Là la machine à propagande s'emballe ou elle passe au cran supérieur en renouant avec la machine àmensonges destinés à diaboliser Assad pour justifier son renversement. Il ne fait que reprendre la propagande officielle que les médias ont colportée au cours des dernières années contre Bachar el-Assad, pas n'importe comment, en se montrant plus royaliste que le roi en reprochant à Obama de ne pas avoir bombardé la Syrie.

Mais qu'est-ce que cela vient faire ici? Réfléchissons un peu, il s'adresse à l'inconscient du lecteur, il sous-entend que c'est parce que les Américains ne se sont pas débarrassés plus tôt de Bachar el-Assad que les groupes terroristes se sont développés en Syrie, ce qui permet de faire passer à la trappe la responsabilité des monarchies et de reporter la culpabilité sur Assad qui serait le véritable responsable du développement de ces groupes terroristes et la boucle est bouclée. - ndlr)

Rien ne dit que des bombardements aériens sur les positions officielles syriennes auraient renforcé l'Armée syrienne libre (ASL), bras armé de l'opposition modérée au point d'empêcher l'organisation Etat islamique de s'assurer l'hégémonie sur le front des anti-Assad. Il n'en reste pas moins que les djihadistes ont profité des atermoiements des Occidentaux, qui ont longtemps hésité à livrer des armes à l'ASL, la laissant à la merci à la fois des forces d'Assad et des extrémistes islamistes.

(ASL, organisation créée à Londres par le MI6 avec l'aide de la CIA, cela il ne peut évidemment pas le dire, sinon toute sa démonstration tomberait à l'eau... Petit à petit il tisse la toile (de la désinformation) dans laquelle les lecteurs doivent se retrouver piégés. Il ne retient que certains faits qui ne lui servent qu'à étayer sa démonstration, qui repose sur une idée fixe et inavouable à ce stade, qui transpire mais qu'il ne cite pas pour qu'on ne puisse pas lui reprocher, c'est très fin comme méthode de manipulation, qu'on en fasse état et il nous reprocherait d'extrapoler ou de manquer d'objectivité, d'impartialité ou je ne sais quoi.

Il se lance dans des supputations harsardeuses pour amener les lecteurs à la conclusion que seule une intervention terrestre de la coalition militaire dirigée par les Américains serait efficace pour renverser Assad puisque c'est son seul objectif qu'il paratge avec les Américains, là encore qui ne figure qu'en filigrane, grossièrement il faut bien dire, en le justifiant à l'aide d'un amalgame permanent avec les "*extrémistes islamistes*", ce qui au passage permet d'identifier une fois de plus les "*forces d'Assad*" à ces barbares sanguinaires. ndlr)

Les erreurs du passé ne sauraient justifier pour autant le refus d'agir. Les bombardements de la coalition à laquelle, pour la première fois depuis 1991 et la libération du Koweït, se sont joints des Etats arabes, sont nécessaires pour stopper la série de succès militaires enregistrés par Da'ech en Syrie et en Irak. Qu'ils ne soient pas suffisants n'est pas une raison pour en minimiser la portée. Ils doivent être complétés par des actions au sol.

(Nous y voilà, des "*actions au sol*" sont indispensables ! Passons sur le fait que le "*paradoxe*" du début a été rétrogradé au rang d'"*erreur*" qu'on nous invite à oublier, c'est indispensable pour adhérer aux conclusions de sa démontration, là où il voulait en venir.

Cependant pas n'importe comment, soi-disant pour "*stopper*" Da'ech et non pour renverser Assad, chaque chose en son temps, commençons par convaincre les lecteurs de la nécessité d'une intervention terrestre, plus tard, quand il sera trop tard il s'apercevra quelles réelles intentions elle recouvrait. On leur expliquera alors qu'il n'était pas possible de faire autrement après l'avoir assimilé aux barbares, les lecteurs placés devant le fait accompli et prenant conscience de la supercherie dont ils avaient été victimes une fois de plus, qu'est-ce qu'ils pourront faire, en prendre acte et rien de plus. - ndlr)

Pour le moment, la coalition compte sur les peshmergas kurdes et sur l'armée irakienne en voie de recomposition, aidée par des milices chiites renforcées par des gardiens de la révolution iraniens, pour faire le travail. Bien des experts militaires, y compris le chef d'état-major des armées américain, le général Dempsey, pensent que ce ne sera pas suffisant. Les pays de la coalition, les Américains en premier lieu, devront envisager, tôt ou tard, d'envoyer des troupes, au-delà des conseillers et des «*formateurs*» qui se trouvent déjà sur place. C'est une hypothèse que Barack Obama préfère ne pas envisager, mais il n'aura peut-être pas le choix.

(Des «*formateurs*» qui ont déjà formé les barbares d'EI, il faut préciser. Après avoir préparé psychologiquement les lecteurs à l'idée qu'une intervention terrestre des "*pays de la coalition*" était inévitable, ils doivent en être convaincus puisque c'est le général Dempsey qui le dit, ne s'embarrassant même plus d'apparaître comme un agent des Américains. Il faut croire qu'à ce stade de l'article le cerveau des lecteurs doit être suffisamment lessivé pour ne plus offrir aucune résistance pour partager leur conclusion. -ndlr)

L'emploi de la force doit s'accompagner d'un effort politique qui n'implique pas seulement la reconstruction de structures étatiques dans les pays concernés, mais aussi une redistribution des cartes dans l'ensemble de la région. Celle-ci concerne les Etats-Unis et leurs alliés, essentiellement les pétromonarchies sunnites du Golfe, l'Iran et la Russie.

(Quelle subtilité, car par "*structures étatiques*" il n'entend pas les infrastructures que les Américains détruisent en Irak et en Syrie, mais leurs gouvernements, principalement le président et le gouvernement syrien qu'ils veulent renverser. A l'instar de ses maîtres, le voilà qui adopte la politique de la canonnière en justifiant "*l'emploi de la force*" qui "*doit s'accompagner d'un effort politique*" pour redistribuer les "*cartes dans l'ensemble de la région*" rien de moins, autrement dit à coup de missiles, au détriment de l'autodétermination des peuples ou leur droit à disposer d'eux-mêmes, il se révèle être un furieux réactionnaire en vérité. - ndlr)

(Nous passons le passage consacré à l'Iran par manque de temps. Concentrons-nous sur la Syrie.

Il termine par un déni, celui selon lequel les puissances occidentales n'ont pas changé d'objectif et veulent toujours renverser Assad, d'où leur intervention militaire actuelle en Syrie. Il ne peut pas se résoudre à l'avouer sans trahir ses maîtres, quoique visiblement cela le démange, tellement cette perspective est apparemment enthousiasmante, alors il se contente de tourner autour du pot.

Damas est ignoré par les Occidentaux nous dit-il, normal puisqu'ils sont chez eux en Syrie. Et puis il ne faudrait pas que leur bombardement de Daesh donne "*de l'air aux forces armées officielles syriennes*", aussi est-il normal que parallèlement ils renforcent "*l'aide militaire accordée à l'opposition modérée*" composée des mêmes djihadistes que combattent les Occidentaux et qu'ils entrainent en Jordanie et en Turquie, afin de "renverser le rapport des forces sur le terrain", lequel, pardi mais celui qui est favorable à Assad, comme quoi cela demeure leur principal objectif.

Cependant, pour faire diversion une fois de plus, envolées les terribles accusations portées précédemment contre lui, comme dans le cas des monarchies du Golfe, il invente ici la notion de mémoire sélective équitable, il se réfugie derrière le langage officiel qui consiste à dire qu'il "*n'est plus menacé d'être chassé du pouvoir par les Occidentaux*", et pour que cette version soit plus crédible il en rajoute : "*tout se passe comme si tout le monde acceptait qu'Assad fasse partie d'un éventuel compromis*", ensuite, sans doute que si par le fait du plus grand des hasards les événements se déroulaient autrement et qu'il finissait par être renversé, ce serait uniquement la faute à pas de chance ou parce qu'il l'aurait cherché, car absolument plus personne en occident ne souhaitait son départ, même qu'ils l'adoreraient en cachette, une fable quoi ! Comme pour tous les coups d'Etat et assassinats commis par les Etats-Unis à travers le monde depuis plus de 70 ans, l'heure n'est pas encore venue de passer aux aveux ou de les assumer, l'heure est à la propagande de guerre. - ndlr)

Le dilemme syrien

La Syrie pose un dilemme différent. Les Américains, et quatre pays arabes, ont commencé à bombarder des positions de Da'ech de l'autre côté de la frontière irakienne. Ils l'ont fait officiellement sans demander l'autorisation de Damas. Dans un premier temps, la France avait d'ailleurs refusé de participer des frappes en Syrie pour des considérations de droit international –qui n'avaient pas été évoquées en 2013 quand François Hollande était partisan de «*punir*» le régime de Bachar el-Assad pour l'utilisation d'armes chimiques–, et pour ne pas risquer de renforcer Assad. La position française est en train d'évoluer.

Mais les objections à une intervention sur la Syrie persistent. En frappant un des groupes qui luttent contre le régime de Damas, les Occidentaux courent en effet le risque de donner de l'air aux forces armées officielles syriennes. C'est pourquoi ils annoncent dans le même temps un renforcement de l'aide militaire accordée à l'opposition modérée, sans toutefois être sûr que cette aide suffira à renverser le rapport des forces sur le terrain.

D'autre part, Bachar el-Assad cherche à saisir l'occasion pour se présenter comme un partenaire de la communauté internationale et par là-même pour asseoir sa légitimité. Dans un premier temps, il a proposé ses services à la coalition. Son offre ayant été refusée, il a dénoncé d'éventuels bombardements sur Da'ech en Syrie comme une violation du droit international. Quand les bombardements ont commencé, il a changé de langage et affirmé que les Américains avaient averti son gouvernement de leurs intentions. Par cette déclaration, il se posait en interlocuteur des Etats-Unis. La Maison Blanche a démenti que Damas ait été averti, mais tout laisse à penser que des contacts discrets ont été pris, du moins par l'intermédiaire de l'Irak aux Nations unies.

Bachar el-Assad, qui a été réélu à la présidence en juin et qui continue de bénéficier du soutien de la Russie –et de l'Iran–, n'est plus menacé d'être chassé du pouvoir par les Occidentaux. Il y a quelques mois, Américains et Européens exigeaient son départ du pouvoir comme condition à une solution politique à la guerre civile, qui a fait quelque 200.000 morts. Il n'en est plus question et tout se passe comme si tout le monde acceptait qu'Assad fasse partie d'un éventuel compromis.

Alors que le régime de Damas a interprété les frappes américaines contre Da'ech en Syrie comme un soutien à ses propres actions militaires contre l'opposition, son tuteur russe a dénoncé la politique des Etats-Unis...slate.fr 01.10

Un dernier mot.

J'ai commenté d'une traite cet article, pas le temps de fignoler et j'en suis désolé. Je me demande toujours pourquoi aucun parti ouvrier ne daigne se coller à cet exercice qui fait pourtant partie de leur devoir élémentaire, pourquoi ?

Leurs dirigeants doivent considérer que c'est un boulot trop ingrat pour eux, ils préfèrent jouer aux billes dans la cour de récréation des institutions et des appareils, c'est plus gratifiant il faut croire. Nous, nous sommes exclusivement au service des militants (et accessoirement des travailleurs) qui se connectent sur notre portail, qui combattent au côté des travailleurs, au service du socialisme.

C'est long et épuisant comme boulot quand on n'est pas un intellectuel, surtout quand il faut le réaliser en un temps record, merde, j'y laisse ma santé et je ne pourrai pas continuer ainsi indéfiniment, la machine s'use très vite ! Je ne suis pas de mauvaise humeur, seulement excédé.

ACTUALITE EN TITRES

Ceci pourrait bien expliquer cela.

- L'euro devrait encore baisser, grâce à la BCE et à la Fed - Reuters

- La hausse des crédits aux entreprises s'accélère - Reuters

- Valls veut se recentrer sur ses réformes, six mois après son arrivée à Matignon - AFP

Ils n'arrêtent pas de dire que Schröder avait bénéficié d'un climat économique meilleur pour "*réformer*" l'Allemagne ou le marché du travail, donc ils pourraient bien créer artificiellement et temporairement un climat similaire pour faciliter le boulot à Valls, Renzi et Cie. C'est une explication (à compléter) parmi d'autres.

Déliquescence.

- En briguant l'UMP, Sarkozy s'est mis dans une "*situation extrêmement difficile à gérer*" (Guaino) - AFP

- Jacques Chirac apporte son soutien à Alain Juppé - LeMonde.fr

- Campagne 2012 de Sarkozy: trois anciens dirigeants de Bygmalion mis en examen - AFP

- Serge Dassault visé par une information judiciaire pour association de malfaiteurs - L'Express.fr

Pédalo en tandem pour un naufrage annoncé.

- Mélenchon prédit «*une interminable agonie*» à Hollande - 20minutes.fr

Marchandisation à outrance.

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, les inégalités sociales augmentent, mais on s'en fout tant qu'on n'est directement concerné.

- Le marché du bien-être en pleine forme - Liberation.fr

Destiné aux nantis des couches et classes moyennes qui s'entretiennent, et aux vieux qui disposent d'une retraite confortable pour prolonger la partie.

- La précarité au long cours des familles SDF - Liberation.fr

Eux généralement ils crèvent plus rapidement que les autres, il faut bien faire de la place pour les futurs arrivants, et quel bol, c'est gratuit, quel bonheur !

- La protection sociale, premier gisement d'économies - Reuters

Il faut bien engraisser les officines privées, non ?

Tiens donc !

- Non, les collèges privés ne sont pas forcément plus performants que ceux du public - Francetv info

Je me souviens que lorsque j'étais en 3e dans une école privée, une idée de mes parents, un de mes profs avait seulement le niveau bac, le prof d'histoire. Je me souviens aussi avoir eu un prof d'anglais en 6e qui avait un accent français épouvantable...

On se soulage comme on peut.

-Paris : Paris: 530.000 euros volés à un couple de touristes - 20minutes.fr

Manifestement une erreur d'adresse. Qui ne le sait pas encore ?

-Les Palestiniens demandent à l'ONU la fin de l'occupation d'ici novembre 2016 - LeFigaro.fr

Les mêmes barbares. Chut, le régime de Kiev lié à l'Otan et à l'UE est pro-démocratique !

-Syrie. 41 enfants tués dans un attentat contre leur école à Homs - Le Nouvel Observateur

-Rentrée scolaire sanglante dans l'est de l'Ukraine: dix morts - AFP

Intox.

- Afghanistan: les Etats-Unis devront rester des années pour éviter le fiasco de l'Irak - AFP

Ils ne porteraient aucune responsabilité dans la situation actuelle, CQFD.

- Aux Etats-Unis, la protection des données améliorée d'Apple et de Google déplait aux autorités - LeMonde.fr

Vous voilà rassurés, Apple et Google protègent vos données !

Stratégie du chaos.

- Crise à Hong Kong: une "*affaire intérieure*" chinoise selon Pékin - AFP

- À Hongkong, Pékin va miser sur le «*pourrissement*» de la situation - LeFigaro.fr

Comme Hollande-Valls avec les pilotes d'Air France par exemple.

- Hong Kong : Pékin renforce la censure du Net - LePoint.fr

- A Hongkong, des étudiants menacent d'envahir le siège du gouvernement - Liberation.fr

Sortez votre parapluie, la réaction éructe.

- Mouvement pro-démocratie à Hong Kong : la "*révolution des parapluies*" s'intensifie - Atlantico.fr

- Solidarité avec les parapluies de Honk Kong - LeMonde.fr -

- Hong Kong : les manifestants plus déterminés que jamais en ce jour de fête nationale - Francetv info Hong Kong: les manifestants pro-démocratie conspuent la fête nationale chinoise - L'Express.fr

- En Chine, l'écho étouffé des événements de Hongkong - LeMonde.fr

- Craignant pour sa sécurité, Pékin aurait organisé des fouilles anales sur les pigeons - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur système économique est devenu mafieux.

- Malaise à la Banque mondiale sur des bonus versés en pleine cure d'austérité - AFP

La Banque mondiale a accordé des bonus à au moins quatre de ses hauts dirigeants alors qu'elle est engagée dans un vaste plan d'économies, suscitant une forte polémique au sein de l'institution.

La révélation de ces bonus intervient à un moment critique pour la Banque mondiale, qui fait face sur le marché du crédit au développement à la concurrence des pays émergents (BRIC) et du secteur privé.

Signe du malaise croissant au sein de l'institution, un tract anonyme appelant à une grève jeudi a par ailleurs été diffusé à l'intérieur de la Banque mardi, a appris l'AFP de sources concordantes.

"*Avez-vous le sentiment d'avoir accès à toutes les informations sur le processus de changement?*", peut-on lire sur ce court fascicule appelant les personnels "*à éteindre leurs ordinateurs*" et à quitter leur bureau pendant quinze minutes jeudi matin pour protester contre le plan d'économies. AFP 01.10

- Le "*shadow banking*" menace la stabilité financière, selon le FMI - AFP

- "*Subprime*": JPMorgan face à une action en nom collectif de plusieurs milliards - AFP

L'Otan une armée au service d'intérêts privés. Qui en doutait encore ?

- Rasmussen (ex-Otan) devient consultant et s'attire des critiques - Reuters

L'ancien Premier ministre danois, qui a étoffé son carnet d'adresses à la tête du gouvernement de son pays puis de l'Otan, a expliqué à Reuters vouloir mettre à profit son "*expérience considérable*", jugeant qu'il est "*dans l'intérêt de tous*" qu'il mette cette expérience "*au service du bien public*".

Le dirigeant danois a en revanche estimé être dans son droit. "Je n'ai entamé aucune activité concrète jusqu'à aujourd'hui parce que je ne voulais pas qu'il y ait le moindre conflit d'intérêt", a-t-il dit. Reuters 01.10

Il ne fait que prolonger l'activité qu'il a eu au sein de l'Otan au cours des dernières années, foutez-lui la paix bordel !

Allez dire aux Libyens qu'en remplaçant Kadhafi par des barbares sanguinaires vous avez oeuvré "*au service du bien public*". Vous mériteriez amplement ainsi que les vôtres qu'ils vous égorgent pour avoir ruiné leur existence.

Faites vos jeux, rien ne va plus...

- Etats-Unis: démission de la chef du service de protection du président - AFP

- Le Royaume-Uni va-t-il quitter la Cour européenne des droits de l'homme ? LeMonde.fr

Plus de soixante ans après avoir activement participé à son édification, le Royaume-Uni pourrait rompre avec une institution phare de l'après-guerre en Europe : la Cour européenne des droits de l'homme.

David Cameron a fait, dans son discours clôturant le congrès du parti conservateur, mercredi 1er octobre, à Birmingham, de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) un symbole de la perte de souveraineté britannique.

« *Nous n'avons pas besoin de recevoir d'instructions de juges à Strasbourg !* », a-t-il lancé sous les applaudissements. La CEDH, juridiction supra nationale siégeant à Strasbourg, est chargée de faire respecter les droits fondamentaux reconnus par la Convention européenne des droits de l'homme. Elle peut être saisie par les simples citoyens lorsque tous les autres recours nationaux sont épuisés.

Le premier ministre britannique n'a pas explicitement annoncé la rupture avec cette institution créée en 1951 pour reconstruire l'Europe sur la base du respect des droits de l'homme, après la catastrophe du nazisme. Mais en promettant le vote d'une « *British bill of rights* » (« *Déclaration des droits* ») par le parlement britannique s'il est reconduit après les législatives de mai 2015, M. Cameron a de fait préparé une situation où les décisions de la cour de Strasbourg ne s'imposeront plus, comme c'est le cas aujourd'hui, aux juridictions britanniques.

« *Ce n'est pas seulement la question de l'Union européenne qu'il faut régler, c'est celle de la Cour européenne des droits de l'homme* », a-t-il déclaré en guise d'introduction. Tout en professant du « *respect* » pour les intentions initiales de la Convention, signée en 1950 par les Etats membres du Conseil de l'Europe, M. Cameron estime que « *depuis lors, les interprétations du texte ont conduit à un ensemble de choses qui sont franchement mauvaises* ».

Il a fait allusion à la condamnation de son pays par la CEDH, pour son refus d'accorder le droit de vote aux détenus. Le conflit entre Strasbourg et Londres à ce sujet, dure depuis 2005. Seul « *notre parlement, le parlement britannique a décidé qu'ils [les détenus] n'auraient pas ce droit* », a dit M. Cameron en estimant que son pays n'avait pas de leçon à recevoir : « *Ce pays qui n'a cessé de défendre les droits de l'homme, qu'il s'agisse de libérer l'Europe du fascisme ou de mener le combat contre les violences sexuelles dans les conflits* ».

S'il est réélu dans huit mois, David Cameron abrogera la loi sur les droits de l'homme (« *Human rights act* ») votée en 1998 sous Tony Blair. Ce texte oblige l'ensemble des institutions publiques britanniques à respecter la Convention européenne. Il exige des tribunaux britanniques l'application de la jurisprudence de la cour de Strasbourg « *autant qu'il est possible* ».

Mais la loi de 1998 respecte la souveraineté du parlement de Westminster : en cas d'incompatibilité entre une loi britannique et une prescription de la Cour européenne, les juges ne peuvent pas faire fi de la loi, mais émettent une « *déclaration d'incompatibilité* ». L'abrogation de ce texte, promise par le premier ministre britannique, revient à vider de son sens l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme. En 1951, le Royaume-Uni avait été l'un des premiers états à la ratifier. Bien avant la France qui ne l'a fait qu'en 1974. LeMonde.fr 01.10

Qu'on ne se méprenne pas, Cameron reproche à la Cour européenne des droits de l'homme d'être encore trop généreuse avec les simples citoyens, de ne pas être suffisamment à droite.

En complément.

- Argentine: le gouverneur de la Banque centrale démissionne AFP

Haut de page

Le 3 octobre 2014

CAUSERIE

Nouvelles du site.

- dans 56 pays.
- 10.3200 visites en septembre ;
- 19.486 téléchargements ;

Bravo à vous !

Je regrette seulement votre manque de coopération ou votre refus de m'écrire, mais bon, on fait avec.

Les causeries de septembre sont disponibles au format pdf, 183 pages.

Qui a dit ?

Hier en Allemagne "*faire confiance*" à Paris "*pour prendre toutes les mesures nécessaires en termes de réformes" et un peu plus tôt en Italie que "les réformes doivent clairement être accélérées dans certains pays*".

Réponse : Le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi.

Des "***réformes***" pour qui, pour quoi faire ? Réponse.

Comment les (bonnes) réformes allemandes ont fini par se transformer en tombeau de la croissance européenne (y compris germanique) Atlantico.fr

Extraits. Nous sommes en l'an 2000. L'Allemagne va mal, le poids des salaires dans les revenus est trop important et les marges des entreprises sont faibles.

Le gouvernement, les entreprises et les syndicats s'accordent alors sur la nécessité de réduire la progression des salaires. Et cette tactique va produire des résultats inespérés. A partir de l'année 2000, les salaires ne progressent plus.

Grâce à cet effort consenti par les salariés allemands, les profits des entreprises vont reprendre des couleurs. Si les salaires progressent en tout de 2.38% sur la période comprise entre 2000 et 2005, de leur côté, les profits vont augmenter de 34%. Par un jeu de vases communiquants du PIB, les revenus des uns vont devenir les revenus des autres.

Jusqu'ici tout va bien. Les marges sont à nouveau dans le bon tempo, même chose pour les revenus salariés. Cependant, le coût social est très lourd. En 2005, 4.5 millions d'actifs allemands sont au chômage. Afin de montrer à la population que les efforts ont été payants, le gouvernement allemand va alors montrer fièrement un autre chiffre, l'évolution de la balance commerciale du pays. En effet, au cours de ces années, le surplus de compte courant allemand passe de 0% de PIB à 7% en 2007.

L'intégralité des nouveaux profits faits par les entreprises allemandes ont été réinvestis à l'étranger, ce qui a permis de financer les exportations allemandes vers d'autres pays, et de limiter les importations en Allemagne. En clair, les profits réalisés ont financé des investissements à l'étranger et des emplois à l'étranger, pas en Allemagne. Si ces profits avaient été réinvestis en Allemagne, la balance commerciale aurait été identique à celle qu'elle était en l'an 2000 : 0%.

Depuis 1992, les salariés allemands n'ont pas vu leurs salaires progresser au même rythme que la productivité. Même si l'on tient compte de la baisse du nombre d'heures travaillées (de 10%), ce qui est principalement la conséquence du développement des emplois à temps partiel, la réalité est que le salaire horaire allemand a progressé bien moins rapidement que la productivité horaire. Une différence de 15%.

De son côté, le taux de pauvreté (à 60% du salaire médian) du pays n'a cessé de progresser (selon le Think tank DIW) :

Et ce malgré le fait que l'Allemagne est actuellement en situation de plein emploi. Car 20% de la population active travaille avec un salaire inférieur à celui du smic Français. 7.5 millions de mini jobs sont actuellement occupés, pour un salaire 450 euros par mois. Pour 2.7 millions d'entre eux, il s'agit d'un deuxième emploi. Une situation qui explique la curieuse corrélation allemande, entre baisse du taux de chômage et hausse de la pauvreté, depuis la mise en place des fameuses lois Hartz IV. Atlantico.fr 02.10

En complément. Normal, il vient d'être expliqué pourquoi.

- Propositions économiques de François Fillon : un vrai sérieux budgétaire qui fait l'impasse sur un léger détail... l'absence de croissance - Atlantico.fr

Inégalités. Ceci explique cela.

Les pays hégémoniques ou qui concentrent l'essentiel des richesses mondiales doivent le rester, puisque ce sont eux qui concentrent l'essentiel de la consommation mondiale sur laquelle repose le capitalisme, où le niveau de vie de la population est le plus élevé, ce sont eux aussi qui concentrent l'essentiel de la dette mondiale que les populations des pays les plus pauvres doivent régler à leur place, ou ce qui expliquent qu'ils doivent demeurer pauvres ou demeurer sous-développés, tout en ayant les plus forts taux de croissance économique dont le produit ne leur est pas destiné. Mettre la main dessus explique les guerres actuelles entre impérialismes, notamment.

- Revenus: les Européens plus riches après la crise AFP

La fortune des ménages européens est revenue l'an passé à des niveaux supérieurs à ceux d'avant la crise, selon une étude publiée jeudi par la banque privée suisse Julius Baer, qui met cependant en lumière une évolution contrastée d'un pays à l'autre.

En 2013, la fortune cumulée des ménages européens a atteint un niveau record de 56.000 milliards d'euros, enregistrant une hausse 1,7% par rapport à 2012, selon son rapport sur le patrimoine intitulé Wealth Report Europe.

"*Toutefois, l'évolution de la fortune entre les pays a varié substantiellement depuis la crise de 2007*", relèvent les auteurs du rapport.

Alors que la fortune nette des ménages a augmenté de 68% en Suisse et de 18% Allemagne depuis 2007, elle a reculé de 28% en Espagne et de 23% en Grèce.

Selon ce rapport, 10% des ménages européens les plus riches détiennent plus de la moitié du patrimoine du Vieux Continent.

La fraction des 1% les plus riches est quant à elle à la tête de 27% de la fortune nette totale en Europe.

Pour fournir un panorama complet du patrimoine, l'étude ne s'est pas concentrée uniquement sur les actifs liquides ménages (tels que les actions, obligations ou les fonds) mais sur la fortune nette (actifs financiers + biens immobiliers).

Selon cette étude, quatre pays concentrent à eux seuls plus des deux tiers de la fortune nette en Europe, celle-ci se montant à 13.000 milliards d'euros en Allemagne, 9.600 milliards au Royaume Uni, 9.500 milliards en France et 8.300 milliards en Italie.

Évalué en terme de patrimoine par habitant, la fortune nette se situe en moyenne 167.100 euros. A cette aulne, le Luxembourg arrive en tête, avec une fortune nette de 432.000 euros par adulte, suivi de la Suisse (394.900 euros) et de la Belgique (241.000 euros).

La Slovaquie et la Grèce se trouvent en revanche en queue de peloton, avec respectivement 33.300 euros et 58.900 euros par adulte.

A un horizon de cinq ans, les auteurs de l'étude s'attendent à ce que le patrimoine des ménages européens augmente de 40% pour atteindre 79.000 milliards d'euros d'ici 2019.

Selon eux, l'essentiel de cette croissance devrait venir de la reprise dans les grandes économies européennes après la récession. AFP 02.10

ACTUALITE EN TITRES

C'est raté !

- Le retour de Sarkozy: c'est "*raté*", selon plusieurs éditorialistes - AFP

- "*C'est cruel, mais Nicolas Sarkozy a raté son retour*" - Le Nouvel Observateur

- "*Animé par un esprit de revanche*", l'ancien chef de l'Etat "*n'a fait qu'attiser les querelles internes d'une UMP en ruines*". Le Nouvel Observateur 02.10

- Nicolas Sarkozy dénonce «*l'instrumentalisation des affaires*» - LeFigaro.fr

- Alain Juppé assume une ligne libérale et défend le bilan de Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

- Au Sénat, la deuxième lame anti-Sarkozy porte un filloniste à la présidence du groupe UMP - LeMonde.fr

Quel cauchemar !

- La présidentielle? «*Oui, j'en ai rêvé*», avoue Alain Juppé - LeParisien.fr

- Selon George W. Bush, son frère Jeb "*veut être président*" - AFP

En voilà un qui a une idée positive de la jeunesse.

- Hamon: «*Je ne voudrais pas qu'en 2017, la jeunesse vote en majorité pour le FN*» - Liberation.fr

Hollande fait mieux, il s'y attaque.

- Pour Rebsamen, Sarkozy propose le "*démantèlement de la fonction publique*" - Le Nouvel Observateur

Visibilité nulle.

- Devenir une alternative à gauche visible, le défi des parlementaires Front de Gauche - Public Sénat

Conditionnement. Détestable.

Propagande des esclavagistes pour une mise en boîte à grand coup d'affiches dans le métro parisien. C'est tout de même étonnant que le taux de popularité de Valls qui "*aime l'entreprise*" soit si bas, non ?

- «*J'aime ma boîte*»: Pourquoi aimez-vous votre entreprise? - 20minutes.fr

Ce jeudi se tient la douzième fête des entreprises, organisé par l'association «*J'aime ma boîte*». L'événement a été fondé par Sophie De Menthon, présidente de sociétés. Le but est d'allier les salariés et leurs employeurs, mais aussi de passer une journée unique sur les 253 jours partagés en entreprise chaque année.

Lors d'un récent sondage de «*J'aime ma boîte*», 70% des Français ont avoué aimer leur entreprise et qu'ils y étaient attachés. 20minutes.fr 02.10

Ils aiment surtout l'emploi qui leur permet de vivre, ils y tiennent parce qu'ils n'ont pas le choix, pure manipulation par identification ou transfert, amalgame.

Comment évaluer la "***performance***" du parasitisme.

- Rémunération à la performance des patrons : un principe encore très imparfaitement appliqué - Atlantico.fr

Dernier champ de bataille syndicale.

- Syndicats interdits dans l'armée : la France condamnée par la CEDH - Le Nouvel Observateur

Entre nous, on ne va pas soutenir la CEDH, mais on est favorable à la présence des syndicats et des partis politiques dans l'armée.

Pour casser le coût du travail.

- Espagne: le chômage toujours à la hausse en septembre à 4,45 millions - AFP

Au sommet de la guerre

- Turquie: le Parlement autorise une intervention militaire contre l'EI - AFP

- L'Australie va participer aux frappes contre l'Etat islamique - LeMonde.fr

- Afrique du Sud : Le Cap annonce l'annulation du sommet des Nobel de la paix - LePoint.fr

Psychose collective : ça marche plutôt bien.

- Menace terroriste: Cinq à dix colis suspects signalés chaque jour dans le métro parisien - 20minutes.fr

Ils sont déçus.

- Le chef de l'exécutif de Hong Kong exclut de démissionner - Reuters

- Brésil: Pourquoi Marina Silva, challenger au parcours atypique, pourrait échouer - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Voilà le modèle à suivre!

- Paris : Grève illimitée pour les salaires au palace parisien, Le Royal Monceau - 20minutes.fr

Des salariés de l'hôtel Royal Monceau-Raffles à Paris ont entamé ce jeudi une grève illimitée pour obtenir des salaires de même niveau que ceux des palaces parisiens, a-t-on appris auprès de la CGT, à l'initiative du mouvement.

«*Il y a environ 40% de grévistes sur les 300 salariés de l'hôtel, mais il y en aura sûrement beaucoup plus dès cet après-midi au changement de service*», a déclaré Didier Del Rey, de l'Union syndicale CGT des commerces parisiens.

Rémunérés 1.300 euros par mois

Contactée, la direction du palace, situé avenue Hoche, près des Champs-Elysées, a confirmé qu'«*un préavis de grève a été déposé*» par la CGT et précisé qu'un «*dialogue est ouvert entre les différents interlocuteurs concernés*».

Les grévistes réclament notamment «*une augmentation de 2 euros de leur taux horaire pour tous les salariés, la diminution de la cadence, une amélioration de leurs conditions de travail et la prise en charge de la mutuelle à 70% par l'employeur*». Le séjour d'une nuit «*peut s'élever à 25.000 euros*», alors que «*les salariés en grève sont rémunérés 1.300 euros net par mois*», a fait valoir la CGT dans un communiqué.

Alignement des salaires

Comme les femmes de chambre, gouvernantes, équipiers et valets des hôtels Hyatt Paris-Madeleine et Park Hyatt Paris-Vendôme, ces salariés réclament l'alignement de leurs salaires sur ceux des palaces.

La semaine dernière après plusieurs jours de grève, les salariés sous-traitant de ces deux hôtels ont obtenu un accord historique avec une remise à niveau de leur salaire. Certains ont même été augmentés jusqu'à 580 euros par mois.

En juin 2013, le Royal Monceau-Raffles a rejoint le club très fermé des hôtels qui ont obtenu la distinction «*palace*». Le palace appartient au fonds souverain du Qatar, Qatari Diar. 20minutes.fr 02.10

Haut de page

Le 4 octobre 2014

CAUSERIE

Quelques nouveaux articles ont été ajoutés.

La réaction passe à l'offensive au Venezuela.

Autant dire tout de suite que ce matin je n'ai trouvé aucun article d'agences de presse ou des médias relatant cet assassinat que nous condamnons.

- Assassinat du député vénézuélien Robert Serra (du PSUV) - legrandsoir 03.10

Agencia Venezolana de Noticias

Caracas, 1° octobre AVN - Le député à l'Assemblée Nationale vénézuélienne membre du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), Robert Serra [27 ans], a été trouvé mort ce mercredi dans sa résidence située dans la paroisse La Pastora de la municipalité Liberador de Caracas, a indiqué aujourd'hui le ministre de l'Intérieur, de la Justice et de la Paix, Miguel Rodriguez Torres.

Le ministre a indiqué, depuis le lieu des faits, que l'assassinat s'est produit autour de 22H30 et que l'épouse du parlementaire, Maria Herrera, avait aussi perdu la vie.

Dans des déclarations diffusées par Venezolana de Television, le ministre Miguel Rodriguez Torres a précisé que le corps sans vie de la femme avait été retrouvé au rez-de-chaussé de l'habitat tandis que le corps du député Serra se trouvait à l'étage.

Rodriguez Torrez a déclaré que de plus amples informations seraient transmises au fur et à mesure de l'avancée de l'enquête qu'effectue la police.

"*Ce que nous pouvons assurer aux Vénézuéliens, c'est qu'il y a une équipe spécialisée sur place qui mène une enquête afin de trouver les responsables de ce double assassinat*".

Le ministre a aussi lancé un appel calme aux militants du PSUV et autres sympathisants. "*de notre côté, nous garantissons que nous mènerons une enquête afin d'éclaircir ce qu'il s'est passé, et nous trouverons les responsables de cet acte monstrueux certainement très rapidement*", a-t-il affirmé.

Pour sa part, la procureure générale de la République, Luisa Ortega Diaz, a indiqué sur son compte Twitter @lortegadiaz que le sous-directeur des Délits de Droit Commun, Juan Carlos Tabares et la procureure nationale N°36, Johana Peña, avaient été désignés pour enquêter sur l'assassinat du parlementaire et de sa compagne. legrandsoir 03.10

Ministre de l'intérieur : « l'assassinat de Robert Serra était un crime planifié »

2 Octobre 2014

Caracas, 02 Oct. AVN.- « *Les premiers indices de l'enquête menée au sujet de l'assassinat du député socialiste Robert Serra révèlent qu'il s'agit d'un crime planifié* », c'est ce qu'a informé ce jeudi le ministre de l'Intérieur Miguel Rodriguez Torres.

«*D'après les premières expertises (…) nous pouvons dire qu'il ne s'agit pas d'un crime qui serait le fruit d'un malheureux concours de circonstances, mais bien que nous avons affaire à un homicide intentionnel et exécuté avec une grande précision* », a expliqué le ministre.

"*Il s'agit d'un assassinat planifié, organisé et exécuté avec minutie dans un intervalle de 15 et 20 minutes, avec une arme tranchante qui a produit la mort par hémorragie au jeune parlementaire ainsi qu'à sa compagne, Maria Herrera.(…)* "

«*Son meurtre est sans aucun doute le fruit d'une macabre commande* ». Je demande aux vénézuéliens d'avoir confiance en la Police qui saura trouver surement très rapidement les auteurs intellectuels et matériels de ce meurtre. « *Nous n'aurons pas de repos dans notre lutte contre les terroristes politiques, les paramilitaires et la délinquance organisée ainsi que toute forme de violence. Il n'y aura pas d'impunité.* »

Je demande aux vénézuéliens, surtout au secteur de l'opposition, de ne pas transformer cet événement tragique en un événement médiatique.

Le député Robert Serra et sa compagne ont été assassinés mercredi dans leur domicile qui se trouve dans la parroquia La Pastora de la municipalité Libertador, à Caracas, aux alentours de dix heures et demie du soir. legrandsoir 03.10

Femmes, n'écoutez pas les féministes de tous bords, les natalistes, empruntez la voie de la lutte des classes!

... d'après des statistiques démographiques que tout le monde peut consulter, il ne naît désormais pas plus de 700 000 enfants par an outre-Rhin. Un chiffre à comparer à 1,4 million il y a 40 ans, dans une Allemagne pas encore réunifiée, amputée de sa partie est — soit d'une quinzaine de millions d'habitants (bon, allez, 16,5 millions officiellement en janvier 1990… mais la natalité était déjà en baisse à l'époque).

Oui, il s'agit bien d'une triste Allemagne qui vieillit et qui, en dépit de ses 200 milliards d'euros d'excédents commerciaux, ne trouve même pas les moyens de doper sa natalité. Rappelons que la Russie de Poutine a fort bien su le faire en soutenant les femmes, non seulement pour leur premier mais également les enfants suivants — y compris les mères célibataires qui sont les premières à sombrer dans la pauvreté lorsque la famille se disloque. (Il n'avait pas le choix, après que l'espérance de vie depuis les années 90 s'est effondrée. - ndlr) En Allemagne, les mentalités ont encore assez peu évolué : "élever un enfant ou travailler, il faut choisir"… (Quelle chance ! -ndlr)

Depuis le début des années 90, beaucoup de femmes passent outre. Les Allemandes de l'est travaillaient davantage qu'à l'ouest, c'est un exemple que les féministes ont voulu suivre.

Fini la femme au foyer qui attend en cuisinant le retour de son petit mari bénéficiant d'un gros salaire. Cela pour deux bonnes raisons : les Allemandes n'aiment pas cuisiner… et les gros salaires sont un lointain souvenir (ils ont été en parti abolis pour la classe ouvrière par les lois Hartz/Schröder de 2004). (Ce n'est pas moi qui l'ait ajouté entre parenthèse mais l'auteur de cet article, à juste titre. -ndlr)

Oui, les femmes travaillent davantage, mais souvent pour gagner des clopinettes à mi-temps et en jonglant avec les horaires des écoles et des collèges, car les structures d'accueil des enfants et des "plus grands" n'ont pas suivi l'évolution du marché du travail. (Quel bonheur ! -ndlr)

Pour les femmes qui travaillent à plein temps, c'est la galère. Peu ou pas de crèches, pas de cours l'après-midi dans les écoles allemandes… et si les gamins ou les gamines n'aiment pas le sport, la seule alternative c'est regarder la télé tout l'après-midi sous la surveillance de la grand-mère ou de la grand-tante — en espérant qu'elle n'habite pas trop loin.

Baisse du niveau de vie.

Je me souviens bien de l'Allemagne du début des années 80, je m'y rendais régulièrement. J'ai visité les quartiers ouvriers de la Ruhr aussi bien que les beaux quartiers du sud-ouest de Munich, j'ai visité les villes universitaires aussi bien que celles bâties autour de l'industrie automobile, Berlin-ouest et Berlin-est. Il y avait de belles voitures partout, en parfait état, le niveau de vie ouest-allemand était effectivement bien plus élevé qu'aujourd'hui pour les classes moyennes.

Il n'y avait quasiment pas de "*travailleurs pauvres*". L'OS ouest-allemand n'était pas en concurrence avec son homologue polonais, tchèque ou hongrois ; il touchait un vrai salaire, pas une misère… et cela suffisait effectivement à subvenir aux besoins d'une famille. la-chronique-agora.com 01.10

Ah le bonheur de la réunification tant louée aveuglément par les uns et les autres ! Elle devait conduire en réalité à l'appauvrissement de nouvelles couches de travailleurs en Allemagne de l'Ouest. Peu importe, elles n'intéressent ni les syndicats ni les partis ouvriers qui n'en sont plus que des appendices...

La femme au travail en régime capitaliste, c'est l'homme réduit au chômage ou les deux mis en esclavage. C'est équitable, les féministes peuvent savourer leur victoire... et Rockefeller aussi qui s'en revendique. La femme est le souffre-douleur du capitalisme et non de l'homme, mais lorsqu'on se refuse à combattre le capitalisme, il faut bien désigner un bouc émissaire à sa place.

La femme peut travailler, mais dès lors qu'elle a des enfants, elle devrait s'en occuper, les élever, Si le revenu de son compagnon ne suffit pas, ils devraient se battre ensemble pour qu'il soit augmenter. Les syndicats ont déserté ce combat et les partis ouvriers aussi.

Et si elle vit seule avec un ou des enfants, n'étant pas en mesure de travailler temporairement, ce devrait être à l'Etat de lui fournir un revenu décent ou de prendre en charge l'éducation de ses enfants, pour qu'elle puisse continuer de travailler en adaptant ses conditions de travail. Vous n'imaginez pas revendiquer un truc pareil, où avez-vous la tête franchement nous dira-t-on. Vous avez raison, on allait oublier qu'il fallait adapter nos revendications en fonction des besoins du capitalisme et évacuer toute revendication qui n'était pas compatible avec sa survie, nous sommes décidément d'affreux gauchistes, en fait seulement des socialistes.

Pourquoi ce seraiit à la femme plutôt qu'à l'homme de cesser de travailler pour élever les enfants, parce qu'à notre connaissance

c'est elle qui les met au monde ! Les enfants sont liés à leur mère par un lien qui n'existe pas entre le père et l'enfant. Là ce sont les défenseurs de la cause des pères qui vont hurler !

Les féministes n'ont pas concouru à l'émancipation des femmes, mais à mieux les enchaîner à cette société immonde.

Tout comme l'armée de chômeurs est mise en concurrence avec les travailleurs qui ont la chance d'avoir un emploi afin d'accroître la pression qui pèse sur les salaires et leur faire accepter n'importe quel traitement de crainte, ils se sont servis de la cause des droits des femmes déconnectée d'une conscience de classe conforme à leurs intérêts, pour mieux les asservir et les mettre en concurrence avec les hommes et parvenir au même résultat. Cela a donné la société décomposée et épouvantable que nous connaissons aujourd'hui, des hommes et des femmes encore plus malheureux qu'hier et des gosses livrés à eux-mêmes.

La dette, rente, racket, chantage, jusqu'à quand ?

Dans tous les pays, le niveau actuel de la dette publique dépasse les limites du supportable et condamne toute croissance sur le long terme. En cas de hausse des taux d'intérêt, le service de la dette bloquerait toute reprise économique durable et autonome. la-chronique-agora.com 01.10

Et c'est un portail tenu par des économistes ou de fervents défenseurs du capitalisme qui le disent. Là elle tourne aux alentours de 45 milliards d'euros par an, il suffirait que les taux d'intérêt remontent d'1 ou 2% pour qu'elle augmente de 30 à 50% et ainsi de suite, on comprend leur crainte, c'est un facteur explosif à terme, tant sur le plan économique que social ou politique.

Réponse : Annulation pure et simple.

Qu'est-ce qui justifie l'appréciation du dollar par rapport à l'euro et quelles en sont les conséquences? Dans quel but aussi.

Avant-propos. Il y a tellement de facteurs qui entrent en compte qu'on pourrait facilement s'y perdre, cependant un si soudain revirement ne peut avoir qu'une explication politique, sachant que ceux qui manipulent le cours du dollar contrôlent l'économie mondiale

Précision.

Dossier préparé à l'aide d'extraits d'articles publiés par lcl.fr, bourse.latribune.fr, futures.over-blog.com, AFP et Reuters.

Certains passages ont été reproduits tels quels, parfois en tenant compte de l'inversion de la tendance du dollar par rapport à l'euro intervenue depuis leur publication j'ai été amené à effectuer quelques modifications, je n'avais pas le temps de reprendre l'ensemble de ces données pour écrire moi-même un article. Certains sous-titres ont été reproduits tels quels, d'autres ont été ajoutés.

Quels facteurs déterminent le cours du dollar (à ne pas confondre avec sa valeur, environ le prix de l'encre et du papier pour le fabriquer !)

Plusieurs facteurs peuvent influencer le dollar américain sur le marché des devises mondiales. Les plus connus sont les indicateurs macroéconomiques tels que le Produit Iintérieur Brut, l'inflation, l'activité manufacturière ou le taux de chômage.

D'autres raisons peuvent motiver les investisseurs dans leur décision d'acheter du dollar plutôt que de l'euro. La première tient au niveau des taux d'intérêt.

Plus les taux d'intérêt d'un pays sont élevés, plus sa monnaie est attractive pour les investisseurs. Actuellement, les taux européens ont pratiquement rejoint les taux américains. De ce point de vue, l'euro n'est plus aussi attractif pour les investisseurs.

La hausse annoncée des taux d'intérêt par la Fed courant 2015 va dans le même sens.

Ensuite, les tensions géopolitiques actuelles qui existent au Moyen-Orient et en Ukraine poussent les investisseurs à investir dans des valeurs refuges. Lors de crises économiques ou géopolitiques, ces investisseurs ont plutôt tendance à délaisser les actifs risqués pour investir dans des actifs américains plus sûrs. Le dollar a donc tendance à augmenter pendant ces périodes d'instabilité.

Un autre facteur est le dynamisme économique d'un pays ou d'une région. Si une zone économique enregistre des taux de croissance élevés, les investisseurs misent sur la monnaie de cette région ou de ce pays. Une monnaie peut aussi s'apprécier parce que les investisseurs vendent les autres ! Enfin, la spéculation peut aussi déstabiliser le cours d'une parité monétaire.

Les variations d'une monnaie contre une autre sont baptisées «fluctuations monétaires». Ces fluctuations sont le résultat de la loi de l'offre et de la demande. Pour qu'une monnaie s'apprécie, il faut que des investisseurs soient acheteurs (demandeurs). Plus il y a d'acheteurs d'une devise, plus celle-ci s'apprécie.

C'est donc le marché qui fait la valeur d'une monnaie et non les Etats. Les monnaies sont cotées et leur cours varie au gré des achats et ventes des investisseurs du monde entier : compagnies d'assurances, banques, fonds d'investissements, Etats, banques centrales...achètent et vendent en permanence des monnaies sur le marché.

J'ai laissé en l'état le passage suivant car il était trop long, il suffit lors de la lecture de remplacer euro par dollar et vice versa pour comprendre comment va se répercuter la hausse de l'un et la baisse de l'autre.

Impact de la hausse ou de la baisse de l'euro/$.

L'achat de matières premières comme le pétrole est plus intéressant pour les Européens quand l'euro est fort. Les variations de la parité euro/dollar sont très suivies par les dirigeants d'entreprises, les investisseurs, les hommes politiques, et parfois par les touristes. Quand l'euro s'apprécie contre le dollar (le dollar s'affaiblit), les produits européens vendus en dehors de la zone euro deviennent mécaniquement plus chers que les mêmes produits libellés en dollars. Les pays de la zone euro deviennent alors moins compétitifs que les pays vendant leurs produits ou services en dollars.

La croissance d'une économie peut donc être freinée par le seul effet des variations monétaires à l'export.

En revanche, une monnaie forte plait aux investisseurs qui veulent préserver leur capital dans le temps. Un euro fort attire donc les investisseurs du monde entier dans la zone euro. Ils sont plus enclins à investir dans une zone économique dont la monnaie s'apprécie. Investir dans un pays dont la monnaie est fragile expose au risque de perdre une partie de son capital.

Un euro fort offre aussi l'avantage de pouvoir acheter, importer, des produits facturés en dollars, pour un prix plus intéressant. Plus l'euro monte, plus les biens et services libellés en dollars deviennent bon marché ! Mieux vaut voyager aux Etats-Unis avec un euro/dollar à 1,40 que quand il était à 1 pour 1.

L'achat de matières premières comme le pétrole est plus intéressant pour les Européens quand l'euro est fort. Le pétrole étant coté en dollars, l'euro fort nous permet de payer notre essence moins chère.

Autres facteurs et remarques

- L'injection de liquidités dans l'économie déprécie la valeur réelle d'une monnaie, c'est une sorte de dévaluation déguisée.

- L'époque du yen fort est révolue, le dollar au plus haut depuis 2008 - AFP

Conséquence de ces injections de liquidités dans l'économie, la monnaie nippone a perdu un cinquième de sa valeur face au dollar au cours de l'année 2013.

Les firmes exportatrices japonaises en ont profité, voyant leurs revenus mécaniquement gonflés par cette évolution des devises, même si d'autres handicaps structurels demeurent.

Selon les calculs des analystes, pour Toyota, un yen de moins par dollar se traduit sur le papier par des profits de 30 milliards de yens (216 millions d'euros). AFP 01.10

La hausse du dollar pourrait fragiliser le financement des émergents.

On ajoute ce passage. Si la source qui a été à l'origine du financement du développement (et de l'endettement) des pays émergents se tarit, ils vont se retrouver face à un énorme problème au moment de refinancer leur dette. Ils devront se tourner vers les marchés ou les institutions comme le FMI qui exigeront en échange de nouveaux prêts de nouvelles "réformes d'ajustement structurelles", des privatisations, des coupes dans les budgets sociaux...

Contexte et perspective

- L'euro devrait encore baisser, grâce à la BCE et à la Fed - Reuters 01.10

- Etats-Unis. Dernières infos : PIB et emplois en hausse.

La politique monétaire ainsi que le sentiment d'instabilité qui règne en ce moment sur les marchés financiers sont d'autres indicateurs jouant un rôle important dans la hausse du dollar.

Concernant la politique monétaire, les bons chiffres de l'activité économique enregistrés dernièrement alimentent les spéculations concernant la hausse des taux d'intérêt de la fed.

- Aux Etats-Unis. La forte probabilité de voir les taux directeurs augmenter en 2015 nous laissent penser que le dollar devrait connaître une envolée, et ce pour une longue période.

- Ces dernières semaines, les instituts de recherche économique ont abaissé leurs prévisions économiques 2014 concernant de nombreux pays.

Quelques repères.

- pour contrer déguiser l'inflation à la baisse ou déflation, la faire payer aux plus pauvres ;

- chômage = inflation basse

L'objectif

- L'Europe empêtrée dans ses contradictions et la mauvaise gestion des Pays du Sud, dont la France, devrait voir sa monnaie se déprécier encore d'avantage.

La BCE va être obligée de lâcher un peu sa monnaie en devenant plus accommodante pendant que les Américains vont resserer le levier du crédit du fait d'une croissance bien supérieure à la notre. En cause, le manque de libéralisme de certains pays Européens incapables de faire plus de croissance et le manque de cohésion politique européenne qui nous empêche de lutter efficacement contre les pratiques monétaires, fiscales et sociales des autres continents. futures.over-blog.com

La hausse du dollar va favoriser les exportations ou offrir aux entreprises une marge de manoeuvre supplémentaire qui leur permettra d'octroyer des augmentations de salaire ou de financer des plans de retructuration, de créer un climat propice à encourager le gouvernement à entreprendre les contre-réformes qu'ils réclament à cor et à cri en s'appuyant sur les syndicats...

Dossier Syrie-Irak

- La coalition arabo-sioniste occidentale a encore "*touchée*" (sic!) deux raffineries au nord de Raqa en Syrie.

Lorsqu'en Irak l'armée reprend une ville tenue par les barbares, elle reçoit les félicitations des autorités occidentales, mais lorsque c'est l'armée syrienne qui entreprend de délivrer la population d'une ville aux mains des barbares rebaptisés "*rebelles*", elle commettrait un crime.

- L'armée irakienne affirme avoir repris aux jihadistes une ville au nord de Bagdad - AFP

- Syrie: les rebelles à Alep menacés d'un siège total par le régime - AFP

Qui présente une "*menace*" pour les Syriens, le gouvernement et son armée soutenus par plus de 70% de la population ou les barbares "*modérés*" soutenus par Washington ?

- Intervention turque? L'Irak et la Syrie réagissent - french.irib.ir

"*Toute action militaire turque, en Syrie, sera considérée comme hostile*", a affirmé le vice-ministre syrien des Affaires étrangères.

En réaction au vote de jeudi du Parlement turc autorisant les opérations militaires, en Irak et en Syrie, sous prétexte de lutter contre les terroristes de Daesh, Fayçal Meqdad, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, a qualifié cette décision, d'action hostile contre Damas, a-t-on appris d'Al-Manar.

"*Il faut douter des intentions de la Turquie de faire face aux terroristes, car ce pays est le partenaire et protecteur principal des terroristes*", a déclaré le ministre irakien des A.E, Ibrahim al-Jaafari, jeudi, tout en critiquant les politiques interventionnistes de la Turquie.

Le Parlement turc a adopté le projet de loi déposé par le gouvernement demandant l'autorisation de participer aux opérations

militaires contre le groupe terroriste Daesh. Et ce, alors qu'un grand nombre d'habitants d'Ankara, la capitale turque, ont organisé des manifestations, pour s'opposer aux ingérences militaires de ce pays à l'extérieur des frontières. french.irib.ir 03.10

- Syrie: L'Iran met en garde Ankara - french.irib.ir

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, a mis en garde, jeudi, Ankara, contre une aggravation de la situation, au Moyen-Orient. Il intervenait, après la décision du Parlement turc d'autoriser une intervention militaire, en Syrie et en Irak.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, s'est entretenu, jeudi soir, au téléphone, avec son homologue turc, Mevlut Cavusoglu. Lors de cet entretien téléphonique, les deux hommes se sont penchés sur les dernières évolutions de la région et l'actuelle méthode de lutte anti-terroriste. En allusion au feu vert du Parlement turc à une intervention militaire, en Syrie et en Irak, le chef de la diplomatie iranienne a dénoncé la méthode de lutte contre le phénomène néfaste du terrorisme, dans la région, et s'est dit inquiet, quant à toute action aboutissant à l'aggravation de la situation. M. Zarif a appelé les pays de la région à agir avec responsabilité envers les évolutions en cours et à éviter d'aggraver la situation. french.irib.ir 03.10

Ils veulent tous en être, décidément un bon business !

- Le Canada participera aux bombardements contre l'Etat islamique en Irak - LeMonde.fr

Que la guerre soit avec vous, amen !

- Mgr Barbarin : "*parfois, l'usage de la force n'est pas contraire à la paix*" - euronews.com

Envoyer des troupes terrestres contre les jihadistes est-ce la clé pour imposer la paix en Irak ? Pour le cardinal Philippe Barbarin, qui recevait jeudi soir à Lyon Louis Raphael Sako, le patriarche des Chaldéens, chrétiens d'Irak, la voie de la force n'est pas à écarter.

"*Pour qu'il y ait la paix et que chacun puisse rester chez soi, parfois, il fait vraiment repousser avec beaucoup de forces la violence. Donc l'usage de la force n'est pas contraire à la paix. Je me rappelle d'une phrase de Jean-Paul II disant : "parfois, le pacifisme fait le travail contraire à la paix, il accroît encore la violence et l'oppression". Donc l'utilisation de la force a un seul objectif qui est de remettre un pays dans la paix*". euronews.com 03.10

Il confirme que les pacifistes en temps de paix se transforment en militaristes en temps de guerre...

Voilà qui devrait exaspérer un peu plus l'OTAN

Nous avions déjà mentionné ce sommet qu'à ce jour les agences de presse et les médias ont littéralement censuré à ma connaissance. Cet article fournit qu'autres détails intéressant, il est plus complet que le précédent.

- Le dernier coup anti-OTAN de Russie/Iran - french.irib.ir

Une revue électronique russe, Eurasia.net, se penche sur la déclaration du récent Sommet d'Astrakhan, en y voyant une grande victoire, pour l'axe Iran/Russie : "*Le Sommet des pays du pourtour de la Caspienne a empêché, en réalité, la présence militaire des Etats Unis, dans cette grande mer. Via des accords de coopérations militaires, les deux grandes puissances du littoral ont, ainsi, bloqué toute présence des Etats Unis et de l'OTAN*" . "*La déclaration finale a été, en réalité, un message très clair, à l'adresse de l'Etat le plus proche de l'OTAN du littoral de la Caspienne, à savoir, l'Azerbaïdjan. Les coopérations de Bakou avec l'OTAN a, en quelque sorte, réduit, de façon très sensible, les liens azéris avec le dossier de la sécurité, en mer Caspienne. Moscou et Téhéran n'entendent, nullement, laisser les Azéris jouer le rôle du cheval de Troie, dans cette mer*".

Poutine a souligné, le 29 septembre, à Astrakhan, "*le principe de garantir la stabilité et la sécurité de la Caspienne, auquel ne peuvent participer que, seuls, les cinq pays riverains. En ce sens, seuls, ces Etats ont le droit de détenir des forces militaires, dans cette mer*". De son côté, Rohani a affirmé : "*Tous les pays du bassin de la Caspienne sont unanimes à affirmer qu'ils sont, parfaitement, à mêmes d'assurer, eux-mêmes, la sécurité de la Caspienne, et qu'aucune force étrangère ne devra s'engager, dans ces eaux*".

La revue souligne que cette prise de position conjointe intervient, dans un contexte de haute tension entre l'Iran et la Russie, d'une part, et les Etats Unis et l'Occident, de l'autre. Les deux Etats se sentiront, directement, menacés, en cas d'une présence militaire "*extrarégionale*", en Caspienne . La Russie connaît une période de très grande turbulence avec l'Occident, autour du dossier ukrainien, période qui remémore l'époque de la guerre froide. Quant à l'Iran, le pays, engagé dans des négociations nucléaires, n'a aucun doute sur l'intention des pays occidentaux d'utiliser les alliances avec les pays de la

Caspienne, dans le sens de davantage de pressionsn sur Téhéran.

Aussi bien l'Iran que la Russie ont les yeux rivés, sur les moindres gestes et actes de l'Azerbaïdjan. Cet ex-république sovétique, détentricer de vastes gisements de pétrole et de gaz, entretient des relations stratégiques, depuis 91, avec l'OTAN et l'Occident. L'oléoduc Bakou-Tblissi-Jeyhan et celui de Bakou-Tblissi-Erzeroum sont deux constructions, placées, géographiquement, dans une zone hors de la portée stratégique de Moscou. Le président azéri n'a, d'ailleurs, pas hésité à rappeler, au cours du dernier Sommet de l'OTAN, que son pays est un " *partenaire fiable*", pour l'Alliance.

Depuis 2002, Bakou a fourni, d'ailleurs, une partie des forces de l'Issaf, en Afghanistan, et, en ce moment, il fait tout, pour renforcer le soutien logistique à l'OTAN. Il en va de même, pour le Kazakhstan, qui devra mener des discussions, pour installer une base militaire US et de l'OTAN, dans le port de Aktao. Les Etats Unis soudoient, aussi, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, et le Kirghizistan, en leur accordant des aides destinées à étendre leur puissance défensive, et, surtout, leur force navale. L'accord du Sommet d'Astrakhan prend, ainsi, tout son sens. Le fait que les cinq pays du pourtour aient décidé, sous la pression russo-iranienne, d'interdire une présence militaire occidentale, dans la Caspienne, signifie, de facto, l'impossibilité de la formation d'une base de l'OTAN, aux portes de l'Iran et de la Russie. C'est une décision, qui pourrait avoir, aussi, des répercussions énergétiques.

La Russie s'oppose à ce qu'un gazoduc reliant le Turkménistan à l'Azerbaïdjan traverse la Caspienne, et elle compte faire des pressions sur ces deux Etats. Si l'OTAN avait trouvé l'occasion d'avoir une présence militaire, en Caspienne, elle aurait pu imposer ce "*gazoduc*", via un déploiement de force militaire. Une base navale otanienne, en Caspienne, aurait été une menace, pour la Russie. Sans l'OTAN, la Russie pourra négocier le projet de la construction de ce gazoduc et tout pourra être réglé à l'amiable. La Russie et l'Iran ont réussi, ensemble, à empêcher la Caspienne de devenir un nouveau golfe Persique. french.irib.ir 03.10

ACTUALITE EN TITRES

Cela nous rappelle-t-il rien ?

- General Motors rappelle près de 650.000 véhicules supplémentaires - AFP

Histoire entre gangsters.

- Morin condamné pour avoir qualifié Tapie de «*gangster de la République*» - 20minutes.fr

Entre nous, c'est injuste, Morin devrait faire appel : quelle République, il y a une République en France, où cela ?

Trop tard, il faut assumer !

- Rebsamen fait dépublier une interview où il revendique son penchant libéral - Liberation.fr

Le ministre du Travail y parlait de «*renforcer les contrôles*», d'«*assouplir les seuils et les 35 heures*», ou encore de son combat pour «*une vision libérale de l'économie*». Liberation.fr 03.10

Effondrement social.

- Les retraités grecs dans la rue - fr.euronews.com

Leurs pensions ont déjà baissé de parfois 40% depuis 2010 et de nouvelles coupes sont redoutées, alors les retraités grecs sont descendus dans les rues d'Athènes ce jeudi. Ils ont aussi réclamé un accès gratuit au système de soins. fr.euronews.com 03.10

Leur propagande est inefficace. Ils passent aux aveux.

- Brésil: Rousseff en position de force à deux jours de la présidentielle - AFP

Pour un peu on croirait qu'elle va recourir à un coup d'Etat ! Déformation professionnelle à l'AFP...

- Le Brésil stagne, mais le «*Brazil bashing*» actuel est aussi exagéré que le «*miracle brésilien*» d'autrefois - Slate.fr

Retour un siècle en arrière.

- Electricité et gaz: un Français sur cinq peine à payer ses factures - L'Express.fr

Travail de nuit : intensification

3,5 millions de personnes travaillent la nuit, soit 15,4 % des salariés, note une étude de la Dares qui porte sur 2012.

C'est un million de plus qu'en 1991. En vingt ans, le nombre de ceux qui travaillent habituellement la nuit a doublé, alors que celui des salariés pour qui cet horaire est occasionnel a légèrement baissé. alternatives-economiques.fr 03.10

Mouvement social ou manipulation politique des tenants de la stratégie du chaos ?

- Hong Kong: Les manifestants se heurtent aux habitants exaspérés - 20minutes.fr

- Hong Kong: les étudiants rompent le dialogue après de violents heurts - AFP

- Violences à Hong Kong, les manifestants menacent - Reuters

- Manifestations à Hong Kong : vers un nouveau Tian'anmen ? - Le Monde

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Psychose, Etat policier, militarisation... La première menace, c'est l'Etat, le gouvernement dont la politique incarne les intérêts de la classe dominante.

- Djihadisme: la France mal protégée - L'Express.fr

Selon la manière de présenter les choses et ce que vous êtes invité à mémoriser, soit il s'agit d'une affirmation qui n'engage que son auteur et qui demande à être confirmée au delà des éléments qu'il a pu nous transmettre et qui sont manifestement insuffisants pour se forger une certitude, soit il s'agit d'une affirmation reposant sur un fait avéré ou établi, connu ou censé l'être, qui n'a donc pas besoin d'être confirmé, que l'on peut prendre pour argent comptant car constituant en soi une certitude, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Dans le premier vous n'avez aucune raison de faire confiance à celui qui vous livre cette information, dans le second vous êtes invité à le croire sur parole. Voyons comment cela se présente.

Reuters - La France a déjoué des projets d'attentat, dit Manuel Valls.

AFP - "*Plusieurs projets d'attentat*" ont été déjoués en France, confirme Valls.

Avec Reuters le lecteur est laissé libre de croire ou non Valls, tandis qu'avec l'AFP cette alternative disparaît puisque Valls n'a fait que confirmer un fait censé être avéré, que le lecteur est censé avoir assimilé ou connaître.

Avec l'AFP le lecteur est porté à faire l'impasse sur la première affirmation qui après tout pouvait très bien être fausse ou fabriquée par le ministère de la propagande, le gouvernement avait prétendu avoir déjoué des attentats il y a quelques mois uniquement sur la base de soupçons que ses services s'étaient employées à élever au rang depreuves matérielles, pour ensuite adopter une nouvelle loi liberticide assimilant à un déli tout soutien y compris verbal ou ce qu'un juge pourrait interpréter comme tel à des organisations qu'il a référencées comme terroristes ou d'actes qu'elles auraient commises ouvrant la voie à l'arbitraire le plus total ou à une juridiction d'exception qui n'existe généralement que dans les pires régimes militaire ou dictatoriaux de la planète.

Valls étant incapable à ce stade de prouver la véracité de ses affirmations, selon lesquelles des attentats auraient été en préparation en France, hier il a procédé autrement. Il s'est livré à un parallèle à valeur d'amalgame entre des apprentis djihadistes en partance pour la Syrie ou l'Irak que ses services ont appréhendés, avec ces supposés projets d'attentats datant déjà de quelques mois, de sorte que l'on soit porté à émettre dans les deux cas le même jugement, donc à estimer que ces projets d'attentats étaient véridiques et non fabriqués, donc à le croire sur parole quoi qu'il dise et la boucle est bouclée.

Et oui, comment pourrait-il obtenir le soutien de la majorité de la population à sa politique, si au départ elle doute de ses affirmations, c'est impossible, alors il doit s'employer à apparaître objectif pour la mettre en confiance, d'où ce genre de tour de passe-passe ou manipulation assez grossière, car parmi ces présumés terroristes préparant des attentats figuraient selon un conseiller du Premier ministre "*deux jeunes femmes mineures qui voulaient frapper des cibles juives*", quelle fable ! alors qu'il existe en France des milliers d'adultes férocement endoctrinés par des prédicateurs wahabbites ou salafistes qui sont mieux placés pour préparer des attentats ou l'envisager. Maintenant de tels attentats pourraient bien se produire en France ou ailleurs puisqu'ils font tout pour, qu'ils soient le produit de groupes isolés ou en relation avec leurs services secrets.

20 minutes.fr - «*Des départs de combattants (djihadistes), y compris de mineurs, ont été empêchés. Et plusieurs projets d'attentats sur notre territoire ont été déjoués*», a déclaré le chef du gouvernement, lors d'un discours devant l'Institut des hautes études de défense nationale et l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice.

«*Nous faisons face à la fois à un ennemi intérieur et extérieur*», a déclaré le Premier ministre. «*Il ne s'agit pas de faire peur*», mais que «*nos concitoyens et nos élus soient pleinement conscients de cette menace*», a-t-il ajouté.

A la suite de cette déclaration, Matignon a toutefois immédiatement indiqué que la déclaration ne faisait pas référence à des projets inconnus du grand public et concernait les deux dernières années. Selon le cabinet de M. Valls, le Premier ministre faisait référence à «*quatre projets d'attentats qui ont effectivement été déjoués*».

Ceux-ci concernent des actions fomentées par le groupe dit de «*Cannes-Torcy-Sarcelles, le djihadiste du Canet, un djihadiste de retour du Liban, et deux jeunes femmes mineures qui voulaient frapper des cibles juives*», selon un conseiller du Premier ministre. 20 minutes.fr 03.10

Haut de page

Le 5 octobre 2014

CAUSERIE

L'article qui a été mis en ligne "*Record à la baisse depuis 2 ans : pourquoi la dépréciation de l'euro n'est pas qu'une bonne nouvelle*, confirme deux éléments que j'ai soulignés hier et précédemment, à savoir :

- Au plan européen, la France et l'Italie bénéficieront le plus de la dépréciation de l'euro car leurs produits, moyens en gamme pour la plupart, sont plus sensibles à l'effet de change que les produits allemands.

- Une baisse de l'euro ne devrait pas se répercuter sur les prix de l'exportation, déjà pincés, mais plutôt sur les marges des entreprises françaises. Plus de marge signifie plus d'investissements et plus d'emplois, un enchaînement vertueux pour la croissance. Atlantico.fr 04.10

De quoi créer temporairement les conditions pour faire passer des "*réformes* à la Schröder en France et en Italie, ne sont-elle pas à l'agenda de Valls et Renzi ?

Réflexions du soir

Plus je regarde Russia Today le soir en cassant la croute, plus je me dis qu'en France on a une vision complètement tronquée de ce qui se passe réellement dans le monde, non pas que les Russes seraient des champions en matière d'information ou d'objectivité, mais parce qu'ils abordent tous les sujets qui apparemment font l'objet d'une censure de la part des médias (du gouvernement en place) en France et peut-être plus généralement en occident.

On a eu le droit aux manifestations qui se sont déroulées en Grande-Bretagne et en Allemagne contre l'implication de leurs gouvernements en Irak et en Syrie. Le journaliste est revenu sur l'implication de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Jordanie dans le recrutement et la formation des membres d'EI, citant des déclarations d'Obama depuis 2012 qui indiquaient clairement que les Etats-Unis étaient directement impliqués dans le développement de cette organisation qu'ils prétendent combattre aujourd'hui. Une telle mise en accusation des Etats-Unis a-t-elle lieu au journal de 20h en France ? Je n'en sais rien, cela m'étonnerait fort.

Quant aux exécutions ou décapitations auxquelles se livrent ces barbares, elles servent les intérets de la coalition en lui fournissant un prétexte pour bombarder l'Irak et la Syrie. Sur RT les journalistes s'emploient à mettre en évidence le lien qui existe entre eux de telle sorte que leur complicité saute aux yeux.

Ensuite j'ai regardé un documentaire consacré à l'accaparement des terres des paysans au Mali, au Niger et en Thaïlande par des multinatinales occidentales de l'agroalimentaire, après un passage par l'est de l'Ukraine que Kiev continue de bombarder.

En France, on est totalement sous l'emprise de la propagande états-unienne, c'est la chape de plomb. Ce n'est pas forcément mieux ailleurs ou en Russie, mais on ignore totalement ce qui se passe ailleurs dans le monde. Si on s'en tient à l'image étriquée que nous en donnent les médias occidentaux, on ne comprendra rien à rien, car elle ne représente qu'une infime partie de ce qui se passe réellement dans le monde. S'attarder à l'image que les médias français nous en donne, c'est perdre son temps, vaut mieux aller voir ailleurs pour se faire une idée globale de ce qui se passe ou de la situation. Les médias occidentaux pratiquent la rétention d'informations en résumé.

Je serais curieux de voir la télévision chinoise. La télévision allemande, DW, c'est le bonheur est dans le pré, plus la propagande farouchement anticommuniste vantant les bienfaits de la réunification, ils en sont encore là ! Du coup les Russes pour faire bonne mesure vantent les bienfaits de la Yougoslavie. Je n'ai pas eu la patience de rester plus de deux minutes sur NSK, la télé japonaise !

C'était quelques réflexions du samedi soir. Après un petit tour au Moyen-Orient pour prendre les nouvelles du jour comme chaque soir, pour se détendre un peu on écoutera un peu de musique en sirotant une vodka orange. C'est bien mérité on bosse comme un âne ! On aura une pensée pour tous ceux à travers le monde qui n'ont pas ce privilège, pas un seul instant on les oublie, comment le pourrait-on en vivant en Inde franchement.

ACTUALITE EN TITRES

Un acteur de droite en quête de popularité ne pouvait choisir qu'un républicain.

- Arnold Schwarzenegger invité vedette de François Hollande - Le Nouvel Observateur

L'acteur américain sera reçu vendredi prochain à l'Elysée pour évoquer la question du réchauffement climatique. Le Nouvel Observateur 04.10

En famille.

- Benoît Hamon n'est "*pas dans l'opposition*" au gouvernement - AFP

Personne au PS, chez ses satellites et alliés de la pseudo-gauche et extrême gauche, pas même les gauchistes !

Sans blague ! Le véritable ennemi d'Hollande, ce n'était pas la finance mais la classe ouvrière, le socialisme.

- Pour Filippetti, Hollande "*semble avoir oublié*" le discours du Bourget Francetv info

Un mois après sa démission du gouvernement, l'ex-ministre de la Culture s'en prend à "*la doxa idéologique libérale*" qui influence les choix du gouvernement.

L'ex-ministre de la Culture affirme que François Hollande est "*victime de l'ultra-personnalisation du pouvoir dans la Ve République*". Francetv info 04.10

Toujours les grandes manoeuvres à l'UMP.

Ils auront tout tenter pour dézinguer Sarkozy... avant de le réhabiliter ?

- Bygmalion : Eric Cesari, "*l'oeil de Sarkozy*" à l'UMP - Le Nouvel Observateur

Ce très proche de l'ancien chef de l'Etat vient d'être mis en examen pour faux et usage de faux et abus de confiance. Le Nouvel Observateur 04.10

Ce sont les ordres.

- Présidentielle de 2017 : 43% des Français pour une candidature de Juppé, 28% pour Sarkozy - Francetv info

Plus sérieusement.

- Présidence de l'UMP : Valérie Pécresse soutient Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

L'ancienne ministre, réputée filloniste, affirme dans le « JDD » qu'elle votera pour l'ancien chef de l'Etat qui a également la faveur de 68 % des sympathisants

Voilà une indication sérieuse pour savoir quel sera le candidat de l'UMP en 2017, car Pécresse comme Fillon avaient été invités à la réunion annuelle du groupe Bilderberg (en 2013) qui fait les Présidents et les Premiers ministres, les Chanceliers, etc.

Soit que Pécresse est une pétasse et les dirigeants de Bilderberg ont commis une erreur en l'invitant, soit ils se sont rendus comptes que Fillon ne serait pas à la hauteur et ils ont décidé de miser sur Sarkozy qui finalement avait bien tenu son rôle.
Pas question pour eux de soutenir Juppé trop proche de Chirac dans le passé, il faudrait qu'il leur donne de sérieux gages pour qu'ils le soutiennent.

Benoist Apparu (UMP) a prétendu avant-hier sur France Info qu'il en était capable : "*l'enjeu de 2017 sera[it] de démontrer que nous serons en capacité de faire ce que nous dirons. C'est là où Alain Juppé a à mon sens un avantage comparatif essentiel: il ne fera qu'un mandat*", et de préciser "*Il n'aura pas les yeux rivés sur les sondages et la prochaine élection présidentielle, il fera ce qui est nécessaire pour la France et pas ce qui est nécessaire pour assurer sa réelection. Pas comme, malheureusement, beaucoup d'hommes politiques de droite ou de gauche*" (AFP 03.10).

C'est ce qu'ils disent tous pour amuser la galerie ou se faire élire, mais le premier cercle du groupe Bilderberg autour de Rockefeller ce n'est pas la "*galerie*", la populace, ce sont les maîtres du monde.

La réaction débridée.

- Comment les vrais riches sont devenus totalement invisibles dans le monde actuel (et ce que ça nous coûte en matière de lutte contre les inégalités) - Atlantico.fr

Dont l'Allemagne (Schröder) qui a emboîté le pas aux Etats-Unis (Reagan) et à la Grande-Bretagne (Thatcher)... peu importe.

- Les 3 raisons de la colère allemande contre la France - Atlantico.fr

La presse allemande est vent debout contre la France. Parce que l'opinion publique allemande n'accepte plus l'immobilisme de la gouvernance française, son double langage et une étonnante capacité à donner des leçons d'économie. Atlantico.fr 04.10

Quand ils veulent...

- L'ancien dictateur haïtien dit "*Baby Doc*" meurt sans avoir été jugé - Lexpress.fr

- Londres impuissant après le meurtre de l'otage Alan Henning - LeFigaro.fr

Comme à Kiev ? Chut, c'est pour la bonne cause !

- Hong Kong : Les triades chinoises utilisées contre les manifestants pro-démocratie? - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Et ça marche du feu de dieu !

La classe dominante a lancé un concours pour savoir lequel serait le plus réactionnaire et que ses médias relaient sans évidemment citer qui en est à l'origine sinon l'opération tomberait à l'eau, et ça marche formidablement bien parce qu'ils bénéficient de relais dans la place, des associations que l'Etat finance ou qui bénéficient de dons de riches donateurs, ce qu'évidemment le citoyen lambda ignore ou se fout parce qu'il est lui-même décomposé, gangrené par l'idéologie néolibérale sans le savoir.

Quand dans la nature une anomalie, une exception, un cas particulier est élevé au rang de normalité, de règle, de généralité,

quand tous les facteurs qui permettent de classer les différentes espèces sont ravalés au même niveau sans tenir compte des fonctions qui les rapprochent ou les distinguent de manière à pouvoir les répertorier avec précision afin d'étudier leur comportement et leur évolution, toute notion de connaissance disparaît, appliqué à l'homme, toute notion de droit s'évanouie.

L'homosexualité est avant tout une pratique sexuelle, ce qu'hypocritement refuse d'admettre aussi bien ses défenseurs que les homophobes, pratique qui n'a rien de répréhensible ou d'anormal chez l'animal comme chez l'homme dès lors qu'on comprend comment ou pourquoi un homme ou une femme peut être amené à adopter ce comportement sexuel.

L'espèce humaine se distingue des autres animaux par sa faculté à avoir développé des rapports sociaux à un niveau supérieur, de telle sorte que très tôt elle a attribué des fonctions propres à chaque sexe à partir de ce qui les distinguait sur le plan biologique, où la répartition des tâches qui leur étaient dévolues pour assurer la survie de l'espèce devait prendre une place prépondérante, la femme reproduisant l'espèce en enfantant, l'homme cueillant et chassant pour qu'elle se développe. Ce fut la première manifestation de la division du travail au sein de l'humanité.

Le mode de vie et de pensée des hommes et des femmes en furent profondément imprimés jusqu'à nos jours, sans que le passage du matriarcat au patriarcat ne modifie fondamentalement ces rapports, ce basculement témoignera que l'espèce humaine privilégiera dorénavant la production de bien matériels à la production de sa descendance, consacrant la division du travail comme mode de production supérieur à tout autre.

L'homosexuel est incapable de s'élever à ce niveau social supérieur ou il est engagé dans un processus régressif. Ceci s'explique très bien dans une société où la femme et l'homme ont de plus de plus tendance à être considérés non pas comme égaux mais strictement identiques, ce qu'ils ne sont pas et ne seront jamais naturellement, et c'est là que réside le problème que personne ne veut aborder, car en occultant ce qui distingue l'homme de la femme la société ne fait que témoigner son incapacité à satisfaire leurs besoins respectifs, ce qui se traduit par une régression du statut de le femme et de l'homme au point de ne plus supporter leur propre sexualité ou les rapports somme toute normaux entre les deux sexes, d'où le développement de l'homosexualité.

On peut leur accorder tous les droits qu'ils réclament et nous n'y sommes pas opposés, nous disons seulement que cela ne sert à rien car le problème est ailleurs, il est inhérent à la société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme ou le règne de la nécessité qui s'emploie à mettre en concurrence les hommes entre eux ainsi que l'homme et la femme, au lieu de leur permettre de vivre en harmonie en leur reconnaissant le statut de complémentarité que la nature leur a accordé. Ils ne sont pas plus heureux pour autant dans la société actuelle, même s'ils prétendent le contraire, les regards méprisant des ignorants portés sur eux suffit à leur pourrir l'existence, donc qu'ils ne racontent pas d'histoires. Nous n'avons pas le temps d'évoquer le cas des transsexuels qui constituent une minorité parmi les minorités, ce sera pour une autre fois.

Quand Libération, dont Rothschild est toujours actionnaire et qu'on nous présente comme un journal de gauche, alors qu'en réalité il est aussi réactionnaire que Le Monde ou Le Figaro, reprend à son compte la propagande en faveur de la PMA, etc. cela devrait être suffisant pour peu qu'on possède (encore) un minimum d'esprit critique à se poser la question de savoir quelles réelles intentions ou objectifs politiques cela recouvrent, comment serait-il possible que nous ayons des intérêts communs avec ce journal et ses propriétaires ou que nous participions à une campagne à leur côté, personnellement ma réponse est que c'est impossible.

Il ne vous étonnera pas qu'une fois de plus les "*réseaux sociaux*" aient été à l'origine ou le canal par lequel cette initiative a vu le jour. Plutôt suspect, non ?

- Une manif contre la Manif pour tous - Liberation.fr

A l'appel du collectif All out, un rassemblement est prévu dimanche à Paris avant celui des opposants au mariage pour tous. Tous contre la Manif pour tous? Ils sont en tout cas ce soir plus de 230 000 à avoir signé une pétition pour l'égalité, sorte de tract géant...

All out, fort de tous ses signataires qui ont amplement fait circuler la pétition via les réseaux sociaux, a du coup décidé d'appeler à un contre-rassemblement dimanche place de la République à Paris à 11 heures. Sur Facebook, près de 1800 personnes ont déjà répondu «*on y sera*.»

Dans la foulée, l'équipe d'All Out France, compte remettre sa pétition (déjà entre les mains de la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine) aux politiques, sur les plateaux de télé et… aux marcheurs de la Manif pour tous. Liberation.fr 04.10

La ministre des Affaires sociales et les "*plateaux de télé*" qui sont réputés incarner le progrès social ou pour leur humanisme...

Haut de page

Le 6 octobre 2014

CAUSERIE

On a laissé de côté un article sur la BCE et l'Allemagne, ce sera pour demain.

Avez-vous entendu parler de la sortie de Joe Biden, le vice-président américain qui a dénoncé les monarchies du Golfe et à la Turquie pour avoir financé et armé Al-Qaïda et les groupes terroristes qui en sont issus ?

Cette info a-t-elle été relayée la semaine dernière par les médias en France. Sur Russia Today, j'en ai pris connaissance samedi soir.

La réaction côté pile et face.

Trafic d'organes légal. Utérus à louer.

Marchandisation à outrance. La destruction de la civilisation humaine en marche.

Louer ou vendre son utérus serait finalement un acte aussi banal que louer une tondeuse à gazon ou une moissonneuse-batteuse ou emprunter la bagnole de son voisin pour aller rendre visite à sa vieille mère à l'agonie.

On va nous dire qu'il s'agit juste de rendre un service à quelqu'un qui en a besoin et que lui refuser serait un manque manifeste de générosité.

Je ne sais pas ce que vous en penser, mais à ma connaissance autour de nous il existe une multitude de gens qui souffrent parce que la société est incapable de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires sans que l'on s'en offusque davantage, pour ne pas dire qu'hypocritement chacun s'en accommode, ferme les yeux ou feint d'en avoir entendu parler.

On s'apitoie volontiers sur le sort de populations située à l'autre bout du monde, mais on ne manifestera aucune attention envers celle que l'on croise quotidiennement, à croire qu'on refuse d'y être assimilé ou qu'on la méprise. On se soucie du sort de l'environnement, de toutes les espèces à l'exception de l'espèce humaine, à croire qu'on en a une idée bien basse. On prend fait et cause pour les droits des minorités, mais on est incapable de manifester le même intérêt lorsqu'il s'agit prendre la défense de droits collectifs, à croire que nos droits individuels ou notre petite personne importe plus que tout le reste.

On témoigne ainsi que notre niveau de conscience ne s'est jamais élevé au-dessus du niveau médiocre de l'individualisme dans lequel on se complaît, et dont la classe dominante s'emploie à faire en permanence la promotion, nous encourage à développer au détriment des besoins du reste de la population dans une société où tous les individus sont mis en concurrence, sans que cela nous interpelle ou nous embarrasse plus que cela.

Ce sont des membres de la classe dominante ou des classes moyennes dont le sort est intimement liés au capitalisme, qui sont à l'origine de la multitude d'associations et ONG qui vous propose de vous engager pour telle ou telle cause, tandis que vous déserterez syndictats et partis ouvriers, elles ont été conçus dans cet objectif, afin d'affaiblir, diviser encore plus ou disloquer le mouvement ouvrier.

Leur but est de faire en sorte que vous dépensiez votre énergie et votre temps, parfois votre argent, à défendre des causes qui certes sont louables, mais qui parce qu'elles sont si nombreuses ou en quantité illimités vous maintiendront durablement ou indéfiniment à l'écart du combat politique qui concentre toutes les questions, dont celle de la nature du régime en place et la question du pouvoir, comment la résoudre.

Leur objectif consiste à favoriser votre interprétation de la société qui repose sur des considérations purement individuelles ou subjectives en fonction de votre statut social, sachant que vous n'avez pas réellement conscience de votre condition ou du fonctionnement de la société, afin de vous interdire d'en prendre conscience. Ils vont déployer les grands moyens (y compris financiers, là ils se montrent particulièrement généreux.) pour vous proposer de lutter pour une multitude de causes qui sont les conséquences ou le produit de la survie du capitalisme, de sorte que les forces qui devraient être employées à lutter ensemble contre le capitalisme se trouvent considérablement affaiblies, disséminées, et finalement sans influence puisque les méfaits auxquels se livre le capitalisme ne font que se multiplier, empirer chaque jour qui passe dans des proportions telles que le mot guerre est celui qui revient le plus souvent à nos oreilles ces derniers temps.

Distraire, neutraliser la classe ouvrière, la diviser, la réduire à l'impuissance, la corrompre, fait partie des préoccupations permanentes de la classe dominante, tout doit être entrepris pour qu'elle se détourne des questions essentielles qui la concernent et qu'elle ne parvienne pas à se rassembler pour affronter le régime en place, à commencer qu'elle ne parvienne pas à se doter

d'un parti politique incarnant ses intérêts politiques, une alternative au capitalisme ou le socialisme.

Sa propagande va servir à la manipuler, la conditionner, l'enchaîner au char du capitalisme dont la course folle mène à l'abîme, au chaos, à la guerre. La propagande du PS et d'EELV soutenue par la pseudo-gauche et extrême gauche flanquées des gauchistes en faveur de nouveaux droits ou des droits des minorités, servira en réalité les mêmes objectifs pendant que le gouvernement appliquera le programme antisocial et impérialiste de la classe dominante.

L'évolution de la situation mondiale illustre avant tout l'échec de toutes les théories avancées et de tous les moyens qui ont été déployés depuis un demi-siècle pour lutter contre les méfaits du capitalisme et contre le capitalisme lui-même, du réformisme à l'engagement citoyen ou démocratie participative, à la gangrène réformisme ayant littéralement pourri le mouvement ouvrier jusqu'à son avant-garde est venue s'ajouter celle de la "société civile" éprise de droit de l'hommisme, tandis que nos droits sociaux et politiques étaient liquidés les uns après les autres.

Une seule théorie n'y a pas participé, le socialisme, le socialisme scientifique de Marx et Engels, puisque pas un seul parti ne se réclame plus des enseignements de la révolution russe de 1917 ou du léninisme qui constitua l'expérience consciente la plus élevée jamais atteinte par le prolétariat pour avancer sur la voie qui mène à son émancipation du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cet échec coïncide aussi avec la faillite politique de tous ceux qui ont emprunté des chemins de traverse pour essayer de construire le parti ouvrier révolutionnaire, après avoir fait la démonstration que leur analyse de la situation mondiale avait été complètement erronée au détour des années 80, il ne leur restait plus qu'à proclamer pour le justifier, que les enseignements de la lutte des classes du XXe siècle ne nous serviraient plus à rien dorénavant et qu'il fallait reprendre tout à zéro... depuis 1789 ou le début du XXe siècle selon les caprices de nos dirigeants, rayant d'un trait de plume plus de deux siècles de lutte de classe du prolétariat mondial, y compris le marxisme au profit de l'éclectisme jaurésien qui en est la négation...

La dislocation de la IVe Internationale au début des années 50, puis de l'avant-garde au début ou au milieu des années 80 en une multitude de goupes et groupuscules fut le produit à la fois de manoeuvres liées aux rapports établis avec les appareils et d'un furieux dogmatisme qui servait à les couvrir.

Il fut expliqué et c'est toujours la version officielle, après le stalinisme, que c'était le retard de la révolution socialiste mondiale qui en était à l'origine, la capacité du capitalisme à se refaire une santé, etc. mais en aucun cas l'incapacité de nos dirigeants d'intégrer dans leur analyse, leur stratégie et leur conception de la lutte de classe, les tâches que l'avant-garde devait se fixer, les profondes transformations de la société, à l'intérieur des classes, les accords de Bretton Wood puis 25 ans plus tard le passage du capitalisme à un système économique mafieux, le néolibéralisme, etc. à aucun moment ils n'envisagèrent sérieusement qu'ils auraient pu se fourvoyer complètement et qu'il fallait corriger leurs erreurs, préférant s'enférer, s'autojustifier, au point que le tournant stratégique qu'ils opérèrent entre les années 80 et 2000 consista uniquement à théoriser la politique révisionniste qu'ils n'avaient cessée de mettre en oeuvre après la mort de Trotsky.

Cette politique ne donna pas plus de succès, peu importe, ils n'en tireront aucune leçon, si les masses exploitées ne sont plus représentées au sein des institutions, les militants demeurés fidèles au léninisme n'ont plus de parti non plus où militer, ils n'ont pas d'autres alternatives que faire de l'entrisme dans les partis qui existent ou de rejoindre les groupes qui en sont issus qui reproduisent à leur tour les erreurs de ces partis, quelque part on comprend que ce soit désespérant à la longue et que de nombreux militants finissent par se lasser.

Pourquoi en partant de la marchandisation de l'utérus des femmes en sommes-nous arrivés à ce constat. Parce qu'il y a un lien de cause à effet entre la décomposition de la société et du mouvement ouvrier, la putréfaction du capitalisme et notre incapacité à s'y attaquer, à les combattre.

Le développement de ce qu'on appelle le monde associatif largement financé par l'Etat ou gravitant autour des partis institutionnels, cette vérue infâme qui a proliféré sur le corps décomposé de la société au cours des 40 dernières années, n'aurait pas pu voir le jour ou prendre la place qu'on lui connaît aujourd'hui sans la décomposition du mouvement ouvrier, la complicité de ses dirigeants, sans l'incapacité de l'avant-garde de lutter pour qu'il se recompose sur des bases saines ou les cadavres de la social-démocratie dégénéré et du stalinisme, préférant flirter avec eux ou s'en accommoder.

Quand on évoque l'imposture, le déni, le cynisme des dirigeants du vieux monde, Obama en tête, on ne peut s'empêcher de penser aux dirigeants du mouvement ouvrier qui sont responsables de la situation où nous en sommes. Face à la gigantesque imposture qui caractérise le discours et la politique d'Obama et que tous les dirigeants occidentaux encensent, on cherchera en vain un parti ouvrier qui mettrait tout en oeuvre pour la dénoncer et la combattre. On peut observer que nos dirigeants sont littéralement tétanisés à l'idée de devoir relever ce défi, alors lorsqu'ils prétendent que leur politique nous préparerait à affronter la classe dominante et que nous devrions l'adopter, on en doute fortement et on s'y refuse, car on a vraiment du mal à croire que ce serait leur réel objectif.

Passons au marché des utérus.

- GPA : comment une agence américaine démarche des clients français - Francetv info

- Une majorité de Français favorables à la GPA, selon Ifop - Reuters

Le plus sordide dans cette histoire, en occident principalement, c'est que quotidiennement du matin au soir on entend parler de guerre, d'hommes, de femmes et de gosses qui crèvent de faim ou de sous-alimentation quelque part dans le monde et mille autres souffrances que l'humanité subit, et la priorité serait de se préoccuper du sort de ces malheureux couples pour lesquels la vie serait un enfer parce qu'ils ne peuvent pas avoir des enfants issus de leurs ovules et spermatozoïdes, alors qu'il existe des millions d'orphelins dans le monde en attente d'adoption, comme si la surpopulation mondiale n'était pas une réalité.

Un article abjecte de Libération.

- A République, les anti répliquent - libération.fr

Extraits.

(Ce sont des gens normaux, on vous le précise au début des fois que vous auriez un doute et les preniez pour des monstres ou des dégénérés. Pourquoi une telle précaution ? Faudrait-il éviter de se poser des questions sur leur âge ou état mental ? - ndlr)

Des poussettes, des porte-bébés, des pères, des mères, des grands-parents, des familles quoi. Mais différentes de celles qui ont rendez-vous dans l'après-midi à l'appel de la Manif pour tous. Place de la République, dimanche matin, quelques centaines de personnes sont réunies : il y a des hommes main dans la main et des femmes qui ont fait des enfants ensemble.

All Out mobilise via les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) et organise des actions, comme la dénonciation de l'homophobie en Russie pendant les JO de Sotchi.

Gilles et Antti, deux hommes mariés depuis cet été, ne sont pas non plus du genre résigné : «*Quand on était ados, on ne pensait pas (...) qu'un Noir serait un jour président des Etats-Unis. Ni que le mur de Berlin allait tomber. Alors si on est capables de faire tomber le mur de Berlin, on peut faire tomber celui de Boutin !*» liberation.fr 05.10

L'homophobie en Russie, campagne partie de Washington, un "*Noir président*" qui demeurera sans doute à égalité avec Bush le pire Président des Etats-Unis, un cauchemar dont les Américains se seraient bien passés, l'anticommunisme primaire et inconscient est en prime.

Inutile de préciser que ce n'est pas un hasard ou par inconscience si Libération a retenu ces trois discours parmi les personnes que leur journaliste a interviewées. Cela témoigne aussi du degré d'ignorance qui habitent ces gens dont les désirs seraient finalement des ordres.

Les partis qui prétendent représenter la famille "***traditionnelle***" en sont les fossoyeurs.

Nous ne sommes pas des fanatiques de la famille "*traditionnelle*" ou tout court, nous ne parlons pas ici du mariage, disons qu'à défaut de mieux elle constitue encore le cadre dans lequel hommes et femmes ainsi que leurs enfants peuvent s'épanouir dans les limites imposées par le régime capitalistes. Laissons de côté ici les couples homosexuels qui peuvent prétendre également à un certain équilibre, aussi précaire en réalité que dans le cas des couples hétérosexuels.

Si maintenant on envisage de remettre en cause ce cadre, qu'on nous explique par quoi le remplacer, quelle serait la recette idéale, je pense qu'elle n'existe pas et que chacun devrait être libre d'en choisir. Si la société avait pour objectif l'épanouissement des hommes et des femmes, cette question ne se poserait pas ou elle trouverait les moyens d'y répondre favorablement. L'homme et la femme ne sont pas faits pour vivre seul chacun dans leur coin, il n'y a rien de pire que la solitude, que le désert sentimental comme l'on dit.

Dans cette société, qui ne vise pas le bien-être des hommes et des femmes mais uniquement leur exploitation, on a besoin d'un cadre sur lequel se reposer, où on se sent en confiance, dans lequel en principe chacun peut s'exprimer librement sans chercher à tirer profit de la situation, où les rapports sont désintéressés contrairement au reste de la société. Vous me direz que cela est très théorique et dans la pratique les faits se passent autrement, certainement, rien n'est parfait dans leur société et il faut bien se contenter de ce qui existe parfois, on n'a pas le choix, mais on peut aussi aller vivre sur une île déserte ou au fin fond d'une forêt pour y goûter la plénitude de l'existence, pas si sûr qu'on l'atteindra...

En guise de famille "*traditionnelle*", ils défendent surtout la leur, leur classe.

Comment pourrait-on passer sous silence le sort qu'ils ont imposé à la classe ouvrière durant les décennies ou mêmes les siècles où la classe qu'ils représentent a été au pouvoir, le travail des enfants dans les mines ou des femmes dans les usines 12 à 15 heures par jour...

Comment pourrait-on oublier qu'en raison de la faiblesse des salaires des hommes, ils ont conduit les femmes à travailler également pendant que leurs enfants étaient livrés à eux-mêmes ? Comment oublier qu'ils sont responsables du développement de la délinquance juvénile, de l'addiction de centaine de milliers de jeunes à la drogue ?

Comment faire l'impasse sur leur intention inavouable de mettre les femmes au travail pour les exploiter davantage, doublement ?

Comment faire l'impasse sur leur intention inavouable de mettre les femmes en concurrence avec les hommes, de leur accorder de nouveaux droits afin qu'elles rentrent en conflit permanent avec leur compagnon, briser leur ménage ou leur vie pour mieux affaiblir leur résistance ?

Comment pourrait-on oublier qu'ils ont ainsi conduit des centaines de milliers de femmes à se prostituer, dans la rue mais pas seulement, sur leur lieu de travail ?

On retrouve là la bonne conscience des esclavagistes, de la pire réaction, où se trouve mêlé élus de l'UMP et du FN.

- Nouvelle grosse mobilisation de la Manif pour tous à Paris et Bordeaux - AFP

"*Non aux mères porteuses*", "*nos ventres ne sont pas des caddies*": les défenseurs de la famille "*traditionnelle*" se sont une nouvelle fois mobilisés dimanche à Paris et Bordeaux à l'appel de la Manif pour tous, de retour après avoir combattu en vain le mariage homosexuel.

Environ 70.000 personnes selon la police, 500.000 d'après les organisateurs ont défilé dans les rues de la capitale. A Bordeaux, ils étaient 7.500 pour la police, 30.000 selon le collectif.

Plusieurs élus de l'UMP, dont Laurent Wauquiez, Michèle Alliot-Marie et Hervé Mariton ont participé à la manifestation parisienne ainsi qu'une délégation du FN avec le vice-président du parti, Louis Aliot, et la députée Marion Maréchal-Le Pen.

Pour Thibault, 30 ans, venu tout spécialement des Alpes, recourir à une mère porteuse c'est de "*l'industrialisation*", de "*l'esclavagisme moderne*". AFP 05.10

Parce que "*l'industrialisation*" ne rimerait pas avec "*l'esclavagisme moderne*" ? Pas quand elle nous permet de vivre confortablement, c'est alors de l'esclavagisme consentit qui a les faveurs des partis qui ont manifesté à vos côtés, sans oublier l'AFP.

Cette opération lancée par les sommets de la classe dominante, comment imaginer un instant qu'il pourrait en être autrement, n'a pas seulement pour but de diviser la classe ouvrière, mais aussi les capitalistes qui ne sont pas non plus une classe homogène et leurs représentants, dont certains résistent au néolibéralisme qui va en broyer plus d'un parmi eux.

- La participation à la Manif pour tous divise la droite - LeFigaro.fr

L'oligarchie financière pour imposer sa politique ou gouverner doit diviser l'ensemble de la société, on en a l'illustration ici...

ACTUALITE EN TITRES

S'ils n'ont pas rappelé votre bagnole, c'est sûrement un oubli.

- General Motors rappelle encore 57.000 véhicules - Reuters

Hollande et Merkel s'implique militairement un peu plus au côté du gouvernement néonazi de Kiev.

- Ukraine : des drones français et allemands pour surveiller le cessez-le-feu - LeMonde.fr

Le soviet ou comité de soldat "***pas à l'ordre du jour***", non ?

- Le Drian: les syndicats dans l'armée ne sont "*pas à l'ordre du jour*" - AFP

Hypocrisie et fausse modestie.

- Montebourg dénonce la "*politique d'austérité*" du gouvernement - L'Express.fr

- Royal admet que le gouvernement a commis des "*erreurs*" depuis 2012 - Le Nouvel Observateur

Stratégie du chaos

- Combats dans l'est du Liban entre Hezbollah et islamistes - Reuters

- Caucase russe: 5 policiers tués en déjouant un attentat suicide en Tchétchénie - AFP

- Un groupe jihadiste égyptien revendique de nouvelles décapitations - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Brésil. La candidate de Washington battue.

- Dilma Rousseff remporte le premier tour de la présidentielle au Brésil - LeMonde.fr

(Le Monde se désole, sa candidate, celle de Washington est défaite. - ndlr)

Emoussée par un scandale de corruption visant des parlementaires de sa coalition, bousculée par la montée de la candidate écologiste, Marina Silva, dans les sondages, Dilma Rousseff a finalement été épargnée dans les urnes, dimanche 5 octobre.

La présidente brésilienne a remporté le premier tour du scrutin où elle était candidate à sa réélection, avec plus de 40 % des voix, confirmant la tendance affirmée par les sondages de ces derniers jours.

La surprise est, elle, venue du résultat de celui qui l'affrontera au second tour, le 26 octobre prochain. La qualification du sénateur Aecio Neves, qui a récolté près de 35 % des voix, dimanche, était loin d'être acquise. Jamais avant samedi, veille du scrutin, il n'avait dépassé Marina Silva dans les sondages, avant d'effectuer une remontée inattendue dans les études d'opinion.

Pour l'écologiste, cependant, c'est une défaite. Celle qui, remplaçant Eduardo Campos, le précédent candidat de son parti, mort dans un accident d'avion, a longtemps fait figure de sérieuse rivale pour Dilma Rousseff n'obtient finalement que 21 % des voix. LeMonde.fr 05.10

Pour un peu, ce sera la seule bonne nouvelle du week-end, sans manifester la moindre illusion dans Dilma Rousseff.

Haut de page

Le 7 octobre 2014

CAUSERIE

Leur monde est un cauchemar ! Sordide. Il en faudra plus pour nous briser le moral, il faut seulement en prendre pleinement conscience, c'est ce qu'on s'emploie à faire ici avec les moyens du bord.

Le black-out des médias (et du gouvernement) en France sur l'assassinat d'un député vénézuélien, sur la déclaration de Joe Biden... Je vous plains sincèrement. En Inde aussi on a notre dose, ici on sèche nos larmes...

Et pour cause, comment il y en a parmi nous qui ont pu appeler à voter en 2012 pour « *My government is pro-business* », Valls hier à la City de Londres ? Un gouvernement ouvertement impérialiste ?

Il faudrait que ceux qui ont soutenu pendant des décennies la stratégie du front unique avec le PS s'expliquent, car chacun sait que le PS n'a pas changé. Ils ont méticuleusement entretenu l'illusion qu'il n'était pas ce que certains découvrent effarer aujourd'hui. En quoi cela a-t-il pu servir notre cause, je voudrais qu'on nous l'explique. En réalité, ils ne nous ont pas conduit au bord du précipice, ils nous y ont précipités. C'est ma conviction, personne n'est obligé de la partager.

Si leur monde est un véritable cauchemar et que nous sommes de plus en plus à le penser, peut-être que sa nature, celle de ceux qui nous gouvernent, la question du pouvoir méritent d'être posées, non ? Qui peut nier que des millions de travailleurs s'interrogent actuellement sur le monde dans lequel nous vivons ? Pourquoi ne les aidons-nous pas à répondre à leurs questions ? C'est plus troublant encore que le discours d'Obama du 24 septembre dernier.

Vous voyez qu'on peut encore être surpris, désagréablement hélas, il faut espérer qu'un jour ou l'autre la tendance s'inversera, il n'y a pas de raison. Il y a de quoi y laisser sa tête quand on observe ce qui se passe dans le monde. Certains sombrent dans la folie pendant la guerre ou se suicident, effectivement c'est à devenir dingue ou enragé, d'autres en pissent de trouille dans leur froc, d'autres préfèrent se faire du bien et se défroquent, d'autres se referment sur eux-mêmes en croyant qu'ils seront épargnés au détriment de leur équilibre mental, chacun tente d'assumer ce qu'il est et le spectacle peu recommandable qu'ils nous offrent tourne à la tragédie ou annonce inéluctablement une terrible tragégie. On n'ose pas y croire et c'est bien cela le pire, qui la rend possible.

Quitte à en prendre plein la gueule pour parler vulgairement, autant être le plus lucide possible et profiter pleinement de cette expérience d'une richesse extraordinaire. Il y a des gens qui en temps normal trouvent le moyen de s'emmerder, et bien là ils ont matière à s'occuper. Si la vie n'avait pas de sens avant, elle en a encore moins aujourd'hui, les voilà rassurés, ils n'ont rien perdu !

On appelle cela des aphorismes, des formules brèves mais percutantes, pleines de sens en principe.

Le plus emmerdé dans le lot, c'est celui qui ne supporte pas que la réalité ne soit pas conforme à ses désirs ; le malheureux il va en faire une crise de nerf et fondre en larmes. Qu'il prenne exemple sur nous, qu'il prenne les armes pour les sécher ! Malheur aux faibles et aux résignés, aux lâches et aux traîtres, ils encourent la double peine car personne ne les épargnera ou ne viendra à leur secours. Qu'ils s'arment de pied en cap, de patience, de courage, ils doivent trouver la force de lutter en eux-mêmes, la lucidité ou le discernement suffisant pour dissiper le brouillard quiles enveloppe et obscurcit leur chemin.

A des degrès divers nous sommes tous embarqués dans la même galère qui menace de faire naufrage. L'adversité qui nous propulse dans la misère et dans le désespoir doit être combattue debout, les armes à la main, armé du glaive du matérialisme dialectique pour trancher nette le destin sordide que notre ennemi nous a réservé. On ne se distrait pas ou on ne divague pas, on sait que chacun a besoin de repères pour continuer le combat ou à vivre tout simplement, savoir où il en est et nombreux ne le savent plus, on se pose tous des questions, c'est salutaire.

Il n'y a jamais matière à désespérer, jusqu'au moment où l'on passe à autre chose, ensuite il est trop tard, y compris pour exprimer des regrets, comme passer de vie à trépas. Alors gardons espoir, vaincre ou périr. Voyez de quel courage fait preuve le peuple syrien, c'est extraordinaire, on n'y pense pas ou on ne le dit pas assez souvent.

Il est tard. J'ai des affaires personnelles cruciales à régler demain.

Guerre idéologique. Comment les instituts de sondages nous manipulent.

Vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable, pas du tout favorable à...

Vous avouerez que l'emploi à quatre reprises du mot favorable peut vous inciter à trouver agréable, bon ou à approuver l'idée qu'on vous suggère.

Le rejet viendra ensuite, il sera le produit d'une expérience vécue, dont vous avez souvenir et qui fut désagréable, mauvaise. Mais si vous ne l'avez jamais vécue, si vous n'êtes pas directement concerné, quel motif auriez-vous de la rejeter, la guerre par exemple, surtout si elle se déroule loin de chez vous ?

Réflexion du soir

Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, c'est prendre les choses dans l'ordre et mieux que faire n'importe quoi ou parler à tort et à travers.

Informer pour comprendre et comprendre pour agir pourrait compléter cette formule de nos jours, si on considère qu'exprimer un point de vue c'est déjà agir, et qu'agir sans savoir de quoi on parle peut être néfaste à la cause pour laquelle on combat ou nuir aux idées qu'on défend.

Notre époque renoue avec la désinformation à grande échelle, la censure de l'information, comme nos lecteurs ont pu le constater. Ce lavage de cerveau ou ce bourrage de crâne à un tel niveau n'annonce généralement rien de bon, c'est plutôt le signe que quelque chose de grande ampleur et d'inavouable est en train de se passer ou se prépare dans notre dos ou encore que le pire est à venir dans un avenir très proche.

Et le rôle du mouvement ouvrier dans tout cela ? Il est nul et cela ne surpendra personne, puisque ceux qui disposent d'une tribune pour s'exprimer se taisent ou sortent des lieux communs, et ceux qui n'en bénéficient pas mais qui pourraient relayer ces informations préfèrent les occulter aussi incroyable que cela puisse paraître.

Nous, nous reproduisons des articles de différentes sources, parce qu'au delà de leur nature il nous semble que la priorité est d'informer nos lecteurs pour qu'ensuite ils puissent se forger librement leurs convictions.

En observant ce qui se passe dans le monde, le plus frappant c'est de constater à quel point les masses peuvent être manipulables, quelque part c'est terrifiant car elles peuvent facilement être embrigader et participer à une guerre qui n'est pas la leur, en d'autres termes rien n'a changé depuis la Seconde guerre mondiale sur ce plan-là, il faut être lucide et le reconnaître, même si cela fait froid dans le dos.

On ne parle spécialement des masses profondément arriérées d'un pays sous-développé, mais bien des masses occidentales, de pays dits hautement développés où l'ensemble de la population a été scolarisée, où figurent une multitude de moyens d'information pour relayer ce qui se passe dans la société et dans le monde. Une telle ignorance ou un tel autisme nous interpelle forcément puisque nous luttons contre sans répit.

Apparemment la notion du progrès s'est limitée à l'aspect matériel de notre condition et elle s'est arrêtée à la porte de notre inconscience sans jamais la franchir, au risque de nous condamner à une régression sociale sans fin ou à subir de nouveaux bouleversements brutaux, que nous serons incapables d'interpréter correctement ou d'affronter pour ne pas y avoir été préparés, et qui dans certains cas nous seront fatals.

Quand on évoque cet aspect-là de la situation, on nous prend pour des demeurés, des révisionnistes qui s'écarteraient du marxisme, parce qu'aborder la réalité et les masses sous cet angle ne figurerait pas dans la conception de la lutte des classes que nous auraient léguée les maîtres du marxisme qui à notre connaissance vivaient à une époque lointaine ou dans un monde largement révolu.

Evoquer l'éducation des masses serait équivoque, votre intention serait de les endoctriner que vous ne vous en vanteriez pas, assurément, c'est d'ailleurs ce que je suis en train de faire l'air de rien, et puis d'abord la pédagogie ne sert à rien, seule l'engagement pratique dans la lutte de classes représente une réelle expérience source d'enseignements et de progrès de la compréhension de la société, dans ce cas-là il faudrait qu'on nous explique pourquoi l'immense majorité des militants et des travailleurs qui y ont participé un jour ne sont pas plus évolués ou sont toujours aussi ignorants, cela doit faire partie des mystères que nos dirigeants ne souhaitent pas nous révéler de crainte qu'éventée cette expérience lui enlèverait de son efficacité qu'on peine à discerner avec la meilleure volonté du monde.

Nous ne remettons évidemment pas en cause la nécessité d'intervenir dans la lutte des classes ou d'y participer, nous refusons seulement de lui attribuer des mérites qu'elle n'a pas ou qu'elle pourrait avoir seulement si certaines conditions étaient réunies, ce qui manifestement n'a jamais été le cas, dans le cas contraire il faudrait qu'on nous montre comment elle s'est traduite au niveau de la progression de la conscience politique des masses, ce qui est évidemment impossible.

On ne cherche nullement à convaincre quelqu'un qu'on aurait raison, on a adopté une méthode qui nous semble performante et on s'y tient, et quand elle ne l'est pas c'est uniquement parce qu'on a commis une erreur quelque part, vous en êtes témoins n'est-ce pas ?

Plus haut nous avons fait référence à l'autisme des masses. Il faut bien partir de quelque part

Autisme : Détachement de la réalité extérieure, la vie mentale du sujet étant occupée tout entière par son monde intérieur. Égocentrisme, introversion. L'autisme est l'attitude mentale propre aux schizophrènes.

Schizophrénie : Psychose caractérisée par une désagrégation psychique (ambivalence des pensées, des sentiments, conduite paradoxale), la perte du contact avec la réalité (repliement sur soi, désintérêt, apathie, inertie, parfois délire). Prédominance des mécanismes de refoulement et du désinvestissement de la réalité sur les mécanismes de restitution (chez Freud) ; refus des symboles et des codes formateurs du moi et garants de la société (Deleuze et Guattari) .

Egocentrisme : Tendance à être centré sur soi-même et à ne considérer le monde extérieur qu'en fonction de l'intérêt qu'on se porte. Égoïsme, égotisme.

Caractère individuel, non social, de la pensée enfantine, se traduisant par l'absence d'objectivité. Égocentrisme persistant chez l'adulte.

Égoïsme : Attachement excessif à soi-même qui fait que l'on subordonne l'intérêt d'autrui à son propre intérêt. Intérêt (personnel); individualisme. (Source : Le Grand Robert) Cela fait très didactique, presque scolaire, faudrait-il aussi se passer du dictionnaire ?

On se désintéresse du monde tel qu'il est, d'ailleurs on l'ignore, on ne l'a pas étudié mais on prétend le connaître pour mieux le remplacer par l'idée qu'on s'en fait.

Désagrégation psychique qui accompagne celle de la société toute entière, la logique est respectée.

Tendance antisociale qui ne caractérise pas seulement le comportement du petit délinquant de banlieue, mais aussi celui de l'intellectuel bien pensant qui adhèrent à des politiques réactionnaires et impérialistes.

Mépris ou indifférence manifesté à l'égard des autres en général, qui conduit à un individualisme effréné.

Dites-moi, c'est bien cela, on a fait le tour de la question, c'est bien la tendance dominante dans la société, ce qui caractérise la politique du gouvernement : favoriser le privé au détriment du public, favoriser les droits ou intérêts individuels au détriment des droits ou intérêts collectifs, favoriser la mise en concurrence des individus de manière à ce que leurs intérêts apparaissent contradictoires, favoriser les inégalités sociales ou l'attrait insatiable du gain forcément réalisé sur le dos des plus défavorisés, favoriser le communautarisme au détriment de certains principes ou certaines valeurs qui permettent de vivre ensemble dans le respect des autres, favoriser le repliement sur soi en développant une multitude de gadgets à usage personnel, bref, encourager l'individualisme sur tous les plans et faire en sorte que la schizophrénie devienne la norme.

L'homme existe et se développe sur les plans individuel et social, mais il ne peut se réaliser sur le plan individuel si les conditions sociales lui sont défavorables, et en régime capitaliste seuls les membres des classes supérieures peuvent y prétendre, et encore, à quel prix, pour enfanter des monstres...

Un virus qui tombe à point.

Justement au moment où la concurrence qui faisait rage entre impérialistes pour le pillage des richesses de l'Afrique tournait au désavantage des Américains, quelle coïncidence, non ?

Ils font ce qu'ils peuvent pour y remédier (aide-toi et le ciel t'aidera !) ...

- Afrique: les pays riches doivent faire plus pour l'aide au développement - AFP

... par exemple...

- Ebola menace d'infecter les économies africaines, selon des experts - AFP

... et pas qu'à moitié...

- En Sierra Leone, 121 décès dus au virus Ebola en un seul jour - Reuters

...retenez la date, et même qu'au jour près c'était parfaitement prévisible...

- Ebola pourrait atteindre la France à la fin du mois, selon des scientifiques - Liberation.fr

Cette probabilité a été calculée à partir de données théoriques sur les modes de transmission du virus et sur le trafic aérien. Ainsi, les auteurs de l'étude estiment à 75% la probabilité qu'Ebola atteigne la France d'ici au 24 octobre.

... et quelle "***chance***" !

- Ebola: Le virus aurait «*75% de chances*» d'arriver en France d'ici au 24 octobre - 20minutes.fr

Vous insinuez que cette épidémie était programmé, cela y ressemble fortement, non ?

- Ebola: une Espagnole première contaminée hors d'Afrique Ana Cuenca - AFP

A qui profite le crime ?

- Les USA envisagent d'autres contrôles aux aéroports pour Ebola - Reuters

Le virus Ebola, qui a déjà tué 3.500 personnes et durement touché les économies de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone, est en train d'infecter les économies d?autres pays du continent africain en menaçant leurs taux de croissance, selon des experts.

"*On aurait un peu plus confiance (en l'avenir) si Ebola n'était pas sur notre continent*", a confié la président de la Commission de l'Union africaine Nkosazana Dlamini Zuma, lors du 14e Forum économique international sur l'Afrique organisé par l'OCDE à Paris.

Le "*coup est énorme pour les trois pays qui étaient en situation post conflit avec des institutions fragiles*", souligne Carlos Lopes, le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

Car, comme le souligne Ayodele Odusola, chef de stratégie et d'analyse au bureau Afrique du Programme des Nations unies pour le développent (PNUD), "*cela n'affecte pas que le système de santé, cela touche toute l'économie et le développement*".

"*Ces trois pays avaient tourné le dos à leurs problèmes de conflit et allaient si bien*", regrette Mme Dlamini Zuma.

Ainsi, la Sierra Leone escomptait un taux de croissance en 2014 de 13,8%, le Liberia de 6,8% et la Guinée de 4,2%. Mme Dlamini-Zuma a souligné que ces pays vont revoir leurs PNB à la baisse en raison de la crise Ebola.

Le gouvernement du Liberia a déjà indiqué que la croissance du pays pourrait être divisée par deux en 2014.

Selon les calculs de la Banque mondiale, le produit intérieur brut cumulé de ces trois pays pourrait être amputé de 359 millions de dollars en 2014 et de 809 millions en 2015 si l'épidémie n'est pas contenue. AFP 06.10

En cause les guerres civiles fomentées par les puissances occidentales au profit de leurs multinationales.

Dans la foulée leurs systèmes de soins de santé se sont effondrés, quand ils n'ont pas été démantelés dans le cadre des réformes structurelles que leur a imposées le FMI et la Banque mondial en échange de prêts.

Autre aspect, pourquoi, alors que ce virus a été détecté il y a 38 ans, les riches laboratoires des trusts pharmaceutiques des puissances occidentales n'ont-ils pas mis au point un vaccin pour endiguer une épidémie à venir ? Pas solvable, pas rentable.

Affaiblir la population de ces pays pour mieux piller leurs ressources, justifier une présence militaire, voilà pourquoi ils ont laissé se développer ce virus, leur véritable objectif. On n'ose pas évoquer ici l'eugénisme, mais on y pense très fort... On se rend compte ou on apprend des décennies ou près d'un siècle plus tard qu'ils sont capables de programmer les pires crimes de masse que l'humanité ait connu, mais on refuse toujours à croire qu'ils sont capables de pire encore, c'est navrant.

- L'homme qui a découvert Ebola prévient dans une interview choc : "*je crains maintenant une inimaginable tragédie*" - atlantico.fr

Peter Piot a co-découvert le virus Ebola en 1976 au Zaïre, l'actuelle République démocratique du Congo (RDC). Il vient de donner une interview alarmiste à The Guardian : en voici les grandes lignes.

Le virus Ebola n'en finit plus de semer la panique. Depuis sa réapparition il y a quelques mois, la fièvre hémorragique fait des ravages : le virus a en effet fait 3 439 morts sur 7 492 cas diagnostiqués, a annoncé vendredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le Liberia est le pays le plus touché, avec 2 069 morts, la Guinée en compte 739 et la Sierra Leone 623. Huit cas mortels ont par ailleurs été recensés au Nigeria. Il s'agit de loin de la plus grave épidémie d'Ebola en près de 40 ans d'histoire de la maladie.

Le virus Ebola a été découvert pour la première fois en 1976 dans le nord de la République démocratique du Congo, alors appelé Zaïre : le premier cas a été identifié par le médecin belge Peter Piot, de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers. A l'époque, il avait immédiatement mis en garde contre les risques épidémiques de cette maladie, qui allait finalement toucher 318 personnes et en tuer 280. Aujourd'hui, Peter Piot est beaucoup plus alarmiste : dans un entretien à The Guardian, il assure qu' "*il ne s'agit plus d'une simple épidémie, mais d'une catastrophe humanitaire*".

"*Depuis le mois de juin, il est devenu clair pour moi qu'il y avait quelque chose de fondamentalement différent dans cette épidémie par rapport à celle de 1976. C'est à ce moment-là que Médecins Sans Frontières a sonné l'alarme. J'ai donc commencé à*

avoir vraiment peur" affirme-t-il au quotidien britannique. Si normalement, il convient de placer en quarantaine les individus infectés, force est de constater que cette mesure n'a pas suffi à empêcher le virus de se propager. Pour cet ancien directeur d'Onusida (de 1995 à 2008) et aujourd'hui directeur de l'Ecole d'hygiène et médecine tropicale de Londres, cela s'explique parce que "*depuis le début, il existe un certain nombre de facteurs défavorables*". "*Certains des pays concernés sortent à peine de terribles guerres civiles, beaucoup de leurs médecins avaient fui et leurs systèmes de soins de santé se sont effondrés. Au Liberia, par exemple, il n'y avait que 51 médecins en 2010, et beaucoup d'entre eux sont morts avec l'arrivée d'Ebola*" assure Peter Piot à The Guardian.

Selon lui, le fait que cette épidémie soit réapparue dans la région frontalière (très densément peuplée) entre la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria a forcément contribué à la catastrophe. "*Dans cette région, les populations sont extrêmement nomades, il était donc beaucoup plus difficile de retrouver ceux qui avaient été en contact avec les personnes infectées. Les morts dans cette région sont traditionnellement enterrés dans les villes et les villages où ils sont nés, de nombreux cadavres hautement contagieux ont été déplacés entre les frontières. Le résultat a été que l'épidémie s'est rapidement propagée dans des lieux différents*" explique le médecin au Guardian.

Si, lors de sa découverte, le virus se concentrait essentiellement dans des petits villages, pour la première fois, il a atteint de grandes métropoles telles que Monrovia ou Freetown. Ce qui inquiète particulièrement Peter Piot : "*dans les grandes villes - et notamment celles où il y a d'immenses bidonvilles - il est pratiquement impossible de retrouver ceux qui ont été ou pu être en contact avec des personnes malades*". Le médecin est d'ailleurs très préoccupé par la situation au Nigeria : "*Si la fièvre hémorragique venait à se répandre dans des mégalopoles aussi grandes que Lagos ou Port Harcourt, ce serait une catastrophe inimaginable*".

Interrogé par The Guardian afin de savoir si nous avions totalement perdu le contrôle de l'épidémie, la réponse de Peter Piot est sans appel : "*J'ai toujours été un éternel optimiste mais je pense que désormais nous n'avons pas d'autres choix que de tout tenter, je dis bien tout. (…) Cela apparaît évident pour tout le monde qu'il ne s'agit plus seulement d'une épidémie mais bien d'une catastrophe humanitaire. Nous n'avons pas seulement besoin de personnel de santé mais aussi d'une excellente logistique, de camions, de jeeps et de denrées alimentaires. Une telle épidémie peut déstabiliser des régions entières. (…) Je n'avais jamais imaginé qu'une situation aussi calamiteuse puisse arriver un jour*".

A l'heure actuelle, l'essentiel des cas recensés se trouvent en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone ; des personnes infectées ont aussi été signalées au Nigeria, au Sénégal de même qu'aux Etats-Unis, où un homme en provenance du Liberia a été diagnostiqué mardi et se trouve à présent dans un état critique. De plus, une infirmière française contaminée lors d'une mission de Médecins sans Frontières au Liberia a été rapatriée et soignée avec succès à l'hôpital Bégin de Saint-Mandé, près de Paris. En Grande-Bretagne, un patient britannique contaminé lors d'une mission humanitaire en Sierra Leone a été soigné après avoir été hospitalisé dix jours dans un hôpital de Londres. Dès lors, des chercheurs estiment à 75% le risque de voir le virus de la fièvre Ebola atteindre la France d'ici vingt jours, à 50% pour la Grande-Bretagne. Un risque pandémique que n'élude pas Peter Piot.

"*Il y aura certainement des malades atteints d'Ebola en provenance d'Afrique qui se rendront en Europe ou aux Etats-Unis dans l'espoir de recevoir un traitement. Et il se pourrait même que certaines personnes infectées décèdent. Toutefois une épidémie en Europe ou en Amérique du Nord serait rapidement mise sous contrôle*" certifie-t-il. En revanche, ce médecin se dit "plus préoccupé par les nombreuses personnes venant d'Inde et travaillant dans le commerce ou l'industrie en Afrique de l'Ouest. Il suffirait qu'un seul d'entre eux soit infecté et se rende en Inde au cours de la période d'incubation du virus puis, une fois qu'il tombe malade, se rende dans un hôpital public" pour que la situation devienne totalement hors de contrôle.

Peter Piot parle même de scénario "*apocalyptique*" car Ebola change en permanence son patrimoine génétique. Plus il y a de personnes qui contractent le virus, plus il est probable que celui-ci mute et accélère ainsi sa propagation. Un véritable cercle vicieux... C'est pourquoi il préconise la multiplication des essais de médicaments expérimentaux. "*Mais, nuance-t-il, nous ne devrions certainement pas compter que sur ces nouveaux traitements. En effet, pour la plupart des malades, ils arriveront trop tard. Ils ne serviront essentiellement qu'en cas de nouvelle épidémie*". En attendant, il estime, comme le disait Louis Pasteur en son temps, que "*ce sont les microbes qui auront le dernier mot*". atlantico.fr 06.10

Charlatanerie. La lobotomie récompensée. Même un pigeon fait mieux.

Ce que vous allez lire est effarant, d'une stupidité confondante, l'un est chercheur à l'Institut de neuroscience cognitive de l'University College de Londres, les deux autres chercheurs à l'université de Trondheim (nord-ouest de la Norvège), tenez-vous bien, ils auraient "*découvert un système de positionnement, un 'GPS interne' dans le cerveau qui rend possible de nous orienter dans l'espace, démontrant le fondement cellulaire d'une fonction cognitive supérieure*" selon la Fondation Nobel qui a été bien inspiré en décernant le prix Nobel de la paix à Obama ou autrefois d'économie à Milton Friedman, théoricien du néolibéralisme.

On va vous bander les yeux et vous parachuter en pleine nuit au milieu de la forêt amazonienne et comme vous avez un sens inée de l'orientation vous n'aurez aucune difficulté à vous orienter et en sortir. Non, car en réalité la situation pourrait s'avérer plus compliquée.

Plus sérieusement, on a à faire à de véritables génies qui ont découvert que de retour sur un lieu qu'on aurait pu visiter un jour, notre mémoire nous aiderait à nous repérer ou des bribes de cette expérience remonteraient à la surface de notre cerveau de telle sorte qu'on pourrait retrouver notre chemin. Quelle extraordinaire découverte ! Rendez-vous compte, notre mémoire stockerait un tas de données à notre insue ou sans nous demander notre autorisation.

Les cellules qu'ils ont isolées et nomment "*GPS interne*" ne sont pas celles qui stockent n'importe quelles données, mais celles concernant notre positionnement spatial disent-ils, or elles sont avant tout d'ordre visuel, auditive, mais dans ce cas-là cela concerne en général toute situation qui est à la fois d'ordre spatial et temporel. Par exemple je suis chez moi dans la pièce qui me sert de bureau, au moment où je tape au clavier ces lignes je suis en train de faire une expérience d'ordre spatial et temporel, que je sois en position statique ou mobile dans tous les cas de figure mes sens, mes yeux et mes oreilles notamment transmettent en continue des informations à mon cerveau dont je n'ai pas conscience, qui les enregistrent, qui laisseront une trace plus ou moins nette ou profonde pendant une durée plus ou moins longue, à vrai dire je n'en sais rien, c'est probable, possible.

La perte de mémoire concerne l'ensemble des données que l'on a stockées dans notre cerveau, on a oublié le nom d'une personne, la date de naissance de sa mère, où on a posé ses clés ou garé sa voiture, le titre du dernier livre qu'on a lu, comment écrire un mot, le nom de la rue où on a passé son enfance, ce qu'on a fait la semaine dernière...

Il est vrai que certaines personnes présentent des dispositions particulières et se souviennent davantage des dates que des noms par exemple, tout comme il y a des gens qui vont mémoriser avec une facilité déconcertante les noms barbares des médicaments, d'autres des formules mathématiques, d'autres encore le dictionnaire ou des pages entières de livres, sans qu'on puisse expliquer pourquoi, et à côté ils ne parviendront pas à mémoriser à quelle occasion ils ont rencontré une personne.

La mémorisation a un lien avec les émotions qu'on a vécues lors de chaque expérience, l'état d'esprit dans lequel on se trouvait à se moment-là, les rapports qu'on entretenait avec le monde extérieur, donc un tas de facteurs entrent en compte sans qu'on en ait conscience. La durée et la fréquence d'une expérience jouent aussi un rôle essentiel.

Dès lors comment prétendre que certaines cellules pourraient être affectées à la mémorisation d'un lieu ou assumerait à elles seules cette fonction ? Ils prétendent que leur localisation pourrait servir la recherche sur la maladie d'Alzheimer, alors que cette maladie dégénérative se caractérise par une altération intellectuelle progressive et irréversible du cerveau. Ne seraient-ils pas à la recherche d'une cellule qui leur permettrait de nous localiser par GPS à la manière d'une puce électronique, à défaut de pouvoir nous la greffer pour mieux contrôler la population ? On a du mal à leur prêter de bonnes intentions vis-à-vis de la population

- Le Nobel de médecine récompense des pionniers du GPS cérébral - AFP

Le prix Nobel de médecine 2014 a récompensé lundi un Américano-Britannique, John O'Keefe, et un couple de Norvégiens, May-Britt et Edvard Moser, pour leurs recherches sur le "*GPS interne*" du cerveau.

Le jury a indiqué avoir couronné M. O'Keefe d'un côté, et le couple Moser de l'autre, "*pour leurs découvertes de cellules qui constituent un système de positionnement*".

"*Comment savons-nous où nous sommes? Comment réussissons-nous à trouver le chemin d'un lieu à un autre? Et comment stockons-nous cette information d'une manière telle que nous puissions immédiatement trouver le chemin la fois suivante où nous empruntons la même route ?*"

"*Les lauréats du Nobel cette année ont découvert un système de positionnement, un 'GPS interne' dans le cerveau qui rend possible de nous orienter dans l'espace, démontrant le fondement cellulaire d'une fonction cognitive supérieure*", a détaillé la Fondation Nobel. AFP 06.10

La survie du capitalisme. Ils nous promettent le chaos et la guerre permanente.

- Guerre contre l'Etat Islamique : l'ancien chef du Pentagone critique Barack Obama et estime qu'elle pourrait durer "*30 ans*" - Atlantico.fr

Dans une interview publiée ce lundi avant la sortie de son livre intitulé Worthy Fights, Leon Panetta critique les décisions de Barack Obama qui vont impliquer une guerre longue contre l'EI.

"*Je pense que nous parlons du genre de guerre qui pourrait durer trente ans*" dit-il avant d'ajouter qu'il existe un risque de contagion à la Libye, à la Somalie, au Yémen ou encore au Nigeria. Pour l'ex-secrétaire américain à la Défense (2011-2013), le président a échoué à pousser le gouvernement irakien à autoriser le maintien d'un contingent de soldats américains dans le pays après le retrait des troupes en 2011. Pour lui, il a eu un vide de sécurité.

L'ancien patron de la CIA regrette également que le président n'est pas voulu armer les rebelles syriens face au président Bachar

el-Assad. "*Je crois vraiment que nous serions mieux placés pour savoir s'il existe ou non des éléments modérés au sein des forces rebelles qui luttent contre Assad*" lance-t-il avant d'ajouter que Barack Obama a "*perdu toute crédibilité quand il a mis en garde Assad contre l'usage d'armes chimiques contre son propre peuple, avant de ne finalement rien faire lorsque le dirigeant syrien a franchi les fameuses lignes rouges posées par l'administration*".

Leon Panetta juge que le président américain doit "*faire preuve de leadership face aux djihadistes*". Bien trop souvent, le président "*se fie à la logique d'un professeur de droit plutôt qu'à la passion d'un dirigeant*" conclut-il. Atlantico.fr 06.10

Leon Panetta est manifestement le porte-parole du clan des oligarques les plus extrémistes ou va-t-en-guerre. Il témoigne qu'ils contrôlent la totalité ou des pans entiers du Pentagone et de la CIA, mais qu'ils sont divisés sur la stratégie a adopté pour parvenir à leurs fins.

Passons sur le lapsus ou la confusion volontaire ou pas qui consiste à affirmer que la situation en Irak et en Syrie pourrait être contagieuse à la Libye et d'autres pays, alors que nous savons que la CIA a exfiltré les mercenaires djihadistes de Libye pour les envoyer combattre en Syrie, il faut dire qu'il pourrait difficilement l'avouer après que Joe Biden eut désigné l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie comme responsable de la formation de cette armée de barbares pour mieux occulter le rôle des Etats-Unis.

Il indique au passage que leur plan initial était bien de rester en Irak... et en Afghanistan, on en a eu confirmation ces derniers jours. Pour finir, on constatera qu'il existe au sein de l'oligarchie financière une branche prête à déclencher une guerre mondiale si nécessaire. Entre nous, ce n'est pas nouveau.

Nous n'allons pas nous mettre aussi à évoquer cette hypothèse à longueur de temps, il y a des spécialistes en la matière, par contre nous devons surveiller comment évolue la finance mondiale, cela nous fournira une précieuse indication sur l'évolution du rapport de force entre les différentes factions au sein de l'oligarchie financière, entre celles favorables à une guerre mondiale et celles qui préfèrent recourir à d'autres moyens pour établir leur gouvernement mondial ou réaliser leur nouvel ordre mondial.

ACTUALITÉ DU JOUR

Multirécidiviste. Fanatisme. Ils n'ont pas eu besoin de l'acheter ou de le convertir en livre sterling !

- Manuel Valls, le "*Tony Blair*" français, est à Londres pour défendre sa ligne pro-entreprises - Le Huffington Post

- Valls déclare sa flamme pro-entreprise à la City de Londres - Reuters

« *My government is pro-business* », « *Ich mag die Unternehmen* », « *j'aime l'entreprise* » : le premier ministre a poursuivi son ode aux entreprises lundi à Londres en s'exprimant cette fois en anglais devant des investisseurs de la City, coeur financier de la capitale britannique, après l'avoir proclamé en allemand il y a deux semaines et en français fin août devant le Medef. Reuters

Si elle a été violée ou frappée, c'est la faute à l'école et non à la violence de l'Etat ou du régime infâme qu'ils soutiennent.

- Une campagne des Jeunes socialistes contre la Manif pour tous fait polémique - francetvinfo.fr

"*S'il avait appris à l'école qu'une femme n'est pas un objet, il ne l'aurait peut-être pas violée*".

" *S'il avait appris l'égalité femmes/hommes à l'école, il ne l'aurait peut-être pas frappée*"

" *S'il avait pu être accompagné à l'école, il vivrait peut-être mieux son homosexualité*"

Ce sont les slogans chocs d'une campagne internet du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) lancé dimanche 5 octobre, une campagne publicitaire pour soutenir la sensibilisation, dès l'école, à l'égalité hommes-femmes.

Les images et slogans de cette campagne ont soulevé un tollé, notamment à droite (et Mariane : "*Maintenant l'affiche du MJS, rassurez-moi, c'est un fake*" - ndlr), mais la présidente du MJS, Laura Slimani, n'entend pas "*s'excuser d'être de gauche*".

Contactée par francetv info, la présidente du MJS Laura Slimani "*assume*". Non, elle ne regrette rien, bien au contraire : "*Je m'étonne, déclare-t-elle, de réactions aussi violentes alors qu'il s'agit juste de soutenir l'action du gouvernement à l'école pour l'égalité des sexes et contre l'homophobie, sachant que les jeunes homosexuels se suicident plus que les autres jeunes de leur*

âge." francetvinfo.fr 06.10

Que cette opération serve à "*soutenir l'action du gouvernement*" qui poursuit l'oeuvre de démolition de l'école de ses prédécesseur, nous n'en doutons pas.

Instrumentaliser le viol et la violence dont sont victimes les femmes pour soutenir la "***réforme***" du gouvernement que les enseignements et les parents rejettent, c'est tout ce qu'ils ont trouvé, quelle abjection ! C'est le PS.

- Ben Affleck s'emporte dans un talk-show américain pour défendre les musulmans - Francetv info

Ben Affleck n'a pas mâché ses mots. L'acteur a vivement réagi, dans une émission américaine, vendredi 3 octobre, après que l'animateur et l'un de ses invités ont attaqué ce qu'ils considèrent comme les dérives de la religion musulmane.

Invité du talk-show de Bill Maher sur la chaîne HBO pour promouvoir son dernier film Gone Girl, Ben Affleck s'est retrouvé au centre d'un débat sur l'islam. Tandis que l'animateur a fustigé "*les mauvaises idées*" qui seraient, selon lui, monnaie courante dans l'islam, l'auteur Sam Harris a dénoncé "*le concept de l'islamophobie*". "*Toutes les critiques à l'égard de la doctrine de l'islam sont confondues avec de l'intolérance envers les musulmans en tant que personnes*", a-t-il affirmé.

"*Attendez, est-ce que vous êtes la personne qui comprend tout à la doctrine de l'islam ?*" a alors lancé Ben Affleck. "*Qu'en est-il alors du plus d'un milliard de personnes qui ne sont pas fanatiques, qui ne frappent pas les femmes, qui veulent juste aller à l'école ?*", s'est-il indigné. Pour le comédien, de telles réflexions sont tout simplement "*racistes*" et "*stéréotypées*". Francetv info 06.10

Vous avez le droit d'ajouter à l'endroit de ces salopards de la MJS, que c'est uniquement une minorité d'hommes qui frappent les femmes tandis et que l'immense majorité de la population n'est pas concernée. Les femmes seraient plus faibles et meilleures que les hommes, ils veulent absolument nous monter les uns contre les autres, il faut démonter et condamner cette propagande ignoble. Ils passent leur temps à stigmatiser l'ensemble de la population qu'ils méprisent et qui serait responsable des maux que leur société pourrie engendre et qui est à leur image. Quelle vermine, à bas le PS !

La BCE sur les traces de la Fed est en train de devenir une "***banque pourrie***". Bienvenue chez les junk bankers.

Grille de lecture. Ce sont les banquiers de la Fed qui dirigent la BCE.

- La BCE critiquée en Allemagne pour son plan de rachat d'actifs - Reuters

La décision de la Banque centrale européenne de racheter des prêts titrisés pour relancer le crédit dans la zone euro passe mal en Allemagne auprès de la Bundesbank et de certains alliés conservateurs de la chancelière Angela Merkel.

Jeudi, au terme de sa réunion monétaire d'octobre, la BCE a annoncé son intention de racheter des prêts adossés à des actifs (asset-backed securities, ou ABS) dès ce dernier trimestre 2014, y compris en provenance de la Grèce et de Chypre, les deux pays de la zone euro dont la dette souveraine est notée en catégorie spéculative ("*junk*").

Jens Weidmann, le président de la Bundesbank, a sonné la charge dimanche contre le risque d'acheter des "*prêts titrisés de basse qualité*" à des prix élevés dans le cadre de ce plan.

Les banques créent les ABS en mélangeant des prêts de diverses origines -prêts immobiliers et d'entreprises, crédits automobiles ou à la consommation- et en revendant ces produits à des assureurs, fonds de pension et, donc, à la BCE désormais.

"Les risques de crédit pris par les banques privées vont être transférés à la banque centrale et donc au contribuable sans qu'ils n'aient rien en retour", déplore le banquier central allemand -membre du conseil des gouverneurs de la BCE- dans les colonnes du magazine Focus.

"Cela va à l'encontre du principe de responsabilité qui est fondamental dans l'économie de marché: celui qui tire un bénéfice de quelque chose doit en assumer la perte s'il y a un développement négatif."

(C'est marrant, on a plutôt l'impression que ce principe ne s'applique pas aux banques, mais plutôt aux Etats qui les renfloue avec l'argent public, plus précisément avec l'argent qu'ils empruntent aux marchés en leur payant des intérêts qu'ensuite la population rembourse, les intérêts seulement puisque la dette continue d'augmenter. Et quand les banques font des bénéfices - sans rire cela leur arrive, elles les gardent ! - ndlr)

La crise financière mondiale a montré combien il était dangereux d'abandonner ce principe, ajoute Jens Weidmann.

(A notre connaissance les victimes de la "*crise financière mondiale*" ont tout perdu, même leurs maisons... mais pas les banquiers ! - ndlr)

Le patron de la Buba met aussi en garde contre la dépréciation de l'euro: "*Une politique qui cherche à affaiblir délibérément la monnaie peut aussi provoquer des contre-réactions. Au bout du compte, il n'y a que des perdants avec une dévaluation compétitive.*"

(Le rachat de titres pourris revient à injecter des masses colossales de capitaux et se traduit pas la dépréciation de la valeur de la monnaie. Qui l'utilise quotidiennement ? La population de l'UE qui s'appauvrit sans s'en apercevoir. - ndlr)

Même si la BCE dit ne pas avoir d'objectif en la matière, l'euro est tiré à la baisse par la divergence des politiques monétaires des deux côtés de l'Atlantique, la BCE devant maintenir une politique accommodante quand la Réserve fédérale normalise la sienne.

(Intox, il n'y a pas de "*divergence*" entre la maison mère et sa filiale européenne. ndlr)

Egalement interrogé par Focus, Jürgen Stark, ancien chef économiste de la BCE, voit dans les mesures non conventionnelles annoncées par Mario Draghi un "*acte de désespoir.*"

Pour ce "*faucon*" allemand qui avait démissionné du directoire de la BCE en 2011 par désaccord avec la stratégie, la banque centrale cède à la pression de la France et de l'Italie et aux anticipations des marchés plutôt que de faire preuve d'autorité.

(Comme nous l'avons expliqué, c'est peut-être une stratégie pour permettre à la France et l'Italie de réaliser les contre-réformes qu'ils réclament à cor et à cri. - ndlr)

Le fait que la BCE cède à Paris et Rome sur l'affaiblissement de l'euro "*montre à quel point elle se fourvoie*", dit Jürgen Stark en ajoutant: "*Il n'y a plus de tabous maintenant*."

(Ces gens-là sont bourrés de principes ! -ndlr)

La BCE, accuse-t-il encore, prendrait d'"*incalculables risques*" pour son bilan avec le plan de rachat d'ABS et les contribuables de la zone euro seraient redevables en cas de pertes.

(Quelle généreuse intention que s'en préoccuper ! Et quand on pense qu'on critique les banquiers... - ndlr)

"*Cela pourrait avoir des effets redistributifs considérables entre Etats membres. La BCE n'a aucune légitimité démocratique pour cela*", affirme-t-il.

(Du tout ! - ndlr)

Deux politiciens proches d'Angela Merkel ont également critiqué les nouvelles mesures de la BCE.

Hans Michelbach, l'un des responsables de la CSU, l'aile bavaroise de la CDU de la chancelière, a accusé Mario Draghi d'être en train de transformer la BCE en une "*banque pourrie*" ("*junk bank*") avec ces rachats de dette spéculative.

(Les Allemands veulent bien participer au financement des banques d'autres pays dont ils savent qu'ils se livrent à des opérations douteuses ou risquées, ils en tirent profit évidemment, mais en cas d'insolvabilité ou d'effondrement, de pertes, ils ne veulent pas endosser leur part de responsabilité et encore moins régler leurs dettes ou une partie de leurs dettes, qu'elles se débrouillent avec leur Etat.

La BCE est désormais disposée à acheter le genre de "*dette opaque*" qui est en grande partie à l'origine de la crise financière mondiale de 2007/2008, a-t-il dit à Reuters samedi.

(On les écoute parler en se disant qu'ils se foutent de nous, ils nous baladent, et on en oublierait presque l'essentiel : Comment donc il se trouverait dans l'UE des banques que se livreraient à ce genre de "dette opaque" et aucun organisme chargé de superviser les banques ne s'en serait aperçu, ces actifs pourris se chiffreraient du jour au lendemain en dizaines, voire en centaines de milliards d'euros, on serait bien curieux de savoir ce qu'ils comprennent, des dettes d'entreprises ou de banques qui s'en débarrasseraient de la sorte, mais qui a émis ces actifs ou dettes sinon les banques elles-mêmes sous forme de création monétaire scripturale. - ndlr)

Norbert Barthle, expert budgétaire de l'Union chrétienne démocrate (CDU), dit quant à lui craindre qu'on fasse appel au contribuable allemand pour payer les pots cassés.

(Que les banques allemandes engrangent des bénéfices des opérations qu'elles ont réalisées avec des banques étrangères, c'est somme toute normal comme nous l'avons dit plus haut, mais qu'en cas de pertes ce soient les contribuables des pays concernés qui casquent et non les Allemands, c'est la moindre des choses. Ils poussent à la germanophobie. - ndlr)

"*Redistribuer les risques de cette façon ne fait pas partie des missions de la banque centrale*", déclare-t-il au magazine Focus. Reuters 05.10

(Les risques et les pertes pour les autres, les bénéfices pour nous, un point c'est tout. ndlr)

La Mecque sous la protection de l'Emirat islamique.

- Le hajj se termine sans anicroche malgré les tensions au Moyen-Orient - AFP

Plus de deux millions de fidèles musulmans s'apprêtaient lundi à quitter La Mecque au terme de leur pèlerinage annuel.

Il "*n'y a pas eu de faille dans la sécurité durant le hajj*", a assuré le général Abdallah al-Zahrani, dont le centre a utilisé plus de 5.000 caméras de surveillance, y compris dans la Grande mosquée de La Mecque.

Au total, 2.085.238 personnes ont participé cette année au hajj, dont 1.389.053 venus de l'étranger, soit des chiffres similaires à ceux de 2013, selon le service des statistiques.

Le hajj est l'un des cinq piliers de l'islam que tout fidèle est censé accomplir au moins une fois dans sa vie s'il en a les moyens.

ACTUALITE EN TITRES

Comme Hollande en quelque sorte.

- Ce qui est inquiétant dans le retour raté de Sarkozy, c'est s'il réussit - Slate.fr

Il y a de l'oseille à se faire !

- Le nombre de créations d'associations dopé par les municipales et l'actualité politique - 20minutes.fr

Bruxelloiseries.

- Bruxelles va rejeter le projet de budget français - Reuters

- Le futur M. Euro promet de mettre du social dans les politiques européennes - LePoint.fr

- Déficit des collectivités locales : Sète va suspendre les embauches d'employés municipaux - Francetv info

- Arrêts maladie : contrôles renforcés chez les fonctionnaires - LePoint.fr

Grosses charrettes.

- HP supprime entre 5 000 et 10 000 emplois de plus que prévu - LePoint.fr

- Time Warner: 1.475 suppressions d'emplois dans la division Turner, dont 300 chez CNN - AFP

Vaudeville, divertissez-vous, c'est la Ve qui fait le spectacle !

Côté fosse à purin.

- Une nouvelle enquête liée à la campagne de 2012 de Nicolas Sarkozy - AFP

- "*Plus anti-sarkozyste que moi, tu meurs*": le credo des candidats UDI - L'Express.fr

- Bertrand à propos de Sarkozy: "*difficile de se réinventer*" - AFP

- Retour de Sarkozy: Henri Guaino redoute "*une catastrophe pour la démocratie*" s'il échoue - Le Huffington Post

Côté fosse septique

- Trop occupée, Martine Aubry ne recevera pas Manuel Valls lors de son déplacement à Lille - Francetv info

- Transition énergétique: Batho (PS) étrille le texte Royal à l'Assemblée - AFP

- Le PRG menace de quitter la majorité - LeFigaro.fr

L'intox du jour.

- La Turquie reste l'arme au pied face aux djihadistes - LePoint.fr

La preuve.

- Les 46 Turcs retenus à Mossoul échangés contre 180 djihadistes de l'EI - LeMonde.fr

Comment, elles aussi étaient téléguidées ?

- Hong Kong : les manifestations retombent comme un soufflé - LePoint.fr

- Hong Kong: lent retour à la normale avec la démobilisation de manifestants épuisés - AFP

Stratégie du chaos et guerres

- Ukraine: les Occidentaux au chevet du cessez-le-feu - AFP

- La Pologne insiste sur le déploiement du bouclier antimissile par l'Otan - AFP

- Des hélicoptères Apache engagés contre l'EI en Irak - Reuters

- Mexique: L'armée reprend le contrôle de la ville où les 43 étudiants ont disparu - 20minutes.fr

- Cameroun: au moins 8 morts dans une attaque d'islamistes nigérians - AFP

- Syrie : le drapeau noir des jihadistes hissé à l'entrée de Kobané Francetv info avec - AFP

- Liban: 8 membres du Hezbollah tués dans des combats contre des jihadistes dans l'est - AFP -

- Une centaine de migrants disparus en Libye après un naufrage - Reuters

- Nigeria: 7 personnes tuées et décapitées par Boko Haram - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

- La droite remporte les élections en Bulgarie mais sans majorité - Reuters

La droite bulgare a remporté les élections législatives anticipées de dimanche sans pour autant décrocher la majorité au Parlement, montrent les résultats presque complets communiqués lundi, ce qui présage la formation d'une coalition une nouvelle fois trop fragile pour sortir la Bulgarie de l'instabilité politique et du marasme économique.

Le GERB (Citoyens unis pour le développement de la Bulgarie, droite), conduit par l'ancien Premier ministre Boïko Borissov, a recueilli 32,6% des voix après le décompte de 97% des suffrages. Il devrait donc lui manquer de 36 à 38 sièges pour atteindre la majorité absolue.

Les socialistes du PSB, qui dirigeaient la coalition gouvernementale sortante, ont subi de leur propre aveu une "*lourde défaite*" avec environ 15% des voix.

Les résultats définitifs seront publiés mercredi.

La tâche de former le prochain gouvernement, le cinquième en moins de deux ans, va être rendue encore compliquée par la forte fragmentation du Parlement, au sein duquel huit partis, un record, seront représentés.

Autre signe de la désaffection des citoyens à l'égard de la classe politique, le taux de participation a été le plus faible depuis un quart de siècle.

Boïko Borissov a tiré dès dimanche soir les conclusions de ce scrutin présenté comme celui de "*la dernière chance*".

"*Dans cette configuration, je ne vois pas comment un gouvernement peut être formé*", a déclaré l'ancien Premier ministre d'un air sombre à la presse.

Illustration probable des difficultés qui l'attendent, un dirigeant du Bloc réformiste, considéré comme l'allié le plus probable du GERB, a prévenu qu'il ne saurait envisager un retour de Boïko Borissov au poste de Premier ministre. En juin, l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé son estimation de la "*signature*" bulgare sur les marchés obligataires, considérant que l'environnement politique mettait en péril des réformes jugées indispensables (crise bancaire illustrée par les déboires de Corpbank, système des retraites et de la santé).

Dans une interview accordée fin septembre à Reuters, Boïko Borissov s'est dit prêt à négocier avec la plupart des partis, non pour former une grande coalition mais pour obtenir des soutiens ponctuels au parlement.

Aux précédentes législatives, en 2012, le GERB, déjà conduit par cet ancien garde du corps, était arrivé en tête du scrutin mais le gouvernement Borissov a démissionné en février 2013, emporté par d'importantes manifestations agrégeant des revendications différentes (refus de l'austérité, contestation des tarifs élevés de l'électricité).

La coalition formée autour du Premier ministre socialiste Plamen Orecharski qui lui a succédé n'a pas fait mieux, démissionnant en juillet et contraignant le président Rossen Plevneliev à anticiper le retour aux urnes.

Avec un salaire mensuel moyen de 360 euros, un taux de chômage supérieur à 10% et une croissance économique de l'ordre de 1,5% cette année, la Bulgarie est le plus pauvre des membres de l'Union européenne. Reuters 06.10

2- Syrie

- L'ASL, le corps d'infanterie US - french.irib.ir

L'un des chef de l'ASL, Armée syrienne libre- qui connait ces derniers temps de très vastes défections dans ses rangs, et le départ des hauts officiers syriens , lesquels réintègrent l'Armée arabe syrienne- a fait part de la disponibilité de son " *armée*" à envoyer des " *soldats* " dans des régions qui font l'objet de raids aériens de la coalition. Abdelah al Béchir qui se dit, chef de l'état major de l'ASL a affirmé sur Sky News être pêt à envoyer " *son contingent terrestre*" sur le terrain pour soutenir les raids aériens de la coalition.

Le soi-disant général a prétendu dans la foulée qu'aucune coordination n'a pas eu lieu précédemment entre l'ASL et Washington au sujet des raids anti Daech. Il a accusé une nouvelle fois Assad d'avoir causé l'infiltration massive des terroristes sur le sol syrien. Les Etats Unis affirment vouloir utiliser l'ASL comme leurs unités d'infanterie dans la guerre contre Daech qui est une couverture pour la guerre contre Assad. Cette perspective parait toutefois loin d'accès dans la mesure où les militaires syriens ayant fait défection semblent revenir massivement au bercail et réintègrent en ce moment même l'armée nationale pour la grande bataille qui s'annonce proche, celle de la coalition anti-Daech contre les positions de l'armée syrienne. french.irib.ir 06.10

3- Turquie

- Pourquoi Erdogan s'est-mis autant en colère contre Biden ?- french.irib.ir

Evoquant de vains efforts menée par l'axe occidental et arabe pour renverser le gouvernement syrien, un quotidien paraissant à Londres, a rapporté que ces pays devront présenter des excuses aux pays de la région pour avoir sombré la région dans des guerres sanglantes communautaires.

Le vice-Président américain, Joe Biden a présenté samedi et dimanche ses excuses au Président turc, Recep Tayyip Erdogan et aux autorités émiraties pour ses déclarations concernant le soutien de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis aux terroristes. Pour comprendre cette action de ce responsable américain, le quotidien al-Ray al-Youm a écrit : « *La politique de l'administration américaine est fondée sur l'animosité envers les Musulmans et elle porte la responsabilité de la plupart des crises et des guerres dans la région et dont les populations de la région paient le prix* ». Et ce quotidien de poursuivre « *Biden ne s'est pas trompé lorsqu'il a dit que la Turquie et certains pays arabes riverains du Golfe persique ont apporté un soutien logistique et financier aux terroristes pour qu'il présente ensuite ses excuses à la personne d'Erdoga, car tout ce qu'il dit est juste, mais ces choses ont été avancées à un moment inopportun et à l'endroit d'une personne inconvenable* ». C'est indéniable ! La plupart des pays arabes du bassin du Golfe persique, surtout, l'Arabie Saoudite, le Qatar, et les Emirats Arabes Unis ont alimenté en grande quantité d'armes et des milliards de dollars de dollars, les groupes armés opposés au gouvernement syrien.

Or la question qui se pose est de savoir pourquoi Ankara le nie ? Quels sont les raisons de ce reniement ? Pourquoi Erdogan s'est-il mis autant en colère contre les déclarations du responsable américain ? Et al-Ray al-Youm de préciser : La raison s'explique par le fait que ces questions ont été abordés à un temps inopportun, car à l'époque où certains pays riverains du Golfe persique envoyaient de grandes quantités d'armés aux terroristes, ces groupes n'étaient pas, aux yeux de Washington, terroristes, au contraire, ils étaient considérés comme des groupes qui tentaient de renverser un gouvernement qui tuait, selon Washington et ses alliés, son peuple. Donc, ils disaient que ces groupes voulaient transformer un régime dictatorial en un régime démocratique. Autrement dit, la priorité était de renverser le gouvernement syrien, et non pas de combattre le terrorisme. Cela est allé jusqu'au point que les Etats-Unis ont fermé leurs yeux sur le groupuscule terroriste du Front al-Nosra et l'ont soutenu. Mais, maintenant, précise al-Ray al-Youm, tout a changé. La sorcellerie des sorciers des Etats-Unis, de la Turquie, des pays riverains du Golfe persique est retournée contre eux-mêmes et la montée en puissance des groupes terroristes dits « *Jlihadistes* » est devenue une menace pour les régimes arabes qui tournent autour de l'axe américain. Trois ans après le gouvernement syrien continue de résister et le feu des affrontements s'est retourné contre les pays parrainant les terroristes armés, dont la Turquie, et les pays du bassin du Golfe persique.

Et al-Ray al-Youm de conclure : « *Le Vice-Président américain, Joe Biden a présenté ses excuses au non d'un pays qui est impliqué, lui-même dans les guerres sanglantes communautaires. Il y a aussi le risque de l'éclatement des guerres régionales. Les pays arabes du bassin du Golfe persique et Erdogan doivent présenter leurs excuses, car ils se sont donnés comme priorité de renverser le gouvernement syrien, objectif qu'ils n'ont pas réussi à réaliser après plus de trois ans et ont plongé la région dans l'anarchie, les troubles et les conflits sanglants*". french.irib.ir 06.10

Haut de page

Le 8 octobre 2014

CAUSERIE

La voix de son maître.

- Le Monde diffuse la propagande de guerre gouvernementale sur l'Irak - Kumaran Ira - mondialisation.ca 05.10

Extrait. S'il y a quelque chose à rappeler ici, c'est que Le Monde a été fondé en 1944, parce que son prédécesseur, Le Temps, dont il a repris les bureaux et l'imprimerie, avait été fermé pour avoir collaboré avec les nazis. Son premier rédacteur en chef d'après-guerre, Hubert Beuve-Méry, a travaillé à l'école de cadres du régime de Vichy à Uriage et a écrit des essais soutenant la Révolution nationale du dictateur fasciste, le maréchal Philippe Pétain.

Il a ensuite changé de camp pour rejoindre la Résistance et a été choisi par le général Charles de Gaulle pour diriger Le Monde, abandonnant les thèmes fascistes et nationalistes pour les valeurs « *universelles et humanistes* », dans le cadre de la vaste campagne de la bourgeoisie pour nier et camoufler les crimes de la collaboration française.

C'est cette histoire, et pas l'invocation superficielle et trompeuse par Le Mondede 1944, qui donne la meilleure indication de la

fonction du journal aujourd'hui : utiliser une rhétorique humanitaire pour dissimuler les politiques les plus impitoyables de l'impérialisme. mondialisation.ca 05.10

Boycott de tous les médias !

Je me passe de télévision, de radio, de journal en vivant à l'autre bout du monde, vous, vous disposez de cinémas, théâtres, salles de concert, cafés-théâtres, bibliothèques municipales, etc. pour vous distraire et Internet pour vous informer. Vous pouvez passer une agréable soirée entre amis ou en famille, moi j'en suis privé, bon, ce soir ce sera la pleine lune et je pourrai observer le ciel.

C'est parfaitement possible de se passer des médias sans avoir à changer de mode de vie ou sans être frustré, il suffit de le vouloir.

Intox avant l'annonce de nouvelles coupes budgétaires.

Explication.

Avant la date butoir du 15 octobre, le vassal prend les devants et va modifier illico presto son projet de budget afin de se plier aux exigences manifestées par son suzerain, car l'affronter pour finalement capituler jetterait une lumière crue sur leurs rapports, ce qui est préférable d'éviter au moment où son autorité est contestée.

Francetv info - La France doit envoyer son projet de budget à Bruxelles le 15 octobre. Elle n'est "*pas dans l'hypothèse*" d'un retoquage par la Commission européenne, a fait savoir l'entourage de François Hollande, lundi, au Figaro. Le chef de l'Etat et le futur président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, sont toutefois "*en contact direct*", précise le correspondant de France 2 à Bruxelles, François Beaudonnet. Francetv info 07.10

Ils le disent eux-mêmes.

- Hans-Werner Sinn : « *La politique de la BCE encourage les États à s'endetter toujours plus* » - lemonde.fr

Président de l'IFO, l'institut de conjoncture de Munich, Hans-Werner Sinn est l'un des économistes les plus influents d'Allemagne et, l'un des plus critiques envers la zone euro. Il vient de publier The Euro trap, Le piège de l'euro, aux presses universitaires d'Oxford. Selon lui, la Banque centrale européenne (BCE) outrepasse dangereusement son mandat. Il explique pourquoi au Monde.

La BCE a lancé un programme d'achat d'actifs titrisés, les « ABS », pour contrer la menace de la déflation. Cela peut-il fonctionner ?

Oui, peut-être. Mais le risque de déflation est exagéré. L'inflation est en effet temporairement faible du fait de la baisse du prix de l'énergie, mais cela ne durera pas. En vérité, la BCE cherche surtout à soutenir les banques, afin que celles-ci passent sans dommage les tests de résistance, préalables à la construction de l'union bancaire. Comme nombre d'entre elles détiennent des actifs problématiques dans leur bilan, la BCE va racheter une partie de ces actifs. Ce faisant, elle ne respecte pas la mission qui lui a été confiée par les traités européens.

(Seuls les faibles respectent les traités. Ce qu'il ne dit pas, c'est que la BCE ne distribue pas de l'argent à toutes les banques, mais seulement à celles qui doivent demeurer dans le cadre de leur union bancaire, celles uniquement qui ont été retenues par le sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste pour figurer dans l'oligarchie financière internationale, les autres devront être absorbées ou disparaître. - ndlr)

La BCE outrepasse selon vous son mandat. Est-ce si grave ?

C'est très grave. Beaucoup de mesures prises par cette institution depuis la crise visent en vérité à renflouer les États, les banques et le secteur privé. Certains programmes, comme le SMP (achat de titres souverains sur le marché secondaire) sont une forme à peine masquée de mutualisation des dettes, faisant courir un risque majeur aux contribuables européens. Cette politique est dirigiste et ne correspond pas au cadre d'une économie de marché. La BCE agit comme un prêteur en dernier ressort, comme la Réserve Fédérale [Fed] pour l'Etat fédéral américain. Cela ne relève pas de son mandat ! Par ailleurs, même la Fed n'achète jamais les emprunts des états américains, les laissant ainsi faire faillite, ce qui fait porter le poids d'un tel développement aux investisseurs.

(Lire plutôt aux contribuables. Il confirme que la BCE a pour modèle cette officine mafieuse qu'est la Fed, on l'a répété hier, c'est meux quand ils le disent eux-mêmes. -ndlr)

Les mesures de la BCE ont pourtant permis, en 2012, d'éteindre la crise des dettes souveraines.

Oui, bien sûr, même si cela ne s'est pas fait dans le respect des traités européens. Et il y a eu des effets secondaires. Le principe de base de la zone euro était celui du non-renflouement des États (non « bail-out ») par la BCE. Les pertes devaient porter les investisseurs au lieu des contribuables, mais cela n'est pas respecté. Prenez l'OMT, cette promesse qu'a fait le président de la BCE, Mario Draghi, aux investisseurs en septembre 2012, à savoir que l'institution rachèterait tous les titres de dette publique qu'ils détiennent en cas de problème. Une forme d'assurance gratuite, en somme. La BCE estime que cela a stoppé l'envolée des taux d'intérêt souverains, qui ont chuté depuis. Sauf qu'en déclenchant cette baisse, l'OMT a en vérité encouragé les États à continuer de s'endetter plutôt que d'agir pour redresser leurs finances publiques. Les remèdes de la BCE sont une aide à court terme, mais à long terme ils mènent l'Europe dans une crise de dettes encore plus grande.

(Il y a une bonne part d'hypocrisie dans ce qu'il dit, comme toujours dans pareil cas, car avoir étranglé les Etats pour se financer ils sont bien obligés de continuer de s'endetter, sauf à se déclarer en faillite, il le sait très bien. On retiendra cet aveu que ce sont bien les contribuables à la place des investisseurs qui épongent les pertes du secteur privé via la dette des Etats. Il est certain que le jour où les taux d'intérêt remonteront c'est tout leur système qui explosera d'un coup. Voilà pourquoi il est aussi fastoche de déclencher une terrible dépression ou l'effondrement du capitalisme qui ouvre la voie à une guerre mondiale. Ils ont juste à appuyer sur un bouton puisque ce sont eux qui sont aux commandes. - ndlr)

L'action de Mario Draghi a également contribué à faire baisser l'euro face au dollar depuis le mois de mai. Faut-il s'en réjouir ?

Il est vrai qu'un euro plus bas facilitera les ajustements à l'œuvre dans le sud de la zone euro, et il importera plus d'inflation en l'Allemagne. En tant qu'économiste, je trouve cela bien. Mais là aussi, agir sur le taux de change ne relève pas du mandat de la BCE.

(N'entendrait-il par "*ajustements à l'œuvre dans le sud de la zone euro*", ce que j'ai répété à plusieurs reprises ces derniers jours, à savoir que la baisse soudaine de l'euro devait servir à réunir les conditions pour mettre en oeuvre des "*réformes*" sur le modèle d'Hartz IV en France, Italie et Espagne principalement. -ndlr)

M. Draghi estime que si elles s'accompagnent de réformes structurelles et de plus flexibilité budgétaire, les mesures prises par la BCE permettront de restaurer la croissance. Cela suffira-t-il ?

Mario Draghi a raison de pointer la responsabilité des gouvernements, qui n'en font pas assez en matière de réformes. Mais il a tort d'imaginer que sa politique d'assouplissement monétaire les incitera à poursuivre les réformes. Bien au contraire, elle les incitera à relâcher les efforts ! C'est un fait : les gouvernements qui prétendent aujourd'hui lancer des réformes en font trop peu, ils profitent surtout des largesses de la BCE pour se reposer sur leurs lauriers. Poursuivre dans cette voie nous conduira droit dans le mur.

(Il y a loin de la coupe aux lèvres, vous devriez le savoir. - ndlr)

La zone euro ne pourrait-elle pas s'inspirer des mesures prises par le Japon pour sortir de la déflation ?

Il est vrai que le plan du premier ministre Shinzo Abe, cumulant relance monétaire, budgétaire et réformes, est ambitieux. Mais pour l'instant, les résultats sont très décevants. Le yen a baissé face aux autres devises, mais l'économie japonaise ne va pas mieux. C'est en partie dû à la grande erreur commise par l'Archipel après la crise de 1997 : il a laissé ses banques survivre, même celles affichant un bilan dans un état lamentable. Les pertes ont été dissimulées alors qu'il aurait fallu assainir le secteur. Les taux d'intérêt ont été abaissés à zéro et la dette publique s'est envolée au-delà de 240 % du PIB. Plus de relance budgétaire et monétaire dans ce pays est aujourd'hui inconcevable.

(A retenir : la nécessité d'assainir le secteur bancaire pour avoir un meilleur contrôle de l'économie, l'obsession de l'oligarchie financière outre-Atlantique. Les banques et l'industrie financière n'est pas plus hétérogène que les autres secteurs économiques, voilà leur problème. Quel banquier (ou capitaliste) va accepter de bonne grâce de passer à la trappe ? Ils doivent batailler dans leur propre camp. Tous les think-tanks et autres organisations qu'ils ont créés et dans lesquels ils essaient de les intégrer, n'ont pas d'autre objet que les gagner à leur idéologie néolibérale. - ndlr)

Assainir le secteur bancaire : c'est bien ce que la zone euro est en train de faire, avec les tests de résistance et la construction de l'union bancaire !

Oui, l'union bancaire est un pas dans la bonne direction. Je crains seulement que l'on ne traite les banques avec trop de ménagement. Comme le Japon, la zone euro a sauvé ses banques au lieu de laisser les plus fragiles mourir, comme l'ont fait les États-Unis : plusieurs centaines d'établissements y ont fait faillite depuis 2008 et désormais, la croissance repart ! Nous avons aujourd'hui trop de banques en Europe. Là aussi, la zone euro a emprunté la mauvaise voie en confiant la supervision bancaire à la BCE. Celle-ci ne peut pas être le juge des établissements à qui elle distribue par ailleurs des crédits bon marché. Elle ne se montrera jamais suffisamment stricte à leur égard. Il aurait mieux valu confier cette mission à une nouvelle institution.

(Pourquoi pas directement à la Fed ! Il lie vérités et hypocrisie. La faillite aux Etats-Unis de centaines de banques a ruiné des millions d'Américains qui y avaient placé leurs maigres économies ou qui se retrouvent sans capital au moment de prendre leur retraite. L'UE n'est pas les Etats-Unis, les Etats de l'UE conserve encore malgré tout un minimum de souveraineté et doivent rendre des comptes à leur population de la politique qu'ils conduisent, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis ou c'est l'Etat fédéral ou plutôt la Fed et Wall Street qui font la politique américaine. - ndlr)

La France est-elle l'homme malade de l'Europe ?

Disons qu'elle fait partie d'un groupe de pays malades, mais qu'elle n'est pas le plus mal au point d'entre eux. Néanmoins, comme les principaux clients des entreprises et les banques françaises sont au sud de la zone euro, son économie est aujourd'hui en péril.

L'Allemagne n'est pas non plus un exemple dans tous les domaines : le Fonds monétaire international (FMI) estime qu'elle n'investit pas suffisamment dans ses infrastructures. Êtes-vous d'accord ?

Absolument. L'Allemagne n'a pas investi suffisamment en la matière pendant longtemps : elle doit aujourd'hui faire plus. Mais cela ne signifie pas qu'il faut financer les nouveaux investissements par de l'endettement ! Il faudrait plutôt réduire nos dépenses de consommation. Il y a de la marge.

(Mais qui consomme le plus, la masse de la population, les travailleurs, c'est sur eux que l'Etat allemand doit faire des économies, et pour qu'ils réduisent leur consommation, soit il faut diminuer le coût du travail, soit il faut les taxer davantage ou les deux à la fois de préférence, pendant ce temps-là les inégalités continueront de s'accroître ainsi que le nombre de millionnaires en euros puisque c'est leur objectif. - ndlr)

Les velléités d'indépendance en Écosse ou en Catalogne, la montée des eurosceptiques, ne représentent-elles pas, pour l'Europe, un risque politique plus élevé encore que les problèmes économiques ?

Oui, c'est en grande partie le résultat de la situation misérable en Europe. Même la Grande-Bretagne souffre car ses voisins souffrent. L'Espagne est la grande victime de l'euro. Et la France est en passe d'être engouffrée. Les mouvements eurosceptiques ou indépendantistes se nourrissent justement des problèmes économiques. La faible croissance et le chômage élevé conduisent certains à envisager des solutions radicales.

(Si ces mouvements indépendantistes contribuent à affaiblir l'UE, il faut les soutenir, non pas dans la perspective de créer de nouveaux Etats qui seraient rattachés à l'UE comme l'ont indiqué les partis qui en sont à l'initiative, mais dans la perspective de renverser l'Etat britannique ou espagnol, afin de rompre avec l'UE et d'instaurer une République sociale en Grande-Bretagne et en Espagne qui prennent en compte les questions nationales que soulèvent les différentes communautés qui composent ces Etats. Seule la classe ouvrière britannique et espagnole peuvent accomplir cette tâche politique dès lors qu'elle est unie. - ndlr)

L'émergence des anti-euro en Allemagne peut-elle conduire Angela Merkel à durcir ses positions envers ses partenaires ?

Oui. De la même façon qu'avant les élections législatives allemandes, la chancelière s'était rapprochée des partis de centre-gauche pour séduire leurs électeurs, il est possible qu'elle se montre beaucoup moins conciliante envers les largesses de la BCE, et beaucoup plus réticente à toutes les formes de mutualisation des dettes publiques, pour rassurer les électeurs de l'AfD, le parti eurosceptique. Jusqu'à présent, elle a donné son blanc-seing à l'OMT, mais elle pourrait ne plus le faire à l'avenir, d'autant que la cour constitutionnelle allemande juge ce programme non conforme à son mandat.

Comment imaginez-vous le futur de l'Europe ?

Si elle adopte les bonnes solutions, avec une sortie temporaire des États qui le souhaitent, et une discipline budgétaire renforcée pour les autres, nous pourrions à terme, dans le scénario idéal, construire les États-Unis d'Europe, sur le modèle de la confédération Suisse. Il y aurait un vrai parlement élu par les citoyens, un budget commun, une union monétaire renforcée. Mais avant d'en arriver là, il faudra également bâtir une armée commune : historiquement, c'est par là qu'ont commencé toutes les confédérations étatiques, et c'est par là que nous aurions dû commencer.

(Une "*armée commune*" comme base des "*États-Unis d'Europe*" qui viendrait épauler plus efficacement l'impérialisme américain, le complexe militaro-industriel européen en rêve ! Pour combattre quel ennemi ? Le prolétariat en Europe. Pour guerroyer sans cesse sur tous les continents ? Quel "*scénario idéal*" en effet ! Quant à la sortie de certains pays de l'UE, ouvrez-donc la boîte de Pandore, on ne demande que cela. Ils en arrivent à ne plus savoir ce qu'ils disent. Le Parlement européen ne serait-il pas un "*vrai parlement élu par les citoyens*", apparemment non, parce qu'en réalité c'est la Commission européenne non élue qui détient le pouvoir, ce ne serait alors qu'un parlement fantoche, quel aveu ! - ndlr)

L'Union européenne a-t-elle encore un projet politique ?

Oui. Il est de créer les bases d'une paix durable, comme le voulaient François Mitterrand et Helmut Kohl : c'est toujours d'actualité. Mais il devrait aussi être d'établir une prospérité économique durable. C'est ce que souhaitent et ce dont ont besoin tous les citoyens. lemonde.fr 07.10

(Oui, le projet de traité de libre-échange avec les Etats-Unis et conçu par eux, pour eux qui signifiera la victoire totale (au moins sur le papier) du néolibéralisme. Il finit en sombrant dans l'imposture en prétendant que l'UE pourrait "*créer les bases d'une paix durable*" à l'heure où elle est engagé au côté du régime néonazi de Kiev pour imposer aux Ukrainiens les recettes du FMI, et mène des politiques d'austérité dans les autres pays, qui ne peuvent que conduire à la résurgence du nationalisme et de tensions extrêmes entre les Etats. - ndlr)

Comment préparer psychologiquement la population mondiale à la liquidation d'Assad par les Américains.

S'attaquer à l'Emirat islamique à grand renfort de trompettes médiatiques sans lui infliger de pertes notoires, de façon à ne pas compromettre son offensive sur le nord de la Syrie, vous aurez remarqué au passage que l'air de rien leur attention a complètement basculé de l'Irak à la Syrie, leur principal objectif, pour ensuite imputer au gouvernement syrien la responsabilité de la situation devenue incontrôlable et justifier qu'on le bombarde à son tour pour reprendre le contrôle de la situation.

Entre temps, ils vont développer leur propagande en arguant que cette situation faisait plutôt les affaires d'Assad, sous-entendant qu'il serait le complice de l'Emirat islamique, et qu'à ce titre il serait mal avisé de ne pas soutenir une intervention terrestre soutenue par des bombardements de la coalition emmenée par les Américains contre son régime et la boucle est bouclée.

Ce scénario conviendrait aux plus fanatiques des néolibéraux américains. Il en existe un autre tout aussi tordu qui serait plus long à appliquer mais qui permettrait d'aboutir à un résultat similaire, privé de sa rente pétrolière, donc affaibli pour ne pas dire neutralisé sur le plan politique, Assad pourrait rester au pouvoir.

Dans le nord et le nord-est de la Syrie qu'il occupe, l'Emirat islamique qui est une création des Américains cèderait la place au Kurdistan, en réalité aux Kurdes soumis à Washington et Tel-Aviv qui exploiteraient le gaz et le pétrole pour leurs propres comptes, le reste de la Syrie revenant à Assad. L'Emirat islamique privé de financement s'éteindrait de lui-même ou ne serait plus qu'une sorte de nébuleuse informe du même type qu'Al-Qaïda, vous aurez noté qu'on n'entend plus du tout parler du "*calife*" qui s'est évanoui dans la nature aussi vite qu'il est apparu, tandis qu'une partie de ses miliciens regagneraient leurs pays d'origine, l'autre partie seraient envoyés sur d'autres terrains d'opérations en fonction des besoins de l'impérialisme américain, l'essentiel de la tâche et de l'objectif pour lesquels ils avaient été enrôlés ayant été atteint.

Les Israéliens peuvent faire capoter ce scénario en estimant qu'Assad constitue toujours une menace pour l'Etat sioniste et qu'il faut le liquider. Dans ce cas-là, reste à savoir qu'elle serait la réaction des Russes et des Iraniens qui mènent un double jeu en laissant les Américains avancer leurs pions tout en dénonçant leur entreprise belliqueuse. Serait-il prêt à affronter Israël et donc les Américains ou préfèreront-ils abandonner Assad ? Le second scénario est le plus probable car ils sont liés aux Américains (et à l'UE) par des accords commerciaux, y renoncer pourrait leur être fatal dans un contexte où le prix du baril de pétrole est à la baisse.

Sans vouloir faire de pronostic hasardeux, quel que soit le scénario qui sera appliqué dans les jours ou les semaines à venir car les événements s'emballent, les Américains vont parvenir à leurs fins, accroître leur emprise sur les réserves pétrolières et gazières de la région tout en démantelant ou affaiblissant des Etats laïques sur lesquels ils finiront par avoir le contrôle. Assad n'est pas immortel, et s'ils décidaient temporairement de faire avec, le moment venu ils le liquideront à la manière de Ben Ali ou Mubarak. C'est juste une question de temps, car il va se retrouver face à l'énorme défi de la reconstruction de ce qui restera de la Syrie et aux mécontentements croissants des masses en cas de paix ou de stabilisation de la situation, sans avoir les moyens financiers d'y faire face privé en grande partie de sa rente pétrolière ou gazière. Les Américains et leurs alliés français et britannique en embuscade soutiendraient et financeraient des partis "pro-démocratie" qui promettraient la lune à des masses syriennes épuisées par quatre ans de guerre, qui pourraient pour l'occasion basculer de leur côté et balayer Assad.

- Plus de dix morts dans les manifestations de soutien à Kobané en Turquie - LeMonde.fr

De violents affrontements ont accompagné les défilés exigeant l'action du gouvernement pour aider la ville syrienne menacée par l'Etat islamique. LeMonde.fr 07.10

- Etat islamique : pourquoi la Turquie n'a pas bougé le petit doigt pour sauver Kobané - Francetv info

- Syrie : l'opposition doute de l'efficacité des frappes - LeFigaro.fr

- L'ONU appelle la communauté internationale à agir pour sauver Kobané des djihadistes - LeMonde.fr

- Syrie : la bataille de Kobané «*terrifie*» Washington Libération.fr - Liberation.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Bruxelleries

- Bruxelles juge le budget de la France "inacceptable" et menace de le censurer - Francetv info

- Valls: la Commission européenne "*ne peut pas*" rejeter le budget de la France - AFP

- Michel Sapin dénie à Bruxelles le pouvoir de rejeter le budget - Reuters

La Commission européenne peut néanmoins imposer des amendes aux pays dont elle a retoqué le budget.

- Le FMI, pessimiste sur la reprise en zone euro, compte sur la BCE - AFP

Mais tous les efforts ne doivent pas reposer sur la BCE, selon le FMI. Pour relever la croissance à moyen terme, il préconise aussi "*un renforcement des bilans des banques et des entreprises, la finalisation de l'union bancaire et la mise en oeuvre de réformes structurelles*". AFP 07.10

- Les Bourses européennes rechutent, l'économie en berne - Reuters

- Allemagne: l'accès de faiblesse de son industrie menace la croissance - AFP

Un gouvernement "***pro-business***" se doit de le démontrer

- SNCM: un projet d'au moins 800 suppressions d'emplois présenté par la direction - AFP

- La taxe à 75% "*n'existera plus au 1er janvier 2015*", annonce Manuel Valls - Francetv info

- Le Guen: le "*montant des allocations chômage*" dans le "*débat*" - AFP

- Emmanuel Macron star du "*New York Times*" - LePoint.fr

Le crash annoncé ?

- Affaire Bygmalion : Bastien Millot met en cause Nicolas Sarkozy - Le Nouvel Observateur

- Enquête sur un contrat d'hélicoptères avec le Kazakhstan signé sous Sarkozy - AFP

Aveu. Ah ben ça alors, parce qu'ils en étaient les initiateurs, qui l'aurait cru !

- Etats-Unis: le mariage gay ne mobilise plus que le noyau conservateur - AFP

Lire les néoconservateurs ou néolibéraux. Peut-être que la pseudo-gauche et extrême gauche française va voler à leur secours...

Désinformation. La voix de l'Amérique néolibérale relayée par les médias français.

- Présidentielle au Brésil: «*Les Brésiliens veulent une nouvelle personne à la tête du pays*» - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Belgique. Sur quelle base repose l'accord conclu entre quatre partis pour former un gouvernement ?

Le report de l'âge de départ en retraite de 65 à 67 ans. Tout un programme.

- Accord de quatre partis pour former un gouvernement en Belgique - 20minutes.fr

Quatre partis belges ont conclu mardi un accord pour former un gouvernement de droite, un peu plus de quatre mois après les élections législatives du 25 mai, a annoncé le chef des libéraux francophones Charles Michel, qui sera le prochain Premier ministre.

La coalition sera composée de trois partis flamands --les nationalistes de la N-VA, les chrétiens-démocrates du CD&V et les libéraux de l'Open VLD-- et d'un seul parti francophone, le Mouvement Réformateur de Charles Michel. 20minutes.fr 07.10

(Un peu plus tôt dans la journée.)

- Accord politique en Belgique sur la retraite à 67 ans - Reuters

Les quatre partis politiques belges qui négocient la formation d'un gouvernement de coalition se sont mis d'accord pour porter l'âge de départ en retraite de 65 à 67 ans dans le cadre d'un plan d'assainissement des finances publiques.

Entamées en juillet, les discussions entre ces quatre partis de centre-droit ne sont pas encore bouclées mais le compromis trouvé mardi prévoit un relèvement de l'âge de la retraite à 66 ans en 2025 puis 67 ans en 2030, a dit un porte-parole de l'un des principaux négociateurs. Reuters 07.10

Au moins leur ennemi est clairement identifié : La classe ouvrière.

Sous les parapluies percés... de Washington.

Désinformation.

- Dialogue difficile entre manifestants et autorités à Hong Kong - Reuters

- A Hongkong, le mouvement de liberté est là pour durer en dépit d'une éventuelle répression - LeMonde.fr

Infomation.

- L'art de la guerre - Hong Kong, sous les parapluies - Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 07.10

Extrait. Le mouvement étudiant né à Hong Kong pour demander que l'élection du chef de gouvernement soit directe et non conditionnée par Pékin, est formé de jeunes appartenant généralement aux couches sociales avantagées par la croissance économique. Sur ce fond se pose la question : pourquoi, alors qu'on ignore des centaines de millions de personnes qui dans le monde entier luttent chaque jour dans des conditions bien pires pour les plus élémentaires droits humains, transforme-t-on quelques milliers d'étudiants de Hong Kong, au-delà de leurs propres revendications, en icône mondiale de lutte pour la démocratie ? La réponse doit être cherchée à Washington. Les inspirateurs et les chefs de ce qui est défini comme « *un mouvement sans leader* » -d'après une ample documentation- sont reliés au Département d'Etat et à ses émanations sous forme d' « *organisations non-gouvernementales* », en particulier la « *Donation nationale pour la démocratie* » (Ned) et l' « *Institut démocratique national* » (Ndi) qui, dotées de fonds très conséquents, soutiennent des « *groupes démocratiques non-gouvernementaux* » dans une centaine de pays. Deux exemples parmi tant d'autres. Benny Tai, l'enseignant de Hong Kong qui a lancé le mouvement « *Occupy Central* » (voir le South China Morning Post du 27 septembre), est devenu influent grâce à une série de forums financés par ces « *ONG* ». Martin Lee, fondateur du « *Part démocrate* » de Hong Kong, a été envoyé à Washington par la Ned et, après un briefing télétransmis (le 2 avril), a été reçu à la Maison Blanche le 7 avril par le vide-président Biden.

De ces faits et de nombreux autres émerge une stratégie, analogue à celle des « *révolutions colorées* » dans l'Est européen, qui, en instrumentalisant le mouvement étudiant, vise à rendre Hong Kong ingouvernable et à créer des mouvements analogues dans d'autres zones de la Chine habitées par des minorités nationales. Mondialisation.ca 07.10

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Pétrole

Du jour au lendemain, en moins de quatre mois un produit dont le prix était voué à s'envoler s'effondre de 20%, tandis que voué à la rareté le voilà devenu soudainement abondant. Etrange, non ? Quels sont les pays pour lesquels la rente du pétrole permet de financer leur économie. Parmi eux la Russie, l'Iran et le Venezuela réputés être dans la ligne de mire de Washington.

Simple coïncidence ou stratégie pour les affaiblir ? En procédant de la sorte ils avaient étranglé l'économie de l'ex-URSS entraînant sa dislocation. Seraient-ils tentés de récidiver ou serait-ce tout simplement le produit de l'anarchie du capitalisme ? Pourquoi augmentent-ils encore la production de pétrole, alors que la demande mondiale stagne ou progresse faiblement ? Quels pays l'augmentent ? Les Etats-Unis en premier lieu, tiens donc.

Qui croit encore au hasard en la matière, lorsqu'une poignée seulement de compagnies pétrolières se partagent le marché mondial ? Faut-il relier ce facteur à l'offensive de l'impérialisme américain au Moyen-Orient et en Ukraine contre les pays cités plus haut en y ajoutant la Chine, l'Inde et le Brésil ? C'est préférable à notre avis pour comprendre leurs véritables intentions ou la situation mondiale.

On peut également relier ces deux facteurs à l'essouflement de la croissance mondiale qui est un puissant facteur de déstabilisation sociale et politique. Ce qui à vrai dire ne les gêne pas, à condition d'en contrôler les modalités pour en tirer profit. Ils jouent à la haute ou à la baisse, à l'union ou à la dislocation en fonction des objectifs stratégiques qu'ils se sont fixés, ce qui semble contradictoire à première vue est parfaitement cohérent à l'arrivée, sauf quand la situation leur échappe parce qu'ils ne contrôlent pas tout, ce qu'ils détestent le plus. Aussi vaut mieux prendre les devants et manoeuvrer comme on l'entend, sans risque puisque rares sont ceux qui y comprennent réellement quelque chose.

- Derrière la chute des cours pétroliers perce une ère d'abondance - Reuters

Le marché mondial du pétrole, à la peine entre la hausse de la production, l'affaiblissement de la demande et le glissement des prix, pourrait être sur le point de basculer vers une ère d'abondance, succédant à celle de la rareté.

Les prix du pétrole ont perdu jusqu'à 20% depuis juin malgré la multiplication des risques pesant sur l'approvisionnement, persuadant davantage d'investisseurs et de traders que 2015 pourrait marquer le passage à un marché excédentaire grâce au "*boom*" du schiste aux Etats-Unis.

Si la chute des cours relance les spéculations sur la possibilité que l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) réduise en novembre sa production pour la première fois depuis six ans, certains analystes vont bien plus loin.

Selon eux, un basculement fondamental du marché - attendu de longue date - est peut-être en cours, mettant fin à quatre années tendues pendant lesquelles un baril à plus de 100 dollars était la norme et ouvrant une nouvelle ère où les interventions de l'Opep redeviendront essentielles.

Ils en veulent pour preuve le repli bien plus rapide que prévu des importations américaines alors que la production y a atteint un record depuis trente ans. Mais aussi la ralentissement de la croissance économique chinoise et donc de la croissance de la demande de pétrole. Même la production dans des pays troublés comme la Libye et l'Irak augmente.

Pour Daniel Yerhin, vice-président d'IHS et historien reconnu du pétrole, ces événements "*représentent enfin un rééquilibrage et les conséquences de la très forte accélération de la production américaine*."

Surtout, le fait que les prix baissent malgré les conflits agitant la majeure partie du Moyen-Orient et les sanctions contre la Russie annonce "*un événement déterminant, un catalyseur du changement*."

Certains analystes estiment qu'il est trop tôt pour dire si cette baisse des prix diffère des précédentes, notamment celles de 2012 et 2013, suivies d'une brusque remontée des cours avec la guerre en Libye et les sanctions contre l'Iran.

Un sursaut économique en Europe ou une autre rupture d'approvisionnement pourraient encore faire repartir les prix à la hausse à court terme mais le risque semble aller decrescendo.

VERS UN RÉÉQUILIBRAGE DES POUVOIRS

Credit Suisse a réduit la semaine dernière sa prévision de prix pour le Brent de Mer du Nord à 93 dollars le baril en 2016, la deuxième prévision la plus basse parmi les analystes interrogés par Reuters. Pour 2017, la banque suisse prévoit un baril à 88 dollars avec une croissance de la production nord-américaine dépassant largement la demande mondiale.

Certains traders en conviennent. Les futures pour 2017 et au-delà, qui restaient jusqu'à présent fermes malgré la chute des prix pour une livraison immédiate, ont fini par baisser la semaine dernière. Le prix Brent livraison novembre, la référence mondiale, a chuté de 5% la semaine dernière, touchant un plus bas de plus de deux ans.

Les implications d'un tel basculement dépasseraient le seul cadre de la l'Opep et devraient accélérer le rééquilibrage des pouvoirs, des pays consommateurs comme les Etats-Unis devenant moins dépendants de producteurs comme la Russie et l'Iran.

Pendant la majeure partie de la dernière décennie, la pénurie a été la norme sur le marché. Avant 2008, des années de sous-investissement, une demande croissante en Asie et la crainte d'un "*pic pétrolier*" ont alimenté la tendance haussière des prix et les membres de l'Opep ont peiné à répondre à la demande. Le pétrole a grimpé jusqu'à près de 150 dollars le baril à la mi-2008.

La crise financière a alors fait vriller les prix, contraignant l'Opep à deux réductions marquées, ses dernières mesures officielles depuis au moins six ans. Avec une demande étale et la percée du schiste aux Etats-Unis, la peur du "*pic pétrolier*" a cédé la place à l'espoir de l'abondance. Pour autant, les cours restaient fermement au-dessus des 100 dollars le baril, tout mouvement baissier étant immédiatement contré.

En 2011, la révolution en Libye, membre de l'Opep, a alimenté la hausse des cours en réduisant les approvisionnements, jusqu'à 1,5 millions de barils par jour (bpj). Les sanctions occidentales contre l'Iran, fin 2011 et en 2012, ont ensuite pesé sur les livraisons, avant que la nouvelle flambée des violences en Libye ne prenne le relais.

LA DÉTERMINATION DE L'OPEP MISE À L'ÉPREUVE

Ce phénomène pourrait se reproduire l'an prochain. La montée des tensions avec la Russie fait peser un risque sur les approvisionnements du deuxième producteur mondial. Les pourparlers avec l'Iran visant à parvenir à un accord sur son programme nucléaire pourraient tourner court et aboutir à un durcissement des tensions.

Et pourtant, la probabilité d'un rebond des cours devient de plus en plus faible. "*L'alerte incendie pourrait être réelle cette fois*", estime Daniel Sternoff de Medley Global Advisors.

Aujourd'hui, soit l'Opep instaure un plancher de soutien des prix à court terme, soit la période prolongée de prix bas commencera à faire fléchir les investissements à long terme ou à ranimer la demande, a-t-il dit.

Le recul des prix met à l'épreuve la détermination de l'Opep mais aussi la viabilité de la révolution du schiste aux Etats-Unis, qui a ajouté à la production américaine un million de bpj par an au cours des trois dernières années.

On est encore loin de savoir si, ou quand, l'Opep va intervenir. Les fortes baisses de prix accordées mercredi par l'Arabie saoudite à ses clients asiatiques suggèrent que le premier producteur mondial se résoudra à des prix bas pour maintenir sa part de marché.

Bob McNally, ancien conseiller à la Maison blanche du président George W. Bush et désormais président du cabinet de conseil spécialisé dans l'énergie Rapidan Group, a déclaré, après un récent déplacement en Arabie saoudite, que les producteurs de l'Opep pourraient attendre que les Etats-Unis réduisent leur production plutôt que s'y résoudre eux-mêmes.

Tandis que certains membres de l'organisation commencent à réclamer des baisses de production, des pays du Golfe misent sur la demande hivernale pour ranimer le marché.

Cela pourrait néanmoins évoluer si les prix cèdent encore une dizaine de dollars. En plus de peser sur les budgets de Caracas à Moscou, les foreurs américains décideraient alors probablement d'infléchir leur activité dans le cas d'un "*recul durable*" sous les 80 dollars le baril, font remarquer les analystes de Baird Energy dans une note publiée lundi.

"*Après tout l'huile de schiste des Etats-Unis n'est pas seulement la plus récente et la plus importante source d'approvisionnement mais également celle aux coûts les plus élevés et la plus exposée aux cours*", note Bob McNally. "*Dans les faits, le Dakota du Nord et le Texas ont rejoint l'Opep, mais ils n'en ont pas encore pris conscience*". Reuters 07.10

Haut de page

Le 9 octobre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 11 articles.

Un mot personnel

Une fois déduit l'argent que j'ai perdu lors de la séparation avec mon épouse et les pénalités que m'a imposées la banque pour avoir clôturé prématurément les comptes où j'avais déposé mes économies, il va nous rester pour vivre 261 euros au taux actuel ou 22.000 roupies, autant dire que nous ne pourrons plus économiser un centime.

Je viens de recevoir une lettre m'informant qu'en vertu de l'art.L.351-1 et 2 du Code de la Sécu je n'avais pas l'âge requis pour prétendre à la retraite, l'assistante sociale du consulat avait tenté le coup, je savais qu'il faudrait attendre encore trois ans, 62 ans. Il ne me reste plus que 35 mois à passer en espérant que je n'aurai pas besoin de fric pendant cette période. Il va donc falloir se priver davantage et malheureusement je ne pourrai plus aider personne autour de moi.

J'ai recontacté la société qui devait me proposer un boulot, je leur ai fait part de ma disponibilité pour éventuellement corriger des traductions, ils m'ont répondu négativement. Quant à ma famille en France, il faudrait que je la suplie à genoux de m'aider et je m'y refuse, ils connaissent ma situation, si cela ne vient pas d'eux c'est qu'ils n'en ont pas envie.

Parfois je me demande s'ils ne me prennent pas pour un être abominable à cause des idées que je défends, parce qu'ils fréquentent ou côtoient sans soute quotidiennement des gens exceptionnels. On ne peut pas demander à des gens qui habituellement ne sont pas capables de faire la part des choses de se surpasser.

En cas de grande difficulté je ferais appel à la générosité des lecteurs, j'espère ne pas devoir en arriver là.

Oublions tout cela et passons à la politique.

Il y a une sacrée fine équipe de branquignols au gouvernement en France.

Aux infos de Russia Today ce soir, le journaliste annonce les titres qu'il va développer dont la Syrie. Et là j'ai eu un déclic, je n'y avais pas pensé avant, en l'entendant évoquer la proposition de la Turquie d'imposer une zone de sécurité où les vols seraient interdits, je me pose une question : mais qui cela concernerait-il, les barbares d'EI ne possèdent pas d'avions, en dehors de la coalition arabo-occidentale il n'y a que l'armée syrienne qui en détiennent, c'est donc elle qu'il vise.

Une minute plus tard le journaliste embraie en mettant ce fait en évidence, *EI has no flight powering*. Du coup je me demande si les médias ultra corrompus français feront preuve de la même perspicacité, sachant que Hollande a déjà fait savoir qu'il soutenait cette proposition turque, pas les Américains, apparemment personne à part lui ne l'a reprise à son compte, ainsi avec Valls et Fabius ils se ridiculisent une fois de plus aux yeux du monde.

Précision.

Joe Biden n'a pas vraiment reproché à l'Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis et à la Turquie d'avoir armé Al-Qaïda et ses avatars, mais de n'avoir pas réussi à renverser Assad. Le reproche qu'il leur a adressé pouvait être perçu comme un avertissement ou une menace s'ils trainaient des pieds pour s'engager sans compter au côté des Américains en Irak et en Syrie.

Pour ceux qui ne le sauraient pas encore.

Les frappes menées en Irak et en Syrie, les deux pays où est implanté l'Etat islamique, sont de natures différentes, a dit le porte-parole du Pentagone, le contre-amiral John Kirby.

"*La campagne en Syrie est vraiment destinée à s'attaquer à la capacité de ce groupe à durer, recruter, former, équiper et se financer*", a-t-il poursuivi..

(Manifestement il se trompe de cible, c'est Istanbul, Riad et Doha qu'il fallait bombarder, impossible ce sont leurs alliés et selon Biden leurs recruteurs, formateurs, équipementiers et financiers. - ndlr)

("*L'objectif stratégique*" des Etats-Unis ne correspond pas vraiment aux besoins de la population. - ndlr)

Les Etats-Unis ont toutefois paru dans le même temps minimiser l'importance de Kobani, ville adossée à la frontière turque assiégée depuis trois semaines par les combattants de l'EI, ce qui a provoqué un exode de près de 200.000 Kurdes syriens vers la Turquie.

"*Aussi horrible que ce soit d'observer en temps réel ce qui se passe à Kobani (...), vous devez prendre du recul et comprendre l'objectif stratégique (des Etats-Unis)*", a déclaré John Kerry aux journalistes.

(Ils visent les infrastructures du pays, ils le disent eux-mêmes. Pourquoi ont-ils opté pour des bombardements plutôt qu'une intervention terrestre moins dévastatrices pour les infrastructures ? - ndlr)

"*Au-delà de la crise à Kobani, les cibles initiales de nos frappes sont les centres de commandement et de contrôle (des djihadistes), les infrastructures*", a poursuivi le secrétaire d'Etat.

(En réalité chaque bombardement, dont les djihadistes sont prévenus à l'avance, se traduit pas l'élimination de quelques dizaines de barbares, alors qu'ils sont des dizaines de milliers dans la région, donc ils ne les combattent pas vraiment. -ndlr)

Un autre point de vue.

- Pourquoi Washington a jeté Kobani en pâture à Daesh - french.irib.ir

Mais pourquoi la coalition anti-Daesh refuse de secourir les Kurdes de Kobani? Le journal "Al-Jomhuriya", citant des experts, a son point de vue là dessus : Le sort de cette ville, située à 150 kilomètres d'Alep, et à 30 kilomètres des frontières de la Turquie, prouve la duplicité du discours anti-terroriste et de l'action anti-Daesh de l'Occident. On se rappelle du cas libyen; l'attaque du général Kadhafi contre la ville de Benghazi a fourni à la coalition de l'OTAN le prétexte nécessaire pour s'attaquer à la Libye, et les avions de l'OTAN ont bombardé les véhicules blindés de l'armée libyenne, à l'entrée de la ville. On se rappelle, aussi, la prestesse des américains à bombarder les positions de Daesh, à Erbil, quand les terroristes ont voulu prendre le contrôle de cette ville; ou encore, à agir, pour sauver les Yézidis de Sinjar. Que se passe-t-il, alors, à Kobani, ville qui, à l'époque de l'occupation française, était considérée comme le che- lieu d'une province composée de 44 villages. Pourquoi, donc, bouder Kobani?

- Il se peut que les Etats Unis cherchent à punir le parti de gauche de l'Union démocratique du Kurdistan, qui a, sans cesse, rejeté toute présence et toute coopération avec l'opposition extra-territoriale et pro-occidentale anti-Assad. Une coalition formée par Robert Ford que les Kurdes syriens rejettent toujours. Les Kurdes n'ont jamais accepté avoir été mis à l'écart de cette coalition, et n'ont pas cessé d'avoir peur que la Turquie finisse par la dominer, surtout que le chef du PKK se trouve, toujours, en prison, à Ankara.

- Il se peut que Washington veuille utiliser l'attaque contre Kobani, comme un atout, dans ses pourparlers avec le gouvernement turc. La présence de Daesh aide, certes, à la formation d'une zone tampon, sur les frontières avec la Syrie, mais les Daeshistes sont des gens à alliance variable et ils pourront compromettre les projets d'Erdogan

- Il se peut que Washington veuille faire la part des choses entre Barzani, pro-occidental et de droite, et ses adversaires de gauche, à savoir, l'Union démocratique. Or, ce sont ces derniers, qui sont trop populaires, au Kurdistan irakien et syrien, et parmi les Kurdes turcs. Bref, les Américains cherchent à affaiblir les Kurdes de gauche. Cette politique a été choisie, depuis que les Kurdes syriens ont refusé de combattre Assad, sous la bannière américaine... french.irib.ir 07.10

Entre par Kurdes de gauche le PKK.

En complément.

- Les membres de la coalition divisés sur le projet de zone tampon entre la Turquie et la Syrie - Francetv info

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a plusieurs fois plaidé pour l'instauration d'une zone tampon et d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a lui affirmé, lors d'une conférence de presse commune avec son homologue britannique Philip Hammond, que cette idée valait "*la peine d'être examinée*".

La création de cette zone tampon n'est "*pas à l'étude*" à Washington a affirmé en début de soirée la Maison Blanche. "*C'est une idée que les Turcs ont soulevée à plusieurs occasions et nous en avons évidemment parlé avec eux, mais ce n'est pas quelque chose qui est à l'étude pour le moment*", a ainsi précisé Josh Earnest, le porte-parole de l'exécutif américain. Francetv info 09.10

Le plus va-t-en-guerre contre la Syrie après Obama ne pouvait que soutenir cette proposition.

- François Hollande soutient la création d'une zone tampon entre la Syrie et la Turquie - 20minutes.fr

- Siège de Kobané: Inquiets, les Kurdes de France appellent à l'intervention de la coalition - 20minutes.fr

- Syrie : pourquoi la Turquie laisse Kobané tomber - LePoint.fr

- Syrie: nouveaux raids pour soutenir les Kurdes face aux jihadistes à Kobané - Liberation.fr

La dictature néolibérale c'est quoi ? Réponse par ses laudateurs.

Pas besoin de fournir une grille de lecture aux lecteurs. Le programme du STO.

- Français, il faut travailler plus!, plaide l'Institut Montaigne - AFP

Français, il faut travailler plus sans gagner plus "*pour relancer l'économie*", estime l'Institut Montaigne dans un rapport publié mercredi, qui affirme que l'écart entre la France et ses voisins en matière de temps de travail atteint "*des proportions inquiétantes*".

Dans ce texte baptisé: "*Temps de travail: mettre fin aux blocages*", le think thank d'inspiration libérale affirme que "*tous secteurs confondus, les salariés à temps plein travaillent en France moins que dans la plupart des pays européens et des économies comparables de l'OCDE*".

Pour l'Institut, il faut "*agir rapidement*" face à cette situation et réformer le temps de travail pour "*relancer l'économie française*".

"*Une hausse du nombre d'heures travaillées sans compensation salariale, en permettant à la fois une baisse du coût du travail et une hausse de la production, pourrait permettre de créer un véritable choc de compétitivité en France*", affirme le centre de réflexion.

A l'appui de son constat d'un manque de travail des habitants de l'Hexagone, l'Institut cite diverses études, dont une récente enquête de Coe-Rexecode, selon laquelle les salariés français à temps complet ont travaillé en 2013 en moyenne 186 heures de moins que les Allemands et 239 heures de moins que les Britanniques.

Le secteur public est aussi spécialement montré du doigt par le think tank, le temps de travail y étant "*nettement inférieur*" que dans le privé, selon lui.

L'Institut déplore en ce domaine "*une absence de données inquiétante*" et "*une défaillance globale du contrôle de la durée effective du travail*".

Il relève que "*le nombre annuel moyen d?heures de travail pour les fonctionnaires des administrations centrales de 21 pays européens de l'OCDE était de 1.697 heures, contre 1.573 heures en France en 2010*".

Face à cette situation globale qui a "*handicapé l'économie française au cours des dernières années*", l'Institut Montaigne formule diverses préconisations.

Il recommande en premier lieu d'"*augmenter le temps de travail dans les secteurs public et privé*", avec deux scénarios pour le privé: augmenter la durée légale du travail à une durée comprise entre 38 et 40 heures par semaine (contre 35h actuellement) ou carrément "*supprimer la durée légale du travail*", qui serait désormais fixée "*par accords collectifs de branche ou d'entreprise*".

L'Institut précise qu'"*en cas d'absence d'accord, la décision unilatérale du chef d'entreprise*" devrait être autorisée.

Pour le public, l'Institut propose là aussi de relever le seuil déclenchant des heures supplémentaires entre 38 et 40 heures par semaine, avec une absence de "*compensation salariale*" pendant une période qui pourrait durer trois ans.

En matière de lutte contre l'absentéisme, le centre de réflexion préconise par ailleurs de restaurer le jour de carence (non indemnisé) dans la fonction publique, créé en 2011 et supprimé par la gauche, ou de donner aux cadres intermédiaires plus de moyens de contrôle avec par exemple une "*généralisation des badgeuses*".

L'Institut suggère aussi de mieux recenser statistiquement le temps travaillé dans la fonction publique et de publier les données chaque année avec une discussion au Parlement.

Du côté des entreprises, il estime qu'il serait "*pertinent*" qu'une partie des sujets concernant l'organisation du travail puisse être décidée de façon unilatérale par le chef d'entreprise qui en informerait les partenaires sociaux. Cela pourrait concerner par exemple, la mise en place d'astreintes ou de forfaits jours, précise l'Institut. AFP 08.10

Le pire, c'est qu'ils y croient, vous mesurerez leur détermination à nous réduite en esclavage, c'est le programme du nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer, qui existe déjà dans bien des endroits dans le monde...

Elargir le champ de la guerre avant la déflagration finale.

1- Venezuela. Opération déstabilisation.

Tout d'abord on commence par poser une question à l'apparence anodine ou neutre, ensuite on s'emploie à faire naître un soupçon, après on l'alimente en recourant à des procédés frauduleux ou malhonnêtes, amalgames, déni, témoignages orientés et autres, et pour finir on passe au verdict sous la forme d'une accusation, l'objectif est atteint.

Ici en l'occurence pour frapper les esprits, le soupçon figure dans la question.

- Le Venezuela est-il en train de devenir un narco-Etat? - Slate.fr 08.10

Structure de l'article.

- Rapprochements militaires/guérillas

- Narco-Etat ou «*Narco-régime*»?

- Les succès de la lutte contre le trafic de drogue enregistrés par le gouvernement sont systématiquement minimisés ou niés, puisqu'il s'agit d'établir la collusion entre le gouvernement ou l'armée avec les trafiquants de drogue.

- La parole est donné aux opposants de Maduro, à l'ONU ou ses officines à la solde des Américains, parole qui a une valeur supérieure à celle du gouvernement vénézuélien.

- Les citations de l'auteur de cet article suffisent à comprendre dans quel camp il se situe ou ses réelles intentions.

1 — Chavisme, narcotrafic et militaires, Conversations avec Mildred Camero, éditions Libros Marcados, mai 2014, Hector Landaeta.

2 — Les chavistes dans l'Empire, Secrets, tactiques et scandales de la révolution bolivarienne aux Etats-Unis, éditions La Hoja del Norte, mai 2014, Casto Ocando

3 — Etat délinquant, Comment agit la délinquance organisée au Venezuela, éditions La Hoja del Norte, juillet 2013, Carlos Tablante et Marcos Tarre.

Vous remarquerez que tous ces ouvrages ont été publiés récemment, autrement dit l'offensive de déstabilisation des Américains relève du harcèlement, de l'acharnement depuis l'élection de Maduro qui a succédé à Chavez.

Il ne s'agit pas pour nous de nier que des secteurs de l'armée vénézuélienne profiteraient du trafic de drogue, mais de montrer de quelle manière les Américains s'en servent pour mener leur lutte politique contre le gouvernement, sachant que la CIA est le véritable parrain du trafic de cocaïne et d'héroïne dans le monde et que les dividendes qu'elle en tire servent à financer ses opérations secrètes avec l'accord du gouvernement américain.

Le gouvernement vénézuélien ne tiendrait pas un jour de plus sans le soutien de l'armée, il lui faut donc manoeuvrer en permanence et l'épargner ou fermer les yeux sur ses liens avec les trafiquants de drogue. Il faut bien se dire que si ce n'était pas ce gouvernement qui entretenait ce genre de relations avec l'armée, celui qui le remplacerait pratiqueraient exactement de la même manière, il y a trop d'argent en jeu pour qu'il en soit autrement et le trafic de cocaïne doit se poursuivre coûte que coûte.

C'est l'aspect peu reluisant de la "révolution bolivarienne" sur fond de corruption généralisée que ses partisans refusent d'admettre. Vous comprendrez pourquoi elle ne peut pas constituer un exemple pour nous et nous refusons de l'assimiler au socialisme.

C'est d'ailleurs parce que Chavez n'a jamais eu la volonté de s'attaquer aux fondements du capitalisme qu'il a été contraint de composer avec l'armée (dont il était issu) et des pans de la bourgeoisie vénézuélienne, sinon il aurait fallu qu'il les affronte directement et il en a été incapable, car seul le peuple en arme aurait pu défaire l'armée et vaincre la résistance de la bourgeoisie.

Dans un tel régime l'armée occupe une place prépondérante, charnière, incontournable, ne participant pas directement au pouvoir,

il faut bien qu'en échange des services rendus au gouvernement elle trouve ailleurs les subsides qui permettent à ses chefs d'avoir un niveau de vie à la hauteur de leurs statuts.

2- Avec Modi (BJP) au pouvoir ils jouent sur du velour. Eviter tout rapprochement entre la Chine et l'Inde.

- Les accrochages indo-pakistanais s'intensifient au Cachemire - Reuters

Les affrontements se sont intensifiés mercredi entre soldats indiens et pakistanais dans la région himalayenne du Cachemire, où l'on dénombre une dizaine de blessés sur les 200 km de frontière contestée entre les deux Etats.

Selon un haut responsable indien de la sécurité aux frontières, l'armée pakistanaise a tiré à la mitrailleuse et au mortier sur une soixantaine de postes de l'armée indienne, s'exposant à des tirs de représailles.

"*Les 'rangers pakistanais' (ndlr, une force paramilitaire dépendant du ministère de l'Intérieur) ont visé toute la frontière du Jammu cette nuit et les tirs se poursuivent*", a précisé Uttam Chand.

Huit civils indiens, trois soldats et un membre de la sécurité aux frontières ont été blessés.

Depuis le regain de tension entre les deux puissances nucléaires, des milliers de civils indiens ont fui la région himalayenne du Cachemire, au coeur d'un différend frontalier entre l'Inde et le Pakistan depuis leur indépendance, en 1947.

Les affrontements en cours depuis plus d'une semaine sont parmi les plus violences depuis une trêve négociée par les deux pays en 2003.

"*Il est très inhabituel de voir les deux camps viser des zones et des bâtiments civils. Pour le moment, nul ne semble vouloir reculer*", note S. Chandrasekharan, directeur du South Asia Analysis Group à New Delhi. Reuters 08.10

3- Chine. Instrumentaliser la jeunesse qui a soif de liberté pour instaurer le chaos.

- Anarchistes en République populaire: la colère corrosive des punks chinois AFP -

Crête écarlate sur le crâne, le chanteur Shan Lin prône la rébellion et l'anarchisme, avant de les marteler sur scène: dans un pays qui réprime les voix dissonantes, le punk chinois offre un rare espace d'expression subversive.

"*Plus il y a d'anarchistes et mieux c'est, plus c'est le chaos et plus on aime ça! Le désordre, c'est notre vie*", lance Shan, 30 ans, du groupe pékinois Shiweizhe ("Manifestants"), juste avant un concert.

(Pas si corrosif que cela. - ndlr)

Les groupes chinois imitent le style des figures du punk anglo-saxon et leur haine de l'"*establishment*", mais leurs textes abordent volontiers des thématiques locales: "*les expulsions forcées, l'absence d'avenir, l'éducation transformant les jeunes en robots à travailler, le règne de l'argent*", énumère Lei Jun.

A l'époque, un collectif pékinois s'était baptisé "*Le Contingent de l'ennui*".

Vingt ans après, les chansons punks reflètent des veines anarchistes ou au contraire démocratiques.

Les musiciens punks ne sont pas exempts de pressions sociales: le chanteur de Shiweizhe --qui avoue un passé de "*mauvais garçon*"-- travaille dans la construction, et son guitariste lisse ses cheveux pour rejoindre son cabinet d'immobilier.

Et quand Wang Yuxin rentre chez elle, elle redevient "*une jeune fille bien rangée*"

"*Avec l'habitude des Chinois de vous dévisager, c'est dur d'adopter une apparence punk*", se désole Lei Jun. AFP 08.10

Le punk, sans vouloir passé pour un vieux con, je le pensais il y a près de 40 ans, sur le plan musical c'est le rock décomposé à l'image de la décadence de la société.

Le punk est au rock, ce que le free-jazz est au jazz, la nouvelle cuisine à la gastronomie... Vous pouvez ajouter la gauche et l'extrême gauche au socialisme.

ACTUALITÉ DU JOUR

Désintégration.

- NPA : Philippe Poutou quitte la direction et tire à boulets rouges sur le parti - leparisien.fr

Philippe Poutou a annoncé dimanche soir à ses camarades du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) qu'il en quittait la direction.

« *Je n'ai jamais su ou pu m'intégrer* » au comité exécutif du parti, écrit l'ancien candidat-ouvrier, déclarant se sentir à la fois éloigné et inutile au sein d'un parti « *trop parisien* ».

Ce départ intervient en pleine crise au Nouveau parti anticapitaliste. Asphyxié par la concurrence du Front de Gauche et balayé aux élections européennes, le NPA d'Olivier Besancenot est confronté à de sérieux soucis budgétaires.

« *Au NPA, nous subissons aussi l'opportunisme individuel, l'ambition personnelle, la prétention, le sentiment de supériorité ou encore l'aspiration à prendre la place (sa place) et à vouloir la garder. Il y a besoin de se remettre en cause sur toutes ces questions* », estime aujourd'hui Philippe Poutou qui appelle ses camarades à « *mettre en place une direction qui permette de construire, de coordonner l'activité, d'aider les équipes militantes à se renforcer* ». leparisien.fr 08.10

Voilà une image détestable de la direction du NPA. Question à la façon des instituts de sondages : Selon vous est-ce que cela influe sur la politique de ce parti ?

Mégalomanie aggravée.

- Mélenchon: Hollande "*fait pire que Sarkozy qui fera pire que Hollande la prochaine fois*" - L'Express.fr (Ou l'art d'enfoncer les portes ouvertes, le pire est devant nous, pardi ! - ndlr)

Dans une interview au Nouvel Observateur, le leader du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon accuse François Hollande d'avoir "*coulé l'idée de gauche*".

(On devrait lui en être reconnaissant il est vrai, car il a mis en porte-à-faux la pseudo-gauche dont se réclame Mélenchon. Il lui reproche d'avoir mis brutalement fin à cette illusion qu'ils partageaient depuis si longtemps, et que Mélenchon n'a pas abandonné à défaut de pouvoir se tourner vers le socialisme. - ndlr)

"*Hollande a désarmé et démoralisé (l'électeur de gauche)* (Voilà une oeuvre salutaire dont seul un petit bourgeois pourra s'offusquer. - ndlr) . *A présent, les gens concluent: 'La gauche et la droite, c'est pareil.' (...)* (En quelque sorte l'imposture qui consistait à affirmer le contraire est brisée et c'est tant mieux. Il n'y a que les traîtres ou ceux qui s'en accommodaient pour le regretter. - ndlr) *Aujourd'hui, il n'y a qu'un segment de l'opinion en dynamique: l'extrême droite*", estime l'ancien candidat du Front de gauche (FG) à la présidentielle. (Celle que les médias lui servent chaque matin au petit-déjeûner et qu'il gobe comme un crétin. - ndlr) "*Je pensais que nous allions gagner en disant aux gens: 'Comparez les deux gauches'. Cette ligne raisonnable a échoué.* (Le traité de crétin est encore un compliment apparemment, car il ne lui viendrait pas à l'esprit qu'en assimilant Hollande ou le PS à la gauche il perdait toute crédibilité. - ndlr) *En fait, nous avons été aspirés par le naufrage du vaisseau amiral. Hollande a coulé l'idée de gauche*", dit-il au sujet du Front de gauche, qu'il accuse d'être "*resté trop souvent collé au système du PS*". (Il a coulé avec lui, ce qui n'est pas pour nous déplaire. On remarquera qu'il y a encore des médias complaisants pour lui offrir une tribune et lui permettre de refaire surface, le régime a besoin de ce genre de pitres. Assumez-vous, en prétendant que Hollande et le PS étaient de gauche, vous avez confirmé que vous n'aviez jamais rompu le cordon ombilical avec eux, donc n'accusez pas le Front de gauche. -ndlr)

Mais Jean-Luc Mélenchon ne s'avoue pas vaincu, loin de là: "*... comme les anciens électorats se disloquent sous nos yeux, à la fin, ça se terminera entre Le Pen et nous*", annonce Jean-Luc Mélenchon, estimant que "*désormais, il y a l'oligarchie d'un côté et le peuple de l'autre*". L'Express.fr 08.10

Il se voyait passer devant le PS à chaque élection et il est ressorti laminé et loin derrière, et voilà qu'il nous refait le coup pour la énième fois, c'est pathologique ou incurable chez lui il faut croire.

On se demande comment un tel parti (PG) peut encore exister, quoique si, cela s'explique facilement, il suffit d'observer sa terminologie empruntée au jeu institutionnel qu'il affectionne (la révolution citoyenne par les urnes... funéraires!) "*l'électorat de gauche*" par ci, "*les anciens électorats*" par là, il se nourrit des illusions dans le régime qui animent les couches supérieures de

la classe ouvrières et qui ne sont pas prêtes de s'en séparer, comme de l'UE, n'est-ce pas monsieur le député européen.

Mégalomanie : Comportement pathologique caractérisé par le désir excessif de gloire et de puissance ou par l'illusion qu'on les possède (idées, délire de grandeur). (Le Grand Robert)

Appliqué à notre grand homme, plus terre à terre, péter plus haut que son cul !

Sans blague, ils étaient pour !

- Nadine Morano : "*Il n'y aura pas d'abrogation*" du mariage pour tous - Francetv info

Vous avez lu avant-hier qu'aux Etats-Unis c'était les plus conservateurs qui le revendiquaient, alors qu'on aurait pu croire le contraire, ne nous a-t-on pas rebatu les oreilles que c'était un truc de gauche. Ce sont les plus réacs, les plus pourris qui soient qui sont les plus farouches partisans du mariage homosexuel aux Etats-Unis. Du coup, ceux qui n'ont pas suivi ne comprennent plus rien, parce qu'ils se sont laissé manipuler.

Quand on aborde un sujet, il faut prendre de la hauteur ou aller voir ce qui se passe ailleurs, car si on se contente de ce qui se passe en France ou de la propagande officielle, on prend le risque d'en avoir un aperçu étriqué et de se faire berner. Bon, cela peut arriver à tout le monde de se faire piéger, encore faut-il en tirer les leçons pour que cela ne se renouvelle pas, c'est préférable, non ?

Vous vous souvenez peut-être qu'on avait affirmé que l'UMP n'y était pas opposé, on en a ici la confirmation. J'avais observé ce qui s'était passé ailleurs, et je m'étais dit pour que des monarchies prennent les devants, c'est que c'est un truc qui devrait faire le bonheur des réacs.

Le mariage homosexuel n'est pas réac, c'est assurément l'objectif politique inavoué de ceux qui en ont pris l'initiave qui l'était et la raison pour laquelle on ne pouvait pas le soutenir, vous saisissez la nuance.

ACTUALITE EN TITRES

Un aveu ?

- Aurélie Filippetti : la politique de Hollande n'est pas une "*trahison*", mais "*un renoncement*" - Francetv info

Elle a dû faire allusion à ses promesses qui n'engageaient que ceux qui étaient disposés à les croire.

Quant à trahir, qui ? Son soi-disant camp, la gauche ? Impossible il n'en a jamais fait partie. Sa véritable famille politique ? Au contraire, il ne fait que donner des gages de fidélité à la classe dominante.

La nouvelle gauche est arrivée.

- Montebourg : "*L'Europe doit faire comme Barack Obama*" - LePoint.fr

À l'occasion du Forum Nouveau Monde, au siège de l'OCDE à Paris, le mardi 7 octobre, l'ancien ministre de l'Économie pose les États-Unis comme modèle pour l'Europe et dénonce une fois de plus l'intransigeance allemande. LePoint.fr 08.10

Il rivalise avec Hollande la risée du monde, il prend les Etats-Unis comme modèle et dénonce l'Allemagne alors qu'elle n'a fait qu'imiter les Etats-Unis ! Très très fort ! On a envie de dire, quel crétin !

On va le faire à la manière de LO qui sont aussi très futés comme vous avez dû vous en rendre compte : Travailleurs, travailleuses, n'ayez pas de complexes d'infériorité, voyez quels crétins nous gouvernent, vous ne pourriez pas faire pire si vous déteniez le pouvoir, alors n'hésitez pas à vous engager pour le conquérir, rejoignez-nous !

Les intellectuels de gauche ne font pas confiance à la classe ouvrière, ils sous-estiment ses capacités, cela devrait les inciter à réfléchir à nouveau à cette question déterminante. Un travailleur pas très évolué peut être capable du meilleur comme du pire, alors qu'un type comme Montebourg ou Hollande ne peut être capable que du pire. Mélenchon n'est pas d'accord et c'est normal, on ne lui demandera pas non plus de quoi il est capable, il en a suffisamment fait la démonstration.

Pas tous logés à la même enseigne.

- L'insécurité alimentaire de plus en plus présente dans la vie des Français - 20minutes.fr

- Des cures de vitamines inutiles voire nocives - 20minutes.fr

Le temps des grandes épidémies mondiales est-il arrivé ?

- Ebola : Kerry évoque une «*crise mondiale*» - Liberation.fr

- Ebola pourrait coûter 32 milliards de dollars à l'Afrique - AFP

Haut de page

Le 10 octobre 2014

CAUSERIE

En attendant que le site soit actualisé en fin de journée, à lire : *Les troubles raisons qui poussent la Turquie à se réjouir de la chute de Kobané aux mains de l'Etat islamique. (10.10)*

De retour, 21h15 à Pondichéry, le boulot est terminé.

On a classé les articles de septembre.

On a mis en ligne deux articles intéressants dans la rubrique *Social* qu'on appelera désormais *Social et société*. Celui intitulé *Bienvenue dans l'ère des hyper-narcissiques* est effrayant, car en réalité ils fabriquent des zombis qui ne s'en rendent même pas compte.

Je ne sais pas ce que vous en pensez mais je crois avoir atteint un certain niveau de conscience ou avoir compris certaines choses pour ne pas avoir l'air prétentieux, et je partage mon existence avec Selvi qui est profondément arriérée, illettrée, pour ne plus signer avec son index elle a juste appris dernièrement à signer Selvi en tamoul, cela lui demande un effort elle s'y reprend à plusieurs reprises pour former chaque lettre, chaque fois je la regarde faire et invariablement il y a quelque chose qui se noue dans mon estomac, parce qu'elle est fière d'y être arrivée et je sais qu'elle a honte de ne pas savoir lire et écrire, mais pas devant moi, elle sait que je ne la jugerai jamais et qu'au contraire je partage sa douleur, car elle en souffre évidemment, sa condition lui fait horreur autant que la société qui a été très injuste envers elle, on partage cela aussi.

Il y a quelques jours j'ai écrit qu'ici on séchait nos larmes, parce qu'il lui arrive souvent de fondre en larmes et chaque fois cela me bouleverse et ce n'est pas une comédie. Il arrive même que j'y sois involontairement pour quelque chose parce qu'on ne se comprend pas toujours, ce qui m'oblige à me demander si je n'aurais pas eu un comportement inapproprié, je la respecte profondément mais je peux aussi être maladroit quand je croule sous les emmerdements comme ce fut le cas ces derniers temps, jamais méprisant, elle le sait ou le ressent et elle ne m'en veut pas. C'est la confiance ou la sincérité qui existe entre nous qui sert à colmater les brèches ou soigner les blessures, sans cela nos rapports seraient invivables.

J'ignore comment elle interprète ma façon d'agir ou de penser, je ne sais pas au juste ce qu'elle comprend, dès lors la situation est très délicate et difficile à gérer, il faut éviter de commettre un impair, il faut poser les bonnes questions, réfléchir et se mettre à son niveau avec en prime un problème de langue qui complique les choses, c'est un cas de conscience, un défi immense à affronter qui nécessite une attention et une concentration de chaque instant, où il m'est interdit d'oublier ce qui nous sépare et qui est immense pour ainsi dire parvenir à être sur la même longueur d'onde, tandis qu'elle produit un effort énorme pour y arriver, il suffit de la regarder pour en prendre la mesure, elle s'assoit, me regarde fixement, elle ne bouge plus, cela peut durer des minutes, des minutes qui me semblent interminables car j'ignore si elle comprend ou pas ce que je lui explique, et lorsque c'est à son tour de parler et qu'on parvient à s'entendre, elle a les yeux qui pétillent, elle sourit, je vois qu'elle vit un moment de bonheur intense parce que parvenir à se comprendre c'est quelque chose de merveilleux pour elle, c'est comme quelque chose en plus qui nous réunit, qui nous appartient, que l'on partage désormais, c'est très émouvant.

J'aurais pu me contenter de prendre cette femme comme servante et coucher avec elle en rétribuant largement ses services, mais rien que l'idée d'abuser de ma situation m'a toujours répugné au plus haut point, je vois bien autour de moi ou à travers des lectures qu'il est très facile de justifier un tel comportement infâme, par exemple le narcissique ou l'individualiste débridé, décomplexé n'aura aucun mal à s'arranger avec sa conscience pour peu qu'il en ait une, j'ai envie de dire pour conclure que c'est

ce qui nous est le plus cher (notre conscience) et qu'on peut, qu'on doit la partager sans craindre qu'elle ne s'altère, au contraire, c'est le seul moyen de l'enrichir encore.

Vous vous souvenez sans doute qu'à de nombreuses reprises j'avais mis l'accent sur la nécessité de faire preuve de modestie dans la vie sans connaître exactement la situation en France, cet article confirme que j'avais raison de m'en soucier au delà de ce que j'imaginais hélas !

Etre modeste ne signifie pas ramper ou être faible, être une larve ou se laisser piétiner par les puissants, au contraire, c'est se maîtriser, dominer ses émotions pour les orienter dans la bonne direction. Si c'est tout sauf se croire supérieur aux autres, celui ne signifie pas pour autant être inférieur. C'est aussi faire passer ses intérêts personnels au second plan mais sans les rogner ou les négliger. C'est avant tout faire preuve d'écoute ou d'attention envers les autres, et sachant que nos propres expériences sont somme toute limitées à notre petite existence, c'est à travers les leurs qui sont en quantité illimitée qu'on apprend le plus de choses, y compris sur nous-même. Enfin, c'est avoir une ouverture d'esprit qui ne peut qu'enrichir nos connaissances et nous aider à élever notre niveau de conscience. C'est aopter l'attitude la plus adéquate pour servir notre cause.

J'ai mis 1h30 pour rédiger ce passage, comme quoi j'ai encore le cerveau assez lent, on fait ce qu'on peut comme on est. Assez bavardé, vous aurez compris à quel point mon isolement me pèse. Passons à la politique.

Nous ne sommes pas sectaire, la preuve.

Nous avons mis en ligne le discours prononcé par Jacques Nikonoff (M'PEP) au Forum européen de 2014 qui s'est tenu fin août, qui avait été organisé par la Coordination nationale de la gauche italienne contre l'euro.

Je n'ai pas eu le temps de le lire en entier, sans partager l'orientation de Nikonoff ses analyses ne manquent pas de pertinence et nous font gagner du temps, et puis certains rappellent valent le coup, comme celui-là :

- "*Le courant de Jean-Luc Mélenchon à l'époque* (en 1991 - ndlr) *à l'intérieur du PS – Gauche socialiste – se prononce pour* « l'économie sociale de marché »*, une formule inventée par la CDU allemande, à la base de la conception idéologique de la construction européenne…*"

Le Parti de gauche et Front de gauche sont une imposture et se comportent comme des satellites du PS. Nikonoff s'emploie à le démonter en reliant les différentes prises de position de Mélenchon, la méthode est cruelle, efficace, radicale, fatale.

Mais de qui s'agit-il ?

Incroyable, il est "*toujours là*", mieux encore, il réussit le tour de force de se faire "*acclamer par... les 6-11 ans*", hier à Angoulême. (leparisien.fr 09.10

Réponse : Vous aurez reconnu Hollande, bravo !

Parole d'internaute

(Commentaires à la suite de l'article *Bienvenue dans l'ère des hyper-narcissiques* - lexpress.fr 09.10)

1- "*C'est vrai il suffit d'observer les gens dans la rue pour remarquer que la plupart se prennent pour "je ne sais quoi d'ailleurs", toisent les autres, ont le regard fiers en permanence (et si l'on savait tout, il n'y aurait vraiment pas de quoi) bref...sont d'une suffisance et se croient bien plus importants que monsieur tout le monde et c'est assez risible car ils en font partie. C'est l'ère du moi je, moi je... plus de considération pour personne, plus d'empathie, finie la bienveillance et la solidarité. Dans ce monde en perpétuelle mouvance les choses changent et se retournent et les "premiers" pourraient se retrouver "derniers " et vice versa et les mégalos-narcissiques pourraient avoir besoin un jour de leurs congénères, et là ils verront bien.*"

Que des gens simples en viennent à adopter ce comportement peut se comprendre, c'est pour eux un moyen comme un autre d'exister puisqu'il n'en existe pas d'autres à leur portée. Ce qui s'explique moins, c'est que des gens en apparence plus développés se laissent aller ou en viennent à l'adopter également. Ce qui signifie que contrairement à ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, ils ne sont pas plus évolués que la moyenne ou leurs idées sont inconsistantes, d'où cette dérive ou régression. J'ai eu l'occasion de le constater et d'en être victime parmi mon entourage, ce qui m'a interpelé et attristé. Il n'est pas facile de rester au courant dominant quand on refuse de s'organiser...

2- "*Le narcissisme occupe une place importante dans le moteur de la société actuelle. Éxemples: (1) dans une entreprise qui ne travaille pas pour le bien-être de l'humanité, un cadre narcissiste est plus efficient qu'un cadre humaniste; (2) le narcissisme augmente la surconsommation; (3) le narcissisme permet à ceux qui mènent une vie médiocre, de se sentir important;*

(4) le narcissisme permet à certains de passer par-dessus leur prochain, sans scrupules."

La classe dominante le cultive, l'encourage, nous avons eu l'occasion de le souligner ces derniers jours. L'être humain est faible et perfectible, en prendre conscience pour devenir plus fort et progresser devrait faire partie de notre éducation, mais cela est impossible dans une société dont les fondements reposent sur un rapport de force entre dominant et dominé qu'elle n'envisage pas d'abolir.

Contribuer à l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'ignorance qui nous rend médiocre fait partie de notre combat quotidien, c'est un devoir pour un militant ouvrier ou un socialiste.

ACTUALITE EN TITRES

Quelques indicateurs.

- Les cours du pétrole terminent en forte baisse à New York - Reuters

- Le FMI exhorte les banques de la zone euro à se réformer - LeMonde.fr

Tête de veau et tête de cochon.

- Juppé prend la tête des intentions de vote pour la primaire UMP - Reuters

- Sondage: le retour de Sarkozy, une "*mauvaise chose*" pour 2 Français sur 3 - AFP

Ils ont de la suite dans les idées.

Il y a ceux sur qui ils tirent...

- A Toulon, un chômeur sur cinq ne cherche pas d'emploi, selon Pôle Emploi - Francetv info

- Chômage : faut-il revoir les règles d'indemnisation ? - Francetv info

- Un ex-patron de Pôle emploi : «*Il faut abaisser la durée d'indemnisation du chômage*» - LeParisien.fr

- Les seuils sociaux sont-ils un frein à l'emploi ? - Francetv info

... et ceux qu'ils plaignent

- Les Français les plus riches supportent la plupart des hausses d'impôts - LePoint.fr

- Les 20% de foyers les plus riches supportent la plupart des hausses d'impôts - Francetv info

- Impôts : les plus aisés paient l'addition - Liberation.fr

Libération confirme son virage ultra droitier décomplexé.

Spasme légitime pour un banquier. Il tient à sa tête.

- Le ministre Emmanuel Macron craint d'être coupé de la réalité "*concrète*" - AFP

Des conservateurs, des réacs !

- Contestation sociale: les Français toujours rétifs aux réformes - AFP

- Les Français rechignent aux sacrifices pour améliorer la situation économique - AFP

Cela aurait pu m'arriver.

- Yonne: des parents devant la justice faute d'avoir fait vacciner leur fille - AFP

Massacre au coup par coup.

- Tension à Saint Louis après la mort d'un adolescent abattu par un policier - LeMonde.fr

On y viendra demain si possible

La voix de la Fed.

- Wolfgang Schäuble contre une relance par la dépense publique - Reuters

Propagande de Washington.

- Au Brésil, le parti de Marina Silva apporte son soutien au rival de Dilma Rousseff - LeMonde.fr

Psychose et contrôles renforcés vont de paire. La liberté décapitée.

- Contre le virus Ebola, Londres va contrôler les voyageurs - Reuters

- Ebola: un bâtiment de la DDASS bouclé plus d'une heure pour une fausse alerte - AFP

- Ebola : pour certains vols, des bagagistes d'Orly préfèrent porter masques et gants - LeParisien.fr

- Ebola: la patiente espagnole en "*danger grave*" de mort - L'Express.fr

Ils ont laissé mourir un patient aux Etats-Unis, bientôt une en Espagne, ensuite cela sera au tour de la Grande-Bretagne et la France, etc.

ACTUALITÉ DU JOUR

Tout traité comporte des clauses secrètes, non ?

- Tafta : l'Europe rend public le mandat de négociation - Libération.fr

Les représentants des Etats membres ont décidé de «*déclassifier*» le texte sur lequel négocie la Commission européenne avec les Etats-Unis.

La décision intervient à quelques jours d'une mobilisation européenne contre ce projet de traité appelé «*TTIP*» pour ses partisans, «*Tafta*» par ses opposants et dix jours après l'audition par les eurodéputés de la Suédoise Cécilia Malmström, nouvelle commissaire européenne au Commerce.

Ce traité transatlantique prévoit la création en 2015 d'une zone de libre-échange transatlantique. Le cœur de la négociation porte sur l'harmonisation des réglementations, juridiques, comptables, financières, environnementales, sanitaires, phytosanitaires, techniques, d'étiquetage, de protection des marques et brevets, etc.

Avec cette «*déclassification*», les institutions européennes tentent ainsi de déminer les oppositions grandissantes à ce traité de libre-échange controversé. Libération.fr 09.10

En réalité l'essentiel réside dans la portée politique qui résultera de l'instauration d'un tribunal d'exception mis en place par et pour les multinationales, et dont personne ne pourra contester les verdicts et encore moins l'existence, instaurant de fait une dictature de l'oligarchie financière au-dessus de toutes les juridictions qui existent.

Ce traité a pour fonction de sanctionner ou de graver dans le marbre cette dictature, de la légitimer à l'aide d'un texte juridique, c'est

en quelque sorte la Constitution du nouvel ordre mondial néolibéral.

Cela ne leur coûte rien de le "*déclassifier*", puisqu'ils savent qu'en face ceux qui s'y opposent sont profondément divisés et n'ont aucune alternative conhérente ou crédible à opposer. On va payer le prix fort l'incapacité du mouvement ouvrier international de se composer sur de nouvelles bases ou en renouant avec le marxisme ou le socialisme. Ce traité constitue plus qu'un nouveau recul du mouvement ouvrier, c'est une nouvelle et terrible défaite qu'il va subir à froid.

En complément. Un exemple qui entre dans le cadre des traités de libre-échange transatlantique et transpacifique, c'est quoi ?

- Le Venezuela condamné à payer 1,6 milliards de dollars à Exxon - Libération.fr

Le Venezuela a été condamné jeudi par un tribunal arbitral international à verser 1,6 milliard de dollars à la compagnie pétrolière américaine ExxonMobil, qu'il avait expropriée du champ pétrolier de Cerro Negro en 2007. Selon la décision du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdri), une juridiction de la Banque mondiale, le Venezuela doit dédommager, par l'intermédiaire de sa compagnie pétrolière publique PDVSA, ExxonMobil à hauteur de 1,6 milliard de dollars. Ce même tribunal avait déjà condamné fin septembre Caracas à payer 740,3 millions de dollars à l'entreprise minière canadienne Gold Reserve pour les mêmes faits d'expropriation sous la présidence d'Hugo Chavez, aujourd'hui décédé.

ExxonMobil avait saisi cette cour arbitrale immédiatement après son expropriation, qui avait suivi une décision des autorités vénézuéliennes de réduire la production du champ de Cerro Negro (est), exploité par la compagnie américaine au titre d'un accord conclu précédemment avec les autorités vénézuéliennes. Le groupe avait également saisi d'autres instances comme la Chambre de commerce internationale (CCI) à Paris qui lui a déjà donné gain de cause dans cette même affaire, condamnant en 2012 Caracas à lui verser 750 millions de dollars. La nationalisation effective du champ, et de plusieurs autres actifs pétroliers dans le pays, avait été ordonnée en février 2007 par l'assemblée nationale vénézuélienne.

Le Cirdri a condamné Caracas à payer à ExxonMobil plus de 9 millions de dollars au titre de compensations pour les réductions de production imposées avant la nationalisation, et 1,4 milliard de dollars au titre de la nationalisation des installations. En prenant compte les intérêts que le Venezuela doit également payer, la somme totale atteint 1,6 milliard de dollars. Libération.fr 09.10

Nous, nous ne verserions pas un centime à ExxonMobil.

Les traités transatlantique et transpacifique considèrent illégale l'expropriation des capitalistes, autrement dit le socialisme.

Le plus grave ne réside pas dans l'existence de ces traités ou projets de traités, mais dans le fait qu'ils soient tournés contre le socialisme et que personne ne le souligne, que les différents partis ou courants, les différentes organisations ou tendances qui se réclament du socialisme ou de l'anticapitalisme soient incapables ou refusent de se rassembler pour les combattre, pour défendre le socialisme.

Excès de zèle ou de politesse.

- Tension entre Hollande et Valls sur le rythme des réformes - LeFigaro.fr

C'est la première tension visible entre les deux têtes de l'exécutif depuis que Manuel Valls a été nommé à Matignon, il y a six mois. Et le motif de cette tension est loin d'être anecdotique: il s'agit du rythme des réformes. Le président de la République souhaite ne pas accélérer le tempo quand son premier ministre juge qu'il faut appuyer sur l'accélérateur.

Pressé par les journalistes lui demandant de réagir aux propos du président, Manuel Valls a déclaré: «*Tout ça, c'est de la blague. La seule chose que je peux vous dire, et c'est ce que le président de la République a dit: il faut des réformes, ces réformes il faut les poursuivre, ces réformes elles ne s'arrêteront pas, parce que le pays a besoin de se réformer, de lever les blocages pour l'économie, la croissance, la compétitivité et l'emploi.*»

Et le premier ministre a ajouté: «*Les réformes, elles se poursuivront, c'est pour ça que j'ai été nommé premier ministre, pas pour autre chose et croyez-moi, je suis très déterminé à les poursuivre.*» Le message s'adressait à l'opinion, à cette gauche du Parti socialiste qui ne lui facilite pas la tâche et sans doute aussi à François Hollande. LeFigaro.fr 09.10

En complément

- Ecotaxe, loi famille, vote des étrangers: Quand le gouvernement recule - 20minutes.fr

- Pour Batho, Hollande a organisé «*l'abandon de l'idéal*» de gauche - Liberation.fr

- Suppression de l'écotaxe : « *On vit sous l'effet des lobbys* », selon la sénatrice EELV Benbassa - Public Sénat

Sans blague !

Travailleurs, ce sont des gens médiocres qui nous gouvernent, ils se ridiculisent un peu plus chaque jour, ne soyez pas complexés, n'importe lequel d'entre vous ferait mieux qu'eux...

Participer, c'est trahir !

On retrouve dans le document du Medef les propositions avancées hier par l'Institut Montaigne. C'est sur cette base que les dirigeants acceptent de discuter avec le patronat. Un véritable syndicaliste en prenant connaissance de ce document se serait levé et aurait claqué la porte.

- Dialogue social: un premier round "*d'observation*", les syndicats inquiets pour la suite - AFP

Si les discussions ne sont pas entrées dans le dur, le document fourni en préambule par le patronat qui affirme que la loi doit fixer le cadre général mais que "*l'essentiel de la régulation sociale*" devrait se faire au niveau de la branche ou de l'entreprise, inquiète fortement les syndicats.

Mme Le Bot (CGT) y a vu un document "*très idéologique*", "*teinté d'une dose de paternalisme*".

Pour les syndicats, l'inversion de la "*hiérarchie des normes*" voulue par les employeurs et consistant à faire de l'entreprise le centre de décision, est une ligne rouge.

"*Cela semble être la priorité pour le patronat. Là, nous avons un point de blocage*", a ainsi déclaré Marie-Alice Medeuf-Andrieu (FO).

"*Ils veulent un maximum de liberté dans les entreprises alors que nous, nous voulons que la loi soit le socle*", a souligné de son côté Marylise Léon (CFDT). "*Il va falloir qu'on ait une clarification*", sur ce sujet a-t-elle dit, précisant que le patronat avait indiqué oralement ne pas avoir été compris sur ce point.

Le chef de file de la délégation du Medef, Alexandre Saubot a souligné que les propositions ne portaient que sur le dialogue social dans l'entreprise, et non pas par exemple le temps de travail. "*Il ne s'agit pas de donner un chèque en blanc aux entreprises*", a-t-il insisté.

Cette réunion poussive n'est pas de bon augure, alors que le ministre du Travail, François Rebsamen, a laissé aux partenaires sociaux jusqu'à fin décembre et prévenu que faute d'accord, le gouvernement légifèrerait, y compris sur les seuils.

Pour le chef de l'Etat, qui a fait du dialogue social son cheval de bataille, un échec de la négociation serait un coup dur et le gouvernement aurait du mal à faire passer un texte aussi peu consensuel, compte tenu de sa faible majorité à l'Assemblée. AFP 09.10

Baratin institutionnel !

Les dirigeants syndicaux n'ont pas le choix, s'ils acceptaient que "*l'essentiel de la régulation sociale*" se fasse "*au niveau de la branche ou de l'entreprise*", les syndicats exploseraient !

Au passage, il est rappelé qu'ils ne constituent pas des organisation indépendantes de l'Etat ou de la classe dominante, mais qu'en remplissant le rôle de régulateur social leur principale mission est d'oeuvrer à la stabilité du régime au lieu de combattre pour le renverser.

Tour d'illusionnisme devant un parterre de "***comptables, stagiaires comptables et étudiants***".

- Macron fustige la hausse des salaires et des dividendes au détriment de l'emploi - AFP

"*Si je compare la France à l'Allemagne en disant "quel a été notre problème ?", (c'est) une préférence continue pour une augmentation des salaires et des dividendes là où les Allemands ont une préférence continue pour l'emploi et l'investissement*", a-t-il lancé devant le 69e Congrès des experts comptables organisé à Lyon.

"*Mais beaucoup d'entreprises plus larges (...) ont préféré servir des dividendes à l'investissement. Elles ont préféré, parce que c'est notre forme de consensus social et c'est notre responsabilité là aussi, augmenter les salaires de ceux qui avaient un emploi, largement au-dessus de l'inflation plutôt que d'embaucher*", a-t-il constaté.

"*Ca n'est pas une bonne chose pour le pays. Et si nous continuons indéfiniment à défendre ceux qui ont un emploi et ceux qui ont des actions ça n'est pas comme ça que nous mèneront ce pays plus loin*", a ajouté le ministre, alors interrompu par des applaudissement nourris des 3.000 experts comptables, stagiaires comptables et étudiants rassemblés dans un grand amphithéâtre. AFP 09.10

Il faudrait lui donner la parole plus souvent !

Ce que dit Macron s'applique en réalité également ou davantage à l'Allemagne ou les inégalités sociales se sont encore plus creusées sur fond de désinvestissement de l'Etat dans les infrastructures du pays en piteux état, comme aux Etats-Unis.

Le patronat allemand pour acheter la paix sociale a soigné son aristocratie ouvrière, tandis qu'il s'attaquait au statut de plus de 7 millions de travailleurs voués à la précarité et à travailler pour un salaire de misère, des millions d'autres voyant leurs statuts fragilisés, renforçant les inégalités qui existaient déjà entre les différentes couches de travailleurs pour mieux les diviser et les neutraliser, avec évidemment la bénédiction des dirigeants pourris des syndicats.

Ce qu'il ne dit pas, c'est que le patronat allemand a continué d'investir hors Allemagne, et lorsqu'il a investi en Allemagne, c'était de préférence au détriment de l'emploi puisqu'il embauchait en profitant des conditions extrêmement favorables résultant des contre-réformes qui avaient été adoptées précédemment, se traduisant par une augmentation de ses profits. Il pourrait répondre que des centaines de milliers ou des millions ont tout de même été créés au cours des dix dernières décennies en Allemagne, certes, mais à quelles conditions (à quel prix) pour les travailleurs allemands, question qu'il faut évidemment évacuer puisque le gouvernement français s'apprête à imiter l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, etc.

Passons sur l'hypocrisie de Macron qui consiste à dénoncer les dividendes perçues par les actionnaires en France, en Allemagne cela a permis de créer une nouvelle couche de millionnaires en euros, moins en France, c'est peut-être cela leur véritable problème ou objectif. Comment y parvenir ? Hollande a répondu hier lors d'une conférence de presse à l'issue d'une conférence sur l'emploi des jeunes en Europe : «*La seule réforme pour moi qui compte, c'est celle qui peut apporter plus d'emplois*». Lefigaro.fr 09.10
Sans s'attarder sur la nature de ces emplois, vaut mieux pas. Inutile de se demander qui a inspiré le discours de l'autre...

En complément.

L'économiste Stéphane Garelli, un expert en compétitivité mondiale : "*Il est toujours plus facile de discuter de réformes sociales quand les choses vont bien*". AFP 09.10

Régime policier. Condamnés pour l'exemple.

- Trois mois ferme pour avoir triché lors d'un examen - L'Express.fr

Un homme de 23 ans, par ailleurs poursuivi pour trafic de stupéfiants, a été condamné à trois mois de prison pour avoir triché lors d'un examen universitaire. Son avocat dénonce une peine disproportionnée.

Sellon lui, "*les universités gèrent la plupart du temps discrètement, en interne*", via des sanctions, annulations de diplômes, interdiction de passer un diplôme, etc. Pour lui, son client a pâti de l'affaire de stupéfiants pour laquelle il doit encore être jugé et est en détention provisoire à Gradignan depuis cinq mois. C'est d'ailleurs l'écoute de conversations téléphoniques dans cette enquête qui a révélé les tricheries. "*Il y a des gens qui font des coupables idéaux, mon client fait partie de ceux-là. Très mauvais candidat à l'examen peut-être, mais très bon candidat à l'exemple*", a déclaré le juriste, indiquant qu'il ferait appel. lexpress.fr 09.10

- Six mois ferme pour «*apologie du terrorisme*» - Liberation.fr

Un Strasbourgeois de 54 ans a été condamné à six mois de prison ferme pour avoir crié «*Vive l'Etat islamique !*» dans les locaux d'une caisse d'allocations familiales et menacé d'y revenir «*avec une arme*». Le prévenu, qui a été incarcéré, a été reconnu coupable d'«*apologie publique d'un acte de terrorisme*» et d'«*outrage*», a précisé la substitut du procureur, Stéphanie Breton, qui avait requis contre lui huit mois de prison ferme en raison du «*trouble à l'ordre public*». Le prévenu, un bénéficiaire du RSA déjà condamné deux fois pour des menaces, s'est «*mis dans une colère noire*» en apprenant que ses droits étaient revus à la baisse. L'homme n'est absolument pas connu par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Ce n'est pas quelqu'un susceptible de partir en Syrie. Liberation.fr 09.10

Il est en colère et impuissant il se fait provocateur. Si on prenait à la lettre ce que disent bien des gens, Hollande, Sarkozy, Le Pen par exemple, mais on les aurait déjà exécutés !

Vive la décapitation de Louis dit le VIe ! Risquerais-je la Bastille ?

Vive la Commune de Paris ! Vais-je finir mes jours à Cayenne ?

Vive le soviet des conseils ouvriers, soldats et paysans ! Là ce sera le peloton d'exécution, sur le champ !

Dictature. Ils adoptent un projet de réforme sans en connaître le contenu exact.

Ils ne se donnent même plus la peine de faire semblant de soutenir le régime.

- Le Sénat italien adopte le projet de réforme du droit du travail - Reuters

Concrètement, les sénateurs ont voté une loi de délégation, qui donne au gouvernement le pouvoir d'élaborer les détails de la réforme dont seuls les grands traits sont connus pour l'instant. Personne ne se risque à prédire si la réforme ira à son terme, compte tenu de nombreuses oppositions qu'elle suscite.

Matteo Renzi ne fait pas mystère de sa volonté de faciliter les licenciements des salariés en CDI et de modifier pour se faire l'article 18 du Code du Travail, pierre angulaire du droit du travail en Italie. Les syndicats n'y sont pas favorables et l'un d'entre eux, la CGIL, a menacé de lancer une grève nationale. Reuters 09.10

Haut de page

Le 11 octobre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 9 nouveaux articles pour partienter, le site sera actualisé en fin de journée. J'ai commis quelques erreurs dans l'adresse de différents articles les rendant indisponibles, j'ai rectifié. On fatigue !

On a laissé de côté l'article de Slate.fr qu'on a mis en ligne sur la droitisation de la société, je vais m'en occuper ce soir tranquillement, si j'en ai encore le courage.

A propos du jeune Noir qui a été descendu avant-hier aux Etats-Unis, plus de nouvelles, je vais essayer de trouver des infos.

J'avais préparé des photos sur l'actualité politique, et puis je me suis dis que la page d'accueil était très bien comme elle était, je ne peux pas me résoudre à relayer au second plan la guerre dont sont victimes les Syriens et les Irakiens, c'est plus atroce et injuste que ce que le plus malheureux peut vivre en France en ce moment.

Qui a dit ?

- La hyène ? C'est Raffarin.

- Le cinglé ? C'est de Villepin.

- La petite frappe ? C'est Copé.

- L'arrogeant, la grande gueule ? C'est Juppé.

On ne vous donnera pas la réponse, vous avez tous deviné !

Confirmation. Objectif : Moscou, Caracas.

- Ryad augmente sa production de pétrole malgré la chute des cours - Reuters

Nous y sommes grandeur nature. Guerre, barbarie et chaos.

Ils laissent massacrer la population kurde.

- Les Etats-Unis font état de progrès avec la Turquie dans la lutte contre l'EI - LeMonde.fr

- Syrie: l'EI prend le QG kurde à Kobané, l'ONU craint un "*massacre*" - AFP

- Turquie: les manifestations prokurdes ont déjà fait 31 morts - AFP

Il va peut-être falloir un jour penser à modifier notre conception de la lutte des classes... avant qu'ils nous aient éliminés, non ? On est en guerre, oui ou non ? A quels genres d'organisations ou d'opérations recourent-on en période de guerre pour briser le moral de l'ennemi, le faire douter de la victoire, le déstabiliser et finalement le vaincre ?

OK vous ne voulez pas en entendre parler, je comprends. On en reparlera.

ACTUALITÉ DU JOUR

Désinformation. L'effort de guerre de l'Union européenne et des médias.

Chacun sait dorénavant, puisque l'information a fait le tour du monde, que les Etats-Unis, Israël, la France, la Grande-Bretagne, la Turque, l'Allemagne, l'Italie ont armé l'Emirat islamique via l'Arabie saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis notamment, qu'ils prétendent par ailleurs combattre en Syrie et en Irak.

Aussi s'emploient-ils à décrédibiliser les sources de ces informations ou ceux qui les publient, lire l'article du Réseau Voltaire sur France 24. Comme cela ne suffit pas à les faire disparaître parce que c'est impossible une fois que des centaines ou des milliers de portails les ont reproduites dans le monde, il leur faut employer un autre moyen pour minimiser la portée de ces informations, les discréditer en somme, ils les dilluent, les noient en les insérant dans des informations ou rapports qu'ils ont fabriquées de toutes pièces pour l'occasion.

Ici en l'occurrence l'opération est d'autant plus grotesque que le rapport qui tend à innocenter les Etats marchands d'armes occidentaux provient d'un "*groupe financé par l'Union européenne Conflict Armament Research*", selon une déclaration au New York Times de son directeur, James Bevan.

Ce rapport va encore plus loin, car il tend à nier le ralliement avec armes et bagages de pans entiers de rebelles dits modérés à l'Emirat islamique ou aux différentes factions issues d'Al-Qaïda, rebelles dits modérés que les puissances occidentales avaient armés. Ils réécrivent l'histoire au fur et à mesure que leurs arguments et leur propagande sont démontés pièce par pièce, un exercice de faussaires. Il faut que l'interprétation qu'en feront les lecteurs, auditeurs, téléspectateurs ou internautes, coïncide avec leurs objectifs politiques.

A en croire les auteurs de ce rapport ubuesque, les barbares de l'Emirat islamique se seraient emparés d'une partie de l'Irak et de la Syrie simplement armés de canifs et de bâtons, puisque au préalable absolument personne ne leur aurait fourni des armes, et c'est seulement ensuite une fois qu'ils auraient défait leurs ennemis qu'ils seraient entrés en possession des armes dont ils font usage maintenant, y compris des tanks et des armes lourdes. C'est le point essentiel qu'ils occultent totalement et qui seul permet de démonter leur imposture. La plupart du temps pour ne pas dire toujours, pour comprendre un événement ou la situation, il faut reprendre les choses au point de départ.

Dans un article datant d'un mois le journal Le Monde faisait apparemment allusion à un précédent rapport de Conflict Armament Research qui faisait état d'armes américaines qu'EI aurait saisies à l'armée irakienne ou à ce qu'ils appellent l'opposition modérée, ainsi que d'armes lourdes que l'Arabie saoudite aurait livrées à l'ASL et dont EI se serait emparé.

Autrement dit, il y a un mois il s'agissait de mettre l'accent sur le butin de guerre d'EI dont l'origine était clairement identifiée, tandis qu'aujourd'hui leur origne se trouve dilluée dans une vingtaine de pays impliquant le Soudan, la Russie et la Chine comme s'emploie à le souligner un article du 6 octobre du magazine américain Foreign Policy, sans doute pour mieux les associer au massacre en cours au nord de la Syrie dont ils partageraient la responsabilité, pour au mieux les neutraliser à défaut de pouvoir les associer à la coalition arabo-américaine qui bombarde la Syrie et l'Irak.

On s'aperçoit au passage que les médias s'adaptent au jour le jour à la propagande de Washington.

Vous aurez noté également que seul le New York Times mentionnait le commanditaire de ce rapport, l'Union européenne

également engagée dans cette guerre.

Nouvel assaut par l'Etat islamique d'une ville proche de Bagdad - Le Monde.fr 08.09

Le Monde.fr - Un rapport publié lundi par l'organisation britannique Conflict Armament Research indique que les djihadistes de l'EI combattent avec des armes américaines saisies à l'armée irakienne ou destinées à l'opposition modérée au régime du président syrien Bachar Al-Assad. Parmi elles, une « *quantité significative* » de fusils d'assaut américains M-16.

Les roquettes anti-char utilisées par l'EI en Syrie sont, elles, « *identiques aux roquettes M79 livrées par l'Arabie saoudite aux forces opérant sous la bannière de l'Armée syrienne libre* », ajoute le rapport. Elles ont été fabriquées en ex-Yougoslavie dans les années 80. Le Monde.fr 08.09

Daech: un nouveau rapport révèle la provenance des armes - Le Huffington Post 10.10

Selon un nouveau rapport publié lundi dernier, les militants de Daech utilisent des armes fabriquées dans 21 pays différents, notamment les États-Unis.

L'étude des armes saisies lors des confrontations de Daech contre les forces kurdes au nord de l'Irak et en Syrie, en juillet et août derniers, met en avant les différentes sources fournissant le groupe extrémiste, également connu sous le nom d'"EI", État islamique. Les enquêteurs de l'organisation de contrôle des armes Conflict Armament Research ont répertorié plus de 1700 cartouches de balles selon le pays et la date de fabrication. Le rapport indique que la plupart des armes en question auraient apparemment été prises par Daech aux opposants présents en Syrie et en Irak allant des armées nationales aux groupes rebelles soutenus par l'étranger.

"*Nous avons appris ici que les forces de la défense et de la sécurité ayant reçu des approvisionnements en armes de la part de nations externes ne peuvent vraiment pas conserver ces armes*", a déclaré James Bevan, directeur du groupe financé par l'Union européenne Conflict Armament Research, au New York Times. Le Huffington Post 10.10

Sans rire, ah ben alors mon grand dadet tu t'es fait piquer ton lance-roquettes pendant la prière du soir, c'est pas bien tu sais, tu seras privé de thé demain matin !

Conflict Armament Research Ltd.

1-6 Speedy Place 1-6 Speedy Place, Bloomsbury, London, WC1H 8BU - Classification (SIC) Investigation activities (80300) - date de création, le 5 septembre 2011 - opencompany.co.uk

Foreign Policy.

Fondé en 1970 dans le but de "*stimuler le débat sur les questions essentielles de la politique étrangère américaine*" (Une officine de propagande. - ndlr), le titre a longtemps été édité par la Fondation Carnegie pour la paix internationale avant d'être racheté par le groupe Washington Post en 2008. courrierinternational.com

La Fondation Carnegie pour la paix internationale est une officine de la CIA et le Washington Post est lié au groupe Bilderberg par ses présidents successifs qui ont participé à ses réunions annuelles au cours des décennies passées.

Autre info sur Foreign Policy.

Les éditions en ligne de Foreign Policy dépendent de The Washington Post Company au travers de sa filiale The Slate Group. wikipedia.org

Le groupe Slate auquel est lié Slate.fr que vous connaissez bien. Comme le monde est petit...

Instrumentalisation et propagande. Timing made in USA

Le plus insignifiant à l'heure de la guerre...

- Le prix Nobel de la paix, le plus médiatique... et le plus critiqué - Le Huffington Post

... et après le Nobel de la guerre.

- Nobel de la paix: Obama salue la «*passion et la détermination*» de Malala - 20minutes.fr

«*A juste 17 ans, Malala Yousafzai a inspiré les gens à travers le monde entier* », souligne le président américain, lui-même prix Nobel de la paix, dans un communiqué, précisant qu'il avait reçu l'adolescente à la Maison Blanche en octobre 2013.

Elle prend la parole à l'ONU : "*nos stylos et nos livres sont nos armes les plus puissantes*" déclare-t-elle en juillet 2013, à la tribune des Nations unies, forçant l'admiration du monde entier. 20minutes.fr 10.10

Allez raconter ces fadaises aux Kurdes de Kobané !

Au fait, il y a eu le coup d'Etat militaire du 11 septembre 2001 qui inaugura l'ère de nouvelles guerres impérialistes, et en 2009 ce fut au tour du Nobel de la paix d'annoncer la suite du programme, il faut bien qu'il serve à quelque chose.

Le nouvel ordre mondial est incompatible avec les droits sociaux ou poiltiques des travailleurs.

- Le portrait peu reluisant de la zone euro, vedette des réunions du FMI - AFP

Les pays de la monnaie unique sont englués dans un mélange poisseux de stagnation et d'inflation trop basse, un cocktail encore alourdi par les derniers ratés du moteur économique allemand, les incertitudes sur la recevabilité du budget français devant la Commission ou encore les réformes attendues en France ou en Italie.

"*Les politiques actuelles ont échoué à générer de la croissance et à réduire le chômage très élevé*" dans la zone, a commenté le ministre brésilien des Finances, Guido Mantega, devant le FMI.

Signe du sérieux de la situation, le gouverneur de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, a prévenu vendredi matin que la faible inflation commençait à être générée au sein même de la zone euro alors qu'elle était, jusqu'à présent, largement importée du fait de la baisse des prix de l'énergie ou des matières premières.

Conjuguées aux peurs provoquées par le virus Ebola, ces préoccupations, affectent depuis deux jours les marchés financiers.

Les participants ont repris en choeur le mantra martelé à Washington où se tenait également un G20 Finances : doper les investissements d'infrastructures.

"*C'est consensuel mais tout le monde sait que ce n'est pas si simple, car c'est long à se mettre en place et donc pas forcément le meilleur remède contracyclique*" pour sortir la zone du marasme, selon un participant.

De l'avis quasi général, il appartient désormais aux gouvernements de passer à l'action et de mener les réformes structurelles et potentiellement douloureuses qui seraient nécessaires selon les participants.

"*Le pire, c'est d'annoncer des réformes et de ne pas les appliquer, et je pense que c'est ce qui est en train de se passer*", a déclaré devant l'IIF, Peter Praet, un des responsables de la BCE.

En Italie et en France notamment, les gouvernements respectifs ont annoncé et lancé plusieurs projets de réformes qui, pour l'instant, n'ont pas encore réellement abouti. AFP 10.10

En complément.

- L'UE presse Paris et Rome de revoir leurs budgets - Reuters

- L'Eurogroupe veut récompenser les pays qui réforment - Reuters

- L'agence de notation Standard & Poor's maintient la note AA de la France, mais révise la perspective à "*négative*" - Francetv info

Hargneux, belliqueux, mauvais joueur, il mérite pire qu'une claque.

- A Toulouse, Manuel Valls s'agace d'être peu applaudi par son auditoire - Francetv info

Pas très réactif, l'auditoire toulousain. En tout cas pas suffisamment, au goût de Manuel Valls. Le Premier ministre s'est agacé, vendredi 10 octobre, du peu d'applaudissements que récoltait son discours de clôture au 10e congrès de l'Association

des régions de France (ARF).

Alors qu'il s'exprimait sur les actions de son gouvernement pour les étudiants, le Premier ministre a lancé au parterre présent devant lui, qui manifestait peu d'enthousiasme : "*Vous êtes chiches ! Vos applaudissements !*", a-t-il lancé. "*Je verrai si je reviens l'année prochaine.*"

Esquissant un sourire, Manuel Valls a persisté : "*Je vois surtout que vous avez bien bu et bien mangé hier soir*", faisant ici référence au dîner de gala offert jeudi soir par la région Midi-Pyrénées aux congressistes. Francetv info 10.10

ACTUALITE EN TITRES

La bête et la mauviette.

- Schwarzenegger apporte son soutien à Hollande pour la Conférence climat 2015 - AFP

Schwarzenegger a déclaré dans la cour de l'Elysée à propos de la risée du monde, Hollande : "*Je trouve que c'est un grand leader. J'ai hâte de travailler avec lui dans le futur*". AFP 10.10

Le gouvernement des rentiers

C'est "***difficile***" de taxer les rentiers, alors prenons-leur tout !

- Ecotaxe: Sapin pointe les difficultés de taxer les sociétés autoutières - AFP

C'est moins difficile d'imposer un nouvel impôt à la majorité de la population.

- Les députés votent l'obligation de travaux de rénovation énergétique - AFP

Haut de page

Le 12 octobre 2014

CAUSERIE

12 nouveaux articles ont été ajoutés.

A lire absolument

De Pol Pot à L'Etat Islamique (Counterpunch) (12.10)

Par John Pilger

En transmettant les ordres du président Richard Nixon pour un bombardement « *massif* » du Cambodge en 1969, Henry Kissinger a dit : « *Tout ce qui vole sur tout ce qui bouge* ». Tandis que Barack Obama déclenche sa septième guerre contre le monde musulman depuis qu'il a reçu le prix Nobel de la paix, l'hystérie et les mensonges orchestrés pourraient presque faire regretter la franchise meurtrière de Kissinger.

Comme témoin des conséquences humaines de la sauvagerie aérienne - y compris la décapitation des victimes, leurs parties accrochées comme des guirlandes aux arbres et éparpillés dans les champs - je ne suis pas surpris par ce nouveau mépris envers la mémoire et l'histoire. Un exemple éloquent est la montée en puissance de Pol Pot et ses Khmers rouges, qui avaient beaucoup en commun avec l'État islamique d'aujourd'hui en Irak et en Syrie. Eux aussi étaient des médiévistes sans scrupules qui ont commencé comme une petite secte. Eux aussi étaient le produit d'une apocalypse de fabrication américaine, cette fois en Asie.

Selon Pol Pot, son mouvement était composé de « *moins de 5.000 guérilleros mal armés incertains quant à leur stratégie, la*

tactique, leur loyauté et leurs dirigeants ». Après le passage des bombardiers B52 de Nixon et Kissinger dans le cadre de « *Operation Menu* », le démon ultime de l'occident n'en revenait pas de la chance qu'il avait.

Les Américains ont largué l'équivalent de cinq fois Hiroshima sur le Cambodge rural entre 1969 et 1973. Ils rasèrent un village après l'autre et retournaient bombarder les décombres et les cadavres. Les cratères formaient un monstrueux collier de carnages, visibles encore aujourd'hui du ciel. La terreur était inimaginable. Un ancien responsable Khmer Rouge a décrit comment les survivants « *ont perdu l'esprit et se promenaient muets pendant trois ou quatre jours. Terrifiés et à demi-fous, les gens étaient prêts à croire tout ce qu'on leur racontait... C'est ça qui a rendu la tâche si facile pour les Khmers rouges* ».

Une commission d'enquête du gouvernement finlandais a estimé que 600 000 Cambodgiens sont morts dans la guerre civile qui a suivi et a décrit le bombardement comme la « *première étape d'une décennie de génocides* ». Ce que Nixon et Kissinger ont commencé, Pol Pot, leur bénéficiaire, l'a terminé. Sous leurs bombes, les Khmers rouges sont devenus une formidable armée de 200.000 hommes.

L'EI a une histoire similaire. Selon les études les plus sérieuses, l'invasion de Bush et Blair de Irak en 2003 a provoqué quelque 700 000 morts - dans un pays qui n'avait pas d'antécédent de djihadisme. Les Kurdes avaient conclu des accords territoriaux et politiques ; Sunnites et Chiites connaissaient les divisions de classe et le sectarisme, mais ils étaient en paix ; les mariages mixtes étaient courants. Trois ans avant l'invasion, j'ai traversé l'Irak sans crainte. En chemin, j'ai rencontré des gens fiers, surtout, d'être Irakiens, héritiers d'une civilisation qui, à leurs yeux, était toujours bien présente.

Bush et Blair ont tout réduit en poussière. L'Irak est maintenant un foyer de djihadisme. Al-Qaïda – à l'instar des « *djihadistes* » de Pol Pot - a saisi l'opportunité offerte par l'assaut de l'opération Shock and Awe et la guerre civile qui a suivi. La Syrie « *rebelle* » était encore plus alléchante, et a connu un afflux d'armes, de logistique et d'argent de la CIA et des Etats du Golfe à travers la Turquie. L'arrivée de recrues étrangères était inévitable. Un ancien ambassadeur britannique, Oliver Miles, a récemment écrit que « *Le gouvernement [Cameron] semble suivre l'exemple de Tony Blair, qui a ignoré les conseils sensés du Foreign Office [Ministère des Affaires Etrangères britannique - NdT], du MI5 et du MI6 [services d'espionnage et contre-espionnage britanniques - NdT] que notre politique au Moyen-Orient - et en particulier nos guerres au Moyent-Orient - ont été le principal moteur du recrutement de musulmans en Grande-Bretagne pour le terrorisme chez nous* ».

L'EI est la progéniture de ceux à Washington et à Londres qui, en détruisant à la fois l'Etat et la société irakiens, ont conspiré pour commettre un crime historique contre l'humanité. Comme Pol Pot et les Khmers rouges, l'EI est le mutant d'un terrorisme d'Etat occidental dispensé par une élite vénale et impériale, insensible aux conséquences des actions décidées hors de toute considération de distance ou de culture. Leur culpabilité est inavouable dans « *nos* » sociétés. (Lire la suite dans cette page ou télécharger l'article dans la rubrique Politique.)

Confirmation. Vous avouerez qu'on a du pif !

- Guerre du pétrole : riposte iranienne contre Riyad - french.irib.ir

Dans la foulée de la décision de Riyad de baisser le prix de son baril de pétrole pour exercer des pressions sur l'Iran, ce dernier vient de réagir : l'Iran a décidé de réduire le prix de son baril pour livraison sur le marché asiatique au mois de novembre de 10 cents à 1 dollar.

Depuis lundi dernier, l'Arabie saoudite a bradé son pétrole sur les marchés en Asie dans le stricte objectif de provoquer uen chute des cours, fatale, croit-elle, à l'économie iranienne et à celle des russes. La décision fait suite à un accord tacite passé avec Washington qui en échange de cette mesure a promis au royaume d'aider au renversement d'Asasd. selon Bloomberg, la décision de Téhéran fait que le baril iranien soit vendu au mois de novembre avec une réduction sans précedente depuis six ans.

Le prix du baril de pétrole léger arabe a accusé une baisse sans précedente depuis 2008 pour s'établir à près de 85 dollars. le marché asiatique est submergé par le pétrole : alors que l'Arabie saoudite injecte de l'or noir bon marché et à vrac, les convois de pétrole américain, russe et latino américain attendent d'être livrés.

Pour revenir à la riposte iranienne, la baisse décidée par l'Iran sur chaque baril est de 1 dollar soit la même baisse que viennent d'imposer les saoudiens. Il s'agit du quatrième mois consécutif que les deux pays réduisent le prix de leur pétrole. Les observateurs reprochent à Riyad sa politique énergétique auto-suicidaire qui reste après tout sans perspective et qui ne ferait que peser lourd sur l'ensemble des pays producteurs de l'Opep french.irib.ir 11.10

Donnée pour quasiment morte hier, la voilà ressuscitée !

Mais il n'existe pas de traitement efficace nous disent-ils, alors cette espagnole est une miraculée, une sainte !

Ils n'existent pas de traitement efficace pour les Africains, on a bien compris, et plusieurs pays hier promettaient là aussi par miracle

de mettre au point un vaccin en un temps record, cela va d'une semaine à six mois, alors qu'ils ont eu 38 ans pour le réaliser.

- Ebola: l'aide soignante espagnole va mieux, les Etats tentent d'éviter la contagion - AFP

L'état de santé de la première personne contaminée par le virus Ebola hors d'Afrique a donné des signes d'amélioration samedi à Madrid après un traitement. AFP 11.10

Les bourreaux au chevet de leurs victimes.

- Ebola: Lagarde appelle à ne pas «*terroriser*» la planète sur l'Afrique - 20minutes.fr

Epidémie - La mobilisation de la communauté internationale «*doit servir à éradiquer Ebola pas à isoler les pays eux-mêmes*», met en garde la directrice générale du FMI. 20minutes.fr 11.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Les fossoyeurs du socialisme à l'oeuvre.

Divertissement ou "***poudre aux yeux***" pour éviter de parler de l'essentiel : la nécessité de rompre avec le capitalisme.

- A gauche, une VIe République à toutes les sauces - AFP

"*Réforme institutionnelle*" ou "*VIe République*": à gauche, beaucoup en parlent, y mettent un contenu différent, mais pour des constitutionnalistes interrogés par l'AFP, ces propositions sont soit irréalistes, soit de la "poudre aux yeux" pour éviter les sujets qui fâchent.

"*Les politiques adorent ça. L'avantage de ces débats, c'est que cela ne coûte pas un centime et pendant ce temps-là on ne parle pas emploi, retraite, fiscalité, gaz de schiste*", tempère le constitutionnaliste Didier Maus, ancien professeur à l'université de Marseille.

"*Ce ne sont pas des propositions nouvelles, cela ressort régulièrement*", ajoute Philippe Braud, politologue au Centres d'Etudes politiques de Sciences-Po (CEVIPOF).

Quant à la convocation d'une Constituante comme le souhaite M. Mélenchon, "*elle n'est pas réaliste*" pour Didier Maus. "*Il veut une VIe République qui rappelle fâcheusement l'échec constitutionnel de 1946*", quand un premier projet de constituante avait été rejeté par référendum avant que ne soit adopté un second projet donnant naissance à la IVe République, marquée par "*une instabilité institutionnelle record*", dit M. Braud.

"*L'histoire montre qu'il n'y a des assemblées constituantes qu'après une guerre ou après une révolution, car on détruit l'ordre politique existant*", conclut M. Rousseau. AFP 11.10

Et comme il s'agit dorénavant de détruire à la fois l'ordre politique et social existant, une assemblée constituante, dans laquelle seraient présents partisans du régime en place et du régime en devenir (République sociale), ne pourrait se fixer cet objectif, seule une assemblée constituée de représentants de la classe ouvrière opposés au régime en place pourrait se donner les moyens de l'atteindre en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées...

Nous continuons de penser que cette perspective politique est erronée, car dans tous les cas de figure une assemblée constituante ne pourrait pas refléter l'évolution permanent du rapport de force entre les classes au cours d'une révolution prolétarienne, sa composition serait toujours en retard sur le développement des événements qui commandes de prendre des mesures immédiates pour conforter la révolution et vaincre la réaction, mesures qui ne peuvent être prises en réalité que par un gouvernement révolutionnaire provisoire constitué des partis et courants du mouvement ouvrier engagés dans le combat politique pour renverser l'ordre établi, vaincre les capitalistes et avancer sur la voie du socialisme.

Au cours du processus révolutionnaire les masses se dotent d'organismes qui seront appelés par la suite à remplacer les institutions de l'ancien régime, sur lesquelles le gouvernement révolutionnaire s'appuiera avant de leur transmettre le pouvoir une fois l'ennemi définitivement vaincu. Il ne peut pas en être autrement, parce que seul le gouvernement révolutionnaire incarne consciemment le processus révolutionnaire et ses objectifs, tandis que les masses et la plupart de leurs représentants n'en ont pas pleinement conscience, d'où l'importance déterminante du parti révolutionnaire et son rôle au sein du

gouvernement révolutionnaire.

Renverser le régime en place, mener à son terme une révolution prolétarienne, prendre le pouvoir politique et le conserver, gouverner, ne peut pas s'improviser, être l'oeuvre de dilettantes, d'amateurs, encore moins d'aventuriers ou de charlatans, cela nécessite d'avoir une claire vision de l'ensemble de la situation pour définir à chaque étape du processus révolutionnaire les mesures à prendre ou décrets à adopter, les tâches que les masses doivent accomplir, etc.

On peut retourner la question dans tous les sens, il n'existe pas d'autre alternative politique. Renouer avec le léninisme ou les enseignements de la révolution russe de 1917 qu'on a abandonné est plus urgent que jamais.

A bas les imposteurs !

- "*Vive la gauche*" publie sa contribution aux états généraux du PS - AFP

Le collectif "*Vive la gauche*", qui rassemble notamment les "*frondeurs*" socialistes, réclame une réforme fiscale, un rythme de réduction des dépenses publiques "*adapté à la conjoncture*", une "*réorientation*" de l'Europe et une refonte des institutions, dans sa contribution aux états généraux du socialisme.

Ce texte, publié samedi est une contribution à la concertation lancée par la direction du PS jusqu'en décembre et destinée à formuler la nouvelle carte d'identité du parti. AFP 11.10

On la connaît : De droite et réactionnaire !

Par décret de l'Empire

- Le débat sur l'austérité n'est plus de mise, dit Benoît Coeuré - Reuters

Il est précisé que cet article de Reuters a été rédigé à Washington où justement ce "*Français*" était en visite. On ne s'étonnera que la teneur de son discours soit conforme à celui des Américains.

On a mis en ligne intégralement cet article car, il y est exposé en des termes très simples la stratégie de la classe dominante, ses objectifs, ainsi que les rapports entre les différents acteurs qui sont mis à contribution pour les atteindre, dont la soumission totale de tous les gouvernements de l'UE aux marchés financiers.

Reuters - Le débat sur les politiques d'austérité en Europe est pratiquement clos, la plupart des pays européens ayant déjà entrepris d'assainir l'état de leurs finances publiques, a estimé Benoît Coeuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne.

Ces quatre dernières années, les gouvernements de la zone euro ont été contraints sous la pression des marchés financiers de mettre en oeuvre des mesures d'austérité parce que les investisseurs estimaient que ces pays n'avaient plus les moyens d'assurer le service de leur dette publique.

"*Pour de nombreux pays européens, l'ajustement budgétaire est terminé. Aussi, le débat sur l'austérité est pour l'essentiel derrière nous*", a déclaré le Français lors d'une conférence à l'université Johns Hopkins vendredi à Washington.

"*Il y a un certain nombre de pays qui n'ont pas fait cela, qui sont loin de leurs objectifs. Notre conseil pour eux est de ne pas utiliser la marge budgétaire qu'ils n'ont pas*", a ajouté Benoît Coeuré.

Dans ce qui a semblé une allusion à la France, laquelle a annoncé qu'elle n'atteindrait pas ses objectifs et demandé plus de temps pour réduire ses déficits publics, Benoît Coeuré a déclaré que faire preuve d'indulgence pour ceux qui ne faisaient pas l'effort de se réformer serait injuste par rapport à ceux qui le font.

"*Certains pays ont fait beaucoup d'efforts, ils ont réformé leur économie, ajusté leurs budgets. Cela a été difficile, c'est maintenant fait pour l'essentiel et ils commencent à en récolter les fruits en terme de confiance, de baisse du chômage. Aussi serait-il injuste d'accorder maintenant de la souplesse aux pays qui n'ont pas fait le même effort*", a-t-il dit.

Pour les pays dont les mesures d'assainissement sont en cours, le banquier a recommandé de dépenser de façon plus avisée, de privilégier les dépenses d'investissements par rapport aux autres types de dépense. Reuters 11.10

Manifestation et paradoxe.

- Nouvelles manifestations en France en soutien aux Kurdes de Kobané - 20minutes.fr

- Gaz de schiste : manifestations en Europe contre le traité transatlantique - Francetv info

Plusieurs rassemblements contre le gaz de schiste se sont déroulés samedi 11 octobre en Europe, à l'occasion de la 3e journée internationale contre la "*fracturation hydraulique*", seul mode d'extraction connu des hydrocarbures "*non conventionnels*". Les manifestants ont le plus souvent couplé ce combat avec celui contre le projet d'accord de libre-échange transatlantique (Tafta, en anglais), en cours de négociation.

A Paris, le cortège, parti de la place Stalingrad, a gagné la place de la République en fin d'après-midi. Au total, "*entre 3 000 et 4 000 personnes*" ont participé à ce rassemblement parisien, selon les organisateurs, 1 300 personnes selon la police.

Dans le reste de la France, des cortèges de centaines de personnes ont également défilé à Narbonne (Aude), Auch (Gers) ou encore Lille (Nord). Dans le reste de l'Europe, près de 300 actions étaient prévues dans 20 pays. Ci-dessous, des photos de manifestants à Bruxelles (Belgique), Londres (Royaume-Uni), Berlin (Allemagne) ou Helsinki (Finlande). Aucun chiffre global sur l'ampleur du rassemblement en Europe n'est disponible, samedi soir. Francetv info 11.10

- Strasbourg: de 7.000 à 20.000 manifestants pour une Alsace autonome - AFP

"*Touche pas à l'Alsace!*": 7.000 personnes selon la police, jusqu'à 20.000 selon les organisateurs, ont manifesté samedi à Strasbourg dans une forêt de drapeaux régionaux rouge et blanc pour exprimer leur rejet de la fusion avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne.

Les trois collectivités alsaciennes ont ressuscité le 22 septembre le projet d'un "*conseil unique*" d'Alsace, pourtant rejeté lors d'un référendum régional en 2013 en raison notamment d'une trop faible participation au scrutin.

L'Alsace s'était résignée à l'idée de fusionner avec la Lorraine. Mais la proposition des députés le 23 juillet de rajouter la Champagne-Ardenne a incité la droite et le centre alsacien à s'opposer désormais à toute fusion.

De son côté la gauche alsacienne, qui continue de plaider pour une union avec la seule Lorraine, avait dénoncé une manifestation partisane et le risque d'alimenter le sentiment identitaire. AFP 11.10

Cette manifestation était organisée notamment par l'UMP. C'est donc l'UMP qui prend l'initiative de s'attaquer à une mesure réclamée par l'UE.

Pour répondre à l'argument du PS, il considère l'identité européenne supérieure à celle de la nation qu'il entend soumettre à l'UE à défaut de pouvoir la liquider.

La position de l'UE conduit à un repli identitaire que le PS alimente et qui ne peut que nourrir la crise politique, qui pour peu que la classe ouvrière parvienne à se rassembler et à combattre sur son propre terrain de classe aboutira à la dislocation du régime.

ACTUALITE EN TITRES

Parole de Médiator.

- Arnold Schwarzenegger, un "*Terminator*" devenu "*visionnator*", pour Fabius - Francetv info

Stratégie du chaos et de la guerre

Onze morts dans un attentat suicide près de Bagdad Reuters Centrafrique : violences à Bangui, l'aéroport fermé LeMonde.fr Ukraine : les combats meurtriers se poursuivent dans l'est du pays LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : mise en garde de la Résistance et de Moscou à l'Occident et à Ankara french.irib.ir

L'axe de la résistance et la Russie ont, dans un message envoyé à l'Occident et à la Turquie , «*mis en garde contre toute action militaire aboutissant à une guerre aux conséquences inconnues* », c'est ce qu'a déclaré, Habib Fayaz, spécialiste des questions de la région, dans une interview, avec la chaine de télévision Al-Mayadin. « *Je dispose d'informations concordantes que des coordinations nécessaires sont effectuées entre Téhéran, Moscou, Damas et le Hezbollah pour faire face à toute éventuelle action militaire contre le gouvernement syrien* », a-t-il précisé.

Commentant les déclarations d'il y a deux jours, du vice-Ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdoullahian, il a précisé : « *Dans un message transmis à l'Occident et à la Turquie, l'axe de la Résistance a souligné qu'il était sérieux quant toute action militaire en territoire syrien pouvant aboutir à une guerre aux conséquences inconnues* ». « *L'Iran a mis en garde Ankara contre toute action militaire en Syrie* », a souligné, il y a deux jours, Hossein Amir Abdullahian, vice-Ministre iranien des Affaires étrangères pour l'Afrique et le Monde arabe, dans une réunion, tenue au centre d'études stratégiques du Moyen-Orient, consacrée aux évolutions de l'Irak.

Ces déclarations de M. Abdullahian ont été largement relayées par les médias arabes de la région. « *Il y aurait la possibilité d'une intervention militaire directe de l'Iran et l'envoi par ce pays des troupes au sol syrien, si la Turquie procède à une intervention militaire en territoire syrien avec pour objectif de modifier le rapport des forces en faveur des opposants armés en vue de renverser le gouvernement de Bashar al-Assad* » a indique ce spécialiste de la région.

Le gouvernement turc a installé, suite au feu vert du parlement pour mener des opérations en dehors des frontières, son armée, ses chars et ses équipements militaires à la frontière syrienne. Quelques kilomètres de l'autre côté des frontières, le groupe terrorise de Daesh s'est emparé d'une partie de la ville de Kobani (Ain al-Arab). Les analystes estiment que le gouvernement turc attend la chute de cette ville et le massacre des civils kurdes pour y envoyer son armée sous prétexte de combattre le groupe de Daesh. A ce propos, le quotidien américain, New York Trimes, en évoquent les récentes évolutions dans la région a écrit, jeudi : « *Le gouvernement turc s'est livré à un pari dangereux* ». french.irib.ir 11.10

1.2- L'armée syrienne attaque le Golan - french.irib.ir

L'armée syrienne a violemment bombardé les positions des terroristes d'Al Nosra sur les hauteurs du Golan dans la localité de Bir Ajam. selon Al Mayadin qui rapporte cette information, les terroristes de Al Nosra, soutenus et appuyés par Israël, contrôle un point de passage stratégique à Quneitara, limitrophe du Golan. Leur objectif étant d'accéder à la capitale.

Israël cherche à instaurer une zone tampon dans cette région stratégique, chose qu'il a du mal à réaliser vu la stratégie de la Résistance et de l'armée syrienne dans cette région où elles voient un front anti sioniste. french.irib.ir 11.10

2- Bahreïn

- Bahreïn: l'opposition va boycotter les législatives de novembre - AFP

L'opposition bahreïnie, conduite par le parti chiite Al-Wefaq, a annoncé samedi son intention de boycotter les législatives prévues le 22 novembre dans le petit royaume du Golfe agité depuis 2011 par une contestation de la majorité chiite.

Le communiqué signé par quatre (bien quatre) groupes d'opposition, dont Al-Wefaq, dénonce un scrutin qui "*consolide le pouvoir autoritaire*" dans le royaume dirigé par la dynastie sunnite des Al-Khalifa.

Des élections municipales sont prévues le 22 novembre, en même temps que les législatives qui constitueront le premier rendez-vous électoral à Bahreïn depuis octobre 2010.

Les opposants, qui réclament depuis février 2011 des réformes incluant une véritable monarchie constitutionnelle qui réduirait les pouvoirs de la famille régnante, ont en outre appelé dans leur communiqué à "*poursuivre les manifestations pacifiques jusqu'à ce que les demandes populaires soient satisfaites*". AFP 11.10

3- Bolivie

- La Bolivie profite d'une manne économique, effet des nationalisations - AFP

Mais quand c'est le Venezuela de Chavez ou Maduro qui mène la même politique, ils tirent à boulets rouges dessus, à croire que le gaz dans cette partie du monde est moins important que le pétrole pour l'impérialisme américain, temporairement ou à défaut

de pouvoir s'attaquer à Morales qui demeure très populaire. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient la question se pose différemment car elle est liée à des objectifs géopolitiques.

AFP - La Bolivie, pays le plus pauvre d'Amérique latine, caracole en tête de la région en termes de croissance, grâce notamment à la nationalisation des hydrocarbures, une manne devenue capital politique entre les mains du président Evo Morales, en lice dimanche pour un troisième mandat.

Premier président amérindien de Bolivie, investi en janvier 2006 et porté par un discours anti-américain et pro-indigène, Evo Morales ne manque pas de souligner l'effet positif généré par sa mesure la plus radicale: la nationalisation des hydrocarbures.

Appuyé des forces militaires et de la police, le gouvernement occupe manu militari dès mai 2006 les installations et champs de pétrole entre les mains de multinationales comme le brésilien Petrobras ou l'espagnol Repsol, et négocie de nouvelles conditions contractuelles plus favorables à l'Etat.

Parallèlement, il impose une réforme qui fait passer les taxes sur le gaz de 18% à 50%.

Les recettes pétrolières de l'Etat, environ 673 millions de dollars annuels en 2005, grimpent à 5,8 milliards de dollars en 2013, selon la compagnie pétrolière d'État YPFB.

Durant la même période, le PIB triple, passant de 9.5 milliards de dollars à 30,3 milliards. Le PIB par habitant, quelque 1.000 dollars, passe à 2.757 dollars, et le salaire minimum de 72 dollars à 206 dollars, générant un flux de fonds qui permet au gouvernement d'investir dans les programmes sociaux et les infrastructures publiques.

La mainmise de l'Etat ne vise pas seulement les hydrocarbures, mais s'étend aux entreprises de télécommunications, fonds de pension, centrales hydroélectriques, aéroports ou à l'exploitation minière.

Ces nationalisations, qui font fuir le plus souvent les capitaux étrangers, n'ont pas eu cet effet sur la Bolivie, selon un rapport du ministère de l'Economie, auquel a eu accès l'AFP.

La Bolivie a engrangé "*en 2013 1,75 milliard de dollars d'investissements directs internationaux nets (IDE)*", selon ce rapport qui rappelle qu'en 1998, lors de la vague de privatisations, l'IDE avait atteint un pic de 1,02 milliard.

Le boom économique "*résulte d'une excellente conjoncture externe au sein de laquelle l'économie bolivienne a évolué*", indique à l'AFP Armando Mendez, professeur d'économie à l'Université San Andrés (UMSA).

Selon l'économiste, alors que "*la Bolivie exportait en 2005 1,4 milliards de dollars en gaz, elle en exporte aujourd'hui 6,8 milliards, soit près de cinq fois plus*" avec des cours beaucoup plus élevés.

Des taux élevés de croissance et un climat propice aux affaires ont également provoqué un rapprochement avec les milieux d'affaires de Santa Cruz (est): ce principal secteur d'opposition à Evo Morales s'est progressivement rapproché d'un président initialement honni.

La croissance pour 2014, estimée par le gouvernement à 6,5%, placerait, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), la Bolivie cette année en tête des pays avec la plus forte expansion économique de la région, dépassant l'Équateur et la Colombie.

Gonzalo Chavez, professeur d'économie à l'Université Catholique de Bolivie, nuance toutefois, relevant que l'économie de ce pays enclavé d'Amérique du Sud, si elle a démontré des vertus, souffre de défauts de fond.

En Bolivie, l'extrême pauvreté touche ainsi 20% de la population de plus de 10 millions d'habitants.

Cette année, pour donner des outils de subsistance additionnels, le gouvernement a adopté une loi controversée qui permet aux enfants de devenir travailleurs indépendants à partir de 10 ans.

"*On voit ainsi un pays avec de vieux problèmes, qui continue d'exporter des ressources naturelles, qui a de très faibles niveaux de productivité et une énorme économie informelle qui emploie 80% des Boliviens*", souligne Chavez.

En outre, concernant les investissements étrangers, l'universitaire estime que les 1,75 milliard de dollars en 2013 parvenus en Bolivie pèsent peu par rapport aux flux financiers qui ont bénéficié à d'autres pays de la région.

"*Le Pérou reçoit environ 6 milliards de dollars d'investissement par an, le Chili 8 milliards et la Colombie 9 milliards*" remarque-t-il, concluant que la Bolivie a encore un long chemin à parcourir. AFP 11.10

Haut de page

Le 14 octobre 2014

CAUSERIE

Ukraine, Syrie, Irak, Ebola, etc. ils ne pourront pas dire : On ne savait pas.

J'ai dû saboter ou écourter certaines analyses par manque de temps en présence d'une actualité très chargée. Je ne peux pas traiter tous les sujets importants comme je le voudrais.

De plus, je dois m'occuper de la construction de ma maison qui touche à sa fin. Je dois encore essayer de récupérer un peu d'argent d'ici la fin du mois, pas grand chose, mais au point où j'en suis c'est important pour nous.

Je m'interroge à nouveau sur la raison d'être de ce portail.

Parole d'internaute.

- "*La Turquie, membre de l'OTAN, a laissé passer sans problème les milliers de volontaires recrutés pour se battre aux côtés de l'Etat Islamique. Par contre, elle refuse de laisser passer en Syrie les Kurdes (tant de Syrie - ceux qui sont venus mettre leur famile à l'abri - que de Turquie) qui souhaitent venir prêter main forte à la population de Kobané contre l'EI, et a déployé des milliers de soldats à la frontière pour les empêcher de passer. L'OTAN - qui offre son bouclier à la Turquie - s'est ainsi rangée de facto dans le camp de l'Etat Islamique, de même que les régimes sunnites du golfe qui forment cette nauséabonde "coalition" avec les pays de l'OTAN*

Il n'y a finalement que de Damas, de Téhéran, du Hezbollah libanais et de Bagdad que les Kurdes - tout sunnites qu'ils sont - peuvent espérer une aide (stratégiquement intéressée, bien sûr)."

L'Emirat islamique est l'armé privée de l'Otan...

Domination impériale.

- Prix Nobel: la France est l'un des pays les plus récompensés après les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne - Le Huffington Post

Erreur de calcul : 10/10 !

- Nobel d'économie : les États-Unis primés 9 fois en 10 ans - LePoint.fr

Jean Tirole a adopté le néolibéralisme aux Etats-Unis et depuis il ne l'a jamais quitté.

Le prix Nobel d'économie a été attribué aux marchés financiers.

Avant de traité ce sujet il nous fallait vous livrer la dernière info en date, elle nous servira de grille de lecture tout au long de cet article.

La régulation des marchés : Une arnaque !

- Prix Nobel d'économie : le Français Jean Tirole récompensé pour ses travaux sur la régulation des marchés - Francetv info

- Change: le régulateur boursier dénonce les arnaques visant les particuliers - AFP

Il faut donc en déduire qu'ils ont attribué le prix Nobel d'économie à un des représentants et enseignants du système économique mafieux en vigueur.

Jean Tirole : Un pur produit du néolibéralisme récompensé une nouvelle fois.

(Source : AFP, Reuters, Lepoint.fr, Libération.fr, Francetv info, 20minutes.fr, Leparisien.fr, Lefigaro.fr 13.10)

Milton Friedman l'avait reçu en 1976 pour ses travauxn notamment sur la démonstration de la complexité des politiques de stabilisation qui furent appliquées en Grande-Bretagne (Thatcher), aux Etats-Unis (Reagan), au Chili (Pinochet) et en Argentine (Videla) notamment.

La présentation qu'a fournie Libération (la voix de l'oligarchie) des travaux de Jean Tirole, ressemble étrangement à ceux de Friedman, je cite, le mot stabilisation a été remplacé par régulation : Le Prix Nobel d'Economie est un économiste de la régulation pour qui le marché n'est ni parfait, trouvant son équilibre par la simple confrontation de comportements rationnels, ni incohérent, il est complexe.

Le président de la Fondation Jean-Jacques Laffont - Toulouse School of Economics (TSE) où officie Jean Tirole l'a confirmé en déclarant qu'il avait été récompensé pour son "*analyse de la puissance du marché et de la régulation*"... devant lesquelles il se prosterne.

Avant eux l'Académie royale de Suède a dit avoir voulu honorer "*un des économistes les plus influents de notre temps*" qui a "*éclairci les moyens de comprendre les secteurs économiques dominés par quelques grands groupes pour les réguler*", régulation qui a abouti à l'explosion des inégalités au profit des 1 à 10% les plus riches, à créer une couche d'hyper riches, comme quoi il a bien travaillé et devait être récompensé par les représentants de l'oligarchie financière.

Comme dit Etienne Wasmer, professeur d'économie à Sciences Po, quand ce prix récompense l'analyse du pouvoir des marchés et la régulation des marchés, le symbole est encore plus marquant. Libération.fr 13.10

Une nouvelle imposture.

On a relevé quelques commentaires de journalistes ou économistes relatifs aux travaux de Jean Tirole.

- Le marché n'est ni parfait, trouvant son équilibre par la simple confrontation de comportements rationnels, ni incohérent, il est complexe.

Le problème voyez-vous braves gens, ne proviendrait pas du marché ou de la soumission des Etats à la dicature du marché, mais de sa complexité qui rendrait sa régulation si difficile que tous les législateurs à travers le monde malgré leur bonne volonté légendaire se seraient cassés les dents dessus (d'où les sans-dents !).

Ils oublient (sic) simplement de mentionner qu'ils se sont acharnés à le déréguler depuis les années 70, puis 90 et enfin 2000 jusqu'à nos jours, c'est en réalité une constante de ces 40 dernières années.

Vous aurez compris que ces questions ne peuvent pas être du ressort du peuple d'en bas, alors laissez-nous gouverner tranquillement, vous en serez toujours incapables... Cela ne vous fait-il pas penser à de précédentes causeries, vous avouerez qu'on a le pif pour être en phase avec l'état d'esprit de la classe dominante, en toute modestie, ce n'est qu'un constat en passant, nos dirigeants ne peuvent pas en dire autant.

Ils ont de la suite dans les idées disions-nous...

- Le comité Nobel a aussi voulu rendre un hommage posthume à cet autre grand nom de la régulation, dix ans après la disparition prématurée de Jean-Jacques Laffont avec qui il a porté l'Ecole d'Economie de Toulouse (TSE, Toulouse School of Economics) aux sommets, on peut penser que le comité Nobel a aussi voulu rendre un hommage posthume à cet autre grand nom de la régulation.

- Après avoir libéralisé, comment empêcher les grandes entreprises de se comporter en prédateurs? Impossible, d'autant plus qu'elles vont se doter d'un traité de libre-échange légitimant leur avidité insatiable. Jean Tirole en a-t-il entendu parler ?

- L'approche de Tirole fait la part belle aux motivations individuelles, et aux acteurs individuels. C'est libéral au sens où il s'appuie sur l'individu...

Ah ben voilà qu'ils lâchent le morceau ! A bas les besoins, les aspirations, les intérêts ou droits collectifs de la majorité de la population laborieuse, à bas l'Etat, place à l'individuaisme et au marché, à l'oligarchie quoi !

En réalité Jean Tirole a travaillé pendant des décennies à parfaire le néolibéralisme, à le légitimer puisque c'était son objectif.

Jean Tirole a réalisé des contributions fondamentales, seul et avec une impressionnante liste de collaborateurs, dans au moins six champs de l'économie nous dit-on:

- La concurrence imparfaite et de la régulation des marchés ; Les deux étant les pires ennemis du néolibéralisme...

- La théorie des bulles rationnelles ; Augmenter artificiellement la valeur d'un actif ne serait pas forcément irrationnel, sauf quand elle est le point de départ d'une spirale sans fin qui se nomme spéculation ou escroquerie à l'arrivée...

Sans rire, ils ont osé écrire : Qui plus est, on peut montrer que l'existence d'un actif ayant un prix de bulle peut être efficace dans certains cas, alors que l'absence de bulle peut être inefficace. D'innombrables travaux ont enrichi les modèles initiaux et conduit à mieux comprendre les conditions d'apparition, de disparition et de régulation des bulles.

A aucun moment ils ne poseront la question de savoir à qui elle profite et qui en sont les victimes, on comprend pourquoi, les véritables intentions de Tirole seraient dévoilées.

- Le domaine économie et psychologie ; En présence d'incitations monétaires les hommes donnaient plus leur sang, alors que les femmes en donnaient moins. Conclusion : il ne faut rémunérer que les dons du sang des femmes ou séparer les collectes de sang des hommes et des femmes, pourquoi ne pas leur allouer des places séparées dans les transports en commun. Autre exemple. Une amende avait été imposée pour sanctionner les retards à récupérer les enfants, l'on a vu le nombre de retards… non pas diminuer mais augmenter : on avait détruit les motivations intrinsèques. (Source : liberation.fr 13.10)

Ils sont très forts décidément, parce que les parents devaient faire exprès de prendre leur temps en sortant du boulot pour récuperer leurs gosses, alors que chacun sait qu'ils cavalent et que c'est une source d'angoisse pour eux.

- La théorie des contrats ; Dont sans doute les fameux produits dérivés object d'une spéculation effrénée ou tout autre instrument financier opaque.

- La théorie de la régulation bancaire et financière ; Laissée à la discrétion des plus puissants banquiers anglo-saxons-sionistes. Ce sont eux qui la dictent au législateur américain, qui d'autres qu'eux détient le pouvoir ?

- Les théories de l'innovation ; On ne sait pas de quoi il s'agit, peut-être des instruments financiers en tous genres qu'ils ont créés par nature incompréhensibles, opaques, de véritables escroqueries. A moins qu'il s'agisse de cette frénésie malsaine à sans cesse créer de nouveaux produits dont les trois quart sont inutiles ?

Le gouvernement pro-business jubile.

- Nobel d'économie : "*une fierté pour la France*", dit Hollande - LePoint.fr

"*Un immense bravo à Jean Tirole qui fait la fierté de notre pays et de l'école d'économie française*", a déclaré le ministre de l'Economie Emmanuel Macron sur Twitter.

Le Premier ministre Manuel Valls a utilisé le même vecteur pour saluer "*un autre Français au firmament*".

François Hollande a parlé de "*fierté pour la France*". LePoint.fr 13.10

Ouf, on n'est pas concerné !

Jean Tirole ou le programme de guerre contre la classe ouvrière du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne.

- Le Nobel Jean Tirole est pour une réforme du marché français de l'emploi - AFP

"*Le marché de l'emploi français est assez catastrophique*", a déclaré M. Tirole lors d'une conférence de presse à Toulouse, tenue à la hâte après avoir été choisi pour ce prix, à la Fondation Jean-Jacques Laffont-Toulouse School of Economics (TSE), centre de recherche qu'il dirige.

"*Je pense qu'il va falloir changer les choses si on veut donner un avenir à nos enfants*", a-t-il ajouté.

"*Depuis 30 ans, 40 ans, il y a du chômage et les jeunes, on leur propose des CDD dans leur très grande majorité parce que*

les entreprises ont trop peur de donner des CDI. Donc on a une situation complètement absurde qui est qu'à force de trop protéger les salariés, on ne les protège plus du tout", a-t-il ajouté dans l'amphithéâtre de l'Ecole d'économie de Toulouse, adossée au centre de recherches TSE de M. Tirole.

"*Ce n'est pas un hasard que toute l'Europe du Sud qui a exactement les mêmes institutions du marché du travail, s'est retrouvée avec beaucoup de chômage alors que l'Europe du Nord, la Scandinavie par exemple, qui a un système différent, se retrouve avec assez peu de chômage*", a-t-il ajouté dans une salle bondée de journalistes et caméramen.

En 2003, il avait proposé avec Olivier Blanchard, aujourd'hui chef économiste du Fonds monétaire international, l'instauration d'un contrat de travail unique qui se substituerait aux CDD et CDI, assorti d'une augmentation progressive des droits des salariés en fonction de l'ancienneté.

"*Nos propositions de réformes n'ont pas été adoptées*", a-t-il regretté, disant cependant "*ne pas penser pas que l'économie française soit un cas désespéré*".

"*La question n'est pas l'austérité mais ce sont les réformes*", a-t-il asséné.

L'économiste a de plus souligné la nécessité de mettre en oeuvre le projet d'union bancaire européenne.

"*Mon avis c'est que la création d'une union bancaire est quelque chose de tout à fait important*", a-t-il dit.

"*Il faut que cela se passe au niveau européen et il ne faut pas que les gouvernements puissent intervenir dans la réglementation prudentielle car les gouvernements ont leurs propres objectifs qui peuvent après entraîner des difficultés très importantes pour les banques. Donc (il faut) avoir une union bancaire mais il faut qu'elle soit indépendante et qu'elle puisse intervenir*", a cependant averti M. Tirole.

S'agissant des dépenses publiques, il estime que les pays scandinaves "*ont montré que le modèle social pouvait être conservé avec un Etat plus léger, plus dynamique*". AFP 13.10 Vérifions-le immédiatement.

La Scandinavie était justement un modèle... de "***pénétration***" sociale douloureuse, qui l'aurait soupçonné ?

- Le Danemark veut interdire complétement la zoophilie - 20minutes.fr

Le Danemark veut, à l'exemple de ses voisins, interdire la zoophilie, pour protéger les animaux et s'aligner sur la législation des pays voisins, a annoncé dimanche le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche.

«*Je propose une modification de la loi sur la protection des animaux afin de préciser explicitement que les relations sexuelles avec les animaux ne sont plus autorisées*», a indiqué le ministre de l'Agriculture, Dan Jørgensen, dans un communiqué.

«*Les animaux doivent être traités avec respect et soin et ont droit à une protection particulière parce qu'ils ne peuvent pas dire non*», a-t-il souligné. Jusqu'à présent, la zoophilie était illégale seulement si les souffrances de l'animal pouvaient être documentées. (A la victime de fournir la documentation ou de déposer plainte ! - ndlr)

Le Parlement a auparavant déjà refusé d'amender la loi sur la protection des animaux estimant suffisante la législation actuelle, a indiqué le quotidien Ekstra Bladet. Selon le journal, le gouvernement disposerait désormais d'une majorité pour modifier la loi. En outre, dans un récent sondage, les Danois se sont prononcés à 76% en faveur de l'interdiction de la zoophilie. 20minutes.fr 12.10

24% s'opposent à cette interdiction. Il faut être sacrément dégénéré pour avoir des relations sexuelles avec des animaux, sérieusement déséquilibré mentalement. A part cela les Danois respirent la joie de vivre...

Suite de son programme antisocial.

- Le prix Nobel d'économie prône des réformes rapides en France - Reuters

Il a insisté sur la nécessité (...) "*de faire en sorte que notre pays puisse donner des bons emplois aux jeunes, qu'on ne leur laisse pas une dette trop élevée.*"

En plein débat sur le rythme de consolidation des finances publiques, Jean Tirole a plaidé pour que des réformes soient menées "*assez vite*". "*La question n'est pas l'austérité. Ce sont les réformes qui donnent confiance à l'étranger dans l'avenir de la France*", a-t-il indiqué. Reuters 13.10

Traduire "*l'étranger*" par les investisseurs, les fonds "*vautours*", les banquiers, leur "*confiance*" vaut mieux que celle des travailleurs dont les besoins doivent être soumis à l'oligarchie financière.

En effet leurs maîtres s'impatientent.

- Le FMI veut des "*mesures audacieuses*" pour soutenir la reprise - Reuters

Le comité monétaire et financier international (CMFI) appelle les pays membres à mener des réformes audacieuses en matière de marché du travail et de sécurité sociale afin de libérer des fonds publics en faveur de l'investissement, pour créer des emplois et soutenir la croissance. Reuters 12.10

- Assurance chômage : une réforme pour donner des gages à Bruxelles - LePoint.fr

- Hollande tente de calmer les ardeurs réformatrices de son aile droite - LeFigaro.fr

- Assurance chômage: Cambadélis s'oppose à Macron - AFP

Pas vraiment, il lui a rappelé les règles du bonapartisme ("*le président de la République s'exprime, les ministres appliquent*") auquel chacun doit se soumettre au gouvernement ou au sein du PS.

Ensuite il n'a pas infirmé qu'ils envisageaient sérieusement de s'attaquer aux droits des chômeurs "*Il y a eu une réforme, elle est insuffisante. On ne pourra pas en rester là*." a-t-il déclaré devant la presse le député à son arrivée du conseil national du PS à Paris (AFP 12.10). Le lendemain Hollande l'a confirmé sur un ton sibyllin

- Assurance chômage : l'Élysée tente d'éteindre la polémique suscitée par une éventuelle réforme - Francetv info

Ce lundi 13 octobre, l'Élysée a choisi de clore le débat. La réforme interviendra le moment venu mais "*pas immédiatement*". Francetv info 13.10

Les dirigeants syndicaux sont tous contre, tout du moins verbalement, parce que les travailleurs ne veulent pas en entendre parler. Hollande va être obligé de légiférer et de se sacrifier.

En complément. L'exercice du pouvoir se complique un peu plus chaque jour pour Hollande.

- Jean-Michel Baylet : "*Les circonstances actuelles ne nous permettent pas, s'il n'y a pas des avancées, de rester membres de ce gouvernement.*" - Francetv info

- EELV "*en désaccord*" avec les orientations du budget 2015 - AFP

- "*Découragé*", le président du comité de la fiscalité verte démissionne - AFP

Déni. Qui a dit les réformes que vous subissez ne consistent pas à vous "***enlever***" ou vous "***prendre quelque chose***" ?

"*Lorsqu'il y a des réformes, il faut qu'elles soient prêtes pour que l'on puisse dire exactement à chacun ce qu'elle va engendrer dans sa vie*"

"*Mais (...) je me méfie, lorsqu'il y a une proposition qui est mise sur la table et qui, d'un seul coup, engendre de l'inquiétude dans un pays qui déjà très inquiet en se demandant ce qu'on va enlever*".

"*Parce que hélas, aujourd'hui, le mot de réforme est ressenti par une grande majorité de la population comme " on va encore nous prendre quelque chose ", je dis attention*"

Réponse : le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone (PS). AFP 12.10

Quand du jour au lendemain on ne vous rembourse plus un médicament, quand certains soins ne sont plus pris en charge par la Sécurité sociale, quand la TVA augmente, on ne vous "*enlève*" rien, on vous soulage, c'est pour votre bien.

Je dois attendre septembre 2017 pour toucher ma petite retraite, après qu'ils eurent reporté l'âge minimum du départ à la retraite à

62 ans pour les travailleurs nés en 1955, donc pendant deux ans supplémentaires je devrais avec Selvi essayer de vivre avec 261 euros par mois au lieu peut-être du double ou plus, mais selon ce salopard de Bartolone on ne m'aura rien "*enlever*" pendant ces deux années, non juste de quoi pouvoir vivre décemment. C'est devenu notre sujet de conversation quotidien.

ACTUALITÉ DU JOUR

Populisme et business.

"*On comprend que quelqu'un de droite nous parle comme ça, parce qu'ils l'ont toujours fait*". "*Quand quelqu'un qui se dit de gauche parle comme quelqu'un non seulement de droite, mais quasiment d'extrême droite, alors c'est très grave*".

Réponse : L'ex-candidat déclaré au poste de Premier ministre de Hollande, Mélenchon.

Il se livre à un procès d'intention à l'égard de Macron, tout comme envers Hollande ou Valls ou n'importe quel dirigeant du PS qu'il accuse de parler comme des gens de droite ou d'extrême droite, dès lors qu'il refuse d'en tirer la conclusion que le PS est de droite ou d'extrême droite puisque le nélolibéralisme auquel il a adhéré est l'idéologie la plus extrémiste de la classe dominante. Mélenchon est un charlatan.

Il a également confirmé hier sur France 3 que le PG n'était pas un parti ouvrier, entre nous on s'en doutait un peu !

"*Les Français aimeraient gagner assez pour payer des impôts. Tout pèse sur la classe moyenne. Si vous enlevez la première tranche d'impôts, ça veut dire que vous avez peu de tranches d'impôts, que tout pèse sur la classe moyenne*", a-t-il expliqué.

Selon le gouvernement, la suppression de cette première tranche dans le budget 2015 permettra une baisse d'impôts pour six millions de ménages (dont un million exemptés) et 3,3 milliards d'euros seront consacrés à la mesure, pour éviter qu'elle ne pèse sur les quelque 12 autres millions de foyers fiscaux qui n'en bénéficieront pas. AFP 12.10

Il prend donc position pour la classe moyenne qui est son fond de commerce au détriment de la classe ouvrière qui est concernée par la suppresssion de la première tranche d'impôts.

Par décret royal : Soyez "***optimiste***" !

(On croirait entendre Bartolone, non ?)

- Jean-Luc Mélenchon veut donner « *une leçon d'optimisme* » - lemonde.fr

Ils sont en goguettes, ils font la fête, ils sabrent le champagne...

Lemonde.fr - Jean-Luc Mélenchon entre dans la salle, serre les mains avec chaleur, agrippe les épaules, touche, embrasse dans un même élan. Souriant, le député européen sait où donner de la tête en cette soirée du lundi 13 octobre, au restaurant la Rotonde, dans l'est de Paris.

Il connaît la plupart des personnes, une petite centaine, réunie ce soir-là pour fêter la sortie de son livre L'ère du peuple : parmi elles, des fidèles du Parti de gauche et des alliés du Front de gauche – dont Pierre Laurent, patron du PCF, et Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble.

Toute acquise, la salle, plongée dans une ambiance tamisée où le champagne passe de mains en mains, écoute dans un silence religieux.

Pour Jean-Luc Mélenchon, le temps de la déprime est révolu. Fini cet été pourri durant lequel il n'aspirait plus qu'à « *bayer aux corneilles* », usé par les combats politiques, élections européennes en tête, à l'issue desquelles le Front national l'a emporté. Il revient aujourd'hui à la charge, décidé à porter un message positif et à ne plus se cornaquer dans le rôle d'opposant à François Hollande. Son livre, il a même failli l'appeler « *Le goût du futur* ».

« *Je veux donner une leçon d'optimisme à l'heure où les raisons d'être optimiste ne sont pas nombreuses* », dit-il au pupitre au cours d'un discours d'une vingtaine de minutes. Son ouvrage accompagne le lancement du mouvement pour la VIe République, qui ambitionne de fédérer les Français autour d'un projet d'assemblée constituante destinée à rebattre le jeu institutionnel. « *Le pouvoir constituant est à mes yeux la stratégie révolutionnaire du XXIe siècle* », professe-t-il. « *Le mouvement pour la*

VIe République est un réseau social, ce n'est pas un parti politique et ça n'en sera jamais un. » ajoute-t-il.

Jean-Luc Mélenchon dédicace par dizaines les exemplaires d'un feutre rouge. Son précédent livre, Qu'ils s'en aillent tous, publié durant la campagne présidentielle, s'était vendu à plus de 100 000 exemplaires. Une performance qu'il espère rééditer ? Prudent, il préfère ne pas se confronter aux succès éditoriaux du moment. « *Quelqu'un m'a mis en concurrence avec Zemmour, allez-y mollo, il a pris de l'avance…* » lemonde.fr 13.10

En l'écoutant, en guise de "*leçon d'optimisme* ", on éprouve plutôt un profond dégoût.

Apparemment un "*réseau social*" peut rapporter plus qu'un "*parti politique*" qui ne sert que de ticket d'entrée institutionnel.

Chacun aura compris que ce "*mouvement pour la VIe République*" n'a pas pour objectif de renverser le pouvoir politique en place... mais de le servir, de s'en servir puisqu'il faut bien vivre, n'est-ce pas ?

Normalisation du nazisme.

Un nostalgique du IIIe Reich nommé ministre de l'Intérieur en Belgique.

- Un ministre belge estime que les collaborateurs sous l'occupation nazie "*avaient leurs raisons*" - Atlantico.fr

Jan Jambon, nommé ministre de l'Intérieur la semaine dernière, est membre du parti flamand indépendantiste.

Des révélations avait fuité sur sa participation en 2001 à une réunion de nostalgiques du IIIe Reich.

Ces déclarations relancent en Belgique le débat autour des sympathies d'extrême droite des nationalistes flamands. Le parti centriste d'opposition a jugé "*inacceptables*" ses propos, tandis que le parti socialiste francophone dénonçait des mots "*terriblement choquants*". Les centristes ont demandé à Charles Michel, le premier ministre belge, de les condamner. "*On ne va pas lui demander de démissionner trois jours après la prestation de serment, mais c'est particulièrement heurtant*", a concédé Benoît Lutgen, le chef des centristes francophones. Atlantico.fr 13.10

Le chef des milices néonazis devient ministre de la Défense.

- En Ukraine, le chef de la garde nationale proposé comme ministre de la défense - lemonde.fr

Au lendemain du limogeage de son ministre de la défense, le président ukrainien, Petro Porochenko a proposé lundi 13 octobre de nommer à sa place Stepan Poltorak, actuellement chef de la garde nationale. Le Parlement devrait valider la candidature de ce général de 49 ans mardi.

La garde nationale regroupe les bataillons de volontaires, souvent issus de la contestation proeuropéenne du Maïdan, engagés aux côtés de l'armée dans l'Est. Elle a été créée en mars, sur la base des troupes du ministère de l'intérieur, pour y intégrer ces « *unités d'autodéfense* » du Maïdan. Les soldats de cette formation se sont notamment illustrés lors de combats dans l'Est séparatiste prorusse, où Kiev mène depuis la mi-avril une opération militaire.

Il devrait devenir le quatrième ministre de la défense depuis l'arrivée au pouvoir des pro-occidentaux, en février 2014. lemonde.fr 13.10

La Turquie membre de l'Otan est l'allié privilégié des barbares de l'Emirat islamique.

Erdogan soutient les mercenaires sanguinaires de l'Emirat islamique contre le peuple kurde.

La Turquie confirme sa décision de former et d'équiper les rebelles syriens modérés - 20minutes.fr

Les États-Unis ont indiqué vendredi qu'Ankara avait accepté, sur leur pression, de former et d'équiper les rebelles de l'opposition syrienne modérée.

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a confirmé dimanche que son pays allait renforcer les capacités militaires de «l'opposition modérée» syrienne afin d'en faire une «troisième force» entre le régime de Damas et les jihadistes.

«*Nous avons besoin maintenant d'une force de sécurité qui protège le peuple syrien à la fois contre l'EI (le groupe État islamique) et contre le régime*», a déclaré Ahmet Davutoglu dans un entretien accordé au quotidien Milliyet paru dimanche.

«La solution, c'est une troisième force autre que le régime et l'EI qui représente le peuple syrien et qui est composée de Syriens, pas de combattants étrangers», a-t-il précisé. «*Cette troisième force doit représenter toutes les parties de la Syrie, la Coalition nationale syrienne et l'opposition remplissent déjà ces conditions*». Les États-Unis ont indiqué vendredi qu'Ankara avait accepté, sur leur pression, de former et d'équiper les rebelles de l'opposition syrienne modérée.

La Turquie juge les frappes aériennes de la coalition insuffisantes et redoute qu'elles ne renforcent par ricochet le président Bachar al-Assad, sa bête noire.Elle continue d'exiger la création dans le nord de la Syrie d'une zone-tampon doublée d'une zone d'exclusion aérienne destinée à protéger les réfugiés et les quelques secteurs du territoire syrien tenus par l'opposition modérée, aujourd'hui moribonde.

Hormis la France, les alliés de la Turquie ont accueilli cette idée avec une extrême réserve. «*Une autre force serait souveraine sur le terrain grâce à la protection aérienne qui lui serait offerte, cette force serait l'opposition modérée*», a plaidé dimanche Ahmet Davutoglu. 20minutes.fr 12.10

Autre info.

La Turquie, les Etats-Unis, l'UE, l'Otan, l'Onu s'appitoient sur le sort de la population de Kobané, à les entendre ils ne peuvent pas lui venir en aide, ils ne peuvent absolument rien faire...

AFP - Pour venir en aide aux forces pro-gouvernementales assiégées dans ce secteur entouré de territoires conquis par l'EI, la coalition a mené sa première opération de largage de munitions, vivres et eau vendredi et samedi, selon le Pentagone. AFP 12.10

Oui, mais là il s'agit de défendre la raffinerie de Baïji au sud de Mossoul en Irak, défendue par l'armée irakienne et des tribus sunnites. C'est donc délibérément qu'ils laissent la population de Kobané massacrée par EI, ils en sont les complices parce que cela fait partie de la stratégie américaine pour ensuite pouvoir mieux s'attaquer à Assad, le véritable objectif de cette guerre.

Ankara met ses bases militaires à disposition de la coalition - LeMonde.fr

La conseillère à la sécurité nationale de la Maison blanche a également précisé que des installations militaires turques serviraient à la formation de rebelles syriens. LeMonde.fr 12.10

Les Turcs ont démenti avoir autorisé l'utilisation de leurs bases aériennes pour frapper l'organisation terroriste, comme l'avaient affirmé les États-Unis, quelques heures plus tôt. Lefigaro.fr 13.10

Syrie-Irak : les drôles d'alliés de l'Occident - lepoint.fr

Des Kurdes du PKK, classé terroriste par l'UE, des États du Golfe sponsorisant les djihadistes... : la coalition anti-groupe EI est un attelage bizarre.

Autres alliés de l'Occident dans la croisade contre le mal : les États du Golfe, notamment l'Arabie saoudite. Idéologiquement, le wahhabisme est la matrice de l'islamisme politique contemporain. La dynastie saoudienne est née au XVIIIe siècle d'un pacte entre un prédicateur religieux, Mohamed Ben Abdelwahab, et un chef de guerre, Mohamed al-Saoud. L'alliance du sabre et du goupillon. Abdelwahab est une sorte de Luther musulman qui prône un retour aux sources de l'islam et une lecture très rigoriste du Coran. Le wahhabisme a irrigué les courants les plus radicaux de l'islam politique.

Si le gouvernement saoudien se méfie de ces nouveaux sicaires, certains princes et parfois les services spéciaux du royaume ont apporté une aide plus ou moins directe aux mouvements les plus intégristes. Et les autorités de Riyad, impuissantes ou complices, ont fermé les yeux. Quant au Qatar, il est très proche des Frères musulmans, bête noire des Saoudiens.

La Turquie, elle, soutient la coalition comme la corde soutient le pendu. Elle a laissé transiter sur son sol, en toute connaissance, les recrues de Daesh. Le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan applique une politique néo-ottomane avec une obsession : éviter un Kurdistan indépendant et, si possible, prendre des gages en Syrie. La proposition d'une "*zone tampon*" contrôlée par l'armée turque à l'intérieur du territoire syrien va dans ce sens. Si un modus vivendi a été trouvé avec le Kurdistan irakien, le PKK reste l'ennemi. Que ses combattants se fassent écraser à Kobané ne fera pas verser beaucoup de larmes à Ankara. lepoint.fr

Les raisons de la défiance de la Turquie envers les Kurdes de Kobané - LeMonde.fr

La Turquie refuse obstinément d'ouvrir sa frontière aux volontaires kurdes prêts à renforcer les « *Unités de protection du peuple kurde* » (YPG, branche armée du parti kurde de Syrie PYD, lié au Parti des travailleurs du Kurdistan turc ou PKK interdit en Turquie), qui défendent désespérément la ville syrienne de Kobané prise en étau depuis près de quatre semaines par les djihadistes.

Les explications d'Ankara

« *La Turquie ne peut pas armer des civils et leur demander de se battre contre des groupes terroristes. (…) Envoyer des civils à la guerre c'est un crime !* », a expliqué Mevlut Cavusoglu, le ministre turc des affaires étrangères à France 24 lors de sa visite en France, le 10 octobre.

Ankara se refuse à aider les défenseurs de Kobané en raison de leur affiliation au PKK et aussi parce que les Kurdes du parti de l'Union démocratique de Syrie (PYD) ont longtemps été les meilleurs soutiens du régime de Damas dans les régions qu'il contrôlait, éradiquant toute forme d'opposition à Bachar Al Assad et refusant de frayer avec l'Armée syrienne libre.

C'est ce qui est ressorti des entretiens tenus la semaine dernière à Ankara entre Salih Muslim, le co-président du PYD, des diplomates turcs et les services secrets (MIT). Salih Muslim réclamait le passage libre à Mursitpinar (le point de passage situé en face de Kobané sur la frontière turco syrienne) pour des armes, notamment anti chars destinées à ses combattants, en mauvaise posture à Kobané malgré les frappes de la coalition. Ses interlocuteurs lui ont demandé de couper les ponts avec le régime de Damas, de dissoudre les gouvernorats mis en place dans les enclaves kurdes et de se distancer du PKK.

Le refus d'Ankara de se porter au secours de la ville assiégée par les djihadistes a mis les dirigeants turcs sous le feu des critiques des alliés de l'OTAN. « *Notre plus gros problème était nos alliés dans la région, les Turcs sont de grands amis (des islamistes radicaux), tout comme les Saoudiens et les Emirats arabes unis* », a lâché le vice-président américain Joe Biden lors d'un discours à Harvard le 3 octobre, avant de se confondre en excuses auprès du président turc Recep Tayyip Erdogan.

Un processus de paix en péril

En interne, la bataille de Kobané a rallumé le feu de la contestation dans les régions kurdes du sud-est de la Turquie et dans les grandes villes, où les affrontements entre la police et les manifestants pro-kurdes ont fait plus de 30 morts la semaine dernière.

Le sort de Kobané n'est pas sans risque pour la Turquie. Si la ville tombe aux mains des djihadistes, une nouvelle flambée de violence risque d'embraser à nouveau les régions kurdes, mettant en péril le processus de paix engagé entre le PKK et le gouvernement islamo conservateur de l'AKP. «*On ne peut pas mener de négociations alors qu'ils sont en train de créer les conditions d'un massacre à Kobané* », a indiqué Cemil Bayik, le numéro deux du PKK, dans une interview donnée au New York Times depuis son QG des monts Qandil, en région autonome du Kurdistan d'Irak. « *Nous ne marchanderons pas le sang de Kobané contre un accord* », a-t-il ajouté, menaçant de renvoyer les combattants du PKK en Turquie d'où ils se sont retirés depuis le cessez-le-feu conclu en mars 2013. Des Kurdes protestent contre le gouvernement turc à l'occasion des funérailles d'un des leurs tué lors d'une manifestation, à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, le 9 octobre.

Sa menace ravive le spectre de la guerre entre le PKK et l'armée régulière, qui fit environ 30 000 morts, des centaines de milliers de déplacés et la destruction de 3 000 villages au tournant des années 1990. A l'époque, les officiels turcs niaient l'existence des Kurdes, appelés « Turcs des montagnes ».

Une décennie de normalisation a changé la donne. Les Kurdes de Turquie (15 millions de personnes) peuvent désormais enseigner et apprendre leur langue, les disparitions de militants kurdes ont cessé de même que les embuscades du PKK contre les jeunes recrues de l'armée turque. La prospérité économique des années Erdogan, a gagné le sud-est du pays, favorisant l'émergence d'une classe moyenne. Gagnées par la fièvre de la consommation et de la construction, les grandes villes kurdes (Diyarbakir, Gaziantep, Sanliurfa, Mardin) sont bien plus prospères aujourd'hui qu'il y a dix ans.

Une déclaration d'Öcalan attendue mercredi

Abdullah Öcalan, le chef historique du mouvement indépendantiste kurde, a lui aussi mis en garde contre le risque d'une rupture des pourparlers. Emprisonné depuis 1999, le dirigeant kurde purge une peine de réclusion à perpétuité dans l'îlot d'Imrali, en mer de Marmara, où il reçoit régulièrement la visite de parlementaires et de négociateurs des services turcs. Nul doute qu'il appellera au calme dans la déclaration qu'il doit faire mercredi 15 octobre.

Un nouveau négociateur lui rendra bientôt visite, il s'agit de Muhammet Dervisoglu, ancien chef adjoint du MIT, qui a été récemment chargé des négociations avec le PKK et aussi de la lutte contre les réseaux djihadistes. Persuadé qu'une solution négociée au problème kurde reste possible malgré la chute probable de Kobané, Ankara manie la carotte et le bâton.

En prévision d'une nouvelle flambée de violence dans les régions kurdes, le parlement planchera mardi 14 octobre sur un nouveau paquet de lois sécuritaires. Certains amendements autorisent la police à tirer sans sommation sur les manifestants dès le premier cocktail Molotov lancé. Les utilisateurs et les fabricants de cocktail Molotov, désormais assimilé à une arme, risqueront jusqu'à 12 ans de prison. LeMonde.fr 13.10

L'attitude ambiguë de la Turquie contre l'État islamique - LeFigaro.fr

A minima, la Turquie est accusée d'avoir fermé les yeux sur le déplacement de djihadistes de l'EI sur son territoire, ainsi que sur le ravitaillement pour le «Califat» enclavé. LeFigaro.fr 13.10

"***L'Etat islamique profite d'un trafic de pétrole institutionnalisé depuis la guerre du Golfe***" - Francetv info

Depuis le début de la guerre du Golfe, la Turquie bénéficie de cet approvisionnement à bon compte. Entre 50 000 et 100 000 barils de ce pétrole alimentent chaque jour les raffineries turques. Des pipe-lines ont été construits et agrandis. Ils vont eux aussi jusqu'en Turquie, précisément jusqu'à Alexandrette, sur les rives de la Méditerranée. Francetv info

En complément.

- La Turquie dément avoir conclu un accord avec les Etats-Unis pour l'utilisation des bases contre l'EI - 20minutes.fr

- L'aide de l'Onu absente des régions contrôlées par l'EI en Syrie - Reuters

Au fait, la collusion entre la Turquie et les barbares de l'Emirat islamique n'étant plus qu'un secret de polichinelle, quand est-ce qu'elle adhère à l'UE, la Commission européenne n'a-t-elle pas dit récemment que la Turquie avait fait de réels progrès en terme de démocratie ?

La vraie sanction : La baisse du cours du pétrole. Confirmations.

Les Etats-Unis, futurs champions mondiaux des hydrocarbures? - AFP 12.10

Aidés par l'essor du schiste, les Etats-Unis semblent partis pour détrôner l'Arabie saoudite et la Russie comme premiers producteurs d'hydrocarbures liquides de la planète, mais le récent plongeon des cours du brut pourrait freiner leur élan.

Grâce au boom récent du pétrole non conventionnel, les Etats-Unis ont extrait 11,6 millions de barils par jour (mbj) en juin et 11,5 mbj en août, comme l'Arabie saoudite, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui publiera ses chiffres pour septembre mardi.

Pour Francisco Blanch, qui dirige la recherche sur les matières premières chez Bank of America, les Etats-Unis sont déjà arrivés "*aisément à la première place*" au premier semestre.

"*Il s'agit de très loin de la plus importante et de la plus rapide croissance de production de l'histoire américaine*", ajoute-t-il. "*Dans les années 1920, ou 30 ou 40, l'offre augmentait d'un mbj par décennie, maintenant c'est tous les ans!*", précise-t-il.

Depuis son plus bas de 2008, lorsque le pays était empêtré dans la crise financière, la production de pétrole brut américaine a bondi de près de 60%.

Une telle explosion de l'offre n'est pas restée sans conséquence. "*La réduction des importations*" de brut étranger qui en résulte, "*tout comme la hausse des exportations de produits raffinés américains vers l'étranger se traduit de facto par une plus grande abondance d'or noir dans le reste du monde*", relève James Williams, expert de WTRG Economics.

Les ventes de produits raffinés à l'étranger sont proches de records vieux de 40 ans.

Ce boom, "*combiné à la croissance mondiale en berne, est en grande partie responsable de la chute actuelle des prix mondiaux*", remarque-t-il.

Malgré les vives tensions géopolitiques, les cours de l'or noir ont chuté d'environ 20% depuis juin à New York comme à Londres.

La dépendance énergétique des Etats-Unis s'est considérablement réduite, provoquant selon certains analystes un désengagement du pays sur la scène internationale, notamment au Moyen-Orient.

En juillet, pour la première fois depuis 1973, pas une goutte de brut nigérian n'a été importé sur le sol américain.

"*Il n'y a plus aucune raison d'en acheter maintenant que les bassins de Bakken (Dakota du Nord), de Eagle Ford et Permian (Texas) nous donnent tout ce qu'il faut en brut léger*", relève M. Williams.

Dans ce contexte de surplus, l'existence même d'un embargo sur les exportations de brut américain datant du choc pétrolier des années 1970, sauf sous certaines conditions et pour le Canada, est remise en cause par une partie du secteur pétrolier et des élus.

"*Il n'y aura pas de grand bouleversement de la politique actuelle*" mais "*des modifications progressives*" sont possibles (types de brut exportables, pays destinataires), juge le cabinet spécialisé Wood Mackenzie.

A 420.000 bj début octobre, les exportations de brut américaines sont les plus importantes depuis 1957, et pourraient bientôt atteindre des sommets historiques.

Cette manne pourrait toutefois ne pas être éternelle, préviennent les experts.

La taille limitée des ressources pourrait, selon l'AIE, faire apparaitre un plateau de production dès 2020 pour les Etats-Unis.

En outre, "*la révolution du schiste est le résultat du développement des techniques comme le forage horizontal ou la fracturation hydraulique, mais aussi du niveau élevé des prix qui permet de les financer*", note James Williams.

Selon M. Blanch, les investissements américains dans le secteur pétrolier n'ont jamais été aussi importants (200 milliards de dollars en 2013), presque autant que l'investissement résidentiel.

"*Si les prix baissent encore de 10 ou de 15 dollars*", l'exploitation des bassins de schiste "*ne sera plus rentable et la croissance de notre production prendra fin*", prévient James Williams. AFP 12.10

Baisse des prix du pétrole, le pacte secret entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite - slate.fr 12.10

Un accord secret a été établi entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite et nous en voyons peu à peu les contours se dessiner. C'est ce qu'expliquent à la fois le Wall Street Journal et plus en détail encore le blog spécialisé dans la finance Zerohedge, souvent très bien informé.

L'Arabie Saoudite a tout simplement décidé de faire baisser le prix du baril de pétrole, il lui suffit d'ouvrir un peu plus les vannes, pour peser économiquement et politiquement sur l'Iran et sur son allié et soutien la Russie.

Si au cours des trois derniers mois, le prix du baril a baissé de plus de 20% et est passé ainsi de 115 dollars à moins de 90 dollars vendredi 10 octobre, c'est directement à la suite d'une décision saoudienne reconnait Rashid Abanmy, Président du Saudi Arabia Oil Policies and Strategic Expectations Center qui est installé à Riyad.

Avec l'arme du pétrole, l'Arabie Saoudite entend contraindre l'Iran a limiter ses ambitions d'armement nucléaire et obtenir de la Russie qu'elle cesse de soutenir à bout de bras le régime de Bashar el-Assad. Deux objectifs que partagent maintenant l'administration Obama.

Selon les calculs effectués par plusieurs études économiques, l'Iran a besoin pour équilibrer son budget et soutenir une économie affectée par des années d'embargo et de mauvaise gestion d'un baril de pétrole à 140 dollars et la Russie de Poutine d'un prix du baril supérieur à 100 dollars. Pour le magazine Forbes, la baisse des cours du pétrole est ainsi bien plus dangereuse pour l'économie russe qui est en récession et pour Vladimir Poutine que les sanctions financières décidées par les occidentaux après l'annexion de la Crimée et le soutien militaire aux indépendantistes de l'est de l'Ukraine. slate.fr 12.10

Ajoutons qu'avant-hier Poutine a ordonné le retrait de l'armée russe stationnée à la frontière ukrainienne.

Effondrement contrôlé du capitalisme. Mode d'emploi.

Ce qu'on nous raconte ici est une fable destinée à ce qu'ils appellent l'opinion publique qui ne comprend rien à l'économie en général.

Une fable disons-nous, parce qu'ils prennent pour exemple Lehman Brothers dont l'effondrement a été provoquée, programmée, à ne pas confondre avec l'état de faillite qui la menaçait et qui était bien réel. Qu'on se remémore comment les choses se sont réellement passées pour en être convaincu.

La notice sur Lehman Brothers fournie par Wikipédia.

À partir d'août 2007, Lehman Brothers essaie de solder sans succès ses positions sur les crédits immobiliers à risque, suite de la crise des subprimes. Les pertes engendrées par ces positions conduisent la banque à vendre pour six milliards USD d'actifs.

Sa capitalisation boursière chute alors de 73 %. Les pertes cumulées de la banque poussent la direction à rechercher un repreneur mais sans résultat.

Autour d'elle, d'autres banques sont aidées par l'État telles Bear Stearns en mars 2008, les sociétés de crédit hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac le 7 septembre 2008 mais aucune aide ne vient à Lehman Brothers. L'abstention de l'État est largement perçue comme la volonté de faire un exemple. Néanmoins, Bernanke insiste sur le fait que la Fed n'a jamais été en mesure de faire un choix entre sauver ou non Lehman, cette banque ne pouvant proposer aucune contrepartie à l'octroi de prêt comme cela était requis pour respecter le cadre légal. Et le 15 septembre 2008, à New York, à la suite de la crise des subprimes, Lehman Brothers Holdings Inc. se déclare en faillite et se place sous la protection du chapitre 11 du droit fédéral. Jusqu'au dernier moment, les marchés ont espéré la reprise de Lehman Brothers par Bank Of America (comme JP Morgan Chase avait récupéré Bear Stearns 6 mois plus tôt), mais finalement la grande banque préfèrera sauver Merrill Lynch, elle aussi sur le point de faire faillite le 15 septembre.

Le cours de Bourse de Lehman Brothers était au 5 juin 1994 de 4,53 USD, avec un point le plus haut à 85,80 USD au 4 février 2007. Le 12 septembre 2008 l'action ne valait plus que 3,65 USD. Avant cessation définitive de la cotation, l'action valait 0,13 USD.

Les 16 et 17 septembre 2008, la banque britannique Barclays annonce le rachat des activités de banque d'investissement et de courtage de Lehman Brothers en Amérique du Nord, y compris le siège social sur la 7e avenue de New York et deux centres de traitement de données dans le New Jersey, pour 1,75 milliards USD.

Dans les jours suivants, Nomura, numéro un japonais du courtage, reprend le courtage des actions et la banque d'investissement (conseils) en Europe, ainsi qu'une partie de ses 2 500 employés, et la totalité d'activités dans la zone Asie-Pacifique, Japon et Australie inclus, soit environ 3 000 salariés au total, pour 225 millions de USD.

Les fonds d'investissements Bain Capital et Hellman & Friedman (en) font une offre de reprise de Neuberger Berman, une des filiales de gestion d'actifs pesant 150 milliards de USD[réf. nécessaire], pour 2,15 milliards de USD. Carlyle s'oppose à l'entérinement de cette reprise, finalement la cour de faillite de New York attribuera la reprise à un consortium constitué du management de Neuberger Berman. En Europe également, les activités de gestion quantitative seront reprises par les salariés sous le nom de TOBAM S.A.S.

La chute de Lehman Brothers entraîne avec elle la bourse américaine, puis quelques semaines plus tard toutes les bourses mondiales. Pour pallier la crise, certains États nationalisent les pertes engendrées par les banques en difficultés, garantissent les épargnes et vont même racheter les actifs toxiques. wikipedia.org

Dans de précédentes causeries nous avions fourni des détails plus précis sur le déroulement du week-end du 13 et 14 septembre 2008, pendant lequel les oligarques des plus importantes banques américaines s'étaient littéralement volatilisés, avaient été injoignables par les dirigeants de Lehman Brother, personne n'aurait eu leurs coordonnées personnelles pour les joindre aux Etats-Unis, on avait aussi évoqué un règlement de compte entre plusieurs familles d'oligarques...

A l'arrivée, 6 ans plus tard cette affaire s'est soldée par la multiplication par deux ou davantage de la forture des oligarques américains, raflant la mise sur les plus de 20.000 milliards de dollars que la Fed leur distribuera par dfférents canaux. On remarquera au passage qu'entre 2009 et 2012 ils s'enrichiront dans les mêmes proportions qu'entre 2001 et 2009, le coup d'Etat militaire du 11 septembre 2001 a été au compte du complexe militaro-industriel, ce que le coup d'Etat financier du 15 septembre 2008 a été au compte de l'oligarchie financière, en réalité les mêmes.

Une grille de lecture pour l'article suivant.

- Comment accroître le pouvoir des plus grandes banques qui de fait constituent un trust mondial.

- Comment accentuer le contrôle des banques afin d'accélérer l'épuration de ce secteur déterminant de l'industrie financière, principalement en Europe.

- Permettre aux plus grandes banques qui disposent d'une place hégémonique sur les marchés de continuer tranquillement leur spéculation à outrance.

- Comment imaginer un instant que les plus puissantes banques du monde pourraient prendre des mesures allant contre leurs intérêts comme il est suggéré dans cet article ?

- Les plus grandes banques signent un accord pour éviter un nouveau Lehman Brothers - LeParisien.fr

Six ans après la crise financière qui a plongé toutes les économies occidentales dans le rouge, les grandes banques consentent enfin à réguler un peu le système. Ce samedi, 18 grands établissements américains (Goldman Sachs, Bank of America...),

européens (BNP Paribas, Deursche Bank, Société Générale, Crédit Agricole, Barclays...) ou asiatiques (Sumitomo Mitsui financial Group), ont accepté de modifier les règles sur le marché des produits dérivés en renonçant à certains droits.

(En réalité ils se sont mis d'accord sur un seul "*droit*", celui de contrôler, de définir quand, dans quelle circonstance et comment ils voleraient au secours d'une grande banque conduite à la faillite, soit pour la renflouer, soit pour la liquider selon les modalités qu'ils détermineront eux-mêmes, sans faire de vagues ou plutôt sans qu'ils aient à en payer les conséquences, qui sinon pourraient s'évérer imprévisibles et incontrôlables, ce qu'ils détestent par dessus tout. - ndlr)

Les produits dérivés, responsables de la crise de 2008. Les produits dérivés, ce sont des assurances dont l'objectif est de permettre aux entreprises, aux banques, aux producteurs, de se protéger de risques financiers (comme les fluctuations de prix) sur des actions, des obligations, des cours de matières premières, etc... Mais ça, c'est l'intérêt au départ. Car les investisseurs se sont très vite rendu compte que ce système permettait, lorsque tout se passe comme prévu, de décupler leurs profits.
Encore embryonnaire aux débuts des années 1990, ce marché s'est très fortement développé, en dehors de tout contrôle, dans les années 2000. Il a pris une ampleur telle que la faillite de Lehman Brothers, en septembre 2008, l'un des plus gros négociants sur le marché des produits dérivés à l'époque, a plongé l'ensemble du système financier mondial dans la crise.

Donner un nouvel outil aux banques centrales. L'accord signé ce samedi, qui entrera en application le 1er janvier prochain, a pour but d'éviter qu'un tel scénario se reproduise. Les banques renoncent au principe du débouclage automatique des contrats si une institution financière se trouve en difficulté. Concrètement, les banques vont désormais laisser le temps aux régulateurs (Fed, BCE, etc...) d'intervenir auprès d'un autre établissement financier en difficulté et dont la taille est suffisamment importante pour emmener tout le système avec lui dans sa chute (Too big to fail). Les banques s'engagent donc à attendre avant de déboucler toutes leurs opérations afin de trouver une solution évitant une faillite «*désordonnée*» aux conséquences potentiellement explosives. Car tout le monde s'accorde à dire qu'un délai, même minime, peut permettre d'éviter un effet de panique sur les marchés.

(Un "*délai minime*" peut surtout leur permettre de prendre des dispositons pour sauver les meubles ou camoufler leur responsabilité. A peine 24h après la "*faillite*" de Lehman Brothers une banque se portait acquéreur de ses actifs et son siège social, comme quoi tout était parfaitement planifié. - ndlr)

Les banques longtemps réticentes. Les régulateurs partout sur le globe n'ont eu, depuis 2008, de cesse d'appeler à modifier les règles contractuelles régissant les produits dérivés qui échappent à leur surveillance. Ils s'étaient jusqu'ici heurtés au refus des banques. Mais la Fed, la banque centrale américaine, en avait fait l'un des arguments à prendre en compte dans les tests de solidité de banques, les fameux «*stress tests*» auxquels les grands établissements bancaires sont soumis.

Un concert de congratulations. «*Cette initiative est un pas important pour réduire les risques d'une instabilité financière associés à une résiliation brusque des contrats*», ont salué la banque centrale américaine (Fed) et le FDIC, deux des principaux régulateurs bancaires américains en pointe sur ce dossier, dans un communiqué commun. «*C'est un pas important fait par l'industrie pour s'attaquer à la question du Too big to fail et réduire le risque systémique*», a souligné dans un communiqué Scott O'Malia, le patron de l'ISDA, l'organisme représentant les 18 banques en question. «*Il n'y a aucun doute que ce changement va modifier de façon importante la capacité à stopper l'effet domino d'une crise*», a surenchéri Dennis Kelleher, président de Better Markets, une association qui milite pour une plus grande régulation des marchés financiers. LeParisien.fr 12.10

ACTUALITE EN TITRES

Etat policier. Harcèlement, racket

- Contrôle routier géant sur la nationale 20 : 51 conducteurs positifs à l'alcool - LeParisien.fr

Vous avez un niveau de vie nettement plus élevé que le nôtre et en prime un régime policier. Chez nous (en Inde) en prime d'un niveau de vie médiocre, on a un régime semi-féodal et l'anarchie. C'est con à dire, mais c'est l'anarchie qui règne dans ce pays qui nous permet de supporter ce régime, dans la mesure où elle nous procure une certaine liberté, dès lors qu'on n'appartient pas aux couches les plus misérables évidemment.

Pourquoi ne pas supprimer le ministère de la Culture, ils s'en passent bien aux Etats-Unis ?

- Fleur Pellerin favorable à un rapprochement entre théâtres publics et privés - LeMonde.fr

La ministre de la culture assistait, lundi, au cinquantième anniversaire de l'Association pour le soutien du théâtre privé. LeMonde.fr 13.10

Pourquoi ne pas privatiser la culture ? La supprimer irait plus vite... et quelle économie ! Aux Etats-Unis, c'est juste un outil de propagande entre les mains de la classe dominante.

ACTUALITÉ DU JOUR

Morale de classe. La fatuité du vice est une vertu de tout régime décadent.

- Pour Manuel Valls et le PS, DSK n'est plus persona non grata - LeMonde.fr

- Manuel Valls et DSK invités à la même soirée d'anniversaire - 20minutes.fr

Le temps faisant son œuvre, il n'est plus, semble-t-il, mal vu de se retrouver dans les mêmes soirées que Dominique Strauss-Kahn. Le Monde rapporte en effet que pour célébrer son anniversaire, la communicante Anne Hommel avait invité de nombreuses personnalités socialistes et Dominique Strauss-Kahn.

Tout ce petit monde s'est retrouvé le 11 octobre à Paris, vers Bastille, sans que cela ne provoque de scandale. DSK y a croisé certains de ses anciens proches aujourd'hui aux responsabilités: Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, et Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement et même Manuel Valls, le Premier ministre. 20minutes.fr 13.10

Quelle pourriture !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bolivie

- Evo Morales réélu triomphalement à la tête de la Bolivie - Reuters

Le socialiste Evo Morales, au pouvoir depuis 2006, a été triomphalement réélu pour cinq ans dès le premier tour de l'élection présidentielle en Bolivie, selon un sondage sortie des urnes de l'institut Mori diffusé par la chaîne de télévision Unitel.

A 54 ans, le premier Amérindien à avoir accédé à la présidence de la nation andine est crédité de 61% des suffrages exprimés dimanche contre 24% pour son rival plus proche, Samuel Doria Medina, le candidat du parti de droite Union nationale.

Un rapide décompte effectué par la chaîne ATB confirme sa réélection, avec un score similaire de 60,5% des voix.

"*Cette victoire est un triomphe pour les anti-impérialistes et les anticolonialistes*", a déclaré Evo Morales depuis le balcon de la présidence, sans attendre la publication des résultats par le Tribunal électoral suprême.

Cette élection, a-t-il ajouté, était "*un débat entre deux modèles: les nationalisations et les privatisations. Les nationalistes l'ont emporté par plus de 60%.*"

Son parti, le Mouvement pour le socialisme (MAS), est également en passe de conserver sa majorité au Congrès, que les six millions d'électeurs boliviens étaient également appelés à renouveler ce dimanche.

Evo Morales, qui peut se targuer d'une croissance moyenne du produit intérieur brut supérieure à 5% par an et d'une nette réduction de la pauvreté, a fait campagne sur la promesse de consolider les réformes socialistes qu'il a mis en oeuvre depuis 2006.

Le président de gauche a nationalisé des secteurs clefs de l'économie, dont le pétrole et le gaz, et a réinvesti les bénéfices dans des programmes sociaux, l'éducation et l'amélioration des infrastructures routières du pays.

En 2006, plus du tiers des Boliviens vivaient sous le seuil d'extrême pauvreté. La proportion est passée aujourd'hui sous les 20%. Parallèlement, la part des revenus pétroliers et gaziers dans le PIB a explosé de 10 à 35%.

Amendée en 2009, la Constitution limite à deux quinquennats consécutifs l'exercice du pouvoir présidentiel. Mais Morales a pu se représenter à la suite d'un arrêt de la Cour suprême qui a jugé l'an dernier que la première partie de son mandat, entre 2006 et 2009, antérieure à la réforme constitutionnelle, ne devait pas être prise en compte.

Morales a promis qu'il ne serait pas candidat à l'élection de 2019. Reuters 13.10

SOCIAL

1- Grande-Bretagne

- Royaume-Uni : mobilisation historique du personnel de santé, victime de l'austérité - lemonde.fr

Cela n'était pas arrivé depuis trente-deux ans. Parce qu'ils refusent une troisième année sans augmentation de salaire, près de 500 000 salariés du Service national de santé (National Health Service, NHS en anglais) sont appelés à la grève, lundi 13 octobre entre 7 heures et 11 heures.

L'ensemble du personnel hospitalier, depuis les infirmières jusqu'aux ambulanciers en passant par le personnel de nettoyage et les ergothérapeutes, est concerné par cet arrêt de travail qui défie la politique d'austérité du premier ministre conservateur, David Cameron.

L'armée a mobilisé 130 personnels militaires pour conduire les ambulances. Même le syndicat des sages-femmes, qui n'avait jamais appelé à faire grève en cent trente-trois ans d'existence, l'a votée à 82 %.

A l'origine de ce mouvement de colère se trouve le refus du ministre de la santé, Jeremy Hunt, d'accorder, même à sept mois des élections, l'augmentation de 1 % recommandée par une commission indépendante. Dans une semaine, les radiologues cesseront le travail à leur tour pour la même raison.

Les salaires de la fonction publique, dont le NHS fait partie, ont été gelés pendant deux ans après l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 2010. Depuis 2012, les augmentations ont été plafonnées à 1 % mais, cette année, M. Hunt n'a accepté une telle hausse que pour les agents au sommet de l'échelle salariale.

La majorité des fonctionnaires verront leur salaire stagner alors que les prix de l'énergie et des transports, notamment, flambent. Selon les syndicats, les agents publics ont perdu entre 8 % et 12 % de pouvoir d'achat depuis 2010.

« *Il n'existe pas de culture de la grève au NHS, les salariés sont extrêmement conscients de leur devoir de soigner, note Christina McAnea, chef du secteur santé du syndicat Unison. Mais nous avons le sentiment que nous ne pouvons pas continuer ainsi. Un agent d'entretien hospitalier à plein temps ne devrait pas être obligé de livrer des pizzas après son travail pour joindre les deux bouts.* »

Selon une enquête menée par cette organisation, un salarié sur cinq du NHS a dû accepter un second emploi pour s'en sortir et un sur deux recourt au crédit pour terminer le mois. Les deux tiers des personnels ont dû faire des économies sur la nourriture, la moitié a réduit son chauffage et 80 % ne sont pas partis en vacances.

Le refus du gouvernement d'accorder 1 % d'augmentation a été perçu comme une marque de *mépris absolu* », ajoute le syndicat. Mais pour le ministre de la santé, ce relèvement des salaires, qui coûterait 500 millions de livres (636,3 millions d'euros) « *est financièrement inenvisageable alors que la demande de soins [et donc les dépenses] ne cesse d'augmenter* ».

Monument national fondé en 1948 par les travaillistes, le NHS souffre aujourd'hui d'un déficit annuel estimé à 20 milliards de livres (25,5 milliards d'euros) pour la seule Angleterre, montant qui, selon les prévisions, pourrait s'élever à 30 milliards de livres (30,2 milliards d'euros) à l'horizon 2020. Ses dysfonctionnements, notamment les délais d'attente pour les consultations et les examens, sont critiqués, et son avenir est considéré comme incertain. Sujet de fierté autant que de controverse, le NHS constitue l'un des dossiers les plus sensibles de la campagne pour les élections législatives de mai 2015.

David Cameron, accusé de poursuivre la privatisation rampante amorcée par le New Labour de Tony Blair, a promis, début octobre,

de maintenir son budget en termes réels. Ce qui devrait se traduire par une diminution des services offerts, étant donné la hausse constante de la demande liée notamment au vieillissement de la population. Quant à Ed Miliband, le chef de file du Labour, il fait de l'amélioration du NHS sa toute première priorité, promettant de financer l'embauche de milliers de médecins et infirmières grâce à un impôt sur les propriétés immobilières valant plus de 2 millions de livres (2,5 millions d'euros) et par une taxe sur l'industrie du tabac.

Tout geste qui pourrait être interprété par l'opinion comme une atteinte au NHS serait suicidaire pour les responsables politiques. Une majorité de députés conservateurs s'est d'ailleurs déclarée favorable à l'octroi d'une augmentation de salaire de 1 % pour les salariés du NHS. Selon un sondage publié en 2013, le National Health Service est classé par l'opinion comme la première source de « *fierté d'être britannique* », devant l'armée et la monarchie. lemonde.fr 13.10

2- Grèce

- Les difficultés économiques s'aggravent pour les Grecs - Reuters

Un Grec sur cinq n'a pas pu s'offrir un confort de base l'année dernière, soit pratiquement deux fois plus qu'en 2010, selon une étude rendue publique lundi par l'institut de la statistique ELSTAT.

Dans son étude sur le niveau de vie des Grecs en 2013, ELSTAT note que les pauvres ne sont pas les seuls à ne plus pouvoir s'autoriser un confort de base comme le chauffage ou le fait de régler ses factures d'eau ou d'électricité.

"*L'absence de biens de base comme une machine à laver, un téléviseur couleur, une voiture, ou la difficulté à rembourser ses prêts ne concernent pas seulement les couches défavorisées mais aussi une partie de ceux qui ne sont pas pauvres*", écrit ELSTAT.

ELSTAT a retenu neuf critères définissant un niveau de confort minimal. Selon son étude, 20,3% des Grecs n'ont pas rempli au moins quatre de ces neuf critères -parmi lesquels partir une semaine en vacances dans l'année ou manger de la viande tous les deux jours.

Un Grec sur trois n'a pas pu se permettre de chauffer son domicile l'an dernier, ce d'autant plus que le gouvernement avait, en pleine crise financière, augmenté les taxes sur le mazout pour remplir les caisses de l'Etat.

En outre, plus du tiers des personnes endettées ont eu beaucoup de mal à rembourser leurs prêts, montre l'étude, illustrant en quoi les banques grecques continuent d'être confrontées à des créances douteuses. Reuters 13.10

Etats-Unis

- Des milliers de manifestants marchent contre la brutalité policière à Saint Louis, près de Ferguson - francetvinfo.fr

L'incendie n'est pas éteint. Après les émeutes de Ferguson dans le Missouri (Etats-Unis) en août, des milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Saint Louis (Missouri), samedi 11 octobre. Ils protestaient contre le racisme et la violence policière.

Les manifestants, environ 5 000 personnes, avaient écrit sur des banderoles "*Justice pour tous*" et "*Les vies des Noirs comptent aussi*".

Les manifestations sous le mot d'ordre de "*Week-end de la résistance*" et "*Octobre à Ferguson*" ont débuté vendredi et doivent durer quatre jours. La foule, composée de personnes de plusieurs générations, a défilé samedi sur une distance de près de 19 kilomètres, entre Ferguson et Saint Louis.

Samedi matin, de nombreux manifestants s'étaient rendus à Shaw, un quartier de St. Louis où un jeune homme de 18 ans, Vonderrit Myers Jr, a été tué mercredi dernier par un policier blanc.

Au moment des faits, le policier n'était pas en service et travaillait pour une société privée de sécurité. Selon un communiqué de la police, Myers, alors qu'il était poursuivi par le policier, aurait sorti une arme. Le policier aurait riposté en tirant plusieurs fois, blessant Vonderrit Myers mortellement. Selon les proches de l'adolescent, celui-ci n'avait pas d'arme. francetvinfo.fr et Reuters 12.10

Haut de page

Le 15 octobre 2014

CAUSERIE

Pondichéry 22h30. La causerie du jour est plus loin, pour ceux qui ont lu la première partie dans la journée.

Je n'ai plus le temps d'archiver chaque mois les articles mis en ligne dans les différentes rubriques, à l'exception des dossiers d'actualité, Syrie, Irak, Ukraine.

Ce matin on a ajouté 9 articles, tous ont été publiés sur les portails du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca. J'avais téléchargé plusieurs articles du portail Le Grand Soir, mais à la lecture j'ai estimé que leur contenu était si éloigné ou contraire à notre interprétation de la situation ou nos idées qu'il était impossible de les publier. Attention, à de rares exceptions près ce portail publie des articles infestés par l'idéologie dominante. Vous me direz que c'est le cas de 99% des portails, certes, c'est inévitable, cette mise en garde vaut précisément parce que nous publions des articles de ce portail, tandis que nous avons déserté d'autres portails, beaucoup ne sont plus actualisés ou ont disparu.

On filtre, on ne censure pas. Si nous avions un parti ouvrier digne de ce nom, nous rédigerions et publierions des articles sur tous les sujets d'actualité, et nous n'aurions pas besoin d'aller pécher des articles ailleurs, sauf quand cela vaudrait vraiment le coup, quand données et analyses nous conviendraient ou que nous estimerions qu'elles sont correctes.

Comment interpréter la prise de position de Hollande en faveur d'une aide militaire à la population de Kobani ? Elle est destinée à la population française, aux ignorants ou crédules qui ignorent qu'il tient un double langage, la preuve :

- Recevant M. Çavusoglu à Paris, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a appuyé l'idée de la création d'une « *zone de sécurité* » au Nord de la Syrie, sans préciser ce qu'il entendait exactement par là, mais soulignant son accord avec la Turquie.

La France, également membre de l'Otan, fournit directement des armes au Gouvernement régional séparatiste du Kurdistan irakien, sans autorisation du Gouvernement central irakien. Le Gouvernement régional du Kurdistan irakien a étendu son territoire de 40 % de manière coordonnée avec l'Émirat islamique lorsque celui-ci s'emparait de la zone arabe sunnite irakienne. Réseau Voltaire 14.10 (Lire la suite de cet article dans cette page ou le télécharger)

D'après vous, qu'est-ce qui est le plus efficace sur le plan pratique : De simples paroles ou le rôle de la France au côté de la Turquie et des Etats-Unis sur le terrain ?

Il faut dire que l'UE, l'Onu, l'Otan, la Turquie et tous les pays dont la France engagés au côté de la coalition militaire emmenée par les Américains dans la guerre qu'elle mène en Syrie (et en Irak), participent à un génocide en refusant de venir en aide à la population kurde de Kobani, préférant soutenir les barbares de l'Emirat islamique, leur créature et allié. Cela vaut pour le PS, ses satellites et alliés, aussi bien que pour l'UMP, l'UDI, etc.

Réflexion du soir.

Ce qui a tué la gauche, ne serait-ce pas la transformation de ses partis en appendice des syndicats et leur adaptation aux institutions par le biais de leurs rapports avec les partis institutionnels, lorsqu'ils ne sont pas devenus des piliers des institutions ? En réalité, la gauche est une imposture qui remonte à près d'un siècle en arrière quand le Parti communiste a été stalinisé et cessa de combattre pour le socialisme, il fut devancé en cela par le PS ou SFIO.

Il n'y a plus de partis ouvriers qui font de la politique, qui combattent la guerre psychologique et idéologique de la classe dominante sur le terrain du socialisme. Les enseignements du marxisme figurent au mieux en annexe dans leurs publications, ils sont déconnectés de la réalité et ne servent strictement à rien finalement.

A défaut d'être politique, le syndicalisme était voué à devenir corporatiste, ce qu'il est devenu et cela ne date pas d'hier, c'est aussi la définition du syndicalisme apolitique de Bergeron dont le POI a fait l'éloge funèbre... et cynique dans le n°322 d'Informations ouvrières.

La plupart des syndicalistes ne se poseront pas la question, puisqu'ils ignorent ce qu'est le syndicalisme politique ou dont le combat est orienté vers l'émancipation du salariat, donc du capitalisme. Pour eux le rapprochement entre syndicalisme et politique constitue une hérésie. Dès lors qu'on accepte une définition éclectique et apolitique du syndicalisme, cela signifie qu'on accepte dans les rangs des syndicats ouvriers des adhérents de droite ou même d'extrême droite qui n'envisagent pas d'en finir avec le capitalisme.

En finir avec le capitalisme ne signifie pas forcément adhérer au socialisme ou au communisme notez bien. Disons que pour adhérer à un syndicat ouvrier, un travailleur devrait s'engager à lutter pour et jusqu'à l'abolition du capitalisme, il devrait avoir acquis ce

niveau de conscience politique minimum. Si cette condition n'est pas avancée par les syndicalistes au moment de recruter des travailleurs à leur syndicat, c'est parce qu'eux-mêmes ne luttent pas dans cette perspective, ils ne pensent même pas à soumettre cette condition aux travailleurs qu'ils recrutent, partant de là les syndicats deviennent n'importent quoi, sauf de véritables syndicats ouvriers indépendants. La dialectique est une arme à double tranchant terriblement efficace qui permet notamment de débusquer toutes les formes d'opportunisme, et il y a de quoi faire de nos jours !

Et ils osent prétendre qu'ils existeraient des syndicats indépendants, dans ces conditions certainement pas de l'Etat et du régime comme l'affirmait Trotsky à une autre époque.

Soyons plus précis encore avant que nos détracteurs nous tombent dessus. En disant qu'un travailleur devrait avoir acquis ce niveau de conscience politique minimum, ce que nous voulons dire par là, c'est qu'en réalité il s'agit davantage d'un accord de principe sur la base de son expérience et de la discussion qu'on a eu avec lui, plutôt que le résultat d'une analyse minutieuse du capitalisme qu'il n'est pas en mesure de faire. Vous me direz qu'à ce stade cet engagement n'a pas une grande valeur, certes, si on s'en tient là uniquement c'est certain. En revanche, si on envisage dans le même temps de lui procurer une formation qui lui permettra de comprendre comment fonctionne le capitalisme, on ne pourra plus dire que cet engagement reposait sur du vent ou je ne sais quoi, il constituait le premier pas lui permettant d'élever son niveau de conscience politique, il faut bien commencer quelque part, par un bout, comme pour toute entreprise de longue haleine ou quand on entreprend quelque chose.

Qu'encore une fois cela ne vienne pas à l'esprit d'un syndicaliste n'a rien d'étonnant puisque la plupart ne se donne même pas la peine d'étudier le capitalisme. Je ne sais pas s'il y en a parmi vous qui m'ont reproché un jour d'avoir accusé les travailleurs d'être responsables de leur condition ou de la situation, il devait y avoir méprise quelque part, car ce que je viens d'expliquer prouve exactement le contraire, c'est à nous de les aider à progresser, cela nécessite un autre état d'esprit et une autre conception du syndicalisme et de la lutte des classes que ceux qui sont répandus aujourd'hui, en deux mots, avoir la volonté de progresser soi-même et une grande disponibilité envers les travailleurs, on peut ajouter le socialisme.

Le syndicalisme est totalement dénaturé, dévoyé, ne parlons pas du combat politique ou de quelque chose qui n'existe pas ou plus ou si peu. A suivre.

Autre réflexion à creuser.

Les dirigeants des grandes entreprises qui se versent des rémunérations mirobolantes, les membres des conseils d'administration, les actionnaires, ce sont parfois ou souvent les mêmes, sont parfaitement inutiles au fonctionnement d'une entreprise, ce sont des parasites qui se goinfrent et rien de plus. Ce sont les travailleurs toutes couches confondues, employés et encadrement qui font tourner l'entreprise, qui produisent les richesses. Que du jour au lendemain on supprime le PDG, le conseil d'administration et les actionnaires et la boutique continuerait de tourner normalement.

On pourrait en dire autant des ministères ou administrations, ministres et technocrates sont inutiles à la gestion du pays ou d'une nation, ce sont des parasites. Ce sont les fonctionnaires toutes catégories confondues sur le terrain qui gèrent les différentes administrations ou ministères, le pays. Que du jour au lendemain on supprime ces ministres et leurs armées de technocrates et le pays continuera d'être géré par les fonctionnaires en poste.

Quand on observe à quoi mène la gestion des entreprises ou des administrations par ces parasites, PDG, membres des conseils d'administration, actionnaires, ministres et technocrates, pauvreté, précarité, chômage de masse, individualisme exacerbée, violence aveugle, décomposition de la société, chaos et guerres (pour faire bref), on est porté à affirmer que les travailleurs qu'ils prennent pour des demeurés ou des incultes, leurs domestiques ou serfs, en réalité qu'ils méprisent profondément, ne pourraient pas faire pire, qu'ils ne pourraient faire que mieux et plus juste dans absolument tous les domaines puisque c'est leur boulot quotidien et qu'ils le connaissent mieux que personne.

Ne pensez-vous pas que si on avait tenu ce langage jour après jour aux travailleurs depuis des décennies, un grand nombre d'entre eux, disons au minimum des centaines de milliers pour rester dans des proportions raisonnables, auraient pu prendre conscience de leur réelle condition et s'engager dans le combat politique pour changer la société, dès lors qu'ils auraient pris confiance en eux-mêmes, que tout reposait sur eux, leur sort et le destin de l'ensemble des masses laborieuse, l'orientation politique du pays dans lequel ils vivaient ?

J'en suis profondément convaincu, car si tel n'était pas le cas, si cela se serait avéré vain, cela signifierait que le socialisme était également une imposture, une vue de l'esprit, une escroquerie politique puisqu'il repose en grande partie sur ce facteur. Un journal aurait dû y consacrer la moitié de ses pages chaque semaine ou chaque jour, et parmi les travailleurs qui l'auraient lu, il est évident qu'un grand nombre ou la majorité d'entre eux se seraient reconnus dans le mode de pensée ou les conditions, les expériences décrites, sans qu'on les y force ils se seraient dits que c'était bien d'eux dont on parlait, auxquels on s'adressait, et que tout ce qui était écrit correspondait effectivement à la réalité, le tout rédigé avec la même simplicité que j'emploie ici. Et une fois leur curiosité piquée au vif, ce journal leur apportant réellement quelque chose, ils auraient eu envie d'en savoir davantage, de comprendre réellement dans quelle sociéte ou quel monde ils vivaient vraiment, et au delà se poser la question de savoir ce qu'il faudrait faire pour les changer. En quelque sorte elle coulerait de source, on les aurait amenés à se la poser naturellement,

parce qu'on n'avait rien à leur cacher, tout leur apparaissant soudain d'une limpidité incroyable. Au fil du temps, ils en seraient amenés à s'apercevoir qu'ils ont progressé sans même s'en rendre compte, ils en seraient les premiers étonnés et en tireraient une grande satisfaction, totalement gratuite. Parvenus à ce stade où une fois cette prise de conscience réalisée, ils auraient eu envie de poursuivre cette expérience si bénéfique pour eux, qui donnait un véritable sens à leur vivre, qui leur permet pour la première fois de commencer à la comprendre, enfin il leur était donné de reprendre espoir...

Ce qu'il faut bien comprendre pour mesurer la portée politique d'un tel processus, c'est qu'il conduit à une transformation radicale du regard que l'on porte sur la société et soi-même, sur tout, on n'interprète plus les choses de la même manière, on ne se laisse plus manipuler par l'idéologie dominante ou de moins en moins, on a acquis ou on est en train d'acquérir un nouveau mode de pensée, et ce qui est extraordinaire, c'est que personne ne le fait à notre place, plus personne ne pense pour nous, on apprend à penser librement, c'est cela qu'à un moment donné on savoure sans pouvoir lui donner un nom ou pouvoir exprimer clairement l'expérience qu'on est en train de vivre, cette intense satisfaction nous réhausse à nos yeux, on gagne en confiance, à l'étape suivante on comprendra pourquoi la classe une fois rassemblée est invincible et peut balayer le régime en place.

L'air de rien, on fait ici de la politique au plus haut niveau qui soit car on s'attaque et on parvient à briser un à un tous les obstacles qui empêchent les travailleurs de prendre conscience de leur condition et de s'engager dans le combat politique, et donc de construire le parti de la révolution socialiste.

Vous pouvez lire toutes les publications qui existent sur le marché, pas une n'arrive à la hauteur de cet objectif. D'ailleurs il n'y figure nulle part si vous observez attentivement. Tous ceux qui s'adressent à une élite de militants ou d'intellectuels n'ont rien compris au socialisme, ils sont complètement à côté de la plaque, ils écrivent pour eux, pour se faire plaisir, c'est totalement improductif, inutile.

A quoi cela sert-il d'affirmer que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, si dans le même temps on saute par-dessus la première épreuve qu'ils doivent affronter pour progresser dans cette voie ? C'est une posture et rien de plus. De quoi avons-nous parlé sinon de leur propre émancipation ? Ce serait nous faire un procès d'intention ou être fort malhonnête, que de prétendre que nous ramènerions tout à ce facteur puisque nous l'avons lié à leur engagement pratique, politique, à la construction du parti.

Nous tenons compte de la société dans laquelle nous vivons fortement intellectualisée, conceptualisée, médiatisée, appelez cela comme vous voudrez, et que nous ne vivons plus au début du XXe siècle. Quelle que soit la condition de chaque travailleur, du plus défavorisé au mieux nantis, notre démarche, notre méthode, notre discours s'adressent absolument à tous les travailleurs sans exception parce que fondamentalement ils sont confrontés aux mêmes obstacles, aux mêmes incompréhensions, du balayeur au scientifique, de nature psychologique et idéologique, politique. A suivre.

Les actualités en bref plus tard en fin de journée ou demain. Je dois préparer le déjeûner avant que Selvi revienne du boulot, ensuite j'irai à la banque et acheter deux réservoirs d'eau, le carrelage, etc.

La suite

J'ai fait ce que j'ai pu, pas vraiment envie de bosser, plus préoccupé que jamais par la tournure que prend la situation, désespérant en vérité, mais bon ne nous laissons pas abattre, on aura fait ce qu'on pouvait.

On a laissé de côté l'info sur la modification de la fiscalité très avantageuse destinée aux multinationales enregistrées en Irlande et dont leurs bénéfices étaient expédiés légalement dans des paradis fiscaux, elles ont... jusqu'en 2020 pour se conformer à la nouvelle réglementation ou aller voir ailleurs !

Autant dire que c'est leur laisser le temps de la contourner ou de se retourner tout en continuant pendant 8 ans de détourner leurs bénéfices du fisc irlandais.

Nous sommes en train de gagner la lutte des classes, voilà qui donne raison à l'oligarque américain Warren Buffett.

Quand les 10% les plus riches de la population se partagent 87% de la richesse mondiale et qu'il est prévu qu'ils s'enrichissent encore davantage dans les années à venir au détriment du reste de la population, sur la base de ce constat, de ce fait, on est en droit d'estimer qu'ils sont en train d'atteindre leur objectif stratégique qui est de concentrer tous les pouvoirs et de réduire l'humanité en servage. On pourrait ajouter sur le cadavre du mouvement ouvrier et de son avant-garde.

Ce soir avant de partir Selvi m'a serré dans ses bras, ses yeux pétillaient et elle m'a embrassé tendrement, elle souriait, visiblement elle était heureuse. Au même moment, en la regardant j'avais l'esprit ailleurs, je me suis dit que je n'avais pas le droit de gâcher son bonheur, j'étais en train de penser aux infos internationales de la journée qui étaient d'une tristesse à mourir, j'ai éclaté de rire en l'embrassant à mon tour en lui disant tout de même qu'elle ne pouvait pas savoir à quel point le monde était

horrible et que cela valait mieux ainsi, car cela ne servait à rien de la priver de ces quelques instants de bonheur auxquels elle avait droit. Pour une fois que je ménage quelqu'un, il faut dire que la vie de cette pauvre femme a été un tel cauchemar jusqu'à présent que je me vois mal en rajouter, ce serait inhumain, oui, à ce point-là.

Elle n'a pas saisi ce que je voulais dire et c'est mieux ainsi me suis-je dit. Elle ne sait rien de ce qui se passe dans le monde, sa vie est suffisamment triste ou un fardeau pour ne pas en rajouter, elle ne le comprendrait pas. Nous, nous pouvons le comprendre, mais nous ne voulons pas faire davantage d'efforts, aussi nous ne devons pas nous plaindre du constat exposé plus haut. Maintenant le pire est encore devant nous, nous refusons de réfléchir, nous refusons de corriger nos erreurs, notre incapacité à faire la part des choses nous sera fatale.

Ils sont moins de 1% dans le monde à concentrer les richesses et le pouvoir politique.

Nous n'avons pas voulu reprendre les titres des agences de presse et des médias qui sont trompeurs.

- La richesse des ménages dans le monde atteint un nouveau sommet - AFP

- La richesse des ménages dans le monde atteint un nouveau record - Libération.fr

Malgré une économie mondiale en berne, le patrimoine global ne cesse de gonfler, pour atteindre en 2014 les 263.000 milliards de dollars.

Alors que l'économie mondiale tourne au ralenti, la richesse globale des ménages fait un bon de 8,3% en un an, selon l'étude Global Wealth de la banque Crédit Suisse publiée ce mardi. Un enrichissement qui bat de nouveau record pour atteindre le niveau inégalé de 263.000 milliards de dollars en 2013 , soit plus du double du montant enregistré en 2000.

Ce niveau, l'équivalent sur le papier de 56.000 dollars par adulte, dépasse de 20% le record atteint avant la crise économique et de 39% le plus bas enregistré en 2008.

Les cours «*robustes*» des actions et le marché de l'immobilier ont contrebalancé la conjoncture faible, tirant les Etats-Unis et l'Europe vers le haut, , avec une croissance supérieure à 10% dans les deux cas.

Une économie mondiale "*léthargique*" n'a pas empêché les patrimoines mondiaux de croître, analyse la grande banque. La hausse annuelle de 20.100 milliards de dollars est la plus importante depuis 2007. Pour la première fois, les actifs financiers bruts mondiaux s'établissent au-dessus de 250.000 milliards de dollars.

Les cours des actions étaient «*anormalement*» élevés l'année dernière dans certains pays, selon le rapport. Sur le marché de l'immobilier, le prix moyen des propriétés a globalement augmenté de 2,4%, avec de très fortes disparités entre les pays.

Sans surprise, l'Amérique du nord prend la tête du classement avec une hausse de 11,4% de création de richesse, cette dernière culmine à 91 billions de dollars (91 000 milliards), soit 34,7% de la richesse mondiale des ménages. L'Europe arrive en seconde position avec 23,6% du total soit 85,2 billions de dollars.

Pertes et gains de richesse par pays (en milliards de dollars)

Avec 581.000 dollars en moyenne par adulte, les Suisses restent cependant les habitants les plus riches de la planète, devant les Australiens, les Norvégiens et les Américains. Les Français arrivent en 6e position avec 317.000 dollars en moyenne par adulte.

La richesse des ménages devrait continuer à croître. La banque prévoit qu'elle augmentera de 40% dans les cinq ans à venir pour atteindre 369.000 milliards de dollars. Les millionnaires toujours plus nombreux

Le nombre de millionnaires dans le monde frôle désormais les 35 millions. Il devrait dépasser les 53 millions d'ici à 2019. Bien que majoritairement situés aux Etats-Unis (41% des millionnaires), leur nombre dans les pays en voie de développement devrait fortement croître dans les prochaines années. En France, le rapport en compte 2,44 millions et ce nombre devrait atteindre 4,16 millions en 2019.

Répartition des millionnaires mondiaux par pays

L'Amérique du Nord est la région où se concentre la plus grande partie de la richesse des ménages (34,7%). L'Europe arrive en deuxième position avec 32,4% du total. La région Asie/Pacifique (sans la Chine) figure en troisième position, avec 18,9%.

La richesse des ménages en Chine a, elle, gagné 715 milliards de dollars (+3,5% sur un an).

L'Indonésie (-260 milliards), l'Argentine et la Russie (-135 milliards chacune) et la Turquie (-100 milliards) accusent les plus forts reculs de la richesse des ménages.

Le nombre d'ultra-riches (plus de 50 millions de dollars de richesse) a également augmenté, selon le Crédit Suisse. Ils seraient 128.200 dans le monde. Encore une fois, ce sont les Etats Unis qui arrivent en tête du classement avec 49% des ultra-riches, soit 62.900 personnes, loin devant la Chine qui en compte 7600.

Nombre et classement des ultra-riches par pays

Les Etats-Unis abritent 41% des personnes dont la fortune dépasse 1 million de dollars dans le monde. Le nombre de millionaires en dollars dans le monde devrait atteindre 53,2 millions en 2019, soit une hausse de 53% pour les cinq prochaines années.

En France le rapport en compte 2,44 millions et ce nombre devrait augmenter de 70% pour atteindre 4,16 millions en 2019.

En terme de richesse moyenne par adulte, la France se classe au sixième rang (avec 317.000 dollars) derrière la Suisse (581.000 dollars), l'Australie, la Norvège, les Etats-Unis et la Suède.

Depuis 2008, des inégalités toujours plus marquées

Pour la première fois, le Global wealth report traite la question des inégalités. Le rapport l'aborde de deux façons : de 2000 à nos jours, ou en faisant un comparatif avant/après la crise. Si l'on considère la période de 2000 à nos jours, les inégalités ont augmenté en Amérique latine, en Afrique et particulièrement en Inde et en Chine. Mais ont eu tendance à légèrement se réduire en Europe et en Amérique du nord.

Avant la crise, les inégalités ont diminué de façon générale sur l'ensemble du globe (excepté en Chine et en Inde). Mais passé, 2008 la situation se retourne, avec une forte augmentation des inégalités de richesse, surtout dans les pays développés.

Selon l'étude du Credit Suisse, une fois les dettes et autres crédits déduits, il faut 3650 dollars de patrimoine pour appartenir aux 50% les plus riches de la population mondiale, 77 000 dollars pour appartenir au «*décile*» (les 10% les plus riches de la population) et 798 000 dollars pour faire partie du «*top percentil*» (les 1% les plus riches du monde).

Dans le monde, 400 millions d'adultes disposent d'un patrimoine supérieur à 100.000 dollars, ils étaient 217 millions en 2000.

La banque rappelle aussi que la moitié de la population ne détient que 1% des richesses mondiales, alors que les 10% les plus riches de la population se partagent 87% de cette richesse. AFP et Libération.fr 14.10

Comment en sommes-nous arrivés là ? Nous l'avons expliqué dans de précédentes causeries sur le mondialisme, le nouvel ordre mondial, le gouvernement mondial, le système économique mafieux qu'ils ont mis en place, etc. le tout étant lié évidemment et à relier à la crise du capitalisme... C'est tellement limpide, que cela en est désarmant, pitoyable pour nos dirigeants qui ont refusé de l'admettre ou ne l'ont pas compris.

Qui conspire contre les peuples? Non, c'est juste un accord secret pour justifier un génocide.

- Accord secret Ankara/Washington/Otan sur Kobani par Amin Hoteit - french.irib.ir

« *La Turquie souhaite la chute de Kobani (Ain al-Arab)* » a déclaré Amin Hoteit, analyste des questions stratégiques de la région, dans une interview avec l'Agence Tasnim. « *La Turquie, les Etats-Unis et l'Otan se sont entendus sur le fait qu'au raid aérien ne devait pas empêcher la chute par le groupe de Daesh, de la ville de Kobani.* "

Interrogé sur une éventuelle intervention militaire de la Turquie en territoire syrien sous prétexte de la chute de la ville de Kobani, il a répondu : « *C'est la Turquie, elle-même, qui a souhaité la chute de la ville de Kobani, qui est l'une des principales villes à population kurde et en l'occurrence, l'un des objectifs stratégiques de la Turquie, en Syrie, pour empêcher la matérialisation d'un système politique kurde en territoire syrien qui risquerait de mettre en péril la cohésion et l'intégrité de la Turquie*". Et lui d'ajouter : « *Le succès des Kurdes syriens à l'instar de l'expérience des kurdes d'Irak peut exhorter les Kurdes de Turquie à prendre pour exemple les Kurdes irakiens et cela affectera l'intégrité et l'unité de l'Etat turc, par conséquent, la Turque tente de barrer, par tous les moyens possibles, la voie aux Kurdes syriens et de les empêcher de créer un système politique, un Etat autonome* ». « *La Turquie veut prendre en charge le contrôle de Daesh et pour faciliter la chute par le groupe de la ville de Kobani, la Turquie l'a bien assiégé. De même, la Turquie s'est entendue avec les Etats-Unis et l'Otan sur ce fait qu'aucun raid aérien ne devait pas empêcher la chute de la ville d'Ain al-Arab par Daesh* ».

Et Amin Hoteit de préciser encore : « *A travers nos études, nous nous sommes aperçus que Daesh profite, au maximum, du grand complot concocté, fomenté, par le gouvernement turc, l'Otan et les Etats-Unis contre les Kurdes. Interrogé sur les autorités turques qui avaient dit vouloir faire tout pour empêcher la chute de la ville de Kobani, cet analyste des questions stratégiques de la région estime qu'il ne s'agissait là qu'une manœuvre propagandiste, car la Turquie souhaite la chute de la ville de Kobani. La Turquie a assiégé les Kurdes à l'intérieur de la Syrie, et empêche les Kurdes turcs de partir en Syrie pour défendre la ville de Kobani et c'est la Turquie qui a coupé toutes les voies de secours et de logistiques vers Ain al-Arab* ». La ville de Kobani est, en effet, victime de l'encerclement par la Turquie des Kurdes, ainsi que de la mise en scène mensongère des Etats-Unis et de l'Otan en matière de lutte contre Daesh, bref, d'un complot international .

Interrogé sur les coordinations entre l'Iran et le gouvernement syrien pour venir au secours de Kobani, Amin Hoteit répond : « *Je ne pense pas qu'il y ait eu une telle coordination. L'Iran apporte ses aides humanitaires, mais, il n'existe pas un itinéraire sûr pour acheminer les aides. Ces aides devront passer par des régions sous contrôle de Daesh ou par des régions sous contrôle de la Turquie. Entre-temps, il n'existe qu'un passage, contrôlé par les Kurdes qui sont en coordination avec l'armée syrienne, mais, ce passage est, actuellement, assiégé et on ne peut, facilement, y avoir accès. Donc, dans de telles circonstances, et en raison des affrontements actuels, à Kobani, le succès des opérations de secours aux kurdes à Kobani s'avère très faible*". « *La chute de Kobani serait un grand scandale pour la coalition menée par les Etats-Unis* », indique Amin Hoteit avant de souligner : « *La chute de Kobani serait la victoire de la Turquie face aux Kurdes. Cela serait, également, un grand scandale pour la coalition internationale de lutte contre Daesh, car s'il n'y avait d'interventions de cette coalition et de la Turquie, la ville de Kobani ne serait pas tombée* ". « *La chute de Kobani influencera, également sur les futures politiques des Kurdes, et cela leur fera comprendre qu'il est d'une grande erreur de s'appuyer sur ce qu'on appelle " la communauté internationale" ou sur des gades qui leur sont donnés. Les Kurdes devront se tourner vers le gouvernement syrien, seul capable de les protéger, de les appuyer.*"

Interrogé sur la position du gouvernement syrien envers Kobani, il dit : « *l'armée syrienne dessine sa politique à la mesure de ses capacités, de ses moyens et du degré de l'importance de ses objectifs, d'autant plus que les régions à population kurde se sont dirigées vers la mise en place d'une sorte d'autonomie. L'entrée des forces de l'armée syrienne dans les affrontements dans cette région implique de passer deux étapes, la première étape consistant à nettoyer, complètement, ces régions stratégiques et très importantes du nord d'Alep jusqu'au Sud de Deraa et la seconde consistant à nettoyer les régions de l'Est et à population kurde. Le gouvernement syrien avait déclaré, auparavant qu'il procédera au nettoyage des régions en fonction de leurs priorités. La ville à population kurde d'Ain al-Arab est depuis un an le théâtre des affrontements entre les forces kurdes et le groupe terroriste de Daesh.*" Il s'agit, en effet, de la troisième grande ville syrienne à population kurde. Au cours de ces affrontements, le groupe terroriste de Daesh s'est emparé d'une grande partie de villages et de régions avoisinants, mettant sur le chemin de l'exode 300.000 personnes. french.irib.ir 13.10

En complément. Chaos et barbarie ou le génocide annoncé.

- Les jihadistes progressent en Syrie et Irak, la coalition s'interroge sur sa stratégie - AFP

- Turquie: l'armée bombarde des positions du PKK - L'Express.fr

Ankara a empêché des Kurdes de Turquie de se joindre aux combattants kurdes syriens assiégés par l'organisation Etat islamique à Kobané en Syrie. Mais l'armée turque a frappé les rebelles du PKK en Turquie lundi soir.

Non contente de traîner des pieds pour affronter les djihadistes de l'Etat islamique qui assiègent la ville de Kobané en Syrie, la Turquie s'en prend à ceux qui le combattent. Des avions turcs ont bombardé lundi soir des objectifs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie, une première depuis le cessez-le-feu décrété par les rebelles kurdes en mars 2013.

Les chasseurs de l'armée de l'air turque ont frappé des positions du PKK qui attaquaient depuis trois jours un poste des forces de sécurité turques dans le village de Daglica (sud-est), selon les services de sécurité. L'Express.fr 14.10

Un autre massacre à mettre au compte de l'Otan, l'UE, l'Onu, etc.

- Ukraine: le nouveau ministre de la Défense promet une armée forte, 12 morts dans l'Est - AFP

Le nouveau ministre ukrainien de la Défense, Stepan Poltorak, s'est engagé mardi à construire une armée forte pour rétablir la paix dans l'est de l'Ukraine, où des combats ont fait 12 morts.

Chef de la Garde nationale, unité composée en partie de volontaires. (Lire, les milices fascistes. - ndlr)

Scellant le fossé qui sépare désormais Kiev et Moscou, le chef de l'Etat a également mis fin par décret aux célébrations de la fête de l'armée le même jour que la Russie, fixant la nouvelle date au jour de la fondation de l'armée nationaliste ukrainienne considérée comme nazie à Moscou. AFP 14.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Le programme du gouvernement est conforme aux recommandations du FMI, de l'UE et de l'OCDE, bref des marchés financiers.

Toutes les institutions politiques et financières internationales sont antisociales, anti-ouvrières, aux mains de l'oligarchie financière.

- Réformer la France : les conseils du FMI, de l'Europe et de l'OCDE - lemonde.fr

« *Les réformes, les réformes* », le mot est sur toutes les lèvres dans le débat public. Avec un projet de budget présentant un déficit de 4,3 % du PIB quand la règle européenne fixe la limite à 3 %, la France fait actuellement l'objet de vives critiques. Les commentaires venant de l'étranger se multiplient pour exhorter Paris à lancer des réformes. Mais lesquelles, au juste ?

Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe (qui réunit les ministres des finances de la zone euro) a ainsi ouvert le feu, lundi 13 octobre :

« *Nous avons l'impression que le projet de budget de la France est assez loin de l'objectif, à la fois en termes de déficit nominal et de mesures effectives, concernant le déficit structurel et le nombre et la qualité des réformes qui doivent être réalisées* ».

Lorsqu'on parle des « *réforme*s », ce sont en général celles que réclament les organisations internationales. Régulièrement, l'Union européenne, le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) passent les statistiques tricolores au crible de leur analyse et formulent des recommandations sur divers secteurs, de la santé à l'éducation, en passant par les inévitables dépenses publiques.

Synthèse thématique des recommandations.

Si les organisations évoquent dans leurs préambules des lignes générales comme la réduction du déficit public et de la dette, les recommandations peuvent parfois se faire très précises. Plusieurs mesures font consensus parmi les trois organisations citées et certaines d'entre elles sont même déjà en cours de mise en œuvre :

1. Simplifier les échelons territoriaux

Cette réforme est régulièrement évoquée, la France comptant actuellement 36 681 communes, 2 581 communautés de communes, 222 communautés d'agglomérations, 15 communautés urbaines, 101 conseils généraux et 22 régions. Le Conseil de l'Union européenne propose ainsi de « *simplifier les échelons administratifs* » tandis que l'OCDE mentionne plus précisément la « *fusion des plus petites communes* » et la « *suppression des départements* ».

Cette dernière recommandation est l'une des mesures phares de l'épineuse réforme territoriale actuellement en discussion en France. Elle prévoit la réduction du nombre de régions de 22 à 13 et le transfert des compétences des conseils généraux à d'autres collectivités, avant une suppression à l'horizon 2020 – mesure vivement critiquée, sans surprise, par les présidents de ces assemblées.

2. Réduire l'indemnisation du chômage

Le ministre des finances Emmanuel Macron appelle à une « *modernisation des conditions de travail* » et à une « *réforme de l'assurance-chômage* ». Le premier ministre, Manuel Valls, estime que la question du montant et de la durée de l'indemnisation du chômage devait « *être posée* ».

Des positions qui suscitent la polémique dans un gouvernement de gauche - l'Elysée a répliqué que « *la négociation sur le sujet viendra le moment venu, pas immédiatement* » - mais qui ne sont pas inédites et découlent aussi d'une pression des institutions internationales en faveur d'un moins-disant social.

Quand le FMI conseille de réduire la durée et le montant de cotisation ainsi que le niveau d'indemnisation, l'OCDE appelle directement à rendre les allocations-chômage dégressives, mesure sur laquelle s'aligne le Conseil de l'UE, qui tient toutefois à viser aussi les gros salaires.

3. Libéraliser les professions réglementées

Début juillet, Arnaud Montebourg s'est élevé contre les « *nombreuses professions en situation de monopole* » qui « *captent par leur position des revenus pour des services payés trop chers*» et « *entament le pouvoir d'achat des ménages* ».

Dans le viseur du ministre de l'économie de l'époque, des métiers comme les huissiers, les notaires, les greffiers ou encore les pharmaciens dont l'accès et l'exercice sont conditionnés à la possession de qualifications spécifiques et dont certains sont accusés de bénéficier de rentes de situation. Leur réforme est spécifiquement réclamée par l'Union européenne et l'OCDE.

Plusieurs de ces professions sont descendues dans la rue en septembre pour protester contre le projet de réforme et ont suspendu leur mouvement après des rencontres jugées constructives avec le nouveau patron de Bercy, Emmanuel Macron.

Ce dernier a chargé le député PS du Finistère Richard Ferrand d'une mission de concertation sur le sujet. Mais le projet de loi est toujours en cours d'élaboration et doit être présenté en conseil des ministres en décembre.

4. Modifier le système de retraites

Si le budget 2015 veut d'ores et déjà augmenter l'imposition des retraites, la réforme structurelle de ces dernières semble au point mort depuis la loi de l'an dernier. Seule la question du compte de pénibilité a été véritablement abordée par le gouvernement.

Le Conseil de l'UE avance sa proposition : limiter le coût des retraites, en gelant ces dernières temporairement par exemple. Une mesure déjà appliquée : le plan d'économies prévoit le gel, pendant un an, des pensions du régime de retraite de base, en épargnant les petites retraites (jusqu'à 1 200 euros).

L'OCDE recommande pour sa part d'ajuster les paramètres du système de retraite afin de limiter les dépenses à court et moyen terme, en mettant notamment en œuvre un régime de retraite par points (déjà en vigueur dans les retraites complémentaires du privé), plutôt que le régime par répartition qui favorise actuellement la solidarité entre générations.

5. Assouplir les horaires d'ouverture des magasins

L'UE, le FMI et l'OCDE mentionnent tous trois spécifiquement « *l'assouplissement des horaires d'ouverture des commerces* ». Implicitement visée, l'ouverture des magasins le dimanche, actuellement limitée en France à certains secteurs seulement et récemment étendue aux magasins de bricolage.

Si l'extension totale de l'autorisation d'ouverture dominicale à tous les magasins n'est pas envisagée pour le moment par le gouvernement, des voix s'élèvent régulièrement pour y appeler.

Fin septembre, le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, s'est prononcé pour l'ouverture des magasins le dimanche dans les « *zones touristiques d'affluence exceptionnelle* ». Une mesure qui pourrait se « *traduire dans les textes avant la fin de l'année* ». lemonde.fr 14.10

Chacun y va de sa tirade pour dénoncer telle ou telle mesure réactionnaire en se situant sur leur terrain, le jeu institutionnel ou des appareils les passionnent, c'est à cela que se réduit leur combat politique. Mais personne n'avance qu'ils sont illégitimes pour représenter nos intérêts, qu'on leur dénie ce droit, et que seul un gouvernement issu des partis prenant en compte les besoins des travailleurs serait légitime, et que c'est dans cette perspective politique que les travailleurs doivent s'organiser, poser la question du pouvoir politique...

En complément. Qui détient le pouvoir et pour qui gouvernent-ils.

D'où tiennent-ils ce pouvoir ?

- Jean Tirole, sacré grand régulateur face au marché tout puissant - Liberation.fr

- Fitch place la note AA+ de la France sous surveillance négative - Reuters

- Taxer les profits des concessionnaires d'autoroutes, une solution compliquée - AFP

- Les transports de luxe ont le vent en poupe - LePoint.fr

- LVMH affiche une croissance organique de 4% au 3e trimestre - Reuters

- La croissance du marché du luxe devrait se stabiliser à 5% en 2015 - Reuters

Ce qui est illégitime est souverain.

- Michel Sapin : "*Sur le déficit structurel, nous sommes proches des souhaits légitimes de la Commission*" - Atlantico.fr

- Michel Sapin : "*La souveraineté budgétaire appartient au Parlement français*" - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

Un concert de rappels.

- Chrysler rappelle plus de 184.000 SUV dans le monde - Reuters

Etat policier. Conditionnement et psychose de masse.

- 57% des Français souhaitent que l'Etat contrôle fortement les contenus sur Internet - 20minutes.fr

A vau l'eau.

- UMP: Quand le scénario d'un retour triomphal de Nicolas Sarkozy prend l'eau - 20minutes.fr

Nicolas Sarkozy, qui souhait écraser la concurrence à l'occasion de sa candidature pour la tête de l'UMP, voit les oppositions se multiplier 20minutes.fr 14.10

- Hortefeux : le retour de Sarkozy "*est réussi*" - AFP

- Bertrand (UMP): un contrat de travail unique pour éviter "*des salariés de seconde zone*" - AFP

Ou la précarité généralisée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

Liban: le Hezbollah arme les druzes - french.irib.ir

Selon le journal libanais Al Akhbar, les cheikhs des druzes au Liban ont demandé au Hezbollah de former militairement les habitants druzes des localités de Aliyah et de Al Chouf, façon de les préparer à faire face aux éventuels assauts des takfiris. "*Les cheikhs des druzes libanais ont informé via le président du parti Al Twhid al Arabi et ex ministre, Waam Wahab, le Hezbollah de leur volonté d'avoir comme formateurs militaires pour leurs jeunes des officiers du Hezbollah, jeunes qu'ils veulent voir prêts au combat contre les takfiris*". La question des formations militaires à prodiguer aux civiles druzes a été abordée au cours d'une réunion entre Cheikh Naim Hassan et certaines persopnnalités libanaises dont les représentants du Hezbollah.

La question est d'ailleurs bien sérieuse : selon les sources bien informées , Israël en utilisant les terroristes takfiris d'Al Nosra, projette de lancer des attaques terroristes contre les habitants druzes surtout ceux qui vivent le plateau du Golan. le plan est bien ingénieux : en commettant desc massacres contre les druzes, les takfiris pousseraient ces derniers à se tourner le dos contre la Résistance et Damas et à réclamer que le Golan soit annexé par Israël. D'ailleurs c'est en préparation de ce plan que les sionistes ont poussé les soldats onusiens à faire place nette au Golan et à laisser armes et munitions aux terroristes. french.irib.ir 14.10

ECONOMIE

Russie

- La Russie et la Chine ont signé un accord sur les livraisons de gaz russe - french.irib.ir

La Russie et la Chine ont signé, lundi, un accord intergouvernemental, sur les livraisons de gaz russe, en Chine, par l'itinéraire Est (une ramification du gazoduc Force de la Sibérie), dans le cadre d'une visite officielle du Premier ministre chinois, Li Keqiang, à Moscou. Le russe Gazprom et la société chinoise, CNPC, ont signé, en mai dernier, un contrat, qui prévoit la livraison de 38 milliards de m³, par an, en Chine, par le gazoduc "*Force de la Sibérie*".

Les deux sociétés ont lancé, la semaine dernière, des consultations, en vue de signer un autre contrat portant sur la livraison de 30 milliards de m³ de gaz, par an, par l'itinéraire Ouest, (le gazoduc Altaï). Le ministère russe de l'Energie compte parvenir à une entente, en novembre prochain. french.irib.ir 13.10

Haut de page

Le 16 octobre 2014

CAUSERIE

Quand j'étais gosse, mes parents et ma grand-mère, mes oncles, partaient en vacances en vélo à la campagne en Normandie, nous habitions une chambre de bonne à Paris. C'était un peu plus d'une décennie après-guerre, les congés payés avaient un air de fête familiale pour les prolos qui s'essayaient au camping.

Il nous arrivait de partir plus loin, en Bourgogne en autocar, plus loin encore en train. Une décennie plus tard mon père réussit à obtenir un crédit pour acheter une 4CV Renault et nous partîmes en vacances en bagnole sur la Côte d'Azur, au soleil, c'était l'aventure, une véritable expédition, la réalisation d'un rêve pour mes parents. On emprunta la nationale 7, à l'époque l'autoroute du sud n'existait pas, on mettait deux jours pour faire le voyage.

Mes parents étaient très pauvres, mon père était mensuisier en bâtiment, payé aux pièces à l'époque il bossait comme un dingue pour essayer d'améliorer l'ordinaire, et surtout pour que nous puissions partir tous les ans en vacances, les vacances étaient sacrées disaient-ils, la récompense suprême au bout d'une année de dur labeur et beaucoup de soucis, il fallait absolument décompresser, tout oublier pendant trois, puis quatre semaines, tellement la vie quotidienne était un cauchemar. Pendant 30 ans ou un peu plus ils allèrent en vacances en camping sur la Côte d'Azur.

Apparemment depuis quelques années ou décennies des couches entières de la classe ouvrière sont retournées 40 ans en arrière à en croire monsieur Macron qui leur propose de partir en autocar parce que ce serait le seul moyen de transport à la portée de leur bourse ou de leur revenu médiocre, "*8 à 10 fois moins cher que le train*" selon lui. Sauf qu'en autocar, à moins de rejoindre de la famille demeurant en province, on ne voit pas où la plèbe misérable pourrait atterrir ou passer des vacances, dans un squat, en pleine campagne, dans un bois, sur une plage ? S'ils ne peuvent pas se payer un ticket de train, ils ne peuvent pas se payer l'hôtel ou louer un logement ou une maison, ils ne peuvent pas emmener en autocar pas même en train une tente de camping, des matelas, de quoi cuisiner, etc. il ne connaît manifestement rien à l'organisation des vacances des pauvres, on apprend pas cela à la banque Rothschild apparemment.

Mais au fait, il a parlé de "*voyager*", il n'a pas parlé de vacances, les plus pauvres n'en prennent plus depuis longtemps. Et quand on est pauvre, même un ticket d'autocar est hors de votre portée, pour quoi faire d'ailleurs, pourquoi prendre l'autocar, voyager pour voyager, au bout du voyage il faut assumer, se restaurer, se loger, ce sont des dépenses incompatibles avec le budget du pauvre, il l'ignore et s'en fout.

En cinq décennies environ, on est passé de la "*démocratisation*" du transport aérien... à l'autocar, quelle extraordinaire régression sociale !

C'est comme l'autre gourde du gouvernement qui voulait instaurer la gratuité des autoroutes les week-ends, si tu n'as pas de fric pour mettre de l'essence dans ta bagnole, cela te fait une belle jambe ! Cela fait penser aussi aux associations à la con qui offrent des radios aux SDF qui n'ont pas les moyens de becqueter, encore moins d'acheter des piles ! C'est comme si Hollande leur offrait des brosses à dents !

En complément.

- Les six a priori les plus fréquents contre les pauvres - 20minutes.fr

Taxés d'être assistés, de profiter du système social, d'être responsables de leur situation, les pauvres sont très souvent stigmatisés dans l'opinion publique.

Un grand malade vous parle.

- Pour Macron, la France a "*trois maladies*" : "*la défiance, la complexité et le corporatisme*" - Francetv info

L'imposture qui a conduit le mouvement ouvrier où il en est.

Les démocrates petits bourgeois qui s'accomodent du capitalisme ont tout intérêt à ce que l'UMP gouverne. Pourquoi ? Parce qu'il leur suffit alors de faire entendre leurs voix pour que le PS et ses satellites flanqué de ses alliés s'en fassent les relais et espérer que cela sera suffisant pour être épargnés ou que leurs intérêts soient ménagés par le parti au pouvoir.

Cela permet au PS de se faire passer pour un parti d'opposition ou de gauche ou de maintenir cette illusion, et d'obtenir leurs suffrages lors des scrutins suivants afin d'assurer un nombre d'élus confortable, ce qui permet d'assurer la stabilité des institutions et la pérennité du régime, ainsi la boucle est bouclée.

- Vu de gauche, pour mener une politique de droite, mieux vaut un pouvoir de droite Slate.fr

Ce n'est pas qu'une question de «confort moral». Cet avis pourrait même être partagé par un François Hollande tenté par la cohabitation. (Une question d'hypocrisie surtout, une cynique escroquerie politique il fallait dire. - ndlr)

L'élite rose qui nous gouverne sous-estime gravement l'exaspération de l'électorat de gauche. Naviguant dans des cercles privilégiés, bon nombre de ses dirigeants ne se rendent pas compte à quel point la politique menée, contradictoire avec leurs engagements électoraux, génère une colère lourde de conséquences pour l'avenir. (Faux, ils le savent et s'en accommodent, ils n'ont pas le choix, dans le cas contraire il leur faudrait affronter la classe des capitalistes, impensable, ils en sont incapables puisqu'ils en sont des représentants. - ndlr)

L'interminable série de provocations menées au nom de la démolition de «tabous» qui, curieusement ne se réfèrent qu'à l'idéologie de gauche, alimente des réactions de plus en plus violentes. La dernière en date concerne l'indemnisation du chômage.

(Cela n'a rien à voir avec des "*provocations*", ils disent tout haut ce qu'ils pensent tout bas, seulement ils n'ont pas le courage de l'assumer jusqu'au bout ou le contexte social ne leur permet pas. C'est aussi un message adressé aux vendus en tous genres qui voudraient se manifester et jouer un rôle à leur côté, qui pourraient partager avec eux la responsabilité de leur oeuvre de démolition sociale ou en assumer la majeure partie. Ils ne balancent pas des trucs pareils au hasard, c'est aussi une manière de faire en sorte que les idées ou mesures auxquelles ils sont acquises et qu'ils voudraient appliquer se répandent dans la société en espérant que la majorité y adhèrera, pour y parvenir ils savent qu'ils peuvent compter sur les médias et les institutions de sondages qui sont des officines de propagande à leur service. - ndlr)

Traiter Emmanuel Macron de «banquier», comme l'ont fait Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, revient sans doute à pécher par réductionnisme sociologique. Il n'en reste pas moins que le pédigree du nouveau ministre de l'Economie est propre à exciter le «peuple de gauche» lorsqu'il prône des réformes d'inspiration libérale.

Les hiérarques socialistes se rassurent généralement en pariant que celui-ci reviendra sagement au bercail le moment venu. Face à une droite revancharde et radicalisée et à un Front national menaçant, l'électorat de gauche serait bien obligé de voter pour le candidat du PS, au moins au second tour.

Cela n'a pourtant rien d'assuré. Ce calcul cynique ne tient pas compte de la profondeur du divorce qui se creuse entre une large partie de cet électorat et un pouvoir qu'il ne perçoit plus comme appartenant à son camp. La cassure d'une fraction importante des couches populaires d'avec la «gauche», qu'elle se traduise par un vote FN de plus en plus affirmé ou par une abstention devenue structurelle, est avérée.

(Il ne faut pas confondre les "*couches populaires*" avec les couches intermédiaires ou supérieures qui sont mieux nanties et qui constituent l'électorat traditionnel du PS, celles qui votent "utiles". -ndlr)

Mais c'est aussi le cœur de l'électorat de gauche qui est désormais tenté de rompre avec toute espèce de vote utile: un nombre croissant de citoyens assurent qu'ils ne voteront en aucun cas pour le candidat du PS, y compris au second tour, lors de

la prochaine élection présidentielle.

On aurait tort de voir dans ces réactions seulement la marque d'une colère que la classique dynamique de la bipolarisation se chargera de dégonfler à l'heure du choix décisif. La conversion politique et idéologique de l'exécutif aux thèses défendues par la droite est telle que la question de savoir s'il ne vaut pas mieux qu'une telle orientation soit portée par un gouvernement de droite finira par se poser.

(C'est un fait que les couches privilégiées, les classes moyennes ou la petite bourgeoisie penchera davantage à droite ou même à l'extrême droite à défaut d'issue politique à gauche. -ndlr)

Qui peut assurer que Nicolas Sarkozy, qui n'a jamais craint de bousculer son propre camp, aurait mené une politique «plus à droite» s'il l'avait emporté en 2012? Constatons simplement, par exemple, que la «*gauche*» a abandonné l'écotaxe issue d'un «*Grenelle de l'environnement*» piloté par la «*droite*»...

(Sarkozy aurait mené la politique que Hollande a appliqué. -ndlr)

L'histoire montre que le camp aux manettes est souvent conduit à faire des concessions à ses adversaires présumés. Au pouvoir, la droite craint plutôt les syndicats tandis que la gauche s'inquiète d'abord des réactions patronales. Les multiples contraintes de l'action gouvernementale conduisent le parti au pouvoir à des concessions plus ou moins grandes par rapport à son orientation originelle.

Le problème actuel vient de l'ampleur du tête-à-queue politique par rapport au discours tenu pendant la campagne présidentielle. Le sentiment de trahison est tel que l'idée qu'il serait préférable que la droite assume elle-même une telle politique devient rationnelle. La gauche serait effectivement moins démoralisée d'être complice d'une pareille aventure et les syndicats sans doute plus unis dans la résistance.

(Au pouvoir, la soi-disant gauche est démasquée parce qu'on juge ses actes, alors que dans l'opposition parlementaire ce sont uniquement ses paroles ou son discours que l'on juge qui n'engage à rien puisqu'elle est minoritaire, ils sont donc plus à l'aise dans cette posture ou imposture. - ndlr)

Ces raisonnements sont d'autant plus promis à un bel avenir que la «*culture de gouvernement*» demeure assez fragile à gauche. Le sage argument de la nécessaire acceptation des contraintes liées à l'exercice du pouvoir est certes souvent utilisé comme une forme de chantage. Il avait déjà été brandi, à partir de 1983, pour faire avaler le tournant de l'austérité alors honteusement négocié par le pouvoir mitterrandiste.

Reconnaissons toutefois qu'une partie de la gauche est encline à préférer le confort moral de l'opposition aux compromis (sions) gouvernementaux/tales. Cette tendance n'est pas exclusivement le fait de militants soucieux de pureté idéologique –ceux-ci sont de plus en plus rares au PS. Elle guette aussi tous ces élus locaux, nombreux dans ce parti, qui savent d'expérience que leur réélection est handicapée par la participation des socialistes aux affaires parisiennes.

Ancien ministre du gouvernement de Lionel Jospin, Jean-Luc Mélenchon en vient aujourd'hui à prôner une «stratégie révolutionnaire du XXIe siècle». L'ancien candidat du Front de gauche ne croit plus à la possibilité de dépasser le PS dans le cadre d'un combat électoral classique. La rupture avec son ancien parti passe désormais par un appel direct au «*peuple*», à mille lieues de la traditionnelle «*discipline républicaine*» qui suppose un désistement automatique au sein de la gauche.

(C'est encore pire, Mélenchon se sert du peuple pour cautionner sa propre soumission au régime qui passe par son attachement à l'UE, à l'ONU, à l'Otan...En cela, il n'a jamais rompu avec le PS. - ndlr)

Ajoutons enfin que la préférence pour un gouvernement de droite, dans l'intérêt bien compris de la gauche, peut même être secrètement partagée par Hollande lui-même. L'option cohabitationniste reste l'une des cartes susceptibles d'être jouées par un président plombé par une abyssale impopularité. Au total, il n'y aura sans doute bientôt plus grand monde pour souhaiter que la «drauche» actuellement à la tête de l'Etat s'y maintienne. Slate.fr 15.10

Le PS est un "***gros mot***" pour les travailleurs.

- Jean Ziegler : "*Parti et socialiste vont devenir des gros mots pour les classes travailleuses*" - lepoint.fr

Le Point.fr : Pourquoi avoir repris comme autobiographie intellectuelle le titre de l'un de vos livres les moins connus ?

Jean Ziegler : "*Retournez les fusils*" était le slogan des socialistes pacifistes qui se sont réunis clandestinement en septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse, dans une bourgade du canton de Berne. Le manifeste avait été rédigé par Léon Trotski. Il dénonçait

la guerre comme une barbarie produite par le capitalisme, les marchands de canons. Y participaient des Français, des Allemands, des Russes, des Suisses, des Polonais, des Britanniques. Le prolétariat devait retourner ses armes contre les capitalismes, pas contre le camarade étranger.

Si le monde change, vous, en revanche, vous refusez de changer. Vous utilisez toujours la langue de bois en évoquant dans votre livre "*la dictature mondiale des oligarchies du capital financier globalisé*"...

Et comment voulez-vous les appeler ? En 2013, les cinq cents plus grandes sociétés transcontinentales du monde se sont approprié 52,8 % du produit mondial brut (c'est-à-dire de toutes des richesses produites en une année sur la planète). Ces multinationales échappent à tout contrôle, notamment à celui des États. La banque UBS a un chiffre d'affaires qui est cinq fois supérieur au PIB de la Suisse. Ces capitalistes font aujourd'hui un maximum de profits en spéculant sur les aliments de base comme le riz, le maïs, le blé. Les prix explosent, et toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim. Aujourd'hui plus que jamais, il faut retourner les fusils.

Que proposez-vous ? D'aller flinguer son banquier ?

Je ne suis pas un idéaliste irresponsable. Je dis que face à ce monde cannibale, les démocraties ne doivent pas rester indolentes. Mon livre est un livre d'espoir : des citoyens ordinaires, des mères de famille, des collégiens sont allés manifester devant les magasins de vêtements, de chaussures de sport, pour imposer aux grandes marques comme Benetton, Nike, Adidas de moins maltraiter les malheureuses ouvrières du Bangladesh, après l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza à Dacca, qui a fait plus de 1 300 morts. Leur requête : "*Pas de sang sur mes vêtements.*" Ces grands groupes, qui tiennent à leur réputation, ont partiellement cédé sur les salaires minimums, l'hygiène, le droit de se syndiquer. C'est cela que j'appelle Retournez les fusils !

N'êtes-vous pas le dernier communiste, malgré tous les crimes commis en son nom ?

Je reste marxiste et communiste. L'idéal communiste n'a été incarné que dans la Commune de Paris. Le communisme est non encore advenu, c'est une utopie. C'est vrai, je me suis souvent lourdement trompé. Je le reconnais. Mais pour citer Jean Jaurès : "*La route est bordée de cadavres, mais elle mène à la justice.*"

Vous êtes marxiste et chrétien ?

Je crois en Dieu, mais je suis pour la dissolution du Vatican, cette cour médiévale ridicule, vraie insulte aux Évangiles.

Vous avez été député socialiste au Conseil national (Assemblée nationale) en Suisse. Vous avez longtemps appartenu au bureau de l'Internationale socialiste. Quel regard portez-vous sur les socialistes, notamment français ?

Je n'imaginais même pas que l'Internationale socialiste et le PS français pouvaient sombrer dans une telle déchéance ! Le grand projet du quinquennat de François Hollande, c'est le pacte de responsabilité, qui va permettre aux détenteurs du capital d'augmenter leurs dividendes et de licencier sans problème ! Parti et socialiste sont devenus des gros mots pour les classes travailleuses. Quant à François Hollande, c'est un pâle rejeton de Guy Mollet... Il est comme le lapin devant le serpent, tétanisé face aux banquiers.

Allez-vous célébrer le centenaire de la conférence de Zimmerwald ?

Bien évidemment. Je suis vice-président du comité préparatoire de cette commémoration. lepoint.fr 15.10

Jean Ziegler, Retournez les fusils ! Choisir son camp, Seuil, 294 pages.

Dommage qu'on ne soit pas capable de le gagner à notre cause dont il est très proche. Pour un peu Ziegler deviendrait trotskiste, bon, il faut dire que depuis longtemps ce n'est pas bien difficile ou cela n'engage pas à grand chose...

La stratégie américaine qui ne veut pas dire son nom.

Parole d'un dirigeant "***indécent***", d'un Etat pas "***civilisé***".

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, hier à l'issue d'une rencontre à Paris avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov : "*Nul pays décent, par définition, ne peut apporter son soutien aux horreurs qui ont été commisses par l'EIIL, et nul pays civilisé ne peut se soustraire à sa responsabilité de s'y opposer et de participer à l'effort pour éradiquer cette maladie*". Reuters 15.10

Une coalition composée de 22 pays disposant d'une formidable puissance militaire incapable de vaincre quelques dizaines de

milliers d'apprentis mercenaires retranchés dans une ville, qui peut croire pareille sornette ?

Le porte-parole du Pentagone, mercredi 15 octobre. James Kirby, juge que la coalition n'est pas certaine de l'emporter : "*Kobané pourrait encore tomber*", dit-il.

De retour d'une longue tournée au Moyen-Orient, notamment en Irak, en Jordanie et en Turquie, le général Allen a également affirmé que les pays-alliés au sein de la coalition étaient "*tombés d'accord*" pour dire que "*si l'aspect militaire était important, il n'était pas suffisant*" pour terrasser le groupe de jihadistes ultra-radicaux. Le haut gradé américain, officiellement chargé de coordonner les efforts de la coalition internationale, s'est également dit "*très réticent à affubler du terme de 'cible stratégique'*" la ville de Kobani. Francetv info 15.10

Pour ne pas dévoiler qu'elle en est une, mais qu'elle est inavouable...

- La coalition anti-Daech affine sa stratégie - LeFigaro.fr

Les incompatibilités entre la vision américaine, concentrée sur le sort de l'Irak, et celle de la France, soucieuse du drame syrien, semblent avoir été gommées, au nom de l'intérêt supérieur.

Hasard de l'actualité, l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger, 91 ans, a livré mardi à New York sa vision de l'amitié franco-américaine. «*En 1962, lors de la crise des missiles de Cuba, l'ex-secrétaire Dean Acheson s'était vu assurer par le président de Gaulle que la France serait toujours un roc dans la tempête aux côtés des États-Unis*», a relevé l'ancien maître diplomate de Richard Nixon, avant d'ajouter: «*Un demi-siècle plus tard, cette fraternité d'armes se vérifie à nouveau au Moyen-Orient.*» LeFigaro.fr 15.10

Voilà qui devrait rafraîchir la mémoire des gaullistes...

- Les talibans pakistanais tendent la main à l'État islamique - LeFigaro.fr

Encore une créature made in USA...

- Kobané: Ankara nous "*balade*" - lepoint.fr

Vous avez raison de parler pour vous...

Ebola et EI : Les mêmes commanditaires, les mêmes bénéficiaires, les mêmes victimes.

Ils ont eu 38 ans...

- Ebola : l'épidémie "*va plus vite que nous*", selon un responsable des Nations unies - Atlantico.fr

- Ebola «*est en train de gagner*», avertit l'ONU - Liberation.fr

- La fièvre Ebola continue de s'étendre, dit l'OMS - Reuters

- Ebola: L'OMS prévoit une explosion des cas en Afrique de l'Ouest en décembre - 20minutes.fr

Mimétisme.

- Obama presse les Européens de faire « *un effort plus important* » contre Ebola - LeMonde.fr

Aussi vite dit, aussi vite fait !

- Ebola : la France met en place des contrôles sanitaires dans les aéroports - LeMonde.fr

Il est enragé et c'est contagieux !

- Les Etats-Unis doivent être «*beaucoup plus agressifs*» face à Ebola, selon Obama - 20minutes.fr

"*Nul pays décent, par définition, ne peut apporter son soutien aux horreurs qui ont été commisses par l'EIIL, et nul pays civilisé ne*

peut se soustraire à sa responsabilité de s'y opposer et de participer à l'effort pour éradiquer cette maladie", a ajouté Kerry. Reuters 15.10

Quand est-ce qu'on les éradique ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Offensive. Le champ lexical de la guerre atteint la Bourse.

Un missile.

- Wall Street touchée de plein fouet par l'anxiété sur l'économie mondiale - LePoint.fr

Un massacre.

- Bourse : "*Un carnage aujourd'hui sur les marchés européens*" - LePoint.fr

L'armée se replie.

- Les marchés décrochent, déboussolés par un horizon économique bouché - AFP

Les marchés financiers ont perdu pied mercredi, déboussolés par la résurgence des peurs sur la zone euro, la publication de mauvais chiffres faisant craindre une reprise américaine pas si solide que cela et l'apparition de nuages venus de Chine.

Le feu couvait depuis plusieurs jours mais l'incendie s'est déclenché à Wall Street, qui a subitement décroché dans l'après-midi, allant jusqu'à perdre plus de 2% et provoquant une débâcle en Europe. (Waterloo ! - ndlr)

La Bourse américaine a ensuite quelque peu réduit ses pertes mais a néanmoins terminé sur un net recul: Son indice vedette DJIA a chuté en clôture de 1,06% --après avoir perdu jusqu'à 2,80% en séance-- et celui de la Bourse électronique Nasdaq a limité ses pertes à -0,28%. L'indice SP500, plus large, a perdu 0,81%.

En Europe, la journée a été sanglante (Les barbares à l'oeuvre ! - ndlr) : la Bourse de Paris a concédé 3,63% en clôture, Francfort 2,87%, Londres 2,83% et Milan 4,44%. Athènes s'est effondré de 6,25%.

Les marchés "*attendent plus de la part de l'Europe*", confrontée à "*la baisse de la croissance, la baisse de l'inflation et le ralentissement récent de l'Allemagne*", a commenté Alexandre Baradez, analyste chez IG France.

Les titres des pays périphériques et fragiles ont été délaissés, entraînant de fortes hausses des rendements pour la Grèce, l'Espagne ou l'Italie. AFP 15.10

En complément

- Les incertitudes sur l'avenir de la Grèce entraînent la chute de sa Bourse - AFP

La Bourse d'Athènes a dégringolé mercredi pour le deuxième jour consécutif, avec un indice général en baisse de 5,7% mardi puis 6,25% mercredi, témoignant des inquiétudes sur la capacité de la Grèce à se sortir de la crise sans nouvelle aide.

L'indice général a perdu jusqu'à 10,05% mercredi en cours de séance. Parallèlement, le rendement de l'obligation grecque à dix ans s'envolait à 7,83%, le plus haut niveau depuis mai 2012, au pic de la crise, autre signe d'anxiété des marchés.

Il s'agit d'une chute record depuis juillet 2012, intervenue sur fond de pertes générales importantes des places boursières en Europe mercredi.

L'indice des banques a reculé de 7%, la Banque nationale grecque a enregistré la plus forte baisse à - 11,06%.

En vue des tests de résistance des banques européennes, prévues pour fin octobre, l'agence de notation Fitch a de surcroît souligné mercredi que les quatre grandes banques grecques auraient sans doute encore besoin de se recapitaliser prochainement.

Sur fond d'une conjoncture plutôt négative en Europe, les marchés ont compris que la situation financière de la Grèce restait fragile et que l'incertitude du paysage politique du pays pourrait affecter encore plus la stabilité", souligne Panayiotis Petrakis.

Le vice-premier ministre socialiste Evangelos Venizelos a tenté de profiter de la dégringolade de la Bourse pour y voir "*le genre de scène d'un avenir que les Grecs devront éviter*", soulignant que "la contestation de la stabilité politique du pays au moment de négociations difficiles sur la sortie de la crise et du memorandum était le plus important des obstacles" pour le gouvernement.

En complément.

- Dégringolade du rouble: l'euro à 52 roubles, du jamais vu - AFP

Le rouble subit les effets des fuites massives de capitaux déclenchées par la crise ukrainienne et les sanctions économiques occidentales sans précédent imposées contre l'économie russe, au bord de la récession.

A cela s'ajoute désormais la décrue des cours du pétrole, qui poursuivaient leur dégringolade mercredi.

L'or noir, avec le gaz, assure la majorité des revenus du gouvernement russe, à un moment où les sources de financement sont plus compliquées à trouver à cause de la crise. AFP 15.10

ACTUALITE EN TITRES

Devoir de mémoire.

- Toyota rappelle 1,67 million de Toyota et Lexus dans le monde - Reuters

Intox

- Budget 2015 : "*la France n'acceptera aucune tutelle ou diktat de la part de l'Europe*" selon le PS - Atlantico.fr

- Autoroutes : Royal veut "*rendre l'argent aux automobilistes*" - LePoint.fr

Pourquoi pas la vue aux aveugles !

J'irai cracher sur vos tombes (B. Vian)

- Nicolas Sarkozy aurait qualifié Bruno Le Maire de «*connard que j'ai fait ministre*» - 20minutes.fr

Pour Brice Hortefeux, proche de Nicolas Sarkozy, l'autre prétendant à la tête de l'UMP serait «*une ordure qui nous crache à la gueule alors que, sans Nicolas, il n'aurait jamais été ministre*». 20minutes.fr 15.10

- Bygmalion: Jérôme Lavrilleux prend les devants et quitte l'UMP - AFP

- Emploi présumé fictif : Isabelle Balkany en garde à vue - LeParisien.fr

Lobotomie. Civilisation de zombies, de mutants. Après louer son utérus...

- Peut-on congeler librement ses ovocytes en France ? - Francetv info

- Facebook et Apple prêts à payer des grossesses différées à leurs employées - Liberation.fr

Objectif : permettre aux employées de remettre à plus tard leurs envies d'enfants pour se consacrer à plein temps à leur carrière professionnelle. Liberation.fr 15.10

C'est le genre d'envie qui se commande, qui se programme...

Pour que ce genre d'envie se marchande, c'est qu'ils ont droit de vie ou de mort sur vous, non ?

- Louer sa maison pour un film, c'est possible - Francetv info

De plus en plus de propriétaires louent leur logement pour les besoins d'un décor de cinéma. Francetv info 15.10

Tout est à louer ou à vendre.

- Macron: entre 5 et 10 milliards de cessions d'actifs de l'Etat dans les 18 prochains mois - AFP

Ou comment les plus riches s'enrichissent encore...

Quand la régression sociale est synonyme de liberté, il y a de quoi s'inquiéter.

- Travail du dimanche : une majorité de Français favorables à la libéralisation - LePoint.fr

- Les syndicats ulcérés par les projets sur le travail dominical - LePoint.fr

Le racket est légal.

- La taxe foncière a grimpé de 21 % entre 2008 et 2013 - LeParisien.fr

- Tarifs de l'électricité: le nouveau calcul entraîne 1,6% de hausse minimum - AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grande-Bretagne

- En Grande-Bretagne, le service public en grève contre le gel des salaires - Liberation.fr

Des dizaines de milliers d'agents de la fonction publique britannique ont entamé une grève de 24 heures mercredi pour protester contre le gel des salaires et la baisse du pouvoir d'achat. Des perturbations étaient attendues dans les musées, les tribunaux ou encore les centres d'emploi. Les syndicats tablent sur 250 000 grévistes, un chiffre trois fois supérieur à celui donné par le gouvernement qui a qualifié le mouvement d'«*irresponsable*».

Lundi, des centaines de milliers d'employés du service public de santé NHS avaient déjà observé, pour les mêmes raisons, un arrêt de travail inédit depuis 1982. Une manifestation contre la politique d'austérité du gouvernement de David Cameron est prévue samedi sous le slogan «*La Grande-Bretagne a besoin d'une augmentation des salaires*».

Les mesures d'austérité ont «*démoli le niveau de vie des fonctionnaires et de leurs familles*», accuse le leader du syndicat PCS, Mark Serwotka.

Ces mouvements sociaux interviennent alors que l'Office des statistiques nationales a annoncé mercredi un nouveau recul du taux de chômage qui, à 6%, s'établit à son plus bas niveau depuis fin 2008. Mais les salaires des Britanniques continuent à baisser en termes réels puisque leur rémunération, n'a, hors bonus, progressé que de 0,9%, soit moins que l'inflation, sur la dernière année.

Le PCS s'appuie sur une étude de la New Economics Foundation pour dénoncer le fait que les 10% des Britanniques les plus pauvres ont vu leurs revenus chuter de 15% en un an. Liberation.fr 15.10

Haut de page

Le 17 octobre 2014

CAUSERIE

Les ONG, un des maillons du système économique mafieux et de la stratégie politique néolibérale ? Assurément.

Ebola. 38 ans après sa première apparition, aucun traitement, ni vaccin.

- 1976 : Première apparition avec près de 500 morts en RDC et au Soudan ;
- 1995 : Il ressurgit brusquement en RDC entraînant la mort de plus de 250 personnes ;
- 2000 : Résurgence en Ouganda où il contamine plus de 400 personnes et en tue la moitié ;
- 2003 : C'est au tour du Congo, avec 128 morts ;
- 2007 : Retour en RDC et en Ouganda avec plus de 200 morts ;
- 2014 : En Afrique de l'Ouest, où il fait plus de 4.300 morts. (source : french.irib.ir)

Réaction. On ne condamne pas un allié de l'impérialisme anglo-saxon.

- Le plus gros syndicat étudiant du Royaume-Uni refuse de condamner l'État islamique - lefigaro.fr 16.10

La National Union of Students a rejeté une motion condamnant les exactions de l'État islamique, au motif que cette initiative était «islamophobe».

Intitulée «*Iraqi Solidarity*» (solidarité irakienne), la motion proposée lors du Conseil exécutif national de la NUS entendait «*condamner l'État islamique et soutenir les forces kurdes qui le combattent*» tout en précisant que «*condamner l'EI et soutenir les forces kurdes ne signifiait pas exprimer sa confiance à l'intervention militaire américaine.*» D'autres dispositions prévoyaient de rentrer en contact avec des associations irakiennes et kurdes pour venir en aide aux réfugiés, ou encore de boycotter l'État islamique. lefigaro.fr 16.10

Marchandise avariée à sous-traiter.

- L'Australie sous-traite ses migrants illégaux au Cambodge - lefigaro.fr 16.10

L'Australie est réputée pour sa politique stricte en matière d'immigration. Le pays, qui envoie déjà les immigrants arrivés illégalement sur son territoire dans des camps en Papouasie-Nouvelle Guinée, vient de conclure un nouvel accord avec le Cambodge. En échange d'une somme de 28 millions d'euros, jusqu'à un millier de personnes pourraient attendre l'examen de leur demande d'asile dans ce pays pauvre. lefigaro.fr 16.10

Un modèle pour l'humanité. Aux pays des hyper riches, les pauvres sont traités pire que des déchets.

- Aux Etats-Unis, les réseaux sociaux prennent le relais du système de santé - Francetv info 16.10

Malgré la réforme du système de santé, beaucoup d'Américains ont des difficultés à payer leurs soins médicaux.

La mise en œuvre du nouveau système de santé d'Obama, aussi connue sous le nom d' "*Obamacare*", n'a pas tenu toutes ses promesses. Effective depuis un an, elle devait rendre accessible les soins à tous – notamment aux plus démunis – et encadrer le rôle des assureurs privés aux tarifs souvent élevés.

Pourtant, il ne fait pas bon tomber malade au pays du "*self-made man*". Pour certains, la note reste salée, ce qui les a poussé à faire appel au don sur internet, via Twitter ou Facebook. Le "*crowdfunding*" – financement participatif – est pour des milliers d'Américains le dernier recours pour se soigner. La diffusion des levées de fonds sur ces nouvelles plateformes permet d'atteindre des gens au-delà même des frontières du pays.

Même si l'appel à la solidarité est "*viral*", dans les faits, ce sont principalement les proches (famille et amis) qui contribuent au financement ou qui organisent des levées de fonds.

C'est le cas de David, rencontré par nos journalistes, qui a mis en place une tombola pour son oncle Robby, 51 ans, atteint d'une grave infection aux poumons. Cloué sur son lit d'hôpital pendant dix semaines, il n'avait pas les moyens de régler les frais de son hospitalisation. Ce jour-là, David a réussi à récolter 80 lots pour une valeur de 7 000 euros. Les commerçants ne s'étonnent même plus de ces pratiques et participent volontiers à ces collectes d'un nouveau genre. Tous savent que les assurances privées coûtent chères et nombreux sont ceux qui ne peuvent pas y souscrire. Aux Etats-Unis, face à ce système de santé défaillant, il ne reste souvent que la générosité publique. Francetv info 16.10

Qu'ils aient créé Al-Qaïda et l'Emirat islamique n'était pas le produit du hasard ou ne correspondait pas à un besoin occasionnel, non, ce fut un acte réfléchi commis par les barbares qui dirigent les Etats-Unis et imposent un mode de vie cruel, sordide, aux dizaines de millions d'Américains les plus défavorisés.

Finies "***les vaches maigres***", enfin "***un rebond agréable***".

- Bénéfice de Goldman Sachs en hausse de 50% grâce aux obligations - Reuters 16.10

Goldman Sachs a tiré parti de l'incertitude régnant sur les marchés en enregistrant un envol inattendu de ses bénéfices trimestriels alors que la volatilité bat son plein à travers le globe.

Le prestigieux établissement, qui a traversé la crise financière sans égratignures, a conforté au troisième trimestre sa place de valeur sûre de Wall Street.

De juillet à septembre, le bénéfice net a flambé de 60% à 2,24 milliards de dollars, a indiqué le groupe bancaire jeudi dans un communiqué.

Après un recul sur deux trimestres consécutifs, les revenus des très suivies activités de courtage d'obligations, de change et de matières premières (FICC) ont rebondi fortement: "73% à 2,17 milliards de dollars.

Ils ont augmenté de 2,1% chez JPMorgan Chase, de 5% chez Citigroup et de 11% chez Bank of America.

"*C'est un rebond agréable (...) bien au-dessus du consensus*", a salué Matthew O'Connor, analyste chez Deutsche Bank, dans une note.

La division FICC a contribué pour environ 26% au produit net bancaire (PNB) global de Goldman Sachs au dernier trimestre. Il représentait 40% du PNB global en 2009 et 25% l'an dernier.

"*C'est bon signe; cela veut dire que la période de vaches maigres sur le parquet tire peut-être à sa fin*", dit Chris Kotowski, analyste d'Oppenheimer.

Goldman Sachs s'est aussi distinguée dans la banque d'investissement ("26% à 1,46 milliard de dollars) grâce au conseil financier ("40% sur un an). Elle a notamment été une des grandes banques ayant piloté l'entrée en Bourse historique du géant chinois de la distribution Alibaba.

L'enveloppe des rémunérations chez Goldman Sachs est de 2,8 milliards de dollars pour un salaire moyen de 320.000 dollars par employé. Au 30 septembre, Goldman Sachs employait 33.500 personnes, en hausse de 3% sur un an.

En complément.

- Les taux d'emprunt de la Grèce s'envolent - LeMonde.fr

Les taux des emprunts à dix ans d'Etat en Grèce ont frôlé la barre des 8 % mercredi 15 octobre. LeMonde.fr 16.10

Goldman Sachs emprunte ou reçoit des milliards de dollars de la Fed à un taux de 0,15% et prête ensuite cet argent à la Grèce à 8% (sous forme d'obligations d'Etat), par exemple. Cela fait combien de fois la culbute de 0,15% à 8% ou quel est le taux de rendement de cette opération, dans les 4800% et quelques broutilles. Comment est-on parvenu à ce résulat ? En partant de 0,15%, 0,30% représente un rendement de 100%, vous continuez ainsi jusqu'à 8%. Stupéfiant, n'est-ce pas ? On réalise ici le dégré gigantesque du pillage auquel se livre l'oligarchie financière sur la population de ces Etats. On comprend pourquoi en contrepartie ces Etats exigent des travailleurs toujours plus de sacrifices, les saignent jusqu'à l'os, et encore cela ne suffit pas.

On comprend pourquoi Goldman Sachs et Cie. peuvent proposer des rémunérations si attractives (sic !) à leurs milliers de traders, et les oligarques peuvent s'enrichir aussi vite dans des proportions aussi phénoménales.

Etats-Unis. Dictature et régime policier. Reprise en main. Chantage.

Avoir accès au contrôle de la totalité de la population en permanence ou la liberté mise sous surveillance.

L'argument est particulièrement pernicieux : on va surveiller tous vos faits et gestes, de telle sorte que si un jour vous êtes accusé pour un délit que vous n'avez pas commis vous puissiez vous défendre, le prouver et échapper ainsi à une condamnation injuste.

Cela revient à dire que tout citoyen sera dorénavant considéré comme suspect ou coupable aux yeux des autorités, dès lors qu'il ne sera pas en mesure de pouvoir démontrer le contraire, aussi doit-il se placer sous la protection de la police et du FBI qui enregistreront ses faits et gestes de manière à fournir les éléments susceptibles de prouver son innocence, si par contre il refuse de se soumettre à cette protection, il devra en supporter les conséquences et ne sera pas en mesure de prouver son innocence et il pourra être condamné à tort, aussi a-t-il tout intéret à accepter d'être placé en permanence sous le contrôle de la police qui comme chacun est impartiale et garante des libertés de chaque citoyen.

- Surveillance : le patron du FBI veut donner plus de pouvoir à la police - lemonde.fr

Le directeur du FBI, James Comey, a appelé, jeudi 16 octobre, à donner un plus grand pouvoir à la police en matière de surveillance des nouvelles technologies, estimant que l'ère post-Snowden avait conduit à une perte de confiance excessive envers les autorités.

« *Peut-être est-il temps de dire que le retour de balancier post-Snowden est allé trop loin dans une direction, en direction de la peur et de la défiance* », a déclaré James Comey, lors d'une conférence devant le centre de réflexion Brookings à Washington. « *Il est temps d'avoir un débat ouvert et honnête sur les libertés et la sécurité* ».

Le patron du FBI a parlé des « *idées fausses* » et des « *suspicions* » qui se sont installées dans l'opinion publique depuis l'affaire Edward Snowden, ex-consultant de l'agence de sécurité nationale américaine (NSA), qui a dévoilé l'ampleur des programmes de surveillance menés par les Etats-Unis. « *Un jour, a-t-il poursuivi, des gens innocents se retrouveront pénalisés parce que nous, les forces de l'ordre, ne pourrons pas accéder à certains types de données ou d'informations, même avec une autorisation légale. Nous devons en discuter.* »

« *Les méchants pourront s'enfuir* » en toute liberté, car les autorités ne pourront pas surveiller les nouvelles technologies, comme les téléphones mobiles, les ordinateurs, les GPS, a-t-il alerté en citant des affaires dans lesquelles la police avait pu arrêter un prédateur sexuel, un trafiquant de drogue ou encore des parents abusifs grâce à ce type de fouilles.

James Comey souhaite que les autorités aient accès aux informations « *par la porte de devant, avec clarté et transparence* », en application de la loi, et a appelé les fabricants d'ordinateurs ou de téléphones portables à coopérer. Le chef du FBI a de nouveau fustigé la politique de protection des données de Google et d'Apple pour des raisons de « *marketing* », ce qui l'a « *incité* » à appeler à rouvrir le débat.

« *Depuis les fuites de Snowden, le point de vue dominant est que le gouvernement balaye toutes nos communications, et, bien sûr, ce n'est pas vrai* », a ajouté M. Comey, insistant sur le fait que le FBI ne « *collecte pas* » les courriels. (Qui va le croire ? - ndlr)

Apple avait été le premier à annoncer qu'afin d'éviter d'avoir à livrer aux gouvernements les données personnelles de ses clients, il n'aurait désormais plus accès aux mots de passe des utilisateurs de ses appareils (iPhone et iPad). Google, qui a déjà renforcé la sécurité de sa messagerie, Gmail, avait réagi peu après, affirmant que son système d'exploitation, Android, assurait une protection similaire depuis longtemps, mais que dans sa nouvelle version, l'utilisateur n'aurait pas besoin de l'activer. lemonde.fr 16.10

ACTUALITÉ DU JOUR

L'individualisation des droits sociaux conduit à leur liquidation.

Un gouvernement et un parti de droite ne peuvent pas être à l'initiative de réformes progressistes en 2014.

- Les allocations familiales modulées selon les revenus à partir de 2015 - lemonde.fr 16.10

Les députés socialistes le réclamaient, l'Elysée et le gouvernement ont fini par leur donner raison : les allocations familiales seront modulées selon le revenu à partir de 2015. La ministre des affaires sociales, Marisol Touraine, a ainsi confirmé que les députés PS allaient déposer, « *en accord avec le gouvernement* », un amendement au projet de budget 2015 de la Sécurité sociale.

« *On va avoir une plus grande justice sociale tout en gardant l'universalité* », assure Marie-Françoise Clergeau, la rapporteuse (PS) de la partie famille du budget de la Sécurité sociale pour 2015.

Le premier ministre, Manuel Valls, s'est félicité de cette mesure... lemonde.fr 16.10

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- « *Dans la chute des cours du pétrole, l'Arabie Saoudite détient les clés du jeu* » - LeMonde.fr

- Le baril de brut texan passe sous les 80 dollars - Reuters

Depuis quand ce serait l'Arabie saoudite qui dicterait le prix du pétrole à Rockefeller ?

- La CIA doute de l'efficacité de l'aide militaire aux insurgés - LeFigaro.fr

Pas à l'Emirat islamique !

Lobbying et corruption

- Cigarettes: «*Bercy et l'industrie du tabac travaillent main dans la main*» - 20minutes.fr -

Le modèle infâme anglo-saxon-sioniste. Instrumentalisation et monstruosité.

- Londres: des wagons de métro réservés aux femmes - french.irib.ir

- En Israël, la GPA est pratiquée sans problème et est même justifiée par la Bible - Slate.fr

Tête de veau et tête de cochon.

- François Bayrou apporte son soutien à Alain Juppé pour 2017 et annonce qu'il ne sera pas candidat - Le Huffington Post

- Fillon sera candidat en 2017 "*si la primaire n'est pas honnête*" - Le Nouvel Observateur

- Fillon presse Hollande de négocier les réformes avec l'opposition - AFP

Privatisation. Le gouvernement de gauche et du Medef à l'oeuvre.

- Le PDG de Thales Jean-Bernard Lévy, appelé à remplacer Henri Proglio à la tête d'EDF - lepoint.fr 15.10

- EDF : Laurence Parisot et Philippe Varin au conseil d'administration - lepoint.fr 16.10

- L'Etat étudie la vente d'actions EDF - lemonde.fr 16.10

Les charrettes du jour.

- 312 emplois supprimés aux abattoirs Gad - LeMonde.fr

- Fenwal: 338 licenciements en vue chez le fabricant de produits pharmaceutiques - AFP -

- Office Depot supprime 1.100 emplois en Europe - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

Syrie: Ankara renonce à sa "***zone tampon***". - french.irib.ir 16.10

Dans un virage à 180 degrès, le Premier ministre turc, Davutoglu, a annoncé ne plus vouloir créer une zone tampon, dans le Nord de la Syrie : "*Tout ce que cherche Ankara, c'est de créer une zone sûre, où puissent se mettre à l'abri les réfugiés syriens. La Turquie ne veut pas créer une zone tampon*", a dit le PM turc, revenant sur ses déclarations d'il y a encore deux jours. "*Cette zone, que nous cherchons à mettre en place, sera placée sous la supervision de l'ONU*", a-t-il affirmé, sur la chaîne Al-Jazeera . "*La Turquie abrite près de 1.5 millions de réfugiés syriens, et c'est, justement, pour les abriter, qu'elle souhaite la formation d'une zone tampon, dans le Nord syrien. Cette proposition a été soutenue, à la fois, par la Grande-Bretagne et la France*".

Les observateurs politiques relèvent, aussi, une autre partie du discours de Davutoglu, où l'intéressé tente d'accuser, à nouveau, Assad, d'être à l'origine des milices takfiries, en action, en Syrie : "*Certains membres de Daesh viennent de la prison d'Abou Ghraïb; d'autres ont été, longtemps, détenus, à Al-Maza, en Syrie. Ce sont des gens aguerris, qui ont créé, ensemble, Daesh, et ont fini par occuper une grande partie de l'Irak et de la Syrie*". Evidemment, le "*Kissinger turc*" n'a pas peur du ridicule, en avançant une hypothèse aussi enfantine, sur l'origine et la création de Daesh. Même la presse occidentale dénonce l'implication directe d'Ankara, dans le trafic de terroristes, depuis le Nord de l'Afrique, la Tchétchénie, le Pakistan et ailleurs, vers la Syrie et l'Irak.

Face à la montée en puissance des protestations des Kurdes de Turquie, Davutoglu est pris de panique, d'où le changement de discours du PM turc, qui, toutefois, ne peut cacher le fond de sa pensée : la Turquie veut, coûte que coûte, créer cette zone, mais, cette fois, au nom des réfugiés syriens. La zone en question est, selon le projet américain, destinée à devenir une base terroriste, grandeur nature. french.irib.ir 16.10

"Que la Turquie le veuille ou non, Assad restera" ("Times") - french.irib.ir 16.10

«Que la Turquie le veuille ou non, Assad restera au pouvoir» a écrit le journal britannique, "Times", dans une allusion à l'insistance du Président turc, Recep Tayyip Erdogan, sur le renversement de Bachar al-Assad. «*Le Président américain, Barack Obama, a créé une coalition, pour mener des frappes aériennes contre le groupe de Daesh et l'éliminer, mais la question posée par beaucoup de gens est de savoir pourquoi nous n'avons pas encore gagné cette guerre ?*», écrit David Taylor, dans un article, publié dans le quotidien britannique, "Times". «*Tous les combats d'Obama sont plutôt proches de la défaite que de la victoire*», a-t-il ajouté.

S'agissant de la lutte contre Daesh, il indique : «*Le plus grand succès d'Obama, pour se débarrasser de Daesh, était de convaincre 5 pays arabes de participer, conjointement, aux frappes aériennes, contre Daesh, pour suggérer que cette coalition n'est pas, uniquement, américaine*». «*On ne peut pas éliminer Daesh, sans l'envoi des troupes, au sol, car se limiter aux seules frappes aériennes, serait un défi infini*», a précisé, encore, David Taylor.

S'agissant de l'usage d'Obama des opposants armés soi-disant "*modérés*", pour anéantir Daesh, il dit que personne ne peut imaginer que ces derniers soient capables de vaincre entre 20 à 30.000 guerriers de Daesh. Et lui de conclure : «*L'instauration de la paix et de la stabilité, en Syrie, pourrait prendre plusieurs années. Que la Turquie le veuille ou non, Bachar al-Assad, le Président syrien, se maintiendra au pouvoir*». french.irib.ir 16.10

SOCIAL

France

- Les Français estiment manquer en moyenne de 578 euros par mois - Reuters 16.10

Les Français estiment manquer en moyenne de 578 euros par mois pour vivre correctement et voient dans la hausse des prix et des charges le facteur qui les affecte le plus au quotidien, selon une étude publiée jeudi.

Le manque à gagner pour vivre correctement est en hausse constante (+38 euros par rapport à 2013 et 53 euros par rapport à 2012), les fins de mois étant particulièrement difficiles pour les chômeurs (1.021 euros), les ouvriers (721 euros), les personnes aux revenus inférieurs à 1.000 euros (635 euros) et les habitants de la région parisienne (632 euros).

Alors que l'inflation est au plus bas depuis cinq ans, la hausse des prix est invoquée par 58% (-8 points) des Français comme première explication à leur difficulté à boucler les fins de mois, à égalité avec le coût des charges (58%, -6 points).

La baisse des salaires (34%) vient loin derrière, même si elle progresse de six points d'un an sur l'autre.

Les Français sont 58% à avoir revu en baisse leurs dépenses liées aux loisirs, soit deux points de moins qu'en 2013, et 62% (-1 point par rapport à 2012) disent avoir réduit leurs épargne. Reuters 16.10

Plus de la moitié, 62% parviennent encore à faire des économies, ceci explique cela. Quoi ? Mais pourquoi ils ne se mobilisent pas contre le gouvernement et le patronat, pourquoi ils sont favorables à la guerre en Irak, pourquoi pendant ce temps-là l'idéologie dominante s'inscruste un peu plus profondément dans leur cerveau ou la décomposition de la société s'accélère...

Haut de page

Le 18 octobre 2014

CAUSERIE

Pas envie de causer.

Turquie.

Tout allégeance, tout appel (Hollande, Valls) en direction d'Erdogan le légitime ainsi que son régime, et cautionne du même coup la répression féroce de la résistance kurde opposée à l'Emirat islamique par ailleurs soutenu par Ankara, ceci expliquant cela.

Les amis de nos amis ne sont pas nos ennemis.

«*Actuellement, Daesh ne représente aucune menace, pour Israël, tandis qu'entre Tel-Aviv et les éléments armés en Syrie, de bonnes coopérations sont en cours*», a déclaré mercredi, Moshe Yaalon, ministre de la Défense israélienne, lors d'un entretien avec le site d'information (israélien) Walla. (Source : french.irib.ir 17.10)

Si c'était nous qui le disions, on pourrait être accusé d'antisémitisme, donc c'est mieux quand c'est ceux qui affirme que l'Emirat islamique n'a jamais été l'ennemi de l'Etat sioniste, pas davantage Al-Qaïda ou le Front Al-Nosra d'ailleurs, mais cela on le savait déjà. On ne peut pas être l'allié de Washington, Londres, Paris, Bruxelles et Istanbul contre le régime syrien et être menacé par les barbares d'EI, logique.

La gauche plus réactionnaire que la droite.

- La droite condamne la fin de l'universalité des allocations familiales - LeFigaro.fr

Hypocrisie en fait parce que l'UMP n'aurait pas pu prendre une telle initiative, ils envient le PS !

Il faut bien comprendre que plus le PS appliquera avec zèle le programme de la réaction néolibérale, plus elle le soutiendra au détriment de l'UMP. Normal si le PS fait mieux l'affaire et le boulot. L'essentiel au mieux pour elle c'est de continuer à détruire nos droits, au pire à se contenter de les entamer pour les liquider petit à petit. Tout avancée dans cette direction doit être saluée et encouragée, car avec le temps ils parviendront à leurs fins, tel est leur état d'esprit.

Hypocrisie, comme par exemple avec le mariage des homosexuels, où dorénavant placés devant le fait accompli la plupart des dirigeants de l'UMP avouent ne plus y être opposés ou qu'ils ne souhaitent pas l'abolir s'ils revenaient au pouvoir.

Dossier Syrie.

Ça vole de plus en plus bas !

Comment parvenir à justifier l'instauration d'une zone tampon le long des frontières syriennes et d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie. Mode d'emploi de l'Otan.

Il fabrique au quotidien les éléments qui permettent de justifier leur stratégie contre la Syrie.

Hier encore, ils ignoraient que l'Emirat islamique possédait trois avions, ils avaient dû bien les planquer et les satellites de la Coalition ne les avaient pas repérés jusque là. Ils auraient même trouvé des pilotes pour les entraîner dites-donc, des ex-pilotes de l'armée irakienne, car c'est le genre d'engin qu'on apprend à piloter à l'abri d'un palmier ou au coin d'une table, ben voyons !

Au fait, des MIG 21 ou 23 c'est plus volumineux qu'un 4X4 Toyota, ce sont des cibles facilement repérables, alors pourquoi ne les ont-ils pas déjà détruits ? Mais parce que cela les arrange, ah ben oui ce qu'on est stupide décidément ! Ils nous prennent vraiment pour des abrutis finis, pas sûr que ça marche, c'est plus compliqué de manipuler "l'opinion mondiale" de nos jours que manier un manche à balais et appuyer sur deux ou trois boutons pour s'envoyer en l'air...

Au fait, on a appris qu'ils auraient fait voler ces avions à partir de l'aéroport Al-Jarrah, dans la province d'Alep , au nord de la Syrie (AFP 17.10), à l'insu des Américains, Britanniques, Israéliens, Français, etc. qui surveillent le ciel syrien, ils sont décidément très très forts ces barbares, il faut en déduire que c'est l'armée la plus puissante du monde... avec trois avions !

- L'Etat islamique disposerait de trois avions et de pilotes - LeMonde.fr

- L'Etat islamique se serait emparé d'avions de chasse et apprendrait à les piloter - Le Huffington Post

Kobani : les kurdes avancent encore. - french.irib.ir 17.10

Les Kurdes de Kobani continuent à marquer des points et à avancer à Kobani , en reprenant l'une après l'autre les positions perdues. Les terroristes cherchent de leur côté de s'emparer des localités dans la banlieue de la ville mais ils se heurtent sans cesse à la vaillante résistance des combattants kurdes.

Sky News qui cite les sources kurdes affirme la libération du village de Mazra Amouda à 5 kilomètres de l'ouest de Kobani. De très violents dans la partie est de la ville s'est également soldée par la reprise de la ville Tal al Chahir qui surplombe Kobani. Des dizaines de terroristes ont été tués et des grosses quantités d'armes saisies. Les Kurdes ont également repoussé des attaques takfiries contre le sud et le sud ouest de Kobani infligeant de grosses pertes à ces derniers. La donne s'est effectivement inversée à Kobani où Daech s'enlise... french.irib.ir 17.10

Israël en train d'armer les takfiris contre Assad - french.irib.ir 17.10

Selon un analyste israélien , le régime d'Israël est sur le point d'armer les "*rebelles anti Assad*". L'analyste Ehud Yaari qui se confie au site Buisness Insider affime que "*les stratèges israéliens ont examiné les développements de ces dernières semaines dans les régions du sud de la Syrie - Golan, Quneitara- et projettent d'armer les rebelles d'Al Nosra qui ont prêté allégeance à Al Qaida*".

L'analyste qui écrit pour le think tank " *Washington*" section du proche orient évoque par la suite des mesures qu'Israël se devra de prendre pour assurer la sécurite de ses frontières avec la Syrie dans le sud syrien. l'argument est évidemment boiteux dans la mesure où le Golan jouissait tout au long de 40 années précédent la guerre de 2011 d'une totale accalmie. " *Israël devra étudier la possibilité d'une aide régulière en armement aux rebelles modérés et même compter sur le fait que l'aide en question soit massive*". L'analyste en question vient de mettre en avant une telle proposition alors que selon certains rapports les terroristes takfiris sont depuis longtemps entrés en contact avec les terroristes takfiris. Une réunion ultra secrète aurait eu déjà lieu entre les terroristes et les autorités sionistes dans l'une des villes du nord d'Israël .

L'analyste aborde dans une autre partie de son article le cessez le feu non proclamé entre Israël et Al Nosra, cessez-le-feu qui a empêché Al Nosra d'attaquer jusqu'à présent Israël. french.irib.ir 17.10

Damas rejette l'intervention militaire étrangère sous prétexte de la lutte anti-terroriste - french.irib.ir 17.10

Le représentant de la Syrie auprès de l'ONU écrit des lettres au secrétaire général et au Conseil de sécurité de l'ONU pour exprimer l'opposition de Damas à l'intervention militaire étrangère sous prétexte de la lutte anti-terroriste.

L'ambassadeur de Syrie auprès de l'ONU, Bachar al-Jaafari a souligné dans ces lettres que selon Damas, l'échec de la Turquie d'obtenir un siège non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU est le résultat de l'échec des politiques interventionniste d'Ankara par rapport à la Syrie et l'Irak.

Dans ces lettres, le représentant de la Syrie auprès de l'ONU a accusé la Turquie d'avoir longtemps soutenu les terroristes ce qui a aggravé la crise en Syrie et dans la région. Damas demande aussi au Conseil de sécurité de l'ONU d'agir sérieusement contre les politiques du gouvernement d'Ankara envers ses voisins. Le gouvernement syrien a également rejeté l'idée de l'établissement d'une zone tampon le long des frontières syriennes et d'une zone d'exclusion aérienne, en soulignant que toute intervention militaire étrangère en Syrie sous prétexte de la lutte anti-terroriste serait illégale. french.irib.ir 17.10

La Turquie est écartée du Conseil de sécurité - french.irib.ir 17.10

Venezuela, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Angola et Espagne vont faire leur entrée au Conseil de sécurité de l'ONU, dont la Turquie

a été écartée, jeudi, à l'issue d'un vote-surprise à l'Assemblée générale.

Au terme de trois tours de scrutin à bulletins secrets, l'Espagne a recueilli le double des voix de la Turquie, (132 contre 60), pour arracher le cinquième siège non permanent qui était à pourvoir. Les quatre autres pays ont été élus, à une très large majorité, membres, non permanents, du Conseil, pour un mandat de deux ans, qui commence, en janvier.

La Turquie comptait sur les votes de nombreux pays musulmans, mais ses ambigüités et son inaction, face à l'offensive du groupe État islamique, à ses frontières, lui ont valu des critiques. Ankara avait pourtant dépêché à la dernière minute à New York son ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, pour tenter de mobiliser les soutiens. Les pays élus devaient recueillir deux tiers des suffrages des 193 membres de l'Assemblée, soit 129 voix. french.irib.ir 17.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Sordide instrumentalisation. Le procès de la pauvreté et non des pauvres.

- 97% des Français ont au moins un préjugé sur les personnes pauvres - LeFigaro.fr

Il est facile de procéder à un amalgame inavouable par identification ou transfert entre être pauvre et la pauvreté. Etre pauvre est un état vécu ou subi par ceux qui en sont victimes, la pauvreté est un état imposé par le capitalisme et l'Etat à son service. Qu'il soit question ici du procès des pauvres est ignoble mais compréhensible, car ils ne pouvaient pas faire le procés de la pauvreté ou du capitalisme.

Apparemment les institutions de sondages n'ont interrogé que des nantis ou alors il n'y aurait que 3% de pauvres en France, d'où le titre qu'on a choisi pour évoquer ce thème lancé par l'association ATD Quart Monde.

Cette opération vise avant tout à donner une image détestable de la population en générale, ce qui n'est pas anodin évidemment, puisque leur objectif est la dislocation de tous les rapports sociaux existant dans la société, l'atomisation de la population qui va de paire avec la liquidation des droits sociaux et politiques des masses laborieuses. Plus les travailleurs toutes couches confondues seront portés à prêter à leur voisin ou collègue de travail, leur semblable en fait, un état d'esprit épouvantable, moins ils seront portés à entretenir des rapports avec lui, à se parler, à évoquer leurs difficultés, ce qui leur interdira de prendre conscience qu'en réalité leurs conditions sont semblables, ils sont embarqués dans la même galère, ils n'ont pas d'intérêts contradictoires et ils ont tout intérêt à se rassembler au lieu de se diviser ou s'ignorer, ce qu'il faut éviter à tout prix pour que le régime perdure.

Comme la plupart du temps ce sondage avait pour but de conditionner les masses. Cependant le résultat qu'ils ont retenu en titre et qui manifestement correspondait à l'objectif qu'ils s'étaient fixés au delà leur espérance, est quelque part si grotesque qu'ils n'ont pas pu camoufler les réponses apportées aux autres questions contenues dans ce sondage qui atténuent grandement ou même contredisent l'idée que la quasi-totalité de la population considèrerait les pauvres comme des profiteurs.

LeFigaro.fr - Les Français sont aussi conscients de la dureté de la situation des personnes pauvres. Ils sont ainsi 61% à considérer «*qu'il existe une discrimination des personnes pauvres dans l'accès au logement*». 60 % des personnes interrogées pensent également qu'un enfant défavorisé «*n'a pas les mêmes chances de réussir que les autres*» à l'école. Enfin, 58% estiment que «*la manche ne permet pas de vivre correctement*». LeFigaro.fr 17.10

On ne va pas s'éterniser sur cette question, bien que ce soit un facteur que nous estimons essentiel, qui nous touche particulièrement, pas seulement parce que je suis issu d'une famille ouvrière pauvre ou parce que je vis (très modestement en me privant sur tout) en Inde et mon entourage est évidemment très pauvre, mais parce que d'une part les pauvres n'intéressent absolument personne, surtout pas le mouvement ouvrier dont la conception de la lutte des classes ignore ou exclut les couches les plus défavorisées du prolétariat, d'autre part parce que je ne suis pas d'accord avec la notion répandue de pauvreté qui fait l'objet d'une manipulation ou d'une grande confusion, pas seulement en France.

J'en suis arrivé à la conclusion que ceux qui parlent de pauvreté, ignorent ce que cela signifie réellement d'être pauvre, un cauchemar au quotidien qui vous pourrit la vie sans espoir d'en voir le bout un jour, qui plus est en devant supporter le jugement de la part de ceux qui sont mieux nantis, faisant naître chez vous un profond sentiment d'injustice.

Intox. Les hyper riches en sont tout retournés !

- La présidente de la Fed fustige le boom des inégalités - Liberation.fr

"*Le creusement des inégalités a recommencé pendant la reprise économique alors que le marché boursier a rebondi, que la croissance des salaires (...) a été faible et que la hausse des prix des maisons n'a pas restauré le patrimoine perdu pour une grande partie des ménages*", a averti Mme Yellen à Boston.

Selon elle, les inégalités des revenus et du patrimoine aux Etats-Unis ont désormais "*quasiment atteint un sommet depuis un siècle*".

S'appuyant sur les données d'une vaste étude de la Réserve fédérale publiée tous les trois ans, Mme Yellen a rappelé que les revenus moyens des 5% des ménages les plus riches ont grimpé de 38% entre 1989 et 2013. En comparaison, les revenus des 95% de ménages restants n'ont augmenté que de 10%.

"*La distribution des richesses est encore plus inégale que celle des revenus*", a en outre insisté la présidente de la Fed. "*Les 5% des ménages américains les plus aisés détenaient 54% de toute la richesse en 1989. Cette part a grimpé à 63% en 2013*", a-t-elle ajouté.

L'année dernière, seulement 1% de toutes les richesses aux Etats-Unis était détenu par la moitié des ménages situés dans la moitié basse de l'échelle.

Evoquant la valeur des actions, obligations et autres parts de fonds communs de placement, Mme Yellen a souligné qu'à eux seuls, 5% des ménages les plus riches possédaient les deux tiers de tous ces actifs financiers.

Sans offrir de solutions à ces inégalités grandissantes doublées d'un net ralentissement de l'ascension et de la mobilité économiques, Mme Yellen a mis en avant l'importance de l'éducation et dénoncé les dysfonctionnements de son financement dans le pays.

Comme d'autres responsables financiers américains récemment, elle s'est inquiétée du fardeau de l'endettement étudiant alors que la dette étudiante a quadruplé en dix ans pour dépasser les 1.000 milliards de dollars.

Concernant l'école publique, Mme Yellen a relevé que les Etats-Unis "*était une des rares économies où l'on dépense moins pour l'éducation des enfants à modeste revenu que pour celle des enfants venant de ménages aisés*".

En complément. Ils continuent de se goinfrer.

- Etats-Unis. Le bénéfice de Morgan Stanley bondit de 87% au 3e trimestre - Reuters

- France. Total : pas un centime d'impôt, mais un chèque du fisc de 80 M€ - leparisien.fr

Depuis deux ans, Total n'a pas versé l'impôt sur les sociétés en France. Si l'activité du pétrolier reste déficitaire dans l'Hexagone, il touchera en différé les déductions d'impôt auxquelles il a droit. leparisien.fr 17.10

- France. L'Assemblée renonce à assujettir les oeuvres d'art à l'ISF - AFP

Fabius est rassuré !

ACTUALITE EN TITRES

Pour qui une "***contrainte***" ?

- Chine: Volkswagen contraint de rappeler plus de 580.000 véhicules - AFP

L'Empire s'acharne sur la Russie

- Russie: Moody's dégrade d'un cran la note du pays, de "*Baa1*" à "*Baa2*" - AFP

Tandis qu'ils dépensent plus d'1 milliard de dollars par mois dans leur guerre en Irak et Syrie.

- La bataille contre Ebola en passe d'être "*perdue*", faute de solidarité - AFP

-Ebola : l'ONU espère 20 millions, elle n'a que 100.000 dollars- Le Nouvel Observateur

Bon élève, mérite des encouragements... mais peu mieux faire.

- L'OCDE donne un bon point à Hollande... s'il applique les réformes annoncées - LeParisien.fr

L'OCDE s'est fendue d'un encouragement à François Hollande qu'elle recevait vendredi, en jugeant que les réformes en France auraient un impact «*significatif*» sur la croissance. Mais elle a souhaité que le gouvernement aille plus loin en ce qui concerne le marché du travail. LeParisien.fr 17.10

- Hollande : les réformes ne sont pas là pour "*complaire*" à Bruxelles - LePoint.fr

Il a raison, c'est pour "*complaire*" aux marchés, à l'oligarchie financière, Bruxelles n'en est que le porte-parole.

Résistance passive

- "*C'est terrible d'être des pions*" : le choc et l'émotion des salariés de Gad licenciés - Francetv info

- Les chercheurs dans la rue pour remettre la science en marche - AFP

Stratégie du chaos.

- Trois attentats font 24 morts à Bagdad - Reuters

- Centrafrique : plusieurs morts dans des heurts à Bangui - LeMonde.fr

- Cameroun: huit soldats et 107 islamistes de Boko Haram tués dans des combats - AFP

- Poursuite des combats à Benghazi, en Libye - Reuters

- Yémen : al-Qaida et miliciens chiites s'affrontent - LeFigaro.fr

- Les manifestants Hongkongais reviennent en force à Mong Kok - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

- Mexique. Disparus: la protestation converge vers Acapulco - AFP

Des centaines d'enseignants, étudiants et membres d'organisations sociales convergeaient vendredi vers Acapulco, la principale ville de l'Etat de Guerrero, au sud du Mexique, pour exiger des autorités qu'elles retrouvent les 43 élèves-enseignants disparus depuis trois semaines.

La célèbre ville balnéaire du Pacifique, et ses quelque 700.000 habitants se préparaient à une journée de paralysie et à un important rassemblement dans la zone touristique.

Le gouverneur de l'Etat de Guerrero, Angel Aguirre, dont des voix de plus en plus nombreuses exigent la démission, a demandé aux manifestants de faire preuve de "*civilité*", pour ne pas affecter le principal centre économique de la région.

Depuis vendredi plusieurs mairies de l'Etat de Guerrero ont été évacuées par précaution, notamment celle d'Iguala, la ville où ces 43 jeunes entre 17 et 21 ans ont disparu le 26 septembre.

Outre la mairie de Chilpancingo, capitale de l'Etat du Guerrero, les manifestants ont occupé les mairies de Tlapa de

Comonfort, d'Atoyac de Alvarez et de Huamuxtitlan sans que soient rapportées de violences, a indiqué à l'AFP un responsable du centre de commandement de la police régionale.

A Huamuxtitlan, à 490 km de Mexico, "*environ 200 enseignants occupent la mairie et nous sommes respectueux de la manifestation*", a expliqué le maire, Johnny Saucedo, par téléphone à l'AFP.

Les occupations et les manifestations sont menées par la Coordination régionale des travailleurs de l'éducation de Guerrero (CETEG), une fraction radicale du syndicat national des enseignants.

"*Nous n'avons pas la capacité d'occuper les 81 mairies de l'Etat en un seul jour, aussi notre plan est de le faire de manière progressive*", a dit José Angel Baron, porte-parole de la CETEG.

L'absence d'informations sur le sort des jeunes de l'école normale d'Ayotzinapa, ajoutée à la découverte aux alentours d'Iguala de fosses clandestines contenant des cadavres non identifiés, fait monter l'indignation et l'exaspération au Mexique.

Jeudi et vendredi, dans la capitale, des milliers d'étudiants de grandes universités ont répondu massivement à un mot d'ordre de grève de 48 heures.

Selon les autorités, les 43 étudiants disparus ont été remis par des policiers municipaux à des membres du cartel des Guerreros Unidos, issu du groupe criminel des frères Beltran Leyva.

Le maire d'Iguala, José Luis Abarca, et son épouse, en cavale depuis le lendemain des événements du 26 septembre, sont toujours recherchés par la police.

Le Congrès de l'Etat du Guerrero, dont le siège situé à Chilpancingo, capitale de cet Etat avait été attaqué mardi par des enseigants et des étudiants, a révoqué le maire de son mandat dans la nuit de jeudi à vendredi.

Cependant pour les familles des 43 disparus, cette mesure tardive est insuffisante pour calmer les protestations, a dit vendredi à l'AFP Manuel Martinez, leur porte-parole.

"*Nous voulons les 43 jeunes disparus et que justice soit faite*" pour les 6 personnes qui ont trouvé la mort le 26 septembre.

Les autorités judiciaires ont procédé à l'arrestation de près de 50 personnes, dont 40 policiers, mais admettent qu'elles ne tiennent pas encore les cerveaux du crime et ne peuvent pas en déterminer les motifs.

Toutefois, de plus en plus d'éléments témoignent de l'infiltration des Guerreros Unidos à Iguala.

Le ministère de la Justice a fait état jeudi de l'arrestation de Raul Nuñez Salgado, opérateur financier supposé de ce cartel. Il aurait remis chaque mois l'équivalent de 35.000 euros au sous-directeur de la sécurité publique de la ville d'Iguala. Ce fonctionnaire municipal est également recherché par la police. AFP 17.10

SOCIAL

Allemagne

- L'Allemagne s'apprête à vivre sa plus grosse grève des trains depuis 2008 - AFP

Avec le mouvement des conducteurs de locomotives prévu ce weekend, l'Allemagne vivra sa plus grosse grève ferroviaire depuis 2008. En cause, un conflit salarial et une lutte de pouvoir qui s'enlisent de manière inhabituelle au pays du dialogue social.

Il s'agit de la troisième grève en deux semaines chez Deutsche Bahn, après deux grèves d'avertissement en septembre. Mercredi déjà et jeudi dans la nuit, 70% des trains grandes lignes étaient restés à quai.

Le mouvement surprend par son ampleur, dans une Allemagne habituée à des grèves qui dépassent rarement la journée, et qui en général évitent soigneusement le week-end. Deutsche Bahn n'avait plus connu de conflit social aussi long depuis celui de 2007-2008, qui avait traîné plusieurs mois.

Le syndicat des conducteurs de locomotives GDL réclame entre autres une augmentation des salaires de 5% et une réduction de

deux heures de leur semaine de travail. Mais les négociations sont dans l'impasse.

Culture de la négociation oblige, les grèves sont rares en Allemagne, mais sans accord elles peuvent rapidement devenir spectaculaires. Irrité, Berlin veut désormais en finir avec ces mouvements sectoriels, capables de paralyser des entreprises entières.

Le gouvernement allemand prépare ainsi une loi sur les syndicats, autour du principe "*une entreprise, un accord salarial*".

La ministre du Travail Andrea Nahles martèle son refus "*que certains syndicats catégoriels puissent paralyser des fonctions vitales de notre pays pour leurs intérêts particuliers*".

Le projet de loi doit être présenté en novembre, après une genèse tourmentée. Toute la difficulté pour Berlin est de légiférer dans le respect de la Constitution, sans avoir l'air de toucher au droit de grève ou à la liberté syndicale. AFP17.10

Haut de page

Le 20 octobre 2014

CAUSERIE

Cela doit devenir de plus en plus insupportable de vivre en France, non ? Et ailleurs aussi si cela peut vous consoler.

La régression de la société semble inexorable et elle l'est, tous les rapports deviennent superficiels, médiocres, exécrables, tendus. Ici en Inde, la société toute entière n'a jamais dépassé ce stade de l'individualisme primaire, à outrance, où seul celui qui a du pouvoir et de l'argent mérite le respect, inspire la crainte en réalité, il y a quelques années je l'avais évoqué et je m'étais fait insulter. Maintenant que vous vous enfoncez un peu plus chaque jour, vous devez mieux mesurer l'ampleur du cauchemar que vivent ces peuples dont les satisfactions sont rares, désuètes, éphémères, plus encore que chez vous car toujours mêlés à des expériences désagréables qui gâchent votre plaisir, mieux encore, vous n'avez même pas le temps de vous en apercevoir ou vous ne vous rendez pas vraiment compte de ce qui se passe, tellement vous êtes habitué à subir sans réagir tout ce qui vous arrive comme si c'était normal en somme, pas dans le sens de prévisible, plutôt conscient de votre impuissance, vous ne cherchez même pas à comprendre ce qui vous arrive, à quoi bon, cela vous dépasse, c'est politique évidemment, vous subissez un point c'est tout.

Je parle ici en général, c'est le comportement général et en général de la population qui ne parvient pas à s'élever au delà de sa profonde arriération qui la mine, scelle son triste sort, car prise dans la spirale infernale de la nécessité de survivre au quotidien. La classe dominante en use et en abuse...

En observant dans quel monde terrifiant nous vivons, je me demande toujours comment on peut faire le malheur d'une famille, d'un peuple, de l'humanité entière et se sentir satisfait, heureux, profiter de la vie, cela me dépasse. Je ne comprends pas comment on peut semer la désolation autour de soi ou imposer à des centaines de millions d'innocents mille souffrances injustes et inutiles et continuer à vivre, éprouver encore du plaisir en se levant le matin, une telle monstruosité à une si vaste échelle et si répandue devrait nous interpeler...

On ajoutera une quinzaine d'articles ce soir.

Gardez-la, SVP !

A Pontoise, Amma, la gourou indienne, donne 20.000 câlins pour régler les problèmes du monde - 20minutes.fr 19.10

Considérée comme une «*mahatma*» (grande âme) en Inde, Amma a commencé, dimanche, à donner le «*darshan*» (l'étreinte) à ses adeptes français. Le rituel va se reproduire du matin au soir trois jours durant dans le parc des expositions de Pontoise (Val-d'Oise) où plus de 20.000 personnes sont attendues.

«*Elle prend dans ses bras, elle écoute, console et donne de l'énergie pure,* explique Elisa, l'une des fidèles qui, au fil du temps, est devenue bénévole pour l'association humanitaire d'Amma. *Faire des câlins, c'est sa façon de donner de l'amour et de régler les problèmes du monde.*»

Sarah, 17 ans, a connu son baptême du feu, dimanche, après avoir fait la queue trois heures durant pour obtenir le précieux ticket. «*J'ai l'impression qu'elle m'a enlevé un poids*», confie la jeune fille au pied de l'estrade sur laquelle la «*mère divine*» est

posée. A ses côtés, beaucoup pleurent, étranglés par l'émotion. «*La première fois que j'ai reçu le «darshan», j'ai chialé pendant deux heures,* confie Bruno, un solide gaillard qui a fait le voyage depuis Toulouse pour l'événement. *Je sais désormais que le pire me sera épargné à moi et à ma famille…*»

Au micro, une fidèle en costume traditionnel assure l'animation. «*Oh, mère divine, je suis blottie dans tes bras protecteurs,* lâche-t-elle dans un silence de cathédrale. *Om, je m'incline devant toi, gourou.*» Extatique, la foule reprend le fameux «*Om*» en chœur. Trois fois.

Alerté, Serge Blisko, le président de la Mission interministérielle de vigilance contre les dérives sectaires n'est pas très inquiet. «*Amma se contente de lancer un message d'amour et de fraternité universelle.*» Surtout, elle ne promet ni guérison divine, ni bonne fortune. «*C'est une sensation de libération*, conclut Sylvette, 52 ans. *A son contact, on gagne simplement de l'énergie pure, de la lumière.*» Histoire de faire le plein, elle a d'ailleurs prévu de revenir mardi. La promesse d'une nouvelle étreinte.

«*Je comprends que l'on puisse se demander si ce n'est pas une secte,* poursuit Elisa. *Mais le mouvement est ouvert à tous. Rien n'est payant. Et nous sommes tous bénévoles. Les ventes et les dons servent à financer des projets humanitaires. Rien de plus*.»

Soulagez-vous, c'est déjà plus que rien !

On a encore du boulot à faire !

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas. "***Cela fait des années***".

Le quotidien allemand, «*Die Zeit*», fait allusion à l'extrémisme exporté par l'Arabie saoudite, et écrit : «*L'extrémisme, marchandise d'exportation de l'Arabie saoudite, s'est mué, aujourd'hui, en une grande menace, pour ce pays, lui-même*».

Et "*Die Zeit*" de préciser encore : «*Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Seinmeier a bien senti, lors de son récent voyage à Jeddah en Arabie saoudite, la peur des Al-e Saoud de l'Organisation terroriste de Daesh. Cela fait des années que les Saoudiens suivent un plan, un programme, pour renforcer les extrémistes et les jihadistes*». french.irib.ir 18.10

Le Drian en visite à Doha aurait pu en dire autant du Qatar, mais il a préféré vanter les bonnes relations qu'entretient la France avec ce régime féodal...

Dossier Syrie.

La désinformation passe par le filtre de la dépréciation.

- A Kobané, des dizaines de jihadistes tués par les Kurdes et les frappes - AFP

Les barbares de l'Emirat islamique ne sont plus que de simples jihadistes à rapprocher de moudjahiddin, combattants d'une armée de libération islamique qui facent à un régime tyrannique (du Schah d'Iran) peuvent se revendiquer islamo-progressistes (l'Express, 17 février 1979). De nos jours, le jihadisme comporte souvent une connotation plus générale qui caractérise toute forme de résistance à l'impérialisme américain.

Tandis qu'il est de bon ton de prendre ses distances avec les combattants héroïques de la résistance syrienne kurde légitime que l'on traite avec mépris en empruntant une formule générique qui permet de les noyer dans un ensemble beaucoup plus vaste ne participant pas (directement) à ces combats, le peuple kurde, que les autorités turques ont décidé de neutraliser, réduire au silence ou d'écraser en faisant usage de la force si nécessaire. C'est une manière de déprécier la résistance kurde qui incarne les intérêts de l'ensemble du peuple kurde.

Quant aux puissantes "*frappes*" de la vaillante Coalition états-unienne (ou étasunienne) - on fait volontairement dans l'emphase et vous allez comprendre pourquoi, elles auraient permis de liquider 15 barbares de l'Emirat islamique en deux jours, ils ont comptés, énorme !

AFP - Les combattants kurdes, aidés des frappes aériennes de la coalition internationale, ont infligé des pertes importantes à l'organisation jihadiste Etat islamique, qui occupe 50% de la ville syrienne de Kobané après plus d'un mois de combats.

L'EI a perdu 31 combattants entre samedi et dimanche matin, dont 15 dans les bombardements de ses positions par les avions des Etats-Unis et de leurs alliés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). AFP 19.10

Soit c'est de la mauvaise volonté, soit ils ne savent pas visés.

AFP - Plus d'une centaine de raids ont été menés depuis fin septembre dans et autour de Kobané. Samedi et dimanche, 11 ont encore été menés, détruisant notamment des véhicules et bâtiments tenus par l'EI, selon le Centcom, le commandement militaire américain pour le Proche-Orient. AFP 19.10

Déni. Entre un régime laïque et un régime féodal "***on ne doit pas choisir***".

- Pour Paris, en Syrie "*on ne doit pas choisir entre la dictature et le terrorisme*" - AFP 19.10

La France et le Qatar sont "*bien d'accord sur le fait*" qu'en Syrie, "*on ne doit pas choisir entre une dictature sanguinaire et un terrorisme assassin*", a déclaré dimanche soir le ministre français de la Défense. (Visait-il par là la" *dictature sanguinaire et (le) terrorisme assassin*" qui a armé les groupes islamistes qui ont semer la terreur en Libye et au Mali, le Qatar ? - Pas vraiment, c'est de l'histoire ancienne, depuis ils l'ont réécrites... - ndlr)

"*Il n'y a pas l'un plutôt que l'autre*", a ajouté Jean-Yves Le Drian qui s'exprimait devant la communauté française à Doha.

"*Il y a une volonté d'éradiquer le terrorisme, d'éradiquer les dictatures et de faire en sorte que l'opposition syrienne s'organise et soit soutenue par la communauté internationale*", a poursuivi le ministre qui s'est entretenu avec l'émir du Qatar, cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani, et avec le ministre d'Etat aux Affaires de défense, le général Hamad Ben Ali Al-Attiya.

La France et le Qatar, deux pays qui entretiennent des relations étroites, font partie de la coalition internationale qui mène des frappes contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

En s'associant aux actions militaires lancées en Syrie, les pays arabes du Golfe, dont le Qatar, ont insisté auprès de Washington et des Occidentaux sur leur volonté de "*punir*" à terme le régime de Bachar al-Assad.

M. Le Drian, qui se tenait aux côtés du ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, a indiqué qu'il avait profité de sa visite au Qatar pour se rendre sur la base d'Al Udeid, "*où se tient le centre de commandement des opérations aériennes de la coalition*".

"*Il se trouve qu'aujourd'hui, la chasse française a frappé trois fois*", mais "*il n'y a pas de lien entre ce déplacement et cette opportunité qui s'est offerte à nos pilotes*", a-t-il dit.

Selon M. Le Drian, "*le Qatar est dans la coalition et le restera*" car "*pour ce pays, comme pour le nôtre, le combat contre le terrorisme est déterminant*".

Dans le passé, le Qatar a été accusé d'alimenter des groupes islamistes radicaux liés notamment à la confrérie des Frères musulmans.

Interrogé par l'AFP sur le degré actuel de coopération du Qatar dans la lutte contre le terrorisme, M. Cazeneuve a répondu qu'il n'avait "*pas l'habitude de parler des échanges d'information que nous pouvons avoir avec tel ou tel pays au grand jour, parce que l'efficacité de ce que nous faisons dépend beaucoup de la capacité que nous avons à en parler entre nous, sans nécessairement en parler partout*".

"*Mais pour ce qui concerne notre relation avec le Qatar, ils sont dans la coalition, déterminés à lutter contre le terrorisme et nos entretiens d'aujourd'hui ont permis de réaffirmer cette volonté partagée*".

"*Ce que je vois moi, ce sont les faits*", a martelé M. Cazeneuve. "*Les faits, ce sont: une volonté commune, une inquiétude partagée et une coopération renforcée pour faire en sorte que le terrorisme recule*".

Le ministre français de l'Intérieur se trouve au Qatar pour le salon consacré à la sécurité "*Milipol*".

Alors qu'il est toujours question que la France vende des avions de combat Rafale au Qatar, M. Le Drian n'a pas évoqué explicitement ce sujet.

Cependant, parlant de la "*coopération-acquisition*" en matière d'armement "*qui est féconde*" avec le Qatar, il a déclaré: "*Certains d'entre vous m'attendent sur ce sujet. Je ne leur dirai rien, sauf à constater, après ces entretiens, que l'esprit est à la fois transparent et constructif*". AFP 19.10

Commentaires d'abonnés d'un journal de droite, Le Figaro.

Le contexte : Kobané, la martyre - lefigaro.fr 18.10

1- "*Entre les Kurdes et les islamistes, les Turcs ont choisi... L'Europe devra aussi se prononcer sur la Turquie !*"

2- "*Soutenons les Kurdes soutenons Kobané.*"

3- "*La Turquie paiera ça. Avec l'affaire arménienne, l'addition risque d'être lourde.*"

4- "*La Turquie n'a plus rien à faire dans l'Otan , ni avec l'UE. Après la Syrie certainement la prochaine cible.*"

5- "*Et la Turquie voudrait entrer dans l UE ? Comment faire confiance, ce serait faire entrer le loup dans la bergerie.*"

Etonnant, on dirait que la gauche est encore plus réactionnaire que la droite. Mais elle l'a toujours été en se faisant passer pour ce qu'elle n'était pas, ce qui quelque part est pire encore...

Syrie : poursuite des affrontements, à Kobani - french.irib.ir 19.10

Les éléments du groupe terroriste de Daesh ont, de nouveau, pilonné, samedi, diverses régions, à Kobani, dans le Nord de la Syrie.

L'agence Reuters, qui confirmait le pilonnage de Kobani, par les terroristes de Daesh, a, aussi, fait part d'affrontements sporadiques, aux alentours de la ville entre les éléments de Daesh et les défenseurs locaux. Dans le même temps, 28 missiles ont été tirés, depuis Kobani, par les terroristes de Daesh, vers la Turquie et contre les positions militaires de ce pays. Les missiles ont touché une région frontalière entre Kobani et le territoire turc. Les sources informées ont estimé à 28 les missiles lancées. Aucune information n'a été, pourtant, divulguée, sur les dommages humains ou matériels. Il est à noter que Daesh avait annoncé, samedi, qu'il n'avait plus besoin d'Erdogân, et qu'il s'en prendrait à la Turquie. french.irib.ir 19.10

Erdogan refuse d'armer les Kurdes, à Kobané - french.irib.ir 19.10

Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, a rejeté dimanche les appels à ce que la Turquie fournisse des armes aux combattants kurdes en Syrie, accusant le PYD, principal Parti kurde en Syrie, d'être une "*organisation terroriste*".

Selon M. Erdogan, le Parti d'union démocratique, (PYD), est identique au Parti des travailleurs du Kurdistan, (PKK, interdit), qui mène, depuis 30 ans, une insurrection, pour réclamer l'autonomie du Sud-Est de la Turquie. La branche armée du PYD, les Unités de protection du peuple, (YPG), sont engagées, dans de violents combats, depuis ces dernières semaines, contre le groupe terroriste de Daesh, en essayant de repousser l'assaut des terroristes sur Kobané. french.irib.ir 19.10

Les pays qui tentent de rouvrir leur ambassade à Damas? - french.irib.ir 19.10

Selon les sources bien informée en Syrie, l'Italie, la Tunisie et le Koweit chercheraient désormais et de façon la plus sérieuse du monde à rouvrir leur ambassade à Damas et à autoriser l'ouverture de l'ambassade syrienne sur leur territoire respectif. Al Qods Al Arabie qui est à l'origine de cette information, affirme que l'Italie, le Koweit et la Tunisie veulent reprendre leurs relations diplomatiques avec le régime Assad et de façon officielle, trois années après avoir déclenché une guerre sans merci contre la Syrie, guerre échouée en raison de la fidélité de l'armée et du peuple syrien envers l'ordre au pouvoir.

Des centaines de Tunisiens et de Koweitiens ont rallié les terroristes de Daech et de Al Nosra , terroristes qui attendent rentrer dans leur pays. L'Europe a désormais peur des effects négatifs de ses propres projets et elle a besoin de l'aide d'Assad pour pouvoir enrayer la menace terroriste. french.irib.ir 19.10

Syrie: nouveau plan anti Assad de Riyad? - french.irib.ir 19.10

Le chef de la coalition des opposants syriens, Ahmad Tomeh, a reconnu la poursuite du soutien financier de Riyad, de Doha, d'Ankara et d'Abou Dhabi à sa coalition et ce dans l'objectif de renverser Assad. " *Une nouvelle armée anti-assadiste, Armée nationale de Syrie devrait se former à l'aide de Riyad et ce sont les Saoudiens qui devront en former les effectifs*"." *Le noyau principal de cette armée va prendre corps en Syrie et c'est l'Arabie saoudite qui va entrainer ses membres*", a dit Tomeh au cours d'un entretien accordé à Al Chargh al Aussat. " *D'ici 4 mois, cette force verra le jour et elle aura pour mission de protéger les régions que contrôlent actuellement les rebelles*".

Interrogé sur l'ingérence de certaines monarchies du golfe Persique et de la Turquie dans les affaires syriennes, Tomeh a répondu : " *ce que nous voyons de la part de nos frères en Arabie saoudite, au Qatar, aux Emirats et en Turquie , ce sont des soutiens clairs à notre révolution. Sans le soutien financier du Qatar, l'appui logistique de l'Arabie saoudite de la Turquie et des Emirats, notre coalition n'aurait pas pu réussir* (ndlr : et on se demande de quel succès parle-on!) et le chef de la bande d'ajouter : " *nous entretenons de très bonnes relations avec l'Arabie saoudite, le Qatar, les Emirats et la Turquie et nous en demandons*

la poursuite car la poursuite de nos liens équivaut au maintien de l'aide financière et logistique des pays précités". Tomeh a réitéré son soutien au plan turc de former une zone tampon dans le nord de la Syrie , "*une zone qui sera placée sous la direction d'un gouvernement provisoire syrien*".

Le fait de créer une armée nationale dans cette zone tampon n'est pas une idée nouvelle mais une idée qui vient d'être déterrée. Cette idée avait été releguée au second plan en raison du manque des moyens financiers mais ce manque va être rattrapé grâce au soutien du Qatar et de l'Arabie saoudite. C'est l'Arabie saoudite qui va prendre en charge l'entrainement et la formation de cette nouvelle armée anti-Assad. french.irib.ir 19.10

Deir ez-Zor : Washington rase 5 sites pétroliers - french.irib.ir 18.10

Les chasseurs américains ont violemment bombardé cinq terminaux pétroliers, dans la banlieue Est de Deir ez-Zor. Selon Al-Jazeera, qui rapporte cette information, le raid aérien a quasiment dévasté les installations pétrolières de cette province syrienne riche en gaz et en pétrole.

Depuis un mois, la coalition US/régime arabe a bombardé plus de sites et de terminaux pétroliers que des positions appartenant à Daesh. Les observateurs politiques relèvent la volonté américaine de dépouiller la Syrie de ses infrastructures énergétiques, à travers ces bombardements massifs. french.irib.ir 18.10

La civilisation humaine à la dérive.

- Macron à Aubry : il faut "*restaurer les marges des entreprises*" - Francetv info

On va voir qu'elles en ont réellement besoin.

Richesse mondiale et trésorerie des entreprises record... mais économie au ralenti : où passe l'argent ? - Atlantico.fr 18.10

Extrait. ...il reste à se poser la question de la crise…quelle crise ? Si l'argent ne manque pas à travers le monde et en Europe, c'est bien sa circulation dans l'économie "*réelle*" qui pose problème.

Des entreprises qui détiennent des montants record en trésorerie

3500 milliards de dollars. Il s'agit du montant détenu en trésorerie par les 1000 plus grandes entreprises cotées au monde à la fin 2013. Si l'ensemble des sociétés américaines affichent 1600 milliards au compteur, l'Europe n'est pas en reste. En effet, selon les estimations du cabinet Deloitte, ce sont 1000 milliards d'euros qui constituent le matelas de sécurité des entreprises cotées en Europe et en Afrique du sud.

Et pour les entreprises aussi, la répartition est très inégale. C'est ainsi que 17% des entreprises de la zone considérée (Europe et Afrique du Sud) détiennent 75% des 1000 milliards en question. Des montants en forte hausse depuis le début de la crise en 2007, soit une progression de 40% en 6 années.

A l'échelle de la France, les montants sont également considérables. Car sur ces 3500 milliards de dollars, les grandes entreprises françaises se partagent 7% du total, soit près de 200 milliards d'euros, ou l'équivalent de près de 10% du PIB du pays. Dans un contexte de crise persistante depuis 2008, cette situation paraît inexplicable.

L'argent ne manque pas mais c'est sa circulation qui semble bloquée. Et selon le rapport produit par Deloitte, les entreprises françaises ne sont pas près d'investir. Leur première priorité est de redistribuer les gains réalisés aux actionnaires : soit 37% au-dessus de la moyenne mondiale, alors que la volonté d'investir est 26% inférieure à la moyenne mondiale.

Le paradoxe des dettes publiques en hausse avec des taux d'intérêts en baisse

(Grille de lecture pour le passage suivant.

- Plus les Etats s'endettent plus la pression politique des marchés est importante sur eux pour exiger des réformes structurelles, plus le chantage des marchés s'accentue et plus les gouvernements sont portés à leur céder.

- La dette américaine, l'auteur se passe bien de préciser qui en sont les bénéficaires, à quoi elle sert, à financer les guerres de l'impérialisme américain, à alimenter le complexe militaro-industriel, à financer le marché de la sécurité intérieur qui a explosé, etc.

- Les taux des obligations d'Etat ou des bons du Trésor ont effectivement diminué, mais dans le même temps les banques centrales distribuent des milliers de milliards de dollars ou d'euros aux banquiers et institutions financières quasi-gratuitement, à un taux avoisinant zéro, du coup un taux de 1 ou 2% devient attratif, qui plus est sans risque.

Emprunter 10 milliards de dollars à 0,15% l'an et acheter des bons du Trésor à 1,5% l'an, cela vous donnera un rendement de 900%, par an. Vous verserez à la banque centrale chaque année pendant dix ans 15 millions de dollars d'intérêt et vous en recevrez 150 de l'Etat. Chaque année vous réaliserez un profit de135 millions de dollars, 1,35 milliards de dollars au bout de 10 ans, le tout en dormant, c'est confortable. Et ces crétins qui ne comprennent pas pourquoi les oligarques se ruent dessus !

- Quant aux prêts à des taux négatifs, il y a plusieurs explications. Les oligarques regorgent de capitaux dont ils ne savent plus quoi faire. Ils peuvent prêter de l'argent qui ne leur coûte rien, ils en gagnent tellement par ailleurs à des taux usuraires, jusqu'à 8% en Grèce ou au Portugal par exemple. Ils les inscrivent comme actifs à leur bilan ce qui leur permet de délivrer des prêts à leurs clients dans des proportions dix à douze fois supérieures au montant de ces actifs (division fractionnaire), leurs clients leur payant des intérêts au taux du marché, entre 3,5,8 ou 10%, etc.

- Ce n'est pas "*la peur*" qui fait que les investisseurs s'orientent de préférence vers "*la dette d'Etat*", mais les conditions qui viennent être énumérées et qui ont été spécialement conçues pour eux, dans un contexte politique mondiale marquée par l'offensive de l'impérialisme américain contre la Russie et la Chine, ainsi que son engagement militaire au Moyen-Orient, indiquant par là que les investisseurs devaient suivre la voie ou ou se conformer à la stratégie politique fixée par l'oligarchie financière dominante. - ndlr)

Dans une même approche contrintuitive, la situation de la dette publique et des obligations d'Etat n'en finit pas de surprendre. Plus les Etats continuent de s'endetter, plus les taux acceptés par les investisseurs sont faibles. C'est ainsi que la dette publique américaine a doublé entre 2007 et 2014, passant de 8 800 milliards à 17 600 milliards de dollars. Dans le même temps, les taux demandés par le marché sont passés de 4.8% au début de l'année 2007, à un niveau de 2%. Plus la dette est lourde, moins le prix à payer est élevé. Pour la France, la situation est identique, les 600 milliards de dettes supplémentaires contractés depuis le début de la crise n'ont eu aucun effet sur les intérêts à payer. C'est même l'inverse qui s'est produit car malgré une hausse de 50% de l'endettement du pays, les intérêts à payer sont passés de 51 à 47 milliards. En Allemagne, ce sont les marchés qui payent pour avoir le privilège de détenir la dette du pays, les taux étant négatifs jusqu'à une échéance de 4 ans. Le paradoxe est total.

La cause de cette situation est mécanique, la demande des investisseurs pour la dette d'Etat est de plus en plus forte depuis l'entrée en crise. Une demande si forte qu'elle n'a même pas pu être compensée par la mise sur le marché des nouveaux déficits des Etats. Les marchés semblent insatiables de cette dette publique pour une raison simple, la dette d'Etat offre une sécurité plus importante que tout autre investissement. C'est la peur, la volonté de se préserver, qui est le moteur de l'histoire économique de ces dernières années. Voilà pourquoi des taux bas sont bien plus un révélateur du marasme actuel que d'une quelconque bonne nouvelle.

L'aversion au risque, moteur du blocage.

(Grille de lecture pour le passage suivant.

- Là l'auteur aborde directement la crise du capitalisme. Son constat est correcte et rejoint la réflexion que j'avais faite il y a quelques années déjà et que j'ai reprise dans plusieurs causeries, à savoir qu'en tant que patron ou actionnaire d'une grande entreprise, il fallait être farfelu ou fou pour investir dans des pays où le taux de profit est le plus bas, qu'il était même étonnant qu'il se fabrique encore quelque chose dans ces pays-là au lieu de produire dans un pays où le taux de profit est dix fois supérieur, les coûts de production beaucoup plus bas dont celui de la main d'oeuvre est bon marché.

- Il y a crise de surproduction de marchandises et de l'offre de services par rapport à la demande (récession ou déflation), l'appareil mondial de production est surdimensionné par rapport à la population solvable ou qui peut accéder au marché, compte tenu des populations déjà équipées ou endettées jusqu'aux dents avec des crédits rechargeables ou à la consommation, du chômage de masse, de la précarité, etc.

La question n'est pas comment produire plus, mais comment rentabiliser de préférence à court terme des investissements de plus en plus coûteux quand on n'est pas sûr d'écouler les marchandises produites dans des quantités toujours plus importantes face à la concurrence mondiale qui fait rage ou dans un environnement économique incertain ou défavorable.

- Il y a saturation, crise de l'accumulation de capitaux dans des proportions phénoménales, amplifiée par l'injection de capitaux sur les marchés par les banques centrales alimentant la spéculation et la bulle boursière, sur fond d'endettement généralisé de l'ensemble des facteurs économiques, tandis que la valeur de monnaie tend vers zéro ou suit irrémédiablement une courbe comparable à celle du taux de profit.

Le début de cet article, que j'ai passé car nous avions déjà donné cette information les jours précédents, faisait état généreusement

de la "richesse économique mondiale" qui atteindrait 263.000 milliards de dollars, au passage on se demande comment ils ont pu arriver à ce chiffre, passons, occultant le montant de l'endettement économique mondiale qui en est le pendant apparemment inconnu à ce jour ou que personne n'a calculé à notre connaissance ou alors c'est un secret bien gardé, et pour cause puisqu'il se situerait aux alentours de 130 à 150.000 milliards de dollars, tous facteurs confondus, Etats, banques centrales, banques, entreprises et particuliers.

Ce qui est préconisé à la fin de cet article est une aberration totale, car les banques centrales en continuant d'injecter des centaines de milliards de dollars ou d'euros sur les marchés ou d'acheter des actis pourris aux banques contribuent à les soulager ou les sauver temporairement en transférant une partie de leurs dettes aux Etats, ne contribuent pas pour autant à les inciter à investir dans l'économie productive et à se détourner de l'économie spéculative, pas plus les entreprises en général, car il ne suffit pas d'investir pour créer les conditions économiques favorables à un retournement du marché ou remplir un carnet de commandes, à moins de cibler un marché en expansion qui n'est pas extensible éternellement ou sur commande et sature rapidement (Le marché de l'automobile en Inde s'est effondré de quelque 20% depuis janvier 2014), ce qui ne concernera pas la France et ne créera pas le moindre emploi, à moins que le gouvernement réussisse à imposer ses contre-réformes, mais dans ce cas-là seuls les investisseurs en profiteraient, tandis que la demande intérieure stagnerait (Allemagne).

Les différents gouvernements en Europe ne peuvent appliquer des politiques d'austérité, réduire sans cesse le coût du travail, s'accommoder d'un chômage de masse, et créer les conditions économiques favorables à l'augmentation de la demande, ces facteurs s'excluent ou sont contradictoires, la reprise économique ne pourrait être que synonyme d'augmentation des profits pour les capitalistes au détriment de la détérioration du niveau de vie du reste de la population, en premier lieu des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière.

- Les banques centrales n'anticipent pas les "*choix*" des investisseurs, elles les guident ou répondent à leurs besoins, ce qui n'est pas du tout la même chose et n'est pas anodin, en fonction de la politique dictée par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui les contrôlent. - ndlr)

Si les entreprises s'assoient confortablement sur leur trésorerie, si les Etats peuvent continuer à emprunter à bon compte, la cause est en effet identique : les investisseurs ne veulent prendre aucun risque. Il n'est pas question d'investir dans une économie à l'arrêt. Pourquoi acheter des machines, pourquoi créer des usines, pourquoi embaucher, alors que les anticipations de croissance sont si faibles ? Tout simplement parce qu'investir dans l'économie réelle, notamment en Europe, n'est pas une décision rationnelle pour qui cherche à obtenir un retour sur investissement. Il est préférable de se préserver en conservant les liquidités disponibles soit en cash, soit en obligations d'Etat, c'est ce processus qui gouverne l'accumulation de cash actuelle.

Dans un contexte de quasi déflation européenne, l'ambiance est à la sauvegarde absolue. 15 ans auparavant, dans une situation identique de prix à la baisse le Japon de 1997 n'avait pas fait mieux et voyait son taux d'investissement s'effondrer de 30% sur une période de 10 ans. Il s'agit du chemin que l'Europe semble vouloir choisir. Car il s'agit d'un choix et non d'une fatalité. Car les banques centrales sont précisément l'outil capable de modifier les anticipations des investisseurs. Il suffit de s'en servir. atlantico.fr 18.10

En complément

- Wall Street pourrait bénéficier de rachats de titres massifs - Reuters 19.10

Travail, consommation : la société française n'est plus qu'un simple agrégat d'individus en mal de contrat social - Atlantico.fr 18.10

Dans cet article l'auteur (Alain Minc) s'est employé à identifier la défense des droits sociaux des travailleurs qu'il exècre au consumérisme, se livrant à un amalgame entre le mouvement ouvrier et la "société civile" pour le rendre responsable de l'individualisme qui domine et ravage la société au point de la rendre insupportable, alors qu'en réalité, ce sont les privatisations et la liquidation des droits sociaux collectifs qui servaient de liens entre les différentes classes et couches de la société pour mieux se soumettre à la dictature du marché qui en sont responsables, la société étant à l'image de l'oligarchie financière, profondément inégalitaire, injuste, sordide, cynique, barbare. Ajoutons que ce sont justement les acteurs de la "*société civile*" ou ceux qui s'en réclament qui ont servi de caution à la liquidation de nos droits, qui en ont tiré profit à titre personnel très souvent.

Alain Minc (ex-conseiller de Sarkozy) s'emploie à expliquer que l'être humain étant spontanément ou naturellement individualiste, il aurait façonné la société à son image et il n'aurait finalement que ce qu'il mérite ou il serait responsable de son propre malheur. Pour parvenir à cette conclusion il lui faut passer sous silence le processus politique qui au cours de ces 40 dernières années a conduit à ce constat accablant, non pas pour l'homme ou le citoyen ordinaire, le travailleur, mais pour la classe qui détient le pouvoir économique et politique et en porte intégralement la responsabilité, qui s'est employée minutieusement à déconstruire, liquider tous les liens et rapports collectifs qui existaient dans la société à seule fin d'atomiser chacun de ses membres et de renforcer son pouvoir, qui sans défense seraient incapables de défendre leurs droits sociaux et politiques, dès lors individualisés ou dépendants uniquement de leurs situations sociales ou de leurs revenus.

En conclusion, la société est à l'image hideuse de la classe dominante, sa décomposition est le produit infâme de celle du capitalisme au stade de l'impérialisme putréfié qui conduit l'humanité au chaos et à la guerre sans fin. En faire porter la responsabilité sur chaque citoyen ou travailleur, c'est particulièrement ignoble, mais parfaitement compréhensible de la part d'un idéologue de la classe dominante.

On pourrait brosser un rapide tableau pour comprendre comment on en est arrivé là.

A leur apogée, sous l'effet conjoint du développement des forces productives et de la lutte de classe du prolétariat la société était parvenue à réduire les inégalités ou à une meilleure répartition des richesses entre les classes qui s'était traduit par la satisfaction des besoins sociaux élémentaires de l'ensemble de la population.

Disons en gros pour faire bref, tout ceci est relatif, car selon les critères que l'on retiendra on pourra situer cette apogée au début du XXe siècle, et considérer que toutes les couches de travailleurs n'ont pas bénéficié au même niveau du progrès social, loin de là.

Il n'en demeure pas moins que la prise en charge par l'Etat bourgeois d'un certain nombre de besoins sociaux profitera à l'ensemble de la population, qu'ils aient été concédés à la classe ouvrière parce qu'ils correspondaient aux besoins du capitalisme pour assurer son développement, ou qu'ils aient été acquis sous le pression de la lutte de classe du prolétariat est une question que l'on a sous-estimée, alors qu'elle renformait une contradiction aux conséquences à venir prévisibles, dramatiques ou terrifiantes, préférant s'en accommoder refusant de les aborder, sachant que le moment venu la classe dominante s'en chargerait à sa manière en liquidant un à un tous nos droits sociaux collectifs, à défaut d'avoir armé politiquement la classe ouvrière pour qu'elle puisse résister et de s'être donné les moyens de renverser le régime en place.

On appréciera les discours sur la "*résistance*" de la classe ouvrière, qui certes est bien réelle, mais dérisoire au regard de la liquidation de tous nos droits et qui sert au passage à couvrir la faillite politique de nos dirigeants, qui évoquent volontiers les "défaites" du mouvement ouvrier pour faire illusion ou diversion, mais refusent d'aborder la question déterminante du processus qui a conduit à sa totale décomposition dont ils portent également la responsabilité.

La crise qu'allait connaître le capitalisme au tournant des années 70, et qui en réalité n'a jamais cessé jusqu'à nos jours en dehors de brèves périodes d'accalmie apparante, allait poser les bases de la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques et d'un nouvel ordre mondial sous l'égide de l'oligarchie financière, tandis que le mouvement ouvrier international allait s'avérer incapable de se doter d'une nouvelle direction combattant pour le socialisme.

La combinaison de ces facteurs allait amplifier l'hégémonie de l'oligarchie financière et son pouvoir sur l'économie et la politique mondiale, lui servir à réaliser pas à pas sa stratégie politique dont on peut quotidiennement mesurer les conséquences effroyables pour tous les peuples.

L'affaiblissement et la décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde allait s'accélérer à partir du début des années 80 jusqu'à nos jours au fur et à mesure que nos droits sociaux allaient disparaître, cédant la place à ce qu'ils ont appelé le consumérisme importé des Etats-Unis, où naturellement le mouvement ouvrier était depuis longtemps encore plus disloqué qu'en Europe où il avait pris naissance deux siècles plus tôt.

La privatisation des services et des entreprises publics combinée à la politique d'austérité appliquée par les representants de la classe dominante depuis 1983 allait se traduire par l'impossibilité des couches les plus défavorisées du prolétariat de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, qui dorénavant devraient se tourner vers des ONG ou des associations dites caritatives ou humanitaires pour tenter de suppléer cette carence de l'Etat, pour tout simplement pouvoir survivre.

Quant aux couches supérieures de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, les couches moyennes, les classes moyennes et la petite bourgeoisie, malmenées par la politique de régression sociale généralisée appliquée par les gouvernements successifs, devant la faillite, la soumission totale des partis dits ouvriers ou de gauche au capitalisme et ses institutions, en l'absence de toute perspective ou alternative au capitalisme, leurs liens avec le reste de la classe ouvrière allaient s'effriter, se détendre au point de ne plus défendre que leurs propres intérêts pour tenter de maintenir leur mode de vie ou de l'améliorer.

Dans un premier temps elles allaient se tourner vers le consumérisme, puis plonger rapidement dans le corporatisme, ayant abandonné tout idéal humaniste basé sur le partage de valeurs ou de principes par nature collectifs ou universels, elles devaient se laisser tenter par le communautarisme, leur idéal se réduisant à leur capacité ou objectif à acquérir des biens matériels et à consommer des services conformément à celui que leur a fourni leur guide, le marché, elles allaient finir de se corrompre en adoptant un individualisme grotesque, réactionnaire.

ACTUALITE EN TITRES

Bruxelles a son homme "***totalement sûr***" dans la place.

La preuve.

- Macron "*totalement sûr*" que Bruxelles n'opposera pas son veto - AFP

Et pour cause.

- Hollande: "*les réformes se poursuivront à un rythme encore accéléré*" - AFP

Mais encore.

- Macron à Aubry : il faut "*restaurer les marges des entreprises*" - Francetv info

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

- Les résidences secondaires sont désormais abordables - Francetv info

Le prix des résidences secondaires a brutalement baissé, la faute à la crise qui a réduit la demande. - Francetv info 19.10

Les SDF et les 3,5 millions de mal logés en redemande !

- Record de fréquentation pour l'édition 2014 du Mondial de l'automobile - Francetv info

Le Mondial de l'automobile, qui ferme ses portes dimanche soir, a attiré plus d'un million de visiteurs, un record. Francetv info 19.10

Les tenants du régime sont rassurés...

Le vieux monde hideux, réactionnaire, décomposé, putréfié, barbare, c'est cela.

- Macron bénéficie d'une bonne opinion auprès d'une majorité de Français - AFP

- Réhabilitation de Pétain par Zemmour: "*absurde et faux*" selon des historiens - AFP

- Italie: la Ligue du Nord défile contre "*l'invasion*" de clandestins - AFP

- Synode sur la famille: «dommage» qu'il n'y ait pas eu accord sur les homosexuels regrettent des - associations 20minutes.fr

- Le maire de Rome enregistre 16 mariages homosexuels, en totale contradiction avec la loi - Francetv info

- Les transsexuels veulent plus de droits - LePoint.fr

- "*Arbre de Noël*" ou "*sextoy*", l'œuvre d'un artiste contemporain vandalisée à Paris - Francetv info

- La cigarette bannie d'un parc parisien - M6info

- Fodé Sylla, ex-SOS Racisme, nommé ambassadeur itinérant du Sénégal - LeParisien.fr

- RDC: nouveau massacre de civils par les rebelles ougandais - AFP

- Heurts violents dans le quartier de Mong Kok à Hong Kong - Reuters

- Yémen: 16 morts dans de nouveaux heurts entre chiites et sunnites - AFP

- Attentat suicide devant une mosquée chiite de Bagdad, 19 morts - Reuters

- MH17: Berlin accuse les séparatistes d'avoir utilisé un missile ukrainien - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille.

- Martine Aubry étrille la politique de François Hollande - M6info

Vraiment ?

- «*Comptez sur moi pour avoir les nerfs solides*», répond Valls - LeParisien.fr

Non, pas vraiment.

- Martine Aubry, la social-démocratie et quelques dizaines de milliards - Liberation.fr

La faible divergence entre les politiques prônées par Martine Aubry et Manuel Valls ne saurait fonder un schisme idéologique. Liberation.fr 19.10

On se disait aussi...

L'UMP vole au secours de Valls.

- Gérard Larcher : "*Les propos d'Aubry sentent un peu la naphtaline*" - LeMonde.fr 19.10

Invité du Grand Rendez-vous Europe 1/Le Monde/I-télé, le président du Sénat, Gérard Larcher (UMP), a déclaré:

« *Je sens un peu la naphtaline dans ses propos, avec le retour de ce qui ne marche pas. Elle a des rengaines du passé, elle est pétrifiée. Le mot +statue+ est bien adapté à Mme Aubry.* » LeMonde.fr 19.10

Des "***réformes***" sur mesure pour les multinationales.

- Hollande: "*les réformes se poursuivront à un rythme encore accéléré*" - AFP 19.10

A l'issue d'une rencontre sur le thème de l'attractivité de la France avec des patrons d'entreprises étrangères, le Président a promis de poursuivre jusqu'à la fin du quinquennat.

Les dirigeants d'AB Volvo, Adecco, Samsung Electronics, Nestlé, ou encore du fonds Qatar Investment Authority étaient notamment présents.

«*Les réformes, elles sont continues, elles ont été engagées dès les premiers mois de mon quinquennat et elles se poursuivront à un rythme encore accéléré jusqu'à la fin, parce que la France a besoin de réformes*», a déclaré le président de la République devant un parterre de patrons de grandes entreprises étrangères réunis à l'Elysée.

Il s'agit «*non pas de réformer pour réformer mais de réformer pour créer davantage de richesse, davantage d'activités, davantage d'emplois et aussi pour attirer davantage d'investisseurs et davantage d'entreprises*», a-t-il ajouté lors de cette rencontre à l'Elysée sur le thème de «*l'attractivité de la France*», en présence notamment du chef du gouvernement Manuel Valls et du ministre de l'Economie Emmanuel Macron.

Enumérant les réformes engagées depuis six mois par le gouvernement Valls, M. Hollande a présenté comme «*une nouvelle étape*» le projet de loi de relance de l'activité lancé par le gouvernement qui prévoit notamment un assouplissement du travail du dimanche, l'ouverture des professions réglementées et des mesures en faveur de l'actionnariat salarié. AFP 19.10

En complément. Etait au programme de cette "***attraction***" tenue "***entièrement***" secrète, conspirateur n'est pas qui veut.

- De grands patrons mondiaux à l'Elysée pour plancher sur l'attractivité française - LeMonde.fr

« *Il s'agissait d'avoir un échange extrêmement ouvert avec les grands patrons étrangers pour avoir leur perception de ce qui fonctionne ou pas en France et des pistes d'amélioration* », a indiqué Muriel Penicaud, présidente de l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII), notant que « *la perception de la France est très souvent plus négative que la réalité* ».

Le ministre de l'économie, Emmanuel Macron, devait ouvrir cette rencontre, qui se déroulerait entièrement à huis clos. LeMonde.fr 19.10

On comprend pourquoi ils sont "*extrêmement*" fermés avec les travailleurs. Hollande, son gouvernement et le PS ont choisi leur camp...

Garde-à-vous. La voix des banquiers.

- Macron : «*Mon seul plan, c'est de faire aboutir les réformes que je porte*» - LeParisien.fr

- PS: Le Roux accuse Mélenchon de "*racisme larvé*" envers Macron - AFP

Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, sur Radio J : "*Emmanuel Macron a rappelé dans son parcours le temps où il avait été dans la banque, est-ce que cela devrait suffire à discréditer un engagement, à discréditer des idées, à discréditer un homme, c'est une forme de racisme larvé que (...) de vouloir montrer quelqu'un par rapport à sa profession, par rapport à ce qu'elle serait supposée représenter*".

"*Je mets chacun en garde sur les effets de ces procédés*", a poursuivi le député. AFP 19.10

Pour qui se prend-il cette vermine avec ses mises en garde ou ses menaces !

Dénoncer, combattre, vouloir exterminer les banquiers et leurs mandataires, Bruno Le Roux a dû se sentir visé par les propos de Mélenchon il faut croire, ce serait faire preuve de racisme, mais c'est un devoir qui relève du salut public, de l'humanisme le plus élevé !

La politique défendue par Macron est en tous points conforme à celle dictée par l'oligarchie financière via ses porte-parole, le FMI, la Banque mondial, l'UE et l'OCDE, c'est amplement suffisant pour en déduire qu'il a conservé l'état d'esprit du misérable banquier de Rothschild qu'il a été, c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a été promu ministre de l'Economie, pour sa faculté à obéir aux ordres et à les appliquer avec zèle non sans faire preuve de mépris ou cynisme envers ceux qui en sont les victimes désignés, les pauvres.

Valls atteint le "*fond*" de l'ignominie.

- Les thèses d'Eric Zemmour dans le collimateur de Manuel Valls - LeMonde.fr

Le premier ministre estime que ce type de discours « *rabaisse* » la France et déplore « *que cela ne suscite pas d'indignation du fond du peuple* ». LeMonde.fr 19.10

Parce que le peuple devrait s'intéresser aux délires ultra nationalistes d'un réactionnaire assumé, ce serait lui faire trop d'honneur et à vous aussi par la même occasion qui n'avez de cesse de mépriser le peuple. On ne vous le reproche pas et on ne vous demandera pas à vous corriger, c'est naturel chez vous.

Le peuple, Valls, comme Hollande ou Macron, parle de ce qu'il ne connaît pas.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grande-Bretagne

- Depuis une semaine, des salariés du public et du privé mulitplient les mouvements pour protester contre le gel des salaires. - AFP 18.10

Des dizaines de milliers de personnes manifestaient samedi dans les rues de Londres pour protester contre l'érosion des salaires,

qui ont baissé de 50 livres (63 euros) par semaine depuis 2008, selon les organisateurs, malgré la bonne tenue de l'économie britannique.

Le cortège, constitué de fonctionnaires et de salariés du privé, s'est ébranlé vers midi et devait sillonner le centre de la capitale britannique jusqu'à Hyde Park, a constaté un journaliste de l'AFP.

Cette marche intitulée «Les Britanniques ont besoin d'une augmentation» était organisée par la Trade Unions Congress (TUG), la confédération syndicale britannique. «Il est temps de mettre fin au blocage des salaires qui a tenu la grande majorité des gens à l'écart de la reprise économique», a déclaré la secrétaire générale de la TUG, Frances O'Grady.

Cette marche conclut une semaine marquée par plusieurs mouvements sociaux au Royaume-Uni. Lundi, des centaines de milliers d'employés du service public de santé (NHS) ont observé un arrêt de travail de quatre heures pour réclamer une hausse de salaire, un débrayage inédit depuis 1982 et les années Thatcher. Mercredi, des dizaines de milliers d'agents de la fonction publique ont mené une grève de 24 heures pour protester également contre le gel des salaires et la baisse du pouvoir d'achat.

Autre manifestation de la grogne, des militants antigouvernement sont rassemblés depuis vendredi à proximité du Parlement avec pour projet de lancer un mouvement «Occupy Democracy». Une cinquantaine d'entre eux étaient encore présents samedi matin, enveloppés dans des couvertures et buvant du thé.

Ces mouvements sociaux interviennent alors que l'Office des statistiques nationales a annoncé mercredi un nouveau recul du taux de chômage qui, à 6%, s'établit à son plus bas niveau depuis fin 2008, et alors que la croissance devrait dépasser les 3% en 2014. Mais les salaires des Britanniques continuent à baisser en termes réels puisque leur rémunération, n'a, hors bonus, progressé que de 0,9%, soit moins que l'inflation, sur la dernière année. AFP 18.10

Haut de page

Le 21 octobre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre de nouveaux articles en ligne, ce sera pour ce soir. Demain c'est Diwali, jour férié et j'ai des courses à faire. Et puis je n'ai plus envie de causer, je serais encore désagréable et cela ne sert à rien, tout comme les articles qu'on lit d'ailleurs, rien ne semble plus servir à rien, vous n'avez pas remarqué ? J'ai dû me tromper en faisant ce site.

- Mais où est donc passé Abou Bakr al-Baghdadi, le calife de l'Emirat islamiste ?

Il trône à Ankara... ou à Washington !

Hier le ministre français de la Guerre était en visite officielle au Qatar. Il a salué comme il se devait les excellentes relations qu'entretient la France (son gouvernement) avec ce régime féodal. Il en a profité pour marteler que son objectif politique était la chute de la République laïque syrienne. Au passage, n'oubliez pas que la laïcité (tout comme la République) est un des principes auquel les francs-maçons tiennent le plus, pure mensonge ou hypocrisie en réalité comme on peut l'observer ici, une fois de plus.

Que le gouvernement PS-PRG ait d'excellentes relations avec les dictatures du Golfe qui appliquent un islam rigoriste ou archaïque, la charia et le wahabbisme qu'ils ont l'honneur et le privilège de partager avec leurs créatures, les membres d'Al-Qaida, du Front Al-Nosra et l'Emirat islamiste, qu'il présente aujourd'hui comme des alliés dignes de confiance au point de partager le même combat contre le même ennemi, méritait qu'on revienne en arrière pour le vérifier.

Nouvelobs.com 23 octobre 2012 - Le Qatar est aussi l'ami des islamistes. Pour le régime de Doha, les Frères musulmans et les salafistes, parfois liés à Al-Qaida, propagent une interprétation de l'islam parfaitement compatible avec le wahhabisme de l'émirat. Au nom de cette solidarité, le Qatar et sa chaîne satellitaire globale Al Jazeera ont activement soutenu les révoltes de Tunis, puis du Caire et de Tripoli. Mais ignoré ou combattu les revendications démocratiques dans les monarchies amies de Bahreïn et du Koweït dont la contagion, dans le Golfe, pouvait être menaçante.

Dans le nord du Mali, ce sont des groupes armés bénéficiant de l'aide qatarie qui imposent la férule de la charia. Avec l'Arabie saoudite, le Qatar est aujourd'hui l'un des principaux soutiens de l'opposition syrienne. Mais cette aide - notamment en armes - inquiète désormais Washington. Alertée par des rapports récents de ses services secrets, la Maison-Blanche déplore que la majeure partie des armes livrées par le Qatar parvienne aux opposants islamistes les plus radicaux."*Précisément ceux qui ne devraient pas les recevoir*", estime une source officielle américaine citée par le "*New York Times*". Question : le gouvernement français, qui entend combattre l'islamisme radical sur son territoire, peut-il avoir pour partenaire privilégié, doté

d'un statut fiscal avantageux, une monarchie absolue au modernisme tapageur, mais trompeur, qui soutient partout les Frères musulmans et les salafistes armés ? Nouvelobs.com 23 octobre 2012

Question incongrue franchement, on est le 21 octobre 2014, ils ont déjà effacer l'histoire ou ils l'ont déjà réécrite.

Demain dans les manuels d'histoire des collèges et des universités on retiendra que le Qatar, l'Arabie saoudite, Israël et la Turquie, etc.ont joué un rôle majeur au côté de la France et des Etats-Unis notamment dans la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient, pour la démocratie et la liberté, qui en douterait ?

Syrie.

Que mijotent les Américains ? Il ne faut pas croire sur parole leurs déclarations ou ce qu'on lit dans la presse qui relève généralement de la propagande.

Les voilà qui viendraient en aide aux combattants kurdes de Kobani... La Turquie aurait accepté que des Kurdes d'Irak puissent rejoindre Kobani. Lesquels, ceux qui sont liés à la France et à Israël ? Pour combattre qui, EI ou les kurdes syriens liés au PKK ? Pour les manipuler, les affaiblir ? Prépareraient-ils l'évacuation de la population de la ville ? Cela semble hypothétique car elle n'a pas l'intention de céder du terrain ou de tout perdre. En échange de quoi, de la vie sauve et des promesses qui ne seront jamais tenues ? A suivre.

- Kobani: Washington défie Ankara? - french.irib.ir 20.10

Les sources kurdes syriennes viennent aussi de le confirmer : le centcom US a largué des armements sur Kobani : les avions C130 de l'armée américaine ont largué une quantité d'armes et de munition sur la ville où les combattants kurdes se battent avec courage contre les terroristes de Daech. Dans son communiqué, le Centcom dit avoir mené plus de 135 raids contre les positions de Daech, "*raids qui ont été efficaces à faire reculer les jihadistes*", le texte juge toutefois encore probable la chute de la ville et affirme vouloir via " *l'envoie des armes* aider " *les Kurdes à tenir tête à Daech*".

Le Centcom fait aussi état des aides médicales larguées sur Kobani. sur le terrain, les sources kurdes font état de la mort d'au moins 70 daechistes dont les cadavres se trouvent dans l'hôpital de Kobani. Selon les analystes, cette aide trop tardive des Etats Unis à Kobani qui fait face depuis deux mois à l'assaut acharné des terroristes de Daech mérite réflexion : l'aide intervient 24 heures après le refus public d'Erdogan de fournir des armes aux Kurdes syriens de Kobani. Les analystes affirment que l'envoie d'armes aux Kurdes n'ira pas sans provoquer la colère de Ankara.

Ceci étant dit les Américains ont mis deux mois avant d'envoyer le premier convoi d'aide armée directe aux kurdes syriens. Ils l'ont fait alors que sur le terrain la donne est entrain de changer et que les kurdes sont parvenus à repousser grandement les daechistes. Les sources bien informées parlent de quelques 1200 tués dans les rangs de Daech et ce en dépit des renforts venus de Raqqa et d'Alep. Les terroristes pilonnent aveuglément les zones d'habitation mais le projet "*Kobani*" est déjà un fiasco pour la Turquie et les Etats Unis. Ankara semble s'être fait une nouvelle fois piégé en suivant aveuglément le plan américain de former une base d'entrainement terroriste dans le nord de la Syrie d'où tenter de faire renverser Assad, et où envoyer les kurdes se faire tuer. french.irib.ir 20.10

ACTUALITE EN TITRES

T'as qu'à t'abstenir d'acheter ce tas de féraille !

- Toyota annonce un nouveau rappel lié aux airbags de Takata - Reuters

Nantis et hystériques ou société de zombies.

- Apple explose ses bénéfices grâce à l'iPhone - Liberation.fr

Le bénéfice net a augmenté de 6,7% à 39,5 milliards de dollars sur l’ensemble de l’exercice clos fin septembre. Liberation.fr 20.10

Sortez vos mouchoirs, en soie, non, en papier hygiénique cela fera l'affaire.

- Le PDG de Total meurt tragiquement - LePoint.fr

Christophe de Margerie, la patron du géant français du pétrole est décédé cette nuit dans un accident d'avion à l'aéroport Vnukovo de Moscou. LePoint.fr 20.10

C'est encore un coup des Russes !

On le regrettera...

- Christophe de Margerie, un patron qui voulait payer plus d'impôts - 20minutes.fr

Et quelle "***personnalité***", incommensurable s'écrient ses larbins en deuil.

- Mort de Christophe de Margerie : Hollande salue une "*personnalité originale*" - Le Nouvel Observateur

- Margerie: Valls salue "*un dirigeant d'entreprise hors du commun*" - AFP

Passez-y la main, le reste suivra bientôt, tralalalala...

- Très malade, le patron d'Areva, Luc Oursel, passe la main - AFP

Erection élyséenne.

- Oeuvre vandalisée de McCarthy: François Hollande «*aux côtés*» de l'artiste - 20minutes.fr

On y reviendra car cela vaut vraiment le coup, c'est une façon de parler.

McCarthy est complètement dégénéré ou c'est un cinglé. Un jour, lors d'une de ces énièmes provocations, il s'était enduit de confiture et d'excrément, cela vous donne une idée du personnage que Hollande et la maire du Paris (PS) soutient, notamment. On ne nous a pas dit combien de participants étaient conviés au festin et s'ils avaient apprécié la marinade !

Ils ont un gros problème quelque part, devinez où ? Ils ont un sexe à la place du cerveau.

- "*Zizi sexuel*" : plus de 37 000 signataires contre l'exposition - LePoint.fr

- Les financements publics pour lutter contre les stéréotypes de sexe - AFP

- Congélation des ovocytes: "*Une plus grande égalité hommes-femmes... En théorie*" - L'Express.fr

- Lutte contre les stéréotypes de sexe: l'éducation et les médias prioritaires - L'Express.fr

Comment ils alimentent le communautarisme, le légitiment.

- Des «*tests halal*» pour détecter la présence de porc ou d'alcool dans les assiettes - 20minutes.fr

Quand les antiracistes volent au secours du colonialisme.

- Le "*zoo humain*" qui a fait scandale à Londres arrive bientôt à Paris - L'Express.fr

L'exposition Exhibit B reproduit un zoo humain tels qu'ils circulaient en Europe au XIXe siècle. L'artiste Brett Bailey dit l'avoir conçue pour dénoncer le racisme, mais son arrivée à Paris est dénoncée par des militants antiracistes. lexpress.fr 20.10

Ils ont le "*devoir de mémoire*" sélectif. Evidemment, ce sont les associations pourries antiracistes liées au régime qui montent au créneau pour le défendre, inutile d'enseigner ou de rappeler aux jeunes cette ignoble page du colonialisme, et pour cause, il n'a jamais réellement cessé, chut !

Alors qu'on les pende ou les fusille !

- Le délit d'entrave n'enverra plus les patrons jusqu'en prison - Le Nouvel Observateur

On ne pourrait même pas les condamner aux travaux forcés, leur productivité serait trop faible, ils coûteraient plus cher de les nourrir que ce qu'ils rapporteraient !

Valls endosse le discours de Zemmour.

- Manuel Valls appelle au "*patriotisme alimentaire*" dans la grande distribution - Francetv info

Intox.

- Le budget attire l'abstentions «*frondeurs*» - Liberation.fr

Mais puisque la fronde reste contenue à une trentaine de parlementaires socialistes, qui, de plus, s'en tiennent à l'abstention, le Premier ministre, Manuel Valls, n'aura aucun mal à obtenir une majorité de gauche sur son budget, même relative. Liberation.fr 20.10

- Pour Cambadélis, Martine Aubry n'a pas «*d'arrière-pensées*» et veut être «*utile*» au PS - 20minutes.fr

- Le Foll: la "*réflexion collective*" suscitée par Aubry est "*bienvenue*" - AFP

Haut de page

Le 22 octobre 2014

CAUSERIE

Comme je suis privé de télé ou de distraction, je vais essayer de me remettre à lire le soir, si mes yeux ne sont pas trop fatigués après une journée de boulot à l'écran, l'âge se fait sentir...

On a ajouté 23 nouveaux articles, on en a laissé de côté quelques-uns qui n'étaient que pur bavardage, notamment.

On essaie de filtrer davantage les articles qu'on met en ligne, le problème, c'est que cela prend du temps et j'en manque cruellement. Parfois, c'est dommage car ils contiennent des données intéressantes, mais quand leurs conclusions relèvent de la propagande (déguisée) en faveur de la classe dominante, on les rejette. J'en laisse encore passer qui seront jugés insupportables par certains, comme je l'ai déjà dit, si je m'en tenais qu'à mes idées, je ne publierais pratiquement plus rien ou une dizaine d'articles par mois.

C'est à chaque lecteur de faire la part des choses, compte tenu de ces précisions. Ces articles sont mis en ligne à titre d'information principalement, à chacun ensuite de faire ses propres analyses ou de se forger ses propres convictions.

Je ne sais pas si vous avez eu l'info selon laquelle la Chine serait passée devant les Etats-Unis en terme de PIB, les médias l'ont apparemment censurée puisque je n'ai téléchargé aucun article sur ce sujet. Mondialisation.ca a publié un article qui relatait cette info, sauf qu'il se terminait par un vibrant hommage à l'UE !

Quelques extraits.

- "*l'Europe se retrouve à jouer le rôle qui lui incombe de facilitateur de transition systémique entre un monde d'avant et un monde d'après la crise*" ;

-"*l'Europe (et tout le monde) doit être capable à la fois d'accueillir positivement la nouvelle réalité (l'Asie- ndlr) et de veiller à repenser les conditions de la préservation de son indépendance*" ;

"*l'Europe a tous les atouts en main pour compter à l'échelle globale malgré sa petite taille relative*"

Trop, c'est trop dans le même article, insupportable, votre destin est entre les mains de l'UE ou vive l'UE !

Précédé de deux infos intéressantes :

- Deux faits majeurs ressortent de l'actualité des quatre dernières semaines. D'un côté, la Chine devient la première

puissance économique mondiale, passant officiellement devant les États-Unis, avec un poids économique officiel (chiffres du FMI) de 17,61 billions de dollars (versus 17,4 pour les États-Unis).

- La City de Londres a déjà été sauvée de la faillite par la Chine qui en a fait la première place financière « hors-sol » à pouvoir émettre des obligations en yuan [5]. De ce fait, l'Angleterre devient un fervent promoteur de l'adjonction du yuan aux DTS du FMI. (Crise systémique globale – 2015 : Le monde passe à l'est - mondialisation.ca 18.10)

J'ai fait le choix de ne pas publier cet article, ai-je eu raison ou tort ?

Pas de bol !

- Des armes larguées par les Américains tombent aux mains de l'Etat islamique - Liberation.fr

Le Commandement militaire américain chargé de la région (Centcom) avait annoncé lundi avoir été obligé de détruire une des palettes de matériel qui s'était égarée lors du largage, pour éviter qu'elle ne tombe aux mains des jihadistes. Liberation.fr 21.10

Ils sont capables de viser "*une palette*" et en deux jours de bombardement ils ne sont pas capables de tuer plus de 15 barbares...

Mis complaisamment à votre disposition...

- Voici le manuel qui apprend aux djihadistes à ne pas laisser de trace - Rue89

Avec les remerciements des apprentis barbares...

Leur justice. Le meurtre banalisé.

- Oscar Pistorius condamné à cinq ans de prison ferme pour le meurtre de sa petite amie - Le Huffington Post

Dès le début de cette affaire et la manière dont les médias allaient la traiter, j'ai pressentis qu'il serait innocenté ou n'écoperait que d'une peine de prison insignifiante et c'est le cas aujourd'hui. J'avais l'intime conviction au vue des éléments de l'enquête qu'il s'agissait purement et simplement d'un meurtre, d'une exécution de sang froid, pour quel motif, la jalousie ou parce que sa compagne avait finalement renoncé à l'épouser à quelques jours de leur mariage.

Les médias se sont acharnés mois après mois à le présenter comme une victime d'une malheureuse méprise, ce qui devait suffire selon eux à établir sa non-culpabilité, tandis que son engouement pour les armes à feu devait jouer en sa faveur, dans la mesure où il l'avait amené à commettre une fatale erreur de jugement devant suffire à établir son irresponsabilité, bref, il semblait inconcevable qu'un tribunal jette en prison un handicapé médaillé olympique, une célébrité, apparemment les arguments de la défense étaient si faibles ou grotesques qu'ils n'ont pas convaincu le jury.

En Inde pour un crime similaire, avec un bon avocat, vous risquez tout au plus 2 à 3 ans de prison, la vie ne vaut pas bien chère. Aux Etats-Unis le contexte est totalement différent, avec plus de 360 millions d'armes en circulation vous risquez la peine de mort.

Le saviez-vous ?

La guerre sans fin en Syrie, c'est à cause de la Russie qui soutient Assad, la déstabilisation de l'Ukraine, c'est encore la Russie, le sous-marin fantôme au large des côtes de la Suède, il était russe évidemment, la mort du PDG de Total, c'est encore un mauvais coup des Russes...

- L'armée suédoise n'a toujours pas retrouvé le mystérieux sous-marin - 20minutes.fr

Aux infos de Russia Today, hier soir, les journalistes ont affirmé que selon les autorités russes il s'agissait d'un sous-marin allemand. Les médias français ont-ils répercuté cette information ? Non, bien sûr, ils ne font plus que dans la propagande et la désinformation.

ACTUALITÉ DU JOUR

Après touche pas aux banquiers, touche pas aux représentants de l'oligarchie.

Raison de plus pour aimer les patrons, les grands patrons, les patrons des multinationales.

- Une immense fraude fiscale de 1,7 milliard d'euros découverte en Italie - Francetv info

Ce système, créé en 2001 par deux entrepreneurs romains, Pierino Tulli et Maurizio Ladaga, consistait en de fausses factures émises par des sociétés intermédiaires sous-traitant des marchés obtenus par les entrepreneurs dans des domaines comme la sécurité et le nettoyage industriel.

Grâce à ces fausses factures, d'importantes sommes atterrissaient sur des comptes de sociétés créées uniquement pour pouvoir les encaisser. Une fois l'argent prélevé en espèces et placé à Saint-Marin et au Luxembourg, ces sociétés étaient déclarées en faillite et de nouvelles étaient constituées, détaille la police. Au total, 62 personnes sont soupçonnées d'avoir participé, à des degrés divers, à cette fraude.

L'évasion fiscale est un fléau contre lequel tous les gouvernements italiens de ces dernières années ont tenté de lutter. En 2013, la police financière avait annoncé avoir découvert plus de 56 milliards d'euros d'évasion fiscale en 2012. Francetv info 21.10

Rappel.

1- (causerie du 18 octobre) France. Total : pas un centime d'impôt, mais un chèque du fisc de 80 M€ - leparisien.fr

Depuis deux ans, Total n'a pas versé l'impôt sur les sociétés en France. Si l'activité du pétrolier reste déficitaire dans l'Hexagone, il touchera en différé les déductions d'impôt auxquelles il a droit. leparisien.fr 17.10

2- Total ou la traîtrise fiscale - Atlantico.fr 11 avril 2011

Le géant français du pétrole aime échapper à l'impôt. Un comportement quelque peu paradoxal : l'entreprise, largement bénéficiaire, est en partie redevable de sa prospérité au giron protecteur de l'Etat français.

Les révélations des Echos la semaine dernière sur les exonérations fiscales dont Total tire profit sont emblématiques des rapports de plus en plus étranges que les grandes entreprises entretiennent avec les États qui leur ont donné naissance.

Rappelons que Total se trouve, en France, dans une double situation au regard de l'impôt sur les sociétés. D'une part, Total déclare ses activités déficitaires sur le sol national, ce qui lui permet d'échapper à l'impôt. D'autre part, Total demande la prorogation à son profit du dispositif dit du bénéfice mondial consolidé.

Celui-ci lui permettrait, au cas où son activité serait à nouveau excédentaire en France, d'échapper à l'impôt, en déduisant de ses bénéfices les éventuelles pertes enregistrées par des filiales étrangères. Souplesse fiscale commode pour un groupe de taille mondiale. Total : un symbole national

Après tout, ces arrangements n'attireraient pas forcément l'attention s'ils concernaient un groupe autre que Total. Mais la première particularité de la situation est que Total constitue la première capitalisation boursière en France. Avec une valeur en bourse d'environ 100 milliards d'euros, l'entreprise pétrolière est le vrai tycoon français, équivalent à environ deux fois le budget annuel de l'Éducation nationale. Dans ces conditions, il est difficile d'expliquer que le groupe échappe à l'impôt sur les sociétés. Surtout que Total a engrangé 10 milliards d'euros de bénéfices au niveau mondial en 2010 (rappelons que le déficit du régime général de retraite était de 7 milliards...), et qu'il va profiter cette année de la flambée des cours.

Deuxième particularité, la plus embarrassante, sans doute : Total est né de concessions d'exploitations offertes par les États. Il s'agit d'une ancienne entreprise nationalisée, qui s'est développée à l'abri de réglementations avantageuses, de monopoles divers et variés, d'arrangements politiques bien connus, notamment en Afrique. Est-il normal que Total se dérobe aujourd'hui à un civisme fiscal en négociant une exonération pour ne pas payer d'impôts sur des profits à venir?

Autant la stratégie d'optimisation fiscale pratiquée par certaines entreprises nées d'initiatives privées peut s'entendre, autant cette stratégie laisse sceptique quand il s'agit d'entreprises dont la taille et les profits sont étroitement dépendants des concessions publiques.

Au moment où la dette publique atteint des proportions critiques, le citoyen ordinaire peut difficilement comprendre que des efforts soient requis pour tous, sauf pour les groupes mondiaux qui engrangent des bénéfices colossaux. On voit ici comment la politique dite d'incitation fiscale, qui prétend réduire l'impôt de certains pour relancer la croissance, est d'une hypocrisie confondante. Atlantico.fr 11.04.11

Champagne ! Pas pour tout le monde quand même !

- Qui était Christophe de Margerie, patron de Total ? - francetvinfo.fr 21.10

Né le 6 août 1951, Christophe Jacquin de Margerie grandit dans une famille de diplomates et de dirigeants d'entreprise. Petit-fils de Pierre Taittinger, fondateur de l'empire du luxe et du champagne Taittinger, il étudie dans des établissements privés de Reims, Paris et Neuilly-sur-Seine, avant d'entrer à l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP).

Son diplôme en poche, il entre en 1974 à la direction financière de la Compagnie française des pétroles (qui deviendra Total). Il gravit un par un tous les échelons du groupe. Après une ascension lente, il entre au comité directeur en 1992 et devient directeur général de Total Moyen-Orient en 1995.

En 1999, après la fusion de Total avec le groupe belge Petrofina, Christophe de Margerie accède à la direction Exploration et production, la plus importante du groupe, qu'avait aussi occupée son prédécesseur, Thierry Desmarest. Christophe de Margerie entre par la même occasion au comité exécutif du groupe.

Peu après sa nomination, il passe plus de 24 heures en garde à vue, dans le cadre d'une affaire de corruption avec l'Iran. Christophe de Margerie est aussi mis en cause dans le scandale de pots-de-vin et de surfacturations mis en place par le régime de Saddam Hussein pour contourner le programme onusien "pétrole contre nourriture". Toutefois, après huit ans d'instruction et un mois de procès, le tribunal correctionnel de Paris rend le 8 juillet 2013 un jugement spectaculaire dans cette affaire, en relaxant tous les prévenus.

Au terme d'une transition de trois ans, Christophe de Margerie devient en mai 2010 PDG du géant pétrolier français. Il est reconduit en 2012 dans ses fonctions d'administrateur du groupe, qu'il devait assumer jusqu'en 2015. Les statuts du groupe avaient été modifiés au printemps dernier pour repousser la limite d'âge des fonctions de président et de directeur général du groupe, ce qui aurait pu lui permettre de briguer un nouveau mandat en mai prochain. francetvinfo.fr 21.10

Touche pas à un élu du groupe Bilderberg.

Il figurait parmi la dizaine de Français invités à la 56e édition de la conférence Bilderberg, qui s'est déroulée du 5 au 8 juin 2008 au Westfields Marriott à Chantilly en Virginie aux États-Unis.

Le 23 juillet 2011, Christophe de Margerie s'est joint à 15 autres patrons français pour demander une augmentation de leurs impôts.

Il défend l'utilisation de la fracturation hydraulique pour l'exploration des gaz de schiste dans le sud de la France.Wikipédia.org

Sang froid.

Gérard Filoche au micro de RTL, mardi en fin d'après-midi : "*Je ne regrette rien. On est amené à faire un bilan de ce qui s'est passé en Birmanie, au Congo, du programme pétrole contre nourriture, Erika, AZF et il gagnait 1 445 fois le smic en cinq ans. Ce qui me touche le plus, c'est qu'il ne payait pas d'impôts.*" Et le membre du bureau national du Parti socialiste d'enfoncer le clou. "*Vous voulez que je me taise sur Total ? Derrière le pétrole, il y a du sang.*" francetvinfo.fr 21.10

La nation toute entière appelée à rendre hommage à une multinationale en deuil.

- Total, première entreprise française, perd son charismatique patron dans un accident - AFP

- Disparition de Christophe de Margerie : un choc national - Francetv info

- Droite comme gauche saluent Christophe de Margerie - Francetv info

- Christophe de Margerie loué pour son bilan à la tête de Total - Francetv info

- Christophe de Margerie est mort: Manuel Valls salue "*un grand capitaine d'industrie et un patriote*" Le Huffington Post

- L'émotion des salariés de Total après la mort de Christophe de Margerie - Francetv info

Le parti "***pro-business***" donne de la voix.

- Mort de Christophe de Margerie : polémique après les critiques du socialiste Gérard Filoche - Francetv info

En fin de journée, Jean-Christophe Cambadélis a a estimé que les propos de Gérard Filoche étaient «*inqualifiables et intolérables, mettant en cause l'éthique du PS*»; «*Dans le climat actuel, la civilité et l'humanité ne doivent pas être pour les socialistes un vain mot*», a-t-il ajouté. leparisien.fr 21.10

L'éthique des bourreaux des peuples.

C'est quoi qui est «*inqualifiables et intolérables*», "*l'éthique*" ignoble d'un parti qui a soutenu toutes les guerres impérialistes, qui soutient le régime néonazi de Kiev, dont l'imposture est la marque de fabrique. La morale infâme de la classe dominante qui a armé les barbares de l'Emirat islamique, dont la France de Hollande-Cambadélis alliée des Etats-Unis, de l'Arabie saoudite et de la Turquie...

Sortez vos mouchoirs !

- Mort de Christophe de Margerie : Macron pleure "*un ami*" et "*un grand capitaine d'industrie*" - Francetv info

- Pour Manuel Valls, Gérard Filoche «*ne mérite pas*» de rester au PS après ses propos sur Margerie - 20minutes.fr

A l'UMP ils mériteraient d'être au PS.. L'UMP vole encore au secours du PS et du gouvernement.

«*Honteux*», a crié Eric Ciotti sur Twitter. Le député UMP des Alpes-Maritimes s'est indigné des propos de Gérard Filoche, demandant que ce «*cadre du PS (soit) exclu après cet énième dérapage*», écrit-il.

« *Filoche doit s'excuser ou le Parti socialiste doit l'exclure après ses propos scandaleux* », a ainsi réagi Daniel Fasquelle, député UMP du Pas-de-Calais. lemonde.fr 21.10

Tartufferie ou d'un "***asile***" à l'autre.

- Mélenchon offre «*l'asile politique*» à Filoche s'il est exclu par le PS - LeParisien.fr

Ouf !

- L'action Total a résisté à l'annonce de la mort de Margerie - LeFigaro.fr

En complément. Le nationalisme est de retour au sommet de l'Etat.

- Christophe de Margerie est mort: Manuel Valls salue "*un grand capitaine d'industrie et un patriote*" - Le Huffington Post

- Manuel Valls appelle au "*patriotisme alimentaire*" dans la grande distribution - Francetv info

Tout ce brouhaha pour ça.

- L'Assemblée vote les recettes du budget malgré 39 abstentions de frondeurs PS - L'Express.fr

Le volet recettes du projet de loi de finances 2015 a été voté à l'Assemblée nationale ce mardi, à 266 voix contre 245 (56 abstentions au total), mais les frondeurs de la majorité socialiste se sont à nouveau illustrés en nombre par leur abstention -39 députés socialistes- pour affirmer leur opposition aux orientations économique du gouvernement.

"*Je ne comprend pas que des députés socialistes puissent ne pas voter un budget qui rend un peu plus de trois milliards d'euros de pouvoir d'achat aux Français*", affirmait Bruno Le Roux au sujet des frondeurs, peu avant le vote. "*A ceux qui s'abstiennent de se poser la question de savoir s'ils appartiennent au parti*", ajoutait-il. L'Express.fr 21.10

Le gouvernement va leur en piquer 90 sous une forme ou une autre, ils devraient s'estimer heureux...

Il est vrai que pour appartenir au PS, il faut s'accommoder de la régression sociale généralisée, de toutes les guerres impérialistes, soutenir les régimes néonazi, xénophobe et antisémite de Kiev, raciste et d'apartheid de Tel-Aviv, etc. bref, être une pourriture sans nom, et ce n'est pas nouveau.

La survie du régime est devenue désormais incompatible avec la démocratie même rendue à l'état de trace, du coup

le fonctionnement du PS - tout comme celui de l'UMP et tous les partis institutionnels, ne la supporte pas davantage, tendance qui sera amenée logiquement à s'amplifier dans les mois et années à venir, à l'arrivée on s'apercevra que chez tous ces partis et tous ceux qui y seront restés, finalement rien ou presque ne permettait de les distinguer tellement ils partageaient les mêmes méthodes, les mêmes idées et les mêmes objectifs.

Intox. Si c'est dans leur "***culture***" : C'est incurable.

Grille de lecture.

- La Fed et les "*grandes banques*", ce sont les mêmes banquiers !

- Un aveu, les banquiers, profitant de l'impunité dont ils font l'objet, continuent de se livrer à des pratiques mafieuses, ils auraient tort de se gêner, d'autant plus que c'est dans leur "*culture*", ce qui signifie qu'à la base le système financier est pourri.

- Si les banquiers peuvent se jouer si facilement des règlements et des organismes de contrôle, c'est qu'ils présentent des faiblesses ou des failles importantes, et si les banquiers peuvent les détecter si facilement pour les contourner, pourquoi les autorités en charge du contrôle des activités des banques n'en sont pas capables ? La réponse est inclue dans la question, parce qu'elles n'en ont pas la volonté, la collusion entre eux est totale.

- Le représentant de la Fed le confirme quand il avoue son impuissance face à ces puissants banquiers, lorsqu'il affirme que "*la solution*" à ces dérives mafieuses doit "*venir de l'intérieur des firmes, de leurs leaders*", autant dire qu'il est permis d'attendre indéfiniment qu'ils y mettent un terme.

- La solution qu'il préconise ensuite n'est que du baratin une fois de plus, passant de l'intention audacieuse de s'attaquer aux rémunérations des dirigeants des grandes banques, pour finalement se rabattre en désespoir de cause sur les traders, craignant que "*de plus en plus d'appels se feront pour le démantèlement de banques*", situation qu'il faut prévenir à tout prix. Bon, on aura compris qu'il en était le porte-parole.

- Au fait, l'histoire du démantèlement de l'empire de Rockefeller remonte au début du siècle dernier, on le rappelle pour ceux qui se leurreraient sur leurs véritables intentions...

- Etats-Unis: la Fed met en garde les grandes banques contre leurs pratiques - AFP

Un membre éminent de la Réserve fédérale (Fed) a mis en garde lundi les grandes banques contre leur "*culture*" de mauvais agissements ayant conduit à la crise et plaidé pour une refonte des modes de rémunérations afin d'éviter leur démantèlement.

"*Je vois un problème de culture*", a dénoncé devant un parterre de grands banquiers à New York William Dudley, le président de la Fed de New York, le bras financier de la banque centrale américaine et l'un des principaux régulateurs du secteur bancaire.

Par "*culture*" il dit entendre la multiplication d'agissements et de pratiques ne tenant pas compte ni des normes ni de la régulation, selon son discours mis en ligne sur internet.

Et pour preuve, avance M. Dudley, les litiges liés aux pratiques et au sein des banques se multiplient, ce qui montre selon lui, que les établissements financiers ne font pas assez pour corriger les errements passés.

"*Ces dernières années, il y a eu des événements témoignant de mauvais comportements professionnels, de manquements éthiques et de manquements aux règles de la part des institutions financières*", a poursuivi le responsable.

"*Depuis 2008, les amendes imposées aux plus grandes banques ont dépassé les 100 milliards de dollars*", calcule-t-il, soulignant qu'il aurait voulu voir les employés fautifs licenciés.

Les pratiques des grandes banques américaines notamment concernant les crédits immobiliers à risque "*subprime*" sont à l'origine de la plus grave crise financière depuis 1929.

A l'exception de quelques traders, aucun grand nom de Wall Street n'a été inquiété, alors que les pouvoirs publics ont dû venir à la rescousse de certains fleurons.

Lundi, M. Dudley a dit rejeter l'idée que ces mauvais agissements soient l'oeuvre de traders cupides ou d'un petit nombre isolé au sein de firmes.

"*Le problème vient de la culture des firmes et cette culture est largement forgée par le leadership des firmes. Ceci signifie que la solution doit venir de l'intérieur des firmes, de leurs leaders*", réclame-t-il.

Comme solution, le responsable propose une réforme des modes de rémunérations aussi bien des patrons que des employés.

Il propose par exemple l'idée d'une "*garantie de bonne exécution*" pour les hauts dirigeants. Celle-ci fonctionnerait comme une part de rémunération différée. En cas d'amende imposée par les régulateurs, une partie de la rémunération du patron serait amputée, de sorte qu'il partagerait la facture avec l'actionnaire et le dirigeant.

En d'autres termes, en cas de grosse amende, les "*preneurs de gros risques*" en paieront le prix avec "*garantie de bonne exécution*", plaide M. Dudley.

Cet arrangement forcerait le haut management à tout faire pour traquer les mauvais agissements, espère-t-il.

Quant aux employés, M. Dudley préconise la création d'un "*registre central*" d'informations géré par les régulateurs. Ceux-ci mettraient ainsi à jour l'embauche et le licenciement de traders.

Le but étant d'éviter que les traders licenciés pour des raisons éthiques par une institution financière ne retrouvent vite un emploi dans un autre établissement. Un tel registre existe déjà chez les maisons de courtage, a-t-il défendu.

Ces réformes "*nécessaires*", fait valoir William Dudley, ont pour but de regagner la confiance du public.

En l'absence de changements, de plus en plus d'appels se feront pour le démantèlement de banques, estime le responsable dont l'institution a été très critiquée récemment pour être trop conciliante avec les banques, notamment avec la banque d'affaires Goldman Sachs.

"*La conclusion inévitable sera que vos établissements sont trop gros et complexes pour être dirigés avec efficacité*", a encore dit M. Dudley. "*Dans ce cas, les craintes sur la stabilité financière voudront que la taille de vos firmes soit réduite et simplifiée afin qu'elles puissent être dirigées efficacement*", a-t-il conclu en forme d'avertissement. AFP 21.10

Régime mafieux, corrompu.

Complicité, collusion, mansuétude, petits arrangements, finalement impunité pour les banksters.

- Scandale du Libor : 61,6 millions d'euros d'amende pour JP Morgan - LeMonde.fr

Reconnaissant les faits, les deux établissements ont accepté "*de régler le litige avec la Commission européenne dans le cadre d'une procédure simplifiée*". RBS a ainsi bénéficié d'une immunité tandis que JP Morgan a obtenu une réduction d'amendes pour avoir coopéré et accepté une transaction. AFP 21.10

Contrairement à ce qui est indiqué dans cet article, un litige survient ou un scandale éclate quand un acteur se manifeste ou porte plainte parce qu'il s'estime lésé, c'est seulement ensuite selon la tournure que prend l'affaire que la Commission européenne s'en saisit ou non.

Ici cet acteur n'est pas cité ou est escamoté pour que tout le bénéfice de cette opération retombe sur la Commission européenne qui apparaîtra comme juste ou impartiale. On ne pourra pas l'accuser d'être la voix des banquiers et ainsi sa légitimité sera justifiée et la boucle est bouclée. Quoique.

On retrouve là les mêmes règles et le même fonctionnement accommodants entre copains et coquins qui ont court aux Etats-Unis pour régler un litige.

Ils sont juges et partis, les commissaires européens en charge du secteur économique qui sont nommés doivent avoir reçu au préalable l'aval de l'oligarchie financière, qui en douterait franchement.

... d'une infime broutille (61millions d'euros) ... à l'état de trace à peine perceptible à l'oeil nu (10 millions d'euros).

Dans une décision séparée, la Commission a également infligé pour 32,3 millions d'euros d'amendes à quatre grandes banques internationales, dont une nouvelle fois JP Morgan, pour une autre entente dans le secteur financier.

La banque américaine écope d'une amende de 10,5 millions, la suisse UBS de 12,6 millions et Crédit Suisse de 9,1 millions. RBS échappe une fois de plus à l'amende.

Les quatre banques se sont "*accordées sur un élément du cours de certains produits financiers dérivés*" afin de "*tricher avec le marché aux dépens de leurs concurrents*", le commissaire européen en charge de la Concurrence, Joaquin Almunia. (C'est ce que nous avons souligné plus haut, ce sont certains de leurs concurrents qui ont porté plainte, et non la Commission européenne. - ndlr)

Un des objectifs de cette entente était d'empêcher les autres acteurs d'agir dans les mêmes conditions de concurrence que les quatre principaux acteurs sur le marché des produits dérivés libellés en francs suisses.

"*Lutter contre les cartels dans la finance est une des nos priorités, vu l'importance d'avoir un secteur sain, transparent et qui fonctionne bien. Tous les acteurs du secteur financier doivent avoir en tête qu'aucune violation des règles de concurrence ne sera tolérée*", a averti M. Almunia. AFP 21.10

M. Almunia se moque du monde, l'objectif des sommets de l'oligarchie financière (anglo-saxonne-sioniste) dont la Commission européenne est le représentant, est justement de favoriser leur cartel et d'empêcher que la concurrence puisse jouer en leur défaveur.

La guerre de classe existe aussi entre les différents couches de l'oligarchie financière. Ce qui complique l'analyse et le fonctionnement de l'industrie financière et du capitalisme en général à l'échelle mondiale, c'est qu'à l'intérieur de chaque secteur ou branche de l'économie se côtoient à la fois la concurrence, des monopoles et des oligopoles...

En complément.

- Une immense fraude fiscale de 1,7 milliard d'euros découverte en Italie - Francetv info

Plus petit, plus minable.

- Patrick Balkany mis en examen pour corruption et blanchiment de fraude fiscale - AFP

- Soixante parlementaires en délicatesse avec le fisc? - 20minutes.fr

«*Le Canard Enchaîné*» évoque dans son édition à paraître ce mercredi une liste de 60 parlementaires qui seraient coupables de fraudes fiscales. 20minutes.fr 21.10

ACTUALITE EN TITRES

80% au moins de mauvais Français.

- Sondage: 80% des Français pensent que Hollande n'est pas "*un bon président*" - AFP

Quelle légitimité pour nous imposer sa politique réactionnaire ? Aucune, sauf celle des banquiers.

Encore une qui n'aimait pas les banquiers !

- Une salariée d'un convoyeur de fonds dérobe 256 000 euros et s'enfuit - LePoint.fr

Aux dernières nouvelles elle s'est fait pincée, dommage ! Et avec son magot, ce qui est très con car elle ira en tôle pour rien !

Tyrannie. Stigmatisation à outrance. Guerre psychologique. Leur ennemi : La totalité de la population, excepté eux-mêmes.

- Sécurité routière : de nouveaux tests salivaires pour déceler la drogue au volant - LeFigaro.fr

- «*Bande de filles*»: défaire la sociologie appliquée - Slate.fr

A quoi conduit leur propagande, le nihilisme : Est-ce bien des filles ? Tu as été vérifié ? Non, alors ferme-la !

Leur dernière recrue.

- Le prix Sakharov décerné au gynécologue congolais Mukwege et son aide aux femmes violées - Francetv info

Haut de page

Le 23 octobre 2014

CAUSERIE

Ici il pleut maintenant depuis 9 jours, la mousson est abondante cette année avec les éternelles inondations, ce sont évidemment les plus pauvres qui en sont victimes en priorité.

Encore trop de sujets à traiter, on est obligé de bâcler. On n'a pas changé les illustrations de la page d'accueil en hommage à nos amis syriens et irakiens auxquels on ne peux pas s'empêcher de penser, et qui font face à ces barbares soutenus par les puissances occidentales.

Les jeunes n'ont aucun avenir avec le capitalisme.

- Un Australien de 17 ans devient le nouveau visage de l'État islamique - lefigaro.fr 22.10

De toutes manières, quelle que soit sa condition, nanti ou défavorisé, un jeune doit s'attendre à vivre dans un monde de plus en plus insupportable, effroyable.

Nanti il aura beau tenter de se leurrer et se donner bonne conscience, il sera régulièrement ou quotidiennement confronté à des situations pénibles qui le mettront mal à l'aise ou le contrarieront. Au pire, il aura beau manifester du mépris envers les gens qui ne bénéficient pas de ses privilèges, ces expériences lui pourriront la vie, le tourmenteront dans son fort intérieur même s'il ne l'avoue pas, car on ne peut pas demeurer indéfiniment indifférent aux inégalités et à l'injustice qui frappent aveuglément des millions d'innocents.

Il pourra se réfugier dans un individualisme effréné, que le cauchemar que vivent des millions de malheureux qui l'entourent ne disparaîtra pas pour autant, au contraire il le rattrapera, s'il persiste il sera atteint de schizophrénie, désordre mental auquel n'épargnera pas tous ses autres rapports, avec sa compagne, sa famille, ses proches, ses amis, ses collègues de travail, tous les avantages de sa condition se terniront à ses yeux et finiront par lui paraître désuets, il en perdra même goût à la vie, la sienne le dégoûtera profondément, il ne sera jamais heureux...

Défavorisé, il peut être la proie de bien des tentations que la société met gracieusement à sa disposition pour en faire un être bas, vil, un parasite, un déchet ignoble, un lumpenprolétaire. Face à la décadence et à la profonde décomposition de la société il doit se réfugier dans des valeurs universelles en évitant soigneusement tout contact avec des prédicateurs qui tenteront de le manipuler, de l'embrigader, privilégiant le discours politique tourné vers l'idéal du socialisme, car il a besoin d'un idéal dans lequel s'incarner pour résister à l'épouvantable dislocation de sa personnalité encore fragile à laquelle travaille sans relâche la société en s'attaquant à tout ce qui pourrait lui servir de repères, pour mieux le briser et le modeler à son image infâme.

Le mieux serait qu'il ne compte que sur lui-même pour s'en sortir honnêtement, qu'il s'attache à améliorer sans cesse ses connaissances, ses compétences, sans jamais chercher à être le meilleur, sans entrer en concurrence ou en compétition avec quiconque car cela ne sert à rien, sauf à se rabaisser vis-à-vis de soi-même... Qu'il aille au bout de ses idées, qu'il se pose une multitude de questions sur la société et sur son propre comportement, qu'il cherche à comprendre dans quel monde il vit vraiment, etc. cela demande de cultiver bien des qualités qu'il connaît bien ou que ses parents lui ont inculquées, qu'il a peut-être dédaigné mais qui peuvent l'aider à se sentir bien ou mieuxdans sa peau et à s'en sortir.

Nantis ou défavorisé, c'est si facile de sombrer dans cette société qui fait naufrage. Ce qui peut faire à nos yeux l'objet d'une satisfaction personnelle ne doit jamais avoir été acquis au détriment des intérêts des autres ou par des procédés déloyaux, malhonnêtes, inavouables, dans le cas contraire on ne pourrait pas en profiter pleinement et un jour ou l'autre on aurait à le payer, très cher dans la mesure où on ne comprendrait pas ce qui nous arriverait quand au détours d'une expérience imprévue le malheur frapperait à notre porte. On ne peut pas tricher indéfiniment avec soi-même toute sa vie, le destin est là pour nous le rappeler. On a envie de dire que de ce point de vue-là le défavorisé à plus de chance que le nantis, car il y est souvent confronté ou il se rappelle régulièrement à son triste souvenir, tandis que lorsque le nantis au cerveau ramoli et qui baigne dans un confort douillet est frappé soudainement, il va être pris d'effoi car il n'est pas préparé psychologiquement pour affronter cette épreuve, il se croyait supérieur ou invulnérable et patatras le monde s'écroule autour de lui, pour une fois il est obligé de le regarder

tel qu'il est vraiment et cela fait mal, très mal. Une dernière chose rapidement, au lieu de juger ses semblables, qu'ils jugent ceux qui détiennent du pouvoir, le pouvoir...

En complément. Leurs "***déchets***", un "***fléau***" ou le capitalisme ?

- Pauvreté et saleté à Paris : Hidalgo ne cache pas son inquiétude. - lefigaro.fr 22.10

Chaque nuit, le 115, le Samu social, accueille 28.000 personnes et près de 300 personnes restent dans la rue, dont des familles avec enfants. On compte environ 2000 mineurs étrangers isolés dans la capitale aujourd'hui, dont beaucoup d'enfants venus de l'Afrique sub-saharienne.

L'autre fléau de la capitale est celui de la propreté. Dans de nombreux conseils de quartiers, il surgit comme la première préoccupation des Parisiens. lefigaro.fr 22.10

L'aristocrate, le nanti, ne peuvent pas ne pas les voir et cela les incommode fortement, c'est ce que nous disions plus haut. Ils leur renvoient en pleine figure l'image immonde de leur société, leur propre image en somme. Les commentaires désabusés et souvent violents qui suivaient cet article le prouvaient si nécessaire.

J'ignorais que Paris était devenue aussi dégueulasse, comme ici en Inde en somme, sauf que l'Inde n'est pas la cinquième ou sixième puissance économique mondiale.

Il faut bien faire table rase du passé !

Psychose mondialiste. Ils en ont encore combien comme cela en magasin ?

- L'OMS alerte sur le niveau élevé de tuberculoses multirésistantes - LeMonde.fr

Au moins on sait pourquoi ils s'enrichissent.

- Royal Monceau: des salariés en grève pour 2 euros dans un palace à 25.000 euros la nuit - AFP

- Halloween: les Américains dépensent 350 millions de dollars pour déguiser leurs animaux - Slate.fr

Trop, c'est trop !

- Ebola attise les tensions entre population et autorités en Afrique de l'Ouest - AFP

- Au Mexique, les étudiant disparus à Iguala sont « *l'affaire de trop* » - LeMonde.fr

- Trois ans après Kadhafi, les espoirs déçus des Libyens - AFP

Et un 4x4 !

- Irak : les Rafale français ont procédé à une nouvelle frappe - LePoint.fr

Les Français ont procédé à leur quatrième frappe, qui a détruit mardi un véhicule 4x4 dans la région de Mossoul (nord de l'Irak). AFP 22.10

En complément

- Daech a-t-il une force aérienne? Damas répond - french.irib.ir 22.10

Cité par l'agence Farsnews, le ministre syrien de l'Information Omran al-Zuhbi a affirmé, mardi soir, lors d'une émission télévisée, que deux avions de combat de Daech ont été écrasés par les forces syriennes. french.irib.ir 22.10

- La Syrie affirme avoir détruit deux avions de l'Etat islamique Francetv info avec Reuters - 22.10

Apparemment Assad a fait fissa, il a compris que cela pouvait servir d'argument à la coalition militaire qui veut la peau de la République arabe syrienne laïque pour justifier la mise en place d'une zone de sécurité dans le nord de la Syrie, prélude

à l'anéantissement de son armée de l'air qui lui sert à bombarder les positions des barbares dans le reste de la Syrie.

A louer ou éventuellement à vendre.

Un rappel d'actualité.

"*Nous ne pouvons pas faire de distinction dans les droits, que ce soit la PMA, la GPA ou l'adoption. Moi je suis pour toutes les libertés. Louer son ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine, quelle différence ? C'est faire un distinguo qui est choquant*"

Réponse : En 2012, Pierre Bergé, homme d'affaires et actionnaire du Monde.

Sordide n'est-ce pas ? Tous se loue, son corps, son cul, quoi de plus normal en somme.

Le marché du travail se raidit, attention, c'est mauvais pour la croissance...

- Suisse: moins de permis de travail pour les strip-teaseuses - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites tomber les masques. La précarité de l'emploi doit être généralisée à terme.

C'est le projet de loi de Renzi en Italie. L'enfer est souvent pavé de bonnes intentions... inavouables.

- Valls veut agir contre les inégalités sur le marché du travail - Reuters

- Valls aimerait rapprocher CDD et CDI - L'Express.fr

Dans une interview à paraître jeudi dans L'Obs (ex-Nouvel Observateur), le Premier ministre ne va toutefois jusqu'à prôner un contrat de travail unique, recommandé par des économistes comme le nouveau prix Nobel français Jean Tirole.

"*Le fonctionnement du marché du travail n'est pas satisfaisant car il ne crée pas assez d'emplois, il génère des inégalités importantes entre, d'une part, des salariés très protégés en CDI et, d'autre part, des salariés très précaires en CDD et en intérim*", dit-il. (Comment généraliser la précarité de l'emploi pourrait-il générer des bons de commandes pour les entreprises ou créer des emplois ? La réponse est plus loin. - ndlr)

Prié de dire s'il faut aller vers le contrat unique, Manuel Valls répond que "*les partenaires sociaux n'ont pas souhaité s'engager*" dans cette voie, "*ce qui ne veut pas dire que ce n'est pas intéressant.*" (Ce sont les militants des syndicats qui refusent de s'engager dans cette voix et non ses" *partenaires sociaux*", ses complices, les dirigeants syndicaux qui y sont prêts. On attend toujours qu'ils fassent la distinction au POI. - ndlr)

"*Mais il faut être pragmatique*" s'empresse-t-il d'ajouter.

Pour lui, ceux qui proposent d'unifier le contrat de travail partent du constat, qu'il dit lui-même partager, que les entreprises "*ne veulent pas embaucher en raison du coût trop élevé du licenciement, notamment parce que l'incertitude juridique est trop forte*". (Réponse à la question précédente : en facilitant les licenciements les entreprises pourront se débarrasser des salariés qui leur coûtent trop chères et les remplacer par des salariés dotés d'un contrat de travail flexible et dont les rémunérations auront diminué de 20 à 50% comme en Allemagne par exemple. A moins que ce ne soit un de leurs sous-traitant qui les embauchent pour que la manoeuve passe inaperçue. - ndlr)

Pour ce qui est des conflits individuels, Le Premier ministre a indiqué qu'une concertation s'engageait et qu'elle devrait permettre de rendre la justice prud'hommale "*plus rapide et plus efficace*" (Entendez par là, expéditive, en limitant les recours possibles notamment. - ndlr) , un des objectifs du futur projet de loi pour l'activité porté par le ministre de l'Economie Emmanuel Macron.

Il défend d'autre part les 41 milliards d'euros de baisses de charges et d'impôts pour les entreprises prévues par le pacte de responsabilité et annonce qu'il réunira début novembre les partenaires sociaux pour faire le point des engagements du patronat en matière d'investissement et d'emploi.

"*Nous devons bâtir des compromis sociaux qui permettent de protéger les salariés sans nuire à la compétitivité des entreprises*", indique-t-il. (Il y a incompatibilité entre les deux, et sachant qu'il y a en place un gouvernement "*pro-business*", on sait d'avance à qui nuira tout compromis entre les deux parties. - ndlr)

"*Je réunirai le 4 novembre prochain l'ensemble des partenaires sociaux pour faire le point sur les aides aux entreprises. Quand la nation tout entière consent un effort aussi important, il faut que les entreprises assument leurs responsabilités*" (Allez à ce rendez-vous, c'est légitimer, cautionner le pacte de responsabilité. - ndlr)

La démocrassie et son complément naturel, la méritocrassie.

Monarchie absolue. De l'autodécoration à l'autoritarisme.

- François Hollande cherche à réaffirmer son autorité - Francetv info

- François Hollande a remis l'insigne de grand Croix de l'Ordre du mérite à Manuel Valls. - Francetv info

- Quand Manuel Valls charge la gauche traditionnelle - Francetv info

Valls c'est la droite, et la "*gauche tradictionnelle*" était la gauche de la droite...

L'imposture serait imparfaite sans eux.

- Qui est Gérard Filoche, le poil à gratter du PS ? - Francetv info

- Hamon et Filippetti: "*A eux de déterminer s'ils se sentent encore bien parmi nous*", déclare - Le Roux AFP

- Filippetti à Cambadélis: "*aucune leçon à recevoir de qui que ce soit*" - AFP

- Pour Hamon, la politique du gouvernement "*menace la République*" - Francetv info

- Stéphane Le Foll à Benoît Hamon : "*Qu'il quitte le Parti socialiste*" - Francetv info

Démocrassie et médiacrassie vous avez dit ? Médiocrité tout court.

- Envoyé Spécial : Acheter sa popularité sur les réseaux sociaux - francetvinfo.fr 22.10

Dans l'émission du jeudi 20 octobre, nos journalistes se sont plongés dans l'univers des réseaux sociaux. Achat de followers et de fans sur Twitter et Facebook. Cette pratique est de plus en plus répandue, notamment parmi nos hommes politiques. Alors, le nombre de followers est-il toujours un gage de crédibilité ?

Pour un homme politique, qu'il soit connu ou non, sa présence sur les réseaux sociaux est devenu un élément fondamental, tel un prolongement de son action politique. Avec l'achat de "*followers*", les hommes politiques espèrent se faire remarquer, accroitre leur e-popularité, et par là-même leur réputation tout court. francetvinfo.fr 22.10

Twitter et Facebook : connais pas et ne veux pas connaître. On vit sans et on s'en passe très bien.

Dans un registre similaire, l'***urne*** funéraire des illusionnistes.

- Le Parti de gauche lance sa campagne pour que «tous les élus puissent être révocables» - 20minutes.fr 22.10

Le Parti de Gauche lance jeudi 23 octobre sa campagne sur le référendum révocatoire de mi-mandat. Du 8 au 11 novembre prochain, le parti proposera une «*votation citoyenne sur le droit de révoquer les élu-e-s*». Ceux qui le souhaitent pourront tenir une urne en la commandant sur le site du parti. Raquel Garrido, secrétaire générale du PG, souhaite que cette action symbolique «*génère le débat*».

Question de 20minutes.fr. Cela ne risque-t-il pas de créer une instabilité politique?

Raquel Garrido, secrétaire nationale du PG. La Ve République est un régime oligarchique. La révocation est une

solution pacifique pour résoudre un différent qui peut naître entre le peuple et ses représentants. La révocation aurait un caractère punitif, mais un tel système a une vertu préventive. Cette épée de Damoclès entre les mains du peuple changera les comportements des hommes politiques, les incitant à faire des campagnes plus honnêtes et sérieuses qu'aujourd'hui

(...) Ce droit de révoquer les élus est une mesure phare de ce que pourrait être une VIe République, plus démocratique. 20minutes.fr 22.10

Une "*solution pacifique*" qui n'est pas destinée à remettre en cause le "*régime oligarchique*", merci, on sait qu'il en faudra un peu plus pour le renverser et que ce n'est pas l'objectif du PG. Que cette farce ait une "*vertu préventive*" pour prévenir toute "*instabilité politique*" qui risquerait d'emporter le régime, on avait compris.

Non , il ne s'agit même pas de se débarrasser des affairistes et autres parasites qui ont pris en otage la démocratie ou le pouvoir politique, il s'agit juste d'inciter les "*hommes politiques*" en place à changer de comportement, pas d'idées ou d'intérêts, de toutes manières ils en sont incapables et au PG ils s'en foutent bien, la preuve quand on prétend changer de politique sans s'en donner les moyens, ce n'est ni honnête ni sérieux.

Il faut l'encourager à aller jusqu'au bout.

- Valls propose de créer un parti commun ou une fédération des "*progressistes*" - AFP

Manuel Valls propose, dans un entretien à L'Obs publié mercredi, de "*bâtir une maison commune*" de "*toutes les forces progressistes*", sous la forme d'une fédération ou d'un parti commun, face à la "*menace d'une droite dure et d'une extrême droite qui progresse*".

Dans cet entretien à paraître, dont des extraits ont été publiés par l'ex-Nouvel Observateur sur son site internet, Manuel Valls se dit également "*pourquoi pas*" favorable à un changement de nom du Parti socialiste, une idée qu'il avait portée en 2007 et en 2011 et qui avait suscité d'importants remous dans le parti.

"*Mais ce changement (de nom) ne peut être que l'aboutissement d'un processus*", juge le chef du gouvernement, qui défend, dans cet entretien réalisé samedi, une gauche "*pragmatique, réformiste et républicaine*" sans inclure le qualificatif "*socialiste*". (Excellente idée, puisqu'ils sont étrangers au socialisme, mieux ils en sont parmi les pires ennemis, les fossoyeurs en chef avec le PCF ou le FdG. Laissez-nous le socialisme, il sera en bonnes mains. - ndlr)

"*Depuis la refondation du PS au congrès d'Epinay de 1971, la gauche réinvente le monde dans l'opposition, puis elle gouverne de façon pragmatique, mais comme elle ne l'assume pas, elle perd les élections*", critique Manuel Valls. (Il faut assumer qu'on vit dans un monde de plus en plus pourri de manière à ce que plus personne ne pense qu'il serait possible d'en sortir, CQFD. - ndlr)

Jugeant que les partis, dont le "*verticalisme*" ne "*fonctionne plus*", "*doivent changer*", il défend "*un nouveau compromis entre toutes les forces progressistes du pays*". (Le verticalisme, c'est ce qui définit une dictature, que ce soit le mode de fonctionnement du PS, dont acte. Imposer directement une dictature nécessite que soient réunies des conditions particulières, s'en réclamer leur poserait problème évidemment. Aussi préfèrent-ils un système horizontal ou participatif, où chacun aurait l'impression de détenir du pouvoir ou de pouvoir se faire entendre, alors qu'en réalité le cadre dans lequel ils s'exprimerait serait vérouillé et conforme aux besoins de la classe dominante. En fait, rien ne changerait, sauf les apparences. - ndlr)

"*L'idée pourrait être de bâtir une maison commune dans laquelle chacun se retrouve*", explique-t-il, à un moment où la gauche apparaît pourtant divisée.

"*Si nous restons tous dans nos chapelles et nos boutiques à défendre nos prés carrés, nous ne nous en sortirons pas. Nous devons créer demain une maison commune, une fédération, ou une seule formation, tout est ouvert, mais en tous cas, c'est le chemin à suivre. Le paradoxe, c'est que les différences, aujourd'hui entre les partis de gauche sont beaucoup moins importantes qu'elles ne l'étaient hier*", plaide Manuel Valls. (Qu'entend-il par "partis de gauche" ? La réponse ci-dessous. -ndlr)

Le Premier ministre regrette d'ailleurs à nouveau "*l'erreur*" de ne pas avoir "*tendu la main*" à François Bayrou lors de la présidentielle de 2012. (Qu'il fasse attention, car lorsqu'on tend la main, on tend aussi le bras, il l'a reproché récemment à un "*humoriste*", qui en passant a annoncé la création d'un parti avec A. Soral d'extrême droite, comme quoi cela peut être un geste fatal. - ndlr)

Autre argument en faveur de l'union invoqué par le Premier ministre: "*La menace d'une droite dure et d'une extrême droite qui progresse.*" (Argument éculé qui ne fait plus recette. Rappelons que cela ne le gêne pas de soutenir le régime néonazi de Kiev, Tel-Aviv et le Crif non plus d'ailleurs. - ndlr)

Reprenant son avertissement lancé en septembre que l'extrême droite est aux portes du pouvoir -une "*réalité*" dit-il à L'Obs-,

Manuel Valls souligne que, face au FN, le "*camp progressiste, lui, est divisé, morcelé, sur la défensive*". (Traduire le camp de la réaction à laquelle appartient Valls et le PS - ndlr)AFP 22.10

Le "*camp progressiste*", c'est celui qui refuse d'augmenter massivement le smic, qui s'en prend à la Sécu, aux retraites, à l'école, etc. et qui octroie des dizaines de milliards d'euros au patronat, qui soutient la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar qui ont armé l'Emirat islamique, des dictatures...

En complément. Cambadélis a du mal à suivre ou il est sourd. Le socialisme répugne à Valls.

- Cambadélis "*ne donne pas l'onction socialiste*" à François Bayrou - AFP

Manuel Valls indique au Nouvel Obs que sa gauche, "*elle est pragmatique, réformiste et républicaine*". Et pas socialiste, relance Le Nouvel Obs ? "*Pragmatique, réformiste et républicaine*", insiste-t-il, rechignant à utiliser le mot "*socialiste*".

Le chef du gouvernement affirme alors qu'"*il faut en finir avec la gauche passéiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses*". (Il est vrai que le PS n'était plus qu'un parti hanté par un fantôme qui l'avait quitté un siècle plus tôt, le marxisme. - ndlr)

Finalement, Manuel Valls est-il de gauche ou de droite ? La réponse n'est visiblement pas arrêtée car la question a été abordée maintes et maintes fois par des titres de presse aussi variés que Libération, Le Figaro, Les Echos, L'Express, ou encore Le Nouvel Obs. francetvinfo.fr

Tous de droite, vous avez la réponse!

Il n'y a que nos dirigeants, ceux du POI, du NPA, de LO qui ne veulent toujours pas admettre que Valls et le PS sont de droite

Mélodrame en quatre actes.

Acte I - La rupture annoncée.

- Le Parti socialiste au bord de la rupture ? - Francetv info

- Le PS est-il au bord de la crise de nerfs ? - LeMonde.fr

Acte II - La rupture avortée.

- Quand le ministre Hamon appelait à voter le budget sur lequel il s'est abstenu - Le Huffington Post

- Hamon : «*Je ne vais pas quitter le PS*» - Liberation.fr

- Attaqué au sein du PS, Gérard Filoche « *n'a pas l'intention de partir* » - LeMonde.fr

Là non plus, n'oubliez pas ceux qui pendant des décennies nous ont rebattu les oreilles avec le soi-disant courant de gauche du PS, qui n'ont eu de cesse d'appeler au front unique et d'entretenir des illusions criminelles dans le PS.

Acte III - La rupture institutionnalisée.

- PS, UMP et FN vont-ils changer de nom? - L'Express.fr

- Cambadélis (PS) préfère qu'on garde "*le beau nom*" de parti "*socialiste*" - AFP

Ce n'est pas juste pour faire "*beau*", mais pour mieux le combattre...

- Valls et Cambadélis s'opposent sur un changement de nom du Parti socialiste - Francetv info

- Valls - Aubry : les deux gauches sont-elles en guerre ? - Le Nouvel Observateur

Rocard à Aubry, Interrogé sur Canal+ : «*Je lui dirais de réfléchir au destin de son père (Delors), et d'accepter ce que son père avait accepté et compris, que nous sommes certes dans une économie fort imparfaite mais de marché et qui va le rester.*». Et

de déplorer : «*Le gouvernement est pratiquement interdit de faire des choses à trop long effet. Terrifiant.*». Liberation.fr 22.10

Quel destin, président de la Commission européenne ! Ils n'ont pas de mal à se résigner ou à s'accommoder du "*marché*", en regrettant de ne pas pouvoir en faire davantage pour rendre l'avenir des travailleurs encore plus "*terrifiant*", l'UMP s'en chargera avec leur complicité, comme toujours, n'est-ce pas monsieur Rocard.

Cela peut paraître incroyable, mais le PS est comme cela, vraiment terrifiant. Surtout n'oubliez jamais ceux qui dans nos rangs se sont employés pendant des décennies à le présenter autrement, à minimiser ou camoufler sa véritable nature, les intéressés se reconnaîtront facilement.

- Chassaigne (PCF): "*évident*" qu'Aubry serait mieux que Valls - AFP

Au PCF ils souhaitent que le gouvernement puisse mener à bien ses contre-réformes et que Hollande s'en donne les moyens, Aubry pourrait mieux faire l'affaire pour terminer le sale boulot, pas "*évident*" du tout.

Acte IV - Dénouement.

La rupture n'aura pas lieu !

ACTUALITE EN TITRES

C'est merveilleux !

- Dow Chemical voit son bénéfice bondir de 43% au 3e trimestre - Reuters

C'est le 1er chimiste américain.

- Xavier Niel : "*La France est un pays merveilleux pour créer une entreprise*" - LePoint.fr

God business.

- Le chrysanthème à l'honneur pour la Toussaint - Francetv info

- Inde: les fêtes hindoues, période bénie pour les orpailleurs de Calcutta - AFP

Etat policier. Au delà de la liberté sous surveillance.

- Un rapport explosif sur l'islam radical dans les prisons françaises - LeFigaro.fr

- Vers des micros dans les prisons françaises ? - LeFigaro.fr

Intox.

- Facebook ne veut plus que les « *stups* » américains utilisent des faux comptes - LeMonde.fr

Ouf ! Plus cynique tu meurs !

- Ebola se déplace à l'intérieur des pays touchés, la menace hors d'Afrique s'atténue - AFP

- Ebola : l'épidémie progresse en Afrique, l'Occident se rassure - Le Nouvel Observateur

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

- Impôts : les Grecs doivent 70 milliards d'euros - Liberation.fr

Provoqués en majeure partie par six années de profonde récession, les impayés d'impôts en Grèce continuent de progresser à un rythme soutenu. Leur cumul a atteint 70 milliards d'euros en septembre dans ce pays de 11 millions d'habitants. Depuis le début de l'année, 9,68 milliards d'impayés supplémentaires se sont ajoutés aux 60,48 milliards déjà dus à l'Etat fin 2013. Sur la même période, la Grèce n'est parvenue à récupérer que 2,69 milliards d'impayés, ardoise qui ne cesse de croître.

Le gouvernement d'Antónis Samarás, Premier ministre conservateur qui gouverne avec les socialistes, a présenté un projet de budget 2015 comprenant une légère baisse de certains impôts, dont le montant global a grimpé en flèche depuis quatre ans pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat en faillite. De son côté, l'entreprise publique d'électricité grecque, DEI, en cours de privatisation, avait alerté la semaine dernière sur le record d'impayés de la part de ses clients : 1,7 milliard d'euros à la fin du mois de septembre contre 300 millions d'euros en 2012.

ECONOMIE

Japon

Le Japon en pleine rechute - Liberation.fr 22.10

Pour l'ensemble des neuf premiers mois, les comptes commerciaux ont affiché un solde négatif de 10.477 milliards de yens (77 milliards d'euros), soit une hausse de 35% par rapport à la même période l'an dernier.

Il s'agit du 27e mois consécutif dans le rouge pour la troisième puissance économique mondiale, pénalisée par une lourde facture énergétique depuis l'accident nucléaire de Fukushima, qui a entraîné l'arrêt de tous les réacteurs, dans un pays autrefois très dépendant de l'énergie atomique.

Dans ce contexte, les achats d'hydrocarbures flambent: ceux de gaz naturel liquéfié (GNL) ont ainsi bondi de 21% le mois dernier.

Au final, les importations, renchéries en outre par l'affaiblissement du yen face aux principales devises, ont augmenté de 6,2% sur la période.

Un léger mieux a cependant été observé du côté des exportations qui se sont redressées ("6,9%), sous l'effet de la politique de dépréciation de la devise nippone, note Marcel Thieliant de Capital Economics.

Le Japon a subi une très forte contraction de l'économie au deuxième trimestre - la pire depuis la catastrophe de mars 2011 - contrecoup de l'entrée en vigueur début avril d'une taxe sur la consommation de 8% (contre 5% auparavant), et peine à s'en relever depuis lors.

"*Le gouvernement et la Banque du Japon (BoJ) pensaient que cet affaiblissement serait compensé par la demande extérieure*", souligne M. Minami. "*Or le scénario semble s'effondrer*" face aux turbulences mondiales et à une zone euro menacée de récession.

Partenaire incontournable, la Chine elle-même marque le pas: elle a enregistré au troisième trimestre un net ralentissement de sa croissance, au plus bas depuis plus de cinq ans.

Pour le Premier ministre japonais, dont les "*abenomics*" - un cocktail de largesses budgétaires, d'assouplissement monétaire et de réformes structurelles - faisaient figure de recette miracle il y a encore peu, la donne a radicalement changé et le spectre d'une récession plane désormais sur le pays.

Les autorités ont une nouvelle fois dégradé cette semaine leur diagnostic économique, à l'approche de la publication, mi-novembre, des chiffres du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre.

Le Fonds monétaire international (FMI) a fait part de ses inquiétudes dans son récent rapport mondial et sabré sa prévision annuelle de croissance à 0,9%, contre 1,6% escomptés auparavant.

"*Deux ans après le lancement du programme tant vanté de Shinzo Abe pour relancer l'économie japonaise*", les difficultés s'accumulent et "*l'enthousiasme que ce nouveau départ avait suscité a fait long feu*", jugeait mardi le Financial Times dans un éditorial.

Devant ces sombres perspectives, le chef du gouvernement, qui vient de perdre deux de ses cinq ministres femmes sur fond de scandales et voit sa popularité s'éroder, pourrait être tenté de repousser une impopulaire seconde hausse de taxe, initialement prévue à l'automne 2015.

Mais il s'exposerait alors à l'ire des organisations internationales et du gouverneur de la BoJ, désireux d'endiguer la colossale dette publique (près de 250% du PIB). Liberation.fr 22.10

Haut de page

Le 24 octobre 2014

CAUSERIE

Pour se détendre ou se mettre de bonne humeur

Il ne fait que cela...

- Bartolone à Valls : "*Concentre-toi sur ton travail*" - Le Nouvel Observateur

... la preuve.

- A la Fiac, Manuel Valls tout sourire face à Zahia - Francetv info

Sans s'attarder sur le tableau, le chef du gouvernement a serré la main de Zahia, visiblement impressionnée. "*Soyez pas timide, vous ne l'êtes pas ?*", lui a lancé Manuel Valls avec un sourire. Francetv info 23.10

Etait-ce une proposition, une invitation ?

Sous-entendu sarcastique pour le moins aussi trivial que son sourire était frivol, adepte du puritanisme économique anglo-saxon dans un pays (la France) doté d'un monarque libertin et volage qui fait pâle figure à côté du lupanar berlusconien ou du harem de l'Ancien Régime, du dernier calife, on compatit à sa frustration.

Ce tableau, en réalité une croûte qui devait valoir le coup ! Au passage il faudrait signaler aux admirateurs de Marie-Antoinette que leur brioche n'est plus très fraîche, même regonflée là où il fallait. Cela dit les journalistes n'ont pas manqué de faire remarquer que Valls avait préféré rejoindre le modèle en chair fraîche et pulpeuse, plutôt que s'attarder sur ce tableau qui devait pourtant l'inspirer, nous parlons de son thème, politiquement.

Finalement, Marie-Antoinette ne méritait pas mieux comme modèle qu'une "*ex-escort*", une prostituée quoi. Il faut donc saluer au passage la perspicacité, la délicatesse de l'artiste, ou pour ceux qui préfèrent le bon goût de Valls, les burnes nouées flanquées d'un sourire radieux (pour la circonstance) en guise d'orgasme.

Au fait, question : Un chef de gouvernement qui peut être impressionné si facilement, par une prostituée, est-il vraiment en mesure de gouverner un pays ?

Des vidéos à voir ou revoir.

Pourquoi ne pas faire des réunions destinées aux militants ou aux travailleurs en se servant de vidéos ? Quel formidable outil pédagogique pour qui sait s'en servir, non ? Non, OK, c'est encore une proposition farfelue, je n'ai rien dit, continuons de faire comme si nous étions encore au début du XXe siècle, c'est le meilleur moyen de... régresser sans fin. On n'est déjà pas foutu de savoir se servir d'Internet, alors que c'est si facile, alors c'est à désespérer...

Aujourd'hui le meilleur moyen de se dégoûter de la politique, c'est encore d'en faire l'expérience dans un parti, et celui qui tient de tels propos a pour devise : le parti, encore le parti, toujours le parti. C'est l'élément clé, fondamental de la situation, voyez ce que produit son absence et vous comprendrez ce qu'on veut dire par là.

Secteur Droit de l'Euromaïdan. (1) sous-titres fr
http://www.youtube.com/watch?v=CzuYtvI_Qoo

Si la première partie ne vous intéresse pas, la seconde devrait vous concerne directement dans la mesure où l'on voit à quoi ressemble le déferlement violent d'une milice ou horde fasciste, c'est impressionnant, âmes sensibles ou romantiques s'abstenir.

Du coup je me suis fait la réflexion suivante, que ce n'était certainement pas avec les partis dont on dispose aujourd'hui qu'on serait capable d'affronter ces milices fascistes, seuls des métallos, des sidérurgistes, des ouvriers du bâtiment, des mineurs (quand il en reste), seraient suffisamment armés pour y faire face et les écraser, un parti composé en grande partie d'ouvriers, un parti de combattants conscients à la détermination trempée comme l'acier, bref un parti construit sur le modèle du parti bolchevik de Lénine.

Dans tous les pays jusqu'en Amérique latine on voit ressurgir le spectre du fascisme avec ses milices ultra violentes, et nos dirigeants aux pronostics foireux ont décidé que ce n'était pas ou plus le genre de parti ouvrier qu'il fallait construire, les faits une fois de plus leur donne tort.

En complément, une désinformation toute fraîche.

- Ukraine: l'émergence de la "*génération Maïdan*" aux législatives - AFP

Les nouveaux fachos soutenus par l'Otan, cela ferait désordre, on comprend...

German ZDF shows Azov Battalion soldiers with Nazi symbols.
http://www.youtube.com/watch?v=Mf0vbGj9cO4

L'Opium, le Pétrole et l'Afghanistan.
http://www.dailymotion.com/video/xbxweq_l-opium-le-petrole-et-l-afghanistan_news

Hillary Clinton : Nous avons crée Al-Qaïda, Nous avons financé les Moudjahidin.
http://www.dailymotion.com/video/xsgyjs_hillary-clinton-nous-avons-cree-al-qaida-nous-avons-finance-les-moudjahidin_news

Dans l'air du vieux monde qui s'effondre sur lui-même

Comme quoi ils sont de fins observateurs.

- Une société au bout du rouleau mais trop atomisée pour se révolter… pour l'instant - Atlantico.fr

Révolte d'extrême droite ou révolution nationale comme à Kiev dans leur cas.

Les médias participent à l'effort de guerre ou comment ils réécrivent l'histoire quotidiennement.

20minutes.fr - La ville syrienne kurde de Kobané, près de la frontière avec la Turquie, revêt un enjeu symbolique important, à la fois pour les djihadistes de l'EI et pour la coalition internationale. 20minutes.fr 23.10

Et la stratégie américaine qui est à l'origine de l'offensive de l'Emirat islamique dans le nord de la Syrie ? Evaporée ! Kobané, tout juste un symbole, important d'accord, mais rien de plus... vraiment ?

La menace, c'est le gouvernement va-t-en-guerre canadien allié des Etats-Unis qui ont créé l'Emirat islamique.

- Le Canada, en état de choc, prend conscience de la menace islamiste - AFP

Avec la complicité des Etats-Unis, de la Turquie, d'Israël et de l'UE.

- L'"*État islamique*" : une multinationale qui brasse des millions - LePoint.fr

Désinformation. Crétinisme journalistique.

- Pétrole: les monarchies du Golfe en mesure de faire face à la chute des prix - AFP

Ce sont elles qui la provoquent avec les Etats-Unis !

En temps de guerre, ce n'est pas raisonnable !

- Soudan : les femmes sud-soudanaises appellent à une grève du sexe pour la paix - LePoint.fr

Le retour au troc ou à l'âge de pierre : un progrès !

- La consommation collaborative explose en France - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

Oui, ils sont vraiment complètement cinglés.

- Japon : bientôt un train flottant, qui filera à 580 km/h - Francetv info

Les Japonais viennent de valider un projet pharaonique pour un train qui reliera Tokyo à Nagoya à la vitesse folle de 580 km/h. Francetv info 23.10

Il voulait dire la règlementation du travail.

- Bernard Arnault - LVMH : "*La compétitivité des entreprises est entravée par le poids excessif de la sphère publique*" - Atlantico.fr

Pas tant que cela tout de même.

- Le patron de GDF va-t-il toucher une retraite chapeau à 21 millions d'euros? - Le Huffington Post

Rectification. Au total, l'ancien dirigeant pourrait toucher entre 15 et 16 millions d'euros. AFP 23.10

Ceci explique cela.

- Les tarifs réglementés du gaz augmenteront de 2,31% au 1er novembre - AFP

- Électricité : les tarifs pourraient augmenter de 2,5 % - LePoint.fr

D'un paradis à l'autre...

- Thierry Leyne, l'associé de Dominique Strauss-Kahn, se suicide à Tel-Aviv - Francetv info

Banquier privé âgé de 48 ans, Thierry Leyne était à la tête de la firme financière Assya Capital, établie notamment à Tel Aviv, Monaco, au Luxembourg et en Roumanie, et fondée en 1994. Francetv info 23.10

S'envoyer en l'air peut tourner court parfois, de Margerie l'a testé avec succès pour vous, lui il a préféré tester la théorie de Newton en se balaçant du haut d'une tour à Tel-Aviv et l'essai a été concluant du premier coup, comme quoi il ne faut jamais sous-estimer les capacités intellectuelles d'un banquier...

ACTUALITÉ DU JOUR

Les dangereux psychopathes adeptes du coup de force sont de grands frustrés.

- Manuel Valls persiste, les ministres s'inquiètent - LeFigaro.fr

- Jean-Christophe Lagarde (UDI) : Le centre ne va pas venir sauver «*une gauche en perdition*» - 20minutes.fr

- Bartolone crie halte au feu au PS et tance Valls sur un changement de nom - Public Sénat

- Cambadélis appelle le PS à retrouver «*sang-froid et dignité*» - LeFigaro.fr

- Emmanuelli: "*la ligne*" des sociaux-libéraux n'est "*pas majoritaire au PS, qu'ils se taisent*" - AFP

- Le président PS du conseil général du Jura estime que "*Valls doit partir*" - Francetv info

Dans un communiqué publié jeudi 23 octobre, selon le président PS du conseil général du Jura, Christophe Perny, "*Manuel Valls doit partir pour la gauche, pour la France*."

"*Les hommes et les femmes de gauche, les socialistes en particulier, ont un devoir de désobéissance, de résistance face à ce désastre politique conduit par le Premier ministre*", a ajouté l'élu, militant socialiste depuis l'âge de 20 ans. À six mois des prochaines élections cantonales, il constate que "*le PS se vide de ses militants et de ses élus. A chaque élection, nous donnons les pouvoirs locaux et nationaux à la droite.*"

Selon Christophe Perny, Manuel Valls est "*cohérent*" avec la "*ligne sociale libérale*" défendue lors des primaires socialistes et avec laquelle il avait recueilli "*moins de 6%*" des suffrages. "*Le scandale est que cet homme, ultra minoritaire au PS et à gauche, porte la ligne politique gouvernementale. A ce rythme, le PS portera bientôt, non seulement les idées, mais aussi le score de Manuel Valls*", prédit-il. Francetv info 23.10

Vous savez comment cela s'appelle dans un parti quand un courant qui ne représente que 6% de ses adhérents prend le pouvoir, le verticalisme.

Avant-hier Valls a déclaré qu'il fallait en finir avec le verticalisme au sein du PS, de quoi ou de qui parlait-il alors ? Des 20 à 30% qui contestent davantage la manière dont il veut imposer sa politique que sa politique elle-même, puisqu'il ne peut pas en exister une autre dans le cadre du régime en place, les marchés ne le permettraient pas et leur tomberaient dessus à bras raccourcis, donc un ou des courants qui sont 3 à 5 fois plus importants que le sien. Que comprendre alors ?

Qu'ils doivent se soumettre, appliquer et se taire, et que le verticalisme qui est la négation de la démocratie doit perdurer au PS. Mais il a dit exactement le contaire, cela contredit ce qu'il a dit. Non, mais attendez, là vous n'y êtes pas du tout, si vous vous en tenez à ce qu'il dit vous n'allez rien comprendre, vous alez finir chèvre, seuls les faits comptent, et le fait principal qui supplante tous les autres ici, c'est que Hollande et la direction du PS soutiennent Valls, tout ce qui se trouve en dessous doivent respecter le marché qu'ils avaient conclu entre eux sur le dos des électeurs, à savoir qu'en échange de postes ou de fonctions rémunérées ils feraient preuve de docilité envers le gouvernement, et bien qu'ils s'y tiennent et tout ira pour le mieux pour tout le monde, tout le monde y a intérêt, ce que les intéressés comprennent parfaitement, les Hamon, Filoche et Cie. ravalent leurs salives ou mettent en sourdine leurs états d'âme de vierges effarouchées, ils s'exécutent, rampent plus bas que terre parce que finalement ils n'ont pas plus de principes ou de scrupules que les Hollande, Valls, Macron, Fabius et consorts et la scène de ménage prend fin jusqu'à la prochaine comédie.

Les exceptions sont très rares et isolées, elles concernent uniquement les membres du PS qui ont assuré leurs arrières, entendez leurs comptes en banque, qui perçoivent déjà une retraite, qui sont sûrs de conserver leur mandat d'élu ou de se recaser ailleurs, là pour le coup en 30, 50, 70 ans ou plus, il n'y en a pas un qui a dérogé à cette règle, à part peut-être quelques vieillards qui vivent confortablement, et qui histoire de faire durer le plaisir avant d'aller au paradis veulent se refaire une bonne conscience sur le tard, qui peuvent s'adonner au bénévolat dans tel ou tel parti dans lesquels on leur a confié des responsabilités. Il n'y a rien à gratter dans le PS, le PCF, etc. le jour où on l'aura compris, l'humanité fera un grand pas en avant...

En complément. Docteur Jekyll et M. Hyde.

- Jean-Marie Le Guen: «*Ceux qui pensent qu'Hollande a été élu sur sa phrase sur la finance se trompent*» - Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

- Kobani, là où Ankara échoue - french.irib.ir 22.10

Critiqué de toutes parts pour ses positions contradictoires envers la crise à Kobani, Ankara s'est vu enfin obligé d'aplanir le terrain à la lutte des Peshmergas kurdes contre les terroristes de Daech.

Le ministre turc des Affaires étrangères a fait part du feu vert d'Ankara à l'entrée des Peshmergas kurdes irakiens à Kobani pour défendre la ville face aux éléments de Daech. Cette décision de la Turquie met au grand jour l'échec de sa politique envers la crise à Kobani et les évolutions en Syrie. La Turquie envisage de permettre aux Peshmergas kurdes irakiens de se rendre en Syrie via le territoire turc dans l'objectif de porter main forte aux Kurdes qui défendent la ville syrienne de Kobani face aux terroristes de Daech. Le chef de la diplomatie turque a aussi déclaré qu'Ankara ne souhaitait pas voir Kobani tomber dans les mains des terroristes.

Il y a deux semaines, en plein combat entre Kurdes et terroristes à Kobani, le Premier ministre turc, Ahmed Davutoglu, a annoncé, dans un geste politique, qu'Ankara ne permettrait pas la chute de Kobani. Mais lorsque les éléments de Daech se sont infiltrés dans des quartiers de la ville, le ton et les positions des responsables turcs ont changé d'une manière étonnante. Ce changement est allé jusqu'où le président Recep Tayyip Erdogan a ouvertement annoncé que la Turquie ne prêterait aucune aide aux combattants kurdes de Kobani, étant en lien, selon lui, avec le PKK. Ceci dit, la décision tardive de la Turquie, d'aider les Kurdes à repousser les terroristes, ne plaît pas beaucoup aux autorités turques et n'est nullement conforme à la politique d'Ankara vis-à-vis de la Syrie. Alors, reste à savoir pourquoi la Turquie a donné son feu vert à l'entrée des Peshmergas kurdes en Syrie, via ses territoires. Ce revirement de position s'explique surtout par les protestations accrues des Turcs, qui se déroulent ces jours-ci dans les zones au peuplement kurde. La plupart des villes kurdes de la Turquie sont depuis des semaines la scène de protestations et de manifestations contre l'approche d'Ankara vis-à-vis des évolutions à Kobani.

Les Kurdes de la Turquie se demandent pourquoi le gouvernement turc restait les bras croisés devant Daech et ses atrocités notamment la tuerie à Kobani et pour quelle raison il a fermé les frontières sur ceux qui veulent se rendre en Syrie pour aider les habitants de Kobani. Il est à noter que les manifestations de protestation ne se sont pas limitées aux zones kurdes et se sont étendues vers les grandes villes comme Istanbul et Ankara. En parallèle du tollé général en Turquie, les Partis d'opposition accusent aussi Ankara de soutenir Daech. Ceci étant, le Parti de la Justice et du Développement, qui se prépare pour les prochaines Législatives, ne peut plus fermer les yeux sur les évolutions de Kobani et réprimer les Kurdes, à l'intérieur de la Turquie. On ne sait pas encore comment Ankara entend permettre aux Peshmergas kurdes d'aller combattre Daech en Syrie mais il paraît que cette décision a été prise dans l'objectif d'apaiser la colère des Kurdes, alimentée par les politiques d'Ankara envers Daech. Cette prise de décision a prouvé à l'opinion publique turque que le gouvernement Ankara aurait pu prévenir la tragédie de Kobani via les leviers politiques, voire des mesures prises sur la frontière Turquie-Syrie. french.irib.ir 22.10

2- Syrie

- La Résistance va-t-elle "lâcher" la Syrie? - french.irib.ir 22.10

A l'aide de l'axe de la résistance, Damas ne permettra jamais à la Turquie d'agresser le territoire syrien, a insisté l'un des conseillers du gouvernement syrien, Abdel-Qader Azouz. Interviewé par le journaliste de Farsnews, ce conseiller syrien a déclaré, réagissant aux conditions avancées par le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, pour la collaboration de la Turquie à la Coalition anti-Daech : « *Les déclarations du président turc signifient, bel et bien, l'impérialisme politique car il veut garantir et réaliser ses propres intérêts personnels, au prix de l'anéantissement des deux peuples syrien et turc.* »

A noter que le président turc a subordonné la création d'une zone d'exclusion aérienne et une zone sûre ainsi que l'entraînement des opposants syriens et leur équipement d'armes et d'équipements militaires, à la collaboration turque à la coalition internationale anti-Daech. « *Cette approche d'Erdogan n'est pas une stratégie de principe qui ne se conforme pas, d'ailleurs, aux nécessités de la sécurité nationale de la Turquie. Cette nouvelle approche a transformé Erdogan en l'instrument de l'Occident pour déstabiliser la région.* », a déploré Abdel-Qader Azouz ajoutant : « *Erdogan cherche à créer une zone tampon en Syrie où les miliciens se réunissent créer une base pour mener des attaques terrestres contre le gouvernement syrien, secondés en même temps par les raids aériens.* »

Et Abdel-Qader Azouz d'ajouter : « *La Turquie cherche, en quelques sortes, à donner de la légitimité à son plan illégal qui contredit les droits internationaux. Son plan est considéré en fait comme une sorte d'agression contre le territoire syrien, ce qui permettra donc au gouvernement syrien de se défendre, conformément à l'article 51 de la Charte de l'ONU.* ». « *Erdogan ne peut pas arriver à un acquis politique, en réalisant ses conditions. La Syrie est doté du droit et de la souveraineté indépendant. Le triangle du « peuple, armée et leadership », ne laissera jamais la réalisation du plan turc, et sur ce chemin, l'axe de la résistance l'aidera indubitablement.* » a martelé Abel-Qader Azouz en concluant : « *Le prestige de l'axe de la résistance en soutien à la Syrie, la puissance de l'armée syrienne et ses compétences à faire face aux terroristes, qui ont été déjà prouvés au monde entier, ne permettent pas à l'ennemi de commettre une telle bêtise.* » french.irib.ir 22.10

3- Irak

3.1- Qui commande vraiment les kurdes contre Daech? - french.irib.ir 22.10

L'un des hauts commandants militaires des kurdes irakiens , Mostapha Tchavroch, répond à cette question : " *c'est le commandant en chef de la force Qods des Pasdaran qui commande les combats des kurdes contre les terroristes de Daech*". " *Le rôle que joue le général Soleymani est d'une importance de premier plan et ses conseils portent de réels fruits: les terroristes se retirent dors et déjà des localités de Mossoul et de Kirkuk . C'est grâce au général Soleymani que Daech a perdu de sa nuisance dans le Kurtdistan irakien et qu'il ne peut plus avancer comme il le souhaiterait*".

L'ex chef du parlement du Kurdistan irakien et membre de l'Union patriotique de Talébani a de son côté défendu la présence du général iranien en Irak , répondant aux cris d'ingérence poussés par les Américains çà et là : " *Le général Soleymani se rend en Irak comme les américains et il n'existe aucune incongruité à ce qu'un haut militaire iranien dont le pays a signé des dizaines d'accords de coopération militaire avec l'Irak s'y rende en ces temps de guerre*". La presse du Kurdistan rend hommage à Soleymani, " *le haut commandant qui combat vraiment et sur le terrain Daech*". french.irib.ir 22.10

3.2- Une cellule d'opération Iran/Russie contre Daesh - french.irib.ir 23.10

Selon les sources irakiennes, citées par le journal "Al-Mustaqbel", les experts militaires russes et iraniens viennent de créer une cellule d'opération de lutte anti-Daesh, en compagnie des commandants militaires irakiens. "*Plus de 60 experts militaires russes, en compagnie de leurs homologues iraniens et irakiens, travaillent à des plans de guerre anti-Daesh. Leur siège se trouve, à Bagdad, dans l'hôtel Al-Rachid, située dans la zone verte*".

Selon les observateurs politiques, la création de cette cellule d'opération cristallise, de façon on ne peut plus claire, le refus irano-russe de rejoindre la coalition soi-disant anti-Daesh des Etats Unis. Une coalition, en laquelle, ni les Iraniens, ni les Russes ne peuvent faire confiance. La Russie et l'Iran continuent à s'impliquer, à fond, dans la lutte anti-Daesh, la "*vraie*", en équipant l'Etat syrien et irakien d'armements propres à lutter contre les terroristes. french.irib.ir 23.10

4- Palestine

- Palestine: de l'insanité de la solution à deux Etats. - french.irib.ir 20.10

Depuis que la Conseil national palestinien, (CNP), a déclaré, unilatéralement, l'indépendance, en 1988, plus de 130 pays ont reconnu l'Etat de Palestine. En fait, il y a, à peine, deux semaine, le nouveau Premier ministre suédois, Stefan Löfven, a déclaré, dans un communiqué de politique étrangère, que la Suède allait reconnaître l'Etat palestinien. Le Royaume-Uni a suivi et a voté, en faveur de la reconnaissance de la Palestine, en tant qu'Etat, par 274 voix contre 12. Beaucoup de ceux qui sont solidaires de la Palestine voient dans ces démarches une victoire, apte à conduire à une solution de deux Etats et à la fin de l'occupation israélienne. Mais est-ce viable?

La solution, dite de deux Etats, est une farce de plus, car elle maintiendra les Palestiniens enfermés dans diverses formes d'occupation. En réalité, la notion, internationalement, reconnue d'un Etat palestinien ne réalise pas du tout les aspirations palestiniennes de libération et d'égalité. L'Etat palestinien signifie poursuivre les négociations, dans le schéma de la solution de deux Etats, qui prône l'existence, côte à côte, d'un Etat palestinien et d'un Etat juif israélien. Cette solution nie le droit au retour des réfugiés palestiniens et marginalise, totalement, les citoyens palestiniens d'Israël, qui resteraient des citoyens de seconde classe, dans une Entité, prescrite pour les Juifs, seulement. Israël n'autorisera jamais, non plus, un Etat palestinien souverain, qui aura le contrôle total sur ses frontières, son économie et son armée. L'Etat palestinien serait, ainsi, simplement, un mécanisme de maintien de la population palestinienne comme peuple, passivement, opprimé. Même si on néglige les aspects négatifs de la solution à deux Etats, on ne peut nier le simple fait que cette solution est morte. Depuis les accords d'Oslo, la Cisjordanie a été disloquée en bantoustans, avec le mur illégal d'apartheid, qui rend impossible la libre circulation de la plupart des Palestiniens. L'expansion des colonies atteint des niveaux record, et il y a, maintenant, plus de 350.000 colons, en Cisjordanie .

Les pro-Palestiniens du monde doivent, donc, être prudents. Cette démarche suit une voie diplomatique, qui "maintient" la population palestinienne, plus qu'elle ne la libère. Il est, donc, temps que la communauté internationale cesse de soutenir la limitation de la liberté palestinienne, (habilement dissimulée par la solution de deux Etats), et une accentuation de la séparation.

Il est temps, surtout, de commencer à soutenir les droits des Palestiniens, où ils se trouvent, que ce soit, dans les territoires occupés, en Palestine historique, ou dans les camps de réfugiés. Et il est temps d'aller vers un discours politique, qui promeuve une solution d'un seul Etat, Palestine ; un Etat, qui défende l'égalité et l'inclusion sur l'ethnocratie et l'exclusion. french.irib.ir 20.10

Haut de page

Le 25 octobre 2014

CAUSERIE

Rien à ajouter, je suis fatigué.

Combat contre la propagande et la désinformation des médias officiels.

J'ai suivi hier soir sur Russia Today pendant près d'une heure la conférence de presse que Poutine a donné devant la presse internationale à Sochi, dans le cadre du forum annuel du Club de discussion Valdaï.

Ce que l'on constate au premier abord par rapport à Obama ou Hollande, c'est qu'on n'a pas à faire à la voix de son maître. Il est décontracté, il n'a aucune note sous les yeux, il démarre au quart de tour sur n'importe quel sujet dès que le journaliste a terminé de poser sa question, le rythme de son discours est rapide et fluide, sans hésitation, on sent qu'il maîtrise parfaitement son sujet, il entre dans les détails, il consacre environ 10 à 15 minutes à chaque question.

A propos de l'Ukraine et la situation en Irak et en Syrie, il a énuméré les faits accablants pour les Etats-Unis qui figurent dans notre portail, ce qui a fait sourire jaunes plusieurs journalistes présents dans la salle. En substance il a expliqué que les Américains s'ingéraient dans les affaires d'Etats souverains et indépendants pour les déstabiliser, citant au passage le rôle d'ONG liées aux puissances occidentales, afin de conserver ou accroître leur hégémonie sur le monde et de mettre en place des gouvernements qui leur seraient soumis, ce qui leur permettrait d'accéder plus facilement à leurs marchés et leurs richesses. Les Etats-Unis voulaient dominer le monde sans partage en voulant imposer leur conception du monde qui se réduit à leurs seuls intérêts, et qu'ils étaient prêts pour y parvenir à semer la guerre et le chaos partout où ils passaient, se demandant même si un monde sans lois ne ferait pas leur affaire à défaut de parvenir à leurs fins par d'autres moyens (World order with rules or not, l'ordre mondial avec ou sans lois, et non le New world order, le Nouvel ordre mondial des néoconservateurs ou des néolibéraux qui incarne un monde sans lois, sauf les leurs.) . Bref il a dressé un réquisitoire sans appel contre les Etats-Unis qu'il a accusé une nouvelle fois d'avoir armé et financé Al-Qaïda et l'Emirat islamiste qu'ils prétendent combattre aujourd'hui en Syrie et en Irak, revenant sur la Libye...

On comprend pourquoi les Américains et leurs alliés occidentaux ne supportent pas sa présence et ils diabolisent la Russie. Sans prendre partie pour Poutine qui incarne l'impérialisme russe, il faut reconnaître ou bien prendre conscience de la portée d'un tel discours, qui vient perturber le consensus occidental qui existe autour de l'impérialisme américain en s'adressant de la sorte aux médias du monde entier, qui ensuite auront le choix entre censurant ses propos, les déformer ou les répercuter parce qu'ils y sont contraints par les journalistes indépendants qui vont de leur côté diffuser son discours dans le monde entier également via Internet notamment.

Ainsi, l'information circule, les faits que les puissances occidentales tenaient à cacher le plus longtemps possible à leurs peuples pour mieux les conditionner, les faire adhérer à leur politique impérialiste, leur interdire de résister ou d'organiser la résistance leur parviennent. A nous d'avoir l'intelligence d'en tirer profit, mais là c'est une autre histoire. La formidable machine mondiale de propagande et de désinformation qu'ils ont mis en place au service de la politique américaine ou néolibérale s'enraie, est contrariée, de la pire des manières puisque la contre-propagande est basée uniquement sur des faits qui viennent contrarier leur argumentation ou la manière dont ils s'y prennent por justifier leur politique aux yeux de leur population ou la manipuler, faits que par ailleurs il est possible de vérifier l'existence ou de les recouper en se connectant sur différents portails dans le monde.

Ce n'était certes pas la première fois que Poutine se livrait à cet exercice et il n'est pas le premier, ce qui n'enlève rien à son importance, l'occasion m'a été donnée d'en rendre compte ce soir et je la saisis, car j'estime cela peut intéresser les militants. Et puis tel que je l'aborde, c'est plutôt un message encourageant pour la suite, ce que les militants apprécieront sans doute, car par les temps qui courent on n'a pas vraiment beaucoup d'occasions d'être optimiste ou de remonter le moral des troupes, c'est nécessaire parfois.

Ainsi la loi du silence qui permet aux tout puissants d'agir à leur guise en toute illégalité et impunité est battue en brèche, brisée nette, ce qui ne peut que leur poser des problèmes dans la mise en oeuvre de leur stratégie qu'ils doivent modifier, créer des tensions au sein de leur coalition belliqueuse contre tous les peuples, bref, alimenter les contradictions ou les désaccords qui existent dans leur propre camp quant à la manière d'affronter les difficultés auxquelles ils doivent faire face et qui s'accumulent sur fond de crise généralisée du capitalisme à l'échelle mondiale. L'air de rien, à force, ces révélations qui sont reprises dans le monde entier vont finir par parvenir au plus grand nombre et les aidera à mieux comprendre la situation, elles interdiront à ceux qui nous gouvernent de recourir aux mêmes méthodes ou coups tordus sous peine d'être dévoilés aussitôt et condamnés.

Malheureusement le mouvement ouvrier international toujours gangrené et disloqué, n'est pas en mesure de profiter des faiblesses de son ennemi pour repasser à l'offensive. Cependant cet épisode démontre qu'il existe des failles importantes dans le dispositif ou la stratégie de notre ennemi dont on pourrait profiter dans le futur, pour peu qu'on parvienne à se doter d'une nouvelle direction combattant résolument pour la révolution socialiste mondiale.

Vous allez peut-être penser que je ramène tout à des expériences personnelles ou de la vie quotidienne qui ne sont pas d'une portée comparable, ce que je récuse, en estimant que chaque expérience vécue mérite qu'on en tire des enseignements qu'on

pourra utiliser plus tard ou dans d'autres circonstances, j'estime que si on appliquait le même principe avec la lutte de classe du passé on parviendrait à venir à bout des obstacles qui nous empêche de rassembler nos forces, de reconstruire le mouvement ouvrier sur des bases saines, de conquérir les masses et de construire le parti et l'Internationale qui nous font tant défaut aujourd'hui, pour affronter notre ennemi et le vaincre.

Ce n'est pas parce que c'est moi qui l'aie rédigé, mais un tel article mériterait d'être publié dans un journal ouvrier, ce qui ne sera pas le cas et c'est bien dommage. Je ne me donne même pas la peine de l'envoyer à des portails qui reçoivent des dizaines ou des centaines de milliers de visites par mois pour qu'ils le publient, je n'en ai pas envie, par crainte qu'ils le rejettent, non, cela ne me dit rien, mais vous pouvez le faire à ma place si cela vous tente.

On poursuit.

Ce matin, sur les douze premières pages des titres des nouvelles internationales de Yahoo, un seul et unique article relayait cette information.

Violente charge de Vladimir Poutine contre les Etats-Unis - Reuters

Vladimir Poutine s'est livré vendredi à une violente charge contre les Etats-Unis, qu'il a accusés de menacer la sécurité internationale en voulant imposer au monde un "*diktat unilatéral*".

Le président russe a également imputé aux Occidentaux la responsabilité de la crise en Ukraine, pour avoir préféré en février dernier un "coup d'Etat" à Kiev plutôt qu'un "*dialogue civilisé*" avec Moscou.

Dans un discours de 40 minutes lors du forum annuel du "*Club de discussion Valdai*" qui réunissait experts russes et étrangers à Laura, près de Sotchi, Vladimir Poutine a démenti vouloir reconstituer l'ancien empire soviétique au détriment des pays voisins de la Russie.

Il a au contraire accusé les Etats-Unis de vouloir "*refaire le monde*" selon leurs seuls intérêts.

"*Il n'y a aucune raison de dire que la Russie cherche à recréer une sorte d'empire, qu'elle empiète sur la souveraineté de ses voisins*", a-t-il lancé, le visage grave.

Il a rappelé les conflits en Irak, en Libye et en Syrie, en demandant à son auditoire si la politique de Washington avait ainsi renforcé la démocratie et la paix. "*Non ! Le diktat unilatéral, la volonté d'imposer (à tous) ses propres règles ont l'effet exactement inverse !*"

C'est l'un des discours les plus violemment hostiles à l'Occident jamais prononcé par Vladimir Poutine. En 2007, à Munich, il avait déjà dénoncé la vision "*unipolaire*" du monde des Américains.

A propos de l'Ukraine, il a une nouvelle fois accusé les gouvernements occidentaux d'avoir aidé les insurgés de Maïdan, en février dernier, à mener un "*coup d'Etat*" qui a chassé du pouvoir le président Viktor Ianoukovitch.

"*Personne n'a voulu nous écouter, personne n'a voulu nous parler*", a-t-il déploré.

"*Au lieu d'engager un dialogue certes difficile mais - je le souligne - civilisé, ils ont provoqué un coup d'Etat. Ils ont jeté le pays dans le chaos, provoqué son effondrement économique et social et une guerre civile qui a entraîné des pertes énormes.*"

Evoquant les sanctions américaines et européennes contre son pays, il a lancé : "*La Russie ne va rien demander à personne. La Russie se suffit à elle-même*". Reuters 24.10

Depuis je suis parvenu à mettre la main sur d'autres articles

- Poutine accuse. - french.irib.ir 24.10

"*L'Occident soutient l'infiltration des terroristes en Russie et dans les pays de l'Asie centrale*" a affirmé Poutine. L'Occident donne l'impression d'être en perpétuelle lutte contre les résultats de sa propre politique, qu'il paie au prix fort, a estimé vendredi le président russe Vladimir Poutine. "*On a parfois l'impression que nos collègues et amis ne cessent de lutter contre les résultats de leur propre politique. Ils lancent toute leur puissance pour éliminer les risques qu'ils créent eux-mêmes (Al-Qaïda, Emirat islamiste, etc. - ndlr), en le payant de plus en plus cher*", a déclaré le chef de l'Etat à Sotchi devant les participants à une réunion du Club de discussion international Valdaï.Institué en 2004, le Club de discussion international Valdaï rassemble chaque année des analystes politiques de différents pays et aborde des thèmes dont la discussion permet aux participants étrangers de mieux comprendre la Russie.french.irib.ir 24.10

- Poutine tance, violemment, le «*diktat unilatéral*» des Etats-Unis - french.irib.ir 25.10

Le président russe s'est livré, vendredi, à une violente charge contre les États-Unis, qu'il a accusés de menacer la sécurité internationale, en voulant imposer au monde un «*diktat unilatéral*». Que de vérités, dans ce discours !

Vladimir Poutine a démenti vouloir reconstituer l'ancien empire soviétique, au détriment des pays voisins de la Russie. «*Il n'y a aucune raison de dire que la Russie cherche à recréer une sorte d'empire, qu'elle empiète sur la souveraineté de ses voisins*», a lancé M. Poutine, le visage grave. Il s'exprimait, lors d'un discours de 40 minutes, à l'occasion du forum annuel du «*Club de discussion Valdaï*», qui réunissait experts russes et étrangers, à Laura, près de Sotchi.

Le chef d'État russe a rappelé les conflits, en Irak, en Libye et en Syrie, en demandant à son auditoire, si la politique de Washington avait, ainsi, renforcé la démocratie et la paix. «*Non! Le diktat unilatéral, la volonté d'imposer (à tous) ses propres règles ont l'effet exactement inverse!*»

C'est l'un des discours les plus violemment hostiles à l'Occident jamais prononcé par Vladimir Poutine. En 2007, à Munich, il avait, déjà, dénoncé la vision «unipolaire» du monde des Américains.

Selon nos informations, le président russe aurait, finalement, décidé d'aider le Donbass contre l'Ukraine. Va-t-on, finalement, vers une guerre ouverte entre Moscou et l'Occident ? french.irib.ir 25.10

- Discours anti-Empire de Poutine: le "*Financial Times*" réagit - french.irib.ir 25.10

Le "*Financial Times*" est revenu, dans son numéro de ce samedi, sur le discours aux accents, particulièrement anti-Empire de Poutine, au Club Valdaï, discours que le journal décrit comme l'un des plus importants jamais prononcés, dans le domaine de la politique étrangère.

"*Cette allocution est l'une les plus importantes jamais tenues par Poutine, depuis la Conférence sécuritaire de 2007, à Munich. A l'époque, Poutine avait surpris l'Occident par le contenu de son discours, et à l'heure qu'il est, il nous a, encore, étonné*". "*Poutine a accusé les Etats Unis d'avoir nui à l'Ordre international post-guerre froide, et mis en garde contre les tentatives US destinées à semer chaos et troubles, dans le monde, sans qu'il y ait une réelle alternative, pour le système de gouvernance international*". "*En 2007, Poutine avait accusé les Etats Unis de chercher à étendre leurs frontières, dans toutes les directions, et à définir, de la sorte, de nouvelles frontières, pour l'Europe. C'est le discours le plus anti-américain que Poutine ait jamais prononcé*", conclut le journal. french.irib.ir 25.10

En complément.

La propagande anti-russe se poursuit avec plus ou moins de succès, plutôt moins que plus.

- La Suède renonce à trouver le sous-marin infiltré dans ses eaux - Liberation.fr

- La Russie a toujours des soldats en Ukraine, affirme l'Otan - Reuters

La Russie passe à l'offensive sur tous les fronts.

- Trois banques russes déposent des recours contre les sanctions de l'UE - AFP

Le gouvernement français zélé porte-parole de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

- Georges Ibrahim Abdallah, trente ans en prison en France - lefigaro.fr 24.10

Ce Libanais, fondateur d'un groupe marxiste pro-syrien et anti-israélien qui a revendiqué cinq attentats en France, avait été arrêté à Lyon le 24 octobre 1984 et jugé coupable de complicité dans l'assassinat de deux diplomates. Le Liban réclame sa libération.

À son procès, à Lyon en 1986, Georges Ibrahim Abdallah est jugé coupable de complicité dans l'assassinat de deux diplomates, l'Américain Charles Ray, à Paris, et l'Israélien, Yacov Barsimentov, à Boulogne-Billancourt.

Depuis plusieurs années, Abdallah est éligible à une libération conditionnelle. Mais ses huit demandes ont été rejetées par la Cour de cassation. Une neuvième a été introduite, la décision du tribunal d'application des peines est attendue le 5 novembre. Son avocat, Me Jean-Louis Chalanset, a affirmé à l'AFP que «*les Américains partie civile s'opposent et s'opposeront toujours à*

sa libération». D'autres estiment qu'Israël exerce des pressions pour empêcher que le prisonnier Abdallah regagne son pays, le Liban.

À Beyrouth, son sort a ému et mobilisé de nombreux militants, proches de l'extrême-gauche ou d'anciens communistes, qui accusent les gouvernements français successifs d'acharnement. Régulièrement des manifestations sont même organisées devant l'ambassade de France à Beyrouth, pour réclamer sa libération. En visite officielle à Paris en février 2012, le Premier ministre libanais, Najib Mikati, avait demandé au gouvernement libanais la libération de son compatriote, qu'il avait qualifié de «*prisonnier politique*». Malgré les assurances données par Beyrouth qui garantit de le prendre en charge une fois libéré, Paris reste sourd à ses appels.

Samedi, au lendemain du trentième anniversaire de l'arrestation d'Abdel Kader Saadi - son nom de guerre - le comité de soutien à Georges Ibrahim Abdallah appelle à un «*rassemblement national*» sous les fenêtres de sa prison à Lannemezan. - lefigaro.fr 24.10

Avec en place le gouvernement le plus américain et sioniste, réactionnaire sous la Ve République, il risque de rester en prison... Et dire que j'ai dû reproduire de larges extraits d'un article du Figaro pour évoquer l'acharnement du gouvernement français contre Georges Ibrahim Abdallah!

La guerre comme si vous y étiez.

Depuis le début de la guerre contre la République arabe syrienne laïque je me tape tous les soirs ce genre d'articles, habituellement je ne les mets pas en ligne, mais là comme on approche semble-t-il du dénouement, j'ai pensé que cela valait la peine de fournir aux lecteurs un regard un peu plus proche du terrain des opérations, pour mieux cerner la situation et le rôle des différents protagonistes de cette guerre.

Les rédacteurs de ces articles sont des Iraniens francophones, excusez leurs fautes de frappe, de français ou de ponctuation, j'en corrige la plupart mais il en reste. C'est moi aussi qui réalise la mise en page ou les sauts de ligne, car leurs articles sont bâclés. L'essentiel, ce sont les infos qu'ils nous transmettent. Quand des articles relèvent visiblement de la propagande officielle iranienne, je ne les mets pas en ligne car les lecteurs ne sont pas censés s'en apercevoir ou avoir à l'esprit la position des autorités iraniennes, moi non plus parfois.

Nouvelle cargaison d'armements US, larguée pour Daesh - french.irib.ir 24.10

Après avoir largué armes et vivres, pour les terroristes de Daesh, à Kobani, cette fois, c'est, à Jaloula, en Irak, que les avions de la coalition ont largué des armes, à destination des terroristes. Selon le député irakien, Sattar Ghanam, les avions américains ont largué "*plusieurs convois d'armements*", pour "*les terroristes de Daesh, assiégés dans la région de Jaloula, dans la province de Diayla*". "*Un avion militaire, de type 341, a largué trois convois d'armements, pour les terroristes, alors qu'ils sont assiégés, par les forces populaires, et que l'étau se resserre, sans cesse, autour d'eux*". Selon le député, "*seuls, les Etats Unis, la Turquie et les autres pays de l'OTAN sont en possession de ce genre d'avion*".

Il y a, à peine, une semaine, les avions US ont largué une grande cargaison d'armes, de médicaments et de vivres, à l'adresse de Daesh, en pleine guerre contre les Kurdes syriens, à Kobani. Le Pentagone a, d'ailleurs, confirmé ce largage, prétendant qu'il s'agissait d'un erreur. Le Pentagone a aussi prétendu avoir ouvert une enquête sur cet " incident". La cargaison contenait des grenades lacrymogènes, des roquettes RPG, entre autres. Les observateurs dénoncent le jeu trouble des Etats Unis, dans ce qu'ils qualifient de lutte anti-terroriste. La stratégie américaine consiste, en effet, non pas à détruire Daesh, mais à le contrôler, de façon à ce qu'il reste constamment dans la zone des pays de la Résistance. french.irib.ir 24.10

"***Les USA soutiennent Daesh***". (Général Jazayeri) - french.irib.ir 24.10

Le commandant en chef adjoint de l'état-major iranien, le général Jazayeri, a dénoncé les Etats Unis, à titre de principal soutien en armement des terroristes de Daesh. "*La coalition anti-Daesh est un gros mensonge*", a dit le général, tout en qualifiant cette coalition de "*ridicule*". "*Nous savons tous que, depuis l'entrée en guerre de cette coalition, en Irak et en Syrie, et, surtout, dans le Nord de l'Irak, le gros des pertes et des dégâts ont été infligés aux civils syriens et irakiens, et non pas à Daesh*", a-t-il ajouté.

Le général a rappelé le largage, par les avions américains, de cargaisons d'armements, à destination des terroristes, avant d'ajouter : "*Les Etats Unis prétendent larguer, par inadvertance, ces armes, à l'adresse de Daesh. Or, il s'agit là d'une constante de la politique américaine. A chaque fois que les Etats Unis font quelque chose, ils refusent de l'assumer, ils cherchent à le démentir. Mais il est clair que cette démarche n'est pas une erreur. Les Américains ont, à dessein, largué des armes, pour les terroristes, et il n'existe aucune justification à cet état de choses*". "*Les Etats Unis ont tout fait, pour détruire l'axe de la Résistance ou le démembrer. Ils ont tout fait, pour provoquer des fissures, au sein de la Résistance. Leur scénario favori reste celui de diviser pour régner, et ce szont les pays de la région, les pays, depuis des siècles, voisins, qui font l'objet de ce maléfique scénario*".

Le général Jazayeri a, ensuite, souligné le contrôle total des Etats Unis, sur les renseignements de la quasi totalité des Etats de

la région, et, surtout, leur contrôle, sur la zone occupée par Daesh : "*Comment se fait-il que les satellites US se trompent à tel point et que les Américains confondent les combattants kurdes et les terroristes de Daesh, au point de leur larguer des armes* "? "*Les Etats Unis n'ont aucune honte; ils soutiennent les groupes terroristes, ouvertement, et les fournissent en armes en tout genre, tout en prétendant les combattre*". french.irib.ir 24.10

Le "***Tigre***" libère Morak, Assad s'approche de Raqqa - french.irib.ir 24.10

L'armée arabe syrienne a libéré la localité stratégique de Morak, dans la banlieue Nord de Hama, en infligeant des pertes considérables aux terroristes et en provoquant une vraie débandade, dans leurs rangs. Les soldats du commandant Soheil al-Hassan, alias le "*Tigre*", traquent, en ce moment, les terroristes, dans cette zone. Mais l'armée a, également, réussi à étendre son contrôle, sur la banlieue de Hassaka, et, plus précisément, sur la ville de Makhroum, sur les hauteurs de Abdel Aziz. Cette localité est l'une des bases les plus importantes de Daesh, en Syrie.

Avec ces nouvelles avancées, la donne changerait, totalement, dans la localité de Hassaka, au Nord de la Syrie. La donne va, effectivement, s'inverser, à l'avantage de l'armée syrienne, une fois, Makhroum, totalement, nettoyé. Cette ville est située à 35 kilomètres des hauteurs d'Abdel Aziz, et les Daeshistes s'y étaient retranchés. Le siège de cette zone s'était fait, dans l'objectif de surveiller de près les agissements des Daeshistes. Parallèlement à ces avancées, l'armée syrienne a procédé, dans une démarche préventive, à dresser des obstacles et des pièges, sur les axes du Sud et du Sud-Ouest de Hassaka, pour empêcher toute nouvelle infiltration. On s'attend à ce que, d'ici très prochainement, l'armée arabe syrienne s'attaque à la province de Raqqa, bastion de Daesh, et qu'elle y anéantisse à la fois Daesh et d'autres milices terroristes.

Simultanément à la progression fulgurante des forces syriennes, dans le Nord de la Syrie, celles-ci ont réussi à clouer au sol les milices terroristes, sur les axes de Kfar Batna, de Zamalka et dans d'autres localités de Douma. Les avancées de l'armée se poursuivent, dans les champs de Tal Kordi, à Ghouta-Est. french.irib.ir 24.10

Irak/Babylone: le Hezbollah lance son offensive - french.irib.ir 24.10

Les forces irakiennes, dominées par les combattants du Hezbollah d'Irak, ont lancé, ce vendredi, leur vaste offensive contre les régions du Nord de la province de Babylone. Baptisée "*Achoura*", l'offensive, selon le site Al-Masala, est destinée à "*nettoyer* " les régions du Nord de cette province de la présence des terroristes de Daesh.

Les forces de sécurité, secondées par les avions et les hélicoptères de l'Armée de l'Air, ont réussi, ce vendredi, à libérer la localité d'al- Fazeliya et d'Al-Zalouya, situées à Jaraf al-Saqar, au Nord de Babylone. Dors et déjà, des centaines de corps sont localisés, dans cette région, et les forces irakiennes traquent les terroristes et s'apprêtent à gagner le coeur de cette province. Jaraf al-Saqar est située à 60 kilomètres au Sud-Ouest de Bagdad, et il possède une population de 50.000 âmes. C'est une localité stratégique, dans la mesure où elle est située, dans le triangle sécuritaire Bagdad/Babylone/Al-Anbar/Karbala. Les combats sont d'une violence inouie et quelques 60 terroristes de Daesh ont déjà été tués. french.irib.ir 24.10

Yaalon "***humilié***" aux Etats Unis. - french.irib.ir 24.10

Les hauts responsables de la Maison Blanche ont refusé de recevoir le ministre sioniste de la Guerre, Moshé Yaalon en visite aux Etats-Unis pour le punir de s'être moqué de John Kerry. Selon Yediot Aharonot, Yaalon a été boycotté par les cadres de la Maison Blanche. L'entourage de Yaalon a toutefois essayé de justifier cette évidement humiliation en affirmant que le ministre n'avait l'intention que de rencontrer les responsables sécuritaire US et ces rencontres ont eu évidemment lieu.

Yaalon se trouve depuis mardi aux Etats-Unis pour rencontrer hagel, son homologue US, ce qui lui a été concédé à peine. Le vice-président Joe Biden, le Secrétaire d'état Kerry, la Conseillère pour la sécurité Rice ont refusé de le rencontrer. Yaalon avait qualifié Kerry de " *messianique et complexé*" en estimant que "*la seule chose qui pourrait sauver Israël de Kerry c'était le fait qu'il soit primé d'un Nobel de la paix*". french.irib.ir 24.10

Imposture. Il fallait oser le dire.

Alain Minc : "*L'Europe est une réussite exceptionnelle : nous en avons fait l'endroit au monde où les valeurs démocratiques et libérales sont les plus respectées*" - Atlantico.fr 24.10

L'Europe avec ses 25 à 30 millions de chômeurs, ses inégalités sociales croissantes, qui soutient le régime néonazi de Kiev mis en place par un coup d'Etat orchestré par l'Otan et l'UE appuyé par des milices fascistes qui sèment la terreur, une "*réussite exceptionnelle*" la destruction d'un tiers de l'Ukraine et le bombardement de sa population, sans doute un acte hautement "*démocratique*".

Où est l'escroquerie dans ce qu'il dit ici, c'est facile, démocratie et libéralisme ou plutôt néolibéralisme sont incompatibles. Et pourquoi sont-ils incompatibles ? Qu'incarnent la démocratie et le néolibéralisme ? La politique ou la reconnaissance de

l'existence des différentes classes sociales, de la lutte des classes et l'économie ou le pouvoir économique. Or c'est celui qui détient le pouvoir économique qui impose sa version de la démocratie, dont le contenu varie dans le temps en fonction de la situation dans laquelle se trouve le système capitaliste.

Or depuis quarante ans au moins il est entré dans une phase de crise permanente, accélérée par la financiarisation à outrance de l'économie qui correspond à une domination sans partage du pouvoir politique par la couche supérieure du capitalisme formée par son oligarchie financière qui concentre le pouvoir économique à travers les banques centrales qu'elle contrôle, et à laquelle toutes les autres couches du capitalisme, toutes les classes de la société à l'échelle mondiale doivent se soumettre.

Dans ces conditions, la démocratie est amenée à disparaître ou elle a déjà totalement disparu, puisqu'il n'y a plus de place pour l'expression ou la représentation politique des autres classes en dehors de celle qui incarne les intérêts de l'oligarchie financière. C'est la raison pour laquelle tous les partis institutionnels sont amenés à adhérer à l'idéologie néolibérale, à l'intégrer à des degrés divers dans leurs discours tout en y étant totalement soumis, puisqu'aucun n'entend affronter directement l'oligarchie financière, ce qui nécessiterait d'en appeler à la mobilisation des masses exploitées.

Le développement démographique exponentiel depuis le milieu du XXe siècle jusqu'à nos jours, période au cours de laquelle la population mondiale à plus que doublée passant de 3 à plus de 7,2 milliards d'habitants, a engendré autant de besoins (et aspirations) en tous genres plus nombreux qu'autrefois à satisfaire dans des proportions gigantesques à l'échelle mondiale, qui certes ont eu pour pendant le développement des forces productives et l'élévation de la production de richesses, sans pour autant que ces besoins soient satisfaits ou que tous les peuples accèdent au marché, à un niveau de vie comparable à celui des populations des pays les plus industrialisés ou les plus riches, parce que dans le même temps les contradictions inhérentes aux lois de fonctionnement du système économique capitaliste se traduisaient par une nouvelle concentration du capital, qui ne pouvait être que le produit de la concentration des richesses dans des proportions encore plus phénoménales que dans le passé entre les mains d'une infime minorité d'oligarques ou de banquiers, au détriment de l'immense majorité de la population dont de ce fait les besoins matériels ou sociaux ne pourraient pas être satisfaits, et pas davantage leurs aspirations à la démocratie ou à davantage de justice, de liberté.

Ce sont les quelque 5 milliards d'hommes et de femmes appartenant au prolétariat mondial dont les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits ou qui aspirent à des conditions de vie meilleures et à la démocratie, qui constituent aujourd'hui la plus grande menace pour le capitalisme mondial, car leur capacité à endurer des sacrifices et milles autres souffrances ainsi que leur patience ont des limites. C'est donc ce qui incarne le fondement du capitalisme qui risque de s'effondrer et de l'emporter si ces énormes masses d'exploitées venaient à se soulever partout dans le monde, qui représente la plus grande menace pour sa survie, tandis que le processus menant à la concentration des richesses entre quelques dizaines de millions de nantis (soit moins de 1% de la population mondiale) va encore s'accélérer rendant un peu plus chaque jour insupportable ou explosive cette contradiction qui trouvera son dénouement dans un gigantesque affrontement entre les classes, si prématurément en désespoir de cause ou pour garder la main les dirigeants du vieux monde n'optent pas pour une nouvelle guerre mondiale.

En résumé, il paraît improbable, pour ne pas dire impossible, que la situation que nous venons de décrire avec les tensions extraordinaires qu'elle renferme dure indéfiniment ou s'éternise, il faut prévoir qu'à brève échéance le prolétariat mondial va chercher la voie de l'affrontement avec le capitalisme et ses représentants, à nous de tout faire pour l'y préparer et à nous y préparer, en construisant le parti et l'Internationale socialiste révolutionnaire.

On continuera peut-être demain si j'ai le temps et si cela présente un intérêt, car je n'ai pas lu la suite de ce long article.

ACTUALITE EN TITRES

Par décret royal.

- Syrie : pour les Américains, Kobané n'est plus sur le point de tomber - LePoint.fr

- Ebola: L'OMS pourrait déclarer la fin de l'épidémie en novembre en RDC - 20minutes.fr

Ils fabriquent les présidents comme le FBI et la CIA fabriquent les terroristes.

- Le meilleur candidat du Parti socialiste pour la présidentielle est Manuel Valls. - 20minutes.fr

- Scotland Yard indemnise trente ans plus tard une activiste mise enceinte pas un agent infiltré - Francetv info

Que ses partisans se rassurent, il est à 4% et il bouge encore.

- François Hollande n'a pas dit son dernier mot, assure Cambadélis - Reuters

- Présidentielle 2017: 4% des Français estiment que Hollande serait le meilleur candidat du PS - 20minutes.fr

Pas de bol, les fossoyeurs en chef du socialisme continueront de sévir !

- Changement de nom du PS: c'est non pour sept sympathisants socialistes sur dix - AFP

- François Lamy : « *Pas certain* » que les propos de Valls « *permettent de rassembler* » la majorité Public - Sénat

- Le Guen (PS): Valls "*n'a pas de leçon de socialisme à recevoir de qui que ce soit*" - AFP

Comme quoi ils y tiennent vraiment, qui, pardi la réaction ! (mais pas seulement...)

- Cambadélis, l'homme qui doit sauver la vieille maison socialiste - Slate.fr

- Cambadélis : "*PS, cela veut dire Parti socialiste... et pas PlayStation*" - L'obs

Elle joue encore, persone n'a pensé à la débrancher ?

- La ministre Lebranchu atterrée par l'ambiance globale au PS - AFP

Paranoïa aiguë alimentée par l'Etat et ses relais des médias.

- Tourisme: Fabius s'explique sur la notion de "*vigilance renforcée*" - AFP

- "*Si je croise un clown, je fais le 17 !*", recommande la police - Francetv info

Même le pédalo ?

- Ebola: Hollande annonce l'extension des contrôles par la France à "*tous les modes de transports*" - AFP

Quand on vous dit que les hommes ne peuvent pas se passer des femmes. La preuve.

- Atteinte d'Alzheimer, une nonagénaire violée par un homme de 76 ans - Francetv info

Dans une salle de bains en plus, il a dû vouloir s'assurer qu'elle était propre sous elle, il est vrai qu'à cet âge il arrive qu'on s'oublie...

Avec tout le respect que l'on doit à mémé, on déconne parce qu'on ne peut pas encadrer les féministes. A mon âge je peux me le permettre. Les jeunes feraient bien de respecter les vieux, les vieux cons si ces jeunes cons préfèrent.

On est bourré de principes, mais on a l'esprit assez souple, disons qu'on a été jeune un jour et qu'on ne l'a pas oublié, cela dit la première chose à enseigner à un gosse, c'est le respect des autres, des animaux, de la nature, s'ils veulent que plus tard on les respecte.

Vivre dans une société ou personne ne respecte personne ou rien, c'est la jungle, vous y venez malheureusement en France, en Inde on y est habitué et c'est très difficile à vivre. En réalité on ne s'y habitue jamais, même quand on a connu que cela, les Indiens en ont conscience malgré tout, je tiens cela des témoignages parmi mon entourage ou des Indiens que j'ai questionnés pour avoir leur avis. Les gens en arrivent à manquer de respect aux autres pour ne pas dépareiller, respecter les autres est une faiblesse, une marque de soumission dans une société fortement hiérarchisée par le système de castes, moins de nos jours, et encore, c'est l'argent ou le statut social qui va avec qui prend le relais, du coup seuls les riches ou les puissants méritent d'être respectés alors que ce devrait être l'inverse...

Stratégie du chaos et de la guerre.

- New York: attaque terroriste à la hachette jeudi contre des policiers - AFP

- Fusillade meurtrière dans un lycée des environs de Seattle - Reuters

- Au moins 28 morts dans des attaques dans le Sinaï, en Egypte - Reuters

- L'armée s'empare d'un camp islamiste à Benghazi en Libye - Reuters

- Combats de rue et tension à Jérusalem et en Cisjordanie - LeMonde.fr

- Tunisie: six morts lors d'un assaut contre un groupe armé - AFP

- La France "*renforce*" son action dans le nord du Mali - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur système mafieux.

Allemagne - Deutsche Bank paierait un milliard d'euros dans le dossier Libor - Reuters

Japon - A Fukushima, des actions à réactions - Liberation.fr

Le nouveau ministre japonais de l'Industrie, Yoichi Miyazawa, a reconnu posséder 600 actions de la compagnie d'électricité Tepco, gérante de la centrale nucléaire de Fukushima, un dossier que supervise justement le très puissant Meti (ministère de l'Industrie). Or, c'est lui qui supervise les suites de la catastrophe de mars 2011 et qui pousse pour que redémarrent les réacteurs des autres centrales. Une relance dans l'intérêt financier des actionnaires de Tepco qui entend réduire sa facture d'hydrocarbures, nécessaires pour faire tourner les centrales thermiques.

Cette révélation intervient après que Miyazawa a reconnu avoir fréquenté un bar sado-maso de Hiroshima. Deux ministres (celle de l'Industrie, Yuko Obuchi, et celle de la Justice, Midori Matsushima) ont déjà dû démissionner lundi pour des histoires d'argent mal dépensé, moins de deux mois après leur entrée dans le nouveau gouvernement du conservateur Shinzo Abe. Liberation.fr 24.10

France - Dix-huit mois avec sursis requis contre l'ex-patron du PS girondin - LeMonde.fr

Leur société antisociale.

Le CDD a la cote - Francetv info

Dans ce centre d'appels, les derniers arrivants ont tous signé un CDD. Ludovic Hersent en fait partie. Depuis maintenant trois ans, il enchaîne les contrats précaires, il n'est plus étonné de la pratique : "*Cela fait plusieurs années que je suis comme ça donc je me suis un petit peu formalisé*".

Depuis trois ans, cette logique s'est généralisée, le recours aux CDD ne cesse d'augmenter en France. Pire, le nombre de contrats de moins d'un mois a augmenté de 230% en 10 ans. Francetv info 24.10

Chômage : +19 200 demandeurs d'emploi en septembre - Francetv info

Depuis l'arrivée de François Hollande à l'Élysée en mai 2012, cela fait 508 600 demandeurs d'emploi en plus. Francetv info 24.10

Comment masquer la hausse du chômage dans les mois à venir?

- Le gouvernement va créer 50.000 nouveaux emplois aidés - L'obs

Loire-Atlantique : séminaire de luxe pour des cadres de Pôle emploi - Francetv info

Selon Ouest France, vendredi 24 octobre. Treize chambres ont été réservées pour une nuit, "*dont plusieurs suites*".

Le séminaire a duré au total un jour et demi. Sur le site de l'établissement, le forfait "*séminaire*" en pension complète (restaurant deux étoiles au guide Michelin) est affiché "*à partir de 290 euros par personne*". "*Un tarif ensuite négocié*", assure Pôle emploi au quotidien régional, sans pour autant en donner le montant. Francetv info 24.10

D'un coup de baguette magique.

- Vallaud-Belkacem fait disparaître les non remplacements de profs - Liberation.fr

«*Je vous assure qu'en Seine-Saint-Denis comme ailleurs, nous veillons à ce que tous les enseignants absents soient remplacés.*» Liberation.fr 24.10

Qui conspire ? 4%. Dans les soupirails du régime.

L'éphémère locataire du Château reçoit une lettre. Il prend soin de la décacheter à l'abri des regards des curieux, puis il en parcourt rapidement le contenu que manifestement il connaissait déjà, et déclare à la cour qu'elle est "très banale" au point de ne pas mériter d'être portée à la connaissance de ses sujets, en réalité afin de ne pas contrarier son expéditeur pour lequel son excellence a le plus grand respect ou dont il est l'obligé (la Commission européenne) .

Un des membres influents de la cour (Sapin) chargé de veiller à la tranquilité de son souverain ou qui lui sert de tuteur, s'empresse de déclarer aux bouffons qui s'agitaient autour de lui, après en avoir pris connaissance à son tour qu'il n'y avait "*rien de neuf*" dans cette lettre, "*qui ne présente absolument aucun intérêt pour personne*", à croire que son expéditeur s'était trompé de destinataire ou n'avait pas toute sa tête au moment de l'envoyer.

Le hasard faisant bien les choses parfois, à moins que ce fut une heureuse coïncidence, à peine quelques heures plus tard sa majesté devait se rendre au quartier général de l'empire (Bruxelles) pour y rencontrer l'auteur de cette missive à la fois courtoise et incisive, et s'entretenir avec lui (Barosso) sur la suite à lui donner. Car aussi insignifiante qu'elle put paraître en apparence, elle comportait un rappel lui intimant l'ordre de se conformer aux instructions qui lui avaient été transmis plus tôt ou dont il avait parfaitement connaissance, et de préciser comment il comptait s'y prendre pour les appliquer à la lettre dans les plus bref délais pour ne pas s'attirer le courroux du grand magistère, sachant que depuis un an ce dernier dispose d'un droit de regard sur le projet de budget du royaume qu'il peut "*valider*" s'il lui convient ou le retoquer s'il estimait qu'il s'avérait non confome à ses recommandations qui ont valeur d'ordres.

Aux dernières nouvelles, le petit monarque dans ses souliers fit savoir promptement à son hôte qu'il s'engageait à respecter tous les engagements qu'il avait pris envers lui, ce dont il sembla n'avoir jamais douté un instant tant son autorité est redoutée à travers tout le royaume (l'UE).

Hollande est emprunté, mal conseiller ou particulièrement médiocre, peut-être les trois à la fois, il multiplie les bourdes au point de se faire de nombreux ennemis dans son propre camp ou parmi ceux qui étaient prêts à le ménager et qui vont jusqu'à réclamer sa tête.

François Hollande avait tenté de calmer le jeu et de minimiser la portée de cette lettre mais il semble que ce soit raté. "*Je ne sais si il existait une bonne stratégie pour que cette lettre passe inaperçue mais ce qui est sûr, c'est que c'est l'effet inverse qui s'est produit. Depuis hier, François Hollande a répété que cette lettre était banale, qu'il est tout à fait normal qu'il y ait un dialogue entre Paris et Bruxelles*", explique le journaliste François Beaudonnet.

Mais en voulant le cacher, à la différence de l'Italie qui l'a rendu public avec grand fracas, "*ce courrier est devenu une bombe politique. Cette lettre fige les positions de Paris et Bruxelles dans une guerre de tranchée*", analyse François Beaudonnet.

"*Jusqu'à aujourd'hui, ni la Commission européenne, ni la France n'avait intérêt à aller au conflit. Et bien, ce soir, les choses ont changé*", explique le journaliste. "*Mais à force de répéter que Paris ne fera pas d'efforts supplémentaires, François Hollande va peut-être obliger Bruxelles à rendre un verdict beaucoup plus dur que ce qu'elle aurait souhaité*", ajoute-t-il. Francetv info 24.10

Gouverner devient un exercice périlleux.

- Hollande sommé par Bruxelles de préciser un budget contesté par sa majorité - AFP

- Hollande pris en étau entre Bruxelles et une partie de sa majorité - LeFigaro.fr

- Budget de la France : cinq députés PS exigent la publication de la lettre envoyée par Bruxelles - LePoint.fr

Leur véritable motivation : ne pas en rajouter à l'" *euroscepticisme croissant*", ils volent au secours de Bruxelles...

- Marché du travail: Laurent Berger (CFDT) rejette toute nouvelle réforme AFP

- Christian Noyer : "*la France ne va pas bien car elle a pris du retard dans la mise en place des réformes structurelles*" - Atlantico.fr

D'autres adoptent l'offensive pour masquer leur servilité envers l'UE.

- Budget: Renzi attaque Bruxelles. - L'Express.fr

D'autres encore ruent carrément dans les brancards.

- Cameron refuse de payer 2,1 milliards d'euros réclamés par l'UE - Reuters

Le Premier ministre britannique David Cameron a déclaré vendredi que le Royaume-Uni ne paierait pas la contribution supplémentaire de 2,1 milliards d'euros au budget de l'Union européenne qui lui est demandé, qualifiant la demande des Vingt-Huit d'"*absolument inacceptable*". Reuters 24.10

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Chine

- Pékin signe avec 20 pays pour établir une banque régionale en Asie - LeMonde.fr 24.10

La Chine et vingt autres pays ont signé vendredi 24 octobre un protocole d'accord visant à établir en Asie une banque régionale, conçue comme un contrepoids à la Banque mondiale ou à la Banque asiatique de développement.

Les médias chinois évoquent un capital initial de 50 milliards de dollars. L'institution, dont Pékin est l'initiateur et pourrait être le principal bailleur de fonds, est destinée à répondre aux besoins croissants d'infrastructures, s'agissant de transports, de barrages, de ports et autres dans la région.

« *Nous devons étudier les bonnes pratiques adoptées par la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et autres institutions multilatérales de développement* », a précisé le président chinois, Xi Jinping, plaidant pour avoir avec elles « *des échanges très interactifs et très significatifs* ».

Les pays signataires, qui comprennent notamment l'Inde, Singapour, le Kazakhstan et le Qatar, négocieront les détails du fonctionnement de cette « *Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures* » (AIIB) dans les prochains mois, avec l'objectif d'achever ces discussions d'ici à fin 2015, a assuré le ministère des finances singapourien.

Outre les Etats déjà nommés, sont également inclus la Birmanie, la Mongolie, la Malaisie, le Laos, le Koweït, le Cambodge, Brunei, le Bangladesh, le Népal, Oman, le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka, l'Ouzbékistan et le Vietnam. Des géants économiques asiatiques comme le Japon, la Corée du Sud et l'Indonésie manquaient cependant à l'appel, tout comme l'Australie. LeMonde.fr 24.10

Le Japon, la Corée du Sud, l'Indonésie, l'Australie sont inféodés aux Américains...

Haut de page

Le 26 octobre 2014

CAUSERIE

12e jour de pluie essentiellement la nuit, toute la nuit, moins le jour, ici à Pondichéry.

18 nouveaux articles ont été ajoutés ce matin, après les avoir parcourus rapidement, la plupart ou tous sont riches en informations et enseignements.

J'ai encore bossé comme un dingue aujourd'hui, ce n'est pas sérieux.

Propagande et conditionnement. Désinformation.

Les sondages, de qui, des Français, lesquels, c'est qui ?

Ceux qui sont servis par le régime, les nantis en tous genres, les masses ignorantes, dépourvues de conscience de classe et de ce fait manipulables, facile à influencer, à orienter, conditionner, endoctriner ?

Quelle légitimité ont-ils ? Aucune en dehors de celle que les instituts de sondages leur accordent

Mais tout le monde a le droit de s'exprimer tout de même ? Evidemment, à condition cependant de savoir de quoi on parle pour que cela vaille le coup d'être rendu public. Or, c'est rarement le cas et tout le problème est là, ce qui devrait demeurer un avis confidentiel ou ne pas dépasser le cercle particulier de votre entourage parce que cela ne présente pas d'intérêt au delà, prend soudain une dimension générique, nationale, qui vous dépasse, dont vous ne mesurez pas la portée, elle est là la manipulation, car vous ne maîtrisez pas l'emploi qui en fait, à votre insu.

Déstabilisation de la Chine par les Etats-Unis.

- Parapluie contre matraque : les manifs de Hong Kong en jeu vidéo - Francetv info 25.10.2014

Pour en savoir plus.

L'échec de la prière "*révolution colorée*" - Tienanmen, 20 ans après - Réseau Voltaire 09.06.2009
http://www.voltairenet.org/article160446.html

Ou encore.

- Les manifestations de Hong Kong : Les raisons profondes de ce mouvement pour la « démocratie ». (mondialisation.ca) (23.10.14)

Populisme. Chasse aux sorcières.

La chasse aux sorcières est une spécialité de l'extrême droite relayée de nos jours par les gauchistes, la pseudo-gauche et extrême gauche.

- Gilles Carrez (UMP) risque un redressement fiscal pour non paiement de l'ISF - AFP

Dans des déclarations à Médiapart, confirmées à l'AFP, Gilles Carrez assure être "*complètement de bonne foi*", et ajoute qu'il ne savait pas que l'abattement de 30% ne s'appliquait pas lorsque le bien était détenu via une SCI. "*Ce sont des sujets qui ne sont pas directement dans la loi mais qui relèvent de son interprétation*", a-t-il dit à l'AFP, pour expliquer son ignorance.

Il entend faire valoir qu'une partie de la maison est occupée par la pharmacie de sa femme, "*un bien professionnel qui n'a pas à rentrer dans l'ISF*". "*Nous sommes en SCI, ma femme et moi, justement à cause de la pharmacie*", a-t-il précisé.

Mais, déclare-t-il, si malgré tout, "*les services fiscaux estiment que je dois basculer dans l?ISF, je ne vais pas discuter*", dit-il. "*Je vais l'appliquer, je ne saisirai pas la juridiction administrative. Ce n'est pas un drame*". AFP 25.10

Il est sans doute de bonne foi, mais se retrouve immédiatement l'objet d'un lynchage médiatique abjecte.

On va finir par renommer Médiapart, Merdiapart, il faut bien vivre et chacun veut sa part du butin pestilentiel du régime entré en putréfaction, quitte à en rajouter si nécessaire, faire en sorte qu'un non-événement en devienne un et qu'il soit rentable (financièrement parler) de l'exploiter. Au besoin on en invente. C'est à croire que cet argent récupéré par l'Etat serait redistribué à certaines couches de privilégiés dont celle à laquelle appartiennent les dirigeants de Médiapart, éventuellement sous forme de subventions à la presse, y compris celle dite faussement indépendante.

Dans tous les discours de l'extrême droite en France et dans le monde on retrouve cet argument, qui sous couvert de dénoncer la corruption qui sévit dans les partis et les institutions, sert à se donner une image d'honnêteté irréprochable pour s'attirer la sympathie ou le suffrage de la population... avant de s'attaquer au mouvement ouvrier qui est son véritable ennemi.

Dans une interview donné au Figaro (à lire plus loin), Iouri Mindiouk, chef de la branche politique du Secteur droit, parti

nationaliste néonazi ukrainien, n'a pas manqué d'employer cet argument pour justifier les agissements de sa milice fasciste.

La coïncidence de trop.

- Canada : Campagne de peur - Julie Lévesque - mondialisation.ca 25.10

Extrait - ... de nouvelles informations ont émergé et nous les portons à votre attention, avant de les étudier de plus près dans un prochain article. Celles-ci portent à croire que les autorités étaient possiblement au courant des deux attaques survenues cette semaine : les autorités policières et les services de renseignement on fait des simulations d'attaques ce mois-ci. Le scénario impliquait une attaque au Québec, suivie d'une attaque dans une autre ville canadienne.

Ces exercices suivis d'une attaque réelle et semblable au scénario des exercices ne sont pas sans rappeler les attaques du 11-Septembre 2001 à New York et celles de Londres en 2005, durant lesquels des exercices avaient lieu au même moment. Dans les deux cas, les scénarios étaient identiques aux attaques, soit des avions piratés percutant des édifices et une attaque terroriste dans le métro de Londres.

Par ailleurs, le chef du Nouveau parti démocratique, Thomas Mulcair, s'est dit préoccupé par le fait que bien avant que les autorités policières ne rapportent l'incident de Saint-Jean-sur-Richelieu, un député d'arrière-banc ait demandé au premier ministre Harper de faire le point sur « *une possible attaque terroriste contre deux membres des Forces armées canadiennes, près de Saint-Jean-sur-Richelieu* ». mondialisation.ca 25.10

Ce qu'elle suggère, c'est que les auteurs de ces attaques y ont été encouragés et que les autorités étaient informées de leurs intentions. Ils les ont laissé passer à l'action pour ensuite en tirer profit sur le plan politique, en l'occurrence pour persuader les Canadiens du bien-fondé de l'engagement du gouvernement en Irak et en Syrie au côté des Américains et leur coalition.

Lors de l'attentat de Boston l'année dernière, exactement le même scénario. Cela fait beaucoup de coïncidences, non ?

Une vidéo.

Richard Gage on C-SPAN - sous-titres français

Le fondateur de AE9/11Truth, Richard Gage, invité du Washington Journal sur C-SPAN le 1er août 2014, montre que le bâtiment 7 du WTC a été soumis à une démolition contrôlée le 11 septembre 2001.

http://www.youtube.com/watch?v=1pp1bc9agzQ

ACTUALITÉ DU JOUR

Social

France. Manifestation de soutien aux salariés de Fenwal à La Châtre (Indre) - Francetv info

Il y avait plus de manifestants que d'habitants. Plus de 6000 personnes ont manifesté samedi 25 octobre pour protester contre la suppression annoncée de 338 emplois sur 461, en raison de l'arrêt de la production de poches de transfusion sanguine par le géant allemand Fenwall.

"*On ira jusqu'au bout, on ira manifester en Allemagne, on ne va pas baisser les bras, on a encore vu qu'on avait le soutien de la population, c'est super*", a déclaré le porte-parole du collectif de soutien Etienne Aujard.

Union politique également dans les rangs du cortège. "*On trouve que c'est une injustice incroyable*", déclare François Lanaud maire adjoint de Saint-Amand-Montrond. "*Quand on est un groupe qui fait un milliard de bénéfice net on ne jette pas à la porte 338 salariés qui en plus ont construit au fil des ans leur réputation d'excellence et de savoir-faire*". Francetv info 25.10

Italie: grande manifestation à Rome contre la réforme du travail - AFP

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté samedi dans les rues de Rome pour dénoncer le projet de réforme du marché du travail de Matteo Renzi et rappeler au bouillonnant chef du gouvernement qu'il devait compter avec les syndicats.

Selon les organisateurs, la manifestation à l'appel de la CGIL, le principal syndicat du pays, a mobilisé un million de personnes. Les forces de l'ordre n'ont pour leur part fourni aucune estimation.

Pour encourager les embauches afin de lutter contre le chômage, le gouvernement Renzi prévoit de faciliter les licenciements et de réduire les droits et protections des salariés dans leurs premières années de contrat.

Le projet de loi de cette réforme centrale pour le gouvernement, appelé "*Jobs Act*", a été approuvé le 9 octobre par le Sénat -- le gouvernement avait posé pour cela la question de confiance -- et doit encore recevoir le feu vert de la Chambre des députés.

"*Nous voulons du travail pour tout le monde, et du travail avec des droits. Nous manifestons pour ceux qui n'ont pas de travail, pas de droits, ceux qui souffrent, ceux qui n'ont aucune certitude pour l'avenir*", a déclaré à la foule Susanna Camusso, secrétaire générale de la CGIL.

"*Nous sommes ici et nous n'allons pas en partir. Nous allons faire grève, et nous allons mobiliser nos forces pour nous battre afin de changer les politiques du gouvernement*", a-t-elle ajouté en annonçant une nouvelle manifestation le 8 novembre.

En tête des cortèges qui ont sillonné la capitale italienne dans la matinée, des milliers de jeunes venus de tout le pays ont brandi les drapeaux rouges de la CGIL, en chantant l'hymne national.

Le chômage des jeunes est actuellement de 44% en Italie, et la plupart des premiers emplois restent précaires.

"*Nous sommes ici pour dire que l'insécurité de l'emploi n'est pas notre destin. Nous voulons des investissements dans l'avenir*", a lancé à la foule un jeune armé d'un mégaphone.

"*Nous n'avons pas l'intention d'abandonner. Renzi doit savoir que pour changer le pays, il a besoin de nous, ceux qui sont dans les rues de Rome aujourd'hui*", a insisté Maurizio Landini, responsable du syndicat FIOM, qui avait relayé l'appel de la CGIL.

Même s'il n'est pas rare de voir les Italiens descendre dans les rues pour faire entendre leur mécontentement, c'est la première fois qu'une manifestation si massive est tournée contre le Parti démocrate (centre gauche) de M. Renzi, historiquement lié aux syndicats.

Le parti lui-même est divisé sur les mesures proposées, en particulier sur une éventuelle refonte de l'article 18 du code du travail -- un symbole social très fort en Italie -- qui protège des licenciements abusifs.

Même si l'essentiel n'est pas dans le texte de loi mais dans les décrets d'applications qui suivront, beaucoup de voix au sein des syndicats et de la gauche accusent M. Renzi de chercher à brader les droits des salariés.

Et alors que le chef du gouvernement était samedi à Florence pour la "*Leopolda*", une réunion annuelle qu'il a instaurée en 2009 pour inviter responsables et public à dialoguer de l'avenir du pays, plusieurs "frondeurs" du PD ont choisi de défiler à Rome.

"*J'ai un grand respect pour cette manifestation*", avait déclaré M. Renzi avant le rassemblement, "mais l'époque où une manifestation pouvait bloquer le gouvernement et le pays est révolue".

M. Renzi table en effet sur la crédibilité de son programme de réforme pour essayer de faire passer auprès de Bruxelles un projet de budget plus expansif que prévu, alors que le pays s'attend à une nouvelle année de récession en 2014 et que le ratio dette publique/PIB devrait dépasser 133% en 2015. AFP 25.10

La stratégie néolibérale à l'oeuvre tout azimut.

1- Quand Le Figaro renoue avec le glorieux passé de ses propriétaires successifs. Parole à un milicien nationaliste néonazi.

Comment faire en sorte que les idées de l'extrême se propagent au sein de la population, comment faire en sorte qu'elle les adopte, bref, comment légitimer l'extrême droite. ? Le nervi et chef de la branche politique du Secteur droit, Iouri Mindiouk, a sa petite idée : "*L'important est qu'on puisse parler et débattre de nos idées radicales.*". Le Figaro vous ouvre gracieusement ses colonnes, comme dans le bon vieux temps. Décryptage.

- Les idées nationalistes du Secteur droit prospèrent en Ukraine - LeFigaro.fr 25.10

Interview - Iouri Mindiouk, chef de la branche politique de ce groupe d'extrême-droite, dont les thèses se sont enracinées dans le

pays, prône une extrême vigilance face à l'attitude de la Russie dans l'est du pays.

(Dès l'introduction on s'aperçoit que cette milice fasciste partage les mêmes préoccupations que Washington et ses alliés occidentaux et le même ennemi, la Russie, comme quoi les grands esprits se rencontrent et finalement l'extrême droite n'est pas forcément ce qu'on croit ou n'a pas que des mauvaises idées ou intentions, c'est ce qu'est censé inculqué aux lecteurs Le Figaro.

Quand certains dans les rangs du mouvement ouvrier tiennent absolument à décrire la droite et l'extrême droite comme deux courants politiques qui poursuivraient des objectifs distincts ou particuliers, nous avons ici la démontration du contraire, seules leurs méthodes varient, ajoutons les apparences trompeuses. Qu'il ne faille pas les confondre, c'est une chose, mais prétendre qu'ils ne seraient pas complémentaires et ne partageraient pas la même idéologie est une escroquerie politique.
Rappelons qu'autrefois de Gaulle a réhabilité des gens (militants, miliciens, militaires) de droite passés à l'extrême droite pendant la guerre ou lors de la guerre d'Algérie jusqu'à nommer un ex-légionnaire Premier ministre, Pierre Mesmer, la plupart de ses collaborateurs et des préfets qu'il nommera auront été des collaborateurs de Vichy, sans que la droite ne s'en offusque. - ndlr)

Bien qu'il présente officiellement des dizaines de candidats aux élections parlementaires, le groupe d'extrême-droite «Pravy Sektor» (Secteur droit) a gardé des habitudes de la clandestinité. (C'est la condition pour continuer de se livrer à des activités illégales et commettre des crimes en toute impunité, sans que le gouvernement qui en est le complice ne soit inquiété, ils se couvrent ainsi mutuellement. - ndlr)

À l'entrée des bureaux de l'organisation, à Kiev, non signalés, un gardien soupçonneux surveille les allées et venues. Sur la table de Iouri Mindiouk, le responsable de l'aile politique de Pravy Sektor, trône une photo du héros nationaliste Stepan Bandera. Ce dernier est accusé d'avoir collaboré avec les Nazis durant la Seconde Guerre mondiale afin de défendre l'indépendance de l'Ukraine, contre la Russie. (Il ne s'agit pas d'une simple accusation qui pourrait faire l'objet d'une controverse ou dont les fondements pourraient être douteux, mais d'un fait avéré et vérifiable, de plus les nervis de cette milice à ce point nostalgique ou le revendiquant n'hésitent pas à arborer les insignes nazis. La présentation qui est faite ici de Bandera par Le Figaro relève du négationnisme et n'a rien à envier à Le Pen et consort. - ndlr)

À Moscou, encore aujourd'hui, le nom de Pravy Sektor, qui s'est particulièrement illustré par ses coups de force (Passages à tabac, assassinats pour être plus précis. - ndlr) durant la révolution de Maïdan (Rectifions, coup d'Etat de l'Otan. - ndlr) , évoque la figure du diable (Exactement comme le font les néoconservateurs ou néolibéraux américains et leurs médias à propos de Poutine ou de la Russie. - ndlr), et permet d'alimenter la thèse russe de la présence d'une «*junte fasciste*» à Kiev ("*Thèse russe*", phraséologie destinée à influencer les lecteurs et leur suggérer qu'ils seraient en présence d'une théorie du complot fabriquée par les Russes, histoire de laver le gouvernement de Kiev de toute accusation de collusion avec des milices fascistes, à l'heure où certains de ces membres en font partie. Pour que Le Figaro, la droite officielle en France et le gouvernement soutiennent le gouvernement néonazi de Kiev, il faut en faire une présentation acceptable ou déformer la réalité. - ndlr) . Si les scores électoraux de Pravy Sektor restent marginaux, les idées radicales que le groupe défend se sont enracinées dans le paysage politique ukrainien. (Cela reste à vérifier, c'est Le Figaro qui l'affirme. Idées racistes, antisémites, xénophobes pour être plus précis, conforment sur le plan économique aux recommandations du FMI notamment (Il faut libérer l'initiative privée, (...) libérer également l'homme de la bureaucratie, baisser les impôts et améliorer le climat d'investissement. - Iouri Mindiouk) . - ndlr)

Le Figaro a visé juste, tous les commentaires qui figuraient ce matin à la suite de cet article étaient de facture d'extrême droite, bravo, mission accomplie !

Émile Gaboriau, auteur d'un ouvrage sur les premiers « Figaro » en 1861 : "*Un jour il ne donne plus juste la note de l'opinion, de ce moment il est perdu*", réservons cette appréciation à ses lecteurs qui flirtent avec l'extrême droite...

Le Figaro et son histoire. (Wikipedia.org)

Lors de la Commune de Paris, le journal prend position contre celle-ci. Il est le premier journal supprimé par la Commune, mais reprend ses publications lorsque celle-ci est finalement vaincue. Le Figaro se crée ainsi un public d'aristocrates et de bourgeois. Il s'affirme comme « *conservateur-monarchique* ».

En 1922, le journal est racheté par le parfumeur François Coty .

La politique devient le sujet principal. Thuriféraire du fascisme mussolinien et antisémite notoire, le parfumeur Coty fait mener dans son journal des campagnes contre les impôts, la franc-maçonnerie et le communisme international. Le ton populiste proche de l'extrême droite et antiparlementaire des années Coty font perdre au journal les trois quarts de ses lecteurs (en 1932, la diffusion est tombée à 10 000 exemplaires).

Le journal un temps compromis par les sympathies fascistes de François Coty retrouve une brillante équipe de rédacteurs à partir de 1935.

Cependant, le Figaro ne retrouve pas politiquement une ligne modérée. Lucien Romier conservant au journal un ton antiparlementaire, très hostile au Front populaire et épousant les positions du maréchal Pétain (dont il sera ministre à Vichy). Ainsi le 28 septembre 1936, à la une du journal, les prises de position éditoriales sont sans ambiguïté. Allant des franquistes qualifiés de « héros » tandis qu'ils reprennent la ville de Tolède pendant la guerre d'Espagne, jusqu'à l'homme politique Philippe Henriot (élu de la Fédération républicaine qui deviendra un des importants soutiens du régime de Vichy) "chaudement félicité" pour sa réélection. Avec le temps, le journal se replie sur le libéralisme et les journalistes « munichois sans enthousiasme »37, s'opposent au nazisme à la fin des années 1930.

À la Libération, Le Figaro reparaît à Paris (...) Il devient ainsi le journal du MRP face aux communistes et aux socialistes.

En 1975, le journal est racheté par Robert Hersant.

Qui est Hersant ?

Avant la Seconde Guerre mondiale, Robert Hersant milite au sein des Jeunesses socialistes (SFIO) de Rouen...

Après juin 1940, il monte de Rouen à Paris... Il fonde alors le « *Jeune front* », un groupuscule pronazi... La principale activité du « *Jeune front* » est de distribuer le journal antisémite Au Pilori, l'un des plus extrémistes de la collaboration, subventionné par les autorités allemandes.

En 1941, Hersant fait son service dans les Chantiers de jeunesse, puis se retrouve au camp de Brévannes, créé dans l'esprit de la Révolution nationale...

Robert Hersant est condamné en 1947 à dix ans d'indignité nationale pour collaboration avec l'Allemagne nazie, mais bénéficie d'une amnistie générale en 1952.

Dans les années 1970, Robert Hersant passera à droite et deviendra un soutien de la droite libérale et conservatrice avec notamment le rachat du Figaro. (source : Wikipédia.org)

Parmi les journalistes qui officient aujourd'hui au Figaro, un certain nombre d'aristocrates qui ont conservé leur particule.

Arnaud de La Grange
Éric de La Chesnais
Sophie de Ravinel
Jacques de Saint Victor
Étienne de Montety
Delphine de Mallevoue
Frédéric de Monicault
Solenn de Royer
Bertrand de Saint-Vincent
Nicolas d'Estienne d'Orves

En complément dans le même registre nauséabond.

- Les Français ont une mauvaise opinion d'Eric Zemmour 20minutes.fr

62% ont une mauvaise opinion du polémiste et se déclarent «choqués» par sa thèse sur le régime de Vichy. 20minutes.fr 25.10

Parmi les personnes interrogées, combien écoutent son émission sur je ne sais plus quelle radio ? 10%, moins ?

Je ne comprends pas la finalité de cette opération à part faire douter les gens sur les intentions du régime de Vichy et ses crimes, je ne vois pas. Pour mieux faire connaître son idéologie ignoble pour que plus de gens y adhèrent ? Qui sait ? Ne soyons pas naïf, n'oublions pas que leurs intentions sont généralement inavouables tellement elles sont monstrueuses.

Hitler aussi a sauvé des juifs, des banquiers et hommes d'affaires qui avaient financé le régime nazi, eux ils ont bénéficié d'un sauf-conduit pour quitter l'Allemagne... Et même qu'il y avait des juifs parmi les hauts dignitaires du régime, les SS, le IIIe Reich, les documents de l'époque l'attestent, comme quoi le nazisme a été diabolisé à tort, non ?

N'y aurait-il pas du bon et du mauvais, du vrai et du faux partout, en toute chose ? Au Figaro (et pas seulement) ils doivent sûrement le penser tout bas.

2- Colons et proxénètes, de la traite des Noirs à la traite des blanches, adeptes du puritanisme et de la pornographie, de la dérégulation fanatique de l'économie et de la finance à celle du sexe.

Ce sont les néoconservateurs qui vous le recommandent.

- Allons tous voir le Zizi sexuel avec nos enfants - Slate.fr

- Etats-Unis : le mariage homosexuel dorénavant reconnu dans 32 Etats - LeMonde.fr

3- Un meutre sanctionné par la justice, un crime !

- Une jeune Iranienne pendue pour meurtre LeMonde.fr

- Iran: la pendaison d'une jeune femme déclenche l'indignation internationale - AFP

Une jeune Iranienne, Reyhaneh Jabbari, condamnée à mort pour le meurtre d'un homme qui l'avait selon elle agressée sexuellement, a été pendue samedi matin déclenchant l'indignation de plusieurs pays.

Son exécution rapportée par l'agence officielle Irna a immédiatement suscité la condamnation d'Amnesty International qui l'a qualifié de "*nouvelle tache dans le bilan des droits de l'Homme de l'Iran*" et d'"un affront à la justice".

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont également vivement condamné l'exécution de la jeune femme.

Reyhaneh Jabbari, une décoratrice d'intérieur âgée de 26 ans, a été condamnée à mort en 2009 pour le meurtre en juillet 2007 de Morteza Abdolali Sarbandi, un chirurgien et ancien employé du ministère des Renseignements, au terme d'un procès "*partial*" selon Amnesty.

Un expert de l'ONU avait également affirmé en avril que la cour n'avait pas pris en compte toutes les preuves, et que les aveux de la décoratrice avaient été obtenus sous la contrainte.

Selon des "*sources fiables*" citées par cet expert, Morteza Abdolali Sarbandi aurait agressé physiquement et sexuellement la jeune femme qui, cherchant à se défendre, l'aurait poignardé avant de s'enfuir et d'appeler une ambulance.

Mais la justice iranienne a balayé ces critiques: les éléments du dossier ont montré que "*le meurtre était prémédité*", a assuré le bureau du procureur de Téhéran dans un communiqué publié samedi.

Reyhaneh Jabbari a avoué "*avoir acheté un couteau de cuisine (...) deux jours avant le meurtre*" et l'a utilisé pour commettre le meurtre, selon le communiqué, ajoutant qu'elle avait frappé M. Sarbandi dans le dos "*ce qui montre qu'elle n'était pas en légitime défense*".

Enfin, elle a "*envoyé un SMS à un ami dans lequel elle dit je vais le tuer ce soir, ce qui montre que le meurtre était prémédité et que l'affirmation de défense contre un viol est sans fondement*", poursuit le texte. AFP 25.10

On retiendra : Un "*expert de l'ONU*" entre en scène pour innocenter l'accusée, et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne prend sa défense. Ils donnent raison à Poutine.

Quand il s'agit d'interférer dans les affaires intérieures de Cuba, du Venezuela, de la Bolivie, de la Russie, de la Chine, de l'Argentine, du Brésil, de la Syrie, de l'Irak, de la Libye, du Soudan, du Liban, bref, des pays réputés hostiles à la politique des Etats-Unis, les ONG et organisations droitdelhommistes en tous genres immitent les Américains.

Quant au "*bilan des droits de l'Homme*", on aura noté que les meurtres à répétition de plusieurs Noirs non-armés par des policiers Blancs aux Etats-Unis n'ont pas déclenché une campagne d'indignation à travers le monde, parce que les organisations du type d'Amnesty International sont rapidement passées à autre chose...

En complément.

- Fusillade en Californie : deux policiers tués, deux blessés, le suspect arrêté - Francetv info

Les autorités du nord de la Californie ont arrêté vendredi 24 octobre un homme suspecté d'avoir abattu deux policiers avant

d'en blesser un autre, ainsi qu'un automobiliste pour lui dérober sa voiture.

Vendredi, une autre fusillade dans un lycée près de Seattle, au nord-ouest des Etats-Unis, a fait au moins deux morts, dont le tireur, et trois blessés graves. Francetv info 25.10

4- C'est bien la classe dominante qui pourrit l'ensemble de la société.

- New Delhi : Sex and the City - lepoint.fr 25.10

Extraits. Dans un pays très conservateur, les femmes aisées et urbaines aspirent à l'amour et au plaisir.

La "*soirée filles*" a commencé tôt, dans un appartement de Vasant Vihar, un quartier aisé de New Delhi. Amies de longue date, huit femmes âgées de 28 à 40 ans boivent, fument et discutent. Un joint passe de main en main. Entre une bouteille de vodka et un vin australien, des plats sont disposés sur la table basse : humus, chicken tikka et toasts au fromage de chèvre, à l'image du tsunami d'influences qui déferle depuis une décennie sur la capitale indienne.

Galvanisée par l'afflux brutal de l'argent, la mégalopole transforme fébrilement son quotidien : goûts, apparences, moeurs, mentalités. Sexe, aussi. Au sein des classes privilégiées, la révolution sexuelle a transformé le comportement féminin. Après les boutiques de lingerie, cette année voit l'explosion remarquée du marché des sex toys en Inde.

D'après un sondage, 76 % des Indiennes et 61 % des Indiens pensent que l'infidélité n'est pas un grand péché. Mais seules les élites de Delhi ne s'entravent pas d'embarras. Dans le cercle richissime de leurs soirées gorgées d'alcool et de cocaïne, leur permissivité n'a rien à envier aux élites des autres capitales du monde.

Le "*date*", le rendez-vous galant avec un homme, fascine. De Orkut à Facebook, de OkCupid à Tinder, les réseaux sociaux les ont facilités. Ruchika, productrice télévisée de 36 ans : "*Quand on a la liberté financière en Inde, personne ne questionne vos choix*." lepoint.fr 25.10

Quand vous avez la "*liberté financière*", vous pouvez tout vous permettre, cela doit vous rappeler mes précédentes causeries sur le même sujet. Il en va ainsi dans tous les pays du monde, la classe dominante est la première à se prostituer, les autres ne font que l'immiter.

Les relations entre les hommes et les femmes dans la société indienne sont du type féodal, comme les rapports dans le reste de la société à l'image du régime en place.

On nous dit que les femmes indiennes sont malheureuses, mais on oublie de dire que les hommes le sont tout autant, si ce n'est plus puisque les hommes sont différents des femmes et sont sous l'emprise de pulsions sexuelles impérieuses, comment dire insatiables, qui apparaissent régulèrement et qu'ils doivent satisfaire ou contrôler, contrairement aux femmes qui peuvent demeurer pendant de longues périodes, de longues années parfois, sans rapports sexuels, dont apparemment les pulsions sexuelles ne présentent pas la même acuité que chez les hommes.

Et si vous observez les mammifères, ils se comportent de la même manière. J'avais deux jeunes chiens, je dis j'avais parce que le mâle a disparu. Pendant trois jours ils se font fait la belle et seule la chienne est revenue hier. J'ai eu trois chiens auparavant, deux m'avaient joué le même tour, ils préféraient rester dehors et se taper toutes les femelles aux alentours, plutôt que se retrouver enfermer entre les quatre murs du jardin. Le troisième, mon dogue allemand, je ne lui avais pas laissé le choix, il n'avait pas la possibilité de sortir, il a dû se contenter des deux femelles qui vivaient avec lui, dont une chienne minuscule par rapport à lui, c'était plus fort que lui !

Quant aux femmes, j'aurais pu évoquer mes différents épouses ou compagnes. C'est en partie sur la base de ces expériences que j'ai rédigé les lignes plus haut. La dernière en date n'a pas eu de rapports sexuels pendant 23 ans, c'est très très long, j'en ai parlé avec elle à moins dix reprises pour recouper ce qu'elle me disait à chaque fois pour m'assurer qu'elle ne me racontait pas d'histoires, je n'ai pas réussi à la prendre en défaut, j'ai été très loin, je l'ai même fait pleurer à plusieurs reprises, j'en ai donc déduit qu'elle me disait la vérité, j'ai voulu m'en assurer tellement cela paraissait incroyable au regard de son activité sexuelle débordante, quotidienne si je l'écoutais, c'est troublant et vous avouerez qu'on peut se poser des questions, elle partage ma vie et je n'en sais pas plus que cela sur elle, je ne peux pas vivre avec n'importe qui, vous saisissez, bref, c'est quelque chose que je ne m'explique pas, cela m'intrigue, je me demande comment elle a pu faire pour refouler ses pulsions sexuelles aussi longtemps, j'en déduis que c'est plus facile pour une femme que pour un homme, apparemment.

Il y a un truc au moins que j'ai compris chez elle, c'est qu'après avoir été violée et brutalisée par son mari alcoolique pendant 10 ans jusqu'à ce qu'il crève, elle refusait tout rapport avec un autre Indien, alors qu'avec un Blanc c'est différent, elle se sent en sécurité, je lui ai dit que c'était une grave erreur de le croire et qu'il y avait aussi des Blancs qui maltraitaient leurs épouses, qu'elle avait de la chance d'être bien tombée, si je puis dire, car elle a passé toute l'après-midi à m'attendre dans la chambre, en

vain car je n'ai pas arrêté de bosser, elle va finir par penser que je suis un mauvais coup, mais c'est indolore ! C'est devenu un rituel tous les dimanches après-midi et cela m'agace. Elle en a profité pour dormir pendant 5 heures et c'était aussi bien ainsi, la pauvre femme a besoin de se reposer, elle est déjà bien usée à 46 ans, sauf évidemment sur le plan sexuel et on sait pourquoi !

Il y aurait beaucoup à dire sur le contenu de cet article. Depuis quand l'habitude de consommer de l'alccol, fumer, se droguer, seraient des marques d'émancipation ou de libération de la femme ou même de l'homme, c'est plutôt le contraire ou le témoignage qu'on en demeure incapable dans cette société, c'est confondre le règne de la nécessité avec celui de la liberté.

C'est un consommateur d'alcool (très modérément) et de cigarettes (beaucoup trop !) qui parle, un ex-consommateur de cannabis pendant plus de 30 ans. Boire, fumer ou se droguer n'est pas une qualité ou une vertu comme le sugggère cet article, mais un vice, qui plus est n'est pas donné !

De quoi sont-ils capables ? De tout, du pire surtout, par exemple de liquider une ville au profit d'une mine.

- Pour ne pas être engloutie, une ville suédoise doit déménager - lefigaro.fr 25.10

Le plus grand gisement de fer au monde menace les fondations de Kiruna, dont le centre-ville est actuellement en cours de démantèlement.

La ville suédoise a été construite en 1900. Située en plein cercle polaire, Kiruna et ses 23.000 habitants va pourtant devoir déménager trois kilomètres plus à l'est. En cause: les habitations menacent d'être englouties par la mine voisine. Car la cité a été créée de toute pièce au début du XXe siècle par la société d'exploitation de la mine LKBA. Seulement, le site est devenu le plus grand gisement de fer au monde. Et il ne cesse de s'étendre au point de menacer les fondations de la ville.

«Nous vivons en symbiose: la ville est ici à cause de la mine», explique le maire-adjoint Niklas Siren. «*Sinon, aucun diable n'aurait construit une ville ici* .» Le dilemme était donc cornélien. «*Soit on arrêtait de creuser la mine, et on créait du chômage de masse, soit on acceptait de bouger les constructions. C'est un problème existentiel*», commente pour sa part Krister Lindstedt de White Architekter, la société en charge dont le projet, intitulé Kiruna 4-ever, vient d'être sélectionner par les habitants.

«*La ville va se déplacer comme un gros mille-pattes*», précise encore l'architecte. Un par un, tous les quartiers de la ville sont appelé à être détruits. Mais seuleune vingtaine d'immeubles seront rebâtis. Kiruna devrait au passage se doter de nouvelles infrastructures: une mairie, une bibliothèque, une piscine… L'autre caractéristique du projet, c'est son étalement dans le temps, puisque le projet ne prendra pas fin avant 2040. lefigaro.fr 25.10

Ce n'est pas "*existentiel*" mais bien réel : Les habitants de cette ville vont devoir attendre 2040 pour que leur ville soit reconstruite, et encore ! Dingue, non ?

Ils tiennent absolument à préserver le PS. Alors qu'il disparaisse !

Lire à la place des Français la classe dominante et ses complices de gauche et d'extrême gauche.

- PS: les Français préfèrent la rénovation du parti à sa dissolution - AFP

La moitié des Français (48%) souhaitent que le PS "*ne soit pas dissout mais rénové*" contre 39% qui préfèrent qu'il "*soit dissout et remplacé par un nouveau parti*" et 13% "*qu'il reste comme il est actuellement*", selon un sondage Odoxa pour i-Télé publié samedi.

Les sympathisants socialistes sont nettement plus nombreux (77%) à préférer la rénovation du PS à sa dissolution (12%), tandis que 11% sont pour le statu-quo.

54% de l'ensemble des personnes interrogées, mais seulement 37% des sympathisants socialistes, seraient favorables "*à ce que le Parti socialiste change de nom*", contre 46% qui y seraient opposés (63% des sympathisants socialistes). AFP 25.10

Précisons : "*La moitié des Français*"... interrogée par cet institut de sondages.

La classe dominante n'a pas intérêt à ce qu'il disparaisse, sauf à considérer que tout ce que compte le pays de nantis seraient suffisamment gangrenés ou prêts à basculer ouvertement dans le néolibéralisme, ce qui ne semble pas être encore le cas, mais je peux me tromper.

En complément.

- Martine Aubry : "*Les socialistes sont pragmatiques*" - Francetv info

Généralement cela se voit sur eux, ils se portent bien !

Collusion entre la Turquie et l'Emirat islamique. A qui profite cela profite-t-il ?

1- Syrie: l'EI maintient la pression à la frontière turque à Kobané - AFP

Les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) tiraient au mortier samedi en direction de la frontière turque, au nord de Kobané.

Moins bien armées et moins nombreuses que les jihadistes, les forces kurdes, qui résistent avec acharnement, doivent recevoir d'ici quelques jours l'aide de peshmergas, des combattants du Kurdistan irakien.

Au nombre de 200 au maximum, selon un porte-parole de cette région autonome, ils devraient transiter par la Turquie, qui a autorisé leur passage. Mais Ankara refuse toutefois de laisser passer des Kurdes d'autres nationalités et d'aider militairement les milices kurdes syriennes qu'elle assimile à des "*terroristes*" liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Dans ce contexte, l'annonce par le président turc de l'arrivée de 1.300 combattants de l'Armée syrienne libre (ASL) --des opposants au président Bachar al-Assad-- en renfort à Kobané a été accueillie fraîchement par les Kurdes syriens.

Ces derniers jugent plus judicieux que les rebelles ouvrent d'autres fronts contre les jihadistes en Syrie, afin de "*desserrer l'étau autour de Kobané*". AFP 25.10

2- Trois soldats turcs tués, le gouvernement accuse des « rebelles » du PKK - LeMonde.fr

Trois soldats turcs ont été tués, samedi 25 octobre, par des hommes masqués, dans une zone peuplée en majorité par des Kurdes dans le sud-est du pays. L'armée a attribué cette attaque, non revendiquée, à des rebelles kurdes du PKK.

Les trois soldats, qui n'étaient pas en service, ont été tués dans la rue dans la ville de Yuksekova dans la province de Hakkari, à la frontière avec l'Iran et l'Irak.

Pour le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, les auteurs des meurtres de samedi ont cherché à utiliser la situation à Kobané pour « *plonger la Turquie dans le chaos et le trouble* ». « *Nous prendrons les mesures nécessaires pour protéger l'unité nationale et la paix dans le pays* », a-t-il déclaré depuis la ville de Kayseri, dans le centre de la Turquie. Mais M. Davutoglu a précisé que les efforts de paix dans le sud-est de la Turquie devaient continuer, affirmant que « *le processus de paix n'implique pas de faire des concessions au terrorisme* ». LeMonde.fr 25.10

ACTUALITE EN TITRES

Stratégie du chaos

- Nouveaux combats entre armée libanaise et islamistes à Tripoli - Reuters

- Nouvelle nuit de tension et de violences à Jérusalem-Est - AFP

- Yémen: combats meurtriers entre rebelles chiites et tribus sunnites alliées à Al-Qaïda - AFP

Haut de page

Le 27 octobre 2014

CAUSERIE

Pour patienter, lire absolument l'article d'actualité :*Démocratie et capitalisme, le divorce?* (27.10)

L'actualisation du site dans trois ou quatre heures environ.

L'Australie : Leur justice n'a rien à envier à celle des Etats-Unis.

- Pistorius: Reeva "*avait décidé de le quitter cette nuit-là*" - AFP

L'Australie tout comme le Canada qu'on nous présente souvent comme des pays où il fait bon vivre, des modèles de démocratie et d'intégration, etc. en réalité ils sont totalement alignés sur les Etats-Unis et la classe ouvrière, les mineurs en particulier, ne sont pas mieux lotis.

J'écrivais dans la causerie du 22 octobre : " *J'avais l'intime conviction au vue des éléments de l'enquête qu'il s'agissait purement et simplement d'un meurtre, d'une exécution de sang froid, pour quel motif, la jalousie ou parce que sa compagne avait finalement renoncé à l'épouser à quelques jours de leur mariage.* ".

C'était également l'intime conviction de la mère de la victime, mais pas celle du jury qui s'est laissé impressionner par la notoriété de l'assassin et le battage médiatique qui le présentait comme la victime d'une malheureuse méprise, à les entendre le meutrier était plus à plaindre que les parents de cette jeune femme.

On ne peut pas dire qu'on a eu du pif, puisque ce sont les faits et notre féroce détestation de l'injustice qui nous ont aidé à forger notre conviction, notre pensée indépendante ou libre.

Vous vous en foutez peut-être, cette histoire vous laisse indifférent. Personnellement je m'y suis intéressé de loin, en huit mois j'ai dû lire un seul article, ensuite je n'ai fait que parcourir les titres des articles au gré des infos qui tombaient sur Yahoo, ce fut suffisant, et c'est souvent ainsi que je procède.

AFP - Le champion paralympique, âgé de 27 ans, a été condamné mardi dernier à cinq ans de prison ferme pour avoir tué sa petite amie en 2013. Il a été immédiatement incarcéré à l'issue d'un retentissant procès de presque huit mois.

La mère de Reeva Steenkamp, tuée en 2013 par le champion paralympique Oscar Pistorius, s'est déclarée certaine dans une interview exclusive au Times Magazine que sa fille "*avait décidé de quitter Oscar cette nuit-là*".

"*Ses habits étaient emballés. Il n'y a aucun doute dans nos esprits: elle avait décidé de quitter Oscar cette nuit-là*", a affirmé June Steenkamp qui ajoute que leur relation n'avait pas été consommée.

"*Il n'y a aucun doute dans nos esprits que quelque chose a terriblement mal tourné, quelque chose l'a tellement bouleversée qu'elle s'est cachée derrière une porte fermée avec deux téléphones portables*", écrit la mère de la jeune femme dans son livre "*Reeva, racontée par sa mère*" qui sort le 6 novembre dans les librairies britanniques et dont le Times Magazine, supplément du week-end du Times, publie des extraits.

June Steenkamp y décrit Oscar Pistorius comme quelqu'un d'"'*arrogant*", "*lunatique*", "*versatile*", "*explosif*", "*possessif*", "*distrait*" et "*sournois*". Elle le présente comme "*armé jusqu'aux dents*" et ayant "*la gâchette facile*".

"*Ca a été la malchance de Reeva de le rencontrer, parce que tôt ou tard, il allait tuer quelqu'un. Je crois profondément à ça*", écrit-elle dans son livre.

Elle pense également que sa fille avait "*des doutes persistants quant à leur compatibilité*".

"*Elle m'avait confié qu'elle n'avait pas couché avec lui. Ils partageaient le même lit mais elle avait peur de porter leur relation à ce niveau... Elle n'aurait pas voulu coucher avec Oscar si elle n'était pas sure. Je pense que leur relation était en train de se terminer. Au fond de son coeur, elle ne pensait pas que celle-ci rendait l'un ou l'autre heureux*", écrit-elle encore.

Elle reconnait également "*ne pas être contente du tout*" de l'acquittement d'Oscar Pistorius pour meurtre, un chef d'accusation qui pouvait le voir condamner à la prison à vie. "*Je ne pense pas du tout que cela a rendu justice à Reeva*", a-t-elle dit. AFP 26.10

Ukraine, une défaite déguisée pour l'Otan et l'UE.

- Ukraine: vague pro-occidentale aux législatives, les prorusses présents - AFP

- Ecrasante victoire des pro-occidentaux aux législatives en Ukraine - LeMonde.fr

- L'Ukraine a massivement voté pour un rapprochement « *irréversible* » avec l'Europe - LeMonde.fr

- Le bloc proeuropéen remporte largement les législatives en Ukraine - lefigaro.fr

- Ukraine: vague pro-occidentale aux législatives, les prorusses présents - AFP

Le camp pro-occidental et nationaliste a remporté dimanche aux législatives une victoire d'une ampleur sans précédent depuis l'indépendance de l'Ukraine (45 millions d'habitants), qui conforte selon le président Petro Porochenko le fragile processus de paix engagé avec les séparatistes prorusses dans l'Est.

Les sondages réalisés à la sortie des bureaux de vote, dont les chiffres ont été rendus publics à leur fermeture, donnent environ 70% des voix aux cinq mouvements pro-occidentaux, pour certains aux tonalités nationalistes. Ils devront se partager le pouvoir, aucun d'eux ne se détachant largement.

Le scrutin, au taux de participation limité à 53%, est toutefois marqué par le maintien d'anciens alliés de l'ex-président prorusse Viktor Ianoukovitch, à l'inverse du Parti communiste menacé, événement historique, de disparaître de l'assemblée.

Le président Porochenko, élu en mai dès le premier tour, a souligné que les Ukrainiens avaient massivement voté en faveur d'un rapprochement "*irréversible*" avec l'Europe.

Le Bloc Petro Porochenko du chef de l'Etat arrive comme prévu en tête avec 22% à 23% des suffrages, selon les sondages diffusés par trois instituts. Mais sa victoire est moins large que prévu et deux autres forces pro-occidentales ont en revanche surpris par leur score: le Front Populaire du Premier ministre Arseni Iatseniouk (21%) et Samopomitch (13%), parti composé de jeunes représentants de la société civile et de combattants revenus de l'Est.

Le président Porochenko s'est réjoui d'un autre tournant de ces législatives. "*Les Ukrainiens ont porté un coup décisif à la cinquième colonne communiste*", a-t-il dit.

Le PC ne passe en effet pas la barre des 5% nécessaire pour entrer à l'assemblée, où il ne sera représenté qu'à condition d'une hypothétique élection dans l'un des scrutins locaux.

En revanche, avec près de 8%, le Bloc d'Opposition, regroupant plusieurs figures de l'ancien Parti des Régions de Viktor Ianoukovitch, dépasse ce seuil.

Suivent le Parti radical du populiste Oleg Liachko (6%), les nationalistes et radicaux de Svoboda (6%) et le parti Batkivchtchina de l'ancienne Première ministre Ioulia Timochenko (6%).

Ces élections avaient été convoquées par le président Porochenko pour tourner définitivement la page du régime de Viktor Ianoukovitch, renversé au terme d'un mouvement de contestation pro-occidental déclenché en novembre 2013 sur le Maïdan, dans le centre de Kiev.

Environ cinq millions d'électeurs, sur 36 millions au total, n'ont pas pu voter en Crimée, rattachée à la Russie en mars, ni dans les zones contrôlées par les séparatistes dans l'Est. Sur les 450 sièges de députés, 27 resteront ainsi vides.

A Donetsk, principal fief des rebelles, les habitants ont ignoré les élections et attendent celles que les séparatistes prévoient d'organiser le 2 novembre.

Le nouveau Parlement devra voter des réformes radicales destinées à sortir l'Ukraine d'une profonde récession, à lutter contre une corruption endémique et à la rapprocher de l'Union européenne, avec laquelle elle a récemment signé l'accord d'association rejeté l'an dernier par M. Ianoukovitch.

Il devra aussi accentuer les douloureuses mesures de rigueur exigées par les bailleurs de fonds occidentaux, notamment le FMI, pour sauver l'Ukraine de la faillite après le retrait du soutien financier russe. La situation est encore aggravée par le conflit gazier avec la Russie, qui la prive de gaz. AFP 26.10

La "*victoire*" des partis composant ou soutenant le gouvernement sortant à la solde de Washington et Bruxelles tient de la propagande ou est une pure vue de l'esprit.

Les 70% qu'ils ont remportés doivent être divisés par deux pratiquement compte tenu de l'abstention (plus les votes blancs et nuls dont on n'a pas les chiffres), en réalité ils ne rassemblent les voix que de 37% des électeurs inscrits, Porochenko en obtenant 22 ou 23%, obtient 8,51%, une "*victoire est moins large que prévu*" ose écrire le journaliste de l'AFP. Et dans ce " *bloc proeuropéen*" qui a remporté " *largement les législatives*" figurent des partis ultra nationaliste et d'extrême droite néonazis.

Autrement dit, cette "*écrasante victoire*" célébrée par tous les médias occidentaux est avant tout celle de l'alliance du parti néolibéral et des partis néonazis soutenus par l'Otan, le FMI et l'UE, contre les masses ukrainiennes qu'ils s'apprêtent à saigner davantage, et ce n'est pas un jeu de mots, donc au profit d'une dictature sur fond de terreur fasciste rebaptisée démocratique pour l'occasion.

Ils en sont arrivés là pour imposer leur politique au prolétariat ukrainien, le pendant de la politique de destruction et de massacre de masse qu'ils mènent en Irak et en Syrie (et en Palestine), l'Emirat islamiste remplissant à leur côté le rôle joué par le Secteur Droit et Svoboda néonazis en Ukraine.

Le Monde, en zélé porte-parole de la réaction otanazienne, s'est livré semble-t-il à un exercice péremptoire au regard des résultats de ce scrutin antidémocratique, en affirmant que "*le vote de dimanche clôt politiquement le chapitre de Maïdan*", alors que la guerre continue de faire rage dans l'est de l'Ukraine, ils prennent les désirs de leurs maîtres pour la réalité.

Le Monde surpasse tous les médias en terme de fabrication de preuves, de faux témoignages, de journalistes recrutés pour servir la propagande officielle agissant en véritables agents de la classe dominante. Ils ont trouvé le moyen d'ajouter que : "*Le Parlement sortant, élu en 2012, ne reflétait pas le paysage politique issu de la révolution : c'est notamment lui qui avait voté les lois liberticides du 16 janvier, censées étouffer la contestation contre le président Ianoukovitch. Inacceptable pour une immense majorité d'Ukrainiens*.", alors qu'elles étaient tournées essentiellement contre les agissements violents commis par les milices fascistes que soutenaient l'Otan et les Américains notamment.

Autrement dit, après avoir soutenu le coup d'Etat contre Ianoukovitch orchestré par l'Otan avec l'aide des partis néonazis, soutenu le gouvernement de Porochenko dans lequel figurait des néonazis, Le Monde se félicite du scrutin d'hier et justifie la prise du pouvoir par une coalition composée des mêmes partis ultra nationaliste, xénophobe, antisémite, milices ou militairesararborant des insignes nazis qui seraient censés être les garants des libertés des Ukrainiens, de la démocratie, pendant qu'on y est du progrès social, ils ne reculent donc plus devant rien et sont prêts à soutenir le fascisme, simple constat. Cela n'étonnera pas les lecteurs qui ont lu le passage consacré hier au Figaro avec lequel Le Monde est en concurrence, qu'il surpasse dans l'abjection.

Commentaires d'internautes (du Figaro, qu'on ne soupçonnera pas d'être de farouches révolutionnaires.)

1- "*"Victoire écrasante du bloc pro européen" titre le Monde. L'une des têtes du parti du Président, Yuriy Lutsenko, déclare: " on peut dire qu'1/3 des votants supporte la politique européenne du Président*". *En fait, heureusement pour les pro-européens, Crimée et régions séparatistes n'ont pas voté. Sinon, les élections auraient montré que l'Ukraine est anti-européenne.*"

2- "*Est ce que Le Figaro pourrait de temps en temps rapporter les faits réels ? Les 2 tiers de Ukrainiens sont restés chez eux, la plupart des listes qui n'étaient pas d'extrème droite nationaliste ou proche de Porochenko, simplement non autorisées... Comment n'a t il pas fait 100% dans ces conditions*."

3- "*Même pas 30% de participation (uniquement dans l'ouest), pas de scrutin dans les zones pro-russes, mais à part ça la démocratie gagne toujours, n'est-ce pas?*"

4- "*Tiens tiens on eévacue les donnees sur la participation... 29% à Odessa... ça fait desordre dans le concert d'agit-prop européaniste...*"

Un internaute a posté cet article.

Mais selon l'AFP Soros a aussi lancé un rappel à Juncker qui ne comprend rien non plus --" *Soros appelle l'UE et le FMI à prêter 20 milliards de dollars à l'Ukraine*.

http://www.romandie.com/news/Soros-appelle-lUE-et-le-FMI-a-preter-20-milliards-de-dollars-a/530313.rom

AFP (Bruxelles) - Le milliardaire américain George Soros a exhorté jeudi l'UE et le FMI à prêter 20 milliards de dollars à l'Ukraine, jugeant que cela répondrait au défi lancé par la Russie aux principes et valeurs sur lesquels l'Union européenne a été fondée.Les agissements de la Russie en Ukraine, avec l'annexion de la péninsule de Crimée et le soutien militaire aux rebelles séparatistes dans l'Est, représentent un défi à l'existence même de l'Europe, a affirmé M. Soros lors d'une conférence à Bruxelles. Le problème, c'est que ni les dirigeants européens, ni la population ne comprennent pleinement les implications de ce défi, selon lui.Il a plaidé pour une aide massive à l'Ukraine, qui vient de demander à Bruxelles une rallonge de deux milliards d'euros pour l'aider à payer sa facture gazière.

Des négociations sont en cours entre l'Ukraine et la Russie, qui a coupé la fourniture de gaz en juin en raison d'impayés colossaux. Kiev doit s'acquitter sous peu de 1,45 milliard de dollars, puis de 1,6 milliard pour prépayer les livraisons de novembre et décembre.

Le FMI a accordé au printemps une ligne de crédit de 17 milliards de dollars à l'Ukraine, versés par tranches, dans le cadre d'un plan international. 23.10

ACTUALITÉ DU JOUR

C'est une façon de présenter les choses.

- Bye-bye China, retour en Normandie, un exemple de relocalisation dans "*L'Angle éco*" - Francetv info

Lucibel, le fabricant de LED qui produisait jusqu'à présent en Chine, a décidé d'installer à Barentin, dans la campagne normande, un nouveau site dédié aux dernières innovations de l'éclairage à LED et aux produits haut de gamme.

Lucibel connaît une croissance à trois chiffres, est entrée en bourse en juillet 2014 et compte 210 salariés dans le monde. Elle a choisi de rapatrier un tiers de sa production en France, Les raisons de ce retour: les délais de transports (6 semaines de bateau depuis la Chine) et le salaire des ouvriers chinois. Pour 50 heures hebdomadaires, le salaire n'est que de 350 euros... mais en quatre ans, il a augmenté de 40%. Francetv info 26.10

Les salaires et les prix augmentent pratiquement au même rythme en Inde.

Cette entreprise possède un nouveau produit faisant l'objet de peu de concurrence pour le moment et bénéficie donc d'un créneau porteur qui lui permet de se développer rapidement et d'engranger des profits records.

Du coup, elle peut investir ou se permettre de s'endetter pour relocaliser une partie de son activité, et moyennant de nouveaux gains de productivité et sans doute une réduction de sa masse salariale, une diminution de son capital immobilisé (fond de roulement) ou de son stock en raison de l'annulation du délais de transport entre le lieu de production de ses lampes et ses clients ou le marché auquel elles sont destinées, compte tenu du chômage de masse en France qui tire les salaires vers le bas et les aides en tous genres que le gouvernement octroie aux entreprises, toutes ces conditions rendent la relocalisation possible et rentable, la question est de savoir jusqu'à quand.

Compte tenu de leur durée de vie annoncée très nettement supérieure à toutes les autres lampes, à l'arrivée, quand le marché de la lampe à LED aura supplanté celui des lampes fluo-compactes (Selon le cabinet McKinsey, les ventes vont exploser : à l'horizon 2020, le marché devrait être multiplié par sept pour atteindre 65 milliards d'euros - lesechos.fr/19/04/2013), les entreprises qui produisaient celles-ci devront réduire leur production, s'adapter s'ils en ont les moyens ou licencier ou encore mettre la clé sous la porte, au total moins de lampes seront consommées puisqu'elles auront une durée de vie beaucoup plus longue, donc moins de lampes seront produites, et comme le coût de production des lampes à LED est très faible et leur fabrication nécessite peu de matière et de main d'oeuvre (selon le directeur de la production LED chez Havells, Peter Dillen, « *La main-d'oeuvre représente 30 % des coûts de fabrication de nos éclairages LED en Chine, contre 5 % à 10 % en Europe* » - id), ils vont dégager en volume des profits importants pour un taux de profit très faible.

Un concurrent, Havells Sylvania a relocalisé sa production en Belgique, en Allemagne et en Angleterre en 2013, car « *en produisant en Chine, nous avions du mal à atteindre un niveau de qualité constant, ce qui engendrait des coûts de vérification et de dépannage des clients* » (id), invoquant les mêmes arguments que Lucibel, plus la copie ou le piratage de la propriété intellectuelle récurrent en Chine.

On image qu'à terme ils réduiront la durée de vie de ces nouvelles ampoules et s'éclairer sera devenu un luxe... en guise d'économie !

L'apartheid renforcé.

- Israël. Les bus des colons interdits aux ouvriers palestiniens - nouvelobs.com

Les ouvriers palestiniens ne pourront plus prendre les mêmes bus que les colons pour rentrer en Cisjordanie. La mesure ravive la polémique sur la ségrégation dans les transports.

Mais le journal balaye l'argument sécuritaire. "*Les travailleurs autorisés en Israël font l'objet d'une enquête des services de sécurités intérieurs et sont fouillés à leur entrée en Israël (...) s'ils voulaient attaquer des Israéliens, ils pourraient le faire n'importe où, pas spécialement dans le bus*", affirme ainsi le général Nitzan Alon, commandant de la Judée Samarie (nom donné par les Israéliens au nord de la Cisjordanie occupée), cité par le "Haaretz".

"*Il est temps d'admettre que cette procédure militaire est un cache-sexe pour céder aux demandes (des colons) de ségrégation*

raciale dans les bus", a réagit dans un communiqué l'ONG israélienne de lutte pour les droits de l'Homme B'Tselem. nouvelobs.com 26.10

ACTUALITE EN TITRES

Intox. La question la plus incongrue du jour.

- TAFTA, l'accord du plus fort : qui de l'Europe ou des États-Unis remportera les négociations ? - Atlantico.fr

Formatage

Prénatal...

- France. Les prénoms classiques et régionaux ont le vent en poupe - Francetv info

L'officiel des prénoms a établi une liste des plus populaires pour 2015. Un guide qui permet d'aider les futurs parents. Francetv info 26.10

Raison de plus pour choisir un prénom qui n'y figure pas !

... puis dégénérescence précoce...

- Grande-Bretagne. "*Baby Beyoncé*", 19 mois et déjà miss dans les concours de beauté - L'Express.fr

... et enfin putréfaction assumée.

- Ce que l'art contemporain dit de la France contemporaine - Slate.fr

Quel dommage, même à titre posthume on ne pourra même pas l'embaumer!

- Christophe de Margerie promu officier de la Légion d'honneur à titre posthume - 20minutes.fr

Stratégie du chaos

- Jérusalem-Est en proie à de violents heurts pour la 5e nuit consécutive - AFP

- Liban: les civils fuient les combats entre armée et islamistes à Tripoli - AFP

- Nigeria: nouveau rapt de masse et combats malgré la trêve annoncée - AFP

- Cameroun: l'armée a tué 39 combattants de Boko Haram - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

- Tunisie : faible participation pour les élections législatives - Francetv info A 16 heures, le taux de participation était de plus de 50%, soit 2,6 millions d'électeurs. Il devrait y avoir des résultats préliminaires dès le lundi 27 octobre. Francetv info 26.10

2- Brésil

- Dilma Rousseff réélue présidente du Brésil avec 51,45% des voix - Francetv info

La présidente de gauche, candidate du Parti des travailleurs (PT) l'a emporté avec 51,45% des voix contre 48,55% au candidat du Parti social-démocrate brésilien (PSDB), selon des résultats quasi définitifs portant sur un décompte de 98% des bulletins de vote. La différence s'est jouée sur à peine trois millions de vote, alors que 142,8 millions d'électeurs étaient convoqués aux urnes.

Comme prévu, la présidente l'a largement emportée dans les régions pauvres du Nord-Est. Mais si elle a largement perdu dans l'Etat de Sao Paulo, fief du PSDB, elle a remporté une large victoire dans les deux grands Etats de Rio et de Minas Gerais, - le bastion de M. Neves - dans le sud sud-est industrialisé. Francetv info 26.10

3- Liban

- Liban: Tripoli s'embrase - french.irib.ir

Selon les sources d'information au Liban de très violents combats ont éclaté ce samedi matin entre les terroristes takfiris et les soldats de l'armée libanaise à Tripoli et des colonnes de fumée s'élevaient au dessus de la ville, accompagnées de tir de roquettes. C'est sur l'axe Al Tarbiya-Al Nahas dans le nord de Tripoli que le gros des combats se déroule, rapporte le site Al Ahed. Toujours sur cet axe, de vastes incendies se sont déclarés dans des boutiques et des magazines et les tirs retentissent de partout. Les accrochages opposent les soldats de l'armée aux terroristes takfiris autour du bazare et de la zone du commerce.

AsSafir a rapporté une intensification des combats à Tripoli et un bilan de cinq blessés dans les rangs des soldats libanais. Dans la nuit de vendredi à samedi, les assaillants armés ont tiré contre une patrouille de l'armée à Tripoli blessant un officier et quatre militaires. Un terroristes a également été tué. Les affrontements ont éclaté à Khan al Asghar et se sont étendus rapidement à la zone commerciale. une lance-roquette et des roquettes ont été utilisés et la zone commerciale sert de tranchée aux terroristes. Mais comment se comporte l'armée libanaise? elle est parvenue à capturer un certain nombre des terroristes et de leurs soutiens. A Erssal, les accrochages ont éclaté vendredi toujours entre les terroristes et les soldats libanais, les terroristes cherchant à pénétrer depuis les hauteurs où ils se sont retranchés vers la ville et à prendre d'assaut les positions de l'armée libanaise. french.irib.ir 25.10

Haut de page

Le 28 octobre 2014

CAUSERIE

J'ai rédigé le passage ci-dessous hier soir.

Il n'y a pas quelque chose qui vous choque profondément, tous ces chefs d'Etat ou de gouvernement (Obama, Hollande, Cameron, Merkel, Renzi, Roy, etc.) qui se comportent comme des tyrans sans que finalement personne ne les traitent comme tels, même pas le mouvement ouvrier qui leur accorde une légitimité parce qu'ils ont été élus.

Les dirigeants du mouvement ouvrier tous partis confondus en France et dans les autres puissances occidentales doivent considérer que, tant que ce sont d'autres peuples qui en sont les victimes principales, et que le sort qu'ils réservent à leur propre peuple leur paraît encore supportable, il n'y a pas lieu de les traiter de tyran. Mais il arrive forcément un moment où, lorsque la barbarie appliquée à d'autres peuples ne suffit plus, ils retournent leurs armes contre leur propre peuple. Qui plus est de nos jours, où la crise du capitalisme et le néolibéralisme sont incompatibles avec l'existence de droits politiques ou démocratiques pour le peuple, qui doit obéir sans se poser de questions, sous peine d'être réprimandé et demain réprimé férocement s'il exige une autre politique ou que ses droits légitimes soient respectés.

Nos dirigeant ont perdu la notion de la légitimité des masses exploitées et leurs droits, et se prosternent devant celle de la classe dominante, ses agents dans les syndicats qu'ils refusent d'affronter ou avec lesquels ils refusent de rompre.

Si vous vous demandez ce qu'ils attendent, vous pouvez attendre encore longtemps, peut-être qu'un intellectuel connu ou un transfuge de la bourgeoisie se lève enfin et donne le signal du combat contre la tyrannie, on l'ignore, on observe, on constate qu'ils tiennent toujours le même discours, conservent les mêmes rapports et emploient toujours les mêmes méthodes comme si de rien n'était, à croire qu'il n'y aurait aucune raison de s'affoler par le cours des choses, alors qu'en réalité le monde s'enfonce chaque jour un peu plus dans le chaos et la barbarie.

C'est quand il sera trop tard qu'ils se réveilleront, ils adopteront l'attitude du commentateur qui assiste au désastre impuissant au

point qu'on a envie de le plaindre au lieu de l'accabler, ce qu'il mérite en réalité. Car là il ne s'agit pas du passé ou d'histoires anciennes, cela se déroule sous nos yeux quotidiennement. Mais peut-être que je me fais des illusions, j'ai l'impression que l'on croule sous les bombes ou les missiles, que l'on endure des destructions et des massacres invraisemblables, que l'enfer s'abat sur nous sans que nous n'ayons rien demandé à personne et sans le mériter...

En fait, tout va bien rassurez-vous, dormez tranquilles braves gens, on s'occupe de tout. Je suis tranquillement installé à ma table de travail et je me demande bien pourquoi je devrais m'en faire, je n'ai rien vu, rien entendu, rien lu, d'ici 7 heures le soleil se lèvera comme chaque matin et la vie continuera son cours comme si de rien n'était, j'ai dû rêver ou faire un mauvais cauchemar, à moins que ce ne soit le surmenage, voilà c'est cela, j'ai besoin de repos, quand on veut discréditer quelqu'un, à court d'arguments on prétend qu'il est fatigué, qu'il n'est pas très bien en ce moment ou pire, qu'il est mentalement atteint le malheureux, il n'a plus toute sa tête et il dit n'importe quoi, il faut le pardonner ou ne pas l'écouter, cela lui passera. Sauf que j'ai toute ma tête !

Répétons-le encore une fois, soit on y arrive et on est assuré de l'emporter, soit on n'y arrive pas et alors on pourra dire adieu au socialisme, à la liberté. La plupart d'entre vous ou la totalité je n'en sais rien, pensent que c'est foutu et qu'on n'y arrivera jamais, personnellement je suis convaincu du contraire, je ne sais pas ou plus pourquoi, c'est ma seule raison de vivre, sinon à quoi bon continuer le combat, si on était capable d'insuffler cette énergie, cette détermination aux militants, puis aux masses, je suis prêt à parier qu'on serait surpris à l'arrivée de constater à quel point il était facile de vaincre notre ennemi qu'on croyait tout puissant, car tous les ingrédients de la victoire existent, ils sont éparpillés, inemployés ou mal employés, il suffit juste de les rassembler et de les orienter dans la bonne direction pour devenir une force invincible, en prendre conscience, et quand le mécanisme sera enclenché il n'y aura plus rien qui peut l'arrêter...

Vous me direz qu'avant d'en arriver là, il va en couler de l'eau sous les ponts, pas forcément, les travailleurs ne sont pas les idiots qu'on se plaît à nous décrire à longueur de journées, ils ont accumulé des expériences, des connaissances, certes c'est très embrouillé dans leur tête, mais les ingrédients que j'évoquais plus haut existent, je viens de les nommer, il suffit juste de les aider à mettre de l'ordre dans tout cela pour que la situation leur apparaisse clairement.

De notre côté, chacun à notre niveau on se livre à cet exercice, j'ose l'espérer, mais bon, admettons-le, on y arrive bien, alors que parfois ce n'est pas facile de comprendre réellement ce qui se passe dans un pays par exemple. Alors pourquoi les travailleurs que nous croisons en seraient-ils incapables, seraient-ils plus bêtes que nous, je ne le pense pas, ils ne chercheraient pas à comprendre, c'est peut-être vrai pour certains mais pas la majorité, ce n'est jamais très agréable de passer pour un idiot. Oui mais chacun croit détenir la vérité, vous y croyez vous, non, plus la situation est embrouillée ou semble inextricable ou leur apparaît incompréhensible, moins cet argument tient la route, et puis c'est faire fausse route puisqu'au départ très souvent ils ne possèdent même pas les informations pour se faire une idée sur un sujet ou elles sont insuffisantes. Vous vous demandez où je veux en venir, c'est très simple.

Comment procédez-vous ? Vous entendez parler de quelque chose, on vous donne une version, on vous en donne une autre, en fait c'est souvent la même version qu'on vous sert en boucle avec quelques variations. Vous voulez vous assurer que vous avez bien compris ou vous ne comprenez rien et vous allez chercher ailleurs des infos complémentaires ou d'autres versions du même fait, vous procéderez par recoupement, vous procéderez à des vérifications, etc. Donc au départ vous êtes comme n'importe quel travailleur, vous n'en savez pas davantage ou vous n'êtes pas plus avancé pour vous forger une idée ou une opinion.

Chaque travailleur que vous rencontrez se trouve dans cette situation, il en parle avec sa compagne, des collègues de travail, ses potes, etc. il écoute la radio ou regarde la télé, il peut aller sur Internet, donc il a sa propre démarche, en conséquence. Il faut commencer par le laisser parler ou le faire parler, pour à la fois prendre connaissance de sa démarche et qu'il vous expose où il en est, quelle méthode il a utilisée pour en arriver à l'idée ou la position qu'il vous soumet, ensuite seulement vous intervenez en procédant de la même manière pour qu'il puisse vous suivre, sinon il va être paumé ou ce qu'il comprendra ne lui servira à rien. Selon la manière dont vos rapports se présentent ou la tournure de la discussion, soit vous procédez à une synthèse qui prendra en compte les éléments qu'il vous a fournis, soit vous comparez les éléments que vous avez fournis respectivement, de façon à ce que ressortent ceux que vous partagez, et ceux qui vous ont permis d'arriver à des conclusions différentes que vous pouvez ensuite aborder tranquillement puisque vous les avez identifiées ensemble. C'est le point capital, car on ne cherche pas à avoir raison ou à convaincre mais à comprendre, on n'est pas dans le cadre d'un rapport de forces, on ne doit pas se départir de cet état d'esprit en permanence ouvert, à l'écoute de l'autre. Maintenant c'est à nous de faire en sorte que la discussion se déroule ainsi ou prenne une telle orientation, car généralement notre interlocuteur en sera incapable, ne nous faisons pas d'illusions, la plupart des militants aussi puisque personne ne les a formés, ils n'y sont pour rien. Allons plus loin, ensuite on arrêtera là car il est déjà 0h33.

Au bout du compte, réfléchissons un instant, qu'est-ce qu'on va conserver de cette expérience, le fait que notre travailleur ait compris quelque chose qu'il n'avait pas compris auparavant, par exemple qui est derrière l'Emirat islamique, oui mais bon, il y a encore tellement de choses qu'il ignore ou qu'il ne connaît pas, si on devait s'en tenir à cela, autant dire qu'il ne serait pas beaucoup plus avancé, ou la méthode, la démarche qui lui aura permis d'arriver à comprendre le rôle de l'Emirat islamique et à oter de sa tête l'idée fausse ou confuse qu'il en avait, à lever les obstacles qu'il opposait à notre version, qui reposaient sur des a priori, la crainte qu'on le manipule, car c'est lui qui a fait tout ce travail et pas nous, nous nous n'en avions pas besoin. Et si nous avons pu l'aider, ce n'est pas parce que nous possédions les bonnes informations ou les sources pour nous les procurer, mais parce que nous maîtrisions la méthode qui permettait d'établir les rapports qui existaient entre elles.

Posez une fine plaque de métal rectangulaire sur un établi et un marteau, et demandez à quelqu'un de réaliser un cône avec. Il aura bien la matière et l'outil approprié pour y arriver, mais s'il ne connaît pas la méthode pour parvenir à donner cette forme à cette plaque de métal, il n'y arrivera jamais. Et bien là c'est la même chose.

Pour la petite histoire, j'ai appris cela en carrosserie dans le centre d'apprentissage de la Régie Nationale des Usines Renault (RNUR) à Boulogne Billancourt en 1972. J'avais été très fier de réaliser une tabatière que j'avais ensuite offerte à mon père. Chaque expérience compte dans la vie, à condition de savoir s'en servir.

Je rajoute mardi soir, que vous allez voir avec la causerie du jour à quoi cela peut servir. Au passage, quand je dis que je suis un ouvrier, ce n'est pas pour me donner un genre, 42 ans plus tard je n'ai rien oublié de cette expérience et je suis demeuré pragmatique.

Après la mort d'un jeune manifestant, Rémi Fraisse.

Un pays au bord de l'explosion sociale, un président et un gouvernement ultra minoritaire, illégitime, un régime honni par la majorité.

En toute circonstance, il faut savoir raison gardée ou faire preuve de mesure.

J'ai lu une dizaine d'articles de presse sur cette affaire. J'ai lu la déclaration mesurée de son père qui est un élu écologiste. J'ai lu les premiers résultats de l'enquête en cours. Désolé, au risque de déplaire à certains lecteurs je ne verserai pas dans le gauchisme ou l'ouvriérisme, je ne me laisserai pasnon plus impressionner par certaines déclarations intempestives, il y a tout lieu de penser que ce malheureux garçon a été victime d'un accident, une grenade (lacrymogènes ou assourdissante ?) tirée par un policier est venue se ficher entre son sac et son dos et a explosé à cet endroit-là causant sa mort sur le coup.

Que sa mort suscite la colère est légitime, mais en l'occurence, il semble qu'elle soit purement accidentelle. Si l'enquête concluait à une autre version des faits, nous réviserions cette appréciation si nécessaire, évidemment.

Dossier préparé à l'aide d'articles de : Francetv info, liberation.fr et AFP

- Sivens : le jeune Rémi a été victime d'une explosion - liberation.fr 27.10

Une grenade lancée par la police pourrait en être la cause mais rien n'est encore certain, a précisé le procureur.

Le témoignage de son père.

D'après son père, Rémi Fraisse se serait rendu samedi après-midi sur le site du barrage, où se tenait une manifestation pacifique. Mais en marge de cette mobilisation, des échauffourées éclatent entre forces de l'ordre et opposants au barrage. Aux projectiles qu'ils reçoivent en provenance de 100 à 150 personnes, des gendarmes mobiles répondent en faisant usage de gaz lacrymogènes, de grenades assourdissantes et de flash-balls. Mais dans la nuit, vers 2 heures du matin, le corps du jeune homme est retrouvé par les pompiers.

Le déroulement des faits.

Vers 2 heures du matin dimanche, les gendarmes et les opposants au projet de barrage se font face, sur ce parking réservé aux engins de chantiers. Pour les gendarmes, un groupe de casseur aurait voulu en découdre. L'affrontement est violent. Le corps de Rémi Fraisse est découvert gisant au milieu de la zone des combats. Certains opposants refusent de montrer leur visage à nos caméras mais évoquent bien des tirs. "*Il y a plusieurs tirs à la grenade explosive et au flash Ball. Après le copain s'est retrouvé à terre. Apparemment la grenade se serait coincée entre son sac et son épaule*", explique un homme présent lors des faits.

"*La plaie importante située en haut du dos de Rémi Fraisse a été causée, selon toute vraisemblance, par une explosion. Le jeune homme a été projeté au sol de façon violente. Le légiste ne peut ni affirmer, ni infirmer sur la base des lésions anatomiques relevées que l'origine de la plaie proviendrait d'une grenade, venue de la zone où les gendarmes étaient retranchés*", a déclaré le préfet d'Albi, Claude Derens.

Différents médias avaient rapporté qu'une grenade aurait pu atteindre le jeune homme, découvert mort au moment d'affrontements avec les forces de l'ordre. Mais «*aujourd'hui aucun élément ne permet d'affirmer, ni d'infirmer cette possibilité*», a souligné le magistrat, qui a lu une déclaration et n'a accepté aucune question.

Se voulant précis, le magistrat a déclaré : «*La déflagration a été forte puisque le jeune homme a été projeté au sol de façon violente*» et «*selon le médecin légiste, la mort a été instantanée*». «*L'objet à l'origine de l'explosion n'a pas entraîné de flamme*»

et «*aucune trace de particule métallique ou plastique n'a été retrouvée dans la plaie*», a-t-il ajouté.

L'enquête en cours.

Par conséquent, «*le légiste ne peut ni affirmer, ni infirmer, sur la base des lésions anatomiques relevées, que l'origine de la plaie proviendrait d'une grenade lancée depuis la zone où les gendarmes étaient retranchés*», a fait valoir le procureur.

Selon le magistrat, «*il faut attendre les résultats d'analyses*» effectuées au laboratoire de police scientifique de Toulouse pour connaître «*le rôle déterminant - ou pas - de la grenade qui aurait été lancée, pour expliquer si elle est à l'origine de l'explosion*».

Qui était Rémi Fraisse ?

Diplômé en juin, il vivait en colocation près de Toulouse. Membre d'une association consacrée aux plantes et à la nature, pas le profil d'un militant radical selon son père, un élu écologiste. "*Il avait une passion pour les plantes. Il voulait se spécialiser dans ce domaine-là (...) Je lui avais recommandé d'être prudent. Il s'est retrouvé au milieu de la bagarre pas du tout équipé. Je pense que c'est pour cela qu'il est mort*", estime Jean-Pierre Fraisse, père de la victime.

Selon des proches, cités par différents médias, le jeune homme était particulièrement intéressé par les questions environnementales, sans pour autant être un militant très actif. "*Rémi était très sensibilisé à ce problème du barrage de Sivens*", confie son père, interrogé par BFMTV. "*Il n'était pas un garçon violent, ni un garçon qui faisait partie des irréductibles sur ce genre de manifestations. Ce n'était pas un casseur non plus*", ajoute-t-il sur RTL.

La famille de Rémi Fraisse va déposer plainte pour homicide volontaire.

La famille de Rémi Fraisse, le jeune homme mort dans la nuit de samedi à dimanche sur le site du barrage de Sivens (Tarn), va déposer plainte pour homicide volontaire, annoncent ses avocats, lundi 27 octobre. Elle vise plus exactement un homicide volontaire "*par une ou plusieurs personnes dépositaires de l'autorité publique*", précisent-ils.

Cette plainte doit "*permettre à un juge d'instruction indépendant de faire toute la lumière sur les circonstances du décès*" du jeune manifestant, a déclaré Arié Alimi, l'un des avocats de la famille. Après les premiers résultats de l'autopsie, le procureur a confirmé que le manifestant de 21 ans avait été victime d'une explosion, dont l'origine n'est pas encore déterminée. Cependant, plusieurs témoignages accablent les gendarmes. Francetv info 27.10

Et les manifestations d'hier.

« *Rémi, Rémi, on ne t'oublie pas* », « *Rémi, ni oubli, ni pardon, Etat assassin* ». Des centaines de manifestants ont défilé dans plusieurs villes de France, lundi 27 octobre, en hommage à Rémi Fraisse, tué dans la nuit de samedi à dimanche sur le site du barrage contesté de Sivens (Tarn). Dans la journée, les premiers résultats de l'autopsie ont révélé que le jeune manifestant de 21 ans avait été victime d'une explosion. L'enquête doit désormais déterminer si elle a été causée par une grenade des forces de l'ordre.

A Albi, des centaines de protestataires s'étaient donné rendez-vous aux alentours de 14 heures pour rendre hommage à l'étudiant toulousain. Certains étaient en pleurs.

Aux abords du palais de justice, des heurts ont éclaté en milieu d'après-midi entre les manifestants les plus virulents, pour certains cagoulés et jetant des pavés, et les forces de l'ordre. Les affrontements ont vidé le centre d'Albi de ses passants et les terrasses de leurs clients. Le calme était revenu vers 19 heures, après plus de deux heures d'un face à face tendu ponctué de salves de gaz lacrymogènes.

Les débordements ont aussi gagné Nantes, où se tenait un défilé. Quelque 500 participants s'étaient retrouvés dans cette ville, où la contestation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes oppose manifestants et forces de l'ordre depuis plusieurs années. Des heurts ont eu lieu entre une centaine de manifestants et la police, lundi.

A Rouen, une petite centaine de personnes avaient accroché aux grilles de la préfecture une banderole proclamant : « *Testet: l'État tue, Rémi mort pour ses convictions. Ni oubli, ni pardon* ». A Caen, 80 personnes ont rejoint la préfecture avant de partir en cortège derrière une banderole affirmant « *la police tue, halte à la répression* ».

D'autres rassemblements se sont également tenus à Toulouse, Strasbourg, Paris Chambéry ou encore Rennes. lemonde.fr 27.10

Retour sur la relocalisation de Lucibel à Barentin, en Normandie.

Coût de l'énergie et de transport toujours plus cher en Chine.

Pour l'énergie il faut penser au tarif de l'électricité qui doit être comme en Inde calculé sur la consommation, plus vous consommer et plus le prix de l'unité augmente, même si l'industrie bénéficie d'un tarif spécial.

Francetvinfo.fr - "*Aujourd'hui, l'énergie augmente, ça veut dire que le transport qu'il soit maritime ou pire aérien, ça coûte plus cher*", explique Patrick Ginter, directeur des opérations de Lucibel. Les coûts de transports augmentent.

Cela demande toute une logistique très lourde aussi, donc coûteuse, aussi bien en Chine qu'en France de l'entreprise au port et vice versa, de consacrer un fond de roulement au stock (capital) immobilisé (inutilement) durant la durée du transport

Coût de la main d'oeuvre en augmentation constante chaque année, + 10% en moyenne.

Francetvinfo.fr - Plus étonnant les salaires de chinois aussi. 350 euros par mois, c'est peu, mais c'est plus 40% en quatre ans. "*Ça va finir par rattraper la différence qui justifiait qu'on aille délocaliser dans des pays à bas coût, mais qui sont peut-être plus si bas coût que ça*", estime Patrick Ginter.

Ce que dit monsieur Ginter, c'est qu'avec l'ANI notamment, il va pouvoir bénéficier en France d'une main d'oeuvre relativement bon marché taillable et corvéable à merci dont il pourra se séparer à volonté, gageons qu'il a déjà déduit du coût de production à venir les aides et exonérations que va lui accorder l'Etat ou la législation particulièrement favorable au patronat. Il a dû sentir qu'avec un gouvernement "*pro-business*", il était en droit d'attendre de nouvelles largesses envers le patronat, et il n'a pas tort.

En 2005 j'avais écrit que les conditions favorables aux délocalisations prendraient fin d'ici 10 à 20 ans compte tenu de l'évolution de l'ensemble des facteurs qui entrent en jeu.

Meilleures conditons de travail exigées par les nouvelles générations de travailleurs soumis à l'économie de marché.

Francetvinfo.fr - Et ce n'est pas tout, semaine de 50 heures maximum, jours de repos hebdomadaire et loisir dans l'entreprise, la nouvelle génération a ses exigences. "*Nos employés actuels sont nés dans les années 80 ou 90. Ils sont très différents de leurs parents. Leurs parents voulaient juste un salaire, eux ils veulent aussi une bonne qualité de vie*", explique James Liu, responsable des ressources humaines de Flextronics. Voilà pourquoi Lucibel revient au pays.

Surtout ils travaillent dans une société officiellement basée sur le profit, et qui en réalise énormément en surexploitant la main d'oeuvre à bas coût. Les travailleurs chinois le savent, ils parlent entre eux, ils savent comment vivent les travailleurs en France, ils savent que cette entreprise est venue s'intaller en Chine spécialement pour engranger d'énormes profits et les exploiter davantage que les travailleurs de son pays d'origine. Il est donc normal qu'ils revendiquent de meilleurs salaires et de meilleures condition de travail et de vie, ce qui évidemment n'est pas du goût des dirigeants des sociétés occidentales ou des multinationales étrangères.

Une "*occasion en or*" ne se refuse pas ! On se disait aussi...

Francetvinfo.fr - Et la PME a profité d'une occasion en or : dans les mêmes locaux, une usine vouée à la fermeture. Lucibel va réembaucher une partie des salariés et en échange l'ancien employeur donne les locaux et va payer une partie des salaires pendant 3 ans. "*Sans cette opportunité que Schneider nous a offert, je pense que nous aurions mis notre usine en Europe de l'Est ou au Maghreb (...)* ", explique Frédéric Granotier, PDG de Lucibel. L'année prochaine, l'usine qui emploiera une centaine de personnes et produira 1 demi-million de LED en Normandie. francetvinfo.fr 27.10

Déstabilisation de l'Empire tout azimut

Brésil, la défaite de leur candidat ne passe décidément pas.

- Brésil : difficile réélection pour Dilma Rousseff France 3 - Francetv info

- "*La popularité de Rousseff risque de chuter rapidement*" L'obs

- Brésil: la Bourse de Sao Paulo en chute de 6% après la réélection de Rousseff - AFP

L'oligarchie financière passe à l'ofensive en Chine

- Friture sur la ligne entre les Bourses de Shanghaï et Hongkong - LeMonde.fr

Diabolisation outrancière de la Russie.

- La Russie a cherché à faire d'Ebola une arme militaire, qu'en est-il aujourd'hui? - Slate.fr

Parce que les Russes ont prétendu qu'ils étaient capables de sortir un vaccin dans les trois mois à venir, ce qui pourrait couper l'herbe sous le pied des trusts pharmaceutiques américains qui sont en lice pour enlever ce juteux marché.

Alors que ce sont les Américains qui ont envoyé 4.000 soldats au Libéria !

Terreur et dégénérescence de la société. Ils sèment le chaos et sont "***maléfiques***"

Ils s'inspirent des agissements des diirgeants des puissances occidentale et de leurs créatures monstrueuses, l'Emirat islamique.

Les clowns qui nous gouvernent sont encore plus cyniques et dangereux parce qu'ils détiennent le pouvoir.

- Le phénomène des "*clowns maléfiques*" vire à la psychose - L'obs

- Les clowns, une mode américaine - Francetv info

- La mode des clowns effrayants viendrait des Etats-Unis. - Francetv info

Jacques Cardoze, journaliste de France 2 à Washington assure que de nombreuses plaintes ont été "*déposées dans des états comme la Floride ou la Californie*". Plus d'une vingtaine de villes ont été attaquées par des clowns menaçants aux Etats-Unis."*Ils étaient parfois armés*", rapporte le journaliste. Francetv info 27.10

Un mimétisme qui ne nous étonne plus.

Nos dirigeants aux ordres de Washington et Bruxelles sont des zombies.

- Inquiète pour "*l'ordre public*", Lille interdit la "*Zombie Walk*" - LePoint.fr

La marche des Zombies a connu ces dernières années un succès grandissant à Lille, passant de 300 personnes pour sa première édition en 2010 à 5 000 en 2013. À Bordeaux, environ 3 000 personnes, le visage souvent couvert de faux sang, ont participé samedi à une "*zombie walk*". Sur Facebook, les organisateurs de la manifestation de Lille ont fait part de leur déception. lepoint.fr 27.10

Encore Facebook !

Cela confirme que la société a dépassé le stade de la décomposition pour entrer en putréfaction.

ACTUALITÉ DU JOUR

L'UE à hue et à dia.

La banque centrale de la Grande-Bretagne, c'est la Fed et non l'UE, et la monnaie qui lui sert de référence, ce n'est pas l'euro mais le dollar. La Grande-Bretagne fut le premier Etat des Etats-Unis et l'est demeuré, mais qui s'en souvient, qui le sait ? On a oublié que la Fed a été fondée (en 1913) sur le modèle de la Banque d'Angleterre (1694).

- Budget UE: malgré la menace de sanctions, Cameron persiste à refuser de payer - AFP

Renzi et Hollande se couche devant la Commission européenne, normal.

Rappel.

- Budget: Renzi attaque Bruxelles. - L'Express.fr 24.10

- Rome propose 4,5 milliards d'économies budgétaires de plus - Reuters 27.10

On comprend mieux pourquoi le petit despote ne voulait pas rendre public la lettre que lui avait adressée la Commission européenne, une mise en demeure en vérité, je ne l'ai pas lue, je présume.

Dès lors quelle légitimité a ce gouvernement, quelle souveraineté représente-t-il, pas celle du peuple qu'il est censé représenté puisqu'il n'a même pas le pouvoir d'établir le budget. Hollande et le gouvernement (le PS) ne bradent pas l'indépendance de l'Etat ou de la nation, ce sont nos droits qu'ils piétinent en permettant à une institution non élue d'en disposer, vous saisissez la nuance, on ne se place pas sur le même terrain que les sociaux-patriotes et autres souverainistes.

Pendant plusieurs jours Hollande, Valls, Sapin, Macron ont fait les mariols en affirmant qu'ils n'étaient pas aux ordres de Bruxelles, qu'il n'y avait aucune raison que leur projet de budget soit rejeté par la Commission européenne, et patati, et patata, et hop nouveau volte-face ! En réalité ils savaient pertinemment qu'ils allaient s'exécuter comme de vulgaires laquais obéissant à leur maître. Face à cet excès de faiblesse de l'exécutif, il ne faut pas s'étonner que l'extrême droite en embuscade en profite, car en dernier recours elle est la seule à encore incarner le pouvoir de la classe dominante et à être capable d'affronter la classe ouvrière.

- Budget 2015 : la France révise sa copie pour satisfaire Bruxelles - Francetv info

Mise sous pression par Bruxelles, la France a présenté à la Commission européenne un budget pour 2015 qui devrait permettre de réduire le déficit public de 3,6 milliards d'euros de plus que prévu, a annoncé le ministre des finances, Michel Sapin. lemonde.fr 27.10

La révolution nationale en marche en Ukraine saluée par les médias et les dirigeants occidentaux

- Ukraine : la révolution a gagné jusque dans les urnes - Liberation.fr

- Ukraine : les pro-occidentaux forcés de s'entendre après leur victoire - LePoint.fr

- Un millier de nazis ont travaillé pour les Etats-Unis pendant la Guerre froide - L'Express.fr

Les nazis continuent de travailler pour les Etats-Unis, la preuve.

- Ukraine : le leader de Pravy Sektor, parti ultranationaliste, élu député - LeMonde.fr

Dmytro Iaroch, dirigeant du mouvement ultranationaliste paramilitaire ukrainien Pravy Sektor, a été élu député à l'occasion des législatives anticipées, dimanche 26 octobre.

L'homme de 43 ans a remporté l'élection au scrutin majoritaire dans une circonscription de la région russophone de Dnipropetrovsk d'où il est originaire, selon un résultat officiel quasi définitif.

Son parti a quant à lui obtenu moins de 2 % des voix au niveau national alors qu'il faut plus de 5 % pour être représenté au Parlement.

En Ukraine, la moitié des députés sont élus au scrutin proportionnel sur des listes nationales, l'autre moitié au scrutin majoritaire à un tour dans des circonscriptions.

Certains de ses membres se battent actuellement aux côtés des troupes ukrainiennes qui défendent l'aéroport de Donetsk, l'un des points chauds sur le front de l'Est, où Kiev lutte contre la rébellion séparatiste prorusse. Il revendique l'héritage controversé des nationalistes ukrainiens de la deuxième guerre mondiale.

En Russie, Dmytro Iaroch est poursuivi pour « *incitation au terrorisme* » et Moscou a émis un mandat d'arrêt international contre lui. LeMonde.fr 27.10

Ils ont obtenu les résultats qu'ils voulaient : ils décrètent que le scrutin s'est déroulé normalement.

Dès lors que des partis n'aient pas pu faire campagne face à la menace des milices fascistes, le Parti (dit) communiste, que des formations politiques se sont vues arbitrairement refuser de présenter des candidats, comment peut-on prétendre que les élections législatives en Ukraine ont été "*pluralistes et démocratiques*" ?

Les observateurs de l'OSCE satisfaits des législatives en Ukraine - Reuters

Les élections législatives organisées dimanche en Ukraine ont été pluralistes et démocratiques, estiment les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

"*Les élections ont marqué une étape importante sur la voie des ambitions démocratiques de l'Ukraine, conformément à ses engagements internationaux*", s'est félicité lundi Kent Harstedt, coordonnateur spécial de l'OSCE. Reuters 27.10

Tartufferie. Il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir.

- Torture : 12 Nobel de la paix appellent Obama à révéler les actions de la CIA - lepoint.fr

Les lauréats réclamant la publication d'un rapport parlementaire sur les techniques d'interrogatoire employées par la CIA après le 11 septembre 2001.

Dans leur courrier, les douze Nobel de la paix soulignent qu'ils seront particulièrement attentifs aux suites qui seront données à ce rapport. "*Il reste à voir si les États-Unis fermeront les yeux sur les conséquences de leurs actes (...) ou s'ils prendront les mesures nécessaires pour retrouver les principes sur lesquels le pays a été fondé*", ajoutent-ils. lepoint.fr 27.10

Ils n'ont pas remarqué que c'était ce qu'ils faisaient en Irak et en Syrie, en Afghanistan et en Libye : Faire ce qu'ils veulent en toute impunité, attaquer 7 Etats indépendants et souverains qui ne leur avaient jamais déclaré la guerre par exemple.

Complicité avérée des Etats-Unis-Emirat islamique-Turquie et comment favoriser la propagation de ces barbares à travers le monde

Comment expliquer que la coalition militaire la plus puissante et la plus sophistiquée du monde pourrait être mise en échec par quelques dizaines de milliers de mercenaires fanatiques débarqués de 80 pays dont la plupart sont profondément arriérés, tout en ayant la quasi-totalité des peuples des pays qu'ils ont envahis contre eux, autrement que par la collusion entre les différents protagonistes qui sont censés s'affronter sur le terrain, chacun y trouvant son compte ?

- Syrie: les Etats-Unis peinent à prendre l'avantage sur les jihadistes de l'EI - AFP

Comment expliquer, alors qu'Internet fait l'objet d'une surveillance permanente et mondiale de la part des services secrets des puissances occidentale, qu'ils sont propriétaires de toutes les "*réseaux sociaux*", que les barbares puissent tranquillement utiliser ce canal pour diffuser son idéologie criminelle et recruter, autrement que par la collusion entre les puissances occidentales et ces barbares ?

- Washington appelle ses alliés à étendre la guerre contre Daesh sur internet - 20minutes.fr

Lors d'une réunion à Koweït sur les moyens de contrer la propagande jihadiste diffusée via les réseaux sociaux. Le coordinateur américain de la coalition internationale, le général à la retraite John Allen,

Il a estimé que l'EI ne serait «*véritablement vaincu qu'une fois que la légitimité de son message aux jeunes vulnérables sera niée*». «*Nous sommes ici pour discuter des moyens de vaincre la politique de l'EI et de faire face à son activité sur l'espace virtuel et en ligne*», a-t-il ajouté. (Que les Américains contrôlent, il faut ajouter pour comprendre où est l'imposture. A tout moment ils peuvent fermer un portail ou un blog, supprimer une vidéo présente sur le Net, alors pourquoi ne le font-ils pas ici ? Parce que cela les arrange, par qu'EI est inclu dans leur stratégie pour déstabiliser un certain nombre de pays au Moyen-Orient, les renverser au besoin, afin de maintenir ou renforcer leur hégémonie sur le marché du pétrole et du gaz au détriment de leur principal concurrent (russe) et ses alliés. - ndlr)

L'EI qui a pris le contrôle de larges pans du territoire irakien et d'une partie de la Syrie et y a proclamé un «*califat*» utilise de manière sophistiquée les réseaux sociaux, y diffusant de nombreuses vidéos de propagande et un magazine au graphisme soigné. Ses partisans utilisent abondamment les réseaux sociaux qui sont devenus un outil de recrutement de combattants étrangers. (Une fois de plus on a l'occasion de comprendre pourquoi ils ont créé ces "*réseaux sociaux*", pour diffuser leur propagande, conditionner les masses, notamment. - ndlr)

Les gouvernements occidentaux sont de plus en plus alarmés par les effets de cette propagande qui attire vers l'EI de nombreux Européens et Américains. Ils s'alarment aussi de l'influence de cette propagande sur les jeunes musulmans appelés à s'en prendre à des cibles occidentales. 20minutes.fr 27.10

Les véritables cibles des Occidentaux et d'EI, ce sont les musulmans et l'islam. Au cours des 13 dernières années, depuis le 11 septembre 2001 les Américains ont attaqué 7 pays, tous à majorité musulmane, et ils continuent.

Ils se posent en victimes alors qu'ils sont les complices de ces barbares. En laissant ouvert le canal Internet, ils favorisent la diffusion de la propagande d'EI.

- Des agents du Renseignement turc parmi les éléments de Daech - french.irib.ir

La publication des images des agents des services de Renseignements turcs parmi les membres du groupe takfiri de Daech a enfin mis au grand jour les origines de la politique ambigüe d'Ankara dans la lutte anti-Daech.

Selon l'agence de presse Fars, les images montrant les agents des services de Renseignements turcs parmi les membres du groupe terroriste de Daech ont mis au grand jour le soutien en coulisses d'Ankara à ce groupe takfiri.

Le site web « *The muslim issue worldwide* » a rendu public des images montrant les terroristes de Daech faisant partie des services de Renseignements turcs. Il est alors évident pourquoi Ankara refuse de lutter contre le groupe de Daech et ne permet pas le déploiement des bases militaires étrangères sur ses frontières. Mehmet Ali Ediboglu, député CHP de Hatay, avait, auparavant, souligné qu'Ankara favorisait le financement du groupe terroriste de Daech. « *Daech vend à 800 millions de dollars, dans la province de Hatay, le pétrole de la Syrie, qu'il avait volé et trafiqué vers la Turquie* », a ajouté Ediboglu avant de continuer : « *J'ai fait beaucoup de recherches sur le groupe de Daech. Il s'agit d'un groupe terroriste qui représente une menace mondiale car il est d'avis qu'on obtiendra la permission d'entrer au Paradis en tuant les gens* ».

Soulignant que la collaboration de la Turquie avec des milliers d'éléments de Daech reste très dangereuse, le député du CHP a précisé : « *Personne ne peut garantir que ces terroristes ne répètent leurs massacres en Irak ou qu'ils ne lancent d'attaques similaires contre la Turquie* », a réaffirmé Ali Ediboglu. En ce qui concerne la manière du transfert du pétrole syrien vers la Turquie, le député turc a dit : « *Daech a implanté des oléoducs dans les villages frontaliers de la Turquie et ainsi que dans la ville de Hatay. Des oléoducs similaires se voient aussi à Kilis, à Ourfa et à Gaziantep*».

« *Des terroristes, venus d'Europe, de Russie, de Tchéchénie et de certains pays asiatiques, s'infiltrent en Syrie et en Irak via la frontière de la Turquie* », a déclaré Ediboglu avant d'ajouter : « *Au moins 1.000 civils turcs prêteraient main forte aux terroristes pour qu'ils puissent arriver en Syrie et en Irak et rejoindre Daech. Les services de Renseignements turcs sont aussi impliqués dans cette affaire* ».

Dans ce droit fil, un rapport fait part du trafic de 1.500 tonnes de carburant, par jour, depuis la Syrie vers la Turquie, ce qui équivaut 35% du combustible, consommé en Turquie. french.irib.ir 27.10

Les Africains en passe d'être des nantis !

- Plus d'un Africain sur trois appartient à la classe moyenne - AFP

34% des quelque 1,1 milliard d'Africains, soit environ 370 millions de personnes, appartiennent à cette classe moyenne, selon les standards africains (des revenus compris entre 2,2 et 20 dollars par jour).

Ce chiffre devrait atteindre 42% d'ici 2060, selon l'étude de la BAD, dévoilée à Johannesburg.

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance sur le continent de 5,1% cette année, contre 4,7% en 2013, et jusqu'à 5,8% l'an prochain, grâce à une hausse des investissements dans les ressources naturelles et les infrastructures.

Et malgré la crise économique mondiale, le nombre de plus en plus élevé d'Africains appartenant à la classe moyenne devrait contribuer à la croissance et au développement.

L'étude montre que les pays ayant un secteur privé robuste comptent la classe moyenne la plus importante.

Même des pays qui font partie des plus pauvres au monde, comme la Sierra Leone, bénéficient d'une classe moyenne "*réduite mais grandissante*".

Outre le revenu, l'appartenance à la classe moyenne africaine dépend de la possession de certains biens (téléviseur, voiture, réfrigérateur), du type de revêtement du sol et de la présence de toilettes dans l'habitation, ainsi que de l'accès à l'électricité et à l'eau potable, selon les critères utilisés pour cette étude. AFP 27.10

Ah ben, à ce tarif là, en Inde la classe moyenne doit bien représenter, aller au pif, 700, 800, 900 millions d'Indiens !

Et les conditions de vie, la promiscuité, toujours aussi épouvantable en réalité.

Ils racontent vraiment n'importe quoi. Un téléviseur d'occasion ici vaut quelques milliers de roupies, moins de 5.000 roupies, une bagnole plusieurs centaines de milliers de roupies, vous voyez l'écart, il est phénoménal entre les deux, d'ailleurs j'ai tout ce qui figure dans leur liste, sauf la bagnole, trop cher pour moi, donc je n'appartiens même pas à la classe moyenne selon leurs critères, et pourtant j'ai un faible revenu deux fois à trois fois supérieur à celui des travailleurs que je connais.

Ils veulent faire croire que la "*croissance*" bénéficie à la majorité des Africains, alors que ce n'est pas du tout le cas. Il faut rappeler aussi que ceux qui bénéficient d'un meilleur traitement sont hyper exploités, ils ont effectivement un niveau de vie supérieur à la moyenne, mais ils le paient très cher en sacrifice, qui plus est ils n'en profitent même pas ou si peu.

Selon que vous possédez 2,2 ou 20 dollars par jour, ce n'est pas du tout la même chose contrairement à ce que suggère cette "*étude*". Avec 2,2 dollars par jour, vous êtes pauvre, vous survivez, vous ne crevez pas. Avec 20 dollars par jour, vous baignez dans le luxe ! Ce n'est pas très sérieux, à croire que cette "*étude*" a été commandée par le FMI pour sa propagande, loin de la réalité.

Le bonjour au passage à nos amis africains qui nous lisent, on pense tous les jours à vous.

ACTUALITE EN TITRES

En famille au grand Total !

- Foule de VIP pour Margerie - Liberation.fr

- Hollande, Valls, Sapin, Pellerin...rendent hommage à Christophe de Margerie - L'obs -

N'a-t-elle pas été nommée pour cela ?

- Fleur Pellerin est dans une logique qui enterre l'idée même d'un ministère de la Culture - Slate.fr

Ingratitude. Ils l'ont dans le cul et ils s'en plaignent.

- Plug anal: "*Les dégradations relèvent du terrorisme*" - L'Express.fr

Rien que cela, sauf quand il s'agit de leurs protégées, les Femen. Pour se foutre à poil aussi facilement publiquement, c'est qu'elles doivent avoir le feu au cul et ces pervers ils aiment cela.

Résistance passive

- La CGT appelle à la grève nationale dans les transports le 4 novembre - Francetv info

- Caddie : deux tiers des salariés du groupe licenciés - Francetv info

Le plan de reprise proposé par l'ancien directeur général de Caddie prévoit la suppression de 250 emplois. Les salariés sont amers. Francetv info 27.10

- Nouvel appel à la grève chez Amazon en Allemagne - Reuters

- La Grèce appelée à la grève générale fin novembre - Liberation.fr

Stratégie du chaos, fascisme et guerres.

- Ukraine: la victoire des pro-occidentaux accueillie par une reprise des combats - AFP

- Allemagne : violences en marge d'une manifestation néonazie à Cologne - Francetv info

- Brésil: La réélection de Rousseff fait chuter la Bourse 20minutes.fr - 20minutes.fr

- Pakistan: une université suspend des professeurs pour un stand sur la culture d'Israël - AFP

Une provocation de l'ONU d'après ce que j'ai lu, au nom de la "*diversité culturelle*", alors qu'Israël représente quoi, 0,001% de la population mondiale...

- Netanyahu veut accélérer un projet de développement des colonies - Reuters

- Une quarantaine de morts dans une série d'attentats en Irak - LeMonde.fr

- Afghanistan: 7 morts dans une attaque de talibans contre un tribunal à Kunduz - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie :

La participation au scrutin de dimanche est pour sa part en demi-teinte, s'établissant selon des données provisoires à 61,8%, soit environ 3,1 millions d'électeurs. Ce chiffre est en forte baisse par rapport à l'élection en 2011 de la Constituante, remportée par les islamistes, et pour laquelle 4,3 millions de Tunisiens avaient voté.

Trois ans après la chute de Ben Ali, la victoire de Nidaa Tounès montre que la Tunisie n'en a pas totalement fini avec ceux qui ont œuvré pour le régime. Au sein de la formation victorieuse, on retrouve en effet d'anciens caciques du benalisme, en premier lieu son leader, Beji Caïd Essebsi, 87 ans, qui a servi Bourguiba puis Ben Ali. «*On peut parler d'une contre-révolution de velours, analyse Beligh Nabli. La justice n'a pas fait son travail en jugeant les actes criminels du régime et désormais, le spectre de l'impunité rode. Or il y a un risque que cette impunité soit sanctifiée de fait ou par voie législative. Ce serait un coup dur pour la démocratie.*»

La Presse a dès lors salué la première élection d'une assemblée pérenne, près de quatre ans après la révolution, jugeant "*la mission quasiment accomplie, ce qui est considérable*".

La France a ainsi loué "*un cap historique*" et l"*attachement à la démocratie*" des Tunisiens. Le président américain Barack Obama a lui salué "*une étape importante dans la transition politique historique de la Tunisie*". 20minutes.fr 27.10

L'ancien régime n'était jamais tombé !

On comprend pourquoi, ils sont rassurés, ils ont pu corriger le tir !

2- Syrie

500 raids d'Assad en une semaine contre Daech - french.irib.ir

Selon les sources syriennes, l'aviation syrienne a mené quelques 500 raids la semaine dernière contre les positions des terroristes takfiris dans diverses région du pays. 533 raids aériens plus précisement ont été conduits contre les différentes cibles dans des régions en guerre. Samedi, les chasseurs sukhoi syriens ont bombardé à 27 reprises les positions des terroristes takfiris d'Al Nosra à Joubar et à Zobdin et à Zamalka ainsi que dans le village Bala dans Ghouta-est. Le pont El Siyassa à Deir Ezzour à l'est de la Syrie ainsi que la cité de Naba al Saqar à rif de Quneitara, dans le sud de la Syrie.

Des positions terroristes à rif est de Hama sutout à Havais à Khan Cheikhoun à Abou al Zohour et à Hfar Sajna et al Naghir à rif d'Idleb et à Al Waar à Homs et dans la ville de Rastan à rif de Homs et dans les cités de Al Tayebiya Nassib et de Tafas à rif de Daraa ont été visés. 265 raids ont été menés contre les takfiris de lundi à samedi. Deir Zeeour, Homs, Damas et sa banlieue, Lattaquié, Quneitara , Hama et Alep ont été visés. french.irib.ir 27.10

3- Liban

- Liban : l'échec "l'Emirat de Tripoli" - french.irib.ir

Selon les sources militaires libanaises , les groupes terroristes qui assaillent depuis plusieurs jours le nord du Liban et surtout la ville de Tripoli envisageait de construire un "*émirat*" appelé "*Emirat islamique du nord du Liban*". " *Le refus du démantèlement*

des groupes terroristes dans le nord du Liban ne fera que renforcer ces groupes et étendre leurs zones d'action et ce au risque de terroriser la population . C'est pour empêcher une telle perspective que l'armée libanaise est entrée directement en action dans le nord du Liban. " Les attaques contre l'armée à Tripoli , à Bahnin, à al Maniyeh et à Al Moamara ne nous ont pas surpris . les rapports du renseignement faisaient état de la possibilité d'une réaction violente des terroristes après l'arrestation de leur gourou , Ahmad Miqati : " *l'intervention de l'armée a fait échec au plan des terroristes qui cherchaient à reconduire l'affaire de Nahr al Bared à Tripoli. les données et les renseignements dont l'armée disposait a permis ce grand succès*". Selon le commandant en chef de l'armée libanaise , " *les terroristes tentaient de perendre le contrôle du passage maritime de Tripoli au nord du Liban . Les terroristes se préparaient à lancer des attaques simultanées contre les bases de l'armée pour en prendre le contrôle puis de prendre le contrôle de la route internationale dans le nord du Liban.* " Mais comment le plan a-t-il été déjoué? Selon les sources de l'armée , " *l'armée libanaise surveillait depuis quelques temps les agissements des terroristes . Elle saviat pertinemùment que les terroristes iraient lancer leur offensive début Moharam . L'arrestation de Miqatui a été en ce sens un acte préventif car cette arrestation allait mettre en cause toute le plan terroriste. Le passage à l'acte de l'armée a poussé certains terrorsites du nord du Liban à s'éloigner des zones de combats . Le nombre des takfiris à Ban al Tabana est moins de 400 et l'armée libanaise avance a grand pas à Tripoli et à Al Mina*".

Ce lundi, le commandant en chef de l'armée , le général Jean Kawachi a publié un communiqué où il lance un sévère avertissement aux groupes armés : " *L'armée libanaise ne renoncera pas un seul instant à son objectif suprême celui de découvrir et déterrer les terroristes et les pourchasser jusqu'à leur élimination. Il n'y aura aucune trêve avant que cet objectif soit accompli* ", les agences font état de l'arrestation de 13 terroristes syriens au moment de leur infiltration à Erssal par l'armée libanaise. french.irib.ir 27.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Cambodge - Thaïlande

- Entre Cambodge et Thaïlande, le marché noir florissant des organes - AFP

Une longue cicatrice barre le flanc de Chhay. Souvenir d'une opération dont il espérait qu'elle éponge les dettes de sa famille, mais qui fait de lui une des premières victimes du trafic d'organes au Cambodge.

Chhay vit dans une petite maison d'une seule pièce avec neuf membres de sa famille, dans une banlieue de Phnom Penh.

Ce Cambodgien de 18 ans tente de se remettre de ce qu'il décrit comme une terrible erreur: la vente d'un de ses reins, pour 3.000 dollars.

Il lui a été prélevé il y a deux ans, en toute illégalité, dans un hôpital ultra-moderne de Bangkok, plaque tournante du tourisme médical en Asie.

Il a porté plainte et deux trafiquants ont été interpellés.

Le jeune Cambodgien dit avoir été persuadé de donner son rein par une voisine. "*Elle savait que nous étions très pauvres et que ma mère était endettée*", explique le jeune homme, qui a demandé à ce que son prénom soit changé dans l'interview.

De telles histoires sont courantes en Inde ou au Népal, où les trafiquants sont très implantés.

Les réseaux internationaux de trafiquants fourniraient jusqu'à 10.000 des quelque 100.000 transplantations annuelles réalisées à travers le monde, selon les dernières estimations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Après avoir découvert que les trafiquants empochaient 10.000 dollars par rein, Chhay et deux autres jeunes de la minorité musulmane chaan, marginalisée au Cambodge, ont décidé de porter plainte.

Les trafics en tous genres sont légions au Cambodge, de la prostitution à l'esclavage industriel.

Mais le trafic d'organes n'était pas sur les radars jusqu'ici.

Un trafic d'organes dans un hôpital militaire de Phnom Penh a été évoqué en août par la presse.

Prum Sonthor, haut-responsable de la police de Phnom Penh en charge de l'enquête, évoque seulement un stage

de perfectionnement pour des chirurgiens cambodgiens et chinois réalisant des greffes.

"*Je veux dire aux autres de ne pas se faire retirer un rein comme moi. Je regrette. Je ne peux plus travailler dur, même marcher m'épuise*", soupire Chhay en regardant des garçons de son âge jouer au football.

Il a trouvé du travail dans une usine textile l'été dernier, malgré les séquelles de l'opération.

L'OMS s'inquiète des complications chez les patients ayant donné leurs reins, qui n'ont souvent pas les moyens de se faire suivre.

En Thaïlande, plusieurs hôpitaux sont sous le coup d'une enquête pour leur rôle dans ce trafic. Les enquêteurs se penchent notamment sur les faux certificats de parenté entre donneur et greffé, comme le prévoit la législation.

"*Nous avons demandé aux hôpitaux d'être plus vigilants*", assure à l'AFP le président du Conseil médical de Thaïlande, Somsak Lolekha.

Le marché noir des organes est florissant, en raison de la hausse du nombre de patients en attente d'une transplantation.

Rien qu'en Thaïlande, plus de 4.300 personnes étaient sur liste d'attente pour une greffe selon les statistiques d'août.

Et sur les 581 reins transplantés l'an dernier, seule la moitié provenait de donneurs décédés, selon les chiffres de la Croix-Rouge thaïlandaise.

Cette dépendance aux greffes issues de donneurs vivants ne cesse d'augmenter à travers le monde, avec des patients se tournant vers le marché noir quand aucun de leurs proches ne peut leur céder un rein.

La Croix-Rouge de Thaïlande, qui supervise le don d'organes, a lancé en avril un programme pilote qui oblige les hôpitaux à fournir une fiche détaillée concernant les donneurs vivants.

"*Avant, ils pouvaient venir en Thaïlande sans que nous le sachions... C'est pour cela que nous avons demandé que soit créé un registre des donneurs vivants*", explique le directeur de la Croix-Rouge, Visist Dhitavat.

Malgré cette amélioration, l'ONU s'inquiète des premières affaires révélées au Cambodge.

"*Cela pourrait être la partie émergée de l'iceberg*", redoute Jeremy Douglas, représentant de l'Office des Nations unies contre la drogue (ONUDC) à Bangkok.

"*Les gens qui sont ciblés par ces trafiquants d'organes se trouvent hors des radars de la société*", dit-il. Et nombre d'entre eux ne portent pas leur drame sur la place publique. AFP 27.10

2- Hongrie

- Manifestation en Hongrie contre la « taxe sur Internet » - LeMonde.fr

Plus de 10 000 Hongrois ont manifesté, dimanche 26 octobre à Budapest, pour exiger le retrait d'un projet du gouvernement du premier ministre Viktor Orban de taxer l'utilisation d'Internet. Destinée à renflouer les caisses de l'Etat, ses détracteurs jugent cette mesure antidémocratique.

« *Si la taxe n'est pas retirée dans les quarante-huit heures, nous reviendrons* », a déclaré l'un des organisateurs, Balazs Gulyas, à la foule rassemblée devant le ministère de l'économie et qui brandissait des pancartes avec les inscriptions : « *Wifi libre !, Internet libre !, Hongrie libre !* ». 50 centimes par gigaoctet téléchargé

Le projet de taxe annoncé mardi dernier par le ministre de l'économie prévoit un prélèvement de 150 forints (0,50 euro) par gigaoctet transféré. Le ministre a affirmé que cette taxe était nécessaire pour combler les trous dans le budget 2015 de la Hongrie, l'un des pays membres de l'Union européenne les plus endettés.

Il a également affirmé que cette taxe était juste car elle compensait le basculement des consommateurs vers Internet au détriment des lignes de téléphone traditionnelles. LeMonde.fr 27.10

Manifestation spontanée ou manipulée une fois de plus par la CIA ? Viktor Orban est dans le colimateur de Bruxelles et Washington, donc tout est possible, à suivre.

Aux infos de Russia Today hier soir, j'ai cru voir une manifestation similaire en Italie, mais je n'ai trouvé aucun article ce matin sur Yahoo news ?

Haut de page

Le 29 octobre 2014

CAUSERIE

Comment, des "*affrontements entre manifestants et forces de l'ordre*" et pas de morts ?

Cela s'est passé hier au Burkina Faso, dans la capitale Ouagadougou, entre 500.000 et un million de mainifestants, des barricades, des manifestants "*munis de pierres et de barres de fer*", les violences habituelles quoi, les "*forces de l'ordre répliquant avec des gaz lacrymogènes*".

Et ce matin, Obama, Merkel, Barroso, tous ce que compte les puissances occidentales d'ongistes et droitdelhommistes, bref, la communauté internationale au grand complet a exprimé sa stupeur et condamné l'emploi excessif de la violence par les forces de l'ordre en France, et appelé le gouvernement français à faire preuve de retenu.

Non, en fait ils sont restés totalement muets, ce qui n'étonnera personne.

Etat de guerre de classes. Du ***massacre de Gaza Hollande complice*** à l'Etat assassin.

Comme nous avions raison d'écrire hier qu'ils avaient franchi une étape dans la barbarie et que l'ensemble du mouvement ouvrier s'en était accommodé.

Hier, en attendant de plus amples informations sur les faits réels, nous étions demeuré relativement mesuré.

Depuis nous disposons d'un élément capital qui nous permet d'accuser le président de la République, son Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, le gouvernement du chaos intérieur d'être responsable et coupables du meutre d'un manifestant en autorisant l'emploi de grenades dites offensives pouvant entraîner la mort.

Ils ont eu près de deux ans et demi pour en interdire la production et l'usage en France, c'est donc délibérément qu'ils ont permis à l'armée (Gendarmes et CRS) de pouvoir les employer contre des manifestants qui n'en connaissent pas forcément les dangers mortels.

- Mort de Rémi Fraisse: la piste d'une grenade des gendarmes privilégiée - AFP

L'enquête sur la mort de Rémi Fraisse, dimanche 26 octobre sur le site du barrage contesté de Sivens, privilégie la thèse d'un décès dû à une grenade offensive lancée par les gendarmes, a annoncé mardi 28 octobre le procureur.

Rémi Fraisse aurait succombé à un tir de grenade offensive OF1. Une munition bien particulière utilisée par les forces de l'ordre dans les situations les plus violentes. Son objectif : assourdir les assaillants par la puissance de sa déflagration.

"*On a retrouvé des traces de TNT sur certains scellés provenant des effets vestimentaires de la victime*", a annoncé le procureur d'Albi, Claude Dérens à la presse. Ces résultats d'analyses "*orientent donc l'enquête puisque la mise en oeuvre d'un explosif militaire de type "grenade offensive " semble acquise au dossier*", a dit le magistrat.

Le TNT figure en effet "*dans la composition des charges des grenades lacrymogènes ou offensives utilisées par les gendarmes*", a précisé le procureur, lisant une déclaration écrite.

En résumé, l'enquête "*ne peut donc aujourd'hui exclure le rôle de la grenade offensive jetée depuis la redoute où s'étaient retranchés les gendarmes dans la nuit de samedi à dimanche*", lorsqu'ils affrontaient des opposants au projet de barrage, à Lisle-sur-Tarn.Le TNT figure en effet "*dans la composition des charges des grenades lacrymogènes ou offensives utilisées par les gendarmes*", a précisé le procureur, lisant une déclaration écrite.

En résumé, l'enquête "*ne peut donc aujourd'hui exclure le rôle de la grenade offensive jetée depuis la redoute où s'étaient*

retranchés les gendarmes dans la nuit de samedi à dimanche", lorsqu'ils affrontaient des opposants au projet de barrage, à Lisle-sur-Tarn.

Interrogé sur la possibilité d'une "*bavure*" de la gendarmerie, le procureur a répondu mardi: "*Non, à mon avis, non. Mais ça, c'est l'enquête qui le déterminera*".

"*Le gendarme ne prend jamais seul une décision de ce type, sauf en cas de légitime défense. C'est soit l'autorité civile, soit le commandant de la troupe dans deux cas particuliers, si des violences sont exercées sur la troupe ou s'il n'est pas possible de défendre autrement le terrain qu'on occupe*", assure au micro de France 2 le colonel Philippe Guichard.

"*J'ai souhaité qu'il y ait une inspection générale de la police nationale et une inspection générale de gendarmerie nationale qui commencera demain et qui me donnera ses conclusions sous 15 jours. Dans l'attente des conclusions de cette enquête, j'ai demandé qu'on suspende l'utilisation de ces grenades offensives*", a déclaré le ministre de l'Intérieur.

Jusqu'à présent, les spécialistes estimaient que ce type de grenades ne pouvaient pas tuer si elles n'étaient pas combinées à un autre élément.

Et de nombreuses questions se posent encore sur les circonstances de la mort de Rémi Fraisse, 21 ans. Selon les résultats de l'autopsie communiqués lundi, le jeune Toulousain avait été victime d'une explosion, qui avait provoqué un arrachement important d'une partie du haut du dos. Sa mort avait été instantanée.

Mardi matin, un opposant au projet de barrage évoquait l'hypothèse qu'une grenade lancée par les gendarmes ait pu se retrouver coincée entre le dos de Rémi et son sac à dos, avant d'exploser.

Réagissant à la déclaration du procureur, Me Arié Alimi, avocat de la famille de Rémi Fraisse, a déclaré mardi à l'AFP : "*L'hypothèse que nous soutenions depuis hier (lundi) se confirme. C'est bien une grenade offensive qui a été délibérément utilisée par les gendarmes dépendant du ministère de l'Intérieur et du ministère public*".

"*A la tragédie vécue par Rémi, et ses parents et ses proches, s'ajoute un véritable scandale sans précédent dont chacun devra tirer les conséquences, pour que plus jamais la violence d'État, sous toutes ses formes, ne puisse trouver encore à s'exercer*", a-t-il affirmé.

L'avocat a confirmé avoir déposé deux plaintes: l'une pour "*homicide volontaire*" et l'autre pour "*violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner*".

Il a de plus diffusé une déclaration des parents de Rémi qui appellent à "*ne pas répondre à la violence par la violence*". Ils refusent de s'exprimer directement ou plus amplement pour l'instant. Francetv info et AFP 28.10

Les antécédents. Les grenades dites "***offensives***"

Ces grenades ne contiennent rien d'autre que du TNT mais sont plus puissantes. "*Cela provoque un bon effet de souffle et pas mal de bruit*", explique une source sécuritaire. Ce type de grenade peut provoquer parfois de graves blessures. Il suffit qu'un manifestant prenne à la main une grenade offensive au moment où elle explose et il peut avoir la main arrachée, c'est déjà arrivé", explique cette source.

Pourtant, une grenade offensive a déjà tué un manifestant : Vital Michalon, un physicien de 31 ans mort le 31 juillet 1977, lors de la manifestation contre le surgénérateur nucléaireSuperphénix de Creys-Malville (Isère). Il a été victime de l'effet de souffle après le tir tendu d'une grenade offensive lancée par les policiers et reçue en pleine poitrine. Deux personnes sortent également mutilées de la manifestation, l'un ayant perdu un pied, l'autre une main. nouvelobs.com 28.10

L'UMP soutient Hollande et le gouvernement.

"*Pour l'instant, la droite refuse de souffler sur les braises*" a constaté la responsable du service politique de France 2 Nathalie Saint-Cricq au sujet de la mort du jeune Rémi Fraisse.

Indifférence et cynisme.

"*François Hollande et Manuel Valls ont manifestement sous-estimé les risques d'instrumentalisation politique de cette terrible affaire*", précise la journaliste. "*Tout d'abord en attendant 48 heures avant d'exprimer une forme de compassion vis-à-vis de la victime et de sa famille. Ça pouvait être fait sans pour autant désavouer les forces de l'ordre*", assure-t-elle. Francetv info 28.10

Et les populistes de service entrent en scène.

- Fraisse : le Parti de gauche demande la démission de Cazeneuve - Public Sénat

- Bové accuse Cazeneuve de "*provocation*" - AFP

L'info passée inaperçue : Le dirigeant du Front de gauche, ainsi que le député écologiste José Bové, ont été chahutés à leur arrivée par un petit groupe de jeunes gens, qui leur ont jeté des oeufs et des yaourts tout en scandant des slogans hostiles. AFP 25.10

Comme d'habitude Mélenchon a tenu un double langage, en demandant l'arrêt de la mise en oeuvre de ce projet et dénonçant un "*grand défaut de dialogue*" entre le gouvernement et les opposants à ce barrage, parce qu'il serait possible de lui faire entendre raison ou de s'entendre avec lui, c'est d'ailleurs ce qu'ils font très bien à l'UMP, par exemple hier par la voix du président du Sénat (lire plus loin), c'est ce que réclament aussi les dirigeants syndicaux corrompus, en présence d'une énième provocation du Medef, pour la déjouer Mailly (FO) n'a rien trouvé de mieux que prendre la défense du dialogue social.

On perd de vue qu'en dialoguant avec le gouvernement on le légitime, on cautionne sa politique, au delà le régime et les institutions, vous pouvez observer que tous les acteurs cités plus haut s'y entendent bien, non ?

Les plus répugnants.

- Noël Mamère (écologiste): "*on ne construit pas un barrage sur un cadavre*" - AFP

Mais on peut mener sa carrière politique en s'associant pendant des décennies à un parti immonde, le PS pour ne pas le nommer, qui repose sur un amoncellement de cadavres suffisant pour faire barrage et protéger le régime en place de l'assaut de ses opposants, dont Mamère ne fait pas partie bien entendu.

- « *Mourir pour ses idées est relativement stupide et bête* », estime Carcenac (PS) - Public Sénat

Cela ne risque pas de lui arriver, quoique, faites attention on ne sait jamais, le régime ne protègera pas éternellement la pourriture dans votre genre.

On aura compris qu'en vivre c'est préférable, c'est tellement rentable !

- Mort de Rémi Fraisse : François Hollande appelle à la responsabilité de chacun - Francetv info

Qu'il démissionne alors !

Dossier Syrie

- Arrivée en Turquie des premiers renforts kurdes d'Irak pour défendre Kobané - LeMonde.fr

Sous la pression des Etats-Unis, Ankara a autorisé la semaine dernière le passage par son territoire d'environ 150 « *peshmergas* ». LeMonde.fr 28.10

Vous êtes sûr que le compte y est, 150, pas un de moins, surtout pas un de plus. La semaine dernière ils parlaient de 200 « *peshmergas* »...

- Kobani: les kurdes syriens repoussent l'ASL. - french.irib.ir

Les unités de soutien populaire des kurdes syriens refusent de répondre positivement à la demande d'Ankara. Les kurdes ne veulent pas de l'ASL dans leur ville ainsi que l'avait exigé Ankara comme condition à son autorisation à l'entrée dans la ville de Kobani des combattants kurdes irakiens ou les peshmergas. " *On ne permettra jamais au groupuscule de l'ASL de s'infiltrer à Kobani.* " Cette information reprise par Skynews cite en effet le commandant en chef des forces volontaires de Kobani , Siban Hamou et ajoute : " *nous accueillons évidemment les forces des peshmergas, mais celles de l'ASL que commande Abdel Jabar al Akidi n'ont pas leur place ici à Kobani! ils n'ont qu'à combattre Daech à Jerablos ou à Manbaj et non pas à Kobani*" .

Selon les observateurs, Erdogan vient de subir là aussi une nouvelle déculotée de la part des kurdes qui affirment à travers ce refus leur attachement à leur almliance avec le gouvernement Assad. Les Kurdes syriens accusent la Turquie de tergiverser et de retarder à dessein l'envoie des peshmergas à Kobani. " *Cela fait trois jours que les peshmergas sont prêts à débarquer à Kobani mais nous ne savons pas pourquoi ils n'arrivent pas pour tout dire , on ignore ce qui se passe entre les Kurdes d'Irak et*

les dirigeants d'Ankara ". "*Les Kurdes syriens n'ont aucunement confiance au chef du Kurdistan irakien, Barzani, connu pour son sens de marchandage*, Al Mayadin, citant les sources à Erbil, annonce l'arrivée des peshmergas à Kobani ce mardi à bord des avions et via les frontières terrestres. french.irib.ir 28.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites tomber les masques. Réforme territoriale, budget de la Sécu, budget 2015.

En famille.

- Réforme territoriale : « *le dialogue s'installe* » estime Gérard Larcher (UMP - ndlr) - Public Sénat

Le nouveau président du Sénat s'est réjouit de l'intervention de Manuel Valls au sujet de la très décriée réforme territoriale. Public Sénat 28.10

Valls, Premier ministre des patrons et de l'UMP, de la classe dominante quoi.

Les "***frondeurs***" du PS sont des imposteurs professionnels.

- Le budget de la Sécu voté à l'Assemblée avec moins de difficultés que prévu - AFP

Comme un éternel recommencement. A l'Assemblée nationale, les votes sur les textes économiques se suivent et se ressemblent. Les députés ont adopté ce mardi le budget de la Sécurité sociale, par 270 voix pour, 245 contre et 51 abstentions, dont 34 au sein du groupe PS, la majorité reste étriquée.

Comme un éternel recommencement. A l'Assemblée nationale, les votes sur les textes économiques se suivent et se ressemblent. Les députés ont adopté ce mardi le budget de la Sécurité sociale, par 270 voix pour, 245 contre et 51 abstentions, dont 34 au sein du groupe PS.

C'est un peu mieux que la semaine dernière sur le volet recettes du projet de loi de finances 2015 (266 votes pour, 245 contre et 56 abstentions, dont 39 socialistes), mais la majorité reste étriquée. AFP 28.10

En s'abstenant les imposteurs ont permis à ce budget scélérat d'être adopté, 9 milliards d'euros d'économie sur la santé des masses laborieuses.

Quel soulagement !

- Bruxelles ne va pas rejeter les budgets 2015 de la France et de l'Italie - Francetv info

- La commission européenne devrait valider le budget des 18 pays de la zone euro - LeMonde.fr

- Bruxelles salue les efforts budgétaires français et italiens - Reuters

La Commission européenne a jugé mardi "*utiles et constructives*" les modifications apportées par la France et l'Italie à leurs projets de budgets 2015, censées prouver que Paris et Rome font suffisamment d'efforts pour ramener leurs déficits dans les limites fixées par les règles communes.

"*Nous sommes encore en train d'analyser les informations qui nous ont été transmises par l'Italie et la France en particulier*", a-t-il répondu à une question sur la possibilité de voir le projet français retoqué par Bruxelles.

"*Nous saluons le fait que ces Etats membres se soient eux-mêmes engagés dans un processus de dialogue constructif avec la Commission.*"

"*Nous considérons la lettre du gouvernement français, comme celle du gouvernement italien, comme une contribution utile et constructive.*"

Rome et Paris ont annoncé tour à tour lundi avoir écrit au vice-président de la Commission en charge des Affaires économiques,

Jyrki Katainen, pour lui préciser les ajustements apportés à leur projet de budget 2015 afin d'accentuer la réduction du déficit public.

Les nouveaux éléments détaillés par la France doivent permettre 3,6 à 3,7 milliards d'euros d'économies supplémentaires et réduire le déficit structurel de plus de 0,5 point de PIB, contre 0,2 point prévu initialement.

Et pourtant, "*le gouvernement n'a pas renoncé à l'équilibre de son projet de loi de finances*", fait valoir mardi la députée PS Karine Berger. En effet, il n'est pas revenu sur les dizaines de milliards d'euros d'aides aux entreprises prévues par le Pacte de responsabilité. "*Le gouvernement tient compte de la conjoncture : tout le pacte, rien que le pacte*", résume le député PS Dominique Lefebvre, qui siège à la commission des Finances.

Le gouvernement n'a pas davantage demandé d'aller au-delà des 21 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques déjà prévues. "*Le cap est maintenu*", se félicite-t-on d'ailleurs au gouvernement.

L'Italie, pour sa part, a proposé 4,5 milliards d'euros d'économies supplémentaires à Bruxelles et son déficit structurel devrait diminuer d'environ 0,3 point, contre 0,1 point seulement dans le projet de départ.

En théorie, la Commission peut réclamer de nouvelles modifications d'un projet de budget si elle juge insuffisantes les mesures prévues et peut aller jusqu'à infliger une sanction financière à l'Etat concerné. En pratique, jamais un exécutif européen n'est allé aussi loin, des discussions en coulisses ayant toujours permis d'aboutir à un compromis.

Certains pays ayant éprouvé ces dernières années la rigueur d'un placement sous surveillance stricte de leurs finances par les autorités européennes, comme l'Irlande, le Portugal et la Grèce, renâclent cependant à l'idée de voir la France bénéficier de la clémence de la CE.

La pression est plus importante sur Paris que sur Rome car le déficit global de la France devrait atteindre 4,3% du produit intérieur brut (PIB) l'année prochaine, dépassant nettement le plafond de 3% prévu par le pacte de stabilité européen.

Pour autant, rares sont ceux qui croient à un véritable conflit entre Paris et la CE.

"*Même si c'est injuste, les grands pays ont plus de pouvoir que les petits. La France bénéficie de sa relation particulière avec l'Allemagne, qui la protège conre la Commission et les marchés financiers*", dit Christian Schulz, économiste de la banque allemande Berenberg.

L'Autriche, elle aussi dans le collimateur de la CE, a annoncé mardi un effort supplémentaire de 0,3 point de réduction de son déficit. Reuters 28.10

Quand le gouvernement patronal intensifie la chasse aux "fraudeurs, qui vise-t-il de préférence, devinez ?

Aujourd'hui, le système est faillible et permet à la plupart des fraudeurs de passer entre les mailles du filet. L'Etat a donc décidé de réagir. Désormais, les montants des prestations sociales seront systématiquement échangés et recoupés avec les données du fisc, détaille une équipe de France 2. Francetv info 28.10

- Fraudes sociales : 25 milliards d'euros en moins dans les caisses de l'Etat - Francetv info

Fraudes estimées des particuliers : 5 milliards d'euros.

Comment parviennent-ils à ce chiffre ? Mystère.

167 millions d'euros

- les fausses cartes vitales

- les faux arrêts maladie

141 millions d'euros

- les allocations de rentrée scolaire versées indûment

- les allocations logements versées indûment

8 millions d'euros

- les faux bulletin de salaire pour toucher une retraite un peu plus élevée

Total : 216 millions d'euros sur soi-disant 5 milliards d'euros

Fraudes estimées des entreprises :

20 milliards d'euros, deux fois le "*trou*" de la Sécu.

A quoi servent en réalité les instances représentatives du personnel à part le corporatisme ?

- Le Medef propose la création de conseils d'entreprise - AFP

Le Medef propose de fusionner les instances représentatives du personnel (IRP) au sein d'un unique "*conseil d'entreprise*" dans les sociétés d'au moins 50 salariés et de simplifier ainsi les obligations découlant des actuels "*seuils sociaux*".

Les syndicats, auxquels la première organisation patronale française a envoyé mardi cette proposition à deux jours de la reprise de négociations sur la modernisation du dialogue social, crient à la provocation.

Ce document de travail commun au Medef, à la CGPME et à l'Union professionnelle artisanale (UPA) s'inspire du système allemand des "*comités d'entreprise*" (Betriebsrat) élus tous les quatre ans et institution clef de la cogestion à l'allemande.

Le Medef suggère qu'un conseil d'entreprise élu devienne en France l'instance unique de représentation du personnel dans les sociétés d'au moins 50 salariés si ces derniers en expriment le souhait lors d'une consultation préalable.

Cette consultation serait organisée tous les quatre ans, un calendrier calqué sur le rythme des élections professionnelles. Elle aurait aussi théoriquement pour effet de réduire le nombre de salariés siégeant dans les IRP.

Le conseil reprendrait l'ensemble des prérogatives des délégués du personnel et syndicaux, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et du comité d'entreprise. Il serait le seul interlocuteur de l'employeur, notamment pour la négociation d'accords.

C'est lui qui serait informé régulièrement de la situation économique et financière de l'entreprise et consulté une fois par an sur ses orientations stratégiques, sa gestion, l'organisation du travail, la formation professionnelle, etc.

Le Medef propose par ailleurs dans son document de faire bénéficier les élus du personnel et les délégués syndicaux d'une "*formation de qualité touchant notamment à la compréhension des enjeux économiques et sociaux de l'entreprise*" et de valoriser les compétences acquises au cours de leur mandat.

La négociatrice de Force ouvrière, Marie-Alice Medeuf-Andrieu, a dénoncé une "*provocation inacceptable*" : "*Ce document consiste à déconstruire les IRP, donc le dialogue social.*" AFP 28.10

"*Nous avons même réfléchi à des scénarios de fusion d'instances*", a-t-elle dit à Reuters. "*Mais de là à brader le dialogue social comme ça, ce n'est pas possible.*"

Chacun a compris que le dialogue social était l'antithèse de la lutte des classes, qu'il était à différents échelon l'exercice du corporatisme.

Au plus haut niveau, les dirigeants syndicaux sévissent sur ce terrain-là en compagnie de l'Etat ou du gouvernement et des syndicats patronaux.

Au plus bas niveau, ce sont les représentants élus des instances représentatives du personnel ainsi que les délégués syndicaux qui s'y collent avec les patrons.

La collaboration de classes est tellement entrée dans les moeurs que plus personne ne s'en offusque, pire, la dénoncer et la rejeter nous vaudra d'être qualifié de gauchiste, en réalité on ne fait que demeurer sur le terrain de classe des exploités, refusant d'être associé d'une manière ou d'une autre à la gestion d'une entreprise, d'une administration ou de l'Etat ou du capitalisme.

En complément.

- Etats-Unis Halloween contre les 1%: quand la chasse aux bonbons vire à la lutte des classes. - slate.fr

De riches Américains s'émeuvent que des gamins des quartiers pauvres débarquent pour demander des bonbons alors que bon, quand même, ils paient déjà beaucoup d'impôts...

Certains médias ont pris le débat très au sérieux: dans The Oregonian, un chroniqueur explique que cette discussion est plus importante qu'il n'y paraît, dans la mesure où les inégalités sont liées au manque d'empathie pour les moins fortunés. Plus les inégalités sont grandes, moins les riches arrivent à s'identifier aux pauvres et à s'intéresser à leurs problèmes. Et dans les sociétés moins inégalitaires, les gens ont plus tendance à faire confiance aux personnes qu'ils ne connaissent pas... slate.fr 28.10

Chez les artistocrates on ne se refuse rien.

Syndiqués de la CGT, au moins vous savez à quoi servent vos cotisations, notamment.

- La CGT a payé la coûteuse rénovation de l'appartement de son patron, Thierry Lepaon - Francetv info

Les travaux de rénovation de l'appartement de fonction de Thierry Lepaon, numéro un de la CGT, en banlieue parisienne, ont coûté 130.000 euros à la centrale, selon le Canard Enchaîné.

Selon l'hebdomadaire satirique daté de mercredi, les travaux pour cet appartement de 120 m2 ont coûté 130.000 euros à la CGT, mais le devis initial était encore plus élevé (150.000 euros). Le numéro un de la CGT aurait renoncé à quelques dépenses comme l'installation d'un home cinéma ou d'une cave à vins, selon l'hebdomadaire.

Le loyer de cet appartement, situé le long du bois de Vincennes, près de Paris, est de 2.000 euros, selon le Canard Enchaîné.

De son côté, la CGT a affirmé dans un communiqué que "*le Canard enchaîné s'est procuré un devis estimatif portant sur un ensemble de travaux exécutés dans l'appartement occupé par le secrétaire général de la CGT*".

"*Pour la première fois, la CGT a élu un secrétaire général habitant en province. Elle se devait de mettre à sa disposition un logement de fonction en région parisienne entièrement équipé*", souligne le communiqué.

"*La Confédération a donc décidé de louer un appartement, proche du siège de la CGT, pour permettre au secrétaire général d'exercer son mandat*" et "*l?appartement a été remis à neuf avant son entrée dans les lieux*", précise le communiqué. AFP 28.10

Ca ira monsieur Lepaon, vous êtes confortablement installé ?

C'est le propriétaire de l'appart qui doit être heureux, un pauvre sans doute, 120 m2 situé le long du bois de Vincennes ! Où une de leurs connaissances, qui sait avec ces gens-là.

ACTUALITE EN TITRES

C'était déjà une dictature, un Etat policier.

- Menace d'attentats : les USA renforcent leur sécurité - Liberation.fr

Confrontation

- Ukraine : Moscou soutient les élections organisées par les séparatistes - LePoint.fr

- Moscou défie Kiev avec son soutien aux élections séparatistes en Ukraine - AFP

- Le "*poutinisme*" ne tiendra pas longtemps, prédit l'écrivain Boris Akounine - AFP

- Crise ukrainienne: nouveau record de faiblesse pour le rouble face à l'euro et le dollar - AFP

La crise par le vide.

- Royaume-Uni: la banque Lloyds supprime 9.000 emplois et ferme des agences - AFP -

- KLM prévoirait de supprimer 7.500 emplois - Reuters -

Stratégie du chaos et dictature.

- La Libye proche du point de non-retour, dit l'émissaire de l'Onu - Reuters

- Un décret élargit la compétence des tribunaux militaires en Egypte - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Burkina Faso

- Burkina: manifestation contre la révision constitutionnelle, heurts avec la police - AFP

Des centaines de milliers de Burkinabè sont descendus dans la rue mardi pour dénoncer un projet de révision constitutionnelle permettant le maintien au pouvoir du président Blaise Compaoré, une manifestation d'une ampleur historique sur le continent.

Une marche organisée dans la capitale Ouagadougou a rassemblé "*un million*" de personnes, selon l'opposition, et s'est conclue par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, qui ont pris fin en milieu d'après-midi.

Le gouvernement, par la voix de son porte-parole Alain Edouard Traoré, a salué dans un communiqué la "*vitalité*" de la démocratie burkinabè, tout en déplorant des "*débordements*".

Selon un journaliste de l'AFP, la mobilisation était bien supérieure à celle de la marche du 23 août, qui s'étendait sur plusieurs kilomètres et pour laquelle l'opposition avait revendiqué plus de 100.000 participants.

Au son des sifflets et des vuvuzelas, les protestataires ont arboré des milliers de pancartes hostiles au régime, dont les messages étaient: "*Judas, libérez les lieux*", "*Blaise dégage*" ou encore "*Article 37 intouchable*".

Une telle mobilisation populaire pour une manifestation politique est rare en Afrique subsaharienne.

A la fin de la marche, les affrontements ont duré plusieurs heures entre des centaines de manifestants munis de pierres et de barres de fer et les forces de l'ordre répliquant avec des gaz lacrymogènes.

Dans l'après-midi, la police a fait dégager des barrages de fortune, permettant une reprise progressive du trafic.

Des protestataires, qui avaient ensuite décidé d'occuper la place de la Nation, lieu symbolique de la capitale, ont été délogés sans heurt en début de soirée.

L'opposition avait appelé à manifester dans tout le pays contre ce qu'elle appelle un "*coup d'Etat constitutionnel*" du président Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans.

L'Assemblée nationale doit examiner jeudi un projet de loi gouvernemental visant à réviser l'article 37 de la Loi fondamentale pour faire passer de deux à trois le nombre maximum de quinquennats présidentiels.

Ce changement permettrait à M. Compaoré, qui devait achever en 2015 son dernier mandat, de concourir à nouveau à la présidentielle.

Arrivé au pouvoir en 1987 par un putsch, il terminera l'an prochain son deuxième quinquennat (2005-2015) après avoir effectué deux septennats (1992-2005).

L'opposition craint que ce changement constitutionnel, qui ne devrait pas être rétroactif, conduise le chef de l'Etat, déjà élu quatre fois avec des scores soviétiques, à accomplir non pas un mais trois mandats supplémentaires, lui garantissant 15 années de plus au pouvoir.

Alors que l'agenda politique africain s'annonce très chargé en 2015-2016, avec une vingtaine de scrutins présidentiels, au moins quatre pays - en plus du Burkina - préparent ou envisagent des révisions constitutionnelles: Congo Brazzaville, Burundi, République démocratique du Congo (RDC) et Bénin.

Au Burkina, ce projet suscite l'hostilité de l'opposition, d'une grande partie de la société civile et de nombreux jeunes - plus de 60% des 17 millions d'habitants ont moins de 25 ans et n'ont jamais connu d'autre dirigeant.

Si la modification de l'article 37 est évoquée depuis des mois, l'annonce le 21 octobre du projet de loi a fait franchir un cap aux contestataires, avec une surenchère verbale des deux camps et des risques manifestes de dérapages.

Le chef de file de la majorité parlementaire, Assimi Kouanda, a dénoncé des agressions de députés par des militants d'opposition, demandant au chef de l'Etat de prendre "toutes les mesures" pour préserver leur "sécurité".

Quant à l'opposition et à la société civile, qui appelaient à la "*désobéissance civile*", elles lancent désormais "*ultimatums*" et "*mises en garde*" au pouvoir, demandant la "démission" du président, accusé de viser le "pouvoir à vie".

Les syndicats ont appelé à une journée nationale de grève mercredi et des personnalités d'opposition ont demandé au peuple de bloquer le Parlement jeudi pour empêcher le vote.

Blaise Compaoré est un partenaire majeur de la communauté internationale en Afrique, avec un rôle-clé de médiateur dans plusieurs crises, notamment dans la bande sahélienne.

S'il a longtemps eu une image sulfureuse en raison du rôle présumé de son pays dans des crises régionales, notamment en Côte d'Ivoire voisine, le président burkinabè jouit d'une solide réputation à l'étranger, notamment en France, l'ex-puissance coloniale.

Son putsch en 1987 avait été marqué par l'assassinat - jamais élucidé - du président Thomas Sankara, icône du panafricanisme.

Blaise Compaoré a rétabli le multipartisme en 1991 et a déjà modifié à deux reprises l'article 37 de la Constitution, en 1997 puis en 2000, pour pouvoir participer aux élections.

En 2011, son pouvoir avait vacillé à la suite d'une immense vague de mutineries dans l'armée. AFP 28.10

2- Bahreïn

- Bahreïn: le principal groupe d'opposition chiite interdit d'activité - AFP

Le principal groupe d'opposition chiite à Bahreïn, royaume du Golfe dirigé par une dynastie sunnite, a été interdit d'activité mardi pendant trois mois, une mesure qui risque de tendre le climat politique avant les élections du 22 novembre et "inquiète" Washington.

Cette décision de justice touchant le mouvement Al-Wefaq intervient alors que l'impasse est totale dans ce pays à majorité chiite.

Al-Wefaq a décidé de boycotter les législatives, estimant que le dialogue avec le pouvoir n'avaient pas fait progresser ses revendications et que la famille royale des Al-Khalifa refusait toute concession qui réduirait ses prérogatives.

Le mouvement d'opposition est accusé par les autorités de fomenter des troubles, ce qu'il nie en insistant sur le "*caractère pacifique*" de ses manifestations.

La décision de justice est tombée également au moment où les fidèles célébraient le deuil de l'Achoura, la plus importante des fêtes religieuses chiites qui mêle habituellement à Bahreïn slogans religieux et politiques.

La tension est aussi palpable dans cette période de pré-campagne électorale, marquée par des actes de violences. Les autorités ont accusé des militants de multiplier les actes d'intimidation contre certains candidats et ont proposé de les protéger.

(L'hypocrisie des Etats-Unis relayée par une de ses ONG. - ndlr)

Les Etats-Unis ont fait part de leur inquiétude après cette décision du Bahreïn, pays qui abrite la Ve Flotte américaine.

"*Nous sommes inquiets*", a commenté la porte-parole du département d'Etat Jennifer Psaki. "*Une telle décision est contraire à la création d'un environnement propice à l'intégration politique*".

La décision des autorités risque de "*conduire à plus de friction et d'instabilité, alors que le pays se prépare à des élections parlementaires*", a pour sa part averti l'organisation Human Rights First.

"*Prise à moins de quatre semaines des élections parlementaires, la décision de suspendre Al-Wefaq ne peut être une simple coïncidence*", a souligné Brian Dooley, directeur de programme à Human Rights First.

Le tribunal administratif de Manama, saisi en juillet par le ministère de la Justice, a reproché au mouvement Al-Wefaq de violer la loi sur les associations et lui a donné trois mois pour "*se conformer*", selon une source judiciaire.

Le principal grief du ministère est que Al-Wefaq a tenu, selon lui, des assemblées générales sans quorum et sans transparence.

Al-Wefaq a aussitôt réagi, en qualifiant la décision du tribunal d'"*irrationnelle et d'irresponsable*".

Il a accusé le pouvoir de contrôler le pays d'une "*main de fer*" et de vouloir ainsi "*détruire la vie politique*" à Bahreïn.

Le mouvement a assuré, dans un communiqué, qu'il continuerait à réclamer "*la démocratie et un Etat mettant fin au totalitarisme et à l'exclusion*".

Depuis le début du mouvement de contestation, Al-Wefaq estime être continuellement harcelé par les autorités et ses partisans traînés devant la justice pour des raisons politiques.

Son chef, cheikh Ali Salmane, et son adjoint, Khalil Marzouk, ont été accusés le 10 juillet par la justice d'avoir "*violé la loi*" en rencontrant un haut responsable américain en visite à Manama.

Selon les autorités, MM. Salmane et Marzouq n'ont pas informé les autorités de cette rencontre "*au moins trois jours*" avant qu'elle n'ait eu lieu, comme l'exige la loi.

S'agissant des prochaines élections, Al-Wefaq a dénoncé un scrutin qui "*consolide le pouvoir autoritaire*" des Al-Khalifa.

Des élections municipales sont prévues le 22 novembre, en même temps que les législatives, qui constitueront le premier rendez-vous électoral à Bahreïn depuis octobre 2010.

L'opposition avait retiré en mai 2011 ses 18 députés du Parlement de 40 sièges pour protester contre la "*répression*" de ses partisans par les forces de sécurité.

Dans une affaire distincte, un tribunal de Manama a ordonné mardi l'expulsion de 10 chiites accusés d'avoir violé les conditions de résidence dans le pays, a indiqué à l'AFP une source judiciaire.

Ces 10 Bahreïnis font partie d'un groupe de 31 chiites déchus de leur nationalité en novembre 2012 pour "*atteinte à la sûreté de l'Etat*".

Les autorités de Bahreïn ont retiré dans le passé la nationalité à des chiites mais sans décision de justice et pour ce même motif.
AFP 28.10

Haut de page

Le 30 octobre 2014

CAUSERIE

J'ai laissé de côté deux infos :1 - Londres repousse le référendum sur l'UE ; 2- Un accord sur l'information fiscale signé par 51 pays. On verra cela demain.

On ajoutera une quinzaine de nouveaux articles dans la soirée si ma connection Internet fonctionne, elle est hyper lente le soir.

Il faut adapter notre conception de la lutte des classes sans renier nos principes

J'ai rédigé cela hier soir.

La lutte des classes ne se déroule plus de la même manière qu'autrefois. Elle a subi de profondes transformations en rapport avec celles de la société qui devaient profiter essentiellement à la classe dominante qui détenait le pouvoir, pour en avoir été à l'initiative dans les domaines de la communication et de l'information, puisque c'est elle qui possèdait les moyens de production et le les moyens financiers pour les développer, pour ensuite faire en sorte qu'ils soient à son service.

On a l'habitude de considérer que la lutte des classes se déroule ou le rapport de force entre les classes s'exprime dans l'entreprise ou dans la rue ou encore sur le plan institutionnel, critéres qui étaient encore valable jusqu'à la moitié du XXe siècle, mais depuis et de plus en plus, ils sont supplantés par un facteur qui a été négligé ou dont l'influence, la portée a été sous-estimé, les moyens d'informations moderne qui permettent à la classe dominante de diffuser sa propagande et son idéologie dans tous les foyers et toutes les têtes, autrefois uniquement par la presse écrite, puis par la radio, ensuite par la télévision et de nos jours par Internet.

Autrement dit, les moyens mis à la disposition de la classe dominante pour atteindre et formater les cerveaux des masses ont été considérablement renforcés au cours des sept dernières décennies. Laissons ici de côté les autres supports par lesquels elle diffuse aussi son idéologie, l'éducation, la formation (école et université), les arts et la culture, à un niveau plus bas ou vulgaire, la publicité, puisque dans tous les cas de figure leurs différents acteurs ont subi en amont ce conditionnement quotidien en provenance de ces moyens d'information le plus souvent sans qu'ils en aient réellement conscience.

C'est d'ailleurs là que se situe le problème, car ils deviennent des millions de relais inconscients propageant gratuitement cette idéologie, au point qu'on en arrive à évoquer l'existence d'une pensée unique ou envahissante, caractérisation qui est loin d'être usurpée car elle résume à elle seule à quel degré de sclérose, de décomposition ou de soumission à laquelle l'immense majorité de la société en est arrivée en quelques décennies.

Le développement de ces moyens d'information a correspondu à un ou des besoins précis de la classe dominante, certainement pas dans le but de rendre plus libres ou plus heureuses les masses exploitées, mais au contraire pour mieux les préparer à un avenir qui ressemblerait au cauchemar que nous vivons actuellement et contre lequel nous sommes en grande partie impuissant à lutter, qui consisterait : à flatter, favoriser leur penchant naturel à l'individualisme, au delà à la schizophrénie ; à les isoler, les atomiser, affaiblir les liens qu'elles avaient pu tisser dans le cadre de la lutte des classes pour entraîner la dislocation du mouvement ouvrier ou y contribuer ; faire en sorte que leurs idées ne reposent pas ou plus sur les rapports qui existaient dans la société, mais uniquement sur la manière dont ils les ressentiraient qui reposerait sur des critères purement subjectifs, de telle façon que toute interprétation prêterait à confusion ou soit contestable, alors qu'une s'imposerait forcément aux autres, celle que la classe dominante aurait validée de préférence, d'où la nécessité de liquider tous leurs repères, de dénaturer leurs principes ou les valeurs auxquels elles étaient attachées ; l'ensemble devant servir à prévoir le comportement de la population, orienter son mode de pensée et de vie conformément aux besoins du marché, qui se traduit par une surveillance, un contrôle renforcé de ses faits et gestes jusqu'à ses pensées, ses goûts, etc. Tous les moyens d'information qui existent aujourd'hui servent uniquement à atteindre ces objectifs, qui coïncident avec les besoins et la stratégie politique de la classe dominante.

La lutte de classe de la classe dominante à la fin du XXe siècle devait se situer principalement sur le terrain de la guerre psychologique et idéologique, les deux étant intimement liées ou combinées, les deux servant ses objectifs politiques. Pourquoi sur ces terrains-là, mais parce qu'elle avait parfaitement conscience de l'état de délabrement du mouvement ouvrier et de son incapacité à se doter d'une nouvelle direction. Elle savait que tous ses dirigeants étaient corrompus, acquis au capitalisme, mais que ce n'était pas le cas de nombreux militants restés fidèles à leur classe, et que les travailleurs opposeraient une farouche résistance à la destruction de tous leurs droits sociaux et politique.

Par conséquent, à son combat proprement politique qui se déroulait dans l'arène institutionnelle, rythmé par des élections et les mesures prises par les gouvernements et les majorités parlementaires qui se succèderaient , il fallait ajouter un puissant facteur psychologique et idéologique de manière à briser à la base la résistance de leur ennemi, terminer le travail qu'ils avaient engagé à l'intérieur du mouvement ouvrier, diviser, disloquer la classe (toutes les classes) en autant d'atomes, cellules, particules, sans pouvoir, sans direction, sans orientation, réduit à l'impuissance ou qui se neutraliseraient entre eux, de telle sorte qu'ils se maintiendraient au pouvoir quoi qu'il arrive.

Les moyens d'information mis en oeuvre par la classe dominante pour mener son combat sur le plan psychologique et idéologique relevaient bien de la lutte des classes et non d'un divertissement, de sa lutte de classe contre les masses exploitées, ils sont devenus des armes redoutables contre les exploités dans la mesure où ils sont tentaculaires, s'inflitrent partout, sont omniprésents.

Et nous pendant ce temps, on continue de considérer que la lutte des classes se dérouleraient uniquement dans l'entreprise ou dans la rue ou encore uniquement sur le plan institutionnel, les masses ayant désertées les syndicats, les partis ouvriers et tournant le dos aux institutions, s'abstenant ou votant par dépit, on refuse d'admettre que le simple fait de discuter avec un travailleur imbibé de l'idéologie dominante, porter à sa connaissance des faits qu'il ignore, le faire réfléchir sur la monstrueuse machine de propagande de la classe dominante, etc. dans le but évidemment de le recruter à terme, ne participerait de la lutte de classe, ne servirait à rien, ce serait adhérer à la théorie selon laquelle ce seraient les idées qui façonneraient le monde et non les actions des hommes ou encore, ce serait prétendre qu'il faut changer les hommes pour changer la société, c'est ignorer en réalité que pour façonner le monde ou pour que la civilisation humaine se développe, il a bien fallu que les hommes théorisent leurs expériences et que c'est à partir de là qu'il a pu évoluer, ensuite, on ne peut pas changer la société d'un coup de baguette magique, il faut bien que les hommes y participent et qu'ils y soient préparés, sinon aucun changement ne peut se produire, ce qui explique pourquoi jadis certaines civilisations très développées ont malgré tout disparu au profit de civilisations moins développées.

On peut toujours nier les profondes transformations qu'a subi la société en un siècle ou au cours des 70 dernières années, on peut nier que le capitalisme ait créé une multitude de besoins qui n'existaient pas à cette époque, que le secteur des services s'est développés dans des proportions considérables, tout comme la démographie mondiale sur laquelle ont n'a pas cessé de faire l'impasse soit dit en passant.

Hier, c'était les conditions auxquelles on était confronté qui servaient de repère à notre interprétation de la société, de nos jours un parasite est venu s'intercaler entre les deux et qui perturbe notre interprétation de la société, les moyens d'information dont dispose la classe dominante qui exerce une emprise sur les cerveaux des travailleurs. Notre intention n'est pas d'inculquer des idées aux travailleurs ou de les convaincre d'en changer, mais de les aider à comprendre, à prendre conscience qu'ils subissent l'influence d'un mécanisme qui a été spécialement conçu pour nuire à leurs intérêts, et qu'ils doivent démonter ce mécanisme pour comprendre la situation, et qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme.

Répétons-le, ils n'ont pas développé les moyens d'informations modernes pour que les travailleurs accèdent à un niveau de conscience supérieur. Ce qui en ressort est avant tout du domaine de l'illusion, illusion qui n'est jamais gratuite, sans but précis.

On ne l'a pas encore dit, mais penser, c'est aussi agir, c'est déjà agir, et ce ne sont pas les intellectuels qui diront le contraire, ils en vivent, bien, comme quoi c'est une activité pratique. Pour l'homme en général, penser est une activité comme une autre qui n'est pas coupée de ses activités pratiques ou des expériences qu'il vit, de la réalité, l'intellectuel le récuse car à l'entendre il serait le seul capable de penser. Quand je prends une décision, cela va avoir une conséquence pratique, matérielle, déclencher des actions en chaîne.

A entendre nos détracteurs, agir sur le plan des idées ou de la psychologie des masses devrait demeurer le terrain de chasse réservé de la classe dominante, on ne devrait surtout pas s'aventurer sur ce terrain-là. Bien entendu, si c'est pour imiter les intellectuels qui se contentent de nous balancer des idées qui n'ont ni queue ni tête et qui se balancent du reste, je vous accorde que c'est pratiquement aussi nuisible que propager les idées de la classe dominante, puisqu'au bout du compte ils les servent en exposant leur impuissance, impuissance à laquelle justement la classe dominante voue les masses.

On nous dit que les gens passent entre 3 et 5 heures ou davantage par jours à écouter la radio, à regarder la télévision, connecter sur Internet, et nous devrions faire comme si de rien n'était, comme s'ils feuilletaient quelques pages de journaux comme autrefois, et encore, celui qui n'a pas fric hier comme aujourd'hui n'en achète pas.

Vous aurez compris que je ne partage pas la conception de la lutte de classes des partis ouvriers, que je ne peux pas la partager, car il me faudrait occulter des pans entiers de la réalité et je m'y refuse.

Cela fait des années que je réfléchis à ce que voulait dire Trotsky, lorsqu'il avait affirmé que pour prendre le pouvoir dans l'avenir il faudrait que le prolétariat ait acquis au préalable un niveau de conscience beaucoup plus élevé que lors des révolutions antérieures, imaginez un instant ce qu'il dirait aujourd'hui. Apparemment personne n'a voulu ou n'a été capable de le traduire en pratique, j'espère y contribuer. On a tout essayé, sauf cela, étonnant, non ? Après qu'on ne vienne pas nous dire qu'on n'aurait pas confiance dans les masses. C'est peut-être cela la différence entre Trotsky et non dirigeants, qui sait ? A suivre

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Daesh et son idéologie font leurs affaires. La (énième) preuve.

Rappel de la causerie du 28 octobre dernier.

- Washington appelle ses alliés à étendre la guerre contre Daesh sur internet - 20minutes.fr 27.10

Le coordinateur américain de la coalition internationale, le général à la retraite John Allen : L'Emirat islamique ne serait «*véritablement vaincu qu'une fois que la légitimité de son message aux jeunes vulnérables sera niée». «Nous sommes ici pour discuter des moyens de vaincre la politique de l'EI et de faire face à son activité sur l'espace virtuel et en ligne*». 20minutes.fr 27.10

Comment expliquer, alors qu'Internet fait l'objet d'une surveillance permanente et mondiale de la part des services secrets des puissances occidentales, qu'ils sont propriétaires de toutes les "*réseaux sociaux*", que les barbares puissent tranquillement utiliser ce canal pour diffuser son idéologie criminelle et recruter, autrement que par la collusion entre les puissances occidentales et ces barbares ?

Et à peine trois jours après qu'Allen eut expliqué que "*la guerre contre Daesh sur internet*" sera fastidieuse, longue, très longue, bref qu'il n'était pas certain de pouvoir la mener à bien ou de la terminer un jour à l'en croire, et voilà qu'on apprend par la voix du Sénat français qu'il est parfaitement possible d'identifier les portails qui font l'apologie du terrorisme, mieux encore, de les bloquer en 24h.

Les bouffons du Monde en rajoutent et se ridiculisent.

- « *Il ne faut pas vaincre l'EI que militairement, il faut vaincre son idéologie* » - LeMonde.fr 29.10

Un projet imposé, contesté, destiné à satisfaire les besoins des latifundiaires est à l'origine de la mort d'un opposant..

Mercredi le parquet de Toulouse a ouvert une information judiciaire contre X du chef de "*violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, faits commis par une personne dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions*". La cosaisine de deux juges d'instruction a été requise par le parquet.

Le patron des gendarmes a cependant exclu de suspendre le tireur de la grenade qui pourrait être à l'origine de la mort de Rémi Fraisse, décrit par ses proches et sa famille comme "*foncièrement pacifiste*".

Le socialiste Thierry Carcenac - à la tête du conseil général du Tarn depuis 23 ans - a expliqué mercredi qu'il envisageait de "*suspendre les travaux mais en aucun cas "sine die" (de manière indéfinie)*".

Pour lui, pas question a priori d'arrêter le projet mais de l'"*améliorer*". "*Il n'est pas possible que des gens violents imposent leur décision à tous les autres*", a-t-il dit au Monde.

"*On ne peut pas accepter" de telles violences "dans une démocratie", a souligné le président François Hollande, après avoir rappelé "la compassion à avoir" à l'égard des proches de la victime.*

A l'Assemblée, le coprésident du groupe écologiste, François de Rugy, a reproché au gouvernement de ne pas "arrêter" lui-même le projet". "*Une suspension mènera à l'abandon, tôt ou tard*", car "la contestation reprendrait" en cas de reprise des travaux, a-t-il pronostiqué.

Mercredi matin, M. Valls avait fait valoir que c'était "*au Conseil général du Tarn de décider du devenir des travaux*". Mais, pour le chef du gouvernement, "*il faut évidemment redimensionner*" le projet et "*tirer les conséquences des préconisations des rapports*" d'expertise.

Les experts mandatés par Mme Royal avaient conclu dans leur rapport rendu public lundi que le projet de barrage-réservoir était surdimensionné et coûteux mais avaient jugé "difficile de procéder à l'arrêt du chantier", déjà bien avancé.

Plusieurs centaines d'opposants - toujours remontés - restaient présents mercredi sur le terrain défriché. Certains cassaient l'argile damée du terrain pour y replanter quelques arbres.

De nombreuses manifestations ont eu lieu mercredi soir à travers la France, la plupart dans le calme.

D'autres rassemblements sont annoncés d'ici à samedi, un peu partout en France et jusqu'à Bruxelles et Rome. AFP 29.10

"*On ne peut pas accepter*" de telles violences "*dans une démocratie*" a dit Hollande. De quoi parle-t-il, de la violence des barbares qui sévissent en Irak et en Syrie que la France a armés, comment peut-il prétendre qu'une telle pratique serait conforme à la démocratie, qu'un tel pays serait démocratique, quand en a-t-il informé la population française, quand l'a-t-il consulté pour lui demander son avis, réponse : jamais !

Il agit donc comme un vulgaire despote qui dispose de pouvoirs discrétionnaires conformément à la Constitution antidémocratique de la Ve République, et en aucun cas il ne peut se réclamer de la démocratie, faudrait-il encore que le peuple lui accorde une quelconque légitimité, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

- Hollande: "*on ne peut pas accepter des violences*" dans les manifestations - AFP

"*On ne peut pas accepter*" de telles violences "*dans une démocratie*", a déclaré M. Hollande en ouverture du conseil. AFP 29.10

Quelle démocratie quand le président et le gouvernement d'un pays bien qu'ultra minoritaire et illégitime se maintient au pouvoir, pire, continue d'imposer à la majorité sa politique antisociale et impérialiste ?

Voilà ce qui est à l'origine de la violence, quand la démocratie est systématiquement foulée aux pieds, il n'existe plus d'autres moyens pour faire entendre sa voix que recourir à la violence, l'Etat et ses représentants en sont responsables ainsi que leurs conséquences qui peuvent être dramatiques. Bien entendu, quand ce sont les représentants de la classe dominante, l'UMP, les organisations patronales qui recourent à la violence pour faire abroger une mesure (écotaxe), il arrive qu'ils parviennent à obtenir satisfaction, généralement leurs voeux sont exhaussés avant même qu'ils y recourent. Croire qu'on pourrait les imiter et obtenir les mêmes résultats en s'opposant à un projet favorable aux capitalistes, c'est commettre une terrible méprise ou agir par ignorance.

C'est l'Etat qui fait preuve de violence, lorsqu'il persiste à appliquer une politique conçue par et pour une infime minorité et rejetée par l'immense majorité de la population.

Les gauchistes et autres anarchistes permettent à Hollande de se poser en représentant ou défenseur de la démocratie.

Rappelons que de manière générale nous sommes opposés à l'emploi de la violence dans les manifestations.

On ne participe pas à une manifestation pour casser du flic ou du CRS ou se livrer à des actes de vandalisme, mais pour manifester son oppositon (ou son soutien) à une politique, une mesure, un projet. Nous savons que certaines organisations ou groupuscules gauchistes versent dans la provocation envers les forces de l'ordre établi ou en ont fait leur spécialité, au risque de mettre en péril la vie de jeunes et moins jeunes manifestants qui n'ont pas conscience des dangers qu'ils encourent et de la portée de leurs actes, qui se laissent entraîner dans ce genre d'aventures sans en mesurer les conséquences éventuelles qui peuvent être d'une gravité exceptionnelle ou leur être fatales.

Nous les appelons à se détourner de ces organisations ou groupuscules gauchistes qui ne servent en rien la cause pour laquelle ils combattent, mais au contraire le régime, dans la mesure où la majorité de la population condamnera ces violences qui sont le fait d'une extrême minorité pour ne pas être associée au combat politique qui les a précédées.

Lepoint.fr - France 2 a diffusé des images des violents affrontements au terme desquels Rémi Fraisse, un manifestant de 21 ans, est décédé. (...) La vidéo, tournée par un groupe anarchiste, ne montre pas la scène ayant mené au drame, mais les affrontements qui ont eu lieu plus tôt. On y voit un groupe de CRS prendre feu après un jet de cocktail Molotov, hurler à leurs collègues qu'ils veulent un ravitaillement en grenades, leurs collègues leur répondant "*on n'en a pas*". Dans la forêt, un CRS est pris à part et ses collègues peinent à le libérer, au point que l'un d'entre eux perd son casque.

En face, deux groupes de manifestants : l'un est pacifique et recule dans le calme lorsque les CRS avancent. L'autre est extrêmement violent et organisé, avec des boucliers, un sac rempli de projectiles explosifs et des masques. lepoint.fr 29.10

J'imagine la réaction de réprobation des téléspecteurs en voyant des CRS transformés en torches vivantes, à ce stade de violence la majorité d'entre pencheront spontanément pour les CRS et condamneront fermement ces violences qui ont conduit les CRS a utilisé des grenades offensives qui ont entraîné la mort d'un manifestant. A l'arrivée l'action de ces gauchistes aura servi à ce que la majorité des travailleurs se prennent de compassion pour les CRS... qui demain les matraqueront quand ils défendront leurs emplois, bravo ! Demain, ne vous étonnez pas s'ils vous sortent un sondage du genre, avez-vous une bonne opinion des forces de l'ordre, et que la réponse soit positive.

Cette violence aveugle ne sert à rien, certainement pas à faire annuler une loi ou une mesure quelconque prise par le gouvernement, sauf au gouvernement (ou les représentants de l'Etat) qui en profitera pour se poser en victime de cette violence, alors qu'il en est l'instigateur, le grand ordonnateur, non seulement dans le cas présent, mais quotidiennement de mille manières envers des millions de travailleurs qui sont victimes de sa politique réactionnaire sans que pour autant ils se mobilisent ou se soulèvent contre lui. Ceci explique en grande partie leur réaction négative face au recours à la violence par quelques manifestants.

Ils ne peuvent d'autant plus ne pas en comprendre la signification qu'ils ignorent l'enjeu de cet affrontement entre partisans et opposants à ce barrage, j'en veux pour preuve, qu'en deux jours j'ai lu une vingtaine d'articles de presse sans je sois en possession des éléments qui me permettraient de me faire une idée précise ou cohérente sur ce projet de barrage en cours

de réalisation. Il a été évoqué des rapports d'experts divers, y compris du ministère de l'Ecologie qui mettaient en cause la légitimité de ce barrage, mais aucun argument concret n'a été publié qui permettrait d'étayer cette thèse, j'ai simplement retenu qu'il favoriserait en cas de sécheresse l'irrigation des grandes exploitations pratiquant une culture intensive et les propriétaires d'importants cheptels, les capitalistes de l'agriculture en somme, d'où la violente réaction de la FNSEA. Je ne suis pas en France, mais j'imagine que les médias télévisuels ont dû présenter ce barrage sous un angle favorable, du genre qu'il permettrait plus de croissance ou quelque chose comme cela. J'ai lu dans un article que la population locale y serait favorable, alors que la mobilisation de samedi dernier avait été relativement importante avec 2.000 participants.

Ce qui s'est passé lors de cette mobilisation, et cela est valable pour toutes les manifestations, est le produit d'une conception de la lutte de classe erronée, pervertie par le réformisme bourgeois, qui conduit à penser que tous nos besoins ou toutes nos aspirations pourraient être satifaits sous un régime capitaliste, qu'ils seraient compatibles avec son existence, qu'il suffirait de descendre dans la rue ou de créer un rapport de forces favorables aux idées qu'on défend pour que dans le cadre des institutions en places, des rapports sociaux en places, le socialisme se réalise, ou pour ceux qui ne se réclament pas du socialisme ou le rejettent, que le capitalisme serait réformable et synonyme de progrès social, de respect de l'environnement et autres fadaises du même genre, alors qu'au même moment il se livre à de terribles destructions et massacres au Moyen-Orient (notamment), bref, on ne peut imaginer pire aveuglement ou ignorance, qui parfois peut être fatal.

Le retour au marxisme et au socialisme est urgent et impératif pour proposer aux jeunes et aux travailleurs une véritable issue politique à la crise du capitalisme, remettre le mouvement ouvrier en ordre de bataille dans la bonne direction. Cela nécessite de rompre avec le PS et ses satellites, les caractériser comme des piliers de l'ordre établi à abattre, des partis capitalistes, de droite, de démasquer, dénoncer, combattre cette pseudo-gauche et extrême gauche qui en sont les complices, notamment dans les syndicats, de construire un parti ouvrier révolutionnaire sur le modèle du parti bolchevik de Lénine pour se préparer aux violents affrontements entre les classes à venir, sans évacuer la nécessite de constituer dans la clandestinité une branche militaire selon l'évolution de la dictature en place et ses méfaits qui ont déjà dépassé le stade de l'insupportable, de développer un courant socialiste révolutionnaire unitaire dans les syndicats en rupture avec le réformisme...

En complément

Un autre exemple de violence intolérable de la part de l'Etat.

- Nice. À 98 ans, Yvette est expulsée de chez elle par la police - L'Express.fr

Manu militati chez Estrosi ?

La réaction se déchaîne.

- La FNSEA dénonce les "*djihadistes verts*" du barrage de Sivens - L'Express.fr

- Ecologistes, libertaires, utopistes... Qui sont les "*zadistes*" de Sivens ? - Francetv info

- Général Bertrand Cavallier : "*Face à des adversaires particulièrement virulents, il faut les tenir à distance*" - LePoint.fr

- Mort de Rémi Fraisse : le gendarme qui a tiré la grenade ne sera pas suspendu - Francetv info

Il mérite une décoration, à moins qu'elle ne soit décernée à titre posthume à sa victime, impossible le patron de Total vient d'en bénéficier...

- Les policiers s'inquiètent de la suspension de la grenade offensive - LeFigaro.fr

Pourquoi, parce qu'ils ne pourraient plus s'en passer ?

Mardi a eu lieu une imposante manifestation à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso (lire plus loin et la causerie d'hier). Les manifestants voulaient marcher en direction de l'Assemblée nationale, mais ils en ont été empêchés par les forces de l'ordre qui les ont arrosés non pas avec des grenades offensives, mais des grenades lacrymonénes.

Comment se fait-il que dans un pays sous-développé où l'usage de la force est préféré à l'exercice de la démocratie par les représentants de l'Etat, les forces de l'ordre parviennent à contenir 500.000 à un million de manifestants à l'aide de grenades lacrymogènes, tandis qu'en France réputée un modèle de démocratie, les forces de l'ordre ne parviennent pas à contenir une centaine de manifestants tout au plus et fassent usage de grenades offensives entraînant la mort d'un étudiant ?

L'actualité ou l'enchaînement des faits permet de mieux comprendre le rôle des différents acteurs qui interviennent sur la

scène politique. Excellent.

Union nationale. L'Etat terroriste légitimé par le Parlement.

Parvenu au stade de putréfaction, seul un Etat policier, une dictature ouverte civile ou militaire peut assurer la survie du capitalisme.

- Projet de loi antiterrorisme : adoption quasi-unanime à l'Assemblée - AFP

- Tous les groupes politiques ont soutenu le texte, à l'exception des écologistes qui se sont abstenus. - AFP

L'UMP Philippe Goujon a jugé que "*l'urgence sécuritaire commande d'adopter sans délai ce projet de loi*" en dépit de ses "*insuffisances*". En dépit de certaines "*réserves*", le Front de gauche Marc Dolez a jugé que le texte était parvenu à "*cet équilibre délicat entre efficacité et respect des libertés fondamentales*".

Renforçant une législation antiterroriste déjà très fournie (14 lois votées depuis 1986), le projet de loi instaure avant tout une interdiction administrative de sortie du territoire, matérialisée par la confiscation de la carte d'identité et du passeport.

Cette interdiction, d'une durée de six mois renouvelable jusque deux ans, sera décidée en cas de "*raisons sérieuses de croire*" que la personne "*projette des déplacements à l'étranger ayant pour objet la participation à des activités terroristes*" ou "*sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes*". Elle pourra être contestée devant la justice administrative.

Selon M. Pietrasanta, à la date du 23 octobre, 1.089 Français ont été ou sont impliqués dans des filières vers la Syrie et l'Irak. 368 y combattent actuellement, 212 en sont revenus et 205 ont des vélléités de départ, les autres étant en transit ou morts pour 46 d'entre eux. "*Il y a actuellement 84 femmes et 10 mineurs en Syrie*", a-t-il précisé.

(On se demandera naïvement comment ils sont parvenus à fournir des chiffres aussi précis. Pardi, mais parce qu'ils ont placé l'ensemble de la population sous surveillance à son insu, comment pourrait-on l'expliquer autrement ? Qu'ils puissent pister à l'aide des passeports les personnes qui se sont rendues dans certains pays, on veut bien, mais comment peuvent-ils comptabiliser ceux qui n'ont pas quitté la France et qui n'ont fait que manifester des "*vélléités de départ*", sinon par des contrôles policiers généralisés à l'ensemble de la population, écoutes téléphoniques, captures de courriels ou de messages apparus dans les "*réseaux sociaux*", etc. - ndlr)

Plutôt consensuel dans l'hémicycle, le projet de loi a été davantage critiqué en dehors par des syndicats, juristes ou acteurs du numérique.

La lutte contre le terrorisme "*n'autorise pas tout*", a souligné la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) dans un avis fin septembre où elle émettait de nombreuses réserves sur les garanties procédurales encadrant ces restrictions aux libertés.

"*Empêcher un individu de partir, c'est le sauver contre lui-même. Où est donc l'atteinte aux libertés ?*", a réagi le radical de gauche Alain Tourret.

(Vaut mieux qu'il reste en France et qu'il fasse le djihad en France. On aura parfaitement compris où ils voulaient en venir. Ce sont les mêmes qui prétendent lutter contre les inégalités pour donner de nouveaux droits aux minorités et qui en réalité aliment le communautarisme. La méthode employéeest la même ici

Sous couvert de lutte contre le terrorisme, ils renforcent leur arsenal répressif, opération qui participe en fait de la stratégie du chaos importée des Etats-Unis qui doit se développer en France, puisque dans le même temps ils légitiment et soutiennent les Etats du Golfe (et la Turquie) qui véhiculent l'idéologie wahabbite que partagent les islamistes fondamentalistes ou radiaux (Al-Qaïda, Front Al-Nosra, Emirat islamiste, etc.) qui sèment le chaos et la guerre au Moyen-Orient (notamment), ce qui se traduira logiquement par des actes terroristes, ce qui permettra ensuite d'adopter de nouvelles lois liberticides et ainsi de suite, jusqu'au moment où l'air de rien la société sera devenue un immense camp de concentration, où chacun vivra en liberté surveillée, bénéficera de la liberté à condition de ne pas vouloir en user, dans le cas contraire il se rendrait compte, trop tard évidemment, qu'en réalité elle n'existait pas et se verrait violemment réprimé. - ndlr)

Le gouvernement a introduit au cours de la navette parlementaire un nouvel article qui permet de prononcer une interdiction administrative d'entrée sur le territoire à l'encontre d'un ressortissant d'un pays membre de l'UE, ou tout membre de sa famille "*lorsque sa présence en France constituerait, en raison de son comportement personnel, du point de vue de l'ordre ou de la sécurité publics, une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société*".

Des juristes ont jugé cette définition de la menace trop large et estimé qu'elle permettrait par exemple d'interdire l'entrée du territoire

à des Roms roumains qui feraient de la mendicité agressive.

Le texte crée par ailleurs un "*délit d'entreprise terroriste individuelle*" qui sera un nouvel outil contre ceux qui se radicalisent individuellement, le plus souvent sur internet, et passent à l'action sans contacter quiconque.

Il faudra que le projet criminel soit caractérisé d'une part par la détention d'objets ou de substances dangereuses (armes, explosifs) mais aussi par un second élément matériel (repérages, formation au maniement des armes ou aux engins explosifs, consultation habituelle de sites internet faisant l'apologie du terrorisme, etc).

Dans son avis, la CNCDH souligne elle que "*punir un comportement très éloigné en amont de l'infraction pénale redoutée est de nature à porter atteinte à la présomption d'innocence*". (Il existe déjà une législation en la matière, condamnant la possession illégale d'armes ou explosifs. - ndlr)

Sur le blocage des sites internet faisant l'apologie du terrorisme, le texte définitif est revenu au délai de 24 heures, que le Sénat avait porté à 48 heures, entre la demande de retrait adressée à l'hébergeur ou à l'éditeur et la demande de blocage adressée aux fournisseurs d'accès à l'Internet. Ceux-ci devront "*empêcher l'accès sans délai*" aux sites concernés. AFP 29.10

Autrement dit, il s'écoulera trop peu de temps entre la demande de retrait d'un site et les rectifications que leurs auteurs pourraient y apporter pour empêcher leur fermeture, qui sera effective dans tous les cas de figure, il s'agit donc d'un coup d'Etat contre la liberté d'expression qui figurait sur Internet. Que le Front de gauche en soit, révèlera à certains sa véritable nature, réactionnaire.

Normal, ils n'auront qu'une législature pour s'enrichir.

Les rémunérations des conseillers ministériels explosent ! - lepoint.fr

Alors que le gouvernement n'a que le mot "*économies*" à la bouche, les rémunérations et les primes accordées aux conseillers ministériels se portent bien.

Évidemment, ça fait mauvais effet. Le gouvernement serre la vis, réduit les dépenses, augmente les impôts, taille dans les aides sociales, et voilà que René Dosière met son nez dans les documents budgétaires pour s'apercevoir que, ô stupeur, la rémunération des conseillers ministériels a augmenté en moyenne de... 7,1 % entre 2013 et 2014. Les primes, appelées indemnités sujétions particulières, ont quant à elles subi un coup de pouce plus modeste (4,3 % tout de même). Au total, en comptant la rémunération et les primes, chaque conseiller (1) gagne en moyenne 6,5 % de plus cette année que l'an passé. L'inflation, pour mémoire, est passée de 0,6 % en septembre 2013 à 0,3 % aujourd'hui. lepoint.fr 29.10

Membre de cabinet ministériel.

Rémunération moyenne 8 201 euros brut par mois en 2014. + L'indemnité - la prime - en moyenne 2 235 euros

A Matignon : rémunération moyenne 13 348 euros

Les mieux lotis, l'appareil répressif : Ministère de l'Intérieur et à celui de la Défense : 12 987 euros brut par mois (salaire brut + primes...) lepoint.fr 29.10

ACTUALITE EN TITRES

Faut-il liquider les spéculateurs, les parasites, les actionnaires ?

- "*On est en train de tuer la rétribution du risque*" - LePoint.fr

- Ferrari bientôt en Bourse - LeMonde.fr

- Facebook affiche un CA en hausse de 59% au 3e trimestre - Reuters

Intox

- Comment Wall Street s'est servi des milliards de la Fed destinés à sortir de la crise - Le Huffington Post

- Le secret bancaire dans la ligne de mire de 80 pays - Liberation.fr

Les paradis fiscaux ne sont pas secrets et continuent d'exister, non ?

- Etats-Unis: La chaîne Fox News va révéler le nom du Navy Seal qui a tué Ben Laden - 20minutes.fr

Etats-Unis - Le Navy Seal racontera notamment «*les derniers moments du chef terroriste et ce qui s'est passé lorsqu'il a rendu son dernier souffle*». 20minutes.fr 29.10

Au passage, il y a des lecteurs qui ne doivent pas comprendre pourquoi on continue de parler du 11 septembre 2001, certains doivent même penser que cela relève de la démence, la preuve que non. Et puis avec les guerres en Syrie et en Irak qui se poursuivent, la situation en Libye, comment ne pas continuer à faire le lien...

Un marché sordide.

- Prothèses en titane, dents en or : le business des métaux après incinération - Liberation.fr

Quand le seul critère qui mérite l'attention de la société et doit la guider c'est le marché, on conçoit qu'avec un tel idéal le monde ne peut que verser dans la barbarie.

Les affaires continuent...

- Perquisition au siège de l'UMP dans l'enquête Bygmalion - Public Sénat

- Fillon écrit à Sarkozy pour lui reprocher ses propos sur sa "*guerre*" contre Copé - AFP

- Alain Juppé s'estime renforcé par ses revers - LeFigaro.fr

- Perquisition au siège de l'UMP dans l'enquête Bygmalion - AFP

- L'ex-secrétaire d'Etat PS, Kofi Yamgnane mis en examen dans l'affaire Rocancourt - L'Express.fr

Il y en a qui ont décidément encore trop de fric.

- Patrimoine : le mécénat participatif séduit de plus en plus en France - Francetv info

De nombreux Français décident de verser de l'argent à des collectivités ou des particuliers qui veulent restaurer le patrimoine français. Francetv info 29.10

- Les obsèques coûtent de plus en plus cher en France - Francetv info

Même crevé, il faut qu'ils se fassent du fric sur notre dos les ordures.

Pour moi ce sera quelques bûches ou la fosse commune ! Cela me laisse totalement indifférent, pas concerné.

L'ONU et l'Otan ou la voix politique et militaire de l'impérialisme américain

- L'ONU « *déplore* » la tenue d'élections prévues dans l'est de l'Ukraine - LeMonde.fr

- Ukraine: les Occidentaux déplorent les élections séparatistes - AFP

- L'Otan en alerte face à une intense activité de l'aviation russe dans l'espace européen - AFP L'Otan dépêche des avions de chasse à chaque fois qu'un appareil qui ne s'est pas fait connaître aux contrôleurs aériens ou n'a pas communiqué de plan de vol s'approche de l'espace aérien de ses membres. AFP 29.10

L'Etat sioniste s'acharne sur les Palestiniens.

- Les Palestiniens demandent à l'ONU d'exiger qu'Israël mette fin à ses colonies - AFP

- Une figure de l'extrême droite israélienne blessée par balles à Jérusalem - LeFigaro.fr

- SodaStream va fermer son usine controversée de Cisjordanie - LeMonde.fr

- La Maison-Blanche prend ses distances avec des propos "*déplacés*" sur Netanyahou - LePoint.fr

- L'Egypte crée une zone-tampon à la frontière avec la bande de Gaza - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie -Turquie

- Peshmergas à Kobani: une vraie assistance? - french.irib.ir

Tandis que les médias de la région et du monde rapportent la nouvelle de l'envoi des Peshmergas kurdes irakiens, à Kobani, pour faire la guerre contre Daesh, rien n'est, encore, certain, sur le nombre des combattants ou la date de leur arrivée, dans la ville syrienne de Kobani. Les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien font état de l'arrivée de 150 Peshmergas, en Turquie, et de l'envoi, aussi, d'une quantité d'armes semi-lourdes, à Kobani, via le territoire turc.

La Turquie a accepté, il y a une semaine, que des Peshmergas irakiens traversent son territoire, pour aller, à Kobani, soutenir les défenseurs de la ville, face aux attaques des terroristes de Daesh. Le gouvernement d'Ankara n'a accepté ce projet que sous les pressions de plus en plus intenses, à l'intérieur de la Turquie, et dans le monde, face à la politique du Président Recep Tayyip Erdogan envers les Kurdes de la Syrie. Les propos du Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, ont fait pleuvoir sur lui les vives critiques de l'opinion publique de son pays, notamment, celles des Kurdes, car Davutoglu a montré, clairement, qu'il n'aime pas du tout qu'Ankara entre en action contre les terroristes de Daesh, à Kobani. Il avait dit : «*Il faut bien définir ce que veut dire sauver Kobani. S'il s'agit de sauver les habitants civils de cette ville, nous savons tous que la plupart des habitants de Kobani se trouvent, déjà, en Turquie, et ils sont en sécurité*».

Les analystes estiment que, dans ce contexte, il faut s'interroger, sérieusement, sur la volonté d'Ankara de faire le moindre effort, pour empêcher les activités violentes des terroristes de Daesh, tout près de ses frontières. Malgré toutes les pressions intérieures et internationales, le gouvernement turc insiste, encore, sur sa condition, pour collaborer avec les forces, qui veulent se battre contre Daesh : Ankara demande le renversement du gouvernement de Damas, en échange de son aide, dans la lutte contre le terrorisme. Il faut ajouter que le Premier ministre Ahmet Davutoglu a soutenu les forces rebelles, dites «*Armée syrienne libre*», en estimant qu'il faut les armer et les former, pour qu'elles fassent la guerre contre Daesh.

Le sort de Kobani est, donc, la dernière chose à laquelle pensent les dirigeants turcs. Ankara insiste, encore, sur la réalisation des trois conditions posées par Recep Tayyip Erdogan, pour la coopération avec la coalition internationale. Il y a deux semaines, Erdogan a demandé l'établissement d'une zone tampon, le long des frontières entre la Turquie et la Syrie, l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne et l'aide aux rebelles, qui se battent contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad, qu'ils soient ou non terroristes. Quant à Kobani, Davutoglu a dit qu'il faut laisser les Peshmergas kurdes et les forces de la soi-disant «*Armée syrienne libre*», (ASL), défendre la ville, face aux attaques de Daesh. Pourtant, il est presque certain que Davutoglu ne se soucie pas du sort de Kobani, et qu'il ne veut qu'obtenir une quelconque légitimité, pour les rebelles armées de l'ASL. french.irib.ir 29.10

2- Liban

- Sud du Liban: six bombes prêtes à exploser - french.irib.ir

L'armée libanaise a découvert ce mercredi six bombes prêtes à exploser dans une maison à l'est de Sayda au sud du Liban. Selon Al Manar, ces engins ont été découverts dans la localité Siroub à l'est de Sayda. Une très vaste opération sécuritaire a été lancée à Sayda et dans sa banlieue. french.irib.ir 29.10

3- Egypte

- L'Egypte crée une zone-tampon à la frontière avec la bande de Gaza - Reuters

L'armée a donné ordre mardi à des habitants de la région d'évacuer leur domicile et ces derniers ont commencé à rassembler leurs effets personnels après l'arrêté d'expulsion officiel adressé par Le Caire.

"*Si les habitants rechignent à quitter la région d'une manière cordiale, leurs biens seront confisqués par la force*", peut-on lire dans un décret signé par le Premier ministre, Ibrahim Mehleb.

Le général Abdel Fattah Harhour, gouverneur de la région du Sinaï, a précisé que les habitants expulsés seront indemnisés pour la perte de leurs biens. Toutes les familles déplacées recevront en outre 900 livres égyptiennes (environ 125 dollars) pour les aider à acquitter trois mois de loyer dans un nouveau lieu de résidence.

Les autorités égyptiennes veulent accélérer la création d'une zone-tampon de 500 mètres de large avec une destruction des habitations et des tunnels clandestins menant à Gaza et une éradication de la végétation.

Au total, ce sont environ 680 maisons qui doivent être détruites, ce nombre s'ajoutant aux quelque 200 habitations déjà rasées et dans lesquelles avaient été découvertes des entrées de tunnels menant à l'enclave palestinienne.

Les habitants du Sinaï, longtemps négligés par le pouvoir central, estiment que les tunnels constituaient une ressource vitale. Les autorités égyptiennes considèrent ces constructions souterraines comme une menace pour la sécurité et procèdent régulièrement à leur destruction.

4- Iran

- Iran: nouvelle défaite de Rohani face aux conservateurs au Parlement - AFP

Grille de lecture.

Rohani qui est présenté par les occidentaux et leurs médias comme un réformateur ou un progressiste incarne en réalité les couches du clergé et de la bourgeoisie iranienne favorables à un rapprochement avec les Américains et leurs alliés occidentaux ou du Golfe. Et ceux qu'on nous présente comme les conservateurs, refusent ce rapprochement et incarnent en réalité l'indépendance et la souveraineté de l'Iran que Rohani est prêt à bradée aux Américains.

AFP - Le président iranien Hassan Rohani a subi mercredi une nouvelle défaite face aux conservateurs après le rejet par le Parlement de son candidat au poste de ministre des Sciences, deux mois après la révocation de son prédécesseur jugé trop proche des réformateurs.

C'est la troisième fois depuis la prise de fonctions de M. Rohani en août 2013 que les députés rejettent le candidat du gouvernement comme ministre des Sciences, de la Recherche et des Technologies. Ce poste est sensible car il chapeaute les universités, "*un milieu très actif politiquement et très compliqué à gérer*" pour le régime, a expliqué à l'AFP un diplomate occidental en poste à Téhéran.

Ce rejet illustre aussi les tensions entre le gouvernement et le Parlement, dominé par les conservateurs, qui craint la politique d'ouverture vers l'Occident prônée par M. Rohani. L'aile dure du camp conservateur dénonce un laxisme dans le respect de la morale islamique et "*l'invasion*" de valeurs occidentales dans la société iranienne.

Après près de trois heures de débats, Mahmoud Nili-Ahmadabadi, un réformateur, n'a convaincu que 79 députés sur les 246 votants, 160 ayant voté contre sa candidature (7 abstentions).

Le précédent titulaire du poste, Reza Faraji Dana, avait été révoqué fin août par les députés qui lui reprochaient d'avoir nommé dans son cabinet des responsables ayant participé au mouvement de contestation contre la réélection de l'ex-président Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009.

La "*sédition*", terme utilisé par les conservateurs pour désigner la contestation de 2009, a encore une fois été au centre des débats. M. Nili-Ahmadabadi a dû clarifier ses positions sur le mouvement qui avait fait descendre des milliers de personnes dans les rues.

La contestation avait été sévèrement réprimée et plusieurs milliers de personnes, dont beaucoup d'étudiants, avaient alors été arrêtés. Les deux candidats réformateurs qui avaient dénoncé des fraudes massives lors du scrutin, Mir-Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, sont assignés à résidence depuis février 2011.

"*Jusqu'à maintenant, aucun de mes collègues ni moi-même n'avons dépassé les lignes rouges fixées*" par le guide suprême Ali Khamenei, a affirmé le candidat, ancien président de la Faculté des Techniques à l'Université de Téhéran.

Les députés l'interrogeaient sur une lettre ouverte à l'ayatollah Khamenei signée par des universitaires, dont lui-même, qui dénonçait les attaques contre les étudiants à l'intérieur des campus en 2009.

"*Tous mes collègues croient dans le système (de la République islamique) et ont agi dans le cadre de ce système*", a assuré M. Nili-Ahmadabadi.

En début de session, Hassan Rohani avait défendu à la tribune son candidat, affirmant que les "*universités ont besoin d'une atmosphère pacifique*".

Le ministère est actuellement dirigé par Mohammad Ali Najafi, un autre candidat rejeté par les députés, qui assure l'intérim jusqu'au 20 novembre.

"*La question de la sédition est devenu un bâton utilisé par les fondamentalistes et les conservateurs modérés pour imposer leur volonté*", a dénoncé Ahmad Shirzad, un professeur d'université cité par le site d'information Aftab, proche de M. Rohani.

Le camp conservateur a au contraire rejeté la responsabilité de son vote sur le gouvernement. " *Si les relations entre les deux branches étaient bonnes, ce candidat aurait obtenu un vote de confiance*", a expliqué le député Ali Motahari, cité par l'agence Irna.

Un candidat acceptable serait "*outre une personnalité académique, un gestionnaire compétent et qui peut empêcher l'atmosphère dans les universités de devenir comme pendant la période des réformateurs*", sous la présidence de Mohammad Khatami (1997-2005), a expliqué Gholam-Ali Hadad-Adel, l'un des ténors conservateurs au Parlement et un proche du guide suprême.

Le 20 août, M. Faraji Dana avait été le premier ministre du gouvernement Rohani à subir une motion de censure. Certains députés veulent maintenant convoquer le ministre de la Culture, Ali Janati, pour avoir autorisé la sortie de huit films contre l'avis d'une commission. Mais selon Abbas Moghtadaie, un député conservateur, "*il n'y a pas de motion de censure au programme du Parlement dans un proche avenir*". AFP 29.10

5- Israël

5.1- Un enfant de 14 ans tué à Jérusalem occupé - french.irib.ir

Alors que les émeutes palestiniennes pour la protection de la Mosquée sainte d'Al Aqsa contre les profanations israéliennes ressemblent de plus à une nouvelle Intifada, une omerta semble s'installer dans les médias mainstream.

Un enfant de 14 ans a été tué par l'armée israélienne à Jérusalem et ses obsèques se sont déroulées sous les balles de l'occupant israélien.

La situation ne risque pas de s'améliorer avec l'annonce de la construction de nouveaux logements de colonisation en plein Jérusalem. De plus les exactions israéliennes sur l'esplanade de la Mosquée al Aqsa, 3ème lieu saint de l'Islam, sont de plus en plus récurrentes et violentes.

Le sentiment d'impunité de certains pourraient bien pousser toute une partie de la population palestinienne lasse des humiliations et des promesses non tenues à se révolter à travers une 3ème Intifada. french.irib.ir 29.10

5.2- Un journaliste suisse visé par l'armée israélienne - french.irib.ir

Un journaliste suisse a été tué par les sionistes.

Alors que la tension ne cesse de monter en Palestine occupée, les israéliens montrent une nouvelle fois des règles les plus élémentaires de respect de l'individu.

Lazar Simeonov journaliste suisse filmait les funérailles d'un enfant palestino-américain de 14 ans assassiné par l'armée israélienne. C'est alors que l'armée israélienne a clairement visé les journaliste afin vraisemblablement de priver le monde des images de la souffrance palestine quotidienne.

Un autre journaliste aurait également été victime de ces tirs.

Contrairement à eux, le petit palestinien lui n'a fait objet d'aucune dépêche d'agence de presse avec son nom clairement

mentionné. french.irib.ir 29.10

Ces deux infos ont (apparemment) été censurées par les médias français.

6- Burkina Faso

- Nouvelle manifestation anti-Compaoré au Burkina Faso - Reuters

Plusieurs milliers de personnes ont à nouveau défilé mercredi à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, pour dénoncer le projet du président Blaise Compaoré de modifier la Constitution afin de briguer un nouveau mandat.

La manifestation, organisée à l'appel des syndicats, visait principalement la tentative de Compaoré pour se maintenir au pouvoir mais des slogans ont également dénoncé la hausse du coût de la vie et la privatisation des écoles.

Le département d'Etat américain s'est dit "inquiet de l'esprit et de l'intention derrière" cette proposition d'amendement constitutionnel.

La France a appelé de son côté le chef de l'Etat burkinabé à se conformer à la charte de l'Union africaine sur la démocratie et la bonne gouvernance qui "*spécifie bien que les révisions constitutionnelles dont l'objectif est d'empêcher l'alternance sont proscrites*". (Français et Américains font dans la récupération ou l'instrumentalisation, ils doivent déjà être sur place et avoir placé leurs agents. - ndlr)

L'Assemblée nationale burkinabée doit débattre de cette question jeudi.

Le gouvernement a demandé aux parlementaires d'approuver l'organisation d'un référendum sur cette modification mais certains opposants craignent qu'il décide de faire adopter le texte en réunissant une majorité des trois quarts comme l'exige la loi.

Des affrontements se sont produits mardi entre plusieurs centaines de manifestants et les forces de l'ordre lors d'un premier rassemblement à Ouagadougou. Les protestataires avaient tenté de marcher sur l'Assemblée nationale mais en avaient été empêchés par les forces de l'ordre. (En France, pour défendre un malheureux barrage ils utilisent des grenades offensives, marcher sur l'Assemblée nationale, Hollande ferait donner la mitraille ! - ndlr)

"*Tout projet dont le but est d'autoriser Blaise Compaoré à présider à vie constitue une grave menace contre la paix et les libertés démocratiques de notre pays. Le mandat de Compaoré arrive à échéance en novembre 2015 et il devra partir*", a déclaré Chrysogone Zougmore, porte-parole du mouvement à l'origine des manifestations. Reuters 29.10

ECONOMIE

Etats-Unis

- La Fed met fin aux rachats d'actifs mais reste accommodante - Reuters

Evoquant la question des taux des Fed funds, elle a prévenu qu'ils resteraient bas pour une "période considérable" après la fin, ce mois, de son programme de rachats d'actifs.

Les futures sur taux laissent entrevoir une première hausse dès septembre 2015 contre octobre 2015 jusque là. Ils sont à un niveau proche de zéro depuis décembre 2008.

Si la décision annoncée mardi enterre un programme d'assouplissement quantitatif qui aura duré six ans, elle ne normalise pas pour autant complètement la politique monétaire américaine.

Elle constitue cependant une étape symbolique importante alors que le total de bilan a explosé pour dépasser les 4.000 milliards de dollars, que les taux directeurs demeurent proches de zéro et que les récents développements économiques mondiaux risquent de la pousser à maintenir une orientation accommodante plus longtemps que ce que qui était prévu il y a quelques semaines encore.

Le bilan de la troisième phase de l'assouplissement quantitatif lancé par la Fed pour répondre à la crise financière de 2007-2008 et à la récession de 2009 est mitigé. Il a certes favorisé le maintien de bas taux d'intérêt à long terme, réduisant les coûts d'endettement pour les ménages et les entreprises, soulignent les représentants de la banque centrale. Mais pour ses détracteurs, il a surtout servi à entretenir la hausse de Wall Street.

Son arrêt n'entraînera pas de diminution du total de bilan de la Fed dans l'immédiat. L'institution prévoit en effet de réinvestir les sommes remboursées à l'arrivée à maturité des titres en portefeuille afin de maintenir l'orientation accommodante de sa politique monétaire. Elle n'envisage pas de contraction de son bilan avant la première hausse de ses taux directeurs. Reuters 29.10

Haut de page

Le 31 octobre 2014

CAUSERIE

(Pondichéry 22h30 heure locale. 16 articles ont été ajoutés + les pages du n°325 d'IO. Je ne publie plus (sauf exception) deux auteurs qui officient pour Le Grand Soir, Pepe Escobar et Chems Eddine Chitour. D'autres articles demain matin.

Une idée à méditer en attendant demain : Etat sioniste contre Gaza ou Emirat islamiste contre Kobani : même méthode, même combat, même camp !)

J'ai rédigé ce passage hier soir, j'ai coupé la suite qui ne me convient pas. Ce texte fait suite à ceux des derniers jours. Ce n'est pas une lubie ou un truc pour me distinguer des autres, mais quelque chose que j'ai en tête depuis un moment, d'ailleurs je me réfère toujours à la situation ou à la réalité et non à je ne sais quelle idée que j'aurais inventée.

J'avoue être fatigué, épuisé même par ce combat. J'envisage encore une fois de mettre fin au site après mon déménagement ou de limité cette activité qui au vout du compte ne sert à rien puisque cela n'intéresse aucun parti ouvrier, aucun groupe de militants, personne quoi. J'ai de plus en plus l'impression de me dépenser en pure perte et d'y laisser ma santé et de sacrifier mes affaires ou d'accumuler des problèmes parce que je néglige totalement ma propre vie et mon entourage. Comme je me fais vieux, cela demande réflexion. Je n'ai même pas le courage de me relire, je viens de terminer cett journée de boulot qui a été harassante une fois de plus. Je n'ai pas eu le temps de mettre de nouveaux articles en ligne, je veux les lire ou les parcourir en diagonale avant.

Cela dit bon week-end à tous.

Quand on se mobilise contre une loi ou une mesure décidée par le gouvernement, on a le choix entre deux attitudes a adoptées dès lors qu'elle entrera en vigueur, écartons l'hypothèse où le gouvernement y renoncerait puisque ce n'est pas de mise depuis de longues années.

Soit on se dit qu'on a perdu et on s'en accommodera, soit on refuse de s'en accommoder et on continue le combat. Maintenant il est devenu inutile de continuer à lutter contre cette loi ou mesure puisqu'elle est entrée en application et il n'y a aucune chance qu'elle soit abolie. On est amer, on vient d'encaisser une défaite. On pourrait se convaincre de continuer le combat dans l'espoir que le prochain gouvernement reviendra sur cette loi ou mesure, à quoi bon puisque l'expérience enseigne que ce n'est jamais le cas, sauf exception qui confirme la règle. Il ne nous reste plus qu'à passer à autre chose en attendant des jours meilleurs, autrement dit on peut attendre très longtemps. On peut ainsi passer d'une cause à une autre et aboutir au même résultat et ainsi de suite, jusqu'au jour où totalement découragé ou démoralisé on cessera le combat. En désespoir de cause on se fera une raison et on s'accommodera du sort qui nous est réservé, en s'estimant heureux qu'il ne soit pas pire encore. Petit à petit, s'avouant vaincu ou impuissant on adoptera l'idéologie dominante faute d'avoir trouvé les moyens de la combattre efficacement, en ne se contentant plus que d'essayer de l'améliorer ou de corriger ses excès à défaut de mieux, on ira même jusqu'à critiquer ou s'en prendre à ceux qui la rejettent.

On peut opter pour une autre attitude qui consiste à considérer que ce n'est pas le gouvernement qu'il faut changer pour que cette loi ou mesure soit abrogée un jour, mais le régime en place. Cela nécessite de se projeter au delà de la situation qu'on a sous les yeux et qui semble aussi figée que les rapports de domination de classe qui les sous-tendent, et de considérer qu'il faudra réunir les conditions pour renverser ce régime afin de parvenir à notre objectif, sans quoi cela demeurera toujours impossible. C'est en réalité le seul moyen à notre disposition pour poursuivre notre combat, partant du principe que nos revendications sont parfaitement légitimes sans jamais revenir dessus, considérant que ce droit n'est pas négociable ou ne peut pas être bradé.

La première attitude nie la nature du régime en place ou n'en tient pas compte. C'est l'attitude de militants qui se disent de gauche, réformistes, progressistes, écologistes, révolutionnaires, mais qui en réalité se comportent comme des militants apolitiques, des travailleurs pour lesquels leurs désirs ou lubies font office de conscience politique, de telle sorte qu'ils vont de déconvenues en désillusions jusqu'à se faire manipuler ou instrumentaliser à leur insu, puisqu'ils sont aveuglés par leurs convictions qui reposent sur une interprétation erronée ou farfelue de la réalité, il suffit de les flatter pour renforcer l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes ou les conforter dans leur erreur pour qu'ils soient incapables de comprendre que leur combat est orienté dans

une mauvaise direction ou qu'il est vain tel qu'il le mène.

Au départ on mène un combat parce qu'on estime qu'il est juste et en entrant dans le cycle de la provocaton ou de la violence pour le faire absolument aboutir on perd de vue qu'il est légitime. La meilleure preuve qui soit, c'est qu'on ne cherchera pas à se donner les moyens de poursuivre notre combat sur le plan politique qui est le seul sur lequel il pourrait aboutir un jour ou qui lui confère une légitimité incontestable.

Imaginons un instant que tous les jeunes ou travailleurs ayant participé un jour à une mobilisation en soient arrivés à ce constat qu'il fallait absolument continuer le combat sur le terrain politique jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites, mais nous disposerions d'un parti ouvrier révolutionnaire de centaines de milliers de militants, ce qui changerait totalement la donne. C'est cette conception de la lutte de classe que je défends et qu'aucun parti ouvrier ne veut adopter.

Pour une lugubre histoire de "***rendement***" et de "***revenu***".

- Barrage de Sivens : "*Nous avons besoin de cette retenue d'eau*" - Francetv info

Francetv info a interrogé les partisans du projet très contesté. Ils défendent un chantier utile aux agriculteurs locaux.

La majorité est-elle favorable à ce projet ? On n'en saura rien. Qui y est favorable ? Là en revanche la réponse est très claire.

Commençons par la première question.

- ... sur place, de nombreux riverains semblent favorables au chantier ou se disent, du moins, opposés aux opposants.

- ... de nombreux habitants restent convaincus de l'utilité du projet.

Passons à la seconde.

L'argument des partisans de cette retenue d'eau.

Pascale Puibasset, secrétaire de l'association Vie eau Tescou, créée en 2011 pour défendre le projet de barrage. Selon elle, 82 exploitants vont bénéficier des avantages offerts par la retenue d'eau, tandis que les experts tablent plutôt sur une quarantaine. "*La zone humide [du Testet] ne remplit plus son rôle de zone éponge. Le projet permet de sécuriser la production, puisque le Tescou est l'une des rivières très tôt concernées par les interdictions de pompage, dès le mois de mai.*" Elle rappelle aussi que le projet joue un rôle dans la prévention des incendies, en permettant aux pompiers de trouver une réserve d'eau, dans ce secteur d'habitat dispersé.

Que disent les intéressés ?

Des vaches qui meurent de soif.

"*On vit très mal cette situation*", a expliqué un éleveur à Gaillac, un village voisin de Sivens, à l'occasion d'une cérémonie organisée lundi soir, au lendemain de violents incidents. "*Nous avons besoin de cette digue car elle va permettre à nos vaches de boire, tout simplement.*"

Une question de "*rendement*" et de "*revenus*".

Arnaud Arlandes, producteur de céréales et de melons basé à 15 km du futur barrage de Sivens. Malgré le drame, l'exploitant milite pour la poursuite du chantier. Car il a souvent manqué d'eau par le passé. "*Toute leur vie, mon père et mon grand-père ont vu le Tescou à sec pendant l'été. Et là, des gens viennent de toute la France sans être au courant de rien*", déplore l'agriculteur. "*Pourtant, les années sans pluie peuvent vite menacer le rendement de mon exploitation et donc mes revenus.*"

Que disent les élus ?

Le député PS Jacques Valax, membre du conseil général. "Ce projet a traversé trois élections cantonales et a été adopté en mai 2013 par 43 conseillers généraux sur 46, de droite comme de gauche !"

"*Si rien n'est fait, la vallée va mourir dans moins de dix ans*", alerte le politique. Pathétique !

Le syndicat des Jeunes agriculteurs du Tarn exige des "*actions fortes*" des autorités. Il veut absolument voir "*réaliser*" ce projet

qu'il juge "*nécessaire et urgent*" pour "*assurer la vie économique d'un territoire rural pauvre*". AFP 30.10

Les raisons évoquées pour poursuivre les travaux.

Selon RTL, l'abandon du projet du barrage de Sivens (Tarn) coûterait entre 2 et 3 millions d'euros aux contribuables de la région Midi-Pyrénées. Francetv info 30.10

En comlément.

- Mort de Rémi Fraisse : une manifestation dégénére à Rennes - nouvelobs.com

- Le ministre a tenu à "*rendre hommage*" aux forces de l'ordre, soulignant que, "*depuis le début de septembre à Sivens, 56 policiers et gendarmes (avaient) été blessés*".

Mercredi soir à Paris, un CRS avait été hospitalisé et douze "*contusionnés*", après des heurts survenus lors d'une manifestation d'environ 250 personnes à la mémoire de Rémi Fraisse, a-t-il dit.

Les militants anti-barrage ont appelé à une manifestation dès 08H00 vendredi devant le Conseil général du Tarn à Albi, où les élus vont débattre de l'avenir du projet qui sème la discorde depuis 2011. AFP 30.10

Hollande ou le coup d'Etat permanent contre le travailleur, le contribuable, l'électeur, le citoyen.

- Une batterie de mesures pour simplifier la vie des Français et des entreprises - L'obs

On ne connaît pas en détail les 90 mesures annoncées par Hollande, on abordera ici celles qui sont parues ce matin dans la presse sur Internet. On y reviendra plus tard.

Basse manoeuvre pour remédier à l'abstention de masse.

- L'inscription sur les listes électorales jusqu'à "*un mois*" avant un scrutin. Sauf quelques cas particuliers, pour pouvoir voter, il faut actuellement s'inscrire avant la fin de l'année qui précède le scrutin.

François Hollande : "*plusieurs millions de nos concitoyens ont le droit de vote mais ne votent pas, parce qu'ils ne sont plus inscrits sur les listes électorales, parce qu'ils ont déménagé*"

La procédure permettant de voter par procuration pourra désormais se faire en ligne. Expérimentée lors des élections européennes de 2014, cette nouveauté sera généralisée lors des élections départementales et régionales de mars 2015.

Attaque contre le droit du travail.

- Par ailleurs, les conditions d'emploi des apprentis devraient être simplifiées, avec notamment une procédure d'autorisation pour travailler sur des "*machines dangereuses*" des moins de 18 ans et pour les travaux en hauteur. "*Même quand on est jeune on peut monter sur une échelle, c'est quand on est vieux qu'on ne peut plus*", a plaisanté François Hollande.

Dérégulation.

- Parmi les méthodes préconisées figurera une étude d'impact unique pour un projet global plutôt que des études multiples (comme lors de la construction d'une ligne de chemin de fer et des gares associées, ou d'une route temporaire pour desservir un chantier). La procédure d'enquête publique doit être allégée d'ici mi 2016.

- Obtenir un permis de construire en cinq mois maximum d'ici fin 2015 L'obs 30.10

Leur véritable objectif inavouable :

Un internaute : "*Cela ne rapportera des économies si, et seulement si , il y a moins de fonctionnaires.*"

ACTUALITÉ DU JOUR

Le retour du patron de droit divin. "***la flexibilité du marché du travail*** ", leur priorité.

- Licenciements : Gattaz appelle à sortir de la convention de l'OIT - LePoint.fr

Le président du Medef a suggéré jeudi que la France sorte de la convention 158 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui oblige à justifier un licenciement, afin de lever la crainte de l'embauche chez les chefs d'entreprise. "*Les chefs d'entreprise, quand ils peuvent embaucher, craignent de se trouver devant les prud'hommes s'ils rompent le contrat. C'est un des principaux freins à l'embauche*", déclare Pierre Gattaz dans une interview accordée au journal L'Opinion.

"*Reste que pour lever le frein juridique, il faut sortir de la convention 158 de l'Organisation internationale du travail qui nous oblige à justifier les motifs du licenciement. Tant qu'on aura cette contrainte supranationale, peu importe le contrat, le fond du problème ne sera pas traité*", estime le chef de l'organisation patronale. "*Nous avons signé en 1982 cette convention, très peu de pays l'ont ratifiée, l'Allemagne ne l'a pas fait...*" argue Pierre Gattaz, estimant que "*la flexibilité du marché du travail est un sujet prioritaire pour débloquer notre économie*".

Adoptée en juin 1982 et entrée en vigueur en novembre 1985, cette convention a été ratifiée par trente-six pays, dont un, le Brésil, l'a dénoncée en 1996. En Union européenne, elle a été ratifiée par Chypre, l'Espagne, la Finlande, la France, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède. Son article 4 dispose qu'"*un travailleur ne devra pas être licencié sans qu'il existe un motif valable de licenciement lié à l'aptitude ou à la conduite du travailleur, ou fondé sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise, de l'établissement ou du service*". LePoint.fr 30.10

Il ne peut y avoir que des dirigeants syndicaux patronaux pour discuter avec Gattaz, non ?

Ce qui gêne le patronat, ce n'est pas qu'il ne disposerait pas du droit de licencier, il est pour ainsi dire acquis naturellement, mais qu'il doit le justifier et que selon la justification à laquelle il recourt, il devra verser des indemnités plus ou moins importante au salarié licencié.

Quant à l'application de cette convention de l'OIT, la respecte qui veut en dernière analyse. Le problème du Medef, c'est qu'il ne peut pas appeler l'ensemble des patrons à la violer, donc il en appelle à Hollande pour qu'il s'en charge, ce qu'il ne fera pas évidemment. Par contre, il est à prévoir qu'ils vont s'employer à contourner cette convention comme c'est déjà le cas avec la rupture du contrat de travail à l'amiable, un licenciement déguisé.

L'impossibilité de licencier massivement retarde la mise en oeuvre de l'ANI qui est avantageux pour les patrons et l'embauche de nouveaux travailleurs à des conditions salariales plus avantageuses également. pour les patrons.

Qu'il s'effondre et le régime n'y résistera pas.

- Le PS est-il en train de perdre sa base militante ? - LeMonde.fr

- Les adhérents en chute libre au PS? Solférino tente de relativiser la crise Le Huffington Post

Selon les chiffres publiés par Europe1 extraits du budget prévisionnel 2014 du Parti socialiste, ce dernier serait confronté à une inquiétante chute du taux de renouvellement des adhésions de ses militants. Un symptôme parmi d'autres de la crise qui couve au PS après les déroutes électorales et face à l'impopularité du gouvernement.

Selon ce document, le PS anticipait 2,3 milions d'euros de recettes d'adhésion pour l'année. Mais au 31 juillet 2014, celui-ci n'avait enregistré que 530.369 euros de recettes, soit plus de 810.000 de moins que prévu pour cette date. Si cette tendance se confirme d'ici à la fin décembre, ce sont 60 % des adhérents qui n'auront pas renouvellé leur carte. Un gadin historique qui ferait chuter le PS en dessous de la barre des 100.000 adhérents

Un calcul que dément le Parti socialiste. Sans démentir l'authenticité du document d'Europe1, le PS estime que "*l'état des adhésions au 31 juillet 2014 ne peut être considéré comme définitif.*"

"*C'est seulement à la date du 31 décembre que la réalité de l'évolution des adhésions au Parti socialiste sera analysée, à la fin d'un second semestre 2014 marqué par une progression de plus de 20% du nombre de participants à l'Université d'été de La Rochelle et à l'issue de la forte dynamique actuellement en cours des Etats généraux des socialistes (plus de 1 400 réunions de sections, plus de 4 000 contributions déposées)*", précise le communiqué du parti.

Un argument déjà mis en avant au mois de septembre quand Europe1 (encore eux) affirmait que le PS avait perdu 30.000 adhérents. A l'époque, le parti avait revendiqué 160.128 adhérents "*soit 1426 de plus qu'au mois de juin 2014*" sans préciser si

ces adhérents comptabilisés s'étaient bien acquittés de leurs devoirs financiers.

En septembre 2014, le parti avait revendiqué 160.128 adhérents.

En 2008, le PS comptait officiellement 232.511 adhérents en capacité de voter.

Le parti en revendiquait "*aux alentours de 200.000*" pendant la campagne présidentielle.

Fin 2012, lors du congrès de Toulouse, seuls 173.486 adhérents pouvaient voter sur les motions.

A titre de comparaison, 268.341 adhérents UMP sont habilités à voter pour désigner le prochain président du parti conservateur. Ils sont un peu moins de 29.000 à pouvoir faire de même pour élire le successeur de Jean-Louis Borloo à la tête de l'UDI. huffingtonpost.fr 30.10

Et l'extrême droite en dernier recours comme en Ukraine.

- Le Front national compte 83.000 adhérents, son record historique - Le Huffington Post

- Florian Philippot, sur le drame de Sivens : "*Il faut cesser d'accabler la gendarmerie*" - Francetv info

Vaut mieux pour les deux parties que l'extrême droite offre une façade nationaliste plutôt que néonazi pour s'allier avec la police et l'armée...

Imposture.Et pourtant, ce n'est ni la bonne volonté, ni les bonnes intentions, ni même la morale qui leur font défaut. Lesquelles ?

- Un accord sur l'information fiscale signé par 51 pays - Reuters

Les ministres des Finances et hauts fonctionnaires chargés de la fiscalité de 51 pays ont signé mercredi à Berlin un accord portant sur l'échange automatique d'informations fiscales, illustrant les efforts déployés par l'OCDE pour améliorer la transparence et combattre l'évasion fiscale.

"*Nous apportons ainsi notre contribution commune à plus de transparence et d'équité dans notre 21e siècle mondialisé*", a déclaré le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble lors d'une conférence regroupant une centaine de pays et organisée par l'Organisation de coopération et de développement éco

"*L'évasion fiscale n'est pas qu'illégale, elle est immorale*", a déclaré le ministre des Finances britannique George Osborne, en conférence de presse. "*Quand on vole son prochain, on doit être traité comme un délinquant de droit commun*". (C'est fou comme ils sont épris de justice sociale, d'honnêteté... - ndlr)

Le ministre de l'Economie français Michel Sapin a estimé que l'accord de Berlin était une première étape en vue de combattre la fraude fiscale commise par des personnes privées. Il a ajouté qu'il faudrait ensuite réduire l'optimisation fiscale pratiquée par les entreprises. (Il suffirait d'abolir les paradis fiscaux, impossible. - ndlr)

Schäuble, dont le père était conseiller fiscal, s'est employé à persuader l'Union européenne de combler les lacunes légales permettant aux multinationales de tirer parti des différences existant entre les régimes fiscaux nationaux. Reuters 29.10

La City de Londres et un certain nombre d'ïlots faisant partie de Grande-Bretagne, l'Etat du Deleware aux Etats-Unis, le Liechteinstein et le Luxemboug dans l'Union européenne, la Suisse au coeur de l'Europe, etc, sont des paradis fiscaux, les supprimer reviendrait à faire sauter l'économie de tous ces pays. Qui peut croire sérieusement qu'ils pourraient prendre des mesures qui conduirait à l'explosion de l'économie mondiale, à l'effondrement de leur système économique ?

ACTUALITE EN TITRES

Vive la guerre !

- Commerce extérieur et défense ont dopé la croissance américaine - Reuters nomiques (OCDE).

UMP. Ils deviennent fous !

- Bruno Le Maire (UMP): créer un nouveau parti à la place de l'UMP est "*une folie*" - AFP

- Xavier Bertrand est favorable au rétablissement d'un «*service national*» - 20minutes.fr

Pour les jeunes, garçons comme filles, entre 18 et 25 ans. 20minutes.fr 30.10

- La cote de Nicolas Sarkozy en chute libre chez les sympathisants UMP - Francetv info

- Bygmalion : des proches de J-F Copé s'en seraient mis plein les poches - M6info

La bassesse ne fait pas recette.

- Cote de confiance : Hollande au plus bas, tout comme Valls - AFP

- 55% des Français pour une dissolution de l'Assemblée - L'Obs

En cas de cohabitation, les Français plébiscitent Alain Juppé pour prendre les clés de Matignon. L'Obs 30.10

Les médias ont adopté Juppé...

Mansuétude.

- Prison avec sursis requise pour destruction de portique écotaxe - Reuters

On peut parler d'impunité, donc ils les encouragent à recourir à la violence...

Pour quelle officine liée aux néolibéraux travaille-t-il ?

- Un journaliste pousse des jeunes à se déguiser en clowns agressifs pour un reportage - L'Express.fr

Ils sont illégitimes.

- Mali : l'armée française déployée dans quatre pays voisins - Francetv info

- Le Conseil d'Etat espagnol contre une consultation en Catalogne - Reuters

- En Tunisie, Nidaa Tounès n'exclut pas une alliance avec Ennahda - LeMonde.fr

- Mahmoud Abbas parle de "*déclaration de guerre*" après l'interdiction de l'esplanade des Mosquées aux musulmans - Francetv info

- Israël rouvre l'esplanade des Mosquées à Jérusalem - Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

- Londres repousse le référendum sur l'UE - LeFigaro.fr

La coalition de David Cameron a échoué à voter la loi qui aurait assuré aux Britanniques de se prononcer sur leur appartenance à l'Europe.

Bob Neill, député conservateur du Grand Londres, aurait voulu graver dans le marbre législatif l'organisation d'un référendum sur la place du Royaume-Uni dans l'UE en 2017. À l'heure actuelle, seul le premier ministre, David Cameron, s'est engagé à donner

la possibilité aux Britanniques de trancher l'avenir de leur pays au sein de l'Europe: le référendum européen ne figure ni dans le programme électoral des travaillistes, ni dans celui des libéraux-démocrates. Si les conservateurs ne remportent pas une majorité absolue de sièges à la Chambre des communes à l'issue des prochaines élections législatives, rien ne garantit donc que le référendum européen aura bien lieu.

Or, la proposition de loi défendue par M. Neill adoptée en première lecture le 17 octobre dernier à la Chambre des communes ne pourra être soumise à une deuxième lecture d'ici aux élections du 7 mai 2015. Les libéraux-démocrates, qui font partie de la coalition au pouvoir, s'y sont opposés après l'échec de négociations avec les conservateurs. Les pro-européens exigeaient l'examen d'une de leurs propositions de loi. Les conservateurs s'y sont opposés.

Fort déçu de cet échec, l'eurosceptique Bob Neill a accusé les centristes d'avoir «*utilisé des tours de passe-passe parlementaires pour refuser aux Britanniques leur mot à dire sur leur appartenance à l'Union européenne*». Les libéraux-démocrates ont affirmé que les conservateurs avaient eux-mêmes saboté leur proposition de loi à des fins électoralistes: en l'absence de loi sur le référendum, les conservateurs pourront continuer d'affirmer que voter pour eux est la seule façon pour les Britanniques d'obtenir l'organisation d'un vote sur l'UE en 2017.

Concrètement, cela veut dire que le débat sur l'Europe va continuer de saturer plus que jamais les ondes médiatiques à l'approche des élections, d'autant que David Cameron a créé la semaine dernière un sujet de discorde supplémentaire avec Bruxelles, en contestant la rallonge budgétaire réclamée par la Commission. Des gages pour les eurosceptiques

En allant directement au clash avec les institutions européennes, le premier ministre britannique a voulu montrer aux eurosceptiques et aux europhobes sa détermination à contester le fonctionnement actuel de l'UE. Or, rien ne dit que Cameron parviendra de cette façon à endiguer l'irrésistible montée de l'UK Independence Party de Nigel Farage dans les sondages, à un mois d'une élection partielle dans le Kent qui devrait conduire à l'élection d'un second député Ukip. lefigaro.fr 29.10

Commentaires d'internautes

1- "*Il est vrai que l'Oncle Sam a déjà dit non, donc...*"

2- "*Ce referendum est une blague il n'aura jamais lieu. Cameron est un démago qui cours derrière l'UK IP sans jamais le rattraper.*

La GB ne partira jamais seul, isolé elle aurait trop à perdre à devoir négocier de nouveaux accords bilatéraux avec le reste de l'UE (pour commercer l'UE lui imposera ses normes sans que la GB ait son mot à dire).

Plombé par l'UKIP et la médiocrité de Cameron les conservateurs vont perdre les prochaine élections et les travaillistes et les lib dem qui ne veulent pas de ce référendum seront au pouvoir."

2- Syrie

Le prétexte...

- Syrie: l'émissaire de l'ONU veut des zones de cessez-le-feu pour l'aide humanitaire - AFP

Une diversion

- Syrie: les raids américains contre l'EI pourraient profiter à Assad - AFP

.. et la cible : Assad.

Les Américains ont équipé en drones l'Emirat islamique pour qu'il surveille l'armée de la République arabe syrienne pour leur compte.

- D'où viennent les drones de Daesh? - french.irib.ir

L'OSDH, vitrine médiatique des opposants pro-occidentaux d'Assad, confirme ceci : Selon les informations, en provenance de la Syrie, Daesh possède, effectivement, des drones ! Citée par An-Nashra, l'OSDH ajoute : "*Daesh utilise, sur une vaste échelle, des drones de reconnaissance, dans les zones qu'il contrôle, à savoir, à Raqqa, à rif d'Alep et à Deir ez-Zor*". Mais cette information suscite, évidemment, la question suivante: où Daesh s'est-il procuré les drones, appareils, dont la fabrication et l'usage, ainsi que l'entretien demandent une haute technicité?

Créé de toutes pièces, par les services de renseignement occidentaux et le Mossad, Daesh ne peut être doté des drones que

par l'intermédiaire de ses créateurs ! Sur les hauteurs du Golan, où la milice takfirie Al-Nosra se bat contre l'armée syrienne et le Hezbollah, à l'aide d'Israël, les drones nosratistes sont de fabrication israélienne. Pour le reste du territoire syrien, les drones de fabrication occidentale ont été achetés, par Riyad, et trafiqués, à destination de Daesh, via la Turquie. La question est, donc, la suivante : qui commande ces drones ? Difficiles de croire les égorgeurs de Daesh être capables de faire piloter ces appareils. Le Centcom ne se trouverait-il pas plutôt quelque part, dans des bases aériennes US, en Turquie, en Arabie ou en Jordanie?
french.irib.ir 30.10

3- Burkina Faso

- Burkina: l'armée prend le pouvoir après une journée d'émeute contre Compaoré - AFP

L'armée a pris le pouvoir jeudi soir au Burkina Faso, annonçant la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée et instaurant un couvre-feu, après une journée d'émeute contre le régime de Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans.

Assemblée nationale incendiée, télévision publique prise d'assaut, violences en province, appels à la démission du président: le Burkina s'est enflammé jeudi, et cette crise d'une ampleur exceptionnelle en Afrique subsaharienne a provoqué l'intervention des militaires.

Le président Blaise Compaoré, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1987, ne s'est pas exprimé depuis samedi. Il devrait le faire à 20H00 locales et GMT sur deux radios de Ouagadougou, selon des journalistes de ces stations, dont l'AFP n'a pu joindre les directions.

Les pouvoirs exécutifs et législatifs seront assumés par un organe de transition, avec l'objectif d'un retour à l'ordre constitutionnel "*dans un délai de douze mois*", selon un communiqué du chef d'état-major des armées Nabéré Honoré Traoré, lu par un officier lors d'une conférence de presse.

Un couvre-feu est imposé "*sur l'ensemble du territoire de 19h à 6h*" pour "*préserver la sécurité des personnes et des biens*".

La prise de pouvoir de l'armée est pour l'instant assez mal acceptée par les manifestants, a constaté un journaliste de l'AFP. Quelques centaines d'entre eux ont appelé à des sit-in dans la capitale pour éviter ce coup d'Etat.

Les responsables de l'opposition n'ont pour l'instant pu être joints par l'AFP.

Plus tôt dans la journée, le régime avait tenté de calmer les esprits en annonçant l'annulation du vote du projet de révision constitutionnelle, prévu jeudi, qui avait mis le feu aux poudres.

Face à ce que le gouvernement sénégalais a qualifié de "*soulèvement populaire*", l'Union africaine a fait part de sa "*profonde préoccupation*" et appelé "*toutes les parties concernées à faire preuve de la plus grande retenue*".

L'Union européenne a lancé un appel à "*engager rapidement un dialogue*" et à mettre fin aux violences.

Partenaires du Burkina Faso, qui joue un rôle-clé dans l'instable zone sahélienne, Paris et Washington étaient auparavant montés au créneau. La France, ex-puissance coloniale, a plaidé pour un "*retour au calme*" et les Etats-Unis ont exprimé leur "*vive inquiétude*". L'ONU, comme l'UA, a décidé d'envoyer sur place un émissaire.

Dans l'après-midi, les grandes manoeuvres ont commencé. Le général en retraite Kouamé Lougué, à qui des dizaines de milliers de manifestants ont demandé de prendre le pouvoir, a rencontré le chef d'état-major Nabéré Honoré Traoré, ainsi que les plus hauts gradés du pays.

Très apprécié des troupes et de la population, Kouamé Lougué, ancien chef d'état-major et ministre de la Défense jusqu'à son limogeage en 2003, s'est aussi entretenu avec une autorité coutumière très respectée dans le pays, le Mogho Naba, le "*roi*" des Mossi, l'ethnie la plus nombreuse au Burkina.

"*L'armée est soudée avec le peuple*", avait affirmé Bénéwendé Sankara, l'un des ténors de l'opposition, demandant "*la démission pure et simple du président Blaise Compaoré*".

Ces tractations se sont ouvertes après que la capitale Ouagadougou a sombré dans le chaos dans la matinée, sous l'oeil de forces de l'ordre plutôt passives.

Les violences ont fait au moins un mort, un homme tué à quelques centaines de mètres du domicile de François Compaoré, frère cadet du chef de l'Etat et personnalité influente du régime.

Aux abords du palais présidentiel, la tension restait palpable en fin d'après-midi. Plusieurs centaines de manifestants faisaient face aux soldats de la garde présidentielle. Certains soldats ont effectué des tirs de sommation.

Autre symbole du pouvoir attaqué: la Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB). Plusieurs centaines de personnes sont entrées dans ses locaux, où elles ont pillé le matériel, avant de quitter les lieux. Les transmissions ont été coupées. La diffusion des programmes de Radio France Internationale (RFI) a également été interrompue à Ouagadougou.

Des troubles ont également été signalés à Bobo Dioulasso, deuxième ville du pays (sud-ouest). La mairie et le siège du parti présidentiel y ont été incendiés, selon des témoins.

Les vols en direction de Ouagadougou ont été annulés, mais un avion a décollé dans l'après-midi, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le Burkina a basculé dans la crise avec l'annonce, le 21 octobre, d'un projet de révision constitutionnelle portant de deux à trois le nombre maximum de quinquennats présidentiels.

Arrivé aux affaires il y a 27 ans à l'issue d'un putsch, le président Compaoré devait achever l'an prochain son dernier mandat, après deux septennats (1992-2005) et deux quinquennats (2005-2015).

Lui qui a déjà modifié deux fois l'article 37 de la Loi fondamentale, en 1997 puis en 2000, pour se maintenir au pouvoir, défend la stricte légalité de sa démarche pour cette troisième retouche.

Les opposants se prenaient ces derniers jours à rêver d'un renversement du régime, longtemps considéré comme l'un des plus stables de la région.

Un "*printemps noir au Burkina Faso, à l'image du printemps arabe*", lançait mercredi l'opposant Emile Pargui Paré.

Mardi, des centaines de milliers de personnes - un million, selon l'opposition - étaient descendues dans la rue à Ouagadougou pour dénoncer un "*coup d'Etat constitutionnel*". AFP 30.10

La référence au "*printemps arabe*" dont chacun a compris qui était derrière, est peut-être une indication pour mieux comprendre ce qui se trame en ce moment au Burkina Faso. Les prises de position suivantes le confirment.

En complément. Ils avaient décidé qu'il devait partir.

- Hollande poussait Compaoré à choisir un poste international après sa présidence - AFP

- Blaise Compaoré: Suicide mode d'emploi - Lexpress.fr

- Burkina : le président Compaoré annule l'état de siège et s'accroche au pouvoir - Francetv infoo

- Burkina: la France appelle au "*calme" et à la "retenue*" - AFP

Qu'il dise cela à ses gendarmes le dictateur !

ECONOMIE

Allemagne

- L'Allemagne introduit un nouveau péage routier controversé - Reuters

L'Allemagne a annoncé jeudi l'instauration à partir de 2016 d'un nouveau péage routier controversé qui obligera les automobilistes étrangers à débourser jusqu'à 130 euros par an pour emprunter les autoroutes du pays.

Le plan, destiné à financer les infrastructures routières, risque d'être contesté par Bruxelles pour discrimination envers les automobilistes étrangers.

La nouvelle vignette pourra en effet être compensée par un allègement de la taxe dont doivent actuellement s'acquitter les propriétaires de voitures en Allemagne, si bien que dans les faits elle ne sera payée que par les étrangers, qui pourront la régler via internet ou dans les stations-service.

"*Cette taxe pour les infrastructures est raisonnable, équitable et juste*", a dit le ministre des Transports Alexander Dobrindt, ajoutant que les revenus du péage seraient affectés au seul entretien du réseau routier.

La vignette prendra en compte la cylindrée et l'empreinte écologique des voitures et sera de 130 euros par an au maximum. Les étrangers pourront en acheter pour des durées de 10 jours (10 euros) ou deux mois (22 euros).

Alexander Dobrindt, un des ténors de la CSU, a dit attendre 3,7 milliards d'euros de recettes dont trois milliards provenant des automobilistes allemands. Compte tenu de coûts de mise en place de près de 200 millions d'euros, la recette nette pourrait toutefois n'être que d'environ 500 millions d'euros par an.

La CSU, furieuse que le réseau autoroutier national soit gratuit pour les non résidents alors que les conducteurs allemands sont mis à contribution en France, en Autriche ou en Suisse, avait fait de ce projet une condition à son entrée au gouvernement après les élections législatives de l'an dernier.

La CDU et les sociaux-démocrates, également membres de la coalition, avaient exigé qu'il n'y ait pas de frais supplémentaires pour les automobilistes allemands et que la taxe soit conforme à la réglementation européenne qui interdit de discriminer les automobilistes étrangers.

L'Allemagne a déjà introduit un système de péage par satellite pour camions sur ses autoroutes, dont le montant est calculé en fonction des kilomètres parcourus. Reuters 30.10

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre 2014

CAUSERIE

Entre hier soir et ce matin (11h15 en Inde) on a ajouté 32 nouveaux articles, 5 ont fait l'objet d'un rejet après lecture parmi ceux que j'avais téléchargés, ils ne présentaient aucun intérêt ou étaient franchement opposés aux idées que nous défendons. Il y en a bien d'autres que je n'avais pas téléchargés, car leurs titres étaient révélateurs de leur orientation politique trop réactionnaire à notre goût. On en laisse passer qui sont réactionnaires, mais on ne peut pas faire autrement, cependant il y a des limites.

Rien ne peut nous faire dévier de notre objectif ou nos principes, mais ce n'est pas forcément le cas des lecteurs, je dois en tenir compte, sinon ils pourraient me le reprocher plus tard.

Un conseil, vous pouvez garder dans un coin de votre cerveau notre stratégie, les positions ou les principes que nous avons adoptés, sans forcément y adhérer, il n'y a aucune obligation en la matière, uniquement comme points de comparaison avec ceux que vous rencontrez dans ces articles, à vous ensuite de forger librement vos propres convictions. Quand on ne dispose pas de repères, c'est difficile, voire impossible de s'orienter.

Passons au plat de résistance du jour.

Démasquer une imposture. Briser la désinformation.

Etat sioniste contre Gaza ou Emirat islamiste contre Kobani : même idéologie, même méthode, même barbarie, même combat, même camp : celui de la pire réaction !

Parmi ceux qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme, qui, quel parti, combien mettent à la disposition des militants et des travailleurs les faits réels que nous rapportons (avec beaucoup d'autres), que par ailleurs leurs dirigeants connaissent parfaitement ? Combien établissent la relation que nous avons relevée ? Combien mettent en cause l'Etat français, ses institutions, ses partis, Hollande, le PS ? C'est simple à vérifier en consultant leurs journaux, en se connectant sur leurs sites Internet. Vous connaissez la réponse, n'est-ce pas ?

Nous n'actualiserons le site que demain, car ma compagne ne travaille pas aujourd'hui mais travaillera demain. On actualisera seulement la rubrique *Articles d'actualité*. En attendant quelques arguments pour notre combat et sujets de réflexion.

Points de repère.

1- L'ONU est un instrument de l'impérialisme ou l'oligarchie financière anglo-saxon-sioniste.

La preuve que l'ONU est un instrument de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste : 188 pays ont moins de pouvoir que dux pays, les Etats-Unis et Israël. Quand une infime minorité impose sa volonté ou sa politique au reste de la population, on appelle cela comment, une dictature, une dictature impériale en l'occurrence ici.

Question : Mais dans ces conditions, avec un tel dédéquilibre des forces, 188 contre 2, comment se fait-il que cette dictature impériale perdure depuis 23 ans, en réalité depuis que l'ONU existe ?

Mais parce que tous les représentants des Etats qui y participent ont adopté le capitalisme dont les Etats-Unis est le chef de fil. Il peut leur arriver ponctuellement de condamner certains aspects de la politique américaine, mais jamais ils ne s'y opposeront vraiment, car tous sont corrompus et trop interessés dans le cadre de l'ordre capitalisme mondial à en tirer profit, or comme sur le marché mondial ce sont les Etats-Unis qui font la loi (avec le dollar et leur puissance militaire), s'y opposer serait prendre le risque incensé de subir de terribles représailles, à l'instar de tous les chefs d'Etat qu'ils ont assassinés ou renversés, de tous les pays qu'ils ont détruits de fond en comble.

Bien que les Etats-Unis et Israël ne respectent pas ou n'appliquent pas les résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU, bien qu'ils aient violé et continuent de violer le droit internatonal dont se réclament les Etats membres de l'ONU, vous aurez observé qu'absolument aucun Etat n'a rompu ses relations avec les Etats-Unis et Israël, ce qui confirme ce qui a été dit dans le paragraphe précédent, quelle que soit la velléité affichée par certains chefs d'Etatn finalement cette posture sert uniquement à défendre leurs propres intérêts dans le cadre de l'ordre mondial établi qui leur convient très bien.

Seule l'offensive du mouvement ouvrier international pour en finir avec le capitalisme et ses institutions permettra d'ouvrir une brèche dans la dictature que les Etats-Unis impose au monde entier, qui à l'étape suivante volera en éclat lorsque le prolétariat sera parvenu à s'emparer du pouvoir politique, car immédiatement le ou les nouveaux Etats ouvriers rompront avec les Etats-Unis et l'ONU, l'ensemble des institutions financières et politiques créées par et pour le capital.

- Vote à l'ONU: 188 pays pour la fin du blocus contre Cuba, 2 pays contre (Etats-Unis et Israel) - mondialisation.ca 29.10

Extrait- L'assemblée Générale de l'ONU a approuvé ce mardi 28 octobre 2014 presque unanimement et pour la 23° année consécutive, une résolution qui demande la fin du blocus étasunien contre cuba, une mesure unilatérale imposée par Washington depuis 1962.

L'assemblée plénière des 193 membres des Nations Unies a soutenu par 188 voix pour, 2 contre (Etats-Unis et Israël) et 3 abstentions (Palau, la Micronésie et les Iles Marshall) le projet intitulé « *Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis à Cuba* ». mondialisation.ca 29.10

2- Pour la liquidation de l'Etat Juif. Contre la solution à deux Etats. Pour une République sociale palestinienne (laïque).

Je rappelle que ce sont les sionistes qui nomme Israël un Etat Juif, donc basé sur un concept de race, raciste et non religieux, bien qu'il soit aussi théocratique..

Des monarchies constitutionnelles, la Suède et la Grande-Bretagne viennent de se prononcer pour la reconnaissance d'un Etat palestinien. A quoi cela rime sachant qu'ils sont des alliés indéfectibles des Etats-Unis et d'Israël ? De quel Etat s'agit-il ? D'une prison ou d'un immense camp entouré de fils barbelés et d'un mur. C'est cela qu'il s'agit de normaliser après l'avoir légitimé.

- Maintenant que la Grande-Bretagne a reconnu l'Etat palestinien, il est temps d'oublier la farce de la solution à deux Etats (The Independent) - legrandsoir.info 28.10

Extrait - ... nous ne devons pas nous laisser aveugler par l'esthétique de cette notion d'"*Etat*" palestinien. En réalité, la notion internationalement reconnue d'un Etat palestinien ne réalise pas du tout les aspirations palestiniennes de libération et d'égalité.

Un Etat palestinien signifie la poursuite des négociations dans le schéma de la solution de deux Etats, qui prône l'existence, côte à côte, d'un Etat palestinien et d'un Etat juif israélien. Cette solution nie le droit au retour des réfugiés palestiniens et marginalise totalement les citoyens palestiniens d'Israël, qui resteraient des citoyens de seconde zone dans un Etat conçu pour les Juifs seulement.

L'Etat d'Israël n'autorisera jamais non plus un Etat palestinien souverain qui aura le contrôle total sur ses frontières, son économie et son armée. L'Etat palestinien serait ainsi simplement un mécanisme de maintien de la population palestinienne comme peuple passivement opprimé.

Même si nous négligeons les aspects négatifs de la solution à deux Etats, nous ne pouvons pas négliger le simple fait que cette solution est morte. Depuis les accords d'Oslo, la Cisjordanie a été disloquée en bantoustans avec le mur illégal d'apartheid qui rend impossible la libre circulation de la plupart des Palestiniens. L'expansion des colonies atteint des niveaux record et il y a maintenant plus de 350 000 colons en Cisjordanie.

Les militants pro-Palestine doivent donc être prudents. Cette démarche suit une voie diplomatique qui "maintient" la population palestinienne plus qu'elle ne la libère. Il est donc temps que la communauté internationale cesse de soutenir la limitation de la liberté palestinienne (habilement dissimulée par la solution de deux Etats) et une accentuation de la séparation.

Il est temps de commencer à soutenir les droits des Palestiniens où ils se trouvent, que ce soit dans les territoires occupés, en Palestine historique ou dans les camps de réfugiés. Et il est temps d'aller vers un discours politique qui promeuve une solution d'un seul Etat en Israël et Palestine ; un Etat qui défende l'égalité et l'inclusion sur l'ethnocratie et l'exclusion. legrandsoir.info 28.10

3- Pour une refondation du mouvement ouvrier sur les bases du socialisme.

Une orientation politique que nous partageons, sans presumer des désaccords que l'on peut avoir avec son auteurs par ailleurs. La ligne politique qui est présentée ici est juste, car elle se situe sur le terrain de l'indépendance de la classe ouvrière, condition indispensable à sa résistance et à son combat dans la perspective de la prise du pouvoir, objectif abandonné par tous les partis du mouvement ouvrier et les syndicats, en cela elle est fidèle au socialisme.

- La « *démocratie bourgeoise* », cause toujours ou ferme ta gueule. - legrandsoir.info 29.10

Extrait- Dans plusieurs autres pays, l'idéologie démocratique bourgeoise a détourné la colère ouvrière vers la défense de la dictature démocratique capitaliste, lors du « *Printemps arabe* » par exemple. Il se joue en ce moment un combat idéologique extrêmement important aux conséquences historiques. La mystification démocratique bourgeoise ne se limite pas à l'obéissance à l'État capitaliste ; ni au respect de la démocratie politique bourgeoise formelle (élections, parlementarisme, etc.) ; ni à nier la réalité de la lutte des classes. L'idéologie démocratique bourgeoise individualiste et narcissique tend à imprégner tous les instants et tous les espaces de la vie sociale au détriment de la vision et de l'action collectives de la classe prolétarienne.

La mystique dichotomique « *démocratie-dictature* » accentue le sentiment d'impuissance des ouvriers en obviant le véritable et fondamental antagonisme de classes entre le capital et le travail, entre capitalistes et prolétaires. La mystification consiste à présenter une faction de la bourgeoisie comme démocratique et conciliatrice et une autre faction comme dictatoriale et hystérique, imposant à la classe ouvrière de se ranger au service de la faction pseudo démocratique pour un moindre mal. La classe ouvrière ne doit pas soutenir la dictature démocratique bourgeoise contre la dictature-hystérique-bourgeoise. La classe ouvrière doit mener ses propres luttes anticapitalistes non pas pour obtenir des réformes et des avantages éphémères mais pour résoudre les contradictions insolubles du capitalisme en le renversant.

La lutte théorique et de propagande contre l'idéologie démocratique bourgeoise est au centre des leçons et de l'expérience du mouvement ouvrier, de Marx à Lénine, de celui-ci à la Gauche communiste (Italienne en particulier). Cet héritage et cette expérience théoriques et politiques sont essentiels aux combats historiques entre les classes antagonistes. Selon que le prolétariat restera soumis ou non à cette idéologie, il réussira ou non à se sortir du bourbier capitaliste et à dégager sa propre perspective révolutionnaire. Voilà pourquoi il lui appartient de ne pas céder aux pseudo campagnes antiterroristes et de Front populaire antifasciste ou antiextrême- droite. Le terrorisme et le fascisme sont sont d'abord les monstrueux enfants du capitalisme et de sa « *démocratie bourgeoise* ». Pour contrer les menaces terroriste et fasciste, le prolétariat doit combattre le capitalisme et le renverser une fois pour toutes. Pour avoir nié ce précepte marxiste, les Fronts unis et les Fronts populaires antifascistes des années 1930 ont mené directement à la Deuxième Guerre mondiale. Guerre ou Révolution voilà l'alternative. legrandsoir.info 29.10

Cela fait des années que je dénonce le discours révisionniste sur la démocratie, apparemment je ne suis pas le seul. Revenir aux fondements du marxisme est une nécessité urgente et impérieuse.

Haut de page

Le 2 novembre 2014

CAUSERIE

Un mot sur notre portail.

509 connexions le 27 octobre, 12.000 connexions en octobre au total, on va finir l'année au même niveau qu'au début, après des hauts et des bas. Vous aurez remarqué que bien qu'à plusieurs reprises j'ai annoncé l'intention de fermer le site, les militants après l'avoir déserté y sont revenus. A croire qu'ils y tiennent plus que moi !

Je rajoute quelques lignes au passage qui suit qui a été rédigé la veille.

En 2008, quand j'ai inauguré la formule avec la causerie du jour et les infos en bref, je recevais régulièrement des courriels, des militants m'ont même envoyé un peu d'argent en guise de soutien ou d'encouragement, ensuite plus rien. Ils ont dû penser que ce portail pourrait donner naissance à un nouveau parti ou je ne sais quoi et tel n'a pas été le cas, parce que ce n'était pas possible. Je n'ai jamais entretenu la moindre illusion en la matière, chacun en est témoin. Cependant j'en tire l'enseignement que j'avais réussi à faire naître un peu d'espoir chez des centaines de militants ou travailleurs à partir de peu de choses, ce qui me fait dire que la formule que j'avais adoptée correspondait à un réel besoin, et que si nous avions eu les moyens de développer une activité militante autour, d'autres militants seraient venus nous rejoindre.

Quand on s'adresse uniquement à l'intelligence des militants et des travailleurs, à l'arrivée on est certain d'atteindre notre objectif. Il faut donc être animé par cette croyance qui repose sur la volonté de chacun de refuser la condition qui lui est imposée par le capitalisme ou la société, vouloir s'en sortir par des moyens honnêtes ou élever son niveau de conscience pour se libérer du carcan de l'idéologie dominante que pour rien au monde on voudrait servir, ce qui est malheureusement le cas quand on cède inconsciemment ou par ignorance aux sirènes de l'opportunisme.

Il n'est pas facile en période de réaction sur toute la ligne d'adopter un mode de pensée qui tranche radicalement avec celui communément admis par le plus grand nombre. Là encore, il faudrait fournir une formation, un soutien, des arguments aux militants pour se défendre, car j'imagine que parfois ils doivent se sentir agressés de toutes parts et c'est difficile à vivre, aussi ce devrait être au parti de s'en charger. On n'a pas le temps de développer cette question ici, disons qu'en toute circonstance il suffit de s'en remettre aux faits et ne pas se laisser embringuer dans des discussions qui reposent sur autres choses.

On ne cherchera pas à avoir raison, cela ne nous intéresse pas, seuls les faits et les rapports qu'ils entretiennent entre eux, de quelle manière ils évoluent nous intéresse pour mieux comprendre de quoi on parle ou la situation. A la limite, vaut mieux encore écouter et en dire le moins possible pour être crédible. On voit ici l'importance d'être correctement informé et de savoir de quoi on parle, c'est la première règle à adopter.

Ensuite il faut posséder une méthode pour tenir une discussion, ce qui requièrent quelques connaissances qui débordent du cadre de la politique, il faut recourir à la logique, au matérialisme dialectique de préférence, à la psychologie aussi, car dans un échange le comportement compte autant si ce n'est plus que le discours, il est révélateur du mode de pensée de la personne qu'on a en face de soi, comment il réfléchit et sur quoi repose son argumentation, et bien d'autres choses encore.

Quand on milite, on est censé agir consciemment, on poursuit un objectif, on ne peut donc pas se comporter n'importe comment ou imiter la personne qu'on a en face de soi qui est guidée par ses émotions. Quand on maîtrise bien son sujet, on peut feindre un tel comportement et encourager ainsi notre interlocuteur à se lâcher, ce qui nous aidera à mieux le cerner et nous en apprendra sur ses illusions notamment, ce qu'on pourra exploiter par la suite. C'est l'objectif politique que l'on s'est fixé qui détermine notre comportement en général ou dans ce type de rapports. On n'adopte pas une posture sur la base de considérations personnelles ou subjectives, mais sur la base du niveau de conscience qu'on a acquis afin d'aider notre interlocuteur à élever le sien, sans se tranformer en donneur de leçons ou en manifestant un complexe de supérorité qui friserait avec le mépris. Au début on joue un personnage, par la suite on devient ce personnage. C'est donc tout un art qui nécessite un apprentissage plus ou moins long. Maitrîser son comportement est la seconde règle à adopter.

La troisième règle consistera à être capable d'intégrer les éléments que nous fournit la situation ou son développement dans notre analyse politique. Ce qui nécessitera au préalable d'avoir repéré les facteurs déterminants sur lesquels reposent l'issue politique à la crise du capitalisme que nous proposons aux travailleurs et de ne jamais les perdre de vue (le niveau de conscience et l'organisation des masses, le parti, le renversement de l'ordre établi, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, notamment), car partant de la situation c'est le fil qui nous relie à notre objectif politique, sans lequel notre discours paraîtra incohérent, et il le sera effectivement, car il n'aura ni queue ni tête. Dit autrement, intégrer dans notre analyse la matière que nous fournit l'actualité économique, sociale et politique internationale, c'est faire en sorte que le fil qui nous relie à notre objectif politique ne soit jamais rompu, ce qui nous permet d'adapter notre théorie et notre stratégie aux transformations de la société et non l'inverse, de corriger nos erreurs aussi.

La complexité de la situation telle qu'elle apparaît au premier abord pour pratiquement tous les travailleurs et militants, alimente le pessimisme et ne favorise pas l'idée qu'il existerait une issue politique à la crise du capitalisme, elle est de nature à nous conduire à lâcher notre fil. La profonde décomposition du capitalisme qui se traduit par la dislocation de tous les rapports dans la société, tendent à l'extrême toutes les contradictions qui s'étaient développées au cours de l'évolution du capitalisme ou inhérentes au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au point de constituer une réelle menace pour la civilisation humaine si à son tour elle venait à lâcher le fil qui la relie à ses aspirations progressistes ou humanistes.

Pour l'aider à passer cette épreuve difficile avec succès, tout repose sur la détermination de tous ceux qui en ont pris conscience à des degrés divers à faire en sorte que chacun de ces éléments de dislocation (de division des masses) se transforment en autant de puissants détonateurs pour dynamiter le capitalisme et ses institutions, mais aussi pour améliorer notre niveau de conscience politique ou de compréhension du monde dans lequel nous vivons.

Si maintenant on préfère tourner le dos à la réalité parce qu'on la trouve trop moche ou trop dure, les prétextes ne manquent pas, alors oui pour le coup on est en droit de s'inquiéter pour l'avenir de l'humanité, notre propre avenir car personne ne sera épargné en cas de conflagration générale à l'initiative de l'impérialisme américain ou l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste. A suivre.

Le passage rédigé avant-hier

Y en a-t-il parmi vous qui regrettent que ce portail ne soit pas celui d'un parti politique ?

Bien entendu il faudrait y ajouter un volet consacré aux luttes sociales en France, plus un volet théorique et bien d'autres choses encore. On ne peut pas nous reprocher de ne pas avoir une vision globale de la situation, être citoyen du monde aide il faut dire. On fait ce qu'on peut avec les moyens du bord. Imaginez un peu si on avait toute une équipe, des moyens matériels et financiers, on aurait le portail politique le plus complet, le plus attractif de France ou francophone, car on développerait aussi ce volet en direction de nos amis africains, asiatiques, nord-américains et européens. On n'en ferait pas un outil destiné à une élite, quelle horreur ! Il serait tourné vers toutes les couches exploitées, un outil d'information, de réflexion, d'éducation politique, d'apprentissage, de prise de concience, d'enrichissement ou de développement personnel, y compris sur le plan psychologique puisque l'on mène la guerre aussi sur ce plan-là, de compréhension ou de connaissance à l'aide d'une pédagogie minutieusement mise au point élevée au rang d'art de vivre !

On sentirait vibrer en nous ce que pourrait être la société nouvelle, le socialisme, quelque chose auquel on tient tellement qu'on n'a plus qu'une seule envie, partager cette expérience de telle sorte qu'elle prenne la forme d'une révolution qui balaie le vieux monde pourri de ses ordures. Un outil au service de notre cause, devant servir à construire notre parti. Quand vous observez de quelle manière tous les partis traitent cet outil, c'est navrant.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, pas toujours mais souvent, quand je livre mes expériences personnelles ou mes réflexions, je me dis que plus d'un lecteur va ici ou là se sentir concerné ou se reconnaître, se dire, tiens voilà un truc auquel je n'avais pas pensé et qui m'apporte quelque chose, c'est un peu le but, je n'écris pas pour me faire plaisir ou raconter ma vie, je suis le premier à m'en foutre, mais partager les enseignements que j'en ai tirés en me disant que je ne suis pas différent de mes lecteurs, je n'ai jamais eu une très haute estime de moi, bien au contraire, faisons en sorte que cela soit utile à quelque chose, l'avantage, c'est que c'est sans contrainte, chacun est libre de prendre ce qu'il veut, il y aura personne pour vous juger.

Notre portail devient de plus en plus important pour les militants, car au delà des articles que nous publions de différentes sources à travers le monde, nous fournissons des infos en continu ou quotidiennement que vous ne trouverez nulle part ailleurs en France.

J'écris ces lignes vendredi soir, il est 20h36, je viens de voir aux infos de Russia Today qu'il y avait eu en Italie une manifestation contre les violences policières, comme en France. On va voir demain matin si cette info figure dans les articles de presse des médias en France. Il y a trois ou quatre jours une fusée américaine a explosé quelques secondes après son décollage, savez-vous que les Américains ont accusé les Russes, un sybercrime, je ne plaisante pas du tout, rien dans la presse française depuis, et ainsi de suite.

Il y a autre chose qui me sidère quand je regarde Russia Today. Tous les journalistes semblent avoir le niveau DEA ou doctorat en économie, en histoire ou en science politique, etc. Le journaliste converse apparemment sans prompteur avec son invité avec une aisance à couper le souffle, il ne se contente pas de poser des questions, ils développe des analyses qui peuvent durer plusieurs minutes et ensuite seulement il donne la parole à son invité qui l'a écouté attentivement, chaque fois il prend la balle au bond et le gratifie d'un "yes of course" comme s'il avait en face de lui un interlocuteur du même niveau que lui, alors que ce sont des économistes, des experts ou des personnalités qui ont une longue expérience derrière elles, d'un très haut niveau. On en peut pas les comparer avec les journalistes de TF1, France2 ou France3 qui ont un niveau de connaissances générales médiocres, des marionnettes, c'est vraiment stupéfiant. C'est là que je mesure à quel point la France est tombé très bas.

Je ne peux pas citer ici toutes les observations que j'ai pu faire, par exemple, quand un journaliste de Russia Today intervient sur la situation en Irak, il est sur la ligne de front, casque sur la tête, équipé d'un gilet pare-balles et encadrés par des hommes en armes ou des militaires qui assurent sa protection, et on entend les détonations au loin ou parfois très proche de lui, idem en Ukraine ou en Irak. Et ce n'est pas du bleuf ou un truc tourné en studio, c'est en direct, parfois sa voix est recouverte par une explosion ou il arrête de parler pour se plaquer au sol et se protéger. Vous voyez cela au 20h en France ? Je ne l'ai jamais vu sur TV5Monde Asie quand je recevais cette chaîne.

TF1, France2 ou France3, France24, ressemblent aux chaînes d'infos internationales des autres puissances occidentales, propagande et désinformation en boucle, auxquelles il faut ajouter la censure, le tout conforme à la politique dictée de Washington, il faut préciser car on pourrait croire à une pure coïncidence, je me suis connecté sur les chaînes allemande, japonaise,

coréenne, qatari, les mêmes sujets, les mêmes images, le même discours, c'est bien simple, en zappant rapidement aux moments des infos du soir, on a l'impression de ne pas avoir changé de canal, on revoit plusieurs fois les mêmes images !

Victime d'une escroquerie.

- Réfugié sur une grue en Gironde, il demande le remboursement de sa cotisation au PS - Francetv info

Prêt à tout pour récupérer son argent. Un homme de 39 ans a grimpé en haut d'une grue, samedi 1er novembre, à Floirac en Gironde, près de Bordeaux. Pour descendre, il réclame le remboursement de sa cotisation au Parti socialiste pour les années 2010 et 2011, rapporte Sud Ouest. De nombreux policiers se sont postés autour de la grue et des négociations sont en cours pour tenter de le mettre hors de danger. Francetv info 01.11

Pourquoi le PG s'est-il allié avec le PCF pour créer le Front de gauche ?

Parce que ses dirigeants le destinait à être un parti institutionnel. Or pour être un parti institutionnel et pour espérer survivre il faut avoir des élus au sein des institutions. Dès lors, sérieusement, croyez-vous que ce parti était destiné à s'attaquer aux institutions en place ? Poser la question, c'est y répondre.

- M'PEP - Pacte de responsabilité : Le président du MEDEF nommé Premier ministre ! - 31.10

Extraits - De fait, François Hollande, depuis son accession à l'Élysée, accélère la politique néolibérale menée par son prédécesseur.

(Vous vous attendiez à quoi ? A un miracle ? Manifestement à autre chose. Vous avez donc sciemment contribué à colporter de dangereuses illusions dans Hollande et le PS.

Au lieu de vous faire les porte-parole de ceux qui n'avaient aucune illusion dans Hollande, les millions de travailleurs des couches les plus défavorisées qui n'avaient rien à perdre, vous avez préféré vous faire ceux des couches supérieures qui espéraient conserver ainsi leurs avantages ou améilorer encore leur sort. A l'arrivée toutes sont perdantes, à ceci près que c'est plus difficile à vivre aujourd'hui pour ceux qui avaient déjà tout juste de quoi survivre.

Vous avez privilégié ceux qui étaient les plus liés au régime et ses institutions, dont la conscience politique se confond avec ou se réduit à leurs intérêts individuels, au détriment des travailleurs qui par leur situation précaire seraient les plus prompts à rompre avec le régime et ses institutions, vous avez délibérément favorisé les premiers parce qu'au même titre qu'eux vous êtes attachés au régime et aux institutions.

La fin de votre article est pathétique, elle le confirme si nécessaire. Il se termine comme il avait commencé, mais cette fois d'une manière plus insidieuse, en posant les conditions (sortie de l'Union européenne et de l'euro) qui seraient selon vous indispensables pour "faire l'inverse de ce qu'il fait", Hollande, donc en sous-entendant que ce sera impossible tant que Hollande sera président, jusque là on vous suit, mais tout en laissant supposer le contraire, en lui donnant des conseils des fois qu'il lui viendrait à l'idée de vous écouter et de vouloir "*faire baisser le chômage*", "*augmenter massivement les bas salaires et les minimas sociaux et supprimer tous les cadeaux au MEDEF...*", etc., autrement dit en procédant de la sorte, vous suggérez qu'ils pourraient être animés de bonnes intentions qui manifestement lui sont étrangères, c'est nous qui le précison, d'ailleurs il n'a cessé de le démontrer depuis deux ans et demi.

En conclusion, les militants ou lecteurs du M'PEP doivent se sentir réconfortés et se dire que finalement Hollande n'est pas un si mauvais bougre que cela, et le PS n'est pas aussi pourri qu'on le dit ici ou là, ils sont animés de bonnes intentions envers les travailleurs en général, que voulez-vous on n'est pas socialiste pour rien, mais voyez-vous les malheureux, ils leur manquent juste un petit quelque chose pour les mettre en pratique, on va vous aidez à le définir au M'PEP, un rapport de forces favorable à l'application de cette politique, c'est le créneau de tous les opportunistes professsionnels et autres traitres du mouvement ouvrier, la pseudo-gauche et extrême gauche, les dirigeants syndicaux vendus, et la boucle est bouclée, il ne vous restera plus qu'à voter Hollande ou son clone en 2017. - ndlr)

Des illusions dans Hollande au soutien au régime, l'un ne va pas sans l'autre ou l'un traduit l'autre.

Le gouvernement ne fait plus jouer à l'Etat le rôle qui était le sien de veiller au compromis entre les forces sociales ayant des intérêts divergents,

(Là aussi vous regrettez la "*paix sociale*" qui permet aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires, tandis que les travailleurs demeurent exploités et opprimés, et pendant ce temps-là l'Etat joue son "*rôle*" et guerroie sur tous les continents, etc. En réalité, vous avouez ici que vous n'avez jamais eu l'intention de lutter pour en finir avec le régime en place que vous dénoncez parce qu'il n'est pas assez généreux avec les couches de nantis que vous représentez. Il vous convient, la référence au CNR le prouve si nécessaire, flanqué de réactionnaires en tous genres.

Leur problème, c'est que plus l'Etat prend la forme et le contenu d'une dictature ouverte, plus il leur est difficile de soutenir le régime en place sans être aussitôt démasqués, ils doivent donc radicaliser leur discours, prendre leur distance avec les partis qui incarnent le plus le régime, ici le PS, il en va de leur survie politique. La suite permet de le comprendre- ndlr)

il signe un pacte avec l'une de ses forces, le grand patronat, et derrière lui les puissances financières.

(Hollande assume, faites-en donc autant ! -ndlr)

La nomination de Manuel Valls comme Premier ministre en avril 2014 a accéléré cette stratégie. Et l'arrivée du ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, ne laisse désormais aucune ambiguïté sur la nature du gouvernement choisi par François Hollande. Délibérément, ouvertement, c'est la défense des intérêts des classes dominantes qui est rondement menée par la bande néolibérale au pouvoir.

(A les entendre on croirait qu'ils découvrent soudainement la nature du PS. Caractériser les dirigeants du PS de "*bande néolibérale*" n'engage à rien, puisque le M'PEP ne rompra pas pour autant avec le régime. Les faits associés à la logique sont cruels. - ndlr)

L'Empire du crime fait des émules.

Enlèvements, détentions illégales, prisons secrètes, violations de tous leurs engagements internationaux, tortures, assassinats d'opposants, exécutions sommaires, tribunaux militaires d'exceptions, génocides, famines, déplacements de populations, coups d'Etat, terrorisme d'Etat, guerres civiles, guerres de rapine, coloniales, impérialistes, etc. il y a de quoi alimenter les délires les plus fous des psychopathes candidats à la barbarie, à ceci près qu'ils ne bénéficieront pas de la même impunité que les Américains et leurs alliés occidentaux.

Ils ont l'impression de combattre contre l'injustice dont ils font l'objet dans leur pays et contre laquelle ils sont impuissants, tandis que là ils peuvent se défouler, se livrer à des atrocités, des massacres de masse.

- Syrie et Irak: un afflux "*sans précédent*" de jihadistes étrangers - AFP

Les frappes de la coalition internationale ont, selon les experts, davantage encouragé que freiné l'afflux de jihadistes étrangers en Syrie et en Irak, que l'ONU qualifie aujourd'hui de "*sans précédent*".

Quelque 15.000 combattants étrangers en provenance de 80 pays se sont rendus depuis 2010 dans la région pour rejoindre des groupes comme l'Etat islamique (EI), soit "*plusieurs fois*" le total cumulé entre 1990 et 2010, met en garde ce document cité vendredi par le quotidien britannique The Guardian. (Il n'y a pas si longtemps ils le niaient farouchement et qualifiaient ceux qui le prétendaient de théoriciens du complot. - ndlr)

Ce chiffre de 15.000 avait déjà été évoqué en septembre par la CIA. Il a été réévalué à 16.000 depuis et un responsable du renseignement américain a indiqué vendredi à l'AFP que les combattants étrangers continuaient de se rendre en Syrie au rythme de 1.000 par mois.

"*Et la tendance est à la hausse*", a expliqué la même source, qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat.

La plupart viennent du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, la Tunisie représentant le contingent le plus élevé. Quelque 2.000 combattants viennent d'Europe et une centaine sont Américains, dont environ une dizaine s'est rangée sous la bannière de l'EI.

Au fil de la progression sur le terrain de l'EI et de la proclamation d'un califat sur les territoires conquis, le nombre des jihadistes étrangers n'a cessé de gonfler. Ils étaient 7.000 en mars, 12.000 en juillet et au moins 15.000 aujourd'hui. Le déclenchement des frappes aériennes américaines il y a trois mois ne semble avoir en rien calmé les velléités des candidats au jihad.

Simon Palombi, consultant en sécurité internationale au Chatham House, estime même que les frappes sont exploitées par le groupe EI pour sa propagande. "*Regardez ce que l'Occident fait aux musulmans : ce message, il l'utilise comme un signe de ralliement et il le fait de manière très efficace*", dit-il, renvoyant notamment vers l'utilisation massive des réseaux sociaux.

"*La perspective de combattre la coalition internationale, et surtout les Etats-Unis, contribue à attirer des jihadistes du monde entier*", renchérit Romain Caillet, expert des mouvements jihadistes à l'Institut français du Proche-Orient. AFP 31.10

De quel côté est la démocratie ? Du crime et de la corruption, de la guerre ?

- Barrage: les élus du Tarn suspendent le chantier et renvoient la balle à l'Etat - AFP

- Mort de Rémi Fraisse : la thèse de la grenade offensive confirmée par les analyses - Francetv info

- Barrage de Sivens : Les débordements à Nantes, Toulouse et Lille - Le Huffington Post

- Sivens : FN et UMP veulent dissoudre "*les groupes violents d'extrême gauche*", mais lesquels ? - Le Huffington Post

- Cazeneuve: les "*casseurs*" ont "*vocation à être rattrapés par la justice*" - AFP

- Nantes: Cambadélis (PS) opposé "*à la violence d'où qu'elle vienne*" - AFP

Sauf de l'Etat bourgeois.

C'est le gouvernement et le PS qui poussent une partie de la jeunesse à recourir à la violence face au mépris dont font l'objet ses droits et revendications légitimes. Donc entre des jeunes qui excédés se livrent à des violences et la violence de l'Etat qui y répond, nous prendrons toujours partie pour ces jeunes contre l'Etat. Entre celui qui détient le pouvoir et celui qui le subit, nous avons choisi notre camp.

Par contre nous dénonçons les organisations ou les groupuscules qui appellent à la violence ou l'encouragent, parce qu'elle sert de prétexte pour s'attaquer ensuite au mouvement ouvrier. Alors que l'UMP et le FN visent l'extrême gauche, hier je crois, une chaîne de télévision avait invité un membre de l'ultra gauche qui n'est pas du tout représentative des opposants à ce barrage permettant au passage de les amalgamer ainsi que l'extrême gauche à ces gauchistes. Nous ne nous qualifions pas d'extrême gauche, mais en la visant c'est l'ensemble des militants qu'ils visent, tous ceux qui résistent à la politique réactionnaire du gouvernement, dont l'avant-garde du mouvement ouvrier dont nous sommes une composante.

- Violences à Nantes et Toulouse : «*une insulte à la mémoire de Rémi Fraisse*», selon Valls - LeFigaro.fr

Valls est une "*insulte*" à l'espèce humaine.

- Barrage de Sivens: une société d'économie mixte dans le collimateur des opposants - AFP

Les opposants au barrage contesté de Sivens dans le Tarn dénoncent depuis des mois le rôle central d'une société d'économie mixte à l'origine selon eux du caractère surdimensionné et coûteux du projet.

La Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) est une société anonyme d'économie mixte (à capitaux majoritairement publics) créée en 1959, dont le siège est à Tarbes et spécialisée dans l'étude et la mise en oeuvre de projets d'aménagement du territoire.

Ses principaux clients sont des collectivités territoriales dans le sud-ouest de la France mais elle intervient également à l'international, notamment sur le continent africain.

C'est à cette société que le conseil général du Tarn a délégué la maîtrise d'oeuvre du projet contesté de barrage de Sivens, où Rémi Fraisse, manifestant de 21 ans, est mort dimanche lors d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Le grief principal des opposants au projet, c'est la double casquette de la CACG dans ce projet comme dans d'autres.

"*Le conflit d'intérêt qu'il y a avec la CACG, c'est qu'ils interviennent en tant que bureau d'étude sur des analyses de besoins en eau et aussi en maître d'ouvrage sur les mêmes bassins où ils ont fait ces études*", explique Ben Lefetey, porte-parole du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, qui regroupe de nombreux opposants au projet. "*Donc ils recommandent de faire des barrages et ce sont eux qui bénéficient du marché derrière, c'est ça qui pose problème*", résume-t-il.

Interrogée par l'AFP, la CACG rejette cet argument, faisant valoir qu'elle n'est pas toujours retenue, "*loin s'en faut*", pour réaliser les projets préconisés par ses études.

Les opposants se demandent aussi si la société envisage toujours toutes les solutions.

"*La CACG est spécialisée dans les barrages*", explique Alain Hébrard, de la Confédération paysanne.

"*S'il y a plusieurs solutions, ils retiendront les gros chantiers qui les concernent, pas les solutions alternatives comme par exemple les retenues d'eau collinaires*", ces retenues de taille modeste construites par les exploitants agricoles pour l'irrigation de leurs parcelles.

En tant que bureau d'études, pointent ses détracteurs, la CACG se prononce non seulement sur l'opportunité de construire un barrage mais en détermine également la taille, et donc son coût final. "*Plus ça coûte cher à la collectivité, plus il y a d'impacts environnementaux à étudier et à compenser, plus c'est intéressant pour la CACG*", estime M. Lefetey.

Les experts mandatés par le ministère de l'Écologie à propos du barrage de Sivens ont relevé que le coût du projet (8,4 millions d'euros) était plutôt élevé par rapport à sa taille (1,5 million de m3).

C'est parce qu'il est construit sur une zone humide, affirme M. Lefetey: cela entraîne des surcoûts liés à la création d'une nouvelle zone humide et des travaux plus importants qu'à l'accoutumée, notamment pour enrocher la digue à 8 m de profondeur.

Enfin, rappellent les opposants, c'est alors que Philippe Martin, président du Conseil général du Gers, était en poste au ministère de l'Écologie (juillet 2013 - mars 2014) que le projet de barrage de Sivens a été autorisé. Son prédécesseur au ministère Delphine Batho (juin 2012 - juillet 2013) avait pourtant mis en place un moratoire sur ce type de projets.

"*Quand la CACG a voulu que le projet soit autorisé, je pense qu'elle a eu l'oreille attentive du ministre de l'Écologie de l'époque (M. Martin)*", glisse Ben Lefetey, qui se borne à constater que le vice-président du Conseil général du Gers, Francis Daguzan, n'est autre que le président du Conseil d'administration de la CACG.

Interrogé par l'AFP vendredi, M. Martin a jugé ses assertions "*grotesques*".

L'actuelle ministre de l'Écologie Ségolène Royal "*a dit qu'elle ne pouvait pas décider de l'arrêt de ce chantier qui relevait du Conseil général du Tarn*". Si le ministère "ne peut pas arrêter le chantier, c'est qu'il ne peut pas non plus l'autoriser", a rappelé M. Martin.

Ce dernier a jugé "*limite infamant de laisser penser que je pourrais avoir "laisser filer" des autorisations parce que je souhaitais être candidat à la tête de la région Midi-Pyrénées. C'est grotesque et mensonger*". AFP 31.10

ACTUALITE EN TITRES

Qui fait les présidents, qui détient le pouvoir ? Réponse.

- Wall Street bat des records - AFP

- Forte de ses records, Wall Street va surveiller les élections américaines - AFP

- Exxon et Chevron dopés par leurs activités de raffinage - Reuters

Plus dure sera la chute, patience, c'est programmé pour 2015, en principe.

- Les Bourses européennes ont terminé en forte hausse - Reuters

- L'euro tombe sous 1,25 dollar pour la première fois depuis fin août 2012 - AFP

Pillage organisé par la BCE

- Les Français, champions de l'épargne - Francetv info

- Pourquoi le rendement de votre assurance-vie va (encore) baisser - LePoint.fr

Le gouverneur de la Banque de France demande aux assureurs une baisse significative des rendements des fonds en euros. LePoint.fr 31.10

Comme il est rappelé dans cet article, la Banque de France n'est que l'antenne française de la BCE.

Parole de banquier. Qu'ils dégagent tous !

- Jacques Attali à propos de François Hollande : "*le meilleur président depuis Mitterrand*" - Francetv info

- Pour Manuel Valls, François Hollande a une "*vocation naturelle à être candidat en 2017*" - 20minutes.fr

Le Premier ministre a déclaré, dans un journal hollandais, qu'il aiderait le président à laisser "*la France de 2017 dans un meilleur état qu'en 2012*". 20minutes.fr 31.10

- Tunis : Bernard-Henri Lévy accueilli aux cris de "*BHL dégage*" - LePoint.fr

Il a été exfiltré de l'aéroport par une porte dérobée !

Il ne fera pas l'affaire, ils ont décidé d'avoir sa peau.

- Pour 75% des Français, Nicolas Sarkozy a raté son retour - Francetv info

Selon un sondage Odoxa pour "*Le Parisien*", les Français ont un regard très critique sur le retour de l'ancien président. Francetv info 31.10

Vous avez compris la manoeuvre, que les "*Français*" n'en veulent plus, c'est compréhensible, mais en réalité c'est le sommet de la classe dominante qui en a décidé ainsi, et qui pour le dédommager paie généreusement ses interventions dans des conférences, ils ne sont pas ingrats.

En famille. Ils sont faits pour s'entendre il est vrai et le font déjà très bien.

- Politique: réaliser le Rassemblement des républicains réformateurs raisonnables - L'Express.fr

Il est grand temps de réaliser les quatre "*r*" pour changer celui, irrespirable, qui étouffe la France. Ils forment une alliance qui va d'Alain Juppé à Manuel Valls, en passant par Jean-Louis Borloo, François Bayrou et quelques écologistes, tous d'accord sur l'essentiel.

Europe, économie, social, sécurité, environnement, éducation, immigration, fiscalité : les divergences sont de méthode et non de principe, de forme et non de fond. L'Express.fr 01.11

Violence. Antisocial.

- Plus de 10000 expulsions chaque année - Francetv info

- Zone euro: le chômage stable à 11,5% en septembre - AFP

Dictature. Rien ne justifie qu'on s'oppose aux licenciements, c'est un droit naturel des patrons..

- Justification des licenciements : pourquoi Gattaz a raison sur le fond mais tort sur la forme quand il demande qu'on y mette fin
- Atlantico.fr Qui ne respecte rien pas même les morts ? L'exemple qui vient d'en haut.

- Bateau ou ballerine, les Britanniques osent le cercueil original Francetv info Habitués de l'extravagance, les Britanniques osent l'originalité jusque dans leur cercueil. Une équipe de France 2 s'est rendue, dans un atelier, où les cercueils prennent la forme de bateau ou de bouteille de whisky. Francetv info 01.11

Etats policiers. Injustice.

- Ferguson : le policier ne sera pas poursuivi - LeMonde.fr

- Un sans-abri abattu par 6 policiers et 46 balles - L'obs

L'homme, déséquilibré armé d'un canif, a été la cible de 46 projectiles dont 14 mortels.

La scène se déroule à Saginaw dans le Michigan. Les faits datent de juillet 2012 mais les images sont en ligne sur Youtube depuis lundi 27 octobre et pourraient ranimer le débat sur les violences policières trois mois après les événements de Ferguson.

Sur ces images, un sans afro-américain est entouré de six policiers blancs armés au milieu de la route. L'homme, Milton Hall, âgé de 49 ans qui vient d'avoir une altercation avec l'employé d'un magasin, est armé d'un canif qu'il refuse de remettre à la police. Une trentaine de secondes s'écoulent avant que les huit agents tirent en tout 46 balles. En tout 14 toucheront Milton Hall mortellement. Les policiers tentent ensuite de menotter le corps sans vie.

Dans la vidéo, la mère du SDF évoque "*un assassinat*" réalisé par un "*peloton d'exécution en uniforme*".

- Deux ans après les faits, aucune charge n'a été retenue contre les policiers. L'obs 01.11

Normal sous une dictature.

- Canada: peine sans précédent de 75 ans de prison - AFP

Ils n'acceptent pas leur défaite.

- Brésil : des milliers de personnes défilent conte Dilma Rousseff - LeMonde.fr

Les manifestants dénonçaient, samedi, la transparence de la dernière présidentielle. LeMonde.fr 01.11

Bientôt une nouvelle campagne contre l'Argentine ?

- Une juge argentine à la poursuite d'anciens ministres franquistes - AFP

Stratégie du chaos

- Ukraine: les combats s'intensifient à la veille du vote séparatiste - AFP

- Kenya: huit policiers tués et 12 disparus dans une attaque dans le nord du pays - AFP

- Irak: 24 morts dans une série d'attaques autour de Bagdad - AFP

- Afghanistan: neuf policiers et militaires tués dans un attentat suicide - AFP

- Au Yémen, affrontements mortels entre l'armée et des membres d'Al-Qaida - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Ghouta/Deir ez-Zor/Golan : les sukhoï d'Assad rasent Daesh - french.irib.ir

L'Armée de l'Air syrienne a mené d'intenses raids, jeudi, contre les positions des terroristes de Daesh et d'Al-Nosra, tandis que les unités d'infanterie de l'armée loyaliste se sont accrochées avec les terroristes de Daesh, à rif Ouest de Deir ez-Zor. Les sukhoi de l'armée de l'air syrienne ont bombardé le rif de Damas et Ghouta-Est, des localités, à Deir ez-Zor, à Hama, à Deraa . A rif-Est de Deir ez-Zor, dans la localité de Hawija Sakar, de très violents combats ont eu lieu entre les soldats syriens et les terroristes de Daesh.

Les opérations ont été accompagnées par le pilonnage intense de l'armée de l'air. A Rif Ouest de Deraa, l'Armée de l'Air syrienne a, violemment, bombardé le village d'al-Hassan et les cités de Jassem et de Tafas et des localités autour de Deraa al-Balad, les voies de communication entre les deux cités de Noy et de Tassil, à rif de Deraa. A Rif de Hama, les sukhoi ont, littéralement, rasé les positions de Daesh, à Aqribat, à rif de Hama et à Ghala al-Maziq, à rif Ouest de Hama. A Ghouta-Est , les chasseurs syriens ont mené des raids contre Ain Tarma, Douma et Tiba.

Le Golan n'a pas été épargné : les cités de Jalin, d'al-Mazirib, de Saham, sur les hauteurs du Golan, ainsi qu'al-Cheikh Maskin et la plaine de Yermouk, à rif de Deraa, ont été pris pour cible des bombardiers syriens. A Jubar, à l'Est de Damas, l'armée de l'air syrienne a mené d'intenses raids. french.irib.ir 30.10

1.2- Deir ez-Zor: l'armée syrienne change de tactique anti-tunnel - french.irib.ir

Et cette tactique s'avère bien efficace !

Vendredi, des dizaines de terroristes ont été tués, dans la destruction d'un méga-tunnel, long de 46 mètres, à Deir ez-Zor! Selon Al-Mayadin, qui rapporte cette information, le tunnel en question se trouvait, dans la localité d'Al-Jabila, à Deir ez-Zor, une localité occupée par Daesh. Outre l'ouvrage, qui a été rasé par l'armée, un bâtiment sur lequel le tunnel s'ouvrait a été détruit. Aucune information détaillée sur cette opération, une première, d'une si vaste ampleur, n'a été divulguée, mais le bilan des morts, dans les rangs des terroristes, est, extrêmement, lourd.

Alors que l'armée syrienne continue de progresser, de façon fulgurante, les sources occidentales, elles, tentent de mettre sur le compte des terroristes de l'ASL, ces nouvelles victoires. Ceci étant dit, de très violents combats sont rapportés, depuis Deir ez-Zor entre Daesh et Al-Nosra, d'une part, et l'ASL, de l'autre. Les sources bien informées relèvent de vastes activités des renseignements syriens, dans cette zone, que l'aviation syrienne bombarde, de son côté, sans arrêt. french.irib.ir 01.11

2- Israël

- Israël : Attaquer Daesh, "*une erreur irrationnelle*" - french.irib.ir

Un haut officier de l'armée sioniste met en garde l'Occident contre "*une grave erreur*", "*celle que constitue le fait d'attaquer Daesh*", au profit de "*l'Iran, du Hezbollah, et de Bachar al-Assad*". "*Al-Akhbar*" qui cite cet officier supérieur israélien, ajoute : "*Les frappes aériennes contre Daesh constituent une erreur irrationnelle, car Daesh a pour objectif de renverser Assad, d'intimider l'Iran et le Hezbollah. En ce sens l'Occident sert les intérêts du Hezbollah, d'Assad et de l'Iran, en combattant Daesh*". "*Comparé aux combats que nous avons menés contre le Hezbollah, ces dernières années, la guerre contre Daesh est plus facile. En tout cas, pour moi, le Hezbollah est beaucoup plus inquiétant que Daesh*".

Ces propos interviennent, quelques jours après ceux tenus par Netanyahu, qui estime que combattre Daesh, sans combattre l'Iran et le Hezbollah, ne mènera pas à la victoire contre le terrorisme! Cet officier israélien, dont les déclarations sont un aveu flagrant de liens organiques entre Israël et Daesh ajoute : "*L'armée israélienne se tient, constamment, prête à combattre le Hezbollah, sur le front Nord, mais c'est une bêtise que de croire que la banque des données, la banque des cibles et les frappes aériennes pousseront le Hezbollah à la capitulation. L'armée israélienne se verra dans l'obligation de mobiliser toutes ses forcesn au cours de sa troisième guerre contre le Liban*". Le haut officier revient sur la guerre de Gaza et ajoute: "*Au cours de l'offensive contre Gaza, l'aéroport Ben Gourion a été fermé, pendant deux jours, en raison du tir de missiles, mais, au cours de la future guerre contre le Hezbollah, cet aéroport et le port de Haïfa seront fermés, dès le premier jour*".

Interrogé sur une stratégie anti-Hezbollah, qui s'avèrerait gagnante, l'officier a dit : "*Israël dispose d'un pouvoir de dissuasion, face au Hezbollah, mais ce pouvoir est loin d'être suffisant. En général, déclencher de vastes combats entre les deux parties n'est dans l'intérêt d'aucune d'entre elles*". french.irib.ir 30.10

3- Liban

- En toute discrétion, Washington livre des armes lourdes à l'armée libanaise - french.irib.ir

«*En toute discrétion, Washington a livré des armes lourdes à l'armée libanaise*», a écrit un quotidien libanais.

«*Ces derniers jours, à l'insu des autres, les Etats-Unis ont livré de nouvelles armes à l'armée libanaise, pour qu'elle les utilise, lors des récents affrontements, à Tripoli et à Akkar*», a annoncé le quotidien libanais, "An-Nahar". «*Depuis 2008, les Etats-Unis ont octroyé à l'armée libanaise plus d'un milliard de dollars d'aides militaires*», selon ce rapport.

Alors que, récemment, les armes américaines ont été, secrètement, livrées à l'armée libanaise, le gouvernement de ce pays a soumis l'examen de la proposition d'aide militaire iranienne au cabinet ministériel. french.irib.ir 01.11

Ils arment les deux camps et multiplient les profits par deux, c'est l'industrie de guerre qui tire l'économie américaine...

4- Hongrie

- Viktor Orban recule face à la contestation sur la taxe internet - Reuters

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a annoncé vendredi le gel de son projet de taxe sur le trafic internet à la suite de vastes manifestations contre cette mesure, également dénoncée par l'Union européenne.

Les opposants à cette taxe, censée contribuer à la fois à la régulation du secteur et à la réduction du déficit budgétaire, ont crié victoire après cette reculade inhabituelle de la part d'un Premier ministre accusé de dérive autocratique par ses adversaires.

Les manifestations contre ce projet ont servi de catalyseur au mécontentement d'une partie de la population dénonçant une dérive liberticide de la part de Viktor Orban depuis son retour au pouvoir en 2010. Le chef du gouvernement, qui s'appuie sur une majorité des deux tiers au Parlement, ne paraît toutefois guère menacé puisque les prochaines élections ne sont prévues qu'en 2018 et que l'opposition de gauche est en lambeaux après un large revers électoral une nouvelle fois subi en avril.

"*La taxe ne peut pas être introduite dans sa forme actuelle*", a déclaré Viktor Orban à l'antenne de la radio publique. "*Si le peuple n'approuve pas une chose, et si de plus il la considère comme déraisonnable, alors elle ne doit pas être faite.*"

Il a toutefois souligné que le projet n'était pas purement et simplement abandonné. Il a précisé que le gouvernement engagerait des consultations en 2015 au sujet de la régulation d'internet et des moyens susceptibles de prélever une partie des revenus générés par ce secteur.

Si le chef du gouvernement a décidé de faire machine arrière, il estime tout de même que son projet pose "deux questions" qui devront être débattues au cours de la consultation annoncée.

"*Il y a la question de savoir ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas faire en matière de régulation d'internet et il y a la question financière d'internet*", a-t-il dit. "*Nous devons déterminer où vont les énormes profits générés en ligne et voir s'il existe un moyen pour en conserver une partie en Hongrie afin d'alimenter le budget.*"

Le projet gouvernemental prévoyait dans un premier temps de taxer les transferts de données à un taux de 150 forints par gigaoctet (environ 50 centimes d'euros). Face à la contestation, le pouvoir avait proposé un système forfaitaire de 700 forints (2,27 euros) par mois pour les particuliers et 5.000 forints (16,22 euros) pour les entreprises.

Depuis son retour au pouvoir en 2010, Viktor Orban est accusé par ses adversaires de museler les voix discordantes au sein de la société civile, de restreindre la liberté des médias et de flatter les sentiments nationalistes d'une partie de la population.

Il a procédé à des modifications de la Constitution, à une réforme du fonctionnement de la Banque centrale hongroise et à la création de taxes sectorielles visant essentiellement les entreprises étrangères, ce qui a suscité l'inquiétude de l'UE quant au respect des principes démocratiques en Hongrie.

Viktor Orban rejette ces accusations. Il peut se prévaloir du soutien des électeurs, qui ont accordé à son parti, le Fidesz, près de 45% des voix en avril, soit exactement une majorité des deux tiers au Parlement. Reuters 31.10

Ce n'est pas dans l'habitude d'Orban de reculer ainsi, il y a un truc qui cloche qu'on ne nous dit pas. J'avais pressenti que ces manifestations étaient téléguidées de l'extérieur, de Bruxelles ou Washington via leur ONG sur place ? Orban a dû sentir le danger et n'a pas voulu courir le risque d'être confronté à une situation à l'ukrainienne, c'est une explication, je ne sais pas si c'est la bonne.

5- Equateur

- Equateur : Correa obtient de pouvoir modifier la Constitution pour être réélu - LeMonde.fr

La Cour constitutionnelle d'Equateur a rendu possible, vendredi 31 octobre, une modification de la Constitution qui permettra une réélection « indéfinie » du président. Techniquement elle ne modifie pas elle-même le texte, mais accorde au Parlement le droit de l'amender, alors que l'opposition demandait que les changements soient approuvés par référendum.

Cette décision ouvre donc la voie à l'adoption de seize amendements, dont celui qui permet la réélection indéfinie pour tous les postes ayant fait l'objet d'une élection populaire, y compris celui de chef de l'Etat. LeMonde.fr 31.10

6- Burkina Faso

- Le nouvel homme fort du Burkina Faso déjà contesté par l'opposition - 20minutes.fr 02.11

Le nouvel homme fort de la transition au Burkina Faso, le lieutenant-colonel Isaac Zida, a été adoubé samedi par l'armée, mais il était déjà contesté dans la soirée par l'opposition et la société civile qui appellent à une démonstration de force dimanche.

Vingt-quatre heures après la chute et la fuite du président Blaise Compaoré, chassé par la rue après 27 ans de pouvoir, les hauts gradés de l'armée ont mis fin à leurs dissensions et ont désigné «*à l'unanimité*» le lieutenant-colonel Zida, 49 ans, numéro deux de la garde présidentielle, comme chef d'un régime de transition, aux dépens de son rival, le chef d'état-major des armées, le général Nabéré Honoré Traoré, qui briguait le poste.

Se voulant rassurants pour éviter le spectre d'une junte autoritaire, les militaires se sont empressés d'affirmer que cette transition se ferait de manière démocratique, en concertation avec l'opposition et la société civile, tout en restant flous sur les modalités pratiques.

Nouveau rassemblement dimanche à Ouagadougou

Mais après quelques heures de flottement, les «*forces vives*» du petit pays sahélien ont vigoureusement réagi, refusant catégoriquement une «*confiscation*» du pouvoir par l'armée et appelant à un nouveau rassemblement dimanche à 8h sur la place de la Nation, à Ouagadougou. C'est la place emblématique de la contestation contre le régime Compaoré, rebaptisée par le peuple «*place de la Révolution*», comme au temps de l'ex-président Thomas Sankara dans les années 1980, icône du panafricanisme encore dans les mémoires de tous les Burkinabè.

«*La victoire issue de l'insurrection populaire appartient au peuple, et par conséquent la gestion de la transition lui appartient légitimement et ne saurait être en aucun cas confisquée par l'armée*», ont écrit les partis de l'opposition et les associations de la société civile dans un communiqué commun, dans lequel elles ont souligné «*le caractère démocratique et civil que doit avoir cette transition*».

De son côté, l'Union africaine a exhorté dans la soirée «*les acteurs politiques et la société civile du Burkina Faso à travailler ensemble (...) pour convenir d'une transition civile et inclusive devant déboucher sur la tenue, aussi rapidement que possible, d'élections libres*». 20minutes.fr 02.11

Les Burkinabè n'ont pas chassé du pouvoir Compaoré pour se retrouver sous une dictature militaire... Reste à savoir quelles sont les différentes puissances occidentales derrière le lieutenant-colonel Zida et le général Nabéré Honoré Traoré. A suivre.

SOCIAL

1- Portugal

- TAP Portugal: trafic fortement perturbé en raison d'une nouvelle grève - AFP

- Portugal: des milliers de fonctionnaires manifestent contre l'austérité - AFP

Plusieurs milliers de fonctionnaires ont défilé, vendredi, dans les rues de Lisbonne pour protester contre les coupes salariales ou encore l'augmentation des horaires de travail, après l'adoption du projet de budget pour 2015 au Parlement

"*Non et non au vol de nos salaires !*", "*la seule solution, c'est la démission !*" ou encore "*oui aux 35 heures, non aux 40 heures !*", scandaient les manifestants venus de tout le Portugal et réunis à l'appel de leur principal syndicat, le Front commun des syndicats de l'administration publique.

"*Les jeunes sont particulièrement touchés par les coupes salariales*", dénonce Paulo Almeida, chauffeur de 31 ans travaillant pour la mairie de Lisbonne. "*J'ai perdu 200 euros sur mon salaire et je gagne aujourd'hui moins que quand j'ai commencé*".

Un peu plus loin, Esmenia Castro, 53 ans, raconte avoir été licenciée l'an dernier : "*à mon âge, c'est très difficile de retrouver du travail*", explique cette ancienne fonctionnaire de la sécurité sociale, qui affirme "*survivre aujourd'hui avec 377 euros par mois*".

Ana Avoila, la coordinatrice du Front commun, a dénoncé les mesures d'austérité qui restent inscrites dans le budget 2015, et s'est félicitée de "*l'adhésion importante au mouvement de protestation*". AFP 31.10

En complément.

- Le parlement portugais approuve le premier budget post-aide - Reuters

Le taux de l'impôt sur les sociétés devrait par ailleurs être ramené de 23% à 21%. Reuters 31.10

Les métallos aussi défilaient dans la rue en Italie contre de nouveaux plans de suppression d'emplois ou de licenciements. Vue à Russia Today, rien dans les médias français.

2- Grèce

- Grèce: 25.000 manifestants contre l'austérité - AFP

Vingt cinq mille personnes, selon la police, ont manifesté samedi à Athènes contre l'austérité à l'appel du Pame, le Front des travailleurs proche du parti communiste.

"*Nous ne sommes pas que des chiffres, nous méritons des conditions de vie humaine*", ont scandé les manifestants place Syntagma, face au Parlement, à Athènes.

Mille organisations syndicales représentant les secteurs public et privé de toute la Grèce se sont réunies samedi pour dénoncer qu'outre "*les 1,5 millions de chômeurs officiels il y a plus de 500 000 employés qui ne sont pas payés depuis plusieurs mois*" selon les banderoles déroulées par le Front des travailleurs.

Les centrales syndicales du privé et du public, la Gsee et l'Adedy, ont appelé à une grève générale le 27 novembre en Grèce, pour dénoncer la poursuite des mesures d'austérité dans le projet du budget d'Etat pour 2015.

Plus de 20.000 manifestations ont été recensées par la police depuis 2010 en Grèce. AFP 01.11

Haut de page

Le 3 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 14 articles.

Quelle est notre priorité ?

Le parti officiel de l'ordre, l'UMP, compte 270.000 adhérents à jour de cotisation. (AFP 02.11)

L'avant-garde du mouvement ouvrier, en admettant qu'elle existe encore sous une forme organisée et dispersée dans différentes formations politiques doit rassembler environ 10.000 militants, dont une partie non négligeable sont des retraités ou des vieillards. Cette dernière précision n'est pas péjorative, à 59 ans je fais moi-même partie des vieux.

C'était juste pour signaler qu'ils n'intervenaient plus sur un lieu de travail. Par contre cela leur permet de consacrer plus de temps à d'autres activités politiques en direction de la population laborieuse et des militants, en principe. En réalité, ce n'est pas vraiment le cas puisque leurs partis sont incapables là encore d'adapter leur conception de la lutte des classes de façon à prendre en compte les besoins des différentes générations de militants qui ne sont pas toutes confrontées aux mêmes difficultés politiques du fait qu'elles n'ont pas connu les mêmes expériences ou n'ont pas vécu aux mêmes époques.

Qu'hier on n'est pas pu consacrer plus de temps à la formation des militants est un argument que je rejette, aujourd'hui que se serait parfaitement possible en la confiant aux vieux militants les plus expérimentés, c'est impardonnable.

Mais ce n'est pas là où je voulais en venir en relatant le nombre d'adhérents de l'UMP.

Voilà encore un excellent argument en faveur de la construction du parti que nos dirigeants n'exploiteront pas, du coup on se demande s'ils veulent ou non vraiment construire ce foutu parti, on en doute fortement, mais c'est une autre question.

Comment se fait-il que l'UMP ait autant d'adhérents ? On a l'habitude d'évacuer rapidement cette question en affirmant que c'est

parce que la classe dominante a conscience de ses intérêts de classe, il est donc normal que ses membres s'organisent pour les défendre ou mener leur lutte de classe contre la classe ouvrière. Et cela nous avance à quoi de le savoir ? Pas grand chose.

Il est naturel que la classe dominante soit organisée puisqu'elle détient le pouvoir. Son organisation politique est l'expression de son pouvoir économique, pour ainsi dire aux fondements du capitalisme qui reposent sur l'appropriation des moyens de production par les capitalistes au détriment des masses exploitées, dans le prolongement, se situe son organisation politique pour lui permettre d'exercer son pouvoir économique, les deux sont liés et indissociables sous peine... de perdre le pouvoir ou ses privilèges fondés sur l'inégalité entre les classes ou la division de la société entre classe dominante et classe dominée.

Par contre on peut se demander pourquoi ou comment elle parvient à maintenir un haut niveau d'organisation, que le capitalisme soit ou non en crise, que son ou ses partis soient ou non en crise.

Si la conscience politique de l'exploiteur va de pair avec la place qu'il occupe au sein du mode de production, elle ne va pas forcément de soi, dans le sens où il doit acquérir lui aussi les éléments qui lui permettront de comprendre comment fonctionnent les institutions et la société, leurs rapports avec le reste du monde et ses différents acteurs ou ses différentes institutions politiques, plus généralement l'histoire de la lutte des classes et ses rapports avec l'évolution du capitalisme mondial. Il lui faut aussi s'intéresser à toutes les questions sociales ou sociétales qui débordent du cadre de l'entreprise qu'il dirige, il doit en comprendre les enjeux et les intérêts distincts qu'il peut ou doit en retirer en tant qu'exploiteur ou pour sa classe, car il doit aussi penser sa condition au delà de son cas particulier, il doit acquérir une véritable conscience de classe conforme aux besoins de sa classe.

Tout cela pour dire que c'est plus compliqué que ce qu'on pourrait imaginer au premier abord et que plus d'un d'entre eux doit ramer, pas seulement ou pas forcément pour comprendre où sont ses intérêts, mais pour tenir un discours cohérent dans lequel il semble défendre l'intérêt général ou celui de l'ensemble de la population, alors qu'en réalité il ne défend que ses intérêts et ceux de sa classe, ce qui nécessite une dextérité intellectuelle et un art consommé de la filouterie qu'on n'apprend pas sur les bancs de l'école, quoique, cela dépend desquelles.

On a évoqué jusque là un patron membre de l'UMP, mais bien souvent ils s'en remettent à des professionnels de la politique qui ont été formés (diplômés de l'ENA, Science Po, Polytechnique par exemple) ou qu'ils ont engagés pour remplir cette mission spécifique, qui feront ce boulot à leur place, qui peuvent par ailleurs avoir ou avoir eu une activité professionnelle dans le secteur privé ou public, ils peuvent appartenir aux professions dites indépendantes, être avocats d'affaires par exemple.

Aristocrates du régime, serviteurs de l'Etat, adhérents de think tanks, formatés de telle sorte qu'ils s'adapteront à la mise en oeuvre des différentes versions de l'idéologie dominante qui variera en fonction de l'évolution du capitalisme et de ses besoins, quitte éventuellement à se renier ou se contredire si nécessaire, l'essentiel étant de garder le cap comme ils disent si bien, et d'appliquer la politique qui leur est dictée par les sommets de la classe dominante, de ne jamais perdre de vue qu'ils sont aux ordres d'une classe qui les rémunèrent en conséquence en leur interdisant d'avoir des états d'âme, d'où le profond mépris qu'ils éprouvent pour les pauvres ou les exploités en général, leur cynisme.

Il faut se donner beaucoup de mal et consacrer beaucoup de temps pour remplir au mieux cette fonction peu enviable, il faut faire preuve de détermination et persévérance pour grimper dans l'estime des puissants et gravir un à un les échelons qui mènent au sommet de l'Etat, à la fonction de ministre, député ou sénateur. Si finalement ce ne sont que de simples exécutants ou pions qui remplissent une mission, il faut de la volonté pour remplir les conditions qui leur permettront de la mener à bien et se montrer digne de la confiance que leurs maîtres ont placé en eux.

Et nous, de notre côté comment procédons-nous ? En amateur, en dilettante, il ne faut pas s'étonner du résultat lamentable.

L'UMP est déchiré, l'UDI et le MoDem sont incapables de se réconcilier, le PS est en morceaux, le FdG est en lambeaux, et pendant ce temps-là LO est plus sclérosé que jamais, le NPA oscille entre gauchisme et capitulation, le POI végète ou achève sa conversion au réformisme ou de se fossiliser.

La classe dominante a conscience de devoir mener le combat sur le terrain politique. Cette tâche qui lui est rendue relativement facile du fait qu'elle dispose d'une idéologie, d'un programme, d'une stratégie pour combattre son ennemi. Elle est disciplinée et elle se donne les moyens pour que ses représentants acquièrent et maîtrisent les outils qu'elle met à leur disposition. Nous, nous adoptons exactement le comportement inverse, nous avons horreur de la discipline et de l'ordre, et nous rejetons les enseignements que les marxistes nous ont légués, en fait nous adoptons l'attitude du travailleur inconscient gangrené par l'idéologie dominante, nous ne faisons guère mieux quand nous ne nous permettons pas de les juger ou de leur prêter des travers qui sont en réalité les nôtres.

Sans théorie ou programme révolutionnaire, sans stratégie politique il est impossible de mener le combat sur ce terrain-là, d'où l'abandon du combat politique par tous les partis ouvriers qui ne sont plus que des appendices des syndicats, du PS ou du PCF. Vous vous ferez peut-être la réflexion suivante : en fait rien de changer par rapport au passé, effectivement, ils avaient élaboré une stratégie qui incluait le PS et le PCF et elle s'est avérée foireuse, elle s'est effondrée, et qu'est-ce qu'ils proposent, rien

ou une variante dans le cadre d'une hypothétique assemblée constituante, on vous épargnera la VIe République qui en est la caricature.

Il est vrai que le meilleur moyen de ne jamais atteindre un objectif est de l'abandonner, sous prétexte que le chemin serait trop long et périlleux, semé d'embuches pour y parvenir. La classe dominante combat sur le plan politique quotidiennement, pour elle la tâche est plus simple, elle lutte pour conserver le pouvoir, alors que nous nous devons lutter pour le conquérir en sachant que ce n'est pas demain la veille qu'on en prendra possession, du coup c'est plutôt décourageant et démoralisant, on a l'impression qu'on n'en verra jamais le bout, et plus on adopte cette attitude plus on retarde le moment où nous aurons la possibilité de renverser l'ordre établi.

Là où on a commis et on continue de commet une terrible erreur, c'est qu'au lieu de combattre pour réunir les conditions qui nous permettrons de prendre le pouvoir, considérant que ce moment était repoussé à une date indéterminée, on a renoncé à combattre pour réunir ces conditions, dont la construction du parti ouvrier socialiste révolutionnaire, qui selon qu'il existe ou non, dans une situation caractérisée par une crise ouverte du capitalisme comme celle que nous vivons aujourd'hui, constitue le facteur déterminant susceptible de faire basculer la situation dans un sens ou un autre, dès lors que la majorité des travailleurs refusent de subir plus longtemps les conséquences de cette crise.

Au lieu de subordonner notre stratégie à la construction du parti, on lui a substitué une stratégie opportuniste ou révisionniste consistant à renier nos principes et notre programme pour pouvoir conclure des compromis avec des éléments du mouvement ouvriers ou même parfois extérieurs à celui-ci corrompus par l'idéologie de la classe dominante, sous prétexte que c'était le seul moyen de défendre nos droits ou acquis sociaux, élus ou dirigeants du PS ou du PCF, transfuges de ces partis, des démocrates ou républicains farouchement opposés à la révolution socialiste, des syndicalistes et anarcho-syndicalistes minés par le réformisme ou le corporatisme, également anticommunistes, pour à l'arrivée manifester des illusions dans Hollande et le PS, se demander quelle politique ils allaient appliquer en 2012, comme si nous ne le savions pas à l'avance, et se refuser de les caractériser politiquement, être incapable de rompre avec les directions syndicales traitres ou vendus, refuser de faire le lien entre la politique menée par le gouvernement et l'instrumentalisation de certaines minorités, pire, soutenir ces opérations qui relevaient de la guerre psychologique et idéologique tournée contre les masses, de préférence les plus arriérées, bref, rien de changé effectivement.

Alors qu'il y en place le gouvernement le plus réactionnaire de la Ve République, dès alors à quoi bon prétendre qu'il faudrait rompre avec les institutions de la Ve République puisque dans la pratique on fait exactement le contraire, on est incapable de mener le combat politique sur un terrain de classe indépendant des appareils et des syndicats que l'on s'emploie à ménager à tout bout de champs ; ce serait les dirigeants de la CGT et de FO qui auraient rompu le dialogue social avec le gouvernement début juillet, quelle mauvaise blague, ils n'ont cessé de déclarer et de prouver le contraire ces dernières semaines encore, ce sont les militants de ces syndicats qui ont contraint Lepaon et Mailly à adopter cette position et eux-seuls, contre Lepaon et Mailly. Ce discours est incohérent, tout comme l'était celui hier qui prétendait qu'il existait un courant de gauche au sein du PS, pourquoi pas un courant trotskiste au sein du PCF, ils en sont toujours là, leur seul espoir repose sur le PS et le PCF qui feront bonne figure dans une assemblée constituante n'en doutons pas.

Je n'ai pas sorti l'argument selon lequel il ne fallait pas se couper des masses, qui sert à camoufler son adaptation au réformisme qui a pourri le mouvement ouvrier et le prolétariat, les ont éloignés du socialisme. Ils en sont arrivés au point ou non seulement ils ne défendent pas ou plus les idées du socialisme, qu'ils ne peuvent plus poser la question du pouvoir, de l'Etat, là non plus ce n'est pas nouveau, hier comme aujourd'hui demandez à un fonctionnaire syndicaliste quels sont ses rapports avec l'Etat et vous en serez convaincus, le gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois (parce qu'il n'y avait pas de bourgeois au PS !) est passé de mode, et quant à la révolution qui devait en découler vous l'attendez toujours, et pour cause, bref tout cela sentait l'aventurisme à plein nez ou pire encore. On passe son temps à vous raconter que tout serait possible, et en réalité on peut observer que rien ne l'est, à un moment donné on se demande pendant combien de temps encore ceux qui tiennent ce discours vont continuer à se foutre littéralement de nous.

En fait, en l'absence de toute révolution à brève ou moyenne échéance, seule la construction du parti, la formation de milliers ou dizaines de milliers de cadres provenant de toutes les couches exploitées de la société pouvait incarner le combat pour le socialisme, permettait de se préparer et de préparer les masses aux affrontements futurs avec la classe dominante. A la place nous avons eu des partis passoires, incapables de retenir leurs militants et cadres, parce qu'ils s'attendaient à des résultats immédiats, ne les voyant pas venir, ils ont démissionnés ou sont partis voir ailleurs. Ils avaient été approchés lors d'une bataille, une fois recrutés ils ont mené d'autres batailles qui ne les concernaient pas forcément directement, un jour ils en ont eu marre et sont partis, d'autres militants ont été recrutés à leur place lors de ces batailles et ainsi de suite, je simplifie mais je ne dois pas être très éloigné de la réalité. Le turn over de ces partis doit être impressionnant, mais leurs dirigeants s'en accommodent.

Je suis conservateur, dans le sens où j'estime dommage ou stupide de s'être donné beaucoup de mal pour atteindre un objectif et le bazarder un jour sur un coup de tête ou se résoudre à avoir dépensé autant de temps et d'énergie pour finalement pas grand chose ou rien à l'arrivée, ça c'est mon côté pragmatique. Les nantis peuvent se permettre un tel comportement, nous non. Vous aurez remarqué au passage que ceux qui vous disent que leur combat à quand même servi à sauver des acquis sociaux, on a envie de leur répondre surtout vos privilèges. Tout ce qu'on acquiert nous coûte beaucoup d'efforts ou de sacrifices. Et puis il ne faut pas perdre de vue que toute expérience laisse des traces, si elles ont été désagréables ou on en conserve un mauvais

souvenir, de préférence on préfèrera s'abstenir les fois prochaines. La plupart des ex-militants préfèrent demeurer inorganisés.

Pour conclure provisoirement, on a adopté le même comportement que les représentants de la classe dominante qui militent ou combattent pour des ojectifs immédiats qu'ils atteignent généralement, alors que de notre côté nous n'obtenons rien, pas seulement en terme de droits, en terme de construction du parti. Pour eux la question du parti est résolue, pour nous c'est une autre paire de manches, dit de cette manière cela paraît tellement évident, trop même, puisque nos dirigeants continuent de passer à côté, à croire qu'ils le font exprès.

Cela ne vous saute-t-il pas aux yeux ? C'est déconcertant tellement c'est évident, non ? Vous allez me dire que c'est plus facile à dire qu'à faire. Non, c'est plus facle de dire que ce n'est pas possible que d'essayer de le faire, ce qui n'est pas du tout pareil. Tout dépend comment on s'y prend, sinon il faut s'avouer vaincu, au choix. On ne va pas redire ce qu'on a déjà souligné la semaine précédente et dans des causeries précédentes. Quand on a la volonté de faire quelque chose, il faut le démontrer, sinon personne ne vous croira. Les partis qui s'adressent à une élite, des intellectuels ou à des militants aguerris, qui ne sont pas capables de tenir un autre discours que celui qu'on leur connaît depuis plus d'un demi-siècle, tournent le dos à l'immense majorité de la classe ouvrière, je ne pense pas que ce soit la bonne méthode pour construire le parti, avancer vers le socialisme. Les travailleurs s'en détournent, donc ils ne peuvent même pas prétendre les aider à élever leur niveau de conscience politique ou les organiser, tout au plus à l'agonie sous perfusion ils leur permettent de survivre, estimez-vous heureux avec cela ! Nous sommes les otages de ces partis et on en a plus que marre.

Un courriel reçu

- "*Bonjour,*

Depuis plusieurs années je lis vos causeries sur votre site "Lutte de classe". D'une manière claire, concise et très compréhensible vous donnez l'essentiel de votre pensée et de vos idées en un paragraphe ou deux.

Il m'arrive de parcourir la prose d"éminents" intellectuels (philosophes, sociologues...) soi-disant de gauche qui noircissent nombre de pages en un langage abscons et tarasbicotés pour finalement cacher leur lâcheté devant la nécessaire lutte de classe. Ils font allégeance aux pouvoirs en place et ne proposent nullement d'abattre le capitalisme.

Je suis de tout coeur avec vous. N'abandonnez pas. Continuez vos causeries."

Merci à vous, ce serait bien de recevoir des centaines de courriels comme le vôtre. J'y réponds ici.

La question n'est pas d'abandonner ou non, mais la fatigue physique, des yeux et de la carcasse qui supporte de moins en moins de rester figé 10 heures par jour dans la même position. On va être obligé de réduire la voilure, reste à trouver le moyen d'aller aussi vite ou plus loin encore. On va sans doute supprimer toutes les infos qui vous sont fournies par les médias nationaux, à l'exception des passages qui valent le coup ou méritent une explication.

Beaucoup d'intellectuels sont de bonne foi, mais aussi paumés que les ouvriers, parfois on est un peu dur avec eux, parce qu'ils le cherchent ou font preuve de mauvaise volonté.

Je crois qu'on a exposé plus haut pourquoi ils réagissent comme vous le décrivez, abattre le capitalisme, plus d'un doit y penser, mais comment faire en demeurant isolé, en refusant de concevoir que cela passe forcément par l'organisation des éléments les plus conscients de la société, le parti, l'Internationale ? On partage le même problème voyez-vous. Ils rejettent les conclusions du marxisme, voilà tout. Dites-leur que sans le parti bolchevik il aurait été impossible de porter le prolétariat russe au pouvoir, ils vous répondront qu'ensuite la situation a dégénéré en une dictature bureaucratique en Russie et que ce n'était pas la bonne solution, alors que ce sont deux choses distinctes et ainsi de suite.

Ils ignorent des pans entiers de la lutte des classes du passé et ne veulent pas l'étudier. Leur comportement est incohérent, leurs discours et analyses aboutissent systématiquement à une impasse ou à capituler face au capitalisme, ils s'en contentent ou s'en accommodent. Il n'y a rien de scientifique dans leur démarche contrairement au marxisme qu'ils exècrent, et on ne peut pas les forcer à l'adopter. Quant à discuter avec eux, c'est possible tant que vous ne les mettez pas face à leurs contradictions, si vous osez, du jour au lendemain ils vous tournent le dos. Là encore on retrouve le même réflexe que chez de nombreux militants.

On peut le comprendre chez les militants qui peinent à argumenter les positions qu'ils défendent, on est tous passé par là. Pour contourner cet obstacle, puisqu'ils ne veulent pas m'écrire, cela s'adresse aux militants expérimentés, j'ai pris l'habitude d'aborder toutes les questions qui nous étaient soumises sous différents angles, de créer un espace où il était possible de confronter toutes les idées en présence en reprenant leurs arguments respectifs, de telle sorte qu'on ne puisse pas dire que celles qu'on défendait seraient sans valeur ou uniquement le produit d'un individu isolé puisqu'elles sont en grande partie le produit de cette confrontation d'idées, et s'ils refusaient de l'admettre ou de nous l'accorder, cela reviendrait à nier leurs propres idées, donc en procédant de la sorte il leur est difficile de réfuter nos arguments, ils se retrouvent piégés, souhaitons-leur sincèrement de

s'en libérer au plus vite, à eux de voir comment, on ne veut surtout rien leur imposer, même si cela leur était bénéfique ils trouveraient le moyen de nous le reprocher, qu'ils se débrouillent !

Points de repère.

(Ces deux articles sont disponibles au format pdf dans cette page.)

Le discours que les représentants des puissances occidentales et du monde entier ont entendu à la tribune de l'ONU et qu'il faut porter à la connaissance des masses.

Le fléau Daech en Syrie et en Irak – Quelque chose ne tourne pas rond au sein de l'ONU ! - Dr. Bachar al-Jaafari - mondialisation.ca 02.11

Extrait.

... après une longue période de déni, la dite « *Communauté internationale* » a fini par en arriver à la conclusion que ce que le gouvernement syrien disait depuis des années était la stricte vérité : « *Nous sommes confrontés à des mercenaires venant de 83 pays. Nous sommes confrontés à des terroristes venant du monde entier* » !

Des terroristes entrainés dans des « camps secrets » ou plutôt, qui étaient secrets, puisque c'est maintenant chose publiquement déclarée en Jordanie, en Turquie et en Arabie saoudite. De plus, nous savons que leurs instructeurs et leurs superviseurs sont des Étasuniens, des Britanniques et des Français. Il n'y a donc plus de secrets, ni sur l'identité de ceux qui soutiennent les terroristes en Syrie, ni sur les principales raisons de l'afflux des terroristes du prétendu EIIL, de l'EI, de Jabhat al-Nosra ou de n'importe quelle autre organisation de ce type.

Plus personne ne peut se laisser convaincre qu'un terroriste australien qui a quitté Sydney pour se retrouver 24 heures après dans les environs de Damas ou d'Alep à se battre contre le gouvernement du pays, est un « *rebelle syrien*» ; mais certains, notamment les porte-paroles du Secrétariat, persistent à qualifier ainsi l'Australien, le Français, le Saoudien, le Libyen, le Tunisien ou le Turc rendus en Syrie. Je ne sais comment ils peuvent combiner ces deux identités contradictoires pour un même terroriste !

Nous avons donc là un problème éthique qui devrait être traité au niveau des représentants du Secrétariat [de l'ONU]. mondialisation.ca 02.11

C'est le même discours que Poutine a prononcé il y a quelques jours devant un parterre de personnalité du monde entier, qui est un réquisitoire en règle contre les Etats-Unis et leurs alliés, dont la France de Hollande complice de l'Emirat islamique.

Pourquoi est-il d'une extrême importance ? Parce que lorsqu'on en a pris connaissance, il n'est plus possible de justifier ou de soutenir l'entreprise guerrière des puissances occidentales au Moyen-Orient.

Etats-Unis. Etat mafieux, criminel, terroriste, barbare.

Les laboratoires US de guerre biologique à l'origine de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest - Francis A. Boyle - mondialisation.ca 30.10

Extraits.

FB :... si vous regardez au cours de toutes ces années, et ces informations sont du domaine public, il y a environ 27 ou 28 microbiologistes qui sont morts.

Je pense que ces chercheurs ont menacé de sonner l'alarme sur ces programmes aussi dangereux qu'illégaux de recherches américaines sur les armes biologiques, et on les a tués. Et c'est pour cela que nous n'avons pas de lanceurs d'alerte ici, parce qu'ils seraient tués eux aussi. Je crois que c'est clair.

DL : Oui j'ai lu à ce sujet, la liste est impressionnante. Et il y a des histoires bizarres de personnes qui arrêtent leur voiture au-dessus d'un pont et qui sautent.

FB : Des histoires souvent ridicules. Et je crois que tous ces microbiologistes, plutôt que de sonner l'alarme, ils sont allés voir leur supérieur, au CDC ou ailleurs. Cette information a suivi son chemin et on les a éliminés. C'est pour cela que nous n'avons pas de whistle blowers. En fait nous en avions, mais ils sont tous morts, avant qu'ils n'aient pu lancer l'alerte. (...)

FB :Malheureusement nous avons 14 000 scientifiques qui participent à ces affreuses recherches en armements biologiques pour le compte du gouvernement des USA, je les appelle les « *scientifiques de la Mort* », et plus de 1500 laboratoires aux États-Unis qui font ce type de recherche. Vous ne pouvez pas leur faire confiance.

Ce genre de travaux de recherche constitue un crime selon les termes de la loi antiterroriste contre les armes biologiques que j'ai écrite, et nous avons dépensé 79 milliards de dollars depuis le 11 septembre 2001 dans ce domaine de recherche, ce qui en dollar constant, représente le double de ce qui a été dépensé pour le projet Manhattan pendant la Seconde Guerre mondiale pour développer la bombe atomique.

DL : S'ils travaillaient sur un vaccin depuis les années 80, ils devraient l'avoir maintenant, non ?

FB : Soit ils devraient l'avoir, soit ils l'ont, et c'est dans les tiroirs au fin fond du laboratoire de Fort Detrick, mais ils ne nous le disent pas, et ils ne l'ont donné qu'aux plus hauts dirigeants de notre gouvernement. C'est très similaire aux attaques à l'anthrax d'octobre 2001, et le fait que tout le monde à la Maison-Blanche prenait du Cipro [antibiotique prévenant les effets de l'anthrax – NdT]. Mais bon, je ne sais pas s'ils l'ont. Soit nous avons le vaccin, soit tout cet argent a été dépensé en pure perte, soit (et ce n'est pas incompatible) ils l'utilisent pour développer des armes biologiques. Faites votre choix. mondialisation.ca 30.10

Stupéfiant, terrifiant, non ? Ils sont capables d'anéantir l'espèce humaine... par erreur ! On les savait dangereux et complètement cinglés, mais là cela dépasse l'entendement. C'est pour cela que je me suis posé la question de les liquider purement et simplement.

99% de la population ignore ce qu'on vient de lire, ce sont ceux qui mènent ces activités criminelles qui conspirent contre la population et non ceux qui les dénoncent. C'est effarant qu'il faille aller sur ce portail canadien pour avoir accès à ce genre d'informations de la première importance.

Un argument de plus, et quel argument ! pour liquider le capitalisme le plus tôt possible.

ACTUALITÉ DU JOUR

Rémi Fraisse. Cherchez l'erreur.

Récupération politique.

- Barrage: hommages à Rémi Fraisse, Royal critique la pertinence du projet - AFP

Populisme en famille.

- Barrage de Sivens: Peltier (UMP) et Amirshahi (PS) pour un référendum local - AFP

Plusieurs milliers de personnes se sont recueillies dimanche dans le calme en France en mémoire de Rémi Fraisse, mort sur le site du barrage contesté dans le Tarn dont la ministre l'Écologie a critiqué pour la première fois la pertinence.

Ségolène Royal a estimé qu'il y avait eu dans ce dossier "*manifestement une erreur d'appréciation*" et qu'un "*tel ouvrage ne serait plus possible aujourd'hui*".

Le plus important s'est déroulé dans le calme et le recueillement sur le site du chantier lui-même où l'affluence n'a cessé de croître au fil des heures.

Plus de 2.000 personnes de tous âges - opposants occupant le chantier depuis des mois, sympathisants écologistes, riverains venus en famille avec enfants et poussettes, élus PCF ou Verts comme José Bové - ont marché sur une large bande de terrain déboisée et planté des glands de chêne et des pousses d'arbre pour recréer la zone humide détruite.

Nombre d'entre eux arboraient un logo représentant une renoncule, une herbe vivace dont Rémi Fraisse s'était fait une spécialité en tant que botaniste bénévole pour une association écologiste.

Ils se sont ensuite recueillis à l'endroit où le jeune homme était tombé, après l'explosion d'une grenade offensive lancée par les gendarmes. Des bouquets de fleurs y avaient été disposés avec des éléments de flashball et de grenades utilisés par les gendarmes sur le site ces dernières semaines.

L'opposition initiale contre le projet du barrage de Sivens - "*surdimensionné*" et "*coûteux*" selon ses opposants - s'est doublée d'une colère contre "les violences policières" dont témoignent les slogans "police assassins" scandés dimanche dans l'Est de Paris.

Le gouvernement avait qualifié samedi ces violences d'"*insulte à la mémoire de Rémi Fraisse*". Xavier Bertrand, candidat à la primaire UMP pour la présidentielle, a exprimé dimanche son soutien à "la fermeté du gouvernement" face à ces manifestations.

"*Continuer le projet de barrage, c'est ça qui serait une insulte à la mémoire de Rémi*", estimait en retour Rémi Demonsant, retraité de 63 ans dans le cortège dans le Tarn, sur le site d'un chantier devenu "Zone à défendre" (ZAD) depuis près d'un an.

A Lisle-sur-Tarn près de Gaillac, le chantier, suspendu sine die vendredi, vise à créer une modeste retenue d'eau de 1,5 million de mètres cubes - pour un coût d'investissement de 8,4 millions d'euros - afin de sécuriser l'irrigation des cultures.

Les opposants dénoncent depuis plusieurs années un projet "*inutile*" au coût financier et environnemental démesuré. AFP 02.11

Même l'AFP fait profil bas en relevant sans guillemets, ce qui a valeur d'approbation, le coût financier et environnemental démesuré pour réaliser une modeste retenue d'eau, autrement dit les arguments avancés par les opposants à ce projet n'étaient pas aussi farfelus que cela, bref sans le dire, ils étaient légitimes.

A Paris, deux manifestations ont eu lieu en sa mémoire: l'une pacifique a réuni 700 personnes sur le Champ de Mars, tandis que près de 300 autres se sont rassemblés illégalement dans le nord-est de la capitale pour dénoncer les violences policières.

Côté chic.

Dans le quartier chic du 15e arrondissement de Paris, le Champ de Mars, non pas une "*manifestation*", mais un sit-in "*pacifique*", genre nanti propre sur soi, silencieux, obéissant, résigné.

Le NPA et un collectif d'associations ont finalement préféré se rallier à ce sit-in à l'appel de France Nature environnement (FNE), association écologiste dont Rémi Fraisse était membre.

Ils arboraient presque tous un autocollant à la fleur jaune, une renoncule protégée qu'affectionnait Rémi Fraisse, botaniste bénévole, selon des journalistes de l'AFP.

Emouvant, rassurant surtout pour un président et un gouvernement aux abois, n'est-ce pas ?

Du coup le ministre de l'Intérieur a salué le "recueillement digne" des manifestants dans le Tarn et au Champ de Mars. Franchement, c'était la moindre des choses !

Pour un assassinat, ils s'en tirent relativement bien, il est déjà recouvert du voile du silence de l'union nationale de l'extrême droite à l'extrême gauche. C'est cela la lutte des classes ou le socialisme du XXIe siècle des vendus.

Côté choc.

Dans le quartier populaire du 18e arrondissement de Paris, sur la place Stalingrad, une manifestation interdite encadrée par un impressionnant dispositif policier, plus nombreux que les manifestants.

Une centaine de cars de CRS avaient été stationnés au coin de chacune des avenues menant à la place. Et les policiers avaient procédé dès le début de l'après-midi à des contrôles d'identité et à la fouille de sacs, notamment de jeunes portant des T-shirt aux slogans hostiles à la police.

«*La moindre des choses, c'était de braver l'interdiction*», répète Jean, 37 ans. Ce dernier a refusé de se rendre au rassemblement silencieux devant le mur de la paix en mémoire de Rémi Fraisse,. «*Là-bas, c'est ambiance bobo. Y aller, c'est refuser le rapport de force*», soutient-il.

Mais attention, pas avec la police, ce serait maladroit de combattre sur ce terrain-là, opter plutôt pour le terrain politique, c'est plus efficace, en principe... Dans le n°325 d'Informations ouvrières, pas un mot, toujours aussi couards les dirigeants du POI, on a déjà expliqué pourquoi ailleurs, pas le temps d'y revenir.

Eh oui, la pseudo-gauche et extrême gauche s'est une nouvelle fois vautrée dans la fange en allant se prosterner en compagnie des piliers du régime aux pieds du monument érigé en hommage à l'impérialisme français et occasionnellement aux assassin de

ses opposants, pour la paix et la paix de son âme ainsi soit-il. Que voulez-vous, ils sont de gauche, anticapitalistes ou révolutionnaires... Ne le croyez surtout pas ! (Sources : AFP et 20minutes.fr 02.11)

ACTUALITE EN TITRES

Amnésie, mémoire sélective. Négationnisme.

- Le droit à l'oubli sur internet en passe de devenir une réalité - Francetv info

Depuis mai dernier, les moteurs de recherche doivent étudier les demandes de particuliers qui souhaitent le retrait de pages dégradantes les concernant sur le web. Un premier pas vers le droit à l'oubli sur internet. Francetv info 02.11

Seul, vraiment ?

- Hollande plus seul et impopulaire que jamais à mi-mandat - AFP

- Manifestations violentes: Xavier Bertrand (UMP) soutient "*la fermeté du gouvernement*" - AFP

Il a même du renfort.

- Marine Le Pen, personnalité qui s'oppose le plus à François Hollande, selon 60% des Français - AFP

Intox

- Survol de centrales par des drones : le gouvernement n'a aucune piste - LeFigaro.fr

Les services de renseignement sont inopérants, les satellites de surveillance du territoire sont sans doute en panne ou en stand-by, la NSA et Cie n'a rien entendu rien vu, , rien lu, c'est comme le soi-disant sous-marin russe dans les eaux territoriales suédoises ou encore ce fichu avion qui a disparu par enchantement, que de mystères inexpliqués de nos jours... Ils nous prennent encore pour des abrutis, il faudrait leur dire que plus personne ne les croit, qu'ils se donnent de la peine pour rien.

- GIEC : à chaque nouveau rapport, des mises en garde plus incontestables - LeMonde.fr

Si c'est Le Monde qui le dit, vaut mieux ne pas s'y fier...

Ah ils ont trouvé une excuse : l'incurie collective. La leur !

- "*Tout le monde pensait que la croissance allait reprendre. Tout le monde s'est trompé*", assume Sapin - Francetv info

Monsieur Sapin parle pour les siens, il a précisé la droite et la gauche, n'en faisant pas partie on est soulagé !

C'est l'histoire du truand qui crie à l'escroquerie.

- Sapin appelle Gattaz à "*tenir sa promesse*" de créer 1 million d'emplois - AFP

Le ministre des Finances Michel Sapin a mis dimanche le patron du Medef Pierre Gattaz au défi de "*tenir sa promesse*" de créer un million d'emplois, grâce au pacte de responsabilité qui octroie 41 milliards d'aides publiques aux entreprises. AFP 02.11

Sauf que depuis Gattza est devenu plus gourmand, il veut bien créer un million d'emplois à condition d'en supprimer un million qu'il remplacera par un million sans condition, entendez selon ses conditions : la liquidation du CDI et la liberté de licencier sans justificatif, le tout à l'ANI, les glaçons sont toutefois en option, mais Sapin fournit dans un délai raisonnable un cercueil à un prix imbattable pour les salariés intéressés.

L'odeur de la poudre se rapproche...

- Pakistan : au moins 55 morts dans un attentat suicide à la frontière avec l'Inde - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irak

- Le calife Baghdadi, "*limogé*"? - french.irib.ir

Selon un fichier sonore, qui vient d'être publié, une récente réunion consultative des cadres de Daesh aurait débouché sur le limogeage du calife autoproclamé, Aboubakr al-Baghdadi. Les sites irakiens, qui reprennent cette information, affirment que le calife Baghdadi aurait été destinué, au profit d'un Saoudien, et l'annonce en a été faite par le porte-parole de Daesh, Abou Mohamad al-Adnani. "*Panorama Ash-Shargh al-Awsat*", ainsi que "*Donya al-Watan*" ont publié cette information, sans être à même d'en confirmer l'authenticité.

Le nouveau calife saoudien a été désigné, parce que l'ex calife "*a fui le champ de bataille et s'est caché, on ne sait où, à Mossoul ou en Syrie*". La semaine dernière, des informations ont été publiées; au sujet de l'encerclement de Baghdadi; par l'armée irakienne. "*Quiconque tournerait le dos aux croyants, et refuserait de les aider et de faire le Jihad, ne peut plus être calife, et il faut rompre l'allégeance faite à son encontre. Le champ de batauille est plein d'imprévus, et un calife devra avoir l'aptitude à y faire face. Nous allons annoncer, bientôt, le nom du nouveau calife*", dit le fichier audio.

Les observateurs relèvent, en effet, un point important : Daech perd du terrain, sur le sol irakien, et ce nouveau coup "*made in CIA*", qui ressemble, selon d'aucuns, à celui de l'élimination de Ben Laden, n'est, absolument, pas étranger aux échecs de Daesh. la CIA semble s'apprêter à passer à une nouvelle étape. french.irib.ir 02.11

2- Liban

- Liban/Békaa: violents combats Hezbollah-Al Nosra - french.irib.ir

Selon la chaine libanaise MTV, de très violents combats opposent les terroristes d'Al Nosra aux combattants du Hezbollah dans la région stratégique de la Békaa au sud du Liban. Le gros des combats se déroule dans la région de Jaroud Younin . Les détails de ces combats ne sont pas révélés mais il pourrait bien s'agir d'un nouveau guet-apens tendu par les combattants du Hezbollah aux terroristes takfiris d'Al Nosra. french.irib.ir 02.11

3- Arabie saoudite - Israël

- "*Riyad bloque le transfert d'armes vers Gaza*" - french.irib.ir

Les officiels israéliens viennent de le reconnaître : les autorités de Riyad auraient exercé des pressions diplomatiques, sur le Soudan, pour que ce pays bloque Port Soudan au transit d'armements et de munitions, à destination de Gaza!! Selon Palestine al-Youm, c'est la voix d'Israël, qui a annoncé, de façon inattendue, cette information : "*Les efforts diplomatiques de Riyad et ses pressions sur Khartoum ont, largement, contribué à affaiblir le trafic des armes et de munitions, depuis Port Soudan, vers la bande de Gaza. Les Saoudiens ont exigé d'Omar el-Béchir de mettre un terme à ses relations avec Téhéran, pour ce qui est du trafic d'armes vers Gaza. Les Saoudiens ne veulent plus que le Soudan serve de base de transfert d'armement, pour les Palestiniens, dit la source israélienne. Riyad a, en effet, surfé sur le besoin d'El- Béchir d'acquérir une légitimité internationale et régionale, après les accusations de crime contre l'humanité, formulées à son encontre. Et Riyad a, très clairement, fait comprendre au président soudanais qu'il n'existait qu'un seul moyen, pour mettre un terme à ses coopérations avec l'Iran. Et c'est, d'ailleurs, ce qui vient de se produire*".

La voix d'Israël prétend, par la suite, que la ville de Port Soudan, (un port), servait de point de transit d'armes vers les déserts du Sinaï, avant que ces armes ne parviennent, via des tunnels souterrains, à la bande de Gaza.

C'est, encore, l'Arabie saoudite, qui exerce un maximum de pressions sur l'Egypte, pour qu'elle détruise les tunnels souterrains reliant Gaza à son territoire, soit les seuls canaux, qui permettent à Gaza de contourner plus de huit ans de blocus. La semaine dernière, le journal "*Al-Akhbar*" a publié une analyse où il aborde la question et la contre attaque iranienne : selon le journal, depuis quelque temps, les Iraniens enseignent aux résistants palestiniens la manière par laquelle ces derniers pourraient fabriquer et optimiser des missiles. french.irib.ir 02.11

4- Ukraine

- Ukraine: les chefs rebelles remportent les élections, "*nouvel obstacle*" à la paix selon Bruxelles - AFP

- Ukraine: Un chef de guerre et un nostalgique de Lénine à la tête des régions rebelles - 20minutes.fr

Le «*Premier ministre*» de la république autoproclamée de Donetsk, Alexandre Zakhartchenko, a été élu président avec plus de 81% des voix, contre 9% à chacun de ses deux concurrents, selon un sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote. Son ambition : «*Construire un nouvel Etat, qui deviendra légitime après les élections, et récupérer les territoires de l'Est actuellement sous contrôle ukrainien*».

Cet ancien mécanicien et homme d'affaires de 38 ans, qui dit avoir vendu son entreprise pour financer un groupe militaire rebelle, a participé à l'assaut du siège de l'administration régionale à Donetsk le 16 avril par les séparatistes. Cet événement fondateur de la révolte contre Kiev a été suivi par la proclamation de l'indépendance de la «République de Donetsk» et de celle voisine de Lougansk puis par des combats qui ont déjà fait plus de 4.000 morts. Sa biographie officielle insiste sur le fait que son père a travaillé comme mineur pendant 30 ans, un point important dans cette région du Donbass où toute l'économie tourne autour du bassin minier. Le démontage d'une statue de Lénine, un «génocide moral»

A Lougansk, le président de la «*République*» rebelle, Igor Plotnitski, a été élu avec plus de 63% des voix. Comme Alexandre Zakhartchenko, il faisait face à des candidats quasiment inconnus.

Cet ancien militaire de 50 ans à la carrure massive s'est reconverti dans les affaires après la chute de l'URSS, puis dans la défense des consommateurs. Après avoir occupé le poste de «*ministre de la Défense*» du territoire séparatiste, il a été nommé à la tête de la «*République de Lougansk*» en août dernier, prenant la place du leader séparatiste Valeri Bolotov, blessé dans un attentat.

Très attaché au passé soviétique et à l'héritage communiste, comme la plupart des responsables rebelles, Igor Plotnitski a qualifié de «*génocide moral*» le démontage d'une statue de Lénine à Kharkiv, grande ville de l'est de l'Ukraine restée sous contrôle de Kiev. 20minutes.fr 02.11

5- Burkina Faso

- Burkina: L'armée s'impose face à la contestation de la rue, mais poursuit les concertations - 20minutes.fr

L'armée s'est imposée dimanche au Burkina Faso à coups de gaz lacrymogène et de tirs de sommation contre les manifestants qui contestaient sa prise de pouvoir, tout en réaffirmant son engagement à instaurer une transition dans la concertation.

En fin de journée elle a renouvelé son engagement à une transition concertée avec toutes les composantes de la société burkinabè, après une rencontre avec les chefs de l'opposition. Le nouvel homme fort du pays, le lieutenant-colonel Isaac Zida, poursuivait également des consultations avec les ambassadeurs de France et des Etats-Unis, représentant deux alliés de poids du Burkina, selon la télévision nationale. La communauté internationale a largement condamné la prise de pouvoir par les militaires.

La journée a été marquée aussi par la mort d'un jeune homme qui manifestait devant la télévision nationale, tué par une balle perdue, selon l'armée, lorsque les soldats ont dispersé l'attroupement. En début d'après-midi, des soldats du régiment de sécurité présidentielle, unité militaire d'élite dont Isaac Zida était le commandant en second, ont tiré plusieurs rafales en l'air et pris le contrôle du bâtiment de la radio-télévision nationale, la RTB, d'où ils ont chassé une foule de manifestants et évacué le personnel, selon des journalistes de l'AFP. La RTB avait repris ses émissions en début de soirée.

L'opposition dépassée par le rythme des événements

Simultanément, l'armée a investi la place de la Nation, tirant en l'air, lançant des grenades lacrymogènes et faisant fuir les milliers de personnes qui y étaient réunies, selon un journaliste de l'AFP. La foule n'avait cessé dimanche de grossir sur la place, lieu emblématique de l'insurrection populaire qui a poussé le président Blaise Compaoré à la démission vendredi après 27 ans au pouvoir.

Dimanche, c'est contre son successeur autoproclamé que la mobilisation s'est poursuivie, les manifestants brandissant des pancartes «*Non à la confiscation de notre victoire, vive le peuple!*», ou encore «*Zida dégage*».

Visiblement hésitante, peut-être divisée et dépassée par le rythme rapide des événements, l'opposition n'avait pas semblé exclure une entente avec les militaires. Son chef, Zéphirin Diabré, n'a fait aucune déclaration. 20minutes.fr 02.11

Haut de page

Le 4 novembre 2014

CAUSERIE

On a laissé de côté trois sujets pour demain.

Qu'on se le dise : ils ne changeront jamais de politique. Surprenant, n'est-ce pas ?

Cela s'adresse aux travailleurs qui soutiennent l'UMP, l'UDI, le PS et ses satellites, le PCF et ses alliés, pendant qu'on y est il faut penser à tout le monde. Et il n'en existe pas d'autres. Comment cela ? Comment cela quoi, depuis 33 ans, pour ne pas remonter plus loin, vous avez largement eu le temps de vous en apercevoir, non ?

Ils ont tous juré fidélité au régime en place. Soit ils sont aux commandes ou se partagent le pouvoir et ils gèrent la société pour le compte des capitalistes, soit ils sont candidats pour y accéder et ils envisagent nullement de rompre avec le capitalisme, ses institutions, l'UE, l'ONU, l'Otan, le FMI, etc. ils le disent eux-mêmes, il suffit d'ouvrir ses oreilles pour en être convaincu ou de savoir lire.

C'est franchement désespérant. Comment cela ? Si vous projetiez de placer votre sort entre leurs mains, assurément, cela risque même de vous être fatal un jour. Il y a ainsi des illusions qui ne pardonnent pas, qui ne se paient pas forcément comptant, c'est le pire en somme, car quand cela vous tombe dessus vous ne comprenez pas ce qui vous arrive, il faut remonter le fil des événements en arrière et c'est compliqué, surtout quand il a été rompu quelque part et qu'on ne sait pas où, difficile de s'y retrouver n'est-ce pas ?

Après avoir cessé de militer pendant 20 ans, c'est le marxisme qui m'a aidé à remonter le fil, sinon je n'y serais jamais parvenu tout seul, mais bon, laissons cela de côté, c'est mon affaire et non la vôtre. Comme j'ai horreur de me faire des illusions, cela m'arrive encore évidemment, je préfère le payer comptant, sur le champ, cela a le mérite de remettre les choses en ordre, à chaud, sur le vif, la plaie n'a pas eu le temps de s'infecter ou est peu profonde, elle cicatrice plus vite et on s'en porte beaucoup mieux après je vous assure.

Cela dit, s'il existe une autre politique conforme au socialisme, mais vous ne pouvez pas demander à ces gens-là de l'adopter, il faut être sérieux. Et alors ? Alors quoi enfin, vous n'avez pas compris que c'était à vous de vous en saisir, parce que vous croyiez que quelqu'un d'autre le fera à votre place, vous n'êtes pas cohérent. Comment cela ? Vous dites bien aux travailleurs qu'ils doivent prendre leur destin entre leurs mains, et bien c'est exactement pareil pour chacun d'entre nous, et comme il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme en dehors du socialisme, cela signifie qu'adopter le socialisme ou prendre en mains son destin cela revient au même, et je vous garantis qu'après cela on conserve les mains propres.

Mais vous pouvez aussi décider de vous en laver les mains, chacun est libre d'agir à sa guise. C'est une façon de parler seulement, car si vous négligez de bien frotter les chaînes qui vous entravent, elles pourraient finir par rouiller et vous transmettre la gangrène à la première petite blessure, et vous savez à quel point la société n'est pas tendre et continuera de vous en infliger régulièrement, alors prenez garde !

Prenez bien soin de vous, optez pour le plus puissant des antiseptiques qui vous protègera contre la vermine et toutes les infections, adoptez le socialisme et prescrivez-le autour de vous ! Attention, si le mode d'emploi est fourni, toutefois pour que le remède soit efficace il est préférable de bien l'étudier, et il n'existe aucun risque d'empoisonnement, aucune contre-indication non plus.

Vous allez peut dire qu'on fait de la propagande pour nos idées. Heureusement encore, on vient de vous dire que personne ne le fera à notre place. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on défende les idées de nos ennemis, il y en a déjà tant qui le font si bien dans nos rangs qu'on ne voudrait pas leur faire de l'ombre.

Ils font ce qu'ils peuvent.

France. "*Le pouvoir est-il dépassé par les derniers événements qui ont monopolisé l'espace politique?*" Francetv info 03.11

Hollande fait la politique pour laquelle il a été porté au pouvoir par les dirigeants de la classe dominante. Parfois ça coince.

Grande-Bretagne. Casquera ou casquera pas les 2 milliards d'euros que lui réclame l'UE ?

Ce n'est pas Cameron qui décide, il exécute les ordres de ses maîtres. Sachant qu'ils sont derrière la Commission européenne, sa posture est purement électoraliste face à un électorat britannique eurosceptique et la montée en puissance des souverainistes. Il cèdera à l'UE ou c'est le Parlement qui va s'en charger à sa place, il pourra toujours faire valoir qu'il a résisté vaillamment...

Si la Grande-Bretagne devait sortir de l'UE, si un jour cela se réaliserait, vous pourriez vous dire que ce serait le signal d'un violent tournant dans la situation mondiale aux conséquences les plus néfastes qui soient... Il en existe d'autres comme la brutale remontée des taux d'intérêts des obligations ou des banques centrales, la chute soudaine du dollar...

Etats-Unis. Obama et les démocrates sur le point de perdre la majorité au Congrès lors des élections à mi-mandat.

- Midterms: Obama, bientôt un président aux mains liées? - 20minutes.fr

Quelle affaire ! Tout comme Hollande ou Cameron, Obama est aux ordres, et s'il n'a pas atteint tous les objectifs qui lui avaient été fixés au Moyen-Orient notamment, ce n'est pas faute de ne pas avoir essayé, mais parce qu'il a rencontré une résistance inattendue des peuples syrien et irakien. Tous leurs plans ont été éventés les uns après les autres au point que Biden a dû reconnaître publiquement que leurs alliés étaient trempés dans l'armement de l'Emirat islamique. Quant à l'Ukraine, ils ont cru qu'ils pourraient briser les liens établis depuis des lustres par tout un peuple lié à la Russie et ils ont échoué, comme partout ailleurs.

La crise du capitalisme fait qu'à mi-mandat ou avant la fin de leur mandat, ils sont déjà usés jusqu'à la corde, bon à jeter. Il leur reste plus qu'à manoeuvrer, tenter d'avancer pas à pas, adapter leur discours, se contredire, s'enfoncer dans le populisme pour tenir jusqu'au bout, car ils ne changeront pas de politique.

Faites tomber les masques. Une question de légitimité.

Dis-moi qui te finance ou d'où proviennent tes revenus, et je te dirai qui tu es.

- Sapin propose un périmètre restreint pour la taxe sur les transactions financières - AFP

Trois ONG ont accusé lundi le gouvernement français de...

Ces ONG suivent de près l'évolution des négociations

- Oxfam ;

- Coalition Plus - une union d'associations de lutte contre le sida ;

- One France, ONG de lutte contre la pauvreté et les maladies en Afrique.

Comment se présentent-elles et comment procèdent-elles ?

Elles se présentent comme des ONG au service des pauvres ou des populations victimes des méfaits du capitalisme, sans évidemment lutter pour sa remise en cause puisqu'elles sont financés par des multinationales américaines qui appartiennent au permier cercle du néolibéralisme, elles interviennent donc sous un faux masque.

Elles agissent de la sorte pour attirer vers eux les opposants potentiels au capitalisme, particulièrement les jeunes épris de justice ou sensibles aux questions qu'elles abordent, de manière à les détourner du mouvement ouvrier et du socialisme, et à ce qu'ils incluent dans leur idéologie l'existence du capitalisme qu'ils n'entendent pas abolir, ce qui explique qu'au lieu de le combattre sur le terrain politique indépendant correspondant à leurs intérêts de classe, ils les invitent à s'en accommoder en demandant à ses représentants de bien vouloir prendre en compte leurs besoins ou ceux des populations qu'ils prétendent représenter.

Autrement dit, cette opération ou le rôle de ces ONG revient à remettre le sort de ceux qui y adhèrent et celui de ces populations entre les mains des capitalistes ou leurs représentants qui sont appelés à conserver leur pouvoir ou à se maintenir au pouvoir, les légitimer, c'est leur seule intention et leur unique but.

La taxation des transactions financières (ex-taxe Tobin) est une imposture de premier ordre qui a été reprise par les altermondialistes, Attac, etc. dans le cadre de la dénonciation du libéralisme ou de l'ultra libéralisme qui avait pour objectif de détourner les masses et la jeunesse du combat contre le capitalisme et ses institutions que ni les uns ni les autres ne remettaient en cause, bien au contraire. C'est ainsi que se sont recyclés bon nombre de transfuges du PC en France et à travers le monde qui finalement sont demeurés fidèles à eux-mêmes, au stalinisme, à l'anticommunisme qui les caractérisait, ce qui a expliqué pourquoi il y a une dizaine d'années ou un peu plus, l'engouement ou la publicité faite par les médias autour du Forum

social mondial, Porto Alegre, etc. pour attirer dans ce sérail de la collaboration de classes le maximum d'opposants au capitalisme afin de mieux les briser politiquement pour le compte du capitalisme.

Toutes ces ONG ont pour ennemis les exploités ou les opprimés du monde entier dans la mesure où leur fonction principale est de légitimer l'existence du capitalisme.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'elles reprennent la méthode employée par les opportunites ou les révisionnistes pour pourrir, puis à terme à disloquer le mouvement ouvrier et l'ensemble des masses expoitées, qui consiste à combattre uniquement les conséquences néfastes de la survie du capitalisme sans jamais s'attaquer à ses fondements.

Nous avons dénoncé à une multitude de reprises la tactique qui consiste à s'adresser au président de la République, au gouvernement, au patronat, aux élus, bref aux représentants de la classe dominante, en expliquant que c'était le meilleur moyen d'entretenir dans la tête des travailleurs des illusions dans le régime ou les institutions et de les légitimer, dans la mesure ou, soit ils acceptaient de prendre en compte leurs revendications, auquel cas ils étaient fondés à penser que finalement le capitalisme n'était pas si mal que cela puisqu'il est compatible avec leurs besoins, dès lors pourquoi lutter dans la perspective de le renverser s'il suffit de se mobiliser et de s'adresser à ses représentants ; soit ils refusaient de satisfaire nos revendications, auquel cas ils étaient conduits à penser qu'ils ne le pouvaient peut-être pas, bien qu'ils n'y soient pas franchement opposés, ou encore qu'ils n'étaient pas suffisamment nombreux pour faire entendre leurs voix, auquel cas il faudrait créer un rapport de force qui leur permettrait d'imposer leur volonté, mais comme les dirigeants des organisations qui ont encadré leur mobilisation n'y sont pas favorables puisqu'ils sont corrompus ou des agents du régime en place, autant dire qu'ils pouvaient attendre longtemps avant d'avoir les moyens de faire reculer le gouvernement ou de lui imposer leurs revendications.

On aura compris que cette tactique lie le sort des travailleurs à celui du régime et ses représentants politiques ou syndicaux, qu'elle est la négation de l'intervention de la classe ouvrière dans la lutte des classes sur son propre terrain de classe. Elle fait partie de la panoplie du parfait réformiste qui bafoue en permanence l'indépendance de classe des exploités. On ne demande rien ou on ne réclame rien aux représentants de notre ennemi de classe, on exige que nos droits légitimes s'imposent car ils sont l'expression de l'immense majorité de la population. Notre combat n'est pas dirigé vers, mais contre le régime et ses représentants, confondre les deux c'est se transformer en agent du régime.

Où est la démocratie, où est le combat pour la démocratie quand on légitime une minorité qui a confisqué le pouvoir au profit d'une minorite et au détriment de la majorité ?

On nous dira encore que les travailleurs n'ont pas conscience que le gouvernement en place ou les partis qui se succèdent au pouvoir depuis 1958 seraient des représentants de la classe dominante, ils croient qu'ils représentent les intérêts de l'ensemble de la population... Qui peut croire un truc pareil ? Qu'il y en ait qui le pense, c'est certains, dès lors se pose une question : Devons-nous définir ou adapter notre tactique et stratégie en fonction de leurs illusions, sachant qu'une telle orientation politique contribuera à les nourrir au lieu de les combattre comme on l'a évoqué plus haut, ou devons-nous nous appuyer sur les éléments les plus conscients de la classe ouvrière qui expriment les intérêts de l'ensemble de la classe ? Ajoutons que c'est le meilleur moyen pour les recruter au parti.

Juste un dernier mot.

Mon père, menuisier en bâtiment et très arriéré avait des illusions, mais pas celles qu'on attribue généralement à tort aux ouvriers. Il état gaulliste disait-il, il a toujours voté pour les candidats du parti de l'ordre, et s'il votait pour ce parti il avait parfaitement conscience de voter pour le parti des patrons, car disait-il ce sont eux qui me donnent du boulot et non ceux qui prétendent qu'on pourrait se passer des patrons, je me fous qu'ils s'enrichissent du moment qu'ils me permettent de faire vivre ma famille. Il vouait un culte aux puissants et acceptait d'être traité comme un être inférieur, en réalité il avait un comportement qui n'était pas très éloigné de ceux qui critiquent le régime ou se prétendent de gauche et qui finalement acceptent leur condition ou s'en contentent.

Il était le type même de l'esclave, il n'avait aucune conscience de classe, il n'avait pas conscience d'appartenir à une classe sociale distincte, mais il savait que ceux qui gouvernaient n'incarnaient pas ses intérêts et que ceux qui aspiraient à gouverner non plus, le PS et le PCF, dès lors à quoi bon vouloir le convaincre de ce qu'il savait déjà, c'est ridicule puisqu'il n'avait d'illusions dans aucun parti.

Ce sont le PS et le PCF qui l'ont conduit à adopter cette attitude, dans la mesure où ils feignaient de s'opposer au capitalisme sans jamais développer une argumentation sur le terrain du socialisme qui aurait rendu leurs discours cohérents ou sérieux, et permis à la classe ouvrière de comprendre qu'il n'y avait pas de fatalité à sa condition et qu'il était possible d'en changer, de changer la société. Ils se sont rendus coupables d'avoir dévoyé, défiguré le socialisme pour mieux en détourner les ouvriers qui n'avaient plus qu'à se résigner à leur condition. C'était le PS et le PCF, ainsi que les appareils pourris des syndicats qu'il fallait combattre sans relâche, au lieu de les ménager ou de chercher à passer des compromis avec eux.

En écrivant ces lignes d'autres idées me viennent à l'esprit.

Par exemple, mon père n'a fait qu'immiter ceux qui s'adressait hier à Sarkozy ou à ses ministres, à ceux qui aujourd'hui s'adressent à Hollande ou au Medef, autrefois ils s'adressaient au président ou au gouvernement en place, rien n'a changé depuis comme nous l'écrivions hier, et vous savez à quoi cela mène-t-il, à faire de l'ensemble des travailleurs des esclaves comme mon père. Imaginez que tous les travailleurs en soient rendus à ce stade, et vous pouvez dire adieu au socialisme.

En Grèce au cours des dernières années les travailleurs ont participé à 20.000 manifestations qui n'ont servi strictement à rien ou presque, pourquoi, parce qu'elles incluaient les illusions qu'on a évoquées plus haut, elles n'ont jamais été orientées dans la bonne direction et ceux qui auraient les aider à en changer s'étaient totalement discrédités auprès des travailleurs au cours des décennies antérieures. Et à quoi sont-ils réduits aujourd'hui ? Un grand nombre ont adopté l'état d'esprit de mon père hélas.

Prenez un chien, vous vous dites qu'il est très attaché à vous, en réalité c'est parce que c'est vous qui le nourrissez, il dépend entièrement de vous pour survivre. Donnez-le à quelqu'un qui le nourrira de la même manière et aussi vite il vous aura oublié. Une précision avant de lire la suitepour éviter une grave méprise, cela ne m'empêche pas d'aimer mon chien, et pourtant cela fait neuf mois que je lui cherche une qualité et je ne lui en ai trouvé aucune.

Mon père n'avait pas un niveau de conscience plus développé, il remettait son sort entre les mains de celui qui le nourrissait, qui lui filait du boulot. J'ai essayé de lui expliqué que c'était son travail qui le nourrissait et pas son patron, il m'a répondu aussi sec : sans patron pas de travail, ce qu'un chômeur ne démentira pas dans le cas présent.

Dépendre d'un patron pour travailler et donc survivre, c'est de l'esclavage puisqu'en plus on doit accepter ses conditions. C'est partir du principe qu'on n'a aucun droit ou que nos droits ne sont pas légitimes ou plutôt, qu'on peut concevoir avoir des droits, mais qu'on ne sait pas comment faire pour les imposer, c'est mieux. Et pourquoi ne savons-nous pas comment faire pour les imposer ? Mais parce que ceux qui en ont la charge ou la mission sont des traitres ou des vendus, des agents du capital, et qu'en s'en remettant à eux on n'a aucune chance de voir nos droits reconnus. Mais alors que faut-il faire pour qu'ils soient respectés ?

Tout d'abord il faut avoir à l'esprit qu'il a pu exister une période au cours de laquelle ces droits existaient et qu'ensuite ils ont disparus, donc à moins de recommencer indéfiniment ce combat pour se retrouver finalement sans droits, il faudrait peut-être commencer par se demander pourquoi il en fut ainsi, pourquoi ou comment on en est arrivé à cette situation-là pour ne pas reproduire les mêmes erreurs qui se traduiront invariablement par les mêmes conséquences dramatiques. On doit en déduire qu'il faut situer notre combat dans une perspective politique adéquate qui garantira l'existence de nos droits. Quelle meilleure perspective politique pourrait-elle garantir l'existence de nos droits dans le futur que celle qui porterait les travailleurs au pouvoir ? Il faut donc adopter cette perspective politique et réunir les conditions (politiques) pour qu'elle se réalise, et c'est dans cette perspective politique, la prise du pouvoir, que l'on doit intervenir dans la lutte de classes que l'on doit inscrire notre combat quotidien, y compris sur le terrain syndical évidemment. Sinon nous irons d'échec en échec jusqu'au moment où la majorité ou l'ensemble de la classe en sera rendue au stade où en était mon père, au statut d'esclave, il sera alors encore plus difficile, voire impossible de mener notre combat pour notre émancipation.

On n'en est pas encore là, mais cela nous guette. Vous mesurez ici la terrible responsabilité qui pèse sur les épaules de nos dirigeants, à eux de faire en sorte qu'il n'en soit jamais ainsi, en s'y mettant tous, on en a les moyens.

ACTUALITÉ DU JOUR

D'une catastrophe écologique à l'autre.

Harper ou Obama, c'est du pareil au même, entre le pétrole ou gaz de schiste et le pétrole bitumeux, l'un comme l'autre se foutent pas mal des questions d'environnement, les Canadiens le savent autant que les Américains pour lesquels le droit de polluer va de pair avec l'hégémonie du dollar ou leur supprématie militaire dans le monde.

Harper est aligné sur Obama et Hollande en vantant "*les sujets d'entente avec le Canada*" rappelle qu'il est lui aussi aligné sur les Etats-Unis, pour le pire puisque le meilleur n'existe pas en la matière. Hollande témoigne qu'il est fieffé réactionnaire et rien d'autre.

- François Hollande vante les sujets d'entente avec le Canada - LeFigaro.fr

- La France et le Canada promettent d'agir contre le réchauffement climatique - Francetv info

- Canada : une catastrophe écologique derrière le pétrole bitumeux de l'Alberta - francetvinfo.fr

Les Indiens de la tribu Athabasca de Fort Chipewyan expliquent la pollution subie par la province d'Alberta, troisième réserve au monde de sable bitumeux.

La province d'Alberta au Canada a vu démarrer il y a une dizaine d'années l'exploitation gigantesque du pétrole bitumeux. C'est par cette riche province pétrolière, la troisième réserve au monde, que François Hollande a commencé dimanche 2 novembre sa visite d'Etat au Canada. Quel est le bilan écologique dans cet espace plus grand que la forêt amazonienne ? France 2 y a rencontré des exploitants et des habitants. Des poissons empoissonnés au plomb et à l'arsenic

Deux millions de barils de pétrole sortent chaque jour des usines qui traitent les sables bitumeux, une exploitation qui nécessite trois fois plus d'énergie que pour l'extraction du pétrole conventionnel. De l'eau, beaucoup d'eau et des produits toxiques sont aussi nécessaires pour extraite le pétrole bitumeux notamment dans les bassins de décantation.

Les Indiens de la tribu Athabasca installés à Fort Chipewyan en disent long sur la pollution que la région a subie depuis quelques années : des poissons empoissonnés au plomb et à l'arsenic remplissent la rivière, disent-ils. Les autorités canadiennes n'en ont cure, les prévisions d'exportation et de d'exploration sont à l'ordre du jour malgré diverses manifestations dans le pays et aux Etats-Unis. francetvinfo.fr 03.11

Conditionnement des masses. Quand gouverner devient un exercice délicat, voire impossible, il faut recourir auxgrands moyens.

Tentée par la méthode grecque ?

- Un proche de Hollande appelle à une coalition gauche-droite - 20minutes.fr

Jean-Pierre Mignard, président de la Haute autorité du PS, proche de François Hollande, appelle les élus de gauche et de droite à former une "*coalition*", estimant que le président a "*commis une erreur*" en n'invitant pas François Bayrou dans la majorité.

"*Le pays ne peut plus se payer le luxe de la division*", déclare l'avocat au Figaro. "*Il faut converger et se rassembler avec les valeurs qui nous unissent: les alliances militaires, l'euro, la Convention européenne des droits de l'Homme. Le programme économique et social n'est, lui, qu'une question de curseur entre la gauche et la droite*".

"*Cette coalition peut rassembler 60% des électeurs*", ajoute celui pour qui "*droite et gauche ne peuvent plus régler les problèmes l'une sans l'autre*".

François Hollande "*fait une politique courageuse, mais ça ne suffit pas. Il faut réunir cette coalition sous sa direction, peut-être sous celle d'un homme de droite demain, et travailler dès maintenant à ce rapprochement stratégique, qui ne doit pas être qu'électoral*". 20minutes.fr 03.11

C'est un appel à la dissolution de l'Assemblée nationale et à la cohabitation avec l'UMP.

Comment y préparer les esprits ? En faisant en sorte de faire croire que cela viendrait des "***Français***".

- Convictions politiques: autant de Français "*à gauche*" qu'"*à droite*" - AFP

Ils portent au pinacle celui qui incarne le mieux la dissolution de la démocratie ou la dictature du néolibéralisme.

- 71% des Français souhaitent que Manuel Valls prenne les rênes du pays - LeFigaro.fr

Ils pour les dirigeants de la classe dominante et les médias qui relaient leur propagande. Au cas où Hollande craquerait avant la fin de son mandat ? C'est possible, en tout cas ils ont déjà tiré un trait sur Hollande.

On comprend pourquoi ils y sont portés.

- Plus de 9 Français sur 10 jugent le bilan de Hollande pas satisfaisant - AFP

Plus de neuf Français sur dix jugent que le bilan à mi-mandat de François Hollande n'est pas satisfaisant, et une majorité souhaite que le rythme des réformes soit accéléré, selon un sondage Harris Interactive pour LCP-Assemblée nationale publié lundi.

Parmi la série de champs d'action du gouvernement, aucun ne rencontre l'approbation d'une majorité de sondés.

De façon écrasante, 96% considèrent que le chef de l'Etat n'a pas tenu ses engagements de campagne, contre 3% qui pensent

le contraire. Près de huit sur dix (79%) parient qu'il ne les tiendra pas d'ici la fin du quinquennat, 17% qu'il les tiendra. AFP03.11

Le prochain président bénéficiera de la même popularité aussi rapidement, si les masses lui en laissent le temps, à voir...

Ils ont toujours eu une affection particulière pour les dictateurs africains, pas seulement...

- Burkina Faso : la France a aidé à évacuer Blaise Compaoré - LeMonde.fr

François Hollande a affirmé, lundi, que l'Etat avait permis l'évacuation « *sans drame* » du président démissionnaire. LeMonde.fr 03.11

Ils se sont arrangés pour rendre l'extrême droite ukrainienne présentable, alors pourquoi l'extrême droite française ne le serait-elle pas ?

- Le Pen se reconnaît des points communs avec Mélenchon - LeFigaro.fr

L'extrême droite serait tout juste, comment dire, nationaliste avec une touche de social, nationale-socialiste quoi, mais elle n'aurait rien à voir avec le fascisme ou le nazisme, qu'on se le dise... Ce discours ne vous dit-il rien ?

La goutte d'eau qui fait déborder la mare aux crabes.

- Barrage de Sivens : exaspérés, les élus du Tarn se sentent trahis - LeFigaro.fr

- Hollande: la réunion de Royal sur Sivens "*c'est la bonne méthode*" - AFP

- Mort de Rémi Fraisse : les reproches pleuvent sur Bernard Cazeneuve - Francetv info

- Barrage de Sivens: Le Guen dénonce "*une forme d'escalade gauchiste*" - AFP

- Barrage de Sivens: pour Guéant (UMP), Cazeneuve gère le dossier avec "*professionnalisme*" - AFP

- Rémi Fraisse : des policiers "*déguisés*" en casseurs ? - L'obs

L'accusation est portée, photos à l'appui, par Olivier Besancenot, qui estime que le gouvernement a intérêt à "*organiser directement ou indirectement les violences urbaines*", lundi 3 novembre sur BFMTV. L'obs 03.11

- «*A Sivens, l'usage de la force a été tout de suite disproportionné*» - Liberation.fr

Féodalité. Le droit de vie ou de mort du seigneur sur ses sujets est éternel.

- 672 700 licenciements en France - Francetv info

Le patron du Medef, Pierre Gattaz, propose que les employeurs n'aient plus à se justifier pour licencier ses salariés.

Le journaliste de France 2, Jean-Paul Chapel, apporte un éclairage sur les licenciements en France. En 2013, il y a eu 672 100 renvois, précise le spécialiste. Mais l'employeur peut également se séparer de son employé à l'amiable. La même année, 321 600 personnes ont été renvoyées, dans le cadre de ruptures conventionnelles.

Les raisons sont diverses. Dans 85% des cas, ce sont des licenciements pour fautes graves ou motifs personnels. Les licenciements économiques représentent 15 % des cas. L'entreprise doit alors justifier de ses difficultés financières.

Le licenciement est la cause du chômage dans 22% des cas. Par ailleurs, 46% des chômeurs sont arrivés à la fin de leur contrat à durée déterminée. Francetv info 03.11

A retenir. En affirmant que la rupture conventionnelle correspond à un "*renvoi*", ils témoignent qu'il s'agit bien d'un licenciement déguisé. Car pour qu'un salarié décide de se "*renvoyer*" il aurait fallu qu'il soit à l'origine de son recrutement, or dans les deux cas ce n'est pas lui qui possède ce droit mais le patron, c'est bien le patron qui l'a embauché et qui a décidé de s'en séparer ou de le virer.

A les entendre, généralement les travailleurs qui sont au chômage l'ont décidé ou en portent la responsabilité ou alors les patrons

n'y sont pour rien, puisque s'ils se sont retrouvés au chômage, ce n'est pas parce qu'ils voulaient les virer, non, c'est parce que leur contrat à durée déterminée étaient terminés, ils n'en avaient plus besoin et ils s'en sont séparés le plus naturellement du monde, ce en quoi on ne peut pas leur en vouloir.

Les patrons ont tous les droits, les travailleurs aucun, quoi de plus normal en somme, en quoi cela serait-il contestable ? C'est l'ordre établi et vous devez vous y soumettre un point c'est tout.

En complément. La preuve.

- SNCM: la direction a annoncé le dépôt de bilan aux salariés - AFP

Notre position : Renationalisation à 100% sans verser un centime aux actionnaires (Transdev et Veolia) et sans suppression d'emplois.

ACTUALITE EN TITRES

Un système économique devenu mafieux.

- Manipulation changes: JPMorgan Chase annonce être visée par une enquête pénale aux Etats-Unis - AFP

- Fraude : vers une mise en examen de HSBC - Liberation.fr

Business et gavage sordide.

- Un vaccin contre la dengue de Sanofi disponible dans un an - Reuters

- Maltraitance: Neuf maisons de retraite sur dix n'ont pas assez de moyens - 20minutes.fr

Et pourtant...

- Comment prévenir la dénutrition des personnes âgées ? - Francetv info

La dénutrition chez les personnes âgées est une préoccupation dans toutes les maisons de retraite. Francetv info 03.11

Pensez-vous, alors qu'elles se plaignent de manquer de moyens, quelle aubaine que les vieux ne leur coûtent pas grand chose en alimentation !

Pas tous logés à la même enseigne...

- Une majorité de Français redoute de basculer dans la précarité - 20minutes.fr

Invités à qualifier leur situation en fin de mois, 62% (contre 68% en janvier 2014) des Français estiment avoir des revenus suffisants: 27% parviennent à mettre de l'argent de côté, 35% bouclent juste leur budget.

En revanche 37% (contre 31% en début d'année) estiment avoir des revenus insuffisants: 14% indiquent s'en sortir uniquement grâce à une aide extérieure ou en contractant un crédit, 23% en puisant dans leurs économies. 20minutes.fr 03.11

Pas concerné.

- La taxe d'habitation pourrait être alourdie de 20% pour certaines résidences secondaires - AFP

Histoire de se détendre un peu et de faire chier les féministes.

C'est tout ce qu'elles ont... jusqu'à un certain âge seulement !

- Les femmes prêtes à dépenser plus que les hommes pour leur apparence - Francetv info

Sauf quand elles sont accompagnées d'un homme, c'est lui qui passe à la caisse !

- Dans les magasins aussi, les femmes sont désavantagées - Francetv info

J'aime les femmes, mais j'ai appris qu'il ne fallait surtout pas leur montrer... Un jour je vous dirai vraiment ce que j'en pense. Un mot tout de même parce que cela me démange.

Un conseil, ne surtout pas se fier aux apparences. Ce qui est logique puisqu'elles se sentent inférieures ou développent un complexe d'infériorité au contact de la société, du coup il n'y a pas plus sournois ou hypocrite, sur la défensive ou névrosées, elles adoptent un comportement autoritaire, on les croit fortes et elles sont fragiles ou faibles. J'ai eu le malheur ou j'ai commis l'erreur de les aimer comme elles étaient... en apparence seulement. A suivre.

Ca c'est pour la présentation.

- Avec la baisse du pouvoir d'achat, les Français se tournent massivement vers l'économie de partage. - AFP

Derrière.

Les précurseurs de ce nouveau marché comme "*Blablacar*" et "*Airbnb*" affichent déjà des chiffres qui donnent le tournis. AFP 03.11

Vaut mieux ne passer par aucun intermédiaire. Et puis partage celui ou celle qui a quelque chose à partager, la misère ou la pauvreté par exemple...

Pourquoi y tient-elle tant que cela ? Qui en tire profit ?

- Merkel : "*La liberté de circulation dans l'UE n'est pas négociable*" - LePoint.fr

Intox

- Midterms: Obama, bientôt un président aux mains liées? - 20minutes.fr

- Terrorisme : la France aurait échappé à plusieurs projets d'attentats - LePoint.fr

Un aveu des populistes. Avec le soutien des Etats-Unis et de la France notamment.

- Wahhabite connection : comment l'Arabie saoudite a déstabilisé le monde en exportant son islam radical depuis 40 ans - Atlantico.fr

Lire les Etats-Unis... On mettra cet article en ligne quand je l'aurai lu s'il en vaut la peine.

- Irak: les jihadistes exécutent plus de 200 membres d'une tribu - AFP

- L'Etat islamique a exécuté 600 hommes dans le désert irakien : l'émouvant témoignage des survivants - Atlantico.fr

Meyssan (Réseau Voltaire) avait raison d'évoquer un nettoyage ethnique préalable à une éventuelle partition de l'Irak...

Stratégie du chaos

- L'Etat islamique s'empare d'un deuxième gisement de gaz syrien - Reuters

- Violents combats en Libye dans la zone portuaire de Benghazi - Reuters

- Jérusalem: feu vert israélien à un projet de 500 logements dans l'est - AFP

- Attentat au Nigeria contre une cérémonie chiite, 23 morts - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- USA: Zone d'exclusion aérienne à Ferguson - french.irib.ir

Les documents qui viennent d'être révélés, montrent que l'administration américaine avait permis à la police de créer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Etat de Missouri, pendant les protestations qui ont eu lieu au mois d'août dans la ville de Ferguson contre les violences policières.

Selon l'agence de presse Fars, la fuite d'un certain nombre de documents laisse savoir que l'administration américaine avait autorisé à la police de créer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la ville de Ferguson de l'Etat de Missouri, suite à la mort d'un adolescent noir américain, un meurtre qui a fait déferler une vague de protestations.

Selon les documents révélés, la Federal Aviation Administration, FAA, a restreint l'étendu aérienne de Ferguson afin d'empêcher les hélicoptères appartenant aux médias de prendre des photos à partir des manifestations et des protestations du mois d'août.

La révélation de cette démarche donne lieu à de sérieuses préoccupations quant à la violation des droits des journalistes aux Etats-Unis.

Les documents révélés contredisent les allégations de la police de Saint-Louis, critiquée par sa réaction virulente aux protestations. french.irib.ir 03.11

2- Irak

2.1- Les calculs de Daesh, en Irak, déjoués - french.irib.ir

«Le jour où nous serons libérés des terroristes n'est pas loin».

C'est le Premier ministre irakien, Haydar al-Abadi, qui l'a dit, après avoir reçu un groupe de responsables de la province de Ninive. «*La libération de Mossoul, (Chef-lieu de la province de Ninive), signifiera la libération de tout l'Irak, et accomplira une partie de notre stratégie sécuritaire visant à éradiquer les terroristes de Daesh*», a affirmé Haydar al-Abadi. La ville de Mossoul, qui reste, toujours, occupée par le groupe terroriste de Daesh, a été le premier lieu, en Irak, à avoir été choisi, pour y réaliser la sédition baathiste-takfiriste, soutenue par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et la Turquie. L'un des objectif de ce complot consiste à attiser la guerre confessionnelle et sectaire entre les Chiites et les Sunnites.

A l'intérieur de l'Irak, certains disent que si Daesh a réussi à s'infiltrer à Mossoul, c'est parce que l'autorité centrale irakienne s'est montrée, auparavant, indifférente envers les revendications des Sunnites. Ils se trompent, car les supporters de Daesh envisageaient, très exactement, de lancer une guerre sectaire, afin de perturber le processus politique, nouvellement, instauré, en Irak. C'est dans le même cadre qu'ils nourrissent les litiges, au sujet du partage du pouvoir, au sein du nouveau gouvernement irakien.

En fait, l'appel de la Marjaiya religieuse irakienne au peuple de ce pays, dans le sens d'un soutien indéfectible à l'armée, dans la lutte contre le terrorisme, a, largement, contribué au renforcement du front, totalement, irakien, par rapport au front régional et international. Le triangle «*armée-forces populaires-Marjaiya religieuse*» s'est avéré très efficace, dans la sauvegarde de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de l'Irak, face aux complots, dont le complot takfiriste de Daesh. Cette équation a déjoué, aujourd'hui, les calculs de Daesh et de ses alliés, en Irak, tandis que le front irakien continue de nettoyer, progressivement, les régions occupées des éléments de Daesh. Face à cette situation, ce groupe terroriste a visé, aussi, les Sunnites, au Nord et à l'Ouest de l'Irak. A Mossoul, Daesh contraint les femmes à se séparer de leurs époux et à se marier avec les terroristes. Dans la province d'Al-Anbar, Daesh a procédé à l'exécution collective de plus de 250 hommes, femmes et enfants, appartenant à la tribu Albu-Namr, qui avait rejoint les forces militaires et sécuritaires irakiennes.

En tout état de cause, la solidarité des Irakiens de différentes ethnies, confessions ou minorités, qu'ils soient kurdes, chiites ou sunnites, dans la lutte contre Daesh, montre que la stratégie envisagée par l'Arabie saoudite et la Turquie, pour attiser la guerre confessionnelle, en Irak, a échoué. french.irib.ir 03.11

2.2 - Irak : Un chef redoutable de Daech tué - french.irib.ir

L'un des chefs les plus cruels du groupe terroriste de Daech a été tué lors d'un raid d'avions irakiens contre les positions

des terroristes à Salaheddin. Selon la chaîne de télévision al-Irqia, les avions de l'armée irakienne ont bombardé les positions des terroristes de Daech dans le sud de la province de Salaheddin.

Au cours de cette attaque, l'un des chefs les plus redoutables des terroristes sanguinaires de Daech, Abdallah al-Mesri et trois de ses lieutenants ont été tués. Le ministère irakien de la Défense a publié un communiqué pour confirmer cette nouvelle, en soulignant que cette opération avait été menée sur la base des informations collectées par les services de renseignement dans la localité d'Aziz-Balad. Le ministère irakien de la Défense ajoute qu'Abdallah al-Mesri était l'un des commandants les plus cruels de Daech. french.irib.ir 03.11

Comme quoi il n'y a pas que des mauvaises nouvelles !

ECONOMIE

Italie

L'Italie va connaître une troisième année de récession - Reuters

L'économie italienne va se contracter de 0,3% en 2014, conformément aux prévisions les plus récentes du gouvernement, avant de renouer avec une croissance faible de 0,5% en 2015, puis de 1,0% en 2016, selon les estimations de l'institut italien de la statistique (Istat) rendues publiques lundi.

Si ces prévisions se confirment, l'Italie connaîtra en 2014 sa troisième année consécutive de récession après des baisses de 2,3% du produit intérieur brut (PIB) en 2012 et de 1,9% en 2013.

La troisième économie de la zone euro est plongée dans sa plus longue récession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Reuters 03.11

Haut de page

Le 5 novembre 2014

CAUSERIE

En octobre j'ai passé 83 heures sur Internet, 62 heures en septembre, uniquement pour actualiser le site quotidiennement, puisque je ne l'utilise pratiquement pas à des fins personnelles ou c'est très rare.

La causerie d'aujourd'hui est trop longue, trop de sujets à traiter.

Où commence la xénophobie, le racisme, le nationalisme ? Toujours en haut.

A propos d'une nouvelle taxe envisagée pour les propriétaires de résidences secondaires. Le ministre du Travail François Rebsamen y est oppposé mais a néanmoins reconnu que "*à Paris, 170.000 appartements sont tenus par des riches propriétaires étrangers, il n'y a pas de raison qu'ils ne paient pas une taxe supplémentaire.*" AFP 04.11

Vaudrait mieux saisir leurs appartements, ainsi que ceux des riches propriétaires français pour ne pas faire de jaloux.

Confirmation. Sans les mineurs leur société n'existerait tout simplement pas.

- Téléphones portables : l'envers du décor - Francetv info

Pour faire fonctionner les téléphones portables, des dizaines de minerais différents sont nécessaires. Notamment le tantale, le métal qui sert à fabriquer des condensateurs, des composants qui permettent la conservation des données lorsque le téléphone s'éteint à cause de la batterie.

80 % des réserves mondiales de tantale se trouvent en Afrique, notamment en République démocratique du Congo. 3 000

personnes travaillent notamment jour et nuit pour extraire le minerai, appelé ici coltan, dans une mine du nord du pays que France 2 a pu visiter. Au sortir de la ville, un sac se vend 600 euros aux intermédiaires, mais sur le marché international, il s'achète jusqu'à 3 500 euros.

Une richesse qui ne profite pas aux mineurs, qui travaillent dans des conditions très dures. "*Je travaille depuis trois mois ici, et c'est déjà trop. C'est très dangereux*", assure un mineur au micro de Cash investigation. La mine est très étroite, l'oxygène manque et la température atteint 43°C. De simples planches de bois maintiennent la galerie. Pour douze heures de travail quotidien, les mineurs ne sont payés que 5,50 euros.

Dans l'hôpital local construit à quelques kilomètres de la mine, les creuseurs représentent la moitié des patients. 50 par mois, en moyenne, sont victimes d'éboulements. "*Quand il y a un éboulement, on laisse la partie déjà éboulée et on contourne. On laisse les corps à côté et on continue à chercher le coltan*", assure un ancien mineur. Francetv info 04.11

Pourquoi Le Monde offre-t-il une tribune à Attac ?

Réponse et grille de lecture.

Quand des "*usurpateurs*" peuvent en cacher d'autres.

- Rien d'étonnant dans la réponse de Clinton. Il a pour fonction de laisser les multinationales exercer leur pouvoir et même de le renforcer, puisque ce sont elles qui ont financé sa campagne électorale et l'ont fait président des Etats-Unis. Il est le président des multinationales ou de l'oligarchie financière et non des Américains.

- Le pouvoir acquis par les multnationales est parfaitement légal, le produit de décennies de dérégulation en tous genres. Il est totalement faux qu'il soit "tellement difficile à identifier" ou qu'elles agiraient "*dans l'ombre*", il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir et Susan George en fait partie , la preuve : elles en ont même produit des projets de traités transpacifique et transatlantique, leur contenu a même été rendu public récemment. Est-elle au moins au courant ? Elle assure que oui, elle s'en "*méfie*" dit-elle, pourquoi parce qu'on pourrait se méprendre sur leur contenu ou leurs intentions, alors qu'ils sont parfaitement clairs.

- On aura compris pourquoi Le Monde offre une généreuse tribune qui a valeur de publicité gratuite à cette "*l'infatigable miliante*" à l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage, pour sous un faux marque d'opposante aux multinationales, en réalité orienter systématiquement les lecteurs dans une mauvaise direction. La suite l'illustre encore davantage.

- La mainmise des lobbyistes sur Bruxelles est connue et a été décrit en long, en large et en travers depuis des décennies déjà. Mais alors pourquoi y revient-elle ? Parce qu'il faut bien qu'elle arbore un masque présentable pour qu'on ne la soupçonne pas de les servir, la suite le démontre. Elle joue un double jeu au même titre que les multinationales qui à la fois nient "*la réalité du changement climatique*" et soutiennent l'inverse, donc entendent tirer profit sur les deux tableaux, sinon comment expliquer qu'Al Gore flanqué de Bill Gates se présentent comme d'inconditionnels défenseurs de l'environnement, alors qu'on connaît les affinités de Gates avec Rockefeller (Exxon Mobil, Monsanto...) ? En somme, c'est exactement comme lorsque les multinationales qui défendent leurs propres intérêts, financent en même temps le mouvement altermondialiste dont fait partie Attac ou le Forum social. On inventent rien, ce sont des faits parfaitement connu, la Fondation Ford, Coca Cola, etc. C'est comme la fondation de Nicolas Hulot qui est financée par les plus grands pollueurs.

- Pourquoi joue-t-elle un double jeu ? Parce qu'elle n'envisage pas un seul instant l'abolition du capitalisme ou la socialisation par un Etat ouvrier ou une République sociale des multinationales. Du coup elle n'envisage même pas de casser les lobbies des multinationales et le reste est à l'avenant, pure charlatanerie, car dès lors que les multinationales continuent d'exister et de croître encore, on ne voit comment elles pourraient abandonner le pouvoir politique qu'elles ont déjà acquis ni qui les y forcerait, rappelez-vous qu'elle le niait plus haut, ce qui signifie qu'elle n'a pas du tout l'intentention de lutter pour renverser le pouvoir politique en place, alors que c'est le seul moyen à notre disposition pour s'attaquer au pouvoir des multinationales : les exproprier sans leur verser un centime.

- Pour finir, elle l'illustre en citant Gandhi : « *d'abord ils vous ignorent, ensuite ils vous raillent, puis ils vous combattent et, enfin, vous gagnez.* », allez dire cela aux centaines de millions d'Indiens qui triment comme des esclaves 67 ans après l'indépendance de l'Inde, sans protection sociale, aucun droit, pas même un contrat de travail, ce qui ferait le bonheur de monsieur Gattaz.

En fait la bourgeoisie indienne ne rompra jamais ses liens avec l'impérialisme britannique, et l'Inde demeurera membre du Commonwealth. Le mouvement de libération nationale auquel participa tout le peuple indien, ne devait mettre fin qu'à la colonisation, en aucune manière il ne mit fin au régime semi-féodal en place ou à l'exploitation forcenée des ouvriers et des paysans. La bourgeoisie indienne assuma dès lors tout le pouvoir pour son propre compte, sans que pour autant la situation des centaines de millions de paysans pauvres ou sans terre ne s'améliore. Elle a même été jusqu'à conserver tel quel le réseau ferré que les britanniques avaient développé pour convoyer leurs marchandises. ce n'est qu'à partir des années 90 qu'elle acheva son électrification, et encore sur les grands axes reliant les villes les plus importantes, j'en ai été témoin, c'est pour cela que

j'évoque rapidement cet exemple.

Gandhi n'a jamais eu l'intention de s'attaquer à la bourgeoisie indienne, et Attac n'a jamais eu l'intention de s'attaquer au pouvoir des multinationales, c'est ce qu'il faut retenir. Que Le Monde, dont on connaît les convictions politiques lui offre une tribune n'est pas sans arrière-pensées, car ils savent parfaitement à quoi s'en tenir à propos d'Attac, dont la principale fonction à l'instar des ONG consiste à détourner les jeunes et les travailleurs du socialisme, de les livrer en pâture aux capitalistes.

- Haro sur le « *pouvoir* » des entreprises transnationales - Le Monde 03.11

A bord de l'Air Force One, Bill Clinton lit un ouvrage sur les pouvoirs accrus des entreprises trasnationales. Lorsqu'un journaliste l'interroge sur cette question, sa réponse est étonnante : « *Que voulez-vous que je fasse ? Je ne suis que le président des Etats-Unis. Je ne peux rien faire à propos des grandes entreprises* ». Susan George, figure historique du mouvement altermondialiste, prend cette anecdote au pied de la lettre. Dans *Les Usurpateurs*, la présidente d'honneur d'Attac-France se penche sur cette « *forme sournoise de pouvoir illégitime tellement difficile à identifier qu'elle n'a même pas encore de nom* ». Après avoir dénoncé les échecs de la révolution verte dans le best-seller Comment meurt l'autre moitié du monde (Robert Laffont, 1978), l'infatigable miliante s'attaque à la « *corporatocratie* », incarnée par des entreprises transnationales (ETN) qui promeuvent dans l'ombre une doctrine néo-libérale et s'arrogent des pouvoirs jadis réservés aux élus.

L'auteur s'inquiète de la mainmise des lobbyistes : ils seraient entre 10 000 à 15 000 en contact permanent avec des fonctionnaires européens afin de promouvoir la malbouffe, les OGM, le tabac, les produits chimiques et plus généralemennt les intérêts des ETN. Susan George dévoile un tableau tout aussi sombre de l'autre côté de l'Atlantique, où les organisations niant la réalité du changement climatique sont financées par « des fondations néoconservatrices ou libertariennes étroitement liées aux intérêts ultralibéraux des ETN », comme la société pétrolière et gazière Exxon-Mobile ou encore Koch Industries.
chapitres confidentiels

Non contentes d'infléchir la législation au profit d'un secteur industriel, les entreprises détermineraient aussi le contenu de traités commerciaux stratégiques, comme le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). La militante altermondialiste se méfie de ce traité de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis : tramé dans les coulisses depuis vingt ans, il n'est annoncé au public qu'en 2013 et une bonne partie de ses chapitres restent confidentiels.

Susan George dénonce également le mécanisme de règlement des différends, « *une forme de justice qui est une menace pour la démocratie* ». Ce mécanisme permet aux multinationales d'attaquer un Etat devant un tribunal privé si elles estiment qu'une mesure législative affecte leurs bénéfices. L'Equateur a ainsi été condamné en 2012 à verser des dommages et intérêts d'un montant de 1,77 milliard de dollars à l'entreprise pétrolière et gazière Occidental Petroleum pour rupture de contrat.

« *Les arbitres n'ont manifestement pas été convaincus que l'Equateur était dans son bon droit en essayant d'empêcher des forages dans une zone protégée* ». Tout en considérant les ETN comme la première puissance collective mondiale, Susan George ne s'avoue pas vaincue. Mise en place d'un registre obligatoire de lobbying au niveau européen et dans chaque pays, remplacement du TTIP par un traité qui s'inspire du Mandat commercial alternatif... il est encore possible de contrer les usurpateurs, et la militante préfère conclure par une note d'espoir, en citant Gandhi : « *d'abord ils vous ignorent, ensuite ils vous raillent, puis ils vous combattent et, enfin, vous gagnez.* » Lemonde.fr 03.11

Comment vous façonnez de manière à ce que vous rentriez dans le moule du néolibéralisme qui est synonyme de servage ?

Grille de lecture.

Comment vous asservir en vous faisant croire que vous en seriez à l'initiative ou responsable, le demandeur ? En premier lieu en se livrant à une falsification systématique de la réalité, voyons comment ils s'y prennent.

- Le pouvoir et la liberté du consommateur n'ont jamais été aussi importants.

En réalité nous n'en avons jamais eu si peu.

- Tout comme celui du citoyen. Alors qu'il a été spolié de ses droits sociaux et que ses droits politiques lui ont été confisqués.

- Les printemps arabes, et même la chute du Mur de Berlin, ne s'expliquent-ils pas, en partie au moins, par la diffusion de l'information via les satellites et ses avatars d'aujourd'hui ?

Quand on sait qui diffusaient ses informations et qui étaient derrière les "*réseaux sociaux*", les mêmes, quand on pense au sort qui a été réservé aux travailleurs d'Allemagne de l'Est ou RDA, dont les entreprises ont été fermées par milliers avec des centaines de milliers de licenciements à la clé, et qu'on observe le résultat de ce qu'ils appellent les printemps arabes, le parti de Ben Ali

de retour au pouvoir, l'armée au pouvoir en Egypte, le règne de la terreur en Libye, on est en droit d'en conclure qu'ils ont été orchestrés par la classe dominante et et qu'ils ont servi essentiellement ses intérêts.

- Les nouvelles technologies n'ont pas d'inclination particulière, elles ne font que ce qu'on leur demande.

C'est occulter qui les met au point et dans quel objectif politique, certainement pas dans le but de servir le combat pour notre émancipation, mais bien l'inverse.

Ensuite ils vont procéder un basculement perniceux.

- Pendant un quart de siècle, on leur a demandé plus de liberté. Elles nous l'ont donnée.

Qui pourrait aujourd'hui se passer de sa voiture (en France), de sa télévision, de son réfrigérateur, de sa machine à laver ? Personne, et il appelle cela la liberté quand il faut trimer dur pour les acquérir ou les renouveler. Cela dit il faut reconnaître qu'ils nous facilitent la vie. En réalité il est tout simplement légitime de pouvoir y accéder, ce qui n'est pas le cas de tout le monde ou alors au prix de grands sacrifices. Une liberté chèrement acquise au prix d'une absence de liberté, celle de la femme qui doit dorénavant absolument travailler au côté de son conjoint car il n'est plus possible à une famille de vivre décemment avec un seul salaire. Vous me direz qu'autrefois aussi un couple peinait à survivre avec un seul salaire, effectivement, aujourd'hui c'est camoufler par le fait que la femme travaille, qu'elle cesse de travailleur et ils plongeront dans la pauvreté, comme autrefois. Ce qui a changé, c'est que maintenant ils doivent travailler à deux pour se payer ce qu'ils appellent ici la liberté, en réalité ils sont enchaînés à un mode de vie qu'on leur a imposé et ils n'ont pas d'autre alternative que de le reproduire sans cesse, ils ne peuvent pas en changer, alors où est l'affaire dans cette histoire-là, elle n'existe tout simplement pas, c'est du domaine de l'illusion.

- Aujourd'hui, la société semble leur demander plus de protection, de surveillance. Plus de sécurité et de contrôle à la fois. Elles vont une fois encore se soumettre à la demande qui leur est adressée, pour la satisfaire.

C'est là que se trouve leur tour de passe-passe, en imputant à la société la demande de sécurité ou de contrôle, alors qu'en réalité ce sont eux qui ont créé les conditions infernales consistant à mettre des instruments disposant éventuellement d'un pouvoir coercitif sur les membres de la société à la disposition de tout un chacun, sachant pertinemment qu'il y en aurait qui en profiteraient pour en faire un usage abusif, ce qui devait justifier ensuite la surveillance ou le contrôle des faits et gestes ainsi que des pensées de l'ensemble de la population pour la protéger et la boucle était bouclée. Ils étaient enfin parvenus à leur objectif, qui n'est évidemment pas la tranquillité ou le bien-être de la population, mais sa mise sous surveillance et son conditionnement puisque les données récoltées servent essentiellement à cela, à orienter sa consommation autant que ses idées politiques.

- Un monde sous surveillance : Orwell avait raison - francetvinfo.fr 03.11

L'entreprise la plus cool du monde, Apple, vient d'être à nouveau prise sur le fait : elle surveillait les salariés de ses magasins, sans les avoir prévenus, jusque dans les salles de repos. Dans l'entreprise, sur la voie publique, lorsque nous utilisons notre téléphone ou internet, nous sommes désormais espionnés. Bientôt, nous n'aurons plus jamais la certitude de ne pas être observés, quel que soit l'endroit de la planète où nous nous trouvons. C'est le deuxième âge des nouvelles technologies qui commence. Celui du contrôle. Les technologies de l'information, c'est l'histoire du libéralisme des années 1990

Pendant trente ans, les technologies de l'information ont, au contraire, offert de la liberté à nos sociétés. Leur histoire se confond d'ailleurs avec l'extraordinaire essor du libéralisme, à compter du début des années 1980. L'un des premiers secteurs qu'ouvre à la concurrence Ronald Reagan, président des Etats-Unis élu en 1980, ce sont les télécommunications. L'éclatement d'ATT, le monopole américain, va libérer l'innovation et faire chuter considérablement les coûts. En Europe, l'invention de la norme GSM fera décoller l'usage du téléphone portable au milieu des années 1990. Au même moment, apparaît le "*world wide web*". Internet commence alors une gigantesque et silencieuse transformation du modèle économique de la distribution, de la banque, de la presse bien sûr, de la musique, du jeu vidéo, de l'édition, du transport...

Les nouvelles technologies de l'information abaissent les coûts, car elles suppriment les intermédiaires. Ou plutôt elles les transforment. Pour acheter un livre, on a moins besoin de l'intermédiaire classique qu'est le libraire, mais plus du livreur de colis. Ces outils révolutionnaires ont mis en présence la demande du monde entier avec l'offre du monde entier, pour tous les produits ou presque : le pouvoir et la liberté du consommateur n'ont jamais été aussi importants. Tout comme celui du citoyen. Les printemps arabes, et même la chute du Mur de Berlin, ne s'expliquent-ils pas, en partie au moins, par la diffusion de l'information via les satellites et ses avatars d'aujourd'hui ? Moins de liberté ou plus de protection ?

Pourtant, cette ère de liberté semble s'achever sous nos yeux. Le consommateur est traqué, épié, analysé, au point que ses besoins et désirs sont désormais anticipés par les machines qui le sollicitent. Quant au citoyen, toutes les traces électroniques qu'il laisse à son insu permettent de connaître avec précision sa vie, ses habitudes, ses fréquentations. La liberté s'est insensiblement muée en asservissement, le secret en surexposition : Apple espionne ses vendeurs, les données privées de millions d'utilisateurs des réseaux sociaux sont désormais exposées au piratage, Google prépare des nanoparticules qui

voyageront dans notre corps pour révéler aux assureurs les points faibles de notre santé...

Pourquoi un tel retournement ? Les nouvelles technologies n'ont pas d'inclination particulière, elles ne font que ce qu'on leur demande. Pendant un quart de siècle, on leur a demandé plus de liberté. Elles nous l'ont donnée. Aujourd'hui, la société semble leur demander plus de protection, de surveillance. Plus de sécurité et de contrôle à la fois. Elles vont une fois encore se soumettre à la demande qui leur est adressée, pour la satisfaire. francetvinfo.fr 03.11

C'est marrant, on croyait que c'était le capitalisme qui était à l'origine des nouveaux besoins de la société pour entretenir sa machine à produire, consommer, fabriquer du profit. On a dû rêver.

ACTUALITÉ DU JOUR

Dans la mare aux crabes, suite.

- Notre-Dame-des-Landes : Valls réaffirme "*la détermination de l'Etat*" à construire l'aéroport - Francetv info

- La violence n'empêchera pas la réalisation de travaux "indispensables", selon Royal - Francetv info

- Barrage de Sivens: Royal assure «*qu'un ouvrage sera fait*» - LeFigaro.fr

- Barrage de Sivens : les élus locaux nagent-ils en plein conflit d'intérêts ? - Francetv info

- Sivens: L'abandon du barrage, une «*question de bon sens*» pour Hulot - 20minutes.fr

- Barrage de Sivens : la Confédération paysanne demande une réorientation des cultures - Liberation.fr

- Quatre questions sur les policiers "*déguisés*" en manifestants - Francetv info

- Sivens : un barrage similaire dans le Tarn - Francetv info

Alors que les voix s'élèvent pour demander l'abandon du barrage de Sivens dans le Tarn, un projet similaire a été construit il y a une quinzaine d'années, dans le département. Il s'agit du réservoir de Fourogue, situé au sud de Mailhoc.

Les deux barrages présentent de nombreuses similitudes : une capacité de 1,3 million de mètres cubes mais aussi des objectifs similaires. Le réservoir de Fourogue vise ainsi à réguler la rivière voisine et à offrir des réserves d'eau aux agriculteurs. "*Au départ, nous y étions opposés, car on ne voyait pas l'utilité de noyer de bonnes terres sur Mailhoc, mais maintenant qu'il est là, je pense que plus personne ne voudrait le voir disparaitre. On a de l'eau dans les ruisseaux tout l'été. On retrouve des espèces qu'on n'avait plus l'habitude de voir*", raconte Jean-Marc Escoutes, agriculteur et maire de Mailhoc.

Mais pour le viticulteur Philippe Maffre, ce barrage est "*sous-utilisé*". "*Il devait toucher 400 hectares, il n'en touche même pas 200*", déplore-t-il. (Ou surdimensionné, non ? - ndlr)

A l'époque, comme à Sivens, le barrage avait fait l'objet d'une longue bataille juridique. Francetv info 04.11

Il est possible que ce barrage ou cette retenue d'eau soit parfaitement justifié, je n'ai jamais prétendu le contraire. Ce qui a pu prêter à suspicion ou à confusion, c'est que le même organisme a été chargé d'en réaliser à la fois l'étude et les travaux.

Si la majorité de la population locale y est favorable, il n'y a aucune raison de ne pas le construire, à condition qu'on lui fournisse toutes les données ou les arguments des partisans et des opposants à ce projet pour pouvoir se prononcer librement.

La crise du logement, pas pour tout le monde.

- La France, championne du monde des résidences secondaires Francetv info

Il y a 3 177 000 résidences secondaires en France. Un record mondial.

"*Sur l'avenue Montaigne à Paris, il y a plus de résidences secondaires que de résidences principales*", commente le journaliste

de France 2. Autre exemple marquant : l'île de Ré. Plus d'une maison sur deux est une résidence secondaire.

La Corse arrive en tête du classement avec 35% des résidences qui sont secondaires. Sur la deuxième marche du podium, le Languedoc-Roussillon avec 21%, juste devant la région PACA avec 17%.

Un ménage français sur dix possède une résidence secondaire. 11% sont possédées par des étrangers. La moyenne d'âge des propriétaires de résidences secondaires est de 61 ans et ils n'y passent en moyenne que 42 jours par an. Francetv info 04.11

"*Il y a à Paris 170.000 résidences secondaires qui sont peu ou pas occupées alors qu'il y a 170.000 demandes de logements*", selon le secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert interrogé dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

Selon les derniers chiffres disponibles de l'Insee, en 2011 on comptait à Paris 29.724 logements occasionnels, 62.111 résidences secondaires, toutes surfaces confondues, et 98.698 logements vacants. AFP 04.11

Le contrat unique de travail, non, de licenciement.

En signant à l'embauche votre contrat de travail, en même temps vous signeriez votre contrat de licenciement puisqu'il comporterait une clause le stipulant, la fameuse "justification" avancée par Gattaz, présentée comme un droit car il ose tout.

- Licenciements: le Medef justifie sa proposition de sortir de la convention OIT - AFP

"*Changer la loi française pour aller vers un " contrat unique " ou un équivalent ne servira pas à grand-chose si l'encadrement global défini par l'OIT n'évolue pas*", a estimé le Medef dans un communiqué.

"*Soulever cette question ne signifie évidemment pas qu'il y aurait, dans le cadre de cet éventuel "contrat unique", une absence de justification lors des séparations entre un salarié et son employeur, la loi française continuant à s'appliquer*", argumente le Medef.

L'article 4 de la convention 158 de l'OIT adoptée en juin 1982 stipule qu'"un travailleur ne devra pas être licencié sans qu'il existe un motif valable de licenciement lié à l'aptitude ou à la conduite du travailleur ou fondé sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise, de l'établissement ou du service". AFP 04.11

Que dit et que veut le Medef?

Il souhaite remplacer le CDI par un contrat de travail incluant une clause sur sa durée qui permettra aux patrons de licencier un salarié à tout moment.

Les clauses qui pourraient le justifier seraient laissées à la discrétion des chefs d'entreprises, sachant qu'elles seront au moins ou plus nombreuses encore que les prétextes déjà existant pour licencier un salarié, cela revient à leur donner tous les pouvoirs dès la signature du contrat de travail par les deux parties.

J'ai bossé dans plus de 45 boîtes et j'ai été licencié un certain nombre de fois pour savoir que les patrons peuvent licencier n'importe qui dès lors qu'ils l'ont décidé sans qu'on puisse s'y opposer. C'est plus difficile en cas de licenciements collectifs, car là il y a toute une procédure contraignante à respecter pour les chefs d'entreprise, à mon avis c'est celle-ci que vise le Medef, afin de renouveler une partie de leur personnel qui leur coûte trop cher ou qui est inadapté à l'évolution de leur entreprise, pour ensuite embaucher de nouveaux salariés à des conditions plus avantageuses, plus flexibles comme ils disent.

Participer au comité de suivi des aides aux entreprises, c'est soutenir le pacte de responsabilité.

Hier le comité de suivi des aides publiques aux entreprises s'est réuni en présence de Valls et des partenaires sociaux. Valls a regretté que trop peu de branches professionnelles aient engagé des négociations et encore moins signé des accords, la plupart des syndicats y étant opposés et dans certains cas le patronat : "*Il faut donc négocier, mais surtout il faut s'engager. La programmation de réunions, c'est bien, la conclusion d'un accord, c'est mieux. À ce jour, il y en a bien trop peu*", s'est agacé le Premier ministre.

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT a estimé que le comité de suivi des aides aux entreprises était aussi un "*observatoire du suivi des engagements*" dans le cadre du pacte de responsabilité. lepoint.fr 04.11

Berger confirme ce que nous n'avons cessé de marteler : participer à ce comité et bien d'autres, aux réunions ou conférences initiées par le gouvernement en compagnie du patronat, c'est déjà capituler, trahir, car c'est accepté de se placer sur leur terrain de classe, Berger le dit très bien, ces réunions se situent "*dans le cadre du pacte de responsabilité*", ce qui signifie qu'on a accepté au préalable le pacte de responsabilité, donc on ne le combat, on ne combat pour son rejet ou son abolition, on se soumet

aux conditions que nous imposent le gouvernement et le patronat.

Et tous les partis ouvrier s'en accommodent, puisqu'aucun n'entend rompre avec les directions des syndicats qui y participent, ceux qui prétendent combattre le pacte de responsabilité tiennent un double langage ou jouent un double jeu en réalité.

Les fossoyeurs du syndicalisme.

- L'appartement de Thierry Lepaon venait d'être refait à neuf - LeMonde.fr

- Lepaon assure avoir "*appris par la presse*" le montant des travaux de son appartement - Francetv info

- Appartement: Lepaon reconnaît une "*faute collective*" et s'en prend à la direction AFP -

Alors que le trésorier de la centrale syndicale, Eric Lafont, avait assuré que «l'appartement avait été remis à neuf», le journal satirique affirme, ce mercredi, que le logement du numéro 1 de la CGT avait déjà été rénové avant que la centrale syndicale ne commande de nouveaux travaux.

Certes, il ne s'agissait pas «d'une rénovation de haut-standing», note le Canard, mais un coup de peinture blanche avait été passé sur les murs de l'appartement et une moquette neuve installée. «*C'était parfait pour un jeune couple*», résume le propriétaire du logement, retrouvé par les journalistes de l'hebdomadaire. Mais l'état de l'appartement ne devait pas convenir à la centrale syndicale qui a fait arracher la moquette pour la remplacer par du parquet flottant et demandé à ce qu'on ...repeigne les murs déjà rafraîchis.

Des travaux réalisés par une petite entreprises spécialisée dans les «*peintures décoratives, patines, faux bois et marbre, stucco, pochoirs et fresques*», AD Peinture, qui pour l'occasion s'est reconvertie dans la plomberie ou les travaux d'électricité... pour une facture salée, selon le Canard, qui relève -entre autres- le prix de la rénovation des toilettes de Thierrry Lepaon: 4453 euros... (Ses chiottes est l'équivalent de la moitié du prix de ma maison. La CGT peut m'adresser un don, juste pour acheter la cuvette des WC, 20 euros. Au fait monsieur Lepaon, le papier, c'est de la soie ? - ndlr)

Une fausse «*bonne affaire*»

L'hebdomadaire enfonce aussi un peu plus la ligne de défense du trésorier de la CGT. Ce dernier avait affirmé aux journalistes du Canard Enchaîné qu'en compensation des travaux réalisés dans l'appartement, le syndicat avait obtenu une remise sur le montant du loyer mensuel. Il s'agirait d'un bobard selon le journal satirique qui cite l'agence immobilière qui s'est occupée de la location et le propriétaire.

Autre mensonge épinglé par le Canard, la présumée «*bonne affaire*» faite par la centrale, en louant un appartement de 120 mètres carrés pour 2000 euros par mois. Selon l'hebdomadaire, le logement ne ferait en fait que 79 mètres carrés. Pour cette superficie, le montant du loyer correspond tout juste aux prix du marché.

Des révélations qui interrogent un peu plus le futur de Thierry Lepaon à la tête de la CGT. Le leader du syndicat, qui s'est exprimé ce matin devant le Comité Central national, le parlement de l'organisation syndicale avait évoqué une «*faute collective qui ne masque pas des responsabilités individuelles*». leparisien.fr 04.11

Le Medef reçoit du renfort ou la collaboration de classes expliquée par un banquier (du PS).

- Industrie: Macron appelle les partenaires sociaux à jouer collectif - AFP

Le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, a appelé mardi les entreprises et les syndicats à faire preuve d'esprit collectif et de pragmatisme pour "*reconstruire*" la politique industrielle française, admettant que "*l'Etat seul ne peut rien*".

"*Il n'y pas de fatalité, mais il n'y a pas non plus de recette miracle (...). Il y a surtout un travail collectif à mener ensemble*", a assuré le ministre lors d'une intervention improvisée à Bercy à l'occasion des premières rencontres de la Direction générale des entreprises (DGE), l'ancienne Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS).

"*Le volontarisme et l'esprit de responsabilité sont la clef de la nouvelle politique industrielle*", a affirmé le ministre qui a pris ses fonctions lors du dernier remaniement de la fin août. Il a toutefois prévenu que "*l'Etat seul ne peut rien*".

Sa méthode? "*il faut de manière très pragmatique aller chercher des solutions, qui sur l'énergie, qui sur le travail, qui sur l'innovation*", a-t-il expliqué.

"*Ne pas dialoguer, c'est irresponsable et c'est une faute grave*", a-t-il prévenu. (Il confirme ce que nous avons rappelé plus haut : accepter le dialogue avec le gouvernement et le patronat, c'est capituler, trahir, sinon pourquoi y tiennent-ils tant ? Pour lier les travailleurs au sort du capitalisme dont ils n'ont rien à attendre de bon, qu'ils doivent renverser. - ndlr)

Pour sortir de "*ce face à face terrible*", le ministre a prôné le dialogue entre les partenaires sociaux, rappelant les récents accords trouvés dans l'automobile et la chimie. "*Sur le terrain, c'est quand les salariés savent prendre leurs responsabilités, que nous pouvons reconstruire une histoire industrielle*", a-t-il souligné.

Aux entreprises, le ministre a demandé "*d'expliquer*" les "*mécanismes mis en place*". Il a aussi plaidé pour l'entrée des salariés au sein des conseils d'administration des grands groupes. AFP 04.11

Nous sommes contre évidemment, ils sont déjà trop enchaînés au capitalisme.

Flics provocateurs inflitrés dans les manifs, pas une nouveauté.

Fabien Vandermerlick, secrétaire national au syndicat de police Alliance, sur L'Express.fr : "*La plupart arborent d'ailleurs un brassard orange ou une inscription "police" sur le torse, afin de se distinguer des manifestants*."

La plupart mais pas tous, donc il est impossible de les repérer à moins de les suivre à la trace jusqu'au moment où ils rejoignent discrètement les rangs des forces de l'ordre.

"*Ils s'infiltrent dans les cortèges pour repérer et neutraliser les individus violents avant qu'ils ne fassent n'importe quoi.*"

Ils sont plutôt distraits ou inefficace au regard de la violence de certains manifestants.

"*Ils sont aussi chargés d'interpeller en flagrant délit pour qu'il y ait des preuves*".

En réalité, ils les trient sur le volet, par exemple, tout comme les arrestations qui ont eu lieu lors de la manifestation interdite à Paris en soutien aux Palestiniens. Les véritables casseurs ne sont jamais interpelés, sauf exceptionnellement, ils en attrapent un ou deux histoire pour qu'on ne reproche pas aux représentants de l'Etat l'exploitation politique qu'ils font par la suite de ces violences qui arrangent bien leurs affaires, discrédite une cause, légitime leurs lois liberticides, intimidera les potentiels manifestants à venir qui préfèreront rester chez eux par crainte des violences dont l'Etat est finalement le complice ou l'instigateur selon les cas.

Sur BFMTV Nicolas Comte, secrétaire général adjoint du syndicat Unité SGP Police FO a confirmé que les policiers en civil qui s'infiltraient dans les manifestations ne portaient aucune marque distinctive pour les reconnaître, ce qui paraît logique, Cazeneuve nous prend pour des abrutis ou il a une case en moins : "*Forcément, quand il y a ce type de manifestations, il y a des policiers en civil qui ont pour mission de procéder à des interpellations. Donc, ils ont des looks destinés à passer inaperçus.*" francetvinfo.fr 04.11

Vous avez dit provocateurs ? Ils incitent les manifestants à l'extrême violence.

Lexpress.fr - Une photo largement diffusée sur Twitter par les militants d'extrême gauche et écolos pose question. On y voit des fonctionnaires déguisés arborant des foulards à tête de mort. "*C'est sidérant. Je demande une clarification du gouvernement sur ces tenues agressives, où l'on a l'impression que ces policiers vont au combat. Leur but n'est clairement pas de calmer les tensions*", observe Alexis Corbière, secrétaire national du Parti de gauche. (Au passage, ils n'en manquent pas une pour s'adresser au gouvernement, le légitimer. ndlr)

Ces images sont d'autant plus troublantes qu'un militaire avait été sanctionné par sa hiérarchie pour s'être pris en photo avec un tel foulard lors d'une opération au Mali. Il est ensuite tombé en dépression et a quitté l'armée française. Au syndicat de police Alliance, on reconnait à demi-mots que la tenue peut être quelque peu "*provocatrice*" mais on demande à ce que le cliché soit authentifié. lexpress.fr 04.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Qui est le perdraux de l'année? déguisés en casseurs pour identifier les meneurs vaste blague.*

En 1972 déjà les manifs contre la loi Debré service d'ordre étudiants très "solide" pour éviter les débordements bien plus violents à l'époque post soixante huitarde On arrête un type en foulard qui lance des boulons vers des CRS en hurlant, on le coince dans une cabine tel et hop il sort sa carte de brigadier de police en nous menaçant de poursuite ! Le rôle de ces infiltrés est juste de jeter le discrédit sur la manif, aujourd'hui on embauche même des loubards de banlieue qu'on emmène juste qu'au parvis de la Défense (méthode Sarko) ou des " extrémes droites" lors de manifs anti gouvernementales (méthode Chirac).

Bref, manipulation à tous les étages qui ont toujours existées. Relisez donc "Quand les sirènes se taisent" sur les gréves de 36 (Maxence Vandermersh) ou les "Flamand" arrivaient par camions escortés par les militaires..."

Hollande et son gouvernement ainsi que la majorité des députés et sénateurs interdits de quitter le territoire français pour soutien au terrorisme.

- Le Parlement adopte définitivement le projet de loi de "*lutte contre le terrorisme*" - AFP

La Parlement a définitivement adopté, par un ultime vote du Sénat mardi, le projet de loi de "*lutte contre le terrorisme*".

Les sénateurs socialistes, radicaux, centristes et UMP ont voté pour. Les sénateurs écologistes et Front national se sont abstenus, les sénateurs communistes ont voté contre.

Renforçant une législation antiterroriste déjà très fournie (14 lois votées depuis 1986), le projet de loi instaure avant tout une interdiction administrative de sortie du territoire, matérialisée par la confiscation de la carte d'identité et du passeport. AFP 04.11

Un arsenal liberticide digne d'une dictature militaire.

Ils se sont partagés les rôles comme d'habitude. Si on s'en tenait aux apparences, à leurs discours, on pourrait se dire pourquoi pas, tout le monde condamne le terrorisme aveugle qui frappe d'innocentes victimes civils y compris des enfants ou des vieillards, mais l'essentiel est ailleurs, cette loi, toutes ces lois peuvent se retourner un jour contre le mouvement ouvrier, c'est la raison pour laquelle nous y sommes farouchement opposés, qui plus est parce qu'elles sont adoptées par des représentants de notre ennemi qui est en guerre permanente contre notre classe ne l'oublions pas.

La lecture du passage est très instructive, on le commentera plus loin.

AFP - Cette interdiction, d'une durée de six mois renouvelable jusqu'à deux ans, sera décidée en cas de "*raisons sérieuses de croire*" que la personne "*projette des déplacements à l'étranger ayant pour objet la participation à des activités terroristes*" ou "*sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes*". Elle pourra être contestée devant la justice administrative. AFP 04.11

Questions : Quelle est leur définition du terroriste ? A qui l'appliquent-ils ? Et c'est là qu'on s'aperçoit de la supercherie ou qu'en réalité il existe d'autres intentions cette fois inavouables derrière cette loi.

Car comment définissent-ils qu'un groupe ou un mouvement serait terroriste ou non, sachant qu'un jour ils arment et soutiennent des groupes ou des mouvements qu'ils caractérisent de modérés, et par la suite ils les dénoncent et les combattent car ils seraient radicaux ou terroristes ? Mieux encore comment peuvent-ils faire la distinction entre modérés et radicaux sachant que les membres d'un groupe ou mouvement passent de l'un à l'autre très facilement ? Encore plus fort, comment peuvent-ils établir cette distinction lorsque les différents groupes ou mouvements dits modérés ou radicaux, terroristes collaborent entre eux ou même fusionnent ?

Bon on aurait pu se contenter d'affirmer, que sachant que le gouvernement français entretient d'excellentes relations avec le Qatar et l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golf qui financent et arment les groupes ou mouvements terroristes qui interviennent en Syrie et en Irak notamment, cette loi pourrait très bien s'appliquer au législateur, au gouvernement et à tous ceux qui le soutiennent, qui ont voté cette loi.

Syrie-Irak. Fabius appelle à bombarder la Syrie. Hollande tourné en ridiculise par le Premier ministre irakien

Alep : vers la bataille finale? - french.irib.ir

Les soldats de l'armée arabe syrienne avancent, selon une toute dernière information, dans la localité d'al-Ameriya, où ils viennent de reprendre le contrôle de plusieurs bâtiments et de comlexes stratégiques. L'initiative est entre les mains des forces syriennes, dans la banlieue-Sud d'Alep. Ces bâtiments servaient de lieux de concentration et de campement et d'opérations terroristes, sur l'axe Alep -al Ramouss. Cette zone est la seule voie d'accès des quartiers de l'Ouest d'Alep à d'autres provinces syriennes. Dans le même temps, le journaliste de Fars fait état de très violents combats, sur l'axe Karam al-Tarab, à l'Est de la ville d'Alep, entre militaires syriens et terroristes. Les unités de l'armée syrienne avancent, de façon fulgurante, sur l'axe Al-Ameriya - Al-Ansari. Les unités d'ingénierie de l'armée déminent les zones du rif Sud d'Alep, abandonnées par les terroristes. Une source militaire syrienne explique l'importance des opérations, dans la localité d'al-Ameriya : cette localité est tout près de l'autoroute al-Ramoussa et surplombe les deux localités Al-Ansari et Al-Mashad. La prise de cette localité coupe les voies d'approvisionnement des terroristes, dans la localité d'al-Cheikh Saeed.

Selon cette source, si les forces syriennes reprennent le contrôle de la localité d'Al-Ameriya, ceci signifierait l'emprise totale de l'armée syrienne, sur l'Est d'Alep occupée par les terroristes. Selon cette même source, l'armée syrienne s'apprête à lancer la bataille finale, pour reprendre le contrôle d'Alep, et les préparatifs ont été mis en place : des dizaines de chars et de canons, ainsi que des centaiens de forces d'infanterie, se sont mis en ordre de bataille, non loin de l'aéroport militaire de "Nirab" et l'aéroport international d'Alep, et attendent l'ordre de passer à l'acte. Cette information n'a pas, encore, été confirmée, par les sources syriennes, mais les milices terroristes ne cessent d"émettre des messages, en ce sens. french.irib.ir 04.11

Autrefois le mouvement ouvrier soutenait les mouvements de libération nationale ou nationalistes contre le colonialisme ou l'impérialisme sans se préoccuper de qui les dirigeaient et qui raflerait la mise au moment de l'indépendance, on le savait, les trois Internationales ouvrières ont soutenu cette position.

Depuis la voix du mouvement ouvrier s'est éteinte ou a adopté le discours des colonisateurs, des agresseurs, des occupants. Quelle dégénérescence, compromission, capitulation !

- Alep : La France appelle au bormardement de l'armée syrienne - french.irib.ir

- Laurent Fabius plaide pour une aide d'urgence à Alep, en Syrie - Reuters

La coalition internationale engagée dans la lutte contre l'Etat islamique en Syrie doit désormais tourner ses efforts vers la ville d'Alep, tenue par les rebelles syriens modérés et menacée de destruction par les offensives des forces loyales à Bachar al Assad, estime Laurent Fabius.

Dans une tribune publiée par Le Figaro, le Washington Post et le journal panarabe Al Hayat mardi, le ministre français des Affaires étrangères estime que le "*bastion*" de l'opposition syrienne est presque totalement encerclé et que l'abandonner anéantirait les espoirs d'une solution politique en Syrie.

"*Abandonner Alep, ce serait condamner la Syrie à des années de violences. Ce serait la mort de toute perspective politique. Ce serait la fragmentation d'un pays livré à des 'seigneurs' de guerre de plus en plus radicalisés*", estime le ministre français.

"*Ce serait l'exportation du chaos intérieur de la Syrie vers ses voisins irakiens, libanais, jordaniens, déjà si fragiles. Et que personne ne se méprenne : Bachar al-Assad, 'seigneur de guerre' parmi tant d'autres, ne les vaincra pas plus qu'il n'est capable aujourd'hui de vaincre Daech*".

Le chef de la diplomatie française rappelle qu'abandonner la deuxième ville de Syrie "*serait condamner 300.000 hommes, femmes et enfants, à une alternative terrible : siège meurtrier sous les bombes du régime ou barbarie des terroristes de Daech*".

Les Etats-Unis poursuivent leur campagne de frappes aériennes en Syrie et le régime de Bachar al Assad profite de cette diversion pour intensifier sa lutte contre des groupes rebelles dans l'ouest et le nord du pays, y compris autour d'Alep.

Ces déclarations de Laurent Fabius interviennent trois jours après la visite du président turc Recep Tayyip Erdogan à Paris où il a rencontré François Hollande.

Lors de cette rencontre le chef de l'Etat turc a cherché à s'attirer le soutien de la France dans ses appels en faveur d'une lutte à la fois contre Assad et contre l'EI.

Erdogan se montre critique à l'égard de la coalition conduite par les Etats-Unis estimant qu'elle ne doit pas seulement se focaliser sur la ville kurde de Kobani mais également sur d'autres régions de Syrie.

La France a également annoncé une assistance militaire et une formation à ce qui reste de l'Armée syrienne libre (ASL) sans fournir de détails sur cette aide.

Sans préciser concrètement comment la France pourrait apporter son soutien à Alep dans ce contexte, Laurent Fabius affirme ne pouvoir accepter que la ville soit abandonnée à son sort.

"*C'est pourquoi, avec nos partenaires de la coalition, nous devons porter nos efforts sur Alep. Avec deux objectifs clairs : renforcer notre soutien à l'opposition modérée syrienne et protéger la population civile des crimes jumeaux du régime et de Daech*", affirme-t-il. Reuters 04.11

Fabius est celui qui ressemble le plus à Bush en France.

Quand est-ce qu'on va se donner les moyens de les empêcher de nuire plus longtemps ?

Gare à ceux qui soutiendraient le PS ou s'adresseraient à ses dirigeants, ministres ou élus !

Irak: Hollande, porte-voix d'Erdogan - french.irib.ir

Le bureau du Premier ministre irakien a qualifié de fausses, les déclarations du président français, sur le maillon faible de l'armée.

"*Les récentes déclarations de François Hollande, le Président français, sur le maillon faible de l'armée irakienne, face aux terroristes de Daesh, sont fausses, ne reflétant pas les réalités de la crise irakienne*", a déclaré, ce mardi, dans son communiqué, le bureau d'Haïdar Al-Abadi, le Premier ministre irakien, a-t-on appris du site d'information Sumeriya news.«*Le président français a ignoré les avancées et les succès enregistrés par les forces de sécurité irakiennes, à Jurf al-Sakr, Diyalia, Salaheddine et Al-Anbar*», est-il précisé, dans le communiqué du bureau d'Al-Abadi."*Les forces de sécurité et les forces populaires sont coordonnées, dans les provinces de Salaheddine et d'Al-Anbar*", a annoncé le Porte-parole du bureau du Premier ministre irakien, Raf al al-Jabouri.

Au cours de son escale parisienne, le PM turc Erdogan avait traité l'armée irakienne d'une armée faible qui ne fait que fuir l'ennemi et ceci à peine quelques jours après le grand succès de cette même armée à Joud al Sakhar, qualifié de méga entrepôt de daech, localité que même les américains n'avaient pas réussi à nettoyer. french.irib.ir 04.11

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont comme leurs dirigeants, pas finis.

- Ford rappelle plus de 202.000 véhicules en Amérique du Nord - Reuters

Quand l'oligarchie anglo-saxonne fait main basse sur les banques de la zone euro.

- La BCE endosse officiellement le rôle de superviseur bancaire en zone euro - AFP

Vont-ils précipiter la chute du gouvernement ?

- Croissance : Bruxelles ne croit pas au scénario de la France - LeMonde.fr

- La Commission européenne ne croit pas aux prévisions de croissance de Paris - LePoint.fr

- Bruxelles juge les objectifs budgétaires français irréalistes - Le Huffington Post

- La France pourrait avoir le plus gros déficit public de la zone euro en 2016 - Francetv info

- La France pourrait avoir le pire déficit de la zone euro en 2016 - Liberation.fr

Et pourtant.

- Xavier Niel : "*Oui, la France est un paradis fiscal*" - Atlantico.fr

- Feu vert de l'Assemblée à 45.000 emplois aidés supplémentaires dans le budget 2015 - AFP

Couac. Tir croisé. Combien de temps Hollande peut-il encore tenir ?

- La taxe sur les résidences secondaires contredit la promesse de pause fiscale - LeFigaro.fr

Le ministre du Travail François Rebsamen s'est-il dit "*plutôt défavorable*" à cette entorse à la pause fiscale promise par l'exécutif, assénant: "*Quand on dit: "on ne fait plus de taxes", on ne fait plus de taxes*". AFP 04.11

- Le projet de surtaxe des résidences secondaires ne fait pas consensus au gouvernement - LePoint.fr

- Résidences secondaires : la taxe qui enflamme le PS - LeFigaro.fr

- Télévisions : bilan au vitriol du CSA sur la présidence Pflimlin - LePoint.fr

- Chartres: 300 agriculteurs déversent une centaine de tonnes de déchets - AFP

- Les buralistes dans la rue mercredi AFP -

- Manuel Valls aux entreprises : "*Rien ne peut justifier l'attentisme*" - LePoint.fr

Mimétisme et profond malaise

- Politique industrielle: Macron en appelle à l'esprit collectif - AFP

- Barrage de Sivens : Royal attend des concessions pour "*construire une vérité collective*" - Francetv info

- Appartement: Lepaon reconnaît une "*faute collective*" et s'en prend à la direction - AFP

Réaction. A part les patrons ou les riches, les policiers ou les militaires, ils méprisent, haïssent le reste de la société.

- Pierre Gattaz nuit à l'image de l'entreprise, estime Rebsamen - Reuters

- Rebsamen : Gattaz se comporte en «*petit syndicaliste*» - Liberation.fr

- Duflot veut une minute de silence pour Rémi Fraisse à l'Assemblée: Bartolone refuse - L'Express.fr

Selon le président de l'Assemblée Claude Bartolone, la minute de silence n'est accordée qu'en cas de "*décès parmi les forces armées et les otages*". L'Express.fr 04.11

Quand toucheront-ils le fond ?

- Bruno Le Maire durcit le ton contre Nicolas Sarkozy - Reuters

- Affaire Balkany : un homme d'affaires saoudien mis en examen - L'Obs

- Affaire Bygmalion: Lavrilleux, démissionnaire, officiellement exclu de l'UMP - AFP

- Alain Juppé assume son «*ego surdimensionné*» - 20minutes.fr -

- Sarkozy dézingue toute la classe politique - libération.fr

Impunité. Ils n'ont fait que l'achever, ils lui ont rendu service en quelque sorte, pour un peu ils mériteraient une prime.

- Prison avec sursis pour trois policiers qui avaient tué un autiste - Liberation.fr

Ayons une pensée pour tous ceux qui sont condamnés à croupir en prison pendant des décennies pour avoir tué un policier, un seul. On n'appelle pas à tuer des policiers, nous sommes contre l'injustice.

La crise par le vide. Charrettes à la louche.

- Rolls-Royce annonce la suppression de 2.600 emplois en 18 mois - AFP

- Banque Scotia supprimera 1.500 emplois - Reuters

- Sprint réduit ses prévisions et supprime 2.000 postes - Reuters

Guerre des gangs.

- Juncker : "*Je ne suis pas à la tête d'un gang de bureaucrates*" - LePoint.fr

- Un audit interne critique l'efficacité des remèdes du FMI contre la crise - LePoint.fr

Intox

- « *L'intérêt des jeunes générations pour cette économie alternative n'a jamais été aussi fort* » - LeMonde.fr

- Le chef des « *grandes oreilles* » britanniques s'en prend aux géants du Web - LeMonde.fr

- Pétrole : l'Arabie Saoudite relance la guerre des prix contre les États-Unis - LeFigaro.fr

- « *Il n'existe pas, au Burkina Faso, d'opposition entre civils et militaires* » - LeMonde.fr

A plein gaz. Et propagande de l'Empire.

- Gaz : Kiev a payé au russe Gazprom 1,45 milliard de dollars de sa dette - LeMonde.fr

- Mouvements de troupes russes signalés à l'est de l'Ukraine - Reuters

- L'Ukraine se prépare à une éventuelle offensive des séparatistes - AFP

- Manifestation nationaliste et anti-occidentale à Moscou - Reuters

- L'OPA du Kremlin sur les ultranationalistes - LeFigaro.fr -

- Homophobie en Russie: Un monument hommage à Steve Jobs démonté - 20minutes.fr

- La Russie a-t-elle vraiment boosté son taux de natalité en offrant de l'argent et des réfrigérateurs aux futures mamans? - Slate.fr

Ah ces démocrates !

- Barack Obama rencontrera Aung San Suu Kyi à Rangoun le 14 novembre - AFP

- En Côte d'Ivoire, l'arrivée de Blaise Compaoré fait grincer des dents - 20minutes.fr

- Un étudiant thaïlandais condamné à 30 mois de prison pour lèse-majesté sur Facebook - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Allemagne

- Allemagne : les conducteurs de train durcissent le mouvement - AFP

Le syndicat allemand des conducteurs de trains GDL a appelé mardi à une nouvelle grève de ses membres, de mercredi après-midi à lundi matin, sur fond de durcissement du bras de fer avec la compagnie ferroviaire Deutsche Bahn.

La dernière grève remonte aux 18 et 19 octobre. GDL avait alors déjà frappé un grand coup en faisant grève un week-end de vacances, brisant un tabou dans un pays où les mouvements sociaux sont en général assez policés.

Le syndicat réclame des hausses de salaire et un abaissement du temps de travail hebdomadaire. Il est en outre en conflit avec

la direction de Deutsche Bahn sur des questions de représentativité, la compagnie refusant de négocier avec lui des accords salariaux pour des personnels autres que les conducteurs de train qui constituent historiquement sa base d'adhérents. De nouvelles négociations avaient eu lieu ces derniers jours, mais sans succès.

"*Tant que Deutsche Bahn ne reconnaît pas les droits fondamentaux des membres de GDL, le conflit ne trouvera pas de solution*", a affirmé le syndicat dans son communiqué.

Le syndicat, petit avec ses 19.000 adhérents sur les 196.000 salariés que compte Deutsche Bahn en Allemagne, est de plus en plus critiqué pour son intransigeance et des grèves qui interviennent dans un contexte où l'économie est fragilisée.

Les milieux syndicats eux-mêmes ont de moins en moins de sympathie pour le mouvement. Le président de la confédération syndicale s'est dit mardi matin "*horrifié*" de la manière d'agir du président de GDL, Claus Weselsky, et "*très sceptique*" des chances de succès de sa ligne dure.

En parallèle des conducteurs de trains, les pilotes de la compagnie aérienne Lufthansa ont également fait des leurs ces dernières semaines, avec une dizaine de grèves successives depuis fin août sur fond de conflit sur les conditions de fin de carrière. AFP 04.11

A retenir. La remise en cause de la légitimité des syndicats, le ton mépriant affiché par le journaliste de l'AFP envers les travailleurs qui osent faire "*des leurs*" en recourant à la grève pour défendre leurs droits légitimes.

Haut de page

Le 6 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera quelques nouveaux articles demain.

On va essayer une nouvelle formule qui consistera à regrouper les infos de plusieurs jours dans la même causerie, car j'ai besoin de souffler et de disposer d'un peu de temps libre pour m'occuper de mes affaires et de ma compagne.

Il arrive souvent qu'on revienne plusieurs fois en quelques jours sur les mêmes sujets et c'est une perte de temps. De plus souvent nos analyses sont hachées, cela peut induire en erreur les lecteurs qui ne lisent pas les causeries dans l'ordre chronologique ou en sautent. Cela peut donner l'impression d'un manque de rigueur et c'est dommage.

On a appris beaucoup de choses à traiter l'information quotidiennement mais c'est épuisant, cela nécessite une trop grande disponibilité. On a prouvé qu'on était capable de réagir à chaud à l'actutalité en étant à 10.000 kms et totalement isolé, entre nous, cela nous fait une belle jambe. On ne s'est pas pris au jeu de l'immédiateté, on a voulu voir si on était capable de relever ce défi sans tomber dans la caricature, et je crois qu'on y est assez bien parvenu, à part quelques erreurs d'appréciations vite corrigées par la suite. Cela force à être réactif, mais quand on est fatigué ou complètement épuisé ou encore qu'on croule sous les problèmes personnelles, cela devient compliqué et le résulat est médiocre.

On a tiré des enseignements de cette expérience, il n'y a plus grand chose à en attendre à mon avis, il faut donc passer à autre chose.

Ce travail m'a surtout aidé à progresser à défaut de déboucher sur quelque chose de concret. Plus d'une fois je me suis demandé si je ne m'étais pas fait des illusions en croyant qu'il pourrait intéresser des cadres ou des dirigeants ou si je n'avais pas eu tendance à me prendre pour ce que je n'étais pas, car finalement mon travail ne présentait grand intérêt, et n'ayant aucune ambition personnelle cette idée m'a peiné et profondément troublé, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai voulu fermer le site à plusieurs reprises.

Quand j'affirme que je déteste un penchant chez l'homme, cela vaut en premier pour moi-même, il faut que je sois absolument certain de ne pas en être moi-même atteint, et si j'en possède encore des traces je les combats férocement, je suis intraitable, aussi j'ai bien conscience que ce que demande les lecteurs en priorité, ce n'est d'avoir à faire à quelqu'un de sincère, à la limite ils s'en foutent, mais que le travail qu'on leur soumet leur soit utile ou les aide à réflchir, je me demande même quand ils sont face à l'écran s'ils ont idée qu'ils ne sont pas seulement en présence d'une machine, j'aurais tout fait pour la rendre vivante, sans succès il faut reconnaître. Y suis-je pour quelque chose ou est-ce dans l'air du temps, peut-être un peu des deux, je n'en sais rien.

J'ai une conception très élevée des rapports humains, peut-être trop exigeante à l'instar de la discipline que je m'impose ou qui

est devenue naturelle à la longue. Je vais vous raconter une petite histoire pour finir, après j'irai me coucher.

Ce soir en rentrant de faire des courses Selvi m'attendait à la maison. Avant que je la racompagne chez son frère ou son gendre puisqu'il est l'époux de sa fille ainée qui doit accoucher dans quelques jours, elle m'a tenu un discours qui m'a beaucoup surpris et je vous dirais plus loin pourquoi. Elle m'a dit ceci : ce matin avec Kumar on a parlé de toi. On a remarqué qu'il arrivait que tu te mettes en colère, t'exploses, cela dure quelques minutes, parfois un peu plus longtemps, et puis d'un seul coup tu te calmes, tu es charmant. Kumar m'a dit qu'il l'avait remarqué à plusieurs reprises et que dans ces cas-là il n'ouvrait pas la bouche, il t'écoutait, au départ il avait très peur, il ne te connaissait pas, en réalité ce que tu disais était justifié, tu avais raison d'être en colère, et une fois que la tempête était passée vous poursuiviez tranquillement votre conversation comme de vieux amis.

Quand elle eut terminé, je suis resté un bref instant interdit. Puis je lui ai dit que j'étais très agréablement surpris de constater avec quelle facilité elle avait pu analyser mon comportement, car ce qu'elle venait me dire était exact, et intérieurement je me suis fait la réflexion que sans savoir ni lire ni écrire, contrairement à des gens qui avaient fait de longues études ou avaient lu des milliers de livres elle était capable de percevoir clairement certaines choses qui leur échappaient. Sa lucidité est indubitablement liée à son sens de l'observation ainsi qu'à son attention envers moi ou l'estime qu'elle me porte, ce qui n'était pas forcément le cas des gens que j'ai cotoyés de près dans le passé pendant de longues années.

Si on devait transposer cette expérience sur le plan politique, on dirait qu'elle confirme ce que je me tue à expliquer, à savoir que contrairement à ce qu'on croit, ce n'est pas une perte de temps de s'adresser aux couches les plus arriérées de la classe ouvrière, cela représente en France 10,15, 20 millions de travailleurs.

Il y a une semaine environ, je me suis demandé si je n'avais pas commis une nouvelle erreur en partageant ma vie avec une femme qui n'était pas développée intellectuellement. Cette expérience prouve que non, sachant surtout qu'une femme plus évoluée finira par ne plus faire attention à moi, privilégiera l'idée qu'elle s'est faite de moi au lieu d'observer ce que je suis vraiment et je parle en connaissance de cause.

Selvi et Kumar ont parfaitement compris en m'observant attentivement, que je n'étais jamais vraiment en colère contre eux et que ce n'était pas dans mon tempérament d'être injuste, qu'en réalité je privilégiais les sentiments que j'avais pour eux, comme avec mes lecteurs d'ailleurs.

Vous le savez ou vous ne le savez pas, des gens très arriérés font régulièrement des conneries, parfois de grosses conneries qui peuvent vous coûter cher. Ils les font parce qu'ils sont comme cela, ils ne réfléchissent pas quand il le faudrait, je sais qu'ils n'y sont pour rien, donc je ne les juge pas et je ne leur en veux pas, mais je me dois de leur signaler, d'ailleurs cela les aide à réfléchir et ne pas leur dire serait irresponsable. C'est cela qu'ils ont compris, ils ont fait la distinction entre s'en prendre à une attitude dont ils ne sont pas responsables mais qui peut se corriger, car ce n'est pas de leur faute s'ils ne sont pas capables de réfléchir étant donnée leur condition, et attaquer une personne, la juger coupable de préférence, perdre de vue justement leur condition et la société qui en est responsable.

Il est très tard et je dois arrêter, c'est dommage car d'autres idées me venaient à l'esprit, par exemple sur la susceptibilité ou les gens qui estiment qu'on les juge dès qu'on émet des idées différentes des leurs et qui ne le supportent pas, qui en profitent pour rompre les relations avec vous ou vous traiter de tout et de rien. Après cela qu'on ne vienne pas nous dire que la psychologie ne peut pas nous aider en politique.

Deux réflexions

1- Lu ce matin dans un article de l'AFP :

- Un dollar plus fort pénalise les matières premières libellées dans la devise américaine, en les rendant plus chères pour les investisseurs munis d'autres monnaies. AFP 05.11

Alors la hausse du dollar aurait un rapport avec l'offensive lancée par l'impérialisme américain au Moyen-Orient et en Afrique pour s'accaparer l'essentiel des matières premières au détriment de leurs concurrents, ce serait le pendant économique de la guerre qu'il mène dans cette région du monde et sur ce continent, qu'accompagne la baisse du prix du pétrole et de l'or, l'un et l'autre étant retombés au niveau de 2008, rendus moins attractif les investisseurs américains sont appelés à se rabattre sur les matières premières dont la tendance était à la baisse également.

Comme pour eux ce n'est qu'un produit comme un autre matière à spéculation, c'est peut-être un levier pour faire remonter leur prix. Les deux facteurs mis bout à bout vont désavantager doublement les concurrents des Américains, pire encore quand ils comptent sur le pétrole pour financer leur économie, la Russie et le Venezuela par exemple.

2- Récupération médiatique. Ils y viennent tous maintenant que la vérité est connue.

Qui est à l'origine du projet du barrage de Sivens ? - LeMonde.fr

Au cœur du projet, la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG), une société d'économie mixte, pilotée par des élus locaux, souvent les mêmes, qui étaient chargés au sein du conseil général du Tarn de prendre la décision politique de construire ou non ce barrage.

Un dossier entaché de conflits d'intérêt ? LeMonde.fr 05.11

Confirmations. Il y deux manières d'aborder la situation.

L'une est institutionnelle, partielle, superficielle, statique, voirs fossilisée, l'autre est dynamique, complète, globale. La première correspondant à la propagande de la classe dominante ou elle fait dans le déni, la seconde ne se limite pas aux contradictions qui peuvent surgir de la situation, elle tient compte du rôle et de la place que tiennent les différents acteurs selon qu'ils sont plus ou moins soumis à ceux qui détiennent le pouvoir.

Il y a deux manières de traiter le différent entre la Grande-Bretagne et l'UE, et celui entre démocrates et républicains aux Etats-Unis. L'une consiste à insister sur la crise au sein de l'UE et l'opposition entre démocrates et républicains, c'est celle adoptée par la plupart des éditorialistes, y compris les partis ouvriers dont le POI (voir le n°326 d'IO), parfois avec quelques jours de retard, car dans les salles de rédaction les journalistes n'ont pas toujours le niveau politique adéquate pour traiter le développement de la situation et ils ont tendance à oublier qui définit la politique que les différents gouvernements appliquent et celle des partis qui sont aux commandes ou qui se relaient au pouvoir, et l'autre qui consiste à tenir compte de qui détient le pouvoir ou qui est le donneur d'ordres.

Si les chroniqueurs et commentateurs en tous genres l'avaient en permanence à l'esprit, ils auraient compris que Cameron n'avait jamais eu réellement l'intention de s'opposer à la Commission européenne, ce qui ne signifie pas qu'il n'était pas en difficulté sur le plan politique en Grande-Bretagne puisque sa politique est forcément rejetée par la majorité des travailleurs et qu'il a de plus en plus de mal à l'imposer, tout comme sa soumission à l'UE. Hollande et tous les gouvernement de l'UE font face aux mêmes contradictions, tensions et rejets. Quant à l'UE, elle est conspuée partout en Europe.

S'agissant des Etats-Unis, personne n'ignore que c'est la Fed et Wall Street qui font les présidents des Etats-Unis, et peu importe qui détient la majorité au Congrès des démocrates ou des républicains puisque indistinctement ils appliquent la politique dictée par l'oligarchie financière. Der Spiegel a fourni un explication à la victoire hier des républicains.

Si les républicains ont gagné cette élection, c'est parce que, d'après l'hebdomadaire allemand, aux Etats-Unis il est plus facile de mobiliser les plus âgés et les blancs pour aller voter. C'est peut-être la raison principal de la victoire des républicains qui ont pu gagner les sièges de plusieurs congressistes démocrates. La tâche leur a été devenue plus facile en raison de la déception généralisée parmi les Noirs, les jeunes et les hispaniques. D'après l'analyste de der Spiegel il est faux d'attribuer la victoire des républicains à un bilan électoral positif de Tea party. Obama est le président qui avait promis à ses compatriotes de changer les choses, et maintenant il est le président qui a perdu son pari. (french.irib.ir 05.11)

On ne nie pas les contradictions et tensions qui existent entre les membres de l'UE et la Commission européenne, on dit seulement que les conditions politiques ne sont pas réunis pour qu'elles prennent vraiment la tournure d'un affrontement ou d'un éclatement. Il faudrait que le mouvement ouvrier soit en ordre de bataille et adopte une issue politique à la crise du capitalisme pour qu'il y ait le feu au lac ou qu'ils adoptent la position du chacun pour soi, il semblerait que ce ne soit pas le cas aujourd'hui. C'est donc une erreur d'appréciation d'estimer le contraire.

Quant aux Etats-Unis, les partis démocrates et républicains étant tous les deux des partis bourgeois, au cas om la classe ouvrière surgirait sur la scène politique, ils feraient front commun contre, ce sont deux partis ultra réactionnaires.

1- Londres paierait sa quote-part supplémentaire à l'UE par étapes - Reuters

Les ministres des Finances de l'Union européenne autoriseront probablement la Grande-Bretagne à payer en plusieurs versements, et sans intérêts, la contribution supplémentaire de 2,1 milliards d'euros réclamée à Londres par Bruxelles, a-t-on appris mercredi de source autorisée.

De source autorisée à Bruxelles, on juge un compromis possible : Londres paierait cette contribution supplémentaire en plusieurs fois, chaque mois ou chaque trimestre, ou à un autre rythme, dans les mois à venir. Aux termes de ce compromis, la Grande-Bretagne n'aurait pas à payer d'intérêts de retard.

Les ministres des Finances de l'UE, qui se retrouveront vendredi à Bruxelles pour tenter de régler le différend, devraient voter une modification des règles de versement des contributions au budget européen. La France, l'Italie et l'Allemagne seraient favorables à un tel compromis, dit-on de source diplomatique. Reuters 05.11

En complément.

- Alstom: l'Etat dit oui à la vente du pôle énergie à General Electric - AFP

2- Obama a «***hâte de travailler avec le nouveau Congrès***» - Libération.fr

Les républicains ont pris mardi le contrôle du Sénat lors des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, s'assurant la maîtrise des deux chambres du Congrès, ce qui devrait fortement limiter la marge de manoeuvre de Barack Obama pour ses deux dernières années de présidence.

"*Le message des électeurs est clair: ils veulent que nous travaillions ensemble*", a déclaré le chef des démocrates au Sénat Harry Reid selon un communiqué de ses services. "*J'ai hâte de travailler avec le sénateur McConnell pour que des choses soient faites pour la classe moyenne.*"

Mitch McConnell avait fait un constat similaire auparavant lors de son discours après sa réélection dans le Kentucky.

"*Il est temps de redresser ce pays*", a déclaré Mitch McConnell. "*Je ne m'attends pas à ce que le président se réveille demain et considère le monde différemment (...). Il sait que moi non plus. Mais nous avons tous les deux une obligation de travailler ensemble sur les questions sur lesquelles nous pouvons être d'accord.*"

Les républicains devraient comme prévu conserver la majorité à la Chambre des représentants. Selon le site internet de la chaîne de télévision NBC, le Grand Old Party (GOP) remporterait 242 sièges à la Chambre, plus ou moins huit sièges, contre 233 actuellement.

La Chambre des représentants compte 435 élus. Elle était entièrement renouvelée lors de ces élections de mi-mandat, lors de laquelle 36 sièges de gouverneurs étaient également en jeu. Reuters 05.11

En complément

- Wall Street: les élections font grimper la cote à des niveaux record - AFP

La Bourse de New York a terminé à des niveaux record mercredi, encouragée par la victoire républicaine aux élections de mi-mandat, un bon indicateur sur l'emploi américain et des résultats d'entreprises américaines de bonne tenue.

La devise américaine a reçu un coup de pouce supplémentaire ce mercredi avec l'annonce de la victoire des républicains aux élections de mi-mandat aux États-Unis, les investisseurs tablant sur une politique plus favorable aux marchés et aux entreprises. Ainsi, le billet vert évoluait mercredi proche de ses plus hauts depuis août 2012 face à l'euro et à de nouveaux plus hauts depuis décembre 2007 face au yen. AFP 05.11

ACTUALITE EN TITRES

Quand les officines mafieuses font la loi.

- Le FMI et l'UE critiquent le budget 2015 du Portugal - Reuters

- Le Luxembourg, la boîte à outils de l'évasion fiscale des grandes entreprises - Francetv info

Réaction sur toute la ligne. Etats policiers, justice d'exception.

- Drone aérien de combat: Paris et Londres donnent le coup d'envoi d'études - AFP

- Cazeneuve demande aux polices européennes de «*mieux partager leurs renseignements*» - 20minutes.fr

- Nouveau rejet d'une demande de libération de Georges Ibrahim Abdallah, en prison depuis 30 ans - 20minutes.fr

- Minute de silence à l'Assemblée pour le sergent-chef Dupuy tué au Mali - 20minutes.fr

- Amende requise en appel contre un viticulteur refusant de traiter ses ceps - AFP

- Angleterre: Boire de l'alcool pendant la grossesse, bientôt un pénalement répréhensible? - 20minutes.fr

- Dans le nord-ouest de l'Angleterre, une femme est jugée pour avoir bu alors qu'elle était enceinte. - Francetv info

- Italie : polémique après une violente charge policière contre des métallurgistes - Francetv info

- Pas d'enquête de la CPI sur le raid contre la flottille pour Gaza - Reuters

Légitime ou non, tous contre le gouvernement.

- Les agriculteurs de la FNSEA ont crié leur ras-le-bol des normes et des contraintes - AFP

- Surtaxe des résidences secondaires: des professionnels de l'immobilier s'insurgent - AFP

- Un millier d'étudiants kinés dans les rues de Paris pour obtenir un Master - AFP

Désinformation. Intox.

- La presse américaine refuse de donner le nom du Navy Seal qui a tué Oussama Ben Laden - Slate.fr

Rappel : Dans une interview à une télévision américaine le soldat américain qui est censé avoir tué Ben Laden en 2011 au Pakistan affirme qu'il ne l'avait pas reconnu, que l'homme sur lequel il avaitt tiré n'était pas Ben Laden.

La vidéo. Le vrai Oussama Ben Laden serait mort en 2001 : http://www.youtube.com/watch?v=dSkWkehnNT8

Ils passent leur temps à se déchirer et s'insulter.

- UDI : bisbilles et tensions pour les élections internes - Liberation.fr

- Election à l'UDI: Morin s'inquiète de "*l'honnêteté et de la sincérité du scrutin*" - AFP

- UMP : la Haute autorité dans le viseur de Nicolas Sarkozy - Liberation.fr

- Primaire : Fillon lance un avertissement à Sarkozy - LeFigaro.fr

La volonté de nuire assumée.

- Fabius: "*le climato-fatalisme est dangereux, le climato-volontarisme nécessaire*" - AFP

Pour cette pourriture, être volontaire c'est bombarder la Syrie, l'est de l'Ukraine...

- Le Sénat supprime le compte pénibilité, mesures phare de la réforme des retraites - AFP

Ah ben alors, c'était un marché de dupes !

Désinformation. Enfumage

- Oregon, Alaska et Washington DC légalisent l'usage du cannabis - Reuters

- Cannabis, mariage gay... la percée des Etats-Unis progressistes - Liberation.fr

Rappelons que ce sont les néoconservateurs qui y sont favorables et qui sont passés à l'offensive sur ses questions...

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille on est responsable, on préfère le jaune.

- Macron pragmatique sur les nouvelles obligations des entreprises - Reuters

A sens unique...

- Berger: Hollande en "*échec*" à mi-mandat mais le pacte "*peut marcher*" - AFP

Les représentants de la classe dominante rendent un hommage solennel à un syndicat patronal, jaune.

- Pour ses 50 ans, la CFDT vante son "*syndicalisme utile*" - AFP

Le Premier ministre Manuel Valls a salué le "*courage*" du syndicat. "*Le courage de proposer*", "*de nouer des compromis*", "*du réformisme négocié*", a-t-il énuméré.

Illustration de ce "*courage*", le chef du gouvernement a cité la réforme des retraites du gouvernement Raffarin en 2003, que la CFDT avait approuvée au prix d'une crise interne et de nombreux départs d'adhérents. "*Vous aviez raison et nous aurions dû être alors à vos côtés*", a reconnu celui qui fut à la CFDT "*il y a 30 ans*".

Egalement présents, deux anciens Premiers ministres, le socialiste Michel Rocard, qui revendique ses "*23 ans de cotisation*" au syndicat, et l'UMP Jean-Pierre Raffarin. Ce dernier a exprimé son "*respect*" à la CFDT "*qui s'est comportée en responsable*" pendant son passage à Matignon. nouvelobs.com 05.11

La CFDT : le syndicat des Premiers ministres de la Ve République, un pilier des institutions à abattre.

Impossible de masquer plus longtemps que la pauvreté gagne de nouvelles couches de la société.

- Couples, seniors, étrangers : les nouveaux visages de la pauvreté - libération.fr

Le Secours catholique publie ce jeudi son rapport annuel sur l'évolution de la pauvreté en France. En 2013, l'association a accueilli près d'1,5 million de personnes. La France compte aujourd'hui 8,5 millions de personnes monétairement pauvres. En dix ans, le nombre de pauvres parmi les pauvres, ceux qui disposent pour vivre de moins de 40% du niveau de vie médian, devrait passer de 1,4 à 2,3 millions, selon l'Insee.

En 2013, parmi les personnes accueillies par le Secours catholique, 69% sont de nouveaux contacts. La tranche d'âge la plus fragilisée est celle des moins de 20 ans. Le nombre d'étrangers en situation de grande précarité continue d'augmenter : ils représentent un tiers des personnes accueillies en 2013. L'association constate aussi une forte augmentation du nombre de couples avec enfants : plus 6% entre 2012 et 2013.

La paupérisation des seniors gagne du terrain. Les plus de 60 ans représentent aujourd'hui 8,5% des personnes accueillies, contre 5% en 2000. Parmi les seniors précaires, les femmes sont les plus touchées. Elles représentent 61% des personnes de plus de 60 ans rencontrées par le Secours catholique en 2013 – contre 58% en 2010 et 54% en 2003. Le revenu moyen des femmes est de 772 euros, soit 215 euros de moins que le seuil de pauvreté, alors que le taux de chômage des 55-64 ans atteint 72% en 2013.

Les hommes seuls représentent la population disposant des plus faibles revenus. En 2013, le Secours catholique a accueilli 141 000 hommes seuls. Ils vivent en moyenne avec 437 euros par mois, mais 28% d'entre eux n'ont aucune ressource. 60% sont français, 40% étrangers. Ils sont particulièrement isolés et victimes d'une grande exclusion pour la plupart : ce sont souvent des personnes à la rue, des migrants, des pères seuls.

Parmi les personnes accueillies au Secours catholique, le niveau de vie moyen s'élève à 515 euros, soit 17 euros par jour. 16% des ménages accueillis ne disposent d'aucune ressource. Ce sont pour la plupart des étrangers en situation irrégulière ou en attente de statut, mais aussi des jeunes de moins de 25 ans.

Avec des ressources aussi faibles, impossible de faire face aux dépenses comme le loyer, l'alimentation et l'énergie. Pour ceux qui ont du mal à payer leurs factures, près des deux tiers des impayés sont liés aux dépenses contraintes. Le premier poste concerne les dépenses d'énergie : les impayés liés aux factures de gaz et d'électricité ont fait un bond de 3% par rapport à 2012 et concernent 42% des personnes en situation d'impayés. libération.fr 06.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie : deux importants champs gaziers repris aux djihadistes - LePoint.fr

- Syrie : Daesh, défait par les Kurdes sur l'axe Nord-Est - french.irib.ir

Les Kurdes syriens ont réussi à libérer plusieurs villages, dans le Nord-Est du pays, tandis que Kobani est, toujours, le théâtre d'âpres combats entre les défenseurs de la ville et les terroristes de Daesh.

Les comités populaires des Kurdes syriens ont réussi à attaquer les positions des terroristes de Daesh et à libérer huit villages du Nord-Est du pays. Par ailleurs, l'armée syrienne a annoncé que ses unités ont pris en main, mercredi, le contrôle du champ gazier «*Shaer*», à l'Est de la province de Homs, après avoir expulsé les terroristes de Daesh de cette zone. Il y a quelques jours, les terroristes de Daesh avaient prétendu qu'ils contrôlaient ce champ gazier. Les terroristes avaient occupé ce champ, en juillet, après de violents combats, lors desquels 350 soldats syriens avaient été tués. french.irib.ir 05.11

Soudan

- Le Qatar a-t-il acheté El Béchir? - french.irib.ir

Les autorités soudanaises ont fait état de la signature d'un contrat gazier avec le Qatar, a rapporté l'AFP.

Le ministre soudanais de la Défense, Abdel-Rahim Mohammad Hossein, a déclaré que ce contrat a été signé, mercredi, par les autorités soudanaises et qataries, pour la vente du gaz qatari à Khartoum, qui est touché par les sanctions internationales.

De retour de Doha, le ministre soudanais de la Défense a déclaré aux journalistes, à l'aéroport international de Khartoum, que ce contrat doit commencer, le 1er janvier 2015. Il a dit aux journalistes que, lors de son voyage de trois jours, à Doha, il a rencontré l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim ben hamad al-Thani, et son homologue qatari. Il a fait état, aussi, de la signature d'un nouveau contrat entre le Soudan et le Qatar, portant sur la Défense et la formation des forces spéciales. french.irib.ir 05.11

ECONOMIE

Sommet de l'Apec

- Sommet de l'Apec, chantier des rivalités commerciales et géopolitiques en Asie - AFP

Les dirigeants de l'Asie-Pacifique, à l'origine de plus de la moitié de la richesse mondiale, se réunissent à Pékin pour le forum annuel de l'Apec, où États-Unis et Chine vont rivaliser sur leurs projets d'accords commerciaux.

Le "*Forum pour la coopération économique pour l'Asie-Pacifique*" (Apec) a 25 ans cette année et ses 21 États-membres comptent désormais pour plus de 50% du PIB mondial, 40% de la population de la planète et 44% du commerce international.

Le chantier 2014 de l'Apec va voir à Pékin trois projets concurrents s'affronter ou se rapprocher.

Le Partenariat trans-Pacifique (TPP) voulu par Washington, pilier du "*rééquilibrage*" vers l'Asie de la politique américaine, continue de gagner du terrain auprès de 12 des pays-membres de l'Apec. Mais il exclut la Chine en l'état et se heurte toujours à la résistance japonaise sur la question de l'ouverture des marchés agricoles.

Pour leur part, les 10 pays-membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) sont partisans d'un Partenariat économique global et régional(RCEP), un accord de libre-échange qui serait étendu à six autres pays, dont la Chine, le Japon et l'Inde.

Enfin, la Chine s'est faite le fer de lance d'une Zone de libre-échange pour l'Asie-Pacifique (FTAAP), une formule plus large susceptible d'englober les deux précédents.

"*Nous voulons éviter que le club des riches du TPP parte dans une direction et le RCEP dans une autre*", a déclaré à l'AFP Alan Bollard, directeur exécutif de l'Apec et ancien patron de la banque centrale de Nouvelle-Zélande.

Ministre-adjoint du Commerce chinois, Wang Shouwen a déclaré mardi à la presse que la Chine "*souhaite que des mesures concrètes soient prises pour avancer dans la réalisation du FTAAP*" lors de l'Apec: "*une date proche*" pour décider d'un calendrier et d'une feuille de route pour cet accord.

"*Il n'est pas question d'un blocage ou d'un clash*", a-t-il assuré.

Suspicieux à l'égard des intentions américaines, les analystes chinois perçoivent le TPP comme une manoeuvre de mise à l'écart du projet de Pékin de FTAAP, car "*sa réalisation diminuerait inévitablement l'impact*" du TPP, selon un expert de l'Académie chinoise du commerce international, Bai Ming, cité par le quotidien Global Times.

Le président Obama avait fait faux bond les deux précédents sommets, à Bali et Vladivostok, retenu par des échéances de politique intérieure.

A l'Apec, le consensus est de règle entre des membres aussi divers que les Etats-Unis et la Papouasie Nouvelle-Guinée. Mais ce forum sera immédiatement suivi du Sommet de l'Asie orientale (EAS), où prédomine l'ASEAN, et du G20 à Brisbane, en Australie.

Des pays-clé comme les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Australie ou l'Indonésie participent aux trois. Et la montée en puissance de l'EAS comme celle des G20 depuis la crise financière de 2008 pourrait ternir l'éclat de l'Apec.

"*S'il n'y a pas de résultat clair à l'Apec en tant que réunion distincte des autres, pourquoi tenir deux sommets asiatiques et trois sommets internationaux tous au même moment ?*", s'interroge ainsi le président du Centre est-ouest de Hawaï, Charles Morrison.

"*L'Apec, ça n'est pas que le commerce*", dit-il, recommandant un "*ordre du jour élargi*" à l'heure du ralentissement économique.

"*L'enjeu principal pour l'Apec, c'est sa pertinence et ce qu'il fait concrètement pour les gens*", prévient-il. AFP 05.11

Les Chinois ne sont pas opposés au Partenariat trans-Pacifique voulu par Washington, ils souhaitent juste qu'ils soient plus équilibrés en leur faveur. Leur rivalité avec les Américains a ses limites, sauf les Américains ignore toute notion de limite...

Haut de page

Le 7 novembre 2014

CAUSERIE

On ne voulait pas actualiser le site aujourd'hui mais on en a trouvé le temps. Mon déménagement est sans doute repoussé courant décembre. J'aurais ensuite moins de temps à consacrer au site. J'ai eu une idée pour trouver du boulot, mais rien de sûr, une personne en France pourrait prendre du télétravail à réaliser chez elle et c'est moi qui ferait le boulot, je ne sais pas comment faire pour trouver du boulot en France directement d'ici en Inde.

Je vais avoir absolument besoin de fric, car j'en suis arrivé à me priver sur tout, y compris la bouffe, sans plus pouvoir économiser un centime, or ici les prix flambent. Je vais lancer un appel aux lecteurs sans trop y croire, on vera bien, j'ai encore 34 mois et 4 jours à tenir.

Je suis allé chez le coiffeur cet après-midi, j'ai payé 60 roupies, il y deux mois j'avais payé 50 roupies, cela 20% d'augmentation. Le fromage, l'équivalent du gruyère est passé de 96 à 110 roupies, je m'en passerai et ainsi de suite. Avant je fumais des clopes à 60 roupies le paquet (10 cigarettes), il est passé à 70, puis à 80 roupies, j'ai donc changé de marque, 50 roupies le paquet, j'en fume deux par jour cela fait 100 roupie, 3.000 par mois, une ruine, j'ai donc opté pour une autre marque à 25 roupies le paquet, j'économise 1.500 roupies par mois, les clopes sont plus petites. J'en suis revenu à tout calculer, un vieux cauchemar. Mais bon il y a pire dans le monde...

Je vais être plus occupé après mon déménagement car je vais faire un gros potager pour nous nourrir, c'est un truc qui branche

bien Selvi, je ne sais pas si elle a la main verte, elle a une vache, on aura au moins le fumier gratuit ! Je peux même recouvrir la terrasse de sacs de terre et faire pousser des légumes dedans, cela protègera la terrasse du soleil et évitera qu'on crève de chaud dans la maison, sinon pour faire couvrir la terrasse en tôles en alu cela coûterait plus de 100.000 roupies (1.200 euros), en feuilles de cocotier entre 15 et 20.000 bois et M.O. compris, mais il faut les changer tous les ans. Je passe une partie de mon temps à penser à ce genre de trucs et cela me prend la tête.

Quelques réflexions très rapidement.

1- On fera l'impasse sur la prestation télévisuelle de Hollande hier qui apparemment ne présentait aucun intérêt.

2- Les 1% les plus riches du monde ne paient qu'1 % de taux d'impôt effectif grâce à l'opimisation fiscale, l'évasion fiscale profitant des failles existantes dans la réglementation fiscale et financière internationale. Et ils estiment que c'est encore trop...

2- A propos de la polémique sur le Luxembourg. Les commentateurs habituels des articles de presse en ligne étaient hier dans leurs petits souliers ou plutôt discrets, avares de grands discours pour vanter les mérites du capitalisme... mafieux, ripoux, rimant avec paradis (fiscaux) pour les uns, et enfer pour les autres.

3- On ne s'étendra pas sur les manifestations qui ont eu lieu en France et en Grande-Bretagne, les deux étant manipulées à la base par des agents du régime, en France le mouvement d'extrême gauche dénommé le «*Mili*» et en Grande-Bretagne Anonymous.

4- On s'étonne toujours que les partis ouvriers délaissent la guerre psychologique et idéologique que mène quotidiennement la classe dominante contre les masses. On n'en dira pas davantage, on est comme les travailleurs, on finit par se lasser.

5- C'est le week-end on se détend, quelques aphorismes pour faire chier une fois de plus les féministes.

Quand les femmes ne sont pas hystériques, elles sont dépressives. Quand les femmes imitent les hommes, c'est parce qu'elles ne sont pas capables de s'assumer en tant que femmes. Une femme n'est pas malheureuse, elle se rend malheureuse. Une femme heureuse, c'est suspect, elle n'est pas dans son état normal.

Et les hommes de se marrer, alors qu'ils sont pareils ! Bon, on laissera le choix aux lecteurs de déterminer dans quelle proportion, mais attention, ce n'est pas toujours à l'avantage des hommes. Je ne pouvais pas terminer sans me réconcilier avec les femmes puisque je les aime.

L'air de rien on déconne, à moitié seulement, mais la suite est très sérieuse. Si on déconne tout le temps on passe pour un con, et si on est tout le temps sérieux on nous accuse de l'être de trop, d'être chiant à la longue.

La politique ne nous fournit pas souvent des occasions de se marrer, l'économie encore moins, quoique, quand on voit à quel point ils se font chier pour nous pourrir la vie, c'est tellement ridicule que cela en devient risible parfois, on ne peut pas s'empêcher de penser qu'ils sont très cons en réalité, car ils sont bien obigés de se prendre un minimum au jeu pour être crédibles et pendant ce temps-là ils ne peuvent pas profiter pleinement de leur situation pour savourer leur bonheur qui leur échappe. C'est comme le riche qui se prend la tête pour l'être davantage encore, à sa place on plaquerait tout et on profiterait tranquillement de la vie, comme quoi les travailleurs n'ont franchement rien à leur envier.

Demain on changera les photos qui figurent dans la page d'accueil.

Rémi Fraisse. Il s'agit bien d'un crime couvert par Hollande et son gouvernement.

- Ce que disent les témoignages de gendarmes présents le soir la mort de Rémi Fraisse - lefigaro.fr

Les circonstances dans lesquelles Rémi Fraisse est mort restent à éclaircir. Cet étudiant a été tué par l'explosion d'une grenade offensive lancée par des gendarmes le 26 octobre dernier sur le site du barrage de Sivens lors d'affrontements avec des militants écologistes. Des témoignages de gendarmes présents sur place recueillis dès le lendemain apportent quelques précisions. Ils ont établi que le chef J. a lancé sa grenade en l'air, au lieu de la jeter à terre conformément au règlement, avancent à la fois Mediapart qui a eu accès à ces éléments d'enquête et l'avocat de la famille de la victime. Le projectile « *a été dirigé directement contre un petit groupes de quatre à cinq jeunes (dont Rémi Fraisse), qui leur lançait des pierres et des mottes de terre, car ils étaient à court de fussées éclairants et de cocktails Molotov*». Immédiatement après l'explosion, plusieurs gendarmes équipés de vision nocturne reconnaîtront avoir vu tomber le jeune militant et compris ce qui venait de se passer, écrit Mediapart citant des sources proches du dossier.

Sur le procès verbal, le gradé auteur du lancé a expliqué son geste par «*l'intensité des incidents de cette nuit-là*», précisant que c'était un «*choix personnel*». Le supérieur de son escadron de gendarmes mobiles (EGM) 28/2, venu de Gironde, aurait

pourtant assumé avoir donné cet ordre lui-même, détaille le pure player. Contactée par Le Figaro, la gendarmerie n'a pas souhaité commenter ces éléments tirés d'une enquête en cours. 40 grenades offensives tirées ce soir-là

L'autopsie, réalisée deux heures à peine après le décès de Rémi Fraisse, conclura sans équivoque à une mort provoquée par une explosion. Les deux médecins légistes estiment que «*Le décès de Monsieur Fraisse Rémi est compatible avec une lésion par blast secondaire (NDLR: consécutif) à une explosion en regard de la région thoracique postérieure haute*», écrit Mediapart. Pourtant, le gouvernement a gardé le silence pendant 48 heures, avant que François Hollande, puis le premier ministre Manuel Valls n'évoque le décès et assurent les forces de l'ordre de leur soutien. Conformément à la procédure, les ministères de l'Intérieur et de la Justice ont été, assure Mediapart, immédiatement été mis au courant par le préfet du Tarn, qui avait été lui-même informé par le commandant d'escadron juste après la récupération du corps de Rémi Fraisse. lefigaro.fr 06.11

Ils ont dû se croire à Gaza ! Des grenades offensives qui peuvent provoquer des amputations ou la mort contre des "*pierres et des mottes de terre*", les moyens employés par les gendarmes ont donc été disproportionnés face à "*un petit groupe de quatre à cinq jeunes*". La responsabilité du supérieur de l'EGM est donc engagée, à moins qu'il n'ait reçu des ordres de sa hiérarchie, du Préfet ou du ministère. Quant à la violation du règlement qui stipule que ces grenades doivent être jetées à terre et non en l'air, elle est du fait du chef J.

En voyant le portrait de Rémi Fraisse je me suis dit qu'il avait plutôt la tête d'un garçon inoffensif qui tirait des joints plutôt que tirer sur les flics, mais eux qui sont au jaune ou au gros rouge ne font pas la différence, même à jeun !

ACTUALITE EN TITRES

0,05 % : Il faut dire qu'à ce taux-là, ce serait dommage de ne pas en profiter !

- La BCE s'achemine vers de nouvelles mesures de soutien à la zone euro - AFP

- La BCE maintient son taux directeur à 0,05 % - LePoint.fr

Et pendant ce temps-là, les marchés ou les banques prêtent cet argent aux Etats, aux entreprises, aux particuliers, à des taux variant entre 1 et 15% selon les cas.

On comprend comment ils ont réussi à créer une couche d'ultra riches en si peu de temps qui possèdent plus de la moitié de la richesse mondiale, qui détient en réalité le pouvoir politique en raison de la formidable puissance qu'elle a acquise, pour laquelle tous les gouvernements occidentaux (notamment) gouvernent.

- Nouveaux records du Dow Jones et du S&P à Wall Street avec Draghi - Reuters

- Commerzbank triple son bénéfice net au 3e trimestre - Reuters

- Luxe. Hermès va franchir le cap des 4 milliards d'euros de ventes - AFP

L'Empire à l'offensive casse du BRICS.

- Moody's dégrade d'un cran la note souveraine de l'Afrique du Sud - AFP

- La Russie assiste, impuissante, à la chute sans fin du rouble - AFP

- Livraison de Mistral à la Russie : Valls estime que « *les conditions ne sont pas réunies* » - LeMonde.fr

- L'Ukraine isole l'Est rebelle, l'UE réfléchit aux sanctions - AFP

L'heure du dénouement et de l'affrontement final approche.

- Mobilisation des lycéens à Paris après la mort de Rémi Fraisse - AFP

- Les Belges dans la rue contre la politique d'austérité - Francetv info

- 100.000 personnes manifestent contre l'austérité à Bruxelles - L'Obs

- La Deutsche Bahn saisit la justice contre les cheminots en grève - Reuters

Au deuxième jour d'une grève sans précédent dans le rail allemand depuis 1945, la direction de la compagnie ferroviaire Deutsche Bahn a annoncé un recours en justice contre le syndicat des cheminots GDL à l'origine du mouvement social.

La grève à l'appui de revendications portant sur les salaires et le temps de travail, prévue sur quatre jours, la plus longue dans l'histoire de la compagnie, a paralysé une partie du transport de passagers et de fret à travers le pays.

La chancelière allemande Angela Merkel en a appelé mercredi au "*sens des responsabilités*" des cheminots afin de "*trouver une solution qui cause le moins de dommages possibles au pays*".

La presse est sévère jeudi matin avec les grévistes, le quotidien Die Welt dénonçant en première page une "*grève stupide*" tandis que le Bild la qualifie de "*grève monstrueuse*". Reuters 06.11

La crise par le vide. Grosses charrettes.

- Le chimiste allemand Lanxess taille dans ses effectifs pour gagner en compétitivité - AFP

- Ingénierie: le Canadien SNC-Lavalin supprime 4.000 emplois - AFP

- Pour sauver Alitalia, Etihad lui impose de réduire ses effectifs et sa dette - LeMonde.fr

Guerre psychologique et idéologique au quotidien.

- Escroquerie à la Banque postale : des islamistes présumés parmi les suspects - Francetv info

- En finir avec la fabrique des garçons - Liberation.fr

- «*Zombie Walk*» de Paris: Pourquoi allez-vous y participer? - 20minutes.fr

- Les détecteurs de fumée bientôt obligatoires dans tous les logements - Francetv info

Serons-ils munis d'une caméra directement reliée au commissariat du quartier ou plus direct, à la prison la plus proche ?

Les bricoleurs du dimanche ne manquent pas d'imagination.

- PDG de Bricorama: "*Cessons d'opposer travail et études, marions-les!*" - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Polichinelle. Système économique mafieux. Le vol organisé et généralisé est "conformes aux lois internationales, il fait partie du "***patrimoine***" du capitalisme.

- Juncker fragilisé par le scandale "*Luxleaks*" d'évasion fiscale - AFP

- Scandale fiscal au Luxembourg: Juncker responsable mais pas coupable? - Le Huffington Post

- Le Luxembourg aurait passé des accords avec 340 multinationales - Reuters

Près de 340 multinationales ont passé des accords fiscaux secrets avec le Luxembourg pour minimiser leurs impôts au détriment d'autres pays, selon une enquête du consortium de journalisme d'investigation américain (ICIJ) publiée jeudi.

Ces accords, passés entre 2002 et 2010, représentent des milliards d'euros de recettes fiscales perdues pour les Etats où ces entreprises réalisent des bénéfices, selon l'ICIJ et 40 médias partenaires, dont Le Monde et The Guardian.

Parmi les firmes citées figurent des stars de l'économie comme Apple, Amazon, PepsiCo, Ikea, ou Deutsche Bank qui utilisent le "*tax ruling*", grâce auquel une entreprise demande au Luxembourg comment sa situation sera traitée par l'administration fiscale d'un pays. Elles n'auraient payé que 1 % de taux d'impôt effectif.

Les autorités luxembourgeoises ont démenti toute irrégularité dans ces pratiques, assurant qu'elles sont conformes aux lois internationales.

"*Le système de taxation luxembourgeois est compétitif. Il n'y a rien d'inéquitable*", a dit à la presse Nicolas Mackel, le chef de l'agence de promotion de la place luxembourgeoise.

Jean-Claude Juncker, le nouveau président de la Commission européenne et ancien premier ministre du Luxembourg de 1995 à 2013, a assuré qu'il n'interférerait pas dans les enquêtes déjà lancées par la Commission sur certains de ces accords.

"*La Commission fera son travail, moi je m'abstiendrai d'intervenir, puisque c'est un dossier qui relève de la commissaire chargée de la concurrence, qui doit avoir une grande liberté d'action*", a-t-il dit lors d'un point de presse.

Dans son enquête de six mois baptisée "*Luxembourg Leaks*" ou "*LuxLeaks*", l'ICIJ dit s'appuyer sur 28.000 documents confidentiels de "*tax ruling*".

Ces derniers montreraient comment des grandes entreprises s'appuient sur le Luxembourg et ses règles fiscales souples, mais aussi sur les déficiences de la réglementation internationale, pour y transférer des profits afin qu'ils n'y soient pas taxés, ou très faiblement.

"*Les groupes concernés réalisent ainsi des milliards d'euros d'économies chaque année grâce à la création d'une filiale, d'une holding ou au déplacement d'un siège social sur le territoire du Grand-Duché*", écrit jeudi Le Monde.

Selon le quotidien, les documents mettent au jour "*des montages complexes d'évasion fiscale dans lesquels le Luxembourg n'est qu'un maillon de chaîne, aux côtés de centres financiers offshore plus exotiques*".

Dans un entretien au Monde, le ministre des finances luxembourgeois, Pierre Gramegna, défend le système. Il explique ainsi que "*la pratique des tax rulings fait partie du patrimoine*" du Grand-Duché et qu'il entend la "*perpétuer dans le respect des règles.*"

(Et l'imposture comme seule réponse possible. Ce que vous allez lire ensuite est à l'ordre du jour de tous les G20. Ils sont juges et parties... - ndlr

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui travaille en liaison avec le G20, a présenté mardi une première série de mesures visant à harmoniser l'imposition des sociétés dans le monde et éviter ainsi que des multinationales échappent à l'impôt.

A propos de l'OCDE justement, une précision du Figaro.

Un système «*compatible avec les standards communautaires et ceux de l'OCDE*», a complété le ministre luxembourgeois des Finances Pierre Gramegna. Autre ligne de défense, elle n'est pas exclusive au Luxembourg. «Il s'agit de techniques très connues qui se pratiquent dans plusieurs pays, y compris en France», souligne Nicolas Mackel, directeur général de LuxembourgforFinance, agence du développement de la place financière luxembourgeoise. Et d'enfoncer le clou: «*On nous reproche aussi le caractère secret de ces décisions alors qu'aucune déclaration fiscale n'est publique!*». lefigaro.fr 06.11

Le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20, prévu à Brisbane, en Australie, les 15 et 16 novembre, doit adopter un plan de lutte contre l'optimisation fiscale agressive des multinationales.

La Commission a pour sa part ouvert des enquêtes approfondies sur des groupes qui ont passé des accords avec un pays qui a bâti un régime fiscal sur mesure. Elle estime que les avantages accordés à certaines entreprises sont potentiellement assimilables à des aides d'Etat illégales.

La CE soupçonne ainsi le Luxembourg d'avoir accepté qu'Amazon répartisse artificiellement ses revenus entre les diverses entités de sa structure, en violation des règles sur les subventions aux entreprises, ce qui a permis à la société américaine de réduire fortement son imposition.

"*Les autorités nationales ne doivent pas permettre à des entreprises particulières de réduire artificiellement leurs bénéfices imposables en ayant recours à des méthodes de calcul favorables*", a déclaré en octobre Joaquin Almunia, alors commissaire

chargé de la concurrence.

Si ces soupçons sont avérés, la CE pourrait demander au Luxembourg de réclamer au géant américain le versement des sommes qui se sont ainsi évaporées. AFP 06.11

Le capitalisme est de plus en plus remis en cause dans le monde, alors pour tenter de faire retomber la pression ils ouvrent une soupape de sécurité. Et puis ils dénient à quelqu'un d'autre de régler ces questions, au prolétariat mondial, ce sont leurs affaires et c'est donc à eux de s'en charger, à leur manière évidemment, en faisant croire qu'ils vont s'attaquer au problème visé, alors qu'en réalité rien ne changera.

A moins qu'ils estiment posséder dorénavant suffisamment de pouvoir pour imposer leur politique au reste du monde, auquel cas ils entendent interdire à d'éventuels candidats de rejoindre le cercle restreint des très riches et des ultra riches, car pour gouverner efficacement ou que les mesures qu'ils entendent imposer se réalisent, il faut que le pouvoir soit concentré entre un minimum de mains. Voilà qui le confime à sa manière.

«*Le système est toutefois en fin de vie, témoigne un avocat fiscaliste parisien. Nos dernières demandes de ruling sont au point mort, surtout depuis l'ouverture d'une enquête à Bruxelles.*» La question est de savoir si ces cadeaux fiscaux ne créent pas de distorsion de concurrence sur le marché commun. (lefigaro.fr 06.11) C'étaient une de leur principale fonction effectivement.

Aussi, cette dénonciation qu'ils ont dû orchestrée eux-mêmes au regard des médias qui ont participé à ces "*investigations*", dont Le Monde, et qui comme par hasard on eu accès à un nombre considérable de documents secrets, ne leur coûte rien puisque ces multinationales conservent le pouvoir qu'elles ont acquis. Ces médias auraient-ils eu accès à ces documents par une voie détournée, que jamais ils ne s'en seraient servis ou les auraient rendus public sans l'aval de leurs maîtres, les oligarques anglo-saxon-sioniste, il ne faut pas être dupe ou se laisser manipuler.

Cette opération a été conçue pour servir leurs intérêts et non les nôtres, c'est ce qu'il faut retenir. Ils sont aux abois, ils savent que la situation sociale mondiale ne peut qu'empirer, ils en craignent par dessus tout les conséquences, la violente réaction des exploités, alors ils prennent les devants, ils tentent d'éteindre le feu qui couve et qui finira tout de même par les consummer.

Monsieur Warren Buffett, vous avez certes remporté d'importantes batailles, mais par la guerre, c'est nous qui allons la gagner finalement, nous n'en avons jamais douté.

Là où vous avez commis une terrible erreur, c'est de croire que ce qui pouvait s'appliquer à une ou certaines couches de la population pourrait se généraliser à l'ensemble des masses exploitées, à tout un peuple. Or dans le passé jusqu'à nos jours, les faits ont toujours prouvé le contraire. Qui plus est, de nos jours plus qu'hier encore, c'est impossible de réduire l'ensemble de la population en esclavage, elle a trop de besoins, elle tient aux droits qu'elle a acquis et elle se bat pour les conserver, elle en réclame sans cesse de nouveaux, et quand bien même vous lui infligeriez de terribles défaites à répétition, elle n'acceptera jamais de se soumettre à votre dictature. Vous pouvez déployer un vaste arsenal de surveillance ou de contrôle pour orienter ses idées et son comportement conformément à vos besoins, vous munir d'Etats policiers, il n'en demeure pas moins vrai que vous ne pouvez pas lui interdire d'avoir ses propres besoins et d'exiger qu'ils soient satisfaits, de chercher la voie politique que lui permettront d'y parvenir, de vaincre votre classe en fait.

Ce qui vient d'être dit est confirmé par l'article suivant. Voyons en détail les tenants et les aboutissants de cette opération.

L'Union européenne est un paradis fiscal ou sa véritable nature.

Juncker fragilisé par le scandale "*Luxleaks*" d'évasion fiscale - AFP

Les révélations sur le système d'évasion fiscale massif mis en place au Luxembourg au profit des multinationales fragilisent Jean-Claude Juncker au moment où il prend la tête d'une Commission européenne dont il veut affirmer le rôle.

(Ca c'est l'os à ronger destiné aux populistes, opportunistes et révionnistes. - ndlr)

Jeudi, il a annulé au dernier moment sa participation à une conférence à Bruxelles.

(Sans importance, elle est reportée voilà tout. -ndlr)

M. Juncker a été pendant 18 ans, entre 1995 et 2013, Premier ministre du Luxembourg, considéré comme un des principaux paradis fiscaux dans le monde. Pendant cette période, entre 2002 et 2010, selon une enquête publiée par 40 médias internationaux, le Grand-Duché a passé des accords fiscaux avec 340 multinationales, dont Apple, Amazon, Ikea, Pepsi, Heinz, Verizon ou AIG, afin de minimiser leurs impôts.

(Junker fut pendant 18 ans le grand ordonateur de cette gigantesque fuite de capitaux des multinationales pour échapper à l'impôt ou en payer moins dans leur pays d'origine. Il était parfaitement au courant, l'avocat fiscaliste cité plus haut qui a négocié plusieurs accords de ruling reconnaît «*la clémence et bienveillance pendant longtemps des autorités luxembourgeoises*». Une pratique très courante et légale était d'octroyer des exonérations sur les retenues à la source pour le versement de dividendes à l'étranger. (lefigaro.fr 06.11)

Cela dit, on lira plus loin que pour Sapin c'est déjà le "*passé*" ou que personne ne peut reprocher à Junker ou au Luxembourg qui n'ont fait que profiter des failles de la réglementation fiscale et financière mondiale et à sa place tout le monde en aurait fait autant, personne ne peut donc l'accuser de quoi que ce soit puisqu'à aucun moment il n'a enfeint aucune loi, ces pratiques étant autorisées et parfaitement légales. On notera au passage et c'est important de le souligner, que ceux qui critiquent ou condamnent ces pratiques se situent donc sur le plan moral, ce qui évitent de condamner le capitalisme. - ndlr)

Cette polémique, quelques jours seulement après l'entrée en fonction de M. Juncker, complique sa tâche alors même qu'il a promis de renforcer la Commission en la rendant "*plus politique*".

(Mais justement, elle doit servir à justiifier cette opération, n'y parvenant pas par les procédés habituels ils ont imaginé ce scénario pour obliger tous les Etats à voler au secours de la Commission, ce qui lui permettra de faire passer plus facilement les mesures qu'elle peinait jusque-là à leur imposer, les chefs d'Etat ou leur gouvernement vont saisir de l'occasion pour se saisir de ces mesures ou les légitimer et les présenter tels quelles à leurs peuples qui n'y comprenant rien ne pourront pas s'y opposer ou les laisseront faire et le tour sera joué. Donc finalement, cette polémique sert les intérêts de la Commission et c'est elle qui en est à l'initiative, ou les Américains qui ont pu aussi lui forcer un peu la main. Car dans la Commission il y a des commissaires des 28 pays de l'UE et il n'est pas certain que tous aient été sur la même longueur d'onde, on sait même que ce n'était pas le cas jusqu'à présent, cette polémique avait donc pour objectif de vaincre leur réticence et à se ranger derrière Juncker, gageons que ce sera chose faite dans un bref délai, à moins qu'une véritable crise éclate au sein de la Commission mais on n'y croit pas trop, on a expliqué hier pourquoi.

Ce qui suit confirme ce qui vient d'être dit- ndlr)

D'emblée, il a cherché à affirmer son rôle face aux Etats, en assurant qu'il n'accepterait "*pas les critiques injustifiées*". Il s'en est pris au Britannique David Cameron et à l'Italien Matteo Renzi. "*Je ne suis pas un type qui tremble devant les Premiers ministres*", a-t-il dit.

(Effectivement, cette opération n'intervient pas n'importe quand et ce n'est pas le fruit du hasard comme on l'a souligné plus haut. - ndlr)

L'exécutif européen est prêt à sanctionner le Luxembourg, s'il y a lieu, a affirmé son porte-parole, Margaritis Schinas, lors d'un point de presse s'efforçant de protéger M. Juncker.

(Ils en sont au stade de l'hypothèse, de la supposition, du doute, alors que chacun savait que le Luxembourg n'était pas un paradis fiscal pour des prunes. - ndlr)

M. Juncker est "*serein*", a-t-il assuré, affirmant la détermination du nouveau chef de l'exécutif européen à renforcer l'harmonisation fiscale européenne.

(Il peut être "*serein*" en effet, puisque cette opération doit lui profiter ! On sait au moins à qui elle devrait profiter. L'harmonie économique et social que prône la Commission européenne est capitale, car elle doit servir à pouvoir mieux contrôler le fonctionnement de chaque pays, dans un premier temps afin qu'ils puissent appliquer à la lettre la politique dictée par l'oligarchie financière et qu'ensuite celle-ci puissent en suivre les effets, éventuellement la corriger en fonction des objectifs atteints et l'évolution de ses besoins. C'est un outil de gestion et pas autre chose, qui doit être efficace. C'est plus facile de contrôler l'économie d'un ensemble de pays quand leur législation est semblable ou identique, d'ailleurs on peut l'observer sur le plan politique puisqu'en réalité c'est pas là qu'ils ont commencé... et qu'ils doivent finir, car n'oublions pas que l'UE n'existe que par la volonté politique des dirigeants de chaque pays, leur soumission à cette institution supranationale mise en place par les Américains. Pour aller plus loin sur le plan de l'intégration politique, ils doivent passer par plus d'intégration économique et ainsi de suite.- ndlr)

Interrogée lors d'un colloque à Bruxelles, Mme Vestager a estimé qu'il n'y aurait "*aucun*" impact politique de cette affaire pour M. Juncker. Refusant de se laisser "*distraire par des questions de personnes*", elle a plaidé pour l'établissement de "bases communes" en Europe pour l'imposition des sociétés.

(Voilà confirmé ce que vous venez de lire à la fin du commentaire précédent. - ndlr)

La France et l'Allemagne ont volé à son secours. Cette affaire "*est le reflet du passé (...) je souhaite qu'on regarde l'avenir, on est en train de travailler à grande vitesse*" sur la lutte contre l'optimisation fiscale, qui "*n'est plus acceptable pour personne*", a déclaré

à Bruxelles le ministre français des Finances, Michel Sapin. Mais elle doit être "*mondiale*", a-t-il ajouté soulignant que le Luxembourg n'était pas le seul paradis fiscal.

(Pour Sapin, cette affaire est du "*passé*", alors que les accords passés entre le Luxembourg et des centaines de multinationales demeurent, si on avait besoin d'une preuve pour démontrer qu'ils ne s'attaqueront jamais aux paradis fiscaux, Sapin vient de nous en fournir une.

A les entendre les paradis fiscaux seraient privés de tous les instruments financiers qui les font vivre ou qui justifient leur existence, et cependant ils continueraient d'exister et ils se porteraient comme un charme au point même de proliférer ! - ndlr)

"*Juncker vient d'arriver. Si on veut l'affaiblir, c'est une bonne idée*", a renchéri un responsable français à propos des révélations. "*C'est une folie européenne de voir essentiellement les problèmes entre nous*", a-t-il insisté, évoquant des pratiques identiques aux Etats-Unis.

(Tiens donc, l'opération serait-elle pilotée depuis Washington qui ne craint rien puisque ce sont les maîtres absolus ? Là bas aussi, Obama, les démocrates et les républicains mènent un combat féroce contre l'optimisation, l'évasion ou la fraude fiscale... - ndlr)

Pour le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, ce n'est "*pas du tout*" dommageable à M. Juncker. "*Ce n'est pas lié à un gouvernement en particulier*", selon lui, "*c'est dans le cadre légal, mais nous travaillons à changer la législation*". AFP 06.11

(Ne vous occupez pas de ces questions trop compliquées pour vous, on s'en chargera très bien à votre place, faites-nous confiance, ben voyons ! ndlr)

Valls en famille.

- A Pau, le pas de deux entre Valls et Bayrou - Libération.fr

Jugeant qu'il n'y a «rien de pire que le sectarisme», jeudi à Pau en présence du maire Modem François Bayrou, Manuel Valls lui a lancé : «*Je ne doute pas que vous et moi continuerons notre dialogue républicain et fructueux.*» Ajoutant : «*L'amour de la France qui est le nôtre doit être mis au service de l'intérêt général.*» Dans la bouche d'un socialiste, on connaît propos moins cordial à l'adresse d'un centriste qui, s'il a voté Hollande contre Sarkozy en 2012, est depuis retourné sur le flanc droit de l'échiquier politique, caressant ouvertement des projets d'alliance avec Alain Juppé - si ce dernier était désigné candidat de la droite pour 2017.

Louant la «*lucidité*» du Premier ministre sur le besoin d'une ouverture à d'autres forces politiques, Bayrou a jugé que «*Hollande a les clés : il faut une dissolution et une élection, ça s'impose.*» Libération.fr 06.11

On ne peut pas imaginer que Valls aurait pris une telle initiative sans l'aval de Hollande, ajoutons, connaissant parfaitement la position de Bayrou qui réclame la dissolution de l'Assemblée nationale. J'ai lu ailleurs qu'une loi qui introduirait un brin de proportionnelle histoire de faire une place au FN pourrait précéder la dissolution.

On ne va pas se mettre à faire des pronostics, mais je ne sais pas pourquoi, sans même y penser, tous les matins en me connectant je m'attends à apprendre que Hollande a pris cette décision la veille au soir, comme si c'était une décision qui coule de source.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: méga machine-arrière de Washington - french.irib.ir

A en croire le journal Raï al Youm, les Etats Unis auraient proposé la tenue d'une conférence Genève III. Le journal qui cite les sources bien informées en Syrie ajoute : Un diplomate occidental aurait informé Damas de la décision de Washington de renoncer à la formation des rebelles modérés. La raison est évoquée en ces termes : " *Selon les rapports de l'armée américaine, il est impossible de former les rebelles modérés car il est impossibe de faire confiance à ces rebelles alors que ces derniers ne cessent de faire désertion, de quitter les rangs de leurs milices pour les rangs de Daech ou d'Al Nosra. Obama n'a aucunement envie d'en accepter les conséquences*".

Selon une source diplomatique syrienne interrogée sur la solution politique de la crise syrienne , " *les choses se dirigent vers une résurrection de la conférence Genève. Les amis russes nous ont proposé la tenue de la conférence III début 2015, une conférence qui serait une version corrigée de Genève I et Genève II. Suivant cette version, la participation des groupes d'opposition anti-Assad s'élargira. Il s'agit des opposants internes, des organisations et des personnalités indépendantes n'ayant aucun lien avec la coalition des opposants syriens. Ces idées constitueront l'axe principal des pourparlers de Moallem en Russie où il est attendu fin novembre*". Et cette source d'ajouter : " *Nous avons appris que les américains ont changé leur position vis-à-vis du plan russe et qu'ils souhaitent une reprise des négociations politiques autour de la Syrie*". french.irib.ir 06.11

Burkina Faso

- Burkina : Un accord sur la transmission du pouvoir aux civils - french.irib.ir

Un accord sur la transmission du pouvoir aux civils a été trouvé mercredi soir au Burkina. Aucune personnalité n'a toutefois été désignée pour mener cette période de transition d'un an devant mener à des élections en novembre 2015. Décryptage. Arrivés mercredi 5 novembre à Ouagadougou en tant que médiateurs de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) dans la crise burkinabè, les présidents John Dramani Mahama (Ghana), Macky Sall (Sénégal), et Goodluck Jonathan (Nigeria) sont parvenus à décrocher un accord entre l'armée, les leaders politiques, la société civile, et les chefs religieux et traditionnels sur la suite de la période de transition. L'accord annoncé mercredi soir, après plusieurs heures d'intenses négociations, n'a pas atteint l'objectif fixé en début de journée : la désignation d'une personnalité civile chargée de mener la transition.

Selon le communiqué de la Cédéao, "*les parties prenantes burkinabè*" sont toutefois tombées d'accord sur la "*levée immédiate de la suspension de la Constitution*", la "*nomination urgente par consensus d'une éminente personnalité civile pour présider la transition*", et la "*formation d'un gouvernement de transition pour une période d'un an*". Le texte précise que des élections présidentielles et législatives seront organisées d'ici novembre 2015. L'accord stipule enfin que les protagonistes poursuivront leurs consultations pour "arrêter la structure et la composition des organes de transition".

À en croire John Dramani Mahama, président en exercice de la Cédéao, qui s'est exprimé devant la presse dans la soirée, cela devrait être fait "*d'ici quelques jours plutôt que quelques semaines*". Pressé par la communauté internationale, le lieutenant-colonel Zida s'était engagé oralement mardi à rendre le pouvoir aux civils.

Le communiqué de la Cedeao montre qu'il a tenu sa promesse. Reste à savoir combien de temps cela va prendre. "*Une chose est certaine : Zida a accepté de lâcher les rênes de la transition, mais cela ne se fera pas contreparties pour l'armée*", glisse une source diplomatique. Autrement dit, les militaires joueront un rôle au sein de la transition et contrôleront très probablement des ministères clés comme ceux de la Défense, de la Sécurité, ou encore de l'Administration territoriale. Il n'est pas non plus exclu que l'avenir personnel du lieutenant-colonel Zida ait été au cœur des discussions. La garantie de l'obtention du statut d'ancien chef d'Etat – et de tous les avantages qui y sont liés – est évidemment un argument de poids dans ce genre de situation. french.irib.ir 06.11

Cameroun

- Cameroun : Paul Biya célèbre ses 32 ans au pouvoir - french.irib.ir

Le président camerounais Paul Biya célèbre ce jeudi ses 32 ans de règne au Cameroun. Plusieurs manifestations ont en effet été organisées par le gouvernement pour célébrer l'arrivée à la tête du pays du dirigeant, il y a 32 ans.

Selon l'agence de presse africaine APA, cette journée est ponctuée par les meetings politiques à travers le pays, sous les auspices du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti au pouvoir) dont Paul Biya reste et demeure le président national depuis la création du parti en 1985. french.irib.ir 06.11

Israël

- Achoura 2014: Israël planifiait d'assassiner Sayed Nasrallah - french.irib.ir

Un responsable sécuritaire européen haut placé a révélé au journal hollandais De Telegraaf qu'Israël projetait d'assassiner le secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah au dixième jour de l'Achoura, assurant qu'un obstacle logistique a saboté ce projet.

Selon le site d'information Mersad news, dont l'authenticité n'a pu être vérifiée, ce haut responsable européen a dit, sous le couvert de l'anonymat, qu'Israël a activé un plan préparé à l'avance pour liquider Sayed Nasrallah lorsqu'il interviendra en public pour

tout prochain discours.

En effet, l'unité spéciale israélienne, Siryat Metkal, a mené des entrainements à la base d'informations faisant état de la participation de Sayed Nasrallah à la commémoration de l'Achoura. Ce dirigeant militaire, qui travaille dans une ambassade d'un pays occidental à Tel Aviv, a ajouté que le projet d'assassinat prévu se base sur le lancement d'un missile téléguidé ayant une faible force destructrice pour laisser penser qu'il s'agit d'un attentat à la bombe ou d'un attentat suicide. De même source on assure que l'échec de cette unité d'élite israélienne est dû au déploiement par le Hezbollah de ses unités spéciales tout au long de la route que devait emprunter Sayed Nasrallah.

Dans un entretien téléphonique avec un haut officier sécuritaire israélien, celui-ci a souligné que les nouvelles unités du Hezbollah ont pu avertir les compagnons de Sayed Nasrallah de la présence de drones israéliens au-dessus du complexe du maitre des martyrs.Selon cet officier, "*les casques que les éléments de cette unité portaient étaient liés à l'unité des radars russes installée sur le Mont Cheikh et qui a pu déterminer le point de départ des drones et leur transgression de l'espace libanais*".

Et cet officier d'ajouter: "*Nous ne nous attendions pas à ce que le Hezbollah possède cette technologie malgré notre possession d'information sur l'acquisition par le Hezbollah de cette technologie russe*". Le même journal hollandais a tenté d'interroger le porte-parole de l'armée israélienne, mais celui-ci s'est abstenu de tout commentaire. Source: Mersad news lu sur Al Manar. french.irib.ir 06.11

Haut de page

Le 8 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté une quinzaine d'articles, pas le temps de faire la causerie, j'ai dû m'occuper de mes affaires. Un frigidaire qui tombe en panne, la grosse galère avec la chaleur, le condensateur qui était foutu. J'ai revendu le générateur, cela permettra de payer le carrelage du sol de la maison.

En fait je suis complètement claqué, à 14 heures je ne pouvais plus garder les yeux ouverts face à l'écran et j'ai dû me résoudre à aller faire une petite sieste. Selon les heures de la journée la connexion Internet est si lente que je ne peux pas télécharger un seul fichier ni accéder au serveur qui héberge le site, une vraie galère et je n'exagère rien.

Chaque fois que je veux me connecter à Internet, je dois déplacer à la hauteur de la fenêtre la table sur laquelle se trouve l'ordinateur, celle où se trouve le clavier plus mon fauteuil (en plastique, c'est le grand luxe !) ensuite j'ouvre la moustiquaire (une grille métallique très fine, elle agit comme une cage de Faraday) et je passe par la fenêtre le cable avec le modem au bout. Je ne peux pas laisser les deux tables contre le mur, sinon je ne peux plus accéder à la fenêtre pour l'ouvrir ou la fermer, d'où ce déménagement deux à trois fois par jour.

Dans ma maison les moustiquaires seront en plastique, j'ai donc hâte de déménager. Le gros oeuvre est terminé. Il reste à poser les portes, les fenêtres (à faire fabriquer en alu, c'est le moins cher), la peinture et le carrelage à poser, plus les auvents à installer tout autour de la maison, couvrir la terrasse, plus quelques bricoles, j'ai décidé de déménager seulement lorsque tout sera absolument terminé, sinon ce sera la galère quotidiennement, tout en sachant que je vais avoir des surprises et bien me faire chier pour un tas de conneries grosses et petites. Je dois tout tester avant de déménager, penser à tout, c'est un truc de dingue. Il faut être très patient et éviter de s'énerver.

J'ai encore deux problèmes importants qui devraient être résolus la semaine prochaine. Les impôts doivent me rembourser 40.000 roupies (450 euros) et une personne à qui j'avais prêté de l'argent doit me le rendre en principe lundi ou mardi qui vient, j'en ai absolument besoin pour terminer mon installation. Il me restera une petite somme.

Le frère de Selvi qui est aussi l'époux de sa fille Kavida ainsi que leurs trois enfants - le troisième doit venir au monde d'un jour à l'autre, sa mère et le fils de Selvi vivent entassés dans un taudis de moins de 20m² dont le toit fuit de partout, le sol est défoncé par endroit et l'eau de ruissellement essort pas là, ils ont construit des WC et un point d'eau dans la petite cour attenante qui n'est pas couverte, lors de la dernière mousson qui a été très importante et qui vient de s'achever, Selvi me racontait tous les matins en arrivant la nuit épouvantable qu'ils avaient passée, en plus plongés dans le noir en raison des coupures de courant, bref l'horreur.

Kumar s'est occupé de la construction de ma maison depuis bientôt quatre mois, il y consacre souvent plusieurs heures par jour, c'est lui qui a acheté tout le matériel et qui a trouvé les ouvriers, je me sens donc obligé de faire quelque chose pour ne pas les laisser dans cette situation-là, vous en conviendrez. Donc s'il me reste un peu d'argent, au lieu de changer mes meubles pourris après le tsunami de 2004, je vais lui donner de quoi arranger un peu sa maison, malheureusement je suis très limité financièrement

et il devra se contenter de ce que je lui donnerai. C'est aussi pour cela que je pensais faire appel à la générosité des lecteurs du site, pour partager, pas pour m'acheter des trucs hors de prix et dont je me passe habituellement. C'est un chic garçon, courageux et honnête, et franchement cela me fait mal au coeur de voir dans quelles conditions ils vivent, cela me rend malade rien que d'y penser. Ah j'ai de quoi alimenter ma haine du capitalisme au quotidien ici !

Je ne vous raconte pas tout, c'est devenu ma nouvelle famille si vous voulez. Par exemple, toutes les semaines ils m'apportent leur linge à laver et pendant que Selvi est au boulot, c'est moi qui m'en charge, je fais trois ou quatre machines à laver et j'étends le linge, quand il est sec Selvi le plie et le met dans des grands sacs qu'elle ramène chez eux quand je la raccompagne le soir en moto. C'est moi aussi qui paie la lessive et je ne leur demande rien, cela me fait plaisir de les aider, j'ai envie de dire que tout le plaisir est pour moi car je suis comme cela, je trouve que cela va bien avec mes idées ou ma conception du socialisme.

J'ai horreur des gens intéressés, mais je conçois qu'on le soit quand on est pauvre, j'ai donc un esprit très large me semble-t-il, vous comprenez pourquoi souvent je dis qu'il ne faut pas juger nos semblables, ce que j'évite de faire. On évoque parfois l'éducation des masses, on pourrait commencer par celle des militants et à mon avis il y a du boulot à faire. On vit dans une telle société de merde, qu'on a vraiment intérêt à réfléchir à notre propre comportement envers les autres et à s'entraider. Il arrive souvent qu'on soit victime d'injustices, il ne faut pas en prendre ombrage ou se formaliser pour si peu et en profiter pour les imiter, non, au contraire, il faut persister à avoir l'attitude la plus droite possible sans rien attendre en retour, c'est le seul moyen de ne pas être déçu et de de ne pas donner raison à nos ennemis dont le comportement est abjecte et transforme la société en une véritable jungle insupportable.

On peut servir de modèle aux autres ou conforter les principes ou valeurs dans lesquels ils croient également, même s'ils ont parfois du mal à les respecter, d'autant plus qu'on bénéficie de conditions meilleures que les leurs, et puis comment peut-on prétendre combattre pour une société meilleure et plus juste si nous le sommes pas nous-même. C'est bien beau de se dire socialiste ou communiste, mais cela se mérite, sinon cela ne veut rien dire si on se comporte n'importe comment.

Je vais vous avouer un truc pour revenir à Kumar. Vous allez me dire qu'il n'a pas fait tout cela pour des prunes, qu'il avait peut-être dans l'idée qu'ensuite je ferais quelque chose pour lui. C'est possible et j'y ai également pensé, ce serait normal qu'il y ait pensé. Je dois tout de même rappeler qu'avant qu'il supervise la construction de ma maison j'avais déjà versé 230.000 roupies à sa soeur Selvi, dont 130.000 roupies avaient servi à régler une grosse partie de la facture de son mariage, celui de Kumar. Et lorsque j'ai acheté le terrain, comme s'est lui qui avait servi d'intermédiaire avec le vendeur je lui ai versé 20.000 roupies pour remplacer sa télévision qui était foutue. Donc au total j'ai déjà versé 250.000 roupies à Kumar et Selvi que je ne connaissais pas avant la fin février. L'argent que j'ai versé à Selvi qui est devenue ma compagne, a servi à régler ses dettes, à l'affanchir ou la libérer de l'esclavage dans lequel elle était tombée et non pour l'acheter.

Que maintenant Kumar se soit mis dans l'idée que je pourrais l'aider financièrement pour m'avoir aidé à construire ma maison ne me choque pas du tout, qu'il en ait fait le calcul ne m'étonnerait pas, puisque lorsqu'on est confronté à la pauvreté et qu'on n'a aucun espoir d'en sortir, c'est le seul comportement à avoir pour espérer qu'en contrepartie quelqu'un vous viendra en aide. Je préfère de loin cette attitude à celui qui abuse de votre gentillesse et se fait voleur. Je lui ai confié d'importantes sommes d'argent depuis quatre mois sans rencontrer le moindre problème. C'était dans son intérêt, car j'en connais plus d'un qui dans le passé s'étaient servis au passage, alors que lui a été parfaitement honnête avec moi.

Vous allez me dire que c'est normal et qu'il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans, sauf que c'est mal connaître la pauvreté et ce qu'elle peut vous conduire à faire, il faut avoir été dans cette situation pour le comprendre ou vivre dans ce milieu. Non, cela ne va pas de soi de demeurer honnête quand on est pauvre (encore moins quand on est riche !) , on peut trouver un tas d'excuses pour ne pas le rester très longtemps, y compris avec sa propre famille, car c'est chacun pour soi. Vous allez me dire que dans ce cas-là ils ont des rapports épouvantables, assurément et bien pire encore. La tentation est grande et les interdits ou la morale à deux balles n'a aucune emprise sur eux, sauf quand ils ont encore suffisamment de force pour conserver la dernière chose qu'ils leur restent à brader en dernier recours avant de sombrer définitivement, leur dignité.

Aider le pauvre à conserver sa dignité, c'est la chose la plus utile qu'on puisse faire pour lui. Notre lutte de classe y contribue, mais il faut bien avouer qu'elle lui est d'aucun secours quand il est confronté au quotidien à des difficultés qui concernent ses besoins les plus vitaux, notre intervention à ce moment précis est capital pour lui. Alors quand on rencontre des pauvres ou des plus pauvres que soi, on se doit de les aider dans la mesure de nos moyens à conserver ou retrouver ce qui leur est le plus cher pour demeurer digne de figurer dans la communauté humaine. Ceux qui ont rejoint les rangs de l'Emirat islamique par exemple, et se livrent à des actes d'une cruauté inouie, n'en font hélas plus partie.

Pour le militant ouvrier que je suis, tout cela est intimement lié. Il est très tard et je dois arrêter. On aurait pu ajouter que la dignité est bien ce qu'il fait le plus défaut à ceux qui nous gouvernent, aux oligarques et à tous leurs larbins, aux médias. Tous ceux qui trichent avec la réalité, la déforme, la manipule, la falsifie, etc. en manquent singulièrement.

On actualisera le site demain ou lundi. Bon dimanche.

Haut de page

Le 9 novembre 2014

CAUSERIE

Les causeries d'octobre sont disponibres au format pdf, 231 pages.

Une vidéo.

Interview d'André Bouny: "Cent ans au Viêt Nam" [Arrêt sur Info]
http://www.youtube.com/watch?list=UUgprDP41wz8wnsPt3-HIIDQ&v=Ci_UieIqlZI

Entretien réalisé par Gérard Lazare à Paris. L'ouvrage "*Cent ans au Vietnam*" d'André Bouny (Editions Sulliver) présente des « *éclats de vies* » dans l'ordre chronologique; tous se déroulent au Viêt Nam, de 1926 à nos jours. Un siècle de servitude est ainsi évalué à l'aune des destins individuels que la colonisation et les guerres ont brisés, ou sur lesquels elles ont dramatiquement influé. Pourtant, sous le poids de l'Histoire, la corde personnelle ne rompt pas. Et, au-delà même des situations et des personnages qui illustrent cette inaliénable résistance, le mérite principal de ces textes et de la langue qui les porte est peut-être de parvenir à nous pénétrer de la musique aux accents si particuliers que délivre l'âme persistante d'un peuple.

Pépites intenses, avivées par l'intérêt que, depuis des décennies, l'auteur porte au Viêt Nam, à ses habitants et à leur culture, ces treize nouvelles scellent dans nos esprits des représentations indélébiles.[Arrêt sur Info - 5 Octobre 2014] http://arretsurinfo.ch/video-cent-ans...

Notre histoire

Le CERMTRI vous invite à une conférence - débat le Samedi 22 novembre 2014 à 14 h 30 précises (Le lycée ferme ses portes à 15h) dans le Salon des Actes du lycée Carnot 145, Bd Malherbes – 75017 – Paris (M° Malesherbes)

Sous la présidence de Jean-Jacques Marie, historien, responsable des Cahiers du mouvement ouvrier, Josep Antoni Pozo González, historien, présentera son livre "*Pouvoir légal et pouvoir réel dans la Catalogne révolutionnaire de 1936*", et répondra aux questions.

Il faut bien reconnaître que sont bien rares les travaux de recherche sur le pouvoir légal et le pouvoir réel dans la Catalogne révolutionnaire de 1936 après le soulèvement militaire commencé le 17 juillet au Maroc « espagnol », en d'autres termes sur le phénomène dit du « double pouvoir » entre juillet et octobre 1936, objet du livre de notre auteur. Non que ce phénomène n'ait fait l'objet d'études, mais sans procéder à une recherche exhaustive de l'activité des centaines de comités aux noms très variés qui ont couvert la Catalogne en réponse immédiate à la rébellion militaire factieuse.

Quelles ont été les relations entre les représentants du Gouvernement de Catalogne (pouvoir « légal ») et ceux du Comité Central de Milices Antifascistes (CCMA) avec les Comités locaux (pouvoir réel) ? Quels débats ont agité les organisations politiques et syndicales, les gouvernants, le peuple, se réclamant de l'anarchisme, de l'anarcho-syndicalisme, du socialisme, du communisme, de l'indépendance catalane sur tout l'État espagnol, notamment sur la question : fallait-il d'abord gagner la guerre avec la promesse de procéder ensuite à des transformations sociales, soigneusement laissées dans le vague d'ailleurs? Ou bien pouvait-on gagner la guerre si n'était pas menée dans le même élan une politique donnant aux millions d'opprimés d'Espagne l'assurance que la guerre et la victoire allaient poursuivre et confirmer ces conquêtes révolutionnaires que le CCMA et les comités locaux avaient mises en œuvre dans l'urgence de la guerre et de l'effondrement de toutes les structures de l'État ?

Pour quelles raisons la quasi intégralité de la grande bourgeoisie espagnole, de la finance, de l'Église se sont-elles ralliées à cette « Croisade » militaire qui ne semblait être au début qu'un pronunciamiento de plus dans la tradition militaire putschiste espagnole ? Qu'en est-il de l'intervention d'Hitler et Mussolini aux côtés de Franco ? Et de l'URSS aux côtés de la République ? Et de la non-intervention des démocraties occidentales ?

Quasiment quatre-vingts ans après, ces événements qui ont provoqué une considérable saignée dans la population et les forces vives du pays (ouvriers, employés, petits paysans et artisans, ouvriers agricoles, et «*maîtres d'école* » comme on les appelait) peuvent-ils éclairer l'histoire actuelle et particulièrement en Catalogne, mais pas seulement, sur la question de savoir si un peuple, les peuples d'Espagne peuvent décider souverainement de leur avenir ?

Selon "***Newsweek***", la Turquie aide l'Émirat islamique

Dans son édition du 7 novembre 2014, *Newsweek* publie le témoignage d'un jihadiste de l'Émirat islamique [1]. Il atteste d'un

accord permettant aux combattants de l'ÉI de franchir la frontière. Il indique également que les commandants de l'ÉI parlent le turc et discutent en permanence par radio avec les autorités turques. Enfin, il souligne que l'armée turque aide l'ÉI à combattre les kurdes.

Dans le même article, un responsable du PYG assure que la Turquie ne se contente pas de ce genre de soutien, mais fournit également des armes à l'ÉI.

Le Réseau Voltaire a révélé que

- (1) de janvier à mai, la France et la Turquie ont combattu l'Émirat islamique,

- (2) à partir de juin ces deux États l'ont soutenu avec les États-Unis et l'Arabie saoudite. Ainsi, les armes dont l'ÉI disposait pour entrer en Irak lui avaient été offertes par l'Arabie saoudite et avaient été véhiculées en juin par un train spécial affrété par le MIT (services secrets turcs),

- (3) depuis septembre, la Turquie aide l'ÉI à éliminer les Kurdes de Syrie. Réseau Voltaire 08.11

Note.

[1] "'*ISIS Sees Turkey as Its Ally' : Former Islamic State Member Reveals Turkish Army Cooperation*", par Barney Guiton, Newsweek, 7 novembre 2014.

Il y a quelques jours Hollande a bien reçu Erdogan, l'allié de l'Émirat islamique que Hollande prétend combattre au coté des Américains, Britanniques, Canadiens, Australiens, etc., n'est-ce pas ?

Quelle perspective proposer au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière ?

Je ne suis pas en France, aussi si je peux suivre en grande partie ce qui s'y passe, il n'en demeure pas moins qu'il y a forcément des choses qui m'échappent.

A défaut d'analyses dans les journaux ou portails nationaux des différents partis, groupes, etc, sur la situation en France au delà du discours politique habituel, je veux dire par là sur la manière dont les différentes classes vivent ou réagissent à la situation actuelle, dans quel état d'esprit elles sont, comment il évolue dans chaque couche de la société, quelles sont les principales tendances qui se dégagent et dont leur comportement rend compte, de même que la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs, tout cela est totalement absent de leur littérature, de telle sorte qu'il est difficile de se faire une idée précise sur toutes ces questions qui participent évidemment à l'évolution des rapports entre les classes.

En écrivant ces lignes je découvre que je suis dans la même situation que les travailleurs qui lisent leur littérature et qui ne sont pas plus avancés à l'arrivée. Cela dit sur le plan politique il faut bien prendre position.

Après avoir pris connaissance du contenu et de l'orientation politique de l'appel lancé par le POI et des militants d'autres partis ou organisations "*d'organiser une large conférence pour l'unité, la résistance, pour la défense des intérêts des travailleurs, pour la démocratie.*", je pense que nous pourrions soutenir cette initiative dans la mesure où cet appel fournit un cadre suffisamment large pour permettre aux travailleurs ou aux militants dans le respect de leurs convictions, de participer au combat politique contre le patronat, le gouvernement et les institutions de la Ve République, l'Union européenne.

On regrettera toutefois que cet appel privilégie l'aspect social de la situation au détriment de son aspect politique qui est à peine évoqué sous la forme d'un questionnement sur les institutions, alors que les travailleurs et les militants attendent des réponses cohérentes et claires sur le plan politique, notamment les plus avancés, à savoir que seul un gouvernement ouvrier abolira toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis 40 ans et s'attaquera aux fondements du capitalisme, condition préalable indispensable pour satisfaire l'ensemble de leurs revendications sociales, un gouvernement ouvrier qui abolira les institutions de la Ve République et qui du même fait rompra avec l'ensemble des institutions économiques ou politiques du capital, permettant de reconstruire la société sur des bases meilleures et plus justes, d'avancer sur la voie du socialisme.

Ce n'est pas la première fois que le POI est à l'initiative de ce genre d'appels qui ont débouché sur rien. Si comme ce fut le cas précédemment aucune orientation politique n'était adoptée à l'issue de cette conférence, il faudrait en déduire une fois de plus qu'elle n'aura servi à rien.

Qu'il y ait une discussion dans le mouvement ouvrier sur les institutions (de la Ve République) et qu'on ne puisse pas ignorer les différentes propositions avancées par les uns et les autres peut se concevoir, mais dans une certaine limite seulement. C'est ainsi que contrairement à ce qui est écrit dans cet appel, on ne peut concevoir un instant que des militants colportant des illusions dans les institutions au point de croire qu'il serait possible de les réformer pourraient participer à cette conférence, dont

l'objet doit être d'ouvrir la voie au combat politique du mouvement ouvrier pour renverser les institutions de la Ve République ou dans cette perspective politique. Sinon il s'agira d'une conférence syndical et elle aura une orientation social-patriote.

Il faut bien comprendre que les deux positions exposées ici s'excluent ou sont incompatibles, irréconciliables. C'est pour nous la ligne rouge à ne pas dépasser.

A l'attention des lecteurs.

Nouvelle mise en garde à propos des articles publiés dans notre portail. Elle ne concerne pas l'article qui suit il faut préciser.

Ce dont les lecteurs doivent se méfier, ne pas retenir ou carrément rejeter, ce sont les conclusions que leurs auteurs fournissent à la fin de leurs articles, généralement dans le ou les deux derniers paragraphes. Il arrive parfois qu'elles figurent au tout début de leurs articles, dans la présentation ou l'avant-propos.

Dans huit ou neuf cas sur dix leurs conclusions posent problème car elles véhiculent des illusions dans la classe dominante ou ses institutions, à défaut de retenir le facteur déterminant de la lutte des classes dans leurs analyses ou d'ignorer ses différentes composantes dont la classe des exploités, ils s'en remettent systématiquement sauf à de très rares exceptions à la classe dominante pour résoudre une question qu'ils ont soulevée ou abordée, alors qu'elle en est justement à l'origine ou la cause. Il est dès lors facile de comprendre que si c'elle elle qui le résoud ce ne sera jamais en fonction des intérêts des travailleurs ou des peuples, mais uniquement en fonction de ses propres besoins, même si l'on doit admettre qu'il arrive que les choses ne se déroulent pas comme elle l'avait prévues et qu'elle doive s'en remettre temporairement à des solutions contraires à ses principes ou intérêts, dans ce cas-là il n'y a pas lieu de s'en féliciter ou de féliciter ses représentants comme le font généralement les auteurs de ses articles, car quelles que soient les solutions qu'elle aura retenues, soit ils feront en sorte que les travailleurs ou les peuples n'en profitent pas, ils feront tout pour les spolier d'une éventuelle victoire, soit elles se retourneront contre eux à la première occasion.

Cette précision était nécessaire pour demeurer sur un terrain de classe indépendant de la classe dominante, pour continuer notre combat strictement sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, du socialisme.

Nous sommes du genre à faire des concessions à notre ennemi de classe, sauf tactiquement quand cela sert notre propre combat ou qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort car il ne faut pas être stupide non plus, dogmatique si vous préférez. Nous ne sommes pas des aventuriers, nous estimons que publier ce genre d'articles constitue déjà une concession à la limite de nos possibilités sans renier nos principes qui eux sont ni amendables ni négociables.

Conditionnement, guerre psychologique et idéologique.

On a là la trame et tous les facteurs qui permettent de comprendre comment dans leur société des travailleurs souvent jeunes en arrivent à commettre des actes désespérés, comment les médias et le gouvernement les présentent et les exploitent, à quelle fin, politique évidemment, qui en sont les véritables responsables. Je n'ai reproduit ici que les passages les plus significatifs, l'article en entier figure dans le site.

- Le Canada et la guerre au terrorisme: Que s’est-il réellement passé à Ottawa? - Mahdi Darius Nazemroaya - mondialisation.ca - 05.11

Même si les attentats de Saint-Jean-sur-Richelieu et d’Ottawa n’ont aucun rapport entre eux et ne s’inscrivent pas dans un effort coordonné, on les a quand même reliés. L’attaque suivie du délit de fuite a été ajoutée au récit d’Ottawa le 22 octobre afin de construire l’image d’une bataille en bonne et due forme. Cela relève de ce que les sociologues appellent une panique morale.

La couverture médiatique, le confinement massif dans le coeur du centre-ville d’Ottawa et les mesures nationales prises par le gouvernement fédéral ont créé une certaine panique à Ottawa et chez tous les Canadiens. Dans ces conditions, les gens peuvent agir de façon imprévisible ou anormale et ils sont prêts à faire des concessions qu’ils ne feraient pas normalement au gouvernement. Autrement dit, lorsque la société est prise par la peur, de nombreux citoyens sont disposés à renoncer à leurs libertés civiles et à s’en laisser retirer par les autorités.

Légalement, Martin Couture-Rouleau et Michael Zehaf-Bibeau sont des meurtriers. Au lieu de les traiter comme des criminels, on a utilisé le terme « *terroriste* », contenant une charge politique et psychologique évidente. Toutes les lois nécessaires pour juger ces criminels existent déjà au Canada, mais on instaure de nouvelles lois pouvant potentiellement être utilisées contre des dissidents légitimes s’opposant aux politiques gouvernementales.

De plus, la police se militarise dans le nouveau contexte de la lutte au terrorisme. Les mesures que le gouvernement Harper désire normaliser comprennent également le contrôle et la censure d’Internet, le retrait inconstitutionnel et illégal de la citoyenneté et le retrait des droits de mobilité accordés par la Charte canadienne des droits et libertés. Cette mesure est déjà en vigueur avec la confiscation de passeports. Tous les Canadiens ont le droit de quitter le Canada et d’y revenir librement, à moins d’avoir

commis une offense de nature criminelle. Le gouvernement veut s'arroger le pouvoir de retirer les passeports au moindre doute de méfait, sans preuve.

L'idée de retirer la citoyenneté est également une question politique dans la mesure où elle sert à alimenter les préjugés dans certaines sphères de la société dans différents pays xénophobes et qui n'aiment pas certaines couches de la société pour différentes raisons.

Selon un vieil adage, la société a tous les criminels qu'elle mérite, c'est-à-dire que dans bien des cas les criminels sont le produit d'un problème structurel de la société.

Les deux assaillants consommaient de la drogue et souffraient de problèmes psychologiques qui nécessitaient des soins. Le tireur d'Ottawa avait cherché de l'aide et étouffait de désespoir et de non-appartenance.

Au lieu de regarder à l'étranger et de blâmer des forces extérieures, le Canada doit faire son propre examen de conscience. La source du problème comprend le déclin des services sociaux au Canada qui ont subi les coupures et les mesures d'austérité du gouvernement. En blâmant le groupe armé État islamique et Internet. le gouvernement refuse en même temps de reconnaître son propre échec et la marginalisation d'un grand nombre de citoyens canadiens qui ne reçoivent pas l'aide dont ils ont besoin. mondialisation.ca - 05.11

ACTUALITE EN TITRES

La fête du fric.

- Wall Street, toujours à des records, regarde déjà vers Thanksgiving - AFP

- Magasins : c'est déjà Noël ! - Francetv info

L'Organisation Mondiale de la Crise

- L'OMC confrontée à "*la plus grave crise*" de son histoire, selon son directeur général - AFP

Paralysée en raison du blocage par l'Inde d'un accord historique conclu à Bali en décembre 2013, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est confrontée "*à la plus grave crise*" depuis sa création, a averti samedi à Pékin son directeur général. AFP 08.11

Les bienfaits de l'union nationale larvée : L'excès de zèle droitier.

- Sécu : le Sénat veut un milliard d'économies supplémentaires - LePoint.fr

La Chambre va demander au gouvernement de revoir sa copie dans le domaine de la santé. LePoint.fr 07.11

Pseudo-gauche. On a les "***amis***" qu'on peut.

- PCF: Pierre Laurent tend de nouveau la main aux "*amis frondeurs et écologistes*" - AFP

Mélenchon sait de quoi il cause !

- Hollande sur TF1: Jean-Luc Mélenchon qualifie François Hollande d'«*usurpateur*» - 20minutes.fr

Les porte-parole de la pire réaction mènent un combat politique quotidien sur tous les fronts.

- La dernière fourberie de la Stasi - Slate.fr

- The Advocate grime Poutine en Hitler et le désigne «*personne de l'année*» - Slate.fr

- Aux Etats-Unis, on devrait avoir bientôt droit à une pomme de terre transgénique potentiellement anti-cancérigène - Slate.fr

- Affaire des «*43 d'Ayotzinapa*»: comment le Mexique s'est rêvé en nouveau Brésil pour se réveiller en nouveau Nigéria - Slate.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui dirigent l'UE ?

Pardi, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en fait partie. Avis à ceux qui titraient : crise au somme de l'UE.

- Budget UE : Cameron obtient une victoire à la Pyrrhus et exaspère ses partenaires - AFP

Les Européens ont accordé vendredi à la Grande-Bretagne la possibilité de différer après les élections générales de mai 2015 le paiement d'une rallonge de 2,1 milliards d'euros au budget européen pour 2014, sans cacher leur exaspération face au chantage exercé par David Cameron.

"*J'ai dit que je ne paierai pas 1,7 milliard de livres (2,1 milliards d'euros) le 1er décembre. J'ai réduit l'addition de moitié et je ne paierai rien avant juillet prochain. J'obtiens des résultats pour le Royaume-Uni*", s'est vanté le Premier ministre britannique sur son compte twitter.

"*C'est un véritable succès*", s'est félicité son ministre des Finances George Osborne, après avoir négocié l'accord avec ses homologues européens à Bruxelles.

"*L'accord satisfait tout le monde, au détriment de personne*", a-t-on commenté dans les autres délégations en manifestant une certaine irritation face aux cris de victoire britanniques.

Pour obtenir cet accord, le Premier ministre britannique a exercé jusqu'au dernier moment une énorme pression sur les négociations.

"*J'ai donné une réponse claire : nous ne paierons pas ces 2,1 milliards d'euros le 1er décembre et je n'ai pas l'intention de payer un tel montant*", avait-il réaffirmé dans la matinée à Helsinki.

"*J'espère que cela pourra être accepté par nos partenaires. Sinon nous aurons un grave problème*", avait-il menacé. AFP 07.11

Enterrement...

- Hollande sur TF1 : une prestation "*catastrophique*", selon un sondage - Francetv info

- Hollande intéresse près de 8 millions de téléspectateurs sur TF1 - LePoint.fr

- Hollande sur TF1 : 78 % des Français ne sont pas convaincus - Francetv info

Il y en a qui n'ont vraiment rien à foutre de mieux dans ce pays, c'est curieux, pour un peu ils donneraient raison au patronat qui estiment qu'ils ont trop de temps libre... Ou alors ils doivent faire partie de ceux qui vont à la gamelle ou sont bien servis...

... et résurrection.

- Présidence de l'UMP: «*Nicolas Sarkozy a quelque chose de De Gaulle*» - 20minutes.fr

- Sarkozy en meeting à Paris : «*A-t-on jamais vu la France dans cet état ?* » - LeParisien.fr

- Nicolas Sarkozy appelle au rassemblement - Francetv info

- Nicolas Sarkozy se pose en précurseur du "*sursaut*" républicain - Reuters

- Présidence de l'UMP: Show parisien pour Nicolas Sarkozy visionnaire - 20minutes.fr

- Nicolas Sarkozy célèbre «*le miracle de la République*» - LeFigaro.fr

- Nadine Morano: «*Je suis un artisan de la campagne de Nicolas Sarkozy*» - 20minutes.fr

- Bertrand sur Sarkozy : qui aime-t-il, "*à part lui ?*" - AFP

A qui profite cette opération ? A quelle moment intervient-elle ?

- Des propos du numéro 2 de l'Elysée mettent Fillon et la présidence dans l'embarras - AFP

Réponse : A Sarkozy et Hollande, mais davantage au premier qu'au second sur les rails pour reconquérie la direction de l'UMP et se représenter à la présidentielle de 2017.

On sent que les dirigeants de la classe dominante hésitent entre les deux. On ignore encore s'ils ont abandonné l'idée de soutenir Fillon ou si à leurs yeux Juppé présente plus d'inconvénients que d'avantages par rapport à Sarkozy, à qui ils ont fait gagner deux millions d'euros en deux ans en l'invivant à prendre la parole lors de conférences qui se déroulaient pour ainsi dire entre eux.

On peut s'étonner du comportement décomplexé qu'affiche Sarkozy comme le font les médias, alors qu'en réalité il se comporte exactement comme les oligarques qui n'ont que faire des critiques qu'on leur adresse et continuent de s'enrichir et de concentrer le pouvoir entre leurs mains au détriment du reste de la population. Ils ont dû reconnaître l'un des leurs et cela leur plaît, contrairement Fillon ou Juppé qui affectent un à air contrit et se répandent en excuses, qui de fait semblent sont incapables d'incarner ou d'assumer jusqu'au bout la politique néolobérale qu'ils leur demandent d'adopter ou de soutenir.

Quand on observe le comportement d'Obama, on peut en déduire que les Américains agissent comme s'ils étaient les maîtres incontestés du monde et cela leur réussit assez bien jusqu'à présent. Le meilleur moyen d'évincer leurs éventuels concurrents consiste à les piétiner ou les ignorer, car leur hégémonie sur le monde ne doit souffrir aucune contestation possible. Mais l'insoumission peut venir d'ailleurs et les choses se compliquer pour eux.

Dans ce cas-là il feront dans le déni ou se renieront, se contredire ouvertement ne les gêne pas vraiment puisque l'essentiel demeure d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés par n'importe quel moyen, leur principe, scrupule ou morale ne dépasse pas ce stade élémentaire du comportement animal du prédateur ou sauvage. C'est ce qui caractérise précisément le néolibéralisme. On comprend mieux dès lors pourquoi ils se permettent tout sans en éprouver le moindre embarras.

Ils ne se situent pas au même niveau que leurs interlocuteurs sur l'échelle de l'évoluton de l'espèce humaine, on ne peut même plus évoquer la civilisation humaine tant ils la maltraitent et semblent décider à la faire disparaître. Ils se situent un cran en dessous, en dehors de ce cadre qu'ils s'emploient à détruire et quand ils s'y réfèrent c'est uniquement pour camoufler leurs véritables intentions, avant-hier Sarkozy lors d'un meeting au Palais des Congrès à Paris, a fait référence 80 fois à la République, oui vous avez bien lui, 80 fois, c'est l'AFP qui l'a relevé, alors qu'il en est le pire ennemi, sauf qu'il en actuellement besoin pour s'emparer de la direction de l'UMP, donc il utilise les possibilités qu'elle lui offre pour mieux la jeter par la suite, on l'en accusera, il le niera et le brouhaha médiatique fera le reste. Rien que les titres de presse d'hier et avant-hier parlent d'eux-mêmes.

Quant à Hollande, reste à savoir s'il va être capable de faire passer d'autres contre-réformes importantes ou structurelles au cours des deux ans et demi à venir. Les dirigeants de la classe dominante s'appuient sur le trio le plus réactionnaire du gouvernement Valls-Fabius-Sapin pour y parvenir, mais rien ne dit que cela sera suffisant. Ils doivent donc prévoir un scénario alternatif en cas de blocage total des institutions sous fond de contestation sociale grandissante, une dissolution et une cohabitation qui prendrait ouvertement la forme d'une union nationale à la grecque pour faire passer en force ces contre-réformes, au risque de déstabiliser un peu plus les institutions, d'où la nécessité d'alimenter le FN à l'extrême droite, qui pourrait être amené à se joindre à eux en dernier recours ou s'emploierait à disloquer le mouvement ouvrier qui constitue toujours une menace pour le régime, dans la mesure où à cette occasion il pourrait retrouver la voie de son unité pour affronter la classe dominante, ce qu'il faut éviter à tout prix pour eux.

On voit bien qu'ils ont deux fers au feu et qu'ils s'appuient sur l'un ou sur l'autre pour faire avancer leur politique.

Ils savent que Hollande est déjà grillé comme ils savent que Sarkozy l'est tout autant, mais ils doivent faire avec. Comment faire avec de manière à pouvoir appliquer leur politique ? En faisant en sorte qu'ils se retrouvent face à face au premier tour de 2017 et que Sarkozy soit battu une seconde fois, car une partie de son camp refuserait de faire campagne pour lui ou voterait contre son camp, c'est une façon de parler puisque Hollande est dans le même camp. Ce scénario semble improbable, car il ne peut y avoir qu'un seul Premier ministre, Valls ou Bayrou, mais on peut aussi imaginer que Valls accepte de rétrograder à l'Intérieur, comme Fabius en sorte qui a rétrogradé au Afffaires étrangères.

Conserver Hollande à la présidence et se couper du Modem et de l'UDI ou d'une partie de l'UMP ne présenterait pas les conditions pour affronter la situation à venir, on peut l'observer dès à présent. De plus ils ont besoin du PS qui ne peut fonctionner autrement que sur la base d'une synthèse réunissant ses différents courants, et Valls est le plus mal placé pour

l'incarner. Aussi pendant que Valls gouvernerait, Hollande serait chargé de préserver l'unité du PS, autrement dit de poursuivre le travail engagé par Valls, Fabius, Sapin, Belkacem, etc. pour le convertir totalement au néolibéralisme, quitte à se couper de certains courants minoritaires qui rejoindraient des satellites du PS.

Le PS est condamné à évoluer toujours plus à droite, il l'est déjà, et on a pu observer qu'aucun courant du PS avait pris le risque de voter contre la politique du gouvernement, ce qui témoigne de l'incapacité de ces courants d'évoluer à gauche et de mettre le gouvernement en minorité et entraîner la dissolution de l'Assemblée nationale. S'ils venaient à quitter le PS, cela n'aurait aucune incidence pour la stabilité du régime qui serait assuré grâce au soutien du centre ou de l'UMP à la politique de Valls s'il devenait président.

L'autre scénario qui serait peut-être le plus avantageux pour eux, serait de patienter jusqu'en 2017 et propulser Valls à la présidence avec Bayrou comme Premier ministre ou un transfuge de l'UMP, scénario qui semble inconcevable avec Sarkozy président. A moins qu'ils décident de précipiter les choses et forcent Hollande à démissionner pour céder la place à Valls parce qu'ils n'ont pas de temps à perdre, le feu couve en la demeure. Et puis on voit mal comment l'UMP qui enchaîne les scandales pourrait être en ordre de bataille d'ici 2017.

AFP - François Fillon a-t-il sollicité l'exécutif pour accélérer les procédures judiciaires visant Nicolas Sarkozy? Les révélations de journalistes du Monde mettent dans l'embarras malgré leur démenti l'ex-Premier ministre et surtout Jean-Pierre Jouyet, secrétaire général de l?Élysée.

L'affaire a pris une tournure judiciaire samedi avec l'annonce par l'entourage de M. Fillon d'une "*plainte*" de l'ex-chef du gouvernement "*contre les deux journalistes, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, et contre Le Monde pour diffamation*".

Objet du litige: les révélations des deux enquêteurs qui affirment dans leur livre "*Sarko s'est tuer*" (Stock) qu'au cours d'un déjeuner dans un restaurant proche de l'Elysée le 24 juin, M. Fillon aurait dénoncé auprès de M. Jouyet le remboursement par l'UMP des pénalités liées au dépassement du plafond des dépenses de campagne de M. Sarkozy en 2012.

"*Tapez vite, tapez vite! Jean-Pierre, tu as bien conscience que si vous ne tapez pas vite, vous allez le laisser revenir. Alors agissez!*", aurait lancé M. Fillon, accusant l'ex-président d'"*abus de bien social*", "*de faute personnelle*".

L'ex-chef du gouvernement, qui entretient des relations notoirement exécrables avec l'ancien chef de l?État, est aujourd'hui entré dans une concurrence féroce avec lui pour la présidentielle de 2017.

MM. Fillon et Jouyet ont démenti avoir tenu de tels propos, de même qu'Antoine Gosset-Grainville, ancien directeur adjoint de cabinet de M. Fillon, lui aussi présent à ce déjeuner. "*Méprisable*", s'est offusqué dès mercredi l'ex-Premier ministre, avant l'annonce de son dépôt de plainte samedi.

"*Inimaginable*", avait quant à lui rétorqué M. Jouyet. L'ex-secrétaire d?État aux Affaires européennes de M. Fillon (mai 2007 à décembre 2008) s'est fendu d'un SMS à son ancien patron exprimant "*excuses et regrets*" pour "*ces bruits de couloirs élyséens*".

Mais les deux journalistes maintiennent leur version avec à l'appui une interview du numéro 2 de l?Élysée le 20 septembre au palais présidentiel, enregistrée avec l'assentiment de l'intéressé, et publiée en partie dans le Monde paru samedi.

D'après les deux journalistes, M. Jouyet avait bien donné son accord pour que son récit soit restitué dans leur livre à la condition que ses propos ne soient pas cités entre guillemets, ce que MM. Davet et Lhomme ont respecté.

"*En démentant en bloc, il porte atteinte à notre crédibilité professionnelle*", a expliqué à l'AFP Gérard Davet. "*C'est donc pour cela que nous avons choisi dans Le Monde de décrypter ses propos pour que les gens comprennent bien que nous n'avons absolument rien inventé*".

"*Pour nous, on n'a aucun problème puisque les propos que nous avons relatés, nous avons la preuve de leur existence*", a renchéri Fabrice Lhomme, pour qui "*cette plainte ne pourra pas prospérer*".

Samedi, un proche de M. Fillon, le député UMP Jérôme Chartier, a demandé aux journalistes de "*faire entendre*" leur enregistrement.

- 'Du pain bénit pour Sarkozy' -

Cette affaire peut-elle éclabousser le chef de l'État? L'Élysée, sollicité samedi par l'AFP, est resté silencieux. Mais un proche du président souligne que François Hollande s'est toujours tenu scrupuleusement au respect de l'indépendance de la justice et "*n'est jamais sorti de cette ligne*", "*il est inattaquable, inflexible*", a-t-il assuré à l'AFP.

Dans l'article du Monde, le chef de l'Etat n'est d'ailleurs pas mis en cause. Selon les propos rapportés de M. Jouyet, il a opposé un non catégorique à toute intervention. "*Quand Fillon m'a dit ça, j'ai dit: " Tiens, oui, on pourrait simplement signaler le machin..." Mais François (Hollande) m'a dit: " Non, non, on ne s'en occupe pas'*"", relate le quotidien.

"*M. Fillon savait comment procédait M. Sarkozy*" en intervenant sur le cours de la justice quand il était à l'Elysée, exlique Gérard Davet. "*Il s'est dit que peut-être ça marche encore comme cela, il semblerait que ça ne soit pas le cas*", a ajouté le journaliste.

En tout cas, conclut un proche du chef de l'Etat, "*c'est du pain bénit pour Nicolas Sarkozy*" .

"*C'est très grave*", estime pour sa part un membre de l'exécutif assurant que nombre de ministres voient en Jean-Pierre Jouyet "*un personnage intrigant*" qui "*manipule tout le monde*".

Ils reprochent à cet ami intime de François Hollande, qui l'a propulsé le 16 avril secrétaire général de l'Élysée, un poste charnière, d'entretenir des relations "*troubles*" avec la droite. AFP 08.11

Non, sans blague, ils ont leurs tables réservées dans les mêmes restaurants ou passent leur temps ensemble dans les différentes commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat notamment, et quand ils ne participent pas à un gouvernement présidé par un président issu de l'UMP ou du PS, c'est pour accepter les missions qu'il leur confie, la collusion est totale et les objectifs identiques, seul le masque ou l'étiquette change.

Etats-Unis. Le visage hideux du capitalisme. Au pays des hyper riches, ils haïssent les pauvres.

- Floride : à 90 ans, il risque la prison pour avoir nourri des sans-abri - Francetv info

Arnold Abbott, un militant américain de 90 ans, a été arrêté pour la seconde fois par la police de Fort Lauderdale (Floride) pour avoir distribué des repas aux sans-abri de cette ville américaine. Une nouvelle disposition locale interdit en effet de nourrir les pauvres dans la rue. Il risque deux mois de prison et 500 dollars d'amende.

L'ancien combattant, connu sous le surnom de "*Chef Arnold*", promet de nourrir les SDF même s'il risque la prison, comme l'en ont menacé les autorités. "*Je suis difficilement intimidable*", prévient-il. Le nonagénaire dirige une organisation locale au sein de laquelle il donne à manger aux SDF de Fort Lauderdale depuis deux décennies.

Vendredi 31 octobre, une campagne a été lancée à Fort Lauderdale par les autorités locales, qui disent vouloir garantir la santé publique et la sécurité. "*Il y a 10 000 sans-abri dans le comté de Broward, la majeure partie d'entre eux sont à Fort Lauderdale, et il n'existe pas de tapis suffisamment grand pour tous les cacher*", a insisté Arnold Abbott à la télévision. Depuis janvier 2013, 21 villes américaines ont restreint les possibilités de donner à manger aux SDF, selon la Coalition nationale pour les sans-abri. Francetv info 07.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée.

1.1- Affrontements dans un camp de réfugiés de Jérusalem en état d'alerte - AFP

Et pendant ce temps-là la nouvelle chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, s'entretenait avec le Premier ministre de l'Etat sioniste, Benjamin Netanyahu.

AFP - Des centaines de Palestiniens ont à nouveau affronté vendredi les policiers israéliens dans un camp de réfugiés de Jérusalem-Est, ville placée en état d'alerte pour la grande prière musulmane hebdomadaire.

Au pied de l'esplanade des Mosquées, qui cristallise actuellement les tensions, la Vieille ville et ses alentours sont restés calmes alors que plus de 1.300 policiers avaient été déployés à Jérusalem-Est, selon une porte-parole de la police.

C'est un peu plus au nord que les violences ont repris après la prière.

Dans le camp de réfugiés de Chouafat, des centaines de Palestiniens ont lancé pierres et cocktails Molotov sur les policiers qui

ont répliqué par des projectiles en caoutchouc, des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes, ont constaté des photographes de l'AFP.

Ce camp, où s'entasse une population pauvre séparée de Jérusalem-Est par le mur de séparation supposé protéger Israël d'attaques venues de Cisjordanie, est l'un des foyers des troubles qui se sont encore intensifiés ces dernières semaines à Jérusalem-Est, partie palestinienne de la ville annexée et occupée par Israël.

De jeunes Palestiniens ont également affronté des soldats israéliens en Cisjordanie, à Qalandiya (nord) et Hébron (sud). Deux Palestiniens ont été arrêtés à Halhoul, près d'Hébron, a annoncé la police.

Dans ce contexte, le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est montré ferme et a ordonné jeudi soir la démolition des maisons d'auteurs d'attaques "*terroristes*" à Jérusalem-Est, a indiqué un responsable israélien sous le couvert de l'anonymat. AFP 07.11

1.2- Cisjordanie : la manifestation des Palestiniens réprimée par les militaires israéliens - french.irib.ir

Les militaires du régime sioniste ont réprimé les manifestations des Palestiniens en Cisjordanie, en guise de soutien à la mosquée d'Al-Aqsa.

A cette répression ont, également, collaboré les forces de sécurité de l'Autorité autonome qui s'étaient déployées aux entrées de la partie ancienne de Naplouse, pour empêcher les Palestiniens qui entendaient rejoindre les autres manifestants rassemblées place Al-Shohada, au centre-ville. Elles ont fait recours aux matraques et bombes sonores, blessant et arrêtant plusieurs d'entre eux. A Ramallah, Al-Khalil, Bethléem et dans d'autres endroits, des heurts ont eu lieu entre les Palestiniens et les militaires israéliens qui utilisaient des balles plastiques et des gaz lacrymogènes. Nombre de jeunes palestiniens ont été blessés sans compter les arrêtés. french.irib.ir 07.11

1.3- Israël: Un Arabe israélien abattu par la police lors d'une arrestation 20minutes.fr

Un jeune Arabe israélien a été abattu par des policiers samedi à l'aube dans le nord d'Israël lors d'une arrestation pour des faits de droit commun qui a mal tourné, a annoncé la police israélienne.

Kheir Hamdane, 22 ans, s'est interposé lors de l'arrestation de l'un de ses proches à Kfar Kana dans nord d'Israël, menaçant les officiers avec un couteau, selon un communiqué de la police. Après des tirs de sommation, la police a ouvert le feu sur lui et il est ensuite décédé lors de son transfert à l'hôpital, a indiqué la même source. 20minutes.fr 08.11

1.4- Le Hamas annonce créer une "***armée populaire***" - AFP

Le Hamas a annoncé vendredi la création d'une "*armée populaire*" dans la bande de Gaza dévastée par trois offensives israéliennes meurtrières, disant "*se préparer*" à tout nouvel affrontement avec l'Etat hébreu, notamment sur la question de l'esplanade des Mosquées au coeur des tensions à Jérusalem.

Lors de célébrations dans le camp de réfugiés de Jabaliya dans la bande de Gaza, le porte-parole des brigades Al-Qassam, la branche armée du mouvement islamiste a salué "*la promotion de 2.500 recrues représentant le premier contingent de l'armée populaire pour la libération de la mosquée Al-Aqsa et de la Palestine*".

De son côté, Mohammed Abou Askar, un dirigeant du Hamas a affirmé que son mouvement "*prépare et équipe l'armée pour que notre peuple soit prêt à tout affrontement avec l'occupant*" israélien. "*Les inscriptions sont ouvertes aux jeunes comme aux plus âgés, à partir de 20 ans, pour rejoindre au cours des jours à venir l'armée populaire*", a-t-il ajouté. AFP 07.11

1.5- Jérusalem "doit être la capitale de deux États" - Le Point

À Gaza, Federica Mogherini a plaidé pour un État palestinien indépendant, une "*position partagée par toute l'Union européenne*".

La chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a plaidé samedi pour un État palestinien indépendant, avec "*Jérusalem comme capitale de deux États*" lors de sa première visite à Gaza. "*Il faut un État palestinien, c'est l'objectif, et cette position est partagée par toute l'Union européenne*", a-t-elle affirmé lors d'une conférence de presse à Gaza, où "*le monde ne supportera pas une quatrième guerre*", après trois offensives israéliennes meurtrières ces six dernières années.

La visite de Federica Mogherini intervient alors que Palestiniens et policiers israéliens s'affrontent chaque nuit dans les rues de Jérusalem-Est, occupée et annexée par Israël. Parallèlement, à Gaza même, une série d'attentats perpétrés vendredi contre les biens de responsables du Fatah a mis à mal la difficile réconciliation en cours avec les islamistes du Hamas, indispensable à

la reconstruction du territoire palestinien dévasté par la guerre.

Lors de sa visite, Mme Mogherini a par ailleurs critiqué un facteur majeur des tensions: la poursuite par Israël de la colonisation dans les territoires occupés et à Jérusalem-Est.

"*Les nouvelles colonies sont un obstacle à nos yeux*" dans la recherche de la paix, a-t-elle dit.

"*Jérusalem, c'est notre capitale. Ce n'est donc pas une colonie*", lui a répondu M. Netanyahu.

Les secteurs juifs de Jérusalem-Est "resteront partie intégrante de Jérusalem dans tout accord de paix", a déclaré le Premier ministre. "*Je rejette donc l'allégation imaginaire qui veut que la cause du conflit en cours soit telle ou telle colonie*".

Les Palestiniens, qui ont depuis 2012 le statut d'État observateur à l'ONU, entendent soumettre courant novembre un projet de résolution au Conseil de sécurité des Nations unies pour obtenir la fin de l'occupation de leurs territoires par Israël sous deux ans et ouvrir la voie à un État indépendant dans les frontières de 1967. Mais ce projet pourrait être tué dans l'oeuf par un veto américain. LePoint.fr et AFP 07 et 08.11

2- Irak

- Daesh fait exploser son plus grand dépôt d'armements à Mossoul - french.irib.ir

Selon une source sécuritaire, dans la province de Ninive, en Irak, le groupe terroriste Daesh a détruit son plus grand dépôt d'armements en raison de la progression de l'armée, dans le Nord de la province de Salaheddine, vers Mossoul.

«*Le groupe terroriste Daesh a fait exploser le bâtiment de la Faculté d'agriculture, située dans la ville de Hammam Al-Alil, au sud de Mossoul. Cette faculté servait de plus grand dépôt d'armements des terroristes, dans cette région*», a-t-on appris de la même source. Par ailleurs, Moqtada Sadr, leader du Courant Sadr, a appelé plus de 2.000 forces des brigades de la paix, liées au Courant Sadr, à combattre, aux côtés des tribus sunnites, pour libérer la région de Hit, appartenant à la province d'Al-Anbar.

Dans la foulée, le président du Conseil de la province d'Al-Anbar a fait part de la disponibilité de 3.000 combattants des tribus de cette province, pour lutter contre les terroristes de Daesh. Sur le terrain, les terroristes de Daesh ont massacré 17 habitants de la localité de Kabisseh, dans l'Ouest d'Al-Anbar. L'Imam de la prière et un prédicateur de la mosquée figurent parmi les victimes. french.irib.ir 07.11

3- Syrie

- Idleb: a qui profite une alliance Daech/Al Nosra ? - french.irib.ir

Pourquoi AL Nosra tente-t-il d'éliminer la milice "*Front révolutionnaires syriens*" (FRS)? L'un des principaux objectifs de récents combats qui opposent les nosratistes au FRS à rif d'Idleb consiste à annexer les régions controlées par Al Nosra à celles qu'occupe Daech: il s'agit ni plus ni moins d'un grand plan visant à former la "*grande alliance Daech- Al Nosra*". Al Nosra s'est emparé du principal bastion du FRS dans la banlieue nord d'Idleb sur fond d'un silence total sur le sort du chef du FRS , le dénommé Jamal Maarouf. Maarouf est donné pour l'un des agents de la CIA en Syrie, et il vient d'être évacué en Turquie pour éviter la vengence du front Al Nosra qui en demande le jugement et la punition pour cause de meutre des chefs de la milice "*Front des libérés de Chaam*". D'autres sources affirment que Maarouf serait un agent saoudien qui a cherché à caser sa milice au nombre des " *rebelles modérés*" que les Etats Unis veulent prendre sous leurs ailes. Et c'est en ce sens que Maaouf a demandé à Ankara soutien militaire et couverture pour pouvoir se venger d'Al Nosra et reprendre les terrains perdus. Ces sources ne disent au contraire rien de la nature de la réponse que la Turquie a réservée à Maarouf.

Ces mêmes sources soulignent qu'il existe quatre principaux groupes réunis au sein de FRS: de nombreux membres de ces groupes négocient en ce moment avec AL Nosra leur ralliement à sa cause et pour créer des comités communs à rif d'Idleb. Sous peine de voir Al Nosra les attaquer. Quoi qu'il en soit, les informations en provenace d'Idleb confirment une chose : Al Nosra a l'intention de poclamer un Emirat islamique " dans le nord d'Idleb, ce qui pourrait constituer un prélude à l'annonce d'une alliance entre al Nosra et Daech. Cette hypothèse fait miroiter le rique d'une annexion des régions contrôlées par Al Nosra à celles que contrôle Daech. La conséquence ? les régions pétrolifères de l'est de la Syrie vont avoir de la sortie l'accès aux côtes du nord ouest de la Syrie. Cela permettra le trafic du pétrole syrien par voie maritime et de façon directe à l'étranger via les ports turcs et évitera aux terroristes les contretemps d'un trafic terrestre du pétrole à travers les frontières syri turques. C'est sans doute cet objectif énergétique très ambituieux qui explique la férocité avec laquelle Al Nosra élimine en ce moment ses rivaux parmi lesquels figure l'ASL. L'ASL est ce moment très malmenée à rif d'Idleb et à rif d'Alep. C'est avec cette cruauté que le village de Monagh, occupé par l'ASL a été réoccupé par Al Nosra. L'un des commandants de l'ASL, un certain Abou Adi Monagh a d'ailleurs reconnu avoir dénoncé à ce village par crainte des vengences contre la population . Pour lui, Al Nosra est le nouveau Daech.

Les analystes militaires estiment que les événements qui se précipitent à rif nord d'Idleb et à rif nord d'Alep nuisent directement à Riyad car les querelles permettraient l'émergence d'une alliance Al Nosra/Daech . Al Nosra ayant été jusqu'ici classifié parmi les " *rebelles modérés*", cette alliance le tirera de cette liste. Al Nosra se radicalisera en balayant le nord de la Syrie des "*rebelles* " qui portent, à la faveur des médias altantistes l'étiquette de "modérés". La conséquence? Les choses se compliqueront pour les Etats Unis qui veulent armer et finacer et former "*les rebelles modérés*" contre Assad. Mais cette perspective ne plaira pas non plus à Riyad : une alliance Al Nosra/daech qui serait de plus à vocation " *petrolière*" est propre à profiter à la Turquie et au Qatar... french.irib.ir 07.11

4- Ukraine

- Une guerre imminente en Ukraine ? - french.irib.ir

Les combats ne diminuent guère d'intensité. Les indépendantistes de l'Est ont de nouveau accusé l'armée ukrainienne d'avoir violé la trêve et l'accord de Minsk. Quinze civils ont été blessés par d'éclats d'obus lors de combats jeudi à Donetsk, dans deux districts, proches de l'aéroport de Donetsk, l'un des principaux points chauds que les troupes ukrainiennes et les indépendantistes se disputent depuis plusieurs mois.

La situation sur le terrain s'est aggravée après les élections des indépendantistes tenues dimanche 2 novembre dans l'Est. Le vice-Premier ministre de la République populaire de Donetsk, Andreï Pourguine, a affirmé qu'une "*guerre généralisée*" a été lancée par les troupes régulières dans l'est du pays, ce qui a été démenti jeudi par l'armée ukrainienne, qui dit respecter strictement le mémorandum de Minsk sur le cessez-le-feu, selon les termes exacts de Vladislav Selezniov, porte-parole de l'armée.

Le mémorandum d'application du "*protocole de Minsk*", qui sert de base au cessez-le-feu entré en vigueur le 5 septembre, prévoit notamment que chaque camp déplace ses pièces d'artillerie à 15 km des "*lignes de contact*" et proscrit toute offensive. Des représentants des régions indépendantistes ont publié dans la journée de jeudi un communiqué commun, appelant à une redéfinition du protocole de Minsk. A noter en passant que les autorités ukrainiennes annoncent une série de mesures visant à renforcer la défense et à isoler les territoires aux mains des indépendantistes de l'est du pays. Désormais, il faudra présenter un passeport pour entrer dans la zone rebelle ou pour la quitter, selon la nouvelle décision. Kiev a également interdit l'accès du reste du pays aux étrangers entrés dans l'Est par la partie de la frontière ukraino-russe sous contrôle des indépendantistes. Le gouvernement ukrainien a également pris des sanctions financières contre les pro-russes.

De leur côté, les indépendantistes désignent ouvertement le port de Marioupol, au bord de la mer d'Azov, toujours détenu par les Ukrainiens, comme leur prochain objectif. Et il ne sera pas facile de les arrêter. Tout laisse donc penser qu'en Ukraine, une nouvelle étape de la guerre est en préparation. french.irib.ir 07.11

SOCIAL

Italie

- Italie: des milliers de fonctionnaires dans les rues de Rome contre Renzi - AFP

Des milliers de fonctionnaires italiens ont manifesté samedi 8 novembre à Rome à l'appel de leurs principaux syndicats, pour dénoncer le gel de leurs salaires depuis six ans et les réformes promises par le chef du gouvernement Matteo Renzi.

Les organisateurs, qui avaient promis 50 000 manifestants, ont assuré qu'il y en avait près du double à l'arrivée du cortège sur l'emblématique Piazza del Popolo. LeMonde.fr 08.11

Haut de page

Le 10 novembre 2014

CAUSERIE

L'actualité politique en France m'a forcé à actualiser le site aujourd'hui

Les articles d'octobre ont été archivés dans la page *International*, dorénavant y figurent aussi les articles sur l'économie, je n'ai plus le temps d'archiver les articles rubrique par rubrique, cela prend environ 3 ou 4 heures.

A propos du site.

Le 2 novembre il s'est passé quelque chose d'anormal.

Il y a eu 5159 connexions au cours de cette seule journée, alors que la moyenne des derniers jours tourne autour de 450 connexions. En consultant la synthèse géographique j'ai découvert qu'il y avait eu 774 connexions rien qu'à Washington. Il se peut qu'un article que j'ai mis en ligne ait comporté un mot clé et qu'il se soit retrouvé en première page d'un ou plusieurs moteurs de recherche (Google, etc.). Mystère !

En fait le logiciel qui sert à comptabiliser le nombre de connexions par jour n'est pas fiable ou est mal foutu. Par exemple, lorsque la même personne ouvre plusieurs pages ou fichiers différents, il comptabilise une visite, donc cela fausse tous les calculs. En réalité, il ne doit pas y avoir plus de 80 à 110 connexions par jour, environ 3.000 par mois, et comme ce sont souvent les mêmes personnes qui se connectent sur le site, le nombre de visiteurs différents ne doit pas dépasser quelques centaines tout au plus. J'en ai eu la confirmation à l'aide d'un autre outil statistique que je n'utilise pas parce qu'il ne mémorise pas le nombre de visites au delà de la journée en cours, le compteur se remet à zéro chaque jour. Il faut dire que personne ne m'a aidé à faire connaître notre portail, donc je bosse comme un dingue pour très peu de travailleurs ou militants.

Quand l'AFP se fait le porte-voix du "***monde***" ou de la "***communauté internationale***"

Russie et Chine entendent "*récolter les fruits*" de leur rapprochement - AFP

Les présidents chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine se sont engagés dimanche à Pékin à renforcer leur collaboration, quelle que soit l'évolution d'un monde souvent inquiet de leur gestion autoritaire du pouvoir. AFP 09.11

Il nous avait semblé que depuis le 11 septembre 2001 le monde était en proie à une "*gestion autoritaire*", guerrière même du fait de l'impérialisme américain, les Américains ne supportant pas qu'un Etat refuse de se soumettre ou lui résiste et ils lui déclarent la guerre, le détruisent, et non de la Chine ou de la Russie.

L'AFP se comporte comme une officine colportant la propagande américaine.

Hollande arme les barbares, nouvelle ou énième confirmation.

- 80% des équipements français envoyés en Syrie sont à la disposition d'Al-Nosra - french.irib.ir

Une source diplomatique européenne, qui a souhaité garder l'anonymat, a révélé à la chaîne Al-Mayadeen, que 80% des équipements français envoyés aux opposants armés ont été mis à la disposition du Front Al-Nosra.

Le président français avait confirmé, en août dernier, l'envoi, par Paris, durant les quelques mois précédents, d'armes, à destination des opposants armés syriens, pour combattre l'Ordre syrien. François Hollande avait prétendu qu'il n'est pas possible de laisser sans armes les opposants qui veulent établir la démocratie. Hollande avait insisté sur la poursuite du soutien de Paris aux opposants, prétendant que ces derniers sont les seuls qui puissent contribuer à la formation d'un Etat démocratique, en Syrie. french.irib.ir 09.11

On ferait bien un front unique avec le PS mais on manque d'armement politique pour le justifier, étonnant, non ?

Qui a ourdi cette conspiration ? Le compte à rebours de la dissolution est-il lancé ?

Avertissement. La lecture de cet article est fortement déconseillé aux lecteurs au mental fragile ou en convalescence, ils sont en proie à une crise d'hystérie aiguë et on baigne en plein délire. Ici, je veux dire en France, on n'y est pas trop habitué comparativement aux Américains qui en sont devenus fous, il faudra vous y habituer et ne pas croire que les institutions ou le régime vont s'effondrer pour autant, laisser cela aux populistes ou aux révisionnistes qui n'ont rien de mieux à dire et à faire.

Les journalistes ont enregistré les propos de Jouyet avec son accord sachant qu'ils pourraient les utiliser ou les publier un jour ou l'autre, sinon à quoi bon. Et on ne peut pas imaginer que Jouyet se soit livré à ce genre de confidences sans en mesurer les éventuelles conséquences politiques ou l'exploitation politique qui en serait faite. Mais peut-être a-t-il commis l'erreur de ne pas imaginer que cela pourrait se retourner contre lui une fois devenu secrétaire général de l'Elysée, et donc contre Hollande.

Jouyet en niant puis en se rétractant à signer sa forfaiture et son arrêt de mort, à moins que ce ne soit celui de Hollande, la goutte qui fera déborder le vase.

Croyait-il pouvoir ainsi descendre Fillon, au profit de qui sinon Sarkozy principalement et Juppé accessoirement.

Autre aspect de cette affaire. Ces journalistes du Monde n'ont pas pu prendre le risque de rendre public l'entretien qu'ils avaient eu avec Jouyet sans que leur direction en soit informée, sans son aval, c'est impensable, direction qui incarne les intérêts de la classe dominante. A mon avis c'est dans cette direction qu'il faut s'orienter pour comprendre cette affaire et déterminer qui en sont réellement les commanditaires et à qui elle profite, à qui elle doit faire du tort ou qui elle doit affablir, quel résultat ils en escomptent, quel est leur objectif politique.

Le Monde ou la voix officielle de la Ve République n'a pas intérêt à déstabiliser ou fragiliser davantage les institutions. Par contre il a intérêt à ce que l'exécutif se donne les moyens d'appliquer les réformes structurelles que lui réclament l'UE, le FMI, la Banque mondiale, etc. bref l'oligarchie financière. Or dans l'état actuel des choses la situation ne s'y prête guère et tend plutôt vers la paralysie du pouvir en place.

Ce coup tordu pourrait avoie été conçu pour y remédier. Comment ? En semant un peu plus la pagaille au sein de l'UMP, tandis que ses dirigeants se déchirent ou s'insultent publiquement et donnent ainsi une image détestable de leur parti, ce qui aurait pour avantage et conséquence d'agir comme un repoussoir afin d'écarter tout rapprochement avec le MoDem et même l'UDI, alors que Valls et Bayrou viennent de se rencontrer, les instituts de sondages multipliant les enquêtes d'opinion qui s'avèrent favorables à un gouvernement d'union nationale ou ouvert à des partis figurants actuellement dans l'opposition parlementaire, ce qui présenterait comme avantage pour Hollande d'ignorer les courants du PS qui lui reproche sa droitisation et de disposer d'une majorité plus fiable et plus confortable à l'Assemblée nationale, et encore il devrait compter sur des voix venant de l'UMP. Ce scénario est donc bancale.

Cette opération a pu être montée pour forcer la main à Hollande et précipiter la dissolution de l'Assemblée nationale après avoir perdu la majorité au Sénat, finalement la situation la plus confortable pour lui serait encore la cohabitation avec l'UMP. Il laisserait gouverner l'UMP, et comme ils sont sur la même ligne concernant les questions internationales, Hollande continuerait de s'en charger comme par le passé lorsqu'il avait obtenu le soutien de l'UMP et de l'UDI. Pour la classe dominante c'est le scénario idéal.

La dissolution de l'Assemblée nationale en ce moment présenterait l'avantage de se produire au moment même où l'UMP n'a toujours pas réussi à se remettre de sa défaite de 2012, ce qui permettrait au PS de limiter la casse lors d'élections anticipées, entre nous ce n'est pas la préoccupation principale de Hollande qu doit rendre des comptes à ses maîtres. On peut prévoir au contraire un taux d'absention record et une écrasante défaite du PS, sans que le FN ne réalise un score mirobolant. Quant à la pseudo-gauche embourbée dans ses contradictions, elle ne ferait pas mieux que la dernière fois.

Hollande pourrait ainsi attendre tranquillement la fin de son mandat en s'appuyant sur une solide majorité, qui ne risquerait pas de lui faire faux bond. Que cette majorité soit étiquetée UMP ou PS ne posant pas de problème puisqu'ils ont le même programe ou sont animés par les mêmes intentions. Hollande par sa seule présence servirait en quelque sorte à légitimer les mesures ultra réactionnaires que prendrait le gouvernement et que Valls et la majorité du PS partagent déjà, PS qui pour couvrir sa collusion avec l'UMP se lancerait dans des critiques stériles du gouvernement avec le soutien des parasites de la pseudo-gauche ou pratiquant le double langage habituel et le tour serait joué.

A partir de là différentes combinaison seraient possibles, par exemple la participation de dirigeants du PS au gouvernement UMP-UDI et peut-être MoDem.

Autre explication qui serait la plus pitoyable. Jouyet aurait été simplement maladroit et il serait coutumier du fait. Dans ce cas-là ce sont des bouffons qui sont à la tête de l'Etat. On se disait bien qu'ils étaient dangereux et qu'à vouloir être plus royalistes qu'Obama on avait à faire à une bande de cinglés. Il n'y a pas si longtemps nous disions que les travailleurs n'avaient pas à être complexés et qu'ils pouvaient très bien diriger le pays, voilà qui devrait les conforter dans leurs capacités à assumer le pouvoir, les encourager à le revendiquer.

Quelques articles relatant leur démence.

Fillon accuse Jouyet de mentir. Jouyet nie dans un premier, puis se repent, ensuite il dément, et pour finir il dément son démenti, ils sont en pleine crise de démence, non ?

1- Jouyet change de version, Fillon l'accuse de "*mensonge*" - AFP

François Fillon a accusé Jean-Pierre Jouyet de "*mensonge*" et démenti dimanche soir la nouvelle version proposée par le secrétaire général de l'Elysée selon laquelle l'ancien Premier ministre aurait bel et bien évoqué devant lui l'affaire Bygmalion lors d'un déjeuner.

La guerre Fillon-Sarkozy a ainsi rejailli de manière inattendue sur l'Elysée et François Hollande, qui a nommé il y a quelques mois

son ami et ancien ministre de la précédente majorité au poste stratégique de secrétaire général de l'Elysée.

"*Je rendrai coup pour coup*", a déclaré l'ancien Premier ministre, le visage fermé, menaçant M. Jouyet, qui a fait partie de son gouvernement en 2007 et 2008, de suites judiciaires. Il a aussi demandé aux journalistes du Monde, qui ont dévoilé l'affaire, de produire l'enregistrement de leur entrevue avec M. Jouyet.

Quelques heures auparavant, Jean-Pierre Jouyet était revenu sur des déclarations faites jeudi à l'AFP selon lesquelles sa rencontre avec François Fillon, lors de ce déjeuner, n'avait pas porté sur une intervention de l'ancien Premier ministre pour accélérer les procédures judiciaires visant M. Sarkozy.

Dans une déclaration lue à l'AFP, M. Jouyet a finalement reconnu que "*François Fillon (lui) a fait part de sa grave préoccupation concernant l'affaire Bygmalion*".

Selon M. Jouyet, François Fillon "*a également soulevé la question de la régularité du paiement des pénalités payées par l'UMP pour le dépassement des dépenses autorisées dans le cadre de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy*".

M. Fillon aurait ainsi dénoncé auprès de M. Jouyet le remboursement par l'UMP des pénalités liées au dépassement du plafond des dépenses de campagne de M. Sarkozy en 2012.

Le ministère de l'Économie avait donné en novembre 2013 son aval au paiement par l'UMP, à la place de M. Sarkozy, de pénalités pour dépassement de ses comptes de campagne.

Dimanche soir, le parquet de Paris a fait savoir qu'il avait lancé une enquête sur le paiement par l'UMP de ces pénalités "*au vu des seuls éléments*" transmis "*par les commissaires aux comptes de l'UMP*", et non après une quelconque intervention de l'exécutif.

"*M. Jouyet a redit ce soir dans une sorte de nouvelle version étonnante que jamais je ne lui avais demandé d'agir sur la justice (...). A aucun moment je ne lui ai demandé cela. Nous n'avons pas parlé des pénalités. Si M. Jouyet dit cela, c'est un mensonge*", a lancé M. Fillon, grave.

"*M'accuser de cette infamie, de la part de journalistes du Monde, je pouvais penser qu'il s'agissait d'une manipulation. Si cette accusation est vraiment celle du secrétaire général de l'Elysée, un personnage important, elle est paraît-il enregistrée, donc il faut que ces enregistrements soient livrés au public*", a demandé l'ancien Premier ministre.

Devant ce changement de version, Bruno Le Maire, candidat à la présidence de l'UMP, a estimé que M. Jouyet n'avait "*pas d'autre choix que de remettre sa démission*".

En démentant jeudi auprès de l'AFP les informations de journalistes du Monde selon lesquelles M. Fillon lui aurait demandé d'intervenir pour accélérer les procédures judiciaires visant M. Sarkozy, le secrétaire général de l?Élysée s'était tiré une balle dans le pied.

Gérard Davet et Fabrice Lhomme, auteurs de "*Sarkozy s'est tuer*" (éd. Stock), avaient en effet enregistré avec son assentiment la conversation qu'ils ont eue avec ce proche collaborateur de François Hollande.

M. Fillon va porter plainte en diffamation contre les journalistes du Monde et le quotidien. AFP 09.11

2- Affaire Jouyet - Fillon : tous les ingrédients d'une affaire d'État - Francetv info

Selon Nathalie Saint-Cricq, on est bien en face d'une affaire d'État tant les acteurs impliqués sont importants : "*Un ancien Premier ministre, candidat à la présidentielle, François Fillon, qui accuse son ancien ministre de mentir et de comploter contre lui. Ce même Jean-Pierre Jouyet, secrétaire général de l'Élysée, qui devrait être le prototype du grand commis de l'État et qui balance à deux journalistes de très graves accusations sur François Fillon*". Des accusations que Jean-Pierre Jouyet dément puis confirme lorsque les deux journalistes du Monde affirment détenir un enregistrement de l'entretien. "*On voit mal comment on pourrait s'arrêter là*", affirme la journaliste.

François Fillon est le grand perdant de cette affaire. "*Il sera toujours soupçonné, même si c'est faux, d'avoir par haine pour Nicolas Sarkozy tenu de tels propos et ça à l'UMP, cela passera très mal*". Jean-Pierre Jouyet aurait par ailleurs mieux fait de ne pas mentir, car il risque de cette façon d'éclabousser François Hollande. Nicolas Sarkozy sort grand gagnant de cette histoire. Lui, "*qui a fait de la victimisation et de la théorie du complot un argument de campagne*". Marine Le Pen a pu s'en prendre à l'UMPS. Quant à Alain Juppé, il a réussi à toujours rester au-dessus de la mêlée. Francetv info 09.11

Ou en dessous !

3- Affaire Jouyet/Fillon: les journalistes réservent leur enregistrement à la justice - AFP

Les deux journalistes du Monde Gérard Davet et Fabrice Lhomme "*réservent à la justice*" l'enregistrement de Jean-Pierre Jouyet où il affirmerait que François Fillon lui avait demandé d'intervenir pour accélérer les procédures contre Nicolas Sarkozy.

Les deux journalistes, co-auteurs du livre "*Sarko s'est tuer*", ont rencontré le 20 septembre le secrétaire général de l'Élysée qui leur aurait affirmé que l'ex-Premier ministre lui avait demandé le 24 juin d'intervenir pour accélérer les procédures contre Nicolas Sarkozy. MM. Fillon et Jouyet ont démenti mais les deux journalistes disent avoir enregistré, avec son assentiment, M. Jouyet.

"*On a l'enregistrement, il est béton. Cet enregistrement, nous le produirons en justice si la justice le réclame*", a indiqué à l'AFP Gérard Davet. "*Notre position est très simple: nous ne répondrons à aucune injonction politique, on ne veut pas le livrer à une quelconque interprétation politicienne*".

"*Pour l'instant, c'est notre volonté, et ça peut évoluer en fonction des demandes des uns des des autres, des avocats, mais on ne veut surtout pas alimenter une quelconque interprétation politicienne et ce serait le cas si on répondait aux injonctions de Chartier, de Guaino et autres*", a-t-il assuré. AFP 09.11

Dernières nouvelles (sur les coups de 11h ou mdi en France).

4- Affaire Fillon : l'aveu incomplet de Jean-Pierre Jouyet - Francetv info En direct de l'Elysée à Paris, Hélène Hug revient sur ce qu'elle a entendu sur ces enregistrements."*Pour ceux qui comme moi ont eu l'occasion de rencontrer Jean-Pierre Jouyet, je vous le confirme, c'est bien lui qui parle sur cette bande et j'ajoute qu'il n'a pas été pris en traître. Il était enregistré et il le savait*" explique la journaliste de France 2.

"*Le communiqué de Jean-Pierre Jouyet ce soir est une forme d'aveu. Mais il est incomplet. Jean-Pierre Jouyet reconnaît avoir déjeuné François Fillon. Il admet également avoir parlé avec lui de l'affaire Bygmalion, mais il ne répond pas à la seule question qui fait encore ce soir polémique : 'François Fillon lui a-t-il oui ou non demandé d'intervenir pour accélérer les poursuites judiciaires contre Nicolas Sarkozy ?'*" constate Hélène Hug.

"*Je peux vous dire que, dans l'enregistrement que j'ai écouté auprès des journalistes du Monde, Jean-Pierre Jouyet évoque en terme très clair une demande d'intervention de François Fillon pour empêcher Nicolas Sarkozy de revenir sur la scène politique*" conclut la journaliste de France 2. Francetv info 10.11

En famille chez les aristocrates de l'ENA ou le panier de crabes de la Ve République.

5- Qui est Jean-Pierre Jouyet, le secrétaire général de l'Elysée ? - Francetv info

Il a été ministre, mais reste relativement peu connu du grand public. Jean-Pierre Jouyet est haut-fonctionnaire avant d'être politique, jamais élu, toujours nommé. Secrétaire général de l'Élysée, il est le bras droit de François Hollande. L'homme a dirigé l'autorité des marchés financiers, la Caisse des Dépôts et la banque publique d'investissement. Il a rencontré François Hollande à l'ENA, où ils font partie de la même promotion. Ils reçoivent aussi la même formation militaire et partagent la même chambre.

C'est peu dire que les deux hommes se connaissent bien : ce sont des amis intimes. "*C'est la seule personne en 35 ans avec qui je ne me suis jamais ennuyé un seul instant*", déclare-t-il à propos de François Hollande en 2012. En 2007, il est nommé secrétaire d'État aux affaires européennes du gouvernement Fillon. Il accepte. "*Je n'étais pas d'accord, j'ai suspendu alors mes relations avec Jean-Pierre, mais pas mon amitié*", avait déclaré François Hollande en 2010. Francetv info 09.11

En titres.

- Affaire Jouyet - Fillon : tous les ingrédients d'une affaire d'État - Francetv info

- Affaire Jouyet/Fillon: les journalistes réservent leur enregistrement à la justice - AFP

- François Fillon: «*J'accuse Jean-Pierre Jouyet de mensonge et je vais rendre coup pour coup*» - 20minutes.fr

- Affaire Jouyet/Fillon: Fillon dénonce une "*forme de déstabilisation et de complot*" - AFP

- L'affaire Jouyet-Sarkozy-Fillon provoque des remous à l'UMP - LeParisien.fr

- La droite se divise sur le rôle de Fillon contre Sarkozy - LeMonde.fr

- Affaire Fillon : le revirement de Jean-Pierre Jouyet - Francetv info

Jean-Pierre Jouyet a déclaré dans l'après-midi du dimanche 9 novembre que Fillon lui avait bien parlé des procédures judiciaires contre Nicolas Sarkozy. Francetv info 09.11

- Bercy avait donné son aval au paiement par l'UMP de pénalités dues par Sarkozy - Francetv info

- Pénalités Sarkozy: enquête déclenchée par le seul signalement des commissaires aux comptes de l'UMP - 20minutes.fr

- Le Maire: Jouyet "*n'a pas d'autre choix que de remettre sa démission*" - AFP

- «*Alain Juppé est le grand gagnant de l'affaire Fillon-Jouyet*» - LeFigaro.fr

- Le porte-parole de Sarkozy voit la main de Hollande derrière l'affaire Jouyet-Fillon - Francetv

- Affaire Jouyet-Fillon : Bartolone évoque "*une maladresse*" de Jouyet - Francetv info

- Stéphane Le Foll : «*C'est une affaire de la droite*» - LeParisien.fr

- Jouyet: "*hystérisation de la violence interne à la droite*" pour Le Roux - AFP

En complément. Ils en rajoutent une couche.

- Pour Laurent, Valls «*ne sera jamais le Premier ministre de la gauche*» - Liberation.fr

Mélenchon s'y voyait bien !

- Etats généraux du PS : Rocard corrige Valls - LeParisien.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Extrême droite. A vos ordres mon général.

- A Colombey, Florian Philippot rend hommage au général de Gaulle, "*référence absolue*" - AFP

C'était la moindre des choses en mémoire sans doute à la fine équipe de pétinistes que comportera l'équipe de de Gaulle après la guerre, sans parler de tous ceux qu'il réhabilitera et recyclera... Les Américains ont bien fait la même chose avec les nazis allemands. A Kiev se sont leurs modèles. Qui ? Mais les deux pardi !

Et quand le PS et EELV vont se prosterner devant le gouvernement de Kiev, ils se prosternent devant eux aussi. Ben évidemment grand bêta ! Cela vous surprend ? Alors vous n'êtes pas au bout de vos surprises, vous n'imaginez pas à quel point ils peuvent être pourris et les pires imposteurs qui soient. D'après vous, pourquoi ne peut-on pas les encadrer, leur ressembler ? Ces gens-là n'ont pas plus de dignité que l'extrême droite, qu'est-ce que vous croyez ? Il est vrai que sur ce plan-là nous sommes particulièrement rigide ou intolérant et nous le revendiquons, nous en sommes fier !

Naviguer en eaux troubles ne peut que mal se terminer, elles peuvent engloutir des troupeaux entiers. Etre minoritaire ou marginalisé n'est pas un choix, cela présente des inconvénients mais aussi l'avantage qu'en cas de naufrage on trouvera toujours une place sur une embarcation pour ne pas sombrer. La dignité est en dernier ressort une affaire personnelle.

Intox

- Les Etats-Unis redoublent d'efforts contre l'EI - Francetv info

Pour éteindre l'Etat islamique, les Américains sont prêts à s'engager davantage. Mais le combat s'annonce encore long. Francetv

info 09.11

Obama vient d'annoncer qu'il n'enverrait pas de troupes au sol pour combattre EI. Il faut reconnaître comme dirait Bush, que les barbares font du bon boulot, mieux que les GI's...

Il ne faudrait pas que cela les empêche de dormir.

- Wall Street s'interroge sur la bonne moisson de résultats - Reuters

- Banques: des milliards de provisions pour litiges gâchent les résultats - AFP

- Croissance médiocre en vue pour la zone euro au 3e trimestre - Reuters

La CIA ou le Mossad à l'oeuvre ?

- Des ingénieurs nucléaires assassinés près de Damas - LeMonde.fr

Le bus transportant les victimes, quatre Syriens et un Iranien, a été pris en embuscade. L'identité des tireurs reste inconnue. LeMonde.fr 09.11

Des deux côtés au Brésil.

- Banques: HSBC Brésil a supprimé 1.000 emplois en une semaine - AFP

- Une grève au Brésil bloque les livraisons d'Embraer - Reuters

L'avionneur brésilien Embraer est confronté depuis mercredi à une grève illimitée qui, a-t-il déploré ce week-end, bloque ses livraisons d'appareils et d'autres "*opérations critiques.*"

Les grévistes bloquent les accès de la principale usine du groupe à São José dos Campos, à l'est de São Paulo, à l'appui de leur revendication d'une revalorisation salariale de 10%.

Dans un communiqué publié samedi, Embraer annonce avoir proposé une augmentation de 7,4%, en ajoutant qu'il s'agit de sa dernière offre.

Le principal syndicat avait plus tôt dans la semaine rejeté cette proposition en la jugeant insuffisante, dans un pays où le taux d'inflation avoisine les 6,5% par an. Reuters 08.11

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Apec.

- Russie et Chine entendent "*récolter les fruits*" de leur rapprochement - AFP

Les présidents chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine se sont engagés dimanche à Pékin à renforcer leur collaboration, quelle que soit l'évolution d'un monde souvent inquiet de leur gestion autoritaire du pouvoir.

Cette dixième rencontre en moins de deux ans entre les deux dirigeants, s'est déroulée à la veille de l'ouverture du sommet de l'Asie-Pacifique (Apec), auquel sera également présent le président américain Barack Obama.

Le président Xi, qui a signé des accords, notamment dans le domaine énergétique, avec son homologue russe, s'est félicité de l'excellente croissance de "*l'arbre des relations sino-russes*".

"*Maintenant que nous sommes en automne, l'heure est venue de récolter les fruits. Quels que soient les changements dans*

l'arène mondiale, nous devons poursuivre sur la voie que nous avons choisie, pour prolonger et renforcer notre coopération mutuelle fructueuse", a dit le numéro un chinois.

"*La coopération entre la Chine et la Russie est très importante pour maintenir le monde dans le cadre des lois internationales, pour qu'il soit plus stable et moins imprévisible*", a de son côté déclaré Vladimir Poutine.

Chine et Russie se sont rapprochées ces dernières années, à mesure que se creusait le fossé entre Moscou et les nations occidentales et que Pékin inquiétait ses voisins en affirmant ses ambitions et sa puissance.

Les deux dirigeants ont supervisé la signature de plusieurs accords, notamment dans le domaine énergétique entre les géants russe Rosneft et chinois CNPC.

L'un de ces accords, portant sur le gaz, doit permettre à CNPC de prendre une participation minoritaire de 10% dans le gisement géant de Vankor (Grand Nord russe).

CNPC, qui cherche à multiplier les sources d'énergie pour répondre aux besoins croissants de la Chine, coopère déjà avec Rosneft. AFP 09.11

(Entendu ce soir aux infos de Russia Today à 18h heure de Mosou.) Il faut ajouter que la Russie et la Chine ont convenu de régler leurs échanges dans leur monnaie respective au détriment du dollar qu'ils entendent marginaliser. On comprend pourquoi la campagne hystérique des Américains. S'agissant de la chute du rouble, la banque centrale russe a décidé de laisser flotter tranquillement le rouble sur les places financières internationales, apparemment la baisse du rouble les arrange au grand dam encore des Américains.

Haut de page

Le 11 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera de nouveaux articles plus tard.

Ce matin un oiseau est venu se percher sur le rebord de la fenêtre, il a dû être attiré par la musique... Metallica.

Quelques réflexions très vite.

- Etre Palestinien, c'est être un martyr.

- Les médias ont pour ainsi dire boyotté le sommet de l'Apec sur ordre de Washington.

Il a fait l'objet d'un reportage de 10 minutes environ hier soir lors des infos de Russia Today. J'ai ainsi pu mesurer l'importance que les Chinois et les autres participants lui accordaient. Ambiance détendue, festive même, rien à voir avec les rencontres tendues avec les dirigeants des pays occidentaux, où ils arborent un sourire crispé ou hypocrite de façade, se réunissant loin du regard du bas peuple et soupant tels des monarques, Xi conversant à bâtons rompus avec Poutine comme de vieux amis... Les Chinois avaient fait les choses en grand de manière à montrer à leurs invités le respect qu'ils leur témoignaient, rien à voir non plus avec l'arrogeance ou le mépris affiché par les dirigeants des puissances occidentales envers les chefs d'Etat des Brics notamment.

Les Chinois et les Russes ont tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec leurs voisins ou les pays de la région, alors que les Américains et leurs alliés occidentaux se posent en maîtres du monde voulant imposer leur hégémonie d'un autre siècle. Cela dit, quand il s'agit de s'en prendre à la classe ouvrière ils rivalisent en férocité ou cruauté, nous ne sommes pas dupe.

Gauchistes et provocateurs au service de l'ordre établi.

Nous ne ferons pas dans la surenchère ou la récupération gauchiste après l'assassinat de Rémi Fraisse par l'armée (gendarmerie). Nous ne soutenons pas non plus les manifestations ultra minoritaires (100 à 500 manifestants tout au plus) appelées par des organisations inconnues ou autoproclamées étiquetées d'extrême gauche et qui ne se reconnaissent pas dans le mouvement ouvrier, ni les provocations violentes à l'encontre de la police qui ont pour conséquence d'entraîner une réponse toujours plus violente de la part des forces de l'ordre établi et l'incompréhension ou la condamnation de causes justes par

la majorité de la population. C'est un facteur de division dont nous n'avons vraiment pas besoin.

La violence gratuite, aveugle ou incontrôlée, exercées à titre individuel contre l'Etat ne peut que nuire au mouvement ouvrier et en éloigner les travailleurs, desservir notre cause dans l'état actuel de la situation. Par contre nous sommes pour la violence de masse dès lors que les travailleurs se mobilisent en masse et n'ont pas d'autres moyens pour exiger que leurs droits soient respectés.

La violence exercée par le mouvement ouvrier et les travailleurs ne peut se concevoir que dans un cadre organisé dans le prolongement de leur prise de conscience politique de combattre pour une cause juste, en dehors de ces conditons ou si elles ne sont pas remplies, nous rejetons catégoriquement le recours à la violence. Nous devrons l'utiliser pour abattre le régime en place et ses institutions face à leur résistance armée, mais manifestement l'heure n'a pas encore sonné.

Ceux qui se livrent aujourd'hui à des violences, particulièrement ceux qui les organisent ou les encouragent, manipulent travailleurs et jeunes qu'ils envoient à l'abattoir. Habituellement leurs chefs ne sont pas en premières lignes ou ne sont pas exposés à la répression, ce sont des jeunes insouciants des dangers qu'ils encourent qu'ils envoient à leur place se faire matraquer ou pire encore, ou étrangement ce ne sont pas eux qui se retrouvent par la suite derrière les barreaux.

Quant aux gauchistes qui au sein du mouvement ouvrier soutiennent ces actions violentes, ils fournissent un excellent prétexte au législateur pour renforcer l'arsenal législatif et répressif déjà bien étayé contre le mouvement ouvrier, ils jouent le jeu de notre ennemi.

Tous ont en commun de partager une interprétation erronée des rapports entre les classes et de vouloir se substituer aux masses qui manifestement ne se mobilisent pas à leur côté, pour des causes qui par ailleurs sont parfaitement justes, ce qui va de pair avec leur incapacité à proposer aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme et de les organiser dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et ses institutions.

Ils ont le même réflexe que le petit bourgeois impatient qui ne comprend pas pourquoi ses besoins ne sont pas satisfaits, et qui adopte une attitude aventurière sans davantage réfléchir. Ce n'est pas l'attitude de militants conscients qui combattent pour élever le niveau de conscience des masses, pour le socialisme. A leur manière ils légitiment l'emploi d'armes de guerre par les représentants de l'Etat contre des jeunes désarmés et souvent désoeuvrés politiquement. Les gauchistes en tous genres n'ont pas conscience de partager la responsabilité des drames inutiles qui peuvent survenir qu'ils imputent au gouvernement qui leur renvoie la balle, comme quoi nous sommes bien en présence d'action qui ne peuvent pas servir notre cause, bien au contraire.

On comprend l'impatience de certains jeunes ou militants, nous leur disons que les solutions aux questions qu'ils se posent sont uniquement d'ordre politique, et que ce n'est pas en se livrant à des actes violents ou désespérés qu'ils y trouvent des réponses cohérentes ou satisfaisantes, sérieuses.

Nous ne leur faisons pas la morale, nous essayons de les protéger contre leurs impulsions incontrôlées qui ont une base politique tout à fait légitime. Nous partageons leurs aspirations, nous les appelons à utiliser leur formidable énergie à aider les travailleurs à progresser et à s'organiser, à se mettre au service du socialisme, qu'ils se disent bien que seul nous ne sommes rien, mais que tous ensemble nous pouvons changer la société et que c'est dans cette direction-là qu'ils doivent orienter leur combat politique, en direction des masses laborieuses et non contre la police.

On regrettera amèrement au passage qu'aucun parti ne reprenne à son compte ce discours, et qu'ils préfèrent laisser ces travailleurs ou jeunes livrés à eux-mêmes, on en est terriblement attristé, car ce garçon, Rémi Fraisse, il aurait pu être mon fils, le vôtre, il n'avait pas l'air bien méchant, il était au contraire animé de bonnes intentions, mais bien mal entouré ou encadré, hélas ! On a vraiment du mal à saisir où nos dirigeants veulent en venir, mais c'est une autre histoire.

Saint-Denis. Ils ont importé Chicago.

- Une manif lycéenne en hommage à Rémi Fraisse dégénère à Saint-Denis - AFP

C'est vers 10H00 que les choses ont basculé devant le lycée Paul-Eluard, qui était bloqué depuis le matin. Un groupe d'environ 150 casseurs, "*des petits groupes très mobiles*" selon la police, a quitté les abords du lycée et s'est mis en marche vers le centre.

En chemin, des voitures ont été caillassées et des vitrines de magasins brisées. "*Ils s'en sont pris à quelques automobilistes*" qu'ils ont aspergés de lacrymogène, a relaté une source policière.

"*Ils ont arrêté des voitures, cassé les vitres, ouvert les coffres*", raconte Ariane Touko, en terminale à Paul-Eluard. "*Cela partait d'une bonne cause, un blocus pour défendre la mémoire de Rémi Fraisse, et puis ça a dégénéré*", regrette-t-elle.

La lycéenne, qui "*condamne ces violences*", s'est dite "*très choquée*" par une scène: celle d'une femme enceinte qui est descendue de sa voiture et a été projetée à terre. Un témoignage qui n'a pas été confirmé par la police.

Devant le supermarché Carrefour, "*ça a été violent*", relate Roman Miah, un vendeur de fleurs ambulant. "*Ils étaient une quarantaine, ils ont voulu rentrer dans le magasin, mais les employés ont fermé le rideau métallique. Ils ont tapé dessus (...) La police est arrivée, ils sont partis en courant.*"

L'un des rideaux métalliques noirs du supermarché a été à moitié défoncé.

Gérant d'une boutique d'articles de sport prise pour cible, Hacen Sana décrit lui un phénomène de "*meute*". Il n'a pas assisté aux violences mais a été prévenu par ses employés, dont l'un s'est selon lui retrouvé à l'hôpital pour une blessure à la jambe.

Le "*premier réflexe des employés a été de fermer le rideau*", mais ils ont été "*tabassés, roués de coups*", raconte-t-il. "*C'était des casseurs, point à la ligne. Ils n'ont aucune conscience politique*", s'agace-t-il.

Un bus qui passait devant le lycée a eu une de ses vitres brisées, selon la RATP, qui a interrompu plus d'une heure le trafic du tramway. La station de métro qui dessert la Basilique de Saint-Denis a également été fermée.

Parallèlement à ces débordements, "*des jeunes du quartier ont profité de la confusion pour multiplier les vols à l'arraché*", selon une source policière. Pour ramener le calme, la police a mobilisé environ 200 fonctionnaires et un hélicoptère, qui a tournoyé au-dessus de la ville. AFP 10.11

Question : Comment peut-on encore vivre dans une ville pareille ?

Palestine occupée. A Tel-Aviv ou à Ferguson : la même justice raciste.

- Deux Palestiniens poignardent des Israéliens à Tel-Aviv et en Cisjordanie - AFP

Deux Palestiniens ont tué lundi à coups de couteau une jeune Israélienne et un soldat dans des attaques distinctes qui accentuent encore le cycle des violences dans les Territoires palestiniens et en Israël.

La poursuite par Israël de la colonisation est l'une des causes des vives tensions avec les Palestiniens.

Les tensions se sont récemment propagées aux villes arabes d'Israël après qu'un jeune qui s'opposait à l'arrestation d'un de ses proches eut été abattu samedi par la police. Son village de Kafr Kanna a de nouveau été secoué lundi par des affrontements entre Arabes israéliens et policiers. Des heurts ont également été rapportés dans d'autres localités arabes du nord mais aussi du sud.

Des images vidéo de la mort de Kheir Hamdane, 22 ans, mettent à mal la version des policiers selon lesquels il représentait un danger. Elles montrent qu'il a été abattu, semble-t-il sans sommation, de plusieurs balles tirées dans le dos. Les policiers le chargent ensuite sans ménagement dans leur véhicule.

Le ministre israélien de la Sécurité intérieure, Yitzhak Aharonovich, a de nouveau défendu les policiers. "*J'accorde mon soutien total aux policiers qui ont agi pour se défendre et faire échec à une menace*", a-t-il dit sur la radio militaire.

Les Arabes israéliens, de même que les Palestiniens, dénoncent eux une "*exécution de sang-froid*" et disent nourrir peu d'espoir dans l'enquête ouverte par le ministère israélien de la Justice. AFP 10.11

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole de menteur... contre parole de menteur.

- Affaire Jouyet-Fillon : qui dit la vérité ? - Francetv info

Jouyet a bien cité Fillon lui demandant de «*taper vite*» contre Sarkozy.

Jean-Pierre Jouyet a bien raconté à deux journalistes du Monde que François Fillon lui avait demandé de «*taper vite*» contre Nicolas Sarkozy en accélérant les procédures judiciaires, selon un extrait de l'enregistrement de leur entretien avec le secrétaire général de l'Elysée que l'AFP a pu écouter lundi. Dimanche soir, François Fillon avait accusé Jean-Pierre Jouyet de «*mensonge*».

Les deux enquêteurs, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, ont fait écouter cet extrait à trois médias (France 2, BFMTV et l'AFP) et précisé qu'ils étaient seuls avec Jean-Pierre Jouyet lors de cet entretien réalisé le 20 septembre à l'Élysée.

Les deux enquêteurs réfutent toute accusation selon laquelle ils auraient piégé ce proche de François Hollande. "*Tous les entretiens officiels que nous avons, nous les enregistrons, et de manière extrêmement ostentatoire*", explique Gérard Davet au micro de France 2.

Sur cette bande, Jean-Pierre Jouyet raconte que M. Fillon, lors d'un déjeuner le 24 juin, lui a demandé que l'Élysée «*tape vite*» contre l'ancien président Sarkozy pour éviter son retour en accélérant les procédures judiciaires visant notamment ses comptes de campagne de 2012. Le numéro 2 de l'Élysée affirme avoir rapporté cette demande au président de la République, qui lui a répondu que c'était l'affaire de la justice. Jean-Pierre Jouyet Jouyet ajoute qu'il partageait cet avis.

Jouyet savait que ses propos seraient publiés

Interrogés sur les circonstances de l'enregistrement, les deux journalistes ont assuré à l'AFP que Jean-Pierre Jouyet «*savait que ses propos seraient publiés ultérieurement dans un livre*», à paraître en 2017. Et pour l'ouvrage Sarko s'est tuer (Stock) paru ce lundi, «*il nous avait demandé de ne pas citer ses propos entre guillemets, ce que nous avons respecté*», ont-ils précisé.

«*C'est son démenti dimanche qui nous a contraints, pour prouver notre bonne foi, à publier quelques extraits du verbatim*», ont-ils expliqué à l'AFP.

Jouyet «*ne mesurait pas du tout l'importance*» de ses révélations.

(Comment peut-on croire pareille baliverne ? C'est totalement inconcevable à ce niveau-là. Ce n'est pas parce que c'était à l'origine un haut fonctionnaire qu'il était censé ignorer comment se tenir une fois parvenu au sommet de l'Etat, pour un peu on va nous expliquer qu'il ne comprenait rien à la politique, bien sûr, il a atterri là par hasard, alors qu'il avait déjà fait partie d'un gouvernement par le passé, quand Fillon était Premier ministre, et là étrangement il avait su parfaitement se tenir. C'est Hollande ou quelqu'un de son entourage qui lui a conseillé de balancer Fillon. - ndlr)

Lors de leur entretien à l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet «*ne mesure pas du tout l'importance*» de ses révélations, ont confié à l'AFP les deux journalistes, qui avaient déjà eu connaissance de la démarche de François Fillon par une autre source.

«*Jean-Pierre Jouyet n'est pas un politique comme les autres, relèvent-ils, c'est un haut fonctionnaire, c'est quelqu'un qui a gaffé toute sa vie dès qu'il a pris la parole publiquement. Il dit des choses qu'il ne devrait pas dire. Il est très mal à l'aise avec l'univers médiatique. Quand vous avez accès à lui en tant que journaliste, c'est en général bingo à chaque fois!*» remarquent-ils.

«*Si on fait élire Nicolas Sarkozy, tant mieux pour lui!*»

(Est-ce un aveu de journalistes véreux ? Cela y ressemble.- ndlr)

Extrapolant les éventuelles répercussions de leur enquête, ils ont même lancé: «*Si on fait sauter le secrétaire général de l'Élysée, on le fait sauter. Si François Hollande, par nos révélations demain, doit démissionner, il démissionnera. Et si grâce à notre livre - c'est un vrai paradoxe car il s'appelle Sarko s'est tuer - on fait élire Nicolas Sarkozy, c'est tant mieux pour lui!*».

«*On n'a pas de parti pris, c'est l'info qui nous intéresse*», ont-ils conclu. 20minutes.fr et Francetv info 10.11

Pour qui roule le Monde ? La Ve République ou la classe dominante, le meilleur de ses représentants, cela peut varier d'une année sur l'autre, d'un mois sur l'autre, d'un jour à l'autre !

Le Monde est un véritable torchon, on a du mal à se l'imaginer, comme tous les autres quotidiens nationaux ou les magazines hebdomadaires.

ACTUALITE EN TITRES

Il y en a quand même qui démissionnent.

- Belgique : un député accusé de s'être masturbé en public démissionne - Francetv info

C'est un récidiviste, il doit répondre de quatre plaintes depuis juin 2014

- Le ministre des Affaires étrangères roumain démissionne - Reuters

Le ministre roumain des Affaires étrangères, Titus Corlatean, a démissionné lundi après avoir été mis en cause dans les défaillances des procédures de vote des Roumains vivant à l'étranger pour le premier tour de l'élection présidentielle. Reuters 10.11

La banalisation de la pauvreté.

- GB: le groupe de maxi-discount Aldi va créer 35.000 emplois en 8 ans - AFP

- Etats-Unis: le système financier reste perméable aux réseaux criminels - AFP

A l'affût.

- Le rouble se raffermit après sa chute de la semaine dernière - Reuters

- Russie: la banque centrale prévoit des fuites de capitaux de 128 milliards de dollars en 2014 - AFP

- Moscou enveloppée dans un nuage de gaz toxique sentant «*l'oeuf pourri*» - LeParisien.fr

- TGV Pékin-Moscou : 7 600 kilomètres à grande vitesse - Francetv info

Antisyndicalisme.

- Grève des contraventions : Montréal réclame des millions d'euros à ses policiers - Francetv info

La mairie réclame près de neuf millions d'euros au syndicat des policiers qui protestent contre une réforme de leur régime de retraite. Francetv info 10.11

Le capitalisme, ses inégalités et ses injustices engendre toutes sortes de violences

- Au Brésil, la violence coûte 5,4% de son PIB au pays - 20minutes.fr

- Russie : le gang GTA, tueur d'automobilistes - LePoint.fr

- Drogue : l'Espagne sniffe plus mais fume moins - Liberation.fr

- Russie: fantasmes autour d'un "*gang GTA*" qui abat froidement des automobilistes - AFP

- Israël: les tensions gagnent Tel-Aviv, un Palestinien poignarde un soldat - AFP

- Nigéria. 47 élèves tués dans un attentat suicide attribué à Boko Haram - AFP

- Le principal groupe djihadiste égyptien prête allégeance à l'EI - LePoint.fr

- Série d'attentats en Afghanistan, des policiers tués - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: déchirements syndicaux sur fond de rupture avec l'ANC - AFP

Sept syndicats sud-africains ont suspendu lundi leur participation aux instances dirigeantes de la puissante confédération du Cosatu pour protester contre l'exclusion du syndicat des métallos Numsa, chassé pour avoir rompu l'alliance historique avec l'ANC.

"*Avec effet immédiat, nous suspendons notre participation au conseil et à la politique de palais du Cosatu*", ont déclaré dans un communiqué commun les sept syndicats de l'alimentaire (Saccawu et Fawu), de la communication (CWU), des infirmières (Denosa), des joueurs de football (Sapfu) et des fonctionnaires (Sasawu et Pawusa).

"*Il est clair que le Numsa a été exclu injustement*", ont-ils souligné, appelant à la tenue d'un congrès extraordinaire du Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu).

"*Au lieu de répondre à la crise dans notre société, où des millions de personnes vont se coucher le ventre vide tous les soirs, et où des centaines de milliers de jeunes n'ont aucune chance de trouver du travail (...), nous avons maintenant une direction de la Fédération (le Cosatu, ndlr) qui voit l'ennemi dans ses propres rangs*", ont-ils déploré.

"*Au lieu de mener campagne là où résident vraiment la puissance et la richesse, là où les travailleurs continuent à être surexploités, les dirigeants actuels ont choisi de diviser la Fédération*."

En délicatesse avec la direction du Cosatu, le syndicat de la métallurgie Numsa - numériquement le plus important du pays, avec plus de 340.000 adhérents - en avait été exclu samedi matin.

Il faisait campagne depuis plusieurs mois pour que la centrale syndicale brise son alliance historique avec le Congrès national africain (ANC) et le Parti communiste sud-africain, héritage de la lutte contre le régime ségrégationniste de l'apartheid. Il

Dénonçant la "*politique néo-libérale de l'ANC*", au pouvoir depuis vingt ans en Afrique du Sud, il a refusé de soutenir ses candidats aux élections législatives de mai et a annoncé la création prochaine d'un parti concurrent, d'extrême-gauche.

Le secrétaire général de l'ANC, Gwede Mantashe, a publiquement regretté l'exclusion du Numsa lundi, quand bien même il n'a lui-même pas été tendre avec le syndicat rebelle ces derniers mois.

"*L'ANC ne peut pas imposer ses solutions au Cosatu*", a-t-il déclaré devant des journalistes. "*Nous sommes des entités indépendantes dans l'alliance, nous ne dictons pas à un autre partenaire de l'alliance ce qu'il doit faire.*"

"*C'est à la Fédération elle-même de se réveiller, sentir le café et revenir sur sa décision*", a-t-il cependant conseillé, selon l'agence Sapa.

"*L'exclusion (du Numsa) est une mauvaise chose à la fois pour le Cosatu et pour l'ANC. Un Cosatu divisé, c'est le début de la faiblesse, et nous ne savons pas si la raison pourra jamais prévaloir à nouveau*", avait déjà jugé Gwede Mantashe dimanche.

"*Mantashe peut aller sauter de la prochaine falaise*", lui avait sèchement répondu le secrétaire général du Numsa Irvin Jim, le traitant de "*crétin*". AFP 10.11

En France il y a des syndicats qui n'ont jamais rompu avec le PS ou le PCF, ou encore avec l'UMP et l'UDI, et il y a des partis ouvriers qui n'ont toujours pas rompu avec ces appareils syndicaux, donc ces partis. La suite vous la connaissez...

Haut de page

Le 12 novembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles ce sera pour demain, on a 2 ou 3 articles économiques qui posent des questions intéressantes.

J'ai rédigé ces quelques lignes hier soir.

Quand on baigne dans un milieu profondément arriéré comme c'est mon cas, on est confronté à des expériences d'une telle

intensité, si inattendues et si déconcertantes, tellement éloignées de ce que je vis ou ma manière d'aborder la réalité, qu'elles font naître dans mon esprit une multitude de questions.

C'est cette expérience que je tenais à partager avec vous. Ce qui suit décrit un processus inconscient, c'est la raison pour laquelle ce court passage ne peut être assimilé à un jugement, mais plutôt à un constat, il vaut bien au delà de l'Inde évidemment. Etant moi-même issu de ce milieu, quarante ans plus tard j'en suis encore à me demander comment j'ai pu en sortir, comme quoi je ne suis pas vraiment du genre à prétendre détenir la vérité.

On vit dans une société et un monde aussi exécrables parce que généralement on ne fait pas le bilan de nos expériences, on ne se pose pas de questions, trop peu ou pas les bonnes apparemment, on n'en tire aucune leçon pratique ou cela n'influe pas sur notre comportement. On vit un certain nombre d'expériences mais on n'en tient pas compte, on passe à côté de l'essentiel en réalité, elles ne nous servent à rien, ce qui explique en grande partie pourquoi on ne progresse pas et on reste rivé à un degré d'ignorance épouvantable.

On se prive des moyens de progresser, on se dit à quoi bon puisqu'on n'a aucun moyen d'agir sur le cours de la société ou pour la changer, laissons à ceux qui nous gouvernent le soin de se charger de notre sort et advienne que pourra, en espérant en silence que le pire sera réservé aux autres, mais ce n'est pas toujours le cas ou notre tour viendra un jour, à moins qu'on s'en aperçoive un peu tard, quand on est à l'article de la mort, c'est bien l'ultime et la plus inutile expérience que l'on puisse faire dans la vie, la plus injuste aussi.

Rien ne se crée, rien ne se perd tout se transforme, on pourrait tout aussi bien affirmer que tout se paie un jour, comptant ou à crédit, mais il faut toujours régler la facture avant de s'en aller pour de bon...

Lu dans un article publié par Mondialisation.ca.

- La conclusion qui s'impose est la suivante : le leadership américain ne prévoit aucune forme de multipolarité ni aucun respect des règles entre partenaires de mêmes niveaux. Il n'existe plus de règles communes. Il ne reste que le chaos, sans aucune direction générale. mondialisation.ca

A ceci près que pendant ce temps-là les Américains avancent leurs pions, comme par exemple les traités transpacifique et transatlantique, l'union bancaire européenne et la plupart des directives que l'UE adoptent, derrière lesquels ils sont, la hausse du dollar, la baisse du prix du pétrole, la déstabilisation de l'Ukraine, l'Emirat islamique, etc

Le chaos fait partie de leur stratégie politique, mais elle ne se résume pas qu'à cela.

ACTUALITE EN TITRES

81 dollars le baril de brut.

- A l'Opep, l'inquiétude semble monter face à la baisse du baril - Reuters

Je ne sais pas si le prix de l'essence baisse à la pompe en France, en Inde le prix du litre de super est redescendu de 72 à 63 roupies.

Leur cupidité ne connaît pas de limite.

- Suisse: une montre Patek Philippe vendue pour 21,3 millions de dollars - AFP

Imaginons un instant combien d'écoles ou d'hôpitaux on pourrait construire avec cette somme... Il faut bien tout leur prendre.

Le maître du chaos mondial ne manque pas d'audace.

- Barack Obama appelle Pékin à garantir l'ordre international - Reuters

C'était un homme animé d'une rigueur morale irréprochable... selon la légende.

- L'Eglise mormone admet que son fondateur a eu plus de 30 femmes - 20minutes.fr

Officiellement, Joseph Smith n'avait qu'une épouse. 20minutes.fr 11.11

La religion devrait être réservée aux hommes, afin que les femmes soient libres de copuler librement avec la communauté des athées ou assouvir leur désirs sexuels insatiables, car il est bien connu que sans religion l'homme est livré à toutes les tentations et devient pervers, il se comporte comme un animal, un monstre, mais pas les religieux qui font preuve de mesure, de retenue, non ce n'est pas l'expression qui convient le mieux dans leur cas...

La violence omniprésente ou le vieux monde.

- Une manifestation de l'extrême droite dégénère en Pologne - Reuters

- Disparus au Mexique : le siège régional du parti au pouvoir incendié - AFP

- Israël redoute une troisième intifada - LeFigaro.fr

- Un jeune Palestinien tué par l'armée israélienne près d'Hébron - LeMonde.fr

- Au Yémen, trois morts dans des affrontements à l'aéroport de Sanaa - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Jusqu'où Jouyet est-il prêt à mentir pour couvrir Hollande ?

- Affaire Fillon-Jouyet : le troisième homme parle au «*Figaro*» - LeFigaro.fr

Grille de lecture proposée aux lecteurs.

- Je n'ai pas pu lire l'intégralité de l'interview qu'a donné Antoine Gosset-Grainville au Figaro n'étant pas abonné à ce torchon, par contre j'ai lu une dizaine d'articles qui en relataient le contenu, et bizarrement dans tous à l'exception d'un seul il n'était évoqué l'enregistrement réalisé par des journalistes du Monde de l'inteview de Jouyet qui figure à ce jour comme le seul élément matériel incontestable existant dans cette affaire, confirmé par trois journalistes (France 2, BFMTV et l'AFP) ont pu l'écouter. On verra plus loin pourquoi.

Si on s'en tient au contenu de cet enregistrement, il faut en déduire que, soit Antoine Gosset-Grainville ment délibérément pour couvrir François Fillon, soit il s'est absenté un moment au cours de leur déjeûner où il est arrivé le dernier, alors que Fillon et Gosset-Grainville étaient déjà attablés et il n'a pas pu entendre la totalité des propos qu'ils ont échangés. Troisième hypothèse qui est sans doute la plus probable, ou alors Fillon et Gosset-Grainville disent vrai et c'est Jouyet qui a inventé toute cette affaire. Il faut se rappeler qu'il a déjà menti une fois avant de se rétracter. Mais dans ce cas-là cela ne peut être qu'à l'initiative de Hollande, car la politique n'est pas son domaine de prédilection, et puis Jouyet n'avait absolument aucun intérêt à s'en prendre à Fillon dont il avait été le ministre et qui compte parmi ses meilleurs amis.

Par contre, Hollande, qui est une véritable crapule, a très bien pu s'en servir ou l'instrumentaliser afin de semer encore plus le désordre au sein de l'UMP. Il y a cependant un élément qui ne colle pas dans cette version. Jouyet a couvert par avance Hollande en prétendant lui avoir fait part des propos supposés de Fillon, et Hollande lui aurait répondu qu'il n'y donnerait pas suite, peut-être histoire de se blanchir préventivement en prévision des soupçons qui pourraient s'orienter vers lui une fois cette affaire déclenchée. Il pourrait répondre à ses accusateurs : quel intérêt aurais-je eu à fabriquer cette affaire dans la mesure où je n'envisageais pas de donner une suite favorable à la demande de Fillon, franchement réfléchissez cela ne tient pas de bout.

Sauf, sauf si Hollande et Jouyet étaient de mèche. Dans ce cas-là, c'est Jouyet qui acceptait de se sacrifier pour son ami de toujours auquel il ne pouvait pas refuser un service, Hollande l'assurant qu'il resterait en poste par la suite ou qu'il le couvrirait, d'ailleurs il n'y avait aucune raison que cette affaire tourne mal puisqu'il avait pris soin de se mettre Le Monde dans la poche comme caution morale face à Fillon et Gosset-Grainville qui seraient également soupçonnés de mensonge sans qu'ils puissent apporter la preuve du contraire. C'était sans compter sur les maladresses qu'allait commettre Jouyet, ses mensonges à répétition qui en font dorénavant un acteur de mauvaise foi susceptible d'avoir manigancé toute cette histoire, en réalité Hollande. D'ailleurs Sarkozy ne s'y est pas trompé en refusant d'attaquer Fillon, bien que les deux hommes ne puissent pas se sentir, il a bien compris d'où était parti le coup qui finalement lui profite.

En résumé, on peut échaffauder le scénario suivant.

Jouyet a pris l'initiative d'inviter Fillon à déjeuner après avoir obtenu l'accord de Hollande. De retour à l'Elysée Jouyet a rendu compte de cet entretien à Hollande. Pas de quoi fouetter un chat ou pouvoir l'exploiter politiquement, sauf si on y ajoute un passage créé de toutes pièces. Hollande en soumet l'idée à Jouyet qui accepte. Pour que l'affaire éclate, Jouyet en informe deux journalistes du Monde qui vont le reproduire dans le livre qu'ils doivent publier quelques mois plus tard (Sarko s'est tuer), alors que plusieurs candidats sont en lice pour la présidence de l'UMP, dont Sarkozy, avec en ligne de mire la présidentielle de 2017 sur laquelle lorgne Fillon et Juppé en plus de Sarkozy. Pour couvrir Hollande Jouyet va devoir prendre soin de préciser que Hollande avait refusé de donner suite à la requête de Fillon d'accéler les procédures judiciaires contre Sarkozy, et pour faire plus vraisemblant encore il ira même jusqu'à affirmer que c'était Fillon qui était à l'origine de ce déjeuner. Mais voilà, c'était sans compter sur le troisième larron qui était présent ce jour-là. Jouyet est pris de panique suite à la tournure que prennent les évènements, il ment et se reprend. Gosset-Grainville qui a participé à ce déjeuner enfonce le clou et dément catégoriquement les propos tenu par Jouyet dans son interview aux journalistes du monde en fournissant d'autres précisions qui impliquent d'autres personnes, son secrétariat (il est avocat) et celui de Jouyet, qui peuvent témoigner que c'est Jouyet qui était à l'origine de ce déjeuner et non Fillon. Voici le passage de son interview hier au Figaro :

- "*En juin, la secrétaire de Jean-Pierre Jouyet à l'Elysée a pris contact avec la mienne, pour proposer un déjeuner à trois, François Fillon, lui et moi, affirme-t-il. J'ai soumis cette idée à François Fillon qui en a accepté le principe. Le secrétariat de Jean-Pierre Jouyet m'avait d'abord indiqué que ce déjeuner pourrait se tenir à l'Elysée. Avant de nous demander de plutôt trouver un restaurant à l'extérieur [chez Ledoyen], ce que François Fillon préférait également.*" lefigaro.fr 11.11 Un tel déjeuner à l'Elysée aurait un peu trop senti le traquenard, c'est Hollande qui a dû corriger le tir.

A l'arrivée le nombre de protagonistes et témoins dans cette affaire a considérablement augmenté, citons les : Jouyet, Fillon, Gosset-Grainville, la secrétaire de Jouyet et celle de Gosset-Grainville, les deux journalistes du Monde, soit sept personnes.

Le Monde apparaît complaisamment dans cette affaire ou ce montage qui devait en principe profiter à Hollande, dans la mesure où Sarkozy est toujours empétré dans des affaires judiciaires et rien ne dit qu'il ne sera pas inculpé un jour ou l'autre ou en ressortira blanchi. Car il est étonnant que les journalistes du Monde ne se soient pas posés les mêmes questions que nous avant de prendre le risque d'introduire ce passage dans leur livre qui devait servir à démolir Sarkozy, on doit en déduire qu'il était complice de Hollande.

A-t-il agi ainsi sur ordre ? Au cas où l'affaire tournerait mal pour Hollande, il pouvait être conduit à la démission ou se résoudre à la dissolution de l'Assemblée nationale. Etait-ce leur objectif ?

Dans l'interview qu'a donné Antoine Gosset-Grainville au Figaro, il précisait :

"*Sans que je puisse me souvenir mot à mot de la discussion d'un déjeuner qui s'est déroulé il y a cinq mois, je peux dire qu'aucun des propos tenus ne pouvait prêter à polémique. Compte tenu des fonctions de l'un et de l'autre, cela m'aurait frappé*". LeFigaro.fr 11.11

On est prêt à le croire.

Chapeau les prédateurs et les va-t-en-guerre !

- L'État ne s'opposera finalement pas à la retraite chapeau du PDG de GDF - Le Huffington Post

- 800.000 euros par an de "*retraite chapeau*" pour le patron de GDF Suez - L'Obs

- Bercy prévoirait 2,2 milliards d'euros de coupe budgétaire - Reuters

Le gouvernement entend compenser le dérapage budgétaire lié notamment aux opérations extérieures de la France par environ 2,2 milliards d'euros d'annulations de crédits cette année, selon Les Echos.fr.

Ces mesures d'économies supplémentaires seraient inscrites dans le projet de loi de finances rectificative qui doit être présenté mercredi par Bercy, ajoute mardi le site du quotidien.

"*Du Mali à l'Irak en passant par la Centrafrique, les interventions de l'armée française ont compliqué un peu plus l'équation budgétaire*", écrit-il.

Alors que 450 millions étaient programmés dans la loi de finances initiale, les "*opex*" devraient ressortir à au moins 1,1 milliard d'euros.

Selon Les Echos.fr, la masse salariale nécessite aussi des crédits supplémentaires, notamment, là encore, au profit de la Défense.

Pour désamorcer les critiques de la Commission européenne, le ministre des Finances Michel Sapin avait évoqué le 27 octobre des "*mesures nouvelles*" de réduction du déficit, d'un montant de 3,6 milliards d'euros, dont une partie sera présentée mercredi. Reuters 11.11

Un régime mafieux ravalé au rang de " ***mauvais élève***" par ceux qui le cautionnent.

- Le Luxembourg n'est pas le seul « *mauvais élève* » de l'évasion fiscale - LeMonde.fr

Selon un rapport publié mercredi 12 novembre, auquel ont participé Oxfam France et CCFD-Terre Solidaire, les pays de l'Union européenne ne sont toujours pas parvenus à trouver des solutions contre l'évasion fiscale et l'opacité financière.

Ce rapport compare les politiques mises en place dans 15 Etats de l'Union européenne (UE) en matière de lutte contre l'évasion fiscale et de garantie de la transparence. « *Le résultat est très décevant. Les progrès sont extrêmement lents et même la France, qui a longtemps été leader sur ces questions, semble faire machine arrière, désormais plus préoccupée par la compétitivité de ses entreprises multinationales* », déplore Lucie Watrinet, du CCFD-Terre Solidaire, citée dans un communiqué.

Selon le document, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suède sont les « *mauvais élèves* » en matière de transparence, en raison du manque d'informations disponibles sur les propriétaires réels de leurs entreprises et de leur résistance aux initiatives de l'UE pour promouvoir la transparence sur la propriété des entreprises et des trusts. Or cette opacité « *aide les entreprises à échapper à l'impôt et à transférer leurs bénéfices* ».

Les ONG se penchent en particulier sur les conventions fiscales signées avec les pays en voie de développement, qui « *poussent souvent pour la réduction des taux d'imposition des transferts financiers* » sortant de ces pays, où le revenu de l'impôt sur les sociétés est pourtant « *désespérément nécessaire* ». LeMonde.fr 11.11

Les ONG remplissent le rôle que ceux qui les financent veulent bien leur faire jouer. Ils sont les témoins impuissants d'un système économique devenu mafieux, ce qui ne peut que renforcer l'idée qu'il est impossible de mettre fin à cette terrible fatalité qui s'est abattue sur le monde et avec laquelle il faut faire avec ou se soumettre, ce qui revient au même.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Bosnie: Moscou s'abstient lors du vote sur le renouvellement de l'Eufor - AFP

L'ambassadeur russe Vitali Tchourkine a dénoncé "*un instrument destiné à accélérer l'intégration du pays dans l'Union européenne et l'Otan*". "*Pousser la Bosnie dans cette direction par le biais d'une résolution sous chapitre 7 de la charte de l'ONU est tout simplement inacceptable*", a-t-il affirmé.

Dans une allusion transparente à l'Ukraine, M. Tchourkine a estimé que "*les exemples malheureux de pressions extérieures pour imposer un avenir européen abondent*".

Bien qu'elle ait voté en faveur de la résolution, la Chine a soutenu la position russe dans son principe, estimant que les Occidentaux auraient dû rechercher "*le consensus le plus large possible*". Les représentants américain, britannique et français ont déploré l'abstention russe.

Le représentant adjoint français Alexis Lamek a accusé Moscou de "*déformer la réalité des Balkans*" et de chercher "*à afficher une désunion artificielle du Conseil sur un sujet qui fait l'unanimité*".

Dans un tweet, son collègue Philippe Bertoux a regretté que "*la Russie ait fait entrer la mauvaise ambiance créée par la crise ukrainienne dans un domaine qui n'a aucun rapport*".

"*C'est un jeu dangereux, mauvais pour la Bosnie et pour le Conseil*", a ajouté le conseiller politique français.

Les Occidentaux et la Russie s'opposent systématiquement au Conseil depuis le début de la crise en Ukraine, chaque réunion tournant au dialogue de sourds. La semaine dernière, Moscou a ainsi bloqué une déclaration condamnant les

élections séparatistes dans l'est de l'Ukraine. AFP 11.11

En complément.

- L'OSCE met en garde contre une escalade militaire en Ukraine - AFP

- L'Union européenne ne prévoit pas de nouvelles sanctions économiques contre la Russie - LeMonde.fr

- Accord entre la Russie et l'Iran pour la construction de 2 réacteurs nucléaires à Bouchehr - AFP

SOCIAL

1- Côte d'Ivoire

- Côte d'Ivoire: niveau de pauvreté "*inquiétant*" malgré la croissance - AFP

Le niveau de pauvreté en Côte d'Ivoire, première économie d'Afrique de l'ouest francophone, en forte croissance, est "*inquiétant*" alors que le pays dispose de fortes potentialités, s'est alarmée la Banque mondiale (BM).

Près d'un habitant sur deux est considéré comme "*pauvre*" en Côte d'Ivoire, selon des chiffres officiels.

"*La Côte d'Ivoire est confrontée à des taux de pauvreté inquiétants, surtout par rapport au potentiel énorme dont dispose le pays*", a regretté Ousmane Diagana, le chef des opérations de la banque en Côte d'Ivoire.

Pour remédier à cette situation, M. Diagana a proposé la mise en place d'un "*système de protection sociale*", avec des "*cantines scolaires*" pour "*nourrir les enfants pauvres*", ou la mise en place de "projets à forte intensité de main d'oeuvre" pour distribuer des emplois à des personnes "*aux compétences minimes*".

L'économie du pays connaît depuis trois ans une croissance remarquable : de 9,8% en 2012 après "*d'importantes réformes*", le taux de croissance a atteint 8,7% en 2013 et de "*8 à 10%*" sont prévus pour 2014.

Les retombées de cette croissance pour la population ne se font pas encore ressentir, alors que l'économie ivoirienne aspire à l'émergence économique et sociale à l'horizon 2020.

La Côte d'Ivoire, classée par l'ONU 171e en termes d'indice de développement humain en 2014 sur 187 pays en raisons de faiblesses médicales et éducatives structurelles, ne pourra toutefois satisfaire aux critères sociaux de l'émergence d'ici à 2020. AFP 11.11

2- Tchad

- Tchad : la grogne sociale se transforme en manifestations - LeParisien.fr

Le mécontentement des Tchadiens semble prendre de l'ampleur. Des habitants de la ville de Sarh (sud) et des lycéens de N'Djamena ont manifesté mardi pour dénoncer la pénurie de carburants, la cherté de la vie au Tchad et soutenir des enseignants grévistes qui réclament le paiement de primes. Des notaires, avocats et huissiers se seraient également joints au mouvement de grève, annonce également RFI.

A Sarh (500 km au sud-est de N'Djamena), tôt mardi matin, des habitants ont frappé sur des casseroles pour dénoncer à grand bruit le coût de la vie, selon des habitants joints par téléphone. Des groupes de manifestants ont également lancé des pierres sur la mairie et brûlé des pneus dans des rues, entraînant l'intervention de la police, selon les mêmes sources.

A N'djamena, des groupes de lycéens sont également descendus dans la rue mardi matin pour manifester leur soutien aux revendications des enseignants. Les manifestants ont été dispersés par la police anti-émeutes.

Le Tchad a commencé à produire du pétrole en 2003. La production était de l'ordre de 100.000 barils par jour en 2013, selon le département américain de l'Energie. Les revenus pétroliers lui ont permis de moderniser son armée, de se doter d'un meilleur réseau routier et de construire de nombreux bâtiments publics. Mais les membres de la société civile et de l'opposition demandent au président Idriss Déby Itno d'employer davantage cette manne pour améliorer les conditions de vie de

la population aux revenus très bas. Le Tchad figure parmi les dix derniers pays au monde, classés selon l'Indice de développement humain (IDH) des Nations unies. LeParisien.fr 11.11

En complément.

- RDC : manifestation de colère après la mort d'un habitant - L'obs

3- Iran-Syrie

"*Les usines balistiques syriennes*", qui est derrière? - french.irib.ir

La réponse, c'est le commandant en chef de la force aérospatiale des Pasdarans, le général Hajizadeh qui la fournit : l'Iran. Le général est revenu sur la puissance balistique iranienne, et ses origines qui remontent à la guerre des années 80 de l'Irak contre l'Iran : " *Pendant la guerre ce furent la Libye qui nous livrait des missiles et nos spécialistes recevaient des formations nécessaires en Syrie ... or la donne s'est inversée à la sortie de l'Iran de l'époque de la guerre. A l'heure qu'il est, la Syrie et d'autres pays qui nous aidaient nous achètent des missiles. Les usines de fabrication des missiles en Syrie ont été construites par les Iraniens et en Syrie, on fabrique les missiles qui sont conçus par les ingénieurs iraniens". " Nos relations avec les syriens ont depuis toujours été gagnantes en termes d'industrie militaire. En effet, les Syriens nous ont donné au début la formation ; nous leur avons donné ensuite la technologie de fabrication. Les usines de fabrication des missiles iraniens ont même été déplacées en Syrie. Même la Résistance libanaise a appris comment concevoir des missiles. C'est désormais un fait avéré, la Résistance libanaise et la Résistance palestinienne se sont sensiblement renforcées dans le secteur balistique. Le missile n'a plus de secret pour les composantes de l'axe de la Résistance. Tous les pays et organisations qui en sont membres en fabriquent et le missile occupe désormais une place de choix dans la doctrine défensive des pays de la Résistance. Mais plus importants que nos missiles, ce sont nos techniciens et ingénieurs, ceux et celles qui travaillent d'arrache pied, qui ont la foi et qui innovent sans cesse dans ce domaine*".

Interrogé sur la probabilité d'un accord nucléaire entre l'Iran et l'Occident, le général a affirmé : " *les occidentaux ne se donnent pas la peine en général pour demander l'autorisation quand ils ont un projet en tête . Les sanctions qu'ils nous ont imposés sont à comprendre en ce sens. ils nous ont imposés des restrictions mais refusent de nous lâcher le moindre leste et de surcroit ils s'attendent à ce que nous négocions notre puissance balistique. C'est un fait bien significatif. Si les occidentaux avaient la capacité en quoi que ce soit de restreindre nos capacités balistiques, ils l'auraient fait sans nous en demande le permis. S'ils demandent à en négocier avec, s'ils nous demandent à nous de restreindre nos capacités, c'est qu'ils reconnaissent leur incapacité à nous imposer quoi que ce soit. L'Occident a perdu le terrain et le contrôle.* ". french.irib.ir 11.11

ECONOMIE

Sommet de l'Apec.

- L'Asie-Pacifique adopte une "*feuille de route*" pour son intégration économique - AFP

Les dirigeants de l'Asie-Pacifique, réunis en sommet à Pékin, ont adopté mardi une "*feuille de route*" pour la réalisation d'une vaste zone de libre-échange dans cette région produisant plus de la moitié de la richesse mondiale.

Le sommet "*a approuvé la feuille de route pour que l'Apec (le forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique, ndlr) promeuve et réalise la Zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique*" (FTAAP), dont Pékin est le fer de lance, a annoncé le président chinois Xi Jinping en clôturant la rencontre.

Celle-ci réunissait depuis la veille les dirigeants des 21 pays et économies membres, dont le président américain Barack Obama et le Premier ministre japonais Shinzo Abe, à la tête, avec le numéro un chinois, des trois premières économies mondiales.

S'adressant ensuite à la presse, le président Xi a qualifié la décision de l'Apec d'"*étape historique*", reflétant à ses yeux "*la confiance et l'engagement des membres de l'Apec à promouvoir l'intégration économique régionale*".

L'Apec produit 57% de la richesse de la planète et 44% des échanges commerciaux internationaux.

La FTAAP est en concurrence avec le Partenariat trans-Pacifique (TPP), un projet que Washington inscrit dans le "*rééquilibrage*" vers l'Asie de sa politique.

La Chine voulait que le sommet s'engage clairement sur la FTAAP, projet à long terme qui englobe toute la région et inclurait

les autres projets de libre-échange tel que le TPP.

Le partenariat TPP exclut la Chine en l'état et ne comprend que 12 pays riverains du Pacifique, dont le Japon, le Canada, l'Australie et le Mexique. Il est considéré en Chine comme une tentative américaine d'endiguer l'influence croissante de Pékin.

Le sommet est également parvenu à "*un important consensus pour promouvoir vigoureusement la coopération anticorruption*", notamment la traque des individus accusés de détournement dans leur pays, a également annoncé Xi Jinping, lui-même à l'origine d'une sévère campagne contre la corruption au sein du Parti communiste chinois (PCC, parti unique).

La Chine et les Etats-Unis "*se sont entendus*" pour une levée des droits de douane touchant une vaste gamme de produits dans les technologies de l'information, a annoncé mardi la Maison Blanche.

L'entente devrait permettre une conclusion "*rapide*" des négociations à l'OMC pour l'extension d'un accord vieux de 17 ans, a indiqué à Pékin Barack Obama.

Les sommets de l'Apec --qui célébrait cette année ses 25 ans-- sont régis par la règle du consensus et les différends y sont rarement mis en exergue.

Le régime communiste a déployé toute la pompe et les moyens grandioses dont il est capable pour ce sommet.

Six ans après avoir impressionné le monde en organisant des Jeux olympiques grandioses, la Chine semble avoir ainsi confirmé sa puissance et son rôle moteur dans la région la plus dynamique de la planète. AFP 11.11

A retenir. L'AFP est aux avant-postes de la propagande états-unienne contre la Chine, et se doit en tant que tel d'émettre un doute sur son importance ou son poids dans l'économie mondiale en écrivant que " *la Chine semble avoir ainsi confirmé sa puissance et son rôle moteur dans la région*", semble seulement, au détriment et au grand dam des Etats-Unis.

La Chine n'est pas contre le mondialisme, elle considère seulement que le traité de Partenariat trans-Pacifique est trop favorable aux multinationales américaines.

En complément. Hystérie. Les rats étaient de sortie.

- Poutine a-t-il flirté avec la première dame de Chine? Cela agite les censeurs locaux - Slate.fr

- Poutine drague la Première dame chinoise. La censure pète les plombs - L'obs

- La galanterie de Poutine censurée par Pékin - LeFigaro.fr

Une interprétation fallacieuse sortie tout droit de l'imagination d'esprits pro-occidentaux devient la réalité pour tenter de discéditer l'entente Xi-Poutine au yeux des Chinois, ce qui a le don de les rendre carrément hystérique. Apparemment ils n'ont rien trouvé de mieux à se mettre sous la dent, constatant à leur grand dam que pendant tout le sommet de l'Apec Xi et Poutine sont apparus pour ainsi dire inséparables, et sur la "*photo de famille*" des chefs d'Etat ils posèrent côte à côte, alors qu'Obama au premier rang, séparé d'eux par plusieurs chefs d'Etat, figurait plus loin, presque anonyme.

Déjà que contrairement aux deux précédents sommets où il avait fait faux bond son auguste personne a daigné cette fois faire le déplacement, il n'allait tout de même pas s'afficher à leur côté, cela aurait été du plus mauvais goût pour ses amis républicains qui l'ont à l'oeil depuis qu'il a perdu la majorité du Congrès. Lors du repas auquel ils ont participé, il n'a pas pu y couper, protocole oblige.

Voilà pourquoi ils enragent.

- Xi Jinping et Poutine unis dans leur rejet de l'Occident - lefigaro.fr

Haut de page

Le 13 novembre 2014

CAUSERIE

On pensait la mousson terminée, mais non il pleut sans interruption depuis 13h hier, il est 9h54.

On a ajouté 11 articles. Les trois articles sur l'économie figureront dans la causerie à venir d'ici ce soir.

Un chiffre à retenir. 100.000 milliards de dollars.

C'est le chiffre de la dette mondiale calculée en fonction des données disponibles ou que l'auteur a collectées, en réalité elle serait encore plus importante. En comparaison le PIB mondial est d'environ 70 trillions de dollars (1 trillon = 1000 milliards), les produits dérivés selon les sources varient entre 650 trillions de dollars et plus de 1000 trillions dollars. (Source : la-chronique-agora.com, c'est un portail économique américain)

Je ne mets en ligne que de extraits de ces articles et je ne les reproduirai pas au format pdf pour ne pas y être autorisé, avec les Américains je me méfie.

Trois articles sur l'économie.

- 2008 n'était pas la fin de la crise financière... - la-chronique-agora.com 03.11

Extraits. Ce cambriolage — le plus important de l'histoire — concernait 3 600 milliards de dollars — tous contrefaits jusqu'au dernier. Aucun n'a jamais été honnêtement épargné ou gagné… ni extrait du sol et transformé en pièces.

(La planche à billets de la Fed, le fric que les oligarques ont fabriqué et se sont distribués. il semblerait que cette somme soit très sous-évaluée, à moins qu'elle ne concerne que celle qui figurait au bilan de la Fed.

On se souvient qu'une commision du Congrès américain avait été saisie d'une affaire portant sur une somme de 9.000 milliards de dollars dont l'inspectrice générale de la Fed avait été incapable de dire où elle était passée et qui en avait profité. Une autre fois il s'agissait d'une somme de 7.000 milliards de dollars destinés à arroser le marché européen, qui auraient été crées de la même manière, c'est-à-dire sans le consentement du Congrès mis devant le fait accompli ou en dehors de tout contrôle. Si on ne parle pas des mêmes sommes le total se monte à 20.000 milliards de dollars, et on ne prend en considération que les sommes dont on a connaissance. - ndlr)

Non, on parle là du casse du siècle… commis en plein jour… avec des millions de témoins… Et pourtant, personne ou presque n'a compris ce qui se passait.

3600 milliards de dollars ont été fabriqués ces cinq dernières années… et tous sans exception ont atterri dans les poches de quelqu'un.

Suivez l'argent — vous découvrirez ce qui s'est passé.

Avec une quantité quasi-illimitée de crédit à sa disposition, l'industrie financière a vite relevé le défi. Elle a refourgué de la dette à tout le monde — les gouvernements, les entreprises et les ménages. Les Américains ont mordu à l'hameçon… dépensant en moyenne 1 000 milliards de dollars de plus qu'ils ne gagnaient tous les ans, depuis la première entrée en fonction de Ronald Reagan jusqu'en 2014. Leur style de vie — et les revenus de Wall Street — sont venus à en dépendre. De10% environ des revenus totaux des entreprises dans les années 60 et 70, la part de la finance est grimpée à 40% en 2007. Les bonus ont atteint plusieurs millions de dollars…

La plupart des gens n'ont en fait aucune idée de la manière dont les choses fonctionnent. Pourquoi le devraient-ils ?

Les autorités — celles des Etats-Unis en tête — ont créé une bulle immense, avec une dette mondiale totale dépassant désormais les 100 000 milliards de dollars. Cela ne s'est pas fait du jour au lendemain. Il s'est passé plus de 30 ans avant que le gouvernement fédéral américain commence à enregistrer des déficits année après année. Près de 50 ans avant que le dollar se sépare de son ancre d'or, laissant le monde entier flottant sur une mer de papier monnaie. Et 65 ans depuis le sommet du dernier marché haussier obligataire.

Ces tendances — si longues, si profondes et si répandues — ont convaincu la majeure partie de la planète que notre monde financier est "*normal*". Les gens vont être très surpris lorsqu'ils réaliseront à quel point il est en réalité étrange et transitoire.

"*Divers experts ont trouvé diverses raisons à la crise financière [de 2008-2009]*", écrit Vivek (Vivek Kaul auteur de Easy Money, "*Argent facile*". - ndlr). "*Certains pensent que la crise a été causée par l'avidité de l'industrie financière. Mais la question est alors : y a-t-il eu un moment où l'industrie financière ne s'est pas montrée avide ? Etant donné cela, pourquoi des crises*

financières ne se produisent pas tout le temps ?" (Question franchement stupide, elles correspondent à des cycles comme les bulles qui gonflent jusqu'au moment où elles éclatent. Ensuite, tout au long de l'histoire du capitalisme, l'industrie financière n'a pas disposé des mêmes instruments pour spéculer et vampiriser l'industrie productive de plus-value. De plus, l'absence de toute équivalence au dollar depuis 1971 a ouvert la porte à sa fabrication en quantité illimitée, qui va de pair avec l'endettement dans des proportions gigantesques et la dérégulation de la finance, à toute forme de trafics de la part des banksters... - ndlr)

Elles ne se produisent pas tout le temps parce que jamais encore, de toute l'histoire de l'humanité, les finances du monde entier n'ont été si déformées par la dette. La dette, c'est ce que l'industrie financière vendait. La dette, c'est ce que les politiques voulaient. Et la dette, c'est la manière dont les élites ont transféré la richesse du public vers elles-mêmes. Janet Yellen (La présidente de la Fed. - ndlr) et al. ont transféré 3 600 milliards de dollars du public (sinon du public, d'où pouvait provenir cet argent ?) vers l'establishment. L'élite est plus riche. Le public est plus pauvre. Et on dirait que Mme Yellen va s'en tirer sans encombre.

Mais la crise de 2008-2009 n'était pas la fin de la bulle de dette. Ce n'était que le début. la-chronique-agora.com 03.11

- Zone euro : les promesses ne sont pas tenues et la dette publique augmente - la-chronique-agora.com 05.11

Eurostat vient tout juste de publier les données concernant le PIB et la dette publique en Europe, calculés selon la nouvelle méthodologie du Système européen des Comptes 2010 (SEC 2010). Avec cette nouvelle méthode, le PIB de la Zone euro est supérieur d'environ 3% à celui calculé avec l'ancienne méthode — ce qui, automatiquement, abaisse le ratio dette/PIB de 2,8%.

A la fin du deuxième trimestre 2014 dans la Zone euro (ZE18), le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est établi à 92,7%, contre 91,9% à la fin du premier trimestre 2014. Dans l'UE28, le ratio a augmenté, passant de 86% à 87%.

Par rapport au deuxième trimestre 2013, le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est accru tant dans la Zone euro (de 91,7% à 92,7%) que dans l'UE28 (de 85,1% à 87%). Selon les critères de stabilité de Maastricht, ce ratio ne devrait pas dépasser 60%… Or seize pays de l'Union européenne sont au-delà de cette limite.

Les pays de la ZE à18 ont une dette publique totale de 9 300 milliards d'euros ; ceux de l'UE à28 de 11 900 milliards d'euros. En comparaison, la dette nationale américaine s'élève à 19 400 milliards de dollars. Il vaut mieux ne pas penser à ce qui arriverait dans le cas d'une normalisation de la structure des taux d'intérêt de part et d'autre de l'Atlantique !

Conclusion

Qu'est-il arrivé au Pacte de croissance et de stabilité ? Les promesses d'un budget sans déficit et d'une restructuration des finances publiques n'ont pas été tenues. Les dettes publiques augmentent toujours plus, de la même façon qu'aux Etats-Unis et au Japon. Les appels se multiplient pour des nouveaux programmes d'investissements financés par le crédit, en particulier dans le sud de la Zone euro. Les appels pressants de la BRI pour un revirement dans les politiques monétaires et budgétaires continue d'être ignorés.

Ce faisant, la qualité et les notes de plusieurs débiteurs publics se dégradent ; leurs dettes ne seront jamais remboursées. la-chronique-agora.com 05.11

Au delà des facteurs économiques qui peuvent faire l'objet de toutes sortes de manipulations, il y a la situation sociale et politique qui elle est plus délicate à gérer, lutte des classes oblige !

- Le monde sans monnaie, idéal des technocrates et des politiciens - la-chronique-agora.com 06.11

Beaucoup d'Etats-Providence ont distribué ce qu'ils n'avaient pas. Comme il n'y a pas de miracle laïque, ils ont dû emprunter cet argent. Nous voilà donc avec un stock de dettes insurmontables et en danger de ne pouvoir en payer les intérêts. Toute l'astuce de ces dernières années, depuis 2008, a consisté à baisser les taux d'intérêt en augmentant la dette, ce qui permettait :

- De continuer à distribuer ce que nous n'avions pas

– De tenir nos débiteurs tranquilles puisque leur rente était maintenue.

Que vous deviez 100 à 4% d'intérêt ou que vous deviez 200 à 2% d'intérêt, vous contentez votre débiteur en lui donnant toujours 4 et tout va bien. Sauf évidemment si, un jour, cet animal de débiteur a l'idée saugrenue de se demander s'il reverra bien ses 200 de principal. Là, les ennuis commencent…

Ce jour approche car la croissance mondiale cafouille — et l'argent des intérêts, il faudra bien le trouver quelque part, c'est-à-dire dans votre poche. Reste maintenant pour les Etats à organiser ce transfert discrètement.

Il n'est plus possible de ronger la dette par l'inflation

La méthode habituellement utilisée — et qui donnait toute satisfaction — était l'inflation. Les Etats ont le privilège d'emprunter in fine sur des durées longues, c'est-à-dire que le capital se rembourse totalement à l'échéance du prêt. Si vous empruntez 100 et que vous avez 3% d'inflation par an, 23 ans plus tard, l'effort pour rembourser le capital se trouve divisé par deux par la magie de l'érosion monétaire.

On a donc fait avaler au bon peuple que l'inflation était bonne si elle était suffisamment petite (2% par an) ce qui en faisait en réalité un impôt indolore payé par tous. Normalement, la création monétaire nécessaire à cette bonne petite inflation provient essentiellement de la création de crédit par les banques commerciales. Mais, catastrophe imprévue, particuliers et entreprises se désendettant, il n'y a plus de création monétaire suffisante dans l'économie réelle et pas assez d'inflation. Il faut donc trouver autre chose que cet impôt sournois…

Organiser un autre type de confiscation devient urgent

D'où l'idée de sociétés sans monnaie dans lesquelles paiement et épargne ne sont plus que des signes inscrits dans des ordinateurs sur lesquels les gouvernements ont droit de regard et de contrôle puisqu'il leur faut lutter contre la criminalité et l'évasion fiscale, évidemment. Pierre Leconte, monétariste suisse du Forum monétaire de Genève [2], l'explique très bien :

"Les principales monnaies étatiques actuelles deviendront alors obsolètes au profit d'instruments électroniques dématérialisés que les Etats et les banques centrales confisqueront parce qu'ils en deviendront les seuls émetteurs monopolistiques (ne serait-ce que pour leur permettre d'exercer leur répression fiscale et de traquer l'argent noir). Raison pour laquelle le Bitcoin, ou autres créations du marché libre, ne pourront pas subsister. C'est donc vers un totalitarisme monétaire radical, le Big Brother généralisé, de nature à accroître encore la répression financière et à supprimer tout marché libre, que l'on va vraisemblablement".

La boucle sera ainsi bouclée : un fonctionnaire armé d'un clavier aura enfin toute latitude pour vous confisquer votre argent si la survie de l'Etat — qui en démocratie ne représente que le bien commun et la solidarité — l'exige. la-chronique-agora.com 06.11

Sans rire, c'est exactement la mésaventure qui m'est arrivée lorsque je me suis aperçu que le ministère des Finances indien avait directement prélevé un impôt sur mon compte en banque, somme qui était le double de ce que je devais en réalité, et depuis mars 2013 je me bats pour récupérer cette somme, 40.000 roupies environ (500 euros).

Je n'ai reçu ni courrier ni mise en demeure de payer quoi que ce soit, je ne savais pas que j'étais imposable, ils se sont servis tout simplement ! Même ma banque ne m'a pas prévenu par la suite.

En principe je n'étais pas imposable, je pensais que possédant un compte joint avec mon épouse ils allaient compter deux parts, mais mal conseillé par les employés de la banque, j'avais placé l'essentiel de mon argent à mon nom seulement, puisque mon épouse vivait la moitié de l'année en France et n'était pas sur place pour signer éventuellement des documents. Le fisc n'a rien voulu savoir et du coup j'ai dû payer 31.000 roupies d'impôt, au départ ils m'en réclamaient 110.000 ne savant manifestement pas compter !

Le monde "*sans monnaie*", au lieu de correspondre au passage du règne de la nécessité à celui de la liberté, pourrait davantage coïncider avec celui qui verrait la quasi-totalité de la population privée de tous droits sociaux et politiques.

Aujourd'hui la valeur d'un billet de un ou cent dollar ne dépasse pas celui de l'encre et du papier qui ont servi à l'imprimer, c'est une réalité dont personne ou presque n'a vraiment conscience sans que cela nous empêche de vivre et de trôner sur les marchés. Par contre nous avons conscience que ceux qui concentrent le pouvoir économique disposent également du pouvoir politique pour nous imposer leur dictature, sans qu'on ait trouvé les moyens de s'opposer efficacement à leur stratégie politique, du coup le monde avance irrémédiablement dans une direction opposée à celle de notre émancipation et s'enfonce dans le chaos, la guerre et la barbarie.

Il est vrai qu'une fois parvenu à une dictature mondiale et déterminé qui a le droit à quoi sans que personne ne puisse le contester, l'argent n'a plus aucune utilité, les classes sociales, le capitalisme ou l'Etat non plus, il suffit de s'en tenir à un règlement stipulant qui a le statut de serf et qui à celui d'aristocrate avec tous les devoirs et obligations qui en découlent, les droits ou les libertés accordés à chacun étant proportionnels à son statut à condition qu'il s'y soumette ou le respecte à la lettre sous peine de sanctions ou de dépérir rapidement ou encore d'être supprimé pour conduite antisociale.

On a du mal à réaliser ou à se faire à l'idée qu'une fois les monarques de l'oligarchie financière étant parvenus à subtiliser tous les pouvoirs, vous avouerez qu'ils sont bien partis pour y parvenir, il serait impossible de leur contester et ils n'auraient plus

qu'à imposer leur volonté au reste du monde qui s'y soumettrait, ce qui renverrait la lutte des classes au musée de l'histoire.

L'UE est un paradis fiscal.

- LuxLeaks : Juncker contre-attaque et s'engage à lutter contre l'évasion fiscale - AFP

- LuxLeaks : Juncker refuse d'être considéré comme "*l'ami du grand capital*" - AFP

Les "*déclarations anticipatives*" (tax rulings), qui permettent à une entreprise de demander comment sa situation sera traitée par l'administration fiscale, pour payer le moins d'impôts possible, sont "*une pratique bien établie dans 22 pays membres de l'UE*", a-t-il affirmé.

Il a assuré que tout ce qui avait été fait au Luxembourg était conforme aux règles nationales et internationales. Mais il a admis que cela allait à l'encontre de la "*justice fiscale*" et des "*normes éthiques et morales*".

"*Je ne suis pas l'architecte*" du système de taxation du Luxembourg, "*mais je suis politiquement responsable*", a concédé celui qui fut de 1995 à 2013 Premier ministre d'un pays considéré comme un des principaux paradis fiscaux dans le monde. "*Il n'y a rien dans mon passé qui démontrerait que mon ambition était d'organiser l'évasion fiscale*", a-t-il dit.

"*Ne me décrivez pas comme le meilleur ami du grand capital, le grand capital a de meilleurs amis que moi dans cette maison*", a-t-il lancé devant les eurodéputés. (Ils ont tous dû se regarder les uns les autres. - ndlr)

M. Juncker a reçu le soutien de son parti, le Parti populaire européen (PPE, conservateur), et des socialistes, avec lesquels il forme une grande coalition, qui lui ont demandé un "*calendrier précis*" d'action.

"*J'avais dit que la Commission lutterait contre l'évasion et la fraude fiscales. Ce ne sont pas des propos en l'air*", a promis M. Juncker. "*J'ai un devoir d'action pour faire avancer l'harmonisation fiscale en Europe*".

"*Il y a urgence à agir*", car "*l'impression qui se dégage est que l'injustice fiscale est insuffisamment combattue en Europe*", a-t-il reconnu. AFP 12.11

Qui les croient encore ? Personne, sauf des niais ou leurs complices, ceux qui en tirent profit ou vivent confortablement, et encore.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le déni en guise de gouvernance. Un assassinat par l'armée couvert par Hollande, Valls, Cazeneuve.

Le déni ne va pas sans le mépris, le cynisme qui caractérise le PS depuis un siècle.

- Mort de Rémi Fraisse : ce que savait Beauvau dès la nuit du drame - lefigaro.fr 12.11

- Rémi Fraisse: Cazeneuve dit ne pas avoir donné de consignes de fermeté - AFP

- Rémi Fraisse: les gendarmes ont mis en cause une grenade dès le début - AFP

Les gendarmes se doutaient dès le début que la mort du manifestant Rémi Fraisse, le 26 octobre, était due à une grenade des forces de l'ordre, indiquent des documents publiés mercredi par Le Monde et Mediapart, ce qui contredit les premières déclarations officielles.

"*Il est décédé, le mec... Là, c'est vachement grave... Faut pas qu'ils le sachent...*", a déclaré un gendarme, quelques minutes après que le corps inerte de Rémi Fraisse eut été récupéré sur le chantier du barrage contesté de Sivens (Tarn), selon un procès-verbal cité par Le Monde.

Cette phrase, prononcée à 2H03, suit de peu le tir d'une grenade offensive, entre 1H40 et 1H50, en direction de quatre à cinq jeunes, dont Rémi Fraisse, qui jetaient des pierres et des mottes de terre, selon le PV du 29 octobre où sont retranscrits les propos entendus sur les films réalisés par les gendarmes lors des affrontements entre opposants et forces de l'ordre.

Le site Mediapart, citant le journal de bord du Groupement tactique gendarmerie (GTG), ajoute que les gendarmes ont indiqué à 01H45 "*Un opposant blessé par OF*" (grenade offensive), puis, à 01H59, "*Opposant blessé serait décédé. Hémorragie externe au niveau du cou*".

Selon le PV de la Section de recherches (SR) de Toulouse cité par Le Monde, des gendarmes voient tomber le jeune botaniste de 21 ans après l'explosion de la grenade et, au milieu des cris, l'un d'eux tente de se rassurer: "*C'est bon, il va se relever!*" Mais le jeune militant ne se relève pas et, à 2H00, un peloton sort récupérer Rémi Fraisse au sol.

A 2H03, un gendarme s'écrie: "*Il est décédé, le mec... Là, c'est vachement grave... Faut pas qu'ils le sachent...*", selon le PV.

Le service de communication de la gendarmerie, interrogé par Le Monde, assure que le "*ils*" faisait référence aux manifestants et au fait qu'il fallait éviter qu'ils redoublent d'ardeur en apprenant la mort.

Réagissant aux informations du Monde, le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll a promis "*une transparence totale*".

"*La justice a été saisie dès le dimanche matin pour que la transparence soit totale... Et vous ne pourrez pas dire que le gouvernement était au courant et qu'il n'a rien dit*", a assuré Stéphane Le Foll.

"*Il y a eu un communiqué du ministre de l'Intérieur dès le dimanche matin qui fait état du décès d'un jeune dans le cadre d'événements qui s'étaient passés dans la nuit*", a-t-il déclaré. "*Cela a été dit. Il n'y a pas à y avoir de discussion*", a-t-il insisté.

Dans un communiqué très bref diffusé le 26 octobre au matin, la préfecture du Tarn avait annoncé simplement que "*le corps d'un homme (avait) été découvert par les gendarmes*", laissant suggérer que cela ne s'était pas passé lors d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Peu après cependant, des opposants avaient certifié le contraire.

Selon le décompte officiel cité par Mediapart, les gendarmes ont tiré cette nuit-là plus de 700 grenades, dont 42 offensives.

Selon Mediapart, le commandant du groupement de gendarmes mobiles de Limoges, qui opérait à Sivens le 26 octobre, a déclaré sur PV que le préfet du Tarn leur avait demandé "*une extrême fermeté*".

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a cependant assuré mercredi avoir donné "*des instructions contraires*".

Ce même dimanche 26 octobre, le procureur d'Albi, Claude Dérens, avait assuré qu'il était "*impossible*" de déterminer les causes du décès.

Le lien avec le tir d'une grenade explosive ne sera officiellement fait que deux jours plus tard quand le même procureur annonce la découverte sur les vêtements de Rémi Fraisse d'explosifs entrant dans la composition de grenades offensives.

Mais les circonstances de la mort ont été connues dès les minutes qui ont suivi le tir de grenade, avait déjà récemment affirmé l'avocat de la famille Fraisse, Arié Alimi.

A l'occasion ce mercredi, de l'enterrement de Rémi Fraisse dans la plus stricte intimité, a-t-on appris auprès de Me Alimi, des appels à des manifestations un peu partout en France ont été publiés sur Facebook.

Environ 200 jeunes ont tenu une assemblée générale sur le campus de l'université Rennes-2, malgré sa fermeture pour "*raisons de sécurité*". En Seine-Saint-Denis, quelques rassemblements émaillés de violences ont eu lieu devant des lycées avec 11 interpellations pour "*violences*" et "*dégradations*", selon une source judiciaire. AFP 12.11

Alors que les gendarmes avaient tenu informé la nuit même leurs supérieurs hiérarchiques, qui avaient dû en rendre compte sur le champ au préfet d'Albi, Claude Derens, qui à son tour a du informer immédiatement le ministère de l'Intérieur, le lendemain de l'assassinat de Rémi Fraisse, le 27 octobre, le procureur prétendra ne pas connaître l'origine de la mort de cet étudiant allant jusqu'à affirmer : «i*l faut attendre les résultats d'analyses*» effectuées au laboratoire de police scientifique de Toulouse pour connaître «*le rôle déterminant - ou pas - de la grenade qui aurait été lancée, pour expliquer si elle est à l'origine de l'explosion*». (AFP 27.10).

Un jour plus tard, le 28 octobre, il poussera le suspens jusqu'à dire que l'enquête "*ne peut donc aujourd'hui exclure le rôle de la grenade offensive jetée depuis la redoute où s'étaient retranchés les gendarmes dans la nuit de samedi à dimanche*", alors qu'il connaît la vérité depuis 48 heures, tout comme le gouvernement qui aura mis deux jours pour réagir et finalement condamner les violences commises... par les manifestants et non celles des gendarmes.

Cazeneuve poussera le cynisme le 30 octobre jusqu'à "*rendre hommage*" aux forces de l'ordre, soulignant que, "*depuis le début de septembre à Sivens, 56 policiers et gendarmes (avaient) été blessés*". (AFP 30.10)

- Mort de Rémi Fraisse : ce que savait Beauvau dès la nuit du drame - lefigaro.fr 12.11

Deux jours durant, le gouvernement a semblé noyer le poisson dans ce dossier, se retranchant derrière l'enquête judiciaire sur les causes de la mort du jeune homme, refusant de reconnaître qu'il s'agissait d'une bavure. Or les investigations semblent attester que les plus hautes autorités de l'État savaient tout depuis le départ et qu'elles ont couvert une faute. Courbe ou tendu, le tir de grenade offensive directement sur les manifestants était prohibé par la règle d'emploi de cette arme.

Ce sont les aveux des gendarmes eux-mêmes, tirés de procès-verbaux d'instruction publiés par Le Mondeet Mediapart, qui jettent le trouble. À en croire les militaires, moins de quinze minutes après les faits, les hommes du Groupement tactique de gendarmerie aux prises avec les manifestants ce soir-là avaient parfaitement compris que le botaniste venait d'être tué par la grenade offensive lancée par l'un des leurs, un gradé. Et tout le monde jusqu'à Paris a été informé sur-le-champ.

Alors pourquoi ce communiqué de Beauvau le dimanche soir, seulement pour dire en substance qu'il n'y avait rien à dire? Celui du préfet du Tarn le matin même était encore plus allusif: «Le corps d'un homme a été découvert…» Plus tard, on a même laissé entendre que le jeune homme aurait pu être victime d'explosifs qu'il aurait lui-même apportés dans son sac!

Aujourd'hui, chacun se défausse. Les gendarmes déclarent, sur procès-verbal, dès le 26 octobre, dans une menace à peine voilée, que le préfet local avait réclamé une «extrême fermeté». Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, prétend, lui, qu'il n'a jamais rien demandé de tel. Et le porte-parole du gouvernement jure, sans rougir, que les autorités sont irréprochables. L'affaire Rémi Fraisse sera-t-elle à la gauche ce que l'affaire Malik Oussekine fut à la droite en 1986?

On retiendra que Hollande et son gouvernement, le PS ont couvert l'assassinat d'un manifestant faisant partie d'un groupe de cinq personnes armées seulement de mottes de terre et de pierres.

Affaire Hollande-Jouyet. A quelle manipulation se livre l'AFP afin d'épargner Hollande.

La multiplication des prises de position en faveur de Jouyet depuis 24 heures imputées à des personnes qui ne sont pas impliquées dans cette affaire, principalement des membres du gouvernement ou des dirigeants du PS (Le Premier ministre Manuel Valls, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, la ministre de l'Écologie Ségolène Royal, Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Mignard, avocat et proche de M. Hollande, Julien Dray, etc.), relayées par l'AFP et la quasi-totalité des médias, a pour fonction de minimiser, faire passer au second plan ou faire carrément disparaître les témoignages des acteurs de cette affaire qui chargent Jouyet, les mensonges de ce dernier, d'éviter de s'attarder sur le témoignage avant-hier du troisième convive, Antoine Gosset-Grainville dans un entretien au Figaro.

L'AFP en vient à accorder plus d'importance aux propos tenus par des acteurs extérieurs à cette affaire, au détriment des faits qui ont été relevés par ceux y ont participé directement ou indirectement (les secrétariats de Jouyet et Gosset-Grainville).

Afin de ne pas orienter les soupçons vers Hollande qu'il s'agit à tout prix de protéger, l'AFP en vient naturellement à travestir la réalité ou à se faire faussaire quand ils affirment que Fillon serait "*dans la tourmente depuis une semaine face*" à des "*révélations*" qui n'en sont pas puisqu'aucun élément ne permet à ce jour de corroborer les assertions de Jouyet. Fillon a reçu le soutien de l'ensemble des dirigeants de l'UMP.

Le procédé employé ici par l'AFP consiste à attribuer à ces "*révélations*" la même valeur qu'une preuve matérielle qui n'existe pas, elles ont pour fonction de se substituer à cette preuve, ce qui revient à produire un faux, il suffirait ensuite de le marteler pour que la population finisse par se convaincre du bien-fondé de ces "*révélations*" et décréter Fillon coupable, tandis que Jouyet serait innocent, alors que de toutes évidences c'est Hollande qui a monté ce coup pourri dont Jouyet n'a été que l'exécutant.

A ce stade, une chose est acquise, Jouyet a menti au moins une fois avant de se rétracter sur l'existence de l'entretien qu'il avait eu avec les journalistes du Monde, et il sera facile de prouver qu'il a menti une seconde fois en prétendant que ce déjeuner avait eu lieu à l'initiative de Fillon en confrontant les témoignages de son secrétariat et celui de Gosset-Grainville, alors pourquoi n'aurait-il pas menti une troisième fois en imputant à Fillon des propos qu'il n'a jamais tenus.

- Le gouvernement a serré les rangs mercredi autour de Jean-Pierre Jouyet... (Autour des institutions en fait-. - ndlr)

- Outre M. Le Foll, la ministre de l'Écologie Ségolène Royal a volé au secours de son ex-condisciple de la promotion Voltaire à l'Ena... (Au secours de Hollande. - ndlr)

- Ces marques publiques de soutien ne sont pas de trop pour le secrétaire général... (Le malheureux, si maintenant les menteurs méritent qu'on les pleigne et les soutienne, autant dire à vos enfants qu'ils mériteront une récompense chaque fois qu'ils se comporteront de la même manière. Quand on dit que le mauvais exemple vient toujours d'en eux et que c'est sur eux qu'il faut taper et non sur le pauvre type qui est en bas de l'échelle sociale et qui les imitent. - ndlr)

- François Fillon, dans la tourmente depuis une semaine face aux révélations... (Pas du tout, même Sarkozy ne croit pas un mot de cette histoire. - ndlr)

- Affaire Jouyet : la contre-attaque judiciaire de François Fillon - LeFigaro.fr

- Les deux journalistes du "*Monde*" sont des "*supplétifs d'une police politique*", selon l'avocat de Fillon Francetv info

- Le gouvernement affiche son soutien à Jean-Pierre Jouyet - Reuters

"*Pensez-vous sérieusement que M. Jouyet ait pu agir de la sorte sans avoir reçu les instructions du président de la République?*", a déclaré Christian Jacob, président du groupe UMP au Palais-Bourbon. "*M. Jouyet a commis une véritable forfaiture: nous demandons solennellement sa démission.*"

François Fillon a reçu le soutien unanime du groupe UMP qui s'est réuni mercredi matin et devant lequel l'ancien Premier ministre a parlé de "*machination*", selon des participants. Reuters 12.11

Vous remarquerez qu'ils ne réclament pas la démission de Hollande puisqu'à ce jour ils n'ont aucun candidat à opposer à celui du PS en cas de démission de Hollande... Ils le protègent, tout comme Mélenchon ou tous ceux qui commentent cette affaire d'Etat.

- Pour Le Foll, Jouyet «*est le secrétaire général de l'Elysée, il le reste*» - 20minutes.fr

- Manuel Valls affiche son soutien à Jean-Pierre Jouyet - Francetv info

- Jouyet-Fillon: c'est Hollande qu'"*il faut juger*", selon Mélenchon - AFP

N'allez pas croire que Mélenchon serait remonté jusqu'à Hollande dans cette affaire, pas du tout, il n'en a pas dit un mot, il s'est arrêté à l'huissier de service, à Jouyet ! Non, Mélenchon reproche à Hollande ce qu'il est, il en est toujours au même point depuis plus de 30 ans, incurable.

Après un tour de prestidigitation pour faire disparaître la responsabilité dans l'affaire Jouyet, un miracle !

Et comme par miracle, alors que la cote de popularité de Hollande était descendue à 12,13 ou16% selon les instituts de sondages, le voilà propulsé d'un seul coup à 29%, plus du double et Valls à 61%.

- Popularité: Hollande remonte à 29% (+3), Valls à 61% (+6) - AFP

La cote de popularité de François Hollande remonte de 3 points à 29%, celle de son Premier ministre Manuel Valls de 6 points à 61%, selon le "*tableau de bord politique*" Paris Match/Ifop publié mercredi. AFP 12.11

Ils les encouragent comme ils peuvent...

Le populisme se porte bien.

A droite toute ! Pendant que les aristocrates du CAC40 s'octroient des retraites chapeaux mirobolantes.

La légitimité est du côté de ceux qui détiennent le pouvoir, et que ceux qui sont victimes des inégalité sociales ne les jalousent pas, ils n'ont qu'à prendre le pouvoir. Si c'est un conseil, on est prêt à le mettre en pratique.

On a là la véritable nature antisociale du PS au FN, c'est excellent, à condition toutefois d'en tirer les conclusions ou les enseignements qui s'imposent. Observez l'attitude de tous les partis et dites-nous s'il en existe encore un seul qui en soit réellement capable, on est preneur.

Ce n'est pas une révélation, quoique...

- Une décision européenne qui fait l'unanimité du FN au PS - LeFigaro.fr

Toute la classe politique salue un arrêt de la Cour européenne limitant l'octroi des prestations sociales au sein de l'UE.

«*C'est un pied dans la porte de la préférence nationale*», se félicite Louis Aliot, vice-président du FN.

Aliot y voit une «*progression*» et une «*validation*» des combats frontistes. Il estime aussi qu'à partir du moment où un État peut ne pas octroyer de prestations sociales à des résidents de l'UE, il pourra d'autant plus les refuser à des étrangers extérieurs à l'Union.

Du côté de l'UMP, on considère également qu'un tel arrêt va dans le sens d'une évolution indispensable de l'Europe.

Selon François Fillon la France n'a plus les moyens d'offrir un accès à toutes les prestations sociales, à tous ceux qui veulent s'y installer. «*Rendre moins attractives les politiques sociales*» de la France est, pour lui, «*une nécessité absolue*».

Xavier Bertrand réclame la suppression totale de l'AME (aide médicale d'État)...

Hervé Mariton considère que si ces décisions sont «*légitimes*»...

Bruno Le Roux, le président du groupe PS à l'Assemblée, a estimé sur France Info que ce jugement disait «*des choses justes*» et que l'on ne pouvait pas venir «*uniquement dans un pays de l'Union pour bénéficier des prestations sociales*». Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, a admis lui aussi, mercredi devant les députés, que cet arrêt confirmait qu'il n'était «*en aucun cas*» possible d'user de la liberté de circuler dans l'Union pour «*abuser des dispositions sociales*» de chaque État membre. LeFigaro.fr 12.11

Il ne manque plus que SOS racisme, quelle pourriture !

Il va falloir l'aval du Sénat, manque de bol, c'est l'UMP qui a reconquis la majorité !

Dites, c'est quoi un tour de passe-passe institutionnel ?

Non, ce n'est pas un art, tout juste du bricolage, du dimanche si vous voulez, en zone touristique c'est légal, un replâtrage de façade pour eunuques, ils les ont oublés ceux-là, on ne peut même pas dire du cerveau puisqu'ils ne pensent qu'à cela, pour lobotomisés c'est mieux, vous savez, ceux qui passent systématiquement à côté des questions essentielles, un brin mégalomanes mais qui manquent singulièrement d'imagination dès lors qu'ils sont face à la réalité et de courage aussi, car il faut des deux pour pousser jusqu'au bout une analyse politique et s'y attaquer vraiment, sinon on fait avec ce qu'on a, et si on a peu on ne fait pas grand chose ou rien du tout.

Ce qui est un art en revanche, c'est de proclamer le contraire, mais à force le voile de l'illusion qui enveloppait notre supercherie laisse filtrer nos réelles intentions et se déchire rapidement. Là la composition du voile est d'une si médiocre qualité que leurs auteurs vont sombrer avec avant même d'avoir levé l'ancre, ils couleront sur place et il n'y aura personne pour les secourir, les seuls sauveteurs disponibles détestant nager en eaux troubles de craintes d'être contaminés par la vermine.

Depuis qu'il a fondé le PG Mélenchon n'a cessé de multiplier les effets d'annonce sans lendemain, qui n'étaient semble-t-il destinés qu'à se mettre en scène et à remplir sa gamelle. "*La preuve est faite que l'objectif d'une assemblée constituante est de nature à fédérer largement les volontés*" a-t-il déclaré, "*volontés*" somme toute orientées dans une direction puisqu'elles ont permis à toutes les lois scélérates, toutes les mesures infâmes promulguées par Hollande et son gouvernement d'être systématiquement adoptées depuis juin 2012, sans parler des budgets 2013 et 2014, celui de la Sécu, les guerres et j'en passe, alors de là à nous faire croire que ces vendus pourraient s'attaquer à la Ve République, alors qu'ils n'ont fait que soutenir le régime en place en adoptant ces textes ou en s'abstenant de manière à ce qu'ils soient adoptés, votre supercherie est éventée.

Si les lecteurs le souhaitent on examinera une autre fois en détail sa proposition de VIe République, on sait déjà qu'il n'entend pas remettre en question le Sénat. Et puis l'essentiel est ailleurs, aucun changement politique n'est possible sans la mobilisation révolutionnaire des masses, eh oui, il ne faut pas les oublier, même si lui il n'y pense pas, mais au fait, le peuple ne devait-il pas être au centre de sa politique, ici on n'en voit nulle trace, ce n'est que manoeuvres d'appareils, c'est tout ce qu'il sait faire Mélenchon, c'est la seule chose qu'il a appris au PS et retenu.

Par avance nous avions rejeté la perspective d'une Assemblée constituante prévoyant qu'elle serait immanquablement le clone de l'Assemblée nationale, à sa manière il nous donne raison.

Rien ni personne ne peut se substituer au parti ouvrier révolutionnaire, à l'organisation de masses, à leur irruption révolutionnaire sur la scène politique pour s'emparer du pouvoir politique et liquider le régime en place. Nos dirigeants persistent à l'ignorer, tant

pis, dès lors tout ce qu'on nous proposera sera incohérent ou aboutira à une impasse.

- 6e République : Mélenchon "*se réjouit*" du soutien de 50 socialistes - AFP

Jean-Luc Mélenchon, leader du Parti de gauche (PG), s'est réjoui mercredi de "*l'arrivée collective au mouvement Sixième République d'une cinquantaine de socialistes*", auxquels il a proposé de participer au comité d'initiative qui doit conduire le mouvement.

"*Je me réjouis de l'arrivée collective au mouvement Sixième République d'une cinquantaine de responsables socialistes nationaux et départementaux à l'appel de Liêm Hoang Ngoc, membre du bureau national du PS, et de sept membres du bureau national du MJS*", écrit Jean-Luc Mélenchon dans un communiqué.

Parmi les signataires, l'ancien candidat Front de gauche à la présidentielle souligne la présence de Sylvain Mathieu, premier secrétaire fédéral du PS de la Nièvre.

"*Dans les prochains jours, je serai en état d'annoncer la participation d'écologistes et d'autres personnalités politiques*", annonce-t-il.

"*La preuve est faite que l'objectif d'une assemblée constituante est de nature à fédérer largement les volontés, comme vient de le prouver d'une autre manière le succès de la votation citoyenne en faveur de l'instauration d'un référendum révocatoire des élus à mi-mandat*", selon M. Mélenchon. AFP12.11

Rappel.

- PCF: Pierre Laurent tend de nouveau la main aux "*amis frondeurs et écologistes*" - AFP 08.11

Intox et désinformation.

Ordre et justice mafieuse des banksters.

- Amendes de 950 millions de dollars à trois banques américaines - Reuters

L'OCC (Office of the Comptroller of the Currency) a précisé que Bank of America avait accepté de payer 250 millions de dollars, tandis que JPMorgan Chase et Citigroup débourseraient chacune 350 millions.

Ces amendes s'ajoutent à celles annoncées en début de journée par plusieurs autorités financières aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Suisse.

"*Plusieurs grandes banques ont laissé se développer un environnement au sein duquel des traders sans scrupules ont discuté d'une manipulation du marché des taux de change*", écrit Thomas Curry, responsable de l'OCC, dans un communiqué.

"*Notre action aujourd'hui (...) envoie un message très fort, selon lequel de telles mauvaises conduites ne seront pas tolérées*", ajoute-t-il.

Ni Bank of America, ni JPMorgan, ni Citigroup ne reconnaissent ni ne démentent la moindre malversation aux termes de cet accord avec l'OCC. La Réserve fédérale et le département de la Justice continuent leur enquête sur les pratiques des banques sur le marché des changes. Reuters 12.11

Ces banques engrangent des centaines de milliards de dollars, qu'est-ce qu'elles en ont à foutre franchement de régler des amendes de quelques centaines de millions de dollars ou davantage... Entre nous, ce sont les premières servies par la Fed, ils se servent en premier, normal.

Les pilleurs-prédateurs se font philanthropes.

Il s'agit de pays possédant d'énormes richesses minières en tous genres, mais faisant face à une terrible pauvreté due aux pillages des multinationales notamment.

- Ebola: Washington appelle le FMI à alléger la dette des pays touchés - AFP

Les Etats-Unis appellent le FMI à effacer près d'un cinquième de la dette des trois pays ouest-africains les plus touchés par l'épidémie d'Ebola, a indiqué leur secrétaire au Trésor Jacob Lew dans un communiqué obtenu mercredi par l'AFP.

"*Nous demandons au FMI d'étendre son soutien en accordant un allègement de dette à la Sierra Leone, au Liberia et à la Guinée*", a déclaré le ministre dont le pays est le premier actionnaire du FMI.

Un responsable du Trésor américain a ajouté que les Etats-Unis souhaitaient un allègement global de 100 millions de dollars tout en ajoutant que le montant précis devrait être déterminé "*après consultation*" avec le Fonds et ses 188 Etats-membres.

Au total, les trois pays doivent rembourser plus de 493 millions de dollars au FMI, dont 174,8 millions pour la seule Guinée, au titre des prêts accordés par l'institution, d'après les données disponibles sur le site internet du Fonds. Des remboursements d'environ 21 millions de dollars sont prévus pour 2015.

Selon M. Lew, le Fonds monétaire international (FMI) a certes déjà joué "*un rôle crucial*" en accordant fin septembre une rallonge budgétaire globale de 130 millions de dollars à ces trois pays qui étaient sous assistance financière de l'institution avant le déclenchement de la crise Ebola.

Mais un allègement de dette permettrait d'aller plus loin et de "*promouvoir la stabilité économique*" dans ces pays "*en libérant des ressources*" pour couvrir les "*besoins immédiats et les mesures de rétablissement à long terme*", a détaillé M. Lew. AFP 12.11

On serait curieux de savoir combien de fois ces pays ont-ils déjà remboursé le capital qu'ils avaient emprunté sous forme d'intérêts, et combien les multinationales qui pillent leurs richesses leur laissent pour se développer ?

En complément

- Le ministre saoudien du Pétrole réfute toute guerre des prix - Reuters

No comment !

ACTUALITE EN TITRES

Malfaçon ou contrefaçon ?

- Toyota rappelle 361.800 véhicules dans le monde - Reuters

Avec la bénédiction du gouvernement pro-business qui a donné son accord, sinon à quoi bon

- Rachat partiel d'Alstom par GE: jusqu'à 4 mds EUR redistribués aux actionnaires - AFP

Confirmation. Et dire qu'ils y étaient favorables...

- Juppé (UMP) "*favorable*" à l'adoption par des couples homosexuels - AFP

Juppé doit s'aligner sur le programme des néolibéraux s'il veut qu'ils l'investissent pour 2017 à la place de Sarkozy ou Fillon.

- Etats-Unis : le mariage homosexuel autorisé dans le Kansas - LeMonde.fr

L'union des couples de même sexe est désormais autorisée dans trente-trois Etats américains. LeMonde.fr 12.11

Il faut ce qu'il faut.

- Italie: grève générale le 5 décembre à l'appel du principal syndicat - AFP

- Hausse de 28 % du salaire minimum des ouvriers du textile au Cambodge - LeMonde.fr

Stratégie du chaos

- Egypte: 8 militaires disparus après "*l'attaque terroriste*" d'un bateau - AFP

- Kiev se prépare au combat, l'ONU redoute une "guerre totale" - AFP

- Israël poursuit la colonisation malgré les tensions avec les Palestiniens - AFP

- Israël refuse de participer à la commission d'enquête de l'ONU sur Gaza - Francetv info

- Des colons israéliens incendient une mosquée en Cisjordanie - Le Huffington Post

- Voitures piégées dans l'est de la Libye, quatre morts - Reuters

- Yémen: des dizaines de morts dans un attentat anti-chiite - AFP

- Yémen: Une attaque de drone tue sept membres d'Al-Qaïda - 20minutes.fr

- L'opium bat un nouveau record en Afghanistan avant le retrait de l'Otan - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique. Le massacre de trop ?

- Mexique : des manifestants incendient le Parlement du Guerrero - LeMonde.fr

Les manifestants ont mis le feu mercredi dans le parlement de l'Etat du Guerrero (sud) après avoir incendié la veille au siège du parti gouvernemental, au cours de nouvelles protestations après l'annonce du probable massacre de 43 étudiants.

Quelque 500 enseignants et étudiants mexicains ont mis à sac les bureaux des députés locaux, incendié l'hémicycle et la bibliothèque du parlement du Guerrero, avant de se diriger vers le siège du gouverneur à Chilpancingo, la capitale de l'Etat. Ils avaient auparavant saccagé et mis le feu au siège du secrétariat à l'Education régional.

Convaincus que deux de leurs collègues avaient été arrêtés par la police, des enseignants ont aussi retenu pendant plusieurs heures le sous-secrétaire de la Sécurité publique du Guerrero, Juan José Gatica, qui participait à l'opération de maintien de l'ordre.

Après plusieurs heures, ils ont remis le responsable policier à une ONG locale, sans que l'interpellation des deux enseignants ait été confirmée. AFP 12.11

Russie

- Poutine crée une "*armée islamique*" - french.irib.ir C'est sans doute une antidote aux tentatives de " *jihadisation*" du Caucase et de l'Asie centrale : les députés de la Douma russe viennent de proposer la création d'une "*légion islamique*" à l'image de la "*légion étrangère*" en France. Le site Europainfo qui rapporte cette information, citant les députés russes, affirme que la formation d'une "*armée musulmane*" composée de soldats non russes constituerait une garantie pour la stabilité de l'Asie centrale. " *C'est une initiative destinée à préserver la Russie de la menace des islamistes radicaux*", disent les députés. " *Cette légion islamique comportera des soldats ouzbeks , et tadjiks et d'autres soldats musulmans rallieront cette armée via des contrats qu'ils signeront avec le ministère russe de la Défense. ces soldats seront rémunérés par le gouvernement russe. Ces soldats pourront obtenir la nationalité russe au bout de six ans de service*".

Selon les derniers chiffres publiés, "*quelques 295 ressortissants étrangers servent l'armée russe soit 89 ouzbeks, 66 tadjiks, 22 azéris, 22 arméniens, 8 biélorusses, 9 ukrainiens entre autre*". Selon les observateurs , cette initiative est destinée à empêcher le mercenariat en Asie centrale, un mercenariat qui pourrait être nourri par les Etats unis et leurs alliés arabes avec en toile de fond le recrutement des jihadistes takfiris d'origine caucasienne et centre asiatique. french.irib.ir 12.11

Irak

- Al-Baghdadi, blessé : débandade, dans les rangs de Daesh - french.irib.ir

Al-Baghdadi aurait été blessé, dans un raid aérien contre Mossoul. La nouvelle a suffi à provoquer une débandade, dans les rangs de Daesh.

«*L'annonce a beaucoup affecté le moral des Daeshistes, à Mossoul*», a affirmé un responsable kurde de la province de Ninive, cité par Al-Alam.«*Daesh maintient en détention, depuis 2 jours, nombre de ses éléments, pour éviter des défections. Les habitants de Mossoul font, également, l'objet de ces arrestations*», a écrit le quotidien "Ach-Charq al-Awsat". «*Daesh a déployé plusieurs de ses éléments, à l'intérieur de Mossoul, pour traquer les déserteurs*», a ajouté ce responsable kurde.

Pendant le mois en cours, plus de 200 Daeshistes ont déserté Daesh, tandis que ce groupe a attrapé 50 de ces déserteurs, lors de leur fuite. Ce groupe a annoncé avoir arrêté un chef de Daesh turkmène, pour avoir donné des renseignements aux avions de combat de la coalition américaine, avant que ces avions ne mènent des raids contre les postions des chefs de Daesh. french.irib.ir 12.11

Haut de page

Le 14 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles ce soir si ma connexion veut bien fonctionner.

Vous avouerez qu'on a bien bossé aujourd'hui. Je rappelle que je suis tout seul à faire le boulot.

Maintenant que le ministre de l'Intérieur a pris la décision d'interdire l'usage des grenades offensives contre des manifestants, on peut saluer le courage des dirigeants du seul parti en France qui ne se sont pas exprimés (à ma connaissance) après la mort de Rémi Fraisse : ceux du POI. Honte à ces dirigeants ! Quand ils iront manifesté, auront-ils une pensée pour Cazeneuve, ce jeune garçon ou le gendarme qui l'a tué ?

Dans le même registre, dans le dernier numéro d'Informations ouvrières (327), ils évoquent l'affaire Jouyet à la manière des chroniqueurs sclérosés des années 70-80 qui surfaient sur l'agonie du régime et prédisaient sa chute incessamment sous peu, sans évidemment remonter jusqu'à Hollande, à croire qu'eux aussi ils tiennent à le protéger.

Voyez-vous, il y a des trucs comme cela qu'on ne peut pas laisser passer, comment dire en restant mesuré, c'est décidément trop infâme, franchement désolé.

Vous les croyiez plus évolués, détrompez-vous, il est toujours aussi facile de les manipuler.

- Laurent Fabius, ministre le plus apprécié des Français - LeFigaro.fr

- Selon Laurent Fabius, la France doit pouvoir commettre des “*crimes de masse*” en toute impunité … pour “*faire de la protection de la vie humaine une priorité effective*” ! - Mondialisation.ca 11.11

Extrait. A l’heure où la France commémore la boucherie de 1914-1918, où le président de la République entend faire des économies partout sauf dans son armement nucléaire, où quelque 150 Etats parmi lesquels, pour la première fois, les Etats-Unis et la Russie, sont attendus à Vienne les 8 et 9 décembre prochain, au coeur de cette Europe ravagée par deux guerres mondiales, pour la 3e Conférence intergouvernementale consacrée à “*l’impact des armes nucléaires sur l’humanité*”, c’est-à-dire à leurs effets catastrophiques et inhumains, que fait la diplomatie française ?

Que propose son chef ?

Il propose d’autoriser les cinq Etats nucléaires membres permanents du Conseil de sécurité, dont la France, à préparer des crimes de masse et à les commettre en toute impunité.

C’est ce que révèle une tribune officielle publiée par Laurent Fabius sur le site de son ministère.

En effet, le ministre des Affaires étrangères, reprenant la “*proposition à la fois ambitieuse et simple*” du président de la République devant l’Assemblée générale de l’ONU le 24 septembre 2013, proposition d’après laquelle “*lorsque le Conseil de sécurité aurait à se prononcer sur une situation de crime de masse, les membres permanents s’engageraient à suspendre leur droit*

de veto", a tenu à préciser dans sa tribune que "*pour être réaliste, ce code (de conduite) exclurait les cas où seraient en cause les intérêts vitaux nationaux d'un membre permanent du Conseil*".

Ainsi, pour Laurent Fabius, les massacres de masse doivent être condamnés unanimement et combattus quand ils sont perpétrés par des moyens chimiques et par un Etat non doté d'armes nucléaires, mais pas quand ils sont exécutés par un Etat doté d'armes nucléaires et d'un siège permanent au Conseil de sécurité.

Le ministre admet implicitement que les armes nucléaires sont des instruments de "*crime de masse*". Mais la France, qui justifie toujours les siennes par la défense de ses "*intérêts vitaux*" – elle est seule à le faire en ces termes -, devra pouvoir, "*par réalisme*", les utiliser en toute impunité. Il faut lui laisser la possibilité, en pareil cas, d'invoquer ses "*intérêts vitaux*" pour opposer son veto à toute sanction de la part de la communauté internationale. Du coup, elle autorise ses collègues du "*club des Cinq*" à user du même alibi pour massacrer impunément sa propre population !

Le crime contre l'humanité est donc interdit, sauf aux cinq puissances nucléaires membres permanents du Conseil de sécurité… dont, et c'est là l'essentiel, semble-t-il, la France. "*Patrie des droits de l'Homme*", comme chacun sait.

Cette tribune remonte à plus d'un an. Elle date du 4 octobre 2013. Mondialisation.ca 11.11 (Lire la suite dans l'article mis en ligne au format pdf, autant dire que nous n'en partageons pas la conclusion, puisque l'auteur inconsistant s'en remet... à Fabius ! On est ou on n'est pas socialiste et cela ne s'improvise pas.)

ACTUALITÉ DU JOUR

Mensonges et crimes d'Etat. Qui couvre qui ?

Affaire d'Etat Rémi Fraisse.

- Mort de Rémi Fraisse: Cinq mensonges et arrangements des autorités avec la réalité - 20minutes.fr

- Mort de Rémi Fraisse: la gendarmerie n'imaginait pas qu'une grenade avait tué - L'Express.fr

Le directeur général de la gendarmerie nationale, Denis Favier, est monté au créneau jeudi assurant sur RTL qu'"*en aucun cas*" le lien entre le tir d'une grenade offensive et la mort de Rémi Fraisse n'avait pu être établi dans la nuit du décès, ni le lendemain des faits.

L'un des avocat de la famille Fraisse, Arié Alimi, affirme au contraire que les circonstances de la mort ont été connues dès les minutes qui ont suivi le tir de grenade. AFP 13.11

Puisqu'on connaît la vérité il ne reste plus qu'à en fabriquer une autre, cela peut prendre un certain temps...

- Royal sur la mort de Remi Fraisse: "*toute la vérité sera faite*" - AFP

- Le Foll promet toute la transparence sur la mort de Rémi Fraisse - Liberation.fr

... en attendant.

- Mort de Rémi Fraisse: Cazeneuve met fin à l'utilisation des grenades incriminées - AFP

Après avoir suspendu l'usage des grenades offensives utilisées par la gendarmerie, il en a finalement annoncé jeudi l'interdiction "*parce que cette munition a tué un jeune garçon de 21 ans et que cela ne doit plus jamais se produire*".

Le ministre a parallèlement annoncé un "*durcissement des modalités d'emploi de grenades lacrymogènes à effet de souffle*", qui se fera désormais en binôme, et souhaité que le libellé des sommations faites par les forces de l'ordre soit "*revu*" et "*complété*" par une "information visuelle". AFP 13.11

Affaire d'Etat Jouyet-Hollande.

- Affaire Jouyet: le camp Fillon dénonce une "*machination*" ourdie par Hollande - L'Express.fr

Les plus proches collaborateurs de Fillon dénoncent en effet une "*machination*" ourdie par le chef de l'Etat lui-même. "*Au cours de l'été, une machination a été montée à l'Elysée avec François Hollande dans le but de flinguer François Fillon*", confie l'un de ses hommes de confiance.

Pourquoi donc François Fillon? La réponse est limpide dans le camp Fillon: éliminer un concurrent sérieux pour la prochaine présidentielle et se retrouver face à un Nicolas Sarkozy "*plus facilement battable*". Ce dernier appréciera. Et un proche qui connaît aussi très bien le maire de Bordeaux, aujourd'hui héros des sondages, d'ajouter: "*Si j'étais à la place d'Alain Juppé, je m'inquièterais*".

L'entourage de François Fillon réaffirme son intention de déposer plainte contre Le Monde et ses deux journalistes Fabrice Lhomme et Gérard Davet à l'origine des révélations mais aussi contre Jean-Pierre Jouyet pour diffamation. "*Il aura à s'expliquer devant un tribunal correctionnel*", lance un filloniste du premier cercle.

François Fillon avait gardé totalement confidentiel son déjeuner du 24 juin avec son ex-ami et également ex-ministre Jean-Pierre Jouyet, n'en informant même pas son bras droit Patrick Stefanini et ancien préfet, cheville ouvrière de son mouvement Force Républicaine. lexpress.fr

Simple coïncidence ? A propos de Sarkozy Le Figaro a noté hier que "*depuis le grand meeting de Paris, vendredi dernier, il reprend en boucle le thème de la République*".

- Fillon-Jouyet: pour Bayrou, Hollande "*couvre*" des "*manipulations*" - AFP -

Le président du MoDem, François Bayrou, a estimé jeudi sur France 2 que le maintien en poste du secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet, signifiait que le président "*couvrait*", voire "*inspirait*" des "*manipulations*".

"*La conséquence évidente de ce choix, s'il est maintenu et pour moi, c'est un point d'interrogation, la conséquence évidente de ce choix, c'est que le président de la République couvre, approuve, peut-être même a-t-il inspiré un certain nombre de ces manipulations*", a répondu M. Bayrou, interrogé sur le fait de savoir si le maintien de M. Jouyet signifiait que François Hollande était "*en première ligne*".

"*Ceci est un danger extraordinaire ou en tout cas extrême pour le président de la République actuel et pour nos institutions*", a-t-il poursuivi. AFP 13.11

On comprend où se situent ses préoccupations... qu'il partage avec Hollande ou Fillon.

Ni Fillon ni Bayou de demande la démission de Hollande, et pour cause c'est également la pagaille dans leurs partis, qui mieux que Hollande-Valls-Sapin-Fabius-Le Drian serait en mesure de diriger le pays conformément aux intérêts de la classe dominante ? Personne. Et puis pendant ce temps-là ils vivent bien, non ? Du moment que la stabilité du régime et des institutions est assurée, le reste est secondaire pour l'UMP, le MoDem, et le PS.

Les médias jouent les relais de l'Elysée, flinguent maladroitement Sarkozy et ménagent Juppé, servent la soupe empoisonnée à Fillon

- Sarkozy : mais pourquoi ment-il autant ? - Liberation.fr

Question débile ou indolore puisqu'ils mentent tous ! Il a compris mieux que les autres que pour être populaire... il faut mentir.

- Adoption pour les couples homosexuels : comment Juppé ringardise Sarkozy - L'obs

Sarkzoy sait pertinemment que la majorité de la population est contre les nouveaux droits accordés aux homosexuels, qui plus est au sein de l'UMP, donc il a intégré cet élément dans sa campagne. Si après s'être emparé de l'UMP des sondages fiables prouvaient le contraire, il y serait favorable dans la cadre de la campagne des présidentielles. Juppé se fie aux sondages, il commet là une grave erreur ou c'est lui qui devient grabataire, à moins qu'il ne s'en tienne à l'idéologie néolibérale sans tenir compte du contexte politique, une grave erreur politique.

- Juppé en Une des Inrocks : un excellent coup de com' - L'Express.fr

Pas vraiment, car les adhérents de l'UMP qui vont élire le président de leur parti s'en foutent !

- Immigration: Fillon favorable à des quotas et à un nouveau traité - AFP

Il surfe sur la vague de xénophobie en mordant sur les plates-bandes de l'extrême droite en reprenant une proposition de Sarkozy, les adhérents de l'UMP préfèreront l'original à la copie.

Partis prix. (Sans faute d'orthographe)

- Jean-Christophe Lagarde succède à Jean-Louis Borloo à la tête de l'UDI - AFP

Pour remplir ma gamelle, je crée mon propre parti. D'autres y ont pensé avant lui.

- Jean-Noël Guérini lance un nouveau parti - Reuters

Bouches-du-Rhône (Reuters) - Le président du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini, a annoncé jeudi la création d'un nouveau parti politique, sur lequel il veut s'appuyer pour préparer les prochaines échéances électorales.

A 63 ans, l'ex-homme fort du PS dans le département espère rééditer aux cantonales de mars son succès des dernières sénatoriales, où il a siphonné les voix d'un Parti socialiste local en déroute.

"*Rien ne s'est jamais arrêté*", a-t-il dit devant un demi-millier de personnes, soulignant l'urgence "*d'aller vers de nouveaux horizons, vers de nouvelles conquêtes*".

Le mouvement "*La Force du 13*", qu'il vient de transformer en parti politique, lui a permis d'obtenir fin septembre trois sièges au Palais du Luxembourg, au détriment notamment du Parti socialiste qui n'en a sauvé qu'un.

Le cas de l'ancien patron de la fédération socialiste locale n'en finit plus d'empoisonner un PS, qu'il a quitté en avril quelques jours avant d'en être exclu.

"*Je ne regrette rien de mes 47 ans passés au Parti socialiste. Je ne les bannis pas d'un revers de main* », a souligné celui qui affirme "*avoir fermé le livre*" de cette période.

Jean-Noël Guérini mène aujourd'hui le combat contre le projet de grande métropole Aix-Marseille-Provence lancé par le gouvernement et entend surfer sur le mécontentement des élus locaux pour conserver un siège de président du conseil général qu'il occupe depuis 1998. Reuters 13.11

A l'extrême droite.

Ils assument.

- Dieudonné et Soral lancent leur parti puisque le FN est "*entré dans le système*" - AFP

En réalité, le FN ne l'avait jamais quitté, ce qui montre leur niveau politique.

Le comédien controversé Dieudonné et l'écrivain polémiste Alain Soral, condamnés à plusieurs reprises pour antisémitisme, lancent "*Réconciliation nationale*", un parti qui se veut antisystème puisque, à leurs yeux, le FN rentre dans le rang.

"*On constate que le Front national, après l'éviction de Jean-Marie Le Pen, est entré dans le système, il faut bien qu'il y ait un nouveau parti antisystème*" et "*ce sera nous*", déclare Alain Soral, qui collectionne les condamnations pour diffamation. Marine Le Pen "*a trahi les idéaux patriotes de son père*", accuse Dieudonné.

Après avoir tenté d'influer sur ce parti, ils font un pas de côté, disent-ils.

Interrogée par l'AFP, la commission des comptes de campagne et des financements politiques a précisé qu'elle n'avait à ce stade reçu aucune demande d'agrément d'une association de financement liée à M. Soral, conformément à la procédure (loi 1988). AFP 13.11

On aime bien faire les choses proprement et dans l'ordre. L'affaire Dieudoné est close, on a tiré la chasse derrière !

Ils manifestent.

- Les gardiens de la paix manifestent - Francetv info

Une mobilisation rare. Des milliers de policiers se sont rassemblés place de la Bastille pour dénoncer leurs conditions de travail, le manque de valorisation de leur métier et l'augmentation des agressions. Ils sont venus de toute la France à l'appel du syndicat Alliance pour exprimer le mal-être de leur métier.

Les policiers se sentent oppressés par les réformes et le manque de moyen. La pression du chiffre est une constante qui pèse.

"*Vous avez des chefs de service qui vont voir des policiers en leur disant qu'il va falloir faire un effort parce que ce mois ça a été pas terrible, vos collègues ont fait mieux donc le mois prochain vous ferez mieux. Sans quoi ce sera votre notation, votre carrière, votre avancement qui seront remis en cause*", raconte un manifestant. Francetv info 13.11

Le syndicat Alliance est de droite, proche de l'UMP si je ne dis pas de bêtise, oui, parce que même dans la police il y a des syndicats de droite et de gauche...

On se détend, c'est la fin de la journée et je termine par là.

J'allais écrire une connerie, tout dépend si le flic qui vous matraque est gaucher ou droitier. Ne soyons pas injuste et ayons une pensée pour l'aristocratie ouvrière qui travaille dans l'industrie d'armement, eux aussi ils ont des syndicats de droite et de gauche, ou encore ceux qui bossent dans l'industrie chimique qui nous empoisonne et tue les abeilles...

Bon, je me permets de dire que, si tout le monde ouvrait sa gueule à son boulot comme je n'ai cessé de le faire, il n'y aurait plus personne pour faire tourner leur putain de capitalisme, pourquoi, pardi parce qu'ils auraient viré tout le monde ! En fait non, à un moment donné parce qu'il aurait bien fallu bouffer, c'est nous qui les aurions virés, les patrons ou actionnaires.

Mais voilà, l'homme est faible, couard, et je ne parle même pas des femmes... Je déconne, à moitié seulement, sauf pour les femmes que j'adore, on a toujours un tas de raisons pour tout accepter, pour fermer sa gueule, courber l'échine, c'est médiocre comme comportement, cent fois au cours de ma vie j'ai préféré me retrouver dans la merde que de faire des concessions qui me semblaient inacceptables, où on se sent profondément humilié, rabaissé, et le seul moyen de conserver sa dignité, c'est de se lever, de rester debout, de refuser de plier devant l'injustice ou d'obéir à des ordres débiles. Je n'ai jamais pu résister très longtemps à l'envie de dire ce que je pensais à la face d'un patron ou de la plupart des gens en général que j'ai croisés un jour, et qui ne l'ont pas compris ou accepté davantage très souvent, toujours dans le cas des patrons, peu importe.

En acceptant leur ordre, on n'accepte pas seulement d'agir comme ils l'exigent, on accepte de penser comme eux qu'on le veuille ou non, notre mode de vie en témoigne si nécessaire, on troque notre liberté contre des chaînes qui nous entraverons jusqu'à la fin de nos jours, c'est intolérable. Se révolter contre l'ordre établi doit devenir un état d'esprit permanent pour ne pas sombrer dans la résignation ou se soumettre. En cultivant sa conscience politique on peut orienter sa révolte dans la bonne direction et le gauchisme n'est assurément pas la bonne direction...

Intox. G20 et OMC

Un système mafieux dénoncé par ceux qui collaborent avec lui... pour finalement mieux le légitimer.

Comment cela mieux le légitimer ? C'est écrit noir sur blanc dans le dernier paragraphe, il suffit de savoir lire, ils demandent aux dirigeants du G20 qui sont les porte-parole des banquiers et des multinationales de régler la question des paradis fiscaux.

Secours Catholique - Caritas France, Les Amis de la Terre, Transparency International, la CFDT sont des officines créées et financées par le régime et non pour le renverser, il ne faut jamais l'oublier.

Ils dénoncent les dérives mafieuses devenues trop frappantes du capitalisme, tout comme le pape dénoncent les inégalités sociales et l'extrême pauvreté, afin que ceux qui en sont les principales victimes s'en accommodent puisqu'il n'est évidemment pas question d'y mettre fin, tout en leur faisant croire qu'il serait possible de corriger ou réformer le capitalisme pour soulager leur condition, au lieu de s'engager dans le combat politique dans la perspective de l'abolition du capitalisme ou changer de fond en comble la société.

- Un quart du chiffre d'affaires international des banques françaises vient de paradis fiscaux - AFP

Un peu plus d'un quart (26%) du chiffre d'affaires réalisé à l'international par les cinq plus grandes banques françaises vient de paradis fiscaux, selon une étude publiée jeudi par la Plateforme paradis fiscaux et judiciaires, qui regroupe 19 ONG et syndicats.

Cette étude utilise pour sa définition du paradis fiscal une large liste de 60 pays établie en 2009 par le Tax Justice Network, qui comprend notamment la Suisse, l'Irlande ou le Portugal.

La plateforme a toutefois exclu les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Portugal de la liste pour ne pas fausser ses données.

En analysant les documents de référence des banques BNP Paribas, Société Générale, BPCE, Crédit Agricole et Crédit Mutuel, la Plateforme constate qu'un tiers de leurs filiales étrangères se trouvent dans des paradis fiscaux.

Ces filiales sont essentiellement spécialisées en solutions de placement, financement structuré ou gestion d'actifs, l'activité de détail y étant très minoritaire (2 fois moins qu'ailleurs pour BNP Paribas, et 3 fois moins pour Crédit Agricole), selon l'étude.

Le Luxembourg est le paradis fiscal préféré des banques françaises, avec 117 filiales. Les banques y enregistrent près du quart du chiffre d'affaires qu'elles réalisent dans les paradis fiscaux. Suivent la Belgique, Hong Kong et la Suisse.

"*L'existence de sociétés de gestion d'actifs ou de véhicules d'investissement au Luxembourg, à Singapour ou à Honk-Kong se justifie commercialement*", réagit BPCE dans un commnuniqué, car ce sont des "*plateformes financières mondiales et des références internationales pour les promoteurs de fonds*".

Autre conclusion, les Iles Caïmans constituent le trou noir des activités bancaires, avec des chiffres d'affaires très disparates (parfois négatifs), une quinzaine de filiales dénombrées pour les grandes banques françaises mais aucun employé, au motif qu'ils sont localisés dans d'autres pays ou que les activités réalisées sont imposées dans d'autres territoires.

L'étude relève également que les paradis fiscaux sont plus attractifs que les pays émergents, les banques françaises y réalisant 3 fois plus de chiffre d'affaires que dans les BRICS (Brésil, Russie, Chine, Inde, Afrique du Sud).

De son côté BPCE rappelle que "*la notion de paradis fiscal ne fait pas l'objet d'une définition harmonisée au niveau international, ni national", et assure exercer (ses) métiers et (ses) activités dans le respect de la réglementation en vigueur*".

Ainsi sa filiale, l'assureur-crédit Coface, que le rapport considère comme implantée dans des paradis fiscaux, "*gère en réalité, les créances commerciales des entreprises*", ce qui l'amène à être présente "*dans 66 pays, pour accompagner ses clients*", argumente le groupe.

BPCE affirme être "*l'un des premiers contribuables de France*" avec 5 milliards d'euros réglés en 2012 au titre des prélèvements obligatoires et un taux effectif d'impôt de 45,8%.

Pour Grégoire Niaudet, du Secours Catholique - Caritas France et co-auteur de l'étude, "*ces chiffres, même partiels, confirment que le recours aux paradis fiscaux, loin d'être anecdotique, est au coeur du fonctionnement des banques ayant des stratégies internationales*".

Les membres de la Plateforme, parmi lesquels Les Amis de la Terre, Transparency International ou la CFDT, demandent à ce que les Etats du G20 obligent l'ensemble des entreprises à plus de transparence sur les richesses créées pays par pays. AFP 13.11

A 1,3 milliards les Américains ne faisaient pas le poids

- OMC: l'Inde et les Etats-Unis s'entendent et ouvrent la voie à un accord-clé - AFP

La totalité des 160 membres de l'OMC, y compris l'Inde, avaient accepté la mise en oeuvre du TFA, considéré comme le plus important accord mondial de libéralisation du commerce de ces 20 dernières années, lors d'une conférence ministérielle à Bali en décembre 2013.

Les Etats-Unis et l'Inde ont résolu leur différend sur les subventions agricoles indiennes, une avancée cruciale en vue de la mise en oeuvre d'un accord commercial historique de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) conclu à Bali en décembre 2013.

New Delhi avait torpillé en juillet la conclusion d'un Accord de facilitation des échanges (TFA) destiné à réduire les barrières douanières, exigeant que ses réserves alimentaires ne soient pas soumises à de possibles sanctions de la part de l'OMC.

La constitution de réserves alimentaires subventionnées pour les pauvres est considérée comme une infraction en vertu des règlements de l'OMC.

Jeudi, les Etats-Unis et l'Inde ont convenu que les programmes de sécurité alimentaire indiens ne seraient pas remis en cause par l'OMC "*jusqu'à ce qu'une solution permanente sur le sujet soit trouvée et adoptée*", selon un communiqué officiel américain.

(Etant donné que les autorités indiennes ne seront pas pressées de trouver une "*solution permanente sur le sujet*" car la pauvreté

est appelée à demeurer endémique, cela signifie qu'en réalité les Américains ont capitulé devant les Indiens qui bloquait cet accord pour pouvoir enfin l'appliquer et mieux piller les pays dominés. Et puis il faut bien se dire une chose, si les traités de nature politique sont rarement ou peu respectés par leurs signataires, notamment les Etats-Unis et Israël, cela vaut encore plus pour les traités de nature économique ou autres sanctions appliquées à certains pays qui les contournent facilement, c'est le cas de l'Iran, de la Russie, par exemple. - ndlr)

La Maison Blanche a estimé que cet accord "*ouvrait la voie à des progrès en vue de la mise en oeuvre immédiate et complète de l'Accord de facilitation des échanges, qui va abaisser les coûts des échanges pour les pays développés et en développement*". (Il profitera en priorité à ceux qui détiennent la puissance financière au détriment des pays plus faibles et endettés. C'est un instrument du colonialisme financier de l'oligarchie ou des multinationales occidentales. - ndlr)

Certains pays occidentaux, emmenés par les Etats-Unis, craignaient que les réserves alimentaires subventionnées ne finissent sur les marchés, constituant une distorsion des règles du commerce. AFP 13.11

(Quelle blague, mais c'est le cas et les puissances occidentales n'y peuvent rien !

Tenez, ce soir je vais manger du riz subventionnée par l'Etat. Je l'ai racheté à des pauvres, la famille de Selvi ma compagne, au lieu d'aller l'acheter au marché. C'est le riz que je donne à manger à mon chien et qui me convient très bien. Beaucoup d'Indiens ne l'aiment pas ou la ration mensuelle qui leur est allouée est trop importante parce qu'ils ne mangent pas que du riz, ils mangent aussi des galettes à base de blé (chapati) ou de lentilles mélangées à du riz (dosaï), ils revendent leur surplus de riz. Ils le touchent à 3 ou 5 roupies le kilos, je leur rachète 10 roupies, c'est convenable, alors qu'au marché le riz le moins cher est à 13 ou 15 roupies.

Je ne suis pas le seul dans ce cas-là, toutes les familles que je connais revendent du riz, si personne dans leur entourage n'en veut, ils le refourguent à des restaurants. Ils troquent aussi du riz contre de la farine ou de l'huile subventionnées ou d'autres produits, du kérosène par exemple. Tiens, cela me fait penser à un truc, maintenant que j'ai revendu mon générateur, il me reste 15 litres de kérosène à refourguer, peut-être contre des poulets ou des légumes.

Selvi n'a pas renouvelé sa carte de rationnement depuis le jour où elle était tombée gravement malade en 2009, une vraie connerie entre nous, je lui ai dit aussi, quand on est pauvre, c'est prioritaire. Là je m'en suis occupé ou plutôt son frère et elle devrait la recevoir d'un jou (ou une semaine !) à l'autre. Sur son carnet il n'y aura plus qu'elle et son fils. Quand elle ira au bureau d'approvisionnement du gouvernement, je vous en causerai deux mots pour voir ce à quoi les pauvres ont droit généreusement par le gouvernement, trop selon les Américains.

Je ne vous raconte pas tout, c'est une occasion pour parler politique avec les Indiens, je n'en loupe pas une je peux vous assurer, cela ne rattrape pas le fait que je suis pas sur le terrain à militer, mais je fais mon devoir de militant consciencieusement, comme je peux, je ne me laisse pas aller. - ndlr)

Propagande de guerre. Hystérie des agents de l'Otan contre la Russie.

- Menacée de nouvelles sanctions, la Russie nie avoir des troupes en Ukraine - AFP

- La Russie temporairement rassurée après avoir frôlé le gouffre financier - AFP

- Les vols militaires russes en augmentation près des côtes américaines - Libération.fr

- L'Australie surveille quatre navires russes au large de ses côtes - AFP

- Coopération militaire des pays baltes et nordiques face à Moscou - Reuters

- L'ONG Memorial, archives de la Russie soviétique, condamnée à se taire? - L'Express.fr

La palme revenait hier à Libération qui confirme son virage néolibéral. De gauche si cela peut faire plaisir à ceux qui achètent encore ce torchon, ils ont trop de fric ma foi.

- Chars russes en Ukraine : les photos qui accusent Moscou - liberation.fr 13.11

Malgré les dénégations de Moscou, l'Otan a confirmé l'entrée de convois militaires russes dans l'est du pays. Plusieurs photos semblent en attester. Voyons sur quoi repose cette affirmation. liberation.fr 13.11

Les approximations ou imprécisions relévées dans cet article à charge contre la Russie sont accablants. Le travail de

faussaire nécessite des qualités dont ne peut se targuer de posséder cette officine de propagande de l'Otan. Ils devraient suivre une formation au Monde, ils sont meilleurs dans ce domaine.

- Des tanks non-identifiés près de Shakhtarsk...

- Plusieurs photos semblent en attester...

- Plusieurs photos semblent attester la présence russe....

- Ainsi ces photos (...) présentées comme montrant un convoi de trois engins militaires ...

- La nationalité des soldats est inconnue....

- Mais il pourrait s'agir de véhicules (...) d'origine russe...

- Autre document, cette vidéo (...) l'origine des images et la fiabilité du compte sont inconnues.

- La vidéo est présentée comme montrant un convoi de chars russes...

- Ce jeudi, selon le site «inform napalm», dont la fiabilité est incertaine...

- Les observateurs de l'OSCE ont aussi dit ce jeudi avoir vu un véhcule...

Et pas un seul témoignage, pas un seul soldat russe fait prisonnier en Ukraine ?

Quand la propagande fait office d'information, les faits sont systématiquement déformés.

Pour les puissances occidentales comme pour les médias aux ordres, la vérité sort uniquement de la bouche d'Obama ou de l'Otan, dès lors tout ce que peuvent affirmer les Russes ou d'autres sources n'est que mensonge.

- Menacée de nouvelles sanctions, la Russie nie avoir des troupes en Ukraine - AFP

Sous la menace de nouvelles sanctions agitée par Washington, la Russie a répété jeudi ne pas avoir de troupes dans l'est de l'Ukraine, région aux mains de séparatistes prorusses et où la communauté internationale craint l'embrasement.

"*Une réponse courte : non*", a déclaré le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch, interrogé sur la présence de soldats russes en Ukraine.

"*Je vous dis catégoriquement et officiellement que ni maintenant ni dans le passé il n'y a ou il n'y a eu de troupes ou de mouvements de troupes (russes) à la frontière, sans même parler d'une présence de troupes sur le territoire ukrainien*", a-t-il ajouté.

"*Selon nos estimations, il y a 8.000 soldats russes, voire plus, actuellement sur notre territoire*", a déclaré jeudi à l'AFP un haut responsable ukrainien chargé de sécurité, sous le couvert de l'anonymat.

Le représentant ukrainien à l'ONU Iouri Sergueev a assuré pendant une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU mercredi que la Russie avait également accumulé environ 39.000 militaires, 200 chars, 640 systèmes d'artillerie et plus de 120 avions de combats à la frontière ukrainienne.

Si ces affirmations sont difficilement vérifiables, l'ONU s'est déclarée "*très inquiète du risque d'un retour à une guerre totale*" en Ukraine. AFP 13.11

Il est vrai que les Américains possèdent des satellites capables de lire les numéros inscrits sur une plaque d'immatriculation, mais "39.000 militaires, 200 chars, 640 systèmes d'artillerie et plus de 120 avions", ils ne sont pas capables de les détecter et de produire des photos, étrange, non ?

Il se peut aussi que ce soit vrai et que la Russie prépare une offensive en Ukraine, et que l'ONU ait reçu l'ordre de ne pas en parler, de qui, mais du Pentagone voyons, pourquoi, on n'en sait rien pour le moment si cela s'avérait exact, un deal entre les Américains et les Russes sur l'Ukraine et le Moyen-Orient, à moins que ce ne soit une ruse ou un marché de dupes prélude à une véritable guerre entre les Etats-Unis et la Russie, tout est envisageable à ce stade de leur confrontation.

Qui en décidera ? On a une petite idée sur la question.

- Baisse des matières premières : un mauvais signal pour les marchés financiers - LeFigaro.fr

Le dernier coup d'Etat contre la démocratie : Chasseur de "***prime***".

Quand la température monte trop haut, cassez le thermomètre et établissez un nouvel étalon.

C'est ce que font en général toutes les dictatures civiles ou militaires qui ne prétendent pas incarner la démocratie mais l'intérêt général, et comme de nos jours ceux qui gouvernent prétendre incarner l'un et l'autre indistinctement, il est normal que leur régimes dérivent vers une dictature de plus en plus ouverte ou assumée, d'autant plus qu'il n'existe pour ainsi dire aucune opposition suffisamment organisée ou puissance pour s'y opposer.

Cependant, avec la crise du capitalisme, la classe dominante n'a plus les moyens politiques de gouverner la société tant sa politique antisociale et réactionnaire est rejetée, ses représentants sont de plus en plus souvent mis systématiquement en minorité, sans qu'aucune majorité ne se dégage puisque le fonctionnement des institutions et les règles électorales établies interdisent à un parti représentant réellement les intérêts des masses exploitées qui composent la majorité de la population d'obtenir la majorité ou même d'avoir des élus. Dans ces conditions, seuls des partis inféodés au capitalisme participent au Parlement, or ils sont tous à des degrés divers rejetés par la majorité des masses quand elles ne se réfugient pas dans l'abstention ou le vote blanc. Aussi il est devenu de plus en plus difficile pour les partis du capital de droite comme de gauche d'obtenir la majorité absolue.

Aucun parti n'étant en mesure d'obtenir la majorité ou d'atteindre le seuil légal de 50% des voix exprimées pour former un gouvernement, ils ont imaginé d'abaisser la majorité à 40% et d'octroyer autoritairement au parti ou à la coalition ayant atteint ce score un certain nombre d'élus lui permettant d'atteindre les 50% et le tour est joué.

C'est le modèle de gouvernance minoritaire encore plus antidémocrati qui existe déjà en Grèce et que Renzi et Berlusconi veulent imposer à l'Italie.

Voyons ce qu'il en est en Grèce.

Wikipedia.org. - Les 300 députés du Parlement grec sont élus via un mode de scrutin mixte pour une durée de quatre ans : 50 sièges sont attribués au parti ayant obtenu le plus de voix, et les 250 sièges restants sont répartis à la représentation proportionnelle entre tous les partis ayant obtenu au moins 3 % des suffrages exprimés.

Vu l'importance de la prime majoritaire (16,7 % des sièges), un parti n'a besoin que de 40,4 % des suffrages exprimés, au plus, pour obtenir une majorité absolue de sièges au Parlement.

Ce pourcentage nécessaire diminue avec le pourcentage total réalisé par seuls partis ayant atteint le seuil de 3 %. Il est calculé en multipliant ce pourcentage par 101/250, puisqu'il s'agit d'obtenir au moins 101 des 250 sièges attribués à la proportionnelle.

En mai 2012, le total des voix des 7 partis ayant dépassé les 3 % a été légèrement inférieur à 81 % des votes exprimés. Il aurait donc suffi qu'un des partis récolte 32,8 % des suffrages pour obtenir la majorité absolue (= 81 × 101/250).

La Nouvelle Démocratie (conservateur) est arrivée en tête du scrutin de mai 2012, mais avec un score historiquement bas de 18,85 %, elle était très loin de la majorité absolue, avec 108 sièges (incluant les 50 de la prime majoritaire).

La Nouvelle Démocratie (conservateur) et le Pasok (social-libéral) n'ayant recueilli que 149 sièges sur les 151 nécessaires à la formation d'une majorité en incluant la prime des 50 sièges au gagnant, la formation d'un gouvernement de coalition s'est avérée impossible et de nouvelles élections législatives ont dû être organisées un mois plus tard.

En juin 2012, la Nouvelle Démocratie et le Pasok obtenaient seulement 29,66 % et 26,89 %, mais ils pouvaient gouverner ensemble grâce aux 50 sièges supplémentaires attribués à la Nouvelle Démocratie passant de 58 à 108 sièges et le Pasok obtenant 52 sièges, soit au total 160 sièges sur 250, soit la majorité absolue.

J'ai modifié les deux derniers paragraphes de Wikipedia pour notre démontration.

Finalement, pour assurer la continuité des institutions en place, ils recourent à un mode de scrutin qui fausse les résultats du suffrage universelle, un parti pouvant se voir octroyer le double d'élus par rapport au nombre de voix qu'il a obtenues, le régime en place n'est plus qu'une caricature de démocratie, c'est un régime autoritaire, une dictature civile.

Dès lors, quelle légitimité faudrait-il accorder à des élections qui se tiendraient dans ce cadre-là, sinon à légitimité le mode de scrutin profondément antidémocratique et les institutions en place ? Dénoncer ce mode de scrutin et refuser de participer à ces élections n'a jamais fait une ligne politique, faudrait-il encore lui fixer un objectif politique ou l'inscrire dans une perspective politique, qui ne peut être que l'abolition des institutions qui sont l'expression de la négation de la démocratie ou du pouvoir politique que la minorité a confisqué au détriment de la majorité des travailleurs, qui doivent se doter de leurs propres institutions politiques indépendantes, prendre le pouvoir.

Ce mode de scrutin inique consacre la confiscation du pouvoir politique par la classe dominante qui représente une infime minorité de la population, pour imposer sa politique antisociale et réactionnaire à la majorité qui la rejette lors de chaque élection. C'est inscrire dans la durée la dictature du capital en se dotant d'un régime basé sur l'usurpation du pouvoir politique. Dès lors tout changement de majorité et de politique étant rendu impossible dans le cadre des institutions en vigueur, il ne reste plus qu'à les combattre pour les renverser.

Sur le plan social toutes les réformes qu'ils adoptent ont un contenu régressif, antisocial, et sur le plan politique leurs réformes tendent à instaurer un type de pouvoir autoritaire, une dictature, un régime tyrannique qui ne peut être renversé qu'en recourant à la force, à une révolution prolétarienne.

L'air de rien, cette mesure est dictée par la stratégie politique de l'oligarchie financière qu'on s'emploie à ignorer, et qui à l'arrivée devrait se traduire par l'instauration d'une dictature mondiale, dont les Etats ou ce qu'il en reste au sein de l'UE pourraient être les exécutants. Comment ne pas voir que toutes les mesures politiques qu'ils prennent consistent à nous oter petit à petit tout pouvoir politique ? Mieux encore, à faire en sorte qu'il soit dans l'avenir impossible de conquérir des droits politiques, ce qui est mille fois plus grave encore que la situation que nous vivons aujourd'hui. Ils y viennent, ils avancent dans cette direction, et nos dirigeants continuent de jouer dans la cour de récréation des institutions.

- Italie: coup d'accélérateur pour les réformes politiques - AFP

La réforme électorale qui doit libérer l'Italie de son instabilité gouvernementale chronique semble avoir fait un grand pas en avant avec la réaffirmation de l'alliance sur ce sujet de Matteo Renzi et Silvio Berlusconi, même si des surprises ne sont pas exclues.

Les deux hommes ont également confirmé leur volonté d'accélérer la réforme du Sénat, qui jouit pour l'instant des mêmes prérogatives que l'Assemblée nationale, afin de faciliter le processus législatif en limitant les interminables navettes.

En vertu de l'accord conclu mercredi soir entre le chef du gouvernement de centre gauche et son prédécesseur de droite, le nouveau mode de scrutin visant à constituer des gouvernements solides appuyés sur des majorités claires devrait être approuvé avant Noël.

"*L'Italie a besoin d'un système institutionnel qui garantisse la capacité de gouverner (et) d'un vainqueur clair le soir de l'élection*", ont déclaré MM. Renzi et Berlusconi dans un communiqué commun.

Leur déclaration laisse entrevoir "*une fin heureuse, sans exclure un coup de théâtre de dernière minute*", commente le Corriere della Sera.

Au-delà des déclarations de principe, les deux hommes ont des intérêts totalement divergents en ce qui concerne au moins deux points essentiels de la loi électorale.

M. Renzi veut attribuer "*la prime au vainqueur*" au parti qui obtiendra 40% des voix au premier tour, son Parti démocrate (PD) a même dépassé ce score aux récentes élections européennes, ou qui arrivera premier au ballotage, de manière à obtenir une majorité compacte pour gouverner.

M. Berlusconi veut en revanche attribuer cette prime non pas à un seul parti mais à la coalition qui arriverait à 40% ou gagnerait le ballotage car cela lui permettrait de rassembler autour de son mouvement, Forza Italia (FI), et en dictant ses conditions, les autres partis du centre droit, tous moins bien placés dans les sondages.

De même, le seuil minimum pour qu'un parti puisse entrer au Parlement est de 3% dans les projets de M. Renzi, de manière à tranquilliser ses actuels alliés, dont le Nouveau centre droit (NCD), des formations proches de ce chiffre dans les intentions de vote et qui pourraient ainsi rester indépendantes.

Il est de 5% en revanche pour M. Berlusconi, qui souhaiterait également utiliser cet argument pour contraindre les autres formations plus petites du centre droit de se joindre à FI dans la compétition électorale. AFP 13.11

Un rappel. Comme quoi ils sont prêts à tout pour parvenir à leurs fins.

En janvier 2011, à Haïti, René Préval avait été déclaré élu président avec seulement 48% des voix par l'ONU, une fois retranchées ou retirées les votes blancs afin qu'il franchisse la barre des 50%, l'impérialisme américain et l'Union européenne ayant cautionné cette magouille électorale. (causerie du 11 janvier 2011)

On croirait qu'ils leur manquent déjà ou qu'ils s'inquiétent de son état de santé.

- L'Etat islamique diffuse un enregistrement de son chef Al-Baghdadi après des rumeurs sur sa mort - LeMonde.fr

- L'EI diffuse un enregistrement audio de son chef Baghdadi après des rumeurs sur sa mort - LePoint.fr

- L'EI diffuse un enregistrement pour démentir la mort de son chef - L'obs

- Le chef du groupe Etat islamique fait un retour fracassant - 20minutes.fr

Abou Bakr al-Baghdadi, que des rumeurs disaient mort, s'exprime dans un enregistrement. (Qu'ils ont pris soin d'identifier... Non, pas besoin. Pourquoi ? Mais pour les besoins de la propagande voyons ! - ndlr)

... le groupe extrémiste Etat islamique (EI) a diffusé jeudi un enregistrement audio attribué à son chef. 20minutes.fr 13.11

Là ils ont pris la précaution (du bout des lèvres) de préciser que c'était EI qui avait prétendu que cet enregistrement était attribué à Baghdadi, sous-entendant que cette affirmation n'engageait qu'EI, ce dont se fout le lecteur, l'essentiel étant ailleurs, de rassurer les troupes des barbares pour qu'ils continuent leur bon boulot.

- Al Baghdadi, soigné par des médecins israéliens - french.irib.ir 13.11

Selon les sites takfiris, le chef de la milice terroriste de Daesh se feraient en ce moment soigner par plusieurs médecins spécialistes israéliens. Les daeshistes qui communiquent cette information sur leur page twitter affirment que les médecins israéliens le font avec "*un très grand sérieux*".

Le ministère irakien de l'Intérieur a confirmé dimanche dans un communiqué que le chef terroriste avait été blessé au cours d'une offensive aérienne menée par la coalition contre son centcom à Mossoul, raid qui a par ailleurs fait des morts parmi les commandants de Daesh. Dans un communiqué, le porte parole de Daech, Abou Mohamad Adnani a reconnu implicitement le fait, demandant aux fans du calife Bagdhdadi à prier pour son rétablissement. Des informations les plus contradictoires courent sur le sort du mystérieux personnage hollywoodien et agent secret du Mossad qu'est Baghdadi. Les sources évoquent même un certain Abou Muslim al Turkamani qui se serait proclamé successeur de Baghdadi. Le ministre irakien des AE a annoncé ce matin n'avoir aucune preuve confirmant la mort du gourou takfiri.

Mort ou vivant, les medias arabes qui s'intéressent toujours au sort du numéro un de la milice takfiriste de l'Etat Islamique (EI-Daesh) Abou Bakr al-Baghdadi penchent beaucoup plus pour la première éventualité.

D'autant plus que le porte-parole de Daesh Abou Mohammad al-Adnani a fait allusion à cette éventualité, en assurant que la mort de Baghdadi ne sonnera certainement pas la fin du mouvement. D'autant plus qu'une fondation proche de ce mouvement, Al-I'tissam a elle aussi signalé mardi dans un Tweet qu'elle allait diffuser les détails de la mort du « *calife Baghdadi* » et l'allégeance prêtée à son successeur. french.irib.ir 13.11

Peu importe qu'il soit vivant ou mort, ce qui est intéressant ici c'est la réaction empressée des médias français toujours prompts à rassurer ses adeptes, à croire qu'ils en feraient partie ou qu'il leur manquait déjà...

ACTUALITE EN TITRES

Un "***mauvais signal***".

- Le prix du baril de pétrole sous la barre des 80 dollars - LeMonde.fr

- Baisse des matières premières : un mauvais signal pour les marchés financiers - LeFigaro.fr

Les affaires continuent tout de même.

- Halliburton négocierait le rachat de Baker Hughes - Reuters

- Warren Buffett s'offre les piles Duracell pour 4,7 milliards de dollars - AFP

- Hasbro serait en négociations pour le rachat de DreamWorks - Reuters

- Les acquisitions tirent le bénéfice de Bertelsmann - Reuters

Après l'UE xénophobe, l'UE carcérale.

- La justice européenne juge conforme la "*perpétuité réelle*" pratiquée en France - Francetv info

Eugénisme. La source d'inspiration des néolibéraux ?

- L'infanticide, guerre des sexes chez les mammifères - LeMonde.fr

Chez 119 espèces, les mâles tuent les petits des autres pour contrôler leur descendance et transmettre leurs gènes. LeMonde.fr 13.11

C'est le programme de l'OMS en Afrique ?

La dernière conquête du Mossad.

- Patrick Bruel, président du jury Miss France 2015 - LePoint.fr

Alors si même la Commission Trilatérale présidée par Rockefeller y est favorable....

- Elisabeth Guigou (PS) défend la reconnaissance de la Palestine « *pour la paix, pas contre Israël* » - LeMonde.fr

Et commel 'existence d'Israël est incompatible avec la "*paix*", vive le blocus de Gaza et le massacre des Palestiniens !

Qu'en savent-ils alors ?

- A Guantanamo, l'alimentation forcée se pratique dans le plus grand secret - AFP

Pourvu qu'ils échappent à cela, chut c'est aussi un secret !

- «*De la viande bonne pour la poubelle a été transformée en steaks hachés*». - 20minutes.fr 13.11

Haut de page

Le 15 novembre 2014

CAUSERIE

J'ai contacté quelques éditeurs afin d'essayer de décrocher un job de relecteur pour joindre les deux bouts.

On a ajouté 9 articles.

J'ai cru comprendre qu'il y aurait des manifestations contre le gouvernement et sa politique aujourd'hui samedi dans toute la France, je n'étais pas au courant, on traitera cela demain. Il faut dire que je vais de moins en souvent sur les portails des différents partis politiques, pas le temps et surtout pas de temps à perdre.

S'il vous plaît, soyez sympath et avertissez-moi quand un appel paraît.

Une allégorie rédigée hier soir en pensant aux intellectuels de gauche ou opposants aux politiques menées par les

différents gouvernement dans le monde. Il y a urgence à renouer avec le socialisme.

Quand nous avons le capitalisme comme ligne d'horizon, nous avons forcément un horizon restreint devant ou derrière nous selon le point où nous nous plaçons, nous en atteignons rapidement les limites.

Ne pas être capable de le dépasser ou s'y cantonner, c'est se condamner à avoir une vision du monde étriquée ou étroite qui se réduit à vue d'oeil, qui vous renvoie l'image déformée que vous en avez une fois traversée le prisme de vos illusions qui ont donné corps à des chimères qui se brisent en plein désert sur un mirage.

Nul miracle à en attendre.

Au dela, le champ qui s'ouvre à vous est au contraire incommensurable, nous ne pouvons en mesurer précisément l'étendue qui s'offre à notre regard tellement il est gigantesque et regorge de richesses capables d'alimenter notre imagination pour l'éternité pour peu que nous nous accordions cette liberté.

Alors seulement illusions, chimères, mirage , miracle et utopie s'évanouiront pour céder la place à la réalité.

N'était-ce de là qu'il faudrait partir ?

Une vidéo.

ISIS crowd stomp Syrian soldiers to death
http://www.youtube.com/watch?v=x_vC2jsmwcg

Tournée à Rakka le bastion de l'Emirat islamique dans le nord de la Syrie.

La survie du capitalisme ou le règne de la "***terreur***". Ils font un premier bilan des atrocités que leurs barbares ont commises.

- Syrie: le groupe EI fait régner la "*terreur*" par des crimes contre l'humanité - AFP

Une commission d'enquête de l'ONU a accusé vendredi le groupe Etat islamique de faire régner la "*terreur*" en Syrie en se livrant à des crimes contre l'humanité et crimes de guerre, et demandé que ses dirigeants soient poursuivis devant la Cour pénale internationale.

Dans son premier rapport détaillé sur l'EI, rendu public vendredi à Genève, la Commission d'enquête sur les crimes en Syrie, mise en place par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, établit une longue liste de crimes, documentés par quelque 300 témoignages de victimes et de témoins. Elle y dénonce des massacres ciblant des groupes ethniques et religieux, des décapitations, de l'esclavage sexuel et des grossesses forcées.

Le groupe "*cherche à dominer tous les aspects de la vie des civils sous son contrôle à travers la terreur, l'endoctrinement et la fourniture de services à ceux qui obéissent*", affirme le rapport.

"*Le groupe armé mène une politique de sanctions discriminatoires telles que des taxes ou des conversions forcées sur des bases de l'identité ethnique ou religieuse, détruisant des sites religieux et expulsant systématiquement les communautés minoritaires*", souligne le rapport intitulé "*Règne de la terreur : vivre sous l'EI en Syrie*".

Les attaques "*à grande échelle et systématiques*" contre la population civile kurde et contre la minorité religieuse yazidi constituent des "*crimes contre l'humanité*", tout comme les disparitions forcées dans des attaques contre les populations civiles dans les régions d'Alep et Ar Raqqah, qui s'accompagnent de crimes et de tortures, souligne le rapport établi sous l'autorité de Paulo Sergio Pinheiro (Brésil).

L'EI a "*décapité, fusillé, lapidé des hommes, des femmes et des enfants dans des lieux publics dans les villes et villages du nord-est de la Syrie*", poursuit ce rapport de 20 pages. Les corps des victimes sont généralement exposés sur des croix pendant trois jours, les têtes plantées sur les grilles des parcs "*comme un avertissement à la population sur les conséquences du refus de se soumettre à l'autorité du groupe armé*".

Il souligne que les combattants étrangers, dont beaucoup sont attirés en Syrie par les vidéos des crimes d'une extrême violence commis par les combattants de l'EI, ont gonflé les effectifs du groupe et forment l'essentiel de sa hiérarchie.

Le rapport souligne que les cadres du groupe, majoritairement étrangers, "*sont individuellement responsables pour ces crimes*" et il demande à la communauté internationale de combattre l'impunité en "*engageant des mécanismes pour qu'ils rendent des comptes, y compris devant la Cour pénale internationale*".

Pour que la CPI soit saisie, il faudrait une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU ce que la Russie a toujours refusé en ce qui concerne le gouvernement syrien.

D'anciens prisonniers ont rapporté que les pires traitements dans les centres de détention sont réservés à ceux soupçonnés d'appartenir à d'autres groupes armés, aux journalistes et aux fixeurs ayant travaillé avec la presse étrangère.

Le rapport souligne également les agressions commises contre les femmes, relevant que les familles terrorisées marient précipitamment leurs filles mineures de peur qu'elles ne soient mariées de force à des combattants du groupe jihadiste. Il caractérise aussi comme "*crime contre l'humanité*" la mise en esclavage sexuel de femmes yazidies, vendues, violées et pour certaines engrossées.

La Commission dénonce les crimes commis contre les enfants: le groupe, composé majoritairement de combattants étrangers, "*donne la priorité aux enfants comme supports d'une loyauté à long terme, d'une adhésion à leur idéologie et comme un groupe de combattants dévoués qui considèrent la violence comme une façon de vivre*".

Le rapport évoque le cas de 153 enfants kurdes âgés de 14 à 16 ans, enlevés le 29 mai et libérés cinq mois plus tard, après avoir été endoctrinés quotidiennement, ceux qui refusaient étant sévèrement battus.

Il cite le cas de huit femmes lapidées à mort en juin et juillet dans la région de Raqqah, accusées d'adultère. Selon des témoignages, elles avaient apporté du ravitaillement à un autre groupe armé opposé à l'Etat islamique.

A Al Mayadin, en août, une femme dentiste a été décapitée parce qu'elle continuait à traiter des patients des deux sexes, indique le rapport.

A la mi-juillet, les jihadistes de l'EI se sont emparés du gisement de gaz de Sha'ar , à l'est de Homs, tuant quelque 350 personnes. "*Parmi eux, les techniciens et les employés ainsi que les membres de leurs familles, y compris les enfants. Le corps d'un médecin a été trouvé dans la clinique, les mains attachées, abattu à bout portant. Les habitants des villages voisins, comme à Al Mahfoura, ont aussi été tués*", indique le rapport.

Il note également que depuis le début des raids aériens américains fin septembre, les habitants d'Alep rapportent que les djihadistes se réfugient davantage dans des maisons et des fermes habitées, ce qui a entraîné des pertes civiles lors des bombardements. AFP 14.11

ACTUALITE EN TITRES

Tyrannie. Un pouvoir sans contrôle.

- Fitch abaisse à "*négative*" la perspective de la note de la Belgique - AFP

- L'UE va demander de nouvelles modifications au budget italien - Reuters

- L'UE donne son feu vert au rapprochement Etihad-Alitalia - Reuters

Jusqu'à quand tiendra-t-il ?

- Et si Hollande avait (finalement) réussi son émission sur TF1 ? - Liberation.fr

Vraiment ?

- François Fillon ne pliera pas devant la "*rumeur infamante*" - Reuters

- L'Intérieur veut briser la dynamique de la contestation d'extrême gauche - LeFigaro.fr

- L'affaire Fraisse va-t-elle fédérer les luttes ? Le feu social qui couve fait craindre des actions de plus en plus violentes. - LeFigaro.fr

Corrompus à tous les étages.

- Condamné pour corruption, le patron du PS en Gironde démissionne - AFP

- Pour Bruno Le Roux, "*les élus fraudeurs doivent démissionner*" - L'obs

Leur politique conduit au chaos, à l'affrontement entre toutes les couches de la population

- Mort de Rémi Fraisse: Un parent d'élève frappe un manifestant avec un extincteur - 20minutes.fr

- Les pro-aéroports manifestent à Nantes pour Notre-Dames-des-Landes - Liberation.fr

Pseudo-gauche et extrême gauche. Les récupérateurs-imposteurs

- PCF: la lutte contre l'évasion fiscale devrait être une "*grande priorité nationale*" - AFP

Il tient le même discours que le gouvernement qui prétend s'y attaquer...

- Olivier Besancenot estime que «*Hollande peut tomber*» - 20minutes.fr

«*Ce qu'il faudrait, c'est qu'il tombe sur des bases de gauche*», a-t-il pris soin de préciser. Il appelle aussi les frondeurs du PS à arrêter de faire du «*catch*» et à lutter réellement contre le gouvernement... 20minutes.fr 14.11

Mais ils ne font que cela, la preuve : ils ont permis à Hollande et au gouvernement d'appliquer leur politique antisociale depuis deux ans et demi...

Besancenot est à la remorque de Mélenchon et Laurent ou la vraie nature du NPA ou le Nouveau Parti des Aventuriers...

Allumez le feu...

- La bonne semaine de Nicolas Sarkozy - LeFigaro.fr

- Johnny Hallyday est "*déçu*" par Nicolas Sarkozy - Francetv info

"*Aux Etats-Unis, ils ont la même crise que chez nous et dans le monde entier, mais ils s'en sortent, ils ne se plaignent pas toute la journée les Américains, s'emporte Johnny Hallyday. Il faut s'en sortir, alors ils bossent. Ici, on a l'impression d'être assisté : on ne bosse pas, on fait les 35 heures, on fait des manifs, la grève… Je trouve ça désolant. C'est pas comme ça qu'on s'en sortira.*" Francetv info 14.11

C'est histoire de causer, pour 6 représentations à Bercy et 10 semaines de répétition, soit moins de trois de boulot à bosser comme un forçat, il va partager avec Eddy Mitchell et Jacques Dutronc, une fois toutes charges déduites ce qui restera de la billleterie, 10 millions d'euros, plus la retransmission dans des salles de cinéma, 1,6 million d'euros, au bas mot au moins un million d'euros chacun. Alors il est vrai qu'à ce tarif-là cela ne donne pas vraiment envie de manifester ou de faire grève, ni même de travailler davantage, que quoi, 11 semaines par an...

Il aura été réac et minable toute sa vie, il y a des gens comme cela. Il faut lui reconnaître qu'il a de la voix, mais qu'il chante comme une casserole, et qu'il n'a jamais vraiment su jouer de la guitare au delà de trois notes, comme les Rolling Stones par exemple.

Eugénisme par empoisonnement alimentaire.

- Les fast-foods ciblent de façon «*disproportionnée*» les enfants noirs - 20minutes.fr

Les compagnies de fast-food aux Etats-Unis auraient dépensé près d'un quart de leurs budgets de marketing pour cibler les jeunes de 2 à 17 ans. 20minutes.fr 14.11

ACTUALITÉ DU JOUR

Pétrole. Croissance ou quand ils ont enfanté un monstre.

Le monde est dirigé par des cinglés, fanatiques, hystériques, de dangereux psychopathes.

Quel est leur problème ? La baisse de la consommation du pétrole? Pas du tout puisqu'ils prévoient qu'elle va encore augmenter en 2015. Mais quoi alors ? Elle n'augmentera pas autant qu'ils l'avaient programmé, parce qu'ils ont déjà hypothéqué, dilapidé les profits à venir, il va donc leur falloir trouver d'autres sources de profit pour combler ce manque et ainsi de suite, par exemple en s'attaquant davantage à nos acquis sociaux...

- La dégringolade des prix du pétrole va se poursuivre, prédit l'AIE - AFP

Il a terminé à 77,92 dollars à Londres, dégringolant de 32% depuis son dernier pic mi-juin. A New York, le WTI a fini comme le Brent à son plus bas depuis septembre 2010 (74,21 dollars).

"*Nos prévisions d'offre et de demande montrent que, sauf nouvelle rupture d'approvisionnement, la pression baissière sur les prix pourrait s'accentuer au cours du premier semestre de 2015*", avertit l'AIE dans son rapport mensuel de novembre.

Cette année, la consommation de pétrole devrait croître de 680.000 barils par jour (bj) - un niveau au plus bas depuis cinq ans - pour atteindre un total de 92,4 millions de barils par jour (mbj), détaille l'AIE, qui a maintenu ses prévisions pour 2014 et l'an prochain.

"*Une augmentation de la demande relativement faible en Chine, et d'importantes baisses en valeur absolue dans les pays européens et d'Asie/Océanie de l'OCDE réfrènent le mouvement à la hausse alimenté par les autres économies de l'OCDE et les Etats-Unis*", explique le bras énergétique de l'Organisation de coopération et de développement économiques. AFP 14.11

En complément.

- Services pétroliers: fusion en vue entre Halliburton et Baker Hughes - AFP

Qui est l'agresseur, qui tient en permanence un discours belliqueux, qui menace, sanctionne, insulte, etc. ?

Poutine a commis un crime de lèse-majesté en soutenant Assad, puis les opposants ukrainiens au régime xénophobe et raciste, néonazi de Kiev, en refusant de se soumettre aux injonctions répétées de l'Otan, pire encore en affirmant à la face du monde que les Américains sémaient le chaos et la guerre à travers le monde uniquement pour conserver leur hégémonie que leur contestent dorénavant les Brics, allant même jusqu'à insinuer qu'il était les véritables commanditaires d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique, bref qu'ils ne valaient guère mieux que ses barbares qu'ils ont armés.

Ce qui a déclenché une campagne hystérique allant crescendo des Américains et leurs valets occidentaux contre Poutine, Cameron le comparant hier à Hitler. Ce qui a le don de les exciter au plus haut point, c'est que Poutine garde son sang froid et se moque d'eux en multipliant les initiatives (économiques) en direction de la Chine qui apparemment le soutient, en réalité les Chinois penchent du côté où se situent leurs intérêts du moment. Ce qui les agace, c'est que dorénavant il répond coup pour coup, au point qu'on se demande jusqu'où peut aller cette confrontation.

- Ukraine: Moscou accuse les observateurs de l'OSCE de soutenir de facto Kiev - AFP

La Russie a accusé vendredi les observateurs de l'OSCE déployés en Ukraine de soutenir de facto les autorités de Kiev dans le conflit opposant les forces régulières aux séparatistes prorusses.

Moscou est "*préoccupée par la manière de travailler ces derniers temps de la Mission spéciale de surveillance de l'OSCE en Ukraine. On a l'impression que tous ses efforts ne visent qu'à apporter de l'aide et du soutien à une seule partie du conflit, les autorités officielles à Kiev*", a critiqué le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les observateurs de l'OSCE en Ukraine fournissent notamment dans leurs rapports "*des informations détaillées*" sur les déplacements des forces rebelles dans les régions de Donetsk et de Lougansk dans l'est du pays, "*mais ignorent les informations sur les préparatifs militaires et la concentration de troupes d'attaque des forces ukrainiennes*", accuse le communiqué.

Ils "*ne mentionnent pas non plus les nombreux cas de violation par les militaires ukrainiens non seulement des accords de Minsk (du 5 septembre sur un cessez-le-feu, ndlr), mais aussi des normes du droit humanitaire international*", poursuit le ministère.

"*Cette politique de la direction de la Mission ne fait que miner la confiance envers ses activités*", souligne la diplomatie russe.

Moscou appelle les observateurs de l'OSCE à se souvenir que l'objectif principal fixé dans leur mandat est de "*contribuer à la baisse des tensions et à l'instauration de la paix, de la stabilité et de la sécurité*" en Ukraine, ajoute le communiqué. AFP 14.11

Voilà un communiqué rédigé sur un ton mesuré qui va les embarrasser, d'autant plus qu'il cite des faits précis qui démontrent le parti pris de l'OSCE à la solde de l'Otan. C'est cela qui les exaspère le plus, qui les rend carrément fou, les faits qu'ils s'emploient à cacher à leurs populations et que les Russes ne cessent de révéler. D'ailleurs je n'ai jamais compris pourquoi Assad n'avait pas fait de même beaucoup plus tôt.

Quand vous êtes en possession d'un secret ou que vous possédez les éléments de preuve qui peuvent permettre d'éclairer une affaire ou de révéler ses instigateurs, leurs complices, les véritables coupables, vous êtes en danger de mort, on peut vous éliminer n'importe quand pour vous faire taire définitivement. Alors le meilleur moyen de rester en vie ou de se protéger est encore de tout balancer sur la place publique, cela ne marche pas à tous les coups, disons 7 à 8 fois sur 10, cela vaut donc la peine de tenter le coup que de se laisser assassiner sans avoir pu révéler ce qu'on savait, pour rien en somme.

En titres

- Poutine sous le feu des critiques avant un G20 aux accents de guerre froide - LePoint.fr

- Poutine attendu de pied ferme avant un G20 aux accents militaires - AFP

- Vladimir Poutine qualifie d'erreurs les sanctions occidentales - Reuters

Nulle agressivité dans son discours. Et pourtant.

- Face à l'agressivité russe, Obama envisage de nouvelles options - LeFigaro.fr

- G20 : David Cameron menace la Russie de nouvelles sanctions - LeMonde.fr

- G20: Cameron compare la Russie de Poutine à l'Allemagne nazie - L'Express.fr

- Mistral: la Russie donne 15 jours à la France pour livrer un premier navire - AFP

- Mistral: Valls refuse que "*quiconque dicte sa conduite à la France*" - AFP

Sauf Bruxelles, Berlin, Washington...

Encore une mauvaise nouvelle pour l'Empire après la réélection de Dilma Rousseff

- Brésil: baisse "*systématique*" de la pauvreté depuis 12 ans - AFP

Une petite dernière pour les faire craquer.

- La Russie et l'Algérie souhaitent élargir leur partenariat stratégique - french.irib.ir

La Russie et l'Algérie souhaitent élargir leur partenariat stratégique, a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères, au terme d'une rencontre du Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, avec le ministre délégué algérien chargé des affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messakhel.

«*Les interlocuteurs ont focalisé leur attention sur le développement de la coopération politique russo-algérienne, dans les affaires régionales et internationales, le développement de la coopération économique et commerciale, et ont réaffirmé l'intention des deux pays d'élargir leur partenariat stratégique, dans différents domaines*», a indiqué le ministère, dans un communiqué.

La rencontre a, en outre, porté sur la situation, au Proche-Orient, en Afrique du Nord et dans la région Sahel-Sahara. «*Les parties ont confirmé que la Russie et l'Algérie avaient des positions proches ou identiques concernant le règlement des problèmes, dans ces régions, sur la base des normes du droit international et de la Charte des Nations unies*», a ajouté le ministère.

La Russie et l'Algérie ont qualifié d'inacceptable, l'ingérence extérieure, dans les affaires des Etats souverains de la région,

ont souligné l'importance des efforts conjoints appelés à combattre le terrorisme et se prononcés pour un règlement équitable du problème du Sahara occidental, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Par ailleurs, les deux ministres se sont penchés sur les moyens de parvenir à un règlement durable des conflits, en Libye et au Mali. french.irib.ir 14.11

En complément. La candidate déclarée de l'Empire.

- Obama s'étonne que Suu Kyi ne puisse être présidente en Birmanie - Reuters

- Au côté de Suu Kyi, Obama appelle à des élections "*libres et équitables*" en Birmanie - AFP

Le sionisme ou l'extrême droite la plus raciste et antisémite du monde. Un puit sans fond de haine.

Leur cible ? La même que les auteurs de l'imposture du 11 septembre 2001 qui ont déclaré la guerre à 7 pays en majorité musulmane en 13 ans, la même que l'Emirat islamique : les musulmans ou leur religion.

- Un nouvel antisémitisme prospère, les vieux préjugés d'extrême droite aussi - 20minutes.fr

- Qui véhicule le plus de préjugés contre les Juifs ? Les résultats d'une double enquête d'opinion semblent confirmer l'hypothèse d'un "*nouvel antisémitisme*" dans la population musulmane, et battre en brèche l'idée d'une "*normalisation*" chez les sympathisants du FN.

Un rapport fabriqué de toutes pièces, par qui ? Qui repose sur quoi?

Des surinterprétations ou interprétations hasardeuses qui sont du domaine de la propagande encore une fois, l'auteur avouant une fois son crime perpétré que le maigre matériel sur lequel repose son rapport n'est même pas digne de constituer un "*échantillon*" de la population prise en compte, autant dire qu'il a été établi uniquement à des fins politiques, l'exploitation de ces conclusions relevant de la manipulation destinée à criminaliser ou diaboliser les opposants au sionisme, à l'existence de l'Etat d'Israël qui repose sur un mythe.

Y figure évidemment l'amalgame ordurier devenu obligatoire entre l'extrême droite et l'extrême gauche ou le Front de gauche ainsi que les musulmans pratiquants qui seraient des penchants extrémistes ou antisémites, ce qui confirme la nature politique de cette misérable mise en scène.

20minutes.fr - La Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), un think tank d'obédience libérale, a rendu publics vendredi de "*nouveaux éclairages*" sur "*l'antisémitisme dans l'opinion publique française*".

Ils proviennent de deux enquêtes Ifop menées pour vérifier les hypothèses du rapport de Jean-Christophe Rufin sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, remis en 2004.

Ce document notait, selon la Fondapol, "*une diminution du rôle de l'extrême droite dans la responsabilité des violences antisémites et, en revanche, une augmentation de celui d'une frange de la jeunesse issue de l'immigration*".

Dix ans plus tard, "*ce qui est confirmé par rapport au rapport Rufin, c'est l'émergence et l'affirmation d'un nouvel antisémitisme qui s'apprécient parmi les musulmans vivant en France*", a indiqué à la presse le directeur général de la Fondapol, Dominique Reynié.

La Fondapol relève en outre que "*les musulmans répondants sont deux à trois fois plus nombreux que la moyenne à partager des préjugés contre les Juifs*", tout en notant que "*la proportion est d'autant plus grande que la personne interrogée déclare un engagement plus grand dans la religion*".

Troisième "*point d'incandescence*", mais à un moindre degré, selon la Fondapol: "*la mouvance du Front de gauche*", au sein de laquelle "*les préjugés contre les Juifs sont plus répandus*" que chez l'ensemble des Français.

Plus globalement, "*il y a des opinions antisémites dans la société à un niveau que je trouve important*", commente Dominique Reynié.

En revanche "*il n'existe pas dans l'opinion un phénomène négationniste*", se félicite le politologue, seul 1% de l'échantillon qualifiant d'"*invention*" le nombre de 6 millions de morts juifs lors de la Shoah.

Enfin, l'antisémitisme trouve des relais dans un "*trio formé par les réseaux sociaux, les forums de discussion et les sites de partage*

de vidéos", note la Fondapol, qui l'a vérifié dans l'analyse comparée des jugements sur l'affaire Dieudonné.

La première enquête Ifop a été menée par questionnaire auto-administré en ligne du 26 au 30 septembre auprès d'un échantillon de 1.005 personnes représentatif des Français âgés de 16 ans et plus; la seconde a concerné 575 personnes de 16 ans et plus déclarant être nées dans une famille musulmane, et interviewées du 4 au 9 octobre, dans la rue "*pour obtenir un groupe d'une meilleure qualité*" selon Dominique Reynié.

L'universitaire reconnaît toutefois que ce sous-ensemble ne constitue pas un échantillon. "*Il n'est pas possible d'avoir une France musulmane en petit*", a-t-il regretté. 20minutes.fr 14.11

- Attentat de la rue Copernic: Hassan Diab en France samedi - AFP

Le principal suspect de l'attentat de la rue Copernic à Paris en 1980, Hassan Diab, devrait arriver samedi à Paris après avoir été remis aux autorités françaises vendredi à Montréal, a-t-on appris de sources concordantes.

Hassan Diab, Libano-Canadien âgé de 60 ans, est suspecté par la police française d'avoir déposé les engins explosifs dans les sacoches d'une moto qui avait explosé le 3 octobre 1980 devant la synagogue de la rue Copernic, tuant quatre personnes et faisant une quarantaine de blessés. AFP 14.11

Palestine occupée. Désinformation ou information tronquée sciemment par les médias français.

- Israël laisse les musulmans accéder à l'esplanade des Mosquées pour apaiser les tensions - 20minutes.fr

Pour la première fois depuis longtemps, Israël a laissé des milliers de musulmans se livrer sans restriction (d'âge, jusqu'à présent seuls les hommes de plus de 50 ans pouvaient y accéder et non 35 ans comme il est écrit dans cet article. - ndr) à la grande prière du vendredi sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-Est, dans l'intention de faire baisser la température autour de ce baril de poudre religieux. 20minutes.fr 14.11

Mais encore, de quelles "*tensions*" parlent-il ? Pourquoi ce revirement en moins de 24 heures? Hier matin encore cette restriction était maintenue par les autorités sionistes, que s'est-il donc passé entre temps ? On ne va pas mettre en entier cet article en ligne, dedans il ne figurait aucune explication.

J'ai lu un autre article : Esplanade des Mosquées : accès illimité pour les musulmans à la prière du vendredi - Le Monde.fr avec AFP 14.11, rien de nouveau non plus. Alors il faut aller chercher ailleurs.

Vous suivez ? Donc sans sans posséder les informations que les médias censurent il est impossible de comprendre le déroulement des faits et la situation réelle dans un pays.

- Des dizaines de Palestiniens défoncent le mur de séparation - french.irib.ir 14.11

Des dizaines d'activistes de la résistance populaire ont réussi ce vendredi matin à défoncer le mur d'annexion et d'expansion sioniste aux alentours de l'aéroport de Qalandiya à al-Qods, en utilisant des échelles et des ponts de fer. Ils ont réussi à gagner l'aéroport.

Par ailleurs, de violents affrontements ont éclaté ce vendredi midi entre des dizaines de jeunes palestiniens et des forces de l'occupation près du passage militaire de Qalandiya.

Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre de la semaine du "*retour à al-Qods*" organisée par les comités de résistance populaire.

Les forces de l'occupation ont attaqué les deux processions populaires qui ont marché vers le barrage israélien dans une tentative visant à entrer à al-Qods, pour briser le blocus imposé sur la ville.

La première procession a été organisée par les comités de résistance populaire et a essayé de pénétrer dans la ville sainte d'al-Qods. La deuxième procession a été organisée par les partisans du mouvement Hamas, et a commencé suite à la prière du vendredi devant l'entrée principale du camp de Qalandiya.

Les deux marches ont convergé au barrage militaire de Qalandiya, où les forces sionistes étaient sur le qui-vive. Elles ont lancé des bombes lacrymogènes et bombes sonores en grandes quantités sur les protestataires.

Auparavant, des dizaines d'activistes se sont rassemblés à la place Hazma, à l'entrée Est de la ville d'al-Qods.

Ils ont bloqué la place et brandi les drapeaux palestiniens, scandant des slogans comme: "*Par millions, à al-Qods nous retournerons*. Les soldats sionistes ont tiré des balles sur les jeunes pour les empêcher de prendre d'assaut le barrage et de briser le blocus pour prier dans la ville sainte. Source: al-Akhbar - french.irib.ir14.11

Il y a peut-être une autre explication.

- Les services de sécurité israéliens s'empoignent sur la place publique - french.irib.ir14.11

Benyamin Netanyahu a lancé un rare rappel à l'ordre aux chefs de l'armée et de la sécurité intérieure, pour qu'ils cessent, immédiatement, une exceptionnelle démonstration publique de leurs désaccords, a-t-on appris de source gouvernementale.

La querelle entre le chef d'état-major, Benny Gantz, et le directeur du Shin Beth, Yoram Cohen, porte sur la guerre, à Gaza, cet été. Mais elle vient d'éclater, sur la place publique, en pleine escalade des violences, à Jérusalem, en Israël et en Cisjordanie, alors que l'armée et le Shin Beth sont en première ligne, pour assurer la sécurité d'Israël.

Lors d'une réunion, mercredi, avec les deux chefs et le ministre de la Défense, Moshe Yaalon, M. Netanyahu "*a ordonné que l'on cesse, immédiatement, de régler en public des questions, qui devraient être réglées entre services de sécurité*", a indiqué le gouvernement. Les tensions, déjà, existantes entre l'armée et le Shin Beth ont été exposées au grand jour, après une émission d'enquête très populaire de la chaîne Channel 2, diffusée lundi.

Des responsables du Shin Beth, habituellement, extrêmement, discrets, y disent, sous couvert de l'anonymat, avoir informé l'armée, en janvier, que le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, se préparait à un conflit armé, en juillet. "*L'armée n'a pas pris ces informations en compte*", disent-il. En réponse, le chef d'état-major a écrit au Premier ministre une lettre, pour "*protester de la manière la plus vive*".

Publiée jeudi, par le quotidien Yedhiot Aharonot, la lettre dénonce les "*fautes éthiques et morales*" du Shin Beth. "*La participation du Shin Beth à ce programme de télévision est une défaillance morale*", écrit M. Gantz.

Le quotidien Haaretz écrivait, jeudi, que l'armée n'était pas la seule à se plaindre du Shin Beth. La police lui reproche, aussi, de ne pas avoir transmis des informations, sur les risques d'incidents sécuritaires, au sein de la population arabe de Jérusalem. - french.irib.ir14.11

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

- Les salariés du commerce disent «non» au travail du dimanche - Liberation.fr

Près de 1 000 salariés de grandes enseignes parisiennes ont manifesté ce vendredi contre le travail du dimanche alors que le projet de loi sur l'activité doit être présenté mi-décembre.

«*Mes parents se sont battus pour se reposer le dimanche, on ne peut pas laisser faire*»: Béatrice Simon, vendeuse au BHV, a manifesté vendredi à Paris aux côtés de plusieurs centaines de salariés du commerce contre le projet du gouvernement d'assouplir les règles sur le travail dominical.

Sous une nuée de parapluies, il y avait au moins 500 salariés du Printemps Haussmann, 200 des Galeries Lafayette, 200 du BHV et des dizaines de personnels de Gibert Joseph, de la Fnac, du Bon Marché, de Monoprix et de la marque de prêt-à-porter Uniqlo, selon les organisateurs, l'intersyndicale du commerce parisien Clip-P (CGT, SUD, CFDT, CFE-CGC et Seci-Unsa). Ils ont scandé «*travailler le dimanche, c'est non, non, non, travailler la nuit, c'est non aussi*» ou «*augmenter les salaires, pas les horaires*». Sur le dos de certains était placardée une affiche : «*Ne laissons pas le patronat vampiriser nos vies*».

Parti des grands boulevards, le cortège s'est dirigé vers la mairie de Paris, où une délégation a été reçue. La maire de la capitale, Anne Hidalgo (PS), a lancé en juin une mission d'évaluation sur le travail dominical après que Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères également en charge du Tourisme, eut préconisé le classement en «*zone touristique d'affluence exceptionnelle*» de certains quartiers comme celui du boulevard Haussmann. L'idée étant de permettre l'ouverture des commerces le dimanche.

Le projet de loi sur l'activité, qui sera présenté mi-décembre, prévoit que les commerces non alimentaires puissent ouvrir cinq dimanches par an sur simple demande (et non sur autorisation préalable) et jusqu'à 12 dimanches par an au total. En contrepartie, la compensation des salariés volontaires serait améliorée. «Le gouvernement se fait le porte-parole du Medef et cette manifestation est là pour dire la colère des salariés», souligne Karl Ghazi (CGT), très remonté. Il rappelle «l'offensive» récente du Medef qui a chiffré entre 40 000 et 100 000 le nombre de création d'emplois en plus dans le commerce et la distribution avec l'ouverture dominicale.

Pour Manon Cordier, vendeuse chez Gibert Joseph boulevard Saint-Michel, «*à terme, Paris deviendra une zone touristique en entier*». Ce que veut le Medef, «*c'est mettre fin aux majorations*» puisque dans ces zones, l'employeur n'est pas tenu de donner une contrepartie au salarié. «*On fait croire aux gens monts et merveilles. Contrairement aux arguments avancés par le gouvernement, le travail le dimanche ou de nuit ne sera pas créateur d'emplois*», s'énerve Françoise Ruotte, employée aux Galeries Lafayette. Elle dit déjà travailler «*régulièrement en sous-effectifs*».

De son côté, Houman Ahmadi, inspecteur de sécurité à la Fnac, déplore des effectifs qui «*ont baissé sur Paris de plus de 800 personnes*» en quelques années. «*Nous sommes déjà en souffrance au quotidien, alors travailler encore plus de dimanches...*», lâche-t-il, dépité. «*Nous sommes largement un bon millier à défiler ce qui est un exploit pour le commerce*», assure Eric Scherrer (Seci-Unsa). Dans le secteur, «*il y a 70% de contrats à temps partiel*» et «*du coup, débrayer, c'est compliqué, chaque heure compte*».

Si la manifestation était «une vraie réussite» pour les syndicats, ils sont sortis «*peu réjouis*» de leur réunion avec Olivia Polski, élue de la mairie de Paris en charge du commerce, de l'artisanat, des professions libérales et indépendantes. «*Le prochain Conseil de Paris qui pourra examiner les propositions de la mission sera en février, il y a des chances que d'ici là le gouvernement ait suffisamment avancé*», craint Karl Ghazi (CGT). libération.fr 14.11

Bravo les filles, c'est comme cela qu'on vous aime !

Cette mobilisation massive dans des conditions difficiles témoige que les masses sont prêtent au combat, dans l'unité, c'est un facteur dynamique supplémentaire...

Qu'ils se mettent en grève illimitée et le gouvernement reculera immédiatement, il n'aura pas le choix.

Haut de page

Le 16 novembre 2014

CAUSERIE

A propos du portail.

J'avais apparemment oublié de télécharger une vingtaine d'articles dans le serveur qui héberge le site, l'erreur est réparée et les fichiers introuvables sont disponibles.

Je vous ai signalé en début de semaine ce qui me semblait être une anomalie dans les statistiques, après avoir constaté 5835 visites le 2 novembre, et bien vendredi 14 il y en a eu 861 et le lendemain 1182, en rythme de croisière on enregistre entre 350 à 450 visites par jours.

Boycottez les médias, la presse écrite, n'achetez plus un seul journal ou magazine, utilisez uniquement les portails proposés par des journalistes indépendants sur Internet ou éventuellement le nôtre.

En refusant de les boycotter vous soutenez la censure et la désinformation à laquelle ils se livrent quotidiennement, la propagande de la classe dominante.

S'agissant de la télévision, on boycottera uniquement les journaux télévisés et éventuellement les émissions à caractère politique des principales chaînes, TF1, France2 et 3, Canal+, M6, France 24, TV5Monde, LCI, etc.

Autre chose.

Beaucoup plus important alors que ce tient le G20, la photo satellite faisant actuellement le tour du monde montrant un Mig-29 ou

un SU-25 ukrainien en train d'abattre le Boeing de la Malaysian airlines vol MH17. Lire les articles dans cette page.

Il faut se méfier de la contre-propagande ou de la propagande d'où qu'elle vienne aussi bien des Russes ou des Américains, cela dit à notre avis les Russes étant bien placés pour surveiller ce qui se passe dans le ciel de l'Ukraine, ils possèdent des informations qu'ils ne révèlent qu'aux compte-gouttes ou gardent sous le coude pour les échanger contre d'autres informations du camp adverse en cas de besoin.

En complément en anglais du journal britannique Daily Mail.

Is this the moment MH17 was shot down as it flew over Ukraine? Russian state broadcaster produces 'satellite images' showing alleged fighter jet attack - dailymail.co.uk 14 et 15.11

- 'Leaked' images show a missile streaking towards the MH17 flight
- Russian experts said Boeing was shot down by a Ukrainian warplane
- Kremlin-owned channel suggested a State crime was committed
- It was claimed that the space pictures were from a British or US satellite

Trois vidéos

1- What was the flight mission of Ukraine's jets in MH17 crash area?
http://www.youtube.com/watch?v=vsdu0qZTsh0

2- Industrie du tabac : la grande manipulation
http://www.youtube.com/watch?v=rLTg5PnSp9A

Où l'on apprend que comment certains géants du tabac séduisent les Etats.

Un reportage choc sur le lobbying de l'industrie du tabac au coeur des instances européennes

Chaque année, le tabac tue 73 000 personnes en France. Officiellement, les pouvoirs publics luttent contre ce fléau, notamment en augmentant régulièrement le prix des paquets de cigarettes. Mais qui sait que les géants de l'industrie du secteur alimentent par des millions d'euros le budget de l'État, en toute discrétion ?

Documents confidentiels à l'appui, Laurent Richard, après une enquête d'un an dans les coulisses de l'industrie du tabac, révèle ses stratégies secrètes.

C'est l'une des révélations du nouveau numéro de Cash Investigation, diffusé le 7 octobre sur France 2. Les équipes de Premières Lignes, la société de production de l'émission, ont mis la main sur un rapport secret de 600 pages, dans lequel Philip Morris a fiché les 754 députés, en recensant leurs tempérament, charisme, ambition personnelle, hobbies, et évidemment leurs prises de position sur le tabac. Un véritable plan d'attaque pour tenter d'affaiblir la directive tabac avant son adoption (en mars dernier) par le Parlement. Ceux que l'industriel considère comme des alliés potentiels apparaissent en vert, les autres en rouge.

Plus effarant encore, certains députés « *verts* », à l'instar de l'UMP Gaston Franco, ne cachent pas soumettre texto au Parlement européen une grande partie des amendements que Philip Morris leur suggère. « *Il est incroyable de voir à quel point leur stratégie est efficace. Il n'y a même plus besoin de corruption, de dessous de table* », souligne la présentatrice Élise Lucet, qui a réussi à interviewer un porte-parole du géant américain… maniant à la perfection les éléments de langage. Et l'on n'est pas au bout de nos surprises dans cette enquête passionnante, déclinée sur le ton mordant qui sied si bien à Cash.

3- Le discours censuré par les médias occidentaux.

Argentine - Débat 2014 de l'Assemblée générale de l'ONU
http://www.youtube.com/watch?v=EvU7VRScbYg

Allocution de Mme Cristina Fernández, Présidente de la République argentine, lors du Débat général de la 69e session de l'Assemblée générale de l'ONU le 24 septembre dernier.

Pour faire bref, elle a tenu exactement le même discours avec la même virulence que Poutine tout récemment contre l'attitude belliqueuse et tyrannique des Américains et leurs alliées occidentaux.

Cliquez sur sous-titres pour avoir le sous-titrage en français qui s'affiche automatiquement.

Un bref extrait.

Les grandes chaines de télévision internationales ont suspendu la diffusion en direct et stoppé la traduction du discours de la présidente de l'Argentine prononcé à l'Assemblée générale des Nations-Unies à New-York, le 24 septembre 2014 :

Voici les points principaux du discours de la présidente de la Nation argentine, Cristina Fernandez de Kirchner.

- Nous nous sommes réunis, il y a un an, quand vous avez qualifié de terroriste le régime du président syrien Bachar al-Assad, et soutenu les rebelles [en Syrie, ndlr], que vous avez qualifiés de révolutionnaires. Aujourd'hui, nous nous réunissons pour éradiquer ces révolutionnaires qui s'avèrent être des terroristes !

- Vous avez par le passé inscrit le Hezbollah [parti de la Résistance libanais, ndlr] sur la liste des organisations terroristes alors qu'il est un grand parti reconnu au Liban !

- Vous avez accusé l'Iran d'être derrière l'explosion ayant visé l'ambassade israélienne à Buenos Aires en 1994, alors que les enquêtes argentines ne sont pas parvenues à prouver l'implication de l'Iran !

- Vous avez adopté une résolution contre Al-Qaïda après les attentats du 11 septembre. Des pays comme l'Irak et l'Afghanistan ont été profanés et leurs habitants, tués sous ce motif, alors que ces deux pays souffrent toujours du terrorisme ! Internationalnews.fr

On comprend pour quoi les "*vautours*" s'acharne sur elle.

Fake. Une fausse vidéo parmi tant d'autres qui servent les intérêts des Américains.

Qui peut rester insensible à la souffrance endurée par ces millions d'enfants qui depuis bientôt 4 ans en Syrie (et en Irak, en Libye, en Afghanistan, au Soudan, en Palestine, etc.) croulent sous les bombes et les missiles, dont des dizaines de milliers d'entre eux ont été tués ou gravement blessés, et beaucoup d'autres encore plus nombreux encore qui seront traumatisés à vie par ce qu'ils ont vécu, les massacres abominables dont ils auront été les témoins impuissants, les atrocités commises sous leurs yeux par les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

Les partisans (occidentaux) de la chute d'Assad qui ne reculent devant aucune abjection dans leur propagande de guerre, profitent de l'émotion ressentie par la population du monde entier suscitée par le sort de ces millions d'enfants, pour en imputer la responsabilité à la République arabe syrienne, qui en réalité n'a eu de cesse de tenter de protéger la population civile des conséquences de cette guerre, qui est le fait d'une invasion de mercenaires sanguinaires à la solde des Etats-Unis et ses alliés.

Ils poussent le cynisme jusqu'à mettre en scène des enfants pour que la population mondiale soutienne leur politique qui consiste à renverser Assad.

Lisez, c'est hallucinant, car ils assument avoir trompé sciemment plus de trois millions de personnes. Au fait la Norvège, ne serait-ce pas un modèle de démocratie, de démocratie sociale ? Il devait y avoir une erreur quelque part, une supercherie de plus en somme.

Si vous avez suivi l'évolution de la situation mondiale sur notre portail, il ne vous aura pas échappé que ces derniers temps, la Finlande, la Suède et la Norvège sont montées au créneau au côté de l'Otan contre la Russie, n'est-ce pas ? Demain, tout comme la Hollande, le pays des tulipes et des moulins à vent, des coffee shop, des babas cool où on peut se défoncer librement, on apprendra que c'était parmi les pires pays du monde en terme de démocratie, comme les Etats-Unis où les Américains sont soumis à un régime de liberté surveillée 24h/24.

Il serait temps de se réveiller non ? On ne s'imagine jamais assez jusqu'à quel point ils ont pu nous tromper ou on peut avoir des idées fausses sur bon nombre de questions. Pour bien faire il faudrait tout vérifier, mais on n'en a malheureusement pas toujours le temps. On le fait petit à petit.

- "*Hero boy*" : la vidéo du garçon syrien sauvant une petite fille était fausse - Francetv info

Vue par près de trois millions de personnes sur YouTube en cinq jours, la séquence poignante n'a en fait jamais eu lieu. Cette vidéo intitulée "*Syrian Hero Boy rescue girl in shootout*" ("*un garçon syrien héroïque sauve une petite fille dans une fusillade*") est un "*fake*", une fausse vidéo. Derrière cet acte se cache un groupe de Norvégiens, qui ont révélé la supercherie à la BBC (en anglais).

"*Nous avons tourné au mois de mai à Malte sur les lieux de tournage de films comme Troie ou Gladiator, explique Lars Klevberg, âgé de 34 ans et auteur du scénario. Le garçon et la fille sont des acteurs maltes professionnels. Les voix que l'on entend derrière, ce sont des réfugiés syriens vivant à Malte.*"

Pourquoi avoir délibérément trompé les internautes, à propos d'un conflit où la guerre des images fait rage ? "*Je ne trouve pas ça gênant, explique le Norvégien. Nous voulions que la vidéo capte l'attention et fasse émerger un débat sur le sort des enfants dans la guerre en Syrie. Nous voulions aussi voir comment les médias réagiraient par rapport à cette vidéo*."

Selon l'équipe du court-métrage, la vidéo a reçu une aide financière de la part de l'Institut du film norvégien, qui savait que le projet allait être diffusé tel quel sur internet. Un représentant de cette institution assure que leur vidéo "*n'est pas une façon cynique d'attirer l'attention sur eux. Leur démarche est honnête*." Ce n'est pas l'avis d'une partie des commentaires, sur Youtube, qui reprochent à l'équipe d'avoir fait circuler cette information sans préciser qu'elle n'en était pas une. Francetv info 15.11

ACTUALITE EN TITRES

Réaction patronale. Sans "***effort***", c'est dans leur nature. Regret et engagement confirmé.

- Rebsamen regrette d'avoir traité Gattaz de "*petit syndicaliste*" - LePoint.fr

- Macron : l'effort annoncé pour les entreprises sera maintenu - LePoint.fr

"*L'intégralité de l'effort annoncé pour les entreprises sera maintenue coûte que coûte*". C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Economie Emmanuel Macron, dans un entretien au Monde, diffusé samedi. LePoint.fr 15.11

La classe dominante confirme qu'elle voulait flinguer Fillon. Elle a chargé Hollande de s'en occuper.

- Jouyet/Fillon: l'avenir politique de Fillon compromis pour 56% des Français - AFP

- Seuls 8% des Français souhaitent que Fillon soit le candidat UMP en 2017 - AFP

Il faut croire qu'il avait dû faire piètre impression à la réunion annuelle du groupe Bilderberg à laquelle il avait participé en 2013 avec Pécresse.

Vraiment ?

- UDI: intronisation sans fausses notes de Jean-Christophe Lagarde - AFP

- Congrès de l'UDI : le rassemblement, c'est pas (encore) maintenant - L'Obs

- UDI: Morin s'estime "vainqueur moral" de l'élection - AFP

Sarkozy surfe sur les préjugés de la majorité de la population.

- Mariage pour tous: Nicolas Sarkozy se prononce pour l'abrogation de la loi Taubira - 20minutes.fr

- Mariage gay et adoption: les Français majoritairement pour - AFP

Pure affabulation.

- Hervé Mariton : Sarkozy n'a pas un « *comportement convenable* » - LeParisien.fr

Qui en a un à l'UMP, à l'UDI ou au PS ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Ah !

- La gauche de la gauche manifeste contre "*l'austérité*" Valls - AFP

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Paris à l'appel du collectif "*Alternative A l'Austérité*" (3A), composé de partis de la gauche de la gauche, de syndicats et d'associations, pour "*dire non à la politique d'austérité du gouvernement Valls*". Le collectif 3A organisait également une trentaine de manifestations dans plusieurs villes de province, dont Toulouse, Bordeaux ou Strasbourg "*contre le budget d'austérité inefficace*", qui doit être voté mardi à l'Assemblée, et la "*répression accrue des mouvements sociaux, écologiques et citoyens*", suite à la mort de Rémi Fraisse à Sivens (Tarn).

Dans la capitale, le défilé entre la Place Denfert-Rochereau et l'Assemblée nationale a réuni entre 7 500, selon la préfecture de police, et 30 000 personnes, selon le collectif. Au total, "*100 000 personnes*" étaient dans la rue en France, a affirmé le collectif. AFP 15.11

Une centaine de partis, syndicats et associations appelaient à ces manifestations qui n'ont rassemblé que "*100 000 personnes*", qu'est-ce que cela signifie tandis qu'à eux tous leur nombre d'adhérents doit avoisiner ou dépasser 2 millions, mais où étaient-ils donc passés ?

On aura compris que les dirigeants du mouvement ouvrier pourris jusqu'à l'os n'ont jamais eu l'intention de mobiliser leurs troupes contre le gouvernement qu'ils ont porté au pouvoir, ceci explique cela.

Pseudo-gauche et gauche de la gauche : Imposture, récupération, double jeu et discours.

Ils osent tout, ils n'ont vraiment rien à envier à la droite.

On ne peut pas dire que Hollande est "*notre élu*" comme l'a affirmé Mélenchon et prétendre le combattre efficacement, venant de celui qui se voyait bien son Premier ministre et qui fut ministre sous Chirac (le gouvernement Jospin des privatisations), inutile de se demander dans quel camp il se situe réellement. Et après il ose s'en prendre à Jouyet qui fut successivement ministre sous Jospin, Fillon et maintenant Valls...

Contrairement à cet agent du régime, nous, nous n'attendons rien de Hollande ou des institutions de la Ve République, nous combattons la politique antisociale et impérialiste de Hollande dans la perspective du renversement du régime qui nécessite de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui conquerra la direction du mouvement ouvrier et guidera les masses exploitées jusqu'à la prise du pouvoir politique, qui se concrétisera par la création de leur propre Etat, une République sociale.

Notre combat commence par exiger le retrait du pacte de responsabilité, par rejeter toutes les mesures prises ou annoncées par le gouvernement tournées contre les masses exploitées, car pas un travailleur ne peut y adhérer, dans cette perspective politique susceptible de rassembler les éléments les plus conscients ou les plus déterminés parmi la classe ouvrière afin de construire le parti ouvrier révolutionnaire sur des bases politiques saines, celles du socialisme.

Ainsi nous nous démarquons également du POI qui ne veut pas entendre parler de cette perspective politique, et qui partant de là se coupe des moyens pour rassembler l'avant-garde ou construire le parti, le parti qu'ils construisent - en admettant que leur intention soit d'en construire un - sur des bases éclectiques ne pouvant pas constituer l'instrument dont nous aurons besoin pour affronter directement la classe dominante lors de la révolution, il se disloquera au premier coup de canon tiré par l'ennemi.

Puisque j'ai cité le POI, j'ai noté qu'il avait participé à ces manifestations et que la totalité des médias nationaux (et agences de presse) l'avaient fait disparaître ce matin, sauf un la veille au soir qui va se faire réprimander par ses maîtres :

"*Cette fois-ci le NPA, le POI, Nouvelle Donne et la gauche des Verts seront là avec 'les socialistes affligés' et le Front de Gauche au grand complet*", annonce Mélenchon sur son blog. Le Huffington Post 15.10

Passons à la cour et ses bouffons.

«*François Hollande doit comprendre qu'il n'est pas notre roi, il est juste notre élu*», a lancé Jean-Luc Mélenchon devant la presse. «*On ne l'a pas élu pour ça !*», a-t-il poursuivi. liberation.fr 15.11

(Jamais au cours des 35 dernières années nous n'avons apporté la moindre voix à un candidat du PS ou du PCF. Au passage, Hollande n'est pas le "*roi*" de Mélenchon, il est juste son Bonaparte et cela lui convient très bien. - ndlr)

- A gauche, l'introuvable « *majorité alternative* » - lemonde.fr 15.11

Plutôt qu'en rupture, les frondeurs se voient comme le dernier trait d'union avec les partenaires traditionnels du PS. « *Nous sommes, au sein du PS, en position d'avant-garde pour tenter de renouer le dialogue avec toute la gauche, parce que*

chaque semaine qui passe, des fossés se creusent entre nous », explique Christian Paul, député de la Nièvre, un des meneurs du mouvement. Pour eux, la ligne politique à même de convaincre tout le monde a déjà été tracée… par François Hollande. « *Si vous demandez à Pierre Laurent et Cécile Duflot si le discours du Bourget et le programme du PS de 2012, ça leur va, ils vous diront oui* », assure Pouria Amirshahi, député des Français de l'étranger.

(Les "*frondeurs*" rament en réalité pour Hollande ou la direction du PS, Christian Paul le dit lui même et Pouria Amirshahi le confirme, merci à eux. - ndlr)

Du côté d'Europe Ecologie-Les Verts, où l'allié naturel reste le PS, on souhaite ce retour aux fondamentaux de la victoire de 2012. « *Les écologistes sont disponibles pour redonner du sens à la mandature sur la base de l'accord passé en 2012* », assure Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV.

(Elle n'a pas une cosse dans la main quand il s'agit de proposer ses services à Hollande. Quelle vermine ! - ndlr)

Mme Cosse, qui n'appelle pas à participer à la marche contre l'austérité. « *Nous avons été élus avec des voix socialistes* », rappelle la députée EELV de l'Essonne, Eva Sas. « *Voter contre, c'est voter avec la droite, donc pour un programme d'austérité.* ». lemonde.fr 15.11

(Eva Sas n'est pas ingrate et assume contrairement à Mélenchon. Parce que le programme à plus de 90 milliards d'euros d'économie sur les budgets sociaux et autres cadeaux aux capitalistes ne serait pas un programme d'austérité, elle donne raison au Medef et à Bruxelles qui en réclament davantage. La Commission européenne donnera donc son aval au budget 2015 du gouvernement parce qu'il n'est pas d'austérité, comment vous ne saviez pas qu'elle était contre ? - ndlr)

En complément. Autres manifestations qui ont eu lieu hier.

- Alsace: les antinucléaires manifestent pour exiger la fermeture de Fessenheim - AFP

- Lyon: un millier de supporteurs de foot défilent contre la "*répression*" policière - AFP

Les réacs et les nantis sont dans la rue.

- Des milliers de partisans du barrage de Sivens défilent à Albi - Reuters

- Sivens: «*Laissez-nous décider de l'avenir de nos territoires*» - liberation.fr

A retenir dans ces deux articles.

liberation.fr- essentiellement des agriculteurs ; ne pas laisser une minorité s'opposer ; un projet d'intérêt général.

Alors qu'en réalité seules 40 à 80 exploitations sont concernées par ce barrage.

Qui manifestait ? Ils ont rameuté les poujadistes... jusqu'en Loire-Atlantique.

AFP- Les agriculteurs du syndicat majoritaire FNSEA, rejoints par la Coordination rurale, ont obtenu le soutien de nombreux élus locaux, du PS à l'UMP, pour la première grande manifestation en faveur du projet de retenue d'eau, vivement contesté depuis des mois.

"*Je suis très heureux du panel d'élus présents*" a déclaré à l'AFP Philippe Jougla, président de la FDSEA du Tarn, voyant au premier rang du cortège le député UDI de Castres Philippe Folliot, le député PS de la circonscription Jacques Valax, ou les maires DVD de Castres Pascal Bugis et de Lisle-sur-Tarn, Marilyn Lherm.

liberation.fr- Malgré les apparences, et la volonté des organisateurs, ce défilé ne serait donc pas une manifestation pro-barrage à l'appel d'agriculteurs. «*C'est l'ensemble du monde rural qui invite les citoyens à faire respecter les lois de la République*», explique à Libération le président départemental de la Chambre d'Agriculture… Au micro, l'animateur sono du cortège insiste : «*Nous sommes la société civile, accompagnée de tout le monde*». Le service d'ordre, coiffé de casquettes rouges, est pourtant organisé autour d'élus de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles et des Jeunes agriculteurs, «*défenseurs du bon sens agricole*», nous indique un «*élu de la FDSEA du Tarn et du monde coopératif*». Les drapeaux et calicots qui émergent au-dessus de la foule sont aussi siglés de la FDSEA des Landes, du Gers ou de la Coordination rurale du Lot-et-Garonne et de Loire-Atlantique.

Union UMP-UDI-PS.

liberation.fr - Tout au long du parcours, les élus restent bien alignés en tête de cortège. Avec le député (PS) Jacques Valax au centre, serrant la main du député (UDI) Philippe Foliot. Mais l'élu PS et le président de l'association des élus du Tarn Sylvain Fernandez ont été lâchés par 200 des leurs, élus de gauche dans le département qui n'ont pas voulu participer. En revanche, outre beaucoup d'élus ruraux sans étiquette, le patron départemental de l'UMP, Bernard Carayon, est heureux d'y apparaître en temps que «défenseur de la démocratie», ainsi que l'ex-maire d'Albi et celui toujours en poste de Castres, de la même famille politique. Ajoutez : l'Association des déportés, internés et Familles de disparus.

Décrédibilez les opposants à ce barrage en les traitant de "*zadistes*", menaces répétées à l'encontre des journalistes.

liberation.fr- Les zadistes ; Une pancarte dans le défilé : «*EELV Parti terroriste Dissolution*» ; Une autre : «*Antenne 2 (sic) FR3 (re-sic) France Inter, ne bâillonnez plus l'agriculture, la démocratie en dépend*».

liberation.fr - Au cas où cette diversité aurait échappé aux journalistes, la maire de la commune haut-garonnaise de Azas, Marie-Thérèse Lacourt, se fait menaçante: «*Notez bien que c'est tout le monde rural qui est mobilisé. Et attention à ce que vous allez écrire, je vous poursuivrai*».

Sordide manifestation sur fond de "*croissance*", "*productivité*", "*profit*".

liberation.fr -Pas un mot concernant le décès du jeune zadiste Rémi Fraisse (...) Juste une série de pancartes tout au long du cortège «*Non à la violence*», mais qui semblent singulièrement imputer la violence en question aux zadistes.

Cela a dû être si bref que le journaliste de Libération ne l'a pas entendu :

AFP - Le député socialiste Jacques Valax, qui a salué la mémoire de Rémi Fraisse.

Confirmation. Comme à Gaza : une arme de guerre contre des pierres.

- Le militaire qui a tué Rémi Fraisse livre sa version - lepoint.fr

"*J'ai constaté qu'un groupe de cinq à six personnes déterminées venait vers nous. Il était suivi à quelques mètres par un groupe plus nombreux. Ils étaient violents, agressifs et motivés. Ils nous projetaient des pierres.*"

C'est à ce moment-là que le militaire prend la décision de jeter une grenade offensive. lepoint.fr 15.11

Russie. Propagande, rumeur, désinformation des médias occidentaux.

Alors que la Russie a le soutien de : la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, l'Argentine, Cuba, l'Iran, la Syrie, l'Irak, l'Algérie, etc. soit plus de la moitié de la population mondiale.

Nous ne soutenons pas Poutine, nous dénonçons la propagande de l'impérialisme américain et ses alliés qui sert à justifier leurs guerres, ce qui n'est pas du tout la même chose. Notre démarche consiste à dresser des obstacles à l'application de leur politique néolibérale qui est conforme à leur stratégie, en informant travailleurs et militants, démontant leurs manipulations, brisant leur propagande et censure, afin que les travailleurs et les militants puissent résister ou mener leur combat dans une direction politique correcte ou conforme à leurs intérêts.

- Le G20 s'ouvre en Australie dans un climat de guerre froide - Le Huffington Post

- G20 : Vladimir Poutine seul contre tous - Francetv info

- Vladimir Poutine de plus en plus isolé sur la scène internationale - Francetv info

Nouvelle provocation orchestrée par les Américains.

- Manifestation antirusse à Tbilissi, la capitale géorgienne - Reuters

La rumeur, désinformation et amalgame.

- G20 : Vladimir Poutine va-t-il quitter prématurément l'Australie ? - Francetv info

Poutine n'a jamais dit qu'il ne participerait pas à la fin de ce sommet, mais qu'il pourrait ne pas participer au dernier déjeuner de travail entre tous les chefs d'État organisé par le pays hôte de ce sommet, l'Australie, dejeuner qui n'a qu'une valeur "*symbolique*", Australie qui en revanche et a l'instar des Américains et des Britanniques a également déclenché une violente campagne de calomnie contre la Russie, ce qui n'est pas la même chose.

Peu importe la réalité, place à la propagande états-unienne, les médias vont s'employer à faire un amalmage entre les deux moments de ce sommet du G20. Décryptage. On a mis en rouge les expressions qui procèdent de la propagande et travestissent la réalité.

Mécontent des critiques et des déclarations sur sa politique en Ukraine, le président russe a sérieusement envisagé, ce samedi 15 novembre, de quitter prématurément Brisbane, où se tient le sommet du G20. Vladimir Poutine a menacé de ne pas participer aux deux dernières réunions de travail consacrées, dimanche 16 novembre au matin, à des questions très importantes comme le climat ou encore la régulation financière. (Il ne s'agit en réalité que d'une seule réunion et encore, car on n'imagine mal qu'ils prennent des décisions lors d'un dîner intitulé de travail. Ils l'avouent eux-mêmes plus loin et se contredisent en affirmant qu'il ne s'agit que d'un "*événement symbolique*". - ndlr)

Boycott symbolique.

Son propre porte-parole, Dmitri Peskov, a été obligé, samedi, de faire une mise au point et un démenti (Alors qu'il n'avait rien affirmé, ce sont ces ennemis qui avaient fait courrir cette rumeur qu'ils ont fabriquée. - ndrlr). Il a indiqué que, finalement, Vladimir Poutine participerait bien au sommet jusqu'au bout. Le président russe pourrait toutefois boycotter un dernier événement symbolique : le dernier déjeuner de travail entre tous les chefs d'État. Un façon de montrer que Moscou est vraiment de mauvaise humeur après ce G20. Francetv info 15.11

On le serait à moins ! En réalité, Poutine n'a peut-être pas envie de dîner avec les dirigeants des puissances occidentales qui passent leur temps à le dénigrer, l'insulter ou le calomnier (Obama et Cameron notamment), à attaquer la Russie.

Voilà qui tranche avec le sommet de l'Apec qui s'est déroulé dans la bonne humeur, tout du moins jusqu'à l'arrivée d'Obama.

- Ambiance glaciale au sommet du G20 dominé par les tensions entre la Russie et l'Occident. - AFP

Voilà qui a dû encore les exciter un peu plus.

- Les autorités russes expulsent une collaboratrice de l'ambassade d'Allemagne - AFP

Ou encore.

RIA Novosti 30 octobre. Le travail de Vladimir Poutine au poste de président russe satisfait 88% des habitants de la Russie, rapporte mercredi le centre d'analyse national Levada à l'issue d'un sondage. Selon les sociologues, 88% des Russes approuvent somme toute le travail du président, alors que 11% d'autres le désapprouvent. 1% des sondés n'ont pas d'opinion sur ce point.

Dernières minutes.

Il est 19h51 à Pondichéry.

Je me suis remis au boulot pour formater cette page il y a 20 minutes, après avoir dîner en regardant les infos sur Russia Today. Il y a un décalage horaire de 2 heures avec Moscou.

Sur le bandeau en bas de l'écran où sont diffusées des infos en temps réel j'ai pu lire que les médias avaient largement amplifié les tensions qui existaient entre Poutine et les chefs d'Etat occidentaux... J'en déduis donc que les discours tenus par les médias étaient davantage destinés à leurs populations, histoire d'alimenter la propagande de guerre ou justifier les visées impérialistes de leurs dirigeants qu'elles sont appelées à soutenir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Israël/Gaza: Quand les colons "supplient" la Résistance - french.irib.ir

Le président du conseil des colonies de Ashkol, colonie située à proximité de Gaza en est désormais à lancer un appel de pieds à l'adresse de la Résistance palestinienne pour qu'elle conclue une trêve de longue durée avec les israéliens avant qu'une nouvelle guerre ne commence. Hayem Yaalin est d'ailleurs bien pressé et il veut que ce cessez-le-feu soit mis en vigueur au plus vite pour éviter le risque d'un nouveau conflit. " *Il va sans dire que le Hamas continue à creuser des tunnels sous terrains et à se préparer pour une future confrontation. C'est une question de temps . à vrai dire l'armée israélienne n'a réalisé aucun de ses objectifs au cours de sa dernière guerre contre Gaza. A-t-elle réussi à les réaliser? Si oui, pourquoi alors elle n'a rien fait pour imposer un cessez-le-feu à long terme? L'Egypte boude en ce moment le Hamas. Mais pourquoi ne pas chercher du côté de Riyad une médiation? Les Saoudiens pourront aider à ce qu'une trêve longue entre en vigueur*".

Les observateurs politiques relèvent cet appel à la trêve formulée par des colons comme une nouvelle victoire pour la Résistance : les Israéliens sont entièrement déconnectés de leur armée et de leurs dirigeants politiques, qu'ils jugent incapables de leur assurer la sécurité. La méfiance est telle qu'ils en sont à tendre la main vers leurs ennemis, et à quémander une trêve. french.irib.ir 15.11

Qatar.

- Qatar: le coup d'état contre Tamim - french.irib.ir

Selon une source bien informée dans le golfe Persique, un projet de coup d'état contre le jeune émir du Qatar, Tamim vient d'être déjoué. Al Manar de la Palestine qui rapporte cette information, affiirme que l'émir aurait donné l'ordre à ses gardiens du corps d'arrêter 17 membres de la famille Al Thani pour cause de tentative de coup d'état. Il y a quatre jours, Tamim a nommé son frère cadet au poste de son adjoint.

Ce serait la tribue Al Masnad, tribue à laquelle appartient sa mère qui aurait aidé Tamim à neutraliser ce coup d'état. La famille Al Thani est sa quasi totalité contre l'intronisation de Tamim qui remplace le puissant Hamad, poussé vers la porte par les Américains en 2013, au terme de sa royale défaite contre Assad. Les maisons de nombreux proches de l'émir sont surveillées par l'appareil de renseignement, ajoute cette source. french.irib.ir 15.11

Grèce

- Grèce : les forces de sécurité ont chargé les manifestants protestataires - french.irib.ir 15.11

En Grèce, la tension est vive entre les universités et le gouvernement, au seuil de la commémoration de l'anniversaire du soulèvement estudiantin.

Les manifestations estudiantines ont eu lieu, partout, dans le pays. A Athènes, cette manifestation a tourné aux affrontements entre les étudiants et les forces de sécurité. Les forces de sécurité ont chargé les étudiants à coups de gaz lacrymogènes et de matraques. 50 étudiants ont été blessés. Les forces de sécurité ont procédé, également, à plusieurs arrestations. french.irib.ir 15.11

Ce matin pas un média français n'en rendait compte.

Haut de page

Le 17 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera une quinzaine d'articles plus tard si on en trouve le temps, il est 19h32 heure locale.

La guerre sans fin au terrorisme des Etats-Unis ne s'apparente-t-elle pas à la propagande de la terreur ?

- Etat Islamique : la terreur pour propagande - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

Plus... ou toujours pire.

- Le G20 promet surcroît de croissance et transparence fiscale - AFP

Plus de croissance, plus de transparence fiscale, plus d'égalité hommes-femmes, plus de sécurité énergétique: les pays du G20 ont affiché d'ambitieux objectifs à l'issue du sommet de Brisbane, face à une conjoncture économique morose. AFP 16.11

Comment ils hypothèquent la survie de l'espèce humaine.

- Santé : les enfants ne marchent pas assez - Francetv info

Les spécialistes recommandent près de 10 000 pas par jour afin d'éviter certaines maladies. Mais notre mode de vie a changé et aujourd'hui, les enfants ne marchent pas assez. Francetv info 16.11

Et ils seront à moitié aveugle parvenus à l'âge adulte pour avoir toujours les yeux fixés sur un écran. A 30 ans ce seront devenus des mutants, en guise de lutte finale pour leur libération, il ne leur restera plus qu'à achever leur lobotomie...

Faites des enfants disent-ils, à croire que cela fait aussi partie de la croissance, de la consommation qui concourt à leur autodestruction, sinon ils les laissent crever.

- Un cas "*hautement pathogène*" de grippe aviaire aux Pays-Bas - Reuters

La même que celle que vous affichez face à l'occupation de la Palestine.

- Zaz évoque la "*légèreté*" à Paris sous l'Occupation et suscite un tollé - LePoint.fr

La même que celle que vous affichez face à toutes les guerres fomentées par l'impérialisme anglo-saxon-sioniste qui s'inscrivent dans la suite des précédentes...

Guerre à l'occupant.

- Israël refuse toute limitation de la colonisation à Jérusalem-Est - L'Obs

- Un Israélien poignardé à Jérusalem, la police recherche un suspect arabe - AFP

Un Israélien a été poignardé dans le dos dimanche à Jérusalem d'un coup de tournevis imputé par la police à un jeune Palestinien qui a pris la fuite. AFP 16.11

Le jour même un autre jeune Palestinien a été abattu par Tsahal, mais apparemment cette info n'est pas parvenue jusqu'à Paris...

- Gaza: "*Tsahal*", terrorisé, tue un palestinien - french.irib.ir

Hanté par les commandos palestiniens, les militaires sionistes ont ouvert le feu sur un jeune palestinien qui s'approchait des frontières avec Israël. le ministère israélien de la Guerre a autorisé les militaires à tirer à balle réelle sur les palestiniens s'ils se sentent menacés.

Les tensions croissantes continuent à embraser la cisjordanie et Beitolmoghadas, ce qui a poussé l'armée et les forces de sécurité israéliennes à déployer massivement leurs forces dans les terriroires palestiniens ; une troisième intifada est sur le point de survenir et le régime sioniste est incapable de l'enrayer. french.irib.ir 16.11

ACTUALITÉ DU JOUR

La "***machination***".

- François Hollande : "*Jean-Pierre Jouyet est un bon secrétaire général de l'Elysée* " - Francetv info

On ne peut même pas dire qu'il a l'art de savoir s'entourer pour gouverner après avoir dû virer plusieurs conseillers, Aquilino Morelle et Claude Sérillon, plusieurs ministres, au point de confirmer qu'il a catapulté à l'Elysée pour jouer les seconds rôles au côté de Fabius principalement, Sapin ensuite, moins connu, ce qui permet d'avoir plus de pouvoir encore, Valls a été recruté pour sa servilité et son cynisme qui sied parfaitement à son rôle, Macron lui a été imposé par les banquiers.

Il faut donc en déduire que les seuls qu'il avait vraiment désignés pour faire partie de son équipe étaient ses conseillers qui ont fait merveille, peut-être Cahuzac puisqu'il a la main heureuse. Hollande est tout juste un homme de paille, il n'est pas à la hauteur de la fonction qu'il est censé assumer, disons qu'il sait lire les notes et les discours qu'on rédige à son attention. Et dès qu'il a une idée, elle est forcément génial ! La preuve, quoique, elle a dû lui être soufflée, par qui ?

- Fillon : «*J'ai du mal à croire que Jean-Pierre Jouyet ait pu agir seul*» " - LeParisien.fr

- Affaire Jouyet : Fillon accuse Hollande de "*machination*" à mots couverts - Francetv info

Invité de BFMTV dimanche 16 novembre, François Fillon a implicitement accusé François Hollande d'être à la manœuvre dans l'affaire qui oppose l'ancien Premier ministre au secrétaire général de l'Elysée, Jean-Pierre Jouyet. "*C'est une affaire qui ressemble étrangement à une machination*", a commenté François Fillon, qui dément catégoriquement avoir tenu de tels propos.

"*Comme je ne pense pas que le secrétaire général de l'Elysée puisse agir sans au moins en informer le chef de l'Etat, il y a un vrai soupçon que nous soyons en face d'une véritable affaire d'Etat, a-t-il souligné. On a le sentiment que tous ceux qui ont l'audace de vouloir être candidat à l'élection présidentielle à un moment ou un autre de leur existence sont confrontés à des accusations mensongères, à des calomnies*", a-t-il poursuivi.

L'ancien locataire de Matignon ne cesse de démentir vigoureusement les propos que lui prête Jean-Pierre Jouyet. «*Cette conversation n'a jamais eu lieu*», a-t-il encore martelé sur BFMTV. «*C'est en contradiction avec toute ma vie politique, mon éthique. (...) Je vous dis avec un peu de colère que cette accusation est mensongère. Je suis sûr de moi, sûr de mon honnêteté.* »

François Fillon s'en prend aussi aux deux journalistes du Monde, «*qui ont table ouverte à l'Elysée.*» Selon l'AFP, qui cite un haut membre de l'exécutif, «*tous les mois, Davet et Lhomme viennent voir François Hollande depuis le début du mandat, il y a une confiance qui s'est établie entre eux. Le président leur raconte tout, dit tout, ouvre les vannes parce que le deal qu'ils ont passé, c'est que rien ne sorte avant 2017*» où les deux journalistes doivent publier un ouvrage sur le quinquennat.

Selon un proche du président, le jour de l'entretien entre Jean-Pierre Jouyet et les deux journalistes, François Hollande «*sait qu'ils sont là, c'est dans l'agenda des activités du Palais.*» Francetv info et LeParisien.fr 16.11

En complément. A qui le tour ?

- Un ministre portugais démissionne pour une affaire de corruption - LeMonde.fr

G20. La stratégie de la tension va de pair avec celle du chaos. D'un déjeuner de cons à l'autre.

Grille de lecture.

- Vous aurez remarqué qu'en dehors des principaux chefs d'Etat des puissances occidentales alignés sur les Américains et l'Otan (Américain, Britannique, Canadien, Australien, Japonais, Italien, Français, Espagnol et Allemand), les médias on fait passer systématiquement à la trappe les chefs d'Etat des autres puissances présents à ce sommet (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, etc.) comme à l'époque coloniale dont ils sont nostalgiques. Les puissances occidentales citées plus haut ne représentent pas plus de 10% de la population mondiale.

- Comme l'expliquait hier soir le journaliste sur Russia Today International, ce que la population mondiale lit, voit ou entend ou les faits tels que les rapportent les médias occidentaux ou des pays alliés des Etats-Unis sont souvent une caricature de la réalité qu'ils déforment systématique conformément à la propagande de leur gouvernement respectif, afin de justifier leur politique envers la Russie ou bien d'autres pays ou servir leurs intérêts.

Par ailleurs, il y a la mise en scène à laquelle se livrent les différents chefs d'Etat qui est destinée à alimenter les médias mainstreams en direction de la population qu'il s'agit de conditionner, et il y a les rapports réels qu'ils entretiennent en coulisses ou les discussions sérieuses qu'ils ont ensemble qui ne doivent pas parvenir à la connaissance ou aux oreilles de la population

ou seulement ce qu'ils décideront par la suite de lui livrer.

Pour être complet, il faut ajouter que les positions et les postures que les chefs d'Etat des puissances occidentales affichent ou adoptent leur sont dictées par des technocrates ou des conseillers qui servent de relais avec les différents cercles ou les différentes couches de la classe dominante. Les Obama, Cameron, Hollande et consorts ne sont pas libres de décider la politique qu'ils vont appliquer ou du discours qu'ils doivent tenir en public, ce sont de simples excécutants, des subalternes agissant pour le compte des capitalistes. Ils sont aux ordres, et en cas d'écart ou de faute, ils sont vertement rappelés à l'ordre par les mêmes canaux, donc y compris les médias qui sont aux avant-postes de la propagande officielle de la classe dominante.

Si vous avez bien observé, les annonces faites par les médias précèdent ou surviennent simultanément à celles des chefs de l'Etat ou des gouvernement, soit sous forme de sondages, soit sous forme d'articles, généralement les deux sont couplés à quelques jours d'intervale, tout dépend de l'accueil ou des réactions qu'ils ont pu susciter notamment. Cela ne signifie pas que les médias ont plus de pouvoir, bien que, puisque les rédacteurs en chef qui sont responsables de leur ligne éditorial ont été recrutés en fonction de leur servilité à l'égard des dirigeants de la classe dominante à appliquer scrupuleusement leurs ordres, ce qui est facilité par le fait que ce sont eux qui possèdent ou contrôlent les médias, du coup ils se servent en priorité de ce canal-là pour imposer leur politique. Bien entendu cela ne va pas forcément de soi, il arrive que les médias en fassent trop ou pas assez ou que le chef de l'Etat ou un ministre n'aient pas tout à fait compris ce qu'on attendait d'eux, ce qui donne lieu à des cafouillages, des corrections, des démentis, des volte-face de dernière minutes, autant de failles que l'on exploite car elles révèlent leurs réelles intentions, leurs rapports réels, etc.

Tout cela pour dire que les chefs d'Etat lorsqu'ils se réunissent n'ont pas grand chose à se raconter ou à s'apprendre, l'essentiel se passe en réalité en coulisse loin des regards indiscrets ou des caméras entre leurs conseillers qui se passent les messages et négocient à la place des ces pions sans réel pouvoir. D'ailleurs c'est facile à comprendre, au regard de leur emploi du temps très chargé et de la multitude de sujets ou de situations qu'ils sont censés traiter qui peuvent être très complexes, il est évident qu'ils ne peuvent pas possèder les connaissances requises pour prendre des décisions, leurs conseillers ne se bornent pas à leur fournir des analyses bourrées de données, des hypothèses ou des pistes de réflexion, leur armée de technocrates leur fournissent également les conclusions qu'ils n'ont plus qu'à adopter ou rendre public. Tout le monde croira qu'ils en sont les auteurs et qu'ils disposent du pouvoir de décision, alors qu'en réalité il n'en est rien. Et là encore, ils peuvent être induits en erreur par des technocrates trop zélés ou défaillants et devoir corriger le tir par la suite plus ou moins maladroitement.

Parfois on se demande comment ils peuvent tenir des discours contradictoires d'un jour à l'autre aussi facilement, mentir délibérément ou faire preuve de cynisme, cela tient au fait qu'ils n'en sont pas les réels auteurs ou avec l'expérience ils ont acquis un comportement qui relève du dédoublement de la personnalité où les paroles qui sortent de leur bouche ne leur appartiennent pas vraiment, il est commandé par des intérêts avec lesquels ils s'identifient, ce qui fait qu'ils sont parfaits pour jouer le rôle qu'on attend d'eux, paradoxalement cette double personnalité finit par n'en faire plus qu'une seule, en réalité en adoptant ce personnage ils ont perdu toute liberté de pensée et d'action, toute personnalité, d'où l'impossibilité d'exiger d'eux une autre attitude ou une autre politique.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ce sujet, ce n'est là qu'une brève esquisse.

- Toutes les accusations portées par Obama et ses alliés contre Poutine les concernent directement en réalité, elles ont pour fonction de faire en sorte qu'on ne les porte pas contre eux ou de camoufler leur véritable politique impériale ou leurs réelles intentions qui sont évidemment inavouables.

- Le G20 se sera terminé comme il avait commencé: par des tensions. - LeFigaro.fr 16.11

- G20 : Poutine a séché le déjeuner -LeParisien.fr

En réalité, un barbecue de clôture organisé par le premier ministre australien Tony Abbott qui avait donné le ton dès vendredi, de manière très abrupte, reprochant au président russe de vouloir restaurer «*la gloire perdue du tsarisme ou de l'Union soviétique».*" LeFigaro.fr 16.11

Il a été accueilli au G20 de manière glaciale par la plupart des dirigeants occidentaux.

Dimanche matin encore, Etats-Unis, Australie et Japon se sont dits "*résolus (...) dans l'opposition à la prétendue annexion de la Crimée par la Russie, et aux actions de déstabilisation (de Moscou) dans l'est de l'Ukraine*" à l'issue d'une réunion trilatérale.

Tout au long du week-end, il en a été ainsi, les échanges étant parfois plus directs, à l'image de ce qu'à lancé samedi le Premier ministre canadien Stephen Harper à Vladimir Poutine: "*je n'ai qu'une seule chose à vous dire : vous devez sortir d'Ukraine*". Ce a quoi a rétorqué Vladimir Poutine: "*C'est impossible puisque les Russes n'y sont pas*", selon un porte-parole russe.

"*J'imagine que je vais vous serrer la main, mais je n'ai qu'une seule chose à vous dire : vous devez sortir d'Ukraine*". La pique

du Premier ministre canadien Stephen Harper à Vladimir Poutine, rapportée par la presse canadienne, résume assez bien le ton des échanges entre la Russie et les pays anglo-saxons tout au long du sommet. Barack Obama a qualifié d'"*invasion*" le comportement des troupes russes en Ukraine, tandis que David Cameron mettait en garde le régime de Moscou. "*S'il continue à déstabiliser [son voisin], il y aura d'autres sanctions, d'autres mesures*" a averti le Premier ministre britannique, estimant que "*le président Poutine est conscient qu'il se trouve à un carrefour*".

Tout au long du week-end, les leaders occidentaux se sont relayés pour mettre en garde la Russie, le président américain Barak Obama estimant quant à lui que l'agression russe de l'Ukraine était une «*menace pour le monde*». LeFigaro.fr 16.11

"*S'il continue ( ) à violer le droit international, à violer un accord sur lequel il s'est engagé il y a quelques semaines, l'isolement que la Russie connaît actuellement se poursuivra*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet du G20. (Après avoir attaqué la Serbie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie par Al-Qaïda et Emirat islamique interposés, etc. - ndlr)

Ces attaques n'ont pas empêché Vladimir Poutine de se réjouir d'être venu. "*Effectivement, certains de nos points de vue ne coïncident pas, mais les discussions ont été complètes, constructives et très utiles*", a déclaré Poutine lors d'une conférence de presse retransmise par la télévision russe.

Le président russe a notamment remercié le Premier ministre australien et hôte de l'événement Tony Abbott pour son accueil. huffingtonpost.fr 16.11

Il les laisse "***blablater***" entre eux.

LeParisien.fr - Un couvert de moins autour de la grande table du G20. Celui de Vladimir Poutine qui a décidé de ne pas participer au déjeuner du sommet des 20 dirigeants les plus puissants du monde qui s'est déroulé vers 13 heures (locales, 4 heures en France) à Brisbane, en Australie, la ville hôte. Si le président russe a bien participé dans la matinée aux différentes rencontres portant notamment sur la coopération fiscale, la régulation financière ou l'énergie, Poutine a finalement séché le dernier «*déjeuner de travail*» au sujet des «*enjeux futurs*» dont celui du réchauffement climatique. «*The lunch is not important, just blablabla*», (Ndlr : «*Le déjeuner n'est pas important, c'est juste du blabla*») expliquait-on sans détour dans la délégation russe.

En lieu et place du déjeuner, Poutine a rencontré dans son hôtel les journalistes russes avant de reprendre plus rapidement que prévu son avion pour Moscou. LeParisien.fr 16.11

Obama, Cameron, Hollande, Harper et Abbott sont des rustres.

Poutine, d'ordinaire prompt à afficher sa vigueur physique et sa virilité, a expliqué avoir quitté le sommet de Brisbane bien avant ses homologues en raison de son besoin de sommeil.

"*Pour aller d'ici à Vladivostok, il faut neuf heures d'avion, et encore neuf heures pour faire Vladivostok-Moscou. Ensuite, nous devons rentrer à la maison. Nous avons besoin de dormir au moins quatre ou cinq heures*", a déclaré l'homme fort de la Russie à des journalistes russes.

Arrivé sur le tarmac avec le sourire et d'un pas alerte, Vladimir Poutine ne semblait visiblement pas fatigué, selon des images diffusées par les organisateurs du sommet. Il est même allé serrer la main de deux motards de son escorte et a posé aux côtés de membres du personnel de sécurité pour une photo souvenir, avant de monter dans l'avion. huffingtonpost.fr 16.11

La propagande états-unienne ne l'empêchera pas de dormir.

- Vladimir Poutine quitte précipitamment le G20 - LeFigaro.fr

- Poutine quitte l'Australie après un G20 tendu à cause de l'Ukraine - 20minutes.fr

- G20: Poutine avait besoin de dormir - Liberation.fr

- Ce qu'il faut retenir du G20 de Brisbane marqué par le départ précipité de Poutine - L'Express.fr

- Sous pression à cause de l'Ukraine, Poutine quitte le G20 avant la fin - Le Huffington Post

- G20: l'Occident a harcelé la Russie sur la crise ukrainienne - AFP

- Vladimir Poutine seul contre tous - Francetv info

Vladimir Poutine est rentré en Russie avant la fin officielle du G20, renforçant son image de chef d'État seul contre tous. Francetv info 16.11

Jusqu'au bout il leur faut falsifier la réalité... Il a le tort de défendre les intérêts de la Russie, tandis que tous les chefs d'Etat des puissances occidentales sacrifient ceux de leur pays respectif au profit des Américains, dont l'hégémonie sur le monde doit être sans partage et indiscutable, pour l'éternité.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- La CIA soutient les terroristes, en Syrie - french.irib.ir

Selon un nouveau rapport, Washington s'apprête à renforcer le rôle de la CIA, dans l'armement et l'entraînement des terroristes, en Syrie.

Selon le rapport de Press TV, le journal "Washington Post" a indiqué, samedi, citant les responsables américains, que ce plan vise à accélérer les soutiens secrets des Etats-Unis aux terroristes, en Syrie, au moment où le Pentagone envisage de mettre sur pied ses propres bases d'entraînement. Les perspectives de progrès du plan de la CIA ont été débattues, la semaine dernière, lors de la réunion des hauts responsables de la sécurité nationale, à la Maison Blanche.

Ce plan proposé intensifiera les activités secrètes de la CIA, qui s'étaient déjà multipliées durant ces trois dernières années. La CIA s'est pourtant refusée à toute explication sur son rôle, quel qu'il soit, en Syrie. Le service d'espionnage américain procède actuellement à l'évaluation et à l'entraînement mensuelle d'environ 400 terroristes, qui luttent contre le gouvernement de Bachar al-Assad. french.irib.ir 16.11

Irak

- Baaqouba : la découverte du plus grand siège de commandement souterrain de Daesh

Le plus grand siège de commandement souterrain de Daesh a été découvert, dans le Nord de Baaqouba, a annoncé, le gouverneur de la ville d'al-Khales.

"*Daesh tente de mettre en pratique, en Irak, l'expérience des tunnels, en Syrie*", a affirmé Adi al-Khadaran, le gouverneur de la ville d'al-Khales, dans la province de Diyali, en allusion à la découverte du plus grand siège de commandement souterrain de Daesh, dans le Nord de Baaqouba.

"*Ce siège souterrain est situé à 75 km, au Nord de Baaqouba, et s'étale sur plusieurs dizaines de mètres*", a-t-il expliqué.

"*Une quantité d'explosifs, de drogues et médicaments et quelques cartes y ont été trouvés*", a-t-il ajouté.

Daesh tente de mettre en pratique l'expérience des tunnels, en Syrie, dans les zones sous son contrôle, en Irak, pour, ainsi, réduire le nombre de ses victimes, face aux forces de sécurité irakiennes. french.irib.ir 16.11

ECONOMIE

Japon

- Après un nouveau recul de son PIB, le Japon retombe en récession - lemonde.fr

Le Japon est retombé en récession du fait d'un nouveau recul de son produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre (- 0,4 %), après une contraction de 1,9 % au deuxième, a annoncé lundi 17 novembre le gouvernement. Il s'agit d'un revers inattendu pour

le premier ministre Shinzo Abe qui devrait annoncer dès mardi la dissolution de la chambre basse du Parlement et convoquer des élections anticipées en décembre.

En rythme annualisé, le PIB a plongé de 1,6 % entre juillet et septembre, alors que les économistes tablaient en moyenne sur une croissance d'environ 2 %. Le Japon avait subi une décroissance de 7,3 % entre avril et juin en rythme annualisé.

Face à ce net ralentissement, la Banque du Japon (BoJ) avait accru fin octobre son programme de rachat d'actifs, dans l'espoir de redonner du tonus à l'économie. Devant ces chiffres catastrophiques, le chef du gouvernement devrait renoncer à mettre en vigueur une taxe à 10 % en octobre 2015, comme la loi le prévoit pourtant dans le but d'enrayer la colossale dette publique, par crainte de voir l'archipel s'ancrer dans la récession. lemonde.fr 17.11

Haut de page

Le 18 novembre 2014

CAUSERIE

Lundi 23h20.

15 articles ont été ajoutés.

On est mardi il est 0h30 ici à Pondichéry et je vais aller me coucher. A tout à l'heure !

A lire et faire lire, à télécharger et diffuser le plus largement possible :*Atlantic Council : l'officine de propagande de l'OTAN*

D'une autre source j'en ai téléchargé une cinquantaine de la même veine ou parfois un peu moins consistant se rapportait à l'histoire du vieux monde au XXe siècle, j'essaierai de les regrouper et de les mettre en ligne le plus rapidement possible. Ce sont des articles qui datent parfois d'une dizaine d'années, mais qui valent vraiment le coup d'être lus au moins une fois.

Mardi 19h22.

Le boulot est terminée. Je bosserai moins plus tard, quand j'aurai déménagé je me reposerai un peu.

Palestine occupée.

Avez-vous les photos ou les images montrant des Palestiniens en train de commencer à péter le mur des sionistes, d'autres sont tranquillement montés dessus, assis à cheval dessus ils discutent le coup...

Je me suis toujours demandé pourquoi ils ne l'avaient pas encore plastiqué ou défoncé avec un bulldozer ou un missile, je ne comprends pas. Apparemment ils y viennent...

Nous défendons la lutte armée des Palestiniens contre l'occupant.

Vaut mieux manifester à Abou Dis qu'à Sivens, c'est moins dangereux.

Hier à Abou Dis, localité arabe voisine de Jérusalem, les militaires de Tsahal ont tiré des gaz lacrymogènes en direction des jeunes qui leur jetaient des pierres. AFP 17.11

Tsahal ne les a pas canardés à coup de grenades offensives, mais dites-donc le ministère de l'Intérieur français ferait-il du zèle à trop vouloir imiter l'Etat sioniste ?

Le cou normand. C'est le produit de votre société pourrie.

- Maxime Hauchard, le Normand devenu égorgeur pour Daech - L'Express.fr

Pour comprendre ce qui se passe en Ukraine, en Syrie et en Irak.

- Atlantic Council : l'officine de propagande de l'OTAN - anticons.wordpress.com 10.11

Extrait. Très présent sur ce forum, Zbigniew Brzezinski est le géostratège qui a conseillé les présidents Jimmy Carter, George W. Bush et Barack Obama. L'Atlantic Council offre à Zbigniew Brzezinski une tribune permanente, lui permettant par exemple de rabâcher sans relâche son couplet favori du moment : « *il est dans l'intérêt des américains que l'occident arme l'Ukraine.*»

Le fait que le gouvernement de Kiev utilise des groupes paramilitaires ouvertement néo-nazis comme le bataillon Azov ne gêne absolument pas cet « *accro* » à la domination mondiale qui parfois ne masque même pas ses intentions. En 1998, lors d'une conférence, Brezinski déclarait : « *L'Ukraine constitue l'enjeu essentiel [pour soumettre l'Eurasie] [...]. Si l'occident devait choisir entre une Ukraine démocratique et une Ukraine indépendante, ce sont les intérêts stratégiques et non des considérations démocratiques qui devront déterminer notre position.* »

Dans un entretien accordé au Nouvel Observateur en janvier de la même année (1998), Brzezinski explique « *Pourquoi et comment il a financé Ben Laden en Afghanistan* ».

Une discussion filmée entre deux invités de l'Atlantic Council nous éclaire davantage : le sénateur démocrate Chris Murphy et le sénateur républicain John McCain débattent sur le thème du jour « *le rôle des États-Unis dans la sécurité européenne* « . Et quand John McCain s'intéresse à notre sécurité, cela devient vraiment préoccupant. Rappelons en effet qu'il ne fut pas gêné de s'afficher avec Oleh Tyahnybok, le néo-nazi ukrainien . Et le même McCain soutenait en 2011 les rebelles de Libye et en 2013 ceux de Syrie. Résultat : Partout les islamistes sont les nouveaux maîtres de la Libye, et les djihadistes ont même désormais leur Etat à cheval entre la Syrie et l'Irak.

Anders Fogh Rasmussen est également très présent dans les dossiers et conférences de l' Atlantic Council. Ancien premier ministre Danois, Anders Fogh Rasmussen a fortement soutenu dans la « *période Bush* » la guerre en Irak de 2003. Rasmussen affirmait « *L'Irak a des armes de destruction massive. Ce n'est pas quelque chose que nous pensons, c'est quelque chose que nous savons.* » Toutefois une contrevérité, même de ce calibre, ne l'a pas empêché de devenir le 12ème secrétaire général de l'OTAN (du 1er août 2009 au 1er octobre 2014).

En Avril 2014, l'ex maoïste, ex Premier ministre du Portugal et 11ème président de la Commission européenne José Manuel Barroso, s'est déplacé à Washington pour recevoir le Prix du Leadership 2014 de l'Atlantic Council . Une distinction qui peut s'expliquer par le fait qu'un an auparavant, Barroso l'ultra- libéral avait relancé le Marché transatlantique, vaste espace économique, politique et militaire dominé par les Etats-Unis. Mme Clinton avait qualifié ce projet d' « *OTAN économique* ». (l'article en entier dans cette page ou à télécharger)

Toutes les capitales du monde doivent se doter de gratte-ciels. Ainsi l'a décrété la dictature des bétonneurs.

- La France, seule opposante aux gratte-ciels ? - Francetv info

- Le Conseil de Paris rejette la tour Triangle, Hidalgo (PS- ndlr) dénonce un « *scrutin nul* » - LeMonde.fr

Alors que les gratte-ciels poussent un peu partout dans le monde, la France est-elle la seule à s'opposer à leur construction ? À Londres, la récente tour Shard culmine à 309 mètres. À Francfort se trouvent les tours les plus hautes d'Europe. En Espagne, à Madrid, ce sont quatre tours qui s'élèvent à près de 240 mètres. Francetv info 17.11

Effarant, non ?

Comment appelle-t-on un régime qui annule un scrutin quand le résultat ne lui convient pas ?

Guerre idéologique. Deux articles du portail slate.fr qui participent à l'officine néolibérale Atlantic council.

L'instrumentalisation d'un agent "***apolitique*** " des Américains qui l'ignorait... avant de l'assumer pleinement.

Quand on est syndicaliste et soudainement adulé par les dirigeants des puissances occidentales qui sont réputés réactionnaires, par l'Eglise qui l'est tout autant, par les médias qui incarnent leurs intérêts, qu'ils vous propulsent au pouvoir et continuent de vous encenser parce que vous appliquer une politique qui leur convient, il arrive forcément un moment où l'on prend conscience d'être manipulé, surtout quand on en vient à prendre des mesures contre la classe ouvrière, on ne peut plus affirmer qu'on ne sait pas pour qui on gouverne même si on tient le même discours que par le passé, en réalité devenu un double discours qui ne sert pas ou plus la cause des exploités.

- La passionnante interview de Lech Walesa qui a donné naissance au film «*L'Homme du peuple*» - Slate.fr

Brèves extraits.

Plus de trente ans après L'Homme de fer, Palme d'or à Cannes en 1981, Andrzej Wajda est de retour dans la Pologne des années 1980 avec L'Homme du peuple, en salles mercredi 19 novembre.

Walesa se présente comme un homme simple, un homme du peuple, donc, qui plaide pour des avancées à petits pas («*La liberté est une nourriture qui doit être distribuée avec soin quand les gens ont trop faim*» [un discours que ne renieraient pas les féodaux qui maintiennent leur peuple dans la pauvreté, en Inde par exemple. - ndlr]) et explique ne pas être un de ces intellectuels «*incapables de s'ajuster à la réalité du moment*» ni un politique:

«*Je refuse de m'exprimer avec leurs mots, leurs étiquettes, leurs slogans, gauche et droite –socialisme et communisme, capitalisme et luxemburgisme, démocratie chrétienne et sociale-démocratie. Je m'exprime avec mes mots: bon, mauvais, meilleur et pire.*»

(Sauf que lorsqu'on gouverne ou aspire à gouverner, quand on est syndicaliste, on fait forcément de la politique, l'apolitisme est une supercherie, cela n'existe pas en réalité, car nos prises de position ou les mesures que l'on préconise sont d'une manière ou d'une autre favorables à une des classes en présence, il ne peut pas en être autrement, on se place forcément sur un terrain de classe précis qu'on le veuille ou non, il en va ainsi de la totalité des idées que l'on défend ou qu'on a adoptées, qu'on en ait conscience ou non.

Se prononcer en ces termes réducteurs, c'est manifester une réflexion incapable de prendre en compte l'ensemble du processus historique et ses différents facteurs qui ont conduit au développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours, de telle sorte qu'on peut être amené à adopter ses aspects les plus rétrogrades ou réactionnaires. En voici un parfait exemple.

Slate.fr - Walesa aborde (...) des sujets plus personnels. Son beau-père émigré aux Etats-Unis, et les Etats-Unis en général: «*J'aime Reagan. Oui, je l'aime beaucoup. La façon dont il bouge, la façon dont il parle, juste comme moi* ».

Son admiration pour le pape Jean-Paul II et le primat de Pologne Stefan Wyszynski, et sa révélation religieuse quasi-claudélienne: «*Un jour j'avais très froid, je me sentais très fatigué, et j'ai cherché un endroit où me reposer. Il n'y avait rien dans le coin à part une église, donc j'y suis rentré et je me suis assis sur un banc. Tout de suite, je me suis senti mieux.*». Slate.fr 17.11

Cela se passe de commentaire. Quel réac ! On ne sait pas s'il le fait exprès ou s'il est très con...

Quand le "***symbolique***" envahit les esprits pour les détourner de la réalité.

Le second article de slate.fr est une ode à l'ordre établi, établi pour des siècle et des siècles, amen.

Inutile d'en reproduire de longs extraits, le dernier paragraphe le résume bien ainsi que les intentions de son rédacteur ou de ce portail ultra réactionnaire. Oui, nous considérons que le néolibéralisme est l'idéologie la plus réactionnaire, la véritable idéologie d'extrême droite à notre époque, celle qui justifie la pire des barbaries par exemple, l'Emirat islamique que ses adeptes ont enfanté, financé, armée, etc.

Le symbolisme a été adopté par les représentants de la classe dominante parce qu'elle y trouve son compte, parce qu'il est compatible avec le nihilisme, les deux consistant à fuir ou nier la réalité pour la remplacer par autre chose ou la réinventer à sa manière, ce qui présente l'avantage de ne pas s'attaquer à la réalité

Remplacer un élément qui est un des facteurs qui composent la réalité, qui entretient certains rapports avec le monde extérieur, par un symbole revient à en réduire l'existence à une abstraction, à un objet de nature subjectif donnant lieu à toute les interprétations possibles sans qu'elles soient forcément reliées à la réalité à laquelle à l'origine cet objet appartenait, c'est comme s'il s'en trouvait dématérialisé pour acquérir une qualité purement spéculative qui n'a évidememment rien à voir avec la connaissance.

Au mieux, c'est une représentation d'un objet ou d'un être ou bien autres choses encore à caractère générique qui ne fournit aucun renseignement sur sa nature, elle peut ainsi être un produit sorti de notre imagination très éloigné de ce qu'il est dans la réalité. Que les symboles aient dès lors un pouvoir sur l'imagination est somme normal puisque c'est de là qu'ils sont sortis. Repères ou signes de reconnaissance à caractère collectif, d'appartenance à une communauté ou collectivité, ils ne nous fournissent que des indications sommaires sur ceux qui les ont adoptés ou en font partie, surtout en pense à l'usage qui peut en être fait en contradiction avec ce qu'ils étaient censés représenter au départ.

Bref, le symbolisme s'attache plus aux apparences qu'au fond des choses, c'est la science des fainéants, des esprits superficiels, qui plus est à notre époque. Qu'il ait pu remplir un rôle social jadis quand la plupart des hommes et des sociétés étaient encore illettrés ou analphabêtes, c'est évident, c'était une manière simple et efficace d'enregistrer les codes qui existaient dans la société en les mettant bout à bout, ils ont favorisé la compréhension des rapports qui existaient dans la société. Depuis les mots et ce qu'ils étaient censés représenter ont été galvaudés au point d'être méconnaissables, de signifier tout et son contraire, de telle

sorte qu'ils n'ont plus aucune utilité pratique, d'autant plus qu'on est en principe renseigné sur leur object quand on a acquis un minimum de connaissance en suivant un cursus scolaire ou universitaire, on est théoriquement capable d'expliquer en quoi consiste par exemple un religieux ou un militant sans avoir à montrer du doigt le symbole qui les représente.

Si on a pris soin de préciser en principe ou théoriquement, c'est que dans les faits, les choses s'avèrent plus compliquées, car on vit aussi dans une société plus complexe qu'autrefois, qui plus est à notre époque où tous les rapports se délitent, se décomposent, se décomposent certes, mais se recomposent selon de nouvelles normes qui nous échappent parfois et qui peuvent prêter à bien des confusions, on le voit bien par exemple avec ses jeunes qui se convertissent à une religion et qui vont l'interpréter sans tenir compte du monde réel dans lequel ils vivent et qui va leur être fatal à un moment donné.

Le symbolisme agit d'autant plus efficacement sur les esprits les plus faibles, les couches les plus fragiles de la société, ils font partie de rites dont on ignore la portée ou qui les manipulent. Alors quand s'y mêle la propagande de la classe dominante, cela peut dériver sur des pratiques sectaires, communautaristes, dangereuses.

Pour aborder plus précisément l'article dont il est question ici, que constatons-nous ?

On nous dit que le "*clivage droite-gauche, de plus en plus symbolique, de moins en moins politique:*", autrement dit de plus en plus couper de la réalité ou des rapports réels qui existent dans la société. En toile de fond, ce sont les antagonismes irréconciliables entre les classes qui disparaître, la lutte des classes qui est visée. Au profit de qui sinon la classe qui possède le pouvoir et n'entend pas le céder, celle des capitalistes. Il s'agit de faire entrer dans le cerveau des masses exploitées que l'époque de la lutte des classes est définitivement révolue et que dès lors l'ensemble des classes ne forment plus qu'une grande communauté aux intérêts commun, comme par exemple sur la question de l'environnement.

Le symbolisme sert à disloquer toutes les classes qui se situaient sur le terrain de la lutte des classes ou les rapports qui existaient depuis l'avènement du capitalisme, au profit d'une société sans classes sociales gouvernée par une poignée d'oligarques flanqués d'une élite d'intellectuels à leur service qui détiendraient tous les pouvoir, selon une sorte de code impérial qui aurait été adoptée une fois pour toute par tous les chefs d'Etat, déterminant la place que chacun occupe dans la société, ainsi que les droits et les devoirs qui en découlent que chaque individu atomisé devraient respecter scrupuleusement. Leurs rapports ne seraient plus déterminés par la place qu'ils occupent au sein du processus de production, l'économie ne serait plus non plus tributaire des contradictions ou des lois de fonctionnement du système capitaliste, la puissance, le pouvoir de l'oligarchie n'en dépendrait plus non plus, la société, le monde fonctionnerait uniquement selon les lois qu'elle aurait édictées, un peu sur le modèle des traités qui ont une valeur contraignante pour tous leurs signataires, à la différence près que le règlement qu'elle nous imposerait concernerait absolument tous les rapports existant dans la société jusqu'à l'orientation de nos pensées, notre mode de vie de la naissance à notre mort, ce qui peut paraître inconcevable est pourtant bien en train de se mettre en place avec le traité de libre-échange transatlantique, véritable "otan économique (H. Clinton).

Quand ils affirment que le "*clivage droite-gauche (est) de moins en moins politique*", ils veulent dire par là qu'il n'y a plus d'espace pour s'opposer à leur modèle de société, au néolibéralisme. Et pour cause tout ceux qui étaient censés combattre pour changer la société ont déserté, ils n'osent même pas clairement identifier le pouvoir qu'a acquis l'oligarchie, ils prétendent que cela relèverait de la théorie du complot ou serait le fait de gauchistes ou de farfelus.

Tant qu'existait l'URSS qui incarnait de façon déformée le socialisme, ce qu'ils appellent la gauche, le PS et ses satellites se tenaient au sein du mouvement ouvrier et au côté de la classe ouvrière pour les dissuader de se rapprocher du socialisme. Depuis le début des années 90, ils ne s'en donnent même plus la peine et leurs références au socialisme ne sont même plus symboliques, elles ont totalement disparu au profit de leur soumission totale au capitalisme.

L'auteur de cet article ne le regrette pas, mais il ne comprend pas pourquoi, ce qui est normal en caractérisant de gauche le PS ou en ne comprenant pas pourquoi il ne peut plus jouer le même rôle ou il aurait changé, alors qu'en réalité il n'a jamais changé depuis un siècle, il s'est simplement adapté aux besoins de la classe dominante au fil de la crise du capitalisme jusqu'à épouser le néolibéralisme, ce qu'il ne pouvait pas se permettre dans les années 70 à l'instar de Thather puis Reagan, il le peut aujourd'hui non sans quelques difficultés qui ne proviennent pas de lui, mais des droits et acquis des travailleurs qui demeurent encore et qu'ils hésitent à liquider d'un coup comme le fit Schröder au début des années 2000.

Eux non plus ils ne peuvent pas faire tout ce qu'ils voudraient ou tout ce que la classe dominante attend d'eux, parce que la lutte des classes existe toujours, elle existera aussi longtemps qu'ils n'auront pas liquidé tous nos droits sociaux. Ensuite s'ils y parvenaient, ce serait alors une autre histoire, voyez où en est rendu le mouvement ouvrier aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, c'est la raison pour laquelle il faut effectivement se battre pour conserver tous nos acquis, ce que seul fait le POI systématiquement en tant que parti politique il faut le signaler.

Décryptons phrase par phrase ce qu'ils ont voulu dire.

- Tout le problème vient du découplage entre ces joutes symboliques et les enjeux de l'époque.

- Cette distorsion engendre une perte de sens qui transforme nos débats politiques en théâtres aux effets de manche de peu de conséquences.

(Joutes symboliques dans le sens où elles sont dérisoires ou portent sur l'accessoire et non sur le fond qu'ils partagent. La scène politique n'est plus qu'une cynique comédie.)

- La représentation topographique du paysage politique correspond de moins en moins à de réels choix d'action.

(Il n'existe aucune marge de manoeuvre à l'heure du néolibéralisme triomphant, leur soumission doit être totale et assumée.)

- Or la démocratie a besoin de disputes claires et compréhensibles pour le commun des électeurs.

(Autrement dit, ils avouent que la démocratie est morte, elle aussi elle n'est plus que symbolique, mais il faut continuer de jouer la comédie pour berner les masses, aussi doivent-ils se répartir les rôles. Ajoutons à leur hypcrisie que le rapprochement droite-gauche ou le consensus qui existe entre eux les arrange bien pour faire passer leur politique. Et quand on lit attentivement leur article, on s'aperçoit qu'il servait uniquement à en faire la promotion, c'était son réel objectif.)

- C'est à cela que sert un clivage droite-gauche vivace et opérant.

(Admirable : à nous berner et à rien d'autre, on ne pouvait franchement pas dire mieux, ils sont géniaux quand ils veulent ! On va se faire plaisir pour terminer. Ils ont un gros problème. Car comment faire pour que d'un côté il existe un "*clivage droite-gauche vivace et opérant*", et que de l'autre ils gouvernent ensemble comme l'auteur l'appel de ses voeux ? On sent là qu'il y a quelque part un grain de sable qui bloque ce mécanisme et les empêche d'aller jusqu'au bout. Ce ne serait-il pas la farouche résistance que leur opposent les militants sur le terrains (dans les syndicats) et les millions de travailleurs qui rejettent en bloc leur politique réactionnaire ?)

- Le clivage droite-gauche, de plus en plus symbolique, de moins en moins politique Slate.fr

Tout le problème vient du découplage entre ces joutes symboliques et les enjeux de l'époque. La représentation topographique du paysage politique correspond de moins en moins à de réels choix d'action. Cette distorsion engendre une perte de sens qui transforme nos débats politiques en théâtres aux effets de manche de peu de conséquences. Or la démocratie a besoin de disputes claires et compréhensibles pour le commun des électeurs. C'est à cela que sert un clivage droite-gauche vivace et opérant. Slate.fr 17.11

Nous l'évoquions hier, des "***conclusions prérédigées***"

Qui a avoué indirectement qu'en réalité les dés étaient pipés à l'Union européeenne, en affirmant qu'il fallait "*éviter les débats interminables sur des conclusions prérédigées*" ?

Federica Mogherini qui devait préséidé lundi son son premier conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union. Elle aurait eu l'intention de proposer une autre méthode de travail, sans succès et on comprend pourquoi.

Profitions de l'occasion pour compléter ce que nous avons dit hier sur le même sujet.

Si les chefs d'Etat des puissances occidentales appliquent la politique que leurs maîtres attendent d'eux, il n'en demeure pas moins qu'ils ne peuvent pas non plus faire n'importe quoi comme ils leurs demandent et heurter violemment les convictions ou les préjugés de la majorité de la population, s'attaquer à ses droits à tour de bras sans prendre un minimum de précaution, sans s'entourer de garanties pour préserver la stabilité du régime et des instsitutions de leur pays, la paix sociale propice aux affaires.

Il leur faut tenir compte d'un certain nombre de critères ou facteurs sociaux ou politiques que leurs commanditaires ignorent ou refusent de prendre en considération, alors que les dirigeants de ces pays ne peuvent pas faire autrement, ce qui explique les désaccords qui peuvent apparaître entre eux, sauf sur le fond évidemment, car seuls la manière et le rythme pour appliquer la politique qui leur est dictée diffèrent.

On imagine donc que lors d'une telle réunion, tous les ministres des affaires étrangères arrivent avec leurs propres conclusions dont ils ne peuvent pas bouger, tandis que la représentante de l'Union européenne arrive avec ses propres conclusions déjà ficelées. Généralement elles concordent puisque chacun sait ce qu'on attend d'eux, mais il arrive que ce ne soit pas le cas. Des entretiens bilatéraux préparatoires précèdent habituellement ce genre de réunions, de telle sorte que les positions soumises par la représentante de l'Union européenne coïncident avec celles des différents participants ou prennent en compte leurs positions respectives, ce qui leur permet soit d'avancer, soit de prendre acte de leurs désaccords, auquel cas ils stagnent sur certains dossiers ou la Commission passe outre en s'appuyant sur les pays les plus puissants de l'UE ce qui peut donner lieu à

des polémiques stériles qui s'éteindront d'elles-mêmes puisque sur le fond ils sont d'accord et aucun n'entend claquer la porte de l'UE.

Merkel a répété qu'elle était contre de nouvelles sanctions contre la Russie parce qu'elles pourraient peser trop lourd sur l'économie allemande, et tous les pays se disposent sur cette question en priorité à partir de l'importance des échanges économiques qu'ils ont avec la Russie. A la limite ils peuvent les sacrifier pour privilégier des objectifs politiques, mais dans ce cas-là ils devront en assumer la responsabilité sur le plan économique et social dans leur propre pays, tout dépend de la marge de manoeuvre dont ils disposent sur ces plans-là. Autrement dit, on doit admettre qu'ils peuvent passer outre et sacrifier, assumer la détérioration volontaire de la situation économique et sociale qui pourraient en résulter dans leur pays s'ils disposent d'une marge de manoeuvre sur le plan politique, ce qui est le cas dans la plupart des pays, puisqu'il n'existe plus d'opposition organisée suffisamment puissante et crédible pour mobiliser les masses contre leur politique.

En titre pour illustrer cet article.

- Premier conseil pour la nouvelle chef de la diplomatie européenne, les Européens toujours divisés sur l'Ukraine - LeMonde.fr

- Berlin a mis en garde lundi ses partenaires européens contre de nouvelles sanctions supplémentaires à l'égard de Moscou.- AFP

- Russie: expulsion de diplomates polonais, après celle de diplomates russes de Varsovie - AFP

Côte pile et côté face. Extrême droite + néolibéralisme = Nouvel ordre mondial.

- Élections aux États-Unis : quand des champions du CAC 40 financent des extrémistes - bastamag.net 04.11

Top 20 des entreprises françaises impliquées financièrement dans la campagne 2014

˜ Entreprise Financements déclarés, en dollars Part des financements aux Républicains

1 Sanofi 933 270 63%
2 Airbus 370 602 78 %
3 AXA 284 740 57%
4 Vivendi 218 330 47%
5 Areva 217 927 58%
6 BNP Paribas 119 250 32%
7 ArcelorMittal 93 360 63%
8 Michelin 56 416 74%
9 GDF Suez 56 200 55%
10 Lafarge 53 000 47%
11 Louis Dreyfus 48 450 89%
12 Arkema 47 600 64%
13 Société Générale 36 936 70%
14 Safran 36500 47%
15 Suez environnement 35 700 15%
16 Alcatel 33165 26%
17 Air Liquide 28750 59%
18 Danone 25850 0%
19 BPCE/Natixis 24150 27%
20 Sodexo 20490 76%

Les entreprises françaises ne sont d'ailleurs pas avares en dépenses de lobbying. En quatre ans, vingt groupes français cotés ont ainsi dépensé près de 150 millions de dollars pour des actions de lobbying à Washington.

Entre business et idéologie

Ce que révèle l'implication des multinationales françaises dans la politique états-unienne, c'est aussi l'amalgame de plus en plus fort entre ce qui relève des « *intérêts économiques bien compris* » des entreprises et de l'idéologie. L'hostilité envers l'État régulateur, le déni du changement climatique ou de la gravité des diverses formes de pollutions, la promotion de la liberté individuelle... autant de points de convergence entre un certain radicalisme d'extrême-droite et la vision du monde néolibérale. C'est cette convergence nouvelle – inventée aux États-Unis depuis quelques années, et qui fonde aujourd'hui l'identité même du parti républicain – que les firmes françaises paraissent prêtes à encourager. Le feront-elles demain en France et en Europe ? bastamag.net 04.11

En complément.

- Des entrepreneurs soutiennent Macron sur le travail dominical - Reuters

- Gattaz appelle à supprimer l'ISF, Macron dénonce une "*provocation*" - AFP

- Les cliniques et hôpitaux appelés à la grève début janvier - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole de média. Comment, une "***machination***", voyons c'est impossible avec Hollande.

- Affaire Jouyet-Fillon : faut-il croire à la "*machination*" ? - Francetv info

L'ex-Premier ministre nie avoir demandé au secrétaire général de l'Elysée d'accélérer les procédures contre Sarkozy. Il a déposé des plaintes pour diffamation et crie au complot. Une hypothèse loin de faire l'unanimité à droite.

"*C'est une affaire qui ressemble étrangement à une machination. Ceux qui ont voulu faire ça ont voulu me faire taire.*" Interrogé dimanche 16 novembre sur BFMTV, François Fillon, toujours empêtré dans l'affaire qui l'oppose à Jean-Pierre Jouyet, a pour la première fois développé la théorie du complot. Une défense qui peine à convaincre à l'UMP, y compris parmi ses soutiens.

Mais dans quel but Jean-Pierre Jouyet et François Hollande chercheraient-ils à jeter le discrédit sur François Fillon ? "*Pour foutre le bordel à l'UMP*", suggère délicatement l'un de ses soutiens. C'est en substance ce qu'avancent plusieurs autres fillonistes interrogés par francetv info. Francetv info 17.11

- Allemagne: la gauche radicale s'apprête à prendre la tête d'un Land, une première - AFP

Un responsable de la gauche radicale Die Linke, héritière du parti communiste d'ex-RDA, s'apprête à briser un tabou en dirigeant pour la première fois un Etat régional allemand, 25 ans après la chute du Mur de Berlin. Thuringe est un petit Etat forestier et agricole de 2,1 millions d'habitants seulement.

En milieu de semaine, l'ancien syndicaliste Bodo Ramelow, 58 ans, doit conclure un contrat de coalition gouvernementale en Thuringe avec les sociaux-démocrates (SPD) et les Verts. Sauf accident, il deviendra le premier chef de gouvernement d'un Etat fédéré allemand issu de Die Linke, lors d'un vote au parlement régional le 5 décembre.

Die Linke, qui rassemble traditionnellement de nombreux suffrages à l'Est, a déjà participé à des gouvernements régionaux, comme actuellement dans le Brandebourg voisin.

Lors des élections régionales du 14 septembre, Die Linke (La Gauche), était arrivée en deuxième position, avec 28,2% des voix, derrière l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti de Mme Merkel (33,5%) qui dirigeait la Thuringe depuis 1990, date des premières élections libres en ex-RDA. Le SPD (12,4% des suffrages, contre 18,5 en 2009) est sorti meurtri de 5 ans de partage du pouvoir régional avec la CDU. A l'unanimité, il a décidé, comme Les Verts, de s'allier à Bodo Ramelow.

"*Je ne suis pas un représentant de la RDA et mon parti n'est pas un club nostalgique qui voudrait faire renaître la RDA*", répond M. Ramelow, un croyant qui a grandi à l'Ouest, dans le Land voisin de Hesse, et se voit comme un trait d'union avec l'Est. Sa coalition est "*un projet de réconciliation*" explique-t-il, affirmant vouloir mener "*une politique régionale tout à fait pragmatique*".

(Entendez conforme à ce que la bourgeoisie locale est en droit d'en attendre. Quant à la "réconciliation" avec le régime de la propriété des moyens de production de l'Allemagne de l'Ouest ou RFA, on lui fait confiance puisque le SPD et les Verts incarnent le mode de production capitalisme qu'ils n'ont pas du tout l'intention d'abolir. Le SPD pratiquant la même politique que la CDU-CSU, cette "*coalition*" est en réalité une forme d'union nationale contre les travailleurs allemands, que pourrait-elle être d'autre ? - ndlr) AFP 17.11

A ce stade on pourrait croire que le camp de la réaction serait rassuré, pas du tout.

Die Linke, dont Le Front de gauche est le clone, a dû affronter un torrent de haine ces derniers jours, un déchaînement de critiques hystériques comparables à celles que Poutine a dû affronter de la part d'Obama et Cameron. Quelques extraits.

- le président Joachim Gauck : "*Les gens qui ont connu la RDA et appartiennent à ma génération doivent faire un gros effort*

pour accepter cela", a-t-il déclaré. "*Ce parti (...) a-t-il réellement pris ses distances avec les idées au nom desquelles le SED a opprimé les gens, au point qu'on puisse lui faire pleinement confiance?*", s'est-il interrogé à la télévision.

- Imposture ou hypocrisie oblige au regard de son statut, Angela Merkel est restée mesurée, ils se partagent les rôles, elle a estimé que la prochaine coalition était "*une mauvaise nouvelle*" pour la Thuringe...

- Mike Mohring, chef du groupe parlementaire CDU en Thuringe : "*Il est difficile de donner le pouvoir à un parti qui n'a pas fait le ménage dans son histoire*". "*Cette belle région mérite autre chose que d'être le laboratoire d'un gouvernement expérimental*", a-t-il dit à l'AFP.

- Le 9 novembre, alors qu'on célébrait à Berlin la chute du Mur, environ 4.000 personnes se sont rassemblées à Erfurt, capitale de la Thuringe, pour dire non à Die Linke, bougie à la main comme les manifestants qui firent vaciller la RDA 25 ans plus tôt. "*Stasi dehors*", ont-ils scandé, en nommant la police politique d'ex-Allemagne de l'Est.

- Le journaliste de l'AFP n'a pas été en reste : "*Cette perspective a échauffé les esprits dans un pays encore marqué par la dictature communiste*", rectifions, stalinienne, le communisme n'ayant jamais existé nulle part à la surface de la terre.

Et pour cause, pour qu'il voie le jour il faudrait que le capitalisme ait été aboli à l'échelle mondiale, communisme signifiant une société ou un monde sans classes sociales, sans Etats et sans frontières, on peut ajouter sans partis politiques, sans démocratie puisque la notion de riche et de pauvre, d'exploiteur et d'exploité, de dominant et de dominé, de majorité et de minorité a disparu au profit du développement harmonieux et du bien-être de chacun, de la paix, sans rapports de concurrence, de compétition, de profit, sans monnaie évidemment.

On ignore généralement que le communisme coïncide avec l'abolition du règne de la nécessité qui cède la place au règne de la liberté.

Régime mafieux.

Grillés au Libor, ils vont modifier ensemble la réglementation pour ne pas se faire pincer la prochaine fois.

- Etats-Unis: la Fed et des banques étudient des alternatives au Libor - AFP

La Réserve fédérale américaine organisait lundi une réunion avec de grandes banques et des autorités internationales de régulation pour discuter des alternatives au taux interbancaire Libor, au coeur d'un vaste scandale financier, selon un communiqué de la Fed.

Une quinzaine de banques, dont Bank of America, JPMorgan et Goldman Sachs mais aussi BNP Paribas, HSBC, Société générale et UBS participaient à cette réunion à New York ainsi que les banques centrales de l'Union européenne, du Japon et d'Angleterre.

Ce gigantesque marché voit transiter quelque 5.300 milliards de dollars par jour, dont 40% via la City de Londres.

La Réserve fédérale est "*intéressée de voir les acteurs des marchés travailler à des taux de référence alternatifs basés sur des taux sans risque et sur un marché robuste et très liquide*", a affirmé Jérôme Powell, gouverneur de la Fed.

De grandes banques sont soupçonnées d'avoir manipulé le Libor (London interbank offered rate), un taux central dans la finance mondiale, et font l'objet de nombreuses enquêtes sur le globe.

"*Des cas de manipulation (...) ont détérioré la confiance dans les taux de référence existants*", rappelle la Fed faisant référence à ces tentatives de manipulation qui ont donné lieu depuis 2012 à plusieurs milliards de dollars d'amendes.

Calculé une fois par jour à la mi-journée sur la base des déclarations d'un panel de banques, le Libor est censé refléter le taux moyen auquel les banques peuvent emprunter dans diverses devises et à diverses échéances. AFP 1711

Là c'est mieux, ils leur refilent d'emblée la combine !

- Les salaires des banquiers devraient être réglementés, selon la Banque d'Angleterre - AFP

Les autorités devraient avoir le droit de réglementer les salaires fixes des banquiers comme leurs bonus, a indiqué lundi le gouverneur de la Banque d'Angleterre, le régime actuel de rémunération ne permettant pas de dissuader les mauvaises conduites.

Les bonus sont déjà régis par les directives du Conseil de stabilité financière (CSF) - un organisme de surveillance qui inclut toutes

les économies du G20 -, y compris les reports obligatoires et les récupérations quand les banquiers sont reconnus coupables de mauvaises conduites.

Le gouvernement britannique craint que les grandes banques puissent contourner les restrictions sur les bonus en augmentant les salaires fixes.

Selon lui, les mauvais comportements répétés dans le secteur en dépit de la menace de lourdes amendes "*souligne que les pénalités financières seules sont insuffisantes pour répondre aux problèmes qui ont été soulevés*".

"*Il faut apporter des changements fondamentaux à la pression institutionnelle, aux ententes sur les rémunérations et aux marchés*", a-t-il ajouté.

"*Nous pensons que les dirigeants et les cadres supérieurs doivent se charger personnellement de la mise aux normes des règles qui régissent leurs institutions.*" (Ben voyons, ils vont s'imposer des règles plus contraignantes, on aura tout entendu. - ndr) AFP 17.11

En complément. Les affaires continuent

- Halliburton achète Baker Hughes pour 34,6 milliards de dollars - Reuters

- Pharmacie: Allergan snobe Valeant pour se marier avec Actavis - AFP

- Pfizer surprend les marchés en s'alliant à Merck - Reuters

En complément. Les affaires continuent... dans un autre registre.

- Le comptable suisse de Serge Dassault lui aurait remis 53 millions d'euros en cash - LeMonde.fr

- "*Mariages chinois*" : confirmation de la mise en examen du sénateur PS Jean Germain - AFP

- Une filiale de HSBC inculpée en Belgique pour fraude fiscale - Reuters

- Petrobras promet d'enquêter sur le scandale de corruption - Reuters

---

ACTUALITE EN TITRES

Résistance passive

- Les prud'hommes de Bobigny à l'arrêt pour protester contre la réforme - AFP

- Les fonctionnaires appelés à se rassembler mardi pour les salaires - AFP

- Hôpitaux : les internes en grève pour une réduction du temps de travail - LeParisien.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Israël refuse "*toute limitation à la construction*" à Jérusalem-Est - LePoint.fr

- Netanyahu veut renforcer le caractère "*juif*" d'Israël avec un projet controversé - AFP

- Jérusalem: un chauffeur mort, les Palestiniens dénoncent un "*crime raciste*" - AFP

Les Palestiniens dénonçaient lundi un "*crime raciste*" après qu'un chauffeur de bus palestinien a été retrouvé pendu dans son véhicule à Jérusalem-Ouest, la police israélienne évoquant, elle, un suicide.

Le Hamas a appelé les Palestiniens "*à exprimer partout leur colère contre cet horrible crime raciste*" et exhorté l'Autorité palestinienne à rompre sa coopération sécuritaire avec Israël dans les Territoires occupés.

Des violences avaient éclaté un peu plus tôt à Abou Dis, où vit la famille de la victime. Dans cette localité de Cisjordanie occupée collée à Jérusalem mais coupée de la Ville sainte par le Mur de séparation israélien, des dizaines de jeunes ont brûlé des pneus et certains se sont attaqués au Mur à coup de masse, a constaté un photographe de l'AFP.

Des centaines de personnes y ont participé à l'enterrement de Youssef Ramouni, 32 ans et père de deux enfants, réclamant "*vengeance*" et brandissant des drapeaux des différents mouvements palestiniens.

Son corps avait été retrouvé tard dimanche soir pendu dans son autobus garé dans un dépôt de Jérusalem-Ouest.

La police israélienne a affirmé qu'"*à l'issue de l'autopsie, réalisée en présence d'un médecin représentant la famille, il a été indiqué à la police et à la famille qu'il n'y avait pas de soupçon d'acte criminel*". "*Aucun signe de violence n'a été retrouvé sur le corps*", a ajouté la police.

L'avocat de la famille, Mohamed Mahmoud, a de son côté rapporté que le médecin palestinien avait, lui, écarté la thèse du suicide, notamment car la première vertèbre de M. Ramouni n'est pas brisée, ce qui est normalement le cas lorsqu'une personne se suicide par pendaison. Il a en outre évoqué la possibilité que la victime ait été droguée avant d'être étranglée, affirmant que les analyses rélévant la présence de drogue dans son sang prendraient jusqu'à trois mois.

Des photographies du corps de la victime, qui habitait le quartier d'Al-Tur, à Jérusalem-Est occupée et annexée par Israël, portant des traces d'ecchymoses, ont été diffusées par des militants sur les réseaux sociaux.

Les collègues et la famille du chauffeur affirment qu'il a été tué par des Israéliens. "*Nous avons vu des signes de violence sur son corps*", a indiqué à l'AFP un de ses collègues, Mouatassam Fakeh. "*Il était pendu dans les escaliers au fond du bus à un endroit où il est impossible de se pendre tout seul*", a-t-il ajouté.

Son frère, Oussama Ramouni, a dit à l'AFP rejeter la thèse du suicide, affirmant qu'il avait été "*torturé*" avant sa mort. "*Mon frère avait des enfants et était heureux, c'est impossible qu'il se soit suicidé, il n'avait aucun problème qui l'aurait poussé à commettre un tel acte*", a-t-il affirmé.

Une dirigeante palestinienne, Hanane Achraoui, a dénoncé "*le terrorisme des extrémistes juifs*" et le "*discours officiel d'incitation à la violence du gouvernement d'occupation*" israélien, affirmant que le conducteur de bus avait été "*torturé puis exécuté*".

SOCIAL

Grèce

- Plusieurs milliers de manifestants contre l'austérité à Athènes - Reuters

Environ 40.000 personnes, des étudiants, des employés et des retraités, ont manifesté lundi à Athènes pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement à l'occasion de l'anniversaire de la révolte étudiante réprimée dans le sang par le régime des colonels en 1973.

Brandissant des drapeaux rouges et scandant des slogans hostiles à l'Union européenne et au FMI, les manifestants ont défilé près du parlement et se sont rendus à l'ambassade des Etats-Unis, pays accusé d'avoir soutenu la dictature militaire de 1967 à 1974.

Des heurts se sont produits en fin de manifestation, des groupes de jeunes lançant des pierres en direction des forces de l'ordre.

Environ 7.000 policiers étaient mobilisés dans la capitale grecque, principalement aux abords de l'université polytechnique là où la junte avait envoyé les chars pour écraser la rébellion étudiante de 1973.

Le centre d'Athènes avait été, lui, bouclé et des unités anti-émeutes empêchaient l'accès à la place Syntagma.

Cet anniversaire de la répression militaire est devenu un jour de ralliement pour les Grecs qui contestent la politique d'austérité du gouvernement prévoyant une réduction des salaires et des retraites dans le cadre d'un plan de sauvetage de 240 milliards d'euros sous l'égide de l'UE et du FMI. Reuters 17.11

ECONOMIE

Allemagne

- Berlin impose son modèle économique à l'Europe (Financial Times) - french.irib.ir

L'Allemagne projette son modèle économique sur les autres membres de la zone euro sans tenir compte des différences fondamentales entre les systèmes politiques, les conditions économiques et les particularités juridiques des États membres, ce qui pourrait avoir de sérieuses conséquences pour l'économie européenne, écrit Wolfgang Munchau, rédacteur en chef adjoint du Financial Times.

Les Allemands, écrit Munchau, utilisent un modèle économique apparu dans les années 1930 pour réagir à l'effondrement de la démocratie libérale: l'ordolibéralisme. Ce concept est né de l'idée selon laquelle les systèmes libéraux sont instables en soi, c'est pourquoi le développement de l'économie est impossible sans intervention du gouvernement. "*Le récent rapport du Conseil allemand des experts économiques, organisme officiel qui consulte le gouvernement, est un parfait exemple de la politique dogmatique et dépassée du gouvernement. Il ne critique par l'économie pour le manque d'investissements, l'excès des soldes d'opérations courantes non utilisés et l'insistance fiscale des autorités. Ses auteurs veulent seulement que le gouvernement d'Angela Merkel soit encore plus ferme*", estime l'expert.

D'après le rédacteur en chef adjoint du Financial Times, le gouvernement allemand et l'opposition sont bien ordolibéraux, et les universités enseignent une économie de ce type, donnant l'impression que l'économie allemande vit dans une "*réalité parallèle*". L'erreur des partisans de ce concept est qu'ils comprennent la crise de la zone euro et ses causes uniquement comme un problème de discipline fiscale. Par conséquent, les ordolibéraux allemands n'ont de facto aucune solution alternative face aux problèmes économiques actuels. "*Une telle doctrine pourrait peut-être fonctionner en Allemagne mais je pense que le succès allemand est plus dû à l'amélioration des technologies, la maîtrise des prestataires et la présence de compagnies professionnelles, qu'à la politique économique du gouvernement. Dominante dans la zone euro, l'Allemagne projette son idéologie ordolibérale sur les autres membres. Il est difficile d'imaginer un concept moins approprié pour une union monétaire avec des particularités juridiques, des systèmes politiques et des conditions économiques si différentes. On s'imagine tout aussi difficilement l'Allemagne renoncer à poursuivre cette politique. Au final, les frais pour le sauvetage de la zone euro s'avéreront incroyablement élevés*", conclut Wolfgang Munchau. french.irib.ir 17.11

Chine-Australie

- Libre-échange entre Pékin et Canberra - Liberation.fr

Désormais, 93 % des exportations australiennes seront libres de droits d'ici à quatre ans. Les droits de douane seront abolis pour l'industrie laitière australienne et les produits de l'horticulture. Les éleveurs australiens de bovins et de moutons bénéficieront d'une baisse des droits de 12 % à 25 %. «*Il s'agit de l'accord le plus étendu que la Chine ait jamais conclu avec quiconque*», a vanté Tony Abbott, Premier ministre australien. Le président chinois, Xi Jinping, a lui déclaré que son pays aurait «*des marchés plus vastes*» et «*des conditions plus favorables*». Les investisseurs privés chinois pourront injecter jusqu'à 1 milliard de dollars australiens (698 millions d'euros) sans feu vert préalable du conseil de surveillance des investissements étrangers. Liberation.fr 17.11

Haut de page

Le 19 novembre 2014

CAUSERIE

Il en faudrait décidément beaucoup pour que je retourne un jour en France. Ce que je lis tous les jours, ce que je vois et j'entends à

la Deutch Welle (la chaîne allemande internationale en anglais) me rend malade, je découvre des trucs tellement dingues que je crois avoir à faire à des habitants d'une autre planète que celle où je vis ici en Inde, mais aussi de celle que j'ai quittée il y a 18 ans quand je sus venu m'installer ici.

Ce soir j'ai vu un documentaire hallucinant consacré au développement du "*no contact with customers*", pas de contact avec les clients, où par exemple on pénétrait dans un supermarché, on faisait nos courses, on réglait nos achats et on ressortait sans avoir adressé la parole au moindre employé. Idem dans un aéroport allemand où vos bagages sont enregistrés et pris en charge par toute une machinerie informatisée, sans que vous n'ayez eu de contact avec le moindre être humain.

Ils ont même été jusqu'à inventer le "*packaging station*". Vous pouvez passer vos achats par Internet durant la journée, et comme vous n'êtes pas chez et qu'on ne peut pas les livrer à votre domicile en votre absence, il vous suffit de réserver un casier dans une sorte de container situé sur votre trajet ou près de chez, vous pour récupérer votre paquet en sortant de votre travail où quelle que soit l'heure à laquelle vous rentrez chez vous, là encore sans avoir eu le moindre contact humain, puisque leur but est de l'éviter.

Ils parlent d'un service individualisé répondant aux besoins des consommateurs. Ils ont montré un magasin où l'on peut sélectionner à l'aide d'un écran les produits qui entreront dans la composition du muesli que vous achèterez, et qui sera préparé instantanément par des robots. Ou encore un Mac Donald où l'on sélectionne à l'aide d'un écran les ingrédients qui figureront dans l'hamburger qui sera préparé en cuisine et que vous aurez le bonheur de déguster quelques minutes plus tard sans adresser la parole à un employé.

Ils nous préparent une société déshumanisée, le comble de l'horreur. Ils en sont fiers et tous les abrutis qui passent leur temps les yeux rivés sur leur Smartphone, Ipad et Cie en sont ravis et en redemandent. Il y a urgence à les stopper. On reviendra plus tard sur ce sujet.

Quel bonheur de vivre en Inde ! C'est aussi ce que j'explique aux Indiens tout en sachant les difficultés qu'ils doivent affronter.

Il fut une époque où il était recommandé de ne pas freiner la marche en avant du capitalisme, on traitait même à juste titre ceux qui s'y opposaient parce qu'elle était censée précéder l'avènement du socialisme. Or depuis la révolution socialiste étant renvoyée à une date ultérieure indéfinie et la décomposition accélérée du capitalisme prenant de plus en plus le contenu d'un horrible cauchemar et de la pire des barbaries, il est devenu urgent de freiner son avance par tous les moyens à notre disposition, qui commande de refuser de céder à cet individualisme primaire qui nous ravale au rang de primates écervelés ou lobotomisés.

Personnellement j'ai un mode de vie qui n'a rien à voir avec ce que j'ai vu ce soir à la télé allemande, il n'a pas changé depuis 20 ans et chaque fois qu'on me soumet un nouveau besoin, je réponds non merci, je peux très bien m'en passer et je vis très bien sans. J'ai bien été obligé d'adopter le téléphone portable, un truc à 10 balles, parce qu'il n'y avait même plus les fils pour raccorder un poste fixe ! J'avais opté pour un combiné sans fil, mais la ligne était tellement mauvaise que j'ai dû me résoudre à l'abandonner. Depuis que je vis en Inde, je n'ai jamais utilisé ma carte bancaire pour régler un achat, y compris sur Internet. Je ne peux hélas pas me passer de l'ordinateur dans ma situation, c'est mon outil de travail et pour m'informer, sinon je serais totalement couper du monde, et mon anglais est déplorable.

Pour se remonter le moral, au journal de Russia Today j'ai aperçu une mobilisation des étudiants en Grande-Bretagne contre l'augmentation des frais scolaires.Tous les jours ils ouvrent leurs infos avec les manifs qui se déroulent en Europe, même celles que les médias français censurent. Par contre, j'en vois rarement qui se déroulent en Russie !

Le 0 en orthographe !

- Suppression des notes à l'école: Quel mauvais résultat vous a traumatisé pendant votre scolarité? - 20minutes.fr

Depuis j'ai fait quelques progrès...

Pourquoi nous soutenons la République arabe syrienne.

Il a existé des dirigeants du mouvement ouvrier moins bornés et plus cohérents que les nôtres.

IVe Congrès de l'Internationale Communiste (1922) (Extraits)

Thèses générales sur la question d'Orient

II. Les conditions de la lutte

- Se rendant fort bien compte que dans diverses conditions historiques les éléments les plus variés peuvent être les porte-parole

de l'autonomie politique, l'Internationale Communiste soutient tout mouvement national-révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. Toutefois, elle ne perd pas de vue en même temps que, seule, une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme peut amener les masses opprimées à la victoire. (...)

Le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste sous le prétexte de « *défense* » exclusive des intérêts de classe, est le fait d'un opportunisme du plus mauvais aloi qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. Non moins nocive est la tentative de se mettre à l'écart de la lutte pour les intérêts quotidiens et immédiats de la classe ouvrière au nom d'une « *unification nationale* » ou d'une « *paix sociale* » avec les démocrates bourgeois.

Deux tâches confondues en une seule incombent aux partis communistes coloniaux et semi-coloniaux : d'une part, ils luttent pour une solution radicale des problèmes de la révolution démocratique-bourgeoise ayant pour objet la conquête de l'indépendance politique ; d'autre part, ils organisent les masses ouvrières et paysannes pour leur permettre de lutter pour les intérêts particuliers de leur classe et utilisent à cet effet toutes les contradictions du régime nationaliste démocratique-bourgeoise. En formulant des revendications sociales, ils stimulent et libèrent l'énergie révolutionnaire qui ne se trouvait point d'issue dans les revendications libérales bourgeoises. La classe ouvrière des colonies et semi-colonies doit savoir fermement que, seules, l'extension et l'intensification de la lutte contre le joug impérialiste des métropoles peuvent lui donner un rôle directeur dans la révolution, et que, seules, l'organisation économique et politique et l'éducation politique de la classe ouvrière et des éléments semi-prolétariens peuvent augmenter l'amplitude révolutionnaire du combat contre l'impérialisme.

Les partis communistes des pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient, qui sont encore dans un état plus ou moins embryonnaire, doivent participer à tout mouvement apte à leur ouvrir un accès aux masses. (...)

VI. Le front anti-impérialiste unique

Dans les pays occidentaux qui traversent une période transitoire caractérisée par une accumulation organisée des forces, a été lancé le mot d'ordre du front prolétarien unique ; dans les colonies orientales, il est indispensable, à l'heure présente, de lancer le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique. L'opportunité de ce mot d'ordre est conditionnée par la perspective d'une lutte à longue échéance contre l'impérialisme mondial, lutte exigeant la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires.

Cette lutte est d'autant plus nécessaire que les classes dirigeantes indigènes sont enclines à des compromis avec le capital étranger et que ces compromis portent atteinte aux intérêts primordiaux des masses populaires. De même que le mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison, par les social-démocrates, des intérêts du prolétariat, de même le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. D'autre part, ce mot d'ordre aidera au développement de la volonté révolutionnaire et à la clarification de la conscience de classe des travailleurs en les incitant à lutter au premier rang. non seulement contre l'impérialisme, mais encore contre toute espèce de survivance du féodalisme.

Le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit, avant tout, conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome dans le front anti-impérialiste commun. Ce n'est que si on lui reconnaît cette importance autonome et s'il conserve sa pleine indépendance politique que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables. Le prolétariat soutient et arbore des revendications partielles, comme par exemple la république démocratique indépendante, l'octroi aux femmes des droits dont elles sont frustrées, etc., tant que la corrélation des forces qui existe à présent ne lui permet pas de mettre à l'ordre du jour la réalisation de son programme soviétique. En même temps, il essaye de lancer des mots d'ordre susceptibles de contribuer à la fusion politique des masses paysannes et semi-prolétariennes avec le mouvement ouvrier. (...)

Expliquer aux multitudes travailleuses la nécessité de leur alliance avec le prolétariat international et avec les républiques soviétiques, voilà l'un des principaux points de la tactique anti-impérialiste unique. La révolution coloniale ne peut triompher qu'avec la révolution prolétarienne dans les pays occidentaux.

Le danger d'une entente entre le nationalisme bourgeois et une ou plusieurs puissances impérialistes hostiles, aux dépens des masses du peuple, est beaucoup moins grand dans les pays coloniaux que dans les pays semi-coloniaux (Chine, Perse) ou bien dans les pays qui luttent pour l'autonomie politique en exploitant à cet effet les rivalités impérialistes (Turquie).

Reconnaissant que des compromis partiels et provisoires peuvent être admissibles et indispensables quand il s'agit de prendre un répit dans la lutte d'émancipation révolutionnaire menée contre l'impérialisme, la classe ouvrière doit s'opposer avec intransigeance à toute tentative d'un partage de pouvoir entre l'impérialisme et les classes dirigeantes indigènes, que ce partage soit fait ouvertement ou sous une forme déguisée, car il a pour but de conserver leurs privilèges aux dirigeants.

Guerre à l'idéologie néolibérale, au nihilisme, à l'individualisme aveugle.

Un homme qui s'aimait sans avoir de rivaux

Passait dans son esprit pour le plus beau du monde :
Il accusait toujours les miroirs d'être faux,
Vivant plus que content dans son erreur profonde.
Afin de le guérir, le sort officieux
Présentait partout à ses yeux
Les conseillers muets dont se servent nos dames :
Miroirs dans les logis, miroirs chez les marchands,
Miroirs aux poches des galands,
Miroirs aux ceintures des femmes.

Que fait notre Narcisse? Il se va confiner
Aux lieux les plus cachés qu'il peut s'imaginer,
N'osant plus des miroirs éprouver l'aventure.
Mais un canal, formé par une source pure,
Se trouve en ces lieux écartés:
Il s'y voit, il se fâche, et ses yeux irrités
Pensent apercevoir une chimère vaine.
Il fait tout ce qu'il peut pour éviter cette eau;
Mais quoi, le canal est si beau
Qu'il ne le quitte qu'avec peine.

On voit bien où je veux venir.
Je parle à tous; et cette erreur extrême
Est un mal que chacun se plaît d'entretenir.
Notre âme, c'est cet homme amoureux de lui-même ;
Tant de miroirs, ce sont les sottises d'autrui,
Miroirs, de nos défauts les peintres légitimes;
Et quant au canal, c'est celui
Que chacun sait, le livre des Maximes.

La Fontaine

Il s'agit du mythe de Narcisse revu par le fabuliste mais revue à l'envers. Alors que l'eau, telle un miroir, renvoie à Narcisse son image qui le pousse à se noyer, ici la beauté des « Maximes » n'attire l'homme que pour le désabuser. lafontaine.net

On peut leurrer les autres, mais c'est beaucoup plus difficile de se leurrer soi-même, le miroir de nos pensées nous renvoie toujours à nous-même et loin d'être flatteur, il est parfois d'une cruauté insupportable à nos yeux, parce qu'il reflète la réalité qu'on s'emploie à fuir et qui nous rattrape un jour ou l'autre.

L'individualisme effréné, frénétique même, c'est leur société qui l'encourage à l'outrance au point de briser tous les rapports du citoyen avec le reste de la société qu'il doit ignorer, mépriser. L'orientation de la civilisation humaine prend une direction terrifiante laissant chaque individu face à lui-même, en proie à une schizophrénie aiguë qui n'annonce rien de bon.

Il est plus intelligent ou économique (pratique) et moins douloureux d'affronter directement la réalité, c'est ce que nous cessons de marteler en politique, car s'en détourner, c'est forcément en donner par la suite une interprétation tronquée et erronée qui ne permettra pas de lutter efficacement pour la changer, pour changer la société, on n'arrivera à rien, pour terminer par un raccourci, ne vous demandez plus pourquoi nous en sommes rendus là vous avez la réponse, ce qui suit l'illustre parfaitement.

L'honneur perdu de ceux qui ont troqué Marx pour Jaurès.

Nous ne revendiquons par les enseignements de Marx et Engels par dogmatisme ou fétichisme ou je ne sais quelle lubie, c'est ce que nous nous employons à expliquer brièvement ici. L'article qui est reproduit plus bas permet de le justifier, notamment.

Vous pouvez trouver suspect tous les partis dont les dirigeants font référence à Jaurès (et Thorez pendant qu'on y est) ou qui s'en réclame. Ce qui suit est l'histoire qu'ils assument, leur propre histoire qui ne peut pas être la nôtre. Désolé d'être sectaire si vous le pensez, intransigeant sur les principes et de rester fidèle au socialisme scientifique de Marx et Engels.

Dans le militantisme, c'est comme dans la vie en général, on doit admettre qu'il y a forcément des comportements et des idées qu'on ne peut pas adopter, parce qu'ils sont contraires à nos valeurs ou principes, à la cause pour laquelle nous combattons, à l'idéal dans lequel nous croyons, un minimum de rigueur exige de les rejeter.

Ce qui en dernière analyse distingue Marx de Jaurès, c'est que ce dernier n'a jamais été capable de rompre complètement avec le capitalisme, d'en mener l'analyse jusqu'au bout au point de parvenir à en tirer les conclusions qui en découleraient, sinon

comment pourrait-on concevoir que le colonialisme pourrait être compatible avec le combat pour l'émancipation du capital, alors qu'il constitue au contraire un moyen pour le capitalisme d'assurer sa survie.

C'est fondamentalement la même distinction qui existe entre le marxisme ou le socialisme et le réformisme qui est une forme de socialisme primaire, non achevé, non parvenu à maturité, inconsistant, et qui, parce qu'il demeure lié au capitalisme finit par s'y adapter ou s'en accommoder, c'est en ce sens que le réformisme est incompatible avec le socialisme, il est impossible de se réclamer de l'un et de l'autre, sauf confusion extrême ou faire preuve d'opportunisme.

- Du colonialisme au sionisme : chronique d'une continuité idéologique du parti socialiste - michelcollon.info - 25.10

Extraits. Le parti socialiste a choisi l'année 2005 pour fêter son centenaire c'est-à-dire qu'il prend comme point de départ de son histoire le congrès de fondation de la SFIO de 1905. (...) En prenant 1905 comme date de référence, c'est Jaurès, le partisan d'une colonisation « *éclairée* », qui est plébiscité et Guesde, l'anticolonialiste, qui est rejeté.

A la différence de Jaurès, Jules Guesde condamne en effet la colonisation comme système global de domination : « *la colonisation c'est le vol, c'est le pillage, c'est le meurtre, ce sont les crimes commis contre de paisibles populations, pour les profits d'une poignée de capitalistes, avides de gains* . »

Jaurès pour sa part ne dénonce pas la colonisation comme système. « *Ces peuples sont des enfants* » même s'ils sont « *loin d'être sots* », dit-il en 1884, à propos de peuples colonisés auxquels il convient d'apporter « *quelques notions très simples de langue et d'histoire française, de commerce, de christianisme* » pour que réussisse « *l'œuvre difficile de conquête morale et d'assimilation* ».

Dix ans plus tard, lors du conflit franco-anglais de Fachoda en 1898, Jaurès défend « *le droit certain de la France à s'ouvrir un débouché, de l'Afrique centrale vers le Nil* ».

De même, en 1903, il défend la thèse selon laquelle « *l'occupation morale du Maroc par la France sera un prolongement de la généreuse politique arabe qu'il faut développer en Algérie* ». Trois ans avant sa mort en 1911, il continue à défendre l'idée d'un accord sur le projet colonial articulé à un désaccord sur la méthode : « *La civilisation européenne se répand et doit se répandre sur le continent noir. Je n'ai jamais contesté pour ma part la nécessité, l'idéal, la beauté de cette pénétration. Nous n'avons différé et nous ne différons, au Maroc ou ailleurs, que sur les méthodes, mais je ne jette pas un regard de dédain sur l'œuvre commencée. Je ne l'enveloppe pas d'un anathème sans nuance.* »

Les thèses de Jaurès l'emportent définitivement au sein de la SFIO à partir de 1908. Les socialistes ne bougeront plus de cette position : la défense d'une colonisation « *humanisée* ». La même thèse coloniale reste un leitmotiv dans ce qu'ils appellent le « *conflit israélo-palestinien* ». (...)

(1937, Front populaire, Léon Blum - ndlr)

Alors qu'elle a participé aux combats contre les ligues fascistes, l'Etoile Nord-Africaine, organisation nationaliste algérienne, est dissoute en janvier 1937 et son leader Messali Hadj est emprisonné.

En mars, c'est au tour du comité d'action marocaine d'être dissous. Dans les mois qui suivent, c'est la répression sanglante contre les révoltes populaires au Maroc et en Tunisie . (...)

La SFIO revient au pouvoir en 1956 avec la présidence de Guy Mollet. Il reste dans l'histoire celui qui demande les pouvoirs spéciaux en Algérie et les obtient par 455 voix, c'est-à-dire la quasi-unanimité, y compris les voix des députés communistes. Ces pouvoirs déclenchent ce qu'André Philip a dénommé le « *crime de pacification* » c'est-à-dire la légalisation de la répression, de la torture et d'une guerre à grande échelle contre les civils au prétexte de lutter contre les « *terroristes* ». (...)

... François Mitterrand, autre figure idéologique du parti socialiste français. Alors ministre de l'intérieur, il déclara coup sur coup :

« *En Algérie, la seule négociation, c'est la guerre* » (5 novembre) ;

« *L'Algérie, c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne* » (7 novembre)

La matrice idéologique du parti socialiste est ancrée dans un imaginaire colonialiste qui ne pouvait que l'orienter vers le soutien au mouvement sioniste. Ni en 1896, lorsque Théodor Herzl publie à Leipzig le texte fondateur du sionisme officiel, pas plus qu'en 1897 lorsqu'il organise le congrès sioniste mondial ou en 1905, année durant laquelle le choix de la Palestine est définitivement arrêté au VIIème congrès, le sionisme ne rencontre en France plus qu'une curiosité marginale. En conséquence, on ne trouve pas chez Jaurès de point de vue sur le sionisme, à notre connaissance du moins.

Avec Léon Blum les choses sont bien différentes. Décrivant sa rencontre avec le sionisme, Léon Blum précise « *dès le lendemain de la première guerre mondiale, il [Weizmann] m'enrôla au service de ses desseins en s'aidant parfois de mes avis* ».

Dès 1919, Léon Blum joue un rôle actif dans la défense du projet sioniste en intervenant pour obtenir la levée de l'opposition française au mandat anglais sur la Palestine :

« *C'est un grand orgueil et une grande satisfaction pour moi de penser que j'ai pu l'aider dans la difficile négociation dont dépendait la création du Home National juif, et qui consistait à obtenir la levée simultanée de l'opposition française contre l'attribution du mandat palestinien à la Grande-Bretagne et de l'opposition américaine contre l'attribution du mandat syrien à la France* . » (...)

Pour reprendre une formule de Léon Blum, Israël apparaît dans cette logique comme « *le rêve transposé au niveau de la réalité historique* ». Une colonisation idéale en quelque sorte.

Le soutien socialiste au sionisme n'est, on le voit, le résultat d'aucun grand complot international. Il est tout simplement la continuité idéologique du colonialisme socialiste. (...)

La construction d'un amalgame entre antisémitisme et antisionisme

Le parti socialiste est aux premières lignes de la construction de cet amalgame. En témoigne par exemple le communiqué du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France daté du 30 janvier 2012 relatant la rencontre avec François Hollande du 25 janvier dans lequel « *le candidat socialiste a assuré le CRIF de son engagement de fermeté contre les actes antisémites et antisionistes* ».

De même, Manuel Valls dénonce un « *nouvel antisémitisme qui se cache derrière un antisionisme de façade. Un antisionisme qui n'est d'ailleurs pas moins contestable* ».

On ne compte plus non plus les élus socialistes condamnant les « *slogans antisémites* » dans les manifestations en désignant ainsi les slogans antisionistes.

Il convient ici de rappeler quelques fondamentaux sur la manière dont Théodor Herzl, fondateur du sionisme officiel, aborde la question de l'antisémitisme. Le projet sioniste s'argumente dans son analyse comme une réponse à l'antisémitisme européen.

Pour Herzl, le sionisme est la seule réponse solide à l'antisémitisme. Dans son journal intime, il considère même l'antisémitisme comme un allié objectif du sionisme : « *les antisémites deviendront nos amis les plus loyaux et les nations antisémites nos alliées.* »

Le raisonnement est logique. L'antisémitisme par sa violence pousse les citoyens de confession juive à chercher dans un ailleurs la solution à leurs difficultés. De même qu'il existe des sionistes antisémites, il existe des antisionistes qui ne sont pas antisémites. L'existence d'antisémites sionistes n'est pas nouvelle.

La figure d'Edouard Drumont nous le rappelle. L'auteur de la France Juive propose tout simplement de « *les renvoyer tous en Palestine* ». Ayant pris connaissance de la naissance du mouvement sioniste, il précise sa pensée : « *Le Juif qui aspire à se constituer une patrie est digne d'estime ... Le Juif qui veut avoir un drapeau est un brave Juif ... Avoir une patrie, n'est-ce pas le plus impérieux de tous les devoirs ? La France aux Français ! La Palestine aux Juifs .* »

La diffusion de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme se réalise au début de la décennie 2000 par la publication du livre de Pierre-André-Taguieff, La nouvelle judéophobie. Selon lui « *l'emploi euphémisé d' « antisionisme » implique la substitution de cette expression à cette autre qui, trop explicite ou « directe », serait disqualifiante : antisémitisme* ».

La dénonciation des crimes israéliens ne serait rien d'autre que la réactivation des vieux mythes antisémites : « *Dans la propagande « antisioniste », le peuple palestinien est transfiguré en peuple de « héros » et de « martyrs », jusqu'à être christifié en peuple d'enfants martyrs ce qui réactive le vieil imaginaire antijuif du meurtre rituel.* »

Toute critique d'Israël est dans cette analyse inévitablement antisémite. De surcroît, cette nouvelle judéophobie serait le fait des musulmans. D'où une conclusion limpide et sans ambiguïté politique : « *Le propalestinisme est assurément le principal vecteur de la nouvelle haine des Juifs à laquelle on donne souvent le nom d'« antisionisme ».* »

C'est à cette source que le parti socialiste emprunte son amalgame entre l'antisémitisme et l'antisionisme. La ficelle est bien grosse puisqu'elle consiste à amalgamer le soi-disant « antisionisme » d'un Alain Soral (qui préfère se dénommer lui-même judéophobe ou judéocritique) ayant pour but d'instrumentaliser à ses propres fins commerciales et politiques la colère contre les crimes d'Israël, et le mouvement antisioniste analysant l'état d'Israël comme un état colonial et la lutte du peuple

palestinien comme une lutte anticoloniale. Comme le parti socialiste, Alain Soral amalgame antisionisme et antisémitisme.

L'héritage sioniste n'est pas seulement ancien mais aussi ancré dans l'identité colonialiste du socialisme français, elle-même issue de la conviction d'une supériorité culturelle des civilisations européennes sur les autres. Cela ne signifie pas que tous les membres ou électeurs du parti socialiste soient automatiquement sionistes. En revanche, sous-estimer que l'appareil du parti socialiste fonctionne comme un système sélectionnant son élite à partir d'une série de constantes idéologiques, parmi lesquelles se trouve le soutien au sionisme, revient à faire preuve d'une grande naïveté. michelcollon.info - 25.10

Détestable le PS, infréquentable, n'est-ce pas ?

Qu'au départ le PS comme tous les partis ouvriers de cette époque ait reposé sur des principes contradictoires ou mal assurés, c'était pratiquement inévitable puisque le mouvement ouvrier en était encore à se chercher ou tentait de se structurer pour affronter le capital. Il fut donc toujours teinté d'opportunisme ou la plupart de ses dirigeants étaient opportunistes par la force des choses.

Les dirigeants qui d'une certaine manière avaient les idées les plus claires et les plus cohérentes pour avoir adopté le marxisme, furent toujours une minorité, une exception au côté des opportunistes ou réformistes qui n'avaient jamais vraiment assimilé le socialisme scientifique. Ce qui n'empêcha pas leurs propositions ou orientations d'être adoptées... temporairement seulement. Il faut se replacer dans le contexte de l'époque où les moyens de communication et d'information n'étaient pas aussi développés qu'aujourd'hui, pour imaginer comment se formaient les pensées, leurs auteurs étant isolés les uns des autres ou n'ayant pas la possibilité de se rencontrer ou de communiquer facilement, elles se formaient et évoluaient dans un environnement très réduit, presque fermé par rapport à nos jours où l'on peut communiquer en temps réel avec n'importe qui à l'autre bout de la planète ou se déplacer très rapidement d'un pays ou un continent à un autre.

Si le capitalisme était une réalité qui s'imposait à tous ceux qui vivaient en Europe jusqu'à la Russie ainsi qu'aux Etats-Unis, et dans une moindre mesure pour ceux qui vivaient dans le reste du monde, en revanche le socialisme ne coulait pas de source, il n'était pas visible à l'oeil nu, il constituait une phase cachée du capitalisme située au delà de celui-ci prenant ses racines au sein même du capitalisme, le socialisme demeurait à l'état latent, pour ainsi dire virtuel ou plutôt hypothétique, il représentait un potentiel bien réel mais dont la réalisation se situait dans un avenir indéterminé.

Donc, contrairement au capitalisme dont l'existence était bien réel et palpable, le socialisme restait à réaliser, aussi il n'était possible de le saisir qu'en ayant analysé minutieusement le développement du capitalisme et déterminé précisément les facteurs sur lesquels il reposait, pour évaluer leur évolution futur qui coïnciderait, soit avec la décomposition du capitalisme et le règne de la barbarie dans lequel il entraînerait l'humanité, soit avec un autre mode de production et un autre modèle de société qui nécessiterait pour voir le jour de se débarrasser du capitalisme, car il ne pourrait pas disparaître de lui-même, il faudrait le renverser, une révolution serait indispensable pour venir à bout de la résistance acharnée et armée des capitalistes, ce qu'on a appelé le socialisme.

Dès lors on comprend aisément dans le contexte qui a été rappelé plus haut, que très peu de dirigeants du mouvement ouvrier seraient en mesure de maîtriser le socialisme, et que la plupart de ceux qui l'adopteraient ou y feraient référence demeureraient sous l'emprise du capitalisme, d'autant plus qu'en 1905 le socialisme n'avait encore porté au pouvoir aucun prolétariat ou n'avait fait en pratique la démonstration de sa supériorité face à toutes les autres interprétations de la société ou théories.

Depuis, le socialisme ou le marxisme ont prouvé qu'il n'était pas une utopie ou une théorie farfelue, que leur analyse du capitalisme et leur interprétation de la société avaient permis à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir, sans toutefois pouvoir le conserver puisque cela n'était possible qu'à l'échelle mondiale, aussi ne peut-on pas imputer le stalinisme et ses variantes maoïse, castriste, etc. au socialisme, qui est retourné à l'état de devenir et la seule alternative au capitalisme auquel conduit justement le stalinisme, le maoïsme, etc qui sont la négation du socialisme.

Qu'un ouvrier ait pu adhéré un jour ou l'autre dans un passé lointain au PS sans en connaître la véritable nature ou son histoire peut très bien se concevoir. Qu'à la même époque, un dirigeant isolé ou manquant de repères ait pu se fourvoyer, on peut l'admettre. Mais depuis un siècle s'est écoulé, bien avant cela, depuis la révolution russe de 1917 qui a mis en application le socialisme ou le marxisme, qui a démontré l'inanité des thèses défendues par les réformistes, il n'était plus permis pour un intellectuel ou un membre des couches les plus évolués de la société d'ignorer la différence qui existait entre le socialisme et le réformisme, entre Marx et Jaurès (notamment), qui plus est plus au cours des décennies suivantes ou plus tard dans la seconde moitié du XXe siècle ou encore de nos jours ou se déplacer, communiquer, s'informer est à la portée de tous.

On a envie de dire, qu'au bout du compte après la diffusion des ouvrages de Marx et Engels à partir de la seconde partie du XIXe siècle (1844), il était parfaitement possible pour un intellectuel de saisir l'avenir du capitalisme et d'adopter le socialisme dès lors qu'on en avait la volonté, qu'on n'avait pas d'intérêts contradictoires à défendre ou qu'on ne priviligéiait pas ses misérables intérêts individuels qui nous empêcherait de rompre avec le capitalisme.

C'est là la pire faiblesse qu'ils traînent derrière eux comme un boulet jusqu'à nos jours, et qui rend incohérentes, inconsistantes

les conclusions de leurs analyses, parce qu'ils tournent le dos aux conclusions du socialisme, aux enseignements de la lutte des classes que les marxistes nous ont légués, en deux mots, ils se détournent des masses et de la nécessité de construire le parti auxquels ils refusent d'admettre qu'ils ont un rôle déterminant à jouer pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, et qu'ils sont les seuls à pouvoir accomplir cette tâche historique.

Tout cela pour dire qu'on ne peut pas admettre que des intellectuels ou des membres de la société qui ont eu le privilège de suivre un cursus universitaire ou de se former après avoir été scolarisés ne parviennent pas à comprendre ce qui vient d'être exposé, dès lors évidemment qu'ils en ont connaissance, d'où la terrible responsabilité qui pèse sur les épaules des dirigeants qui se réclament du socialisme, du communisme, du trotskisme, car c'est leur devoir.

Le capitalisme est un fait réel, matériel, palpable, il n'a pas besoin de preuves pour exister, tandis que le socialisme correspond à une élévation de notre niveau intellectuel, à la compréhension du fonctionnement du capitalisme et du monde dans lequel nous vivons à un degré supérieur, ce qui demande un certain effort et nécessite d'avoir la volonté de ne pas se contenter des interprétations que les représentants de la classe dominante et ses légions de larbins en donnent. Le socialisme correspond à la prise de conscience qu'il est possible de changer la société et le monde dès lors qu'on s'en donne les moyens en s'appuyant sur la seule classe capable de réaliser ce changement : celle des exploités et le parti qui incarne consciemment l'objectif de son combat politique qui se confond avec l'avenir de l'humanité.

ACTUALITÉ DU JOUR

Dicature mondiale de l'oligarchie financière. Comment ils renforcent leur pouvoir.

- Les dividendes mondiaux devraient atteindre un nouveau record en 2014 - AFP

Les dividendes versés aux actionnaires devraient atteindre un montant record de 1.190 milliards de dollars en 2014 dans le monde, en hausse de 12,6% par rapport à 2013, selon une étude de Henderson Global Investors.

"*Les dividendes mondiaux devraient atteindre un nouveau record en 2014. Les dividendes perçus par les investisseurs depuis le début de l'année ont augmenté rapidement et le troisième trimestre n'a pas failli à la règle. Nous sommes convaincus que les dividendes enregistreront une croissance à deux chiffres sur l'ensemble de l'année*", a affirmé Alex Crooke, directeur de la gestion actions internationales à fort rendement chez Henderson Global Investors, dans un communiqué.

Selon l'étude, "*les dividendes payés par les sociétés financières aux États-Unis progressant plus rapidement que leurs homologues internationaux*".

"*Les dividendes payés par les sociétés américaines ont été particulièrement importants. Ces dernières ont en effet augmenté leurs versements à la suite de l'augmentation de leur profit*", a souligné M. Crooke.

Selon lui, "*malgré les incertitudes en termes de croissance économique pour 2015, les dividendes devraient continuer à bien progresser, même si cette progression sera moins importante que cette année*".

Pour 2015, la société de gestion prévoit à ce stade que "*les dividendes atteindront 1.240 milliards de dollars*". AFP 18.11

En complément. Un régime corrompu.

- Une enquête préliminaire ouverte sur d'éventuels délits d'initié à la BNP Paribas - Francetv info

- Arbitrage Tapie : un ancien haut fonctionnaire mis en examen - Liberation.fr

- Cahuzac admettrait l'existence d'un autre compte caché sur l'Île de Man - Le Huffington Post

- Une enquête sur la déclaration de patrimoine du député UMP Bernard Brochand a été ouverte - 20minutes.fr

- Avoirs en Suisse: Jacob a confiance en la "*bonne foi*" des députés UMP - AFP

- Comptes en Suisse: le groupe UMP est solidaire des parlementaires incriminés - Le Huffington Post

- Le président de l'OM et deux prédécesseurs en garde à vue - Reuters

«Personne n'a fait de guérilla parlementaire, ni la droite, ni les frondeurs»

- L'Assemblée vote le projet de budget 2015 à une courte majorité - Libération.fr

Le projet de loi de finances, avec son volet dépenses, a recueilli 266 voix contre 247 (deux voix contre de plus que le 20 octobre), 56 députés s'étant abstenus. Parmi les abstentionnistes, le nombre de socialistes «*frondeurs*» en demande d'une politique économique alternative a diminué de deux pour s'établir à 37.

La quasi-totalité des écologistes se sont abstenus, tandis que presque tous les radicaux de gauche ont voté pour. Tous les députés UMP et tous ceux du Front de gauche ont voté contre, comme presque tous ceux de l'UDI.

«*Sans vote bloqué, nous avons su rassembler autour d'un budget empreint de justice fiscale, avec plus de 3 milliards d'euros redistribués en pouvoir d'achat aux foyers les plus modestes, qui s'ajouteront aux efforts importants en faveur de l'emploi et de la compétitivité*», a déclaré, après le vote, le secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert. «*Personne n'a fait de guérilla parlementaire, ni la droite, ni les frondeurs*», a-t-il ajouté dans les couloirs de l'Assemblée. Libération.fr 18.11

Ces dernières semaines successivement Mélenchon, Laurent, Besancenot se sont adressés aux "*frondeurs*" du PS qui viennent une nouvelle fois de laisser passer un texte proposé par le gouvernement en s'abstenant. Autant dire que vous n'avez absolument rien à attendre de ces gens-là et de leurs partis, ce sont ce qu'on appelle des vendus.

Le chômage et la crise : la faute à la réglementation du travail trop favorable aux travailleurs.

Nouvelle offensive annoncée du gouvernement pour laisser les mains libres au patronat en terme de flexibilité des conditions de travail, rémunération, etc. Ils n'auraient plus qu'à invoquer une hypothétique détérioration à venir de la situation économique pour recourir à toutes les mesures qu'ils estimeraient utiles de prendre pour préserver l'entreprise. Ils vont inventer les licenciements ou les réductions de salaire à titre préventive , comme les guerres quoi.

- Le gouvernement prudent sur la réforme du marché du travail - Reuters

Le gouvernement français entend bien continuer à réformer le marché du travail pour réduire la peur d'embaucher invoquée par les chefs d'entreprise mais avance avec prudence, pour ne pas heurter sa majorité de gauche et les partenaires sociaux.

L'idée d'un contrat de travail unique inspiré des travaux du prix Nobel d'économie français Jean Tirole, à peine évoquée par le Premier ministre Manuel Valls, a ainsi été enterrée.

Trop compliquée. Et, surtout, trop sensible aux yeux de syndicats qui en font un casus belli, et même du patronat, qui craint un surcroît de rigidité du marché du travail.

On n'en caresse pas moins dans l'exécutif l'idée d'un complément "*offensif*" à l'accord national interprofessionnel (ANI) sur la sécurisation de l'emploi conclu en 2013 par les partenaires sociaux, considéré comme "*défensif*".

La loi qui en découle a notamment institué la possibilité de conclure des accords dits de "*maintien dans l'emploi*" face à des difficultés conjoncturelles, pour éviter des licenciements.

Mais une demi-douzaine d'accords de ce type seulement ont été signés, symptôme de conditions trop contraignantes qu'il serait opportun d'assouplir en réévaluant le dispositif avec les signataires de l'ANI (CFDT, CFTC, CFE-CGC, Medef, CGPME et UPA), dit-on de source gouvernementale.

Quant au complément "*offensif*", il permettrait à des entreprises de conclure des accords de compétitivité à titre préventif, avant de rencontrer des difficultés.

"*Il y a de la matière et des sujets à traiter, comme la possibilité pour une entreprise de modifier par un accord majoritaire l'organisation ou le temps de travail*", dit-on de source proche de l'exécutif.

Encore faut-il "*l'espace, le climat politique et social et les partenaires sociaux qui le permettent*", admet-on de même source. "*Ça serait bien mais à chaque jour suffit sa peine.*"

La prudence est également de mise du côté du ministère du Travail, où l'on souligne que la loi découlant de l'ANI de 2013 n'a qu'un an d'existence réelle et que certaines de ses nombreuses dispositions n'entreront en vigueur qu'en 2015.

"*Ça ne veut pas dire qu'il ne puisse pas y avoir des discussions à un moment donné mais il faut le faire avec méthode*", ajoute-t-on de même source.

Pas question, donc, de prendre le risque de froisser les partenaires sociaux, dont les syndicats "*réformistes*" CFDT, CFTC et CFE-CGC, ni de polluer les tractations sur la modernisation du dialogue social censées aboutir d'ici la fin de l'année.

Le patronat plaide pour une simplification draconienne des instances représentatives du personnel et pour ne garder que le seuil social de 50 salariés, ce qui dynamiserait selon lui les embauches dans les PME.

Mais le principal enjeu est sans doute in fine la capacité des partenaires sociaux à négocier et conclure des accords majoritaires dans les entreprises, premier pas vers le Graal d'un "*modèle*" allemand regardé avec envie par le gouvernement.

"*Le système allemand oui, mais alors tout le système allemand*", réplique le vice-président de la CFTC.

"*En Allemagne, on peut avoir un délégué syndical à partir de cinq salariés et un conseil d'administration composé à moitié de représentants syndicaux à partir de 2.000 salariés*", rappelle Joseph Thouvenel. "Est-ce qu'on y est prêt en France?"

Côté gouvernemental, l'accent est plutôt mis sur l'assouplissement des conditions de sortie de l'emploi, à commencer par la réforme des prud'hommes, un des volets de la future loi pour la croissance et l'activité du ministre de l'Economie, Emmanuel Macron.

Objectif du gouvernement: réduire les délais extrêmement longs, qui constituent un facteur d'insécurité juridique.

Une version provisoire du texte prévoit un barème pour les indemnités versées au salarié, avec l'espoir que la négociation de rupture du contrat se fasse directement sur cette base, ce qui permettrait d'éviter de passer par les prud'hommes.

Avec cette réforme et la rupture conventionnelle créée en 2008, l'incertitude lié aux licenciements individuels pour les employeurs serait nettement réduite, estime le gouvernement. Reuters 18.11

Leur société. Plus décomposée, plus de pauvreté, plus de précarité, plus d'inégalités et d'injustices.

- A quoi ressemble la France après six années de crise ? - Francetv info

- La crise met un coup d'arrêt à la baisse des inégalités salariales - AFP

- Depuis janvier, les loyers augmentent deux fois plus vite que l'inflation - LeMonde.fr

- En France, la population de SDF a augmenté de 44% en onze ans - LeFigaro.fr

- Les SDF en France : de plus en plus de femmes et d'enfants - L'Obs

- De plus en plus de personnes travaillent le dimanche - L'Obs

Le week-end reste cependant un "temps de partage et de repos" pour une majorité de Français, selon une étude de l'Insee. L'Obs 18.11

-Quelques données collectées.

- 18% des Français ont plus de 65 ans

L'an dernier, pour la première fois, l'espérance de vie à la naissance stagnait, reculant même très légèrement pour les femmes. Cette année, elle réaugmente légèrement. A 78,7 ans pour les hommes et 85 ans pour les femmes, un écart qui continue de se réduire. La France compte 18% de plus de 65 ans et 9,1% de plus de 75 ans, des pourcentages qui augmentent ces dernières années.

- 22% de familles monoparentales

Le couple avec enfants ne sera peut-être bientôt plus la norme. Alors qu'il représentait presque un tiers des ménages en 1999, ce chiffre tombe à 26,5% aujourd'hui. Les ménages composés d'une seule personne sont aussi plus nombreux, deux tendances que l'Insee attribue au vieillissement de la population. Parmi les ménages avec enfants, 22% d'entre eux sont aujourd'hui des

familles monoparentales, contre 17% il y a quinze ans.

L'Insee a mis en parallèle l'obésité chez les adolescents et la catégorie sociale des parents : les résultats sont éloquents. En classe de troisième, 22% des élèves ayant un parent ouvrier sont en surpoids ou obèse… contre 12% des enfants de cadre (l'un ou les deux parents).

- Le chômage de longue durée explose

Sur près de 3 millions de chômeurs en France (au sens du Bureau international du travail), 40,2% sont des chômeurs dits "*de longue durée*", c'est-à-dire qu'ils sont dans cette situation depuis un an ou plus. Depuis le début de la crise, en 2008, leur nombre a bondi de 56%, passant de 724 000 à 1,1 million. La moitié d'entre eux sont même des chômeurs "*de très longue durée*", en recherche d'emploi depuis au moins deux ans.

L'Insee souligne que le risque de chômage de longue durée augmente en fonction de l'âge. Si les jeunes (moins de 25 ans) sont de loin les plus touchés, ils risquent moins de subir une période de chômage de longue durée que les autres classes d'âge. Plus l'âge augmente, plus il devient difficile de se sortir d'une situation de chômage.

- Un tiers des chômeurs de longue durée ont moins de 35 ans

C'est un mal dans le mal : alors que le chômage progresse, de nombreux demandeurs d'emploi s'y retrouvent «*coincés*» sur le long terme. Ce chômage de longue durée (d'une durée supérieure à douze mois, selon la définition de l'Insee) est souvent synonyme de perte de compétences et d'exclusion sociale. En clair, plus il dure, et plus il est difficile de retrouver un emploi. Comme le montre le graphique, ce phénomène touche particulièrement les jeunes, les personnes peu diplômées et les ouvriers. Il est aussi trois fois plus fort dans les zones urbaines sensibles que sur le reste du territoire (10,5% contre 3,6%).

- Un quart des SDF ont un emploi

111.700 personnes étaient sans domicile fixe en 2012 dans les agglomérations d'au moins 20.000 habitants. Parmi elles, 81.000 adultes et 30.700 enfants. Mais les SDF sont sans doute beaucoup plus nombreux étant donné que l'étude n'inclut pas ceux vivant dans des communes rurales ou de moins de 20.000 habitants.

1 sans-domicile sur 10 dort dans la rue ou dans d'autres endroits non prévus pour l'habitation (parc, squat, gare...). Une proportion qui monte à 14% en région parisienne, en raison du nombre croissant de sans-domicile et de la pression immobilière. Les autres sont accueillis dans les hébergements mis à disposition par des organismes d'aide (centre collectif, hôtel..). Selon le rapport, plus de 4 SDF sur 10 n'ont en outre jamais vécu dans un logement personnel indépendant. Et pour ceux qui en ont déjà eu un, 35% l'ont perdu à cause de difficultés familiales (séparation, décès du conjoint, violences conjugales), 30% en raison de problèmes financiers (perte d'emploi, loyers trop élevés, expulsions, etc.).

80% ont moins de 900 euros par mois, et 30% n'atteignent pas 300 euros. Plus des trois quarts sont inactifs ou au chômage et 24% travaillent, mais occupent souvent des emplois à temps partiel, peu qualifiés et précaires. Ils sont majoritairement employés ou ouvriers, et 22% n'ont aucun contrat de travail.

Lors de son enquête menée en janvier et février 2012, l'Insee a recensé 81 000 adultes et 31 000 enfants sans domicile dans les villes de plus de 20 000 habitants. Les profils sont très divers. Un quart d'entre eux ont un travail, mais ne s'en sortent pas beaucoup plus que les autres car les emplois occupés sont précaires (contrats courts, temps partiel). Ce sont en majorité des hommes (62%), entre 30 et 49 ans (50%) et souvent seuls. La moitié des sans-domicile sont nés à l'étranger, 20% ne parlent pas le français. Plus de quatre sur dix n'ont jamais eu de logement personnel, que ce soit comme locataire ou propriétaire. Pour les autres, 35% expliquent l'avoir perdu à cause de problèmes familiaux (séparation, décès du conjoint, etc).

- Les bénéficiaires de minima sociaux sont de plus en plus nombreux

Entre 2008 et 2012, le nombre de bénéficiaires du RSA socle (accordé aux personnes dépourvues de ressources) a augmenté de 26%. Et concernant l'Allocation de solidarité spécifique (pour les chômeurs en fin de droit), la hausse est de 27%. L'afflux de nouveaux bénéficiaires dans ces deux dispositifs est massif depuis 2009, note l'Insee. Ce sont les jeunes (25-34 ans) et les seniors qui restent le plus longtemps bénéficiaires du RSA ou de l'ASS.

Par ailleurs, les conditions de vie des allocataires se sont détériorées durant les années de crise. Ainsi, en 2012, 26 % des bénéficiaires du RSA socle et 22 % des allocataires de l'ASS ont déclaré avoir dû se priver sur des achats alimentaires, soit 10 et 8 points de plus qu'en 2012. Un allocataire au RSA sur dix (contre un sur vingt en 2006) et près d'un allocataire de l'ASS sur cinq (contre un sur huit en 2006) dit avoir renoncé à des soins de santé.

- Les revenus progressent peu et de manière inégalitaire

Entre 2002 et 2012, en euros constants, le revenu salarial moyen de l'ensemble de la population est passé de 19 370 à 20 100 euros, ce qui représente 0,4% d'augmentation chaque année. Mais l'Insee relève que l'augmentation n'est que de 0,2% par an entre 2007 et 2012, tandis qu'avant la crise, elle était de 0,6% par an.

De plus, la crise a porté un coup d'arrêt à la réduction des inégalités de revenus. En effet, entre 2002 et 2007, les plus bas revenus étaient ceux qui augmentaient le plus d'une année sur l'autre, alors que l'augmentation était plus faible pour les hauts revenus. La situation est tout autre pour la période 2008-2012 : les revenus les plus bas baissent d'une année sur l'autre, ou augmentent moins vite que ceux situés à proximité du revenu médian.

Le revenu médian (c'est-à-dire le revenu par rapport auquel la moitié de la population gagne moins et l'autre moitié gagne plus) augmente également moins vite depuis l'arrivée de la crise. Entre 2007 et 2011, sa progression n'a été que de 3% par an (en euros constants, c'est-à-dire en prenant en compte l'inflation), alors qu'il avait progressé de 5,8% par an entre 2003 et 2007.

- 11% d'enseignants en moins depuis 2000

Cette année, l'Insee propose un focus sur les enseignants du secondaire (collèges et lycées). Premier constat, alors qu'à partir de 2010 le nombre d'élèves a recommencé à augmenter, le nombre d'enseignants a continué de diminuer. Par rapport à 2000, il y a 11% d'enseignants en moins aujourd'hui et seulement 4% d'élèves en moins note l'Insee, qui explique notamment ce phénomène par la mise en place dans l'Education nationale du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux puis de la mastérisation de la formation.

L'Insee se penche également sur le temps de travail des enseignants : ils déclarent travailler en moyenne 41 heures par semaine en période scolaire, une moitié avec les élèves, le reste étant consacré aux activités pédagogiques : préparation de cours, corrections, recherches… L'Obs , libération.fr et lefigaro.fr 18.11

Dictature. Régime policier. Les chiens de garde du régime veillent, légifèrent, répriment.

La sous-consommation des vieux, la dernière anomalie ou le dernier délit répertorié par les chiens de garde du régime.

- Alimentation : la majorité des seniors sous-estiment leurs besoins - AFP

Au lieu d'épargner pour ceux qui en ont les moyens - entre nous on se demande à quoi cela pourrait-il leur servir - qu'ils se goinfrent, qu'ils dépensent leur fric dans la bouffe, ils ne s'en porteront pas mieux pour autant, peu importe, trop tard car il fallait y penser avant à se nourrir correctement, avoir une alimentation saine et équilibrée, ils ne l'ont jamais été vraiment, alors...

Pensez à faire un don au petit vieux qui anime ce portail qui ne se gave pas mais doit faire des économies sur son alimentation pour survivre, et le pire, c'est que je ne déconne pas... Pour les coordonnées, m'écrire.

Ils veulent modifier l'état d'esprit des masses, le formater, pour mieux les soumettre à leur ordre féodal.

- La secrétaire d'Etat chargée de la Famille veut la disparition de la fessée - Francetv info

Les punitions infligées aux enfants sont à bannir. L'appel est lancé mardi 14 novembre par Laurence Rossignol, la secrétaire d'Etat chargée de la Famille, qui veut la disparition de la fessée, mais aussi des châtiments corporels d'une manière générale. Dans un entretien accordé à France 2, la secrétaire d'Etat veut une prise de conscience collective.

Une dizaine de pays européens ont banni la fessés par une loi, et en France, campagnes choc à la télévision et propositions de loi se multiplient sans succès. "*Quand deux adultes se battent, on est légitime à intervenir, quand on voit un adulte martyriser un animal, on peut intervenir aussi, et quand on voit un enfant être sévèrement corrigé, on se heurte au principe de la liberté éducative*" dit-elle. Francetv info 18.11

Ce qui suit a été rédigé par ce qu'on appelle un enfant battu, puisque mon père me frappait quotidiennement, j'en ai conservé une trace derrière l'oreille gauche suite apparemment à un coup de poing reçu quand j'étais adolescent, une protubérance apparue très jeune et qui a pris la taille d'un oeuf plus tard.

Avant-hier, c'était la décision du Conseil de Paris qui était violemment vilipendée pour avoir rejeté la construction d'un gratte-ciel en plein Paris, alors qu'ils en existent déjà dans plusieurs capitales dans le monde qu'il faut absolument imiter...

Ils procèdent par amalgame. Comment peut-on comparer le comportement de deux adultes, celui d'un adulte et un animal et celui

d'un adulte et un enfant ? Comment peut-on mettre sur le même plan le martyr imposé par un adulte à un animal et une fessée donner par un adulte à un enfant ?

Cela tient d'un esprit détraqué, autoritaire, policier, qui soutient l'idéologie wahhabiste à l'origine du takfirisme dont se réclament les barbares de l'Emirat islamique, qui soutient le sionisme qui est une idéologie raciste, notamment, où qui assassine un étudiant lors d'une manifestation.

Le comportement ou les préjugés de la population sont fondés sur les inégalités ou les rapports qui existent dans la société entre les classes. Ils en sont le reflet, l'expression et les reproduisent au sein de tous les rapports sociaux, y compris au sein des familles ou des couples.

Vouloir imposer aux masses d'en changer dans leur vie quotidienne sans mettre fin à ces inégalités et sans modifier les rapports de production entre dominants et dominés, revient à les soumettre de manière autoritaire à ce régime, à la volonté ou à la dictature de la classe dominante, afin qu'elles supportent sans broncher les violences que l'Etat et les capitalistes continuent de leur infliger, faisant d'eux des êtres totalement soumis, des serfs, des esclaves.

Je n'ai pas imité mon père et je n'ai jamais levé la main sur ma fille, je suis donc contre toute violence exercée par un adulte sur un enfant, cependant je condamne l'appel lancé par la secrétaire d'Etat chargée de la Famille pour les raisons évoquées plus haut.

Que l'Etat cesse ses violences envers les travailleurs qu'ils privent de travail, réduit à la précarité, à la pauvreté, qu'il cesse de soutenir les dictatures du Golfe, le régime d'Erdogan qui orchestrent l'infiltration des barbares d'EI en Syrie et en Irak, qu'il cesse de livrer des armes à des régimes qui répriment férocement leurs peuples, qu'il rompt avec les Etats-Unis qui se livrent à des guerres par de là tous les continents depuis 1945, qu'il rompt avec les sionistes qui occupent la Palestine et massacres les Palestiniens...

En complément

- L'homme qui avait tenu des propos homophobes lors du premier mariage homosexuel célébré en France a été condamné à 2 mois avec sursis - 20minutes.fr

Les crimes perpétrés par des représentant de l'Etat demeurent impunis...

Nouvelle atteinte à la liberté d'expression.

Le Boulevard Voltaire est un portail où sévices des gens d'extrême droite ou qui en sont proches ou tout du moins les fréquentent.

Ce qui nous intéresse ici n'est pas ce portail d'extrême droite ou ses auteurs ou encore leur condamnation, mais le mobil sur lequel repose le jugement prononcé par le parquet de Paris qui fournit une indication intéressante sur la dangereuse orientation dictatoriale du régime.

Pour la compréhension des lecteurs nous avons cru bon de reproduire un extrait de l'article de presse se rapportant à cette affaire. Une dernière chose, ne pas confondre ce portail avec le Réseau Voltaire dont nous mettons régulièrement des articles en ligne. Venons-en aux faits.

Les juges de la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris ont considéré qu'un scénario imaginaire ou une "*fiction politique*" pouvait faire l'objet d'une condamnation sous le prétexte qu'elle serait tournée contre une communauté en particulier, là en l'occurrence il s'agissait des musulmans, dès lors qu'elle ferait l'objet de "*discrimination*" et de "*haine*". Mais dans l'avenir ce jugement pourrait faire jurisprudence et s'appliquer à n'importe quelle couche de la société, n'importe quelle classe qui serait visée dans un ouvrage (ou un film, une pièce de théâtre), y compris celle qui profite de toutes les guerres pour s'enrichir, guerres qui depuis le 11 septembre 2001 sont dirigées systématiquement vers des pays à majorité musulmane, guerres que soutient l'Etat français, tous ses gouvernements successifs lorsqu'ils n'ont pas déclaré eux-mêmes la guerre à ces peuples, le Mali par exemple.

Les juges de la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris qui avait été saisis par une plainte déposée par le parquet de Paris ont suivi son réquisitoire, compte tenu qu'on ne peut pas retenir l'hypothèse selon laquelle les représentants de l'Etat se préoccuperaient du sort des mulsulmans en général autrement que pour les stigmatiser,

Leur verdict a plutôt été motivé par le fait que la trame de l'histoire figurant dans cet ouvrage était beaucoup trop proche de la réalité ou sous-entendait ce que pourraient être les réelles motivations ou objectifs inavouables des Etats s'attaquant à des pays musulmans, à savoir s'attaquer à leur religion, ce que fait très bien l'Emirat islamique qu'ils ont mis en scène justement, s'attaquer à leur religion pour les diviser et faire en sorte qu'ils s'entretuent, pendant que les puissances occidentales installent des gouvernements fantoches à leur solde et pillent tranquillement leurs richesses.

D'ailleurs, ces juges pour brouiller les pistes ont pris soin de ne pas condamner l'opinion que porte l'auteur de cet ouvrage sur l'islam qui assume être islamophobe, qui selon eux relèverait d'un "*jugement de valeur*". A les entendre, dénoncer violemment une religion ne porterait pas atteinte à l'ensemble de la communauté qui l'a adoptée ou la pratique et ne saurait constituer une infraction, alors qu'envisager un scénario par lequel l'Etat interdirait cette religion en serait une, à croire que l'auteur aurait mis le doigt sur une vérité un peu saillante aux yeux de ces représentants de l'Etat.

20minutes.fr - La militante islamophobe Christine Tasin et le directeur de la publication du site internet Boulevard Voltaire, Benjamin Jamet, ont été condamnés mardi chacun à 1.000 euros d'amende, dont la moitié avec sursis, pour provocation à la haine envers les musulmans.

Le texte litigieux, contre lequel le parquet de Paris avait lancé les poursuites, a été rédigé par Tasin, à la tête du mouvement d'extrême droite «*Résistance républicaine*», et publié le 1er mai 2013 sur Boulevard Voltaire.

Tasin imaginait qu'une loi interdisant l'islam était votée et prédisait «*émeutes et même menaces terroristes*». Le tribunal a condamné l'un des trois passages poursuivis, le deuxième, qui évoquait cette thèse sur une interdiction de l'islam, dont les fidèles devraient selon elle abdiquer leur religion ou la pratiquer de manière privée sous peine de devoir quitter le territoire national.

Les juges de la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris ont estimé que l'auteur «*incite de manière manifeste et intentionnelle, même dans le contexte d'une fiction politique, à la discrimination et à la haine contre l'ensemble des musulmans*».

S'agissant du premier passage, qui émet «*une opinion sur l'islam extrêmement négative*», cette religion y étant décrite comme «*dangereuse*», le tribunal a estimé qu'il s'agissait d'un jugement de valeur qui ne constitue toutefois pas l'infraction.

Pour le troisième passage, qui imaginait que l'armée serait «*dépêchée à chaque menace*» et n'hésiterait «*pas à tirer dans le tas*», le tribunal a estimé que si ce paragraphe peut «*apparaître particulièrement choquant*», il ne fait référence qu'à «*quelques extrémistes*» et non aux musulmans en général. 20minutes.fr 18.11

Je n'ai plus le temps de traiter davantage ce sujet. Souvenez-vous que récemment Mélenchon a failli se faire lyncher parce qu'il avait traité Macron de banquier, ou encore cette chanteuse qui a évoqué la "*légèreté*" qui existait à Paris sous l'occupation nazi, etc.

Imaginez que ces juges tombent sur notre portail avec tout ce qu'on a osé écrire d'épouvantable à l'encontre de la classe dominante et ses représentants, car nous ne ménageons pas la haine qu'ils nous inspirent au point de décréter que leurs exécutions serait une mesure de salut public indispensable pour vivre dans une société meilleure et plus juste, ils le feraient fermer sur le champ !

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- UE: la directive anti-optimisation fiscale sera prête "*début 2015*" - AFP

- Jean-Claude Juncker veut mieux encadrer les relations avec les lobbyistes - LeMonde.fr

Le commissaire européen aux affaires économiques Pierre Moscovici a affirmé mardi que la directive européenne sur la pratique des accords de rescrit fiscal ("*tax ruling*") serait prête "*début 2015*". LeMonde.fr 18.11

- Macron a annoncé sa première mesure de gauche - Le Huffington Post

Vraiment ?

- Emmanuel Macron veut la peau des retraites chapeau - Francetv info

Non c'était juste parce qu'il avait endossé le bicorne du Bonaparte de service pendant sa virée dans le Pacifique.

- Macron veut écorner les retraites chapeau - Liberation.fr

Hémorragie contagieuse.

- Grave hémorragie d'adhérents au Snes-FSU - L'Express.fr

Le Snes-FSU a perdu de sa superbe. L'érosion du nombre d'adhérents du syndicat majoritaire chez les enseignants du secondaire était connue. Les chiffres auquel L'Express a eu accès traduisent un véritable effondrement. En dix ans, 15376 encartés ont déserté, soit plus de 20% des effectifs, qui étaient, à la fin de 2013, de 58952 militants. L'Express.fr 18.11

Vaut mieux encore mourir pour des idées...

- Accidents de la vie courante: 20.000 décès par an - 20minutes.fr

- Le nombre de tués sur les routes en hausse de 13,6% en octobre par rapport à l'an dernier - 20minutes.fr

Après la méritocratie, ils vantent la cancritude qui est à leur image.

- Les parents d'élèves veulent moins de poids pour les notes - LePoint.fr

Ils ne désarment jamais.

- Le Sénat américain bloque la réforme de la NSA - 20minutes.fr

- Hongkong : des manifestants masqués tentent d'entrer dans le Parlement - LeMonde.fr

- Premier pas à l'ONU pour traduire la Corée du Nord devant la CPI - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Hongrie

La Hongrie adopte une nouvelle série de taxes spéciales - AFP

Le parlement hongrois a adopté mardi une nouvelle série d'impôts indirects touchant les compagnies étrangères, mais aussi tous les aspects du quotidien, dans la droite ligne des nombreuses taxes spéciales introduites depuis 2010.

Une nouvelle "*taxe sur le savon*" et une extension de la "*taxe sur les chips*" ont notamment été votées, tandis que la "*super-taxe*" sur les revenus publicitaires des médias, perçue comme une attaque contre la chaîne privée RTL Klub, a vu son taux marginal passer de 40 à 50%.

Le groupe RTL, filiale du géant allemand des médias Bertelsmann, seul en Hongrie à être concerné par le taux le plus élevé de la "super-taxe" sur les médias, avait déposé le mois dernier un recours devant la Commission européenne, estimant qu'elle est discriminatoire et menace le "*pluralisme médiatique*".

Le paquet prévoit une autre mesure affectant tout particulièrement les sociétés étrangères: un prélèvement pour analyses alimentaires allant jusqu'à 6% du chiffre d'affaires pour les supermarchés dont les recettes dépassent les 300 milliards de forints (près d'un milliard d'euros). L'impôt a été surnommé "*taxe Tesco*", du nom du géant britannique la distribution, qui est en difficulté en Hongrie.

Une taxe de 0,05% est également prévue sur les titres étrangers des fonds d'investissement.

Le journaliste de l'AFP avait fait précéder le dernier paragraphe par la mention : "*Boucs émissaires*" à propo des fonds d'investissement. Je sens qu'on se mobilisera pour sauver la tête d'un journaliste de l'AFP tombé entre les mains d'un groupe terroriste quelconque...

2- Russie

- La Russie, "*prête à coopérer avec le Hezbollah*" - french.irib.ir

Le vice ministre russe des AE a fait part de la disponibilité de Moscou de coopérer avec le Hezbollah dans le sens d'une sécurisation et d'une stabilisation du Liban et de l'ensemble de la région. Bogdanon a également mis l'accent sur la volonté russe d'organiser une réunion à Moscou pour trouver une solution à la crise syrienne. " *Pour la Russie, le Hezbollah est une force politique efficace et de premier plan, ce qui motive Moscou de coopérer pleinement avec le Hezbollah pour la stabilisation du Liban et de la région*".

L'information est d'une importance de premier ordre . Israël a récemment accusé la Russie de l'espionner via ses installations situées près des frontières nord d'Israël et au profit du Hebollah. Les propos de Bougdanov est une première prise de position officielle de Moscou en faveur d'un partenariat avec le Hezbollah. french.irib.ir 18.11

3- Syrie

- Rif de Damas : des anti-Assad défilent contre les takfiris - french.irib.ir

Des habitants des cités de Babila et de Yalda sont descendus dans les rues pour réclamer le retrait des terroristes des quartiers de leurs villes. Selon le journal El Watan, des centaines de personnes ont défilé dans les rues de ces deux cités contre la présence des groupes terroristes et ont demandé à l'armée syrienne de les soutenir. les cyber activistes ont de leur côté fait publier des images vidéos sur la toile qui mettent en scène les manifestants scandant des slogans contre les terroristes et exigeant leur retrait.

Ce sont les terroristes de Ahrar al Chaam et de Shabab al Hoda qui ont encerclé depuis quelques semaines ces deux localités qui ont été de la sorte dénoncés par les habitants. Une trêve avait été signée il y a quelque temps entre les terroristes et les forces de l'armée mais les takfiris ne cessent d'en violer les termes, ce qui a suscité la colère des habitants. plus de 5000 Syriens avaient manifesté lundi contre les terroristes à Ghouta-est surtout à Douma où le général syrien Soheil al Hassan et ses forces continuent à avancer. Là , les Syriens demandent le retrait des terroristes de Jaysh al Islam.

Le phénomène qui est en train de s'amplifier ne peut échapper aux observateurs : les habitants des localités occupées en ont ras le bol de la présence des takfiris et exigent désormais leur expulsion. un raffermissement des alliances entre les forces armées et les civils syriens contre différentes milices terroristes est en vue. french.irib.ir 18.11

4- Palestine occupée.

4.1- Les réservistes israéliens, déployés à Qods - french.irib.ir

Les autorités israéliennes ont donné l'ordre du déploiement de policiers, garde-frontières et forces de sécurité, en grand nombre, à travers Qods.

«*Mahmoud Abbas, le Président de l'Autorité autonome de la Palestine, a déclaré la guerre à Israël*», a déclaré Neftali Bent, le ministre de l'Economie du régime sioniste, en réaction à l'opération de ce mardi, a-t-on appris de Farsnews.

Le leader du Mouvement «*Shas*» a demandé la destruction des maisons des auteurs des opérations-martyres, ainsi que l'expulsion de leur famille, selon le site d'information Maa. french.irib.ir 18.11

A nos amis palestiniens francophones, apprenez à vos frères et soeurs l'expression : Tirez la chasse !

4.2- Israël se prépare à faciliter le port d'armes pour l'autodéfense LePoint.fr

Les autorités israéliennes vont lever certaines restrictions sur le port d'armes afin de renforcer l'autodéfense après une attaque meurtrière dans une synagogue à Jérusalem, a annoncé mardi un ministre. "*Je vais lever dans les prochaines heures certaines restrictions sur le port d'arme*", a affirmé le ministre de la Sécurité intérieure Yitzhak Aharonovich. Selon lui, cette mesure va concerner les Israéliens détenteurs d'un permis de port d'arme comme les officiers de l'armée, en dehors de leur service, ou les "gardiens d'école ou de jardins d'enfants" qui pourront ramener leurs armes à la maison.

"*Nous allons aussi détruire les maisons des terroristes*", a promis le ministre, une mesure controversée et suspendue il y a près de 10 ans par l'armée qui l'avait alors jugée "*contre-productive*". "*Et je vais demander le feu vert du conseiller juridique du gouvernement pour procéder à des détentions administratives*". Ces sanctions permettent de détenir un suspect sans jugement pendant des périodes pouvant aller jusqu'à six mois renouvelables indéfiniment. LePoint.fr 18.11

SOCIAL et SOCIÉTÉ

Suède

Les pays scandinaves sont réputés pour leur modèle social... Des pays où il fait bon vivre. Et régulièrement des infos nous parviennent qui prouvent exactement le contraire, celle-ci est terrifiante pour la jeunesse.

- Suède : le Spice, une drogue qui transforme en zombie - M6info

Le Spice, cannabis de synthèse, inquiète les autorités suédoises. Cette drogue, qui transforme ses consommateurs en zombie, connaît un succès grandissant auprès de la jeunesse du pays. Plusieurs Suédois ont déjà perdu la vie depuis le début de l'année.

Appelé « *K2* », « *Yuncan Fire* », « *Bliss* » ou encore « *Moon Rocks*», le « *Spice* » est un cannabis de synthèse sur le marché depuis plus de 10 ans. Mais cette drogue inquiète particulièrement les autorités suédoises. Les consommateurs ont un comportement totalement altéré : ils se déplacent et agissent comme des zombies et deviennent particulièrement agressifs. Pire, cette substance a déjà tué plusieurs personnes : deux adolescents, âgés de 18 et 22 ans, sont récemment morts dans le pays après avoir consommé du Spice, produit à base de substances chimiques.

Psychose, convulsions, et hallucinations … Les effets du Spice sont redoutables. Ce produit ne contient pas de cannabidiol, substance aux propriétés anti-psychotiques. Il rend donc ses consommateurs très agressifs, comme l'explique l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanes.

«*La marijuana attire de plus en plus. Mais comme elle est toujours illégale en Suède, ses consommateurs se dirigent vers les drogues qui ne le sont pas, comme le Spice, contre lequel on ne peut rien faire : les substances utilisées dans sa fabrication changent en permanence. Elles sont indétectables*», affirme-t-il dans les colonnes de Libération.

Aux Etats-Unis, à Washington, la drogue, surnommée celle du « *zombie* » pour ses effets sur le comportement des consommateurs, n'est pas interdite par la loi. Les jeunes peuvent donc s'en procurer librement sur Internet. En France, en revanche, les autorités sanitaires ont pris ce problème à bras le corps dès 2009, en interdisant sa vente et sa consommation. La Russie est également en alerte. 25 personne ont déjà perdu la vie depuis le début de l'année et 700 ont été hospitalisées à travers le pays. M6info 18.11

Haut de page

Le 20 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté une douzaine d'articles.

Une vidéo

Discours de Poutine au Club Valdaï à Sotchi, le 24 octobre 2014.
http://www.dailymotion.com/video/x29k79d_discours-de-poutine-au-club-valdai-a-sotchi-le-24-octobre-2014_school

Les djihadistes français et leurs parrains, Mc Cain et Fabius. Pas surprenant quand on sait qu'officiellement l'Arabie saoudite est l'ami de la France.

Pour bien planter le décors.

Qui a dit ?

« *Les États-Unis font la promotion du terrorisme en finançant les djihadistes de l'État islamique* » ?

Réponse : Poutine à PressTV le 25 octobre 2014.

Cela ne pouvait pas être Hollande ou un ministre de son gouvernement à la solde de Washington.

Deux vidéos très brèves.

McCain: Obama's National Security Team Recommended Arming ISIS - 9 septembre 2014
https://www.youtube.com/watch?v=LukjUMLI8ig

« *Hillary Clinton a déjà décrit une réunion à la Maison-Blanche il y a deux ans. Chaque membre de l'équipe de Sécurité nationale recommandait d'armer l'Émirat islamique. Le président s'y est lui-même opposé, comme il s'est opposé et a décidé de ne pas bombarder la Syrie après qu'il ait dit qu'elle avait franchi la ligne rouge* ». - John McCain

John McCain admet être en contact permanent avec l'EIIL
http://www.youtube.com/watch?v=IIg6xiFFbfo

"*Je connais bien ces gens-là, je suis en permanence en contact avec eux*" - John McCain

Pendant qu'Obama et ses bouffons européens, canadien et australien prétendent combattre les barbares de l'Emirat islamique, des voix s'élèvent aux Etats-Unis pour les armer, observant que la plus puissante coalition armée du monde ne parvient pas à vaincre tout au plus 200.000 missionnaires improvisés ou qui ne sont pas des militaires aguerris, il y a tout lieu d'en déduire qu'elle n'y tient pas vraiment.

Mc Cain veut armer l'Emirat islamique, c'est donc qu'il est tout à fait fréquentable, puisqu'il s'agit de le dresser contre Assad pour le renverser, le seul objectif de Fabius, alors pourquoi s'en prendre à ces jeunes français qui rejoignent cette organisation d'assassins, ils ne font que répondre à l'appel de Mc Cain et Fabius, leurs parrains.

Ce sont les représentants de l'Etat français qui ont encouragé la diffusion de l'idéologie dont est issue le terrorisme qu'ils prétendent combattre.

Des jeunes et des moins jeunes esseulés ou paumés et sans avenir en quête d'idéal ont commencé par être contaminés par l'idéologie extrémiste wahhabite, ensuite le passage aux différents mouvements takfiris qui partagent cette idéologie n'était plus qu'une formalité pour certains. Tous ne franchissent pas le pas ou ne deviennent pas terroristes et ne se rendent pas en Syrie ou en Irak pour se livrer à des atrocités, ils cultivent une haine farouche et aveugle envers tous ceux qui ne leur permettent pas de réaliser leur idéal, ils sont donc tout aussi dangereux ou pire encore.

On est en droit de considèrer les Etats-Unis et ses alliés dont la France qui ont participé à l'armement des différents groupes terroristes agissant en Syrie et en Irak notamment, comme les commanditaires et les responsables de la barbarie qu'ils dénoncent et prétendent combattre. Les véritables chefs des barbares sont les représentants des puissances occidentales qui instrumentalisent la barbarie pour justifier leur politique impérialiste au Moyen-Orient, avec en toile de fond la guerre inter-impérialiste qu'ils livrent à la Russie, la Chine et l'ensemble des pays émergents pour s'emparer des richesses de cette région, pétrole et gaz essentiellement ou préserver leur hégémonie.

- "*Nous ne sommes pas surpris d'apprendre que des Français participent de cette barbarie*", a déclaré hier Manuel Valls. Francetv info 19.11

Leur société produit de plus en plus de déchets à défaut de pouvoir proposer des conditions de vie décentes, un avenir ou un idéal à tous ces membres, particulièrement les jeunes des couches de la classe ouvrière les plus défavorisées, depuis que les travailleurs du monde entier sont mis en concurrence et que le critère du coût du travail le plus bas l'emporte sur tous les autres, le chômage de masse, l'extrême précarité et la pauvreté sont devenus le lot de centaines de milliers de jeunes livrés à eux-mêmes, abandonnés de la société, qui même lorsqu'ils ont un emploi ne peuvent plus vivre décemment. Dans ces conditions, il est normal qu'un certain nombre d'entre eux sombrent dans le désespoir et en viennent à haïr la société qui les a exclus, à s'en couper totalement, pour finalement s'en remette à n'importe quel précheur de bonnes aventures, se radicalisent, se fanatisent et en viennent à commettre des actes d'une cruauté inimaginable, irréparables, irréversibles car ils sont pour ainsi dire détruits, condamnés à mort par la société.

Leur société, entendez par là la classe dominante, celle qui détient le pouvoir, une fois recyclés en barbares, elle n'a plus qu'à envoyer ses déchets à l'abattoir sur les champs de bataille qu'elle a conçus exprès pour eux et non pour que son armée s'y fasse massacrer puisqu'ils en sont les supplétifs, solution économique à plus d'un titre puisqu'elle lui permettra de les employer et de les liquider sans même avoir à régler leurs funérailles. Vous avouerez qu'ils avaient pensé à tout.

Avant de poursuivre, j'ai noté un commentaire d'un internaute qui situe bien le contexte et les responsabilités : "*Sa grand-mère fait des ménages, sa mère fait des ménages... On comprend qu'il ait été sensible à l'appel de Fabius et soit parti faire la guerre à Bachar.* "

Eh oui, c'est Fabius en France le grand ordonnateur du djihad ou de la croisade contre la République arabe syrienne ! Un régime laïque contrairement aux régimes féodaux et archaïques des monarchies du Golfe qui ont adopté la charia et interdisent partis politiques et syndicats, qui recrutent et arment les barbares et que Fabius affectionnent tant, ne livrent-ils pas le même combat que la France au nom de la démocratie ?

Un esprit faible se verra encouragé par le discours de Fabius à rejoindre les rangs des barbares pour combattre contre un régime "*tyrannique*" pour établir la "*démocratie*" en Syrie, et s'il faut couper des têtes ou se livrer à des massacres pour y parvenir, peu importe, car contrairement aux bombardements des populations civiles par l'Otan en Afghanistan, en Irak, au Pakistan, en Libye, etc. qui ont fait des millions de morts innocents en 13 ans, ils font preuve de discernement et de davantage de justice, du coup, une fois justifier de la sorte leurs crimes, ils n'ont plus qu'à les assumer tranquillement. Il ne reste plus aux représentants de la classe dominante et aux commentateurs des médias occidentaux qu'à condamner leur cruauté dont ils sont les responsables ou les complices pour justifier de nouvelles lois liberticides que la majorité de la population approuvera, et pourront dans l'avenir s'appliquer au mouvement ouvrier et la boucle de l'imposture est bouclée.

Maintenant pour revenir au contexte, il est inutile de préciser que si ces jeunes sombrent dans la barbarie après avoir visionné des vidéos sur Internet ou s'être connectés sur des portails des takfiris, c'est parce que les autorités ont jugé utile de ne pas interdire leur diffusion en France et de ne pas avoir fermé ces portails.

Contrairement à ce qu'ils affirment c'est tout à fait possible. J'en veux pour preuve qu'ayant voulu me connecter sur certains portails ou visionner certaines vidéos musicales, il m'est arrivé de tomber sur un message indiquant qu'elles n'étaient pas accessibles aux internautes de ce pays, en Inde, ce qui signifie qu'elles l'étaient dans d'autres pays. Il suffit d'en faire la demande à l'entreprise qui diffuse ce genre de vidéos pour qu'elles soient immédiatement bloquées, la Chine et l'Iran et bien d'autres pays comme la Turquie recourent à cette pratique, les médias occidentaux ne manquent pas de le rappeler quand cela sert les intérêts qu'ils représentent.

C'est donc délibérément que le gouvernement français laissent ces vidéos et ces portails à la disposition de la jeunesse ("*en accès libre*"), il est donc responsable de l'usage qu'elle peut en faire ultérieurement, il faut que les travailleurs le sachent, car en dernière analyse ce sont eux qui sont visés.

AFP- Selon une source du renseignement, les services sont remontés jusqu'à lui grâce à une vidéo diffusée mi-octobre sur internet dans laquelle, en français et à visage découvert, il appelait "*tous les frères qui vivent en France*" à "*tuer n'importe quel civil*" en représailles aux raids de l'armée française contre le groupe EI en Irak.

Mercredi, dans une nouvelle vidéo diffusée par EI, trois jeunes gens, équipés de kalachnikov, appellent les musulmans de France à rejoindre les rangs des jihadistes en Syrie ou à défaut à commettre des attaques en France.

Cette vidéo de sept minutes a été diffusée sur des forums internet jihadistes, a rapporté le centre de surveillance des sites jihadistes SITE. Elle apparaît trois jours après la diffusion d'une vidéo mettant en scène la mise à mort par décapitation de 18 prisonniers syriens et de l'otage américain Peter Kassig, dans laquelle apparaissent deux Français, identifiés par les autorités comme étant deux jeunes convertis, Maxime Hauchard et Mickaël Dos Santos.

Dans la soirée mercredi, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a une nouvelle fois mis les jeunes en garde contre "*la propagande abjecte qu'ils peuvent subir*". Il leur demande de "*regarder en face les monstruosités et la barbarie de ces groupes terroristes*". Il a rappelé que la France avait récemment renforcé son dispositif législatif pour "*faire face à ce terrorisme en accès libre*".

Les convertis représentent 20% de ces jihadistes, recrutés, dans leur écrasante majorité, sur internet.

L'EI, qui comprend des centaines de combattants étrangers dont un gros contingent de Français, s'est emparé de larges pans de territoire en Syrie et en Irak, où il sème la terreur. AFP 19.11

Au total 16.000 selon les Américains, 200.000 selon les combattants kurdes. Alors que les autorités syriennes ont constaté qu'au moins cent milles mercenaires étrangers de 83 nationalités différentes toutes organisations terroristes confondues étaient présents en Syrie

En complément.

Alors que ses instructeurs forment les barbares qui iront les rejoindre.

- La France va déployer six Mirage en Jordanie contre l'Etat islamique - Francetv info

Ah ces Africains, ils n'ont pas changé : des sous-hommes, des sauvages je vous dis.

- En Afrique, l'homophobie est un «*exutoire pour tous les autres maux sociaux*» - Liberation.fr

En France ils stigmatisent l'homophobie pour encourager les actes homophobes, ils procèdent de même avec le racisme, l'antisémistisme, etc.

- Excision: 86 millions de jeunes filles risquent de subir cette pratique d'ici à 2030 - 20minutes.fr

C'est fou ce qu'ils savent bien compter quand ils veulent...

Et combien de dizaines de millions de morts d'ici là dus à la sous-alimentation, à la famine, au manque d'eau potable, à des habitations insalubres, par empoisonnement médicamenteux, à l'absence de médicaments ou vaccins efficaces, aux erreurs médicales, par suicide, aux chômages, aux accidents du travail, de la route, de la vie, de la guerre ?

ACTUALITE EN TITRES

Miroir sur un régime policier.

- Valls aux forces de l'ordre : "*Les Français vous admirent !*" - LePoint.fr

C'était de l'intox

- Plan européen d'investissement: Macron "*redoute*" une déception - AFP

- Retraites-chapeau - Bruno Le Maire (UMP) : "*Macron veut faire diversion*" - LePoint.fr

Intox encore.

- Après Face aux Français, Hollande est perçu "*sincère*" et "*à l'écoute*" - L'Express.fr

2017 : Boycott !

- Carvounas (PS): pas de primaire à gauche en 2017 puisque Hollande sera candidat - AFP

- Bartolone : «*Si François Hollande est candidat à sa succession, il n'y aura pas de primaire*» - Liberation.fr

La précarité généralisé pour lutter contre le chômage

- Le maire de Lyon veut une période d'essai de 2 à 3 ans pour les CDI - Francetv info

Gérard Collomb propose de rendre le CDI plus flexible pour en finir avec "*le blocage à l'embauche*" - Francetv info 19.11

Pas de Po !

- Le directeur de Sciences Po Aix démissionne - LeMonde.fr

- Plagiat: la directrice de l'Ecole de journalisme de Sciences Po de Paris suspendue - Lexpress.fr

Sur qui les hooligans prennent-ils exemple ?

- « *Il y a une collusion réelle entre le grand banditisme et le football* » - LeMonde.fr

Infantilisme ou lobotomie en marche (sans pile)

- Sept Français sur dix jouent aux jeux vidéo - 20minutes.fr

L'autre face putride de leur monde.

- Environ 1,8 milliard de personnes utilisent de l'eau contaminée - Reuters

- Un milliard d'humains ne disposent pas de toilettes - LePoint.fr

Ils oublient d'ajouter que dans de nombreux payx ils n'existent pas de toilettes publiques ou que la population ne se rend jamais dans un café pour uriner ou déféquer, elle préfère faire ses besoins dans la rue ou n'importe où. Idem pour les ordures ménagères puisqu'il n'existe pas de poubelles, elles atterrissent aussi dans la rue ou n'importe où.

Les journalistes de Reuters qui ne sont pas capables de prendre un millimètre de recul par rapport aux infos qui leur parviennent, ont ajouté cette précision ignoble, à entendre le sinistre individu auquel ils donnent la parole, si une partie de la population doit se passer de toilettes ce n'est pas parce qu'elle est trop pauvre, mais parce qu'elle le veut bien :

Reuters - Les problèmes de financements ne sont pas les seules raisons pour lesquelles un milliard de personnes, pour la plupart en Asie du Sud et en Afrique sub-saharienne, font leurs besoins à l'extérieur.

Selon Jack Sim, fondateur de l'Organisation mondiale des toilettes, la défécation à l'air libre est, dans certaines sociétés, une norme culturelle. (Chez les nomades ! - ndlr)

"*Les gens apprécient cet événement social*", explique-t-il. "*Mais ils doivent comprendre que l'eau contaminée (...) finit par revenir sous forme de maladie qui tuent les enfants et apportent la maladie.*" Reuters 19.11

- Au Pérou, plus de 100 000 mineurs travaillent comme domestiques - LeMonde.fr

En France ils dealent de la drogue, c'est mieux !

Ils ne lâcheront rien...

- Le président de Catalogne poursuivi après le vote sur l'indépendance - L'Obs

- Jérusalem : la mairie israélienne approuve la construction de 78 nouveaux logements dans les colonies - Francetv info

- Israël rase le logement d'un Palestinien après un attentat sanglant - AFP

Régime militaire.Cela valait bien la peine.

- Burkina : le parti du président déchu fait son mea culpa - LeMonde.fr

- Le colonel Isaac Zida nommé Premier ministre au Burkina Faso - Reuters

Russie. Propagande quotidienne de l'Otan.

- A Ilovaïsk, les rebelles attendent "*la paix*" en Ukraine à coups de kalachnikov - AFP

- La radio Écho de Moscou menacée par le Kremlin - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre sans fin.

- L'armée américaine rêve d'un avion porte-drones - AFP

- Kiev exclut de négocier directement avec les rebelles - Reuters

- Attentat à la voiture piégée à Erbil, au Kurdistan irakien - Reuters

- Dix civils tués près de la frontière entre l'Egypte et Gaza - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Populisme.

- Jean-Luc Mélenchon : "*La seule filiation qui compte à mes yeux, c'est celle de l'amour*" - Francetv info

Filiation : Lien de parenté unissant l'enfant à son père (filiation paternelle) ou à sa mère (filiation maternelle). La filiation est envisagée par rapport à l'enfant.

Ethnologie. Règle qui décide comment un individu, en vertu de sa naissance, acquiert son identité sociale et son statut; règle déterminant le groupe parental auquel l'individu sera intégré. (Le Grand Robert)

Depuis que l'humanité est passée à l'exploitation de l'homme par l'homme au détour du néolithique, il n'a cessé d'administrer les hommes et de répartir les richesses produites en fonction de leurs statuts socials ou de la classe à laquelle ils appartenaient. Parvenu au stade où le développement des forces productive est en mesure de satisfaire les besoins de tous les hommes sans aucune distinction sociale, l'humanité doit passer à l'administration des choses.

C'est le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant qui interdit cette transition, car ce système économique a été fondé sur la répartition inégale des richesses produites entre les hommes et il ne peut pas modifier ou changer les bases ou les fondements sur lesquelles il repose, d'où la nécessité impérieuse pour l'avenir de l'humanité d'abolir ce mode de production qui permet à une infime minorité de concentrer les richesses et le pouvoir politique entre ses mains, au détriment du reste de la population dont une grande partie ne peut dès lors pas satisfaire ses besoins, y compris les plus élémentaires.

On voit là que cette démarche qui consiste à combattre pour le socialisme n'a rien de doctrinaire ou de partisane, mais repose sur un processus dialectique, qui dès lors qu'il est entravé se traduit par la destruction massive de forces productives et d'énormes souffrances pour des milliards d'hommes, femmes et enfants qui en sont les victimes innocentes.

Le règne de la nécessité qui apparut jadis supplanta le communisme primitive qui prévalait chez certains peuples qui jusqu'alors partageaient entre tous leurs membres la terre qui était propriété collective ou les richesses que la nature mettait à leur disposition, lorsque la densité de leur population augmenta ainsi que leurs besoins, il apparut la nécessité de développer les forces productives pour subvenir aux besoins de l'ensemble de leur communauté, sauf qu'au lieu de continuer à répartir les richesses entre tous leurs membres en fonction de leurs besoins, ils se mirent à les répartir en fonction d'un autre critère, privilégiant ceux qui avaient développé ces moyens de production nouveaux ou possédaient des aptitudes particulières ou supérieures aux autres, de telle sorte qu'ils pouvaient produire ou accaparer davantage de richesses que les autres membres de leur communauté et se voyaient pour la première fois dotés d'un pouvoir supérieur aux autres hommes, ainsi naissaient les classes sociales et les inégalités qui allaient accompagner leur histoire jusqu'à nos jours.

On peut estimer que la division du travail entre les hommes dataient d'une période antérieure, mais jusque là rien n'avait favorisé son développement, or avec cette révolution dans la répartition des richesses et la naissance des classes, elle allait trouver une justification à son amplification dans le pouvoir qu'elle permettait d'acquérir... L'administration de cette société de classes à l'état embryonnaire devait également se doter de règles permanentes, y compris dès lors pour la transmission des richesses accumulées, avant cela il fallait stabiliser les rapports qui existaient entre ses membres des différents les sexes

Jusqu'alors le régime matriarcal prédominait, puisque mettre un enfant au monde était le premier acte productif de l'espèce humaine, il était normal, naturel que l'honneur et le droit en reviennent aux femmes, puis la production de richesses matériels l'emportant il fut supplanté par le régime patriarcal accordant la primauté aux hommes ou consacrant leur supériorité sur les femmes, théorie discutable, en réalité c'est davantage la division du travail entre les hommes et les femmes qui a un certain stade du développement des forces productives à consacrer cette supériorité des femmes, celles-ci se consacrant davantage à leurs enfants et leur logis, tandis que les hommes travaillaient à l'extérieur et produisaient des richesses.

Je n'ai plus en tête précisément comment l'homme passa progressivement à la monogamie ou à la famille telle que nous la connaissons aujourd'hui composée d'un homme et d'une femme et leurs enfants, sauf à des dire des bêtises il semble normal que cette structure s'impose, dès lors que se développe la propriété privée et que la production d'un seul homme n'est pas suffisante pour satisfaire les besoins de plusieurs épouses et de nombreux enfants. On peut constater de nos jours que les peuples qui ont adopté cette structure et qui malgré tout ont donné naissance à de nombreux enfants, se sont appauvris ou ne sont jamais parvenus à se développer. Ils se sont appauvris dans la mesure où lors du partage des biens acquis lors du décès du père et de la mère, la part qui revenait aux enfants s'en trouvait forcément réduite, au point génération après génération à devenir insignifiante ou à disparaître totalement, cela d'autant plus que la démographie explosait et réduisait les terres arables disponibles à distribuer aux paysans sans terre.

Cette structure élémentaire de la société, figée depuis des siècles ou des millénaires, a permis à la civilisation humaine d'atteindre

un haut niveau de développement, bien que très inégal selon les continents. Au stade actuel du capitalisme en putréfaction elle est gravement remise en cause et se traduit par l'appauvrissement des populations concernées. Il est devenu pratiquement impossible à un couple avec des enfants d'avoir un mode de vie décent dans les pays occidentaux ou tout simplement de satisfaire leurs besoins vitaux sans que l'homme et la femme travaillent, et les familles monoparentales qui tendent à se développer sont parmi les plus pauvres de la société. Aussi retourne-t-on, non pas des années ou des siècles en arrière mais des millénaires, on nous assure que c'est le progrès au nom d'une idéologie dévastatrice qui broie systématiquement tous les rapports existant dans la société au profit d'un individualisme effréné. Il faut aussi noter que les personnes vivant seules font également partie des catégories les plus démunies de la société et cela ne concerne pas seulement les personnes âgées dont le conjoint ou la conjointe est décédé.

Cela étant dit, on aura compris que pour résister au rouleau compresseur du néolibéralisme qui détruit tout sur son passage et conduit à l'atomisation des individus dans la société, il est préférable de vivre en couple et d'élever des enfants en couple pour ceux qui tiennent vraiment à en avoir sans savoir ce qu'ils deviendront plus tard ou le sort que leur réserve cette société infâme.

L'engouement quasi frénétique pour l'homosexualité et les droits des homosexuels de la part des dirigeants de la classe dominante aurait dû alerter ou attirer l'attention de ceux qui prônent l'égalité des droits sur ce que cela recouvrait, sachant pertinemment que généralement ils ne sont pas vraiment animés de bonnes intentions à l'égard de la population, pas davantage envers les homosexuels, qu'ils entendent se soumettre, y compris les homosexuels.

Leur démarche procède du combat qu'ils mènent pour briser les rapports qui composent la famille traditionnel au profit de son éclatement dans la mesure où ils la mettent sur le même plan que sa négation, un couple homosexuel qui par définition ne peut pas donner naissance à un enfant. Or généralement à l'âge adulte, les couples qui se forment se donnent pour objectif d'avoir des enfants et de fonder une famille, ce qui ne peut pas être le cas d'un couple d'homosexuels. Ils ont poussé l'imposture encore plus loin en accordant le droit aux couples homosexuels d'adopter des enfants sachant qu'ils connaîtraient les mêmes déboire que les couples hétérosexuels où un sur deux se brise, se termine par une séparation ou un divorce au cours des cinq premières années qui suivent leur formation, pour dire qu'ils se moquent à la fois des homosexuels et des enfants qu'ils pourraient adopter, le législation vise un autre objectif, l'atomisation de la population par tous les moyens et l'instrumentalisation des homosexuels en était un très efficace puisqu'il divise toutes les classes dont il s'agit de briser la résistance.

Le nihilisme à l'oeuvre ici, qui sert de support philosophique au néolibéralisme, consistait à faire disparaître les particularités qui permettaient de distinguer les hommes des femmes, les différents sexes et les différentes pratiques sexuels, les particularités qui permettaient de distinguer les hétérosexuels des homosexuels, faire en sorte d'attiser les différences qui existaient entre eux tout en déclarant qu'ils devaient bénéficier de droits égaux, devait servir à mieux les opposer et se déchirer, pour finalement aboutir à une interprétation de leurs rapports reposant uniquement sur des facteurs subjectifs propre à satisfaire les besoins d'un individualisme vulgaire.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer la sortie de Mélenchon pour la comprendre, pour qui les rapports entre les hommes et les femmes ne dépendraient pas de conditions objectifs mais purement subjectifs "l'amour", sachant qu'il n'y a rien de plus volatile ou éthéré, temporaire ou superficiel, ajoutons hypocrite, individualiste, dès lors justement qu'on n'a pas conscience des rapports socaux qui soutendent ce rapprochement entre deux êtres, sans qu'on soit obligé de faire référence à un sexe en particulier ici, rapports évidemment qui échappent à la quasi-totalité de la population, l'amour remplissant différentes fonctions, sociale ou affective, psychologique ou mentale, spirituelle, sexuelle, dont la plupart des membres de la société n'ont pas conscience, dans le cas contraire la société ne serait pas aussi épouvantable qu'elle ne l'est aujourdhui, mieux encore, on l'aurait déjà changée.

On a envie de dire au charlatan Mélenchon, qu'il n'y a pas pire illusion que l'amour quand on n'en maîtrise pas les desseins qui sont forcément intéressés, ce qui ne signifie pas qu'ils soient vulgaires pour autant où qu'il faille les renier, cela dépend lesquels et la dose d'hypocrisie ou de malhonnêteté qu'ils comportent ou qu'on y met. Sachant qu'ils comportent un aspect social, spirituel, mental et biologique qui sert à l'équilibre du comportement de l'homme ou de la femme dans la société et à son bien-être, loin de nous l'idée de le négliger, nous disons seulement que les ignorer comme c'est le cas généralement conduit à des méprises regrettables et à leur négation jusqu'à la haine parfois.

Très souvent on aime chez l'autre ce qui en réalité nous appartient, auquel cas c'est nous que nous aimons plus que l'autre, ou alors ce qui nous fait défaut et on deviendra possessif pour nous l'accaparer. Si maintenant on affirme qu'il est préférable d'être lucide en la matière comme en toutes circonstances, on nous rétorquera que cela tuerait l'amour, la part de romantisme, de poésie qui vient se greffer dessus. Je n'en suis pas du tout certain d'en manquer avec ma Carmen qui vit dans un autre monde que le mien, et que je n'ai même pas besoin de pénétrer pour savourer les délicats intentions qui l'animent à mon attention, je n'en dirais pas autant d'elle qui a bien du mal à cerner ma personnalité et doit s'en remettre aux apparences, par chance pour elle, pour une fois elles corrrespondent à la réalité et mes dispositions à son égard sont sincères et honnêtes.

J'ai toujours eu le même comportement avec les femmes qui ont partagé mon existence. Par contre, chaque fois je suis tombé sur des femmes dont les intérêts individuels devaient un jour ou l'autre primer sur ceux de notre couple où ce que nous étions censés partager ensemble. Quand plus haut j'ai évoqué la notion d'intérêt dans l'amour, c'est à ces expériences que je pensais.

Je vous ai déjà parlé de mon nouveau couple avec une femme qui est aux antipodes de ce que je suis, du coup on pourrait se demander ce qu'on fait ensemble, quels point communs avons-nous, que partageons-nous réellement, rien à vrai dire si on s'en tenait aux apparences, et pourtant. En fait, c'est si flagrant qu'on n'arrête pas d'en parler en nous marrant bien ! On en a parfaitement conscience tous les deux, c'est cela qui nous réunit, ce qui cimente notre relation.

Elle cherchait un homme pour refaire sa vie et moi une femme pour partager la mienne, elle est honnête et courageuse, c'est une femme douce, calme, qui rit et chante dans la maison, elle n'est pas animée de mauvaises pensées comme ma dernière épouse qui en broyaient à longueur de temps, cela me suffit. De mon côté, elle a trouvé un homme qui la respecte, gentil ou attentionné je pense, qui a de quoi subvenir à ses besoins matériels sans être bien riche, sur lequel elle peut compter et cela lui suffit. J'oubliais de dire qu'on se plaisait réciproquement et que sur le plan sexuel on s'entend à merveille, encore dois-je réfréner son ardeur !

L'amour repose sur une communauté d'intérêts dont certains sont très subtils, que l'on ne doit par s'interdire d'identifier pour l'entretenir, et éviter ansi que les intérêts de l'un ou de l'autre compromettent ce fragile équilibre. A l'heure où ils parlent de sexe à tout va, ils semblent avoir des difficultés à parler de l'amour autrement que superficiellement ou sans sombrer dans la caricature ou le populisme.

"***Tax ruling***" ou comment ils nous roulent. En guise de changement... la "***transparence***".

Avant ils avaient inventé le blanc plus blanc que blanc que moi tu meurs, dorénavant pour faire plus vraisemblant parce que plus personne ne les croit, ils sont passés à la transparence qui rend les taches invisibles.

- Le Luxembourg "*contre une harmonisation*" de la fiscalité dans l'UE - AFP

Le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, se dit opposé à une harmonisation fiscale au sein de l'UE, estimant que la fiscalité doit rester du ressort des Etats, dans une interview publiée mercredi par le quotidien belge L'Echo.

Il défend le droit d'appliquer des fiscalités directes et indirectes différentes en Europe, au moment où la Commission européenne, dirigée par son prédécesseur Jean-Claude Juncker, a promis de relancer le projet d'une harmonisation de la base de l'impôt sur les sociétés pour lutter contre le dumping fiscal.

Il défend aussi le système du rescrit fiscal ou "*tax ruling*" pratiqué par son pays, rappelant que 22 Etats européens y ont recours, et estime même "*nécessaire d'étoffer l'équipe*" qui s'occupe des rulings au sein de l'administration fiscale luxembourgeoise, en raison du "*volume de travail que cela représente*".

Les rulings permettent à une entreprise de demander à l'avance comment sa situation fiscale sera traitée dans un pays, et sont utilisés par les multinationales pour faire de l'optimisation fiscale en répartissant à leur avantage coûts et bénéfices entre filiales situées dans des pays différents.

Dans une interview au quotidien économique français Les Echos publié également mercredi, le commissaire européen chargé de la Fiscalité, Pierre Moscovici, promet qu'une directive européenne sur l'échange automatique d'informations en la matière sera prête "*début 2015*".

Le G20 a appelé dimanche dans son communiqué final à achever le chantier de la lutte contre l'optimisation fiscale en "*2015, y compris (en parvenant à) la transparence sur les rescrits fiscaux considérés comme des pratiques néfastes*". AFP 19.11

A retenir : Ils vont "*échanger*" des "*informations*" ce qui rendra les "*rescrits fiscaux*" plus "*transparents*", sans y mettre fin évidemment.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grande-Bretagne

- Manifestation d'étudiants à Londres pour dénoncer les frais d'inscription - AFP

Plusieurs milliers d'étudiants venus de tout le Royaume-Uni ont manifesté mercredi à Londres pour dénoncer le montant excessif de leurs frais d'inscription universitaires et les coupes budgétaires dans l'éducation.

"*L'éducation est un droit, pas un luxe*", "*Des livres, pas des bombes*", ont scandé les manifestants.

Quelques violences ont éclaté en fin de cortège. Des policiers anti-émeute ont dû intervenir pour empêcher une poignée de manifestants d'entrer dans le siège du parti conservateur du Premier ministre David Cameron. D'autres ont tenté arracher des barrières près de Parliament Square et ont allumé des fumigènes.

Des clients d'un Starbucks ont par ailleurs dû rester provisoirement enfermés lorsque des manifestants ont jeté des oeufs et de la peinture blanche contre les vitres du café de la chaîne américaine, qu'ils ont accusée d'évasion fiscale.

La police de Londres a fait état d'au moins onze arrestations. Trois policiers ont été légèrement blessés.

Pour le reste, l'ambiance était d'abord festive et les étudiants chantaient "*droits d'inscriptions? Pas question! taxez les riches et faites-les payer!*", sous une marée de pancartes.

Les organisateurs espéraient la plus importante manifestation étudiante depuis celles de novembre et décembre 2010 qui avaient rassemblé jusqu'à 50.000 personnes, au moment du vote de la loi sur l'augmentation des droits universitaires, et avaient débouché sur des violences.

Avant la réforme votée en 2010, les frais d'inscription s'élevaient à 3.300 livres (près de 4.000 euros). Les étudiants avaient massivement protesté contre le doublement à partir de 2012 des frais d'inscription dans les deux-tiers des universités anglaises, des frais qui atteignent même 9.000 livres (10.500 euros) dans un tiers d'entre elles, surtout à Londres.

"*Nous voulons une éducation gratuite pour tous. Ca à du sens économiquement. Cela payera dans le futur*", a déclaré à l'AFP Nehaal Bajwa, une étudiante en master d'économie de 26 ans qui paye 9.360 livres par an de frais universitaires.

"*Beaucoup d'argent va aux banques. Nous voulons qu'il aille à l'école. Pas seulement à l'université mais aussi aux crèches, aux lycées, etc... Cela fait un peu partie des droits de l'homme*", a-t-elle ajouté alors qu'elle prenait part à la manifestation.

"*Nous manifestons pour demander une alternative aux frais d'inscription de 9.000 livres, à la dette étudiante colossale et aux coupes budgétaires sauvages qui ont touché l'éducation*", a déclaré Aaron Kiely du syndicat national étudiant (NUS). AFP 19.11

Haut de page

Le 21 novembre 2014

CAUSERIE

On a laissé de côté quelques sujets qu'on traitera demain.

Dans ce portail on ne traite pas que de politique. Cela vous étonne peut-être ou vous incommode ? Désolé, ce n'est pas une machine qui se tape le boulot. Vous n'êtes pas non plus une machine à ce que je sache, rassurez-moi.

On commence par quelque chose de léger.

En complément à un sujet abordé rapidement hier.

En exclusivité. La définition la plus complète et la plus achevée à ce jour de l'amour.

Le ton solennel qu'on emploie ici ne tient pas de la vantardie, mais sert à dédramatiser notre affaire une fois la désillusion passée qui pourrait se transformer en désespoir chez certains, alors qu'il n'y a franchement pas de quoi dès lors qu'on est suffisamment lucide et honnête. Les esprits inférieurs en seront peut-être profondément choqués parce qu'ils admettent sans le reconnaître que notre définition correspond à la réalité, elle a été conçue pour les prémunir contre de pénibles mésaventures qui ne manqueront pas de leur arriver assurément puisqu'ils ne veulent ou ne peuvent rien entendre.

L'amour est un rapport ou un contrat dès lors qu'il est déclaré, dont le contenu porte sur les besoins que les contractants partagent ou sur lesquels ils s'entendent pour une durée indéterminée, besoins dont la nature et le contenu leur demeurent en partie ou en totalté inaccessibles ou inconscients, d'où la nécessité de prévoir ou d'inclure une clause de rupture pour y mettre un terme en

cas de besoin, dans des conditions qui respectent les intérêts des deux parties.

Cela vous convient-il ? On ne peut être plus lucide, non ?

Nous vivons sous le règne de la nécessité où la notion de besoin est omniprésent et gouverne tous les rapports entre les hommes et les classes dans la société. La plupart des hommes l'ignorent, hélas ! Pire encore puisqu'en versant dans un individualisme primaire, cynique, ils s'éloignent un peu plus de la nécessité d'en prendre conscience pour y mettre un terme et entrer dans le règne de la liberté.

Il faut bien comprendre que sur cette base aucun rapport n'est tenable, même les plus élémentaires, et que la société est condamnée au chaos et la guerre perpétuelle, à la barbarie, si les masses exploitées ne trouvent pas les moyens de se rassembler pour s'emparer du pouvoir politique et balayer ce vieux monde pourri.

On ne saute pas du coq à l'âne, car les rapports amoureux ou les rapports qu'on entretient avec la société sont de la même veine où procèdent des mêmes conditions, vaut mieux en avoir conscience ou en prendre conscience, cela évitera à chacun bien des déceptions ou des désillusions.

Nous renouvelons notre appel aux travailleurs et aux militants à rejoindre le Parti ouvrier indépendant au delà des importants désaccords qu'on peut avoir avec lui. J'ai lu hier soir l'éditorial (IO 238) de D. Gluckstein et je dois avouer qu'il me convient parfaitement, aussi nous allons le reproduire ici intégralement. Ensuite nous ajouterons une critique qui porte sur une autre question.

En guerre sur quatre continents !

Passant en boucle sur tous les moyens de communication, d'atroces images martèlent le message : la barbarie est installée, elle est parmi nous. La barbarie ? Indiscutable ! Qui l'a déclenchée ? Selon le journal Le Monde, Hollande fait « plus de guerres » avec « *moins de moyens* ». Plus de guerres ?

C'est sûr : l'article signale que les effectifs des troupes françaises au Sahel pourraient atteindre trois mille cinq cents soldats début 2015, que les drones français s'apprêtent à être déployés en Ukraine et que la marine nationale continue de croiser en mer Noire.

Le chef d'état-major de l'armée française précise : « *Nous avons plus de vingt mille hommes déployés hors de la métropole, dont plus de huit mille au profit de 27 opérations sur quatre continents dans les airs et sur tous les océans.* »

Le gouvernement Hollande-Valls est ainsi engagé dans une guerre généralisée sur quatre continents, sous le haut commandement américain, dont le chef Obama vient de déclarer qu'il est « *trop tôt pour dire si les Etats-Unis et ses alliés de la coalition gagneront la guerre* ». Guerre longue, guerre qui tend à se généraliser et qui porte la mort et la désolation sur quatre continents… « *Moins de moyens* » pour la guerre… ?

Si l'on en croit Le Monde, les « *Opex* » — « *opérations militaires extérieures* », autrement dit, les interventions guerrières — ont vu leur budget 2014 gonfler à près de trois fois le montant initialement prévu (1,2 milliard contre 450 millions). Comment faire face à cette dérive budgétaire en période d'austérité ? Tous les autres ministères sont mis à contribution, en rognant sur leurs dépenses, déjà contractées, pour financer les guerres d'agression contre les peuples du monde entier.

Risque de dérive budgétaire alimentée par cette économie de guerre florissante ? Dans Les Echos, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, envisage que la Banque centrale européenne (BCE) achètera « *si nécessaire des emprunts d'Etat* », autrement dit : la BCE est prête à éponger les dettes publiques avec de la monnaie de singe !

Mais à une condition, s'agissant de la France : que le gouvernement aille encore plus loin dans les contre-réformes, qu'il s'emploie à « *revoir les mécanismes d'indexation du Smic, donner plus de latitude aux partenaires sociaux dérogeant à la durée légale du travail dans l'entreprise, assouplir les règles du licenciement* ».

D'un côté, le gonflement sans limite des dépenses d'armement, de l'autre, le pillage des budgets publics pour financer la guerre sur quatre continents, le renflouement de la dette des Etats par la planche à billets européenne et l'accélération des « *réformes* » destructrices des droits de la classe ouvrière et de la démocratie pour trouver les « *gisements d'économies* » nécessaires à cette politique de destruction.

Guerre à l'extérieur, guerre à l'intérieur : une même politique des grandes puissances impérialistes au service des intérêts des multinationales et de la classe capitaliste.

Voilà pourquoi la classe ouvrière dans notre pays n'a d'autre choix que de combattre dans tous les aspects la politique de ce gouvernement de guerre et de s'opposer à toutes les interventions étrangères qui ne visent rien d'autre que la défense des intérêts des puissants, des exploiteurs, et de leur appétit insatiable de profit et de pillage. Telle est la position du Parti ouvrier indépendant. Fin.

Lors de la manifestation parisienne du 15 novembre à laquelle participait le POI sur ses propres mots d'ordre, Daniel Gluckstein a pris la parole devant les travailleurs et les militants présents, et il a dit notamment ceci ;

- "*Nous savons qu'il faudra bien, un peu plus tôt un peu plus tard, non pas réformer ce gouvernement, non pas l'infléchir à gauche, non pas lui demander de "rendre compte de son mandat", non pas amender les institutions, mais qu'il faudra bien, par la mobilisation de millions et de millions, bloquer ce gouvernement, imposer la rupture avec l'Union européenne et ses institutions réactionnaires. Et nous n'avons pas la prétention d'être ceux qui vont "guider" cette action. Nous avons seulement l'ambition d'y contribuer par notre action, par le dialogue fraternel avec les travailleurs et militants de toutes tendances.*"

A quoi peut donc servir un tel parti s'il ne sert pas à "*guider*" la classe ouvrière sur la voie qui la conduira à l'affrontement direct avec la bourgeoisie, s'il n'affiche pas la volonté de mener son combat politique dans la perpective de conquérir la majorté du mouvement ouvrier, de déloger ceux qui le contrôlent et qui l'ont pourri de l'intérieur, de conquérir la confiance de la majorité des masses et d'en prendre la direction pour les mener à la victoire ?

Les militants socialistes révolutionnaires revendiquent la direction du mouvement ouvrier, combattent pour atteindre cet objectif, car tout en combattant quotidiennement au côté des masses exploitées ils estiment incarner consciemment leurs intérêts fondamentaux et leur combat contre le capital, le but du combat du mouvement ouvrier qu'ils ont adopté et qui est d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle qui avait porté le prolétariat au pouvoir et dont notre combat est le prolongement, l'héritage du marxisme ou les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxismes dont s'inspire notre combat politique et notre porgramme, celui de la révolution socialisme mondiale.

Nous combattons pour prendre la direction du mouvement ouvrier et des masses laborieuses, nous combattons pour renverser le régime en place et prendre le pouvoir, nous combattons dans la perspective de constituer un gouvernement ouvrier révolutionnaire auquel nous participerons au côté des autres courants révolutionnaires du mouvement ouvrier acquis à la cause du socialisme, nous combattons pour l'instauration d'une République sociale qui reposera sur les institutions que les masses révolutionnaires auront fondées au cours du processus révolutionnaire, institutions dans lesquelles nous devrons aquérir la majorité afin que leur politque soit orientée dans la bonne direction ou pour consolider le nouvel Etat ouvrier.

Sans ce parti, sans le rôle déterminant qu'il doit jouer à la fois au côté et à la tête des masses, comme organisateur et guide des masses, parce qu'il est l'expression consciente du processus inconscient qui est en train de se dérouler, jamais ce processus ne pourrait être mené à son terme et la défaite serait assurée.

Le parti concentre à la fois l'histoire passée, présente et à venir du mouvement ouvrier, de l'humanité toute entière. Son interprétation de l'évolution de la nature, de la civilisation humaine, de la société et du monde prend en compte la totalité des facteurs qui ont contribué à leur transformation depuis la nuit des temps jusqu'à nos jour, ce qui permet d'en déterminer leur orientation dans un sens ou un autre selon que l'action des hommes sera consciente ou non, que les masses exploitées et opprimées prendront ou non leur destin entre leurs mains.

Or sans rassembler dans le même parti tous ceux qui parmi les différentes classes en ont pris conscience, il sera impossible de constituer un puissant pôle de regroupement destiné à organiser les éléments les plus conscients ou les plus déterminés du prolétariat qui serviront par la suite à entraîner, guider, encadrer les dizaines de millions de travailleurs qui le moment venu se soulèveront pour balayer le régime en place.

Ainsi le parti incarne et concentre le plus haut degré de conscience de la situation sociale et politique, il est donc dès lors parfaitement légitime qu'il affiche le rôle qu'il entend jouer au sein du mouvement ouvrier ou auprès des masses. Le parti est plus qu'un simple outil mis à la disposition des travailleurs pour mener leur lutte de classe ou les organiser. Il incarne leur devenir, le devenir de l'humanité toute entière à travers le socialisme qui n'est pas une doctrine ou uniquement une théorie, mais qui repose sur une analyse scientifique du système économique capitaliste qui ne peut mener qu'au chaos et à la barbarie ou à leur contraire dès lors qu'on le dépasse ou qu'on refonde la société sur la base de nouveaux rapports sociaux, ce qui nécessite encore une fois que les travailleurs fassent leur révolution ou s'emparent du pouvoir politique, et qu'ils disposent d'un parti qui incarne cet objectif et le socialisme pour y parvenir, c'est d'ailleurs les principales conclusions des travaux des marxistes que l'immense majorité des intellectuels qui font réréfence au marxisme occultent ou rejettent.

Le marxisme part du principe ou de la simple observation que ce sont les hommes qui font l'histoire, inconsciemment puisque les conditions dans laquelle elle se déroule leur échappent en partie ou dans ses développements. Cette formule que l'on a souvent eu l'occasion d'entendre est incomplète. Il faut ajouter que parmi les classes dominantes et les classes moyennes, nombreux sont leurs membres qui en ont conscience mais qui s'en servent uniquement pour accroître leur richesse ou leur pouvoir ou

pour préserver jalousement leur statut privilégié, au lieu de le mettre au service de la classe ouvrière et du socialisme.

Innombrables sont les intellectuels qui déclarent s'opposer au capitalisme, mais une infime minorité seulement franchissent le pas et se rangent sous la bannière du socialisme. Nous les appelons à franchir ce pas sans tarder, car il y a urgence à en finir avec le capitalisme qui a pris une tournure crapuleuse, mafieuse, des plus cynique, monstrueuse de nos jours. Sinon ils ne serviront à rien, comme ils n'ont pas pu empêcher le pire de se produire au cours du XXe siècle, et leurs analyses demeureront du niveau de la masturbation intellectuelle, ils n'auront même pas le bonheur de goûter à l'orgasme ou d'atteindre le nirvana qui est réservé à ceux qui sont libérés de toute contingence matérielle, ce qui ne semble pas être leur cas. Soulagez-vous des chaînes du capitalisme qui entravent votre esprit ou votre liberté de pensée, cessez d'être hypocrite ou de vous leurrer sur vous-même, vos manifestations d'impuissance sont une insulte à l'intelligence humaine, franchement vous valez mieux que cela. Un peu de courage ne vous ferait pas de mal, prenez exemple sur monsieur Al Khatib.

Infos Syrie-Irak

Syrie

- Syrie : le "*méa culpa*" de Moaz al Khatib - french.irib.ir

L'ex-chef de la colalition des opposants syriens a reconnu s'être trompé sur le compte du régime du président Assad ! " *Le régime du président syrien est un régime populaire qui combat les terroristes*", a affirmé Al Khatib dans un aveu sans précédent et qui pourrait lui coûter même sa vie.

Dans la foulée de sa visite de la semaine dernière à Moscou, Khatib s'est dit être pris pour cible de tentative d'assassinat. Selon le site turc ulusal, " *Maaz al Khatib a fait cet aveu sur sa page facebook : j'avoue que je me suis trompé d'avoir pensé que lespays occidentaux, arabes et la Turquie veulent aider la Syrie et son peuple. Le groupe des "Amis de la Syrie" réunit en réalité les ennemis de la Syrie. ces pays coopèrent avec les terroristes pour détruire la Syrie. Je suis arrivé à cette conclusion que le régime syrien combat réellement les terroristes. En pleine guerre, ce régime paie ses employés, assure l'électricité aux différentes régions. ce régime fait des choses bravant de nombreuses difficultés, choses qui font penser qu'il assure sa fonction d'Etat*". Moaz al Khatib est pressenti comme l'homme qui pourrait, suivant le plan russe, mener le dialogue avec Assad. french.irib.ir 20.11

Après les révélations sur les liens entre les Etats-Unis et l'Emirat islamique qui ont fait le tour du monde.

- En Irak et en Syrie, le groupe EI en perte de vitesse - Francetv info

Pour les experts, l'EI est encore capable de coups d'éclats, mais plus d'une grande offensive. « *Les jihadistes sont passés de l'attaque à la défense* », rapporte Etienne Leenhardt. Francetv info 20.11

- Syrie: Assad veut une " *coopération internationale* " contre l'EI - AFP

Le président syrien Bachar al-Assad a affirmé jeudi qu'une " *coopération internationale véritable et sincère* " était nécessaire pour vaincre le " *terrorisme* " d'organisations comme le groupe Etat islamique (EI), visé depuis plus de deux mois par une coalition dirigée par Washington.

" *La région traverse une période décisive* ", a dit M. Assad lors d'une rencontre avec des représentants du parti Baas qui domine la Syrie depuis un demi-siècle.

" *Le soutien de pays amis du peuple syrien, la prise de conscience par d'autres parties internationales du danger du terrorisme pour la stabilité régionale et mondiale et une coopération internationale véritable et sincère face à ce dangereux fléau seront déterminants*" durant cette période, a ajouté le président syrien selon des déclarations reprises par l'agence officielle Sana. AFP 20.11

De quoi déclencher une nouvelle crise d'hystérie de l'AFP.

- Dans le jargon du régime (Un Etat indépendant et souverain, une République laïque, un président élu démocratiquement selon les critères occidentaux. - ndlr), les pays "*amis*" (Les seuls amis de l'AFP ne peuvent être que les puissances occidentales et leurs alliés dans la région qui combattent Assad. - ndlr) sont une référence à ses alliés, notamment la Russie, la Chine et l'Iran. Le pouvoir désigne par "*terroristes*" les rebelles qui luttent depuis près de quatre ans pour le renverser ainsi que les groupes jihadistes influents comme l'EI. (Effectivement, indistinctement puisqu'ils passent d'un groupe ou d'un mouvement à l'autre ainsi que leurs armes. Il n'y a jamais eu de rebelles armés en Syrie en dehors des factions de la bourgeoisie armées par l'Occident flanquées de quelques dizaines de milliers de travailleurs qu'ils ont manipulés, mais une opposition composée de membres du mouvement ouvrier. - ndlr)

"*Les groupes terroristes, l'EI à leur tête, ne sont pas venus du néant mais des politiques erronées et agressives de ceux qui ont lancé la guerre contre la Syrie*", a souligné M. Assad.

Il faisait référence aux pays soutenant l'opposition en exil (Emanation ou recruté par le MI6. -ndlr) et la rébellion, notamment les Etats-Unis, la France, l'Arabie saoudite, la Turquie et le Qatar. (L'AFP a "*oublié*" Israël. - ndlr) AFP 20.11

Irak

- Irak : l'aveu époustouflant de Petraeus - french.irib.ir

On connaît bien cet ex chef de la CIA et général quatre étoiles, pour sa contribution effrénée au projet du grand Moyen-Orient. Et ce sont, justement, ces mêmes caractéristiques, qui font de son aveu quelque chose d'unique, dans son genre . "*Epaulée par les miliciens chiites et sunnites, l'armée irakienne a repoussé les Daeshistes*", a déclaré, David Petraeus, ancien chef de la CIA.

L'ancien chef de l'Agence Centrale de du renseignement, (CIA), David Petraeus, a confirmé les avancées réalisées par l'armée irakienne, épaulée par les miliciens chiites et sunnites, face à Daesh; mais de sa bouche, cet aveu est un aveu d'impuissance. Il laisse entendre que les Etats Unis n'ont joué aucun rôle digne de ce nom, dans la lutte contre Daesh, que la guerre de Daesh est loin d'être une guerre entre Chiites et Sunnites, et que l'Irak n'a nullement besoin d'être secouru par une armée étrangère pour relever les défis sécuritaires auxquels il est confronté, en raison justement des ingérences US. french.irib.ir 20.11

Effectivement c'est bien de relever que c'est Petraeus qui le dit, c'est un argument qu'on peut utiliser...

ACTUALITE EN TITRES

La Chine étend son pouvoir

- La Nouvelle-Zélande poursuit sa noce avec la Chine - Liberation.fr

- Le Nigeria et la Chine signent un mégacontrat de ligne ferroviaire - AFP

Du coup.

- La Chine accusée d'alimenter les tensions avec les Etats-Unis AFP

Intox

- Le scénario secret des Pays-Bas pour sortir de l'euro - L'obs

- Dépôt de la résolution socialiste sur la Palestine - Reuters

- Hépatite C: un traitement innovant sera vendu moins cher en France - AFP

- Sovaldi: pourquoi le remède à l'hépatite C peut coûter 705 euros en Inde et 41.000 euros en France - huffingtonpost.fr

Leur justice.

- La justice refuse à Fillon l'accès à l'intégralité de l'enregistrement Jouyet - AFP

- La Suède rejette une demande en appel de Julian Assange - Reuters

- Amiante en Italie: 3.000 morts, mais pas de coupable - AFP

Pas d'argent : Sauf pour la guerre !

- L'armée française commande 12 avions ravitailleurs MRTT d'Airbus pour 3 milliards d'euros - AFP

- Los Angeles: les voitures ultra-luxueuses à la fête au salon de l'automobile - AFP

Ripoux.

- Matchs truqués : le principal actionnaire de Nîmes avoue - Francetv info

- Un ministre proche de Hollande perquisitionné par la police judiciaire - LePoint.fr

La teigne est contagieuse au gouvernement

- Cazeneuve accuse Rugy de n'avoir que «*la haine et l'insulte à la commissure des lèvres*» - Liberation.fr

- Régions: les écologistes s'acheminent vers un vote contre le projet de loi - AFP

Résistance passive

- Des chômeuses portent plainte pour "*escroquerie*" et "*travail dissimulé*" après un stage chez Leclerc - Francetv info

- Manifestation de salariés de Gaultier contre un plan social - AFP

- 500 instits et parents ont manifesté à Saint-Denis - LeParisien.fr

- Les avocats mobilisés dans plusieurs villes contre le projet Macron - AFP

- Mexico: affrontements à une manifestation pour les 43 étudiants disparus - AFP

Guerre psychologique. Déstabilisation. Culpabilisation

Vous êtes des mauvais enfants, des mauvais élèves, des mauvais parents, des mauvais époux, des mauvais amants, des hommes mauvais, des femmes épouvantables... On laissera de côté ici les jeunes, les chômeurs, les vieux, les retraités, les pauvres, les clochards, les mendiants, les immigrés, bref, les profiteurs, les fraudeurs, les fainéants, les nantis en tous genres.

Car sans rire, ceux qui nous gouvernent seraient des modèles à suivre dans tous les domaines, des vertus de principes, de sincérité, d'honnêteté, de courage, de morale.

- Pour faire redoubler un élève, il faut désormais l'accord des parents - L'Express.fr

Nous sommes farouchement contre. Comment mieux culpabiliser les parents s'ils prennent une mauvaise décision ? Pire, comment les dresser contre leurs enfants s'ils ne partagent pas l'avis de leurs professeurs ? A l'étape suivante ils demanderont aux élèves de décider eux-mêmes.

Soit un élève a atteint la moyenne dans les matières principales ou à la limite il a progressé tout au long de l'année scolaire suite aux efforts qu'il a accomplis et il ne lui manquait qu'un point ou deux pour l'atteindre et il doit passer dans la classe supérieure, soit il a des résultats trop médiocres dans les matières principales et il doit redoubler.

Quand j'ai travaillé au lycée français de Pondichéry, j'ai assisté à un conseil de classe (6e) réunissant tous les professeurs avec le proviseur-adjoint, et je me suis exprimé de la sorte.

Un élève très faible en début d'année avait progressé chaque trimestre, et lors du dernier trimestre il ne lui manquait qu'un point pour avoir la moyenne, la majorité des profs voulaient qu'il redouble, j'étais contre, j'ai expliqué que j'avais soutenu ce gosse toute l'année et qu'il s'attendait à passer en 5e, qu'il avait fourni tous ces efforts dans cet objectif et que si maintenant on le sanctionnait on allait le briser. Je m'étais entretenu avec lui avant cette réunion et il était résolu à tout sacrifier pour ne pas décrocher, j'en ai fait part aux autres professeurs qui ont finalement décidé qu'il pouvait passer en 5e.

Quand j'ai annoncé la nouvelle à ce gamin, il avait les larmes aux yeux de bonheur, je lui ai alors rappelé les conditions que je lui avais soumises et qu'il avait acceptées, en lui précisant que ce n'était pas un cadeau qu'on lui faisait là, car si par malheur il ne les respectait pas sa scolarité serait foutue, il m'a assuré qu'il continuerait à bosser d'arrache- pied jusqu'au bac, je lui ai souhaité bon courage et bonne chance ; le pauvre gamin vivait seul avec sa grand-mère analphabète, cela n'aide pas franchement.

- Violences conjugales : les appels d'urgence en hausse de 28% - LeFigaro.fr

Cela doit être les hommes dorénavant qui se manifestent !

- Une femme sur trois a été victime de violences conjugales - LeMonde.fr

Selon l'OMS, les efforts déployés par les Etats pour lutter contre les violences faites aux femmes sont insuffisants. LeMonde.fr 20.11

Et les violentes faites aux hommes et aux femmes par l'Etat, quand est-ce qu'on les traite ? C'est à nous de nous en charger. S'ils tiennent à leur tête, qu'ils sachent que l'affaire est déjà tranchée ! (La vidéo suivra plus tard...)

- L'inceste reste un «*Fléau de l'ombre*», faute de prévention suffisante - Liberation.fr

A les entendre ce serait si répandu qu'on serait tous concernés, tous responsables entendez par là. Mais eux et leur société, quand est-ce qu'ils le sont ? Jamais voyons, elle est si merveilleuse et ils sont si vertueux nos va-t-en-guerre.

Voilà ce qu'ils ont fait de la société.

- Plus de 2,1 milliards d'obèses dans le monde - LePoint.fr

La paix sociale pèse lourd ! C'est vraiment un handicap !

Leur monde ignoble.

- "*Un oeil sur la planète*" : l'ambiguïté de la lutte contre le terrorisme islamiste - Francetv info

- Ukraine : près de mille morts depuis la trêve, selon l'ONU - Francetv info

- Un accord avec l'Iran est encore loin, estiment Fabius et Kerry - Reuters

- En Israël, le maire d'Ashkelon bannit les ouvriers arabes des écoles - LeFigaro.fr

- Quatre cents sorties pour préserver l'espace aérien de l'Otan - Reuters

- La Chine accusée d'alimenter les tensions avec les Etats-Unis - AFP

- Nigeria : 45 morts dans une attaque attribuée à Boko Haram dans le Nord-Est - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Banksters : No limit !

- Justice européenne: l'UE a le droit de limiter les bonus des banquiers - AFP

L'avocat général Niilo Jääskinen de la Cour de justice de l'UE reconnaît que "*la détermination des divers éléments constitutifs de la rémunération d'un travailleur demeure incontestablement du ressort des Etats membres*". Toutefois, explique-t-il, "*la fixation d'un ratio de rémunération variable par rapport aux salaires de base n'équivaut pas à un " plafonnement des primes des banquiers ni à la fixation du niveau de rémunération, car aucune limite n'est imposée aux salaires de base auxquels les primes sont rattachées*".

Le gouvernement britannique a relevé que l'avocat général jugeait que la fixation d'un ratio n'équivalait pas à plafonner le revenu des banquiers. "*C'est exactement pour cela que nous (le gouvernement), l'Autorité de régulation et la Banque d'Angleterre sommes opposés à cette mesure*", a dit un porte-parole du Trésor britannique.

Le nouveau président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a retiré le sujet du plafonnement des bonus des banquiers du portefeuille du commissaire chargé des Services financiers. Le Français Michel Barnier, qui occupait ce poste lorsque la directive a été adoptée, a été remplacé par le Britannique Jonathan Hill. AFP 20.11

Régime policier. Un sondage trafiqué. Et comment ils entretiennent la psychose collective.

- Près de la moitié des Français ont peur dans les transports publics - LeFigaro.fr

C'est un truc qui n'existe pas ici, en Inde, qui n'existe que dans les puissances occidentales ou en Europe, à croire que c'est là qu'on trouve les sociétés les plus décomposées, des modèles de démocratie paraît-il.

«*Il faut prendre ces chiffres avec beaucoup de délicatesse*", prévient Fabrice Michel, porte-parole de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), en expliquant que cet indicateur reste très subjectif.

Et pour cause !

Un internaute : "*La moitié des Français ! Comme la moitié des français ne prend jamais les transports en commun , ça fait en fait, un quart seulement des Français*."

Et voyez qui est le commanditaire de ce sondage et le pourcentage qui suit, éloquent.

- Les Français se sentent-il en sécurité dans les transports en commun? Pour la moitié des voyageurs qui les empruntent, la réponse est non, selon un «*sondage OpinionWay - Axis Communications*» (qui fabrique notamment des systèmes de vidéosurveillance).

90% des Français se montrent favorables à l'augmentation de la vidéosurveillance dans les transports en commun.

Vraiment ?

Un paradoxe qu'avait souligné une enquête menée par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France et publiée en 2012. «*Le sentiment d'insécurité est souvent déconnectée de la réalité*», soulignaient ses auteurs. Si 45,5% des personnes interrogées déclaraient «*avoir eu peur, au moins de temps en temps, d'être agressés ou volés dans les transports en commun*», seuls 3,4 % des sondés avaient «*été victimes de vols ou d'agressions au cours des trois dernières années*».

Les plus faibles sont mis à contribution...

Ce sentiment d'insécurité est particulièrement ressenti chez les jeunes et les femmes.

... pour justifier un régime policier.

89% des utilisateurs de transports en commun se sentent rassurés lorsque la police est présente dans les transports,

86% le sont en présence de vigiles

81% le sont en présence de contrôleurs et d'agents d'accueil.

Une "***légende***" affligeante. Escroquerie politique.

- Mélenchon, Laurent et Filoche au rendez-vous des « *socialistes affligés* » - lemonde.fr 20.11

Le thème : Au chevet du PS.

- « *Sans changement de cap d'ici deux ou trois ans, il y a un gros risque que la gauche soit en très mauvais état. En 2015, le PS va faire des scores qui le rapprochent du Pasok [parti socialiste grec], et il pourrait disparaître d'ici 2017* », s'inquiète Liêm Hoang Ngoc.

Vous pouvez compter sur les vendus qui ont permis depuis juin 2012 à tous les textes du gouvernement d'être adoptés à l'Assemblée nationale.

- Gérard Filoche : "*Ceux qui pensent que la question du PS est réglée ont tort, c'est là que ça va se passer* », prévient-il, évoquant le congrès à venir du parti en juin 2015, durant lequel les frondeurs vont tenter de peser de tout leur poids.

S'il savait comme les travailleurs s'en foutent. Sans rire, retenez-vous quelques instants vous allez avoir l'occasion de vous lâcher

Qu'est-ce qui peut sauver ce qu'il appelle la gauche, pas les "*fraudeurs*", aucun des participants n'y croient vraiment, alors qui? Mais les écologistes voyons ! Elle est bien bonne celle-là, n'est-ce pas ? On a bien à faire à des charlatans, non ? Attention, professionnels.

- On préfère miser sur une alliance avec Europe Ecologie-les Verts (EELV). Manque de chance : Eva Joly, seule personnalité écologiste de poids susceptible d'être présente ce soir-là, est en mission pour l'ONU en Afghanistan.

En "*mission pour l'ONU*", c'est mieux encore ! Ce sont bien des agents du régime.

A ce propos le M'PEP a publié un tract le 15 novembre appelant à sortir de "*l'UE, l'euro, l'OTAN, l'OMC, le FMI, la Banque mondiale*", mais pas de l'ONU (avec ses nombreuse agences) qu'ils estiment pouvoir jouer un rôle progressiste auprès des peuples, alors que c'est uniquement un instrument de l'impérialisme américain pour conserver son hégémonie et soumettre tous les peuples à sa botte, mission dévolue à l'ONU et qu'elle remplit très bien, dans le cas contraire elle ne sert strictement à rien.

Pour justifier sa soumission à l'ONU ou à l'ordre établi capitaliste, le M'PEP se fait nostalique des "*Trente Glorieuses*" car cette période aurait été "*la plus longue période de l'histoire du capitalisme à ne pas avoir connu de crise économique*", ce qu'ils ne disent pas : sur fond de liquidation du mouvement révolutionnaire par les staliniens qui pactiseront avec de Gaulle et accepteront le plan Marshall contrairement à la légende répandue, le PCF ainsi que la CGT condamneront les grèves, car selon Maurice Thorez la priorité était de "*gagner la bataille de la production*", mot d'ordre partagé par le patronat, dans le cadre d'un marchandage avec l'impérialisme américain la France obtiendra l'annulation d'une partie des dettes de guerre françaises, plus largement ce sont les Américains qui financeront le rédémarrage de l'économie française, cette période d'expansion économique relative coïndera avec la reconstruction du tissu industriel et des infrastructures détruits au cours de la guerre, sans oublier l'exploitation des colonies et ex-colonies, etc. Bref, si on suivait le raisonnement du M'PEP on devrait peut-être adopter l'économie américaine, mais là encore le "*miracle*" économique n'a pas duré, pire encore, durant cette période les capitalistes ont accumulé une gigantesque masses de profits ou capitaux précipitant une nouvelle crise du capitalisme dès le milieu des années 60, en 1966 avec la crise américaine du crédit, réduisant à deux décennies cette période sans crise, sans parler de toutes les guerres qui ont émaillé cette période et alimenté ou nourri l'économie, guerre de Corée, d'Algérie et d'Indochine, crise du canal de Suez, etc.

Sur le plan social et politique, les "*Trente Glorieuses*" furent l'antithèse du combat pour changer la société, un modèle d'adaptation au capitalisme souhaité par la classe dominante, qui consacra la mise au travail des femmes au lieu de lutter pour des salaires décents pour tous qui se serait traduit par l'augmentation des salaires des hommes (et des femmes selon le principe : à travail égal, salaire égal.) majoritairement au travail et aurait permis aux femmes de disposer de temps libre pour s'occuper de leur ménage et leurs enfants, mais aussi pour s'épanouir, se livrer à des activités culturelles, artistiques ou sportives ou de toutes autres natures ; la société de consommation ; la collaboration de classe avec la politique contractuelle et la participation, la création des comités d'entreprises, sans oublier la créaton du plus puissant outil de propagande du régime : la télévision entièrement contrôlée par l'Etat... La lutte des classes devait servir principalement à acheter la paix sociale et à assurer la stabilité du régime, au lieu d'être orientée vers le socialisme ou de préparer les conditions qui permettraient au mouvement ouvrier d'être armé théoriquement et politiquement lorsque la crise du capitalisme éclaterait ou les capitalistes passeraient à l'offensive pour s'attaquer à tous nos droits sociaux et politiques, de manière à pouvoir l'affronter dans les meilleures conditions possibles, vous connaissez la suite puisque vous êtes en train de la vivre.

Autant dire qu'on n'a rien à regretter, sauf d'avoir été berné par les dirigeants du mouvement ouvrier dont certains aujourd'hui encore vantent cette époque.

Revenons à nos larrons.

En réalité ils n'avaient qu'une seule chose en tête : Les élections qui doivent avoir lieu en 2015 et des combines pourries d'appareils. Ils le disent eux-mêmes, il suffit de lire :

- Selon Mélenchon, le Front de gauche et EELV vont dans un premier temps nouer des alliances au cas par cas aux départementales de mars 2015. « *Et aux régionales, on fait un accord national. On peut terminer devant le PS dans trois quarts des régions… Bon, allez, la moitié.* »

Nulle part parce qu'ils sont nuls ! Attendez, un dernier épisode pour que la supercherie soit complète. Retour au PS.

- Selon Mélenchon, les bases seraient posées pour une refondation de la gauche sur le modèle d'Epinay, quand François Mitterrand unifia différentes chapelles en 1971. Si tel devait être le cas, la réunion du bout de l'impasse à Saint-Germain-des-Prés viendrait nourrir la légende. lemonde.fr 20.11

A tomber à la renverse !

Nourriture avariée, recette obsolète qui a fait son temps et pour cause. Au fait, Laurent, il en pense quoi d'Epinay dont la cible était le PCF ? Rien, il s'en fout. Mais on comprend la démarche de Mélenchon.

A l'époque il militera à l'OCI, il était soi-disant trotskiste, et nos braves trotskistes qui frayaient avec les dirigeants du PS n'eurent plus qu'un objectif, porter Mitterrand au pouvoir au point d'appeler à voter pour lui dés le premier tour de la présidentielle en 1981, sombrant dans l'opportunisme. On en restera là en guise d'"*imminence de la révolution*" qui leur servit de prétexte pour justifier leur ligne politique...

Le NPA et le POI ayant manifesté le 15 novembre dernier au côté du Front de gauche, Mélenchon se voit peut-être déjà renouveler l'opération de 1981 à son profit en tant que candidat à la présidentielle en 2017, mais là je crois qu'il rêve tout éveillé notre illusionniste. Quel mégalomane, il ne s'arrange pas !

Mitterrand le grand bourgeois et le courant qu'il incarnait n'avaient jamais eu l'intention de rompre avec le capitalisme et la Ve République. Que Mélenchon revendique l'acquis du Congrès d'Epinay témoigne si nécessaire qu'il n'a jamais rompu avec le PS et son idéologie qui est étrangère au socialisme.

"***Le vrai progrès***", la "***modernisation***", la "***réforme***" : C'est la régression sociale sans fin.

- Emmanuel Macron rouvre le débat sur 35 heures - Francetv info

Le nouveau ministre de l'Economie a effectué une nouvelle charge contre les 35 heures, jeudi 20 novembre. Il a souhaité mettre en place plus de souplesse devant une commission d'enquête de l'Assemblée nationale. "*Le cadre légal des 35 heures n'est pas suffisant, car les salariés comme les entreprises ont besoin de plus de souplesse. Finalement, qui serions-nous pour pouvoir refuser à quelqu'un qui souhaite, qui a besoin de travailler plus, que c'est impossible ?*", a lancé Emmanuel Macron.

Quand on sait que des millions de salariés travaillent plus que 35 heures par semaine, on est obligé de se dire qu'ils ont forcément une autre idée derrière la tête : augmenter la durée du travail sans augmenter les salaires par exemple. Ou encore laisser la liberté aux patrons d'individualiser la durée du travail dans chaque entreprise, pire encore, dechaque poste de travail.

- Macron pour des accords sur le temps travail et améliorer l'ANI - Reuters

Emmanuel Macron a invité jeudi les partenaires sociaux à améliorer l'accord national interprofessionnel (ANI) de 2013 et s'est prononcé pour que le temps de travail puisse être modulé par des accords majoritaires dans l'entreprise ou la branche.

Seuls six accords de maintien de l'emploi liés à l'ANI ont été signés dans les entreprises, a-t-il souligné devant une commission de l'Assemblée nationale, ce qui prouve selon lui que l'on a bridé un bon outil "*en voulant trop bien faire*". (Les syndiqués préfèrent l'anisette, mais l'alcool est interdit dans les entreprises, pas de bol monsieur le banquier, dans son milieu on ne doit pas en boire. Entre nous, moi non plus mais par pour les mêmes raisons. - ndlr)

"*J'espère que dans les prochains mois, les partenaires sociaux, puis le législateur, pourront prendre en compte des aménagements de l'accord de 2013 parce que l'expérience montre, après un peu plus d'un an, qu'il est sans doute trop restrictif*", a-t-il dit. (Ne comptez pas trop sur les syndiqués. - ndlr)

Emmanuel Macron a critiqué la limitation à deux ans de la durée de ces accords qui visent à éviter les licenciements dans les entreprises en difficulté. Et il a estimé que l'obligation pour une entreprise de passer devant un juge pour suspendre un tel accord et procéder à des licenciements provoquait un rejet.

"*Beaucoup de patrons disent : 'si c'est ça, je préfère ne même pas négocier d'accord'*", a-t-il dit. "*A vouloir trop bien faire, on a créé des contraintes qui ont un peu stérilisé l'instrument.*" (Ah ben si ce sont des patrons qui le disent ! Il est leur porte-parole. - ndlr)

Pour réformer le marché du travail, "*le pari que nous devons faire, c'est de mieux faire fonctionner notre démocratie sociale*", a-t-il ajouté. "*C'est ainsi que l'on pourra progressivement rendre la loi plus intelligente.*"

C'est le cas pour le temps de travail, a-t-il dit, en défendant la loi fixant sa durée hebdomadaire à 35 heures.

"*Je suis pour garder le cadre de la loi et aménager une place à l'accord majoritaire*", a-t-il déclaré, jugeant que "le cadre légal des 35 heures n'est pas suffisant car les salariés comme les entreprises ont besoin de plus de souplesse".

"*Le vrai progrès, c'est de donner à chacun la possibilité de choisir, dans un cadre organisé et sécurisé par l'Etat et par les partenaires sociaux*", a-t-il poursuivi. "*Ces accords, qu'ils soient de branche ou d'entreprise, peuvent fournir des cadres plus adaptés*

à la négociation du temps de travail et ils ne sont pas pour autant synonymes de remise en cause des 35 heures." (Soit la négociation du temps de travail n'a pas pour objet de remettre en cause les 35 heures et alors il ne sert à rien de l'évoquer, soit ce n'est pas le cas et cela signifie que les 35 heures seront remis en cause. Le "*vrai progrès*", c'est le temps de travail et le salaire à la carte selon le bon vouloir du patron de droit divin, on a compris. Pour un peu, en poussant à fond sa logique, cela revient à rétablir le salaire à la tache. - ndlr)

C'est précisément l'un des enjeux de la difficile négociation entre les partenaires sociaux sur la modernisation du dialogue social dans l'entreprise, qui reprend vendredi.

Le Medef propose que l'agenda social des sociétés de 50 salariés et plus, c'est-à-dire les thèmes de négociation et leur périodicité, puisse être défini par un accord d'entreprise ou de branche. A défaut d'accord, l'organisation patronale propose un socle minimal de règles.

Ces négociations, précise le Medef dans ses propositions, pourront notamment porter sur les salaires, la durée du travail, la gestion prévisionnelle des emplois et la prévention des conséquences de mutations économiques.

Pour Emmanuel Macron, la flexibilité du temps de travail bénéficierait surtout aux PME.

Les syndicats se sont, pour leur part, jusqu'ici montrés hostiles à une inversion de la hiérarchie des normes, qui donnerait la prééminence aux accords d'entreprise et de branche. Reuters 20.11

On aura retenu qu'il préconise à la suite du Medef de livrer une guerre de classe "*préventive*" contre les travailleurs. Autrement dit ils livrent une guerre de classe permanente qui mérite bien une révolution permanente jusqu'à leur expropriation. Dommage qu'on ne puisse pas en faire autant, les neutraliser avant qu'ils nuisent à la société.

Haut de page

Le 22 novembre 2014

CAUSERIE

Le bonjour à nos nombreux lecteurs aux quatres coins du monde, on ne peut citer tous les villes où vous vous trouvez, on a laissé de côté les villes les plus connues à quelques exceptions près :

- A Anchorage, Bloomington, Abilene, aux Etats-Unis, Winnipeg, London au Canada, à Puerto Varas au Chili, à Lomas de Zamora en Argentine, à Tegucigalpa au Honduras, à Baku en Azerbaijan, à Tbilis en Georgie, à Barquisimeto au Venezuela, à Port Au Prince en Haïti à Funchal au Portugal, à Port Louis à l'île Maurice, à Kozhikode en Inde, à Adis Abeba en Ethiopie, à Meknes au Maroc, à Setif en Algérie, à Krasnoyarsk, Neftekamsk, Novosibirsk en Russie, à Guangzhou en Chine, à Chiba au Japon, à Jakarta en Indonésie, à Tirgu Jiu en Roumanie, à Kielce en Pologne, à St Gallen en Suisse, à Malmo en Suède, à Tallin en Estonie, à Oulu en Finlande...

Un portail et un courant politique, un animateur et militant qui n'a aucun intérêt à vous raconter des histoires ou à vous cacher quoi que ce soit, et s'il nous arrive de nous tromper, c'est involontaire ou par ignorance, quand on s'en aperçoit on le reconnaît et on rectifie.

Quand je m'exprime plus que d'ordinaire, c'est parce que mon isolement me pèse davantage. En dehors de ma compagne Selvi, sa famille et les Indiens qu'il m'arrive de croiser en faisant des courses, je ne parle à personne et je n'ai plus aucune correspondance avec la France en dehors de ma vieille mère à qui je téléphone une fois par mois ou ma soeur à qui je donne de mes nouvelles.

Selvi trouve nos relations étranges, celles qui existent en France ou que j'ai avec ma famille. Elle apprécie ma présence et de vivre avec moi, et ne comprend pas leur comportement à mon égard. Je lui ai tout raconté jusque dans les moindres détails, y compris évidemment les passages qui n'étaient pas à mon avantage. Je lui ai dit, tu vois Selvi, je suis un sale type, un mauvais fils, un mauvais époux et un mauvais père, tu devrais te méfier, peut-être que toi aussi tu me sortiras cela un jour, qui sait, tu sais, par rapport à ce que je t'ai raconté qui couvre plus de 40 ans de ma vie, je n'ai jamais changé.

Mes parents, particulièrement mon père me battait pratiquement tous les jours et cela a duré jusqu'à mon adolescence, moins par la suite, par contre il a rarement gifflé ma soeur Catherine et jamais Solange. Or dès très jeune j'ai toujours aidé mes parents, je mettais la table et j'aidais ma mère chaque fois que c'était possible, je lavais la voiture de mon père ou je nettoyais le petit jardin... Catherine jamais. Je n'avais pas plus de mauvaises notes que ma soeur à l'école, mais c'était toujours moi qui était battu

et qu'ils rejetteront.

Avec ma première épouse, j'ai eu un comportement exemplaire et j'ai enduré pendant 10 ans ce que 99% des hommes n'auraient jamais supporté. Ma seconde épouse m'a trompé avant même que je ne la rencontre sur son état de santé et ses réelles intentions, bien qu'il était facile de deviner ces dernières, quitter l'Inde à n'importe quel prix.

La première m'a quitté dès qu'elle eut donné naissance à notre fille, en réalité on resta ensemble pendant encore 7 ans mais nos relations s'étaient brisées ce jour-là et ne seraient plus jamais comme avant, en deux mots n'étant plus utile et devenu encombrant je devais disparaître, contre cela il n'y a rien à faire. La seconde décida un jour de partir vivre en France à mon insue, alors que nous étions installés en Inde depuis plus de 10 ans, et voulut m'obliger à la rejoindre, ce que je refuserai, nos voies divergeant, notre histoire devait s'arrêter là. Dans les deux cas je devais faire les frais de considérations qui étaient extérieures à nos relations ou qui m'étaient étrangères, purement individuelles, mais dont on ne manqua pas de m'impliquer la responsabilité.

Si j'ai été traumatisé par la première expérience parce qu'elle avait été une véritable relation amoureuse, la seconde m'a laissé indifférent dans la mesure où il s'agissait d'un mariage arrangé entre deux inconnus, une sorte de suicide sentimental qui devait mal se finir. Comme quoi on peut commettre de grave erreur dans la vie, il faut dire qu'à cette époque je ne militais plus depuis des années et que j'étais paumé. Ma seconde épouse, qui a acquis la nationalité française et qui a de quoi vivre s'en tire très bien, elle a eu ce qu'elle voulait en somme, et si elle n'entame pas une procédure de divorce en France, elle n'aura qu'à dire que son époux est mort, les gens la plaindront, elle adore cela, en use et en abuse même, cela me laisse totalement indifférent.

Quand je l'avais rencontrée ainsi que sa famille la première fois en aout 1989, je leur avais bien précisé que j'avais l'intention de venir m'installer en Inde par la suite, ce que j'ai fait effectivement, donc je n'ai absolument rien à me reprocher de ce côté-là. Quant à ma première épouse, dès lors qu'elle avait décidé d'élever seule l'enfant qu'elle avait mis au monde et qu'un compagnon et un père était inutile et embarrassant, influencée par des collègues de travail qui avaient déjà adopté ce mode de vie, il était impossible de la convaincre du contraire puisque je ne faisais plus partie de son histoire, j'étais devenu un intrus dans sa vie, une verrue à extirper au plus vite ou une sangsue parce que j'ai essayé de résister, en vain.

J'ai raconté tout cela à Selvi qui a parfaitement compris. Elle est peut-être profondément arriérée, plus encore que ma seconde épouse, elle a beaucoup de mal à réfléchir ou à se concentrer sur quelque chose, cela lui demande du temps, beaucoup de temps, mais cela présente un avantage, comme elle est spontanée, naturelle, insouciante ou inconsciente de bien des choses, elle livre ce qu'elle ressent vraiment. Et c'est très intéressant, car on peut s'apercevoir que dès lors qu'on y met beaucoup de patience et qu'on mobilise la totalité de nos capacités intellectuelles, qu'elle peut parfaitement comprendre une situation parfois complexe, et surtout spontanément sa version de nos rapports et ce qu'elle pense de mon comportement correspond fidèlement à ce qu'ils sont réellement, au delà de ce que j'ai pu imaginer, jusqu'à mettre en évidence certains aspects auxquels je n'avais pas pensé, à l'arrivée elle m'en apprend sur moi-même, ce que je trouve formidable. Elle décrit certains aspects de ma personnalité ou de mon caractère sur lesquels je n'ai pas spécialement envie de m'attarder généralement mais qui ont de l'importance pour elle, ce que j'ignorais, du coup je me corrige pour qu'on ait encore de meilleures relations dans le futur. Ma seconde épouse avait eu tendance à développer la même spontanéité à mon égard sans que je l'écoute car je la savais très hypocrite et un peu trop intéressée, elle en aurait profité pour accroître son emprise sur moi, ce que je ne souhaitais pas. Avec Selvi je n'ai aucune inquiétude à avoir parce que nos relations ont débuté sur des bases plus saines, nous nous sommes tout dit préalablement et nous avions une attirance mutuelle l'un pour l'autre, la part d'inconscience qui existe dans nos rapports est pour ainsi dire nulle, donc sans rique.

Avec une intellectuelle, ce genre de rapports est quasiment impossible à avoir, inenvisageable, car elle sera incapable d'être spontanée jusqu'au bout ou de le rester au delà d'une déclaration d'amour enflammée qui sera marqué du sceau de l'inconscience, une (ou un) intellectuelle se leurrrant facilement sur ce qu'elle est vraiment, sur tout en général, son interprétation de la réalité est constamment faussée par l'idée qu'elle veut en avoir qui demeure inconscient, qui se rapporte à sa condition dont font partie sa personnalité, son fonctionnement psychologique ou son mental, ses expériences passées, son mode de vie et de pensée, son statut social, notamment.

Un chercheur ou un scientifique qui souhaite étudier la nature ou un phénomène quelconque, se comporte au départ comme un enfant insouciant qui observe attentivement ce qu'il a sous les yeux, ensuite il procède à des relevés qui lui seront utiles pour ses travaux, par la suite seulement il se servira de son expérience passé et de ses connaissances acquises pour les mener à bien et en tirer des conclusions ou des enseignements, il ne procèdera pas à l'envers, auquel cas il ne parviendrait à rien.

On peut se détourner du matérialisme dialectique où rejeter la nécessité d'acquérir une méthode scientifique pour analyser ou interpréter tout ce qui nous tombe sous la main ou les yeux, toutes nos expériences, mais dans ce cas-là il ne faut pas s'étonner de ce qui nous arrive dans la vie et de demeurer toujours aussi ignorant. Tous les jours à travers les tas d'articles que nous publions on peut le constater, cela en est même terriblement choquant, indécent parfois, on se demande même si leurs auteurs ne le font pas exprès tant ils sont pathétiques.

Hier soir j'ai lu un excellent article que se terminait hélas par une référence à Kissinger, le pilier du groupe Bilderberg depuis 50 ans, la tête pensante du néolibéralisme, à lui tout seul il est Milton Friedman, Ronald Reagan et Pinochet, comme si l'auteur en quête de légitimité n'avait rien trouvé de mieux, alors que dans son article il écharpait la politique américaine. Je me suis demandé

comment on pouvait faire preuve d'un tel aveuglement, c'est fou en réalité.

Osez changer la société !

- "*Osez le féminisme!*" veut inscrire le féminicide dans le code pénal - AFP

"*Osez le féminisme!*" entend aussi faire évoluer les mentalités, car "*l'impunité des agresseurs*" est directement liée au sexisme présent dans la société, estiment ses responsables. AFP 21.11

Question : Est-il possible de répertorier toutes les agressions qui se produisent ? Est-il d'identifier tous les agresseurs ? La réponse est non à ces deux questions, alors il faut considérer que l'ensemble de la société en porte la responsabilité, puisqu'elle est incapable de les prévenir et plus encore d'y mettre un terme.

Cette culpabilité collective est insupportable et particulièrement abjecte, car elle fait de chacun d'entre nous les complices des atteintes portées à l'intégrité des femmes, alors que nous n'avons aucun pouvoir sur le cours de la société, puisque nous ne possédons aucun pouvoir ou que nos droits politiques sont inexistants ou systématiquement spoliés.

En reconnaissant que le "*sexisme (est) présent dans la société*", ils admettent que c'est la société telle qu'elle existe qui l'a sécrété. Maintenant les rapports qu'exprime le "*sexisme*" ne sont pas tombés du ciel, ils sont le reflet ou la reproduction de rapports de domination qui existent à l'origine dans la société, plus précisément au sein du mode de production capitaliste, au sein des rapports sociaux de production entre dominants et dominés, rapports de nature discriminatoires et injustes, basés sur des inégalités entre les classes, entre ceux qui possèdent les moyens de production ou le pouvoir, et ceux qui ne possèdent que leur force de travail qu'ils vendent pour survivre.

Ces rapports traduisent un rapport de forces entre oppresseurs et opprimés. Ces rapports sont favorables à la minorité, la classe dominante qui concentre tous les pouvoirs, alors que l'immense majorité de la population appartient à la classe dominée et n'en détient aucun.

Ainsi la violation permanente du droit politique de la majorité, de la démocratie qui est confisquée par la minorité d'exploiteurs et d'oppresseurs, sert uniquement à justifier ces rapports et à les perpétuer, elle constitue même la base de leur légitimité. Il ne faut pas chercher ailleurs une autre explication ou origine à l'ensemble des rapports sociaux qui miment ou reproduisent à chaque niveau de la société les rapports qui viennent d'être décrits.

Dans chacun de ces rapports le plus faible sera dominé ou opprimé par le plus fort. Dans chacun de ces rapports les minorités feront l'objet de discrimination, de rejet, voire de haine de la part de la majorité. Il en ira ainsi dans toutes les classe et les couches de la société à des degrés différents. On ne peut pas comprendre les préjugés parfois archaïques ou le comportement en générale de la population sans prendre en compte ces facteurs et ces rapports.

Pour les réduire ou y mettre un terme il faut changer la société, les rapports fondés sur des inégalités entre les classes sur lesquelles elle repose. C'est seulement en procédant de la sorte qu'on pourra "*faire évoluer les mentalités*" et aboutir à une société meilleure et plus juste, au lieu de stimatiser ou culpabiliser la population qui n'a pas demandé à vivre dans la société telle que nous la connaissons aujourd'hui, et qui n'a aucun interêt à ce qu'elle se perpétue, seule la classe qui en tire profit, celle des exploiteurs et des oppresseurs y trouvent son intérêt, c'est donc contre elle qu'il faut orienter notre combat et non pas contre telle ou telle couche arriérée de la société.

Deux vidéos (en anglais)

OCSE monitor mentions bullet holes in MH17
http://www.youtube.com/watch?v=7ze9BNGDyk4

Une nouvelle photo d'une partie du cockpit criblé de balles de mitrailleuses. Cet inspecteur de l'OSCE explique qu'il a relevé des impactes de balles sur la carlingue du Boeing de la Malaysian Airlines...

2- Ukraine Eyewitness Confirm Military Jet Flew Besides MH17 Airliner: BBC Censors Video 25Jul2014
http://www.youtube.com/watch?v=Sa_R2NA1txc

Plusieurs témoins visuels disent avoir aperçu plusieurs avions lors de l'explosion du Boeing, ils décrivent même leur trajectoire...

Ce qui est une mauvaise nouvelle pour les néolibéraux est forcément une bonne nouvelle pour tous les peuples.

- Les réfugiés fuyant la Syrie sont de moins en moins nombreux, et c'est une mauvaise nouvelle - Slate.fr

De plus en plus de Syriens depuis 4 ans intègrent les milices populaires qu'Assad a décidé d'armer et qui participent au combat au côté de l'armée de la République arabe syrienne pour défendre l'intégrité et la souveraineté de la Syrie contre les envahisseurs atlantico-arabo-sionistes.

Les chiffres du jour.

84,2.

84,2 % des embauches, hors intérim, se sont faites en contrat à durée déterminée (CDD). Avant la crise financière, au 1er trimestre 2008, ce type de contrat précaire ne représentait que 70 % des embauches.

La proportion d'embauches en CDD par rapport à l'ensemble des contrats (nouvellement et anciennement signés) a aussi atteint un nouveau record au 2e trimestre 2014, et représente désormais 14,8 % de tous les contrats signés.

Selon la Dares, service des statistiques du ministère de l'emploi, la hausse du 2e trimestre s'observe « *quelle que soit la taille de l'établissement* ». lemonde.fr 21.11

0,004

La fortune des quelque 211 000 «*ultra-riches*» a continué à prospérer en 2014, en dépit des tensions géopolitiques. Ils détiennent aujourd'hui 13 % de la richesse mondiale, selon un rapport de la banque suisse UBS et de l'agence de conseil Wealth-X.

Ils ne connaissent pas la crise, à en croire l'étude : En 2014, leur nombre a augmenté de 6%, et leur patrimoine de 7%, pour atteindre près de 30 000 milliards de dollars (24 000 milliards d'euros). Presque deux fois le produit intérieur brut américain.

Ces individus très fortunés ne représentent que 0,004 % de la population adulte mondiale.

D'après le rapport d'UBS et Wealth-X, ce club très fermé a réussi, en 2014, à étendre son "*influence*" grâce à la bonne santé des marchés boursiers et en dépit des "*conflits géopolitiques, des tensions socio-économiques et de la volatilité sur les marchés financiers*". Le plus grand risque qui pèse sur eux serait la "*concentration*" de leurs fortunes dans un nombre trop restreint de secteurs.

Près de 10 000 milliards d'euros de leur patrimoine mondial est détenu par des compagnies privées, surtout dans le secteur de la banque, de la finance et des fonds d'investissement.

En matière de luxe, ces individus ont surtout un faible pour l'aviation privée et les yachts, qui représentent plus de 80% de leurs investissements dans ce secteur. Et d'où qu'ils viennent, leur résidence secondaire se situe avant tout aux Etats-Unis (24%) et au Royaume-Uni (15%).

Avec respectivement 75 000 et 62 000 personnes, l'Amérique du Nord et l'Europe abritent le plus d'"*ultra-riches*". Ces deux régions continuent d'"*attirer des capitaux et des investissements financiers et humains*", et "*leur influence dans le monde poursuit son extension*", indique le rapport.

L'Asie, qui arrive en troisième position avec plus de 46 000 "*ultra-riches*", a effectué une "*performance moins impressionnante qu'attendue*", poursuit l'étude.

A la neuvième place du classement des pays, la France accueille 4 750 "*ultra-riches*", dont la fortune globale est estimée à 450 milliards d'euros. Liberation.fr et francetvinfo.fr 21.11

Qu'est-ce qu'on attend pour les supprimer ?

Aux Etats-Unis la même annonce dope Wall Street, cherchez l'erreur.

- L'euro, plombé par des propos de Mario Draghi, passe sous 1,24 dollar - AFP

L'euro est passé sous la barre de 1,24 dollar vendredi dans le sillage de déclarations du président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi signalant de possibles mesures supplémentaires de soutien à l'économie, à la peine, de la zone euro. AFP 21.11

- Wall Street grimpe à de nouveaux records, saluant les banques centrales - AFP

La Bourse de New York a propulsé ses indices vedettes, le Dow Jones et le S&P 500, à de nouveaux sommets vendredi, dopée par la volonté des banques centrales chinoise et européenne de soutenir l'activité économique. AFP 21.11

ACTUALITE EN TITRES

La crise par le vide

- La filiale française de Bata va se déclarer en cessation de paiement - Liberation.fr

- Reprise de Fly, Atlas et Crozatier: un millier d'emplois supprimés - AFP

-France : la crise du meuble - Francetv info

Conséquence de la crise du marché de l'immobilier, les Français achètent de moins en moins de meubles. Plus de 1000 postes viennent d'être supprimés au sein du groupe Mobilier européen. Francetv info 21.11

Intox

- Des mesures pour lutter contre le décrochage scolaire - Francetv info

- Accords commerciaux : la France défendra la réciprocité face aux États-Unis - LePoint.fr

- Barack Obama déclare la guerre au Congrès - Francetv info

Le cadeau empoisonné. Comment exercer un contrôle total de la population quand on ignore l'identité de millions de personnes ?

- Etats-Unis : Barack Obama offre une régularisation provisoire à près de 5 millions de sans-papiers - Francetv info

Mimétisme ou d'une conversion à l'autre. Convertion au néolibéralisme ou à la pensée unique anglo-saxonne-sioniste.

- Pourquoi y a-t-il tant de convertis parmi les djihadistes français de l'Etat islamique? - L'Express.fr

La même question se pose en Turquie.

- Le gouvernement turc veut des mosquées dans toutes les universités d'Etat - LeMonde.fr

Régime néonazi. On comprend pourquoi les "***bailleurs de fonds occidentaux***" et l'Otan l'apprécie.

- L'Ukraine commémore la révolte du Maïdan et flirte avec l'Otan - AFP

Le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, apprécié par des bailleurs de fonds occidentaux, conservera son poste, mais le gouvernement doit être "*complètement rénové*", a déclaré vendredi le président Petro Porochenko dans une adresse à la Nation. AFP 21.11

Pas un jour sans une provocation ou une menace.

- Ukraine: les Etats-Unis menacent la Russie d'"*isolement*" - AFP

- L'Ukraine accuse la Russie de tirs d'artillerie - LeMonde.fr

Il fallait bien compenser

- New York: Un policier tue un innocent de 28 ans «*par accident*» - 20minutes.fr

L'arme du policier s'est déchargé accidentellement, selon les forces de l'ordre. 20minutes.fr 21.11

- Etats-Unis: un Noir condamné à mort sur le mensonge d'un enfant, libéré après 39 ans - AFP

Un condamné à mort noir américain a retrouvé la liberté vendredi à Cleveland en Ohio (nord), innocenté après 39 ans derrière les barreaux dus au mensonge d'un enfant, un record dans un cas d'erreur judiciaire aux Etats-Unis. AFP 21.11

ACTUALITÉ DU JOUR

Cahuzac, Benguigui, Thévenoud, Morelle, Arif...

- Kader Arif, soupçonné de favoritisme, poussé à la démission - AFP

La liste des ministres limogés ou démissionnaires depuis le début du quinquennat de François Hollande s'est encore allongée vendredi avec le départ du secrétaire d'État aux Anciens combattants Kader Arif, soupçonné de favoritisme dans l'attribution marchés publics.

M. Arif, 55 ans, un fidèle du président de la République, a rejoint la cohorte de ministres poussés à la démission depuis 2012 pour leur implication présumée dans des affaires, comme Jérôme Cahuzac ou Thomas Thévenoud, ou des désaccords politiques, à l'instar d'Arnaud Montebourg ou Delphine Batho.

Selon un communiqué de l'Élysée, M. Hollande "*a remercié*" vendredi matin le secrétaire d?État pour son "*action accomplie au service du monde combattant depuis plus de deux ans*".

Mais, d'après une source bien informée, l'entretien de M. Arif avec le chef de l'État vendredi matin s'est "*très mal passé*". M. Arif aurait notamment reproché à M. Hollande de "*protéger ses amis*", en évoquant le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet, englué dans des déclarations contradictoires mettant en cause l'ex-Premier ministre François Fillon.

En complément

- Le député UMP Brochand avait 1,19 million d'euros en Suisse - L'Express.fr

En famille "***à l'unisson***".

- France: Hollande honore Chirac - AFP

François Hollande a rendu un hommage appuyé à Jacques Chirac à l'occasion d'une remise de prix de la Fondation Chirac au musée du quai Branly (Paris, 7e).

Dans son discours, M. Hollande a affirmé son respect pour l'ancien président (1995 à 2007), "*un respect qui, a-t-il dit, est à l'unisson de l'affection que vous portent les Français, au-delà des sensibilités politiques*".

Président du jury de la Fondation cette année, M. Juppé a rendu hommage aux deux présidents, exprimant son "*admiration*" et sa "*fidélité*" à M. Chirac et saluant la "*détermination*" de M. Hollande dans le combat contre le terrorisme. AFP 21.11

Hollande a adopté les lunettes que portaient Chirac quand il était à la mairie de Paris, vous aviez remarqué ?

Ils votent aussi en famille... pour que les travailleurs n'aient plus à voter !

- Prud'hommes: Les conseillers ne seront plus élus - 20minutes.fr

Le Parlement a adopté définitivement jeudi soir, par un vote de l'Assemblée, le projet de loi prévoyant la suppression des élections des conseillers prud'homaux au suffrage direct, au profit d'une désignation par les organisations syndicales et patronales.

Ces quelque 14.500 juges non professionnels chargés de régler les litiges entre employés et employeurs devront être choisis tous

les quatre ans par les organisations syndicales et patronales au prorata de leurs audiences respectives. Le projet de loi prolonge aussi de deux ans le mandat des actuels conseillers élus en 2008, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils de prud'hommes, au plus tard le 31 décembre 2017.

«*La première pierre*» d'une réforme plus large de la justice des prud'hommes

La majorité des députés socialistes et UDI se sont prononcés pour cette «*avancée du droit social*», le Front de gauche, les écologistes et l'UMP contre le texte tandis que les radicaux de gauche se sont montrés réservés. Tous les groupes à l'exception des socialistes et des radicaux ont critiqué le recours aux ordonnances prévu par le projet de loi pour modifier dans le détail le mode de désignation des conseillers prud'homaux.

Le projet de loi, qui avait été voté par le Sénat mi-octobre, a été salué par le ministre du Travail François Rebsamen comme «*la première pierre d'un travail d'ampleur*» engagé avec la ministre de la Justice Christiane Taubira pour une réforme plus large de la justice des prud'hommes. 20minutes.fr 20.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

- Mexique : affrontements après une manifestation pour les 43 étudiants disparus - Francetv info

Les Mexicains ne lâchent pas l'affaire. Des dizaines de milliers de personnes ont défilé pacifiquement, jeudi 20 novembre, devant le Palais national, au centre de Mexico, à l'issue d'une journée de protestation massive contre le gouvernement après la disparition de 43 étudiants. Ils réclament la démission du président Enrique Peña Nieto. Francetv info 21.11

Haut de page

Le 23 novembre 2014

CAUSERIE

Un article à lire et diffuser qui résume bien la stratégie de l'impérialisme américain : *Vingt-six vérités sur le groupe État islamique (EI) qu'Obama veut vous cacher.*. En ligne dans cette page et à télécharger au format pdf.

L'article que nous ne publierons pas.

- La Russie, l'Ukraine, la Crimée et la bague de fiançailles. - De Pierre Van Grunderbeek - mondialisation.ca 22.11

Je vois très bien Jean-Claude Juncker mener des négociations avec la Russie et l'Ukraine, le volet économique d'un accord est très important et le concerne. Pourquoi pas ? Il a suffisamment de caractère pour ne pas se laisser influencer. Il l'avait d'ailleurs démontré en 2003 quand il avait été un des seuls dirigeants occidentaux (avec les français et les belges) à s'opposer à l'invasion de l'Irak.

Alors, croisons les doigts pour que les Européens s'émancipent de la tutelle de leur maitre et qu'ils puissent aussi un jour dire « Fuck the US » quand ils prennent des décisions uniquement favorables à leurs propres intérêts. mondialisation.ca 22.11

Nous nous disons aussi "*fuck* Juncker et l'Union européenne !

On ne publie plus non plus dans la Tribune libre les odes à l'ONU, désolé, on est en guerre, y compris contre l'ONU, il faut choisir son camp.

Revenons sur une info d'hier.

211 000 ultra-riches, soit 0,004% de la population mondiale possèdent 13 % de la richesse mondiale. En ajoutant quelques centaines de milliers d'hyper-riches et de super-riches qui doivent posséder autant de richesses on doit arriver à 25% de la richesse mondiale.

Dans une entreprise dont les actions sont réparties entre un grand nombre d'actionnaires, posséder 25% des actions suffit à constituer une minorité de blocage pour orienter sa politique. C'est exactement ce qui se passe à l'échelle mondiale.

On en veut pour preuve une précision qui figurait dans l'article publié hier, où il était dit qu'ils se jouaient des "*conflits géopolitiques, des tensions socio-économiques et de la volatilité sur les marchés financiers*", et pour cause, ils en sont à l'origine, ils sont sous leur contrôle ou ils savent la situation entre de bonnes mains avec des gouvernements qui leur sont acquis, les risques de dérapages sont donc minimes, d'autant plus qu'ils savent aussi que le mouvement ouvrier est dans une impasse ou pourri de l'intérieur.

En concentrant un tel pouvoir, ils sont les véritables maîtres du monde et les donneurs d'ordres à tous les gouvernements des puissances occidentales, au delà cela se complique un peu et les contrarie...

Quand Draghi annonce "*de possibles mesures supplémentaires de soutien à l'économie, à la peine, de la zone euro*", il exécute leur ordre. La preuve, dans la foulée on apprend que Wall Street a été "*dopée par la volonté des banques centrales chinoise et européenne de soutenir l'activité économique*", d'arroser le marché de liquidités qui vont tomber dans leur escarcelle et leur permettre de s'enrichir davantage pour ce qui est de la BCE. Et la baisse de l'euro ? Ce sont eux qui la pilotent, alors pourquoi devraient-ils s'en inquiéter.

Mais, et la crise de la dette, les déficits, la crise quoi, hein ? Connaissent pas ou si, ils les chevauchent au galop pour toujours plus s'enrichir. Encore ? Ouais, ils ne pensent qu'à cela et cela leur réussit assez bien il faut reconnaître, la planche à billets tournent à plein régime, ce sont eux qui sont aux manettes, en cas de besoin elles se relaient... Et en cas de surchauffe ? C'est comme si vous demandiez à un pompier pyromane de sortir sa pompe à incendie pour asperger une forêt avant même qu'il y ait foutu le feu, un peu de sérieux tout de même, il faut suivre. On y vient.

Et la dette ? Pardi, elle ne cesse d'enfler pendant que la bulle gonfle à un rythme endiablé à New York ! Et le jour où elle explosera ? Ils n'auront plus qu'à se baisser pour rafler la mise comme ils l'ont tujours fait, mieux encore, on fera appel à eux pour sauver le régime et ils négocieront ce sauvetage qu'ils avaient également programmé au prix fort, politique bien sûr, histoire d'accroître encore leur pouvoir politique, là pour le coup sur fond d'émeutes et d'état d'urgence, de lois martials, ils pourront franchir un nouveau pas vers l'instauration d'un gouvernement mondial, une dictature mondiale, la leur, la négation de la dictature du prolétariat que le mouvement ouvrier a rejeté, il a préféré leur laisser l'initiative. Et nous dans tout cela ? Ignares que nous sommes, nous n'aurons plus que nos yeux pour pleurer, pour ceux qui seront encore de ce monde, le leur hélas !

Comment éviter d'en arriver là ? A dire vrai on est très mal barré, on se répète et c'est lassant à la longue, pour tout dire c'est même désespérant. Voyez comment ils s'y prennent et comment ils nous traitent, j'entends notre classe, et observez avec quelle délicatesse nos dirigeants les ménagent ainsi que leurs représentants, mais aussi leur régime ignoble, leur idéologie sordide, ils craignent de se couper des élus, des démocrates, des républicains, des humanistes, des syndicalistes, de la gauche et j'en passe, au point de se retrouver couper des masses auxquelles ils sont incapables de s'adresser, et qui forcément s'en détournent ou ne peuvent pas saisir la politique qu'ils leur proposent qui n'est pas forcément erronée d'ailleurs, c'est cela le plus fort ou le plus navrant.

Le jour où ils auront enfin compris qu'un travailleur n'est pas un militant, un historien de la lutte des classes, et qu'un militant ou un historien peut aussi se leurrrer sur ce qu'il sait ou croit savoir, l'humanité aura réalisé un grand pas en avant vers le socialisme. On a tous besoin des uns et des autres, car c'est seulement ensemble que l'on peut progresser et aller de l'avant. Pourquoi cela serait-il impossible ? Parmi les lecteurs qui m'ont demandé de continuer les causeries il y a des bac +5 et des ouvriers qui ont juste un CEP ou un CAP en poche, je le sais parce qu'ils me l'ont écrit. Où y aurait-il un obstacle ou une contradiction insurmontable, une incompatibilité entre un ouvrier et un intellectue qui nous empêcherait de nous adresser indistinctement aux deux de la même manière, tenir un seul et unique discours qu'ils pourraient saisir, sans s'interdire évidemment de développer à côté, qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

Vous me direz que les sujets que j'aborde sortent parfois du champ de la politique. Effectivement, mais parce que c'est nécessaire, et si vous avez remarqué, très souvent ils se terminent par une conclusion politique, pratique. Si l'on admet que le socialisme est une science sociale, il est normal qu'on aborde la réalité et nos expériences sur différents plans qui finalement sont reliés entre eux. Encore faut-il avoir à l'esprit que la plupart des travailleurs n'en ont pas conscience, et qu'ils auront tendance à traiter chaque difficulté qu'ils rencontreront dans la vie ou chaque question qu'ils aborderont en les ravalant au rang d'abstractions. Notre objectif est dès lors en partant de cette abstraction, d'intégrer notre sujet de réflexion dans un champ plus vaste de telle sorte qu'il soit relié à la réalité dans ses multiples aspects ou manifestations , on pourrait dire encore l'inscrire dans une perspective dynamique pour le sortir de l'impasse dans lequel il était tombé. On a tendance à traiter la pensée comme une matière inerte, inorganique, une nature morte, alors qu'elle est vivante, quand bien même on le saurait, faut-il encore qu'on en fasse la démonstration, c'est l'exercice auquel on se livre ici par exemple, à aucun moment notre pensée demeure figée dans des a priori ou dans un cadre étroit.

Pourquoi est-il nécessaire d'aborder toutes ces questions qui sortent du champ de la politique ? Parce que semble-t-il nous avons un gros problème à résoudre, qui est politique, mais pas seulement, si chaque homme développe un aspect psychologique et social, il en ira de même dans notre manière de percevoir la société, d'interpréter nos propres expériences, les deux seront imbriqués ou l'un pourra servir de support à l'autre... Il est clair par exemple que ce qui nous empêche de communiquer ou de dire ce qu'on pense n'est pas d'ordre social mais plutôt psychologique, on craint d'être désapprouvé ou un jugement négatif qui pourrait tourner à l'affrontement, les idées auxquelles on croit ou auxquelles on s'accroche participent à notre équilibre mental, le structure, nous aident à supporter la société, les remettre en question ne concerne donc pas seulement notre statut social ou notre mode de vie.

Une telle approche est intéressante parce qu'elle permet d'agir sur les obstacles qui peuvent se matérialiser sur les deux plans. En psychanalyse on apprend qu'un tel exercice n'a de valeur qu'à partir du moment où le patient prend lui-même conscience de ses blocages psychologiques, le travail de psychothérapeute consiste alors à l'aiguiller ou à l'orienter dans la bonne voie, dès lors qu'il a discerné la nature de ces blocages, et en aucun cas il doit se substituer à son patient, en faisant sauter ces blocages il va pouvoir sublimer les pulsions qu'il avait refoulées autrefois et retrouver ainsi son équilibre mental qui était perturbé, en quelque sorte une fois soulagé de ce fardeau il va pouvoir aborder la réalité posément et mieux la supporter, ce qui ne pourra que l'aider pour mieux la comprendre, pour faire bref.

Il est clair que lorsqu'on est très perturbé, excité ou déprimé on a tendance à déformer la réalité, or notre objet est de la saisir pour pouvoir agir sur elle consciemment. Cela n'aide pas dans nos rapports avec les autres ou le monde extérieur, cela peut même avoir des conséquences fâcheuses ou dramatiques sur le plan social.

ACTUALITE EN TITRES

C'est possible.

- En rachetant Friends, Aviva veut créer un géant de l'assurance britannique - AFP

- Enquête interne à la Banque d'Angleterre sur une possible manipulation - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Le rejet.

- Popularité: Hollande à 13% (-1) et Valls à 37% (+1), selon Ifop - AFP

- François Hollande rejeté par les trois quarts de son électorat - Reuters

François Hollande est désavoué par près des trois quarts des sympathisants de gauche, qui ont constitué le socle de son électorat en 2012, selon un sondage OpinionWay publié samedi par Le Figaro.

Sur 1.765 personnes interrogées jeudi et vendredi, 86% disent ne pas souhaiter que le chef de l'Etat français se représente lors de l'élection de présidentielle de 2017.

Le pourcentage des sympathisants de gauche interrogés qui partagent cette opinion est de 73%. Reuters 22.11

Hollande est une caricature grotesque de ce que sont tous les dirigeants du PS. Ils l'ont choisi pour cela.

Rappel d'un internaute.

- Les gens de gauche n'ont jamais caché l'estime qu'ils ont pour HOLLANDE!

- "*Il n'a pas de couilles, seulement des dents*" (Laurent FABIUS),

- "*Il n'a aucune épine dorsale, il manque de caractère*" (Martine AUBRY)

- "*Il est du bois dont on fait les marionnettes*" (Eva JOLY)

- "*Le point faible de Hollande c'est l'inaction. Est-ce que les Français peuvent citer une seule chose qu'il aurait réalisée en 30 ans de vie politique?*" (Ségolène ROYAL)

- "*Hollande, c'est le principal défaut du Parti socialiste*" (Arnaud MONTEBOURG),

- "*L'une des caractéristiques de François Hollande, c'est de considérer que le mensonge est une pratique normale en politique*" (Claude ALLÈGRE)

- "*Tout sauf Hollande ! Hollande, c'est le premier secrétaire qui a tout raté...*" (Pierre MOSCOVICI)

- "*Un accord avec Hollande ou rien, c'est pareil. Il ne tient jamais parole*" (Jean-Luc MÉLENCHON)

On pourrait admettre que Mélenchon ferait partie de la pseudo-gauche, mais le reste de la vermine que vous citez, elle est de droite, vous vous méprenez...

Pour Fabius avoir des "***couilles***", c'est s'aligner sur Washington.

- Paris, de la fermeté à la souplesse face au nucléaire iranien - Reuters

Un an après le "*non*" français à un accord sur le programme nucléaire iranien, Paris, rassurée par des Etats-Unis plus coopératifs et consciente des conséquences potentielles d'un nouvel échec à l'échelle régionale, a adopté un ton plus conciliant dans le cadre des négociations en cours. Reuters 22.11

D'après ce qu'on a lu ailleurs, il vaudrait mieux (tactiquement) qu'ils ne parviennent pas à un accord, car dans le cas contraire cela signifierait que l'Iran qui joue en permanence un double jeu basculerait dans le camp des Américains contre la Syrie.

Le chômage de masse est devenu un cauchemar.

- ISF, Pacte de responsabilité: les Français ne suivent pas Gattaz, selon un sondage - AFP

81% des Français jugent que le président du Medef Pierre Gattaz ne respecte pas les engagements du Pacte de responsabilité, qui doit voir les entreprises investir et embaucher en échange de baisses de charges, selon un sondage paru samedi. AFP 22.11

Exigeraient-ils que le Pacte de responsabilité soit appliqué ? combien d'entre eux savent-ils ce qu'il contient et signifie réellement, 1, 5, 10% ?

Voilà un idéal qui honore l'entreprise chère à Hollande et au gouvernement.

- Les toilettes, le refuge idéal du lieu de travail? - L'Express.fr

La tendance est au "***bien-être***".

-Tendance : la folie des spas - Francetv info

Le spa, c'est la nouvelle tendance bien-être. D'une quarantaine il y a dix ans, ils sont 9 000 aujourd'hui et ce service qui n'est plus réservé à l'hôtellerie de luxe attire une nouvelle clientèle, plus jeune et pas forcément fortunée. Francetv info 22.11

Dans la maison que je fais construire, il n'y aura pas de chauffe-eau parce, j'en ai décidé ainsi parce que l'électricité est trop chère et c'est un luxe, en cas de besoin on fera chauffer de l'eau dans une grande casserole. L'hiver l'eau est un peu fraîche, il suffit d'attendre la fin de la matinée pour que l'eau se soit réchauffée naturellement avec le soleil et le tour est joué.

- Noël avant l'heure - Francetv info

Cette année en France, Noël a commencé dès le mois de novembre. Francetv info 22.11

Pour certains c'est toute l'année... mais dans les deux sens.

Epuration.

- Encyclopaedia Universalis en redressement judiciaire - LePoint.fr

La société Encyclopædia Universalis, qui édite depuis 1968 ans la célèbre encyclopédie, vient de déposer son bilan.

- Crise : peut-on sauver le marché de l'ameublement ? - Francetv info

Conséquence de la crise, plus de 1 000 emplois vont être supprimés dans des enseignes du groupe d'ameublement Rapp. Francetv info 22.11

Guerre psychologque contre les masses. Ils ne nous ferons pas haïr les femmes.

- Une manifestation pour dire non à la violence contre les femmes - LePoint.fr

Des centaines de manifestants ont défilé dans les rues de Paris, samedi, pour réclamer une loi-cadre visant à protéger les femmes contre les violences.

Étaient également présents d'autres associations féministes comme Osez le féminisme, efFRONTé-e-s, inter-LGBT, mais aussi des syndicats comme la CGT, FSU ou Solidaires et des partis politiques comme le PCF, le Parti de gauche et le NPA. LePoint.fr 22.11

Les populistes et les décomposés devaient en être... Sinon les médias ne leur accorderaient pas généreusement une tribune et on n'entendrait jamais parler d'eux.

D'où vient cette propagande ? Réponse.

Les journalistes de Bloomberg News devront désormais citer au moins une femme dans leurs reportages - Slate.fr

Dans son message hebdomadaire aux journalistes, le rédacteur en chef de l'agence de presse Bloomberg News a demandé à son équipe de citer plus de femmes dans leurs articles. «*Tous les reportages Bloomberg News doivent inclure au moins une citation de femme*3... Slate.fr 22.11

Et le CGT, laFSU, Solidaires, le PCF, le Parti de gauche et le NPA marchent dans la combine, à qui profite-t-elle d'après vous ? Au fait, pour vous mettre sur la piste, Bloomberg incarne le sommet de l'oligarchie financière.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- Sur les Etats-Unis et ses alliés occidentaux.

- Moscou accuse l'Occident de vouloir "*changer le régime*" en Russie - AFP

Moscou a accusé samedi l'Occident de vouloir provoquer un changement de régime en Russie.

"*Il y a des leaders occidentaux qui disent qu'il faut mettre en place des sanctions qui détruiraient l'économie (russe) et provoqueraient des protestations populaires*", a déclaré le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, cité par les agences russes.

1.2- Sur l'Ukraine

- L'Ukraine dénonce la présence de 7.500 soldats russes dans l'Est - AFP

Kiev a dénoncé samedi la présence de 7.500 soldats russes dans l'est séparatiste de l'Ukraine et l'entrée de nouveaux équipements militaires depuis la Russie après s'être engagé à relancer la politique d'adhésion à l'Otan. AFP 22.11

1.3-Sur la Syrie

- Syrie: Lavrov accuse Washington de chercher à renverser "*subrepticement*" Assad - AFP

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a prêté à Washington la volonté de renverser "*subrepticement*" le président syrien Bachar al-Assad, tandis que le président Poutine doit rencontrer la semaine prochaine à Moscou une délégation syrienne de haut niveau.

Lavrov a suggéré que l'opération de la coalition menée par les Américains contre l'organisation Etat islamique (EI) pouvait également servir de préparation à un renversement du régime de Damas.

"*Il est possible... qu'il ne s'agisse pas tant une opération contre l'EI, que d'une préparation à une opération pour changer le régime subrepticement, sous couvert de cette opération antiterroriste*", a déclaré Lavrov cité par l'agence Tass, devant un forum d'experts politiques à Moscou.

Le ministre russe a également fustigé ce qu'il a qualifié de "*logique pervertie*" de Washington.

"*Les Américains affirment que le régime d'Assad est un pôle important attirant les terroristes dans la région, pour justifier leur volonté de le renverser. Je pense que ceci relève d'une logique pervertie,*" a encore déclaré Lavrov.

Lavrov a, de même, cité le Secrétaire d'Etat américain John Kerry qui lui a dit, selon lui, que la coalition menée par les Américains contre l'EI ne voulait pas être mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU, parce que cela obligerait "*d'une certaine manière, à enregistrer le statut du régime d'Assad*".

"*Bien sûr, la Syrie est un pays souverain, un membre de l'ONU. Ce n'est pas correct*," a déclaré Lavrov.

"*Les Américains ont négocié et négocient même avec les Talibans. Quand il faut, ils savent être très pragmatiques. Alors pourquoi, lorsqu'il s'agit de la Syrie, leur approche est-elle toujours aussi idéologique jusqu'à la limite du possible?*" a demandé Lavrov.

Lavrov a indiqué qu'il avait eu vendredi avec Kerry des entretiens téléphoniques lors desquels ils avaient discuté de la nécessité de "*relancer aussi vite que possible ... la recherche pour une solution politique et diplomatique à la crise syrienne et unir leurs efforts..pour combattre le terrorisme sur la base du droit international*"

Une délégation syrienne dirigée par le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem doit rencontrer Vladimir Poutine le 26 novembre à Moscou pour discuter de la relance des pourparlers de paix entre régime et opposition. AFP 22.11

2- Turquie

Ils sont au moins d'accord sur une chose : Il faudra en finir avec la République arabe syrienne.

- Washington et Ankara louent leur entente, sans rapprochement sur la Syrie - AFP

- Propos apaisés entre Ankara et Washington mais pas de stratégie commune sur la Syrie - LeMonde.fr

Le vice-président américain Joe Biden et le président turc Recep Tayyip Erdogan se sont efforcés samedi, sans percée visible, de gommer leurs tensions sur la lutte antijihadiste en Syrie et en Irak, où le groupe Etat islamique (EI) a lancé une nouvelle offensive.

Au terme d'un déjeuner qui a duré près de quatre heures dans un palais de la rive asiatique d'Istanbul, les deux dirigeants se sont contentés chacun d'une déclaration, sans répondre à la moindre question, et qui n'a révélé aucun progrès dans la volonté américaine d'arrimer la Turquie à sa coalition anti-EI.

Voilà pour la galerie ou l'os à ronger à donner au peuple.

Passons aux choses sérieuses.

Premier à prendre la parole, M. Erdogan s'est réjoui de l'état des relations entre les deux pays, qu'il a estimées "*plus complètes et plus fortes*" qu'auparavant.

"*Nos relations avec les Etats-Unis se développent sur les mêmes valeurs, des intérêts communs et le respect mutuel en*

s'adaptant aux nouvelles conditions stratégiques", a-t-il dit, ajoutant que les deux pays avaient renouvelé "*leur engagement mutuel à assurer notre défense et à notre sécurité en tant qu'alliés de l'Otan*".

Plus précis, M. Biden a indiqué avoir examiné avec son hôte "*toute une série de questions et d'options*" pour traiter le dossier syrien, parmi lesquelles "*le renforcement de l'opposition syrienne et une transition au régime*" de Damas.

"*Notre partenariat est aussi fort qu'il l'a toujours été, nous avons besoin de la Turquie et je pense que la Turquie est persuadée d'avoir besoin de nous*", a-t-il ajouté.

Ankara considère insuffisants les raids aériens de la coalition et juge que la menace jihadiste ne sera écartée qu'avec la chute du président Bachar al-Assad, sa bête noire.

"*En Syrie, vous ne pouvez pas apporter la paix en essayant de détruire une organisation terroriste dans une partie du pays, et en laissant dans l'autre le régime de Damas (...) exterminer une partie de sa population*", a souligné M. Davutoglu vendredi.

La Turquie a posé comme condition à son entrée dans la coalition la création d'une zone-tampon et d'une zone d'interdiction aérienne le long de sa frontière avec la Syrie.

Contrairement aux Turcs, les Américains restent focalisés sur la lutte antijihadiste. "*Nous sommes d'accord avec les Turcs, il faudra une transition politique sans Assad au bout du compte*", a insisté le responsable américain, "*mais pour le moment, notre priorité absolue en Irak et en Syrie reste la défaite de l'EI*".

Malgré ces différences, un autre responsable américain s'est félicité samedi des discussions de samedi. "*Nous sommes convaincus que nous avons plus de choses en commun que de désaccords*", a-t-il souligné.

L'autre scénario.

De leur côté, la Russie et l'Arabie saoudite ont remis le sort du président Assad en tête de leurs préoccupations en se déclarant favorables vendredi à une relance du processus dit de Genève 1 destiné à mettre en place un gouvernement provisoire en Syrie.

Cet accord issu d'une conférence dans la ville suisse en 2012 est resté lettre morte mais lui seul permettra de "*résoudre la question syrienne*", ont jugé leurs ministres des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov et Saud al-Faisal, soulignant leur volonté de "*préserver l'unité nationale syrienne, son intégrité territoriale et sa souveraineté*". AFP 22.11

Avez-vous entendu parler de la journaliste américaine qui a été assassinée en Turquie ces derniers jours ? Je n'en ai pas trouvé trace dans les médias français.

Elle aurait été un peu trop curieuse selon le reportage de Russia Today Internationale que j'ai vu ce soir au journal de 18h (heure de Moscou). Elle a eu le malheur de rapporter que la Turquie facilitait l'inflitration des barbares de l'Emirat islamique de la Turquie en Syrie, ce qu'Erdogan dément, alors ils l'ont liquidée. Apparemment cela n'a pas soulevé un tôlé à Washington, et pour cause.

A propos de Russia Today, j'ai constaté depuis un moment, mais j'ai voulu en avoir confirmation avant d'en parler, qu'ils pratiquaient la censure. A plusieurs reprises dans des émissions où interviennent des invités ou dans des reportages lors d'interviews, il arrive que dans une phrase on entende un "*bip*" qui remplace le mot que les téléspectateurs ne devaient pas entendre. J'ai beaucoup de mal à suivre en anglais et je fais autre chose en regardant la télé, je peux me tromper, mais cela m'étonnerait.

Haut de page

Le 24 novembre 2014

CAUSERIE

Palestine occupée. Parole d'internaute

- "*Israël est probablement l'Etat le plus raciste de l'histoire (ironiquement, toute forme de critique à l'égard de la communauté juive est instantanément considérée comme antisémite). Un exemple éloquent est qu'en Israël, un juif ne peut pas se marier avec un non juif, c'est interdit par la loi, ce qui est une preuve indéniable de racisme. Et maintenant, la politique israélienne veut instituer*

une discrimination légale entre juif et non juif en refusant des droits à ces derniers.

Le plus énervant, c'est que la communauté internationale ne semble pas s'émouvoir de ces dérives. Pire encore, la classe politique française (Valls et Hollande en tête; qui fustige pourtant avec la plus grande fermeté les propos de Dieudonné, en les qualifiant d'antisémites), manifeste une amitié et un soutien indéfectible à Israël, qui pratique l'apartheid (bande de Gaza), commet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et opte pour une politique ouvertement discriminatoire."

Interrogez-vous sur les partis politiques, les gouvernements, les Etats présents à l'ONU qui ont légitimé le coup d'Etat des sionistes en Palestine depuis 1948 ou qui ont reconnu l'existence d'Iraël.

Interrogez-vous sur les partis politiques qui se sont associés à ces partis, qui ont gouverné avec eux depuis 1948. Interrogez-vous aussi sur les partis, organisations ou mouvements qui se réclament de l'ONU.

Ensuite, donc sur la base des faits, vous pourrez en connaissance de cause et en toute conscience déterminer quel est le ou quels sont les partis qui ne soutiennent pas Israël ou le sionisme, qui mérite votre soutien et au côté duquel vous pouvez mener le combat politique pour les droits des Palestiniens, sans risquer d'être trompé ou manipulé à votre insu.

Soyez rigoureux, intransigeant, il en va de la vie d'un peuple tout entier et bien au delà.

Et dire qu'il envisageait d'en être le Premier ministre !

- Pour Mélenchon, le gouvernement «*mène une politique de droite extrême*» - leparisien.fr

Nous avons affirmé à plusieurs reprises que les néolibéraux étaient la véritable extrême droite, et que la politique appliquée dans les années 70 par Pinochet au Chili et Videla en Argentine était inspirée par les néolibéraux faut-il rappeler, donc notre propos était étayé par des faits, vous pouvez le vérifier sur Internet où vous trouverez des photos de Pinochet en compagnie de Milton Friedman, et accessoirement Thatcher qui initia cette politique en Europe, ou encore Reagan aux Etats-Unis.

Parce que la politique du gouvernement est profondément anti-ouvrière, antisociale, réactonnaire, impérialiste, elle conduit des couches du prolétariat au désespoir et à se tourner vers l'extrême droite déclarée, le FN, ou à adopter le fanatisme religieux qui n'a rien à envier à l'extrême droite.

On aura observé que l'extrême droite participe au gouvernement ukrainien (et israélien) dont l'orientation politique est néolibérale ou conforme à celle prônée par le FMI, donc l'extrême droite n'est pas opposée au néolibéralisme et n'en constitue pas une alternative politique. Demandez donc aux travailleurs ukrainiens ce qu'ils pensent de la politique sociale de Svoboda ou du Secteur Droit... Celle de Hitler fut généreuse en son temps... pour mieux les conduire à l'abattoir.

On aura observé également que l'Emirat islamique et Al-Qaïda ne s'attaquent pas aux intérêts d'Israël qui est le berceau du néolibéralisme, ils s'en prennent uniquement aux cibles qui leur sont désignées par les Américains qui sont les plus fidèles alliés de l'Etat sioniste.

Autrement dit du PS à l'Emirat islamique en passant par l'UMP et le FN ou encore de Washington et Bruxelles à Tel-Aviv, on a à faire à la même orientation politique selon les mêmes objectifs politiques, déterminés par la stratégie politique fixée par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste qui concentre le pouvoir économique et politique.

Il est normal que tous les partis ou organisations qui incarnent le capitalisme y demeurent fidèles jusqu'au bout, et qu'ils adoptent la politique qui correspond au stade de développement auquel il est parvenu. Selon la place qu'ils occupent dans la société, ils remplissent le rôle qui leur est dévolu et appliquent sur différents plans, économique, social, médiatique, culturel, scientifique, politique, militaire, la partie qui leur revient ou qui correspond à leur statut, ils se répartissent les tâches sans que la population n'ait réellement conscience des liens qui existent entre eux ou de leurs réelles intentions.

Ainsi elle est portée à son insu à soutenir l'un ou l'autre de ces acteurs politiques qui figurent tous parmi ses ennemis, alors qu'ils sont alliés ou complémentaires, parce qu'on lui présente des opposants s'affrontant entre eux, alors qu'en réalité ils ne font que jouer la même partition, une tragique comédie pour la population qui doit en être la victime innocente.

Le pire, c'est qu'une fois qu'elle soutient l'un ou l'autre de ces acteurs, il est très difficile de la faire rompre avec eux, parce qu'elle le justifie par un comportement irratonnel qui repose sur des bases erronées

Que les Etats-Unis et l'Union européenne soutiennent le régime néonazi de Kiev ou de Tel-Aviv ou bien d'autres dictatures dans le monde ne pose pas vraiment un problème, puisqu'ils sont présentés comme des régimes démocratiques par les médias omniprésents, demain dans les manuels scolaires, les quelques voix qui s'élèvent dans le monde pour les contredire

étant systématiquement censurées, marginalisées, discréditées, et ne parviennent jamais ou presque jusqu'aux masses qui demeurent ignorantes dans leur immense majorité.

Mélenchon et le PG, le PCF, les Verts, (ainsi que le PS et ses satellites) qui ont gouverné avec Chirac (RPR-UMP) sont évidemment les plus mal placés pour prétendre combattre le gouvernement et l'extrême droite, le néolibéralisme, d'ailleurs ils ne s'y opposent pas vraiment, et si leur combat politique confine à l'impuissance, c'est parce qu'ils n'ont jamais eu l'intention d'affronter le capital.

ACTUALITE EN TITRES

Les places sont chères !

- UMP: Sarkozy et Juppé s'écharpent à Bordeaux - Francetv info

- Le Maire «*pense*» remporter la présidence de l'UMP - 20minutes.fr

- Cambadélis : « Le PS peut perdre énormément » - LeFigaro.fr

Les "***bénéficiaires***", dans leur langage celui signifie les profiteurs.

- Pour les bénéficiaires, les Restos du cœur sont nécessaires - Francetv info

On exagère ? Vérifions-le avec le Grand Robert.

Bénéficier : Faire des bénéfices.
Bénéficier de : avoir le bénéfice, l'avantage de. Profiter, jouir.
Bénéficier à : apporter un profit à (qqn, qqch.).

Avec l'expérience, on a appris à flairer la pourriture jusque dans les moindres recoins. L'avantage avec les médias, c'est qu'ils ne s'en cachent pas. Tenez, en voilà l'illustration.

Même qu'ils s'inquiètent du sort des pauvres.

- Le réchauffement climatique, accélérateur de pauvreté - AFP

Ils en sont à se servir de la pauvreté pour justifier leur théorie foireuse. On a envie de leur balancer : au contraire, les pauvres devront moins se chauffer l'hiver et leurs factures baisseront, c'est une bonne nouvelle. Cela va faire hurler les écologistes, normal ils ne sont pas vraiment du côté des pauvres.

Populisme, tyrannie et talibanisme font bon ménage.

- Eric Zemmour est «*un taliban de la pensée réactionnaire*», estime Noël Mamère dans un livre - 20minutes.fr

- Tour Triangle : Paris est-il réactionnaire en matière d'architecture ? - Francetv info

En voilà un argument ! Les médias assurément, et là il n'est plus besoin de le démontrer.

Dès qu'un avis diffère de celui de leurs maîtres, ces misérables laquais essayent de vous discréditer, ils ne supportent plus la moindre opposition, leur dictature doit s'appliquer un point c'est tout. Au nom de la démocratie évidemment...

Qui s'oppose à leur idéologie ou à leur projet est réactionnaire puisqu'ils prétendent qu'elle ou qu'il est progressiste, alors qu'en réalité c'est l'inverse.

Un conseil d'ami, avant de soutenir une idée ou un projet quelconque, toujours se demander d'où il vient, qui le soutient et quelles sont ses véritables motivations ou intentions sous peine d'être manipulé.

- Israël : la presse étrangère sur le banc des accusés - LePoint.fr

Et pourtant ce n'est pas faute de soutenir l'Etat sioniste.

- Benjamin Netanyahou met en garde la France contre la "*reconnaissance d'un Etat palestinien*" - L'Express.fr

Un immense camp de concentration en vérité, invivable évidemment.

ACTUALITÉ DU JOUR

Voilà pour leurs intentions. Mais il y a parfois loin de la coupe aux lèvres.

- Un rapport franco-allemand prône un gel des salaires et l'assouplissement des 35h - AFP

Les gouvernements français et allemand recevront jeudi un rapport commandé conjointement pour soutenir la croissance, qui prône, pour la France, un assouplissement des 35 heures et un gel des salaires, affirme le magazine allemand Der Spiegel, Paris précisant toutefois que le rapport n'est pas "*finalisé*".

Les propositions contenues dans le rapport s'appuient sur le travail de deux économistes, le Français Jean Pisani-Ferry et l'Allemand Henrik Enderlein, qui avaient été chargés à la mi-octobre par leurs gouvernements respectifs de dresser des pistes pour stimuler la croissance dans les deux pays.

Ce rapport, qui doit être présenté à Paris aux ministres de l'Economie Emmanuel Macron et Sigmar Gabriel, prévoit "*entre autres une flexibilisation du marché du travail en France, ainsi qu'un assouplissement des 35 heures dans de nombreux secteurs. En outre, le document plaide pour un gel des salaires pendant trois ans pour rendre les entreprises françaises plus compétitives*", écrit Der Spiegel qui affirme avoir eu accès au document.

"*Il ne s'agit pas de propositions des gouvernements français et allemand mais d'un rapport de deux économistes*", a réagi auprès de l'AFP une porte-parole du ministère français de l'Economie.

"*Ce rapport n'est pas finalisé, il ne peut donc pas être commenté à ce stade. (...) Il s'agit de pistes de travail qui concernent les réformes structurelles et l'investissement*", a ajouté la porte-parole. AFP 23.11

L'hypocrisie habituelle. Ils ont choisi les économistes qui étaient chargés de rédiger ce rapport, ils savaient donc à l'avance que leurs conclusions ne seraient pas favorables aux travailleurs. Comment pourrait-il en être autrement ? Impossible.

En complément.

NKM: "*tout Paris*" doit être "*zone de liberté d'ouverture*" des commerces le dimanche - AFP

Un mauvais jeu de rôle.

- La Commission Juncker joue son crédit avec son plan d'investissements - AFP

Tout d'abord ce n'est "*son*" plan d'investissements, ensuite il doit associer financement privé et public qui profitera... aux entreprises privées qui réaliseront ces projets d'infrastructures, et permettra d'augmenter la dette des Etats envers les marché qui réaliseront ainsi une bonne affaire, une aubaine quoi.

Finalement, qui l'a conçu, on vient de donner la réponse. Vérifions-le avec quelques extraits.

- Au cours de cette réunion (mardi à Strasbourg - ndlr), les commissaires devront se prononcer sur le montant de la dotation du fonds (européen d'investissement - ndlr) et la possibilité de ne pas comptabiliser dans le calcul des déficits publics des Etats les montants des plans d'investissements nationaux qui viendront compléter l'action du fonds, a confié à l'AFP une source informée. (Investissements nationaux signifie argent public - ndlr)

L'effet de levier doit permettre de mobiliser 300 milliards sur les 5 prochaines années. . "*Il y a énormément de liquidités dans le système, mais elles ne sont pas investies en raison de l'incertitude du secteur privé face à l'Europe*", ont souligné plusieurs sources européennes.

"*Il faut pour cela parachever le marché unique avec le secteur financier et donner de la transparence aux investissements qui utilisent l'argent public en Europe*", a-t-on insisté. (Là c'est dit noir sur blanc, l'argent public va être remis à des entreprises privées qui réaliseront des infrastructures dont les montants se chiffreront en centaines de milliards d'euros, la plus-value qu'ils encaisseront au passage sera incluse dans cette somme, quelques milliards d'euros. Les entreprises privées seront associées au financement de ces projets qui leur rapporteront donc des profits en bénéficiant de la garantie de l'UE ou de la Banque Européenne d'Investissements, des Etats, donc sans risques. - ndlr)

"*Ce plan ne va pas décevoir les marchés, mais en revanche il va décevoir les politiciens qui attendent l'argent de Bruxelles*", a souligné le responsable associé à sa conception.

(Les marchés vont être servis. Mieux encore, maintenant on nous dit que les "*politiciens*" vont être déçus, alors qu'en réalité ce sont les marchés qui détiennent le pouvoir politique. Selon leur stratégie politique ils déterminent quels secteurs économique, quels pays, quelles régions, quelles communes doit être privilégiés, alors que la population en ignore totalement la raison puisque celle qu'on lui livre ne correspondent pas à la réalité, elles sont inavouables. Par exemple les grands travaux d'infrastrutures qui favorisent le régionalisme au détriment du pouvoir des Etats sont présentés comme devant faciliter la vie quotidienne des citoyens.

On en a confirmation dans ce qui suit, lorsqu'ils affirment qu'il faut "*dépolitiser la sélection*" des projets parce que les Etats n'ont même plus la maîtrise des infrastructures qui doivent être réalisées (ou non) dans leurs pays, là en l'occurrence ce seront les " gestionnaires du fonds" qui l'assumeront à leurs places, en principe les ministres de l'économie des États membres de l'Union européenne, qui en réalité reçoivent leurs ordres ou obéissent à l'oligarchie financière ou aux multinationales, il n'est plus nécessaire de le démontrer, n'est-ce pas ? -dlr)

Les projets d'infrastructures seront sélectionnés en fonction de leur qualité, de leur intérêt et du respect de toutes les règles européennes, notamment environnementales. "*Il faut dépolitiser la sélection. Il n'y aura pas de quotas par pays ni par secteur et le choix des projets sera fait en toute indépendance par les gestionnaires du fonds, pas par les politiques*", plaident ses concepteurs. (Comme nous venons de le rappeler, chacun sait ce qu'il faut penser de l'"*indépendance*" des ministres de l'économie des États membres de l'Union européenne envers les marchés, à partir d'un faux argument ils justifient que ces projets d'infrastructures échappent totalement aux Etats, sauf peut-être l'Allemagne et la Grande-Bretagne. - ndlr) AFP23.11

Leur démocratie vous tente-t-elle ?

Afghanistan

- Afghanistan : des dizaines de morts dans un attentat lors d'un match de volley - LeMonde.fr

Un kamikaze en moto s'est fait exploser lors d'un match de volley-ball dans la province de Paktika. Le dernier bilan fait état de 50 morts. LeMonde.fr 23.11

Etats-Unis

- A Cleveland, un enfant avec un faux pistolet abattu par la police - LeMonde.fr

Un policier a tiré sur un enfant de douze ans, sur une aire de jeux de la ville, craignant que celui-ci ne soit en possession d'une arme létale. Le pistolet qu'il tenait était en fait un faux. L'enfant est mort des suites de ses blessures, dimanche matin.

L'enfant n'aurait pas proféré de menace à l'égard des deux agents, ni pointé l'arme en leur direction.

Un homme avait prévenu la police par téléphone que le garçon, installé sur une balançoire, pointait le pistolet autour de lui et effrayait les passants. Il avait cependant mentionné que l'arme était « *probablement fausse* », ajoutant, « *je ne sais pas si elle est vraie ou pas* ». Selon le chef de la Cleveland Police Patrolmen's Association, les officiers n'auraient pas été mis au courant que le témoin doutait de la dangerosité de l'arme. LeMonde.fr 23.11

Voilà, cela t'apprendra, tu ne joueras plus !

J'ai toujours trouvé débile de donner ce genre de jouet à des gosses, mais c'est une autre question, le pauvre gosse en est mort et on est bouleversé.

- La police active les préparatifs à Ferguson et alentour avant le grand jury - AFP

Barrières de protection et policiers en faction, le comté américain de Saint Louis s'activait dimanche aux préparatifs sécuritaires pour encadrer les manifestations prévues après la décision d'un grand jury de poursuivre ou non un policier blanc ayant tué un adolescent noir à Ferguson.

Le tribunal de Clayton, où se réunit le grand jury depuis environ trois mois, est désormais protégé par des barrières métalliques et de gros plots de plastique orange. Des policiers ont également été postés autour du périmètre, délimité par des bandes précisant "*St Louis police line*" et "*Do not cross*" (ne pas franchir).

Le gouverneur a décrété l'Etat d'urgence et activé la Garde nationale, et le FBI a renforcé ses équipes sur place.

Selon les médias, le policier a déclaré devant le grand jury avoir agi en légitime défense après une empoignade avec Michael Brown. Mais des témoins ont déclaré que le jeune homme avait les mains en l'air lorsqu'il a été tué.

Aux Etats-Unis, un grand jury se réunit à huis-clos pour déterminer s'il y a lieu ou non d'inculper et poursuivre le policier. La plupart des quelques manifestants déjà mobilisés s'attendent à ce que le grand jury décide de ne pas poursuivre.

"*La police n'aime pas ça, nous voulons une inculpation*", ont scandé une vingtaine de manifestants samedi soir.

L'avocat de la famille de Michael Brown, Benjamin Crump, a critiqué dimanche la procédure devant le grand jury, soulignant qu'habituellement le bureau du procureur fait des recommandations en matière de chefs d'accusation mais pas cette fois.

Cette affaire "*devrait aller devant un jury (lors d'un procès) où c'est transparent*", a-t-il indiqué sur ABC News, reprochant au procureur de faire porter toute la responsabilité sur le grand jury. AFP 23.11

L'ensemble de la population possède des armes, ne devrait-elle pas se passer le mot et descendre dans la rue armée ? Rien que cette annonce pourrait inciter le jury à examiner les faits réels, non ?

Israël

- Le gouvernement israélien adopte le principe d'un Etat-nation juif - Francetv info

Israël s'apprête à devenir un Etat-nation du peuple juif. Le gouvernement de Benjamin Nétanyahou a approuvé dimanche 23 novembre un projet de loi instaurant ce nouveau statut légal. Cette initiative est soutenue par les ministres de la droite et de l'extrême-droite.

Pour leur part, les Palestiniens ont rejeté la demande de Nétanyahou de reconnaître Israël comme un Etat juif, affirmant que cela empêcherait les réfugiés palestiniens d'exiger un retour sur les territoires qu'ils ont été contraints de quitter en raison de conflits armés. Francetv info 23.11

Le peuple juif étant un mythe, l'Etat-nation du peuple juif est illégitime et n'a aucune raison d'exister, il doit disparaître, CQFD.

C'est quoi un Arabe dans un Etat juif ? Un paria, une verrue, une pustule, une sangsue, un parasite, une saloperie qu'il faut éliminier. La preuve.

- Un Palestinien abattu par l'armée israélienne à Gaza - Reuters

La victime, tuée à l'est du camp de réfugiés de Djabalia, a été identifiée comme étant un homme de 32 ans, Fadel Mohammed Halaoua.

Selon ses proches, il était parti à la recherche d'oiseaux chanteurs qui nidifient à proximité de la frontière avec Israël et se vendent à prix fort sur les marchés.

Plusieurs bandes de territoire proches de la frontière entre l'enclave côtière et Israël ont été décrétées "*zones interdites*" par l'armée israélienne qui redoute que des militants palestiniens n'y placent des voitures piégées ou s'en servent pour surveiller les patrouilles militaires. Reuters 23.11

C'est un assassinat. J'ai vu ce matin la photo de ces deux gamins qui pleuraient et hurlaient leur peine que des adultes essayaient de calmer, c'est terrible !

Le chant des balles sifflent aux oreilles des Palestiniens depuis 1947, leur lutte armée est légitime et nous la soutenons.

En complément

- Philippines: 5 ans après, le massacre de 58 personnes, dont 32 journalistes, reste impuni - AFP

Nigeria: Boko Haram massacre 48 vendeurs de poissons dans le Nord-Est - AFP

La question de l'obsolescence programmée ne se pose pas pour les médias.

- Les appareils ménagers ont-ils une durée de vie limitée ? - Francetv info

Quand les appareils tombent en panne, la majorité des Français les mettent à la poubelle pour les remplacer par des produits neufs.

L'équipe de France 2 s'est rendue chez un réparateur, Alex Allal-Rimbaud. Elle découvre avec stupeur que les pannes des appareils sont identiques et qu'elles surviennent après un même temps d'utilisation. "*Ce sont des cartes de frigo qu'on répare sans arrêt, toujours avec les mêmes pannes. À 100 % c'est toujours la même panne*", explique le réparateur.

La revue Que Choisir a mené de nombreuses études comparatives au fil des années. Elle en tire un constat clé : malgré le progrès technique, les appareils ne tiennent pas plus longtemps. Francetv info 23.11

Plus sophistiqués et bourrés d'électronique, c'est même le contraire qui est vrai et c'est logique.

C'est quoi ces frigos, les miens n'ont pas de "*cartes*". Voilà qui suffit à faire fonctionner un frigo : Un compresseur pour produire le froid, condensateur pour le démarrage, un relais, un thermostat , un ventilateur et une ampoule, c'est suffisant. (LG ou Whirpool avec congélateur).

Achetez les articles de base, ils seront plus robustes et suffisant pour l'usage que vous en ferez, et ils vous coûteront moins chers. En cas de panne, il sera facile de détecter l'élément défectueux et de le remplacer rapidement, soi-même éventuellement.

Haut de page

Le 25 novembre 2014

CAUSERIE

20h à Pondichéry. Je viens de voir les infos sur Russia Today Internationale.

Après l'acquittement du policier qui a assassiné Michaël Brown il y a trois mois, un jeune noir sans arme, une douzaine de bâtiments et des dizaines de voitures sont en flammes à Ferguson, la population est descendue massivement dans la rue pour condamner ce déni de justice ; des manifestations étaient en train de se dérouler dans la plupart des grandes villes américaines, bloquant la ciculation parfois, de la Californie à New York.

Le gouvernement a déployé l'armé et utilisé des véhicules militaires pour affronter les manifestants à Fergusson, le vrai visage de la dictature américaine, du régime policier et raciste américains s'affiche sur les écrans du monde entier, faisant la démonstration que le régime est incompatible avec la démocratie qui serait son modèle et qu'il prétend imposer au reste du monde, ce qui illustre si c'était nécessaires qu'en réalité ses véritables intentions sont toutes autres et inavouables.

Cela se passe dans un pays de l'Union Européenne

La ministre de la Santé e Lituanie a proposé de tuer les pauvres. - histoireetsociete.wordpress.com 21.11.2014

« *L'euthanasie peut être un bon choix pour les pauvres, qui en raison de leur pauvreté n'ont pas accès à l'aide médicale* », telle est la « *solution* » du problème des patients démunis proposée par le nouveau Ministre de la Santé de Lituanie Rimante Šalaševiciute, entrée en fonctions début juin.

Elle a immédiatement engagé une discussion sur la légalisation de l'euthanasie en Lituanie, et a déclaré dans une interview que la Lituanie n'étant pas un Etat social, les soins palliatifs n'étaient pas accessibles à tous. C'est pourquoi l'euthanasie peut être un bon choix pour des gens qui « *ne veulent pas infliger à leurs proches le spectacle de leurs souffrances* ». histoireetsociete le

novembre 21, 2014

Mélenchon n'a eu aucun mérite avant-hier à caractériser la politque de Hollande et son gouvernement de "*droite extrême*", nous préférions dire d'extrême droite, mais en prenant hier la défense du Parlement européen qui est une institution de l'Union européenne qu'il a osé caractérisé de "*républicain*" à l'occasion de l'annonce de la visite du pape à cette auguste assemblée, il a démontré qu'il était bien un populiste de bas étage, un vulgaire charlatant. Car au regard de la nature ultra réactionnaire de l'Union européenne en aucune circonstance un dirigeant ou un militant qui se prétend de gauche ne peut oune doit la soutenir, surtout pour sortir une contrevérité aussi grotesque. En lisant dans cette causerie le passage consacrée à la Lituanie qui fait partie de l'UE, vous en serez totalement convaincus. (Sous les auspices de l'OTAN et l'UE : Les néonazis montent en première ligne et s'entraident.)

Mélenchon légitime de la pire des manières l'Union européenne, une machine de guerre contre tous les peuples d'Europe et au delà.

- Lettre ouverte de Mélenchon au pape François pour sa visite aux institutions européennes - AFP

"*Monsieur le pape, votre place à la tribune du Parlement ne peut s'accepter dans le cadre d'une session officielle de notre assemblée*", écrit Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche. (A l'entendre il en serait le président, mieux ou plutôt pire, le garant de son intégrité, il se range lui-même dans le camp de la réaction. - ndlr)

Et de poursuivre : "*Cette impossibilité résulte de notre définition républicaine d'une assemblée de députés du peuple souverain*". AFP 24.11

Tu parles de "*de députés du peuple souverain*" quand la moitié des électeurs se sont abstenus lors des dernières élections européennes. Ce type là a du talent, il réécrit l'histoire chaque fois qu'il prend la parole. Le Parlement européen est illégitime, mais Mélenchon ne peut pas le mentionner, c'est son seul mandat électif ! C'est là qu'on s'aperçoit que son discours est dicté uniquement par des considérations ou des intérêts personnels, car au delà c'est le néant politique. Il démontre ici qu'il fait feu de tous bois, c'est vraiment un populiste.

On ne dénie pas à Mélenchon d'être un républicain, peu importe qu'il le soit ou non, on aurait plutôt tendance à dire qu'il illustre ici qu'il ne l'est pas, d'ailleurs cela ne l'engage à rien, Sarkozy et M. Le Pen ou encore Valls aussi se prétendent républicains, là n'est pas la question.

Ce qu'on récuse, c'est qu'à l'entendre en temps normal l'Union européenne serait une institution qui respecterait les principes républicains, alors qu'elle est dirigée par une instance non-élue, la Commission européenne, et qu'elle est une institution supranationale qui a justement pour mission de liquider les Etats-nations qui avaient adopté ces principes, qu'ils les respectent est autre chose, autrement dit l'Union européenne est l'antithèse des principes de la République et des valeurs de la démocratie.

La liberté consiste à donner toujours plus de pouvoir aux multinationales et aux banquiers pour lesquels l'UE a été conçue au détriment de tous les peuples (projet de traité transatlantique), l'égalité consiste à décréter illégitimes les droits sociaux des travailleurs, la fraternité consiste à décréter que les peuples doivent se soumettre aux lois du marché dont ils ne doivent pas entraver le fonctionnement et auquel ils doivent vouer un culte.

Voilà pour les principes républicains de l'UE dont monsieur Mélenchon se réclame, ce sont ceux de la République des esclaves de l'Antiquité, du temps de la barbarie auquel on revient au galop grâce à des imposteurs dans son genre.

Comme quoi on ne se trompe pas ou on n'exagère rien, il a osé ajouter que le Parlement européen respecterait les "*règles de la laïcité*", alors qu'il est un instrument du communautarisme et du terrorisme international, alors qu'il participe à la guerre des civilisations initiée par G.W. Bush et poursuivie par Obama au Moyen-Orient et en Afrique, alors qu'il est un instrument de la dislocation des Républiques laïques en Europe et au Moyen-Orient (Irak, Syrie), alors qu'il soutient un gouvernement néonazi en Ukraine, un Etat théocratique, raciste, Israël, ajoutons les monarchies du Golfe qui appliquent la charia et sont donc des modèles de laïcité, faut-il continuer ?

On arrêtera là, car en réalité j'ai terminé aujourd'hui l'actualisation du site par ce sujet.

Il y aurait encore beaucoup à dire, Mélenchon est le type même de l'illusionniste qui mène des combats qui ne conduisent nulle part parce qu'il est devenu incapable de poser une question correctement, car s'agissant de la laïcité, il faudrait se demander pourquoi des gouvernements s'en réclament, quels intérêts ont-ils à adopter cette posture, à qui cela profite-t-il réellement, et pourquoi il leur arrive de la piétiner, dans quel contexte politique ou social, etc. A l'entendre quand ils la respectent, c'est parfait, il n'y a rien à redire, alors que non, c'est l'inverse, au même moment (à notre époque) ils développent une offensive contre une ou des religions qu'ils stigmatisent dans un but précis inavouable, pour affaiblir ceux qui s'en réclament et leur imposer sa politique,

cela va très bien à Mélenchon, il n'a jamais défendu les Républiques laïques irakienne ou syrienne sous prétexte qu'elles étaient gouvernées par des tyrans. C'est étrange, car à notre connaissance elles ont été attaquées par un Etat (ou un chef d'Etat) autrement plus tyrannique encore qui guerroie à travers le monde, celui des Etats-Unis, mais là c'était différent pour monsieur Mélenchon, les Etats-Unis sont une démocratie ou tout du moins ils n'en sont pas au stade de la barbarie qui existait en Irak sous S. Hussein et en Syrie sous B. Al-Assad, il est vrai qu'en présence d'un argument d'une telle mauvaise foi, il n'y a plus rien à ajouter, on s'incline.

Pour Mélenchon et ses semblables, cette histoire du respect ou non de la République, de la démocratie, de la laïcité, de la souveraineté ou l'indépendance des Etats, etc. est une imposture, car en réalité elle ne sert qu'à légitimer une institution, cela peut-être le chef de l'Etat, l'Assemblée nationale, l'UE, l'ONU, l'Otan, etc. partant du principe que forcément ils les violent, ce qui leur fait une occasion de les rappeler à l'ordre, histoire de faire croire qu'en temps normal ils les respecteraient non pas parce qu'ils y seraient forcés, mais parce que ce serait dans leur nature de les respecter, bref ce serait des institutions respectables qu'il faut conserver.

Le rôle de Mélenchon et consorts est d'une manière ou d'une autre de légitimer les institutions, faire en sorte d'y ramener le peuple qui les rejette, il sert de rabatteur, là c'était pour le compte du Parlement européen. Combien de fois il a rappelé à l'ordre Hollande pour lui rappeler comment devait se comporter un bon socialiste, car sans rire Hollande en serait un... qui s'ignore, peut importe, il faut le faire croire au bon peuple, est-ce clair. La pseudo-gauche et extrême gauche n'a pas d'autre raison d'exister, il ne faut pas leur en chercher une autre on s'égarerait, on marcherait dans leur combine qui conduit infailliblement dans une impasse ou dans un mur, nulle part comme on l'a noté plus haut. Mais pendant ce temps-là, le gouvernement et le parlement légifèrent, l'UE légifère, etc. ils appliquent leur politique, c'est la raison pour laquelle on affirme qu'ils en sont complices et non pour les accabler, les malheureux, au point où ils en sont ce ne serait pas charitable ou on pourrait nous accuser de cruauté !

Non décidément le chef des croyants catholiques est tout à fait à sa place à la tribune du Parlement européen, on a envie de dire qu'il ne manquait plus que lui. Contrairement à ce que dit ce crétin de Mélenchon, en honorant cette auguste assemblée de sa présence, il contribue à en donner une image encore plus anti-démocratique ou détestable, dans la mesure où sa politque est rejetée par tous les peuples de l'UE, ainsi que de l'Eglise catholique, il ne restera plus au pape qu'à se rendre à la tribune du parlement ukrainien et la boucle sera bouclée, on devrait peut-être refiler le tuyau percé à Porochenko.

Vidéo

Elles sont anciennes mais figuraient dans un article d'actualité, à voir ou revoir.

SYRIE/ Khaled Abu Salah le syrien aux milles visages - juillet 2012
http://www.youtube.com/watch?v=2n1AZyNucbk

Khaled Abu Salah / Khaled Abou Saleh, le syrien aux milles visages, agent de communication/propagande pour Al-Jazeera, CNN er France24

À en croire la grande majorité des médias, de CBS à Al-Jazeera, la Syrie est à feu et à sang, selon le schéma désormais classique (et même hollywoodien) du peuple luttant à mains nues pour la démocratie à l'occidentale, contre un pouvoir isolé ne s'appuyant plus que sur ses hommes de main.

Le Monde, Le Figaro, Libération, RMC, BFM, Aljazeera pour ne citer qu'eux ont adopté la même ligne éditoriale celle de la propagande haineuse contre un régime dont les seuls torts à leurs yeux ce n'est pas comme ils le prétendent les violations des droits de l'homme de la démocratie qu'ils manipulent outrageusement mais bien le fait d'être resté indépendant aux pressions américano sionistes et leurs complices européens.

Syrie - Laurent Fabius "*Bachar ne mériterait pas d'être sur la terre*" - (17-08-2012)
http://www.youtube.com/watch?v=I-rT2UajjBg

Bon, alors on y part quand faire le djihad en Syrie pour débarrasser la terre de ce tyran, dit papa ?

Syrie - Le cannibalisme des "*rebelles*" soutenu par l'Occident. - 9 juin 2013
http://www.youtube.com/watch?v=UhO4KrkPiEY

Système économique mafieux.

- 8% de la richesse mondiale serait détenue dans des paradis fiscaux - LePoint.fr

Quelque 7 600 milliards de dollars, soit 8% de la richesse mondiale, sont détenus par des particuliers dans des paradis fiscaux, affirme une récente étude parue dans le Journal Of Economic Perspectives. Les ménages européens arrivent les premiers

avec quelque 2.600 milliards localisés dans des Etats qui mêlent faible fiscalité et opacité financière, affirme le Français Grabiel Zucman, professeur assistant à la London School of Economics. Derrière eux, les contribuables asiatiques (1 300 milliards) distancent de peu les Américains (1 200 milliards) qui sont suivis par les particuliers dans les pays du Golfe (700 milliards), affirme l'auteur de "*la Richesse cachée des nations. Enquête sur les paradis fiscaux*" (2013).

La richesse offshore en augmentation

L'étude ne prend en compte que les actifs financiers et non les biens mobiliers ou immobiliers qui peuvent eux aussi être gardés à l'abri des fisc nationaux. "*S'il semble clair que la richesse détenue offshore est en augmentation, la principale incertitude tient à la part qui relève de l'évasion fiscale*", indique M. Zucman, selon qui certains contribuables déclarent "*en bonne et due forme"* leurs comptes en Suisse ou dans les Iles Caïmans.

En tenant compte de cette incertitude, M. Zacman estime à "*190 milliards*" par an la perte en recettes fiscales essuyée par les États, au profit "*quasi exclusif*" des contribuables les plus fortunés. Son étude montre également que les multinationales américaines font un usage croissant des paradis fiscaux pour réduire leurs impôts. En 2013, 55% de leurs revenus réalisés à l'étranger étaient localisés dans ces juridictions, notamment au Luxembourg ou à Singapour, contre un peu plus de 20% il y a a trente ans. LePoint.fr 24.11

La somme de 190 milliards de dollars est dérisoire à l'échelle du monde, votre étude n'est pa sérieuse M. Zacman, vous ménagez les nantis.

Quand vous pouvez ouvrir un compte dans des paradis fiscaux et y déposer les sommes que vous voulez sans qu'on ne vérifie votre identité, donc sans fournir votre nom, sans fournir non plus de justificatif de domicile, donc sans qu'on sache ou vous habitez ni dans quel pays, sans parler des prêtes-noms, des société écrans, etc. chaque formule présente des intérêts divers et doit correspondre à des besoins particuliers, à partir de là tout est possible, et ce genre d'étude est très loin du compte en réalité.

Ici pour simplement obtenir un abonnement téléphonique ou ouvrir un compte bancaire, on vous demandera de présenter un papier d'identité, si vous êtes étranger le passeport plus le visa, une quittance de loyer ou votre titre de propriété, une quittance d'électricité si possible sur laquelle figure votre nom et votre adresse, sinon on vous demandera une attestation de l'autorité locale, plus une photocopie de chaque document et deux photos.

A défaut de le remettre en cause, ils s'en accommodent, mieux, ils sont à son service.

- Najat Vallaud-Belkacem : "*François Hollande en 2017 sera le candidat naturel de la gauche*" - Francetv info

Vous pouvez remballer votre camelotte avariée, et dites au passage aux ministres et aux députés du PS que ce n'est pas la peine qu'ils s'y collent chacun leur tour chaque semaine, le dernier en date c'était Cazeneuve, votre bourrin ne franchira pas le premier tour. Il aura été le pire président de la Ve République, devant Sarkozy il fallait le faire quand même, c'était un pari risqué, mais réussi, bravo !

Cela paraît à peine croyable, n'est-ce pas ? On se marre, mais entre nous, ils sont à l'image de la société qu'ils nous ont cédée et là ce n'est pas drôle du tout.

ACTUALITE EN TITRES

Bassesses.

- Rebsamen écarte une hausse du smic au 1er janvier - LePoint.fr

- Smic: Mailly (FO) demande "*un petit coup de pouce*" - AFP

Généralement, "*un coup de pouce*" équivaut à un chiffre précédé d'un zéro et une vurgule, genre 0,6%, pour un "*un petit coup de pouce*", histoire de ne pas embarrasser le gouvernement et le patronat, vous devez rajouter un zéro devant le 6.

Les sionistes seraient-ils aux abois ?

- Jérusalem: la méfiance grandit entre Palestiniens et Israéliens - AFP -

- La haine en modèle: avec les destructions de maisons, Israël donne le pire des exemples à ses citoyens - Slate.fr

- Israël, comme une tentation d'apartheid - LePoint.fr -

Le point d'interrogation de trop.

- Enfant abattu aux Etats-Unis: Les policiers en tort? - 20minutes.fr

- Florange : François Hollande a-t-il tenu ses promesses ? - Francetv info

Un monde belliqueux.

- Déficits budgétaires: Berlin multiplie les coups de griffe contre Paris - Francetv info

- LuxLeaks : Juncker demande aux europhobes de cesser de l'insulter - LeMonde.fr

Stratégie du chaos et de la guerre.

- L'Afghanistan en deuil après l'attentat le plus meurtrier depuis 2010 - LePoint.fr

- Une voiture piégée fait huit morts à Bagdad, combats à Ramadi - Reuters

- Une centaine de personnes massacrées dans l'est de la RD Congo - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'existence de droits sociaux est une anomalie qu'il faut corriger, le marché l'exige.

- La France reste numéro un des dépenses sociales, selon l'OCDE - Reuters

L'Organisation de coopération et développement économiques table ainsi sur des dépenses sociales qui atteindraient 31,9% du produit intérieur brut en France cette année.

L'OCDE relève que plusieurs pays, dont l'Allemagne, le Canada, la Grèce, l'Irlande, l'Estonie et le Royaume-Uni, sont parvenus à des baisses sensibles de leurs dépenses rapportées au PIB par rapport aux plus hauts de la crise.

Le poste le plus important reste celui des retraites, qui représentait 15,8% du PIB en Italie, soit deux fois plus que pour la moyenne des pays de l'OCDE (7,9%) en 2012, et 13,8% en France. Quant aux dépenses de santé, elles représentent 6,2 points de PIB dans la zone OCDE mais 8,6 points en France. Reuters 24.11

Et le modèle de démocratie, les Etats-Unis ? Selon ce classement qui concernait uniquement les dépenses publiques, ils se classaient... 24e !

... du coup...

La Commission européenne va réclamer 4 milliards d'euros d'efforts supplémentaires à la France - Francetv info

"***Promesse tenue***" : 1000 emplois supprimés.

- Florange : Hollande passe par "*la petite porte*" et évite les manifestants - L'obs

- François Hollande : déplacement savamment orchestré à Florange - Francetv info

Il s'est rendu à Florange, au siège d'ArcelorMittal, pour rencontrer la direction et les délégués syndicaux de la CGC et de la CFDT.

Si les salariés des hauts fourneaux ont pu être reclassés, ce sont les sous-traitants qui ont le plus souffert de cette fermeture.

Près d'un millier d'emplois aurait été supprimé. Ces sous-traitants n'étaient en effet pas concernés par l'accord entre l'État et ArcelorMittal. Francetv info 24.11

Il a rencontré les délégués syndicaux jaunes qui signent tous les accords pourris avec le patronat pour lequel il gouverne, tout est l'ordre des choses.

Régime policier. Vous n'avez aucun droit. Ministère de l'acharnement judiciaire infâme.

- Un octogénaire devant la justice pour avoir aidé son épouse à mourir - AFP

Un homme de 86 ans devra répondre de "*non-assistance à personne en danger*" mardi devant le tribunal correctionnel de Saint-Etienne, pour avoir assisté son épouse lors de son suicide par absorption massive de médicaments, en novembre 2011.

"*Cette affaire est symbolique de l'acharnement du système judiciaire*", a déclaré lundi, lors d'une conférence de presse à Saint-Etienne, Jean-Luc Romero, président de l'association pro-euthanasie ADMD (Association pour le droit de mourir dans la dignité), dont le prévenu est membre, tout comme l'était aussi son épouse Josanne (bien Josanne), décédée le 10 novembre 2011 à leur domicile stéphanois, à l'âge de 83 ans.

L'avocat de l'octogénaire, Me Mickaël Boulais, a pour sa part indiqué que son client, invalide, "*atteint de la maladie de Parkinson et d'un cancer de la prostate*", ne sera pas présent à l'audience.

A l'issu de l'instruction, cet homme, désormais domicilié dans l'Hérault, avait bénéficié d'un non-lieu pour le chef d'"*homicide volontaire*" pour lequel il avait aussi été mis en examen.

Il avait expliqué avoir voulu "*apporter une délivrance*" à son épouse et "*faire plaisir une dernière fois*" à celle avec qui il était marié depuis 55 ans, atteinte d'une fragilité osseuse qui la faisait souffrir et limitait ses déplacements.

Ainsi, ils avaient renoncé à se rendre ensemble en Suisse à la rencontre d'une association qui accueille les personnes désireuses de mourir dignement.

Atteinte de dépression depuis plusieurs années, l'épouse avait déjà effectué plusieurs tentatives de suicide.

Jusqu'au 10 novembre 2011, jour où son mari accepta de l'aider à décapsuler une quantité importante de médicaments et de lui apporter un verre d'eau, pour qu'elle les avale, attendant qu'elle soit décédée pour appeler un médecin.

"*Jean Mercier n'a pas commis de provocation au suicide de son épouse*", souligne Me Mickaël Boulais, en annonçant le dépôt auprès du tribunal stéphanois d'une Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) relative à "*l'assistance au suicide*", afin qu'il la transmette à la Cour de cassation, pour saisine du Conseil constitutionnel. AFP 24.11

Bravo à ce monsieur de 86 ans pour son courage et sa dignité, on ne peut pas en dire autant du parquet, du ministère de la Justice, d'ailleurs on n'en attendait pas davantage de leur part.

Guerre psychologique. A l'appel de qui ? De l'ONU. Qui contrôle l'ONU? Les Etats-Unis ou les néolibéraux.

AFP - La journée internationale des violences faites aux femmes a lieu ce mardi.

Grille de lecture.

Les hommes comme les femmes ont le malheur de vivre dans une société où les rapports sont fondés sur des critères de domination et d'inégalité. Pour mettre un terme à ces rapports il faut en finir avec le capitalisme qui en est le fondement.

Quand la société sera basée sur d'autres valeurs que des rapports de force entre dominants et dominés, oppresseurs et opprimés, exploiteurs et exploités, ces rapports de domination entre les hommes et les femmes disparaîtront naturellement puisque la société sera basée sur des rapports harmonieux entre eux, et non plus sur des rapports où les uns et les autres sont mis en concurrence conduisant à des situations conflictuelles et parfois violentes.

C'est l'objet de notre combat politique pour le socialisme.

Qu'est-ce que c'est le socialisme ? C'est très compliqué, c'est ce quon vient d'expliquer très simplement. Monstrueux n'est-ce pas ? C'est notre idéal, partagez-le et rejoignez notre combat politique.

Comment stigmatiser le comportement des hommes pour mieux dresser les femmes contre eux, pendant que le gouvernement applique sa politique réactionnaire contre les deux, c'est ce à quoi le gouvernement et le PS ainsi que les parasites de la pseudo-gauche et extrême gauche s'appliquent à faire en permanence pour le compte de la classe dominante, pour qui voudriez-vous que cela soit, certainement pas pour les femmes dont ils se contrefoutent.

Passons à leur propagande.

- Paris : Ile-de-France: Comment lutter contre les cyberviolences sexuelles et sexistes? - 20minutes.fr

- 33 enfants victimes de violences conjugales en 2013 - LeMonde.fr

- Égalité filles/garçons: Vallaud-Belkacem va présenter des outils pédagogiques - AFP

La ministre de l'Education nationale Najat Vallaud-Belkacem présentera mardi des outils pédagogiques pour l'égalité filles-garçons, dans le cadre du dispositif qui succède à l'expérimentation "*ABCD de l'égalité*". AFP 24.11

- Violences conjugales: Radioscopie des agressions au sein des couples - 20minutes.fr

Question : Combien d'agressions de femmes ou d'hommes sont ignorées parce qu'elles ne méritent pas d'être déclarées ou de faire l'objet de poursuites judiciaires ? 90, 95% ? Vous voyez, on ne le nie pas, au contraire on en rajoute une couche parce qu'on sait que leur société est encore plus épouvantable que ce qu'ils décrivent. S'ils révélaient ce qui se passe réellement, la population ne pourrait pas le supporter très longtemps ou elle serait portée à se poser des questions, ce qu'il est préférable d'éviter, vous l'aurez bien compris, elle pourrait trouver les bonnes réponses pour changer la société.

Non, cette opération n'a pas l'ambition d'aller aussi loin, pas même de répondre aux besoins des femmes, ce matraquage psychologique (culpabilisation) permanent a pour fonction de rendre l'atmosphère délétère, suffoquante et cela leur suffit. Ils veulent tout simplement vous pourrir la vie pour vous déstabiliser, vous démoraliser afin que vous vous disiez que dans ces conditions il n'y a rien à faire et il sera impossible de changer la société, et apparemment cela fonctionne assez bien, puisque plus personne ou presque n'y pense et encore moins y croit, qu'il nous soit permis de ne pas en faire partie. Pourquoi ? Pardi, mais parce qu'on aime les femmes, je plaisante.

La mission de l'école public dévoyée par le lobbying néolibéral.

- Égalité filles/garçons: Vallaud-Belkacem va présenter des outils pédagogiques - AFP

Rappel. Mme Vallaud-Belkacem participe (avec Hollande notamment) au think tank néolibérale French American Foundation ou « *Young Leaders* », dont des membres participent à L'Atlantic Council. (lire dans cette page).

AFP- La ministre de l'Education nationale Najat Vallaud-Belkacem présentera mardi des outils pédagogiques pour l'égalité filles-garçons, dans le cadre du dispositif qui succède à l'expérimentation "*ABCD de l'égalité*".

Paul Raoult, président de la fédération de parents d'élèves FCPE - "*Ça va dans un bon sens*". il a ajouté : "*C'est bien à l'école de mettre en place cette égalité de traitement entre les garçons et les filles*".

Sébastien Sihr, secrétaire général du SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire - "*C'est un plan bien orienté, mais trop timide dans le volet formation des enseignants*".

Cet été, Benoît Hamon et Mme Vallaud-Belkacem avaient renoncé à la généralisation des ABCD, initialement envisagée pour la rentrée 2014, et promis à la place un "*plan d'action*" avec mise à disposition des enseignants, à l'automne, d'une "*mallette pédagogique*", des formations pour les professeurs et une inscription dans les futurs programmes, attendus en 2016. AFP 24.11

Encore des vendus ces syndicalistes, Hollande est leur président, alors...

Comme quoi ils ne renoncent jamais... contrairement à nous, hélas ! Ce portail est là pour vous aider à tenir bon. Soutenez-le, s'ils vous apportent quelque chose.

Le sujet de cet article pose plein de questions.

Comment peut-on concevoir que l'Etat qui a conduit la société à un tel degrès de décomposition pourrait-il être légitime pour prendre en charge l'éducation de nos enfants ? Pour leur donner quelle éducation ? Dans quelle direction? A partir de quelles intentions ? Dans quel but véritablement ?

On lui dénie ce droit sur les bases sur lesquelles il est fondé et fonctionne, c'est-à-dire au service de la classe dominante, pour servir ses intérêts. Ils sont en train de transformer les profs en agents ou formateurs & pensée unique ou nihilisme, c'est intolérable.

Guerre psychologique et propagande. Stigmatisation et appel à la délation.

Grande-Bretagne. Hystérie du Raj britannique.

- Scotland Yard fait appel à la population face à la menace terroriste - LeFigaro.fr

- Scotland Yard pense avoir déjoué "*quatre ou cinq complots terroristes*" cette année - Francetv info -

- Pris par erreur pour un terroriste par la police belge, un joueur de cricket expulsé vers le Pakistan - Francetv info

France. Les croisés ou retour à Charles Martel. La cible : Les musulmans et l'Islam.

- Une circulaire sur la radicalisation religieuse des élèves suscite l'indignation - 20minutes.fr

Des enseignants apparemment pris pour des abrutis finis par le rectorat de la Vienne, car les signes de radicalisation islamique sont parfaitement visibles ou détectables à l'oeil nu par n'importe quel crétin.

20minutes.fr - Baptisé «*Prévention de la radicalisation en milieu scolaire*», le texte explique aux enseignants la marche à suivre pour détecter les comportements déviants des élèves. Il leur est conseillé de scruter avec attention plusieurs signes physiques pouvant témoigner d'une radicalisation religieuse: la «*barbe longue non taillée (moustache rasée)*», un «*habillement musulman*», le «*refus du tatouage*», une «*perte de poids liée à des jeûnes fréquents*», «*des cheveux rasés*», des «*jambes couvertes jusqu'aux chevilles*»…

D'autres éléments comportementaux doivent aussi éveiller l'attention des enseignants selon la circulaire, comme le «*repli identitaire*», l'«*exposition sélective aux médias (préférence pour les sites Web djihadistes)*», la «*rhétorique politique*» concernant notamment la Palestine, la Tchétchénie, l'Irak, l'intérêt pour la naissance de l'Islam. 20minutes.fr 24.11

Et le journaliste de 20minutes.fr de se ranger au côté du rectorat en se demandant "*comment prévenir la radicalisation religieuse des jeunes sans stigmatiser les musulmans*", alors que ce texte vise uniquement les musulmans, alors que des jeunes peuvent être attirés par des sectes ou l'extrême droite ou encore l'ultra gauche et mettre tout autant leur vie en danger.

20minutes.fr - Interrogée par Europe 1, Magali Espinasse, secrétaire départementale du Syndicat national des enseignants du secondaire (SNES) n'y va pas de main morte pour critiquer la circulaire: «*Tout est choquant. C'est simpliste, schématique et faux. C'est extrêmement dangereux.*»

Pour le secrétaire départemental du syndicat UNSA, Jean-François Roland, «*les termes employés sont maladroits*». «*Ce n'est pas vraiment le vocabulaire qu'emploie habituellement l'Education nationale. Je pense qu'il a manqué une relecture avant diffusion*», a-t-il ajouté, également auprès de France Bleu.

Un peu gênée aux entournures, la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, a pris quelques distances avec le document, qu'elle estime «*sans doute perfectible, c'est incontestable*», lors d'une interview à France 3. Tout en signalant qu'il s'agit d'«*une démarche isolée (...) faite dans cette académie*». 20minutes.fr 24.11

Elle ne le désavoue, c'est qu'il lui convient. En fait le rectorat de la Vienne s'inspire du discours belliciste de Hollande, Valls et Fabius, il en a juste fait un peu trop...

Sous les auspices de l'OTAN et l'UE : Les néonazis montent en première ligne et s'entraident.

- La Lituanie va fournir une aide militaire à Kiev - Reuters

Le fascisme légalisé, légitimé, officiellement à tous les échelons de l'Etat, médias inclus, sans que cela embarrasse l'UE... et les sionistes, les autorités israéliennes qui s'en accommodent. Etrange ? Non, normal, ce qui est étrange c'est de ne pas vouloir l'admettre quand on a les faits sous les yeux.

Lecteurs, c'est le moment ou jamais si vous ne vous êtes pas encore décidés, choisissez votre camp : Celui de l'UE et de l'OTAN et les partis ou gouvernements qui y participent ou celui du ou des partis qui refusent d'y participer et qui les combattent. La bannière du socialisme est sans tâches, on vous rassure.

La ministre de la Santé e Lituanie a proposé de tuer les pauvres. - histoireetsociete.wordpress.com 21.11.2014

« *L'euthanasie peut être un bon choix pour les pauvres, qui en raison de leur pauvreté n'ont pas accès à l'aide médicale* », telle est la « *solution* » du problème des patients démunis proposée par le nouveau Ministre de la Santé de Lituanie Rimante Šalaševiciute, entrée en fonctions début juin.

Elle a immédiatement engagé une discussion sur la légalisation de l'euthanasie en Lituanie, et a déclaré dans une interview que la Lituanie n'étant pas un Etat social, les soins palliatifs n'étaient pas accessibles à tous. C'est pourquoi l'euthanasie peut être un bon choix pour des gens qui « *ne veulent pas infliger à leurs proches le spectacle de leurs souffrances* ». histoireetsociete le novembre 21, 2014

Un groupe néo-nazi est membre d'une ONG lituanienne financée par l'UE - philosemitismeblog.blogspot.in - 05.05.2012

Un groupe de jeunesse néo-nazi lituanien a été admis au sein d'une organisation qui reçoit des fonds de l'Union européenne. On peut s'interroger sur les procédures de sélection de l'UE en matière de subsides.

L'Union de la Jeunesse nationaliste lituanienne est l'un des principaux organisateurs du défilé néo-nazi annuel de la Journée de l'Indépendance qui a eu lieu le 11 mars à Vilnius, malgré de nombreux appels internationaux pour que l'événement soit annulé. philosemitismeblog.blogspot.in - 05.05.2012

Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe - vacarme.org - 23 juin 2010

Dans les pays baltes, les russophones subissent souvent la vindicte populaire, alors que d'anciens héros nazis sont très explicitement honorés par la nation. Le 16 mars 2005, « *jour de la légion* », a eu lieu à Riga un défilé qui rendait hommage aux soldats lettons engagés dans la Waffen SS contre l'Armée rouge. Alors que d'anciens nazis retrouvaient un statut de héros, les contre-manifestants [3] furent matraqués. (...)

Le 5 mai 2008, l'histoire de la Lituanie dans l'Europe élargie a atteint son point d'étiage moral. Des policiers en tenue sont venus chercher deux femmes. L'une d'elle, Fania Yocheles Brantsovsky, 86 ans alors, est bibliothécaire de l'institut yiddish de Vilnius. Elle a été immédiatement protégée par l'ambassade d'Irlande puis l'ambassade américaine, britannique et autrichienne. L'autre, Rachel Margolis, 87 ans alors, a été inquiétée parce qu'elle avait découvert et publié le livre de raison d'un Polonais courageux qui avait été témoin du meurtre de masse réalisé par d'enthousiastes volontaires locaux, appelés ici « *partisans* », de dizaines de milliers de civils innocents à Paneriai. Rachel Margolis était en Israël et elle n'a pas pu revenir chez elle à Vilnius pour faire visiter comme chaque année les restes du ghetto. Sara Ginaite, une autre rescapée qui vit à Toronto a dû annuler son voyage annuel d'été à Vilnius sur les conseils de son avocat. On l'accuse d'avoir pris part à des massacres de civils lituaniens auprès de l'Armée rouge. Elle a accepté de répondre à un journaliste de ces accusations et affirmé qu'elle n'était pas dans la forêt de Rudnicky au moment de ces représailles, mais que les villageois en question n'étaient pas des civils désarmés mais des « *patriotes* » lituaniens collaborateurs des nazis. Enfin l'un des membres de la commission internationale pour l'évaluation des crimes, l'historien Yitzhak Arad, qui travaille à Yad Vashem, lui aussi survivant résistant du ghetto, a été également inquiété dans ces affaires et a donné immédiatement sa démission, soutenu en cela par l'historien Sir Martin Gilbert qui avait jusque-là accepté de jouer le jeu de cette commission à son corps défendant et qui a également démissionné en demandant que la diffamation des résistants cesse et qu'ils soient réhabilités publiquement pour leur combat héroïque contre le nazisme.

Lituanie, le pays le plus suicidaire au monde - cafebabel.fr - 18.05.2010

Une fois encore, en 2009, la Lituanie a obtenu le taux de suicide le plus élevé au monde, d'après l'Organisation mondiale de la santé : 34 personnes sur 100.000 se sont suicidées, soit trois fois plus qu'en Espagne ou aux États-Unis et 11 fois plus qu'en Grèce. cafebabel.fr - 18.05.2010

Un choc: défilé néo-nazi à Vilnius - gillesenlituanie.hautetfort.com - 12 mars 2008

Leur look et leurs cris n'étaient pas ambigus : souvent le crâne rasé, arborant drapeaux lituaniens et lettons, mais aussi symboles nazis, ils scandaient des slogans antirusses et anti-juifs, et « *La Lituanie aux Lituaniens* » (Lietuva Lietuviams). (En France le FN scande "*La France aux Français*", mais pour M. Le Pen son parti est juste "*patriotique*", propos qu'elle a tenu hier.

Les leaders, arborant croix gammées (photo), ont pu tranquillement donner des interviews aux télévisions.gillesenlituanie.hautetfort.com - 12 mars 2008

Un complément sur l'Ukraine

- A l'Est, les nazis de hier sont réhabilités - resistances.be - 01-06-2009

En Ukraine, comme dans d'autres ex-républiques soviétiques, le temps est désormais à la réhabilitation des anciens collaborateurs nazis, actifs durant la Seconde Guerre mondiale. Auxilliaires des Allemands, ils ont participé activement à la répression contre les partisans et aux massacres de populations civiles : juives, tziganes, polonaises et russes. Certains sont impliqués dans des crimes de guerre.

Aujourd'hui, ces ex-nazis, dont ceux de la SS ukrainienne, sont considérés comme des héros de la «*résistance nationale*», avec l'aval des nouvelles autorités politiques locales, soutenues par l'Union européenne et les Etats-Unis. Viktor Iouchtchenko, le leader de ladite «*Révolution orange*», est directement impliqué dans ce révisionnisme historique.

Le 28 avril dernier, la droite nationaliste ukrainienne a célébré l'anniversaire de la fondation, le 23 avril 1943, de la division Waffen SS «*Galizien*» (Halitchina, en ukrainien). La principale formation néofasciste locale, «*Svoboda*» (Liberté), dirigée par Oleh Tiahnibog, a fait installer à Lviv (Lwow), la capitale de la Galicie (Ukraine occidentale), avec l'autorisation de la mairie, de grands panneaux publicitaires en l'honneur de cette «*division étrangère*» de l'armée de la SS. Le gouvernement ukrainien actuel, par la voix de son ministre de l'Intérieur, a estimé qu'il n'y avait rien d'illégal à cette initiative, la première du genre... par ailleurs.

C'est donc officiellement et légalement qu'est installé depuis plusieurs jours dans les rues de Lviv tout un équipement de propagande de la division nazie de Galicie, sous l'appellation «*Division ukrainienne Galitchina*», avec pour emblème le «lion galicien», et non la croix gammée, qui fut pourtant son drapeau initial. Tout cela accompagné de la mention : «Ils ont combattu pour l'Ukraine» Pour rappel historique, ces combattants nazis ukrainiens étaient sous les ordres directs d'Hitler et d'Himmler, le chef suprême du IIIe Reich nazi et celui de ses SS, l'«*élité*» du régime nazi (1933-1945).

Les liens de Viktor Iouchtchenko avec le «*national-fascisme*»

Selon le président des services de sécurité ukrainiens (SBU), Valentin Nalivaitchenko, c'est sur commande de la formation néofasciste «*Svoboba*» et avec l'autorisation du conseil municipal de Lviv que les panneaux ont été installés. «*Il n'y a rien en cela*», a-t-il précisé, «*qui soit contraire aux engagements internationaux de l'Ukraine, il n'y a pas de mention "SS"*». En effet ! Mais pour prendre un exemple belge, c'est comme si, en Belgique, on installait des panneaux publicitaires glorifiant la légion flamande «*Langemark*» ou la légion «*Wallonie*» de Léon Degrelle, sans préciser qu'il s'agissait de divisions de la Waffen SS.

Ce «*scandale*» de Lviv est dénoncé par le Parti des régions, mais non par les formations de l'ex-coalition dite «*orange*», au sein de laquelle militent aussi bien des nationalistes radicaux et des néofascistes que des partisans d'une Ukraine pro-américaine et pro-européenne. «*Svoboba*» a obtenu 35 % des voix lors des récentes municipales à Ternopol, l'une des grandes villes de Galicie… Ternopol fut aussi l'un des haut-lieux, pendant la Deuxième Guerre mondiale, du génocide nazi, de l'extermination des juifs. Dire que «*Svoboba*» est «*nationaliste*» est un euphémisme. resistances.be - 01-06-2009

On aura compris que le nazisme ou l'extrême droite n'est pas sorti de terre un beau matin place Maidan à Kiev à l'automne 2013.

Au passage, on remerciera le stalinisme ou la bureaucratie du Kremlin, la fine équipe qui en est issue ou qui les a remplacé depuis en Russie, d'avoir permis pendant 72 ans par la politique qu'ils ont menée dans ce pays, que la flamme du nazisme ne s'éteigne jamais au cours de ces longues décennies pour revivre de plus belle depuis 2004 grâce au concours de l'OTAN, de l'ONU, de l'impérialisme américain et de l'Union européenne.

On comprend d'ailleurs le peu d'empressement dont font preuvent les staliniens, néo-staliniens et staliniens repentis pour soutenir la résistance au régime néonazi installé à Kiev qui s'est développée dans la région minière de l'Est de l'Ukraine. Eux non plus ils n'ont jamais vraiment rompu... avec le stalinisme. Ils soutiennent l'UE ou l'ONU ou les deux, on ne peut pas être des deux côtés de la barricade.

Pour lire ces articles en entier.

Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe
http://www.vacarme.org/article1919.html

A l'Est, les nazis de hier sont réhabilités -
http://www.resistances.be/ukraine.html

L'Iinfiltration nazie des corps d'Etat lituaniens aujourd-hui
http://www.didier-bertin.org/pages/european-charter/infiltration-nazie-des-corps-d-etat-lituaniens-aujourd-hui.html

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Italie. Institutions illégitimes, élus illégitimes, régime illégitime.

- Renzi gagne deux élections régionales, abstention exceptionnelle - Reuters

Le Parti démocrate (PD) du président du Conseil italien Matteo Renzi a remporté les élections régionales qui étaient organisées dimanche en Calabre et en Emilie-Romagne mais le niveau exceptionnel de l'abstention atteste d'un désenchantement croissant de l'électorat. "*La participation a été mauvaise mais les résultats sont bons* " a déclaré Matteo Renzi.

En Emilie-Romagne (centre), bastion traditionnel de la gauche, 40% seulement des électeurs se sont déplacés aux urnes, contre 65% lors du précédent scrutin. Stefano Bonaccini, le candidat du PD, l'a emporté avec 49% des voix.

En Calabre (sud), la participation n'a été que de 44% contre près de 60% au précédent scrutin. Le candidat du PD, Mario Oliverio, a obtenu plus de 61% des suffrages exprimés. Reuters 24.11

2- Iran

2.1 - Echec des négociations sur le nucléaire iranien - LeMonde.fr

- Négociations sur le nucléaire iranien prolongées de sept mois - Reuters

Les opposants à une capitulation de l'Iran face aux Occidentaux l'ont emporté. Dans le premier article, c'est dit d'une manière diplomatique, feutrée. A la fin du second article les Iraniens sont moins embarrassés.

Reuters – En Iran, le président Hassan Rohani a déclaré que les positions s'étaient rapprochées entre l'Iran et le groupe P5+1. "*Durant les discussions de Vienne, de nombreux fossés ont été en partie comblés, nos positions et celles de l'autre partie se sont rapprochées*", a-t-il dit.

Un haut diplomate occidental a fait part de son pessimisme.

"*Cela fait dix ans que des idées et des propositions sont présentées*" a-t-il dit sous le sceau de l'anonymat. "*Il ne reste plus rien. C'est essentiellement une question secondaire maintenant. Les Iraniens ne bougent pas. C'est un choix politique.*"

"*Je suis sceptique quant au fait que même si nous prolongeons, nous puissions parvenir à un accord*", a-t-il déclaré avant l'annonce officielle de la prolongation. Reuters 24.11

2.2 - L'Iran regarde vers Pékin et Moscou en cas d'échec des pourparlers - Reuters

Téhéran envisage de se tourner vers Pékin et Moscou en cas d'échec des négociations sur le nucléaire iranien mais avec la baisse des prix du pétrole, le ralentissement de l'économie chinoise et les propres sanctions que subit la Russie, cette solution alternative trouve rapidement ses limites.

La Russie vend des armes à l'Iran, construit une centrale nucléaire dans la République islamique et pourrait lui fournir de la technologie.

Les deux grandes puissances pourraient également protéger l'Iran au Conseil de sécurité, en tant que membres permanents disposant d'un droit de veto.

Mais cette aide a ses limites: la Chine réclame d'importantes remises sur ses achats de brut iranien, et pourrait être d'autant plus exigeante que sa propre demande se réduit et que les prix mondiaux baissent depuis cinq mois.

La Russie, qui n'a pas besoin du pétrole iranien, est en outre elle-même exposée à des sanctions en raison de la crise ukrainienne.

En cas d'échec total des négociations -ce qu'aucune partie ne souhaite, ni la Russie ni la Chine ne pourront empêcher les Etats-Unis et l'Union européenne d'imposer des mesures punitives unilatérales à Téhéran.

Un diplomate occidental qui participe aux discussions dans la capitale autrichienne juge cependant que le besoin de parvenir à un accord définitif est moins impérieux pour l'Iran depuis la levée partielle des sanctions obtenues par l'accord de Genève de novembre 2013.

Il rappelle aussi la volonté des entreprises occidentales de desserrer le carcan imposé à Téhéran et plusieurs décisions de la justice européenne visant certaines sanctions de l'UE.

"*La pression pour obtenir un accord à tout prix est moins forte qu'il y a douze mois*", constate ce diplomate, assurant que certains pays européens sont prêts à entamer des échanges bilatéraux avec Téhéran.

Un responsable iranien explique quant à lui que si le président Hassan Rohani espère un accord afin de tenir ses promesses d'embellie économique, le guide suprême Ali Khamenei et les gardiens de la Révolution préfèrent se tourner vers l'Est et travailler avec la Russie et la Chine. Reuters 24.11

3- Etats-Unis

3.1- La croisade au Moyen-Orient de l'impérialisme américain rejetée par la majorité des Américains.

- Etats-Unis: Obama se sépare de Chuck Hagel, chef du Pentagone - AFP

- Le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, démissionne - Reuters

Le président Barack Obama a annoncé lundi le départ du chef du Pentagone Chuck Hagel (républicain - ndlr), la Maison Blanche insistant sur la nécessité d'un renouveau au moment où l'offensive contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie suscite des interrogations.

"*Nous estimons que, pour les deux dernières années du président à la Maison Blanche, un autre secrétaire à la Défense pourrait être plus adapté pour répondre aux défis*" qui se posent, a souligné Josh Earnest, porte-parole de la Maison Blanche, évoquant en premier lieu la lutte contre l'EI, mais aussi la situation dans l'est de l'Ukraine ou encore la riposte face au virus Ebola.

Le président de la Chambre des représentants des Etats-Unis, le républicain John Boehner, a jugé que ce changement à la tête du Pentagone devait s'accompagner d'une réflexion plus large sur la stratégie américaine face au groupe EI. "*Nous ne pouvons vaincre l'ennemi sans un effort coordonné et réfléchi qui bénéficie du soutien massif du peuple américain. A ce jour, cette administration n'a pas réussi*", a-t-il estimé. AFP 24.11

3.2- Impunité pour le meutre d'un jeune noir. Le jury populaire a suivi le KKK.

- Ferguson : le grand jury prononce un non-lieu contre le policier qui a tué un jeune Noir - libération.fr

Le policier américain Darren Wilson échappe à toute poursuite judiciaire après la mort d'un jeune Noir qu'il a abattu de six balles début août à Ferguson, Missouri, a annoncé lundi le procureur.

Les 12 membres du grand jury s'étaient réuni à huis clos pendant environ trois mois pour déterminer s'il y avait lieu ou non d'inculper et poursuivre le policier de 28 ans.

Le jeune homme de 18 ans --qui n'était pas armé-- a été tué par Darren Wilson en plein jour dans une rue de Ferguson le 9 août d'au moins six balles. Le corps du jeune homme avait été laissé à la vue des passants pendant plusieurs heures, en plein soleil, ajoutant encore à la colère des manifestants qui y ont vu un signe de plus du mépris des forces de l'ordre pour la population noire. Une vingtaine de minutes avant cette confrontation, Michael Brown avait été filmé dans une supérette en train de voler une boîte de cigares.

Selon les médias, le policier a déclaré devant le grand jury avoir agi en légitime défense après une empoignade avec Michael

Brown. Mais des témoins ont déclaré que le jeune homme avait les mains en l'air lorsqu'il a été tué.

Dans la perspective de nouvelles émeutes, le gouverneur a décrété l'Etat d'urgence il y a une semaine et activé la Garde nationale, et le FBI a renforcé ses équipes sur place avec une centaine d'agents supplémentaires.

Des centaines de manifestants ont défilé dimanche soir à Saint Louis, plus important rassemblement organisé depuis une semaine. «Haut les mains, ne tirez pas» et «*Voilà à quoi ressemble la démocratie*», avaient scandé les manifestants. Brandissant des pancartes proclamant «les vies des noirs comptent», des hommes et des femmes de tous âges et origines ethniques ont défilé pendant près de deux heures avant de se disperser dans le calme. La police locale de Ferguson a été vivement critiquée en août pour ses méthodes et l'utilisation d'équipements paramilitaires. Le gouverneur avait été contraint de mobiliser la Garde nationale pour restaurer le calme. AFP 24.11

SOCIAL

Belgique

- La Belgique au ralenti en raison d'une grève contre le gouvernement - AFP

La Belgique a tourné au ralenti lundi en raison d'un mouvement de grève contre les mesures d'austérité du nouveau gouvernement de droite qui a paralysé les transports et le port d'Anvers.

Cette grève, qui a touché quatre des dix provinces du pays (Anvers, Limbourg, Luxembourg et Hainaut), a eu des répercussions jusque dans la capitale, Bruxelles, où la circulation des trains a été perturbée et le trafic automobile particulièrement congestionné. Elle concernait le secteur public et privé, en Flandre comme en Wallonie.

Ceux-ci dénoncent un programme de réformes économiques et sociales visant à réaliser 11 milliards d'euros d'économies en cinq ans, qui prévoit de reculer l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans contre 65 aujourd'hui, à partir de 2030.

Ils demandent aussi l'abandon du "*saut d'index*" prévu pour 2015, qui aura pour conséquence que les salaires et les allocations sociales ne suivront pas automatiquement l'augmentation du coût de la vie, comme c'est en principe le cas en Belgique.

Ces mesures, en rupture avec la politique centriste du précédent gouvernement, ont été dévoilées par le nouvel exécutif fédéral dirigé par le Premier ministre libéral, Charles Michel, à la tête d'une coalition avec notamment les nationalistes flamands de la N-VA.

Nous voulons "*donner un signal au gouvernement, dire tout ce qui nous inquiète dans les mesures qu'il prend en ce moment*", a déclaré à l'AFP Harry Lauwereins, délégué du syndicat socialiste FGTB des dockers du port d'Anvers. Elles touchent "*les travailleurs et les gens qui reçoivent une allocation. Ce n'est pas juste*".

Cette journée était la première d'une série de "*grèves tournantes*" dans plusieurs provinces de Belgique, avant une grève générale prévue le 15 décembre. Elle faisait suite à une manifestation monstre qui avait réuni plus de 100.000 personnes, soit environ 1% de la population, le 6 novembre à Bruxelles.

La ville d'Anvers a été particulièrement touchée. Aucun train n'était annoncé dans l'après-midi à la gare centrale, dont les quais étaient déserts.

Les routes d'accès au port d'Anvers ont toutes été coupées par les dockers en grève, dans une ambiance globalement bon enfant. Une trentaine de navires ont été empêchés de quitter le port. La navigation marchande a aussi été paralysée à Gand et Zeebruges.

Dans toutes les zones touchées, la circulation des bus et des trains était nulle ou très faible. Les grévistes ont bloqué l'accès aux zones industrielles, voire aux parkings pour empêcher les salariés d'aller travailler. A Charleroi, 70% des commerces et la plupart des grandes surfaces n'ont pas ouvert leurs portes lundi matin, selon les syndicats. L'usine Ford à Genk (nord) était à l'arrêt. AFP 24.11

Tous les indices d'une grève massivement suivie, qui indique que le mot d'ordre de grève générale illimitée jusqu'au retrait des mesures annoncées par le gouvernement est à l'ordre du jour.

Après le succès de la mobilisation du 6 novembre les bureaucrates syndicaux vendus organisent des "grèves tournantes" pour tenter de casser la détermination et l'unité des travailleurs, apparemment sans sucès.

Bravo à nos amis belges, plutôt deux fois qu'une !

Haut de page

Le 26 novembre 2014

CAUSERIE

Il va falloir en venir aux armes, à un soulèvement armé, à une révolution socialiste... Quand on le dit, on ne nous prend pas au sérieux. On en reparlera...

Le roi d'Arabie saoudite est "*plein de sagesse*" avait déclaré Hollande admiratif lors de sa dernière visite à cette ploutocratie qui applique la charia. Deux exemples qui l'illustrent.

- Trois avocats de renom saoudiens ont été accusés, le mois dernier, d'avoir critiqué le ministère de la Justice. Il est prévu que ces trois avocats soient condamnés à des peines allant de 5 à 8 ans de prison, conformément à la loi de la lutte contre les crimes cybernétiques, en Arabie.

- La police a arrêté une activiste, pour avoir contribué à la diffusion de textes critiques, sur les responsables saoudiens, ainsi que de textes révélateurs sur la violation des droits des femmes, dans ce pays.

- La femme qui sera prise en train de conduire, sera arrêtée et jugée, condamnée même à être fouettée. french.irib.ir 25.11

Ce régime archaïque, moyennnageux, tyrannique auquel rendait hommage Hollande où les partis politiques et les syndicats sont interdits, la liberté de la presse et d'expression est muselée, les femmes ravalées au rang de sous-espèce du genre humain, les travailleurs immigrés réduits en esclavage, fournit une précieuse indication sur la véritable nature du PS, dont les intérêts personnels de ses dirigeants coïncident avec ceux du régime dont ils adoptent l'idéologie.

C'est à cette lecture qu'il faut considérer la propagande du gouvernement en faveur des droits des femmes, des immigrés, des homosexuels qui sont persécutés en Arabie saoudite, etc. sinon on ne comprend rien et on se fait manipuler.

On peut comprendre que ce soit difficile à saisir au premier abord pour bon nombre de travailleurs ou militants qui se demandent à quoi cela rime, et ce serait ridicule ou injuste de les juger ou de leur en vouloir, tel n'a jamais été notre intention.

Le PS et ses satellites soutiennent les régimes qui adoptent ou adhèrent à la politique américaine sans se soucier du sort qu'ils réservent à leur population, et si en France ils tiennent un discours qui est incompatible avec ces régimes, peu importe, car en réalité c'est pour servir les mêmes intérêts, appliquer la politique que leur dicte l'oligarchie financière.

Quand le PS prétend accorder de nouveaux droits à une communauté ou une minorité, il ne faut surtout pas croire un instant qu'il serait animé de bonnes intentions à son égard, en fait ce n'est qu'un prétexte pour dresser les couches de la population les unes contre les autres pendant qu'il détruit leurs droits collectifs. Et pour mieux y parvenir ils va stigmatiser leurs préjugés qu'il amalgamera à une réaction conservatrice ou un comportement archaïque. Il la culpabilisera pour mieux lui imposer ou lui faire accepter la dissolution des rapports sociaux qui existaient dans la société au profit de droits basés sur des critères individuels, de telle sorte que les liens collectifs qui étaient issus de ces rapports sociaux et constituaient l'identité d'un peuple soient dilués ou disparaissent, la notion de citoyenneté n'ayant dès lors plus aucune valeur, chaque membre de la société peut estimer détenir des droits différents une fois totalement atomisé qu'il pourra opposer aux autre membres de la société concourant ainsi à sa dislocation ou au chaos. Voyez où nous en sommes rendus et vous avouerez que cette description correspond bien à la réalité.

Quand on a cela à l'esprit, on tient l'explication aux contradictions qu'on avait cru déceler dans le comportement des dirigeants du PS et qui n'étaient que de circonstance ou n'en étaient pas vraiment. Le PS a successivement soutenu et dénoncé le colonialisme par exemple, il a soutenu le colonialisme lorsqu'il correspondait à un objectif du capitalisme et il l'a dénoncé lorsqu'il était devenu intenable et l'indépendance des peuples opprimés inévitable.

Pour saisir sa véritablement nature il faut prendre en compte les deux phases de ce processus au cours duquel en réalité il n'a adopté qu'une seule et unique attitude correspondant aux besoins du capitalisme, la décolonisation ayant corrrespondu à un processus politique en relation avec le développement de la bourgeoisie et des forces productives dans les pays colonisés, en prenant la forme d'un mouvement de libération national afin d'affirmer leur souveraineté face à l'impérialisme, ce qui a nécessité le soulèvement de leurs peuples. La décolonisation a donc été une étape de la lutte des classes devant conduire à libérer les

forces productives du carcan que lui imposait l'impérialisme. On peut ajouter que ce processus n'a jamais pu être mené à son terme dans bon nombre de pays qui sont demeurés sous-développés pendant encore un siècle, tâche qu'aurait dû assumer la révolution socialiste mondiale qui hélas n'est jamais parvenue à maturité...

Le PS a participé au colonialisme et il a accompagné la décolonisation, il n'a fait que suivre ou subir ce processus historique en le justifiant sans jamais chercher à l'orienter dans une autre direction que celle que devait lui imprimer les capitalistes jusqu'à nos jours.

Le PS n'étant pas le parti officiel de l'ordre, bien qu'occasionnellement il puisse le remplacer aux commandes de l'Etat, depuis des lustres il en est le supplétif, son comportement tient de la posture ou de l'imposture. Et lorsque son discours coïncide avec ses réelles intentions c'est qu'elles correspondent aux besoins des capitalistes, le reste du temps il ne sert qu'à berner les ignorants ou ceux qui espèrent tirer profit individuellement de sa politique, ceux qu'on peut appelé pour le coup à juste titre "*son électorat privilégié*".

On aura remarqué qu'il arrive toujours un moment où sa nature profondément réactionnaire est brutalement mis en lumière, comme c'est le cas aujourd'hui, et le malheur du mouvement ouvrier réside dans le fait de ne pas avoir voulu en tenir compte, de s'être corrompu en le ménageant, en faisant l'impasse sur son ignoble passé depuis 1914.

Parfois en écoutant des dirigeants du PS parler (ou du PCF et bien d'autres encore) on peut se demander ce qu'ils ont dans la tête ou quel est leur objectif, il ne faut pas chercher bien loin sous peine de tomber dans des rêveries existentialistes, car en réalité ils ne sont animés que par des intérêts personnels qui se confondent avec ceux du régime en place. Ceux qui ont fait l'ENA ou les grandes écoles comme ils disent ou qui ont obtenu des diplômes universitaires avant de se lancer en politique, ont suivi ce cursus pour servir l'Etat ou le régime et en tirer profit et pas autre chose, il ne devait pas avoir d'autre idéal dans la vie, ce devait être leur profession, comme le boulanger qui fait du pain et vit de son métier, eux ils vivent du personnage qu'ils ont endossé pour jouer cette funeste comédie institutionnelle.

Hollande éprouve de l'admiration et de la sympathie pour un tyran qui partage la même idéologie criminelle que les barabares d'Al-Qaïda et l'Emirat islamique, et cela ne l'empêche pas de se dire socialiste, démocrate, républicain, laïc, etc. Quelque part c'est monstrueux, personnellement cela ne nous surprend pas, ce qui est surprenant en revanche, c'est que le mouvement ouvrier soit toujours incapable d'en tirer les enseignements et les conclusions qui s'imposent et refusent de rompre avec le PS et tous les partis qui gravitent autour, ses satellites et ses alliés.

Le saviez-vous ?

- Suisse: une pétition pour que chiens et chats ne finissent plus à la casserole - AFP

Des chiens réduits en saucisses et des chats cuisinés façon lapin chasseur: de nombreux Suisses en font encore leurs délices, selon une association de défense des animaux qui a déposé mardi une pétition au parlement pour en finir avec cette pratique culinaire.

La pétition, qui demande l'interdiction de la consommation de viande de chat et de chien en Suisse, a recueilli quelque 16.000 signatures, à l'initiative de l'association SOS Chats Noiraigue.

"*Environ 3% des Suisses mangent en cachette du chat ou du chien. On le voit surtout dans la région de Lucerne, dans l'Appenzell, dans le Jura et dans le canton de Berne*", a expliqué à l'AFP Mme Tomi Tomek, la présidente et fondatrice de l'association. Elle a reconnu qu'il était impossible de chiffrer le nombre d'animaux concernés.

La viande de chien est principalement utilisée pour faire des saucisses et de la graisse contre les rhumatismes. Quant à la viande de chat, elle est consommée plutôt en famille et cuisinée comme du lapin pendant la période de Noël, en particulier dans les cantons de Berne, de Lucerne et du Jura, relève SOS Chats Noiraigue.

"*Le parlement ne fera rien si la population ne se révolte pas. Les Suisses doivent nettoyer devant leur porte*", a ajouté Mme Tomek. "*Aujourd'hui on ne peut rien faire puisqu'il n'est pas interdit par la loi de manger son chien ou son chat, on ne peut même pas dénoncer ceux qui se livrent à cette pratique, nous demandons simplement l'ajout d'un paragraphe à la loi sur la protection des animaux domestiques*", a-t-elle poursuivi.

L'association a obtenu l'interdiction du commerce des peaux de chat en 2013. AFP 25.11

Cela dénote des rapports particuliers avec des animaux que l'on côtoie quotidiennement, on n'imaginait pas que des gens aussi proches de nous par le développement ou la culture s'adonneraient à une telle pratique culinaire avec des animaux qu'on a l'habitude de considérer comme les meilleurs amis de l'homme. Vous me direz qu'on mange bien du cheval qui est tout aussi proche de l'homme. Et c'est vrai que lorsqu'on regarde un veau ou une vache dans les yeux, cela ne donne pas vraiment envie de la manger, ou encore un mouton ou un cochon qu'on a vu grandir.

Personnellement j'en mange de moins en moins et je m'en passe très bien.

Cela me rappelle mon oncle Marcel décédé, cantonnier de son état, qui a vécu toute sa vie avec sa mère dans une maison en bois comportant une seule pièce, plantée sur un lopin de terre minuscule. Il avait un poulaillé et mes parents le taquinaient parce qu'ils avaient toujours un vieux coq et de vieilles poules qu'il ne pouvait pas se résoudre à tuer malgré leur âge avancé. Elles boîtaient ou devenaient aveugles je m'en souviens encore, ils les avaient adoptés et ne pouvaient pas s'en séparer, et quand son vieux coq venait à trépasser, le vieil homme pleurait à chaudes larmes.

C'était un homme simple et bon, dans sa jeunesse il avait adhéré au Parti communiste. Il a toujours vécu dans le dénuement le plus total. Je me souviens encore que l'hiver il y avait des glaçons qui pendaient à l'unique fenêtre de sa baraque recouverte de goudron, et il y avait des gamelles disposées à plusieurs endroits pour récupérer l'eau de pluie qui tombait du toit parce qu'il fuyait, il ne l'a jamais réparé. Il quittait rarement son bleu de travail car il ne voyait pas l'intérêt de porter autre chose. Et lorsqu'il était invité à manger chez mes parents lors des grandes occasions, il se pointait habillé de la même manière, ce qui lui valait une remontrance de ma mère qui le laissait indifférent, c'était une femme et lui un vieux garçon, il lui faisait remarquer qu'il avait fait l'effort de mettre une chemise propre et qu'il ne fallait pas trop lui en demander, le tout toujours en souriant ou en plaisantant car c'était une bonne nature. Il faisait toutefois une exception pour mon père qu'il adorait.

C'était un ouvrier issu comme lui des couches les plus défavorisées, qui plus est avait réussi à se maintenir à flot et à élever sa petite famille sans jamais troquer sa dignité. Il éprouvait donc pour lui un grand respect, au point que c'était un honneur pour lui de s'asseoir à table le dimanche à côté de mon père. Avant de s'asseoir il demandait à ma mère où s'asseoirait mon père, et elle qui était un peu peau de vache lui intimait l'ordre de s'asseoir à la place qu'elle lui indiquerait le moment venu, le plus souvent à l'autre bout de la table comme si elle se faisait un plaisir de lui faire de la peine. Comme ma mère n'avait pas de meilleures dispositions à mon égard, souvent elle le plaçait à côté de moi, les deux ratés de la famille ensemble. Cela m'allait très bien parce qu'au moins je savais que mon voisin ne me ferait pas de remontrances sur ma manière de me tenir à table, j'étais couvert par Marcel qui s'en moquait. Invariablement il sortait de sa poche le couteau pliant qu'il portait toujours sur lui et qui lui servait à tout. Il le posait sur la table, ce qui lui valait une nouvelle réflexion de ma mère, et pour le vexer elle lui disait d'aller se laver les mains avant de commencer à manger, j'en étais gêné pour lui car je l'aimais bien, le pauvre bonhomme s'exécutait sans se répartir pour autant de sa bonne humeur.

Tout le monde se moquait de lui, sans soute parce qu'il était balayeur, en bas de l'échelle sociale, moi je l'admirais parce que j'avais reconnu en lui une qualité que les autres membres de la famille ne possédaient pas. Il était totalement désintéressé, et du coup il était d'une gentilesse naturelle, ce qui tranchait avec mes parents qui me battaient et le reste de la famille qui passait son temps à me sermonner. Qui plus est, il n'avait pas eu d'enfants et ils aimaient la jeunesse, la comprenait, car il n'était pas l'idiot que mes parents décrivaient, au contraire il avait l'esprit ouvert. C'est la personne de ma famille qui m'aura laissé le meilleur souvenir et que j'ai toujours respecté.

Savez-vous où passent leurs vacances les fortunés saoudiens?

A Tel-aviv!

Selon les médias israéliens les touristes saoudiens préfèrent désormais aller dépenser leur argent non pas à Londres mais bel et bien à Tel-Aviv. Selon le site al Qatif qui cite une chaine de TV saoudienne " *les visites discrètes des richissimes touristes saoudiens datent déjà de 2009. Quelques 250000 touristes arabes et musulmans se seraient rendus en Israël depuis 2009.* "

Les Arabes les plus israélophiles semblent toutefois être des marocains avec 6440 touristes à s'être déplacés depuis 2009 en Israël : viendront ensuite les Saoudiens, les Jordaniens, les Indonésiens, les Koweitiens les Omanais et les Qataris, les Malaisiens. A part l'Egypte et la Jordanie, les autres pays musulmans n'entretiennent aucune relation officielle avec le régime occupant Qods qui continuent à l'heure qu'il est à "*tuer les Palestiniens*". french.irib.ir 25.11

Un Arabe fortuné "*israélophile*" est forcément sioniste...

Quand les Etats-Unis et la France livrent des armes aux "***rebelles modérés***" de l'ASL qui s'allient avec les barbares de l'Emirat islamique : C'est pour mieux les combattre ! Illustration.

- Syrie : les frappes aériennes des Etats-Unis forcent les troupes anti-Assad à soutenir l'EI (medias) - french.ruvr.ru

Les militaires de l'Armée syrienne libre (ASL) disent qu'ils sont forcés de conclure des alliances avec l'Etat islamique (EI) à cause des bombardements américains. Telle est la conclusion de l'enquête réalisée par The Guardian et publiée dimanche.

Certaines brigades de l'ASL sont déjà en train de former des alliances ou faire des trêves avec l'EI à cause des bombardements de la Syrie par les forces américaines, et ces alliances sont également de plus en plus soutenus par les civils, annonce le

quotidien britannique en analysant série d'interviews réalisés dans la région.

Les militants de l'ASL se disent déçus par la politique américaine dans la région, ajoutant que leur alliance avec EI n'est pas un choix, mais une décision prise sous la contrainte des bombardements, réalisés par les forces américaines et leurs alliés. french.ruvr.ru 25.11

En Complément.

Rappel. Récemment Erdogan a été reçu par Hollande à l'Elysée, ce qui leur donna l'occasion de réaffirmer qu'ils étaient sur la même longueur d'onde.

- La Turquie apporte, officiellement, son soutien aux opposants syriens - french.irib.ir

Le ministère turc des Affaires étrangères a reconnu, officiellement, être engagé dans la formation des groupes soi-disant "*modérés*", opposés au gouvernement syrien.

Dans son communiqué, le ministère turc des Affaires étrangères a annoncé, officiellement, avoir décidé de former, avec l'aide des forces de l'armée américaine, environ, 2.000 effectifs des groupes armés opposés au gouvernement syrien. Cette décision du gouvernement turc intervient, à un moment où les forces terroristes takfiries de Daesh se trouvent à quelques kilomètres des frontières de la Turquie, ce qui représente, aux yeux de nombreux analystes, un sérieux défi sécuritaire, pour la Turquie. L'insistance d'Ankara, sur le renversement du gouvernement syrien, comme une condition à sa participation effective à la coalition anti-Daesh, survient, à un moment où le gouvernement turc est confronté à un autre défi important, qui est celui de l'autonomie des Kurdes.

Le gouvernement turc tente de d'engager, en parallèle, des négociations de paix avec le PKK, pour contrôler et superviser les activités et les agissements des opposants kurdes, à l'intérieur du pays. Les opposants turcs ont menacé de stopper les négociations de paix, en raison de l'inaction du gouvernement d'Ankara envers les crimes commis par Daesh, dans la ville assiégée de Kobani, ce qui constitue un autre grand enjeu, pour la Turquie. Ankara estime que la ville de Kobani est sous le contrôle des éléments du P.K.K. Selon les autorités turques, les Kurdes syriens, aussi, qui sont en train de combattre, à Kobani, sont des alliés de Bachar al-Assad. La Turquie est très inquiète de l'autonomie restreinte dont disposent les Kurdes, en Syrie, et craint que cela ne se propage à l'intérieur de son propre territoire.

En dépit de tout, le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, dit que sa première priorité, c'est le renversement de Bachar al-Assad. Il l'a posé, même, comme une pré-condition, pour la participation effective de son pays à la coalition anti-Daesh que dirigent les Etats-Unis. Selon le quotidien américain, "*New York Times*", une telle politique a mis la Turquie, dans une situation dangereuse, une politique, qui est due aux ambitions du gouvernement, qui prétend mener des efforts, dans le sens de la stabilisation et de la sécurisation de la région. Les analystes politiques estiment que la stabilité de la Turquie ne sera pas instaurée par le soutien aux terroristes, qui opèrent en territoire syrien, car de par sa politique de soutien aux terroristes, actifs en Syrie, elle compromettra sa propre sécurité et remettra en cause son prestige et sa crédibilité, sur la scène internationale. french.irib.ir 25.11

Syrie. Nouvelles du champ de bataille ou la guerre comme si vous y étiez.

- Homs/Hassaka: l'armée avance. - french.irib.ir

Dans la banlieue d'Idleb, d'autres unités de l'armée ont éliminé nombre de terroristes à Herche Ichtabraq relevant de la localité de Jisser al-Chougour, à Daboulah, à Khurbet Silia, à l'alentour de tours de Syriatel, à Filoun et à Qminas.

En outre dans la banlieue de Homs, d'autres unités ont abattu de nombreux terroristes et détruit leurs véhicules à la périphérie du gisement d'al-Chaer, au mont de Bala's, au nord du gisement de Jazel.

Une autre unité de l'armée a éliminé des terroristes à Aqrab, près de plains de Houlah au nord-ouest de Homs et à Zahret Massar au sud de Hassiah.

Dans la banlieue de Hassaké, des unités de l'armée ont tué et blessé nombre de terroristes au village de Makhroum, à Om Kibar, au carrefour de Sadiq dans la zone de Jabal Abdulaziz, sur la route de la localité de Tal Tamer, dans la zone de Minibiyah, à Sabah al-Kher et à Khamael. french.irib.ir 25.11

- L'armée syrienne aux portes de Raqqa - french.irib.ir

Au milieu d'une vaste campagne médiatique qui s'est focalisé sur le nucléaire iranien, un événement inoui en termes militaires est en train de se passer : l'armée arabe syrienne continue de progresser dans la banlieue ouest de Hassaka et elle s'approche de

Raqqa, "*chantre du califat daechiste*". A Ghouta -est, l'armée a pris le contrôle de Zaydin d'où les terroristes se sont retirés. cette progression s'est évidemment soldée par un lourd de bilan de pertes infligé aux terroristes. A Hassaka, les forces syriennes avancent sur la route Abyaz. les troupes syriennes se sont déployées près du terminal pétrolier Abyaz à Hassaka, terminal qui est lié à la raffinerie de Homs . Cette progression place en effet les forces de l'armée à quelques kilomètres de la plus grande base de Daech sur les hauteurs de Abdel Aziz dans la banlieue ouest de Hassaka .

Cette zone donne directement accès à Raqqa. L'armée syrienne a également pris pour cible les repaires des terroristes dans le nord de Lattaquié. Les combats entre l'armée et Daech sont de plus en plus violents, de plus en plus nombreux. Ils se poursuivent dans les villages du sud et de l'est alors que les hélicoptères de l'armée syrienne continuent à frapper les positions de Daech dans la banlieue de Al Houl et de Tal Hamis toutes deux situées près des frontières irakiennes. Les sources britanniques confirment la mort de deux takfiris britanniques ces derniers jours à Kobani : les deux, à en croire *Daily Telegraph* ont été originaires de Londres. french.irib.ir 25.11

- Nobol/Al Zahra: l'aide stratégique des kurdes à Assad - french.irib.ir

Les hélicoptères de l'armée syrienne ont largué ce mardi des convois d'armes et de munitions sur les cités chiites de Nobol et Al Zahra, objets d'une violente offensive des terroristes de Daech et d'Al Nosra. Des convois d'armes et de munitions ont été largués à destination des centaines de chiites de ces deux villes, assiégées depuis près deux ans par les terroristes d'Al Nosra.

Ces deux cités se trouvent dans la banlieue d'Alep. Selon la chaine "*Syria Mubasher*" qui rapporte cette information, les forces volontaires , quelques 17000 , bien entrainées et prêts aux combats auraient reçu ces armes et munitions. un fait inédit, les kurdes syriens de Hassaka ont allumé de grands feux pour aider les hélicoptères de l'armée nationale à retrouver leur chemin et larguer duement leurs convois. En effet l'opération de l'armée nationale s'est effectuée en parfaite coopération avec les kurdes puisque ce sont les combattants urdes syriens qui ont réussi à collecter une partie de ces armes avant de les transférer via des points de passage sûrs vers Nobol et Al Zahra. L'OSDH qui siège à Londre et qui profère des informations canalisée et occident-o compatibles au sujet de la Syrie prétend qu'Al Nosra s'est emparé d'une localité tout près de ces deux cités chiites. Les deux cités sont situées sur une autoroute donnant accès à la Turquie . La chute de ces deux zones permettraient aux takfiris de se tailler une nouvelle voie d'approvisionnement d'armes et de terroristes en provenance de la Turquie. french.irib.ir 25.11

- Syrie/Idleb : la bataille décisive du "***Tigre***" - french.irib.ir

Selon les sources syriennes , l'armée nationale syrienne s'apprête à lancer la bataille de la libération de Khan Cheikhoun situé dans le rif sud d'Idleb , une bataille qui de l'aveu même des terroristes marquera " *le début de la fin des rebelles*". Les unités de l'armée nationale déployées dans le rif nord de Hama et placées sous le commandement du général quatre étoile Soheil al Hassan, alias le Tigre se préparent de leur côté à attaquer à partir de plusieurs axes Khan Cheikhoun qui constitue après Morek, une seconde région stratégique à Idleb. Idleb et sa banlieue, situés dans le nord ouest de la Syrie, soit tout près des frontières turques fait partie des régions les plus importantes encore occupées par les terroristes . C'est le bastion des terroristes qaidistes d'Al Nosra, ce qui fait que la perte de Khan Cheikhoun constituerait un coup fatal pour les Takfiris.

A rif nord d'Idleb, libéré depuis près d'un mois par Le Tigre et ses soldats la calme règne bien que les terroristes se paient le luxe de sortir de temps à autre de leurs terriers et de tirer des roquettes en direction des zones d'habitation. Morek, à rif nord est devenu ces jours ci le centcom de la grande offensive que le Tigre, ses alliés du Hezbollah et les forces populaires se préparent à déclencher : l'objectif étant la prise d'assaut et le nettoyage du rif sud d'Idleb, situé à proximité du rif nord de Hama. Khan Cheikhoun se place à quelques 10 kilomètres de Morek .

Les troupes attendent en ce moment l'heure zéro pour mener la plus grande bataille de l'armée depuis 2011 à Idleb. C'est à Idleb que les premières étincelles de la guerilla contre l'Etat syrien a été déclenchée et que les premières défections dans les rangs de l'armée nationale ont eu lieu . Depuis trois ans la part des localités d'Idleb sont occupées par les terroristes nosratistes. Une premère étape de cette grande bataille s'est déjà accomplie par des bombardements intensifs de l'aviation syrienne contre les positions terroristes sur les axes de l'est et du sud est de la ville de Khan Cheikhoun. La tactique est donc la même : l'aviation ouvre la voie à la progression des forces terrestres qui, après avoir brisé la rangs des terroristes entrent dans la localité en question. La ville de Mahrada, non loin de Khan Cheikhoun est devenu en ce sens le lieu de campement des troupes syriennes. De nombreux chefs terroristes qualifient la bataille de Khan Cheikhoun de "*début de la bataille finale*" : c'est une guerre pour la vie ou la mort , la victoire de chacune des parties signifie la débâcle de l'autre .

Mais quel est le vrai objectif du Tigre? Le Tigre ne vise pas seulement à libérer Khan Cheikhoun ! il vise plus haut, plus loin et a l'intention de libérer deux bases militaires de l'armée à Wadi al Zif et à Al Hamediya situés à rif de Marat al Noman. Il s'agit donc de faire d'une pierre deux coups. chose que les chefs terroristes ne peuvent ignorer après avoir perdu Morek. Selon des sources dignes de foi, les takfiris se sont mis à avoir diablement peur pour leur avenir et ils en parlent même très ouvertement sur leurs sites. Les experts s'attendent donc à des impacts imprévus de la libération de Khan Cheikhoun. Cette ville qui abrite quelques 70.000 personnes se situe sur l'autoroute internationale Damas/Alep. Alm Nosra, l'ASL et le Front islamique pullulent dans cette ville. french.irib.ir 25.11

Ah la guerre ! Comment, cela ne vous fait pas envie ? Alors désertez les partis qui la soutiennent pendant qu'il en est encore tant...

ACTUALITÉ DU JOUR

La "***gauche au pouvoir***", c'est tout le pouvoir au patronat.

- Baumel (PS): la gauche au pouvoir s'est "*fait avoir*" par le patronat - AFP

La preuve que non ou qu'elle est totalement inféodée au patronat.

- Plans sociaux: le projet Macron retouche des règles au bénéfice des entreprises - AFP

Toutes les conditons figurants dans la législation du travail qui sont contraignantes pour les capitalistes doivent disparaître car elles seraient défavorables à l'embauche. Cela signifie que dorévanant les rapports entre exploiteurs et exploités devront être fixés par les patrons au détriment des travailleurs qui ne disposeront plus d'aucun droit.

Ce dispositif complète l'ANI et l'aggrave, en fait Macron ou le ministre du Medef termine le sale boulot.

AFP - Le projet de loi Macron sur l'activité modifie quelques règles sur les licenciements collectifs qui sécurisent davantage les entreprises, ont expliqué mardi à l'AFP des avocats pour s'en féliciter ou, au contraire, le déplorer.

Les dispositions introduites sur les Plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) viennent "*préciser et sécuriser des dispositions*" de la réforme votée en 2013 mais "*ne constituent nullement une régression pour les droits et la protection des salariés*", estime pour sa part le ministère du Travail, interrogé par l'AFP.

Selon Me Judith Krivine, du cabinet Dellien Associés, plusieurs articles constituent une "*grave remise en cause du droit du travail*". Ils "*visent à contrer des juridictions administratives qui ne seraient pas favorables aux entreprises*" et sont "*un nouveau geste au Medef*", considère l'avocate, conseil de la CGT dans de nombreux dossiers.

Alors que "*l'on a réussi ces derniers mois à obtenir des décisions qui protégeaient les salariés en évitant la remise en cause de droits établis par la jurisprudence depuis des années, la réponse du gouvernement est de vouloir légiférer, sans attendre de connaître la position du Conseil d'Etat sur ces affaires ni même revenir devant les partenaires sociaux*" qui ont donné leur aval à la réforme de 2013, s'indigne-t-elle. (Quand la CGT s'en remet à une jurirdiction d'exception qui fait partie des institutions antidémocratiques de la Ve République, le Conseil d'Etat, le gouvernement sait qu'il n'a rien à craindre de la part de ces "*partenaires sociaux*" qui en réalité sont ses alliés. Pourquoi devrait-il se gêner, attendre, attendre quoi ? - ndlr)

Côté entreprises, Déborah David, avocate associée chez JeantetAssociés, salue au contraire des "*dispositions très positives*" permettant de "*corriger les imperfections de la loi de sécurisation de l'emploi*" et de "*remettre les juridictions administratives sur le droit chemin*". (Le "*droit chemin*" étant celui qui consiste à donner satisfactions aux patrons. - ndlr)

Parmi les changements introduits dans le projet de loi qui sera présenté le 10 décembre au Conseil des ministres, figure la possibilité pour l'employeur de fixer unilatéralement les critères d'ordre des licenciements, sans accord des syndicats. Dans le dossier Mory Ducros, la cour administrative d'appel avait jugé cela "*impossible*", rappelle Mme Krivine.

(Les patrons entendent s'arroger tous les pouvoirs dans l'entreprise et c'est bien normal puisqu'elle leur appartient en régime capitaliste, c'était l'inverse qui constituait une anomalie.

En fait, c'est la collaboration de classe entre les patrons et les syndicats qui est malmenée ici et ce n'est pas pour nous déplaîre à vrai dire, car nous sommes farouchement opposés à la cogestion des entreprises par les syndicats au côté des patrons, à la participation des travailleurs aux conseils d'administration des entreprises ou aux comités d'entreprise dont le président est le chef d'entreprise. Nous sommes évidemment opposés à la participation des salariés au capital des entreprises sous toutes ses formes, que ce soit l'intéressement aux bénéfices ou la distribution d'actions, etc. - ndlr)

Le ministère explique qu'il s'agit là de "*rationaliser un processus qui aujourd'hui, par sa complexité, est source de très grandes insécurités juridiques pour l'employeur comme pour le salarié*".

(Le ministère du patronat explique que toute mesure favorable aux employeurs le serait naturellement pour les salariés, par contre la réciprocité est inconcevable, toute mesure favorable aux salariés ne le serait pas pour les employeurs et devrait donc est exclue

de la législation du travail, ce qui signifie que le gouvernement entend légiférer uniquement en faveur des patrons. - ndlr)

Le projet, consulté par l'AFP, stipule également que dans les entreprises en redressement ou liquidation, le plan social devra être proportionné "*au regard des moyens dont dispose l'entreprise*", et non plus du groupe auquel elle appartient. La disposition fait craindre à Mme Krivine des "*PSE au rabais*". Pour inciter à "*l'enrichissement*" du plan, "*le liquidateur ou le mandataire judiciaire n'a pas les leviers sur le groupe mais uniquement sur l'entreprise*", justifie le ministère.

(Autrement dit, il suffira à un groupe de se restructurer et de transférer l'activité d'une entité à une autre pour qu'ensuite elle soit déclarée insolvable, invivable ou en faillite, pour ensuite la fermer à un moindre coût sans que ses dirigeants n'aient de comptes à rendre aux salariés et ne leur versent les indemnités de licenciement qu'ils auraient été en droit d'attendre d'un groupe réalisant des profits. Si un groupe ou une multinationale réalise des profits, c'est pour les distribuer aux actionnaires, pas pour régler des indemnités de licenciement exorbitantes ou devoir subir dépenser des sommes folles en formation ou reclassement... ndlr)

Enfin, le texte prévoit que l'annulation du feu vert administratif pour "*insuffisance de motivation*" (comme dans les cas TNS Sofres, Heinz ou encore Dia), sera "*sans incidence sur la validité du licenciement et ne donne(ra) pas lieu au versement d'une indemnité à la charge de l'employeur*".

(Le gouvernement donne le "*feu vert*" aux licenciements sans motivation, et en cas d'enfreinte à la législation ou ce qu'il en restera une fois que cette mesure aura été adoptée, cela ne leur coûtera pas un centime de plus, dès lors pourquoi les patrons se gêneraient franchement. - ndlr)

Le "*but*" est de "*ne pas faire invalider des PSE entiers pour des motifs de pure forme d'une décision administrative extérieure à ce PSE*", argue le ministère.

Les partenaires sociaux "*seront consultés*" sur les modifications jeudi, lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC), précise-t-il. AFP 25.11

Et dire que les bureaucrates pourris des syndicats vont accepter de se rendre à cette réunion en connaissant son ordre du jour, honte à ceux qui collaborent avec eux, qui les ménagent et refusent de rompre avec eux, ils s'en font ainsi les complices.

En complément.

Un regret. Hélas !

- Rebsamen: décréter le gel des salaires est "*impossible*" - AFP

Mais ils comptent bien se rattraper autrement...

- Rebsamen: "*pas de tabou*" sur les 35 heures mais sans toucher au cadre - AFP

Quand vous travaillez dans une entreprise et que le patron décide que vous devrez travailler plus de 35 heures, vous avez le choix (sic !) entre accepter ou refuser, et si vous opter pour la seconde option vous serez parmi les premiers à être virés à la première charrette, à moins qu'il vous pousse à démissionner avant ou vous licencie pour un motif bidon.

Même que le Medef serait prêt à le garder.

- Rebsamen : "*Quand on a un président sortant, on le garde*" - Francetv info

Ils ont déjà oublié qu'ils avaient un gouvernement "*pro-business*".

- Baumel (PS): la gauche au pouvoir s'est "*fait avoir*" par le patronat - AFP -

Impunité. Exécution. On ne juge pas un policier blanc assassin d'un Noir aux Etats-Unis.

A retenir :

- Une parodie de justice dans un Etat raciste envers les minorités les plus pauvres, les Noirs de préférence.

- Les champions de la démocratie qui en imposent au monde entier en arrivent à faire appel à l'armée contre leur propre peuple.

- Ils recourent à des armes de guerre, des gaz de combat employés sur les champs de bataille.

- Ils s'en prennent à des journalistes qu'ils retiennent plusieurs heures pour les empêcher de filmer les émeutes.

- Ils auront mis trois mois pour peaufiner le témoignage de ce policier mis en scène par les médias.

- Ils auront mis trois mois pour fabriquer des preuves qui n'en sont pas d'ailleurs ou qui ne justifie pas ce meurtre. Ils auraient relevé des traces de sang de Michaël Brown dans la voiture du policier et sur son pantalon. Et alors ? Cela prouve quoi ? Absolument rien. Cela ne change rien au fait que c'est plus tard, alors qu'il était en train de prendre la fuite à pied et sans arme que le policier l'a abattu à distance de 6 ou 7 balles, il l'a achevé quoi.

- Les barbares de l'Emirat islamique ne pouvaient pas rêver mieux comme instructeurs et comme modèle.

- Pour le reste, lire la suite...

Le policier, qui a abattu à distance Michael Brown qui ne possédait pas d'arme, a tiré en tout douze balles, et c'est la dernière qu'il lui a logée en pleine tête qui l'a achevé, on ne peut pas appeler cela autrement qu'un meurtre ou un homicide volontaire avec préméditation si vous préférez.

Le jury populaire qui devait se prononcer sur la nécessité ou non de poursuivre le policier a décrété qu'il avait agi en légitime défense en tirant à distance sur sa victime sans arme, alors imaginez un peu quel risque vous prendriez à croiser des policiers sur le même trottoir que vous, surtout si vous ête Noir, ils peuvent interpréter un de vos geste comme une menace et vous exécutez sur le champ sachant que leur acte demeurera impuni.

Et la victime ne mérite même pas un procès équitable, c'est un déni de justice et de démocratie dans une dictature, un régime policier puisqu'il faut bien appeler les choses par leurs noms à un moment donné.

Il aura été froidement assassiné pour avoir volé des cigares dans une épicerie et n'avoir pas obtempéré aux ordres d'un policier, voilà ce qu'il faudra retenir.

Vous pouvez ajouter parce qu'il était noir par un policier blanc, sans parler de la haine envers les Noirs qui animait le procureur dont on a appris que le père policier avait été tué par un Noir, avec ce verdict qui n'en est pas un il aura obtenu vengeance.

Ce n'est pas fini, on a gardé le meilleur pour la fin si on peut dire, le jury était majoritairement composé de Blancs :

Libération. fr - L'image qui reste, c'est celle d'un jury majoritairement blanc qui choisit de ne pas poursuivre un autre blanc, accusé du meurtre d'un noir dans une ville majoritairement noire. La composition ethnique du jury – neuf blancs dont six hommes et trois femmes, et trois noirs dont un homme et deux femmes selon le Saint-Louis Post Dispatch – marque en effet un fort déséquilibre avec la population de la ville de Ferguson, noire à plus de 70% selon les statistiques ethniques du dernier recensement américain, qui remonte à 2010. Libération. fr 25.11

- Ferguson : pourquoi le policier Darren Wilson ne sera pas jugé - Francetv info

Le policier blanc qui a tué le jeune Afro-Américain Michael Brown l'été dernier, à Ferguson (Missouri), ne sera pas poursuivi, a décidé, lundi 24 novembre, le grand jury.

"*Notre pays s'est construit sur le règne du droit et nous devons accepter cette décision du grand jury*", a déclaré Barack Obama lors d'une conférence de presse télévisée.

A New York, le militant des droits civiques Al Sharpton a parlé d'un "*coup très sévère porté à ceux qui souhaitaient un procès juste et équitable*".

Aussitôt après l'annonce, des coups de feu ont été entendus. L'affrontement entre policiers et manifestants est vite devenu explosif, raconte un journaliste de France 3. La garde nationale a même été envoyée en renfort. De New York à Los Angeles, les manifestations ont gagné tout le pays. "*Ça veut dire que les noirs peuvent être abattus comme des chiens, c'est incroyable*", déplore un Américain.

La famille de Michael Brown, "*profondément déçue*" par la décision du grand jury, avait lancé un appel au calme lundi soir mais la situation a rapidement dégénéré dans la nuit à Ferguson.

Au milieu des manifestants, la mère de Michael Brown crie à l'injustice : "*Ils ne sont pas punis. Ils ne le seront jamais*". Francetv info 25.11

- Nuit d'émeutes à Ferguson, aux USA, le policier ne sera pas jugé - Reuters

D'autres manifestations ont eu lieu lundi soir à New York, à Chicago, à Seattle, à Los Angeles ou à Washington, la capitale fédérale.

- Tension à Ferguson, quadrillée par plus de 2.000 militaires - AFP

La tension régnait à Ferguson (centre des Etats-Unis), quadrillée mardi soir par trois fois plus de militaires que la veille, pour éviter une nouvelle nuit d'émeutes après la décision d'un jury populaire de ne pas poursuivre le policier blanc qui avait tué un jeune Noir.

En tout, quelques 2.200 membres de la Garde nationale vont être déployés devant les maisons, les commerces et une centaine de lieux-clés, a annoncé le gouverneur du Missouri, Jay Nixon.

"*Les vies et les biens doivent être protégés. Cette communauté mérite la paix*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, expliquant que les militaires prêteraient main forte aux policiers et "*seraient prêts à agir rapidement*" pour éviter de "*répéter le désastre d'hier soir*".

La décision annoncée lundi soir de ne pas poursuivre le policier Darren Wilson, qui a tué le 9 août dernier Michael Brown, un Noir qui ne portait pas d'arme, a enflammé les rues de cette banlieue de Saint Louis, où de nombreux commerces autour du poste de police ont été pillés et incendiés.

L'avocat de la famille du jeune Noir a dénoncé "*un système (judiciaire) cassé*". "*C'est tout le système qui devrait être mis en accusation*", a lancé Benjamin Crump lors d'une réunion publique.

"*On pouvait prévoir ce qui allait arriver*", a-t-il ajouté dénonçant les "*relations de proximité*" entre le procureur -dont le père policier a été tué par un Noir- et la police de Saint Louis. Et "*c'est exactement ce qui est arrivé*", a-t-il ajouté avant de pointer des contradictions dans le témoignage du policier.

"*A quel moment sa crédibilité a-t-elle été passée au crible?*", s'est-il insurgé, en déplorant que le policier n'ait subi aucun contre-interrogatoire.

Après trois mois de délibérations, le grand jury a conclu lundi que le policier Wilson avait agi en état de légitime défense en tirant douze coups en direction de Michael Brown, qui l'avait d'abord frappé au visage avant de prendre la fuite.

Le policier, qui est toujours en congé administratif, n'est cependant pas à l'abri de toute poursuite. Le ministre de la Justice Eric Holder a rappelé mardi soir que deux enquêtes fédérales étaient en cours et promis des conclusions rapides "*pour rétablir la confiance*" entre la police et la communauté noire.

Le Sénat de son côté va organiser le 9 décembre une audition sur la situation des droits civiques aux Etats-Unis.

L'avocat de la victime a déploré que "*dans toute l'Amérique, à New York, à Los Angeles, en Californie, à Cleveland, les jeunes garçons de couleur sont tués par les policiers*". AFP 25.11

La télévision offre une tribune à l'assassin.

- Ferguson: «*Je sais que j'ai bien fait mon job*», dit le policier - 20minutes.fr

Les médias soutiennent la décision du "***grand jury***".

- Mort de Michael Brown : quatre raisons qui ont conduit au non-lieu du policier - Le Monde

Parmi tous les faits et arguments qui constituaient le dossier de cette affaire, Le Monde a décidé de ne retenir que ceux évoqués par le jury, à charge contre ce jeune Noir qu'ils ont pour ainsi dire assassiné une seconde fois.

- Brown aurait frappé Wilson au visage : voilà qui mérite 12 balles ou justifie qu'un policier vous abatte !

- Le policier persuadé que Brown était armé : une présomption invalidée par le fait que le policier avait tiré à plusieurs reprises dans sa direction ou sur lui sans qu'il ne sorte la moindre arme.

- Des témoignages remis en cause : Ceux évidemment à charge pour le policier.

- Des confessions en privé : Dont la véracité est invérifiable puisqu'anonyme et ont pu être fabriquées.

Pire encore, en lisant le titre du Monde on pourrait penser qu'il s'agissait d'un procés ("*non-lieu*"), alors que le jury devait uniquement statuer sur la nécessité ou non d'un procès qui établirait ou non la culpabilité du policier, en répondant négative, le jury a décrété que cette affaire ne relevait pas de la justice, puisque la police s'en chargeait très bien elle-même, c'est ce qu'on est obligé d'en conclure.

- Ferguson : pourquoi le «*grand jury*» n'a pas poursuivi le policier - Libération.fr

Le refus d'engager des poursuites est-il habituel ?

Non. Le refus du grand jury d'engager des poursuites contre le policier est très inhabituel, relève le site de datajournalisme FiveThirtyEight. Sur les 162 000 dossiers dans lesquels des procureurs fédéraux ont engagé des poursuites (face à un juge ou à un grand jury) entre le 1er octobre 2009 et le 30 septembre 2010, il n'est arrivé qu'à 11 reprises qu'un grand jury décide de rendre un «*no true bill*». Le site souligne toutefois que l'affaire Wilson/Brown ayant été portée devant un tribunal d'Etat et non fédéral, les chiffres ne sont pas directement comparables. Il pointe en revanche que sur un éventail plus large d'affaires, une tendance assez nette s'esquisse pour le blanchiment des policiers mis en cause pour de potentielles bavures.

FiveThirtyEight relève trois explications possibles à ce phénomène. La première suppose que les jurés ont tendance à faire confiance aux policiers et à leur accorder le bénéfice du doute. La deuxième avance que les procureurs, ne souhaitant pas accabler ceux dont ils dépendent pour monter leurs enquêtes, pourraient, consciemment ou pas, présenter ces dossiers de façon moins accablante qu'ils ne le feraient pour des civils. La troisième postule un échantillon faussé: là où un procureur a tendance à ne soumettre un dossier que lorsqu'il est sûr d'obtenir des poursuites (afin d'augmenter son taux de condamnation), la pression de l'opinion pourrait le pousser à lancer une procédure dans tous les cas concernant des policiers, y compris lorsque les éléments à disposition ne sont pas convaincants.

Mais que l'un ou les trois de ces facteurs aient pesé à Ferguson ne changera rien à la colère qui a saisi la population, et qui relance une énième fois la question du racisme et des violences policières aux Etats-Unis. Libération.fr 25.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Nouvelle confirmation de l'emballement du déclin états-unien. De même que la moyenne des salaires est équivalente - en dollars constants - à celle de 1975, ou que la population active est égale à celle des années 60 (+100M d'inactifs !), de même l'on retourne aux grandes émeutes raciales des années 60 (cf. Watts / L.A.). La guerre civile (re)commence dans cette dynamique d'effondrement, et elle (re)commence bien sûr par l'écrasement de la minorité la plus constamment persécutée de l'histoire US.*"

ACTUALITE EN TITRES

Et même qu'à l'applaudimètre il a battu Mélenchon. (lire la causerie d'hier)

- Le pape François applaudi au Parlement européen - Francetv info

Au total, le pape François a été applaudi huit fois par les députés européens. Tout d'abord par les conservateurs, quand il a défendu les valeurs familiales, mais aussi et surtout par la gauche, quand le souverain pontife s'en est pris à l'économie libérale. Francetv info 25.11

Sarkozy est toujours en guerre.

- Résolution sur la Palestine: Sarkozy appelle l'UMP à voter contre - AFP

- Nicolas Sarkozy favorable à la suppression de l'ISF - 20minutes.fr

- Présidence de l'UMP: Nicolas Sarkozy demande à l'islam «*ce qu'il peut faire pour la République*» - 20minutes.fr

- En meeting à Angers, Sarkozy s'en prend à Bayrou - LeParisien.fr

- Présidence de l'UMP : Le Maire veut profiter de la guerre des chefs - LeParisien.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Moscou signe un partenariat stratégique avec l'Abkhazie - Reuters

Le président russe Vladimir Poutine a signé lundi un accord de "partenariat stratégique" avec l'Abkhazie, région sécessionniste de Géorgie, ce qui a aussitôt provoqué les protestations du gouvernement de Tbilissi.

L'Otan et l'Union européenne ont également dénoncé cet accord.

Pour le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, ce "*prétendu traité*" ne contribue pas à apaiser les tensions dans la région.

La haute représentante de l'Union européenne pour la politique étrangère, Federica Mogherini, a déclaré que cet accord violait la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie et sapait les efforts pour stabiliser la région.

Le ministre géorgien des Affaires étrangères, Tamar Berouchachvili, a dénoncé "*un pas en avant vers l'annexion de l'Abkhazie par la Fédération de Russie*".

Le président géorgien Georgui Margvelachvili a parlé d'un "*accord absurde et illogique*".

Le président Poutine et le numéro un abkhaze Raul Khadjimba ont signé l'accord à Sotchi, ville russe sur la mer Noire.

Aux termes de cet accord, Moscou va accorder cinq milliards de roubles (111,4 millions de dollars) à l'Abkhazie. Le texte évoque "*la protection par la Russie de la frontière entre la République d'Abkhazie et la Géorgie*".

2- Portugal

- L'ex-Premier ministre portugais Socrates inculpé pour corruption - Reuters

L'ancien Premier ministre socialiste portugais José Socrates a été inculpé lundi soir pour corruption et fraude fiscale et maintenu en détention préventive après trois jours de garde à vue.

José Socrates, qui a 57 ans, a été arrêté vendredi soir à l'aéroport de Lisbonne, en provenance de Paris où il réside depuis sa démission en 2011.

Premier ministre de 2005 à 2011, Socrates a quitté son poste au milieu de son second mandat, après avoir été contraint de demander un plan de sauvetage international pour permettre à l'économie portugaise de surmonter la crise de la dette en contrepartie de dures mesures d'austérité.

Trois proches de l'ex-Premier ministre ont également été arrêtés, dont le chauffeur de Socrates, soupçonné d'avoir transporté en voiture de grosses sommes d'argent liquide du Portugal jusqu'à Paris.

Pour certains observateurs, cette inculpation pourrait réduire les chances des socialistes d'obtenir la majorité absolue au parlement lors des législatives de l'an prochain, et pourrait même leur coûter la victoire.

Revigorés par l'élection d'un nouveau chef en septembre dernier, le maire de Lisbonne Antonio Costa, un ancien ministre de José Socrates, les socialistes ont accru leur avance dans les sondages aux dépens de la coalition de centre droit au pouvoir.

Le gouvernement lui-même n'a pas été épargné par l'offensive des magistrats contre la corruption. L'arrestation en début de mois

du directeur des services de l'immigration, soupçonné de corruption dans l'émission de "visas dorés" à destination des riches étrangers, a provoqué la démission du ministre de l'Intérieur Miguel Macedo.

Lancés en octobre 2012 en pleine crise de la dette, les "*visas dorés*" sont proposés à des étrangers, notamment chinois, prêts à investir au moins 500.000 euros dans l'immobilier, par exemple. Ils ont rapporté plus d'un milliard d'euros.

3- Palestine occupée

3.1- L'ancien procureur général d'Israël demande aux Européens de reconnaître l'Etat de Palestine - slate.fr

Michael Ben-Yair est l'ancien procureur général d'Israël. Le 21 novembre, dans une tribune publiée sur EU Observer, il félicite la Chambre des communes britannique, le sénat irlandais et le parlement espagnol d'avoir suivi l'exemple du gouvernement suédois, qui a, en octobre, reconnu l'Etat de Palestine, aux côtés de celui d'Israël, selon les frontières reconnues en 1967. Et implore le reste de l'Europe de faire de même.

«*Cette étape n'est pas seulement juste, elle protège aussi les intérêts de sécurité nationale des deux nations*.»

Michael Ben-Yair fait également une violente critique de la politique israélienne:

«*La Cisjordanie est un territoire occupé depuis plus de 47 ans. Pendant cette période, nous avons ignoré les traités, exproprié des terres, transféré des colons israéliens d'Israël vers les territoires occupés; avons déshérité et volé. Nous avons justifié toutes ces actions au nom de la sécurité.*

Au fil des années, les raisons de cette occupation ont changé pour en arriver à ceci: l'exploitation économique des territoires occupés pour le bien-être des colons israéliens et leurs besoins.

Dans notre soif de maintenir le contrôle des territoires occupés, nous avons développé deux systèmes légaux: un système progressiste pour Israël et les colons israéliens; et un autre cruel et violent pour les Palestiniens dans les territoires occupés.

Dans les faits, nous avons imposé un régime d'apartheid dans les territoires occupés, immédiatement après leur conquête. Ce régime oppressif continue encore aujourd'hui.»

Cette tribune arrive alors que ce jeudi 27 novembre, rappelle le Washington Post, le Parlement européen va se réunir à Strasboug et voter pour savoir s'il doit ou non reconnaître la Palestine comme un Etat indépendant. Et comme l'explique le quotidien américain:

«*La délibération arrive à un moment crucial: ces dernières semaines, plusieurs gouvernemens européens ont fait un pas vers la reconnaissance de la Palestine comme un Etat indépendant. La Suède l'a officiellement reconnue en octobre, devenant le pays européen le plus important à avoir agi ainsi. Des votes symboliques ont également eu lieu en Grande-Bretagne, Espagne et Irlande depuis. Le parlement français doit lui se prononcer le 2 décembre.*»

Mais le vote –ou non– du texte examiné vendredi 28 à l'Assemblée nationale qui «invite le gouvernement français à reconnaître l'Etat de Palestine en vue d'obtenir un règlement définitif du conflit» n'aura aucune incidence immédiate.

Invité de France Inter, ce mardi matin, Laurent Fabius a été interrogé sur ce sujet . Le ministre des Affaires étrangères a tenu à rappeler que:

« *Il faut que ce soit bien clair et ça l'est pour tout le monde. Autant le Parlement, en l'occurrence, l'Assemblée nationale peut voter des invitations à quelque chose, autant la décision relève du gouvernement et du président de la République.*» Slate.fr 25.11

3.2- Des colons israéliens incendient une maison avec ses habitants à l'intérieur - french.irib.ir

Des colons israéliens ont mis le feu à une habitation dans le Nord Est de Ramallah dimanche.

Ghassan Daghlas, un fonctionnaire de police palestinien, rapporte qu'un groupe de colons extrémistes ont rasé le village de Khirbet Abu Falahet ont incendié la maison d'Abdal-Karim Hussein Hamayil.

Les colons israéliens ont jeté une bombe dans l'habitation à travers une fenêtre avant de s'enfuir. Au moment de l'attaque, la veuve d'Hamayil et ses trois filles se trouvaient à l'intérieur de la maison. De nombreuses pièces ont été incendiées mais on ne compte pas de blessé.

Les colons ont également tagué des appels au meurtre des palestiniens en hébreu : "*Mort aux arabes*" ou encore "*vengeance*" figuraient sur les murs du logement.

Daghlas ajoute que les colons ont d'abord attaqué l'habitation avec des gaz lacrymogènes et des grenades à étourdissement.

Les colons israéliens n'hésitent pas à s'en prendre aux personnes les plus vulnérables. french.irib.ir 25.11

SOCIAL

1- France

- En Gironde, des Hongrois payés 2,22 euros l'heure pour travailler 6 jours sur 7 - Francetv info

Ils travaillaient plus de 11 heures par jour, six jours sur sept, mais étaient payés 2,22 euros de l'heure, pour huit heures quotidiennes. La préfecture de Gironde a suspendu, vendredi 21 novembre, l'activité d'une société hongroise, intervenant sur un chantier d'installations de panneaux photovoltaïques à Arsac, à 20 km au nord de Bordeaux.

Deux jours auparavant, c'est un contrôle de la gendarmerie, de l'Urssaf et de l'Inspection du travail qui avait mis au jour ces pratiques. La société de chaudronnerie OLP-TECH, dont le siège est à Teresztenye, dans le nord-est de la Hongrie, employait ces 31 ouvriers, travailleurs détachés arrivés début septembre, "*dans des conditions contraires au Code du travail*", souligne la préfecture. Au regard du "*cumul des faits et de leur gravité*", l'activité d'OLP sur le chantier a été arrêtée pour trois mois, indique la préfecture. Cette dernière ajoute que le parquet a été saisi des infractions pour y donner une suite judiciaire. Francetv info 25.11

2- Afrique du Sud

- Boycott de l'origine Israël en Afrique du Sud: manifestations interdites chez Woolworths - AFP

La chaîne de supermarchés haut de gamme Woolworths d'Afrique du Sud, cible d'une campagne de boycott des produits israéliens par des militants pro-palestiniens, a obtenu mardi en justice l'interdiction de toute manifestation à l'intérieur de ses magasins, a-t-on appris auprès de l'entreprise.

Le 24 octobre, une tête de cochon a été déposée dans un rayon Woolworths du Cap, faisant scandale jusque dans les rangs du parti au pouvoir, l'ANC, qui a dénoncé un incident "*extrêmement malheureux*".

"*Le BDS se présente comme un défenseur des droits de l'homme, mais leur tactique reste la pression, la division et l'intimidation (...) Cela n'aide en rien les Palestiniens et a un impact zéro sur Israël*", a récemment dénoncé le conseil juif sud-africain (SAJBD).

La communauté juive sud-africaine se singularise par ses divisions sur la politique menée par l'Etat hébreu, certaines franges soutenant la cause palestinienne, l'assimilant à la lutte anti-apartheid.

Parallèlement, la critique de la politique israélienne a gagné du terrain ces dernières années, même si Pretoria maintient de bonnes relations avec Israël.

En 2012, l'Afrique du Sud a rompu avec une relative neutralité observée depuis 1994 dans le conflit israélo-palestinien, en interdisant l'étiquette "*made in Israël*" sur les produits venant des Territoires occupés.

Et en septembre, l'ANC au pouvoir a recommandé à ses membres et dirigeants de ne pas se rendre en Israël, annonçant qu'il se joignait à un appel au boycott culturel, académique et éducatif.

ECONOMIE

1- Russie

- Poutine annonce la création de la zone de libre-échange avec le Vietnam - AFP

Le président russe Vladimir Poutine a annoncé mardi la création d'une zone de libre-échange entre l'Union douanière menée par la Russie et le Viet Nam, après une rencontre mardi avec le numéro un vietnamien, Nguyen Phu Trong.

"*Les pourparlers sont au stade de finalisation, et le Vietnam pourra devenir le premier pays avec lequel un tel accord sera conclu*", a déclaré M. Poutine, à l'issue d'une rencontre avec le secrétaire général du Parti communiste du Vietnam à Sotchi, au bord de la mer Noire.

Créée en 2010, l'Union douanière entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Russie exempte de droits de douane les marchandises circulant entre ces trois États, et permet leur libre circulation au sein de l'Union.

Moscou et Hanoï se sont également mis d'accord sur l'augmentation des livraisons des produits agricoles vietnamiens sur le marché russe, selon M. Poutine.

En août, la Russie avait instauré un embargo sur la plupart des produits alimentaires en provenance des pays de l'Union européenne, en réponse aux sanctions occidentales prises à son encontre.

Par ailleurs, le géant gazier russe Gazprom a annoncé dans un communiqué avoir signé un accord avec le groupe public vietnamien d'hydrocarbures PetroVietnam sur l'exploration commune des gisements dans la région d'Orenbourg et dans le district autonome des Iamalo-Nenets (nord-ouest de Sibérie).

Un autre accord prévoit la livraison du pétrole russe de la marque VSTO (ESPO) au Vietnam par le groupe Gazprom Neft, la branche pétrolière de Gazprom.

Les échanges commerciaux entre la Russie et le Vietnam "*peuvent atteindre jusqu'à 10 milliards de dollars d'ici quelques années*", s'est félicité Vladimir Poutine.

"*Dix-sept projets d'investissements pour un montant de plus de 20 milliards de dollars*" sont en cours, selon le président russe.

"*La Russie était depuis toujours l'un des principaux partenaires du Vietnam*", a rappelé Nguyen Phu Trong, prônant le renforcement de la coopération avec Moscou pour faire passer les relations entre les deux pays à un "nouveau, plus haut niveau".

2- Chine

- La Chine investit dans le ferroviaire pour relancer l'économie Reuters

La Chine a approuvé mardi la construction de quatre lignes ferroviaires pour un montant de 66,2 milliards de yuans (8,68 milliards d'euros) afin de soutenir la croissance de son économie, a annoncé la Commission nationale du développement et de la réforme.

Il s'agit du troisième accord d'investissement dans les chemins de fer signé ce mois-ci par Pékin.

Les nouvelles lignes de chemin de fer seront construites dans les provinces du Jilin (nord-est) et du Shaanxi (nord-ouest), dans le nord de la Mongolie-intérieure, ainsi que dans la ville de Chongqing (ouest), a précisé l'organe de planification économique sur son site web (www.ndrc.gov.cn).

3- Australie

- L'Australie privatise son plus gros assureur santé pour doper les infrastructures - LeMonde.fr

La plus importante compagnie d'assurance maladie australienne, Medibank, est entrée en bourse mardi 25 novembre, après avoir été vendue par l'Etat. Ce dernier a récolté 5,7 milliards de dollars australiens (4 milliards d'euros), un montant qui dépasse les prévisions les plus optimistes. Il s'agit de la deuxième plus grande introduction en bourse en Australie, après celle de l'opérateur de téléphonie Telstra en 1997.

Peu après son élection en septembre 2013, le premier ministre libéral Tony Abbott avait prévenu que Medibank serait vendue. Cet assureur, créé il y a 37 ans, compte 3,8 millions de clients. Les 23 millions d'Australiens ont accès gratuitement à la santé, grâce à Medicare, l'équivalent de la sécurité sociale française, mais la plupart d'entre eux ont également une assurance privée.

Le ministre des Finances a expliqué en octobre que la vente de Medibank permettrait de mettre un terme à une situation conflictuelle, où le gouvernement était à la fois le régulateur du marché et le propriétaire du plus grand acteur du marché.

Le produit de la vente de Medibank sera investi dans un vaste programme d'infrastructures mis en place par le gouvernement, et en particulier dans un fond qui aide les différents Etats australiens à construire ou moderniser les routes, les aéroports, ou à développer le rail etc.

Tony Abbott a expliqué dès son élection qu'il voulait être « *le premier ministre de l'infrastructure* ». Il en a fait sa priorité pour redynamiser une croissance affectée par la fin du boom minier. Le gouvernement a promis d'investir 50 milliards de dollars d'ici à 2020 pour la réalisation d'« *infrastructures de transport vitales* ». Selon le Trésorier Joe Hockey, le programme de construction est le plus vaste depuis le projet hydroélectrique des Snowy Mountains, dans la Nouvelle-Galles du Sud, qui a commencé en 1949.

Haut de page

Le 27 novembre 2014

CAUSERIE

Ce matin on a ajouté 28 nouveaux articles.

La suite dans 8 ou 10 heures.

Au fait, vous êtes de plus en plus nombreux à vous connecter sur le site.

Pondichéry, 17h31, le boulot est terminé.

On a laissé un sujet de côté pour demain.

Dorénavant le site ne sera plus actualisé le dimanche, ma compagne Selvi qui travaillait 7j/7 a décidé de ne plus travailler le dimanche et elle m'a supplié d'en faire autant. On est ensemble depuis février dernier et elle ne supporte plus que je consacre tout mon temps à ce portail, je la comprends, elle a raison.

Je ne voulais pas en arriver-là, mais les événements ayant pris une mauvaise tournure, je vais être obligé de faire appel à votre générosité, non pas pour passer de bonnes fêtes de fin d'année, ici ce genre de truc n'existe pour ainsi dire pas, on suit un autre calendrier que le vôtre, mais pour pouvoir essayer de continuer à survivre modestement, parce que je me suis fait voler 500.000 roupies, l'équivalent de 6.300 euros environ, un sale coup de mon épouse dont je suis séparé depuis neuf mois.

C'est arrivé il y a trois jours déjà et je n'ai pas trouvé le temps de vous en parler, je vous raconterai cela en détail demain. Je pense que si je m'étais un peu plus concentré sur mes affaires au lieu de passer tout mon temps à actualiser le site, j'aurais peut-être pu éviter cette mésaventure.

Mardi j'étais effondré mais j'ai continué à faire mon boulot depuis sans rien laisser paraître. Je comptais sur cet argent pour finaliser mon installation et aider le frère et la fille de Selvi qui vivent dans un taudis, et j'aurais placé ce qui serait resté en banque pour amortir l'inflation, ce ne sera pas possible, du coup il va nous rester pour vivre par mois 261 euros, le salaire de Selvi (femme de ménage chez un Français et une Italienne) servant à payer la formation (comptabilité) de son fils (Manikandan, 23 ans), sa nourriture et à lui fournir un peu d'argent de poche, le reste elle le donne à sa fille chez qui ils vivent puisque Selvi n'avait pas de toit. Il faut imaginer.

Je ne peux pas espérer une rentrée d'argent avant septembre 2016, date à laquelle je devrai toucher une petite retraite, entre 300 et 400 euros par mois, si d'ici là ils ne reculent pas l'âge minimum pour prendre sa retraite (62 ans pour les salariés nés en 1955). Sachez aussi, que ce portail me coûte de l'argent, l'électricité et le matériel ne sontpas gratuits, depuis 10 ans déjà. Si je n'ai pas de quoi payer quelqu'un pour faire des travaux chez moi, je serai obligé de les faire moi-même et de laisser tomber le site, idem si on me proposait un emploi, j'ai esayé d'en trouver un à domicile, en vain. Voilà pour ma situation.

Je n'ai plus de compte en banque en France, car par précaution j'ai dû fermer le compte-joint que j'avais avec mon épouse. Si vous estimez que ce portail vous apporte quelque chose, vous pouvez envoyer un chèque libellé au nom et à l'adresse de ma vieille mère, madame Tardieu Lise - 26 rue Diderot - 92500 Rueil. C'est ma soeur qui se chargera de me faire parvenir l'argent en Inde. De son côté avec ma mère, ils vont se cotiser dans la mesure de leurs moyens ; ma mère vit avec la misérable retraite de réversion de mon père qui était menuisier en bâtiment, elle fait donc partie des retraités pauvres. Au besoin vous pouvez me contacter par courriel.

Passons à la politique, je suis plus à l'aise sur ce terrain-là.

I shot the Sheriff...

Attention à ce que vous allez dire, par ce verdict ce sont eux qui encouragent la violence, qui appellent au meurtre (et donc à la répression policière ou militaire), n'inverser pas les rôles, s'il vous plaît.

Pour le centenaire de la capitulation avec armes et bagages de la social-démocratie passée définitivement du côté du capitalisme après avoir trahi et abandonné le socialisme, on vous avait promis de célébrer cet événement comme il se devait pour mériter de se réclamer du socialisme de Marx et Engels, on aura tenu notre engagement.

Vous conviendrez que je ne peux pas traiter quotidiennement tous les sujets d'actualité, j'établis des priorités et je fais ce que je peux.

On pourrait intituler la causerie d'aujourd'hui : Ceci explique cela.

Le règne de l'oppression, de l'injustice, de la terreur, de la barbarie que subissent tous les peuples, porte un seul et même nom : l'impérialisme stade suprême et pourrissant du capitalisme qu'il faut impérativement renverser, abolir, faire disparaître de la surface de la terre.

Le terrorisme, produit authentique de l'impérialisme - Mohamed Belaali - legrandsoir.info 24.11

Taliban, Al Qaeda, Aqmi, Boko Haram, Rebelles libyens, Rebelles syriens, Daech, Al Nosra, Khorassane, ne sont que des noms, parmi tant d'autres, pour désigner des organisations et des mouvements créés, financés, entraînés et armés directement et indirectement par l'impérialisme américain et son caniche européen dans le seul et unique but de servir leurs intérêts économiques et stratégiques.

En condamnant toutes les voies et toutes les issues progressistes, l'impérialisme a ouvert la boîte de Pandore libérant des monstres qui essaiment un peu partout et qui lui servent de prétexte pour d'éventuelles interventions dans les pays qui lui sont réfractaires.

L'impérialisme est le père de tous les terrorismes. legrandsoir.info 24.11 (Téléchargez l'article pour lire la suite)

Voilà qui résume de manière concise et précise la situation.

Nations-Unies : L'Union européenne refuse de condamner le nazisme - internationalnews.fr 24.11

Une Commission des Nations Unies a examiné récemment un document condamnant la glorification du nazisme. Le texte en français se trouve ici. Le vote final a donné les résultats suivants : 115 votes pour, 3 votes contre, 55 abstentions. Les 3 votes contre sont ceux de l'Ukraine, des Etats-Unis et du Canada. L'Italie, en sa qualité de présidente tournante de l'Union européenne a voté l'abstention, s'alignant ainsi avec tous les pays européens [dont la France – NdT]. internationalnews.fr 24.11 (Téléchargez l'article pour lire la suite)

Hollande s'entend aussi bien avec Obama, Harper ou Renzi. Il ne pouvait pas condamner le nazisme puisqu'il soutient le gouvernement néonazi de Kiev, de même que ses homologues de l'Union européennes.

Il y a peu, avons-nous eu tort d'affirmer que l'extrême droite était le complément du social-libéralisme ou du PS, qu'il était l'antichambre de la dictature ou du fascisme, au même titre que le Front populaire ?

Hollande le confirme ou le justifie ici à sa manière. Comme quoi on n'exagère rien en fait, on est juste un petit plus lucide et honnête que la moyenne.

Ils ne s'en cachent même plus, c'est un honneur pour eux ou quand ils le revendiquent.

Marine Le Pen fait partie des 100 «*penseurs mondiaux*» de 2014 - Slate.fr

Ce classement a été établi par le magazine américain Foreign Policy publié par la Fondation Carnegie pour la paix internationale qui est un think tank qui diffuse la pensée néolibérale, il est donc normal qu'il plébiscite les "penseurs" qui servent ses intérêts, dont Marine Le Pen ou encore le dirigeant de l'organisation Etat islamique Abu Bakr al-Baghdadi ou encore l'exécuteur «*Jihadi John*»

Sachant que les "*éditions en ligne de Foreign Policy dépendent de The Washington Post Company au travers de sa filiale The*

Slate Group" (Wikipédia), il était inutile que Slate.fr mentionne que cette liste ne valait pas "*approbation*" de la part de la part de Foreign Policy.

Trois chiffres sur les Etats-Unis.

- Un adolescent noir (entre 15 et 19 ans) a 21 fois plus de risques d'être abattu par un policier qu'un ado blanc, selon l'analyse de chiffres officiels incomplets par ProPublica.

- En 2013, 27 policiers ont été tué sur le terrain.

- Officiellement environ 400 Américains sont tués par la police chaque année, mais le chiffre réel se situe au-delà de 1.000, selon le Washington Post. 20minutes.fr 26.11

Le gouvernement français n'est pas en reste ou d'un régime policier à un autre

- François Hollande appelle l'Égypte à poursuivre sa transition démocratique - LePoint.fr

- Egypte: 78 enfants de 13 à 17 ans condamnés à de la prison - L'Express.fr

- Tweets de Taubira sur Ferguson : le Foll recadre - Libération.fr

En cause : un message de la garde des Sceaux, Christiane Taubira, commentant la décision de la justice américaine de ne pas poursuivre le policier qui a tué Michael Brown. S'agit-il de «*les tuer avant qu'ils ne grandissent ?*» s'est interrogée la ministre dans un message en anglais relayé plus de 2 500 fois, citant la chanson I Shot the Sheriff, de Bob Marley.

Le Foll a regretté l'expression de cette opinion à l'encontre d'une décision de justice d'un pays ami. «*Il faut se garder de faire des commentaires sur ce qui est en train de se passer aux Etats-Unis*», a-t-il estimé. Le Foll s'est aussi fendu sur Twitter d'un «*rappel de bonne conduite*», conseillant aux ministres d'éviter les positions politiques.

«*Surtout avec ces outils qui sont dans l'immédiateté, il vaut mieux prendre son temps et réfléchir*», a-t-il ajouté. Liberation.fr

Quelle bassesse, répugnant, c'est tout le PS !

Pour Fabius "*Bachar ne mériterait pas d'être sur la terre*" (2012) pour avoir osé résister à l'impérialisme américain, tout comme Poutine aujourd'hui ou Chavez hier, un crime pour ces misérables cancrelats, on pourrait dire des dirigeants du PS qu'ils ne méritaient même pas d'avoir été conçus, on se demande même comment la nature a-t-elle pu commettre une telle erreur.

D'un régime policier à un autre

- «*J'ai la conscience tranquille*», affirme le policier qui a abattu Michael Brown - LeFigaro.fr

- Mort de Fraisse: le gendarme "*ni coupable, ni responsable*" selon son avocat - AFP

Cela nous rappelle l'affaire du sang contaminé sous Mitterrand, lorsque Fabius était Premier ministre, responsable mais pas coupable, depuis il a fait des progrès en supportant des "*rebelles modérés*" les barbares de l'Emirat islamique, comme quoi les demi-mesures ne valent rien, il aurait fallu l'exécuter à cette époque pour l'empêcher de nuire plus tard, il faudra s'en souvenir...

Toutes les occasions sont bonnes pour lui rendre hommage.

- Braquage Cartier: Bernard Cazeneuve salue les forces de l'ordre - 20minutes.fr

Le régime mafieux et criminel en place doit être abattu.

Les parents de Michael Brown, tué à Ferguson en août par un policier blanc alors qu'il n'était pas armé, ont dit mercredi «*ne pas croire un mot*» du récit de l'agent.

«*Je n'en crois pas un mot. Je connais trop bien mon fils (...) Il n'aurait jamais fait ça. Il n'a jamais provoqué qui que ce soit*», a expliqué Lesley McSpadden dans l'émission «*This Morning*» sur la chaîne CBS. Et pour son père, Michael Brown Sr., le récit du policier est tout simplement «*fou*». «*Tout d'abord, mon fils respectait les forces de police? Et ensuite, quelle personne saine*

d'esprit oserait charger un agent de police qui a son arme en main?», s'est-il interrogé sur NBC. 20minutes.fr 26.11

Ferguson : des manifestations contre la décision du grand jury dans 37 Etats américains - Francetv info

- L'Amérique choquée par la décision de ne pas poursuivre Darren Wilson - Francetv info

Des manifestations ont eu lieu dans 170 villes des Etats-Unis pour dénoncer la décision de ne pas poursuivre le policier blanc qui avait tué un adolescent noir en aout dernier à Ferguson.

"*Entendre aujourd'hui qu'un policier blanc est responsable de la mort d'un jeune noir désarmé et l'entendre dire qu'il a fait son travail choque*" rapporte la journaliste de France 3. Francetv info 26.11

USA : toujours aucun signe d'apaisement à Ferguson - Francetv info

Les habitants de la ville de Ferguson, dans le Missouri, ne décolèrent pas. Depuis la décision de ne pas condamner le policier blanc qui avait tué un adolescent noir en aout dernier, la ville est en proie à de violentes émeutes.

2 000 hommes de la garde nationale ont été déployés dans cette ville de 21 000 habitants pour contenir les manifestants. Ce mercredi 26 novembre, en direct à la télévision, le policier Darren Wilson a tenté d'expliquer son acte qu'il qualifie de légitime défense : "*j'ai ma conscience pour moi. J'ai fait mon travail correctement*", avant d'ajouter qu'il aurait agi de manière identique si l'adolescent avait été blanc.

Les manifestants scandalisés

Ce plaidoyer a été très mal accueilli à Ferguson. "*Darren Wilson refuse de s'excuser. Il dit qu'il serait prêt à recommencer. Je ne peux pas supporter ça*", déclare, au micro de France 3, une manifestante. Francetv info 26.11

Mort de Tamir Rice : le policier a tiré dès son arrivée sur les lieux - LeMonde.fr

La vidéo diffusée mercredi 27 novembre par la police est accablante. Sur les images, on y voit le policier (blanc -ndlr) responsable de la mort, samedi 22 novembre, d'un enfant (noir - ndlr) qui jouait avec un pistolet factice à Cleveland (Ohio, nord des Etats-Unis). Il n'aura fallu que quelques secondes à l'officier, après son arrivée sur les lieux, pour tirer sur le garçonnet de 12 ans. LeMonde.fr 26.11

Témoignages.

- Etre Noir en Amérique - 20minutes.fr

De nombreuses voix racontent leur quotidien.

- W. Kamau Bell, un comique de 1m95 et 110 kilos, dans une tribune publiée sur Vanity Fair: «*J'ai peur de la police comme une araignée a peur d'une botte. Sur les critères des jeunes tués sans raison, je réalise le triplé: je suis un homme, grand et noir. Quand je rentre je rentre dans une supérette, je prends des actions préventives comme ma mère me l'a appris. J'enlève ma capuche. Je ne touche rien d'autre que ce que je suis sûr d'acheter. Je garde mes mains en dehors de mes poches.*»

- Aaron Ellis, raconte sur Slate son interpellation, avec deux amis, par plusieurs policiers dans le parking d'un centre commercial: «*Ils nous donnaient des ordres contradictoires. "Mets les mains en l'air!" "Baisse les bras!" "Qui t'as dit de baisser tes bras?". On avait un alibi: on était au restaurant et on avait le reçu pour le prouver. Ça n'a pas suffi. Ils nous ont interrogés pendant un long moment avant de nous laisser partir. Sans une excuse. Sans un "Joyeux Noël". De temps en temps, on te rappelle que tu es un Noir en Amérique.*»

- Akilah Hughes, une jeune auteur: «*Quand j'étais ado, on a eu 'la discussion" avec ma mère. Ne parles pas trop fort. Si tu te fais arrêter en voiture, ne bouge pas jusqu'à ce que l'officier soit à la fenêtre. Ne fais pas de blagues. Tout ce que tu fais peut être perçu comme "menaçant".*»

- Gary Fields, aujourd'hui journaliste au Wall Street Journal, sur un incident quand il avait 17 ans à la fin des années 70: «*Je rentrais chez moi avec ma boule de bowling quand un policier me dit de faire attention car le suspect d'une fusillade, mesurant environ 1m65, est recherché dans le quartier. Un peu plus tard, j'entends une voiture freiner et un autre policier me met en joue. Instinctivement, je sais ce que je dois faire. Ne cours pas. Ne bouge pas. Ne proteste pas. Et surtout, ne demande pas pourquoi il t'a interpellé. Le policier m'a poussé sur le capot puis m'a menotté. Heureusement, le premier officier est arrivé et l'a engueulé. "Est-ce que ce gamin a l'air de faire 1m70?" Je mesure 1m92. "Est-ce qu'il a l'air d'avoir 40 ans?" J'ai 17 ans. "Est-*

ce qu'il a l'air de faire 65 kilos?" J'en pèse 110. Je demande alors: «Hormis le fait d'être noir, est-ce que je correspond à un seul autre critère de la description?»

- Ramarley Graham. Il y a un peu plus de deux ans et demi, les jurés d'un tribunal du Bronx ont condamné un policier, Richard Haste, qui avait mortellement blessé Ramarley Graham, le fils de Constance, alors que celui-ci n'était pas armé. Haste avait fait irruption chez eux en 2012 sans mandat de perquisition.

Cette condamnation a ensuite été annulée pour vice de procédure. Un deuxième jury a décidé de ne pas condamner le policier. 20minutes.fr et huffingtonpost.fr 26.11

ACTUALITE EN TITRES

La nouvelle réglementation des rapports entre employeur et salarié : Pression, intimidation et chantage.

- La rupture conventionnelle a balayé les licenciements, mais reste loin derrière la lettre de démission - LeMonde.fr

Les exploiteurs ayant toujours été animés de bonnes intentions envers les homme, il ne peut en être autrement envers les femmes.

- L'Allemagne va instaurer des quotas de femmes dans les entreprises - Reuters

Voilà à quoi sert le féminisme. A qui faut-il encore faire un dessin ? C'est un moyen comme un autre de parvenir à faire baisser le coût du travail qu'il ne faut pas considérer au niveau d'une entreprise, d'une branche d'activité, mais de l'ensemble de l'économie à l'échelle mondiale. Eh oui, il faut penser un peu plus loin que les féministes à l'esprit étriqué !

Matraquage. Désinformation. Guerre idéologique et psychologique. Leur propagande quotidiennne.

- Les émeutes de Ferguson, du pain bénit pour la Russie - Le Huffington Post

- Poutine distribue encouragements et argent aux partis eurosceptiques - L'Express.fr

- La Russie déploie des missiles en Crimée, l'Otan très inquiète - L'obs

- Les «*tigres de Poutine*» terrorisent la Chine - LeFigaro.fr

- Un touriste russe condamné pour avoir gravé son initiale sur le Colisée - Francetv info

- L'Otan s'inquiète de la militarisation de la Crimée - Reuters

- Le président iranien gagne son bras de fer avec le parlement - Reuters

- En Hongrie, la police pense que les femmes violées sont responsables - Lexpress.fr

- Hong Kong: la police évacue le site de Mongkok occupé par les prodémocratie - AFP

- Sept étudiants chinois jugés en secret - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Bien se placer pour profiter de la gamelle. Même "***scinder***" la vermine continue de se nourrir de sa victime.

- Jean-Vincent Placé se dit prêt à scinder EE-LV - Libération.fr

Le chef de file des sénateurs écologistes, Jean-Vincent Placé, a prévenu mercredi Cécile Duflot qu'Europe Ecologie - les Verts connaîtrait une scission si elle l'entraînait dans l'opposition et l'alliance avec le Parti de gauche. «*Si la majorité de mes amis, et Cécile Duflot, penchent pour l'opposition au président de la République et un accord avec le Parti de gauche, il y aura deux écologies*», a-t-il déclaré devant l'Association des journalistes parlementaires. Il a ensuite précisé qu'un éventuel vote hostile des écologistes au budget, au lieu de leur actuelle abstention, serait le signe de leur basculement dans l'opposition.

Répétant être en faveur d'une «*primaire de la gauche*» avant la présidentielle de 2017, il s'est aussi prononcé pour le plus de listes communes entre EE-LV et le PS pour les élections départementales de mars. «*Je suis favorable [à l'union avec le PS], notamment lorsque les majorités départementales ont bien travaillé, qu'elles ont mené une politique sociale, une politique écologique, une politique démocratique*», a-t-il dit. Libération.fr 26.11

Pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, les écologistes n'en ont rien à foutre des ravages causés par la survie du capitalisme à la nature ou des questions environnementales, ils rament pour le régime qui a besoin des classes et des couches moyennes pour assurer sa stabilité, au passage cela leur permet de satisfaire leurs besoins personnels.

Pour la classe dominante, il n'y aurait rien de pire comme scénario, que l'alliance politique des classes et des couches moyennes avec la classe ouvrière.

Zèle et maladresse. Le gouvernement sioniste fait appel aux "***pieds nickelés du renseignement***".

- Limoges: quatre agents de la DGSI démasqués par un hôtelier - L'Express.fr

Quatre agents des services secrets français ont été victimes de leur amateurisme jeudi dernier à Limoges.

C'est ce qu'on appelle un échec. Quatre agents de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) ont vu leur couverture "*grillée*", jeudi dernier à Limoges, selon le quotidien régional Le Populaire. La faute à un réceptionniste soucieux du règlement intérieur de son hôtel.

Les indications de l'hôtel étaient pourtant simples. Chaque client doit déposer ses clés à l'accueil de l'établissement avant de sortir. Mais les quatre agents des services secrets n'ont pas souhaité s'y soumettre puisqu'ayant laisser dans leur chambre du matériel sensible propre à leur fonction. Face à ce refus d'obtempérer, l'hôtelier a décidé d'enfermer les quatre hommes dans le hall d'accueil et d'appeller la police. A l'arrivée des forces de l'ordre, ils ont alors été contraints de révéler leur identité.

Au départ de cette histoire, les quatre espions étaient spécialement venus de Paris pour surveiller des personnes à l'occasion d'un match de basketball opposant Limoges, championne de France 2014 à l'équipe de Tel-Aviv.

"*Leur but était de rester hyper discrets. Et bien, c'est raté*", confirment plusieurs sources au quotidien régional qui évoquent également des "*pieds nickelés du renseignement*" ou une équipe de "*bras cassés*". L'hôtelier, quant à lui, a préféré rester silencieux sur cette affaire. L'Express.fr 26.11

Ce service vous sera crédité sous forme d'impôt.

La désagrégation schizoïde en marche. D'où vient-elle, devinez ?

- Le linguiste Alain Bentolila s'élève contre la fin de l'écriture manuelle - lefigaro.fr

Aux États-Unis, une majorité d'enfants n'apprend plus à écrire que sur un clavier. Ce sera bientôt le cas en Finlande. Une très mauvaise évolution pour le spécialiste de l'apprentissage de la lecture.

La fin de l'apprentissage de l'écriture manuelle est annoncée en Finlande. La maîtrise de la saisie sur clavier est plus importante, a récemment jugé un haut responsable de son système éducatif. La réforme devrait être appliquée à la rentrée 2016. Un virage déjà pris par 45 États américains qui ont exclu l'écriture cursive, dite aussi «*en attaché*», du socle commun des connaissances. Spécialiste de l'apprentissage de la lecture et du langage chez l'enfant, professeur à l'université Paris Descartes, le linguiste Alain Bentolila s'élève contre de telles réformes.

Le Figaro. - En Finlande, les écoliers ne vont bientôt plus apprendre à écrire à la main mais utiliseront un clavier. Qu'en pensez-vous?

Alain Bentolila. - C'est une très mauvaise décision. Non pas que je sois un nostalgique de la calligraphie. Cependant, quand on écrit à la main, on fait un acte singulier. Le fait de tracer sereinement des lettres et des mots permet à mon esprit de les porter. Ce qui n'est pas le cas avec des machines ou des tablettes.

Le pragmatisme ne doit-il pas l'emporter? L'écriture sur ordinateur permet aux enfants d'être lisibles, de rendre des textes plus propres, voire d'utiliser le correcteur orthographique…

Ce sont de faux arguments auxquels il faut opposer l'effort, la gratification, la conscience de l'autre que seule permet l'écriture graphique.

Vous avez l'appui des neuroscientifiques qui sont plutôt favorables au maintien de l'écriture cursive. Elle permet, selon eux, de mieux mémoriser, elle développe la motricité fine chez l'enfant.

Bien sûr. La mémoire se construit grâce à l'écriture manuelle et non avec un écran

Les petits Américains ou Finlandais apprennent-ils tout de même à écrire manuellement, par exemple en lettres capitales, ou s'en remettent-ils au seul clavier?

A mon sens, dans ces pays, on va vers une disparition totale de l'écriture manuelle. Mais envisage-t-on de rédiger des courriers importants sur un ordinateur? Je ne m'imagine pas envoyer une lettre de condoléances autrement écrite que manuellement.

Quelle est la position des enseignants français sur cette question?

Il existe un consensus, dans l'enseignement public comme privé, pour maintenir l'écriture cursive. lefigaro.fr 2611

La suite de cet interview n'était disponible que pour les abonnés du Figaro dont je ne fais pas partie.

Nous avions déjà évoqué cette question dans plusieurs causerie.

Commentaire d'internaute

- "*Très bien, supprimons l'écriture manuelle, la lecture, supprimons l'apprentissage de la grammaire et de l'orthographe, tout cela produira des générations d'illettrés incultes beaucoup plus faciles à gouverner. Il ne sera même plus nécessaire d'aller voter.*"

Mais c'est leur objectif effectivement, d'ailleurs dorénavant à quoi cela sert-il d'aller voter ? Jamais la société n'a changé par un bulletin de vote. Et ceux qui pensent que cela aurait permis de l'améliorer ont semble-t-il manqué un épisode.

Le passage du mode de production basé sur l'esclavage à celui basé sur le servage, et ensuite sur le salariat, a toujours été accompagné de guerres et de révolutions.

Comme notre classe ne parvient pas à faire la sienne pour se débarrasser du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'humanité est condamnée à régresser, à retourner en arrière, au règne du servage ou de l'esclavage synonyme de barbarie... Dites-nous, c'est bien ce que l'on observe quotidiennement, n'est-ce pas ? N'en cherchez pas l'explication ailleurs, il n'y en pas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- La Russie promet de continuer à soutenir Assad Reuters

La Russie va continuer à soutenir le président syrien Bachar al Assad pour l'aider à faire face au "terrorisme" qui constitue la principale menace pour la stabilité du Proche-Orient, a promis mercredi le ministre russe des Affaires étrangères.

Selon Moscou, l'émergence des djihadistes de l'Etat islamique qui tiennent une bonne part des territoires syrien et irakien impose à toutes les forces disponibles d'aider Assad à les combattre. Pour les chancelleries occidentales comme pour l'opposition syrienne, il est hors de question de coopérer avec Damas.

"*Nous partageons le point de vue selon lequel le principal facteur à l'origine de la situation actuelle au Proche-Orient est la*

menace terroriste. La Russie va continuer à soutenir la Syrie pour contrer cette menace", a déclaré Sergueï Lavrov, s'adressant à la presse en compagnie de son homologue syrien Walid al Moualem, reçu à Sotchi.

Ce dernier, qui avait auparavant rencontré Vladimir Poutine, a indiqué que le président russe lui avait fait part de sa détermination à développer ses liens avec la Syrie et avec Bachar al Assad lors d'entretiens "*très productifs*".

Isolée sur la scène internationale en raison du conflit ukrainien, la Russie cherche à relancer les négociations de paix syriennes qui ont échoué en février, en raison du contentieux sur le rôle que pourrait jouer Assad dans le cadre d'une éventuelle transition démocratique.

Les opposants du président syrien et les Occidentaux exigent son départ, ce que Moscou juge inacceptable.

Lundi, le vice-ministre des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov a jugé "*important que les composantes de l'opposition constructive renouent le dialogue politique avec Damas pour faire face à la menace du terrorisme international*", selon l'agence Interfax.

"*Demander le départ d'Assad n'a aucun sens maintenant que l'Etat islamique est devenu l'ennemi commun et renverser le pouvoir ne pourrait que lui profiter*", a ajouté mercredi le politologue Fiodor Loukianov, jugé très proche du Kremlin. Reuters 26.11

1.2- Nobol/Al Zahra: grosse défaite d'Erdogan - french.irib.ir

En Syrie, l'armée régulière a fait des progressions vers les positions des terroristes à Alep.

Elle est arrivée à prendre le contrôle des régions stratégiques et a bloqué les voies d'approvisionnement des terroristes, en provenance de la Turquie.

L'armée et les forces du soutien populaire ont fait échouer les tentatives des terroristes voulant s'infiltrer dans les villes chiites de Nobol et d'Al-Zahra, à Alep. L'armée a progressé dans plusieurs axes dans la localité d'Al-Avidja ainsi que dans les hauteurs de la région d'Al-Ma'amel et dans le Nord du camp de Handarat. Elle a aussi repris le contrôle des localités d'Al-Makla et d'Al-Ma'amel et a bloqué l'accès des terroristes aux routes d'Al-Avidja, d'Al-Kanadi et de Davar Al-Jondal. Par ailleurs, la secrétaire générale adjointe des Nations unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos, a déclaré mardi que malgré les progrès réalisés dans l'acheminement des aides humanitaires aux populations en Syrie, ces aides ne sont pas suffisantes. french.irib.ir 26.11

2- Espagne

- Espagne: la ministre de la Santé, citée dans une affaire de corruption, démissionne - AFP

La ministre espagnole de la Santé, Ana Mato, citée dans une vaste affaire de corruption secouant le Parti populaire (conservateur) au pouvoir depuis 2009, a annoncé mercredi qu'elle présentait sa démission.

"*J'ai décidé de présenter ma démission*". "*Je ne veux en aucun cas que le fait de rester à ce poste puisse être utilisé pour porter préjudice au gouvernement espagnol, à son président (Mariano Rajoy) ou au Parti populaire*", a déclaré la ministre dans un communiqué.

Elle ajoute avoir pris sa décision "*après la publication de la décision du juge Pablo Ruz*" qui a inculpé 43 personnes, dont des anciens hauts responsables du Parti populaire (PP) dans l'affaire "*Gürtel*", estimant "*qu'il existe des indices suffisants pour qu'ils soient traduits en justice*".

L'affaire Gürtel porte sur un réseau présumé de corruption lié au PP.

D'après le document publié mercredi, le juge estime que le PP, en tant que personne morale, a profité des largesses obtenues par de hauts responsables municipaux et régionaux en échange de marchés publics.

Parmi les 43 inculpés, figurent trois ex-trésoriers du parti au pouvoir: Luis Bárcenas, Álvaro Lapuerta et Angel Sanchís.

Ana Mato n'est quant à elle pas inculpée, mais mise en cause en tant que "*bénéficiaire à titre lucratif*" de délits commis par son ex-mari, Jesus Sepulveda, ex-maire de Pozuelo de Alarcon, près de Madrid, selon les conclusions du juge. Elle pourrait être appelée à la barre. L'opposition avait une nouvelle fois demandé mercredi la démission de la ministre, sévèrement critiquée en octobre pour sa gestion de la crise liée à la contamination d'une aide-soignante par le virus d'Ebola, la première hors d'Afrique, qui avait soigné un malade atteint du virus, rapatrié.

Cette démission est la première au sein du gouvernement conservateur liée à la corruption, au moment où celui-ci s'est engagé à lutter contre ce fléau. AFP 26.11

Il faudrait signaler à l'AFP qu'il n'était pas indispensable de relayer la propagande d'un parti aussi corrompu à la fin de cet article pour tenter de faire croire qu'il lutterait "*contre ce fléau*", personne ne le croit.

Haut de page

Le 28 novembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps aujourd'hui d'écrire le petit texte qui devait accompagner ma demande d'aide financière auprès des lecteurs, vous voyez, je continue de négliger mes propres affaires, je suis incorrigible, ce sera pour demain.

Comme quoi je ne vous pas raconté de blagues. Aujourd'hui le prix du demi-litre de lait est passé de 12 à 20 roupies, j'ignore comment ils ont justifié une telle augmentation. Les Indiens boivent du thé au lait tous les jours deux ou trois fois par jour, parfois davantage, moi j'en achète pour faire du fromage blanc que je mélange avec du sel, du poivre et de l'ail car le fromage vendu dans le commerce est trop cher, c'est devenu un luxe pour moi et je n'en achète plus.

Tous les midis avec Selvi on mange une salade de crudités, uniquement les légumes indiens de saisons. J'ai abandonné le choux rouge, les poireaux et la salade verte trop chères pour ma bourse. J'ai réduit la quantité de légumes que j'ai remplacés par du riz moins cher histoire de nous caler l'estomac. Dorénavant je fais des économies sur absolument tout, je n'ai plus le choix. La suite demain, si j'en trouve le temps. Au lieu de dire que je comptais sur votre générosité, j'aurais mieux fait d'écrire sur votre solidarité, ma maladresse vient du fait que cette démarche ne me plaît pas, mais bon, disons que c'est pour la bonne cause.

Pour la reconnaissance... de la Palestine occupée.

La position de la Commission Trilatérale (présidée par Rockefeller) par la voix d'Élisabeth Guigou (PS).

- "*La présidente PS de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, Élisabeth Guigou, souligne que «la solution de deux États est la meilleure garantie pour la paix.*" Le Figaro 28.11

Traduire : La perte définitive des terres appartenant aux Palestiniens confisquées par les sionistes à partir de 1948, la disparition du peuple palestinien par asphyxie et la continuation de la guerre, puisque les trois quart de la Palestine demeureraient occupés.

Ce qu'a dit Guigou ne date pas d'hier, car "*tout le monde, Israël le premier, a déjà accepté le principe d'un état palestinien. Cela remonte à 1947...*" a rappelé un internaute (du Figaro) qui justifie l'occupation de la Palestine et son opposition à la création d'un Etat palestinien car ce serait "*récompenser le djihadisme*".

Effectivement, dès lors que les sionistes avaient chassé les Palestiniens de leurs terres, la Palestine n'existait plus et demeurait à réinventer, mais où puisque les sionistes s'en étaient emparés, sinon dans des enclaves invivables ou des portions de terres arides et dépourvues de nappes phréatiques qui plus est séparées par des espaces colonisés par les sionistes. Et quand l'ONU et les puissances occidentales ont reconnu l'existence d'Israël, ils ont de fait nier celle de la Palestine, donc il est impossible que la Palestine existe à nouveau ou renaisse sans qu'Israël disparaisse. C'est comme si on prétendait que l'Alsace et la Lorraine pourraient appartenir à la fois à la France et à l'Allemagne, ce qui est évidemment impossible.

- La France doit reconnaitre l'Etat de Palestine - M'PEP 26.11

Quand ils ne s'adressent pas à des institutions internationales du capital, l'ONU par exemple, ils s'adressent à des gouvernements ou des Parlements réputés réactionnaires, impérialistes, livrant des guerres coloniales ou de rapine, considérant qu'ils pourraient incarner les droits des travailleurs ou des peuples opprimés, cherchez l'erreur.

Autant dire qu'avec de tels défenseurs les peuples opprimés sont bien représentés, cela revient en fait à laisser le champ libre à leurs ennemis, à légitimer leur politique impérialiste.

Comment peut-on en arriver-là demanderez-vous ? C'est simple, parce qu'ils refusent d'affronter leur propre bourgeoisie ou gouvernement, de dresser les masses contre l'Etat pour renverser le régime en place, ce n'est et cela n'a jamais été leur

objectif politique de porter la classe ouvrère au pouvoir, et en poussant l'analyse jusqu'au bout, on est obligé d'en déduire qu'ils se comportent comme des agents du régime ou devant lequel ils capitulent.

Au populisme sans limite des dirigeants de la classe dominante, ils opposent un opportunisme nauséabond.

Quelle Palestine veulent-ils reconnaître? Celle de 1947-48 ? Non, celle occupée par les sionistes depuis cette date, ce qui signifie la négation de la principale revendication du peuple palestinien chassé de ses terres : le droit au retour pour les centaines de milliers de Palestiniens condamné à l'exil en 1947 et les décennies suivantes jusqu'à nos jours puisque par l'intermédiaire de la colonisation, l'Etat sioniste continue de confisquer des terres appartenant à des Palestiniens pour les distribuer aux colons juifs israéliens.

Mieux encore les signataires de cet appel en direction du PS et ses satellites qui ont la majorité à l'Assemblée nationale, se sont arrangés pour qu'il n'y figure ni la fin du blocus de Gaza ni l'arrêt de la colonisation qui sont les principaux mots d'ordre à l'ordre du jour du peuple palestinien qui incarnent la lutte contre l'occupation sioniste, non pas pour réclamer le retour aux frontières de 1967 mais bien pour obtenir la libération de toute la Palestine.

Nous ne signerons pas cet appel et nous refusons de participer à cette parodie de justice qui de fait légitime l'existence de l'Etat sioniste et bafoue le droit légitime des Palestiniens de chasser l'occupant de leurs terres.

L'autodétermination des peuples ne peut dépendre que de leur mobilisation ainsi que du mouvement ouvrier international qui les soutiennent, elle ne peut être décrétée par des assemblées dominées par des représentants incarnant les intérêts des différents impérialismes qui les oppriment et pillent leurs richesses, qui baffouent l'indépendance des Etats qui refusent de se soumettre à la dictature américaine, et qui aujourd'hui s'opposent à la souveraineté des peuple syrien, irakien, afghan, libyen, etc.

A titre indicatif la liste des signataires de cet appel publiée par le M'PEP avant-hier :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint- Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) – Confédération Générale du Travail (CGT) – Confédération paysanne - Droit-Solidarité – Ensemble - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) – Forum Palestine Citoyenneté - Gauche Unitaire (GU) - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Mouvement Politique d'Emancipation populaire (M'PEP) - Organisation de Femmes Egalité – Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) - Une Autre Voix Juive (UAVJ) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) - Union Générale des Etudiants de Palestine (GUPS-France) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires.

- Palestine : L'Afrique du Sud appelle à un « *arrêt total de la colonisation* » - french.irib.ir 27.11

Tout en revendiquant l'existence de deux Etats histoire de ne pas se fâcher avec Israël, on comprend, vous n'êtes pas les seuls dans ce cas-là...

Etats-Unis. Déni de justice. Policiers assassins. Impunité.

- Garçon tué à Cleveland : le policier a ouvert le feu dès son arrivée sur les lieux Francetv info

- Cleveland : une vidéo accablante pour le policier - Francetv info

Selon une vidéo, le policier a tiré sur Tamir Rice, 12 ans, quelques secondes après son arrivée. Celui-ci jouait dans la rue avec un pistolet factice.

La scène remonte au samedi 22 novembre, au matin. Dans un parc de Cleveland, un jeune Afro-Américain de 12 ans s'amuse avec

un pistolet factice. Il fait même semblant de tirer. Un témoin appelle alors la police : "*Il y a un garçon qui tient une arme à la main. C'est certainement un faux, mais il pointe tout le monde*". "*Il est blanc ou noir ?*", demande un officier de police. "*Il est noir*", répond le témoin.

Un véhicule de police débarque. Le garçon s'approche et semble glisser sa main à la ceinture. Il est abattu par un policier : deux balles à bout portant.

La police de Cleveland plaide l'accident. Selon elle, le policier ne pouvait pas deviner que l'arme était fausse. Francetv info 27.11

Ah ben si c'était un "*accident*", il n'y a rien à redire, cela peut arriver à tout le monde de se tromper et de tuer un innocent, qui plus est un gosse !

C'est comme lorsqu'un drone lance un missile sur une habitation au Yémen ou au Pakistan, et extermine une famille entière, hommes, femmes, enfants et vieillards inclus, le militaire qui a appuyé sur le bouton de sa console de jeu ne pouvait le savoir, il est innocent et Obama qui signe les ordres de mission des drones aussi.

- Le gouvernement fédéral enquête sur la police de Ferguson - Reuters

S'ils veulent obtenir une mise en cause pénale individuelle de Darren Wilson, les procureurs fédéraux devront prouver que le policier avait l'intention de violer les droits de Michael Brown quand il l'a mortellement blessé. Ce qui paraît peu probable et difficile à prouver selon d'ex-procureurs. Reuters 27.11

Et pour cause : Quand tu es Noir tu n'as aucun droit face à un policier ! Merci à ces procureurs fédéraux qui par leur déclaration illustre que les Etats-Unis sont bien un Etat policier et non une démocratie.

En Inde, plus vous êtes foncé de peau et plus vous êtes considéré comme un paria, y compris au sein de la population dravidienne du sud de l'Inde.

Ma compagne Selvi est particulièrement foncée de peau, quand je la prends en photo j'ai intérêt à utiliser le flash, même en plein jour, sinon on ne peut pas discerner les traits de son visage. Pour elle, c'est une tare dont elle a héritée à sa naissance. Je lui ai raconté la mésaventure qui était arrivée à Michaël Brown parce qu'il était noir, et qu'elle devrait plutôt en être fière ou ne pas y faire attention, elle a parfaitement compris et on a bien rigolé ensuite.

Rien que de la savoir complexée à cause de la couleur de sa peau me fait de la peine. En neuf mois on a abordé ce sujet une multitude de fois, car elle en est traumatisée la pauvre femme. Chaque fois c'est elle qui commence par m'en parler car de mon côté je préfèrerais qu'elle n'y pense plus évidemment. Je ne sais pas si le fait de lui avoir raconté l'assassinat de ce jeune garçon noir l'aidera à se défaire de ce complexe, c'est tellement choquant et injuste que cela pourrait produire sur elle un effet salutaire, c'est ce que je me suis dit, on verra bien.

ACTUALITE EN TITRES

Il ferait bien d'en faire autant !

- Hollande enjoint les dirigeants africains de ne pas s'accrocher au pouvoir - AFP

Plus bas que terre d'où ils n'auraient jamais dû sortir.

- Le ministre de l'Agriculture vénère les vers de terre - AFP

Pas de saletés s'il vous plaît.

- Climat : François Hollande veut «*laisser sa trace*» dans l'histoire - LeFigaro.fr

Vous voilà rassurez monsieur Mélenchon : le Parlement européen est vraiment républicain et mérite que vous le légitimez.

- Scandale Luxleaks: le Parlement européen maintient sa confiance à Juncker - AFP

Juncker aussi doit être un grand républicain : Liberté, égalité et fraternité, même que les gangsters de la finance et des multinationales en redemandent !

Abattoirs et résistance passive

- Abattoirs Gad : seulement un quart des employés ont retrouvé un emploi - Francetv info

- Goodyear: pas de repreneur pour l'usine d'Amiens-Nord - AFP

- Grève inédite des administrateurs et mandataires judiciaires - LeMonde.fr

Pour la première fois de leur histoire, ces spécialistes du traitement des entreprises en difficulté vont faire grève, à partir de vendredi 28 novembre, pendant une période de huit jours, éventuellement reconductible. LeMonde.fr 27.11

Le bonheur ne se commande pas.

- Serions-nous plus heureux sans pub? - Slate.fr

Quelle célérité !

- Aux Etats-Unis, un premier vaccin contre Ebola jugé prometteur - LeMonde.fr

Intox et mimétisme cynique et misérable.

- Aux États-Unis, Barack Obama s'attaque à l'ozone - Liberation.fr

- Hollande tire les leçons de Sivens, appelle à un accord "*historique*" sur le climat AFP

- Paris veut organiser une conférence internationale consacrée au conflit israélo-palestinien - L'Express.fr

- Mariano Rajoy engage la lutte contre la corruption en Espagne - Reuters

- Au Burkina, le gouvernement de transition promet d'enquêter sur l'ère Compaoré - LeMonde.fr

Propagande, stratégie du chaos et de la guerre.

- Ukraine: l'Otan dénonce les missiles russes en Crimée, menace pour la région de la mer Noire - AFP

- L'UE élargit ses sanctions après le vote séparatiste dans l'est de l'Ukraine - LeMonde.fr

- Hong Kong: Le leader de la révolte étudiante sous contrôle judiciaire 20minutes.fr - 20minutes.fr

- Une base indienne attaquée au Cachemire, dix tués - Reuters

- Les causes (féminines) du viol vues par la police hongroise - LePoint.fr

- Un attentat fait 40 morts dans le nord-est du Nigeria - Reuters

Ils n'ont pas ou n'auraient pas été foutus de produire ce vaccin au cours des 30 dernières années, et voilà qu'en à peine un mois ou deux mois ils y seraient parvenus, étrange, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

OMC ou l'autre maillon du mondialisme.

- Accord historique à l'OMC pour dynamiser le commerce mondial - AFP

Après six mois de blocage, les 160 Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce ont donné jeudi leur feu vert au lancement d'un accord douanier historique visant à dynamiser le commerce mondial.

Cet accord prévoit de simplifier les procédures douanières et pourrait à terme relancer le commerce mondial à hauteur de 1.000 milliards de dollars et créer quelque 21 millions d'emplois, dont 18 millions dans les pays en développement, selon des estimations d'un institut de recherches économiques de Washington, le Peterson Institute.

Dès l'annonce de ces décisions prises à Genève, l'UE, par la voix de la commissaire européenne chargée du commerce international, Cecilia Malmström, s'est félicitée de ces résultats. "*L'OMC est de retour au travail*", a-t-elle déclaré dans un communiqué.

"*Les décisions d'aujourd'hui non seulement mettent en oeuvre les accords de Bali, elles confirment le rôle de l'OMC comme centre de la politique commerciale internationale*", a ajouté la commissaire européenne.

Lorsqu'il entrera en vigueur, cet accord "*sortira des millions de personnes de la pauvreté*", a affirmé Mme Malmström. "*Cet accord va simplifier les procédures douanières dans le monde, raccourcir les délais et accroître la transparence. C'est une bonne nouvelle pour le commerce mondial, la croissance économique et le développement*", a-t-elle dit.

Le représentant américain au commerce, Michael Froman, a lui aussi salué l'accord douanier comme "*le premier accord multilatéral conclu à l'OMC depuis 20 ans*".

"*L'OMC a franchi une étape cruciale en surmontant l'impasse qui prévalait depuis juillet*", a-t-il dit. "*L'accord sur la facilitation des échanges est un exemple de la manière dont l'abaissement des barrières commerciales peut créer de nouvelles perspectives à la fois pour les pays développés et en développement et c'est particulièrement important pour les petites et moyennes entreprises dans tous les pays*", a conclu M. Froman.

Et d'ajouter, que l'OMC pouvait à présent se consacrer aux négociations des autres questions inscrites à l'agenda du cycle de Doha. AFP 28.11

Comme très souvent le journaliste de l'AFP emboîte le pas de ses maîtres à penser et déforme ou tronque la réalité des faits, il faut donc recouper son article avec celui de Reuters ou d'autres sources si possible. Reuters fournissait hier la précision suivante :

Reuters - L'accord ne représente toutefois qu'une petite partie du cycle de Doha lancé en 2011, qui s'est révélé trop ambitieux pour permettre de parvenir à un consensus. L'OMC avait donc revu à la baisse ses ambitions, ce qui a permis d'aboutir à un accord de principe en décembre dernier à Bali. Reuters 28.11

A retenir également, ils ont justifié hypocritement cet accord en annonçant qu'il permettrait la création de 21 millions d'emplois, en théorie seulement, alors qu'il y a entre 200 et 250 millions de chômeurs dans le monde. En réalité cela va permettre aux multinationales des grandes puissances et en priorité les occidentales, d'accroitre ou accentuer leur pression économique sur les pays dits émergents ainsi que les pays sous-développés au détriment du développement de leur marché, donc de leurs infrastructures, de leur développement économique et social en général.

Quant à l'argument avancé par le représentant américain au commerce, Michael Froman, et repris par l'AFP, selon lequel cet accord créerait de "*nouvelles perspectives pour (...) les petites et moyennes entreprises dans tous les pays*", est fallacieux, parce qu'en réalité ces entreprises sont bien souvent des sous-traitants déguisés des multinationales, où les services dans lesquels elles se sont spécialisés sont complémentaires à ceux fournis par les multinationales, quand elles ne s'en sont pas délestés pour ne pas être accusées de profiter de leur position dominante pour imposer leur loi au marché qui est réputé libre comme chacun sait.

Pétrole. Des "***raisons***" politiques.

Le pétrole est devenue une denrée (et rente) tellement essentielle au fonctionnement de l'économie mondiale que celui qui la contrôle, contrôle également l'économie mondiale. A l'instar du dollar ou la planches à billets pour les fabriquer et en contrôler la quantité en circulation...

- Les raisons de la baisse des prix du pétrole - Francetv info

Depuis 2012, le cours du brut est passé de 126$ le baril à près de 70$, soit une baisse de 40%. Deux raisons peuvent expliquer cette baisse des prix du pétrole. "*Depuis la crise de 2008, il y a eu un gros coup de frein sur la consommation. Même la Chine marque le pas donc la demande est en berne. L'offre, elle, ne cesse d'augmenter*", explique le journaliste de France 2.

"*Dans les années 70, le pétrole était produit essentiellement au Moyen-Orient. Puis on a trouvé du pétrole en Russie et en Mer du Nord. Puis en Afrique et en Amérique du Sud. On n'arrête pas d'en trouver avec, depuis 2005, le fameux pétrole de schiste aux Etats-Unis. Aujourd'hui, les Américains produisent autant de pétrole que l'Arabie Saoudite*" poursuit Jean-Paul Chapel. Avant de conclure : "*en 30 ans, les réserves ont été multipliées par deux. On nous annonçait la fin du pétrole ? Eh bien on en a assez pour un siècle. Les prix devraient donc continuer à baisser ou en tout cas se stabiliser*". Francetv info 27.11

A retenir.

- L'annonce de "*la fin du pétrole*" fut le produit d'une vaste campagne de propagande destinée à conditionner la population pour lui faire accepter la hausse du prix de l'essence et la justifier au passage.

- Les arguments qu'ils nous livrent aujourd'hui l'étaient déjà hier, en réalité, ils servent à le masquer ainsi que les réelles motivations de cette baisse soudaine, politiques et inavouables.

- Puisque le pétrole était si abondant depuis déjà des décennies, la hausse du prix du pétrole au cours de la décennie pécédente a bien été orchestrée depuis Washington (Siège du gouvernement et de la FED) par et au profit des compagnies pétrolières américaines, proftiant également aux britanniques, hollandaises et françaises. De la même manière que l'oligarchie financière est en mesure de dictée l'orientation de l'économie mondiale, i

- Si le cours du baril de brut à baisser de 40%, c'est surtout depuis juin 2014 où il a chuté de plus de 20%, depuis que les Américains et leur agence européenne (UE) ont décidé d'accentuer leur pression sur la Russie producteur de pétrole pour déstabiliser son économie et son gouvernement.

- Dernière interprétation falsifiée de la réalité, en fait la consommation de pétrole dans le monde ne diminue pas, elle augmente plus faiblement que les oligarques l'escomptaient.

- L'Opep ne modifie pas sa production, le cours du brut baisse - Reuters

Les pays membres de l'Opep ont décidé jeudi de ne pas réduire leur production, une victoire pour les Etats du Golfe emmenés par l'Arabie saoudite face aux pays plus pauvres du cartel, sur fond de baisse continue des cours du brut.

Le prix du baril de Brent perdait trois dollars, revenant sous 75 dollars, au plus bas depuis septembre 2010, après la fin de la réunion ministérielle de Vienne, qui augure du maintien d'une offre mondiale excédentaire pendant les mois à venir. Le brut léger américain reculait d'autant à 70,75 dollars, au plus bas depuis juin 2010.

"*C'est la bonne décision*", a déclaré le ministre saoudien du Pétrole, Ali al Naïmi, sorti en souriant de cinq heures de discussions.

Son homologue vénézuélien, Rafael Ramirez, visiblement irrité, s'est quant à lui refusé à tout commentaire.

Les Etats du Golfe avaient clairement laissé entendre qu'ils étaient prêts à supporter une période prolongée de prix bas, une situation qui pénalise en premier lieu des pays comme le Venezuela et l'Iran, dont la situation budgétaire est plus fragile et qui prônaient une réduction des pompages pour tenter de stabiliser le marché.

Les pays producteurs du Golfe disposent de réserves de change qui leur permettent d'amortir l'impact d'une guerre des prix mais celle-ci sera sans nul doute plus douloureuse pour d'autres pays membres du cartel.

"*Pour nous, cela veut dire que l'Arabie saoudite tente de faire passer l'idée qu'il faut laisser les cours baisser à court terme, avec un plancher à 60 dollars le baril, afin d'avoir plus de stabilité dans les années à venir, à 80 dollars et plus*", dit Olivier Jakob, du consultant Petromatrix.

"*En d'autres termes, il est de l'intérêt de l'Opep de s'accommoder de prix plus bas pendant un certain temps pour ralentir le développement de projets aux Etats-Unis*".

L'explosion du pétrole de schiste aux Etats-Unis a pris nombre de membres de l'Opep de court, sapant la domination de l'organisation sur le marché en réduisant en particulier sa part de marché.

"*La façon dont les Etats-Unis produisent est exécrable. Du point de vue des changements climatiques, le pétrole de schiste est une catastrophe*", a dit à la presse le chef de la diplomatie vénézuélienne, Rafael Ramirez.

La Russie, qui produit 10,5 millions de bpj, soit 11% de l'offre mondiale, a eu mardi des discussions avec plusieurs représentants

de l'Opep, dont elle ne fait pas partie. Selon Igor Setchine, le PDG du géant pétrolier russe Rosneft, Moscou ne baissera pas sa production de brut même si le baril tombe à 60 dollars. Reuters 27.11

En complément

- Saoud al Fayçal humilié par Poutine - french.irib.ir

Selon le journal Raï al Youm, le président russe a refusé d'accueillir le vieux ministre saoudien des AE au cours de sa récente visite à Moscou. " *Saoud al Fayçal a prétexté sa maladie pour annuler sa conférence de presse conjointe avec Lavrov à Moscou mais la réalité a été toute autre chose : en effet une véritable crise diplomatique se déroulait en coulisse entre lui et la présidence russe. Vladimir Poutine s'est refusé à le rencontrer au motif qu'une telle rencontre ne figurait pas à l'ordre du jour de la présidence. Pour Fayçal il s'agissait en effet d'un affront à l'encontre de la diplomatie saoudienne d'autant plus que Fayçal avait demandé à faire une rencontre protocolaire avec Poutine.*" Et le journal d'ajouter : " *pour les analystes politiques, le refus de Poutine d'accueillir Fayçal constituerait un message très clair à l'adresse de l'appreil diplomatique saoudien qui continue à cultiver l'opacité à la fois dans le dossier nucléaire iranien et dans celui de la Syrie.* "

Les sources proches de Fayçal ont toutefois une autre lecture de cet incident :" *les proches de l'ex chef du renseignement saoudien, Bandar Sultan qui entretient de bonnes relations avec Poutine ont empêché cette rencontre. Bandar est un acteur qui agit toujours dans l'ombre. il entretient des relations orageuses avec Fayçal qui l'empêche de lui faciliter la tâche d'autant plus que Bandar considère le dossier des relations avec Moscou comme son pré-carré*". " *La photo prise par les journalistes où Poutine et Bandar se serrent les mains reste dans toutes les mémoires, ce qui a doublement mis en colère Fayçal*", cette seconde lecture semble toutefois enfantine.

La réalité, selon les observateurs politiques, relève moins de ce genre de bisbilles que d'une réelle divergence de vue entre Moscou et Riyad : Lavrov a très clairement fait comprendre aux saoudiens qu'ils devront bien clarifier leurs positions vis-à-vis de la Syrie et du nucléaire iranien. Les manoeuvres pétrolières saoudiennes visant les intérêts irano-russes ne pourraient pas non plus être étrangers à cet incident qui s'est transformé en une véritable polémique dans la presse arabe. french.irib.ir 27.11

Il ne supporte plus du tout qu'on leur résiste. Diable, un peu d'"***audace***" : Sacrifiez-vous !

Puisqu'ils ne parviennent pas à imposer aux travailleurs la régression sociale sans fin ou le partage de la précarité, ils leur demandent de faire preuve d'"*audace*"... pour se sacrifier au profit des nantis. Sauf qu'ils ont une autre définition de l'audace qui consiste à résister à la politique antisociale que le gouvernement et le patronat entendent leur imposer, et ils ont une autre conception du sacrifice qui consiste à s'attaquer aux privilégiés.

- Economie: un rapport pointe le manque d'audace français - Francetv info

Un sondage tombe à point nommé pour les encourager.

- Un Français sur deux favorable à la suppression des 35 heures - Reuters

C'est possible quand on travaille 35 heures et qu'on ne peut pas vivre décemment de son salaire, il faut passer le smic à 2.000.

Offensive en règle annoncée contre la classe ouvrière.

Hollande n'a pas nommé minisrtre de l'Economie un ex-banquier par hasard ou pour des prunes.

- Salaires, temps de travail, flexibilité... ce que préconise un rapport franco-allemand - Francetv info

- Un rapport qui conforte les projets de réformes du gouvernement - Reuters

Euphémismes. Chantage.

Grille de lecture.

- Soit vous acceptez les sacrifices qu'on exige de vous, soit le chômage continuera de croître et vous risquerez d'en être victime à votre tour.

- Faire sauter la règlementation du travail encore trop avantageuse pour les salariés ou comment "*déverrouiller l'économie française*" au profit des employeurs.

- Les travailleurs seraient responsables de la situation économique, c'est donc à eux d'en faire les frais, et pas entreprises du CAC 40 (notamment) qui engrangent chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros de profit dont la moitié est versé aux actionnaires sous forme de dividendes ?

Les plus riches continuent de se goinfrer, le nombre de millionnaires en euros augmentent, les inégalités sociales s'accroissent un peu plus chaque années, et alors, c'est normal ils ont adopté le néolibéralisme en vigueur aux Etats-Unis, et puis il faut bien que la crise serve à quelque chose et à quelqu'un, vous préféreriez peut-être une guerre ?

Ils passent à l'offensive et le revendiquent

- Marché du travail : quatre mesures du rapport franco-allemand au scanner - libération.fr

Le rapport franco-allemand des économistes Jean Pisani-Ferry et Henrik Enderlein, remis hier après-midi à Macron recommande un modèle de "*flexisécurité*" pour le marché du travail en France.

1- «*Etendre les possibilités d'accords de maintien de l'emploi au niveau des entreprises en assouplissant les conditions de mise en place des "accords défensifs" existants et en introduisant des "accords offensifs". Cela contribuerait à accroître la flexibilité du temps de travail et des rémunérations en réponse à l'évolution des conditions économiques.*»

Les rapporteurs considèrent que la loi de juin 2013, qui permet aux partenaires sociaux de faire varier, entre autres, le temps de travail et les rémunérations pour faire face à une passe difficile, est trop restrictive, car limitée aux entreprises en difficulté.
Ils proposent donc que cette possibilité soit également offerte aux entreprises qui se portent bien. Bref, de généraliser la possibilité de demander des «*sacrifices*» aux salariés. Sauf que cette loi de juin 2013, purement optionnelle, n'est presque pas utilisée en France (cinq entreprises seulement). Et pour cause : en échange d'efforts fournis par les salariés, les entreprises doivent s'engager à maintenir les effectifs pendant deux ans. Du coup, elles utilisent tout simplement, comme PSA ou Renault, le droit commun pour renégocier à la baisse, dans le cadre d'accord dits de compétitivité, les conditions de travail des salariés, tout en continuant à supprimer des emplois. Donc si l'exigence du maintien de l'emploi figure également dans ces accords «*offensifs*», cette nouvelle loi risque de ne pas séduire davantage que celle relative aux accords «*défensifs*».

2- «*Elargir le champ des dérogations possibles aux dispositions légales dans les conventions collectives de branche, y compris lorsque ces accords comportent des dispositions qui ne sont pas bénéfiques pour les employés.*»

Cette proposition s'inscrit dans le processus d'évolution de la hiérarchie des normes, en cours depuis une dizaine d'années.
Elle revient à augmenter les possibilités données à l'accord d'entreprise de déroger au code du travail, et donc de s'écarter du principe de «*faveur*», qui veut que la disposition la plus favorable au salarié s'applique. Et de fait, depuis 2004, ce principe a été largement battu en brèche.

D'abord par rapport aux accords de branche. Depuis une loi de mai 2004, les accords d'entreprise peuvent s'affranchir des règles conventionnelles. Seuls secteurs exclus : les salaires minima, les classifications, les garanties sur la protection sociale complémentaire, et la mutualisation des fonds pour la formation professionnelle. Mais en dehors de ces quatre points, et sauf disposition impérative prévue par la branche, syndicats et employeurs peuvent s'entendre très librement dans l'entreprise.
Quant au niveau légal, plusieurs possibilités de dérogations - mais plus restreintes - sont aussi offertes aux partenaires sociaux, notamment depuis la loi d'août 2008 : contrats précaires, temps de travail, majoration des heures sup, obligations relatives à l'information du comité d'entreprise… Un mouvement encore renforcé récemment par la loi de juin 2013 (citée plus haut), établissant les accords de «*maintien de l'emploi*» qui permettent, de manière temporaire, de mettre de côté de nombreuses règles.
En échange, cependant, il faudrait alors «*favoriser la représentation des salariés dans les petites et moyennes entreprises*», préviennent les rapporteurs. «*La France ne peut pas à la fois regretter la faiblesse du dialogue social et ne pas organiser mieux la représentation des salariés*», écrivent-ils, rappelant qu'«*en Allemagne, le seuil de représentation commence à 5 employés.*» Un point dur, en cours de négociation actuellement, et sur lequel le patronat refuse pour l'instant de céder.

3- «*Le passage d'une obligation légale annuelle pour la négociation [sur les salaires] à une obligation triennale (sauf accord contraire des partenaires sociaux) enverrait un signal fort indiquant que les conditions économiques ont changé*.»

C'était le fameux point polémique révélé par Der Spiegel dimanche, le journal allemand expliquant que les rapporteurs souhaitaient «*geler les salaires*» pendant trois ans en France. En réalité, le rapport propose non pas un gel autoritaire de tous les salaires, ce qui serait de toute façon impossible juridiquement, mais de passer d'une obligation annuelle de négociation à un rendez-vous tous les trois ans seulement. Un outil qui pourrait freiner les hausses de rémunérations, puisqu'elles seraient discutées trois fois moins souvent. A noter cependant que, d'ores et déjà, l'obligation annuelle de négocier n'est pas une obligation d'aboutir.

4- «*Changer la formule d'indexation du salaire minimum. La règle actuelle prévoit une augmentation chaque année en fonction de l'inflation, plus la moitié de la hausse du salaire moyen réel. Nous pensions que l'augmentation réelle du salaire minimum*

devrait plutôt dépendre de la progression globale de la productivité dans l'économie. L'indexation devrait être une façon de s'assurer que les bénéficies de la croissance sont partagés, pas une façon de distribuer des hausses de salaires sans rapport avec les gains de productivité.»

Concrètement, ce mécanisme conduirait, au vu des évolutions respectives de la productivité horaire et de la hausse du Smic ces dernières années, à diviser quasiment par deux les hausses du salaire minimum. En 2012, par exemple, la hausse du Smic a été de 2%, contre 1% seulement pour la productivité horaire. A noter par ailleurs que ce mécanisme serait moins nécessaire si la réforme citée plus haut (celle d'un passage à une négociation triennale et non plus annuelle sur les salaires) était effective, puisque une partie de l'évolution des salaires de l'ensemble de la population sert de base à la revalorisation du Smic. libération.fr 27.11

Qu'est-ce qui leur permet de faire preuve d'une telle "***audace***" ?

En partageant la même analyse de la situation que le patronat ou le gouvernement la CGT et la CFDT indiquent par avance qu'ils n'ont pas l'intention de s'opposer aux mesures qu'ils préconisent... autrement qu'en parole.

AFP - Eric Aubin (CGT) dénonce la politique du gouvernement qui "*nous mène droit dans le mur*". "*Tous les clignotants sont au rouge*", affirme-t-il. (C'est le discours tenu également pas le Medef, le gouvernement, la Commission européenne, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, le "*tous*" incluant ceux qui ne concernent que le patronat et qu'Aubin prend en compte. - ndlr)

- Véronique Descacq (CFDT) déplore de "*très mauvais chiffres*". "*Il faut que les employeurs s'engagent vraiment*" dans le pacte de responsabilité, exhorte-t-elle. (Elle réclame l'application du pacte de responsabilité qui a été conçu par le patronat, dont nous exigeons le retrait. Et quand le patronat dénonce la partie censée concerner ses propres engagements, c'est uniquement pour exiger davantage de concessions de la part du gouvernement, ce que réclame indirectement la CFDT qui en est le porte-parole. - ndlr)

Dès lors que les dirigeants syndicaux acceptent de se rendre aux invitations du gouvernement et ou du patronat sur la base de leur analyse de la situation économique, qu'ils acceptent d'engager le dialogue avec eux dans le cadre qu'il leur a été fixé, sur le terrain de classe qui leur est imposé et qu'il respecte, plus précisement sur le terrain du patronat car lorsqu'ils évoquent celui des travailleurs c'est uniquement pour faire bonne figure, partant de là ils seront invariablement amenés à en accepter les conclusions, que leurs signatures figurent ou non au bas d'un accord important peu, puisque finalement par leur seule présence à ces pseudo-négociations ils auront signifié qu'ils légitimaient les besoins exprimés par le patronat, du coup, ce dernier pourra compter sur eux, sachant qu'ils feront tout pour empêcher la mobilisation unitaire et massive des travailleurs contre les mesures qui seront adoptées dans la foulée par le gouvernement ou qui feront l'objet d'une loi, après être passées par le parlement croupion de la Ve République qui sera une simple formalité et la boucle de la collaboration de classes sera bouclée.

On nous rétorquera que lorsque les dirigeants de la CGT (et ceux de FO, de SUD) évoquent les revendications des travailleurs, ils se situent bien sur le terrain de classe des exploités, en réaité, ils y sont obligés verbalement ou pour sauver les apparences au regard des syndiqués ou de leurs troupes qui les attendent au tournant et n'envisagent pas de céder du terrain au patronat, dans ce sens ils ne peuvent pas brader à tour de bras ouvertement nos droits lors de ces réunions avec le gouvernement et le patronat, c'est uniquement la résistance des travailleurs et des syndiqués qui les empêchent d'aller plus loin dans la collaboration de classe. Cela dit, on ne peut pas discerner précisément le rôle qu'ils jouent et on peut se faire de graves illusions à leur sujet, si on fait l'impasse sur l'étape suivant ces conférences ou réunions au cours de laquelle les appareils vendus des syndicats se dresseront pour interdire aux masses de se mobiliser contre le gouvernement et le patronat, et si la base les y contraint, ils se résoudront à appeler à des actions sans les préparer sérieusement ou sans y jeter toutes les forces de leur syndicat de manière à ce qu'elles demeurent sans lendemain ou inoffensive pour le gouvernement qui pourra ainsi parvenir à ses fins ou appliquer sa politique antisociale.

Il faut donc considérer les trois ou plutôt quatre étapes ou périodes qui composent ce mécanisme :

1- Celle qui précède la tenue d'une réunion ou conférence au cours de laquelle les dirigeants syndicaux prennent connaissance du constat que dresse le gouvernement ainsi que les besoins qu'expriment le patronat, pendant laquelle ils pratiqueront un double langage, d'un côté radicalisant leur discours au besoin, de l'autre comprenant la situation de ces malheureux patrons, etc.

2- La tenue de cette réunion ou conférence à laquelle ils acceptent de participer malgré tout, et débouchant ou non sur un accord.

3- L'organisation d'actions bidons, grèves sectorielles, perlées ou journées d'action, manifestations symboliques qui tiennent plus du folklore régional ou de la kermesse de la paroisse du coin (ballons, sifflets, saucisses et j'en passe), sans lendemain ou à répétition selon les circonstances, à intervalle si éloigné de manière à casser la mobilisation des travailleurs, laisser pourrir le mouvement qui se dessinait, ensuite les dirigeants syndicaux expliqueront à leur base que les travailleurs n'étaient pas prêts à se mobiliser en masse et qu'il faut créer le rapport de forces, etc. leur refrain habituel pour masquer leur trahison ou leur capitulation.

Autant dire que ce ne sont par leur manque de volonté et de détermination à proposer des actions sérieuses et cohérentes,

unitaires, aux travailleurs et leur refus de les préparer qui seraient la cause des défaites à répétition qu'enregistre le mouvement ouvrier face au gouvernement et au patronat, mais le manque de détermination des travailleurs qui finalement accepteraient le sort qui leur est réservé, pire encore, qui comprendraient les préoccupations des braves patrons, bref, si tous nos droits foutent le camp, il ne faut pas chercher ailleurs des responsables.

4- Sur fond de paix sociale garantie, le gouvernement peut légiférer tranquillement et annoncer qu'une loi sera soumise au Parlement pour clôturer ce chapitre ou solder le "dialogue social", Parlement qui la votera comme un seul homme, une pure formalité en somme.

Et les dirigeants syndicaux en remettront une couche avec la nécessité de créer un rapport de forces et ainsi de suite jusqu'à la prochaine fois.

Commentaires d'internautes.

1- "*L'allemagne ce n'est pas un modèle pour les salariés, mais pour les patrons, avec une économie plus puissante que la France, l'Allemagne est socialement en retard, et les salaires sont inférieurs, notamment pour le salaire minimum.*

Il est évident que les patrons Français veulent ce modèle pour augmenter leurs profits, et gonfler les dividendes des actionnaires."

Leur modèle : C'est les Etats-Unis, le royaume des hyper riches...

2- "*Rien sur les dividendes des actionnaires! Rien sur les retraites-chapeau, rien sur les dons des entreprises aux partis politiques ! Rien sur les salaires de certains dirigeants et sur leurs avantages. (billets d'avions, voitures de fonction de grosse cylindrée avec kilométrage illimité, achat de places de foot, de spectacles au meilleures places....) Bref, les seuls qui paieraient le prix d'une expérimentation peu crédible en termes de création ou de sauvegarde d'emploi seraient toujours les mêmes.* "

Vous avez oublié les jets et les yatchs, vous êtes très loin du compte...

3- "*On ne sait plus dans quelle langue il faut leur dire : la précarisation ne crée pas une seule heure de travail en plus. Elle précarise, c'est tout. Les "nouveaux" jobs sont à temps partiels, intérimaires, mal payés.*

L'Allemagne en est un parfait exemple. Seuls "avantages" : ils permettent de diminuer les chiffres officiels du chômage, ils augmentent les marges et donc les dividendes, ils rendent les salariés plus dociles, ils facilitent la vie des managers."

Là où vous commettez une grave et fatale erreur : C'est qu'il n'y absolument rien à leur dire, parce qu'il n'y a absolument rien à en attendre...

4- "*Pas d'accord, ils ont fait preuve d'une très grande capacité de travail lors de leurs études, une grande mémoire, et une très grande aptitude à s'adapter aux contraintes actuelles. Ils sont les enfants du libéralisme. Ils raisonnent dans un système unique de pensée économique. Posez leur la question: Qu'est ce que pour vous l'économie? Vous constaterez qu'il n'existe qu'une forme d'économie: le capitalisme option libéralisme. Le reste n'existe pas.*"

Normal, puisque au stade de putréfaction où en est rendu le capitalisme rien d'autre ne peut exister que le néolibéralisme ou le socialisme.

Cessez de lorgner sur les pays qui mettent en oeuvre la politique que les capitalistes avaient appliquée à une autre époque lorsque des réformes sociales étaient compatibles avec le capitalisme, et dites-vous bien que cette époque est définitivement révolue dans les pays développés, et pensez plutôt l'économie à l'échelle mondiale, sinon vous perpétuerez sans cesse cette confusion.

Dorénavant ils ont les moyens de produire pratiquement tout dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché, du coup ils n'ont que faire de vos considérations qui sont périmées, tout comme nos droits sociaux qu'ils s'emploient à liquider les uns après les autres.

5- "*En résumé ils nous proposent de travailler comme le patronat l'entend, d'être payé le moins possible, et d'être surtout d'accord.*

Si ils avaient demandé à nos grands patrons du 19ème siècle, c'est ce qu'il leur aurait été répondu. Il doit bien exister des rapports de cette époque ou du début du 20ème. Non?

Je leur conseille de se rapprocher de ceux qui ont pratiqué l'esclavage ! "

Voilà, vous avez tout compris, il faut donc les chasser du pouvoir avant d'en arriver là...

Il y en a comme l'intervenant précédent ou des charlatans comme Mélenchon, qui prétendent que dans les pays où des gouvernement mettent en oeuvre des réformes sociales il ferait bon vivre, alors qu'en réalité, l'esclavage que vous évoquez ou des conditions de vie épouvantables, les travailleurs de ces pays-là les vivent au quotidien. Imaginez en Inde, le salaire minimum a été multiplié par 7 en 15 ans, quel bonheur... de travailler 6j/7 sans aucun droit, pas même un contrat de travail ou une feuille de paie ou un jour de congé payé. Je suis certain que la situation des travailleurs n'est pas meilleure au Venezuela ou en Bolivie par exemple.

Certains appellent cela le socialisme du XXIe siècle, nous on appelle cela s'accommoder de l'esclavage au XXIe siècle parce qu'on prend en compte la totalité des conditions d'existence et de travail des masses exploitées de ces pays-là, et pas seulement les facteurs qui nous intéressent. Vous saisissez la différence entre un opportuniste et un socialiste ?

Nous ne sommes pas contre les réformes sociales, nous sommes contre le réformisme qui a conduit le mouvement ouvrier en France et dans les pays similaires là où il en est, là encore il faut faire preuve de discernement pour éviter toute confusion.

En complément. A la hache !

Valls confirme la baisse de 11 milliards de dotations aux collectivités territoriales - Le Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- L'ONU réclame la publication du rapport sur les abus de la CIA - french.irib.ir

Dans une lettre ouverte au Président Obama, ils soulignent que la publication du rapport aurait « *des conséquences importantes pour ... la crédibilité des Etats-Unis* ». Un groupe d'experts des droits humains des Nations Unies (ONU) a invité le Président américain Barack Obama à soutenir la publication d'un rapport d'une commission du Sénat sur les méthodes d'interrogation de la CIA, l'agence du renseignement des Etats-Unis.

Dans une lettre ouverte publiée mercredi, ils soulignent que la décision du Président Obama sur ce rapport aurait « *des conséquences importantes pour les victimes de violations des droits de l'homme partout dans le monde et pour la crédibilité des Etats-Unis* ». « *En tant que nation qui a publiquement affirmé sa conviction que le respect de la vérité fait progresser le respect de la primauté du droit, et en tant que nation qui appelle fréquemment d'autres pays à la transparence et à la responsabilité, les Etats-Unis doivent se mettre au niveau des normes qu'ils ont établies à la fois pour eux-mêmes et pour les autres* », poursuit la missive.

La publication du rapport a été approuvée en avril 2014 par le Sénat, mais le document n'a pas encore été publié, parce que la CIA aurait demandé que certains éléments soient censurés. Par ailleurs, les experts onusiens ont félicité M. Obama d'avoir arrêté le programme d'interrogatoire de la CIA, après son investiture. Entamée au début de 2009, l'enquête du Sénat a duré quatre ans et a examiné des millions de pages de documents et d'e-mails de la CIA. Le rapport a été approuvé par la commission du Sénat à la fin de 2012 et sa publication a été approuvée en avril 2014 à une large majorité. Mais ce document n'a pas encore été publié, parce que la CIA aurait demandé que des éléments du rapport soient censurés.

Selon plusieurs membres de la commission sénatoriale, les suppressions proposées empêcheraient le lecteur de bien comprendre l'étendue des violations. Les experts de l'ONU appellent donc le Président Obama à publier le rapport sous une forme qui fait sens, permettant au public de comprendre les faits et de promouvoir le droit à la vérité pour les victimes et leurs familles. french.irib.ir 27.11

SOCIAL

1- France

- Nouveau record du chômage en octobre en France - AFP

Fin octobre, 3,46 millions de demandeurs d'emploi sans activité pointaient à Pôle emploi en métropole, nouveau record après trois ans et demi de hausse quasi continue.

Le mois dernier, 28.400 chômeurs supplémentaires (0,8%) se sont inscrits sur les listes de l'opérateur public, a annoncé jeudi le ministère du Travail. Sur un an, la hausse atteint 5,5%.

"*Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle depuis février dernier*", fait remarquer Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE. Selon lui, "*la faible croissance continue à peser*", d'autant que "*les entreprises gardent un sureffectif de 230.000 emplois*".

En intégrant l'outre-mer, 3,72 millions de chômeurs ont été comptabilisés le mois dernier, également un record. Activité réduite incluse, la hausse est moindre (0,5%), pour un total de 5,15 millions en métropole et de 5,46 millions avec l'outremer.

Depuis le début du mandat de François Hollande en mai 2012, 537.000 chômeurs sans activité supplémentaires ont poussé la porte de Pôle emploi.

Le chômage de longue durée continue de faire tâche d'huile: petite activité incluse, 2,2 millions de demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an (0,9% sur un mois, +9,4% sur un an).

2- Grèce

- La Grèce paralysée par une grande grève, tous les vols annulés - Reuters

Plus de 25.000 personnes ont manifesté jeudi à Athènes et Salonique, les deux principales villes grecques, contre la poursuite de l'austérité à l'occasion d'une grève générale de 24 heures observée par les syndicats du privé et du public.

"*Non au chômage partiel, non aux licenciements, Oui à un emploi stable et permanent*", Mettre "*fin à la pauvreté, renverser (le gouvernement) maintenant*", pouvait-on lire sur les banderoles.

Cette manifestation intervient presque une semaine avant le vote du budget de 2015 par le Parlement, qui poursuit une politique de baisse des dépenses, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation.

A Salonique (nord), deuxième ville grecque, au moins 8.000 personnes ont manifesté dans le centre-ville, selon la police locale.

Les transports et les services publics étaient fortement perturbés jeudi en Grèce par une grève de 24 heures organisée pour protester contre des projets de licenciements et une réforme des retraites voulus par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

Tous les vols intérieurs et les vols internationaux ont été annulés, les aiguilleurs du ciel ayant rejoint le mouvement, organisé par le syndicat GSEE du secteur privé et par le syndicat de la fonction publique ADEDY.

Le trafic ferroviaire et celui des ferries étaient également à l'arrêt. Les hôpitaux assuraient essentiellement les urgences et les services des impôts et autres administrations sont restés fermés. Reuters 27.11

3- Brésil

- Brésil: Rousseff nomme une équipe économique taillée pour l'austérité - AFP

La présidente brésilienne Dilma Rousseff a nommé jeudi une nouvelle équipe économique au profil orthodoxe qui s'est engagée à mener une politique de rigueur budgétaire pour enrayer la dérive des finances publiques et regagner les confiance des marchés.

La présidente de gauche du géant émergent d'Amérique latine, réélue de peu à un second mandat le 26 octobre, a nommé au ministère des Finances Joaquim Levy, un économiste rigoureux et apprécié des marchés qui dirigeait depuis 2010 une branche de la banque privée Bradesco.

M. Levy aura la lourde tâche de relancer l'économie en panne du géant émergent d'Amérique latine, qui devrait enregistrer une croissance presque nulle en 2014, alors que l'inflation est sortie des clous, et que les finances publiques se dégradent à

vitesse accélérée, faisant peser la menace sérieuse d'une dégradation de la note souveraine du Brésil en 2015 par les agences de notations internationales.

Mme Rousseff a nommé au ministère de la Planification Nelson Barbosa, 45 ans, qui avait été secrétaire exécutif du ministère des Finances de 2011 à 2013.

Elle a reconduit dans ses fonctions le président de la Banque centrale, Alexandre Tombini, 50 ans, en poste depuis 2011, avec l'objectif de ramener l'inflation à 4,5% ces prochaines années, dans le milieu de la fourchette officielle.

Lors d'une conférence de presse commune à Brasilia, ce triumvirat économique a promis de rééquilibrer les finances publiques en taillant dans les dépenses publiques et de lutter activement contre l'inflation.

Joaquim Levy a la faveur des marchés brésiliens, qui ont pris en grippe Dilma Rousseff ces derniers mois en raison de ses choix contestés et de son interventionnisme.

Le quotidien Folha de Sao Paulo le décrit comme "*accroc au travail et sincère à la limite de la grossièreté*" et "*aussi buté que Dilma*" Rousseff.

M. Levy a occupé par le passé plusieurs fonctions importantes au sein du gouvernement brésilien, oeuvrant activement au renforcement des équilibres macro-économiques.

Il avait été notamment secrétaire au Trésor sous le premier mandat du président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010), un ancien ouvrier et dirigeant syndical qui avait nommé une équipe économique orthodoxe pour apaiser les craintes des marchés après son élection.

La rigueur budgétaire de M.Levy lui a valu le surnom de "*Levy aux mains d'argent*", par comparaison avec le personnage du film "*Edward aux mains d'argent*" qui est doté de ciseaux à la place des mains.

"*C'est un nom excellent. Il est considéré comme austère et rigoureux. Sa nomination envoie le signal de probables ajustements budgétaires*", a commenté pour l'AFP l'économiste de TAG Investimentos, André Leite.

"*Sa trajectoire, y compris au sein du premier gouvernement de Lula inspire beaucoup de confiance*", a abondé Margarita Guitierrez, professeur d'économie à l'université UERJ de Rio.

Après sa réélection, Dilma Rousseff avait promis de "*faire les devoirs*" en procédant à un ajustement budgétaire jamais évoqué pendant la campagne électorale.

Son adversaire malheureux, le social-démocrate Aecio Neves, qui promettait un "*choc de gestion*", a ironisé sur le choix de M. Levy, estimant que cela revenait à nommer "*un cadre de la CIA à la tête du KGB*".

Cette nomination fait grincer des dents l'aile gauche du Parti des Travailleurs (PT au pouvoir) et le Mouvemement des Sans Terre (MST), qui dénoncent un retour en arrière et craignent des coupes dans les programmes sociaux. AFP 27.11

Qui l'aurait cru franchement ? C'est marrant, on serait tenter de croire que ce que dit monsieur Neves est vrai, pas vous ?

Haut de page

Le 29 novembre 2014

CAUSERIE

J'ai dû actualiser le site rapidement car j'ai perdu la moitié de la journée suite à une panne de moto. Et bien entendu je n'ai pas pu écrire le petit texte concernant ma situation financière.

Demain matin on ajoutera de nouveaux articles. Je suis complètement claqué.

Dans tous les cas de figure, mieux avoir la peau lisse...et blanche.

- « *La peau a juste besoin d'être nettoyée, hydratée et protégée du soleil* » - LeMonde.fr

Suicide assisté.

- Mort de Michael Brown: Le policier qui a tué le jeune Noir va quitter la police 20minutes.fr

Il a tort, car la justice sanctionne plus sévèrement le meurtre d'un policier. Mais bon, il n'a peut-être pas le courage de se suicider et préfère qu'on s'en charge pour lui. C'est peut-être ce qui se murmure à Fergusson.

20minutes.fr - Il est à présent tout simplement trop dangereux pour Darren Wilson de reprendre ses fonctions, a déclaré son avocat Neil Bruntrager sur la chaîne CNN: «*Le jour où il aurait repris son service quelque chose de terrible lui serait arrivé, à lui ou à quelqu'un travaillant avec lui. Et la dernière chose qu'il veut c'est mettre en danger d'autres agents de police.*» 20minutes.fr 28.11

Propagande. Trembler. La Russie serait-elle sur le point de déclarer la guerre à la France ?

- Des navires russes dans la Manche, pas pour des manoeuvres - Reuters

L'armée syrienne en fait trop : elle va en finir avec les barbares.

- Syrie : près de 2 000 raids aériens du régime en quarante jours - LeMonde.fr

Insupportable jugent les Américains et leurs alliés qui ont dénoncé via les médias à leurs ordres la mort de 100 "*civils*" à Rakka, le fief de l'Emirat islamique en Syrie. Ils ont vérifié sur place, inutile, ce sont les barbares qui leur servent d'agence de presse.

ACTUALITE EN TITRES

Le cynisme ne suffisait pas, il rajoute la calomnie.

- Mort de Rémi Fraisse: Cazeneuve répond aux "*procès de Moscou*" - L'Express.fr

Démesure. Comme tout est grand à nos yeux quand on est insignifiant.

- Le climat "*grande cause nationale en 2015*", annonce Manuel Valls - Francetv info

En clôture de la conférence environnementale, le Premier ministre estime que la France aura l'an prochain "*une grande responsabilité*" en accueillant la conférence de l'ONU. Francetv info 28.11

Quand Fabius se prend pour le Premier ministre israëlien.

- Proche-Orient : Fabius fixe un calendrier - LeFigaro.fr

Le ministre des Affaires étrangères veut aboutir à un règlement du conflit israélo-palestinien dans les deux ans. LeFigaro.fr 28.11

Les y préparent-ils psychologiquement ou est-ce un voeu ?

- Deux Français sur trois pensent que l'UMP va imploser - L'Express.fr

Les fausses bonnes nouvelles.

- Zone euro : le chômage stable à 11,5 % en octobre - LePoint.fr -

- La fin de l'essence chère (pour le moment) - Le Huffington Post

Comment le pape soutient l'Emirat islamique : En légitimant Erdogan.

- Turquie: Pour Erdogan, le pape et lui «*regardent le monde avec les mêmes valeurs*» - 20minutes.fr

Alors que la Turquie d'Erdogan sert de base arrière à l'Emirat islamique.

- Le pape en Turquie prône la lutte contre les fondamentalismes - Reuters

- À Ankara, le Pape met en garde contre «*le fanatisme*» - LeFigaro.fr

Stigmatisation, guerre psychologique, négationnisme.

- Une petite fille fait retirer la signalétique "*spécial garçon*" d'une chaîne de supermarchés britannique - Francetv info

- La Finlande légalise le mariage homosexuel - Reuters

- Les CNIL européennes souhaitent que le droit à l'oubli s'applique sur Google.com - LeMonde.fr

- Népal: des milliers d'animaux sacrifiés malgré les protestations - L'Express.fr

Cessez de manger des escargots et des cuisses de grenouilles...

Stratégie du chaos. Provocation violente, déstabilisation.

- Un autre enlèvement massif de lycéens au Mexique était resté sous silence - LeFigaro.fr

- Nigeria: au moins 120 morts dans un attentat à la grande mosquée de Kano Aminu - AFP

- Égypte : des heurts meurtriers en marge de manifestations islamistes - LePoint.fr

- Heurts entre manifestants et policiers à Hong Kong - Reuters

La NED à l'oeuvre...

- Elle défie la loi iranienne en dansant dans le métro - Le Huffington Post

Ils n'ont rien trouvé d'autres pour attaquer l'Iran hier...

- Syrie: les militants pleurent la "*mort*" de leur révolution - AFP

Qui n'a jamais existé que dans l'agenda de la Maison Blanche ou du Pentagone.

ACTUALITÉ DU JOUR

Des superlatifs pour vanter la précarité sociale généralisée comme modèle... antisocial.

- Emploi : Valls vante le modèle de « *flexisécurité* » du Danemark - LeMonde.fr

Dans un entretien au journal Politiken, le premier ministre avait tissé les louanges la politique danoise en matière d'emploi d'« *expérience extrêmement intéressante* ». Alors que le nombre de demandeurs d'emploi en France a atteint en octobre un nouveau record, M. Valls a qualifié la politique des pays scandinaves de « *véritables sources d'inspiration* ».

Valls : « *Cette capacité à lier étroitement l'auto-réalisation personnelle et l'action publique me paraît remarquable dans les pays nordiques.*». LeMonde.fr 28.11

Pour Valls le «*problème de compétitivité* » que connaîtrait le pays (lire les entreprises) « *depuis dix ou quinze ans*» (lire quatre décennies), viendrait du fait que « *nous n'avons pas fait les réformes nécessaires de notre marché du travail* » parce que les travailleurs avec leurs organisations s'y sont opposés, ils seraient responsables de la situation sociale et du chômage, tandis que

le gouvernement lutterait « *inlassablement contre le chômage* », et par conséquent n'en porterait pas davantage la responsabilité que le patronat.

Dès lors, de deux choses l'une : soit vous acceptez les contre-réformes qu'on vous propose et le chômage baissera, soit vous refusez et il continuera d'augmenter. En réalité, lorsqu'on observe la situation en Grèce ou au Portugal on s'aperçoit qu'après avoir réduit les salaires et les retraites de 25 à 40% le chômage ne diminue pas, donc le problème est ailleurs.

Il réside dans la crise du capitalisme qu'ils ont décidé d'aborder de telle manière qu'elle n'aboutisse pas dans l'immédiat à l'effondrement brutal et total auquel est condamné le système économique capitaliste. Comment ? En misant sur les pays où ils ont transféré d'énormes quantités de capitaux ou profits qu'ils avaient accumulés au cours des décennies précédentes, pour produire à moindre coût et tenter de freiner la baisse tendancielle du taux de profit qui ronge inexorablement le capitalisme, pendant qu'ils développaient un système financier opaque et mafieux qui leur permettrait de détourner l'essentiel des richesses produites ou des profits réalisés par le secteur industriel ou productif, tandis qu'ils inondaient le marché de liquidités (dollars, yen, euros) que traduit l'endettement mondial qui a atteint une somme monstrueuse, qui devaient également leur servir à hypothéquer les profits à venir dans le secteur productif, de telle sorte qu'il est devenu impératif de s'attaquer au coûts du travail dans les pays développés pour récupérer une partie de la plus-value qu'ils avaient dû céder aux travailleurs lors de la période précédente de la lutte des classes.

Car au delà de la valeur fictive des milliers de milliards de dollars qu'ils ont créés à partir de rien, qu'ils se sont distribués et qu'ils ont déversés dans l'économie, après l'avoir parasité, les lois de fonctionnement du capitalisme existant toujours leur imposent à un moment donné de matérialiser ces sommes gigantesques, et comme l'exploitation des travailleurs demeure l'unique source de profit, ils n'ont pas d'autre solution qu'augmenter la part de plus-value qu'ils extorquent aux travailleurs en liquidant leurs acquis sociaux et en abaissant le coût de la main d'oeuvre ou de la force de travail, autrement dit adopter des politiques d'austérité de plus en plus brutales qui doivent conduire à un affrontement direct avec la classe ouvrière ou si par malheur elle n'était pas capable de renverser le régime en place et de s'emparer du pouvoir politique, elle serait réduite à l'état de servage ou d'esclavage.

En famille. Ils aiment l'entreprisent.

- Des patrons dans la rue lundi pour lancer une semaine de mobilisation - AFP

Les casseurs descendent dans la rue...

- Le PCF organise une "*contre semaine d'actions*" au Medef - AFP

Le parti communiste français (PCF) lance lundi une "*contre semaine d'action*" en riposte à la semaine de mobilisation du Medef avec de multiples initiatives allant de la distribution de tracts aux portes des entreprises au clip parodique sur internet.

"*Ils veulent parler de l'entreprise ? BANCO ! Parce que nous aussi, on aime l'entreprise, celle qui respecte le travail, celle qui crée et partage des richesses. Partout, demandons des comptes: où va l'argent du CICE ? Du CIR ? Des banques ? De l'Etat ? Qui touche quoi ? Pour en faire quoi ? Nous savons où sont les gâchis ?*", ajoute-t-il.

(Nous n'aimons pas l'entreprise qui opprime, exploite, extorque, vole notre force de travail, on est comme cela que voulez-vous. Et puis, comme on ne reconnait aucune légitimité au capitalisme et aux patrons, on n'a rien à leur demander. On combat pour défendre nos droits et si possible en acquérir, un point c'est tout.

Mardi, Pierre Laurent participera à une "*procession festive et bruyante*" du siège du Medef à Paris à l'Ambassade du Luxembourg. AFP 28.11

Le PCF est le fossoyeur du socialisme quand ils proposent des actions aussi débiles. Il prend les travailleurs pour des attardés mentaux. On appelle les travailleurs et les militants à ne pas participer à ces actions qui donnent une image épouvantable du mouvement ouvrier, qui le rabaissent.

- Des actions devant des grands groupes... inutiles, grotesques.

- Des manifestations... qui réuniront trois tondus et un pelé.

- "*Murer*" l'entrée du Medef par des exemplaires du code du travail... un mirage en papier.

- Une campagne sur les réseaux sociaux... lieu privilégié des pires manipulations. A ignorer, fuir ou boycotter.

- un clip parodique sur internet... parce que l'heure serait à la légèreté à la distraction, comme quoi ils n'en ont vraiment rien à foutre

de la condition des travailleurs.

- Mardi, Pierre Laurent participera à une "*procession festive et bruyante*" du siège du Medef à Paris à l'Ambassade du Luxembourg... c'est la fête quoi ! On espère que les marchands de frites et de saucisses feront le déplacement, sans oublier la bibine, les confettis, les pétards, etc. ridicule, pathétique.

Extrême droite. La haine de l'Emirat sioniste. Les nervis se croient en Israël

- Climat tendu et journalistes non grata à la manif pro-israélienne - liberation.fr

Il est un peu plus de 12 heures lorsque le bal des camionnettes blanches commence. Une, puis deux, puis trois. A l'intérieur, des pancartes directes : «*Hamas+Fatah = Etat terroriste*», «*Jérusalem, Toulouse, Bruxelles, les islamistes sont partout*», «*On a une dictature de plus au Moyen-Orient*.» Quelques minutes après le débat à l'Assemblée sur la résolution reconnaissant l'Etat palestinien, la pression monte aux abords du Palais Bourbon.

Plusieurs organisations juives ont appelé à manifester place Edouard-Herriot. Parmi elles, Siona, France-Israël, le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), ainsi que les franges les plus radicales telles que la Ligue de défense juive (LDJ) et le Betar. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a décidé pour sa part de ne pas s'associer à cet élan. Contacté par Libération, son président, Roger Cukierman, explique «*qu'il faut du calme, du dialogue et de la négociation*». Il déplore «*qu'une partie de la communauté soit si prompte à sortir dans la rue à chaque occasion*».

Vers 13h15, alors que la foule croit faiblement, Kenzo Tribouillard, le photographe de l'AFP, est violemment pris à partie. Un homme, la grosse trentaine, crâne rasé et lunettes de soleil sépia, exige sa carte de presse. Il n'est ni policier, ni membre de l'organisation. Le photographe accepte sa requête à la seule condition que l'homme délivre son identité en retour. Il n'en fera rien et décide même «*de sortir*» Kenzo Tribouillard de la place Edouard-Herriot avec le renfort de quelques jeunes gantés, en kippas, et très vindicatifs. Quelques secondes plus tard, c'est au tour de l'équipe du service vidéo de l'AFP d'être éjectée. Les autres médias présents subissent une opération de filtrage un peu étrange. Sans que l'on ne sache bien pourquoi, Libération est autorisé à rester après quelques questions sur le soutien éventuel du journal au Hamas…

Dans la foule, les discours ne sont pas plus modérés. Une dame blonde, la soixantaine, crie : «*Non au terrorisme. Guigou dégage, Guigou salope.*» Sa voisine tempère : «*Ne versons pas dans les insultes, mais, c'est vrai, les terroristes sont chez nous. Le PS veut importer le conflit israélo-palestinien. Rappelez-vous les slogans "Morts aux juifs" entendus cet été à Barbès*.» Au micro, deux députés font un tabac. Le franco-israélien de l'UDI, Meyer Habib, et l'UMP Claude Goasguen. Le premier s'essouffle : «*Jérusalem est une ville juive depuis 3000 ans. Reconnaître l'Etat palestinien, c'est reconnaître le Hamas puisqu'il en fait partie. La France a choisi le camp des jihadistes, d'Al-Qaeda. Je pense à Hervé Gourdel, assassiné lâchement.*» Goasguen renchérit : «*Le PS joue avec la sécurité des juifs de France. La montée de l'antisémitisme est réelle. Cette résolution va attiser la haine.*»

Après une Marseillaise et quelques accolades, les 250 personnes se dispersent. Meyer Habib appelle à un nouveau rassemblement mardi, à 14 heures, jour du vote officiel. Au même moment, la LDJ assumait sur son compte Twitter l'exclusion des journalistes de l'AFP : «*Suite au traitement honteux de l'attentat de la synagogue de Jérusalem, les journalistes AFP ont été sortis de la #ManifAssemblée*». liberation.fr 28.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Haïti

Haïti: nouvelles manifestations contre le gouvernement pour réclamer des élections - AFP

Des milliers d'Haïtiens ont à nouveau manifesté vendredi à Port-au-Prince pour exiger la démission du président Michel Martelly et du Premier ministre Laurent Lamothe, et réclamer la tenue d'élections libres.

"*A bas Martelly, à bas Lamothe chef de la corruption. Ils doivent partir*", scandaient les manifestants, qui se sont arrêtés brièvement devant le siège du gouvernement situé dans le centre de la capitale.

Le mandat du parlement actuel prendra fin le 12 janvier 2015, mais le gouvernement de Michel Martelly a reporté les élections législatives et municipales qui étaient initialement prévues le 26 octobre, sans fixer de nouvelle date, provoquant une

crise politique.

L'opposition craint que le vide parlementaire ne conduise Michel Martelly à gouverner par décrets.

Vendredi, les manifestants ont bloqué des rues avec des tas de pierres, et des jeunes ont enflammé des pneus et des barricades. Des manifestations avaient aussi eu lieu mardi.

"*Nous sommes là pour réclamer la libération des femmes qui ont été arrêtées lors de manifestations anti-gouvernementales et gardées en prison sans être jugées*", a dit Soeurette, une pancarte à la main.

"*Nous réclamons le départ de cette équipe et la tenue d'élections libres honnête et démocratiques*", a lancé un manifestant.

Jeudi, plus de 20 partis de l'opposition ont fait part de leur préoccupation devant l'éventualité que le président Martelly dirige le pays par décrets.

"*Nous sommes alarmés par le risque de déficit de représentativité du Parlement haïtien au 12 janvier 2015 étant donné qu'aucune des élections prévues n'a eu lieu au cours des trois dernières années*", lit-on dans le texte. AFP 28.11

SOCIAL

1- France

1.1- La CFDT laminée.

La CGT reste le principal syndicat de la RATP - liberation.fr

La CGT reste le premier syndicat de la RATP, malgré un important recul aux élections professionnelles, devant l'Unsa et Sud, alors que la CFDT et FO ont perdu leur représentativité, selon les premiers résultats publiés vendredi.

Quelque 44 600 salariés de la RATP (métro, bus, tramway, une partie des RER A et B) étaient appelés aux urnes jeudi pour renouveler leurs délégués du personnel. Le vote portait aussi sur les élus des onze comités départementaux économiques et professionnels (CDEP), qui assument à la RATP le rôle des comités d'établissement. Avec 28 880 votants, la participation s'est élevée à 65%.

La CGT reste la première instance représentative du personnel avec 30,4% des voix, loin devant l'Unsa (22,1%), qui recule de 3,6 points, et Sud (15,3%), qui en gagne 1,2. Cependant, le syndicat contestataire enregistre une baisse de 3,5 points par rapport au précédent scrutin de décembre 2010. Les grands perdants restent la CFDT et FO, qui n'ont plus la représentativité acquise quatre ans plus tôt d'une courte tête avec respectivement 10,12% et 10,06%. La chute est lourde pour la CFDT, qui s'écroule à 5,1% et se voit même dépassée par le SAT RATP (5,2%). Force ouvrière échoue de très peu (9,6%) sous le seuil des 10%, au-delà duquel un syndicat est représentatif.

A l'inverse, la CFE-CGC, syndicat proche des cadres, réalise un bond de plus de 4 points, passant à 9,3%. Dans le collège dédié à l'encadrement, son score atteint 32,7%, contre 18,3% quatre ans plus tôt. Le SAP RATP arrive en dernière position avec 3% des suffrages exprimés. liberation.fr 28.11

2- Intox. Guerre psychologique. Guerre aux fraudeurs, chez les pauvres, pas les riches.

Pôle emploi a détecté 89 millions d'euros de fraude sur les neuf premiers mois de 2014 - francetvinfo.fr

Un chiffre qui continue d'augmenter par rapport aux années précédentes. Toutefois, il s'agit d'une "*part infinitésimale du montant total des allocations chômage versées par Pôle emploi*", selon les syndicats de Pôle emploi.

Pôle emploi a déjà détecté un volume de fraude comparable à celui de l'ensemble de l'année dernière (100 millions d'euros en 2013). (...) Mais à titre de comparaison, ces montants restent très faibles par rapport aux 30 milliards d'euros d'allocations chômage versés en 2013 par exemple.

"*On ne parle que d'une part infinitésimale du montant total des allocations chômage versées par Pôle emploi et environ la moitié est récupérée par la suite*", fait remarquer Jean-Charles Steyger, délégué syndical central FSU. "Malheureusement, l'actualité se focalise plus sur le contrôle des chômeurs, beaucoup moins sur celui des employeurs, c'est un problème", estime pour sa part Pascal Mezan, représentant CFDT au CCE de Pôle emploi. francetvinfo.fr 28.11

Récapitulons.

- Gros titre accrocheur : 89 millions d'euros de fraude sur les neuf premiers mois de 2014

- Ramené au montant des allocations chômage versés en 2013 (30 milliards d'euros) : 0,2%

- Une fois les sommes récupérées (la moitié) par Pôle emploi : 0,1% et encore une partie concerne les employeurs.

Voilà comment à partir d'une "*fraude*" qui à l'arrivée représenterait moins de 0,1% du montant total annuel des allocations chômage versés par Pôle emploi, ils mènent une campagne (psychologique) ignoble contre l'ensemble de la classe ouvrière, car c'est elle qu'il vise.

A côté la fraude fiscal en tous genres des multinationales et des privilégiés se chiffre en dizaine de milliards d'euros, mais là, soit c'est légal, soit il est difficile de lutter contre. Il faut comprendre, c'est plus facile de détecter une fraude de quelques centaines d'euros, qu'une fraude de centaines de milliers d'euros ou davantage, la première saute aux yeux, tandis que la seconde est indétectable au miscroscope.

En complément. En voilà qui ne faudent pas : ils se réfugient dans un paradis fiscal.

- Suisse : 49 Français parmi les 300 plus grosses fortunes du pays - Francetv info

La fortune cumulée de ces 300 familles et personnes les plus riches de Suisse en 2014 a grimpé en 2014 à 671 milliards de francs suisses (559 milliards d'euros), une augmentation de 44 milliards (+4,1%). Les 49 Français, installés en Suisse pour bénéficier d'un régime fiscal plus favorable que dans leur pays d'origine, représentent un patrimoine global de 55 milliards de francs suisses (45,7 milliards d'euros). Francetv info 28.11

3- Touche pas à ma rente !

Le tarif des assurances en forte hausse l'an prochain - Francetv info

Mauvaise nouvelle pour le pouvoir d'achat. Selon les Échos, le prix des assurances habitation, automobile et santé devrait augmenter en 2015.

En 2015, les contrats habitation connaîtront de fortes hausses. Entre 2 et 5%, attestent les dix plus grandes compagnies d'assurances. En cause, la progression des dommages liés aux événements climatiques cette année. En 2014, les coûts seraient déjà 50% plus élevés que la moyenne de ces vingt dernières années. Quant aux assurances complémentaires santé, elles connaitront une hausse comprise entre 2 et 3%, à l'image de l'évolution des dépenses médicales des Français. Les assurances auto pourraient, de leur côté, bondir de 2,6%. Francetv info 28.11

2- Italie.

Italie: le chômage atteint un niveau historique, coup dur pour Renzi - AFP

Le chômage a atteint en octobre un niveau record en Italie, avec plus de 13% de la population active sans emploi, nouveau coup dur pour le gouvernement de Matteo Renzi, qui peine à obtenir des résultats sur le front économique. AFP 28.11

Ah les braves gens ! Renzi (et son gouvernement) "*peine* et le brave type est victime d'un "*nouveau coup dur*, pour un peu on aurait de le plaindre, non ?

3- Brésil

Propagande et faux arguments.

Peu importe que des choix économiques et des erreurs de gestion de l'eau soient à l'origine de l'assèchement d'une rivière, puisqu'ils ont décidé que ce serait la hausse de la température qui en serait la cause.

- La sécheresse de Sao Paulo sonne l'alarme pour la planète - AFP

Là où il pêche depuis trente ans, le Brésilien Ernane da Silva ne voit plus que des broussailles et une terre crevassée par le soleil : ce pêcheur de Sao Paulo n'a jamais vu la vallée dans cet état.

Au manque d'investissements et d'infrastructures pour stocker l'eau les années d'abondance, s'ajoutent la surcharge du système Cantareira et la mauvaise gestion, selon les experts.

Construit à la fin des années 70, le barrage de Jacarei est l'un des cinq formant le gigantesque système de Cantareira qui approvisionne en eau 45% des 20 millions d'habitants de Sao Paulo et de sa banlieue.

Les précipitations pendant la saison des pluies (d'octobre à mars) ont été insuffisantes. En novembre, dans les barrages de Cantareira, il est tombé 90 mm contre une moyenne habituelle de 161,2 mm.

"*La sécheresse exceptionnelle que vit la région sud-est du Brésil, spécialement Sao Paulo, peut déjà être le résultat de la destruction de l'Amazonie*", a déclaré à l'AFP le chercheur Antonio Donato Nobre, de l'Institut national de recherches spatiales (INPE).

Poumon économique du Brésil, Sao Paulo a déjà vécu une forte sécheresse en 2001 et une très grave au début des années 60. AFP 28.11

Il y a donc 44 ans, ce n'est donc pas un phénomène nouveau. Si maintenant de nos jours les conséquences sont plus visbles jusqu'à être catastrophiques pour la population qui vivait des produits de cette rivière, il faut avant tout en chercher les causes dans ce qui a été évoqué plus haut.

ECONOMIE

Pétrole et matières premières.

Offensive mondiale. Ils visent tous les Etats qui refusent de se soumettre à l'impérialisme américain.

Grille de lecture.

- Le cours du pétrole, gaz, soja, colza, cuivre, aluminium, plomb, nickel, zinc, etc. sont en baisse et frappe tous les pays (Amérique latine et Afrique, Russie) qui les produisent, et dont une partie des profits servent à financer des infrastructures et des réfomes sociales, au lieu d'aller dans les poches des actionnaires ou des oligarques anglo-saxons et leurs alliés occidentaux, ce qui est un crime au regard de la crise du capitalisme qui doit permettre aux plus riches de s'enrichir davantage au lieu de permettre à la population de ces pays de vivre mieux ou conformément à la stratégie néolibérale.

- Ils disent dans cet article à qui profite la baisse du cours du pétrole. Nous avons expliqué dans une précédente causerie, c'était à propos de la politique d'"*assouplissement*" de la BCE, qu'ils pourraient être tentés de redonner provisoirement une marge de manoeuvre aux gouvernements de certains pays en Europe, dont la France, l'Italie et l'Espagne, pour accompagner ou amortir temporairement les conséquences des brutales contre-réformes qu'ils finiraient par adopter à l'exemple de l'Allemagne au début des années 2000.

Cette "*facilité*" pourrait leur être donnée sans débourser un centime grâce à la baisse des cours du pétrole et de certaines matières premières, dès lors que les prix baisseraient ce serait autant de pouvoir d'achat supplémentaire pour les salariés qui du coup accepteraient ces contre-réformes ou s'en désintéresseraient, ne se rendant pas compte des conséquences qu'elles auront sur leurs conditions de travail et leur existence dans le futur, très proche, car simulatément les prix repartiront à la hausse dès que ces contre-réformes auront été adoptées, il sera alors trop tard pour lutter contre et avant de pouvoir les remettre en cause, ce qui pourra prendre de longues années ou des décennies, ils devront s'en accommoder comme l'ont fait les travailleurs allemands qui commencent à se réveiller 14 ans plus tard.

- Après l'Opep, les prix du pétrole s'effondrent - AFP

Les prix du pétrole se sont effondrés vendredi après la décision de l'Opep de ne pas réduire sa production, choix imposé au cartel par ses puissants membres du Golfe pour contrer l'expansion du pétrole de schiste.

Le baril de "*light sweet crude*" (WTI) pour livraison en janvier a reculé de 7,54 dollars sur le New York Mercantile Exchange

(Nymex) par rapport à la dernière clôture officielle mercredi (jeudi étant férié aux Etats-Unis), pour s'établir à 66,15 dollars, son plus bas niveau depuis septembre 2009.

Le baril de Brent échangé à Londres est passé lui sous la barre symbolique des 70 dollars pour la première fois depuis quatre ans et demi, tombant vers 18H30 GMT vendredi jusqu'à 69,78 dollars le baril sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, son niveau le plus faible depuis le 26 mai 2010.

Face à des prix sans cesse en repli, certains pays de l'Opep demandaient au cartel de réduire sa production pour faire remonter les cours. Mais les pétromonarchies du Golfe, qui ont le plus de marge de manoeuvre financière au sein du cartel, ont dit non. Avec une idée bien précise: endurer des prix bas le temps d'enrayer l'essor du pétrole de schiste, plus cher à produire.

"*C'est la victoire de la coalition des pays du Conseil de coopération du Golfe menée par l'Arabie saoudite et le Koweït*", explique à l'AFP Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque à Paris.

"*Ils ont largement les réserves de change suffisantes pour supporter un baril bas*", selon lui.

Par ricochet, cela permet aussi à l'organisation de maintenir sa part de marché, qui se faisait grignoter ces derniers temps par d'autres pays, comme les Etats-Unis ou la Russie.

"*Aujourd'hui, il y a beaucoup de concurrents, et l'Opep pompe seulement 30% de la production mondiale*", a déclaré le ministre koweïtien, Ali Omair.

A l'avenir, "*le rôle clé devrait être joué par les producteurs de pétrole de schiste américain, qui vont faire face à de plus en plus en plus de problèmes avec un baril sous les 70 dollars*", selon les analystes de Commerzbank.

Comme "*énormément d'exploitations américaines peuvent encore résister avec un baril aux alentours de 60 dollars*", selon M. Dembik, "*l'idée de l'Arabie saoudite est surtout de dissuader toutes les recherches en cours en Russie et en Chine dans le schiste*".

Si l'analyste de Saxo pense que les prix vont reculer avant de remonter un peu et se stabiliser, ceux de CM-CIC Securities jugent que "*la chute du prix devrait donc se poursuivre au cours des prochains mois, ce qui aura des conséquences fortes sur l'économie mondiale*".

C'est "*une très bonne nouvelle pour les économies occidentales d'avoir des prix du pétrole qui baissent. Cela génère potentiellement beaucoup plus de pouvoir d'achat que n'importe quelle mesure prise par un gouvernement*", analyse pour l'AFP Régis Bégué, directeur de la gestion Actions de Lazard Frères Gestion.

En Bourse, les groupes pétroliers ou parapétroliers se sont faits laminer vendredi, tandis que les compagnies aériennes, grosses consommatrices, décollaient.

Les matières premières ont été mises sous pression, avec des baisses sensibles vendredi des métaux industriels comme le cuivre, l'aluminium, le plomb, le nickel et le zinc.

Dans l'agriculture, les oléagineux servant notamment à la fabrication d'agro-carburant, soja et colza, ont suivi la même tendance que le brut cette semaine.

Certains pays producteurs comme la Russie et le Venezuela vont vivre des moments difficiles.

Vendredi, le rouble continuait sa longue dégringolade alors que la Russie, gros producteur, est déjà accablée par les sanctions occidentales et les fuites de capitaux provoquées par la crise ukrainienne.

Mais "*la vraie victime, aujourd'hui, c'est le Venezuela*", estime M. Dembik. Un pays dont les finances sont en piteux état. (Et avec le soja, l'Argentine déjà en proie aux "*vautours*". - ndlr)

Régulièrement, la crainte d'un défaut de paiement est avancée par certains commentateurs, mais le ministre des Affaires étrangères Rafael Ramirez a assuré que le budget était "bâti avec un baril à 60 dollars, et nous sommes prêts à faire face".

En zone euro, la nouvelle n'est pas très bonne dans l'immédiat puisque une baisse du brut va contribuer à accentuer les pressions déflationnistes, alors que l'inflation n'a été que de 0,3% en novembre.

Mais les effets réels et durables restent inconnus. "*On est entré dans un nouveau paradigme*", estime M. Dembik. "*Les*

conséquences de court terme ne permettent pas d'avoir une vision de long terme". AFP 28.11

Ils sont incapables de prévoir les conséquences économiques que vont avoir ces baisses des cours et cela ne les intéresse pas vraiment, puisqu'ils visent uniquement leurs conséquences sociales et politiques dans certains pays qu'ils souhaitent favoriser pour les raisons qu'on a énumé en préembule, et d'autres qu'ils entendent déstabiliser jusqu'à obtenir des changements de régime, Russie, Venezuela, Argentine, etc.

Haut de page

Le 30 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 12 articles.

Dans une précédente causerie j'avais indiqué par erreur que l'agence Reuters était américaine, il fallait lire britannique, vous me direz que cela revient au même, effectivement, mais il fallait rectifier. Quand je m'aperçois d'une erreur je corrige, c'est normal.

Comme quoi il ne faut pas se fier aux apparences.

Le prix du baril de pétrole est descendu à 70 dollars à Londres et New York, il pourrait chuter jusqu'à 60 dollars nous dit-on. Et après ?

Tous les commentateurs s'agitent et prédisent que cela aura de graves répercussions sur les économies qui dépendent du pétrole, et dont l'endettement ou la situation financière est déjà délicate. Merci, on l'avait deviné. Ensuite. Rien.

Rien, sinon la version officielle selon la quelle l'Arabie saoudite aurait déclaré la guerre aux Etats-Unis, qu'on se rassure, la guerre du pétrole seulement, ouf ! Qui y croit ? Tous ceux qui n'ont rien d'autre à se mettre sous la dent, pardi, soit l'immense majorité de la population qui n'en saura pas davantage.

Pourquoi y aurait-il autre chose à ajouter en dehors du fait que les économies grosses consommatrices de pétrole vont en profiter, en premier lieu les pays occidentaux ou les plus riches de la planète ?

Non, rien.

En êtes-vous bien certain ? Absolument.

Quand même, les Américains qui produisent du pétrole de schiste vont avoir quelques problèmes ?

Ah bon !

Ben oui, cela coûte cher à produire !

Ah oui, c'est vrai ! Et alors ?

Alors, hier j'ai entendu aux infos sur Russia Today, qu'il leur fallait débourser environ 90 dollars pour produire un baril de pétrole, je l'ai vérifié en dégotant un article de La Tribune datant du 9 octobre 2014, donc récent dans lequel Olivier Rech, responsable de la recherche énergie chez Beyond Ratings, le confirmait : "Il est vrai qu'on peut estimer que le coût de revient du pétrole de schiste se situe aux alentours de 80 à 90 dollars", il faut donc en déduire qu'à 60 dollars le baril, ce n'est plus rentable, c'est un goufre. Peut-être, c'est possible, cela dépend pour qui et qu'est-ce qui motive cette baisse.

Ah ben oui, dites-donc, en voilà une mauvaise affaire !

Pire que cela, cela est devenu une activité fortement déficitaire.

Ah ben ça alors, c'est incroyable !

Mais alors comment vont-ils s'en sortir ?

Ah vous voyez qu'on ne vous avait pas tout dit !

A part vendre à perte leur pétrole et se ruiner, ce qu'on a franchement du mal à imaginer, ou que la production nationale soit subventionnée par l'Etat ou plutôt les compagnies pétrolières qui achètent tout le pétrole et qui disposent d'un trésor de guerre gigantesque, et continuent pendant ce temps-là de réaliser des affaires juteuses aux quatre coins du monde, je ne vois pas. J'opterais pour le second scénario, en fait le même que celui adopté par les pays du Golfe.

Ah ben ça alors, quelle coïncidence, comme c'est étrange ?

Vraiment, vous trouvez ?

Ben oui, ils sont déjà tellement endettés !

Cela dépend qui.

C'est vrai. Ben alors tout s'explique!

On y vient. D'autant plus qu'un autre élément est à prendre en compte.

Tiens donc !

Ecoutez bien et essayez de suivre, il semblerait que le fulgurant développement du pétrole de schiste aux Etats-Unis ait été financé par des capitaux obtenus quasi-gratuitement par l'intermédiaire de la pompe à finance de la Fed gratis dont ont bénéfié les compagnies pétrolières, c'est Olivier Rech qui l'explique dans le même article de La Tribune, une aubaine quoi, elles n'ont même pas à pomper dans leurs fabuleuses réserves de capitaux. Deux remarques encore.

Les propriétaires des terres où est extrait de pétrole de schiste vont voir les dividendes versées par les compagnies pétrolières diminuées puisque le prix du baril de brut baisse, ce sont eux qui vont en faire les frais principalement.

Ces prêts accordés aux compagnies pétrolières, il faudra bien qu'elles les remboursent, mais avec la chute du cours du pétrole elles vont devoir pomper dans leurs réserves de capitaux pour les rembourser, et lorsque les taux d'intérêt vont augmenter, leurs dettes vont augmenter au lieu de diminuer. Oui, mais cette hausse sera alors compensée par le retour à la hausse du prix du baril, donc au bout du compte cela aura été une opération indolore pour elles. Finalement seuls les pays producteurs n'ayant pas accès à ces facilités de crédit et qui étaient visés en paieront les conséquences, pour un peu bénéficiant d'une mauvaise note auprès des agences de notation, ils auront dû s'endetter davantage à un taux quasi usuraire pour financer leur économie et seront affaiblis, pire encore comme leurs emprunts auront été contractés en dollar et que le dollar a subi une forte hausse, ils le rembourseront au prix fort, tandis que les compagnies pétrolières américaines exporteront leur pétrole également au prix fort avec des effets inverses, elles s'enrichiront encore davantage.

Pas mal comme stratégie financière et de déstabilisation politique, seul bémol, politique, c'est que les pays producteurs qui vont se retrouver en difficulté ne se tourneront pas vers les Etats-Unis pour les aider, mais leur pire ennemi, la Russie ou éventuellement la Chine, renforçant leurs liens avec ce ou ces pays-là, c'est peut-être aussi la raison pour laquelle la Russie affirme ne pas être contrariée par la baisse brutale du prix du pétrole, comme si cela faisait ses affaires... sur le plan politique, ce qui demeure inavouable, même à Moscou.

Ah ben dites-donc, vous m'en direz tant, je n'aurais jamais imaginé un truc aussi tordu !

Plus tordus que les oligarques américains, cela n'existe pas, sauf peut-être à Tel-Aviv... mais ce sont les mêmes en réalité. Quand on vous dit que ceux qui possèdent le dollar et le pétrole sont les maîtres du monde, on n'exagère rien, n'est-ce pas ?

Sauf qu'ils ne sont pas les seuls à produire du pétrole.

Effectivement, et la combinaison des deux, pétrole et dollar demeure la plus puissante qui soit, en les manipulant ils comptent obtenir sur le plan politique ce qu'ils ne parviennent pas à obtenir par la guerre au Moyen-Orient ou en Asie (Afghanistan). Et si cela ne suffisait pas, il leur resterait l'option militaire sur une autre envergure, mais on préfère ne pas y penser.

Cela étant dit la situation est plus claire, non ?

Il y aurait encore à dire sur ce sujet. Le prix de l'essence à la pompe ne baisse pas dans les mêmes proportions que celui du baril de pétrole, et comme la France est un pays importateurs et qu'elle le paie en euros mais aussi en dollars, le dollar étant très élevé,

les automobilistes français sont donc mis à contribution pour compenser la baisse du prix du pétrole, en somme comme d'habitude les Américains se sont arrangés pour faire payer l'addition de leur stratégie politique pour conserver leur hégémonie à tous les peuples de la planète, y compris les travailleurs américains dont les salaires n'augmentent pas pour autant. Vendredi à travers tous les Etat-Unis des milliers de salariés de la première chaîne de distribution, Walmart, étaient en grève et manifestaient pour exiger des augmentations de salaire, notamment.

Après cette lecture qui vous a demandé un effort d'attention, on se détend un peu.

Contre-choc pétrolier : les Saoudiens mènent une guerre des prix contre le pétrole de schiste américain - Le Monde

La palme de la désinformation, sans le soutien (armé) des Américains la monarchie saoudienne serait pulvérisée.

Déstabilisation. Propagande anti-chinoise et terrorisme téléguidé par l'Emirat américano-islamique. Au tour de la Chine.

Aux ordres, les médias rechignent à qualifier un attentat réalisé par des terroristes (peut-être liés à Al-Qaïda ou une autre mouvance terroriste), parce qu'il a été perpétré en Chine qui fait partie des ennemis des Etats-Unis et leurs alliés occidentaux. Mais encore. Parce qu'admettre que ce serait un attentat, sachant qui les perpétuent un peu partout dans le monde, les soupçons pourrait s'orienter immédiatement vers les monstres crééent par les Américains qu'il est préférable de ne pas mêler à cette histoire.

Les preuves qu'ils sont bien jusque dans les plus infimes détails des instruments de la propagande néolibérale (ou les sommets de la classe dominante anglo-saxonne).

- Violences dans la province du Xinjiang, 15 tués et 14 blessés - Reuters

Pour Reuters, il s'agissait de banales "*violences*".

- Chine: 15 tués dont 11 "*terroristes*" dans un "*attentat*" au Xinjiang - AFP

En entourant de guillemets *terroristes* et *attentat*, l'AFP tient à se démarquer de l'interpréatation donnée par les autorités chinoises, entendue aussi hier soir sur Russia Today aux infos.

- Chine : 15 morts dont 11 « *terroristes* » dans la province du Xinjiang - LeMonde.fr

Pour Le Monde, reste également à prouver que ce serait bien des terroristes qui aurait perpétré cet attentat, normal.

- Chine: un attentat fait 15 morts au Xinjiang - L'Express.fr

L'Express a préféré se débarrasser des guillemets, sans toutefois citer leurs auteurs.

Le portail Slate.fr à la pointe de la réaction néolibérale ou du formatage des esprits de la ppulation mondiale à son image en ajoute une couche.

- Le gouvernement chinois veut interdire les jeux de mot dans les médias et la pubv - Slate.fr

Avant-hier, c'était Le Huffington Post qui avait dégoté l'histoire d'une danseuse qui avait défié la loi iranienne

---

ACTUALITE EN TITRES

Quand gouverner devient impossible ou un exercice risqué, ils sont en permanence en campagne électorale... et impériale.

- Sarkozy à la tête de l'UMP, la campagne pour la primaire peut commencer - AFP

Nicolas Sarkozy a été élu samedi président de l'UMP, avec 64,5% des voix. Bruno Le Maire a obtenu 29,18%, quant à M. Mariton 6,32%. 58,1% des plus de 268.000 adhérents de l'UMP ont participé au vote, par internet. AFP 29.11

Illégitimité. Parole d'un président qui a confiqué la démocratie.

- Sommet de la Francophonie: Hollande appelle les dirigeants au respect du jeu démocratique - AFP

Toujours plus bas. Le niveau politique d'EELV ou tout ce que vous pouvez en attendre.

- Le maire en slip pour réclamer des sous - LeParisien.fr

Avec des si, tout est possible.

- Egypte : Moubarak blanchi de l'accusation de complicité de meurtre - LeMonde.fr

Sans doute la nouvelle arme des pro-Palestiniens.

- Un arbitre israélien de cricket tué par une balle reçue en plein visage - lexpress.fr

Et L'Express de préciser qu'"*une enquête a été ouverte*". Cet accident a eu lieu lors d'un match qui se déroulait à Ashdod, dans le sud d'Israël.

Stratégie du chaos

- Deux attentats suicides par des membres de l'EI en Syrie - Reuters

- Algérie : heurts sanglants après une manifestation, deux morts - leparisien.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment ils rament pour le le PS et le régime.

Grille de lecture.

- Répondant à un adhérent du PS qui se trouvait dans la salle et avait interpelé ces imposteurs en leur demandant de " *franchir le pas*" en votant contre les textes proposés par le gouvernement, Aurélie Filippetti a lâché le morceau en déclarant que s'opposer réellement à la politique de Hollande et son gouvernement ne faisait pas partie de leur agenda : "*On n'est pas un caillou dans la chaussure du gouvernement. On n'est pas une opposition. On fait partie de la majorité qui a porté François Hollande au pouvoir*". On lui conseillera alors de quitter le PS, à moins qu'il trouve son compte sur le plan personnel dans la politique du gouvernement ou qu'il soit relativement épargné.

Rappelons au passage qu'en juin 2012 les candidats du PS n'avait obtenu que 25% des voix des électeurs inscrits, ce qui leur a permis malgré tout d'obtenir le double de siècles (280), et ce qu'ils appellent la majorité en ajoutant les députés du Parti radical de gauche et divers gauches, conformément aux règles électorales anti-démocratiques en vigueur pour assurer la stabilité de la Ve République.

- Cette opération des rabatteurs du PS, sert à la fois à entretenir l'illusion que le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Sapin pourrait appliquer une autre politique, ce qui de fait revient à le soutenir, et à ramener les électeurs dans le giron du PS en vue des élections qui doivent avoir lieu en 2015, qui devraient être marquées par une abstention record qui sera fatale au PS, ses satellites et ses alliés.

- Ils agitent le spectre du FN que le PS n'a cessé d'alimenter depuis 40 ans et qui en est le complément finalement, ce qu'on peut prouver en observant que le PS soutient le gouvernement néonazi installé à Kiev, le gouvernement lituanien qui légitime le fascisme ou encore le gouvernement d'extrême droite en place en Israël.

En réalité le PS s'accommode de l'extrême droite et du fascisme. Pourquoi ? Parce que si le PS est un des piliers du régime, et qu'à un moment donné le régime a besoin des milices fascistes pour se défendre contre le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, il fera appel à eux, du coup l'un et l'autre étant des piliers du régime en place, ils n'ont aucun intérêt à se combattre, leurs discours relèvent de la parodie.

Cela dit, quand l'un doit céder la place à l'autre, quand l'heure du fascisme ou des néonazis a sonné, nos braves représentants de la classe dominante, réputés démocrates ou sociaux-libéraux qui incarnaient dans l'esprit déformé d'une partie des masses l'intérêt général ou le progrès social sont priés manu militari de dégager ou peuvent même être liquidés physiquement... Pourquoi ? Mais parce qu'ils ont fait leur temps, le régime est cynique et juge avec une cruauté sans pareille indistinctement ceux qui étaient porteurs de ces illusions et ceux qui se sont laissé illusionner. Quoique souvent en prévision de la période ultérieure, car ils savent que le fascisme ne peut pas se maintenir éternellement au pouvoir, le régime fasse preuve de compassion envers ses représentants les plus fidèles ou zélés qui seront amenés plus tard à le servir à nouveau.

D'où la nécessité d'avoir une perception de la situation ou de la réalité qui ne s'arrête pas au moment présent ou aux événements qui sont en train de se dérouler sous nos yeux, il faut analyser la situation ou les faits, déclarations, etc. comme un moment d'un processus historique et dialectique au cours duquel les différents facteurs ou acteurs évoluent ou se présentent différemment, sont amenés à revêtir différents masques ou endosser différents personnages, en fonction de l'évolution des rapports ou objectifs qui sont déterminés par le cours du capitalisme et de la lutte des classes. C'est seulement en procédant de la sorte ou en adoptant cette méthode pour interpréter la réalité, qu'on peut parvenir à déterminer la place et le rôle de chacun des acteur en présence, quelle est leur véritable nature sociale, quelles sont leurs véritables intentions, pour qui ils roulent réellement, dans quel camp ils se situent.

C'est ainsi que tous ceux qui incarnent un des piliers du régime capitaliste, qui se réclament du capitalisme ou de l'économie de marché, qui sont liés fondamentalement au capitalisme, qui propagent des illusions dans le capitalisme, figurent parmi les ennemis des masses exploitées et du socialisme. Précisons à propos de ceux qui colportent des illusions dans le capitalisme et prétendent le combattre sans pour autant vouloir le renverser ou lorsque cela ne figure pas dans leur programme politique, qu'au même titre ils devraient figurer parmi nos ennemis, mais que tactiquement et non par faiblesse ou esprit de conciliation nous les traitons habituellement comme des adversaires, je parle ici de leurs partis et de leurs dirigeants, uniquement par égard aux travailleurs qu'ils organisent ou à leurs militants qu'ils ont abusés et qui croient sincèrement lutter pour le socialisme ou la cause des opprimés, alors qu'en réalité la politique de leur parti et de leurs dirigeants consiste à soutenir le régime en place.

Tous ces éléments figurent dans cet article.

- A Paris, des "*frondeurs*" PS dialoguent avec des militants déboussolés - AFP

Appels à la mobilisation à gauche et contre l'austérité, mais aussi de nombreux témoignages de militants déboussolés: Benoît Hamon, Aurélie Filippetti et des "frondeurs" du PS se sont réunis samedi dans un gymnase parisien pour préparer 2017.

Plusieurs centaines de personnes étaient rassemblées dans ce gymnase samedi après-midi à l'appel du collectif "*Vive la gauche*", qui regroupe principalement des "*frondeurs*" du PS désireux d'aller à la rencontre des Français et de ne pas se cantonner au seul travail parlementaire.

Destinée à donner le coup d'envoi d'un "*tour de France*" de "*Vive la Gauche*"

"*Dans les quartiers, c'est une situation de désespérance absolue*", lance ainsi une militante socialiste parisienne, Marignine Auffray Milesy, pressant les socialistes à retrouver d'urgence le terrain. "C'est comme cela qu'on retrouvera la confiance des citoyens et qu'on luttera contre le Front national".

Un jeune homme dans la salle interpelle les députés "*frondeurs*", qui se sont abstenus sur les projets de textes budgétaires pour 2015, et leur demande de franchir le pas en votant "*contre*", à l'avenir, de tels textes. "Valls, il représente 5% de notre parti (allusion au score obtenu par Manuel Valls lors de la primaire socialiste en 2011) et la majorité, c'est nous". Là aussi, l'assistance approuve bruyamment.

D'autres intervenants, dont certains sur vidéo, s'inquiètent de la politique gouvernementale ou des problèmes du quotidien, comme le maintien des services publics.

"*On n'est pas un caillou dans la chaussure du gouvernement. On n'est pas une opposition. On fait partie de la majorité qui a porté François Hollande au pouvoir*", juge utile de rappeler Aurélie Filippetti, l'ancienne ministre de la Culture, qui a quitté le gouvernement en août.

Mais elle considère qu'il faut instaurer un "*dialogue renouvelé*" avec les intellectuels, les milieux associatifs, les chercheurs en sciences sociales, évoquant l'expérience de "*Podemos*" en Espagne, de façon à "*montrer*" que la "*modernité, l'imagination, c'est nous*". (Côté "*imagination*" pour tromper les électeurs, ils sont très fort, mais pas sûr que cela fonctionnera la prochaine fois. - ndlr)

L'ancien ministre de l'Education Benoît Hamon promet des "*propositions*" pour que ce "*quinquennat de gauche puisse être associé à une conquête sociale*".

Mais pour lui, "*la clé absolue si on veut être en situation de figurer au second tour des élections présidentielles, (c'est) le rassemblement de la gauche*".

Ce sentiment d'urgence face à la "*catastrophe politique*" que représenterait l'absence de la gauche au second tour de la présidentielle et le risque que les deux événements politiques de la journée, l'élection à la présidence de l'UMP et le congrès du FN, préfigurent le "casting" de la finale en 2017 étaient présents dans tous les esprits.

Cette réunion est "*un début*", a dit à l'AFP le député de la Nièvre, l'aubryste Christian Paul. "*Son but*", a-t-il ajouté, est de dire aux Français "*que nous avons besoin d'eux pour éviter que 2017 se résume à un duel Sarkozy-Marine Le Pen, mais aussi pour infléchir la politique que mène le gouvernement*". (Argument foireux car les travailleurs savent par exemple que Hollande ou Sarkozy, c'est du pareil au même... en pire même ! Avant que Hollande soit élu, j'avais indiqué que les appareils pourris syndicaux cadenasseraient le mouvement ouvrier pour soutenir Hollande. Avez-vous assisté à autre chose depuis ? - ndlr)

(Leurs véritables motivations : les élections départementales et régionales. - Ndlr)

Le congrès du PS? "*C'est en juin*" 2015, balaie Christian Paul. "*Avant, il y a des élections (départementales) et, dans dix jours, il y a la loi Macron. Est-ce que, nous, socialistes, nous voulons accompagner une sorte de tsunami sur le droit du travail? Eh bien non! Il y a beaucoup d'urgences avant même le congrès du PS.*"

Certains ne mâchent pas leurs mots: "*Je suis malheureux quand je vois les gouvernants d'aujourd'hui faire la danse du ventre devant le Medef*", lance sous les applaudissements, Jérôme Guedj, président du conseil général d'Essonne.

Il faut une "*inflexion significative de ce gouvernement*" car "*sinon la gauche mourra. Disons-le clairement, c'est eux qui tiennent le pistolet, c'est eux qui la menace*", met-il en garde. AFP 29.11

Comment trompent-ils les militants et les travailleurs (ceux qui y ont intérêt de préférence) ?

En dressant un constat accablant de la situation que chacun peut faire, en tenant un discours qui se veut radical, cela vaut pour Mélenchon et Laurent, qui aura l'approbation de ceux qui subissent la politique réactionnaire du gouvernement, posture qui finalement ne leur coûte rien et qui sert à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas. Mais encore ?

Imaginons qu'on s'arrête là, qu'on se borne à commenter l'actualité comme le font les chroniqueurs attitrés des médias ou des différents partis politiques, cela vous sert à quoi ? A rien. Vous n'êtes pas plus avancés. Pourquoi ? Parce que seuls les enseignements qu'on doit en tirer nous permettent de réellement comprendre la situation et de définir les tâches politiques à accomplir ou de déterminer dans quelle direction doit être orienté notre combat politique pour espérer agir sur la situation ou parvenir à terme à changer la société.

Sans ses enseignements qui doivent s'inscrire dans une perspective politique, les meilleures analyses ou commentaires du monde ne servent absolument à rien. Allons plus loin. Ce n'est pas tout à faire exact ou tout dépend qui en est l'auteur.

Si c'est un représentant de la classe dominante comme c'est le cas avec les dirigeants du PS dits "frondeurs" qui en est l'auteur, son commentaire ou son analyse sera conçu de telle sorte que généralement non seulement vous ne pourrez pas directement en tirer un enseignement, pire, vous serez amené à adhérer à son orientation, parfois malgré vous en accordant aux arguments qu'il a exposés plus d'importance qu'ils ne le méritent en réalité, compte tenu qu'il n'y figure pas d'autres arguments qui iraient à l'encontre de l'orientation de son discours ou qui invalideraient sa démontration, ses arguments étant soigneusement sélectionnés, les faits étant tronqués, quand ils ne les présentent pas sous la forme d'abstractions, d'un point de vue subjectif, etc.

Quand on y regarde de plus près encore, on s'aperçoit que ses arguments servent également à justifier le soutien qu'il apporte au régime, donc au régime lui-même. Et le lecteur pas très attentf à ces détails, à la ligne directrice qui soutend son discours, ou qui manque de concentration ou encore dont la conscience politique n'est pas très développé ou pas du tout, sera amené à le sortir également, malgré lui, d'ailleurs ce discours a été spécialement conçu pour lui mais il l'ignore.

L'objet de notre portail ou de mon travail consiste à dégager les enseignements de chaque expérience ou fait porté à notre connaissance en les replaçant dans un contexte plus large, dynamique, dialectique, historique, afin qu'il soit utile à notre combat, qu'on puisse s'en servir dans les discussions qu'on a avec d'autres travailleurs, afin aussi que chacun puisse ensuite se faire librement sa propre idée de la situation ou d'un fait, une fois qu'il a été libéré du carcan dans lequel ils l'avaient enfermé, ils étouffaient. Il faut toujours avoir à l'esprit qu'on a à faire à des gens dont le discours est destiné à tromper les masses et qu'il n'a pas été conçu pour les aider à comprendre la situation ou à avancer. Si on n'a pas cela en tête en permanence, on peut facilement se faire manipuler.

Quel intérêt pourrait avoir un dirigeant du PS à nous aider à combattre le régime ? Aucun, hormis toutefois lorsqu'il compte en

tirer profit personnellement. Mais dans ce cas-là encore, le profit qu'il y a lieu d'en attendre est frelaté, puisqu'au mieux il ne peut servir en cas de réfome qu'à nous enchaîner davantage au capitalisme au lieu de nous aider à nous en délivrer, d'où notre farouche opposition au réformisme, et non aux réformes lorsqu'elles sont le produit de la mobilisation des travailleurs. A suivre.

En procédant de la sorte, on ne défend pas nos idées à la manière des doctrinaires qui veulent absolument inculquer leurs idées aux autres quitte à employer des méthodes déloyales ou inavouables, on met à la disposition des lecteurs et militants le matériel et les enseignements qui leur permettront de mieux comprendre la situation. Ensuite, à eux de voir quel emploi ils compteront en faire, nous ne leur imposons rien, nous nous contentons simplement de leur faire part de l'utilisation que nous en ferons en estimant qu'elle permet d'aller de l'avant. S'ils en sont convaincus, ils rejoindront notre combat, et si ce n'était pas le cas, ils seront libres d'en faire ce qu'ils veulent ou de les rejeter s'ils ne leur conviennent pas.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2014

CAUSERIE

Deux erreurs de lien réparées.

- Irak : Riyad soutient directement Daech (french.irib.ir) (10.11.14)
- Irak : Daech profite de la présence des militaires US (french.irib.ir) (10.11.14)

On a ajouté 19 articles.

Vous pouvez sauter le passage suivant si ma démarche vous indispose.

Le petit texte qui accompagne ma demande de soutien financier aux lecteurs.

Il y a deux ans, le 6 décembre 2012 un de mes beaux-frères débarquait chez moi avec un de ses copains. Motif de leur visite : me soutirer de l'argent. Cette personne que je ne connaissais pas me demanda de lui prêter 300.000 roupies pour terminer la construction de sa maison estimée à 7 millions de roupies, m'assurant qu'il me rendrait cette somme lorsqu'il l'aurait vendue, me proposant de me verser 3% d'intérêts par mois.

Sur le coup je lui indiquais que je détestais ce genre d'opération et que je ne souhaitais pas lui prêter de l'argent, car je n'avais pas besoin de ces intérêts pour vivre. Sur ce, mon épouse s'emmêla exigeant que je lui prête cet argent, car selon elle je n'étais pas seul à décider, et il n'y avait aucune raison que je n'ai pas confiance en cette personne, un ami d'enfance de son frère.

Evidemment, quand ils débarquèrent à l'improviste chez moi, j'étais en train de travailler et j'avais l'esprit ailleurs, j'étais très occupé comme toujours, aussi pour me débarrasser de ces importuns, car entre temps la discussion s'était envenimée entre moi et mon épouse parce que je persistais à refuser d'accorder ce prêt à ce qui était pour moi qu'un inconnu, ayant déjà perdu trop de temps pour une question d'argent que je méprise en règle générale, pour en finir et pouvoir me remettre au travail, je finissais par lui céder.

A cet instant là, ce monsieur sortit de sa poche un formulaire servant à établir une reconnaissance de dette qu'il se mit à remplir promptement avec l'aide de mon beau-frère et mon épouse pendant que je retournais travailler. Une fois rempli il me le remit en échange de quoi je lui tendis un chèque de 300.000 roupies.

Trois semaines plus tard la même scène se renouvela avec les mêmes personnages, cette fois il me demanda de prêter 200.000 roupies à sa soeur qui voulait effectuer des travaux dans sa maison, et pour me prouver sa bonne foi il me montra le titre de propriété de sa soeur qu'il était prêt à me remettre si j'acceptais de lui prêter cet argent, accompagnée d'une reconnaissance de dette aux mêmes conditions que précédemment. Là encore je refusais pour finalement céder à mon épouse hystérique qui s'était mise à crier et à me menacer, je vous passe les détails lamentables.

Ce monsieur me versa les intérêts jusqu'au début du mois d'août 2014, puis plus rien. Il le justifia en m'expliquant qu'il avait trouvé un acheteur pour sa maison et qu'il allait me rendre mon argent d'ici deux semaines. Ensuite vint la mousson, et il me demanda un nouveau délai parce que la rue où était située sa maison était inondée et il n'était pas possible de réaliser sa transaction dans de telles conditions. Un mois passa, puis deux. Enfin, il me fit savoir qu'il avait reçu une partie du montant de la vente de sa maison et qu'il allait me rendre mon argent dans quelques jours.

Effectivement, quelques jours plus tard il débarqua chez moi avec une autre personne. Il me proposa de me remettre un chèque en échange de quoi je devais lui remettre les documents qu'il m'avait donnés deux ans auparavant. M'ayant versé les intérêts sans problème pendant deux ans et tenant un discours très virulent contre mon épouse et son frère que dorénavant il qualifiait de voyou, je me suis dit que je devais lui faire confiance une fois de plus, en réalité une fois de trop.

C'était un samedi soir. Le lendemain, dimanche, je l'appelai en lui disant que la signature qui figurait sur le chèque que m'avait remis son copain (car lui n'avait soi-disant pas de compte en banque en Inde parce qu'il vit en France) me semblait étrange ou incomplète, là encore il me rassura en m'affirmant qu'il n'y avait pas de problème. Le matin suivant, donc lundi, il m'appela en me demandant de ne pas aller à la banque car le compte de son copain était vide, il aurait mis la main sur son argent, et il me proposa un rendez-vous à Pondichéry pour m'expliquer la situation et trouver une solution.

Je me rendis à Pondichéry, là il m'affirma qu'il allait demander à la personne qui lui avait versé des arrhes de rajouter 500.000 roupies pour pouvoir me rembourser au plus tard sous huitaine, en échange de quoi il me demanda de lui remettre le chèque et il me donna en garantie une nouvelle reconnaissance de dette rédigée sur un formulaire qui me paraissait officiel mais différent des précédents.

Evidemment depuis le jour où il m'avait remis ce chèque, je le soupçonnais de vouloir me rouler, et les événements se précipitant les jours suivants, j'en étais absolument persuadé, je vous expliquerai plus loin pourquoi je ne pouvais pas éviter qu'il en soit ainsi à l'arrivée.

Le soir même je l'appelle pour lui demander si sa démarche auprès de son acheteur a avancé, et là il me répond : quelle démarche, ce matin je vous ai donné votre argent, maintenant je ne vous dois plus rien, foutez-moi la paix, etc. L'affaire était terminée et j'avais définitivement perdu ces 500.000 roupies.

Maintenant je vais vous expliquer pourquoi il ne pouvait pas en être autrement.

Pour plusieurs raisons qui s'additionnent. La première, c'est qu'il habite dans la même commune que mes beaux-frères située sur le Territoire de Pondichéry, moi j'habite au Tamil Nadu, si je voulais porter plainte je devrais me déplacer à proximité de chez eux. Or mon épouse et mes beaux-frères se sont jurés de me faire la peau et m'ont déjà menacé de mort, il était évident qu'ils feraient cause commune avec ce sale type dont la famille aussi réside dans cette commune, plus tous leurs copains. Autrement dit, si je voulais effectuer cette démarche, je devrais prendre le risque de me faire massacrer ou d'y laisser ma peau. Etant Blanc et qui plus est séparé de mon épouse qui me fait passer pour l'être le plus abominable de la terre, j'aurais forcément toute la population et les autorités locales contre moi. Donc mon cas était désespéré si j'empruntais cette voie, c'est la raison pour laquelle j'ai préféré m'abstenir.

Ensuite, dans ce pays rongé par une bureaucratie pléthorique et la corruption généralisée, il est quasi impossible de porter plainte ou d'engager des poursuites judiciaires, sans devoir dépenser une somme considérable sans être sûr d'obtenir gain de cause. Là encore, je devais abandonner cette démarche qui plus est prendrait des années, alors que ce type réside en France, il n'était revenu en Inde que pour revendre sa maison.

Tous les papiers qu'il m'avait donnés et qu'il avait signés étaient donc pour ainsi dire sans valeur puisqu'il me serait impossible de les utiliser contre lui en cas de problème, je le savais depuis le premier jour, et c'est la raison pour laquelle je ne voulais pas lui prêter d'argent.

Maintenant en reprenant la chronologie des faits et en recoupant tous les éléments depuis le début du mois de septembre, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il a dû remettre cet argent à mon épouse, et que le discours qu'il m'avait tenu sur elle, était uniquement destiné à me mettre en confiance, car il a cessé de me verser des intérêts juste après notre séparation, coïncidence qui n'en était pas vraiment une en réalité, car étant Blanc et désormais étranger à la famille de mon épouse, il était déterminé à ne pas me rendre mon argent, voilà tout, et en tout état de cause, je n'y pouvais absolument rien.

Sachez qu'en 19 ans passés en Inde, je n'ai jamais rencontré une personne qui soit plus honnête, et j'imagine évidemment qu'il

en ainsi dans tous les pays comparables en Asie et en Afrique ou en Amérique latine.

Vous devez vous demander comment j'ai réagi après qu'il m'eut appris par téléphone qu'il m'avait voler cette importante somme d'argent.

Au départ, très mal, parce que pendant près de trois mois il m'a fait croire qu'il allait me la rendre, donc je l'avais incluse dans mon budget, j'ai réalisé des dépenses en prévision de recevoir cet argent et maintenant je me retrouve totalement à sec avec 261 euros par mois pour vivre à deux.

J'étais très en colère et effondré sur le coup, mais comme je l'ai indiqué plus haut, je savais que je ne pourrais rien tenter contre lui, donc valait mieux oublier cette histoire rapidement. Sauf que les heures suivantes je ne pouvais pas m'empêcher d'y penser sans cesse, je ne sais pas pourquoi, peut-être que j'espérais trouver une parade ou qu'une idée lumineuse me viendrait à l'esprit, en vain dans ce cas de figure évidemment. Je ne parvins pas à trouver le sommeil pendant plusieurs heures. Il me fallu aborder cette histoire sur le plan social pour retrouver ma sérénité et enfin m'endormir sur les coups de trois heures du matin.

Je me suis dit qu'il était inutile et stupide d'en vouloir à cette personne, un voleur certes, en réalité un pauvre type issu du même milieu que moi, mais n'ayant pas vécu dans les mêmes conditions et n'ayant pas développé d'autres rapports que ceux dont il venait de faire la démonstration, des rapports pourris que je connais bien pour y être confronté depuis 25 ans, date à laquelle j'ai mis le pied la première fois en Inde.

Là encore, je me suis dit qu'il ne pouvait pas en être autrement dans un pays économiquement sous-développé, où forcément tous les rapports sociaux devaient l'être également, les valeurs et les principes qui régissent ces rapports en France n'ayant jamais été développés en Inde, il n'y avait rien d'étonnant à son comportement qui reflète le niveau de développement de l'Inde, dont le régime est semi-féodal et les rapports au sein de la population sont plus proches de la barbarie que de la civilisation humaine telle qu'elle existe à des degrés divers dans la société occidentale, bien que depuis quelques décennies elle est en train de se désagréger et présage un retour rapide à la barbarie (sur fond de servage) qui ne l'a jamais vraiment quittée, qu'elle a exportée comme la guerre en quelque sorte.

Le développement social a accompagné le développement économique en France, dans tous les pays dits développés, pas dans n'importe quelles circonstances. Il fallut que les forces productives se développent et atteignent un niveau suffisant pour envisager la possibilité de satisfaire tous les besoins matériels de la société ou une répartition des richesses produites entre toutes les classes qui n'alla pas de soi, mais fut imposé par la lutte de classe du prolétariat, qui ainsi pu satisfaire une partie de ses besoins sociaux élémentaires ou accéda à un niveau de vie meilleur, une fois obtenu des droits politiques.

Comparativement, sous l'Ancien Régime et durant les premières décennies ou même les premiers siècles au cours duquel le capitalisme et le prolétariat se développa, le progrès social était exclusivement réservé aux aristocrates ou à la noblesse, aux ecclésiastiques, aux marchands bourgeois des grandes villes, tandis que les exploités n'y avaient pas accès et n'avaient absolument aucun droit.

A cette époque les rapports sociaux tenaient à la fois du despotisme absolu ou de la tyrannie sanguinaire, et les masses totalement incultes, comme l'est aujourd'hui le type qui m'a volé, entretenaient des rapports qui ne pouvaient tenir que de la barbarie, ne respectant rien ni personne puisqu'elles faisaient l'objet de ce traitement de la part de ceux qui détenaient le pouvoir et qu'elles imitaient, guerroyant, se livrant au pillage, massacrant des populations innocentes, etc. cela devait forcément donner des voleurs, détrousseurs, pilleurs, violeurs, égorgeurs, tueurs en série, l'insécurité régnant dans tout le pays était le pendant de la précarité absolue.

C'est uniquement le gigantesque développement des forces productives à partir de la moitié du XIXe siècle et la lutte des classes qui furent (à nouveau) les moteurs du développement de la civilisation humaine, qui permirent d'entrevoir d'autres rapports sociaux entre les classes et au sein de la société toute entière, depuis l'avènement de la République qui reconnaissait la lutte des classes et accordait, tout du moins en principe, une représentation politique à toutes les classes au sein des institutions. République dont les valeurs devaient empiéter sur le pré carré de la religion, qui jusque là avaient servi de police des moeurs et des esprits ou tenu lieu de support à la morale pour dicter le comportement de la population et assurer la stabilité des régimes en place, maintenir dans la servitude les opprimés et leur inculquer le respect de leurs maîtres, après dieu évidemment, d'où la haine farouche que voue l'Eglise à la République.

Dès lors, sans même évoquer un quelconque niveau de connaissance ou de conscience politique, en Inde ou dans un pays semblable, croire qu'une personne pourrait avoir suffisamment évolué pour adopter nos valeurs ou principes alors que règne encore les rapports qui existaient au Moyen-Age ou sous la féodalité , relève de l'illusion, de l'inconscience ou de l'ignorance. Et quand bien même les apparences tendraient à prouver le contraire, ce n'est en réalité qu'une posture dictée par la foi qui comme chacun sait est aussi stable ou fiable qu'une prédiction ou un oracle, autrement par la crainte du châtiment qui n'a rien de divin car imposé par le législateur, mais lorsque la justice est corrompue autant que les institutions, cette crainte s'estompe ou disparaît au profit d'un comportement individualiste débridé qui se croit tout permis et sait qu'il bénéficiera de l'impunité.

En 25 ans d'expérience, j'ai eu l'occasion de le vérifier une multitude de fois, ce type-là m'a volé, mais avant lui tous les frères de mon épouse que j'avais aidé financièrement m'avaient tous volé, et autour de moi dans chaque famille ce sont les mêmes histoires qu'on entend inlassablement, en pire, car un grand nombre comptent également des meurtres ou des agressions violentes qui n'ont jamais donné lieu à des poursuites judiciaires.

A la différence de la France, en Inde le développement économique qui a démarré au début des années 90 n'a pas été accompagné d'une révolution, et les rapports sociaux qui existaient sous l'Ancien Régime n'ont pas disparu, on en a l'illustration avec le système des castes qui s'est maintenus, bien que mis à mal, ou encore avec le traitement réservé aux femmes considérées comme appartement à une sous-espèce du genre humain. Le développement matériel camouffle souvent ce genre de rapports, on s'imagine que les Indiens ont évolué ou sont plus évolués que sous l'Ancien Régime, alors qu'en réalité pas du tout, ce serait même l'inverse qui serait vrai, car l'attrait des biens matériels que l'on peut parfaitement comprendre les rend littéralement fous, alors que l'emprise de la religion diminue, il est plus important aujourd'hui d'avoir une moto par exemple ou de quoi se payer une bière que d'être un bon serviteur de je ne sais quel dieu, qu'ils prient d'ailleurs en espérant qu'il leur apportera la prospérité ou bien pire encore que je ne préfère pas évoquer ici par crainte de vous choquer.

Il n'y a donc pas de miracle social, n'en déplaise aux tiers-mondistes et autres droitsdelhommistes dégénérés.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à partir du moment où le niveau de développement économique ou le régime en place dans un pays ne permet pas à toutes les classes et toutes les couches de la société de satisfaire leurs besoins matériels ou leurs aspirations élémentaires ou d'accéder à un certain bien-être social, qui demeure toutefois relatif dans un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et là pour le coup cela vaut pour un pays comme la France plus encore de nos jours qu'il y a 40 ans, il est impossible d'exiger que celles qui en sont victimes se comportent dans la vie quotidienne comme si elles profitaient du progrès social ou qu'elles modifient leur mode de pensée qui demeure forcément archaïque, sauf à leur imposer par la force, à violer leur conception des rapports qui doivent exister dans la société qui est déterminée par la place qu'il y occupe, ce que font les pseudo-progressistes de gauche ou d'extrême gauche, ces grands humanistes qui se préoccupent davantage d'imposer leur conception des rapports qui doivent exister sous un régime capitaliste, et qui sont compatibles avec lui et en tire profit, plutôt de combattre dans la perspective de renverser l'ordre établi, car il est plus facile de s'attaquer aux couches les plus faibles ou les plus arriérées de la société que de s'attaquer à la classe des capitalistes.

Pour ma part, j'ai décidé de demeurer sur le terrain de la lutte des classes, de demeurer fidèle au marxisme et au socialisme, de ne pas verser dans cet opportunisme nauséabond qui consisterait dans le cas présent à haïr ce pauvre type, mon voleur, à exiger vengeance, ce qui serait faire preuve d'un aveuglement indigne des idées que je défends, et je considère que si je devais m'en prendre à quelqu'un, ce serait avant tout à cette société basée sur des inégalités sociales et profondément injuste, je ne me vois pas faire preuve d'une pareille injustice, sauf à me renier, ce qui signifierait ma mort politique.

Je ne prône pas la soumission ou la résignation des missionnaires de la foi ou des lâches face à l'adversité ou en présence d'une expérience désagréable, mais le courage de l'affronter, de regarder la réalité en face, de faire preuve de lucidité et de rigueur, de discipline ici comme ailleurs, pour en tirer les enseignements qui permettront de continuer le combat pour changer cette société infâme.

Je ne prétends pas être meilleur qu'un autre, mais peut-être moins injuste, plus lucide, plus pragmatique et toujours désintéressé. Se morfondre sur son sort ou finir par haïr la terre entière, car il s'agit bien de cela dans l'attitude de nos soi-disant humanistes de pacotille, car ils ont pour ennemi plus des trois quart de la population mondiale qui demeurent ignorante et arriérée, franchement je ne vois comment je pourrais continuer à vivre en Inde si je devais leur ressembler ou adopter leur comportement.

Bien que j'ai atteint un niveau de conscience nettement supérieur à ces masses, c'est juste un constat, je rappelle que ma compagne indienne de 44 ans est illettrée ou analphabète, je préfère demeurer à leur côté pour combattre notre ennemi commun sur le terrain politique, celui du socialisme.

Les Indiens que je côtoie connaissent mes idées et je connais les leurs. On en discute, on parle de tout sans tabou ou retenu, sans jamais essayer de les convaincre de quoi que soit, encore moins de leur imposer mes idées, cela ne me viendrait pas à l'esprit tant mon comportement dans la vie quotidienne est calquée sur mes idées, sans jamais les juger, c'est une question de respect, de principe. Et là pour le coup, sur cette question précisément, je suis intransigeant. Je ne fais pas semblant d'être d'accord avec quelqu'un qui a des idées différentes ou opposées des miennes, je ne sais pas faire preuve d'hypocrisie, j'écoute et lorsque le moment que j'estime le plus favorable pour lui dire ce que je pense vraiment se présente je me lance, ensuite la personne le prend bien ou mal, cela passe ou casse, peu importe, j'estime être dans mon droit, je l'ai respectée, donc à son tour elle doit me respecter, et si elle en est incapable, tant pis, je ne changerai pas d'idée pour lui être agréable. Sinon à quoi bon avoir des convictions si on les brade à la première occasion, c'est être faible ou inconsistant, cette conduite est méprisable en vérité, indigne d'un militant ouvrier combattant pour le socialisme.

La plupart des militants refusent de prendre en compte la manière de penser des travailleurs ou d'aborder les rapports qui existent dans la société tels qu'ils les perçoivent, cela ne les intéresse pas ou ils en sont incapables, ils n'ont reçu aucune formation pour les aborder autrement qu'en leur tenant un discours politique, ils considèrent que dés qu'on en sort on quitterait le terrain de la lutte des classes, ce qui est une grave erreur, car la lutte des classes se situent sur différents plans,

idéologique, psychologique, culturel, etc. et concernent les actes les plus infimes ou anodins qui rythment la vie quotidienne des travailleurs, absolument tous les rapports dans la société reflète la lutte des classes et la division, l'opposition entre classe dominante et classe dominée, par exemple chaque fois qu'on se sent inférieur ou complexé.

Pour conclure le récit de cette expérience et les enseignements que j'en ai tiré, n'allez pas croire que je ne supporterais pas les Indiens ou que j'aurais forcément de mauvais rapports avec eux, disons qu'il est préférable d'éviter les rapports d'argent, pour le reste, j'ai de meilleures relations avec eux qu'ils en ont entre eux. Par exemple chaque fois que je sors faire des courses, je discute avec des gens que je croise, parfois ils m'ont simplement adressé un regard et je leur adresse la parole, et j'échange souvent quelques mots avec les vendeurs ou les caissières, ils me parlent de leur boulot, je les questionne sur leur salaire, c'est très amicales comme relations même si cela ne va pas très loin, tandis que les Indiens les ignorent, ils apprécient qu'on s'intéresse à eux, pour un mot gentil on décroche un sourire chez quelqu'un qui avait l'air triste ou contracté la seconde précédente, c'est peu de chose, mais c'est toujours mieux que l'indifférence qui n'est pas faite pour vous donner le moral, or on en a tous besoins.

On parle toujours des besoins et des souffrances des travailleurs, alors pourquoi dans une société aussi sauvage qui ne raisonne qu'en terme de profit et de pouvoir, ne pas faire le geste qui rend les rapports plus sympathiques, plus agréables, plus humains, sans verser dans la démagogie à la Mélenchon que j'ai en horreur, dés lors qu'il est sincère et désintéressé.

On arrêtera là si vous le voulez bien.

Maintenant à vous de voir si vous voulez ou non m'aider financièrement pour combler cette énorme perte d'argent qui me fait gravement défaut et qui aurait dû me permettre de joindre les deux bouts jusqu'à ma retraite en septembre 2016, si selon je le mérite ou non, sachant que votre argent ne sera pas destinée à faire la fête ou ne servira pas à des dépenses superflues, compte tenu que je me passe depuis de longues années déjà d'un certain nombre de biens d'équipement que j'aurais pu acquérir, mais qui m'étaient inutiles et le resteront puisque je n'en aurais jamais le moindre usage. Cela pourra tout au plus me soulager dans la vie quotidienne ou me permettre de ne pas négliger ma santé et celle de Selvi, et puis je ne suis plus tout jeune. J'ai littéralement sacrifié 10 ans de ma vie à réaliser ce portail à raison de 10 heures en moyenne par jour, 7j/7, 365j/365, faites le calcul, c'est considérable.

A vous de voir si j'en vaux la peine ainsi que le travail que je fournis, comme d'habitude entre nous, chacun est parfaitement libre de penser ce qu'il veut et d'agir à sa guise. Je vous rappelle le nom et l'adresse de la personne à qui vous pouvez envoyer un chèque, ma mère : Madame Tardieu Lise, 26, rue Diderot - 92500 Rueil.

ACTUALITE EN TITRES

En visite en Turquie qui est une base arrière et un camp d'entraînement de l'Emirat islamique

- Le pape demande au monde musulman de condamner le terrorisme - L'Express.fr

- L'appel du Pape aux musulmans contre le terrorisme islamique - LeFigaro.fr

Le pape François a profité de son entretien avec le président truc Recep tayyip Erdogan pour lui dire "*qu'il serait beau que tous les dirigeants musulmans du monde, politiques, religieux et universitaires, se prononcent clairement et condamnent*" le terrorisme islamiste. C'est le pape lui-même qui a rapporté ces propos lors d'une conférence de presse dans l'avion le ramenant d'Istanbul à Rome dimanche soir. L'Express.fr 30.11

Ainsi, après Hollande récemment, le pape légitime le salafiste Erdogan qui soutient ouvertement les barbares de l'Emirat islamique. Pour rappel, à toutes les époques les papes ont soutenu les monarchies, les féodaux, les dictatures et le fascisme.

Intox. Incroyable !

- Les réseaux sociaux accusés de faire le jeu des mouvements djihadistes - L'Express.fr

- Qatar: deux Américains, condamnés pour la mort de leur fille, acquittés en appel - AFP

Après une visite récente du petit monarque français au Canada...

- Difficiles tractations à Dakar pour trouver le chef de la Francophonie - AFP

- La Canadienne Michaëlle Jean élue à la tête de la Francophonie - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos, déstabilisation et barbarie.

- Quatre cents tués à Benghazi en un mois et demi de combats - Reuters

- Longue guerre en prévision en Irak contre l'Etat islamique - Reuters

Les marchands de canons s'en frottent les mains d'avance...

- Hong Kong: la police interpelle 40 militants prodémocratie, des blessés - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte.

- Colère dans des campus égyptiens après la décision sur Moubarak - Reuters

Des manifestations ont eu lieu dimanche sur plusieurs campus universitaires d'Egypte pour protester contre la décision de justice d'abandonner les charges de complicité de meurtre visant l'ex-président Hosni Moubarak, qui était accusé d'avoir ordonné de tirer sur des manifestants lors de la révolution du début 2011.

Des centaines de protestataires se sont rassemblés à l'université du Caire, brandissant des portraits de l'ancien raïs derrière les barreaux et exigeant la "*chute du régime*", cri de ralliement des soulèvements du "*printemps arabe*" en 2011.

Les policiers s'étaient déployés aux portes de l'université pour empêcher les étudiants qui l'auraient voulu de quitter le campus pour aller manifester dans les rues.

Samedi, la justice égyptienne a abandonné les charges de complicité de meurtre contre Moubarak, et l'ancien ministre de l'Intérieur Habib el Adli et six dirigeants des services de sécurité d'alors ont également été acquittés.

Deux personnes ont été tuées et neuf autres blessées samedi soir dans le centre du Caire, lorsque les forces de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes et de la grenaille pour disperser un millier de manifestants qui tentaient d'atteindre la place Tahrir, épicentre de la contestation contre le régime Moubarak au début 2011.

Les forces de sécurité ont fermé une station de métro du Caire dimanche, rapporte l'agence de presse officielle Mena, semble-t-il pour éviter les rassemblements dans le centre.

Des heurts ont éclaté dimanche à l'université Zagazig, dans le delta du Nil, et le journal gouvernemental Al Ahram écrit que 11 étudiants ont été interpellés pour avoir incendié un bâtiment. Reuters 30.11

Uruguay

- Uruguay : Tabaré Vazquez élu président pour la deuxième fois - LeMonde.fr

Tabaré Vazquez a été élu dimanche 30 novembre à la présidence de l'Uruguay avec 55,5 % des suffrages, selon les résultats partiels. L'homme de 74 ans fait donc son retour à la tête du pays, dont il a été le premier chef d'Etat de gauche entre 2005 et 2010. Son opposant de centre-droit, Luis Lacalle Pou, 41 ans, recueillerait quant à lui 44,5% des suffrages.

Le scrutin s'est déroulé de manière « *normale* » dans tous le pays, les fortes pluies qui ont touché une grande partie du pays ayant toutefois provoqué quelques lenteurs dans le déroulement de cette journée éléctorale. Dans ce pays de 3,3 millions d'habitants où le vote est obligatoire sous peine d'amende, 2,6 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes, cinq semaines après le premier tour qui était associé à un scrutin législatif. LeMonde.fr 30.11

Haut de page

Le 2 décembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 3 articles + le n°8 de Révolution Communiste du Groupe marxiste internationaliste (GMI), un excellent outil politique.

A propos de notre portail.

21253 visites en novembre et 40433 documents téléchargés, on a pulvérisé nos précédents records ! Et le portail n'est pas du tout connu.

Je n'ai pas le temps de consacrer à fignoler les adresses des articles que je mets en ligne et c'est bien dommage, car c'est à partir de là et des mots clés que les internautes tapent dans les moteurs de recherche qu'ils tombent par hasard sur notre site. A vous de le faire connaître.

Aujourd'hui pas grand chose d'intéressant dans l'actualité. J'ai peu travaillé car j'ai dû m'occuper de mes affaires, les tâches domestiques, etc.

La causerie du mois de novembre est disponible au format pdf (Adobe Reader), 264 pages, on peut être crevé après cela, quel boulot de dingue !

Conditionnement.

Autant leur faire dire ce qu'on a envie d'entendre, ensuite ce sera plus facile à faire passer en prétendant qu'ils étaient demandeurs.

Francetv info - Selon un sondage Ipsos pour l'Union mutualiste retraite (UMR) et le mensuel Liaisons sociales magazine, publié lundi 1er décembre.

Une forte majorité de Français (72%) pense qu'il sera nécessaire de faire une nouvelle réforme des retraites dans les deux ans qui viennent. La dernière a pris effet début 2014. Et ils sont encore plus nombreux, 78%, à estimer que l'âge légal du départ à la retraite sera repoussé dans les années à venir au-delà de 62 ans. Francetv info 01.12

Mais pourquoi ne lui a-t-il pas tiré dessus, il aurait pu avoir un revolver au fond de sa poche ?

Un policier du Michigan arrête un homme noir parce qu'il marche avec ses mains dans les poches et que ça «*rend les gens nerveux*». Slate.fr

Il fait peut-être un froid de canard à Pontiac, dans le Michigan, près de Détroit, dans le nord-est des Etats-Unis, mais si vous êtes un homme noir et que vous avez décidé d'aller faire un tour dehors, vous feriez mieux de ne pas garder vos mains dans vos poches. Ou alors vous prenez le risque d'être arrêté par la police parce que ce que vous faites rendent les gens nerveux.

Brandon McKean a publié sur sa page Facebook et sur YouTube une vidéo assez incroyable qui le montre en train de parler avec un policier blanc qui l'a brièvement retenu lors de Thanksgiving, jeudi 27 novembre, alors qu'il était allé faire un tour dehors.

«*Vous étiez en train de marcher... vous rendiez les gens nerveux*», répond l'officier de police quand Brandon McKean lui demande pourquoi il lui a demandé de s'arrêter.

«*Parce que je marchais?*», demande McKean, incrédule.

«*Oui, ils ont dit que vous aviez vos mains dans vos poches*», répond l'officier, qui commence alors à enregistrer la conversation sur son téléphone.

«*Wow! Marcher avec les mains dans ses poches rend les gens nerveux au point d'appeler la police quand il neige dehors.*»

«*Oui*», répond calmement l'officer.

Il lui demande ensuite, étant toujours un peu méfiant:

«*Qu'est-ce que vous faites aujourd'hui?*»

Visiblement, cela énerve McKean:

«*Je marche, avec les mains dans mes poches*»

Et l'officier demande ensuite:

«*Est-ce que cela vous gêne de me parler?*»

«*Un peu ouais*», répond McKean, qui fait au passage référence à «tous ces problèmes avec la police au sein du pays».

Mais l'officier se défend:

«*Nous avons eu beaucoup de cambriolages, donc je vérifie juste que tout va bien.*»

McKean a ensuite publié la vidéo sur Facebook, accompagné de ce commentaire:

«*On m'a demandé d'arrêter de marcher PARCE QUE J'AVAIS LES MAINS DANS MES POCHES... ETAT POLICIER.*» Slate.fr 01.12

En complément. En voilà une aubaine pour le marché de la sécurité.

- Obama demande 263 millions de dollars au Congrès après Ferguson - Reuters

Le président Barack Obama a demandé lundi au Congrès de voter une enveloppe de 263 millions de dollars (210,5 millions d'euros) pour mieux former et équiper les forces de police afin de prévenir de nouveaux drames comme celui de Ferguson (Missouri) l'été dernier.

Cette somme servira notamment à équiper les policiers de petites caméras portatives lorsqu'ils sont en service. Reuters 01.12

Si j'ai bonne mémoire, depuis le 11 septembre 2001 le marché de la sécurité aux Etats-Unis s'est envolé et avoisine les 100 milliards de dollars (à vérifier).

Guerre interimpérialistes.

- Le rouble dévisse et perd 8% en quelques heures face au dollar et à l'euro - AFP

Le pays subit ces derniers mois des fuites massives de capitaux, estimées par la banque centrale à 128 milliards de dollars, et un effondrement du rouble qui a perdu plus du quart de sa valeur face à l'euro depuis le 1er novembre.

En seulement un mois, le rouble a perdu 26% face à l'euro et 27% face au dollar. AFP 01.12

- Russie: fragilisée par les sanctions, Moscou promeut le "*Made in Russia*" - AFP

- Crise ukrainienne : Poutine suspend un projet de gazoduc critiqué par l'Europe - LeMonde.fr

- Le baril de pétrole chute à son plus bas niveau en cinq ans - AFP

Le baril de pétrole a chuté lundi à son plus bas niveau depuis cinq ans.

A Londres, le Brent pour livraison en janvier a atteint un plus bas depuis octobre 2009, à 67,53 dollars le baril, tandis que le "*light sweet crude*" (WTI) côté à New York et pour livraison à la même période est tombé au plus bas depuis juillet 2009, à 63,72 dollars le baril. AFP 01.12

- Recul des permis de forage dans le schiste américain - Reuters

Le nombre de permis de forage délivrés pour 12 grands gisements de schiste aux Etats-Unis a reculé de 15% en octobre, selon des données collectées par la société spécialisée DrillingInfo, qui pourraient constituer le premier signe d'un ralentissement attendu du secteur en raison de la chute des cours du pétrole.

"*Le premier domino, c'est le prix, qui provoque la chute des autres dominos*", souligne Karr Ingham, économiste responsable du Texas PetroIndex, qui fournit une analyse annuelle de la situation du secteur énergétique dans cet Etat. A ses yeux, l'un des premiers "*dominos*" à chuter après les prix, c'est le nombre de permis.

Directeur général de DrillingInfo, Allen Gilmer souligne que, si les délivrances de permis ont parfois reculé par le passé, il y a cette fois des signes d'un tassement du nombre de puits. Reuters 01.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Chut !

- Mesures pro-entreprises : la gauche est-elle sur le point de faire les réformes que la droite n'a pas faites ? - Atlantico.fr

Précisons, qu'elle n'a pas politiquement les moyens de faire, en revanche c'est plus facile quand une partie de la droite se fait passer pour la gauche, le PS et ses satellites, car dans ce cas-là elle bénéficie du soutien ou de la neutralité de la pseudo-gauche, le Front de gauche, et des appareils syndicaux jaunes ou traitres qui cadenassent le mouvement ouvrier.

Les extrémistes se mobilisent.

- Des patrons dans la rue contre une économie "*bridée*" AFP

- Manifestation de patrons : "*Les charges nous asphyxient*" - LePoint.fr

- Licenciés économiques: le Medef va proposer un accord non négociable - AFP

Quelques réactions patronales.

"*PME cadenassées, libérez nos entreprises !*"

"*Artisans sacrifiés mais pas résignés*"

"*Six entreprises de proximité meurent toutes les heures*"

Medef, Pierre Gattaz lundi sur Europe 1 : "*Nous sommes asphyxiés par ces charges*"

Le président de la Confédération des petites et moyennes entreprises(CGPME), Jean-François Roubaud : "*très déterminé à aller jusqu'au bout*"

Eric Damerio, président de la chambre départementale de Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim) des Bouches-du-Rhône : "*Les professionnels de l'immobilier sont exaspérés par l'interventionnisme de l'Etat*", évoquant "*une législation et une fiscalité assassines*".

Pierre-Paul Alfonsi, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih) de la région Paca : "*On est poursuivis par des administrations qui nous contrôlent comme si on était des gangsters*", ajoutant "*l'Urssaf, c'est des racketteurs et la direction du travail, c'est l'extrême gauche*". AFP 01.12

En cadeaux en tous genres depuis 1992, les patrons bénéficiés d'exonérations de cotisations sociales ou primes aux bas salaires, emploi gratuit de salariés, suppression de la taxe professionnel et autes aménagements divers de plus de 300 milliards d'euros, combien au juste sans plus près de 500 milliards d'euros toutes aides confondues.

De plus, les actionnaires du CAC 40 se sont partagés chaque année au cours des dernières années entre 30 et 50 milliards d'euros, en 10 ans autour de 300 milliards d'euros. On peu ajouter leurs salaires et leurs retraites mirobolantes, plus les centaines de milliards d'euros qu'ils ont détournés du fisc, évasion fiscale, paradis fiscaux, etc. Bref, il est impossible de savoir à combien

se monte leur richesse aujourd'hui.

Un soutien naturel.

- Valls : C'est difficile pour "*certains*" chefs d'entreprise - LePoint.fr

Résistance passive

- Réforme Macron: plusieurs barreaux déjà en grève - AFP

- Grève des pilotes, la Lufthansa annule un vol sur deux - Reuters

Sans droit, pas de devoir. A bas l'Etat des capitalistes.

- L'impôt, un devoir citoyen? Seule une petite majorité de Français dit oui - AFP

Déstabilisation et stratégie du chaos.

- Hong-Kong : la fièvre démocratique prend de l'ampleur - Francetv info

- Pékin rejette la mission parlementaire britannique à Hong Kong - LePoint.fr

- Neuf morts dans un attentat lors de funérailles en Afghanistan - Reuters

- Nigeria: des hommes armés attaquent Damaturu dans le nord-est du pays - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La braderie permanente.

Quel est l'objet de la dernière réunion des dirigeants syndicaux avec leurs partenaires patronaux ? Brader l'allocation versée aux travailleurs licenciés économiques.

Au moins les bureaucrates syndicaux ne pourront pas dire qu'ils ont été pris par surprise ou qu'ils se sont fait "*piéger*", on le précise car c'est ce que nous sortent régulièrement ceux qui les ménagent ou en sont leurs complices. Lisez, c'est écrit qu'il n'y a rien à négocier... hormis pour les patrons.

AFP - A prendre ou à laisser: le Medef proposera lundi prochain un ultime projet d'accord sur le Contrat de sécurisation professionnelle (CSP), comprenant sans doute une baisse de l'allocation versée aux licenciés économiques bénéficiaires du dispositif.

Organisations syndicales et patronales ont tenu lundi une troisième séance de renégociation du CSP, qui offre aux licenciés économiques une allocation et un accompagnement renforcé vers l'emploi, pour une durée d'un an maximum.

"*Il y a deux éléments sur lesquels nous ne reviendrons pas*", a dit Jean-François Pilliard, négociateur du Medef, après la séance: la baisse de l'allocation de 80% à 75% du salaire journalier de référence et la création d'une "prime" pour les bénéficiaires trouvant un emploi durable avant la fin de leur CSP.

Pour Eric Aubin (CGT), la question de l'allocation n'est pas un point de blocage: "*75% du salaire journalier de référence, cela correspond au minimum à 93% du salaire net*", dit-il, en n'excluant pas de "*signer*" l'accord le 8 décembre.

La CFE-CGC, favorable à l'introduction d'une prime, est en revanche "*contre*" la baisse de l'allocation. Mais "*ce n'est pas un point bloquant*", selon Franck Mikula.

De leur côté, la CFDT et Force ouvrière sont nettement plus réservées.

Stéphane Lardy (FO) ne voit, lui, qu'un "*mince espoir*" de parvenir à un accord. "*A ce stade*", la baisse de l'allocation n'est

pas acceptable pour FO.

Les négociateurs se sont donné rendez-vous lundi prochain à 8H pour une dernière séance "*d'une heure maximum*". Le Medef soumettra alors un ultime texte à la signature.

En 2013, environ 120.000 licenciés économiques ont signé un contrat de sécurisation économique. Dans son projet de budget pour 2015, le gouvernement anticipe 144.000 entrées dans le dispositif.

Les licenciés économiques ne contribuent qu'à la marge à la hausse du nombre de demandeurs d'emploi qui, en métropole, étaient 3,46 millions sans activité fin octobre.

Le mois dernier, ils ne représentaient que 2,7% des nouveaux inscrits à Pôle emploi. AFP 01.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Turquie

- Ankara submerge Kobani de terroristes de l'ASL - french.irib.ir

Les terroristes opposant au gouvernement syrien examinent l'envoi des renforts, à partir de l'ASL, à Kobani. Selon l'agence de presse Fars, des sources proches du Conseil militaire du groupe terroriste « *Armée Syrienne Libre* », ASL, font part de l'organisation d'une réunion à laquelle ont participé des membres du groupe terroriste « *le Front des Thavar de la Syrie* » (le Front des révolutionnaires de la Syrie) et ceux du groupe « *Coalition de l'Opposition* ».

Selon le journal Al Sharq Al Awsat, citant les sources du Conseil militaire de l'ASL, il y a quelques jours, Jamal Ma'rouf, chef du groupe terroriste « *le Front des Thavar de la Syrie* » (le Front des révolutionnaires de la Syrie) et Hadi Al-Bahra, président de la « *Coalition de l'opposition syrienne* », accompagnés par des membres de ces deux groupes, se sont réunis pour examiner la possibilité de l'envoi d'un nombre plus élevé de terroristes de l'ASL à Kobani.

Cela fait sept mois que les terroristes de Daech lancent des assauts contre la ville syrienne de Kobané mais les combattants kurdes ne leur ont pas permis jusqu'ici de s'infiltrer dans la ville. De leur côté, les Etats-Unis ont mis sur pied une Coalition anti-Daech et ont demandé à la Turquie d'en faire partie.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a assujetti la coopération d'Ankara avec la Coalition anti-Daech à la permission des Kurdes aux forces de l'ASL voulant entrer à Kobani. Mais les combattants kurdes se sont opposés à cette demande et ont souligné qu'ils ne permettraient jamais aux terroristes de l'ASL d'entrer dans Kobani.

Al Sharq Al Awsat précise que les négociations entre Jamal Ma'rouf et Hadi Al-Bahra n'ont abouti à rien jusqu'ici. french.irib.ir 01.12

Syrie

- Une délégation de la CIA en Syrie - french.irib.ir

Une mission de la CIA s'est rendue, récemment, en Syrie, pour des coordinations sécuritaires, ont fait état des sources bien informées.

«*Une mission américaine s'est rendue, récemment, via le Liban, en Syrie*», ont annoncé, lundi, des sources bien informées au journal libanais "Al-Jumhurria". «*Cette visite se fait, en raison de relations sécuritaires directes entre la Syrie et les Etats-Unis*», toujours, d'après les mêmes sources. Cette mission, qui s'est rendue, via le Liban, en Syrie, comprend des responsables de la CIA, précisent les mêmes sources. «*Cette visite est effectuée, dans le cadre de coordinations, dans la lutte contre Daesh, mais on ignore, encore, les détails, sur cette visite, et les rencontres de la mission américaine*», écrit "Al-Jumhurria". french.irib.ir 01.12

Haut de page

Le 3 décembre 2014

CAUSERIE

Grosse journée de boulot, toute peine mérite salaire, qu'on se le dise... Mais il est vrai que personne ne m'a rien demandé. Effectivement. Il me reste une vingtaine de jours pour y réfléchir.

C'était jour de deuil chez moi aujourd'hui, cela fait un an qu'Yvan est mort, mon fidèle compagnon, mon dogue allemand, il me manque toujours autant, je suis inconsolable. Il était si adorable la brave bête, il n'a jamais grogné sur moi ou attaqué un autre chien, les gosses montaient dessus et lui tiraient les oreilles. Il était toujours à mes côtés et me servait de protection, on faisait une balade d'une heure tous les soirs. Jusqu'au dernier jour il a eu peur que je l'abandonne, je ne sais pas pourquoi, il devait être attaché à moi autant que j'étais attaché à lui il faut croire. Il n'avait pas 9 ans, et durant les dernières années je ne l'ai pas vu vieillir parce que je passais mes journées à bosser comme un forçat pour des prunes.

D'ailleurs je m'en suis voulu, car je n'étais pas à ses côtés lorsqu'il a rendu le dernier souffle, j'étais à ma table de travail, ce fut peut-être mieux ainsi, il a peu souffert sauf les derniers jours et la vétérinaire qui était passée quelques jours plus tôt m'avait fait acheter des médicaments pour un mois, alors qu'il était en train de mourir sous ses yeux. Quand je lui ai dit, elle m'a répondu qu'elle n'avait pas osé me le dire en face, bon j'ai compris après coup et je ne lui en ai pas voulu, à quoi bon, en plus elle est jeune.

Il est 23h51, j'actualise le site sur le serveur et j'écoute quelques morceaux de Satriani en regardant des photos de mon chien, cela me rappellera les morceaux que je fredonnais le soir lors de nos balades, on partageait la même bonne humeur, c'était mon seul moment de détente de la journée, quelque part il m'aidait à vivre et j'ai essayé de lui rendre la vie la plus agréable possible, c'est pour lui que j'avais loué cette maison et ce grand jardin qui m'ont coûté si chères en loyer. Maintenant je peux déménager l'esprit tranquille, il repose en paix au miieu du jardin.

Passons à l'actualité.

Sur les 325 milliards d'euros que la Commission européenne devraient investir dans des projets d'infrastructure ou technologiques dans l'UE, elle ne dispose en réalité que de 21 milliards d'euros. Le reste proviendra d'investisseurs privés, banques, fonds divers.

Ce soir dans une émission de la télévision allemande Deucht Welle, la journaliste a dit que les profits des investisseurs seraient garanties par l'UE. Autrement dit pour eux cela reviendra à miser 304 milliards d'euros en toute sécurité.

Franchement, quel joueur n'aurait pas envie de miser sachant qu'il est sûr d'empocher le jackpot à l'arrivée ?

Génial, non, ce n'est pas pour vous, circulez il n'y a rien à voir.

Apaisement avant la tempête

Transfert de la rente pétrolière des pays producteurs ou du Golfe principalement aux pays consommateurs ou dominants en particuliers, histoire d'alléger la pression excessive qui pèse sur l'économie européenne et diminuer la tension sociale qui menace d'emporter certains régimes, de manière à donner l'impression que la situation s'améliorerait en échange de nouvelles concessions politiques concéder par les chefs d'Etat de l'UE à l'impérialisme américain...

Ce n'est pas parce qu'on traite l'actualité au jour le jour, qu'on perdrait de vue la crise du capitalisme et la situation mondiale ou les échéances politiques qui en font partie ou encore la stratégie politique de l'oligarchie anglo-saxonne qui domine le capitalisme mondial avec ses objectifs, bien au contraire.

On doit admettre que le lecteur qui n'a pas en tête tous ces éléments ou qui n'a pas une vision globale de la situation aura forcément des difficultés à suivre, c'est inévitable et nous n'y pouvons rien.

On essaie de remédier à cet inconvénient en fournissant régulièrement les clés ou grilles de lecture qui permettent d'aborder le développement de la situation ou les événements qui se produisent dans le monde en tenant compte de l'orientation du capitalisme mondiale, ses contraintes et ses échéances ou l'évolution de la situation et de la lutte des classes à cette échelle ou au niveau national, tout dépend de la question ou du sujet que nous avons à traiter. Dans tous les cas de figure on essaie d'intégrer les faits que nous traitons dans un cadre plus large que celui étriqué qui nous est proposé par les médias.

Maintenant, on ne peut sans cesse y revenir dans chaque causerie et chacun pourra le comprendre, surtout quand l'actualité est très chargées comme aujourd'hui.

Accumulation dangereuse, car ils ont de plus en plus de mal à gouverner comme avant...

Vous savez ce qui se produit généralement en pareille circonstance...

Crise au sein de tous les partis institutionnels dans un grand nombre de pays sur tous les continents...

Crise en France entre le gouvernement et le patronat...

Rejet en France de la politique du gouvernement par toutes les couches de travailleurs...

Grèves à répétition en Allemagne...

Manifestations de plus en plus violentes en Italie, Grèce, Espagne, France...

Crise entre la Grèce et la troïka...

Limogeage de deux ministres et élections anticipées en Israël...

Crise au sein de l'administration américaine entraînant la "démission "du patron du Pentagone, Chuck Hagel ...

Crise économique qui frappe la Russie...

Affaires de corruption en Allemagne, au Brésil...

Etc. etc. etc.

Dommage que l'UE n'ait pas le pouvoir de saccager davantage le Code du travail et la Sécurité sociale.

Un regret ou un voeu pour ces porte-parole du patronat.

- Peu de négos sociales au niveau européen - Libération.fr

Dans cet article très court, Libération regrettait semble-t-il que l'Union européenne n'ait pas le pouvoir d'imposer au gouvenement français (notamment) une révision du Code du travail en faveur du patronat ou de s'attaquer davantage à la Sécurité sociale, leurs arrière-pensées devaient porter sur les exonérations de cotisations sociales :

"*Les compétences de l'Union étant très réduites dans le domaine social, nul besoin de se battre sur ce front qui restera sans doute longtemps national. Les compétences sociales de l'UE sont limitées à quelques domaines (sécurité, santé, conditions de travail…) et, pour les importants d'entre eux, verrouillés par le vote à l'unanimité (sécurité sociale, protection des travailleurs en cas de licenciement, accès à l'emploi des étrangers).* " Libération.fr 02.12

Le lobbying des multinationales compense.

Libération.fr - Depuis 1999, le dialogue social s'est ensablé. Un autre acteur pèse de tout son poids à Bruxelles, l'European Round Table, créé en 1983 et qui regroupe les 49 plus grands industriels européens. Il se réunit à la veille de chaque sommet européen pour envoyer aux chefs d'Etat et de gouvernement leur feuille de route. Libération.fr 02.12

L'European Round Table.

Participants à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2007 :Etienne Davignon.

Etienne Davignon Président du Groupe de Bilderberg, président et fondateur de l'European Round Table (lobbie des multinationales européennes auprès de la Commission Européenne), ex vice-président de la Commission Européenne, membre de la Commission Trilatérale, membre du directoire du think tank Centre for European Policy Studies, ancien ministre belge des affaires étrangères, président de l'Association pour l'union monétaire en Europe, premier président de l'Agence Internationale de l'Energie, président de la Société Générale de Belgique, vice-président de Suez-Tractebel, administrateur de Kissinger Associates, Fortis, Accor, Fiat, Suez, BASF, Solvay, Gilead, Anglo-american Mining, entre autres...

Le pouvoir que concentre entre ses mains Etienne Davignon vient de son mentor Kissinger, 91 ans, pilier du groupe Bilderberg depuis 50 ans.

On aura compris qui sont les véritables donneurs d'ordres de la "*feuille de route* remise par l'European Round Table aux chefs d'Etat et de gouvernement la veille de chaque sommet européen. Qui en dehors de l'European Round Table détient un tel pouvoir à Bruxelles ? Personne, l'oligarchie règne en maître absolue.

ACTUALITE EN TITRES

Tas de ferraille !

- GM rappelle 316.000 véhicules pour un problème de phares - Reuters

Sondage garantie 100% sur mesure.

- La gauche à son plus bas historique... si les législatives avaient lieu demain - 20minutes.fr

Un sondage basé sur un taux de participation de... 100% à des élections législatives.

L'UE officine de répression.

- Les pêcheurs protestent contre la baisse de nouveaux quotas - Francetv info

Les artisans-pêcheurs ne veulent pas des nouveaux quotas de pêches demandés par l'Europe. Francetv info 02.12

On pourrait comprendre ces quotas, mais dans la mesure où en dehors de l'UE les autres pêcheurs ne sont pas frappés par les mêmes restrictions, cela revient à favoriser la pêche au coût du travail le plus bas comme dans tous les autres secteurs économiques. Du coup on comprend la colère des pécheurs qui se disent victimes d'une mesure injuste.

J'imagine que les crétins d'écologistes et de la pseudo-gauche et extrême gauche soutiennent l'UE, non ?

Nous nous combattons pour mettre fin au capitalisme qui ravage notre planète et ses ressources à l'échelle mondiale.

- Déchets: l'UE inflige des dizaines de millions d'amendes à l'Italie - AFP

Venez donc voir ici ce qu'on se coltine en matière de déchets ! Même remarque que pour les pécheurs.

Personne ne nous soupçonnera de soutenir le gouvernement italien, ce qui se passe en Italie avec les déchets est le produit de la politique d'austérité imposée par Bruxelles à tous les pays de l'UE que les gouvernements successifs en Italie ont appliqué à la lettre.

L'Italie n'a plus d'argent pour traiter ses déchets. Si maintenant la survie et les besoins du capitalisme sont devenus incompatibles avec le traitement des déchets, alors finissons-en avec le capitalisme et la question sera réglée.

Corruption

- La corruption frappe durement les pays développés, selon l'OCDE - LePoint.fr

- Perquisitions chez Airbus en Allemagne pour soupçons de corruption - AFP

Des perquisitions ont été menées par le Parquet de Munich (sud de l'Allemagne) dans des locaux du groupe Airbus en raison de soupçons de corruption sur des contrats avec l'Arabie saoudite et la Roumanie, révèle le quotidien allemand Süddeutsche AFP 02.12

Ah les "*grandes oreilles*" !

- Arnaud Montebourg a-t-il sous estimé la valeur de son appartement parisien ? - Francetv info

L'appartement qu'il occupait est mis en vente à un prix 54% plus élevé que le montant mentionné dans sa déclaration patrimoine. Francetv info 02.12

France. Crise du régime. Ils ne veulent pas en assumer la responsabilité.

- Patronat-gouvernement: l'incessante rengaine "*Je t'aime, moi non plus*" - AFP

"*Il y a le jeu de rôle et la part théâtrale qu'il faut toujours prendre en compte*", analyse Bernard Vivier, directeur de l'Institut du travail. AFP 02.12

- Cambadélis: le Medef a "*pris la tête de l'opposition*" - AFP

- Le pacte de responsabilité est "*un échec*", selon Emmanuel Macron - Francetv info

Vieilles peaux.

- UMP: ces ex-Premiers ministres qui ne veulent pas du comité "*naphtaline*" - L'Express.fr

L'Otan traite la Russie comme un pays dominé qui doit se soumettre à son diktat au même titre que l'Irak par exemple .

- L'Otan condamne le renforcement militaire russe en Crimée - Reuters

La provocation-récréation est terminée.

- Hong Kong : les fondateurs du mouvement prodémocratie appellent les manifestant à "*battre en retraite*" - Francetv info

- Hong Kong : Occupy central, le début de la fin ? - L'obs

- Le mouvement prodémocratie en pleine déroute à Hongkong - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille (élargie). Voilà qui ne devrait pas rassurer les Palestiniens.

On pourrait se dire que c'est une bonne chose, parce que cela va alimenter la crise politique en Israël... Pourquoi pas. En fait pas du tout, car Netanyahu compte rempiler à l'issue des prochaines élections où son parti le Likoud est donné favori... et former un gouvernement encore plus à droite, donc d'extrême extrême droite.

Et puis l'Etat sioniste s'est assis pendant 66 ans sur toutes les résolutions votées par l'ONU, donc il n'y a aucune raison qu'il change d'attitude, tout comme les Etats-Unis à l'égard de Cuba par exemple.

- Les députés français votent pour la reconnaissance de l'Etat palestinien - AFP

L'Assemblée a adopté mardi à une large majorité, en dépit de l'opposition de la droite, la résolution socialiste sur la reconnaissance de l'Etat palestinien, un texte à portée symbolique au moment où les Palestiniens tentent de faire avancer leur cause à l'ONU.

Le ministre palestinien des Affaires étrangères Riyad al-Malki a aussitôt "*remercié le Parlement et le peuple français*" alors que l'ambassade d'Israël en France a jugé qu'il allait "*éloigner les possibilités d'arriver à un accord*" de paix.

Dans le sillage de leurs homologues britanniques et espagnols, les députés français ont "*invité*", par une majorité de 339 voix contre 151, leur gouvernement à reconnaître officiellement l'Etat palestinien "*en vue d'obtenir un règlement définitif du conflit*".

La quasi-totalité des socialistes, l'ensemble des écologistes et du Front de gauche, les deux-tiers des radicaux de gauche et

une poignée d'UMP (9) et d'UDI (4) ont voté pour le texte, tandis que la grande majorité de l'UMP et la moitié de l'UDI ont voté contre. Seize députés se sont abstenus, dont les deux FN, alors que 48 UMP, 8 UDI et 6 radicaux de gauche n'ont pas pris part au vote.

Laurent Fabius était absent mardi car en déplacement à Bruxelles où il devait notamment parler de la Palestine avec ses collègues de l'Otan. (Allié d'Israël. - ndlr) AFP 02.12

- Reconnaissance de la Palestine : pour la LDJ, les députés sont des «*nazis*» - Liberation.fr

Pas ceux de Kiev qui comptent dans leurs rangs des néonazis ouvertement antisémites. Qu'est-ce qu'on est bête parfois, comme la FDJ !

En famille (élargie). La gauche décomposée ou l'internationale contre-révolutionnaire

- «*Qui est organisé en Internationale ? Les banques. Plus la gauche*» - libération.fr

En tournée lundi à Paris, Gregor Gysi, chef des députés Die Linke au Bundestag, demande aux partis pro-européens de se réveiller.

Lundi, accompagné de son homologue du PCF André Chassaigne et de l'ex-député communiste de Seine-Saint-Denis, Jean-Pierre Brard, il a donc vu à la fois le centriste Jean-Christophe Lagarde, le président du Conseil constitutionnel Jean-Louis Debré et celui de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. Tout comme le patron du PCF Pierre Laurent et l'ex-candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon.

«*Si on sort de l'euro, plus aucun pays européen n'aura son mot à dire face à la Chine, l'Inde, le Brésil, les Etats-Unis*», fait-il valoir après avoir plaidé pour que les partis pro-européens, de gauche comme de droite, portent un «discours positif» sur la construction européenne, actant des «*points d'accord*» sur le sujet avec les personnalités du centre et socialistes rencontrés lundi. «*Il y a deux ou trois ans, cela était encore impossible, dit-il, ça ne réduit pas nos différences mais il faut faire quelque chose avant que les antieuropéens ne l'emportent*». libération.fr 02.12

Ne parlez pas de confusion, mais plutôt de collusion d'intérêts sur le dos des travailleurs. Gregor Gysi réalise l'union nationale du centre, en réalité la droite, jusqu'à Mélenchon. Et après ces gens-là seraient de gauche ? Cela doit être une mauvaise blague.

Une supercherie à bout de souffle.

Le soit-disant modèle social des pays scandinaves n'est que la mouture congelée de l'"*Etat providence*", des "*Trente glorieuses*", des "*Jours heureux*", du réformisme bourgeois des pays du sud de l'Europe, qu'on nous sert ou qu'on nous a servi sans interruption depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, qui confrontée à l'épreuve des convulsions que connaît à nouveau le capitalisme mondial et profitant de l'état de putréfaction avancée du mouvement ouvrier international, s'est mis à fondre ou à partir en morceaux favorisant l'extrême droite.

Bref, le scénario classique pour qui a étudié un tant soit peu l'histoire du XXe siècle, particulièrement celle de la lutte des classes depuis les années 30, qu'on voit se reproduire à des degrés différents dans tous les pays en Europe.

La question réforme sociale ou révolution mérite-t-elle encore d'être posée ? Il faut être sourd, aveugle et d'une mauvaise foi incurable pour ne pas comprendre que le réformisme est l'ennemi du socialisme et des intérêts fondamentaux des travailleurs, car lorsque le jour a sonné d'y mettre un terme parce que les besoins du capitalisme l'exige et que les conditions politiques sont réunies, il est trop tard pour comprendre quelle en était la nature et pour s'y opposer efficacement. Tous nos droits sociaux sont attaqués, amputés, liquidés les uns après les autres, en guise de progrès social vous vous apercevez qu'au bout du compte le réformisme vous avait réservé exactement le contraire, et parce que vous (les masses) êtes théoriquement désarmé et impuissant politiquement pour affronter le capital, il ne vous reste plus qu'à vous lamenter sur votre triste sort, qu'à contempler l'ampleur du désastre, au pire à vous accommoder de la situation et la subir sans réagir, ou au contraire vous dire qu'on ne vous y reprendra plus et lutter dans la perspective du renversement du régime en place, pour le socialisme.

Réforme sociale ou révolution, propriété privée des moyens de production ou propriété collective des moyens de production, dictature du capital ou dictature du prolétariat, barbarie ou socialisme, ceux qui refusent d'admettre que ce sont les seules alternatives politiques possibles, ceux qui refusent de trancher, de choisir entre l'un et l'autre, qui tergiversent sans fin, sont condamnés à mort politiquement et à rejoindre la cohorte des opportunistes ou traitres, révisionnistes en tous genres qui s'adaptent au régime, par crainte de l'affronter ou parce qu'ils ne croient pas que ce serait possible de le vaincre, parce qu'ils n'ont pas confiance dans la capacité de la classe ouvrière à réaliser la tâche historique qui lui revient d'accomplir, s'emparer du pouvoir politique et s'attaquer au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne aujourdhui l'impérialisme pourrissant.

Nous avons connu une époque où il n'y avait pas de chômage, où les salaires augmentaient de 10 à 15% ou plus par an, où il

était possible d'améliorer son niveau de vie, de trouver un emploi correspondant à son diplôme ou sa qualification, de progresser socialement, etc. c'était dans les années 70. Le capitalisme et le réformisme n'ont produit aucun miracle à cette époque, nous avons simplement profité des avantages liés à la reconstruction après quatre ans de guerre mondiale dévastatrice et une période d'expansion économique en grande partie artificielle ou basée sur le crédit ou l'endettement. Une fois cette période terminée, que l'on pourrait comparer à une montagne qu'on aurait gravie sans peine sans jamais atteindre le sommet, il était tant d'aborder la descente pour se retrouver confronter à nouveau aux mêmes difficultés qu'autrefois, en pire, car ayant acquis entre temps des besoins nouveaux impossibles à satisfaire, un mode de vie auquel on s'accroche désespérément avant que la chute finale ne se produise, nos amis grecs et portugais en savent quelque chose, irlandais, islandais, italiens, espagnols dans une moindre mesure, jusqu'à présent...

Le réformisme nous fait aussi penser à un joueur qui aurait beaucoup gagné et tout perdu par la suite. C'est notre ennemi qui tient notre sort entre ses mains, qui est aux commandes, qui appuie sur le bouton et dit stop, finie la récréation, tout le monde en rang et marchez au pas maintenant, et gare à celui qui n'obéit pas, il est éliminé du marché, de la société, parfois simplement parce qu'il n'a plus besoin de vous. Il vous jette, il est d'une violence inouie, il est d'un cynisme effrayant et vous voulez le ménager avec vos réformes. Et nous pendant ce temps-là, on devrait craindre la révolution, d'affronter le capital, de rompre avec lui, le socialisme.

En réalité, en adoptant cette attitude on a faux sur toute la ligne, mais on refuse de l'admettre, cette obstination malsaine nous sera fatale, nous la combattons parce qu'elle nous condamne à subir le même destin, l'humanité entière car notre vision politique se situe à cette échelle. Vous ne pouvez pas imaginer combien de peuples innocents ont été saignés ou sacrifiés pour ces réformes qui finalement avaient un contenu purement individualiste, social-patriote, en échange ils ont eu le droit au sous-développement et des régimes despotiques, des guerres, des famines, des génocides.

On n'aborde pas le réformisme et ses conséquences désastreuses pour le prolétariat mondial sur le plan de la morale ou pour donner mauvaise conscience à ceux qui verseraient dans le réformisme, mais uniquement sur le plan politique, ne confondez pas avec la pseudo-extrême gauche qui a troqué l'internationalisme prolétarien pour le tiers-mondisme ou qui joue les redresseurs de conscience qui voudraient leur inculquer à tous prix leur mode de pensée alors que les rapports sociaux de production dans leur pays demeurent inchangés ou qu'ils continuent de vivre dans des pays économiquement sous-développés ou plutôt pillés par les multinationales des grandes puissances qui ne sont pas seulement occidentales. A suivre.

Un sujet d'actualité pour illustrer notre propos.

- La Suède face à l'essoufflement de son modèle social - LeFigaro.fr

- Suède: l'extrême droite cherche à faire tomber le gouvernement - AFP

L'extrême droite suédoise a plongé mardi le pays dans une crise politique inédite en mettant en minorité le gouvernement de gauche par son soutien au projet de budget de l'opposition.

"*Nous allons donner nos suffrages au budget de l'Alliance*" (opposition de centre droit), a annoncé lors d'une conférence de presse à Stockholm le président par intérim du parti Mattias Karlsson.

Le gouvernement, au pouvoir depuis seulement deux mois, s'est retrouvé obligé de négocier une issue avec les autres partis, ceux de l'Alliance (centre droit) qu'il a battus lors des législatives de septembre.

Le Parlement a le projet de budget 2015 inscrit à son ordre du jour de mercredi. Mais le vote pourrait être repoussé si le gouvernement (sociaux-démocrates et Verts) et l'Alliance se mettaient d'accord.

Lors d'une conférence de presse, le Premier ministre Stefan Löfven a indiqué qu'il invitait à discuter d'un nouveau budget les responsables des quatre partis de l'opposition de centre droit (conservateurs, libéraux, centristes agrariens et chrétiens-démocrates) dès mardi soir.

"*Le gouvernement prendra ses responsabilités. Et je suis prêt à collaborer au-delà des blocs*", a-t-il déclaré.

"*Quatre ou cinq pistes peuvent être explorées*", a-t-il ajouté, n'excluant pas de démissionner comme il l'avait évoqué dans la presse mardi matin.

L'opposition de centre droit a jusqu'à présent affirmé qu'elle ne soutiendrait pas le budget gouvernemental.

"*Stefan Löfven fait désormais tout pour faire porter la responsabilité à quelqu'un d'autre, alors qu'elle est celle de Stefan Löfven*", a dit la présidente du groupe parlementaire des Modérés (conservateurs), Anna Kinberg Batra à l'agence de presse suédoise TT, soulignant les différences entre les deux budgets.

Dans le meilleur des cas, un compromis pourrait être trouvé en commission parlementaire. Dans le pire des cas, la crise ne pourrait être résolue que par de nouvelles élections législatives.

"*Une possible sortie est que les renégociations du budget en commission des Finances soient rompues et que Stefan Löfven démissionne, alors il y aura un remaniement en premier lieu*", a déclaré la politologue Jenny Madestam à TT.

Le seul scénario exclu est que le gouvernement ou l'opposition de centre droit négocient avec l'extrême droite.

Les Démocrates de Suède (SD) sont le troisième parti du pays avec 49 sièges sur 349, et ont affirmé leur ligne anti-immigration.

"*Nous tâcherons de faire tomber tout gouvernement ou proposition de budget qui soutient une hausse de l'immigration et donne aux Verts une influence décisive sur la politique d'immigration*", ont-ils indiqué mercredi.

Cette décision met le pays dans une situation exceptionnellement compliquée, avec trois blocs distincts en présence.

Le choix des Démocrates de Suède est largement soutenu par les électeurs d'extrême droite : un sondage publié par le quotidien Aftonbladet mardi montrait que 71% de leurs sympathisants étaient favorables à une chute du gouvernement.

"*Il est raisonnable de parler avec nous et d'entendre ce que nos quelque 800.000 électeurs pensent*", a souligné M. Karlsson.

Il a expliqué la décision du parti par la nécessité de mettre en lumière les coûts liés à l'accueil des migrants, estimant que les dépenses contenues dans le projet de budget étaient sous-financées à cause du nombre croissant de réfugiés accueillis par la Suède.

L'extrême droite n'a annoncé sa décision qu'à l'issue d'une conférence de presse de plus d'une demi-heure, profitant de l'audience pour plaider longuement contre une politique d'immigration qualifiée d'"extrême".

Pour une éditorialiste du quotidien Dagens Nyheter, "*SD a réussi à nous amener exactement où ils voulaient, ils ont réussi à attirer l'attention (...). Ils nous ont obligés à écouter leurs leitmotiv (...) : asile, immigration, asile, immigration. C'était comme une agression mentale*".

Le Parlement suédois est sorti des législatives de septembre divisé entre une gauche minoritaire (158 députés), un centre droit battu après huit années de réformes d'inspiration libérale au pouvoir (142 députés) et une extrême droite en pleine ascension. AFP 02.12

Ils n'ont pas eu Assange, attraperont-ils Snowden ?

- Le « *prix Nobel alternatif* » décerné à Edward Snowden au Parlement suédois - Le Monde.fr 02.12

Comme le raconte le Guardian, la cérémonie a eu lieu au Parlement suédois, devant de nombreux députés, qui ont salué l'annonce par une standing ovation. Toujours exilé à Moscou, Edward Snowden n'était pas présent pour recevoir son prix, qui est symboliquement resté sur scène malgré la présence de membres de sa famille dans la salle.

« *M. Snowden, votre Right Livelihood Award vous attend. Nous faisons confiance à la Suède pour qu'elle fasse son possible pour que vous puissiez venir chercher votre récompense dans un avenir très proche* », a déclaré sur scène Jakob Von Uexküll, le créateur des Right Livelihood Award (un « *prix Nobel alternatif* » qui existe depuis 1980 et qui n'est pas lié à la fondation Nobel).

Edward Snowden, recherché et inculpé aux Etats-Unis pour espionnage, ne prend pas le risque de sortir de Russie, où il a reçu la permission de vivre pendant trois ans. Comme à son habitude pour ses interventions publiques, il s'est exprimé par webcam devant les député suédois, pour réaffirmer qu'il ne regrettait rien. Le Monde.fr 02.12

Commentaire d'un internaute.

- "*Bizarrement ni Assange ni Wikileaks n'ont reçu ce prix. Ah oui c'est en Suède. Comme quoi il y a des limites même aux bonnes idées...*"

Dites plutôt que le populisme ou la démagogie ne connaissent pas de limites...

Et puis, Snowden, il n'a fait que révéler ce que nous savions depuis des lustres, à savoir que l'espionnage n'avait pas disparu au

début des années 90, et qu'avec l'avènement de la communication électronique ou Internet, il leur serait possible dorénavant de surveiller l'ensemble de la population.

Assange et Wikileaks qui ont révélé les petits secrets de famille des chancelleries n'ont pas davantage contribuer à faire avancer la lutte des classes contre le capitalisme, ils ont au contraire contribuer à faire en sorte que ses représentants justifient leur culture du secret qu'une large partie de la population a approuvée.

Il y en a qui se satisfont d'un os à ronger parce qu'ils sont rassasiés, nous, nous faisons partie de ceux qui resteront sur leur faim aussi longtemps qu'il restera un ventre criant famine dans le monde.

Un jour un militant du NPA m'a interpelé violemment dans un courriel, après avoir cru percevoir dans mon comportement une dérive "*conspirationniste*", alors qu'en réalité je suis hermétique à cette théorie pour savoir qu'elle était en réalité avant tout le fait de notre ennemi, ce qu'apparemment il ignorait, comme d'ailleurs tous ceux qui refusent d'aborder cette question ou qui la méprisent, et qui par conséquent sont incapables de comprendre la stratégie politique de l'oligarchie financière qui influe sur l'orientation du capitalisme mondial et ses institutions.

France. Parole de gendarme.

- Rémi Fraisse: aucune faute des gendarmes selon l'enquête administrative - AFP

L'enquête administrative, diligentée après la mort fin octobre de Rémi Fraisse sur le site du barrage contesté de Sivens, a écarté toute faute professionnelle des gendarmes, des conclusions qualifiées de mensonges par l'avocat de la famille du militant écologiste.

S'"*il ressort clairement que la mort de Rémi Fraisse est imputable à l'explosion d'une grenade offensive*", l'enquête, demandée début novembre par le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve à l'Inspection générale de la gendarmerie (IGGN), s'en remet à la justice "*pour déterminer l'exacte responsabilité et le degré de responsabilité du lanceur*".

C'est le chef de l'inspection générale de la gendarmerie nationale, le général Pierre Renault, qui a présenté mardi soir devant la commission des Lois de l'Assemblée nationale ces conclusions, très attendues après les manifestations contre les violences policières qui ont eu lieu ces dernières semaines.

"*En l'état des informations recueillies dans cette enquête et au plan strictement administratif, je ne dispose pas d'élément permettant de caractériser une faute professionnelle*", a-t-il déclaré lors de son audition.

Interrogé par l'AFP, l'avocat de la famille de Rémi Fraisse, Me Arié Halimi, a estimé que "*chaque phrase de cette audition est un mensonge*". "*La famille avait demandé la vérité au président de la République, elle est contrainte de constater que le mensonge est encore plus lourd et encore plus cynique*", a affirmé Me Halimi.

"*Le directeur de la gendarmerie nationale Denis Favier avait déjà déclaré qu'il n'y avait pas de fautes et qu'il soutiendrait ses hommes quoi qu'il arrive. Le général Pierre Renault lui a obéi*", a-t-il ajouté.

L'enquête administrative s'appuie sur des entretiens par l'IGGN des autorités préfectorales et des gendarmes engagés mais aussi sur des documents et vidéos prises par la gendarmerie, qui ont été versées à l'information judiciaire.

En revanche, les auditions réalisées dans le cadre de l'enquête judiciaire, n'ont pas été utilisées par l'IGGN.

Ce rapport a été remis aux deux juges d'instruction toulousains chargés de l'enquête judiciaire.

Pour l'Inspection générale, la nuit où Rémi Fraisse est mort, "*l'emploi de la force puis l'usage des armes se sont imposés très rapidement*". Elle souligne toutefois que la préparation de la manifestation plus tôt dans l'après-midi du 25 octobre, "*privilégiait la concertation avec les organisateurs et le souci d'apaisement*".

Ces conclusions ne sont "*pas une surprise*", a réagi Ben Lefetey, porte-parole du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Tester, qui regroupe les associations opposées au projet de retenue d'eau. "*La gendarmerie couvre ses gendarmes, comme depuis le début. On attend beaucoup plus de l'enquête judiciaire*", a-t-il déclaré.

Pour lui, "*la question reste posée: pourquoi le gouvernement a pris la décision de faire prendre des risques à ses forces de l'ordre et aux manifestants pour garder un bout de grillage alors que le même gouvernement recommandait de suspendre le projet?*".
AFP 02.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Selon un parlementaire américain interviewé ce soir par Russia Today (infos de 18h), Ashton Carter serait un chaud partisan de l'intervention américaine au Moyen-Orient contrairement à Chuck Hagel.

1.1- Obama s'apprête à nommer Ashton Carter à la tête du Pentagone - AFP

Le président américain Barack Obama s'apprête à nommer Ashton Carter, ex-secrétaire adjoint à la Défense, à la tête du Pentagone en remplacement de Chuck Hagel, selon plusieurs médias américains.

Ashton Carter fut secrétaire adjoint à la Défense de Leon Panetta entre octobre 2011 et décembre 2013. Auparavant, il a occupé le poste de sous-secrétaire à la Défense chargé des acquisitions.

Expert des questions budgétaires, diplômé d'histoire médiévale et de physique, M. Carter est marié et père de deux enfants.

Le sénateur républicain John McCain, a jugé que ce dernier avait les qualités requises pour le poste. Cependant, a-t-il souligné, "*il aura peu ou pas d'influence du tout sur les décisions cruciales en matière de sécurité nationale*".

Peut-il être l'homme de la situation pour mener la lutte contre l'organisation de l'Etat islamique en Irak et en Syrie ? "*Non*", a répondu, catégorique, M. McCain.

"*Personne ne le peut, car la Maison Blanche, si l'on croit ses trois prédécesseurs, concentre toutes les décisions entre les mains d'une poignée de gens (...) qui n'ont qu'une seule chose en commun: ils ne connaissent rien à l'armée*", a-t-il ironisé. AFP 02.12

C'est peut-être pour cette raison qu'Obama l'a désigné pour remplacer Chuck Hagel, cela laissera les mains libres au clan qui au sein de l'administration américaine et du Pentagone entendent dicter la politique étrangère américaine, Obama et Carter leur serviront de couvertures et prendront les coups à leur place, bon c'est relativement bien payé pour faire ce job.

1.2 - Le département d'Etat américain fait main basse sur l'Ukraine.

- Ukraine: une Américaine et deux autres étrangers entrent au nouveau gouvernement - AFP

L'Ukraine s'est dotée mardi d'un nouveau gouvernement pro-occidental incluant une Américaine, un Géorgien et un Lituanien à des postes clés, censés aider le pays à sortir d'une grave crise économique et à faire face au sanglant conflit armé dans l'Est.

Ces nominations surviennent alors que, sur le terrain, des trêves ont été annoncées dans les combats entre les séparatistes prorusses et l'armée ukrainienne dans la zone de l'aéroport de Donetsk et dans la région de Lougansk, les points les plus chauds.

"*Nous devons intégrer dans notre gouvernement les meilleures compétences internationales*", a déclaré le président Petro Porochenko.

Natalie Jaresko, une Américaine d'origine ukrainienne ayant travaillé pour le département d'Etat américain et pour un fonds d'investissement ukrainien financé par le Congrès des Etats-Unis, se retrouve ainsi ministre des Finances.

Interrogée sur cette nomination, la porte-parole du département d'Etat à Washington a assuré que les Etats-Unis "*n'avaient rien à faire du tout avec cela*". "*C'est le choix du peuple ukrainien et de leurs représentants élus*", a affirmé Marie Harf.

Le Lituanien Aivaras Abromavicius, co-dirigeant d'un fonds d'investissement suédois, devient ministre de l'Economie, et le Géorgien Alexander Kvitachvili, ex-ministre de la Santé en Géorgie, hérite du ministère de la Santé.

Le président Porochenko a indiqué leur avoir octroyé la citoyenneté ukrainienne mardi matin, juste avant leur nomination.

L'Ukraine s'est vu promettre plusieurs milliards de dollars d'aide internationale si elle s'engage à mener des réformes économiques.

"*2015 sera encore plus difficile que cette année*", a déclaré le Premier ministre Arseni Iatseniouk aux députés avant le vote. "*Nous somme prêts aux réformes les plus radicales, les plus difficiles et les plus efficaces.*" AFP et Reuters 02.12

Et sans fard.

- Otan: la Russie critiquée pour son appui aux séparatistes ukrainiens - AFP

2- Israël

- Israël: Netanyahu appelle à des élections anticipées - AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a limogé mardi deux ministres centristes jugés trop critiques et a appelé à des législatives anticipées qui pourraient lui permettre de former un gouvernement encore plus à droite.

La Knesset, le Parlement israélien, commencera mercredi à examiner un projet de loi de dissolution. La procédure pourrait s'achever le jour même ou lundi, selon la radio publique.

Dès mardi soir, M. Netanyahu a précipité la crise en limogeant les deux principaux frondeurs de son gouvernement de coalition, le ministre des Finances Yaïr Lapid, figure du centre-droit et champion de la classe moyenne, et la ministre de la Justice Tzipi Livni, qui incarne le centre-gauche.

"*Dans l'état actuel des choses, je ne peux pas diriger le pays*", a déclaré M. Netanyahu en conférence de presse. "*Ce gouvernement, depuis sa prise de fonction, a été marqué par les confrontations*", a-t-il dit, accusant M. Lapid et Mme Livni d'avoir "agi contre le gouvernement de l'intérieur". "*En un mot, ça s'appelle un putsch*".

Le parti de M. Lapid, Yesh Atid, a conspué un "*acte peureux*" et un porte-parole a affirmé à l'AFP que les quatre autres ministres de cette formation allaient démissionner dans la soirée.

Mme Livni a réagi en affirmant que les élections à venir offriraient aux électeurs le choix entre son "sionisme" et "*l'extrémisme*" du Premier ministre.

Si M. Netanyahu est décidé à aller vers de nouvelles élections, c'est que les sondages semblent assurer à celui qui a déjà été trois fois Premier ministre de se succéder à lui-même.

Il pourrait même, selon les experts, se ménager une coalition gouvernementale moins turbulente que l'actuelle, en s'élargissant à sa droite, du côté des ultra-nationalistes et des formations religieuses.

"*Les partis de droite ont la majorité selon les sondages, ce qui signifie qu'il y a de grandes chances que M. Netanyahu conserve son poste*", estime le politologue Abraham Diskin.

Une coalition gouvernementale plus à droite pourrait rendre encore plus vains les efforts pour une reprise des négociations sur le processus de paix israélo-palestinien.

Si M. Netanyahu cherche à avoir les coudées franches, c'est parce que son gouvernement se déchire depuis plusieurs semaines, notamment sur son projet de loi controversé visant à renforcer le caractère "*juif*" de l'Etat.

Une fois la dissolution votée, la composition du gouvernement ne peut plus être modifiée et M. Netanyahu se ménage ainsi un cabinet moins turbulent pour gérer les affaires courantes jusqu'aux élections anticipées qui pourraient avoir lieu en mars ou avril 2015.

Pour les médias, une véritable "*guerre des chefs*" se jouait au gouvernement entre MM. Netanyahu et Lapid, chef de la formation de centre-droit Yesh Atid devenue le premier parti avec 19 députés depuis que le Likoud (18 députés) s'est séparé du parti ultranationaliste Israël Beiteinou (13 députés).

M. Netanyahu avait présenté lundi à M. Lapid cinq exigences pour sauver le gouvernement, parmi lesquelles le retrait de son projet de suppression de la TVA sur les achats immobiliers, la fin des critiques sur la colonisation israélienne à Jérusalem-Est annexée, qui suscitent des levées de boucliers à l'étranger, et le soutien au projet de loi sur l'Etat "*juif*".

M. Lapid a rejeté cet ultimatum et accusé M. Netanyahu "*d'irresponsabilité*" en poussant "*à des élections superflues*".

Le Likoud est actuellement crédité de 23 sièges, moins qu'en juillet où, en pleine guerre dans la bande de Gaza, les sondages lui

en allouaient 31.

Pour former une majorité, M. Netanyahu a d'ores et déjà contacté les partis ultra-orthodoxes, relégués dans l'opposition alors qu'il les considère comme des "*alliés naturels du Likoud*", selon les médias.

Le Foyer Juif du ministre de l'Economie Naftali Bennett, un parti nationaliste religieux et fervent partisan de la colonisation (12 députés), est présenté comme la formation qui devrait connaître la plus forte progression aux prochaines législatives.

De même, le très populaire Moshé Kahlon, un ancien ministre du Likoud, a créé un parti centriste qui concurrence Yesh Atid sur le créneau de la défense de la classe moyenne. Il pourrait remporter neuf sièges, au détriment du parti de M. Lapid.

L'incertitude politique a fait plonger mardi le shekel à son niveau le plus bas depuis plus de deux ans. AFP 02.12

3- Irak - Iran

- L'Iran frappe à son tour l'Etat islamique en Irak - LeMonde.fr

Le contre-amiral John Kirby, porte-parole du Pentagone, a reconnu que ce dernier disposait d'« indications » suggérant que les Iraniens « *ont lancé des raids aériens avec des avions F-4 Phantom ces derniers jours* » en Irak. Ses déclarations intervenaient après que la chaîne Al-Jazeera a montré des images d'avions semblant être des chasseurs F-4, similaires à ceux utilisés par l'armée de l'air iranienne. Ces avions attaquaient des cibles dans la province de Diyala, frontalière de l'Iran.

M. Kirby a cependant précisé : « *rien n'a changé concernant notre politique selon laquelle nous ne coordonnons pas nos activités avec les Iraniens* ». En septembre, l'ayatollah Ali Khamenei avait refusé de rejoindre la coalition, estimant que les Etats-Unis avaient « *les mains entachées* » dans ce conflit. L'Iran n'avait par ailleurs pas été convié à la conférence de lancement de la coalition.

Le Pentagone en a ainsi appelé à la responsabilité du gouvernement irakien de coordonner les frappes internationales menées sur son territoire.

« *Nous effectuons des missions aériennes au-dessus de l'Irak. Nous les menons après nous être concertés avec le gouvernement irakien. Il revient au gouvernement irakien de gérer cet espace aérien* ».

L'armée iranienne est active au sol, assistant les milices chiites ainsi que des unités de l'armée irakienne, mais c'est la première fois que Washington confirme des raids aériens menés par des avions de chasse iraniens contre le groupe EI. L'Iran, qui entretient des liens étroits avec Bagdad, a également mis à la disposition de l'Irak des avions de type Soukhoï Su-25. LeMonde.fr 02.12

ECONOMIE

1- Pétrole

Que cela ne tienne!

La Russie annonce qu'elle renonce à un coûteux projet de gazoduc, parce qu'elle en a marre de l'attitude belliqueuse de l'Union européenne, elle préfère se tourner vers des partenaires plus fiables et respectueux de ses intérêts. A peine 24 heures plus tard l'UE relance la Russie...

1.1- Gazoduc South Stream : pourquoi la Russie a décidé de jeter l'éponge - LeMonde.fr

« South Stream, c'est terminé », a déclaré lundi 1er décembre le PDG de Gazprom, Alexeï Miller, au cours de la visite de Vladimir Poutine en Turquie, confirmant l'annonce faite peu avant par le président russe lors d'une conférence de presse avec son homologue turc, Recep Tayyep Erdogan.

« *Nous allons dérouter nos ressources énergétiques vers d'autres régions du monde et l'Europe ne recevra plus les mêmes volumes de la Russie, mais c'est le choix de nos amis européens* », a souligné le président russe. Moscou et Ankara ont d'ailleurs signé, lundi, un accord pour la construction d'un nouveau « *tuyau* » reliant les deux pays sous la Mer noire et la fourniture de gaz (avec une ristourne de 6 %). Ce texte renforce les liens énergétiques (pétrole, gaz, nucléaire) entre la Russie et la Turquie, deuxième client de Gazprom derrière l'Allemagne.

« *Il faudrait que la commission européenne assume mieux ses décisions politiques, indiquait mardi matin une source russe à Bruxelles interrogée par Le Monde. Il y avait des discussions depuis des mois entre Gazprom et les services de l'institution pour savoir comment le groupe russe peut se conformer aux exigences législatives du troisième paquet énergie, qui dit qu'un exploitant de réseau ne peut pas non plus distribuer de gaz. On parlait d'exemptions. Mais les rendez vous sont devenus de plus en plus difficiles à obtenir avec la commission, qui trainait clairement des pieds.* »

L'UE relance la Russie qui a décidé d'annnuler son projet de gazoduc dit South Stream.....

Interrogé mardi par Le Monde, un porte-parole de la commission européenne refusait cependant de dire si le projet South Stream était mort ou vif : « *on est en train d'analyser la situation* » déclarait-il, en continuant à soutenir que ce « *gazoduc doit être construit et opéré dans le respect de la législation européenne* ».

Moscou se tourne de plus en plus vers l'Asie

L'accord russo-turc fait suite à la signature le 21 mai, sous les auspices de M. Poutine et du président chinois Xi Jinping, d'un contrat entre Gazprom et la China National Petroleum Corp. (CNPC) pour la livraison de 38 milliards de m3 de gaz russe par an durant trois décennies. Montant estimé : 400 milliards de dollars. Ce gaz proviendra toutefois des gisements de Sibérie orientale et n'était pas destiné à l'Europe, trop lointaine.

Faut-il croire à une relance de Nabucco ?

Dans les années 2000, l'Europe, soutenue politiquement par les Etats-Unis, avait envisagé de promouvoir un gazoduc baptisé Nabucco. Il aurait été alimenté par du gaz de la mer Caspienne et plus tard d'Asie centrale (Turkménistan…). Objectif : renforcer la sécurité d'approvisionnement du Vieux Continent en dépendant moins de la Russie. Mais South Stream avançant plus vite grâce à la participation de grands groupes européens - ce qui en dit long sur la solidarité au sein de l'Europe -, la Commission de Bruxelles avait finalement mis Nabucco en sommeil. Il est peu probable qu'elle le réveille au moment où le marché européen du gaz est très déprimé en raison de la concurrence du charbon (beaucoup plus compétitif) et des énergies renouvelables dans la production d'électricité. LeMonde.fr et AFP 02.12

Commentaires d'internautes

1- "*South stream qui a été bloqué du seul fait de la Bulgarie, débouché au sortir de la mer Noire, par décision du 1er ministre à la suite d'une visite persuasive de Mc Cain, alors que tous les autres pays concernés y étaient favorables contre la commission aux ordres des USA, sera remplacé par un nouveau gazoduc de même capacité qui va desservir la Turquie et se prolongera vers la Grèce, la Serbie, l'Italie, l'Autriche, etc.. Sauf la Bulgarie. ... http://fr.ria.ru/business/20141201/203124537.html* "

2- " *Nos dirigeants font une erreur énorme en fermant la porte à la Russie, ils font une fixette sur Poutine, ils sont en train de faire basculer ce pays vers des alliance orientales alors que cela aurait pu être un facteur de croissance, d'échanges économique. C'est un grand pays qui a inventé son propre alphabet comme les chinois et les arabes.*"

3- " *Le pétrole et le gaz qui rapportent 50% des recettes budgétaires, baisse du prix compensée par la baisse du rouble, ne représentent que17% du PIB. La Russie, 2eme exportateur mondial de blé, importait 30% des produits ciblés par les contre-sanctions surtout de l'UE*"

2- La chute du pétrole renfloue le portefeuille des ménages et entreprises - AFP

Avec la dégringolade des prix du pétrole, les consommateurs français regagnent du pouvoir d'achat et les entreprises commencent à rebâtir des marges, une tendance qui profitera à l'économie hexagonale, surtout si elle s'installe dans la durée.

Si les pays producteurs pleurent, d'autres rient, comme la France qui avait dépensé 87 milliards d'euros en importations énergétiques en 2013, dont 51 milliards en hydrocarbures, selon l'institut Coe-Rexecode.

Grâce au repli du brut, la facture sera réduite "*au minimum de 5 milliards d'euros*" cette année, "et de 3,7 milliards pour les seules importations d'hydrocarbures", précise-t-il.

"*Les automobilistes sont clairement dans les gagnants*", assure le président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip), Jean-Louis Schilansky.

Le gazole, qui représente plus de 80% des volumes vendus, a perdu 12,5 centimes depuis le début de l'année, atteignant la semaine dernière son niveau le plus bas depuis début décembre 2010. Pour un plein de 50 litres, cela représente une économie d'environ 6,3 euros.

Le constat vaut aussi pour l'essence sans plomb. Et ce n'est pas fini: les prix à la pompe continueront de reculer, le récent plongeon du brut n'ayant pas encore été totalement intégré.

"*D'ici six à huit jours, le prix moyen du gazole en France devrait être sous la barre symbolique de 1,20 euro le litre*", prédit le site de comparaison des prix Carbeo.com.

La baisse serait plus marquée encore sans la dévalorisation de l'euro, qui rend un peu plus chers les achats de barils libellés en dollars, et surtout sans le poids des taxes, qui représentent 52% du prix du gazole et 60% de celui de l'essence.

Insensible à la volatilité de l'or noir, la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) augmentera le 1er janvier de 2 centimes/litre pour le gazole, en sus d'une nouvelle "taxe carbone" sur les carburants.

"*Mais il n'y a pas que les automobilistes. Les ménages se chauffant au fioul verront leur facture baisser considérablement et, plus généralement, tous les acheteurs de produits pétroliers*", souligne M. Schilansky.

Selon la Fédération nationale des transports routiers, le gain sur l'année se chiffre à 320 millions d'euros. Pour les compagnies aériennes comme Air France-KLM, dont le kérosène est l'un des principaux postes de dépenses, une variation de quelques dollars sur le prix du baril peut faire basculer les résultats entre pertes et bénéfices.

Les utilisateurs de gaz en profiteront aussi, dans la mesure où les prix de cette énergie sont en partie indexés sur ceux du pétrole.

A elle seule, l'industrie (hors énergie) y gagnera 2 milliards d'euros, soit plus que les versements au titre de Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), mesure de relance phare du gouvernement, estime l'institut Coe-Rexecode.

La chimie en est le principal bénéficiaire alors que le baril moins cher devrait affecter les résultats financiers des compagnies pétrolières comme le géant Total au quatrième trimestre, selon l'agence de notation Fitch Ratings.

"*Les entreprises ont l'opportunité d'améliorer leurs marges*", explique Philippe Waechter, chef économiste chez Natixis AM, ce qui à terme pourra se traduire par de nouveaux investissements et des emplois.

Au rang des vainqueurs figure aussi l'Etat français, estime M. Waechter, même s'il perd dans un premier temps des recettes de TVA sur les carburants parallèlement à la réduction du déficit commercial.

"*Cette baisse du pétrole permettra aux entreprises et aux ménages de consacrer leurs dépenses à d'autres choses, ce qui dynamisera un peu l'économie française. In fine, les rentrées de TVA seront plus importantes*".

A la condition toutefois que la situation soit durable - de un an et demi à trois ans. "*Pour conditionner les comportements, il faut avoir le sentiment, comme lors du contre-choc pétrolier dans les années 1980, que le prix du baril va rester durablement faible.*" AFP 02.12

En complément

- Ile-de-France : des transports 3 % plus chers en 2015 - LePoint.fr

2- Grèce

- La Grèce a rejeté les dernières conditions de la "*troïka*" - Reuters

La Grèce a rejeté les demandes d'alourdissement de sa fiscalité et de baisse de revenus demandés par ses bailleurs de fonds internationaux, a annoncé mardi le Premier ministre Antonis Samaras mardi.

"*Alors que nous négocions notre dernière évaluation, nos créanciers ont fixé des conditions comprenant des hausses d'impôts et des baisses de revenus mais nous les avons rejetées*", a déclaré Antonis Samaras lors d'une conférence économique.

Il a ajouté que le gouvernement avait accepté en contrepartie quelques autres mesures, sans plus de détails.

Le gouvernement grec joue sa survie sur la sortie du plan d'aide international. Il espère qu'une sortie anticipée l'aidera à passer l'obstacle de l'élection présidentielle de février et lui épargnera des législatives anticipées. Reuters 02.12

Haut de page

Le 4 décembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 22 articles.

Trop fatigué pour causer.

Je compte sur votre soutien financier : No pain, no gain (Scorpion).

Un camarade m'a écrit hier qu'il aurait préféré un paiement par Internet plutôt que par chèque, pas sûr selon lui, j'ai du mal à comprendre, j'avais plutôt l'impression du contraire, mais bon, j'ai peut-être sauté un chapitre.

Pour les lecteurs qui sont aux Etats-Unis, en Chine, en Russie, en Ukraine ou ailleurs, un chèque en dollar fera l'affaire, éviter le rouble toutefois !

A ce propos, je vous confirme la censure qui existe sur Russia Today International, depuis que je l'ai évoquée dans une causerie, durant le peu de temps que je passe devant la télé, une heure le soir environ, je l'ai constatée à cinq reprises où étaient traités des sujets totalement différents, la situation à Fergusson, en Ukraine, le nucléaire iranien, la chute du rouble notamment.

Parole d'internaute et réflexion politique

Le contexte. Hawking : "*L'intelligence artificielle pourrait mettre fin à la race humaine*" - nouvelobs.com

Stephen Hawking est un astrophysicien britannique atteint de la maladie de Charcot, autrement appelée sclérose latérale amyotrophique ou SLA, il se déplace en fauteuil roulant et parle à l'aide d'un ordinateur. nouvelobs.com 03.12

A moins que ce ne soit l'incapacité de l'homo sapiens d'atteindre un niveau de conscience supérieur, particulièrement parmi ses couches privilégiées ou intellectuelles chez lesquelles l'instinct animal du primate élémentaire continue de dominer...

- "*Nous sommes arrivés à tellement de progrès que la liberté de chacun devient une menace sans parler de la perte d'emploi , même si le progrès apporterait d'autres sortes d'emploi , là aussi la liberté et les conditions de travail ont totalement changé, rapidité toujours plus vite = stress, sans parler de la nature des gens devenus eux-mêmes je trouve inhumaine avec les technologies. C'est trop et perso trop néfastes !*"

Nous qui nous coltinons quotidiennement l'actualité mondiale qui illustre à quel point la société et le monde sont pourris et cyniques, ajoutons qui s'enfoncent un peu plus chaque jour dans le chaos, la guerre et la barbarie, pourrions douter qu'il pourrait en être autrement un jour ou que le socialisme finirait par l'emporter.

Cela dit nous n'avons pas d'autre choix que continuer le combat pour le socialisme, nous devons continuer de croire que c'est possible de changer la société et le monde, dans le cas contraire il n'y aurait plus qu'à sombrer dans la dépression ou devenir aussi individualiste et pourri que les représentants du vieux monde capitaliste.

Les gens comme vous dites sont à l'image de la société et ses représentants, individualistes, égocentristes, magélalomanes, schizophrènes, hystériques, etc. d'où la nécessité de nous en débarrasser le plus tôt possible. En attendant, il va de soi que le train-train de la lutte de classes qu'il faut bien assurer pour défendre ce qu'il nous reste de droits et d'acquis ne suffit manifestement pas, surtout lorsqu'on va de défaite en défaite. Ce dernier point est capital, mais nos dirigeants ne veulent pas en entendre parler, ils sont bornés et eux-mêmes complètement sclérosés, ils vivent dans un autre monde qui n'existent plus ou n'a jamais existé, ils ne veulent pas voir qu'il en résulte une profonde démoralisation et un sentiment d'impuissance, et comme malgré tout il faut bien continuer à vivre et à penser, les gens une fois affaiblis et désarmés pour affronter la dure réalité se laissent aller à adopter l'idéologie dominante, comment pourrait-il en être autrement puisqu'on ne veut pas mener aussi le combat sur ce terrain-là qu'on cède à la réaction.

Comment voudriez-vous que les masses puissent résister sur le plan idéologique, dès lors qu'elles sont si affaiblies et vulnérables, qui plus est abandonnées à leur triste sort. Si nous parvenons à résister, c'est parce que nous sommes armés théoriquement et politiquement, dans le cas contraire nous capitulerions ou nous nous accommoderions de cette société infâme. On l'a répété mille fois, en vain, on nous oppose que mener le combat sur ce terrain-là, idéologique et psychologique, ne correspond pas à la définition ou à la conception de la lutte de classe du marxisme, que ce serait prendre les problèmes à l'envers ou mal les poser

ou que ce serait parfaitement inutile, nous sommes absolument convaincus du contraire et nous estimons que ces arguments ne tiennent pas et sont de mauvaise foi au regard de la manière dont les marxistes abordaient les masses autrefois qui étaient cent fois plus incultes qu'aujourd'hui, bien que leur niveau de conscience n'a pas évolué à l'arrivée.

En l'absence de révolution à brève échéance, on a eu la possibilité pendant de longues décennies d'aider les masses à élever leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société, mais nos dirigeants ont jugé péremptoirement que ce n'était pas une priorité, que cela ne servirait à rien, qu'ils aillent donc demander aux Grecs à quoi a pu servir leur politique dans la situation où ils se retrouvent, on est certain qu'ils en arriveront à cette conclusion, et puis au regard de leurs propres résultats en France ou de la situation dans laquelle nous sommes, on se demande bien quel résultat tangible ils pourraient revendiquer pour justifier leur politique et leur conception des rapports avec les masses.

Nous, nous estimons qu'il faut apporter des réponses aux questions que se posent les travailleurs quel que soit l'angle sous lequel ils abordent la situation, la société ou leurs expériences personnelles. Et vous remarquerez que la manière dont on les traite n'a rien d'existentialiste ou n'aboutit pas dans une impasse, à s'enfermer dans je ne sais quelle réflexion ou système phylosophique ou métaphysique, chaque fois en remontant le fil qui relie leurs questions à la société on en arrive à l'origine des problèmes qu'ils soulèvent qui nous amène sur le plan politique, non pas qu'on le rechercherait à tous prix ou que nous nous livrerions à une propagande qui tiendrait du prosélytisme ou de l'endoctrinement, mais tout simplement parce que c'est ainsi que fonctionne dialectiquement la société, qu'elle est structurée qu'on le veuille ou non.

Les masses n'en ont pas conscience. La personne qui se sent mal dans sa peau au point d'aller consulter un psychothérapeute, n'en aurait pas besoin si elle avait accès à nos analyses, car elle serait capable de s'analyser elle-même. Notre méthode d'analyse qui nous sert à interpréter la société et son évolution pourrait l'aider, alors que votre conception de la lutte des classes en est incapables. Il faut bien admettre qu'il y a davantage de travailleurs qui se posent une multitude de questions telles que nous les abordons ici, et qui sont parfairement capables de saisir notre discours, plutôt que le vôtre qui se cantonnent à des questions purement politiques et qui ne leur fournit pas la méthode pour ananlyser leurs propres expériences de la société, qui ne leur sert à rien dans la vie quotidienne, qui plus est, c'est à eux de progresser et non à nous de leur dire comment ils devraient penser ou agir.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes a conclu Marx de ses travaux. Mais on n'en a pas compris la portée ou la signification profonde, puisqu'on refuse d'admettre que c'est dès aujourd'hui que chaque travailleur doit s'ateler à cette tâche s'il veut un jour en arriver au bout et se libérer des chaines de l'exploitation et de l'oppression, que ce ne peut être que le produit d'un long murissement, d'un processus parvenu à maturité, qui plus est de nos jours où le capitalisme a développé d'autres puissants outils (de communication, de divertissement) pour l'entraver et l'empêcher de se libérer de ses chaînes.

On n'a jamais prétendu qu'un processus intellectuel ou théorique suffirait à atteindre cet objectif ou que des idées pourraient changer le monde, ce qu'on explique, c'est que la combinaison du combat pratique sur le terrain de la lutte des classes, la nécessité de s'organiser, et l'acquisition d'une méthode pour interpréter chaque expérience au cours de la vie pour en tirer des enseignements et élever son niveau de conscience, méthode que chaque travailleur doit se forger librement à partir des éléments ou des clés qu'on lui fournis, seule cette combinaison peut permettre de venir à bout de tous les obstacles qui nous empêchent d'aller de l'avant pour finalement atteindre notre objectif.

Dans le cas contraire, tout le bénéfice qu'on aurait été en droit d'attendre de notre expérience de la lutte des classes sera hypothéqué ou réduit à néant. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'une fois la lutte terminée la pression de la société (ou des idées de la classe dominante) pesant sur chaque travailleur qui avait été en quelque sorte contrariée le temps de la mobilisation, redevient insupportable sur ses épaules, au point qu'il ne tirera aucun profit ou enseignement de cette expérience qui ne l'aura finalement pas aidé à faire progresser son niveau de conscience.

On pourrait ajouter et ainsi de suite, car c'est ainsi que des millions de travailleurs au cours des 3 ou 5 décennies antérieures ont participé à une multitude de luttes sans jamais progresser d'un iota, ce qui était normal en l'absence d'un parti qui les aurait aidés à intégrer ces expériences dans leur existence, au lieu de cela elles demeureront des parenthèses qui se seront refermées aussi vite qu'elles s'étaient ouvertes et dont le souvenir s'estompera au fil du temps. Voyez ce qu'il en reste aujourd'hui : Rien !

Vous avez vu d'où nous sommes parti et où nous en sommes arrivé. Tout cela a été rédigé d'une traite sans brouillon ou sans savoir où cela nous mènerait. C'est cohérent ou cela vous semble farfelu ?

Tenez à propos de primates arriérés «***très proches***»

Bachar al-Assad juge les cotes de popularité de Hollande et Daech «*très proches*» - LeParisien.fr

N'estimez pas à la hâte que cette comparaison serait osée ou exagérée, la suite prouve que Hollande le mérite bien.

Vidéo. Le pape qui était en visite en Turquie le 30 novembre dernier n'était pas informé.

Turkey: IS Supply Channels - 27 nov. 2014 - Deutsche Welle (English)
https://www.youtube.com/watch?v=akbfplUcjLU

Turkey: IS Supply Channels

The radical Islamist group Islamic State (IS) is growing steadily. It now pays salaries to thousands of troops and has state-of-the-art weapons at its disposal. It has declared a caliphate stretching across parts of Syria and Iraq. Against a backdrop of cross-border trade with Turkish goods, it is now seeking to control border crossing points to Turkey.

Every day sees trucks laden with food, clothing and other items crossing the border from Turkey. They're unloaded on the other side; it is unclear who exactly is picking up the goods. The haulers believe most of the cargo is going to the IS. This year alone, goods worth around $1 billion were legally exported from Turkey to Syria. Moreover, oil, weapons and soldiers are being smuggled over the border. Kurdish volunteers are now patrolling the area in a bid to stem the IS's supplies.

http://www.dw.de/focus-on-europe-spotlight-on-people-2014-11-26/e-18040947-9798

Traduction.

La Turquie soutient l'Etat islamique.

Le groupe islamiste radical Etat islamique (IS) est en croissance constante. Il paie maintenant les salaires à des milliers de soldats et dispose d'un arsenal militaire digne d'un Etat à sa disposition. Il a déclaré un califat qui s'étend des deux côtés de la frontière entre la Syrie et l'Irak. Dans un contexte de commerce transfrontalier avec les marchandises turques, il cherche maintenant à contrôler les points de passage de la frontière à la Turquie.

Chaque jour voit des camions chargés de nourriture, de vêtements et d'autres articles traverser la frontière de la Turquie. Ils sont déchargés de l'autre côté; on ne sait pas exactement à qui sont destinées les marchandises. Les transporteurs estiment que la plupart du fret va à l'IS. Cette année seulement, des marchandises d'une valeur d'environ 1 milliard de dollars ont été légalement exportées de Turquie vers la Syrie. En outre, le pétrole, les armes et les soldats passent en contrebande la frontière. Des bénévoles kurdes patrouillent la zone dans le but d'endiguer les fournitures de l'IS.

Et Hollande qui prétend être sur la même position qu'Erdogan, le parrain des barbares d'EI, le bourreau des peuples irakien et syrien. Ce serait dommage de ménager Hollande au moment même où un important média reconnaît que la Turquie est complice d'EI.

Hier soir, j'ai eu l'occasion de voir une partie (30 minutes) de ce reportage de la Deutsche Welle.

L'UE et l'Allemagne, la France, soutiennent la Turquie et sont soit-disant engagés dans la guerre contre l'Emirat islamique...
Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas. Souvenez-vous que pendant les deux guerres mondiales au XXe siècles, les banquiers et industriels ont fourni les deux camps histoire de tirer profit des deux camps pour ne pas en perdre une miette.

Là les occidentaux soutiennent la Turquie et EI dans l'espoir que les Américains vont se raviser et se décider à attaquer la Syrie d'Assad. Et ils bombardent EI histoire de faire tourner l'économie d'armement qui se transforme en économie de guerre, il faut bien que le matériel de guerre et les armes servent à quelque chose, sinon comment justifier des dépenses militaires alors qu'ils coupent dans tous les budgets sociaux ?

Vidéo. Palestine occupée.

Mads Gilbert : À Gaza Israël pratique le terrorisme d'État - 29.11. 2014
https://www.youtube.com/watch?v=-wWLB3Av98A

Que s'est-il passé durant l'attaque massive de Gaza par les forces israéliennes l'été dernier ? Le médecin norvégien Mads Gilbert était sur place pour apporter son aide au personnel médical de l'hôpital al-Shifa. Dans cette interview de 10 min par le journaliste et réalisateur Truls Lie du Monde Diplomatique (Édition scandinave), le Dr Gilbert raconte ces attaques dont il a été témoin, explique ce que signifie être traité de "*terroriste*", parle des gens qu'il a rencontrés à l'hôpital al-Shifa, et explique en quoi la paix pour tous doit commencer avant tout par la fin de l'occupation israélienne et de l'oppression du peuple palestinien, et par la levée du siège de Gaza. A noter que le Dr Mads Gilbert s'est vu récemment interdire par Israël l'entrée en Palestine.

Etats-Unis. Assassinat. Impunité. Etat policier, raciste.

Pas d'inculpation pour un policier blanc dans la mort d'un homme noir à New York - 20minutes.fr

Ferguson, Cleveland et New York. Trois fais divers aux circonstances très différentes, mais trois conclusion identiques: un policier blanc tue un homme noir. Et comme à Ferguson, l'officier new-yorkais impliqué n'a pas été inculpé par un grand jury populaire, mercredi, une décision qui a provoqué des manifestations dans la plus grande ville américaine. Pour calmer le jeu, le ministre américain de la Justice Eric Holder a annoncé l'ouverture d'une enquête fédérale sur une éventuelle violation des droits civiques.

Soupçonné de vente illégale de cigarettes, Eric Garner, 43 ans, est plaqué par plusieurs policiers blancs le 17 juillet. L'officier Daniel Pantaleo le prend notamment par le coup pour l'immobiliser au sol. Obèse et asthmatique, Garner répète à sept reprises «*Je ne peux pas respirer*» avant de perdre connaissance. Il est déclaré mort après son transfert à l'hôpital.

Le procureur de Staten Island Daniel Donovan a expliqué mercredi qu'«*après délibération sur les éléments de l'enquête qui lui a été présentée, le grand jury a trouvé qu'il n'y avait pas de cause raisonnable de voter pour une inculpation*» de Daniel Pantaleo. Le policier a expliqué qu'il «*n'avait jamais eu l'intention de faire du mal à qui que ce soit*» et qu'il avait employé une technique enseignée lors de sa formation.

Officiellement, les immobilisation asphyxiantes (chokehold) sont pourtant interdites à New York. 20minutes.fr 03.12

Journalistes aux ordres = réfexion d'une stupidité accablante. Les banksters jouissent de l'impunité, les policiers criminels aussi, l'ordre impérial règne voilà tout.

Pétrole. Leur principale cible annoncée : Le Venezuela.

- La chute du pétrole, une menace pour les producteurs les plus fragiles - AFP

Ils ont du pétrole, mais pas les finances des pays du Golfe pour résister à une chute des cours : Venezuela, Nigeria, Russie et Iran sont les parents pauvres de la production de brut, fragilisés dès que les prix baissent.

La décision de l'Opep "*augmente les risques de troubles dans les pays membres qui n'ont pas les réserves financières nécessaires pour résister à cette guerre des prix*", observe James Williams, économiste spécialisé dans l'énergie chez WRTG Economics, et "*c'est clairement un désastre pour le Venezuela*".

"*Les exportateurs de pétrole comme le Venezuela et le Nigeria ont besoin d'un cours supérieur à 100 dollars par baril pour que leur budget national soit équilibré*", précise la maison de courtage Xzarnikov.

Mais le baril, à Londres comme à New York, est passé sous les 70 dollars.

Le Venezuela, perçu comme le plus fragile des producteurs de pétrole, a annoncé dès vendredi des coupes budgétaires.

Même s'il abrite les plus importantes réserves de brut au monde, ses finances sont en piteux état car il dépend fortement de ses revenus pétroliers, qui apportent 96% de ses devises.

"*La chute des prix du pétrole rapproche encore plus le Venezuela du défaut de paiement*", juge David Rees, analyste de Capital Economics, car "*le gouvernement n'a pas d'économies provenant du boom des prix du pétrole dans la dernière décennie*".

Même inquiétude de la part d'Oliver Jacob, analyste chez Pétromatrix : "*Venezuela est le plus faible maillon de la chaîne et les possibilités de désordre civil dans ce pays en 2015 augmentent*". (Surtout quand la CIA les crée ou les encourage. - ndlr)

"*J'ai l'impression qu'il va y avoir plus de conflictivité sociale, car il y aura plus de récession, plus d'inflation, plus de pénurie*", renchérit José Guerra, ancien cadre de la Banque centrale du Venezuela. AFP 03.12

ACTUALITE EN TITRES

Confiance dans la chaos et la guerre.

- Confiante dans l'économie américaine, Wall Street bat de nouveaux records - AFP

Wall Street a emmené ses indices Dow Jones et S&P 500 à des nouveaux records mercredi, accueillant avec enthousiasme

un rapport de conjoncture optimiste sur l'économie américaine. AFP 03.12

Tout s'achète chez eux.

- Sarkozy marque d'un geste financier le processus de paix à l'UMP - Reuters

- UMP: Juppé dit avoir eu une "*bonne rencontre*" avec Sarkozy - AFP

Pénibles les patrons, non, insupportables. Supprimons-les pour les soulager !

- Les patrons contre le compte pénibilité - Francetv info

Non mais alors !

- Comment Sarkozy s'est renfloué avant de prendre l'UMP - Le Huffington Post

- Cameron creuse le déficit britannique à cinq mois des élections - Reuters

Les caisses sont vides... sauf pour la guerre.

- Forte hausse des tarifs de fourrière au 1er janvier à Paris - L'Express.fr

- 1200 euros d'amende requis contre le prêtre qui accueille des demandeurs d'asile - LeFigaro.fr

Résistance passive

- La SNCF prévoit une grève très suivie des contrôleurs dès jeudi soir - Liberation.fr

- Education prioritaire : plus de 500 enseignants, parents et élus manifestent à Melun - LeParisien.fr

Intox

- 2014, peut-être l'année la plus chaude jamais enregistrée - Reuters

Et avant ?

- Ebola: aide de la Banque mondiale pour le redressement économique de la Sierra Leone - AFP

Sordide !

- Londres veut taxer les "*profits détournés*" des multinationales - Reuters

Populisme... avec l'extrême droite en embuscade.

Déception atlantiste.

- Pas de contrôle du flux des capitaux prévu en Russie - Reuters

L'Empire contre-attaque : Chine, Turquie...

- Washington tance Pékin sur Hongkong - Liberation.fr

- En Turquie, l'exécutif pèse lourd sur la justice - Liberation.fr La Turquie et la Chine épinglées par Transparency International - Reuters

- La corruption s'aggrave en Chine et en Turquie - AFP

Propagande. Conditionnement et lobbying du complexe militaro-industriel. Ou comment ceci explique cela.

- L'EI "*en train d'être stoppé*", mais le combat va durer "*des années*" - AFP

- Daesh a installé des camps d'entraînement en Libye - 20minutes.fr

Le phénomène est surveillé par l'armée américaine, qui le qualifie de «très petit et naissant». 20minutes.fr 03.12

Notez bien qu'ils le "*surveillent*" et n'entendent pas le détruire, ce serait trop facile.

- Proche-Orient: le retour de l'affrontement religieux? - AFP

C'est l'axe de leur propagande au Moyen-Orient pour que les peuples s'entretuent. C'est plus pratique et discret que devoir les éliminer en intervenant militairement.

- Le Pentagone obtient une rallonge d'urgence pour mener la guerre contre l'EI - LeFigaro.fr

Mardi dans la soirée, les négociateurs parlementaires ont affirmé être parvenus à un accord permettant d'envisager un vote favorable d'ici à vendredi à la Chambre des représentants, avant son examen par le Sénat. L'enveloppe globale allouée au Pentagone pour 2015 passerait alors de 502 à 584 milliards de dollars, dont 63,7 milliards pour toutes les opérations extérieures. LeFigaro.fr 03.12

- Italie: Renzi fait passer sa réforme du marché du travail - Lexpress.fr

- L'Ukraine veut isoler les séparatistes de l'Est en construisant un "*mur*" - Francetv info

- L'épidémie d'Ebola progresse vite en Sierra Leone, selon l'OMS - Reuters

Cobayes. Guerre virale. Normal, ils l'ont dopé, le résultat est conforme à leurs attentes.

ACTUALITÉ DU JOUR

La tache.

- Hollande éclaboussé à nouveau par une démission d'un proche - AFP

Un proche de François Hollande, impliqué dans une affaire judiciaire, a été contraint mercredi à la démission, entachant une nouvelle fois une présidence socialiste ayant déjà eu des soucis avec plusieurs conseillers ou ministres indélicats.

Méditerranéen, affable au visage rond et souriant, Faouzi Lamdaoui, 52 ans, fait partie du petit cercle d'amis restés fidèles à François Hollande, y compris pendant sa longue traversée du désert avant son élection en 2012.

Il a démissionné "*pour se défendre suite à sa citation*" devant un tribunal correctionnel "*pour des faits remontant à 2007-2008*", a précisé l'Elysée dans un communiqué.

Cette nouvelle affaire intervient deux semaines après la démission d'un autre proche de François Hollande, le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants Kader Arif, soupçonné de favoritisme dans un dossier d'attribution de marchés publics.

Ancien chef de cabinet de M. Hollande pendant sa campagne présidentielle, M. Lamdaoui était depuis mai 2012 conseiller du président pour les questions d'égalité et de diversité en France.

M. Lamdaoui a été cité à comparaître devant un tribunal pour "*abus de biens sociaux*", "*blanchiment d'abus de biens sociaux*" et "*faux et usage de faux*". Cette citation fait suite à une enquête ouverte en janvier 2013 sur une société de transport, appelée Alpha Distributions, dont M. Lamdaoui, présenté comme l'un de ses salariés, était en fait son gérant, selon les enquêteurs.

M. Lamdaoui est soupçonné d'avoir perçu en 2007 et 2008 d'Alpha Distributions une rémunération supérieure à celle qu'il a déclarée.

Dans le cas de Faouzi Lamdaoui, la séparation est particulièrement douloureuse pour le chef de l'Etat. Son départ marque la fin d'une époque, estime-t-on nostalgique dans l'entourage du chef de l'Etat.

Les journalistes qui suivaient en 2011 le candidat Hollande se souviennent des départs au petit matin orchestrés par ce fidèle qui savait se transformer en homme à tout faire, aux petits soins pour son candidat, jusqu'à rectifier au dernier moment une mèche rebelle ou un costume froissé.

Le départ de Lamdaoui est "*douloureux*", confirme un autre fidèle du président qui, selon lui, éprouvait sans nul doute "*de la reconnaissance*" pour ce fidèle lieutenant qui n'avait jamais rechigné à se charger de "*tâches ingrates*".

En arrivant au pouvoir en 2012, François Hollande avait promis une présidence exemplaire. Les multiples démissions de proches, ajoutées à sa séparation en janvier d'avec Valérie Trierweiler et le déballage de sa vie privée qui avait suivi, ont fortement mis à mal cet engagement.

En complément.

- Aquilino Morelle prépare un livre sur Hollande et "*ça peut saigner*" - L'Express.fr

Fidèle à lui-même, le PS peut en dire autant..

- Manuel Valls veut recoller les morceaux avec la gauche - lefigaro.fr

Fini, le «*haut-le-cœur fiscal*», les «*j'aime l'entreprise*» ou «*my government is pro-business*». Désormais, Manuel Valls loue le «*caractère citoyen*» de l'impôt et tance le patronat, qu'il veut voir «*à la hauteur de ses responsabilités*».

Depuis quelques jours, le premier ministre fait sa mue. Tout se passe comme s'il souhaitait se gauchiser, revenir au centre du jeu, de son parti et de la gauche. C'est une véritable opération reconquête qu'il vient de lancer.

Mercredi soir dans les locaux de la questure de l'Assemblée nationale où, selon les participants, «*plus de 80 parlementaires*» socialistes étaient présents à un apéritif «*amical*» autour de lui. Au cours de la rencontre, le premier ministre a plaidé pour «*le rassemblement*» et a invité les parlementaires PS à «*maintenir la discussion avec tout le monde, les radicaux, les Verts, les communistes*».

Face à «*la profondeur de la crise*» et à «*l'augmentation de la pauvreté*», Valls a demandé aux participants de rester «*offensifs*». «*Si la gauche fait des réformes difficiles, c'est pour réduire les inégalités*», a-t-il affirmé, invitant chacun à ne pas «*se laisser impressionner par la droite et l'extrême droite*».

Dimanche soir, il sera aussi l'invité du JT de France 2 pour une longue interview. «*L'idée, ce n'est pas de faire des annonces mais de la pédagogie, explique un conseiller. Il y a chez les Français une attente d'explication comme l'a démontré l'audience qu'a réalisée le président lors du son émission du 6 novembre*.» Préalablement, à l'heure du déjeuner, un long reportage aura été diffusé sur la même chaîne. Fera-t-il la part belle à Valls? «*Nous ne savons pas», répond-on à Matignon en parlant d'«un documentaire qui pourrait être consacré à la gauche*». Mercredi, enfin, Valls inaugurera un cycle de conférences consacré à l'égalité à la Fondation Jaurès.

Fragilisé dans son propre camp, en tension à l'approche des élections de 2015, qui seront au mieux mauvaises au pire catastrophiques pour la gauche (...) Valls devait reprendre la main, «*rester accroché au wagon*», selon un élu. Car il n'est pas question pour lui de quitter Matignon. À ses yeux, ce serait «*une désertion*». «*Je m'inscris dans la durée*», a-t-il dit aux parlementaires mercredi soir. «*Je suis fidèle au président, à la gauche et aux socialistes*», a-t-il ajouté. Valls veut recoller les morceaux.

Depuis qu'il a été nommé à Matignon pour mettre en œuvre les «*réformes structurelles*» - pacte de responsabilité, réforme territoriale, etc. - et imposer une diminution de 50 milliards des dépenses publiques, il n'a fait que s'éloigner du point d'équilibre du parti que tente d'incarner le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis.

Certes, des textes sensibles ont été votés ou sont sur le point de l'être. Ce qui est en soi une forme d'exploit tant la majorité est fracturée. «*Avec Ayrault, sur la réforme territoriale, on y serait encore, soupire un socialiste. Avec Valls, malgré l'opposition des frondeurs, les budgets ont été votés à l'Assemblée*.» Mais les coups de menton du premier ministre ont laissé des traces dans les rangs socialistes, bien au-delà des frondeurs.

Valls a-t-il conscience des dégâts qu'il a causés dans sa famille politique? Sans aucun doute. «*Il n'a parlé à personne de cette interview après sa parution. C'est un indicateur*», estime un grand dirigeant socialiste. Il ajoute: «*Je pense qu'après l'épisode*

de L'Obs, Hollande lui a dit qu'il n'était pas dans son rôle.» Qu'il soit présidentiel ou non, le message semble être passé. Valls veut retrouver sa place. Celle qu'il avait en août 2012, à La Rochelle, lors de l'université d'été du PS, quand il trônait en majesté, au milieu de la tribune sur laquelle les hollandais avaient pris place. «*Je vous avais bien dit que j'étais au centre*», confiait alors dans un sourire le nouveau ministre de l'Intérieur, qui avait conduit Hollande à la victoire. L'enfant terrible du parti se sentait alors pleinement adopté par les siens. Le lien s'est fissuré. Il lui faut le reconstruire. lefigaro.fr 03.12

Avec la gamelle au bout en 2015, comme c'est ce qui les motive au PS, cela devrait s'arranger, aucun dirigeant ou élu important du PS n'a démissionné depuis juin 2012. On ne devient pas maire d'une grande ville, député ou sénateur d'un parti consacré à la préservation du régime sans l'assumer et avoir fait la démontration qu'on en était un fidèle serviteur.

On pourrait se contenter aujourd'hui du commentaire de cet abonné du Figaro qui résume bien le rôle imparti à Valls :

- "*Le problème de Valls n'est pas de se repositionner à gauche ou au centre. Son problème réside dans l'obligation qui lui est faite par l'Europe et dont il s'accommode mieux que quiconque, à savoir appliquer une politique néolibérale articulée autour de plans d'austérité de plus en plus violents dont le but n'est pas une illusoire relance qui profiterait aux peuples d'Europe, mais un appauvrissement du monde salarial au profit de grands groupes financiers et multinationaux, lesquels ont pour ambition de déposséder les états de toutes les prérogatives qui en font leurs richesses : éducation, énergie, transports, police, justice et même armée.*

Un exemple est ce traité de libre échange transatlantique entre l'Europe et les Etats-Unis, traité qui mettra le droit des multinationales au dessus du droit des États ! ce traité porte d'ailleurs le doux nom incompréhensible de TAFTA (Transatlantic Free Trade Area) pour ne pas alerter dangereusement ce qui nous reste d'esprit critique et de conscience politique, tous bords confondus."

Un aveu. On savait que leur fronde ne ferait pas de mal à un banquier.

- Jérôme Guedj : «*M. Macron, bienvenue chez les frondeurs !*» - LeParisien.fr

En famille le dimanche. Non pas vous vendeuses, caissières, étalagistes, manutentionnaires, chefs de rayon...

- Travail dominical : la gauche parisienne se met d'accord - lepoint.fr

Le PS parisien et ses alliés Verts et communistes se sont mis d'accord mercredi sur un élargissement a minima du travail dominical dans la capitale. Une décision qui laisse augurer un nouveau bras de fer entre la mairie et le gouvernement, a-t-on appris auprès de plusieurs membres de la majorité municipale.

Nouvelles zones touristiques à Paris : seule est évoquée une extension de la zone Francs-Bourgeois (4e).

Passage de 5 à 12 dimanches pouvant être ouverts chaque année sur autorisation du maire : il ne devrait être question que d'une augmentation de "*quelques unités*".

L'ouverture des commerces dans les gares serait soumise à des "*conditions strictes*", et notamment à la réalisation d'études préalables. lepoint.fr 03.12

Vous irez voter en 2015 pour ces agents du capital, PS, EELV, PCF ? Ce n'est pas le PG de Mélenchon qui envisageait sérieusement de s'allier avec EELV en plus du PCF lors de ces élections ? Vous avez déjà un avant-goût de leur VIe République. La nausée.

Effet d'annonce. Imposture. Collusion du pouvoir politique et des multinationales.

- Londres veut taxer les "*profits détournés*" des multinationales - Reuters

Le gouvernement britannique a annoncé mercredi une nouvelle taxe de 25% sur les multinationales qui cherchent actuellement à échapper à l'impôt avec des montages fiscaux complexes.

(En réalité sur les bénéfices en partant du taux d'imposition existant, et comme il est très bas la "*nouvelle taxe*" qu'auront à payer les multinationales sera insignifiantes pour elles. La suite le confirme. - ndlr)

"*Aujourd'hui j'introduis une taxe de 25% sur les bénéfices générés par les multinationales sur leur activité réalisée ici au Royaume-Uni et qu'elles font sortir artificiellement du pays*", a annoncé le ministre des Finances George Osborne, sans plus de détails sur

les contours précis de cette taxe.

Il s'exprimait lors de son traditionnel discours d'automne sur le budget et l'économie.

"*Mon message est cohérent et clair: des impôts bas mais des impôts qui seront payés*", a ajouté le chancelier de l'Echiquier, dans un discours important à moins de six mois des prochaines élections.

(Des "*impôts bas*", c'est un euphémisme inventé à Washington. - ndlr)

La nouvelle taxe doit rapporter 1 milliard de livres (environ 1,26 milliards d'euros) sur cinq ans, un apport bienvenu bien que modeste à l'heure où le gouvernement britannique peine à atteindre ses objectifs de réduction du déficit.

(1,26 milliards d'euros divisés par 5 cela donne 252 millions d'euros par an divisés par le nombre de multinationales cela donne quoi à l'arrivée, quelques millions d'euros chacune, une broutille quoi. Un exemple.

Entre 2006 et 2011, Google a enregistré un chiffre d'affaires de 18 milliards de dollars (14 milliards d'euros) au Royaume-Uni et y a payé 16 millions de dollars d'impôts. (lemonde.fr 16.05.2013) En estimant les bénéfices de Google sur la même période avant impôt à 10%, puis à 5% du chiffre d'affaires, cela donne 1,8 milliard ou 900 millions d'euros, 18 millions de dollars d'impôts correspondrait donc à un taux d'imposition de 1% ou 0,5%, Google a payé 16 millions de dollars d'impôts, soit un taux d'imposition ridiculement bas proche ou inférieur à 1% ou ceux pratiqués par les paradis fiscaux, ajoutons à cet impôt exorbitant les 25% de la "*nouvelle taxe*" concoctée par le ministre des Finances britannique George Osborne, cela donnera 4 millions d'euros d'impôt suplémentaire sur 5 ans, une somme gigantesque ! On passe les salaires tout aussi monstrueux que les dirigeants s'attribuent qui ne sont pas comptés ici.

J'ai trouvé un autre élément fourni par un internaute suite à un aticle de la Tribune de Genève :

- " *Nouvelle intéressante: Facebook France a optimisé sa fiscalité! Facebook a payé en 2012 seulement 191.133 euros d'impôt sur ses bénéfices en France, selon BFMTV, qui estime son chiffre d'affaires à 300 millions d'€ pour la même année. Une étude de Greenwich Consulting avait évalué à 21,2 millions d'€ l'impôt sur les sociétés qu'aurait dû payer Facebook en 2011 au lieu des 50.000 euros versés...*" Quand on compare les deux montants, on se dit qu'ils sont littéralement exonérés d'impôts ! - ndlr)

Rappel. Le ministre des Finances britannique George Osborne n'a pas participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2007 pour rien.- ndlr)

George Osborne a également annoncé un changement des règles sur la taxation des banques, ce qui devrait les conduire à devoir payer près de 4 milliards de livres supplémentaires sur 5 ans. Reuters 03.12

(Sur combien de centaines de milliards de livres ? Vaut mieux taire le chiffre, on comprend. - ndlr)

Selon les Suisses qui l'ont inventé, la Grande-Bretagne serait un paradis fiscal et leur damerait le pion :

- "*Les Britanniques ont adopté une politique d'imposition pour les sociétés internationales bien plus dynamique que celle des cantons de Genève et de Vaud, qui vont en payer le prix fort* " se plaignait la Tribune de Genève le 10 septembre 2013, autant dire que Londres est devenu officiellement un paradis fiscal.

En complément.

- Les paradis fiscaux, piliers du capitalisme. (Alternatives Economiques) (novembre 2006)
- États-Unis. Les multinationales se moquent bien de leur pays d'origine. (courrierinternational.com) (24.02.2011)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- Russie - Turquie

- Les dessus de la visite de Poutine à Ankara. - french.irib.ir

Outre certaines explications que le Président Poutine a voulu avoir avec son homologue turc surtout dans le dossier syrien, la visite éclaire du chef du Kremlin à Ankara a suivi d'autres objectifs : il est vrai que depuis l'échec du fameux "*printemps arabe*" déclenché par les USA au Moyen-Orient pour en changer la configuration, la région est sans cesse le théâtre de changement d'alliance qui se font et se défont au grès des intérêts des parties .

L'une des conséquences directes de l'échec américain dans ce projet de remodelage version Obama (- qui s'ajoute à la défaite du clan Bush) aura été un certain rapprochjement des alliés arabes traditionnels de Washington envers Moscou : on pense tout de suite à l'Arabie saoudite ou encore à la Jordanie ou encore à l'Egypte de Sissi qui multiplient les contrats d'armements avec la Russie. L'Irak semble aussi être devenu l'un des principaux clients des armements russes.

Pour Vojilslav Motozov , analyste russe, " *Poutine a visé un élargissement tous azimut de ses relations commerciales et économiques avec la Turquie au cours de sa visite à Ankara. Il ambitionne un volume d'échange de 100 milliards de dollars. C'est une opération effectivement économique mais aussi c'est une tentative de faire avancer le pion russe sur un échiquier moyen oriental et surtout turc traditionnellement placé sous l'influence des Etats-Unis. La Russie ne considère pas la Turquie comme un facteur de poids dans les équations géostratégiques au Moyen-Orient. Ce qui intéresse Poutine, c'est surtout les relations commerciales avec cet Etat, en ces temps de sanctions anti-russes. En effet cette visite tombe à point nommé dans la mesure où les divergences continuent à s'approfondir entre Ankara et Washington. Erdogan se démarque par des sorties de plus en plus anti américaines . Avec cette escale turque, Poutine inaugure en effet une présence russe dans la région du Moyen Orient.* "

Et l'analyste d'ajouter *" cela fait 4 ou 5 ans que la Turquie s'est laissée prise au piège tendu par les Etats Unis en Syrie, Etats Unis dont les politiques ont échoué au Moyen Orient car arc-boutées sur la volonté inébranlable du peuple syrien ou encore du peuple égyptien qui ne se résignent pas aux diktats des puissances occidentales. A l'heure qu'il est les Etats Unis sont en recule sur l'ensemble du monde arabe. Washington revoit ses politiques. Le département d'état vient d'ailleurs de mettre en garde la Russie contre tout contrat signé avec l'Iran dans le domaine d'une extension des centrales atomiques. Washington a menacé la Russie d'un renforcement des sanctions en cas d'accord avec l'Iran. Ces sanctions ou menaces de sanctions montrent une seule et même chose : la Russie est en train de faire face aux politiques des Etats-Unis au Moyen-Orient et pas à celles de la Turquie. La visite de Poutine en Turquie illustre ce que les analystes qualifient à raison l'avancée russe du nord vers la région du Moyen Orient. Il va de même de ses rencontres avec le président égyptien. Les relations de Moscou avec Le Caire symbolise une percée vers le sud. Dans ce contexte il est normal que les Américains se sentent en confrontation avec les Russes, non pas seulement en Ukraine mais aussi à l'échelle du Moyen-Orient et du nord de l'Afrique. En réalité, la Russie ne cherche jamais à attaquer. Elle considère une solide défense comme une bonne attaque. La Russie de Poutine a défié dans de nombreuses régions du monde la politique de l'Empire US et ce, de façon imprévue. Ces assauts politiques ont pris de court les Etats Unis* ". french.irib.ir 03.12

1.2- Russie - Arabie saoudite

- Syrie : Moscou met en garde Riyad. - french.irib.ir

Selon Al Manar de la Palestine, la Russie " *aurait exigé à l'Arabie saoudite de renoncer à sa politique actuelle en Syrue et à revoir ses priorités dans la région*". Le journal reprend les sources diplomatiques à Moscou qui soulignent les récentes rencontres entre les autorités saoudiennes et russes : " *Moscou aurait clairement demandé à Riyad de revoir ses politiques dans de nombreux dossiers et face à de nombreuses crises qui secouent la région du Moyen Orient avant qu'il ne soit trop tard.*"

Selon le journal, " *ce conseil russe intervient alors que les parties européennes ont eux aussi mis en garde Riyad contre un déconnexion totale vis à vis des réalités de la région , une région où Iran et Etats Unis continuent à dialoguer*". Ni en Israël ni aux Etats Unis, les décideurs n'ont aucune autre option vis à vis de Téhéran, ce que les Saoudiens devront prendre sérieusement en considération, auraient dit les européens aux saoudiens de leur côté. french.irib.ir 03.12

2- Suède

Il fait tellement bon vivre en Suède, que de plus en plus de Suédois penchent pour l'extrême droite. Curieux, non ? Ils n'ont pas dû tout nous dire.

- Suède: l'extrême droite provoque une crise et des élections anticipées. - AFP

Le gouvernement de gauche en Suède a annoncé mercredi les premières élections législatives anticipées depuis plus d'un demi-siècle, après avoir été torpillé par l'extrême droite qui veut changer une politique d'immigration qu'elle juge trop généreuse.

Centrée autour du budget 2015, la crise politique s'est dénouée très vite, coûtant le pouvoir à un gouvernement de coalition

entre sociaux-démocrates et Verts arrivé au pouvoir début octobre.

Mardi, les Démocrates de Suède (extrême droite) annonçaient qu'ils soutenaient le projet de budget de l'Alliance (centre-droit). Il était adopté le lendemain avec 182 voix, contre 153 à celui de l'exécutif.

Dans l'incapacité de gouverner, le Premier ministre social-démocrate Stefan Löfven a alors choisi l'issue la plus radicale à cette crise: une élection anticipée, la première en Suède depuis 1958.

"*Nous avons décidé d'organiser des législatives le 22 mars. Je ne prendrai pas l'initiative de nouvelles négociations*", a déclaré M. Löfven lors d'une conférence de presse au siège du gouvernement à Stockholm.

En pleine ascension électorale, les Démocrates de Suède, qui étaient devenus le troisième parti du pays aux législatives de septembre (12,9% des suffrages), se sont réjouis de cette décision.

"*Les Démocrates de Suède veulent que l'élection soit un référendum sur l'immigration*", a déclaré le président par intérim du parti Mattias Karlsson, cité par l'agence de presse TT.

C'est la première fois que la formation populiste a l'occasion d'exercer une pareille influence, ce qu'a déploré le Premier ministre.

Interrogés avant cette crise, entre le 4 et le 20 novembre, les Suédois étaient seulement 29% à juger positive l'action de l'exécutif, et 43% à penser que le centre-droit ferait mieux, selon un sondage paru mercredi. AFP 03.12

ECONOMIE

Monnaie.

- Poursuite de la hausse du dollar et volatilité en vue en 2015 - Reuters

Le calendrier de la hausse des taux directeurs aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne sera la principale cause de volatilité sur le marché des devises l'année prochaine, selon des stratégistes change interrogés par Reuters qui s'attendent à une poursuite de la hausse du dollar.

La faiblesse de la hausse des prix et des salaires aux Etats-Unis conjuguée à la chute des prix du pétrole a éloigné la perspective d'un premier relèvement de ses taux directeurs par la Réserve fédérale américaine qui avait été anticipé pour la mi-2015.

Cette incertitude sur le calendrier de la première hausse de taux par la Fed sera plus facteur de volatilité sur le marché des changes que les éventuels assouplissements monétaires que la Banque centrale européenne (BCE) ou la Banque du Japon (BoJ) pourraient mettre en oeuvre l'année prochaine, estime une majorité des 55 stratégistes interrogés cette semaine.

Les positions longues sur le dollar sont à un plus haut de six ans à la faveur d'une croissance solide et d'un chômage en repli aux Etats-Unis, montrent les dernières données publiées par la Commodities Futures Trading Commission (CFTC) américaine.

Le dollar s'est apprécié cette année parallèlement au ralentissement puis à l'arrêt de ses achats d'actifs par la Réserve fédérale tandis que l'euro et le yen ont subi le contrecoup d'anticipations de politiques monétaires durablement accommodantes de la BCE et de la BoJ.

"*La première partie (de 2015) sera dominée par un euro plus faible et la deuxième par un dollar plus fort*", a dit Soeren Hettler, stratégiste change de DZ Bank.

L'indice du dollar contre les devises des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis a progressé d'un peu plus de 11% depuis le début de cette année à 88,98 mercredi, au plus haut depuis mars 2009.

Il devrait atteindre 89,2 à la fin de cette année et 93,8 à la fin 2015, selon la médiane des prévisions des stratégistes interrogés.

Ils s'attendent à une baisse de plus de 4% de l'euro contre la devise américaine l'année prochaine par rapport au cours de 1,23 dollar pour un euro testé mercredi, qui représente une baisse de plus de 10% depuis le début de l'année.

La devise européenne devrait s'échanger à 1,22 dollar dans trois mois, 1,20 dollar dans six mois 1,18 dollar dans un an, d'après

leurs prévisions.

L'affaiblissement de la devise européenne devrait bénéficier à la croissance au sein de la zone euro en favorisant les exportations et soutenir l'inflation en renchérissant les importations alors que la hausse des prix est tombée à 0,3% en rythme annuel au mois de novembre, alimentant les craintes de déflation.

Trois des stratégistes change interrogés estiment toutefois que la faiblesse persistante des prix du pétrole est susceptible d'être la principale cause du regain attendu de volatilité sur les devises.

"*De nombreuses devises de pays producteurs de matières premières baisseront l'année prochaine, une poursuite de la baisse ou le maintien à des bas niveaux des cours du pétrole étant anticipés*", a prévenu Nordine Naam, stratégiste change de Natixis.

Le yen fera aussi les frais de la hausse du dollar selon les stratégistes interrogés qui anticipent que la devise nipponne s'échange à 120 yens pour un dollar dans six mois et 122,375 yens dans un an contre 119,28 yens mercredi, niveau qui correspond à une dépréciation de plus de 13% depuis le début de l'année.

Le livre sterling devrait s'échanger à 1,57 dollar dans un mois, 1,56 dollar dans trois mois et tomber à 1,54 dollar dans un an, selon les stratégistes interrogés, en raison des anticipations d'une hausse de taux directeurs par la Banque d'Angleterre postérieure à celle de la Fed.

L'enquête conduite avant la décision de politique monétaire de la banque centrale brésilienne fait ressortir des anticipations d'appréciation du real contre le dollar à 2,55 reais dans un mois et une évolution dans une fourchette étroite de 2,55 à 2,60 reais dans les 12 prochains mois.

La livre turque et le rand sud-africain devraient légèrement se déprécier l'année prochaine.

La devise russe pourrait s'apprécier légèrement à 48,5 roubles pour un dollar après une baisse spectaculaire cette année qui lui a fait perdre plus de la moitié de sa valeur sur fond de chute des prix du pétrole et de tensions entre Moscou et les pays occidentaux, du fait de la crise ukrainienne. Reuters 03.12

Pour faire passer le traité de libre-échange transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne, ils vont mettre le paquet ! C'est aussi une piste de réflexion car l'enjeu en vaut vraiment la chandelle... dont la mèche sera entièrement consumée une fois qu'il sera signé.

Haut de page

Le 5 décembre 2014

CAUSERIE

J'ai franchement du mal à le croire ou alors mes lecteurs seraient des pingres, cela ne colle pas avec leurs idées et l'idée que je m'en faisais, à moins qu'il y ait une méprise quelque part...

- Les Français très généreux en temps de crise - Francetv info 04.12

Cela dépend envers qui apparemment...

A quoi cela leur sert-il de s'enrichir dans de telles proportions ? Un exemple.

- Un milliardaire chinois s'offre le briquet le plus cher du monde - LeParisien.fr

Un demi-million d'euros ! L'heureux propriétaire de cette pièce unique au monde est l'extravagant homme d'affaires Stephen Hung. Collectionneur de briquets et de stylos Dupont, ce banquier chinois est aussi un grand amateur d'art français, et voue une admiration particulière à Louis XIII, Louis XIV et au château de Versailles.

«*Nous avons réfléchi ensemble avec mon client, et nous avons décidé d'intégrer sur ce briquet les codes de la royauté française, comme la couronne de France, la fleur de lys, le saphir cabochon*», explique Alain Crevet, président de la maison S. T. Dupont. Le briquet, précise-t-il, «*a été dessiné par la princesse Tania de Bourbon Parme - descendante directe de Louis XIV -*

qui est également designer de profession». LeParisien.fr 04.12

Ayons une pensée pour nos petits camarades chinois victimes du capitalisme débridé, dérégulé et mafieux. Souhaitons-leur de haïr le capitalisme autant que nous.

Le "***plafond***" du vieux monde n'est pas prêt de leur tomber sur leurs têtes, hélas !

Grille de lecture.

Plus on est de fous, plus on rit... à en mourir !

- Le « *Gangnam Style* » atteint le plafond de visionnage de YouTube - LeMonde.fr

Psy a dépassé YouTube. Son vidéoclip et sa chanson à succès « *Gangnam style* » ont contraint les ingénieurs de la plateforme de vidéo à revoir leurs plafonds de visionnages.

YouTube avait prévu un nombre maximum de consultations de 2 147 483 647. Le problème c'est que la vidéo du Sud-Coréen, déjà la plus regardée de la planète, s'approchait dangereusement de ce seuil, quatre ans après sa publication.

« *Nous ne pensions jamais que la vidéo pourrait être consultée autant que 'l'entier' de 32 octets* », a affirmé YouTube, propriété du moteur de recherche Google, dans un billet sur Google+, « *l'entier* » désignant ce seuil maximum. LeMonde.fr 04.12

En combattant contre l'ignorance sous toutes ses formes pour que l'humanité dépasse le stade du règne de la nécessité qui l'étrouffe désormais et atteigne le règne de la liberté, notre idéal incarne à la fois l'humaniste et le niveau de conscience le plus élevé que l'homme peut se donner d'atteindre.

Nous combattons quotidiennement l'ignorance et la médiocrité, nous ne versons ni dans le surperficiel, la démagogie, la vulgarité qui consistent à rabaisser l'homme au-dessous de la condition légitime à laquelle il a droit, tous les hommes, ou à le maintenir dans une condition inférieure qui finalement fait son malheur et le bonheur des nantis.

Le succès de cette vidéo est à mettre au compte de la classe dominante qui en a fait la promotion, qui flatte l'ignorance des masses qui sert ses desseins ou lui permet de se maintenir au pouvoir.

Elever le niveau de conscience des masses exploitées ne peut que contribuer à l'aider à développer toutes leurs facultés et capacités au point d'accéder à un niveau d'exigence en matière artististique ou culturel supérieur, de telle sorte qu'elles en arrivent à être insensibles à la médiocrité qu'on lui sert dans ces domaines pour la maintenir en état d'infériorité ou de servitude.

Il est vrai que nous avons une conception de l'art élitiste, où le génie ou la virtuosité alliés à l'esprit créatif de l'artiste l'emporte sur tous les autres critères que l'on considère secondaires ou inférieures. Nous le revendiquons.

Marx expliquait en substance que les prolétaires revendiquaient les mêmes droits que les bourgeois et qu'il était légitime qu'ils prétendent accéder au même mode de vie supérieur, autrement dit qu'il devait accéder au même bien-être et confort matériel, ainsi qu'au développement intellectuel, à la culture et aux arts qui incarnent la quintescence de la civilisation humaine, et qu'il n'y avait aucune raison qu'ils soient réservés à des privilégiés qui seuls seraient sensés pouvoir en jouir ou en goûter les plaisirs, comme si le peuple était trop rustre et condamné pour l'éternité à y demeurer insensible, alors que c'était seule l'état de servitude et d'ignorance dans lequel il était maintenu qui lui rendait inaccessible, ajoutons conformément aux rapports sociaux établis ou aux rapports de domination de classe qui devaient demeurés inchangés.

Confirmation ou un aveu de leur imposture.

- Après trois mois de frappes, l'EI a peu reculé sur le terrain - Reuters

- "*Daech n'est pas la cible des chasseurs de la Coalition*" - french.irib.ir

Les éléments terroristes de Daech ne sont pas dans le viseur des chasseurs de la Coalition internationale soi-disant antiterroriste, a indiqué le représentant de la Syrie auprès de l'ONU, Bachar Jaafari.

Il a souligné mercredi devant la presse au siège des Nations unies que les raids de la Coalition internationale contre les positions de Daech sont programmés. " *Les Etats-Unis ne visent pas les éléments de ce groupe terroriste qui circulent entre la Syrie et l'Irak*", a fait remarquer Bachar Jaafari.

Le président syrien, Bachar Assad, a pour sa part jugé inefficaces les raids aériens de la Coalition internationale anti-Daech pour éradiquer le terrorisme.

Il y a quelque temps, CNN a annoncé qu'avec l'intensification des raids aériens américains contre les positions de Daech en Syrie et en Irak, un nombre de civils ont été victimes de ces attaques. french.irib.ir 04.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole de sioniste. Aucune "***faveur***" ne sera accordée aux Palestiniens, selon un ministre de Netanyahu.

Grille de lecture.

- Quand on connaît leur conception du droit...

- Dans la même phrase, il nie le droit des Palestiniens à l'autodétermination en déclarant qu'ils ne bénéficieront pas d'un "*passe-droit*".

- Passe-droit : Faveur, grâce, privilège qu'on accorde à qqn contre le droit, le règlement (en général au détriment d'autrui).(Le Grand Robert)

- Cela signifie quoi ? Que le droit des sionistes l'emporte sur celui des Palestiniens.

- Le reste n'est que du baratin histoire de renvoyer la résolution de la question palestinienne aux calendes grecques.

- Laurent Fabius : "*La reconnaissance de la Palestine, c'est un droit, pas un passe-droit*" - Francetv info

La reconnaissance d'un Etat n'est pas une faveur faite aux Palestiniens, selon le ministre des Affaires étrangères. Invité de France 2, jeudi 4 décembre, Laurent Fabius a fixé des étapes pour une reconnaissance de l'Etat palestinien par la France, déjà adoptée par l'Assemblée nationale mardi.

Selon le ministre, il faut "*une résolution des Nations unies définissant bien les paramètres*", accompagnée "*d'un appui international parce qu'il y a des négociations périodiquement, mais elles n'aboutissent jamais*". Si, dans un délai de deux ans, ces étapes ne sont pas remplies, "*il y aura une reconnaissance unilatérale de la France*", a indiqué Laurent Fabius. Francetv info 04.12

Pour qui se prend-il ? Cela fait 66 ans qu'Israël soutenu par les Etats-Unis ne respecte pas les résolutions de l'ONU et se moque de ce que peuvent penser ou décider les différents gouvernements et il n'y a aucune raison que cela change demain.

Israël incarne le sommet du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant, la dictature néolibérale qui dicte sa loi au monde entier, capituler signiferait que l'oligarchie anglo-saxonne capitulerait face à la pression du mouvement ouvrier international, or on ne voit pas comment cela pourrait se produire puiqu'il est en pleine décomposition et n'a pas été capable de se donner une nouvelle direction et de renouer avec le socialisme.

Nausée. Hystérie, délire ou delirium tremens au sommet de l'Etat.

Grille de lecture.

- Il faut imaginer tous les cambriolages et les violes qui se produisent chaque semaine en France et dont personne n'entend jamais parler. Imaginez encore que cela vous arrive, il ne vous viendra pas à l'esprit de prévenir les médias ou l'Elysée. Et pourtant.

- Quand un banal cambriolage accompagné d'un viol est discrètement monté en épingle par les officines sionistes et élevé au rang de priorité nationale par le gouvernement Hollande-Valls aux ordre d'Israël.

- Tout est parti d'un fait divers et des propos rapportés par un de ses protagonistes qui étrangement sont remontés jusqu'aux agences de presse, aux médias jusqu'à l'Elysée. Qui a accès à l'Elysée ? Le Crif et l'ambassadeur d'Israël.

- Et puis il faut avoir en mémoire que Hollande et Valls sont incapables de prendre la moindre initiative, ce sont de vulgaires marionnettes qui s'agitent quand le marionnettiste tire les ficelles.

- 48 heures à peine après, la réponse du gouvernement pro-israélien au vote des députés en faveur d'un Etat palestinien (que nous ne soutenions pas).

- Ils n'ont rien trouvé d'autre ou de mieux, c'est dire leur désarroi face à la condamnation des peuples du monde entier du dernier massacre de Gaza par Tsahal et à l'isolement d'Israël en dehors des Etats-Unis, du Canada et des pays de l'UE.

- De dangereux psychopathes porte-parole du sionisme nous gouvernent et stigmatisation les juifs dans l'espoir que des actes antisémites seront commis dans les jours ou semaines qui viennent. Hollande, Valls et Fabius sont vraiment des cinglés car enfin, la ficelle est un peu grosse, on a le droit à du sarkozisme par ses clones.

- A qui doit profiter cette opération ? Aux sionistes et à l'extrême droite. Ils sont complémentaires depuis le début du XXe siècle ou les mêmes sous différents masques, l'un ou l'autre aspect domine selon le contexte, ils oeuvrent pour la même cause et sont antisémites évidemment. Pas étonnant que ce soit des dirigeants du PS qui s'y collent, le champion de la provocation, de la stigmatisation des minorités, du communautarisme.

- Agression antisémite à Créteil : "*Ils savaient qu'on était juif*", raconte une victime - Francetv info

Selon Simon Elmaleh, ses agresseurs "*savaient qu'on était juif*". "*C'est du racisme, c'est un acte antisémite*", assure la victime devant la caméra de France 2.

Agression antisémite à Créteil: «*Ils ont dit: "De toute façon, les Juifs, vous avez de l'argent"*» - 20minutes.fr

Les malfaiteurs auraient justifié leur venue dans cette maison et leurs intentions: «*Ils ont dit qu'ils ne venaient pas ici par hasard. Parce que (mon) frère est gérant d'une chaîne de vêtements. Ce n'est pas vrai, il est juste vendeur. Ils ont dit: "On sait que ton père a une voiture de telle marque. On vous a déjà surveillés, on sait que ta mère sort à tel endroit. De toute façon les Juifs, vous avez de l'argent.*» Francetv info 04.12

Tragi-pathétique.

- Agression antisémite: Hollande et Valls appellent à la mobilisation - AFP

"*Quand il se passe de tels drames, de telles tragédies ce n'est pas la famille simplement qui est blessée, agressée, c'est ce que la France porte de plus grand, de meilleur qui se trouve blessé, abîmé*", a déclaré François Hollande depuis l'Elysée. (En faisant référence à la famille, il fait référence à l'homme en général. Et lequel parmi eux eux serait le "*plus grand*", le "*meilleur*", le juif qui appartiendrait à une race d'homme supérieure à tous les autres selon Netanyahu, et qui mériterait qu'un Etat porte son nom et lui soit consacré conformément à un mythe, rien qu'un mythe, car il est impossible de le justifier autrement. Ajoutons dénoncé par de nombreux intellectuels et universitaires juifs qui ne se reconnaissent pas dans Israël.- ndlr)

Cette agression montre que "*le pire existe*", que "*le mal traverse nos sociétés*", a estimé le président de la République avant de dénoncer une "*forme de violence d'autant plus insupportable qu'elle vise à diviser*". (Très très fort ! On se demande quel qualificatif ils pourront employer par la suite à propos des crimes monstrueux commis par les complices d'Israël, les barbares de l'Emirat islamique ou islamo-sioniste puisqu'il ne s'est jamais attaqué à des intérêts israéliens, pas même à un juif, comme quoi Valls n'est pas le seul à cultiver le culte de cette famille ! - ndlr)

Dans un tweet, le Premier ministre Manuel Valls avait un peu plus tôt estimé que "*l'horreur de Créteil*" était "*la démonstration immonde que la lutte contre l'antisémitisme est un combat de tous les jours*".

(Nous nous préférons contre les licenciements, le chômage, la précarité, la pauvreté, le pacte de responsabilité, le blocus de Gaza... - ndlr)

"*Il y a des actes racistes, antisémites, contre des synagogues, des mosquées, des églises. (...) L'Etat doit y apporter une réponse très forte*", a redit le Premier ministre jeudi devant la presse.

(Celle-là c'est la meilleure, des actes "*racistes*" contre des églises, le fanatique bave, éructe, vomis la haine qui l'habite contre ceux qui résistent à la politique d'apartheid de l'Etat sioniste au côté du peuple palestinien, s'il le pouvait il vous décapiterait sur place le monstre. - ndlr)

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) note la persistance d'"*un certain nombre de clichés communément partagés sur les Juifs*", en particulier par rapport à l'argent. AFP 04.12

Et pour cause, ce sont les Juifs eux-mêmes qui l'entretiennent depuis des siècles ou plutôt des millénaires...

Pour émigrer dans un tel pays, il faut être au moins aussi raciste et fanatique que Valls.

- L'émigration de Juifs de France vers Israël a plus que doublé sur un an - 20minutes.fr

Commentaires d'internautes

1- "*Et les pauvres petits vieux, qui se font agresser... parce qu'ils ont quelques économies... C'est quoi ?*"

2- "*Combien d'agressions tous les jours?.... Combien de morts suite à ces agressions?... Et pas un mot, ni de Valls ni de Hollande!*"

3- "*Il veut quoi au juste le Valls? Monter les Français les uns contre les autres et mettre la France à feu et à sang une fois de plus? Tous les jours des gens jeunes, vieux se font agresser , tuer, violer et là, silence, tout ce que Valls va réussir c'est de semer la pagaille, le chaos tout ça pour masquer son incapacité à gouverner, les jeunes des cités vont être de sortie pour brûler les voitures pendant que ce monsieur sera bien protégé lui et sa famille dans sa forteresse et ses nombreux garde-du-corps*."

4- "*D'énormes doutes sur cette agression "anti-sémite" qui intervient au lendemain de la reconnaissance de la Palestine par le parlement. On va avoir droit au discours habituel sur les "heures sombres de notre histoire et blablablabla". Très pratique pour le Crif, la Ldj et le représentant du Likoud à l'Assemblée nationale, mr Habib...*"

5- "*Il y a eu 69 387 viols depuis le 1er janvier. Hollande, Valls et la presse se sont mobilisés? Non. C'est pas du mépris ça?*"

Concédez la "***révolution citoyenne***" à l''Union européenne, c'était se faire de graves illusions.

- Europe: plus d'un million de signatures contre le partenariat transatlantique - AFP

Plus d'un million de personnes ont signé une pétition à travers l'Europe pour s'opposer aux accords de libre-échange avec le Canada et celui en cours de négociations avec les Etats-Unis, mais Bruxelles y a opposé une fin de non-recevoir, ont annoncé jeudi les organisateurs.

Le collectif "*Stop TTIP*", qui rassemble plus de 300 organisations dans 24 Etats membres, s'est vu refuser par la Commission le statut d'initiative citoyenne européenne. L'exécutif européen, qui a fait de ces négociations commerciales une priorité, ne soumettra donc pas de proposition législative pour soutenir cet appel. En réaction, "Stop TTIP" a saisi la Cour de justice européenne.

La pétition, qui a rassemblé selon ses organisateurs "*plus d'un million*" de signatures au cours des deux derniers mois, appelle à mettre fin aux négociations pour un accord de libre-échange avec les Etats-Unis (TTIP) et à bloquer l'accord avec le Canada (CETA).

Parmi les craintes exprimées: la mise en place d'un mécanisme de protection des investissements (ISDS) qui pourrait permettre aux multinationales de contester devant des tribunaux d'arbitrage des politiques des gouvernements nationaux.

Ces accords donneraient "*des pouvoirs inédits aux entreprises et menaceraient de fait la démocratie, l'état de droit, la protection de l'environnement et des consommateurs*", estime le collectif.

"*Les citoyens veulent avoir leur mot à dire et ils devraient l'avoir. Un million de personnes ont déjà dit "non merci" Combien en faut-il de plus pour que Bruxelles nous entende ?*", affirme Susan George, membre de "*Stop TTIP*". AFP 04.12

Dès lors qu'on n'accorde aucune légitimité à une institution, on a aucune raison de s'adresser à elle, puisqu'on combat pour qu'elle disparaisse, mais voilà, ce n'est pas l'objectif d'Attac ou des 300 organisations qui sont à l'initiative de cet appel, eux ils s'accommodent de ces institutions, du capitalisme, ils en sont des agents en réalité.

Ils rament pour le compte du régime en place qui finalement leur convient très bien en trompant les militants et les travailleurs qui signent cet appel, pendant ce temps-là ils ne combattront pas dans la perspective de renverser l'UE et le capitalisme. Voilà pourquoi les médias leur accordent généreusement une tribune et la boucle est bouclée.

Partenaires sociaux

CGT : Pas touche au grisbi !

- Lepaon admet avoir touché 30 000 euros de prime de départ - liberation.fr

Le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, aurait expliqué, devant les autres membres de la direction, avoir touché 30 000 euros lors de son départ du comité régional CGT Basse Normandie, début 2013, avant son arrivée à Paris comme patron de la confédération, selon une source interne, confirmant ainsi une information du Figaro. liberation.fr 04.12

On ignore s'il s'agit d'une campagne orchestrée contre la CGT au moment où se tiennent les élections professionnelles dans la fonction publique. Apparemment il s'agirait de fuites de l'intérieur.

Tant qu'à faire un sale boulot, autant que cela rapporte. Il devrait rembourser cette somme à son syndicat et tous les permanents devraient publier leurs revenus et patrimoines. La comptabilité de tous les syndicats est opaque ou occulte. Vous voyez où cela mène le manque de rigueur et de discipline...

Elections dans l'Education nationale

- Elections dans l'Education: la FSU reste première mais baisse - AFP

La FSU, première fédération de l'éducation, reste en tête jeudi à l'issue des élections professionnelles à l'Education nationale mais baisse, devant l'Unsa toujours deuxième, tandis que FO et le Snalc progressent et SUD recule, selon des sources concordantes.

Avec 35,5% des voix contre 40,6% en 2011, la FSU perd un siège au Comité technique ministériel (CTM), l'instance de négociation au ministère de l'Éducation nationale où seules les organisations ayant des élus peuvent signer des accords.

La FSU a ainsi six sièges sur quinze au CTM, a détaillé à l'AFP sa secrétaire générale Bernadette Groison, des chiffres confirmés par le ministère de l'Education. L'Unsa Education garde quatre sièges avec 21,89% des voix (contre 20,7% auparavant), FO gagne un siège et en détient désormais deux (13,58% des voix, contre 10,09% précédemment). Le Sgen-CFDT (8,9% des voix) et la CGT (5,5%) conservent chacune leur siège. Le Snalc, classé à droite, récupère le siège perdu en 2011, avec 5,46% de voix, tandis que SUD perd sa place au CTM, a précisé Mme Groison.

Le taux de participation pour les élections au CTM s'est élevé à 41,73%, en hausse de 3,19 points par rapport à 2011 année d'introduction du vote électronique où la participation s'était effondrée de 20 points.

Vivement la légalisation de l'euthanasie !

- Les chiffres chocs du suicide en France - M6info

1 Français sur 20 tente de se donner la mort au cours de sa vie.

Chaque année, 11.000 personnes se donnent la mort en France. Pour la première fois, l'Observatoire national du suicide (ONS), crée en 2011 à la demande du Conseil économique social et environnemental (CESE), publie un rapport sur le sujet.

- Les hommes davantage concernés. (Voilà qui va rassurer les féministes ! - ndlr)

- Les personnes âgées très touchées. Un tiers des suicidés a plus de 60 ans. Il y a tout de même un paradoxe, car la deuxième tranche d'âge la plus touchée concerne les 15-24 ans. 16% des décès chez les jeunes sont dus au suicide, deuxième cause de décès après les accidents de la route.

- Le rapport montre aussi qu'il existe aussi des inégalités sociales face au risque suicidaire. Plus les individus sont en proie à des difficultés financières, plus elles auront un risque de se suicider. Ainsi, certaines catégories professionnelles sont jugées "*à risque*", c'est notamment le cas des agriculteurs et des ouvriers. M6info 04.12

Jeunesse sacrifiée par ceux qui malheureusement ne risquent pas de se suicider.

- Forte hausse du chômage des jeunes en France au 3e trimestre - Reuters

La hausse a été particulièrement forte chez les 15-24 ans, dont le taux de chômage a progressé d'un point à 23,7% (24,6% avec les Dom), là aussi un plus haut depuis un an, en France métropolitaine. Reuters 04.12

ACTUALITE EN TITRES

La malformation du capitalisme était congénitale.

- Toyota, Ford et Chrysler rappellent de nouveaux véhicules - Reuters

Ils tiennent à garder leur emploi.

- Plus de six Français sur dix soutiennent les patrons - AFP

Mesquin

- Travail dominical: une majorité de Français pour, mais pas pour eux-mêmes - AFP

Six Français sur dix (62%) sont favorables à l'ouverture des magasins le dimanche mais dans le même temps, ils sont tout autant à être opposés à l'idée de travailler eux-mêmes ce jour-là, selon un sondage BVA à paraître vendredi dans La Dépêche du Midi. AFP 04.12

Résistance passive.

- Une grève annoncée à la Société générale - LeMonde.fr

- Appel à une grève illimitée dans les services d'urgences à partir du 22 décembre - 20minutes.fr

Déstabilisation et stratégie du chaos.

- Irak: 33 morts dans des attentats à Bagdad et Kirkouk - AFP

- Bahreïn : une opposante condamnée à trois ans de prison pour « *insulte au roi* » - LeMonde.fr

- Tchétchénie: 19 tués dans une attaque de rebelles islamistes à Grozny - L'Express.fr

- Nouvelles frappes aériennes dans la guerre des pouvoirs en Libye - Reuters

- Nigeria : attaque de Boko Haram près d'une cimenterie Lafarge - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Etats-Unis ou l'Etat policier le plus important du monde.

Grille de lecture.

- Le gouvernement et le Pentagone, la CIA se permettent de guerroyer contre des Etats indépendants et souverains qui ne leur ont jamais déclaré la guerre en toute impunité ou sans être inquiétés par quiconque, violant les traités qu'ils ont signés ou le droit international qu'ils ont approuvé, alors pourquoi un simple policier n'aurait pas le droit d'en faire autant à son niveau avec un simple citoyen américain, qui plus est quand il est noir ?

- Quand dans une société il suffit d'estimer être dans son droit pour empiéter sur celui des autres, sans que dès lors il soit nécessaire de le justifier autrement, il n'existe plus de limite à la permissivité. Que font d'autre les banquiers ?

Etats-Unis : un policier blanc disculpé malgré son implication dans la mort d'un père de famille noir Francetv info

A New-York, un grand jury a décidé de ne pas poursuivre un policier blanc impliqué dans la mort d'un père de famille noir. Après l'affaire de Ferguson, cette décision a provoqué de nouvelles manifestations mercredi 3 décembre à New-York, d'autant que la scène a été filmée et qu'elle est d'une extrême violence. Le 17 juillet dernier, Eric Garner soupçonné de ventre illégalement des cigarettes est interpellé. L'homme de 43 ans, asthmatique, est plaqué au sol et étranglé. On l'entend dire à plusieurs reprises "*je ne peux pas respirer*". Quelques minutes plus tard, Eric Garner s'arrête de respirer. Francetv info 04.12

La scène du meutre ayant été filmée par un témoin qui passait par là et mise en ligne sur Internet, dès lors il était impossible de disculper les policiers ou de croire leur version sur parole, du coup les médias les plus corrompus du monde sont obligés de reconnaître les faits.

N'allez pas imaginer que les médias américains feraient enfin leur travail ou auraient changé, ils s'adaptent à la situation pour ne pas se couper de leurs lecteurs c'est tout, la lutte du capital contre le travail continue... Cela vaut aussi pour Le Monde ou les médias français qui rendent compte de cet assassinat commis par la police américaine.

- Violences policières aux Etats-Unis : les éditoriaux à charge de la presse américaine - Le Monde.fr

« *La disproportion entre le sort de M. Garner, sur un trottoir de Staten Island, en juillet, et son infraction présumée – revendre des cigarettes – est grotesque et scandaleuse* », écrit le New York Times dans un éditorial inhabituellement virulent.

Ce que soulignent les éditorialistes, mercredi, c'est que contrairement à l'affaire similaire à Ferguson dans le Missouri – où Michael Brown, dix-huit ans, est mort sous les balles d'un policier également exempté de poursuites le 24 novembre –, l'arrestation musclée d'Eric Garner a été filmée par un passant. Une preuve du déroulement des événements que tout un chacun peut voir aujourd'hui sur Internet : plusieurs policiers contre ce seul homme, obèse, ne se débattant pas et répétant qu'il « *n'arrive pas à respirer* ».

« *Cette fois, il y a eu littéralement des millions de témoins oculaires. Qu'on me dise, même dans l'absolu, combien il en faudrait. Est-ce qu'il faut un nombre minimum de témoins ? Ou est-ce que "l'égalité de tous devant la loi" n'est en fait qu'une blague cruelle ?* », s'insurge Eugene Robinson, éditorialiste au Washington Post.

L'éditorial du New York Daily News évoque ce qui ressemble fort à une « *erreur judiciaire* » et symbolise son point de vue dans un dessin montrant une allégorie de la justice agonisant au sol et prononçant les mêmes mots qu'Eric Garner, « *I can't breathe* », « *je n'arrive pas à respirer* ».

Paradoxalement, le New York Times voit dans cette vidéo un signe d'« *espoir* » :

« *Si un passant n'avait pas, avec son téléphone portable, filmé la scène, la seule version du policier aurait primé.* »

« *Un homme innocent est mort* »

« *Bien que la mort de M. Garner ait été officiellement définie comme homicide, on ne pourra pas percer la confidentialité des délibérations du grand jury afin de comprendre pourquoi les jurés ont décidé de ne pas retenir de charges criminelles* », regrette le New York Times.

« *La seule chose qui est claire, c'est que cette arrestation était brutale et qu'un homme innocent est mort.* »

Le quotidien new-yorkais réclame la destitution du policier. « *Il a utilisé une technique interdite pour brutaliser un citoyen qui n'agissait pas de manière violente, qui ne présentait aucun risque de fuite, ne brandissait aucune arme et qui était vraiment isolé.* » L'éditorial enfonce le clou en condamnant une institution qui « *a besoin d'être réformée* ».

Le Daily News rappelle, lui, que « *les services de police new-yorkais ont interdit depuis longtemps les immobilisations par strangulation, considérées comme mortelles et injustifiées* » et considère que « *M. Pantaleo et son équipe auraient pu utiliser des méthodes moins extrêmes* ».

« *Excès de permissivité* »

Selon Eugene Robinson, du Washington Post, l'un des problèmes révélés par l'affaire Garner est « l'excès de permissivité accordé » aux policiers qui peuvent, d'après lui, « *faire tout ce qu'ils estiment nécessaire pour garantir la sécurité dans les rues. Mais la balance est clairement allée trop loin dans le sens du maintien de l'ordre, au détriment de la liberté et de la justice* ». Et d'estimer encore :

« *Les activités d'Eric Garner ne méritaient pas plus qu'un avertissement. Mais je dois reconnaître qu'il avait commis un autre délit capital. Il n'était pas de la bonne couleur de peau.* »

Prenant le contre-pied de tous ces éditoriaux à charge, le New York Post publie un article signé par son ancien éditorialiste en chef, aujourd'hui indépendant, dont le titre résume bien le propos : « *Eric Garner a été victime de lui-même pour avoir décidé de résister* ».

Le journaliste estime ainsi qu'Eric Garner et Michael Brown ont eu le tort d'avoir « *pris de mauvaises décisions pour le dernier jour de leur vie* ». Pour Bob McManus, l'affaire Garner est « *triste* », mais n'est rien d'autre qu'un scénario possible lors d'un affrontement entre policiers et criminels. En août, après des manifestations pour protester contre la mort d'Eric Garner, le tabloïd avait déjà pris le parti de défendre les forces de l'ordre. Le Monde.fr 04.12

En titres

- Le ministre de la justice américain dénonce les méthodes de la police de Cleveland - LeMonde.fr

- L'Onu rappelle Washington à l'ordre sur ses policiers - LePoint.fr

Le secrétaire général de l'ONU a demandé jeudi aux États-Unis de s'assurer que leurs policiers répondent davantage de leurs actes. LePoint.fr 04.12

Cela tombe bien : Ils ne font que cela !

- Porter une caméra n'empêchera pas des policiers blancs de tuer des noirs aux Etats-Unis - Slate.fr

Cela leur fera un souvenir...

- Les internautes blancs dénoncent les traitements de faveur que leur réserve la police - Le Huffington Post

En complément.

- La torture par les policiers, une «*routine*» aux Philippines selon Amnesty - Liberation.fr

En Inde aussi, conformément à ce qui se passe dans la réalité, dans les séries télés ou les films indiens on voit des policiers frappés des personnes mises en garde à vue ou des prévenus à mains nues ou à coups de pieds ou de matraque, la société indienne étant très violente contrairement aux idées reçues, il faut croire que cela ne choque pas la population, peut-être parce qu'on a le droit aux mêmes scènes lors des infos télévisées du soir, et là il ne s'agit pas de cinéma mais du traitement des manifestants ou opposants au gouvernement.

Dans les séries le plus souvent on voit un type se retrouver derrière les barreaux d'un commissariat, il est propre sur lui et en bonne santé, et lors de la séquence suivante on le retrouve le visage complètement tuméfié ou en sang, ce qui signifie que les policiers l'ont interrogé et roué de coups violents.

Quant aux actes de torture, ils n'y figurent pas et chacun peut comprendre pourquoi, ces séries ou films ne trouveraient peut-être pas de financements.

C'est aussi un message adressé à la population très arriérée et qui peut être portée à s'emporter facilement, pour l'éduquer ou qu'elle reste tranquille, la terroriser. Quand je vous disais que le régime était semi-féodal en Inde, ces méthodes policières d'un autre âge s'y apparentent. Quand un policier s'adresse à un Indien, le premier réflexe de ce dernier est de lui donner du "*yes sir*", du monsieur, (cela me fait penser aux Tontons flingueurs et je me marreà chaque fois) marque de respect ou de déférence, de soumission ou d'obéissance que les Indiens réservent aux VIP, aux personnes réputées disposer d'un statut supérieur au leur dans la société, ils en ont une trouille bleue en vérité, qu'il les rackettent aussi !

1.2- Menace contre l'Iran.

- Le Congrès US menace l'Iran - french.irib.ir

Alors que seulement 10 jours se sont écoulés depuis le début de la prolongation de 7 mois des négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1, les rapports parvenus de Washington font part de la formation de nouveaux agissements de la part d'un groupe de congressistes visant à durcir les sanctions contre l'Iran. Mercredi, la commission des affaires étrangères du sénat était l'hôte

d'une réunion à laquelle ont participé un certain nombre d'opposants à la prolongation des négociations, demandant tous le durcissement des sanctions contre l'Iran pour contraindre ce dernier à mettre fin à ses activités nucléaires, a rapporté radio BBC en Farsi.

Le sénateur démocrate Robert Menendez, le Président de cette commission a participé à cette session. Il semblerait déjà que cette prolongation de 7 mois vivra des jours critiques avant de parvenir à l'accord global nucléaire, a ajouté BBC. La divergence de vue entre la Maison Blanche et le Congrès sur les négociations nucléaires avec l'Iran n'est pas chose nouvelle, cependant il semblerait que le prochain sénat qui sera formé d'ici un mois, décidera de faire pression sur la Maison Blanche.

Le sénateur républicain Bob Corker membre du Parti républicain qui lors du prochain sénat remplacera Menendez a déjà promis de mettre à exécution les nouvelles sanctions contre l'Iran à partir des premiers jours de la formation du nouveau Congrès. Apparemment, en réaction à ces déclarations, la Maison Blanche et le secrétaire d'Etat américain essaient de faire croire aux congressistes que l'adoption de nouvelles sanctions signifierait la fin des négociations avec l'Iran. Dans le sens de ces tentatives, Wendy Sherman, membre de l'équipe négociatrice américaine devra se rendre, ce jeudi, au Congrès pour contraindre les partisans des sanctions à revenir sur leur décision.

Pour certains milieux, la domination des républicains au Sénat américain, à partir du mois de janvier diminuera les chances de l'acquisition de l'accord, cependant ce n'est pas tout.

De l'avis des analystes, d'habitude, dans la politique étrangère américaine, le Congrès joue le rôle du mauvais flic et la Maison Blanche celui du bon flic pour l'administration en vue d'obtenir de concessions. En effet on peut dire que les Etats-Unis appliquent pratiquement deux politiques étrangères différentes, l'une est poursuivie par John Kerry, le secrétaire d'Etat américain et l'autre est confié à l'AIPAC (le comité des affaires publiques américano-israéliennes) influent au Congrès. Selon le rapport du quotidien sioniste Jérusalem Post, l'AIPAC a affirmé lundi dans un communiqué : l'administration américaine doit durcir les sanctions tandis que le Congrès doit évoquer au plus vite le nouveau projet de résolution contre l'Iran. En élaborant des scénarios sur les questions des droits de l'homme et du terrorisme et en remettant en question la capacité balistique de l'Iran, les Etats-Unis cherchent via la poursuite des pressions du Congrès à disposer d'un atout, lors des négociations nucléaires. french.irib.ir 04.12

2- Russie

Réquisitoire en règle de Poutine contre l'hégémonie américaine qui tyrannise tous les Etats qui refuse de se soumettre à cette dictature.

- Poutine accuse les ennemis de la Russie de vouloir sa perte - Reuters

- Pour John Kerry, la Russie s'est isolée elle-même - Reuters

- La Russie est "*un problème stratégique*" pour l'UE, estime Juncker - AFP

- L'UEFA interdit aux clubs de Crimée de participer au championnat russe - LeMonde.fr

- Tchétchénie: 19 tués dans une attaque de rebelles islamistes à Grozny - L'Express.fr

Il y a quelques jours c'était au tour de la Chine, simple coïncidence après le sommet de l'Apec...

Grille de lecture

Cet article de l'AFP a été rédigé en empruntant le ton sarcastique ou méprisant employé par Obama lorsqu'il évoque la Russie. La propagande occidentale en somme, où se mêlent vérités et contrevérités pour induire en erreur les lecteurs, pour qu'ils y adhèrent.

- Pour Poutine, l'Occident a toujours cherché à rabaisser la Russie - AFP

Isolé sur la scène internationale par la crise ukrainienne, le président Vladimir Poutine s'est lancé jeudi dans une nouvelle diatribe contre les Occidentaux qui veulent "*freiner*" la Russie et a promis une série de réformes pour libéraliser l'économie russe au bord de la récession.

Populaire dans son pays mais critiqué comme jamais par les Occidentaux depuis son irruption en 1999 sur la scène politique russe, Vladimir Poutine a déroulé son credo pendant plus d'une heure devant un millier de parlementaires, ministres et chefs religieux réunis au Kremlin: la Russie est "*une nation saine*", capable de défendre militairement "*ses compatriotes*" et victime des Occidentaux qui cherchent depuis toujours à la tirer vers le bas à chaque fois qu'elle devient "*trop forte, indépendante*".

Revenant une nouvelle fois sur la genèse de la crise en Ukraine, notamment sur l'annexion de la Crimée qui a entraîné la toute première série de sanctions des Européens et des Américains contre Moscou, le président a fustigé le "*cynisme pur*" des Occidentaux qui ne cherchaient, selon lui, qu'un prétexte pour le punir.

"*Les sanctions n'étaient pas qu'une réaction nerveuse des Etats-Unis ou de leurs alliés*", a-t-il estimé. "*Même sans cela (la crise ukrainienne), ils auraient inventé autre chose pour freiner les opportunités croissantes de la Russie*", a-t-il martelé.

"*Cette manière de faire ne date pas d'hier. Cela fait des décennies, des siècles. En fait, à chaque fois que quelqu'un estime que la Russie est trop forte, indépendante, ces mécanismes (de freinage de la Russie) se mettent en place*", a-t-il dit, reprenant une rhétorique courante en Russie sur la "*forteresse assiégée*".

Il a également critiqué les Etats-Unis, qui "*cherchent à influencer, en coulisses ou directement, nos relations avec nos voisins*". "*Parfois, on ne sait pas à qui il vaut mieux parler, avec les gouvernements ou directement avec leurs protecteurs ou leurs sponsors américains*", a-t-il ironisé.

Pour autant, la Russie "*n'envisage en aucun cas de rompre ses relations avec l'Europe, avec l'Amérique*", a affirmé le chef de l'Etat, engagé depuis le début de la crise ukrainienne dans un bras de fer avec les Occidentaux.

Prenant la parole à Bâle devant l'OSCE, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a assuré que Washington ne cherchait pas pour sa part la "confrontation" avec la Russie.

Conscient que l'isolement international du pays pourrait être fatal à son économie, il a annoncé vouloir "*rétablir les liens traditionnels avec le continent sud-américain*", mais aussi coopérer avec l'Afrique et les pays du Proche-Orient.

La crise entre la Russie et l'Occident, la plus grave depuis la fin de la Guerre froide en 1991, pèse en effet lourdement sur l'économie russe, plombée par les sanctions occidentales. Et avec une inflation galopante et un rouble qui s'est effondré depuis le début de l'année, Moscou a même prévu d'entrer officiellement en récession en 2015.

C'est dans ce domaine que les Russes attendaient les annonces de l'homme fort du Kremlin. Le chef de l'Etat a notamment promis une amnistie pour faire revenir les capitaux partis massivement à l'étranger, 125 milliards de dollars en 2014.

"*Nous comprenons tous que l'on peut gagner de l'argent de bien des façons*", a-t-il déclaré, en assurant que ceux qui rapatrieraient leurs capitaux en Russie ne seraient pas inquiétés par la justice: "*On ne leur demandera pas d'où vient cet argent ni comment il a été gagné*", a-t-il promis.

Le président a également proposé des mesures pour soutenir le rouble et les entreprises, notamment un moratoire fiscal pour les petites entreprises nouvellement crées.

Alors que le rouble a perdu le quart de sa valeur en un mois face au dollar et à l'euro, faisant craindre un mouvement de panique des épargnants, il a exigé "*des mesures sévères pour faire passer l'envie aux spéculateurs de jouer sur les fluctuations du cours du rouble*".

"*Le plus important est que nous comprenions que notre développement dépend avant tout de nous-mêmes*", a souligné le président, en appelant à remplacer par des produits "*made in Russia*" des produits alimentaires et des médicaments jusqu'alors importés.

SOCIAL

1- Etats-Unis

- Etats-Unis: nouvelles manifestations d'employés de fast-food pour une hausse des salaires - AFP

Des employés de la restauration rapide ont manifesté jeudi dans près de 200 villes aux Etats-Unis pour réclamer une augmentation de leurs salaires et la possibilité de se syndiquer, ont annoncé les organisateurs.

De la côte est à la côte ouest, les manifestants qui travaillent pour les grands noms du secteur - McDonald's, Burger King, Wendy's entre autres - demandent un salaire de 15 dollars de l'heure, soit plus du double du salaire minimum actuel de 7,25 dollars appliqué par de nombreuses enseignes de la restauration rapide.

Ils réclament aussi la possibilité de se réunir en syndicats, sans subir de représailles en retour.

"*Nous pensons que toute augmentation de salaire minimum devrait être étalée dans le temps pour éviter un gros impact sur les propriétaires de petites et moyennes entreprises, comme ceux qui exploitent la majorité de nos restaurants*", a déclaré par courriel à l'AFP Lisa McComb, une porte-parole de McDonald's. La plupart des 3.000 restaurants McDo sont gérés en franchise.

Des actions et des grèves avaient lieu dans 190 villes des Etats-Unis, dont Chicago et Detroit (nord), Miami(sud-est), Denver (ouest), Phoenix (sud-ouest), Buffalo (est) ou encore Las Vegas (ouest), selon un communiqué des organisateurs.

Ces derniers ont annoncé avoir été rejoints pour la première fois, dans certaines villes, par des employés de chaînes de la grande distribution comme Wal-Mart.

Les employés travaillant pour des sociétés de nettoyage dans dix "*grands aéroports*" et ceux des services à la personne se sont aussi mobilisés selon les organisateurs.

Un peu partout les manifestants ont observé une minute de silence en la mémoire d'Eric Garner, 43 ans, mort après une interpellation musclée le 17 juillet à Staten Island, l'arrondissement le plus blanc de New York. AFP 04.12

2- Corée du Sud

- Samsung accusé de rendre malade ses employés et leurs enfants - Francetv info

Samsung Electronics est le leader coréen des semi-conducteurs. Le constructeur est aussi accusé par l'édition coréenne du Huffington Post ainsi que par le journal The Hankyoreh d'être responsable de maladies graves chez ses employés et leurs enfants, dans une série d'articles publiés mercredi 3 décembre.

"*D'anciens ouvriers et leurs familles, ainsi que des syndicalistes, ont déclaré que les conditions de travail dans ses usines de semi--conducteurs avaient entraîné une recrudescence de maladies telles que la leucémie et d'autres types de cancer chez certains employés*", écrit le Huffington Post dans une version traduite en français. Sauf que cela a également touché leur progéniture, ce qui s'appelle la "*reprotoxicité*".

Le constructeur sud-coréen nie en bloc

Des accusations balayées par Samsung Electronics et SK Hynix, leaders dans le secteur des semi--conducteurs en Corée du Sud. Pourtant, lors de la fabrication des puces électroniques, une manipulation nécessite une cuisson à 180°C. Or, l'Institut de recherches sanitaires et de sécurité du travail (OSHRI) estime que cela "*génère des substances cancérigènes comme le benzène et le méthanal*", rappellent les auteurs de l'enquête.

Ce n'est pas la première fois que les industriels sont pointés du doigt. Et ce n'est pas la première fois qu'ils nient en bloc. En 2008, lorsque les premiers rapports sur les "*maladies industrielles liées aux semi-conducteurs*" sont publiés, ils font de même. Pourtant, Le Monde (article payant) rappelait en 2012 que le gouvernement sud-coréen était intervenu pour demander à Samsung de "*faire plus pour protéger son personnel*".

Plus récemment, en avril, le quotidien économique Les Echos rapportait que le géant de l'électronique avait annoncé l'indemnisation d'employés qui auraient contracté des cancers en travaillant dans des usines du groupe. Francetv info 04.12

Comme dans le cas de McDonald's, ils nient farouchement les faits qui leur sont reprochés... pour finalement les reconnaître.

ECONOMIE

La Bourse ou la vie

- Le capital des sociétés du CAC 40 est contrôlé par les fonds anglo-saxons - lefigaro.fr

Les fonds d'investissement français ne détiennent plus que le quart du capital des sociétés du CAC 40, contre 34% il y a trois ans. Les premiers actionnaires sont les fonds américains qui détiennent désormais le tiers du capital de nos entreprises.

Les quarante sociétés de l'indice de référence de la Bourse de Paris regroupent les plus grosses entreprises françaises dans des secteurs aussi variés que l'énergie, la banque, l'industrie et les services. Une récente enquête réalisée par le cabinet d'analyse financière Factset, l'institut de sondage OpinionWay et la Fédération française des investisseurs individuels et des club d'investissement (F2IC) montre que les fonds d'investissement français sont désormais largement minoritaires au sein du capital de nos entreprises.

Les fonds hexagonaux ne représentent en effet plus qu'un quart du total des fonds investis dans les quarante plus grands groupes français. Une présence qui se réduit année après année (ils représentaient encore 33,7 % en 2011).

Les investisseurs anglo-saxons font aujourd'hui la pluie et le beau à la Bourse de Paris, puisque les fonds américains représentent un tiers du capital des entreprises du CAC 40. Les Français sont en deuxième position, mais les Britanniques ne sont pas très loin avec 17 %. La Norvège, essentiellement représentée par son fond souverain, se distingue aussi avec 6 % du capital des sociétés françaises.

La baisse de l'influence des fonds français est préoccupante, car le contrôle du capital de nos entreprises constitue un enjeu important d'indépendance économique, essentiel à la mise en place d'une politique industrielle et de redressement de l'emploi.

D'un côté, la montée en puissance des investisseurs étrangers montre que ces derniers plébiscitent nos entreprises qui sont souvent des leaders mondiaux dans leur domaine respectif. De l'autre, la perte d'influence de la France dans le capital de ses propres entreprises s'explique par un fort recul des investisseurs individuels découragés par une fiscalité confiscatoire mise en place par le gouvernement socialiste, alors que la marge de manœuvre des institutionnels français est limitée par des contraintes réglementaires moins favorables aux actions. lefigaro.fr 04.12

Qui détient les cordons de la Bourse contrôle le gouvernement, non, c'est exagéré ?

Haut de page

Le 6 décembre 2014

CAUSERIE

Le seul espoir : C'est dans le socialisme ! Pensez-y.

- Téléthon : les dons permettent de garder espoir - Francetv info

L'espoir fait vivre à défaut de mieux, survivre serait plus approprié en la matière.

Je me suis fait une réflexion en lisant un article sur le bénévolat, qui relève de la bonne conscience à cent balles ou révèle une profonde ignorance du fonctionnement de la société. Ils profitent de la générosité et de la naïveté des gens, c'est vraiment dégueulasse parce qu'ils les manipulent et s'en servent pour maintenir leur régime en place.

Je me suis demandé comment il pouvait y avoir des SDF que je préfère appeler clochards.

Dans ma famille, il n'y a que ma soeur Catherine que je n'ai pas vue depuis au moins 25 ans qui pourrait le devenir, car sa situation était précaire, elle était caissière. D'anciens copains aussi. Il est clair que si cela devait leur arriver un jour, immédiatement je leur proposerais de venir s'installer chez moi, je n'aurais même pas à réfléchir une seconde avant de prendre cette décision. Cela vaut pour mes ex-épouses.

La société est cruelle et injuste et les hommes qui la composent le sont tout autant, y compris quand ils prétendent être évolués ou avoir acquis un certain niveau de conscience sur lequel ils se leurrent.

Si maintenant j'assume avoir pris sur mon dos qui n'est pas bien solide une partie de la misère du monde, mon appel à la solidarité doit juste servir à me soulager un peu de ce fardeau pour continuer à servir notre cause dans des conditions relativement acceptables.

J'assume mes responsabilités, mais lorsque la situation se détériore et les difficultés s'accumulent et deviennent insupportables, j'estime normal que ceux qui tirent profit de mon travail parfois depuis de nombreuses années me viennent en aide. Ce qui est dommage, mais que je comprends, c'est de devoir en arriver à le dire.

Je rappelle pour ceux qui ne le sauraient pas que je n'ai ni voiture (une vieille moto me suffit), ni lave vaisselle, ni sèche cheveux, ni lecteur de DVD, ni SmartPhone ou IPad (un téléphone à 5 euros me suffit), ni fer à repasser, ni magnétoscope, ni camescope, ni réveil matin, ni bijou (à part ma montre qui a 24 ans), bref rien de superflu. Je ne suis pas allé en France depuis 2002 et je n'ai jamais pris de vacances.

Je possède juste une moto qui a 10 ans, j'ai échangé mon vélo d'appartement contre un vrai vélo, deux climatiseurs dont un à 15 ans, indispensable car l'été il fait entre 40 et 45°C et entre 30 et 35°C le reste de l'année en dehors des trois mois d'hiver, trois ventilateurs, un par pièce, un mixeur qui a 25 ans, deux réfrigérateurs dont un a plus de 10 ans, deux ordinateurs pour faire le boulot, un appareil photo qui a plus de 10 ans, une machine à laver à froid, à l'eau chaude le prix était le double, la petite maison où je vais habiter avec Selvi car il faut bien se loger quelque part. J'ai calculé que si je devais continuer à louer la maison où j'habite actuellement, dans 15 ans le loyer aurait dévoré plus de la moitié de mon revenu où pratiquement l'équivalent de la somme qu'il me reste pour vivre aujourd'hui, sans compter les prix qui flambent, la plupart des produits que j'achète augmentent de 15 à 25% par an ; imaginez un peu, c'est très simple ou le calcul est vite fait, si je n'arrivais pas à compenser la hausse des prix, dans 15 ans je ne pourrais plus me nourrir. Je dois thésauriser pour ne pas tomber dans la misère, c'est aussi simple que cela.

La situation pourrait encore s'aggraver si les intérêts que me versent ma banque venaient à baisser, c'est mon unique revenu. Et je ne parle même pas d'un accident de santé auquel je ne préfère pas penser, je serais incapable d'y faire face. Je dois thésauriser pour ne pas tomber dans la misère, c'est aussi simple que cela. Je ne toucherai même pas à l'argent que vous m'enverrez, j'en ferai usage le moment venu juste pour survivre. Si maintenant vous estimiez que c'était trop demandé, je comprendrais et je fermerais le site, car il faudrait bien que je m'active autrement pour survivre.

Ce sera ma dernière contribution sur ce sujet.

Brève analyse.

Il semblerait que la hausse du dollar qui devrait continuer ou s'intensifier en 2015 avec la remontée des taux d'intérêt correspond à une offensive de grande envergure contre l'ensemble des pays émergents ou Brics qui paient leurs importations en dollar, après qu'ils aient annoncé leur intention de se soulager de la tutelle du dollar et du FMI.

Les investisseurs qui s'étaient reportés sur les monnaies des pays émergents les désertent à présent au profit du dollar plus attractif. Les pays émergents, dont une partie de la dette arrivera à échéance en 2015, auront plus de mal à la refinancer, à un coût supérieur, c'est ainsi qu'ils seront mis à contribution pour financer la relance de l'économie américaine ou plutôt enrichir davantage l'oligarchie financière anglo-saxonne.

La hausse du dollar le rend plus attractif pour les investisseurs ou spéculateurs qui se détournent d'autres valeurs, d'où la baisse des autres monnaies, de l'or et de la plupart des matières premières.

Les multinationales et les grandes entreprises exportatrices qui dominent l'économie mondiale sont favorisées par ce processus dès lors que leur monnaie est au plus bas. L'aristocratie ouvrière qui est réformiste et non révolutionnaire en bénéficiera et soutiendra les régimes en place, ce qui ne sera pas le moindre des avantages politiques quand on sait à quel point ils sont contestés.

Quant aux pays importateurs, dont l'économie va se trouver déstabilisée et fragilisée, ce sera l'inverse. A court de devises, ils vont être amenés à s'endetter davantage et à emprunter aux marchés à des taux d'intérêt encore plus élevés, en échange de quoi le FMI leur intimera l'ordre de procéder à de nouvelles réformes structurelles ou privatisations, à liquider des pans entiers des services publics.

Les échanges mondiaux étant toujours largement dominés par le dollar, dans tous les cas de figure, il va se trouver avantagé et devrait donc continuer à grimper.

En favorisant les multinationales et les grandes entreprises exportatrices, cette opération permettra aussi d'affaiblir ou de porter un coup fatal aux entreprises locales qui les concurrençaient dans chaque pays, donc aboutir à une plus grande concentration du capital toujours entre les mêmes mains. Cela devrait se traduire par davantage de chômage dans les pays qui seront concernés par cette offensive et qui se retrouveront également déstabilisés sur le plan social, ce qui peut laisser envisager des changements de régimes ou la mise en place de gouvernements plus dociles envers les impérialismes occidentaux sur leur économie, tous les partis institutionnels étant corrompus ou à vendre aux plus offrants.

La baisse de l'euro qui se rapproche de la parité avec le dollar pourrait avoir un rapport avec le traité de libre-échange USA-UE qu'ils comptent signer en 2015. A suivre

---

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne manquent pas d'air.

- Airbags défectueux: Honda étend son rappel aux Etats-Unis à 6 millions de voitures - AFP

Ah les bonnes intentions !

- Italie: S&P s'inquiète de la faible croissance, abaisse sa note à "BBB-" - AFP

S'il y arrive, qui sait...

- A la retraite, Hollande pourrait toucher près de 36 000 euros par mois - LeParisien.fr

Comme quoi il ne pense qu'à cela. A quoi ? Mais au fric pardi, ils le disent eux-mêmes !

Comment après cela voulez-vous que ce genre de préjugés disparaissent ou ne s'emparent pas des esprits les plus faibles, les plus arriérés ou archaïques ? Ils se font du fric sur des cadavres et pas n'importe lesquels, parmi les pires que l'espèce humaine ait pu produire, ces gens-là sont abominables, monstrueux.

La SNCF va-t-elle indémniser les socialistes, les communistes, les trotskistes, les Noirs, les tziganes, les homosexuels, etc. (ou leurs descendants) qu'elle a transportés vers les camps d'extermination nazis ?

- SNCF : la France va indemniser les victimes américaines de la Shoah - Francetv info

Ignoble, cynique, sordique : C'est le sionisme.

Pour faire face à quel envahisseur ?

- L'armée de Terre dotée de nouveaux blindés à l'horizon 2018 - AFP

Vous n'y êtes pas mon cher ami, c'est pour venir en aide aux dictateurs ou aux ploutocrates qui affrontent leurs peuples de crève-la-faim...

Main d'oeuvre gratis, on comprend leur engouement...

Plus de 250 millions de chômeurs dans le monde et ils flattent le travail gratuit.

- Journée mondiale du bénévolat - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande et conditionnement. Après la camelote Hollande, au tour de Valls.

- Quand le premier secrétaire du PS évoque des candidats "*possibles*" de son parti en 2017 - Francetv info

Jean-Christophe Cambadélis a évoqué la possibilité que François Hollande ne soit pas candidat à sa propre succession à la présidentielle de 2017.

Y aura-t-il une primaire au PS ? Le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a évoqué jeudi 4 décembre la possibilité que François Hollande ne soit pas candidat à sa propre succession à la présidentielle de 2017, alors qu'une primaire à gauche conserve des partisans. Invité d'i-Télé, il a cité comme candidats possibles dans une telle hypothèse le Premier ministre Manuel Valls, la maire de Lille Martine Aubry ou l'ex-ministre de l'Economie Arnaud Montebourg.

Le chef de l'Etat avait réaffirmé il y a un mois, lors d'une émission de télévision, qu'il n'aurait pas de raison de briguer un second mandat s'il échouait à faire baisser le chômage d'ici la fin de son quinquennat. Depuis, plusieurs membres du

gouvernement ont plaidé en faveur d'une primaire à gauche à laquelle il serait inédit qu'un président sortant se confronte, et François Hollande semble s'être fait à l'idée. Un congrès du PS doit se tenir en juin 2015 et la question d'une primaire pourrait y être tranchée avant même que François Hollande se détermine, puisqu'il lui restera deux ans pour voir la courbe du chômage s'infléchir.

Appelé à commenter la réorganisation en cours à l'UMP, Jean-Christophe Cambadélis a évoqué des candidats "*possibles*" du PS, ouvrant une nouvelle fois la voie aux spéculations sur l'identité du représentant socialiste en 2017 même s'il a suggéré que le chef de l'Etat serait décideur. "*Je pense que le paysage est plus éclairci à gauche même si le candidat possible, François Hollande, Manuel Valls ou d'autres, sont très bas*", a dit le patron du PS.

Invité à préciser sa pensée sur le candidat potentiel, il a ajouté : "*Si François Hollande n'y allait pas, Manuel Valls, Martine Aubry, que sais-je encore, Arnaud Montebourg, etc.*" Francetv info et Reuters 05.12

On aura compris que c'est rapé pour Hollande. Et s'ils propulsent la candidature de Valls, et bien il vous faudra faire avec... Sarkozy ! C'est la raison pour laquelle ils se chamaillent tant à l'UMP, ils savent que leur candidat est sûr de l'emporter en 2017, cela exite forcément les convoitises et ils sont au moins trois à s'y voir déjà, outre Sarkozy, Juppé et Fillon.

Pourquoi le candidat de l'UMP serait sûr de l'emporter contre Valls ? Parce qu'aucun électeur sincère qui se dit de gauche ne votera pour Valls, tandis que le candidat de l'UMP fera le plein des voix des électeurs votants traditionnellement à droite.

Pour voter Valls il faut être de droite et l'assumer pleinement tout en se prétendant de gauche, c'est très compliqué en réalité, plus compliqué encore que pour voter Hollande, on retrouve cette contradiction insoutenable dans le sondage et l'article suivant.

- Manuel Valls incarne le mieux l'avenir du PS, selon deux sondages - Reuters

Une majorité de sympathisants socialistes estiment que le PS, divisé sur la politique à conduire pour sortir la France du marasme, doit donner un coup de barre à gauche mais Manuel Valls reste quand même leur dirigeant favori, selon deux sondages.

(Ils ont élu Hollande président et non Valls, donc ils conspuent Hollande et portent aux nues Valls. C'est une réaction primaire et pas davantage, et il ne faut pas leur attribuer un niveau de conscience politique supérieur, ils en sont incapables, il ne va pas au delà de leurs intérêts strictement personnels. - ndlr)

Il devance notamment de très loin l'actuel chef de l'Etat, François Hollande, pour représenter le PS à la présidentielle de 2017, selon une enquête effectuée pour iTÉLÉ et Le Parisien par l'institut Odoxa.

Ce qui fait dire au président d'Odoxa, Gaël Sliman, que si la situation économique et sa cote de popularité ne s'améliorent pas, il sera "*très difficile*" au vainqueur de 2012 de se représenter en 2017.

Sur 1.002 personnes interrogées jeudi et vendredi par OpinionWay pour Le Figaro, 40% disent souhaiter que le PS fasse des propositions plus à gauche qu'actuellement. Cette proportion passe à 53% parmi les sympathisants du Parti socialiste.

(Les sympathisants du PS sont ceux qui ont le plus à perdre avec la politique suivie par Hollande, partant du constat qu'ils ont un niveau politique médiocre, pour s'en remettre à Valls qui incarne l'extrême droite du PS, soit ils considèrent que Valls pourrait conduir une politique encore plus à droite que Hollande en s'attaquant davantage à la classe ouvrière mais en préservant leurs privilèges et ils s'en contenteraient bien, soit il se résoudrait à faire une politique de gauche ce qui est évidemment totalement inimaginable et relève du délire ou du suicide, donc on pencherait plutôt pour la première version.

Les sympathisants du PS pencheraient plutôt pour Valls parce qu'ils sont aussi populistes et cyniques que lui, et ce qu'ils appellent "*un coup de barre à gauche*" serait en réalité à la manière de Valls un coup de barre à droite qui les laisseraient indifférents du moment qu'ils seraient servis, n'estiment-ils pas qu'Obama et le parti démocrate américain serait de gauche ? La suite de cet article confirme cette analyse point par point. - ndlr)

Par ailleurs 87% des Français interrogés (94% des sympathisants du PS) disent ne pas souhaiter que ce parti change de nom, alors que Manuel Valls s'y est montré favorable.

(Comment sinon avoir bonne conscience ? - ndlr)

Pour 23% des Français interrogés (40% des sympathisants socialistes), c'est pourtant le Premier ministre qui incarne le mieux l'avenir du PS, loin devant l'ex-ministre de l'Economie Arnaud Montebourg (9% et 11%) ou la ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem (8% et 17%).

Pour 68% des Français interrogés (48% des sympathisants socialistes), le PS vit aujourd'hui une crise durable.

Hollande s'effondre.

L'enquête effectuée par Odoxa jeudi et vendredi auprès de 999 personnes parvient à des conclusions similaires.

Ainsi, pour 54% des sympathisants socialistes interrogés, le PS n'est pas assez à gauche et 52% estiment que le rôle du principal parti de la majorité actuelle est avant tout de rappeler à François Hollande, les engagements qu'il a pris pendant la campagne présidentielle de 2012.

Pourtant, Manuel Valls, qui incarne l'aile droite du PS est le préféré des sympathisants socialistes pour représenter le PS à la présidentielle de 2017, avec 37% d'avis favorables contre 31% pour la maire de Lille Martine Aubry, 14% pour la ministre de l'Ecologie Ségolène Royal, 10% pour Arnaud Montebourg et seulement 7% pour François Hollande.

Le jugement des Français toutes tendances confondues est encore plus tranché : 43% des sondés disent préférer le Premier ministre pour représenter le PS en 2017, loin devant Martine Aubry (24%), Arnaud Montebourg (14%), Ségolène Royal (11%) et François Hollande (5%).

(Ils nous vendent la camelote Valls et cela se comprend très bien.

En réalité il est encore moins apte que Hollande à gouverner ou assumer la responsabilité de chef de l'Etat. Peu importe, il sera encore plus manipulable tout en présentant l'avantage que chacun sait à l'avance qu'il est de droite, qu'il change de position selon les circonstances en fonction de son ambition personnelle, qu'il n'est pas fiable et qu'il faut s'attendre au pire avec lui. Une fois élu si cela se présentait, il n'aurait plus qu'à se lâcher pour être dans son élément, sans qu'on puisse lui reprocher puisque chacun était censé savoir à quoi s'attendre, ce qui lui donnera une certaine légitimité dont il n'aura plus qu'à abuser et le tour serait joué.

Le bonhomme est capable d'un cynisme pire encore que Hollande et Fabius réunis, parce que c'est un arriviste, un individu médiocre, tout comme l'était Sarkozy qui à mon avis est un peu plus adroit pour le camoufler, un pure produit de la réaction néolibérale et sioniste. - ndlr)

Ce n'est qu'auprès des sympathisants de gauche dans leur ensemble, extrême-gauche et Verts compris, que Manuel Valls est devancé par Martine Aubry (32% contre 38%).

Ce qui ne change rien pour François Hollande, là encore crédité de seulement 5% d'avis favorables.

Voilà le chef de l'Etat "*presque redevenu le 'Monsieur 3%' de 2008*", souligne Gaël Sliman. Reuters 05.12

A 5%, sans le soutien du Medef, des syndicats jaunes, de son misérable parti d'imposteurs et la neutralité bienveillante de l'UMP et de l'UDI, ainsi qu'une large partie des médias qui l'épargnent encore, il ne pourrait pas se maintenir au pouvoir un jour de plus.

Etat policier. L'impunité pousse au crime. C'est Obama qui montre l'exemple.

- Etats-Unis: la colère augmente face aux bavures policières, un autre grand jury convoqué - AFP

Avec la multiplication des bavures policières à l'encontre de Noirs américains et la convocation d'un nouveau grand jury à New York, le mouvement de protestation prenait de l'ampleur vendredi aux Etats-Unis soulevant à nouveau le débat de la question raciale.

La justice new-yorkaise a annoncé vendredi la convocation d'un nouveau grand jury qui décidera si le policier blanc qui a tué Akai Gurley, un Noir de 28 ans, "*par accident*" à Brooklyn le 20 novembre, doit être poursuivi devant la justice ou non.

Dans deux précédentes affaires, à Ferguson et à New York (Staten Island), les grands jurys ont décidé de ne pas envoyer les policiers devant les tribunaux.

A quatre Noirs sans arme tués ces récents mois par des policiers blancs, s'est ajouté le cas d'un Noir de l'Arizona (sud-ouest) non armé, abattu jeudi soir à bout portant, dans un corps à corps avec un officier qui voulait l'interpeller.

Ces bavures et décisions de grands jurys ont fait descendre dans la rue des milliers d'Américains qui protestent contre l'impunité dont ont jusqu'ici bénéficié les policiers responsables.

Plus de 200 personnes ont été arrêtées dans la nuit de jeudi à vendredi à New York lors d'une deuxième nuit de manifestations après la décision d'un grand jury.

"*La vie des Noirs compte*", "*le racisme tue*", ou encore "*Ferguson est partout*". Derrière des pancartes de défense des droits civiques, des milliers de personnes ont manifesté à New York mais aussi dans d'autres grandes villes américaines comme Chicago, Boston, Philadelphie, Baltimore ou Washington, où elles ont paralysé le trafic près de la Maison Blanche.

Aux quatre coins du pays, les Américains de couleur ont dit leur émotion et leur colère, attisées par les images violentes de leurs pairs tués par des policiers à la peau blanche.

La vidéo de l'interpellation musclée à New York d'Eric Garner, un père de famille de 43 ans décédé en juillet durant son transfert à l'hôpital, le corps de Michael Brown, 18 ans, criblé de plusieurs balles et laissé pendant quatre heures dans la rue sous le soleil à Ferguson (Missouri, centre), ou encore la vidéo de surveillance montrant les derniers instants de Tamir Rice, un garçon de 12 ans, abattu alors qu'il jouait avec un pistolet factice à Cleveland, dans l'Ohio (nord), sont autant d'éléments accablants.

Traumatisés par ces morts non punies, les manifestants ont appris jeudi qu'à son tour Rumain Brisbon, un Noir de 34 ans soupçonné de trafic de drogue, avait été tué par un policier de Phoenix (Arizona, sud-ouest), blanc, qui tentait de l'interpeller.

D'après la police, M. Brisbon a tenté de s'échapper et a refusé d'obéir "*à plusieurs ordres*" du policier expérimenté de 30 ans.

"*Une lutte*" a eu lieu entre les deux hommes tandis que le policier lui intimait l'ordre de garder sa main dans sa poche. Il a "cru sentir la crosse d'un revolver" et "*a tiré deux fois dans le torse de Brisbon*". Mais la poche contenait en réalité une boîte d'analgésiques puissants et addictifs.

Selon le New York Post, le policier qui a tiré la balle fatale avait envoyé un SMS à son syndicat et était resté injoignable pendant plusieurs minutes, alors que sa victime agonisait dans les escaliers. Le jeune père de famille était décédé à son arrivée à l'hôpital.

Au lendemain du décès, le commissaire de police de New York Bill Bratton avait indiqué que Gurley était "*totalement innocent*" et avait été tué par "*un coup de feu accidentel*" au cours d'une "*tragédie très malheureuse*". AFP 05.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- "*Washington veut renverser Poutine.*" - french.irib.ir

Le chef du renseignement étranger russe le confirme : les Etats-Unis cherchent via des pressions intense sur la Russie à en changer le régime. Mikhaïl Fradkov affirme que les sanctions occidentales et la baisse du prix du pétrole visent à changer le régime en Russie.

Cité par Russia Today Fradkov a mis en garde contre les tentatives des Etats-Unis visant à renverser Poutine. C'est un souhait latent des Etats-Unis qui ne veulent à aucun prix voir une Russie puissante et indépendante. La baisse de 30% du prix du pétrole est l'oeuvre des Etats-Unis. Cette baisse du prix se combine en réalité aux effets des sanctions et exerce une double pression sur la Russie.

Poutine a affirmé jeudi que le gouvernement russe sait parfaitement qui tire profit des actions anti-russes et que la banque centrale russe possède des mesures nécessaires pour les punir. french.irib.ir 05.12

2- Etats-Unis

- Obama nomme Ashton Carter à la tête du Pentagone, l'EI en toile de fond - Reuters

Le président américain, Barack Obama, a annoncé vendredi la nomination comme secrétaire à la Défense d'Ashton Carter.

Cet homme de 60 ans, qui fut numéro deux du Pentagone entre 2011 et 2013, devra s'appuyer sur son franc-parler et sa

fine connaissance du Pentagone pour trouver sa place au sein de l'administration mais aussi relever les nombreux défis auxquels l'armée américaine est confrontée.

La confirmation d'Ashton Carter par le Sénat ne devrait - a priori - pas poser de problème dans la mesure où plusieurs élus républicains de premier plan ont déjà indiqué qu'ils n'y étaient pas opposés. "*Je m'attends à ce qu'il soit confirmé*", a affirmé le sénateur républicain Lindsey Graham.

Le sénateur John McCain a pour sa part jugé qu'il était "*extrêmement compétent, très travailleur et doté d'une solide expérience*". Cependant, a-t-il ajouté ironique, "*j'espère qu'il comprend bien qu'il aura probablement une influence limitée sur le petit cercle qui entoure le président et qui contrôle visiblement tout le processus de décision*".

En acceptant cette nomination lors d'une brève cérémonie à la Maison Blanche, M. Carter, diplômé d'histoire médiévale et de physique, a affiché sa détermination à faire preuve de "*franchise*" avec le président américain.

Signe des tensions qui entourent le départ de Chuck Hagel, ce dernier n'était pas présent lors de cette cérémonie à la Maison Blanche, contrairement à ce qui avait été initialement annoncé.

"*Il est difficile d'imaginer quelqu'un de mieux préparé (que M. Carter) pour ce poste*", juge Stephen Biddle, professeur à George Washington University. "*Il est très respecté à la fois par les civils et par les militaires au sein du Pentagone. C'est un manager d'expérience. Et il est extraordinairement intelligent*".

"*Mais la grande incertitude concerne sa capacité à façonner la politique de défense américaine au sein d'une administration aussi centralisée*", ajoute-t-il, estimant que s'il "*y a toujours eu un certain niveau de tension entre civils et militaires*", il est "*incontestablement plus fort sous cette administration*".

Interrogé jeudi sur la marge de manoeuvre qu'aurait le successeur de M. Hagel, le porte-parole de l'exécutif, Josh Earnest, a assuré que l'existence de frictions entre la Maison Blanche et le Pentagone n'était "*ni nouvelle, ni propre à cette administration*".

Mais il a aussi clairement souligné la répartition des rôles: "*le président est le commandant en chef (des forces armées) et est au sommet de la chaîne de commandement. Cela signifie que le président a une responsabilité importante dans ce qui se passe au ministère de la Défense*". Reuters 05.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Exploitation.

- Les salaires stagnent malgré la hausse de la productivité - Reuters

La stagnation des salaires dans les pays développés depuis la crise financière a plus à voir avec les programmes de réduction de coûts des entreprises qu'avec la concurrence de la main d'oeuvre bon marché des pays émergents comme la Chine, selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) publié vendredi.

"*Globalement, la croissance de la productivité du travail dans les économies développées a dépassé celle des salaires réels entre 1999 et 2013*", écrit l'organisation dans son dernier rapport mondial sur les salaires. En conséquence, "*la part du revenu national allouée au travail a diminué dans les grandes économies développées.*"

Entre 2009 et 2013, l'indice des salaires réels n'a progressé que d'à peine 0,4% dans ces pays alors que celui de la productivité du travail a augmenté de plus de 5,4%.

Au niveau mondial, les salaires dans les pays émergents convergent lentement vers ceux en vigueur dans les pays développés avec une croissance de 6,7% en 2012 et 5,9% en 2013 dans les premiers contre 0,1% et 0,2% respectivement dans les seconds.

(Dans les pays émergents l'inflation à deux chiffres masquée ne compense pas la hausse des salaires, tandis que dans les pays développés l'inflation annoncée ne reflète pas la hausse réelle des prix, notamment ceux des biens d'équipement, de consommation ou les services qui concernent au quotidien la population. - ndlr)

Mais ce n'est pas la main d'oeuvre à bon marché des pays émergents qui explique la stagnation des salaires dans les pays développés, a souligné Sandra Polaski, la directrice générale adjointe de l'OIT.

(Ben voyons, à quoi servirait la mondialisation de la main d'oeuvre si elle ne devait pas se traduire par la mise en concurrence des travailleurs du monde entier ou de leurs forces de travail. - ndlr)

"*Si les niveaux de productivité augmentent vous pouvez vous accommoder de la concurrence parce que la productivité de votre entreprise vous permet de continuer à payer de bons salaires tout en restant compétitif.*"

(Contrevérités, car lles mêmes niveaux de productivité existent dans les pays émergents. On ne voit pas pourquoi des oligarques américains auraient transféré d'énormes masses de capitaux en Chine par exemple pour produire des marchandises qui seront exportées dans le monde entier, auraient décidé d'nvestir dans des technologies dépassées ou des machines obsolètes qui auraient un niveau de productivité moindre que leurs concurrents sud-coréens. Sandra Polaski raconte n'importe quoi.

En général, les multinationales qui décident de produire dans les pays émergents exportent des usines clés en main, identiques à celles qui existent déjà dans les pays occidentaux ou plus modernes encore. Et quand bien même ils décideraient de faire des économies sur le coût d'installation d'une unité de production en n'investissant pas dans la technologie dernier cri, c'est uniquement parce que le niveau de productivité inférieur sera compensé par la surexploitation de la main d'oeuvre. -ndlr)

Les profits des entreprises se sont redressés depuis la sortie de la récession de 2008-2009 provoquée par la crise financière mais ces revenus n'ont pas été réinvestis au même rythme qu'auparavant, a aussi relevé Polaski.

(Euphémisme de patrons à propos des "*profits des entreprises*", le trésor de guerre des entreprises américaines et européennes avoisine les 5.000 milliards de dollars. Et seule la plus-value servant à reproduire le cycle du capital a été réinvestie dans la production, tandis que le reste a été transféré dans le circuit de l'économie financière ou spéculative, une part infime des profits nets a été investie dans la production. - ndlr)

"*Ces profits que les entreprises conservent sans rien en faire, cela ne produit pas de bons résultats pour l'économie mondiale.*"

(Ah ben alors ma bonne dame, en voilà un constat affligeant qui ne sert absolument à rien ! Sauf à confirmer ce que nous venons de dire et en conclure qu'il faut les exproprier. -ndlr)

La faible croissance des revenus salariaux des les pays développés réduit la demande des ménages, ce qui réduit la demande à l'échelle mondiale, a-t-elle prévenu.

La faible progression voire la baisse des salaires réels dans certains pays développés est aussi considérée comme un facteur susceptible d'alimenter les risques de déflation. Reuters 05.12

(Ils sont très fort à l'OIT, à part légitimer le système capitaliste, à quoi servent-ils ? - ndlr)

2- France

2.1- 52,9% de votants aux élections de la fonction publique - Reuters

Pour la première fois, les agents des trois fonctions publiques (Etat, hôpitaux, collectivités territoriales), soit près de 5,4 millions de personnes, étaient invités jeudi à élire leurs représentants syndicaux.

A La Poste, où la direction fait état d'un taux de participation de 75,63% et où le vote s'est entièrement effectué par la voie électronique, la CGT a effectivement réussi à garder sa première place, avec 26,54% des suffrages, mais recule de près de trois points par rapport à 2011 (29,33%).

Suit la CFDT (22,51%), qui fait une percée par rapport à 2011 (18,14%) et devance désormais Sud (20,17%), FO (19,97%), l'alliance CFTC-CGC-Unsa (9,71%) et la CNT (1,10%).

Dans l'éducation, le SNUipp-FSU reste largement en tête chez les enseignants des écoles avec 44,28%, devant l'Unsa (25,06%), Force ouvrière (13,40%) et le Sgen CFDT (6,20%). Il recule toutefois de quatre points par rapport à 2011.

Dans le second degré, c'est le Snes, qui a revendiqué la victoire, avec 44% des suffrages exprimés.

Classé à droite, le syndicat policier Alliance est arrivé en tête avec 33,75 % des votes au Comité technique ministériel (CTM), devançant FO qui a obtenu près de 32 % des suffrages, lors des élections professionnelles qui se déroulaient au ministère de l'intérieur, depuis lundi dernier.

Arrivée en troisième position, l'UNSA (12,92 %), se voit attribuer deux sièges, tandis que la CFDT obtient un seul siège (10,14 %). Les autres listes n'en obtiennent aucun. La CGT, traditionnellement peu représentée dans la police, n'a obtenu que 3,39 % des suffrages.

Deux listes réputées très à droite, la FPIP et France Police, ont recueilli respectivement 3,35 % et 0,95 %. La liste de la CFTC est créditée de 1,06 %, Sud de 0,96 % et FSU de 0,84 %.

Pour la première fois, le CTM a été élu au suffrage direct, avec un taux de participation de 68,15 %. Il s'agit de l'instance directement au contact du ministre de l'Intérieur pour négocier les réformes lourdes touchant la profession.

En dehors du CTM, plus de 400 instances de concertation, locales et nationales, ont été renouvelées avec «des taux de participation élevés, en général proche de 70 %», selon la place Beauvau.

Chez les Officiers, c'est toujours le SCSI (ex-Snop), plutôt classé à gauche, qui arrive en tête. Toutefois, Synergie-Officiers (classé plutôt à droite), sera majoritaire à la préfecture de police de Paris, qui recouvre la ville intra muros, mais aussi les départements de la petite couronne (92-93 et 94). Synergie-Officiers est également majoritaire sur l'ensemble de l'Ile-de-France, toutes voix confondues. Reuters et Figaro.fr

2.2- Marché de dupes et non-dit.

- Pacte de responsabilité: accord avec la CFDT dans l'assurance, 38.000 embauches prévues - AFP

Le patronat des assurances et la CFDT ont conclu un accord dans le cadre du pacte de responsabilité, prévoyant l'embauche de 38.000 personnes d'ici à 2017, a annoncé vendredi le syndicat majoritaire dans la branche.

"*Nous sommes heureux que le dialogue social dans notre branche ait ainsi prouvé sa maturité et son efficacité*", ont réagi auprès de l'AFP Bernard Spitz et Pascal Demurger, président et vice-président de l'Association française de l'assurance (AFA).

"*C'est une signature importante obtenue dans un contexte difficile*" qui "*traduit une volonté commune d'avancer concrètement et de s'engager dans la durée*", relèvent les dirigeants de l'AFA, qui regroupe les fédérations des sociétés d'assurances (FFSA) et des mutuelles d'assurances (GEMA).

Le pacte de responsabilité prévoit d'accorder 40 milliards d'euros aux entreprises en baisses de cotisations et d'impôts, en contrepartie d'engagements en matière d'emploi. La métallurgie et la chimie ont été les premières branches à avoir conclu des accords.

Selon le Medef, d'autres ont depuis été signés dans les branches des carrières et constructions, du textile, des transports urbains et de la propreté. AFP 05.12

Ils ne disent pas tout sur le "*contexte*", et pour cause, c'est un secteur d'activité où l'immense majorité des emplois sont peu qualifiés et les salaires très bas.

Ensuite, c'est un secteur d'activité qui présente peu de turn over, où le personnel est relativement stable, l'emploi sûr, l'assurance, c'est un peu comme la banque, on a les mêmes avantages que dans la fonction publique, on n'a plus qu'à attendre la retraite en gros, bref, quand on y rentre on y reste à défaut de mieux, il compte un personnel âgé proche de la retraite. Il y a donc tout à parier que ces 38.000 embauches vont correspondre en réalité à des départs à la retraite pour finalement peu ou pas de créations d'emplois.

J'en parle en connaissance de cause pour avoir travaillé dans trois compagnies d'assurance, dont une recrutait des retraités de l'armée comme archivistes. Et quand plus de 10 ans après avoir quitté le GAN je suis retourné à l'étage où j'avais travaillé pour installer un photocopieur, j'ai rencontré mes ex-collègues de travail qui m'ont tenu ce discours, j'ai pu constater que depuis mon départ ils s'étaient confortablement installés, enracinés devrai-je dire, les chaussons en plus car la moquette aussi avait pris de l'âge.

Dans un moment de déprime, il m'est arrivé de regretter de ne pas les avoir imités car c'était une situation plutôt confortable, l'emploi à vie est de nos jours un privilège extraordinaire, n'est-ce pas, puis je me ravisai en me souvenant de notre dernière discussion qui m'avait mis mal à l'aise, pour avoir constaté qu'ils n'avaient pas changé et qu'ils étaient résignés, qu'ils se satisfaisaient du sort que la société leur avait réservé, qu'ils n'attendaient plus rien de la vie à environ 40 ans, pas de quoi les envier me suis-je dit.

C'est le genre de compromis que je n'ai jamais accepté, se laisser vivre, vivre dans l'insouciance, une petite vie pépère où on n'a pas besoin de se poser beaucoup de questions ou uniquement celles dont on connaît les réponses, pas celles qui

sont embarrassantes évidemment, où finalement on ne pense qu'à soi et personne d'autre en se foutant du reste, j'étais rebel à l'adolescence, révolutionnaire devenu adulte, enlisé dans mes contradictions et plutôt paumé par la suite, pour enfin redevenir révolutionnaire et le rester, franchement je préfère encore ce parcours, mais il est vrai que dans tous les cas de figure on n'a pas vraiment le choix, ce sont les circonstances qui déterminent notre existence.

Je vais vous avouer un truc. Au cours de mon parcours professionnel, j'ai bossé dans plus de 45 boîtes, c'est le seul moment où je me suis vraiment senti bien, détendu, quand j'étais gratte-papier au GAN, le boulot était certes débile. Le lundi matin la chef de section nous donnait une pile de dossiers à traiter dans la semaine, et généralement j'avais terminé le boulot le mardi soir, le reste du temps pour tuer le temps, je planquais un bouquin dans un tiroir que j'ouvrais discrètement et je lisais de la philosophie en attendant le vendredi après-midi.

A l'époque j'avais 19 ans. Il m'arrivait aussi de soulager des collègues qui n'arrivaient pas à bout de cette tâche harassante. C'était des femmes sans qualification et encore plus arriérées que moi à l'époque. On s'entendait bien et j'ai toujours une tendre pensée pour elles. Je suis même sorti avec l'une d'entre elle qui avait 35 ans, Françoise, elle était chef de groupe, une intellectuelle de gauche, tendance social-démocrate, sincère. J'étais le plus jeune et elles me passaient mes extravageances, genre hippy. N'allez pas croire que cela aurait un rapport quelconque avec mon départ en Inde bien des années plus tard, la photo qui figure dans la page d'accueil du site suffit à démontrer le contraire.

ECONOMIE

1- UE - Banques.

Avec la Commission Juncker le pouvoir des banquiers sort renforcé.

- Les banques d'Europe passent de peu les tests du comité de Bâle - Reuters

Le secteur bancaire de l'Union européenne n'a réussi que de justesse les tests destinés à mesurer sa conformité avec les règles de Bâle III, censées rendre le système financier international plus sûr et prévenir une nouvelle crise. Reuters 05.12

Ceci pourrait expliquer cela , surtout que ce ne sont pas ces banques qui font parrtie du premier cercle de l'oligarchie financière mondiale qui sont visés, mais les milliers d'autres plus petites. Bon, cela ne figure pas dans leurs articles.

- La Commission européenne pourrait enterrer son projet de réforme des banques - lemonde.fr

Le nouveau commissaire aux services financiers, le Britannique Jonathan Hill, a fait parvenir, le 18 novembre, à Frans Timmermans, numéro deux de la nouvelle Commission européenne, une lettre dans laquelle il évoque le retrait de la proposition de son prédécesseur comme une option à envisager sérieusement en 2015. « *Dans le cas où les Etats membres de l'Union européenne [UE] continueraient à ne pas soutenir [l'initiative]* », souligne-t-il.

La proposition de M. Barnier ciblait les trente plus gros établissements bancaires de l'UE, dont la faillite déstabiliserait l'économie. Il visait à interdire aux banques, dès 2017, de spéculer pour leur compte propre sur des produits financiers s'échangeant sur les marchés (actions, obligations, etc.) et sur les matières premières. Il proposait aussi que les autoritaires bancaires nationales, au-dessus d'un certain volume réalisé, obligent les banques à filialiser leurs activités à risque.

Les propositions de M. Barnier étaient inspirées de la réforme américaine, dite « *réforme Volcker* », du nom de l'ancien président de la réserve fédérale américaine (Fed, banque centrale). Elles ont suscité une levée de boucliers immédiate et vigoureuse. Notamment en France. Au sein des banques. Mais pas seulement. Les banquiers français ont reçu l'appui des pouvoirs publics. Ces derniers ont fait savoir à Bruxelles que le projet était « *irresponsable* » pour reprendre le terme, plutôt fort dans la bouche d'un banquier central, de Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France.

L'argument avancé ? Le projet européen fragiliserait les banques et serait plus contraignant que les réglementations, assez « *light* », que la France a adoptées pour ses institutions financières après la crise. Ces dernières consistent surtout en un renforcement des organes de contrôle nationaux. Le Royaume-Uni, qui a lui aussi adopté ses propres règles (dites « *loi Vickers* ») et l'Allemagne militaient également contre ce texte.

« *M. Hill ne dit pas du tout dans son courrier qu'il faut se débarrasser de la proposition Barnier. Il se livre juste à l'exercice, imposé par la nouvelle Commission ces dernières semaines, d'évaluation des chantiers encore en cours dans notre institution* », argumente une source bruxelloise.

Du point de vue de M. Hill, le texte qui divise risque de ne pas passer la barre du Conseil, en raison de l'opposition forte des trois plus grandes économies de l'Union européenne, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

« *Aucune décision n'a été prise, en tout cas pour l'instant* », prévient une source européenne. « *C'est vrai qu'en l'état, le texte dont on parle a très peu de chances de passer. A moins qu'il soit réécrit sous une forme allégée, avec une séparation des activités risquées qui ne serait plus obligatoire, mais seulement optionnelle, par exemple* », relève une autre source bien renseignée. lemonde.fr 05.12

2- Etats-Unis

Sur fond de précarité de l'emploi et de salaires misérables.

- Wall Street à des sommets grâce à l'emploi américain - LePoint.fr

La Bourse de New York a accueilli chaleureusement vendredi l'annonce de 321 000 créations d'emploi en novembre aux États-Unis.

- Etats-Unis: les créations d'emplois confirment la vigueur de la reprise - AFP

L'économie a créé 321.000 nouveaux emplois en novembre, un sommet depuis janvier 2012, dépassant largement les attentes des analystes.

Le taux de chômage est demeuré à 5,8%, son niveau le plus faible depuis juillet 2008. Le gouvernement a en outre effectué de solides révisions sur les embauches des deux mois précédents (44.000).

Il s'agit de "*la plus longue période de créations d'emplois de l'histoire dans le secteur privé*", a souligné le président Barack Obama, saluant le 57e mois consécutif de croissance du nombre d'emplois.

"*Les Etats-Unis continuent de dépasser la plupart des autres pays*", s'est-il empressé d'ajouter. "*Au cours des quatre années passées, nous avons remis au travail davantage de gens que ce qu'ont fait l'Europe, le Japon et tous les autres pays industrialisés réunis*", a avancé M. Obama.

Pourtant le taux de chômage est demeuré inchangé, reflétant notamment l'arrivée sur le marché du travail de quelque 119.000 nouveaux venus.

Les chiffres de l'emploi sont issus de deux études séparées, l'une auprès des ménages, l'autre auprès des entreprises, ce qui explique aussi les divergences d'évolution fréquentes entre le taux de chômage et le nombre d'emplois créés.

Il y a également un trompe-l'oeil dans les chiffres du chômage américain lorsqu'on sait que la participation au marché du travail a drastiquement faibli depuis la crise. "*Si le même proportion d'adultes que lorsque le président Obama a pris ses fonctions en 2008 avait aujourd'hui un travail ou était à la recherche d'un emploi, le taux de chômage serait de près de 10%*", explique Peter Morici, professeur d'économie à l'Université du Maryland. AFP 05.12

Un "*aspect trompe-l'oeil*" qui trompera celui qui veut bien l'être.

3- France

Quand les intérêts de l'Etat ou du gouvernement PS-PRG et d'un lobbying ou des multinationales sont complémentaires.

- Les députés votent l'interdiction d'acheter du tabac sur internet - Liberation.fr

- Tabac: les députés accèdent à plusieurs revendications des buralistes - AFP

Pour lutter contre le marché parallèle, les acheteurs sur internet seront désormais passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison ferme pour trafic en bande organisée. En France, le commerce du tabac relève du monopole des buralistes, mais au moins une cigarette fumée sur cinq n'a pas été achetée dans le réseau officiel et échappe donc aux taxes françaises.

"*C'est une des pierres dans la lutte contre les importations illégales. C'est un des éléments attendus par les buralistes*", a souligné le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert.

"*Une telle mesure se justifie par l'ampleur des constatations réalisées et la nécessité d'intensifier la lutte contre les achats à*

distance de tabacs manufacturés. Ainsi, en France, les services douaniers ont procédé en 2013 à 2.746 constatations sur le fret express et postal qui représentent plus de 22 tonnes de produits du tabac", a expliqué le gouvernement dans son amendement voté. AFP 05.12

Ne manquerait-il pas quelque chose, en dehors du fait que le gouvernement a réfusé d'aligner les taxes des cigares et cigarillos (réservés aux ouvriers comme chacun sait, même jusque dans les moindres petits détails le PS est ignoble) sur celles appliquées aux cigarettes qui figurait dans cet article ?

Les taxes qu'empochent l'Etat et que le fumeur ou citoyen lambda ne paie pas en achetant ses cigarettes sur Internet. Il fait ainsi d'une pierre deux coups... toujours contre le peuple, l'ennemi juré du gouvernement, du PS et des multinationales.

4- Vatican

Mêmes les coffres-forts ne résistent plus aux voix du seigneur ! A quoi croyez-vous mon frère ? Au pouvoir de l'argent. Comment vous aussi ?

Avant-hier Valls a sorti "*il y a des actes racistes, antisémites contre des synagogues, des mosquées, des églises*", il devait penser à ses amis banquiers ma foi, à moins qu'ils aient les mêmes préoccupations inavouables, y compris au confessionnal !

- Miracle au Vatican: l'audit révèle des fortunes oubliées dans les comptes - AFP

"*Nous avons découvert que la situation (financière du Vatican) était bien plus saine que ce qu'il semblait. Parce que quelques centaines de millions d'euros étaient cachés dans divers comptes sectoriels et n'apparaissaient pas dans les bilans*", a déclaré le cardinal australien George Pell, "*ministre*" de l'Economie du Vatican dans une tribune au magazine britannique Catholic Herald.

Le porte-parole du Vatican, Federico Lombardi, s'est empressé vendredi de préciser qu'il ne s'agissait pas de "*fonds illégaux, illicites ou mal administrés*".

Ces fonds "*ne figuraient pas dans les bilans officiels du Saint-Siège et de la Cité du Vatican*" et le Secrétariat du pape à l'Economie en a appris l'existence lors de l'audit des administrations vaticanes. (Les banques pratiquent de même, même la Fed ! - ndlr).

Cette découverte est "*un fruit de la coopération constructive entre les diverses institutions vaticanes*", a ajouté le père Lombardi.

"*Il est important d'observer que le Vatican n'est pas en faillite. A part le fonds de pensions, qui doit être renforcé pour faire face aux demandes d'ici 15 à 20 ans, le Saint-Siège se finance, grâce à la possession de biens substantiels et d'investissements*", a estimé ce cardinal à poigne. (Cette modestie vous honore monseigneur ! -ndlr)

Dans sa tribune, il décrit un système à l'ancienne, où chacune des près de 200 entités vaticanes ou dépendant directement du Vatican jouissait d'une indépendance qu'il conservait jalousement. (Ce sont assurément des conservateurs, même en politique dites-donc. - ndlr)

Désormais, "*les budgets de chaque congrégation et conseil pontifical doivent être approuvés, et leurs dépenses contrôlées (...) durant l'année*", avec des pénalités en cas de dépassement, insiste-t-il.

"*Les donateurs s'attendent à ce que leurs donations soient gérées avec efficacité et honnêteté*", explique le cardinal australien. "*Une Eglise pour les pauvres ne devrait pas être pauvrement gérée*". (Une Eglise pour les pauvres qui ne permettrait pas aux riches de s'enrichir sur leur dos ne mériterait pas le statut d'Eglise, CQFD. - ndlr)

Cette refonte, qui ne se fait pas sans douleur, est approuvée par une majorité de cardinaux: Jorge Bergoglio a été élu pape en 2013 en partie sur le mandat de réformer la Curie et de mettre fin à un système largement obsolète et dépensier. (Il a pu exister des ecclésiastiques jugés un peu trop à gauche, un grave péché, désormais finis la chienlit et le laxisme qui permettait tous ces abus inexcusables a décrété la Curie. -ndlr)

Début novembre, le cardinal Pell a adressé un courrier interne aux personnels du Vatican pour présenter un manuel des politiques de gestion financière qui entreront en vigueur à partir du 1er janvier.

Et des experts laïcs, non soumis à l'autorité du pape, devraient en garantir à terme le bon fonctionnement.

Selon Mgr Pell, certains cardinaux et évêques sont d'ailleurs favorables à ce que ces nouvelles procédures de comptabilité soient envoyées aux conférences épiscopales et aux 3.000 diocèses à travers le monde.

L'objectif est clair: que les finances du Vatican deviennent "*ennuyantes de prospérité*", afin de faire fructifier les oeuvres de l'Eglise et non plus les scandales. AFP 05.12

Que soit bénie la prospérité financière, amen !

Haut de page

Le 8 décembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles demain matin.

Dans les infos en bref, comme presque chaque jour j'ai filtré les articles qui relèvent de la propagande des différents protagonistes que je n'ai pas publiés, où il est fait référence de plus en plus souvent à d'éventuelles nouvelles guerres pour ménager les nerfs de nos lecteurs.

Je peux me tromper, je me fis à la sémantique et à la rhétorique employées et à mon pif. La toile regorge d'articles farfelus nous prédisant tous les quatre matins la chute du dollar, de la Bourse, la troisième guerre mondiale et le débarquement des martiens... J'imagine les dégâts que cela peut causer sur les esprits faibles, ignorants ou inconscients, bref, l'immense majorité de la population.

Notre portail a pour vocation d'éviter de tomber dans ces travers. Ce qui ne nous empêche pas de commettre des erreurs.

Hier soir avant de m'endormir, je me suis demandé si je n'avais pas eu tort de ne pas soutenir plus ouvertement le Venezuela et la Bolivie ou d'autres Etats sans cesse harcelés par l'impérialisme américain, dans la mesure où la révolution socialiste mondiale n'était manifestement pas pour demain, et où leur isolement risquait de leur être fatal tout comme il l'avait été d'une certaine manière à la Russie révolutionnaire de Lénine et Trotsky, et que bien leurs régimes ne soient pas comparables à celui issu de la révolution d'Octobre, ils étaient encore préférables à ceux qui les avaient précédés et à ceux qui pourraient leur succéder s'ils venaient à tomber, et que pour cette raison ils méritaient d'être soutenus même si leur orientation politique différait de la nôtre.

Je me suis rappelé que même si Lénine et Trotsky avaient vaincu Staline et le stalinisme, si la Russie révolutionnaire était restée isolée pendant encore une ou plusieurs décennies, même avec le parti le plus marxiste, communiste ou révolutionnaire du monde, ils n'auraient pas pu empêcher la chute du régime soviétique et le rétablissement de la propriété privée des moyens de production, car il leur aurait été impossible de construire le socialisme dans un seul pays sachant qu'il demeurait dépendant de l'économique mondiale qui serait demeurée capitaliste. Dans ce cas de figure, bien entendu que nous aurions continué de soutenir la Russie révolutionnaire, dès lors que l'orientation politique de ses dirigeants ne favorisait pas le rétablissement du capitalisme dans leur pays et qu'ils luttaient pour aider le prolétariat de tous les pays à renverser le capitalisme et à prendre le pouvoir. En cas de révolution prolétarienne et socialiste victorieuse à cette époque, notamment en Allemagne puis en France, en Espagne et dans toute l'Europe, la question que nous abordons ici aurait été résolue et ne se poserait pas.

Maintenant on doit tenir compte s'agissant de pays comme le Venezuela ou la Bolivie qu'il leur est impossible d'accéder au socialisme, laissons de côté la volonté de leurs dirigeants de combattre ou non dans cette perspective, objectivement c'est impossible et quand bien même ils s'engageraient dans cette voie, ils ne pourraient pas aller jusqu'au bout ou seraient balayés avant par la réaction ou les militaires qui ne leur permettraient pas d'aller aussi loin ou de rompre avec le capitalisme, ils se retrouveraient totalement isolés et encore plus faibles que la Russie soviétique et seraient rapidement renversés par un coup d'Etat orchestré par les Américains et ses alliés occidentaux.

Pour étayer mon argumentation, Marx disait qu'on ne devait pas entraver le développement du capitalisme qui portait en son sein sa négation, le socialisme, pour faire bref ou en substance, qu'on devait le combattre pour hâter sa chute dans une période où il était en pleine ascension, or cette époque est définitivement révolue. En réalité les choses sont encore plus compliquées qu'elles n'y paraissent, car avec l'industrialisation de nouveaux pays on aurait pu penser que le capitalisme connaissait une nouvelle phase d'expansion, notamment en Asie, le continent le plus peuplé, mais simultanément ce sont les pays les plus industrialisés qui sont sur le déclin, tout dépend là encore ce qu'on entend par croissance économique lorsqu'une grande partie repose sur des services ou ne sont pas par nature productif de biens matériels renfermant de la plus-value, on pourrait admettre que selon un mécanisme de vases communicants on aurait assisté à une sorte de redistribution de la production qui certes aurait augmenté mais pas suffisamment pour couvrir les besoins de la population des pays industrialisés et des pays émergents ou du reste du monde, elle aurait juste servi à mettre en concurrence les travailleurs du monde entier pour faire baisser le coût de la force de travail, sans pour autant qu'elle profite à l'ensemble des populations concernées, bien au contraire, puisque celle des pays

développée s'appauvrit et se précarise, retourne un demi-siècle ou davantage en arrière, tandis que celle des pays émergents est surexploitée et connait des conditions de vie effroyable que l'on connaît mal en occident.

Finalement ce qui reste réellement de cette nouvelle phase d'expansion du capitalisme une fois pris en considération ce qui vient d'être énoncé, correspond à peine aux forces productives qui sont détruites par les capitalistes pour retarder l'effondrement de leur système économique qu'ils savent condamné, il se peut même que le niveau des forces productives qui sont détruites soit supérieur au total de celles nouvellement créées, de telle sorte que dans les deux cas de figure il est inapproprié de parler d'une nouvelle phase d'expansion du capitalisme, puisqu'elle ne permet pas de satisfaire davantage les besoins de la population qu'autrefois, sauf au prix de sacrifices énormes des masses exploitées que ne l'on ne peut pas qualifier de progrès social, ou alors il faudrait attribuer la même vertu à l'esclavage.

Nous ne sommes donc plus en présence d'un système économique qui pourrait connaître une nouvelle phase de développement ou une évolution avec laquelle le progrès social pourrait être compatible, de telle sorte qu'on ne devrait pas entraver sa marche en avant, nous sommes au contraire en présence d'un système économique corrompu et mafieux entrée en putréfaction et qui est synonyme de régression sociale ou d'esclavage, de travaux forcés. Du coup, désormais il est de notre devoir de tout faire pour entraver sa marche en avant, d'autant plus que le prolétariat mondial est loin d'être prêt à renverser le capitalisme, tout faire pour freiner son oeuvre destructrice, et donc soutenir les Etats et les peuples qui résistent même de façon inappropriée selon nous à cette marche en avant vers l'abîme et le chaos généralisé, le règne de la barbarie. Si nous n'exigeons pas de ces Etats ou leurs représentants et ces peuples qu'ils adhèrent au socialisme pour les soutenir, nous ne devons pas pour autant nous interdire de défendre le socialisme puisque c'est la seule alternative possible au capitalisme ou le programme de la révolution socialiste mondiale, sinon à quoi bon mener ce combat s'il devait n'avoir d'autre issue que la barbarie. A suivre

Cela fait longtemps que je n'ai plus le temps de me livrer à ce genre de réflexion et je le regrette, en fait je suis en permanence crevé, à la limite du surmenage, et j'ai du mal à me concentrer sur un sujet aussi vaste.

NO HELP NO WORK !

Ma compagne me supplie de ne plus perdre mon temps avec ce portail, pour un peu elle me demanderait de me mettre en grève, illimitée puisque je ne fais jamais les choses à moitié.

Je vais étudier sérieusement sa revendication qui est parfaitement légitime au regard de sa situation.

On ne va tout de même pas s'inspirer du "*grand jury*" de Fergurson et décréter sa revendication irrecevable parce qu'elle est Noire et que c'est une esclave tout juste affranchie par votre serviteur.

J'estime donc qu'elle a les mêmes droits que mes lecteurs, bien que son niveau de conscience soit bien inférieur au leur, sa condition qui l'est tout autant (inférieur) et ses intérêts méritent autant d'attention et de respect de ma part, par esprit de justice sociale, vous en conviendrez qu'il serait mal avisé de la violer ici, n'est-ce pas ? La justice sociale, vous l'aurez compris.

Délibération dans les jours qui viennent.

Qu'on se le dise.

- C'est le Parlement européen, républicain, démocratique et laïque comme l'aime Mélenchon, qui a exigé l'arrêt de la construction du gazoduc South Stream sur ordre de Washington, la Commission européenne n'a fait que leur emboîter le pas...

- Selon la voix de l'Amérique ou les médias subventionnés par l'Etat français, ce sont des "rebelles" qui ont mené une attaque à Grozni, et non des terroristes...

- Défendre la souveraineté de son pays pour un président élu au suffrage universel, est un droit qui relève de la tyrannie et il mérite d'être renversé par un coup d'Etat orchestré par l'Otan ou le pays qui incarne le mieux la démocratie dans le monde, les Etats-Unis, dixit Obama et ses serviteurs occidentaux.

Un institut de sondages créé sur mesure pour le contexte actuel.

Odoxa a réalisé un sondage pour Les Échos et Radio Classique sur Internet.

Rappel de la causerie du 29 septembre 2014 :

- Odoxa, un nouvel institut d'études et de sondages.

"*Nous assumons une éditorialisation dans l'analyse de nos résultats afin de proposer à nos clients non pas des chiffres, mais une réponse*", expliquent les co-fondateurs sur le site internet de l'entreprise. cbnews.fr 27.08.2014

Ce qui nous avait fait dire : Chaque chose en son temps ou quand un institut de sondages propose à ses clients "*une réponse*". Ajoutons la réponse qu'ils ont envie d'entendre. Reste à la fabriquer et cela ne va pas de soi. Il faut s'y reprendre à plusieurs fois, deux ici, quant à la "*réponse*" destinée au patronat et à laquelle le bas peuple est appelé à adhérer, là en l'occurrence c'est encore plus tordu qu'une image subliminale qui viendrait se greffer dans votre cerveau à votre insu car la manipulation est d'une simplicité si déconcertante qu'elle passera inaperçue.

Pour commencer, la mise en confiance. Il faut ferrer le poisson ou le pigeon, et plus l'appât sera gros et plus il y aura de chance qu'il morde à l'hameçon. Là ils ont mis le paquet, 9 sur 10, au dela il perdrait toute crédibilité, semble-t-il.

- Près de 9 Français sur 10 opposés à la politique économique du gouvernement - LePoint.fr

A ce stade on est porté à se dire qu'ils n'en attendent plus rien. Et bien non, pas du tout, bien au contraire. Ils sont même une majorité à en redemander, car il aurait suffit que Hollande recrute un banquier pour qu'un miracle se produise ou tout du moins que la majorité y croie. Cela tombe bien puisque c'est justement la "*réponse*" qu'espérait les Echos ou le Medef. Fantastique, cela mériterait presque une canonisation des dirigeants d'Odoxa !

- Le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron est populaire, 62 % des Français jugeant qu'il est un bon ministre. Les Français sont même une majorité (58 %) à se dire prêts à voter, s'ils étaient députés, la loi Macron sur l'activité et la croissance qui sera présentée mercredi prochain en conseil des ministres. LePoint.fr 07.12

En fait, plus ils se font matraquer et plus ils en redemandent, c'est bien cela dont on veut nous convaincre. Ils ne savent plus quoi inventer pour vendre leur camelote défraîchie que la majorité rejette dès qu'elle en connaît le contenu réel, ce sondage tient de la supercherie.

Désinformation. C'est accordé bien trop d'importance à Moi 5%.

Rappel : 5% c'est le pourcentage de personnes interrogées dans un récent sondage qui souhaitent que Hollande se représente en 2017 (lire la causerie d'avant-hier).

Les médias n'ont pas manqué de saluer l'audace de Moi 5% de rencontrer le président le plus infréquentable de la planète dans un vulgaire aéroport, sans qu'on sache s'il avait été autorisé à franchir la frontière de cet Etat qu'il vomit chaque matin à son petit déjeuner, ou s'il était cloîtré dans la zone de transit destinée aux voyageurs de passage ou aux voyageurs de commerce dont il fait partie.

N'hésitant plus à se contredire et broder ou tronquer les faits quand cela fait l'affaire de leur propagande, ils auront une raison de plus d'en vouloir à Poutine pour leur avoir cassé la baraque et évoquer à propos de cette rencontre une "*vraie visite de travail*" qui n'avait rien d'une "*visite surprise*" puisqu'elle aurait été programmée lors du dernier G20 à Brisbane en Australie.

Ils ont fait figurer les deux informations dans leurs articles histoire de bien montrer qu'il n'était pas question pour eux de s'abaisser à soutenir la version de Poutine le malfaisant, parce que leurs lecteurs seraient assez naïfs pour les croire sur parole, c'est encore faire preuve de mépris à leur égard, mais ils ne sont plus à cela près.

Ce qu'il faut retenir de la rencontre surprise entre Hollande et Poutine - Lexpress.fr 06.12

Mieux que l'article qui ne présentait aucun intérêt, vous comprendrez plus loin pourquoi, les titres servent à cirer les pompes de Hollande :

- La place de la France s'affirme dans la diplomatie mondiale.

Là on a le droit d'éclater de rire, ils doivent être les seuls à y croire.

- Le dialogue avec Moscou est renoué

Assurément, puisqu'ils le disent.

Et comment, sur le ton de la menace à peine voilée, Moi 5% aurait suggéré à Poutine de "*saisir l'occasion*" qu'il lui offrait généreusement pour sortir de son isolement international qui tient de la fabulation, sans quoi il risquerait de "*continuer à s'attirer les foudres de ses homologues*", auxquelles il a trouvé la parade en révélant au monde entier ce que seuls les chefs d'Etat

et de gouvernement savaient plus quelques opposants bien informés et leurs lecteurs, à savoir que les Etats-Unis et ses alliées étaient responsables du chaos et de la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient et ailleurs dans le monde pour l'avoir programmé et orchestré, parfois en recourant à des supplétifs pour faire le sale boulot, comme l'Emirat islamique, ce qui lui vaut une haine hystérique des Américains et ses alliés qui veulent sa peau.

Bref, à entendre les médias, la démarche de Moi 5% aurait été utile. Vérifions-le.

Cette fois, c'est Le monde qui a été obligé de lâcher le morceau à la suite d'un entretien avec le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, qui ayant participé à cette rencontre a tenu à préciser à propos de l'Ukraine : « *Il ne faut pas attendre du sensationnel. Il y a eu trop de sensationnalisme et de décisions inconsidérées dans cette affaire. C'est un processus lent. Il a commencé il y a longtemps et il demande du dialogue.* », autre chose qu'une conversation dans un salon privé d'un hall d'aéroport avec Moi 5%, cela doit être le pourcentage d'intérêt qu'il a dû accorder à cet entretien et dont les médias français se sont contentés en rajoutant un zéro derrière, à l'instar de l'empereur déchu qui a lancé sur un ton désabusé ou évasif et on comprend pourquoi, cette rencontre "*donnera sans doute quelques résultats* "... hypothétiques, un jour indéterminé, comme sa réélection, non, là on connaît la date et on sait que l'affaire est déjà pliée pour lui, les Russes le savent aussi, même en France il compte pour du beurre désormais, alors à côté des Américains, en fait Poutine a fait preuve de patience et de savoir-vivre en acceptant de le rencontrer et de perdre son temps avec lui.

Chaque fois qu'en France un président est très impopulaire ou des échéances approches, il s'envoie en l'air histoire de changer d'air, l'air de rien ou presque. Son dernier coup de la mobilisation nationale contre l'antisémitisme a fait un flop lamentable, plus personne n'en parlait 48 heures après. Juste avant il s'était s'envolé pour le sommet de la Francophonie ou Françafrique, pour ensuite rendre visite au dictateur kazakh Nazarbaïev qui l'a reçu en grandes pompes et non dans un hall d'aéroport. De retour en France, dimanche c'était reparti avec cette "*grande cause nationale*" téléguidée depuis Tel-Aviv et destinée à diviser la population pour mieux imposer la loi Macrothschild.

Nazarbaïev en a profité pour répondre à Moi 5% qui voulait lui faire la leçon sur les "*droits de l'homme*", qu'ils étaient "*bien plus*" respectés au Kazakhstan que "*dans certains pays européens*", et pour bien montrer qu'il n'était pas du tout intimidé par sa majesté élyséenne, il en a rajouté une couche à l'attention des occidentaux en les appelant à revoir les "*stéréotypes*" qu'ils véhiculaient sur son pays, en réalité il a tenu le même discours que Poutine, Assad, hier Chavez ou Morales qui les renvoyaient à leurs devoirs et qu'ils ne supportent pas parce qu'ils n'acceptent pas qu'on leur résiste, ce qui traduit des intérêts divergents, qu'on mette en doute leurs intentions ou pire qu'on révèle leurs véritables intentions, là ils deviennent quasiment hystériques, Obama comparant Poutine à Ebola ou Hitler. (AFP 05.12).

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'en se chamaillant entre eux, ils causent, ils disent des choses qui habituellement ne parviennent pas aux oreilles de la plèbe qu'ils méprisent et qui ne doit pas savoir ce qui se trame dans son dos. Plus les tensions deviennent importantes entre Etats et plus ils se lâchent, livrent des informations ou en confirment et nous donnent raison au passage.

ACTUALITE EN TITRES

Il y a décidément des gens qui ont trop de fric et qui ne savent plus quoi en faire.

- Téléthon 2014: la récolte de dons dépassait les 74 millions d'euros à minuit - AFP

Le 28e Téléthon avait permis dimanche vers minuit de récolter plus de 74 millions d'euros de dons en faveur de la recherche sur les maladies rares. AFP 06.12

Depuis 82 millions, c'est une honte !

La preuve :

- La plus grosse truffe blanche au monde vendue plus de 61 000 dollars - LePoint.fr

Ceci explique cela ou est lié.

- Le Parti républicain conforte sa majorité au Sénat américain - Reuters

- Créteil : la communauté juive exprime sa colère lors d'un rassemblement - Francetv info

- La Syrie accuse Israël d'avoir mené deux raids près de Damas - AFP

Récupération politique misérable et propagande sioniste

- Valls condamne le "*manque d'indignation dans notre société*" face au racisme et à l'antisémitisme - Francetv info

Il est vrai qu'on s'en tape complètement quand c'est vous qui le mettez en scène, cela nous donne même envie de vomir.

On oublie souvent que le sionisme a été réactivité au début du XXe siècle lorsqu'il s'avéra que le pétrole serait amené à devenir la plus formidable rente de tous les temps pour ceux qui détiendraient les puits de pétrole du Moyen-Orient, à l'époque on ignorait qu'il en existait un peu partout dans le monde. Israël devait servir aux banquiers anglo-saxons-sionistes à diviser les sunnites et les chiites et de gardien armé de leur fabuleux trésor...

Du "***Front national au Parti socialiste***", c'est forcément pour la bonne cause.

- Manifestation pour soutenir le projet du Center Parcs à Roybon - Francetv info

Au nom des "*emplois*", les manifestants sont venus soutenir le projet de village vacances. En tête du cortège, des élus de tous bords politiques, du Front national au Parti socialiste. Accompagnés de 2 000 personnes, ils sont venus défendre un projet qu'ils jugent très bon pour l'économie locale. 700 emplois sont prévus. Francetv info 07.12

Bon, ça va, on a compris que vos maîtres n'en veulent pas... pas si sûr.

- 66 % des Français ne veulent pas que Sarkozy soit candidat à la présidentielle - LeParisien.fr

... ils préfèrent son clone...

- Valls se voit à Matignon "*jusqu'à la fin du quinquennat*" en 2017 - AFP

D'où tient-il cette assurance ? Certainement pas de Hollande...

Stratégie du chaos et guerre.

- Afghanistan: Chuck Hagel promet un millier de soldats américains supplémentaires en 2015 - AFP

- RDC: le bilan du massacre dans l'Est s'alourdit à 36 morts - AFP

- Quatre morts dans une frappe de drone américain au Pakistan - Reuters

Déstabilisation. Provocation, répression, condamnation.

- Iran: le correspondant du Washington Post inculpé, Kerry critique. - AFP

- Iran: des étudiants réclament la libération d'opposants devant le président Rohani - AFP

- Brésil: 5.000 manifestants contre la corruption et la politique de Dilma Rousseff - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Laminage.

- Législative dans l'Aube: duel UMP-FN au second tour pour succéder à Baroin - AFP

L'UMP Gérard Menuel, arrivé en tête dimanche du premier tour marqué par une forte abstention, affrontera le candidat Front national Bruno Subtil au second tour de la législative partielle dans la 3e circonscription de l'Aube pour succéder à François Baroin, devenu sénateur.

Gérard Menuel a obtenu 40,76% des suffrages devant le candidat frontiste (27,64%), lors d'un scrutin où l'abstention a atteint 75,37%.

Le candidat PS Olivier Girardin (14,69%, chiffre en recul de 14 points pour le parti socialiste par rapport à 2012). Cinq autres candidats ont été éliminés après le premier tour : PCF (7,46%), EEVL (4,47%) DVG (2,49%), PCD (2,00%) et DVD (0,48%).
AFP 07.12

PS. L'alter-libéralisme ou la version la plus populiste du néolibéralisme.

Il n'y a pas pire démagogue qu'un renégat, Cambadélis, qui pour justifier ses propres reniements doit sans cesse répéter qu'il être resté fidèle à ses idées qu'ils s'emploient à déformer et qu'il combat désormais, de telle sorte qu'il en est le principal fossoyeur, tout en semant la confusion sur ses réelles intentions dont il compte profiter pour emporter la confiance de son auditoire au bénéfice du doute ou le tromper délibérément. Il a du bol, les militants du PS ne demandent pas mieux.

Peu importe pour le renégat les moyens employés pour parvenir à l'objectif qu'il s'est fixé, car c'est devenu un personnage faux par excellence, corrompu, incapable de s'assumer et qui a vendu sa dignité, seule désormais l'image qu'il entend donner de lui-même (avec l'aide des médias) fait illusion dans ce domaine.

Il en va ainsi aussi des faussaires ou imposteurs en tous genres, qui très souvent ont appris leur texte ou leur rôle dans les grandes écoles aristocratiques du régime ou sur le tas, chacun se définissant de droite ou de gauche en fonction des origines ou du statut social de leur milieu familial pour finalement représenter les mêmes intérêts, le régime, pas vraiment ceux des exploités et des opprimés ou leur cause cela va s'en dire.

A retenir. (Source : AFP, Reuters, Le HuffPost et Le Figaro 06 et 07.12)

- L'électoralisme ou les promesses qui n'engagent que ceux qui y croient quand cela les arrange ou leur rapporte.

- Un appel du pied à EELV...

- Empiéter sur le terrain du FdG... Attention, sable mouvant !

- Devenir un "*parti de masse*"... du régime.

- Le PS accouche d'un corpus idéologique dans une ambiance morose - Le Figaro 06.12

- États généraux du PS: une nouvelle charte, mais pour quoi faire ? - Le HuffPost

Selon The Huffington Post "*le texte adopté cette semaine par les militants à 78% ne chamboule pas le parti pour autant*", et de préciser que "*ce n'est ni une déclaration de principes du PS (...), ni un texte programmatique, (...) mais bien un texte d'orientation, sorte d'état des lieux du PS sur le plan idéologique*".

Pour Le Figaro le texte qui doit permettre «*le réarmement idéologique*» du parti n'est pas révolutionnaire. (Ouf! - ndlr) Il ménage toutes les sensibilités socialistes et a d'ailleurs donné lieu à négociations entre le premier secrétaire et les membres de l'aile gauche du parti, le premier acceptant par exemple de supprimer du document «*le progressisme*» si les seconds rayaient le mot «*nationalisation*» (Un gros mot. - ndlr). Le document apparaît donc comme le plus petit dénominateur commun des différentes chapelles du parti.

Ce texte d'orientation politique qui touche les domaines les plus divers, promeut "*l'éco-socialisme*" et une "*alter-Europe*" et servira à la formation des militants. (L'alter ego des parasites, ils auraient pu ajouter alter-mondialisme. - ndlr)

«*Celui qui n'accepte pas la rupture avec le désordre écologique, avec les ravages de la société capitaliste sur la nature, celui-là je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste*», a-t-il prévenu soulignant qu'il s'agit là d'un «*territoire commun avec nos partenaires*» écologistes. Pour le premier secrétaire, le rassemblement est primordial. «*Sans unité, la défaite de la gauche est garantie*», a-t-il souligné affirmant que pour l'heure «*la gauche se trouve dans un moment de recul idéologique et électoral considérable*».

(Pur non-sens ou imposture, car rompre "*avec les ravages de la société capitaliste*" sans rompre avec le capitalisme conduit à les gérer et à ne rien faire pour les empêcher de se produire. - ndlr)

Dans les faits, rien de concret. (Du vent ou des paroles. - ndlr)

Cette charte doit seulement servir de "*référence collective*" aux socialistes et de "*socle fondamental de [leur] identité politique*" à l'heure où le nombre de militants est en baisse et les dissensions sont marquées au sein du parti, notamment avec les frondeurs qui viennent de se lancer dans un tour de France.

Autrement dit, elle agira comme cadre idéologique qui ne doit froisser personne...

Selon Laurent Baumel, député socialiste d'Indre-et-Loire et animateur du mouvement la Gauche Populaire, "*la charte n'aborde pas les questions qui font débat*". Même son de cloche du côté de Jérôme Dehaynin, Franck Lesueur Bonte, Pascale Pavy ou Jean-François Macaire qui ont publié plusieurs tribunes sur Le HuffPost: C'est "*un texte aseptisé ne remettant aucunement en cause la politique menée par le gouvernement*", selon eux.

Le texte est la"*Bible des socialistes pour les dix ans à venir*" selon Jean-Christophe Cambadélis. (Choix sémantique qui sied bien aux obscurantistes. -ndlr)

Dans le domaine économique, la charte, qui affirme le "*primat du politique sur l'économisme*" (L'"*économisme*" pourrait faire penser au social... amené à passer à la trappe. -ndlr), souligne "*l'objectif du plein emploi*" (Il fallait oser ! - ndlr). Il considère aussi que "*la fiscalité doit favoriser le réinvestissement des bénéfices plutôt que la distribution de dividendes aux actionnaires...*" (Comme la fiscalité pèse peu sur les profits des entreprises et qu'elles en font ce qui bon leur semble, c'était parler pour ne rien dire. - ndlr).

La charte met aussi en avant le thème de l'écologie. "*Nous reconnaissons que la question essentielle, c'est une question écologique. C'est tout à fait nouveau dans notre histoire*", a expliqué Cambadélis. (Pour nous la question essentielle, c'est l'expropriation du capital qui permettra de régler la question sociale et écologique, encore faudra-t-il au préalable s'être emparé du pouvoir politique évidemment. - ndlr).

Le PS entend surtout "*ouvrir la maison*" (Les partis courant d'air, éclectique, c'est très à la mode. - ndlr) et faire du PS un "*parti de masse*" de 500.000 militants et de 1 à 1,5 million de sympathisants en 2017 (Diable, pourquoi pas 10 ! - ndlr).

Le PS compte 150.000 militants, dont seulement 60.000 à 70.000 à jour de cotisation, contre 170.000 fin 2013. "*On a 7.000 nouveaux adhérents depuis septembre*", se réjouit toutefois M. Cambadélis. (Il ne dit pas combien il en a perdu depuis. -ndlr)

- Cambadélis exhorte le PS à l'unité face au spectre de la défaite - Reuters

Sans unité, la défaite électorale de la gauche est garantie, a déclaré samedi Jean-Christophe Cambadélis, en concluant les états généraux du Parti socialiste.

Le premier secrétaire du PS a voulu conjurer les "*fausses querelles*" au sein du parti, très divisé sur la politique économique du gouvernement issu de ses rangs, et il a désigné "*deux ennemis: l'hégémonie réactionnaire mais également le thatchérisme de la droite*". (Et voilà comment il situe Valls, Macron, Sapin, Moscovici, Fabius, etc. à droite ou les traite de réactionnaire ! - ndlr)

Les élections départementales de mars s'annoncent difficiles pour la majorité, tout comme les régionales de décembre 2015, et le congrès socialiste de juin pourrait voir les divergences sur la politique économique paralyser l'action du gouvernement. (C'est ce qu'on peut se souhaiter de mieux. - ndlr)

Face à ces risques électoraux, Jean-Christophe Cambadélis a mis en garde les socialistes : "*Un effondrement du PS ne serait pas un moment de recomposition de la gauche mais de sa décomposition et de sa marginalisation*". (Qu'il cesse de parler de ce qui est étranger au PS. -ndlr)

Alors que la loi Macron sur la croissance et l'activité, qui sera présentée mercredi au conseil des ministres, ravive les tensions au sein de la majorité, dont une partie la juge trop libérale, le premier secrétaire a voulu relativiser les divergences sur la politique économique. (Il a sans doute raison sur ce point, depuis le TSCG, la "*règle d'or*", les budgets 2013 et 2014, ceux de la Sécu, etc. ils ont tout laissé passer. -ndlr)

"*Aucun socialiste ne défend la fuite des déficits ou la chute du gouvernement*", a-t-il ainsi déclaré.

- Loi Macron: après le débat viendra le "*temps du compromis et de l'unité*" selon Bartolone (PS) - AFP

Pas si sûr cette fois encore, à suivre.

- Lienemann appelle les parlementaires PS à voter "*contre*" la loi Macron - AFP

Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, a appelé samedi les parlementaires socialistes à "*voter contre*" la

loi Macron, car elle constitue "*la remise en cause de tous les combats historiques de la gauche*". (Quelque chose me dit, que si elle se montre si virulente, c'est parce qu'elle sait que peu l'imiteront, et que donc son audace tient en réalité de l'imposture. C'est seulement si elle était virée du PS ou qu'elle en démissionnait que là on pourrait en déduire que sa prise de position n'était pas uniquement une posture ne portant pas à conséquence. - ndlr)

"*Je demande, pas seulement aux (députés) frondeurs, à tous les socialistes*" de "*dire non à la loi Marcron*", a-t-elle dit à des journalistes en marge de la clôture des "*Etats généraux des socialstes*" à Paris. (Elle n'a aucune chance d'être entendue, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut ou alors elle a décidé de quitter le PS. - ndlr)

"*Il y a trop de choses graves pour que l'on se contente de s'abstenir comme on a pu le faire dans d'autres circonstances*", a-t-elle dit, citant les lois de finances. "*Parce que là, c'est vraiment la remise en cause de tous les combats historiques de la gauche pour le droit du travail, les seuils sociaux, le temps de travail, le travail de nuit et le travail du dimanche*", a expliqué la sénatrice.

Le projet de loi comporte selon elle "*des choses moins connues*" comme "*la remise en cause des congés pour vente qui protègent les gens qui sont locataires quand il y a un congé pour vente à un institutionnel*".

"*Arrêtons ces reculs sociaux*". "*On est en train de faire la politique de la Grèce et du Portugal*", a-t-elle estimé. "*Nous ne serons pas seuls*", a-t-elle prévenu. (A partir de deux on emploie le pluriel. On demande à voir. - ndlr)

- Emmanuel Macron doit présenter mercredi en Conseil des ministres son projet de loi sur l'activité et la croissance. AFP 06.12

En complément. Aubry ou la cognée : +10%.

- Lille: Aubry augmentera les impôts en 2015 car l'État "*cogne*" - La Tribune

On comprend pourquoi les sympathisants du PS la préfère à Valls...

Parole à la réaction.

Pas encore la fureur, mais presque...

- Angela Merkel invite Paris et Rome à réformer davantage - Reuters

Angela Merkel estime dans une interview publiée dimanche par Die Welt que la France et l'Italie doivent entreprendre davantage de réformes afin de s'assurer que leurs budgets 2015 respecteront les règles... Reuters 07.12

Vivement l'extrême droite au gouvernement !

- La France doit s'inspirer de la Suède, selon Jean Tirole, Nobel d'économie - AFP

Pour que "*les gens retournent au travail*", la France doit s'inspirer de la Suède, qui a revu en profondeur son système économique dans les années 90, a estimé dimanche le prix Nobel d'économie Jean Tirole.

"*Nous devons suivre l'exemple de pays comme l'Allemagne et la Suède, qui ont connu des moments difficiles et ont fait beaucoup de réformes*", a dit le lauréat à l'occasion d'une conférence de presse à Stockholm.

Dans les années 90, la Suède a traversé une grave crise financière. Pour sauver ce qui pouvait l'être, elle a entrepris de vastes réformes structurelles.

Le pays a alors abandonné ses subventions à l'emploi ou au logement, réformé de fond en comble son système de retraite, et réduit ses dépenses de santé.

Le ratio des dépenses publiques sur le produit intérieur brut, monté au niveau record de 71% en 1993, est aujourd'hui à 53%.

Malgré sa bonne santé économique, la Suède est actuellement dans l'incertitude. Le pays se débat avec une crise politique inédite après la démonstration de force d'une extrême droite se nourrissant du malaise d'une partie de la société qui se plaint d'un modèle social devenu moins généreux.

Fort de 49 sièges au Parlement, l'extrême droite a réussi à rendre inopérant en deux mois seulement le gouvernement de coalition de gauche en votant le budget de l'opposition. Pour sortir de cette situation, le Premier ministre social-démocrate a annoncé

des élections pour le 22 mars. AFP 07.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- La Syrie accuse Israël d'avoir mené deux raids près de Damas - AFP

La Syrie a accusé dimanche Israël d'avoir mené deux raids contre des secteurs tenus par le régime près de Damas, l'accusant d'apporter un "soutien direct" aux rebelles et jihadistes.

Ailleurs dans le pays déchiré par plus de trois ans de guerre civile, les forces pro-gouvernementales ont repoussé un assaut des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) dans la province orientale de Deir Ezzor, et resserraient l'étau sur des positions rebelles dans le secteur d'Alep (nord).

Dimanche après-midi, "*l'ennemi israélien a attaqué deux régions sécurisées (gouvernementales) de la province de Damas : le secteur de Dimas (nord-ouest) et celui de l'aéroport international de Damas*", a accusé l'armée syrienne dans un communiqué diffusé à la télévision, précisant que les raids n'avaient causé que des dégâts matériels.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a indiqué dimanche soir qu'il demandait au Secrétaire général Ban Ki-moon et au Conseil de sécurité de l'ONU d'imposer des sanctions contre Israël. Le ministère a qualifié ces raids de "*crime atroce contre la souveraineté de la Syrie*", selon l'agence de presse officielle SANA.

"*Cette agression directe par Israël a été menée pour aider les terroristes en Syrie après que nos forces eurent remporté d'importantes victoires à Deir Ezzor, Alep et ailleurs*", a ajouté l'armée. "*Cela apporte la preuve du soutien direct d'Israël au terrorisme en Syrie*".

L'annonce de ces raids survient alors que les forces pro-gouvernementales syriennes ont connu plusieurs succès ces dernières 24 heures.

Elles ont réussi dimanche à repousser une attaque de l'EI contre un important aéroport militaire situé à Deir Ezzor, selon l'OSDH, qui a précisé que plus de 100 jihadistes et 59 combattants pro-régime avaient été tués.

L'aéroport militaire de Deir Ezzor est considéré comme la seule voie de ravitaillement alimentaire des forces gouvernementales dans l'Est syrien. C'est de là que les avions et hélicoptères de l'armée décollent pour des raids contre les jihadistes et rebelles dans plusieurs régions de Syrie. AFP 07.12

2- Russie

- Poutine contre Israël - french.irib.ir

Alexandre Prokhanov, membre du cercle rapproché de Poutine dénonce le renseignement israélien Mossad comme " *principal formateur des terroristes de Daech*". Invité sur le plateau de Presstv, Prokhanov a souligné " *le rôle axial du Mossad dans la formation des cadres de l'organisation terroriste de Daech surtout en termes d'espionnage et de contre espionnage*".

Le responsable russe qui fait partie des conseillers politiques du chef du Kremlin dénonce aussi le rôle des conseillers militaires israéliens dans des opérations terroristes menées par Daech à travers tout le Moyen Orient. " *L'idéologie de Daech, la prétendue foi qu'il défend n'ont rien à voir avec l'Islam tel qu'il se présente en Iran ou dans beacoup d'autres pays de la région . Ces deux choses sont distinctes et totalement opposées. En réalité Daech est un outil entre les mains des Etats-Unis visant à terroriser à intimider les pays et les nations de la région . Daech est un moyen pour menacer la Russie et l'Iran , pour faire peur à l'Europe. A ce titre , il est la créature des Etats Unis dans la région. Il y a peu Daech a commis sa première attaque terroriste contre la Russie en Tchéchénie.* "

Prokhanov est revenu ensuite sur les sanctions anti russes de l'Occident : " *l'objectif des Etats Unis et de leurs alliés à travers ces sanctions , décidées autour de la crise ukrainienne est clair : il est question de provoquer une fissure entre le gouvernement et la nation russe, d'éloigner les Russes de Poutine et pourtant, le peuple russe ne refuse toujours pas son soutien au gouvernement et*

à son président. Une alliance solide les unit à leur président. pour les Russes, l'indépendance de la Russie est plus importante que du blé " et la Crimée? " L'annexion de la Crimée a été la réaction naturelle de la Russie aux tentatives de l'Otan de s'approcher des frontières russes. Nous avons arraché la Crimée des mains des généraux de l'Otan". Le responsable russe qui représente également l'association des élmites de Russie conclut : "*Les Etats-Unis cherchent à provoquer une révolution de couleur en Russie mais la Russie ne se laissera pas faire. Elle va renforcer ses capacités militaires, optimiser ses arsenaux d'armes, sa force aérienne car au bout de tout ceci, il y aura sans nul doute la guerre*". french.irib.ir 07.12

3- Grèce

- Grèce: le budget 2015 soumis au parlement, contestation dans la rue - AFP

Le parlement grec votait dimanche soir le budget 2015, point de blocage des négociations entre Athènes et ses créanciers risquant de conduire le pays vers une prolongation de son plan de sauvetage dans un climat alourdi par de nouvelles violences urbaines.

"*Je suis convaincu que nous arriverons bientôt à un accord*", avec la troïka UE-BCE-FMI, a déclaré le ministre des Finances Ghikas Hardouvelis à la tribune de l'Assemblée.

Autant que le budget, les images d'affrontements intenses, samedi soir, dans quelques rues de la capitale grecque, ayant conduit à 296 interpellations et 43 défèrements en justice, se sont imposées aux députés.

"*Un tel spectacle nuit à notre pays et envoie un message erroné à un moment où nous avons besoin d'unité nationale*", s'est plainte la ministre du Tourisme Olga Kefalogianni.

Les incidents sont intervenus à l'issue d'une marche en mémoire d'Alexis Grigoropoulos, tué à 15 ans par un policier, le 6 décembre 2008 à Athènes, drame qui avait entraîné des troubles urbains inédits en Grèce.

La mobilisation était également dédiée à un détenu gréviste de la faim de 21 ans, Nikos Romanos, condamné pour braquage, qui dit mener un combat "*politique*" pour le droit d'étudier hors de prison. Nikos Romanos était un ami d'Alexis Grigoropoulos.

Les soutiens de Nikos Romanos, beaucoup issus de la mouvance anarchiste et autonome, ont manifesté dans le calme dimanche soir, en même temps que 10.000 personnes ayant répondu à l'appel des syndicats et partis de gauche contre un budget qui poursuit la politique d'austérité. AFP 07.12

4- Liban

- Les libanais bloquent les routes conduisant à l'ambassade turque - french.irib.ir

En protestation contre les soutiens d'Ankara aux terroristes et aux ravisseurs des soldats libanais les citoyens de ce pays ont bloqué toutes les routes conduisant à l'ambassade turque.

Ce dimanche, les citoyens libanais ont bloqué, en protestation contre les soutiens turcs aux terroristes et son implication dans le dossier des militaires de l'armée et des forces de sécurité kidnappés à Ersal, toutes les routes menant à l'ambassade turque, à Beyrouth, a-t-on appris de Farsnews. french.irib.ir 07.12

5- Etats-Unis

- Etats-Unis: Les violences policières continuent à mobiliser - 20minutes.fr

- Etats-Unis: manifestations contre les bavures policières, l'une dégénère - AFP

Les manifestations contre les violences policières contre les Noirs se sont poursuivies samedi aux Etats-Unis, et l'une d'elle, en Californie, a dégénéré en violences et pillages.

Si les manifestations se sont déroulées dans le calme dans la plupart des grandes villes, cela n'a pas été le cas à Berkeley, dans la banlieue de San Francisco, où des petits groupes détachés de la manifestation principale se sont affrontés violemment avec la police et ont pillé des magasins.

"*Certains ont commencé à lancer sur les policiers des briques, des tuyaux, des grenades fumigènes*", a déclaré à l'AFP Jennifer Coats, porte-parole de la police, ajoutant que de nombreux policiers avaient été blessés.

La police de son côté a fait usage de gaz lacrymogène alors que certains manifestants commençaient à briser des vitrines de magasins et les piller, a-t-elle ajouté, sans pouvoir préciser le nombre de victimes.

A New York, qui en était samedi à son quatrième jour de manifestations, la foule rassemblée dans l'après-midi malgré une pluie diluvienne scandait "*Je ne peux pas respirer*", les derniers mots répétés par Eric Garner, ce père de famille noir âgé de 43 ans mort étouffé en juillet lors d'une interpellation brutale par la police de New York.

Un autre rassemblement a eu lieu dans le quartier de Harlem, à l'appel de la figure de la lutte pour les droits civiques Al Sharpton, en présence du réalisateur Spike Lee.

Dans le cas de la mort d'Akai Gurley, la justice new-yorkaise a annoncé vendredi la convocation d'un grand jury pour décider si le policier, Peter Liang, devait être poursuivi devant les tribunaux ou non.

Le chef de la police de New York, Bill Bratton, avait souligné dès le lendemain qu'il s'agissait d'un "coup de feu accidentel" et que la victime était totalement innocente.

Le mot de "*lynchage*", particulièrement lourd de sens aux Etats-Unis quelque cinquante ans après la déségrégation, a aussi été employé par le représentant de la famille, Kevin Powell, qui voit un lien entre les récentes affaires: "*Nous estimons malheureusement que ça ressemble à une série de lynchages modernes*", a-t-il affirmé.

De multiples affaires policières se superposent en effet depuis cet été et alimentent les appels à une réforme des méthodes policières, et du système pénal en général. AFP 07.12

Haut de page

Le 21 décembre 2014

CAUSERIE

Les nantis et lecteurs habituels de ce portail ne sont pas les bienvenus dans la mesure où nous n'avons aucun principe, aucune valeur en commun.

Les causeries ne leur sont pas destinées.

On actualisera les différentes rubriques dans la soirée.

Union nationale des ennemis de la liberté d'expression.

Ce n'est pas vraiment une surprise que Mélenchon soit à l'origine d'une énième chasse aux sorcières des censeurs du régime via les médias officiels, qui ont décidés d'éliminer un par un tous les opposants à la pensée unique néolibérale. Car ce qu'il faut bien comprendre, c'est que Mélenchon et tous ceux qui aujourd'hui s'insurgent hypocritement contre la décision prise par iTÉLÉ de se séparer du journaliste Eric Zemmour, auxquels les médias offrent généreusement une tribune pour s'exprimer ou relaient leurs déclarations, font en réalité partie de la grande famille des porte-parole de cette pensée unique néolibérale ou en favorisent la propagation au même titre que M. Zemmour, ils oeuvrent utilement au côté du PS qui a salué cette mesure comme il se devait, on est ou on n'est pas réactionnaire.

Comment ?

S'agissant des représentants de la droite (incluant le PS) ou de l'extrême droite, en soutenant la politique du gouvernement, en le ménageant ou en l'attaquant quand elle n'est pas suffisamment à droite.

S'agissant de la pseudo-gauche et extrême gauche, en prétendant la combattre sur le plan des idées... pour finalement mieux la laisser passer : Alexis Corbière "Nous menons le combat contre les idées de Zemmour", et encore : "c'est sur le plan des idées qu'il faut argumenter, et ne pas donner l'impression d'une censure" (AFP), leur conception de la lutte des classes étant ravalée au niveau d'un combat d'idées qui ne sert strictement à rien, dès lors qu'il n'est pas mené jusqu'au bout et n'aboutit pas à la rupture avec le capital et ses institutions dont l'UE et l'ONU, et qu'il n'est pas axé ou ne se combine pas avec la nécessité impérieuse d'organiser les masses, de contruire un parti pour parvenir à renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique...

D'autres, plus sournois encore (les révisionnistes, les révolutionnaires d'hier devenus réformistes), mettent l'accent sur l'organisation des masses sans leur permettre d'élever leur niveau de conscience poilitique, ce qui revient en pratique à organiser certaines couches privilégiées des masses non pas dans la perspective du renversement du régime, mais pour faire pression sur lui dans l'espoir d'en obtenir quelques miettes.

iTÉLÉ pourrait répondre à ses détracteurs qui se réclament de la liberté d'expression, entendez par là la leur uniquement, qu'ils ont pris cette décision pour justement la défendre estimant que M. Zemmour incarnait sa négation, de la même manière qu'il ne supportait pas la présence de musulmans en France et le tour serait joué.

Marine Le Pen et Louis Alliot pour le FN, Nadine Morano et Eric Ciotti pour l'UMP, Christine Boutin pour le Parti chrétien démocrate, Cohn-Bendit, Mélenchon et Alexis Corbière pour la pseudo-gauche, tous s'insurgent contre ce qu'ils appellent un exercice de censure, car voyez-vous, on devrait être porté à penser qu'elle n'existerait pas en France, que le régime serait démocratique puisque eux peuvent s'exprimer librement et leurs propos sont repris par l'ensemble des médias, leur famille en somme, celle du régime.

Contre qui oeuvrent-ils en réalité ? Contre les masses exploitées dont la voix est étouffée et dont aucun de ces réactionnaires ou imposteurs n'incarnent les intérêts, contre la démocratie qu'incarnent la majorité des exploités qui rejettent la politique antisociale et impérialiste du gouvernement. Quel parti représente les exploités au sein des institutions ? Aucun, tous sont inféodés au capital. Quel représentant des travailleurs refusant toute conciliation avec le PS et le PCF ainsi que les appareils corrompus des syndicats passe-t-il à la télé, bénéficie-t-il d'une tribune dans la presse officielle ? Aucun.

Mélenchon a offert sur un plateau une occasion rêvée à la pire réaction de se présenter en défenseur de la liberté d'expression, ce dont elle lui sera gré n'en doutons pas.

Quant au PS, on ne peut comprendre pourquoi il a soutenu la position adoptée par la direction d'iTÉLÉ qu'à partir du moment où on a à l'esprit qu'il est aux commandes pour le compte du régime ou de la classe dominante, qu'il est un parti de droite, régime et classe dominante qui pour se maintenir au pouvoir ne se contentent pas de gérer le présent au jour le jour, mais oeuvrent également à leur survie dans le cadre d'une stratégie bien définie, donc doivent prendre des dispositions ou adopter des mesures ou des positions politiques qui leur seront utiles par la suite, selon les objectifs qu'ils se sont fixés et qu'ils savent être incompatibles avec l'exercice de la démocratie même la plus étriquée qui soit, crise du capitalisme oblige, aussi le limogeage aujourd'hui d'un journaliste de droite d'une chaîne de télé servira d'exemple ou doit servir d'avertissement à tous les journalistes, en particuliers ceux qui oseraient dans l'avenir faire preuve d'audace et tenteraient de s'opposer un peu trop violemment à sa politique néolibérale. Et lorsque l'UMP aura repris les commandes, il lui suffira de ressortir cette misérable opération pour clouer le bec à ses pseudo-opposants totalement décridibilisés ou ridiculisés, réduits à l'impuissance puisque telle n'est pas leur volonté qu'il en soit autrement ou leur refus de combattre le régime, ils gesticuleront ou vocifèreront comme ils le font aujourd'hui pendant que les véritables opposants au régime seront un peu plus marginalisés ou muselés ou pire encore, car il arrivera bien un moment où la répression se déchaînera contre eux...

On a expliqué dans des causeries précédentes que le PS avait toujours frayé la voie à l'extrême droite ou au fascisme, qu'ils étaient complémentaires et non des ennemis, que le PS était un parti fondamentalement réactionnaire.

Le PS n'était pas un parti ouvrier, c'était un parti de la petite bourgeoisie inféodée au capital qui put se faire passer pour un parti ouvrier tant que des réformes sociales étaient compatible avec l'existence du capitalisme, pour un parti démocratique tend que l'exercice (très limité) de la démocratie était compatible avec l'existence du capitalisme, mais dès lors que la crise du capitalisme atteignait un niveau incompatible avec l'exercice de la démocratie et les droits sociaux des travailleurs, les contradictions du capital ont atteint un seuil inconnu par le passé, le PS devait s'avérer être un parti anti-ouvrier, anti-démocratique, fondamentalement réactionnaire, impérialiste, de droite, anti-socialiste.

Le plus fort, et là la palme toutes catégories de l'opportunisme revient aux révisionnistes (trotskistes), qui parce qu'ils ont feint de découvrir la véritable nature du PS (en partie seulement, car à ce jour ils refusent toujours de le caractériser politiquement, ils en sont totalement incapables, ils comptent dans leurs rangs trop de militants issus du PS.), ont décrété un beau matin que le PS serait devenu ce qu'il est aujourd'hui pour ainsi dire du jour au lendemain, histoire de justifier si besoin était leur collusion avec le PS pendant plus de 67 ans et se donner bonne conscience pour pas cher (moins de 25 cts d'euro!) et le tour est joué, la vie peut continuer tranquillement comme avant pour leurs militants.

Mis en ligne hier soir.

Ne vous acharnez pas à vous connecter à ce portail, il n'en sortira plus rien.

Mes lecteurs se composaient d'expatriés, de fonctionnaires, d'intellectuels, de membres des couches moyennes, de retraités, tous à quelques exceptions près disposaient de revenus confortables.

J'ai calculé que pour un lecteur qui se connectait au site depuis 5 ans, l'aide financière que j'espérais de sa part représentait entre 25 et 50 centimes d'euro par mois pendant 5 ans, soit 15 à 30 euros au total, une somme faramineuse qui aurait gravement grevé son budget et qu'il a décidé de refuser de m'accorder estimant sans doute que le site n'en valait pas la peine, ce qui était parfaitement son droit. J'ai envie de dire qu'on ne pouvait pas tomber plus bas, comme quoi effectivement nous ne partagions pas grand chose au delà des apparences, ce sur quoi je n'ai jamais été dupe évidemment.

Bref, c'était juste un test, car je n'en ai vraiment rien à foutre de leur argent. J'ai pris des dispositions pour m'en passer, habitué à faire l'impasse sur beaucoup de choses depuis de longues années, je vis sans aucun doute beaucoup mieux qu'eux qui disposent d'un budget 10, 15, 20 fois supérieur au mien ou davantage encore. Qu'il garde leur argent, il ne leur profitera pas, car dans ces conditions ou en ayant un tel état d'esprit il ne peut pas en être autrement.

Pour tout dire cela me laisse totalement indifférent, je ne suis ni contrarié ni en colère car je savait parfaitement à quoi m'attendre. Au contraire, je suis de bonne humeur et soulagé. On dit parfois qu'en vieillissant on va de désillusions en désillusions, dans mon cas c'est différent car je ne me fais plus aucune illusion sur personne depuis plus de 25 ans, j'ai seulement l'espoir que des gens évoluent ou progressent sachant qu'ils peuvent régresser, et c'est seulement à l'expérience que j'en juge, en bon matérialiste je m'en remets aux faits, c'est la raison pour laquelle je n'ai aucun état d'âme ou aucune amertume, je suis trop lucide pour en avoir.

Mes lecteurs me méprisaient ou me détestaient pour mon franc-parler et cela aussi je le comprenais parfaitement. Certains n'ont pas hésité à me le faire sentir en me demandant de continuer le site tout en précisant qu'ils étaient loin de partager mes idées, j'en profite ici pour leur dire que je savais pertinemment que nous n'avions pas grand chose en commun.

Je leur conseille de lire un article intéressant sur le néolibéralisme qui a été publié par Le Grand Soir, dans lequel l'auteur analyse notamment les origines et les objectifs politiques des campagnes menées sur les thèmes de l'égalité des droits, du féminisme, de l'écologie, de la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, l'homophobie, etc. qui sont en réalité pilotées par les dirigeants de la classe dominante et ses représentants, le PS, ses satellites et ses alliés de la pseudo-gauche et extrême gauche, tous partis confondus.

Tous ces thèmes s'insèrent dans une théorie qu'analyse très bien l'auteur, ajoutons une stratégie politique, avec en toile de fond la destructuration du savoir, de la société, du citoyen, de l'homme qui une fois atomisé se réduit à une individualité sans personnalité, vide, inexistante, donc évidemment sans droit à part celui de se soumettre au marché, qui s'impose à lui de manière si impérieuse et brutale qu'il apparaît plutôt comme un devoir. A terme ce qui est brisée ou disloquée, pulvérisée, c'est la civilisation humaine, la lutte des classes, les rapports sociaux, les bases qui devaient servir à l'établissement du socialisme.

C'est à cela que m'a fait penser l'attitude de mes lecteurs infestée par l'idéologie dominante. Plus particulièrement ceux qui ne peuvent s'empêcher de manifester leurs désaccords avec moi et qui doivent soutenir ces campagnes populistes, qui ont ménagé le PS pendant 70 ans, les adeptes du front unique, qui refusent de rompre avec les appareils pourrris des syndicats. Croyez-vous que le PS pourrait se dire de gauche en décembre 2014 si depuis 1945 on n'avait pas arrêté de marteler qu'il était de droite, si on n'avait pas arrêté de rappeler sa sordide histoire, si on avait construit un parti intégrant ce facteur et cette caractérisation ? A leur manière, profitant de circonstances favorables, la classe dirigeante et ses représentants dont le PS ont parfaitement réussi à briser l'image du PCF, agence du Kremlin.

Ce qui a fait la puissance du marxisme, c'est d'avoir intégré et broyé les théories pré-socialistes en faisant du socialisme une science sociale à partir de la lutte des classes. Ce qui a signé la faillite politique des héritiers autoproclamés du trotskisme, c'est d'avoir refusé d'utiliser le socialisme scientifique pour broyer le réformisme qui constituait une adaptation honteuse au capitalisme ou un abandon pur et simple du socialisme. Au milieu des années 80 ils étaient si proche du PS que des centaines de militants devaient le rejoindre, et dans les années 2000 ils étaient si réformistes et si peu socialistes que ce furent des milliers de militants du PS qui les rejoignirent, au moins cela montre qu'ils ont de la suite dans les idées et que leur capitulation politique ne date pas d'hier. On nous dira que se couper du PS c'était se couper des masses, foutaise car déjà à cette époque que j'ai bien connue les masses n'attendaient plus rien du PS et pas davantage du PCF, les plus jeunes ne le savent pas et on peut leur sortir ce genre de contrevérités pour les tromper délibérément. Alors effectivement, on comprend pourquoi je n'ai pas grand choses en commun avec les militants qui soutiennent aujourd'hui que leurs dirigeants ne se sont pas fourvoyés.

Le PS a fait mieux que se couper des masses, il se destine de les broyer et vous avec, bon, le boulot est déjà bien avancé et vous lui facilitez la tâche.

On ne va pas s'éterniser sur cette question puisque cela ne sert strictement à rien. L'attitude des militants à mon égard ou plutôt aux idées que j'ai diffusées qui se connectaient sur le site, ont donné raison à Engels qui estimait que c'était perdre son temps de vouloir redresser un parti qui avait failli. De mon côté je n'ai pas échoué, puisque je n'ai jamais disposé des moyens de toucher les couches d'ouvriers ou d'employés les plus défavorisés, cette armée de millions de travailleurs qui n'intéressent ni les partis ni les syndicats. C'est seulement sur le terrain qu'on peut les rencontrer...

Les lecteurs ont décidé que cette expérience devait s'arrêter là, dont acte. Gavez-vous bien le 24 et le 31 décembre, je vous cède volontiers ma part, sans regret, attention tout de même aux indigestions !

Comprendre le néolibéralisme - Simon TREMBLAY-PÉPIN - 14 décembre 2014

Je garde depuis longtemps le souvenir d'une soirée de conférence militante du milieu des années 2000. Elle doit se situer dans l'une de ces salles tristes et mornes qui sont le lot quotidien de nos rencontres. Des néons, des plafonds flottants, du tapis commercial et des chaises de plastique. Souvent fonctionnels, ces espaces ne sont jamais vraiment agréables. Ce soir-là, on y tenait une conférence comme une autre, un panel sûrement. On aime les panels. Plus par défaut que par adhésion, je crois, mais ce n'est pas mon propos ici. Je ne sais plus si j'y prenais ou non la parole.

L'un des panélistes avait tenu le discours social-libéral typique du centre-gauche québécois : « il faut préserver les services publics, mais on doit s'adapter aux réalités du marché ». Selon la formule consacrée, les présentations s'étaient étendues et il ne restait que quelques minutes pour les « échanges ». Alors qu'on a enfin offert le micro à la salle, une dame a pris la parole. C'est cette dame qui a marqué mon esprit.

Le visage empourpré, la peau du cou tendue, elle était visiblement mécontente de s'être farci un discours centriste, alors qu'elle s'était déplacée pour entendre autre chose, justement, que ce qu'on entend tous les jours dans les médias. Après quelques arguments prononcés sur le ton à la fois courroucé et empressé qu'exigent la frustration et les contraintes de temps typiques aux questions laissées à la salle, elle avait laissé tomber, rageuse : « Vous êtes... vous êtes un néolibéral ! ». À l'entendre, elle venait de prononcer l'injure suprême. Le couperet était tombé, cet homme était du côté sombre de la Force. Si le principal intéressé n'a pas semblé relever l'attaque, j'ai tout de suite été frappé par l'affirmation et le ton utilisé pour la prononcer. Les jours suivants, je retournais dans ma tête à la fois les mots de cette phrase et mon profond malaise. Si j'étais somme toute d'accord avec les arguments avancés par cette dame, je trouvais sa finale non seulement étrange, mais en quelque sorte embarrassante. Elle venait de rendre en quelques mots tout ce qui me posait problème avec le mot « néolibéralisme », mais que je n'étais jamais arrivé, jusque là, à situer.

Depuis ce soir-là, ce moment revient périodiquement dans ma tête. Il est de ces événements qui, bien qu'ils ne revêtent aucune importance réelle, se gravent dans ma mémoire pour des raisons que j'ignore. J'ai fini par conclure qu'ils représentent des moments irrésolus, des choses que je sens qui clochent, mais que je n'arrive pas à comprendre sur le champ.

La réaction de cette dame qui me reste en tête depuis un moment soulève une question importante, le rapport à nos adversaires. Plus précisément, le rapport au néolibéralisme. Si je rassemble tout ce que j'ai entendu dire, à gauche, à propos du néolibéralisme, force est de convenir qu'aucune définition claire n'en émerge. Aucune sauf, néolibéralisme = méchant. C'est ce que la dame disait, en somme, à ce monsieur de la conférence : vous vous présentez comme gentil, mais en fait vous êtes méchant. C'est ce que nous disent les gens qui veulent voir plus l'IRIS à la télévision : allez vous battre contre les méchants néolibéraux.

Bref, à cause d'une surutilisation du terme, le mot néolibéralisme est devenu confus et manichéen. La plupart d'entre nous ne sauraient distinguer un néolibéral d'une simple adhérente au libéralisme classique, d'une libertarienne ou d'un défenseur du capitalisme. Ils entrent tous, finalement, dans le grand sac du méchant néolibéralisme.

Face à cette confusion généralisée, la lecture du plus récent ouvrage de Philip Mirowski, Never Let a Serious Crisis Go To Waste, me semble éclairante. Pour ma part, elle m'a permis de comprendre et de résoudre mon malaise de la soirée évoquée plus haut en recadrant le néolibéralisme, en mettant de l'avant ses particularités.

Un rapide tour d'horizon nous informe que malgré des dizaines d'ouvrages et près d'une centaine d'articles publiés, le nom de Philip Mirowski n'a que peu circulé dans nos revues universitaires et jamais dans la presse grand public locale. Il mène pourtant depuis le milieu des années 1980 une enquête soutenue sur la transformation de l'économie. Lecteur consciencieux et systématique des écrits économiques de la deuxième moitié du vingtième siècle, il a récemment publié deux volumes [1] qui doivent faire l'objet d'une plus grande diffusion au Québec, si l'on souhaite faire un usage intelligent du mot néolibéralisme.

Comme rien n'indique une traduction à venir à brève échéance, je me contenterai ici de résumer certains éléments de son plus récent ouvrage concernant le néolibéralisme en montrant à quel point ces réflexions peuvent nous nourrir. Je tenterai de reformuler surtout, mais pas uniquement, la partie où il présente les 13 commandements du néolibéralisme [2] pour les adapter aux mythes qui entourent le néolibéralisme au Québec. J'arrive à 10 constats sur le néolibéralisme qui nous permettent de mieux comprendre sa nature et de le situer face aux autres approches de l'économie. Je laisse à de futurs travaux à la fois le soin de couvrir son analyse de la plus récente crise financière et de formuler une critique de son ouvrage. Il me semble que le plus urgent soit de faire connaître certaines idées-forces de Mirowski à propos du néolibéralisme qui nous permettent de mieux saisir les stratégies développées par ses promoteurs.

1. Le néolibéralisme n'est pas une théorie économique, c'est une théorie explicative générale

Du plus petit gène aux relations internationales, du rapport amoureux à la négociation d'une convention collective : tout est le fait d'agents qui tentent de maximiser la valeur de leurs gestes. C'est la grande explication du monde, sa vérité fondamentale : la recherche de l'intérêt. Partout, tout le temps, en toute circonstance. Si vous croyez que qui ou quoi que ce soit puisse être guidé

par autre chose, vous vous laissez berner par des fadaises romantiques ou des justifications morales. Tout agent, qu'il soit un organisme unicellulaire ou un chef d'entreprise fonctionne selon la maximisation de son profit. Ce profit peut être un sentiment, une sensation, un gain matériel ou immatériel, peu importe. Tous les gestes sont intéressés. Le néolibéralisme c'est d'abord l'adhésion à cette proposition générale, à cette vision précise du monde qui permet, par la suite de tout expliquer, peu importe le domaine de connaissance.

La logique est certes économique, mais il s'agit d'une affirmation transdisciplinaire, qui se veut une théorie englobante capable d'aborder n'importe quelle question. L'agent qui cherche la maximisation prend la forme ici d'un donné ontologique qu'on ne peut pas contester – ses a priori cyniques étant toujours la justification a posteriori des gestes, dans une logique circulaire sans fin – mais qu'on n'a pas besoin de vérifier non plus. Le monde néolibéral est ainsi rempli d'innombrables conceptions de ce qu'est le profit et les façons de l'atteindre, il n'y a aucune communauté de besoin et de désir qui serait prévisible, tout est toujours fluctuant, changeant. [3]

2. Pour le néolibéralisme, le marché n'est pas qu'un mode d'allocation des ressources, c'est surtout la façon optimale de traiter de l'information

On présente souvent la conception néolibérale du marché comme prétendant qu'il s'agit de la meilleure institution pour faire l'allocation des ressources. En fait, c'est passer à côté du débat. Comme le monde est composé d'agents souhaitant maximiser leur profit chacun à sa façon et avec ses priorités, il est impossible pour un seul cerveau humain de comptabiliser tous ces désirs et toutes leurs conséquences. Par conséquent, il est nécessaire d'instaurer une façon de tenir compte des volontés de tout le monde à travers leur expression simultanée. Ce processeur d'information c'est le marché et son indicateur-prix. En laissant tout le monde négocier des prix à partir de sa volonté d'obtenir un bien ou un service, on a une image réelle de ce qu'est le monde à un moment donné. Cette image s'incarne dans le prix de chaque bien.[4]

Si la recherche individuelle du profit a un statut quasi ontologique pour le néolibéralisme, le marché prend sans conteste un statut épistémologique. Il s'agit du mode de connaissance adéquat du monde. Les individus, quant à eux, doivent composer avec l'ignorance. Ignorance de ce qu'est la société dans laquelle ils et elles évoluent, mais ignorance aussi de ce qui les attend à l'avenir. On peut même affirmer : ignorance de ce qu'ils sont eux-mêmes. Mirowski montre bien que chez Hayek l'éducation n'est jamais une transformation de ce que nous sommes, mais bien une façon d'adapter nos stratégies pour combler des désirs déjà présents naturellement et inchangeables. Nous sommes ainsi dans un constant état d'ignorance, même face à nous-mêmes. Le « connais-toi toi-même », n'a plus de sens. Nous savons déjà tout ce qu'il y a à savoir (nos désirs) et nous ignorons tout de comment les réaliser avant d'avoir vu le seul indicateur valide qui nous permet de répondre à cette question : les prix offerts par le marché.[5]

S'explique ainsi l'obsession néolibérale pour la prise de risque. L'entrepreneur qui prend des risques devient la clef de voute de cette pensée. Il ne s'agit pas tant de calculer le risque, d'agir avec prudence en mesurant les différentes possibilités, il est plutôt question de se mettre dans un « état » de prise de risque. Comme il est ignorant en fait du résultat de ses gestes, l'entrepreneur embrasse le risque et se lance en affaire. Il tente de satisfaire ses désirs en élaborant un projet et prend le risque de heurter de plein fouet le mur du manque d'intérêt de ses pairs pour ce qu'il a à offrir. C'est là, pour les néolibéraux le courage essentiel, la réalisation de soi qui est à la fois la plus grande aventure et la plus grande tragédie potentielle : entreprendre. Tester la valeur de son être sur les marchés. [6]

3. Le travail n'est pas au centre de l'économie néolibérale, c'est la connaissance qui y est

La pensée économique du libéralisme s'est construite autour du travail, comme élément central légitimant à la fois la propriété et l'enrichissement. On pense bien sûr ici aux écrits de Locke ou à l'analyse de Weber sur l'importance du travail dans l'esprit du capitalisme. Le néolibéralisme se distingue sur ce point du libéralisme. Ce n'est pas l'effort humain qui permet l'enrichissement, c'est la prise de risque et l'adaptation aux exigences du marché. Le néolibéralisme se découple entièrement du résidu moral qui liait encore effort et enrichissement dans le néolibéralisme. Vous êtes désormais l'entreprise de vous-même qui doit investir dans son « capital humain » : formation, apparence, entregent, charisme, savoir-faire, etc. C'est l'assemblage de ces investissements qui vous permettent de vous adapter bien ou mal aux demandes du marché. Si votre désir de propulser des nains sur une grande distance pour qu'ils frappent une cible est si grand que vous parvenez à devenir un trader génial sans faire d'effort, vous êtes la personne qui répond le mieux à la demande du marché et la morale ou la stupidité de vos désirs n'a rien à voir là-dedans. Vous obtiendrez plus ou moins d'argent en fonction de votre connaissance des demandes du marché et de votre capacité de vous y adapter de façon plus ou moins précise. Bref, c'est votre capacité de prendre des risques face à votre propre ignorance et de tenir compte de la connaissance juste venant du marché qui légitime votre enrichissement. Rien d'autre. Ni les efforts et surtout pas les besoins. [7]

4. Le néolibéralisme ne considère pas les marchés comme naturels, il considère qu'ils doivent être construits volontairement

Le libéralisme classique faisait, on le sait, la promotion du laisser-faire, du laisser-aller. Selon cette pensée, les marchés sont l'état naturel de l'économie auquel il faut revenir, en limitant le plus possible l'intervention de l'État. Nous avons vu que pour le néolibéralisme le marché est un super processeur d'information. Son origine, quant à elle, n'est pas au centre de la réflexion néolibérale qui se concentre davantage sur son effet. Chose certaine, pour les néolibéraux, ce processeur peut et doit

être mis en place artificiellement. Il n'y a aucune recherche d'un retour à un marché naturel chez les néolibéraux. Aucune volonté d'éliminer les artifices de la société pour revenir à quelque chose de plus primaire. Au contraire, il faut sans cesse surveiller l'espace social et y intervenir pour créer des marchés pour que les agents puissent transmettre et recevoir toute l'information dont ils ont besoin pour maximiser leur profit. Le marché est un artifice humain, un mode de gouvernement. D'ailleurs, tous les problèmes qui semblent être causés par des marchés pourront être réglés par la création de nouveaux marchés. Par exemple, on peut organiser des quasi-marchés dans des espaces encore publics pour que certains agents prennent conscience des prix de certaines ressources, ce qui permettra aux gestionnaires de s'adapter à la réalité des marchés extérieurs aux services publics. Ainsi, le problème de spéculation sur certaines ressources qui fait augmenter le prix de services publics doit être renversé : c'est le service public qui n'est pas capable de s'adapter à la réalité fluctuante du monde dont le marché est le meilleur indicateur. [8]

5. Pour le néolibéralisme, les inégalités ne sont pas des externalités regrettables, ce sont plutôt des éléments essentiels et nécessaires au marché

Pour que des individus aient le désir d'agir pour posséder davantage, il faut un aiguillon qui les pousse à vouloir plus. La comparaison avec un voisin mieux nanti est un élément essentiel pour susciter cette volonté d'action. Si l'on souhaite une économie dynamique et créative, il est crucial que la situation ne soit pas égale entre tous et toutes, car rappelons que dans l'univers néolibéral on agit toujours d'abord pour soi-même. On y a aussi détaché l'effort de l'enrichissement, les inégalités n'ont plus besoin de se justifier par un travail plus grand fourni par les plus riches, même s'ils ne faisaient qu'un effort minime, ça n'a pas d'importance, c'est celui qui est approprié selon le marché qui explique et légitime tout à la fois leurs revenus. La concentration de richesse dans les mains d'un petit pourcentage de la population est simplement la démonstration de leur grande capacité à bien gérer les ressources auxquelles ils ont accès, d'où le fait qu'on leur en attribue d'autres. En fait, l'égalité et la justice sociale sont les demandes des perdant-es, de ceux et celles qui veulent exploiter le succès des autres parce qu'ils ont fait des erreurs et ne savent pas vivre avec les conséquences des risques qu'ils et elles ont pris. Le marché qui révèle la réalité des besoins sociaux n'a cure des « besoins fondamentaux » ou des « droits » que certaines personnes pensent avoir. Vous aurez tous les droits que vous voulez quand vous serez pleinement adapté aux demandes du marché, d'ici là comprenez vos erreurs et adoptez de nouvelles stratégies. [9]

6. Les néolibéraux ne considèrent pas les monopoles privés comme des problèmes, ils sont plutôt la preuve d'un succès

De la même façon que les inégalités ne sont pas un problème pour le néolibéralisme, les monopoles privés, s'ils ne sont pas indument protégés par des lois, sont la démonstration d'une grande efficacité atteinte par ces firmes. Au sein du marché, les flux d'investissements peuvent toujours changer. Ce qui attirait les consommateurs et consommatrices hier peut n'intéresser personne demain. Si vous devenez la seule entreprise de votre secteur alors que de potentiel-les concurrent-es pourraient se former et entrer en compétition avec vous, cela fait la démonstration que votre usage des ressources est adéquat, que vous répondez à ce qu'exige le marché. Briser par la loi un monopole qui fonctionne bien, c'est aller précisément à l'inverse de ce que demandent, de façon répétée, chaque jour, des milliers de client-es qui font le choix de faire affaire avec cette entreprise. Briser des monopoles, c'est aller, au fond, contre la volonté populaire. Le seul danger des grandes corporations c'est que ses gestionnaires se déconnectent des priorités des actionnaires – les vrais propriétaires des entreprises –, mais les reconnecter n'est pas très difficile : il suffit de les brancher plus directement sur le marché grâce à des bonis aux rendements ou une rémunération en stock-option. [10]

7. L'État n'est pas l'ennemi à abattre pour le néolibéralisme, c'est un outil dont il faut prendre le contrôle

On confond souvent le néolibéralisme avec les libertariens, ces pseudo-anarchistes favorables au capitalisme. Or, leur rapport à l'État est sensiblement différent. Il n'est pas question pour les néolibéraux d'éliminer ni l'État, ni les institutions internationales ; on se propose plutôt d'en prendre le contrôle. Il n'y a pas d'outils plus performants que l'État, en fait, pour mettre en place de nouveaux marchés. Il ne s'agit donc pas de s'abstenir d'intervention étatique, mais bien de construire une intervention étatique qui permet d'aller à contre-courant de celle, keynésienne, qui vise à baliser les marchés. L'État n'existe donc pas pour protéger la population des dérives du marché, ce concept n'ayant aucun sens pour les néolibéraux, comme les marchés sont les seuls en mesure de traiter adéquatement l'information, ceux qui ne savent pas s'y adapter sont simplement victimes de leur propre ignorance. Le néolibéralisme n'est pas anti-institutionnel, il est favorable à un certain type d'institution, celui qui reproduit les mécanismes de marché. Ces institutions peuvent exiger autant de bureaucrates et avoir leur lot de pouvoir arbitraire, l'élément important c'est qu'ils soient réglés sur les pas du marché. Les institutions internationales – bien que décriée par les néolibéraux alors qu'ils n'étaient pas hégémoniques – sont alors vues comme des lieux importants de diffusion de la volonté de création de marchés. La mise en place de plans d'ajustement structurel a justement pour but d'installer la pensée néolibérale en orthodoxie du développement économique dans une série de pays qui n'avaient pas généré, à l'époque, leurs propres élites néolibérales. Les institutions internationales deviennent le lieu de création des États créateurs de marchés. [11]

8. Le néolibéralisme n'est pas uniquement promoteur de la démocratie libérale, il est aussi en tension avec ce régime politique

On prétend souvent que le néolibéralisme serait en phase avec la « démocratie libérale » — que je préfère, pour ma part, désigner par les mots « gouvernement représentatif » –, or ce n'est vrai qu'à moitié. Le gouvernement représentatif est utile parce qu'il permet de faire élire des gens qui auront ensuite les pleins pouvoirs de mettre en place les réformes néolibérales. De plus,

son fonctionnement électoral peut aisément être rapproché et analysé comme un marché des propositions politiques qui gèrent les désirs de tout le monde et les canalise vers un prix : le résultat électoral (ou le sondage – qui permet justement l'adaptation du pouvoir en place à la demande).

Cependant, persistent dans le gouvernement représentatif des espaces politiques qui ont des éléments démocratiques : la liberté d'expression, de manifestation et d'association où l'on peut discuter, débattre et convaincre les autres de souscrire à des projets politiques auxquels on croit ; où l'on ne confond pas tout derrière l'option unique d'une candidature pour laquelle on doit faire un choix individuel. Dans ces lieux, la politique devient plus difficile à confondre avec l'économie et est même contraire à la logique épistémologique du néolibéralisme. Si on se réunit pour décider ensemble de ce qu'on veut faire collectivement, c'est qu'on prétend que nos cerveaux peuvent, volontairement, consciemment et en commun décider de ce qui est le mieux pour nous. Pour les néolibéraux, cette information nous est entièrement inaccessible, elle ne peut se révéler à travers le débat, le dialogue ou la discussion, elle n'advient que par le marché. Pour bien illustrer cette situation, Mirowski reprend une citation très éclairante de Hayek : « Le libéralisme et la démocratie, même s'ils sont compatibles, ne sont pas une seule et même chose... il est possible, au moins en principe, qu'un gouvernement démocratique devienne totalitaire et qu'un gouvernement autoritaire mette en place des politiques favorables au libéralisme... Un État qui exige des pouvoirs illimités à la majorité devient de ce fait antilibéral. »[12] On voit qu'il est très possible dans ce contexte de penser la Chine actuelle comme porteuse d'avancées néolibérales, sans trop se poser de questions – dans l'analyse économique du moins – sur son caractère autoritaire.

Ainsi, pour les néolibéraux, donner le pouvoir au peuple, c'est lui donner individuellement la capacité de faire des choix de consommation. C'est le diriger, par les contraintes et la discipline étatique, vers les marchés pour qu'il puisse s'exprimer à travers eux, seul espace valable d'expression. Put your money where your mouth is, est la seule démocratie reconnue par le néolibéralisme. On exprime ainsi ses désirs par la quantité de ressources qu'on est prêt à investir dans un produit, un projet, une idée. Le reste – le dialogue, le débat – n'est que tentative d'influence sur les autres : effet rhétorique, jeu de pouvoir ou populisme. Ainsi le gouvernement représentatif a son utilité, mais il doit être balisé par le plus de marchés – souvent créés par lui – possible, sinon il sombre dans le totalitarisme. C'est l'État providence, mais à l'envers. Plutôt que de baliser le marché pour prévenir ses excès, il faut protéger la société de marché contre les dérives étatistes. [13]

9. Le néolibéralisme n'est pas seulement imposé à des personnes, il crée des subjectivités

Souvent, on a l'impression, non sans raison, que le néolibéralisme est une série de politiques imposées d'en haut à des personnes qui ne souhaitent pas en subir les conséquences. Ce n'est pas faux, mais c'est manquer le coeur de la proposition néolibérale. Le néolibéralisme a surtout pour effet de constituer des subjectivités compatibles avec son ontologie : il produit des « entrepreneurs de soi ». Par ses mesures politiques, mais aussi par son influence culturelle, il construit des individualités obsédées par l'accumulation de capital humain, symbolique et culturel dans le but de gravir les échelons du statut social. Il n'y a plus aucun besoin de se comprendre (ni soimême ni les autres), il est simplement temps d'exprimer les désirs que nous avons naturellement en nous. Ensuite, la personne la plus adaptée aux demandes des autres exprimées dans le marché l'emporte. C'est ainsi tant pour la recherche d'un emploi que pour celle d'un partenaire amoureux sur OkCupid. Prendre le risque d'exposer le capital humain et symbolique qu'on a obtenu, voir si l'on a retenu l'attention de ceux ou celles à qui l'on désire plaire, échouer, recommencer jusqu'à ce qu'on soit parfaitement adapté à la demande. Les réseaux sociaux comme Facebook permettent de cultiver ce rapport au monde, où le marché des « like » nous indique en temps réel la justesse d'une blague, le seyant d'une robe ou la valeur d'une vidéo de chat. À nous de nous adapter lors de notre prochain statut. [14]

Le néolibéralisme est donc aussi un code moral qui a pour but d'établir des règles de vie que devront suivre les individus. Comme pour n'importe quelle adhésion à un corpus d'idée qui a des conséquences dans la vie individuelle, il faut un acte de foi. Il faut croire que la seule recherche de notre profit individuel nous rendra heureux collectivement. Il faut aussi être à même d'interpréter les événements qui surviennent et qui peuvent parfois contredire la doxa néolibérale. Pour cela, une série d'ouvrage servent de petit catéchisme néolibéral (comme ceux d'Ayn Rand) auquel s'accrocher en période de doute, tandis que les think tanks font le travail de fournir des réponses aux problèmes spécifiques qui peuvent surgir ici et là.

10. Les think tanks néolibéraux ne sont pas que des outils de propagande

Maintenant que nous avons fait le tour des préceptes du néolibéralisme, il est nécessaire de parler de ceux et celles qui en font la promotion. Il faut comprendre que leur situation n'est pas simple. Postulant que la compréhension de nos sociétés ne se révèle qu'à travers nos diverses volontés traitées par le marché et qu'elle est inaccessible à notre cerveau, les promoteurs de la théorie néolibérale sont, en fait, des intellectuels de l'antiintellectualisme.

Ils ont surtout pour tâche de dire : « ne vous fiez pas à ceux qui prétendent penser, ne vous fiez pas à votre propre raison, fiez-vous qu'au résultat de vos désirs exprimés sur le marché ». [15] Mirowski propose l'image d'un intellectuel collectif : le neoliberalism thought collective. Gravitant autour de la société du Mont-Pèlerin fondée à l'origine par Friedrich Hayek et encore aujourd'hui fréquentée par les plus ardents défenseurs du néolibéralisme, l'intellectuel collectif néolibéral fonctionne pour Mirowski selon le modèle de la poupée russe. Les entités sont liées entre elles, elles mènent l'une à l'autre, mais elles peuvent aussi être autonomes et tenir des discours qui leur sont propres. Il ne s'agit pas d'une organisation centralisée et organisée pour répandre une propagande uniforme. C'est précisément dans le fait qu'il a une variété de niveaux à son discours et des débats internes que l'intellectuel collectif néolibéral est efficace. Les différences entre ses discours exotériques et

ésotériques constituent une de ces différenciations par niveau que souligne Mirowski. Il peut bien y avoir des think tanks (exotériques) qui diffusent une pensée très simpliste et très anti-intervention de l'État dans les médias tandis que des professeurs de départements d'économie (ésotériques) développent des moyens pour l'État de créer un marché du carbone efficient. L'intellectuel collectif ne se trouve pas affaibli par ces contradictions, il en sort même renforcé selon Mirowski. [16]

Un autre rôle essentiel de certaines poupées russes est de créer, activement, de l'ignorance là où nous croyons avoir des certitudes. Cette création de l'ignorance, Mirowski l'appelle l'agnotologie. Cet art de l'ignorance opère en donnant l'impression que des débats existent là où ils sont en fait marginaux ; en soulevant des doutes sur les compétences ou les intentions d'organisations ou de scientifiques respectés et bien sûr en forçant la tenue de « débats » médiatiques pour que les canaux de nouvelles puissent donner une impression d'équilibre en invitant un « pour » et un « contre ». Ainsi, on peut semer le doute sur les changements climatiques, mais aussi sur le potentiel cancérigène de la cigarette ou sur la validité de la théorie de l'évolution. Loin de certitude, on recrée l'état d'ignorance qui est nécessaire au bon fonctionnement du marché. Tout le monde est alors laissé à ses impressions, mais surtout à ses désirs et n'est plus inquiété par des questions « d'un autre ordre ». De toute façon, le véritable verdict est rendu par le marché qui lui reflète notre envie réelle de consommer des hummers ou des cigarettes. Créer l'ignorance est nécessaire pour prédisposer à la révélation de la vérité par le marché, grand ordonnateur de l'ignorance commune. [17]

Conclusion

Que nous apporte la lecture de l'ouvrage de Philip Mirowski pour comprendre nos adversaires néolibéraux ? D'abord, une clarté sur leurs croyances. En mettant l'agent qui cherche à maximiser son profit comme ontologie et le marché comme seule épistémologie possible du monde, les néolibéraux montrent autant leur force qu'ils tracent la limite de leur pensée. Le résumé implacable de ce qui les rend fort est simple : on ne peut pas prédire l'imprévisible. Si l'on demande à tout le monde ce qu'il souhaite faire immédiatement, nous aurons une série de réponses imprévisibles qu'on n'aurait pas su prévoir d'avance. Tenter de prévoir l'économie devient un leurre, une impossibilité physique entreprise par des planificateurs téméraires, voire totalitaires. On ne peut que constater après coup quels sont les désirs et s'y adapter ; c'est ce que le marché permet de faire.

La limite est évidente, c'est celle, toute simple que pour la plupart des gens il existe un certain de nombre de besoins de base, qu'on peut effectivement prévoir. Nous savons tous et toutes que le caractère illimité est bien relatif pour les désirs et à peu près inexistant pour les besoins. On ne désire pas tout et n'importe quoi à partir d'une impulsion venue du ciel, les désirs naissent en bonne partie des rapports sociaux. Dans une société qui souffle sur les braises de la consommation à grand renfort de publicité, le postulat de l'infinité des désirs peut paraître valide, mais il est possible d'imaginer une société sans cette publicité. Pour ce qui est des besoins nous avons déjà une bonne idée de quels sont ceux des êtres humains et nous pouvons en débattre politiquement : en prioriser certains sur d'autres. En fait, tout le monde planifie quotidiennement l'économie, autant dans de vastes organisations que dans le quotidien des familles.

Or, cette vision du marché comme seul processeur possible de l'information complexe que produit l'économie est devenue très prégnante à gauche. On la rencontre autant chez les intellectuel-les (Mirowski nous signale qu'on la retrouve notamment chez le Foucault pourtant critique de la gouvernementalité néolibérale) que chez les militantes. Qui pense, milite ou conçoit, de nos jours, des modes possibles et fonctionnels de planification qui n'auraient pas les tares du centralisme ? Outres quelques rares exceptions, ce travail ne figure jamais dans les priorités de la gauche qui se préoccupe uniquement de questions de redistribution (impôts, programmes sociaux, lutte à la pauvreté, etc.) ou de combattre la discrimination. Devant le néolibéralisme décrit par Mirowski, ces armes perdent de leur efficacité. La défense des mécanismes de redistribution est constamment remise en question, si l'on croit que le marché est la seule organisation efficace de l'économie. L'intervention étatique devient un pis-aller nécessaire pour défendre le minimum vital, mais qu'on sait au fond porteur d'une lourdeur bureaucratique à propos de laquelle nous n'avons pas de défense sérieuse ou d'options alternatives à offrir.

Quant au combat contre les discriminations (fondées sur la race, le sexe, l'orientation sexuelle, etc.) s'il peut parfois ébranler les néolibéraux sur des enjeux spécifiques, il ne leur pose aucun problème de principe, car ils adhèrent à l'égalité des chances devant le marché. Quand ces discriminations sont présentées en dehors d'une logique systémique (patriarcat, colonialisme, capitalisme) et que la gauche se consacre à moraliser les masses à partir des principes de base du libéralisme (liberté abstraite, égalité devant la loi, etc.) auxquels le néolibéralisme adhère par ailleurs, tout le monde est content. La gauche devient ainsi, pour les néolibéraux, l'éboueur des scories conservatrices encore présentes dans notre société. Dans leur esprit, plus l'humanité sera expurgée des ces préférences traditionnelles (des spécificités culturelles jusqu'aux discriminations, toutes étant vues comme des préférences arbitraires, des préjugés) plus les agents seront effectivement libres d'agir en phase avec leurs désirs réels (donc individuels) sur les marchés. Bref, grâce à cette lecture on comprend un peu mieux à qui on a à faire et en quoi certaines de nos attitudes sont mal adaptées à leurs attaques.

Enfin, l'ouvrage de Mirowski nous permet aussi d'établir des différences cruciales entre libéraux classiques, néolibéraux et libertariens. Cela dévoile des tensions qui ne sont pas toujours perceptibles autrement. Prenons le cas des finances publiques au Québec. Il est bien possible que nous soyons devant un cas où entre le premier ministre, le ministre des Finances et le président du Conseil du trésor on trouve ces trois typologies (à divers degrés et selon divers mélanges) et que des tensions, passées et à venir s'expliquent par leurs adhésions divergentes aux écoles de l'économie dominante. Bien sûr, parfois les divergences ont peu de conséquences, le néolibéralisme étant à ce point hégémonique qu'il force les libéraux classiques à

davantage de création de marchés et qu'il impose aux libertariens de faire davantage usage de l'État. Quoi qu'il en soit, nous sommes mieux en mesure de comprendre nos adversaires politiques et économiques, ce qui ne nous arrive pas souvent.
Pour reprendre l'affirmation qui m'avait tant troublé lors de la conférence évoquée en ouverture : les néolibéraux sont peut-être des « méchants », mais il en existe d'autres qui agissent selon d'autres principes.

Peut-être est-ce d'ailleurs ce que nous apprend Mirowski : prendre le temps et l'énergie nécessaire pour bien connaître les pensées adverses. On craint parfois d'être happés par une pensée adverse ou alors presque de se salir à son contact. Il est peut-être temps de constater que c'est en fréquentant peu leurs textes qu'on adopte, le plus souvent sans le savoir, les principes de nos adversaires.

Simon Tremblay-Pepin

http://raisons-sociales.com/articles/comprendre-neoliberalisme/

[1] Mirowski, Philip et Dieter Plehwe (dir.) The road from Mont Pèlerin : the making of the neoliberal thought collective, Cambridge, Harvard University Press, 2009, 469 p. et Mirowski, Philip, Never Let a Serious Crisis Go to Waste : how Neoliberalism Survived the Financial Meltdown, New York, Verso, 2014, 483 p.

[2] Miroski, Never Let a Serious Crisis Go to Waste, op. cit., p. 50-67.

[3] Ibid., p.55-56 et 59.

[4] Ibid., p.54.

[5] Ibid., p.78.

[6] Ibid., p.119.

[7] Ibid., p.58-60.

[8] Ibid., p.53, 65.

[9] Ibid., p.63.

[10] Ibid., p.64

[11] Ibid., p.56, 62.

[12] Ibid., p.57. Ma traduction. Dans le cas d'Hayek on peut remplacer le mot libéralisme par néolibéralisme, si on souhaite être en cohérence avec le propos du présent texte.

[13] Ibid., p.56, 62.

[14] Ibid., p.55, 92.

[15] Ibid., p.224-225.

[16] Ibid., p.43-49.

[17] Ibid. p. 227-229.

Haut de page

Le 28 décembre 2014

CAUSERIE

N'ayant nullement l'intention de dépenser une roupie de plus dans ce portail pour des lecteurs qui méprisent le travail founi par son animateur, l'abonnement au serveur qui héberge le site arrivant à échéance la première semaine de janvier, ce portail ne sera plus accessible à partir de cette date.

Un abruti ou un salaud ou les deux à la fois (un trotskiste depuis 44 ans, indigne de l'être assurément) ne supportant pas qu'on ne partage pas ses idées ou qu'on les critique, a été jusqu'à m'écrire dans un courriel que je m'étais abandonné à l'oisiveté qui était "*mère de tous les vices*, répétant une formule apprise par coeur que je connais aussi bien que lui, révèle un esprit étriqué, sclérosé ou qui n'a jamais évolué, sans personnalité, vide et inutile finalement. Je vais vous dire franchement ce que j'en pense, c'est vraiment dégueulasse, d'où ma réaction ici.

Les faits ou la réalité sont cruels et je conçois parfaitement qu'on préfère la fuir plutôt que l'affronter ou de les prendre en compte, s'en écarter conduit infailliblement à commettre ce genre d'absurdités, de contrevérités et bien des confusions ou pire encore, qu'ensuite on ne pourra justifier autrement qu'en en produisant d'autres et ainsi de suite, car on est absolument convaincu d'avoir raison en toutes choses, en proclamant le contraire évidemment. Adopter le statut de militant ce serait comme avoir découvert la pierre philosophale qui vous rend parfait du jour au lendemain, je ne plaisante pas hélas ! je suis aussi passé par là, jusqu'au jour où inconsciemment on n'est plus que l'ombre de soi-même ou de ce qu'on croyait être, tellement on s'est employé à donner corps à nos élucubrations qui se sont dorénavant substituées à la réalité.

On peut longtemps se leurrer sur ce qu'on est, à la longue cela relèvera de la psychopathologie. On va s'employer à entretretenir cet état névrotique qui pourra évoluer en shizophrénie, puisque c'est devenu notre nouvelle nature et on s'y accroche pour survivre, ce qui est toutefois un réflexe naturel ou partagé par l'ensemble des hommes dans une société qui finalement n'a pas dépassé le niveau préhistorique de la condition animale faite de concurrence ou de luttes pour leur survie, d'agressivité, de conflits, de violences et de guerres.

En guise d'oisiveté, pendant 10 ans j'ai consacré autant de temps à cette activité politique qu'un militant qui aurait milité pendant 50 ans, et oui à raison de 12 heures par jour et souvent davantage 365j/an, faites le calcul, cela représente 2h20 de militantisme 365j/an pendant 50 ans. Vous connaissez beaucoup de militants qui ont milité pendant 50 ans à raison de 2h20 par jour 365 jours par an, en admettant qu'un militant ne milite pas deux jours par semaine qu'il consacre à sa famille ou àses propres affaires, cela donne 3h30 par jour, 3h50 ou 4h en retirant les 5 semaines de congés, combien de militants en dehors de leur lieu de travail ou leur temps de travail consacrent 3h50 à 4 heures par jour au militantisme ? Aucun en dehors des permanents, qui eux sont payés pour faire ce boulot, combien tout le monde l'ignore et tout le monde s'en fout apparemment, c'est une autre histoire.

Ce n'est pas par hasard qu'on a parlé d'absurdité, parce que si cette activité politique qui consistait à actualiser ce site quotidiennement et qui était très ingrate, excessivement contraignante, harassante, usante physiquement, lassante à la longue, coûteuse aussi, devait être qualifiée d'oisiveté, que dire alors si au lieu de m'y être livré je m'étais borné à me prélasser sous les cocotiers sur mon coin de plage (jusqu'en décembre 2011), à profiter du temps qui passe et en me foutant de ce qui se passe dans le monde, à voyager ou à m'occuper exclusivement de mes petites affaires, en fait c'est ce militant et le comportement de mes lecteurs qui me pousse à adopter ce mode de vie, comme quoi si confusion ou incompréhension il y a, ce n'est certainement pas de mon côté qu'il faut les chercher. Eh oui, il faut un peu de cohérence dans la vie !

Vous avouerez qu'on atteint là le stade du ridicule et on se demandera comment on a pu en arriver là sans s'en apercevoir, sinon qu'on est soi-même aveuglé par ce qu'on croit être ou par notre interprétation de la réalité qui présente bien des lacunes ou des déformations.

De mon côté, je vais continuer quotidiennement de m'informer et à réfléchir à la situation, à télécharger et à lire de nombreux articles comme si rien n'était changé, à ceci près que je serai débarrassé de ce portail. Je me bornerai peut-être à envoyer sous un pseudonyme des articles à certains portails qui les publieront ou non. Il se peut aussi que je reprenne l'enseignement à l'Alliance française ou au lycée français, si j'obtiens un poste avec des horaires qui me conviennent. Sur le plan politique, je ne peux avoir aucune activité ici sous peine d'être expulsé, il y a des crétins qui ne l'ont jamais compris. Leur vision politique du monde est logiquement étriquée et sans rapport avec la réalité une fois de plus.

Arrivé à 60 ans, je suis littéralement épuisé physiquement, mal en point pour être resté assis trop longtemps, avoir peu dormi pendant 10 ans, avec des douleurs au niveau du coude du bras gauche et du genou de la jambe droite, sans parler des poumons à trop fumer, des yeux, ma vue à baisser de 40% en 10 ans, voilà à quoi conduit l'oisiveté que voulez-vous !

Je vous remercie de m'avoir poussé à prendre un repos bien mérité.

Pour ceux qui sont friands de formules (et de citations gravées dans le marbre d'un cimetière où ils ont déjà réservé leur place ou leur cerveau étant déjà fossilisé), je leur souhaiterais bien tout le meilleur en leur révélant que derrière cette formule, j'entends le meilleur et le pire, sachant que c'est de préférence du pire qu'on tire des enseignements dans la vie et non du meilleur qu'on estime nous échoir naturellement comme un don de la nature ou de dieu, dont on n'apprend rien ou ne nous aide en rien à progresser, au contraire puisqu'il sert à nous endormir ou à nous aveugler au point de ne pas voir le pire en préparation ou qui pointe à l'horizon.

Il n'y a rien de machiavélique là-dedans, ce qui serait plutôt pitoyable ou misérable ce serait de ne se souhaiter que le meilleur et d'ignorer le pire qui lorsqu'il vous tomberait dessus vous foudroierait sur le coup, ce que je ne souhaite à aucun lecteur évidemment, le pire à un niveau inférieur à celui qui nous est fatal ou ruine notre vie est salutaire dès lors qu'on en tire des enseignements pour la suite. C'était aussi une des fonctions humanistes du site, mais les lecteurs l'ont ignorée.

Que se souhaiter d'autre, que faire de mieux dans cette société infâme que d'être lucide et s'appuyer sur le meilleur qu'il y a en chacun de nous pour éviter le pire, et s'appuyer sur le pire qu'on ne peut éviter pour atteindre le meilleur ? Cela a forcément un rapport avec la réalité, non ?

Ceci sera ma dernière intervention sur ce portail.

Haut de page

Le 29 décembre 2014

CAUSERIE

Plusieurs lecteurs m'ont fait parvenir des courriels, sans fournir leurs noms vous en trouverez plus loin la teneur.

Hier j'ai actualisé les différentes rubriques du site avec les articles que j'avais retenus.

Ma situation est vraiment problématique. Il est hors de question que je continue comme avant, car j'y laisse ma santé et je n'ai pour ainsi dire même plus le temps de réfléchir ou de faire quoi que ce soit d'autres. Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de problèmes que cela m'a causés au cours des années précédentes ni leur gravité et je n'exagère rien. On fera ce qu'on pourra.

Par exemple et c'est tout récent, pour ne pas avoir été présent sur place pendant la construction de ma petite maison (62M² habitable), j'ai perdu plus de 100.000 roupies et les travaux au lieu de durer 3 mois en ont durés plus de 6, un cauchemar. En principe je dois déménager dans 10 ou 15 jours au plus tard. Laissez-moi le temps de déménager et de m'installer sinon je ne pourrais pas m'en sortir. Je vais encore avoir des travaux à effectuer moi-même par mesure d'économie. Ici en Inde rien n'est facile ou fait pour vous faciliter la vie, bien au contraire. L'achat de ce petit terrain et la construction de cette maison n'a pas été un luxe ou une lubie, car j'ai calculé qu'avec l'augmentation annuelle du loyer de la maison que je louais, que d'ici 10 ans si j'avais gardé cet argent en banque les intérêts que j'aurais perçus auraient été aux trois quart engloutis dans le loyer, il me serait resté environ 5.000 roupies par mois, environ 60 euros, et le loyer aurait continué d'augmenter évidemment. Et puis arrivé à 70 ou 75 ans je ne voyais pas une nouvelle fois refaire mes valises, il arrive un moment où on est fatigué.

Laissez-moi le temps de me réorganiser. Il va falloir que j'accompagne en scooter Selvi à son travail le matin à 8h et que j'aille la rechercher sur les coups de 13h. Pendant ce temps-là j'aurai dû préparer notre déjeuner. J'ai dû lui acheter un portable à 15 euros pour qu'elle puisse m'appeler quand elle a fini son travail. Elle va laisser tomber les 2 heures de ménages qu'elle effectuait l'après-midi chez un Français, car je n'aurai pas le temps de la raccompagner une seconde fois à son travail, la perte de revenu sera de 3.000 roupies par mois (40 euros environ). J'avais envisagé de lui acheter une mobylette d'occasion pour se rendre à son travail qui est à 15 minutes de chez nous, mais j'ai terriblement peur qu'elle ait un accident parce que l'état de la chaussée est épouvantable et la circulation hyper dangereuse, de plus la pauvre femme est plutôt tête en l'air. Cette question est en discussion.

Dans mon budget, j'ai inclus l'achat d'un petit scooter (Honda 109 cc) car la route partant de chez moi est un casse-gueule, je me suis déjà ramassé une fois en moto avec Selvi avec un pied en mauvais état pendant trois mois, je ne tiens pas à recommencer ; et puis la moto est devenue trop lourde pour moi, j'ai du mal à enjamber la selle pour monter dessus, quand je dis que je vieillis ce n'est pas des blagues. Je vais faire cadeau de ma moto au fils de Selvi qui a 23 ans, il va finir sa formation d'ici 5 mois et se mettre à bosser s'il trouve un boulot, il est jeune et c'est un bon garçon, il faut aider et encourager les jeunes. On doit aussi économiser pour lui payer son futur mariage et y penser dès maintenant. En attendant Selvi va continuer de travailler pour couvrir ses besoins, elle arrêtera quand je toucherai ma petite retraite en 2017, environ 250 ou 300 euros par mois. Autre chose que je dois prévoir absolument, c'est de mettre le terrain au nom de Selvi si mon épouse tentait quelque chose pour s'en emparer, la dépense serait de 120.000 roupies, une grosse somme pour nous dorénavant. Il faut penser absolument à tout, j'ignore ce qu'elle peut tenter légalement contre moi, ce que je sais en revanche c'est qu'elle est prête à tout pour me dépouiller.

Quand parfois j'ai écrit que je devais m'occuper de mes affaires, il s'agissait de ce genre de petites choses de la vie quotidienne qui pour nous sont très importantes, on a un mode de vie très modeste et on ne peut pas se permettre la moindre erreur. On va arranger le petit jardin pour qu'il soit rentable ou nous faire faire des économies en nourriture. Depuis ma séparation avec mon épouse ma condition matérielle ou financière n'a plus rien à voir avec ce qu'elle a été pendant les 16 dernières années écoulées.

Le frère de Selvi (Kumar) travaille dans une exploitation agricole (biologique) tenue par des Français notamment, il va nous fournir les semences et nous donner un coup de main, c'est aussi un bon garçon que les Européens surexploitent. Il en est l'intendant pour un salaire misérable de 80 euros par mois en y travaillant 7j/7 et en dormant sur place car en plus il assure la sécurité des 20 hectares de plantations. Il s'agit d'une communauté qui il y a quelques années avait touché 25 millions d'euros de subventions de l'Union européenne, entre babas cools soixante-huitards, hippies attardés ou tiers-mondistes, ongistes profiteurs. C'est Kumar qui a supervisé la construction de ma maison, trouvé les ouvriers et acheté le matériel en me consultant, je vais lui donner 30.000 roupies, plus les 20.000 et les 5.000 que je lui ai déjà donnés, au total je lui aurai versé 50.000 roupies, notez bien qu'il ne m'a rien demandé et m'a fourni toutes les factures et rendu la monnaie à la roupie près, l'essence et la moto étaient fournis par ses généreux patrons, il espérait sans doute que je lui verserais quelque chose, ce qui est la moindre des choses, il vit dans un taudis avec son épouse, ses trois enfants, sa vieille mère et le fils de Selvi. J'aurais voulu faire plus, mais je ne peux franchement pas. Je suis contre le partage des richesses parce que je le pratique déjà. Voilà pour mes comptes, quel casse-tête !

Pour ce qui est du portail.

Dans un premier temps on va continuer d'actualiser la banque de données puisque c'est apparemment ce qui intéresse le plus les lecteurs ou militants. Si cela vous convient, on se contentera de ce travail et j'en profiterai pour classer dans chaque rubrique les 2.000 articles en souffrance depuis décembre 2013.

Par la suite on verrait comment publier des infos en brefs ou des chroniques en fonction de l'actualité en évitant de se disperser, de manière à ce qu'il me reste suffisamment de temps pour m'occuper de mes affaires et de ma compagne. Et en cas de besoin, en fonction de l'actualité ou de l'importance des événements qui pourraient se produire ou certaines échéances institutionnelles, on pourrait intervenir ponctuellement de manière plus consistante.

On peut aussi envisager de laisser tomber les infos en bref et les chroniques et développer des réflexions à partir de certains articles publiés par le Réseau Voltaire, Mondialisation.ca ou Le Grand Soir, c'est intéressant et moins contraignant car détaché de l'actualité immédiate plus exigeante, c'est plus valorisant pour moi.

Dans mon cas ce n'était pas l'oisiveté le pire des vices, mais l'activisme forcené auquel j'ai décidé de mettre fin une bonne fois pour toute.

Si je mets en ligne le contenu de quelques courriels que j'ai reçus, que les intéressés ne se méprennent pas, ils demeurent anonymes, c'est juste pour encourager les autres lecteurs à les imiter et leur montrer que je ne raconte pas de blagues.

Les lecteurs apprécient ou exigent qu'on se justifie à tout bout de champ, ce qu'on peut comprendre ou est légitime, sauf que certains en abusent, c'est ainsi, j'en ai toujours tenu compte même quand cela m'excédait parfois, vous avez dû vous en rendre compte, n'est-ce pas ?

1- "*Fidéle à votre blog depuis 5 ans, je vais faire parvenir à votre mère un modeste don.*

J'espère que je ne serai pas le seul. J'ai aussi connu ce genre de mésaventure.

Je suis entièrement d'accord avec vos analyses. Bon courage et n'abandonnez pas.

De tout coeur avec vous."

Merci, c'est gentil de votre part, cela me touche beaucoup.

Quelque part je me suis dit que ce n'était pas une grosse perte d'arrêter les causeries, parce que j'ai l'impression d'avoir dit (et répété) l'essentiel, et je ne vois pas ce que je pourrais ajouter, en dehors bien sûr de sujets qui n'ont jamais été traités. Et puis chacun peut les compléter à sa convenance, on n'a jamais forcé quelqu'un à adhérer à des idées ou des analyses.

2- "*Je viens de découvrir et je suis désolé que tu décides d'interrompre tes activités sur ton site. j'ai envoyé cette semaine un chèque à l'adresse que tu indiques à Rueil Malmaison.*

Même si tu décides d'arrêter toutes activités, je pense qu'il serait utile que tu maintiennes l'abonnement pour ton site (ou bien que tu passes à quelque chose de gratuit) et peut-être que mon envoi t'aidera à le faire. Une autre solution serait d'en faire une archive à télécharger (mais mes compétences s'arrêtent là). En, effet, au fil de temps, tu as constitué une base documentaire sans équivalent à ma connaissance et qui, je te l'ai déjà dit, peut être très utile à de nombreux militants.

Bonne continuation, quelque soit la solution que tu choisiras."

Ma soeur m'a envoyé un courriel pour me prévenir et je t'en remercie infiniment. L'abonnement au serveur qui héberge le site est incontournable compte tenu qu'il comporte plus de 10.000 fichiers, à la différence d'un modeste blog entièrement gratuit.

3- "*Pour ma part, je regretterai la disparition de ce portail. Je n'en partage pas toutes les orientations, ou tout simplement les centres d'intérêt. Et certains de tes jugements, exprimés sans nuances, m'ont agacé. Mais j'en ai reçu un éclairage sur l'actualité qui m'a intéressé.*

Et au-delà de l'actualité, j'y ai appris et découvert des choses. Je pense notamment aux textes rendant compte de discussions avec d'ex-militants de l'OCI : j'ai moi-même été militant au PT (...) et l'histoire de mon ex-organisation m'intéresse. Je pense aussi, c'est un exemple, à la video d'une heure et demie sur la conférence de Shlomo Sand, qui a répondu à des questions que je me posais.

Et j'ai aussi régulièrement téléchargé IO, qui me donnait des infos parfois utiles : je reste militant syndical, sur mon lieu de travail, où la résistance est nécessaire.

Je regrette donc, finalement, que tu ne transformes pas clairement ce site en site payant. Avec un prix modique, et selon une forme institutionnalisée. Ce qui serait cohérent avec ton travail, qui mérite rémunération. Et ce qui pourrait se faire avec une part accessible à tous, afin que ce site puisse être connu de qui ne le connaît pas encore. Mais peut-être est-ce techniquement difficile à réaliser. Et peut-être cela ne t'intéresse-t-il pas, ce qui est respectable.

Quoi qu'il en soit, et pour le cas où tu maintiendrais ta décision de fermer ce portail, je te souhaite le meilleur pour les années à venir."

Le meilleur quand il est sincère est déjà acquis, on ne peux espérer mieux, je t'en remercie.

Je ne veux pas obliger les lecteurs à payer pour s'informer, même s'ils peuvent trouver ces articles ailleurs. Je voulais juste rendre service et contribuer à faire avancer nos idées dans la mesure de mes moyens, voilà tout.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

J'avais entrepris de rédiger quelques causeries sur l'actualité, on verra si cela vaut encore le coup de les publier.

Haut de page

Le 30 décembre 2014

CAUSERIE

30 articles ont été ajoutés.

4 articles publiés par Mondialisation.ca que je j'ai pas mis en ligne, rien que le titre permet de comprendre pourquoi, trop c'est trop parfois !

- Cuba: Obama a sans doute pris la décision la plus emblématique de sa présidence et a réparé une anomalie d'un autre temps. (Enfin en voilà un bon président des Etats-Unis ! On est vraiment injuste avec lui...)

- Cuba – Etats-Unis : « Le président Obama a fait un constat lucide ». (Quel brave homme tout de même!)

- Grande absente de la conférence de Lima : La justice climatique. (Al Gore en a une larme à l'oeil!)

- Destruction du tombeau de Saddam Hussein. (Priez pour son âme!)

Haut de page

Le 31 décembre 2014

CAUSERIE

J'ai actualisé cette rubrique comme j'ai pu avec des infos des 15 derniers jours.

Un vidéo

MH17. Le lanceur de missile BUK 312 revient sur scène. Interview d'un membre de l'équipage.
https://www.youtube.com/watch?v=Mf3OaY7DH6c

Anatoliy Shariy a interviewé l'homme qui l'été dernier servait sur le BUK 312 accusé par le SBU (service de sécurité de l'Ukraine) d'être à l'origine du crash du Boeing de la compagnie Malaysian Airlines le 17 juillet 2014. Les photos et les vidéos de ce BUK précis (le 312) ont été largement diffusées par les autorités ukrainiennes et relayées par les médias du monde entier. Cette unité de tir était présentée comme provenant de la Fédération de Russie.

Le jeune homme raconte également comment les soldats ukrainiens désertaient ou passaient du côté de la milice populaire.

Le populisme version néolibérale de gauche (sans rire).

Le quotidien britannique *The Independent* a relevé à propos de la polémique autour du journaliste Eric Zemmour déclenchée par Mélenchon : «*Cette polémique est également typiquement française parce qu'elle est sémantique*», soutient le journaliste qui rappelle que la polémique est d'abord née autour du mot «*déportation*», qui n'a finalement jamais été prononcé. (20minutes.fr 28.12)

Effectivement, ce n'est pas Zemmour qui a prononcé le mot « *déportation* », mais le journaliste de Corriere della Sera lors de leur entretien daté du 30 octobre.

Traduction :

Éric Zemmour : Les musulmans ont leur code civil, c'est le Coran. Ils vivent entre eux, dans les périphéries. Les Français ont été obligés de s'en aller.

Corriere della Serra : Lei allora che cosa suggerisce ? Deportare cinque milioni di musulmani francesi ?

Corriere della Serra : Mais alors que suggérez-vous de faire ? Expulser 5 millions de musulmans français ?

Éric Zemmour : Je sais, c'est irréaliste mais l'Histoire est surprenante. Qui aurait dit en 1940 qu'un million de Pieds-noirs, vingt ans plus tard, seraient partis d'Algérie pour revenir en France ? Ou bien qu'après la guerre, 5 ou 6 millions d'Allemands auraient abandonné l'Europe centrale et orientale où ils vivaient depuis des siècles ?

J'ai vérifié la traduction (Google) de deportare en italien qui ne signifie pas déporter mais expulser. Par contre en latin classique (Grand Robert) deportare signifiait déporter.

Le professeur Mélenchon qui n'a pas officié comme tel depuis des lustres, en réalité il n'aura travaillé que quelques années au cours de son existence dorée, aura confondu l'italien et le latin classique, à moins qu'il se soit livré consciemment à un amalgame pour la circonstance, afin de produire un effet ou faire parler de lui ou encore se faire passer pour ce qu'il n'est pas.

Déporter - Transporter par la force hors de son pays natal (des hommes, des populations).

Expulser - Chasser (qqn) du lieu où il était établi. (Grand Robert)

Si les deux termes sont effectivement très proches, voire synonymes, leur connotation (historique) l'est moins, la charge émotionnelle liée au terme déportation étant supérieure car rappelant celle des juifs ou des tziganes notamment déportés en Allemagne par le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale, ce que savait Mélenchon qui peine à se faire passer pour un opposant crédible au gouvernement, au régime tout de même pas.

Dans un interview donné à Figarovox, Stefan Montefiori, l'auteur de l'entretien avec Zemmour confirme qu'il a bien employé le mot chasser et non déporter.

Figarovox : L'entretien que vous avez fait avec Éric Zemmour provoque la polémique. Êtes-vous surpris ?

Stefan Montefiori : Cet entretien date du 30 octobre. À l'époque, en Italie, il n'a pas fait trop de polémique.

Le mot déportation, à juste titre, scandalise...

Il faut préciser qu'Éric Zemmour n'a pas employé ce mot. Au terme d'une conversation sur Le Suicide français, les échecs de l'assimilation et du modèle multiculturel, je lui ai posé la question suivante :

« *Mais vous ne pensez pas que ce soit irréaliste de penser qu'on prend des millions de personnes, on les met dans des avions…* » ; il ajoute : « *ou dans des bateaux* », et je reprends : « *Pour les chasser ?* » Ce que j'ai résumé dans la formule qui fait scandale.

Le journaliste de Corriere della Sera précisera : "*Après avoir évoqué les exemples pied-noirs et allemands, Eric Zemmour décrit un chaos tragique. La guerre civile que Zemmour décrit n'est évidemment pas ce qu'il souhaite, mais ce qu'il voit venir. Il pense que c'est possible.*" (lefigaro.fr 16.12)

Le chaos et la guerre civile sont possibles en train de devenir possibles dans tous les pays où les chefs d'Etat ou de gouvernement résistent ou s'opposent à la politique de l'impérialisme américain ou lorsqu'ils peinent à la mettre en oeuvre, les milices fascistes ou d'extrême droite qui sont déjà sur place sont alors prêtent à se mobiliser à l'appel de l'OTAN, les néolibéraux et leurs officines (NED, CIA, USAID, etc.) leur donnant un coup de main pour réaliser ce coup de force ou coup d'Etat à chaud ou à froid.

On vient d'en avoir l'illustration avec l'Ukraine dirigée par un oligarque entouré de néonazis qui se proposait d'expulser les russophones du pays ou de les conduire à l'exode, bénéficiant du soutien des médias et du gouvernement français, du PS et ses satellites. Démarche jugée tout à fait respectable ou démocratique dès lors qu'elle avait l'aval de Washington et Bruxelles, puisqu'il s'agissait de mettre au pas des ennemis de l'intérieur, des traîtres à la nation, un tiers environ de la population ukrainienne, commandés depuis Moscou, l'ennemi juré des puissances occidentales qui a eu l'audace de s'opposer à leurs ambitions expansionnistes inavouées ou pour défendre ses propres intérêts géostratégiques notamment, que l'on ne partage pas mais c'est une autre question.

Mélenchon s'est finalement laissé aller à une surinterprétation de propos approximatifs et outranciers tenus par un journaliste de droite coutumier du fait et qui n'en valait pas la peine, qu'il est allé chercher dans les poubelles d'un média italien six semaines après leur parution, à croire que durant un mois et demi en France il ne s'était pratiquement rien passé sur le plan social ou politique qui méritait de retenir son attention pour développer sa politique ou plutôt son absence de politique, qu'il remplace avantageusement par ce genre d'opérations misérables de marketing ou de communication de bas étage en direction des médias qui lui offrent en retour une tribune sur un plateau, ceci devant expliquer cela. A défaut d'argument politique consistant ou cohérent, l'illusionniste se satisfait des fonds de poubelles de l'histoire qui servent occasionnellement la propagande de la classe dominante ou ses représentants, permettant ainsi au ministre assassin Cazeneuve de condamner les propos de Zemmour et de se faire passer pour un grand démocrate.

On admettra volontiers que Zemmour est infréquentable. C'est un journaliste de droite qui incarne le nationalisme le plus exacerbé qui rivalise dans l'abjection avec l'extrême droite, avec laquelle lorsque le régime capitaliste vacille les nationalistes s'allient volontiers (Ukraine) puisque c'est l'extrême droite qui dispose des troupes (milices) pour le défendre, quand ce n'est pas à l'armée que revient la direction des opérations.

Sur le Net, il existe des centaines ou des milliers de portails, blogs, plus les réseaux dit sociaux, dans toutes les langues, qui sont xénophobes, racistes, d'extrême droite, fascistes, nazis, etc. Il existe une multitude de publications diverses et autant de partis, organisations, groupes, associations du même genre. Il serait impossible de vouloir en dresser la liste complète ou d'en faire le tour, encore moins de commenter ce qu'ils publient ou de vouloir les dénoncer ou de s'y attaquer sauf à avoir du temps à perdre. Mélenchon en a à revendre, pas nous, il en a même fait profession, notez bien la différence car elle est importante et pas anodine. Le Net mis grâcieusement à la disposition de la population était un cadeau empoisonné, car il sert aussi ou surtout à cela, pendant ce temps-là on ne milite pas, on ne rencontre personne avec qui discuter ou échanger des idées, on n'a aucune activité productive, on est passif, neutralisé en quelque sorte, les yeux rivés pendant des heures sur un écran, on s'abrutit soi-même littéralement, car qu'est-ce qui en ressort, rien, absolument rien en l'absence de boussole pour se guider...

Mélenchon et ses semblables du Front de gauche le mal nommé, c'est l'art de brasser du vent.

Qu'est-ce qui est le plus productif, s'en prendre à un journaliste de droite ou d'extrême droite parmi tant d'autres qui continueront de distiller leur venin, amasser des connaissances qu'on sera incapable d'ordonnancer ou qui demeureront inutiles, ou se munir d'une boussole pour s'orienter (ou mener son combat politique) dans la bonne direction quel que soit le sens dans lequel le vent soufflera afin d'atteindre l'objectif que l'on s'est fixé ou se rapprocher de notre idéal ? Nous avons opté pour la troisième option et nous en sommes satisfait.

Commentaires d'internautes.

1- " *Il faut apprendre les langues...*

"Deportare" en italien signifie (comme d'ailleurs "deport" en anglais) expulser et non pas déporter qui, en français, évoque les camps d'extermination nazis. Zemmour parle simplement de remigration. Quand on traduit, il vaut mieux connaître les nuances de la langue. "

2- "*Enfumage.*

Encore une entourloupe de la gauche pour "déporter" l'attention de la population sur autre chose que ses propres turpitudes. Toutes ces gesticulations ont le résultat inverse à celui qu'elles recherchent. Elles ne font que renforcer le sentiment d'incompréhension de la population et le FN."

Il faut bien que la pseudo-gauche entretienne l'illusion qu'elle est de gauche et que quelque chose la distingue de la droite à défaut de rompre avec le capitalisme et ses institutions. II faut bien qu'elle mérite son étiquette et qu'elle tente comme elle le peut de camoufler son véritable rôle au côté du régime qu'elle joue ici parfaitement en servant d'aiguillon à l'extrême droite, qui s'empressera de dénoncer une atteinte intolérable à la liberté d'expression et pourra ainsi se poser en défenseur de la démocratie et le tour du prestigiditateur Mélenchon sera accompli.

Mélenchon est un dangereux populiste parce qu'il ne tient pas compte du régime sous lequel nous vivons, de ce fait il se transforme en fossoyeur de la démocrate, sa démarche est identique aux policiers de la pensée unique qui souhaitent interdire dans ce pays toute expression libre ou indépendante, bâillonner les opposants aux régimes ou au gouvernement, au passage les médias en lui offrant une tribune démontrent qu'il n'en fait pas vraiment partie. Mélenchon rejoint ainsi le combat des néolibéraux ou il est fort utile et ils ne s'y trompent pas.

On a hâte de voir arriver Syriza au pouvoir en Grèce, qui a mon avis au pire préfigure le retour à la dictature des colonels, au mieux se soldera rapidement par une telle débacle que le Front de gauche ne s'en remettra jamais.

En complément.

- Grèce : législatives anticipées en janvier - Francetv info

En refusant d'élire à la présidence de la République le candidat du gouvernement, lundi 29 décembre, le Parlement grec ouvre la voie à des élections anticipées.

Cette nouvelle turbulence politique pourrait ouvrir les portes du pouvoir à Alexis Tsipras, leader du parti de la gauche radicale, Syriza. Ce jeune homme est partisan de la fin de l'austérité. "*Avec la volonté du peuple, dans quelques jours, les plans d'austérité appartiendront au passé. L'avenir peut commencer*", a-t-il annoncé. Francetv info 29.12

Quel avenir !

- Syriza: Jean-Luc Mélenchon applaudit la Grèce, Marine Le Pen aussi - L'Express.fr 30.12

L'ordre chronologique est respecté, Mélenchon et le FdG en premier, Le Pen et l'extrême droite ensuite...

Un avant-goût.

- La Bourse d'Athènes chute de 4% après l'échec des élections - LeFigaro.fr

Et pourtant ce n'est pas la "*volonté*" qui leur fait défaut, mais pas dans le sens que l'on croit, au service de qui, vous l'aurez deviné.

- Grèce : Syriza veut se forger un profil européen - LeFigaro.fr 30.12

Son "*programme laisse la place à une certaine volonté de dialogue avec les institutions européennes, tout en restant dans la zone euro et dans l'UE, ce qui n'était pas explicite jusqu'à présent.* " relève Le Figaro.

Le Figaro - En attendant, Alexis Tsipras a pris le soin de préparer ses députés s'il n'arrive pas à tenir ses engagements. «*En 2012, lorsque Syriza est passé de 4 % à 27 % et est devenu le principal parti d'opposition, il nous a dit que l'application du programme serait plus difficile (Traduire par impossible - ndlr) parce que le gouvernement de coalition signe sans arrêt des engagements qui tiennent le pays envers ses créanciers*, révèle Maria Kanelopoulou, députée du parti. *Mais c'est à nous de prendre le temps d'annuler tous ces accords. Nous ne pouvons être tributaires d'une dette dont nous ne sommes pas à l'origine,*

ni des engagements pris par les gouvernements précédents. Nous montrerons que la Grèce a des droits, et que c'est un membre à part entière de l'UE.» (Les travailleurs grecs apprécieront qu'ils prennent leur temps avant "*d'annuler tous ces accords*", on sait ce que cela signifie dans leur jargon politique, qu'ils ne les annuleront jamais. - ndlr)

Malgré les efforts fournis, le profil européen d'Alexis Tsipras ne convainc pas les bailleurs de fonds. Aujourd'hui, une petite majorité de Grecs veut suivre Syriza pour lancer cette éventuelle transition européenne, mais un certain nombre d'autres craignent que les créanciers du pays leur coupent tout simplement les vivres et laissent sombrer le pays. LeFigaro.fr 30.12

En réalité les Grecs savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ils ne savent pas ce qu'ils veulent.

Vous aurez constaté que pour Le Figaro, dès lors qu'une majorité se dégage contre la politique de la troïka, il lui faut la minimiser, la rabaisser, il l'affuble d'un déterminant à valeur dépréciative, "*petite*, il ne supporte pas la démocratie ou qu'une majorité partage une politique opposée à celle qu'il soutient, aussi suggère-t-il aux lecteurs que le camps de ceux qui préfèrent s'en remettre à Bruxelles et au FMI qui sont déjà "un *certain nombre* qu'il faut estimer relativement important et qui pourrait le cas échéant devenir plus nombreux encore demain, c'est le souhait à peine voilé que formule Le Figaro.

3- "*"2040: la chute de l'Europe".*

C'est le titre d'un livre passé totalement inaperçu sorti en 2008. Son auteur, l'ex-diplomate Jacques Jessel, y expose les trois scénarios possibles à l'immigration de masse musulmane en Europe à l'horizon 2040: 1- L'islamisation de l'Europe. 2- La guerre civile et l'expulsion in fine des Musulmans. 3- Une réforme majeure de l'Islam venant de ses deux épicentres, l'Arabie Saoudite et l'Iran, et le rendant compatible avec nos valeurs. La troisième hypothèse serait à l'évidence la plus souhaitable, mais aussi la moins probable pour Jessel. Donc, il y a 6 ans, Jessel disait la même chose que Zemmour. Ce qui se dessine a de quoi inquiéter. Seulement Zemour, lui, est écouté."

4- "*Les alliés objectifs du FN.*

Tous ceux qui ont refusé de débattre de l'immigration , qui ont stigmatisé ceux qui posaient les bonnes questions, sont les responsables de l'emprise du FN dans le débat public. Pour avoir refusé une immigration régulée à qui il aurait dû être demandée au minimum une intégration, nous sommes confrontés aujourd'hui à une situation explosive, dont personne ne peut dire comment cela finira. Quand des cités entières sont hors de contrôle, que des communautés entières refusent de s'intégrer, qui peut dire que tout cela finira par s'arranger? Sauf à être irresponsable, on voit bien les tensions réelles qui existent entre les communautés. Et cela peut finir très mal."

Votre constat est correcte. Quant à l'immigration régulée, c'est une vue de l'esprit ou pure ignorance, car en réalité ils ont sciemment liquidé les frontières pour justement en arriver à la situation actuelle qui fait leurs affaires... L'extrême droite ou le fascisme ne les incommode pas, ils sont leur créature tout comme Al-Qaïda ou l'Emirat islamique. Ils ont encouragé ou favorisé la diffusion du wahhabisme et du takfirisme, du pire communautarisme qui soit, au point qu'il y en a aujourd'hui pour défendre le port du niqab ou voile intégral, je parle de la pseudo-gauche à laquelle l'extrême gauche dégénérée a emboité le pas.

Personnellement, pour rien au monde je n'irais habiter dans une de ces cités.

A entendre les populistes de gauche et les gauchistes, les capitalistes créeraient le chaos sans se soucier de ses conséquences, sans même y avoir pensé, elles s'abattraient un beau matin sur la société, et pris de dépourvus ils ne sauraient pas les gérer ou s'en accommoderaient tant bien que mal, pour un peu on aurait envie de les plaindre et même de leur donner un coup de main. On ne peut même pas dire que ces gens-là vivent un siècle ou plus en arrière car la situation présentait déjà des similarités avec la situation présente sur cette question précisément. Ils vivent sur une autre planète, dans un autre monde que le nôtre qui leur demeure incompréhensible, du coup ils sont manipulables et les capitalistes ou leurs représentants ne s'en privent pas, entre nous, ils doivent bien se marrer.

Ils ont introduit dans la société un facteur effectivement explosif qui ne peut qu'alimenter l'extrême droite et que la pseudo gauche et extrême soutiennent, un vrai bonheur, une belle réussite puisque personne ne la remet vraiment en cause, les uns et les autres se faisant les complices de ce chaos programmé. Notez bien qu'ils sont cohérents puisqu'ils soutiennent l'opposition armée modéree en Syrie qui en réalité n'existe pas ou officie au côté du Front Al-Nosra ou de l'Etat islamique, et qui est à l'origine du chaos et de la guerre dans ce pays. Puisqu'ils refusent d'oeuvrer à l'unité de la classe, c'est normal qu'ils soutiennent tous les facteurs qui peuvent la diviser et l'affaiblir, la disloquer ou aboutir à l'affrontement de ses différentes couches.

5- "*Est-ce qu'on peut débattre de quoi que ce soit à l'heure actuelle dans ce pays ? Il semblerait que non. On va au plus facile en jetant des anathèmes, on diffame, on travestit et on insulte. C'est plus qu'insuffisant quand on prétend combattre un courant de pensée. Quand les mots et les idées font peur, on se demande vers quoi on se dirige.*"

Vers une dictature implacable.

6- "*Qu'on laisse Zemmour s'exprimer on verra que les thèses qu'ils soutient sont également celles du FN. Cela aurait le mérite d'être très clair.*

C'est préférable en effet. Cela ne garantit rien au-delà."

Nous soutenons la liberté d'expression en sachant qu'elle profite de préférence ou exclusivement aux représentants de la classe dominante, sans pour autant exiger de ces représentants qu'ils en soient les garants, ce serait leur faire trop d'honneur ou remettre notre sort entre leurs mains, les légitimer, ce qui est inconcevable, pas pour Mélenchon, normal, puisque c'est aussi un représentant du régime.

7- "*J'avoue que j'ai des difficultés à suivre certains commentaires qui ne s'en tiennent pas aux faits, et à eux seuls : selon le témoignage même – que l'on ne peut pas mettre en doute – du journaliste Stefan Montefiori qui déclare, je cite l'extrait du présent article : "Il faut préciser qu'Éric Zemmour n'a pas employé ce mot".*

Par conséquent, toutes les accusations contre Éric Zemmour relèvent de la diffamation et de l'infamie quand elles ne frisent pas le ridicule devant tant d'acharnement et de mauvaise foi de la part d'hommes censés mener un pays pour le bien de tous.

Les tribunaux apprécieront, ainsi que les électeurs devant les urnes."

Entre nous, on se fout des tribunaux et des urnes qui peuvent servir accessoirement d'urinoirs si vous y tenez tant que cela.

8- "*Ce soir Max Gallo sur France-Info qui venait discuter de son prochain livre, parlait de "patriotisme" et de "France qui va mal". Mais le journaliste qui l'interrogeait n'a pas osé faire le rapprochement avec Zemmour. Tout juste s'il a exprimé une certaine gène face au mot "patriotisme"... un mot à prendre avec des pincettes, visiblement.*"

La police de la pensée veille, les chiens de garde montent la garde pour le compte du régime en place, ils en deviennent grotesques et hystériques.

J'ai cru percevoir une gêne semblable de la part de nombreux lecteurs du site, ce qui explique peut-être leur hésitation à me soutenir, alors qu'on a toujours justifié l'emploi d'un terme ou d'une formule particulière, lapidaire ou violente parfois j'en conviens, mais dont le contexte permettait d'en justifier ou admettre potentiellement l'usage à partir des intentions de l'auteur.

A mon avis il ne faut pas se braquer sur les mots dans la mesure où on ne leur attribue pas forcément la même signification ou on en fait une interprétation différente, c'est le sens général de la pensée qui retiendra notre attention, dans quelle direction elle est orientée. On retiendra aussi la personnalité ou les intentions de son auteur, à savoir s'il oeuvre ou non pour notre cause, s'il en a conscience et à quel degré en cas de réponse négative.

Et puis, l'essentiel demeure les faits, les faits sur lequels repose un discours, tout le reste passe après. On parle d'immigration mais personne ne veut vraiment traiter le sujet en réalité.

Je suis un émigré depuis bientôt 20 ans et je vis avec une Indienne depuis 25 ans, 24 avec mon épouse dont je suis séparée et 10 mois avec Selvi Kaliyavan. J'ai vécu pendant 16 ans à Clichy-sur-Seine qui était à l'époque la commune de France à la plus forte concentration d'immigrés sans jamais rencontré le moindre problème avec mes cousins de l'autre côté de la Méditerranée, c'est ainsi qu'ils nous appelaient et nous avions vraiment l'impression de faire partie de la même famille ce qui était très agréable, plus agréable que l'indifférence des quartiers bourgeois. Je vis avec les Indiens et je ne fréquente pas les expatriés européens. Je suis plus près des Indiens, les pauvres de préférence, je le suis devenu un peu ou beaucoup à force, plus pauvre aussi et cela me fait marrer, c'est nerveux, disons que je les comprends aussi bien que les Français. Nous sommes assurément très différents sans que cela ne pose un problème du moment qu'on se respecte mutuellement. Je suis parfaitement intégré sans jamais avoir renié quoi que ce soit de mon éducation, de ma culture ou de mes idées, mes principes et mes valeurs.

On ne peut donc pas soupçonner un instant que je serais xénophobe ou raciste ou je ne sais quoi du même registre, entre nous, je le conseille à personne. Je ne partage pas le point de vue sur l'immigration des partis ouvriers et c'est mon droit, je me suis déjà exprimé très largement sur ce sujet. J'ai aidé des Indiens à immigrer en France à titre individuel, sans les connaître, et j'en ai dissuadé d'autres que j'ai revus depuis qui ne regrettent pas d'avoir fait leur vie en Inde, car le pays s'est développé au cours des deux dernières décennies, alors que la France n'a cessé de régresser.

Immigrer pour des raisons personnelles demeure une décision individuelle qui doit être traitée comme telle, dont chacun doit assumer la responsabilité, dans le cas contraire c'est flatter ou encourager l'irresponsabilité et ce n'est rendre service personne dans un contexte social et politique particulièrement difficile. Ce n'est pas par hasard que j'évoque le contexte social épouvantable en France, je pars des faits. Dans un contexte social totalement différent ou favorable j'aurais volontiers aidé n'importe qui à partir en France.

Quant aux malheureux qui malgré tout échouent sur une plage en France ou quelque part en Europe, une fois sur place il faut bien les prendre en charge et franchement je les plains d'avoir fait ce mauvais choix. Je dis ce choix volontairement, car s'ils étaient restés dans leur pays il aurait bien fallu qu'ils se débrouillent pour survivre comme le reste de la population. Les Indiens que j'ai dissuadés de partir, ils ne sont pas crevés au coin d'une rue à ce que je sache, ils travaillent et ont fondé une famille. A ma connaissance bien des Indiens de conditions modestes sont plus heureux ou se portent mieux que bien des Français. Les raisons pour lesquelles ils veulent immigrer ne méritent pas qu'on s'y arrête, sauf à soutenir l'ndividualisme effréné ou l'état d'esprit purement merchantile que partage la majorité de la population en France et qui fait son malheur. J'allais oublier de préciser que j'encourageais tous les Indiens de ma connaissance à s'engager dans un parti ouvrier ou à se syndiquer et combattre pour améliorer leur condition.

La tentation irresistible de l'adaptation au capitalisme.

Reçu par courriel. Extraits.)

- MS21 - Mouvement pour un socialisme du 21e siècle

Le 6 décembre 2014 au congrès du M'PEP, les membres de la tendance « Faire vivre le M'PEP » qui avait recueilli 1/3 des voix ont décidé de démissionner, estimant que le vote organisé de bout en bout par la tendance majoritaire a été faussé. De plus ils se refusaient à faire de la gauche le bouc émissaire des échecs du M'PEP depuis six ans et à s'enfermer dans l'autoritarisme et le sectarisme.

Perpétuant les ambitions initiales du M'PEP, notre tendance a décidé de se constituer en une nouvelle organisation qui cherchera à fédérer ceux qui partagent les valeurs de gauche et sont attachés à la souveraineté nationale et populaire.

Pourquoi un nouveau mouvement ?

L'idéologie ultralibérale fait de la recherche du profit le moteur de notre vie publique. Il est temps d'agir pour que le monde qui vient donne à chaque personne le droit de vivre par son travail, qu'il réponde aux besoins de justice, de solidarité, de fraternité, qu'il garantisse aux générations futures la promesse d'un réel avenir. Là doit se situer la base de notre vie politique.

Notre mouvement veut l'éradication du chômage, de l'austérité et de la précarité, ce qui implique la recherche de leurs causes. Le néolibéralisme, forme actuelle du capitalisme agit conjointement avec les gouvernements pour accroître les profits des entreprises aux dépens des salariés.

Notre mouvement veut militer avec les organisations syndicales qui travaillent en ce sens pour la constitution d'une société de plein-emploi. Seule la société que nous vous appelons à construire et que nous avons nommée le socialisme du 21e siècle peut prétendre assurer durablement le plein-emploi et les besoins vitaux de la population.

Le socialisme que nous voulons ne sera pas la réplique des socialismes du XXe 20e siècle. Il sera démocratique comme tendent de l'être les sociétés d'Amérique Latine évoluant vers le socialisme. C'est la raison pour laquelle nous avons créé le Mouvement pour un socialisme du 21e siècle, le MS21. ms-21.tumblr.com 23.12

Une rapide analyse.

Pas touche à l'Etat bourgeois ou capitaliste, à ses institutions, à sa constitution.

- "*La reconquête par l'Etat de sa monnaie et la libre décision de son budget*", il s'agit là de l'Etat bourgeois ou capitaliste en place, nulle part il ne sera question d'un Etat ouvrier ou d'une République sociale.

Pas touche à la propriété privée des moyens de production dont il n'est fait référence nulle part et on comprend pourquoi, puisqu'ils entendent la perpétuer.

- "*L'Etat s'étant donné les moyens de créer les emplois nécessaires dans le secteur non-marchand, il pourra créer les nouveaux emplois répondant à la satisfaction des besoins de la population (santé, éducation, logement, culture, etc.). Les emplois du "secteur non-marchand*" et ceux de la "*santé, éducation, logement, culture, etc.*" sont en réalité les mêmes, à aucun moment il ne sera question de l'ordre capitaliste, du secteur privé, de lui imposer quoi que ce soit, il le prendrait mal !

Ces gens-là ont un train de retard ou font dans le déni, ce sont des charlatans ou des agents du capital.

La politique proposée par le MS21 incarne l'impuissance de ses dirigeants ou plutôt leurs intentions inavouables les

amènent logiquement à s'en remettre à l'ONU, aux bourreaux de tous les peuples, qui par exemple n'a jamais manifesté la moindre volonté d'imposer à Israël l'application de la moindre résolution qu'elle a adoptée depuis 1948 dès lors que l'ONU est un instrument au service de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et ne peut pas servir d'autres intérêts, faire croire le contraire est une escroquerie politique.

C'est d'autant plus pitoyable que dorénavant l'impérialisme américain ne prend même plus la précaution de passer par l'ONU pour légitimer ses interventions militaires dans le monde, les lois qu'il a adoptées dans le cadre de la défense de la sécurité nationale des Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001 suffisent, l'OTAN ou ses vassaux occidentaux lui emboîtant le pas sans broncher. Dans le cas contraire, plus discrètement et contournant le droit international, les Américains passent par des officines (USAID, NED, etc.) ou des milices (armées) privées (Al-Qaïda, Front Al-Nosra, Emirat islamique, Blackwater, etc.), la CIA, etc. pour atteindre leurs objectifs (de déstabilisation) politiques ou militaires, comme en Ukraine, en Irak ou en Syrie par exemple, mais aussi en Russie, en Hongrie, au Venezuela, à Cuba, en Bolivie, au Brésil, etc.

- "*Notre Mouvement considère que l'idéal socialiste ne peut se réaliser que dans la paix. (...) Il fera respecter les résolutions des Nations Unies*", ils sont très forts !

- "*pour la sortie de la France l'OTAN*"... pour le compte des intérêts de l'impérialisme français.

Le MS21 n'entend pas être un mouvement incarnant les intérêts d'une classe spécifique, mais ceux des "*Français*", autrement dit il tourne le dos à la réalité de la société divisée en classes aux intérêts antagoniques et irréconciables au profit du corporatisme ou de l'intérêt général qui se confond avec les intérêts de la classe dominante, il rejette donc la lutte de classe et rejoint ainsi les néolibéraux qui poursuivent le même objectif politique.

- "*Si vous faites partie de ces Français qui, dit-on, sont déçus des partis politiques dont le but est la promotion de leurs dirigeants, si vous pensez que la politique est l'organisation de la cité et non la préparation de son prochain mandat électif, alors rejoignez-nous pour ensemble jeter les bases d'une société laïque, œuvrant pour la paix et respectueuse de ses citoyens et de son environnement.* "

Nous appelons les militants et les travailleurs à se détourner de ce mouvement nuisible à la cause du socialisme ou aux intérêts collectifs des exploités et des opprimés.

Ce mouvement n'envisage nullement de mettre un terme au mode de production capitaliste.

Son refus de rompre avec le capitalisme traduit son rejet de l'interprétation du développement du capitalisme conduisant à son effondrement et de la lutte des classes, qui logiquement conduit le MS21 à rejeter les conclusions pratiques qu'en avaient tirées Marx et Engels, au-dela les enseignements de la lutte des classes des siècles passés, dont la révolution russe de 1917 qui avait permis au prolétariat de s'emparer du pouvoir politique et d'exproprier les capitalistes ainsi que les grands propriétaires fonciers.

A partir de là, le MS21 ne peut que se fixer des objectifs impossibles à atteindre qui ne dépassent pas le stade des bonnes intentions sans lendemain, du socialisme en parole totalement défiguré au point d'être méconnaissable, d'être étranger au socialisme dont il est un fossoyeur de plus, tout comme le PG de Mélenchon, le PCF ou encore le M'PEP.

Du fait que le MS21 refuse d'affronter le régime ou de rompre avec lui et ses institutions, en premier lieu l'ONU auquel le MS21 (comme le PG également) voudrait faire jouer un rôle de premier plan contre le capitalisme, alors qu'il en est une émanation.

Le MS21 est un mouvement à caractère corporatiste, contre-révolutionnaire, antisocialiste, qui revendique son adaptation au capitalisme.

Ils regrettent que "*20 % de la population qui pourrait participer par leur travail à la création de richesses sont contraints au chômage*" tout en ayant pour modèle Venezuela et la Bolivie notamment, où 40% de la population demeure plongée dans la pauvreté. Ils ne se demanderont pas non plus à qui profite en priorité le travail de ceux qui créent les richesses, ignorant au passage que parmi ceux qui travaillent des millions de travailleurs (et retraités) peinent tout simplement à survivre ou sont déjà réduits à l'état d'indigence, à la mendicité au près d'organismes en tous genres, apparemment ils devraient continuer à supporter cette condition qui serait un privilège dès lors qu'on a un emploi et un salaire aussi misérable soit-il. C'est l'objectif du porte-parole de l'oligarchie financière Macron.

On ignore quel est le niveau de vie des dirigeants de ce mouvement, mais gageons qu'ils n'appartiennent pas vraiment à ces couches défavorisées de travailleurs, la pauvreté ne les concerne qu'en parole ou ne leur coûte rien.

Leur objectif serait "*une société de plein-emploi*" que partage le gouvernement et le PS, l'UMP, etc., ne serait-ce pas également l'objectif de la loi Macron pour laquelle "tout n'a pas été essayé pour lutter contre le chômage", des "*réformes*" structurelles annoncées et souhaitées par le FMI ou Bruxelles ?

Ce mouvement "*veut l'éradication du chômage, de l'austérité et de la précarité*", ce qui implique la recherche de leurs causes" dit-il, mais ne sont-elles pas connues, ne résident-elles pas dans la survie du capitalisme qu'ils n'entendent pas abolir ? Dès lors qu'on le nie ou rejette cette interprétation, on est infailliblement conduit à s'adapter, à s'accommoder du capitalisme au lieu de réellement le combattre.

Ce mouvement ne peut que conduire dans une impasse politique les militants qui le suivraient, tout comme le M'PEP.

Rétropédalage.

Le néolibéralisme ou l'avenir. Inégalités excacerbées. Sous-développement et servitude. A quand le retour des charrettes à bras et des charretiers ?

- Les vélos-taxis débarquent à Paris - Francetv info

Ici en Inde ils tombent petit à petit en désuétude ou se font rares.

A Pondichéry il y a à peine quelques années en arrière, le rickshaw ou pousse-pousse ou encore le vélos-taxi était le moyen de transport en commun le plus répandu et le plus économique pour les courts trajets à l'intérieur des grandes villes. Depuis il a été supplanté par les autorickshaws à moteur à peine plus chers pour les clients et plus rapides qui permettent d'atteindre la banlieue. De même que les chars à boeufs ont pratiquement disparu au profit de camionnettes légères.

Pour donner une petit idée du bouleversement économique et du mode de vie des Indiens qui s'est opéré depuis 1991.

Le nombre de deux roues à moteurs à Pondichéry et sa banlieue est passé de quelques dizaines de milliers à peine à plus de 300.000 en 2014, générant un tel trafic et et des embouteillages incompatibles avec le rickshaw ou le char à boeuf ou même le vélo qui se fait plus rare aussi ; le salaire minimum est passé de moins de 1.000 roupies par mois à environ 7 ou 10.000 roupies par mois avec une nette accélération au cours des 10 dernières années, un maçon (menuisier, peintre, etc) qui était payé 150 roupies par jour en 2000 perçoit 800 roupies en 2014 (il faut toutefois préciser que n'étant pas mensualisé, il travaillera que quelques mois par an.), les factures d'électricité qui ne dépassaient pas les 50 roupies par mois atteignent maintenant 300 à 400 roupies, le paquet de 10 cigarettes qui était à 5 roupies est passé à 50 roupies, les habitations en feuilles de cocotier ont été remplacées par des constructions en briques, ces maisons ont été raccordées au réseau d'eau potable et au lieu d'une simple ampoule et d'une seule prise de courant, elles bénéficient d'une installation électrique complète, les téléphones fixes étaient très rares en 1991, dans un village de 5.000 habitants seuls quelques dizaines de personnes possédaient un téléphone, en 2014 chaque famille dispose au moins d'un téléphone portable, en réalité plusieurs, un pour les parents et un par enfant scolarisé de plus de 10 ans, alors que dans un village de 5.000 habitants il n'y avait que quelques téléviseurs noir et blanc en 1991, en 2014 on en trouve un dans chaque maison, on respire mieux aussi car chaque maison ou presque dispose de toilettes...

Le gouvernement a décidé de libéraliser le crédit en 1991, voilà l'explication. En outre, il a donné le signal en augmentant fortement les salaires des fonctionnaires sur lesquels ceux du secteur privé ont fini par s'alligner avec quelques années de retard entraînant une importante hausse généralisée des salaires, donc permettant d'accéder au crédit et de consommer davantage. En fait, les fonctionnaires sont une composante importante de la classe moyenne.

Hier les Indiens étaient généralement plus pauvres assurément (mettons de côté ici le cas des miséreux), mais à cette époque environ 7 sur 10 environ ne travaillaient pas et d'une certaine manière profitaient de la vie, un salaire suffisait pour faire vivre une famille de 5 à 7 personnes aux faibles besoins. De nos jours 7 sur 10 travaillent, mais les prix ont tellement flambé et leurs besoins ont tellement augmenté qu'une même famille doit avoir au minimum 2 ou 3 salaires pour survivre, payer ses factures... et ses dettes, car dorénavant elle est endettée, à des taux usuraires de préférence.

Donc à proprement parler il n'y a pas eu de miracle économique dû au développement industriel, le progrès social ayant un goût particulièrement amer car étant synonyme de davantage de servitude et d'exploitation. Hier la plupart des Indiens était contraint de se laisser vivre en l'absence de travail, ils vivaient à un rythme très lent, dorénavant ils vivent au même rythme effréné que les occidentaux, et comme ils travaillent six jours sur sept (à l'exception des fonctionnaires et de certains employés de grandes entreprises) ils n'ont même plus le temps de profiter de la vie (sauf en cas de chômage forcé qui est devenu un cauchemar), ils vivent pour travailler, donc imaginer qu'ils seraient plus heureux qu'hier est un leurre ou une contrevérité, ne disposant pas de temps libre ou si peu, ils n'ont pas le temps de lire ou de se cultiver, d'évoluer, ils subissent leur condition voilà tout, d'où des rapports (individualistes poussés à l'extrême) entre eux encore pires que par le passé.

La société qu'on vient de décrire partiellement correspond assez bien au modèle social et politique infernal que les néolibéraux veulent imposer partout dans le monde.

Vivre pour travailler, individualisme et précarité à outrance sans aucun droit social ou politique, mode de vie ou besoins déterminés

par le marché, marchandisation de l'éducation, de la santé, de la culture, etc. Etat policier et corrompu, système politique de type féodal, monarchique, ploutocratique, inégalités et injustices à tous les étages, rapports humains exécrables, misérables, possibilités d'évolution (ou d'épanouissement digne de ce nom) inexistantes puisque le même mode de pensée épouvable règne au sein de toutes les classes, la notion de citoyen n'existe pas ou revêt uniquement un contenu nationaliste à forte propension xénophobe, comme tous les droits, les principes et les valeurs de la démocratie et de la République sont réservés aux classes ou couches supérieures qui en useront à leur profit uniquement, la tolérance envers les différentes religions ou philosophies sont hypothétiques ou à prendre au conditionnel en réalité, dans la mesure où elle ne sert que des intérêts individuels qui peuvent donner lieu à toutes sortes de manipulation jusqu'au rejet ou àdes manifestations violentes selon les circonstances...

Maintenant il est vrai que les Indiens aspirent à la démocratie, à vivre dans une société meilleure et plus juste comme tous les peuples et c'est bien naturel, mais quand on analyse la situation ou des rapports, il est préférable de pas confondre ces aspirations ou cet idéal avec la réalité. L'étranger ou l'occidental qui vit en Inde ou un pays comparable a intérêt à avoir les pieds sur terre s'il veut éviter bien des des déboires ou pire encore.

La question que personne n'ose poser : n'avaient-ils pas de famille, d'amis pour les héberger ?

-Vague de froid en France: six morts - AFP

-Un sans-domicile-fixe meurt de froid à Douai - LeMonde.fr

-Un million de Somaliens souffrent de la faim - LeMonde.fr 08.12

Imposture. Le temps des chrysanthèmes. Hommage au passé pour mieux l'enterrer... vivant.

Pour mémoire, ne jamais se fier aux apparences, Hitler et le régime nazi aussi flattait les mérites de la classe ouvrière victime de l'odieuse finance avant de l'envoyer à la boucherie, tout comme Le Pen. Valls ménage les ouvriers qu'il matraque simultanément ou le lendemain. Seuls les faits comptent ou l'emportent sur les discours.

-A Liévin, l'hommage de Valls au monde ouvrier - AFP

Manuel Valls a rendu samedi un hommage appuyé au monde ouvrier, lors de la commémoration du 40e anniversaire de la catastrophe minière de Liévin (Pas-de-Calais).

Il y a 40 ans, le 27 décembre 1974, à la reprise du travail après la trêve de Noël, un coup de grisou à 06H30 emporte 42 hommes, descendus à la fosse des Six-Sillons à Liévin. C'est la plus grande catastrophe minière en France d'après-guerre, alors que les charbonnages sont déjà sur le déclin.

Honorer la mémoire des victimes, "*c'est aussi accomplir un devoir envers tous les ouvriers des mines qui, durant près de trois siècles, ont fait de la France une grande nation, une grande nation industrielle*", a déclaré le Premier ministre qui a déposé une gerbe devant la stèle rendant hommage aux mineurs.

"*Le monde ouvrier a fait avancer l'Histoire. A travers sa participation au dessein économique de notre pays, bien sûr. A travers, surtout, la prise de conscience de lui-même, ses luttes syndicales, sociales, politiques*", a expliqué le chef du gouvernement, rappelant que la France comptait toujours "plus de 6 millions d'ouvriers".

"*La gauche française, le socialisme, le syndicalisme se sont construits avec ces combats*", a souligné le Premier ministre, pour qui les ouvriers ont "*pris toute leur part aux progrès économiques et sociaux*" et "*bâti la France*".

M. Valls a aussi tenu à "*réaffirmer l'avenir industriel de la France*" face au "*malaise ouvrier*", nourri par le chômage, le recul des services publics ou le "*manque de reconnaissance de l'effort*". AFP 27.12

En famille. Pour qui gouverne le PS ? Il faut bien que quelqu'un se sacrifie... pour les capitalistes.

- Manuel Valls veut « *sortir du logiciel des Trente Glorieuses* » - lemonde.fr 10.12

- Valls aux Français: encore des années de sacrifice - AFP

Valls honorés par les conservateurs, ses pairs.

- Valls, «*homme de l'année*» Pour «*El Mundo*» et père la rigueur - Libération.fr 30.10

Sarkozy en 2007, Valls en 2014. Le quotidien conservateur espagnol El Mundo a fait du Premier ministre français son «*homme de l'année*».

Et El Mundo de célébrer le «*socialisme pragmatique et patriotique*» de «*l'Espagnol qui veut changer la France*» et son «*modèle insoutenable, basé sur un Etat-providence généreux et une administration lourde et coûteuse*». Dans l'interview qu'il a accordée pour l'occasion, Valls prévient d'ailleurs que les efforts devront se poursuivre «pendant des années» : «*Je ne veux pas dire aux Français que d'ici deux à trois ans nous en aurons fini avec les sacrifices.*» Le Premier ministre a aussi affirmé être en phase avec les Français, qui «en général sont en avance sur leurs dirigeants politiques, en ce qui concerne les réformes, les changements et leur disposition à l'effort». Libération.fr 29.12

- Moscovici: la France est un "*pays qui a besoin de réformes manifestes et majeures*" - AFP 21.12

- Bruno Le Roux appelle les socialistes à "*relever la tête*" en 2015 - Francetv info

Le noir ou la couleur favorite du régime.

- 2014-2015: l'espoir après une nouvelle année noire pour Hollande - AFP

- 2014: Les 5 raisons d'une nouvelle année noire pour François Hollande - 20minutes.fr

Souhaitons-lui !

Il n'est pas le seul à privilégier le noir.

- La montée du fanatisme alarme la classe politique - LeFigaro.fr 22.12

La preuve du contraire ou qu'ils s'en accommodent..

- L'Etat islamique lance un magazine en français - LeFigaro.fr

« *Dar-al-Islam* » relaye la propagande de Daech en français, exhortant les musulmans à quitter la France pour gagner les territoires de l'Etat islamique.

15 pages de propagande en couleur, en français, trouvable en deux clics sur internet. Le nouveau magazine intitulé «*Dar Al-islam*», qui fait l'apologie de l'Etat islamique est disponible depuis lundi soir sur le web français. LeFigaro.fr 25.12

Information ou promotion de la part du Figaro ?

Mais au fait, en France, l'apologie du terrorisme n'est-il pas illégale ? Au ministère de l'Intérieur ils n'ont pas eu le temps de relever l'adresse Internet de ce portail des barbares, normal Daech réalise le plan américain de la partition de l'Irak et de la Syrie auquel participe le gouvernement français. Sans rire, le gouvernement se démène pour dissuader des jeunes de partir faire le djihad en Syrie ou en Irak...

Voilà une info plus importante que les élucubrations de Zemmour. Qui l'a relevée ? Personne. Cela vous étonne-t-il encore ?

- Valls: la société doit réagir face au terrorisme qui n'a jamais été aussi grand - AFP 22.12

Le Figaro a pris les devants.

Est-ce exagéré de parler de terrorisme d'Etat à propos du gouvernement français sachant qu'il soutient l'Etat islamique et Al-Nosra en Irak et en Syrie qui sont les supplétif de l'OTAN ? De qui ou de quoi Hollande-Valls-Fabius sont-ils les porte-parole sinon de ces barbares en poursuivant le même objectif, abattre les Etats syrien et irakien pour faire main basse sur leur pétrole et leur gaz ?

ACTUALITE EN TITRES

Les médias au chevet de Hollande et le PS dans tous ses états.

- Vœux présidentiels: Nos conseils à François Hollande - 20minutes.fr

- Les 4 Vérités : Pour Franz-Olivier Giesbert, François Hollande a "*toujours été social-démocrate*" - Francetv info

Le courant de gauche du PS était en réalité encore plus à droite, qui l'aurait cru franchement ?

- Le couple Montebourg-Filippetti se paie Hollande sur Twitter - L'Express.fr

- Montebourg félicite Renzi pour "*sa leçon magistrale de courage*" à Hollande - La Tribune

Pour qui d'autres peuvent-ils gouverner ?

- Macron a gagné près d'1 million d'euros chez Rothschild en 2011 et en 2012 - AFP

De 2009 à 2012 (toujours années fiscales), M. Macron a gagné à ce titre 2,884 millions d'euros selon le calcul de l'AFP. S'y sont ajoutés 100.811 euros pour ses six mois de 2012 à l'Elysée. AFP 23.12

Le PS un parti de grands bourgeois, qui l'aurait cru franchement ?

Comment camarades, cela ne vous dit plus rien un petit front unique avec le PS, pourtant c'est bien la politique que vous avez soutenu pendant des décennies, non ? Ne nous faites pas croire que le PS aurait changé, que les banquiers auraient changé, que la situation aurait changé car c'est à cette époque qu'ils ont préparé ou que s'est préparé les conditions que nous vivons aujourd'hui, tout était déjà écrit ou les faits permettaient clairement de discerner la véritable nature du PS (et du PCF) sans attendre 2012 ou 2014. Et puis nous les avions vus à l'oeuvre entre 1981 et 1995, non ? On pourrait remonter ainsi jusqu'au 3 août 1914. On en a manifestement pas la même interprétation. La question est de savoir où la vôtre ou celle de vos dirigeants nous a conduits.

Quand le "***réel*** se confond avec la dictature du marché.

- Le secrétaire d'Etat Thierry Mandon défend une "*gauche du réel*" - AFP 11.12

Du coup :

- Julien Dray (PS) : «*La gauche se meurt, il faut un big-bang !*» - LeParisien.fr 12.12

Voilà qui va l'achever ou l'illusion que certains entretenaient que le PS était de gauche.

- Loi Macron: une "*loi de gauche*" pour "*libérer la croissance*" - AFP 10

Libérez, libérez, libérez le capital du travail scandent en choeur les patrons et leurs représentants.

Normal qu'ils en attendent quelque chose puisque c'est leur président, pas le nôtre.

- Coquerel (PG): "*échec terrible*" de la politique de Hollande - AFP

Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de Gauche (PG), a dénoncé vendredi l'"*échec terrible*" du mandat de François Hollande dont la politique "*ne peut pas relancer l'économie*". AFP 26.12

Relancer la machine capitaliste, faire en sorte qu'elle tienne bon, la sauver malgré elle, ils y tiennent au PG et au FdG...

Plus qu'un peu, par n'importe quel moyen.

- Mélenchon voit en "*Closer*" "*un espace de liberté*" - Le Huffington Post 18.12

Difficile de tomber plus bas !

La tentation était trop forte.

- Sapin appelle les entreprises à ne pas augmenter les salaires trop vite - Francetv info

- Jean-Vincent Placé déplore qu'EELV soit "*le parti des Roms et de la Palestine*" - Francetv info 18.12

- L'ex-vice-président américain, Dick Cheney, n'hésiterait pas à torturer à nouveau - Francetv info

D'où vient cette campagne d'intoxication ?

- France, États-Unis : haro sur les jouets "*genrés*" - LePoint.fr

Le 18 décembre, un rapport sénatorial a été rendu public par Chantal Jouanno, présidente de la délégation sénatoriale aux droits des femmes. Intitulé "*Jouets : la première initiation à l'égalité*", il préconise notamment la création d'un site internet pour recenser les fabricants des jouets les plus sexistes, la formation des professionnels qui travaillent avec les enfants ou encore la mise en place d'une charte pour l'égalité des sexes dans les jouets.

Aux États-Unis aussi, c'est carrément le président Barack Obama qui s'est impliqué sur le sujet, non sans humour. LePoint.fr 25.12

Si vous suivez la pseudo-gauche et extrême gauche, attention vous allez vous retrouver en compagnie d'Obama. Obama ne fait pas dans la récupération, ce sont ses amis néolibéraux qui sont à l'initiative de cette guerre psychologique contre les masses. Qui peut imaginer un instant que le chef de guerre Obama serait sensible aux sorts des enfants ? Un peu de logique ou de lucidité à défaut de perspicacité.

Intox

- France. Les relations ambigües gouvernement-patronat - La Tribune

- Grèce. Syriza, ce parti qui fait peur à Bruxelles - La Tribune

- La Bourse d'Athènes chute de 4% après l'échec des élections - LeFigaro.fr

- Etats-Unis. La CIA doutait du lien entre Saddam Hussein et les auteurs du 11-Septembre - 20minutes.fr

Elle savait depuis le départ qu'il n'existait... pour l'avoir elle-même inventé !

Embarrassant !

- Les Russes soutiennent Vladimir Poutine - Francetv info

"*Il a clairement le soutien des Russes. Quand on rencontre des gens dans la rue, ils nous répondent systématiquement 'ce n'est pas la faute de Vladimir Poutine, c'est la faute des Occidentaux'. Et ça, c'est quelque chose qui marche très bien comme message. Le nationalisme, le romantisme russe qui soutiennent à fond le régime et donc Vladimir Poutine*", rapporte le journaliste de France 2 Alban Micoczy. Francetv info 18.12

En complément. Mais ils ne désarment pas.

- Russie: l'opposant Navalny arrêté en pleine rue, Bruxelles dénonce un procès "*politique*" - AFP

Economie de guerre

- L'Ukraine mise sur l'austérité mais quintuple son budget militaire - La Tribune

La troisième guerre américaine pour s'emparer de l'Irak ou le disloquer.

- 2014, l'année où Daech a fait main basse sur l'Irak - Le Huffington Post

Propagande, dictature et stratégie du chaos. Guerre inter impérialistes.

- Pour Poutine, l'ennemi, c'est nous ! - LePoint.fr

C'est vous !

- La guerre d'Ukraine a commencé : ce que les Occidentaux devront faire pour arrêter Poutine - Atlantico.fr

- Ukraine: Washington interdit tout commerce avec la Crimée - AFP

- Obama signera la loi autorisant de nouvelles sanctions contre la Russie - AFP 16.12

- La Chine, porte de l'internet nord-coréen ? - AFP

- Gaziantep, le quartier général des journalistes syriens exilés en Turquie - francetvinfo.fr

- Turquie: un patron de presse inculpé, mandat requis contre l'ex-allié d'Erdogan - AFP

- Le président kényan signe une loi antiterroriste controversée - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bahreïn

- Bahreïn: le chef de l'opposition chiite en détention, incidents autour de Manama - AFP

Le chef de l'opposition chiite à Bahreïn, cheikh Ali Salmane, inculpé d'incitation à un changement de régime, a été placé en détention pour sept jours, entraînant de nouveaux heurts entre manifestants et forces de l'ordre.

Des affrontements se poursuivaient après 15h00 GMT près de la résidence de cheikh Salmane, dans une banlieue chiite de Manama, ont indiqué des témoins en faisant état d'au moins cinq blessés dans ce secteur.

La police faisait usage de gaz lacrymogène pour disperser des jeunes. Des incidents étaient signalés dans d'autres localités.

Arrêté dimanche à Manama, cheikh Salmane, 49 ans, est accusé d'appel à la haine et à la violence pour changer le régime dans ce royaume du Golfe à majorité chiite dirigé par la dynastie sunnite des Al-Khalifa.

Le chef d'Al-Wefaq ("L'entente"), principal mouvement de l'opposition à Bahreïn, avait été convoqué au ministère de l'Intérieur dimanche matin. Lundi soir, il a été formellement inculpé "*d'incitation à un changement de régime par la force, par des menaces et des moyens illégaux, et d'insulte publique envers le ministère de l'Intérieur*".

Selon le procureur général, cheikh Salmane est également accusé d'avoir incité à "*la haine envers un segment de la population*", une référence à la communauté sunnite.

L'opposant, qui a pu voir quatre de ses avocats avant un nouvel interrogatoire mardi, a été "*confronté à des enregistrements (de ses discours) comportant des appels et des incitations qui justifient le recours à la violence et impliquent une menace de recourir à la force militaire contre l'autorité de l'Etat*", a affirmé le procureur général Nayef Youssef Mahmoud dans un communiqué.

Au terme de l'interrogatoire, il a été décidé de maintenir "*l'accusé en détention pendant sept jours à titre préventif pour les besoins de l'enquête*", a-t-il ajouté.

Réagissant très vite, le Wefaq a estimé que cette mesure "*grave*" témoignait de "*l'ampleur de la crise politique*" à Bahreïn. Elle "*ferme toutes les portes à un règlement politique*", a ajouté le mouvement.

Mais le Wefaq a été rappelé à l'ordre par le ministère de la Justice qui l'a accusé dans un communiqué d'"*utiliser des forums et des hommes religieux dans ses activités politiques, en contravention avec les principes de l'action politique*".

Le ministère prévient que "*si le Wefaq continue (...) ce sera une grave déviation*", par rapport à la loi sur les associations politiques qui agissent de fait comme des partis, formellement interdits à Bahreïn.

Proche allié des Etats-Unis et siège de la Ve flotte américaine, Bahreïn (1,3 million d'habitants) est secoué depuis février 2011 par un mouvement de contestation animé par la majorité chiite qui réclame une vraie monarchie constitutionnelle.

La dynastie sunnite des Al-Khalifa a jusqu'ici réprimé d'une poigne de fer toutes les manifestations violentes. Des élections législatives, organisées en novembre, ont été boycottées par l'opposition. AFP 30.12

ECONOMIE

1- Etats-Unis.

- Aux USA, le gaz naturel liquéfié souffre de la chute du pétrole - Reuters

L'effondrement des cours du pétrole a fait une première victime dans le secteur de l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) aux Etats-Unis avec la mise entre parenthèses d'un projet de terminal au Texas par le groupe Excelerate Energy.

Les exportateurs américains de GNL imaginaient réussir une percée sur les marchés asiatiques avec leur hydrocarbure moins cher que le pétrole, mais ce scénario se fondait sur un cours de pétrole élevé. Or ce dernier a perdu la moitié de sa valeur depuis juin. Reuter 30.12

Entendu hier soir sur Russia Today International hier soir dans un magazine économique, la chute du cours du pétrole a déjà entraîné 6.000 suppressions d'emplois aux Etats-Unis et 40.000 supplémentaires sont prévus en 2015 si les cours demeuraient inchangés.

L'exploitation du pétrole de schiste a été financée avec de l'argent distribué à bon compte par les banques via la Fed, à hauteur de 150 milliards de dollars qu'il faudra bien que les exploitants remboursent, sauf qu'avec un baril aux alentours de 50 dollars cela va s'avérer impossible. Il faut donc en déduire que, soit les cours vont remonter rapidement, soit cette nouvelle bulle va exploser.

- Le cours du pétrole finit à son plus bas niveau depuis 2009 - lemonde.fr 29.12

Le baril de « *light sweet crude* » (WTI) pour livraison en février a perdu 1,12 dollar, pour s'établir à 53,61 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), soit son plus bas niveau en clôture depuis début mai 2009. lemonde.fr 29.12

2- Chine.

- Naissance d'un géant chinois de la fabrication de trains. - latribune.fr

Une nouvelle compagnie à même de rivaliser avec l'Allemand Siemens ou le Canadien Bombardier. Deux des plus gros fabricants de trains de Chine, les sociétés d'État China CNR Corp. et CSR Corp., vont fusionner, a annoncé mardi 30 décembre l'agence officielle d'informations Chine Nouvelle, citant une annonce faite par la nouvelle entité à la Bourse de Shanghai. Le 21st Century Business Herald a indiqué que la nouvelle entité se nommerait "*China Railway Rolling Stock Group*".

Chacun des deux fabricants chinois de trains est évalué à quelque 13 milliards de dollars, la capitalisation de CSR étant légèrement plus élevée. Les détails de cette fusion n'étaient toutefois pas disponibles immédiatement, bien que cette démarche ait fait l'objet de spéculations depuis des mois. Éviter la compétition interne

Selon Chine Nouvelle, de cette fusion émergera une société de plusieurs milliards de dollars de chiffre d'affaires au moment où la Chine cherche des marchés pour vendre ses trains à grande vitesse. D'après les médias officiels, la fusion aiderait également à empêcher une compétition "*coupe-gorge*" lorsque les deux fabricants devraient exporter leurs trains.

CSR a fait partie d'une consortium qui a remporté un contrat de 3,75 miliards de dollars pour construire un train à grande vitesse au Mexique en novembre. Mais ce contrat devait être annulé en raison de questions concernant la légalité du processus d'enchères. CNR a quant à lui remporté un contrat pour la construction d'un métro à Boston aux États-Unis. latribune.fr 30.12

En 2005 j'écrivis que le jour où la Chine produirait ses propres avions et TGV notamment, les puissances occidentales n'auraient plus rien à lui vendre en échange de ses produits et elles se tiers-mondiseraient à l'exemple de l'Afrique. J'avais fixé je crois

une échéance de 15 ans pour que cette condition soit remplie, 10 ans me semblait un peu juste. On y est ou on y arrive.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 4 janvier 2015

CAUSERIE

On a ajouté 10 articles, sans enthousiasme.

Le site sera actualisé lundi. Je déménage dimanche prochain en principe, donc j'ai plus important à faire et à penser.

Haut de page

Le 5 janvier 2015

CAUSERIE

Le site a été actualisé avec des infos des quatre derniers jours. Je ne mets plus les mots entre guillemets en italique car cela me fait gagner du temps.

A propos du site

Un camarade m'a écrit

- "Par ailleurs, comme il m'est arrivé de voir que tu faisais référence sur le site aux statistiques de fréquentation, je t'alerte sur les limites des statistiques brutes fournies par les outils des hébergeurs. Elles ne font pas le tri entre les fréquentations de visiteurs réels, et la fréquentation des robots de toutes sortes (moteurs de recherche, robots pollueurs de toutes sortes - spam, hackers etc.-) et qui représentent une grosse partie de la fréquentation. A titre d'exemple, sur un site que j'anime, j'ai, avec l'outil de mon hébergeur et pour le mois de novembre, une fréquentation d'environ 490 visiteurs quotidiens alors qu'avec Google analytics, qui permet d'éliminer les robots, je n'ai en réalité qu'environ 170 visites quotidiennes."

J'ai déjà évoqué cela dans le site, j'avais précisé que les 12.000 connexions mensuelles avec Urchin v6 correspondaient à 3.000 connexions avec Awstats, auxquelles il fallait retirer environ 30% à 40% dus aux moteurs de recherche, robots, etc., et si on ajoute que la plupart des connexions viennent des mêmes internautes, le nombre de personnes différentes qui se connectent sur le site devaient être divisés par deux au moins, au bout du compte seuls quelques centaines s'y connectent mensuellement, moins

de 500 et plus proche de 200 ou 300. Mais ce chiffre est forcément sous-évalué et ne correspond pas non plus à la réalité.

Le problème avec Awstats qui fournit des statistics apparemment fiables, c'est que le compteur est remis à zéro tous les jours, sans compteur totalisateur mensuel, du coup pour savoir combien de connexions il y a eu dans une journée il faudrait se connecter à Awstats chaque soir aux alentours de minuit, ce qui est impossible.

Maintenant il est vrai qu'il existe d'énormes variations d'un jour à l'autre que je n'ai pas pris en compte dans les chiffres que j'ai donnés plus haut.

Par exemple j'ai pu constater que certains jours le nombre de visiteurs uniques ne dépassait pas 70 pour atteindre 380 un autre jour, en admettant que cela se produise seulement trois ou quatre fois par mois, on dépasserait facilement les 1.000 visiteurs uniques, ce qui est parfaitement plausible car cela expliquerait les plus de 20.000 téléchargements mensuels de documents qu'on ne peut pas imputer aux moteurs de recherche ou aux robots, et chaque visiteur ne télécharge qu'une seule fois le même fichier.

Cela dit, avec trois ou quatre internautes qui ont décidé de me soutenir financièrement, je suis porté à penser que les autres n'existent pas, sont miséreux, avares ou des profiteurs. Certains prétendaient que le peuple avait les gouvernants qu'il méritait, sans partager cette formule il faut bien reconnaître qu'il arrive qu'il leur ressemble.

Je pense abandonner totalement les causeries et ne conserver que la banque de données qui sera actualisée chaque semaine.

A propos des articles que nous publions de sources diverses.

Cette boulimie d'informations devient toxique à la longue dans la mesure où elles ne servent à rien, où elles ne débouchent sur rien, où il ne se produit rien.

D'ailleurs les auteurs de la plupart des articles que l'on met en ligne le démontrent eux-mêmes, ils en arrivent à spéculer sur des données futures pour en imaginer les conséquences, comme si finalement nous serions indéfiniment impuissants à agir sur la société ou la réalité et que nous devrions continuer de la subir.

Si on voulait être un peu optimiste, on dirait que ces informations qui répercutent également la lutte des classes servent tout de même à saper les bases du régime en place, sauf qu'à la longue, guerre idéologique et psychologique permanente oblige de la classe dominante, c'est plutôt le moral des masses qui est gravement atteint ainsi que leur mode de pensée. On pourrait dire qu'elle joue la carte du pourrissement de la situation pour atteindre ses objectifs politiques à défaut de s'attaquer frontalement aux masses.

Je me suis posé la question de savoir à quoi pouvait servir de continuer de diffuser des données ou de nouveaux articles puisque jusqu'à présent cela avaient servi strictement rien. D'où ma conclusion que le problème auquel nous étions confronté se situait en amont dès lors qu'on avait à disposition tous les éléments pour comprendre la situation.

Dans nos causeries depuis août 2008 nous avons abordé des centaines de questions dont nous sommes parvenus à épuiser le sujet pour la plupart d'entre elles après y être revenu des dizaines de fois sous toutes les coutures et sans a priori. Du coup on se dit qu'on ne pas répéter une énième fois ce qu'on a déjà dit pour parvenir au même résultat, on admettra qu'à un moment donné la question mérite d'être posée.

Quand on dispose de tous les éléments pour agir et qu'on s'abstient de le faire, c'est qu'on n'en a pas la volonté ou qu'il subsiste un obstacle qui nous en empêche ou nous retient de passer à l'action. Il n'existe pas d'autres explications en dehors du fait qu'on peut se leurrer soi-même sur ce qu'on croit avoir compris qui en réalité manque sérieusement de consistance, auquel cas il faut se repasser les faits qui permettaient d'interpréter la situation et à côté desquels on est passé. On peut en ajouter d'autres tirés de l'actualité, ce serait uniquement dans ce cas-là qu'on pourrait concevoir qu'il serait utile de continuer nos causeries comme par le passé.

Cependant on peut en douter fortement, dans la mesure où la plupart des gens vivent une multitude de fois les mêmes expériences sans jamais en tirer le moindre enseignement tout au long de leur vie. Alors à quoi bon insister et faire une énième fois la même expérience si cela ne doit servir à rien au bout du compte. On se dit alors que le problème se situe ailleurs, dans la méthode pour appréhender la réalité ou la société, soi-même aussi, car on ne cesse de se leurrer sur ce qu'on est et on fait inconsciemment notre propre malheur. Cela nous ramène à la méthode que l'on aurait mise en pratique mais qui n'aurait pas été comprise ou assimilée, qu'on aurait fait passer au second plan où à laquelle on n'aurait pas accordé suffisamment d'importance pour que chacun en reconnaissance les mérites et s'en saisisse.

Ce qui ressort de notre analyse de la situation, c'est que les gens sont ravagés par un affreux doute car dépourvu d'idéal, ils doutent de tout, ils ont perdu tout repère, certains par exemple ne savent même plus à quel sexe ils appartiennent, c'est pour dire à quel degré de décomposition on en est arrivé. Ils sont devenus hyper susceptibles et individualistes, hystériques et tyranniques

au-delà des apparences libérales trompeuses, ils ne supportent plus la confrontation des idées ou qu'on leur résiste car ils estiment incarner aveuglément un mouvement majoritaire et progressiste qui en réalité est commandé par la classe dominante, sinon ils sont hyper complexés et aigris pour être accusé d'avoir conservé des préjugés d'un autre âge, ils sont tiraillés entre deux conceptions de la société conservatrice ou néolibérale qui incarnent les contradictions du capitalisme à l'échelle mondiale qui les dépassent totalement et en aucun cas leurs propres besoins qui dans les deux cas sont bafoués.

La classe dominante a réussi à faire en sorte que le mouvement ouvrier s'empare de pans entiers de son idéologie pour la retourner contre les travailleurs, pendant qu'elle tirait les ficelles et les entraînaient dans la direction qu'elle avait déterminée pour atteindre ses objectifs politiques. Voilà ce qui se produit quand on se contente du contenu de réformes dites progressives sans se donner la peine d'examiner attentivement qu'elles en étaient les origines et à quelles fins politiques elles avaient été conçues. En les adoptant ou en les soutenant on se transforme en commis du néoibéralisme pour lequel ces réformes n'étaient que le moyen d'atteindre un objectif politique à long terme, en quelque sorte année après année il capitalise toute avancée dans cette direction, ce qui lui permet petit à petit de se rapprocher de son objectif pendant que nous nous éloignons du nôtre. Si le mouvement ouvrier n'était pas vraiment révolutionnaire, il est devenu franchement réactionnaire par bien des aspects, et en disant cela on ne pense pas spéacialement aux syndicats jaunes ou au PS que l'on considère comme étranger et ennemi du mouvement ouvrier.

Pour ainsi flatter les aspirations des masses et parvenir à les corrompre de la sorte, il fallait qu'à la base ou en amont elles soient animées par un état d'esprit corrompu par l'idéologie dominante qui les y avait préparées, qu'il présente des faiblesses ou des lacunes telles qu'elles pourraient oeuvrer inconsciemment à leur propre perte, une fois parvenues à la conclusion que leur sort dépendait de celui du capitalisme dont généreusement ses représentants leur indiquaient la direction à suivre en masquant leurs véritables intentions.

On a considéré à tort que la résistance des masses ou leur lutte de classe suffisait ou suffirait pour les prémunir des méfaits du capitalisme, or c'était une terrible erreur, car pendant ce temps-là la classe dominante persfectionnait les instruments qui allaient lui permettre de mener sa guerre idéologique et psychologique pour briser leur résistance, leur moral, atteindre et transformer durablement leur mode de pensée devenu plus que jamais confus ou déformé ou sans rapport avec la réalité à laquelle les travailleurs et les militants finissent par ne plus rien comprendre, qui leur échappe totalement, sur laquelle ils n'ont plus aucune emprise, certains me l'ont écrit récemment, du coup on se dit, et là encore je fais référence à des témoignages que j'ai reçus qui confirment ce qui a été dit plus haut rapidement, à savoir que parvenue à ce stade de confusion toute discussion sur ce plan-là (de la réalité ou à partir des faits) est devenue quasiment impossible ou tourne systématiquement au déni, à l'invective, à l'insulte, à la polémique, à l'affrontement, toute justification ou explication est jugée suspecte, traitée avec mépris, assimilée à une tentative de manipulation ou tirée de la théorie du complot, et on mesure à quel point le néolibéralisme a ravagé le cerveau des masses quand ce sont des membres de notre famille, des relations proches ou des gens qui vous connaissent bien qui vous tiennent ce genre de discours, qui ne se rendent même pas compte de la portée de leurs paroles, de la gravité de leur comportement et de leurs accusations, du jugement injuste qu'ils portent sur vous, alors que vous vous êtes simplement contentés de citer quelques faits et de les relier entre eux, cela a suffit à faire de vous un pestiféré, un déséquibré mental, cela va très très loin, c'est stupéfiant et effrayant à la fois car on se demande par la suite quels rapports on pourrait avoir avec ces gens-là, si cela sera possible et dans quelles conditions.

Dès lors qu'on s'attaque à l'idéologie dominante et ses manifestations, on est qualifié d'extrémiste méritant l'excommunication ou le bûcher de préférence au poteau d'exécution en présence de gens manisfestement rongés par l'obscurantisme. Alors qu'hier encore ils vantaient votre développement intellectuel, vos principes et vos valeurs, vous accordaient un certain niveau de conscience, tout d'un coup vous voilà rabaissé au rang d'ignorant en proie à une crise de démence. C'est grotesque, mais c'était prévisible, ne dit-on pas que rien n'est jamais acquis tant que les rapports sociaux de production en place n'auront pas été liquidés et même au-delà, car il ne suffit pas de prendre le pouvoir pour que l'état d'esprit des masses change et évolue...

Cela pour en arriver à la conclusion, et cela est apparu à différents endroits de notre démontration, qu'il faut s'employer à aider les travailleurs à modifier leur manière d'interpréter la société et non leur servir sur un plateau une autre interprétation qu'à ce stade ils rejetteront comme nous venons de le voir, c'est généralement l'erreur que l'on fait en adoptant leur attitude.

La classe dominante s'est dotée d'une formidable machine de propagande avec les moyens de communications modernes et particulièrement Internet pour conditionner les masses, pire, formater leur mode de pensée et de vie à leur insu. On peut se gargariser d'anciennes formules produites pour un autre monde que celui dans lequel nous vivons aujourd'hui, en réalité jamais vraiment assimilées, et estimer que les conditions objectives auxquelles seraient soumises les masses suffiraient à un moment donné à inverser le cours des choses, or la situation en Grèce, au Portugal, en Espagne ou dans une multitude de pays dans le monde prouve amplement le contraire.

Si les masses n'ont pas acquis un degré de conscience et d'organisation suffisamment élevé au moment où leurs conditions matérielles se dégradent au point de les pousser à passer à l'action, soit elles s'en abstiendront, soit elles se lanceront de manière désordonnée et sans direction dans des combats sans issus dont elles sortiront laminées ou encore plus affaiblies.

Pour parvenir à cet objectif, les aider à acquérir un niveau de conscience supérieur et commencer à s'organiser, au-delà de notre argumentation basée sur la lutte des classes et sur le cours du capitalisme qui la justifient ou les faits sur lesquels reposent

notre analyse et qui sont largement à leur disposition sans qu'elles soient en mesure de s'en saisir, il faut les aider à acquérir une méthode qui leur permette de démonter la propagande officielle, de la rendre inefficace, de rendre inefficient sa guerre idéologique et psychologique qui contribue à briser la confiance de la classe ouvrière en elle-même, en tant que classe, à douter qu'une issue politique existe à la crise du capitalisme. Car si on y regarde de plus près, on s'aperçoit que son comportement consiste à adopter celui des oppresseurs ou qu'ils leur dictent, et qui se traduit par une intolérance insupportable envers toute opposition résolue à l'ordre établi, on entend au-delà des apparences qui consistent à critiquer la société telle qu'elle est pour se faire passer pour des gens de gauche ou progressistes ou encore avoir bonne conscience, alors qu'en réalité ils s'en accommodent ou n'entendent pas vraiment la combattre.

La théologie du marché ou la philosophie idéaliste néolibérale est basée sur le nihilisme dont l'axe repose sur l'individualisme à outrance qui serait source de connaissance, de droits et de pouvoir supérieurs à toute autre, un leurre ou une supercherie qui flatte la médiocrité élevée au rang de tyrannie, sur le plan social cela se traduit par l'atomisation de nos droits, en réalité l'absence de droits devenus individuels et impossibles à défendre de ce fait, et sur le plan politique par le délitement de la démocratie au point qu'elle a totalement disparu au profit d'une dictature au pouvoir tentaculaire insaisissable et donc impossible à combattre et encore moins à renverser.

C'est l'avenir qu'ils nous réservent, et par bien des aspects c'est déjà le monde dans lequel nous vivons.

Ceux qui en sont les victimes le revendiquent, ceux qui prétendent le combattre en redemandent, et ceux qui s'y opposent sincèrement passent leur temps à reproduire sans cesse les erreurs qui nous ont conduits où nous en sommes, refusent de partir des faits et de renouer avec la méthode du marxisme ou le matérialisme dialectique pour interpréter la société dans toutes ses manifestations, partant de là la civilisation humaine n'aurait aucun avenir si chacun continuait de camper sur ses positions qui de toute évidence posent problèmes.

Cet article m'a été inspiré par des courriels que j'ai reçus, mais surtout par la lecture des derniers articles publiés par Mondialisation.ca et le Réseau Voltaire que j'ai estimés intéressants autant qu'inutiles et délirants, je me suis demandé à quoi ils pourraient bien nous servir sans trouver de réponses.

Maintenant tout ce qui a été dit là devrait concerner en premier lieu un parti qui se propose de guider les masses vers le socialisme, car dans ma situation je ne suis pas en mesure d'y donner un prolongement pratique ou de le traduire en pratique, de faire davantage, les lecteurs qui y verraient une incohérence de ma part se tromperaient de cible, qu'ils s'adressent aux partis qui se réclament du socialisme qu'ils leur demandent pourquoi des milliers et milliers de grèves, manifestations, meetings et réunions, de mouvement sociaux, discussions avec des centaines de milliers de travailleurs et le recrutement de dizaines de milliers au cours des 5 ou 6 décennies précédentes n'ont pas permis de construire le parti, pourquoi n'en ont-ils tiré aucune leçon... S'ils vous répondent qu'il ne pouvait pas en être autrement et qu'ils n'y étaient pour rien, tirez-en la conclusion qu'ils n'auront pas davantage la volonté de s'attaquer aux problèmes auxquels nous sommes confrontés et que rien ne changera dans le futur, n'en baissez pas les bras pour autant et soyez patient que faire d'autre ?

Complication

- Demain, onze milliards d'êtres humains ? - Alternatives Economiques

L'hypothèse d'une stabilisation prochaine de la population mondiale est remise en cause par les dernières projections de l'ONU.

Un milliard d'habitants sur la planète en 1800, quatre en 1974, sept en 2011 et peut-être onze à la fin du siècle. Ces quatre chiffres donnent la mesure de la prodigieuse croissance de la population mondiale enregistrée depuis deux siècles. Alternatives Economiques n° 342 - janvier 2015.

Il était plus facile d'élever le niveau de conscience et d'organisation d'une fraction des masses exploitées qui entraîneraient dans leur sillage le reste des masses quand la population était beaucoup beaucoup moins nombreuse. A noter qu'elle était également de un mlliard en 1900, 3 au milieu du XXe siècle.

Par contre, il est plus facile de manipuler ou conditionner une masse ignorante plus nombreuse par le biais des moyens de communications modernes. Du coup notre tâche s'en trouve compliquée et nécessite de revoir notre manière de nous adresser aux masses, dites-le à nos dirigeants qui ne veulent rien entendre ou qui vivent dans un autre monde que le nôtre, déconnectez de la réalité. N'est pas schizophrène forcément qui l'on croit.

Demandez- leur comment ils ont intégré ce facteur dans leur conception de la lutte de classes, s'ils en ont tenu compte ou non, de notre côté on connaît la réponse et elle est négative. Ce facteur est parmi les plus déterminants de nos jours, nous n'avons cessé de le répéter, en vain. On se lasse, on est excédé, et ce n'est pas la question de vouloir avoir raison, mais de constater qu'à se complaire dans un schéma qui n'est manifestement pas adapté à la réalité ou dépassé, on court tout droit à notre perte...

Qui a dit ?

- "En France, le gouvernement prend pour la première fois de vrais risques politiques pour améliorer le marché du travail".

- "La montée du populisme devrait être un signal d'alarme. Les gouvernements doivent donner la priorité aux décisions politiques difficiles et mener à terme les réformes si nécessaires". atlantico.fr 31.12

Réponse : Peter Praet, le chef économiste de la BCE, dans une interview accordée au journal Börsen Zeitung et publiée hier.

Quand les représentants de la classe dominante évoquent le populisme, c'est pour réaliser un amalgame entre l'extrême droite et les opposants à la politique du gouvernement issus du mouvement ouvrier afin de décrédibiliser ces derniers et que les travailleurs en arrivent à la conclusion qu'il n'existe pas d'autre politique possible, qu'ils doivent soutenir la politique du gouvernement ou les sacrifices qu'il leur impose ou prendre leur mal en patiente.

Quand le progrès social est assimilé au conservatisme, c'est la réaction qui parle.

- Hollande mènera "son combat jusqu'au bout contre les conservatismes" - lexpress.fr

- Hollande vante son bilan et veut faire de 2015 «une année d'audace» - lefigaro.fr

- Voeux: Hollande oppose la réforme et l'audace aux conservatismes et aux populismes - AFP

François Hollande s'est fait mercredi dans ses voeux pour 2015 le chantre de la réforme, de l'"audace" et de la "confiance" face aux conservatismes et aux populismes, se gardant toutefois de toute promesse ou annonce majeures après une année 2014 qualifiée de "rude". AFP 31.12

Refuser de travailler le dimanche serait faire preuve de conservatisme, et défendre ce droit au repos hebdomadaire serait faire preuve de populisme, mieux encore, vous devez céder aux sirènes du marché qui exige que vous travailliez le dimanche si vous ne voulez pas être accusé de rejoindre l'extrême droite qui revendique également ce droit et la boucle de l'imposture est bouclée.

Comment démonter cette argumentation scélérate ?

C'est très simple, en se situant exclusivement sur le terrain de classe des exploités qui estiment légitimes leurs acquis, leurs droits, leurs besoins, et refusent de se reconnaître ou de prendre en compte ceux de la classe des exploiteurs ou du marché.

Nous estimons que nos droits sociaux et politiques sont parfaitement légitimes et justifiés dès lors qu'ils correspondent aux besoins de l'ensemble des travailleurs, et nous interdisons aux représentants des capitalistes, des exploiteurs, du marché, de nous dicter quel droit nous devrions adopter ou conserver.

Le problème, la difficulté ou le malaise bien compréhensible que peuvent rencontrer bien des militants à défendre nos droits en se situant sur ce terrain, provient du fait que pendant très longtemps nos dirigeants ou leurs dirigeants, disons le mouvement ouvrier en général ont reconnu le droit à des représentants de la classe dominante agissant sous un faux masque de s'exprimer en notre nom, et qui une fois parvenus au pouvoir ont entrepris de s'attaquer systématiquement à tous nos droits, rendant leur discours inaudibles ou peu crédibles.

Notre analyse part du fait qu'un parti de droite ou de la réaction est parvenu au pouvoir alors qu'il se prétendait socialiste, et que tous les partis ouvriers se sont accommodés de cette supercherie pendant un siècle. Ils se sont employés à le ménager, à passer sous silence son passé abominable qui suffisait amplement pour le caractériser comme un ennemi de la classe ouvrière, le justifiant au nom du réformisme auquel se réfèrait le PS et qui put faire illusion pendant toute une période et l'amena à se positionner au côté de la classe ouvrière, alors qu'en réalité il n'avait cessé de se comporter en fossoyeur et ennemi du socialisme (au côté des staliniens), le réformisme étant son antithèse ou sa négation, jusqu'au jour où la crise du capitalisme prit une telle ampleur que même le réformisme (et l'ersatz de démocratie) était devenu incompatible avec la survie du régime capitaliste, pour finalement s'apercevoir qu'effectivement ce parti figurait parmi les ennemis des exploités, et encore ils ne le disent pas si ouvertement.

Trop tard faut-il ajouter, et c'est bien là que se situe le problème. A vouloir courir deux lièvres à la fois on en attrape aucun et c'est ce qui nous est arrivé. On a ménagé le réformisme en se disant révolutionnaire pour finir par s'adapter au capitalisme ou ne plus rien comprendre à la situation, au point de se retrouver dans une position inconfortable ou intenable et être incapable de défendre le socialisme ou le programme de la révolution socialiste mondiale, abandonnant Marx le révolutionnaire au profit de Jaurès le réformiste ou le conciliateur plus présentable aux yeux des militants et de la bourgeoisie, tout le reste étant à l'avenant. Hormis des gens que personne ne prend réellement au sérieux, quel dirigeant de nos jours se dit communiste et révolutionnaire ? Aucun,

à notre connaissance.

Telle est la situation épouvantable dans laquelle nous nous trouvons.

Le PS n'est pas devenu ce qu'il est aujourd'hui du jour au lendemain ou en quelques décennies, il n'a jamais changé de nature sociale depuis 1914, de même, l'interprétation de la société dans laquelle nous vivons ou la manière dont les travailleurs perçoivent le PS et au-delà le mouvement ouvrier, ne s'est pas forgée au cours des mois ou des années précédentes, c'est le produit d'un long processus qui couvrent des décennies au cours desquelles ils ont été appelés à s'éloigner du socialisme (au nom du réformisme dont ils ont tiré profit et qui les a complètement contaminés) au point d'en arriver à ne plus avoir aucun expoir dans le socialisme ou ne plus du tout savoir à quoi il correspond vraiment, puisque personne ne diffusent plus ses idées ou le défend en dehors de groupuscules qui ne sont pas implantés au sein des masses.

Les masses en sont arrivés à déduire que le réformisme incarnait le socialisme, dès lors qu'elles se retouvent soumises à ceux qui soi-disant le représentaient n'a rien d'étonnant, et quand ces derniers en viennent à troquer le réformisme pour le néolibéralisme, elles se retrouvent décontenancées, désarmées politiquement, elles ne comprennent pas ce qui leur arrive, elles tentent de résister comme elles peuvent, autrement elles n'ont plus qu'à subir le sort qu'ils leur ont réservé.

Le libéralisme bourgeois du début du capitalisme entre le XV et XVIIIe siècle à conduit au néolibéralisme au stade pourrissant de l'impérialisme à partir du début des années 70 au XXe siècle. Le capitalisme a connu trois phases distinctes, l'époque de la concurrence, puis celle des monopoles et enfin celle des oligopoles.

De manière générale ou si on devait s'en tenir à la manière (déformée) dont les travailleurs perçoivent le PS qui est censé incarner le socialisme nous dit-on, on devrait en déduire que le réformisme a cédé le pas ou a engendré le néolibéralisme, de la même manière que le socialisme aurait engendré un autre monstre, le stalinisme.

Les travailleurs ne comprennent pas comment de telles mutations ont pu se produire. Pourquoi ? Parce qu'ils en ignorent l'origine. Or leur origine réside dans le fait que le réformisme tout comme le stalinisme est le produit du capitalisme, ils sont tous les deux étrangers au socialisme ou en sont ces pires ennemis en réalité, ce que les travailleurs et bon nombre de militants ignorent ou continuent d'ignorer.

Partant de là on peut comprendre qu'ils se détournent du mouvement ouvrier qui plus est demeure lié au PS, davantage encore à travers les syndicats ou le même venin réformiste et maintenant néolibéral est répandu et ne cesse de faire de nouveux adeptes à défaut d'alternative crédible au capitalisme, du fait qu'aucun parti ne défende réellement le socialisme au mieux autrement qu'en paroles.

Le socialisme repose sur les fondements du capitalisme, mais se proposent de les détruire pour reconstruire la société sur de nouvelles bases, contrairement au réformisme qui entend préserver les fondements du capitalisme, ils sont donc irrémédiablement incompatibles ou inconciliables et ne peuvent pas coexister dans un parti ouvrier qui aurait pour objectif le renversement de l'ordre établi.

Comment en est-on arrivé là, à prétendre le contraire ou à se réclamer du réformisme tout en se prétendant révolutionnaire ou socialisme, trotskiste ? C'est la question récurrente qui revient le plus souvent dans la bouche de nombreux militants et que les réponses de nos dirigeants ne satisfont pas.

Par un tour de passe-passe, une épouvantable manipulation qui ne pouvait être que l'oeuvre de manoeuvriers professionnels, qui a consisté à ne voir et aborder dans le réformisme que l'aspect purement social qui coïncidait avec les besoins immédiats des masses, à le favoriser en dehors de tout autre critère ou facteur, au détriment de son aspect politique liquidateur qui allait mener à la dégénérescence complète ou à la destruction du mouvement ouvrier. Il aurait été impossible de défendre le socialisme sans se couper des masses, c'est le prétexte qu'on nous a servi jusqu'à nos jours pour justifier cette capitulation politique, à croire que la défense des besoins immédiats des masses ne figurait pas au programme du socialisme, qu'il n'aurait pas été possible de se situer sur le terrain du socialisme et de défendre les revendications sociales des travailleurs, quelle monstrueuse absurdité quand on y pense après coup ! Partant de là ils nous traitent logiquement de gauchiste.

Une contrevérité en réalité pour masquer leur abandon des objectifs du combat du mouvement ouvrier qui se confondent avec le socialisme. Le parcours des différents partis depuis le début des années 80 en dit plus que de longs discours sur ce processus d'adaptation au capitalisme.

Pratiquement du jour au lendemain, le PS étant parvenu au pouvoir (1981) et l'URSS ayant implosée (1989), ils balancèrent les principes qui avaient présidé à la formation de leurs partis politiques, ils modifièrent instantanément leur sémantique ou leur terminologie, ils banirent certaines expressions et références ou citations de leurs discours et de leurs programmes, modifièrent radicalement leurs rapports avec le PCF, se mirent à lorgner ouvertement vers le PS ou ses élus, bref, alors que fondamentalement aucune modification ne s'était produite au sein du capitalisme, de la structure de la société capitaliste ou des rapports entre les classes, l'effondrement de l'URSS étant programmé depuis des années et pour ainsi dire déjà entériné ou

acté, de même qu'il était prévisible qu'un jour ou l'autre le PS parviendrait au pouvoir sans que cela ne change quoi que ce soit au niveau des facteurs ou rapports cités précédemment.

Le PS devait conserver logiquement son statut de pilier du régime conformément à sa nature sociale capitaliste, se fondre dans les institutions de la Ve République auxquelles il n'avaiit jamais cessé de participer en réalité, quant au PCF, traversé par des contradictions intenables et dans l'impossibilité d'incarner le socialisme, il était voué à s'effondrer à son tour, tout cela était parfaitement prévisible et c'est ce qui se produisit, c'était inscrit dans la lutte des classes des décennies précédentes et le cours suivi par le capitalisme mondial, dès lors rien ne justifiait un tel virage à 180° à partir du début des années 80 de la part de ce qu'on appelait à l'époque l'avant-garde du mouvement ouvrier, sauf à tomber le masque du révisonnisme que leurs dirigeants avaient revêtu pendant de longues années et s'afficher tels qu'ils étaient réellement, vous connaissez la suite.

Les conséquences du réformisme ou de l'adaptation au réformisme ne pouvaient être à terme que catastrophiques pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, cela aussi était parfaitement prévisible, mais apparemment nos dirigeants l'ignorèrent, prévisible non pas en consultant un oracle ou une boule de cristal mais à partir des faits, dont les plus significatifs remontent au début des années 70 avec la décision de Nixon aux Etats-Unis de libérer la planche à dollars (en 71, non conversion du dollar en or) et celle de Pompidou en France de soumettre le financement du budget de l'Etat aux prédateurs du marché (en 73), la perte d'indépendance de la Banque de France au profit de la BCE et le passage à l'euro 2 ou 3 décennies plus tard parachevant ce processus, l'ensemble de ces facteurs témoignait suffisamment de l'adoption d'une nouvelle stratégie politique par la classe dominante, qui par l'originalité des moyens employés pour les atteindre permettait de comprendre qu'un nouvel élément d'une importance capitale avait été introduit au sein du capitalisme qui allait en bouleverser radicalement le fonctionnement et les principes sur le plan politique fondés sur la dictature de l'oligarchie financière, étendant son emprise sur l'ensemble des institutions politiques nationales et internationales, un nouvel ordre mondial était en train de se mettre en place reposant sur l'hégémonie sans partage de l'impérialisme américain ou plutôt l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste et leurs alliés internationaux, tandis que les droits politiques des peuples et plus particulièrement des masses exploitées allaient être confisqués par ces institutions politiques supranationales et antidémocratiques.

La concurrence acharnée à laquelle devaient se livrer les différents impérialistes américain, russe, chinois principalement, fut une fois de plus interprétée sur le plan économique ou social comme le produit des contradictions du capitalisme décrites par Marx et Engels, alors qu'en réalité l'impérialiste américain s'était doté de nouveaux instruments financiers dont il allait se servir pas seulement pour conserver ou renforcer sa domination sur le marché mondial, mais pour atteindre des objecifs politiques devenus d'une importance cruciale pour assurer la survie du système économique capitaliste au moment où la plus formidable crise de son histoire le rattrapait, se soumettre ou conquérir tous les Etats afin qu'ils adoptent l'idéologie néolibérale.

C'est ainsi que les masses n'ont jamais été instruite du danger politique mortel qui les menaçait dont elles commencent seulement à réaliser l'ampleur dans la plus grande confusion qui soit, une fois réduites à l'impuissance ou littéralement neutralisées, puisque ne disposant d'aucun parti ouvrier de masse les représentant ou dans lequel elles se reconnaîtraient. Le refus de nos dirigeants de prendre en compte ou leur incapacité à mesurer l'importance et la portée de la décision de Nixon en 1971 qui consista à fournir un formidable levier financier aux banquiers de la Fed pour s'emparer (définitivement) du pouvoir politique, devait les conduire à considérer qu'il n'y avait pas lieu de modifier leur conception de la lutte des classes ou leur interprétation du capitalisme et des rapports existant entre les classes, alors qu'en réalité ils étaitent faussés du fait de l'introduction de ce facteur financier correspondant à l'emprise de l'idéologie libérale sur l'ensemble de la société, et ce n'est pas un hasard si l'ongisme se développa et Internet vit le jour dans la foulée, puisque ce sont de puissants outils tournés contre le mouvement ouvrier, participant à l'atomisation de la société et de nos droits, à la manipulation ou au conditionnement des masses, flattant l'individualisme débridée, la mégalomanie, conduisant à la neutralisation de la lutte des classes et à la dislocation de la civilisation humaine, bref, poursuivant les mêmes objectifs politiques au moyen de la guerre idéologique et psychologique contre les masses.

Si la libération de la planche à dollars en 1971 (à yen et à euros depuis) ne fut pas l'acte fondateur du néolibéralisme à proprement parler, elle fut l'élément déclencheur et accélérateur d'une conception économique basée sur un critère de type mafieux qui parce qu'il était totalement hors de contrôle du pouvoir politique devait aboutir à sa capitulation totale devant l'oligarchie financière, on pourrait dire encore que c'est à partir de cette date que fut théoriser la stratégie du nouvel ordre mondial ou qu'elle fut finalisée et expérimentée quelques années plus tard aux Etats-Unis, en Amérique latine et en Grande-Bretagne, avant de gagner le reste du monde à l'exception de quelques poches de résistances. La finance tient son extraordinaire puissance de la nature mafieuse des instruments dont elle s'est dotée, et qu'aucun chef d'Etat ou de gouvernement n'ose véritablement dénoncer ou défier par crainte de s'attirer les foudres ou la vengeance de l'oligarchie financière, d'où aussi l'impunité dont elle bénéficie puisque c'est elle qui tient le sort du capitalisme entre ses mains.

Ce que nous avons voulu expliquer ici, c'est qu'il est erroné de réduire l'interprétation de la guerre que livre l'impérialisme américain aux autres impérialistes à une tentative de conserver son hégémonie sur le monde, dans la mesure où cette guerre poursuit un autre objectif de nature politique que rejettent ou occultent les partis ouvriers, et qui doit se solder par l'instauration d'un gouvernement mondial s'imposant à tous les peuples de la planète, un nouvel ordre mondial qu'il serait impossible de remettre en cause ou dont il serait impossible de contester la légitimité, de combattre et encore moins de renverser, contrairement à aujourd'hui où la mobilisation internationale des travailleurs suffit parfois pour faire reculer certains gouvernements, ce qui serait impossible une fois que cette monarchie absolue et tyrannique disposerait de tous les pouvoirs à l'échelle mondiale.

On a envisagé le communisme à l'échelle mondiale, mais on refuse d'admettre que son antithèse pourrait voir le jour, c'est tout de même curieux et incohérent, non ? Ce sont les dirigeants les plus puissants de la planète qui évoquent très sérieusement et publiquement cette stratégie politique du nouvel ordre mondial, et non nous qui y ferions référence à la légère à la suite de je ne sais quel illuminé en mal de notoriété. Sérieusement, qui peut croire un instant qu'il s'agirait de paroles en l'air ou sans importance à part ceux que cela arrange de le croire ?

Nous disposons d'une multitude d'arguments et faits pour étayer notre théorie que nous n'avons pas évoqués ici, mais que nous avons mentionnés dans d'autres causeries. Ce serait nous faire un procès d'intention de nous cataloguer parmi les adeptes de la théorie du complot, car nous n'avons cessé de dénoncer ceux qui annoncent tous les quatre matins l'effondrement du dollar, une guerre mondiale, la fin de l'hégémonie américaine, l'absence de moyen financier dont disposait l'impérialisme américain pour financer sa politique et mener ses guerres alors qu'elles ne cessent de s'étendre, parfois par milices privées interposées qu'il finance plus discrètement (par des fondations ou des instituts, comme en Arabie saoudite où ce sont de richissimes ploutocrates qui financent l'Emirat islamique et non le gouvernement qui n'a rien à se reprocher.), à ce titre même les chiffres du budget américain de la Défense sont truqués, tout comme les chiffres du chômage aux Etats-Unis ou le bilan de la Fed, des banques, etc., certains ne veulent pas prendre en compte cet aspect de la réalité ou le fait que la Fed fabrique des dollars à la pelle sans que personne ne sache combien et qui en profitent vraiment, à quoi ils servent.

Ce sont ceux qui refusent de prendre en compte ces facteurs, qui vous l'admettrez ne relèvent pas de l'anecdote, qui prétendent nous imposer leur interprétation de la situation ou nous dicter leur conception de lutte de classes.

Nous leur répondrons que nous doutons fortement qu'il soit possible de produire une analyse correcte et sérieuse et encore moins d'en tirer des conclusions pratiques en refusant de prendre en considération l'ensemble des facteurs et des rapports qui composent la situation, sans pour autant prétendre de notre côté avoir forcément raison car bien des éléments peuvent nous avoir échappés, cela dit à aucun moment il ne nous est venu à l'esprit d'occulter un facteur parce qu'il nous aurait embarrassé ou parce qu'on n'aurait pas su comment le traiter.

Epilogue. Il y a des coïncidences qui ne trompent pas.

Je venais juste d'éteindre l'ordinateur pour préparer mon repas du soir, j'allume la télé et je regarde Russia Today en mangeant, quelques instants plus tard commence un documentaire sur le capitalisme et au bout de dix minutes qui est-ce que je vois appararaître à l'écran, Nixon en 1971, le commentateur évoquant sa décision de mettre fin à la convertibilité du dollar en or...

Quand ce genre de coïncidences se produisent j'ai l'habitude de dire que tout est dans l'ordre des choses. J'interprète ces coïncidences dont l'origine m'échappe comme une confirmation ou que je suis sur la bonne voie et que je ne dois surtout pas en changer, cela ne signifie pas forcément qu'elle me sera profitable, mais qu'il n'en existe pas d'autres ou que je perdrais mon temps à en chercher une autre qui ne serait pas forcément meilleure.

Généralement j'ai constaté que c'était bon signe ou positif, cela concerne ma manière de gérer ma vie ou l'orientation que je lui ai donnée, mon état d'esprit aussi.

Lu dans des commentaires à la suite d'un article sur la laïcité publié par le M'PEP.

Normalisation ou banalisation de la pensée unique au sein du mouvement ouvrier.

- "Tout ce qui est excessif est insignifiant."

Et tout ce qui relève de la bienséance est d'une médiocrité affligeante, s'en contenter témoigne d'un esprit servil rongé par l'idéologie dominante.

Quand le statut divin de l'ignorance devient inné chez l'homme, il est condamné à la barbarie.

- "Il y a un lieu religieux dans le psychisme humain".

C'est à croire qu'il y a des gens de gauche, des progressistes assurément, dont le niveau de développement intellectuel en est encore à celui des hommes des cavernes.

Car de nos jours, dans une société qui n'a jamais été autant basée sur le matérialiste, rien n'indique que l'homme en général serait spontanément porté au cours de son développement à partir de sa naissance à interpréter les manifestations dont il ignore l'origine ou la signification ou à en rechercher les causes chez un être aux pouvoirs surnaturels ou qui se situerait au-delà du monde extérieur.

L'homme et la société occidentale sont suffisamment évolués pour qu'ils interprètent ses propres expériences et le monde extérieur selon des rapports de cause à effet quitte à les inverser puisqu'il a toujours une représentation déformée du monde dans lequel il vit, sans pour autant avoir à recourir à des procédés d'un autre âge qui relèveraient du mysticisme qui ne lui sont d'aucun secours pour régler les questions matérielles auxquels il doit faire face ou tout simplement satisfaire ses besoins élémentaires.

Les croyances qui avaient cours jadis furent supplantées par les religions dès lors que les forces productives se développèrent, dont l'objet était avant tout pragmatique et non mystique, on pourrait même dire politique puisqu'elles se rangeaient au côté des exploités et vilipendaient les riches. Ce sont leurs riches disciples ou adeptes qui les récupérèrent et qui leur donnèrent le contenu obscurantiste que nous leur connaissons aujourd'hui ou qui seul est parvenu jusqu'à nos jours car il faut bien le cultiver pour que le peuple demeure inculte ou culpabilise.

En réalité, c'est la société capitaliste qui entretient l'ignorance de la population et la pousse dans les bras de l'obscurantisme, alors qu'elle est engagée dans un cycle social régressif favorisant le retours aux croyances en tous genres et aux pires superstitions, dès lors que l'ordre matériel en place est incapable de satisfaire ses besoins et que toute issue à cette situation a disparu du fait de la décomposition du mouvement ouvrier...

Au passage, le M'PEP s'est développé en grande partie sur la base des principes que je revendique, à savoir favoriser l'éducation des masses, ce qui démontre que c'est tout à fait possible contrairement à ce qu'affirmaient mes détracteurs. Et si maintenant ce mouvement ne

Au diable les apparences et les conventions !

- Les vœux virtuels sont de plus en plus préférés - Francetv info

Habituellement j'adresse un petit mot à quelques personnes, ensuite elles me répondent. Cette année j'ai décidé de ne rien envoyer du tout pour voir ce que j'allais recevoir et je n'ai pas été déçu : Rien !

Je m'y attendais et cela me fait marrer, comme quoi je suis loin d'être aigri comme pensent certains, au contraire j'ai une bonne nature et je suis généralement de bonne humeur, parce que je ne me fais aucune illusion sur la nature humaine, c'est préférable. N'agissant pas de la sorte, j'ai parfaitement le droit de la trouver médiocre. Des gens trouvent normal qu'on leur téléphone ou qu'on leur écrive et qu'ils ne vous téléphonent ou ne vous écrivent jamais si vous ne faites pas le premier pas. Déduisez-en ce que vous voudrez. Je dois être un romantique ou un sentimental qui pense trop à des gens qui ont aussi vite fait de vous oublier, je les plains sincèrement d'être confronté à un tel désert sentimental, pas moi puisque je continue de penser à eux, en silence.

En guise de repas le 24 au soir avec Selvi on a fini les restes de la veille agrémentés de petits pois et un petit morceau de mouton, c'était la première fois de l'année qu'on en mangeait, trop cher. Et avant-hier on a fini le riz et les lentilles avec un carry de poulet antillais (et non indien) aux aubergines, plus des pommes de terre aux épices, c'est moi qui avait fait la cuisine. Selvi s'est régalée, c'était délicieux et on a passé deux excellentes soirées à regarder des vidéos de concerts de Joe Satriani et Lynyrd Skynyrd. Avant j'avais invité son frère à partager une Carlsberg, après il est parti travailler, eh oui, à lui tout seul il fait les 3x8 7j/7, cela existe !

Voilà qui contente ou rend heureux des gens simples qui ont de l'estime pour moi en échange de la sympathie que je leur témoigne, cela fait notre bonheur, au moins ils ne vont pas chercher midi à quatorze heures ou ne passent pas leur temps à se compliquer la vie et celle des autres, ce que j'apprécie. Et ils ne sont pas plus superficiels que la moyenne de gens qui se croient très intelligents ou supérieurs aux autres, on se demande en quoi et de quoi droit, bref.

Il y en a franchement marre des gens qui sont aigris ou toujours de mauvaise humeur, hypocrites à loisirs, qui critiquent tout ce que vous faites ou pensez, vous dénigrent dans votre dos parfois pendant de longues années croyant que vous n'avez rien remarqué ou vous prenant pour un simple d'esprit.

Faire l'idiot ou celui qui n'a rien remarqué est une de mes spécialités pour me moquer ensuite de ces gens-là, pas méchamment évidemment, généralement quand vous dites stop ils le prennent très mal et vous en veulent terriblement, ils n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes pour avoir adopté cette attitude qu'on ne leur envie pas. Nous préférons avoir des relations sincères ou franches, ce qui les incommode et on se demande bien pourquoi puisqu'ils sont irréprochables. Ils ne sont pas à une incohérence près et n'en ont pas conscience ou préfèrent se réfugier dans le déni, comme si tous les rapports devaient se transformer obligatoirement en rapports de forces au lieu d'être fraternels et sans arrière-pensées, ce qui semble impossible ou hors de leur portée, qu'y pouvons-nous, rien pour avoir montré ce qui nous paraissait être le bon exemple.

Je fus un excellent compagnon et père de famille, je parle de ma première épouse, mais elle a décidé de tout foutre en l'air, cela n'allait pas, à croire que la vie était trop simple. A la même époque, quand je bossais comme technicien SAV ma bagnole de société était toujours propre, ma malette à outils aussi bien rangée que celle d'un chirurgien, j'étais toujours impeccable ou

fringué aux quatre épingles, veste Yves Saint-Laurent à 5.000 balles par exemple, ponctuel, poli, courtois, affable avec les clients ou les patrons des boîtent que je visitais qui généralement me trouvaient sympathique et sérieux, professionnel quoi, car je faisais mon boulot dans les règles de l'art, il n'y avait que mes propres patrons qui n'étaient jamais satisfaits, en deux mots qui ne pouvaient pas me blérer très rapidement, mes idées les dérangeaient, je ne faisais ni syndicalisme ni politique à ce moment-là, mais le seul fait de savoir que j'avais des idées tranchées les indisposait, je devenais leur tête de Turc à briser ou abattre, je finissais toujours par démissionner ou me faire virer, alors que j'avais eu un comportement irréprochable. A croire qu'il n'y a pas de place dans la société pour les gens honnêtes et sincère, trop peut-être, une cible facile. Ce n'est pas un hasard si j'ai atterri en Inde où je me conduis exactement de la même manière, à ceci près que je n'ai de compte à rendre à personne parce que j'ai réussi à créer les conditions qui me le permettent, sinon j'aurais encore été exclu et terminé à la rue, je l'ai échappé belle !

Ce sont les gens qui ne supportent pas ce que vous êtes ou vos idées qui sont les premiers à vous accuser de les juger ou de vouloir leur donner des leçons, alors qu'on n'en a jamais eu l'intention, là encore ils se méprennent sur vos intentions ou vous accusent à tort parce qu'il leur est impossible d'adopter le même comportement franc et honnête à votre égard. Ils préfèrent la compagnie des hypocrites ou des gens superficiels à souhait que pour notre part nous évitons. Ils sont satisfaits lorsque vous leur reconnaissez des droits, mais ils ne veulent pas admettre que vous méritez le même traitement de leur part, partant de là effectivement on n'a rien à faire ensemble ou à se dire.

Vous me direz qu'à ce compte-là on fait le vide autour de soi, effectivement, mais c'est souvent un soulagement, car c'est un fardeau en moins à supporter, parfois c'est le prix à payer pour conserver notre indépendance ou être en accord avec nos idées. A côté de cela et avant d'en arriver là, on est bien obligé de faire des concessions et de faire preuve de beaucoup de patience envers des gens qui un jour ou l'autre vous témoigneront qu'ils n'en valaient pas vraiment la peine, ce seront eux qui s'évertueront à vous le démontrer, on ne fera qu'en tirer les conclusions qui s'imposent et continuer ou non notre relation le moment venu. Les gens qui vous méprisent sont généralement ceux qui vous accusent d'avoir une telle attitude envers eux. En fait c'est l'histoire de la paille que l'on voit dans l'oeil de son voisin, alors qu'elle est le reflet de celle que l'on a devant les yeux et qui nous aveugle. C'est bien triste.

ACTUALITE EN TITRES

Enfumage, gesticulation, grande manoeuvre, voilà le genre d'infos qu'on ne traitera plus.

- Cécile Duflot éreinte la loi Macron et appelle à la mettre en échec - LeFigaro.fr

- Royal s'emploie à «rassurer», les écologistes sur la loi Macron vLeFigaro.fr

Méthode Coué et parole de réac. Cela dépend pour qui.

- Enthousiasme général pour les prévisions de croissance 2015 : quand un chiffre identique inquiétait l'Insee un an auparavant - Atlantico.fr

- Pourquoi un retour de la croissance s'accompagnera d'une hausse des inégalités (et ça n'est pas la mauvaise nouvelle que ça semble être) - Atlantico.fr

C'est la fête, bonne année !

- Un septième sans-abri est décédé - Francetv info

- Un sexagénaire a été retrouvé mort dans la rue à Marseille, le jour de l'An. - AFP

C'est étonnant, ici en Inde plus personne ne crève plus comme un chien dans la rue, à croire que la pauvreté ou la misère est mieux entretenue en Inde. On en déduira ce qu'on voudra à propos de la France, terre d'accueil, des droits de l'homme, patati patata...

Les spéculateurs se moquent de tous les indices.

- L'indice PMI manufacturier US au plus bas depuis janvier 2014 - Reuters

- Baisse inattendue des dépenses de construction aux Etats-Unis - Reuters

- Séisme monétaire en vue : Mario Draghi parle du risque de déflation - Atlantico.fr

Que cela ne tienne :

- Wall Street ouvre en hausse la première séance de 2015 - Reuters

Le pire est à venir assurément et personne n'y est vraiment préparé, c'est sans doute cela le pire.

- Plus de la moitié des Français redoutent que 2015 soit plus difficile que 2014 - La Tribune

- Avec 71 % de pessimistes, le moral des Français est au "plus bas" - LePoint.fr

...et les heureux élus...

- Sans fleurs ni couronnes, la France enterre sa taxe sur les super riches - AFP

...qui connaissent la réponse à la question suivante...

- Le capitalisme a-t-il un avenir ? - lexpress.fr

Intox

- Autoroutes : Manuel Valls repousse à 2017 une éventuelle résiliation des concessions - Francetv info

Un régime ébranlé. Tiens donc, les conspirateurs viendraient-ils de l'intérieur, comme le 11-septembre ?

- Sony: le piratage pourrait venir de l'intérieur, mais le FBI n'y croit pas - La Tribune

Que cela ne tienne :

- Nouvelles sanctions américaines contre la Corée du Nord - Reuters

Nouvel ordre mondial et stratégie du chaos et de la guerre.

- Ukraine. Kiev: des milliers d'ultranationalistes défilent avec des flambeaux - AFP

- Hongrie: nouvelle mobilisation contre le Premier ministre - AFP

- Liban. Le mandat du Tribunal spécial pour le Liban prolongé de trois ans - LeMonde.fr

- Afghanistan: au moins 15 morts dans une attaque à la roquette - AFP

- Yémen. Plus de 30 morts après un attentat-suicide au Yémen - LeMonde.fr

- Syrie. Une figure de la révolte syrienne rejoint l'État islamique - LeFigaro.fr

- Irak: plus de 15.000 morts en 2014, année la plus sanglante depuis 2007 - AFP

- Libye. Raid aérien en Libye et combats près d'un port pétrolier - Reuters

- Israël gèle des fonds aux Palestiniens après l'affaire de la CPI - Reuters

- Nigeria: Boko Haram s'empare d'une base militaire sur les rives du lac Tchad - AFP

- Somalie. Voiture piégée et tirs dans la capitale somalienne - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. L'armement et la guerre : C'est du solide !

- Arabie: la livraison d'armes au Liban évoquée lors d'une visite de Le Drian à Ryad - AFP

Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian, en visite en Arabie saoudite, a été reçu dimanche par le prince héritier Salmane Ben Abdel Aziz.

Outre l'entretien avec le prince héritier, M. Le Drian a rencontré les ministres saoudiens de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Garde nationale ainsi que le vice-ministre de la Défense, a ajouté la même source.

Les deux pays ont souligné à cette occasion "la solidité de leurs relations bilatérales", a rapporté l'agence officielle Spa.

"L'Arabie saoudite a représenté 40% des prises de commandes d'armement français en 2014 (4 milliards d'euros). Et les contrats d'armement ont représenté 60% des grands contrats signés par la France dans ce pays", indique-t-on au ministère de la Défense à Paris.

Sinon ça sert à quoi d'être super riche.

- A Dubaï, découvrez la police la plus luxueuse du monde - Francetv info

La patrouille de police la plus chère du monde est à Dubaï. Parmi la dizaine de véhicules de luxe qui forment cette patrouille, on trouve des voitures parmi les plus chères et les plus rapides de la planète : Lamborghini, Chevrolet, Ferrari, McLaren... Khaled, l'un des patrouilleurs, se confie à France 2 : "Ces voitures sont comme le visage de la police. Nous devons être fiers d'incarner cette image".

Sa collègue Mariam évoque les réactions provoquées par ces bijoux : "D'habitude, tout le monde se dit 'Oh, une voiture de police' et les gens détestent ça. Mais nos voitures, tout le monde les aiment. Les gens veulent les arrêter pour les prendre en photo".

Pas question cependant que ces bolides servent à des courses-poursuites. Leur rôle : circuler dans les zones touristiques. "Ça leur donne beaucoup de prestance. C'est très positif, ça va avec Dubaï en fait", assure une touriste.

Dubaï dépense sans compter pour assurer la sécurité de ses rues et briller aux yeux du monde. Les policiers commencent à utiliser des lunettes intelligentes pour dresser des contraventions. 30 000 caméras et des drones scrutent la ville. Dubaï tient à conserver son taux de criminalité parmi les plus bas du monde, pour attirer toujours plus de touristes et investisseurs. Francetv info 04.01

Grèce. Pétard mouillé.

Quand l'amorce d'un "changement nécessaire" en Europe passe par... Draghi et la BCE. Tout un programme., de gauche bien entendu !

- La Grèce, amorce d'un "changement nécessaire" en Europe, selon Tsipras - AFP

Tsipras veut faire de la Grèce un "exemple positif de progressisme en Europe" tablant aux élections du 25 janvier sur la fin d'un "vieux monde politique", celui des conservateurs de la Nouvelle Démocratie et des socialistes du Pasok actuellement au pouvoir au sein d'une coalition.

"Grâce à des négociations énergiques, nous garantissons une participation réellement équitable de notre pays à la zone euro, sans l'austérité que n'imposent pas les règles européennes", a déclaré le dirigeant de Syriza.

"Il faut en finir avec l'austérité", a-t-il insisté. AFP 03.01

Vraiment ?

- La BCE ne pourra pas exclure la Grèce de sa politique, estime le leader de l'opposition - La Tribune

La Banque centrale européenne (BCE) ne pourra pas exclure la Grèce d'un programme d'assouplissement quantitatif, si elle décide d'en adopter un pour relancer l'économie de la zone euro, a déclaré Alexis Tsipras, chef de file du parti de gauche grec Syriza.

S'exprimant lors du congrès de son parti samedi à trois semaines des élections législatives anticipées du 25 janvier, Alexis Tsipras a promis qu'en cas de victoire, Syriza ferait en sorte qu'une bonne part de la dette grecque soit effacée dans le cadre d'une renégociation de son plan d'aide international.

Alexis Tsipras a dit espérer que le président de la BCE, Mario Draghi, se décide en faveur d'un tel programme et a dit que la Grèce ne pourrait pas en être tenue à l'écart, comme l'ont suggéré certains économistes et hommes politiques de pays comme l'Allemagne. "Tout programme d'assouplissement quantitatif de la BCE, avec achat direct d'obligations, doit englober la Grèce", a-t-il estimé.

Et les chiens de garde de l'austérité monte en première ligne.

1- Merkel prête à laisser la Grèce sortir de la zone euro - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel est prête à laisser la Grèce sortir de la zone euro, au cas où la Gauche radicale remettrait en cause la politique de rigueur budgétaire dans ce pays, affirme samedi l'édition en ligne du magazine Spiegel.

"Le gouvernement allemand juge quasiment inévitable une sortie (de la Grèce) de la zone euro, si le chef de l'opposition Alexis Tsipras (Gauche radicale Syriza) dirige le gouvernement après les élections (législatives), abandonne la ligne de rigueur budgétaire et ne rembourse plus les dettes du pays", affirme le site web de l'hebdomadaire, en s'appuyant sur "des sources proches du gouvernement allemand".

Angela Merkel et son ministre des Finances Wolfgang Schäuble ont changé d'avis et désormais ils "jugent supportable une sortie du pays de la monnaie unique en raison des progrès accomplis par la zone euro depuis le sommet de la crise en 2012", assure le Spiegel Online, toujours sur la base de ces sources. AFP 03.01

2- Grèce: avec son nouveau parti, Papandreou veut ressusciter les valeurs socialistes - AFP

L'ancien Premier ministre socialiste Georges Papandréou a présenté samedi le nouveau parti (Le Mouvement des socialistes démocrates) qu'il crée à trois semaines des législatives en Grèce comme une initiative destinée à stopper "l'anéantissement" des valeurs du parti socialiste Pasok dont il est député et que son père a fondé.

L'annonce de la dissidence de Georges Papandréou intervient après des mois de tension avec l'actuel chef du Pasok, Evangélos Vénizélos, qui a dénoncé une action "personnelle" de M. Papandreou, destinée à défendre "ses propres intérêts".

Le Pasok, fondé en 1974 après la chute de la dictature des colonels par Andreas Papandreou, père de Georges, constituait avant la crise l'un des piliers du système politique grec mais a vu ses résultats électoraux s'effondrer depuis 2010.

Il participe actuellement à la coalition gouvernementale dirigée par le Premier ministre conservateur Antonis Samaras, président de la Nouvelle-Démocratie, mais n'est crédité que de 4 à 6% des intentions de vote pour les législatives du 25 janvier pour lesquelles la gauche radicale, Syriza, devance la Nouvelle Démocratie. AFP 04.01

Faudrait-il se laisser tenter par cette nouvelle gauche qui nous rappelle les nouveaux philosophes et vieux réactionnaires des années 70 ? Attention à la désillusion, la chute n'en sera que plus soudaine et violente ou sanglante !

Les milices fascistes de l'OTAN, Bruxelles et Washington paradent à Kiev.

- Kiev: des milliers d'ultranationalistes défilent avec des flambeaux - AFP

Plusieurs milliers de supporters de l'extrême droite ukrainienne ont défilé avec des flambeaux jeudi soir à Kiev pour commémorer un chef de file des nationalistes ukrainiens Stepan Bandera, dénoncé comme collaborateur nazi par Moscou et les rebelles prorusses de l'est de l'Ukraine.

Les manifestants, réunis à l'appel des partis d'extrême droite Svoboda et Pravy Sektor, mais aussi des combattants du régiment Azov composé de volontaires nationalistes, ont marché dans le centre-ville jusqu'au Maïdan, la place centrale de Kiev et haut lieu des protestations qui ont conduit au renversement en février 2014 du président prorusse Viktor Ianoukovitch.

"Gloire à l'Ukraine! Gloire aux héros! Gloire à la Nation! Mort aux ennemis! La Russie est la prison des peuples", scandaient les manifestants brandissant des drapeaux nationaux bleu et jaune, nationalistes rouge et noir et un grand portrait de Stepan Bandera, né il y a 106 ans.

Stepan Bandera était le chef idéologique des combattants antisoviétiques, qui ont affronté l'Armée rouge et massacré des Polonais dans l'ouest de l'Ukraine. Une partie du mouvement nationaliste ukrainien avait collaboré avec les nazis avant de combattre contre eux.

Bandera, dont deux frères ont été tués à Auschwitz en 1942, avait lui-même été emprisonné de 1941 à 1944 dans un camp de concentration nazi après avoir tenté de mettre en place un gouvernement ukrainien indépendant lors de l'occupation nazie de l'Ukraine, alors partie de l'URSS.

Empoisonné par un agent du KGB en 1959 à Munich, il est abhorré en Russie. Le président Vladimir Poutine avait d'ailleurs désigné en mars le gouvernement ukrainien ayant succédé au régime de Ianoukovitch comme "des héritiers idéologiques de Bandera, le complice d'Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale". AFP 02.01

C'est bien la réalité, le gouvernement néonazi que soutiennent Hollande, BHL, le PS et ses satellites, EELV...

En complément.

Au même moment, la Commission européenne célébrait l'entrée dans la zone euro d'un pays dont les dirigeants légitiment le nazisme.

- La Lituanie devient le 19e pays de la zone euro - AFP

Haut de page

Le 8 janvier 2015

CAUSERIE

Ma boîte aux lettres (Yahoo) est inaccessible depuis plusieurs jours, ne sachant pas pas pourquoi ou si c'est définitif j'en ai créée une autre pour ceux qui voudraient m'écrire. jctardieu@outlook.fr.

Je n'ai pas le temps d'actualiser le site et j'ai dû reporter mon déménagement d'une semaine à cause d'innombrables problèmes.

J'ai réussi (contraint) à diminuer mes dépenses ou mon niveau de vie de 30.000 roupies mensuels environ à 10.000 roupies pour deux personnes, en comptant que je n'aurai plus de loyer à payer à partir de février, soit 62,25 euros par mois et par personne sur la base de 80 roupies pour 1 euro. Je remercie au passage ceux qui estiment que c'est encore trop et qui doivent être dans la même situation, à leur place je me poserais de sérieuses questions que je préfère ne pas aborder ici pour ne pas être plus désagréable que d'habitude, j'ai le don de me faire des amis, ce qui ne rapporte rien évidemment et me laisse indifférent. Vous comprendrez ou non que rendu à ce stade, vivre avec 62,25 euros par mois et par personne, je dois m'occuper en priorité de mes affaires, le site passe après.

Pourquoi nous ne sommes pas Charlie ?

Il est pour ainsi dire inutile de produire la moindre analyse à la suite de l'attaque perpétrée contre Charlie Hebdo, il suffit de poser une question pour en connaître les commanditaires ou ceux qui l'ont inspirée et en tireront profit : Qui massacre par centaines de milliers ou millions au total l'OTAN ou la coalition militaire constituée autour des Etats-Unis, les talibans, Al-Qaïda, le Fronts Al-Nosra et l'Emirat islamique au Proche-Orient et en Asie depuis le 11-septembre ? Des musulmans, pas des israéliens ou des juifs, des Américains ou des occidentaux, à plus de 90% des musulmans.

J'ai lu une vingtaine d'articles et des dizaines de déclarations depuis 24h, pas un n'évoque ce fait et ceux évoqués plus loin qui correspondent pourtant strictement à la réalité, le black-out est total et la propagande bat son plein.

J'ai longuement hésité avant de publier cette chronique, puis pris de compassion pour mes lecteurs j'ai décidé de leur livrer cette analyse qu'ils ne trouveront nulle part ailleurs ou plus tard.

A qui profite le crime ?

Facile de devinez la réponse. Il suffit de suivre le battage médiatique qu'il a déclenché.

Dans quel contexte national et international ?

Vous connaissez la réponse, pas entièrement puisqu'on n'actualise plus les causeries, vous ignorez forcément ou sans doute que le Président du parlement et des hauts gradés de l'armée irakienne demandent aux Américains de cesser de parachuter des tonnes d'armes à Daech qu'ils prétendent combattre, ce qui fait désordre, info censurée par les médias français évidemment.

Les Américains et leurs alliés sont embourbés en Irak et en Syrie, ils ont l'ensemble de la population contre eux. Par centaines de milliers des Syriens et Irakiens ont rejoint les milices populaires armées qui combattent l'Emirat islamique, le supplétif de l'OTAN, au côté des armées syrienne et irakienne. Ils sont plus de 700.000 Irakiens à en faire partie officiellement.

Or face à tout un peuple debout, uni et armé qui combat un envahisseur, aucune armée ne peut le vaincre.

A quel moment intervient-il ?

Loi Macron, élections, départ (?) du porte-avions Charles de Gaulle à destination du Golfe Persique, pour remplir quelle mission, on l'ignore, impliquer davantage la France dans la guerre en Irak, et en Syrie où pour le moment elle n'intervient pas ouvertement, ou attaquer directement l'Etat syrien, un tel choc pourrait le justifier sur fond d'union nationale, Sarkozy, Juppé, Fillon, Bayrou, etc. viennent d'y appeler face à la menace "*terroriste*"... dont Assad est responsable.

- La confiance de l'exécutif grandit sur la loi Macron - Reuters

Adoptée !

Trois scénarii possibles :

1- Un acte d'une cellule terroriste isolée ayant agi en solitaire.

2- Un acte de vengeance d'une cellule terroriste de Daech bien organisée qui aurait agi de son propre chef.

3- Un acte réalisé par un commando d'islamistes radicaux infiltré correspondant à une mission ou un objectif politique déterminé.

Trois réponses possibles :

1- Un acte de professionnel, donc hors de portée de petits caïds radicalisés de banlieue.

2- Un acte injustifié puisque la France arme Daech, Le Drian était encore à Riad il y a quelques jours, leur maison mère.

3- La version la plus vraisemblable, car il fallait être parfaitement renseigné sur l'emploi du temps de la rédaction de Charlie Hebdo pour pouvoir l'éliminer d'un coup. A ceci près toutefois qu'ils s'étaient trompés d'immeuble, leur repérage laissant à désirer, ce qui accrédite l'hypthèse d'une cellule hiérarchisée, avec des chefs qui pensent et ont un niveau intellectuel supérieur aux petites mains aux coupeurs de têtes et aux autres égorgeurs.

Cela dit, ils n'ont commis aucun erreur et ont gardé leur sang froid en abattant deux policiers. Objectif atteint à 100%, opération réussie, jusqu'aux policiers qui perdent la trace des fuyards !

Les infos du jour que j'ai captées en regardant ce soir les infos de Russia Today International confirme notre hypothèse, à savoir que la police serait déjà sur la piste des auteurs de cet "*attentat*", ils auraient même identifié deux des trois auteurs de cette tuerie, alors que la veille elle ne possédait pas le moindre indice sur sa préparation, à croire que la NSA et les services de renseignement français étaient en vacances et n'ont repris leur service que depuis hier après-midi, le mieux ou le pire, c'est qu'il y en a qui vont gober cette histoire.

- Le Premier ministre, Manuels Valls, soulignait fin décembre que le risque terroriste n'avait jamais été aussi élevé en France face à la radicalisation de plus en plus fréquente de jeunes désirant partir pour la Syrie. Reuters 07.01

Ils y ont été poussés par Fabius, ils ne faisaient que répondre à son appel désespéré pour en finir avec Assad ou plutôt mener la guerre au peuple syrien qui combat pour conserver sa souveraineté.

- Les agresseurs, au nombre de trois selon le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, ont donné l'image d'un commando entraîné militairement qui avait préparé son opération, l'hebdomadaire faisant l'objet d'une protection policière.

"*C'était très étudié, il y a eu clairement une opération de renseignement*", a déclaré à Reuters Anne Giudicelli, consultante et

fondatrice de Terr(o)risc. "*Ils ont trouvé une faille dans le dispositif de protection et ont choisi un mode opératoire garantissant le succès de leur opération*", a-t-elle ajouté.

Pour Alain Rodier, spécialiste du terrorisme, la piste islamiste ne fait aucun doute, même si l'on ignore la mouvance.

"*Il semble vraiment que c'est un groupe qui avait préparé son affaire*", a-t-il dit sur iTELE.

Sur des vidéos filmées par des témoins, les deux hommes, armés l'un d'un fusil à pompe et l'autre d'une kalachnikov, font preuve d'un grand sang-froid. "*Ce sont vraiment des tueurs aguerris*", a dit René-Georges Querry, ancien chef de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste, sur BFM TV.

Ils criblent ainsi de balles la voiture d'une patrouille de police puis, lorsque l'un des agents parvient à s'extraire du véhicule, vont l'achever à terre d'une balle dans la tête.

Les deux hommes avaient auparavant pénétré dans les locaux de l'hebdomadaire satirique et tué le policier chargé de la protection rapprochée de Charb, le directeur du journal. Reuters 07.01

Charlie Hebdo créé en sous-main par le PS.

Reseau Voltaire International - Charlie Hebdo avait été créé en 1992, officiellement par Philippe Val, Gébé, Cabu et Renaud, officieusement par le président François Mitterrand avec les Fonds secrets de l'Élysée. (Attentat à Charlie Hebdo - 07.01)

Il est présenté comme un journal de gauche, alors qu'en réalité sa ligne éditorialiste serait plutôt d'extrême droite libertaire ou néolibérale.

Guerre idéologique et psychologique.

Bayrou cible d'emblée l'ensemble des musulmans, Le Pen et Netanyahu apprécieront : "*On mesure aujourd'hui ce que peuvent être des religions qui cherchent à imposer par la terreur leur obsession et leur fanatisme.* " AFP 07.01

Le musulman est le bouc émissaire tout trouvé que les provocateurs professionnels de Charlie Hebdo visait en réalité, se faisant le relais de la propagande des néolibéraux qui déstabilisent le Proche-Orient pour mieux le contrôler ainsi que ses richesses, ce qui est justifié puisque ce sont des barbares et le tour est joué. Ajoutons sous couvert de la liberté de la presse ou de la démocratie, qui comme chacun sait sont en réalité un leurre ou piétinées quotidiennement par le gouvernement.

Monter la population contre les musulmans, la diviser pour l'affaiblir, la viser pour qu'elle se rassemble autour de son sauveur suprême, Hollande ou l'exécutif, qui en profite pour faire passer la loi Macron scélérate, etc. Hollande et Valls ainsi que Cazeneuve se sont rendus immédiatement sur les lieux, à croire qu'ils avaient inscrit ce rendez-vous dans leur agenda. Avant-hier Cambadélis appelait ses troupes au "*rassemblement*" autour du gouvernement en vue des élections et Sarkozy s'apprête à rebaptiser l'UMP Le Rassemblement, comme quoi le "*hasard*" fait bien les choses.

Alimenter l'état de psychose collective propre à paralyser ou parer toute initiative ou mobilisation de masse contre un régime fragilisé, minoritaire et illégitime. En réalité, en agissant de la sorte, ils encouragent ouvertement le communautarisme et fournissent au passage sur un plateau un argument inespéré à l'extrême droite pour qu'elle se renforce, bien joué.

Finalement cet attentat s'inscrit dans la lignée de ceux attribués à Al-Qaïda ou d'autres mouvements terroristes perpétrer il y a quelques années ou quelques mois à Londres, Madrid, Nairobi, Sydney, en Chine et en Russie, etc. qui justifie depuis le 11 septembre 2001 l'adoption de nouvelles lois toujours plus liberticides adoptées par la plupart des pays, ainsi que le renforcement du contrôle de la population par ces Etats policiers.

Dans la continuité du 11-septembre disions-nous ?

- Hollande annonce le 1er deuil national depuis le 11-septembre - Le Huffington Post 07.01

Une union nationale pour quoi faire ?

Jean-Marie Le Pen a lâché le morceau dans une interview au Figaro : "*Je n'ai pas envie de soutenir l'action gouvernementale impuissante et incohérente (...) Nous ne ferons pas face à la guerre qui nous est déclarée en diminuant, systématiquement tous les ans, les budgets militaires, policiers et judiciaires.* ". Lefigaro.fr 07.01

Le Pen pose une question à laquelle il connaît la réponse : Chacun son tour à l'exemple de l'Ukraine : «*L'union nationale inclut-elle le Front national?*» (id) Une fois le Front des Républicains vendu laminé, votre tour viendra... hélas !

L'heure est à "***l'unité***", au "***rassemblement***" des représentants de la classe dominante.

- Charlie Hebdo: une marche républicaine organisée samedi à Paris - AFP

Le Parti socialiste (PS), le Parti communiste (PCF), Europe Écologie-Les Verts (EELV), le Mouvement républicain et citoyen (MRC) et le Parti radical de Gauche (PRG) ont appelé à cette "*marche républicaine*" samedi à 15H00 à Paris, en réaction à l'attentat contre Charlie Hebdo . AFP 07.01

Nous appelons travailleurs et militants à ne pas y participer.

- Charlie Hebdo: sous le choc, la classe politique appelle à l'unité nationale - AFP

- Sarkozy: "*Notre démocratie est attaquée, nous devons la défendre sans faiblesse*" - AFP

- Bayrou: *"un seul devoir, nous serrer les coudes*" et "*faire l'union nationale*" - AFP

- Charlie Hebdo: religieux et antiracistes appellent à l'unité contre les amalgames - AFP

- Horreur, amitié, détermination... soutien des rédactions à "*Charlie Hebdo*" - Le Huffington Post

Parole de chef de guerre.

Attentat à Charlie Hebdo : «*Notre meilleure arme, c'est notre unité*» affirme Hollande - LeParisien.fr

«*Rassemblons-nous et nous gagnerons.*» François Hollande a appelé à l'unité nationale, ce mercredi soir. AFP 07.01

"*... La République doit se rassembler*", Sarkozy dans une déclaration depuis le siège de l'UMP. AFP 07.01

Le PS n'a plus la majorité absolue à l'Assemblée nationale - Francetv info

La défection de Jean-Pierre Maggi du groupe PS à l'Assemblée nationale est lourde de conséquences puisqu'elle le prive de la majorité absolue. Il passe à 288 membres, sur un total de 577 députés. Les socialistes seront donc contraints, pour les textes à venir, de composer systématiquement avec les radicaux de gauche ou avec les écologistes. Francetv info 07.01

Haut de page

Le 9 janvier 2015

CAUSERIE

J'ai réussi à débloquer mon adresse électronique, Yahoo avait modifié l'adresse qui permettait d'y accéder sans m'en avoir averti. Je me suis connecté sur Yahoo.com, puis j'ai cliqué sur l'icône de ma boîte aux lettres qui s'est ouverte, ensuite j'ai entré cette adresse dans mon disque dur (page d'accueil de Mozilla).

On actualisera toutes les rubriques demain.

Je n'ai publié aucun article sur l'affaire Charlie Hebdo, car je ne partage pas l'interprétation policière qui en a été faite, je préfère m'en tenir à la portée politique de ce massacre monstrueux. Je les publierai demain.

Si on la traite avec sarcasme ou un certain humour noir, ce n'est pas par mépris pour les victimes, c'est pour dénoncer ceux qui la prennent au sérieux mais par le mauvais bout.

Même des Indiens m'en ont parlé aujourd'hui, c'est pour dire que l'info a fait le tour du monde, bravo aux psychopathes qui sont aux manettes !

On a sacrifié les autres informations, notamment la démission de Lepaon. La roue tourne, tournera-t-elle enfin dans le bon sens à la direction de la CGT ? Qu'il soit permis d'en douter fortement.

La question qui tue.

Etes-vous Charlie ou Charlot ? Si vous êtes Charlie et Charlot, ne vous étonnez pas du sort qui peut vous être réservé.

Étymologie. 1748, nom du bourreau à Paris; n. commun, 1887; d'après le prénom Charles porté par différents bourreaux de Paris.

Argot, vx. Bourreau (à Paris). La bascule à Charlot : la guillotine. (Le Grand Robert)

Nous ne faisons pas dans le cynisme gratuit qui serait plutôt du côté de ceux qui récupèrent cette affaire ou auxquels elle profite il faut préciser, nous nous bornons à remettre les choses à leurs places et tant pis si cela dérange.

Qu'il nous soit permis d'avoir une pensée pour les centaines de milliers ou plutôt les millions de morts innocents Syriens, Irakiens, Afghans, Libyens, Soudanais, Somaliens, Palestiniens, musulmans notamment pour la plupart, tombés sous les balles ou les bombardements des puissances occidentales et leurs alliés du Golfe ou les barbares sionistes.

Obama « Vive la France ». Vive la guerre ! A entendre tous les discours on se croirait revenu 13 ans et 5 mois en arrière.

Grille de lecture.

- Du don de la provocation grotesque au don du sang. Une juteuse affaire.

- Pour un système policier mondial. Le " nouvel ennemi intérieur " (Le Figaro) qui tombe à point.

- Des tueurs professionnels pas très futés, quelle aubaine !

- Confirmation. Un coup parfait digne du 11-septembre.

- Imposture. Tous républicains et défenseurs de la liberté d'expression qu'ils honnissent en réalité.

- Même les négriers (les patrons) des temps modernes sont des Charlie.

- L'interprétation policière de l'UE qui espère adopter de nouvelles mesures liberticides calquées sur les Etats-Unis

- Un étrange silence, un étrange absent depuis trois jours : les sionistes, Israël et le Crif.

- La poursuite de la guerre que mène l'impérialisme français en Afrique et au Proche-Orient sur le territoire nationale ou comment faire adhérer la majorité de la population à leurs entreprises guerrières à travers le monde et exiger des sacrifices supplémentaires simultanément sur le plan social. Mode d'emploi.

La mauvaise question ou comment vous mener sur une fausse piste.

La mauvaise.

lepoint.fr - Est-il envisageable avec les moyens que la République consacre actuellement aux renseignements intérieur et extérieur - à la louche, un milliard d'euros par an - de dresser un bouclier infranchissable contre des hommes déterminés, organisés et prudents ? La réponse est négative. lepoint.fr 08.01

Celle qu'il ne faut surtout pas se pose ou sur laquelle il est préférable de ne pas insister.

Ce sont les gouvernements français successifs qui se sont illustrés en soutenant les pétromonarchies aux régimes féodaux pratiquant une version de l'islam déformé et extrémiste pendant qu'ils toléraient l'implantation en France de prédicateurs wahhabites ou takfiristes appelant au djhad ou à la guerre sainte contre les croisés ou les infidèles, tous ceux qui ne partageaient pas leur idéologique archaïque et criminelle, qui ont ainsi créé les conditions favorables à l'émergence de cellules isolées, de groupes ou groupuscules commençant par terroriser les musulmans dans certains quartiers ou certaines communes avant de

s'en prendre ouvertement à l'ensemble de la population allant jusqu'au crime, ou en s'enrôlant dans des mouvements terroristes entrés en guerre contre la population à majorité musulmane de pays étant devenus les cibles à massacrer et à détruire de l'impérialisme américain, qui en sont les commanditaires ou manipulateurs en chef et portent la responsabilité de leurs actes monstrueux.

lepoint.fr - "La guerre est déjà sur notre sol", soulignait la semaine dernière un officier. Il poursuit : "Nous sommes engagés à l'extérieur de nos frontières, mais nous participons aussi à Vigipirate dans l'Hexagone." De fait, les armées françaises sont placées en première ligne. Depuis 2001 et les attentats du 11 Septembre, des dizaines de milliers de soldats français ont combattu d'abord en Afghanistan, puis aujourd'hui sur le sol africain. Les raisons de cette posture sont bien connues : les dirigeants français - tous partis de gouvernement confondus - considèrent que la meilleure manière d'éviter une propagation du terrorisme sur le sol national consiste à aller combattre ses inspirateurs et sponsors là où ils se trouvent : à Kaboul hier, dans la bande sahélo-sahélienne et en Irak aujourd'hui. lepoint.fr 08.01

Le 11-septembre a bien correspondu au déclenchement du chaos et de la guerre sans fin contre tous les peuples sous de faux prétextes, pour les contraindre à abdiquer leurs droits face au marché conformément à la stratégie politique définie par les néolibéraux qui doit à terme se solder par l'instauration d'une dictature mondiale sous l'égide de l'oligarchie financière concentrant tous les pouvoirs ou disposant du pouvoir absolu.

Les véritables "ses inspirateurs et sponsors " du terrorisme sont à chercher à la Fed, à Wall Street, au sein de l'administration américaine, du Pentagone et de la CIA, du CFR, de la Commission Trilatérale et du groupe Bilderberg et nulle part ailleurs. Sauf que voilà, cette analyse a été rejetée par la totalité des partis politiques, qui au mieux n'y voient que le produit de la crise du capitalisme, ce qui est juste mais très insuffisant pour comprendre les liens ou les rapports qui existent entre l'ensemble des facteurs agissant à l'échelle mondiale et les événements qui peuvent se produire, de telle sorte que les masses ainsi que les militants demeurent exposés à toutes les manipulations auxquelles les interprétations de ces événements donneront lieu, et le moment venu se retrouveront désarmés pour véritablement les comprendre et les combattre efficacement, marginalisés et même rejetés pour s'y opposer ou produire des interprétations incomplètes, maladroites, incohérentes remettant en cause les versions officielles.

Il suffisait de faire le lien entre les besoins économiques de la classe dominante avec ses objectifs politiques pour comprendre à quels moyens elle était capable de recourir pour parvenir à ses fins, ce qui nécessitait d'admettre ou d'avoir compris qu'elle agissait sur les deux plans conformément à une stratégie politique qu'elle avait défini et pas seulement en réponse à la crise du capitalisme sachant qu'elle s'était donnée les moyens financiers (puis largement politique de nos jours) de la contrôler ou de faire en sorte que quel que soit le niveau extrême atteint par les contradictions du capitalisme, elle ferait en sorte d'éviter qu'il s'effondre et profiterait de cette occasion pour renforcer son pouvoir politique, comme elle le fit au lendemain de chaque guerre mondiale, la crise du capitalisme se mesurant à cette échelle puisqu'il s'est généralisé à l'ensemble de la planète.

lepoint.fr - Cette attitude n'est pas contestée par nos concitoyens et les armées engagent en permanence des milliers de soldats et leurs moyens les plus puissants pour ce combat. lepoint.fr 08.01

Ils ont pu tranquillement conditionner les masses exploitées pendant des années en l'absence d'une véritable opposition de gauche indépendante du régime et ses représentants. Et ce serait une grave erreur d'appréciation d'estimer qu'ils en seraient encore à commettre ou laisser commettre ce genre d'attentats parce qu'ils n'auraient pas atteint leurs objectifs et que cette analyse serait erronée, car en réalité leurs objectifs qui se situent à un niveau plus élevé ou semant le chaos, la guerre et la désolation sur une échelle toujours plus vastes, aux conséquences dévastatrices pour des peuples entiers toujours plus nombreux, exigent d'employer de grands moyens pour briser la résistance des masses, les neutraliser, faire en sorte qu'elles les laissent appliquer leur politique antisociale et impérialiste sans broncher.

En quelque sorte ils sont passés du niveau théorique de leur idéologie à travers leur propagande et la désinformation systématique qu'ils pratiquaient pour conditionner les masses, à sa mise en pratique sur le terrain sans que les masses n'y comprennent quoi que ce soit, puisque le travail réalisé en amont avait justement servi à préparer le terrain à cet exercice pour qu'il se déroule dans les meilleurs conditions possibles.

Au cours des mois précédents, en fait depuis que Valls a été nommé Premier ministre et ce n'est pas une simple coïncidence, ils n'ont cessé de marteler que la menace terroriste était un fait avéré en France, etc. y préparant psychologiquement la population de manière à ce qu'elle ne soit pas totalement surprise quand un attentat se produirait, mais surtout pour qu'elle adhère spontanément à la version officielle, dès lors le compte à rebours qui devait déboucher sur un attentat était déclenché, et le passage à la nouvelle années calendaire à l'agenda social et politique chargé et risqué devait en fournir l'occasion, après que les traditionnels voeux du Président à la nation furent suivis par l'annonce de l'amélioration sensible de sa cote de popularité, de telle sorte qu'on pouvait imaginer qu'elle irait crescendo une fois ce coup tordu réalisé, ce qui ne manquera pas de se réaliser soyons-en certain.

Du don de la provocation grotesque ou du mépris infâme au don du sang. Une juteuse affaire.

- Delanoë: "Il faut qu'on achète tous Charlie Hebdo mercredi prochain" - AFP

Charlie Hebdo paraîtra à nouveau, mercredi, avec un tirage d'un million d'exemplaires (contre 60 000 habituellement). L'Etat va débloquer des fonds pour le journal. La ministre de la Culture, Fleur Pellerin, l'a annoncé ce soir. Elle veut débloquer "en urgence" un million d'euros pour le titre.

Les premiers dons arrivent pour Charlie Hebdo. Selon le rédacteur en chef du Guardian, le quotidien anglais va donner 100 000 livres (127 921 euros). L'entreprise Google va elle donner 300 000 dollars (254 000 euros). francetvinfo.fr 08.01

Mes lecteurs seraient bien inspirés de les imiter. Je remercie au passage le camarade qui a ajouté 40 euros aux 120 euros que ma mère avait déjà reçus, on en fera assurément bon usage et on reprendra une activité plus régulière bien que moins intense d'ici quelques semaines.

Une enquête bouclée avant de commencer ou des tueurs professionnels pas très futés, quelle aubaine !

Des soupçons dont on ne connaît pas l'origine exacte, à part celle fabriquée de la carte d'identité transmise gracieusement à la police par l'un des présumés auteur de cette tuerie, les représentants de la classe dominante et leurs larbins ainsi que les médias sont passés à l'affirmation histoire que personne ne se pose de questions sur cet élément essentiel à la compréhension de cette affaire.

Les frères Kouachi peuvent très bien être les auteurs de ce massacre, c'est même fort probable ou certain. Cependant comment expliquer leur extrême maladresse, leur impréparation manifeste ou leur précipitation à agir dans la confusion et pourquoi n'avaient-ils pas pensé à assurer leur retraite une fois leur forfait accompli pose problème. On pencherait pour une version à l'américaine où une taupe devenu proche des frères Kouachi leur aurait suggéré de passer à l'action sans plus tarder, qui parfaitement au courant de ce qu'ils tramaient en avait averti uniquement ses supérieurs hiérarchiques, mais pas la police, le secret absolu devait être de rigueur dès lors qu'en haut lieu il avait été décidé que l'heure était venue de laisser ce genre d'attentat se produire, à la manière du FBI aux Etats-Unis.

C'est peut-être aussi cette taupe qui leur a fourni les renseignements qu'ils ne pouvaient pas se procurer sur l'organisation de Charlie Hebdo et précisément le jour où se réunissait au grand complet le comité de rédaction du journal pour ne pas manquer leurs cibles et réussir leur opération. On se souvient que dans l'affaire Merah il avait été question d'un complice ou d'un informateur, qui n'a jamais été retrouvé par la suite, tout simplement parce qu'il fallait le chercher au sein des renseignements généraux, piste qui a été effleurée un instant pour être rapidement enterrée.

Dans l'affaire de l'attentat de Boston aux Etats-Unis attribué à deux frères d'origine tchétchène, l'enquête se rapprochera d'un agent du FBI avant qu'il ne soit liquidé mystérieusement (sic!) pour ne laisser aucun témoin embarrassant ou aucune trace qui aurait permis de mettre à jour le complot ourdi par le FBI ou les sommets de l'Etat pour terroriser les Américains et justifier la prorogation du Patriot Act entré en vigueur au lendemain du 11-septembre, qui octroie des pouvoirs discrétionnaires ou dictatoriaux aux forces de répression policières et judiciaires ou correspond de fait à la suspension de la Constitution américaine et des libertés qu'elles octroient aux citoyens, les violent légalement au nom de la sécurité nationale ou de la lutte contre le terrorisme, de la démocratie.

On se souvient que le FBI et la CIA ont admis encourager certains terroristes potentiels à passer à l'acte pour s'assurer qu'ils en étaient capables et représentaient bien une réelle menace pour les arrêter juste avant qu'ils ne commettent un attentat ou s'assurer du contraire, sans préciser que dans certains cas ils les ont laissé aller jusqu'au bout de leur projet criminel parce que cela faisait les affaires de leurs commanditaires, pour forcer la main au gouvernement ou obtenir de nouveaux crédits qui profiteraient au lobby de la sécurité ou de l'armement, de la guerre...

De fins limiers à l'oeuvre.

C'est la voiture abandonnée par les fuyards, dans le 19e arrondissement de Paris, mercredi après l'attaque, qui a permis d'obtenir des informations essentielles pour l'enquête. La police scientifique a "ratissé la voiture qui a été retrouvée. Les suspects ont laissé énormément de traces". Une dizaine de cocktails Molotov et un drapeau jihadiste ont été retrouvés dans la voiture abandonnée, affirment des sources proches du dossier.

La carte d'identité de l'aîné, Said Kouachi, a aussi été retrouvée. (On admirera au passage le "aussi", comme si c'était un détail de second ordre ou un peu gros à gober. - ndlr) "Les ADN ont immédiatement matchés... Le nom correspond à une vieille connaissance de la police et à cette carte d'identité", a expliqué Audrey Goutard, journaliste à France 2. Jeudi après-midi, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a précisé que Said Kouachi a été "formellement reconnu sur photo comme agresseur".

Les deux frères "avaient fait l'objet de surveillance", mais "aucun élément incriminant susceptible d'entraîner l'ouverture d'une information judiciaire n'avait été relevé à leur encontre", a ajouté Bernard Cazeneuve. AFP 08.01

Un internaute abonné du Figaro pose les bonnes questions... mais il en manque une.

- "Quelque part, il est un peu rassurant de voir que ces 2 'terroristes aguerris' sont en fait 2 imbéciles :

- Se tromper d'adresse et demander 'où c'est Charlie Hebdo' ...

- Abandonner sa carte d'identité dans une voiture ...

- Prendre la fuite par la N2 ... (Villers-Cotterets, c'est en gros au milieu du trajet Paris - Charleville-Mezières !) alors que tous les médias en parlent depuis ce matin

- Faire demi-tour ? Vers Paris (genre : 'ah zut, ils nous attendent, on rentre à Paris' ?)

Bref des vrais idiots donc pas grand chose à craindre, pour nous et pour la France."

Vous avez tort, sauf si vous appartenez à l'élite sélectionnée par le régime qui n'a rien à craindre effectivement.

La question manquante.

- "La question qui se pose en premier, comment ont-il su qu'il y avait une réunion à cette heure précise ?"

Pourquoi un certain nombre de personnes travaillant aux étages supérieurs du WTC avaient subitement posé une journée le congé le 11-septembre ou s'étaient absentés sans raison ? Pourquoi le propriétaire de ces tours venait juste de souscrire une nouvelle police d'assurance couvrant les risques terroristes à hauteur de plusieurs milliards de dollars peu de temps avant le 11-septembre ? Pourquoi certains gros porteurs d'actions des compagnies aériennes dont les avions seraient concernés ont-ils vendu des quantités énormes d'actions de ces compagnies les jours qui ont précédé le 11-septembre en prévision de leur effondrement qui n'a pas manqué de se produire les jours suivants ? Pourquoi certains personnages importants qui avaient un rendez-vous avec des sociétés implantées au WTC les ont-ils annulés au dernier moment ou ne s'y sont pas rendus ?

A croire qu'ils avaient tous fait un rêve prémonitoire ou avaient consulté une voyante talentueuse qui leur avait sauvé la vie. Il y a encore beaucoup de gens qui ne se posent pas de questions et croient qu'une multitude de coïncidences invraisemblables ne peuvent se substituer à la réalité qu'on leur sert et qui en fait est falsifiée.

Du projet à sa réalisation reporté de 13 ans ou un pied déjà à l'étrier

Toujours en connexion avec le 11-septembre, une coïncidence de plus qui renvoie à Washington. Sans doute une énième coïncidence croiront les naïfs ou ceux que cela arrange.

Le ministère de l'intérieur a donné davantage de précisions sur le profil des frères Kouachi. Chérif était connu pour avoir été un membre éminent de la « filière des Buttes-Chaumont », qui envoyait des candidats au djihad en Irak entre 2004 et 2006. Il a été emprisonné de janvier 2005 à septembre 2006 à Fleury-Mérogis, où il a rencontré Djamel Beghal, un homme condamné à 10 ans de prison pour un projet d'attentat fomenté, en 2001, contre l'ambassade des Etats-Unis à Paris. lemonde.fr 08.01

Si le parcours des frères Kouachi ne suffisait pas pour les mettre sous surveillance, c'est que la décision avait été prise en haut lieu.

- Charlie Hebdo : l'itinéraire des frères Kouachi - lefigaro.fr

Pour mieux comprendre le massacre de Charlie Hebdo, il faut remonter presque dix ans en arrière dans les HLM anonymes du quartier Curial-Cambrai, dans le XIXe arrondissement de Paris. Chérif Kouachi, 22 ans à l'époque, et son frère Saïd, 24 ans, suspects numéro un de la tuerie de mercredi, y avaient été interpellés par la Direction de la surveillance du territoire en janvier 2005 dans le cadre du démantèlement de la filière djihadiste dite «des Buttes-Chaumont». Un peu moins de deux ans après l'intervention américaine en Irak et le renversement du régime de Saddam Hussein, le pays attirait en effet déjà des fous de Dieu mais en bien moins grand nombre qu'aujourd'hui.

Si Saïd avait été remis en liberté après sa garde à vue, Chérif avait été mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et écroué. Les enquêteurs le soupçonnaient d'avoir voulu s'envoler pour la Syrie pour gagner ensuite l'Irak et s'engager dans le djihad contre l'armée américaine. Un billet d'avion pour Damas avait été retrouvé lors des perquisitions ainsi que des documents détaillant le fonctionnement d'une kalachnikov. Son avocat de l'époque, Me Vincent Ollivier, se souvient d'un «apprenti loser, d'un livreur à casquette qui fumait du haschich et livrait des pizzas pour acheter sa

drogue. Un gamin paumé qui ne savait pas quoi faire de sa vie et qui, du jour au lendemain, a rencontré des gens qui lui ont donné l'impression d'être important».

Comme pour les autres membres de la filière des Buttes-Chaumont au profil identique, l'homme qui a donné à Chérif Kouachi l'impression d'être important est un imam autoproclamé de 24 ans, Farid Benyettou, le cheveu long et le regard un peu lunaire. Benyettou n'était pas tout à fait inconnu dans le petit monde du terrorisme: dès l'âge de 18 ans, il avait été conseillé et formé par son beau-frère, Youcef Zemmouri, islamiste expulsé de France en 2004, et par un ami de ce dernier, Mohamed Karimi, une figure en région parisienne du groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC, groupe terroriste algérien né en 1998, ancêtre d'al-Qaida au Maghreb islamique). Fort de cette «formation», Farid Benyettou a joué un rôle de véritable gourou auprès d'un groupe de jeunes Français musulmans d'origine africaine et maghrébine. Au total, il aurait ainsi converti à l'islam radical une cinquantaine d'entre eux. Condamné à une peine de trois ans de prison

Entouré de ses disciples, dont Chérif Kouachi, Benyettou se fait remarquer pour des incidents pendant des manifestations contre la loi sur le voile ou la guerre en Irak. Il encourage surtout les membres de son groupe à partir pour l'Irak. Avec un certain succès puisqu'au moment de l'interpellation de Kouachi et de ses compagnons en janvier 2005, le bilan de la filière des Buttes-Chaumont était déjà édifiant: trois djihadistes morts en 2004 en Irak (l'un tué dans un bombardement à Faloudja, le second abattu par une patrouille américaine, le troisième dans une attaque suicide), deux détenus dans ce pays par l'armée américaine, un autre emprisonné en Syrie. Lors de leur interpellation, Chérif Kouachi et l'un de ses amis, Thamer Bouchnak, étaient donc sur le point de rejoindre leurs frères djihadistes.

Jugé en mars 2008, Kouachi a été condamné à une peine de trois ans de prison, couverts par une détention provisoire au cours de laquelle il a pratiqué la musculation et s'est enfermé dans le silence. Une fois libre, il se fait discret pour quelque temps. Mais la filière des Buttes-Chaumont continue à faire parler d'elle.

Deux ans plus tard, le nom de Chérif Kouachi est cité dans le projet de tentative d'évasion de prison de l'islamiste Smaïn Aït Ali Belkacem, ancien membre du Groupe islamique armé algérien (GIA), condamné en 2002 à la réclusion criminelle à perpétuité pour avoir commis l'attentat à la station RER Musée-d'Orsay en octobre 1995 à Paris (30 blessés). Il est notamment soupçonné d'être proche de Djamel Beghal, une autre figure de l'islam radical français, qui a purgé dix ans de prison pour la préparation d'attentats, avec lequel il était soupçonné d'avoir participé à des entraînements.

En 2013, les autorités tunisiennes mettent en cause un ancien membre de la filière des Buttes-Chaumont et ancien camarade de Chérif Kouachi. Condamné en France en 2008 et libéré en 2011, Boubaker el-Hakim est accusé d'être impliqué dans l'assassinat de deux responsables politiques, Chokri Belaïd et Mohammed Brahmi. Le 18 décembre 2014, el-Hakim a revendiqué ces assassinats dans une vidéo.

Une question se pose alors: el-Hakim, qui a combattu en Irak en 2004, avait-il conservé des liens avec Kouachi et a-t-il pu aider ce dernier à acquérir la maîtrise des armes? Le massacre de Charlie Hebdo est en tout cas bien une conséquence lointaine de la filière des Buttes-Chaumont. En 2005, un policier expliquait d'ailleurs au Figaro: «Dans le cas de ce groupe, le chef appelait au sacrifice en Irak. Que serait-il arrivé s'il leur avait demandé de frapper en France?» lefigaro.fr 08.01

La palme de la désinformation revient au magazine porte-parole des néolibéraux.

Pourquoi plus de 13 ans plus tard ressortir une nouvelle fois la version officielle du 11-septembre, sinon pour couvrir leurs véritables auteurs qui sont les mêmes qui viennent de passer à l'action en France ?

"Charlie Hebdo" : les trois victoires de Ben Laden Par Pierre Beylau - LePoint.fr

Mondialisation spontanée du terrorisme, éclatement du Proche-Orient, choc des civilisations : le père fondateur du Jihad moderne (Ben Laden - ndlr) a semé des germes mortels.

En pulvérisant les tours du Word Trade Center, al-Qaida a enclenché un mécanisme infernal, une tectonique des plaques dont nous subissons les répliques dévastatrices.

La mondialisation spontanée du terrorisme. On est aujourd'hui passé à la phase du terrorisme endogène et spontané.

Le "choc des civilisations" au coeur même de nos pays. "La politique globale dépend désormais de plus en plus de facteurs culturels", constatait Samuel Huntington dans son livre célèbre et controversé *Le Choc des civilisations*. Et dans ces facteurs culturels, le religieux est aujourd'hui prédominant. LePoint.fr 08.01

Il s'agit là de convaincre la population que le "choc des civilisations" était inévitable, tout comme le terrorisme devait en être le produit ou le prolongement, ainsi que l'affrontement entre sunnites et chiites qui devait fatalement déboucher sur l'éclatement du Proche-Orient, de telle sorte que pour l'éviter ou éviter d'en subir les conséquences négatives l'intervention militaire des

puissances occidentales au côté des Américains était amplement justifiée, il aura juste fallu un petit coup de pouce pour en vaincre la population américaine et occidentale, le 11-septembre, on peut ajouter le 7-janvier et le tour était joué.

LePoint.fr - Les assassins fanatiques de Charlie ne sont pas tombés du ciel. Ils sont le résultat d'erreurs géopolitiques historiques au Moyen-Orient. LePoint.fr 08.01

Effectivement, ils sont les créatures de la classe dominante en guerre contre les peuples pour conserver son pouvoir, et quant à ces "erreurs géopolitiques" il faut les interpréter comme le produit du soulèvement des peuples irakien et syrien qui refusent que leur droit à l'autodétermination soit spolié par les puissances occidentales ou des puissances étrangères et leurs armées de barbares.

En complément.

Une "attaque menée par des fanatiques déterminés contre la civilisation", a déclaré Nicolas Sarkozy à l'issue de sa rencontre avec François Hollande.AFP 08.01

C'est le moment ou jamais, sinon à quoi bon...

- En Allemagne, les anti-islam de Pegida veulent profiter de l'émotion - LeFigaro.fr

La palme de l'euphémisme le plus cynique.

- Avec ces extrémistes, « les musulmans sont aussi en danger » - LeFigaro.fr

Confirmation. Un coup parfait digne du 11-septembre à l'échelle mondiale

- Les gouvernements du monde entier condamnent l'attaque avec fermeté - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre civile. Au tour de la France.

Les agressions de fin décembre à Joué-lès-Tours, Nantes et Dijon témoignaient d'un changement radical en cours dans l'état d'esprit de certaines couches de la population désoeuvrées qui laissaient présager une action plus spectaculaire, c'est en tout cas de cette manière que je les avais interprétées dans une causerie que je n'ai pas publiée. J'avais alors trouvé ce titre qui semblait coller à la réalité présente et à venir. Il n'aura pas fallu un mois avant que les faits le confirment.

Il se peut que les attaques du 7 janvier aient été conçues dans le prolongement de ces agressions encore dans les esprits, selon le principe qu'il faut battre le fer pendant qu'il est chaud.

- L'armée française sur les fronts d'Afrique et du Moyen-Orient - LeFigaro.fr

C'était prévisible, mieux c'était écrit et nous l'avions dit, mais nous étions des farfelus contaminés par la théorie du complot, des vulgaires gauchistes

Ah ben dites-donc, voilà t'y pas que les Américains en savent plus que nous ! Normal, on vous laisse deviner la suite qui n'est pas difficile à imaginer...

"Charlie Hebdo" : l'un des deux suspects aurait été entraîné par Al-Qaïda au Yémen, selon le "New York Times" Francetv info 08.01

Confirmation sachant qu'Al-Qaïda est une créature de la CIA.

- "Charlie Hebdo" : la piste Al-Qaïda au Yémen ? - LePoint.fr

- "Charlie Hebdo" : l'un des deux suspects aurait été entraîné par Al-Qaïda au Yémen, selon le "New York Times" - Francetv info

Le New York Times (en anglais) affirme que Said Kouachi, le plus âgé des deux frères, a suivi un entraînement avec Al-Qaïda au Yémen, en 2011. Le quotidien américain cite des sources officielles du renseignement américain et précise qu'il aurait été encadré pendant plusieurs mois par cette antenne locale d'Al-Qaïda.

Lors de cet entraînement, il aurait notamment appris à manier les armes de combat. Des aptitudes qui ont été observées sur les images de l'assaut. En effet, sur les différentes vidéos tournées lors de l'attaque, les deux hommes tiennent leurs

kalachnikovs serrées près du corps, tirent au coup par coup et non en rafales, "ce qui démontre qu'ils ont été entraînés à s'en servir et qu'ils n'ont pas pu agir sur un coup de tête", assure un policier cité par l'AFP.

Le New York Times ajoute que les deux frères sont fichés dans les bases de données américaines comme de potentiels terroristes et qu'ils figurent, depuis des années, parmi les personnes interdites de vols vers les Etats-Unis. Francetv info 08.01

S'ils "n'ont pas pu agir sur un coup de tête", de là à penser qu'ils n'avaient pas non la tête pour penser à cet objectif, un journal qu'ils n'avaient jamais dû avoir entre les mains et qu'on leur a soufflé il n'y a qu'un pas, non ? Reste à savoir qui, ce qu'on ne saura sans doute jamais, on se contentera de la réponse à la question de savoir à qui profite le crime.

- Retour sur la filière djihadiste des "Buttes-Chaumont" - Francetv info

Tous les membres de la filière djihadiste faisaient régulièrement leur jogging dans le parc des Buttes-Chaumont, c'est de là que leur vient leur nom. En 2004, une vingtaine d'entre eux auraient rejoint les rangs de la guérilla irakienne. "On avait l'impression que ça pouvait être des gamins un peu paumés", explique la journaliste Dorothée Moisan au micro de France 2. "On ne soupçonnait pas, je pense, à l'époque, l'ampleur des actes qu'ils pouvaient commettre en France", ajoute-t-elle.

Tous fréquentaient la mosquée Adda'wa du 19e arrondissement. Dans le quartier, son influence grandit, notamment auprès de Peter Chérif. En 2005, sa mère parlait du pouvoir de persuasion de Farid Benyettou. Il n'est pas le seul. Au nom de Daesh, Boubakeur Hakim a revendiqué l'assassinat de deux laïcs en Tunisie. Francetv info 08.01

Qui a autorisé ce genre de prêche sinon le ministre de l'Intérieur de l'époque, un certain Nicolas Sarkozy.

Les supplétifs de l'OTAN applaudissent à l'exploit.

- L'Etat islamique qualifie de «héros» les auteurs de la tuerie contre Charlie Hebdo - LeFigaro.fr

Leur chef en profite pour appeler à renforcer leur « stratégie globale »... de guerres perpétuelles contre tous les peuples, message reçu 5/5 par l'Emirat islamique et Al-Qaïda.

- Barack Obama à l'ambassade française à Washington : « Vive la France » - LeMonde.fr

De retour d'un déplacement en Arizona, jeudi 8 janvier, le président des États-Unis, Barack Obama a exprimé le souhait de se rendre à l'ambassade de France à Washington pour exprimer sa solidarité après le massacre ayant frappé le journal Charlie Hebdo.

A cette occasion il a signé un livre de condoléances en hommage aux victimes de la tuerie. « Au nom de tous les Américains, je fais part aux Français de notre solidarité après cette terrible attaque terroriste à Paris », a-t-il écrit. « En tant qu'alliés à travers les siècles, nous sommes unis avec nos frères français pour nous assurer que justice soit faite », a-t-il ajouté. « Nous avançons ensemble, convaincus que la terreur ne vaincra pas la liberté et les idéaux qui sont les nôtres, les idéaux qui illuminent le monde. Vive la France! »

De source française, le président des États-Unis a estimé que les deux pays faisaient face « aux mêmes problèmes », constitués par des jeunes radicalisés. M. Obama s'est dit « satisfait de la coopération » entre les deux pays. Il a cependant jugé nécessaire de la renforcer au travers d'une « stratégie globale » qui nécessitait notamment de travailler avec les pays musulmans. LeMonde.fr 08.01

Et un secret de polichinelle, puisqu'elle est pilotée depuis New York

- Pourquoi la Bourse de Paris est insensible à l'attaque contre Charlie Hebdo - LeFigaro.fr

Ils ne les ont jamais attaqués, ils les soignent. La même boutique des horreurs ?

Un étrange silence, un étrange muet depuis trois jours : Israël et le Crif.

A l'instar de la dictature américaine, la militarisation de la société et de la pensée.

- Plus de 88 000 agents – s'est déployé en Picardie. - lemonde.fr

- Cibles de djihadistes, les policiers réclament un armement plus lourd - LeFigaro.fr

- Charlie Hebdo: des soldats en renfort en région parisienne - Francetv info

- "Charlie Hebdo" : la réponse n'est pas (seulement) militaire - LePoint.fr

- Projet de loi antiterroriste et sécurité renforcée à Londres - LeFigaro.fr

Leur guerre idéologique et psychologique.

Un instrument sur mesure pour manipuler les masses. Les "réseaux sociaux" en première ligne.

- Armes sur internet : des Kalachnikov en quelques clics - LeFigaro.fr

Psychose collective. Terroriser la population jusqu'au moindre hameau, la contrôler au passage.

- Des dizaines de demandes de protection de personnalités ont afflué à Beauvau - LeFigaro.fr

Après des opérations policières à Reims (Marne) et Charleville-Mézières (Ardennes) la veille, l'important dispositif policier aux trousses du suspect et de son frère Chérif – plus de 88 000 agents – s'est déployé en Picardie, où le niveau « alerte attentat » du plan Vigipirate a été déclenché.

Les deux hommes sont d'abord repérés vers 9 h 30 près de Villers-Cotterêts (Aisne), où ils braquent, le visage découvert, une station-service Avia sur la Nationale 2.

Les policiers présents à la station service sur la N2 où ont été aperçus les deux suspects #CharlyHebdo http://t.co/NyOwKwlU8f

— Maxime Goldbaum (@MaximeGoldbaum)

Puis c'est au tour du village de Corcy, accolé à Villers-Cotterêt, d'être investi par un nombre croissant de policiers du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN). Ces deniers ont passé au peigne fin toutes les maisons avec l'appui d'un hélicoptère.

La présence policière est forte. Des jeunes du village se font contrôler #CharlieHebdo http://t.co/B1az7ltBhW — Maxime Goldbaum (@MaximeGoldbaum)

Les habitants de la commune ont été priés de rentrer chez eux et de s'enfermer à clef tout en fermant leur volet, selon les témoignages. « C'est une chasse à l'homme », a en effet reconnu un policier. lemonde.fr 08.01

Ils mènent leur guerre jusque dans les écoles.

- Charlie Hebdo : vive émotion dans les écoles - Francetv info

En famille. Enfin l'Union nationale intégrant les syndicats... à la kalachnikov.

En titres.

- Attentat à Charlie Hebdo : Hollande a reçu Sarkozy à l'Elysée - LeParisien.fr

- Hollande veut améliorer les dispositifs de sécurité, dit Sarkozy - Reuters

- Fillon participera à la marche républicaine et apporte son soutien à l'exécutif - AFP

- Sarkozy: l'UMP à la marche républicaine "si les conditions sont réunies" - AFP

- Marseillaise et unité nationale à l'Assemblée et au Sénat - AFP

- Hidalgo appelle à un nouveau rassemblement à Paris à 18H00 - AFP

- Charlie Hebdo : un rassemblement place de la république - Francetv info

- Hollande ravive l'unité nationale face au choc Charlie Hebdo - Reuters

Dimanche 11 janvier, tous les chefs des partis suivants seront présents : le Parti socialiste, le Parti communiste français, Europe Écologie-Les Verts, le Mouvement républicain et citoyen, le Parti radical de Gauche, le Parti de gauche, l'UMP, l'UDI et le Modem.

Par ailleurs, d'autres personnalités politiques ont déjà annoncé leur participation au rassemblement : Jean-Claude Mailly (FO) et Laurent Berger (CFDT). Alain Juppé, François Fillon (UMP), François Bayrou (MoDem) seront aussi dans le défilé parisien. Côté PS, on cite Martine Aubry et Jean-Marc Ayrault. Les syndicats appellent aussi à manifester. Enfin, les dirigeants du Conseil français du culte musulman (CFCM), ainsi que l'UOIF ont appelé "les citoyens de confession musulmane à rejoindre massivement la manifestation".

Comment faire pour manifester au côté de Hollande, Sarkozy, Bayrou et peut-être Le Pen et avoir la conscience tranquille ? Le mode d'emploi de Mélenchon.

L'essentiel, c'est d'y participer, quant à nous de la boycotter.

- Marche républicaine: Mélenchon ne "reconnaît pas d'autorité" à Valls - AFP

"Le mieux à cette heure c'est que ce soient les syndicats, les associations qui appellent au rassemblement et que les partis se mettent à leur disposition", a dit Jean-Luc Mélenchon jeudi, lors d'un point presse au siège du PG dans le 18e arrondissement de Paris.

"J'espère que le Premier ministre voudra bien renoncer à organiser les manifestations car nous ne lui reconnaissons pas cette autorité", a-t-il ajouté.

L'ancien candidat Front de gauche à l'élection présidentielle a également "demandé solennellement que nul n'aille à cette occasion procéder à je ne sais quelle récupération politicienne de la situation". AFP 08.01

Quel misérable pitre, ils ne font que cela depuis trois jours à en vomir !

On admirera au passage sa conception du syndicalisme qui doit forcément être indépendant de l'Etat pour inviter Hollande, Sarkozy, etc. Il n'en manque pas une...

Quand les patrons sont des Charlots ou un rôle sur mesure.

- Charlie Hebdo: le patronat s'associe à l'hommage aux victimes - La Tribune

- Hommage des patrons français aux journalistes et policiers tués à Charlie Hebdo - AFP

Les organisations patronales Medef et CGPME ont observé jeudi à midi une minute de silence à la mémoire des journalistes et policiers tués dans l'attaque de Charlie Hebdo, tandis que l'UPA avait appelé les quatre millions d'artisans et commerçants à se recueillir au même moment.

"C'est la République qui a été attaquée. La liberté de la presse est une composante essentielle de notre démocratie. Nous devons tous être unis face à cette action terroriste", avait aussi déclaré mercredi dans un communiqué le Medef.

"L'UPA, qui représente les entreprises de l'artisanat et du commerce de proximité, soit 4 millions de personnes, appelle au respect des valeurs républicaines et à la défense de la plus précieuse de ces valeurs, la liberté", a déclaré jeudi dans un communiqué l'Union professionnelle artisanale.

La Chambre de commerce et d'industrie Paris-Ile-de-France a réagi plus tard dans la journée disant "en tant qu'institution de la République" rappeler "solennellement le principe fondamental de la liberté d'expression et la nécessité absolue d'une société de tolérance et de confiance pour construire un pays apaisé et uni au service d'une démocratie vivante et d'une économie prospère (...)". AFP 08.01

L'interprétation policière de l'UE. Renforcer le contrôle de la population sur le modèle...américain.

- Après l'attentat contre Charlie Hebdo, «l'Europe doit réagir» affirme Juncker - lefigaro.fr

Le président de la Commission veut renforcer les défenses européennes contre les djihadistes.

La réplique. Tandis que s'accélérait la traque aux tueurs de Charlie Hebdo, l'Europe a annoncé jeudi un renforcement de la lutte contre le terrorisme, avec la mise à jour imminente de sa stratégie de sécurité à l'intérieur des frontières, comme à l'extérieur.

Le président de la Commission avertit que l'Europe «devra réagir en conséquence». Avec, en premier lieu, un resserrement longtemps différé de la coordination aux frontières, dans les airs et entre services de renseignement.

C'est au niveau de la prévention que l'Europe est attendue et qu'elle a raté beaucoup de rendez-vous. À la différence des États-Unis, les frontières communes restent poreuses, les «services» nationaux jaloux de leur souveraineté et la surveillance centralisée inexistante.

Face au nouvel ennemi intérieur, les ministres veulent lancer le système PNR européen, registre unique des passagers aériens au départ et/ou à l'arrivée dans l'UE. Le projet s'est enlisé l'an dernier dans un hémicycle plus soucieux de vie privée que de sécurité collective. L'attaque du 7 janvier conduira peut-être les eurodéputés à revoir leur jugement. lefigaro.fr 08.01

Haut de page

Le 10 janvier 2015

CAUSERIE

(La suite mise en ligne se trouve plus loin.)

On actualisera cette rubrique plus tard dans la journée.

J'ai corrigé rapidement les fautes de la causerie d'hier.

Pour patienter, une mise au point.

Essayons d'être le plus précis et concis possible.

Il est complètement délirant d'imaginer un instant que les Américains ou les Israéliens auraient organisé ces attaques au regard de la personnalité des tueurs et de leur déroulement.

Qu'ils les aient commanditées ou téléguidées est fort problable pour ne pas dire quasiment certain, sans toutefois qu'ils aient eu besoin obligatoirement de mettre la main à leur préparation logistique, hormis les informations qu'ils ont pu transmettre aux assassins par une taupe ou un indic.

Par contre ils ont formaté suffisamment de sous-fifres au sein de la mouvance wahhabite pour déclencher ce genre d'attaques le moment venu et en tirer tout le bénéfice sur le plan politique et militaire par la suite.

Quant à l'exécution proprement dite de leurs basses oeuvres, le soin en reviendra à des désoeuvrés fanatiques condamnés d'avance à mort, qui ont été manipulés, endoctrinés, fanatisés et entraînés militairement au sein d'une unité de cette mouvance wahhabite.

Fin.

A mon avis, il n'y a rien à ajouter ou à soustraire à cette description qui est conforme aux éléments en notre possession.

Pondichéry 14h30, 10h à Paris

Sans vouloir donner de leçon à personne, on appelle dirigeants et militants du mouvement ouvrier à enfin ouvrir les yeux ou faire preuve de cohérence, en admettant que les attentats de Paris du 7 janvier s'inscrivent dans le prolongement de ceux du 11-septembre qui ont servi à justifier 7 guerres de l'impérialisme anglo-saxon et ses alliés contre des pays à majorité mulsulmane en 13 ans, l'adoption de nouvelles lois liberticides ou la suspension des libertés démocratiques, la mise sous surveillance de la population mondiale, afin que tous les peuples adhérent à ces mesures ou à cette politique qui en réalité étaient tournées contre eux, et qui correspondait à la seule réponse que les capitalistes avaient trouvée à la crise de leur système économique

putréfié, l'un et l'autre étant intimement liés ou inséparables pour en comprendre la nature et la portée et pouvoir les combattre efficacement.

Le refus d'admettre ce constat ou cette réalité est un des facteurs déterminants qui entretient ou alimente la division de l'avant-garde de la classe ouvrière car il recoupe tout un tas de questions. Nous appelons les uns et les autres à y mettre fin le plus tôt possible, afin que le mouvement ouvrier international parvienne à se doter d'une nouvelle direction sur une orientation politique assainie de ses illusions ou faiblesses et retrouve le chemin du combat uni contre notre ennemi de classe pour l'abattre, pour le socialisme.

Vidéo

«Une autre Histoire de l'Amérique» : 1 / La seconde Guerre Mondiale - Oliver Stone - Global Research, 08.01.2015
https://www.youtube.com/watch?v=eukfrzsHRbU

Dans cette série de 10 documentaires, Oliver Stone nous dévoile l'histoire contemporaine des Etats-Unis comme elle ne nous a encore jamais été encore racontée. Ce nouvel opus du grand cinéaste engagé remet en question l'idéal américain tel qu'il est présenté officiellement dans les livres scolaires depuis la fin de la seconde guerre mondiale : interviews, images d'archives, photographies, films, enregistrements audio, cartes, graphiques et la voix narrative d'Oliver Stone (Philippe Torreton en Français) font de cette production originale un récit impartial de l'histoire que les petits Américains n'apprennent pas à l'école...

Une série documentaire de qualité excellente comme on en voit rarement qui vous fera apprendre beaucoup de choses que vous croyiez connaitre et qui montre que les actes des Alliés étaient tout aussi atroce et que ceux du régime Nazi.

Terrorisme d'Etat. Du FN au FdG. La question qui tue.

Que se passe-t-il quand ceux qui le supportent, ceux qui l'incarnent, ceux qui prétendent le combattre se rassemblent, quel (réel) ennemi ont-ils en commun ?

Le POI, le NPA, LO, les maoïstes et les anarchistes ne participeront pas au rassemblement dimanche des ennemis de la République, de la démocratie, du progrès social, de la civiliation humaine qui exploitent, oppriment, répriment, affâment, massacrent, terrorisent, bombardent des peuples innocents dont le seul tort est de défendre leurs droits ou d'exiger la satisfaction de leur besoins ou aspirations légitimes.

Nous condamnons la récupération politique de ces crimes infâmes par ceux qui en sont les complices pour ne pas dire les véritables commandiataites ou qui s'y associent, les représentants de la classe dominante, d'où notre refus catégorique de participer à ce rassemblement au côté des assassins Hollande, Merkel, Cameron, Juncker, Roy qui par ailleurs soutiennent le régime ukrainien néonazi.

POI - Charlie Hebdo : « A travers la liberte´ de la presse, ce sont toutes les liberte´s et la de´mocratie qui sont attaque´es ».

NPA - Après l'ignoble attentat contre Charlie Hebdo, l'union nationale est un piège.

LO - Contre un attentat barbare et contre ceux qui l'exploitent au nom de « l'unité nationale ».

Regroupement Communiste - Exécutions à Charlie Hebdo. Contre tous les réactionnaires : Nous Sommes Révolutionnaires.

GMI - Un attentat fondamentaliste contre un journal humoristique et anticlérical.

Exécution et silence

Comme nous pouvions le prévoir, au lieu de les saisir vivant, ils les ont liquidés... après service rendu.

Ainsi ils ne pourront ni parler ni être jugés. Il était parfaitement possible de les gazer ou de leur tirer dans les jambes et les bras pour les neutraliser. Pourquoi les ont-ils tués alors ? Apparemment c'était préférable, trop compromettant de les laisser en vie.

Les terroristes d'Etat : une nuisance perpétuelle à éliminer.

- Les terroristes islamistes mis hors d'état de nuire - LeFigaro.fr

Prévenir toute contestation de la version officielle.

- Charlie Hebdo: «Les thèses conspirationnistes naissent désormais avant même la version officielle» - LeFigaro.fr

La réaction du Fiagro est logique : Les médias attendent que les représentants de la classe dominante donnent leur version des faits, ensuite ilsprennent le relais ou assurent le service après-vente, ils la répètent en boucle du matin au soir pour qu'elle s'incruste dans la tête de la population toujours ignorante ou facilement manipulable.

Mais lorsque des faits similaires ou des scénarii comparables se répètent aux quatre coins du monde sur une période de plusieurs décennies et que ceux qui sont censés en profiter ou en être les victimes sont toujours les mêmes, il est permis de penser sans avoir à se creuser longtemps la cervelle, que ce sont les mêmes commanditaires qui les ont programmés ou réalisés et tirent les ficelles dans l'ombre ou le dos de la population, à son insu.

Les véritables cibles ou ce qui n'a pas été dit et ne le sera pas par les médias aux ordres.

L'Arabie saoudite était en train de perdre son influence au Yémen au profit de l'Iran.

- Le Yémen : terre d'accueil pour les djihadistes étrangers d'Al-Qaida - LeMonde.fr

Et la propagande toujours plus délirante des va-t-en-guerre est repartie.

- Damas construit un complexe nucléaire en secret, selon la presse Allemande - AFP

Préméditation.

- Eric Zemmour «Le Suicide Français».

- Michel Houellebecq «Soumissions ».

La faille.

Grille de lecture.

- Les renseignements généraux ne savaient rien et n'ont pas pu empêcher ces attaques meurtrières. La preuve du contraire.

- Ils les ont tués mais les médias font parler leurs cadavres qui sont riches en informations.

Selon le procureur de la République de Paris, François Molins, «l'épouse de Chérif Kouachi avait passé plus de 500 appels (téléphoniques) sur l'année 2014 avec la compagne de Coulibaly, Hayat Boumeddiene, ce qui est de nature à établir des liens constants et soutenus entre les deux couples». Lefigaro.fr 09.01

L'avocat de Smain Ali Belkacem évoque des liens étroits entre Coulibaly et les frères Kouachi: "Ils se rencontrent en prison, des conversations téléphoniques ont été interceptées, ces conversations révèlent que Coulibaly est allé quatre ou cinq fois dans le Cantal voir Béghal et qu'il y est allé avec Kouachi". Francetv info 09.01

On aura compris qu'ils savaient absolument tout sur les frères Kouachi et Coulibaly, sauf qu'ils préparaient une attaque meurtrière qu'ils n'ont pas pu empêcher.

Avec le soutien des porte-parole du régime.

Les titres de paragraphes d'un article du magazine économique La Tribune.

- Les médias français se serrent les coudes
- Presstalis et Google viennent en aide
- Fleur Pellerin va débloquer des fonds en urgence
- Le Guardian apporte son soutien
- eBay versera le montant de ses commissions
- Les institutions et les stars s'abonnent
- Exit la faillite La Tribune 09.01

En complément

- Charlie Hebdo fait citoyen d'honneur de la Ville de Paris AFP

Les dirigeants des puissances occidentales sont la réelle menace qui pèse sur la civilisation humaine.

Devinez qui détermine la politique du gouvernement français.

M. Obama a noté que si "la menace immédiate" semblait écartée, le gouvernement français devait "rester vigilant". AFP 09.01

- La tentation de l'état d'urgence et du Patriot act en France - L'Express.fr

- La France n'en a pas terminé avec les menaces, prévient Hollande - Reuters

- Valls : «Une guerre contre le terrorisme» - Liberation.fr

- Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a demandé à la France de "maintenir un niveau de sécurité élevé pour les institutions juives même après un retour à la normale" AFP 09.01

Les commanditaires du crime. L'Internationale capitaliste du crime.

- François Hollande, figure fédératrice d'un pays meurtri - Francetv info

- François Hollande participera à la marche d'hommage dimanche - Francetv info

- Charlie Hebdo : le CFCM, l'UOIF et CCIF appellent à la marche nationale - french.irib.ir

- Obama et l'Europe solidaires de Paris après le dénouement tragique des attentats - AFP

Washington et l'Europe ont exprimé leur solidarité avec Paris, où tous les dirigeants européens iront manifester dimanche pour soutenir la France.

Le Premier ministre britannique David Cameron et son homologue espagnol Mariano Rajoy, dont les deux pays ont été frappés par des attentats islamistes ces dix dernières années, ont annoncé qu'ils participeraient à la marche "républicaine" de dimanche, qui devrait réunir des centaines de milliers de Français déterminés à prouver l'unité du pays.

La chancelière allemande Angela Merkel, l'Italien Matteo Renzi, les dirigeants européens Jean-Claude Juncker, Donald Tusk et Federica Mogherini, mais aussi les chefs de gouvernement polonais, danois, suédois, norvégien, belge, néerlandais, maltais, finlandais, portugais et luxembourgeois se joindront aussi à cette manifestation.

Le Canada, touché en octobre par deux attaques menées par des jeunes radicalisés aux idées jihadistes, sera représenté par son ministre canadien de la Sécurité publique, Steven Blaney.

La mobilisation devrait se poursuivre dans les prochains jours: dimanche, à Vienne est prévu un rassemblement "Ensemble contre le terrorisme" avec les communautés religieuses du pays, et une marche silencieuse se tiendra lundi à Berlin à l'appel de plusieurs organisations musulmanes. AFP 09.01

Un dernier mot très vite

On a reçu des courriels de plusieurs militants ou organisations française (gmi ; regroupementcommuniste.wordpress.com ; regroupementcommuniste.wordpress.com) ou canadienne (Robert Bibeau) qui partagent en gros notre analyse, sauf quand on l'étend à la stratégie mondiale de l'oligarchie financière ou sur les sujets tels que le 11-septembre ou Ben Laden où certains (j'en ai les preuves) ou tous (à vérifier) adoptent les versions officielles, ce qui est pour le moins incohérent.

On actualisera toutes les rubriques ce soir.

Haut de page

Le 11 janvier 2015

CAUSERIE

Place à l'actualité politique.

Je n'ai pas eu le temps de me consacrer à autres choses, la suite demain.

Soutenez financièrement notre portail, car c'est le seul à notre connaissance qui à partir des faits traite l'actualité, qui fournit une analyse complète en tenant compte de la crise du capitalisme et de la lutte des classes dans la perspective du renversement du capitalisme, et propose une conception de la lutte de classe intégrant tous les facteurs et leurs rapports tenant compte de la transformation de la société ou du monde depuis 70 ans, une stratégie politique pour atteindre cet objectif conforme au socialisme.

Ce n'est pas la classe dominante qui dicte ou influence notre discours ou notre analyse contrairement à tout ce qu'on a pu lire depuis 4 jours ailleurs.

Ce qui est intéressant ici, c'est que chacun est mis au pied du mur, sommé de prendre position et d'analyser sur le champ les faits, les déclarations, la situation, une épreuve cruelle pour les farfelus, illusionnistes, aventuriers, manipulateurs et charlatans en tous genres, les révisionnistes.

On en a déjà eu un premier aperçu et c'est loin d'être terminé, un véritable festival, un vrai bonheur pour nous car les opportunistes se démasquent eux-mêmes, les corrompus par l'idéologie dominante, les capitulards qui se camouflaient derrière le socialisme, le communisme ou le trotskisme, les adeptes du double langage, bref, ceux qui prétendent être qualifiés pour parler en notre nom, qui prétendent tout savoir mieux que tout le monde et ne jamais commettre d'erreurs, qui ont pris en otage le mouvement ouvrier et ses militants, sont pris en flagrant déli de collusion avec l'ennemi ou étalent au grand jour leur faillite politique.

Souhaitons que cette espère sera salutaire et permettra de refonder le mouvement ouvrier sur de nouvelles bases conformes au socialisme, sinon infailliblement il courra à sa perte et l'humanité entière avec lui.

Il faut interpréter davantage l'exploitation politique que va faire la classe dominante de ces "attentats" comme une déclaration de guerre au prolétariat mondial, plus que ces "attentats" en soi qui étaient particulièrement minables et insignifiants à côté des millions de morts causés ces dernières années par les guerres menées par l'impérialisme américain et ses alliés.

Les militants et éventuellement nos dirigeants doivent aller à l'essentiel au lieu de se disperser et parvenir à un accord politique sur cette base, se rassembler dans un même parti ou fonder une plate-forme politique pour mener ensemble ce combat dans le respect des différentes tendances qui existent dès lors que le principe de loyauté ou honnêteté est adopté par tous.

Nous en avons fourni les clés, on ne peut pas faire davantage, on soutiendra toute initiative politique qui irait dans cette direction. A chacun ses responsabilités, nous avons assumé les nôtres.

Pas en notre nom. Faillite politique ou capitulation. Collusion et conciliation.

Le prix de la démagogie, du populisme, du révisionnisme, de la trahison du socialisme.

Quand la liberté d'expression rime quotidiennement avec désinformation systématique ou propagande de guerre contre tous les peuples, ceux qui s'en réclament sont des manipulateurs, des traîtres ou des complices de nos ennemis.

Ils n'ont rien trouvé de mieux que de reprendre les mots d'ordre des représentants de la réaction

On a pu observer une nouvelle fois que la totalité des partis du mouvement ouvrier étaient à côté de la plaque pour ne pas dire corrompus par l'idéologie dominante, incapables de défendre les intérêts fondamentaux des travailleurs car liés au régime en place, aux institutions, ses partis ou ses représentants, jusqu'aux syndicats qui se vautrent dans la fange pour ceux qui participeront au rassemblement de l'Internationale du capital et de la guerre contre tous les peuples ce dimanche à Paris.

Les travailleurs sont abandonnés à eux-mêmes, une proie facile pour la réaction toute entière mobilisée.

Au nom de la liberté d'expression et de la démocratie, toute opposition à la version officielle censurée.

Grille de lecture.

Plus fort encore que le 11-septembre.

L'opposition de gauche ou toute contestation de la version officielle caricaturée, censurée.

Leurs véritables intentions :

- Une sorte de "Patriot act" à la française",

- Intensification de la guerre contre l'Irak, la Syrie, etc en ligne de mire le Liban, l'Iran, la Russie, le Venezuela... contre tous les peuples pour les soumettre aux besoins du capitalisme en crise...

- Le rassemblement dimanche pour les victimes de "Charlie Hebdo" et de la prise d'otages porte de Vincennes, un événement sans précédent - huffingtonpost.fr

AFP - Si les précédents attentats ayant touché des pays occidentaux avaient bien entendu suscité l'émotion internationale, un tel rassemblement (dimanche à Paris - ndlr) de dirigeants est une première. Jusqu'à présent, la solidarité entre Etats s'exprimait notamment à travers les minutes de silence organisées dans chaque pays, comme ce fut le cas après les attentats du 11-Septembre, de Madrid et de Londres. huffingtonpost.fr 10.01

"S'il n'y a pas de critiques, c'est parce que nous sommes dans un moment d'unité nationale mais aussi parce que ces événements ont été bien gérés par l'exécutif, qu'il n'y a pas eu d'erreur dans les décisions, les discours et les postures", estime encore Jérôme Fourquet (Ifop). Tout ceci, selon lui, pourrait "contribuer à atténuer les critiques sur l'incapacité du président à trancher et sur son manque d'autorité et de fermeté".

D'une manière plus générale, le politologue constate déjà "un effet direct et évident sur la perception de la menace terroriste et l'approbation de l'intervention française en Irak", sur laquelle le Parlement doit se prononcer mardi.

Mais il anticipe aussi "une adhésion accrue de l'opinion si le gouvernement décidait un renforcement des moyens financiers, humains et juridiques dévolus à la lutte contre le terrorisme, une sorte de "Patriot act" à la française", dans la lignée de la loi votée au Congrès américain après les attentats du 11 septembre 2001.

Brice Teinturier (Ipsos) relève de la même manière que François Hollande avait jusqu'à présent "quelques actes d'autorité" à son actif, mais dans la sphère internationale, qu'il s'agisse de l'engagement des forces françaises au Mali ou dans le ciel irakien.

Mais cette fois, analyse-t-il à l'unisson, "l'autorité du président sera ressentie de manière d'autant plus forte qu'il s'agit de circonstances internes, dans le domaine régalien et dans des circonstances particulièrement dramatiques". huffingtonpost.fr 10.01

Nouvelle mise au point. Intox.

- Terrorisme : la France n'a pas su s'adapter à ses nouveaux ennemis - Francetv info

- Les services de renseignement français sont-ils passés à côté d'une cellule terroriste ? Y a-t-il eu des loupés dans la coopération franco-américaine en matière de terrorisme ? Les leçons des affaires Merah et Nemmouche avaient-elles été tirées ? Mediapart 10.01

Les frères Kouachi et Coulibaly ou encore Merah et Nemmouche n'étaient pas davantage des agents des américains ou des israéliens, que la DGSI (le renseignement français) serait passé à côté de quoi que ce soit, l'explication est beaucoup plus simple et c'est la raison pour laquelle on passe à côté.

En réalité ils ont créé les conditions qui permettent la réalisation de ce genre d'attentats sans qu'ils puissent forcément les prévenir en admettant qu'ils en aient eu l'intention, ce dont on a le droit de douter puisqu'ils servaient leurs intérêts ou leurs objectifs. Mediapart posent donc les mauvaises questions, parce qu'il ne veut pas se poser les bonnes trop compromettantes pour le régime.

Ils créent des conditions particulières qu'ils exploitent par la suite dans une direction fixée à l'avance, car ils peuvent prévoir les réactions en chaîne qu'elles vont déclencher et qu'ils ont déjà programmées ; les leurs et ceux des principaux acteurs appelés à intervenir sont bien rodés, d'où l'ignoble déballage de démagogie auquel ils se livrent spontanément par la suite comme s'ils avaient appris par coeur le rôle qu'ils devaient jouer, mieux encore qu'on attendait d'eux.

Ils ont fait très fort, car ils viennent de démontrer à quel point les masses étaient toujours aussi vulnérables et manipulables que par le passé, comme si finalement elles n'avaient jamais rien appris ou évolué. Il faut donc s'attendre à ce qu'ils profitent de cette situation favorable pour amplifier leur offensive contre les travailleurs, on peut dors et déjà estimer que la loi Macron a été adoptée,

et que le gouvernement français pourrait s'engager rapidement directement dans la guerre contre la Syrie. Vous avouerez que ce serait dommage de passer à côté d'une telle occasion, à moins qu'elle n'ait été créée pour les circonstances.

Le chaos auquel aboutit leur politique n'est pas perçu comme une menace pour eux, il l'est pour le reste de la population qui le subisse et qu'ils répriment quand elle s'y oppose, d'autant plus facilement quand il est devenu la norme et que la majorité ne trouve pas le moyen de se mobiliser pour le contester.

On le voit bien ici où au contraire il semblerait qu'elle y adhère car elle n'en comprend pas les tenants et les aboutissants.
Ces attaques étaient des maillons de la politique impérialiste américaine au Proche-Orient ou seront exploitées comme tels, et aussi pour briser la résistance des travailleurs à la politique antisociale du gouvernement Hollande-Valls-Macron, ce que la majorité de la population ne soupçonne pas un instant.

Les travailleurs n'ont pas appris à se servir de la dialectique pour interpréter la société ou le monde, ils ne maîtrisent même pas les éléments rudimentaires de la logique au point que le rapport qui existe entre cause et effet ou conséquence leur échappe très souvent ou ils les confondent. C'était d'autant plus inévitable après la rupture de l'avant-garde du mouvement ouvrier avec le marxisme ou le socialisme.

Non-dits. Comment détourner l'attention des travailleurs de l'essentiel.

- Probable embellie de la cote de Hollande mais gare au feu de paille - AFP

Aux avant-postes dans la gestion d'une série d'attaques sanglantes, François Hollande pourrait corriger une image dégradée et profiter d'un regain de popularité d'autant plus significatif qu'il s'agit cette fois d'événements intérieurs et non d'une affaire de politique étrangère. AFP 10.01

Pas "une affaire de politique étrangère" ? La vrai guerre à laquelle la population doit adhérer.

- Pétrole: l'Iran et le Venezuela veulent coopérer pour soutenir les prix - AFP

Le président iranien, Hassan Rohani, et son homologue vénézuélien, Nicolas Maduro, en visite à Téhéran.

En recevant M. Maduro, le numéro un iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a également dénoncé "la baisse bizarre des prix du pétrole en si peu de temps, qui ne peut être qu'un acte politique et non économique".

"Nos ennemis communs utilisent le pétrole comme un levier politique et ont très certainement un rôle dans la baisse des cours", a déclaré M. Khamenei en faisant allusion aux Etats-Unis et à l'Arabie saoudite.

M. Maduro a affirmé que certains pays de l'Opep et non-Opep comme la Russie cherchaient à "trouver un mécanisme pour ramener le prix du pétrole à un minimum acceptable".

Téhéran et Caracas ont renforcé depuis le milieu des années 2000 leurs relations politiques et économiques. Les ex-présidents Mahmoud Ahmadinejad et Hugo Chavez avaient largement développé ces relations en insistant sur leur politique anti-américaine commune.

M. Rohani a souligné que l'Iran poursuivrait "sa coopération avec le Venezuela dans les domaines du logement, des transports, de l'industrie, de l'alimentation et des médicaments pour satisfaire les besoins de ce pays".

M. Maduro a appelé de son côté à la "poursuite de la présence des sociétés iraniennes" au Venezuela qui pourra constituer une "bonne base pour les exportations iraniennes vers l'Amérique latine". AFP 10.01

- Ukraine: Moscou pourrait exiger un remboursement anticipé de son prêt de 3 milliards de dollars AFP

La Russie pourrait exiger un remboursement anticipé de son prêt de trois milliards de dollars à l'Ukraine, a déclaré le ministre russe des Finances Anton Silouanov, estimant que Kiev n'avait pas respecté ses engagements.

"L'Ukraine a violé les conditions du prêt, notamment le fait que la dette publique ne devait pas dépasser 60% du PIB", a-t-il déclaré aux agences russes, estimant que Moscou avait en conséquence "des raisons de demander le remboursement anticipé du prêt".

Il a également rappelé que le prêt arrivait de toutes façons à échéance fin 2015, et s'est étonné "que le budget ukrainien de cette année ne prévoit pas ce remboursement". AFP 10.01

Encore une insulte.

- Les musulmans sont Charlie - M6info

Hystérie pour un suicide collective programmé.

- "Charlie Hebdo" : 230 000 manifestants dans les rues de France - LePoint.fr

- Plus de 700 000 personnes défilent contre le terrorisme en France - LeMonde.fr

- Plus de 2200 policiers à Paris pour assurer la sécurité de la marche LeFigaro.fr

- Plus de 5500 policiers et militaires mobilisés dimanche à Paris - lalsace.fr

Les fanatiques des guerres dans lesquelles l'impérialisme français est engagés exultent, 700.000 manifestants à travers toute la France selon le ministère de l'Intérieur qui a pu gonfler le chiffre à loisir puisqu'il n'y avait personne pour le contredire...

Conditionnement des masses ou comment créer un climat de psychose collective favorable à la guerre.

- La France traumatisée après 3 jours d'horreur - M6info

- Après les attentats, les fausses alertes entretiennent l'angoisse - Francetv info

- Attentats : 81% des Français prêts à se mobiliser - LeParisien.fr

- Vigipirate maintenu au niveau "alerte attentat" - M6info

- La France traumatisée après 3 jours d'horreur - M6info

- « Des attaques terroristes de faible ampleur et d'énorme impact » à venir - LeMonde.fr

Ils en rajoutent.

- Opérations de com à l'Elysée et à la gendarmerie - Liberation.fr

Leurs oeuvres immondes au quotidien contre lesquelles personne ou presque ne se mobilise.

- Nigeria: une fillette de 10 ans explose sur un marché, faisant 19 morts - AFP

- Attaque de l'EI contre les forces kurdes dans le nord de l'Irak, 26 morts - AFP

- Liban : sept morts dans un attentat à Tripoli - LeMonde.fr

Après la parade des néonazis à Kiev soutenus par Washington, Bruxelles, Paris, Tel-Aviv, voci venue celle des psychopathes faiseurs de guerre qui dirigent le monde.

- Les dirigeants du monde entier dimanche à Paris - parismatch.com

- Ils participeront à la marche républicaine dimanche à Paris - LeMonde.fr

Des dirigeants politiques du monde entier, des politiciens français et tous les représentants religieux marcheront à Paris, dimanche. LeMonde.fr 10.01

- Manifestation à Paris: un rassemblement historique - Francetv info

- Après trois jours sanglants, la France se prépare à une "manifestation inouïe" - AFP

- L'impressionnante liste des politiques présents à la marche républicaine à Paris - LeFigaro.fr

- Sarkozy défilera au côté de Hollande - LeParisien.fr

- Le FN se joindra partout aux manifestations, sauf à Paris - Reuters

- FOG : Merkel-Mélenchon bras dessus, bras dessous ? - LePoint.fr

- Benjamin Netanyahu présent dimanche à la marche à Paris - AFP

Instrumentalisation. Je suis Charlie, je suis sioniste.

L'assossiation des sionistes à cette opération allait de soi ou était indispensable, puisqu'ils sont à l'origine de l'idéologie néolibérale, du mondialisme... La politique néolibérale à l'échelle mondiale ou la stratégie politique de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste est inséparable de l'existence et la défense d'Israël

- "Vive la France !" : le cri de la communauté juive porte de Vincennes - Francetv info

- Valls: "la France sans les juifs de France n'est plus la France" - AFP

- Colère dans la communauté juive et une question : partir ou rester ? - LeMonde.fr

La peur a à nouveau envahi les personnes de confessions juives, cibles de la prise d'otage qui a fait quatre morts, vendredi, porte de Vincennes à Paris. LeMonde.fr 10.01

- Netanyahu aux juifs de France: "Israël est votre foyer" - AFP

L'apartheid, le "foyer" des pires racistes au monde, des antisémites qui après avoir soutenu le régime nazi de Hitler, 75 ans plus tard soutiennent celui de Kiev, toutes les guerres impérialistes engagées par les Etats-Unis.

A qui profite le crime. Suivez le guide.

- Probable embellie de la cote de Hollande mais gare au feu de paille - AFP

"S'il n'y a pas de critiques, c'est parce que nous sommes dans un moment d'unité nationale mais aussi parce que ces événements ont été bien gérés par l'exécutif, qu'il n'y a pas eu d'erreur dans les décisions, les discours et les postures", estime encore Jérôme Fourquet (Ifop)

"Lorsque François Hollande a décidé d'intervenir militairement au Mali en janvier 2013, endossant l'habit d'un chef de guerre, sa cote de popularité avait progressé d'un point, ce qui pouvait paraître très faible mais interrompait tout de même une baisse déjà régulière et significative".

Dans l'immédiat, OpinionWay a déjà mesuré dans son baromètre du mois de janvier un gain de quatre points pour la cote de satisfaction de François Hollande, à 25%, a confié en avant-première à l'AFP Bruno Jeanbart.

L'effet pourrait être plus marqué encore dans d'autres enquêtes puisque un quart des personnes interrogées par OpinionWay l'ont été avant l'attentat perpétré mercredi contre Charlie Hebdo. Pour celles qui l'ont été après, le gain est de 5 à 6 points.

Ainsi et à court terme, selon lui, "on peut anticiper clairement une augmentation de la popularité du président".

Tout comme le politologue Jean-Luc Parodi, il juge néanmoins "probable que le mécontentement pourrait resurgir très vite et qu'une partie du terrain gagné pourrait être rapidement perdue si la situation économique et sociale n'évoluait pas favorablement". AFP 10.01

Vrai et faux à la fois, car entre temps le régime aura profité de la situation pour faire passer de nouvelles lois liberticides ou répressives, antisociales, démanteler des pans entiers de la législation du travail, etc. qui ne seront jamais abolies par la suite comme l'expérience nous l'enseigne. L'ennemi gagne du terrain, avance vers les objectifs politiques qu'il s'est fixé, c'est la seule chose à retenir pour mieux le combattre.

Etat policier renforcé.

- "Avec ce type d'individus, il n'y a pas de négociations" - Francetv info

Un prétexte pour les liquider et éviter qu'ils parlent... Il est étrange qu'ils ne soient pas intéressés par les révélations qu'ils auraient pu leur faire sur leurs liens avec des mouvements wahhabites au Yémen ou ailleurs ? En fait c'est normal, puisque leur intention était de laisser ce genre d'attaques se produire pour ensuite les exploiter politiquement. Les médias s'en seraient emparés, il aurait pu y avoir des fuites embarrassantes pour la DGSI et le gouvernement...

- Les policiers d'élite salués en héros - Francetv info

- Manuel Valls va créer 500 postes supplémentaires dans le renseignement intérieur - Francetv info

Des rapprochements ou comparaisons qui livrent les véritables commanditaires (indirects) de ces attaques.

- Les attaques en France possible prélude à une vague d'attentats en Europe selon le renseignement américain - 20minutes.fr

- Bayrou: la France a vécu un drame "aussi choquant que le 11 septembre" - AFP

- Ce qu'il s'était passé pour les attentats de Londres, Madrid, Boston ou New York - Le Huffington Post

- Après la tragédie, les milieux d'affaires craignent que la classe politique soit incapable d'en tirer les leçons - Atlantico.fr

Qu'elle hésite encore à s'attaquer de front à ce qui ce reste de nos acquis sociaux et politiques. Qu'elle se rassure la loi Macron arrive et va être adoptée...

Hier nous titrions ***la faille***. Question : Intentionnelle ?

- Charlie Hebdo : une faille béante dans le Renseignement - LeFigaro.fr

Le Figaro fait le crétin en posant des questions

Le suivi des frères Kouachi a-t-il fait, courant 2014, l'objet d'un arrêt de prise en charge directe par la structure centrale de la DGSI ?

Comment a-t-on pu négliger, en effet, la montée en puissance de l'équipe Kouachi-Coulibaly? Selon certaines sources, le suivi des frères Kouachi, à qui l'on doit la tuerie de Charlie Hebdo, mercredi dernier, aurait fait, courant 2014, l'objet d'un arrêt de prise en charge directe par la structure centrale de la Direction générale de sécurité intérieure (DGSI), qui gère les cas les plus lourds.

Les services savaient même que l'un des frères Kouachi s'était rendu en 2011 au Yemen, dans des camps d'entraînement. Ce n'est plus une faille, c'est un abysse. Mais que peuvent réellement les autorités face à des djihadistes chaque jour plus nombreux, qui comptent au moins 50 à 100 activistes susceptibles de passer à l'acte et un vivier de plus d'un millier d'exaltés imprévisibles? Ce n'est pas faire injure à l'appareil de sécurité, qui a su montrer sa capacité de réaction après les événements, que d'insister sur l'impérieuse nécessité de parfaire ses outils d'anticipation. Puisque le gouvernement lui-même explique que le péril est grand. LeFigaro.fr 10.01

Les services de renseignement français sont-ils passés à côté d'une cellule terroriste ? Y a-t-il eu des loupés dans la coopération franco-américaine en matière de terrorisme ? Les leçons des affaires Merah et Nemmouche avaient-elles été tirées ? Mediapart

Pas plus tard que la veille.

- Attentats à Paris : Les services secrets algériens ont prévenu la France le 6 janvier dernier - french.irib.ir

Les services secrets algériens auraient alerté la France le 6 janvier dernier de projets d'attentats terroristes sur le sol français, rapporte la chaîne télévision française Itélé ce vendredi.

Les services secrets algériens ont informé leurs homologues français que des projets d'attentats terroristes de grande envergure étaient en préparation sur le sol français.

Pour rappel, les services de renseignement syriens et libanais avaient averti eux aussi les services français de l'imminence d'attentats sur le sol français rapporte la presse libanaise ce matin. french.irib.ir 10.01

Haut de page

Le 12 janvier 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de faire autre chose, et jusqu'à la fin de la semaine je dois préparer sérieusement mon déménagement qui n'est pas une mince affaire car je suis tout seul pour tout me taper, déraciner des dizaines arbres et plus encore de plantes en tous genres, pas les moyens de payer quelqu'un pour m'aider car ici tout se paie, c'est encore pire que chez vous en France. Que voulez-vous, il paraît que les bonnes relations sont à ce prix-là, au-dessus de mes modestes moyens, donc le site ne sera que partiellement actualisé les prochains jours, je laisserais tomber la causerie et j'actualiserais les autres rubriques avec de nombreux articles.

A bas les médias aux ordres, boycott de la presse écrite, de la radio et de la télévision !

Après m'avoir coupé TV5Monde le 20 septembre dernier, ils ont supprimé Russia Today Internationale et Deusche Welle que je recevais gratuitement, du coup je n'allume même plus la télé.

Une vidéo

Jean ZIEGLER : "Retournez les fusils"
https://www.youtube.com/watch?v=mdNkqpd7Uak

Adoptez le 11 et soutenez financièrement notre portail né un 11 septembre !

Je n'y suis pour rien si je suis né le 11 septembre 1955, par contre je peux remercier les organisateurs du 11 septembre 2001 qui m'ont permis de retrouver la voie du militantisme... Et comme eux, je ne suis pas prêt de l'ublier. Un conseil, faites-en autant.

Comment peut-on prétendre combattre la stratégie politique de l'ennemi en l'ignorant ? Nos dirigeants ont essayé et vous avez pu observer le résultat, tenez, hier encore, un fiasco sur toute la ligne.

Autres questions qu'on est en droit de se poser:

Pourquoi sommes-nous seulement une infime minorité à être parvenus à en prendre conscience et pas les masses ? Serions-nous des êtres tout à fait exceptionnels ou supérieurs aux autres ? Je ne le pense pas un instant. Pourquoi alors que la conscience politique de pans entiers des masses s'éveille ne parviennent-elles pas à l'orienter dans la bonne direction ? Pourquoi tant de militants prétendent combattre sincèrement et loyalement pour la même cause et ne parviennent-ils pas à se rassembler dans le même parti ou à combattre ensemble ? Pourquoi tant de travailleurs se disent prêts à en découdre et ne s'organisent-ils pas ?

J'ignore ce que vous en pensez, mais si j'étais à la place de nos dirigeants je me dirais qu'on a un sérieux problème à résoudre et quelque part on doit être à côté de la plaque, non, vous ne vous poseriez pas cette question, elle est bien de leur responsabilité, n'est-ce pas ?

Autre réflexion en rapport avec l'actualité politique.

Nous, nous n'avons pas peur des terroristes, et contrairement au populiste Mélenchon nous craignons les réactions de la population sans réelle conscience politique en proie à un dangereux délire collectif, manipulée et incapable du moindre recul, de la moindre réflexion politique. Gageons que l'exécutif saura l'exploiter pour le pire dans les semaines ou les mois à venir.

Pour baigner au quotidien dans un milieu profondément arriéré en Inde depuis près de 20 ans, je ne suis pas surpris ou choqué par cette démonstration d'aveuglement ou d'ignorance collective prévisible et que j'avais très justement caractérisée, j'ose dire à mes petits camarades en France qu'ils ne viennent d'en avoir qu'un aperçu insignifiant, et par le fait que si peu de militants comprennent mon discours ou partagent mes idées, se fient aux apparences, aux déclarations, on a de quoi s'inquiéter pour la suite.

Discussion avec ma compagne Selvi.

J'ai rencontré un nombre de problèmes incalculables et démentiels avec son frère qui s'est occupé de la construction de notre petite maison, ils m'ont inspiré cette démonstration dès lors que Kumar s'avèrait incapable de prendre en compte une situation qui ne comportait qu'un minimum d'éléments au point de refaire coup sur coup plusieurs fois exactement les mêmes erreurs jusqu'au moment où enfin il est parvenu à admettre la réalité. Un personne qui n'aurait pas eu ma patience et mon expérience de ce genre de situation se serait demandé s'il ne le faisait pas exprès ou si c'était sa nature qui le poussait à agir de la sorte, tant cela dépassait l'entendement, des histoires de fou, des trucs incroyables, alors que pas du tout, il ne captait pas tout simplement, il était à un niveau qui ne lui permettait pas de se connecter à la réalité qui aussi élémentaire soit-elle le dépassait littéralement.

A 14h30 dimanche, au cours de notre déjeuner à la maison.

Selvi, tu vois cette table. Tu peux établir la liste des objets qui sont dessus. Ensuite sans toucher à rien tu prends une photo. Au lieu d'une photo, je tape sur le clavier de l'ordinateur le nom des objets. Si tu prends une photo, tu pourras constater par toi-moi que ce que j'ai écrit correspondait exactement à ce qui figurait sur cette photo. Voilà en quoi consiste ma méthode pour interpréter ce qui se passe dans le monde, ni plus ni moins, c'est aussi simple que cela.

Mon travail consiste simplement à décrire ce qu'il y a sur cette photo sans rien retrancher et sans rien ajouter, on pourrait préciser quand il ne manque rien. Ma description correspond fidèlement à ce qu'il y a sur cette table ou sur cette photo.

C'est ce que mes adversaires me reprochent, ils ne le supportent pas. Il suffit pour ainsi dire d'ouvrir les yeux et les oreilles pour comprendre ce qui se passe. Si j'osais je dirais que la suite n'est plus qu'une formalité tant la situation et son orientation sont faciles à comprendre, y compris avec leurs multiples contradictions, c'est ce qui la caractérise le plus.

Ensuite on a pris à la main chaque objet un par un et j'ai rapidement décrit leur utilité ou pourquoi ils figuraient sur cette table. Après je lui ai demandé où il y aurait un mystère, à quelle question nous ne pourrions pas répondre, aucune.

Maintenant, à partir du moment où on retire certains objects qui se trouvaient sur la table, on ne peut plus comprendre pourquoi les autres s'y trouvaient, par exemple si je retirais les assiettes et que je laissais les fourchettes on pourrait en déduire qu'on mangerait directement dans le saladier, hors ce n'était pas le cas. En retirant un objet (ou en ne prenant pas en compte un facteur) on s'interdit de comprendre les rapports qui existent entre les autres, on en arrive à interpréter la réalité ainsi tronquée, et forcément notre interprétation sera faussée et erronée à l'arrivée. Pourquoi la méthode du marxisme repose-t-elle sur les faits et leurs rapports, leur évolution, etc. ? Certains pourraient être tentés de tourner cette démonstration en dérision parce qu'elle repose sur une logique élémentaire, ils auraient raison sur ce dernier point, et nous leur demandrions alors pourquoi si elle est si élémentaire ils refusent obstinément de l'appliquer.

Dit autrement ou traduit en termes politiques, on dirait qu'il faut tout mettre sur la table et ne rien oublier pour comprendre la situation et le rôle de chacun des facteurs ou acteurs, les rapports qui existent entre eux et de quelle manière ou dans quelle direction ils ont évolué et ils peuvent encore évoluer.

La pensée ou les idées sont produites par le cerveau qui est de la matière, en fonction de ce qu'on y a introduit, elles ne viennent pas d'ailleurs. Il est donc inutile ou vain d'aller chercher ailleurs l'origine de ce qui s'y trouve ou une réponse à ce qu'il en sort, sans oublier qu'il fonctionne dans un contexte donné ou précis ou encore qui lui a été imposé. Et c'est là qu'on s'aperçoit que la notion de liberté qui nous est sichère est en réalité désuète, réduite à peu de choses ou quasi inexistante tant qu'on n'en a pas pris véritablement conscience, car c'est la conscience acquise qu'on peut agir sur la société ou le monde pour les transformer qui va constituer la base matérielle à partir de laquelle cette liberté va pouvoir prendre forme ou se développer ou commencer à se réaliser, vous pouvez mesurer la cohérence de cette démonstration au fait qu'on est revenu à notre point de départ, à la matière d'où naissent nos idées, à la base matérielle qui sert de socle à notre interprétation de la société et au socialisme, car c'est cela le socialisme en résumé puisqu'il englobe toute l'activité ou production humaine, y compris les idées, d'où la nécessité de l'adopter, de l'enseigner et de le défendre, de combattre sous son drapeau.

Vous aurez pu observer ces derniers jours que ceux qui prétendent combattre pour le socialisme n'ont que les mots république, démocratie ou république ou encore liberté d'expression à la bouche, le socialisme passe systématiquement à la trappe.

Le terroriste est un instrument, il n'a pas de but à part mourir.

- L'attaque terroriste contre la rédaction Charlie Hebdo, conséquence de la politique globale occidentale? - Valentin Vasilescu - Global Research 11.01.2015

- "...le but pervers des terroristes qui ont agi à Charlie Hebdo ne peut être que de déterminer les autorités françaises à prendre des mesures de limitation de la liberté des citoyens français en vue de la transformation de la France dans un Etat policier. A cause de l'impact médiatique de l'évènement qui a créé une vraie contagion, par extension, ces mesures détermineront le changement de

la vie des citoyens de toute l'Europe, parce que la France est l'un des principaux pays membres de l'Union Européenne."

Non, les terroristes n'avaient aucun autre but que mourir en martyrs, c'était le seul idéal à leur portée, la société ou le mauvais sort ne leur en avait pas proposé ou réservé d'autres apparemment. Ils ont été formatés pour tuer et mourir de la sorte. Il ne faut pas oublier que personne ne les a obligés à partir au Yémen (ou ailleurs) pour y suivre un entraînement militaire. Et quand ils ont décidé de sortir de leur cache fusil mitrailleur en main face à un peloton d'exécution de militaires, ils savaient qu'ils allaient mourir, en réalité ils étaient déjà morts, déjà morts avant même d'avoir accompli la mission qui devait les délivrer de ce monde infernal synonyme de cauchemar (prison) ou sans issue pour eux.

Un tel fanatisme nous dépasse parce qu'un esprit rationnel ne peut pas concevoir qu'on puisse programmer de mettre fin à ses jours sans y être conduit par un facteur indépendant de notre volonté qui nous le commande, comme par exemple dans le cas d'une maladie incurable ou irréversible aux conséquences invalidantes et procurant des souffrances insupportables, envisager d'écourter ce calvaire et de hâter la fin devient synonyme d'espoir, de soulagement, de libération.

Le genre de fanatisme avec lequel on est en présence tient de la folie pure, dont on ne revient pas ou dont on ne peut que difficilement sortir, jamais indemne, sauf à subir un choc inverse de la même intensité qui l'annihile.

Quand j'avais une vingtaine d'années, un jour un de mes copains a été victime d'un stupide accident de moto. Il a dérapé sur des graviers à 40 kms et son pied à heurter le pare-chocs d'une voiture en stationnement. Le pauvre garçon a dû être amputé jusqu'au genou, sa vie a basculé ce jour-là, il en a perdu la raison et il s'est retrouvé interné en clinique psychiatrique où je suis allé souvent lui rendre visite. Il ne s'en est jamais remis. Pourquoi ? Parce qu'il ne s'intéressait à rien dans la vie en particulier à part son propre corps qu'il soignait ou vénérait, avantagé par la nature comme l'on dit, mince et beau garçon il plaisait aux filles... On pourrait dire que l'amputation de sa jambe s'est transposée à son cerveau ou a produit le même effet qu'une lobotomisation irréversible. Une fois interné ils l'ont bourré de produits chimiques qui ont achevé de le détruire, alors qu'il avait encore un brin de conscience, au lieu de l'aider à renforcer sa volonté pour qu'il puisse dépasser cette terrible épreuve et s'en sortir, ils l'ont affaibli et condamné à l'état végétatif le restant de ses jours. Il voulait sortir de cette clinique psychiatrique car il voyait bien que son état s'aggravait, mais ses parents s'y opposèrent, c'était une façon pour eux de s'en débarrasser parce qu'ils n'étaient pas capables de faire face à cette situation. Il avait encore de longs moments de lucidité et retrouvait sa mémoire qui l'aidait à refaire surface, ce qui me persuada qu'il n'était pas encore trop tard et qu'il pourrait récupérer la totalité de ses facultés, du coup j'ai passé des heures à discuter avec lui du passé et de l'avenir aussi, car il fallait absolument qu'il l'envisage pour en avoir un, il fallait relier les trois temps de l'existence pour qu'il retrouve un équilibre mental. On m'a fait comprendre que mes visites n'étaient pas souhaitables, et lorsqu'il retourna chez ses parents ils le séquestrèrent pour ainsi dire, puis le cours de ma vie fit que notre relation fut interrompue. On se revit quelques années plus tard, avec mon ex-épouse Liliane on l'invitait à manger et partager un moment avec nous, on allait le chercher chez lui et ensuite on le raccompagnait en voiture, il allait mieux mais il était marqué à vie et incapable de s'assumer ou d'avoir une vie normal.

On s'est éloigné de notre sujet !

Mon pote n'a pas eu de chance, il pouvait d'autant moins s'en sortir que ses parents n'avaient pas été capables de le préparer à la vie d'adulte qu'il devrait avoir plus tard. Elève médiocre sans que ses parents ne s'en inquiètent, il quittera l'école à la fin de sa 6e, sans formation ensuite, aussi incapable de se servir de ses mains que de son cerveau, il ne devait pas avoir d'avenir et c'est ce qui arriva effectivement et c'est bien triste. Son frère aîné finira par se suicider d'une balle dans la tête quelques années plus tard car ne parvenant pas à s'adapter à la société. Il avait servi de modèle à son frère, il était donc normal qu'il ne s'en sorte pas mieux ou pire encore, plus violemment.

J'avais eu d'autres potes avant eux qui étaient des délinquants qui s'en sont bien sortis parce qu'ils devaient bosser pour vivre, il n'y avait pas les parents derrière pour leur filer des billets de 500 balles, il n'y avait pas de chômage non plus à l'époque, c'était plus facile de s'intégrer dans la société quand on s'appelait Kader, Rachid, Kamel ou Amid, tous d'origine algérienne.

Ce n'est pas le wahhabisme qui au départ fabrique les Chérif ou Kouachi, mais bien la société de Hollande ou le capitalisme en crise, c'est une fois qu'ils sont devenus des déchets de cette société pourrie qu'ils sont récupérés par les prédicateurs qui partagent avec les dirigeants de la classe dominante un sordide penchant pour la barbarie.

Pour conclure, attribuer un but politique aux opérations perpétrées par les fanatiques endoctrinés par des prédicateurs wahhabites c'est encore leur accorder trop de raison qu'ils n'ont pas ou plus. Leur but se situe dans l'au-delà, il est immatériel, d'où l'impossibilité d'avoir une emprise sur lui dès lors qu'ils sont fanatisés, ils sont pour ainsi dire perdus pour la civilisation humaine pour laquelle ils sont devenus de dangereux ou terrifiants ennemis.

Voyez avec quel aplomb ces gens-là ont défilé hier après-midi, je parle des dirigeants du vieux monde pourri dont le cynisme est sans limite, aux nombres de victimes innocentes dont ils portent la responsabilité dans le monde, les Chérif ou Kouachi auraient pu les citer en exemple ou s'en inspirer sans jamais pouvoir les égaler.

A quoi sert leur lutte contre le terrorisme.

Quand des djihadistes armés s'en prennent aux bâtiments publics, à la police, les mitraillent en Libye ou en Syrie, ce sont de braves défenseurs de la liberté d'expression ou de la démocratie, des rebelles modérés qui méritent le soutien des puissances occidentales, tandis que les tyrans qui gouvernent ces pays doivent être éliminés physiquement et leur pays bombardé ou détruit, leur population massacré...

Mais quand les mêmes barbares qu'ils ont fabriqués s'en prennent à des journalistes, à des policiers ou visent une communauté, ils deviennent des terroristes, des ennemis de la liberté d'expression, de la république et de la démocratie qu'il faut éliminer.

En fait ce sont les mêmes qui décrètent en fonction de leurs besoins qui doit vivre et qui doit mourir selon le principe du droit divin accordé à la monarchie absolue du marché.

En fait ce sont les mêmes qui décrètent en fonction de leurs besoins quel chef d'Etat ou de gouvernement, quel régime doit exister ou non, quel peuple doit ou non conserver sa souveraineté.

Cherchez l'erreur.

- L'Humanité - "L'adversaire, c'est le terrorisme et pas l'islam". Netanyahu a tenu hier le même discours (lire plus loin). La Tribune 11.01

Pourquoi tiennent-ils ce discours et ils sont loin d'être les seuls dans ce cas-là ?

Parce que le terrorisme n'a pas de visage, n'a pas de nom, du coup comme l'avait dit Bush et l'a répété par la suite Obama, la guerre contre le terrorisme peut durer indéfiniment et sert à justifier ou légitimer toutes leurs guerres, toutes leurs lois liberticides et répressives, la surveillance ou le contrôle renforcer des faits et gestes, pensées de la population pour mieux la formater au gré de leurs besoins, ceux du capitalisme en crise, du marché, et c'est de la sorte que pas à pas ils appliquent leur stratégie politique implacable qui conduit à l'établissement d'un nouvel ordre mondial ou une dictature mondiale.

Comment, vous ne l'avez pas senti venir dimanche ?

Pourquoi l'Humanité en est-il, devinez ?

On pourrait aller plus loin.

Quand ils disent que leur adversaire ou leur ennemi c'est le terrorisme, qui visent-ils, les Etats qui le financent et l'arment, bien sûr que non, du coup on épargnant ses véritables commanditaires ou ceux qui tirent les ficelles, non seulement ils s'en font les complices mais ils font en sorte que la population continue de croire que leurs gouvernants s'y opposent ou le combattent, elle est donc portée à les soutenir pendant qu'en réalité ils combattent un autre ennemi le prolétariat mondial, un chef d'Etat récalcitrant ou qui refuse de se soumettre à leur politique.

La population qui continue d'ignorer les réels intentions de leurs gouvernants croit soutenir une cause, alors qu'en réalité elle est manipulée et en cautionne une autre inavouable et abjecte.

Comment expliquer autrement qu'un chef d'un gouvernement d'extrême droite, d'un Etat génocidaire, raciste, appliquant l'apartheid, criminel, barbare, puisse manifester au côté de Hollande, Merkel, Cameron, Renzi, Roy, Juncker, sinon parce qu'il bénéficie d'une immunité, d'un privilège, d'une impunité pour tous les crimes monstrueux qu'il a commis et à venir et le règne de la terreur qu'il impose au quotidien aux Palestiniens depuis 1948, car agissant justement au nom de la lutte contre le terrorisme au nom de la démocratie et la liberté qu'ils partagent avec Obama ?

Tous se disent républicains, démocrates et attachés à la liberté d'expression pour couvrir leurs crimes et leurs entreprises terroristes, et lorsque des opposants à leur politique dénoncent leur imposture ils s'en servent encore pour les faire taire ou les éliminer parce qu'ils ne supportent pas qu'on mette en lumière leurs contradictions ou qu'on les démasque publiquement. Ils les ont donc confisqués et en font usage uniquement pour défendre leurs intérêts ou les besoins de la classe dominante. Donc ce qu'il en reste en réalité n'est plus qu'une coquille vidée de sa substance, les apparences d'une république, de la démocratie ou de la liberté d'expression.

Et s'agissant plus particulièrement de la liberté d'expression, elle ne se mesure pas en terme de droit, bien qu'il doit être préservé pour que l'on puisse en faire usage pour les combattre, d'où selon les circonstances la nécessité de la défendre, quand il vise ce droit, car sans ce droit on bascule sous un autre régime, une dictature absolue, elle se mesure en réalité en terme financier et en fonction des rapports qui existent entre les classes, ce qui se traduit par l'hégémonie écrasante de leur pouvoir ou la confiscation de la liberté d'expression au moyen des instruments de communication ou d'information qu'ils possèdent ou contrôlent qui leur permettent de diffuser leur propagande et d'atteindre absolument tous les foyers, ayant à leur disposition de colossales

moyens financiers et bénéfiant de subventions de l'Etat, tandis que leurs opposants en sont à diffuser leurs idées sur le marché le dimanche matin ou à l'entrée des usines, des bureaux ou entreprises, des écoles ou des universités pour les faire connaître à une infime minorité, ne parlons pas d'Internet qui est un bouillon de cultures et de parasites, difforme, impersonnel, immatériel, qui flatte ou incarne davantage des valeurs opposées à la liberté d'expression, d'où l'intérêt hystérique que lui porte la classe dominante à travers la promotion des réseaux sociaux bien mal nommés.

Il y aurait encore beaucoup de choses à ajouter sur ce sujet...

Se réclamer de la république, de la démocratie ou de la liberté d'expression en général comme le font nos dirigeants les place au côté des chefs d'Etat ou de gouvernement qui ont défilé dimanche à Paris. C'est de la démagogie à l'état pure, du populisme.

Qu'il nous soit permis de ne pas en être, s'il vous plaît, nous tenons à notre dignité et à nos principes.

La palme de l'imposture ou de la désinformation digne de Goebbels.

- Contre le terrorisme, la vérité comme force de frappe - Atlantico.fr

Parole d'internaute

- "La France se lève... surement pas, elle a été trop manipulée, de plus on lui cache la vérité depuis longtemps.

D'autre part le système infantilise les citoyens pour que le message d'Etat du genre "on s'occupe de tout passe facilement" et que les Français perdent tout esprit critique envers les castes dirigeantes. Les Français sont trop formatés pour se rendre compte de la situation réelle de l'Europe face à cette énorme menace. "

Mélenchon prétend le contraire.. parce que cela l'arrange et le régime aussi. (lire plus loin)

Haut de page

Le 11 janvier, le spectacle était garanti.

- Un énorme ballon «Je suis Charlie, flic, juif. Je suis la République» surplombe la place. leparisien.fr 11.01

1 million de personnes seraient attendues dans le cortège parisien, selon les informations de France 2.

Dispositif médiatique impressionnant. Sur la grande esplanade de la place de la République, côté Xe et XIe arrondissements, les télévisions étrangères ont mis en place un dispositif technique impressionnant: deux longs camions régie, des plateformes élévatrices, des kilomètres de câbles noirs jonchent le sol, une grue . Des camions satellites aux couleurs de télévisions anglaises, suédoises, belges, américaines, japonaises, et françaises sont rangés en ordre sous les fenêtres de la caserne de la Garde républicaine et devant les magasins Habitat et Go Sport. leparisien.fr 11.01

13h dimanche. A plus d'une heure du début de la marche républicaine, des milliers de personnes sont déjà sur la place de la République à Paris. francetvinfo.fr 11.01

Image aérienne au grand angle, où l'on peut observer que la place de la République est au quart vide.

Puis gros plan sur un angle d'accès à la place ou goulet d'étranglement où les gens s'entassent ce qui donne l'impression qu'une foule monstrueuse serait rassemblée sur la place alors que c'est loin d'être le cas.

Quelques heures plus tard.

- L'opinion internationale, les dirigeants ou maîtres du monde : Ce sont eux !

- Le cortège des dirigeants du monde au moment du départ de la marche républicaine - francetvinfo.fr 11.01

Même le nouveau chef de l'OTAN, Jens Stoltenberg, était de la fête.

Ayons une pensée pour les familles des millions de morts à travers le monde tombés sous les bombes de l'OTAN ou de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et chaque jour encore en Irak et en Syrie par leurs mercenaires d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

Il faut avoir à l'esprit le cynisme sans fond qui les anime...

- Les chefs d'Etat ont rejoint les familles des victimes.

- François Hollande salue chaque chef d'Etat ou de gouvernement.

- Le président de la République salue maintenant les proches des victimes - francetvinfo.fr 11.01

- 20 minutes. Trois petits tours et puis s'en vont.

- Les chefs d'Etat et François Hollande ont quitté la manifestation - francetvinfo.fr 11.01

Reste les naïfs ou les pigeons sur place, les proies ou les cibles faciles, ceux qui en fait en redemandent, des victimes innocentes ou des vendus, complices qui redorent leur bonne conscience qui ne dépasse pas un certain niveau... alimentaire :

Un petit point gastronomie dans ce direct. Des vendeurs de hot-dogs se sont installés le long du parcours de la marche, remarque une journaliste. francetvinfo.fr 11.01

- Le plus grand mouvement de foule depuis la Libération - 20minutes.fr

- Une journée de mobilisation exceptionnelle - Francetv info

- Manifestations: un "moment inouï, extraordinaire" et "historique" pour Valls - AFP

Jusqu'au dernier moment ils douteront de parvenir à mobiliser un million de personnes à Paris.

Voici un point sur les chiffres officiels qui nous parviennent. Ils proviennent des préfectures ou de la police, dans les différents rassemblements en France et en Europe :

A Marseille, plus de 60 000 personnes défilent.

A Rennes et à Saint-Etienne, plus de 60 000 personnes sont également rassemblées. La foule continue à affluer.

A Lyon, entre 150 000 et 200 000 personnes défilent, mais la police est encore en train d'affiner son bilan.

A Bordeaux (Gironde), au moins 100 000 personnes sont présentes à la manifestation républicaine selon une estimation provisoire des autorités.

A Colmar, 10 000 personnes se sont rassemblées ce matin. A Perpignan ils étaient 40 000 manifestants, dans cette ville de 110 000 habitants.

A Bruxelles, plus de 10 000 personnes sont rassemblées pour une marche "contre la haine". francetvinfo.fr 11.01

Faites le calcul. 300 000 + 700 000 = 1 million, le compte est bon, il doit l'être, il ne peut pas ne pas l'être.

Des cortèges dans toute la France. Plus de 300 000 personnes marchent aussi ailleurs en France, de Nouméa à Saint-Etienne en passant par Perpignan ou Colmar, au lendemain d'une journée qui a déjà vu 700 000 personnes manifester dans tout le pays. francetvinfo.fr 11.01

Digne les Bains (04), toute la population est dans la rue.

A Mâcon, Saône et Loire, plus de 10.000 personnes. Du jamais vu!

Plus de 25 000 Charlies à Saint-Brieuc, Cotes d'Armor

15000 personnes à Mulhouse

60 000 personnes à Clermont-Ferrand Un rassemblement de plusieurs kms

8000 personnes a Cannes (il ne manque plus que Monaco et Andore !)

- Au moins 600.000 personnes manifestent en province contre le terrorisme - AFP

La manifestation de Paris promettait d'être l'une des plus importantes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, au moins équivalente à celles de 1968 en soutien au général de Gaulle ou de 1984 pour l'école libre, qui avaient toutes deux rassemblé autour d'un million de personnes. AFP 11.01

- 3,7 à 4 millions de personnes ont marché en France pour Charlie - La Tribune

- Plus grande mobilisation jamais recensée en France, au moins 3,7 millions de personnes - 20minutes.fr

Cela témoigne du malaise social et politique qui existe dans ce pays où les masses ont un énorme besoin de s'exprimer, étouffent sous la chape de plomb du régime qui ne les ignore pas, les matraque en permanence.

Cette journée aura servi de soupape au gouvernement pour faire redescendre la pression devenue insupportable ou ingérable, d'où cet exercice d'union nationale, c'était un pari risqué car les masses pourraient en profiter pour prendre conscience de leur force quand elles sont unis, je n'y crois pas, tout va dépendre des mesures antisociales que le gouvernement va annoncé dans la foulée, il y a déjà la loi Macron, mais à mon avis les masses en ignorent pratiquement totalement le contenu et le danger, tout comme d'ailleurs le Pacte de responsabilité qui comprenait tout une batterie de mesures, c'était trop compliqué pour que les masses puissent s'y opposer ou se mobilisent sur ce thème, sans l'écrire j'avais même trouvé farfelu de faire campagne sur le mot d'ordre de son rejet bien qu'il soit juste politiquement, à suivre.

Union nationale, la lutte des classes est suspendue, vive la dictature !

La lutte des classes neutralisée, l'opposition au régime baillonnée, les libertés fondamentales suspendues avec l'interdiction de tout regroupement hormis leur marche Paris sous état d'urgence, militarisé, tribunaux d'exception.

- Marche républicaine : Hollande réunit gauche et droite pour la République - LeFigaro.fr

100% Karcher ou kascher c'est forcément mieux.

Un homme doit être jugé lundi en comparution immédiate à Nice pour «apologie d'actes de terrorisme» après avoir lancé à des policiers «100% Kouachi» - le nom des frères responsables de l'attaque de Charlie Hebdo, a-t-on appris de source judiciaire ce dimanche. Un autre homme sera également jugé lundi à Strasbourg. leparisien.fr 11.01

Voilà un décision judiciaire digne d'un régime despotique, de Doha ou Riad, d'Ankara, hier de Pinochet ou Franco, Hitler ou Pétain par exemple.

Manuel Valls a promis des mesures de sécurité à la hauteur. Elles seront draconiennes avec 2.200 hommes mobilisés, 10 stations de métro fermées, le stationnement interdit.

Cette manifestation intervient alors que le plan Vigipirate est à son niveau le plus élevé - "alerte attentat" - en Ile-de-France.

Dans le cadre de ce plan, 2.000 policiers et 1.350 militaires protègeront en outre les sites sensibles à Paris et son agglomération: sièges des médias, lieux de culte, écoles confessionnelles, bâtiments publics, représentations diplomatiques. AFP 11.01

Etat policier et forces de l'ordre militarisées : Le peuple en redemanderait, alors autant le satisfaire... pour une fois.

Voici une scène étonnante d'une "standing ovation" de la foule au passage des camions de police. Dans les commentaires, vous êtes nombreux également à rendre hommage au travail des forces de l'ordre. francetvinfo.fr 11.01

- Ce dimanche les Français aimaient leurs policiers - L'Express.fr

- Hommage inédit aux forces de l'ordre pendant les manifestations contre le terrorisme - LeMonde.fr

- "Merci la police ! La gendarmerie aussi ! ", scandé dans la marche de Paris - Francetv info

Comment imposer l'unité nationale à ceux qui n'en voulaient pas. La meilleure recette.

La couverture médiatique devrait être elle aussi exceptionnelle, comme elle l'a été tout au long d'une crise qui a été comparée à un "11 septembre" français.

Les journaux français lancent dimanche un appel unanime pour la défense des libertés et à la "résistance", quelques heures avant la marche parisienne.

Ainsi, Le Monde appelle à "marcher contre la terreur", le Journal du Dimanche souligne que "Le monde se lève", alors qu'Aujourd'hui en France/Le Parisien titre: "Ensemble". Libération paraît exceptionnellement avec en Une le "Je suis Charlie" emblématique de la mobilisation des Français.

(Normal, ils relaient en permanence la propagande de guerre de la classe dominante, il n'y a donc aucune raison qu'ils ne continuent pas, en pratiquant la désinformation à outrance ils auraient pu signer ces "attentats" qui sont leur oeuvre en réalité. - ndlr)

A l'Elysée, on a salué à la fois "la mobilisation internationale exceptionnelle" et l'"union nationale".

Selon un sondage Ifop Paris Match publié samedi soir : 97% des Français jugent nécessaire de faire preuve d'unité nationale. A noter que seuls 17% des Français avouent avoir peur, après les attaques, selon un sondage Odoxa, pour Le Parisien Dimanche/Aujourd'hui en France. AFP 11.01

Les 3% restants n'ont pas dû comprendre la question et se sont abstenus. De quelle manière le régime nazi a-t-il procédé pour retourner en sa faveur les travailleurs allemands qui peu de temps auparavant soutenaient les partis ouvrier ? Pas autrement, au moyen de la propagande en manipulant les consciences à partir de fausses informations.

Chacun sait que les résultats attendus d'un sondage sont fonction de la manière dont on pose une question et dans quelle circonstance. Peu importe le contenu qu'y ont donné les personnes interrogées, l'essentiel est que le résultat obtenu corresponde aux besoins de l'officine qui a commandé ce sondage de telle sorte qu'elle puisse l'exploiter par la suite. C'est un instrument de propagande comme un autre qui sert à dire ici : voyez, ce sont les travailleurs qui réclament l'union nationale derrière leur chef Hollande, gloire à lui... Demain ils légitimeront ses guerres au nom de la lutte contre le terrorisme, là c'est moins sûr qu'ils obtiennent le même résultat ou ce sera éphémère, souhaitons-le.

Leur propagande de guerre prend le nom du bourreau.

- " Charlie est devenu un nom universel." relève Romain Nadal, porte-parole du Quai d'Orsay. - leparisien.fr 11.01

Charlot n. m. ÉTymologie. 1748, nom du bourreau à Paris; n. commun, 1887; d'après le prénom Charles porté par différents bourreaux de Paris. (Le Grand Robert)

L'Internationale terroriste des va-t-en guerre mobilisée sous le signe du 11-septembre.

- Une union sacrée quasi-planétaire. - leparisien.fr 11.01

Une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, 130 pays en tout étant représentés.

- Marche républicaine : le monde entier à Paris pour «Charlie» - LeParisien.fr

- Fabius : "Paris sera la capitale mondiale de la résistance contre le terrorisme" - Francetv info

- Paris, capitale antiterroriste du monde - M6info

- Paris en capitale mondiale de la lutte contre le terrorisme. - leparisien.fr 11.01

- Hollande à ses ministres: "Paris est aujourd'hui la capitale du monde" - AFP

Les dictateurs, génocidaires, fachos, chefs ou suppôts d'Al-Qaïda et de l'Emirat islatique en seront (ou en étaient depuis) :

- Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou,
- Le ministre de l'Economie, Naftali Bennett (chef du parti d'extrême droite, le Foyer juif.)
- Le président du Conseil européen Donald Tusk (La Pologne a servi de base arrière à la préparation du coup d'Etat de l'Otan à Kiev)
- Le président ukrainien, Petro Porochenko, (Régime néonazi)
- Le président du gouvernement espagnol Rajoy (qui a adopté une une loi liberticide contre les manifestations en Espagne)
- Qatar. un frère de l'émir Cheikh Tamin Ben Hamad al-Thani pour Doha(Où les partis politiques sont interdits)
- Arabie saoudite. Nizar al-Madani, le numéro deux de la diplomatie de Riyad. (Où les partis politiques sont interdits)
- Le Premier ministre, Ahmet Davutoglu. (La Turquie détient le record du nombre de journalistes en prison.)
- Le président gabonais, Ali Bongo

Comment les sionistes exportent leur haine et leur guerre en France (à travers le monde).

Grille de lecture.

- Otage du Crif, soutien inconditionnel aux droits politiques du peuple palestinien !

- Etat d'exception, à bas l'Etat policier !

- Communautarisme protégé, encouragé, à bas le sionisme !

- Les représentants des organisations juives reçus à l'Elysée - Reuters

Les organisations juives de France, reçues dimanche par François Hollande, ont demandé une vigilance à la mesure de ce qu'ils considèrent comme "une situation de guerre", notamment sur les réseaux sociaux et dans les prisons.

Etaient présents : Le grand rabbin de France, Haïm Korsia, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Roger Cukierman, et le président du Consistoire israélite de France, Joël Mergui, les dirigeants du Fonds Social Juif Unifié, de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), de la Fondation pour la mémoire de la Shoah et du Mémorial de la Shoah.

"Il nous a été dit que toutes les écoles, toutes les synagogues seraient protégées, si nécessaire, au-delà de la police par l'armée", a déclaré Roger Cukierman, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif).

"Il faut aussi que les prisons cessent d'être des lieux de formation de djihadistes, et puis si c'est nécessaire il faut que tous ceux qui sont supposés être des djihadistes sur le territoire national fassent l'objet de mesures préventives, peut-être électroniques", a-t-il ajouté. "Il faut que des mesures soient fortes parce que nous sommes dans une situation qui est une situation de guerre."

Sacha Riengewirtz, président de l'Union des étudiants juifs de France, a insisté sur l'importance de délivrer un message "plus fort que la terreur".

"'Je suis Charlie, je suis juif, je suis flic et nous sommes la République'. C'est le message que des milliers de personnes porteront aujourd'hui en ce temps d'unité nationale", a-t-il dit. Reuters 11.01

Nous ne doutons pas un instant que vous ferez tout pour l'entretenir (la terreur).

- David Cameron : La menace terroriste sera présente «pour encore beaucoup d'années». - leparisien.fr 11.01

Notre ennemi n'est pas le judaïsme, mais le judaïsme radical, extrémiste : Le sionisme.

- Netanyahu et Hollande à la Grande synagogue de Paris sous les ovations - AFP

- Netanyahu : «Notre ennemi commun c'est l'islam radical, extrémiste, pas l'islam normal». - 20minutes.fr

Le dirigeant de l'Etat hébreu a prononcé un long discours à la Grande synagogue de la Victoire, au coeur de la capitale, lors d'une cérémonie en hommage aux 17 personnes tuées dans les attentats parisiens de cette semaine, dont quatre juifs. «J'apprécie la position très ferme et la détermination du président François Hollande et du Premier ministre Manuel Valls contre le nouvel antisémitisme et contre le terrorisme», a-t-il souligné, en l'absence des deux membres de l'exécutif français, partis peu avant. AFP 11.01

Le "nouvel antisémitisme" est aussi vieux que l'Etat Juif de Theodor Herzl, qui l'avait remis au goût du jour en le théorisant et en lui donnant le contenu qu'on lui connait aujoud'hui : le sionisme. Netanyahu peut associer antisémitisme et terrorisme puisqu'ils

sont les marques de fabrique de l'Etat Juif. Qui terrorise le peuple palestinien depuis 1948 sinon les sionistes.

Les juifs sont instrumentalisés par cette pourriture ou en sont les otages, alors qu'ils vivaient en paix avec les Arabes musulmans, chrétiens ou athées jusqu'en 1947. Et c'est l'ONU qui en décrétant le partage de la Palestine et la création de deux Etats, allait favoriser et légitimer de fait l'annexion morceau par morceau de la Palestine par les sionistes jusqu'à nos jours, car bénéficiant du soutien financier et militaire des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France notamment.

Comme quoi ils sont bien communautaristes et xénophobes.

Les quatre juifs tués par le jihadiste Amedy Coulibaly lors de l'attentat contre un supermarché casher à Paris seront enterrés mardi matin en Israël, annonce un responsable communautaire. francetvinfo.fr 11.01

Un "espoir" et des annonces en cascade ou l'engrenage infernal de la terreur. La guerre sous la houlette impériale des Etats-Unis !

Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, parle de guerre «contre les barbares». «On nous fait la guerre mais nous ne sommes pas en guerre. Il faut que l'on se donne les moyens d'affronter des barbares qui menacent nos modes de vie.»

(Ils ont dû se passer le mot, car dans l'interview que Mélenchon donnait au Monde pratiquement au même moment, il déclarera : "Il faut utiliser les bons mots : nous ne sommes pas en guerre en France. Quand on est guerre, il faut nommer l'ennemi." Libye, Mali, Centrafrique, Syrie, Irak, non la France n'est pas en guerre, ce sont juste des opérations de maintien de la paix au nom de la liberté et la démocratie, comme en Afghanistan ou en Serbie.

Mélenchon reprend en réalité à son compte à la lettre la propagande des néolibéraux ou du gouvernement américain engagé dans le lutte contre le terrorisme, qui parce qu'ils sont aux commandes ont besoin de mettre un nom derrière l'ennemi pour que le peuple américain soutiennent leurs interventions militaires alors quelles ne serviront pas à lutter contre le terrorisme mais à justifier la détruction des Etats qui seront à leur tour caractérisés de terroristes.

En réalité la notion de lutte contre le terrorisme est indéterminée, ouverte à tout genre de spéculation ou d'instrumentalisation, si vague et sans visage de telle sorte que tout Etat ou parti politique qui résisterait ou s'opposerait à l'hégémonie américaine pourrait être qualifié du jour au lendemain de terroriste et justifier que les Etats-Unis l'attaquent ou liquident ses dirigeants, ainsi les Etats-Unis non plus ne sont pas en guerre, ce sont des forces invisibles ou hostiles qui lui ont déclaré la guerre ou il ne fait que répondre à l'appel au secours des peuples qui en sont victimes, sa croisade doit donc être assimilée à une oeuvre civilisatrice contre les forces du mal au profit des forces du bien qui ont la légitimité (o ule soutien) internationale de leur côté et la boucle de l'imposture est bouclée.

C'est ainsi que l'impérialisme français n'a pas besoin de déclarer officiellement la guerre à la Syrie pour mener sa guerre contre l'Etat syrien, il lui suffit de livrer des armes aux djihadistes d'Al-Qaïda ou du Front Al-Nosra qui combattent l'Etat syrien à la place de son armée.

On se demandera si Mélenchon est un crétin ou s'il le fait exprès, car il a besoin d'une déclaration de guerre rédigée en bonne et due forme pour s'apercevoir qu'un pays est en guerre contre un autre, il en est encore là ou il s'en fout, il ne se sent pas vraiment concerné. Il est plus probable que Mélenchon ne comprenne pas grand chose au développement de la situation mondiale, ce qui n'a pas vraiment d'importance pour lui et son entourage puisqu'ils en sont tous au même point, à brasser du vent et en vivrent grassement. - ndlr)

Poursuivons l'analyse de la déclaration du président de l'UDI.

A notre connaissance aucun Etat au Proche ou au Moyen-Orient, en Asie ou en Afrique n'a déclaré la guerre à la France ou une puissance occidentale, il s'agit donc là d'une énorme contrevérité. Forces d'occupation françaises hors d'Afrique, du Proche et duMoyen-Orient ! C'est votre armée qui en réalité menace les modes de vie de tous les peuples partout où elle est présente. - ndlr)

«Il y a le temps de l'émotion et celui de la détermination puis le temps de l'analyse et de l'action.» a-t-il déclaré au micro de BFMTV. « Il faut mettre des moyens, les policiers ne sont pas assez nombreux. Il y a eu le 11 septembre 2001, j'espère qu'il va il y a avoir le 11 janvier 2015.» a-t-il conclu. leparisien.fr 11.01

Il faudra encore attendre un peu plus d'un mois avant la prochaine offensive annoncée.

Les Etats-Unis accueilleront le 18 février un sommet pour réfléchir aux moyens de lutter contre "l'extrémisme violent dans le monde", annonce le ministre de la Justice américain Eric Holder, à l'issue de la réunion internationale contre le terrorisme à Paris. leparisien.fr 11.01

D'ici là ils pourraient museler les opposants à leur politique impérialiste qui s'expriment par le canal d'Internet.

Les ministres de l'Intérieur de 11 pays européens et le ministre de la Justice américain, Eric Holder, jugent "indispensable" le partenariat avec les opérateurs de l'internet pour identifier et retirer rapidement les "contenus incitant à la haine et à la terreur", selon une déclaration commune rédigée aujourd'hui à Paris. leparisien.fr 11.01

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud.

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve a également annoncé qu'une réunion des ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'UE aurait lieu vendredi prochain pour coordonner les actions, les textes européens étant selon lui insuffisants pour faire face à la menace. Reuters 11.01

Un attentat prévisble et tant espéré !

Les autorités françaises avaient décidé délibérément de ne pas tenir compte des informations qui avaient été transmises par les autorités yéménites.

Les deux frères Chérif et Said Kouachi, auteurs de l'attaque contre Charlie Hebdo, ont bien été formés au maniement des armes au Yémen en 2011, confirment des sources à Sanaa (Yémen). Ils ont rejoint un camp d'entraînement d'islamistes dans le désert de Marib, bastion d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa). "Ils sont restés deux semaines", précise un responsable à Sanaa. leparisien.fr 11.01

Trop tard, pas de bol décidément.

- La police a trouvé la "planque" d'Amedy Coulibaly - L'Express.fr

Comment effacer les traces compromettantes de leur implication dans le terrorisme international.

Il n'y a "pas d'information crédible" qu'Al-Qaïda soit derrière les attentats de Paris, déclare le ministre de la Justice Eric Holder. francetvinfo.fr 11.01

Qui a financé et armé Al-Qaïda et l'Emirat islamique sinon les Etats-Unis et les puissances occidentales dont la France, les pays du Golf Persique, la Turquie. Ils ont commencé par la Libye et poursuivi avec l'Irak et la Syrie.

Populisme et bonne conscience, les complices du règne de la terreur

Apparemment Porochenko ou Netanyahu le gêne moins que la dernière cible des Américains.

- Jean-Luc Mélenchon, Parti de gauche: "Tous les chefs d'Etat qui sont là qui ne devraient pas y être comme (Viktor) Orban, le chef de l'OTAN qui ne sait même pas ce que c'est Charlie Hebdo, on s'en fiche. Ils sont minoritaires. Ces attentats étaient des actes politiques (...). Il faudrait revoir notre système de prisons, c'est là qu'ils (les jihadistes) se sont radicalisés". AFP 12.01

Le charlatan avouera dans une interview donnée au journal Le Monde qu'il ne connaît même pas le nom du nouveau chef de l'OTAN, Jens Stoltenberg. Vous, oui, lui, non, c'est son boulot.

Quel pauvre type, minable pantin, agent du régime, Mélenchon est une vraie pourriture car qu'est-ce qu'il fait ici, il dit que ces attentats étaient politiques mais sans les imputer à ceux qui ont armés les bras de ses exécutants et sans nommer ceux qui en profitent sinon à quoi bon, qu'il blanchit puisqu'en plus il leur donne des conseils !

Mélenchon est un crétin disions-nous, vérifions-le une nouvelle fois.

Mélenchon- La marche, c'est une marche de fraternité républicaine. Dans notre malheur, nous sommes frappés à l'endroit qui nous permet de donner le meilleur de nous-mêmes. Les gens sont là pour la liberté, pour l'égalité, pour la fraternité. C'est un jour qui est refondateur.

(Refondateur de la Palestine avec Netanyahu comme Premier ministre, bravo monsieur Mélenchon ! - ndlr)

Mélenchon - ... Comment voulez-vous que je me sente concerné par la présence du secrétaire général de l'OTAN ? Je ne sais même pas comment il s'appelle. Les gens qui sont là n'ont pas aboli leur esprit critique du fait de l'émotion qu'ils ressentent. Ils savent parfaitement ce qu'ils font là, avec qui ils sont et contre qui ils sont.

(Qu'il nous soit permis de douter fortement de leur capacité à avoir développé un esprit critique auquel cas ils n'auraient pas manifesté au côté de l'OTAN lié au coup d'Etat néonazi de Kiev, qui a bombardé 7 pays à population majoritairement musulmane au cours des 13 dernières années, bombardement qui furent à l'origine de la formation de la plupart des mouvements wahhabites terroristes, dont ceux qui ont donné une formation militaire aux frères Kouachi et à Coulibaly et leur ont sans doute fourni les armes pour réaliser leurs "attentats".

C'est justement parce qu'ils ne comprennent rien à la situation qu'en désespoir de cause ils ont manifesté avec leurs bourreaux, preuve s'il en est de leur ignorance ou leur incohérence, de la médiocrité de leur niveau de conscience politique.

Qu'ils soient animés de bonnes intentions pour la plupart, on n'en doute pas un instant, mais cela n'a jamais fourni une orientation politique consciente conforme aux intérêts des travailleurs. Faire croire le contraire, c'est flatter leur ignorance et les instrumentaliser, qu'on ne compte pas sur nous pour en être, nous appelons les travailleurs et les militants à regarder la réalité en face ou à faire preuve de lucidité, à se détourner du PG et du FdG qui n'ont aucun scrupule et exploite leurs faiblesses pour le compte du régime en place. Car qui a intérêt à les tromper, à faire en sorte qu'ils ne parviennent pas à élever leur niveau de conscience au point de refuser toute collusion, toute collaboration, toute compromission avec leur ennemi, qui à part le régime qu'ils doivent combattre et renverser pour prendre le pouvoir - ndlr)

Mélenchon - ... Il y a des gens qui n'ont pas arrêté une seule seconde de jeter de l'huile sur le feu. Mme Le Pen n'a pas arrêté : dès qu'il y a trois morts, elle réclame le retour de la peine de mort. Encore des morts ! Elle fait partie du problème que nous avons à régler. Tout le monde serait beaucoup plus détendu si on savait qu'on ne l'avait pas sur le dos, elle qui est prête à venir capitaliser sur les peurs. Il y a des gens qui sont un problème, d'autres une solution. Le tout, c'est de ne pas se tromper. Nous vivons un moment reconstructeur du peuple français. Les gens viennent là sans abdiquer aucune de leurs différences, de classes, de religions, pour proclamer ce qui les rassemble.

(Le problème ce serait plutôt les falsificateurs, les traitres qui pllulent au sein du mouvement ouvrier ou s'exprime en son nom et en sont pour cette raison les pires ennemis, parmi eux l'illusionniste Mélenchon.

Qu'est-ce qui peut rassembler des monarques de régime féodaux tyranniques, des oligarques soutenus par des néonazis, des ploutocrates, des dictateurs, des représentants d'une institution militaire qui a des millions et millions de morts innocents à son actif, des représentants du CAC40, des représentants de l'obscurantisme... et de simples travailleurs toutes couches confondues, sinon le pire dont les uns ont conscience et les autres non parce qu'ils sont trop faibles et manipulés.

Il est certain que les premiers n'ont jamais eu l'intention d'abdiquer "leurs différences" ou plutôt leurs droits qu'ils estiment légitimes, quant aux seconds la question ne se pose pas, parce qu'ils n'en ont pas réellement conscience ou sont incapables de se situer sur leur propre terrain de classe, ce qu'ils viennent de démontrer ici. Le nier ou ne pas le mettre en évidence comme le fait Mélenchonn revient à leur interdire d'y parvenir ou de trouver la voie de l'affrontement politique avec la classe dominante, ce qui est logique puisque Mélenchon est lié au régime en place. - ndlr)

Mélenchon - ... Le Patriot Act a été une catastrophe totale. C'est avec ce genre de loi que la situation s'est dégradée. La terreur a commencé à se répandre quand nous nous sommes mis à bombarder à tort et à travers. On pensait régler des problèmes qui sont d'une autre nature, des problèmes politiques. Les propos de l'UMP ou de l'extrême droite vont flatter les scrogneugneux de salon, qui vont faire des mouvements de menton, mais ils ne réfléchissent pas. Les assassins étaient entrés en prison sans idées politiques, ils en sont ressortis fanatisés.

(Mélenchon parle à tort et à travers de ce qu'il ne connaît pas. Le Patriot Act concernait en premier lieu les Américains, la population vivant sur le territoire américain livrée à une loi d'exception digne d'un Etat d'urgence qui a conduit au renforcement sans précédent de la militarisation de la société, sa mise sous surveillance, etc. Et voilà Mélenchon qui délire sur les bombardements "à tort et à travers", à croire qu'il en légitimait certains, qui plus est en employant une formule inclusive ou en disant "nous" qui le trahit, cela en fait un double crétin !

A l'entendre parler sur un ton doctoral, les maîtres du monde, dont apparemment il partage les cyniques préoccupations, feraient face à des problèmes politiques qu'ils sont incapables de régler et qu'il se propose de régler à leur place ou il se propose de leur fournir des solutions pour en venir à bout, généreuse intention dont ils vous seront gré assurément monsieur le bouffon. Et en quoi consisteraient les problèmes politiques auxquels est confrontée la classe dominante au pouvoir ? Les prisons, il n'a trouvé que cela, il n'a rien ajouté, ce que vous pouvez vérifier au passage suivant. Hallucinant, ridicule, cela en fait un triple crétin !

Hier un petit délinquant ou braqueur qui entrait en prison pouvait en sortir gangster, l'ascenceur social fonctionnait (sic!), il pouvait monter d'un cran dans la hiérarchie de la mafia ou du crime organisé et en vivre, le mode de vie était confortable et le prix du risque offrait des compensations non négligeables de telle sorte qu'il donnait un sens à leur vie, de nos jours les choses se sont nettement compliquées et la concurrence est rude. Les possédants ont sécurisé leurs richesses et les dépouiller est devenu tout un art, nécessite des compétences dans des domaines techniques qui ne sont pas à la portée du premier voyou venu, la société est placée sous haute surveillance, reste la gâchette qui finit très mal généralement et donc n'en vaut pas la chandelle,

tout cela pour dire que ce débouché est réservé à une élite dont ne fait pas partie le petite branleur d'une cité.

La société ne lui offrant aucune alternative ou ne pouvant pas y trouver sa place, s'il est de préférence musulman il pourra subir un lavage de cerveau qui le convaincra que la vie ne vaut pas le coup d'être vécu au point de s'en débarrasser pour peu qu'on lui en fournisse l'occasion sans qu'il ait à le regretter par la suite puisqu'il sera mort. Reste à trouver le support sur lequel viendra se greffer sa détermination pour atteindre son objectif, le wahhabisme va lui offrir sur un plateau et le paradis en prime. Il hait la société et il se hait lui-même, encore que, il faudrait qu'il ait conscience d'exister, sans avenir ce n'est pas certain, alors l'idée de sa propre mort le laisse indifférent ou insensible, et quand il est sensible au sort de certains musulmans, c'est en estimant qu'ils doivent accepter si nécessaire de mourir en martyr. Aucun jugement ne peut l'atteindre, il est déjà dans l'au-delà ou plutôt nulle part pour ce qui nous concerne. - ndlr)

Mélenchon - Il faudrait peut-être se poser la question de savoir comment on utilise la prison. Le maître mot aujourd'hui, c'est le discernement. Il faut utiliser les bons mots : nous ne sommes pas en guerre en France. Quand on est guerre, il faut nommer l'ennemi. Les assassins sont des citoyens français, cela voudrait donc dire qu'il y a un ennemi de l'intérieur. J'ai dit au président de la République qu'il fallait faire très attention au vocabulaire. Il m'a dit qu'il était d'accord, ce qui dans son cas ne signifie pas grand-chose. S'il pouvait en parler à son premier ministre, ce serait parfait.

(Il a oublié que Fabius était en guerre contre Assad qu'il a estimé indigne d'exister, donc contre la Syrie. Le voilà crétin pour la quatrième fois, il s'est adressé à Hollande et il ne l'a pas reconnu dans le rôle de l'ennemi de l'intérieur, franchement il faut le faire. Trop c'est trop, finalement Mélenchon n'est pas un crétin, il conseille à Hollande de faire un effort de sémantique pour mieux enfumer les travailleurs, c'est un vendu, il roule pour le régime.- ndlr)

Comme quoi ceux qui ont critiqué Pétain lui ont fait un vilain procès d'intention.

- L'économiste Jacques Sapir "Ce qui est plus important que la question de la récupération, c'est qu'un maximum de personnes participe à cette manifestation. Ça nous permettra de mieux lutter contre les divisions dans la société française." Francetv info 11.01

(Et comme ceux qui prétendent "lutter contre les divisions dans la société" s'associent à ceux qui sont responsables de ces divisions ou les entretiennent (le PS notamment), vous aurez compris qui en profitera. Le terme qui caractérise le mieux les économistes et la plupart des intellectuels, c'est impuissance ou atteint de sénilité précoce. - ndlr)

Mauvaise volonté ou mauvaise conscience ?

- PhilippeTorreton sur le plateau de France 3. "Ce n'est pas facile de leur dire (aux enfants - ndlr) que ces gens sont morts parce qu'ils dessinaient" Francetv info 11.01

Voilà une pensée profonde qui ne dépasse pas le stade du néant en se proposant de remplir un océan, excusez-moi pour le vers, libre s'il vous plaît, c'est sorti tout seul et sans forcer.

Il est bien connu que tous les dessins se ressemblent et que leur signification est mystérieuse... pour un abruti de ce genre, je ne le connais pas et je gagne assurément à ne pas le connaître, il y a des gens comme cela.

Pathétique, un pauvre type de plus.

- Patrick Pelloux en larmes dans les bras de Hollande lors de la marche républicaine - Francetv info

Quelle cause peut être mondiale pour les représentants du vieil ordre capitaliste, sinon celle de tenter de le sauver ? Et de sauver leur peau avec.

"Il y a des représentants de tous les pays du monde parce que la cause est mondiale", a déclaré le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius, lors de l'émission Le grand rendez-vous Europe 1-iTELE-Le Monde. "La réaction des Français et maintenant la réaction du monde est sans précédent." Reuters 11.01

C'est marrant quand il s'agit de la faim dans le monde ils n'en font pas tout un plat, ils doivent être repus.

Exploitation politique à l'échelle planétaire.

Une caution pour aller bombarder la Syrie et l'Irak.

La France montre qu'elle est et reste une grande démocratie au message universel et apporte le démenti le plus clair à tous ceux

qui pensaient le pays endormi, comme condamné au déclin. Quelque chose s'est passé en France ce dimanche qui montre que le pays est prêt à se réveiller et à s'unir quand les valeurs fondamentales qui nous rassemblent sont menacées.

Alors que la France et le Royaume-Uni sont en première ligne dans la guerre contre le terrorisme, en Irak contre l'Etat islamique ou en Afrique, la question de l'unité de la diplomatie et de la défense européenne va aussi revenir au premier plan.

Apporter des réponses politiques et sécuritaires à la menace terroriste.

La France devra-t-elle comme les Etats-Unis prendre des mesures de restriction de certaines libertés publiques pour combler les failles qui sont apparues dans notre arsenal anti-terroriste ? Faudra-t-il voter l'équivalent d'un « Patriot act », ce dont s'inquiète déjà les défenseurs des libertés ?

Pour le chef de l'Etat, ce moment « Charlie Hebdo » est un levier majeur pour renverser la vapeur et regagner en crédibilité dans l'opinion. latribune.fr 11.01

Haut de page

Le 13 janvier 2015

CAUSERIE

A minuit, Yahoo US a bloqué ma boîte aux lettres le 11 janvier (pure coïncidence) "An incident 150113-023948 has been created for you", parce que je suis censé habiter en France alors que je réside en Inde, la police veille. Ils ont créé un "incident" le 11 janvier, merci on est au courant, la formule est explicite.

Pour m'écrire utilisez l'adresse : jctardieu@outlook.fr

11h15 en France, 15h45 en Inde, 65 articles ont été ajoutés. Les articles de décembre ont été archivés et la causerie de décembre a été formatée en pdf.

On complète la causerie de ce matin.

Quelle liberté de la presse?

Celle de Dassault, de Lagardère, de Bergé, Pigasse et Niel, celle de Drahi ou Rothschild, de Pinault ou d'Arnaud ?

Bref, des marchands de canons, des banquiers qui financent toutes les guerres, des oligarques, des milliardaires...

Celle qui occulte, manipule, tonque, déforme la réalité ?

Celle qui se livre à l'auto-censure pour plaîre à ses banquiers ?

Celle qui a remplacé le compte-rendu des faits par la propagande du gouvernement, du patronat, de la Bourse, du régime, de l'UE, de l'Otan, du Pentagone, de Washington ou Tel-Aviv ?

Quelle monstrueuse imposture !

Boycotter les médias, c'est boycotter la guerre, la politique du gouvernement, de Washington et Tel-Aviv !

Regardez, je vis en Inde, je ne lis aucun journal, je n'écoute aucune radio, je ne regarde plus la télé et pourtant j'arrive à être parfaitement informé sur ce qui se passe dans le monde, donc c'est possible. Et franchement, même sans bosser je n'ai vraiment pas le temps de m'emmerder, je n'ai même pas le temps de faire tout ce que j'ai à faire en dormant très peu et sans pendre une minute de repos. Je voudrais bien lire un peu de littérature mais je n'ai pas le temps.

Être ou ne pas être Charlie – là n'est pas la question - Union Juive pour la Paix - legrandsoir.info 09.01

Mais Charlie Hebdo a mené une bataille politique. Et occulter et faire oublier dans quel contexte il publiait ses caricatures faisait

partie de sa bataille politique.

Peut-on imaginer des caricatures émanant de journaux progressistes critiquant la religion juive pendant les années trente au moment de la montée de l'antisémitisme et de la persécution des juifs ? Et nous ne parlons pas ici de caricatures antisémites de l'époque mais de caricatures critiquant la religion juive.

Comment la critique des religions pourrait-elle faire abstraction du rapport dominant/dominé ? Critiquer les religions cela se fait aussi dans un contexte, dans un moment politique qui n'est aucunement neutre à l'égard des musulmans. Les actes de Charlie Hebdo, et les caricatures et les articles sont des actes et ont participé au développement de l'islamophobie en France. Développement du mépris et du racisme à l'encontre de tous les musulmans, des lois chargées de protéger « *la laïcité à la française* » contre eux, des mosquées attaquées, des agressions physiques contre des gens "d'apparence musulmane". Leur désignation comme boucs émissaires de la crise économique et sociale, qu'ils subissent aussi et souvent en première ligne, à l'aide des « *amalgames* » est en marche depuis des années.

Des ghettos et des discriminations, il n'en est pas question aujourd'hui, l'« union nationale » peut se faire avec le sang de tous ces morts, contre les musulmans, des mosquées brûlent déjà (encore), le terrain a été préparé de longue date. (Bureau national de l'UJFP le 9 janvier 2015)

Terrorisme musulman : à qui la faute ? (Counterpunch) - legrandsoir.info 11.01

Presque tous les mouvements radicaux de l'islam d'aujourd'hui, partout dans le monde, sont liés au wahhabisme, une secte réactionnaire ultra-conservatrice de l'Islam, qui contrôle la vie politique de l'Arabie Saoudite, le Qatar et d'autres fidèles alliés de l'Occident dans le Golfe.

Pour citer le Dr Abdullah Mohammad Sindi :

« *Selon les archives historiques, il est très clair que, sans l'aide des Britanniques, ni le wahhabisme, ni la Maison des Saoud n'existeraient aujourd'hui. Le wahhabisme est un mouvement fondamentaliste d'inspiration britannique dans l'Islam. Grâce à sa défense de la Maison des Saoud, les États-Unis soutiennent également le wahhabisme directement et indirectement indépendamment des attaques terroristes du 11 Septembre, 2001. Le wahhabisme est violent, d'extrême-droite, ultra-conservateur, rigide, extrémiste, réactionnaire, sexiste, et intolérant ...* »

L'Occident a donné son plein appui aux wahhabites dans les années 1980. Ils ont été utilisés, financés et armés, après que l'Union Soviétique eut été attirée dans l'Afghanistan et dans une guerre acharnée qui a duré de 1979 à 1989. À la suite de cette guerre, l'Union Soviétique s'est effondrée, épuisée à la fois économiquement et psychologiquement.

Les Moudjahidine, qui combattaient les Soviétiques ainsi que le gouvernement de gauche à Kaboul, ont été encouragés et financés par l'Occident et ses alliés. Ils sont venus des quatre coins du monde musulman, pour livrer une « guerre sainte » contre les infidèles communistes.

Selon les archives du Département d'Etat des Etats-Unis :

« *Des contingents de soi-disant Arabes afghans et de combattants étrangers voulaient mener le djihad contre les communistes athées. Parmi eux était un jeune Saoudien nommé Oussama ben Laden, dont le groupe arabe a fini par devenir al-Qaïda* »,

Parmi les groupes radicaux musulmans créés et injectés dans divers pays musulmans par l'Occident, on trouve al-Qaïda, mais aussi, plus récemment, ISIS (également connus comme ISIL – ou Etat Islamique - NdT). ISIS est une armée extrémiste qui est née dans les « *camps de réfugiés* » sur les frontières turco-syriennes et jordanosyriennes, et qui a été financés par l'OTAN et l'Occident pour lutter contre le gouvernement syrien (laïc) de Bachar al-Assad.

Ces implants radicaux ont servi à plusieurs fins. L'Occident les utilise comme des sous-traitants dans les guerres menées contre ses ennemis - les pays qui sont encore à travers du chemin de la domination totale du monde par l'Empire. Ensuite, à un moment donné, lorsque ces armées extrémistes « *échappent à tout contrôle* » (elles le font toujours), elles pourront servir d'épouvantails et comme justification de la « *guerre contre le terrorisme* », ou, comme lorsque ISIS a pris la ville de Mossoul, comme une excuse pour un réengagement des troupes occidentales en Irak.

Des histoires sur les groupes musulmans radicaux ont été constamment exposées sur les premières pages des journaux et des magazines, ou montrées sur les écrans de télévision, rappelant aux lecteurs « *à quel point le monde est vraiment dangereux* », « *combien l'intervention de l'Occident est importante* », et par conséquent, combien la surveillance est importante, combien les indispensables mesures de sécurité le sont ainsi que les énormes budgets de « *défense* » et les guerres contre d'innombrables Etats voyous.

D'une civilisation pacifique et créative, qui penchait vers le socialisme, les nations musulmanes et l'Islam luimême, se sont retrouvés soudainement désorientés, dupés, déjoués, infiltrés par des implants religieux et idéologiques étrangers, et transformés par les idéologues et les propagandistes occidentaux en une « menace considérable », les sommets et les symboles du terrorisme et de l'intolérance.

Quelques heures plus tôt.

Je suis en train de former les adresses d'une quarantaine d'articles qui seront mis en ligne dans quelques heures.

Pour patienter, voyons-y plus clair.

Un article à lire, télécharger, photocopier, diffuser partout où c'est possible, le faire connaître autour de nous, c'est notre devoir de militant ouvrier : Les terroristes parisiens étaient financés par un invité d'honneur du Pentagone… (13.01)

- Les terroristes parisiens étaient financés par un invité d'honneur du Pentagone… (mondialisation.ca) (12.01.15)

L'article mis en ligne ce matin rassemblent suffisamment de preuves qui permettent d'affirmer que les gouvernements américain et français étaient les véritables commanditaires des attentats du 7 janvier 2015 à Paris et en portent l'entière responsabilité, à quel niveau ou comment ils se sont répartis les rôles est accessoire à l'heure qu'il est et sera clarifié par la suite.

Maintenant que ces éléments sont publiés dans un portail connu mondialement et plus particulièrement par tous les médias et partis politiques, les dirigeants syndicaux, etc. je vous invite à examiner dans les jours et les semaines qui viennent les déclarations ou positions adoptées par les uns et les autres qui permettront dans la mesure où ils les reprendront à leur compte ou les censureront, de déterminer avec précision leur véritable nature, de démasquer les complices ou les traitres, dans quel camp ils combattent réellement, tout silence aura valeur de complicité avec les assassins ou l'impérialisme américain, le gouvernement français.

Nous attirons particulièrement l'attention des militants et des travailleurs.

Il faut faire preuve en la matière d'une rigueur absolue, le droit à l'erreur n'existe pas (tout comme le droit à l'oubli), car la reconstruction du mouvement ouvrier sur des bases saines dépendra de notre capacité et de notre volonté à départager les vrais socialistes des agents de l'impérialisme dans nos rangs, cette condition indispensable, et si par malheur nous échouions à la remplir, l'humanité serait livrée au chaos et à la guerre pour une durée indéterminée ou jusqu'à l'extinction, la disparition de la civilisation humaine.

Nous partageons cette appréciation sur le rôle de Charlie Hebdo agent du néolibéralisme.

- "Par son recours à des caricatures grossières et vulgaires véhiculant une image sinistre et stéréotypée des musulmans, Charlie Hebdo rappelle les publications racistes à peu de frais qui ont joué un rôle important en encourageant l'agitation antisémite qui avait balayé la France durant la célèbre affaire Dreyfus qui avait éclaté en 1894 après qu'un officier juif eût été inculpé et accusé à tort d'espionnage pour le compte de l'Allemagne. En attisant la haine populaire contre les juifs, le quotidien La Libre Parole, édité par le tristement célèbre Edouard Adolphe Drumont, utilisa de manière très efficace des caricatures qui faisaient appel à des processus antisémites bien connus. Les caricatures servirent à enflammer l'opinion publique en incitant des hordes contre Dreyfus et ses partisans, tels Emile Zola, le grand romancier et l'auteur de «J'accuse»." (WSWS - David North)

Une vidéo

Giulietto Chiesa sur l'attentat à Charlie Hebdo (TV italienne)
https://www.youtube.com/watch?v=IUh20vtEq9g

Etat policier, militarisation de la société et dictature mondiale.

Vous n'avez pas voulu prendre en compte leur stratégie politique du nouvel ordre mondial, vous avez méprisé ceux qui y faisaient référence sous prétexte que parmi eux figuraient des illuminés ou des membes de l'extrême droite, vous avez eu tort, il s'installe sous vos yeux. Ce sujet ne vous intéressait pas, vous avez eu tort, vous êtes passé à côté de l'essentiel aveuglé par les apparences trompeuses, la soi-disant nécessité d'obtenir des résultats immédiats, de se concentrer uniquement sur des questions sociales pendant qu'ils étaient en train de préparer un dispositif politique explosif qui allait relayer aux oubiettes vos petites préoccupations personnelles, vous allez y être contraint dorénavant que vous le vouliez ou non, à moins que vous vous accommodiez de l'ordre policier et militaire établi dans votre pays.

Vous ne voulez toujours pas vous engager en politique, vous avez raison, laissez-les agir et décider à votre place dans quelle

société vous allez vivre, il se pourrait que vous vous en mordiez les doigts un jour, quand il sera trop tard.

Bref, ils ont créé les conditions politiques permettant d'adopter des lois d'exception comparables à celles qui existent sous les dictatures militaires, ce qui était encore impensable la veille encore.

Ce n'est pas bien grave diront les plus naïfs, la vie continue comme avant, pas vraiment en réalité, voyez à quel degré de puréfaction en sont arrivés les Etats-Unis, la population américaine, une société de zombies, sans droits, sans représentation politique, pratiquement sans syndicats, tous corrompus jusqu'à la moelle, complètement dégénérée, et si elle ose ou tente de réagir, elle se retrouve face à l'armée

- Bernard Squarcini : «Il faut légaliser les opérations spéciales» - LeFigaro.fr

- L'après-attentats, un "âge des possibles" pour François Hollande - Reuters

Reste que le chef de l'Etat possède une fenêtre de tir sur le volet sécuritaire et les coudées les plus franches pour prendre des initiatives, estime Jérôme Fourquet.

"S'il veut un 'Patriot act' (loi antiterroriste américaine votée après les attentats du 11 septembre 2001) à la française, il aura une large majorité", prédit l'analyste.

Pressé par l'opposition de droite de tirer rapidement les conséquences des failles du dispositif de sécurité français partagées par la majorité actuelle comme par celle qui l'a précédée, François Hollande peut mettre l'UMP et son président Nicolas Sarkozy dans une situation délicate en l'obligeant à se rallier à lui sur un thème cher à l'ancien chef de l'Etat.

La nouvelle stature de François Hollande devrait aussi contribuer à étouffer l'aile gauche de sa majorité en rendant moins audibles les frondeurs. La polémique sur le nombre de dimanches travaillés dans la loi Macron pourrait par exemple paraître futile au vu des enjeux posés par les attentats. Reuters 12.01

Tout est dit ici.

ACTUALITE EN TITRES

Les attentats portaient la signature des inspirateurs du Patriot Act.

- "Journée historique" que "la classe politique doit faire fructifier", selon la presse - AFP

Ah la presse... toujours en première ligne pour vanter les mesures liberticides ! Au nom de la liberté d'expression bien sûr, étouffée par les mêmes médias le lendemain du 11 septembre 2001, qui se font le relais de ceux qui réclament un "Patriot Act" à la française, une dictature à l'américaine.

- Un "Patriot Act" pour lutter contre le terrorisme ? - Francetv info

- Le "jour d'après": renforcer la sécurité tout en préservant l'union nationale - AFP

- Quelque 10 500 militaires vont assurer la sécurité intérieure - Francetv info

- "C'est une véritable opération militaire intérieure", a déclaré Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense. - AFP 12.01

Ils sont à la tête de l'Etat !

- Comment les terroristes font pour passer inaperçus - Francetv info

L'Etat de guerre intérieur est déjà en place.

- Apologie du terrorisme: un homme maintenu en détention en attendant son jugement - AFP

Ceux qui hier avaient décréte que les juifs étaient l'ennemi à abattre, sont les mêmes qui un siècle plus

tard s'en prennent aux musulmans.

- Laurent Wauquiez : «L'islam de France doit faire le choix de la République» - LeFigaro.fr

- Les actes anti-musulmans se multiplient depuis l'attaque de Charlie Hebdo - LeFigaro.fr

- Plus de 50 actes antimusulmans en France depuis Charlie Hebdo - Reuters

- Allemagne : Pegida mobilise, des contre-manifestations dans tout le pays - LeMonde.fr

La palme de l'intox la plus monstrueuse.

- Un groupe se réclamant de l'Etat islamique pirate des comptes Twitter et YouTube de l'armée américaine - Francetv info

- Daesh publie les adresses de soldats sur un compte Twitter du commandement militaire américain 20minutes.fr - 20minutes.fr

Haut de page

Le 14 janvier 2015

CAUSERIE

Je confirme que Yahoo USA a bloqué ma boîte aux lettres depuis le 11 janvier. Je ne peux pas accéder aux courriels qu'on m'a envoyés depuis. A un moment donné ils ont voulu vérifier mon identité et ils m'ont demandé d'où je me connectais à Yahoo. J'ai donné l'adresse de ma mère au lieu de donner celle de mon épouse dont je suis séparé, j'ai cru bien faire et l'erreur fut fatale apparemment ou ils l'avaient décidé un point c'est tout. Dites-moi si vous rencontrez des problèmes du même genre.

Ce qui me fait chier, c'est que je dois envoyer ma nouvelle adresse à un tas de gens et je n'ai pas le temps.

Si vous trouvez le temps, 5 secondes pas plus, envoyez-moi un mot pour que je vois si ma nouvelle boîte aux lettres fonctionne, merci d'avance.

Pour m'écrire utilisez l'adresse : jctardieu@outlook.fr

Il me reste 3 jours avantmon déménagement et je n'ai pratiquement rien pu préparer.

Une vidéo

Giulietto Chiesa sur l'attentat à Charlie Hebdo (TV italienne)
https://www.youtube.com/watch?v=IUh20vtEq9g

Le journaliste italien Giulietto Chiesa était invité à la célèbre émission Talkshow de la télévision italienne La Gabbia ("La cage" en français - NdT) dimanche 11 janvier, soit le jour même de la grande manifestation dans les plus grandes villes de France après les attentats à Paris qui ont fait 17 morts. Son analyse détonne particulièrement lors de ce débat, où il remet en cause à la fois le récit des événements qui nous a été fait, et les liens de cette affaire avec la politique étrangère occidentale en Libye et en Syrie ces dernières années.

Attentat prémédité par l'Etat.

- Chérif Kouachi s'est rendu au Yémen en dépit de son contrôle judiciaire - LeFigaro.fr

- Beghal, mentor des tueurs, et déchu de sa nationalité en 2006, n'a pas été expulsé - LeFigaro.fr

La dictature est en place. Les preuves.

Les faux scrupules...

- Le Patriot Act, arme controversée du «big brother» américain - LeFigaro.fr

- Vers un "Patriot act" français? Le cas américain et ses dérives - Le Huffington Post

... le Patriot Act en action.

Il est entré en vigueur en France sans avoir eu besoin d'être adopté par le Parlement, l'unité nationale l'ayant cautionné par avance.

- Condamnations en série pour apologie du terrorisme - LeFigaro.fr

Manuel Valls a demandé hier à l'Assemblée nationale que "la justice soit implacable avec ces prédicateurs de la haine". Message reçu 5/5.

Partout en France, les audiences pour délits d'apologie publique du terrorisme se multiplient: les tribunaux de Toulon, Lyon, Orléans, Strasbourg, Valenciennes, Toulouse et Reims ont poursuivi et jugé en comparution immédiate ceux qui s'en sont rendus coupables.

Mais l'apologie du terrorisme est aussi traquée sur Internet à travers la plateforme de la police nationale Internet-Signalements sous l'acronyme Pharos. Après avoir recueilli plus de 4000 messages de signalement en moins d'une semaine, cette dernière ne répond plus et affiche un message de maintenance invitant les dénonciateurs à appeler le 17 ou le 112.

C'est Facebook qui est aux premières loges des poursuites sur Internet avec notamment en attente le procès à Strasbourg d'un homme ayant posté une photo d'une kalachnikov légendée «Bons baisers de Syrie - Bye bye Charlie». L'homme est connu des services de police pour trafic de stupéfiants.

Ces peines qui peuvent apparaître comme sévères - en temps normal, l'auteur d'une menace n'écope que de deux mois avec sursis, pas davantage - sont la résultante de la loi contre le terrorisme votée en novembre 2014. Lors de sa publication, la Place Vendôme avait fait parvenir une note succincte appelant les tribunaux à la vigilance. Depuis lundi, selon la Place Vendôme, la Direction des affaires criminelles et des grâces aurait sur le métier «une fiche technique» qui devrait sortir d'ici à quelques jours. De quoi préciser l'application de ce texte nouveau qui sort l'apologie du terrorisme du droit de la presse où il était confiné pour rejoindre le Code pénal. Sur le fond, les peines restent les mêmes puisque ce délit est passible de cinq ans de prison maximum et de 45.000 euros d'amende. Mais il est assorti d'une circonstance aggravante quand il se déroule sur Internet. La peine encourue va jusqu'à sept ans de prison et 100.000 euros d'amende. De même, contrairement au passé, il est désormais possible de faire passer les prévenus en comparution immédiate.

Depuis la semaine passée, le gouvernement de Manuel Valls découvre donc les vertus de la loi de novembre 2014, si contestée durant la discussion parlementaire par nombre de parlementaires socialistes et de magistrats de gauche. En septembre dernier, le Syndicat de la magistrature dénonçait globalement le fait que «c'est le propre de la politique antiterroriste, en France et ailleurs, que de s'inscrire dans un temps politique de l'urgence et de l'exception permanente».

Aujourd'hui, le législateur, qui a permis de poursuivre les auteurs de messages faisant l'apologie du terrorisme sur la Toile, a renoncé à l'idée d'aller au-delà comme le proposait la droite. Et de punir les consommateurs des sites les plus extrêmes. Un débat qui risque de s'ouvrir à nouveau, au vu des derniers événements.

À Valencienne dans le Nord, un homme a été condamné à quatre ans de prison ferme.

«Il devrait y en avoir plus des Kouachi. J'espère que vous serez les prochains (...) Vous êtes du pain béni pour les terroristes» a-t-il déclaré. C'est pour avoir tenu de tels propos, samedi soir alors qu'il était interpellé pour conduite en état d'ivresse, qu'un homme de 34 a été condamné lundi à 4 ans de prison. L'homme a eu beau assurer n'avoir plus aucun souvenir de ces propos lors de l'audience, raconte La voix du Nord, il n'a pas convaincu la présidente. Une peine sévère, au regard des autres condamnations prononcées ces derniers jours pour les mêmes actes, tournant plutôt autour des quelques mois de prison ferme.

Le prévenu, originaire de Douchy-les-Mines (Nord), a fait l'objet d'une comparution immédiate pour conduite sous l'emprise d'un état d'ivresse manifeste et refus de se soumettre aux vérifications en état de récidive, blessures involontaires, et apologie d'actes de terrorisme.

«La sévérité des peines prononcées s'explique grandement par les propos tenus faisant l'apologie des actes de terrorisme», a ajouté François Pérain, procureur de Valenciennes.

Au moment de son interpellation, il a tenu «des propos particulièrement virulents sur le bien-fondé des actes de terrorisme commis la semaine dernière», a précisé François Pérain. Outre les quatre ans d'emprisonnement, le trentenaire a écopé d'une annulation

de son permis de conduire pendant deux ans et d'une interdiction de ses droits civils et de famille pendant trois ans. (Autant dire que sa vie est brisée, il n'a plus qu'à se réfugier dans le terrorisme pour se venger en sortant de prison. Voilà comment ils les poussent à passer à l'acte. - ndlr)

À Toulouse aussi un jeune homme a été condamné. Alors qu'il était dans le tramway, il s'est emporté contre un contrôleur. "Les frères Kouachi, c'est que le début, j'aurais dû être avec eux pour tuer plus de monde". Il a écopé de 10 mois fermes. Francetv info, LeFigaro.fr et Reuters 13.01

Commentaire d'internautes abonnés au Figaro.

1- "A ce rythme, bientôt la Corée du Nord sera notre modèle de liberté et ce n'est que le début. Le Patriot Act est lancé."

2- "Typique d'une justice d'exception..."

3- "Je croyais que 4 millions de personnes venaient de manifester pour "la liberté d'expression" ?"

4- "Belle démocratie où on réprime la parole et où l'Etat dicte sa vision de l'Histoire en condamnant telle ou telle interprétation."

5- "C'est de la folie... 4 ans de prison ferme pour quelques paroles...

Je me demande qui à décidé que le meilleur moyen de célébrer la liberté d'expression était de la punir d'emprisonnement ? Rappelons quand même que la liberté d'expression c'est aussi entendre des avis qui sont aux antipodes de sa pensée.

Je pensais que la France était un pays civilisé et que la chasse au sorcières appartenait au passé. Je me suis apparemment trompé."

6- "On se retrouve dans une situation très absurde!! 4 ans de prison pour un chauffard ivre qui aurai proféré de telles insultes, ce n'est pas digne de notre Etat de droit! Sachant que dans le même temps, le frère de Merah qui rentre de Syrie est libre de pavoiser dans le Sud de la France! Il ne faut pas que ce tragique événement se traduise par un totalitarisme inversé"

7- "Je n'ai aucune sympathie pour ces terroristes et leurs crimes, mais quatre ans, ça fait tout de même beaucoup pour un délit d'opinion. Dans les faits, c'est plus que la plupart des viols ou des vols à main armée..."

8- "La question qu'on est en droit de se poser est : comment, à 34 ans, peut-on avoir été condamné 16 fois et être libre !"

Comment ils affinent la version officielle du 7-janvier.

La question qui tue.

- Comment les terroristes ont obtenu des armes en France ? - Francetv info

Hier encore ils ne savaient rien et tout d'un coup ils savent tout jusque dans les moindres détails, un aveu de la culpabilité de Hollande et son gouvernement, ainsi que la DGSI.

- Fritz-Joly Joachin, le complice des frères Kouachi ? - Francetv info

Fritz-Joly Joachin, un Français de 29 ans, arrêté en Bulgarie le 1er janvier, pour avoir tenté de rejoindre la Syrie, est soupçonné de liens avec Chérif Kouachi, l'un des auteurs de l'attentat du 7 janvier contre Charlie Hebdo. Il fait aujourd'hui l'objet d'un mandat d'arrêt européen émis par la France. Le jeune homme, d'origine haïtienne, est suspecté d'avoir participé aux actes terroristes. Et pour cause, il a été plusieurs fois en contact avec le plus jeune des deux frères, Chérif Kouachi. Une relation amicale que Fritz-Joly Joachin n'a pas nié devant le tribunal.

"Il y a apparemment des éléments qui le relient à des réseaux terroristes à Paris, en particulier celui du 19e arrondissement. Je lui ai demandé s'il était déjà parti en Syrie et en Turquie. Il m'a répondu qu'il avait déjà voyagé vers ces destinations mais il ne savait pas combien de fois", souligne son avocat, Radi Radev. Francetv info 13.01

- Ils laissent se produire des attentats dont ils sont parfaitement informés.

- Ils liquident leurs auteurs présumés qu'ils n'ont eu aucun mal à identifier et localiser pour qu'ils ne parlent pas.

- Ils lancent leur guerre contre le terrorisme.

- Ils se lancent à la poursuite de présumés complices des terroristes dont ils connaissaient également l'identité et les liens avec les auteurs des attentats du 7 janvier.

- Ils peuvent ainsi justifier le quadrillage policier et militaire du pays, la suspension des libertés fondamentales, réprimer ou emprisonner les auteurs de propos décrétés délectueux ou constituant une menace pour la sécurité nationale.

La chape de plomb s'est refermé sur la liberté d'expression le 7 janvier 2015 en France

On nous prenait pour des farfelus quand nous affirmions que la dictature était déjà en marche sous Sarkozy : On y est.

Leur propagande tourne à l'hystérie, au fanatisme, avec en ligne de mire : Tous ceux qui s'opposent à la version officielle des attentats du 7 janvier dont ils sont les véritables commanditaires, instigateurs ou auteurs et bénéficiaires.

Même ceux qui s'abstiennent pour mieux laisser instaurer le règne de la terreur policière en France, c'est ainsi que le Front de gauche qui n'a de gauche que le nom a été qualifié hier d'extrême gauche par 20minutes pour s'être abstenu sur la prolongation de l'intervention militaire française en Irak au lieu de voter pour avec le PS, l'UMP et l'UDI.

Si le mal nommé Front de gauche est d'extrême gauche, imaginez un peu ce que sont le POI, le NPA, LO, les maoïstes, les anarchistes, tous ceux qui du moins formellement rejettent les institutions de la Ve République, l'UE, l'ONU, l'Otan, le FMI, la Banque mondiale, le capitalisme, l'ordre établi économique et politique, que sont-ils pour eux une fois placés au-delà de l'extrême gauche, de dangereux ennemis, des complices des terroristes à surveiller de près, à museler, censurer, à emprisonner, à abattre ? On peut ajouter les intellectuels qui dénoncent la version officielle et fournissent de précieuses indications sur les réels commanditaires de ces attentats.

C'est quoi la liberté de la presse ?

- La caravane médiatique des serviteurs du pouvoir a déjà archivé la première page de cette tragédie : à savoir la version officielle (ou plutôt, les versions officielles) de l'attentat sanglant contre Charlie Hebdo, qui est déjà donnée pour acquise et certaine. Comme si nous savions ce qui s'est réellement passé ! Giulietto Chiesa 12 janvier 2015

On assiste à la virgule près exactement au même scénario qu'au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 qui donnera lieu aux mêmes conséquences, à ceci près qu'avec la baisse du prix du pétrole et de l'euro ils se sont donnés les moyens de disposer d'une marge de manoeuvre économique pour accompagner la réalisation de leur plan si nécessaire, de manière à ce que dans un premier temps les masses ne fassent pas le lien entre la crise du capitalisme, leur stratégie politique ou ces attentats, ensuite ils pourront resserrer le noeud coulant passé autour de leur cou avec la manifestation du 11 janvier à Paris (notamment) et passer au plat de résistance, poursuivre en l'ampliant leur offensive contre la classe ouvrière sur le plan social, adopter le traité transatlantique dans la foulée, renforcer à nouveau l'arsenal répressif et le contrôle de la population qui pour les raisons évoquées plus haut sera incapable de s'opposer à toutes ces mesures conduisant à soumettre définitivement le destin des peuples de l'UE à celui que lui a réservé l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste, ainsi une nouvelle étape vers l'établissement d'un nouvel ordre mondial dictatorial aura été franchie.

Le contexte internationale.

- Prisonniers basques: la justice espagnole recule sur les réductions de peine - Lexpress.fr

- Un autocar frappé par un obus dans l'est de l'Ukraine, 11 morts - Reuters

- Tunisie : trois ans de prison pour avoir « diffamé l'armée » sur Facebook - LeMonde.fr

- Les USA se repositionnent en Europe - mondialisation.ca

- Le Pentagone a pris la décision de consolider militairement l'Europe de l'Est - mondialisation.ca

- La France prépare des frappes militaires sur le sud de la Libye - mondialisation.ca Japon: nouvelles lois pour assouplir les restrictions sur l'armée - mondialisation.ca

L'offensive américaine se poursuit sur tous les fronts à l'intérieur et à l'international.

- Les Etats-Unis doivent muscler leur cybersécurité, selon Obama - 20minutes.fr

- Etats-Unis: Un barman avoue avoir voulu assassiner le président de la Chambre des représentants - 20minutes.fr

- Les Etats-Unis procèdent à leur première exécution depuis le début de l'année LeMonde.fr

Terrorisme d'Etat. Soit vous êtes au côté des terroristes, soit vous êtes à notre côté, choisissez votre camp.

- La lutte contre le terrorisme s'intensifie - Francetv info

Pourquoi la France n'a-t-elle pas déclaré la guerre à l'Arabie saoudite et au Qatar, à la Turquie ?

- Manuel Valls : « Oui, la France est en guerre contre le terrorisme » - LeMonde.fr

- Manuel Valls : «La France est en guerre contre l'islamisme radical» - LeFigaro.fr

Un attentat du ministére de l'Intérieur, on n'en a jamais douté.

- "Charlie Hebdo" - Valls : "La menace est aussi intérieure" - LePoint.fr

Quand un antisémite se déchaîne.

Pourquoi ce titre qui n'a vraiment rien de provocateur ?

Quel peuple peut accepter qu'une infime minorité parmi les minorités des minorités qui composent la population mondiale s'arroge le droit de lui imposer sa politique, décrète que tous les peuples doivent s'y soumettre, quel peuple peut accepter d'être traité avec une telle arrogeance, un tel mépris ? Aucun.

Aussi cela engendrera forcément des réactions violentes de leur part qui seront ensuite dénoncées comme antisémites, et une fois condamnées et mis au banc de la société, les réponses encore plus violentes s'abattront sur eux, le qualificati d'antisémite servant uniquement à le justifier.

Ils poussent donc la population ou les peuples ignorants ou aveuglés par leurs discours hypocrites qu'ils sont incapables de décrypter à s'en prendre aux juifs sans distinction, c'est la raison pour laquelle nous affirmons que ce sont les plus dangereux ennemis des juifs et les pires antisémistes.

Sionisme ou le mythe du "peuple juif" supérieur à tous les autres et dictant sa loi aux peuples du monde entier : le règne de la terreur, du chaos, de l'apartheid, du racisme, de la guerre.

- Manuels Valls a dénoncé mardi le "nouvel antisémitisme" sur fond de "détestation de l'Etat d'Israël" - AFP

Le Premier ministre a estimé devant l'Assemblée nationale que la France ne s'était pas assez indignée des attaques contre les juifs de France.

"La France sans les juifs de France n'est plus la France", avait dit le Premier ministre à l'adresse de la communauté juive tentée par un départ pour Israël. Une phrase qu'il a répétée devant les députés, ajoutant: "Disons-le à la face du monde." AFP 13.01

De la Palestine rebaptisé l'Etat juif, à la France réduite aux juifs il n'y avait qu'un pas que l'extrémiste sioniste Valls a franchi. Autrement dit tout citoyen français serait assimilé à un juif, ce qui ne manquera pas de choquer terriblement la conscience des musulmans notamment qui refuse catégoriquement cette identité ou identification qui est la négation de la leur ou de leur religion.

Valls a jeté de l'huile sur le feu. Ses propos d'une gravité exceptionnelles sont une provocation inouie en direction des musulmans conquis à l'idéologie fanatique wahhabite qui sont appelés à réagir pour conserver leur identité ou ne pas être assimilés à des juifs, il leur a indiqué quel était l'ennemi contre lequel ils devaient tourner leurs armes, alors que ni l'Arabie saoudite, ni Al-Qaïda, ni le Front Al-Nosra, ni l'Emrat ismatique ne s'en sont pris aux juifs ou à Israël puisqu'ils sont en réalité les servieurs de l'Etat sioniste. On peut considérer cette déclaration délirante de Valls comme un appel en direction des djihadistes de retour d'Irak ou de Syrie à commettre de nouveaux attentats, on pourrait ajouter, de préférence sans qu'ils aient besoin de recevoir d'ordres de nulle part, il les incite à passer à l'action sans tarder.

La France n'est plus qu'un dominion de l'Etat sioniste auquel il doit faire allégeance.

Acte I du Patriot Act à la française sous l'égide du PS, de la gauche puisque vous y tenez tant que cela.

Vous nous excuserez, mais on ne peut pas oublier tous les partis ouvriers qui au cours des décennies précédentes se sont fourvoyés ou ont fait faillte en considérant que le PS était de gauche. Certains s'aperçoivent aujourd'hui que le PS était en réalité l'équivalent du parti démocrate aux Etats-Unis. Un peu tard, trop tard peut-être, et cela ne change rien à la réalité, au fait que les dirigeants n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités et que rien ne change pour autant, ce qui pour nous est tout à fait stupéfiant et monstrueux, et partant de là on peine à être optimiste pour la suite, on préfère rester lucide et ne pas se leurrer.

Ne jamais prendre à la lettre ce qu'une personne pense d'elle-même ou la manière dont elle interprère ses propres idées. Passons à un exercice pratique.

Valls: face au terrorisme, des "mesures exceptionnelles", pas "des mesures d'exception" - AFP

"A une situation exceptionnelle doivent répondre des mesures exceptionnelles. Mais je le dis avec la même force: jamais des mesures d'exception qui dérogeraient au principe du droit et des valeurs", a déclaré le Premier ministre devant l'Assemblée nationale, lors de l'hommage aux victimes des attentats de la semaine dernière. AFP 13.01

Quand on pense en quoi consiste leur "principe du droit et des valeurs", tenez le chef du chef de groupe UDI à l'Assemblée nationale en a donné une petit idée : bombarder la Syrie, sous couvert se s'attaquer à l'Emirat islamique.

L'UDI fera de même. «Naturellement, le groupe UDI apportera son soutien au gouvernement pour la prolongation de l'intervention des forces françaises en Irak», a déclaré son chef de groupe, Philippe Vigier, à la presse à l'Assemblée nationale, mais son mandat «devra évoluer», en réfléchissant à «la problématique de la Syrie», et en faisant en sorte que «toute la communauté internationale se mobilise». «Cet engagement de la France est indispensable, pour défendre ses valeurs, dont on parle avec tant d'insistance depuis quelques jours», a-t-il ajouté. 20minutes.fr 13.01

Au passage il a lâché le morceaux sur les réelles intentions que recouvrent les attentats du 7 janvier : faire en sorte que «toute la communauté internationale se mobilise» derrière les Etats-Unis contre les peuples syrien et irakien qui se dressent contre la politique américaine qui ravage leur pays, sachant que les puissances occidentales et leurs alliés du Golfe n'ont pas réellement apporté à Washington le soutien qu'il en attendait.

Leur "valeurs" sont celles de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste qui tire les ficelles, celles de la guerre et la barbarie pour soumettre les peuples à leur dictature de fer.

- Manuel Valls annonce une série de mesures pour lutter contre le terrorisme - Francetv info

Manuel Valls, a annoncé la création d'ici fin 2015 de "quartiers spécifiques" en prison pour garder à l'isolement les détenus jihadistes. Le Premier ministre a également estimé que les services en charge du renseignement intérieur et la juridiction antiterroristes devaient être "régulièrement renforcés". Manuel Valls a par ailleurs assuré que les transferts de données des passagers européens (PNR) entreraient en vigueur en septembre 2015.

Le Premier ministre s'est également prononcé en faveur de la création d'un fichier des personnes condamnées pour terrorisme ou "membres des groupes de combat". Il a également chargé le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, de lui remettre des propositions sous huit jours concernant le contrôle d'internet et des réseaux sociaux. Francetv info 13.01

- Consigny : La République ne vaincra pas avec des bons sentiments - LePoint.fr

Les Français se sont aussi levés contre la tiédeur et l'aveuglement. Pourvu qu'ils soient écoutés et que le politiquement correct ne prenne pas le dessus. LePoint.fr 13.01

- Jacob (UMP): s'il le faut, "restreindre la liberté de quelques-uns" - AFP

Le chef de file des députés UMP, Christian Jacob, a estimé mardi que si nécessaire, il faudra "restreindre les libertés publiques et la liberté individuelle de quelques-uns", lors de la séance d'hommage à l'Assemblée aux victimes des attentats de la semaine dernière.

"A circonstances exceptionnelles, il faut une loi exceptionnelle que nous devons voter sans trembler. Pour que les choses soient claires, si nous devions, pour un moment, restreindre les libertés publiques et la liberté individuelle de quelques-uns, il faudra le faire", a déclaré M. Jacob.

"Le faire en condamnant durement les personnes qui consultent de manière habituelle des sites internet qui font l'apologie

du terrorisme. En censurant les sites et les chaînes de télévision qui véhiculent la haine. En autorisant nos services à arrêter des terroristes en puissance dès lors qu'on les soupçonne de préparer une action", a-t-il détaillé.

Cet élu de Seine-et-Marne a aussi prôné "le placement en centres spéciaux de détention ou en prison" pour ceux revenant du jihad ainsi que "la déchéance de nationalité" pour les binationaux.

"La grande loi de sécurité nationale impose enfin un collectif budgétaire" car "il n'y aura pas de guerre victorieuse sans effort de guerre", selon le président du principal groupe d'opposition. AFP 13.01

Et puis si cela ne suffisait, ils ont déjà annoncé qu'ils étaient prêts à remettre le couvert.

- «On n'empêchera pas un nouvel attentat», assure le coordinateur européen pour la la lutte contre le terrorisme - 20minutes.fr

En voilà un qui doit savoir de quoi il parle...

Pas forcément vous me direz, effectivement il arrive qu'ils soient mis devant le fait accompli et qu'ils doivent ensuite le couvrir.

Sinon à quoi bon se donner tant de mal puisque c'était l'objectif de ces attentats prémédités.

- Les cotes de confiance des politiques en hausse - Francetv info

- Les cotes de confiance de Hollande et Valls en nette hausse - Francetv info

Celle du président de la République grimpe de cinq points en janvier (20%) et celle du Premier ministre fait un bon de sept points (41%), selon une étude TNS Sofres pour le Figaro Magazine*, publiée mardi 13 janvier.

Mais quand même...

Dans le détail, 77% des sondés (-6) continuent de ne pas faire confiance au président de la République, et 54% (-7) nourrissent le même sentiment à l'égard du Premier ministre. Francetv info 13.01

Peu importe maintenant...

- Terrorisme: les socialistes font bloc derrière le couple exécutif - LeFigaro.fr

- Les 4 Vérités : "La police a besoin de moyens" contre le terrorisme, selon Luc Ferry - Francetv info

- Vers un nouveau tour de vis ? Les 15 lois anti-terroristes votées depuis 1986 - Le Huffington Post

- Islamistes étrangers en prison: Fillon pour réactiver "la double peine" - AFP

Même les prédictions deviennent fiables sous une dictature

Ils ont enfin trouvé leur nouveau furher !

- Le discours de Valls à l'Assemblée quasi unanimement salué par la classe politique - AFP

- Les frappes françaises en Irak font l'unanimité au Parlement (ou presque) - 20minutes.fr

- Ce mardi, la séquence parlementaire se terminera avec le vote, à l'Assemblée puis au Sénat, sur la prolongation des frappes aériennes françaises en Irak contre l'organisation Etat islamique, qui ont débuté le 19 septembre. Un feu vert obligatoire pour toute intervention militaire française au-delà de quatre mois qui s'annonce acquis.

- Tous les groupes politiques ont en effet annoncé qu'ils approuveraient la prolongation des frappes. Le chef des députés socialistes, Bruno Le Roux, a ainsi déclaré qu'il ne «[doutait] pas» de l'unanimité du vote. «Il est attendu dans une forme d'unanimité, dans la période», a-t-il affirmé. «Vaincre les armées djihadistes dans leur sanctuaire, c'est en partie couper l'alimentation du terrorisme sur notre sol.

La vermine qui a reconnu le régime néonazi de Kiev n'est pas en reste.

Les députés écologistes voteront également en faveur de la prolongation des frappes. «Nous soutenons l'approche suivie depuis une semaine par le président de la République, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, fondée sur le rassemblement et sans surenchère sécuritaire», a déclaré à la presse le coprésident du groupe François de Rugy.

Le populisme de la pseudo-gauche à l'oeuvre ou le double langage habituel qui laisse les mains libres au gouvernement.

La voix discordante est venue de l'extrême gauche, où le Front de gauche a annoncé par l'intermédiaire d'André Chassaigne qu'il s'abstiendrait lors du vote. Évoquant les nombreuses discussions internes sur la nature de ce vote, le président du groupe Gauche démocratique et républicaine à l'Assemblée a déclaré lors d'une conférence de presse mardi qu'il s'agirait d'«un vote d'abstention», car s'il faut «combattre les barbares», il faut «poser les questions de fond qui ne se limitent pas à la logique guerrière, (...) réfléchir au rôle de l'ONU dans cette intervention» et accompagner cette dernière d'une «voie diplomatique». 20minutes.fr 13.01

Ils ne peuvent pas voter contre puisqu'ils sont pour, c'est la première chose. Comment cela ?

Comment cela, demandez à un Irakien quand il entend le son d'un avion et scrute le ciel quelle question il se pose : la bombe, tombera ou ne tombera pas, à partir du moment où elle est larguée il ne lui viendra pas à l'esprit de se dire qu'elle pourrait s'abstenir de tomber et rester suspendue en l'air par la grâce d'Allah, non, on est bien d'accord.

Quant à l'ONU, l'Assemblée générale n'a aucun pouvoir et peut voter n'importe quelle résolution, les Américains et les Israéliens ne les appliqueront pas, droits d'exception qu'ils refusent aux autres nations évidemment, et au Conseil de sécurité les Etat-Unis dispose du droit de véto pour bloquer toute résolution contraire à leurs intérets ou leur politique. Et puis on n'en est plus là depuis longtemps, les Américains profitent des failles qui existent dans les traités qu'ils ont signés pour les contourner ou faire ce qu'ils veulent où ils veulent en toute impunité dès lors qu'ils bénéficient du soutien des autres puissances occidentales.

En réalité, l'ennemi de la classe ouvrière, des travailleurs est dans leur propre pays, c'est le capitalisme et ses institutions ainsi que tous ses représentants. Le FdG ne peut pas reprendre à son compte cet argument, il n'est pas d'accord avec la définition de notre ennemi, pourquoi, pardi mais parce qu'il en est un des représentants, quelle autre explication pourrait-il bien y avoir, sérieusement ? Aucune.

- Assemblée et Sénat prolongent l'intervention militaire en Irak - Reuters

Les députés français ont massivement donné mardi, par 488 voix contre une, leur feu vert à la prolongation de l'intervention des forces françaises en Irak.

Le Sénat a approuvé à son tour dans la soirée cette prolongation par 327 voix contre zéro, le groupe Front de gauche s'étant abstenu comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale.

Tous les autres groupes ont voté en faveur de cette prolongation de l'intervention, un vote prévu par la Constitution, les opérations ayant débuté il y a quatre mois.

Le groupe Front de gauche a expliqué son abstention par le fait qu'il jugeait insuffisants les efforts "politiques et diplomatiques" afin de parvenir à une solution. Reuters 13.01

Même le silence peut tuer

- Minute de silence et Marseillaise: un beau moment de recueillement à l'Assemblée - Le Huffington Post

La seule solution réside dans le retrait de toutes les forces militaires occidentales et leurs alliés présentes en Irak et en Syrie, l'arrêt de l'armement des barbares de l'ASL, d'Al-Qaïda, du Front Al-Nosra et de l'Emirat islamique, la seule solution, ce sont les peuples irakien et syrien qui la détiennent et c'est à eux seuls d'en décider, d'expulser de leur pays les mercenaires étrangers qui les massacrent, les liquider en masse si nécessaire.

Pourquoi affirmons-nous que le Front de gauche a choisi le camp de la guerre ?

C'est très simple, parce qu'il dénie aux peuples syrien et irakien de se libérer des envahisseurs, il leur refuse le droit à l'autodétermination en ne soutenant pas les gouvernements irakien et syrien au côté desquels ils luttent, qui les a armés et organisés en milices populaires au côté de l'armée pour reconquérir leur souveraineté.

Mais s'allier au gouvernement en place et à l'armée ne serait-ce pas y laisser son âme ou se renier ? Excellent question comme on les aime, comme quoi on ne se défile contrairement aux lâches ou aux révisionnistes.

Il arrive parfois que les conditions historiques nous imposent des "alliés" encombrants sans qu'on ait d'autres alternatives possibles que faire avec temporairement, sans pour autant en arriver à renier nos principes ou notre programme politique dont la mise en oeuvre se réduit à peu de choses en réalité et se confond avec notre engagement à se libérer de l'occupant pour ensuite pour continuer le combat contre le régime en place, on pourrait même dire s'agissant de la Syrie et de l'Irak que la lutte des classes est pratiquement suspendue dans la plupart des secteurs économiques de la société ou des pans entiers du pays, situation inédite à ne pas confondre avec celle qui prévalait lors de la Seconde Guerre mondiale en France ou l'occupant était au pouvoir.

A ce propos il n'est pas étonnant que le M'PEP ait appelé au rassemblement du 11 janvier à Paris pour la guerre au nom de la défense de la liberté d'expression ou du combat contre le "fanatisme religieux" ou le "fondamentalisme islamique", déclarant que la "barbarie ne se développera pas en France", alors qu'elle est orchestrée au sommet de l'Etat.

En réalité, à aucun moment le M'PEP ne désignera les véritables commanditaires et bénéficiaires de ces attentats, le gouvernement français (et américain auquel il est subordonné) qu'il s'emploie sournoisement à ménager et à soutenir. Il emploie une rhétorique bien rodée qui consiste à reconnaître la responsabilité du gouvernement tout en détournant l'attention des travailleurs, en leur désignant une autre cible quand il affirme que "les partis qui appliquent les politiques néolibérales, qui soutiennent l'OTAN et les gouvernements de l'État d'Israël ont une part de responsabilité dans la montée du fondamentalisme islamique" qui serait en fait le véritable coupable, donc reprenant à son compte la version officielle des attentats du 7 janvier, la légitimant.

Et pour mieux masquer sa servilité à l'ordre établi ou son refus de le combattre, quand il affirme qu'"au néolibéralisme, il faut ajouter les actions suicidaires menées par l'OTAN en Afghanistan, en Lybie, en Syrie, en Irak, au Yémen", il réalise une dichotomie entre le néolibéralisme et la politique de l'OTAN, alors qu'en réalité c'est la poursuite de la même stratégie politique qui est appliquée partout dans le monde, et qui simplement se décline selon des modalités différentes pour tenir compte des différents secteurs de la société.

Pourquoi procèdent-ils de la sorte ? Parce qu'ils refusent de reconnaître l'existence de cette stratégie politique, comme d'ailleurs la totalité des partis du mouvement ouvrier qui y voient l'oeuvre de la théorie du complot. Or, en agissant de la sorte, ils concourent à maintenir les masses dans l'ignorance, et ce sont eux qui du coup donnent à cette théorie cette dimension, alors qu'en réalité les faits qui permettent de prendre connaissance de cette stratégie politique sont du domaine public, il suffit juste de les relier entre eux ou d'établir les rapports qui existent entre eux pour prendre conscience de son existence, mais apparemment ils n'y tiennent pas car cela viendrait contrarier leur propre stratégie qu'ils ne pourraient plus justifier auprès de leurs militants. Le font-ils délibérément ? A votre avis ? Admettons que certains de nos dirigeants ne sachent plus très bien où ils en sont...

Instrumentalisation au profit d'un Etat policier.

- Les Français remercient leurs policiers et leur rendent hommage - Francetv info

- Le vibrant hommage rendu aux trois policiers tués dans les attentats - Francetv info

- Plusieurs centaines d'anonymes ont rendu hommage aux trois policiers assassinés - Francetv info

- L'ensemble des députés a réservé une standing ovation dans l'hémicycle en l'honneur des forces de l'ordre. - AFP 13.01

A l'hyper droite toute. Cautionner la plus vieille dictature du monde.

- Hyper Cacher: Ségolène Royal sera en Israël pour les funérailles des victimes - AFP

- Royal à Jérusalem: l'antisémitisme "n'a pas sa place en France" - AFP

Alors que faisaient Netanyahu et deux de ses ministres d'extrême droite à Paris le 11 janvier ?

- Nucléaire: Royal se prononce pour de nouveaux réacteurs - L'Express.fr

Totalitarisme. Ils sont en guerre contre la jeunesse. Ils veulent cadenasser la société de haut en bas en incluant l'école ou la jeunesse.

La jeunesse sacrifiée et victime de leur politique antisociale et réactionnaire ou promise au chômage, à la précarité, des salaires de misère responsable du terrorisme.

- Tous les ministres de l'Education invités rue de Grenelle - Liberation.fr

- Communautarisme à l'école : les syndicats s'alarment - LeFigaro.fr

- Marine Le Pen veut «désarmer» les banlieues françaises - LeFigaro.fr

La vermine ne manque assurément pas de "repères" : les institutions, le capitalisme néolibéral.

«Au-delà de l'amélioration du renseignement, qui fait consensus, il faut se demander quel processus amène une partie de nos jeunes à être en telle perte de repères», a dit, Barbara Pompili, l'autre coprésidente du groupe EELV à l'Assemblée nationale. 20minutes.fr 13.01

Cela ne risque pas de leur arriver, la soupe est trop bonne...

Le renseignement a failli, pratique pour l'exonérer par avance de toute complicité dans ces attentats.

Instrumentalisaton et conditionnement de la jeunesse ayant soif de vérité et de justice.

- Après les attaques terroristes, des organisations lycéennes ripostent aux théories du complot - francetvinfo.fr

Le malaise est profond. Après les attaques terroristes qui ont frappé la France, les thèses complotistes essaiment chez les jeunes, au point d'alarmer trois organisations lycéennes (Fidl, UNL, SGL). Après une rencontre au ministère de l'Education, lundi 12 janvier, elles ont décidé de lancer un site pour démonter les fausses informations et les théories du complot. La plateforme devrait être mise en ligne d'ici à deux semaines.

Trois organisations lycéennes vont créer un site pour contrer les thèses complotistes qui fleurissent après les attaques de la semaine dernière. Une manière de répondre à la défiance des jeunes envers les médias. francetvinfo.fr 13.01

Intox qui fait l'unité nationale du FN au FdG

- Radicalisation en prisons: "Attention à ne pas créer des noyaux durs difficiles à maîtriser" - L'Express.fr

Comme s'ils ne s'y étaient pas employés depuis des années...

- Kouachi, Coulibaly : et maintenant, un travail titanesque attend les enquêteurs - LeFigaro.fr

Tu parles, tout est déjà sur le Net !

- Commerce international : la France est en ordre de bataille pour modifier les accords transatlantiques - latribune.fr

Une imposture de plus. Ils comptent bien sur le climat délétère qu'ils ont créé en France pour les faire passer comme une lettre à la poste...

Surenchère dans l'hypocrisie

Rappel : la Turquie sert de base arrière, de camp d'entraînement, d'armurerie, de ravitaillement, etc. à tous les mouvements terroristes qui s'infiltrent et sévissent en Irak et en Syrie.

- Erdogan dénonce "l'hypocrisie occidentale" face au terrorisme - Reuters

Le président turc a critiqué lundi l'hypocrisie dont les puissances occidentales ont selon lui fait preuve en s'indignant des attentats de la semaine dernière à Paris sans condamner les actes islamophobes commis en Europe.

Recep Tayyip Erdogan, qui recevait le président palestinien Mahmoud Abbas, s'en est par ailleurs vivement pris au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui a participé à la marche citoyenne organisée dimanche à Paris pour condamner les attentats.

"Comment un homme qui a tué 2.500 personnes à Gaza en recourant au terrorisme d'Etat peut-il aller agiter la main à Paris

(...) ? Comment ose-t-il faire une chose pareille ?

"Vous devriez commencer par annoncer combien de femmes et d'enfants vous avez tués", s'est indigné Erdogan, s'adressant indirectement à l'intéressé.

Le président turc n'a pas défilé dimanche à Paris, où il avait dépêché son Premier ministre, Ahmet Davutoglu.

"L'hypocrisie occidentale est évidente. En tant que musulmans, nous n'avons jamais participé à aucun massacre terroriste. Derrière tout cela, il y a le racisme, les discours haineux et l'islamophobie. De grâce, que les administrations des pays où nos mosquées sont attaquées prennent des mesures", a-t-il poursuivi.

"Des citoyens français ont commis ce massacre et les musulmans en payent le prix. C'est très significatif (...) Leurs services de renseignement ne surveillent-ils pas ceux qui sortent de prison ?"

Ahmet Davutoglu avait refusé un peu plus tôt que la Turquie soit montrée du doigt pour avoir laissé Hayat Boumeddiene, compagne et complice présumée d'Amedy Coulibaly, l'un des auteurs des attentats, rejoindre la Syrie en passant par Istanbul avant qu'il ne passe à l'action. Reuters 13.01

L'autre cible.

- Charlie Hebdo : Pékin dénonce les excès de la liberté de la presse - LeFigaro.fr

La Chine n'est décidément pas très «Charlie» écrit le Figaro.

La voix de l'Opposition de gauche - Pourquoi Le Figaro le déplore-t-il ? Ne supporterait-il pas certaines vérités dès lors qu'elles ne sont pas associées à des contrevérités sélectionnées pour les noyer ?

Le Figaro - Dans un éditorial, le quotidien du Parti communiste chinois (PCC), a jugé que les marches dimanche de millions de manifestants descendus dans la rue avec une cinquantaine de dirigeants étrangers «ne devraient guère produire de résultats significatifs».

La voix de l'Opposition de gauche - Les autorités chinoises savent qui étaient derrière les attentats du 7 janvier à Paris, d'où leur discours.

Le Figaro - «Ce que les sociétés occidentales développées traversent, c'est le prix de leurs actes historiques d'esclavage et de colonialisme qui ont conduit à leur démographie actuelle», poursuit le journal, au ton volontiers nationaliste. Quand le calme sera rétabli, si le magazine (Charlie Hebdo, ndlr) maintient sa position sur l'islam, il mettra le gouvernement français en position difficile et deviendra un symbole du choc des civilisations».

L'agence officielle Chine nouvelle a jugé lundi que le massacre de la rédaction de Charlie Hebdo «ne devrait pas être réduit à une attaque contre la liberté d'expression, car la liberté elle-même a ses limites».

La voix de l'Opposition de gauche - Le Figaro omet dans son article de faire référence à toute une série d'attentats du même genre qu'a subi la Chine dernièrement hormis un seul, et encore, pour déplorer l'usage de la répression par les autorités chinoises via les "ONG internationales" qui sont des officines de propagande des commanditaires (américains) de ces attentats.

S'ils ont décidé de cibler ce journal, c'était effectivement parce qu'il incarnait "un symbole du choc des civilisations" si cher à Bush... et au Figaro, à l'ensemble des médias ouvertement depuis le 7 janvier dernier.

Le Figaro - La presse chinoise est strictement contrôlée par les autorités communistes, qui ont récemment emprisonné des dizaines de journalistes, avocats, universitaires ou internautes, muselant toute voix critique dans un mouvement sans précédent depuis des années. La semaine passée, le président chinois, Xi Jinping, avait adressé un message de condoléances à son homologue français François Hollande, en qualifiant le terrorisme d' «ennemi commun de toute l'humanité».

La voix de l'Opposition de gauche - Ce sont les puissances occidentales qui fournissent des argument aux autorités chinoises pour museler la presse ou leurs opposants.

Le Figaro - «Chine nouvelle estime que Charlie Hebdo a «poussé la liberté d'expression jusqu'à ses limites». «Tout assassinat ou toute violence liés au terrorisme doivent être condamnés, et leurs auteurs traduits en justice juge l'agence officielle. Mais il est grand temps pour le monde occidental de se pencher sur les racines du terrorisme et de revoir les limites de la liberté de la presse, afin d'éviter dans l'avenir de nouvelles violences».

La voix de l'Opposition de gauche - C'est marrant, Le Figaro n'a pas cru bon d'ajouter un commentaire, il faut donc en déduire qu'il est d'accord avec la conclusion à laquelle est parvenue Chine nouvelle ! Tout est dans l'ordre des choses, dit autrement depuis le 11 janvier, dans le nouvel ordre mondial dont la Chine n'est pas forcément un ennemi, pas plus que la Russie d'ailleurs...

Commentaire d'un internaute abonné au Figaro.

- "La France avait bombardé (23 avril 1999) la maison de la Télévision Serbe (RTS) , et assassiner 16 journalistes ...sous prétexte de "excès de la liberté".

Alors donner des leçons à la Chine..".

Haut de page

Le 15 janvier 2015

CAUSERIE

Il y a peut-être des erreurs, je vérifierai plus tard, il est 14h40 et Selvi m'attend pour déjeuner. Ensuite je prépare mon déménagement, dimanche.

Merci pour ton message Philippe, bien reçu. Je te répondrai plus tard, excuse-moi.

Comment déforment-ils la réalité et manipulent-ils les consciences pour arriver à leurs fins ?

- Apologie du terrorisme : vers une juridiction d'exception ? - LeFigaro.fr

Alors qu'en réalité elle est déjà passée à l'action puique des peines à la prison ferme ont été prononcées depuis le 7 janvier.

Le PS et ses satellites, l'UMP et l'UDI s'opposent à la mise en place d'un Patriot Act à la française comme ils disent, or l'équivalent est déjà en place.

Donc pour qu'on ne les accuse pas de prendre des mesures que la majorité de la population rejette, ils se contentent de les appeler autrement tout en les appliquant, en s'en défendant évidemment, les apparences sont sauves c'est l'essentiel. Quant à la minorité qui a réalisé ce tour de passe-passe, elle est censurée ou systématiquement dénigrée, assimilée selon les cas à l'extrême droite ou aux islamistes radicaux par les médias.

- À ce jour, 54 procédures pour apologie du terrorisme ou menaces - Reuters

Nantes : une mineure de 14 ans mise en examen pour apologie du terrorisme - LePoint.fr

L'une des jeunes filles avec qui elle voyageait, majeure quant à elle, a reçu une convocation devant le tribunal correctionnel de Nantes pour des "menaces de mort" envers les agents de la Semitan, a ajouté l'une des sources. LePoint.fr 14.01

Demain ils vont peut-être mettre toute sa famille en prison, leurs proches, qui sait ?

Et pendant ce temps-là le POI et le NPA notamment nous expliquent que ce serait uniquement sur le terrain social qu'il faudrait lutter, ils considèrent que le combat contre la propagande du gouvernement qui est liée à la guerre idéologioque et psychologique que la classe dominante mène contre les masses exploitées ne mérite pas qu'on s'y intéresse et qu'on la démasque, car elle ne ferait pas partie de la lutte des classes, ils estiment que les deux ne sont pas liés interdisant de la sorte aux travailleurs de comprendre la nature politique de la nouvelle offensive lancée par le gouvernement, de comprendre quel est leur véritable ennemi qui est le même qui se cache derrière les attentats du 7 janvier.

C'est ainsi qu'ils se font les complices du régime en le ménageant, en laissant le champ libre à ses représentants de continuer à conditionner les travailleurs pour qu'ils adhèrent à la poursuite et à l'amplification de leurs opérations militaires en Afrique et au Proche-Orient que ces partis condamnent par ailleurs, pratiquant l'éternel double langage qui les discrédite totalement aux yeux des militants les plus lucides ou fidèles au socialisme. Honte à leurs dirigeants !

- Un Américain soutenant Daesh arrêté pour un projet d'attentat contre le Capitole - 20minutes.fr

Qui a dit ?

"La guerre contre le terrorisme ne peut réussir sauf si elle est guidée par une morale claire"

Réponse : M. Netanyahou devant les leaders du principal lobby pro-israélien aux États-Unis, AIPAC, en visite en Israël. lepoint.fr 14.01

Vous doutiez encore du niveau extrême atteint par leur cynisme, en voici la preuve si nécessaire.

Le Point donne du "Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou" et du "président turc Recep Tayyip Erdogan" dans la première partie de son article.

Plus loin après avoir rappelé que le Président turc avait affirmé avoir "du mal à comprendre comment le Premier ministre israélien avait osé participer à la marche" en soutien à "Charlie Hebdo", il devient "le chef de l'État islamo-conservateur", une insulte pour ses lecteurs, pas pour les rédacteurs du Point qui sont islamo-sionistes.

Le magazine de BHL est fan de M. Netanyahou...

Et dire que tous les partis politiques sans exception en France ont condamné l'attaque contre Charlie Hebdo au nom de la liberté d'expression.

- Dieudonné, Charlie Hebdo : deux poids, deux mesures ? - Francetv info

- Jusqu'où va la liberté d'expression en France ? - Francetv info

Ce matin, partout en France, Charlie Hebdo est en vente libre. À la Une, un dessin de Mahomet. Dans le même temps, l'humoriste Dieudonné est placé en garde à vue pour ce message sur les réseaux sociaux : "Je me sens Charlie Coulibaly". Y a-t-il deux poids deux mesures en matière de liberté d'expression et que dit la loi ?

En 1789, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen consacre ce principe : "tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement". Une liberté aujourd'hui encadrée par la loi qui fixe des limites : la diffamation, l'injure, la provocation à la haine qui inclut le racisme et l'antisémitisme et l'apologie du terrorisme.

Distinction entre les idées et les personnes

Le droit français distingue l'expression des idées et la protection des personnes. "Le droit fait la distinction, et c'est le cas en France, entre les attaques contre les personnes et les critiques des pensées et des croyances qu'elles soient religieuses ou politiques", explique Christophe Deloire, le directeur de Reporters sans frontières (RSF) devant la caméra de France 2.

En 2007, Charlie Hebdo est attaqué en justice pour des caricatures de Mahomet. Le tribunal lui a donné le droit de les publier. Francetv info 14.01

Cette "distinction" ne s'appliquait manifestement pas à Charlie Hebdo, qui en s'attaquant à Mahomet auquel les musulmans s'identifient s'en prend bien à des personnes et non une religion ou des idées. Donc Charlie Hebdo aurait dû et devrait subir le même traitement de Dieudonné.

Sauf que voilà, Charlie Hebdo cible de préférence les musulmans, alors que Dieudonné cible les juifs, ce qui pour nous revient au même, sauf pour le législateur ou le gouvernement qui est soumis au sionisme et fait en permanence un amalgame entre antisionisme et antisémitisme pour interdire toute critique de l'Etat raciste et d'apartheid israélien.

Comment ils ont fait de la rédaction de Charlie Hebdo des millionnaires.

- Le nouveau Charlie Hebdo est un succès - Francetv info

- Au total cinq millions d'exemplaires vont être distribués dans les prochains jours. - Francetv info 14.01

La guerre des civilisations à l'ordre du jour du gouvernement français.

- Les médias occidentaux divisés face à la publication de la une de "Charlie Hebdo" - Francetv info

- La réaction du monde musulman après la nouvelle caricature de Mahomet de Charlie Hebdo - Francetv info

Ce mercredi 14 janvier, est paru le nouveau Charlie Hebdo, huit jours après l'attentats.

À Istanbul, il y a eu ce mercredi 14 janvier, au soir, des manifestations devant le seul journal qui a diffusé la nouvelle Une de Charlie Hebdo. Le journal aura été sous protection policière toute la journée.

En Égypte, la principale autorité sunnite parle d'une publication qui attise la haine. "On ne peut pas accepter cette provocation envers notre religion et notre prophète", a déclaré Abbas Shouman du Conseil supérieur d'Al-Azhar.

L'Iran a dénoncé les nouveaux dessins de Charlie Hebdo. Téhéran en appelle à un respect mutuel des valeurs sacrées de chacun. "Nous condamnons ces actes provocateurs", a expliqué la porte-parole du ministre iranien des Affaires étrangères.

L'État islamique a jugé cette publication "extrêmement stupide". Francetv info 14.01

Le gouvernement reçoit le renfort du NPA.

- Des millions contre le terrorisme et le racisme, pour la démocratie. Non à «l'Union sacrée», non aux lois sécuritaires ! - Mercredi 14 Janvier 2015

"L'attentat dans les locaux de Charlie Hebdo, puis la prise d'otages antisémite Porte de Vincennes, sont des actes de pur terrorisme : ils visent à provoquer la terreur et l'horreur..."

Du terrorisme d'Etat, ce que ne peut pas préciser le NPA en bon serviteur du régime en place. Ces gens-là ne présentent absolument aucun intérêt, ils sont en dessous de tout, ils ont rejoint LO en la matière.

Les services de renseignement, la police, l'armée française en-deçà tout ? Vraiment ?

Grille de lecture.

- Ah ben ça alors, je n'en reviens pas, moi qui croyais que c'était impossible : Comment ont-ils fait en Algérie pour prendre vivant une douzaine de terroristes présumés d'un seul coup ?

C'est qu'ils sont très fort ! Vous le croyez vraiment ? Non, en réalité ils n'avaient peut-être aucune raison de les tuer pour les empêcher de parler. Logique.

- Algérie: 12 personnes arrêtées pour avoir préparé des attentats (ministère) - french.irib.ir

Le ministère algérien de la Défense a annoncé mercredi l'arrestation en janvier dans le sud du pays de douze membres présumés d'une "cellule terroriste" accusée d'avoir préparé des attentats en Algérie."Dans le cadre de la lutte antiterroriste (...) des détachements de l'armée de Ghardaïa (600 km au sud d'Alger), de Laghouat (420 km au sud d'Alger) et d'In Amenas (extrême sud) en coordination avec les services de sécurité de la région, ont mis hors d'état de nuire, durant la première quinzaine du mois de janvier 2015, une cellule terroriste composée de 12 criminels", a indiqué le ministère.

Cette cellule "s'apprêtait à commettre des actes terroristes dans le pays avec la complicité d'autres groupes terroristes (opérant) de l'autre côté de la frontière sud du pays", a précisé la même source, sans préciser s'il s'agissait du côté du Mali ou du Niger. Le ministère a assuré qu"aucune perte humaine" n'avait été enregistrée lors de ces arrestations. french.irib.ir 14.01

Et pourtant comme ils en savaient des choses.

Bientôt ils vont nous dire à quelle heure ils ont été se soulager et combien de fois par jour. C'est cela le miracle du renseignement à titre posthume des oripeaux de la République et la démocratie.

- Al Qaïda au Yémen revendique l'attentat contre Charlie Hebdo - Reuters

Autant dire le Pentagone ou la CIA ou Obama, on comprend pourquoi il n'a pas fait le déplacement le 11 janvier.

Selon des sources autorisées à Sanaa, la capitale yéménite, les frères Kouachi ont été formés au maniement des armes au Yémen en 2011.

Les deux hommes se sont rendus cette année-là au Yémen via Oman et ont rejoint un camp d'entraînement des islamistes dans le désert de Marib, bastion d'Aqpa, ont déclaré deux hauts responsables yéménites.

Ils ont alors rencontré Anouar al Aoulaki et ont été formés pendant trois jours au maniement d'armes. Ils sont retournés à Oman, qu'ils ont quitté le 15 août pour regagner la France, a-t-on précisé de mêmes sources. Reuters 14.01

- Attaques terroristes à Paris: Les armes viendraient de Belgique, où un homme a été arrêté 20minutes.fr

Une partie des armes utilisées par les frères Kouachi et Amedy Coulibaly dans les attaques de Paris ont été achetées en Belgique, ont affirmé mercredi plusieurs médias belges. Dans la soirée, un homme soupçonné de trafic d'armes a été arrêté à Chareloi après avoir indiqué aux autorités qu'il avait eu des contacts avec Amedy Coulibaly.

«La kalachnikov et le lance-roquettes utilisés par les frères Kouachi ont été achetés par Coulibaly aux alentours de la gare du Midi, à Bruxelles, pour moins de 5.000 euros», écrit le journal La Dernière Heure, citant «de très bonnes sources». Le quotidien populaire ajoute que «le fusil mitrailleur de type Scorpio que possédait Amedy Coulibaly lors de la prise d'otage de la porte de Vincennes vient de Bruxelles», selon les mêmes sources. 20minutes.fr 14.01

La prochaine fois ils nous donneront le lieu précis où ces armes ont été fabriqués, leur date exacte de leur fabrication, le nom de tous ouvriers qui les ont fabriquées, etc.

L'enfumage en continue. Ils mettent le paquet : Une complicité quasiment planétaire !

Qu'ils fassent des émules est somme toute normal, il y a des déséquilibrés partout et c'est un peu la règle de ce jeu sordide

- Les enquêteurs sur la piste des complices des jihadistes - Francetv info

Un homme est soupçonné d'être mêlé à cette affaire. Il a été mis en examen à Charleroi en Belgique. Connu pour des faits de délinquance, il s'est présenté spontanément hier au commissariat. Il aurait été en contact avec Coulibaly. Ce dernier semble avoir préparé le financement de l'attentat.

Dans l'entourage des frères Kouachi, un suspect a été arrêté en Bulgarie. La justice lui reproche d'avoir été en contact à de nombreuses reprises avec les deux terroristes. Francetv info 14.01

- Attentats : un "quatrième homme" identifié - LePoint.fr

Le suspect est actuellement introuvable. Il pourrait avoir quitté le territoire pour se rendre en Syrie, a indiqué une source à nos confrères. LePoint.fr 14.01

Les véritables intentions des auteurs de ces attentats révélés un à un par leurs auteurs.

- Syrie: Hollande regrette que la communauté internationale n'ait pas agi à l'été 2013 - AFP

François Hollande "continue de regretter" que la communauté internationale ne soit pas intervenue militairement en Syrie à la fin de l'été 2013 comme le souhaitait la France, a-t-il dit mercredi lors de ses voeux aux armées.

Le porte-avions Charles-de-Gaulle, qui va faire route vers le Moyen-Orient, permettra "si nécessaire" de "mener des opérations en Irak avec encore plus d'intensité et d'efficacité" dans le cadre des frappes françaises contre Daech, a souligné François Hollande mercredi.

- Hollande: le "rythme de réduction" des effectifs dans les Armées doit être "revu et adapté" AFP

François Hollande a annoncé mercredi que compte tenu de la "situation exceptionnelle" créée par les récents attentats, le "rythme de réduction" des effectifs dans la Défense devait être "revu et adapté".

"Je demande au ministre de la Défense (Jean-Yves Le Drian) de me faire des propositions d'ici la fin de la semaine, en tenant compte évidemment des nécessités budgétaires", a ajouté le chef de l'Etat lors de ses voeux aux Armées. Il tiendra un Conseil de Défense sur cette question des effectifs mercredi et "prendra aussitôt la décision".

La "situation exceptionnelle que nous connaissons doit conduire à revenir sur le rythme de réduction des effectifs qui avait été programmé pour les trois prochaines années dans le cadre de la Loi de programmation militaire", a-t-il expliqué.

Cazeneuve au rapport chez ses maîtres.

- Cyberjihad : la menace terroriste est aussi sur Internet - Francetv info

- Cazeneuve aux Etats-Unis pour "sensibiliser" au terrorisme les opérateurs d'Internet - AFP

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a annoncé mercredi qu'il allait se rendre "prochainement" aux Etats-Unis, notamment pour "sensibiliser les grands opérateurs d'Internet" à la surveillance antiterroriste.

Le Premier ministre, Manuel Valls, a annoncé mardi aux députés qu'il avait demandé au ministre de l'Intérieur de faire des propositions "dans les huit jours" concernant le contrôle d'internet, mais aussi "les réseaux sociaux, plus que jamais utilisés pour l'embrigadement, la mise en contact et l'acquisition de techniques permettant de passer à l'acte".

Devenez un tueur professionnel, un tireur d'élite, un soldat aguerri, artificié et expert en manipulation de produits chimiques hautement explosif, etc. le tout en un clic de souris, génial, non ?

Le service après-vente était inclus dans l'opération.

Toujours plus fort, ils n'étaient au courant de rien mais ils avaient préparé les textes qu'ils devaient adopter dans la foulée de ces attentats.

Quand on sait qu'il leur faut en général un temps infini pour préparer un texte de loi, là l'affaire est bouclée en quelques jours.

- De nouvelles mesures sécuritaires seront annoncées le 21 janvier - Reuters

Une nouvelle série de mesures sécuritaires appelées à être intégrées dans la future loi sur le renseignement seront présentées la semaine prochaine en conseil des ministres, a annoncé mercredi le porte-parole du gouvernement.

Lors du prochain conseil des ministres, mercredi 21 janvier, les ministres de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense présenteront des éléments visant à améliorer notamment les dispositifs de renseignement, d'écoute et de surveillance dans les prisons.

Ces propositions s'inscrivent dans la loi sur le renseignement en cours de préparation sous la houlette du président de la Commission des lois de l'Assemblée nationale, Jean-Jacques Urvoas.

Selon ce dernier, ce texte est prêt et il n'y a plus que quelques ajustements à y apporter.

"Son but, c'est détecter, anticiper, de façon à interpeller ceux qui fomentent des coups", a-t-il expliqué sur Europe 1.

Il a précisé que la future loi permettrait notamment de placer des balises sous leurs voitures, d'accéder à leurs ordinateurs et leurs données informatiques, de surveiller le réseau par internet Skype ou de placer micros et caméras dans les lieux où ils sont susceptibles de se retrouver.

"On imagine les services de renseignement comme un Big Brother avec des tas de moyens. C'est faux ! Nous pouvons écouter 2.000 personnes par an !", a déploré Jean-Jacques Urvoas. "Il faut augmenter le nombre d'écoutes potentielles."

Le président de la commission des Lois de l'Assemblée a précisé mercredi à Reuters que le texte serait présenté sous la forme d'un projet de loi et non d'une proposition de loi émanant du Parlement comme initialement prévu.

"Le texte est écrit, il ne manque plus que quelques virgules", a-t-il ajouté. "Nous y travaillons depuis novembre 2013 avec le gouvernement", a poursuivi l'élu en précisant que le projet de loi serait examiné en avril par le Parlement.

Une semaine après l'attaque contre la rédaction de Charlie Hebdo, qui a fait 12 morts, le conseil des ministres a par ailleurs examiné mercredi le décret "relatif à l'interdiction de sortie du territoire des ressortissants français projetant de participer à des activités terroristes à l'étranger."

Ce décret permet d'interdire à des Français de quitter le territoire "lorsqu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'une

personne projette des déplacements à l'étranger pour participer à des activités terroristes ou vers un théâtre d'opérations où agissent des groupements terroristes".

Le décret permet aussi d'interdire l'entrée sur le territoire français à des étrangers "dont la présence en France menacerait l'ordre public".

La loi donne par ailleurs la possibilité aux pouvoirs publics de bloquer les fournisseurs d'accès à internet qui diffusent des messages relevant des activités terroristes. Reuters 14.01

- L'UMP propose un arsenal de mesures antiterroristes - Reuters

L'un des commanditaire du 7-janvier se lâche

- Tweet islamophobe: Sous le feu des critiques, Rupert Murdoch tente de clarifier - 20minutes.fr

Le magnat des médias avait écrit sur Twitter que les musulmans devaient être tenus pour responsables du terrorisme.

Le 9 janvier, le patron de News Corp et 21st Century Fox avait écrit sur son compte Twitter: «La plupart des musulmans sont peut-être pacifiques, mais jusqu'à ce qu'ils admettent qu'il y a un cancer djihadiste et qu'ils le détruisent, ils doivent être tenus pour responsables». 20minutes.fr 14.01

Et leurs conséquences attendues, espérées.

- L'organisation islamophobe Pegida s'exporte en Espagne - Liberation.fr

Né en Allemagne, ce mouvement raciste prend de l'ampleur en Europe, surtout après les attentats de la semaine dernière en France.

A travers son profil Twitter, elle suit déjà plusieurs groupes d'extrême-droite espagnols, dont la Phalange, le parti nationaliste qui avait nourri en partie les fondements idéologiques de la dictature de Francisco Franco (1939-1975). Pegida Espagne avait dans un premier temps prévu d'organiser sa première manifestation lundi dernier devant la plus grande mosquée de Madrid. Mais le groupe avait finalement annulé après que les autorités n'aient pas autorisé ce rassemblement, lui conseillant de trouver un autre lieu.

Outre l'Espagne, Pegida a des ramifications naissantes ou annoncées en Autriche, en Norvège, en Suède et en Suisse. Liberation.fr 14.01

- Charlie Hebdo : au moins 200 incidents signalés dans les écoles - LeFigaro.fr

En complément.

D'une chasse à l'homme à une autre ou d'une guerre à une autre.

- La lutte contre la fraude dans les transports intensifiée en 2015 - AFP

La justice des banquiers mafieux qui financent les guerres et en tirent profit.

- Jérôme Kerviel : la justice dit non à l'«expertise indépendante» - LeFigaro.fr

Quand le régime opte pour la guerre, il devient tyrannique.

- Valls s'affirme en chef de "guerre" en pleine union nationale - AFP

- Cambadélis (PS) réclame un "pacte national de combat contre le terrorisme - AFP

- Alain Juppé : « L'exécutif a été à la hauteur des événements » - LeMonde.fr

- Charlie Hebdo: Hollande et Valls "à la hauteur", selon Xavier Bertrand - AFP

- Les Verts à l'heure de l'union nationale - Liberation.fr

Comment "infuser" le poison de la guerre pour se refaire une santé sur un amoncellement de cadavres. La véritable nature du PS explose au grand jour.

- Le PS veut croire aux effets à long terme de l'esprit du 11 janvier - AFP

Le Parti socialiste veut croire à la poursuite de l'esprit du 11 janvier de communion nationale parmi les partis politiques, espérant que les prochaines échéances se dérouleront dans un climat durablement "nouveau".

"Nous sommes dans l'unité nationale et depuis la séance d'hier après-midi à l'Assemblée nationale (pour le discours de Manuel Valls), quasiment dans l'union sacrée", s'est réjoui le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, en présentant ses voeux à la presse.

"Pour l'instant, le 11 janvier infuse et va diffuser", a-t-il ensuite déclaré à quelques journalistes.

Ils ont enterré la République le 11 janvier ou ce qu'il en restait.

"Il fait revenir au centre (des débats) la question de la République et il y a une prise de conscience de la gravité de l'Histoire", s'est-il déclaré convaincu.

Dans cette optique, le responsable socialiste a plaidé devant la presse pour un "pacte national de combat contre le terrorisme dans le respect républicain".

Au lendemain de la "marche républicaine", dimanche, dont le PS a été l'un des instigateurs, M. Cambadélis a lancé des invitations à tous les "partis républicains" pour des discussions sur les thématiques de sécurité.

Tous ont répondu favorablement à l'exception du Parti de gauche, et deux rendez-vous pourraient se tenir dès la "semaine prochaine" avec le PCF et les écologistes, selon l'entourage du premier secrétaire. AFP 14.01

Une vrai fausse information pour couvrir les auteurs et les commanditaires de l'attaque contre Charlie Hebdo

Des failles dans le suivi judiciaire de Chérif Kouachi - Francetv info

Une faille dans le suivi judiciaire de Chérif Kouachi a été découverte. Après avoir purgé une peine de prison, le cadet des frères Kouachi était en 2011 sous contrôle judiciaire strict. Il devait pointer au commissariat toutes les semaines, ce qui ne l'a pas empêché de se rendre à Oman en juillet 2011 et peut-être au Yémen avec son frère Saïd, pendant une vingtaine de jours. Mais à cette époque, il avait l'interdiction de quitter la France et était sous contrôle judiciaire pour la tentative d'évasion de Smaïn Aït Ali Belkacem, le cerveau de l'attentat du RER B en 1995.

Des questions subsistent

Pendant deux semaines, Chérif Kouachi ne s'est donc pas présenté au commissariat de Gennevilliers comme il en avait l'obligation. Ce non-respect du contrôle judiciaire a pourtant été signalé par les policiers au parquet de Nanterres. À son retour en France, Chérif Kouachi n'a pas non plus été sanctionné, alors qu'il était bien connu des magistrats anti-terroristes. Francetv info 14.01

C'est Valls qui a donné l'ordre de laisser perpétrer ces attentats.

Qui lui en a donné l'ordre ? Devinez de qui ou de quoi il est l'instrument ? Fastoche, il ne cesse de le claironner.

- Manuel Valls a-t-il bloqué des écoutes sur le "clan" Kouachi ? - LePoint.fr

Depuis plusieurs semaines, l'affaire empoisonnait les relations entre le sommet de l'exécutif et les deux principaux services de renseignements français, la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure) et la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure). Bien avant les attentats contre Charlie Hebdo et le supermarché casher de la porte de Vincennes, les chefs de ces deux services - Patrick Calvar (DGSI) et Bernard Bajolet (DGSE) - avaient fait connaître leur mécontentement.

En cause, selon des sources concordantes : les interdictions de procéder à des interceptions de communications à l'intérieur et à l'extérieur du territoire français, édictées par une proche collaboratrice du Premier ministre Manuel Valls, chargée de les autoriser ou de les interdire, après avis consultatif de la CNCIS (Commission nationale consultative des interceptions de sécurité). Selon les

cas qui nous ont été rapportés, ces interdictions préalables ont frappé des écoutes sur au moins une ambassade étrangère en France et sur des "cibles" de nationalité française se trouvant en territoire étranger.

Dimanche 11 janvier, l'ancien directeur de la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur), avant d'être transformée en DGSI, le préfet Bernard Squarcini, a lâché le morceau lors de son passage dans l'émission Le Grand Rendez-vous Europe 1-i>Télé-Le Monde. Selon ses propos, confirmés au Point par d'autres sources, les services avaient bien écouté l'un des frères Kouachi, "mais ça ne donnait rien, et ensuite intervient le gros dispositif juridique qui existe en France : le président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) vous dit de vous arrêter parce que l'objectif que vous avez demandé dans cette écoute n'apparaît pas ou n'est pas actif".

Aux yeux de Squarcini, il s'agit bel et bien d'"une faille du dispositif dans son ensemble". "Le service de renseignements ne peut travailler qu'avec la boîte à outils qu'on lui fournit.

En clair, les services auraient demandé à ce que les écoutes qui leur avaient été accordées sur la "cible" Kouachi soient étendues à son entourage. Cette mesure aurait été refusée. Une source connaissant cette affaire explique : "Ils sont extrêmement stricts, limite obtus. Ils autorisent la cible stricto sensu en appliquant les textes à la lettre : pour eux, c'est l'individu qui peut être écouté, pas le clan. Alors qu'on est en guerre !" Pourtant, les exégètes avaient remarqué que, dans ses rapports d'activité, la CNCIS avait fait évoluer ses textes.

En évoquant ces dernières années des "cibles" et non plus des "lignes" téléphoniques, elle indiquait implicitement que, justement, une écoute pouvait concerner tous les téléphones d'une personne, ses ordinateurs, le tout pouvant être étendu à son entourage. Sauf que ça, c'était avant que le précédent président de la CNCIS Hervé Pelletier, désigné par Nicolas Sarkozy et "démissionnaire", ne soit remplacé en juin 2014 par Jean-Marie Delarue. Le décret signé du président de la République François Hollande nomme Jean-Marie Delarue pour six ans, jusqu'en juin 2020.

Cet expert connaissant l'affaire estime que Jean-Marie Delarue "veut poser la question de la place de la CNCIS et transformer cette autorité administrative qui fournit des avis consultatifs au gouvernement en véritable organisme de contrôle des interceptions techniques". Combat de titans pour le contrôle des services... Guerre souterraine

Dans la technostructure du renseignement français, on évoque une guerre souterraine, très secrète et qui aurait dû le rester, qui opposerait actuellement deux tendances lourdes : d'une part, celle des services qui souhaitent qu'au nom du "pragmatisme" on leur lâche un peu la bride en ces temps troublés ; d'autre part, celle de juristes représentés par le président de la commission des Lois de l'Assemblée et président de la délégation parlementaire au renseignement, le député socialiste Jean-Jacques Urvoas, membre de la CNCIS, en phase avec Jean-Marie Delarue.

Les récriminations des premiers sont fortes à l'égard des seconds. À tel point que les services estiment qu'ils font l'objet de la part de la CNCIS de mesures de pure "rétorsion". Alors que la pratique du contrôle des écoutes consistait auparavant en un contrôle de conformité a posteriori, elle est passée progressivement à un contrôle a priori. Concrètement, la CNCIS remet son avis avant que l'interception ne soit mise en place. Et, à tout le moins jusqu'à l'attentat contre Charlie Hebdo, ses avis positifs ou négatifs ont toujours été suivis à la lettre par Matignon. Qui n'y a pourtant jamais été tenu...

Des écoutes jamais commencées

Ce point est d'ailleurs rappelé dans un communiqué très inhabituel diffusé le 12 janvier, lendemain de l'intervention de Bernard Squarcini, par la CNCIS. Signé par les trois membres de la commission, à savoir le sénateur UMP François-Noël Buffet, le député PS Jean-Jacques Urvoas et le président Delarue, ce texte, ciselé au millimètre, dément les accusations de Squarcini, mais de façon curieuse. Il souligne que les accusations porteraient sur le fait que des écoutes sur les auteurs des attentats "avaient cessé", alors même que les services jurent qu'elles n'ont jamais pu avoir lieu. "À aucun moment, la CNCIS n'a manifesté d'opposition dans ces affaires sur des demandes présentées", affirme-t-elle dans le communiqué.

Des sources bien informées ne citent d'ailleurs pas seulement des affaires de terrorisme, mais aussi d'autres, également récentes et tout aussi étonnantes. La CNCIS s'est repliée aux abris en précisant dans son texte qu'elle n'évoquera ces affaires qu'avec "des autorités publiques, quelles qu'elles soient, dès lors qu'elles sont habilitées au secret de la défense nationale". Ce qui exclut la presse ! Circulez, y a rien à voir ! Lepoint.fr 14.01

Haut de page

Le 19 janvier 2015

CAUSERIE

J'ai déménagé hier. Arrivé à la maison j'ai voulu monter le robinet de l'évier de la cuisine pour pouvoir avoir de l'eau, et surprise en ouvrant la vanne du réservoir on s'est aperçu qu'il y avait une énorme fuite, l'abruti de plombier avait pété la canalisation à l'intérieur du mur et il s'était sauvé la veille sans rien dire. Il nous a fallu aller à Pondichéry pour trouver un magasion ouvert et acheter du matériel pour essayer de régler le problème, cela nous a pris plus de trois heures. Bref, j'ai terminé la journée sur les genoux, on n'a pas eu le temps de bouffer de la journée et le soir j'ai encore dû arroser les plantes que j'avais ramenées pour qu'elles ne crèvent pas, bien entendu les ouvriers avaient aussi complètement pétés le tuyau d'arrosage qu'il a fallu arranger la nuit tombée, l'horreur quoi !

J'actualiserai le site comme je pourrais le mois qui vient, j'ai trop de boulot chez moi pour continuer.

Ce qui suit à été rédigé le 17. En jetant un oeil rapide sur les news je viens de voir que Hollande était remonté de 20 points et Valls avait atteint un taux de popularité de 61%, on aura compris à qui profitait le crime pour ne pas dire qui l'avait commis. Ils peuvent remercier les vendus qui ont repris en choeur la version officielle du 7-janvier.

Ce qui m'étonne, c'est qu'on puisse être aveugle ou abruti au point de leur faire confiance. Les militants qui les croient leur donnent raison, ils sont indignes de parler en notre nom, nous ne leur reconnaissons pas cette légitimité usurpée. Bref, le monde est à leur image, on ne va pas perdre de temps avec eux... On a autre chose de plus important à faire que de donner un cours sur les mécanisme complexes de la psychologie humaine. Je connais des gens qui sont prêts à affirmer n'importe quoi alors même que cela n'a aucun rapport avec eux ou leur comportement, ils ont simplement de bonnes raisons pour se comporter de la sorte, dès lors soit on en tient compte et on se posera d'autres questions à leur sujet, soit on ne s'en posera pas et on sera prêt à croire n'importe quoi les concernant.

Je vis entouré de simples d'esprit qui peuvent développer une tendance à la mythomanie ou au fanatisme, qui arrivent à se convaincre de choses qui n'existent pas, qui prétendent avoir fait quelque chose qu'ils n'ont jamais fait. Cela dépasse l'entendement, cela peut aller très très loin, au-delà de tout ce qu'on peut imaginer quand on est équilibré mentalement, pour l'admettre ou le comprendre il faut les observer et les laisser aller au bout de leur délire, cela peut vous poser de gros problèmes et même parfois devenir dangereux. Quand on ne vit pas dans ce milieu profondément arriéré ou qu'on ne l'a jamais étudié, on ne peut pas comprendre comment cela fonctionne dans leur tête, pour moi c'est un sujet d'étude psychiatrique plus que social, parce que cela m'intéresse de comprendre comment des idées naissent ou se fixent profondément dans leur cerveau, comment ils s'en défont éventuellement ou comment elles évoluent au contact de la société ou du monde extérieur, quel catalyseur peut modifier leur comportement, etc.

Rédigé le 17 et complété le 19 à propos du 7-janvier.

Un fait sans précédent dans l'histoire, mais qui s'explique très bien par les leçons qu'ils ont tirées de leurs expériences passées et l'évolution des moyens de communication.

On aura remarqué avec quelle précipitation pour ne pas dire hystérie le gouvernement et les médias s'empressent de dénoncer toute version différente de la leur de l'attaque de Charlie Hebdo, malgré les contradictions ou failles qui étaient apparues juste après, au regard des faits eux-mêmes il faut préciser, allant même jusqu'à créer à destination des collégiens un portail dédié à lutter contre toute tentative de démonter la version officielle qui a été reprise en choeur par la totalité des partis du mouvement ouvrier comme il fallait s'y attendre, témoignant une fois de plus à quel niveau de corruption ils sont parvenus, le plus élevé qui soit, celui de l'Etat, puisqu'il s'agit de lui et de sa défense ici.

Pour faire plus vraisemblable, Alain Bauer (lire sa biographie éloquente sur Wikipédia) dans un article du Point du 15 janvier a été jusqu'à expliquer qu'effectivement jusqu'à une date relativement récente les Etats se livraient sous de fausses bannières à des actes terrroristes, mais que depuis la fin de l'URSS ils auraient renoncé à cette pratique... Le croiront que les naïfs ou ceux que cela arrange comme toujours.

Outre l'aveu d'actes criminels ou du terrorisme d'Etat, de la part des mêmes Etats qui existent aujourd'hui, il s'emploie ensuite à vouloir nous convaincre que ce serait des organisations ou des êtres isolés qui dorénavant perpétueraient des attentats, or sa démonstration ne tient pas debout car à aucun moment il n'évoque l'impossibilité de monter des opérations de grande envergure ou plus modestes mais particulièrement complexes à mener, à la fois sur le plan logistique ou pour se fournir le matériel nécessaire à leur réalisation, et au niveau des renseignements à réunir qui ne peuvent pas être obtenus autrement qu'en ayant quelqu'un introduit dans la place, sans oublier les compétences, formation ou qualité que les auteurs doivent avoir acquis dans différents domaines, autant de conditions qui ne s'improvisent pas ou ne se décrètent pas, qui ne sont manifestement pas à la portée du petit voyou de banlieue.

Il se peut que seuls Valls et quelques personnes aient été informées de cette opération qui a certainement été réalisé par un commando du Mossad plutôt que les services secrets français trop bordéliques. Pourquoi retenons-nous cette hypothèse au-dela du modus operandi employé et des contradictions relevées précédemment ? On pourrait ajouter le fait qu'Al-Qaïda au Yémen a traîné des pieds avant de revendiquer ces attentats, comme si poussé à reconnaître son implication il l'acceptait sous la pression

ou pour réhausser son image face à l'Emirat islamique. Ben Laden n'a jamais reconnu être à l'initiative des attentats du 11 septembre 2001 qu'on lui a imputés. Depuis on sait qu'effectivement il n'y était pour rien...

Je viens d'apprendre le suicide pour le moins suspect du commissaire Heldric Fredou qui était chargé de rédiger un rapport sur l'entourage familial de Charlie Hebdo et retrouvé mort d'une balle dans la tête quelques heures après l'attentat.

- De 2010 à 2012, le policier occupait la fonction de commissaire central à Cherbourg. À la même époque, le député-maire de la ville côtière n'était autre que Bernard Cazeneuve, actuel ministre de l'Intérieur en charge de l'enquête sur l'attentat et membre discret de la mouvance pro-israélienne. (Commissaire Heldric Fredou: Mystérieux « suicide » du policier chargé de la connexion Charlie Hebdo-Jeannette Bougrab - mondialisation.ca - janvier 19, 2015)

Haut de page

Le 20 janvier 2015

CAUSERIE

Je n'arrivais pas à dormir parce que je croule à nouveau sous les emmerdements, et je pensais à la situation en France qui est en train de prendre une sale tournure comme cela était prévu sans qu'aucun parti ouvrier ne se montre à la hauteur, un cauchemar, du coup j'ai actualisé toutes les rubriques à 4 heures du matin. Je suis complètement claqué et j'ai perdu 7 kilos en moins d'un mois, depuis que je ne passe plus mon temps devant l'écran, comme quoi il y avait bien un lien avec la détérioration de ma santé.

Il aurait été souhaitable qu'on essaie de se regrouper autour de notre portail qui représente un réel courant politique différent des autres, histoire de pouvoir peser sur les partis ouvriers qui sont véritablement en dessous de tout, mais apparemment cela n'intéresse personne, donc je n'en ferai pas davantage. Je sais que ce n'est pas forcément l'outil le plus approprié, mais je n'en ai pas d'autre à ma disposition et le temps presse.

Ce qui se passe en France était parfaitement prévisible, nous avons été pris pour des gauchistes ou des farfelus pour n'avoir cessé de le répéter, non pas que nous nous prendrions pour ce que nous ne sommes pas, mais en se rassemblant on aurait pu constituer une force, et puis des militants ou des cadres auraient pour prendre le relais en France sur le plan organisationnel, nous aurions pu tenter quelque chose au moins, mais là encore personne n'y a cru et c'est dommage. On court à la catastrophe, qui ne s'en rend pas compte aujourd'hui. Qui ne comprend pas enfin la véritable nature du PS et les effets dramatiques de 70 ans de collusion avec ce parti et le PCF ? C'est terrible de se fermer les yeux même dans des moments pareils. A suivre.

Tenez une question que je considère comme très con car je ne me la pose même pas : n'avez-vous pas trouvé étrange que M. Merah s'en soit pris à des juifs en 2012 et A. Coulibaly le 7 janvier 2015 ? A ma connaissance Al-Qaïda ne s'est jamais attaqué à Israël, au contraire ils s'entraident au Golan, ce sont les Israéliens qui les arment et les soignent, vous êtes au courant depuis longtemps pour avoir publié de nombreux articles qui le relataient, n'est-ce pas ? Nulle part dans le monde Al-Qaïda ne s'est attaqué à des intérêts israéliens.

Certains suggèrent que c'est le Mossad qui n'hésite pas à sacrifier des juifs pour imputer ses crimes ou attentats à l'Iran, hier la Libye, la Syrie, le Liban, etc. qui serait derrière ces attaques. Quelle autre explication suggérez-vous ? La version officielle du petit branleur de banlieue devenu un grand terroriste internationale ? Quelle connerie ! Même au Yémen ils ont failli s'étouffer lorsqu'ils ont dû revendiquer l'attentat de Vincennes, ils ont obéi aux ordres, de qui, devinez, je ne sais pas, je vous suggère une piste, ceux qui ont créé Al-Qaïda par exemple. Coulibaly était grillé, il s'est fait berner par une taupe du Mossad ou des renseignements généraux français, tandis que les frères Kouachi accomplissaient soi-disant la première partie de l'opération.

Une opération en deux temps comme dans l'affaire Merah, en premier ce sont des musulmans qui sont massacrés, puis des juifs, le tout se termine par une chasse aux terroristes qui se cachent derrière chaque musulman et la boucle du chox des ciivilisations et de la guerre sans fin est bouclée. A suivre.

Peut-être un complément en fin de journée.

Haut de page

Le 21 janvier 2015

CAUSERIE

44 articles ont été ajoutés, ils auraient dû l'être hier après-midi, mais ils avaient coupé ma connexion Internet par erreur, j'ai dû aller en ville à leur bureau pour régler le problème, leur problème, ils avaient oublié d'enregistrer mon règlement de décembre qu'ils avaient dû enregistrer manuellement parce que leur ordinateur était en panne! Je vous passe tous mes autres emmerdements et tout le boulot que j'ai à faire chez moi en urgence...

On essaiera d'actualiser le site demain uniquement à partir des titres de presse des derniers jours qui en disent plus longs que de grands discours sur la dictature en marche en France.

Nos petits camarades ne nous en voudrons pas j'espère de ne pas être tenté par un front unique avec le PS ou les dictateurs...

C'est mon côté provocateur qu'on pourrait prendre à la légère ou en se disant quel connard celui-là, cela serait faire preuve de beaucoup de légèreté ou d'irresponsabilité, car cela a une signification politique tout ce qu'il y a de plus sérieux, comme toujours d'ailleurs...

Je pense qu'on nous a trompé délibérément pendant des décennies et qu'il est normal au regard de la situation extrêmement grave de régler nos comptes ou tout du moins de ne surtout pas nous taire, vous ne trouvez pas ?

Ci-dessous la brève causerie que j'avais rédigée mardi matin.

J'allais oublier de vous signaler qu'où j'habite dorénavant la connexion Internet est ultra rapide, au moins une bonne nouvelle qui va me faire gagner beaucoup de temps. J'ai téléchargé les 44 nouveaux articles en moins d'une minute au lieu de, disons entre 30 et 45 minutes, génial !

Haut de page

Le 22 janvier 2015

CAUSERIE

On a ajouté 22 articles.

Enième rappel : Attention, selon nous aucun de ces articles ne propose une analyse ou orientation politique correcte, en les lisant attentivement on s'aperçoit qu'absolument tous leurs auteurs sont inféodés au capitalisme et ne proposent aucune alternative politique au capitalisme. Ils en sont à formuler des souhaits pieux, ils s'en remettent tous à des degrès divers aux représentants de la classe dominante ou directement à la sagesse de celle-ci, à ses institutions. Il en sera ainsi tant qu'ils n'auront pas rompu avec le capitalisme.

Certains ne comprennent pas qu'on insiste sur ce point, non pas par dogmatisme ou pour se conformer à une doctrine, mais tout simplement parce qu'il n'existe pas d'autre voie ou moyen politique pour affronter et vaincre définitivement notre ennemi. Tous s'en accommodent, tous cherchent des voies de traverses, des petits arrangements minables, c'est comme vouloir concilier l'eau et le feu, c'est impossible, l'un ou l'autre dominera et l'emportera tandis que l'autre disparaîtra, c'est dialectique, logique. Qu'on ne parvienne pas à le comprendre pose un véritable problème politique. Tous se défilent sur telle ou telle question brûlante née des derniers développements, aucun n'ose en tirer les conclusions qui s'imposent, se soumettre et subir ou refuser tout compromis avec l'ennemi et le combattre jusqu'à la mort. Tous sont encore bourrés d'illusions, en fait ces articles posent davantage de problèmes qu'ils n'en résolvent pour ceux qui se posent des questions et n'y trouveront aucune réponse coïncidant avec leurs convictions. Je me suis même demandé si parmi ces auteurs il n'y en avait pas certains qui publiaient volontairement des articles pour mener leurs lecteurs dans une impasse.

Tous les partis ouvriers se sont une nouvelle fois vautrés dans la fange après le 7-janvier en adhérant à la version officielle des représentants, ils se sont tous discrédités, mais les militants continuent de s'en accommoder eux aussi, ils courbent l'échine, avalent de nouvelles couleuvres qui demain leur seront fatales, c'est inévitable, ils sont consensuels, ne veulent pas affronter leurs dirigeants...

Je n'ai pas le temps d'actualiser les infos en bref, peut-être ce soir. On essaiera aussi de faire un point sur la situation mondiale ou dans les prochains jours.

Haut de page

Le 24 janvier 2015

CAUSERIE

J'ai rectifié quelques erreurs commises dans des adresses d'articles de décembre que vous n'avez pas pu consulter ou télécharger. Les yeux fatiguent !

7 articles ont été ajoutés ce matin à 9h et la rubrique *Articles d'actualité* a été actualisé. Ce qui suit a été mis en ligne sur les coups de 2h du matin. Soutenez financièrement le site. Si j'ai pu actualisé en partie le site ces derniers jours, c'est grâce à la somme que des camarades m'avaient envoyée et qui a servi en partie à payer 4 ouvriers pendant 5 jours, ce qui m'a permis de disposer d'un peu de temps. Je dois refaire une partie de la peinture de la maison, plus celle du mur du petit jardin, j'ai aussi des travaux en électricité et en plomberie à effectuer, je n'ai pas eu le temps de nettoyer à fond la maison, les vitres sont carrément dégueulasses et le carrelage est recouvert de peinture. Selvi travaille et moi je n'arrête pas une minute, franchement on ne peut pas faire plus, on est si claqué qu'on prend notre repas du soir vers 21h30 et ensuite on va directement se coucher pour se lever à 5h30 heures.

On a paré au plus pressé, sécuriser l'approvisionnement en eau et en électricité, j'attends toujours qu'ils changent le compteur électrique, je n'ai pas remonté la parabole et on n'a pas de télé, ce dont je me passe très bien, la télé c'est pour Selvi, je n'ai plus de frein à l'avant de la moto, le piston du frein à disque est bloqué, par contre j'ai réussi à réparer la machine à laver qui était tombée en panne, le lecteur CD de l'ordinateur aussi, je dois acheter deux stabiliseurs de courant pour protéger les frigidaires, avant-hier on s'est retrouvé avec 60 volts au lieu du 220, c'est donc urgent, je n'ai pas encore fait reconnecter les deux climatiseurs dont on peut se passer pour le moment, j'ai encore un tas de plantes à replanter, je dois peindre la grille d'entrée et les tubes des deux auvents, je dois ajouter une partie avec des feuilles de cocotier et du bois, c'est assez urgent car la température monte vite en journée, l'hiver sera fini d'ici 2 ou 3 semaines, je dois encore cavaler pour que Selvi obtienne son carnet de rationnement ce qui nous permettra de faire des économies sur la bouffe, et je n'ai pas encore réglé mon problème avec la banque, depuis mars 2013, c'est dingue, j'ai aussi un problème avec le téléphone qui ne sonne pas toujours quand on m'appelle, je n'ai pas eu le temps de faire mes changements d'adresse, faute de ne pas avoir eu le temps d'aller au marché on n'a pas mangé de viande depuis 10 jours environ, on mange ce qu'il y a à la maison, on a à manger c'est déjà pas mal, etc. etc.

Comme quoi je ne vous raconte pas d'histoire quand je vous dis que je n'ai pas le temps d'actualiser le portail...

La partie suivante a été rédigée au cours de la nuit précédente. J'ajouterai que la dernière annonce de la BCE confirme que son orientation est claquée sur celle de la Fed dont elle est en réalité une simple agence européenne... Vous aurez constaté qu'il s'agisse d'économie ou de politique que la presque totalité de nos pronostics se sont réalisés petit à petit.

J'allais oublier d'ajouter une chose très importante, cette annonce de la BCE de déverser 1.100 milliards d'euros dans l'économie spéculative principalement, va à l'encontre des menaces de guerre mondiale et confirme mon analyse sur le contenu mafieux du régime économique et que l'on a bien dorénavant deux systèmes économomiques qui se côtoient et se supportent mutuellement pour faire bref. Le coup d'Etat terroriste du 7-janvier en France est à relier à la baisse du prix du baril de pétrole et de l'euro dont la parité avec le dollar se rapproche de l'unité, le tout en prévision de l'accord sur le traité transatlantique qui est capital pour l'oligarchie financière et la survie du capitalisme. La répression politique ou la censure de l'opposition de gauche en Europe est le complément naturel ou le pendant de la régression sociale qui va s'amplifier dans les mois qui viennent.

Comment peut-on prétendre rompre ou avoir rompu avec le régime en place, le gouvernement ou le PS quand dans le même temps on refuse de rompre avec les dirigeants syndicaux vendus ou traîtres qui sont à la solde du gouvernement et du PS et incarnent le régime ? Comment peut-on prétendre combattre les institutions de la Ve République dont la nature ultra réactionnaire ou dictatoriale se confirme jour après jour et participer aux élections en 2015, sachant que toute participation sera interprétée comme une légitimation du régime ?

La nuit dernière.

Vous m'excuserez de ne pas pouvoir actualiser les infos en bref, parce qu'avec mon déménagement et les multiples difficultés afférantes à mon installation que j'ai rencontrées et que je m'emploie à résoudre les unes après les autres quotidiennement j'ai dépassé le stade de l'épuisement au point de tenir à peine debout, je n'ai jamais connu auparavant un tel niveau de fatigue, en un peu plus d'un mois j'ai perdu 8 kilos c'est pour dire, et je suis loin d'en être venu à bout, j'en ai encore pour un mois environ en m'activant sans m'octroyer un moment de répit.

Je suis d'autant plus désolé de cette situation qui tombe au plus mauvais moment, et j'enrage de ne pas pouvoir m'exprimer. Mais bon physiquement on n'est pas inépuisable. En gros, j'ai déménagé dans une maison qui n'est pas achevée et où les travaux ont

été mal faits faute de moyens et de temps pour les surveiller parce que je consacrais mon temps à ce portail qui ne m'aura apporté que des emmerdements au bout du compte, si ce n'était pas pour la bonne cause je le regretterais. Aussi nous contenterons nous d'une brève analyse pour aujourd'hui. J'ai eu beaucoup de mal à réfléchir à la situation et à rassembler mes idées, il était donc préférable de se limiter à une question bien circonscrite et d'essayer d'être le plus concis et précis possible.

Je ne ferai pas mention ici des tous derniers éléments dont j'ai pris connaissance aujourd'hui sur l'affaire du 7-janvier, car il serait impossible de les livrer aux lecteurs sans y avoir réfléchi sérieusement avant de les commenter et je n'en ai pas le temps, qui ajoutés à la présence de militaires français engagés au côté de Daesh en Syrie constituent les premiers éléments matériels concrétisant l'hypothèse d'une opération orchestrée par le gouvernement et dont on ignore encore les auteurs réels pour ce qui est de l'attaque contre Charlie Hebdo, ainsi que les véritables commanditaires pour ce qui est de l'attaque de Vincennes.

Voilà le genre de commentaire que vous avez pu lire dans des dizaines et dizaines de communiqués ou articles d'auteurs divers, de représentants de partis politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche en France qui épargnent le gouvernement ou les véritables commanditaires de ce qu'il faudrait plutôt appeler un coup d'Etat terroriste destiné à faire adhérer la population à la théorie du choc des civilisations des néolibéraux anglo-saxons-sionistes.

- "*Le week-end dernier, à la suite des terribles attentats qui ont eu lieu en plein Paris, d'importants rassemblements se sont déroulés sur tout le territoire pour dénoncer le terrorisme et rappeler à la face du monde l'attachement des Français envers les principes fondamentaux que sont la liberté d'expression et la liberté de la presse.* "

Ce qui est intéressant dans ce passage extrait d'un article publié par le portail Le Grand Soir, c'est qu'il y figure les différents éléments qui constituent la trame de cette théorie ou lui sert de support ou encore lui confère une certaine cohésion, on pourrait dire aussi qui permettent de repérer sur quoi repose cette construction, quel en est le fil conducteur, ce qui la guide, son véritable objectif : 1- des terribles attentats ; 2- dénoncer le terrorisme ; 3- la liberté d'expression et la liberté de la presse.

Il faut aller plus loin, ces trois éléments qui s'enchaînent si parfaitement ont en réalité un point commun qui les relie entre eux, ils sont tous les trois fabriqués de toutes pièces ou relèvent du mensonge ou de l'escroquerie intellectuelle, qui dès lors qu'ils ne sont pas dénoncés comme tels peuvent donner lieu à toutes sortes de manipulations en fonction des intérêts des auteurs qui les reprennent à leur compte, et là où c'est le plus fort, c'est que cela fonctionne dans tous les cas de figure, pris en partie, séparément ou en totalité. Il ne faut donc pas s'étonner si absolument tous les partis ont repris en choeur la version officielle, tous y avaient intérêt à des degrès divers, qu'il s'agisse de défendre leur propre appareil ou le régime ou les deux à la fois.

Comment cela ? C'est fort simple : 1- il ne s'agissait pas d'attentats mais d'une opération orchestrée au plus haut niveau de l'Etat ; 2- ces attaques n'ont pas été commis par des terroristes ayant agi de leur propre chef ou pour le compte d'une organisation quelconque ou indépendante ; 3- ce n'était pas la liberté d'expression et la liberté de la presse qui étaient visée, mais les droits politiques des masses exploitées pour mieux pouvoir s'attaquer à leurs droits sociaux.

J'ai cherché en vain quelque part une analyse similaire à celle que je vous livre ici, j'entends dans sa totalité, car contrairement au fait que chacun de ces éléments pris séparément incarne la version officielle, la compréhension de leurs réelles intentions nécessite de les traiter ensemble, et c'est là que les commentateurs ou analystes échouent parce que parmi ces trois éléments il y en a toujours un qu'ils refusent de prendre en compte parce qu'il les dérange. Pour qu'il en soit autrement, cela nécessiterait de leur part qu'ils rompent avec le régime auquel ils sont liés par un bout ou un autre ce dont ils sont incapables. Au passage c'est utile pour démasquer les opportunistes ou les agents du capitalisme infiltrés dans nos rangs, ou encore cela permet de discerner où se situe la limite de l'indépendance de certains journalistes ou opposants qui se veulent libres ou indépendants quand ils ne pratiquent pas eux-mêmes l'autocensure qu'ils reprochent aux médias aux ordres, cela vaut pour tous les auteurs dont nous publions régulèrement des articles en provenance de portails divers.

Vous comprenez peut-être mieux la mise en garde que j'avais adressée aux lecteurs le 22 janvier. J'avais déjà tous ces éléments-là en tête mais je n'avais pas le temps de les mettre en ordre aussi clairement.

En plus de ma fatigue colossale, je ne trouve pas le sommeil, il est 2h10 du matin !

Haut de page

Le 25 janvier 2015

CAUSERIE

Trop fatigué pour actualiser le site. A quoi bon, non ?

Par contre j'ai lu des articles de LO et de différentes groupes issus du PCI qui confirment tout le bien que j'en pense et que j'ai exprimé précédemment. Leur position -inutile d'employer le pluriel puisque leur réponse à l'attaque du 7-janvier est identique et correspond à ce que pouvaient espérer de mieux ou de moins pire ceux qui les ont commanditées.

Hitler vilipendait dans des discours enflammés le monde de la finance, c'était assurément un ennemi déclaré de l'oligarchie financier. Avis aux opportunistes en tous genres qui soutiennent Charlie Hebdo et qui manifestement sont dépourvus d'esprit critique ou on subit une lobotomie en rejoignant un jour les rangs du mouvement ouvrier organisé comme on entre en religion, ils ne défendent plus des idées ou une cause, mais une chapelle, un appareil, un ouvrage sacré.

Contrairement à eux, non seulement nous ne sommes pas Charlie, nous sommes anti-Charlie dont l'idéologie est conforme à celle des néolibéraux ou l'extrême droite du capitalisme, dès lors il ne faut s'étonner de rien. Ils s'indignent de la présence de Netanyahu à Paris le 11 janvier ou que Hollande ait reçu Marine Le Pen, et ils ne leur viendraient pas à l'esprit de faire le lien entre la politique néolibérale mise en oeuvre par Hollande, le régime néonazi de Kiev qu'il défend ainsi que le sionisme qui est devenu une cause nationale depuis que Valls a été nommé Premier ministre, partant de là la présence de Porochenko et Netanyahu le 11 janvier à Paris en compagnie du président de la Commission européenne ou celui du Medef pour défendre la liberté d'expression était dans l'ordre des choses, naturel pour ainsi dire, et que le gouvernement décide de sauver de la faillite cet hebdomadaire hygiénique était la moindre des choses après les services qu'il leur avait rendus à tous.

De notre côté, nous analysons les événements qui peuvent se produire en prenant en compte l'ensemble des facteurs et rapports qui constituent la situation à l'échelle mondiale, ainsi que le rôle et la place de chacun de ses acteurs. A qui profite le crime disions-nous, tout le monde connaît désormais la réponse, n'oubliez pas d'ajouter ce torche-cul destiné à soulager la mauvaise conscience des misérables petits bourgeois compromis avec le régime, car chacun aura pu constater qu'aucun n'entendait se situer sur le terrain du socialisme qui est le seul incarnant réellement l'opposition politique au régime en place, aucun n'étend engager dans le combat politique dans la perspective de son renversement, on est bien d'accord n'est-ce pas ? Pour le reste je vous renvoie aux articles que nous avons mis en ligne.

Haut de page

Le 26 janvier 2015

CAUSERIE

Quelques idées en vrac

Je n'ai pas le temps à consacrer à l'actualité, mais j'en crève d'envie en observant ce qui se passe et ce qui se dit, on va parer au plus pressé et laisser tomber un tas de sujets importants comme Davos, la décision de l'Iran de ne plus utiliser le dollar dans ses transactions internationales, la guerre qui couve entre Israël et le Liban et la Syrie, la chute de l'euro ou la remontée du rouble, la décision de la BCE de faire chauffer la planche à billets, le système économique mafieux dont j'ai parlé à de nombreuses reprises prend de l'extansion, cela ne devrait pas étonner nos lecteurs les plus attentifs...

Les non-dits participent à la désinformation et au formatage des cerveaux des militants.

Angélisme, naïveté, aveuglement, irresponsabilité, collusion, complicité, trahison, agents de l'ennemi, comment doit-on caractériser ceux qui traitent des conséquences sociales du coup d'Etat terroriste du 7 janvier 2015 et qui nous expliquent que ces attaques auraient eu une racine sociale relayant discrètement au passage la version officielle, et qui d'un autre côté nous appelle à lutter sur le plan social contre le gouvernement et à rejeter son discours communautarisme, sans réaliser le lien de cause à effet qui existe manifestement entre ce qui s'est passé le 7 janvier dernier à Paris et la batterie de mesures politiques ou liberticides que Hollande et Valls ont annoncées ou prises à la hâte dans la foulée pour avoir été préparées dans cette perspective, ainsi que le ton martial ou menaçant qu'ils utilisent à l'encontre des syndicats notamment ou des opposants à leur politique, l'allure guerrière qu'ils affichent allant jusqu'à intimider, culpabiliser l'ensemble de la population pour la rendre responsable terrorisme ou la situation ?

Dit autrement, comment font-ils pour ignorer superbement qu'il y aura dorénavant un avant et un après le 7 janvier 2015, comme il y a eu un avant et un après le 11 septembre 2001 ? Pourquoi s'emploient-ils systématiquement à occulter, minimiser ou citer au passage sans s'y attarder les conséquences politiques de ce coup d'Etat dirigé en réalité contre l'ensemble des masses exploitées et non contre une couche en particulier de travailleurs comme ils l'affirment, à seule fin de renforcer leur pouvoir politique contesté et mener à bien leur programme de contre-réformes néolibérales ?

Comment font-ils pour nier ou ignorer que la classe dominante devait au préalable se donner les moyens politiques pour atteindre ses objectifs économiques, et que sans la compréhension des rapports qui existent entre ces deux volets social et politique de

sa stratégie, une fois conditionnés sur le plan idéologique et déstabilisés ou fragilisés sur le plan psychologique par la propagande quotidienne du gouvernement reprise en boucle par la totalité des médias depuis le 7 janvier, les travailleurs seraient incapables de résister et que c'était justement le but recherché à travers cette opération ?

Comment ne pas comprendre que sans prendre conscience de ce lien ou de ces rapports les travailleurs vont se retrouver profondément divisés et auront toutes les peines du monde à se mobiliser pour défendre leurs acquis gravement remis en cause par la loi Macron ? Comment ne pas comprendre qu'ils ne se mobiliseront pas spontanément en masse pour défendre leurs droits sociaux s'ils ne comprennent quelle est la nature des obstacles qui se dressent sur leur chemin et qu'ils doivent briser ? Quelle orientation politique aurait une mobilisation qui ne reconnaîtrait pas clairement la nature de l'ennemi qu'elle doit affronter, comment pourrait-elle dans ces conditions se donner les moyens de vaincre ?

Pourquoi refusent-ils obstinément de caractériser politiquement le PS comme un parti du capital, sa couche la plus extrémiste, l'oligarchie financière, de droite, la pire des droites, l'extrême droite néolibérale, réactionnaire, la fraction la plus réactionnaire du capitalisme mondial, celle liée à l'Etat juif génocidaire-apartheid-raciste-sioniste, colonialiste, le pire colonolialisme, celui des négriers du XVIIe au début du XXe siècle, impérialiste, le pire impérialisme, celui des barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamiste, anti-républicain et antidémocratique, soutenant les dictatures du Qatar et d'Arabie saoudite (notamment), antisocialiste, le pire antisocialisme dans le rôle de fossoyeur en chef, combattant sans répit depuis plus d'un siècle dans le camp de notre ennemi de classe ? Pourquoi nos dirigeants se taisent-ils ? Ils s'auto-censurent, ménagent le PS, les dirigeants syndicaux liés au PS et au régime ? Comment peut-on prétendre lutter efficacement pour une cause en se livrant en permanence à un double langage, en maintenant les travailleurs dans l'ignorance de ce qui se trame réellement dans leur dos, en laissant le champ libre à la propagande du gouvernement et leurs relais des médias ? Comment peut-on construire un parti ouvrier sur un amas de mensonges, de non-dits, etc ?

L'Appel de la commission exécutive de l'union départementale CGT de Paris du 15 janvier 2015 dont se félicite le POI est une honte (IO n°335 page 2) dans la mesure où il reprend la version officielle du 7-janvier. Dans son éditorial Gluckstein fera référence à "la légitime indignation provoquée par les attentats de l'autre semaine" sans préciser qu'ils avaient été justement perpétrés pour permettre au gouvernement de "contraindre les syndicats à renoncer à défendre les intérêts ouvriers ", du coup, ne réalisant pas le lien qui existe manifestement entre les deux il permet ainsi de laisser libre cours aux pires illusions dans le gouvernement, tout en s'en défendant pas ailleurs évidemment, le double langage est généralement accompagné de ce genre de précaution pour sauver les apparences ou passer inaperçu.

C'est stupéfiant !

A les entendre le gouvernement ne serait pas directement impliqué à un niveau ou un autre dans la réalisation des tueries du 7 janvier, pour un peu le malheureux il en serait la victime et s'en tirerait à bon compte en récupérant l'émotion qu'a suscité ces attaques, ce qui n'est pas bien moralement, c'est le seul grief qu'ils lui adressent qui relève du niveau d'une cours de récréation. Cela doit correspondre au niveau théorique des militants de nos jours...

Hollande voudrait profiter de la situation ainsi créée et n'y serait pour absolument rien, car on ne peut pas lui reprocher d'être responsable de la dégradation de la situation sociale en France qui aurait favorisé l'émergence d'une nouvelle forme de fanatisme, le même reproche s'adresserait alors à tous ses prédécesseurs de telle sorte qu'on se perdrait en conjecture pour savoir lequel serait le plus coupable de négligence pour finalement s'y perdre ou noyer le poisson. Cet argument est bidon, falsifié, il pue le réformisme à plein nez, non ?

Ce ne sera pas faute d'avoir été prévenu... depuis 1938.

J'ai écrit à plusieurs reprises sans être compris apparemment qu'ils avaient le champ libre pour agir et qu'il fallait s'attendre à ce que leur offensive s'intensifie sur tous les fronts, ils en fournissent la preuve quasiment quotidiennement, et à la suite des représentants de la classe dominante et des médias, les dirigeants et les militants du mouvement ouvrier refusent d'ouvrir les yeux, c'est l'aspect le plus effrayant et le plus dramatique de la situation, ce silence, cette omerta, cette collusion, cette complicité avec les criminels, cela augure le pire à venir sans aucune doute possible.

Ce ne sera pas faute d'avoir prévenu, franchement on en a plus que marre puisque cela n'aura servi à rien, c'est que le monde devait être livré à la barbarie, est-ce qu'il s'en relèvera un jour, c'est une question de dialectique, il se peut comme disait Trotsky que parvenu à un certain niveau de dictature ce soit extrêmement difficile ou impossible de revenir en arrière ou d'en sortir...

C'est comme quelqu'un qui a un cancer, il peut s'en remettre comme il peut en périr un jour, aujourd'hui ce dont on crève, c'est des illusions dont on s'est laissé berner. Ils fallaient être des nantis pour s'illusionner de la sorte, souvent inconsciemment, pour moi qui vit en Inde parmi des gens très pauvres et sans droits, j'ai eu le temps en 20 ans de comprendre à quel point j'étais privilégié quand je vivais en France sans m'en rendre compte. Notre condition matérielle et nos droits nous ont aveuglés, je veux dire par là qu'ils ne nous ont pas aidé à prendre conscience de la direction dans laquelle le monde s'orientait, encore moins à développer un esprit libre et critique.

D'où nous vient cette sale manie de tout ramener à soi et de vouloir toujours avoir raison ? De cet individualisme larvée qui s'est ancré en nous et guide notre réflexion. L'idéologie de la classe dominante n'a pas seulement pénétré notre cerveau en regardant la télévision ou en écoutant la radio, des chansons, en lisant la presse aux ordres, en allant au cinéma, etc. ce sont les partis ouvriers qui se sont employés à la diffuser et à l'imprégner profondément dans la tête des militants, il suffit d'observer ce qui se passe depuis le 7-janvier pour en être convaincu. Il sont tous Charlie, nous nous sommes anti-Charlie.

Le Groupe marxiste internationalisme a reproduit cette citation de Breton, Rivera, Trotsky qu'il a envoyée dans une lettre à Charlie Hebdo. Un fort mauvais choix.

- "*L'art ne peut consentir sans déchéance à se plier à aucune directive étrangère et à venir docilement remplir les cadres que certains croient pouvoir lui assigner, à des fins pragmatiques, extrêmement courtes. Mieux vaut se fier au don de préfiguration qui est l'apanage de tout artiste authentique*". Breton, Rivera, Trotsky, juillet 1938

Les caricatures de Charlie Hebdo sont à l'art, ce que le papier hygiénique est au papier peint, mais bon, les goût et les couleurs ne se discutent pas, cela tombe bien puisqu'il est de bon ton de la fermer quand on n'est pas Charlie.

Qu'il nous soit permis de contester que ces scribouilleurs possèderaient un" *don de préfiguration* puisqu'en fait ils ne caractèrisent en aucune manière une chose à venir ou quelque chose en devenir pour rester fidèle à la définition éthymologique de ce mot, ils se contentent de faire vivre la bonne conscience de l'intellectuel petit bourgeois qui s'accommode du régime et vit davantage tourné vers le passé que vers l'avenir qui devrait en aucun cas ressembler à autre chose puisque finalement le mode de vie que lui accorde la société lui va très bien, ses critiques ne portant pas à conséquence ou sont inconsistantes comme sa petite personne.

Quant à la "*déchéance*" de Charlie Hebdo ou de ses lecteurs, elle n'a pas eu besoin de "*se plier* " à une " *directive étrangère*" puisqu'elle est sa marque de fabrique depuis sa création, rejoignant ceux qui ont soutenu le PS au cours des 7 dernières décennies pour s'apercevoir hypocritement aujourd'hui de sa nature monstrueuse. Je renvoie les lecteurs à la chronologie de l'histoire de ce journal parue dans différents articles mis en ligne.

Ceux qui ne vivent que dans le monde des apparences et s'en contentent ne nous comprendrons pas évidemment, notre discours ne leur est pas destiné. Un type, un journal ou un parti se dit de gauche, et pour eux ils sont de gauche... On arrête là car on a à faire à des gens qui n'ont pas encore commencé à penser ou qui si, ne pensent qu'en fonction de leurs intérêts, le pire, c'est qu'ils n'en ont même pas conscience. On n'est pas là à s'user la santé devant un écran pour se justifier face à des gens malhonnêtes, de mauvaise foi, avec lesquels tout argument est inutile, on perd son temps.

Avec la publication des premières caricatures de Mahomet, les principaux caricaturistes et actionnaires de Charlie Hebdo étaient devenus millionnaires en euros. Ils viennent de vendre 7 millions du dernier numéro, les survivants sont devenus tous millionnaires à leur tour, bravo ! On conspuait à juste titre ceux qui disaient que le peuple avait le gouvernement qu'il méritait car ils visaient la classe ouvrière, on devrait le dire de tous les cons qui l'ont acheté.

Vidéos.

1- Réaction. Chien de garde de la pensée unique. Anti-Charlie, Nous sommes repérés !

Nathalie Saint Cricq " il faut repérer et traiter ceux qui ne sont pas Charlie"
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1421914688&v=qc03SlaK_KA&x-yt-cl=84503534

2- Liberté surveillée.

David Cameron veut bannir toute communication vraiment privée
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1421782837&x-yt-cl=84359240&v=8hh2EGEaV_s

---

ACTUALITE EN TITRES

Charlie Hebdo ou le meilleur allié de l'extrême droite.

- Charlie Hebdo: échec de ceux qui ont voulu faire baisser le FN, selon Marine Le Pen - AFP

- Loràn Deutsch souhaite le retour du délit de blasphème - Francetv info

Terrorisme d'Etat. Intox et ignominie.

- Hollande promet la vérité aux proches des victimes des attentats - Reuters

- Attentats : l'État sera "toujours à vos côtés", assure Hollande aux familles - LePoint.fr

Le néolibéralisme et le sionisme sont un et indivisible.

- Le Congrès américain, une autre Knesset ? - LePoint.fr

Quand les nuances s'effacent.

- Un navire baptisé du nom d'un officier SS fait polémique - 20minutes.fr

Le navire a été bâti pour le groupe suisse Allseas, appartenant à un Hollandais nommé Edward Heerema, le fils de Pieter Schelte.

Le Pieter Schelte Heerema, l'un des plus grands navires au monde, capable de soulever des plateformes pétrolières entières, provoque une controverse à cause de l'homme auquel il rend hommage: Pieter Schelte, qui fut un officier hollandais de la Waffen-SS. Condamné à trois ans de prison pour crimes de guerre, il est parti au Venezuela après sa libération. 20minutes.fr 25.01

Populisme de gauche. Le début de la fin d'une dramatique illusion.

- Après sa victoire, Alexis Tsipras assure que « le peuple grec laisse l'austérité derrière lui » - LeMonde.fr

« Le peuple grec a écrit l'Histoire » et « laisse l'austérité derrière lui », s'est félicité Alexis Tsipras, le dirigeant de Syriza, devant des milliers de personnes rassemblées sur l'esplanade de l'Université d'Athènes. « Le verdict du peuple grec signifie la fin de la troïka ». LeMonde.fr 25.01

- Grèce : Mélenchon et Laurent exultent et annoncent le grand soir - Liberation.fr

Julien Dray, vice-président du PS a déclaré : "Le programme de Tsipras (...) est plus social-démocrate qu'un programme de rupture avec le système". AFP 25.01

- Après les législatives en Grèce, l'euro plonge sur les marchés asiatiques - LeMonde.fr

Le consensus sur les marchés semble être, qu'au-delà du choc initial, l'arrivée de la gauche radicale grecque au pouvoir ne devrait pas être de nature à décourager les investisseurs.

« Pour le moment, les marchés estiment que s'il y a un réaménagement [de la dette] cela concernera seulement le secteur public et que la possibilité de voir la Grèce quitter la zone euro même avec le nouveau gouvernement est faible », a dit Sébastien Galy, analyste à la Société générale à New York. LeMonde.fr 25.01

Conditionnement. Formatage par les instituts de sondages.

- Valls ferait un meilleur président que Hollande pour 72% des Français - Francetv info

- "Apartheid" en France: Valls soutenu par 54% des Français - L'Express.fr

- Plus de 60% des Français voteraient la loi Macron - AFP

- Une majorité de Français contre une sortie de la Grèce de la zone euro - 20minutes.fr

- Défense: 80% des Français favorables au retour du service national - AFP

QUELQUES TITRES D'ACTUALITÉ DE LA SEMAINE PASSÉE

Vive la guerre ! Agoravox "le média citoyen" ou une officine du régime

- Il faudra (hélas) aller combattre sur le terrain - agoravox.fr 15.01

Une guerre à distance est elle tenable ? Non, elle est probablement devenue impossible. agoravox.fr 15.01

Pas un n'y croit. Normal puisqu'ils n'avaient aucune raison pour cela.

- Les proches des frères Kouachi et d'Hayat Boumeddiene livrent leurs témoignages - francetvinfo.fr

Après le Yémen et la Bulgarie, la Belgique...

- Pistes espagnole et belge étudiées dans l'enquête sur Coulibaly - Reuters

Alors qu'il est minuit dans le siècle.

- Charlie Hebdo: "Et maintenant, le retour à la France des Lumières!" - L'Express.fr

Alors que Charlie Hebdo alimente le fanatisme.

- Hollande à l'Institut du monde arabe: les musulmans "premières victimes du fanatisme" L'Express.fr

Alors que la démocratie agonise.

- L'islam est compatible avec la démocratie, plaide Hollande Reuters

Et dire qu'on ignorait que le PS était animé par un esprit policier...

- Sécurité : l'aggiornamento du PS ne date pas d'hier - LeMonde.fr

Le premier ministre en sait quelque chose, lui qui a constamment cherché à convaincre ses « camarades » d'adopter une position ferme sur le sujet. LeMonde.fr 15.01

Ca pue la réaction !

- Philippe Tesson et «les musulmans qui amènent la merde en France» - Liberation.fr

Invité d'Europe 1, mercredi, le journaliste-polémiste a tenu des propos qui devrait le conduire devant les tribunaux. Liberation.fr 15.01

Le ministre des Affaires étrangères qui finance et arme le terrorisme

- Le Qatar ne finance pas le terrorisme, selon Fabius - AFP

L'Otan est servie...

- Annulation de la suppression de 7.500 postes dans les armées - Reuters

- Le marché du gilet pare-balle en plein essor - Francetv info

- Terrorisme : Nice prend des mesures de sécurité exceptionnelles - LeFigaro.fr

Profitions-en. Militarisation de la police.

- Les polices municipales font le choix des armes - LeFigaro.fr

- Le maire de Marseille envisage l'utilisation d'armes létales pour la police municipale - L'Express.fr

Comment alimenter la psychose collective ?

- Comment gérer le traumatisme face au terrorisme ? - Francetv info

A qui profite le crime ?

- La popularité de Hollande double, un record dans l'histoire de l'ifop - Le Huffington Post

- La cote de François Hollande en hausse de 21 points - Reuters

Les réelles intentions des commanditaires.

- «Charlie Hebdo»: Comment les attentats ont changé la donne - 20minutes.fr

Fabrication de complices.

- Attentats terroristes : l'enquête se poursuit autour d'éventuels complices - Francetv info

Ils sont déjà leurs alliés. De qui ? Des deux pardi !

- Antiterrorisme: les Européens veulent enrôler la Turquie et les pays arabes - AFP

Stratégie du chaos. Les provocateurs ont les réactions qu'ils espéraient : le monde musulman ne mérite pas d'exister.

- La colère du monde musulman contre la caricature de Mahomet par Charlie Hebdo - LeFigaro.fr

- Violentes manifestations « anti-Charlie » dans le monde - M6info

Le président sioniste en rajoute une couche.

- Émeutes anti-Charlie Hebdo : Hollande dénonce des comportements "intolérables" - Le Huffington Post

- Niger: 10 morts dans les émeutes contre Charlie Hebdo, l'opposition se mobilise - AFP

- Manifestation anti-Charlie Hebdo à Grozny, en Tchétchénie - Reuters

- Pakistan: Les manifestations contre «Charlie Hebdo» continuent, des drapeaux français brûlés - 20minutes.fr

- Iran : "Mort à la France" scandé par des manifestants à Téhéran - Francetv info

- Gaza : des manifestants anti-"Charlie Hebdo" menacent des intérêts français - Francetv info -

- Grozny,épicentre inattendu de la contestationanti-Charlie - LeFigaro.fr

- A Bagdad et à Karachi, les manifestations anti-"Charlie" continuent - Francetv info

Signé : MI6, Interpol, CIA, NSA, FBI, Mossad, DGSI

- Le renseignement britannique aurait dérobé des milliers de mails de journalistes - 20minutes.fr -

- Sony Pictures : la NSA infiltrait la Corée du Nord depuis 2010 - LeMonde.fr

- Le procureur Alberto Nisman retrouvé mort à son domicile, alors qu'il enquêtait sur les attentats de 1994 à Buenos Aires - Atlantico.fr

Intox

- Le rachat d'actifs par la BCE, « bon pour l'économie réelle » - LeMonde.fr

- Le couple Gates optimiste pour les pays pauvres - Liberation.fr

- La campagne des alliés contre Daech sera longue - LeFigaro.fr

O désespoir !

- Venezuela : malgré la crise, Nicolas Maduro retarde toujours les réformes de fond - LeFigaro.fr

Trop tard...

- Un Noir tué dans le New-Jersey : une vidéo très compromettante pour la police - LeFigaro.fr

Trop tard pour quoi ? Mais pour réagir, comment vous n'avez pas encore compris ?

Haut de page

Le 28 janvier 2015

CAUSERIE

J'actualise le site comme je peux tout en finalisant mon installation et en réglant un tas de problèmes. On ajoutera de nouveaux articles ce soir ou demain matin.

Etre Charlie, c'est soutenir la guerre des civilisations des néolibéraux ou les guerres que mènent actuellement l'impérialisme américain et ses alliés. C'est aussi soutenir le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Cazeneuve-Le Drian. On ne peut pas en vouloir aux masses qui l'ignorent, on n'en dira pas autant partis ouvriers et de leurs dirigeants qui trompent sciemment leurs militants.

Si on devait faire une caricature, on ne ferait pas celle d'un musulman ni même celle d'un travailleur lambda, on ciblerait nos dirigeants qui sont en dessous de tout.

A Pondichéry ou sa banlieue il m'arrive de traverser des quartiers peuplés essentiellement de musulmans, j'ai envie de leur dire : Ne tirez pas, je suis à vos côtés...

Une vidéo

Phillipe Geluck, dessinateur belge, opposé aux caricatures sur le Prophète
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1421914688&v=mYRYv4u25ic&x-yt-cl=84503534

Quelques réflexions politques

1- Plus qu'un double langage, un double jeu ou leur véritable nature de soutien au régime qu'ils prétendent combattre.

Que cherche ceux qui d'un côté soutiennent une opération de criminalisation des pratiquants d'une religion à travers des caricatures, et qui d'un autre côté prétendent combattre contre le stigmatisation d'une minorité et la division des travailleurs ?

Les partis ouvriers pouvaient-ils ignorer que l'attaque contre Charlie hebdo s'inscrivait dans le cadre de la guerre des civilisations des néolibéraux anglo-saxons-sionistes et que cette opération était justement destinée à la servir au moment où les Américains et leur coalition militaire sont embourbés en Irak et en Syrie, sans parler de l'Afghanistan, de la Libye, du Yémen ou encore du Liban ?

Comment ont-ils pu apporter leur soutien à une telle entreprise, c'est la question qu'on est en droit de se poser.

2- Ceux qui prédisent une guerre mondiale tous les quatre matins sont des charlatans.

La BCE en décidant de faire tourner à plein régime la planche à billets emboîte le pas de la Fed, donc pas de guerre mondiale à l'horizon. Ignorer ce facteur déterminant revient à falsifier la situation ou à l'interpréter faussement et à en tirer des

conclusions forcément erronées, farfelues ou pas sérieuses.

Braves gens, dormez tranquille si vous en avez encore les moyens, on rassure ceux qui s'inquièteraient inutilement et qui ne sont pas les plus à plaindre...

3- Revenir sur le rôle des intellectuels...

L'acharnement de Charlie Hebdo contre les musulmans à travers leur religion n'est pas dû au hasard, c'est un thème porteur pour l'intellectuel à l'esprit borné et étriqué, qui tel les dictateurs aux visées impériales estiment que les populations du monde entier devrait leur être soumis ou leur ressembler sans tenir compte de leur histoire ou leur degré de développement...

En vivant en Inde depuis près de 20 ans, si j'avais manifesté un tel état d'esprit ou comportement envers les Indiens, je crois bien que soit je n'aurais pas pu rester en Inde aussi longtemps, soit je me serais fait assassiner.

Je n'ai jamais renié le moindre de mes principes, la moindre valeur, idée ou conviction, ce n'est pas vraiment mon genre, j'ai continué à avoir un mode de vie proche de celui que j'avais en France, mon mode de pensée n'a pas changé, par contre quand je suis en contact avec des Indiens, quand je sors de chez moi, je sais que je dois tenir compte d'un certain nombre de règles ou principes qui font partie de leur mode de pensée ou de vie, de leur culture, etc. et par conséquent je les respecte et il ne me viendrait pas à l'idée de leur reprocher ou de les mépriser quoi que je puisse en penser par ailleurs, ce dont nous pouvons discuter si le cadre le permet et seulement à cette condition.

J'ai l'intelligence de ne pas les provoquer ou de ne pas les choquer inutilement, ce dont ils me sont grés car ils savent ou imaginent que par bien des aspects je suis différent d'eux et je les respecte, ce qui permet parfois d'engager la discussion sur des questions de société qui les touchent directement, alors qu'au premier abord en tant qu'étranger elles ne me concernent pas directement. J'avais déjà abordé en détail cette question dans une ancienne causerie.

L'obscurantisme et la superstition sont omniprésentes chez les masses en Inde qui demeurent profondément arriérées. Comment pourrait-il en être autrement quand on travaille 6j/7 et qu'on a pratiquement aucun moyen d'accéder à une information libre ou critique qui fasse réfléchir sur notre mode de vie ou le fonctionnement de la société, quand le niveau des programmes scolaires et universitaires sont aussi misérables, quand l'inertie de l'histoire, les traditions pèse un poids considérable qui vous tirent constamment en arrière, dans une société sans droit ou si peu car l'Inde n'est pas un Etat de droit, évoluer ou progresser à titre individuel nécessite un effort de volonté pratiquement surhumain, la société fonctionne de telle façon que vous ne pouvez pas adopter un mode de vie ou de pensée différent de la majorité sans prendre le risque de vous retrouver au banc de la société, elle fonctionne à la manière d'un réseau avec ses multiples connexions, elle fait penser à une toile d'araignée dans laquelle vous êtes pris au piège et dont vous ne pouvez pas sortir, ou encore un ouvrage tissé à partir d'un fil unique de votre naissance à votre mort, qu'un jour vous veniez à cesser de tisser et que vous tiriez sur le fil et c'est tout l'ouvrage qui disparaîtrait, vous vous retrouveriez nu, sans passé, sans lien avec la société, un paria, sans rien, votre vie serait foutue...

Bien des Indiens partagent mes idées, selon eux, mais ne changent pas de comportement pour autant, je pourrais les traiter de faibles ou de lâches, mais je n'en fais rien parce que j'ai à l'esprit les conditions dans lesquelles ils vivent qui les empêchent d'évoluer, je sais qu'ils sont prisonniers du niveau de développement économique du pays et qu'ils ne pourront pas changer ou progresser ou alors très lentement ou difficilement dans ce contexte. Je n'encourage pas leur laxisme ou inconsistance, je ne flatte pas leur manque de volonté, à aucun moment je ne suis hypocrite avec eux

Ces abrutis d'intellectuels de Charlie Hebdo me font horreur car ce n'est pas une religion ou l'islam qu'ils visent mais bien ceux qui la pratiquent, les musulmans auxquels Bush avait déclaré la guerre le 11 septembre 2001. De ce point de vue-là, leurs arguments sont indéfendable dans la mesure où ils savent que cette religion interdit toute représentation, or c'est ce qu'ils font en donnant un visage à leur prophète qui pour les musulmans ne pouvant pas être celui de Mahomet ne peut être que le leur, c'est la raison pour laquelle ils se sentent directement visés par ces caricatures.

Un Français vivant dans un pays où il y a plusieurs centaines de millions de musulmans sera soupçonné d'être un "Charlie" et pourra faire l'objet de menaces inutiles ou d'agression, alors qu'il est farouchement anti-Charlie et respecte tous les Indiens qu'ils soient athées, rationalistes ou croyant, hindou, musulman, chrétien, parsi, bouddhiste, jaïn, sikh. Si cela m'arrivait j'en ferais porter la responsabilité aux dirigeants du mouvement ouvrier et en premier lieu à ceux qui s'intitulent son avant-garde, qui ne méritent pas selon moi ce statut.

Les intellectuels occupent une place particulière dans la société, par leur statut et la tribune que leur offrent les médias aux ordres, liés au régime par les avantages qu'il leur octroie, ils influenceront facilement les masses ignorantes et les entraîneront dans une voie contraire à leurs intérêts à leur insu comme on vient de le voir. Cela dit, la mobilisation qui a suivi les attaques de début janvier est à relativiser, elle n'a représenté qu'environ 8% de l'ensemble des masses âgées de plus de 18 ans, essentiellement des petits bourgeois ou des nantis des couches moyennes.

Et ce qui est révélateur, c'est que le mouvement ouvrier et les militants s'identifient à ces couches, mais jamais aux couches les

plus arriérées du prolétariat qui leur sont étrangères ou qu'ils méconnaissent, qui ne les intéressent pas ou qu'ils méprisent parfois. Ils ne veulent pas heurter ces couches de privilégiés car c'est leur fond de commerce qui possèderait soi-disant un niveau de conscience supérieur au reste des masses qui du coup sont livrées sans défense à la réaction ou sont acculées à se réfigier dans la pire réaction puisqu'abandonnées à leur triste sort.

Comment peut-on imaginer combattre les préjugés des masses arriérées en se rangeant au côté des représentants du régime qui ne cessent de les matraquer, de leur livrer une guerre idéologique et psychologique pour briser leur résistance à la politique antisociale du gouvernement dont elles sont les principales victimes ?

Ce sont tant les guerres impérialistes que mène le gouvernement au Proche-Orient et en Afrique, que le soutien qu'il apporte aux régimes dictatoriaux qui ont sécrété idéologiquement le pire fanatisme et la barbarie, l'Arabie saoudite et le Qatar, qui financent et arment les mouvements terroristes à la solde des Etats-Unis principalement, que sa volonté de laisser implanter et diffuser le wahhabisme en France, que les provocations savamment orchestrées en direction de ces fanatiques pour déclencher de violentes réactions de leur part (ou qui couvriront des opérations menées par les services secrets) ou leur radicalisation, dont Charlie Hebdo, qui serviront par la suite à justifier de nouvelles mesures tendant à toujours plus surveiller la population, restreindre les libertés, militariser la police, accroitre le budget de l'armée, intimider, menacer les éléments des minorités qui par ignorance et maladresse répondront à leurs provocations par d'autres provocations purement verbales qui leur vaudront d'être jugés et emprisonnés injustement, criminaliser les opposants politiques à leur régime, voilà ce que nous devons dénoncer et combattre en nous plaçant résolument au côté des masses exploitées.

Pourquoi cela est-il impossible de la part des partis ouvriers ? Tout simplement parce qu'ils sont pieds et mains liés au régime pour avoir repris à leur compte la version officielle des attaques des 7 et 9 janvier, ils en sont prisonniers, délibérément ils ont choisi leur camp, le mauvais camp, il leur faut aller au bout de cette logique, ils ne peuvent pas faire autrement sauf à se renier ou avouer leur erreur, or ils en sont incapables ou ils n'en ont pas la volonté.

Le réformisme, l'opportunisme, le révisionnisme et leur comportement au lendemain de ses attaques ne font qu'un ou correspondant à la nature de ces partis. Ils soutiennent la version du gouvernement et laissent les masses totalement désarmées face à la guerre idéologique et psychologique qu'il leur mène quotidiennement, et ensuite ils leur disent qu'elles doivent se mobiliser pour défendre leurs acquis sociaux, rejeter la loi Macron, etc. mais dans de telles conditons, après avoir lié leur sort à celui du gouvernement, comment pourraient-elles trouver la voie pour le combattre efficacement ?

A aucun moment nous nous sommes situés au côté du gouvernement, à aucun moment nous avons soutenu de près ou de loin la guerre des civilisations ou la stratégie politique des néolibéraux, nous avons les mains libres, l'esprit libre, tranquille, que notre discours en indispose plus d'un n'aura rien dès lors d'étonnant, nous n'en changerons pas, nous ne braderons pas nos principes, pourquoi devrions-nous le faire, nous n'avons rien à perdre, nous nous situons résolument au côté des masses exploitées, au côté de leurs couches les plus défavorisées qui comptent des dizaines de millions de travailleurs dans ce pays. Et le plus navrant ou pitoyable dans cette histoire, c'est que le gouvernement en s'en prenant à ces couches les plus défavorisées, vise en réalité les couches moyennes qui constituent le fond de commerce des syndicats et des partis ouvriers, ils sont tellement aveuglés ou corrompus par le régime qu'ils ne s'en aperçoivent même pas ou feignent de ne pas le savoir, donc à l'arrivée ils ne défendent même pas les intérêts de ces couches moyennes ou supérieures du prolétariat, ils ne défendent que leur boutique, leur appareil.

Les provocateurs alimentent la politique liberticide de la réaction.

La reproduction des caricatures, interdite par le ministre allemand des Affaires étrangères - french.irib.ir

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank Walter Steinmeier, a interdit la reproduction des caricatures offensant l'Islam, ajoutant que cela intensifierait l'hostilité et la haine, au sein des peuples. Selon l'agence internationale de presse islamique, INNA, s'exprimant, samedi 24 janvier, devant les étudiants de l'Université Al-Manar, en Tunisie, Steinmeier a précisé : «Il ne faut pas permettre aux falsificateurs de la réalité, en Europe et dans le monde musulman, d'avoir de mauvaises réactions».

Le ministre allemand a souligné : «La diffusion des caricatures et des images, qui suscitent la haine, dans un monde tellement lié, est nulle et abominable». Il a demandé à la Tunisie de déployer plus d'efforts, sur la base de la démocratie, en réponse aux récents événements, en France.

Faisant allusion aux récents mouvements anti-islamiques, dans certains pays, y compris, en Allemagne, le responsable allemand a souligné : «Ceux qui abusent des religions, de manière inconsciente, pour en présenter une image de haine, ne diffèrent pas des gens, qui publient des caricatures offensant les religions». french.irib.ir 26.01

Les Charlie peuvent être fiers d'eux.

On a reproduit ces deux articles juste pour montrer la différence de traitement accordée par la hiérarchie de l'Education nationale, qui sanctionne sur le champ un enseignant quand il remet en cause la version officielle du 7-janvier, et qui fait preuve de

laxisme envers un enseignant tenant des propos inqualifiables à un gosse de 13 ans.

1- Un enseignant de lycée suspendu après les hommages à Charlie Hebdo - lefigaro.fr

Ce professeur de philosophie a été mis à pied à la suite de plaintes de parents d'élèves mettant en cause ses propos vis-à-vis des attentats. Les motifs de cette sanction restent toutefois imprécis.

Les plaintes de parents d'élèves n'ont pas tardé à faire effet. À Poitiers, dans la Vienne, un enseignant de philosophie du lycée Victor-Hugo s'est vu signifier une mise à pied de quatre mois, après une polémique concernant les hommages aux victimes de l'attentat de Charlie Hebdo, rapporte La Nouvelle République. Certains parents l'accusent d'avoir tenu des «propos déplacés» et d'avoir perturbé la minute de silence, ce dont se défend l'enseignant. Mais les motifs précis de la sanction à l'égard de ce professeur, réputé pour ses méthodes pédagogiques inhabituelles, restent inconnus.

«L'enseignant aurait tenu des propos déplacés pendant la minute de silence», a expliqué le recteur au quotidien régional, ajoutant avoir «immédiatement diligenté une enquête». «Effectivement, le professeur a été suspendu à titre conservatoire», confirme auprès du Figaro le rectorat, qui a bien été alerté par des plaintes de parents d'élèves. Pour l'heure, l'instance administrative «ne communique pas» davantage sur la procédure en cours.

L'enseignant, de son côté, a exprimé son incompréhension. «Je ne sais pas ce qu'on me reproche», assure-t-il à La Nouvelle République. «Je ne sais pas quel cours, quel débat est concerné. On m'a juste dit: “Ce sont des propos qui ont été tenus en classe”.» Professeur de philosophie depuis 2005 dans ce lycée public du centre-ville, il indique avoir «organisé des débats» avec les six classes de terminale qu'il a en cours. «Le but était de comprendre les causes du terrorisme en sortant autant que possible de la passion et de l'émotion du moment», précise-t-il.

Le professeur quinquagénaire affirme par ailleurs ne pas avoir été à l'initiative de ces discussions. «Ce sont les élèves qui étaient demandeurs», raconte-t-il, évoquant sa réticence première à «évoquer à chaud de tels sujets». Concernant la minute de silence, il indique qu'il n'y a pas participé, sans que l'on sache s'il était ou non présent dans l'établissement. Le journal précise que l'interview a été réalisée avant que le professeur n'ait eu connaissance d'une mise en cause concernant cette minute de silence. L'enseignant n'était pas joignable, lundi, pour préciser ses propos.

Au lycée où l'enseignant exerce, un membre du personnel contacté par Le Figaro évoque «quelqu'un qui a le goût du débat avec les élèves», animateur «de longue date d'un café-philo», et qui est «toujours soucieux de faire s'exprimer ses élèves». En réaction à la sanction du professeur, certains de ses proches, ainsi que des anciens élèves, ont lancé un groupe de soutien sur Facebook. D'autres ont également réagi sur la page du quotidien régional évoquant l'affaire. «Pour l'avoir eu, ça m'étonnerait beaucoup qu'il fasse l'apologie du terrorisme», écrit ainsi un internaute. Une autre évoque un «super prof militant pour pas mal de causes qui n'a tout simplement pas sa langue dans sa poche». Plusieurs de ses connaissances évoquent des prises de position militantes du professeur, étiqueté à gauche, comme possible influence dans la réaction du rectorat.

«C'est un provocateur», confirme un ancien représentant de parents d'élèves du lycée. «Sa stratégie pédagogique est de provoquer les élèves pour les faire réagir», explique-t-il. De quoi engendrer «un avis très tranché» à son sujet parmi les élèves, dont certains «le montent aux nues» et d'autres «le détestent», et expliquer certaines relations tendues entre l'enseignant et le rectorat, précise l'ancien représentant.

Il s'agit de la quatrième affaire connue mettant en cause le comportement d'un professeur vis-à-vis des élèves. lefigaro.fr 26.01

Il s'agirait d'un professeur d'environ 45 ans de tendance anarchiste, c'est devenu un crime d'être anarchiste ou tout simplement de refuser de se faire le relais du discours officielle . A suivre

2- Yazid, 13 ans, traité par son professeur de “djihadiste” - islametinfo.fr

A Garges dans les Hauts-de-Seine, un professeur d’EPS du collège Henri Bergson a traité un élève de “djihadiste”. Malgré les propos extrêmement graves de l’enseignant, la direction de l’établissement scolaire n’a pas jugé nécessaire de le sanctionner.

Qui aurait pu l’imaginer ? Dorénavant un enfant de confession musulmane peut être traité de “djihadiste” par son professeur sans que ce dernier ne soit sanctionné. C’est la folle affaire qui agite actuellement le collège Henri Bergson après que Yazid, 13 ans, en classe de 4ème, se soit plaint des propos islamophobes tenus par son professeur de sport.

“Je ne pensais pas qu’un professeur dise cela un jour”, confesse l’élève encore choqué qui a décidé de révéler l’affaire à la radio.

Selon la version du professeur, l’élève aurait quitté le terrain de badminton en plein match, s’en serait suivi, un échange houleux entre l’enseignant et l’adolescent. Selon l’académie, le garçon se serait montré “odieux” ce qui aurait entraîné la perte de sang-froid du professeur qui a traité le jeune musulman de “djihadiste”.

“Une personne comme ça n’a pas sa place dans l’Éducation nationale et ne doit pas participer à l’éducation de nos enfants” a déclaré Adil, père de l’enfant, en colère.

Malgré les propos islamophobes du professeur, la Direction des Services Départementaux de l’Education nationale (DSDEN) a déclaré qu’il n’était pour l’instant aucunement question de sanctionner l’enseignant.

“Il n’est pas question d’envisager des sanctions à l’encontre du professeur. L’enseignant a immédiatement reconnu que son propos était maladroit et inapproprié. Pour autant, il ne faudrait pas surinterpréter la situation”, déclare Gilles Lavie, chef de cabinet de la DSDEN des Hauts-de-Seine, au journal l’Express.

Les propos du chef de cabinet de la DSDEN révèlent une posture étonnamment passive de l’Education Nationale devant un cas clair d’islamophobie. La stigmatisation de cet élève par une personne censée représenter la République tend à faire paraître un laxisme de l’Education nationale devant la vague d’islamophobie qui touche notre pays.

“Est-ce que l’école de la République, avec des profs comme cela en son sein, cherche à former des citoyens responsables ou des jeunes qui vont avoir la haine? Parce que là ils sont en train de lui mettre la haine à mon fils. Il ne comprend pas pourquoi l’enseignant n’a pas été sanctionné et moi non plus” regrette Adil sur RMC.

Le sentiment de colère que peuvent ressentir Yazid et sa famille devant une telle injustice tend à se développer dans la Communauté musulmane. La République promet à ses enfants les mêmes droits et devoirs mais comment expliquer à un adolescent que son professeur n’est pas sanctionné pire qu’il est couvert par sa hiérarchie malgré un cas clair d’islamophobie.

La Communauté musulmane attend une réponse de la part de la Ministre Najat Belkacem afin de nous donner tord et remettre cet adolescent sur les rails de la réussite scolaire et de l’égalité des chances. islametinfo.fr

Nous ne soutenons pas la demande de sanction à l'encontre de cet enseignant évidemment.

Pour ne pas pouvoir ou plutôt vouloir qualifier de la sorte les Etats qui y recourent, ils banalisent le règne de la terreur.

- Attaque contre "Charlie Hebdo" : la BBC déconseille de qualifier les frères Kouachi de "terroristes" - Francetv info

Les frères Saïd et Chérif Kouachi ne doivent pas être qualifiés de "terroristes". Voici la position adoptée par Tarik Kafala, à la tête de la BBC Arabic, le service en langue arabe du groupe britannique de médias. Celui-ci estime que le terme est trop connoté pour décrire l'attaque contre Charlie Hebdo. "Nous essayons plutôt de dire : deux hommes ont tué douze personnes dans l'attaque de la rédaction d'un journal satirique. C'est suffisant", explique-t-il au quotidien The Independent (en anglais), lundi 26 janvier.

Cette prise de position n'est pas marginale. En fait, Tarik Kafala se contente de reprendre la charte utilisée par le groupe britannique. "Le terme n'est pas banni, mais nous devons vraiment réfléchir avant de l'utiliser", indique le document, cité par The Independent. "Il y a plusieurs façons d'exprimer l'horreur et les conséquences humaines de ces actes de terreur sans utiliser le mot pour qualifier les auteurs." La charte recommande par exemple d'utiliser des mots plus précis, comme "assaillant" ou "militant".

Propagande des barbares. Les salafistes protégés par la police, où cela, mais à Paris voyons !

- Quand des salafistes offrent le Coran en plein Paris - LeFigaro.fr

Des militants salafistes proposent une traduction française du Coran aux passants, samedi, place d'Italie, à Paris. Un «car de police» était présent à côté du stand, mais 'il n'y a «pas eu de retour d'incidents».

À la préfecture de police de Paris, on assure qu'«il n'y avait pas de raison d'empêcher cette distribution sur la voie publique, vu que cette association l'a déjà fait plusieurs fois et qu'il n'y a jamais eu de problèmes». Et l'on ajoute que «bien sûr», les services de la préfecture se sont renseignés sur l'association «LIS!». Sans y trouver rien à redire. Il suffit pourtant de quelques clics pour tomber sur des articles de la presse allemande datés de 2012, s'alarmant de «distributions massives de corans» par cette même association, qualifiée de «groupe d'extrémistes salafistes», une branche radicale de l'islam. «L'auteur de cette action, Ibrahim Abou Nagie, un chef d'entreprise d'origine palestinienne, fait l'objet d'une surveillance des autorités, écrivait à l'époque Le Figaro.

Les services de renseignements jugent que la distribution du Coran n'est qu'un moyen détourné de recruter de nouveaux militants islamistes extrémistes.» En 2013, l'hebdomadaire Der Spiegelrapportait que ce «prédicateur de la haine» voulait «que la charia règne partout dans le monde». Ce samedi, le même Abou Nagie encourageait ses troupes place d'Italie. Le ministère

de l'Intérieur n'a pas jugé «opportun» de faire un commentaire. LeFigaro.fr 26.01

ACTUALITE EN TITRES

Manipulation et cynisme sans fond. Tandis qu'ils soutiennent le régime néonazi de Kiev

- Commémorations à Auschwitz : 42 pays seront représentés - Francetv info

- Vallaud-Belkacem: enseigner la Shoah avec plus de détermination après les attentats - AFP

La surexploitation de la Shoah est l'oeuvre des provocateurs antisémites...

A bas Israël, Etat terroriste, théocratique, génocidaire, d'apartheid !

Régime policier. Liberticide et répressif.

- L'Etat va mettre des armes et des gilets pare-balles à disposition des policiers municipaux - Liberation.fr

- Le taux d'alcoolémie légal abaissé à titre expérimental à 0,2 g/l pour les conducteurs novices - Public Sénat

- Le nombre de morts sur les routes augmente, Cazeneuve veut durcir la loi - La Tribune

Ah la vie de château n'est plus ce qu'elle était, mon dieu, mon dieu !

- Immobilier : vivre dans un château coûte cher - Francetv info

L'autre versant de leur guerre.

- 41 dollars le prix du baril de pétrole brut. - AFP

Qui s'y intéresse ? Et la baisse de l'euro ? La BCE et ses milliers de milliards d'euros sortis de nulle part ? Le traité transatlantique ? Tout est lié évidemment, tout est lié aussi à la guerre en Irak et en Syrie, en Ukraine, mais aussi à l'opération du 7-janvier à Paris.

En famille on doit s'encourager...

- Pour Fillon, Macron doit persévérer dans l'effort - Liberation.fr

Dans la pire dictature du monde depuis 1948, la réserve s'impose.

- L'armée israélienne renvoie 43 réservistes qui ont dénoncé des abus contre les Palestiniens Libération.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Populisme en famille.

Sans rire pour reprendre le discours des médias : de l'extrême gauche à l'extrême droite. La prochaine fois, il ne restera plus que... l'extrême droite.

- Grèce : Alexis Tsipras fait alliance avec un souverainiste de droite pour gouverner - Francetv info

Pour pouvoir gouverner les mains libres, Alexis Tsipras a fait alliance avec un petit parti souverainiste de droite, proche de l'église orthodoxe. Francetv info 26.01

- Qui est ce souverainiste anti-immigration auquel s'est allié Syriza - Le Huffington Post

- Panos Kammenos, l'encombrant allié d'Alexis Tsipras - LeMonde.fr

L'alliance entre la gauche radicale de la Syriza et la droite populiste des Grecs indépendants (ANEL).

Le rapprochement entre les deux hommes a commencé en mai 2012, après des élections législatives qui n'avaient pas permis de dégager de majorité. Le président de la Syriza avait alors déjà indiqué qu'il était prêt à accepter le soutien ou le vote de tolérance d'ANEL. Un député de la Syriza, Dimitris Papadimoulis, avait vivement critiqué cette intervention : « Le passé et les opinions de Kammenos le placent à la droite de Nouvelle démocratie, rendant impossible une collaboration post-électorale. »

Deux ans et demi plus tard, cette collaboration semble possible, même si le débat reste vif à la Syriza entre les partisans du réalisme, qui considèrent que la priorité est la question économique, et ceux qui jugent cette alliance contre-nature.

Né en 1965, Panos Kammenos est une sorte d'archétype de l'homme politique grec, démagogue, populiste, parlant fort et ne reculant devant aucun propos outranciers. Le dernier en date est particulièrement embarrassant. En décembre, il a expliqué dans un entretien télévisé que « les bouddhistes, les juifs et les musulmans ne payaient pas d'impôts », contrairement à l'église orthodoxe, qui « risquait de perdre ses monastères ». Dans le même entretien, il dénonçait la crémation et le partenariat civil pour les homosexuels.

Panos Kammenos a fait l'essentiel de sa carrière politique dans les rangs de Nouvelle Démocratie. Ministre de la marine de 2006 à 2008, c'est lui qui a notamment négocié la concession du port du Pirée aux Chinois, en 2008. Cela ne l'empêche pas d'arborer des tee-shirts sur lesquels est écrit « la Grèce n'est pas à vendre ». Il est en faveur d'un rééquilibrage des relations de la Grèce : « Notre adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne ne nous empêche pas d'entretenir des relations politiques, économiques et culturelles étroites avec d'autres pays, en particulier avec ceux avec qui nous avons des liens historiques tels que la Russie et la Chine », expliquait-t-il en octobre 2014 en Allemagne.

Il a quitté Nouvelle Démocratie en novembre 2011... Il fonde en février 2012 les Grecs indépendants...

Il fait régulièrement l'objet de polémiques pour ses propos ou pour son train de vie. S'il promet d'attaquer la corruption et les paradis fiscaux, les révélations de la presse sur la possession d'un yacht familial supposé détenu par des sociétés offshore ou les travaux payés par les fonds européens dans la maison de sa belle-mère sur l'île d'Icare pour la transformer en résidence touristique ont défrayé la chronique. LeMonde.fr 26.01

- Grèce: l'Allemagne reste ferme - Francetv info

- Grèce: les engagements qui ont été pris doivent être tenus, dit Hollande - AFP

- Grèce: les marchés financiers restent de marbre après la victoire de Syriza - AFP

- Les marchés européens finissent en hausse - Reuters

- Légère hausse de Wall Street au lendemain du suffrage grec - Reuters

- L'Eurogroupe prêt à travailler avec le nouveau gouvernement grec - Reuters

- Le FMI prêt à "continuer de soutenir" la Grèce après la victoire de Syriza - AFP

- Pourquoi la Bourse d'Athènes ne s'est pas effondrée après l'élection - LeFigaro.fr

Pour Christopher Dembik, économiste chez SaxoBank, il n'est à pas lieu de s'affoler après l'arrivée du parti d'extrême gauche Syriza au pouvoir en Grèce, car le scénario du pire, celui du vide politique, ne s'est pas produit.

L'économiste de SaxoBank considère qu'à court terme, un rééchelonnement de la dette grecque est probable puisqu'elle est même envisagée par la BCE et certains responsables politiques à Berlin. Ce serait une solution de compromis qui a toutes les chances de maintenir le calme sur les marchés financiers. LeFigaro.fr 23.01

Si vous ne le saviez pas.

- Oui, les économistes sont utiles - La Tribune

- Yanis Varoufakis devrait être nommé ministre grec des Finances - La Tribune

Yanis Varoufakis, 53 ans, sera sans doute le prochain ministre des Finances grec. Au niveau européen, l'homme n'aura à rougir devant aucun de ses collègues : c'est un économiste reconnu, diplômé et patenté. C'est également un universitaire des plus sérieux, ancien professeur à Sidney et à Austin au Texas. Et pourtant, son style risque de détonner au sein d'un Eurogroupe devenu une place forte de la pensée ordolibérale - et pas seulement pour ses chemises décontractées et son crâne rasé.

Le Minotaure planétaire

La carrière de Yanis Varoufakis a pris un tour nouveau avec la crise de 2008. Il publie alors un livre, Le Minotaure planétaire, qui développe une idée qu'il a élaboré dès le début des années 2000 : l'économie mondiale est structurée autour du double déficit américain. Ces deux déficits agissent comme un formidable « aspirateur » à liquidités. Les grandes économies en excédent, l'Allemagne et le Japon, puis, lorsque ces deux pays se sont essoufflés, la Chine, produisent de quoi alimenter ce déficit, puis ils recyclent les fruits de leurs excédents, donc de ce déficit, dans le système financier américain.

"L'ogre américain"

Ce système a été mis en place en 1971 après la fin de la convertibilité du dollar. Plutôt que de tenter de sauvegarder ses excédents, les Etats-Unis ont préféré organiser le monde économique autour de leur déficit. Il fait penser au mythe du Minotaure, ce monstre mi-homme, mi-taureau, fruit des amours de Pasiphaé, l'épouse du roi crétois Minos, et d'un taureau blanc envoyé par le dieu marin Poséidon. Ce monstre, enfermé par Minos dans un labyrinthe construit par Dédale, réclamait de la chair humaine pour s'apaiser, comme les déficits américains réclamaient des excédents pour s'apaiser. Les Athéniens devaient ainsi sacrifier des jeunes gens au Minotaure pour maintenir le système. En tuant le Minotaure, Thésée a déterminé un changement de monde.

Nouveau monde, anciens remèdes

C'est ce qui s'est passé en 2008. Cette organisation du monde a cédé avec la crise de Lehman Brothers. Désormais, l'économie américaine ne peut plus fournir le moteur de cet "aspirateur" et Wall Street n'a plus la capacité à recycler les excédents du reste du monde. La crise n'est alors que l'incapacité du monde à comprendre que ce modèle ne fonctionne plus. En zone euro, Yanis Varoufakis estime que la pensée allemande, centrée sur les excédents, n'est qu'une relique du Minotaure. Tant qu'elle obsèdera la zone euro, celle-ci restera dans la crise.

Propositions pour la zone euro

Yanis Varoufakis a, depuis le début de la crise grecque, dénoncé le système de "cavalerie financière" mis en place par la zone euro et la logique qui a alors prévalu : favoriser les excédents de tous les pays d'Europe. Loin de défendre l'explosion de la zone euro, il a écrit un petit livre ("Modeste Proposition pour résoudre la crise de la zone euro") où il avançait l'idée d'un renforcement de la gouvernance de la zone euro en tentant de "neutraliser" le "chantage allemand".

Yanis Varoufakis défend l'idée d'une solidarité interne qui serait le pendant logique du pacte budgétaire. Ses idées sont évidemment à l'exact opposé de celles de Wolfgang Schäuble et de sa vision morale de l'économie. Yanis Varoufakis défend une vision pragmatique et réaliste. Ses discussions avec le ministre allemand qui, depuis 2010, exerce une domination morale sur l'Eurogroupe et ses membres, s'annoncent délicats.

Fermeté dans les négociations

Dans une interview accordée à La Tribune voici dix jours, Yanis Varoufakis développait sa vision des négociations en cas de victoire de Syriza. Il y défendait une position dure - "La Grèce n'a rien à perdre" - mais défendait une vision paneuropéenne de la solution à la crise grecque, incluant un vrai plan de relance, un remboursement de la dette fondé sur la croissance et un système de bons alimentaires pour régler le problème de la pauvreté. La nomination de Yanis Varoufakis va dans le même sens que l'alliance avec les Grecs Indépendants : Syriza au pouvoir entend montrer sa détermination à l'Europe. La Tribune 26.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Washington vaincu par Assad. - french.irib.ir

Les Etats-Unis ont changé de cap vis-à-vis de la Syrie, ils ne donnent plus la priorité au départ du président syrien, Bachar al-Assad, lit-on sur les pages du journal britannique, The Guardian. Dans un rapport ayant pour thème « les Etats-Unis changent de positions envers le régime syrien, leur priorité principale est désormais la menace représentée par Daech », le quotidien britannique se penche sur ce changement de cap des autorités américaines. « Washington espère toujours voir la chute d'Assad mais il n'y insiste plus en tant que pré-condition à la paix en Syrie. », écrit The Guardian.

« Le soutien américain aux négociations de paix de la Syrie à Moscou, ayant la Russie comme l'hôte, témoigne d'ailleurs du fait que le gouvernement d'Obama a mis de côté, en tout silence, son exigence de longue durée sur le départ de Bachar al-Assad, seule solution selon lui pour la crise syrienne. », poursuit l'analyste de The Guardian ajoutant : « La Russie a soutenu, accompagnée de la RII, Assad. Les Etats-Unis et les opposants, en exil à l'étranger, protégés par l'UE, la Grande-Bretagne, la Turquie et l'Arabie, répétaient que la paix n'est accessible tant qu'Assad se maintient au pouvoir. Faisant également allusion aux précédentes déclarations des responsables américains, le journal rappelle : « John Kerry avait dit à la fin d'octobre qu'il n'y aura pas de paix tant qu'Assad reste au pouvoir ; le secrétaire d'Etat américain a toutefois changé de ton et de rhétorique. Il n'a aucunement mentionné le changement de régime, lors de sa rencontre avec l'émissaire spécial de l'ONU. »

« L'insistance de Kerry sur la menace que représente Daech, s'avère importante pour comprendre la raison du changement de cap de la Maison Blanche. L'échec de Daech s'est transformé en la principale priorité régionale d'Obama. Entre temps, un accord nucléaire Téhéran/Washington aura plus de chance de voir le jour, au cas où les deux pays pouvaient parvenir à un consensus sur la Syrie. », indique le Guardian. french.irib.ir 26.01

2- Obama : "Assad peut faire partie de la solution"! - french.irib.ir

Selon le quotidien américain, "Wall Street Journal", le Président américain, Barack Obama a apporté des changements, dans l'agenda de sa visite, en Inde, pour se rendre, en Arabie, afin de saluer la mémoire du défunt Roi Abdallah d'Arabie. Ce changement peut s'expliquer, bien sûr, par le niveau de rapprochement entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, mais, Obama semble, également, avoir besoin de donner des explications, sur les récentes rumeurs, comme quoi les Etats-Unis étaient prêts à admettre le maintien de Bachar al-Assad au pouvoir. Barack Obama n'a cessé, au cours de ces dernières années, d'insister sur le départ de Bachar al-Assad, y voyant une principale exigence, pour mettre un terme à la crise et à la guerre, en Syrie», précise, encore, ce quotidien. Mais, les sources présentes à l'administration US, ajoute le "Wall Street Journal", ont annoncé que le président américain en est arrivé à la conclusion qu'Assad et les Alaouites peuvent faire partie de la solution de la crise syrienne.

Cela semble résulter d'une conviction, qui donne la priorité à la lutte contre Daesh. Et Assad est considéré comme l'un des alliés, non officiels, des Etats-Unis, dans cette lutte contre Daesh», indique, encore, ce quotidien américain. Cependant, cette pensée se heurtera, certainement, à la protestation des Saoudiens, car, en septembre, Obama a dévoilé sa stratégie anti-Daesh, tout en insistant sur le soutien aux groupes opposés à Assad, qui n'ont pas des liens avec Al-Qaïda, ni Avec Daesh.

Ceci étant dit, l'alliance avec Assad remettra en cause la coalition internationale contre Daesh, car l'Arabie et la Turquie sont deux membres importants de cette coalition et sont considérés comme deux ennemis jurés de Bachar al-Assad. Il y a peu de temps de cela, le quotidien américain, "New York Times" a écrit que le soutien apporté par les Etats-Unis à certaines initiatives diplomatiques, en Syrie, témoigne du changement de vision, à l'égard de la Syrie, ainsi que du recul discret de l'Occident de son exigence du départ immédiat de Bachar al-Assad. A l'état actuel, Washington est arrivé à la conclusion que le renversement d'Assad créera un vide du pouvoir et provoquera le chaos et l'anarchie, dans le pays. Actuellement, les Etats-Unis et les autres pays occidentaux soutiennent, ouvertement, les initiatives politiques de l'ONU et de la Russie, qui retardent le transfert du pouvoir à un gouvernement de transition, qui avait été prévu, dans le cadre des conférences de Genève. french.irib.ir 26.01

3- "Israël, Armée de l'Air d'Al-Qaïda" (Assad) - french.irib.ir

Le Président syrien, Bachar al-Assad, a réaffirmé le soutien apporté par le régime sioniste aux terroristes.

«A chaque fois que l'armée syrienne avance, les chasseurs israéliens procèdent à des attaques, pour affaiblir l'armée», a insisté le président syrien, lors d'une interview avec la revue "Foreign Affairs", précisant : «Le régime sioniste protège les terroristes, et il joue, en pratique, le rôle de la force aérienne d'Al-Qaïda». Interrogé sur le bilan de l'armée syrienne, Bachar al-Assad a dit : «L'armée syrienne a pu pénétrer, là où elle le voulait. Elle n'est pas, toutefois, présente sur chaque km du territoire syrien. C'est, évidemment, impossible».

Et Assad d'ajouter : «Durant ces deux dernières années, nous avons enregistré des avancées. Si vous me demandez si «tout va bien» ?, je vous répondrai : «Toute guerre est terrible, car toute guerre cause toujours des dommages, des dégâts et des ruines». «La question primordiale est, toutefois, de savoir quel acquis a eu cette guerre, pour nous ?», a poursuivi le président syrien, en concluant : «Le peuple syrien a repoussé les terroristes. Il soutient et défend le gouvernement et l'armée. C'est notre

acquis de cette guerre». french.irib.ir 26.01

4- Alep : Al Nosra décapité - french.irib.ir

Le terroriste “Abou Khadija Jolani” surnommé “émir du réseau du Front Nosra” dans la banlieue d’Alep a été tué dans un raid aérien sur la banlieue ouest d’Alep.

Le “bureau médiatique du réseau terroriste” a confirmé la nouvelle sur son page sur Twitter, faisant savoir que le terroriste “Abou Omar Hamwi” et nombre d’éléments du réseau ont été également tués dans des raids aériens dans la zone de Jabal Samaane dans la banlieue d’Alep. french.irib.ir 26.01

5- Kobani perdue, coup dur pour Daesh. - french.irib.ir

Les forces populaires kurdes de la Syrie, après de longues batailles, dans la ville frontalière de Kobani, (Ayn Al-Arab), ont réussi chasser les terroristes de Daesh de leur ville. Les sources d’information, proches des opposants armés du soi-disant "Observatoire syrien des droits de l’Homme", ont annoncé que les forces populaires kurdes de la Syrie, ont nettoyé, lundi, la ville stratégique de Kobani de la présence des terroristes de Daesh. Cette source a ajouté que les Daeshistes se sont retirés, dans les environs de la ville. La sortie de Daesh de la ville syrienne de Kobani peut être considérée comme un grand échec, pour ce groupe terroriste, après 4 mois d’affrontements, jour et nuit. C’est l’échec le plus important de Daesh, en Syrie, et ce groupe, en perdant la ville stratégique de Kobani a, aussi, pris un coup dur, au niveau de ses frontières territoriales. L

a ville kurde de Kobani, proche de la frontière kurde, est nettoyée de la présence du groupe Daesh, par les forces locales kurdes, alors que ce groupe terroriste était soutenu, à l’intérieur du sol turc. La ville de Kobani risquait de tomber, à tout moment, depuis septembre dernier, suite aux attaques de Daesh, mais, même si les responsables du gouvernement turc ne faisaient qu’observer ce qui se passait, les forces populaires kurdes et d’autres défenseurs de cette ville frontalière ont empêché sa chute. Avec le début de l’attaque de Daesh contre Kobani, la Turquie, qui soutient les terroristes, en Syrie, a mis ses aides aux Kurdes de Kobani sous condition, tout en commençant, en même temps et selon les rapports des sources d’information kurdes, à fournir des armes au groupe de Daesh. La condition du gouvernement turc, pour coopérer avec la communauté internationale, dans la lutte contre Daesh, dans la ville de Kobani, était que Bachar al-Assad quitte le pouvoir.

Cependant, le nettoyage de la ville de Kobani de la présence immonde des Daeshistes a, encore une fois, prouvé que la coopération des forces populaires était la seule façon de faire face au terrorisme et à l’insécurité. La coopération des Peshmergas, de l’armée et des forces sécuritaires, en Irak, s’est traduite par des victoires historiques, pour eux. Les forces des Peshmergas, dans la région kurde de l’Irak, ont réussi, ces derniers temps, à nettoyer la ville stratégique de Sinjar, de la présence malsaine des terroristes de Daesh. La poursuite des victoires populaires, en Irak, a limité la superficie territoriale sous occupation de Daesh. Et le nettoyage de la ville de Kobani a, encore plus limité les actions des terroristes de Daesh, soutenus par la Turquie, les Etats-Unis, l’Arabie saoudite et Israël, dans les territoires qu’ils occupent. french.irib.ir 26.01

Haut de page

Le 29 janvier 2015

CAUSERIE

On a ajouté 42 articles à lire avec précaution, il faudra s'habituer à en faire davantage preuve dans un contexte ou la propagande et la désinformation sont omniprésentes, car la tentation est grande sous la menace et en l'absence d'une réelle alternative au capitalisme pour la plupart des auteurs de s'adapter encore plus que de coutume à l'idéologie dominante, de se livrer à de nouvelles concessions...

Deux exemple très vite

Illusion et supercherie mortelles.

"*Syriza, une brèche dans l’Europe néolibérale*", tu parles, ils vont distribuer des tickets de rationnellement pour soulager ou cache la misère trop voyante qui perdurera ou s'étendra encore...

On nous explique qu'"*il existe une alternative au seul message néo-libéral transmis sans fin depuis des décennies par les gouvernements et les médias rivés à une idéologie dépassée*", alors qu'il n'en existe aucune en réalité en dehors du socialisme, sauf bien sûr pour ceux qui s'estimeront servis, comme toujours.

Ils veulent faire croire par là que le néolibéralisme serait une politique comme une autre et qu'elles seraient interchangeables, bref, la crise du capitalisme n'existerait pas, le risque qu'il s'effondre encore moins, il suffirait de faire preuve d'un peu de bonne volonté pour en venir à bout et que tout le monde soit content, ben voyons ! Ce serait ceux qui nous gouvernent qui seraient mauvais, il suffirait de changer de personnel à la tête de l'Etat ou des institution sans toucher au régime en place pour que tout rentre dans l'ordre, pure escroquerie politique.

En résumé l'état d'esprit de la gauche ou l'extrême gauche ou ceux qui se disent de gauche se résume bien ansi : le coeur ou la bonne conscience à gauche pour dormir tranquille, et le porte-monnaie à droite pour qu'il soit bien garni, car c'est à cela que se réduit le réformisme dès lors qu'on en profite soi-même et qu'on n'entend pas combattre au-delà sur le terrain politique, quant au reste de la population, après tout qu'elle se démerde, on n'est pas responsable de la misère du monde, personne ne peut nous le reprocher...

On essaiera d'actualiser les infos en bref demain...

Haut de page

Le 31 janvier 2015

CAUSERIE

Je suis trop crevé pour réaliser une présentation de l'actualité plus correcte, j'ai dépassé le stade de l'épuisement alors que la chaleur écrasante est déjà de retour, sans parler des problèmes personnelles qu'il me reste à régler, mon installation qui a été chaotique au possible, je vous passe les détails, ce serait aussi long à raconter que la causerie du jour !

On a laissé de côté un tas d'informations faute de temps. Pour tout dire, je n'en peux plus, je n'ai plus 20 ans... Cela dit, restons de bonne humeur, forçons-nous un peu...

Terrorisme d'Etat.

Nous ne disposons pas à ce jour de preuves matérielles pour étayer notre interprétation des attaques des 7 et 9 janvier dernier, qui repose uniquement sur des soupçons et des contradictions dans le déroulement des faits et la version officielle qui apparemment avait été préparée avant même l'attaque de Charlie Hebdo.

Notre piste nous a conduit à Washington et en direction du Mossad parce que ce sont des experts dans ce genre d'opération, un peu par hasard ou par la force des choses plutôt au départ, la CIA et le FBI ont une longue et abondante expérience dans ce domaine, l'infiltration et la manipulation d'apprentis terroristes ou de terroristes potentiels qu'ils vont jusqu'à pousser à passer à l'acte pour mieux les arrêter avant ou au cours de leur opération mais pas toujours, ils peuvent aussi les laisser commettre leur crime et les liquider sur le champ, ils l'ont reconnus eux-mêmes donc on n'invente rien.

C'est seulement aujourd'hui qu'un autre élément m'est revenu à l'esprit qui pourrait confirmer cette thèse, alors que j'ai eu cette information depuis trois semaines, je n'avais pas fait le lien à ce moment-là avec le déroulement de l'opération de Charlie Hebdo qui a été exécutée sans faute, le fait que les Américains étaient parfaitement renseignés sur les frères Kouachi, le Washington Post et le New York Times en ont même fait des articles entiers, et que s'ils s'étaient tant intéressés à un tel gibier, c'était qu'il pourrait peut-être leur être utile un jour ou l'autre ou qu'il en valait vraiment la peine. Au-delà, ce qui va encore dans le sens de cette thèse, c'est qu'il s'avéra lors des premières déclarations du gouvernement français qu'il en savait apparemment moins que les Américains sur les frères Kouachi, pour par la suite livrer des informations qui ne nous apprirent rien de plus que ce que les Américains nous avaient déjà données, comme s'ils avaient attendu l'autorisation de Washington pour les reprendre à son compte ou les livrer au public, alors que dans un premier temps, je ne sais pas si vous vous en souvenez, il ne savait pas grand chose sur eux. On se demandera comment le Washington Post et le New York Times ont-ils pu être mieux informés que le gouvernement français sur deux zonards français de banlieue comme ils en existent des milliers, troublant non ? Ils en ont trop dit ou pas assez semble-t-il.

Le lieu :

1- La France

Troisième puissance après l'Allemagne et la Grande-Bretagne en Europe.

Allié privilégié de l'Allemagne.

En retard dans l'adoption de réformes structurelles.

Profiter de la présence à la tête de l'Etat d'un président social-libéral susceptible d'incarner l'unité nationale, d'un gouvernement pro-sioniste acquis au néolibérallisme.

Un président et un gouvernement désavoués, rejetés par la majorité de la population, des institutions en voie de paralysie.

2- L'Europe

Engagée dans la guerre en Ukraine au côté du gouvernement néonazi de Kiev soutenu par l'Otan.

Augmenter les budgets militaires des différents Etats de l'UE.

Lui faire supporter davantage le poids financier et militaire de la stratégie américaine aux Moyen et Proche-Orient, en Afrique notamment.

Faciliter l'adoption du traité transatlantique sur le marché unique USA-UE.

3- Le monde.

Le bourbier irakien et syrien dans lequel est englué jusqu'au cou l'impérialisme américain et ses alliés.

Le soutien de la Chine, de l'Iran, de l'Inde, du Venezuela, de la Bolivie ainsi que d'autres pays à la Russie.

La question palestinienne explosive avec l'armement (lourd) du Hezbollah par l'Iran.

Les élections législatives en Israël.

La crise politique qui secoue les sommets de l'Etat aux Etats-Unis.

La résistance du peuple grec qui refuse de nouveaux sacrifices ou une régression sociale qui le ramène 50 ans en arrière.

L'instabilité politique en Libye aux mains des milices takfiris que les Etats-Unis ou l'Otan a armé, en partie incontrôlables.

L'opération :

1- Charlie Hebdo.

Les frères Kouachi ont été aiguillés vers cette cible sans pour autant que la date de l'exécution de cette opération n'ait été déterminée et sans savoir si elle aura lieu où non à défaut d'ordre de leurs mentors. En prévision ils se sont armés et équipés sans pour autant passer à la phase de préparation proprement dite de cette opération, donc sans en être arrivé à prévoir une base de repli ou une cache une fois leur attaque perpétrée ou prévoir leur fuite par un moyen ou un autre se sachant surveillés ou le croyant, en toute logique ils auraient dû penser à organiser minuieusement leur emploi du temps. Or ils ont fait exactement le contraire et n'y ont manifestement pas pensé, il est vrai que dans pareil cas ce n'est pas une question qu'on se pose...

Les véritables commanditaires de cette opération ont estimé que les conditions étaient remplies pour pouvoir imputer cette attaque aux frères Kouachi, mais sachant qu'ils étaient incapables de la mener à bien, simultanément ils donnèrent l'ordre à un commando de l'exécuter à leur place. Les services secrets français n'étant pas sûrs, sur ordre de Washington, c'est probablement le Mossad qui a été chargé de réaliser cette opération, qui effectivement fut menée avec un professionnalisme et une maîtrise irréprochable.

Pour imputer cette opération aux frères Kaouchi, il suffirait de faire croire que l'un des deux aurait laissé tomber sa carte d'identité dans le véhicule qu'ils emprunteraient lors de cette opération pour lancer immédiatement la chasse à l'homme, il suffirait ensuite de les avertir par téléphone qu'ils étaient soupçonnés de l'avoir commis et que la police était à leur trousse pour qu'ils prennent aussitôt la fuite, étant surveillés jour et nuit depuis la veille ou le matin même de l'opération pour pouvoir les suivre à la trace dès le départ de l'endroit où ils logeaient d'autant plus qu'une balise GPS avait sans doute été posée sous le châssis de leur véhicule ou dans leurs effets personnels, elle peut s'insérer dans un simple stylo par exemple ou dans la couture d'un sac. En cas de changement soudain de véhicule, son signalement serait donné suffisamment rapidement pour localiser l'endroit vers lequel ils se dirigeraient, les cerner et les abattre pour ne pas qu'ils parlent. En réalité, la question du changement de véhicule avait dû être envisagé de telle sorte qu'ils avaient fait le nécessaire pour ne pas les perdre de vue. Car on peut s'étonner de la rapidité

avec laquelle ils ont pu repérer le véhicule qu'ils avaient emprunté même en tenant compte des caméras de surveillance qui n'existent quand même pas à chque coin de rue, il n'y avait rien de plus facile que de visiter leur appartement et de déposer plusieurs micro-émetteurs GPS miniatures. Et puis n'oublions pas qu'ils peuvent pister un téléphone portable éteint ou lorsque la batterie est déchargé. Il faudrait faire un peu durer le suspens pour faire plus vraisemblable et les exécuter le moment venu.

Le commando utiliserait un véhicule similaire au leur muni de plaques d'immatriculation identiques, idem pour les armes, il suffisait ensuite de le faire disparaître dans le premier parking situé à proximité du lieu de l'attaque et de changer les plaques d'immatriculation.

Pour des services secrets efficaces, entraînés à commettre ce genre d'opération et disposant de la technologie dernier cri, c'était un jeu d'enfant, vraiment trop fastoche !

2- Epicerie casher.

Pour viser les musulmans et faire en sorte que cette intention ne transparaisse pas, il fallait lier à l'attaque d'un journal ayant profané l'islam une cible juive qui permettrait d'interpréter ces attaques comme étant l'oeuvre d'antisémites et d'orienter par la suite la propagande dans cette direction. L'amalgame pour prendre devait être cimenté par la liberté d'expression ou les valeurs de la République, de telle sorte qu'elles seraient unanimement condamnées et que se réalisent l'unité nationale.

Dès lors la piste des attentats terroristes ne ferait aucun doute, deviendrait incontestable sans même qu'ait été ouverte la moindre enquête, la version officielle de ces attaques serait reprise en choeur par absolument tous les acteurs politiques du pays et au-delà, ne supporterait aucune contestation qui serait immédiatement étrouffée ou diabolisée par les médias aux ordres et leurs réseaux antisociaux.

Quand on se donne la peine de réfléchir un instant à ce scénario, on se rend compte que c'était un jeu d'enfant de le réaliser, qu'il était d'une simplicité déconcertante à côté du 11 septembre 2001.

Quant à faire gober la version officielle à la population ou aux crétins de militants qui croient encore la version officielle du 11-septembre, rien de plus facile, ils ont bien réussi à leur faire croire que deux avions et ses passagers avaient pu se volatiliser sans laisser la moindre trace comme par miracle, y compris ces abrutis de caricaturistes de Charlie Hebdo qui soi-disant s'en prennent à l'obscurantisme, alors qu'il est leur fond de commerce et l'alimentent, on ne leur fera le plaisir de les prendre pour des obscurantismes parce qu'on sait qu'ils ont parfaitement conscience de ce qu'ils font, pour quoi, mais pour de l'argent pardi, uniquement pour du fric et rien d'autres, c'est lui qui les a tué, vous ne voudriez tout de même pas qu'on pleure.

C'est aussi bas et misérable que cela direz-vous ? A votre avis, si vous ne trouvez pas de réponses aux questions que vous vous posez, c'est parce que vous ne vous penchez pas assez bas, votre idéal vous aveugle et vous en arriver à croire que ces gens-là le partageraient, détrompez-vous, ce sont des escrocs, c'est une terrible méprise, une erreur fatale et cruelle, réveillez-vous.

Les bonnes intentions des militants ou la générosité des travailleurs n'ont jamais fait une conscience politique ou permis d'interpréter la situation.

Nous ne versons dans aucune théorie du complot particulière, d'ailleurs vous aurez constaté qu'apparemment plus personne (à ma connaissance) ne s'intéresse encore à cette affaire, nous essayons juste de comprendre comment les faits se sont réellement déroulés au regard de tous les éléments que nous avons mentionnés plus haut. On a quand même encore le droit de se poser des questions, non ? Apparemment non, mais on s'en tape complètement.

Le degré zéro de la conscience politique.

Quand on observe comment a été orchestrée quasi instantanément minute par minute ou manifestement préparée à l'avance l'exploitation des attaques des 7 et 9 janvier à Paris par Hollande et son gouvernement relayée par les médias, on devait d'une part spontanément n'avoir aucun doute sur leurs commanditaires et ses bénéficiaires car survenant dans un contexte national et international bien précis, d'autre part rejeter ou tout du moins prendre ses distances avec la version officielle qui en était donnée tout aussi instantanément, c'est d'ailleurs l'aspect le plus grotesque de cette affaire que les uns et les autres ont gobé aveuglément.

Cela en dit long sur le niveau d'ignorance des masses en général, la facilité déconcertante avec laquelle il est toujours possible de les manipuler, l'absence total d'esprit critique affichée par les dirigeants et la plupart des militants du mouvement ouvrier qui traduit leur collusion avec le régime ou à quel point ils sont gangrenés par l'idéologie de la classe dominante, la médiocrité de leur niveau théorique qu caractérise leur rejet du socialisme.

Il y en a qui ne s'y sont pas trompés.

- Le CAC 40 démarre l'année 2015 en grande forme - LeFigaro.fr

Le plus pitoyable, pathétique, c'est que seule la classe dominante a parfaitement compris ce qui s'était passé et en a tiré les conclusions qui s'imposaient, tandis que le mouvement ouvrier a fait preuve d'une bassesse dont il va payer le prix fort, cela ne fait aucun doute car fort de cette expérience hautement révélatrice, les dirigeants de la classe dominante savent dorénavant qu'ils peuvent tranquillement se livrer à toutes les falsifications ou manipulations qu'ils veulent à l'encontre des masses exploitées sans risquer d'être contrariée par le mouvement ouvrier qui s'est totalement discrédité en reprenant à son compte la version officielle, dont les interrogations qu'elle peut faire naître viendront par la suite ou même sans attendre, puisque la majorité des travailleurs ne se sont pas associés aux manifestations qui ont suivi ces attaques, en cela ils se sont désolidarisés des tenants de la version de l'attentat terroriste.

Finalement, de par l'attitude servile de nos dirigeants, ces attaques commanditées par les sommets de la classe dominante auront été un nouveau coup porté au mouvement ouvrier déjà en pleine décomposition pour l'affaiblir davantage.

Charlie Hebdo relayait depuis des années de manière outrancière à travers sa propagande haineuse axée contre les musulmans la guerre que l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et ses alliées mènaient contre des Etats à majorité musulmane au Moyen et Proche-Orient ou en Afrique, avec en toile de fond l'accaparement de leurs richesses, pétrole, gaz, uranium, etc. qu'ils disputaient à leurs concurrents chinois, russes, indiens, etc., mais aussi contre des Etats ou des régimes tendant à utiliser la mane que représentaient ces ressources pour développer leurs pays et élever le niveau de vie de leurs populations, ce qui aux yeux de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste constituait une anomalie insupportable, car c'était autant de profits qui ne tomberaient pas dans son escarcelle, un crime qui méritait d'être puni par une guerre ou que ces pays soient détruits et leurs populations massacrées. La qualification de ces Etats ou régimes de terroristes devait permettre de justifier ces guerres de rapines dignes de celles des siècles derniers aux yeux de la population mondiale, et ces attaques perpétrées à Paris devaient servir à la convaincre du bien fondé de ces guerre menées au nom de la démocratie dès lors que le choc créé par le coup d'Etat du 11 septembre s'était largement estompé.

On se demandera naïvement une question : comment se fait-il que les militants n'y aient pas pensé ou pourquoi se laissent-ils manipuler de la sorte par leurs dirigeants ?

Une vidéo en anglais.

"MUST WATCH: Nov 2013 (pre-Maidan!): Ukraine Deputy has proof of USA staging civil war in Ukraine".
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1422579428&v=y9hOl8TuBUM&x-yt-cl=85114404

De l'usure à l'ultranationalisme au fascisme.

- Le taux à 10 ans allemand à 0,298%, un nouveau record historique - La Tribune

- L'obligation grecque à 10 ans a fait un bond à plus de 11,5%, signe de grande défiance des marchés. - AFP

Comment, le régime néonazi de Kiev ne serait-il pas un régime démocratique comme un autre ?

- Le FN est un parti comme les autres pour plus de la moitié des Français - AFP

Ce n'est pas un hasard s'ils auront tout fait pour en arriver à ce constat. La preuve.

Il est des leurs, normal.

- Des journalistes politiques consacrent un maire FN « élu local de l'année » - LeMonde.fr

Où va se nicher l'opportunisme décidément ? Partout puisqu'il y en a qui prétendent que le FN serait un parti comme un autre (le Réseau Voltaire notamment), mais refuse d'accorder le même statut à son homologue ultra nationaliste ukrainien, Secteur Droit, allié à Svoboda ouvertement fasciste, mieux ou pire encore, ils le reconnaissent mais n'en tiennent pas compte dès qu'il s'agit de leurs amis du FN ou ex-FN qui seraient des gens fréquentables.

Parce que voyez-vous, comme il y aurait un bon et un mauvais capitalisme, un bon et un mauvais impérialisme, il existerait aussi un bon et un mauvais ultranationalisme, en réalité cette caractérisation à géométrie variable n'est rendu possible qu'une fois déconnectée de son contexte ou du dynamisme historique qui fait que, selon les conditions dans lesquelles il sera placé un parti d'extrême droite apparaîtra plus ou moins démocratique ou s'affichera ouvertement fasciste. De la même manière, il existerait un bon et un mauvais socialisme, le bon étant compatible avec le capitalisme.

Vous n'avez pas constaté quelque chose d'étrange, en période de crise exacerbée du capitalisme les positions et les discours des différents acteurs politiques se radicalisent généralement, c'est effectivement le cas à droite comme on peut l'observer, mais étrangement pas à gauche ou à l'extrême gauche, seraient-elles à ce point-là à l'agonie ou déjà fossilisées, il y a tout lieu de le penser, non ? Union nationale derrière Charlie oblige, le locataire de l'Elysée.

Comme quoi c'était possible. Etonnant, non ?

- Sécurité aérienne: l'OACI instaure le suivi des avions en vol - AFP

D'ici la fin de cette année, tous les avions vont être suivis en vol avec l'émission d'un signal chaque minute en cas d'incident ou de situation de détresse, permettant de localiser assez précisément un appareil qui s'abimerait en mer.

Avec un signal émis toutes les minutes, un avion en perdition pourra être localisé dans un rayon de six miles nautiques, soit un peu plus de 11 kilomètres, et faciliter ainsi les secours et les recherches, selon la même source. AFP 30.01

Depuis le 11 septembre 2001 on sait qu'ils peuvent détourner des avions de ligne avec leurs passagers et les faire disparaître sans que personne n'en retrouve la moindre trace. On sait aussi depuis qu'ils peuvent faire exploser en vol un Boeing (Vol MH-17) et faire disparaître à l'aide d'un gouvernement complice les enregistrements compromettants réalisés par une tour de contrôle, plus fort encore, subtiliser les boîtes noires pour leur faire dire ce qu'ils voudront une fois l'affaire classée secret défense.

Dès lors plus rien ne s'oppose à ce que les avions de ligne en vol soient suivis en permanence, puisque quoi qu'il leur arrivera, ils seront en mesure de manipuler les informations qui seront en leur possession, mieux encore, ils pourront toujours invoquer la défaillance du signal émis par un avion pour expliquer sa disparition soudaine et le tour est joué.

Autodestruction de la civilisation humaine.

- Facebook a presque doublé son bénéfice en 2014 - LeMonde.fr

Le réseau social aux 1,39 milliards d'utilisateurs présentait ses résultats annuels, mercredi. LeMonde.fr 28.01

La principale menace contre les libertés vient de ce qu'ils appellent les réseaux sociaux, où la prise de conscience qui est le fait d'une infime minorité de travailleurs ou militants se retrouve dilluée à l'infini, noyée parmi des centaines de milliers ou millions d'expressions ou messages qui traduisent l'inconscience qui habite l'immense majorité de la population, de telle sorte qu'elle est plus que marginalisée, ou ultra minoritaire, elle disparaît littéralement laissant le champ libre à ceux qui s'emploient à diffuser l'idéologie de la classe dominante et peuvent ainsi manipuler psychologiquement les masses à leur insu pour qu'elles soutiennent leur politique ou qu'elles ne trouvent pas la voie de l'affrontement avec le régime, du socialisme.

Terriorisme d'Etat. Normal, c'est elle qui les a créés !

- La Maison-Blanche refuse de qualifier les talibans de « terroristes » - LeFigaro.fr

Ici et partout.

- Auschwitz: «Ici, l'homme était considéré comme une matière première» - LeFigaro.fr

Comme n'importe quel travailleur en régime capitaliste, à ceci près que cette marchandise produit du profit. La guerre n'aurait-elle pas permis aux Rothschild, Rockefeller et Cie. de s'enrichir davantage encore ?

Hier comme aujourd'hui

Dans les années 30 ils retournaient des pans entiers des masses pour ne pas dire la quasi-totalité de la population comme des crêpes, rien n'a changé depuis, la preuve.

- Allemagne : chute spectaculaire de la mobilisation contre l'islam - AFP

Ils doivent estimer avoir atteint l'objectif politique qu'ils s'étaient fixés après la dernière réunion de l'Otan...

Cela a du bon ou rapporte

- RATP: une dizaine de colis suspects signalés chaque jour depuis les attentats - AFP

- Lockheed Martin: ventes annuelles en hausse malgré les coupes budgétaires - AFP

14-18 et 39-45 : le même message.

- Le gouvernement lance un site antijihadiste - Francetv info

Un site internet pour lutter contre la propagande des terroristes qui se propage sur la toile : c'est la nouvelle mesure du ministère de l'Intérieur présentée le 28 janvier. Il vise entre autres à empêcher l'embrigadement sur le web de Français par des terroristes. On y trouve des messages comme "Ils te disent : 'Sacrifie-toi à nos côtés, tu défendras une juste cause.' En réalité, tu découvriras l'enfer sur terre et mourras seul, loin de chez toi". Francetv info 29.01

Ils ont été créés pour cela ou toutes les guerres que mène la classe dominante sur tous les fronts... Qui en doutait, qui ne le sait pas encore ? Pardi, la quasi-totalité de la population. Sans blague ? Non, ce n'est pas une mauvaise blague, hélas !

- La guerre contre les djihadistes se fait aussi sur les réseaux sociaux - LeFigaro.fr

En famille. Si c'est le parti officiel de l'ordre qui le dit...

- Gaudin (UMP): Cazeneuve est "l'un des meilleurs" ministre de l'Intérieur de la République - AFP

Formatage des consciences au servage.

- 320.000 enseignants formés à la laïcité dans les mois à venir - LeFigaro.fr

Vous souvenez-vous de nos critiques de la laïcité ? Que disions-nous au juste, que ce principe permettait toutes les collusions possibles avec le régime en place et que ceux qui s'en réclamaient étaient des populistes ? Nous nous demandions pourquoi au contraire ne consacraient-ils pas leur énergie à défendre l'athéisme et le matérialisme à combattre l'obscurantisme et l'idéalisme.

La laïcité est un truc des frères aussi, des francs-maçons et des néolibéraux qui ont en commun le nihilisme ou la théologie du pouvoir ou du marché, des défenseurs de la liberté d'expression qui se réduit à la leur, des représentants des droits de l'homme qui coïncide avec ceux du bourgeois, on dirait de nos jours de l'oligarque ou du banquier

- Les socialistes envisagent un service civique obligatoire pour tous les jeunes - Liberation.fr

- Sondage : 80% des Français favorables à un service civique obligatoire - LeParisien.fr

Auraient-ils quelque chose à nous cacher?

Il n'aura pas fallu 24h à G.W. Bush pour sortir la version officielle du 11 septembre 2001 et l'imputer à Ben Laden et Al-Qaïda, qui dès lors fut reprise mondialement en boucle jusqu'à nos jours au point de figurer telle quelle dans les manuels d'histoire, avant même que la moindre enquête n'ait lieu, la commission d'enquête qui fut mise en place ensuite ayant eu pour seule objectif de valider cette grotesque version.

Le 7 janvier on a assisté exactement au même scénario et depuis ceux qui contestent la version officielle sont considérés comme faisant l'apologie du terrorisme. Bush avait déclaré : Qui n'est pas avec nous est contre nous, on a eu le droit au même discours de la part de Hollande et Valls.

Nous étions contre avant le 11 septembre, nous étions contre avant le 7 janvier, et nous demeurerons irréductiblement contre. Tout le monde ne peut pas en dire autant...

Le complot, il est du côté de l'Etat qui refuse de répondre aux nombreuses questions que nous sommes en droit de nous poser, aussi bien sur le déroulement de cette opération que la phase qui l'a précédée ou celle qui l'a suivie, sur les incohérences de la version officielle.

En principe, si on en croit la version officielle et les "révélations" qui nous ont été gracieusement livrées par la suite, il devrait y avoir au moins un attentat par semaine en France et dans d'autres pays en Europe au regard des centaines de djihadistes armés prêts à passer à l'action selon la police, or rien, étonnant, non ? Mais non, mais non, qu'allez-vous imaginer nous répond-on.

Nous, absolument rien, on s'en tient aux faits. On nous explique que des individus somme toute pas très évolués mais fanatisés seraient en mesure de mener à bien ce genre d'opération, bien, on se dit donc que logiquement il en existe des dizaines ou des centaines dans le même cas, on demande à voir, or on ne voit rien venir, alors on s'interroge c'est la moindre des choses, non ? Non, vous pensez trop, arrêtez de penser, on pense pour vous et c'est largement suffisant. Pour le coup, oui, on a compris.

- Attentat contre Charlie Hebdo : ces personnes qui croient à la théorie du complot - Francetv info

- "Charlie Hebdo" : ces jeunes qui soutiennent la théorie du complot - Francetv info

Pour eux, cela ne fait aucun doute, on ne leur dit pas tout. Les médias cacheraient une part de la "vérité" sur ce qui s'est vraiment passé en janvier dernier. L'autre partie, elle, se découvre sur internet. Les vidéos et sites qui relaient la théorie du complot se multiplient, et ces jeunes y adhèrent. Un symbole d'une fracture générationnelle révélée par cette explosion du numérique. "Eux, ils ont des sources d'information autres que les miennes. Moi je n'avais pas Facebook à mon époque. Il n'y avait que trois chaînes", explique le père de l'un d'entre eux. Francetv info 30.01

Hommage à la guerre des civilisations

- Le festival Angoulême couronne un mangaka et rend hommage à Charlie Hebdo - AFP

Le festival d'Angoulême a démarré jeudi par une double première : un Grand Prix attribué à un auteur de mangas, le Japonais Katsuhiro Otomo, auteur de la série culte Akira, et un Grand prix spécial décerné à Charlie Hebdo. AFP 29.01

Voilà qui mérite une caricature.

Qui l'aurait cru franchement : Les Charlie étaient aussi leur cible ! Décidément, ill fallait être très con pour faire preuve d'une telle bassesse et en prendre plein la gueule, et ce n'est qu'un début.

- Les aides au logement remises sur le tapis - Francetv info

Un rapport pointe du doigt le coût trop élevé des aides au logement. Francetv info 30.01

- La réforme des APL pourrait «principalement toucher les classes moyennes», selon l'Unef - Public Sénat

La chasse aux sorcières... dans un bac à sable.

1- Najat Vallaud-Belkacem : "l'équipe pédagogique a raison" - Francetv info

- Nice: Un enfant de 8 ans entendu par la police pour «apologie d'acte de terrorisme» - 20minutes.fr

Lors d'une audition libre ce mercredi au commissariat de Nice (Alpes-Maritimes), Ahmed, 8 ans a été entendu car il avait affirmé «Je ne suis pas Charlie, je suis avec les terroristes», révèle le Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF).

Le 8 janvier, le lendemain de l'attentat contre Charlie Hebdo, l'enfant, en classe de CE2, est intérrogé par son instituteur, qui lui demande s'il «est Charlie», affirme le CCIF. De confession musulmane, il «s'oppose» aux caricatures de Mahomet et, selon l'organisation, aurait «répondu naïvement» qu'il était «du côté des terroristes».

Selon le directeur départemental de la sécurité publique, Marcel Authier, l'enfant avait également refusé d'observer une minute de silence et de participer à une ronde de solidarité dans son école primaire.

«Dans le contexte actuel, le directeur de l'école a décidé de signaler ce qui s'est passé à la police», précise le commissaire Authier, en notant qu'il ne s'agit aucunement d'une plainte. «On a convoqué l'enfant et son père pour essayer de comprendre comment un garçon de 8 ans peut être amené à tenir des propos aussi radicaux».

L'enfant a été entendu pendant 30 minutes, puis a joué avec des jouets pendant l'audition de son père, civilement responsable. «Visiblement, l'enfant ne comprend pas ce qu'il a dit. On ne sait pas où il est allé chercher ses propos», selon le directeur départemental de la sécurité publique.

«La police ment», dénonce l'avocat

L'avocat de l'enfant et des ses parents, Me Sefen Guez Guez, a tweeté sa colère dans la soirée depuis le compte @IbnSalah.

Précisions: je suis avocat et je suis très sérieux. La source c'est moi.

S. Ibn Salah @IbnSalahQuestion de l'OPJ: "qu'est ce que veut dire le mot terrorisme pour toi? - je sais pas." Ahmed. 8 ans.

S. Ibn Salah @IbnSalah : "Est ce que tu as bien dit que les journalistes méritaient la mort? - c'est faux j'ai jamais dit ça."

La police affirme qu'aucune plainte n'a été déposée, ce que contredit l'avocat. Selon lui, «l'enfant est poursuivi pour apologie d'acte de terrorisme. C'est écrit noir sur blanc sur le PV que j'ai signé. La police ment.» Il précise également que le père, qui cherchait à calmer l'enfant, est poursuivi pour «intrusion dans l'établissement», et que les parents ont expliqué à leur fils que «le terrorisme, c'est mal» et condamné ses propos.

Selon le CCIF, l'enfant, diabétique, a rapporté «la privation de son insuline par le corps enseignant». Le collectif et l'avocat affirment encore que le directeur de l'établissement aurait lancé à l'enfant, qui jouait dans le bac à sable : «Arrête de creuser dans le sable, tu n'y trouveras pas de mitraillette pour tous nous tuer.» 20minutes.fr 28.01

2- Aisne: Un parent porte plainte après l'audition de son fils de 9 ans pour apologie du terrorisme - 20minutes.fr

Après Nice, Villers-Cotterêts. Un enfant de neuf ans a été entendu dans l'Aisne par la gendarmerie le 15 janvier car un témoin affirmait qu'il avait crié «Allah akbar» pendant une minute de silence en hommage à Charlie Hebdo. Mais ici, c'est apparemment faux, et son père a décidé de porter plainte pour diffamation.

Les soupçons pesant sur l'enfant «sont sur le plan de la matérialité des faits totalement infondés», a affirmé à l'AFP le procureur de Soissons, Jean-Baptiste Bladier, vendredi soir. «On est dans une cantine municipale qui accueille plusieurs écoles, pendant la minute de silence il n'y a aucun témoin qui entend ce garçon de neuf ans venir dire "Allah akbar, vive le Coran". C'est un autre enfant qui vient (le) dire après coup à sa mère qui est l'une des employées de la cantine, qui le dit à la personne qui encadre la cantine, un signalement est rédigé, (...) on prévient la brigade de gendarmerie», a détaillé le procureur.

Dénonciation calomnieuse et diffamation

L'enfant avait été entendu le 15 janvier par la gendarmerie de Villers-Cotterêts, en présence de son père, dans le cadre d'une enquête pour apologie du terrorisme.

Mécontent, le père dépose plainte le 23 janvier pour dénonciation calomnieuse et diffamation, a ajouté le procureur, qui a souhaité que les conclusions de l'enquête servent pour l'avenir à «éviter de s'emballer inutilement». 20minutes.fr 30.01

Guerre des civilisations. Amalgame, désinformation, formatage et manipulation des consciences.

- Comment les Français perçoivent l'islam et les musulmans - Francetv info

L'institut Ipsos a mené une grande enquête pour Le Monde.

- 47% pensent que la religion musulmane est compatible avec les valeurs de la société française.

Il faut donc en déduire qu'une majorité pense que les musulmans n'ont pas leur place en France.

- 66% des sondés pensent que l'islam est une religion aussi pacifiste que les autres et que le jihadisme en est une perversion. 33% pensent que l'islam porte malgré tout des germes de violence et d'intolérance.

Il faut donc en déduire que pour une majorité l'islam doit être banni puisqu'elle est à l'origine du jihadisme.

L'essentiel, c'est qu'ils cautionnent les guerres de l'impérialisme français en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient.

- A la question "Après les attentats, sommes-nous en guerre ?", 53% des sondés ont répondu oui. Mais l'amalgame est bien évité car 84% parlent d'une guerre "contre le terrorisme jihadiste uniquement". 16% se disent en guerre "contre l'islam en général".

Quand on sait que la guerre contre le terrorisme sert justement à justifier les interventions militaires de l'Empire et ses alliés dont la France en Afghanistan, Libye, Irak, Syrie, etc. on atteint ici le comble de la manipulation.

Opération blanchiment des commanditaires et bénéficiaires des attaques des 7 et 9 janvier.

- Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, a deux explications. Il évoque d'une part "le rôle des représentants musulmans, qui a été perçu par les Français et qui a été apprécié", et d'autre part "les responsables politiques en général qui ont aussi beaucoup fait - et on le voit dans notre enquête - pour éviter ce genre d'amalgames".

Amalgame qu'ils ont eux-mêmes sécrété, alimenté, exploité sachant par avance que ce genre d'attaque et l'interprétation officielle qui en serait donnée reprise en choeur par la quasi-totalité des partis politiques, des syndicats, des intellectuels et martelée par les médias et leurs réseaux antisociaux aurait toute les chances de prendre ou de s'incrustrer dans le cerveau de la majorité de la population ignorante ou inconsciente des réelles commanditaires de ces attaques.

Les responsables politiques et religieux ont poussé le cynisme jusqu'à se démarquer de cet amalgame ou le dénoncer pour en faire porter la responsabilité à la population qui serait ensuite amenée à légitimer leurs nouvelles mesures liberticides et impérialistes, n'ayant plus par la suite qu'à les justifier au nom de la démocratie ou du respect des souhaits exprimer par la population et la boucle de la manipulation était bouclée.

Parole d'internaute

Le contexte : commentaires d'abonnés du Figaro (de gauche et progressiste, etc. comme chacun sait) figurant à la suite de l'article mis en ligne dans la causerie d'avant-hier, suite à la sanction disciplinaire prise par le rectorat de l'Académie de Poitiers de l'Education nationale, pour avoir soi-disant tenu des propos sur l'attaque du 7 janvier divergeant de la version officielle, qui font de ce professeur de philosophie de tendance anarchiste un suppôt du terrorisme.

1- La "mise à pied" n'existe pas pour un enseignant, qui est un fonctionnaire d'Etat...

Ce qui existe, à titre conservatoire, c'est la suspension des fonctions (avec traitement) pour une durée qui ne saurait excéder 4 mois, en attendant la tenue d'une instance disciplinaire ou toute autre décision prise par l'autorité administrative, entre-temps (Avertissement ou blâme qui peuvent être prononcés sans la tenue d'un conseil de discipline)

2- La philosophie doit elle être bientôt interdite car elle amène des pensées contradictoires ? Platon a du utiliser la cigüe pour sa condamnation. On condamne la pensée libre sous prétexte d'un journal anarchiste libre penseur. Où est l'erreur ?

3- Curieuse justice...

Les mêmes sont accusateurs, avocats juges et très bientôt bourreaux...

4- Si on condamne un professeur pour inciter ses élèves à réfléchir, où va le monde?

5- C'est hallucinant , de nos jours on peut carrément se retrouver en garde à vue pour deux ou trois mots qui ne plaisent pas au régime .

6- Une ignoble atmosphère de chasse aux sorcières pour quiconque ne communie pas à la nouvelle synthèse entre Charlie Hebdo et la répression policière.

7- En réalité, on ne sait pas pourquoi il a été suspendu !

La liberté d'expression en France ça consiste en quoi ?

8- La délation, les sanctions arbitraires... on se croirait revenu sous l'occupation.

9- La question qui s'impose est la suivante : Dans le pays de la liberté d'expression, peut-on sanctionner quelqu'un qui ne la défend pas suffisamment bien au gré de ceux qui la portent aux nues ?

10- Quand on vous dit liberté d'expression il faut comprendre:"politiquement correcte"

11- Si vous lisez bien vous constaterez une chose hallucinante : le professeur sanctionné ne sait pas exactement ce qui lui est reproché. Car il n'a, à aucun moment pu simplement se défendre. Telle est la politique de terreur instaurée par les Rectorats. Dans le Haut Rhin, trois cas similaires en une semaine.

12- On y est : la répression s'abat sur tout ce qui ne s'aligne pas inconditionnellement sur la ligne officielle.

On remarque qu'il y a une liberté d'expression à deux vitesses, celle de Charlie et leurs amis, et celle des français moyens qui eux sont surveillés comme le loup blanc !

13- Plus rien ne m'étonne dans ce pays devenu bien étrange depuis qq années.

Un prof qui dérape, une sanction sans explication, des anciens élèves qui prennent sa défense sans savoir de quoi il s'agit, un article de journal qui ne nous apprend rien, et un gvt qui surfe inlassablement sur Charlie depuis l'attentat.

Tout cela est détestable, hautement détestable. Depuis que la question de la présence de l'islam en France est posée, c'est la débandade. Je me demande où nous en serons dans une dizaine d'années car je doute que cela ira en s'améliorant.

Pour 0,0003%.

40. C'est le nombre d'«incidents» décomptés par le ministère de l'Education nationale dans les 64 000 établissements scolaires (12 millions d'élèves). liberation.fr 29.01

Il y en aurait eu 200 en réalité, dont seulement quelques dizaines auraient donné lieu à des enquêtes de police ou des poursuites judiciaires, soit le chiffre considérable de 0.0003% ! Faites le calcul pour le vérifier, 40 ramener à 12 millions donne bien 0,0003% qui mérite que les médias montent en épingle ces faits insignifiants. Ils devaient espérer mieux...

Porochenko ou Netanyahu qu'il soutient c'était suffisant.

- Un hebdo marocain compare Hollande à Hitler : "Une sonnette d'alarme pour la classe politique" - francetvinfo.fr

A la une du magazine, François Hollande apparaît vêtu d'une tenue nazie, attifé d'un brassard avec une croix gammée et affublé d'une petite moustache semblable à celle d'Hitler. L'hebdomadaire marocain Al Watan Al Ane a choisi de diffuser ce photomontage douteux en première page de son édition datée du jeudi 29 janvier, accompagné de ce titre : "Les Français vont-ils faire renaître les camps de concentration d'Hitler pour exterminer les musulmans ?"

Le directeur de la publication d'Al Watan Al Ane, Abderrahim Ariri, "assume" sans problème cette couverture et cette comparaison avec le régime nazi. "C'est une sonnette d'alarme pour la classe politique, au Maroc et en France, assure-t-il à francetv info. Depuis l'attentat contre Charlie Hebdo, nous avons beaucoup de témoignages qui nous indiquent que l'islamophobie a pris des proportions très inquiétantes en France."

Deux jours après les commémorations de la libération du camp d'Auschwitz, le journaliste n'hésite pas à comparer le climat actuel à la Nuit de cristal de 1938, survenue après l'assassinat d'un responsable du Troisième Reich par un juif réfugié en France. Cette nuit de pogroms en Allemagne et en Autriche se solde par le meurtre de 91 juifs et la déportation de 35 000 d'entre eux. "Hitler a considéré cet assassinat comme un don du ciel et en a profité pour mobiliser les Allemands contre les juifs, assure Abderrahim Ariri. L'acte terroriste est un don du ciel pour Hollande, qui en a profité pour se redonner une virginité politique."

L'offense envers un chef d'Etat punie par la loi marocaine

Scandaleux vu de France, ce discours est "symptomatique", juge Aïcha Akalay, directrice de la publication de TelQuel.ma. "Cela traduit un malaise au sein de la société marocaine, analyse la journaliste, interrogée par francetv info. A la fois un malaise des Marocains vis-à-vis des amalgames qui sont faits entre les musulmans et les terroristes et un malaise dans les relations entre la France et le Maroc."

Ce contexte pourrait ne pas suffire aux tribunaux, note Tel Quel, puisque l'article 52 du Code de la presse marocain prévoit une peine d'un mois à un an de prison, ainsi qu'une amende, en cas d'"offense commise publiquement" envers un chef d'Etat étranger. Peu importe, répond Abderrahim Ariri. "Le rôle du journaliste, c'est de secouer", se justifie le directeur de la publication d'Al Watan Al Ane. Il persiste et signe dans la comparaison avec le régime nazi, évoquant un "holocauste virtuel" des musulmans de France. "Ils vivent sous la menace, sous une tension, craignant à chaque instant d'être victimes d'un acte criminel", assure-t-il. Abderrahim Ariri accuse le gouvernement français de ne pas les protéger suffisamment. Autant de raisons, selon lui, qui justifient cette une. francetvinfo.fr 29.01

Commentaires d'internautes

- Offense à un chef de l'Etat étranger ? Et comment doit-on qualifier ce que font les caricaturistes français à ces chefs d'Etats étrangers (arabo-musulmand de préférence) ? Non mais... faut repenser la liberté d'expression "à la française" !

- La liberté d'expression ça va dans tous les sens, on caricature le prophète de plus d'un milliard de personnes en leur fesant du mal. On peut accepter des autres peuples d'avoir leurs liberté d'expression, chacun sa vision des choses.

Intox

- Pourquoi Macron veut rassurer les journalistes sur la liberté d'expression Le Huffington Post

- Les Alliés auraient-ils pu sauver les juifs ? - Francetv info

Auraient-ils fallu encore qu'ils ne les livrent pas aux nazis ! Ils peuvent ajouter les sionistes dans le lot qui les ont troqués à Hitler contre la Palestine.

- 70 ans après, l'Europe se recueille à Auschwitz et s'inquiète de l'antisémitisme - AFP

Ils ont la fâcheuse et cynique habitude de commémorer leurs crimes avec quelques décennies de retard, on comprend pourquoi...

Plus qu'un chômeur ou un musulman par exemple.

- Le Parlement reconnaît que les animaux sont doués de sensibilité - AFP

... la preuve avec un sujet trop sensible, trop contreversé...

- Groupe d'amitié France-Qatar : le Sénat dit non - Public Sénat

C'est Fabius qui va être déçu...

Haute-tension et crise du régime.

- Sénat contre Assemblée: coup de colère inédit entre Larcher et Bartolone - AFP

- Quand Cambadélis (PS) tance le porte-parole d'EELV - LeMonde.fr

- Arabie Saoudite : le roi Salman évince les proches d'Abdallah - LeFigaro.fr

A bas le parlementarisme, à bas la dictature de la Ve République !

- « Attention à ne pas nourrir l'antiparlementarisme » prévient Gérard Larcher - Public Sénat

En famille Hollande ne risque pas une indigestion.

- Hollande et Merkel dînent discrètement à Strasbourg - 20minutes.fr

Discrètement... devant les caméras, ils en sont là !

Il est vrai qu'il est permis d'avoir des illusions dans Hollande quand on en a dans Syriza

- Pierre Laurent (PCF) attend de voir si la France sera "réellement" aux côté de Syriza - AFP

Pécresse sur les rails de Bilderberg

- Pécresse (UMP), adoubée par Sarkozy, à l'orée de sa campagne pour les régionales - AFP

Privatisation du droit à l'alimentation.

- Les surfaces cultivées en OGM en hausse de 6 millions d'hectares en 2014 dans le monde Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Une autre illusion qui a fait long feu. La décomposition gauchiste ou la capitulation rampante.

Le NPA est passé de plus de 9.000 adhérents à sa fondation en 2009 à 2.100 aujourd'hui, il est donc revenu au niveau de la LCR, en pire, divisés en de nombreuses chapelles qui s'écharpent entre elles.

LO revendique 8.000 membres sans qu'on sache s'ils existent réellement, ils sont invisbles ! Quant au POI, il avait fait plus fort l'an dernier en ne communiquant plus son nombre d'adhérents qui a dû fondre autant qu'au NPA ou pas loin. Seuls leurs dirigeants possèdent cette information et la gardent pour eux, on comprendra pourquoi ils exècrent la théorie du complot et soutiennent Charlie Hebdo puisque quelque part ils se comportent de la même manière.

Que dire de plus qu'on n'a pas déjà dit ? Rien, car on n'a pas de temps à perdre avec des partis qui refusent de se donner les moyens deconstruire le parti ouvrier révolutionnaire dont nous avons tant besoin. Ils sont sclérosés, dogmatiques, ils pratiquent le centralisme bureaucratique, ils refusent de s'adresser aux masses les plus défavorisées, de défendre les idées du socialisme, de mener la guerre au capital sur les plans idéologique et psychologique à partir desquels il conditionne travailleurs et militants, eux aussi sont en guerre contre le terrorisme, que voudriez-vous qu'on ajoute franchement, c'est désolant voilà tout, on ne s'en sortira jamais avec de tels partis.

1- Le NPA en proie à des luttes internes sur fond de sa relation au Front de gauche - AFP

Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), réuni jusqu'à dimanche pour son 3e congrès, est en proie à des divisions internes sur fond de sa relation au Front de gauche.

"Le NPA se porte comme la gauche dans ce pays", comprenez "pas bien" dans l'esprit d'Alain Krivine, figure du NPA qui s'exprimait vendredi lors de ce rassemblement. "Comme il n'y a pas de grande mobilisation en France (...) les débats internes prennent de l'ampleur", souligne-t-il, déplorant une "multitudes de plateformes" pour le congrès.

Les 2.100 adhérents étaient en effet invités à se prononcer sur cinq plateformes auxquelles se sont ajoutées quelques plateformes locales.

Les plateformes ont jusque dimanche pour s'entendre et élire une nouvelle direction au NPA. AFP 30.01

2- NPA recherche anciens militants: où sont-ils partis? - Le Huffington Post

C'est l'histoire d'une révolution qui a mal tourné. En janvier 2009, un peu moins de 10.000 militants enthousiastes participaient à la création d'un objet politique non identifié: le Nouveau Parti Anticapitaliste. Fondé sur la charpente de l'ancienne Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), nourri par le mouvement citoyen et associatif altermondialiste et guidé par un Olivier Besancenot alors au comble de sa popularité, le NPA devait, à terme, fédérer la gauche radicale en vue d'instaurer "le socialisme du 21e siècle, démocratique, écologique et féministe".

Cinq ans plus tard, malgré la gravité de la crise financière et économique, le bilan est bien maigre. Le créneau de la gauche radicale est occupé par le Front de Gauche et personne ne s'est imposé pour succéder à l'ancien facteur de Neuilly. Surtout, les troupes ont fondu: le parti anticapitaliste revendique désormais un "effectif supérieur à 2100 membres", un nombre en chute constante malgré la promesse de la direction que l'hémorragie a été "stabilisée".

C'est donc dans un climat de crise que s'ouvre ce troisième congrès qui se tient de vendredi à dimanche en Seine-Saint-Denis même si le NPA puise dans l'expérience Syriza en Grèce de nouveaux espoirs pour l'avenir. Encore faut-il comprendre ce qui a mal tourné.

De scissions en déceptions, que sont devenus les 7900 pionniers des origines?

La plupart des anciennes fractions du NPA se sont aujourd'hui rassemblées sous l'appellation Ensemble afin de peser au sein du Front de Gauche.

A ses débuts, le NPA attire une nouvelle génération militante venue du monde associatif altermondialiste. Beaucoup vont renoncer en dénonçant le "sectarisme" de la formation politique où les luttes d'appareil héritées de la LCR sont encore la règle. "Le réflexe unitaire a presque disparu, remplacé par une ligne 'gaucho-guevariste' de type 'le NPA seul contre tous!'", se désole Raoul-Marc Jennar en février 2011 lorsqu'il quitte le NPA "sur la pointe des pieds". Venu de la société civile, ce spécialiste des relations internationales participe à la fondation du parti avant d'être propulsé tête de liste aux européennes dans le Sud-Est. Il

a depuis rejoint le Parti de Gauche.

Même itinéraire pour Leïla Chaibi, venue de l'association "anti-précariat" L'Appel et la pioche, qui rejoint le NPA avant de rallier Jean-Luc Mélenchon pour privilégier l'action coup de poing loin "des guerres de chapelles où on disserte pendant des heures du marxisme".

Le sociologue Philippe Corcuff, altermondialiste, membre d'Attac et passé par toutes les formations politiques de gauche pour finir sur le NPA, claque la porte en 2013 pour rejoindre la Fédération anarchiste tout en militant dans le syndicalisme.

Le fonctionnement du NPA poussera certains de ses membres les plus en vue à prendre du recul. En octobre dernier, Philippe Poutou, ex-candidat à la présidentielle de 2014, annonce son départ en éreintant une direction "trop parisienne". "Je n'ai jamais su ou pu m'intégrer" au comité exécutif du parti, écrit l'ancien candidat-ouvrier, déclarant se sentir à la fois éloigné et inutile.

Le phénomène est difficile à quantifier: il n'en fait pas moins beaucoup parler. Plusieurs soutiens du NPA, déçus par l'évolution de la formation anticapitaliste, ont choisi l'autre extrême de l'échiquier politique pour leur reconversion politique. Une reconversion souvent bien plus difficile qu'il n'y paraît. Le cas d'Aurélien Legrand, ex-candidat et militant du NPA devenu la plume du Front national à Paris, se voudrait emblématique, il ne l'est pas.

Fabien Engelmann, avant d'être élu maire d'Hayange en Moselle sous l'étiquette du parti d'extrême droite, a été syndicaliste à la CGT, candidat de Lutte ouvrière avant de rejoindre le NPA à sa fondation en 2009. Il le quitte moins de deux ans plus tard pour se rallier à la théorie de la "préférence nationale" prônée par le parti d'extrême droite. A l'époque, c'est la décision du NPA d'introniser une candidate voilée qui précipite sa décision. "Nous étions tous littéralement sidérés de voir que le parti acceptait une candidate voilée, sans même prendre l'avis des ses adhérents lors d'un congrès national", confiera-t-il au site d'extrême droite Riposte Laïque. Accueilli à bras ouverts, élu maire, Engelmann déchante. Les disputes à la mairie d'Hayange et la menace d'une invalidation de son élection ont convaincu la direction du FN qu'il constitue désormais un "maillon faible".

Autre transfuge, autre déception. Evadée du NPA, Vénussia Myrtil, 21 ans, métissée, est brièvement apparue en 2011 comme le nouveau visage d'un Front national dédiabolisé. "Perdue" au sein du NPA qui rejette tout nationalisme, la jeune fille avoue se sentir "attirée par le discours patriote de Marine". Mais ses convictions pro-LGBT et favorables à la légalisation du cannabis, immédiatement exploitées par les adversaires internes de Marine Le Pen, l'ont rapidement mise à l'écart. Le Huffington Post 30.01

3- Ex-militant et candidat NPA, il devient la "plume" du FN à Paris - Le Huffington Post

Le Front national continue à attirer les déçus... et à engranger des ralliements (voire des revirements) pour le moins inattendus. En décembre, on apprenait que Sébastien Chenu, ex-secrétaire national de l'UMP et cofondateur de l'association GayLib, avait décidé de franchir le pas pour rejoindre le Rassemblement Bleu Marine du FN.

Jeudi 29 janvier, L'Opinion (article abonnés) révèle un autre transfert politique étonnant: celui d'Aurélien Legrand. Âgé de 30 ans, ce dernier est un ex-militant de la LCR puis du NPA, et fut même un candidat du parti d'Olivier Besancenot aux municipales de 2010. Il a rejoint le Front national en septembre dernier. Il est désormais "la plume en charge de la communication du FN à Paris", résume BFMTV.

Concrètement, Aurélien Legrand écrit les communiqués du secrétaire départemental du Front national à Paris (et également trésorier du parti), Wallerand de Saint-Just. Ce proche de Jean-Marie Le Pen, qui est aussi l'avocat du FN, ne tarit pas d'éloges sur cette nouvelle recrue, rapporte Libération.

"Ou bien c'était un espion bolchevique ou bien il était sincère, raconte Wallerand de Saint-Just au sujet de leur rencontre. J'ai vu en face de moi un garçon brillant qui avait envie de faire quelque chose pour son pays. Le fait de venir au Front national est déjà un acte d'anticonformiste! J'ai donc décidé de lui faire confiance".

Quant au principal intéressé, il se justifie: "On retrouve dans les deux partis la défense des sans-voix, des petits, des sans-grade, de ceux auxquels personne ne s'intéresse et que le système broie", affirme-t-il, ajoutant qu'il a trouvé au FN "une ouverture d'esprit qu'il n'y avait pas au NPA". Le Huffington Post 30.01

On a bien atteint le niveau zéro de la conscience de classe, n'est-ce pas ?

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 4 février 2015

CAUSERIE

(En fin de journée, on a ajouté 48 articles)

On ajoutera une trentaine d'articles dans la journée. J'ai étayé les sources où je m'approvisionne en articles...

Hier en retournant l'oreiller de Selvi j'ai senti un truc bizarre dedans, enroulé dans un petit morceau de papier journal il y avait un citron séché recouvert d'une poudre rouge et blanche, ainsi qu'un petit sachet en papier contenant la même poudre blanche, le tout provenant d'un temple.

Je demande à Selvi qu'est-ce que c'est et à quoi cela sert, elle me répond que c'est pour bien dormir en se marrant, bref, la pauvre femme est supersticieuse. J'ai rigolé avec elle de bon coeur et j'ai laissé le citron et le petit sachet à sa place en lui précisant que je dormais très bien en m'en passant, après tout chacun son truc en fonction de son niveau de développement.

Voilà qui pourrait faire un abominable sujet pour les ignobles caricaturistes de Charlie Hebdo. Ils pourraient se moquer violemment de la superstition de Selvi (et ses semblables qui se comptent par centaines de millions dans le monde) et dénoncer sa profonde arriération, la complexer, la faire pleurer car elle est très émotive, lui faire sentir à quel point elle appartient à cette sous-espèce d'êtres humains qui se compaisent dans leur condition inférieure et sont indignes qu'on leur témoigne le moindre respect...

J'ai retenu de cette expérience qu'elle s'était marrée en m'expliquant à quoi ce fétiche servait, comme quoi elle n'est pas complètement dupe, contrairement à moi elle n'a rien d'autres à quoi se raccrocher pour supporter la dureté de l'existence et l'injustice de la société, pour les interpréter, moi j'ai le marxisme ou le socialisme. Et vous ?

Nous respectons scrupuleusement les travailleurs en général, y compris leurs préjugés, ce qui ne signifie pas qu'on fasse preuve de laxisme et qu'on ne les combatte pas, mais en prenant les choses dans l'ordre, en commençant par s'attaquer à ceux des classes et des couches supérieures qui soit se complaisent dans la société telle qu'elle est, soit s'en accommodent hypocritement parce qu'ils en tirent profit individuellement.

On n'entend pas changer l'état d'esprit des masses exploitées et ses couches les défavorisées ou arriérées, notre combat politique se concentre contre la classe dominante et ceux qui d'une manière ou d'une autre la soutiennent, sachant que seule l'abolition du mode de production capitaliste et les rapports sociaux qui les sous-tendent sont à l'origine du comportement des masses, peuvent produire le meilleur comme le pire. Il est navrant et déplorable qu'aucun parti ouvrier ne développe cette

argumentation accessive à tous dans sa littérature destinée aux travailleurs et aux militants.

Vous ne comprenez pas pourquoi nous sommes excédés, en voici une excellente raison.

Réflexions politiques

Si le parti existait, s'il était parvenu à tisser des liens avec les différentes classes et couches d'exploités, le gouvernement ne pourrait pas développer une telle propagande hystérique basée exclusivement sur des mensonges grossiers sans prendre le risque d'être violemment contredit et de déclencher une puissante dynamique populaire qui renforcerait ce parti et mettrait en péril le régime.

On aurait pu tout aussi bien dire qu'il n'existait plus aucun parti d'opposition au régime et aucun média plus ou moins indépendant dans ce pays, ce qui lui laisse le champ libre. La véritable résistance repose uniquement sur les travailleurs et les militants, qui pour ces derniers se dote d'un contenu trade-unioniste ou réformiste sans aucune perspective politique indépendante une fois le fil avec le marxisme ou le socialisme rompu. L'heure est au compromis, à la conciliation avec le capitalisme pour nos dirigeants et toute autre attitude sera jugée déplacée, exessive ou outrancière, bref à rejeter, d'où selon nous l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons.

Bien entendu les uns et les autres s'en défendent ou nient leur collusion avec le régime, leur capitulation politique. Selon eux en adoptant ou en soutenant le moins mal on éviterait le pire aux travailleurs, sauf qu'en réalité cela revient à désarmer un peu plus théoriquement les travailleurs et les militants et à renforcer la confusion politique dont ils sont victimes et prépare ainsi le terrain aux pires désillusions et affaiblit leur résistance. On sait sur quoi débouche ce genre de situation dont se nourrit l'extrême droite ou le fascisme qui le moment venu sera propulsé sur le devant de la scène politique par la classe dominante pour finir de briser par la force ou la répression la résistance de la classe ouvrière.

A l'extrême violence de l'extrême droite et du fascisme, on refuse d'opposer le socialisme avec sa méthode, la révolution prolétarienne pour chasser du pouvoir la classe des capitalistes. Soit, dans ce cas-là il faut accepter dans la bonne humeur tout ce qui se produit et cesser de se plaindre ou de geindre. On récolte ce qu'on a semé, voilà tout.

La place est vide.

Le gouvernement sait que ce parti n'existe pas, comme en Grèce ses homologues de la classe dominante savent que Syriza est un parti subordonné au capitalisme et n'a rien à voir avec un authentique parti ouvrier révolutionnaire, qu'il récupère la mise ne les inquiéte pas plus que cela, ils s'en accommoderont comme il s'accommode du capitalisme et de l'UE.

Il est révélateur de la décomposition du mouvement ouvrier en France, l'ensemble des partis dits de gauche ou d'extrême gauche sans exception soutiennent Syriza, alors qu'en réalité il est avec le fascisme le dernier rempart du régime, autrement dit, ils démontrent qu'ils sont tous corrompus par le capitalisme, que faudrait-il en déduire d'autre selon vous ?

Vous n'êtes pas d'accord ? On prend les paris ? Je dis banco, je mets dans la balance tout ce que je possède que d'ici quelques semaines ou mois les faits démonteront que j'avais raison. En échange si vous avez perdu je vous demanderais juste de soutenir le site en fonction de votre temps et de vos moyens.

Il n'existe pas de partis ouvriers opposés au régime en France, il n'existe plus de partis ouvriers combattant sur le plan politique, il n'y a au mieux que des syndicats réformistes qui se sont fait passer pour des partis depuis 1940, c'était moins visible autrefois, cela l'est davantage de nos jours voilà tout, ou au pire dans la mesure où jusqu'à présent ils constituent des obstacles à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Lu dans un article publié par Le Grand Soir le 1er février à propos du parti avec lequel Syriza gouverne.

- "*Qui sont les « Grecs indépendants » (ANEL) ? Un parti né en février 2012 d'une scission de ND, Kamménos refusant de voter le mémorandum qui liste les réformes à accomplir en Grèce. Pour le reste, on ne connaît pas son programme, si ce n'est son opposition virulente aux politiques d'austérité (pour Kamménos, l'Europe est soumise aux « néo-nazis allemands ») et sa volonté de mettre fin à l'immigration. « C'est un parti d'opportunistes, sans idéologie précise, un parti de réaction de la classe moyenne supérieure », résume l'historien grec Nikolas Bloudanis. « En France, il regrouperait la droite de l'UMP et la gauche du FN ». Une sorte de Nicolas Dupont-Aignan, qui est d'ailleurs l'un de ses alliés sur le plan européen, en infiniment plus sulfureux. De fait, les déclarations de Kamménos et celles de ses affidés permettent de dresser un portrait de cette formation : elle est à la fois complotiste, xénophobe, défenseur de l'église orthodoxe, antisémite, homophobe, europhobe, pro-russe, anti-turc et on en oublie surement dans la liste.*"

Et nos dirigeants feignent d'ignorer cet accord abjecte avec ALEL qui en dit plus long que tous les discours sur la nature de Syriza. Nos dirigeants emploient les mêmes méthodes que les faussaires, les falsificateurs qui pratiquent le non-dit, la

désinformation, les masques tombent et confirme tout ce qu'on a pu écrire à leur sujet depuis 10 ans, en pire, car nous avions ménagé les militants en ne leur livrant pas la totalité de nos conclusions, nous nous disions qu'à la faveur de l'amplification à venir de la crise du capitalisme, les occasions ne manqueraient pas qui les forceraient à se démasquer eux-mêmes.

Tous les partis ouvriers ayant fait faillite, on devrait peut-être penser à nous rassembler et nous organiser à partir de ce portail qu'on pourrait modifier pour l'occasion. Je ne pensais pas en arriver à ce genre de proposition, mais en observant ce qui se passe depuis le 7-janvier, je me dis qu'on n'a rien à perdre à tout essayer, y compris à infiltrer les réseaux sociaux, à utiliser tous les instruments à notre disposition. Cela pourrait éveiller des vocations de dirigeants parmis les militants qui se connectent au portail, pourquoi pas? De la même manière que les travailleurs n'ont pas être complexés ou se croire inférieurs à ceux qui nous gouvernent, les militants doivent adopter le même état d'esprit.

Dans son éditorial du 29 janvier (Informations ouvrières - POI), Daniel Gluckstein se félicitait de la victoire électorale de Syriza et l'exploitait également à sa façon :

- "*La réponse aux aspirations légitimes des travailleurs et des peuples se concentre en une exigence : dehors la troïka, le FMI, la BCE, démantèlement des institutions de l'Union européenne ! C'est la seule voie pour permettre aux peuples d'Europe de faire prévaloir leurs droits et leurs aspirations.*"

Il était sur une ligne politique tout aussi opportuniste puisque finalement ce n'est pas la rupture avec la troïka la clé de la situation du point de vue des travailleurs et pour mener le combat politique sur le terrain du socialisme, mais avec le capitalisme et ses institutions nationales dans chaque pays en priorité.

Et c'est bien la raison pour laquelle Syriza et les différents fronts de gauche en Europe peuvent prétendre s'opposer à la troïka, car la question qui est posée n'est pas celle-là, mais bien la crise du capitalisme, qui impose soit qu'on s'y soumettre, soit qu'on le renverse, et dans tous les cas de figure que l'on soutienne ou s'oppose en parole à la troïka ne change strictement rien dès lors qu'on n'entreprend pas de s'attaquer en pratique aux fondements du capitalisme ou inclure dans son combat politique la nécessité d'expropriee les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises, de liquider les institutions politiques du capital en place.

Il est révélateur également que le POI ait le même mot d'ordre que les "indignés" ou encore les mouvements qui se disent apolitiques et rejettent la troïka, cela n'engage à rien ou si, à ne surtout pas s'attaquer au régime.

Depuis longtemps nous avons caractérisé Syriza comme un parti bourgeois. Parvenu au pouvoir, il en a fait la démonstration hier confirmant notre analyse. Nous verrons cela plus loin. La pseudo-gauche et extrême gauche en France le soutient, le POI également quand Dominique Ferré (IO n°326 page 10) écrit "Pour conduire le nouveau gouvernement grec à renoncer au mandat que le peuple a exprimé ce 25 janvier, d'immenses efforts sont déployés.", comme si Siryza pouvait incarner autre chose que les illusions des masses et avait besoin que les représentants du capital déploient "d'immenses efforts" pour contraindre ses dirigeants à ne pas rompre avec le capital et l'UE, comme si franchement c'était nécessaire parce que Syriza serait un authentique parti ouvrier incarnant le socialisme, c'est cette illusion que véhicule ici Dominique Ferré, où va se nicher le trotskisme décidément... C'est pitoyable d'en arriver là, mais pas vraiment étonnant.

Les faits sont cruels pour les opportunistes et les révisionnistes disions-nous, vérifions-le en temps réel.

Rédigé le 1er février.

Front de gauche des privilégiés.

La dette illégitime que les travailleurs grecs doivent supporter ne sera pas annulée par le nouveau gouvernement, mais étalée... à perpétuité.

- Podemos, allié de Syriza, rassemble au moins 100.000 personnes à Madrid - huffingtonpost.fr

En Espagne, "les privilégiés ont rompu le pacte de coexistence", a lancé Iñigo Errejon, 31 ans, le numéro deux de Podemos. huffingtonpost.fr 01.02

Le "pacte de coexistence" avec le régime, avec la classe des capitalistes contre les travailleurs, excellent, de tels aveux valent mieux que toutes les interprétations ou analyses : nous, Front de gauche, nous revendiquons avoir passé un pacte avec les ennemis de la classe ouvrière que nous prétendons représenter, on ne pouvait espérer mieux.

Le réformisme ou mener le combat exclusivement sur le terrain social sans perspective politique, est conforme à l'individualisme ou à l'esprit de l'idéologie de la classe dominante. Il creuse la tombe du mouvement ouvrier...

Rédigé le 2 février

Dès le lendemain, sous la forme d'un exercice pratique ils le confirment : la dette de l'Etat capitaliste produit de la crise du capitalisme sera "perpétuelle" tandis que l'industrie financière sera servie rubis sur l'ongle, c'est le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis qui vient de le proposer à la BCE.

Comme quoi, contrairement à ce qu'affirmait Dominique Ferré, la classe dominante n'aura pas eu besoin de déployer "d'immenses efforts" pour convaincre les dirigeants de Syriza de prendre en compte ses intérêts, puisqu'en réalité ils en étaient les représentants. Et le POI ?

- Athènes propose une restructuration de dette - Reuters

Le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis propose d'échanger la dette publique grecque détenue par la Banque centrale européenne (BCE) et le secteur public contre des obligations indexées sur la croissance et des obligations perpétuelles, évitant ainsi de faire subir des pertes à la dette détenue par le secteur privé, a dit une source lundi.

"Ces obligations détenues actuellement par la BCE peuvent être restructurées; il est possible de les transformer en obligations perpétuelles ou en dette indexée sur la croissance", a précisé la source, au fait du projet.

"Il en est de même avec une partie des autres obligations bilatérales détenues par le secteur public".

Priée de dire si les débiteurs du secteur privé seraient sollicités pour être mis à contribution dans le cadre de cette restructuration, la source a répondu: "Non, ils ont eu suffisamment de décotes".

Le ministre des Finances grec évoque également ce projet d'échange de dette dans un entretien au Financial Times, auquel il dit également qu'Athènes ne réclamera plus une radiation de la dette extérieure représentant 315 milliards d'euros.

"Ce que je dirai à nos partenaires est que nous mettons au point simultanément de quoi dégager un excédent budgétaire primaire ainsi qu'un calendrier de réformes", explique Varoufakis au quotidien.

Varoufakis observe par ailleurs, dans les colonnes du Financial Times, que le gouvernement compte sévir contre les riches adeptes de l'évasion fiscale et dégager un excédent primaire de 1% à 1,5% du PIB même si cela implique que son parti Syriza ne puisse respecter toutes les promesses de dépenses sur lesquelles il a été élu, écrit encore le FT. Reuters 02.02

La messe étant dite...

- Quand Obama et des prix Nobel d'économie se rangent derrière la Grèce - AFP

- Grèce: les dirigeants testent leurs idées dans un esprit de compromis - AFP

"Je crois que les conditions existent pour trouver un point d'accord avec les institutions européennes", a déclaré M. Renzi au cours d'une conférence de presse commune à Rome avec M. Tsipras.

Ce dernier a pour sa part insisté sur le fait qu'un changement était "nécessaire" en Europe, et qu'il ne fallait pas en avoir peur. "Il faut mettre la cohésion sociale et la croissance à la place de la peur et de l'incertitude", a-t-il expliqué, ajoutant que "les citoyens (européens) et les créanciers ne devaient pas avoir peur" de la Grèce, selon la traduction en italien de ses propos tenus en grec.

Les efforts de compromis des nouveaux dirigeants grecs, issus du parti de la gauche radicale Syriza, ont cependant été salués par les marchés en Europe.

La Bourse d'Athènes, qui faisait grise mine depuis la victoire de la gauche radicale Syriza en Grèce il y a huit jours, a clôturé mardi après-midi en hausse de 11,27%. AFP 03.02

Vidéo. Aux Charlie.

1- Richard Gage on C-SPAN - sous-titres français
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1422579428&v=1pp1bc9agzQ&x-yt-cl=85114404

Le fondateur de AE9/11Truth, Richard Gage, invité du Washington Journal sur C-SPAN le 1er août 2014, montre que le bâtiment 7

du WTC a été soumis à une démolition contrôlée le 11 septembre 2001.

2- Ukraine reportage TV allemande surprenant
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1422579428&v=Hxur4NIOtsg&x-yt-cl=85114404

La chaîne allemande généraliste ZDF (deuxième chaîne) a diffusé ce mois ci un reportage sur la situation dans l'Est de l'Ukraine. Un reportage qui contraste SPECTACULAIREMENT avec l'image (souvent d'ailleurs sans images) qu'en donne la presse française mainstream, même si ce qui est montré ici reste encore très adouci par rapport à la réalité mise en ligne par les personnes concernées, visible par exemple ici: http://www.youtube.com/channel/UCV7ER... .

Comment s'étonner ensuite que les insurgés n'acceptent plus les trêves?

Malgré la position très alignée de l'Allemagne sur la crise ukrainienne, la presse de ce pays resterait-elle encore indépendante, contrairement à notre presse subventionnée (contre services rendus) et trop fainéante pour chercher ailleurs que dans les dépêches AFP?

Conditionnement. Propagande de guerre et désinformation au service de l'Otan.

- L'Amérique de retour au chevet de l'Europe - lefigaro.fr

L'Amérique commence enfin à prendre la mesure du danger que représente la puissance agressive de la Russie de Poutine pour le futur de l'Europe. lefigaro.fr 01.02

Commentaires d'internautes (abonnés du Figaro)

1- Le chef d'état-major ukrainien Victor Muzhenko a, malheureusement pour vous, déclaré et clairement nié la présence d'unités russes dans l'Est de l'Ukraine. et en plus Obama dans une interview sur CNN... Il reconnait que "les USA ont préparé un changement de pouvoir a Kiev"

2- Cet article me trouble tant il semble évident pour tout citoyen qui s'informe de la situation dans laquelle nous nous trouvons avec la Russie a été savamment organisée par l'Occident atlantisme. Ce dernier n'a pas d'amis et la Russie est une proie de choix pour les intérêts de l'Allemagne et des États-Unis. Malheureusement ça ne va pas être facile, Poutine veille au grain et les Chinois ne laisseront pas faire...bizarre d'écrire un article sur ce sujet sans introduire quelques nuances...

3- Mon dieu, cette propagande pro US fait peur à voir.

1- Cet article est truffé de contrevérités. Prétendre que les troubles en Ukraine ont été fomentés par les Russes alors qu'il est de notoriété publique que la cheville ouvrière de ces troubles sont les Européens, supplétifs des Américains, c'est tout simplement de la malhonnêteté intellectuelle. Partant, cet article ne peut être que de la vulgaire propagande.

4- Cet article est d'un aplomb mensonger comme je n'en avait pas encore lu depuis longtemps. Mettre la déstabilisation de l'Ukraine sur le dos de Poutine, il fallait oser. Relisez donc le cv de Porochenko et revisez ce que veut dire " coup d'Etat" et " intérêts américains"

Et les frères Kouachis et Coulibaly n'étaient pas sur écoute ? Impossible

Grille de lecture

- La question contenue dans le titre de cet article a vocation à induire en erreur les lecteurs. Pourquoi ? Parce qu'elle suggère qu'il serait impossible à la police de surveiller des personnes jugées dangereuses pour la population, alors que la description très détaillée et précise qu'ils fournissent d'un "petit délinquant" prouve exactement le contraire, à savoir qu'il était sous surveillance depuis des années.

- On observe ici que la DGSI surveillait de très près un individu qui ne présentant selon elle aucun danger, et elle n'aurait pas surveillé les frères Kouachi et Coulibaly, qui peut croire une histoire pareille ?

- Attaque de Nice : un agresseur au profil indétectable ? - lemonde.fr

Le profil de l'agresseur de trois militaires en faction devant un centre communautaire juif de Nice, mardi 3 février, illustre la nouvelle menace à laquelle sont confrontés les services de renseignement. Un petit délinquant comme il y en a tant, au

parcours erratique sans être inquiétant, sans connexion connue avec les cercles djihadistes, qui décide un jour de brandir un couteau de cuisine.

Peu après 14 heures, mardi, un jeune homme s'est approché d'un trio de soldats positionné place Massena dans le cadre du plan Vigipirate. Il a sorti une lame de son sac et a blessé légèrement deux militaires à la joue, à la main et au bras. Aussitôt interpellé, l'agresseur a été identifié par sa carte d'identité comme étant Moussa Coulibaly, 30 ans, originaire de Mantes-la-Jolie (Yvelines). La section antiterroriste du parquet de Paris s'est saisie de l'enquête, confiée à la Sous-direction anti-terroriste et à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

Moussa Coulibaly est connu depuis plus de dix ans des services de police pour des faits de petite délinquance : vol, usage de stupéfiants, outrage à agents… Rien de bien méchant. Il a été condamné à six reprises entre 2003 et 2012 à des peines d'amende ou de prison avec sursis, la plupart du temps à Mulhouse, où il a vécu quelques années, selon une source judiciaire.

Il y a peu, le jeune homme est apparu dans le viseur des services de renseignement pour des signes de radicalisation. Remarqué pour son « prosélytisme agressif » dans la salle de sport qu'il fréquente à Mantes-la-Jolie, il était devenu peu aimable avec les dames, explique une source policière. Il se serait par ailleurs échauffé sous la douche avec un homme au motif que ce dernier se lavait « nu ». Le 18 décembre, le service du renseignement territorial (SDRT) le signale à la DGSI. Pas de quoi mettre le jeune homme sur écoutes, estime la sécurité intérieure, qui laisse tout de même le soin au SDRT de garder un œil sur lui.

Début 2014, Moussa Coulibaly disparaît brièvement des radars. Il réapparaît le 27 janvier à Ajaccio, en Corse, dans une agence de voyages. Il demande un aller simple pour Ankara, en Turquie. L'employé lui explique qu'il serait plus économique de prendre un aller-retour pour Istanbul. Le jeune homme en convient. Il prend donc un billet pour cette destination, le lendemain à 13 h 40, et fixe sans grande conviction une date de retour au 21 février. Mais il insiste pour que son vol comprenne de brèves escales à Nice et Rome.

Intrigué par ses exigences, sa destination et quelques doutes sur son passeport, l'employé appelle Air France, qui prévient la police aux frontières, laquelle alerte la DGSI. Le renseignement intérieur ressort de ses dossiers le signalement de Mantes-la-Jolie et fait le lien avec l'épisode de la douche. Faute de pouvoir l'empêcher légalement de prendre son vol, la DGSI prévient les Turcs de le renvoyer en France dès réception. Une surveillance physique est mise en place pour sa seule nuit à Ajaccio avant l'embarquement : l'homme a pris une chambre avec vue sur le golfe à l'hôtel Dauphin, ne voit personne, lave son linge, fait sa prière, puis prend l'avion.

A peine arrivé à l'aéroport d'Istanbul le 29, il est réexpédié à Nice, où les enquêteurs de la Direction régionale de la sécurité intérieure l'interrogent sur ses motivations. Le jeune homme assure qu'il entendait faire du tourisme en Turquie, et demande qu'on le laisse rentrer à Ajaccio pour y retrouver sa petite amie, dont il est incapable de fournir le nom ni l'adresse. Faute d'éléments suffisants pour ouvrir une procédure judiciaire, les policiers le relâchent, et mettent en place une surveillance à Ajaccio.

Mais le jeune Mantais ne retourne pas en Corse. Il prend une chambre dans un hôtel niçois. Intrigués par son soudain intérêt pour la côte d'Azur, les services de renseignement mettent en place un dispositif de « surveillance d'environnement », afin de déterminer s'il a des relations dans la région. Peine perdue : le jeune homme erre pendant quelques jours, « picole un peu, tape des clopes dans la rue, discute avec des SDF », explique une source proche du dossier. Intriguant, mais toujours rien d'alarmant.

Mardi, place Massena, Moussa Coulibaly a fait tomber un sac devant un militaire qui s'est empressé de le ramasser. Ce dernier a eu la joue transpercée. Le jeune homme n'a pas crié « Allah Akbar ». Il n'a rien dit. Le parquet antiterroriste s'est saisi de l'enquête en raison de ses cibles et de sa volonté de rejoindre la Turquie. Le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, s'est gardé d'évoquer une attaque « terroriste », préférant parler d'« acte criminel ».

« C'est une agression d'une gravité relative, mais elle est révélatrice d'un climat, explique une source proche des services de renseignement. Un type un peu paumé, difficile à détecter, qui passe subitement à l'acte. On s'attend à ce que ce phénomène se répète ». La question se posera peut-être du suivi de ces velléitaires du djihad qui, frustrés de n'avoir pu rejoindre la Syrie, se lancent dans des opérations désespérées sur le sol français.

L'agression de Moussa Coulibaly n'est pas sans rappeler celle commise le 20 décembre par Bertrand Nzohabonayo, qui avait attaqué trois policiers au couteau de cuisine au commissariat de Joué-les-Tours. Il s'agissait déjà d'un profil « signalé » à la DGSI pour des signes de radicalisation religieuse, mais pas assez inquiétant pour justifier la mise en place d'une surveillance physique.

Le jour de l'attaque de Nice, l'Etat islamique a diffusé une vidéo intitulée « Faites exploser la France (2) ». Un homme masqué, armé d'une kalachnikov et entouré de ses « frères » d'armes, exhorte en français ceux qui sont « dans l'incapacité » de partir en Syrie à « passer à l'action ». « Tuez à l'aide d'un couteau un policier (…) ou un militaire », lance-t-il. Le premier épisode de ce film avait été mis en ligne la veille de l'attaque de Joué-les-Tours. lemonde.fr 03.02

Etat policier. Délation et chasse aux sorcières pour le compte du régime.

1- Apologie du terrorisme : émoi dans une usine - LeFigaro.fr

Karim Khabati sera-t-il licencié pour apologie du terrorisme? Le lendemain des attentats contre Charlie Hebdo, cet employé de l'usine Bombardier de Crespin, près de Valenciennes, (Nord) aurait tenu «des propos très choquants», selon la direction du constructeur ferroviaire. Vendredi, une cinquantaine de personnes ont manifesté devant l'usine, en soutien à ce salarié syndiqué à SUD. L'inspection du travail devrait prochainement être saisie.

«Ce salarié a tenu des propos scandaleux, du genre “à Charlie Hebdo, ils ont eu ce qu'ils méritaient…“?» Jean-Pierre Delannoy, membre du bureau de la CGT régionale

«Dans cette période très sensible», la direction ne veut pas en dire plus. Citant «plusieurs témoignages concordants», elle indique simplement que «le salarié a tenu des propos troublants en plusieurs endroits de l'usine, faisant notamment l'apologie des attentats». Membre du bureau de la CGT régionale, Jean-Pierre Delannoy, qui «connaît personnellement certains témoins» confirme: «Ce salarié a tenu des propos scandaleux, du genre “à Charlie Hebdo, ils ont eu ce qu'ils méritaient…” Les propos rapportés, racistes, sont inacceptables. Et il n'y a pas de doute: il gueulait à tue-tête!» Les syndicats divisés

Vendredi, un comité d'entreprise s'est tenu: les cinq délégués SUD ont voté contre le licenciement, la CFDT et la CGT ont voté pour. «C'est exceptionnel, fait remarquer Jean-Pierre Delannoy, par principe, la CGT n'a jamais voté pour un licenciement.»

Karim Khabati, un chaudronnier entré en 2009 à Bombardier, est également secrétaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Pour Rodrigue Louadoudi, délégué SUD, ce salarié serait victime d'une «cabale», selon La Voix du Nord, parce qu'il aurait fait fermer les cabines de peinture de Bombardier non conformes et demandé la démission du directeur du site… «Karim n'est pas coupable, estime le délégué SUD. On est un peu en guerre avec la direction depuis un an car on a déterré beaucoup de dossiers. La direction a saisi la perche qu'on lui a tendue (pour le licencier).»

À la direction, on réplique qu'«avec n'importe quel autre salarié, cela aurait été la même chose». «Ce monsieur a dérogé aux règles du bon vivre-ensemble, précise-t-on. C'est un très grand site, il y a deux mille salariés, de toutes les cultures: on doit maintenir l'harmonie entre tous.» LeFigaro.fr 02.02

2- «Je suis Charlie, Coulibaly», appel du parquet après une relaxe - 20minutes.fr

Le parquet de Montpellier a interjeté appel après la relaxe prononcée le 16 janvier en faveur d'un homme qui avait écrit «Je suis Charlie, Coulibaly» sur un registre de doléances du commissariat de police de Frontignan (Hérault), a-t-on appris lundi auprès de son avocate.

«Le parquet a fait appel de la relaxe en faveur de mon client», a indiqué à l'AFP Me Virginie Delhaye-Carenco.

Le tribunal correctionnel avait estimé le 16 janvier que malgré la phrase du prévenu «le délit d'apologie directe et publique d'un acte de terrorisme n'est pas constitué». Quatre mois de prison requis

Le procureur de la République, Nathalie Rocci-Planes, avait requis quatre mois de prison avec placement sous mandat de dépôt à l'encontre de cet homme qui avec ses mots «a encouragé le terrorisme» et affiché sa solidarité, avait expliqué la magistrate.

Le jeune homme en attente de purger une peine de 14 mois de prison pour divers délits accompagnait trois amis qui voulaient déposer une plainte. Pendant qu'il attendait, il avait consulté le registre de doléances avant d'inscrire sur la dernière page: «Je suis Charlie, Coulibaly».

L'homme avait été interpellé immédiatement et placé en garde à vue. Devant les policiers, il avait reconnu les faits, expliquant notamment qu'il était un admirateur de Dieudonné. «Provocation gratuite»

«Ce que j'ai fait, c'est nul. J'ai fait une belle erreur. Ce sont des choses qui ne se font pas car cela peut être mal interprété. Je ne me suis pas rendu compte», s'était-il excusé avant d'affirmer: «Je ne peux expliquer pourquoi j'ai écrit cela».

«Cette provocation gratuite est insupportable», avait estimé Mme Nathalie Rocci-Planes, s'étonnant que cet homme soit capable de participer à la marche républicaine et écrire une horreur quatre jours plus tard.

«On meurt pour des idées, des mots et même pour des traits de crayons. Alors, on peut aller en prison pour des mots», avait-elle fait valoir, dénonçant l'admiration du prévenu pour Dieudonné, dont elle avait refusé de dire le nom, qui n'est «plus un humoriste car il fait de la politique» et qui «est nuisible».

Me Delhaye-Carenco avait plaidé «une profonde bêtise» et «l'absence de volonté de provoquer». 20minutes.fr 02.02

3- Un an de prison requis contre le libraire qui avait exposé un drapeau de l'EI - AFP

Le parquet a requis lundi devant le tribunal correctionnel un an de prison ferme et cinq ans d'interdiction d'exercice d'activités commerciales contre le libraire qui avait exposé un drapeau de l'organisation Etat islamique (EI) dans la devanture de son magasin, à Lille.

Le jugement a été mis en délibéré pour le lundi 9 février.

Vendredi, un automobiliste circulant sur une artère importante de Lille avait remarqué un drapeau noir dans la devanture de la librairie orientale El Azhar, et alerté la police.

A l'arrivée des fonctionnaires, le libraire avait dit "personne ne peut me contrôler". Quand les policiers lui avaient demandé de décliner son identité, il avait répondu "je suis Ben Laden", puis "les barbus vont vous vaincre, inch'Allah".

La réquisition a été justifiée par le fait que "monsieur est commerçant et que les actes reprochés sont jugés plus graves que pour la personne qui ferait des actes d'apologie dans le cadre d'un état d'ébriété", a indiqué à l'AFP Me Charles Cogniot, avocat du prévenu.

Mais "il y a confusion qui a été faite entre le drapeau religieux qui était exposé en devanture du magasin et des drapeaux idéologiques", a assuré l'avocat, qui a plaidé la relaxe, ajoutant que "normalement le drapeau de Daesh c'est sur fond noir avec des inscriptions blanches, là c'était l'inverse".

"Est-ce que toutes les personnes qui détiennent un drapeau corse font l'apologie d'actes de terrorisme" parce que les indépendantistes qui commettent des attentats brandissent le même drapeau, s'est interrogé Me Cogniot.

Les policiers avaient constaté la présence de nombreux drapeaux noirs de l'organisation EI, certains au plafond de la boutique.

Interrogé par les policiers sur les actes terroristes qui ont secoué la France, le libraire, cheveux rasés et longue barbe rousse, avait dit "condamner tous les gens qui assassinent". AFP 02.02

4- Justice des mineurs: Taubira veut une réforme mais ne précise pas de date de réalisation - 20minutes.fr

Selon Christiane Taubira «c'est la population jeune toute entière que nous devons comprendre, encadrer, éduquer».

Quelque 234.000 enfants et adolescents ont eu à faire avec la justice en 2013, ce qui représente 3,6% des 6,5 millions de mineurs âgés de 10 à 17 ans, selon des statistiques du ministère de la Justice. 43% des infractions qui leur sont reprochées concernent des atteintes aux biens sans violence et 27% des atteintes aux personnes.

Parmi eux, 48.500 ont été condamnés par une juridiction de jugement. Les mesures prononcées se partagent à égalité entre les mesures éducatives (22.600) et les peines (22.700). L'incarcération demeure une mesure exceptionnelle: 734 mineurs étaient détenus au 1er janvier 2013 et 3.000 mineurs ont été incarcérés pendant l'année. Cinq ans après leur sortie, 75% d'entre eux ont à nouveau été condamnés. 20minutes.fr 02.02

ACTUALITE EN TITRES

Comme quoi c'était bien l'ensemble des musulmans qui étaient visés.

- Il est désormais impossible de construire une mosquée en Lombardie - Francetv info

La Ligue du Nord vient de faire voter une loi anti-mosquée en Lombardie (Italie). Francetv info 02.02

Business.

- LVMH: ventes record et bénéfice gonflé par la plus-value sur Hermès - AFP

- "Charlie Hebdo" a dépassé les 200 000 abonnés, contre 10 000 avant l'attentat - Francetv info

- Un million de drones civils dans le monde cette année - La Tribune

- Fusion des régions : Standard and Poor's confirme le AA- de Languedoc-Roussillon - La Tribune

Les néoconservateurs sont des comiques, c'est bien connu, et leurs victimes ont une tendance génétiquement suicidaire...

- Luz, rescapé de Charlie Hebdo: "L'humour, ça ne tue personne" - L'Express.fr

L'imbécile c'est lui !

- «Charlie Hebdo»: «On ne prend pas les musulmans pour des imbéciles», affirme le dessinateur Luz - 20minutes.fr

Quand la conscience politique se situe à un niveau inférieur à celui de la ceinture, on peut s'attendre au pire...

- Dominique Strauss-Kahn : libertinage ou proxénétisme ? - Francetv info

- Pour huit Français sur dix, DSK aurait fait un meilleur président que Hollande - Francetv info Soyez Charlie ou la liberté d'expression... des banquiers.

- Un banquier à la tête de « L'Express » et « Libération » - LeMonde.fr A en avoir honte !

- La fierté d'être Français gagne du terrain depuis les attentats et la marche - L'Express.fr

Le droit d'en rire. Ils aiment la finance et l'armée...

- Hollande : "Nous pleurons neuf de nos soldats" - Francetv info

Le président de la République a rendu un hommage national aux neuf soldats français, tués dans l'accident d'un avion de chasse, le 26 janvier dernier. Francetv info 02.02

- Agression de militaires à Nice : Cazeneuve et Le Drian se rendent sur place - Francetv info

En famille.

- Doubs: Cambadélis (PS) "demande officiellement" à l'UMP de soutenir le PS - AFP

Enfumage. La gauche est morte, alors ils sont tous d'extrême gauche !

- "Une écologie d'extrême gauche, ça ne marche pas", lance François de Rugy - Francetv info

Eugénisme. La civilisation humaine menacée.

- Des cours de sport dès deux ans pour prévenir de l'obésité - Francetv info

Ils ne peuvent plus s'en passer.

- Tunisie: un gouvernement de coalition avec des islamistes - AFP

Propagande et stratégie du chaos et de la guerre

- Russie: Litvinenko soupçonnait Poutine d'"activités criminelles" - AFP

- Ukraine : les combats s'intensifient et font 30 morts dans l'Est du pays - Francetv info

- «Barack Obama peut décider très rapidement d'envoyer des armes létales en Ukraine» - 20minutes.fr

- Un bus visé dans un attentat à Damas, au moins six morts - Reuters

- Nigeria: des hélicoptères tchadiens bombardent Boko Haram à Gamboru - AFP

- En Chine, 90% des grandes villes ne respectent pas les normes de qualité de l'air - figaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La démocratie est anticonstitutionnelle.

Avec 60,44% d'absention, ils ont "tous des raisons de se réjouir".

Question à cent balles : Les travailleurs rejettent les partis institutionnels qui sont les piliers des institutions, alors pourquoi aucun parti politique n'axe son combat contre les institutions et la Constitution ? Vous avez eu la réponse plus haut.

20minutes.fr - Au lendemain du premier tour de la législative partielle dans le Doubs, les trois candidats arrivés en tête et leurs formations politiques respectives trouvent tous des raisons de se réjouir, ce lundi, du résultat de la veille.

Le FN en tête mais en recul (32,6%)

«Le premier tour est de plus en plus une primaire PS-UMP pour affronter le FN», selon Frédéric Dabi. Dans le détail, toutefois, le FN perd plus de 1.000 voix par rapport à 2012. Mais «il résiste simplement mieux que ses adversaires», selon Joël Gombin.

Le PS qualifié, une «illusion d'optique» (28,8%)

En 2012, Pierre Moscovici était en effet arrivé en tête au premier tour avec 40,81% des voix, loin devant la FN Sophie Montel et ses 23,87%. En trois ans, le PS a donc perdu près de 10.000 voix, soit 55% des suffrages qui s'étaient portés sur son candidat en 2012.

«La qualification de Frédéric Barbier est une illusion d'optique, en conclut Joël Gombin. Il passe de justesse parce que l'UMP ne s'est pas renforcée.»

L'UMP éliminée, mais pas déçue (26,5%)

«C'est un résultat à relativiser car c'est l'une des 35 circonscriptions où le FN et le PS sont les plus forts. Or l'UMP n'y perd que de 500 voix environ», explique ainsi Gérald Darmanin au Monde.

Pourtant, «la droite a remporté l'élection en 1993 et en 2002», rappelle à 20 Minutes le directeur général adjoint de l'Ifop, Frédéric Dabi. La réalité, c'est que «l'UMP ne parvient pas à profiter de sa position d'opposant», analyse pour sa part le politologue Joël Gombin. Et ni les difficultés de la gauche au pouvoir ni le retour de Nicolas Sarkozy ne semblent y changer quoi que ce soit. «Visiblement pour beaucoup d'électeurs, l'UMP n'est pas l'alternative à l'exécutif, explique à l'AFP Bernard Sananès, le président de l'institut de sondages CSA. L'alternative aujourd'hui pour beaucoup d'électeurs, y compris des électeurs de droite, c'est le FN.»

L'abstention culmine à 60,44% (39,5% en 2012). 20minutes.fr 02.02

L'Onu aux ordres des sionistes.

- Démission du chef de la commission d'enquête de l'Onu sur Gaza - Reuters

Le chef de la commission de trois experts chargée par le Conseil des droits de l'homme de l'Onu d'enquêter sur le conflit de l'été dernier dans la bande de Gaza a démissionné lundi.

Israël a mis en cause l'impartialité du Canadien William Schabas car celui-ci a travaillé comme consultant en 2012 pour l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Il avait alors rédigé une note juridique pour laquelle il a été payé 1.300 dollars.

William Schabas, professeur de droit international, avait été nommé en août dernier à la tête de l'équipe d'experts internationaux chargée d'enquêter sur d'éventuels crimes de guerre et violations des droits de l'homme durant l'offensive israélienne "Bordure protectrice".

Dans une lettre au Conseil des droits de l'homme de l'Onu, dont Reuters a pu consulter une copie, il annonce sa démission immédiate pour ne pas gêner la rédaction du rapport d'enquête, qui doit être publié en mars.

Lors de la création de la commission d'enquête, Israël avait dénoncé "un tribunal fantoche". "Cela fait des années que le Conseil des droits de l'homme de l'Onu s'est transformé en un 'Conseil des droits des terroristes' dont les pseudo-investigations sont déterminées par avance", avait dit Yigal Palmor, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Reuters 02.02

Haut de page

Le 5 février 2015

CAUSERIE

Le site a été actualisé à partir des infos du 3 essentiellement et des jours précédents pour ce qui est du Proche-Orient.

C'est quoi le plus important pour les tenants de la théorie du complot ou la classe dominante ?

Dans sa chronique matinale sur France Culture, le diplomate Hubert Védrine a rapporté les propos d'un conseiller US : « Le faits n'ont aucune importance, ce qui compte c'est ce que croient les gens » (lu hier dans un article paru récemment)

Ils terrorisent tous les peuples.

Israël vivra : Le sionisme est bien à l'origine de l'antisémitisme et l'alimente en permanence.

- Bernard Kouchner : « il y a un lourd antisémitisme en France, c'est notre tradition » - cercledesvolontaires.fr 23.01

- ONU : d'après BHL, l'antisionisme serait la première cause de l'antisémitisme - cercledesvolontaires.fr 28.01

L'Etat juif génocidaire.

- Gaza: l'ONG B'Tselem accuse l'armée israélienne d'avoir délibérément visé des civils - L'Express.fr

Une association israélienne de défense des droits de l'Homme accuse, dans un rapport publié ce mercredi, les autorités israéliennes d'avoir ciblé des bâtiments occupés par des civils de façon délibérée.

"Impossible de dire que l'armée ne savait pas ou ne pouvait pas savoir combien de civils seraient tués dans ces attaques". L'ONG israélienne de défense des droits de l'Homme B'Tselem accuse, ce mercredi, l'armée israélienne d'avoir délibérément mené des bombardements sur la bande de Gaza alors même que le commandement savait que ces raids tueraient des civils, lors de son offensive de l'été.

"Des immeubles résidentiels détruits alors que leurs habitants étaient à l'intérieur"

"L'une des marques distinctives du conflit de cet été dans la bande de Gaza ont été les nombreux raids visant des immeubles résidentiels, détruits alors même que leurs habitants étaient toujours à l'intérieur", affirme ainsi dans un rapport l'ONG B'Tselem. Et ces destructions ont été "le résultat d'une politique formulée par les responsables gouvernementaux et le haut commandement militaire".

L'ONG a examiné 70 raids qui ont fait 606 morts, dont 70% d'entre eux étaient mineurs ou âgés de plus de 60 ans. En 50 jours, l'offensive, terrestre et aérienne, de l'armée israélienne a tué près de 2200 Palestiniens --des civils pour 70% d'entre eux selon l'ONU -- tandis que plus de 70 morts ont été recensés côté israélien, quasiment tous des soldats.

"Il est vrai que le Hamas et d'autres mouvements actifs dans la bande de Gaza ne respectent pas le droit humanitaire international", affirme B'Tselem, mais les accusations de M. Netanyahu contre le mouvement islamiste vise à dégager "toute restriction à l'action israélienne, quelles qu'en soient les atroces conséquences". L'Express.fr 27.01

La classe dominante et le terrorisme international ne font qu'un.

1- Espagne : 250 entreprises soutiennent, financièrement, Daesh - french.irib.ir

Le quotidien espagnol, "El-Païs", a révélé, dans sa toute nouvelle édition : «Ces jours-ci, les services de renseignement de l'Occident ont conjugué leurs efforts, afin de barrer le route aux soutiens militaires, financiers et logistiques à Daesh, mais ils ne savent pas que, juste, dans le Sud du Vieux continent, il existe un pays jouissant d'un statut important, au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, qui apporte ses soutiens financiers à Daesh».

«Dans une décision, qui est en coordination avec le service de renseignement espagnol, 250 entreprises de ce pays apportent leurs soutiens aux courants terroristes, qui combattent, en Syrie, le gouvernement du pays. Ces aides sont sous différentes formes, dont l'octroi de fonds, l'acheminement d'équipements de télécommunication, et même, des équipements électroniques minces, ayant un usage militaire», poursuit le journal. french.irib.ir 02.02

2- Un commandant de Daech avoue obtenir des fonds des USA - french.irib.ir

Le 22 Janvier Al Salafi aurait été arrêté, avec ses deux compagnons, lors d'un raid conjoint dans la région de Lahore. Cependant, des sources ont révélé qu'Al salafi avait été arrêté en décembre de l'année dernière et ce n'est seulement que le 22 janvier que son arrestation a été divulguée.

"Au cours des enquêtes, Yousaf al salafi a révélé qu'il recevait un financement - acheminé via les Etats-Unis - pour diriger l'organisation au Pakistan et recruter des jeunes pour combattre en Syrie,"c'est ce qui a été révélé par une source au courant des enquêtes au Daily Express sous condition d'anonymat .

Al Salafi est un Syro-Pakistanais, qui est entré au Pakistan par la Turquie il y a cinq mois. Plus tôt, il avait été signalé qu'il était passé en Turquie à partir de la Syrie et il qu'a été arrêté. Toutefois, il a réussi à s'échapper de la Turquie et a atteint le Pakistan pour établir EI dans la région.

Selon certaines sources, les révélations d'Al Salafi ont été communiquées au Secrétaire d'Etat US John Kerry lors de sa récente visite à Islamabad. "La question a également été reprise avec le chef du CENTCOM, le général Lloyd Austin, lors de sa visite à Islamabad au début de ce mois", a déclaré une source.

Al salafi a également avoué qu'il - avec un complice pakistanais, prétendu imam d'une mosquée - recrutait des gens pour les envoyer en Syrie et obtenait environ 600 $ par personne envoyée en Syrie.

"Les Etats-Unis ont dénoncé les activités de l'EI mais malheureusement n'ont pas été en mesure d'arrêter le financement de ces organisations, qui est acheminé à partir des Etats-Unis," a déclaré une source.

"Les États-Unis ont dû dissiper l'impression qu'ils finançaient le groupe EI pour leurs propres intérêts et c'est pourquoi ils ont lancé l'offensive contre l'organisation en Irak, mais pas en Syrie," a-t-il ajouté.

Il y a des articles selon lesquels des citoyens de Libye, d'Afghanistan, du Pakistan et d'Inde en plus d'autres pays sont recrutés par l'EI pour combattre en Syrie. Des affiches sur les murs en faveur de l'EI ont également été observées dans diverses villes du Pakistan. french.irib.ir 29.01

France. Atmosphère délétère, délation, dénonciation. La dictature au quotidien.

1- Soupçonnés de radicalisme, police et services sociaux leur retirent leurs 5 enfants dont un nourrisson - french.irib.ir

Soupçonnés de radicalisme, police et services sociaux leur retirent leurs 5 enfants dont un nourrisson dénonce avec la plus grande fermeté les enlèvements des cinq enfants de la famille M..... de Bourgoin Jallieu dans l'Isère, par la police, la justice et les services sociaux le jeudi 29 janvier 2015.

Alors que leur père se trouvait en Tunisie pour préparer leur déménagement dans son pays d'origine, pour fuir le climat islamophobe étouffant de ces derniers temps, la mère a reçu la visite de la police et des services sociaux (cinq policiers et quatre fonctionnaires) qui ont décidé sur ordre des autorités judiciaires d'enlever les enfants à leur mère paniquée et en pleurs, les suppliant de lui laisser le dernier, âgé de trois mois et allaité par sa mère. Avec une cruauté et une violence inimaginables, les trois enfants, (âgés de trois mois, un an et demi et quatre ans,) ont été emmenés vers une destination inconnue et les deux autres, âgés de cinq et six ans ont été pris à l'école avec les conséquences désastreuses sur leur état psycho-affectif et sans qu'ils

ne puissent voir leur mère.

Le père alerté est revenu le lendemain en France sans avoir été inquiété le moins du monde ni par la Douane, ni par la PAF (Police de l'Air et des Frontières). Alors que certains bruits avancent l'idée que le père serait un islamiste radical.

Des membres de CRI, après avoir conseillé la famille depuis le début, les ont rencontrés aujourd'hui pour prendre leurs témoignages filmés, accompagnés de deux journalistes anglais et belges. Nous avons appris avec stupéfaction que la maman qui tenait à allaiter son bébé avec son propre lait avait fourni une bouteille qui a été refusée par les policiers qui lui ont répondu « on lui donnera du lait en poudre et vous le verrez plus tard ». Nous sommes révoltés par cette inhumanité qui consiste à séparer un bébé allaité de 3 mois de sa mère, et de refuser que le lait maternel lui soit donné. La mère, à qui rien n'est reproché , a demandé qu'on l'enferme, s'il le faut, avec ce bébé afin qu'elle puisse l'allaiter et être à ses cotés, mais l'arbitraire et l'injustice lui ont répondu négativement. Même si le père est le pire des criminels nous ne comprenons pas cet acharnement sur l'épouse et les enfants .

Nous avons tenté d'avoir une explication du commissariat de Bourgoin Jallieu qui a refusé de nous en donner.

CRI exige la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire pour prendre la réelle mesure de cette nouvelle forme de racisme et légiférer pour protéger les nouveaux bouc émissaires que sont devenus les musulmans de France. french.irib.ir 03.02

2- A 10 ans une fillette chez les gendarmes pour apologie du terrorisme ! - french.irib.ir

Nombreux sont les enfants comme le petit Aymen 9 ans ou le petit Ahmed 8ans, qui se sont retrouvés chez la police interrogés comme de dangereux criminels après avoir été dénoncés par leur école.

Aujourd'hui nous apprenons que c'est une petite fillette musulmane de 10 ans qui a été entendue récemment par la gendarmerie de Valbonne. En cause un "devoir" dans lequel elle n'aurait pas condamné la tuerie de charlie en écrivant :" [...] ils se sont moqués de notre religion "

Suite à ce devoir, qui rappelle en tout point les devoirs que l'on demandait aux petits enfants sous l'occupation et sous Vichy pour traquer les éventuelles déviances politiques des familles, la petite fille a été dénoncée à l'académie qui a prévenu la Police ...

Sous couvert de lutte contre la radicalisation, l'État français mène en ce moment une véritable chasse aux sorcières sous forme de maccarthysme contre les ... enfants musulmans. En effet, après avoir chassé les filles musulmanes des écoles avec leurs mamans, les religieuses en niqab des rues, c'est aujourd'hui aux gamins musulmans qu'on fait vivre la terreur et l'humiliation.

Les rafles contre des petits enfants, jusqu'à l'enlèvement de leurs chérubins à une famille de l'Isère parce qu'elle avait l'outrecuidance de repartir au pays, démontrent la volonté manifeste de l'establishment d'humilier et d'interdire la pratique religieuse aux familles musulmanes sous prétexte de lutte contre la radicalisme.

En effet, il suffit de lire l'affiche détaillant les signes de radicalisation établie sous les conseils d'une certaine Dounia Bouzar pour comprendre que n'importe quel musulman peut désormais être susceptible d'être inquiéter par ces mesures d'exception islamophobes initiées par Najat Vallaud Belkacem (manger hallal, avoir des vêtements qui cachent le corps (sic)).

Les médias et politiques sont entrain de mettre en place une politique islamophobe digne de Vichy. french.irib.ir 04.02

A qui profite le crime ?

- Manuel Valls, principal bénéficiaire de la séquence post-tragédie de Charlie Hebdo - LeFigaro.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Un régime en putréfaction

- Le patron de la police judiciaire en garde à vue - Francetv info

Bernard Petit, le patron du 36 quai des Orfèvres a été mis en garde à vue mercredi 4 février. Il est soupçonné d'avoir violé le secret de l'instruction. Francetv info 04. 02

- Les divisions à l'UMP, nouvelle illustration des difficultés de leadership de Sarkozy - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Confirmation : la saignée jusqu'à ce que mort s'en suive.

- Comment la Grèce négocie un compromis sur sa dette - Francetv info Ce mardi 4 février, Alexis Tsipras a rencontré François Hollande. Un compromis sur la dette grecque est-il en train de se dessiner ? C'est possible. "L'Allemagne d'Angela Merkel était sur une position dure : pas question de renégocier la dette grecque. Pour la faire changer d'avis, le Premier ministre a adopté une stratégie d'encerclement", explique Jean-Paul Chapel.

"Aujourd'hui, il obtient le soutien de François Hollande, hier, celui de l'Italien Matteo Renzi, après celui du ministre des Finances britannique. Même Barack Obama s'est fait l'avocat des Grecs", poursuit le journaliste.

Remboursement en 2100 ?

Le montant de la dette à régler ne change pas, mais son mode de remboursement, oui. Elle devait être réglée en 2040 initialement. "On parle maintenant de 2070, voire 2100. En échange, la Grèce s'engagerait à faire les réformes réclamées par l'Europe et le FMI", explique le reporter de France 2.

Le contribuable européen (et français) en particulier ne paiera en revanche pas plus. "La Grèce doit toujours 40 milliards à la France, mais chaque année, elle rembourse 80 millions d'intérêts d'emprunts. C'est sur cette somme que la France va faire une concession et renoncer à une partie de cet argent", conclut Jean-Paul Chapel. Francetv info 4.02

Tout est dit ici. On en concluera que pratiquement tous les auteurs des articles que nous avons mis en ligne sur la situation en Grèce et qui soutiennent Syriza sont des aventuriers, des charlatans ou des agents du capital.

Entre nous, chacun sait depuis longtemps que la dette des Etats aux Etats-Unis, en Europe et au Japon notamment, mais aussi en Afrique, a atteint un tel sommet au cours de la décennie passée qu'il leur sera impossible de la rembourser d'autant plus qu'elle ne cessera d'augmenter.

Qu'elle assure une rente éternelle au marché ou à l'oligarchie financière est une chose.

Qu'elle serve de prétexte pour pressuriser les Etats et les contraindre à engager des réformes structurelles ou à diminuer la part de leur budget réservé au financement de secteurs sociaux est une chose.

Qu'elle soit utilisée pour exiger de la part de tous les acteurs politiques, syndicats et partis qu'ils s'y soumettent ainsi que l'ensemble de la population qui devra en subir les conséquences dans leur mode de vie qui ne cessera de se dégrader, et on touche là au but politique qu'ils se sont fixés.

Il faut ajouter que ce processus qui est également d'ordre psychologique n'est pas anodin. Car il est appelé à pénétrer profondément dans le creveau de l'ensemble des travailleurs jusqu'à se convaincre eux-mêmes qu'ils font face à une situation insurmontable ou une fatalité contre laquelle ils ne peuvent pas aller et qu'ils doivent faire ou vivre avec. L'objectif est de les inciter à l'intégrer dans leur mode de pensée de telle sorte qu'ils y soient totalement soumis ou que leurs propres besoins passent volontairement au second plan ou ne soient jamais satisfaits sans que pour autant ils ne se mobilisent une fois totalement contaminés par l'idéologie dominante et en l'absence de toute issue ou alternative politique sérieuse ou cohérente.

Je vis dans un pays où les conditions de travail et d'existence sont épouvantables et sans commune mesure avec ce que vous connaissez en France.

Pour les Indiens c'est la norme et ils l'acceptent, comment pourraient-ils envisager qu'il en soit autrement pour n'avoir jamais vécu autre chose ou ne même pas l'imaginer en rêve, quelque part ils s'en accommodent puisque la société telle qu'elle existe est apparemment indépassable. Et quant à tirer une satisfaction personnelle aussi minime soit-elle de sa condition ou de la société, c'est uniquement du domaine du superficiel ou du côté de l'éphémère qu'il faut chercher, encore faut-il parvenir quelques instants à faire abstraction de tout le reste, à s'extraire du monde réel, d'où le refuge dans la religion qui permet de s'évader d'une manière tout aussi aléatoire ou précaire de cette société dans laquelle on suffoque littéralement, cauchemardesque.

Bien entendu que le combat sur le plan social est déterminant en France, mais notre combat ne doit pas se limiter à ce plan ou

ce terrain-là, il doit s'exercer sur tous les plans parce que si l'ensemble des travailleurs bénéficient grosso modo des mêmes droits sociaux, peu en ont conscience, peu sont prêts à se mobiliser pour les défendre, par contre lorsqu'ils auront disparu, absolument tous en subiront les conséquences catastrophiques par seulement sur le mode ou niveau de vie, mais au niveau des rapports abominables qui règneront dans la société, car parvenu à ce stade il leur sera encore plus difficile non seulement de reconquérir leurs droits sociaux perdus, mais d'inverser ou de modifier ces rapports avec lesquels ils seront amenés à vivre quotidiennement, leur mode de pensée en aura été profondément bouleversé, d'autant plus que ces rapports repose sur un individualisme effréné, hystérique qui ne facilite pas vraiment la prise de conscience d'appartenir à la même classe sociale pour combattre ensemble le régime en place, et cela les travailleurs en France doivent le savoir, ils doivent savoir ce qui les attende s'ils ne prennent pas leur destin en mains.

Vous comprenez pourquoi nous sommes férocement anti-Charlie, parce que ces salopards de caricaturistes trouveraient le moyen de tourner en dérision le comportement des masses indiennes ou de se moquer de leur apparente servilité, alors qu'elles sont victimes des conditions que leur a réservées la classe dominante et en sont profondément malheureuses.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis - Russie

- Washington prépare l'Europe pour la guerre contre la Russie - french.irib.ir

Les Etats-Unis accumulent des armes et des équipements militaires, en Europe, Selon le commandant des forces armées américaines, en Europe. Dans une conférence de presse, aux Etats-Unis, le général Frederick Ben Hodges a annoncé que le Pentagone est en train d'envoyer des armes et des équipements militaires, (chars, canons, équipements logistiques,…), en Europe, notamment, dans les pays, comme la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie. Le général Hodges, qui a visité, récemment, les unités de commandos de l'armée américaine, en Europe, au cours d'une manœuvre, en Lettonie, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, aux Etats-Unis, que son pays est en train d'accumuler des armes et des équipements militaires, dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est, mais aussi, en Allemagne.

Que signifie cette nouvelle décision du Pentagone ?

Les experts et les analystes américains disent qu'autrefois, l'envoi d'armes et d'équipements militaires, en Europe, faisait partie de la stratégie des Etats-Unis, pendant la guerre froide, qui opposait le bloc occidental au bloc communiste, avant l'effondrement de l'ex-Union soviétique. Ces experts américains disent qu'à cette époque-là, cette décision était la meilleure mesure que Washington pourrait prendre, face aux menaces soviétiques. A cette époque-là, les stratèges américains croyaient que la présence d'un nombre élevés de soldats américains, sur le continent européen, empêcherai le déclenchement de guerres, en Europe. En outre, même si une guerre éclatait, les Etats-Unis n'auraient plus besoin d'envoyer des armes et des soldats vers l'Europe. Par contre, l'armée américaine pourrait entrer tout de suite en action.

La guerre froide a pris fin, en 1989. Maintenant, les experts confirment que le volume des armes et équipements militaires occidentaux accumulés dans les pays de l'Europe de l'Est est beaucoup moins élevé qu'à l'époque de la guerre froide. Cependant, l'existence de ces armes et équipements militaires, sur place, permet aux forces armées américaines de se mettre, plus rapidement, en posture défensive. Les experts militaires américains soulignent que cette mesure n'a pas été prise, dans des buts offensifs, mais augmentera la puissance défensive des Etats-Unis et de leurs alliés européens, face aux menaces de la Russie concernant une intervention militaire éventuelle contre les pays de l'Europe.

Autres utilités ?

Les experts militaires américains disent que l'accumulation d'armes et d'équipements militaires américains, dans les pays de l'Europe de l'Est, a, aussi, un autre résultat : "Cela les rassure, en ce qui concerne le soutien militaire des Etats-Unis, face aux menaces grandissantes de la Russie", disent-ils. french.irib.ir 03.02

2- Etats-Unis - Iran

Iran : "Foreign Policy" met en garde Obama - french.irib.ir Dans une analyse consacrée à la politique iranienne d'Obama, "Foreign Policy" affirme que le président US a, totalement, oublié la stratégie basée sur 'l'axe de l'Est" : "Le plus grand héritage d'Obama serait, sans nul doute, celui qui consiste à renforcer l'influence de l'Iran, dans la région". Obama a écourté sa visite, en Inde, pour aller présenter ses condoléances au nouveau roi saoudien : "Au cours de cette visite, Obama a abordé le

chaos, au Yémen, ainsi que le nucléaire iranien. Il a tenté de rassurer les nouvelles autorités de Riyad sur sa diplomatie nucléaire, diplomatie que d'aucuns donnent comme un vecteur de la montée en puissance de l'Iran, dans la région". Et l'auteur de prétendre : "Aucun pays n'a tiré autant de profit de la présidence Obama que l'Iran. Obama insiste pour faire passer l'accord nucléaire avec l'Iran, comme le plus grand acquis de sa présidence. Or? le plus grand acquis pourrait être le traité transatlantique? en termes de commerce". L'auteur plaide, par la suite, pour un renforcement de liens US avec la Chine et l'Inde, estimant qu'un réchauffement des liens avec l'Iran n'est pas dans l'intérêt des Etats Unis ou, néanmoins, pas autant que si les Etats Unis renouaient davantage avec les vieux acteurs asiatiques: "Même en cas d'accord nucléaire, l'Iran pourra reprendre, à tout instant, ses activités nucléiare". "Foreign policy" ne le dit pas, mais Obama a imposé à l'Iran les plus dures sanctions de toute son histoire, et en dépit d'un accord nucléaire préliminaire, c'est, toujours, Obama qui empêche une levée effective des sanctions. french.irib.ir 31.01

3- Etats-Unis - Irak

- Le complot US, pour réoccuper l'Irak - french.irib.ir

Les Etats-Unis sont en train d'aplanir le terrain à une réoccupation de l'Irak, c'est, du moins, l'avis d'un un analyste irakien des questions internationales. «Les récentes déclarations du secrétaire démissionnaire américain à la Défense, Chuck Hagel, comme quoi les Etats-Unis n'excluaient pas l'envoi de troupes, au sol, en Irak, pour combattre Daesh, Abbas al-Moussavi estime que cela fait partie du plan américain visant à envahir, de nouveau, l'Irak. «Daesh constitue une partie du complot américain et israélien contre la Syrie et l'Irak», a-t-il dit, avant de préciser : «A un moment où les effectifs de ce groupe terroriste étaient à court de munitions et assiégés, les avions de la coalition ont largué des munitions et des armes, pour eux». french.irib.ir 31.01

4- OTAN - Russie

- L’OTAN implante des commandements, en Europe de l’Est - french.irib.ir

L'OTAN compte déployer des éléments de commandement, en Europe de l'Est, afin de rendre la force de réaction de l'Alliance plus opérationnelle.

La semaine prochaine, l'OTAN prendra la décision de déployer des unités de contrôle et de commandement, dans les Pays baltes, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie, a annoncé, vendredi, le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg. Cette décision doit être adoptée, lors d'une réunion des ministres de la Défense des pays alliés, le 5 février, à Bruxelles. "J'espère que les ministres prendront la décision de créer des unités chargées de l'intégration des forces de l'OTAN. Il s'agit, notamment, d'éléments de contrôle et de commandement, qui seront implantés, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie", a déclaré Jens Stoltenberg aux journalistes. Selon lui, ces unités auront pour mission de coordonner la coopération entre les armées nationales et les troupes de l'OTAN. Elles "organiseront des exercices, effectueront la planification et fourniront certains éléments de commandement, pour renforcer le «fer de lance» et le rendre plus opérationnel", a précisé le secrétaire général de l'Alliance.

Lors du sommet, au pays de Galles, l'OTAN a approuvé un plan visant à renforcer sa présence, en Europe de l'Est. Il s'agit de créer une force, dite "fer de lance", capable de se déployer, en quelques jours, en particulier, à la périphérie du territoire de l'Alliance. "Cette force opérationnelle interarmées, à très haut niveau de préparation, (VJTF), comprendra des éléments des trois armées, [de mer, de terre et de l'air, ndlr], ainsi que des forces d'opérations spéciales", a indiqué le secrétaire général, dans son rapport annuel 2014, mis en ligne, vendredi, sur le site de l'OTAN. french.irib.ir 31.01

5- Russie - Iran

Transfert illimité d'argent entre l'Iran et la Russie - french.irib.ir

«Actuellement, le transfert d'argent entre les deux pays est possible, via la banque Mir Business, à Moscou, et le bureau de change de la Banque Melli, à Téhéran», a fait part l'ambassadeur iranien, à Moscou, en annonçant la signature d'un nouvel accord consulaire entre l'iran et la Russie, en 1394 du calendrier iranien, (2015).

«Auparavant, les tarifs élevés, la difficulté dans le transfert d'argent et l'obtention des visas, étaient les 3 principales entraves, dans les relations commerciales et économiques des deux pays, mais avec les démarches, entreprises ces derniers mois, nous nous attendons à de bonnes nouvelles, à ce propos», a ajouté Mahdi Sanaï, l'ambassadeur de la RII, à Moscou.

En allusion au fait qu'avec les démarches entreprises par la Banque Melli de la RII, le transfert d'argent est, actuellement, possible entre les deux pays, via la Mir Business, à Moscou, et le bureau de change de la Banque Melli, à Téhéran, Mahdi Sanaï a indiqué qu'en plus, ont été entamées les correspondances nécessaires, tandis qu'on s'attend à ce qu'on soit, l'année prochaine, témoin de la signature d'un accord entre les deux parties. french.irib.ir 03.02

6- Yémen

6.1- Les raids américains se poursuivent contre le Yémen - french.irib.ir

Quatre personnes ont trouvé la mort dans les raids des drones américains dans le Sud du Yémen.

Une voiture non-militaire aussi a été détruite samedi dans les raids des drones US contre la province de Chabwa au Sud du Yémen ont rapporté des responsables locaux yéménites cités par l'AFP. Chabwa a été plus d'une fois la cible des opérations des drones américains. De même un élève de 12 ans et deux autres civils yéménites ont trouvé la mort toujours dans le raid des drones américains mercredi dernier à l'Est de Sanaa la capitale. Un grand nombre de civils yéménites ont perdu la vie dans ces attaques alors que les Etats-Unis prétendent que les drones sont utilisés dans les opérations visant les forces d'Al-Qaïda. french.irib.ir 01.02

6.2- Yémen/ complot des puissances étrangères : Abdel-Malek al-Houthi met en garde - french.irib.ir

Le chef du mouvement Ansarallah du Yémen a mis en garde contre les complots que fomentent des puissances étrangères contre le peuple yéménite.

Selon la dépêche de Press TV, Abdel-Malek al-Houthi l'a rappelé mardi devant des milliers de ses partisans à Saada dans le nord du Yémen, critiquant aussi les partis politiques, complices de certains pays de la région. "Les pays étrangers et leurs alliés et complices intérieurs cherchent à aggraver les conflits et semer le chaos. Il a donc mis en garde ces partis, qui négligent les intérêts du peuple du Yémen, contre les impacts négatifs qu'auront leurs efforts dans le sens de déstabiliser le pays. Le chef du mouvement Ansarallah avait déjà accusé les Etats-Unis et Israël de complots et de crimes à l'encontre des pays musulmans, appelant les Yéménites à la vigilance. french.irib.ir 28.01

7- Syrie

- Le dernier coup du renseignement syrien - french.irib.ir

Les hackers de la cyber -armée syrienne auraient piraté avec succès les données confidentielles des milices terroristes. "En se faisant passer pour des jeunes filles à la recherche des partenaires ", les hackers pro Assad auraient réussi à pirater des milliers de données concernant les membres des milices terroristes en guerre contre l'armée syrienne.

Selon la firme FireI, spécialisée en cyber-sécurité, "les hackers ont eu largement recours à des logiciels comme Skype ou des forum de discussion . ils ont pu se connecter aux ordinateurs portables des opposants syriens aux nombre desquels figurent des hommes armés , des personnalités politiques... cette infiltration a débouché sur le piratage des plans d'action militaire, des listes des noms des membres de ces milices et des informations personnelles les concernant ." " Parmi les renseignements les plus sensibles à avoir été détourné figurerait le plan d'attaque armée contre la localité de Kharbat Ghazala dans la province de Daraa situé au sud de la Syrie ". La firme dit ignorer si les renseignements piratés sont parvenus oui ou non au gouvernement d'Assad ou si les hackers les possèdent toujours. "

Cette cyber-attaque aurait visé essentiellement l'Armée syrienne libre, une milice créée au tout début du conflit par la Turquie et le Qatar dans l'objectif de provoquer un effondrement de l'armée arabe syrienne, ce qui n'a pas eu lieu. L'ASL se trouve dans son pire état ces temps ci : dans le nord syrien, elle fait constamment l'objet des assauts d'Al Nosra et de Daech. Dans les régions du centre , c'est l'armée arabe syrienne qui la harcèle et dans le sud, elle continue de saigner pour cause des opérations incessantes de l'armée nationale et des attaques sporadiques des terroristes nosratistes. La Tuqruie a lâché l'ASL à Idleb : Ankara a quasiment perdu son pari syrien depuis la tombée en disgrâce des Frères musulmans en Egypte, en Libye, en Tunisie et les retrouvailles Qatar/Arabie saoudite. Ankara n'entend plus se laisser empêtré davanatge en Syrie. le manque d'armements, le paiement irrégulier des salaires, de très fortes divergences au sein l'ASL l'ont poussé ces derniers temps à la faillite. french.irib.ir 03.02

Haut de page

Le 7 février 2015

CAUSERIE

J'ai achevé l'actualisation du site en coup de vent car j'ai plein de choses à régler, dont mon approvisionnement en gaz... C'est juste pour pouvoir continuer de m'alimenter, les lecteurs comprendront...

On ajoutera de nouveaux articles demain.

Falsification de l'histoire. Surtout ne pas les prendre au sérieux.

- Prendre les nazis au sérieux - slate.fr

C'est le capitalisme, les dirigeants et représentants du capitalisme qui ont produit le nazisme qui devait profiter à leur classe au prix d'immense destruction et un gigantesque amoncellement de cadavres.

Le volet biologique ou raciale tourné contre les juifs devait servir à alimenter la haine d'un peuple réduit à la misère et profondément frustré comme catalyseur de la xénophobie poussée à l'extrême qui allait être développée simultanément par les nazis, condition indispensable pour mener tout un peuple à la guerre, à l'abattoir. Le juif tout comme le communiste avait ceci de particulier qu'ils transcendaient les frontières et justifiait la guerre mondiale à venir, le juif étant identifié à la finance mais aussi aux autres pays européens qui les accueillaient, le communiste étant identifié au mouvement ouvrier, au prolétariat et à la Russie soviétique, le principal ennemi à la fois de l'Allemagne et des puissances occidentaux en guerre contre l'Allemagne.

La Secondaire Guerre mondiale et le nazisme ont été la réponse du capital à l'impasse dans laquelle se trouvait le capital, à la fois à la crise du capitalisme et à l'impossibilité dans laquelle étaient ses représentants de neutraliser le mouvement ouvrier et de renverser le régime issu de la révolution russe de 1917, ces deux facteurs étant liés et renvoyant aux fondements et aux lois de fonctionnement du capitalisme.

L'interprétation officielle des guerres en général et plus particulièrement des deux guerres mondiales du XXe siècle ou communément admise et enseignée dans les collèges et les universités constitue une falsification monstrueuse de l'histoire sous le règne du capitalisme.

Car il est admis qu'un évènement particulier ou un processus fortuit en aurait été à l'origine de telle manière que l'enchaînement des faits qui devaient conduire à ces guerres mondiales aurait été par nature imprévisible, le développement et l'orientation de la situation incontrôlable de telle sorte que ces critères aléatoires puissent servir à les justifier sans que leurs véritables commanditaires (et bénéfiaires) ainsi que leurs complices ou représentants ne soient identifés ou inquiétés par la suite, cette version des faits ayant force de loi universelle, vous connaissez la suite, tout contradicteur étant systématiquement accusé d'appartenir à la confrérie des adeptes de la théorie du complot ou pire encore.

- ...«comment agir pour éviter que l'Allemagne ne meure?». C'est le point de départ de la pensée nazie.

En réalité non pas l'Allemagne mais le capitalisme tout court... Effectivement, c'est "le point de départ" non seulement "de la pensée nazie", mais de la politique de la classe dominante sous une autre forme : la guerre dont le prolétariat sera la principale victime évidemment.

- ce sont peut-être moins les idées qui sont originales, que le contexte spécifiquement allemand de la République de Weimar, qui a donné un terrain favorable à cette radicalité et à sa victoire.

C'est l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui a étranglé l'Allemagne en exigeant le remboursement sur le champ des crédits qu'elle lui avait accordés et ainsi favorisé la montée en puissance de Hitler et des nazis... Cet élément capital pour comprendre ce qui s'est réellement passé en Allemagne à cette époque ne figure pas dans cet article, le fait qu'il soit volontairement occulté relève pour le coup de la théorie du complot qui consiste à cacher la vérité aux lecteurs ou à la population.

Ce n'est qu'un aspect de la situation, car une fois le régime nazi bien en selle, les mêmes le financeront ainsi que l'industrie de guerre de l'Allemagne sachant parfaitement quelle allait être la suite des évènements, une nouvelle guerre mondiale. On comprend qu'un portail néolibéral ayant son siège social aux Etats-Unis ne puisse porter ces éléments à l'appréciation de ses lecteurs.

- l'analyse du traité de Versailles (...) la disparition totale de l'Allemagne en 1918-1919, au moment où le pays, coup sur coup, perdit la guerre, la monarchie, une bonne partie de son territoire et de sa population.

Là ils ont omis de signaler les énormes réparations de guerre infligées à l'Allemagne par les vainqueurs de la Pemière Guerre mondiale notamment par la France, qui allaient empêcher ce pays de se remettre des destructions massives causées par la guerre et fournir un argument de premier choix aux nazis pour développer leur programme et alimenter la xénophobie, préparant ainsi les conditions psychologiques indispensables à une nouvelle guerre dans laquelle devait être entraîné le peuple allemand, pour se venger du sort que leur avaient réservé la France, la Grande-Bretagne et leurs alliés au lendemain de la Première Guerre mondiale.

La responsabilité des dirigeants de ces pays étant engagée dans la montée du nazisme en Allemagne ainsi que la guerre sur

laquelle elle allait déboucher, on se dit que cette omission n'était sans doute pas fortuite.

- ...les nazis n'étaient pas des fous et leurs crimes revêtaient pour eux «sens et valeur».

- ...il existait une véritable «conception du monde» nazie, qui justifiait et assumait le crime.

La question essentielle n'apparaît pas ici, ils induisent volontairement les lecteurs en erreur ou les dirigent sur une mauvaise piste, car l'essentiel était davantage de quelle manière les Allemands percevaient les discours des nazis, plutôt que ce que pensaient les dignitaires nazis, autrement dit, dans des conditions matérielles ou sociales données, quel était l'état d'esprit et le niveau de conscience de la majorité des Allemands pour qu'ils adhèrent au programme politique des nazis, assument et justifient leurs crimes, y participent en masse, tandis que les masses allemandes avaient tourné le dos au mouvement ouvrier incapable de renouer avec le socialisme, trahi par la social-démocratie et les staliniens. C'est le genre de situation qui pourrait se développer demain en Grèce ou en Espagne, en Italie, au Portugal ou en France par exemple sur la base de cette expérience...

La définition du fou qui est donnée ici contredit celle utilisée en psychanalyse ou psychiatrie.

Est fou celui qui en a conscience, il sait qu'il est mentalement perturbé ou déséquilibré, car il a des moments de lucidité ou il n'est pas en permanence en état de crise de démence où tout rapport avec la réalité lui échappe. S'il commet un crime, il peut l'expliquer ou le justifier ou plutôt il peut admettre l'explication qu'on lui fournie après coup, et pour lui cela demeure tout de même un crime et relève de la folie ou constitue une transgression des principes ou valeurs dont il a également conscience et auxquels il adhère. Il ignore pourquoi il a commis cet acte, il en est donc irresponsable, il n'en a pas conscience, cela ne relève pas d'un acte de volonté ou délibéré, réfléchi, ce sont des pulsions qu'ils ne contrôlent pas et dont ils ignorent l'origine qui le conduise à agir ainsi, qui le guident.

Dans le cas des nazis, ils n'ont pas conscience de commettre des crimes ou le nient, pour eux ce sont des actes naturels, légitimes, nécessaires avec lesquels leurs valeurs s'identifient, ce n'est donc pas du tout la même chose, là on est en présence de monstres qui agissent consciemment, de manière réfléchie, il s'agit d'actes délibérés, ils en supportent donc l'entière responsabilité et doivent être traités comme tels ou être exterminés en ce qui nous concerne. Les âmes sensibles pro-Charlie nous excuseront de ne pas faire ici dans la demi-mesure ou de manquer de tolérance, nous l'assumons.

Dossier Ukraine

Vidéos

1- Maidan, fév. 2014: Un sniper et un député pris en 'flag' par les manifestants
https://www.youtube.com/watch?v=v1uyqnt2U5s

- Place Maidan : Un sniper et un député pris en 'flag' par les manifestants - ilfattoquotidiano.fr

Un fusil à lunette doté d'un silencieux est découvert dans le coffre d'une voiture par la foule des manifestants lors de la tragédie de la Place Maidan à Kiev. Intervient alors le député et à l'époque un des leaders de l'opposition, Sergey Pashinskiy, qui protège le chauffeur et l'aide à partir. Que fait-il là ? Pourquoi cache-t-il le fusil des regards indiscrets de la foule ? Pourquoi l'homme au fusil n'a-t-il jamais été identifié ni poursuivi ? ilfattoquotidiano.fr 05.02

2- Vitalii Makhynko : l'Ukraine un an après l'"Euromaïdan" (2 février 2015)
https://www.youtube.com/watch?v=zgtjaiMXJew

Le dirigeant du syndicat ukrainien Solidarité du travail décrit la situation de dictature et de chaos économique, institutionnel et social dans lequel est plongée l'Ukraine un an après l'"Euromaïdan". Interview réalisé par Frédéric Saillot et Dimitri de Kochko pour Eurasie Express

Plusieurs pays de l'Otan hostiles à l'envoi d'armes à Kiev - Reuters

Plusieurs ministres de la Défense de pays de l'Otan ont exprimé jeudi, lors d'une réunion à Bruxelles, leur hostilité à l'envoi d'armes à l'armée ukrainienne, une idée que Washington dit examiner.

Le président ukrainien Petro Porochenko a demandé à l'Alliance atlantique de lui fournir des armes pour faire face à la rébellion séparatiste pro-russe dans l'est de son pays.

"S'il y a encore plus d'armes dans cette région, cela ne nous rapprochera nullement d'une solution et ne mettra pas fin aux souffrances de la population", a dit aux journalistes la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen.

"Nous devons exercer de fortes pressions sur les séparatistes et sur la Russie, politiquement et économiquement, pour trouver une solution négociée autour d'une table et non sur le champ de bataille", a-t-elle ajouté. "Prendre le risque d'une escalade potentielle, ce n'est pas la solution. Il faut une solution politique durable."

Pour son homologue néerlandaise, Jeanine Hennis-Plasschaert, également, "le dialogue politique est la seule voie pour sortir de cette crise".

La plupart des pays de l'Otan, a-t-elle poursuivi, "et en particulier les Pays-Bas, insisteront pour que le soutien apporté à l'Ukraine ne prenne pas des formes létales".

Le ministre danois, Nicolai Wammen, a souligné que son pays n'avait aucun projet de livrer des armes à Kiev.

Le secrétaire britannique à la Défense, Michael Fallon, a évoqué une aide "non létale en matière de formation et d'équipement afin d'aider les Ukrainiens à mieux assurer leur protection".

Pour sa part, le commandant suprême des forces de l'Otan en Europe, le général américain Philip Breedlove, s'est dit "fortement préoccupé" par la fourniture d'armes lourdes russes aux rebelles et a souligné que le peuple ukrainien avait le droit de se défendre.

Il a cependant ajouté qu'il n'y avait pas de solution militaire à la crise et qu'il fallait créer "les conditions pour amener toutes les parties à la table des négociations". "Les armes ne changeront rien à cela", a-t-il insisté.

Ashton Carter, que Barack Obama souhaite porter à la tête du ministère américain de la Défense, s'est dit favorable, lui, à l'envoi d'armes en Ukraine. "Nous devons aider les Ukrainiens à se défendre eux-mêmes. Je penche pour des livraisons d'armes en leur faveur, y compris des armes létales", a-t-il déclaré mercredi lors de son audition au Sénat, qui doit se prononcer sur sa nomination.

A Moscou, le ministère russe des Affaires étrangères a souligné que toute livraison d'armes létales aux forces de Kiev serait considérée comme une menace pour la sécurité de la Russie.

"Etant donné les plans revanchards du 'parti de la guerre' à Kiev, cela ne conduirait qu'à une escalade et menacerait la sécurité de la Fédération de Russie", a dit Alexandre Loukachevitch, porte-parole du ministère.

Il a par ailleurs accusé les forces gouvernementales ukrainiennes d'utiliser contre les rebelles un arsenal aux effets similaires à ceux d'armes de destruction massive. Reuters 05.02

UE et USA doivent faire front commun sur l'Ukraine, dit Biden - Reuters

Le vice-président américain Joe Biden a estimé vendredi que les Etats-Unis et l'Union européenne devaient présenter un front commun uni face à la Russie qui plaide pour la paix tout en poussant son avantage militaire en Ukraine.

"Les Etats-Unis et l'Europe doivent se soutenir mutuellement et rester fermes. On ne peut pas autoriser la Russie à redessiner la carte de l'Europe, ce qui est exactement ce qu'elle est en train de faire", a déclaré Joe Biden avant une rencontre avec le président du Conseil européen Donald Tusk.

"Nous devons résister, nous les Etats-Unis et l'Europe ensemble, et soutenir l'Ukraine dans cette période. L'Ukraine a besoin d'une aide financière et de soutien pour poursuivre ses réformes", a-t-il dit.

Joe Biden a par ailleurs accusé Vladimir Poutine de n'avoir respecté aucun accord, y compris le protocole de Minsk conclu le 5 septembre dernier, et d'entretenir l'escalade des combats dans l'est de l'Ukraine en envoyant des mercenaires.Reuters 06.02

Alors qu'ils sont le problème.

Ukraine : François Hollande et Angela Merkel à Kiev pour trouver des solutions au conflit - Francetv info 05.02

- Hollande et Merkel quittent Moscou sans résultat concret - Reuters 06.02

François Hollande et Angela Merkel ont quitté le Kremlin sans promesse de cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine, au terme d'un entretien de cinq heures avec Vladimir Poutine.

"En ce moment, un travail est en cours pour préparer le texte d'un éventuel document conjoint sur la mise en oeuvre des accords de Minsk, un document qui mentionnerait les propositions faites par le président ukrainien et celles formulées et ajoutées aujourd'hui par le président Poutine", a expliqué Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin.

L'ambassadeur de Russie en France, Alexandre Orlov, a pour sa part jugé cette rencontre à trois utile face à "une urgence, une vraie urgence d'éviter la guerre, d'éviter le massacre de civils."

"C'est une rencontre d'espoir, je n'irai pas jusqu'à dire une rencontre de la dernière chance, mais c'est tout comme", a-t-il dit sur Europe 1 en précisant qu'elle avait été longuement préparée par des contacts entre Paris, Berlin, Moscou et Kiev.

Engagé depuis juin dans un processus de facilitation dans la crise ukrainienne, François Hollande et Angela Merkel ont décidé de se rendre à Kiev et à Moscou pour donner une chance à la diplomatie à l'heure où le conflit menace de se transformer en "guerre totale", et en plein débat sur d'éventuelles livraisons d'armes aux forces ukrainiennes, auxquelles Paris et Berlin sont opposés. Reuters 06.02

- Général ukrainien: «Aucune troupe russe ne combat contre nous » - mondialisation.ca 03.02

Selon le général ukrainien Viktor Muzhenko (nommé, par Poroshenko, chef de l'état-major des forces armées - ndlr) « aucune troupe russe ne combat contre nous » et les sanctions contre la Russie sont basées sur des mensonges

Le général ukrainien contredit les allégations de l'administration Obama et du gouvernement ukrainien et affirme qu'aucune troupe russe ne combat contre l'armée ukrainienne dans l'est du pays séparatiste où se déroule actuellement une guerre civile.

Le chef de l'état-major des forces armées ukrainiennes, le général Viktor Muzhenko, a affirmé au cours d'un point presse jeudi 29 janvier, que les seuls citoyens russes qui combattaient dans les régions séparatistes sont des « résidents locaux », et que d'autres citoyens russes (et cela ne contredit pas la présence potentielle d'autres combattants étrangers, comme par exemple celle de mercenaires américains dont la présence aux côtés des forces armées du gouvernement ukrainien a déjà été signalée) membres de « groupes illégaux armés », ne sont payés par aucun gouvernement mais combattent à « titre personnel ». Le général Muzhenko a aussi déclaré que « l'armée ukrainienne ne combat pas contre des unités régulières de l'armée russe. »

En d'autres termes, il a explicitement et clairement infirmé les affirmations ayant motivé la mise en place des sanctions européennes et américaines contre la Russie : toutes les sanctions prises contre la Russie sont en effet basées sur l'affirmation mensongère que le gouvernement ukrainien combat des « unités régulières de l'armée russe ».

Ces allégations ont également servi de preuve pour affirmer que Vladimir Poutine avait envahi l'Ukraine, et elles sont à la base des sanctions destinées à faire pression sur la Russie.

Ces sanctions devraient immédiatement être levées, accompagnées d'excuses et de compensations financières pour les individus qui en ont souffert, et il incombe de plus au gouvernement russe de poursuivre les auteurs de cette fraude, à travers tous les canaux juridiques légaux, afin d'obtenir des réparations pour les dommages qui ont été causés à l'économie de la Russie.
Les informations parues dans les médias permettent d'ores et déjà d'établir avec précision qui sont ces personnes, et ceux qui ont tenus des propos, dans le cadre de déclarations officielles, qui peuvent être considérés comme des diffamations majeures.

Par ailleurs, il est probable que ce général ukrainien soit congédié pour avoir tenu de tels propos.

Si ce qu'affirme le général Muzhenko est vrai, il doit être considéré comme un héros ayant risqué sa carrière afin de rendre publiques ces informations. Et si ce qu'il a dit s'avérait faux, cela signifie qu'il n'avait pas sa place à la tête de l'armée ukrainienne. Mondialisation.ca 03.02

Propagande outrancière de l'Empire. Ils ne savent plus quoi inventer et versent dans le grotesque.

- Vladimir Poutine est-il atteint d'une forme d'autisme? - L'Express.fr

- Selon un rapport du Pentagone, Poutine serait atteint d'une forme d'autisme Le Huffington

- Poutine serait atteint d'une forme d'autisme, selon un rapport du Pentagone - Libération.fr

L'«hypersensible» Poutine pourrait être atteint du syndrome d'Asperger, d'après un rapport de 2008 dévoilé aujourd'hui.

Le président russe Vladimir Poutine serait atteint d'une forme d'autisme, le syndrome d'Asperger, qui l'oblige à exercer un

«contrôle maximum» de lui-même lorsqu'il traverse une crise, selon un rapport du Pentagone rédigé en 2008 et publié jeudi. En étudiant les expressions et les mouvements de son visage dans des vidéos, des experts militaires ont conclu que le développement neurologique de Poutine avait été perturbé dans son enfance, donnant l'impression d'un déséquilibre physique et d'être mal à l'aise dans les relations avec les autres.

«Ce sérieux problème de comportement a été identifié par les neurologues comme le syndrome d'Asperger, une forme d'autisme qui affecte toutes ses décisions», affirme l'auteur du rapport, Brenda Connors, de l'Ecole de guerre de la Marine, issu du centre de réflexion interne au Pentagone nommé Office of Net Assessment.

Mais le Pentagone a minimisé l'importance du rapport, révélé mercredi par le quotidien USA Today, qui n'est jamais parvenu jusque sur le bureau du secrétaire à la Défense ou d'autres responsables militaires. «L'Office of Net Assessment n'a jamais transmis ce rapport au secrétaire (à la Défense), et il n'y a pas eu de demandes de responsables au département de la Défense pour l'examiner», a affirmé une porte-parole du Pentagone, Valerie Henderson. En outre, cette hypothèse ne peut être confirmée que par un scanner du cerveau de Poutine, selon le rapport.

«Pendant les crises, pour se stabiliser et équilibrer ses perceptions (...) il doit s'imposer un contrôle maximum», explique Mme Connors, qui a étudié le langage corporel d'autres dirigeants mondiaux. Selon le rapport du Pentagone, le regard toujours fixe de Poutine est la marque d'un défaut neurologique et d'une incapacité à faire face aux signaux extérieurs. Poutine affiche une «hypersensibilité» et «une forte dépendance au combat, aux réactions froides ou donnant l'impression de fuir» au lieu d'un comportement social plus nuancé.

Les relations entre la Russie et les Etats-Unis n'ont jamais été aussi tendues depuis la Guerre Froide en raison de la crise ukrainienne qui a débuté il y a un an. AFP 05.02

ACTUALITE EN TITRES

Autant que cela profite à quelqu'un...

- Début d'année record pour les introductions en Bourse en Europe - Reuters

- Rétromobile : l'ex-Ferrari d'Alain Delon adjugée plus de 14 millions d'euros - Francetv info

Comment vous en convaincre ?

- François Hollande "a changé" de posture depuis les attentats - Francetv info

- Cotta - La nouvelle stature de François Hollande - LePoint.fr

Chef de la guerre des civilisations

- Paris met en place un détachement de liaision au Niger - Reuters

Il ne doit demeurer aucun espace sur terre qu'ils n'auront pas exploité, pillé, ravagé...

- La nature, le nouvel eldorado de la finance - La Tribune

Un autre peuple sacrifié à ne pas oublier...

- Haïti: heurts lors d'une nouvelle manifestation contre l'essence trop chère - AFP

Stratégie du chaos.

- Ebola: Plus de 9.000 morts dans les trois pays les plus touchés 20minutes.fr - 20minutes.fr

- Mexique : 60 cadavres dans un crématorium abandonné d'Acapulco Allan Garcia - AFP

- Attaques au Niger : 109 combattants de Boko Haram, quatre militaires et un civil tués Libération.fr - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La démocratie des censeurs, des procureurs, des affameurs, des persécuteurs, des assassins sévit en France.

Grille de lecture.

- Conditionner, encadrer, formater, manipuler, diriger, régimenter la pensée, encourager et flatter toutes les formes d'individualisme forcené, débridé, alimenter l'extrême droite politique et religieuse, le fanatisme, le communautarisme, le sectarisme, militariser la société, conditionner la population pour qu'elle adhère à la guerre... On pourrait ajouter créer les conditions qui permettent aux gangs mafieux d'essaimer à travers toute l'Europe avec son lot de trafic d'armes, de drogue, de prostitués, etc. encourager l'immigration illégale qui profite économiquement aux négriers et politiquement à l'extrême droite...

- Dénoncer les préjugés, les archaïsmes, les a priori des masses ignorantes pour mieux les complexer, les rabaisser, leur faire sentir à quel point elles sont inférieures et doivent laisser le soin à d'autres de décider et gouverner à leur place, les diviser pour que leurs différentes couches s'affrontent entre elles, privilégier les droits des minorités afin de renforcer le sentiment de frustration de la majorité, pour faire naître ou attiser chez elle la haine envers ces minorités, pousser la provocation au paroxysme au besoin envers ces minorités pour qu'elles réagissent par des actes violents...

- Dénigrer, salir, diaboliser, ostraciser les opposants au capitalisme ou à ses aspects les plus injustes, monstrueux ou barbares, sur la base de déclarations ou citations inventées, tronquées, falsifiées, détournées de leur objet, les assimiler aux ennemis du peuple, à l'extrême droite, aux terroristes, de manière à ce que les travailleurs s'en détournent ou mieux les prennent à partie justifiant ainsi le sort que leur réserve les représentants de la classe dominante...

- Qui détient le pouvoir ? Quelle classe gouverne ? Qui détient les médias ? Qui décrète quel doit être le contenu de la démocratie ? Qui prétend incarner la démocratie ? Qui la revendique partant du principe qu'elle exiisterait réellement ? Quels rapports de classes incarne en général la démocratie ? Sur quelle base ou dans quel contexte économique repose-t-elle ? La démocratie de qui, par qui ? Qui en fixe les limites dans un contexte politique donné ? Qui en profite et qui en est frustré ? C'est le minimum de questions qu'il faut se poser avant d'aborder ce thème sérieusement.

- Procès Dieudonné : une démocratie doit-elle tolérer l'intolérable ? - latribune.fr 05.02

Nous ne pensons pas que Dieudonné soit antisémite, il est antisioniste, mais par opportunisme ou affairisme et pour être incapable de se situer sur le terrain de classe des opprimés, il a eu le tort de s'entourer de gens d'extrême droite infréquentables, ce qui a permis au législateur et aux représentants du régime de réaliser un amalgame facile entre antisionisme et antisémitisme afin de le réprimer.

Il est révélateur qu'un journal qui exprime le point de vue de l'oligarchie financière s'empare de ce sujet et se pose la question de la limite à fixer à la démocratie sachant que son exercice est devenu incompatible avec les besoins du capitalisme en crise, qu'il cherche à le justifier plus ou moins maladroitement et s'attire une réaction de rejet de la quasi-totalité de ses lecteurs.

Comme quoi ils ne sont pas au bout de leur peine pour convaincre la population du bien-fondé de la dictature qu'ils tendent de nous imposer, les masses aspirent prodondément au contraire à la liberté et à la justice, rejettent les inégalités sociales croissantes qui sont à l'origine de toutes les formes de violence dans la société et le monde.

On pourrait ajouter que le capitalisme reposant justement sur l'inégalité existant entre les classes, entre la classe des exploiteurs et des exploités, de ceux qui produisent les richesses et ceux qui les accaparent et détiennent le pouvoir politique, il y a là matière à développer les idées du socialisme.

Supprimer cette inégalité en s'engagement dans un processus politique conduisant à la suppression des classes sociales en commençant par exproprier les banquiers et les capitalistes des grandes entreprises, permettrait de diminuer dans un premier temps les sources d'inégalités sociales et la violence qui les accompagnent, ce qui implique au préalable que la classe ouvrière renverse le régime en place et s'empare du pouvoir politique, ce qui ne peut se réaliser que par un soulèvement révolutionnaire des masses exploitées guidé par un puissant parti ouvrier révolutionnaire incarnant les tâches et les objectifs qu'elles doivent accomplir et se fixer...

Tous les sujets d'actualité ou de société qui figurent à l'ordre du jour des médias et dont les travailleurs et les militants discutent quotidiennement forcément en famille, avec leurs collègues de travail, leurs amis ou relations, etc. doivent être traités sur

un terrain de classe par les partis ouvriers.

Question : Pourquoi ne le font-ils pas ? Pourquoi désertent-ils systématiquement toutes ces sujets dont tout le monde discute quotidiennement ? Qui tournent ainsi le dos aux masses, qui est coupé des masses selon vous, eux ou nous ? On a précisé que tous ces sujets doivent être traités sur notre terrain de classe, celui du socialisme, est-ce cela qui les rebute, les effraie ? Pourquoi, craindraient-ils que leur opportunisme déteigne là aussi, que leur collusion avec le régime soit encore plus flagrant, qu'on s'aperçoivent qu'ils se sont détournés du socialisme ?

Commentaires d'internautes à la suite de cet article du journal financier La Tribune.

1- "Une démocratie doit-elle tolérer l'intolérable."

On sent déjà toute l'impartialité de l'auteur sur la question rien que dans le titre...

En réalité, c'est la démocratie qui est leur cible, qu'ils ne tolèrent pas...

2- Arrêtons un peu ! Quand c'est Dieudonné c'est intolérable mais quand c'est "Charlie" c'est tout à fait normal de dire tout et n'importe quoi !

Ils sont juges et parties, ils peuvent donc tout se permettre...

3- Même si je n'aime pas ce gars, je constate que ceux qui justifiaient le ' tout et n'importe quoi' de Charlie Hebdo au nom de la liberté d'expression sont ceux qui viennent s'indigner quand la liberté d'expression ne va pas dans le sens de leurs opinions (d'extrême gauche, donc).....

On ne peut pas retourner sa veste en permanence comme ça!

Donc soit on lui applique une règle, et on applique cette règle à tout le monde, soit on lui donne la liberté d'expression comme à Charlie Hebdo.

Charlie Hebdo est une agence du capital, ses représentants l'ont reconnu comme tel le 11 janvier, Dieudonné s'en prend au sionisme, il ne peut donc pas mériter le même traitement de leur part. Maintenant ils peuvent très bien se raviser et l'utiliser autrement selon les circonstances, tout dépendra de la place que prendra à ses côtés son acolyte d'extrême droite A. Soral et le développement de la situation politique en France. Viser les juifs ne les dérangent pas, 80 ans plus tôt ils les ont bien sacrifiés, qui les a sacrifiés, mais le lobbying sioniste pardi.

- Dieudonné: la tenue du spectacle en Auvergne validée par le Conseil d'Etat - libération.fr 06.02

Un internaute : "Tiens, il reste un juge des référés indépendant du pouvoir au Conseil d'Etat ?". Détrompez-vous, un jugement différent dans le contexte actuel était difficile à justifier ou assumer.

4- Le système politique qui décrit le mieux notre pays est : "oligarchie" et non : "démocratie".

Tout à fait. Monarchie absolue aussi. Les citoyens ne sont plus que les sujets ou les serfs du vassal sans couronne qui trône provisoirement au sommet de l'Etat et distille la bonne parole du marché pour le compte de ses suzerains de la finance, tandis que l'aristocratie composée des médias, des intellectuels serviles ou corrompus, des membres des institutions constituent la cours du régime.

5- Une démocratie doit-elle tolérer l'intolérable." Une démocratie ? Où ça ?

Nulle part. Ils l'ont confisquée, ce qui n'a pas été bien compliqué, ils ont juste eu besoin de pousser un peu plus loin leur avantage...

6- Doit on faire de la publicité autour d'une liberté d'expression qui est interdite? Celui qui répète ce qui ne doit pas être entendu est-il aussi coupable? Si oui, les médias en sont ils exemptés?

Il faut bien que le peuple sourd aux appels de son suzerain entende le message qu'il a à leur adresser et qu'il s'inscrustre profondément dans son cerveau, d'où le martèlement des médias à en avoir la nausée. Le meilleur moyen de ne pas choper la nausée est encore de s'en détourner, rien de plus facile, alors quant à croire que la plèbe n'en serait pas capable, eux seuls le croient ou tentent de s'en persuader, en vain heureusement...

7- La véritable question serait: quelle est la limite de la corruption de la justice par les gardiens du capital?

No limit !

8- Arte, la chaine de BHL, dont l'impartialité est bien connue.

Sans blague !

A propos, comment va la Libye monsieur BHL?

Fort bien, c'est le chaos, c'était le but que cet infâme personnage s'était fixé.

9- Bien sur que non! Une démocratie ne doit pas tolérer Carlos Valls... Lui c'est l'intox sur toute la ligne !

On peut avancer sans trop de risque que la cynique farce du 7 janvier aura fait long feu et qu'elle se retourne désormais contre ses organisateurs qui l'ont exploité à outrance. D'autant plus que sur le plan social rien n'a changé et que la réalité des difficultés de la vie quotidienne que rencontrent les travailleurs a déjà repris le dessus sur ce coup monté de toutes pièces qui n'aura finalement servi strictement à rien ou presque, à part renforcer l'arsenal liberticide du législateur contre le mouvement ouvrier ou l'ensemble des travailleurs.

C'était prévisible dès lors qu'on avait à l'esprit que ce coup d'Etat terroriste s'est produit alors que la cote de popularité de Hollande frôlait les 10% et qu'à ce stade, en ayant aussi à l'esprit le taux d'abstention aux élections européennes confirmé depuis, quoi qu'ils disent ou fassent il était totalement discrédité et seule une infime minorité (de nantis) continuait d'espérer qu'il incarnerait leurs besoins ou qu'il changerait de politique, ceux qui ont manifesté le 11 janvier notamment, l'immense masse des exploités n'écoutant même plus ce qu'il dit et n'en attendant rien ou plus rien, ce qui n'a pas changé.

Militarisation des esprits et des comportements au capitalisme.

Vous êtes jeune et sans avenir, soyez reconnaissant envers la société qui vous réserve un tel sort et estimez-vous heureux !

- Qu'est-ce que le "service militaire adapté" évoqué par François Hollande ? - Francetv info

Pour comprendre le fonctionnement et l'intérêt du SMA, francetv info a interrogé le capitaine L., chargé de la communication de ce dispositif au sein du ministère des Outre-mer.

Francetv info : Qu'est-ce que le service militaire adapté, dit SMA ?

Capitaine L. : Le système fonctionne sur le principe du volontariat. Le jeune souscrit un contrat d'engagé volontaire des armées. L'idée est de lui apporter un cadre pour travailler sur son comportement. Concrètement, nous avons cinq règles d'or que nous transmettons aux jeunes : être à l'heure, être en tenue, respecter la sécurité (ce qui est utile dans toute entreprise), travailler en équipe et respecter son chef. Pour résumer, notre contrat opérationnel, c'est l'insertion professionnelle, que nous tâchons de favoriser par la transmission de valeurs éducatives.

Il s'agit d'une mission pour rendre les jeunes employables afin de leur apporter une reconnaissance sociale et citoyenne. Les entreprises ont besoin de jeunes rigoureux, motivés, fiables et capables d'arriver à l'heure. Francetv info 05.02

Quand Charlie vous terrorise...

Etat de guerre et provocation permanente des sionistes, racistes, génocidaires qui sont Charlie.

- Israël: le chef de la diplomatie met Charlie Hebdo à disposition du public - AFP

Le chef de la diplomatie israélienne et candidat aux législatives Avigdor Lieberman et ses partisans ont contourné jeudi une interdiction officielle en mettant à disposition du public à Tel Aviv le dernier numéro de Charlie Hebdo avec le prophète Mahomet en couverture, a constaté un correspondant de l'AFP.

M. Lieberman et les militants de son parti "Israel Beitenou" (droite ultra-nationaliste laïque) ont contourné l'interdiction en ne distribuant pas à proprement parler le journal; la bouche symboliquement bâillonnée, ses sympatisants ont installé un stand permettant aux passants de consulter le journal satirique sur le boulevard Rothschild, l'un des axes les plus fréquentés de Tel Aviv.

"Tous ces arguments sur la menace de troubles à l'ordre public et le comportement de la chaîne de librairie qui a cédé aux menaces et refusé de distribuer le journal sont insupportables", a déclaré M. Lieberman venu rendre visite à ses supporters.

Le dernier numéro de Charlie Hebdo n'est disponible dans aucun point de vente en Israël. Après avoir annoncé qu'elle allait le distribuer, la chaîne de librairies Steimatzky a renoncé à le mettre en rayons et le propose à la vente sur internet.

La publication du premier numéro de Charlie Hebdo après le massacre du 7 janvier, avec une représentation du prophète Mahomet sous le message "Tout est pardonné", avait de nouveau suscité l'émoi parmi les musulmans.

Soyez Charlie, soyez de gauche avec Hollande.

- Hollande, président de gauche "depuis le début", veut prolonger l'esprit de janvier - AFP

François Hollande s'est décrit jeudi en président de gauche "depuis le début" de son quinquennat, a clamé sa volonté de "prolonger l'esprit de janvier" après les attentats de Paris, avec des annonces sur l'éducation et le service civique.

Le chef de l'Etat s'est également montré offensif sur la scène internationale, en particulier l'Ukraine, annonçant une visite surprise dans l'après-midi à Kiev avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Désireux d'"éviter la guerre en Ukraine", M. Hollande doit présenter à cette occasion une "nouvelle proposition de règlement" du conflit russo-ukrainien. Ils se rendront vendredi à Moscou pour s'entretenir avec Vladimir Poutine. "L'option de la diplomatie ne peut être prolongée indéfiniment", a prévenu le chef de l'Etat. AFP 05.02

Etat terroriste et ses alliés. Comment se fait-il que cette vidéo soit encore disponible sur Youtube ?

Vidéo du groupe EI menaçant la France: le parquet antiterroriste ouvre une enquête - AFP

La section antiterroriste du parquet de Paris a ouvert vendredi une enquête sur la diffusion d'une vidéo de propagande en français de l'organisation Etat islamique (EI) mise en ligne mardi sur Youtube, qui appelle à mener des actions sanglantes en France, a appris l'AFP de source judiciaire. AFP 06.02

A qui profite le crime, suite ? Ils financent les médias qui soutiennent la propagande d'Etat alimentant le terrorisme

En famille avec les médias aux ordres ou comment ils financent généreusement ceux qui bâillonnent la liberté d'expression, pratiquent la désinformation systématique, distille la propagande de la classe dominante.

- Le Sénat adopte l'amendement « Charb » - publicsenat.fr

Dans le cadre de l'examen de la proposition de loi PS relative à la modernisation de la presse, les sénateurs ont voté hier, à l'unanimité, l'amendement dit « Charb », du nom l'ancien directeur de Charlie Hebdo assassiné, qui a « inspiré sa rédaction ». Il permet aux particuliers souscrivant au capital des entreprises de presse d'information politique et générale de bénéficier d'une réduction d'impôts.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, est à l'origine de cette initiative : le 12 janvier, aux lendemains de l'attentat contre Charlie Hebdo, il a déposé à nouveau cet amendement rejeté une première fois lors de l'examen de la loi de finances 2015. Le sénateur PS, David Assouline, et le sénateur UMP François Commeinhes, ont déposé des amendements d'inspiration similaire, de sorte que « par un progrès dans la loi on fasse un hommage unanimes du parlement à ces combats », a déclaré le premier.

Le gouvernement l'a complété en fixant deux niveaux d'incitation à l'avantage fiscal : une réduction d'impôt de 30% qui porte sur les dons versés pour les titres de presse d'information politique et générale ; une seconde de 50% lorsque cet investissement concerne les « entreprises solidaires de presse » - un statut crée par cette même loi pour les medias qui réinvestissent plus largement leurs bénéfices dans l'activité de l'entreprise (70 %) et rémunèrent moins leurs actionnaires.

Ces dispositifs s'ajoutent à d'autres existants comme le fond Presse et Pluralisme, géré par les éditeurs de presse français et qui recueille les dons des particuliers et des entreprises à la presse, défiscalisé à 66 % et 60 %. Suite à l'attentat contre Charlie Hebdo, près de 250 000 euros avait ainsi été versé par le biais de cette association au journal satirique pour lui permettre de continuer à paraître.

L'adoption à l'unanimité de « l'amendement Charb » est une « belle victoire », s'est félicité Pierre Laurent sur twitter, ajoutant : « beaucoup reste à faire pour la liberté d'expression». publicsenat.fr 06.02

On ne se refait pas !

Les idéologues de la barbarie font toujours leurs affaires.

- La Jordanie libère l'un des principaux idéologues du jihadisme - Francetv info

Il est l'un des principaux idéologues du jihadisme. Abou Mohammed Al-Maqdessi, un Jordanien détenu depuis le 27 octobre dans son pays, a été libéré jeudi 5 février. Selon une source judiciaire citée par l'AFP, le procureur a décidé de suspendre les accusations portées contre lui.

Abou Mohammed Al-Maqdessi était accusé d'avoir "propagé sur internet les idées d'un groupe terroriste, le Front al-Nosra", branche d'Al-Qaïda en Syrie.

Il avait été libéré une première fois en juin 2014 alors qu'il purgeait depuis 2011 une peine de prison pour avoir recruté en Jordanie des combattants devant rejoindre les talibans en Afghanistan.

Par le passé, Al-Maqdessi a été l'un des mentors d'Abou Moussab Zarqaoui, qui était le chef d'Al-Qaïda en Irak à sa mort en 2006 dans un raid aérien près de Bagdad. Le cercle de réflexion de l'école militaire américaine de West Point le considère comme le prédicateur islamiste vivant le plus influent. Francetv info 05.02

Il arrive que ça coince quelque part...

- Manifestation à Amman pour réclamer une vengeance contre l'EI - Reuters

Des milliers de Jordaniens ont défilé vendredi dans les rues d'Amman pour demander au roi Abdallah II de venger la mort du pilote de chasse Mouath al Kassaesbeh en continuant à bombarder les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Syrie.

La foule massée près de la mosquée Husseini a scandé "mort à Daesh", l'acronyme arabe de l'EI, et demandé une intensification des frappes aériennes menées depuis jeudi.

La population jordanienne était à l'origine très critique envers la participation de leur pays à la coalition constituée par les Etats-Unis mais la mise en scène de l'immolation de Mouath al Kassaesbeh a retourné l'opinion publique. Reuters 06.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

La solution : Rompre avec la troïka, sortir de l'UE et de l'Otan, abandonner l'euro, nationaliser toutes les banques et toutes les grandes entreprises,confisquer tous les avoirs des milliardaires, fermer la Bourse qui spécule contre le gouvernement, refuser de verser le moindre centime aux créanciers de la Grèce, prendre le contrôle du commerce extérieur, mobiliser et organiser les masses à l'échelle de tout le pays, leur donner le pouvoir pour qu'elle organise la production et la société en fonction de leurs besoins, au préalable abolir la Constitution et les institutions politiques mises en place par le capital, organiser des élections à une assemblée populaire ou constituante souveraine où les délégués seraient révocables à tout moment et rétribués sur la base du salaire moyen en vigueur dans le pays, elle serait chargée de rédiger une nouvelle Constitution sur la base des nouveaux rapports politiques entre les classes excluant du pouvoir les représentants du capitalisme, appelez les travailleurs de toute l'Europe à les soutenir, à les imiter, à chasser la classe des capitalistes au pouvoir pour avancer vers le socialisme

Le coup de l'étranglement financier, un grand classique depuis les années 30.

- La BCE prive les banques grecques d'une partie de leur financement - Francetv info

La Banque Centrale européenne a décidé de refuser d'accepter les obligations de l'État grec. Conséquence : un manque de liquidité et une asphyxie progressive pour les banques grecques déjà très vulnérables. Un député de Syriza réagit à la décision : "Nous allons résister à la voracité de ces politiques qui ont détruit le peuple grec. La Banque Centrale, le FMI, la Troïka doivent comprendre qu'il faut faire des concessions". Francetv info 05.02

- La bourse d'Athènes s'effondre suite à la décision de la BCE - Francetv info

Nathalie Janson, économiste, est sur le plateau de France 3 pour un éclairage sur la situation en Grèce. "La banque centrale européenne a tenu tout à fait son rôle, c'est assez fidèle au comportement de Mario Draghi. Il a voulu tout simplement rappeler que l'accès au financement des banques grecques depuis 2010 se fait dans des conditions particulières", explique-t-elle.

"Normalement, elles doivent apporter des titres de bonne qualité"

L'économiste traduit le principe : "C'est le premier pas avant l'adoption de ce qu'on a appelé plus tard le programme d'opération monétaire sur titre. Donc les banques grecques peuvent continuer à accéder au financement normal, chaque semaine, elles peuvent obtenir des liquidités au taux qui est de 0,05 %, qui est le taux le plus bas. Normalement, elles doivent apporter des titres qui sont de bonnes qualités, de bonnes notations. Pour les banques grecques, on leur permet d'apporter les titres, des bons d'État grecs, qui n'ont pas une très bonne notation". Francetv info 05.02

2- Irak

- Le Hezbollah d'Irak déclare la guerre aux USA - french.irib.ir

Le Hezbollah d'Irak a revendiqué, dans un communiqué, le tir de missiles contre un hélicoptère de la colation, qui projetait de larguer vivres et médicaments aux forces de Daesh, à Falloujah. "Sous le feu nourri du Hezbollah, l'hélicoptère US a été contraint de prendre la fuite et il a quitté la zone".

Le Hezbollah d'Irak semble, désormais, décidé à faire face aux forces de la coalition, quand celles- ci interviendraient, pour apporter aide et soutien aux terroristes. Selon le texte, l'hélicoptère US s'était posé, dans le stade sportif de Falloujah, quand les missiles du Hezbollah ont été tirés dans sa direction et l'ont poussé à quitter la zone, presque aussitôt. "Les roquettes Katiouchia 107 et des obus de mortier de120mm ont pris pour cible cet appareil. Le Hezbollah continuera à surveiller, 24 heures sur 24, toutes les voies d'approvisionnement de Daesh".

Le Hezbollah d'Irak dénonce, régulièrement, l'assisstance de dernière minute que les Etats Unis apportent aux miliciens de Daesh, à chaque fois que ces derniers sont acculés. french.irib.ir 06.02

3- Yémen

3.1- Erdogan à l'assaut du Yémen - french.irib.ir

Et çà recommence. Selon les sources bien informées au Yémen, la Turquie s'apprête à établir plusieurs vols hebdomadaires à destination de Aden avec à leur bord des terroristes de Daech qui jouiront d'une fausse identité : ces terroristes seront présentés comme des hommes d'affaires, des touristes et autres et débarqueront dans le sud du Yémen où Al Qaida et les Takfiris s'organisent pour combattre Ansarallah. Dès le mois de mars, des vols Ankara-Aden et inverse se multiplieront.

Il s'agirait surtout des terroristes ayant combattu en Syrie qui seraient envoyés au Yémen pour combattre l'armée, Ansarallah et les volontaires à Al Baya, à Maareb, à Ahrab. La Turquie envisage de reconduire son expérience syrienne et irakienne au Yémen. french.irib.ir 06.02

3.2- Yémen: la milice chiite dissout le Parlement, installe un Conseil présidentiel AFP

La milice chiite d'Ansaruallah a annoncé vendredi la dissolution du Parlement yéménite et la mise en place d'un Conseil présidentiel de cinq membres, confortant son emprise sur le Yémen, privé d'exécutif depuis deux semaines.

Dans une "déclaration constitutionnelle" rendue publique depuis le palais présidentiel, dont elle a pris le contrôle par la force le 20 janvier, la milice chiite a également décidé de créer un Conseil national de 551 membres, qui remplace le Parlement dissous. AFP 06.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Le transporteur Mory en faillite un an après la reprise - Francetv info

Un an après la reprise par le groupe Arcole, l'ancien n°1 français de la messagerie Mory-Ducros, devenu Mory-Global, doit à nouveau déposer le bilan. 2 200 emplois risquent à nouveau de disparaître. Francetv info 05.02

1.2- Congrès FO: les militants se prononcent pour une journée de grève - AFP

Le 23e congrès de Force ouvrière, réuni à Tours, s'est prononcé vendredi à l'unanimité pour l'organisation, avec d'autres syndicats, d'une "journée nationale de grève" contre l'austérité et pour "faire reculer le gouvernement et le patronat".

Au lendemain de l'appel à la grève lancé par leur secrétaire général Jean-Claude Mailly, les militants FO ont voté en faveur d'une "action commune bien définie", "sur des revendications claires" qui se traduira par "une journée nationale de grève interprofessionnelle et de manifestations dont une à Paris".

Cette décision ouvre officiellement les discussions avec les autres syndicats qui permettront notamment de définir la date et les modalités d'une action commune.

FO demande "le retrait" du pacte de responsabilité, du projet de loi dit Macron et de la réforme territoriale devenus les symboles d'une "logique d'austérité", dénoncée par le numéro un de l'organisation.

Selon le texte soumis au vote des congressistes, "une réaction interprofessionnelle" s'impose pour "construire le rapport de force à même de faire reculer le gouvernement et le patronat".

"Le congrès dénonce, rejette et combattra le projet de loi Macron" qui "ne doit pas être voté", car "il libéralise", "flexibilise à outrance" tous les secteurs, estime le congrès de FO, et notamment "vise à banaliser le travail dominical et de nuit".

Force ouvrière "exige" également "l'arrêt du CICE" (Crédit d'impôt compétitivité emploi) et demande que les entreprises bénéficiant d'aides publiques "soient soumises au préalable à des engagements et contreparties" sur l'emploi, l'investissement et les salaires. AFP 06.02

2- Etats-Unis

- Les salaires ne suivent pas les créations d'emplois aux USA - Reuters

Les Etats-Unis ont créé plus d'un million d'emplois ces trois derniers mois mais les salaires ne progressent pas au même rythme, en particulier pour les ouvriers.

Le salaire horaire moyen a affiché en janvier une progression marquée de 12 cents, mais la hausse n'est que de 2,2% sur un an, un rythme historiquement faible.

Les agences de recrutement, qui jouent un rôle de plus en plus important sur le marché du travail aux Etats-Unis, soulignent que l'afflux de main d'oeuvre contribue à limiter les hausses de salaires, notamment pour les ouvriers.

"L'offre de travail non qualifié reste assez abondante", a dit George Corona, directeur exécutif de Kelly Services, l'un des principaux réseaux d'agences d'intérim du pays pour les industries de transformation et les centres de logistique. Reuters 06.02

3- Asie

- Production textile : les coûts et marges de la production en Asie - Francetv info

L'industrie du textile continue de fonctionner par l'intermédiaire d'une production rapide et peu coûteuse en Asie. Ainsi, nos vêtements proviennent la plupart du temps de Chine, premier exportateur mondial qui gère 39% du marché. Viennent ensuite le Bangladesh (5%), puis l'Inde et le Viet-Nam (4%). Mais la Chine voit son avance diminuer, face à la concurrence de pays où le salaire minimum est moins élevé. Le Sri-Lanka offre une rémuneration de base à hauteur de 58 euros, et 60 euros au Bangladesh, contre 234 euros en Chine.

Une production bon marché, et beaucoup de marge

"Pour un T-shirt vendu chez nous pour 29 euros, la production au Bangladesh ne vaut que cinq euros tout compris, le transport un

peu plus de deux euros. Produire là-bas permet donc de maximiser l'argent qui reste pour la marque, et pour le magasin, plus de 18 euros", détaille le journaliste de France 2. Francetv info 06.02

ECONOMIE

1- FMI-G20.

- Lagarde aux pays du G20: "il est temps de passer à l'action" - AFP

La directrice générale du FMI Christine Lagarde a appelé vendredi les principales puissances économiques du globe "à passer l'action" pour éviter un tassement de la croissance mondiale, à quelques jours d'un G20-Finances à Istanbul.

Selon Mme Lagarde, les ministres des Finances des pays développés et émergents du G20, qui se réunissent lundi et mardi dans la capitale économique turque, doivent d'urgence mettre en oeuvre les "ambitieuses" réformes structurelles censées injecter 2.000 milliards de dollars supplémentaires dans le PIB mondial.

"Nous avons besoin d'une accélération décisive vers les réformes structurelles dans les domaines tels que le commerce, l'éducation, la santé (...) et des infrastructures efficaces", a détaillé la patronne du FMI.

L'économie mondiale peut profiter de "l'élan" fourni par les faibles prix du pétrole mais pourrait également pâtir d'une "volatilité excessive" liée à la normalisation monétaire aux Etats-Unis, a mis en garde la dirigeante, craignant aussi que l'Europe ne reste dans le "flou" pour une longue période.

Le renforcement du dollar par rapport aux autres grandes devises représente un autre "risque", spécialement pour les pays émergents dont les banques et entreprises ont contracté des emprunts libellés en monnaie américaine qui vont dès lors devenir plus compliqués à rembourser, selon Mme Lagarde. AFP 06.02

On a envie de se marrer en lisant cet article, pathétique et qui témoigne de leur désarroi, car sérieusement, 2.000 milliards de dollars qu'est-ce que c'est à côté de l'endettement mondial qui se monte à 200.000 milliards de dollars, 1% !

Il ne leur reste plus que la fuite en avant, le chaos et la guerre permanente comme solution pour maintenir leur système économique en vie.

2- Dette mondiale

- L'endettement mondial explose et menace la croissance, selon une étude - AFP

L’endettement augmente très rapidement dans le monde depuis la crise financière de 2008, notamment en Chine où il a quadruplé, faisant planer une nouvelle menace sur la croissance planétaire, selon une étude publiée jeudi.

«Plutôt que de réduire leur dette, toutes les principales économies empruntent aujourd’hui davantage par rapport à leur PIB qu’en 2007», d’après les économistes du McKinsey Global Institute (MGI), qui estiment que «cela amène de nouveaux risques pour la stabilité financière et pourrait saper la croissance mondiale».

En volume, l’endettement de tous les acteurs économiques (Etats, entreprises, ménages...) a progressé de 57.000 milliards de dollars entre 2007 et 2014 pour frôler les 200.000 milliards de dollars.

Les dettes pesaient l’an dernier 286% du PIB mondial, contre 269% en 2007.

«Depuis la crise, la plupart des pays ont augmenté leur endettement, plutôt que l’inverse», constatent les auteurs. Le ratio de dette totale par rapport au PIB a ainsi progressé de plus de 50 points de pourcentage dans 14 pays sur les 22 économies avancées et 25 en développement examinées par le MGI.

Au premier rang des pays qui ont vu leur dette totale exploser se trouve l’Irlande, avec 172 points de pourcentage de hausse par rapport au PIB entre 2007 et 2014, suivie par Singapour (129%), la Grèce (103%) et le Portugal (100%).

- France + 66%, Allemagne +8% -

L'endettement total de la France a bondi de 66%, tandis que celui de l'Allemagne n'a progressé que de 8%, reflétant d'une part l'augmentation des dettes publiques en France, mais aussi la faiblesse de l'investissement, notamment privé, en Allemagne.

La seule dette publique a elle progressé de 25.000 milliards de dollars à travers le monde et «va continuer à croître dans de nombreux pays, au vu des fondamentaux économiques actuels», assurent les économistes de McKinsey, alors que de nombreuses banques centrales dans le monde diminuent le loyer de l'argent pour tenter de relancer la croissance.

Selon leurs projections, celle du gouvernement au Japon, qui détient le record en la matière, va progresser pour passer de 234% à 258% du PIB entre 2014 et 2019. La France passera de 104% à 119% sur la même période, tandis que la dette publique allemande reculera de 80% à 68% du PIB.

Pour les pays les plus endettés, «les efforts de réduction du déficit budgétaire pourraient être voués à l'échec en inhibant la croissance», craint le MGI.

En Chine, la dette globale a explosé sous l'effet des prêts accordés hors du secteur bancaire réglementé (shadow banking) ainsi que de la spéculation immobilière, passant de 7.000 milliards de dollars à 28.000 milliards de dollars.

«A 282% du PIB, l'endettement de la Chine est gérable, mais supérieur à celui des Etats-Unis ou de l'Allemagne», relève l'étude.

La dette des entreprises chinoises est particulièrement inquiétante puisqu'elle atteint 125% du PIB de la deuxième économie mondiale, soit «un des niveaux de dette entrepreneuriale les plus élevés du monde».

Une autre menace pour la stabilité financière du moteur de la croissance mondiale est l'endettement opaque de ses collectivités locales chinoises, dont l'endettement a presque triplé en sept ans pour atteindre 1.700 milliards de dollars.

Enfin la dette des ménages au niveau mondial atteint également des sommets, même si elle a été réduite depuis 2007 dans certains pays particulièrement frappés par la crise qui a démarré en 2008, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Irlande.

Mais dans d'autres comme l'Australie, le Canada, la Suède ou encore les Pays-Bas, la dette des ménages campe aujourd'hui à des niveaux supérieurs à ceux atteints avant 2008 dans les pays frappés par la crise, souligne McKinsey.

Comme «pour croître, les économies ont besoin de niveaux de dette de plus en plus élevés, et que le désendettement est rare et de plus en plus difficile, elles vont devoir apprendre à vivre de manière plus sûre avec une dette élevée». AFP 05.02

Haut de page

Le 8 février 2015

CAUSERIE

On a ajouté 41 articles.

J'ai actualisé avec retard quelques fichier, la causerie de janvier au format pdf, 106 pages seulement.

Pourquoi se casser la tête quand je regarde en arrière et que j'observe que j'ai produit près de 8.000 pages (écran) depuis 2011 avec les causeries pour que dal, un résultat nul, cela donne raison à mes détracteurs, il faut être dérangé pour continuer...

Entre nous, on est en droit de se poser de sérieuses questions, c'est inquiétant quelque part car si un tel boulot, avec ses hauts et ses bas il faut en convenir, je pense tout de même d'un niveau convenable sans aucune prétention de ma part, c'est un truc qui m'est totalement étranger, sans dogmatisme, évitant les citations et les formules, essayant de prendre en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui constituent la situation, partant des faits, ne s'écartant jamais de la réalité et traitant toutes les questions abordées sur le terrain du matérialisme dialectique et historique, du socialisme, sans a priri ou tabou, cherchant sans cesse à relier les questions économiques ou sociales à la crise du capitalisme, au système économique mafieux qu'ils ont développé dans des proportions monstrueuses à partir de 1971 avec une nette accélération depuis les années 90 (déréglementation de la finance, titrisation, bulles spéculatives à répétition, instruments financiers opaques, opérations frauduleuses en tous genres, planche à billets mise à contribution sans limite, etc.), à la stratégie politque de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui domine l'impérialisme mondial, relié à la lutte des classes, à la crise du mouvement ouvrier, à sa dégénérescence, sa corruption, sa soumission au capitalisme, etc. menant la guerre de classe sur tous les fronts pour un seul homme c'est beaucoup, politique, idéologique, psychologique, contre la propagande, la désinformation, le

déni qui servent de principes de gouvernance aux représentants de la classe dominante et leurs larbins de gauche et d'extrême gauche dégénérés, vendus, faillis, aucun sujet ne nous a échappé ou rebuté, plus les contradictions du capitalisme étaient exacerbées et plus les masques tombaient, un régal quand on combat l'opportunisme sous toutes ses formes et le révisionisme, cela nous stimule au contraire, on a vu tous ces braves intellectuels ou opposants virtuels à l'impérialisme américain réduits à l'impuissance, conduits à une impasse politique, réclamer déséspérément une réforme du capitalisme, ils en sont là aujourd'hui parce que c'est leur horizon indépassable, ils ne veulent pas en finir avec le capitalisme, ils honnissent le socialisme dont ils ignorent tout, leurs discours, je vais vous avouer un truc, je ne lis même plus 10% des articles que je mets en ligne, j'en connais la conclusion dès les premières lignes et cela me suffit, me soûle en vérité, je les parcours rapidement en diagonale et encore, je me dis à quoi bon, on a suffisamment d'argument pour soutenir la nécessité d'en finir avec le capitalisme, de rompre avec la totalité de ses institutions à l'échelle mondiale, condition pour avancer vers le socialisme, et si on n'y parvient pas, c'est parce qu'aucun, aucun parti n'est disposé à rompre avec le capitalisme et ses représentants, ses institutions, qu'ils organisent des élections comme cette année et tous veulent en être, ils sont incurables, irrécupérables et c'est bien là notre drame, car aucun parti cohérent, sérieux, honnête n'émerge hélas, il faut donc déduire de tout cela que la barbarie a encore de beau jour devant elle.

Quand les militants ne sont pas capables de faire la distinction entre l'énorme boulot qu'on a fourni dans des conditions difficiles, totalement isolé et sans aucun soutien, l'acharnement dont nous avons fait preuve pour aborder le plus sérieusement possible toutes les questions et que la seule réponse qu'on entend c'est : vous savez on apprécie votre travail et on vous en remercie, mais on n'est pas d'accord avec vous sur un grand nombre de sujets, j'en déduis qu'ils sont d'accord avec les dirigeants de ces partis faillis ou corrompus ou je ne sais pas avec qui ils sont d'accord, ce qu'ils pensent réellement puisqu'ils ne me le disent jamais, peu importe d'ailleurs, car il n'existe pas cinquante manières d'interpréter la situation ou d'aborder un sujet, il n'y a pas cinquante réponses possibles à une question, bref, on n'est pas d'accord sur l'essentiel c'est ce qu'on retiendra ou ce qu'il faut en déduire, autant dire qu'on n'est d'accord sur rien car nous n'allons pas donner plus d'importance que nécessaire aux questions secondaires, on n'est certainement pas d'acord sur la manière de s'adresser aux masses, on ne partage pas les mêmes rapports, on a une conception de lutte de classe différente, du parti, etc. du combat pour le socialisme.

Avec des militants aguerris, des cadres, on aurait pu tenter de construire quelque chose, inutile d'entrer dans les détails ici puisque cela ne servirait à rien, personne n'y a cru ou n'en a eu la volonté, étant en Inde je ne peux pas faire davantage. On me reprochera peut-être mon approche trop personnelle des questions que j'aborde, je pars de mon expérience c'est normal, non, je l'intègre dans ma réflexion pour en avoir tiré des enseignements, au moins je sais de quoi je parle et je peux le démontrer, donc ma démarche est cohérente, je ne raconte pas de blagues. Et puis je me situe toujours dans le présent, si j'ai en tête le déroulement de la lutte des classes du passé et les enseignements du marxisme, je ne me réfugie pas dans des formules apprises par coeur un exercice qui relève le plus souvent du dogmatisme ou en témoigne, d'un esprit sclérosé incapable d'évoluer avec son temps, avec la société telle qu'elle est, vivant en Inde après avoir passé plus la moitié de ma vie en France j'ai plus que jamais les deux pieds par terre, c'est préférable je vous assure avec la loi de la jungle qui règne ici...

Mais bon, peut-être que je me suis fait involontairement ou inconsciemment des illusions, mon niveau théorique est médiocre, mes idées et ma méthode ne valent rien, ma contribution est nulle, n'en parlons plus, j'ai sans doute le tort et je n'y peux rien de ne pas être un intellectuel, je n'ai pas le statut approprié pour inspirer confiance, un état, la confiance, qui justement ne m'inspire pas du tout confiance, je préfère la lucidité ou la conscience, c'est plus solide, consistant, matérialiste, plus honnête souvent aussi. La confiance me fait penser à la croyance, on ne sait jamais trop sur quoi elle repose et où se situe sa limite, c'est franchement désagréable et pour se faire berner il n'y a pas mieux. Un certain niveau de connaissance dont on a conscience mutuellement et qui participe à des rapports c'est préférable, moins risqué, moins contraignant donc plus libre, plus honnête répétons-le, moins romanesque, dans ce domaine (en politqiue) vaut mieux éviter !

On continuera d'actualiser le site sans y laisser sa santé. Je jardine, cela détend, j'ai la chance pour l'instant de n'avoir aucun voisin et de vivre dans un petit village à la campagne à 15 kilomètres de la ville. Je suis entouré d'eucalyptus et d'énormes tamariniers, de cocotiers avec une vue dégagée...

Haut de page

Le 10 février 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles demain.

Chronique réservée aux crédules adeptes des versions officielles et autres illusions quand cela les arrange.

Le business du terrorisme d'Etat rapporte.

- Le dernier numéro de "Charlie Hebdo" diffusé à près de huit millions d'exemplaires - Francetv info

A quand le prochain coup fourré... d'Etat, celui-ci ayant fait long feu, confirmation?

- Un mois après Charlie, leur popularité redégringole - Le Huffington Post

- Les cotes de popularité de Hollande et de Valls rechutent - Reuters

Un coup somme toute foireux

Législative du Doubs.

Abstention : 34 087 soit 50,93 %
Blancs : 1 748 soit 5,32 %
Nuls : 946 soit 2,88 %

Près de 60% des électeurs ne sont pas Charlie, ils ont refusé de voter pour le candidat des partis institutionnels ou du parti d'extrême droite qui tous incarnent le régime en place.

Un coup qui a un coût.

- L'opération Sentinelle coûte "un million d'euros par jour" - LePoint.fr

C'est le coût du déploiement de 10 500 militaires devant 830 lieux sensibles depuis les attentats, a révélé le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian. LePoint.fr 07.02

Sans déconner, je me sens plus en sécurité ici en Inde, surtout qu'à Marseille les balles volent bas... (lire plus loin)

Les comploteurs ne sont pas toujours ceux qu'on croit.

Entre nous un conseil, n'ayez aucune confiance dans ceux qui croient sur parole les dirigeants des puissances occidentales et font dans le déni permanent, ce sont des dogmatiques, des bigots qui défendent leur misérable chapelle, des obscurantistes dans leur genre, ils ne peuvent que nous induire en erreur.

Dans les deux affaires qui suivent, dans la première le complot était déguisé, dans le second il était officiel mais il est embarrassant quand on croit à la légende de la révolution syrienne créée à Washington et qu'on a repris à son compte.

1- Les services secrets ont aidé la présidente sud-coréenne à se faire élire - lefigaro.fr

Won Sei-hoon, l'ancien patron des services secrets sud-coréens, a été condamné lundi à trois ans de prison pour avoir favorisé l'élection en 2012 de l'actuelle présidente du pays, en montant une cabale contre son adversaire.

Le patron du National Intelligence Service (NIS), Won Sei-hoon, avait durant la campagne électorale ordonné à ses agents de poster des commentaires sur internet, rabaissant le candidat libéral et encensant la conservatrice Park Geun-hye. lefigaro.fr 09.02

2- Turquie : le super-espion jette l'éponge - french.irib.ir

Le chef des services de renseignements turcs, (MIT), dont la mission était de renverser le gouvernement du Président Assad, en Syrie, a rendu son tablier.

Hakan Fidan, que les Américains considéraient comme une figure de proue de leur projet du «Grand Moyen-Orient» a démissionné, vendredi soir, de son poste. L'ombre de l'ombre à qui avait été confiée la mission du renversement du gouvernement du Président syrien, Bachar al-Assad, a remis sa démission au Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu.

Officiellement, il a démissionné de son poste à la tête du MIT, (service de renseignement turc), pour s'inscrire aux élections parlementaires de la Turquie. Mais il y a des analystes qui disent que cette décision serait, directement, liée à l'échec du projet du renversement du gouvernement syrien. Ces observateurs disent qu'il existerait des divergences de vue entre Hakan Fidan et le gouvernement d'Ankara, au sujet de la Syrie. Le journal "Daily Sabah", proche du gouvernement d'Ankara, a rapporté que le Premier ministre Ahmet Davutoglu a accepté la démission de Hakan Fidan, qui ne serait plus chef du MIT, à partir de mardi prochain.

Hakan Fidan a été nommé à la tête du MIT, en 2010, par Recep Tayyip Erdogan, alors, Premier ministre. Pendant les quatre années de la crise syrienne, beaucoup considéraient Fidan comme l'auteur principal du plan de la Turquie, pour renverser le gouvernement du Président syrien, Bachar al-Assad. En 2014, le quotidien "Wall Street Journal" avait présenté Fodan, comme le chef des espions turcs, et l'auteur des plans visant à soutenir les rebelles et à préparer le terrain au renversement du gouvernement de Damas. Le quotidien estimait que Fidan était l'architecte de la stratégie sécuritaire de la Turquie, au niveau régional, après les révolutions, dans les pays arabes.

L'ancien ambassadeur des Etats-Unis, en Turquie et en Irak, James Jeffrey, avait dit au journaliste du "Wall Street Journal" : «Hakan Fidan est une figure de proue, dans le nouveau Moyen-Orient. Nous devons le soutenir, car il est capable d'en finir avec le gouvernement de Damas». french.irib.ir 07.02

Ah ben tiens, un véritable complot contre le peuple palestinien !

- La Licra, son livre contre le racisme et l'antisémitisme : un prêche partial pro-israélien - nouvelobs.com

La Licra a édité en septembre 2014 "100 mots pour se comprendre, contre le racisme et l'antisémitisme", sous la direction d'Antoine Spire et Mano Siri, aux éditions "Le bord de l'eau".

Ce livre vient d'être publié sur le site Eduscol du ministère de l'Education nationale, qui a récemment renouvelé son partenariat avec la Licra, pour des interventions dans des établissements scolaires, ou la formation des formateurs.

Un traitement fondamentalement partial de la question

Combattre le racisme et l'antisémitisme, rien de plus nécessaire. Il n'est pas certain que ce livre y contribue réellement.

On parle beaucoup d'éviter d'importer le conflit du Proche-Orient en France. J'ai déjà eu l'occasion de dire que ceci me paraissait vain, ce conflit étant de fait déjà importé. Le véritable objectif doit être d'en limiter les conséquences négatives sur notre société.

Le livre en question aborde bien le sujet, mais de façon tout à fait partiale. La volonté de donner un visage positif d'Israël est nette. L'entrée Israël est rédigée par Frédéric Encel. On peut y lire (p.93) :

"Seule authentique démocratie au Moyen-Orient, Israël fut confronté dès sa création au rejet quasi unanime des voisins arabes, et mena plusieurs guerres pour asseoir son existence."

Des élèves qui auraient fait un peu d'histoire pourraient s'interroger sur qui fut à l'origine de guerres en 1956, 1967 et 1982.

Rassurons-nous, le processus de paix "finira sans doute par aboutir à un partage territorial entre l'État juif d'Israël et un État arabe de Palestine". On ne sait pas trop quand. Mais aucun mot sur l'occupation, les checkpoints, la répression ou la colonisation, pour ne pas parler du blocus de Gaza.

"Quant au racisme, s'il existe hélas autant en Israël que dans d'autres pays, celui-ci tombe sous le coup de la Loi." (p.94)

C'est oublier un peu rapidement les multiples déclarations de l'extrême-droite israélienne ou les manifestations où l'on crie "mort aux Arabes".

On apprend aussi, à la même page, qu'"une forte minorité arabophone dispose des mêmes droits et devoirs civiques que ceux de la majorité juive."

D'énormes oublis, dont le mot "islamophobie"

Le terme Palestine, Palestiniens, n'apparaît pas. Le terme sionisme (antisionisme), oui. Il est jugé utile d'écrire que "l'arrivée d'Hitler au pouvoir et les débuts de la Shoah accompagnent la montée en puissance du mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini qui croit pouvoir, en soutenant les nazis, contribuer à liquider la question juive de Palestine." (p.140)

Mais rien sur les attentats des extrémistes juifs pour faire partir les Britanniques avant la création d'Israël. On apprend que "les armées arabes pourtant supérieures en nombre perdent la guerre" (de 1948) et qu'"Israël conquiert 26% de territoires supplémentaires par rapport au plan de partage."

Mais les termes de "réfugiés" ou "nakba" n'apparaissent pas.

Un chapitre est consacré au terrorisme, qui est réduit à sa dimension islamiste.

Le terme islamophobie est absent, et celui d'islamiste assimilé à islamiste radical ou terroriste, sans nuance. On apprend dans l'introduction (p.13) : "Chaque islamiste contribue un peu plus à diaboliser l'Islam." Ennahda, l'AKP, les Frères musulmans, le Hamas, Al-Qaida, Daesh, tous dans le même sac ?

Une présentation grossière et biaisée

Peut-être certains lecteurs adhéreront à ce type de message et en tireront une approche plus favorable à Israël. On peut penser qu'une partie non négligeable y verra un souci de donner aux évènements du Proche-Orient une lecture biaisée et pro-israélienne. Que tous ne sont pas à ce point ignorants de la situation et que le caractère excessif du parti-pris dans un document censé rassembler leur sautera aux yeux.

Cela les conduira à contester ce document. Va-t-on dès lors dire qu'ils contestent l'objectif de la lutte contre le racisme ?

Parmi les rédacteurs, on retrouve Robert Redeker, présenté comme "philosophe, menacé de mort suite à une tribune parue dans Le Figaro". Les menaces reçues par Redeker sont inadmissibles. Chacun doit exprimer sa solidarité pour dénoncer de telles menaces. Cela n'oblige pourtant pas à adhérer à ses propos qui permettent de se demander s'il est réellement bien placé pour participer à un outil pédagogique de lutte contre le racisme.

Rappelons quelques extraits de sa prose de l'époque, dans "Le Figaro", du 19 septembre 2006 : "Le Coran est un livre d'inouïe violence" ; l'islam est "une religion qui, dans son texte sacré même, autant que dans certains de ses rites banals, exalte violence et haine" ; Mahomet est "un chef de guerre impitoyable, pillard, massacreur de juifs et polygame".

On conviendra que ceci ne le rend pas très crédible pour participer à un manuel de lutte contre le racisme. Que sa présence peut légitimement être reçue par les musulmans comme une provocation.

Y-a-t-il quelqu'un qui au ministère a relu ce livre avant de le référencer ?

Ses auteurs ont manifestement choisi de privilégier la défense d'Israël à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. C'est leur libre-choix. Que l'Éducation nationale le cautionne officiellement est beaucoup plus discutable, et risque plus de faire monter les tensions que de susciter de l'apaisement. nouvelobs.com 06.02

Discutable, intolérable en réalité, mais pas étonnant, la Licra comme toutes les associations du même genre sont acquises au sionisme, vendues.

Quant aux enseignants, il ne faut pas leur prêter un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, ils ont été à l'école de la république corrompue, formés à l'université du régime et ils bénéficient d'un statut supérieur à la majorité des travailleurs qui procure un mode de vie relativement confortable au regard de l'ouvrier ou de l'employé voué à la précarité sociale généralisée ce qui ne les pousse pas vraiment à rouer dans les brancards ou à refuser toutes les compromissions dans lesquelles le gouvernement voudrait les embarquer, attitude qui ne leur vaudrait que des désagréments et dont ils ne tireraient aucun avantage personnel, voilà qui fixe les limites de leur esprit critique, cette précision à valeur de constat uniquement et non un jugement ou une condamnation, car il faut être lucide aussi et éviter de se faire des illusions.

Et puis il faut bien se dire que les manuels scolaires et universitaires ne seraient pas aussi épouvantables si les enseignants n'étaient pas prêts à reprendre à leur compte leur contenu, la société les a formatés de la sorte comme n'importe quel travailleur, les idéaliser serait commettre une grave erreur d'appréciation.

Les faits depuis la fin du XIXe siècle sont accablants pour le sionisme, il suffit de les citer pour que tout commentaire devienne inutile et le condamne de manière définitive. C'est la meilleure manière de procéder pour un enseignant pour ne pas se voir accusé de prendre partie pour l'un ou l'autre des belligérants en présence. Ceux qui voudraient leur intenter un procès ne pourraient que leur reprocher d'avoir eu l'audace de citer des faits réels et vérifiables que le commun des mortels ignore ou a oubliés.

C'est l'ONU, qui en se rangeant en 1948 derrière l'argument des sionistes qui exigeaient un partage de la Palestine, a légitimé l'agression anglo-saxonne-sioniste contre la Palestine où vivaient en paix juifs, musulmans, chrétiens et athées, parce que l'Etat juif devait servir de place-forte à l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste qui pillait déjà le pétrole et le gaz de la région, lui assurant une gigantesque rente financière lui permettant de renforcer son pouvoir politique pour imposer sa stratégie à l'échelle mondiale au cours du XXe siècle et par la suite.

Nous ne rappelons pas ce fait par hasard, mais parce qu'il contrarie les anticapitalistes ou prétendus tels, les intellectuels critiques qui veulent réformer le capitalisme et sans cesse s'en remettent à l'ONU, adeptes du compromis ou de la conciliation à tous

les niveaux et dans tous les domaines, camouflant le rôle et la responsabilité de l'ONU dans toutes les guerres, génocides, famines, etc. qui ont eu lieu depuis 1945, son impuissance à les éviter, le refus malgré tout des Etats de rompre avec cette institution qui sert les intérêts de l'impérialisme américain, soit par crainte de sa réaction, soit parce qu'ils y trouvaient leur compte au détriment de celui de leur peuple. Les Américains en appellent à l'ONU pour mieux asservir les autres Etats, dans la mesure où les Américains ne reconnaissent aucune légitimité aux résolutions que peut adopter l'Assemblée générale de l'ONU, par contre ils exigent des autres Etats qu'ils appliquent à la lettre les résolutions qui les concernent directement, sauf Israël qui bénéfie du même statut d'exception que les Etats-Unis.

On ne peut donc pas combattre efficacement l'Etat sioniste sans rompre avec l'ONU, or en dehors du POI, du NPA et de LO, en France aucun parti n'est disposé à rompre avec l'ONU, ils sont donc tous liés à Israël, sachant que ces partis sont ultra minoritaires en France, cela signifie que l'immense majorité des intellectuels et des enseignants sont sous l'influence des autres partis et incapables d'adopter une position sans ambiguïté sur la question palestinienne, d'où les problèmes qu'ils peuvent rencontrer lorsqu'ils traitent cette question puisque leur position comporte des contradictions.

ACTUALITÉ DU JOUR

Toujours plus haut, plus dure sera la chute...

- Les dividendes des grands groupes français ont augmenté de 30% en 2014 - Francetv info

Les dividendes versés par les grands groupes français ont augmenté de 30% l'année dernière. Louis Vuitton, L'Oréal, Sanofi ou Total sont les entreprises préférées des actionnaires. Celles qui font des bénéfices et versent de confortables dividendes aux détenteurs de portefeuille.

Depuis sept ans, les chiffres n'avaient jamais été aussi haut. 44,8 milliards d'euros ont été distribués en 2014.

Un paradoxe alors que l'économie française est en panne de croissance. "Ces entreprises sont dans le monde entier, pas qu'en France, donc évidemment une très grande partie de leurs bénéfices vient de l'étranger", explique au micro de France 2 Pierre-Henry Leroy, président de Proxinvest. Francetv info 09.02

Et alors, en quoi l'origine géographique de leurs profits justifierait-il qu'ils tombent dans l'escarcelle des actionnaires ? En rien. Un "paradoxe", une banale anomalie, comme la misère et la guerre en somme...

Système mafieux et délinquance.

- En Suisse, HSBC contrainte d'accélérer le grand nettoyage de l'argent sale - Atlantico.fr

Selon plusieurs médias internationaux HSBC aurait organisé le transport de plus de 180 milliards d'euros depuis des comptes cachés en Suisse. Atlantico.fr 08.02

Fraude fiscale : la filiale suisse de la banque HSBC a fait transiter 180,6 milliards d'euros vers des comptes cachés entre 2006 et 2007 Atlantico.fr

La filiale suisse du géant bancaire HSBC a ainsi fait transiter, entre 2006 et 2007, 180,6 milliards d'euros vers le paradis fiscal, en toute illégalité. Sur la liste de comptes obtenue par le journal figure près de 100 000 clients et 20 000 entreprises. Côté français, environ 3000 personnes sont concernées, comme l'avait déjà indiqué en 2009, le ministre du Budget, Eric Woerth. Cela représente 5,8 milliards d'euros qui ont été déposés par des clients français dans des sociétés offshore via des montages financiers réalisés par HSCB.

Parmi les noms, beaucoup d'anonymes, souvent prête-noms pour une personnalité plus importante mais aussi quelques patronymes célèbres comme Gad Elmaleh, qui a détenu environ 80 000 euros en Suisse mais dont la régularisation a été effectuée auprès du fisc depuis. Même constat pour Jacques Dessange et ses 1,6 millions d'euros. L'homme a payé une amende. En revanche, Arlette Ricci, héritière de Nina Ricci sera en procès le 16 février prochain. Elle est accusée d'avoir caché 18,7 millions d'euros. Le roi du Maroc Mohammed VI est aussi concerné par le listing. Le souverain possédait au moment de la saisie 7, 9 millions d'euros. Or les comptes bancaires étrangers sont illégaux pour les Marocains vivant dans leur pays d'origine.

Fin novembre 2014, la filiale suisse du géant bancaire a été mise en examen pour avoir facilité cette évasion fiscale. Les juges du pôle financier Guillaume Daïeff et Charlotte Bilger estiment ainsi que de nombreux démarchages aux particuliers ont été réalisés directement en France au cours des années 2006 et 2007 pour des montages financiers complexes dans des paradis

fiscaux comme le Panama ou encore les îles Vierges britanniques. En d'autres termes, les représentants de HSBC ont traversé la frontière pour proposer et aider plusieurs milliers de Français à tromper le fisc. Ces accusations valent donc à la banque une mise en examen pour "démarchage bancaire et financier illicite" et "blanchiment de fraude fiscale". Selon le Monde, les parties souhaiteraient une négociation avec une amende pour éviter un procès aléatoire.

Le seul problème dans cette affaire, c'est qu'il y a de forte chance pour que les capitaux ne rentrent pas tous à la maison mais trouvent d'autres lieux de villégiature plus cléments. Le comble dans ce type d'affaire serait que l'on s'aperçoive que la banque qui avait permis l'évasion vers la Suisse soit aussi celle qui offre une solution de repli vers Dubaï, Singapour ou Hong-Kong.

Si on considère que 180 milliards d'euros ont encore été dissimulés, et si on prend un taux de fiscalité moyen de 40%, c'est plus de 70 milliards d'euros qui ont échappé aux fiscs européens. Atlantico.fr 08.02

Une paille, une bricole, des milliers de milliards de dollars transitent par les paradis fiscaux aux quatre coins du monde tous les ans... légalement.

Le FN : un parti "républicain" ou "patriote" comme les autres...

- Aliot (FN) compare l'Internationale à l'enterrement de Charb à des chants nazis - AFP

Le vice-président du Front national Louis Aliot a comparé l'Internationale chantée à l'enterrement du dessinateur Charb à des chants nazis, lors d'une récente intervention devant des militants FN des Hauts-de-Seine dévoilée dans une vidéo publiée sur le site Le Lab.

"J'ai été un peu "espanté" (étonné, ndlr), comme on dit chez moi, de voir sur BFM l'enterrement de Monsieur Charb au son de l'Internationale, le poing levé, au moment où nous commémorions le suicide de Jan Palach, jeune qui, contre l'URSS, s'était immolé par le feu en Tchécoslovaquie pour contester ce système totalitaire", explique le compagnon de Marine Le Pen dans ces propos remontant au 1er février selon Le Lab.

"Est-ce que vous imaginez l'inverse? A la télévision, un enterrement avec des chants nazis, des drapeaux nazis, des anciens nazis? Parce que moi, dans mon esprit, je ne fais pas la différence entre l'un et l'autre (entre l'Internationale et des chants nazis ndlr). C'est pour ça que je suis choqué d'ailleurs", a-t-il ajouté.

"Pour être tout à fait franc, moi je ne suis pas Charlie, je ne l'ai jamais été, je ne le serai jamais", avait-il dit auparavant dans cette vidéo.

Il s'est ensuite défendu d'avoir "une haine particulière contre les communistes", faisant remarquer qu'au FN, "il y avait beaucoup d'anciens communistes".

Commentaires d'internautes.

- "*C'est oublier Jean-Marie le Pen, accompagné de Marine, au Bal des néo-nazis de Vienne en Autriche, le vendredi 27 janvier 2012, reprenant, debouts et en choeur avec une assemblée de néo et anciens nazis survivants, quelques couplets du "Horst-Wessel-Lied", l'hymne nazi. Je crois même qu'un certain Philippe Alliot était présent à cette charmante soirée mondaine. Il y a encore quelques vidéos sur YT ou DM qui en témoignent.*"

Il y a des gens assez naïfs, ignorants ou irresponsables, opportuniste au possible pour nous dire que le FN aurait évolué "largement au cours de la décennie d'un parti d'extrême droite vers un parti patriotique" (Réseau Voltaire - De quoi ont peur les politiques et les journalistes français ? - 25.01.2015) somme toute respectable, il serait donc exagéré de le qualifier d'extrême droite, encore plus ultra nationaliste ou fasciste, même quand ses dirigeants s'emploient à démontrer eux-mêmes le contraire. Tout en tenant compte des nuances de circonstance, par expérience on sait que les partis de droites servent la soupe aux fascistes le moment venu.

Qu'est-ce qu'on peut contre ce genre d'arguments, le déni de la réalité ? Rien en dehors de reproduire fidèlement les faits ou les déclarations dont on dispose et qui parlent d'eux-mêmes.

Décomposition de la société. Etat de guerre en France.

- Couvre-feu pour les moins de 13 ans dans plusieurs quartiers de Lisieux - AFP

Le maire de Lisieux (Calvados), Bernard Aubril (DVD), a décidé de mettre en place, à compter de ce lundi et jusqu'au 30 avril, un couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans, a-t-on appris auprès de la mairie.

Cette mesure fait suite aux nombreuses "incivilités" qui se sont multipliées au cours des derniers mois à Lisieux, et notamment à une vingtaine d'incendies volontaires recensés entre le 11 décembre et le 24 janvier.

Une telle mesure est déjà appliquée depuis plusieurs années par la mairie de Lisieux durant la saison estivale, entre juin et septembre.

A la suite de la série d'incendies volontaires, la ville avait déjà reçu des renforts de police et augmenté le nombre des rondes de police durant la nuit.

Selon la mairie, cette mesure permettra à la police de "contrôler plus efficacement les jeunes", ceux de moins de 13 ans contrevenant à l'arrêté étant raccompagnés chez eux.

En complément, la municipalité envisage de prendre un autre arrêté interdisant la consommation d'alcool dans les lieux publics, notamment les parcs et jardins. Selon elle, les incendies volontaires sont souvent consécutifs à la consommation d'alcool par des jeunes. AFP 09.02

- Scènes de guerre entre gangs à Marseille - lefigaro.fr

Le crime décidément n'a que faire du calendrier gouvernemental. Alors que Marseille accueillait, ce lundi, le premier ministre, Manuel Valls, et son ministre de l'Intérieur notamment, pour féliciter les forces de l'ordre locales de leurs résultats encourageants dans la lutte contre la délinquance, une vague de violence a déferlé sur la cité de la Castellane, dans le nord de la ville. Le patron de la sécurité publique, Pierre-Marie Bourniquel, a même été pris sous le feu des kalachnikovs, alors qu'il se rendait sur place. Du jamais-vu.

Tout a commencé vers 9 h 30, par «des parents inquiets qui voyaient des jeunes encagoulés et armés s'installer un peu partout dans la cité, y compris des snipers sur les toits», raconte Samia Ghali, sénatrice socialiste des quartiers nord. «D'ordinaire, les dealers ne sont pas si matinaux», ironise un témoin.

Un père de famille, qui a vu les voyous armés, a assuré à La Provence avoir foncé prévenir une école toute proche. «Mais une maîtresse était déjà tombée nez à nez avec deux jeunes en armes», s'aperçoit-il. L'inspecteur général Bourniquel est alerté instantanément. Il adopte des mesures d'urgence. Les maîtresses de tous les établissements scolaires environnants sont invitées à garder les enfants à l'intérieur des bâtiments scolaires et à supprimer les récréations.

«Pression permanente»

C'est là que tonnent les premiers coups de feu, «une rafale, en fait. On l'a sentie hyper près, ça venait du pied de la colline», raconte un témoin. Pendant ce temps, les effectifs de police convergent vers le lieu des tirs. Le patron de la police marseillaise se rend sur place avec sa propre voiture. Accompagné d'un commandant de police, il tente de rejoindre un point haut du quartier pour diriger les opérations d'intervention. Souhaitant protéger la population et espérant faire cesser la fusillade, il demande à son chauffeur de mettre la sirène à deux tons, alors qu'il approche. Mais les malfaiteurs, loin d'être impressionnés, tirent dans sa direction. Le commandant qui l'accompagne stoppe le véhicule et doit se coucher au sol. La voiture n'est pas atteinte, mais des impacts de balles ont été relevés à 2 ou 3 mètres, dans un talus. «On s'est fait rafaler d'entrée de jeu», déclare, stupéfait, le patron de la police de Marseille.

Non seulement ce comportement n'est pas habituel chez les malfaiteurs qui ont tendance d'ordinaire à déguerpir à l'arrivée de la police, mais le nombre des belligérants surprend également: «deux groupes de cinq à dix personnes», disait-on chez les policiers, au moment des hostilités.

Les riverains clament leur désarroi. «On a l'habitude mais j'ai peur. Les enfants ont été libérés et sont à la maison», se rassure Mariama, une mère de quatre jeunes enfants. Nadia, une aide-ménagère de 51 ans, renchérit: «C'est devenu chaud! Ça s'est dégradé ces dernières années…» Régis, délégué de parents d'élèves, est remonté: «Ça fait six fois que notre école est attaquée. Ce n'est pas tolérable. Tout le monde a laissé la situation se dégrader.» Josiane, la cinquantaine, qui habite depuis trois ans en face de la Castellane, n'est guère plus rassurée: «J'ai entendu les coups de feu ce matin, dit-elle. Ce n'est pas exceptionnel. Je suis aux premières loges et je vois régulièrement des jeunes faire des rodéos en deux-roues et tirer en l'air, de nuit comme de jour.»

Jean-Claude Delage, marseillais et secrétaire général d'Alliance (première force syndicale de la «grande maison»), tente d'analyser la situation: «La police met une pression permanente dans les cités, et pas seulement dans les quartiers nord, perturbant fortement le trafic, ce qui rend les voyous plus agressifs», affirme-t-il. Revoir les critères de la légitime défense

Cependant, poursuit-il, «on a franchi une étape, car les dealers surarmés ne se contentent pas de riposter à l'action de police. Ils passent à l'attaque!» Selon lui, il devient urgent de revoir les critères de la légitime défense pour autoriser les policiers à mettre

les voyous les plus dangereux, hors d'état de nuire, sans avoir à attendre d'essuyer le premier feu. Une proposition de loi du député UMP des Alpes-Maritimes Éric Ciotti a été déposée en ce sens, la semaine dernière. Les syndicats de policiers, toutes tendances confondues, attendent que le gouvernement s'empare du sujet.

Pour l'heure, la Castellane a été bouclée. Les CRS se sont déployés dans la cité pour plusieurs jours. Deux hélicoptères ont survolé les lieux, jusque tard dans la soirée. Le camion blindé du GIPN a tourné devant les caméras de télévision. La police a saisi 7 kalachnikovs et une vingtaine de kilos de drogue. Mais après l'événement. Le combat contre les gangs et la drogue sera de longue haleine. Et la population la plus concernée ne se fait pas trop d'illusions. lefigaro.fr 09.02

Leur objectif était bien d'importer le chaos qu'ils sèment partout dans le monde disions-nous il y a quelque temps, nous y sommes. Nos lecteurs s'ils ont été attentifs à ce que nous avons écrit et pas seulement critiques envers nos positions ne devraient plus s'étonner de rien de ce qui arrive et va arriver en France. Une sorte de cocktail explosif à la sauce gréco-ukrainienne.

Les services de renseignement possèdent les coordonnées de tous les habitants de ces quartiers, ils les écoutent, lisent leurs courriels et SMS, ils savent qui fait quoi, qui fréquente qui et où ils planquent leurs armes, la drogue, etc. Ils doivent avoir des indics ou des taupes partout... Avec les téléphones portables ils peuvent les suivrent à la trace pas à pas 24h/24 même éteint, idem pour leurs ordinateurs, donc si cette situation perdure et empire, c'est forcément voulu, c'est ce qu'il faut se dire.

Vous aurez remarqué au passage que le Figaro reprend l'argument d'Obama contre l'Emirat islamique : Le combat (...) sera de longue haleine. Il faut au moins cela pour assurer la pérennité du capitalisme, militariser la police, la société, justifier leur arsenal liberticide pléthorique, toujours plus contrôler, surveiller la population, etc.

Russie contre Otan.

- La Russie désigne 199 firmes éligibles à une aide d'Etat - Reuters

Le gouvernement russe a établi une liste de 199 entreprises stratégiques éligibles à une assistance dans le cadre d'un plan anti-crise annoncé le 28 janvier, a annoncé dimanche le ministère de l'Economie.

Ce plan d'un montant d'au moins 2.340 milliards de roubles (30,6 milliards d'euros) prévoit un soutien à plusieurs secteurs de l'économie pour faire face à la crise économique et financière provoquée par la chute des cours du pétrole et par les sanctions occidentales liées au conflit en Ukraine.

Selon le ministère, les bénéfices des 199 firmes représentent 70% du produit national brut et elles emploient plus d'un cinquième des travailleurs russes.

La liste comprend les géants de l'énergie Gazprom, Lukoil, Rosneft, Novatek et Transneft, les distributeurs X5, Lenta et Auchan, le producteur d'engrais Acron, les groupes miniers Alrosa et Norilsk Nickel et les opérateurs télécoms Vimpelcom et Megafon, parmi beaucoup d'autres.

Les sidérurgistes Severstal et Evraz, le groupe d'agroalimentaire Rusagro, le producteur d'aluminium Rusal, le constructeur de camions Kamaz, le sidérurgiste en difficulté Mechel et le groupe nucléaire Rosatom figurent aussi sur la liste ainsi que plusieurs compagnies aériennes et aéroports.

Toutes ces firmes seront prioritaires pour obtenir des aides d'Etat, a dit le ministère sans préciser sur quels critères. Reuters 09.02

Voilà qui les rend hystérique.

Poutine n'est pas seulement mentalement déséquilibré, c'est un horrible "tyran". Apparemment ils ont du mal à en convaincre la population occidentale, d'où leur acharnement qui tourne au ridicule et du coup disqualifie par avance leur opération de désinformation.

- Poutine se comporte "comme un tyran du XXe siècle" - La Tribune

Le secrétaire au Foreign Office, Philip Hammond, compare le comportement du président russe Valdimir Poutine en Ukraine à celui d'un dictateur du siècle dernier et il prévient que Kiev ne pourra pas vaincre l'armée russe sur le terrain militaire, ce qui devra passer par une solution politique.

"Les Ukrainiens ne peuvent vaincre l'armée russe, ce n'est pas faisable dans la pratique. Il faudra une solution politique", a déclaré Philip Hammond à la chaîne de télévision Sky News. "Cet homme (Vladimir Poutine) a envoyé des soldats qui ont franchi une frontière internationale pour occuper un territoire autre que le leur, se comportant au 21e siècle comme une sorte de tyran du

20e siècle."

Le ministre des affaires étrangères britannique a réclamé que la Russie se retire de Crimée, péninsule annexée en mars dernier après un référendum. Philip Hammond a indiqué que la Grande-Bretagne ne projetait pas de livrer des armes à l'Ukraine mais il s'est dit favorable à un nouveau durcissement des sanctions européennes à l'encontre de la Russie. Conjuguées à la chute des cours du pétrole, les sanctions auront un impact non-négligeable sur l'économie russe, ce qui incitera le président russe à renoncer à ses "aventures étrangères". La Tribune 08.02

Qui menace qui de la guerre ?

La Russie envoie ses bombardiers près des côtes françaises en signe de provocation - L'Express.fr

Vidéo. Négociations" / Hollande, un fou dangereux : il menace de faire la guerre à la Russie ! (100 secondes à voir et entendre pour le croire.)

https://www.youtube.com/watch?v=L2U7cUNglwA

Désinformation ou grossier mensonge.

- Le président ukrainien brandit des passeports qu'il dit appartenir à des soldats russes - Le Huffington Post

Rappel : Général ukrainien: «Aucune troupe russe ne combat contre nous » - mondialisation.ca - 03.02.2015 (article en ligne)

Les faits.

- L'Ukraine revend les armes fournies par les américains au gouvernement syrien - french.irib.ir

L'Ukraine revend à la Syrie des mortiers, des lance-roquettes portatifs, des fusils et d'autres armes que les États-Unis livrent gratuitement à Kiev, révèle une lettre avec la signature du sous-ministre ukrainien de la Défense Piotr Mehed, et d'autres documents ukrainiens.

Dans la lettre du 2 Décembre 2014, écrite en anglais, Mehed énumère une liste d'armes et 12 000 kits de fabrication américaine. Selon le document, cité par LIFEnews, les livraisons d'armes doivent être effectués en plusieurs lots. Le premier lot du 8 Décembre devrait être envoyé dans quatre camions Kamaz à Odessa puis être expédié par voie maritime vers la Syrie.

D'après la correspondance de Mehed avec des représentants de l'armée syrienne, les Ukrainiens revendent la plupart des armes fournies par les Etats-Unis: 70% des armes légères, 40% des mortiers, la moitié des missiles et des jumelles numériques et près d'un tiers des kits. Ces chiffres sont le résultat de la comparaison des lettres de Mejed aux documents officiels du ministère de la Défense de l'Ukraine.

Pour fournir des armes à la Syrie, Mejed a recruté des intermédiaires. L'un d'eux est Igor Baluta, homme politique et homme d'affaires qui, jusqu'à récemment occupait le poste de président du conseil de la région de Kharkov. Selon LIFEnews, il a organisé le transport des armes vers le port d'Odessa avant leur chargement sur le navire. french.irib.ir 07.02

ACTUALITE EN TITRES

Dommage qu'il n'était pas leur cible!

- Manuel Valls à Marseille pour vanter les chiffres de la délinquance - Francetv info

- Tirs de kalachnikov à Marseille - Francetv info

- Scènes de guerre entre gangs à Marseille - LeFigaro.fr

Leur vieux monde de la guerre et de la barbarie.

- Irak: au moins 12 morts dans une attaque suicide à Bagdad - AFP

- Egypte: 22 morts dans des heurts entre police et supporteurs de foot Haitham - AFP

- L'armée libyenne progresse à Benghazi - Reuters

- Boko Haram: Le Niger vote l'envoi de troupes au Nigeria - 20minutes.fr

- Italie : 29 migrants meurent de froid sur un bateau en Méditerranée - Francetv info

---

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Chine

- Chine : les importations s'effondrent, l'excédent commercial explose - latribune.fr

Le ralentissement de l'économie chinoise se confirme mois après mois. Les importations se sont effondrées de 19,9% en janvier et les exportations ont reculé de 3,3%, ce qui s'est traduit par un excédent commercial record de près de 60 milliards de dollars, selon les statistiques que les douanes chinoises ont révélées dimanche. Cet excédent a bondi de 88% en un an.

La baisse des importations, pour le quatrième mois consécutif, a été tirée par celle des matières premières (-40% par rapport à décembre) et celle de pétrole brut (-7,9%). De quoi nourrir les inquiétudes sur le ralentissement de l'activité de la deuxième économie mondiale.

Pékin devrait abaisser son objectif de croissance à 7% cette année. Le PIB chinois n'a progressé que de 7,4%, en 2014, le rythme le plus faible en 24 ans. latribune.fr 08.02

Haut de page

Le 11 février 2015

CAUSERIE

Pas le temps d'actualiser le site, on a mis 5 articles d'actualité en ligne sur l'Ukraine. Valls hier : "*Nous choisirons toujours la République*" plutôt que l'extrême droite - L'Express.fr, par exemple en soutenant le régime néonazi de Kiev et de l'Otan...

En choisissant le néolibéralisme, la politique de l'Otan ou de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, il a choisi l'extrême droite, le parti de la guerre, de la barbarie. Vous connaissez quelque chose de pire, de plus extrême que la guerre, que le massacre de civils innocents hommes, femmes et enfants, pas moi, la guerre est l'arme de classe de l'extrême droite par excellence puisqu'elle a pour objectif d'anéantir tout un peuple.

Et qu'on ne vienne pas nous accuser de procéder à un amalgame ou de manquer de mesure, nous ne faisons pas dans l'outrance, nous sommes simplement lucide, nous ne nous arrêtons pas aux apparences, aucun discours ne nous impressionne, nous ne nous laissons déstabiliser par aucun argument falacieux, mensonger, nous nous en tenons strictement aux faits et les faits sont que le PS et ses satellites soutiennent le fascisme en Ukraine (en Israël aussi).

Peu importe l'uniforme que porte celui qui tire une balle sur un innocent, seul son acte compte et doit être pris en considération et jugé comme tel, que cela plaise ou non à certains militants montrent qu'ils n'ont pas conscience de ce que cela signifie et c'est grave.

Au PS ils se disent républicains, démocrates, progressistes, humanistes, socialistes, la plupart de leurs dirigeants sont francs-maçons, ils se disent laïcs aussi, en réalité ils sont tout le contraire et le prouvent quotidiennement, ce n'est pas nouveau en réalité, mais là cela saute à la gueule de ceux qui feignaient jusqu'à présent de le savoir parce que cela les arrangeait, les combinards, les manoeuvriers, les opportunistes, les capitulards ou les traîtres, les révisionnistes, les faillis. Ils en ont tous croqués du PS par ci, du PS par là, et le résultat, vous l'avez sous les yeux, accablant, dramatique, allez on ne va rien vous épargner, terrifiant quelque part car sans issue dans l'état actuel des choses et c'est très mal barré pour que cela change ou s'améliore dans

le futur. A moins que la guerre permette de faire le ménage au sein du mouvement ouvrier, au regard des expériences précédentes je ne suis pas du tout convaincu qu'elle serait en quoi que ce soit salutaire à part pour notre ennemi, on laissera ici de côté la révolution russe de 1917 qui demeura hélas isolée ou une tragique exception et dégénéra de ce fait, étant encore moins bien préparés que les bolcheviks pour l'affronter, il y a fort à parier que nous sortirions d'une nouvelle guerre dans un état encore pire que celui que nous connaissons aujourd'hui, sauf à se faire des illusions et ce n'est pas notre genre.

C'est marrant cette fâcheuse tendance de vouloir dormir avec un serpent venimeux dans son lit et espérer qu'il vous épargnera. Je vous assure que si vous viviez dans un environnement où les serpents pullulent, vous vous oteriez rapidement cette idée de l'esprit qui tourne au cauchemar !

Ces lignes s'adressent de préférence à nos dirigeants, les militants et les travailleurs ne doivent pas se sentir visés, sauf si elles ne les incitent pas à se poser de nombreuses questions.

Soit on s'est forgé une solide conscience de classe qui repose sur la compréhension des facteurs qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine et l'on comprend que le passage au socialisme, puis au communisme, au règne de la liberté, est une nécessité absolu, un passage obligé, soit (dans le cas du PS) notre conscience de classe ou plus vulgairement nos intérêts individuels coïncident avec les besoins de la classe des capitalistes qui au cours de l'évolution de la crise du captalisme parvenu au stade suprême de l'impérialisme dégénéré peut prendre la forme d'une crise politique nécessitant le soutien ou le recours à la guerre et au fascisme.

Quand un militant ne veut pas prendre en compte les arguments que nous avançons contre le PS, que fait-il, il s'accommode de sa nature qui est épouvantable, partant de là il est en droit d'en attendre le pire dans le futur, et s'il continue de justifier cette collusion avec l'intolérable, son passage éventuellement à l'extrême droite ne devrait pas lui poser trop de problèmes dans le futur ou pourrait être l'aboutissement logique de sa démarche. Vous comprenez notre inquiétude.

Intéressant cette collusion d'intérêts, cette proximité, cette alliance entre le PS et le fascisme, n'est-ce pas ?

Ben oui que voulez-vous, il faut bien dire les choses telles qu'elles sont, on ne va pas tourner autour du pot ou raconter des histoires. Ah c'est désagréable à entendre pour certains, en fait pour la quasi-totalité du mouvement ouvrier qui s'est fourvoyé pendant 70 ans ! Le pire, c'est qu'ils ne s'en sont toujours pas rendu compte, ils doivent le faire exprès, ce n'est pas possible autrement.

Il y en a qui vont devoir d'urgence revoir leur copie, non ? Mais si cela leur chante ils peuvent encore opter pour le front unique avec le PS, si, si, qu'ils ne se gênent pas pour nous, on sait déjà à quoi nous en tenir. Même que le PCF et EELV sont déjà sur les rangs pour les prochaines élections, il ne manque plus que les populistes du Front de gauche, tant pis pour ceux qui seraient tentés de les rejoindre mais n'osent pas, mais qu'ils osent bordel, ils nous faciliteront la tâche !

On n'entend plus parler que de guerre en Europe. L'heure des comptes a sonné pour nous aussi, on ne peut pas accepter la langue de bois ou le double langage plus longtemps, on les a toujours combattus, on va continuer. Soit on se range résolument sous le drapeau du socialisme, soit on laisse le champ libre à la barbarie.

Haut de page

Le 12 février 2015

CAUSERIE

Il y a quelques années déjà en polémiquant avec des militants j'avais indiqué que pour nous la rupture avec le PS était une position non négociable. Depuis les faits nous ont largement donné raison. Ceux qui contestaient cet argument devraient y réfléchir à nouveau si je peux me permettre ce conseil d'ami... On y reviendra.

On ajoutera d'autres articles demain.

Ukraine en vidéo

1- L'Ukraine se révolte: Zaporozhié contre la mobilisation
https://www.youtube.com/watch?v=qpoPIFNlYIg

Dans beaucoup de régions de l'Ukraine les gens commencent à se révolter contre la n-ème mobilisation. Petit-à-petit les

ukrainiens "retrouvent la vue"...

2- V. Shilova, Ukraine. "Je suis contre la mobilisation!"
https://www.youtube.com/watch?v=veZfkvso1QQ

Viktoria Shilova est leader du mouvement ukrainien "Antiguerre", députée du conseil régional de la région de Dniepropetrovsk. Elle et son mouvement s'opposent à la mobilisation malgré les pressions, militent pour la fin du conflit et accusent les pouvoirs de crimes de guerre.

Aux couches sacrifiées de la jeunesse.

Dès lors que vous êtes pauvre ou miséreux et en proie à une frustration sociale permanente, que vous avez le sentiment de faire l'objet de discrimination, d'être incompris par tout le monde, d'être rejeté, que vous êtes en situation d'échec scolaire, au chômage ou voué à la précarité à vie, que vous ne voyez pas comment atteindre dans le futur un nouveau de vie décent, que vous n'avez aucune perspective dans la vie, aucun idéal, que pour toutes ces raisons et bien d'autres vous ne pouvez pas vous reconnaître dans la société telle qu'elle est, encore moins dans ses institutions et ses partis, le statut ou le sort que la société vous a réservé qui fait de vous un candidat potentiel à la petite délinquance, à verser dans tous les travers et excès, à devenir un voyou ou pire encore, un criminel.

Comment se reconnaître dans des valeurs républicaines, humanistes ou des principes démocratiques quand en amont la société les bafoue, les piétine, les nie elle-même, elle vous encourage de la sorte à les rejeter, elle en porte la responsabilité, étant donné qu'elle est à l'image de ce qu'en a fait la classe dominante qui détient tout le pouvoir, c'est contre elle qu'il faut tourner nos armes afin de l'abattre, renverser le régime en place au profit d'une société plus juste et meilleure ayant pour base le respect, l'application de ces valeurs ou principes permettant à chacun de se développer harmonieusement et de trouver sa place dans la société.

Ceux qui exigent des sanctions contre les élèves, leurs parents, les enseignants partent du principe que ce sont eux qui sont responsables de la situation actuelle. Ils se trompent de cibles parce qu'ils se situent sur le terrain de classe de notre ennemi qui refuse d'endosser la responsabilité des conséquences sociales désastreuses de sa politique tournée contre la classe ouvrière et sa jeunesse, qui accroit les inégalités sociales et l'injustice dont sont victime les couches les plus défavorisées du prolétariat qui en sont les principales victimes, qui crée les conditions propices au développement de la délinquance, constitue un puissant facteur de décomposition de tous les rapports sociaux dans la société au profit du chaos et de la violence ou de la barbarie.

A la suite d'un article de Libération qui n'avait rien de fortuit, on pouvait lire ce genre de commentaires de procurateurs hystériques pour illustrer ce qui vient d'être dit :

- "*La République doit être infaillible et ses sanctioins doivent servir d'exemple pour toutes celles et ceux qui se sentent pousser les ailes de l'affranchissement des obligations citoyennes.*"

Parce que toutes les couches de la population bénéfieraient des mêmes conditions, parole de nantis...

- "*Je regrette quant à moi que cette femme n'ait pas eu de prison ferme, et qu'on ne lui ait pas retiré la garde de son enfant, qu'elle n'est ni capable ni digne d'élever.* "

Jeter en prison les parents d'enfants qui font l'école buissonnière, leur retirer leurs enfants, pourquoi ne pas les fusiller ou les pendre pendant que vous y êtes !

Dans le camp de la réaction. A droite toute, assumé ou non.

Vive l'armée, vive la guerre ! Le dernier cri ou slogan républicain à la mode. Merci Charlie !

Vigipirate: les Français se mobilisent pour chouchouter leurs soldats - LeFigaro.fr

Des riverains, parents et enfants offrent spontanément boissons chaudes, gâteaux et autres victuailles pour remercier les militaires chargés de surveiller les sites sensibles. Une association a même décidé de lancer une opération nationale de solidarité envers les soldats engagés dans le plan Vigipirate. LeFigaro.fr 11.02

De quels "Français" s'agit-il ? Précision :

Dans les synagogues et les écoles juives, l'hospitalité est aussi de mise. Dans une synagogue de l'Ouest parisien, on a également mis les petits plats dans les grands. Ici, les militaires dorment et mangent sur place, en contact avec les 200 fidèles qui fréquentent

la synagogue. LeFigaro.fr 11.02

Il est vrai qu'entre une synagogue et une caserne il n'y a pas vraiment de différence pour les sionistes.

- Après les attentats, la cote de popularité de la police fait un bond - LeFigaro.fr

On a les amis qu'on peut !

- A Béziers, "la police municipale a un nouvel ami" : un pistolet - Francetv info

Depuis mercredi 11 février, une affiche placardée dans les rues de la ville de Béziers montre un pistolet en gros plan avec un écusson tricolore sur la crosse et ce slogan : "Désormais la police municipale a un nouvel ami."

Bernard Cazeneuve : "Dans la République, les symboles que l'on choisit ont un sens" (Francetv info 11.02), par exemple Porochenko et le monarque d'Arabie saoudite, le fascisme, Al Qaïda et l'Emirat islamique, le wahhabisme...

Comment, vous n'êtes pas encore islamophobe ? Pourtant ce ne sera pas faute d'avoir essayé de vous en convaincre. La preuve si nécessaire

L'islamophobie « s'installe » en France, dit le CCIF - LeMonde.fr

Ah ben voilà, c'est fait, c'est réussi !

Vraiment ? Vérifions-le.

Selon Elsa Ray, porte-parole du CCIF, 764 actes ont été recensés en 2014, contre 691 en 2013. Le CCIF utilise une méthode particulière : ses chiffres regroupent les cas qui lui sont directement signalés, mais aussi ceux dont l'association a connaissance par la presse. Dans le détail, l'écrasante majorité des actes est constituée par des discriminations (586 cas), une centaine relève de «discours et/ou de propos» islamophobes. Le reste se partage entre dégradations et profanations (25 cas), agressions verbales (28 cas), et agressions physiques (22 cas). Liberation.fr 11.02

Dont au total 25 dégradations et profanations et 22 agressions physiques en un an, c'est considérable, énorme dites-donc. En fait la mayonnaise raciste ou la propagande gouvernementale ne prend pas aussi bien qu'ils l'espéraient, voulaient le faire croire et ils s'en désolent, ils en arrivent donc à ce genre de fausses annonces, contrevérités pour manipuler les consciences.

Les thèmes de l'extrême droite façonnent la politique du PS et de l'UMP.

- Geoffroy Didier (UMP - courant Droite Forte - ndlr) : «La question de l'identité sera au cœur du débat de 2017» - LeFigaro.fr

En voilà un qui a sauté une étape.

- "Travail, famille, patrie" : le FN retire son investiture à un candidat qui se réclamait de Pétain - Francetv info

A l'heure actuelle seule la patrie fait recette, la patrie de la liberté d'expression étouffée, de la guerre, le travail obligatoire ne fonctionne pas vraiment et la classe dominante fait en sorte de casser la famille ou plutôt de monter ses membres les uns contre les autres pour accentuer encore l'atmosphère nauséabonde qui règne dans ce pays pour pouvoir appliquer sa politique antisociale, loi Macron, pacte de responsabilité, etc.

A croire qu'ils y sont encouragés par la situation sociale qui règne dans leur pays et leurs dirigeants.

- Syrie : un afflux « sans précédent » de combattants étrangers - LeMonde.fr

L'administration américaine estime que 20 000 étrangers combattent actuellement en Syrie, « la majorité » au sein des rangs de l'organisation Etat islamique. LeMonde.fr 11.02

Il est l'extrême droite !

Explication - argument : Qu'est-ce qu'une République vidée de sa substance sinon le sort que lui réserve l'extrême droite, sa négation, une dictature ? C'est comme l'extrême droite qui est fasciste sans le revendiquer, pour le moment.

- Valls: "Nous choisirons toujours la République" plutôt que l'extrême droite - L'Express.fr

- Manuel Valls hué devant un lycée marseillais - Francetv info

La liberté mise sous surveillance renforcée.

- Terrorisme: Cazeneuve prône «l'équilibre entre sécurité et protection des libertés individuelles» - Liberation.fr

Comme si personne ne savait ce qu'il en était après l'expérience américaine... Pour tenir ce type de discours c'est qu'ils sont à court d'arguments pour vendre leur politique liberticide, l'esprit du 7 janvier 2015 s'est déjà évaporé et c'est tant mieux.

- La Maison Blanche crée une nouvelle agence contre les cyber-menaces - 20minutes.fr

Pour davantage encore surveiller la population et le justifier, mais là aussi, les Américains sont vaccinés...

ACTUALITÉ DU JOUR

Société carcérale

- De la prison avec sursis pour lutter contre l'absentéisme ? - Liberation.fr

Une mère a été condamnée à quatre mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Valenciennes, à cause de l'absentéisme répété et non justifié de son fils Simon, un élève de sixième d'un collège du nord de la France. Une bonne solution ? «Non, évidemment que non», a reconnu mardi la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, rappelant au micro de France Inter son «attachement à ce que l'école et les parents puissent travailler ensemble». Cette histoire repose la question des moyens plus ou moins efficaces pour lutter contre l'absentéisme.

Que sait-on de cette affaire ?

Les seules informations viennent d'un communiqué du procureur de la République (1). L'année dernière, Simon, redoublant sa sixième, a loupé 79 demi-journées de cours sur les onze semaines du premier trimestre. Toujours selon le procureur, la mère a refusé tout contact avec l'Education nationale. Elle n'aurait pas, entre autres, donné suite aux injonctions des services éducatifs mandatés par un juge des enfants. Devant les policiers, elle a invoqué les problèmes de santé récurrents de son fils… sans jamais produire de certificat médical, assure le procureur.

Le 5 février, le tribunal correctionnel de Valenciennes la condamne pour «soustraction sans motif légitime à ses obligations légales au point de compromettre la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation du mineur». Une infraction prévue dans le code pénal, pour laquelle le juge peut prononcer jusqu'à deux ans ferme et 30 000 euros d'amende. En l'espèce, la mère a écopé de quatre mois avec sursis. Ce n'est pas la première condamnation du genre. En 2010, une mère avait été condamnée dans l'Aisne à deux mois avec sursis pour l'absentéisme répété de ses deux filles au collège.

Y a-t-il un réel problème d'absentéisme ?

L'absentéisme est stable depuis 2010, et a même bien baissé si l'on compare par rapport à 2007, selon la dernière note publiée par le ministère il y a un an. Au cours de l'année 2012-2013, 3,9% des élèves ont été absents sans motif quatre demi-journées ou plus par mois, et donc considérés comme «absentéistes». Ils étaient 9% en 2007-2008. Ces moyennes cachent des disparités qui peuvent être importantes selon les établissements. En janvier 2013, le taux d'élèves absents sans justification s'élevait à 14,8% dans les lycées professionnels, contre 6,4% dans les lycées généraux et 2,8% dans les collèges.

Les cas d'absentéisme «lourd» (au-delà de dix jours et demi d'absences non justifiés sur l'année, au sens du ministère), comme le cas de Simon, restent limités. «Quelles que soient les années, [ils représentent] en moyenne, toujours autour de 1% sur l'ensemble des établissements», selon cette note. Liberation.fr 10.02

Mes parents auront échappé au tribunal d'exception et au jugement sclélérat du législateur PS qui les aurait envoyés directement en prison, car en 1970 ce n'est pas dix jours et demi d'école sur l'année que j'avais séchés mais près d'un trimestre.

Commentaire d'un internaute.

- "Et pour les élèves qui entrent en 6ème sans maitriser la lecture, on va mettre les profs en prison aussi ?"

En camp vous voulez dire...

ACTUALITE EN TITRES

Crise de l'Union européenne au bord de l'explosion ou tentation de la dictature ?

- Ukraine: négociations marathon à Minsk pour tenter d'arracher la paix - AFP

- Grèce: pas d'accord avec la zone euro sur la prolongation du programme d'aide - AFP

On détient ou on ne déient pas le pouvoir pour rien, enfin !

- La Cour des comptes épingle les agences de l'eau - Francetv info

Les Sages révèlent que 87% des taxes sont payées par les particuliers, qui polluent pourtant nettement moins que les industriels et les agriculteurs. Francetv info 11.02

Pour les agences de presse officiielles, toutes les institutions d'exception de la Ve République abritent des Sages. Pas étonnant que Hollande ait flatté la sagesse du monarque saoudien décédé...

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Italie : le gouvernement veut tailler dans la fonction publique - Francetv info

L'apothéose de l'absentéisme. Près de 80% des agents de police d'astreinte étaient en arrêt maladie le soir du Nouvel An en Italie. Sans attendre, Matteo Renzi a pris une résolution inattendue sur les réseaux sociaux. "En 2015, on va changer les règles de la fonction publique", a ainsi annoncé le chef du gouvernement italien.

"Bienvenue à la réforme"

Réformer le statut des fonctionnaires jusqu'à pouvoir licencier les brebis galeuses : un tabou encore jamais abordé. Les dirigeants de la police municipale applaudissent la décision. "Si des règles disciplinaires correctes et clairvoyantes sont adoptées, bienvenue à la réforme", déclare au micro de France 2 un commissaire de la police municipale de Rome.

Avec leur statut actuel très protecteur, à peine un dossier de fonctionnaire véreux sur 1000 aboutit à un licenciement. La possibilité de licencier les fonctionnaires, absentéistes ou pas, est avant tout une affaire d'économies pour le gouvernement italien. Selon un audit interne, il y aurait 85000 agents en trop dans les services de l'État. Francetv info 11.02

ECONOMIE

1- Allemagne

- L'Allemagne leader des exportations et excédent commercial record - Francetv info

L'an dernier, l'Allemagne a vendu pour 1 130 milliards d'euros de biens à l'étranger, ce qui constitue un record. Les exportations

sont largement supérieures aux importations, en 2013 le pays a ainsi pu dégager un excédent commercial historique de 217 milliards d'euros. Tandis que la France a elle un déficit commercial, évalué à 53 milliards d'euros pour la même année.

L'électronique, les machines industrielles et l'automobile sont les trois fleurons du commerce allemand, ainsi les trois quarts des voitures qui sortent de ses chaînes d'assemblage sont vendues à étranger. La France, la Grande-Bretagne et l'Europe dans son ensemble font partie des pays privilégiés. Berlin y réalise la moitié de ses échanges ce qui permet à l'Allemagne d'avoir un déficit public nul. Mais la croissance n'atteint que 1,5% du PIB. En cause, le comportement des ménages allemands qui préfèrent épargner que consommer. Francetv info 11.02

2- Etats-Unis - Chine

- Nouvelle plainte américaine contre la Chine devant l'OMC - AFP

Les Etats-Unis ont annoncé mardi avoir saisi l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) pour protester contre un programme d'aide à l'export mis en place en Chine et qui désavantagerait les entreprises américaines.

"La Chine semble fournir des subventions illégales à l'export à des producteurs et à des entreprises manufacturières", a affirmé la représentation spéciale américaine au Commerce extérieur (USTR) dans un communiqué.

Les Etats-Unis ciblent plus particulièrement les quelque 180 "plateformes communes de services" disséminées en Chine qui offriraient des prestations gratuites aux entreprises locales et seraient ainsi "néfastes pour les travailleurs américains et les entreprises américaines", assure le communiqué.

Face à ce programme "inéquitable", Washington a enclenché la première étape du règlement des conflits à l'OMC en convoquant des "consultations" avec la Chine, nouvel épisode de la guerre commerciale que se livrent les deux géants.

"L'USTR continuera à travailler sans relâche pour que la Chine et tous les membres de l'OMC respectent les règles", a déclaré le patron de l'USTR, Michael Froman, cité dans le communiqué.

En 2014, le déficit américain vis-à-vis de la Chine et sur les seuls biens a atteint le montant record de 342,6 milliards de dollars. AFP 11.02

Haut de page

Le 13 février 2015

CAUSERIE

On a ajouté 41 articles. Je suis malade et pas en état de travailler, je ne tiens pas debout.

Ukraine en vidéo

Kiev nous assassine
https://www.youtube.com/watch?v=f4qAXEjHCZA

Ukraine Crisis: Donbass. Chronicle of Genocide. Banned on TV
https://www.youtube.com/watch?v=0ozdz7fMdXI

Haut de page

Le 15 février 2015

CAUSERIE

Je ne suis pas très en forme et toujours aussi épuisé. J'espère récupérer dans les jours qui viennent, j'ai terriblement besoin de repos. Une seule bonne nouvelle personne, j'ai perdu mon dixième kilo en deux mois.

On fera un point politique plus tard.

Réduire le combat politique à l'objectif du retrait de la loi Macron et du Pacte de responsabilité relève de la désertion du combat sur le terrain politique, car les masses ont besoin d'une autre perspective politique que celle que lui offre le régime en place dans laquelle se situe cette loi et ce pacte. Elles ont besoin qu'un objectif politique qui se situe au-delà et qui pourrait leur redonner espoir qu'une autre politique et une autre société sont possibles, les deux devraient être liés, cimenter leur combat, leurs convictions...

ACTUALITÉ DU JOUR

- Loi Macron : feu vert au travail du dimanche - Francetv info

Les commerces pourront ouvrir jusqu'à 12 week end par an en France. Les députés ont voté le volet du projet de loi Macron, sans doute le plus contesté. Les frondeurs du PS y sont d'ailleurs opposés alors que les élus de droite y sont favorables.

Ce sont les maires qui décideront de l'ouverture des magasins jusqu'à 12 fois par an, contre 5 actuellement. L'article de loi est passé ce samedi 14 février, alors que les frondeurs en avaient demandé le retrait.

"Si cette loi n'évolue pas d'ici mardi prochain, elle n'est pas votable pour nous. Pour les raisons que j'ai évoquées devant la représentation nationale. On ouvre une brèche vers une généralisation des commerces le dimanche", explique le député Christian Paul.

Dans l'hémicycle le débat a été quelques fois rude. "Il y a des parlementaires qui ont leur conviction. Nous avons travaillé et avancé mais notre seul guide c'est l'intérêt général", commente le ministre de l'Economie.

Outre le passage de 5 à 12 par an du nombre d'ouvertures dominicales par an, sur décision du maire, le projet de loi Macron prévoit que les ouvertures seront possibles tous les dimanches dans les "zones touristiques" ou "commerciales".

Outre le dimanche, les commerces des "zones touristiques internationales" pourront ouvrir tous les soirs jusqu'à minuit. Seront concernés Paris pour les Champs-Elysées, Saint-Germain et Haussmann, mais aussi des quartiers de Nice, Cannes et Deauville. AFP et Francetv info 14.02

Les syndicats devraient appeler le personnel du commerce à la grève illimitée jusqu'au retrait de cette loi scélérate.

Second épisode de la guerre pour le contrôle du pétrole et du gaz

- Danemark : le caricaturiste Lars Vilks serait la cible de cette attaque - Francetv info

Une fusillade a éclaté devant un centre culturel de Copenhague ce samedi 14 février, où se déroulait un débat sur l'islamisme et la liberté d'expression. Une personne a été tuée et plusieurs policiers ont été blessés.

Il était environ 16 heures cet après-midi lorsqu'un homme a tiré contre le bâtiment. Ce soir, les policiers ont bouclé le quartier et sont à la recherche de l'auteur présumé des tirs. Pour le Premier ministre danois, il s'agit d'un acte terroriste.

Un caricaturiste pour cible

Le caricaturiste Lars Vilks, auteur des caricatures de Mahomet était présent. Il semblerait qu'il soit la cible de cette attaque. L'ambassadeur de France participait également à ce débat.

La conférence était aussi un hommage à Charlie Hebdo. Le ministre de l'Intérieur français, Bernard Cazeneuve se rendra demain midi sur place.

Trois personnes dont deux policiers ont été blessées par balle près de la synagogue de Copenhague dans la nuit de samedi à dimanche, a annoncé la police. Un éventuel lien avec l'attaque qui a fait un mort et trois blessés samedi après-midi lors d'un débat sur l'islamisme et la liberté d'expression n'a pas pu être établi. Francetv info et 20minutes.fr 14.02

La mise en scène habituelle, quoi. L'attaque contre un objectif juif sert à justifier ensuite la propagande contre les musulmans...

Ukraine en vidéo.

Ruslan Kotsaba: Je refuse la mobilisation [sous-titres français]
https://www.youtube.com/watch?v=zv-FpSztm5g

Ruslan Kotsaba est un journaliste ukrainien de la chaîne publique de télévision KANAL 112. Il est originaire de l'Ukraine de l'ouest. Suite à l'annonce par le gouvernement de la n-ème vague de mobilisation il s'insurge et lance un appel aux ukrainiens.

Le 8 février: Ukraine. Rouslan Kotsaba est accusé de haute trahison, arrêté et mis en détention. https://www.youtube.com/watch?v=IfFeq…

Dernières paroles de Ruslan Kotsaba avant d'être écroué. Vidéo depuis la salle d'audience. Il a été arrêté par les services secrets ukrainiens et accusé de haute trahison..Selon son épouse, Ouliana, il a été arrêté samedi après une perquisition menée par le SBU à son domicile.

Dimanche, 8 février, le tribunal a décidé de le maintenir en détention pour un maximum de 60 jours par "mesure de précaution" jusqu'à la fin de l'enquête. Sa demande de "liberté surveillée" a été rejetée.

ACTUALITE EN TITRES

Leur prochaine cible : le Yémen.

- Le Yémen "s'effondre", selon le secrétaire général de l'ONU - AFP

- L'Allemagne vient de fermer son ambassade, au Yémen - french.irib.ir

Le ministre allemand des Affaires étrangères vient de faire part de la fermeture de l'ambassade de ce pays, au Yémen.

"Le personnel a quitté Sanaa", a-t-il ajouté.

Auparavant, la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et les Pays-Bas avaient fait part de la fermeture de leur ambassade. french.irib.ir 13.02

Guerre des civilisations. Banaliser le communautarisme, l'encourager.

- La création du parti musulman agite la classe politique - LeFigaro.fr

- Manuel Valls part en guerre contre les dérives de l'islam - LeFigaro.fr

- L'UMP replonge dans le débat sur l'islam de France - LeFigaro.fr

- Interdiction du voile à la fac: l'UMP Ciotti sort sa proposition de loi - Liberation.fr

- Pegida organise sa première manifestation au Royaume-Uni - Le Huffington Post

- Etats-Unis: le deux poids deux mesures médiatique critiqué après le meurtre de 3 musulmans - AFP

- Trois jours après les faits, Obama dénonce le meurtre de trois étudiants musulmans - LeMonde.fr

Jeudi, le président turc avait vivement critiqué l'apathie de la Maison Blanche et de la diplomatie américaine, après cette tragédie dont les motifs restent flou. AFP 13.02

Mimétisme.

- L'Europe s'apprête à instaurer un fichier des passagers - LeFigaro.fr

Propagande de guerre états-unienne.

- Washington et Kiev accusent la Russie de continuer à déployer des armes lourdes en Ukraine - Libération.fr

- Ukraine: Porochenko accuse les rebelles et la Russie de menacer les accords de Minsk - AFP

- Ukraine: les accords de Minsk "en grand danger", 28 morts dans l'Est - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Combat aérien France/Russie en vue? - french.irib.ir

L'aviation française a affirmé, jeudi, que trois de ses chasseurs auraient intercepté deux bombardiers russes, au-dessus de la Manche. "Deux "Mirage" français, accompagnés d'un "Rafale", ont pourchassé deux bombardiers TU-95, au dessus de la Manche", souligne le communiqué. Le ministère britannique de la Défense avait déjà, mis en garde contre la perspective d'un combat aérien franco-russe. Le général Jean Pascal Breton, le commandant en chef de l'Armée de l'Air française, a reconnu, au cours d'un entretien avec l'hebdomadaire "Défense", "l'infiltration des bombardiers russes, pour la première fois, dan l'espace aérien de la Manche. "Ces deux bombardiers ont survolé la Norvège et les îles britanniques".

Le ministre français de la Défense s'est moqué, il y a quelques jours, de la "présence inopportune" des avions russes, "fin janvier", au-dessus de la Manche, "avions, qui se sont rapprochés un peu plus des côtes françaises et britanniques". Les analystes politiques relèvent les tensions de plus en plus grandissantes entre l'Europe et la Russie. L'Ukraine est devenu la mèche que les Etats Unis ont allumée, pour déclencher la guerre, au coeur de l'Europe, et ce, contre la Russie... french.irib.ir 13.02

2- Syrie

- L'ASL déclare la guerre à l'Iran - french.irib.ir

Les opposants syriens dits "Armée libre", ont demandé au Premier ministre du régime sioniste de bombarder les positions de l'armée syrienne, du Hezbollah et de l'Iran, au Sud de la Syrie.

Selon le quotidien israélien, "Jerusalem Post", le représentant du régime sioniste, Mendi Safadi, qui rencontre, régulièrement, les opposants syriens, s'est, récemment, entretenu avec les opposants syriens, qui souhaitent avoir des relations amicales avec Israël.

Il a rencontré, il y a 3 semaines, les chefs des rebelles armés, en Bulgarie, et a transmis leur message au bureau du Premier ministre du régime sioniste.

Interviewé, jeudi, par le "Jerusalem Post", Safadi a indiqué : "Ces derniers jours, il y a eu d'intenses affrontements avec les forces soutenues par la Syrie, le Hezbollah et le Liban, et l'axe syrien (Syrie, Iran, Hezbollah) a eu recours à tous ses moyens, pour s'emparer des régions méridionales de la Syrie, près des frontières des Territoires occupés.

Les rebelles armés ont enregistré des succès, dans certaines régions, mais ils ont subi de lourds dégâts. Pendant plusieurs jours, de nombreux terroristes ont été blessés, ce qui veut dire que plus de blessés sont entrés, dans les Territoires occupés, pour se faire soigner. Safadi a noté que quelque 2.000 Syriens sont, actuellement, hospitalisés, dans les Territoires occupés. Il a, aussi, évoqué l'attaque des hélicoptères israéliens contre les combattants du Hezbollah, à Quneitra, où 6 membres du mouvement libanais et un général iranien ont trouvé la mort en martyr. Safadi a prétendu: "Après le coup dur que le Hezbollah et l'Iran ont reçu, ils veulent montrer qu'ils peuvent résister, encore, et sont toujours motivés, pour lutter.

Les opposants syriens m'ont contacté, mercredi, via Whatsapp, et m'ont demandé de suggérer à Benyamin Netanyahu qu'Israël doit, encore, infliger un autre coup dur au Hezbollah et à l'Iran, pour empêcher leurs progression".

A en croire le quotidien sioniste, l'un des commandants d'un groupe des opposants armés, en Syrie, dit "Armée libre", qui s'exprimait, sous le couvert de l'anonymat, a dit à Medni Safadi que les alliés du gouvernement syrien ont l'intention d'arriver

aux frontières des territoires occupés, pour y organiser des attentats contre le régime sioniste. french.irib.ir 13.02

3- Etats-Unis

- Les détails des nouvelles aides américaines à Daesh - french.irib.ir

La chaîne Al-Itihad a fait des révélations sur les aides que les hélicoptères américains apportent aux Daeshistes, en Irak.

Les sources sécuritaires ont indiqué : A 11 h 21, heure locale, le 2 février 2015, 2 hélicoptères américains, «Chinook», ont décollé d'une base américaine, à l'aéroport international de Bagdad, vers le Nord, pour accomplir une mission secrète, ont indiqué à la chaîne al-Alam, des sources sécuritaires. Le QG du commandement des opérations du Dadjla, «Tigre», a observé, à 20 h, la trajectoire de ces 2 hélicoptères, à proximité d'Al-Khamara, du lac Hamarain et de la ferme Al-Kabissi et de la localité Qaratapa. Ces hélicoptères ont disparu, à 19 h57, de l'écran du radar, dans la localité de Khan Bani Saad, et en raison de l'absence d'un radar de basse altitude, on ne sait pas si ces hélicoptères ont atterri ou bien s'ils ont continué leur vol.

Selon les rapports parvenus : Les parties concernées, en Irak, ont demandé au QG du commandement des opérations du Tigre de suivre cette affaire. Ce QG a, pour sa part, demandé aux parties américaines de donner des explications, sans, cependant, reçevoir aucune réponse.

Les rapports parvenus annoncent, également, que le gouvernement irakien a pu observer ces 2 hélicoptères, dans des zones du Nord de Diyali, avant leur arrivée, à l'aéroport d'Erbil, à 21h 45. Les deux hélicoptères y ont déposé le nouveau gouverneur de Kirkuk, appelé Abou Qatiba al-Janani, alors qu'un land cruiser noir blindé portant la plaque d'immatriculation 557018 l'attendait. La voiture s'est dirigée vers la rue Al-Mohafaza, dans la ville d'Erbil, où Abou Qatiba al-Janan, un chef de Daesh, était passé, un jour avant de partir, par la même voiture, pour Kirkuk. Quelques jours plus tard, les Daeshistes ont commencé leur attaque contre cette ville. Les Daeschistes ont pris le contrôle de certaines zones et ont incendié les installations pétrolières de cette province. french.irib.ir 13.02

En complément. En vente libre.

- Le magazine de Daech cible la France - lefigaro.fr

Les djihadistes consacrent un numéro spécial aux attentats de Paris. Ils y exhortent leurs partisans à «frapper l'ennemi sur sa propre terre». lefigaro.fr 14.02

ECONOMIE

BCE sur les traces de la FED. Un système économique mafieux.

- Le marché de la dette des Etats se prépare au "tsunami" de cash de la BCE - AFP

Les chiffres donnent en effet le tournis puisque la Banque centrale européenne compte mettre 1.140 milliards d'euros sur la table pour enrayer les tendances déflationnistes en Europe et soutenir l'économie.

Cette manne, dont une première tranche de 60 milliards est attendue début mars, doit être surtout investie dans des titres de dette d'États en zone euro. Mais l'arrivée d'une telle vague d'argent a forcément des conséquences lourdes auxquelles le marché obligataire tente de se préparer.

"Nous sommes à la veille d'un changement profond sur le marché des dettes d'État", explique à l'AFP Cyril Regnat, expert obligataire de Natixis.

"L'ampleur de ce programme est inédite tant au niveau européen qu'au niveau mondial et son impact s'annonce massif", souligne aussi Amaury d'Orsay, responsable mondial taux pour la Société Générale CIB.

Pour prendre "la mesure du bazooka", décortique Patrick Jacq, expert obligataire de BNP Paribas, il faut se rendre compte qu'il représente "environ 7% du Produit intérieur brut (PIB) de la zone euro sur un an".

Une dimension comparable à celle du programme auquel la Réserve fédérale américaine (Fed) vient de mettre fin, qui représentait "6% du PIB des États-Unis". Mais, de fait, comme le déficit budgétaire américain était plus élevé, le plan

européen "dépasse de 4 points de pourcentage de PIB" celui de la banque centrale américaine, selon ses calculs.

Cela va maintenir les taux d'emprunts au plus bas. Ce programme "énorme forme une chape de plomb qui empêche les taux de remonter", observe M. Vanraes, gérant obligataire du fonds d'investissement EI Sturdza, basé en Suisse.

Cela va entraîner une "convergence de l'ensemble des taux sur la zone euro", ce qui, de fait, jouera plus en faveur des pays les moins solides, juge M. Regnat, , expert obligataire de Natixis..

Autre effet: ceux qui cherchent de meilleures rémunérations seront incités à quitter ce marché, où certains taux d'intérêt sont déjà négatifs.

"Aujourd'hui, l'encours d'obligations souveraines à des taux négatifs a dépassé 1.500 milliards sur un total de 4.500 milliards", évalue M. Vanraes. AFP13.02

Ce qu'ils ne disent pas ici, c'est que ces obligations souveraines à des taux négatifs permettent à ses détenteurs d'obtenir des prêts à taux zéro ou proche de zéro de la Fed qui ensuite font l'object de spéculation ou toute sorte de manipulation, titrisation, etc. Ces obligations souveraine leur servent de garantie à bon compte.

- La BCE s'inquiète de l'hypercroissance de la finance parallèle - AFP

Un dirigeant de la Banque centrale européenne (BCE) s'est inquiété vendredi de la forte croissance du système bancaire parallèle, activités non soumises au contrôle des autorités, susceptible de menacer la stabilité financière en zone euro.

"La taille du secteur de la finance parallèle a plus que doublé durant la dernière décennie", a déclaré Vitor Constancio, vice-président de l'institution monétaire, lors d'un sommet économique à Warwick en Grande-Bretagne.

Egalement connue sous le terme anglo-saxon de "shadow banking", la finance parallèle désigne des activités bancaires menées par des fonds d'investissements ou des assureurs. Ces derniers n'étant pas des banques, ils échappent à la réglementation bancaire et au contrôle autorités.

Selon une étude récente de la BCE, l'ensemble des actifs gérés par ce pan de la finance en zone euro est passé de 19.000 milliards d'euros fin 2013 à 23.000 milliards mi-2014. A cette même date, les actifs gérés par le secteur bancaire classique représentaient quelque 30.000 milliards d'euros.

"Si le "shadow banking" continue à croître à la même vitesse que durant la dernière décennie et que le crédit bancaire reste stable, les actifs du secteur bancaire non réglementé pourraient dépasser en taille ceux du secteur réglementé d'ici cinq ans", a souligné M. Constancio.

Une tendance qui s'explique notamment par un durcissement de la réglementation bancaire, qui incite certains acteurs financiers à se tourner vers des activités moins contrôlées.

"Du point de vue de la stabilité financière, l'émergence du secteur bancaire parallèle pourrait créer un risque qui doit être mieux compris et mesuré. (...) Ce à quoi nous assistons actuellement, c'est à la montée d'un secteur bancaire parallèle qui est lui aussi vulnérable" aux mouvements erratiques, a poursuivi M. Constancio.

Pour limiter ces risques, les autorités "devraient pouvoir imposer des limites d'exposition aux institutions réglementées vis-à-vis de la finance parallèle" ou encore "transférer certaines institutions non-réglementées dans le champ de contrôle des superviseurs", a plaidé le banquier central.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Réserve fédérale américaine ont récemment exprimé des craintes similaires en mettant en garde contre "les menaces" liées à l'exposition croissante des banques à la finance parallèle.

C'est un aveu de leur complicité dans le développement de ce système financier occulte ou mafieux. Tous les discours sur la transparence des machés financiers, sa réglementation, etc. sont destinés à endormir la population pendant que dans son dos ils passent leur temps à trafiquer...

Haut de page

Le 17 février 2015

CAUSERIE

On a ajouté 16 articles.

A quoi bon ajouter quelque chose puisque quoi qu'il arrive cela ne change rien aux comportements des uns et des autres. On en a marre de se répéter. Je n'ai pas récupéré, mon déménagement et la multitude de problèmes que j'ai dû résoudre en urgence les semaines suivantes m'ont achevé, plus une infection aux poumons dont je ne me remets pas. Si vous voulez alimenter la causerie, écrivez-moi, soyez concis.

La famille des chiens de garde de la pensée unique s'élargie de jour en jour.

Lu dans un article publié par le portail de Michel Collon provenant d'un blog hébergé par le site de Médiapart, dont l'auteur Eric Fassin est sociologue et professeur des universités.

- "*l'injure sexiste, homophobe ou raciste doit effectivement être réprimée.*"

La classe dominante qui tire profit des rapports sociaux de production existants et détient le pouvoir économique et politique ne peut espérer maintenir sa domination de classe qu'en maintenant les masses exploitées dans l'ignorance et en manipulant leur ignorance. C'est cette condition sociale et politique qui est à l'origine de ses préjugées qu'elle exploitent en les stigmatisant tout en leur désignant régulièrement des boucs émissaires vers lesquels elles devraient tourner leur haine au lieu de la diriger contre le régime en place.

Nous n'avons pas vocation en tant que militant ouvrier à encourager le législateur qui incarne les intérêts de la classe des exploiteurs à réprimer la classe ouvrière ou à soutenir une telle démarche, au contraire nous la condamnons sans appel.

Quand on refuse d'affronter la classe dominante, quand on refuse de se situer sur le terrain de classe du socialisme qui incarne les intérêts des travailleurs, on en vient infailliblement à adopter celui et ceux de ses ennemis.

Quand il m'arrive qu'un Indien me traite de sale Blanc, très rarement il faut dire, je ne m'offusque pas, je me dis que j'ai à faire à un pauvre type qui ne sait pas ce qu'il dit. Surtout, je n'en fais pas une affaire personnelle, je ne me sens pas concerné parce que j'ai à l'esprit l'origine sociale de cette réaction qui dépasse manifestement l'intéressé qui n'en a pas conscience, dès lors je ne peux pas le juger, encore moins souhaiter qu'on le réprime. Son comportement trahit son impuissance politique, un état de faiblesse, donc je ne vais pas en plus le culpabiliser et l'enfoncer un peu plus, il faut réfléchir un peu.

J'ai acquis par chance un niveau de conscience politique qui dicte ma conduite dans la vie quotidienne, mais j'admets que ce ne soit pas le cas de tous mes semblables sans pour autant les juger, sinon il faudrait traîner devant des tribunaux plus des trois quarts de l'humanité, c'est insensé, ridicule.

Je me souviens un jour avoir été pris à partie violemment par des pécheurs profondément arriérés qui en étaient arrivés à me traiter de la sorte. J'ai embrayé la discussion sur la dureté de leur condition et je leur ai parlé de mon passé, évoquant mon milieu familial très pauvre pour leur montrer que nous n'étions pas différents. En les examinant attentivement j'ai compris qu'ils avaient été agréablement surpris, ils devaient s'imaginer le Blanc arrogeant et supérieur alors que je venais juste de leur démontrer le contraire, au point qu'ils en sont arrivés un peu gênés à s'excuser de s'être emportés, je leur ai répondu que j'avais déjà oublié l'incident auquel ils faisaient allusion et ils me serrèrent tous la main chaleureusement en m'adressant un immense sourire.

Changer la société pour changer les hommes, tel est le point de départ de notre réflexion et le but de notre combat politique. Il faut bien comprendre à quoi conduit le fait de rejetter ce processus ou à l'inverser.

Vouloir changer les hommes, leurs idées ou leur mentalité, leur comportement sans changer la société sans qu'il n'existe pas le moindre indice permettant d'affirmer qu'elle serait en train de changer en meilleur, en pire assurément on a les preuves quotidiennement hélas, revient à faire en sorte que les hommes s'accommodent de la société telle que la classe dominante est en train de la façonner à son image pour conserver le pouvoir, quitte à ce qu'elle dégénère totalement, sombre dans le chaos et la guerre. Socialisme ou barbarie, il n'existe pas d'autre alternative.

A ceux qui ne veulent pas admettre que la classe dominante est à l'origine de tous les complots.

1- Le FBI accusé de fabriquer de faux complots terroristes - french.irib.ir

Mike German, ancien agent spécial du FBI pendant 25 ans, affirme que la lutte antiterroriste post-11 septembre 2001 a

totalement dérivé.

Dorénavant le FBI serait une agence qui doit faire du chiffre et des opérations spectaculaires pour avoir encore et toujours plus de budget.

Mike German accuse le FBI d'infiltrer puis de pousser certains jeunes musulmans à faire des attentats qui seront déjoués au dernier moment par l'agence. Des accusations extrêmement graves que le FBI ne semble pas avoir démenties pour l'instant.

L'ancien agent secret accuse aussi le FBI de surveiller et stigmatiser la Communauté musulmane américaine en n'hésitant pas à enfreindre certaines limites. french.irib.ir 16.02

La logique du FBI est la même que le Pentagone ou le complexe militaro-industriel-financier...

2- Un nouveau logiciel espion de la NSA mis au jour - LeMonde.fr

L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) aurait, selon d'anciens agents du renseignement américain, trouvé le moyen de dissimuler un logiciel espion dans les disques durs fabriqués par les sociétés Western Digital, Seagate, Toshiba et d'autres fabriquants. Ce procédé signifie que la NSA dispose des moyens de contrôler la majeure partie des ordinateurs dans le monde, affirment-ils à l'agence de presse Reuters.

Ces révélations interviennent après la découverte par le laboratoire Kaspersky, développeur de logiciels de sécurité informatique basé à Moscou, de la présence de groupes de programmes d'espionnage sur des ordinateurs dans plusieurs pays.

Kaspersky, qui a mis au jour une série d'opérations de cyberespionnage occidentales, précise que des ordinateurs personnels infectés avec un ou plusieurs programmes d'espionnage ont été recensés dans une trentaine de pays. Le pays le plus concerné est l'Iran suivi par la Russie, le Pakistan, l'Afghanistan, la Chine, le Mali, la Syrie, le Yémen et l'Algérie.

L'espionnage aurait pour cible des institutions militaires et gouvernementales, des sociétés de télécommunication, des banques, des entreprises du secteur de l'énergie, des chercheurs en nucléaire, des médias et des activités islamistes, ajoute Kaspersky.

La société moscovite n'a pas fourni le nom du pays derrière cette campagne d'espionnage mais a précisé qu'elle était étroitement liée au virus Stuxnet, cyber-arme utilisée pour attaquer des installations nucléaires iraniennes.

Vidéo

Obama: Les USA dirigent l'Ukraine ?
https://www.youtube.com/watch?v=HQgY4pJGCHI

Victoria Nulland avait révélé à son insu, l'année dernière, que le gouvernement de Kiev serait le sien. Barrack Obama déclare-t-il à présent la même chose d'une façon plus feutrée?

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre de classe à mort, qui en doutait ?

- La Grèce a 24 heures pour sauver sa peau auprès de l'Eurogroupe - Atlantico.fr

- La Grèce rejette un projet d'accord de l'Eurogroupe - Reuters

La Grèce a rejeté lundi lors d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles un projet de texte qui insistait sur la nécessité de prolonger le plan d'aide actuel, ont déclaré des responsables grecs.

- L'Eurogroupe donne un délai à la Grèce, jusqu'à vendredi - Reuters

Les ministres des Finances de la zone euro ont donné à la Grèce jusqu'à vendredi pour solliciter une prolongation de son programme d'aide international, prolongation qu'elle a rejetée ce lundi, hypothéquant d'autant les chances de succès des discussions sur sa dette.

Avant l'ouverture des discussions, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble avait dit que la Grèce avait vécu au-dessus de ses moyens depuis longtemps et que l'Europe ne se sentait pas l'envie de lui donner encore plus d'argent sans qu'elle garantisse de mettre ses finances publiques en ordre.

Un banquier grec a estimé que la position d'Athènes était de mauvais augure pour les marchés et le secteur bancaire. La Banque centrale européenne (BCE) doit examiner mercredi pendant encore quelle durée elle peut autoriser la banque centrale grecque à continuer à fournir des liquidités d'urgence (ELA) pour maintenir les banques grecques à flot.

"C'est une évolution très négative pour l'économie et les banques. Les retraits au guichet vont continuer. Nous perdons de 400 à 500 millions d'euros tous les jours, cela veut dire deux milliards à peu près chaque semaine. Il y aura de la pression sur les actions et les rendements obligataires demain", a estimé le banquier.

Selon une source proche de la BCE, il est cependant peu probable que celle-ci ferme le robinet des liquidités aux banques grecques tant que les modalités d'un éventuel futur programme d'aide sont encore en discussion.

La banque américaine JPMorgan estime que les dépôts des banques grecques fondent de deux milliards d'euros par semaine et qu'à ce rythme ces dernières se retrouveront à court de garanties pour de nouveaux prêts dans 14 semaines.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras réclame un programme-relais de quelques mois, le temps de se mettre d'accord sur un plan qui se substitue au programme d'aide en cours, synonyme pour les Grecs d'une austérité insupportable.

La question est pour partie d'ordre sémantique: les Grecs ne veulent pas entendre parler de quoi que ce soit qui ressemble à une "prolongation" de l'ancien programme de renflouement ou qui conforte le rôle de la troïka.

Membre de cette dernière, le FMI a fait savoir, par la voix de sa directrice générale Christine Lagarde, qu'il n'y aurait plus de versement de fonds à la Grèce tant qu'elle ne progresserait pas dans les réformes.

"Nous nous attellerons à la procédure d'examen le moment voulu et établirons si oui ou non certains engagements pris, une bonne partie ou la totalité, ont été dans les faits respectés", a expliqué Christine Lagarde. "Si la conclusion est que ce n'est pas le cas, alors le versement par le FMI ne pourra avoir lieu". Reuters 16.02

En famille. Au-delà du populisme. Comment légitimer le chef de guerre Hollande ?

- Grèce : Mélenchon veut «convaincre» l'Elysée - Libération.fr

Jean-Luc Mélenchon, qui a sollicité un entretien par courrier avec François Hollande, a rendez-vous ce mardi à l'Elysée. Le dirigeant du Parti de gauche veut évoquer la position de la France à propos de la Grèce lors du prochain conseil européen et dire au président de la République «qu'il ne faut pas céder à la menace de la Banque centrale européenne. [….] Je n'ai pas d'autres moyens que celui de la discussion, de convaincre François Hollande qu'il ne peut pas accepter que la Banque centrale européenne coupe les vivres à ceux qui n'obéissent pas à la Troïka». Puis : «Il ne s'agit pas pour moi de représenter les Grecs auprès de François Hollande. J'y vais en tant que Français, comme quelqu'un qui a contribué à sa victoire en 2012 et pour dire que la France tient sa chance de réorienter la politique européenne.»

Pour Jean-Luc Mélenchon, «la partie qui se joue est trop grande, trop belle pour rester dans l'attitude politicienne» sans agir. L'ancien candidat à la présidentielle veut convaincre François Hollande qu'il faut «un bras de fer avec l'Allemagne» pour régler le cas grec. Libération.fr 16.02

Le Hollande du TSCG, de l'ANI, de la loi Macron, du Pacte de responsabilité, de la guerre au Mali, en Centrafrique, en Irak, etc. Mélenchon, quel misérable charlatan !

Pour qui roule Mélenchon ? Il donne lui-même la réponse.

Choc des civilisations et stratégie du chaos mondialisée.

En réalisant un amalgame entre terrorisme et islamisme, ils signifient par là que la religion musulmane serait à l'origine du terrorisme, il faut donc en déduire que tout adepte de cette religion pourrait basculer dans le terrorisme un jour ou l'autre. On est là dans la même logique que les caricaturistes de Charlie Hebdo qui ne représentaient pas un prophète ou un chef religieux fanatisé mais visaient l'ensemble d'une communauté de croyants.

La criminalisation des musulmans ne serait rien sans son pendant car il faut bien qu'elle profite à quelqu'un, d'où

l'association permanente avec l'antisémitisme. Le musulman est le mauvais et le juif est le bon, rien de tel pour alimenter l'antisémitisme, c'est le but recherché. Le musulman serait arriéré et anti-républicain, antidémocrate, tandis que le juif serait progressiste et démocrate.

Ce ne sont pas les puissances occidentales qui seraient à l'origine du terrorisme ou mieux qui seraient directement impliquées dans le terrorisme, ce serait certains Etats qui l'alimenteraient, au hasard l'Afghanistan, l'Irak, , la Lybie, la Syrie, le Yémen, etc. avec bien sûr le soutien de l'Iran, la Russie, la Chine, Cuba, le Venezuela, la Bolivie, l'Argentine, etc.

Ce ne seraient pas les puissances occidentales qui auraient déclenché des guerres contre 7 pays dont la population est à majorité musulmane les 13 dernières années. On en revient au XIXe et XXe siècle avec leurs guerres de rapine, qui sont animées également par des intentions louables puisque civilisatrices et libératrices de la tyrannie et de l'obscurantisme, à l'exception toutefois des pays du Golfe persique qui sont épargnés puisque chacun sait que leurs régimes sont des modèles en matière de démocratie et de liberté.

En réalité, les tyrans et les gardiens de la tyrannie ou des puits de pétrole se sont les chefs d'Etat des pays occidentaux, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, etc.

Le règne de la terreur : C'est l'UE et l'OTAN.

- L'Europe sous la pression du terrorisme islamiste - LeFigaro.fr

- Nétanyahou appelle les Juifs d'Europe à émigrer en Israël - LeFigaro.fr

A croire qu'il n'était pas au bon endroit le 7 janvier et le regrette.

- «On voit bien que la vigilance retombe», s'inquiète un membre de Charlie Hebdo - 20minutes.fr

Valls sous influence sioniste, cela ne fait aucun doute.

Grille de lecture.

- Tous font le procès de Dumas qui a toujours soutenu la cause palestinienne contre Israël.

- Ils font le procès de Dumas, alors que c'est le journaliste de BFM qui a utilisé dans sa question la formule "sous influence juive".

- Dumas n'a sans doute jamais confondu juif et sioniste, dans son esprit il devait penser sioniste, il n'a fait que reprendre la formule du journaliste.

- Roland Dumas estime que Manuel Valls est «probablement sous influence» juive - 20minutes.fr

Commentaire d'un internaute.

- "J'ai regardé entièrement l'interview ce matin. Roland Dumas mettait clairement les formes dans son propos. Il enfonçait une porte ouverte. Ensuite il en a parlé pcq il expliquait comment Valls l'avait agressé verbalement du fait du positionnement pro-arabe de Roland Dumas. Et lorsque Roland Dumas parle d'influence, il le fait pour décrire une situation. Maintenant on note bien comment la propagande et la désinformation se met en branle tout de suite pour tenter de nous le faire passer comme 'un vieux réactionnaire antisémite' ! Cela montre à tel point notre démocratie est sous l'emprise de lobbies."

Extraits de l'interview.

Dumas : Le père était un républicain espagnol formidable, un bon peintre, il est toujours resté en France et il a toujours refusé de retourner en Espagne du temps de Franco. Ca signifie quelque chose pour moi, Guernica ça un sens. Et lui il a pris le point de vue contraire.

En d'autre terme Valls a pris celui du franquisme. Là non plus Dumas ne se rend pas compte de ce qu'il vient de dire, il a 92 ans et à cet âge là le cerveau ne réagit pas de la même manière qu'à 40 ou 50 ans par exemple.

Le journaliste : il est sous influence juive

Dumas : Probablement. Je peux le penser. Tout le monde a un peu d'influence.

Le journaliste : sous l'influence de sa femme

Dumas : Bien sûr, pourquoi pas, pourquoi ne pas le dire, c'est une réalité.

J'ai peut-être loupé un épisode, mais apparemment ce matin plus aucun média ne reprenait cette info. L'amalgame ou la ficelle était-elle un peut trop grossière et trop risquée ?

Le sionisme et le fascisme font bon ménage à Kiev ou Tel-Aviv, qui l'évoque ?

- Manuel Valls utilise pour la première fois le terme "islamo-fascisme" - Francetv info

L'islamo-fascisme nous fait penser à l'hitléro-trotskisme. Leur cible : les populations syrienne, irakienne, palestinienne, libanaise, iranienne, afghane, etc. qui résistent à la politique impérialiste américaine. Hier les trotskistes qui résistaient au stalinisme.

On retrouve notamment trace de cette expression dans les propos de l'ancien président américain George W. Bush, le 6 août 2006. Pour L'Obs, le clin d'oeil de Manuel Valls aux "néo-cons" est donc évident. (Tous les fanatiques recourent à des méthodes cruelles, barbares, la CIA et le Pentagone ou les "néo-cons" en plus sophistiquées...

L'expression à un autre défaut: l'utilisation du mot "islam" semble englober la religion et ses pratiquants dans leur totalité. Un raccourci qui pose problème, selon certains observateurs. lexpress.fr 16.02

Commentaire d'un internaute

- "Les pays où l'islam est en situation dominante entrent dans la catégorie désignée par le Premier ministre. "

Et l'officine de presse de la propagande officielle nauséabonde prend le relais.

- Attaques de Copenhague: l'Europe en état d'alerte face à la menace de "l'islamo-fascisme" AFP

Qui visent-ils ? Les musulmans.

"Il faut désormais une rupture", Valls a poursuivi. "Il faut que l'islam de France assume, qu'il prenne totalement ses responsabilités, c'est ce que demandent d'ailleurs l'immense majorité de nos compatriotes musulmans", a ajouté Manuel Valls. (Une rupture avec quoi, l'antisionisme qu'il assimile à l'antisémitisme ? - ndlr)

Qui défend-il ? L'Etat sioniste.

"Pour combattre l'islamo-fascisme, puisque c'est ainsi qu'il faut le nommer, l'unité doit être notre force", a déclaré le Premier ministre sur RTL. "Il ne faut céder ni à la peur, ni à la division. Mais il faut en même temps poser tous les problèmes: combattre le terrorisme, mobiliser la société autour de la laïcité, combattre l'antisémitisme". AFP 16.02

La laïcité doit être mise au service d'Israël autrement dit...

- Profanation de tombes juives : Hollande appelle à un "sursaut" national - Francetv info

Un modèle social, vraiment ?

- Suède: la brutalité de deux agents de sécurité à l'encontre d'un enfant musulman - french.irib.ir

La brutalité de deux agents de sécurité à l'encontre d'un enfant musulman a choqué la Suède après la diffusion de vidéos, lundi 9 février, prises dans la gare de Malmö.

Dans les courtes scènes filmées le 6 février par des passants, on y voit un enfant âgé de 9 ans violemment plaqué au sol par un agent de sécurité. Ce dernier appuie sur la tête de l'enfant, en pleurs, et va jusqu'à la cogner sur le sol. La violence est telle qu'il lui est difficile de respirer. Entre deux sanglots, on entend alors le jeune garçon, présenté comme d'origine marocaine, prononcer l'attestation de foi (shahada) en levant le doigt vers le ciel. Avec le peu de force dont il dispose, Il se débat, en vain : un second agent de sécurité vient lui immobiliser ses jambes.

Quelle raison a bien pu entraîner autant de violence contre l'enfant ? La réaction des agents de sécurité surprend tant elle est largement disproportionnée à l'infraction constatée : le jeune voyageait sans ticket dans le train.

Un témoin de la scène a affirmé au quotidien suédois Sydsvenskan que les images ne rendaient pas toute la violence de l'interpellation. « On ne peut pas ressentir ce que font les cris du garçon implorant à l'aide, sa prière et le bruit sourd de son crâne contre le sol en pierre », a-t-il raconté dans l'anonymat.

La police, qui a minimisé dans un premier temps la violence, a présenté ses excuses quelques jours plus tard pour avoir minimisé la disparition. Une enquête a été ouverte après la diffusion de la vidéo et un des agents a été suspendu.

Relâché, l'enfant avait été ramené au foyer où il avait été placé à son arrivée en Suède mais il a fui peu de temps après. Après plusieurs jours de recherches, il a été retrouvé le 13 février par la police dans le pays voisin, le Danemark. french.irib.ir 16.02

ACTUALITE EN TITRES

Stratégie du chaos et de la guerre

- Nouvelles sanctions de l'UE autour de la crise ukrainienne - Reuters

- En Ukraine, les accords de Minsk 2 ont (déjà) du plomb dans l'aile - Le Huffington Post

- Turquie: la colère monte après le meurtre sauvage d'une étudiante - AFP

- Birmanie : les combats entre l'armée et des rebelles continuent dans le Nord - LeMonde.fr

- Après l'exécution de 21 chrétiens, l'Égypte bombarde l'Etat islamique en Libye - LeFigaro.fr

- L'Italie prête à envoyer 5000 soldats pour lutter contre Daech en Libye - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Syrie : changement de cap de l’Occident, Assad est le gagnant - french.irib.ir

Selon le quotidien Al-Hayat, le changement radical de la position de l’Occident, fait du président Bachar al-Assad le gagnant des événements de la Syrie.

Le quotidien arabophone Al-Hayat qui paraît à Londres a publié dimanche 15 février un article signé par Elias Harfoush qui souligne que désormais l’Occident modifie radicalement son approche quant à la crise syrienne, et considère le gouvernement du président Bachar al-Assad comme une partie de la solution et non pas une partie du problème. L’auteur estime que c’est une victoire très important pour le président Assad de voir l’Occident changer d’approche envers son gouvernement, en revenant sur sa position prise il y a quatre ans au début de la crise. L’auteur de l’article ajoute qu’il ne faut minimiser l’importance des déclarations de l’émissaire spécial de l’ONU pour la Syrie, Staffan de Mastura qui confirme, lui aussi, que le gouvernement de Damas est une partie de la solution de la crise syrienne, bien que les opposants au gouvernement d’Assad veulent le nier par toute leur force.

Selon l’article d'Al-Hayat, aujourd’hui, le gouvernement du président Bachar al-Assad n’est plus considéré comme un obstacle devant les efforts politiques pour trouver une solution à la crise. Al-Hayat ajoute que la position du président des Etats-Unis Barack Obama qui exigeait autrefois le départ de Bachar al-Assad, s’est transformée, et il appelle aujourd’hui implicitement Assad à rester à la tête du pouvoir. L’article conclut qu’il s’agit d’un changement de cap majeur, car Washington soutient maintenant les initiatives de la Russie pour résoudre la crise en Syrie, tandis que l’Occident avoue que la crise syrienne ne serait résolue que par la diplomatie, ce qui signifie en quelque sorte que l’Occident accepte les conditions du président Bachar al-Assad pour la sortie

de la crise. french.irib.ir 16.02

2- Yémen

- La résolution onusienne sur «la propagation du terrorisme», au Yémen - french.irib.ir

Les restes du scenario interventionniste du Conseil de sécurité des Nations Unies, en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, sont considérés, par l'opinion publique mondiale, comme une stratégie de calculs erronés et illégitimes.

Selon la chaîne internationale Sahar, citant Farsnews, le Conseil de sécurité des Nations Unies a mis au point un projet de résolution interventionniste contre le mouvement d'Ansarallah.

Ce projet de résolution prévoit la mise à l'écart du Mouvement Ansarallah du pouvoir, au Yémen. Cette résolution interventionniste, demande aux forces d'Ansarallah de se mettre, "avec bonne foi", à la table des négociations, sous l'autorité de Jamal Ben Omar, l'envoyé spécial de l'ONU, au Yémen, et de libérer Abda Rabbo Mansour Hadi, le Président yéménite, et son Premier ministre, Khaled Behah, assignés à résidence, par le Mouvement Ansarallah. Samedi soir, le Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), a tenu une réunion d'urgence, à Riyad, sur les évolutions yéménites, poussant le Conseil à adopter une résolution, sous le chapitre 7 de la Charte des Nations unies, qui permet des sanctions et le recours à la force, en cas de non-respect. Cette résolution n'a pas été placée sous le chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, toutefois, elle peut être considérée comme un prélude à l'ingérence de ce Conseil, dans les affaires intérieures du Yémen.

Le Conseil de sécurité commencerait, d'ailleurs, à s'immiscer, au Yémen, par une considération particulière, et tout de suite après, il interviendrait, directement. L'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Syrie sont des exemples manifestes du scénario onusien.
En particulier, les cas libyen et syrien ressemblent beaucoup à celui du Yémen. Les restes du scénario interventionniste du Conseil de sécurité des Nations Unies, en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, sont considérés, par l'opinion publique mondiale, comme une stratégie de calculs erronés et illégitimes. La destruction des infrastructures, des ressources énergétiques et humaines, les dommages sociaux consécutifs aux meurtres, aux violences et à la sauvagerie, en un mot, la création d'un climat propice au «développement du terrorisme», sont les principaux résultats de cette politique, qui s'étend de points tribaux, très loin, au Pakistan, jusqu'à la Tunisie, au Nigeria et à l'Europe.

L'appel du Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), à l'adoption, par le Conseil de sécurité des Nations Unies, d'une résolution contre le Mouvement Ansarallah, témoigne de l'ingérence flagrante des membres du CCGP, dans les affaires intérieures du Yémen, pour décider du sort des Yéménites. Et ce, alors que la révolution des Yéménites a commencé, grâce au soutien populaire, et aux efforts déployés, pour la construction d'un nouveau Yémen, démarches qui sont, donc, soutenues par la nation, notamment, la lutte contre le terrorisme, qui est considérée comme le souhait de longue date du peuple yéménite. Le terrorisme, qui, tout au long de ces dernières décennies, a empêché le progrès et le développement, au Yémen. L'adoption de telles résolutions ne contribuera-t-elle pas à l'extension géographique du terrorisme, au Yémen, et dans d'autres points du monde ? Le Conseil de sécurité des Nations Unies n'a, rien, fait d'autre pour éradiquer ce fléau que l'autorisation de la formation d'une Coalition anti-Daesh, en Irak et en Syrie, une Coalition, dont la diffusion de vidéos sur l'acheminement d'aide aérienne aux éléments de Daesh, a levé un coin du voile sur ses intentions réelles. Pourquoi, le Conseil de sécurité de l'ONU, ne permet-il pas aux fils de l'Irak, de la Syrie et du Yémen, de lutter contre ce fléau mortel ? Des hommes, qui connaissent bien la géographie de leur propre région, et qui souhaitent reconstruire et contribuer au développement et au bien-être de leur pays. french.irib.ir 16.02

ECONOMIE

Algérie

L'Algérie doit accélérer ses réformes économiques (FMI) - french.irib.ir

L'Algérie doit accélérer ses réformes économiques, bien qu'elle dispose d'atouts susceptibles de l'aider à faire face aux conséquences de la chute des prix du pétrole, a estimé un responsable du Fonds monétaire international, jeudi, à Alger.

"L'Algérie est beaucoup mieux préparée et sa position est plus forte, par rapport aux années 1980, pour faire face aux chocs externes liés à la chute des cours mondiaux de brut", a déclaré le directeur du département Moyen-Orient et Afrique du Nord, au FMI, Masood Ahmed, selon des propos rapportés par l'agence APS.

"La politique macro-économique prudente menée par les autorités algériennes est à l'origine de cette position", a expliqué M. Ahmed, précisant que l'Etat algérien "a réussi à développer et à renforcer des marges de manoeuvre budgétaires, qui ont permis au pays de mener des ajustements, face à cette nouvelle conjoncture".

Le représentant du FMI a, cependant, relevé des "vulnérabilités", ressenties, avant même la dégringolade des prix du pétrole, risquant de fragiliser la position extérieure de l'Algérie.

Il s'agit, notamment, du creusement du déficit budgétaire et de la balance commerciale, sous l'effet de la hausse des dépenses publiques et des importations.

La loi de finances de 2015 prévoit un déficit de 41 milliards d'euros.

L'Algérie tire du pétrole plus de 95% de ses recettes extérieures et la fiscalité de l'or noir représente 60% de son budget.

En signant la loi de finances 2015, le 30 décembre 2014, le Président algérien, Abdelaziz Bouteflika, avait estimé que "l'Algérie traversera, sans difficulté majeure, les graves perturbations que connaît le marché international des hydrocarbures".

L'Algérie, dont l'endettement public est, actuellement, quasi-nul, et les réserves de change, estimées à quelque 185 milliards de dollars, "n'est pas, aujourd'hui, en situation de crise", a estimé M. Ahmed. french.irib.ir 14.02

Haut de page

Le 21 février 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles demain, il n'y a rien qui presse...

On se demande à quoi peuvent servir ces causeries. A rien sans retour comme tout le reste...

Tout passe et que se passe-t-il ? Rien.

Tout est normal en somme. Passez un bon week-end.

On se demande ce qu'en pensent les Irakiens et les Syriens qui croulent sous la guerre. Nous sommes à leur côté et nous nous sentons bien seul.

Unité nationale des populistes de l'extrême droite à l'extrême gauche. Un échec ? Une crise ? Lequelle, laquelle ?

La loi Macron va s'appliquer c'est l'essentiel, et les affairistes du PS vont faire leur compte et rester au bercail...

Quelques réflexions politiques.

Ils ont le champ libre... ou presque.

Ils ont le champ libre dans la mesure où il n'existe plus aucun parti ouvrier combattant pour le socialisme à part en parole ou totalement marginalisé, coupé des masses. Presque, parce que les masses résistent partout dans le monde.

A ceux qui ignorent encore ce qu'est le socialisme ou qui l'aurait oublié, il repose d'une part sur le développement des forces productives ou le niveau atteint par le développement économique permettant de satisfaire les besoins de l'ensemble de l'humanité une fois libérées du carcan du mode de production capitaliste ; la lutte des classes, ce qui en soi ne suffit pas à garantir le passage du capitalisme au socialisme ou assurer la survie et le développement harmonieux de la civilisation humaine, puisque pour remporter la victoire ou vaincre l'un des deux ennemis engagés dans cette lutte à mort doit périr, disparaître ou abdiquer ses droits ce qui revient au même, et que pour parvenir à cet objectif la classe dominée, celle des exploités, la classe ouvrière doit impérativement s'organiser, se rassembler, se doter d'une direction, d'un parti orientant son combat et définissant ses tâches pour atteindre cet objectif, conquérir le pouvoir politique, condition sans laquelle c'est la classe des capitalistes qui remportera la victoire, sèmera le chaos, la terreur, la désolation et la guerre pour conserver son pouvoir devenu tyrannique, cruel, monstrueux, barbare.

Donc être animé de généreuses intentions ne suffit pas, résister ne suffit pas, lutter ne suffit pas, sans théorie et sans

programme incarnant l'objectif politique que la classe ouvrière doit atteindre, sans conscience de la nécessité de remplir impérativement cette condition l'humanité est vouée à la barbarie, la déchéance ou signe son arrêt de mort, car vivre dans un monde aussi cauchemardesque c'est être déjà mort quelque part, dialectiquement la barbarie est la négation de la civilisation humaine et tous ses acquis.

La seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours a démontré que la classe des exploités n'avait pas été capable de remplir cette condition politique parce que ses dirigeants ont failli ou se sont laissé corrompre par le capitalisme. Le socialisme sera condamné à demeurer une utopie tant que nous n'aurons pas été en mesure de remplir cette condition, de tirer les enseignements pratiques de la lutte de classes au cours de cette période. Toute discussion ou analyse qui évacue cette question ou cet aspect de la réalité est vaine, inutile, sans intérêt, une perte de temps et d'énergie. Que ce soit l'attitude adoptée jusqu'à présent par tous ceux qui prétendent parler en notre nom est le principal problème que nous avons à résoudre pour aller de l'avant.

On s'aperçoit que la stratégie politique adoptée envers le PS et le PCF ou les rapports établis avec ces partis, avec les institutions et le capitalisme, ses représentants étaient erronés ou ont conduit à la faillite de l'avant-garde du mouvement ouvrier ou n'ont pas permis de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui. Il y en a qui se résignent à dire que cela n'a rien à voir, et que finalement la situation actuelle serait le produit d'un processus inéductable, généralement ils ne l'affirment pas si ouvertement, ils le sous-entendent seulement car en allant au bout de leur raisonnement on en arriverait à la conclusion que les conditions pour que se réalise le socialisme ne seront finalement jamais réunies, ce qui signifie qu'ils n'y croyaient pas eux-mêmes, or quand on ne croit pas en la réalisation de quelque chose il n'y a aucune chance qu'elle se réalise, rappelons-nous que pour Marx le socialisme n'était pas un objectif gagné d'avance mais seulement une possibilité qui pouvait ou non se réaliser, autrement dit qui pourrait bien ne jamais se réaliser si on ne s'en donnait pas les moyens, or à ce jour on a démontré qu'on en était incapable.

Pendant près de 70 ans on a absolument voulu faire jouer un rôle au PS et au PCF au sein du mouvement ouvrier, même au-delà. On est incapable de proposer aux travailleurs une perspective politique dans laquelle ils seraient exclus, de même pour les appareils pourris des syndicats. Il était impossible de concevoir la lutte de classe sur une position indépendante ce ces partis et des institutions auxquelles évidemment il faut aussi absolument participer, même quand elles prennent ouvertement les contours d'une dictature. Il ne s'agissait pas de nier leur existence évidemment, mais de refuser toute collusion, toute compromission, tout ménagement, tout aménagement de nos rapports avec ces partis pourris, les combattre au même titre que les partis officiels de la classe dominante en demaurant strictement sur le terrain de classe des exploités dans la perspective du renversement du régime en place et du socialisme.

Ces partis ont défiguré, gangrené, dévasté puis détruit le mouvement ouvrier au nom du socialisme pour le compte de la classe dominante dont ils sont les représentants ou agents, c'était donc uniquement comme tels qu'il fallait les traiter.

Depuis mai 2012 certains très hypocritement feignent de découvrir que le PS est un parti de droite, du capital, de la réaction, alors qu'il en a toujours été ainsi depuis 1914.

Le PS aurait changé et ne serait pas arrangé avec le temps. Mais le FN n'aurait-il pas changé, ne se serait-il pas bonifié avec le temps pour adopter des positions en faveurs des exploités et des opprimés digne d'un parti ouvrier pendant qu'on y est ? C'est ce que certains travailleurs estiment, il faudrait donc reconnaître qu'ils n'ont pas tout à fait tort et qu'il y aurait aussi du bon dans le FN, qui par ailleurs est lui aussi un parti du capital. Pourquoi finalement ne pas le ménager ou s'en accommoder ou ne pas lui reconnaître aussi des qualités malgré ses innombrables défauts, on peut aller très loin avec ce genre de logique.

On nous dira encore qu'il ne faut pas confondre le PS et le FN, certes, le premier était un parti ouvrier, autrefois, il y a un siècle mais cela fait belle lurrette qu'il n'était plus qu'un parti petit-bourgeois lié au capital comptant dans ses rangs de grands bourgeois, exactement comme le FN puisque finalement ils ont le même fond de commerce, la petite bourgeoisie, les couches ou classes moyennes que le PS lui dispute justement, et cette proximité n'est pas étrangère à la politique adoptée par le PS jusqu'en 2012 puisque maintenant les dirigeants de l'oligarchie financière exigent qu'il s'attaque à ces classes ou couches qui tendent à s'orienter vers le FN qui demeure seul en lice pour les défendre, d'où son succès électoral relatif. Après s'être attaqué à la classe ouvrière et avoir muselé ou laminé le mouvement ouvrier, le PS continue le sale boulot et s'attaque aux classes moyennes qui espèrent trouver son salut dans l'extrême droite qui prendra le relais du PS quand celui-ci ne pourra plus aller plus loin dans l'application de son programme néolibéral, ce sera au tour des fascistes de s'en prendre au prolétariat et au mouvement ouvrier à moins que dans un premier temps ils s'en servent pour attaquer les classes moyennes, avant de les retourner contre la classe ouvrière, le schéma classique de la dictature fasciste quoi.

Quant au PCF, on ne va pas reprendre ici son histoire qui n'a été qu'une suite de trahison depuis le milieu des années 20 quand il fut stalinisé, les derniers événènements suffiront, ils confirment son épouvantable passé.

Le PCF est membre du Front de gauche tout comme le PG. Mélenchon s'est adressé lundi à Hollande qui devait le recevoir mardi à propos de la situation en Grèce.

- Grèce : Mélenchon veut «convaincre» l'Elysée - Liberation.fr 16.02

Mélenchon allait-il demandé à Hollande de bien vouloir prendre en considération les intérêts du peuple grec ? Impossible puisqu'il a soutenu depuis trois ans tous les plans d'austérité que la troïka lui a imposés, alors que simultanément il s'apprêtait à faire passer la loi Macron en recourant à l'article 49.3 de la Constitution de la Ve République, qui en quelque sorte est déjà en application en Grèce. Alors qu'allait-il donc faire au Palais ? Convaincre "François Hollande qu'il ne peut pas accepter que la Banque centrale européenne coupe les vivres à ceux qui n'obéissent pas à la Troïka" et de la nécessité de "réorienter la politique européenne", en somme Mélenchon nous refait le coup Hollande à propos du TSCG qu'il a adopté sans qu'il soit révisé. Dans le rôle de l'idiot utile au régime, il n'est pas mal dans son genre.

Bref, on aura compris que le bouffon Mélenchon ne ménageait pas ses efforts pour légitimer Hollande. Mélenchon confirmera qu'il n'entendait pas "représenter les Grecs auprès de François Hollande", parce qu'il ne pouvait pas se départir de son rôle de vassal de son suzerain en affirmant "J'y vais en tant que Français, comme quelqu'un qui a contribué à sa victoire en 2012" dont visiblement il n'a pas honte ou ne regrette rien.

S'il ne représentait pas les Grecs, qui d'autre pouvait-il représenter à part la Troïka ? Et ses amis de Syriza, dès lors qu'ils refusent de rompre avec la Troïka et l'euro, qui représentent-ils ? Les mêmes intérêts que Hollande.

Et quand Mélenchon et ses camarades du PCF et des Verts ont accepté d'être ministres de Chirac, le représentant du parti de l'ordre, c'était pour que Chirac applique quelle politique à part celle conforme à la classe des capitalistes ? Ils ont tous choisi librement, délibérément, de servir le régime en place, de se situer dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, dès lors étaient-ils de gauche ? Bien sûr que non, ils signifiaient pas là que les liens qu'ils pouvaient avoir avec la classe des exploités étaient une impostrure, une escroquerie politique faite pour les dupés.

On peut remonter près d'un siècle en arrière et faire chaque fois le même constat qu'il s'agisse du PS ou du PCF. Sauf qu'on n'en a pas tenu compte. Souvent par dogmatisme, fétichisme, culte de la personnalité envers Lénine et Trotsky. Dès lors que la révolution russe et que le parti bolchevik étaient passés sous la coupe du stalinisme et que l'opposition de gauche était vaincue, il aurait fallu tirer les enseignements de la période précédente de la lutte de classes dont toutes les conséquences apparaîtront plus clairement qu'après la mort de Lénine en 1924, ainsi que les erreurs commises ou les faiblesses ou insuffisances que renfermaient les analyses qui avaient été faites précédemment et qui étaient pour ainsi dire inévitables, de manière à modifier la stratégie à adopter face à la social-démocratie dégénérée et au stalinisme au regard de l'évolution de la situation, etc. au lieu d'entonner éternellement le même refrain... jusqu'à nos jours.

On va nous dire que c'est remettre beaucoup de choses en question, que c'est une question trop vaste et qu'on ne peut pas la traiter d'un bloc, etc. On est prêt à admettre toutes les hypothèses ou critiques qu'on voudra, on cherche à comprendre uniquement, on n'a pas d'idées proconçues ou de réponses toutes prêtes aux questions qu'on soulève, on se dit simplement que soit notre rechercher doit s'orienter dans cette direction, soit il faut admettre la fatalité, que les choses se sont passées de la sorte parce que c'était inévitable, peut-être parce que le capitalisme aurait fait preuve de ressources insoupçonnées, d'une vitalité incroyable, alors qu'en réalité il fut au bord du gouffre plus d'une fois au cours des 70 dernières années, dès les années 50, puis à la fin des 60, et encore dans les années 70, idem au début des années 80, bref, on se dit que cette version des faits ne colle pas, il y a eu trop de crises, trop de guerres au cours de la seconde moitié du XXe siècle, de révolutions et de contre-révolutions aussi, autant d'occasions de construire le parti, occasions manquées, brisées, trahies.

On ne peut pas développer une stratégie politique conforme au socialisme sans remettre en cause la conception de la lutte de classe que l'on a adoptée lors de la seconde moitié du XXe siècle qui nous a conduits à la situation actuelle.

On a voulu nous faire croire qu'il suffirait de ménager notre bourreau pour qu'il nous épargne et nous nous sommes lourdement trompés, fourvoyés. Vous avouerez qu'au regard de l'enjeu, c'est très grave, non ?

Impossible de vaincre tout un peuple. Impossible de vaincre notre ennemi sans une vision claire de la situation.

En Irak, les Américains n'ont pu vaincre, parce qu'ils devaient affronter la majorité des Irakiens qui soutiennent la souveraineté et l'unité de l'Irak. En Syrie, la horde de mercenaires sanguinaires qui sert de supplétif à l'OTAN ne peut vaincre tout un peuple qui s'est soulevé pour défendre son droit à l'autodétermination. En Palestine, le fascisme sioniste ne peut vaincre car il a tout un peuple contre lui. En Ukraine, la majorité du peuple rejette la guerre, le fascisme et la régression sociale que veulent lui imposer le FMI, l'UE et Washington.

En Grèce, le peuple refuse de nouveaux sacrifices. En France, les masses exploitées refusent d'être davantage exploitées. Il en va ainsi en Espagne, en Italie, au Portugal, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, partout dans le monde, ce qui prouve que la base du socialisme demeure solide.

L'impérialisme anglo-saxon-sioniste a répondu à la véléité d'indépendance de l'Irak et de la Syrie par la guerre, idem pour Ukraine. Sera-t-il tenté d'étendre cette méthode à d'autres pays ou continents, à la terre entière ? Nul ne peut répondre à cette question pour l'heure. Disons que s'il se trouvait acculé ou ne pouvait plus avancer sur la voie qu'il s'est fixé, il pourrait y

recourir, visiblement il y prépare les esprits, il les conditionne de telle sorte de les préparer à la guerre, c'est aussi un puissant moyen psychologique pour traumatiser les masses et leur indiquer au passage leur futur ennemi, la Russie et éventuellement la Chine qui jusqu'à présent contrairement aux puissances occidentales (ou à l'OTAN) n'ont attaqué ou bombardé aucun pays à ce jour. Il faudrait par exemple qu'ils ne puissent pas conclure leur projet de traité transatlantique pour qu'ils recourent à la guerre, autrement dit ils emploieraient un autre moyen politique pour parvenir à leurs fins.

La guerre est l'expression de la crise du capitalisme quand elle ne peut plus être contenue ou risque d'emporter à tout moment leur système économique, lorsqu'il est menacé d'effondrement, quand politiquement ils ne peuvent plus gouverner comme avant, elle est utile pour neutraliser le mouvement ouvrier et rassembler le peuple autour de son chef d'Etat ou sauveur suprême qui réalise ou incarne l'unité nationale, quand ils ne peuvent aller plus loin dans l'application de leur politique antisociale ou qu'ils craignent d'affronter la classe ouvrière, les chefs des syndicats ouvriers et patronaux pactisent dans un même élan patriotique nauséabond, la collaboration de classes bat son plein...

L'économie d'armement ou de guerre est rentable pour les capitalistes. En période de crise aigüe elle devient la seule source de profit vraiment intéressante pour les nantis qui ont accumulé des capitaux dans des proportions faramineuses lors de la période précédente, et qui ne trouvent plus sur le marché de placements suffisamment sûrs et juteux où réaliser des profits substantiels.

Et puis la guerre permet de détruire des forces productives devenues trop importantes pour être contenues par le mode de production capitaliste dans des proportions gigantesques, de raser infrastructures et usines, habitations, des pays entiers, de massacrer des millions d'hommes qui sinon seraient voués au chômage, devenus trop encombrant eux aussi, ce qui politiquement présentait un risque, s'en débarrasser en les envoyant à la boucherie permet de réduire cette pression qui pesait sur le capitalisme.

Une fois la guerre terminée, le peuple profondément traumatisé, meurtri ne pense qu'à assurer sa survie, il compte ses morts, pansent ses blessures, les survivants s'estiment heureux d'être encore en vie et la plupart s'en contentent, si l'avant-garde du mouvement ouvrier n'était pas suffisamment théoriquement armé au début de la guerre, elle en sort affaiblie et se disloque, les chefs corrompus du mouvement ouvriers vendent une fois de plus la paix sociale contre un plat de lentilles que le peuple affâmé accepte parce qu'il n'a pas d'autres alternatives, l'heure est à la reconstruction, face à un champ de ruines, chacun se tourne vers le brave banquier qui s'est enrichi de tous les côtés pendant la guerre, il peut ainsi fixer ses conditions, tirer profit politiquement de la situation pour accroître son pouvoir et ainsi de suite, jusqu'au jour où il détiendra tout le pouvoir sans partage, c'est son unique objectif ou disparaître, on comprend donc l'acharnement et le cynisme dont il est capable de faire preuve pour sauver sa peau et envoyer le peuple à l'abattoir à sa place.

Ayant acquis une certaine expérience en matière de démolition contrôlée, les oligarques qui sont au sommet de la pyramide du capitalisme mondial et ont conçu un système économique mafieux parallèle au système capitalisme classique depuis près d'un demi-siècle déjà, agissent à la manière d'apprentis sorciers qui ignorent en partie ou ne maîtrisent que partiellement les conséquences de leurs actes, ils ne peuvent pas prévoir comment vont évoluer certains rapports après avoir modifié ou manipulé la nature de certains facteurs au comportement imprévisible en présence d'une multitude d'autres facteurs agissant sur eux et dont ils ne contrôlent pas toutes les fonctions, et le facteur le plus imprévisible d'entre eux demeure encore l'homme qu'ils n'ont de cesse de vouloir davantage formater, contrôler, surveiller.

La mise en place de ce système économique mafieux correspond à plusieurs objectifs ou obligations, assurer l'hégémonie de l'impérialisme américain, mais surtout contrecarrer les contradictions du capitalisme qui risque de l'emporter à tout moment, être en mesure d'en prendre le contrôle pour si nécessaire orchestrer l'effondrement d'un pan du capitalisme sans qu'il entraîne le reste du capitalisme dans sa chute, se servir de ce levier comme un moyen de pression sur l'ensemble des acteurs influents du capitalisme afin qu'ils adoptent la stratégie politique du premier cercle de l'oligarchie financière, ce qui nécessite évidemment de disposer du pouvoir politique, ce qui signifie également qu'il existe une hiérarchie du pouvoir au sein de l'industrie financière à laquelle chacun accepte de se soumettre, éventuellement de se sacrifier ce qui n'est pas donné d'avance... Quel meilleur et plus puissant moyen de pression pouvaient-ils imaginer que la monstrueuse dette du capitalisme mondiale, que cette spirale infernale qu'ils doivent alimenter en permanence et contre laquelle personne n'ose aller car immédiatement tout leur système serait paralysé et s'effondrerait, or aucun d'entre eux, aucun des spéculateurs de Wall Street n'y tient vraiment. Et ce sont eux qui détiennent le pouvoir de déterminer s'ils continuent de fabriquer de la monnaie de singe ou non, où ils injectent cet argent, dans quel objectif.

Si l'on reprend l'affaire des subprimes et la chute de Lethman Brothers en 2008, la décision de Bush d'injecter dans un premier temps quelque 750 milliards de dollars dans le circuit financier puis des milliers de milliards de dollars, le gouvernement ou le Trésor américain ne disposait pas de cette somme évidemment puiqu'il vivait déjà à crédit et était endetté jusqu'au dent, qu'a-t-il fait, il s'est adressé à la Fed qui a fait fonctionner la planche à billets et le tour était joué. On a là ce qu'on a expliqué plus haut. Ils ont laissé chuter Lethman Brothers tout comme ils auraient pu le sauver en injectant cet argent avant et non après, à ceci près que cela a permis de ruiner (en cascade) des millions de petits porteurs qui ont écopé à la place des banquiers, justifiant ensuite de ponctionner des milliers de milliards de dollars aux Américains, ce qui n'aurait pas été possible autrement.

La faillite de Lethman Brothers qui est liée au fonctionnement du système capitaliste classique était un fait établi depuis janvier

2008. Ils ont continué de la couvrir pendant 7 mois et quand leur scénario était fin prêt ils ont dit stop, on ne rajoute plus de monnaie et le dépôt de bilan devenait inévitable. Ils ont utilisé leur système mafieux pour empêcher que le système capitaliste ne s'effondre, pour sauver les banquiers, tandis que les conséquences de la chute de Lethman Brothers allaient être supportées par les Américains, en résumé le sauvetage du système capitalisme allait être assumé par les Américains au profit des banquiers par l'intermédiaire de leur système économique mafieux, donc en aucun cas ce système économique mafieux n'aura servi à sauver le capitalisme classique. La chute de Lethman Brothers allait servir à justifier ou légitimer auprès des Américains le recours à leur système économique mafieux, pour quoi faire, mais pour se distribuer des milliers de milliards de dollars soi-disant pour faire face à la crise et venir en aide aux Américains. Comment une telle arnaque a-t--elle été possible ? Mais parce que les Américains ne comprennent rien au fonctionnement des institutions financières et au capitalisme, d'autant plus que les médias les maintiennent dans l'ignorance de ce qui se passe réellement.

On ne compte plus les centaines d'articles lus au cours des années précédentes dans lesquels on nous expliquait que les Etats-Unis étaient en faillite, ruinés, sans le sou pour continuer la guerre, etc. et puis par une simple observation on s'est aperçu qu'ils continuaient leur guerre comme si de rien n'était, trouvant toujours plus d'argent pour financer leurs guerres, de nouvelles guerres, leur déficit ou leur dette comme si finalement la crise du capitalisme n'existait pas, comme si la situation économique aux Etats-Unis était florissante... La meilleure, c'est que rien d'anormal n'apparaît dans le budget américain ou au bilan de la Fed. D'ailleurs qui se pose ce genre de questions franchement, qui cela intéresse-t-il vraiment, on se demande, personne, tout est normal, ne vivons-nous pas dans un monde où tout ce qui se passe est normal ? On devrait peut-être plutôt se demander qui a vraiment envie de connaître les réponses à ces questions et on comprendrait mieux pourquoi personne ne tient à les poser car le sujet agit comme un révélateur y compris sur celui qui les pose.

Touche pas à l'Etat génocidaire, repère de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste et fer de lance du néolibéralisme !

Roland Dumas dans un entretien à France 24, le lendemain de celui qu'il avait donné à BFM et qui avait donné lieu à une exploitation infâme, a précisé ceci : Le journaliste de France 24 revient sur son propos de la veille et lui dit : " *le Premier ministre serait sous influence juive*" et Dumas répond "*il est sous l'influence du gouvernement israélien*" confirmant ce que nous avions affirmé la veille que c'était bien ce qu'il avait voulu dire, tandis que les médias et les commentateurs pourris en tous genres à commencer par les dirigeants du PS s'étaient déchaînés et avaient fait mine de ne pas avoir compris pour l'accuser d'antisémitisme.

On ne prend pas la défense de Dumas, on voulait juste montrer jusqu'où ils sont capables d'aller dans l'ignominie...

Un discours qui s'adresse à qui ?

Obama a affirmé que l'impérialisme américain n'était pas en guerre contre l'islam ou les musulmans rejetant par ailleurs la théorie de la guerre des civilisations... Qu'est-ce que cela signifie?

Il y a ce qu'il dit et ce qu'il fait qui ne coïncide pas forcément ou même entre en contradiction. Selon le moment ou le lieu, le parterre devant lequel il s'exprime, son discours s'adresse à des acteurs différents et ne vise pas forcément les mêmes objectifs. Les intentions qu'ils affichent correspondront ou non à la réalité, tout sera une question d'opportunité, de priorité et quel effet sera recherché, dans quel contexte intérieur ou international il s'exprime, s'il s'adresse à la population américaine ou mondiale...

Quand contrairement à ce qu'il affirme il vise l'islam, les musulmans et reprend ainsi à son compte la théorie de la guerre des civilisations il s'adresse à la population en général, il lui fournit au passage un bouc émissaire contre lequel il l'invite à se dresser, mais aussi les Etats ou les pays à majorité musulmane qui seraient les foyers du terrorisme international contre lesquels les Américains sont déjà en guerre pour qu'elle soutienne leur guerre au terrorisme au nom de la démocratie et de la liberté. En désignant des Etats ou des pays à l'origine du terrorisme, cela présente l'avantage d'exonérer la responsabilité des Etats-Unis qui en réalité en est le véritable chef d'orchestre, commanditaire et bénéficiaire.

Ce mensonge grossier ou cette monstrueuse contrevérité a pour fonction d'inciter fortement (sic!) les autres chefs d'Etat à reprendre à leur compte son discours qui a valeur de parole divine et gare à celui qui la mettrait en doute !

Il a aussi pour fonction de masquer tout aussi grossièrement les véritables intentions de l'impérialisme américain et c'est sans doute là l'essentiel, à savoir accroître son emprise politique sur les pays producteurs de pétrole et de gaz pour conserver sa place hégémonique au sein de l'économie mondiale, qu'il entend orienter dans une direction bien précise ou selon une stratégie politique déterminée devant assurer la survie du capitalisme en proie dorénavant à une crise devenue permanente et impossible à réduire ou contenir temprorairement autrement que par la guerre, globale (économique, financière, sociale, politique, institutionnelle) ou affectant ses fondements.

Détourner l'attention des masses de leurs guerres de rapine, de brigandage.

Pendant que la population est appelée à s'en prendre aux musulmans, aux Noirs, aux Russes ou au Chinois, aux étrangers en général, aux homosexuels, aux femmes, aux prostituées, aux jeunes, aux vieux, aux malades, aux retraites, aux chômeurs, etc.

en fait toutes les couches ou toutes les minorités ou communautés y passent, sont systématiquement stigmatisées et manipulées pour qu'elles s'affrontent entre elles, de telle sorte que l'impérialisme américain et ses vassaux européens ou occidentaux puissent tranquillement livrer leur guerre à leurs concurrents pour conserver leur hémogémonie ou accroître leur domination, leur part de marché, au-delà car ils visent également un objectif politique, imposer leur idéologie néolibérale à l'ensemble de la planète qu'ils comptent réduire en esclavage, par le biais d'une propagande outrancière de désinformation et une guerre psychologique menée sur tous les fronts devant servir à formater à dessein les cerveaux, à briser tous les rapports sociaux existants, tous liens collectifs au point que les masses exploitées ne soient plus en mesure de résister ou de défendre leurs droits sociaux et politiques, le chaos et la guerre s'imposant à elles comme une fatalité contre laquelle elles sont totalement impuissantes à lutter et finissent par s'en accommoder...

Dictature mondiale.

- Rendez-vous international à Washington contre la violence extrémiste - AFP

Dans la foulée d'attaques meurtrières en Europe et au Moyen-Orient, la Maison Blanche accueille à partir de mardi à Washington un sommet de trois jours pour "contrer la violence extrémiste", à laquelle des représentants de 60 pays devaient participer.

"Nous avons besoin de réponses qui aillent au-delà du niveau militaire, au-delà de la force", a déclaré Joe Biden, vice-président américain, lors d'une table ronde dans une annexe de la Maison Blanche, en ouvrant les travaux.

"Nous voulons organiser un vaste réseau pour combattre l'extrémisme violent", a expliqué un haut responsable de l'administration. "Nous allons écouter le secteur privé, les villes du monde, les ONG et tous ceux qui peuvent contribuer à apporter une solution", a déclaré un autre responsable.

La Maison Blanche a pris soin de prévenir que la réunion visait à engager un mouvement de longue haleine, notamment contre la radicalisation, et n'était pas un sommet strictement focalisé sur l'EI.

"Nous devons être réalistes, c'est un investissement de long-terme", a dit l'un des responsables américains.

Parmi les objectifs déclarés, celui d'améliorer le partage d'informations et de bonnes pratiques, et d'encourager la collaboration entre société civile, communautés et secteur privé d'un côté, et autorités de l'autre. AFP 17.02

Obama ou le chef de l'Internationale terroriste.

- Obama veut galvaniser le monde contre le "terrorisme" - AFP

Les Etats-Unis ont voulu jeudi galvaniser la communauté internationale contre le "terrorisme" jihadiste, lors d'un sommet mondial à Washington qui doit encore accoucher d'une stratégie concrète pour cette "nouvelle guerre contre un nouvel ennemi".

Le président Barack Obama et son secrétaire d'Etat John Kerry bouclaient trois jours de réunion internationale "contre l'extrémisme violent" en présence de représentants d'une soixantaine de gouvernements et organisations, dont le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et les ministres de l'Intérieur français et britannique Bernard Cazeneuve et Theresa May.

Un rendez-vous préparé de longue date par la Maison Blanche et le département d'Etat, qui a pris toute sa résonance après les attentats islamistes de Paris et Copenhague et en pleine mobilisation militaire contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie.

Mais, a prévenu le président américain, cette lutte "n'a rien à voir avec le fait d'être juif, chrétien ou musulman: nous sommes tous dans le même bateau et nous devons nous épauler pour sortir de cette crise".

M. Obama a bien pris soin, comme toute son administration, de ne jamais parler de lutte contre l'islamisme radical, une précaution de langage que lui reproche son opposition républicaine.

Aux yeux de Barack Obama, "l'idée selon laquelle l'Occident est en guerre avec l'islam est un horrible mensonge".

"Les communautés musulmanes, y compris les intellectuels et les dignitaires religieux, ont la responsabilité de lutter non seulement contre les interprétations erronées de l'islam mais aussi contre les mensonges selon lesquelles nous serions engagés dans un choc des civilisations", a insisté le chef de l'exécutif américain, qui, dès 2009 dans un discours resté fameux au Caire, avait tendu la main au monde musulman.

Son chef de la diplomatie, John Kerry, a inscrit la lutte contre le "terrorisme", notamment islamiste, dans un contexte historique

plus large: "Le 20e siècle s'est défini par la lutte contre la grande dépression économique, l'esclavage, le fascisme et le totalitarisme. C'est maintenant à notre tour (...) On nous demande aujourd'hui de mener une nouvelle guerre contre un nouvel ennemi", s'est exclamé M. Kerry, parlant du "combat fondamental de notre génération".

Pour son homologue jordanien, Nasser Judeh, il s'agit même de la "Troisième Guerre mondiale (...) notre guerre en tant que musulmans (...) notre guerre collective en tant que communauté internationale".

De fait, a renchéri Ban Ki-moon, "l'émergence d'une nouvelle génération de groupes terroristes comme Daech (acronyme arabe de l'EI, Ndlr) et (le groupe islamiste nigérian) Boko Haram représente une grave menace pour la paix et la sécurité mondiale".

Alors, "il nous faut nous rassembler afin de nous interroger sur notre stratégie", a plaidé John Kerry, qui a promis un "programme d'action contre l'extrémisme violent".

"Seule, la force militaire ne garantira pas la victoire", a prévenu ce grand sceptique de l'interventionnisme armé à tous crins. "Sur le long terme, cette guerre ne sera remportée qu'en déployant un arsenal bien plus large et créatif", a-t-il réclamé, citant pêle-mêle la bonne gouvernance, l'Etat de droit ou encore l'éducation.

Seule annonce concrète jusqu'à présent, Washington s'est engagé à accélérer le partage de renseignements avec ses alliés sur les candidats au jihad, tout comme sa coopération avec l'agence Interpol.

M. Ban, qui a dénoncé la "stratégie délibérée de choc et d'effroi" de l'EI au moyen de ses terribles vidéos de décapitations d'otages, a annoncé un sommet mondial dans les mois qui viennent de dignitaires religieux pour "envoyer un puissant message de solidarité et de tolérance".

Charlie. Etat policier soutenu par Washington, Paris et Bruxelles.

- Turquie: débat d'une loi contestée renforçant les pouvoirs de la police - AFP

Le Parlement turc a engagé mardi l'examen d'un projet de loi très controversé du gouvernement islamo-conservateur qui va muscler les pouvoirs des forces de l'ordre au point, selon ses détracteurs, de transformer le pays en "Etat policier".

Porté par des députés du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, ce texte, baptisé "réforme de la sécurité intérieure", assouplit très largement le régime des interpellations, perquisitions et écoutes téléphoniques hors contrôle judiciaire de même qu'il renforce les outils utiles à la répression des manifestations.

Entre autres mesures emblématiques, et contestées, le texte doit permettre aux forces de sécurité de mener perquisition, arrestations ou écoutes sur la base de simples "soupçons" et en l'absence de tout mandat judiciaire.

Il autorise les policiers à utiliser leurs armes à feu contre les porteurs de cocktails Molotov et interdit aux manifestants de cacher leur visage, sous peine de cinq ans de prison.

Enfin, le texte modifie le régime de la garde à vue. Jusqu'ici autorisée pour vingt-quatre heures sur mandat du procureur et extensible à quarante-huit heures par un juge, elle pourra désormais être décidée par la seule police pendant vingt-quatre heures en informant le procureur, qui pourra l'étendre ensuite à quarante-huit heures.

Les rivaux du président Erdogan, qui règne sans partage sur le pays depuis 2003, ont dénoncé dans ce projet une nouvelle étape de sa dérive autoritaire, après la violente répression de la fronde populaire de juin 2013.

"Nous n'accepterons pas ce paquet fasciste qui méprise totalement l'appareil judiciaire, remet en cause les droits et les libertés", a affirmé le député Hasip Kaplan, du Parti démocratique du peuple (HDP, prokurde).

"Ce projet est une bombe atomique qui explosera entre vos mains", a prévenu son collègue Levent Gök, élu du principal mouvement d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), à l'intention du chef du gouvernement.

Le gouvernement a nié toute velléité de restreindre les libertés et assuré que son texte était conforme à ceux de l'Union européenne (UE), que la Turquie veut rejoindre.

"Ces mesures assurent la sécurité en vie et en biens de nos citoyens", a déclaré le ministre de l'Intérieur Efkan Ala. "Seuls les terroristes et les traîtres peuvent s'opposer à ce projet", a renchéri un député influent de l'AKP, Mustafa Elitas.

L'UE, les ONG et la société civile ont exprimé leurs vives réticences face au texte. "Ce projet est la proclamation non-dite de la loi martiale", a résumé le président des bâtonniers de Turquie, Metin Feyzioglu. AFP 17.02

Terrorisme d'Etat.

- Les Etats-Unis et la Turquie d'accord pour former et équiper des rebelles syriens - lemonde.fr

Après plusieurs mois de discussions difficiles, les Etats-Unis et la Turquie sont tombés d'accord pour former et équiper des opposants syriens modérés en Turquie. « Nous sommes arrivés à un accord de principe pour former et équiper des groupes de l'opposition syrienne », a annoncé mardi 17 février la porte-parole du département d'Etat américain Jennifer Psaki, ajoutant que Washington « comptait conclure et signer bientôt l'accord avec la Turquie ». Elle n'a pas donné de détails supplémentaires sur un processus de formation qui doit commencer normalement en mars.

Le Pentagone avait annoncé mi-janvier l'envoi prochain de plusieurs centaines de militaires américains pour entraîner des membres de l'opposition syrienne modérée qui seront ensuite chargés de combattre l'EI. L'objectif des Etats-Unis et de leurs partenaires est de former plus de 5 000 Syriens dès la première année.

Outre la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar ont donné leur accord pour accueillir des sites d'entraînement et fournir, eux aussi, des formateurs. Plusieurs mois de négociations ont été nécessaires pour parvenir à un accord entre les différents pays concernés. L'administration américaine espère que l'entraînement des premiers Syriens pourra commencer « à la fin mars », de manière à ce que les premiers formés puissent être opérationnels « à la fin de l'année », selon le Pentagone. lemonde.fr 17.02

ACTUALITÉ DU JOUR

Une concentration du capital toujours plus importante à l'échelle mondiale.

- Les riches encore plus riches ? Derrière les inégalités, la mondialisation - Francetv info

L'angle éco du lundi 16 février s'est penché sur les inégalités. Selon une étude d'Oxfam, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'est encore creusé. Pour François Lenglet, la cause en est la disparition des frontières. Les riches ont profité d'un nouveau marché : le monde, quand les plus pauvres subissent la mondialisation.

Toute controversée qu'elle est, l'étude Oxfam pointe la forte augmentation des inégalités sur la planète, et elle rejoint ici d'autres travaux, ceux de l'économiste Thomas Piketty bien sûr, mais aussi ceux du Fonds monétaire international : voilà plus d'un siècle qu'il n'y a jamais eu autant de différences entre riches et pauvres. L'élargissement du fossé s'explique en bonne partie par la mondialisation de l'économie, qui offre aux plus mobiles, aux plus talentueux, aux mieux formés des opportunités d'enrichissement considérables. L'économiste François Bourguignon le résume ainsi : le fameux Caruso, ténor du début du XXe siècle, a vendu un million de disques ; son successeur Pavarotti, qui a exactement la même capacité, a vendu 100 millions de disques, grâce au marché international. Il est cent fois plus riche. Et c'est bien sûr le cas pour les sportifs, pour les chefs d'entreprise, pour les financiers. L'économie sans frontières a fait monter le prix de leurs spécialités, et donc leurs revenus.

L'autre face de la mondialisation : la pauvreté

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, la mondialisation a eu un effet rigoureusement inverse. Elle a mis en concurrence les sans-qualification de tous les pays. Car rien de plus interchangeable qu'une force de travail non qualifiée : un Chinois vaut un Français ou un Américain, il fait à peu près la même chose, avec la même productivité. Mais son salaire est bien plus faible. Les entreprises ont donc délocalisé massivement, puisque les frontières ne les arrêtaient plus ni pour investir, ni pour réimporter les produits qu'elles faisaient fabriquer à l'étranger.

La concurrence qu'ont exercée les armées de sans-qualification d'Asie ou d'ailleurs a donc fait baisser les salaires dans les pays développés, aux États-Unis par exemple, mais aussi en Allemagne, avec l'apparition des mini-jobs. Quant aux pays qui disposent d'un salaire minimum comme la France, ils ont subi les ravages de cette concurrence sous une autre forme, le chômage de masse. Puisqu'on ne pouvait pas faire baisser les salaires dans ces pays, c'est la quantité de travail, le nombre d'emplois, qu'on a réduite… Et on a quand même fait baisser les salaires sous une autre forme, la diminution des charges sociales, financées par une augmentation du déficit budgétaire et des impôts.

Moins d'inégalités entre pays mais...

Derrière les inégalités, il y a donc un phénomène qui a rendu les pauvres plus pauvres et les riches plus riches : la disparition

des frontières. Un phénomène qui débute avec la chute du Mur, en 1989, et le triomphe de l'économie de marché, et qui ne fera que s'accentuer avec l'essor des nouvelles technologies au cours des années 1990. Il aura pour conséquence de diminuer les inégalités entre les pays – un riche en Chine pèse autant qu'un riche aux États-Unis – mais de les augmenter au sein d'un même pays, selon le degré et la nature de l'exposition des individus à la mondialisation. Francetv info 17.02

En complément une info qui nous avait échappé

- En 2016, les 1% les plus riches posséderont plus que tous les autres individus de la planète - Francetv info 19.01

Selon l'étude du cabinet Oxfam dévoilée lundi, le patrimoine cumulé des 1% les plus riches du monde dépassera l'année prochaine celui des 99% restants.

Selon une étude Oxfam, publiée le 19 janvier 2015, les 80 personnes les plus riches de la planète détiendront en 2016, à elles seules, autant que 3,5 milliards d'individus réunis.

Etude à l'appui, l'ONG souligne que "la part du patrimoine mondial détenu par les 1% les plus riches était passée de 44% en 2009 à 48% en 2014, et dépassera les 50% en 2016". L'an dernier, "les membres de cette élite internationale possédaient, en moyenne, 2,7 millions de dollars par adulte" (2,3 millions d'euros), précise Oxfam.

L'organisation, dont la directrice générale Winnie Byanyima va coprésider le forum de Davos, réclame par conséquent "l'organisation cette année d'un sommet mondial sur la fiscalité pour réécrire les règles fiscales internationales". Et d'appeler les dirigeants internationaux à s'attaquer "aux intérêts particuliers des poids lourds qui font obstacle à un monde plus juste et plus prospère". Francetv info 19.01

Oxfam est une officine de l'oligarchie financière pour coprésider le forum de Davos, alors pourquoi ce genre d'infos?

Pour démoraliser un peu plus ceux qui entendent combattre pour abattre le capitalisme, qui outre son arrogeance et son cynisme s'affiche tout puissant, sans ennemi à sa hauteur ou susceptible de le vaincre, de le renverser.

Elle sert d'argument à ceux qui affirment que le capitalisme est invincible et qu'il faut faire avec.

Le service après-vente du 7 janvier.

- Comment les frères Kouachi et Amedy Coulibaly ont préparé leurs attentats - lemonde.fr 17.02

Dans cet article Le Monde démontre sans le vouloir et l'on comprend pourquoi, que la DGSI était parfaitement informée des allées et venues, des faits et gestes des frères Kouachi et de Coulibaly qu'ils n'ont cessé de surveiller au cours des mois précédents jusqu'à fournir des détails précis sur leurs conversations téléphoniques ou SMS et leur emploi de temps et au-delà leurs états d'âme les minutes qui ont précédé les attaques de début janvier.

Là où leur histoire prend une tournure rocambolesque ou grand-guignolesque qui tranche avec la maîtrise ou le professionnalisme avec lequel cette opération a été accomplie, c'est quand ils nous racontent que l'un des frères Kouachi n'était pas en état de réaliser cette opération, " Saïd Kouachi est en effet cloué au lit, chez lui à Reims, à cause d'une violente gastro-entérite qui touche toute sa famille et le fait vomir toute la nuit précédent l'attentat ".

Mais mercredi 7 février, il décide quand même de se lever. Le Monde se demande pourquoi il a choisi de passer outre la douleur : parce que Charlie Hebdo organise sa conférence de rédaction ce jour-là ? Parce que d'autres personnes étaient impliquées ? Pour ne pas décevoir son frère?

En tout cas, après avoir dit "à ce soir ou à demain" à son épouse, il prend la direction de la gare de Reims pour arriver garde l'Est à Paris, par le TGV de 8h31. Avant de rejoindre Chérif, probablement soulagé par cette arrivée après une nuit d'angoisse, chez lui à Gennevilliers. lemonde.fr 17.02

Les explications fournies par Le Monde ne tiennent pas la route, puisque chaque semaine Charlie Hebdo organise une conférence de rédaction, donc ils pouvaient très bien reporter l'opération la semaine suivante, Le Monde brode maladroitement la suite qui en réalité lui est fournie par le ministère de l'Intérieur. Si les frères Kouachi savaient quel jour se tenait la conférence de rédaction de Charlie Hebdo, ils savaient qu'elle avait lieu ce jour-là chaque semaine.

Etonnant ce sous-titre : "Les frères Kouachi ont failli tout annuler au dernier moment".

Qui dit que ce ne serait pas ce qu'ils ont fait ? Si selon Le Monde " pour ne pas décevoir son frère", même malade à crever

Saïd Kouachi n'aurait pas annulé l'opération prévue ce jour-là, ou "parce que d'autres personnes étaient impliquées", dès lors pourquoi aurait-il refusé d'endosser la responsabilité d'une opération que finalement ils n'avaient pas commise mais qu'ils étaient seulement sur le point de réaliser ?

La manoeuvre consiste ici à nous servir "des éléments de l'enquête sur les attentats perpétrés à Paris" prétendument récoltés a posteriori, alors qu'en réalité la DGSI les possédait avant le 7 janvier, n'étant pas en mesure de le prouver, comme n'étant pas en mesure de prouver que ce ne sont pas les frères Kouachi qui ont attaqué Charli Hebdo, le gouvernement et les médias comptent sur cette absence de preuves matérielles pour faire avaler aux naïfs sa version truffée de contradictions, par exemple ne pouvant pas justifier l'ordre qui a été donné par le ministère de l'Intérieur de liquider les Kouachi au lieu de les prendre vivants pour les faire parler. Dans le cas de M. Merah on en connait la raison, parce que la DGSI était directement impliquée dans les assassinats qui lui ont été imputés et qu'en réalité elle a réalisés elle-même ou sous-traités au Mossad.

On a en mémoire le 11 septembre 2001 et la manière dont les déclarations et les faits se sont enchaînés le jour même et au cours des années suivantes conformément à un scénario et un programme établi de longue date, qui suffiraient à en dévoiler les véritables auteurs sans qu'il soit nécessaire de réunir des preuves les impliquant personnellement, les faits parlant d'eux-mêmes.

Depuis les 7 et 9 janvier 2015 nous avons assisté à un scénario identique, simple constat.

Suite quelques jours plus tard.

- "Charlie Hebdo" : les femmes de la famille Kouachi témoignent - lepoint.fr 20.02

"Le Monde" a eu accès aux auditions de la soeur et des épouses des frères Kouachi. Selon leurs témoignages, rien ne laissait présager une telle tuerie.

Le porte-parole attitré du régime est donc chargé d'assurer le service après-vente du 7 janvier, aux autres médias vendus de prendre le relais.

Les trois femmes semblent bouleversées, en plein "cauchemar". Elles ont encore du mal à croire ce qui s'est passé. (Ou comment vivre au quotidien avec des monstres sans en avoir jamais eu la moindre idée, extraordinaire ! - ndlr)

"Je ne comprends pas, quoi, tout ça à cause d'un dessin. Non, on ne tue pas pour un dessin, il a pensé qu'à sa gueule Chérif." Aïcha pleure.

"J'ai l'impression que tout ça est irréel. J'ai l'impression que je fais un cauchemar et que je vais finir par me réveiller", raconte Izzana, la femme de Chérif Kouachi.

D'après Le Monde, la jeune femme, placée en garde à vue durant 76 heures, au 36, quai des Orfèvres, coupée du monde, n'apprendra la mort de son époux que le lendemain. La dernière fois qu'elle a vu son mari, c'est le matin de la tuerie dans les locaux de Charlie Hebdo. Il a claqué la porte vers 10 h 30, prétextant qu'il allait avec son frère, "faire les soldes".

À Reims, Soumya, l'épouse de Saïd Kouachi, déclare qu'elle ne "reconnaît" plus son mari dans la description que lui font les enquêteurs. Elle confie les dernières heures passées aux côtés de Saïd, malade, mardi, veille de la tuerie. "Nous avions la gastro à la maison. Toute la journée, mon mari a été malade. En fin de journée il a commencé à vomir." lepoint.fr 20.02

En voilà un scénario bien ficelé digne de professionnels, l'un part faire des courses et l'autre est malade à crever, et dans la foulée ils réalisent une opération digne de commandos de marine, champion les gars ! Mais alors cela signifie que n'importe quels abrutis peuvent en faire autant n'importe quand, on s'étonnera que cela n'arrive pas plus souvent, chaque jour ou chaque semaine, non ? Non, il est interdit de se poser ce genre de questions.

Grèce. Sans rupture avec la troïka, c'est l'austérité.

Syriza ne peut pas renier sa nature.

Au fait, l'abolition de la Constitution et des institutions mises en place par le capital, vous en avez entendu parler ? Pas au programme de Syriza... trop conservateur.

- Grèce: un ex-ministre conservateur élu président de la République - AFP

Ce sont les députés de Syriza qui ont élu ce fidèle serviteur du régime...

- Athènes fait des concessions, Berlin résiste - Reuters

La Grèce a présenté jeudi à ses homologues de la zone euro une demande officielle de prolongation de six mois de l'accord d'aide financière, assortie d'importantes concessions de sa part mais Berlin a rejeté la proposition jugée non "pertinente" avant qu'elle soit examinée vendredi par l'Eurogroupe à Bruxelles.

Le ministère allemand des Finances Wolfgang Schäuble a estimé qu'elle ne remplissait pas les conditions fixées par les partenaires européens de la Grèce dans le cadre du plan de sauvetage du pays en cours et dont le nouveau Premier ministre Alexis Tsipras ne veut plus.

Wolfgang Schäuble a critiqué la lettre envoyée par le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis au président de l'Eurogroupe, lui demandant de prolonger l'accord cadre passé entre le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et la République hellénique et qui expire le 28 de ce mois.

"La lettre d'Athènes ne constitue pas une proposition qui mène à une solution pertinente", a déclaré le porte-parole du ministère allemand des Finances, Martin Jäger. "En réalité elle s'oriente vers un financement relais, sans remplir les exigences du programme", a-t-il ajouté.

Un projet de document allemand préparé en vue de la réunion de l'Eurogroupe estime que la nouvelle demande grecque constitue un "cheval de Troie" car elle ménage une "immense liberté d'interprétation" et ne garantit pas qu'Athènes respectera les conditions de ses prêts actuels.

Cette position intransigeante a été atténuée par le ministre de l'Economie, Sigmar Gabriel, qui a jugé la proposition insuffisante mais de nature à servir de base de discussion.

Le Premier ministre français Manuel Valls s'est aussi montré conciliant en disant percevoir un "signe très encourageant" sur la possibilité d'un accord rapide avec le gouvernement d'Alexis Tsipras.

Le Premier ministre grec a eu un entretien téléphonique de 50 minutes avec Angela Merkel, qualifié de "constructif" dans un "climat positif destiné à trouver une solution bénéfique pour la Grèce et pour la zone euro", selon un responsable grec.

Il a ensuite discuté avec le président français François Hollande qui a promis d'évoquer la question avec Angela Merkel lors de la venue de cette dernière à Paris vendredi.

La situation est suivie avec attention depuis Washington où un haut responsable du Trésor a jugé que "des compromis allaient être nécessaires de part et d'autre", un message adressé autant à la Grèce qu'à l'Allemagne.

Des différences sont visibles entre la proposition de Yanis Varoufakis de lundi et la dernière, notamment le fait de spécifier que les objectifs budgétaires de 2015 devraient "prendre en compte la situation économique".

La lettre dit aussi que la Grèce a l'intention de mettre en oeuvre "des réformes ambitieuses et d'ampleur" visant à restaurer le niveau de vie des citoyens grecs. Certains points du texte initial de l'Eurogroupe, dont l'engagement de coopérer avec la "troïka" des bailleurs de fonds de la Grèce concernant les réformes de l'emploi et des retraites, n'y figurent plus.

Le gouvernement grec a rapidement répliqué à Berlin en déclarant qu'il appartenait aux ministres des Finances de la zone euro d'accepter ou de rejeter sa proposition.

"Le gouvernement grec a soumis à l'Eurogroupe une lettre demandant une prolongation de six mois de l'accord de prêt. L'Eurogroupe n'aura demain que deux choix: accepter ou rejeter la demande grecque", a déclaré un haut fonctionnaire. "On verra alors clairement qui veut une solution et qui n'en veut pas".

Un haut fonctionnaire du gouvernement grec a observé que la Grèce proposait des conditions différentes de celle du programme d'aide qui court jusqu'à la fin du mois.

Athènes s'est engagé à maintenir l'équilibre budgétaire pendant la période de transition, à mettre en oeuvre des réformes pour lutter contre l'évasion fiscale et la corruption, ainsi que des mesures pour répondre à ce que le gouvernement qualifie de "crise humanitaire" et pour relancer la croissance.

Dans le document auquel Reuters a eu accès, la Grèce s'engage à respecter ses obligations financières vis-à-vis de ses créanciers, à reconnaître l'existence du programme de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) comme cadre légal et à s'abstenir de toute action unilatérale pouvant remettre en cause ses objectifs budgétaires. Fait décisif, elle accepte que

la prolongation soit gérée par la "troïka" composée de la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI, alors qu'Alexis Tsipras s'était juré de couper les ponts avec un triumvirat honni par une bonne partie de la population.

- Accord sur la Grèce à l'Eurogroupe sur un financement de quatre mois - La Tribune

Après quatre réunions, trois semaines d'intenses discussions et quelques mélodrames et coups de théâtre, un accord a finalement été trouvé au sein de l'Eurogroupe, l'instance qui regroupe les 19 ministres des Finances de la zone euro. Tous ont donc fini par signer un texte de deux pages. Rien n'était pourtant joué, car, après les concessions grecques et le refus allemand qui avait suivi jeudi 19 février, les positions de chaque camp semblaient bloquées.

Une extension de quatre mois

Que contient ce texte ? Le gouvernement grec va demander une extension de quatre mois du programme de financement issu de l'accord de 2012. Ceci conduirait donc Athènes à être couvert jusqu'à fin juin. Il s'agit là d'une concession importante du ministre hellénique des Finances, Yanis Varoufakis, car en juillet et en août, le pays doit rembourser deux emprunts détenus par la BCE et arrivant à échéance pour un montant cumulé de 6,7 milliards d'euros. Il faudra donc absolument trouver un nouvel accord avant la fin juin. Le compte à rebours est déjà reparti.

Flexibilité dans les conditions actuelles

Cette extension sera fondée, précise par deux fois le texte de l'accord sur « la base des conditions de l'accord actuel. » C'est une manière détourné de reprendre l'exigence allemande de la poursuite du « programme actuelle » qui avait fondé le refus par Berlin de la demande grecque formulée jeudi. En réalité, c'est bien le programme de 2012 qui se poursuit « en faisant usage de la flexibilité qu'il contient », terme présent dans le texte refusé par Athènes lundi. Le nouveau gouvernement grec accepte donc le principe de laisser à l'appréciation de ses créanciers la flexibilité dont elle bénéficiera. C'est une défaite de principe importante.

Un programme de réformes lundi

Reste à savoir si c'est également une défaite de fait. Dès lundi, le gouvernement grec devra soumettre à ses créanciers un plan de réformes qui devront être validées afin de donner lieu, par la suite, au début du processus de versement du financement. Ce programme de réformes devra être finalisé avant la fin du mois d'avril. Il faudra évidemment observer de près cette liste. C'est en réalité elle qui déterminera si l'ancien programme s'applique encore ou non. Il semble que la Grèce ait obtenu des changements par rapport aux exigences de l'ancien programme. Les exigences de la troïka formulées en décembre ne sont plus d'actualité et c'est un point important. Yanis Varoufakis a indiqué que si son plan de réformes était repoussé, "l'accord sera mort". Mais la tutelle de la troïka, baptisée les « institutions » reste en place, même si elle est cette fois a posteriori.

Des objectifs d'excédents corrigés

Par ailleurs, Athènes a obtenu que l'objectif d'excédent primaire pour 2015 (initialement de 3 % du PIB) soit « réévalué » en fonction des « circonstances économiques. » Elles sont actuellement mauvaises, le début de l'année a été difficile, donc on peut imaginer un effort pour 2015. Mais l'Eurogroupe a répété que l'objectif de 2012 pour 2016 d'un excédent primaire de 4,5 % du PIB en 2016 restait en vigueur. Le gouvernement grec n'a cependant là pas réellement obtenu de marges de manœuvre supplémentaires : juste un ajustement des objectifs de 2015 aux circonstances. Et un objectif 2016 qui suppose un effort budgétaire important. La Grèce voulait maintenir un objectif de 1,5 % du PIB en 2016 également.

Athènes va pouvoir respirer

Avec ces concessions essentielles, le gouvernement grec va pouvoir faire face à ses obligations, à commencer par les 4,1 milliards d'euros que la Grèce doit rembourser au FMI. L'autre élément important, c'est que la BCE, puisqu'un accord a été trouvé, va pouvoir réintroduire la dérogation qui permettait aux banques grecques de se refinancer normalement à son guichet en utilisant les dettes d'Etat comme collatéraux, autrement dit comme garantie. Ceci permettra, in fine, à l'Etat de financer une partie de ses besoins par l'émission de bons à court terme. Enfin, cet accord permettra peut-être de stopper les retraits des dépôts dans les banques grecques. Mais Athènes a dû renoncer à pouvoir utiliser les 10,9 milliards d'euros destinés à la recapitalisation des banques pour son financement. Cette somme, que Berlin voulait récupérer intégralement en partant du principe que les banques avaient passé avec succès les stress tests seront réservés aux besoins de capitalisation des banques.

Tsipras pourra-t-il appliquer son programme ?

Appliquer le programme social de Syriza ne sera pas aisé pour Athènes, car les marges de manœuvre budgétaires seront faibles pour appliquer le programme. La question du maintien de l'objectif de relèvement du salaire minimum et des mesures sociales votées cette semaine se pose d'emblée. Elles devraient être maintenues en raison de leur faible impact budgétaire. Athènes s'est engagé à ne pas prendre de « mesures unilatérales » qui déstabiliseraient son budget (mais elle ne le peut pas, de

toute manière). Le changement principal est que, contrairement à ce qui s'est passé auparavant, l'initiative des réformes est laissée à la Grèce, la troïka approuve ensuite.

C'est un point qui est essentiel et c'est sans doute sur cet acquis qu'Alexis Tsipras essaiera de transformer cet accord en victoire, malgré les concessions de son pays. La Grèce a retrouver la capacité, sous la surveillance étroite de ses créanciers, de diriger sa politique économique. Mais le cadre demeure rigide. Et le risque pourrait être que l'Europe ne laisse à la Grèce que la liberté de construire sa propre austérité... Au reste, Athènes n'a pas obtenu la reconnaissance de la « crise humanitaire » qui figurait dans son programme. L'idée est sans doute de parer au plus pressé. Une fois les réformes fiscales faites, les marges de manoeuvre seront plus importantes...

La deuxième phase des négociations va commencer

Reste que cet accord est provisoire. Peut-on croire que, dans la deuxième phase de négociation, les compteurs sont remis à zéro ? Pas réellement. Dans les négociations qui s'ouvrent, le gouvernement grec est clairement en position de faiblesse. Il a en effet abattu une carte importante en cédant le premier et donc en prouvant qu'il n'était pas prêt à prendre le risque d'un Grexit. Désormais, Berlin, la BCE et les autres Européens savent qu'ils sont en position de force. Ils sont financeurs et Athènes n'est pas prêt à prendre le risque ultime. Renverser cette situation ne sera pas simple dans les négociations, car qui croira réellement désormais à la volonté du gouvernement Tsipras d'aller jusqu'au bout ?

L'épée de Damoclès de l'été

D'autant qu'Athènes va devoir vivre ces quatre mois avec la perspective des 6,7 milliards d'euros à rembourser à la BCE en juillet et en août. Pour les payer, il faudra soit obtenir un geste qui semble aujourd'hui impensable de la BCE, autrement dit, l'acceptation d'une dette nouvelle qui remplace l'ancienne ; soit accepter un nouveau prêt des Européens. Et les discussions sur les conditions de ce nouveau prêt et son montant devront alors reprendre. Là encore, le court terme, c'est-à-dire la nécessité de verser ces 6,7 milliards d'euros à la BCE risquent de passer avant le long terme. Pour obtenir un nouveau financement, Athènes pourrait devoir renoncer à ses exigences de restructuration d'une dette dont les premiers remboursements interviendront en 2022. Elle pourrait se contenter d'un geste sur les intérêts.

Les injonctions contradictoires

Reste à savoir si ce prêt du mois de juin sera ou non le dernier. Les besoins de financement de la Grèce seront encore de 5 et 7 milliards d'euros en 2016 et 2017, avec des échéances de 11 milliards d'euros en 2019. Il faudra donc trouver encore de quoi financer, soit en dégageant des excédents primaires élevés, soit en demandant de nouveaux prêts. Dans les deux cas, Syriza devra renoncer à beaucoup de ses promesses : réduire les efforts budgétaires et cesser de prendre des prêts pour rembourser les échéances ne seront pas au programme.

Dans ce cadre, Alexis Tsipras va être soumis à deux contraintes contradictoires. D'un côté, montrer de la bonne volonté envers les « institutions » (nouveau nom de la « troïka ») afin de pouvoir espérer bénéficier d'un prolongement sur l'été du prêt. D'un autre engager, malgré le contrôle de ces mêmes « institutions », une partie de son programme social. Pour simplifier, il va devoir satisfaire les Européens, mais aussi sa coalition, son parti et ses électeurs. Vaste tâche...

Très clairement, la situation prouve qu'une nouvelle fois, dans ce genre de jeu, le premier qui cède est celui qui a perdu. Alexis Tsipras n'a pas encore perdu. Mais sa position est clairement difficile. Ce vendredi 20 janvier au soir, le camp de Wolfgang Schäuble semble avoir remporté une bataille. La Tribune 20.02

Commentaires d'internautes

1- L'essentiel est sauf: il n'y a pas d'effacement de dette et la Grèce restera étroitement surveillée.

2- Les Grecs ont donc lâché le morceau, ils reconnaissent avoir plus besoin de l'UE que le contraire.

3- Ce que les technocrates ne comprennent pas c'est qu'un recul de Syriza prépare la victoire d'Aube dorée. A moins que cela soit le but : historiquement l'extrême droite a toujours eu la faveur des milieux d'affaires, de la bourgeoisie, bourgeoisie qui a le quasi monopole de la "représentation" du peuple dans notre europe "démocratique".

4- L'Allemagne veut que le gouvernement grec saute. Dixit Schauble: "Les grecs vont avoir avoir du mal à expliquer l'accord à leurs électeurs"... Tout est dit.

5- Le traité de Versailles est une erreur historique car il a humilié le peuple allemand en exigeant des réparations sans doute politiquement légitimes mais économiquement démesurées.

La montée du Nazisme en a été une conséquence naturelle et dramatique. Humilier le peuple grec et lui demander l'impossible risque d'avoir des conséquences similaires.

On va presser la Grèce jusqu'à ce que cette farce finisse dans un bain de sang, mais c'est une comédie dramatique qui se joue sous nos yeux!

6- Attendons lundi pour voir à quelles parties de son programme, le gouvernement Syriza va renoncer. S'il y a trop de renoncements, des débordements dans la rue sont à craindre, car les communistes du KKE + les gauchistes dissidents d'Antarsia + les nazis d'Aube Dorée, quoique se combattant entre eux, restent à l'affut d'un échec de Syriza.

Pour info, Syriza c'est désomais un parti adoubé par la bourgeoisie et l'Eglise, une espèce de conglomérat de sans-cravates qui réunirait Mélenchon, Duflot et Montebourg, avec quelques bataillons d'antifas, donc pas de vrais révolutionnaires. Même Obama a donné son blanc-seing au nouveau gouvernement, c'est dire...

En complément

- La Grèce va-t-elle sortir de la zone euro ? - Francetv info

Alors que la Grèce a besoin de plus de sept milliards d'euros d'aide, Berlin réclame une politique d'austérité. Francetv info 19.02

- Records pour le Dow Jones et le S&P après l'accord sur la Grèce - Reuters

---

ACTUALITE EN TITRES

Il faut savoir raison gardée.

- Sanofi prêt à payer son DG plus de 4 millions d'euros par an - Reuters

Qui a dit ?

- "*Le 49.3 est une brutalité, le 49.3 est un déni de démocratie, le 49.3 est une manière de freiner ou d'empêcher le débat parlementaire.*"

Réponse : En 2006, le premier secrétaire du PS, François Hollande, alors que Dominique de Villepin cherche à mettre en place le contrat première embauche pour les jeunes et passe en force, grâce au 49.3, et le texte est adopté. Francetv info 17.02

Hollande et ses semblables peuvent se renier sans cesse puique cela ne porte à aucune conséquence, pourquoi se gêneraient-ils franchement ? N'est-il pas toujours de gauche ? N'est-il pas toujours socialiste ? Son parti n'est-il pas toujours un parti ouvrier ?

En dictature. C'était attendu.

- Le 49.3, un acte d'autorité et de faiblesse - Francetv info

- Henri Guaino : "la loi Macron est une loi de banquier d'affaires" - Francetv info

- Manuel Valls: "L'échec, cela aurait été que la loi Macron ne soit pas adoptée" - L'Express.fr

- Loi Macron : un passage en force - Francetv info

Le Premier ministre a décidé de recourir, mardi 17 février, à l'article 49.3 de la Constitution pour obtenir l'adoption de la loi Macron.

"Une majorité existe vraisemblablement sur ce texte, mais elle est incertaine, dès lors, et c'est ma responsabilité, je ne prendrai aucun risque", a affirmé Manuel Valls, alors que la majorité à gauche n'était pas garantie. Francetv info 17.02

- Merkel juge que l'adoption de la loi Macron est "une bonne chose" - AFP

Hollande et Valls gouvernent donc avec une majorité de droite... Depuis le premier jour...

- Valls veut réformer "avec l'autorité qui s'impose" - AFP

- L'Assemblée rejette la motion de censure, Valls promet de réformer "sans relâche" - AFP

- Bruxelles demande à la France de nouvelles réformes - LeFigaro.fr

Bercy pourrait obtenir un délai jusqu'en 2018 pour ramener le déficit sous les 3%. À condition de mettre en place des réformes musclées. LeFigaro.fr 19.02

- Valls: «S'il faut de nouveau utiliser» le 49-3, «nous le ferons» - 20minutes.fr

Si vous avez du pif, vous avez dû le sentir

- Procès du Carlton : relaxe demandée pour DSK - Francetv info

C'était attendu. Après que plusieurs parties civiles ont abandonné leurs poursuites contre DSK, dans le procès du Carlton, le procureur de la République de Lille a demandé la relaxe de l'ancien patron du FMI, ce mardi 17 février. Francetv info 19.02

La culture de la guerre récompensée.

- "Timbuktu" grand gagnant de la 40e cérémonie des César - AFP

Les illusions n'engagent que ceux qui y croient.

- Symbole du "made in France", "les Atelières" placées en liquidation - AFP

Erigée en symbole du "made in France" par Arnaud Montebourg, alors ministre du Redressement productif, la coopérative "les Atelières" à Villeurbanne (Rhône), spécialisée dans la lingerie féminine de luxe, a été placée en liquidation judiciaire mardi. AFP 19.02

Qui l'aurait cru ?

- Le chômage influerait de manière négative sur la personnalité - L'Express.fr

Tyran, déséquilibré mental, et maintenant richissime.

- Poutine, l'homme le plus riche du monde ? - LeFigaro.fr

- Poutine fait peser un «véritable danger» sur les pays baltes, selon Londres - LeFigaro.fr

- Kiev dénonce la présence de chars russes près de Marioupol - Reuters

- Washington met en garde la Russie pour son soutien à l'Ukraine - Reuters

- Ukraine : les combats font rage dans l'Est malgré l'accord de cessez-le-feu - Francetv info

- Ukraine: dans les gravats de Debaltseve des femmes affamées et des rebelles hilares - AFP

- L'Ukraine lâchée de tous les côtés - Liberation.fr

Sans grand espoir, le président Porochenko en appelle à l'ONU, qui se défausse sur l'OSCE. Liberation.fr 19.01

- A son tour, Moody's relègue la dette de la Russie en catégorie "spéculative" - AFP

Moody's a relégué vendredi la Russie en catégorie spéculative, en abaissant d'un cran la note de sa dette à long terme, en raison des risques posés par la crise ukrainienne, la chute des prix pétroliers et les sanctions internationales. AFP 20.02

Stratégie du chaos et de la guerre

- 42 morts dans trois attentats à la voiture piégée en Libye - Reuters

- Nord de la Birmanie: des centaines de civils fuient les combats, état d'urgence décreté Nan Tin Htwe - AFP

- Nigeria: plus de 30 morts dans un attentat-suicide - L'Express.fr

- Un avion "non identifié" bombarde un village du Niger et fait 36 morts - Francetv info

- Au Niger, des funérailles bombardées par erreur - Libération.fr

- Somalie: au moins 25 morts dans une attaque shebab contre un hôtel de Mogadiscio - AFP

- Le centre d'accueil des migrants débordé par les arrivées à Lampedusa - AFP

- Turquie: débat d'une loi contestée renforçant les pouvoirs de la police - AFP

- Turquie et USA d'accord pour former des rebelles syriens modérés - Reuters

- Argentine: Kirchner face à la rue un mois après la mort du procureur Nisman - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Tunisie: l'ambassadeur US expulsé du palais présidentiel - french.irib.ir

Le président tunisien a expulsé l'ambassadeur américain du palais présidentiel. Cet incident a eu lieu après que l'ambassadeur américain Jacob Walles a demandé lors de sa rencontre mardi dans la soirée avec Béji Caïd Essebsi la construction d'une base militaire en Tunisie, une demande à laquelle ce dernier a vivement réagi, a-t-on appris de Press TV. Il était si fâché qu'il n'a même pas répondu positivement à la demande d'un entretien téléphonique avec Obama.

Avec 55/68 % des voix, Béji Caïd Essebsi a remporté le 2ème tour présidentiel tunisien. Il a 88 ans. Il est avocat et politicien. Il est né dans le Nord de la Tunisie et depuis 1965 jusqu'au 1981 il occupait les postes de ministre de l'intérieur, de la défense et des affaires étrangères. Après les évolutions de 2011 il a été nommé le premier ministre par intérim et l'année suivante il a fondé le Parti « Voix de la Tunisie » qui s'est attribué cette année la majorité des sièges au Parlement. french.irib.ir 19.02

2- Yémen

1.2- Daesh débarque, au Yémen, à bord d'un avion qatari - french.irib.ir

Plus de 80 Daeshistes ont débarqué, au Yémen, à bord d'un avion qatari, a-t-on appris de la chaîne Al-Mayadeen. Quelque 87 terroristes, dont des membres de Daesh et du Front Al-Nosra, qui étaient, auparavant, actifs, en Syrie et en Irak, ont débarqué, lundi, à bord d'un avion qatari, sur l'île yéménite de Suqutra, a ajouté, ce jeudi, la même source. Sur ordre des hautes autorités yéménites, l'inspection de cet avion a été interdite.

Deux avions de l'armée yéménite ont transféré ces terroristes, dans la province de Hazarmout, dans le Sud-Est du Yémen, a poursuivi la même source. Après être arrivés au large de la localité de Ras al-Kalb, des dizaines de terroristes ont été transférés vers un lieu inconnu, a écrit, mardi, le quotidien "Al-Yaman al-Yaoum", citant les forces de la garde côtière yéménite. Ces derniers mois, les terroristes de Daesh n'ont eu de cesse de s'introduire, dans le territoire yéménite, via les côtes des provinces de Hazarmout, d'Abin et d'Al-Mohra, dans le Sud de ce pays, selon "Al-Yaman al-Yaoum". french.irib.ir 19.02

2.2- Riyad se prépare à une intervention militaire, au Yémen - french.irib.ir

La presse koweïtienne cite les sources diplomatiques, selon lesquelles l'Arabie saoudite se prépare à une intervention militaire, au Yémen, avec l'aide des armées de l'air émiratie et koweïtienne.

Le site web koweïtien, «Al-Shahed», cite les sources diplomatiques, qui font état de la décision des pays arabes du Sud du golfe Persique d'intervenir, militairement, au Yémen, sous le commandement de l'Arabie saoudite.

D'après ces sources, la marine et l'armée de l'air de l'Arabie saoudite se préparent à attaquer le Yémen, tandis que les avions de combat koweïtiens et émiratis sont, progressivement, installés, dans des bases situées près du Yémen. D'après les diplomates bien informés, les pays arabes du Sud du golfe Persique attendent, pour le moment, la décision du Conseil de sécurité de l'ONU, pour se référer au chapitre 7 de la Charte des Nations unies, autorisant une intervention militaire internationale, au Yémen. L'Arabie saoudite est prête à commander cette coalition internationale, avec la participation de ses partenaires du Sud du golfe Persique. french.irib.ir 19.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Trois syndicats appellent à une grève nationale le 9 avril - AFP

La CGT, FO et Solidaires ont appelé mardi l'ensemble des salariés, du public et du privé, à observer une journée de grève nationale et à manifester contre l'austérité le 9 avril.

"Le pacte de responsabilité, la rigueur budgétaire, nombre de dispositions du projet de loi libéral Macron aggravent la situation des salariés", ont estimé les représentants de ces trois organisations réunis en intersyndicale au siège parisien de FO, dans une déclaration commune.

Selon ces syndicats, "de nombreuses luttes et mobilisations syndicales sont d'ores et déjà engagées dans les entreprises".

"Pour faire converger ces revendications et exiger du gouvernement et du patronat qu'ils y répondent, la CGT, FO et Solidaires s'engagent dans un processus de mobilisation", expliquent-elles.

Pascal Pavageau, membre de la direction de FO, a précisé à l'issue de la rencontre que l'initiative se concentre autour de l'appel à "une grève interprofessionnelle" et permet "autour de cette date du 9 avril, de faire converger les actions engagées dans les différentes filières et branches" professionnelles.

"Il s'agit d'une première étape importante", a ajouté Virginie Gensel-Imbrecht, membre de la nouvelle direction de la CGT.

"Après ce qui s'est passé avec le projet de loi Macron" mardi où le gouvernement a décidé de recourir à l'article 49-3 de la Constitution pour le faire adopter, "il est nécessaire de proposer la mobilisation des salariés dans leur ensemble", a-t-elle ajouté.

Toutefois, a précisé M. Pavageau, "le 9 avril n'est pas une journée de grève interprofessionnelle contre la loi Macron" mais cette loi "renforce une situation extrêmement dégradée et intenable".

Pour Verveine Angéli, porte-parole de Solidaires, cette mobilisation est "positive et attendue par les salariés".

Bernadette Groison numéro un de la FSU, présente à cette intersyndicale, a affirmé que son syndicat déciderait au mois de mars si elle allait rejoindre cette action.

Les modalités précises de cette initiative - notamment concernant les appels à des manifestations - seront décidées prochainement par les organisations concernées.

L'intersyndicale avait été proposée par le numéro un de FO Jean-Claude Mailly qui avait un mandat de son Congrès réuni à Tours, début février, pour proposer aux autres syndicats d'organiser ensemble une journée de grève contre l'austérité.

Mais les centrales réformistes CFDT, CFTC, CFE-CGC, Unsa, ne se sont pas montrées au diapason. Elles ont décliné l'invitation, faisant état de différences d'analyse, notamment sur le Pacte de responsabilité.

2- Etats-Unis

- Wal-Mart augmente le salaire minimum d'un demi-million d'employés - AFP

A partir du mois d'avril, environ 500.000 des 1,3 million de salariés américains (40% des effectifs) du numéro un mondial de la distribution verront leur salaire porté à 9 dollars de l'heure.

A compter du 1er février 2016, ce salaire horaire sera "au moins" à 10 dollars de l'heure, assure Wal-Mart, qui promet aussi de donner aux salariés leur emploi du temps deux semaines et demie à l'avance et des formations.

Commentaire d'un internaute.

- "Malgré la hausse, le montant reste bien loin du SMIC français, et il ne faut pas oublier que la couverture-santé et le 401K (le plan d'épargne-retraite) sont des affaires "privées" aux US, en clair, tu te les paies de ta poche de riche smicard ... Ah, pour faire plaisir aux esclavagistes du MeRdef et leurs laquais socialistes : les supermarchés aux US sont ouverts jusqu'à 22h MINIMUM, 7j/7. Ils appliquent la loi Macron depuis toujours, les bougres."

Haut de page

Le 22 février 2015

CAUSERIE

37 articles ont été ajoutés.

Les articles mis en ligne proviennent généralement des portails suivant : mondialisation.ca, voltairenet.org/fr, michelcollon.info, internationalnews.fr, french.irib.ir, legrandsoir.info, arretsurinfo.ch, ilfattoquotidiano.fr.

On actualisera la causerie demain. Pour patienter une vidéo très brève, sans appel.

Ukraine : "Les néo-nazis font partie de nos forces armées et sont contrôlés par Kiev"
https://www.youtube.com/watch?v=MKJe-pj3bK8

L'ambassadeur ukrainien en Allemagne, Andriy Melnyk, a déclaré lors de l'émission de télévision de Günther Jauch (Fernsehsendung)?, l'un des talk politique le plus populaire en Allemagne, que les troupes d'Azov et du Secteur Droit néo-nazis font partie des forces armées ukrainiennes, qu'ils sont contrôlés et coordonnés par le régime pro-occidental de Kiev. Sans eux dit-il, l'avancée de l'armée russe aurait été bien plus importante.

Obama, Merkel et Hollande, le PS et ses satellites ne peuvent pas dire qu'ils ne savaient pas qu'ils soutenaient un régime néonazi.

On va enfoncer le clou : C'est quoi au juste d'après vous le PS ou un parti qui soutient des nazis, un parti ouvrier ou de gauche, un parti du capital ou de droite ou d'extrême droite ?

Un chien, c'est un chien. Mais un chien porteur de la peste, c'est quoi ? Ce n'est plus un chien, c'est la mort qu'il incarne uniquement et rien d'autre. A suivre.

Au fait, une précision.

Si vous ne trouviez pas ou plus les vidéos dont je vous ai donné les adresses, j'ai téléchargé la plupart et je peux vous les envoyer maintenant que j'ai une connexion Internet ultra rapide.

De même si vous ne trouviez pas des articles mis en ligne récemment, disons au cours des 2 ou 3 dernières années, je les ai stockés dans le disque dur.

J'ai essayé d'envoyer un courriel à un lecteur qui avait signé Yves, en vain, je voulais juste lui envoyer des documents qui pouvaient l'intéresser...

Haut de page

Le 23 février 2015

CAUSERIE

Sémantique et imposture.

Pour désigner les prédateurs UE, BCE et FMI, ne dites plus troïka, dites "institutions". C'est l'Eurogroupe ou les ministres des Finances de la zone euro qui ont trouvé cette subtilité ou substitution sémantique pour tromper les Grecs avec la complicité de Syriza.

C'est bien joué puisque Syriza voue un culte à toutes les institutions économiques et politiques du capital, à commencer par les institutions nationales grecques ou le Parlement grec, sans oublier la Constitution.

Il n'est pas le seul, les militants vouent bien un culte aux partis dits traditionnels du mouvement ouvrier alors qu'ils en sont les ennemis depuis plus ou près d'un siècle, au diable la dialectique ! Effectivement ce qui compte ce ne sont pas les faits mais ce que pensent les gens... quoique les faits finissent par les rattraper, y compris ceux qui gouvernent.

Un jus de pomme ou de raisin qui a tourné au vinaigre ne sera plus jamais du jus de pomme ou de raisin, libre à ceux qui le souhaiteraient ensuite d'accommoder leurs plats indistinctement selon les fameuses recettes concoctées par leurs grands chefs, et qu'il nous soit octroyé le droit ou la liberté de nous abstenir de les consommer pour préserver notre équiibre biologique ou notre santé y compris mental, sachant que tout désordre somatique peut avoir des répercussions néfastes sur le plan psychologique ou intellectuel, donc politique.

A peine croyable.

- Quand un gratte-ciel prend feu à Dubaï - latribune.fr 21.02

Un incendie a ravagé samedi la partie supérieure d'une des plus hautes tours de Dubaï: The Torch.

Un incendie (maîtrisé après deux heures d'intervention des pompiers) a ravagé samedi la partie supérieure d'une des plus hautes tours de Dubaï, selon un communiqué de la Défense civile. Pas de victimes à déplorer mais sept personnes ont été soignées sur place après avoir inhalé de la fumée.

Une vingtaine d'étages du gratte-ciel, qui en compte 79, ont ainsi été touchés par les flammes attisées par les vents, et des débris de l'immeuble se sont écrasés sur la rue, selon des vidéos amateurs diffusées sur les réseaux sociaux.

Le feu s'est déclaré au 51e étage de la tour résidentielle qui fait 336,1 mètres de haut, a indiqué la Défense civile, sans en préciser la cause. latribune.fr 21.02

Commentaire d'un internaute.

- "Et il n'est pas tombé ?"

C'est un miracle a attribué à la lutte contre le terrorisme...

Les illusions les plus courtes sont les meilleures.

- Le 13 janvier, Manuel Valls faisait lever tout l'hémicycle lors de son discours post-attentats. Moins d'un mois et une semaine plus tard, avec un 49.3 et une motion de censure (même sans danger) le contraste est saisissant. AFP 21.02

- Rechute de popularité pour Hollande et Valls - Francetv info

Le coup d'Etat de l'Otan, c'était contre qui ? Les Ukrainiens et la Russie.

- Un an après Maïdan, où en est l'Ukraine? - 20minutes.fr

- Vladimir Poutine reste l'homme politique le plus populaire en Russie, en dépit de la crise économique provoquée notamment par les sanctions de l'UE et de Washington qui accusent Moscou de soutenir militairement les rebelles prorusses en Ukraine. lexpress.fr 21.02

La CIA et le Mossad vont-ils à nouveau passer à l'action en Europe ?

- Menace d'attaques contre des centres commerciaux occidentaux, selon Washington - AFP

- Paris : Les shebab somaliens appellent à frapper deux centres commerciaux franciliens - 20minutes.fr

Ils célèbrent une révolution nationale-socialiste.

- Révolution ukrainienne : un anniversaire dans l'inquiétude Francetv info

- Des milliers d'Ukrainiens marchent à Kiev en mémoire des morts du Maïdan Lexpress.fr

- "Marche de dignité" pour les morts de Maïdan à Kiev - AFP

Les assassins défilent.

Un an plus tard, ce carnage n'est toujours pas élucidé malgré l'arrivée au pouvoir des pro-occidentaux dirigés par Petro Porochenko.

Les néo-fascistes paradent.

En tête de la marche, le président Porochenko et le gratin politique ukrainien avancent lentement au coude au coude avec des invités européens de marque, dont le président du Conseil européen, Donald Tusk, les présidents allemand, polonais, lituanien, slovaque, géorgien et moldave.

Alors que la marche avance dans le centre-ville, les manifestants scandent "Dalia! Dalia!" saluant la présidente lituanienne Dalia Gribauskaite. AFP 22.02

Commentaire d'un internaute.

- "*Le président Viktor Ianoukovitch a été renversé par les terroristes d'extrême droite, tuant des policiers et des militaires, le souvenir de la population Ukrainienne s'est effacé, aujourd'hui l'ennemie est la Russie.; drole de mentalité, enfin s'ils sont content de commémorer un anniversaire, c'est leurs problèmes et pas le notre, mais que faisait Harlem Désir à cette manifestation de soutien à cette révolution d'extrême droite ?*"

Harlem Désir, le PS au côté des néonazis, des fachos, mais ils sont à leur place. Pourquoi, vous imaginiez quoi ?

Etre de droite, c'est aussi être d'extrême droite, c'est le contexte ou les circonstances qui servent de révélateur ou font le larron. Mon pauvre ami vous versez dans la caricature ? Plutôt expéditif comme formule, vous ne trouvez pas ? Discours outrancier s'il en est, non ? Vraiment ?

Lié viscéralement au système économique capitaliste, on est démocrate ou fasciste en fonction du cyle du capital dans lequel on se trouve ; en gros, en période d'expansion du capitalisme on est démocrate, progressiste, etc. et en période de crise du capitalisme on adopte le fascisme ou on s'en accommode, on s'en fait le complice. Nulle contradiction ici puisque la base est la même, l'adoption ou la soumission au capitalisme.

Quand les démocrates bourgeois ou petits bourgeois prétendent s'opposer au fascisme, c'est dans l'espoir de prendre la relève plus tard, pour se façonner une étiquette trompeuse, après avoir profité des conditions qui avaient ouvert la voie au fascisme au lieu de les combattre, ils en partagent donc la responsabilité et son coupable de l'avoir porté au pouvoir.

Selon la situation, ils sont patriotes ou ultra nationalistes, pacifistes ou soutiennent la propagande de guerre, dans tous les cas de figure ils sont colonialistes, impérialistes, esclavagistes.

Ils se partagent les étiquettes, les rôles, les places, les prébendes. Ils sont financés par la classe des capitalistes et son Etat. Ils se partagent le pouvoir politique ou gouvernent au service des capitalistes.

Ils défendent les institutions antidémocratiques en place, et quand ils feignent de les combattre c'est pour en prendre la direction

pour le compte de la classe dominante au nom et au détriment de la classe ouvrière et en tirer profit, autrement c'est pour imposer une dictature suspendant les libertés individuelles et publiques, à commencer par le mouvement ouvrier, ses organisations et ses partis, en particulier leur avant-garde révolutionnaire.

Ils partagent le même fond de commerce pour assurer la pérennité du régime. Grands bourgeois, aristocrates, issus de la bourgeoisie, acquis à l'idéologie dominante de par leur naissance, leur formation ou expérience politique, ayant acquis dans tous les cas de figure un statut privilégié qui les classe parmi les nantis, ils ne peuvent gouverner qu'avec le soutien de la petite bourgeoisie, des classes moyennes, accessoirement ou selon la situation l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures de la classe ouvrière, l'ensemble suffit pour entraîner des couches du prolétariat toujours aussi ignorant ou manipulable, conditionné par les médias, abruti, distrait, insouciant ou corrompu par un mode de vie infernal ou désuet qui laisse peu de place ou de temps libre à la réflexion indépendante susceptible de le remettre en cause.

Tant qu'ils n'avaient fait que trahir la cause qu'ils prétendaient défendre, tant qu'ils n'avaient fait que démontrer que leurs intentions ne correspondaient pas à la réalité, tant qu'ils n'avaient pas gouverné et montré de quoi ils étaient capables, on pouvait leur attribuer toutes sortes de qualités réelles ou fictives, on pouvait leur attribuer le bénéfice du doute plus ou moins hypocritement, plutôt plus que moins tant leur tendance à la capitulation s'était révélée être un penchant rédhibitoire au-delà duquel aucun retour en arrière n'est possible.

Maintenant on a le droit de se laisser abuser ou de s'abuser soi-même éternellement, on ne l'a pas d'abuser ceux au nom desquels on s'exprime.

Cette interprétation serait dogmatique ou sectaire diront nos contradicteurs. A la fin du XIXe siècle et au tout début du XXe les militants ouvriers ne combattaient pas seulement pour améliorer la condition des ouvriers, dans leurs discours figurait toujours la perspective d'en finir avec le capitalisme et l'espoir qu'une société meilleure et plus juste verrait le jour rapidement qu'on appelait socialiste. Relisez les documents de l'époque, visionnez les documentaires ou films qui ont été réalisés qui retracent le combat du mouvement ouvrier de cette époque et vous en aurez la confirmation, c'est d'ailleurs de là que je tire en partie cet argument.

Les militants ouvriers combattaient pour des augmentations de salaire, une réduction du temps de travail et d'autres droits sociaux, des droits politiques également, mais ils savaient que cela ne faisait pas le compte, que leurs combats se concluent par des victoires ou des défaites, ils avaient à l'esprit en permanence les conditions de travail et de vie des ouvriers, et quelque part c'était ce qui leur interdisait de s'accommoder du capitalisme et les reliait au socialisme, ils aspiraient profondément à une autre vie qui évidemment était incompatible avec le maintien du capitalisme. Pour eux, l'existence, le mode de vie des ouvriers demeurait insupportable, tout comme aujourd'hui où finalement nous ne sommes pas maître de notre emploi du temps, de notre destin, de rien en réalité, on ne fait que subir cette vie de labeure et de souffrances jusqu'à l'âge ou physiquement et intellectuellement on est diminué, la société capitaliste nous accorde généreusement la possibilité d'enfin profiter de la vie quand il est trop tard, quand elle s'achève ou lorsque le meilleur est déjà derrière nous.

L'ouvrier et le militant ouvrier ne voulaient pas subir plus longtemps cette existence cruelle qui leur était imposée, tel était à la base leur état d'esprit, leur motivation pour combattre et changer la société, leurs convictions reposaient sur le droit légitime d'exiger de pouvoir maîtriser leur destin au lieu d'être la proie de maîtres avides et cyniques.

Voilà ce qui serait dogmatique ou sectaire, refuser de déconnecter notre combat pour des revendications sociales du combat politique pour changer la société, abattre le régime en place, sous prétexte que bon nombre de travailleurs ou militants ne comprendraient pas qu'on puisse faire ce lien, à croire par exemple qu'il suffirait de leur accorder quelques euros ou dizaines d'euros d'augmentation pour qu'ils aient soudainement une vie merveilleuse ou s'épanouissent dans cette société, que miraculeusement toutes leurs difficultés aient disparu de leur existence et qu'ils aient enfin un idéal dans la vie, seuls des nantis peuvent le penser.

C'est en réalité adopter la mentalité du bourgeois sans bénéficier des avantages que lui accorde la société et qui lui rendent la vie agréable. C'est l'état d'esprit ou la mentalité du militant en général, du mouvement ouvrier, y compris son avant-garde qui se sont écartés ou ont tourné le dos au socialisme.

On leur rappelera que si le sort de l'humanité repose entièrement sur la capacité de la classe ouvrière à prendre le pouvoir politique ou d'assumer la tâche historique d'assurer la pérennité de la civilisation humaine, cet objectif est incompatible avec cet état d'esprit et qu'il y a lieu d'en changer sur le champ sous peine de voir la barbarie triomphée définitivement.

On peut partager ou non cette analyse, je vous ferais remarquer que je n'ai cité personne, je n'ai attaqué aucun parti, je n'ai fait référence à aucun dirigeant en particulier, de manière à ce chacun puisse réfléchir librement, tranquillement aux questions qui sont soulevées ici.

On n'a jamais nié la diversité des courants du mouvement ouvrier, on a seulement affirmé que notre courant politique devait combattre sur la base de son programme, du socialisme, et rien d'autre. Après tout chaque courant politique mène son

combat politique sur la base de ses principes ou idées, pourquoi ne devrions-nous pas en faire autant, pourquoi cela serait-il impossible ? C'est ce qu'on a voulu nous faire croire, c'est ce qu'on nous a inculqué au point que les militants en sont persuadés ou ne s'en rendent même pas compte, en gros le socialisme ou vouloir changer la société, c'est indéfendable, il faut renoncer à cet objectif.

Notre politique repose sur la classe ouvrière, elle s'adresse à elle, à l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuel des secteurs public et privé, à toutes les couches d'exploités, y compris les plus défavorisées, aux militants du mouvement ouvrier également, et si maintenant il y en avait qui la rejettaient ou que ce serait se couper de pans entiers du mouvement ouvrier, peu importe, à aucun prix nous ne changerons de politique ou de stratégie qui repose sur une analyse que nous venons d'étayer largement, sans entrer dans les détails historiques que chacun a en tête ou peut facilement retrouver.

Nous refusons de faire dans la démagogie ou le double langage qui consiste à trouver du bon et du mauvais en toute chose pour finalement arriver à la conclusion qu'elles se valent toutes, qu'il faut faire avec... C'est ce genre de raisonnement qui nous a conduit où nous en sommes. C'est aussi la méthode employée par ceux qui nous gouvernent si vous avez bien observé, finalement la finance, ce n'est pas si mal que cela. Même en Grèce...

Nous ne combattons pas les illusions des travailleurs sur leur terrain, car cela reviendrait à s'y adapter ou les entretenir, nous ne combattons pas les contradictions du capitalisme sur son terrain parce que cela conduirait à s'en accommoder, nous combattons les illusions des travailleurs et les contradictions du capitalisme sur un terrain de classe indépendant, le terrain du socialisme. Une autre position revient à s'interdire de rompre avec le capitalisme et ses institutions, voyez ce qui se passe en ce moment en Grèce.

Cette position est ni amendable, ni négociable.

Lénine eut-il une autre attitude tout au long de son combat politique ? Pas de réunification avec les mencheviks, aucune concession sur les principes et le programme, pas de participation au gouvernement Kerensky, on décide le jour de l'insurrection, on prend le pouvoir... Tout est lié. Conviction inébranlable, détermination absolue, persévérance, objectif clair.

Mise en scène digne des propagandistes du IIIe Reich.

La politique de l'Otan, de l'impérialisme américain et de Bruxelles est conforme aux voeux exprimés par les Ukrainiens, c'est la démocratie, la preuve :

- Des fleurs sont déposées devant les portraits des victimes. Des drapeaux ukrainiens bleu et jaune flottent dans la manifestation à laquelle participent aussi des parents avec leurs enfants.

- Une fois la procession arrivée sur la place Maïdan, la prière commune commence. Un ange passe. Beaucoup se mettent à pleurer.

- "Nous voulons la paix et nous espérons que les leaders européens qui sont à Kiev actuellement nous aideront", dit Valentina Oleksiivna, une femme médecin. "Nous espérons que l'Europe enverra ici un contingent de maintien de la paix", poursuit-elle.

- Natalia, une esthéticienne, est venue à la marche avec son fils Ostap de 11 ans. "Nous espérons beaucoup que l'Europe renforce ses sanctions contre la Russie et nous fournisse enfin des armes"

- Pour les Ukrainiens, les Occidentaux devraient se dépêcher. "Il reste peu de temps. Si l'Europe ne fait rien, il y aura une grande guerre", estime Nadejda.

- L'Europe doit comprendre que nous en sommes une partie. Et si cela va mal pour nous, cela ira mal pour elle aussi", renchérit Mykola Podrezan, assis dans son fauteil roulant.

La lutte contre le terrorisme ou la propagande de la classe dominante pour justifier l'instauration d'un Etat policier.

- Le Danemark durcit son plan antiterroriste - LeFigaro.fr

Mais ce plan musclé de 12 propositions, en préparation depuis les attentats de Paris, fait grincer des dents les experts juridiques, estimant qu'il risque de saper les principes de l'État de droit auquel est attaché le Danemark. Comme après les attentats de 2001 à New York et Washington, ou après ceux de Londres en 2005, les dirigeants danois de droite et de gauche ont fait adopter de nouvelles lois antiterroristes qui, selon les juristes, empiètent et limitent les libertés individuelles.

C'est «également le cas aujourd'hui», affirme Joern Vestergaard, professeur en droit pénal à l'université de Copenhague. Il pointe du doigt une mesure controversée de ce plan, autorisant les services du renseignement extérieur de la Défense (FE) à espionner les Danois jugés suspects à l'étranger, sans mandat d'un juge.

Mais «on est train de toucher aux principes fondamentaux de l'État de droit», affirme au Figaro M. Vestergaard, jugeant «profondément problématique pour la sécurité juridique de faire un programme qui met sur la touche les tribunaux et qui se déroule en silence dans l'ombre des services secrets». Ce plan, négocié actuellement avec les autres partis, constitue «un pas drastique, spécialement en ce qui concerne la surveillance (des citoyens)», pense ce juriste, craignant que les dirigeants de Copenhague n'adoptent une politique précipitée, sous l'effet de la panique.

Justifiant cette mesure, le ministre social-démocrate de la Défense, Nicolai Wammen, a expliqué qu'«on ne pouvait attendre des décisions de justice qui prennent du temps: il faut offrir la possibilité aux agents de FE sur le terrain d'intervenir concrètement et rapidement si une planification d'actes terroristes était en cours».

Un argument peu convaincant selon le professeur renommé Eva Smith. «C'est inacceptable dans une société libre et démocratique quand on laisse d'autres (le chef de FE en l'occurrence) que les juges évaluer le besoin de placer sous surveillance les citoyens», estime-t-elle. «Si les politiques pensent qu'un chef du renseignement peut être un aussi bon garant de la sécurité juridique qu'un juge, on n'est pas loin d'un État policier», s'alarme-t-elle. LeFigaro.fr 22.02

Stratégie mondiale du chaos.

Conditionnement des masses et guerre psychologique. Ils en rajoutent une couche quotidiennement pour terroriser la population et récupérer la mise, en vain.

- "Charlie Hebdo" : le mémorial des victimes de nouveau saccagé, place de la République - Francetv info

- L'Angleterre émue par le départ de trois lycéennes pour le djihad - L'Express.fr

- Un Britannique vend sa maison pour combattre l'Etat islamique en Irak - Francetv info

- Daech menace Rome d'invasion, les internautes italiens se moquent - Le Huffington Post

- L'État islamique menace d'envoyer 500.000 migrants en Europe depuis la Libye - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le populiste ne dira pas à qui cela profite, qui en est à l'origine ou encore moins pourquoi. A qui profite le populisme ?

- Mélenchon refuse "la logique de choc des civilisations" et met en cause les médias - AFP

Jean-Luc Mélenchon, leader du Parti de gauche (PG), s'est dit "contre la logique de choc des civilisations", dénonçant le rôle des médias qui passent "des heures d'informations faisant peur".

"Je suis contre la logique du choc des civilisations et je m'inquiète de voir que depuis le 11 janvier, c'est au quotidien, tous les jours, des heures et des heures d'informations dramatisant, faisant peur, on croirait que la France est pays antisémite rempli d'islamistes radicaux, prêts à égorger tout le monde au coin d'un bois", a dénoncé Jean-Luc Mélenchon dans l'émission C politique sur France 5.

"Que sont ces islamistes radicaux ? Des sectes comme nous en combattons d'autres, donc nous avons des armes, nous savons faire face", a-t-il dit. (Face au régime dont il s'accommode et qui en est responsable ? - ndlr)

"Le but politique de ces gens c'est de pousser les Français les uns contre les autres, donc il ne faut pas leur en donner les moyens. Je commence à être agacé de voir ces heures passées à décrire une France qui serait antisémite comme si nous étions chargés de faire la propagande de M. Netanyahu qui voudrait que les Français de confession juive quittent leur patrie pour aller en Israël. Ça suffit maintenant", s'est agacé le leader du Parti de gauche.

"Non il n'y aura pas de guerre civile en France des uns contre les autres, et la religion en politique c'est la catastrophe totale", a-t-

il lancé. (Que dire d'autre de l'opportunisme effréné ? Ne serait-ce pas la politique coloniale du gouvernement qui serait une "catastrophe totale" ? - ndlr)

Interrogé sur la montée du Front National, l'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle a là aussi pointé la responsabilité des médias. (Les médias sont à l'unisson du gouvernement, pourquoi ne pas en profiter pour le dire ? - ndlr)

"Des gens qui font le calcul que le FN est une bonne affaire et qui donc ont aidé à sa dédiabolisation, ont aidé à la mise en scène du personnage riant, chaleureux amical (...) Je sais qui fait des publi-reportages constant pour Mme Le Pen", a-t-il déclaré, en citant "la pravda de l'ordre établi: le journal Le Monde". AFP 21.02

Il en sait des choses... mais il passe à côté de l'essentiel. Serait-ce volontaire de sa part ? Disons que c'est devenu naturel chez lui, une seconde nature, cela remonte si loin qu'il ne s'en rend même plus compte ou rarement, pas au point de s'en vanter toute de même, il a une idée trop élevée de sa petite personne...

Grèce. Les masques tombent. Syriza ou l'imposture.

1- La Grèce crie victoire, la crise bancaire évitée - Reuters

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, s'est félicité samedi d'avoir mis fin à l'"austérité" en concluant avec le reste de la zone euro un accord sur la prolongation de l'aide financière.

- Accord européen sur la Grèce: Hollande salue "un bon compromis" - AFP

"Sur le dossier de la Grèce, nous avons cherché la bonne solution", a-t-il expliqué. "La bonne solution, c'était de prolonger le financement permettant à la Grèce d'assurer sa transition et de pouvoir honorer ses engagements".

"La bonne solution, c'était aussi de lui laisser le temps pour que ses réformes soient engagées et que le respect des électeurs grecs soit aussi préservé", a-t-il encore précisé.

L'Europe s'est engagée à prolonger le financement de la Grèce de quatre mois, mais sous de strictes conditions, soumises à examen dès la semaine prochaine.

Le compromis a été trouvé au prix de nombreux engagements grecs, au terme d'une réunion "laborieuse", la troisième en moins de dix jours pour les 19 ministres de la zone euro.

Athènes doit présenter d'ici lundi soir une liste de réformes qui devra être approuvée par ses créanciers, désormais désignés sous le terme d'"institutions" (UE, BCE et FMI), les Grecs ne voulant plus entendre parler de la "troïka".

"L'Europe, elle doit montrer de la crédibilité, elle doit montrer aussi de la solidarité. De la crédibilité parce que nous devons montrer que nous avons des règles et qu'elles valent pour tous les pays (...) De la solidarité, parce que quand il y a des pays qui souffrent, il est légitime que nous puissions les accompagner tout en leur demandant de respecter leurs engagements", a expliqué François Hollande.

"La Grèce a fait beaucoup d'efforts ces dernières années. Il y a eu beaucoup de sacrifices qui ont été demandés", a-t-il affirmé. "Maintenant il faut donner du temps, mais en même temps toujours respecter les engagements, car ce sont les contribuables français, allemands et européens qui ont permis que la Grèce puisse s'en sortir".

Rappel d'un internaute

- "*Faut-il rappeler que les trois pays les plus endettés d'Europe à plus de 2000 milliards chacun sont l'Allemagne, l'Italie et la France ? Et que le ratio au PIB n'est qu'un trompe l'œil : tant qu'ils ont la confiance des marchés tout va bien mais ces trois pays sont totalement incapables d'honorer leur dette si le vent tournait brutalement comme pour la Grèce.*

Faut-il rappeler que la dette publique par habitant est moins élévée en Grèce qu'en GB, France, Italie, Belgique (+ US et Japon) ? Curieux que la presse continue de nous parler de la dette colossale de la Grèce…"

2- En Grèce, départ de feu à la gauche de Syriza - liberation.fr 22.02

Aléxis Tsípras doit présenter ses réformes ce lundi. Un reniement, selon des membres de son parti.

Entre autres réformes attendues : un programme de lutte contre l'évasion fiscale, la bureaucratie et les cartels, ainsi que des privatisations désormais jugées acceptables.

Pour faire passer la pilule auprès de son électorat, quelques mesures sociales devraient figurer sur la liste.

Pas sûr que cela suffise. Car c'est à un vrai début de fronde qu'est désormais confronté le parti, qui pourrait remettre en question la stabilité du gouvernement.

Manólis Glézos, figure emblématique de Syriza et héros national pour avoir enlevé le drapeau nazi de l'Acropole pendant l'occupation, a fait parler la foudre dimanche. Dans un communiqué posté sur le site de sa mouvance au sein du parti, le doyen du Parlement européen a rappelé à qui veut l'entendre le programme de Syriza avant les élections. Dont l'annulation pure et simple des politiques d'austérité et des lois imposées en échange des plans d'aide. S'excusant auprès du peuple grec car «il a soutenu l'illusion que cela serait réellement fait», il a appelé tous les membres, militants et sympathisants de Syriza à l'insurrection contre l'accord et les concessions faites à Bruxelles vendredi. Giannis Milios, cofondateur du parti et responsable du programme économique jusqu'aux élections de janvier, a immédiatement posté le communiqué de Glézos sur son propre site.

Selon des médias grecs, plusieurs voix à l'intérieur du bureau politique de Syriza réclameraient même un «recours au peuple», c'est-à-dire un référendum, si cet accord interdisait de fait au parti de mettre en œuvre son programme. Des attaques à prendre au sérieux : l'aile gauche de Syriza, qui représente environ 30% du parti, est indispensable à l'exécutif pour conserver sa majorité parlementaire. liberation.fr 22.02

3- Le héros de la gauche grecque Manolis Glezos attaque le compromis de l'Eurogroupe - latribune.fr 22.02

L'homme qui avait ôté le drapeau nazi de l'Acropole en 1941 s'estime déjà trahi par le gouvernement grec. Il appelle à refuser le compromis et demande aux militants de décider.

Depuis Bruxelles, où il exerce ses fonctions de député européen élu l'an passé sur les listes de Syriza, ce vieil homme de 92 ans a publiquement « au peuple grec de [lui] pardonner d'avoir contribué à l'illusion » des promesse de Syriza.

« Dommage et encore dommage »

Dans un texte très virulent, dont on trouvera sur le site Okeanews la traduction en français, Ma nolis Glezos souligne que « changer le nom de la troïka en « institutions », celui du mémorandum en « accord » et celui des créanciers en « partenaires », ne change en rien la situation antérieure. » Il estime donc que le compromis trouvé à Bruxelles ne fera que poursuivre l'austérité. « Au lendemain des élections, d'une seule loi, nous abolissons la troïka et ses effets. Un mois est passé et cette promesse n'est toujours pas transformée en acte », affirme le texte qui ajoute « dommage et encore dommage. »

« La seule solution, c'est la liberté »

Manolis Glezos estime qu'il ne fallait accepter aucun compromis. « Entre l'oppresseur et l'oppressé, il ne peut être question de compromis, tout comme cela est impossible entre l'occupé et l'occupant. La seule solution c'est la liberté », indique le député européen qui appelle les militants et sympathisants de Syriza « à décider s'ils acceptent cette décision. » Bref, c'est un appel à la réflexion interne autour du compromis.

Epine dans le pied du gouvernement ?

Ce texte ne pouvait pas plus mal tomber pour Alexis Tsipras qui va devoir faire accepter à sa majorité le compromis bâti à Bruxelles. Du reste, plusieurs responsables de Syriza comme Sophia Sakofara, députée européenne, ou l'économiste John Milios, ont tweeté le texte de Manolis Glezos et fait part de leur soutien. Ceci dit, le gouvernement grec pourra aussi mettre cette agitation en avant pour justifier une certaine prudence vis-à-vis des demandes des « institutions », notamment concernant le marché du travail ou les assurances sociales. En attendant, le gouvernement a répondu gêné que, peut-être Manolis Glezos « n'est probablement pas bien informé des dures négociations qui se poursuivent. » latribune.fr 22.02

Commentaire d'un internaute.

- "*On notera que Manolis Glezos est, depuis 1974, une figure plutôt modérée au sein de la gauche. L'EDA reconstituée à la sortie de la dictature des colonels n'était plus celle de l'après guerre civile, elle avait largement évolué, la plupart de ses dirigeants rompant purement et simplement avec le KKE, et adoptant des positions même souvent plus modérées que celles du KKE-es (eurocommuniste, futur Synapsismos).*

Le passage au PASOK en 1980 et jusqu'au début des années 1990, malgré le deuxième gouvernement Andreas Papandreou,

malgré la corruption de "l'état PASOK" (le "gouvernement œcuménique" de 1989-1990 a eu notamment pour objet de lutter contre cette corruption généralisée au sein de l'état grec), puis ensuite le retrait sur la politique locale sont dans la droite ligne de cette évolution. Glezos a été ramené à la politique nationale en 2000 en étant candidat "d'ouverture" de Synapsismos, mais il se présentait alors volontiers comme "apolitique" (!), acceptant de mettre sa popularité personnelle au service d'un parti alors en pleine mutation réformiste (80% de sa direction de l'époque a quitté SYRIZA pour fonder la DIMAR en 2010), et sa participation à SYRIZA, un poil trop "rouge" à son goût, n'a pas été une évidence immédiate.

Sans le renfort (temporaire) de Mikis Theodorakis (qui est vite reparti dans ses habituelles lubies politiques), il est probable que Glezos se serait contenté de gérer son micro-parti "Citoyens Actifs", plus associatif qu'autre chose, au niveau simplement local. Et de fait, au sein de SYRIZA, il a défendu globalement des positions plus modérées que la majorité autour d'Alavanos puis de Tsipras, la seule exception étant la question tactique.

On notera donc que la première critique en quasi traitrise provient d'une personne située globalement sur la droite de Tsipras et du gouvernement, alors qu'à l'inverse, Panagiotis Lafazanis, principale figure de la "plate-forme de gauche" (aile gauche de SYRIZA, très proche de l'extrême-gauche) et ministre de l'environnement et de l'énergie, soutient sans ambiguïté l'action du gouvernement, alors qu'il n'a pourtant pas sa langue dans sa poche et a la critique facile et acerbe, surtout à l'endroit de la majorité de SYRIZA. "

Peut-être que peu de temps avant de passer l'arme à gauche, Manolis Glezos a 92 ans, regretterait-il de ne pas avoir refusé tout compromis avec le capital plus tôt, à moins que ce ne soit un éphémère instant de lucidité ou de conscience politique qui lui a échappé ?

Le gouvernement grec a accepté de négocier avec la troïka, il a accepté ce cadre, ces interlocteurs, il a mis le doigt dans cet engrenage infernal qui en fait un complice du capital, on ne dira pas qu'il aurait capitulé puisqu'il n'a jamais eu réellement l'intention d'adopter une autre position.

Il y en a parmi nous qui ont soutenu l'illusion contraire, ils se sont vendus eux-mêmes.

Ce sont ceux qui refusent de rompre avec les appareils syndicaux corrompus, qui à l'instar de Syriza acceptent le cadre des négociations que leur fixe l'Etat et le patronat depuis 70 ans. Ce processus a contribué à mieux enchaîner les travailleurs et le mouvement ouvrier au capitalisme et à faire en sorte qu'ils s'éloignent le plus possible du socialisme au point d'en ignorer les principes qu'ils ne peuvent pas adopter et encore moins défendre dans ces conditions là.

L'austérité, ils en parlent comme s'ils n'y avaient jamais participé.

- Les socio-démocrates européens contre une austérité suicidaire mais pour les compromis - AFP

Les partis de gauche classique européenne ont cherché samedi à regagner du terrain face à la gauche radicale et l'extrême droite, dénonçant "l'austérité suicidaire", mais non sans défendre le respect des engagements financiers, y compris par la Grèce.

Ces dirigeants, une quarantaine dont le Premier ministre français Manuel Valls et le suédois Stefan Lofven, le président du Parlement européen Martin Schulz, ou encore Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, ont surtout admis que "l'austérité n'a pas marché", dans une résolution sur les politiques de croissance et d'emploi, même s'ils ont défendu le principe de "responsabilité". (Sauf la leur ! Si l'austérité n'a pas marchée, c'est parce que les travailleurs l'ont rejetée, ils ne pouvaient pas le dire évidemment. - ndlr)

"Il faut gérer sérieusement nos finances publiques, nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir des déficits publics et il faut les réduire parce que nous sommes responsables par rapport aux générations à venir", a déclaré Manuel Valls à la presse, en marge de cette rencontre. (Vous avez déjà hypothéqué leur avenir. La soumission totale au marché est à ce prix. Qu'incarne-t-il d'autre ? Rien. -ndlr)

Cependant, "on ne peut avoir de réduction de la dette publique sans croissance et emploi", a expliqué de son côté Martin Schulz, président du Parlement européen. (Traduire : Croissance des profits... et des emplois précaires. - ndlr)

"L'austérité pour l'austérité, des politiques punitives pour les peuples, conduisent à la montée des populismes et notamment à affaiblir les possibilités de retrouver de la croissance et de la compétitivité pour nos pays", a ainsi nuancé M. Valls. (C'est le chef du gouvernement "pro-business" qui a parlé. - ndlr)

Une posture partagée par la plupart des intervenants venus s'accorder sur une doctrine économique, alors que la gauche classique européenne fait face à la montée de l'extrême droite et celle d'options de gauche antilibérales comme les mouvements Syriza en Grèce et Podemos en Espagne.

Ce qui différencie les socialistes de ces partis, c'est la "responsabilité", a déclaré Iratxe Garcia, chef de la délégation socialiste espagnole au Parlement européen. "Il y a des objectifs à tenir", selon elle. "Pour pouvoir investir, il faut pouvoir faire face aux paiements". (Traduire : Qui fixent ces objectifs sinon l'oligarchie financière qui détient le pouvoir et dont vous êtes la porte-parole. On aura compris qu'il ne peut exister une autre politique que néolibérale. - ndlr)

La Grèce a ainsi été très présente dans les débats et Manuel Valls a salué, à l'instar du président français François Hollande, le "bon compromis" atteint entre Athènes et l'Eurogroupe. "On donne du temps à la Grèce pour mettre en oeuvre ses engagements", a-t-il dit en insistant sur le fait qu'ils devaient être "respectés". (Cynique s'agissant d'une dette à vie dont les Grecs devraient subir les conséquences... - ndlr)

Les représentants de la Grèce, issus du parti Syriza "ont désormais accepté qu'ils négocient au nom d'un gouvernement et non comme leaders de partis", s'est félicité Martin Shulz. "On ne peut pas promettre aux électeurs votez pour moi et demain tout changera, a-t-il ajouté en évoquant le parti antilibéral espagnol Podemos, qui caracole en tête des sondages, à moins d'un an des législatives, prévues vers la fin de l'année. "C'est un rêve et ce n'est pas réaliste", a-t-il ajouté en se référant cette fois à Syriza. (Un cauchemar en réalité, les Grecs et les Espagnols ne tarderont pas à s'en apercevoir. Alors quelle autre alernative restera à part le socialisme, la rupture avec le capital et ses représentants ? - ndlr)

Les intervenants ont adopté en fin de séance une résolution dans laquelle ils s'engagent à promouvoir la compétitivité de l'Europe par le biais d'un programme ambitieux d'investissement, la défense de l'emploi qualifié et la lutte pour le travail des plus jeunes, non sans flexibilité. (Le traité de Lisbonne en somme... - ndlr)

Ils se sont dits favorables à un impôt sur les transactions financières.

L'ancien chef du gouvernement espagnol, le socialiste Felipe Gonzalez, a ouvert la réunion en appelant à arrêter "l'austéricide" ou "l'austérité suicide".

L'Union européenne est à "chaque fois moins unie et est davantage atteinte par la maladie du nationalisme", a-t-il déploré. AFP 21.02

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

- La grève des raffineries touche 20% des capacités des Etats-Unis - Reuters

Le secteur du raffinage pétrolier aux Etats-Unis est entré dimanche dans sa quatrième semaine de grève, son plus important mouvement social depuis 35 ans, qui touche désormais 20% des capacités nationales de production, selon des responsables syndicaux.

Au total, 6.550 membres du syndicat United Steelworkers (USW) participent sur 15 sites, dont 12 raffineries, au mouvement entamé le 1er février après l'arrêt des discussions sur une nouvelle convention collective entamées par l'USW et la compagnie Shell Oil, filiale du géant Royal Dutch Shell.

Les pourparlers ont repris depuis mais ont été de nouveau interrompus vendredi, ont dit des sources proches des négociations. Cette nouvelle rupture a conduit à l'élargissement du conflit à Motiva Enterprises, une coentreprise entre Shell et Saudi Aramco.

La grève touche entre autres la plus grande raffinerie des Etats-Unis, celle de Port Arthur, au Texas, d'une capacité de 600.250 barils par jour.

L'USW réclame une convention collective de trois ans qui concernerait quelque 30.000 salariés dans 63 raffineries américaines représentant les deux tiers des capacités nationales.

Le syndicat reproche entre autres au patronat de compromettre la sécurité des conditions de travail en employant des travailleurs temporaires pour des opérations de maintenance.

Shell, dans une lettre aux salariés de son site texan de Deer Park que Reuters s'est procurée, explique pour sa part que l'USW souhaite le remplacement de travailleurs non-syndiqués par des membres du syndicat.

Outre Shell et Motiva, le mouvement social touche BP, Lyondell Basell, Marathon Petroleum et Tesoro, en Californie, au Kentucky, au Texas et dans l'Etat de Washington. Reuters 22.02

ECONOMIE

Le modèle économique mafieux américain doit devenir la norme en Europe et étendu au monde entier ensuite, à commencer par la Russie.

Grille de lecture.

- Ou la loi de la jungle de l'oligarchie financière...

- Relancer la titrisation, instrument financier occulte pour camoufler des actifs ou titres pourris...

- Comment accroître le pouvoir, l'emprise de la finance sur l'économie mondiale...

- L'UE conçue par l'oligarchie financière américaine pour servir ses intérêts, accessoirement ceux de ses alliés ou vassaux européens...

- L'union des marchés de capitaux, le retour en grâce de la finance à Bruxelles - latribune.fr 22.02

Jonathan Hill, le commissaire européen aux services financiers, a lancé le 18 février une consultation sur son projet d'union des marchés de capitaux. L'objectif étant de faciliter le financement des entreprises européennes, encore très dépendantes des banques, par les marchés.

Changement de statut pour la finance européenne. D'ennemi à encadrer par tous les moyens il y a six ans à peine, elle devient un allié indispensable des autorités politiques dans le cadre de leurs plans de relance de la croissance.

Aujourd'hui, selon le commissaire européen aux services financiers Jonathan Hill, qui a présenté mercredi 18 février un projet d'union européenne des marchés de capitaux, "le facteur de risque le plus important pour la stabilité (financière et économique), c'est l'absence de croissance." Et non plus la finance et ses dérives, qui, en 2008, avaient plongé le monde dans la plus grave crise financière depuis la Grande Dépression des années 1930.

Au contraire, Bruxelles, mais également Paris, redécouvre aujourd'hui les vertus de la finance. Pour la simple raison que, si les entreprises européennes manquent de financements le jour où elles auront enfin repris goût à l'investissement, la croissance économique ne redécollera pas. Pis, il deviendra plus compliqué pour les entreprises, les ménages et les États de rembourser leurs dettes. Or cette éventuelle insuffisance de financements n'est pas une simple vue de l'esprit, elle pourrait bel et bien se produire.

Les entreprises européennes se financent à 75% environ auprès des banques

D'abord parce qu'il faudra de moins en moins compter sur les finances publiques, très dégradées dans nombre de pays, pour dynamiser l'économie européenne. Ensuite, parce que les banques, du fait des nouvelles réglementations qui s'appliquent à elles depuis la crise financière, ont les coudées moins franches pour accorder des crédits.

"La réglementation européenne ne crée pas de croissance, elle en grignote même un peu. Mais il fallait la faire, au moment de la crise. Maintenant, il faut voir comment on peut construire un système financier plus efficace pour le financement de l'économie", estime un proche de Jonathan Hill.

De fait, plus d'un tiers (35% exactement) des PME de la zone euro n'ont pas obtenu tout le financement bancaire qu'elles avaient sollicité en 2013, assure la Commission européenne. Un handicap de taille pour les entreprises européennes, qui se financent à hauteur de 75% à 80% auprès des banques, une proportion exactement inverse à celle des Etats-Unis, où les sociétés privilégient le financement sur les marchés de capitaux.

Sans aller jusqu'à se calquer sur le modèle américain, l'économie européenne va donc devoir rééquilibrer ses sources de financement. Ce qui n'est pas simple, les marchés de capitaux étant sous-développés en Europe : la capitalisation boursière de l'Union européenne représente 64,5% seulement de son produit intérieur brut (PIB), contre un ratio de 138% aux Etats-Unis, selon les données de la Commission européenne.

Une consultation d'une durée de trois mois

Et encore, ces 64,5% ne sont qu'une moyenne. La situation est très disparate d'un pays européen à l'autre, la capitalisation boursière du Royaume-Uni représentant 121% du PIB, alors que cette proportion est de 35% seulement en Italie. "La crise (de 2008) a entraîné une fragmentation des marchés européens, les rendant moins profonds et moins liquides", explique-t-on dans l'entourage de Jonathan Hill.

Bruxelles pointe également du doigt des "barrières nationales", à l'origine des dysfonctionnements des marchés de capitaux en Europe, comme le droit des faillites et le droit des titres qui ne sont pas les mêmes suivant les pays, sans oublier l'absence d'harmonisation fiscale. Autant de spécificités locales qui découragent les investissements transnationaux.

Dans le prolongement du plan Juncker de 315 milliards d'euros pour la croissance, Lord Hill souhaite donc mettre en place d'ici à 2019 un "véritable marché intérieur des capitaux", afin de faciliter l'accès des entreprises - en particulier des 21 millions de PME européennes - aux financements de marché. Le commissaire européen a donc publié le 18 février un livre vert sur le projet d'union des marchés de capitaux, livre qui doit servir de base de consultation pour les entreprises, les investisseurs, les banques, le Parlement européen, le Conseil et autres parties prenantes, durant trois mois.

A partir des résultats de cette consultation, qui seront rendus publics en juin, la Commission européenne échafaudera des mesures législatives et juridiques, et le projet d'union des marchés de capitaux ainsi défini sera communiqué cet été, vraisemblablement en septembre. (L'annexe ou le complément financier au traité transatlantique qui sinon serait incomplet. - ndlr)

La relance de la titrisation à l'étude

Quant à sa mise en œuvre, elle prendra plusieurs années. Mais, au sein de ce plan de moyen et long terme qu'est son projet d'union des marchés de capitaux, Lord Hill a identifié quelques points sur lesquels il est possible d'agir rapidement. Comme une éventuelle révision de la directive prospectus, un sujet qui fera également l'objet d'une consultation durant les trois prochains mois, l'objectif étant de faciliter les démarches administratives des PME qui souhaitent lever de l'argent sur les marchés.

De la même façon, la Commission européenne vient de lancer une consultation sur la relance de la titrisation, pourtant accusée d'avoir provoqué la crise des subprimes (crédits hypothécaires américains risqués) en 2007.

Cette technique très décriée consiste, pour les banques, à transformer des créances en titres cédés sur les marchés, afin de récolter des fonds susceptibles d'être utilisés pour financer de nouveaux prêts. Pour mémoire, le marché de la titrisation des créances de PME européennes, qui ne pèse plus que 36 milliards d'euros aujourd'hui, s'élevait à 77 milliards d'euros en 2007, avant l'éclatement de la crise des subprimes.

Son potentiel dans le financement des PME semble donc évident. Il n'en reste pas moins que ce projet de relance de la titrisation constitue le meilleur symbole du changement d'attitude de Bruxelles à l'égard de la finance. Nécessité fait loi. latribune.fr 22.02

Haut de page

Le 24 février 2015

CAUSERIE

Collusion entre l'Émirat islamique, l'Otan et l'Etat sioniste, témoignages accablants.

1- Wesley Clark: "Our friends and allies funded ISIS to destroy Hezbollah"
https://www.youtube.com/watch?v=QHLqaSZPe98

Le général Wesley Clark, ancien suprême commandeur de l'Otan, a déclaré à CNN que l'Émirat islamique (dit « Daesh ») avait été « créé par nos amis et nos alliés pour vaincre le Hezbollah ».

Le général Clark mettait ainsi clairement en cause la responsabilité d'Israël.

Depuis 2001, le général Clark est le porte-parole d'un groupe d'officiers supérieurs opposés à l'influence israélienne sur la politique extérieure des États-Unis, à ses développements impérialistes agressifs et au remodelage du « Moyen-Orient élargi ».

Il s'était opposé au déploiement de troupes en Irak, et aux guerres contre la Libye et contre la Syrie. voltairenet.org 21.02

2- Crash de deux avions britanniques transportant des armes destinées à Daesh - french.irib.ir

"Deux avions britanniques ayant à leur bord des armes destinées au groupe terroriste de Daesh se sont écrasés dans la province d'Al-Anbar", a annoncé le président de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien.

Selon Farsnews, Hakem Al-Zameli, le Président de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien, a déclaré que les forces de sécurité irakiennes avaient abattu ces deux avions britanniques transportant des armes, à destination de Daesh, dans la province d'Al-Anbar. "Cette province s'étale sur de vastes étendues et le peuple nous rapporte que les avions américains et britanniques acheminent, quotidiennement, des armes à Daesh", a-t-il souligné.

En allusion au fait que les Etats-Unis préfèrent que la province d'Al-Anbar soit une arrière-cour chaotique, à proximité de Karbala et de Bagdad, ce responsable irakien a affirmé: "La Commission de la sécurité et de la défense du Parlement dispose de photos de ces deux avions britanniques ayant à leur bord des armes et des munitions, destinées au groupe terroriste de Daesh". Hakem al-Zameli a noté que le Parlement irakien a exigé des explications sur cette affaire. french.irib.ir 23.02

Aveu. Le Crif ou le sionisme comptatible avec Marin Le Pen.

- Le FN est un "parti à éviter" mais "Marine Le Pen est irréprochable", selon le président du Crif - Francetv info

Roger Cukierman, n'a pas convié le Front national au 30e dîner du Crif, lundi 23 février à Paris. Marine Le Pen est pourtant "irréprochable", selon le président du Conseil représentatif des Institutions juives de France (Crif), interrogé par Europe 1.

Questionné à propos de l'attrait que représente le Front national pour les électeurs de confession juive, Roger Cukierman a jugé que le phénomène "est extrêmement minoritaire". "Je crois que nous sommes tous conscients dans le monde juif que, derrière Marine Le Pen, qui est irréprochable personnellement, il y a tous les négationnistes, les vichystes, les pétainistes et donc pour nous, le Front national est un parti à éviter", a-t-il poursuivi.

Cette distinction a fait bondir Serge Klarsfeld : "Mme Le Pen n'a pas rompu avec son père. Elle dirige le Front national qui porte le passif des prises de position antisémites du père qui est président d'honneur du FN, a réagi auprès de l'AFP l'avocat et historien, fils d'un déporté à Auschwitz-Birkenau.

Ni Marine Le Pen (FN) ni Jean-Luc Mélenchon (PG), l'un et l'autre dénonçant régulièrement une réunion "communautariste", ne participeront au dîner du Crif. L'évènement attire 700 invités dont de nombreuses personnalités politiques de tous bords. Francetv info 23.02

Serge Klarsfeld ferme les yeux sur les néonazis au pouvoir en Ukraine tout comme son ami BHL qui le soutient...

Commentaires d'internautes.

1- "Vont-ils oser se poser la question de savoir s'il y a un lien entre les propos de Netanyahu en août 2014, la reconnaissance de la Palestine par la France en décembre 2014 et les attentats en France en janvier 2015 ?"

2- "Et le diner chez les non-croyants, c'est pour quand ?"

3- "Dans son plan de lutte contre l'antisémitisme, il serait peut être utile de mettre l'action suivante: éviter que le président et le gouvernement de la France dite laïque ne se rendent en grande pompe à certains diners communautaristes."

4- ""le Crif est l'organe de représentation politique d'une communauté juive", ce qui est totalement anti-républicain, notre république ne reconnait aucune communauté sinon la communauté nationale. François Hollande bafoue donc notre république en y allant."

5- "Hollande, qui cache en permanence derrière sa bedaine et son air niais une volonté et une capacité de manipulation sans limites, trône donc comme régulièrement au diner du CRIF qui ne représente plus depuis longtemps les français juifs mais les sionistes français...."

6- "Plus question de laicité lorsqu'il s'agit de resserrer les liens avec la puissante machine politico financière du sionisme français...

Elle met évidemment dans l'embarras la frange du PS qui est liée depuis toujours aux droits des Palestiniens. Mais vu le climat actuel en France, cette cause ne génère plus d'enthousiasme..."

De la France aux Français à la France aux sionistes : même combat ! .

- «Les juifs sont chez eux en France, pas les antisémites», clame Hollande devant le Crif - LeParisien.fr

Les antisionistes étant assimilés à des antisémites par cette saloperie et son Premier ministre, Hollande prononce ainsi la Nakba des opposants au sionisme. Qui a inspiré à Hitler l'holocauste contre la Palestine, qui est à l'origine de ce troc monstrueux ?

Si les antisémites n'ont pas leur place en France, il faut commencer par expulser les sionistes responsables ou complices du massacre des sémites,les Arabes ou Palestiniens.

- Boycott du dîner du Crif par le CFCM : « Incompréhensible » selon Roger Cukierman - Public Sénat

Après les propos équivoques du président du Crif, qui a affirmé que "toutes les violences aujourd'hui étaient réalisées par les jeunes musulmans." AFP 23.02

Le sionisme, cette maladie contagieuse transmise par la classe dominante et ses représentants au pouvoir. Elle a l'odeur du dollar, du pétrole et du gaz : nauséabond !

C'est le capitalisme, la crise du capitalisme qui est responsable de la haine aveugle de l'autre qui ne nous ressemble pas, de la xénophobie et ses déclinaisons racistes ou discriminatoires.

Donc la seule manière cohérente de combattre efficacement ou sérieusement ce comportement ou ces préjugés, cette «lèpre», doit consister à s'attaquer à sa racine pour l'extraire, l'éradiquer, au terrain sur lequel il se développe ou qui lui est propice, le capitalisme et ses fondements qui à l'origine repose sur la négation de l'égalité de droit entre les hommes, inégalité qui ensuite se répercute à tous les niveaux de la société et au sein de tous les rapports sociaux, les représentants de la classe dominante s'employant à les entretenir pernicieusement pour ensuite accuser le peuple ou certaines couches de la population opprimée d'en être responsable qu'ils répriment par la suite.

Le régime se maintient en place principalement grâce à l'ignorance des masses exploitées qu'il peut ainsi manipuler. Il n'est pas dans son intérêt de combattre leur ignorance qui permet de les diviser ou de dresser ses différentes couches les unes contre les autres au lieu qu'elles se rassemblent ou s'unissent et axent leur combat politique contre le régime pour le renverser.

Voilà ce qu'il faut expliquer patiemment aux travailleurs en démontant un à un les arguments de la propagande officielle reprise par l'ensemble des médias notamment, afin de les aider à interpréter la situation conformément à leurs besoins, partant du constat qu'ils n'ont aucun intérêt à vivre un jour de plus sous le régime capitaliste synonyme de haine aveugle, d'inégalités croissantes, d'injustice et de guerre et que le socialisme constitue la seule alternative politique permettant d'entrevoir une société meilleure, plus juste, et que cet objectif est à leur portée dès lors qu'ils se rassemblent, s'organisent, construisent le parti politique qui leur est indispensable pour vaincre le capitalisme et s'emparer du pouvoir, tout le pouvoir.

Vers un Etat policier conforme aux besoins de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste

Si vous avez lu la causerie d'hier, vous avez pu constater comment l'Otan, Bruxelles et le régime néonazi de Kiev via les médias s'y prenaient pour présenter leur politique en Ukraine, qui répondrait aux souhaits formulés par les Ukrainiens eux-mêmes et la justifier du même coup, le tout enrober dans une scène digne des propagandistes du IIIe Reich.

Hollande fait de même, ce n'est pas nouveau certes, mais on profite de la fraîcheur des infos pour montrer à quel point c'est devenu systématique ou la marque de fabrique de sa gouvernance.

Ce n'est pas le gouvernement qui entend s'attaquer à la liberté d'expression déjà limitée par l'ampleur de la disproportion des moyens dont disposent les différents courants politiques pour faire connaître leurs idées ou propositions, c'est la population qui le demande à une écrasante majorité, 92% qui partageraient donc le contenu de la propagande officielle.

Autrement dit, l'Otan et les Américains disposent de la légitimité du peuple ukrainien pour fournir des armes aux milices néonazis de Kiev afin de massacrer les opposants au régime fasciste de Kiev, massacres sur lesquels le régime n'aura donc pas à se justifier par la suite. Et Hollande dispose de la légitimité nécessaire pour entamer la chasse aux sorcières contre tous les portails ou blogs qui remetterauent en cause sa politique et celle d'Israël à la demande du peuple français qui lui sert de caution, pourquoi pas sur la base de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme.

Lundi 22 février 2015

- Réseaux sociaux: une majorité de Français pour la régulation des propos haineux - AFP 22.02

Une majorité de Français est favorable à une meilleure régulation des propos haineux tenus sur les réseaux sociaux, selon un sondage Opinionway pour l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), qui organise dimanche à Paris les Assises de la lutte contre la haine sur internet.

Selon ce sondage, publié dans le JDD, 92% de la population est favorable à l'idée de bloquer et déférencer les sites internet faisant l'apologie du terrorisme, et 89% sont partisans de "responsabiliser les opérateurs comme Google, Facebook et Twitter pour une plus grande maîtrise des contenus diffusés".

Ils sont également majoritairement favorables à la proposition d'instaurer "un système d'amendes pour les auteurs de messages de haine" (83%), ou de "rendre systématique le renseignement, lors d'une inscription sur une plateforme ou un réseau social, de son identité officielle dans un formulaire restant confidentiel" (78%).

Par ailleurs, 83% estiment que la possibilité de poster sur internet des contenus sous couvert d'anonymat "favorise l'expression de propos haineux" et 74% qu'elle représente "un danger pour la société".

Et 68% pensent que cet anonymat "permet à toute les opinions d'être représentées". AFP 22.02

Le lendemain, mardi 23 février 2015

- Dîner du Crif: Hollande veut renforcer la répression contre la «lèpre» de l'antisémitisme - 20minutes.fr

Des «sanctions plus rapides et plus efficaces» vont être prises. Le président souhaite que «tout propos de haine, raciste, antisémite ou homophobe ne relève plus du droit de la presse mais du droit pénal». De plus, sera renforcé le caractère aggravant de la connotation antisémite d'un délit.

Dans le prolongement du voyage de Bernard Cazeneuve aux Etats-Unis, où il a convié en France les géants du Net en avril, François Hollande a placé ces majors devant leurs responsabilités: «S'ils ne veulent pas être complices du mal, ils doivent participer à la régulation». «Nous fixerons un cahier des charges clair et précis nous contrôlerons son application.» De plus, les moyens de la plate-forme Pharos de signalement de contenus illicites seront renforcés. 20minutes.fr 23.02

Son discours s'inspire de celui de G.W. Bush renvoyant dans le camp du mal tous ceux qui refusent de cautionner sa politique belliqueuse et guerrière, impérialiste, calquée sur celle des Etats-Unis.

Certains militants ou lecteurs m'ont écrit il y a quelque temps que certains sujets abordés dans ce portail n'étaient pas leur tasse de thé ou ne les intéressaient pas, ce qui était leur droit.

J'ai cru comprendre qu'ils ne comprenaient pas pourquoi nous insistions tant sur le sionisme et les liens qui existaient entre le sionisme et l'oligarchie financière anglo-saxonne ou encore l'idéologie ou la stratégie politique néolibérale, le néolibéralisme économique, alors que cela sautait aux yeux et qu'on ne pouvait pas interpréter la situation ou comprendre l'un sans comprendre l'autre, comment ils fonctionnent, leur rôle respectif, les relations qu'ils entretenaient, de quelle manière ils se combinent, leurs contradictions évidemment, bref, leurs rapports intimes qui finalement sont à relier à l'évolution du capitalisme et ses contradictions, ne nous écartant pas du marxisme ou du socialisme faut-il noter au passage.

Si des sionistes n'étaient pas à l'origine du néolibéralisme, si le néolibéralisme ne constituait pas l'idéologie adoptée par les dirigeants de l'oligarchie financière qui trônent au sommet de la pyramide du capitalisme, si tel était le cas nous aurions tort effectivement de nous focaliser sur cette question, mais ce n'est pas le cas et cette question est précisément au centre de la stratégie politique de notre ennemi qui en a fait un axe de combat contre tous les peuples de la terre entière afin de les soumettre à leur impoyable dictature, ne reculant devant aucune cruauté pour parvenir à leur fin après avor créer Al-Qaïda et l'Emirat islamique ou Daesh (parfois écrit Daech selon les sources), parce que finalement c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour tenter de sauver leur système économique et conserver le pouvoir.

Partant de là ou une fois dressé ce constat sur la base d'une multitude de faits que les lecteurs ont eu à leur disposition et ont pu recouper pour en vérifier la validité ou le sérieux, il aurait été irresponsable de notre part de négliger cette question ou pire de l'occulter comme le font les dirigeants de tous les partis dits ouvriers, à moins d'avoir l'intention de vouloir induire volontairement les lecteurs ou militants en erreur.

On ne demande à personne de nous croire sur parole ou de nous faire confiance répétons-le pour la énième fois, on se base uniquement sur les faits.

D'ailleurs c'est bien simple, chacun a pu le vérifier immédiatement par lui-même en lisant plus haut cette causerie, non seulement, vous avez trouvé confirmation que nous ne nous sommes pas fourvoyé ou que nous ne sommes pas tombé sous l'emprise de je ne sais quelle théorie qui servirait de couverture à un antisémitisme inavouable notamment.

Quand un pays ou un Etat aussi minuscule qu'Israël, que les représentants d'une communauté ultra minoritaire représentant moins de 0,2% de la population mondiale entend dicter sa loi aux chefs d'Etat du monde entier et concentrent autant de pouvoir entre leurs mains, vous êtes bien obligé d'en conclure qu'ils représentent forcément autre chose, une formidable puissance qui dépasse celle des Etats les plus puissants et les plus riches de la planète tels les Etats-Unis ou la France, vous n'avez pas besoin de chercher bien loin pour trouver qui ou quoi peut disposer d'un tel pouvoir, à part l'oligarchie financière, les 1% qui possèdent plus de richesses que la moitié de la population mondiale, les 80 ultra riches qui selon Oxfam détiendront à elles seules en 2016, , autant que 3,5 milliards d'individus réunis (Francetv info 19.01 - causerie du 21 février 2015).

C'est là qu'on s'aperçoit que le sionisme ne sert pas les intérêts particuliers des juifs, ce qui est une fausse piste destinée à alimenter l'antisémitisme et détourner le combat des masses de ceux qui détiennent véritablement le pouvoir, à savoir l'oligarchie financière qui utilise le sionisme comme instrument de guerre psychologique, idéologique et politique contre les masses exploitées pour les soumettre au néolibéralisme ou permettre à l'oligarchie financière d'atteindre les objectifs économiques, sociaux et politiques qu'elle s'est fixée, parmi lesquels figure sa domination absolue ou sans partage sur le Moyen et Proche-Orient, sur l'Afrique, l'Amérique latine et évidemment l'Europe, dans le prolongement la Russie puis la Chine, n'ayant plus ensuite qu'à se baisser pour mettre la main sur le reste du monde.

Ces objectifs coïncident avec une concentration du pouvoir économique et politique sans équivalent dans le passé, conformes à l'évolution du capitalisme mondial en putréfaction, qui ne peut plus assumer ses contradictions, qui est dans l'impossibilité de contenir la crise mortelle qui le frappe et le menace d'effondrement, d'en atténuer ou d'en ralentir les effets dévastateurs présents et à venir. Concentration de tous les pouvoirs entre leurs mains qui est une nécessité absolue et non une lubie de capitalistes cupides ou avides de richesses ou de pouvoir, d'où les guerres incessantes, les pressions ou l'acharnement dont ils font preuve sur la Russie pour qu'elle adopte rapidement le modèle américain ou néolibéral, etc. la liquidation de tous les acquis sociaux et politiques du prolétariat, de toute trace de démocratie une fois le pouvoir politique soumis à des institutions supranationales ou créées de toutes pièces par l'impérialisme américain, l'UE, la BCE, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, etc., les libertés individuelles devant être placées sous surveillance, la population faisant l'objet d'un contrôle renforcé, toute opposition politique étant censurée, bannie à défaut de pouvoir en supprimer physiquement les auteurs, pour le moment, l'instauration de régimes policiers ou dictatoriaux dans tous les pays dont les dirigeants sont acquis au néolibéralisme à commencer par l'Europe doit devenir la règle, l'union bancaire européenne, les traités transatlantique et transpacifique, etc.

Bref, rien ne doit leur échapper, leur pouvoir politique doit être sans faille, total, absolu, c'est la condition indispensable pour conserver leur pouvoir économique qu'ils savent menacé par les besoins croissants de plus de 7 milliards d'hommes et de femmes, leurs ennemis. Oui c'est à cette échelle-là qu'ils se situent et ce n'est pas le peuple américain qui dira le contraire pour en être la première victime depuis bien plus longtemps que nous.

Et s'ils ont recouru à un système ou des méthodes mafieuses depuis le début des années 70 pour assurer la pérennité de leur hégémonie sur l'économie mondiale, c'était à la fois pour éviter qu'elle ne s'effondre et lui permettre de passer le cap qui leur permettrait d'atteindre l'objectif politique d'imposer un gouvernement mondial ou un nouvel ordre mondial dont ils seraient les seuls maîtres à bord et bénéficiaires, parvenant ainsi à détenir la totalité du pouvoir sans partage, de telle sorte qu'ils peuvent dicter leurs lois à la terre entière sans avoir à en référer à quiconque, sans avoir à se soucier de quelconque contradictions économiques qui seraient décrétés obsolètes, puisque la lutte des classes serait abolie de même que les rapports entre les différents facteurs entrant dans la composition du capital, entre capital constant et capital variable, taux de profit, plus-value, etc. tous ces facteurs et rapports n'ayant plus aucun effet sur le cours de l'économie mondiale ou les lois de fonctionnement du capitalisme n'ayant plus cours, l'économie mondiale fonctionnant désormais par décrets ou lois auxquels la population mondiale est soumise.

Quand on dit que la lutte des classes serait abolie, on signifie par là que le prolétariat serait définitivement vaincu, incapable de renverser l'ordre établi ou de s'emparer du pouvoir politique, tandis que le socialisme demeurerait à l'état d'utopie. On est bien parti dans cette direction-là, simple constat. On peut se gargariser de formules ou de mouvements sociaux qui éclatent ici ou là quelque part dans le monde, de crises politiques qui enflent et se dégonflent aussi vite, en attendant on observe que la classe dominante avance sur tous les fronts pendant que nous ne cessons de reculer ou de perdre du terrain depuis des décennies et que cette tendance n'est pas prête de s'inverser apparemment. Et ce ne sont pas les réactions politiques qui ont suivi les événements de début janvier qui démontreront le contraire, hélas !

Notre seul salut, c'est le socialisme, le retour au socialisme ou l'adopter. Encore faudrait-il qu'on se mette d'accord sur ce que cela signifie compte tenu des transformations qu'ont connu la société et le monde depuis 70 ans, or on en est toujours totalement incapable, il est là le terrible drame.

On a du mal à accepter que ce serait là le sort inéductable qui aurait été réservé à l'homme, s'élever jusqu'à un certain degré de civilisation pour finalement retomber à un état primaire ou au stade de la barbarie et ne jamais plus en sortir jusqu'à l'extinction de son espèce.

C'est ce que doivent se dire bien des Irakiens et des Syriens ou des Afghans notamment, on a envie de dire trop tard, alors qu'ils n'y sont pour rien ou n'ont jamais eu l'occasion d'échapper à cette épouvantable et injuste épreuve qui leur est tombée dessus.

Ce n'est pas le cas des masses des puissances occidentales, particulièrement les intellectuels, les couches supérieures et les dirigeants du mouvement ouvrier qui en portent la terrible responsabilité. Chaque militant devrait bien y réfléchir.

En complément. Quand les sionistes terrorisent les juifs.

- Par crainte de mettre ses abonnés en danger, un magazine juif berlinois est désormais livré sous pli discret - Slate.fr

Il n'y a pas qu'en France que les juifs vivent dans un climat de peur. Slate.fr 23.02

A Gaza aussi ! En Syrie et en Irak aussi la population a peur de se faire égorger par les supplétifs de Tsahal ou Daesh. Ceci a un rapport avec cela. Ne pas faire le lien entre les deux cela s'appelle se livrer à une manipulation des conscience au profit d'Israël. Slate est le portail d'Attali pour rappel, qui rêve de faire de Jérusalem la capital du monde !

ACTUALITE EN TITRES

Matraquage quotidien des stratèges du chaos et du terrorisme.

- Racisme sur Internet: Taubira veut «une lutte sans merci» - 20minutes.fr

- Terrorisme: «Le projet politique de l'organisation Etat islamique pourrait bien réussir» - 20minutes.fr

- Après Daech et Boko Haram, les shebab soignent toujours plus leur com' - Lexpress.fr

- Le nouveau chef du Pentagone promet à l'EI une « défaite irréversible » - LeMonde.fr

- L'Etat islamique publie une vidéo de combattants kurdes prisonniers dans des cages - Atlantico.fr

- Sept à Huit : les confidences de Morten Storm, djihadiste repenti devenu agent de renseignement - Atlantico.fr

- Iran nucléaire: bras de fer entre Américains et Iraniens à Genève - AFP

Propagande de guerre contre les insoumis à l'Empire.

- Hongrie: le tout-puissant Orban essuie une défaite symbolique - AFP

- En Syrie, le régime continue à massacrer les civils - LePoint.fr

- Omar el-Béchir : « Nous n'avons pas besoin des Occidentaux pour nous développer » - LeMonde.f

- L'armée ukrainienne dénonce des attaques séparatistes - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Comment les dirigeants syndicaux légitiment le recours au 49.3 et la loi Macron.

Rien ne les arrête non plus, difficile d'imaginer plus pourris. Il faudrait qu'ils soient menacés d'extermination pour cesser de soutenir le gouvernement en place, donc par défaut, ils se désisteraient ou se planqueraient, sinon tant qu'il s'agit des travailleurs et leurs acquis ils ne trouvent rien à redire, ils répondent toujours présents à l'appel. Ces agents du capital ont le soutien des dirigeants de tous les partis dits ouvriers sans exception.

- Manuel Valls prend le risque de lancer la réforme du dialogue social - 20minutes.fr

Après le recours à l'arme du 49-3 pour l'adoption du projet de loi Macron, Manuel Valls prend le risque d'ouvrir un nouveau chantier, mercredi, celui d'une réforme du dialogue social dans l'entreprise. Un pari d'autant plus hasardeux qu'il ne peut s'appuyer sur un accord patronat-syndicats.

Le Premier ministre reçoit mercredi à 15h à Matignon les leaders de trois organisations patronales (Medef, CGPME, UPA) et de cinq syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) pour lancer les consultations sur les grandes lignes de cette réforme, qu'il veut créatrice d'emplois.

Estimant «essentielle» la modernisation du dialogue social, il entend légiférer après l'échec de la négociation sur ce sujet entre les partenaires sociaux.

Le gouvernement souhaiterait boucler le projet de loi ce printemps pour un examen par le Parlement en session extraordinaire en juillet, après le Congrès du PS, en juin à Poitiers, qui focalise l'attention. Pour éviter tout nouveau recours au 49-3, ce que toutefois le Premier ministre n'exclut pas, le cas échéant, le gouvernement devra rassembler sa majorité, et en particulier les députés socialistes «frondeurs», souvent sensibles aux arguments des syndicats.

Il s'agit d'un exercice d'équilibriste: élaborer une réforme qui ne soit pas a minima, avec l'agrément des syndicats - tout au moins des réformistes - sans susciter un tollé patronal. Une mesure semble en bonne voie, la création d'une représentation externe pour les salariés des Très petites entreprises (TPE, moins de 11 salariés). Réclamée par les syndicats, elle est approuvée par le Medef et l'UPA, mais pas par la CGPME. 20minutes.fr 23.02

Supprimer des droits aux travailleurs permettrait de réaliser une "réforme (...) créatrice d'emplois", voilà le cadre que ces ordures ont accepté, en notre nom.

Pour poursuivre notre réflexion politique.

Il y en a qui ont justifié le refus de rompre avec les appareils vendus des syndicats prétextant en tirer des avantages.

Question : Lesquels puisque le parti n'existe pas ? Lesquels puisque finalement au lieu de voir notre condition d'existence s'améliorer elle n'a fait que se détériorer depuis plus de 30 ans. Des avantages pour qui ? Purement corporatistes. Non ? Ont-ils permis d'empêcher la décomposition de l'enseignement en France ? Non, elle se poursuit inexorablement. Ont-ils permis de maintenir le droit à la santé pour tous ou de le conquérir ? Non, il n'a cessé de regresser. Ont-ils permis de préserver les retraites ou de partir plus tôt ? Non, plutôt l'inverse, plus tard ! Ont-ils permis d'empêcher la généralisation de la précarité ? Non, bien au contraire. On continue ou cela suffira ?

Vous voulez qu'on se livre au même exercice sur le plan politique, attention le résultat serait le même, en plus amplifié encore et sans appel !

Alors une question se pose : Ces dirigeants se sont-ils totalement fourvoyés, leur stratégie était-elle la bonne ou était-elle erronée, à moins qu'ils n'aient été corrompus aussi tout simplement ?

Je ne sais pas ce que vous en pensez, si on me proposait de participer à une réunion qui devrait se solder automatiquement par la réduction des droits des travailleurs, je refuserais tout bonnement d'y participer et je m'empresserais de tenir informer les travailleurs de sa teneur, et si le contexte le permettait je lancerais une grève à partir de ce jour-là, illimitée évidemment jusqu'à l'abandon de la mesure annoncée.

Haut de page

Le 25 février 2015

CAUSERIE

32 articles ont été ajoutés.

On essaie de reprendre l'actualisation régulière du site mais ce n'est pas évident, j'ai encore des travaux à faire et je ne peux pas me payer le luxe de rémunérer des ouvriers pour le faire à ma place.

J'ai enfin réglé ce matin un gros problème. Les impôts vont me reverser 35.000 roupies (450 euros environ) qu'ils me doivent depuis... mars 2014 !

Vous êtes inquiet ? Non, moi non plus. Le règne de la terreur en guise de gouvernance.

- Ces drones qui sèment l'inquiétude - Francetv info

Prêter à la population un état d'esprit qui n'est pas le sien pour la contraindre à l'adopter en recourant à des méthodes crapuleuses (sondages truqués, témoignages fabriqués, etc), stigmatiser ses préjugés réels ou fictifs pour la culpabiliser et lui faire porter la responsabilité de la situation actuelle, créer une atmosphère délétère pour la convaincre d'adhérer à la politique du gouvernement qui oeuvrera pour y mettre un terme, en réalité qui la rendra encore plus irrespirable, par n'importe quel moyen parvenir à créer les conditions qui lui permette de revendiquer une légitimité que lui refuse le peuple, usurpée.

Au déni de la réalité en permanence déformée vient s'ajouter toute la panoplie des mécanismes psychologiques destinés à manipuler les conscience qui caractérisent un régime d'imposteurs aux abois à défaut de pouvoir assumer ses réelles intentions, à ce jeu-là le PS est le maître en la matière, il distance même l'extrême droite qui ne peut pas camoufler très longtemps sa véritable nature.

La société qu'ils nous préparent. Conditionné, zombie, mutant, lobotomisé.

Pédomarketing

- Publicité: «Dès l'âge de 2-3 ans, les enfants reconnaissent les logos des marques» - 20minutes.fr

Camp de travail, bagne, esclavage, autant s'y adapter le plus tôt possible.

- L'école dans l'entreprise et l'évaluation des élèves au programme de Rue des Ecoles - L'Express.fr

L'avantage de s'y prendre très tôt et de n'avoir rien connu d'autres, c'est qu'on est incapable d'imaginer que cela pourrait exister ou qu'une autre société serait possible. On est prisonnier d'un système qui par définition se justifie par lui-même et il est extrêmement difficile d'en sortir...

Comment vous persuader que l'exception pourrait devenir la règle ?

Trois adolescentes britanniques ont rejoint l'EI - Francetv info

Avant les 7 et 9 janvier, ils ne savaient rien... Vraiment ? La preuve du contraire.

Question : S'ils nous ont menti sur ce point capital, pourquoi ne nous cacheraient-ils pas des éléments de cette opération qui remettraient en cause en partie la version officielle qu'ils nous ont fournie ?

- Attentats : comment l'épouse d'Amedy Coulibaly a fui la France - lepoint.fr

Commentaire accompagnant une photo : "Hayat Boumeddiene présente son passeport à l'aéroport Sabiha Gokcen à Istanbul, le 2 janvier 2015, accompagnée d'un homme identifié comme un Français de 23 ans, Mehdi Sabry Belhoucine".

Qui est Hayat Boumeddiene ? Une enquête du Monde publiée ce mardi nous en apprend un peu plus sur l'épouse d'Amedy Coulibaly, l'auteur de la tuerie de l'Hyper Cacher.

La jeune femme, aperçue pour la dernière fois le 2 janvier par des caméras de surveillance à l'aéroport d'Istanbul en compagnie d'un certain Mehdi Belhoucine, avait organisé la veille avec ce dernier son départ. Soit quelques jours avant l'attentat. Mehdi (23 ans), son frère Mohamed Belhoucine (27 ans), et Hayat (26 ans) s'étaient en effet retrouvés à Bondy le premier jour de l'An pour élaborer leurs plans, assurent nos confrères. lepoint.fr 24.02

Dites-donc, ils sont bien renseignés vos "confrères"... des renseignements généraux. Comment peuvent-ils fournir des renseignements aussi précis sinon que les intéressés étaient sur écoute, ce que le ministère de l'Intérieur avait nié évidemment ? Pourquoi aurait-il été nécessaire d'impliquer autant de gens dans une opération consistant uniquement à investir une vulgaire épicerie muni d'un portable et d'une arme ? Il n'y avait pas besoin de "plan" pour réaliser une opération aussi banale, par contre il fallait avoir fixé la cible, or on ne voit pas pourquoi l'auteur aurait eu besoin de son épouse et ses prétendus complices pour la déterminer, sauf si on tient à écarter la piste des véritables commanditaires de cette opération ou qui l'on inspirée

à Coulibaly.

Au fait, comment se fait-il que le Monde dispose d'une image issue d'une caméra de surveillance de l'aéroport d'Istanbul prise le 2 janvier 2015 ? Pourquoi les services de renseignement turcs ont-ils conservé cet enregistrement qui date d'avant le 9 janvier ? Savaient-ils qu'il pourrait être utile par la suite aux autorités françaises ? Pourquoi, que savaient-ils au juste à cette date-là, le 2 janvier ?

Ce qui est intéressant dans ce genre de "révélations", c'est qu'ils en disent trop ou pas assez et font preuve de maladresses qui les trahissent.

Autre question.

Si les attaques perpétrées par les frères Kouachi et Coulibaly étaient synchronisées comme le ministère de l'Intérieur l'a affirmé, Coulibaly sachant l'un des frères Kouachi malades dans la nuit du 6 au 7 janvier, en admettant qu'ils aient prévu dans leur plan initial un délai de deux jours entre leurs opérations, rien ne leur interdisait de reporter leurs attaques d'une semaine lors de la prochaine réunion du comité de rédaction de Charlie Hebdo, l'objectif de Coulibaly ne présentant aucune contrainte ou urgence particulière, il pouvait très bien reporter son opération, alors pourquoi, qu'est-ce qui devait les en empêcher, une contrainte extérieure, laquelle ?

Autre élément, qui ne colle pas, grotesque pour le coup.

Dans cet article on nous apprend que l'imprimerie de Dammartin-en-Goële où les frères Kouachi en fuite s'étaient réfugiés, était en réalité une planche qui aurait fait partie de leur plan !

Ce qu'on a pu observer au contraire, c'est qu'on avait assisté jusqu'à l'attaque de Charlie Hebdo à une opération parfaitement maîtrisée menée rondement par des professionnels, qui tranchera singulèrement avec l'amateurisme qui devait caractériser la suite des événements manifestement improvisés ou pas vraiment prévus à leur programme, à partir du changement de véhicule jusqu'à son issue fatale qui elle en faisait partie depuis le début, ce que les frères Karouchi ignoraient puisqu'ils ne maîtrisaient qu'une partie de l'histoire dont ils devaient faire les frais, les commanditaires de cette opération et ceux qui l'ont réalisée n'ayant pas eu la délicatesse de les informer de la manipulation dont ils allaient faire l'objet, auquel cas elle n'aurait pas eu lieu.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, si je devais réaliser une telle opération, j'aurais forcément prévu la suite du programme, y compris à partir de plusieurs scénarii, en tout état de cause assurer ma fuite, me mettre à l'abri, disparaître, me préparer plusieurs planques, si possible m'éloigner du lieu de l'opération, disposer de suffisamment d'argent liquide pour assurer mes besoins pendant plusieurs semaines ou mois, prévoir un autre moyen de transport, passer la frontière qui en réalité n'existe plus, bref, j'aurais tout prévu dans les moindres détails pour tenter d'en sortir vivant ou tenir le coup le plus longtemps possible, partir à l'étranger et changer d'identité, etc.

Là on a assisté exactement à tout le contraire et Le Monde affirme qu'ils avaient tout prévu ! On les invite à persévérer dans leurs "révélations" fort intéressantes.

Dans l'ordre des tyrans. Les maîtres du monde ne supportent pas la concurrence.

Nice : condamnés à la prison, pour avoir crié «Allah Akbar» - french.irib.ir

Un mois, jour pour jour, après leur interpellation, le tribunal correctionnel de Nice a condamné, mercredi 18 février, trois individus à de la prison ferme et à de la prison avec sursis. Ils ont été reconnus coupables «d'apologie d'actes de terrorisme», en marge d'un rassemblement contre l'islamophobie, tenu dans la ville.

Les prévenus ont été considérés comme des provocateurs, par les forces de l'ordre, après avoir «vociféré des discours en langue arabe», en criant, notamment, à plusieurs reprises, l'expression «Allah Akbar» (ou «Allah-o-Akbar», pour «Dieu est le plus grand»), devant les policiers.

«Allah-o-Akbar est une belle phrase. Elle est légitime, dans la communion religieuse, au sortir d'une mosquée ou d'une fête. Dans le contexte qui est le nôtre, ce n'est plus un cri de paix, c'est un cri de guerre, ce 18 janvier ! C'est de l'apologie de terrorisme», a estimé le Procureur, dans des propos que rapporte Metronews.

«L'apologie suppose une intention volontaire de promouvoir un acte de terrorisme. Quel est le lien ? L'expression "Allah-o-Akbar" ?», a réagi Me Sefen Guez Guez, l'avocat de deux des prévenus. Les quatre hommes, âgés de 30 à 40 ans, ont été condamnés à des peines de six mois de prison, avec sursis, à deux ans de prison, dont un, avec sursis, assorti d'un stage de citoyenneté. Certains avaient, déjà, été condamnés, pour des violences et des vols.

L'individu le plus lourdement condamné était, également, poursuivi, pour incitation à la haine, pour avoir affirmé, sur Facebook, que Mohamed Merah n'avait pas existé, et en raison de la création de la page «La Palestine a besoin de nous». Il y appelait, notamment, à la constitution d'une «milice anti-sioniste et anti-islamophobie», dont les membres devaient se prévaloir d'«une très bonne condition physique, une pratique régulière des arts martiaux ou de la musculation, un historique des bastons vécues». french.irib.ir 24.02

En Ukraine et en Lituanie crier vive le communisme est un crime de guerre !

ACTUALITE EN TITRES

Ve République. Monolithisme et bonapartisme.

- Loi Macron: Le PS rappelle les parlementaires fraudeurs à la règle «d'unité de vote» - 20minutes.fr

- Contre les « frondeurs », le PS veut « donner ses consignes » sur le vote des textes - LeMonde.fr

Quand les mafieux donnent des leçons de morale à la plèbe.

- Enquête suisse sur une éventuelle manipulation du marché de l'or - Reuters

- Commerzbank visée par une enquête sur des comptes au Luxembourg - Reuters

- Le scandale du « cash for access » secoue le Royaume-Uni - LeMonde.fr

- Tapie invité à rembourser les sommes issues de l'arbitrage - Reuters

- Les ententes entre industriels pénalisent les consommateurs - Francetv info

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Un double attentat fait de nombreuses victimes à Bagdad - LeMonde.fr

- Double attentat meurtrier au Nigeria à cinq semaines de la présidentielle - AFP

- Le Tchad dit avoir tué 207 militants de Boko Haram au Nigeria - Reuters

Ils oeuvrent pour la paix en Ukraine, la preuve... du contraire.

- Londres va envoyer des soldats en Ukraine pour former l'armée - LeMonde.fr

- Face à la menace russe, la Lituanie veut rétablir son service militaire - LeFigaro.fr

Les Américains ne sont pas en reste.

... le Lt. Gen. Frederick "Ben" Hodges, commandant des GI's en Europe a annoncé que l'armée de Terre US allait assurer l'entraînement de six cents combattants de l'armée ukrainienne. Il ne pouvait afficher plus magistralement le dédain des États-Unis pour les efforts déployés par l'Union européenne en faveur de « la paix ». (Réseau Voltaire 22.02)

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand même une info rassurante... quoique.

- L'armée recrute... difficilement - Francetv info

Alors que la courbe du chômage tarde à s'inverser, l'armée, elle, peine à recruter. Elle propose 30 000 postes dans des métiers divers : électricien, informaticien ou encore cuisinier.

Fabien Savoye, lui, a décidé de se tourner vers l'armée de terre. Âgé de 21 ans, il passe les ultimes épreuves pour intégrer l'organisation. "Ce n'est pas un projet qu'on décide du jour au lendemain, c'est réfléchi depuis des mois. Pour moi c'est un rêve, depuis tout petit je veux être dans l'armée", témoigne le jeune homme au micro de France 3.

Au total, l'armée de terre recrute 10 000 postes par an, et ce malgré les baisses d'effectif. Mais elle peine à attirer, non pas des combattants, mais des employés sur des postes plus classiques. Les campagnes de recrutement fleurissent ainsi depuis quelque temps... en vain.

"Un taux de chômage important ne signifie pas un engouement pour l'armée. Pour nous, c'est quelque chose qui ne nous surprend pas", souligne le général Frédéric Blachon. Francetv info 24.02

Il y aurait même une génération spontanée de militaires, imaginez un instant les parents, de quoi aimer l'armée, non ? Fabien Savoye, vos parents sont quoi, militaires, policiers, Francetv info ne nous le dira pas... Le fils de ma soeur Catherine est militaire, il était en échec scolaire et sa mère ne savait pas quoi en faire. Je n'ai pas de nouvelles d'elle depuis des décennies et ma mère reçoit un coup de fil par an et ne l'a pas vu depuis des années... Drôle de famille tout de même.

J'ai appelé ma vieille mère ce matin en me rendant en ville. Elle était inquiète de ne pas eu de mes nouvelles depuis début janvier, j'avais été très pris avec mon déménagement et j'ai été malade. Cela lui a vraiment fait plaisir pour une fois, elle en a pleuré la pauvre femme. Drôle de vie, merde.

Quel bond !

- Industrie : les salaires vont bondir en Allemagne - Francetv info

Syndicats et patronat sont tombés d'accord sur une augmentation de salaire de 3,4% dans l'industrie Outre-Rhin. Cela pourrait avoir des conséquences jusqu'en France.

Cela représente en moyenne 2 000 euros de plus par an, une somme à laquelle il faut ajouter une prime exceptionnelle de 150 euros.

Des salaires plus élevés entraînent une industrie un peu moins compétitive, notamment par rapport à la France. Mais c'est aussi un moteur pour la consommation et la croissance, en Allemagne et chez les voisins européens de cette dernière. "Jusqu'ici, l'Allemagne était accusée de jouer en solo, de ne pas faire profiter les autres des fruits de sa croissance. Mais avec cet accord sur les salaires, qui pourrait profiter à ses voisins européens, elle joue pour une fois plus collectif", conclut le journaliste de France 2 Amaury Guibert, depuis Berlin. Francetv info

Sur un salaire de 1.500 euros bruts cela représente 51 euros par mois, soit 1,7 euro par jour, quel bond !

Lécher le cul de l'Allemagne à l'instar de Hollande, c'est tout ce que sait faire cette agence de désinformation.

Contrairement à ce qu'affirme ce journaliste, en imaginant que "ses voisins européens" l'imitent, cela les handicaperait encore plus par rapport à l'Allemagne qui dispose de ressource pour absorber les effets de cette augmentation de salaire... faramineuse.

Un verdict idéologique.

- Bricolage: le Conseil d'Etat confirme l'ouverture dominicale - AFP

Le Conseil d'Etat a clos définitivement mardi une longue bataille judiciaire opposant syndicats et enseignes de bricolage, rejetant les différents recours intentés contre leur ouverture le dimanche, à laquelle le gouvernement est favorable.

Sans grande surprise, la plus haute juridiction administrative a donné raison à son juge des référés qui, saisi par les fédérations CGT, FO, Sud et Ceci du commerce, avait déjà pris une décision similaire en avril 2014.

En plein débat sur le projet de loi Macron, qui prévoit de libéraliser les ouvertures dominicales dans les commerces, la décision du Conseil d'Etat sonne comme une victoire pour le patronat.

Déboutés, les syndicats de salariés attaquaient un décret publié en mars 2014 à l'initiative du ministère du Travail, qui ajoutait les enseignes de bricolage à la liste des établissements pouvant ouvrir le dimanche.

Un premier décret "bricolage" avait été suspendu en février de la même année par le Conseil d'Etat au motif que l'autorisation était illégale car temporaire (du 1er janvier 2014 au 1er juillet 2015), obligeant le gouvernement à revoir sa copie.

"Dans sa décision rendue mardi, le Conseil d'Etat a statué définitivement sur ces affaires et rejeté les recours dirigés contre ces deux décrets", indique l'institution dans un communiqué.

Elle a estimé que ces textes "respectaient les conditions de procédure et de fond auxquelles une telle dérogation au repos dominical est soumise", à l'instar de ce que la loi permet déjà pour les jardineries et les magasins d'ameublement.

La dérogation, estiment les juges, permet de "répondre aux besoins d'un grand nombre de personnes pratiquant, plus particulièrement le dimanche, le bricolage comme une activité de loisirs, dont la nature implique de pouvoir procéder le jour même aux achats des fournitures nécessaires ou manquantes". (Parce que voyez-vous, si vous avez dans l'idée de bricoler chez vous le week-end prochain, vous allez forcément attendre le dernier moment, soit le dimanche pour procéder aux "achats des fournitures nécessaires" ou qui vous feraient défaut, plutôt abruti ces juges, en fait ils ne bricolent pas, sauf les lois pour les rendre toujours plus antisociales, oppressives ! Etre obligé de travailler le dimanche est une forme d'oppression comme une autre. Au passage ela confirme ce que nous affirmions hier : Quel avantage avons-nous gagné à refuser de rompre avec les appareils pourris des syndicats ? Même pas à préserver le dimanche chômé. Et c'est loin d'être terminé. - ndlr)

En outre, le décret n'entre pas en contradiction avec l'article 7 de la convention internationale du travail n°106 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le repos dominical, fait valoir le Conseil d'Etat, ce que contestent les syndicats. (Dans tout organisme de collaboration de classes, les uns et les autres peuvent interpréter les textes qu'ils ont adopté à leur manière en fonction de leurs intérêts. Il en va de même des traités qui sont signés puis bafoués quand on détient le pouvoir, ce qui est également le cas de la classe dominante au sein de l'OIT, de mémoire 12 représentants des salariés, 12 représentants des patrons et 12 représentants des Etats, additionnez le nombre de voix des patrons et des Etats le calcul est vite fait. La Constitution de l'OIT est en ligne dans le site. - ndlr)

La fédération FO Commerce entend d'ailleurs porter l'affaire devant l'OIT, a indiqué à l'AFP Christophe Le Comte, son responsable. (Tartuffe ! - ndlr)

Dans une lettre écrite en août dernier aux salariés, Jean-Claude Bourrelier, pourtant fer de lance de l'ouverture dominicale, écrivait en effet que "l'analyse des chiffres montre qu'au cumul depuis le début de l'année, nous n'avons reçu que le même nombre de clients qu'en 2013 alors que nous avons le bénéfice de l'ouverture du dimanche".

Pas de quoi doucher l'enthousiasme de la Fédération des magasins de bricolage (FMB), à en croire M. Sambourg, qui affirme que l'ouverture dominicale "permet de réaliser un chiffre d'affaires additionnel conséquent, pouvant représenter jusqu'à 25% de l'activité hebdomadaire". AFP 24.02

Grèce. Ils sont tous satisfaits, cherchez l'erreur.

- Grèce: la liste des réformes bien accueillie à Bruxelles - AFP

Si les exigences de Bruxelles sont respectées, les promesses de campagne d'Alexis Tispras sont reléguées au denier plan. Francetv info 24.02

- La Grèce promet de ne pas revenir sur les privatisations - latribune.fr

Voici la liste des engagements pris par Athènes, dont Reuters a eu connaissance:

Le gouvernement grec s'est engagé à ne pas revenir sur les privatisations réalisées ou en cours et à faire en sorte que ses mesures pour lutter contre la "crise humanitaire" dans le pays ne pèsent pas sur le budget.

Dans ce document, le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, s'engage à une réforme fiscale ainsi qu'à un examen et un contrôle des dépenses dans "tous les domaines" de l'action publique.

Le gouvernement entend aussi réformer les salaires de la fonction publique sans les baisser davantage ni augmenter la masse salariale totale. latribune.fr 24.02

Youpi !

- La Bourse grecque rebondit de 8 % - LeFigaro.fr

- Clôture en hausse des marchés européens, rassurés par Athènes - Reuters

Etats-Unis. Etat policier. L'impunité légitime l'assassinat d'innocents.

1- Le tueur de Trayvon Martin ne sera pas poursuivi pour crime raciste Libération.fr - Liberation.fr

La justice fédérale américaine a annoncé ce mardi qu'elle renonçait à poursuivre pour crime raciste George Zimmerman, acquitté du meurtre du jeune Noir Trayvon Martin en 2012 en Floride.

Le ministre de la Justice Eric Holder a souligné dans un communiqué que la mort de Trayvon Martin avait été une «tragédie dévastatrice», mais qu'une enquête avait conclu à l'insuffisance de preuves pour inculper George Zimmerman de violation des droits civiques.

L'ancien vigile volontaire George Zimmerman, qui faisait une ronde dans son quartier de Sanford en Floride, avait tué le 26 février 2012 Trayvon Martin, un adolescent noir de 17 ans, sans arme, sorti acheter des bonbons.

Imaginez un peu l'angoisse que doivent vivre au quotidien les afro-américains qui ont un gosse d'environ le même âge dès lors qu'il sort dans la rue ou lorsqu'ils sont au boulot et ne savent pas ce que fabrique leur gosse, pendant les vacances scolaires, quel cauchemar ce pays ! Ah, c'est la démocratie !

2- États-Unis : la vidéo-choc d'une nouvelle bavure - LePoint.fr

Un immigré mexicain de 35 ans, Antonio Zambrano-Montes a été tué par la police à Pasco, dans l'État de Washington, alors qu'il n'était pas armé. Il est le quatrième exemple d'un tir mortel en l'espace de six mois dans cette localité. Regardez. Cette vidéo amateur le montre clairement. L'homme pourchassé tente de fuir 3 policiers. Cinq coups de feu sont audibles.

La mère de l'immigré réclame justice et l'ouverture d'une enquête fédérale. Selon les autorités, l'homme, sans-abri, jetait des cailloux sur les forces de l'ordre, qui ont, dans un premier temps, fait usage de leur pistolet à impulsion électrique, avant d'utiliser leur arme à feu. Cette nouvelle bavure policière endeuille cette fois-ci la communauté hispanique. Le cas d'Antonio Zambrano-Montes n'est pas isolé. LePoint.fr 24.02

Comme en Israël, des balles contre des cailloux, c'est légitime

Grande-Bretagne. Corruption. Business. Collusion entre le pouvoir politique et les multinationales.

- Le scandale du « cash for access » secoue le Royaume-Uni - lemonde.fr

Malcolm Rifkind aura finalement chuté sur l'un des tours les plus courants des journalistes britanniques. Le député conservateur, ancien ministre des affaires étrangères sous John Major, s'est fait piéger par une équipe de reporters se faisant passer pour les représentants d'une entreprise chinoise fictive. Ceux-ci, travaillant pour Channel 4 et le Daily Telegraph, lui proposaient de joindre leur conseil d'administration et de faire du lobbying auprès des autorités britanniques. Filmé à son insu, M. Rifkind se montrait très intéressé, promettait d'apporter un « accès utile » à tous les ambassadeurs qu'il voulait. Il laissait entendre qu'il était aussi prêt à écrire à des ministres pour pousser les intérêts de l'entreprise, mais sans la nommer.

Le dernier scandale, surnommé « cash for access » par les médias britanniques, a également éclaboussé Jack Straw, un autre ancien ministre des affaires étrangères, pendant les années Tony Blair. Lui aussi est filmé offrant ses services pour 5 000 livres (6 800 euros) par jour. Le Parti travailliste l'a suspendu.

Cette nouvelle affaire est venue rallumer la controverse sur l'intégrité des députés au Royaume-Uni. En 2009, le Daily Telegraph avait documenté la façon dont les élus parlementaires abusaient de leurs notes de frais, qu'ils utilisaient comme un complément de salaire. Cela avait déclenché un énorme scandale, entachant toute la classe politique.

Depuis, l'utilisation des frais est beaucoup plus étroitement encadrée. Mais le débat s'est transféré sur les activités rémunérées des députés hors de leur salaire de parlementaire, de 67 000 livres (91 000 euros) par an. C'est ainsi que l'ancien premier ministre travailliste Gordon Brown – qui est toujours député – a par exemple gagné l'an dernier 1,3 million d'euros hors de la Chambre des communes, où il ne met quasiment plus les pieds.

Les parlementaires doivent déclarer l'ensemble de leurs revenus, et détailler leur provenance. Ainsi, M. Rifkind, qui a gagné 94

000 euros l'an dernier en plus de son salaire, a notamment travaillé pour Unilever, dont il est membre du conseil d'administration (9 773 euros par mois pour huit réunions par an) et pour Adam Smith International, un cabinet qui fournit des études économiques et financières à des gouvernements dans les pays émergents (3 977 euros par mois). M. Straw, qui a gagné 150 000 euros l'an dernier, collabore de son côté avec ED&F Man, un courtier en matières premières agricoles, et multiplie les discours, pour un prix qui peut dépasser 13 000 euros pour les mieux rémunérés. lemonde.fr 24.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

1.1 - Des centaines d'artistes britanniques appellent au boycott culturel d'Israël - french.irib.ir

Une centaine d'artistes britanniques ont appelé, vendredi 13 février, au boycott culturel d'Israël, dans une lettre publiée par The Guardian. Parmi les signataires, les cinéastes Ken Loach, Mike Leigh, les musiciens Brian Eno, Richard Ashcroft ou le romancier Hari Kunzru, qui sont rejoints par 600 autres artistes de la pétition initiée par Artists for Palestine UK.

« Maintenant, nous disons que nous ne jouerons pas de musique, nous n'accepterons pas de récompenses, nous n'assisterons pas à des expositions, des festivals ou des conférences, nous ne dirigerons pas de masterclass ou des ateliers à Tel Aviv, Netanya, Ashkelon ou Ariel, jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international et mette un terme à l'oppression coloniale des Palestiniens », affirment-ils dans la lettre.

Les signataires, des figures du monde culturel, dénonce la condition des artistes palestiniens, alors que « l'armée (israélienne) vise les institutions culturelles palestiniennes et empêche la libre circulation des travailleurs culturels ». Ils s'en prennent plus globalement à l'attitude répressive d'Israël envers les Palestiniens. « Les Palestiniens n'ont connu aucun répit de la part d'Israël qui attaque perpétuellement leur territoire, leurs moyens de subsistance et leur reconnaissance en tant qu'Etat », accusent les artistes.

Plusieurs d'entre eux sont engagés de longue date dans la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) comme le réalisateur Ken Loach. Celui-ci avait signé en été 2014, en pleine offensive israélienne contre Gaza, un appel pour l'embargo militaire avec six Prix Nobel de la paix. Les initiatives citoyennes incitant au boycott d'Israël se font toujours plus nombreuses dans le monde. french.irib.ir 21.02

1.2- Qu'est-ce qui empêche Daesh de s'en prendre aux intérêts israéliens ? - french.irib.ir

Selon les analystes, il faut chercher les raisons de l'absence de toute action de la part de Daesh contre le régime sioniste, dans la vaste coopération de sécurité et de renseignement entre Daesh et le régime sioniste, qui offre, aussi, des soins médicaux aux blessés de l'organisation terroriste.

Les pays de la région souffrent du développement des activités des groupes terroristes takfiris. Les terroristes ne font pas, seulement, la guerre contre les peuples syrien et irakien, mais menacent, aussi, d'autres pays du Moyen-Orient. Les groupes terroristes takfiris, comme Daesh, le Front Al-Nosra et d'autres groupes recrutent leurs membres, dans divers pays, en avançant des slogans islamiques, et en prétendant défendre la Charia et les droits et intérêts des Musulmans. Mais, en réalité, ils sont les pires ennemis des Musulmans et rendent les plus grands services aux puissances occidentales et au régime sioniste, avec lesquels ils partagent des intérêts communs.

Contrairement aux prétentions des membres et des chefs de groupes, comme Daesh, il faut, absolument, éviter de croire à leurs slogans islamiques. En réalité, leurs activités, pendant ces dernières années, en Syrie, en Irak et ailleurs, prouvent leur véritable nature. Selon les analystes, il faut chercher les raisons de l'absence de toute action, de la part de Daesh, contre le régime sioniste, dans la vaste coopération de sécurité et de renseignement entre Daesh et le régime sioniste, qui offre, aussi, des soins médicaux aux blessés de l'organisation terroriste. Les organisations terroristes, comme Daesh et le régime sioniste, ont des mêmes buts et les mêmes intérêts, et leurs actions ne peuvent être, naturellement, que complémentaires les unes vis-à-vis des autres. french.irib.ir 24.02

2- Syrie

- Syrie : l'opposition interne, favorable au plan de paix proposé par le gouvernement - french.irib.ir

Des forces et courants nationaux de l'opposition ont annoncé approuver les «Principes de Damas, pour une solution politique», ou

«un minimum de consensus», contenant les bases d'une solution politique de la crise, en Syrie. Dans une conférence de presse, tenue aujourd'hui, au siège du courant de la «reconstruction de l'Etat», sous la devise /Les Syriens doivent s'entendre/, le Parti du Peuple, le Courant de la reconstruction de l'Etat syrien, le Parti de la Jeunesse nationale pour la justice et le développement, le Rassemblement civil démocratique des Kurdes syriens, le Parti de la solidarité arabe et le Courant de la paix et de la victoire de la Syrie, ont donné leur accord à ces principes, qui s'appuient sur des constantes nationales, à savoir, la sauvegarde de la souveraineté de la Syrie, de son intégrité territoriale et de ses institutions, dont, en tête, l'institution militaire, la garantie des libertés publiques, l'édification du processus démocratique global et la lutte contre le terrorisme, sous ses différentes formes.

Les principes invitent à participer à un volet politique de négociations, parrainé par les Etats concernés par la crise en Syrie, qui donne lieu à la formation d'un gouvernement d'unité nationale, auquel participent l'autorité, l'opposition, les forces nationales et la société civile, qui œuvrent, pour réaliser la solution politique, à travers le dialogue national, la lutte anti-terroriste et la reconstruction. Les principes établissent que la solution politique implique la création d'un climat propice, pour le lancement d'un processus politique, via des mesures, pour l'établissement de la confiance, y compris, la libération des détenus politiques et la garantie de l'accès des assistances humanitaires aux zones syriennes, ainsi que d'autres mesures, dont l'ouverture à toutes les forces syriennes, à l'intérieur et à l'extérieur, pour l'édification du consensus nécessaire, en vue d'assurer le succès du processus politique. french.irib.ir 24.02

3- Russie

3.1- Poutine juge"improbable" une guerre entre la Russie et l'Ukraine - french.irib.ir

Le Président russe, Vladimir Poutine, a estimé qu'une guerre entre la Russie et l'Ukraine était "improbable", en dépit des tensions existant entre Moscou et Kiev.

"La Russie soutient l'accord de Minsk, car Moscou estime que cet accord reste la meilleure voie censée restaurer la stabilité, dans l'Est ukrainien", a réitéré le chef de l'Etat russe."Je pense qu'un tel scénario apocalyptique est improbable", a affirmé le président russe. Kiev et ses alliés occidentaux prétendent qu'il existait des témoignages clairs, montrant que Moscou continue à envoyer des armes aux séparatistes pro-russes. Mais Moscou rejette, catégoriquement, cette accusation de Kiev. french.irib.ir 24.02

3.2- "La puissance de l'armée russe est inégalable" (Poutine) - french.irib.ir

Le Président Vladimir Poutine a mis en garde les adversaires occidentaux de Moscou, en soulignant que la puissance militaire de la Russie est inégalable.

Selon Reuters, lors d'une cérémonie, qui a eu lieu, à l'occasion du 23 février, jour des Défenseurs de la patrie, le Président russe, Vladmir Poutine, a déclaré que serait une illusion de croire qu'une puissance étrangère pourrait être, militairement, supérieure à la Russie, afin de vouloir imposer des pressions sur Moscou. D'après les analystes, c'est une allusion aux tensions qui existent, depuis des mois, dans les relations entre la Russie et l'Occident, au sujet de l'Ukraine.

La semaine dernière, les dirigeants russe, allemand, français et ukrainien ont signé, après 16 heures de discussions, l'accord de Minsk portant sur le cessez-le-feu entre les belligérants, dans l'Est de l'Ukraine. Auparavant, le ministre britannique de la Défense, Michael Fallon, avait mis en garde contre l'éventualité de l'usage de tactiques dangereuses, par la Russie, pour déstabiliser les pays baltes, les mêmes tactiques que la Russie aurait utilisé, en Ukraine, selon le ministre britannique. Michael Fallon a ajouté que l'OTAN devrait s'apprêter à contrer les agressions russes, sous toutes leurs formes, car, d'après Londres, la Russie représenterait un danger réel, pour les pays membres de l'OTAN, dans la région balte, c'est-à-dire, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. french.irib.ir 21.02

3.3- Ukraine: "La Russie répondra aux actes provocateurs" (Riabkov) - french.irib.ir

Le vice-ministre russe des A.E a mis en garde contre les conséquences de l'envoi d'armements américains au gouvernement ukrainien.

Le vice-ministre russe des A.E, Sergueï Riabkov, a indiqué, lundi, que l'envoi d'armements à l'Ukraine porterait atteinte aux accords de Minsk, et que la Russie répondrait à un tel acte provocateur. Par ailleurs, le chef des opposants ukrainiens, Alexandre Zakarchenko, a déclaré, lundi, à Donetsk, que les Etats-Unis avaient commencé la livraison d'armements et de munitions à l'Ukraine.

Par ailleurs, La France sera, aujourd'hui, l'hôte d'une conférence sur la crise ukrainienne. Paris effectue ce geste diplomatique, en application de l'accord de cessez-le-feu, en Ukraine. La tension entre la Russie et l'Occident, sur les évolutions en Ukraine, pousse les deux parties vers le militarisme. french.irib.ir 24.02

3.4- "Les Etats-Unis, à l'origine du chaos, au Moyen-Orient" (Lavrov) - french.irib.ir

Le Chef de la diplomatie russe, Sergeï Lavrov, a accusé, lundi, à mots couverts, les Etats-Unis de plonger le Moyen-Orient, dans "le chaos" et d'y alimenter la montée des extrémismes, afin d'assouvir leur volonté de diriger le monde.

Le ministre russe des Affaieres étrangères, Sergueï Lavrov, qui n'a jamais, nommément, parlé des Etats-Unis, de cette manière, se contentant de faire des références très claires à la politique étrangère américaine, s'exprimait, lors d'une réunion spéciale du Conseil de sécurité de l'ONU, à New York, sur la paix et la sécurité, dans le monde.

Le ministre des Affaires étrangères russes a cité la campagne de frappes internationales sur la Syrie, dirigée par les Etats-Unis, l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, ou encore, l'intervention militaire de 2011, en Libye, comme autant d'exemples de "violations des principes fondamentaux des Nations unies". "Tout cela est le résultat de tentatives, pour diriger la marche du monde, pour tout régir, partout, et pour utiliser la force militaire, de manière unilatérale, afin de servir ses propres intérêts", a lancé M. Lavrov, selon lequel l'ONU doit jouer un rôle plus efficace, dans le règlement des différends internationaux. french.irib.ir 24.02

4- Burkina

- Burkina: des milliers de femmes manifestent contre la garde républicaine - french.irib.ir

Plusieurs milliers de femmes ont manifesté samedi à Bobo Dioulasso, la deuxième ville du Burkina Faso , contre la garde présidentielle, qui en réclamant début février la démission du Premier ministre Isaac Zida, avait provoqué un début de crise politique.

Le Burkina Faso est dirigé depuis la chute de Blaise Compaoré par un duo formé du président Michel Kafando, un diplomate à la retraite, et d'un Premier ministre militaire, le lieutenant-colonel Isaac Zida. Le pays doit organiser une élection présidentielle libre et transparente le 11 octobre 2015. french.irib.ir 22.02

5- Australie

- Australie : les leaders musulmans furieux après le Premier ministre - french.irib.ir

Le Premier ministre australien, Tony Abbott, s'est attiré les foudres de la communauté musulmane, après avoir affirmé, lundi 23 février, dans un discours sur la sécurité nationale, que les responsables musulmans n'en font pas assez, pour condamner l'extrémisme.

Tony Abbott a exhorté les dirigeants musulmans à dire, «plus souvent», que l'Islam est une religion de paix «et qu'ils le pensent vraiment», sous-entendant que ce n'est pas suffisamment le cas, à l'heure actuelle. «J'ai souvent entendu les dirigeants occidentaux décrire l'Islam comme une "religion de paix". Je souhaite que plus de leaders musulmans le disent plus souvent, et qu'ils le pensent vraiment»]i, a déclaré le chef du gouvernement.

Du côté des associations musulmanes, les condamnations se sont multipliées. De tels propos «font la promotion de la haine et attisent le racisme», a réagi Randa Kattan, qui dirige le Conseil arabe d'Australie. Selon lui, l'islamophobie a, fortement, augmenté, en Australie, après l'attaque de Sydney, et le commentaire du Premier ministre est un appel du pied aux racistes du pays.

«Il rend notre communauté responsable des actions de quelques-uns», a poursuivi la dirigeante de l'organisation, pour qui les propos sont sources de division. «Comment pouvons-nous davantage condamner ?», a-t-elle insisté.

Les déclarations de Tony Abbott «montrent, clairement, que le gouvernement n'est pas engagé dans une communication sincère et authentique avec la communauté musulmane. Nous avons, sans cesse, dénoncé la violence, et encouragé la paix, pas simplement, en guise de réponse, mais parce que c'est au cœur de nos convictions religieuses», a, de son côté, réagi Zaahir Edries, le Président du Réseau musulman juridique. Il a annoncé que son organisation boycotterait une session de consultation avec le gouvernement, prévue le soir même, pour protester contre les déclarations. french.irib.ir 24.02

Haut de page

Le 26 février 2015

CAUSERIE

Nouvelle du bled.

- Rail : l'Inde s'attelle à la rénovation de son gigantesque réseau - Liberation.fr

Ça se passait ce mercredi, en Inde, dans les faubourgs d'Agartala, la capitale de l'Etat de Tripura, dans l'est de l'Inde. Des ouvriers travaillent à la rénovation d'une des nombreuses lignes ferroviaires décrépies. Le gouvernement Modi doit annoncer de jeudi un plan massif d'investissement dans les infrastructures de 8 milliards d'euros.

Le réseau ferré indien, quatrième plus grand au monde, tient de la relique du passé colonial britannique. 25 millions de passagers l'utilisent chaque jour, en dépit du sous-investissement chronique et d'accidents meurtriers fréquents. Montant de l'investissement total nécessaire à sa rénovation : 25 milliards d'euros. Liberation.fr 25.02

Je n'ai jamais eu l'occasion de prendre le train en Inde.

La photo illustrant cet article montrait quatre ouvriers à l'ouvrage, le premier muni d'une pelle, le second portant sur la tête une cuvette métallique remplis de graviers, le troisième vidant sa cuvette sur la voie, le quatrième les regardant, histoire de dire sans doute qu'à ce rythme-là il y en a pour un siècle !

Le ton méprisant de ce torchon s'adresse aux 25 millions de travailleurs indiens qui empruntent ce moyen de transport bon marché pour se rendre à leur travail quotidiennement. Quant aux conditions dans lesquelles ils voyagent, elles n'ont rien à envier aux centaines de milliers de passagers quotidiens du RER ou du métro parisien entassés comme des bestiaux, sans parler des agressions à répétition, des attouchements, des vols, des insultes, des pannes et des accidents mortels qui arrivent aussi...

Apparemment le climat tempéré et le développement économique peuvent rendre arrogeant, hargneux, belliqueux, haineux, alors qu'on s'acclimate apparemment mieux à des conditions plus rudes et au sous-développement persistant, que par la force des choses on est amené à prendre avec philosophie pour ne pas se pourrir l'existence ou se la compliquer davantage...

Dossier sur le Yémen

En mettant en ligne de nombreux articles sur le Yémen les dernières semaines, vous avouerez tout de même qu'on a eu du pif !

Extrapolation non sans arrière-pensées.

- Qui a enlevé Isabelle Prime au Yémen ? - Francetv info

Mardi 24 février, Isabelle Prime a été kidnappée dans le centre de Sanaa par un groupe d'hommes armés. Pour l'heure, l'enlèvement de la Française n'a pas été revendiqué. Francetv info 25.02

Ils n'en savent pas plus.

Nous, nous nous sommes renseigné de notre côté.

Elle travaille pour Ayala Consulting Corporation, une ONG basée en Floride aux Etats-Unis, ONG qui en réalité n'existe que grâce au financement de la Banque mondiale (Funder: World Bank, dixit son portail - ayalaconsulting.us), il est donc permis d'affirmer qu'elle est une filiale de cette institution qui au côté du FMI s'emploie à promouvoir les intérêts de l'impérialisme américain dans le monde. A part le pétrole et le gaz dans cette région du monde, on ne voit pas quel autre intérêt convoiteraient les Américains au Yémen qui politiquement est en train de lui échapper au profit de l'Iran. A moins que la lutte contre le terrorisme international et les assassinats commandités par le Pentagone (Exxon Mobil et Cie. si vous préférez) via ses drones servent aussi à lutter contre la pauvreté....

Dans le portail de cette ONG on peut lire cette notice à la gloire de la Banque mondiale : The World Bank is a vital source of financial and technical assistance for developing countries around the world. Its mission is to fight poverty with passion and professionalism for lasting results, and help people help themselves and their environment by providing resources, knowledge, building capacity and forging partnerships in the public and private sectors.

Traduction : La Banque mondiale est une source vitale de financement et d'assistance technique auprès des pays en développement à travers le monde. Sa mission est de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme pour des résultats durables, et aider les gens à se prendre en charge ainsi que leur environnement en leur fournissant des ressources, des connaissances, à construire et renforcer des partenariats dans les secteurs public et privé.

Comme chacun sait les "missions" de la Banque mondiale sont toujours désintéressées et elle oeuvrerait contre la pauvreté... qu'elle contribue en réalité à semer partout dans le monde.

Cette jeune femme est sans doute victime de son insouciance en se rendant au Yémen, elle y vit depuis deux ans, et de son ignorance pour collaborer avec la Banque mondiale. Elle peut très bien être la victime d'un coup fourré de la CIA, du Mossad ou des services de renseignement saoudien ou du Qatar, ou encore de leur supplétif Al-Qaïda, dans ce cas-là programmé ou non en échange d'une rançon. On ne voit pas quel intérêt auraient les Houthis à commettre un telle action, sinon attirer davantage l'attention sur eux des puissances occidentales qui n'attendent qu'un bon prétexte pour livrer le Yémen au même sort que la Syrie ou l'Irak. A suivre.

Ceci pourrait expliquer cela ou l'inverse.

- Les Houthis continuent à gagner du terrain au Yémen - Reuters

Les miliciens chiites houthis se sont emparés mercredi d'une base des forces spéciales de l'armée yéménite à Sanaa et de locaux de la garde-côtes sur la mer Rouge, a-t-on appris de sources militaires.

Le poste de la garde-côtes situé à Hodeïda est quant à lui tombé au terme de combats moins intenses.

Les miliciens houthis ont pris Sanaa en septembre, ce qui a contraint le président Abd-Rabbou Mansour Hadi à s'exiler à Aden, dans le Sud, où il tente d'organiser une contre-offensive. Plusieurs unités importantes de l'armée se sont toutefois ralliées au mouvement chiite dans le Nord.

Face au vide du pouvoir qui fait craindre la montée en puissance d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), plusieurs pays occidentaux ont fermé ces dernières semaines leurs représentations diplomatiques. Une Française de 30 ans a par ailleurs été enlevée mardi par des inconnus à Sanaa.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé mercredi à Sanaa contre les Houthis. Reuters 25.02

Ou encore

- Yémen : Poutine soutient les Houthis.... french.irib.ir 25.02

Selon le journal Kommersant, une délégation composée des membres du mouvement Ansarallah et de plusiuers partis politiques s'est rendue en Russie à l'effet d'activer le processus des coopérations bilatérales. " la délégation est composée de cadres d'Ansarallah et son objectif est d'entretenir avec la partie russe pour entretenir de très vastes coopérations avec Moscou" " la délégation s'est rendue en Russie à l'invitation des députés de la Douma .

Les Houthis tenteront au cours de cette visite de s'attirer le soutien de Moscou à leurs démarches politiques qui consistent à ramener la souveraineté perdue du Yémen . c'est le numéro deux du comité politique de Ansarallah qui conduit cette délégation. " Les Houthis se sont emparés du pouvoir au Yémen sans aucune effusion de sang. Or les Etats Unis et l'Europe ont comdamén les Houthis et ont fermé leurs ambassades sur le sol yéménite. la délégation yéménite cherche à obtenir le feu vert russe et à lancer un vrai partenariat énergétique de part et d'autre."

Mais Poutine cherche-t-il à faire pression sur Riyad en s'alliant à Ansarallah? La Russie sait pertinemment qu'un Yémen échappant au contrôle des Etats Unis pourrait semer trouble et instabilité en Arabie voisine : " Riyad ne souhaite vraiment pas que les Russes s'en mêlent dans l'affaire yéménite. Mais la Russie est l'une des rares parties au monde à pouvoir s'entremettre dans ce dossier ". french.irib.ir 25.02

ACTUALITE EN TITRES

Propagande de guerre comme à Hollywood

Hourra, bravo, en voilà une bonne nouvelle fort attendue !

- Les Rafale du Charles de Gaulle ont largué leurs premières bombes - AFP

Vous êtes priés d'applaudir. Vous êtes Charlie n'est-ce pas ?

Quand ils confondent ennui et inactivité.

- S'ennuyer au travail, dangereux pour la santé - M6info

Si la suractivité professionnelle est dangereuse pour la santé, l'inactivité l'est tout autant ! M6info 25.02

On est preneur d'un emploi présentant la caractéristique de pouvoir être assumé en dormant ou synonyme d'inactivité, à part celui de banquier ou rentier on ne voit pas de quoi ils veulent parler...

On travaille pour survivre, sans plus dans votre société infâme, on n'a pas le choix.

On peut aussi opter pour le socialisme, travailler pour réaliser un idéal et s'épanouir au lieu de vivre pour travailler qui fait de vous un esclave...

Ne pas avoir en permanence cette alternative à l'esprit agit forcément sur vos idées et votre comportement, les façonne, les transforme à votre insu, vous n'en avez pas conscience évidemment, ce que vous devenez entre en contradiction avec vos besoins ou aspirations de telle sorte que vous ne pourrez jamais les satisfaire et vous ne comprenez pas pourquoi, et au crépuscule de votre existence vous ne serez toujours pas en mesure de le savoir, le pire des cauchemars.

Stratégie mondiale du chaos.

- Discrimination: Comment lutter contre les contrôles au faciès? - 20minutes.fr

- Le gouvernement lance la réforme de l'Islam de France - AFP

- L'islam de France, 30 ans d'une histoire mouvementée - LeFigaro.fr

- Amnesty dénonce la situation "désastreuse" des roms et réfugiés en France - Le Huffington Post

- Les États-Unis confrontés à leur tour à la question du port du voile - LeMonde.fr

- Etats-Unis: trois hommes accusés de soutenir l'EI arrêtés - AFP

Une fois l'ennemi à l'agonie, il faut l'achever.

- Valls veut réformer le dialogue social au pas de charge - AFP

Alors encourageons-le...

- Déficit : la Commission européenne offre un nouveau délai à la France - Francetv info

Bruxelles a accordé ce mercredi 25 février un nouveau délai à Paris pour réduire son déficit. Francetv info 25.02

En réalité il y a au moins 200.000 chômeurs de plus.

- Chômage: 2015 débute par une baisse surprise - La Tribune

- Jamais le chômage n'a autant baissé depuis décembre 2007 - Le Huffington Post

- Chômage : le gouvernement est-il à l'initiative de la dernière baisse ? - Francetv info

Les mesures du gouvernement ont joué un rôle crucial dans la baisse du chômage des jeunes. "Il y a une mesure qui a un effet direct sur le chômage des jeunes, ce sont les emplois d'avenir, plus de 190 000 contrats ont été signés jusqu'à présent, c'est deux fois plus que prévu", assure Jean-Paul Chapel. Et la tendance se poursuit "à un rythme de 6 000 contrats signés par mois".

En 2015, 100 000 nouveaux contrats aidés seront proposés, cela pourrait contribuer à accentuer le mouvement. Francetv info 25.02

- Emploi: l'intérim grimpe de 1,2% grâce à l'industrie et aux transports - La Tribune

Leur système économique mafieux.

- Morgan Stanley va verser 2,6 milliards de dollars pour solder des poursuites - AFP

- Etats-Unis : trois cigarettiers paient 100 millions de dollars pour mettre fin à des poursuites - LeMonde.fr

- McDonald's accusé d'avoir soustrait plus d'un milliard de recettes fiscales aux Etats européens - Francetv info

Défoncez-vous, plannez, on s'occupe de tout à votre place pendant ce temps-là...

- La consommation de cannabis devient légale à Washington - LeMonde.fr

- La Jamaïque dépénalise le cannabis - Le Huffington Post

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites tomber les masques. Enfin un hommage conforme à la réalité.

- En Israël, Charlie Hebdo transformé en tract électoral de l'extrême-droite - lefigaro.fr

L'édition post-attentats que les Français se sont arrachée en kiosque est devenue un symbole étonnant en Israël: celui de l'extrême-droite.

La plus haute instance judiciaire israélienne, la Cour suprême, a donné raison jeudi à Avigdor Lieberman avait adressé un recours pour contester l'interdiction de la diffusion du «numéro des survivants» de Charlie Hebdo, publié le 14 janvier.

Dans le cadre de la propagande électorale, les plaignants ont le droit de distribuer le numéro spécial du magazine français Charlie Hebdo auprès des électeurs», a statué la Cour. «Il s'agit d'une propagande électorale légitime». Dans le compte rendu de la décision, l'un des juges estime qu'interdire la distribution du magazine au parti «constituerait une violation excessive de la liberté d'expression», rapporte le quotidien israélien Haaretz. lefigaro.fr 25.02

Salam malikum à nos vaillants dirigeants qui se sont vautrés dans la fange une fois de plus en soutenant cette infâme pourriture de Charlie Hebdo...

Même que l'extrême-droite fait "rire" à Gaza et au Donbass.

- Charlie Hebdo: 27% des musulmans britanniques comprennent les motifs de l'attentat - L'Express.fr

Tous des terroristes ces musulmans !

- Charlie Hebdo, c'est dur d'être riche à millions - L'Express.fr

Et on dit merci à qui ?

- Charlie Hebdo revient dans les kiosques - Francetv info

Hélas !

- Les nouveaux lecteurs de "Charlie Hebdo" veulent "rire, tout simplement" - Francetv info

Même sous les bombes ?

- Pro A : le basketteur Akin Akingbala licencié après un tweet sur "Charlie Hebdo" - Francetv info

Le pivot nigérian de Rouen Akin Akingbala a été licencié pour faute grave par son club. Son tort ? Avoir partagé sur son compte Twitter ce message évoquant les attentats de Charlie Hebdo, le 9 janvier 2015 : "Je ne suis pas Charlie, je suis Ahmed, le policier mort. Charlie a ridiculisé ma foi et je suis mort en défendant son droit de le faire."

"Le club estime qu'il a porté atteinte à son image en partageant ce tweet", explique l'avocat d'Akin Akingbala, Romuald Palao. Ce dernier a porté l'affaire devant le conseil des prud'hommes de Rouen, estimant que "ce message n'a rien d'infamant. Akin Akingbala est chrétien. Dans son esprit, cela n'avait rien à voir avec la religion. C'était une manière de dire qu'il fallait aussi parler des policiers et pas seulement de Charlie Hebdo."

Après un passage en Ukraine et en Belgique, Akin Akingbala avait été recruté pour un an par Rouen, mais ses mauvaises statistiques (11 matchs disputés, 10 minutes, 1,8 point de moyenne) avaient poussé les dirigeants à le mettre sur la touche. D'après l'avocat du joueur, le retweet a plutôt été utilisé comme un "prétexte" par son club qui "voulait s'en séparer depuis plusieurs mois".

Dans un communiqué, le président du SPO Rouen, Yvan Gueuder, indique que le joueur a été licencié pour "non respect des clauses de son contrat de travail", en précisant qu'il avait fait l'objet de "plusieurs avertissements". Le joueur a quitté le club mardi matin. Francetv info 25.02

Je me souviens qu'autrefois on traitait les provocateurs de flics ou d'agents du régime, aujourd'hui on les traite en martyrs, en vaillant combattants de la liberté d'expression... En attendant vous aurez remarqué que le crime sert toujours la même cause, pas vraiment la nôtre, ce dont se contrefoutent nos dirigeants apparemment.

En famille. Antisocialisme.

- Dialogue social : avis de temps calme au PS - Liberation.fr

A première vue, le texte sur le dialogue social présenté ce mardi par Manuel Valls ne devrait pas recréer le psychodrame socialiste connu avec la loi Macron.

Un proche du Premier ministre se dit confiant : «Tout est une question de présentation. Par exemple, sur les seuils sociaux, la division n’est pas gauche-droite mais entre des salariés surprotégés avec des instances qui fonctionnent très bien et toute une partie des salariés qui n’ont aucun accès au dialogue.» Liberation.fr 25.02

Si vous avez déjà bossé dans une petite entreprise, vous savez qu'en présence du patron vous devez afficher une bonne humeur (et une disponibilité) à toute épreuve et la fermer, sinon vous dégagez, voilà pour le dialogue. Après avoir opposé salaire et emploi pour justifier à la fois le blocage des salaires ou des augmentations de salaires misérables et tailler à la hache dans la législation du travail, ils opposent les salariés des grandes entreprises à ceux des petites pour justifier la remise en cause des acquis des salariés des grandes entreprises ou l'équité, le nivellement toujours par le bas.

Qui vit de son travail au PS ? Personne ou alors ce sont des nantis.

En réalité Valls a rendu service à la soi-disant gauche du PS en recourant au 49.3, il leur a épargné de se déballonner au dernier moment, car jamais ils n'auraient été jusqu'à faire chuter le gouvernement, ainsi l'illusion est sauve.

La flexibilité ou comment augmenter le taux d'exploitation.

- Accords de flexibilité : une bonne idée ? - Francetv info

Les accords de flexibilité seraient un bon moyen pour certaines entreprises d'éviter les licenciements.

Afin de faire reculer le chômage, le gouvernement a récemment annoncé plusieurs mesures. Parmi elles : les accords de sécurisation de l'emploi qui permettent plus de flexibilité dans l'entreprise. Le dispositif pourrait ainsi être étendu.

Le marché agricole se portant moins bien depuis six mois, les commandes de l'entreprise étaient en baisse. "On doit s'adapter. Pour ça, on s'est créé un accord de flexibilité", explique le vice-président de la société, Boussad Bouaouli. Celui-ci prévoit de faire travailler davantage les ouvriers, mais pour le même salaire. Ainsi, les salariés travaillent 38h10 par semaine, payées 35 heures. En contrepartie, ils gagnent 19 jours de récupération sur l'année, que l'entreprise utilise comme du repos obligatoire quand l'activité diminue.

Résultat ? La productivité a fait un bond de 30% en cinq ans. La direction se félicite de cet accord, qui selon elle, lui a permis de recruter : "On a réussi à embaucher 300 personnes sur les trois dernières années", précise le directeur des Ressources

humaines, Éric Odièvre.

Mais dans une usine en Ardèche, les salariés ne sont pas convaincus. Malgré le gel des salaires et l'abandon de trois jours de RTT, leur entreprise n'arrive toujours pas à sortir la tête de l'eau. "Ça n'a servi à rien, moi je n'y crois pas à la compétitivité", lance une employée. Francetv info 25.02

Et vous allez finir à la rue, vous ne serez pas les premiers dans cas-là, chut, il paraît que ce serait "une bonne idée".

Propagande de guerre de l'Otan "préméditée".

Le titre ne signifie pas qu'il pourrait y avoir une guerre, cette propagande sert à couvrir d'autres objectifs, économiques et politiques qui sont leurs véritables objectifs, soumettre les peuples du monde entier au néolibéralisme.

En Inde où je vis, la situation est particulière ou dfférente de l'Ukraine ou de la France par exemple, on vit déjà à l'heure du néolibéralisme en quelque sorte puisque les masses n'ont pour ainsi dire aucun droits sociaux ou politiques, et de nombreux pays sont déjà dans ce cas-là. On a la chance si je puis dire de ne pas avoir de pétrole sous nos pieds ! J'ai renoncé à creuser mon petit jardin pour le vérifier, c'est un champ de pierres, à la limite tout juste bon pour une intifada !

- Poutine cherche à diviser les Européens - LeFigaro.fr

Le président chypriote est le premier chef d'État de l'UE à se rendre à Moscou en pleine crise ukrainienne.

Il s'agit de la première visite officielle d'un chef d'État européen en Russie depuis le début de la crise ukrainienne.

Le président chypriote, Nikos Anastadiadis, entame une tournée de trois jours où il rencontrera les plus hauts dirigeants du pays, dont Vladimir Poutine. Avec le credo suivant: «La Russie est notre partenaire. Il est préférable aujourd'hui d'utiliser la langue de la diplomatie plutôt que de recourir à d'autres méthodes qui exacerberont la crise avec l'Union européenne.»

Une semaine plus tôt, le président russe s'était rendu en Hongrie, où le premier ministre, Viktor Orban, jugeait «irrationnel d'enfermer la Russie en dehors de l'Europe». Le 11 février, enfin, le ministre grec des Finances, issu d'un gouvernement Tsipras ouvertement prorusse, se rendait à Moscou, prêt à monnayer une aide financière russe contre celle de la troïka.

...mardi, le président du Sénat, Gérard Larcher, conduisait une délégation française à Moscou, afin de «maintenir ouverts les canaux de dialogue parlementaire». LeFigaro.fr 25.02

- Chypre autorise la marine russe à utiliser ses ports - Reuters

Bon, une bombe suffira pour anéantir Chypre...

- Poutine prévoyait-il de prendre une partie de l'Ukraine avant même la chute de Ianoukovitch ? - Francetv info

- Ukraine : une invasion très préméditée par le Kremlin - Liberation.fr

Un journal russe indépendant a publié un texte transmis à Poutine en février 2014 détaillant la marche à suivre pour dépecer son voisin. Un plan suivi dans les grandes lignes.

«Nous avons reçu le texte au format Word, ce n'est pas un document officiel avec une signature ou des empreintes digitales des auteurs, mais il a été authentifié par des sources proches du pouvoir et très bien renseignées», précise Nadejda Proussenkova, journaliste de Novaïa Gazeta. Liberation.fr 25.02

Comme il est quasiment impossible d'authentifier l'origine d'un "texte au format Word", il faudrait se fier à une source anonyme ou à la parole de ceux qui le diffusent sans autre précaution

Ils prennent vraiment leurs lecteurs pour des abrutis finis à Libération. A boycotter !

Cela dit, on ne sait pas si ce document est authentique ou a été fabriqué par les scribouillards du Pentagone, en attendant, s'il était authentique cela signifierait que son auteur et Poutine auraient fait preuve d'une maîtrise absolue de la situation, d'une lucidité à faire rougir un médium, tant la totalité du plan machiavélique qu'ils auraient conçu contre l'Ukraine s'est réalisé jusque dans les plus infimes détails, étape par étape, à la lettre. C'est bien simple, plusieurs mois à l'avance ces stratèges de génie auraient prévu

tous les développements à venir au point de conduire les lecteurs à se demander s'ils n'en auraient pas été à l'origine, ce qui tombe bien puisque cela confirmerait que les allégations américaines et de l'Otan contre la Russie et Poutine étaient fondées... En résumé, si Poutine avait voulu donner légitimer la version de l'Otan et livrer ses intentions impérialistes contre l'Ukraine il n'aurait pas fait mieux, sauf que cela ne colle pas avec le personnage et les qualités que ce document lui prête.

Peut-être que d'autres réagiront à cette info ou nous y reviendrons, on n'a pas le temps de la traiter aujourd'hui. Sachez seulement que dans cet article, pour Libération "la junte fasciste de Kiev" n'est qu'un "mythe" inventé par Moscou, alors que l'ambassadeur ukrainien en Allemagne, Andriy Melnyk, a déclaré lors de l'émission de télévision de Günther Jauch (Fernsehsendung), l'un des talk politique le plus populaire en Allemagne, que les troupes d'Azov et du Secteur Droit néo-nazis font partie des forces armées ukrainiennes, qu'ils sont contrôlés et coordonnés par le régime pro-occidental de Kiev. Sans eux dit-il, l'avancée de l'armée russe aurait été bien plus importante. Vidéo qui le prouve sous-titrée en français Ukraine : "Les néo-nazis font partie de nos forces armées et sont contrôlés par Kiev" - https://www.youtube.com/watch?v=MKJe-pj3bK8 - causerie du 22.02.

Boycotter la totalité des médias des médias en France est possible, et si vous avez lu les articles qu'on a mis en ligne ces derniers jours, vous aurez constaté que bon nombre d'auteurs s'en prennent enfin ouvertement aux médias, à la presse écrite notamment.

Ils sont à la pointe du combat de la classe dominante contre tous nos droits. Ils précèdent même la propagande du gouvernement si vous avez bien remarqué, ils sont le fer de lance de la réaction. Briser leurs arguments, démanteler leurs machinations, combattre la désinformation à laquelle ils se livrent quotidiennement pour façonner et manipuler les consciences afin de réunir les conditions psychologiques et politiques permettant à la classe dominante d'appliquer sa politique néolibérale et impérialiste est un devoir pour tout parti ouvrier, tout militant qui combat pour le socialisme.

- Moscou fait à nouveau monter la pression sur le gaz ukrainien - LeMonde.fr

Commentaires d'internautes.

1- "*La Russie a été prise au dépourvue quand les choses se sont envenimées à Kiev suite à l'intervention de la CIA. Poutine pensait que Ianoukovitch allait maîtriser la situation mais ce dernier n'a pas su convaincre les quelques milliers de manifestants qu'ils étaient manipulés alors que la Russie leur offrait des conditions beaucoup plus avantageuses que l'Europe pour sortir de la crise économique.*

Les événements en Ukraine ne sont qu'une partie du plan de déstabilisation des Américains qui n'avaient pas digéré de ne pas pouvoir intervenir en Syrie afin de s'attaquer ensuite à l'Iran. Ils seraient peut-être temps que les gens ouvrent les yeux et comprennent qui est le véritable ennemi de l'Europe."

Le capitalisme est le seul ennemi des travailleurs...

2- "*Quand j'écoute Marc Semo pas seulement que je suis de plus en plus convaincu que Maidan a été financé par les US mais je commence à penser que lui aussi est sur leurs fiches de paie. Un journaliste qui authentifie avec une telle aisance et une telle assurance, sur la seule preuve de son authorité personelle à detenir la vérité, un «texte au format Word, ce n'est pas un document officiel avec une signature ou des empreintes digitales des auteurs" et qui, 3 phrases plus tard, déclare que le référendum de Crimee est "bidon" ne fait pas le travail d'une journaliste. Alors il fait un autre travail, reste à savoir lequel et pour qui...*"

Poser la question c'est y répondre...

3- "*Pourquoi les occidentaux ont-il fait la guerre en Yougoslavie pour l'indépendance de ses régions et pourquoi refusent- ils la même chose en Ukraine ?*"

C'était plutôt pour accroître l'hégémonie des Américains ou accélérer l'unification de l'Europe sous le drapeau du néolibéralisme avant que le monde entier y passe...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 4 mars 2015

CAUSERIE

Le 16 février ma connexion Internet est coupée alors que mon abonnement mensuel court jusqu'au 23. Je tente de téléphone à mon fournisseur Internet, Reliance, en vain, personne ne daigne décrocher. Je me rends en moto à leur agence de Pondichéry dans l'après-midi à 15 kilomètres de chez moi. Ils avaient oublié d'actualiser leur fichier et m'avaient déconnecté croyant que je n'avais pas payé ma facture de décembre, alors qu'ils avaient enregistré mon paiement manuellement car leur logiciel était hors service. Ils s'excusent pour cette erreur et me reconnecte. J'apprendrai plus tard qu'en enregistrant mon paiement de décembre, l'employé de Reliance avait confondu mon numéro d'identificationclient et le numéro de ma connexion, ce qui sera à l'origine de l'imbroglio suivant... jusqu'à ce jour, mercredi 4 mars à 13h.

Le 28 février au matin même problème. Je me rends à nouveau à leur agence mais l'employé responsable des connexions n'est pas sur place, une employée finit par le joindre au téléphone, elle me le passe, il s'excuse et m'affirme que ma connexion sera rétablie dans une heure. Sur ce je rentre chez moi. Quelques heures plus tard je tente de me connecter à Internet, impossible, je me dis que l'employé en question a dû retourner à son agence et a oublé de me reconnecter. Du coup je devrai retourner à leur agence le lundi matin.

Le lundi matin, on me fait part de cet imbroglio et on m'assure que ma connexion sera rétabli d'ici la fin de la journée. Lundi soir, toujours pas de connexion.

Mardi matin je retourne en moto à Pondichéry à leur agence. Là le même employé m'assure que ma connexion fonctionnera dans une heure. Deux heures plus tard, toujours pas de connexion. Je l'appelle, il me demande de patienter encore trente minutes. Une heure plus tard je repars à Pondichéry toujours situé à 30 ou 35 bornes de chez moi aller retour. Toujours le même employé me dit ne pas comprendre ce qui se passe et que tout devrait rentrer dans l'ordre en fin de journée. Sur son ordinateur ma connexion est activée. Je repars chez moi et je le rappelle sur les coups de 18 heures comme convenu parce que la connexion ne fonctionne toujours pas. Là il me dit de passer le lendemain matin et qu'il me fournira un autre modem avec une nouvelle connexion, je lui demande si cela sera gratuit, il m'assure que oui, en réalité je règlerai 260 roupies pour 2GB seulement.

Mercredi 4 mars, donc ce matin, je suis à leurs bureaux à l'heure d'ouverture, il est 10h. L'employé me remet un modem pour me faire patienter encore quelques jours, le sien en fait, et là il me raconte une autre histoire, selon laquelle en réalité le serveur de Reliance serait planté ou quelque chose comme cela et que ce serait à l'origine de mes déboires depuis cinq jours.

Une histoire de dingue, n'est-ce pas ? Qui m'a dit un jour que je manquais de patience ? Je ne me suis pas énervé ou si peu comme quoi j'ai progressé. Le mieux ou le pire, c'est qu'en réalité j'ai réglé pour une connexion coupée deux fois la même facture, alors que mensuellement je règlais 840 roupies, j'ai dû débourser 940 roupies plus 673 roupies.

Quel recours ai-je contre la société Reliance (en taille l'équivalent d'Orange, CFR ou Free) ? Absolument aucun ! Et l'argent qu'ils m'ont soutiré indument ? Définitivement perdu, pour moi évidemment. De quel droit ? Franchement quelle question sptupide, de quel droit, mais je n'en ai aucun, ici en Inde on a un peu d'avance sur vous en France, on vit déjà à l'heure du mondialisme ou du néolibéralisme, quand je vous le disais vous ne me croyiez pas, j'exagérais une fois de plus, en fait pas du tout et en voilà la preuve. Le mondialisme ou le néolibéralisme, au niveau du droit pour la population, le citoyen, le client ou le consommateur, c'est le féodalisme ou le règne de la monarchie absolue des oligarques.

Le mondialisme ou néolibéralisme peut s'imposer d'autant plus facilement dans les pays comme l'Inde qu'on n'est jamais vraiment sorti de la féodalité, du règne des puissants de droits divins qui régissent tout ou disposent de tous les pouvoirs, de tout le pouvoir. Cela s'applique évidemment au régime politique en place en Inde, détestable.

Pour le supporter, il faut s'armer de patience ou être blindé, de préférence être équilibré mentalement pour ne pas craquer et devenir violent car vous y êtes poussé évidemment. Vous devez donc vous maîtriser ou vous raisonner pour ne pas vous en prendre inutilement et injustement à l'employé que vous avez en face de vous, ce qui requiert une certaine expérience et conscience de classe, c'est là qu'on se rend compte à quel point elle peut être utile jusque dans les moindres rapports de la vie quotidienne et qu'il faut la préserver, la cultiver, la faire progresser sans cesse, c'est la leçon qu'on retiendra de cette expérience, la partager, sinon à quoi bon, ce que je m'emploie à faire ici.

On actualisera le site et on rattrapera le retard d'ici un jour ou deux, par chance apparemment l'actualité sociale et politique n'a pas été très chargée d'après ce que j'ai constaté, mais peut-être ai-je loupé quelque chose, à vous de me le dire. Depuis quelques mois Yahoo.news ne diffusent plus les infos des jours précédents, aussi n'est-il plus possible de consulter rapidement l'actualité au-delà de 24h.

J'ai été littéralement coupé du monde pendant 5 jours et finalement je ne m'en porte pas plus mal, j'ai bossé chez moi et je m'en porte mieux physiquement que de rester des heures durant assis devant un écran. Cela m'a même permis de récupérer ! Je fume trop, donc je dois avoir une activité physique pour respirer davantage et évacuer, j'ai pu le constater. Et puis je n'ai reçu aucun courriel...

On a décidé de ne plus regarder la télé depuis deux mois et on s'en passe très bien. Hier soir on a mangé en regardant un concert de Scorpions à Wacken en 2012, à la demande de Selvi qui est devenue fan de *Loving you sunday morning*. Le dimanche (sunday) c'est son seul jour de repos, le seul jour où on est vraiment ensemble. Elle aura attendu l'âge de 44 ans pour en profiter après avoir commencé à travailler à 12 ans et élevé seule trois enfants, alors cela la touche forcément beaucoup, elle a encore du mal à réaliser que sa vie d'esclave pourrait un jour être adoucie ou qu'elle pourrait tout simplement profiter un peu de la vie, avoir cette liberté qui jusqu'à présent n'était accordée qu'à ses maîtres.

Elle en a parfaitement conscience et elle en goûte chaque instant, c'est très touchant, c'est là qu'on se rend compte à quel point cette vie d'esclave est infernale, inhumaine, cette aspiration à la liberté, au bien-être est universelle et légitime, voilà aussi ce qu'on partage, l'air de rien, c'est aussi la base du socialisme, mais qui en a vraiment conscience ? Vive le socialisme et ses fondateurs, ses théoriciens, penseurs et militants !

Demain on actualisera au mieux la causerie et on ajoutera 30 ou 40 articles.

Haut de page

Le 5 mars 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 21h, on a ajouté 56 articles.)

Ceux qui en principe sont les mieux pourvus pour palier aux faiblesses ou lacunes de l'espèce humaine, sont ceux qui au contraire les entretiennent et versent dans les pires bassesses, qui profitent de leur statut privilégié pour se laisser corrompre par l'idéologie dominante qu'ils adoptent par commodité, lâcheté. Vous aurez reconnu les intellectuels en général, les exceptions ne se sentiront pas concernées.

Comment peut-on s'enfermer dans un système de pensée aussi étriqué et borné qui tire profit de l'état misérable du monde et son cortège infini de souffrances infligées à tous les peuples et en tirer satisfaction, apparemment la réponse à cette question doit figurer en bas d'une feuille de paie ou doit correspondre à un mode de vie qu'on souhaite préserver à n'importe quel prix, y compris celui de l'infâmie.

J'ai profité d'une heure libre mercredi matin pour relire quelques pages d'un cours intitulé Syntaxe et pragmatisme (licence sciences du langage).

L'auteur, de ce fascicule se moque de Platon (Le sophiste), l'illustre fondateur de l'Académie et disciple de Socrate, qui aurait fait preuve je cite, d'une extraordinaire cécité à l'égard de la structure de son propre langage que notre arrogeant professeur d'université pourrait enseigner à ce misérable penseur, dont on se demandera par ailleurs ce qu'il a bien pu baragouiner le restant de ses jours à partir de ce constat consternant, ne maîtrisant même pas les rudiments du langage...

Dans ce dialogue Platon abordait la question de la syntaxe à partir du nom ou substantitif et du verbe qui structurent le langage ou traduisent comment au niveau de la pensée s'établissent les rapports entre un sujet animé ou inanimé et son état actif ou inactif ou encore performatif, sans mentionner les différentes catégories de déterminants qui venaient se greffer sur eux pour en préciser le sens, ceux attachés au nom, les différent adjectifs, et ceux attachés au verbe, les pronoms et les adverbes, les prépositions étant liés à l'un ou à l'autre tandis que les conjonctions lient des propositions entre elles.

Platon qui manifestement n'entendait pas se lancer dans une définition exhaustive de la structure du langage l'avait réduite à ces deux catégories syntaxiques essentielles qui permettaient à son auditoire de comprendre autour de quels éléments s'organisait la pensée, et sans lesquels il était impossible d'en rendre compte ou de la traduire sous la forme du langage de manière à la rendre compréhensible ou qu'un échange puisse s'établir entre deux hommes tout simplement à partir de ce moyen de communication qu'est le langage.

Platon et ses semblables ainsi que ceux qui l'avaient précédés dont Socrate possédaient une maîtrise de la rhétorique et de l'éloquence au point de les avoir élevés au rang d'art dont ils auraient ignoré jusqu'aux rudiments affirme péremptoirement cet "extraordinaire" professeur d'université, qui pour en arriver à cet épouvantable constat a dû faire l'impasse non seulement sur les riches enseignements (Phèdre) que nous ont laissés ces philosophes qui démontrent à eux seuls le contraire ou qu'ils avaient dû étudier la syntaxe ou la structure du langage, de quelle manière s'articulaient ses différentes catégories pour en maîtriser l'emploi dans leur discours, mais aussi les passages dans leurs oeuvres où ils traitèrent cette question, je n'ai pas le temps de faire des recherches pour le prouver ici, je me réfère à mes souvenirs de lectures où ce sujet était abordée.

Vous vous demandez où je veux en venir et je vais vous le dire.

Au départ j'ai été choqué de lire ces lignes dans ce cours, je me suis tout de suite arrêté pour m'interroger sur leur signification. En consultant rapidement après coup un livre dédié à Platon, un des rares rescapés du tsunami de 2004, j'ai trouvé un passage intéressant qui va alimenter notre réflexion et confirmer ce qui a été dit précédemment.

Léon Robin -Platon - 1935. Extrait du chapitre Qu'est-ce que le savoir ? Le langage et le réel. (p 49 PUF, 1968)

Dans le *Sophiste*, en accord avec la théorie du savoir qui est exposée, le langage est défini une "liaison" de noms au moyen de verbes ; sans cette liaison il n'y a point de discours, ce qui fait qu'un discours est faux, c'est que la liaison énoncée ne correspond pas à la liaison mutuelle, dans la réalité, des choses qu'il énonce. (Il était donc question d'une "théorie du savoir" dans l'ouvrage cité par notre méprisant universitaire (Le Sophiste) et non un ouvrage proprement dit consacré au langage ou à la syntaxe. - ndlr) - Peut-être n'est-ce pas toutefois seulement en tant que liaison que le langage est exposé à défigurer le réel : c'est aussi dans les éléments mêmes de la liaison, c'est-à-dire dans les noms dont le verbe effectue la liaison. Telle est du moins la doctrine qu'on trouve dans le *Cratyle* et la prépondérance accordée plus tard au point de vue de la relation ne semble pas pouvoir signifier l'abandon de cette doctrine. (Comme quoi arbitrairement notre brave professeur a cité le passage d'un ouvrage plutôt qu'un autre de Platon, où le même sujet avait été abordé plus en détail au point de constituer une "doctrine", de plus Léon Robin fait remarquer que Platon y fera référence ailleurs plus tard, comme quoi ce n'était donc pas un cas isolé. - ndlr)

Si en effet les noms servent à désigner les choses, il doit pouvoir arriver, non pas seulement que nous les employions à contre-temps, mais qu'eux-mêmes ils soient mal appropriés à ce qu'ils sont faits pour désigner. Quand, dit Platon, un menuisier fabrique pour le tisserand une navette, il a égard à ce qu'est en soi la navette et tant que navette ; à sa "forme" ou "Idée", c'est-à-dire à ce qu'elle doit être pour remplir son rôle dans le tissage. Supposons de même un législateur qui soit chargé de donner aux choses leur nom : il aura égard à ce qu'est en soi le nom et à la fonction qu'il doit avoir, d'être naturellement (et quel qu'en soit d'ailleurs le vocable) le nom qui convient à chacune des choses qu'il s'agit de désigner. Mais il n'y réussira que s'il est dirigé par le dialecticien, autrement dit par celui qui doit se servir du langage dans l'exercice de l'art d'interroger et de répondre. Le langage devrait donc être une sorte de "caractéristique", universelle ou non, en tout cas faite par le philosophe pour répondre effectivement aux besoins de la pensée. (C'est d'ailleurs sur ce plan-là que l'aborde Platon qui est avant tout un philosophe et non un linguiste. Le langage sert avant tout à traduire une pensée ou à communiquer avec le monde extérieur, donc ce n'est pas un exercice de style, mais un outil pratique, pragmatique. -ndlr) Des noms ainsi décrétés n'auraient cependant rien d'arbitraire; sans être des onomatopées, ils imiteraient en effet par les sons de la voix ce qui lui-même n'a pas de son, "l'essence"" de chaque chose. Mais si tout concourt au contraire à prouver que ce n'est pas ainsi que s'est constitué le langage, on devra le considérer comme un obstacle au savoir. Supposons même admise la thèse héraclitérienne du flux perpétuel : les noms ne pourraient davantage servir à nous faire connaître ce flux puisque, comme lui, ils seraient emportés par le changement incessant ; ainsi il n'y aurait plus

de connaissance du tout, ni dans les noms, ni dans les choses ! Il ne faut donc pas compter sur le langage pour arriver à connaître les choses : si le savoir existe, c'est la chose elle-même, c'est-à-dire son essence, qui doit en être l'object. Il n'y a donc de savoir que celui qui se fond sur la réalité objective, à condition par conséquent que chaque réalité soit prise dans l'unicité permanente de sa forme et à part d'une multiplicité infinie de variations contingente. (Le savoir repose effectivement sur la réalité objective ainsi que le processus dialectique dans laquelle elle s'inscrit qui inclut le passé, le présent et le futur, son origine, son développement et son devenir sans lequel elle demeure incompréhensible... Les choses et le langage ou l'action pratique des hommes pris séparément ne permettent pas d'accéder à la connaissance, c'est seulement l'interaction ou les rapports qui existent entre eux qui permettent d'accéder au savoir, encore faut-il considérer la production d'idées comme une partie intégrante de l'action pratique des hommes sans pour autant leur accorder une place démesurée, erreur fatale que commettent les philosophes ou les idéalistes jusqu'à en faire dépendre la matière, le comportement des hommes, la société ou le cours du monde auquel ils doivent tordre le ou pour le faire entrer dans le système de pensée qu'ils ont fabriqué ou qu'ils ont adopté. - ndlr)

En résumé, la science n'est : ni la sensation, car celle-ci est un état individuel et momentané ; ni l'opinion, car celle-ci est moyenne entre la vérité et l'erreur. La science se fonde sur l'Etre et dépend de l'Etre, et, s'il est vrai que l'Etre soit constitué par des relations, elle doit être l'image fidèle de ces relations. Fin de l'extrait.

On aura compris au passage que l'interprétation de la réalité fondée sur la sensation ou les émotions est anti-scientifique, de même que celle conduite par l'opinion qui est tout autant "un état individuel et momentané" guidée généralement par des intérêts inconscients que leurs auteurs ne maîtrisent pas ou dont ils ignorent la nature réelle pour ne représenter qu'une partie ou portion de la réalité et non l'ensemble des éléments et rapports qui la composent dialectiquement.

En résumé, Platon était philosophe et non linguiste, dans un dialogue il a emprunté ces deux catégories à la syntaxe et à la sémantique puisque les deux sont liés, uniquement pour une démonstration philosophique sur le savoir et non pour démontrer la justesse d'une théorie portant sur le langage.

Platon s'interrogeait sur la puissance, les imperfections ou les faiblesses du langage qui permettent au sophiste de berner son auditoire, de nos jours les populistes de droite comme de gauche en sont les héritiers. Comment de grossiers mensonges peuvent être crus par la population, sinon qu'elle demeure ignorante de la réalité objective et plus particilièrement du processus dialectique à l'oeuvre. Elle continue d'ignorer quelles sont les lois ou les mécanismes logiques qui régissent les rapports entre les différents facteurs qui composent la réalité ou participent au fonctionnement de la société, il est inutile de chercher ailleurs une autre explication sinon à se noyer dans l'idéalisme ou un système de pensée qui nous détournera de la réalité et nous empêchera d'agir sur elle pour la transformer. C'est aussi la définition du matérialisme dialectique ou du marxisme appliqué à l'histoire.

Je ne vous ai toujours pas dit où je voulais en venir. En fait, je n'avais pas du tout prévu ce long développement qui m'est venu à l'esprit ce matin. Je m'étais arrêté à un autre constat. Je m'étais dit hier matin que ce professeur d'université avait été bien mal inspiré en traitant Platon de cette manière, lui reprochant de n'avoir pris en compte que deux catégories syntaxiques, alors qu'ils suffisaient à sa démonstration, objectif à côté duquel il était passé manifestement, apparemment aveuglé par son comportement doctrinaire digne des sophistes, ce qui lui permettra d'accusé Platon d'avoir fait preuve de "cécité", quand on a la rage on accuse son chien c'est bien connu, voyez Valls par exemple...

Sur le coup je m'étais arrêté là, et je me suis dit que Platon n'avait fait qu'énoncer simplement quelque chose de simple ou qui se présentait comme tel, qu'ajouter des éléments secondaires à sa démonstration n'aurait rien apporter à la compréhension de la question qu'il avait décidé de traiter ou embrouillerait plutôt son auditoire. Platon était un philosophe, un théoricien de la pensée qui dispensait un enseignement ou une doctrine qu'il entendait partager avec ses contemporains. De la même manière qu'une doctrine se construit ou ne se forme pas en un jour, pour ensuite l'expliquer ou l'enseigner, il est préférable de procéder méthodoliquement et progressivement, sachant que selon l'auditoire auquel on s'adresse ou le but qu'on se fixe il faudra obligatoirement procéder arbitrairement et choisir minutieusement les morceaux de notre doctrine que l'on portera à l'attention ou à la connaissance des lecteurs ou du public. Il n'est pas non plus possible d'aborder la totalité d'un sujet en quelques paragraphes ou pages, il faut donc sélectionner les passages qui en traitent et qui nous semble les plus représentatifs des idées que l'on souhaite aborder. Le choix consistant à retenir les deux principales catégories syntaxiques était donc judicieux et approprié à cet exercice, qui répétons-le ne se destinait pas à épuiser une question de linguistique, mais à nous questionner sur la place ou le rôle du langage dans l'acquisition du savoir. Prêter une autre intention à son auteur, à Platon, c'était lui livrer un mauvais procès d'intention ou être hors sujet, ce qui la fout plutôt mal pour un esprit aussi éclairé que notre professeur d'université.

Ce qu'il reprochait à Platon, c'était d'avoir recouru à une méthode d'analyse du langage vulgaire, non scientifique ou étrangère au linguiste que l'on retrouve dans la grammaire normative ou scolaire, qui présente selon lui le défaut de définir ce qu'il est juste ou incorrect d'employer à l'écrit ou oralement basé uniquement sur des jugements ou des pratiques communément admises ou usages dans la société sans qu'on sache pourquoi ou sans explication logique ou rationnelle, dites par exemple je vais chez le coiffeur et non au coiffeur. Il termine en nous disant que : le linguiste "va essayer de comprendre pourquoi on peut dire "je vais au coiffeur" sur le modèle "je vais au garage", alors que coiffeur désigne un individu humain qui normalement impose la préposition chez.... Sauf que j'ai parcouru les pages suivantes de son cours où ne figurait aucune explication !

On pourrait tenter une explication, en compagnie d'un crétin comme Platon qu'est-ce qu'on risque franchement, le ridicule, ce serait

un honneur !

Les adultes corrigent les enfants qui disent je vais au boucher, il faut donc en déduire que la plupart des adultes connaissent la bonne formule et les enfants tendent à l'ignorer. Partant de là, on peut en déduire que les enfants utilisent davantage le verbe aller suivi de "à" ou de "au" putôt que "chez", je vais à la maison, à l'école, au lit, à l'hôpital, au médecin, au marché, au supermarché, au cinéma, à la piscine, au cirque, au zoo, au musée, etc. ils associent la préposition "à" à la suite d'un verbe indiquant un lieu, maman est à la maison, papa est au travail, papa est à l'usine, maman est au bureau, je suis au lit, je reste à la maison, je pars à la campagne, à la montagne, à la mer, etc. des phrases simples que les enfants utilisent fréquemment au point de généraliser spontanément, si c'est correct de dire je vais au cinéma pourquoi serait-il incorrecte de dire je vais au boulanger, c'est l'aspect répétitif de cette expérience qui incite l'enfant à reproduire cette formule naturellement. Chez est davantage associé à une personne de la famille ou des proches, je vais chez ma grand-mère, je dors chez ma copine, je vais en vacances chez mon oncle. Et peu importe que les parents les reprennent car ils sont encore trop petits ou pas en âge d'assimiler cet élément de grammaire qu'ils apprendront plus tard à l'école, ils seront portés à le reproduire parce qu'il fait partie de l'économie du langage, il est plus facile de dire et de retenir "à" que "chez", instinctivement l'enfant va employer la formule la plus simple et la plus répandue, d'autant plus qu'il ne fait qu'imiter les autres enfants de son âge ou plus grands, de nombreux adultes aussi.

Il n'y a donc pas selon moi d'explication à proprement dite scientifique à cette tournure incorrecte qui relève d'un usage langagier, elle est sociale et pour ainsi dire naturelle, on pourrait même dire logique si l'on admet qu'il est somme toute logique de recourir à des formules langagières économiques ou plus simples. Il fut une époque pas si reculée que cela où l'immense majorité de la population française n'était pas scolarisée et était inculte ou illettrée, plus près de nous où de nombreux enfants quittaient l'école sans maîtriser les rudiments du langage ou de la grammaire ou syntaxe.

Je me suis dit aussi que déterminer que le nom et le verbe constituaient les signifiants autour desquels se structurait le langage était une approche simple, progressive et abordable, contrairement à une analyse scientifique à laquelle la plupart des gens n'y comprendraient rien ou s'en désintéresseraient. L'acquisition des connaissances quel qu'en soit le domaine, passe forcément par différentes étapes d'apprentissage, partant des éléments les plus simples aux plus complexes ou ardus à saisir. On peut répondre à la question d'un enfant de cinq ans qui vous demande ce qu'est la lune en lui donnant un cours d'astrophysique mêlant la physique quantique, mais rien ne permet d'affirmer qu'il aura été réellement efficace !

Un exposé dans lequel on simplifie volontairement les choses révèlera facilement certaines contradictions qui seraient noyées dans un long discours ou développement. Devrait-on s'en passer pour autant ? Certainement pas, d'autant plus que ces contradictions figurent dans la nature des choses ou à l'état naturel, les occulter ou les camoufler ne pourrait que nous détourner de la réalité ou nous induire en erreur. Tout élément organique ou inorganique est composé de contradictions (d'imperfections), son existence en dépend, accéder à leur compréhension également, c'est ce qui détermine le mouvement, la vie, les différents stades de l'évolution de la matière et des êtres animés ou sensibles, de la société et du monde, étudier cette transformation, de quelle manière elle opère, selon quelles lois, voilà en quoi consiste la véritable science, le savoir, cette science sociale appliquée à la société humaine porte un nom, le socialisme.

Au lieu de perdre mon temps à actualiser ce portail que ne sert à rien (je me répète !), je ferais mieux de le consacrer à des études de textes, non ? J'en tirerais davantage satisfaction car cela me forcerait à puiser dans l'ensemble des connaissances que j'ai acquises et m'obligerait à m'y pencher à nouveau après avoir acquis une nouvelle et riche expérience de la vie, ce qui pourrait donner lieu à des développements inattendus et plus profonds, tout cela entre nous à un modeste niveau pour n'avoir jamais prétendu le contraire.

Je n'ai plus le temps d'ajouter les nombreux articles que j'ai téléchargés dans le disque dur, ce sera pour demain matin, je n'ai pas eu le temps de les lire non plus. Par contre j'ai lu l'avant-dernier numéro d'Informations ouvrières (340), on en dira peut-être deux mots. Je mettrai en ligne tous les numéros des deux derniers mois dès que j'aurai récupéré ma connexion Internet, pour le moment je suis limité en volume.

On a laissé un ou deux sujets d'actualité qu'on ajoutera demain dans la causerie, dont le classement des plus grandes fortunes du monde.

Au fait, toujours pas de guerre mondiale à l'horizon, vous l'avez remarqué aussi, vous aurez noté au passage les noms des auteurs et des organisations peu sérieux qui n'ont cessé d'y faire référence, à écarter... Cela dit, ce n'est qu'une hypothèse, il faudrait qu'ils se retrouvent coincés ou qu'ils n'arrivent pas à leur fin en Ukraine pour avoir la folie d'y recourir en dernier ressort, mais cela semble peu probable, ils auraient plus à perdre qu'à y gagner, et en y réfléchissant à deux fois, ils trouveraient bien les moyens de contourner cet obstacle. Tout va dépendre de la réaction du peuple ukrainien aux dernières mesures que le gouvernement néonazi de Kiev vient de lui imposer dont le triplement du prix du gaz (à lire plus loin).

Les sources d'inspiration de la gouvernance du PS.

- “Terrorism is the best political weapon for nothing drives people harder than a fear of sudden death”. – Adolph Hitler

Ce n'est pas sans raison que le terrorisme est la meilleure arme politique pour gouverner la population plus durement plutôt que la crainte d'une mort soudaine.

- “Why of course the people don’t want war … But after all it is the leaders of the country who determine the policy, and it is always a simple matter to drag the people along, whether it is a democracy, or a fascist dictatorship, or a parliament, or a communist dictatorship … Voice or no voice, the people can always be brought to the bidding of the leaders. That is easy. All you have to do is to tell them they are being attacked, and denounce the pacifists for lack of patriotism and exposing the country to danger. It works the same in any country.” – Hermann Goering, Nazi leader.

"Mais bien sûr que le peuple ne veut pas la guerre... Mais après tout, ce sont les dirigeants des pays qui déterminent la politique, alors il est toujours facile de les manipuler, que ce soit une démocratie ou une dictature fasciste ou un régime parlementaire, ou une dictature communiste... Qu'ils aient ou non les moyens de s'exprimer, les gens peuvent toujours être portés à soutenir les ordres de leurs dirigeants. C'est facile. Tout ce que vous avez à faire est de leur dire qu'ils sont attaqués et dénoncer l'absence de patriotisme des pacifistes qui sont responsable du danger qui menace le pays. Cela est valable dans tous les pays ". - Hermann Goering, chef nazi.

Complément d'actualité.

- 2014, année la plus meurtrière du terrorisme international - LeFigaro.fr

Propagande de guerre et banalisation de la barbarie. La guerre, un spectacle comme un autre.

- Voici à quoi ressemble un vol à bord d'un Rafale - Francetv info

- Le porte-avions Charles de Gaulle, un défi technique 24 heures sur 24 - AFP

Du terrorisme d'Etat ou bioterrorisme.

- États-Unis : une bactérie mortelle s'échappe d'un laboratoire hyper sécurisé - lefigaro.fr

La bactérie avait contaminé quatre singes à l'extérieur et une inspectrice dépêchée sur place. Les autorités fédérales ne sont pas en mesure d'évaluer la cause, ni l'ampleur de la prolifération.

Identifiée sous le nom de Burkholderia pseudomallei ou bacille de Whitmore, cette bactérie prolifère dans le continent sud-asiatique et dans le nord de l'Australie. Elle pourrait être exploitée à des fins de bioterrorisme. lefigaro.fr 03.03

Le Washington Post est décidément bien informé. Londres et Paris, non ?

- "John le djihadiste" identifié par le Washington Post - Reuters

Le bourreau de l'Etat islamique surnommé "John le djihadiste" est un Londonien né au Koweït nommé Mohammed Emwazi, rapporte le Washington Post, dont les informations ont été confirmées de sources proches des autorités américaines alors que Londres se refuse à tout commentaire.

"A ce stade, nous n'allons pas confirmer l'identité de qui que ce soit, ni apporter la moindre précision sur les progrès de cette enquête antiterroriste", a dit la police britannique dans un communiqué. Reuters 26.02

Fausse piste.

Grille de lecture

- Il était à Londres ce jour-là, peu importe, il est coupable et doit être condamné. A la place de qui?

- Cela fait penser aux 28 pages gardées decrètes du rapport de la commission d'enquête sur le 11-septembre, dans lesquelles l'Arabie saoudite serait mise en cause, alors que l'on sait que les Saoudiens que l'on nous a présentés comme les auteurs de ces soi-disant attentats n'y étaient pour rien.

L'Arabie saoudite pourrait avoir participé à un scénario monté de toutes pièces par la CIA et le Pentagone ou encore le FBI coutumier également du fait prévoyant effectivement de mêler des Saoudiens à la préparation d'attentats qu'en fait ils n'étaient pas humainement, matériellement et techniquement en mesure de réaliser pour les impliquer ensuite à Ben Laden et Al-

Qaïda, permettant aux Américains de mouiller le régime saoudien pour éventuellement s'en servir comme moyen de pression plus tard en fonction de la tournure des événements dans la région.

- Attentats anti-US de 1998 en Afrique: un Saoudien jugé coupable - Reuters

Un Saoudien de 52 ans, Khalid al Faouaz, décrit comme l'un des principaux lieutenants du fondateur d'Al Qaïda Oussama ben Laden, a été reconnu coupable jeudi à New York d'implication dans les attentats de 1998 contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya.

A l'issue de trois jours de délibérations, le jury fédéral l'a reconnu coupable de quatre chefs d'inculpation, pour lesquels il risque la prison à perpétuité.

Les attentats islamistes de 1998 dans les capitales kényane et tanzanienne avaient fait 224 morts et plus de 4.000 blessés.

Al Faouaz, qui vivait alors à Londres, n'a pas été reconnu coupable d'avoir participé directement à ces attentats mais d'avoir notamment envoyé du matériel aux membres d'Al Qaïda en Afrique.

Dossier sur la Syrie

Parole d'internaute

1- Si Bachar al Assad se bat contre l'État islamique et que nous sommes contre Bachar cela veut dire que nous sommes avec l'Etat islamique.

Exact, pas nous les représentants des actionnaires d'ExxonMobil, Texaco, Shell, Total, etc. dont Hollande et le PS...

2- Ils ont fait la même chose en Irak et en Lybie et maintenant c'est la merde.

C'était le but recherché...

3- Ben voyons... ils préfèrent sans doute Daesh! Bravo à eux!

Tout à fait, les Américains et les Britanniques leur livrent même des armes...

4- Oui c'est ça, virez Bachar. Le résultat est déjà tellement réussi en Libye...

Le pétrole coule à flot en Libye...

5- Donc Paris et Londres sont pour les islamistes qui combattent Assad ?

Déduction logique, imparable et exacte.

6- Là encore on va faire la part belle aux fondamentalistes islamiques de tous poils. J'ai rarement vu une diplomatie conduite avec autant de stupidité... ou d'asservissement à la politique américaine ce qui donnera les mêmes résultats catastrophiques.

Pas stupide, le chaos et la terreur sont plannifiés et font partie de leur programme ou stratégie politique...

7- Contre l'islamisme c'est Bachar le rempart.

Non, c'est la révolution prolétarienne, je plaisante...

8- J'accuse Hollande et Cameron de mener des politiques calquées sur l'extrême droite israélienne !

Seul un pommier donnera des pommes... Dès leur dans quel camp fallait-il cataloguer le PS, celui des travailleurs ou celui de leurs ennemis dans lequel figure l'extrême droite ?

9- Finalement nos " pouvoirs" en place préfèrent les fous de l'Ei...

Ben oui ! Cela vous en bouche un coin, vous n'en revenez pas, n'est-ce pas ? Le PS figure dans le camp de la réaction et même qu'on peut vous assurer qu'il n'en a jamais bougé depuis un siècle...

10- "Bachar al Assad ne mérite pas d'être sur la Terre". Ça n'est pas tiré d'un clip de propagande de l'État Islamique, mais de la bouche fielleuse de Fabius.

Les pires ordures ne sont pas à l'extrême droite mais au PS et au FdG qui lui font la courte échelle et lui permettent d'exister ou plutôt de s'épanouir...

11- Plus vite les peuples en occident comprendront que leurs ennemis ce sont leurs propres dirigeants mieux cela vaudrait pour eux.

L'élimination de Sadam Husseine, de Mouhammar Kadafy et ce qui est advenu à l'Irak et à la Libye avec la création des jihadistes, de l'Etat Islamiste n'ont pas servi de leçon aux dirigeants occidentaux. Eliminer Bashar c'est étendre le territoire de l'Etat islamiste, on n'a pas besoin de sortir de Cambridge pour le savoir, mais comme David Cameron et son copain Hollande n'aiment pas Assad il faut le gommer.

Les Islamistes ont promis de prendre le sud de l'Europe avant la fin de 2015, il faut les y aider.

Vous avez raison, notre ennemi est dans notre propre pays, le régime et ses représentants qu'il faut renverser et liquider...

12- Ils n'ont encore rien compris!

Vous vous trompez...

13- Quand certains pays tuent des chefs, certes des dictateurs, en ravageant ce même pays ça porte quel nom?

La tyrannie, la barbarie, donc les dirigeants méritent le même sort...

14- Et leur ligne anti-Daesh, anti-Boko Haram, anti-EI, anti "tarés" quoi... c'est pour quand?

Si ceux qui gouvernent le monde savent ce qu'ils font, ils n'en sont pas moins de dangereux psychopathes...

15- Ukraine...quelques manifestants tués; la France intervient et met en place un des opposants... aujourd'hui plusieurs milliers de morts.... Irak... Lybie.... qu'on m''explique... il y aura toujours des morts alors parfois il faut regarder le bilan final....à l'ENA on n'a pas appris cela?

ENA ou ANE...

16- Paris et Londres réaffirment leur ligne sioniste.

Leurs maîtres...

17- Paris toujours aligné sur Londres et Washington... s'il y a tout ce bord.. sanglant dans la région, il y a bien une origine: l'invasion de l'Irak par les British et les US... alors cessons de nous aligner sur leur diplomatie catastrophique et revenons à notre politique indépendante!

Impossible, la crise du capitalisme exige une nouvelle concentration du pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale, et comme c'est l'oligarchie fiancière anglo-saxonne-sioniste qui domine l'économie mondiale, les gouvernements des puissances occidentales s'alignent tous sur sa politique ou la soutienne...

18- Apres que Paris et Londres aient réaffirmé leur ligne anti-Bachar al Assad, en toute logique ils devraient réaffirmer leur ligne anti-Petro Porochenko.... à moins que ce dernier n'ait pas encore assez tué d'opposants à son régime...

19- Brillante diplomatie qui a conduit le Moyen-Orient et le Machrek au chaos ! On devrait interdire aux Occidentaux de s'occuper du reste du monde.

Populisme et misérabilisme pour justifier et couvrir trahison ou capitulation.

Fissure.

- Parlementaires français en Syrie: colère de Hollande et Valls - AFP

- La visite d'élus en Syrie suscite l'ire de l'exécutif - Reuters

- Syrie: que diable allaient faire quatre parlementaires français dans cette galère? - L'Express.fr

- Syrie : le voyage de la controverse - LeFigaro.fr

- Parlementaires en Syrie : « Il n'y a pas à excuser, ce sont des gens libres » selon Gérard Larcher - Public Sénat

Le président du groupe UDI-UC du Sénat est l'un des quatre parlementaires français, avec les députés UMP Jacques Myard et PS Gérard Bapt, ainsi que le sénateur UMP Jean-Pierre Vial, président du groupe d'amitié France-Syrie de la Haute assemblée, à s'être rendu en Syrie. Ils y ont rencontré le président syrien Bachar al-Assad.

François Hollande et Manuel Valls ont condamné fermement cette initiative, tout comme le président PS de l'Assemblée nationale Claude Bartolone. Nicolas Sarkozy a aussi pris ses distances, qualifiant les parlementaires de « gugusses ». Il affirme qu'il n'y serait pas allé, contrairement à François Fillon.

Tout le monde affirme qu'il s'agit d'une initiative « personnelle » des parlementaires français. C'est le cas de Gérard Larcher. Mais le président UMP du Sénat ne jette pas la pierre aux quatre élus. « Il n'y a pas à excuser, les parlementaires sont des gens libres » affirme-t-il à Public Sénat

Mais ce voyage était-il réellement « personnel » ? Selon François Zocchetto, qui a répondu à Public Sénat, ce voyage était loin d'être secret. Il était bien organisé dans le cadre du groupe d'amitié. « Notre déplacement, au groupe d'amitié France-Syrie du Sénat, avait été décidé de façon parfaitement officielle, même si nous n'avions pas communiqué. Au Sénat, tout est très clair, tant avec la présidence du Sénat, que le groupe d'amitié. (…) Vous n'imaginez pas que nous ayons lancé cette mission avec le président du groupe d'amitié France-Syrie, et moi-même, qui en suis vice-président et président de groupe, sans avoir pris quelques contacts » affirme le président du groupe centriste. Public Sénat 28.02

- Paris et Londres réaffirment leur ligne anti-Bachar al Assad - Reuters

Paris et Londres ont réaffirmé vendredi leur ligne anti-Bachar al Assad après la brèche ouverte cette semaine par la visite d'une délégation parlementaire française à Damas, où elle a été reçue par un président syrien soucieux de briser son isolement.

"Depuis le palais où il est reclus, Bachar al Assad ne se contente plus de faire la guerre à son propre peuple : il a lancé une démarche d'auto-réhabilitation", écrivent les chefs de la diplomatie française et britannique Laurent Fabius et Philip Hammond dans une tribune publiée notamment dans le journal arabe publié à Londres Al Hayat et dans Le Monde.

"Certains paraissent sensibles à ce discours : face à la terreur, disent-ils, l'injustice et la dictature seraient préférables au désordre", ajoutent les deux ministres. "En réalité, Bachar représente à la fois l'injustice, le désordre et la terreur. Et nous, France et Royaume-Uni, nous disons non aux trois."

Au total, plus de 200.000 personnes ont été tuées dans le conflit syrien, qui a commencé en mars 2011 sous la forme d'une contestation pacifique et s'est transformé progressivement, sous l'effet de la répression, en rébellion armée, rejointe par la suite par des groupes djihadistes.

Dans leur tribune, Philip Hammond et Laurent Fabius estiment que mettre fin aux espoirs du peuple syrien "d'un avenir meilleur avec une Syrie sans Bachar, ce serait radicaliser encore davantage de nombreux Syriens, pousser des modérés vers l'extrémisme et consolider un bastion djihadiste en Syrie".

La solution, soulignent-ils, passe par la constitution d'un gouvernement d'unité, réunissant des membres de l'opposition et du régime existant. Reuters 28.02

- Jihadi John : indignation générale au Royaume-Uni après l'hommage rendu par ses amis - atlantico.fr

"Vous seriez surpris de savoir que le Mohammed que je connaissais était quelqu'un d'extrêmement gentil." La petite phrase, citée lors d'une conférence de presse, a créé une vaste polémique outre-manche. Son auteur s'appelle Asim Qureshi. Selon The Guardian, ce leader associatif est celui qui a permis d'identifier le terroriste britannique Jihadi John, alias Mohammed Emwazi, présent dans plusieurs vidéos d'exécutions de l'Etat islamique. "Il n'aurait pas fait de mal à une mouche" a insisté Asim Qureshi soulignant que les services secrets britanniques (MI5) avait radicalisé le jeune homme.

Un porte-parole de l'organisation Cage, dont Asim Qureshi est le président, s'est aussi exprimé sur la chaîne Sky News dans les mêmes termes. Selon lui, le MI5 tend à "harceler et pousser les gens" ce qui "joue sur leur radicalisation." Selon l'organisation, les services secrets britanniques aurait tenté plusieurs fois de recruter Mohammed Emwazi pour l'infiltrer dans des groupes terroristes. atlantico.fr 27.02

Comment, le MI5 remplirait le même rôle que le FBI et la CIA aux Etats-Unis, manipulerait des jeunes qu'il pousserait à épouser l'idéologie de l'Etat islamique qu'ils sont censés combattre, non, qui l'aurait cru ? Qui complote ? Ils y passent leur temps en vérité.

Les populistes de gauche sont aussi généreux que messeigneurs.

A-t-on idée de ce que signifie au XXIe siècle de l'ère vulgaire ou judéo-chrétienne dans un pays dit développé, une puissance occidentale, être démuni, appartenir aux couches les plus défavorisées, les plus pauvres, misérables du prolétariat ou de la société ? Ceux qui osent parler en leur nom savent-ils vraiment de quoi ils causent ? A-t-on idée des épreuves et des souffrances qu'ils endurent quotidiennement ? Leur droit à disposer des moyens leur permettant de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires et au-delà avoir des conditions de vie décentes comme le reste de la population est-il légitime ?

Apparemment non puisque selon messieurs Mélenchon et Tsipras la terrible injustice dont ils font l'objet ou leur condition sociale précaire synonyme de frustrations et angoisses permanentes qui est à l'origine de leur situation épouvantable, cauchemardesque, devrait se prolonger indéfiniment, estimant qu'il suffirait de les mettre sous perfusion en leur octroyant tout juste de quoi survivre dans le dénuement le plus total ou plutôt pour s'en débarrasser à moindre coût poussant même le cynisme jusqu'à s'en servir comme monnaie d'échange pour satisfaire leur bonne conscience et tromper leurs électeurs ou les travailleurs qui leur font confiance et qu'ils saigneront à leur tour le moment venu, pendant que les privilèges dont dispose la classe des capitalistes seraient maintenus. Partant de ce constat, on en déduira que cette conception du droit et de la démocratie conforme à l'ordre établi, témoige de leurs réelles intentions en total contradiction avec l'image trompeuse qu'ils s'emploient à donner d'eux-mêmes aux travailleurs pour mieux les berner.

En résumé, en Grèce comme en France ou dans tous les autres pays où il existe une formation politique comparable au Front de gauche ou Syriza, les millions de travailleurs pauvres et leurs familles doivent savoir qu'ils les vouent à la charité publique ou que l'aumône qu'ils leur octroient ou sont prêts à leur octroyer généreusement qui permettra de les maintenir indéfiniment dans l'indigence, est tout ce qu'ils sont en droit d'en attendre, autrement dit, aucun changement radical de leur condition ou amélioration durable de leur situation afin d'assurer la préservation du système économique capitaliste synonyme de régression sociale sans fin et de guerre.

Soulager ponctuellement la misère humaine devenue trop visible, envahissante au point de présenter un danger ou un facteur de déstabilisation pour l'ordre établi , leur sert également de caution morale pour justifier le reniement de leurs engagements politiques auprès de leurs électeurs ou les travailleurs, avec évidemment la bénédiction des autorités de Bruxelles, du FMI, de la troïka auxquelles ils sont subordonnés pour être incapables de les affronter et de rompre avec ces institutions du capital pour lequel ils gouvernenent en réalité ou aspirent à gouverner dans le cas de Mélenchon.

Nous n'exagérons rien hélas puisque parmi les mesures annoncées par le gouvernement grec figure la "distribution de coupons d'aide alimentaire et de transport" pour les plus démunis, à l'instar d'un pays comme l'Inde par exemple qui maintient ainsi dans la pauvreté une gigantesque masse de la population exclue du progrès social et vouée à ne jamais en sortir, à ne jamais connaître autre chose.

Et quant à ceux qui sont sortis de la pauvreté extrême en Inde ou les pays comparables en Asie ou en Afrique et que les institutions internationales du capital brandissent comme symbole de la vigueur du capitalisme, il faut savoir que c'est au prix d'une surexploitation et d'une oppression digne des conditions de travail et d'existence qui prévalaient au XIXe siècle en France ou les pays où le capitalisme se développait, quand les travailleurs ne disposaient d'absolument aucun droit, trop nombreux et inutiles, armée de miséreux en guenilles rendus au stade de déchets ou nuisant au bien-être des possédants, il devenait préférable d'en employer une partie plutôt que de l'entretenir à rien faire ce qui leur coûtait une fortune, autant les exploiter ou leur faire produire de la plus-value pour payer leurs frais d'entretien et entretenir du même coup ceux qui demeureront au stade de pauvreté extrême, ce sera autant de gagné pour le riche qui n'aura plus à débourser cette somme et cela soulagera les dépenses de l'Etat qui pourra consacrer cet argent à acheter des armes par exemple.

- Le problème en Europe, c'est l'Allemagne de Merkel - Jean-Luc Mélenchon - legrandsoir.info - 25 février 2015

On n'est pas loin du sale boche sans lequel Merkel ne détiendrait pas un tel pouvoir ! Non monsieur Mélenchon, le problème c'est la survie du capitalisme et la soumission de la pseudo-gauche et extrême gauche à ses institutions dont l'Union européenne...

- De quoi le projet de Syriza est-il le nom ? - Benedikt Arden - legrandsoir.info - 24 février 2015

Mais, mais... avec des mais la Commune de Paris et la révolution russe de 1917 n'auraient pas eu lieu, le prolétariat n'aurait jamais fait l'expérience qu'il était possible de s'emparer du pouvoir politique et la théorie marxisme n'aurait jamais démontrer son efficacité.

Le programme de Syriza n'est pas radical, certes. Ce qui, comme je l'ai déjà dit, lui ferme la porte d'une alliance avec le KKE, qui garde une position intransigeante. Syriza est officiellement pro UE, donc pro euro, et est membre du Parti de la gauche européenne. Celui-ci ne projette donc pas de renverser le capitalisme par la dictature du prolétariat, c'est le moins que l'on puisse dire ! Il ne promet même pas de construire le socialisme à plus ou moins longue échéance. (Il est donc un parti du capital puisqu'il ne peut être que l'un ou l'autre. - ndlr) Mais, celui-ci a une approche qui se veut pragmatique et essaie de faire au mieux (pour qui ? - ndlr) avec ce qui est possible d'être fait dans le cadre des institutions actuellement en vigueur en Grèce (Autrement dit gérer la société pour le compte de la classe dominante. Il fait le sale boulot que la Nouvelle démocratie et le Pasok ne sont plus en état de faire. - ndlr). Ceci est incontestablement loin du romantisme révolutionnaire, mais comme il tient son achèvement à un succès « légal » (Faux, il est minoritaire, Syriza n'a récolté que 36% des voix exprimés lors des législatives, en tenant compte de l'abstention, des votes blancs et nuls, il ne représente qu'environ 20% des électeurs, de plus il a accédé au pouvoir en profitant du système électoral inique qui octroie une prime de 50 sièges au parti en tête, sa majorité et son pouvoir ne sont pas le produit de la mobilisation de la majorité des masses exploitées grecques, il tient uniquement sa légitimité du régime en place, d'où la subordination qu'il lui voue. ndlr), il n'est pas irrationnel de voir ses actions respecter cette ligne de conduite, ce qui exclut de facto tout un pan des propositions habituelles de l'extrême gauche (C'est un euphémisme, il ne fallait pas braquer la troïka. -ndlr). Mais si le nouveau gouvernement veut survivre à l'épreuve du pouvoir de la façon dont il entend le faire, il lui est aussi vital de livrer la marchandise, car, pour l'instant, Syriza n'est soutenu que par le peuple grec. (Une minorité seulement. -ndlr)

Survivre à l'épreuve du pouvoir ? Cela est bien souvent une considération prise à la légère par l'extrême gauche, car, loin de s'obtenir par la pureté des idées, cette survie est d'abord une question de rapport de force. Et comme ce rapport de force n'est pas issu d'une force militaire ou/et révolutionnaire, mais de par un plébiscite, il est vital de conserver l'appui des masses. (Des masses bourrées d'illusions et Siryza n'entend pas les aider à s'en débarrasser puisque ses dirigeants n'entendent pas affronter directement le régime. - ndlr), Cet appui des masses, nous le savons tous, est quelque chose de bien volatile et ne dépend pas uniquement du savoir-faire de Tsipras et de Varoufakis, mais de la situation économique générale de la Grèce, situation économique pouvant aisément être déstabilisée de l'extérieur par ceux qui ont le pouvoir sur l'économie mondiale. (...) (La conscience politique des masses grecques est plus que "volatile", pour ainsi dire elle n'a pratiquement pas évolué en 5 ans si l'on considère que Siryza est le clone du Pasok d'hier, seule l'étiquette et les dirigeants ont changé, même pas le masque. -ndlr)

Comme le projet européen est intrinsèquement lié à la perte de souveraineté des États par un processus complexe de traités et d'interdépendance économique (via les dettes, la monnaie et les marchés) il est fort contradictoire de mettre en place ce genre de projet social-démocrate (même modéré) tout en voulant conserver le cadre institutionnel actuellement en vigueur, mais en même temps il n'est pas non plus possible de prétendre tout refonder sans perdre une partie significative de son électorat [5], donc son accès au pouvoir. Alors, toutes les personnes minimalement conscientes de cette situation seront à même de comprendre la fragilité du pouvoir de Syriza. (...) (Qu'on ne nous demande pas de cautionner l'escroquerie politique que constitue Syriza ou le Front de gauche en France, ces partis servent de remparts au régime, à ses institutions dont l'UE auxquelles ils participent, ils sont totalement soumis, ils ont aussi pour fonction d'éloigner les travailleurs du socialisme qui est la seule alternative possible au capitalisme. ndlr)

...accepter la réalité des rapports de force, de classes et d'intérêts et si les conditions pour une révolution ne sont pas envisageables et que la carte du réformisme peut être adroitement jouée, cela peut aussi être une avenue à envisager. (Quels "rapports de force, de classes et d'intérêts" dès lors que la classe dominante détient toujours le pouvoir économique, tandis que Syriza incarne son pouvoir politique pour refuser d'abolir la Constitution et les institutions, ceux favorables aux capitalistes. En annonçant qu'ils ne reviedraient pas sur les privatisations ils ont montré que l'espace réservé à des réformes progressistes était quasiment nul, mais ils s'emploient à faire croire le contraire comme hier le Pasok. En fait d'"avenue", c'est dans une impasse politique qu'ils conduisent les travailleurs grecs. L'illusion va faire long feu, d'ici quelques jours ou semaines tout au plus selon le délai que leur accordera la troïka à laquelle ils ont accepté de se soumettre le masque de l'imposture va tomber avec son lot de nouveaux reniements, c'est imparable et dire autre chose aux travailleurs c'est leur mentir délibérément ou faire preuve d'une ignorance criminelle.- ndlr)

Même si dans son ensemble cette avenue est peut-être encore la plus incertaine, car comme le dit le slogan anarchiste « si les élections pouvaient changer quelque chose, elles seraient interdites depuis longtemps », souhaitons au peuple grec, ainsi qu'à tous ceux qui souffrent des politiques néolibérales, un commencement de changement de cap avant qu'il ne soit trop tard. (On a envie de dire que ce discours montre qu'il est déjà trop tard car les masses ne sont pas préparées à affronter la classe dominante, c'est l'aspect le plus dramatique de la situation politique.

Que nous suggère en pointillé l'auteur de cet article, sinon d'abandonner notre terrain de classe indépendant pour adopter celui de la classe dominante sous prétexte que les conditions politiques ne seraient pas réunies pour s'attaquer au régime, au lieu d'armer théoriquement et politiquement les masses pour réunir ces conditions, les mobiliser et les organiser, mais affronter le régime, tel n'est pas l'objectif politique de Syriza qui s'en accommode très bien comme des institutions nationales, européennes et internationales avec lesquelles il n'entend pas rompre, or ne pas rompre avec elles, c'est tourner le dos aux masses exploitées, à leurs intérêts. Ce discours est celui des traitres, des vendus, des capitulards, des agents du capital- ndlr)

Les prédateurs de la finance ne se contentent apparemment pas de mesures de "portée symbolique". Eux ils n peuvent pas se

passer un jour de l'électricité.

- Projet de loi en Grèce contre la "crise humanitaire" - Reuters 03.03

Le gouvernement grec a soumis mardi aux députés un projet de loi prévoyant notamment la gratuité de l'aide alimentaire et de l'électricité pour plusieurs milliers de foyers touchés par la crise, donnant à sa première initiative législative une portée symbolique face à ce qu'il qualifie de "crise humanitaire".

Le projet de loi prévoit entre autres de rebrancher d'ici la fin de l'année l'électricité dans toutes les résidences principales où elle a été coupée pour cause d'impayés, en donnant la priorité aux chômeurs de longue durée et aux familles avec de jeunes enfants. Reuters 03.03

Il y a donc des dizaines de milliers de travailleurs et leurs familles qui vont rester sans électricité jusqu'à la fin de l'année. Tsipras, il s'éclaire à la bougie ? Les Grecs pourraient s'impatienter ou se radicaliser en exigeant d'être servis tout de suite...

En dépit des tensions politiques créées dans la majorité parlementaire par les concessions faites aux créanciers étrangers, nécessaires pour obtenir la prolongation de l'aide, la popularité de Syriza continue d'augmenter, à 41,3% selon un sondage MRB publié mardi. Reuters 03.03

Le FMI en odeur de sainteté sera servi en priorité.

- Athènes puiserait dans les réserves du secteur public - Reuters

La Grèce puise dans les réserves des caisses de retraite et d'organismes du secteur public pour pouvoir couvrir ses besoins de financement de mars, a-t-on appris mardi auprès de responsables de la gestion de la dette.

Coupée des marchés de capitaux et des financements de ses créanciers, la Grèce court le risque de se retrouver sans argent dans les semaines qui viennent alors qu'elle doit rembourser ce mois-ci 1,5 milliard d'euros au Fonds monétaire international (FMI).

Le gouvernement a affirmé qu'il respecterait cette échéance et les autres, sans dire comment.

Une partie des besoins de financement du mois sera couverte par des transactions au moyen desquelles les caisses de retraite et d'autres organismes public prêteront de l'argent à l'agence de gestion de la dette par le biais d'un accord de prise en pension jusqu'à 15 jours, ont expliqué les responsables à Reuters.

L'argent ainsi mobilisé est déposé auprès de la Banque de Grèce, qui devient la contrepartie de l'agence de gestion de la dette.

Ce procédé ne pourra être employé pour rembourser le FMI sauf si le gouvernement peut également rembourser les organismes publics auxquels il aura emprunté, a observé un haut fonctionnaire du gouvernement.

L'argent est prêté à l'agence pour une durée de 24 heures à 15 jours moyennant une garantie, en général de la dette nationale, et remboursé à échéance avec intérêts. Le prêteur peut toujours reconduire l'accord de prise en pension et recueillir un rendement meilleur que sur le marché interbancaire.

Une source au fait de la question avait dit précédemment qu'Athènes pourrait lever jusqu'à trois milliards d'euros par ce procédé; mais on ne sait pas combien le gouvernement a déjà levé par ce biais.

"Une somme a déjà été levée de cette manière", a dit un responsable de la dette, sans être plus précis.

La Grèce, dont le budget de fonctionnement mensuel est de l'ordre de 4,5 milliards d'euros, dont 1,5 milliard réservés pour les traitements et les retraites des fonctionnaires, est à court de possibilités de financement même si elle a passé un accord avec la zone euro prolongeant de quatre mois l'aide internationale.

Confrontée à une chute de ses recettes fiscales, elle risque de manquer de liquidités d'ici la fin du mois et même peut-être avant, encore que le gouvernement s'emploie à tenter de persuader les créanciers qu'il n'y aura pas de défaut.

"Nous sommes convaincus que les remboursements seront pleinement honorés, surtout ceux au FMI, et qu'il y aura de la liquidité pour nous mener jusqu'à la fin de la période de quatre mois", a déclaré lundi soir à la télévision grecque le ministre des Finances, Yanis Varoufakis. "Mars est assuré". Reuters 03.03

Violente manifestation dans le centre d'Athènes - Reuter

Plusieurs dizaines de manifestants ont affronté jeudi la police anti-émeute dans le centre d'Athènes à l'issue d'un défilé contre le gouvernement de coalition conduit par le parti de la gauche radicale Syriza.

Ce sont les premières violences dans la capitale grecque depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir il y a un mois.

Après le défilé, qui a réuni environ 450 personnes, une cinquantaine de manifestants vêtus de noir et cagoulés ont attaqué les policiers dans le quartier d'Exarchia.

Les manifestants, qui dénonçaient l'accord passé entre le gouvernement d'Alexis Tsipras et les créanciers internationaux de la Grèce, ont lancé des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre, détruit plusieurs vitrines de magasin et incendié des voitures. Reuters 01.03

ACTUALITE EN TITRES

Identification.

- Valls: l'extrême droite, notre adversaire principal - AFP

Stratégie du chaos et choc des civilisations. Ils en remettent une couche quotidienne.

- Valls exhorte l'islam de France à «faire son examen de conscience» - LeFigaro.fr

- Le droit du port du voile à l'université remis en question - Francetv info

- Les Français sensibles à la montée de l'islamophobie et de l'antisémitisme - LeFigaro.fr

- Le Danois Bluitgen reprend la plume contre Mahomet - LeFigaro.fr

On les dirait un brin fébrile.

- Nicolas Sarkozy : «Il y a une politique alternative» - LeFigaro.fr

- Départementales : le PS inquiet des divisions de la gauche - LeFigaro.fr

- FN : «Il faut interpréter les sondages sur les départementales avec plus de prudence» - LeFigaro.fr

- "FNPS": non, voter FN ne fait pas gagner la gauche plus que la droite - Le Huffington Post

A quand l'abolition du capitalisme synonyme de la pire maltraitance pour tous les peuples et toutes les générations?

- Plus d'un Français sur 10 a été victime de maltraitance dans son enfance - LeFigaro.fr

- Le Conseil de l'Europe demande à la France d'interdire la fessée - LeFigaro.fr

- Les Français divisés sur la fessée - Francetv info

- Edwige Antier : "Le mot de fessée n'existe pas dans les autres pays" - Francetv info

- La pédiatre Edwige Antier est l'invitée du Grand Soir 3. Pour elle, le Conseil de l'Europe doit sanctionner la France sur la fessée. Francetv info 03.03

Je suis farouchement contre cette interdiction et encore plus cette sanction qui légitime l'UE. Je suis contre car comme toujours il faut se poser la question de savoir quelles couches de la population elle vise en particulier, celles des plus défavorisées qui

sont souvent les plus arriérées qui ne supportent pas les conditions sociales inhumaines que leur réserve cette société pourrie, aussi, excédées elles s'en prennent à plus faibles qu'eux, à leurs gosses, à leurs animaux, à ce qui leur tombent sous la main pour se défouler.

Je l'ai subi quand j'étais gosse, mais je refuse à quiconque de porter un jugement sur mes parents pour les violences qu'ils m'ont imposées. Que la totalité du prolétariat bénéficie de conditions d'existence dignes et son comportement changera, aussi faut-il changer les bases sociales de la société, renverser le régime en place...

Putréfaction de la civilisation humaine ou les miasmes putrides de leur société immonde.

- La Slovénie adopte le mariage gay - AFP

- Un collectif féministe dénonce la taxation des tampons et serviettes hygiéniques - LeFigaro.fr

- Une université canadienne inaugure des toilettes «neutres» - LeFigaro.fr

Quand Le Monde se désole.

- Argentine : rejet de la plainte contre Mme Kirchner dans l'affaire de l'attentat de 1994 - lemonde.fr

Commentaire d'un internaute

- "On ne comprend rien parce que la justice argentine va à l'encontre des intérêts économico - politiques européens. Tous les articles du Monde sont contre le gouvernement argentin. Merci Vivendi et Suez!"

- Argentine: Kicillof accuse le juge Griesa de favoriser les fonds - AFP

Ils ne pourront pas descendre plus bas...

- La Corée du Sud abolit sa loi sur l'adultère - LeFigaro.fr

Je suis favorable en principe à cette loi évidemment comme à celle octroyant des droits aux homosexuels, la question n'est pas là. Ils abordent ces questions dans un contexte de décomposition de tous les rapports sociaux, ces lois en sont le révélateur et l'accélérateur.

A la maison mère du sionisme.

- La charge de Nétanyahou contre la politique d'Obama envers l'Iran - LeMonde.fr

- Roger Cukierman en mission de sensibilisation à Washington - LeMonde.fr

Quelle déchéance ! Et l'état de guerre se propage.

- Putsch sans précédent à la tête du comité Nobel de la paix - AFP

Le président contesté du comité Nobel de la paix, Thorbjørn Jagland, a été démis mardi, victime d'une déchéance sans précédent qui risque de relancer les interrogations sur l'indépendance politique de cet organe influent. AFP 03.03

Tous les monarques ont leurs bouffons ou leurs larbins attitrés.

- Hollande s'entoure de stars du grand écran - Francetv info

- « Le FN n'est ni démocratique, ni républicain et encore moins populaire » - Public Sénat

Défenseur de ce qu'il nomme « la gauche humaniste », le sociétaire de la comédie française Denis Podalydès est l'invité phare de l'émission Culture T spécial Versailles, l'acteur garde « une certaine confiance et une certaine estime à l'égard de François Hollande ». Il a d'ailleurs participé à plusieurs de ses meetings en 2012.

Son soutien à l'actuel président, ne l'empêche pas d'avoir « une forme de sympathie » pour l'ancien. Nicolas Sarkozy qu'il

incarnait dans le film La Conquête de Xavier Durringer fut « un des rôles qui l'a le plus enthousiasmé ». « J'étais si bien dans sa peau ».

Quant à sa grande peur de citoyen, c'est celle de voir un jour le Front national au pouvoir. « Un parti fondamentalement ni démocratique, ni républicain et encore moins populaire », selon lui. Public Sénat 26.02

Parce que Hollande serait démocrate, républicain et populaire, on comprend pourquoi ce nostalgique de la grandeur perdue de Versailles ou de la monarchie absolue était "si bien dans la peau" de l'ignoble Sarkozy...

ACTUALITÉ DU JOUR

Soumission totale du PS et ses satellites à l'oligarchie financière et à son agence européenne.

S'ils l'exigent, c'est forcément légitime.

- Hollande: 4 milliards d'euros d'"économies nouvelles" pour satisfaire Bruxelles - AFP

François Hollande annonce mercredi que des "économies nouvelles" à hauteur de 4 milliards d'euros seront "trouvées" en 2015 pour satisfaire une demande de Bruxelles, dans une interview publiée dans Le Parisien/Aujourd'hui en France.

"Si Bruxelles demande 4 milliards de plus pour respecter nos engagements en matière de réduction des déficits publics, ils seront trouvés par des économies nouvelles", indique le chef de l'Etat.

Pour cette année, la Commission a fixé à la France un effort structurel de 0,5 point de PIB, le minimum exigé par l'UE. Mais elle estime pour l'instant que les plans soumis par le gouvernement français ne permettent qu'une réduction de 0,3 point. Il manque donc 0,2 point, l'équivalent de 4 milliards d'euros.

Pour les entreprises, "le processus de baisse des charges va se poursuivre", souligne M. Hollande. AFP 03.03

Encore heureux !

Un "signal" qui ne trompe pas.

L'État vend ses bijoux de famille - Francetv info

L'État vient d'engager la cession de 3,96% du capital du groupe d'aéronautique et de défense Safran. Mais pour le journaliste François Lenglet, ce n'est pas forcément une bonne opération.

"Plutôt que de vendre le patrimoine de l'État, il serait plus intéressant de s'endetter parce que les taux d'intérêt des emprunts publics ont considérablement diminué, au point que l'État, aujourd'hui, s'endette quasiment à coût zéro", précise le spécialiste, sur le plateau de France 2.

Les actions qui ont été vendues rapportent, elles, des dividendes. Selon le journaliste, les actions françaises rapportent à hauteur de 3% par an.

Mais alors, pourquoi l'État a-t-il fait un tel choix ? "C'est un signal qu'on veut envoyer, un signal de rigueur dans la gestion des comptes publics en limitant la progression de la dette, un signal à destination de la Commision de Bruxelles, qui est très vigilante, et des investisseurs", souligne François Lenglet. Francetv info 03.03

Financer et banaliser la misère sociale ou la baisse du coût du travail.

- Entre 4 et 5 millions de salariés modestes pourront recevoir la "prime d'activité" - AFP

Manuel Valls a précisé mardi les contours de la nouvelle "prime d'activité", qui sera destinée aux travailleurs à revenus modestes et remplacera les actuels dispositifs jugés trop complexes et peu efficaces à partir du 1er janvier 2016. Entre 4 et 5 millions d'actifs pourront y prétendre.

Manuel Valls a promis "un dispositif simple, qui représentera pour ses bénéficiaires un gain systématique au moment de la reprise ou de l'augmentation d'activité, dès les premiers euros et jusqu'à 1,2 SMIC, soit 1.400 euros", a-t-il ajouté.

Selon le Premier ministre, "entre 4 et 5 millions d'actifs seront éligibles à cette nouvelle prime d'activité, dont 700.000 à un million de jeunes", les 18-25 ans pouvant y prétendre à l'inverse du RSA activité.

La prime pourrait atteindre "par exemple 130 euros mensuels pour un célibataire travaillant à temps plein au SMIC, 220 euros pour une mère isolée avec un enfant qui travaille à tiers temps, et 230 euros pour un couple avec deux enfants dont un parent est à plein temps au SMIC et l'autre à mi-temps".

Guerre idéologique. Endoctrinement et façonnage des cerveaux les plus maléables ou sans réels repères ou expériences.

Le Figaro a pris le relais de Libération, apparemment les médias s'y collent en boucle les uns après les autres, craindraient-ils la vérité ?

- Attentats : l'école face au défi des «théories du complot» - LeFigaro.fr

- Les théories du complot les plus folles - LeFigaro.fr

- Pas d'avion sur le Pentagone. (11/9)

- Les Illuminati dominent le monde.

Commentaires d'internautes

1- "Avant l'affaire Snowden l'article aurait mentionné la prétendu théorie du complot sur l'espionnage massif des agences d'espionnage américaines. Le problème avec les théories qui fleurissent sur la toile, c'est que tout le monde y va de son explication et l'on trouve de tout. Des plus délirantes aux plus farfelus qui finalement se révèlent être un excellent camouflage pour les vrais complots qui se trament en coulisse. Toujours par rapport à l'affaire Snowden, il faut bien comprendre qu'un espionnage de cette envergure a de multiples applications pratiques. Les responsables de ces programmes ne sont pas adeptes de philosophies contemplatives. Et le terrorisme n'explique pas tout !"

2- "Il n'y a pas eu d'avion sur le pentagone, pas besoin d'être complotiste pour s'en rendre compte. Le simple bon sens suffit."

Comment procèdent-ils pour discréditer de simples constats qui se passent de commentaires, des études sérieuses réalisées par des professionnels, des témoignages de policiers, pompiers, militaires, etc ? Par amalgame.

Pour imposer à la population la version officielle d'événements ayant fait l'actualité, ils mélangent dans le même texte, article ou discours des analyses reposants sur des faits réels qui se suffisent à eux-mêmes pour en comprendre ou en deviner la nature, la signification, éventuellement la portée ou les conséquences politiques, et des propos aberrants ou farfelus tenus par des illuminés ou des mythomanes, de telle sorte que les deux fassent indistinctement et spontanément l'objet du rejet de la par des lecteurs, afin qu'ils s'en tiennent uniquement à la version officielle, fabriquée ou dont une partie ne correspond manifestement pas à la réalité qui a été falsifiée pour peu qu'on y prête attention ou qu'on recoupe tous les éléments en présence. Une telle méthode est du domaine de la manipulation des consciences dans un but politique.

La population doit demeurer dans l'ignorance, et pour atteindre cet objectif ils font preuve d'une imagination débordante ou ils ne ménagent pas leurs efforts pour produire toutes sortes d'arguments plus falacieux les uns que les autres, tous les moyens sont bons, comme par exemple participer eux-mêmes à répandre de fausses informations qui seront reprises par des gens manquant de vigilance, au point qu'on perdra rapidement la trace de leur origine qui aura été effacée par la suite pour les imputer ensuite à ceux qui les auront reprises.

Ils procèdent de la même manière lorsqu'ils mêlent vérités et contrevérités afin d'atténuer la portée de vérités embarrassantes pour le régime ou révélatrices de leurs véritables intentions inavouables.

Ils se discréditent totalement auprès de la population à vouloir trop en faire ou en reprenant à leur compte des versions indéfendables, comme par exemple celle retenue par Le Figaro à propos de l'avion qui se serait écrasé sur le Pentagone et dont on n'a jamais retrouvé la moindre trace ni celle de ses passagers qui se seraient littéralement volatilisés comme par miracle. En soutenant cette version, ils se ridiculisent, ils démontrent que ce sont eux qui sont les véritables auteurs du complot qu'ils dénoncent en cachant délibérément la vérité aux lecteurs. Ils démontrent aussi que rien ne les arrête, qu'ils sont capables de commettre les mensonges les plus grotesques qui soient en tablant sur l'ignorance des masses qu'ils considèrent à tort incultes au point de les croire.

Plus ils s'acharnent à défendre coûte que coûte le régime par des procédés maladroits et malhonnêtes, plus ils s'enfoncent et plus ils se coupent des masses sur lesquelles leur influence décroît, plus ils les incitent à interpréter les événements en toute indépendance des médias qui relaient la propagande officielle, plus ils les invitent à prendre leur destin entre leurs mains, autrement dit, le résultat atteint se situe à l'opposé de celui qu'ils s'étaient fixés. On ne peut que les inviter à persévérer dans cette voie, car cela fait nos affaires.

En complément, la théorie du complot c'est aussi cela.

Désinformation et propagande de l'Empire pour justifier l'économie de guerre.

- En prison ou en exil... l'opposition russe mal en point - Le Huffington Post

- Le meurtre de Boris Nemtsov «confirme la dégradation du climat politique en Russie» - LeFigaro.fr

- Ukraine: l'Occident menace Moscou de "réaction forte" en cas de rupture de la trêve - AFP

Otan d'injustice...

- La colère et le désespoir des familles des victimes du Bugaled Breizh - Francetv info

L'émotion était grande, ce mardi 3 mars à la cour d'appel de Rennes (Ille-et-Vilaine), pour les familles des cinq pêcheurs du Bugaled Breizh. Il y a 11 ans, le navire de pêche sombrait au sud de l'Angleterre.

Pour les proches de victimes, le Bugaled Breizh a été accroché par un sous-marin. Ce jour-là, se tenaient des manoeuvres de l'OTAN dans la zone où le bateau a coulé. Mais cette thèse n'a pas été retenue, une fois de plus. L'avocat général, comme c'était attendu, a demandé la confirmation du non-lieu prononcé en première instance.

L'avocat des familles a dénoncé un déni de justice, face à la caméra de France 3 : "Tous les experts indépendants, tous les professionnels de la mer, tous les témoins entendus (...) disent que c'est un sous-marin. L'avocat général demande une sorte de preuve impossible". Francetv info 04.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irak

- Tikrit: Daech lance un SOS - french.irib.ir

L'un des commandants des forces volontaires qui participent aux opérations de la libération de Tikrit vient de l'annoncer : les terroristes de Daech sont encerclés et ne cessent de lancer des appels à l'aide via leurs taki waki , leurs appareils de télécommunication. L'heure zéeo n'est pas enconre arrivée . La première étape de la libération de Tikrit a été lancé lundi. Cette première étape visait à couper toutes les voies d'approvisionnement des terroristes à Tikrit. Les forces populaires ont mené leurs opérations sur l'axe Sour Shenas et cette étape se poursuivra jusqu'à la libération totale des voies d'approvisionnement des terroristes à Tikrit.

Mais pourquoi Tikrit devra -t-elle être libérée? La ville stratégique de Tikrit est important pour trois raisons: la libération de cette ville permet aux forces irakiennes de contrôler la route menant à Mossoul. Cette libération permet aussi une large offensive contre la province stratégique de Ninive. french.irib.ir 04.03

2- Israël

- Al Baghdadi en Israël - french.irib.ir

Blessé lors du récent raid aérien conte la ville de Qaem, non loin de la Syrie, Abou Bakr al-Bagdadi est transféré en Israël pour être soigné, a-t-on appris du service de renseignement allemand.

Lors d'une attaque contre un convoi de dirigeants de Daech, dans la localité frontalière de Qaem, Abou Bakr al-Bagdadi a été grièvement blessé ont révélé des éléments liés au service de renseignement allemand. Après être entrée dans la région occupée du Golan, al-Bagdadi sera soigné dans un endroit loin des raids de la coalition et de l'armée irakienne. Lors des raids des avions de combat contre la localité de Qaem, en Irak, un convoi où se trouvait al-Bagdadi a été pris pour cible. french.irib.ir 28.02

3- Syrie

- Le Front Al-Nosra se séparerait d'Al-Qaïda - french.irib.ir

Les sources informées ont fait savoir que le groupe terroriste Al-Nosra envisageait de rompre ses relations avec Al-Qaïda, pour former un nouveau groupe, grâce au soutien de certains pays arabes, en vue de renverser le gouvernement de Bachar al-Assad.

Les sources proches du Front Al-Nosra, selon Reuters, ont affirmé que le Qatar, qui entretient de bonnes relations avec ce groupe, a incité ce dernier à rompre avec Al-Qaïda. Al-Nosra aurait reçu plus d'aides financières de Doha.

Les analystes sont d'avis que cette démarche pourrait renforcer l'influence du Qatar et de ses alliés, dans le renversement du gouvernement légal syrien. Les autorités qataries ne se sont pas exprimées, à ce sujet. Les responsables des services de renseignements de certains pays riverains du golfe Persique, dont le Qatar, ont rencontré, ces derniers mois, le Chef du Front Al-Nosra, Abu Mohammad al-Joulani, afin d'encourager ce dernier à rompre ses relations avec Al-Qaïda et de discuter des soutiens qu'ils lui réservent. french.irib.ir 04.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Ukraine

- L'Ukraine prend des mesures drastiques pour sécuriser un prêt crucial du FMI AFP

Triplement du prix du gaz, réduction des retraites: l'Ukraine a adopté un "paquet d'austérité" très impopulaire, afin de sécuriser un prêt du FMI et tenter de sortir le pays du gouffre financier.

Parallèlement, la banque centrale ukrainienne a annoncé mardi qu'elle allait relever à partir de mercredi son principal taux directeur de 19,5% à 30%, en faisant ainsi l'un des plus élevés au monde, pour tenter d'endiguer l'inflation galopante, qui a atteint 28,5% en janvier sur an.

L'Ukraine est exsangue après plus de deux ans de récession qui a tourné à l'effondrement économique avec le sanglant conflit armé dans l'Est industriel. Sa monnaie a perdu plus de 40% de sa valeur depuis le début de l'année, ses réserves de devises sont quasi vides et l'activité chute.

Dans ce contexte, le Fonds monétaire international (FMI) a donné en février son accord préliminaire pour un nouveau prêt de 17,5 milliards de dollars (15,5 milliards d'euros) sur quatre ans pour Kiev, mais seulement en échange de réformes.

Ce prêt dont l'approbation définitive est attendue le 11 mars fait partie d'un plan d'aide global pour l'Ukraine estimé à 40 milliards de dollars mais dont les contours restent relativement flous. Cette somme inclut notamment des contributions de l'UE, des Etats-Unis et de la Banque mondiale mais aussi des pertes que doivent accepter des créanciers du pays.

Les réformes économiques adoptées par les députés prévoient des mesures de lutte contre la corruption, mais aussi une restructuration de la société publique énergétique Naftogaz et l'optimisation des dépenses de l'Etat.

Parmi les mesures les plus impopulaires apparaissent le triplement du prix du gaz pour les ménages et la hausse du tarif du chauffage, des mesures réclamées depuis des années par le FMI et qui ont fini par être annoncées mardi par le gouvernement.

Le Parlement a pour sa part réduit de 15% les retraites supérieures à 1423 hryvnias (53 euros) par mois pour les personnes continuant à travailler, ce qui est le cas de nombreux Ukrainiens, étant donné le faible niveau des pensions.

"Dans la situation actuelle, il n'y a pas de décisions simples et faciles", avait prévenu lundi soir le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, devant les députés.

"Nous sommes conscients qu'une partie de ces lois sont très mal accueillies par la population. Mais la patience et le fait d'aller dans

le bon sens vont nous permettre d'atteindre une certaine stabilité, de relancer la croissance économique", avait-il ajouté.

Les analystes estiment également que l'adoption de ces mesures est nécessaire.

L'évolution de la hryvnia, qui a récemment chuté à des niveaux records, inquiète particulièrement. Le taux officiel de la monnaie ukrainienne a en effet atteint la semaine dernière 30 unités pour un dollar contre 16,32 au début de l'année et autour de 8 début 2014, portant un coup très dur à la capacité d'achat des Ukrainiens.

Selon les experts de Capital Economics, la dernière hausse du principal taux directeur n'est autre qu'"une tentative désespérée de la banque centrale de reprendre le contrôle de la monnaie".

Depuis vendredi, la hryvnia s'est reprise et la dernière décision de la banque centrale a renforcé cette tendance, la monnaie ukrainienne s'établissant mardi à 24,82 hryvnias pour un dollar contre 26,85 la veille.

Néanmoins, "sans une résolution pacifique, s'inscrivant dans la durée, du conflit dans l'Est, la fuite des capitaux va se poursuivre", a relativisé Capital Economics dans une note d'analyse. AFP 04.03

2- Chine

- La province chinoise de Guangdong relève le salaire minimum - Reuters

La province du Guangdong, l'une des plus puissantes de Chine sur le plan économique, s'apprête à augmenter son salaire minimum de 19% en moyenne pour lutter contre la pénurie de main d'oeuvre et la hausse du coût de la vie, rapporte vendredi l'agence de presse officielle Chine nouvelle.

A partir du mois de mai, le salaire minimum à Canton, la capital de la province, augmentera de 22,2% à 1.895 yuans (269 euros), le plus haut niveau de la province, a précisé Chine nouvelle en citant les services sociaux locaux.

La ville de Shenzhen, limitrophe de Hong Kong, relèvera dès mars son salaire minimum de 12,3% à 2.030 yuans, ce qui en fera le plus élevé de tout le pays. Reuters 02.03

Haut de page

Le 7 mars 2015

CAUSERIE

Les masque tombent, merci Charlie.

- Charlie Hebdo: toujours du mauvais côté de l'histoire - arretsurinfo.ch - 2 mars 2015

La Russie dénonce la caricature de Charlie Hebdo sur Donetsk.

Le député Alexeï Pouchkov et des blogueurs russes ont condamné la caricature de Charlie Hebdo sur le cessez-le-feu à Donetsk qui dit: «Cessez-le-feu : l'ennui s'installe à Donetsk».

Charlie Hebdo a publié une caricature consacrée au cessez-le-feu de Donetsk.

Elle est intitulée: «Cessez-le-feu : l'ennui s'installe à Donetsk».

Le dessin représente trois hommes et une femme qui se trouvent au milieu des ruines de la ville. L'un d'entre eux se demande :

«Et si on organisait quelque chose avec des caricaturistes ?».

La caricature a mis en colère des blogueurs et l'opinion publique russes. Alexeï Pouchkov, député de Russie unie [parti majoritaire] et président de la commission des affaires étrangères de la Douma [chambre basse du parlement] a lui aussi dénoncé la caricature en postant sur son compte Twitter :

«Charlie Hebdo a publié une caricature. Donetsk détruit. Le texte est: « Cessez-le-feu : l'ennui s'installe à Donetsk ». C'est une abomination, pas de la liberté d'expression».

Après une interruption de six semaines, le nouveau numéro de l'hebdomadaire Charlie Hebdo a été tiré à 2,5 millions d'exemplaires. Pour mémoire, le numéro de janvier avait été diffusé à 8 millions d'exemplaires. Certes, la ferveur de janvier semble avoir disparu mais le tirage du journal satirique reste en forte hausse en comparaison du nombre d'exemplaires distribués avant l'attentat. arretsurinfo.ch 2 mars 2015

Quelle saloperie de réactionnaires ! Comment peut-on défendre de tels ordures sinon qu'on baigne en pleine confusion. C'est très intéressant, c'est révélateur et démontre qu'on ne s'était pas vraiment trompé, pas sur tout en tout cas...

Informations ouvrières va-t-il reproduire cette caricature monstrueuse?

On rajoutera une dizaine d'articles ce soir ou demain matin.

Les géopoliticiens ont un gros problème pour expliquer les revers de la stratégie politique américaine dans la mesure où ils proviennent de la résistance des peuples opprimés, des masses exploitées, de la classe ouvrière auxquels ils refusent de reconnaître le rôle déterminant pour renverser le capitalisme, puisque ce serait se ranger sous le drapeau du socialisme ou admettre le bien-fondé du marxisme.

Ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là, cela concerne la presque quasi-totalité des intellectuels ou opposants déclarés au cours suivi par la politique américaine à laquelle les dirigeants des puissances occidentales ou des pays développés se soumettent qui se retrouvent confrontés au même dilemme : produire des analyses qui ne mènent nulle part sinon dans une impasse ou se ranger au côté du prolétariat mondial pour en finir avec le capitalisme.

Tous les articles que nous mettons en ligne ne servent strictement à rien sinon à dénoncer les méfaits du capitalisme qui ne datent pas d'hier, ils ne changeront jamais le cours des choses, seule la mobilisation révolutionnaire des millions d'exploités dans chaque pays peut déboucher sur un changement radical de société, à condition qu'ils soient organisés et que leur combat soit orienté dans la bonne direction et qu'ils prennent conscience des objectifs politiques qu'ils doivent atteindre, orientation qui ne peut leur être fournie que par un parti ouvrier s'étant fixé lui-même comme objectif le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par les travailleurs qui constituent l'immense majorité de la population.

Le développement de la situation en Syrie et en Irak ou encore en Ukraine notamment conforte ou confirme la théorie marxisme, selon laquelle le capitalisme s'il survit au-delà d'un certain seuil pour faire bref, conduit inéxorablement à la guerre et la barbarie, se décompose, entre en putréfaction et entraîne dans sa faillite ou sa chute l'ensemble de la société, ou sous la pression de la mobilisation des masses explotées et opprimées qui refusent de subir le tragique destin qu'il leur a réservé se soulèvent et le renversent, s'emparent du pouvoir politique pour construire une société meilleure et plus juste basée sur la satisfaction de leurs besoins et aspirations légitimes en se débarrassant du carcan du capitalisme dont les fondements reposaient justement sur leur négation.

Il est navrant, le mot est faible, de constater qu'aucun parti ouvrier n'interprète la situation en Ukraine et l'affrontement entre une partie de la classe ouvrière et le régime néonazi de Kiev comme le refus des masses ukrainiennes les plus avancées à subir la politique de régression sociale que veut lui imposer le FMI ou Washington et Bruxelles, mettant plutôt l'accent sur l'affrontement entre les Etats-Unis et la Russie pour les renvoyer dos-à-dos, alors qu'on assiste à un soulèvement armé du prolétariat attaqué par des hordes fascistes financées et armées par les Américains et les puissances européennes, pire encore, soutenant l'intégrité de l'Ukraine qui est le principal mot d'ordre du gouvernement illégitime ukrainien pour justifier la guerre qu'il a déclarée au prolétariat ukrainien qu'il accuse de collusion avec l'impérialisme russe ou d'en être les agents, qualifiant les masses révolutionnaire de l'est de l'Ukraine d'ennemis de l'intérieur, de traîtres à la nation et devant être traités commes tels ou exterminés, il s'agit des bastions ouvriers, des mineurs. Tout cela sous le prétexte fallacieux de l'interférence de la Russie dans les affaires ukrainiennes qui suffirait à justifier l'absence de mobilisation au côté des masses révolutionnaires ukrainiennes qui pourrait être interprétée comme un soutien à Poutine. Quand ils soutiennent les appareils pourris des syndicats ou il n'y a pas si longtemps le PS, ils n'ont pas ou n'avaient pas les mêmes scrupules, simple constat.

On ne peut pas dire d'un côté qu'il faut faire reculer le gouvernement, lui infliger une défaite, préparer la journée de mobilisation du 16 avril, avancer le mot d'ordre de grève générale, etc. et dans le même temps refuser de caractériser politiquement le PS, demeurer enchaîné aux appareils corrompus des syndicats, dénoncer le régime de Kiev sans insister ou à demi-mot seulement sur sa nature fasciste et reproduire des caricatures de l'infâme Charlie Hebdo qui vient de s'en prendre aux masses du Donbass qui le combattent ou combattent pour leur survie. Cela vaut pour la Syrie et l'Irak. A suivre.

Rien de tel pour rassembler les masses

- L'État islamique détruit au bulldozer les vestiges d'une cité assyrienne en Irak - LeFigaro.fr

- Irak: choc après la destruction de Nimroud, l'armée s'approche de Tikrit - AFP

- Les forces irakiennes reprennent à l'EI la ville d'Al Bagdadi - Reuters

Dictature. Libération ou la propagande quotidienne de guerre et de désinformation dictée par Washington.

Russie.

- Mélenchon et le «sang-froid» de Poutine - Liberation.fr

Sur son blog, Mélenchon avait notamment fustigé ceux qui attribuaient la mort de l'opposant à Poutine «sans le début d'une preuve». Liberation.fr 06.03

Traduction : Pas besoin de preuves pour imputer cet assassinat à Poutine, il suffit que les Américains l'ait décrété, la parole de Washington a valeur de preuve et vous êtes prié de vous en contenter décrètent les chiens de garde du néolibéralisme.

Le soi-disant quotidien de gauche était en réalité de droite... avant de rejoindre l'extrême droite néolibérale ou néoconservatrice, qui l'aurait cru franchement ?

Hystérie des médias et surenchère.

- Kasparov ne mâche pas ses mots contre Poutine devant le Sénat américain - euronews.com

- La Russie bascule-t-elle dans la dictature ? La Tribune

Chine

- Chine : la grande pompe d'un Parlement décoratif - Liberation.fr

Les assemblées réunies ont religieusement écouté le Premier ministre, jeudi, à l'ouverture de leur session annuelle. Un rituel destiné à légitimer une démocratie de façade. Liberation.fr 05.03

Commentaire d'internaute

1- "Entre engagement des forces armées avant tout débat, 49-3 intempestif et obligation de complaire aux injonctions UE, n'est-ce-pas ici même, en France, La grande pompe d'un parlement décoratif ? "

Style impérial !

2- "" un rituel destiné a légitimer une démocratie de façade"

Un peu comme le référendum sur la constitution européenne en 2005... en France, tout comme en Hollande ou les résultats furent balayés d'un revers de mains parce que le vote n'allait pas "dans le bon sens". SIC !

Franchement, la poutre dans l'œil de nos journaleux devient vraiment pathétique."

Non, ils sont tous achetés.

Allons plus loin.

Parce que les régimes de Washington et des pays de l'Otan qui bombardent des pays qui ne leur ont jamais déclaré la guerre, qui fomentent des coups d'Etat sanglants, assassinent des opposants à leur politique impérialiste, pratiquent la torture, orchestrent des génocides, organisent des famines, créent des organisations monstrueuses et criminelles telles Al-Qaïda ou l'Emirat islamique, bref, les puissances occidentales qui sèment la guerre et la terreur à travers le monde avec leur lot innombrable de souffrances seraient des démocraties pour Libération.

Comment cela ? Mais parce qu'ils peuvent se targer de la légiimité et du soutien des institutions internationales... qu'ils ont fondées et dirigent. Sinon en recourant au déni, au non-dit, à l'auto-censure qui constitution la toile de fond de la désinformation et de

la propagande officielle.

Il suffit qu'ils répètent en boucle les mêmes mensonges, contrevérités, interprétations tronquées ou falsifiées des faits pour qu'ils se substituent à la réalité, prennent sa place ou deviennent la réalité, à partir de laquelle chacun est appelé à se prononcer de telle sorte qu'on adhère à leur politique. Ce procédé relève de l'autojustification à partir de la manipulation des faits qui ne peut souffrir que quiconque y fasse référence car toute leur démonstration tomberait à l'eau ou leurs véritables intentions seraient dévoilées.

Ils ne peuvent supporter la contradiction ou toute expression libre ou plus ou moins indépendante ou encore critique qui viendrait remettre en cause leur version des faits qu'ils ont sciemment falsifiés pour obtenir le soutien de la population à leur politique ou la convaincre d'y adhérer.

Cette méthode fut employée à une autre époque par Hitler, Mussolini, Franco, Salazar, Pinochet, Vidéla, etc. qui étaient à la tête de régimes démocratiques...

Dénoncer leurs mensonges est inutile ou inefficace, ne sert strictement à rien si dans le même temps on n'explique pas aux travailleurs comment ils s'y prennent pour les berner, quels mécanismes ils mettent en oeuvre pour les tromper délibérément, pourquoi ils y recourent et dans quel but politique afin de les aider à élever leur niveau de conscience, les conduire à rompre avec le capitalisme de manière à ce qu'ils se posent ensuite la question des moyens à mettre en oeuvre pour le renverser, s'organiser, se rassembler, se mobiliser, s'emparer du pouvoir politique.

Aucun parti ouvrier n'entend accomplir cette tâche indispensable, dès lors il ne faut pas s'étonner qu'on en soit toujours au même point ou que le mouvement ouvrier régresse sans fin.

On peut observer que des peuples livrés malgré eux à la guerre finissent par se rassembler ou se mobiliser pour recouvrer leur souveraineté indipensable au développement de la lutte des classes. On pourrait dire qu'il aura fallu attendre d'en arriver à cette extrémité épouvantable pour que les masses exploitées réagissent et s'unissent pour tenter de sauver ce qui pouvait encore l'être ainsi que leur dignité.

Dans d'autres pays comme la France nous en sommes encore loin, alors que la situation sociale est devenue dramatique et le climat politique délétère, la situation des travailleurs empire un peu plus chaque jour alors que Valls leur promet de la sueur et du sang pour les années à venir. La décomposition de la société à tous les niveaux s'accélère à une vitesse fulgurante depuis des années, notamment depuis que le PS est au pouvoir. La France est engagée dans un certain nombre de guerres en Afrique et au Proche-Orient...

Bien que l'on dispose d'une multitude de preuves ou témoignages matériels et humains accablants, vérifables, irréfutables qui démontrent que l'effondrement en cours des fondements de la civilisation humaine est bien réel et n'est pas une vue de l'esprit de partisans de telle ou telle doctrine, les masses des pays les plus développés ayant bénéficié du progrès social au cours des décennies précédentes jusqu'à nos jours ou disposant de conditions de travail ou d'existence supérieures aux travailleurs du reste du monde sont incapables de comprendre l'enjeu de la situation actuelle de telle sorte qu'ils sont dans l'impossibilité d'agir ensemble pour préserver leurs acquis sociaux et politiques qui disparaissent les uns après les autres, comme s'ils se complaisaient dans une sorte de confort matériel ou bien-être relatif (et bien mal réparti), d'insouciance par rapport à ce qui est en train de se passer sous leurs yeux ou la dégradation de leur situation, subissant sans réagir le sort qu'on leur impose comme s'il était inéluctable ou le moins pire des maux par rapport à ce que d'autres peuples doivent supporter quotidiennement, autrement dit ils se satisfont de leur condition qui leur procure encore certaines satisfactions ou leur permet de satisfaire leurs besoins élémentaires il faut croire, ou ils s'en contentent à défaut de mieux qui relèverait du miracle dans lequel ils ne croient pas ne voyant pas d'issue (positive) à la situation actuelle ou à la crise du capitalisme. Réduit à l'impuissance, ils résistent lorsqu'ils se sentent directement concernés ou agressés, et le reste du temps ils se réfugient dans une sorte de passivité ou d'indifférence sous le poids de la fatalité qui les écrase ou leur prope ignorance, préparant ainsi les conditions à un avenir toujours pire que le jour d'avant qui finira par les broyer s'ils ne parviennent pas à prendre leur destin en mains.

Ce constat ou le processus qui devait conduire à cette situation, on nous explique qu'il était inéluctable, ce qui signifie que forcément l'amélioration de la conditon ouvrière devait conduire à la corruption politique de la classe ouvrière ou à mieux enchaîner les travailleurs au capitalisme. En réalité, seule la politique du réformisme pouvait aboutir à un tel objectif puisque par nature il se confond avec lui ; au lieu de favoriser le socialisme, le réformisme a été conçu pour le combattre et faire en sorte que les travailleurs s'en éloignent, le résultat qu'on a sous les yeux le confirme si besoin était.

Le réformisme consiste à s'en remettre au capitalisme pour réaliser progressivement le socialisme, il en est donc par définition la négation ou l'ennemi du socialisme. On s'en est accommodé pour finalement l'adopter ou plutôt l'inverse à l'origine. Il était donc impossible d'élever son niveau de vie et simultanément élever son niveau de conscience politique au niveau du socialisme, c'est ce qu'on voudrait nous faire croire. On est donc en droit de se demander pourquoi on devrait se battre pour défendre nos acquis, alors qu'on ferait mieux d'attendre qu'ils soient tous liquidés pour entraîner une réaction salutaire des travailleurs puisque ce serait uniquement dans une telle situation qu'ils se mobiliseraient contre le régime, c'est à cette absurdité qu'aboutit cette

théorie des révisionnistes ou capitulards. A suivre.

En complément. Quand un Etat raciste entend dicter sa conception de la démocratie au reste du monde.

- La police de Ferguson coupable de racisme pointe une enquête accablante - AFP

Le délit de faciès pratiqué par une police raciste et les flots d'amendes comme source de revenus pour la ville, étaient "routiniers" à Ferguson (Missouri, centre), théâtre d'émeutes après la mort d'un jeune Noir, a accusé mercredi le ministre de la Justice Eric Holder.

Le ministre a dénoncé des "violations constitutionnelles qui étaient devenues une routine" pour les autorités de la ville, en présentant devant la presse deux rapports de son ministère, l'un sur la mort de Michael Brown, 18 ans, non armé, tué le 9 août 2014 par un policier, l'autre sur les pratiques policières de la ville.

Cette enquête était très attendue, les événements survenus à Ferguson, ajoutés à d'autres bavures policières, ayant attisé pendant des mois la colère de la communauté noire et des militants des droits civiques.

Le premier rapport conclut que la mort de Michael Brown, "bien qu'elle soit une tragédie, ne montre pas, au-delà d'un doute raisonnable, de comportement susceptible de poursuite judiciaire" du policier Darren Wilson, au titre d'une éventuelle violation des droits civiques, indique le ministre. Un grand jury local avait également décidé de ne pas le poursuivre.

Le second, accablant, énumère des pratiques policières parfois illégales ciblant surtout les Noirs de la ville dont "la seule explication en sont les préjugés racistes", dit le ministre, lui-même noir.

Ce rapport de 105 pages note que Ferguson compte une population à 67% noire. Pourtant, de 2012 à 2014, 85% des voitures arrêtées par la police étaient conduites par des Noirs, 90% des personnes recevant des amendes; 93% des personnes arrêtées; 95% des accusés d'infractions piétonnières et 94% des accusés de refus d'obéir, étaient noirs.

Les Noirs étaient deux fois plus fouillés que les Blancs lors des contrôles de véhicule et les chiens policiers n'étaient utilisés que contre les Noirs.

Le rapport pointe également un système, violant parfois la légalité, où la police "sous pression de la municipalité, n'était plus un service public mais un outil pour gagner de l'argent".

Des déluges d'amendes étaient distribuées, la plupart du temps aux Noirs, pour des infractions mineures qui, faute d'être payées, pouvaient conduire à des dettes grandissantes, à la prison, à la perte d'un emploi ou d'un logement.

"Trois ou quatre infractions" relevées lors d'une arrestation en voiture était "de la routine" et des policiers faisaient même des concours pour qui en trouverait le plus, dit le ministre. Les policiers pouvaient eux-mêmes être punis s'ils ne remplissaient pas leurs quotas. AFP 06.03

Vidéo. Le sionisme le meilleur allié du fascisme.

Quand Petro Porochenko remercie Bernard-Henri Lévy
http://www.dailymotion.com/video/x2ic0ut_quand-petro-porochenko-remercie-bernard-henri-levy_news#from=embediframe

Le discours du président ukrainien à l'issue de la représentation d'Hôtel Europe, de Bernard-Henri Lévy, le 21 février 2015, à l'Opéra de Kiev.

Qui est-il ?

- Le 19 juin 1942, il arrive à Vichy et parvient à trouver un emploi de documentaliste à la légion des combattants et des volontaires de la Révolution nationale, sorte de parti unique qui reprend la propagande pétainiste. Dans les premiers mois de l'année 1942, il éprouve de l'admiration pour le maréchal Pétain et collabore à une revue de Vichy : "France, revue de l'Etat nouveau". Il est donc pétainiste. Dans une lettre retrouvée dans ses archives, Il fait même l'éloge du SOL (Service d'Ordre Légionnaire), groupe paramilitaire chargé de pourchasser les ennemis du régime.

Pendant la collaboration, il est donc à Vichy et fait la connaissance de René Bousquet, secrétaire général de la police. En juin 1942, ce dernier négocie avec le chef de la police allemande les modalités de collaboration de la police française pour participer aux rafles des juifs. Le 2 juillet 1942, Bousquet rencontre le SS Karl Oberg pour lui proposer l'arrestation de 20.000 juifs étrangers en zone occupée et 10.000 en "zone libre". Le 16 et 17 juillet 42, les Parisiens assisteront à la razzia par la police et gendarmerie française (grâce à l'accord Mitterrand-Bousquet), parmi cette razzia 4501 enfants.

Les rares fois où il a accepté de parler de cette période, le président de la République se justifiait en expliquant qu'il n'était pas au courant de ce qui se passait pour les Juifs. Lors du vote des lois de 1941 qui excluent les Juifs de la communauté nationale, il était en Allemagne. Toutefois, on peut remettre en cause cette version. Il est difficile de croire qu'il ignorait le sort qui était réservé aux Juifs. Il était à Vichy lorsque les fonctionnaires de la police française arrêtaient les Juifs à Paris et dans la zone sud, sous les ordres de René Bousquet.

En juin 1942, il entre au service de presse du commissariat général au prisonnier. Au sein de cette organisation chargée de faire parvenir des colis aux soldats qui sont emprisonnés en Allemagne, il s'occupe du bulletin de propagande. C'est au sein de cette organisation qu'il va faire la connaissance d'un groupe de résistants qui ont infiltré le commissariat général. Dès lors, il va jouer un double-jeu et participer à des actions illégales, qui consistent à fabriquer de faux-papiers pour des hommes évadés d'Allemagne. Excellent faussaire, il sculptait des pommes de terre pour en faire des tampons imitant le cachet de l'Etat français. Parallèlement à ses activités clandestines, Il poursuit son travail au service de Vichy et rencontre même le maréchal Pétain en octobre 1942.

En janvier 1943, Laval renvoie Maurice Pinault du commissariat général au prisonnier pour placer un de ses hommes. Les principaux collaborateurs de Pinault, dont il fait partie, démissionnent également. A partir de cette date, il prend ses distances avec Vichy. Il prend des contacts avec des groupes de résistants sans rompre définitivement avec Vichy puisqu'en avril 1943, il reçoit la francisque qui « récompense les services rendus à l'État français ». Or, pour obtenir cette décoration, il faut en faire la demande en remplissant un formulaire sans ambiguïté : "Je fais don de ma personne au maréchal Pétain, comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciples et à rester fidèle à sa personne et à son oeuvre". Plus tard, il atténuera la portée symbolique de cette déclaration en affirmant qu'il était en Angleterre quand la Francisque lui a été remise. Sauf qu'il a signé avant de partir le formulaire pour l'obtenir.

Par conséquent, au printemps 1943, il hésite entre la résistance et le pouvoir de Vichy. politiquenet 26.08.2008 et aujourdhui.over-blog.fr 18.06.2011

Réponse : François Mitterrand.

On se demande interloqué comment des trotskystes ont pu le courtiser et appeler à voter pour lui alors qu'il entretenait encore des relations avec Bousquet. A l'époque j'en ai fait partie, j'étais un jeune militant et j'ignorais tout du passé épouvantable de Mitterrand comme du PS que j'apprendrai des décennies plus tard...

Commentaire d'internaute

1- Ce n'est pas au programme d'histoire, l'Education Nationale a oublié cet épisode...

Et tellement d'autres, les manuels scolaires d'histoire relèvent de la propagande du régime et les enseignants en sont les instruments, involontaires, aveugles, mais pas toujours... Ils ne forment pas des hommes et des femmes libres, mais des serviteurs du régime.

2- Pas rancuniers les Français ou amnésiques !

Amnésiques surtout, faibles, hypocrites et lâches aussi... La faute à ceux qui les encouragent à adopter cette attitude parce que cela les arrange...

3- Pour avoir eu sous les yeux la photo qui manque, celle où le Maréchal épingle la Francisque à Mitterrand, c'est une histoire que je connais depuis 50 ans et votre article, méritant, contient des erreurs. Ainsi ce n'est pas à Vichy mais juste après la guerre que Tonton rencontre Bousquet quand celui-ci, condamné puis grâcié une heure plus tard va financer la carrière politique de Mitt. La personnalité de ses deux parrains de Francisque Abélio et Gabriel Jeantet, père de l'ancien directeur du Monde et actuel de Sud Ouest.....;

Ce n'est en aucun cas Péan qui a révélé la liaison Bousquet Mitt, le fait était connu et publié depuis longtemps, certes parfois par Minute ce qui n'exclut pas la vérité. Simplement certains ne voulaient par voir. Le livre de Péan n'est qu'une vision angélique de Mitterrand, une biographie autorisée.

Détail sur Jeantet, si vous cherchez sur la Cagoule dans Wikipédia la présence de Jeantet, on ne trouve rien, le site a été lavé par les amis de Tonton et du fils.

ACTUALITÉ DU JOUR

Jeu institutionnel.

- Sondage : une remontée de courte durée pour Hollande et Valls - LeFigaro.fr

- Le reflux de popularité se confirme pour Hollande et Valls - Le Huffington Post

- Départementales: Le Front national caracole en tête des intentions de vote - 20minutes.fr 05.03

- La montée du FN provoque un vent de panique - Francetv info Et le lendemain...

- L'UMP en tête du 1er tour des départementales, selon OpinionWay - Reuters 06.03

- Départementales : le PS redoute une bérézina dès le premier tour - LeMonde.fr

Devant environ 500 sympathisants et militants PS réunis dans une salle de spectacle de la petite bourgade de Boisseuil (Haute-Vienne) près de Limoges, le Premier ministre a dénoncé un "endormissement généralisé" face au danger "immense" du FN.

"Le danger est là devant nous, il est immense. Tout le monde le sait, tout le monde est au courant et pourtant, il y a comme une étrange accoutumance, presque une forme d'endormissement généralisé", a dénoncé Manuel Valls, pour son troisième meeting de la campagne après l'Aude et l'Ille-et-Vilaine la semaine dernière.

"Où sont les intellectuels, où sont les grandes consciences de ce pays, les hommes, les femmes de culture, qui doivent monter, eux aussi, au créneau ? Où est la gauche ?", a demandé Manuel Valls.

"Lorsque de toute part on dit que tout se vaut, lorsqu'une partie de la droite républicaine, elle-même, dit que le FN et le PS, c'est la même chose, alors on a cette équation désastreuse: les partis républicains sont égaux à l'extrême droite. Et donc l'extrême droite est un parti républicain! Cette équation, là encore, je la refuse", a-t-il lancé.

"La droite aujourd'hui, en tout cas une partie d'entre elle, est en train de faire le jeu du Front national. Nicolas Sarkozy l'a démontré en effet une fois de plus, lundi dernier", a accusé Manuel Valls. AFP 05.03

Sarkozy l'assume à sa façon, ce qui n'est pas le cas de Valls, étiquette socialiste oblige...

Tout se délite.

- Valls appelle les élites à se mobiliser contre le FN - LeFigaro.fr

Echo.

- Pour Cambadélis, le FN a fait "les poubelles de l'extrême droite" - AFP

Et vice versa.

- Départementales : "Une voix pour le FN, c'est une voix pour la gauche", assure Sarkozy - Francetv info

Et comme une voix pour la gauche c'est en réalité une voix pour la droite, que vous votiez à droite, à gauche ou à l'extrême droite, vous votez toujours pour le régime ou la poursuite de la même politique...

- Aube Dorée et Pegida réunis dans un meeting soutenu par Marine Le Pen - Liberation.fr

La présidente du FN a envoyé un message vidéo lors de ce rassemblement organisé à Rome par la Ligue du Nord. (Parti qui a gouverné l'Italie au côté du parti de Berlusconi, l'équivalent de l'UMP en France. - ndlr)

Le 28 février dernier, Marine Le Pen a apporté son soutien à un grand meeting qui réunissait notamment néofascistes et néonazis à Rome, révèle Mediapart jeudi. (Le PS et ses satellites soutiennent bien le régime néonazi de Kiev. - ndlr)

Le service de presse du FN affirme ne pas avoir été informé de cette intervention, poursuit Mediapart. Interrogée par France

Info, Marine Le Pen a réaffirmé son soutien à la Ligue du Nord, mais assure qu'«il n'y avait pas d'accord du tout ni avec Pegida ni avec les hurluberlus d'Aube Dorée. Quand il y a une manifestation de milliers de personnes, s'il y a quelques folkloriques qui sont présents, ce n'est évidemment pas de la responsabilité des organisateurs». Aucun mot, en revanche, sur la présence des néofascistes italiens de CasaPound. Liberation.fr 05.03

Aucun mot de Libération sur la présence de néofascistes au sein du gouvernement de Porochenko.

Autrement dit, les médias, les partis officiels de droite et le PS ainsi que ses satellites s'accommodent du fascisme quand le parti de l'ordre et son supplétif de gauche ne sont plus en mesure de gouverner, il devient alors l'unique et dernier recours pour sauver le régime de la crise politique qui le mine et le paralyse, afin d'imposer brutalement à la classe ouvrière le programme antisociale et politique dicté par l'oligarchie.

Et lorsque l'heure n'a pas encore sonné ou que les conditions politiques ne sont pas réunies pour affronter directement le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, ils volent au secours du parti au pouvoir qu'il soit indistinctement étiqueté de droite ou à tort de gauche qui continue d'incarner les besoins de l'oligarchie, qui estime qu'il a encore les moyens politiques d'appliquer sa politique sans avoir à recourir au fascisme.

Question : Si les médias officiels s'accommodent du fascisme ou instrumentalisent les conséquences de la survie ou de la crise du capitalisme de manière à réunir les conditons qui permettront le moment venu ou le cas échéant l'accession au pouvoir du fascisme, conditionnent les masses exploitées dans ce sens, ils en sont directement les complices, le fascisme fait partie de leur panoplie idéologique au même titre que le régime qui l'engendre, dès lors ne faudrait-il pas les traiter en tant que tel ?

Quelque part quand on parle de double langage ou double jeu, on colporte l'illusion que les médias et les partis qui s'y livrent ne tiendraient pas qu'un seul langage ou ne joueraient pas qu'un seul jeu, que leur rôle serait ambiguë ou contradictoire, alors qu'en réalité il s'agit de la même partition exécutée à des moments différents pour le compte du régime en place en fonction de ses besoins.

Que l'on distingue ces différents moments est une chose et nous ne tomberons pas dans le travers gauchiste qui consiste à les identifier, mais qu'on n'en profite pas pour nier leur véritable nature qui leur est commune et fondamentalementalement réactionnaire quelle que soit la posture ou le discours qu'ils adoptent, il en va également ainsi du PS depuis un siècle.

Les conciliateurs ou démagogues opposent artificiellement ces différents manifestations ou personnages joués par le même acteur de telle sorte que son véritable rôle porte à controverse ou sa véritable nature s'en trouve diluée au point qu'on en perde la trace et lui en prête une qui ne correspond pas à la réalité. Une fois cette confusion établie et sans cesse alimentée pendant des décennies et des décennies, il deviendra impossible de rétablir la vérté sur sa véritable nature sans se livrer à une polémique acharnée. Or, c'est justement ce que les différents partis ouvriers s'emploient à éviter soigneusement, de telle sorte que l'imposture perdure indéfiniment. Ils craignent même d'affronter directement les médias qui s'emploient à conditionner les masses. Certains peuvent se gausser de l'incapacité du Front de gauche de rompre avec le capital ou l'UE ou de les affronter, ce qui caractérise leur capitulation politique, ils ne font guère mieux en pratiquant à leur tour un double langage, plus feutré ou plus sournois généralement en épargnant tour à tour le gouvernement, le PS ou les appareils corrompus des syndicats.

Ils sont passés tour à tour d'un soutien ouvert à un soutien sous réserve au PS pour finalement tenir un discours en apparence radical, dans lequel ils se contentent de s'opposer à sa politique sans le caractériser politiquement pour ne pas avoir à en dévoiler la véritable nature qu'ils refusent toujours d'admettre, car cela les forcerait à faire la critique de l'appréciation qu'ils avaient portée sur ce parti pendant près de 70 ans, et du même coup sur leur propre stratégie politique qui partant de là ne pouvait avoir été qu'erronée puisque reposant sur une base fausse.

Qu'il existe une inifinité de nuances de gris entre le noir et le blanc ne doit pas nous aveugler au point de perdre de vue que certains acteurs comportent dans leur histoire passé tellement de taches noires à leur actif, qu'ils penchent irrésistiblement vers cette couleur, qui en dernier ressort est leur couleur de ralliement.

Commentaire d'internaute.

1- "Allez voir le PS n'a pas été gêné de faire élire Mitterrand qui avait collaboré avec les nazis sous l'occupation allemande lire sur Internet : 19 juin 1942 - F. Mitterrand à Vichy."

Pour monter dans la hiérarchie du PS, il ne faut avoir aucun principe, aucun scrupule, aucune morale à part ceux qui font les personnages les plus sordides ou cruels de l'histoire, il faut être une véritable crapule sous l'emprise d'une ambition dévorante et d'une hypocrisie sans limite ou animé par un état esprit opportuniste et cynique à toute épreuve, ne pas craindre de se contredire ou de se renier si nécessaire en ignorant la honte tant on méprise le reste du monde. Cette description n'est pas exhaustive loin de là !

2- "Comment cacher des parts sombres de sa personne? En détournant l'attention sur un bouc émissaire, en l'occurence Jean-Marie Le Pen! Peut-être que ce dernier aurait pratiqué la torture en Algérie française, mais ceux qui éructent oublient que ces actes odieux étaient demandés et même couverts par le gouvernement de l'époque, celui de Guy Mollet, de la SFIO (section française de l'internationale socialiste), appellation du parti socialiste. Et qui était le ministre de l'Intérieur du gouvernement socialiste, un autre socialiste? François Mitterrand, qui signait les condamnations à mort.

Avec le culot habituel aux socialistes, le PS clame son action anti-colonialiste… en oubliant que depuis sa naissance à 1960, il a été colonialiste et même à l'origine de guerres coloniales! Ainsi les massacres de Madagascar de 1948, plusieurs milliers de morts, c'était également un gouvernement socialiste qui en était le responsable."

Dès qu'on remue un peu le passé du PS on est pris de nausée, c'est valable pour le PCF également. Inutile d'insister sur les partis de droites ou d'extrêmes droites et leurs dirigeants passibles du peloton d'exécution.

ACTUALITE EN TITRES

Quel stress !

Les banques US franchissent le premier obstacle des stress tests - Reuters

Les 31 banques américaines soumises aux tests de résistance de la Réserve fédérale sont parvenues à afficher un ratio de fonds propres au moins égal à 5% dans le cadre d'un scénario de crise, a annoncé jeudi la Fed, ce qui illustre la poursuite du redressement du secteur.

Les mastodontes du secteur comme Goldman Sachs, Morgan Stanley et JP Morgan Chase & Co figurent toutefois parmi les cinq banques affichant les plus faibles ratios. Reuters 05.03

Fusion ou dilution?

Envisageraient-ils de fusionner le dollar et l'euro une fois ramenés à parité égale dans la foulée de l'adoption du traité de libre-échange USA-UE ? Le hold-up serait total.

- La BCE donne un coup à l'euro, qui passe sous un nouveau cap face au dollar - AFP

L'euro baissait face à la monnaie américaine jeudi, passant un temps sous 1,10 dollar pour la première fois en onze ans et demi, face au volontarisme affiché par la Banque centrale européenne (BCE) sur son programme imminent de rachats d'actifs. AFP 05.03

Le noeud coulant se resserre inexorablement

- Les communes en difficulté financière - Francetv info

La baisse des dotations de l'État étouffe les communes qui se retrouvent en difficultés financières. Francetv info 05.03

Même pour simplement survivre la magie ne suffit pas.

Vu d'un paradis fiscal fondateur de l'UE.

- François Hollande s'offre une parenthèse enchantée au Grand-Duché - LeFigaro.fr

- Au Luxembourg, Hollande évite le fâcheux sujet de l'optimisation fiscale - LeMonde.fr

- Pour François Hollande, "la reprise est là" - Francetv info

… la preuve…

- Chômage: "évidemment pas de recette magique", selon Da Silva (PS) - AFP

- Le chômage a atteint la barre des 10% fin 2014 en métropole - AFP

Avec l'outre-mer, le chômage progresse également de 0,1 point au 4e trimestre, pour atteindre 10,4%, a annoncé jeudi l'Institut national de la statistique.

Au total, l'Insee a comptabilisé, fin 2014, 2,877 millions de chômeurs en métropole, soit 124.000 de plus que fin 2013 ("4,5%).

L'indicateur de l'Insee, le seul reconnu à l'international, reste moins sévère que celui de Pôle emploi, qui comptabilisait 3,50 millions d'inscrits sans aucune activité en métropole fin décembre, soit 189.000 de plus que fin 2013 ("5,7%). Le chômage Pôle emploi a, depuis, connu un mois de légère baisse en janvier, pour s'établir à 3,48 millions. AFP 05.03

A qui profite le chômage de masse ? Réponse.

- Wall Street chute sous l'effet de la baisse du chômage AFP

A quoi doit servir la crise ? Réponse ?

- Le patronat évoque 7,1 milliards d'économies sur les retraites Reuters -

- Les entreprises serrent toujours la vis salariale, quitte à susciter la grogne AFP

A qui profite-t-elle ? Réponse.

- Sergio Marchionne (Fiat-Chrysler) a vu ses revenus bondir de 83% en 2014 Reuters

- Forbes 2015: Qui sont les 15 plus grandes fortunes françaises? - huffingtonpost.fr

Héritière du groupe L'Oréal, Liliane Bettencourt grappille une place par rapport à 2014, grâce à un gain de près de six milliards de dollars.

Bernard Arnault passe quant à lui de la 15e à la 13e place, et augmente ainsi sa fortune de 33,5 à 37,2 milliards de dollars.

Progression beaucoup plus spectaculaire en ce qui concerne l'Hexagone, mais aussi l'une des plus conséquentes dans ce top 500 mondial, celle du franco-israélien Patrick Drahi, qui aurait l'intention de racheter Bouygues. Avec une fortune estimée par Forbes à 16 milliards de dollars, il enregistre un gain de près de 10 milliards de dollars et devient donc la 3e fortune française (passe de la 215e à la 57e place mondiale). huffingtonpost.fr 02.03

Intox

- Le Luxembourg, qui présidera l'UE va abandonner le secret bancaire - Francetv info

- Le gouvernement dévoile ses mesures contre l'"apartheid", logement en tête - AFP

En Palestine ?

Lobbyisme. La dictature c'est aussi cela

- Détecteur de fumée : 15 euros contre des vies sauves - Francetv info

Ils ont un sexe à la place du cerveau, suite.

Quel gâchis !

- Lesbiennes : «vivons heureuses, vivons cachées» ? - Liberation.fr

L'association SOS homophobie publie ce jeudi son enquête sur la visibilité des lesbiennes et la lesbophobie. Liberation.fr 05.03

Hôtel de passes

- Aidants sexuels pour handicapés : la justice oblige un hôtel à héberger une formation - Francetv info

Cul de poule !

- Jean-Vincent Placé rend hommage aux femmes en posant avec une poule - 20minutes.fr

L'élu écologiste prend la pose dans «Marie-Claire» à l'occasion de Journée des droits des femmes. 20minutes.fr 05.03

Il a rien trouvé de mieux, il a dû faire fuir les femmes, c'est pathétique !

Allumeuses, provocatrices, complexées, hypocrites, injustes... et pas seulement au travail !

- 80% des femmes se disent victimes de sexisme au travail - Francetv info

Dimanche 8 mars a lieu la journée des femmes. A cette occasion France 3 s'intéresse au problème du sexisme au travail. 80% des femmes salariées disent en être victimes. Francetv info 05.03

Et dire qu'on les aime telles qu'elles sont, comme quoi les hommes sont toutefois plus tolérants qu'on veut bien le dire...

A Cran... d'arrêt !

- Le Cran exige le retrait d'une pâtisserie jugée raciste - Francetv info

Comme l'explique Le Parisien du jeudi 5 mars, des gâteaux baptisés "Dieux" et "Déesses" sont à l'origine d'une polémique : il s'agit de personnages en chocolat noir, aux lèvres roses, affublés de sexes démesurés. Le Conseil représentatif des associations noires (Cran) y voit une représentation raciste de personnes noires et dénonce des "caricatures négrières, obscènes et injurieuses qui puisent dans la vieille tradition du racisme colonial". Francetv info 05.03

C'est plutôt un honneur pour un mâle d'être bien membré et pour une femelle d'être une grosse jouisseuse, il y a tellement d'homme qui rêvent d'avoir un sexe plus long et plus gros et de femme de se défaire de leurs complexes pour enfin jouir librement ou connaître l'orgasme dont elles sont frustrées les malheureuses. On les plaint sincèrement.

Ce pâtissiers devraient au contraire être décorés par l'Union africaine.

Le Cran doit être composé d'impuissants ou de grands frustrés qui ne se reconnaissent pas dans ces gâteries. Détendez-vous, si c'est possible, décomplexez-vous l'homme blanc vous envie ! Ce n'est pas le seul domaine où ils le dominent, mais apparemment ils ne peuvent de départir de leur réflexe d'esclave qui en font de bons serviteurs du régime.

On se détend camarades, c'est le week-end, on a pitié de ceux qui doivent attendre le week-end pour se livrer à ce plaisir, ils sont si rares dans la vie, n'est-ce pas ?

Vous pouvez vous offrir une religieuse, à moins que vous ne craigniez un procès des intégristes catholiques pour canibalisme !

Il faut même un cran d'arrêt à ce délire des chiens de garde du régime qui n'ont aucune légitimité sinon celle qu'il leur accorde avec le soutien des médias de merde, qui pour le coup est toujours de la même couleur, allez savoir pourquoi, une anomalie génétique qu'il va falloir corriger rapidement...

Au fait, ici c'est déjà l'été et Selvi (ma compagne) qui travaille l'après-midi à l'extérieur a bien bronzé depuis deux semaines, elle est devenue aussi noire qu'une Sénégalaise ou mon gendre Dany, quel délice, à consommer sans modération ! De son côté le blanc est sa couleur préférée, elle en rafole, alors imaginez un peu le cocktail... La suite est personnelle...

Que risquent-ils ? Rien, une simple amende.

- Corruption en Espagne : 40 personnes devant la justice, la droite inquiétée - LeMonde.fr

- Fraude à Pompéi : la police saisit des biens d'une valeur de six millions d'euros - euronews.com

Ils présentent les Grecs comme des mendiants, des voleurs ou des profiteurs.

- Les poches vides, Athènes revient solliciter ses créanciers - AFP

Le gouvernement d'Alexis Tsipras a repris son bâton de pèlerin pour convaincre les Européens de desserrer les cordons de la bourse afin d'éviter à la Grèce un nouveau "thriller" financier. AFP 05.03

Mauvaise nouvelle pour Paris et Washington.

- Jihadistes: le commandant militaire de la branche syrienne d'Al-Qaïda tué Mohamad Ali Harissi - AFP

Ils cherchent un nouveau moyen d'atteindre la République arabe syrienne et le peuple syrien qui résistent.

- L'Onu condamne l'usage militaire du chlore en Syrie - Reuters

Mais pas l'usage des bombes à l'uranium appauvri (Etats-Unis) ou au phosphore blanc (Israël).

Comme à Moscou, à qui profite le crime ?

- Argentine : l'enquête de la famille du procureur Nisman conclut à son meurtre - LeMonde.fr

La famille se substitue à la justice... Normal pour les médias, en dans l'affaire Boulin ?

On prend peu de risques en émettant l'hypothèse que l'un serait signé de la main de la CIA et l'autre de celle du Mossad pour les imputer à Kirchner et Poutine.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Ukraine : une loi pour accroître d'un tiers les effectifs de l'armée - euronews.com

En plein cessez-le-feu dans l'Est du pays, une loi qui vient d'être votée par le Parlement va permettre de porter le nombre de soldats à 250 000.

Le texte a obtenu 270 voix sur 450, soit une large majorité.

"Dans à peine deux mois, les activités militaires vont sans doute reprendre à grande échelle. Et chaque jour où nous nous rendons au Parlement, nous devons nous demander ce que nous avons fait pour arrêter l'agresseur, éviter des pertes excessives et récupérer l'ensemble du territoire ukrainien" argumente Iouri Lutsenko, le leader du Bloc Petro Porochenko.

Si le cessez-le-feu en vigueur depuis le mois dernier est globalement respecté, il y a toujours des affrontements sporadiques dans l'Est. D'après un porte-parole de l'armée, il y aurait eu pas moins de quarante attaques menées par les rebelles ces dernières 24 heures.

Moscou nie la présence de soldats russes et dénonce celle de militaires américains : "Ces jours-ci, environ 300 hommes appartenant à la 173ème brigade aéroportée des forces armées américaines basée en Italie sont déployés à la base de Yavorsky dans la province de Lviv. Ces hommes vont apprendre aux soldats ukrainiens comment utiliser l'armement américain" affirme Alexander Loukachevitch, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

Ce type d'entraînement de soldats ukrainiens par des militaires américains dans l'Ouest du pays a déjà eu lieu en septembre. euronews.com 05.03

2- Russie

2.1- La Russie met en garde USA/OTAN - french.irib.ir

«Les exercices conjoints des Etats-Unis et de l'OTAN, en mer Noire, peuvent avoir de graves conséquences», a prévenu le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. «Les exercices des navires de guerre des Etats-Unis et de l'OTAN, en mer Noire, peuvent avoir de graves conséquences, pour le règlement du conflit ukrainien», a déclaré le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexander Lukashevich, au briefing d'aujourd'hui. «Je dirais que c'est une provocation», a annoncé le diplomate russe. "L'entrée des navires de guerre de l'OTAN, en mer Noire, n'aidera, non plus, en rien, au règlement de la crise, au Moyen-Orient", a-t-il dit. "Toute présence militaire, près de la zone du confllit, riquerait d'engendrer des conséquences très dangreuses", a-t-il, encore, averti. Il a, par la suite, qualifié d'inquiétantes, les informations, qui indiquent que les Etats-Unis auraient l'intention de fournir des armes à Kiev. "Les Etats-Unis ne sont pas à la recherche d'une solution pacifique et d'une paix, en Ukraine, et ils envisagent de reprendre le conflit armé, dans ce pays", a-t-il conclu. french.irib.ir 05.03

2.2- Attaque contre la Syrie : la Russie met en garde les USA - french.irib.ir

Le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a mis en garde les Etats-Unis contre une éventuelle attaque contre les positions des forces de l'armée syrienne.

"L'avertissement lancé par les Etats-Unis d'attaquer les forces syriennes est inquiétant et un acte illégal", a affirmé, jeudi, Alexander Lukashevich. "La destination finale des armes américaines et des alliés de Washington ,pour les opposants syriens, qui sont qualifiés de «modérés», est une question importante, qui est évoquée, actuellement, dans les milieux politiques", a ajouté M. Lukashevich.

Les Etats-Unis ont averti que si l'armée syrienne attaquait les terroristes appelés, par Washington, «les forces syriennes modérées», la voie à une attaque américaine contre les forces gouvernementales syriennes serait, alors, aplanie. "La Russie poursuit ses efforts, pour faire avancer le dialogue national, en Syrie", a précisé Lukashevich, en soulignant l'importance de la reprise des négociations syro-syriennes. french.irib.ir 06.03

3- Syrie

3.1- Selon le chef de la diplomatie américaine John Kerry, "une pression militaire sera peut-être nécessaire pour faire partir Assad". - sputniknews.com

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry n'exclut pas la possibilité d'une "pression militaire" pour amener le président syrien Bachar el-Assad à démissionner, a annoncé la chaîne de télévision Al-Hadath.

"Une pression militaire sera peut-être nécessaire pour faire partir Assad", a déclaré le chef de la diplomatie américaine en visite à Riyad. sputniknews.com 05.03

3.2- Alep: Le QG du renseignement de l'armée de l'air attaqué - french.irib.ir

En Syrie, les médias ont rapporté que les forces de l'armée et celles du QG des services de renseignement de l'armée de l'air avaient repoussé l'attaque des terroristes takfiris du groupe d'Al-Nosra contre les locaux dudit bâtiment, à Alep.

Selon "Al-Watan", le colonel Adib Salamah, Chef du département des renseignements aériens, dans la province d'Alep, a souligné que les forces de l'armée et du QG des services de renseignement de l'armée de l'air ont pu déjouer l'attaque des Takfiris du Front Al-Nosra contre la cité de peuplement chiite d'Az-Zahra et le bâtiment du QG des services de renseignement de l'armée de l'air.

Et ce, alors qu'une délégation, qui représente le médiateur de l'ONU, pour la Syrie, Staffan de Mistura, est arrivée, en Syrie, il y a quelques jours, afin d'évaluer la situation qui prévaut à Alep. Les groupes terroristes tentent, manifestement, de torpiller les efforts de cette délégation onusienne, en intensifiant leurs attaques contre Alep.

A Alep, les opérations de l'armée régulière syrienne sont sous le commandement du colonel Adib Salamah. Ce dernier a ajouté que des dizaines des terroristes ont été liquidés, au cours des frappes aériennes lancées par les chasseurs-bombardiers syriens contre les positions et les bases des terroristes. Selon ce rapport, les assaillants liés au Front Al-Nosra et à leurs alliés extrémistes sont à l'origine d'une puissante explosion. La puissante charge explosive souterraine déposée sous le bâtiment abritant le siège du service de renseignement a détruit le mur extérieur du QG des services de renseignement de l'armée de l'air. french.irib.ir 05.03

3.3- Syrie: violents combats à Alep, l'opposition veut négocier - AFP

De violents combats ont eu lieu jeudi à Alep tandis que le chef de l'opposition syrienne en exil a annoncé pour la première fois qu'il ne mettait plus le départ du président Bachar al-Assad comme condition préalable pour des négociations de paix.

i le secrétaire d'État américain John Kerry a confié qu'une "pression militaire" serait peut-être nécessaire pour faire partir le président Assad, Moscou a en revanche annoncé une nouvelle réunion entre l'opposition et le régime en avril à Moscou.

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a de son côté critiqué jeudi l'ONU et les grandes puissances pour n'avoir pas de "stratégie claire", mettant en garde contre la tentation de laisser le régime syrien "profiter de la présence" de l'Etat islamique pour acquérir une légitimité.

3.4- Rif de Damas: Al-Nosra saigne . - french.irib.ir

18 dirigeants du Font Al-Nosra ont été tués, en Syrie, a-t-on appris de sources d'information. Les avions de combat syriens ont bombardé les positions des terroristes, tuant et blessant nombre d'entre eux, ont annoncé des sources syriennes. Lors de ces raids, les avions syriens ont pris pour cibles les bastions des commandants du Front Al-Nosra, tuant 18 d'entre eux, selon ce rapport.

Ces opérations ont visé les positions des terroristes, dans la localité d'Al-Habit, dans la banlieue d'Idlib, blessant, également, nombre d'autres terroristes. Ces derniers jours, l'armée syrienne a multiplié ses attaques contre les positions des groupes terroristes, dans ce pays. french.irib.ir 06.03

4- Irak

4.1- " Daesh, on l'aura" (Armée de Badr) - french.irib.ir

"Les forces irakiennes poursuivront les Daechistes, même à l'extérieur des frontières irakiennes", a affirmé Hadi al-Aamari, le Président de l'Organisation Badr, les forces populaires, en Irak.

"La coalition internationale n'a eu aucune participation aux opérations de libération de Salaheddine", a déclaré Hadi al-Aamari, cité par Al-Alam.

Et Al-Aamari de poursuivre : «Au début, l'ennemi a résisté, mais aujourd'hui et hier soir, il n'a opposé qu'une faible résistance, dans certaines zones. Pour la première fois, les hommes des tribus El-Obeïd d'Al-Jabour se battent, aux côtés des forces de sécurité, contre Daesh. Les éléments de Daesh seront châtiés. Les Irakiens mettront fin à leur existence. Ils seront poursuivis, même à l'extérieur des frontières irakiennes. Nous les tuerons tous, jusqu'au dernier. Daesh a été créé avec l'argent des Etats-Unis, de l'Europe et des pays arabes du golfe Persique». french.irib.ir 05.03

4.2- Irak: le Hezbollah abat un avion US - french.irib.ir

Selon les sources militaires irakiennes, un avion transportant armes et munitions pour Daesh a été abattu, dans l'Ouest d'Al-Anbar. Selon le site Al-Messriyoun, "les forces populaires - ndlr : le Hezbollah d'Irak , armée de Badr- ont abattu un avion américain transportant des armements, à destination de Daesh, dans l'Ouest de la région d'Al-Baghdadi. L'avion larguait des caisses remplies d'armes destinées aux terroristes, ainsi que des denrées alimentaires.

Le Hebollah d'Irak avait mis en garde, la semaine dernière, contre toute aide, à destination des terroristes, d'où qu'elle vienne. Les avions de la coalition larguent, régulièrement, des convois d'armes et de munitions aux terroristes et bombardent les forces mobilisées, pour combattre Daesh. french.irib.ir 27.02

4.3- Irak: des Daeshistes "israéliens", capturés. - french.irib.ir

Les commandos du Hezbollah d'Irak ont capturé quatre "conseillers militaires" de Daesh ayant en leur possession des passeports américains et israéliens !! Selon une source sécuritaire irakienne, ces quatre conseillers, dont trois sont de nationalité israélo-américaine, et un quatrième, originaire de l'un des pays arabes du golfe Persique, ont été arrêtés, après qu'un centre de commandement de Daesh eut été pris pour cible, à Mossoul. "Après avoir reçu des informations sur la présence d'un centre de commandement bien équipé de Daesh et diligenté par des conseillers américains et israéliens, les unités des forces spéciales ont lancé cete offensive.

Ce centcom se situait, dans le désert de Tal Abat, dans la province de Mossoul, et il vient de tomber, au terme d'une opértaion baptisée "Dard du scorpion". Le centcom, une fois, tombé entre les mains de la Résistance, a été dynamité et détruit. Les conseillers militaires de Daesh ont été transférés, dans un centre de sécurité, à Bagdad. Daesh est une création israélo-américaine destinée à provoquer l'effondrement des Etats- nations du Moyen-Orient. french.irib.ir 06.03

ECONOMIE

Pétrole

- Les Etats-Unis ne savent plus où stocker leur pétrole - latribune.fr

Aux Etats-Unis, on déborde de pétrole. Et ce n'est pas forcément une bonne nouvelle. L'agence américaine AP rapporte ainsi que les cuves américaines qui servent à stocker le pétrole sont pratiquement pleines depuis plusieurs semaines. Le pays n'arrive pas à écouler toute la quantité d'or noir qu'il possède ou qu'il a importée. Conséquence, les prix sur les marchés pourraient brutalement chuter dans les prochains mois.

Durant les sept dernières semaines, les Etats-Unis ont produit et importé en moyenne un million de barils de pétrole de plus par jour qu'ils n'en consomment. Stocké principalement à Cushing dans l'Oklahoma, la quantité d'or noir disponible a atteint un niveau jamais vu depuis 80 ans, souligne le département américain de l'énergie. Sur place, on craint même le "tank tops", cette limite où plus une goutte de pétrole ne pourra être stockée.

Un baril à 20 dollars?

Sur le marché, on craint une baisse brutale des prix du fait de ce calage. Le prix du baril a déjà chuté de 50% entre juin 2014 et le début de l'année 2015, atteignant 50 dollars le baril. Il est même passé brièvement sous cette barre symbolique début janvier. Mais cela pourrait s'accentuer. Cité par l'agence AP, Ed Morse, le chef des recherches sur les matières premières à la Citibank, affirme qu'il pourrait tomber sous les 20 dollars. A ce prix, les compagnies pétrolières pourraient décider d'arrêter de pomper pour éviter des pertes trop colossales. Et attendre une remontée.

Le problème est pris d'autant plus au sérieux qu'il est accentué par d'autres phénomènes. D'abord celui de la production de pétrole. Elle continue à augmenter aux Etats-Unis. Les nouveaux investissements sont gelés mais la production ne pourra être réduite que plus tard dans l'année. Par ailleurs, le pétrole extrait aux Etats-Unis est très souvent du light sweet crude. Mais de nombreuses raffineries américaines n'ont pas les capacités de le traiter. Quant à l'export, il est strictement encadré par des lois fédérales. Enfin, c'est l'une des pires périodes de l'année en matière de demande de carburant dans les pompes américaines. Les raffineurs ne sont donc pas encouragés à augmenter leur activité en ce moment... Alors dans les cuves de l'Oklahoma, le niveau monte. latribune.fr 06.03

Haut de page

Le 8 mars 2015

CAUSERIE

On a ajouté 41 articles.

On a écrit que tous les articles que nous mettons en ligne ne servaient à rien dans la mesure où il ne débouchait sur aucun objetif politique pratique ou ne s'inscrivait pas dans cette perspective, la littérature de tous les partis ouvriers également dans la mesure où ils refusent de combattre la propagande de notre ennemi sur le terrain idéologique et psychologique ainsi que leurs campagnes de désinformation permanente qui permettent de conditionner les travailleurs et de les maintenir dans l'ignorance.

Il est utile de mener la lutte sur le plan social, mais si elle ne s'articule pas avec le combat pour arracher les masses de leur ignorance qui les enchaîne au régime, elles demeureront sous l'influence du pouvoir qu'exerce le régime sur elles et nous n'arriverons jamais à rien, c'est tout ce que je voulais dire, cela me paraît logique et cohérent, non ?

Des fascistes font partie du gouvernement ukrainien. Le rapporteur de l'assemblée nationale ukrainienne, Andriy Parubiy, un dirigeant du parti au pouvoir, est aussi un co-fondateur de Svoboda. Porochenko et les membres du gouvernement fasciste ukrainien sont reçus à l'Elysée.

Pourquoi ceux qui prétendent combattre la montée de l'extrême droite ou le FN en France ne dénoncent-ils pas cette collusion entre les fascistes et le PS (et ses satellites), au delà entre les fascistes et la Commission européenne, le FMI, Washington ?

Pourquoi les partis dits ouvriers ou se réclamant du socialisme ne mènent-ils pas une campagne commune nationale sur ce thème pour briser l'imposture, l'image trompeuse de parti démocratique, de gauche ou socialiste que se donne le PS ? Pourquoi le ménagent-ils ? Parce que cela permettrait de mettre en lumière sa véritable nature de parti de droite et qu'ils n'y tiennent pas

pour avoir collaboré avec lui pendant des décennies, ils ne l'ont pas fait hier, ils ne le font pas aujourd'hui et ne le feront pas demain, pourquoi sinon parce qu'ils sont eux-mêmes trop corrompus ou ont définitivement abandonné leur nature de partis ouvriers (réelle ou non) ou sont devenus des partis démocratiques petits bourgeois liés au régime en place au même titre que le PS.

Il faut avor à l'esprit que ceux qui appellent à la mobilisation le 9 avril prochain et ceux qui y participeront sont ceux qui dans leur immense majorité ont voté Hollande et et PS en juin 2012.

On n'actualisera pas la causerie aujourd'hui, on se contentera d'un extrait d'article et de deux vidéos.

Les dirigeants des puissances occidentales soutiennent le fascisme

Ne cherchez pas les expressions, fascisme, fasciste, nazi, ils ne figurent pas dans le dernier numéro d'Informations ouvrières (341) Information ou désinformation ?

- La renaissance du fascisme sous une forme moderne - John Pilger - legrandsoir.info 06.03

Extraits.

Car c'est leur fascisme.

« Déclencher une guerre d'agression.., ont déclaré les juges du tribunal de Nuremberg en 1946, est non seulement un crime international mais de plus le pire crime international car, par rapport aux autres crimes de guerre, il contient en lui toute la malfaisance des autres crime de guerre réunis. »

Durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Amérique (et la Grande-Bretagne) entrèrent en guerre contre la Grèce qui venait de se battre héroïquement contre le nazisme et résistait à l'avènement d'un fascisme grec. En 1967, la CIA aida une junte militaire fasciste à prendre le pouvoir à Athènes, comme elle le fit au Brésil et dans la plupart des pays d'Amérique latine. Les Allemands et les Européens de l'Est qui avaient collaboré avec les nazis et leurs crimes contre l'humanité reçurent l'asile aux États-Unis.

Dans les années 1990, alors que les anciennes républiques soviétiques, l'Europe de l'Est et les Balkans, devenaient des avant-postes militaires de l'Otan, on a donné leur chance aux héritiers du mouvement nazi ukrainien. Responsable de la mort de milliers de juifs, Polonais et Russes durant l'invasion de l'Union soviétique par les nazis, le mouvement fasciste ukrainien fut réhabilité et cette nouvelle vague considérée comme nationaliste par ceux qui gouvernent.

Cette vague a atteint son apogée quand l'administration Obama a misé 5 milliards de dollars sur un coup d'État contre le gouvernement élu en place. Les troupes de choc étaient formées de néo–nazis du Secteur Droit et de Svoboda. Parmi leurs dirigeants on retrouve Oleh Tyahnybok, qui a appelé à la purge de la mafia juive et moscovite et autres merdes telles que les homosexuels, les féministes et les gauchistes.

Ces fascistes font maintenant partie du gouvernement ukrainien issu du coup d'État. Le rapporteur de l'assemblée nationale ukrainienne, Andriy Parubiy, un dirigeant du parti au pouvoir, est aussi un co-fondateur de Svoboda. Le 14 février, Parubiy annonça qu'il partait pour Washington afin d'obtenir que « les États-Unis nous fournissent des armes de précision ». S'il y arrive, cela sera considéré comme un acte de guerre par la Russie. Aucun dirigeant occidental ne s'est insurgé contre cette renaissance du fascisme en plein coeur de l'Europe, à l'exception de Vladimir Poutine...

L'intensité de la campagne de dénigrement contre la Russie et la présentation de son président comme un méchant de foire ne ressemble à rien de ce que j'ai pu voir au cours de ma vie de journaliste. Robert Parry, un des journalistes d'investigation américain les plus réputés, qui a révélé le scandale Iran–Contra, a écrit récemment : « Aucun gouvernement occidental, depuis l'Allemagne hitlérienne, n'avait osé envoyer des troupes de choc nazies contre sa propre population, mais le régime de Kiev l'a fait et en toute conscience. Pourtant, le monde politicomédiatique

Il a fait tout ce qu'il a pu pour cacher cette réalité, allant jusqu'à ignorer des faits clairement établis... Si vous vous demandez comment le monde pourrait tomber dans une troisième guerre mondiale – comme cela s'est passé pour la première il y a un siècle – tout ce que vous avez a faire est de regarder la folie en ce qui concerne l'Ukraine, folie qui se montre imperméable aux faits ou à la raison. »

En 1946, le procureur du tribunal de Nuremberg a déclaré aux journaux allemands : « L'utilisation par les conspirateurs nazis de la guerre psychologique est bien connue. Avant chaque attaque majeure, à l'exception de celles reposant sur la rapidité d'action, ils démarraient une campagne de presse destinée à abaisser leurs victimes et à préparer psychologiquement le peuple allemand à l'attaque... Dans le système de propagande de l'État hitlérien, les armes les plus importantes furent la presse quotidienne et la radio. »

Les maitres du monde ne veulent pas seulement que l'Ukraine soit une base de missiles, ils veulent son économie. La nouvelle ministre des finances de Kiev, Nataliwe Jaresko, est une Américaine, ancienne fonctionnaire du Département d'État américain en charge des investissements à l'étranger. On lui a octroyé la nationalité ukrainienne en toute hâte.

Ils veulent l'Ukraine pour son gaz abondant. Le fils du vice-président Joe Biden est entré au conseil d'administration de la plus grosse compagnie pétrolière d'Ukraine. Les fabricants de graines génétiquement modifiées, comme le tristement célèbre Monsanto, veulent les riches terres cultivables de l'Ukraine. Mais par dessus tout, ils veulent le puissant voisin de l'Ukraine, la Russie. Ils veulent balkaniser et démembrer la Russie pour exploiter la plus grande source de gaz naturel sur terre. Alors que l'Arctique fond, ils veulent contrôler l'océan Arctique et ses richesses énergétiques, tout comme les terres russes qui le longent. Leur homme à Moscou fut Boris Eltsine, un alcoolique, qui livra l'économie de son pays à l'Occident. Son successeur, Poutine, a rétabli la souveraineté russe. Tel est son crime.

Notre responsabilité ici est donc claire. Elle repose sur l'identification et la mise à nu des mensonges permanents des va-t-en guerre et à ne jamais collaborer avec eux. Elle est dans le réveil des grands mouvements populaires qui ont conduit une civilisation fragile vers des États modernes. Et, plus que tout, elle réside dans notre habileté à empêcher qu'ils ne nous écrasent. Si nous restons silencieux, leur victoire sur nous est assurée et l'holocauste est proche. John Pilger.

Monsieur John Pilger, votre article est clair, précis, bien argumenté ou étayé, brillant, vous avez raison, il faut combattre au quotidien la désinformation, la campagne d'intoxication des médias et des différentes institutions en direction de la population qui relaient la propagande des néolibéraux ou néoconservateurs, vous avez encore raison lorsque vous mettez en avant la nécessité du "réveil des grands mouvements populaires", mais il ne suffira pas de ne pas rester "silencieux" pour que la masse de la population exploitée et opprimée se soulèvent contre un ordre mondial devenu tyrannique et tendant vers le fascisme et parvienne à le vaincre.

Vous aurez constaté comme nous qu'en parole, selon les circonstances on peut facilement se faire passer pour ce qu'on n'est pas, passer d'une position à son contraire, soutenir un jour une idée et la dénoncer un autre jour, être progressiste en parole et réactionnaire en acte ou sur le fond. Vous pouvez dénoncer les méfaits du capitalisme à longueur de temps sans que cela ne change quoi que soit. Il y a plein de gens de bonne volonté à travers le monde qui passent leur temps à refaire le monde entre quatre murs sans qu'il en sorte quoi que ce soit. Les bonnes intentions sont insuffisantes ou ne nous disent rien sur ce qu'il faudrait faire pour changer radicalement la société. Il ne suffit pas de constater que tout part à vau l'eau, faut-il encore savoir comment s'y prendre pour inverser le cours des choses, quelle force utiliser, quel moyen doit-on se forger, et la parole est impuissante. S'apitoyer sur l'état du monde n'apporte rien non plus. Il n'a jamais été brillant au point de le célébrer ou d'y faire référence comme une réussite, et pour que ces "Etats modernes" aient pu faire illusion, encore fallait-il avoir des œillères ou ne pas trop se pencher sur les conditions d'existence des populations qui subissaient leur domination, leur oppression et bien pire encore.

La parole n'est liée à rien ou sans effet en soi, elle se réduit à elle-même, d'où la faculté de produire des discours qui se traduiront par des effets inverses dans la bouche de gens malhonnêtes, hypocrites, démagogues ou populistes.

La parole ne dépasse pas le stade de l'idée, elle présente une utilité ou se réalise uniquement sous l'action des hommes qui la mettent en pratique. Les paroles s'envolent, seuls les actes ou faits demeurent. Dès lors la question est de savoir si réellement on veut changer la société et le monde et si on s'en donne ou non les moyens pratiques. Est-on prêt ou non à affronter directement notre ennemi pour y parvenir, ou on renonce face à l'immensité de la tâche à accomplir, on capitule lamentablement, par lâcheté ou intérêt individuel, et nos belles paroles ne servent finalement qu'à nous donner bonne conscience.

Il faut impérativement combiner le combat social et politique, et faire en sorte que les différentes couches d'exploités et d'opprimés se rassemblent, s'organisent, combattent ensemble le même ennemi dans la même direction, dans le même objectif, renversent l'ordre établi et s'emparent du pouvoir politique pour l'éradiquer de la planète, pour qu'il ne puisse plus jamais nuire à l'humanité, il faut l'anéantir, l'exterminer pour l'empêcher de se réarmer et de reprendre le pouvoir, il faut donc construire cette organisation, ce parti sur la base de ces objectifs politiques qui rassemblent et guident les masses exploités et opprimés dans chaque pays et à l'échelle internationale...

Le problème ou le défaut de ces intellectuels, c'est qu'ils sont incapables ou refusent de se tourner vers la classe ouvrière qui seule peut changer la société. Ce n'est pas trop qu'ils lui refuseraient ce droit, ils ne la croient pas capable d'atteindre cet objectif, ils baignent en pleine confusion ne comprenant pas que leur rôle à eux les intellectuels, qui ne peuvent pas à eux seuls prendre le pouvoir, est de se placer au côté de la classe ouvrière, de l'aider à s'organiser, à élever son niveau de conscience politique, que la solution à notre problème réside en quelque sorte dans la combinaison ou l'alliance de ces deux couches d'expoitées de la société, qui doivent agir ensemble. A suivre.

Vidéos.

1- Syrie: la vérité qu'on vous cache.
https://www.youtube.com/watch?v=xryY24_WD8A

Ajoutée le 4 mars 2015

Mère Agnès Mariam de la Croix, carmélite, est supérieure du monastère Saint-Jacques le Mutilé à Qara, près de Homs, en Syrie. Elle est née en Palestine, de nationalité Franco-Libanaise et vit en Syrie. Elle vient spécialement en France pour alerter l'opinion publique sur la désinformation dont nous souffrons de la part des médias du système, et raconter le calvaire que vit le peuple syrien, victime impuissante de l'acharnement des puissances occidentales.

2- Témoignage du Dr Nabil Antaki sur la guerre en Syrie [22.02.2015] - arretsurinfo.ch
https://www.youtube.com/watch?v=Ura6P4jIEjU

Ajoutée le 25 févr. 2015

M. Antaki aurait pu quitter sa ville d' Alep pour se mettre à l'abri. Il a au contraire décidé de rester pour se mettre au service des plus démunis dans le cadre notamment de l'organisation caritative des "Maristes Bleus". Et pour témoigner de la gravité de la situation causée par le soutien apporté par l'Occident aux groupes armés venus de l'extérieur qui, depuis 4 ans, détruisent son pays et terrifient la population.

Haut de page

Le 9 mars 2015

CAUSERIE

Pendant des décennies on a fait croire que le PS (et le PCF) était de gauche sur la base des apparences alors que sur le fond ou en réalité il était de droite. Rappelons que ce qui définit la gauche consiste à oeuvrer pour le renversement du régime en place, le capitalisme, objectif qui n'a jamais été celui du PS depuis plus d'un siècle.

Les travailleurs ont été portés à croire que le PS était de gauche puisque pendant toute une période (les dites Trente glorieuses") il s'est placé à leur côté, alors qu'en réalité il n'avait fait que reprendre à son compte une partie des revendications sociales de la classe ouvrière pour empêcher que la petite bourgeoisie et les classes moyennes s'unissent à la classe ouvrière et renforcent le PC ou pire, rejoignent les différentes organisations trotskistes qui se développèrent particulèrement à partir de 1968. Il s'agissait de tenir les travailleur à l'écart des partis ou organisations qui symbolisaient à tort ou à raison le socialisme, la révolution russe de 1917 ou le communisme, en répondant a minima aux attentes des masses exploitées, en canalisant leur mobilisation plutôt qu'en la favorisant pour le compte du régime, dans un contexte où la redistribution d'une partie des profits réalisés par les capitalistes grâce aux gains extraordinaires de productivité d'après-guerre, était compatible avec la survie du capitalisme.

La crise du capitalisme avait été temporairement surmontée grâce à l'économie de guerre et la formidable destruction de forces productives qu'elle avait engendrée pour déboucher sur un nouveau cycle d'expansion du capitalisme en grande partie virtuelle ou financé à crédit ou reposant sur l'endettement. Les travailleurs et leurs organisations allaient réclamer leur part des énormes profits qui allaient découler de la reconstruction de l'économie capitaliste dont ils étaient les principaux architectes.

Le PS qui était sorti exsangue de la guerre au profit du PC et de la CGT devait absolument se refaire une santé et renouer des liens solides avec le mouvement ouvrier. Financé et remis en scelle par la bourgeoisie et Washington, tenant un dicours réformiste, atlantiste et férocement anticommuniste, il devait séduire des couches du prolétariat qui tiraient profit de leurs statuts privilégiés et étaient acquis à l'anticommunisme ou qui n'avaient aucun intérêt au renversement du capitalisme dont dépendait leur mode de vie relativement confortable ou supérieur au reste de la classe ouvrière. Bref, le PS surfa sur la vague de mobilisation de la classe ouvrière pour se refaire une santé sans jamais présenter le moindre danger pour l'ordre établi auquel il était totalement soumis. C'est ainsi que naquit le mythe du parti de gauche passé avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade en 1914, dont il fallait effacer ou taire le passé épouvantable fait de trahisons et d'imposture permanentes et bien pire encore.

Plus tard, au fil du temps à partir de mai 1981 ce mythe se fissura et partit en lambeaux pour laisser place de nos jours à sa véritable nature réactionnaire.

Bien des travailleurs ont cru que le PS était de gauche et certains le croient encore bien que de moins en moins par la force des choses. Puis ils en sont arrivés à en douter, un peu, davantage, plus encore. Ensuite, il a bien fallu qu'ils se rendent à l'évidence que la politique appliquée par le PS ne différait guère de celle du parti de l'ordre, l'UMP, un parti de droite, ce sur quoi ils n'ont aucun doute. Au-delà il leur a bien fallu admettre que par conséquent il n'existait aucune différence fondamentale entre un parti de droite et un parti de gauche. Ils ont entendu dire que la gauche était morte et nombreux doivent être logiquement portés

à le croire sur la base du constat précédent. Cependant le PS continue de se prétendre de gauche ou incarner la gauche, ce qui est logique puisque cela est indispensable pour remplir la fonction qui lui a été dévolue par le régime pour le soutenir.

Pire, les partis dits ouvriers ou se réclamant du socialisme continuent d'estimer que le PS serait de gauche, s'alliant avec lui lors d'élections ou appelant à voter pour ses candidats ou encore exigeant qu'il fasse une autre politique, lorgant sur ses élus ou ses militants, etc. donc allant à contre-courant des masses qui ont pris conscience que le PS ne pouvait pas incarner à la fois leurs intérêts et ceux des capitalistes, ce qui signifie que ces partis exigent des travailleurs dont le niveau de conscience a évolué ou est le plus avancé, qu'ils reviennent en arrière, qu'ils renoncent aux conclusions politiques auxquelles ils sont parvenus pour soutenir le PS et le gouvernement. Dans ces conditions les travailleurs sont instinctivement portés à rejeter tous les partis ouvriers qui ont fait et font encore la courte échelle au PS qu'ils honnissent désormais. Ils leur demandent d'abandonner l'idée qui'ls se sont forgés selon laquelle le PS ne vaudrait pas mieux que l'UMP, alors que c'est exact ou la réalité. Ils ouvrent donc pour le régime en place qu'on le veuille ou non ou qu'on l'admette ou non.

On s'aperçoit ici clairement qu'hier et avant-hier ils ont refusé de caractériser le PS comme un parti de droite ou du capital, prétextant qu'à une autre époque il organisait des pans de la classe ouvrière, et ils persistent alors qu'il est totalement coupé des masses exploitées en dehors de quelques couches privilégiées inféodées au régime, ce qui signifie qu'il s'agissait d'un faux argument pour justifier leur collusion avec le PS et le régime au nom du soutien aux réformes, qui en réalité s'est traduit très tôt, dès l'après-guerre par le reniement de leurs principes et de leur programme politique, du socialisme. Quelle que soit la politique menée par le PS, qu'il soit dans l'opposition parlementaire ou au pouvoir, ils adoptent pour ainsi dire les mêmes rapports avec ce parti. Ils peuvent le critiquer violemment ou tenir des discours en apparence radicaux contre le gouvernement ou le PS dans leurs publications ou déclarations, pour aussitôt ou à la première occasion les ménager ou signifier qu'ils n'entendent pas les affronter, on en a eu un exemple éclatant le lendemain des événements des 7 et 9 janvier dernier ou tous on reprit en choeur la version officielle jusqu'à l'excès de zèle !

C'est normal qu'ils adoptent cette attitude puisqu'ils se sont toujours accommodés de l'horrible passé du PS. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'il faut aller chercher ailleurs que dans les publications des partis ouvriers pour reconstituer ou découvrir les différentes étapes de l'histoire du PS qui n'ont rien de glorieux, et quand on en a pris connaissance on ne peut être qu'interloqué par le silence qui l'entoure, à l'instar d'ailleurs des dirigeants de l'UMP ou de l'UDI qui évitent d'y faire référence, ne parlons pas des manuels scolaires où l'histoire est totalement falsifiée. Ils pratiquent l'omerta, la loi du silence au même titre que les partis officiels du régime qui savent que le PS sert les mêmes intérêts qu'eux, qu'ils appartiennent à la même famille et qu'il n'y aurait rien de pire que les travailleurs l'apprennent ou parviennent à s'en convaincre, pour un peu les heures du régime seraient comptées. C'est à cette formidable imposture que tous les partis ouvriers ont participé et participent encore à différents degrés, osons le dire à ce complot contre les travailleurs qui doivent continuer d'ignorer que ce qui était censé incarner la gauche n'a en réalité jamais été de gauche, n'a jamais été socialiste, mais l'a toujours combattu.

On s'étonne ensuite qu'une partie des travailleurs se tournent vers l'extrême droite ou se réfugient dans l'abstention, se détournent de la politique pour en fait privilégier des solutions individuelles à leurs problèmes ou adopter un état d'esprit individualiste compatible avec le néolibéralisme qui en tire profit.

La stratégie adoptée envers le PS fut le produit de démagogues ou de dirigeants corrompus par le réformisme ou le capitalisme, cela revient au même, ayant rompu avec le socialisme. La situation actuelle est le produit de cette stratégie politique catastrophique qui nous a empêché de construire le parti ouvrier révolutionnaire, une fois abandonné le programme de la révolution socialiste mondiale.

Contrairement à ce qu'on nous a rabâché, la contradiction ne résidait pas dans l'origine ou la composition du PS par rapport à sa véritable nature inféodée au capitalisme, mais dans le fait de sa véritable nature sous-estimer, de la faire passer au second plan systématiquement pour finir par la nier ou l'occulter totalement ou ne pas avoir été capable d'en tirer toutes les conséquences politiques, pour ne pas être allé au bout de notre analyse qui nous aurait interdit toute collusion avec ce parti de droite.

Quelle terrible illusion, confusion ou erreur politique ce fut de croire qu'en jouant la carte de la social-démocratie dégénérée ou régénérée par la bourgeoisie et l'impérialisme américain contre le stalinisme, on pourrait en tirer profit, pour quel résultat à l'arrivée, eh oui la formule objectif résultat vaut aussi pour nos dirigeants : aucun !

Et quand vous vous dites que cela mériterait tout de même quelques explications, on vous dénie ce droit ! En tant que militant ouvrier, j'exige ces explications, c'est la moindre des choses me semble-t-il. Je ne demande pas des têtes, seulement des explications.

Fatalement. Etat d'âme d'une nanti répugnante envers ceux qui lui ont permis de s'enrichir.

- "On ne peut pas en France faire le contraire de ce que font tous les autres pays du monde, travailler moins que les autres, imposer plus les gens qui gagnent vraiment plus d'argent"

"Quand on gagne plus que les autres, on a fatalement des gens pour vous aider [...], on est créateur d'emploi, on a une employée de maison, on a une secrétaire, on a un fiscaliste, on a des gens comme ça, il faut pouvoir les payer", "si on a une

résidence secondaire, on est obligé de payer un jardinier".

Françoise Hardy, samedi 7 mars lors de son passage à On n'est pas couché sur France 2. Francetv info 08.03

Elle n'a jamais travaillé de sa vie. L'astrologie ne l'a pas arrangée... A vomir.

Officine au service de la propagande de guerre.

Quand la haine, l'arrogeance, le mépris suinte à travers chacune de leur parole.

- A Donetsk, les rebelles prorusses célèbrent leurs beautés séparatistes - AFP

Il y a encore quelques heures, Iana Manouilova portait arme et treillis militaire, le bras orné de l'écusson de son bataillon rebelle "Berkout". Elle défile désormais en robe de soirée et talons hauts devant tout le gratin séparatiste de Donetsk, dans l'Est de l'Ukraine. AFP 08.03

L'AFP est beaucoup moins prolixe quand il s'agit de s'épandre sur les bataillons néonazis Azov qui participent à la répression sanglante du soulèvement de la classe ouvrière de l'est de l'Ukraine contre le régime fasciste de Kiev.

ACTUALITE EN TITRES

La France est gouvernée par un dangereux hystérique, fanatique, névropathe

- Manuel Valls : "J'ai peur que mon pays ne se fracasse contre le FN" - M6info

C'est lui qui est fracassé, son cas relève de la psychiatrie ! Et puis, il n'a pas la même préoccupation ou les mêmes scrupules envers Israël ou l'Ukraine, deux régimes d'extrême droite ou fascistes qu'il soutient...

- Pour François Bayrou, ne parler que du FN le fait monter - LeFigaro.fr

C'est le but du jeu en désespoir de cause...

- Valls s'en prend à Michel Onfray: le philosophe estime que le Premier ministre a "perdu les pédales" - Le Huffington Post

Pas vraiment, la preuve du contraire :

Le Parlement sera convoqué en session extraordinaire en juillet, a-t-il aussi confirmé, en répétant « ne rien exclure » quant à un éventuel nouvel usage de l'article 49-3 permettant de faire adopter un texte sans vote. lemonde.fr 08.03

Il manquait FNUMP pour qu'ils comprennent.

- Sondage: "FNPS", une formule incomprise par les deux tiers des Français - AFP

Quand le PS se retrouve face au PS au second tour d'élection, une partie des électeurs de l'UMP votent PS, et quand c'est l'UMP qui se retrouve face au FN, une partie des électeurs du PS votent UMP, autrement dit une large frange des électeurs du PS et de l'UMP n'ont aucune conscience de classe. On le savait déjà.

Plutôt inquiétant.

- 94% des Français prêts à élire une femme présidente de la République - L'Express.fr

Accommodation et corruption.

Comment faire pour légitimer la prolifération du wahhabisme ou l'idéologie archaïque et féodale des barbares qui sert la stratégie du chaos et de la guerre. Mode d'emploi.

Nilüfer Göle : "La laïcité doit s'adapter aujourd'hui à cette diversité religieuse et culturelle" - Francetv info

Insupportable. Fissure dans la loi du silence.

- Jean-Luc Mélenchon fissure le Front de gauche sur le meurtre de Nemtsov - LeMonde.fr

Mélenchon a raison. Son espace de liberté pour intervenir se réduit de jour en jour. Les autres composantes du Front de gauche ont tous adopté un profil bas en entonnant la propagande officielle.

Gauche veut aussi dire porte-parole de l'Otan :

- Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF) : "la première victime, ici, c'est Nemtsov. La première victime, c'est la démocratie."

On croirait entendre Obama...

- Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble, dans un entretien à Libération : « Etre lucide sur le jeu des Etats-Unis est une chose. Mais de là à laisser penser qu'il s'agirait d'une opération des services secrets américains, il y a un pas que les responsables politiques ne devraient pas franchir car il nourrit l'approche complotiste ».

« Ne soyons pas naïfs [...]. Le président russe et son entourage préfèrent la violence à la démocratie. Ils ont noué des liens étroits avec les réseaux d'extrême droite en Europe », explique-t-elle à Libération. LeMonde.fr 07.03

Ceux de Kiev que soutient Hollande pour lequel vous avez voté ? Cela ne s'appelle pas de la naïveté, mais de l'opportunisme forcené, du parasitisme ou de la connerie à l'état pur, pardon, de la crasse ignorance.

Intox, démagogie, conditionnement.

- Pascale Boistard : "la société doit se mobiliser contre les violences faites aux femmes" - Francetv info

- Hollande chantre de l'égalité hommes-femmes qui "fait évoluer la France" - AFP

- Sondage: près de sept Français sur dix pour un service civique obligatoire - AFP

L'imposture impériale

- Etas-Unis : Barack Obama appelle à la non-violence - Francetv info

- A Selma, Obama célèbre la lutte pour les droits et les libertés au-delà de la cause noire - LeMonde.fr

Quel dilemme cornélien ou larguer des armes et des vivres à l'Emirat islamique...

- Irak: intensifier les raids antijihadistes serait une erreur, pour le général Dempsey - AFP

L'Afrique en guerre.

- Nigeria: offensive militaire "terrestre et aérienne" du Niger et du Tchad - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Le complexe militaro-industriel-financier exige que l'Europe adopte la politique guerrière des Etats-Unis et de l'Otan face à la Russie.

- Juncker appelle à la création d'une armée européenne - latribune.fr

L'Europe doit se donner les moyens d'être prise au sérieux. C'est dans cette perspective que le président de la

Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a appelé dimanche à la création d'une armée de l'UE, au vu notamment des relations de plus en plus tendues avec la Russie sur le sujet de l'Ukraine.

Une telle force permettrait non seulement de faire face aux nouvelles menaces aux frontières de l'Union européenne, mais aussi de défendre les "valeurs" de l'UE, a-t-il déclaré dans une interview publiée dimanche par le journal allemand Welt am Sonntag.

"On ne créerait pas une armée européenne pour l'utiliser immédiatement. Mais une armée commune à tous les Européens ferait comprendre à la Russie que nous sommes sérieux quand il s'agit de défendre les valeurs de l'Union européenne", a-t-il expliqué. "Une telle armée nous aiderait à mettre au point une politique étrangère et de sécurité commune", estime-t-il, tout en soulignant qu'il ne s'agirait de remettre en cause le rôle de l'Otan. Une force commune aux 28 pays de l'UE permettrait aussi selon lui de rationaliser les dépenses militaires et de favoriser l'intégration militaire de ces pays.

La proposition a déjà trouvé un certain soutien en Allemagne. La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, a réagi en affirmant dans un communiqué:

"Notre avenir, en tant qu'Européens, passera un jour par une armée européenne".

Elle a néanmoins précisé que ce ne serait "pas à court terme".

Le Welt am Sonntag citait également dimanche le chef de la commission parlementaire allemande de politique étrangère, Norbert Roettgen, pour qui l'idée d'une armée de l'UE serait "une vision européenne dont le temps est venu". Toujours selon le journal, l'ancien secrétaire général de l'Otan Javier Solana devait présenter lundi à Bruxelles un rapport sur une nouvelle stratégie de défense européenne appelant à une plus grande capacité militaire à intervenir au-delà des frontières de l'UE.

L'idée risque en revanche de ne pas être du goût de ceux qui sont opposés à une plus grande intégration européenne, à commencer par la Grande-Bretagne. latribune.fr 08.03

La Grande-Bretagne est déjà intégrée au Pentagone ! Comme la livre est déjà intégrée au dollar ou la Banque d'Angleterre à la Fed...

Un titre royal.

Normal, puisque le pétro-dollar sert à armer les hordes de terroristes ou barbares supplétifs du Pentagone qui se sont multipliés par la grâce de Washington, Londres, Tel-Aviv et Paris. Il faut en vendre des barils de pétrole pour approvisionner en armes Al-Qaïda, le Front al Nosra, l'Emirat islamique et la multitude de mouvements assimilés au Caucase, en Chine, en Afrique...

- L'Arabie Saoudite décroche le titre de premier importateur mondial d'armes - latribune.fr

Ryad a détrôné New Dehli. L'Arabie saoudite est en effet devenue en 2014 le premier importateur mondial d'équipements militaires, dans un marché dont le volume a atteint un niveau record, indique un rapport publié dimanche 8 mars par le cabinet d'experts IHS Janes, basé à Londres.

En 2014, les ventes d'armes "ont augmenté pour la sixième année consécutive", atteignant 64,4 milliards de dollars (59,3 milliards de dollars), contre 56 milliards de dollars (51,6 milliards d'euros) en 2013, soit une augmentation de 13,4%, affirme le document. Ben Moores, de IHS Janes, explique:

"Ce chiffre record a été alimenté par une demande sans précédent des économies émergentes pour des avions militaires et la hausse des tensions régionales au Moyen-Orient et (dans la zone) Asie Pacifique".

"Un dollar sur sept dépensés pour l'achat d'armes (est déboursé) par l'Arabie Saoudite"

Le rapport, qui couvre quelque 65 pays, indique que Ryad est désormais le plus gros acheteur d'armes au monde, avec des importations atteignant 6,4 milliards de dollars (5,9 milliards d'euros). "Les importations saoudiennes ont augmenté de 54%", et grimperont encore de 52% en 2015 pour atteindre 9,8 milliards de dollars (9 milliards d'euros), précise le rapport.

L'Arabie saoudite, deuxième en 2013, dépasse ainsi l'Inde (5,5 milliards de dollars) et devient du même coup le "plus important marché" pour les États-Unis.

"En 2015, un dollar sur sept dépensés pour l'achat d'armes (est déboursé) par l'Arabie Saoudite", insiste IHS Janes, soulignant que "le Moyen-Orient est le plus gros marché régional" pour les ventes d'armes, avec quelque 110 milliards de dollars d'importations potentielles pour la décennie à venir.

A eux seuls, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont importé 8,6 milliards de dollars d'équipements militaires en 2014, soit davantage que toute l'Europe de l'Ouest. latribune.fr 08.03

Si un Saoudien est mêlé à l'affaire, il en ressortira blanchi.

- Claude Guéant mis en examen pour «faux» et «blanchiment» - LeFigaro.fr

Ces investigations sont menées dans le cadre d'une enquête initialement ouverte après des accusations de financement par la Libye de Mouammar Kadhafi de la campagne présidentielle en 2007 de Nicolas Sarkozy, dont Claude Guéant était alors l'homme de confiance.

Mais aux yeux de Me Philippe Bouchez el-Ghozi, l'avocat de Claude Guéant, ce "dossier présenté comme faramineux", "se dégonfle tout à fait" malgré la mise en examen de son client pour blanchiment de fraude fiscale en bande organisée et faux et usage de faux, selon une source judiciaire.

Pendant ses 30 heures de garde à vue, "on lui a posé près de 300 questions qui portaient pour l'essentiel sur ce soi-disant financement libyen" de la campagne présidentielle, a noté l'avocat. Mais en lieu et place de faits de corruption liés à ces soupçons de financement, "on a un dossier qui se réduit simplement à justifier l'acquisition de deux tableaux il y a 22 ans et de leur réalité et, éventuellement, de leur déclaration fiscale", selon l'avocat qui a ajouté que son client niait tout délit.

L'ancien premier flic de France est soumis à un contrôle judiciaire lui interdisant de se rendre en Malaisie et d'entrer en contact avec certaines personnes, dont un homme d'affaires saoudien, Khalid Ali Bugshan, lui aussi mis en examen samedi, pour blanchiment de fraude fiscale en bande organisée, selon la source judiciaire.

Interdit de quitter le territoire français et soumis à une caution d'un million d'euros, M. Bugshan est soupçonné d'avoir joué un rôle dans les flux financiers qui ont abouti au versement de 500.000 euros sur le compte de Claude Guéant.

Celui-ci avait justifié ce virement par la vente en 2008 à un avocat malaisien de deux marines d'un peintre flamand du XVIIe, Andries van Eertvelt. Mais des experts avaient contesté la valorisation de ces ?uvres.

Selon une source proche de l'enquête, M. Bugshan est soupçonné d'avoir versé les 500.000 euros sur le compte d'une société malaisienne qui l'aurait ensuite reversée sur le compte de Claude Guéant.

Les juges financiers parisiens ont lancé une commission rogatoire internationale en Malaisie, mais n'ont pas eu de réponse. Et l'avocat qui, à en croire Claude Guéant, aurait acquis les tableaux, semble aussi insaisissable que les oeuvres.

Le nom de l'homme d'affaires saoudien n'est pas inconnu de la justice française. Il était notamment apparu dans une autre enquête politico-financière, celle dite de Karachi sur le financement de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur via des rétrocommissions présumées sur un contrat d'armement avec l'Arabie Saoudite, Sawari II.

C'est sa troisième garde à vue après celles ordonnées dans les affaires de l'arbitrage Tapie et des primes en liquide qu'il a perçues quand il était directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, au ministère de l'Intérieur.

Dans ce dossier, le parquet national financier doit prochainement décider de classer sans suite, de désigner des juges ou de faire citer Claude Guéant en correctionnelle. Pour ce qui est de l'affaire de l'arbitrage, il ne fait l'objet d'aucune poursuite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Nucléaire iranien : Fabius, le sosie de Netanyahu - french.irib.ir

Le journaliste israélien, Jeffry Goldberg, vient de rassurer l'opinion israélienne : le chef de la diplomatie française représentera Netanyahu aux pourparlers nucléaires Iran/6, la semaine prochaine, dit le journaliste, vendredi, sur son compte twiter. Cette annonce a été faite, quelques heures après que Fabius eut qualifié d'insuffisantes, les consultations menées, dans le cadre du nucléaire iranien, entre les Etats Unis et leurs alliés. Fabius a affirmé avoir invité John Kerry, ainsi que la cheffe de

la diplomatie européenne et ses homologues allemand et britannique, justement, dans l'objectif de donner de l'impulsion au processus des concertations inter 5+1.

Goldberg revient sur le rôle de frein qu'a joué Fabius, au plus fort des négociations du novembre 2013, en empêchant que ces négociations aboutissent. french.irib.ir 07.03

2- Israël

- Israël: des dizaines de milliers d'Israéliens anti-Netanyahu à Tel-Aviv - AFP

Des dizaines de milliers d'Israéliens mobilisés contre le Premier ministre sortant Benjamin Netanyahu se sont rassemblés samedi soir à Tel-Aviv pour exiger le "changement" à l'approche des élections générales du 17 mars.

Cette manifestation, la plus importante jusqu'à présent de la campagne électorale, a été organisée par l'ONG "Un millions de mains" qui milite pour un accord de paix avec les Palestiniens en prônant la solution de deux Etats pour deux peuples.

Selon les organisateurs, 50.000 personnes étaient rassemblés place Yitzhak Rabin au centre de Tel-Aviv où l'ex-Premier ministre a été assassiné en 1995 lors d'une manifestation pour la paix. La police a parlé de "plus de 25.000".

"C'est une démonstration de force de citoyens israéliens qui réclament un changement politique, un accord de paix. Le gouvernement actuel a échoué sur le plan économique et social et ne nous apporte aucune amélioration de la situation sécuritaire, le pays est en panne", a affirmé à l'AFP l'un des organisateurs, Dror Ben Ami.

"Nous espérons le retour de la gauche, bien qu'elle ne soit plus la même que dans le passé", a-t-il ajouté tout en assurant que la manifestation n'avait pas été organisée en sous-main par un parti politique d'opposition.

Principal orateur au rassemblement, l'ancien patron du Mossad, le service des renseignements israélien, Meïr Dagan, a fustigé la politique de M. Netanyahu qui dirige le parti de droite nationaliste Likoud.

"Israël a des ennemis, je ne les crains pas. Mais la direction actuelle du pays me fait peur", a-t-il lancé sous les applaudissement de la foule qui criait "Bibi (surnom de M. Netanyahu) à la maison".

Meïr Dagan a évoqué les "six ans d'échecs successifs" lors des deux derniers mandats de M. Netanyahu en dénonçant "toute perspective d'accord" avec les Palestiniens alors que les négociations de paix sont totalement gelées depuis avril 2014.

La droite a annoncé un rassemblement du même genre et au même endroit samedi prochain.

Selon les derniers sondages, le scrutin risque d'être très serré. Le Likoud et le "Camp sioniste" mené par Isaac Herzog, le dirigeant travailliste allié à la centriste Tzipi Livni, sont au coude à coude.

Mais, selon les commentateurs, Benjamin Netanyahu est mieux placé pour constituer une majorité avec le soutien des partis ultra-nationalistes et ultra-orthodoxes. Et certains experts n'excluent pas un match nul qui contraindrait les deux principaux partis à un gouvernement d'union nationale. AFP 08.03

Commentaire d'internaute

1- "Ce sont donc soit des sionistes de droite soit des sionistes de gauche qui vont gagner. Les Palestiniens, dans un cas comme dans l'autre, seront ravis!"

2- "En Israel, gauche et droite mènent toujours la même politique, celle d'une extrème droite, de colonisation illégale, de vol et d'oppression féroce, cruelle, brutale et criminelle à l'encontre du peuple Palestinien et rien ne change depuis 70 ans."

Et en France "gauche et droite mènent toujours la même politique" et pas seulement envers Israël et les Palestiniens...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- La logique comptable fait son lit à l'hôpital - liberation.fr

«Libération» a eu accès à un texte confidentiel qui prévoit des économies drastiques, des coupes dans les effectifs, et accroît la centralisation.

C'est un document à usage confidentiel. Il répond au nom de «Kit de déploiement régional du plan Ondam à destination des ARS». C'est un plan opérationnel sur trois ans, distribué le mois dernier aux directeurs des agences régionales de santé (ARS), avec mention explicite : «diffusion restreinte». La semaine dernière, le magazine Challenges avait fait état d'une version de ce document qui aurait été débattu avec la ministre de la Santé, Marisol Touraine. En tout cas, voilà un plan global décliné en 69 pages, comportant une succession de tableaux et d'indicateurs de performance, avec un seul objectif : 10 milliards d'économie à l'horizon 2017. Et, dans ce lot, la part des restrictions pour l'hôpital tourne autour de 3 milliards d'euros.

L'hôpital devra se serrer la ceinture et réduire ses effectifs

Un bouleversement à venir ? Assurément. Et nul ne conteste la nécessité d'une forte évolution du paysage hospitalier. En France, il y a en effet beaucoup d'hôpitaux, voire trop, et ils coûtent cher. L'hôpital représente 45% des dépenses de santé. Avec près de 3 000 établissements, la France est un pays largement doté, avec 6 lits pour 1 000 habitants, le double de la Suède ou de la Grande-Bretagne. Ces hôpitaux sont en outre souvent mal localisés : trop pour les soins de courte durée, pas assez pour les handicapés et les personnes âgées. Et ils sont trop nombreux dans les grandes villes comme Paris, Lyon ou Marseille.

Mais voilà, est-ce que ce «kit» du ministère de la Santé pour mener à bien cette révolution est la bonne façon de procéder ? «Des économies ? C'est possible», réagit Gérard Vincent, délégué général de la Fédération hospitalière de France. Mais ce responsable, qui rassemble la totalité des hôpitaux de France élève aussitôt le ton : «On a le sentiment d'un double langage. La ministre nous avait promis que ce serait à chaque région, à chaque établissement de s'adapter. Et, là, on voit la technostructure du ministère qui prend le pouvoir.» Et d'enfoncer le clou : «Avec ce plan, on assiste à l'étatisation rampante du système hospitalier. Où est la ministre ?»

Pour agir sur la masse budgétaire des hôpitaux, les pouvoirs publics ont un levier fort : l'Ondam hospitalier (objectif national de dépenses de l'assurance maladie), qui fixe d'une année à l'autre l'augmentation des budgets des hôpitaux. Si rien n'est fait, le budget des hôpitaux augmente automatiquement de 2,9%, et cela en particulier avec les hausses automatiques de salaires. Là, l'objectif est clair : en 2015, l'Ondam sera de 2,1% en 2015, de 2% en 2016 et de 1,9% en 2017.

En conséquence, les budgets des hôpitaux vont baisser fortement de plusieurs centaines de millions d'euros. «Si les hôpitaux ne veulent pas augmenter leur déficit, ils doivent faire des économies. Et le premier poste, ce sont les salaires, la masse salariale représentant 65% des charges des établissements de santé, donc de l'emploi», explique sans faux-fuyant un ancien directeur des hôpitaux. Et on arrive à la question sensible de l'emploi. Le chiffre de 22 000 postes supprimés a été évoqué pour les trois années à venir dans les hôpitaux. Mais, voilà, le gouvernement ne veut pas assumer. Mercredi, la ministre de la Santé a assuré à l'Assemblée nationale que son plan de 3 milliards d'euros d'économies pour les hôpitaux d'ici à 2017 n'avait pas vocation à «baisser les effectifs hospitaliers».

Est-ce bien sûr ? Quand on regarde le détail du «kit», c'est pourtant clair : il est prévu 860 millions d'économies sur la masse salariale pour 2015-2017. Afin d'y arriver, il est proposé tout un ensemble d'indicateurs et de pistes, comme : «la mise à plat des protocoles ARTT, le réexamen des avantages extrastatutaires ou non conventionnels, l'optimisation des dépenses de personnel médical, la réduction des coûts liés à l'intérim médical». Les bonnes pratiques sont détaillées : «mettre en place des maquettes organisationnelles par unités en fonction de leur taille et procéder à une harmonisation au sein de l'établissement». Si cela ne veut pas dire… diminuer les effectifs !

L'avenir, c'est l'ambulatoire

Autre axe central de ces économies, la montée en puissance de l'ambulatoire. C'est devenu un refrain ; les hôpitaux de demain ne doivent plus être des lieux de séjour, le patient ne faisant plus que passer. Aujourd'hui, indéniablement l'hôpital public est en retard par rapport au privé dans cette évolution, bien des interventions chirurgicales ne nécessitant pas d'hospitalisations.

Mais la mise en musique de la montée en puissance de l'ambulatoire dans ce plan est purement statistique, sans la moindre référence au coût, ni à l'intérêt en termes de santé publique. Des études indiquent, par exemple, que l'ambulatoire peut engendrer des inégalités d'accès aux soins. Qu'importe, un seul objectif est affiché : économiser un milliard en 3 ans. Et des chiffres : «52,1% en 2015, 54,2% en 2016, 57% en 2017».

8 blocs et 23 actions

Le plan se décline en 8 blocs, avec 23 actions. Certaines sont pleinement justifiées, comme celui concernant la pertinence des actes médicaux. Pourquoi certaines régions font deux fois de plus de césariennes que d'autres ? Et pourquoi il y a-t-il aussi

des variations en chirurgie cardiaque ? «La réduction du nombre d'actes non pertinents est un enjeu fort», souligne le document.

Objectif : 140 millions d'euros, dont 50 millions sur les actes hospitaliers. Mais, là, il ne figure aucun conseil pertinent pour y arriver.

Une action forte est prévue, ensuite, sur les médicaments, avec la montée en puissance des génériques et, surtout, «une maîtrise médicalisée de médicaments de spécialités» : ces derniers sont en effet des médicaments extrêmement chers - comme on l'a vu encore récemment avec celui contre le virus de l'hépatite C (45 000 euros, le traitement sur un mois). Comment limiter les prescriptions sans ouvrir la voie à une médecine à plusieurs vitesses ? Pas de réponse. Là encore, juste un objectif économique à atteindre.

Autres économies : des actions sur le transport sanitaire. Et enfin ce qu'ils appellent les GHT, les groupes hospitaliers de territoire, qui visent à regrouper sur un même territoire des hôpitaux. Objectif : 400 millions d'euros d'économies.

D'aucuns voient dans le «kit» un plan désespérément technocratique, sans le moindre volet sanitaire. «Mais c'est un peu la loi du genre. Le problème est que ce sujet soit porté de façon cohérente», tempère un ancien ministre. Et de prendre un exemple récent : «Un jour, pour cause d'épidémie de grippe, le ministère va affirmer qu'il n'y aura pas de fermeture de lits. Et, en même temps, il fait paraître ces instructions. Comment voulez-vous mobiliser de cette façon-là ?» liberation.fr 08.03

2- Portugal

Splendeur et décrépitude d'un régime en faillite.

- Portugal: faute de moyens, le Conservatoire national sombre dans la vétusté - AFP

Sur la façade taguée du Conservatoire national de musique à Lisbonne, des pancartes en carton proclament: "On a le droit d'étudier sans recevoir une tuile sur la tête". D'autres encore exigent "des travaux, tout de suite!".

En manque de moyens, l'école ne peut rénover ses locaux, dans un état de dégradation avancé. L'institution plus que centenaire en appelle à l'Etat pour pouvoir continuer à accueillir ses 850 élèves et 160 professeurs.

"C'est un honneur d'étudier ici", estime Carolina Bermejo, 24 ans, qui apprend le chant lyrique. "Mais c'est triste de voir dans quel état horrible sont les lieux".

Le Conservatoire, qui a formé depuis 1835 des générations de musiciens, est marqué par les outrages du temps. Les vitres, à tous les étages, sont réparées avec des morceaux de ruban adhésif. Partout, la peinture se décolle des murs. L'humidité se respire à plein nez dans le grand escalier.

La fermeture, l'an dernier, de dix salles sur soixante, dont le plafond gorgé d'eau s'était effondré ou menaçait de tomber, a donné le coup d'envoi de la mobilisation d'une "Commission de défense du Conservatoire national", qui rassemble professeurs, élèves et parents.

La réaction du ministre de l'Education, Nuno Crato, ne s'est pas fait attendre: les travaux "sont sur le point de commencer", a-t-il promis.

Mais pour la directrice du Conservatoire, Mafalda Pernao, les travaux annoncés "permettront à peine de rouvrir les salles fermées, de ravaler le patio et de réparer les fuites du toit".

"Le ministère voulait diviser notre budget par deux en 2014", ajoute-t-elle. Finalement, l'école a conservé une bonne partie de sa dotation, soit un peu plus de 160.000 euros. "Mais il a fallu que je me batte!".

Le budget 2015 n'est pas encore fixé. Mais l'enveloppe globale du ministère de l'Education, 5,5 milliards d'euros cette année, a fondu de 700 millions d'euros, alors que le Portugal sort d'un plan d'aide international accordé en 2011 en échange d'un sévère plan d'austérité.

"Il y a de l'argent, c'est une question de choix politique", affirme Mafalda Pernao. En attendant, la directrice pare au plus pressé, organise tant bien que mal les cours et les répétitions.

Parfois, il faut bricoler. Dans une salle du troisième étage, Rosa Sa interrompt son cours de violon et montre le plafond recouvert de bâches de plastique. "Il pleuvait pendant les cours, du coup on n'avait plus besoin de métronome", dit-elle avec un brin d'ironie.

Dans la prestigieuse salle de spectacle du Conservatoire, les boiseries sont fanées, le tissu vert qui recouvre les sièges est élimé et, ça et là, une planchette de bois, qui a dû être un accoudoir, traîne par terre. L'un des balcons ne tient plus que grâce à des soutiens métalliques.

Dans ce décor de grandeur passée, seule la scène paraît neuve. L'Etat n'y est pour rien, explique la directrice: "Ce sont les spectacles donnés par les élèves, dans cette salle mais aussi dans la rue, qui ont permis de récolter l'argent nécessaire à sa rénovation". AFP 08.03

Haut de page

Le 10 mars 2015

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique "Articles d'actualité" et on a supprimé celle "Articles à lire absolument" parce que je n'ai pas le temps de l'actualiser.

Je n'aurai pas le temps non plus d'actualiser la causerie aujourd'hui pour cause de surcharge de travail et coupure de courant toute la journée apparemment.

On a ajouté 11 nouveaux articles. On classera les articles de février dans la journée.

En attendant ma réaction à chaud à la tentative annoncée par le PS de museler Internet ou de faire taire ceux qui osent diffuser des informations que les médias officiels censurent. Nous sommes tous concernés évidemment.

J'en viens à penser que malgré tout le mal que nous avons pu dire sur le PS nous étions encore en-dessous de la réalité, et dire que la plupart des lecteurs doivent me considérer comme un extrémiste, cela laisse rêveur pour ne pas en dire davantage et ne pas être désagréable... Les faits ne font que me donner raison au fil du temps, vous l'avez remarqué, bravo ! Moi cela me laisse plutôt indifférent, c'est désespérant en vérité.

Nouvelle offensive annoncée du PS contre la liberté d'expression déjà réduite à la confidentialité.

Petit à petit on comprend mieux pourquoi les attaques des 7 et 9 janvier ont été perpétrées et à quelles fins politiques elles devaient leur servir.

Elles s'inscrivaient effectivement dans le prolongement du coup d'Etat du 11 septembre 2001 dont la version officielle est de plus en plus contestée à travers le monde, au point que cette contestation présente un réel danger pour les tenants de la théorie du chaos et de la guerre, qui pour appliquer leur politique doivent obtenir le soutien de la majorité de la population ou tout du moins faire en sorte qu'elle ne parvienne pas à prendre conscience de leurs réelles intentions qui contredisent leurs discours et qui vont à l'encontre des intérêts de la population.

En réalité, au-delà de cet exemple significatif, c'est le pouvoir tout court de la classe dominante qui est de plus en plus contestée partout dans le monde. Les opprimés frappent à la porte, ils tentent de la vérouiller par tous les moyens pour préserver leur pouvoir. C'est uniquement ce constat qui permet de comprendre ce qui est en train de se passer et la suite.

Une attaque contre un journal devait permettre à la classe dominante sous couvert de la défense de la liberté d'expression, au nom de cette légitimité auto-proclamée ou usurpée le 11 janvier, de s'attaquer par la suite à tous ceux qui divulguent des informations que les médias officiels censurent systématiquement, et qui par leur nature contredisent la propagande hystérique des dirigeants des puissances occidentales, Etats-Unis en tête.

Pour que la désinformation à laquelle se livre le gouvernement et les médias aux ordres soit efficace, il faut faire disparaître toute trace d'informations susceptibles de renvoyer à une autre réalité que celle qu'ils servent à la population, faire taire tous ceux qui les diffusent ou les publient, principalement par le canal d'Internet qu'il leur faut contrôler étroitement, puis justifier la fermeture de portails et de blogs selon le même procédé, après avoir décrété qu'ils présentaient une nuisance pour la société ou la population, alors qu'en vérité c'est l'inverse qui se produit.

Le droit à l'information, voilà ce que le PS entend museler.

Cette offensive est aussi sans aucun doute en rapport avec la visite qu'a effectuée Cazeneuve à Washington au cours des

semaines passées sur le même thème, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, argument passe-partout mis en avant par Bush le 11 septembre 2001 pour justifier notamment toutes les lois liberticides adoptées par la suite aux Etats-Unis et dans de nombreux pays dans le monde.

Le droit à l'information est primordial pour mener notre combat, chaque militant ou travailleur doit en avoir conscience.

Si nous en sommes rendu là aujourd'hui, c'est en partie parce qu'il a toujours été bafoué dans le passé. Il suffit de consulter n'importe quel dictionnaire ou n'importe quelle encyclopédie, n'importe quel manuel scolaire ou programme universitaire d'histoire, n'importe quel ouvrage d'historiens accrédités, n'importe quelle publication produite par les différents partis dits ouvriers ou se réclamant du socialisme pour en être convaincu ou s'apercevoir que systématiquement n'y figurent pas un certain nombre de faits déterminants de nature à modifier notre interprétation des événements qui se sont déroulés dans le passé ou les versions qu'on nous a servies, qui finalement coïncidaient uniquement ou seulement avec une partie de la réalité, ce qu'on devait retenir et pas autre chose, et qui devait forger les idées qui serviraient plus tard de référence à notre réflexion et à guider notre comportement tout au long de notre existence, puisque ne disposant pas du reste des informations qui nous permettraient d'en changer éventuellement ou difficilement, chaque fois il s'agissait de manipuler et façonner nos esprits de telle sorte qu'on serve des intérêts, le régime en place ou des appareils, qui finalement ne coïncidaient pas avec les nôtres, à des degrés divers.

Par extension, on a pu observer que chaque fois que dans une discussion ou un document on faisait référence à des faits qui ne figuraient pas dans le registre de notre interlocteur ou qu'il ignorait, cela donnait lieu à une polémique sans fin inutile et ridicule puisqu'elle ne mènerait à rien. Que la mémoire soit sélective ou fonctionne de la sorte malgré nous ne doit pas nous conduire à adopter systématiquement un comportement similaire qui ne peut que nous induire en erreur

Pour conclure cette première partie qui a été rédigée après celle qui suit écrite hier après-midi, il faut encore préciser un point important.

Déformer la réalité relève de la schizophrénie et conduit à désagrégation de la personnalité, à la perte de tout contact avec la réalité, de tous repères dans la société. On mesure ici l'ampleur de l'entreprise criminelle à laquelle nous sommes confrontés de la part de ceux qui nous gouvernent.

Les tyrans ou dangereux psychopathes qui dirigent le monde, en voulant nous imposer à tout prix leur interprétation du monde qui ne correspond manifestement pas avec la réalité, participent à la déstabilisation mentale de la population, car le procédé inique auquel il recourt en falsifiant en permanence la réalité et en en recréant une autre qui lui est étrangère, ne peut que favoriser le développement de tendances schizophréniques parmi notamment les couches les plus faibles ou exposées du prolétariat, qui ne pouvant pas se retrouver dans la version de la réalité qu'on leur impose seront portés à s'en inventer une autre qui sera encore plus éloignée de la réalité qu'ils vivent au quotidien, au point de se couper totalement de la société, de s'enfermer dans un monde imaginaire ou fantasmagorique les exposant à tous les dangers ainsi que leur entourage. Ce processus est évidemment alimenté ou enclenché, accéléré dès lors qu'on est exposé à une frustration sociale permanente ou qu'on estime n'avoir rien à attendre de la société qui vous a littéralement abandonnée. L'origine de ce penchant est donc social, donc politique, il ne se développe pas naturellement ou spontanément sans qu'un élément extérieur lui serve de catalyseur.

Deuxième partie.

Après avoir été le fossoyeur en chef du socialisme au côté des staliniens, le PS devient le porte-parole attitré de la propagande néolibérale et du sionisme en France et dans le monde, de la pire réaction, de la dictature mondiale aux relents fascistes de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste.

S'il peut ainsi passer à un échelon supérieur dans l'imposture et l'infâmie, et peut-être demain dans la tyrannie, c'est parce qu'il a bénéficié de la légitimité que lui ont accordé le mouvement ouvrier et son avant-garde au cours des sept dernières décennies. Il bénéficie aussi du silence coupable de leurs dirigeants qui n'osent pas l'affronter et lui permettent de commettre tranquillement ses méfaits, assumant ouvertement son rôle de policier de la pensée qui devrait se conformer aux interprétations frauduleuses des événements qui ont pu se produire dans le monde telles que les dirigeants de la classe dominante l'exigent.

Après qui et quoi en ont-ils ?

Ils s'en prennent à ceux qui commettent l'horrible forfait ou demain le délit, de publier des analyses dans lesquels figurent les faits que les médias suventionnés par le régime censurent et qui permettent de comprendre les intentions inavouables qui se cachent derrière le discours et la politique des représentants de la classe dominante, qu'ils ne peuvent justifier qu'à partir du moment où ces faits ne parviennent pas à la connaissance de la population qui doit être maintenue dans l'ignorance pour mieux la manipuler et la conditionner, afin qu'elle adhère à leur politique et reprenne à son compte leur discours.

En résumé, ce qu'ils ne supportent pas, ce sont les faits, la réalité qui est le produit ou la conséquence de la survie du capitalisme qu'il leur faut en permanence tronquer, falsifier pour la rendre présentable ou acceptable à la population. Ils n'acceptent pas que la totalité des événements qui se produisent soient portés à la connaissance de la population parce qu'ils suffisent en eux-mêmes

une fois qu'on les relie entre eux, donc sans même avoir à les analyser, à mettre en lumière les grossiers mensonges contenus dans le discours officiel destinés à tromper la population. Ils ne supportent pas qu'on divulgue certains faits qu'ils s'emploient à cacher soigneusement, car ils contredisent leurs versions.

Ils se livrent à ce déni de la réalité, parce qu'il suffirait de la prendre dans sa totalité pour en condamner les responsables ou les principaux acteurs politiques qui l'ont forgée et parvenir à leurs donneurs d'ordres, c'est-à-dire, les dirigeants de la classe dominante et leurs représentants parmi lesquels figure le PS. Ainsi ceux qui début janvier se présentaient comme les chantres de la liberté d'expression étaient en réalité de vulgaires imposteurs, des dictateurs en puissance car ils manifestent ici clairement la tentation ou leur intention de la bâillonner.

Ils réactivent le délit d'opinion qui interdit à toute opposition à leur politique de pouvoir s'exprimer librement. Informer devient un délit, ce qui signifie que ceux qui sont autorisés par le pouvoir en place à diffuser de l'information se livrent à la désinformation, c'est l'aveu que tous les médias dits officiels ou institutionnels, subventionnés par l'Etat sont achetés, corrompus par la classe dominante. Il est facile de démontrer qu'ils pratiquent l'autocensure, dans la mesure où lorsque certains faits ne peuvent plus être étouffés, après en avoir nié l'existence et hurler au complot, ils sont obligés d'y faire référence en leur tordant le cou de manière à ce qu'ils ne contredisent l'orientation de leurs analyses et leurs objectifs politiques.

Ils ne peuvent tolérer qu'on puisse produire des analyses qui contredisent les leurs uniquement parce qu'ils contiennent des éléments qui permettent de mieux comprendre la situation, tandis qu'il leur faut absolument maintenir l'immense masse de la population dans l'ignorance, condition indispensable pour lui interdire de trouver la voie qui lui permettrait de renverser l'ordre établi, condition indispensable pour assurer la pérennité de leur régime, de leur pouvoir, de leur domination de classe.

Leur opposition hystérique à la liberté d'expression qu'ils ne pourront que masquer maladroitement, témoigne finalement de l'incompatibilité de la survie du capitalisme avec la démocratie, et démontre que l'avenir de la civilisation humaine nécessité impérieusement d'en finir avec le capitalisme et la totalité de ses institutions.

On pourrait ajouter comme mot de la fin, que c'est parce qu'on a voulu faire dans la demi-mesure, ménager le capitalisme, son Etat, ses institutions, qu'on en est arrivé à la situation actuelle. Ceux qui ne veulent pas le comprendre partageront la terrible responsabilité des événements à venir, qu'ils y réfléchissent à deux fois avant de décider quelle attitude adopter, ne pas en changer serait suicidaire.

Haut de page

Le 11 mars 2015

CAUSERIE

On a archivé les articles de février. La causerie de février est disponible au format pdf. On ajoutera de nouveaux articles demain.

Criminaliser ceux qui entendent porter à la connaissance de la population les faits qui sont parvenus jusqu'à eux en fournissant leurs sources pour que chacun puisse en vérifier les origines s'il le souhaite, revient à vouloir interdire à la population de disposer des éléments lui permettant d'interpréter librement la situation ou lui dicter l'interprétation qu'elle doit forcément adopter, autrement dit, cela revient à tenter de lui imposer une version des faits préformatés ou conçus spécialement à son attention, sans qu'elle puisse en vérifier les fondements puisqu'une partie de la réalité lui échappe, ce procédé porte un nom : la manipulation des consciences afin de nuire aux intérêts de ceux qui en sont les victimes.

Tous ceux qui se livrent à la même pratique mérite d'être caractérisés de la même manière. On peut discuter à l'infini les différentes interprétations qui nous sont proposées, dès lors qu'elles reposent sur une sélection arbitraire des faits établie à l'avance selon certains critères, chaque fois elles présentent le travers de vouloir orienter les lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs dans une direction que leurs auteurs ont fixée au détriment de ceux auxquels elles sont destinées.

On aura remarqué que souvent ceux qui divulguent des faits que les médias officiels censurent, indiquent à leurs lecteurs la grille de lecture des faits à partir desquels ils ont construit leurs analyses, de telle manière qu'on est libre d'y adhérer ou de les adopter ou encore de les partager, ou au contraire de les rejeter ou de les modifier, de les amender ou de les compléter.

Les censeurs ou procureurs généraux qui veulent à tout prix nous imposer leur version tronquée ou falsifiée de la réalité pour appliquer tranquillement leur politique ultra réactionnaire, ne peuvent admettre que la population ait le choix ou puisse se forger librement ses propres convictions car elles entreraient forcément violemment en contradiction avec la politique qu'ils veulent lui imposer et la condamnerait sans appel tant elle est infâme et criminelle, contraire à ses besoins.

C'est parce que leur politique poursuit des objectifs inavouables et opposés aux intérêts de la population qu'ils ne peuvent pas supporter que leurs véritables intentions soient dévoilées, et c'est justement parce qu'un certain nombre de faits concourent à les mettre en lumière qu'ils doivent absolument les maintenir dans l'obscurité, les nier, les faire disparaître sous un amas de mensonges ou d'arguments grotesques ne reposant sur aucun fait, sans pouvoir apporter la moindre preuve de ce qu'ils avancent. A suivre.

S'il le dit en fin connaisseur...

Pour Emmanuel Macron, un banquier "*est une sorte de prostitué*", dans une interview au Wall Street Journal, dimanche 8 mars. (Francetv info 10.03)

Il est vrai qu'on les savait prêts à tout. Avec le cynisme qu'on leur connaît, c'est assumer le peu de cas qu'ils font de la morale. Mais c'est peut-être encore octroyer une vertu à ces prédateurs qui les honore ou usurpée, dans la mesure où la population ignore en grande partie de quelle manière ils s'enrichissent sur son dos ou que leur légitimité et leur pouvoir reposent sur une imposture, tout comme le capitalisme.

Et puis le bien que procure une prostituée est réputé éphémère, alors que les dégâts que causent les banquiers sont permanents ou irréversibles.

Cherchez l'erreur.

Les taux d'emprunts à 10 ans (AFP 10.03) :

- allemands : 0,234%
- français : 0,524%
- italiens : 1,219%
- espagnols : 1,242%
- britanniques : 1,796%
- américains : 2,133%

Plus le taux est haut et plus ils attirent les investisseurs...

... sauf pour la Grèce qui bénéficie d'un taux usuraires pour mieux l'enfoncer dans la crise : 10,388%

Caricature. Où en sont arrivés les intellectuels qui refusent toujours d'adopter le socialisme

- Venezuela: Obama derrière son masque - Oscar Fortin - Mondialisation.ca, 10 mars

Extrait. Si le pape François veut empêcher une guerre sanglante au Venezuela et éventuellement dans l'ensemble de l'Amérique latine, il est temps qu'il agisse et vite. Il se doit de dénoncer avec force et sans ambiguïté cette forme d'interventionnisme dans les affaires internes du Venezuela. Une occasion unique pour l'Église de se racheter de toutes les fois où elle a servi de caution à pareilles interventions.

Sans l'appui du Vatican, Obama ne saurait s'aventurer dans une guerre en Amérique latine. Il est important que le pape François lui fasse savoir que l'Église et le Vatican s'opposent fermement à ce décret et qu'ils ne le suivront pas sur cette voie de l'interventionnisme.

Pathétique !

Encore un conspirateur qui s'ignore, chut !

- Hassane Zerrouky - lesoirdalgerie.com 28.02.2015

- Certes, on nous dira que Washington et ses alliés bombardent Daesh. Mais ne leur a-t-il pas fallu moins de 15 jours pour détruire le régime de Saddam autrement plus armé que Daesh !

Qui a dit ?

- Le prétexte de la démocratie et des droits de l'homme pour justifier l'hostilité vis-à-vis de Cuba n'est pas crédible. En effet, « il y a de véritables tyrans dans le monde et de nombreux pays avec une situation des droits de l'homme pire que Cuba […] où la torture,

les disparitions forcées, l'intolérance religieuse, la suppression de la liberté d'expression et d'assemblée, l'oppression médiévale des femmes, les élections frauduleuses et les exécutions extrajudiciaires sont des pratiques gouvernementales, et qui sont pourtant alliés des Etats-Unis ».

- « Alors que nous accusons Cuba d'incarcérer et de maltraiter des prisonniers politiques, nous avons soumis à la torture des prisonniers – dont beaucoup d'entre eux étaient innocents selon les propres aveux du Pentagone –, y compris les simulations de noyade, les détentions illégales et l'emprisonnement sans procès dans les cellules de Guantanamo ».

- « Il est très ironique de voir que les responsables politiques qui prétendent que l'on doit punir Castro pour violations des droits de l'homme et mauvais traitements dans les prisons cubaines affirment par ailleurs que les Etats-Unis ont raison de maltraiter nos propres prisonniers dans les prisons cubaines », à Guantanamo.

- Malgré ses ressources limitées et l'état de siège économique imposé par Washington, Cuba a obtenu « des résultats impressionnants » avec le taux d'alphabétisation le plus élevé du continent, un accès universel et gratuit à la santé et « plus de docteurs par habitant que n'importe quelle autre nation des Amériques ».

Le neveu du Président John F. Kennedy et fils de son Ministre de la Justice Robert F. Kennedy Mondialisation.ca, 06 mars 2015

(Robert F. Kennedy Jr., « We Have So Much to Learn From Cuba », IPS News, 30 décembre 2014. - http://www.ipsnews.net/2014/12/opinion-we-have-so-much-to-learn-from-cuba).

Vidéo

Zakhar Prilepine : journal du Donbass
https://www.youtube.com/watch?v=ywsPXhIUWjs

Ajoutée le 30 janv. 2015

L'écrivain russe donne un témoignage exclusif sur la guerre dans le Donbass au cours du Salon du livre russe le 30 janvier 2015 : interview réalisé par Frédéric Saillot et Dimitri de Kochko pour Eurasie Express.

La guerre comme si vous y étiez, c'est autre chose que défendre son bout de gras, n'est-ce pas ?

1- Daraa: 567 terroristes décimés - french.irib.ir

Al Manar fait état de la mort de 567 terroristes takfiris d'orgine syrienne dans la banlieue de Daraa. ces terroristes sont tombés au cours de très violents combats qui se déroulent en ce moment entre les forces de l'armée et les terroristes dans le sud de la Syrie là om Israël cherchait à créer une zone tampon par les terroristes d'Al Nosra interposés. selon Al Manar, des dizaines de terroristes ont été en outre blessés et évacués via les passages au Golan occupé dans des hopitaux en Israël. Le bilan extrêmement lourd des pertes dans les rangs terroristes a terrorisé le centcom de Daech/US/Israël/turquie/Qatar en Jordanie, centcom qui s'appelle d'ailleurs Mook. Selon certaines informations, la Jordanie a même décidé d'indemniser les familles des terroristes takfiris dont la plupart sont jordaniens et saoudiens. L'avancée fulgurante de l'armée syrienne a poussé la Jordanie à former une milice composée de 700 à 1000 terroristes pour stopper cette avancée.

De très violents combats se déroulent autour des villes de Jamrin et de Dael dans le rif de Daraa. l'Armée de l'Air syrienne et son artillerie lourde ont violemment pilonné les positions des terroristes. Les unités de l'armée syrienne poursuivent leurs opérations dans différentes localités du triangle de rif de Damas/daraa/Quneitara . Les positions des terroristes à Tal Antar, dans le nord de Kfar Chams situé au sud de Daraa ainsi que Tal al Alaghiya, de Kfar nassej, et des villes de Ghassam, de Draa al Balad, de Samilin, de Zamrin, de Kfar Chams et de deir al Adas ont été pilonnées. 14 terroristes ont été tués non loin de la ville de Nowy et de jassem au terme de violents attaques des sukhoi syriens. L'un des cadres de l'ASL a été tué dans ces raids. french.irib.ir 09.03

2- L'armée irakienne aux portes de Tikrit. - french.irib.ir

Les forces de sécurité, le hezbollah et l'armée Badr se trouvent désormais aux portes de Tikrit, au terme de six jours d'opération d'envergure auxquelles ont pris part par ailleurs quelques 8000 sunnites. L'avancée des forces irakiennes se sont ralenties d'abord en raison des pièges à explosifs tendus dans les moindres recoins de la ville (dans des bâtiments, des bibliothèques, des hopitaux ...) puis à cause des snipers et enfin en raison des voitures piégées. D'ici quelques heures on s'attend à ce qu'une nouvelle localité, celle d'al Alm tombe aux mains des forces irakiennes. Les avancées de ces derniers jours ont permis aux forces militaires et sécuritaires irakiennes de se rejoindre sur deux axes de Samara et de Diyala et de compléter le siège de la ville de Tikrit. french.irib.ir 09.03

Aux abois, ils aboient.

Les conspirateurs, censeurs, procureurs, dictateurs sont les mêmes qui sont en charge au sommet de l'Etat de défendre les intérêts du régime.

Effectivement, dans la mesure où il apparaît évident que tous les arguments avancés par Valls contre le FN peuvent s'appliquer au PS ou se retourner contre lui, en se livrant à une nouvelle diatribe hystérique contre le FN, il ne fait qu'alimenter l'extrême droite. Faire remonter le PS, il n'y croit pas lui-même ou alors il serait le seul !

Le PS parti de la guerre en 1914, antisocialiste au milieu des années 30, antichambre du gouvernement de Vichy à la fin des années 30, colonial jusqu'au début des années 60, bonapartiste dans les années 80, union-européiste, impérialiste et privatiseur dans les années 90, social-libéral au cours des années 2000, et depuis mai 2012 : néolibéral, sioniste, impérialiste, colonial, suppôt de régimes néonazis, union-européiste, privatiseur, antisocialiste, la totale, quoi !

Il ne pouvait pas en être autrement donnant raison à Engels.

Nous nous revendiquons marxiste et léniniste parce que nous sommes demeuré fidèle à leurs principes, ce que nous reproche nos détracteurs. L'histoire ou les derniers développements donnent raison à Marx, Engels et Lénine dont les positions ou conclusions reposaient sur l'examen des faits et le processus dialectique dont ils étaient le produit.

Ils ne se contentaient pas des faits pris séparément ou ne les considéraient pas détachés des circonstances ou des rapports dans lesquels ils s'inscrivaient ou qui les avaient vu naître, de leur origine jusqu'à leurs conséquences ultimes ils leur donnaient une interprétation dynamique correspondant à ce processus dialectique, ce qui permettait de les suivre à la trace et d'en connaître la nature exacte et la portée, de comprendre pourquoi et comment ils agissaient sur un tas de facteurs, sur la société, etc. de telle sorte qu'il était possible d'en saisir la destinée certaine ou probable selon qu'il existait ou non plusieurs alternatives possibles. Si par exemple la destinée d'un parti qui a failli ou trahi un jour ne fait aucun doute, il est définitivement perdu pour la cause du mouvement ouvrier, le passage du capitalisme au socialisme demeure au contraire du domaine de la probabilité car il se peut qu'il ne se réalise jamais.

Le PS apparaît aujourd'hui comme un parti archi pourri, foncièrement réactionnaire, depuis plus d'un siècle, aussi on peut comprendre que ceux qui sont passés par ce parti, qui l'ont soutenu, ménagé, présenté sous un angle avantageux aient quelques problèmes pour accepter le constat que l'on dresse sur la base des faits, car en réalité il suffit d'énumérer les principaux événements auxquels a été associés le PS dans le passé pour dresser un réquisitoire sans appel contre ce parti, sans même avoir besoin de les interpréter, les faits parlent d'eux-mêmes. Dès lors deux attitudes sont possibles. Soit on s'écarte des faits et leurs conséquences ou implications sociales ou politiques qu'on minimise ou atténue en cherchant à tout prix à lui trouver des circonstances atténuantes, de manière à justifier d'y avoir milité un jour ou pour l'avoir soutenu ou le soutenir encore, soit on s'en tient aux faits qui se suffisent à eux-mêmes et on en tire l'enseignement politique que ce parti est infréquentable puisqu'il figure au côté des ennemis que nous combattons.

On nous rétorquera que dans ce cas là on condamne la tactique élevée au rang de stratégie du front unique en direction du PS et du PCF. Tout à fait, nous le revendiquons pour avoir constaté que depuis près d'un siècle cette politique n'a fait que mener le mouvement ouvrier à la catastrophe partout où elle a été appliquée dans le monde, il n'existe aucune exception au regard des conséquences tragiques sur lesquelles chaque fois elle a débouché, guerres ou dictatures militaires pour avoir été en quelque sorte l'antichambre de fronts populaires (France, Espagne, Chili, etc.) dans lesquels les masses ont été enfermées avant d'être livrées pieds et mains liées à l'ennemi qui n'avait plus qu'à en faire une bouchée ou une boucherie. Nulle part dans le monde elle n'a servi la cause du socialisme, c'est le constat auquel nous sommes parvenu. Il suffit d'observer l'état misérable dans lequel se trouve le mouvement ouvrier partout dans le monde aujourd'hui pour en être convaincu.

Alors maintenant je sais pertinemment que nos détracteurs qui apparemment ne vivent pas la même réalité que nous, qui ne vivent pas dans le même monde que nous, qui ne sont pas confrontés quotidiennement aux mêmes terribles difficultés pour seulement survivre vont hurler au scandale, et c'est bien normal, on vient d'expliquer pourquoi.

On pourrait aller beaucoup plus loin au risque qu'ils fassent une crise d'apoplexie ou tombe en syncope. Non seulement Engels avait affirmé que le prolétariat et le mouvement ouvrier britannique s'étaient embourgeoisés, qu'ils avaient épousé la mentalité du bourgeois colonialiste, préfigurant ce qui allait se passer dans le reste des pays les plus industrialisés, il était allé jusqu'à affirmer que le syndicalisme était devenu (en Allemagne je crois souvenir) le pire ennemi du socialisme alors qu'il en était encore au stade élémentaire de son développement à la fin du XIXe siècle, tandis que Lénine s'en méfiera comme de la peste, bien qu'il ait dû l'intégrer dans la stratégie des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Marx était décédé trop tôt pour s'interroger sur cette question précise.

Pourquoi Engels avait-il eu cette violente réaction ? Je n'ai pas en tête le passage en question, en substance ou de mémoire, parce qu'il avait compris qu'en séparant le combat pour l'amélioration des conditions de travail du combat politique pour changer la société, les ouvriers seraient tentés de se satisfaire de simples améliorations apportées à leur condition d'existence

et s'accommoderaient du capitalisme au lieu de le combattre pour s'en débarrasser, ce qui s'est en effet produit sous l'impulsion des réformistes puis des révisionnistes du marxisme ayant abandonné le socialisme. Pour faire bonne mesure réformistes et révisionnistes quémandèrent à la bourgeoisie quelques droits politiques pour les travailleurs qu'elle leur octroya sachant pertinemment qu'ils ne leur permettraient jamais de remettre en cause son pouvoir ou sa domination de classe, puisque ceux qui dominaient et contrôlaient le mouvement ouvrier étaient acquis à la cause du capitalisme, et là encore c'est en effet ce qui se produisit, aucun régime n'a jamais été renversé par un bulletin de vote et les capitalistes sont toujours aux commandes quel que soit le parti ou la coalition de partis qui gouverne.

Au lieu que ce soit des sections de partis politiques qui combattent dans les entreprises au côté de sections d'autres partis pour des revendications sociales tout en combattant par ailleurs sur le plan politique sur la base de leur programme respectif, dans la perspective du socialisme pour ce qui concernait le parti social-démocrate (dénomination du parti ouvrier à l'époque d'Engels), ce sont des organisations hétéroclites composées d'ouvriers mais pas seulement liés à aucun parti ou différents partis qui prirent la tête du mouvement ouvrier concurrençant les partis politiques dont le parti social-démocrate, autrement dit la classe ouvrière n'étant pas appelé à lutter sur le plan politique ou à combattre le régime, elle devait fatalement s'y adapter, d'autant plus que les différents syndicats allaient être liés à des partis réformistes, staliniens ou bourgeois, tandis que les véritables socialistes ou communistes se retrouveraient dépossédés de cet outil pour forger la conscience de classe des masses, minoritaires, exclus des syndicats ou amenés à s'y frayer une place en passant des compromis honteux avec leurs appareils, au fil du temps s'ils acceptaient de s'enfermer dans ce schéma au lieu de le rompre le moment venu, ils étaient condamnés à la marginalité, à demeurer ultra minoritaires, à vivoter sans jamais pouvoir organiser la classe et construire un nouveau parti socialiste ou communiste, là encore c'est ce qui se produisit, aucun nouveau véritable syndicat ouvrier indépendant n'ayant vu le jour.

On a parfaitement conscience de remettre en cause les rapports établis avec la classe ouvrière et ses différents partis et syndicats, la stratégie politique qui remonte aux premiers congrès de l'Internationale communisme, qui a l'époque se justifiait par la composition du prolétariat et du mouvement ouvrier qui ont subit de profonde transformation très rapidement, dès les années 30 lorsque le stalinisme étendit sa dictature sur les syndicats et les sections de l'Internationale communiste.

Cette dichotomie entre syndicats et partis allait être exploitée par les staliniens à la suite des réformistes et des anarchistes pour mieux gangrener le mouvement ouvrier en s'appuyant sur l'aristocratie ouvrière, le diviser, briser son unité, qui conduirait à son affaiblissement continu pour le compte du régime en place, processus qui sera facilité par l'adoption de réformes entre 1945 et 1981 qui enchaînera davantage les travailleurs au capitalisme et permettra de camoufler sa véritable nature contre-révolutionnaire, pour finalement s'apercevoir le jour où l'oligarchie financière passerait à l'offensive généralisée contre tous les droits de la classe ouvrière, que tous les instruments qu'elle s'étaient forgés et qui étaient susceptibles de lui servir à s'organiser pour affronter le pouvoir en place et les capitalistes étaient en réalité inaptes à cet emploi, totalement corrompus, pourris de la base au sommet.

On pourrait dire que cette dichotomie a marqué le point de départ de la dislocation du mouvement ouvrier ou devait y conduire inéluctablement, alors qu'on nous la présenter comme un avantage devant servir à rassembler des masses hétérogènes ou ne partageant pas les mêmes affinités politiques, philosophiques, religieuses, etc., alors qu'en réalité elle allait servir à les éloigner le plus possible du socialisme jusqu'à ne plus savoir ce qu'il signifie vraiment, ce qui est le cas aujourd'hui.

Pourquoi, parce que les dirigeants qui contrôlaient le mouvement ouvrier en décidèrent ainsi, parce que leur volonté, leur conviction étaient étrangères au socialisme, aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière qui demeurent de mettre fin au règne de l'exploitation et de l'oppression, ce qui nécessite qu'elle se rassemble, s'organise, construise son parti et s'empare du pouvoir politique pour renverser l'ordre établi, objectifs qui n'étaient manifestement pas ceux de ces dirigeants, pas plus que ceux qui s'y opposaient.

C'est une explication et non une théorie, on part des faits et on voit où ils ont abouti tout simplement. On ne demande à personne d'y adhérer aveuglément ou de nous faire confiance.

On peut contester cette explication, par exemple en affirmant que la conception de la lutte des classes qui a prévalu tout au long de la période évoquée plus haut avait permis d'enregistrer des progrès sociaux significatifs ou considérables... Certes, d'une part au détriment d'autres peuples, d'autre part allez donc raconter cela aux Grecs ou aux Portugais, demain aux Italiens ou aux Espagnols, ou sans aller chercher si loin, en France aux millions de pauvres, je ne suis pas certains qu'ils apprécieront ou comprendront de quoi vous voulez parler.

Eux aussi se sont embourgeoisés à leur dépens, au point que même lorsque leur niveau de vie est gravement amputé ils parviennent encore à survivre sans se mobiliser ou si peu, de manière sporadique, il faut dire que l'Etat s'emploie à faire en sorte qu'ils n'en viennent pas à se soulever par le biais d'un tas d'organisations qu'ils financent ainsi que l'UE, afin qu'ils s'adaptent à cette situation et protéger le régime. En comparaison, les Irakiens et les Syriens qui ont eux réellement tout perdu se mobilisent en masse pour reconquérir leur souveraineté. Il faut donc croire que sur l'échelle de ce que les masses peuvent supporter, il existe un échelon au-delà duquel elles passent à l'action, confirmant le diagnostic de Marx et Lénine.

Ce que manifestement le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, qui se définit comme un "marxiste fantasque (The Guardian) (legrandsoir.info 4 mars 2015) n'a pas compris lorsqu'il reproche à Lénine d'avoir affirmé « Il faut que les choses

empirent, avant de s'améliorer », ce que la révolution russe avait confirmé soit dit en passant. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'on entend par empirer pour les masses, d'où elles partent et où elles en sont arrivées, sachant que la faculté d'adaptation de l'homme à un environnement hostile dépend des conditions dans lesquelles il est placé et que sa capacité de résistance ne dépend pas seulement de facteurs extérieurs mais aussi subjectifs. Pour Varoufakis il est préférable qu'il gère avec Syriza la société pour le compte des capitalistes au lieu d'en laisser le soin à ses représentants officiels, la Nouvelle Droite et le Pasok, de manière à éviter que "les choses empirent" pour les masses car il n'y aurait rien à en attendre sur le plan politique, aussi craint-il sans le dire qu'elles se soulèvent et qu'elles balaient tout sur son passage y compris son propre parti. Aussi pour ne pas en arriver à cet affrontement qu'il redoute, vaux mieux s'en remettre au capitalisme plutôt qu'aux masses grecques, il le dit lui-même à la fin de son article.

En France aussi cet affrontement entre les classes aura lieu tôt ou tard, c'est le ministre de l'Economie qui l'a confirmé à sa manière dans une interview au Wall Street Journal, en affirmant que la loi scélérate qui porte son nom ne va pas assez loin : "Il faut davantage chercher la confrontation" (Francetv info 10.03).

J'espère trouver le temps de revenir sur cet article pour étriller ce renégat, qui pour justifier sa capitulation devant la troïka n'a rien trouvé de mieux à dire au bout de 10 pages à propos du système capitaliste, qu'il fallait "*le sauver de lui-même, dans un but stratégique*", les créanciers de la Grèce seront rassurés et peuvent dormir tranquille. Laissons pour le moment Yanis Varoufakis à ses fantasmes de nantis. Il ferait bien de lire l'article suivant, à mon avis cela ne servirait à rien, il est irrécupérable, si Marx ou Lénine n'ont pas réussi à le convaincre, alors...

Pourquoi Daesh et le Pentagone ne peuvent pas vaincre en Irak : parce que tout un peuple est debout pour les combattre et les chasser d'Irak.

- Karim al-Nouri, un porte-parole de l'Organisation Badr, a évoqué ensuite le rôle très important des forces tribales de Salaheddin dans l'opération que les forces irakiennes mènent actuellement dans cette province. « Tandis que les Irakiens se battaient contre les terroristes de Daesh, les puissances qui prétendaient défendre l'Irak contre le terrorisme, nous ont laissé seuls, et traînaient à nous livrer des armes et des munitions dont nous avions besoin. Mais parmi nos voisins, c'était uniquement la République islamique d'Iran qui s'est précipitée à nous aider par tous ses moyens et sans rien demander aux Irakiens en contrepartie », a déclaré ce responsables des forces populaires irakiennes.

Cependant, il faut admettre que l'élément principal des victoires successives des Irakiens sur les terroristes takfiris de Daesh à Diyala, Zalouya, Baïdji et maintenant à Salaheddin, c'est la conviction de tous les Irakiens qui ont compris que Daesh est l'ennemi non seulement de tels ou tels groupes ethniques et confessionnels mais de l'ensemble de la nation irakienne. L'unité des Irakiens et leur soutien aux forces de l'armée pour libérer les zones occupées par les terroristes de Daesh laissent à croire que la défaite définitive des terroristes sera réalisée non pas par les puissances étrangères et leur coalition internationale, mais par les Irakiens eux-mêmes. D'autant plus que jusqu'à présent, les forces de la coalition n'ont pas réussi à obtenir des victoires significatives sur Daesh, et elles n'ont pas pris part non plus à la bataille de Salaheddin. french.irib.ir 10.03

- Selon l'agence Farsnews, citant des sources bien informées, 7.000 forces des tribus sunnites sont venues en aide aux militaires de l'armée régulière, tandis que les forces populaires combattent Daesh, pour libérer Tikrit. es tribus de Salaheddine ont annoncé, mardi, en émettant un communiqué, dont une copie a été remise à Sumeriya News, que tous les habitants de Tikrit et ses tribus sont, totalement, prêts à faire face aux Daeshistes et à coopérer avec les forces armées irakiennes. (id)

Fanatisme. Hystérie. Ils en remettent une couche quotidiennement.

Valls pris d'une crise de démence incontrôlable éructe littéralement la bave aux lèvres.

Du coup nos dirigeants se tiennent à carreaux.

1- Vive empoignade entre Manuel Valls et Marion Maréchal-Le Pen à l'Assemblée - L'Express.fr

La députée FN avait, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, attaqué le Premier ministre sur ses "prises de parole obsessionnelles" et "de plus en plus injurieuses" avec son offensive contre le FN ces derniers jours. "Gardez-donc votre mépris crétin et vos leçons de République pour votre propre parti", a-t-elle affirmé.

"Vous trompez les petits gens, les ouvriers, les agriculteurs, vous trompez ceux qui souffrent. Alors, il est temps que dans ce pays, il y ait un débat, qu'on déchire le voile, la mascarade qui est la vôtre", a lancé le Premier ministre en réponse à l'élue du Vaucluse. L'Express.fr 10.03

Commentaire d'internaute

1- "Les symptômes du dictateur sont de plus en plus flagrant chez ce monsieur !"

2- "Il n'a pas d'autorité naturelle puisqu' il est chaque jour obligé de se mettre dans une colère monstre. Ceux qui crient ou qui frappent sont en réalité des faibles, ils pensent compenser leur faiblesse en se grossissant.(un peu comme les chats lors d'une bagarre).

Vals est donc un froussard, d'ailleurs il parle de sa peur tout le temps. Et c'est 1er ministre !."

3- "Regardez bien la main gauche de Valls pendant sa pathétique allocution, agitée par des tremblements nerveux qu'il ne peut contrôler mais qu'il essaye vainement de dissimuler avec sa main droite.

Sans compter ses yeux exorbités et la rougeur de son visage. Il est évident qu'il perd les pédales. Et dire qu'il est premier ministre ! C'est vraiment pas rassurant.

Ça me fait penser à la dernière apparition d'Adolf Hitler qui lui aussi, tout comme Valls, était affligé de ces mêmes tremblements irrépressibles alors qu'il félicitait quelques membres de la Hitler Jungend à Berlin en 1945. Hitler savait qu'il avait perdu la guerre, Valls sait que le PS va aller de défaite en défaite jusqu'à la chute finale, des individus de cet acabit, aussi orgueilleux qu'égocentriques ne peuvent accepter la défaite ou l'échec et finissent toujours par somatiser.

Le parallèle est vraiment saisissant, isn't it ?

Oui, je sais, j'ai fait un point Godwin et de l'analyse comportementale de comptoir ! Et alors ?"

4- "Valls est un grand malade mental ! Avez vous vu son bras gauche et sa main qui tremble et qu'il ne peut plus contrôler quand il fait sa crise de nerfs, il est obligé de se tenir le bras. Ce type est dingue !"

5- "Valls est un vrai facho. Quand il se met en colère, il suffirait de lui rajouter la moustache, et la petite mèche qu'on se croit revenir en 1936, en Allemagne, même hargne, même verve, tous les attraits d'un fou dangereux."

6- "Si 30% des gens votent FN, c'est à cause de gens comme vous, monsieur Valls!"

7- "Le parti pris des médias est consternant : lors du passage de l'info sur TF1, ils ont sélectionné les moments... Il était plus intéressant de voir l'empoignade sur Public Sénat. Ce qui m'a frappé est le fait que Valls avait la main gauche qui tremblait à la fin de sa tirade d'inepties. Cela prouve qu'il est en mode panique totale. "

2- Soupçons de fraude concernant les eurodéputés FN: Le Pen dénonce une "manipulation politique" - AFP

La saisie de l'Office européen antifraude sur d'éventuelles irrégularités financières commises par le Front national concernant des salaires versés à des assistants parlementaires européens relève d'une "vaste manipulation politique" à quelques jours du scrutin départemental en France, a dénoncé mardi la présidente du parti Marine Le Pen.

Le président du Parlement européen, l'Allemand Martin Schulz, a annoncé lundi soir qu'il avait saisi l'Office européen de lutte antifraude après avoir découvert que 20 assistants parlementaires européens, rémunérés par l'Union européenne pour travailler aux côtés des élus FN à Strasbourg, apparaissaient sur l'organigramme du Front national et semblaient donc avoir des responsabilités politiques au sein du parti.

Ces assistants doivent pourtant "nécessairement et directement travailler à l'exercice du mandat parlementaire des députés européens", rappelle le Parlement.

Pour Mme Le Pen, cette affaire relève d'une "vaste manipulation politique" déclenchée selon elle par M. Schulz, "sur instruction" du Premier ministre Manuel Valls.

Martin Schulz, "qui est un socialiste (...) a rempli son contrat, il est allé dénoncer des députés auprès de l'Olaf, sachant pertinemment que cette simple dénonciation allait ouvrir automatiquement une enquête", a fustigé la présidente du FN.

"Nous répondrons à l'Olaf de la manière la plus sereine qui soit. Cette petite manip politique à quelques jours des élections, ça commence à être un peu grossier", a encore souligné l'eurodéputée. "Et quand ça vient du président du Parlement européen, c'est particulièrement indigne", a-t-elle ajouté.

"J'ai bien compris qu'en ce moment il fallait à tout prix et avec tous les moyens possibles et imaginables tenter de nuire au Front national. Ca ne changera pas le résultat des élections, pour ceux qui avaient espéré l'inverse", a-t-elle encore martelé.

Cette réaction du FN est "d'une certaine manière politique", mais "mes actions sont purement administratives", a répondu mardi M. Schulz. AFP 10.03

3- Moscovici juge l'effort de réformes de Paris pas suffisant - Reuters

L'effort de réformes de la France est indéniable mais n'est pas suffisant pour réduire les déséquilibres de l'économie, déclare le commissaire européen à l'Économie, Pierre Moscovici.

Dans le Figaro, à paraître mercredi, il dit attendre de Paris un plan de réformes "détaillé" et "ambitieux", avec un agenda législatif.

Les ministres des Finances de l'Union européenne, réunis mardi à Bruxelles, ont validé une nouvelle extension de deux ans du délai accordé à la France pour ramener son déficit public sous la limite des 3% de son produit intérieur brut.

Paris a désormais jusqu'à fin 2017 pour respecter la norme européenne, conformément aux recommandations formulées par la Commission européenne le mois dernier. Voir :

Pierre Moscovici souligne que la nouvelle trajectoire budgétaire est "exigeante en 2015, 2016 et 2017", un écart de 3 à 4 milliards d'euros subsistant entre le déficit structurel programmé à Paris et celui escompté à Bruxelles.

"Il faudra que des économies supplémentaires soient prises et prises rapidement - avant le 10 juin – afin de réduire l'écart. L'État français nous a confirmé, au plus haut niveau, qu'elles seront prises", prévient-il.

L'Union demande à Paris de faire un peu plus de 50 milliards d'économies budgétaires sur les trois années, précise Pierre Moscovici. "Nous avons devant nous de sérieuses discussions techniques et politiques". Reuters 10.03

4- L'Assemblée nationale vote la réforme territoriale - La Tribune

L'Assemblée a adopté mardi en première lecture par 306 voix contre 238 la nouvelle répartition des compétences entre collectivités locales, qui encourage la montée en puissance des régions et des intercommunalités. Socialistes, écologistes et radicaux de gauche ont voté pour ce texte qui constitue l'un des volets de la réforme territoriale tandis que Front de gauche, UMP et UDI ont voté contre.

A moins de deux semaines du premier tour des élections départementales le 22 mars, le projet de loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) vient compléter le redécoupage au 1er janvier 2016 de la France en 13 grandes régions. La Tribune 10.03

ACTUALITE EN TITRES

Sans intérêt.

- EELV survivra-t-il aux élections départementales? - Le Huffington Post

Un emploi sur mesure pour Taubira à Cayenne ?

- Pour Charles Pasqua, il faut "recréer les travaux forcés" pour les islamistes - Le Huffington Post

- Ciotti prône la création de centres de rétention pour les jihadistes - 20minutes.fr

Intox et dénie permanent.

- A Bresles, dans l'Oise, les militants PS unis derrière Valls - LeParisien.fr

- Valls nie tout "calcul politicien" après avoir évoqué sa "peur" d'une victoire du FN - Francetv info

Leur dictature ne doit pas connaître de limite.

- Être vacciné, un droit ou un devoir ? - Liberation.fr

Le droit de ne pas faire vacciner son enfant est-il une liberté constitutionnelle ? C'est la question que pose (indirectement) un couple de jeunes parents de l'Yonne poursuivis en justice pour avoir refusé de vacciner leur fille aînée contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite (DTP), seuls vaccins obligatoires en France métropolitaine. Liberation.fr 10.03

Comment faire baisser les statistiques du chômage avant 2017.

- Hollande assure que 150 000 jeunes par an d'ici à 2016 pourront profiter du service civique - Francetv info

Même privilégiée, la femme n'a jamais été l'égal de l'homme, c'est pour dire !

- Égalité professionnelle: les 10 femmes les plus riches du monde doivent toutes leur fortune à un homme - Le Huffington Post

Chaque fois que je me fais désagréable envers les femmes, c'est uniquement pour faire chier les féministes ou me moquer d'eux.

J'adore les femmes, allez une courte histoire.

Ma nouvelle compagne Selvi m'a fait une farce.

En me regardant dans le miroir de la salle de bain il y a quelques jours, à ma stupéfaction j'ai constaté que mes cheveux étaient devenus noirs, entièrement noirs alors qu'ils étaient blancs auparavant.

J'avais bien remarqué qu'ils avaient tendance à foncer récemment, j'imaginais que c'était l'huile ayurvédique avec laquelle elle me massait la tête le matin qui avaient produit cet effet, je m'étais dit naïvement qu'elle régénérait le cuir chevelu et que c'était peut-être bon aussi pour les neurones.

Penses-tu, en jetant un coup d'oeil à l'étagère où se trouve les produits d'hygiène j'ai découvert un petit flacon dans lequel il y a un produit destiné à noircir les cheveux. Le soir je me pointe devant Selvi le flacon à la main, elle éclate de rire à en tomber à la renverse. Je la regarde et je me dis que je ne peux pas la sermonner, elle est tellement heureuse, ce serait injuste de la priver de ce petit bonheur, elle en a eu si peu dans sa vie. Elle me dit que c'est plus beau, oui cela fait plus jeune je lui réponds, sauf que j'ai toujours 59 ans. Elle me demande si je suis en colère, je lui réponds non. En fait elle mélangeait l'huile ayurvédique à ce colorant de manière à ce que je me doute de rien en sentant l'huile (camphre et eucalyptus notamment)

C'est pour dire que je prête tellement peu d'attention à ma petite personne que je ne m'étais rendu compte de rien, alors que je me lave les dents et je me rase devant ce miroir, je me peigne aussi. Son fils, son frère et sa soeur que je vois tous les jours se sont évidemment aperçus de ce changement et personne ne m'en a parlé, ils ont dû croire que c'était une coquetterie de vieux beau, comme si j'avais l'esprit à cela, franchement. J'en ai parlé avec eux et on a bien rigolé.

Incroyable les femmes, n'est-ce pas ?

Où va se nicher la corruption.

- Margaret Thatcher aurait fermé les yeux sur les accusations de pédophilie visant un député - LeFigaro.fr

- Les instances du cyclisme mondial accusées d'avoir protégé Armstrong - Le Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

- Regain de tension entre les États-Unis et le Venezuela - LeFigaro.fr

- Le Venezuela prépare sa riposte aux sanctions américaines - AFP

Le président du Venezuela Nicolas Maduro a annoncé mardi qu'il allait demander à l'Assemblée nationale l'octroi de pouvoirs spéciaux pour répondre à "l'agression impérialiste" des Etats-Unis, en riposte aux sanctions américaines à l'encontre de hauts responsables annoncées la veille.

"J'ai décidé de me rendre aujourd'hui (mardi) personnellement à l'Assemblée nationale pour remettre ma demande" de pouvoirs spéciaux "pour la paix et la souveraineté", a écrit le président sur son compte Twitter.

Dans un discours lundi soir, le président Maduro avait qualifié de "coup le plus agressif, injuste et néfaste jamais porté au Venezuela" l'annonce de ces sanctions, prises selon la présidence américaine en réaction à des violations des droits de l'homme au Venezuela.

"Vous n'avez pas le droit de nous agresser et de déclarer que le Venezuela est une menace pour le peuple des Etats-Unis, la menace pour le peuple américain, c'est vous", a-t-il déclaré à l'intention du président américain Barack Obama.

Celui-ci avait qualifié lundi la situation dans ce pays sud-américain de "menace extraordinaire et inhabituelle pour la sécurité nationale et la politique extérieure des États-Unis" et annoncé des gels d'avoir et interdictions de visas contre sept responsables vénézuéliens impliqués dans la violente répression des manifestations contre le gouvernement Maduro entre février et mai 2014.

L'annonce des sanctions a déjà entraîné, lundi, le rappel immédiat du plus haut représentant diplomatique vénézuélien aux États-Unis, un épisode qui est survenu après des années de frictions, les deux pays n'ayant plus d'ambassadeurs respectifs depuis 2010.

Le Venezuela a obtenu le soutien de plusieurs de ses voisins en Amérique latine, en premier lieu de Cuba, dont le gouvernement a fustigé mardi le "décret arbitraire et agressif pris par le président des Etats-Unis".

Dans un courrier publié par la presse locale, l'ex-président cubain Fidel Castro a lui félicité Nicolas Maduro pour son "discours courageux et brillant face aux plans brutaux du gouvernement des Etats-Unis".

"Personne n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat souverain ni de déclarer, sans aucun fondement, qu'il constitue une menace à sa sécurité nationale", s'est exclamé le gouvernement de Cuba, principal allié politique et économique du Venezuela depuis 15 ans.

Les présidents bolivien Evo Morales et équatorien Rafael Correa ont eux aussi apporté leur soutien à Caracas.

Il y a, "au fond, la menace, par Obama, d'envahir le Venezuela", a affirmé Evo Morales, selon l'agence de presse officielle ABI.

C'est pourquoi "nous condamnons, nous répudions, nous n'acceptons pas, au XXIe siècle, ce genre d'intervention des Etats-Unis", a-t-il ajouté, appelant à organiser des réunions d'urgence des organismes régionaux Celac et Unasur "face à l'agression" américaine.

Rafael Correa a pour sa part estimé qu'il s'agissait d'une "blague de mauvais goût" de la part de Washington, "qui nous rappelle les heures les plus sombres de notre Amérique, quand l'impérialisme nous imposait des invasions et des dictatures".

"Comprendront-ils que l'Amérique latine a déjà changé ?", s'est-il demandé.

Comment fabriquent-ils leur propagande ? En inversant les rôles entre l'agresseur et l'agressé. Démonstration par des agents de l'impérialisme américain.

- "En recourant au thème de l'ennemi extérieur, c'est-à-dire de l'impérialisme, le gouvernement veut bâtir un mécanisme légal plus répressif", a expliqué à l'AFP le politologue Edgard Gutiérrez, de la société de sondages Venebarometro.

La loi "anti-impérialiste" sera "un instrument contre l'ennemi intérieur, et, comme les lois similaires de Maduro, destinée à saper les droits de l'homme", a renchéri sur Twitter Rocio San Miguel, de l'ONG Contrôle citoyen, spécialisée dans les questions militaires et de sécurité.

2- Etats-Unis

- Etats-Unis: un policier blanc tue un homme noir nu et non armé - AFP

Un policier blanc a tué un homme noir non armé, qui s'était jeté sur lui nu, dans l'Etat américain de Georgie (sud-est), a-t-on appris mardi, un incident qui survient au moment où la violence policière contre les minorités raciales fait la Une aux Etats-Unis.

L'agent, du comté de DeKalb, a répondu lundi après-midi à un appel provenant d'un lotissement, où un homme provoquait la stupeur des habitants car il frappait aux portes et se déplaçait nu en rampant sur le sol, a expliqué le chef de la police du comté Cedric Alexander lors d'une conférence de presse.

Arrivé sur place, le policier est tombé nez-à-nez avec l'individu qui a refusé d'obéir à ses injonctions et s'est subitement jeté sur lui. L'agent a alors sorti son pistolet et a tiré par deux fois, tuant le suspect sur le coup, a ajouté le chef de la police dont les propos ont été rapportés par la presse locale.

La victime, Anthony Hill, un Noir de 27 ans, ne portait pas d'arme sur lui lors de l'incident et semblait souffrir de troubles mentaux, d'après M. Alexander.

L'enquête a été confiée à une entité indépendante de la police du comté, le Georgia Bureau of Investigation.

3- Bulgarie

- Bulgarie : manifestation contre l'Otan - french.irib.ir

Les citoyens bulgares se disent mécontents d'une coopération de leur pays avec l'Otan. Selon la chaîne anglophone iranienne Press TV, les protestataires bulgares sont descendus dimanche dans la rue à Sofia, la capitale, pour dénoncer les démarches militaires de l'OTAN à l'Est de l'Europe. Les manifestants ont déploré que la Bulgarie agisse sous la direction de l'OTAN. Ils ont également plaidé pour le retrait de leur pays de cette organisation. A noter que 5 navires de patrouille de l'OTAN sont arrivés au port de Varna dans le cadre des exercices militaires communes Bulgarie/Turquie/Roumanie. La Bulgarie a adhéré à l'OTAN en mars 2004. french.irib.ir 09.03

4- Russie

- La Russie ne peut pas renoncer à la Crimée (Poutine) - french.irib.ir

Le président russe a précisé que l'annexion de la Crimée au territoire russe a eu lieu dans l'objectif de protéger la population, majoritairement, d'origine russe de cette région, après l'arrivée au pouvoir des nationalistes pro-occidentaux en Ukraine.

Le président russe, Vladimir Poutine, qui se prononçait lors d'une émission documentaire, qui sera diffusée, prochainement, par la télévision d'Etat Russia 1, a défendu l'occupation de la Crimée et son annexion au sol russe, ce qui était une mission de sauvetage, selon le président russe. « Nous étions obligés à faire réintégrer la Crimée à la Russie car nous ne pouvions pas restés indifférents du sort des gens qui y vivaient et qui n'avaient, se pliant devant leur destin, que tolérer les pressions des nationalistes pro-occidentaux», a fait remarquer le président russe, Vladimir Poutine, qui n'a pas oublié de parler du sondage qu'il a fait dérouler en Crimée, lors duquel, 75% des habitants de la Crimée ont soutenu l'annexion de leur territoire à la Russie. french.irib.ir 10.03

ECONOMIE

Euro

- L'euro chute encore face au dollar, au plus bas en près de douze ans - AFP

La monnaie unique européenne valait 1,0693 1,0698 dollar vers 18h50 GMT, son niveau le plus faible depuis avril 2003.

"Il n'y a tout simplement aucune raison d'acheter des euros", a résumé David Gilmore, de Foreign Exchange Analytics. "On continue à observer ce qui est en place depuis un moment: une amélioration d'une économie américaine déjà solide, qui laisse croire à un resserrement de la politique monétaire des Etats-Unis dès les prochains mois."

En ce sens, le président de la Fed de Dallas, Richard Fisher, a apporté un soutien au dollar en se prononçant pour une hausse rapide des taux d'intérêt américains, sans quoi la première économie américaine risquait, selon lui, la récession.

Or, une hausse des taux, maintenus depuis 2008 près de zéro, rendra le dollar plus rémunérateur.

Haut de page

Le 12 mars 2015

CAUSERIE

On ajoutera une douzaine d'articles plus tard ou demain matin.

Self control. Contrairement à Valls qui pète un plomb et va finir par se le prendre en pleine gueule, c'est tout le bien qu'on peut lui souhaiter, on reste calme, cool, on maîtrise la situation, on a même de bonnes nouvelles de Syrie, d'Irak et des Etats-Unis aujourd'hui...

Valls doit s'inspirer d'Avigdor Lieberman, le ministre d'extrême droite des Affaires étrangères de l'Etat sioniste qui a déclaré avant-hier : "*Celui qui est de notre côté aura tout. Celui qui est contre nous, il n'y aura rien d'autre à faire. Nous devons prendre une hache et lui couper la tête, sinon nous ne pourrons pas survivre ici*". (french.irib.ir 11.03)

Valls doit l'envier et enrager de ne pas pouvoir tenir de tels propos à l'Assemblée nationale.

Comme quoi à côté d'eux on reste mesuré.

Les comploteurs sont les médias institutionnels subventionnés par l'Etat, par le gouvernement dirigé par le PS.

- Une nouvelle du week-end dernier affirmant que des conseillers militaires américains et israéliens qui aidaient l'Etat islamique avaient été arrêtés en Irak, n'a pas été reprise par les médias institutionnels. Arrêt sur Info.

Jusqu'à quand vont-ils pouvoir soutenir ces monstres de cruautés qu'ils ont créés, alors qu'une multitude de faits matériels et de témoignages accablants s'accumulent et prouvent leur collusion avec ces barbares ?

Comment vont-ils s'y prendre pour tenir plus longtemps cette stratégie politique ? Par exemple :

- Certaines manoeuvres visant à améliorer l'image des groupes d'Al-Qaïda sont en cours. Jabhat al-Nosra envisagerait de couper les liens avec al-Qaïda, pour recevoir le parrainage du Qatar afin d'augmenter ses sources de financement.

- Le magazine des Affaires étrangères (Foreign Affairs) de Washington a même publié une étude affirmant que les combattants de l'EI étaient « étonnamment en faveur de la démocratie« . Après tous les massacres commis et recensés cela manque de crédibilité. (Les preuves des liens existants entre Washington et l'Etat islamique - Arrêt sur Info 9 mars)

Pour mieux comprendre, une vidéo : Le rêve, non le Reich américain.

Le grand échiquier (livre) écrit par Zbigniew Brzezinski - présenté par Michael Ruppert
http://www.dailymotion.com/video/xqkfhh_le-grand-echiquier-livre-ecrit-par-zbigniew-brzezinski-presente-par-michael-ruppert_news?start=1

A visionner absolument ou mieux, lire le livre de Brzezinski, il décrit pas à pas les différentes étapes de la stratégie politique néolibérale permettant d'aboutir à la mise en place d'un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière angl-saxonne-sioniste ou le monde soumis à l'Empire américain.

Dans le même registre une autre vidéo : Die geschüttelte hand Furher.

La main gauche de Manuel Valls
https://www.youtube.com/watch?v=mkcfSyWLgJA

Valls est manifestement ravagé, enragé. Vous savez ce qu'on faisait autrefeois au chien qui avait la rage : on le piquait ! On pourrait prescrire à Valls une euthanasie préventive de salut public...

Le troublant constat d'un internaute.

- "*Valls c'est la preuve qu'une dictature pourrait arriver en France en 2 temps 3 mouvements sans que personne ne se rendent*

compte de rien.

C'est vraiment fortement inquiétant de constater le soutien qu'il a aussi bien à droite qu'à gauche?"

Vous vouliez dire dans le camp qu'il représente, n'est-ce pas ?

Le Front de gauche a passé une alliance au niveau départemental (Val-de-Marne) avec le Parti socialiste, déclaration de la majorité de gauche du conseil général du 16 décembre 2014. (Informations ouvrières n° 342 page 9) Comme quoi il faut chercher la gauche ailleurs.

Informations ouvrières (342) relaie l'info sur Valls à la manière lutte des classes :

- "*Valls agite la menace d'une catastrophe pour faire passer ses plans anti-ouvriers !*"

- "*Valls agite le spectre du Front national*"

Extrait de l'éditorial de Daniel Gluckstein (IO n° 342 paru hier)

- "*A dix jours du premier tour des élections départementales, Valls a exprimé son « angoisse » devant un possible succès du Front national. L'objectif de cette déclaration est évident : c'est un appel à se grouper autour du gouvernement, présenté comme un rempart contre l'extrême droite.*

Si le Parti socialiste s'apprête à connaître le plus grand rejet de l'histoire qu'ait connu, sous la Ve République, le parti qui gouverne, il le doit à sa politique, et à rien d'autre. Si l'abstention s'apprête à battre des records, en particulier dans l'électorat traditionnel du Parti socialiste, la responsabilité en incombe exclusivement à la politique du gouvernement Hollande- Valls au service de la classe capitaliste et de l'Union européenne.

Aucune solution conforme aux besoins de la classe ouvrière et de la démocratie n'est à attendre du résultat des 22 et 29 mars. A la démobilisation électorale prévisible pour les élections départementales répond la mobilisation grandissante pour le succès de la grève interprofessionnelle du 9 avril. Un mouvement d'une puissance sans précédent depuis de nombreuses années cherche à se constituer.

En témoignent la multiplication des appels communs d'organisations syndicales (CGT, FO, Solidaires et FSU), les initiatives communes — piquets de diffusion, assemblées de militants — le nombre de cars et de trains commandés… Ce 9 avril est saisi comme une nécessité : le rassemblement de toute la classe ouvrière contre le gouvernement et sa politique au service de la classe capitaliste. S'affirme en particulier la volonté d'aller manifester à Paris, contre le gouvernement, là même où il décide sa politique anti-ouvrière."

Nous appelons tous les militants et travailleurs à faire grève et à manifester le 9 avril, à participer à la préparation de cette journée de mobilisation contre le gouvernement et sa politique ultra réactionnaire.

Nous avons bien noté que pour le POI, la politique anti-ouvrière que subissent les travailleurs se "décide" à Paris, et non à Bruxelles ou Washington. Cela nous convient mieux.

Car si en effet cette politique est dictée par Washington ou Bruxelles, plus précisément par le sommet de l'oligarchie financière, il n'en demeure pas moins que c'est effectivement le gouvernement français qui l'applique, qui prend la responsabilité de l'appliquer à la lettre, alors qu'il a la possibilité de la rejeter puisque la France est encore un Etat indépendant et souverain.

Nous partageons aujourd'hui l'orientation politique du POI, ce qui n'est pas toujours le cas.

Maintenant on peut admettre qu'on ait des désaccords, le contraire serait inquiétant. On peut même concevoir que par manque de temps ou qu'il leur répugne d'intervenir sur un autre plan que purement politique, je fais allusion ici à la guerre idéologique et psychologique que mène le gouvernement (et les médias) contre les masses, qui se combine à la guerre qu'il conduit sur le plan social ou politique, différents plans sur lesquels j'interviens quasi quotidiennement pour aider les lecteurs à briser la propagande officielle, à comprendre comment elle s'articule avec leur stratégie politique, car finalement tout est lié. Ils visent les mêmes objectifs politiques, seuls les moyens varient pour y parvenir, aussi nous faut-il démonter toute leur argumentation et mener cette guerre sur tous les fronts à la fois.

Il ne suffit pas d'avoir la volonté de ne pas tomber sous l'emprise du conditionnement que le gouvernement vous a réservé ou de l'idéologie dominante, faut-il encore comprendre quels mécanismes de différentes natures ils usent pour ne pas finir sous leur influence à des degrés divers, et l'expliquer ensuite aux autres travailleurs pour les aider à prendre leur distance avec le régime

et à conquérir leur indépendance pour ensuite passer à l'action, s'organiser...

Où je suis en Inde, je ne peux pas intervenir sur le plan social ou sur le terrain, donc j'interviens sur tous les autres plans, ce partage des rôles me va très bien.

Toujours dans le même registre.

Ne dites pas qu'un Noir est noir, on vous accusera de racisme.

Mon épouse dont je suis séparé et avec laquelle j'ai vécu pendant 24 ans était Indienne, d'origine dravidienne à la peau sombre, mais encore claire en comparaison avec celle de ma nouvelle compagne, Selvi, qui a la couleur du chocolat noir. C'est délicieux évidemment.

Selvi a honte de la couleur de sa peau, c'est terrible. Les Indiens à la peau sombre sont réputés à tort originaires de basses castes. C'est un sujet récurrent. Les Indiennes à la peau sombre se talquent pour paraître plus claires, pas seulement, pour entretenir la peau du visage aussi. Elles se protègent du soleil pour ne pas bronzer, c'est leur hantise, devenir encore plus noires, quel cauchemar !

Il m'est donc dévolu de faire l'éducation de Selvi qui a 44 ans pour qu'elle soit enfin fière de la couleur de sa peau qui est magnifique ou plutôt qu'elle n'y pense plus, qu'elle cesse d'être complexée parce qu'elle est noire ou se figurer qu'elle serait inférieure aux autres femmes.

Personnellement c'est une préoccupation qui m'a toujours été étranger au point d'en oublier la couleur de ma propre peau, j'en veux pour preuve que lorsque par hasard il m'arrive de croiser un Blanc je suis choqué pas la blancheur de sa peau pour vivre en permanence entouré de Noirs, au point de trouver un côté maladif à ce malheureux Blancs, il suffirait que je me regarde dans un miroir pour m'appercevoir que je n'ai pas la peau noire, car j'ai fini par tellement me confondre avec la population qui m'entoure que je m'identifie à un Noir !

« *La responsabilité du système capitaliste dans l'oppression raciale est fondamentale* ». (Malcolm X)

Les ordures du gouvernements, du PS et des médias se font un malin plaisir à rapporter les moindres propos à connotation raciste ou supposés tels tenus par tel ou tel homme ou femme politique dont personne n'aurait entendu parler au-delà de ceux qui en avaient été les témoins, de manière à conforter les préjugés à l'encontre des étrangers ou certaines communautés qui peuvent exister au sein de certaines couches de la population, propos qu'ils condamnent hypocritement évidemment, de sorte qu'elles estiment ces préjugés fortement répandus et légitimes, dans l'espoir aussi que d'autres personnes les imiteront, et que par chance parmi celles-ci il s'en trouvera qui commettront l'erreur de se lâcher, ce qui permettra à la fois de dresser le constat que ce genre de propos ou comportement s'est effectivement répandu dans la société et de justifier la législation répressive qu'ils auront adoptée pour limiter la liberté d'expression déjà largement amputée et la boucle de la dictature en marche sera bouclée.

A force de le répéter ou de donner la parole à des gens qui estiment que les Noirs, les Arabes, les Asiatiques, les musulmans, etc. sont différents des autres, il y en a qui n'y avaient pas pensé ou qui n'avaient pas osé le penser et qui vont y être encouragés, cela ne fait aucun doute. Pourquoi pas, à première vue on est différent, alors où s'arrête la différence, je n'en sais rien après tout, peut-être qu'on n'est finalement pas fait pour vivre ensemble, qui sait, ceux qui le prétendent ont peut-être raison, le doute est permis, bien des faits qu'on nous rapporte tendent à le prouver, il ne faut pas rejeter a priori cette théorie...

Ce n'est pas seulement la crise du capitalisme ou la politique antisociale du gouvernement qui alimente le racisme et la xénophobie, c'est aussi le guerre psychologique et idéologique qu'ils ménent consciencieusement contre les masses et dans laquelle s'inscrit la manipulation du racisme et de la xénophobie, qui est utilisée pour les faire monter.

Présenter la population sous un angle abjecte est fort utile pour le régime pour la diviser et régner en maître absolu.

Car qui aura envie de se rassembler avec ses collègues de travail, ses voisins, ses semblables, mais des inconnus après tout que l'on peut soupçonner d'être d'horribles racistes, des terroristes ou des antisémites s'ils sont musulmans, de préférence s'ils sont noirs des fraudeurs, des voleurs, des fainéants, des trafiquants, des profiteurs, mais aussi des sexistes, pourquoi pas des pédophiles, franchement c'est plutôt repoussant d'imaginer se retrouver en compagnie de à cette pourriture, cote à cote avec cette racaille, manifester avec ces voyous, tous ces gens malhonnêtes, comment puis-je avoir des intérêts communs avec ces gens-là, comment puis-je partager des valeurs et des principes avec eux, c'est incensé, autant rester chez moi à me morfondre sur mon triste sort en attendant des jours meilleurs... qui ne viendront jamais !

Et puis en pianotant sur mon clavier au moins je ne cours pas ce risque, je peux encore m'exprimer librement grâce aux réseaux sociaux, quel bonheur ! Comme quoi on exagère quand on nous dit qu'il serait impossible d'agir autrement qu'en descendant dans la rue ou en suivant tous ces partis qui ne valent pas mieux les uns que les autres, pour ce que cela sert, trois

petits tours et puis s'en vont...

Non mais c'est vrai, quand on croise une personne dans la rue, on ne sait pas ce qu'elle a dans la tête, qui elle est, par les temps qui courent il faut se méfier plutôt deux fois qu'une, il faut être vigilant, vive vigipirate, vive l'armée, vive le gouvernement, vive Valls, vive Hollande !

- Attaques racistes contre Taubira : Valls et Hollande montent au créneau - Francetv info

Isabelle Guinot, une élue municipale de Juvisy-sur-Orge (Essonne) est cette fois à l'origine de la polémique. Elle a affirmé sur les réseaux sociaux : "Elle vient de Cayenne, là où il y avait le bagne, quelle reparte là-bas vu qu'elle a toujours détesté la France". Réaction immédiate de l'exécutif, Manuel Valls a exprimé sa colère : "Ça suffit, il faut qu'il y ait bien plus que de l'indignation. Il faut que chacun prenne conscience que des digues se sont brisées ces dernières années" a déclaré le Premier ministre face à la caméra de France 3. (En mai 2012. - ndlr)

À travers cette attaque, Christiane Taubira dénonce une montée du racisme. "C'est visible parce que ça me touche moi, mais il y a des millions de personnes qui se prennent ça en pleine figure à longueur de journée " a déclaré la garde des Sceaux sur RTL. Francetv info 12.03

Si un Indien me balançait : Si vous n'êtes pas content, vous n'avez qu'à retourner en France, je n'estimerais pas forcément que ce propos relèverait du racisme, si je commets la maladresse de critiquer l'Inde en général ou les Indiens devant un Indien et qu'il se sent visé, sa répartie sera justifiée. Taubira sert de caution au soutien que le gouvernement apporte à des régimes racistes, xénophobes, néonazi ou d'extrême droite, y compris Israël, et à l'amalgame entre l'antisionisme et l'antisémitisme pratiqué par Valls et Hollande.

Commentaire d'internaute

1- "Ah bon c'est raciste? Les socialistes vont nous jouer la carte "raciste" jusqu'au bout."

2- "Ou est le racisme la-dedans? Nulle part.

Il y avait bien un bagne à Cayenne et Madame Taubira ayant lutte contre la France on peut la soupçonner de ne l'avoir jamais aimée.

Aucune référence à la couleur de peau ou à l'origine ethnique de Madame Taubira.

Que les Socialistes cessent cette comédie ridicule: ça ne prend plus!"

3- "Une géolocalisation avec une information historique (le bagne) qui n'est un secret pour personne devient un propos raciste -> qu'on m'explique où il y a du racisme.

Il va falloir que les Français sortent de leur sommeil et de cet endoctrinement sectaire socialiste.

Marteler que les blancs sont des racistes envers les gens de couleur devient une litanie qui stigmatise les blancs comme si nous étions des racistes dés la naissance. Mme Taubira merci de nous rendre monstrueux, abject, non tolérant.

Pour vous citez : C'est visible parce que ça me touche moi, mais il y a des millions de personnes qui se prennent ça en pleine figure à longueur de journée

Parce que nous les blancs on en prend pas à longueur de journées dans les médias, car les médias filtrent lorsque c'est des gens de couleur qui s'en prennent à des blancs - les derniers attentats ont été perpétrés par des hommes de couleur pas par des blancs Madame la ministre."

Ne soyez pas raciste, ils versent dans le communautarisme pour pousser à le devenir et vous tombez dans leur piège.

Qu'il y ait des Noirs ou des Arabes, des Asiatiques, des Africains ou je ne sais qui qui ne puissent pas sacquer les Blancs, c'est un fait, comme il y a ici des Indiens qui ne peuvent pas piffrer les Blancs, mais ils demeurent extrêmement minoritaires et ne méritent pas qu'on y prête attention. Vous y accordez trop d'importance, vous êtes vous-même manipulé, vous êtes sans le savoir sous l'influence de l'idéologie dominante que dilue du matin au soir les médias. Personne ne possède un brevet de bonne conduite supérieur aux autres.

Encore dans le même registre, mais en Espagne cette fois.

Les deux camps se mobilisent pour que la mayonnaise prennent.

Un article pour une manifestation qui a réuni "une centaine de personnes", espérant sans doute qu'ils seront plus nombreux la prochaine fois.

Première manifestation en Espagne du mouvement islamophobe Pegida - AFP

Environ une centaine de personnes ont manifesté mercredi à L'Hospitalet de Llobregat, dans le nord-est de l'Espagne.

"Le terrorisme islamiste est une menace latente dans notre pays et nous voulons mettre en lumière ce problème", a affirmé le secrétaire général de ce parti, Robert Hernando, qui a traversé le dispositif policier pour s'adresser à la presse. AFP 12.03

C'est énorme "une centaine de personnes".

D'autant plus que...

En face, une contre-manifestation de 300 personnes avait été organisée par un mouvement antifasciste.

"Les partis de gauche ne font pas leur boulot et ces partis d'extrême droite en profitent pour chercher des ennemis fictifs", dit Victor Messeguer, un fonctionnaire de 55 ans. AFP 12.03

Il en ira ainsi aussi longtemps que vous considèrerez ces partis de gauche...

ACTUALITÉ DU JOUR

L'anticommunisme primaire béni par Rome et Washington

- A Gdansk, Valls oppose les valeurs de Solidarnosc à l'extrême droite - AFP

A Kiev, il oppose les valeurs du régime néonazi aux masses ukrainiennes qui le combattent...

Mais aussi pour faire passer cela :

- La France va augmenter ses effectifs militaires au Sahel pour lutter contre Boko Haram - Francetv info

- Pour l'armée, de nouvelles missions et une hausse du budget - Liberation.fr

Face aux menaces terroristes, la loi de programmation militaire a plus que jamais besoin d'une «réactualisation».

Avec à la clé, une hausse du budget consacré à la défense. Sans que le locataire de l'hôtel de Brienne ne précise son montant. Le budget de l'année 2015 d'un montant de 31,4 milliards, lui, reste «sanctuarisé».

Le matin même, un conseil de défense s'était tenu à l'Elysée. Le maintien de l'opération «sentinelle» jusqu'à l'été prochain avec la mobilisation d'un peu plus de 10 000 hommes sur le territoire national va entraîner une révision à la baisse de la suppression des 34 000 postes initialement prévue. Lors de sa conférence presse, le 5 février dernier, le président de la République avait déjà annoncé le maintien de 7 500 postes. Mais le chef de l'Etat veut également que les forces armées soient en mesure de déployer 7 000 hommes pour assurer des missions de protection sur le territoire national. Actuellement l'opération «sentinelle» assure la protection de 682 sites en métropole dont 604 à caractère religieux. Liberation.fr 12.03

On comprend pourquoi...

- François Hollande absout les frondeurs - LeFigaro.fr

Ils ont tous voté le volet de la réforme territoriale dictée par Bruxelles consacrant "la montée en puissance des régions et des intercommunalités" (La Tribune 11.03)

Ce sont tous de fieffés affairistes ou imposteurs, des agents du régime.

Et dire que pendant des décennies certains les courtisèrent... Après s'être fourvoyé de la sorte, cela mériterait quelques explications, non ? Non, dont acte.

On ne leur refusera pas... même à titre préventif !

- Fin de vie: les députés refusent "l'assistance médicalisée active à mourir" - AFP

- Euthanasie : les représentants religieux unis pour préserver «l'interdit de tuer» - french.irib.ir

Dans une tribune, publiée dans "Le Monde" lundi 9 mars, à la veille de l'ouverture du débat parlementaire sur la fin de vie, à l'Assemblée nationale, cinq représentants des trois grandes religions monothéistes demandent «à ce que soit préservé l'interdit de tuer».

La disposition préoccupe le cardinal Philippe Barbarin, archevêque de Lyon, François Clavairoly, président de la Fédération protestante de France, Mgr Emmanuel, Métropolite de France, président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France, Haïm Korsia, Grand rabbin de France, et Mohammed Moussaoui, président de l'Union des mosquées de France et président d'honneur du CFCM, les auteurs de la tribune. french.irib.ir 11.03

Intox de la dictature. Pour l'exemple. Lampiste.

- Etats-Unis: la police de Ferguson accusée de racisme, son chef démissionne - AFP

Une semaine après un rapport accablant détaillant des pratiques policières racistes devenues quasiment routinières, le chef de la police de Ferguson (Missouri, centre des Etats-Unis), théâtre d'émeutes l'été dernier après la mort d'un jeune Noir tué par un policier, quitte ses fonctions.

La ville de Ferguson et le chef de la police Thomas Jackson sont "convenus mutuellement d'une séparation se traduisant par la démission du chef de la police", a annoncé mercredi la ville dans un communiqué.

La démission du policier sera effective le 19 mars et il recevra un an d'assurance santé et des indemnités de licenciement, a précisé la municipalité qui a nommé un chef par intérim, Al Eickhoff.

Cette démission, à laquelle appelaient de nombreux militants et organisations des droits civiques, intervient après la publication d'un rapport accablant du ministère de la Justice détaillant les pratiques racistes de la police et de la municipalité de Ferguson.

Une enquête fédérale avait été lancée après la mort le 9 août 2014 de Michael Brown, 18 ans, non armé, tué par le policier Darren Wilson. Des semaines de manifestations et d'émeutes avaient suivi.

Un premier rapport, sur la mort du jeune homme, avait conclu que l'enquête fédérale ne montrait pas "de comportement susceptible de poursuite judiciaire" du policier, déjà exonéré de poursuite au pénal par un jury local.

Mais un second rapport, dévastateur, s'était penché sur les pratiques policières au quotidien dans la ville.

Il montre, chiffres à l'appui, l'inégalité de traitement réservé aux Noirs. Il pointe également un système violant parfois la légalité, où la police "sous pression de la municipalité, n'était plus un service public mais un outil pour gagner de l'argent" en générant toujours plus d'amendes, les Noirs là encore étant principalement les victimes.

Thomas Jackson est la sixième personne à quitter ses fonctions dans l'onde de choc de ce rapport, publié mercredi dernier.

Le juge municipal Ronald Brockmeyer et le secrétaire général de la ville John Shaw ont aussi démissionné respectivement lundi et mardi.

Une responsable du tribunal municipal, accusée d'être l'auteur de courriels racistes, a été licenciée et deux policiers, soupçonnés également d'en avoir envoyés, ont démissionné.

Le ministre de la Justice Eric Holder s'était dit prêt à démanteler la police de Ferguson après la publication de ce rapport.

Benjamin Crump, l'avocat des parents de Michael Brown, a indiqué sur CNN que "le père et la mère de Michael Brown sont

soulagés de voir que des mesures sont prises pour répondre aux conclusions inquiétantes du rapport" du ministère.

"Ils estiment que ce que le ministère de la justice a trouvé a beaucoup à voir avec la mort de leur fils", a-t-il ajouté.

Après la publication du rapport, la famille avait annoncé qu'elle allait porter plainte au civil contre le policier Darren Wilson -- qui a depuis quitté la police -- et la municipalité pour "mort injustifiée".AFP 11.03

Le bon noir, c'est le noir qui se fond dans les institutions antidémocratiques américaines, qui adopte la politique impérialiste du gouvernement, qui se fait exploiter sans broncher, qui s'engage dans l'armée pour servir de chair à canon....

ACTUALITE EN TITRES

Intox. Cela impose le respect...

- La Fed oblige quelques grandes banques à limiter les dividendes - Reuters

Goldman Sachs, JPMorgan Chase et Morgan Stanley ont dû revoir en baisse leurs projets de distribution aux actionnaires pour réussir les "stress tests" annuels de la Réserve fédérale américaine, dont les résultats ont été publiés mercredi. Reuters 12.03

De Ruby sur le canapé à rubis sur l'ongle la justice italienne.

- Berlusconi définitivement blanchi dans le «Rubygate» - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- La France a envoyé un émissaire en Syrie - french.irib.ir

Selon les révélations du quotidien Le Figaro dans son édition datée de ce mardi 10 mars, un émissaire français a été envoyé ces derniers jours à Damas, et a rencontré le général Ali Mamlouk, le tout puissant patron des services de sécurités de Bachar el-Assad. A en croire le quotidien, l'homme avait prévenu les services de contre-espionnage français et la sûreté nationale (DGSE et DGSI) avant de partir, et leur a remis des informations à son retour à Paris.

L'homme dont parle Le Figaro s'appelle Patrick Barraquand. Selon les informations du journal, il s'est rendu à Damas, il y a deux semaines, en marge de la tumultueuse visite de quatre parlementaires français dans la capitale syrienne.

Patrick Barraquand serait contrôleur général à Bercy et ancien officier de réserve. Selon l'un de ses proches, cité par Le Figaro, il aurait rencontré le général Syrien Ali Mamlouk durant une heure. Au coeur des discussions, l'identification de jihadistes français faits prisonniers en Syrie, mais aussi la situation tactique sur le terrain.

Si officiellement, Paris affirme qu'il n'est pas question de discuter avec le régime de Bachar el-Assad, depuis des mois les spécialistes du renseignement français laissent entendre qu'il faudra bien un jour ou l'autre reprendre le contact en Syrie.

« Fermer l'ambassade à Damas n'était pas forcément une bonne idée », confiait récemment une source militaire à RFI. « Maintenant, à chaque fois qu'on veut avoir un renseignement, il faut qu'on envoie un agent des services (…) les choses étaient bien plus simples auparavant », avant de poursuivre : « si un jour on va bombarder en Syrie, il faudra bien se coordonner avec l'armée syrienne ». french.irib.ir 11.03

1.2- Nouvelles du front contre Daesh et le Pentagone.

- Champ pétrolier libéré, dans le centre de la Syrie - french.irib.ir

L'armée syrienne a libéré un important champ pétrolier, à Homs, dans le centre de la Syrie.

Après de violents affrontements opposant l'armée syrienne aux Daeshistes, le champ pétrolier Jazal, dans le Nord-Ouest de la banlieue de Tadamar, à Homs, a été libéré, a-t-on appris de la chaîne de télévision Al-Mayadeen.

«Cette victoire est une victoire économique et stratégique. Daesh se servait de ce champ pétrolier. La relance de ces champs pétroliers donnera un essor à l'économie syrienne», a souligné le gouverneur de Homs. french.irib.ir 11.03

2- Irak

- Tikrit, libérée à 90% - french.irib.ir

"Tikrit a été libérée à 90%" , a annoncé, ce mercredi, le secrétaire général du Mouvement populaire Al-Nojaba.

Cheikh Akram al-Kaabi, le secrétaire général du Mouvement populaire Al-Nojaba, a fait part de la libération de Tikrit, a-t-on appris du site d'information Al-Moslama.

Mardi, dans la matinée, les opérations pour la libération de Tikrit, la ville natale de Saddam, le dictateur déchu irakien, ont commencé. Epaulées par les forces de l'armée de l'air irakienne et l'artillerie, les forces militaires et populaires, en resserrant l'étau de l'encerclement des terroristes, sont entrées dans les rues de cette ville.

Mossoul a été proclamée capitale de Daesh. Via cette province, les terroristes étaient en contact avec la Turquie. De l'avis des analystes, la libération de Tikrit signifie l'effondrement des Daeshistes, en Irak, constituant le début de la libération de la Syrie. french.irib.ir 11.03

Cela va rendre fou Mc Cain !

3- Israël

- Lieberman est un "Juif daeshiste" - french.irib.ir

Le député arabe israélien a, sévèrement, condamné l'appel du ministre des Affaires étrangères israélien à décapiter les Arabes, qui trahissent Israël.

Le député de la Knesset a qualifié le ministre des Affaires étrangères d'Israël de "Daeshiste juif", après qu'Avigdor Lieberman a déclaré que les citoyens arabes qui trahissent le pays devraient être décapités.

Ahmad Tibi, Chef du Mouvement arabe pour le changement, (Taal), a répondu, lundi, aux remarques faites la veille par Lieberman, à Herzliya, a rapporté le "Jerusalem Post".

Tibi est député à la Knesset, depuis 1999.

Lieberman, qui préside le Parti Yisrael Beitenu, a déclaré, dans son discours : «Celui qui est de notre côté aura tout. Celui qui est contre nous, il n'y aura rien d'autre à faire. Nous devons prendre une hache et lui couper la tête, sinon nous ne pourrons pas survivre ici». french.irib.ir 11.03

ECONOMIE

Ukraine. Du coup d'Etat au bombardement... à la saignée.

- Le FMI accorde une nouvelle aide "risquée" à l'Ukraine - AFP

Bis repetita: le FMI a approuvé mercredi un programme d'aide "risqué" de 17,5 milliards de dollars pour l'Ukraine, moins d'un an après un précédent plan qui s'est avéré insuffisant.

Le feu vert de l'institution va se traduire par le versement imminent de 5 milliards dans les caisses de l'Etat ukrainien, apportant une bouffée d'oxygène à un pays aux prises avec une insurrection pro-russe qui étouffe son économie.

"Le plan est de débourser 10 milliards de dollars durant la première année", a précisé Mme Lagarde lors d'une conférence de presse

à Berlin, où elle a rencontré mercredi la chancelière allemande Angela Merkel.

Il ne s'agit toutefois pas d'un blanc-seing: le reste des prêts, échelonnés sur les quatre prochaines années, ne sera versé qu'à la condition que les autorités appliquent les réformes drastiques réclamées par le Fonds. Des audits réguliers seront menés à Kiev pour s'en assurer.

"Les autorités ukrainiennes continuent à démontrer un solide attachement aux réformes", a affirmé Mme Lagarde, notant que le pays avait maintenu une discipline budgétaire "dans un contexte très difficile".

Aux abois financièrement, le gouvernement ukrainien a ainsi donné des gages de bonne volonté à l'institution internationale, au risque de froisser sa population.

Parmi les mesures les plus impopulaires figurent le triplement du prix du gaz pour les ménages et la hausse de 70% du tarif du chauffage ainsi que la réduction de 15% de certaines pensions de retraites.

En dévoilant ce train de mesures début mars, le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk avait d'ailleurs admis qu'une partie d'entre elles étaient "très mal accueillies" par la population.

C'est loin d'être le seul tracas pour l'Ukraine qui a perdu le contrôle de ses poumons industriels à l'est du pays, tombés aux mains des séparatistes russes avec lesquels un cessez-le-feu précaire a été conclu à la mi-février.

Après deux ans de récession, la monnaie ukrainienne a perdu plus de 40% de sa valeur depuis le début de l'année et ses réserves de devises sont proches du néant.

L'aide du FMI ne sera d'ailleurs pas suffisante et s'inscrit dans un plan global de 40 milliards de dollars dont les contours commencent lentement à se préciser.

En sus de l'apport de pays donateurs, les créanciers privés de l'Ukraine doivent y contribuer à hauteur de 15 milliards de dollars via une restructuration de dette actuellement en discussion et dont les modalités (effacement de dette, rééchelonnement...) restent à déterminer.

Pressé par ses principaux actionnaires, Etats-Unis et Europe, le Fonds confirme en tout cas avec cette annonce son engagement dans le casse-tête ukrainien.

En avril dernier, l'institution avait déjà octroyé au pays une ligne de crédit de 17 milliards de dollars, dont seulement 4,6 ont été effectivement déboursés et qui est donc abandonnée aujourd'hui après avoir fait preuve de ses limites.

Soutenu à bout de bras par la direction du FMI, ce nouveau plan, le quatrième en Ukraine depuis 2008, fait toutefois grincer quelques dents au sein de l'institution, habituée à traiter avec des pays en crise mais pas en guerre.

"Mon inquiétude est que nous courrons le risque de ne pas avoir une vision suffisamment claire de la contribution des autres sources, privées et publiques", affirmait fin février à l'AFP Paulo Nogueira Batista, directeur exécutif du FMI pour le Brésil et 10 autres pays.

"Cela pourrait vouloir dire que le Fonds devra porter un fardeau excessif", avait ajouté le représentant, ultra-minoritaire au sein du Fonds.

Selon les Cassandre, le FMI prend plus généralement le risque de s'embourber dans un pays, qui lui doit déjà 5,2 milliards de dollars, alors que le conflit ne donne que de fragiles signes d'accalmie sur le terrain.

Mardi, les Etats-Unis ont accusé la Russie d'imposer le "règne de la terreur" dans les régions séparatistes ukrainiennes.

Haut de page

Le 13 mars 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps d'ajouter de nouveaux articles, on essaiera ce soir. N'hésitez pas à soutenir financièrement le site, l'électricité et le matériel informatique ne sont pas gratuits...

Je crois avoir trouvé le moyen fiable de connaître la fréquentation du site. La page d'accueil du site serait visitée entre 3.000 et 3.500 fois par mois, il faut retirer mes 30 connexions et celles des moteurs de recherche.

Il serait bon que ceux qui s'y connectent très fréquemment ou quotidiennement espacent de quelques jours leurs visites pendant une ou deux semaines pour que je puisse observer la différence dans les statistiques. Bon, vous me direz qu'on s'en fout, c'est vrai.

Quelques réflexions politiques

1- Ce qui manquait aux représentants du capitalisme en France, c'était un Président de la République ou un Premier ministre qui assume être ultra réactionnaire. Ils l'ont trouvé dans la personne de Valls, qui en réalité dirige le gouvernement avec Fabius, Sapin, Cazeneuve, Belkacem, Le Drian.

Valls est encouragé à faire preuve de zèle ou d'audace, à se montrer arrogeant et méprisant à l'image de ces maîtres outre-Atlantique ou ses idoles à la tête de l'Etat juif avec lesquels il rivalise depuis qu'il a osé recourir au 49.3. Il a passé le test avec succès, ils peuvent célébrer l'événement et proclamer : Il est des nôtres !

Partant de ce constat, ils ont tout intérêt à faire en sorte qu'Hollande se représente et affronte Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle en 2017, afin de reconduire Valls Premier ministre, car on ne voit pas qui pourrait le remplacer à ce poste tant il s'identifie (avec fébrilité jusqu'à la démence) à l'idéologie néolibérale. A moins qu'il commette une erreur irréparable, mais on ne voit pas laquelle.

2- Notre analyse de la situation doit prendre en compte la combinaison de ces facteurs : la crise du capitalisme mondial et la lutte des classes, le système économique mafieux mis en place à partir de 1971, ainsi que la stratégie politique mise au point par l'oligarchie financière américaine et décrite par Brzezinski qui en est la traduction.

3- Leur objectif : le contrôle totale de la population.

Un portail (comme beaucoup d'autres plus ou moins fréquentables ou infréquentables) qui conspire selon les critères retenus par la la Fondation Jean-Jaurès (PS) : il ose vous informer, relater les faits que les médias institutionnels français censurent.

Pire, puisqu'il relate certaines informations au même titre que des gens ou des organisations étiquetés d'extrême droite, il y a tout lieu de s'en méfier et de le traiter de la même manière, car il y a des réflexes ou des comportements qui ne trompent pas, il ne vaut guère mieux que cette pourriture. Tenez on pourrait même dire que c'est elle qui l'influence.

Pire encore, il reproduit des articles issus d'un portail du régime iranien, là pour le coup de suspect il devient franchement coupable. De quoi au juste, de défendre le terrorisme, difficile à soutenir puisque ce sont les Iraniens qui combattent Daesh en Irak et non les puissances occidentales.

On aura compris que ceux qui se présentent comme les champions de la défense de la liberté d'expression, les Charlie, en sont en réalité les principaux fossoyeurs et les ennemis. Exactement comme pour le socialisme, cela ne vous aura pas échappé, n'est-ce pas ?

La dictature en marche en France. L'inquisition ou la camisole de force de la pensée, rétrograde, réactionnaire.

Comment une simple observation relayée devient un complot.

Extraordinaire, cela va bien au-delà du crétinisme ou du niveau zéro de la pensée. Toute critique du gouvernement devient intolérable, demain interdite, un délit, à croire qu'il a acquis un statut d'exception qui le place au-dessus de la Constitution, des lois encore en vigeur et du reste de la population qui doit se soumettre à sa dictature sans broncher.

Fermez les yeux, bouchez-vous les oreilles, bâillonnez-vous pour ne pas être tenté de vous rendre coupable de commettre une infraction au règlement de police que veulent nous imposer les chiens de garde du régime, ses représentants.

Que craignent-ils donc tant ? La vérité.

La vérité sur leurs véritables intentions, sur leur véritable nature, la vérité sur les raisons et les objectifs de leur politique antisociale, liberticide, néolibérale, réactionnaire, coloniale, sioniste, impérialiste, accessoirement raciste (Arabes) et xénophobe (Russie).

Serait-elle encore révolutionnaire ? Manifestement ils le craignent. Raison de plus pour l'adopter !

- Le FN récupère la thèse complotiste de "la main qui tremble" de Valls - Le Huffington Post

Puisque le FN en parle, tous ceux qui en parlent sont assimilables à l'extrême droite, CQFD.

Quand l'Empire éructe, leurs laquais distillent son venin.

Zbigniew Brzezinski (Le grand échiquier : La primauté américaine et ses objectifs géostratégiques - 1997) :

Extrait - "Pour l'Amérique le principale objectif géopolitique, c'est l'Eurasie. Maintenant qu'une puissance non-eurasienne est prépondérante dans la région, la supématie mondiale de l'Amérique dépend directement de sa capacité à maintenir sa situation prépondérante sur le continent Eurasien. Le désengagement de l'Amérique ou l'émergence soudaine d'un rival pourrait créer une grande instabilité internationale et pourrait entraîner une anarchie mondiale. Dans ce contexte, la manière dont l'Amérique "gère"l'Eurasie est primordiale... (page 30)

Ensuite il évoquait les richesses de l'Eurasie, sa population, etc. que les Américains doivent contrôler.

- ..."les trois grands impératifs de la géostratégie impériale sont :

1- Empêcher les collusions et maintenir les vassaux dans une relation de dépendance en matière de sécurité. (L'Otan s'en charge. - ndlr)

2- Faire en sorte que les tributaires restent dociles et protégés. (Les alliés des Etats-Unis ne peuvent avoir que le statut de vassaux. - ndlr)

3- Empêher l'alliance des barbares... (page 40) (La Russie et la Chine. - ndlr)

- ... La tâche la plus immédiate est de s'assurer qu'aucun Etat ou combinaison d'Etats ne puisse obtenir la capacité d'expulser les Etats-Unis d'Eurasie, ni même de diminuer son influence de manière significative et son rôle d'arbitrage... (page 198) (Jusqu'à recourir au fascisme, à la guerre si nécessaire. -ndlr)

- ... A plus long terme les politiques deviendront de pus en plus hostiles vis-à-vis de la concentration hégémonique du pouvoir dans les mains d'un seul Etat, par conséquent l'Amérique est non seulement la première, et l'unique superpuissance mondiale, mais elle est également probablement la dernière... (page 209) (Au-delà, qu'est-ce qui peut gouverner le monde, qui peut concentrer un tel pouvoir politique, sinon ceux qui concentrent l'immense majorité des richesses entre leurs mains, les oligarques. - ndlr)

- ... De plus, l'Amérique devenant de plus en plus une société multi-culturelle, il risque d'être plus difficile de façonner un censensus en terme de politique internationale, sauf dans le cas de la perception d'une menace extérieure et massive (page 211) (Qu'ils ont créé pour la circonstance : Al Qaïda, Emirat islamique, etc. - ndlr)

C'est très clair, non ? Pour que les travailleurs ne parviennent pas à le comprendre, vous avouerez qu'on doit y mettre de la mauvaise volonté de notre côté, non ?

De ce point de vue-là, on ne peut pas parler de complot puisque Brzezinski a expliqué en long, en large et en travers leur stratégie politique et la manière de parvenir à leurs objectifs. Alors pourquoi militants et travailleurs continuent-ils de l'ignorer sachant évidemment qu'ils n'auront pas lu le livre de Brzezinski. C'est étonnant que cette question n'effleure même pas les esprits réputés les plus critiques ou libres.

Grille de lecture de l'article suivant du Figaro.

- Vous êtes censés ne pas vous poser de questions et les croire sur parole en toutes cironstances ;

- Extrapolations, spéculations, pures inventions en guise de preuves ;

- Affirmations approximatives qui subrepticement deviennent par miracle des faits précis. Comment ? En s'appuyant sur quel nouvel élément ? On ne vous le dira pas parce qu'ils n'existent pas ;

- Questions sans réponses, alors le journaliste s'y colle et les fabrique. Autrement, il devance certaines questions, mais au lieu

de fournir les réponses qui conviennent il en modifie le contenu à l'insu des lecteurs.

- Suggestions anodines mais orientées à la suite d'un passage crédible ou de faits connus des lecteurs, qui une fois mis en confiance ou leur vigilance affaiblie par ce procédé seront plus facilement manipulables. Autrement, mêler à la suite vérités et contrevérités de manière à ce que ces dernières obtiennent frauduleusement le statut de vérités ou soient considérées comme telles ;

- Amalgame entre Poutine et l'extrême droite (référence ou comparaison suggéré ici avec Le Pen, ailleurs avec Hitler), de façon à le faire passer pour un monstre ou un personnage infréquentable ou capable du pire conformément à la propagande de l'Otan ou du Pentagone, c'est la même boutique ;

- Puis un cran est franchi : Poutine passe sous influence de l'extrême droite. Il mérite le même sort, comme quoi les puissances occidentales qui s'y opposent avaient raison, il faut donc les soutenir et la boucle est bouclée.

- Les États-Unis sanctionnent le théoricien du nouvel impérialisme russe - LeFigaro.fr

Alexandre Douguine, penseur atypique, défend depuis longtemps le dépeçage de l'Ukraine au nom de sa vision d'une Russie « eurasiatique », influençant le Kremlin et une partie des radicaux européens.

Eurasie et anti-américanisme.

(C'est le titre d'un paragraphe qui figurait dans cet article et que je n'ai pas reproduit car il était trop long et sans réel intérêt. Eurasie englobe l'Europe centrale, le Moyen-Orient, la Russie et la Chine comme puissances dont les Américains se sont jurés d'avoir la peau par n'importe quel moyen.

Cet article était rédigé de telle sorte que les lecteurs devaient se figurer que c'était la Russie et la Chine qui agressaient les Etats-Unis et non l'inverse, d'où le qualificatif d'anti-américanisme qui leur est attribué, qui en réalité est un réflexe d'auto-défense légitime face au comportement agressif permanent des Américains à leur égard. - ndlr)

Alexandre Douguine a ses entrées auprès du pouvoir. Il est depuis longtemps conseiller à la Douma, le Parlement russe. Il possède également une certaine influence auprès de l'Académie militaire russe (A prouver, pure spéculation. - ndlr). On ne sait pas, en revanche, s'il voit souvent le président Vladimir Poutine. (Le journaliste n'en sait rien et il n'en saura pas davantage, peu importe. - ndlr) Il y a eu entre eux des hauts et des bas. Quand on le questionne sur le sujet, Douguine reste évasif. Le retour de Poutine semble être une période favorable. (Extrapolation. - ndlr) «À l'évidence, l'influence de Douguine est considérable […] Dans ses derniers discours, le président [Poutine] adopte ses thématiques et même sa phraséologie (Amalgamen affirmation gratuit et toujours sans preuve. - ndrl). C'est effrayant» (Poutine n'est-il pas mentalement dérangé ? - ndlr), témoignait l'an dernier un conseiller du Kremlin (Encore un témoignage anonyme, fabriqué. - ndlr).

Au-delà du Kremlin, ses thèses ont depuis longtemps franchi les frontières russes pour être adoptées par une partie de l'extrême droite européenne, qui le considère comme l'un de ses prinicpaux penseurs. En France, de nombreux nationalistes russophiles s'y réfèrent et Douguine, que l'on a pu voir à Paris lors d'une Manif pour tous, dit «bien connaître» Jean-Marie Le Pen (Il le connaît personnellement ou il connaît ses positions ? Les lecteurs n'en sauront rien. Peu importe le journaliste leur suggère que Douguine fréquente Le Pen, et comme Douguine fréquente Poutine... -ndlr. LeFigaro.fr 13.03

Commentaire ironique d'un internaute :

- "*C'est bien le seul côté positif du coup d'état pro-américain de Kiev : le renforsement considérables des anti-américains en Russie !*

Nous ne pouvons que nous en réjouir."

Une simple coïncidence.

Etats-Unis : 3 journalistes qui se préparaient à faire d'importantes révélations sur le 11 septembre meurent à 24 heures d'intervalles

Bob Simon, l'un des plus célèbres journalistes états-uniens, présentateur vedette de l'émission de reportages « 60 Minutes » sur CBS, est mort dans un accident de voiture, le 12 février 2015 à New York.

David Carr, critique des médias au New York Times, est mort d'une embolie cérébrale dans les bureaux du journal, le 12 février 2015 à l'âge de 58 ans. Son ancienne addiction aux drogues expliquerait la fragilité de sa santé.

Ned Colt, ancien grand reporter de NBC, employé depuis 2009 par des organisations humanitaires, est mort d'une crise cardiaque,

le 13 février 2015 à Boston, à l'âge de 58 ans.

Les trois hommes avaient constitué avec un quatrième, l'ancien présentateur de « NBC Nightly News », Brian Williams, un reportage sur les attentats du 11 septembre 2001. Ils étaient en contact avec le Kremlin qui leur avait donné libre accès à ses archives à ce sujet a révélé El Patagónico (Chili).

Le 10 février, deux jours avant la mort des trois journalistes, la Pravda (Russie) avait assuré que le président Poutine avait engagé un bras de fer avec son homologue états-unien et menaçait de révéler ses documents sur le 11-Septembre s'il continuait à intervenir en Ukraine. Cependant nos correspondants à Moscou ne parvenaient pas à obtenir confirmation de cette affaire.

À l'été 2005, la Commission des Affaires étrangères de la Douma avait préparé la divulgation d'informations secrètes sur 11-Septembre, mais l'avait annulée au dernier moment.

Après la mort accidentelle de trois des quatre membres de l'équipe, la chaîne CBS a renoncé au reportage. nouvelordremondial. cc 13.03

Attention, ce blog est infréquentable par bien des aspects.

Amalgame et chasse aux sorcières tout azimut.

1- Un gang d'ultra droite démantelé en Picardie - lefigaro.fr

Commentaire avisé d'un internaute :

- "*C'est pas un groupe d'extrême droite, ce sont des voyous, tout simplement !*"

Voyous = extrême droite, et comme pour ces salopards du Figaro et Cie. extrême droite = extrême gauche = voyous, commode, non ? L'info suivante le prouve.

- Un site de vengeance anti-flics et anti-matons scandalise la police et la pénitentiaire - lefigaro.fr

Un groupe proche de l'extrême gauche a mis en ligne, sur un blog très explicite, les photos de fonctionnaires de police et de gardiens de prison de la région de Rennes, mais aussi de leurs enfants. Le parquet a ouvert une enquête. lefigaro.fr 13.03

Commentaire d'un internaute qui se fait manipuler :

- "*Depuis le temps qu'on demande la dissolution des groupes d' extrême gauche. Les mêmes qui donnent des leçons au Front National.*"

Il est écrit dans l'article du Figaro "un groupe proche de l'extrême gauche", mais cela suffit à mettre en cause l'extrême gauche. Et il faut voir ce qu'ils caractérisent d'extrême gauche qui en réalité n'a rien à voir avec elle. Cause toujours, il en restera quelque chose.

2- Deux femmes accusent un employé de Thalys de leur avoir interdit de s'embrasser à la gare du Nord - Francetv info

Un baiser d'adieu sur le quai d'une gare, quoi de plus normal ? Ce n'est pas ce qu'un employé de la compagnie ferroviaire européenne Thalys aurait expliqué, lundi 16 février, à un couple de femmes qui s'embrassaient sur un quai de la gare du Nord, à Paris. L'homme a qualifié le baiser "d'intolérable", selon le témoignage d'une des deux femmes, relayé par l'association de lutte contre les discriminations homophobes All Out, qui a lancé, jeudi 12 mars, une pétition qui avait reçu plus de 40.000 signatures jeudi soir. Quelques heures plus tard, Thalys a annoncé la mise à pied de l'employé concerné.

L'enquête initiée dès le signalement de cet acte homophobe a conduit à la suspension de cet employé, dans l'attente de futurs développements. Francetv info 13.03

Gageons que nos camarades syndicalistes féministes d'extrême gauche vont défendre cet employé victime de ces préjugés archaïques. Pensez-vous... Maintenant vous comprenez mieux pourquoi on étrille ces furieux opportunistes à la moindre occasion.

3- Un enfant emporte un pistolet à l'école, son père condamné à de la prison ferme - AFP

Un enfant de sept ans s'était présenté à son école de Bruay-sur-l'Escaut (Nord) avec un pistolet, non chargé, trouvé chez lui, et son père, bien connu de la justice, a été condamné jeudi à un an et demi de prison ferme et il a écopé également de plusieurs centaines d'euros d'amende. AFP 13.03

Du coup, qui n'est pas parti tout seul, un prof et un directeur d'école sont dans le coup, ce sont eux qui ont prévenu la police, les deux gosses qui vivaient seuls avec leur père ont été placés, bravo ils peuvent être fiers !

4- Elle menace de mort la mère d'une victime de Merah: 6 mois avec sursis - AFP

Une jeune femme a été condamnée jeudi à Montpellier à six mois de prison avec sursis pour avoir menacé de mort en 2013, par courriel et SMS, Latifa Ibn Ziaten, la mère de la première victime de Mohamed Merah en mars 2012.

"C'est un procès ridicule. Elle passe pour une terroriste qu'elle n'est pas. Comme si elle allait partir en Irak ou en Syrie. C'est une gamine qui a arrêté l'école à 16 ans", a déclaré à la presse son avocat, Richard Marcou. AFP 13.03

Une gamine, peu importe, comme dans l'info précédente lors d'affaires autrement plus sérieuses leur justice se montre beaucoup plus clémente, mais là manifestement elle applique à la lettre les consignes venues d'en haut et matraque à coup de peines de prison. De quoi vous faire détester à vie les institutions, la société.

Chasse aux sorcières, préparez les bûchers !

Si le développement de la civilisation humaine en était rendu au point où l'homme ferait consciemment son histoire, cela se saurait. Ce n'était pas le cas il y a un siècle et ce n'est toujours pas le cas à l'heure où il retourne à la barbarie.

5- Charles Richet, jugé «raciste», ne donnera plus son nom à un hôpital du Val-d'Oise - LeFigaro.fr

La décision est tombée: la rue et l'hôpital Charles-Richet de Villiers-le-Bel ne porteront plus le nom de cet «éminent médecin», prix Nobel en 1913. En cause? Ses ouvrages et ses thèses jugés «eugénistes et racistes». Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) et le maire de cette commune du Val d'Oise l'ont annoncé dans un communiqué commun mercredi: «Charles Richet était un éminent médecin-chercheur, dont les travaux ont été couronnés par le Prix Nobel de médecine en 1913 (...). Il a également été l'auteur d'ouvrages, dont certains montrent incontestablement une pensée eugéniste et raciste, au moment où ils ont été écrits», poursuit-il.

Régulièrement soulevée, la question de débaptiser cet hôpital du nord de la banlieue parisienne s'était reposée en fin d'année lorsqu'une bénévole de l'établissement avait lancé une pétition en ce sens sur le site Change.org, recueillant près de 30.000 signatures. À l'origine de ce coup de gueule: Paola Charles-Manclé, une habitante de Sarcelles, habituée à se rendre bénévolement au chevet des personnes âgées de l'hôpital. Il lui a fallu quelques clics sur Internet pour savoir qui était Charles Richet: un «grand médecin» qui considérait «les noirs comme étant inférieurs aux singes».

Quarante ans plus tard, l'AP-HP construit un hôpital pour les personnes âgées et décide de lui donner le nom de ce praticien. «La qualité exceptionnelle des travaux scientifiques du Professeur Charles Richet et son apport à la médecine avaient jusqu'à présent conduit l'AP-HP à privilégier la valeur de ces travaux pour maintenir le nom de l'hôpital, malgré la teneur intolérable de ces écrits», justifie-t-elle dans son communiqué. Par ailleurs, «il a toujours été tenu compte de ce que plusieurs descendants de Charles Richet se sont illustrés dans la Résistance et que la famille, tout en reconnaissant le caractère inexcusable des écrits en cause, a pris soin de prendre la plus grande distance avec eux». LeFigaro.fr 13.03

Le prix Nobel et les rues ou établissements hospitaliers qui portent son nom rendaient hommage à ses travaux en tant que médecin et scientifique et ne sanctionnaient pas ses idées qu'il est facile de condamner aujourd'hui, alors qu'à cette époque elles étaient majoritaires ou communément admises, aussi monstrueuses qu'elles puissent nous paraître plus d'un siècle plus tard.

On rejette le procédé scandaleux qui consiste à porter un jugement sur les agissements de la population à une autre époque que la nôtre sur la base de critères qui n'existaient pas autrefois et qui ont forcément évolué comme l'ensemble de la société. Ce sont les mêmes procureurs généraux de la pensée qui se permettent de juger le comportement des masses exploitées maintenues volontairement dans l'ignorance par la classe dominante, qui de ce fait ou parce qu'elles n'ont pas eu accès au progrès sociale dans les mêmes proportions que les couches supérieures de la société, ont conservé jusqu'à nos jours certains préjugés ou un mode de pensée archaïque qui a une autre époque était majoritaire et ne faisaient pas l'objet de polémique ou si peu parce que justement ils étaient partagés par la classe dominante, qui les stigmatise et a les moyens d'en changer à volonté parce qu'elle n'a pas vraiment de principes, de valeurs ou de morale, à part ceux qui peuvent servir ses intérêts matériels du moment.

Ce sont des ignares, des gens qui ont la faiblesse de se laisser manipuler qui se transforment en ignobles justiciers de la pensée et intentent des procès d'intention à tous ceux qui ne leur ressemblent pas, en fait ce sont eux qui sont terriblement intolérants,

qui présentent tous les symptômes des dictateurs pour reprendre les méthodes des inquisiteurs.

Charles Richet a impulsé la recherche sur l'inconscience et la psychologie, qui précèdera l'avènement de la psychanalyse et la psychiatrie. Freud y fit référence dans son Introduction à la psychanalyse si je me souviens bien. Pacifiste, également écrivain, il écrivit des pamphlets contre la guerre de 14-18 ("ce grand crime"), il apportera son soutien à Zola dans l'affaire Dreyfus...

S'il y en a qui veulent s'attaquer aux eugénistes, qu'ils commencent par s'attaquer aux multinationales américaines, à Monsanto et Cie, il y a largement de quoi faire, sans parler des armes chimiques utilisées lors de chaque conflit armée par les Américains et leurs alliés...

Commentaire d'internaute.

1- On vient d'abattre une sculpture, une statue, que dis-je un monument. Il ne manque plus qu'à ce qu'on brule ses livres.

2- Va-t-on débaptiser tous les bâtiments publics à la gloire de Jules Ferry pour cause de discrimination vis-à-vis des "races inférieures" dont il se faisait une mission de les civiliser ? Cette chasse aux sorcières d'une "lanceuse d'alerte" c'est du n'importe quoi !

3- Il n'y a plus qu'à débaptiser tous les établissements nommés J Ferry ou V Hugo en raison de leur prises de position en faveur de la colonisation et du devoir des peuples évolués d'aller civiliser les autres!

Eugénisme respectable

Lors de l'évaluation de la biodiversité des Nations Unies sur les populations humaines durables; Sénat Américain - 9 Septembre 1994 :

« L'estimation raisonnable d'une société dans un monde industrialisé selon les standards de vie actuels en Amérique du Nord serait d'un milliard de gens. Cela doit être appliqué dans 30 à 50 ans, 2/3 de la population doit y passer. »

« L'ONU dit que les droits à la propriété ne sont pas absolus et immuables, mais ils sont là pour n'importe quel gouvernement et ce qu'il veut en faire. » - Michael Coffman

« Personne ne possède la biodiversité, donc n'importe quoi que nous faisons détruit la diversité. Les droits à la propriété sont de plus en plus obsolètes. Au sommet de Rio de Janeiro il a été décidé que le Complexe Environnemental Mondial sera l'entrepôt de tous les biens de propriété. » – Michael Coffman

Prince Philip, Duc d'Edimbourg:

« Si je venais à me réincarner, je souhaite revenir sur Terre en tant que virus mortel pour réduire les niveaux de la population humaine. »

Henry Kissinger:

« La dépopulation devrait être la priorité majeure de la politique étrangère des USA à l'égard du tiers monde. »

Théodore Roosevelt:

« La société n'a aucun droit de permettre à des dégénérés de reproduire leur race. »

Ted Turner, dans une interview avec Audubon Magazine:

« Un total de 250-300 millions de gens dans le monde, soit un déclin de 95% des valeurs présentes, serait l'idéal. »

Thomas Ferguson, en charge de l'Office of Population Affairs:

« Il y a un seul son de cloche derrière tous nos travaux. Nous devons réduire la population humaine mondiale. Soit notre gouvernement prendra en charge cela en employant des méthodes propres, ou bien ils provoqueront du chaos comme nous en avons en ce moment en Iran ou a Beyrouth. Dés lors que la population est hors de contrôle, il faut avoir un gouvernement autoritaire, même le fascisme, pour la réduire… Notre programme en El Salvador n'a pas fonctionné. Les infrastructures n'étaient pas là pour soutenir le plan. Il y a juste eu trop de ces satanés gens… Pour réduire la population, et cela rapidement, vous devez prendre tous les mâles et faire en sorte qu'ils s'entretuent et stériliser un grand nombre de femmes, particulièrement en Afrique et en Asie. En Afrique, la famine ou des virus peuvent être employés comme la Peste. »

Alexander King, Bertrand Schneider – Fondateur et secrétaire, respectivement, du Club de Rome:

« En quête d'un nouvel ennemi pour que nous nous unissions tous, nous en sommes venus à l'idée que pour régler la surpopulation, la menace du réchauffement climatique, la pénurie d'eau, les famines et choses dans le genre seraient adéquates. En déclarant la guerre au réchauffement climatique par exemple, nous nous trompons en attaquant le symptôme plutôt que corriger la cause. Tous ces dangers sont le résultat de l'homme et de ses interventions et c'est uniquement en changeant d'attitudes et de comportements que nous vaincrons notre pire ennemie, à savoir l'humanité. »

Paul Ehrlich sur la Bombe que représente la Population:

« Un Cancer est une multiplication incontrôlée de cellules; l'explosion de la population et ses multiplications incontrôlables… Nous devons redoubler d'efforts à traiter les symptômes pour venir à bout de ce cancer. L'opération exigera d'être incroyablement brutal et sans coeur dans nos décisions. »

Jacques Cousteau, 1991:

« Afin de sauver la planète il sera nécessaire de tuer 350,000 personnes quotidiennement. » nouvelordremondial.cc 11.03

L'eugénisme c'est aussi cela.

- L'homéopathie est inefficace, affirme une étude australienne - lexpress.fr

Des chercheurs du Conseil national australien de la santé et la recherche médicale ont étudié 225 rapports de recherche sur l'homéopathie avant de conclure qu'il n'y avait pas de "preuve fiable" de son efficacité.

Leur conclusion risque d'énerver les adeptes de l'homéopathie. Des chercheurs du NHMRC, le Conseil national australien de la santé et la recherche médicale affirment que l'homéopathie est inefficace pour traiter les problèmes de santé, rapporte The Guardian ce mercredi.

"Les gens qui choisissent l'homéopathie peuvent mettre leur santé en danger s'ils rejettent ou repoussent d'autres traitements, qui eux, ont montré leur efficacité", poursuit le rapport. lexpress.fr 11.03

Commentaires d'internautes

1- "L'homéopathie n'a peut-être pas fait la preuve de son efficacité mais l'allopathie, elle, a prouvé bien souvent à quel point elle pouvait être dangereuse en soignant une pathologie tout en en créant une autre, par exemple! Alors, finalement? Il ne s'agit pas d'opposer l'une à l'autre mais de savoir utiliser les deux avec discernement, chacune dans son domaine de compétence. Pas besoin de se demander qui a commandité l'étude! Cela porte la signature des lobbies pharmaceutiques..."

2- "Moi je me soigne avec l'homéopathie depuis plus de 50 ans et ça marche ; rhumes, circulation sanguine, rhumatismes, maux de gorges, hématomes (arnica) piqûres d'insectes (apis melifica) c'est formidable, mais encore faut-il avoir un bon médecin. Qu'on arrête de faire le procès de l'homéopathie, ceux qui critiquent ce sont ceux qui n'ont jamais essayé."

3- "Et la médecine chinoise basée sur 2000 ans de tests empirique c'est de la charlatanerie ? 1.5 milliars d'habitants traités par des plantes et de l'acupuncture ? L'allopathie n'a pas 200 ans. La plupart des substances actives sont issues de plantes connues depuis des siècles. Dans le monde vétérinaire l'homéopathie fonctionne sur les animaux, il est où l'effet placebo ? On peut critiquer, c'est un droit, mais dévoyer ce que l'on ne comprend pas en faisant l'apologie de la médecine moderne qui ressemble parfois à de l'apprentie sorcellerie (au regard des protocole d'oncologie par exemple ou de neurochirurgie). Nous ne comprenons pas encore le corps humain même si nous avons découvert beaucoup de mécanismes. On a découvert l'alphabet avec la cartographie du génome, mais nous sommes encore loin de l'encyclopédie ne croyez vous pas ? Mais vous pouvez continuer à vous shooter à outrance avec des substances dont vous ignorez tous les effets à long terme. Laissez le choix aux autres de ne pas faire de même."

4- "Ces thérapeutiques douces sont d'ailleurs bien utiles en cas de contre-indications aux médicaments standards, chez la femme enceinte, le nourrisson, ... en particulier. Quant a l'effet placebo, je pense que vous n'avez jamais eu d'enfant. Enfin, je ne vois vraiment pas d'escroquerie dans tout cela, l'escroquerie serait de ne pas permettre aux patients ou aux médecins le libre choix dans leurs thérapeutiques."

5- "Dans le monde vétérinaire l'homéopathie fonctionne sur les animaux, il est où l'effet placebo ?"

Désintoxiquez-vous : boycottez L'Express et l'ensemble des médias, vous ferez des économies !

Eteignez votre radio et votre télévison, je m'en passe depuis des mois et je m'en porte très bien. Faites l'expérience, c'est formidable. Cela ne m'empêche pas d'être informé me semble-t-il, non ? Profiter du silence, penser, se parler, écouter un peu de musique, ce n'est pas mieux le soir en mangeant ou pour passer une bonne soirée, un bon livre, un ciné, une pièce de théâtre, un concert, une balade à pied, etc. ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Qu'est-ce qui peut "compenser" un traitement inhumain ? Rien. Qui le légitime ? L'Union européenne.

- La prison est vétuste, mais l'Etat n'est pas responsable - Liberation.fr

- La surpopulation en prison n'enfreint pas nécessairement les droits humains - LeMonde.fr

Dans un arrêt rendu jeudi 12 mars, qui précise sa jurisprudence en la matière, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) estime que le manque d'espace individuel en prison ne constitue pas systématiquement une violation des droits humains.

« S'il existe une forte présomption de traitement inhumain ou dégradant (...) lorsqu'un détenu dispose de moins de trois mètres carrés d'espace personnel », cela peut toutefois « être compensé par les aspects cumulés des conditions de détention, tels que la liberté de circulation et le caractère approprié » de l'établissement pénitentiaire, écrit la Cour.

En France, les détenus sont soumis à une loi datant de 1875, qui instaure l'encellulement individuel, principe qui ne signifie pas que chaque détenu a sa propre cellule, mais qu'un minimum de 11 m2 doit être assuré par détenu.

Cependant, cent quarante ans plus tard, cette mesure n'est toujours pas appliquée en raison de la surpopulation carcérale.
En décembre 2014, les députés ont repoussé son application à 2019, voire à 2022. LeMonde.fr 13.03

Normal, pour les députés du PS il est question de nous ramener aux conditions de travail et d'existence qui prévalaient en 1875... Ce sont des progressistes que voulez-vous, et pour nombre de leurs dirigeants des francs-maçons qui placent l'humain au centre de leur préoccupation, ce sont eux qui le disent je n'invente rien, cela n'engage à rien vous avez remarqué ?

Comme quoi c'est possible messieurs Tsipiras et Varoufakis, Mélenchon.

- L'Islande annonce le retrait de sa candidature à l'Union européenne - Francetv info

L'Islande a annoncé, jeudi 12 mars, avoir retiré sa candidature à l'Union européenne, deux ans après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement eurosceptique de centre droit qui promettait de mettre un terme au processus lancé en 2009.

Le ministre des Affaires étrangères, Gunnar Bragi Sveinsson, a indiqué dans un communiqué avoir fait part de cette décision à la Lettonie, qui préside l'UE et qui en a informé la Commission européenne. "Les intérêts de l'Islande sont mieux servis en dehors de l'Union européenne", explique le ministère. Francetv info 13.03

Les peuples grecs et ukrainiens doivent casquer et s'appauvrir.

Et dire qu'il y en a qui trouvent des points communs entre l'extrême droite et l'extrême gauche, à croire qu'il y en a pour leur donner raison...

L'air de rien, Syriza sape ainsi l'idée dans la tête des travailleurs qu'il serait possible de changer la société, inutile de chercher à qui cela profite vous l'aurez deviné...

1- Il est vital pour la Grèce de restructurer sa dette, dit Tsipras - Reuters

Il est vital pour la Grèce d'obtenir une restructuration de sa dette publique afin de retrouver des marges de manoeuvre lui permettant de planifier et d'organiser son économie et de se financer à nouveau sur les marchés, a déclaré jeudi Alexis Tsipras.

"Nous ne pouvons plus prétendre que la dette publique du pays est viable et que son service peut être assuré quand elle est à

178%" du produit intérieur brut, a dit le Premier ministre grec.

Il a assuré qu'Athènes avait les moyens de faire face à ses obligations financières même s'il ne reçoit pas de nouvelle tranche de son aide internationale, actuellement gelée par ses grands créanciers le temps d'évaluer ce programme de réformes.

"Il n'y a aucune raison de s'inquiéter (...) même s'il n'y a pas de versement d'une tranche en temps voulu, la Grèce remplira ses obligations", a-t-il assuré, alors que des économistes s'inquiètent du risque d'un défaut de paiement du pays.

Selon l'Agence grecque de la dette publique (PDMA), le pays doit rembourser cette année 16 milliards d'euros au titre du principal de sa dette, auxquels s'ajoutent 5,87 milliards d'euros au titre des intérêts. Reuters 13.03

Ah ben si "la Grèce remplira ses obligations", les créanciers sont rassurés, ouf !

2- L'Ukraine lance la restructuration de sa dette publique - AFP

Sur le front économique la ministre des Finances Natalie Jaresko a pour sa part annoncé le début dès vendredi de "consultations" avec les créanciers avec pour objectif de dégager un allègement de la dette ukrainienne de 15 milliards de dollars sur 4 ans.

La dette publique ukrainienne qui se montait à 70 milliards de dollars 2014 a explosé cette année sous l'effet conjugué d'une profonde récession économique associée d'une dévaluation record de sa monnaie et du conflit dans l'Est industriel.

Cette année, la dette publique ukrainienne devrait ainsi atteindre 94% du PIB contre 40,6% en 2013 et sa dette extérieure, 158% du PIB, selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI).

Dans ce contexte, Mme Jaresko, Américaine naturalisée ukrainienne, ancienne du département d?État américain et ex-directrice d'un fonds d'investissement, se rendra la semaine prochaine aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne pour y rencontrer les créanciers.

La ministre a dit espérer "une solution" d'ici "deux mois" sans donner de détails sur les objectifs de Kiev qui pourraient aller d'un effacement de dette à un simple rééchelonnement.

Plus prudent, le FMI, qui a accordé la veille à Kiev une ligne de crédit de 17,5 milliards de dollars, a de son côté dit s'attendre à ce que ces discussions soient achevées "d'ici fin juin".

Les créanciers ont plus d'intérêt à accepter des pertes qu'à laisser l'Ukraine s'enfoncer dans la crise et prendre le risque de ne jamais être remboursés, estime le Fonds. AFP 13.03

Et en Grèce ?

ACTUALITE EN TITRES

Un banquier dans un costume de droite ou de gauche reste un banquier.

- Emmanuel Macron, un homme de gauche dans un costume de droite ? - Francetv info

Au secours les féodaux sont de retour.

- En Belgique, le vote est une tradition - Francetv info

Le vote est obligatoire depuis 1893. Le taux d'absentéisme est de 10 % en moyenne sur les dernières élections. Francetv info 13.03

La vert mine la démocratie.

- Le vote va-t-il devenir obligatoire ? - Francetv info

François de Rugy, député EELV, souhaite rendre le vote obligatoire pour chaque élection, sous peine de sanctions financières. Francetv info 13.03

Ils n'aiment pas les jeunes, les vieux non plus.

- Les retraites complémentaires resteront gelées en 2015 - Reuters

Les partenaires sociaux, gestionnaires de ces deux régimes, ont "décidé de maintenir les valeurs du point au même niveau que l'an passé", indique un communiqué. Reuters 13.03

Ah ben si les syndicats sont d'accord avec le patronat, retraités, vous pouvez cotiser au Medef !

En plus les vieux puent !

- L'air des maisons de retraite est trop pollué - Francetv info

Les vieux on les aime, on les cagole tant qu'il y a quelque chose à gratter ou un héritage à la clé, ensuite ou sinon à la première occasion on s'en débarrasse dans des mouroirs. Et de préférence on s'assure qu'ils ont réglé leurs obsèques avant de fermer la porte derrière eux.

J'y échapperai, quelle chance ! Finir ainsi, c'est vraiment dégueulasse, plutôt crever ! Mais apparemment tous les prétextes sont bons pour le justifier. Autrefois on vivait moins vieux mais pas tant que cela, on devenait délabré ou grabataire plus tôt aussi, et on s'arrangeait pour éviter d'abandonner les vieux, nos parents. C'est un sujet tabou, insupportable...

Acharnement des "vautours" de l'Empire.

- USA: un juge américain interdit à Citigroup de payer les obligations argentines - AFP

Le juge américain Thomas Griesa a interdit jeudi à la banque Citigroup de procéder au paiement des intérêts sur les obligations argentines comme le souhaitait Buenos Aires. AFP 13.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Quneitra: Assad attaque l'axe Israël/Jordanie. - french.irib.ir

L'armée syrienne a, violemment, attaqué l'"Armée première" , une organisation liée aux services du renseignement jordanien et israélien. Les opérations syriennes se sont déroulées en profondeur septentrionale de Quneitra, et elles ont eu lieu, à titre préventif. Au cours de cette offensive, l'un des centres les plus importants appartenant aux terroristes, du nom de "Armée première" a été détruit, une première étape, qui facilitera la reprise de la localité stratégique de Handarat. Selon "Al-Akhbar","le siège terroriste, qui vient d'être pris d'assaut, se trouve à un kilomètre du Golan.

Les "Sukhoi" syriens ont bombardé, mardi après-midi, le village de Koudna, à rif Sud de Quneitra : ces raids ont été bien planifiés et visaient les réseaux de communication de l'Armée première. Cette armée agit, en effet, en parfaite synergie avec Israël et la Jordanie. C'est cette armée, qui dirige, également, le centcom dit Modouk, où siègent la Jordanie, les Etats Unis, l'Arabie saoudite, la France et Israël. Selon des sources militaires, l'aviation syrienne a visé le centcom, alors que les commandants qui s'y trouvaient, étaient sur le point de planifier une attaque contre Rif de Deraa.

Des dizaines de terroristes, dont 12 commandants, ont été tués, et 85 autres, blessés, avant d'être évacués vers les hopitaux israéliens, dont Abou Ossama al-Naimi, l'un des principaux relais du renseignement israélien, dans la région. Le centcom ennemi envisageait de lancer une vaste offensive contre Al-Baath, contre Khan alnaba, ainsi que contre Tal Bozagh et Tal ak Chaar, toutes, situés à rif de Quneitra. L'objectif des terroristes étant le fait d'atteindre l'autroute Quneitra- Damas et de contourner les forces syriennes. french.irib.ir 12.03

2- Irak

2.1- Général David Petraeus : «L'État islamique n'est pas le plus grand danger qui menace l'Irak» - LeFigaro.fr

- Les USA menacent l'armée irakienne - french.irib.ir

Un sénateur américain menace, désormais, l'armée irakienne !! Face aux avancées fulgurantes de l'armée irakienne, à Salaheddine et à Al-Anbar, le sénateur Patrik Leahy menace l'Irak d'une rupture pure et nette des aides militaires, si " les soldats irakiens commettaient des crimes de guerre" contre les terroristes de Daesh ! Reuters, qui rapporte cette information, se réfère, ensuite, à un responsable du département d'Etat, selon qui "certaines unités de l'armée irakienne, formées par les forces américaines, ont commis des crimes identique à ceux perpetrés par l'EI". Ce responsable menace, d'ailleurs, d'ouvrir une enquête, pour "faire toute la lumière sur les cas de crimes commis par les forces irakiennes". Le sénateur US dit pouvoir révéler même des images où les "forces irakiennes" se livrent à des tortures, des viols, des meutres" ! A quoi rime cette information?

Selon les analystes politiques, les Etats Unis, parfaitement désemparés à l'idée d'une victoire imminente des forces irakiennes, qui se font aider par les forces volontaires, se sont décidés à agir : une information faisait état du bombardement du siège du 14e abatillon de l'armée irakienne, l'un des meilleurs. Les avions US ont frappé le siège de ce bataillon, provoquanrt la mort de 45 officiers et soldats, dans la province d'Al-Anbar. Dans les jours à venir, les Etats Unis pourraient annoncer une rupture d'aide ou une réduction d'aide à l'armée irakienne. La question reste, toutefois, celle-ci : est-ce grave? Les Etats Unis d'Amérique ont refusé de livrer les équipements militaires, des avions de combat, des hélicoptères et des chars à l'armée irakienne, au plus fort d'attaque de Daesh contre Mossoul, et alors que les terroristes faisaient marche vers la capitale. Que Washington décide de rompre "son aide" , cela ne fera, ni chaud, ni froid, à l'armée irakienne, qui continue, en ce moment, à accumuler ses succès. french.irib.ir 12.03

2.2- Le Pentagone bombarde l'armée irakienne - french.irib.ir

Les Etats Unis empêchent l'avancée de l'armée irakienne..... Un officier irakien a fait une révélation : les chasseurs US ont bombardé le siège du 14ème bataillon de l'armée irakienne. Ce siège se trouvait, dans l'Ouest de l'Irak, où les forces irakiennes, celles de l'armée de Badr et du Hezbollah d'Irak, combattent, très violemment, les terroristes de Daesh.

Des dizaines de forces irakiennes ont été tuées ou blessées, au cours de ce violent raid. Cité par Nahrein News, l'officier irakien, qui s'est exprimé sous le sceau de l'anonymat, a ajouté : " Le siège a été pris pour cible de deux missiles, et 45 officiers et soldats ont été tués. Et des dizaines d'autres, blessés. L'attaque a eu lieu, quand les officiers et les soldats s'étaient réunis, dans un bâtiment situé dans la localité de Al Bou Ziyab, non loin du centcom irakien ! En effet, les forces stationnées sur cette base rentrent, régulièrement, de combats anti-Daesh, pour s'y ressourcer. Un général de brigade irakien se trouve, également, au nombre des tués. Le raid s'est déroulé, sans que les commandants de l'armée irakienne formulent la moindre demande en ce sens, à l'adresse de la soi-disante coalition anti-Daesh".

Et le commandant irakien d'ajouter : "Cette attaque trahit un plan prémédité et parfaitement perfide, de la part des Américains, qui veulent, à tout prix, sauver Daesh, à Tikrit, ou encore, à Al-Anbar. C'est une complicité, on ne peut plus nette, avec les terroristes"! Le bataillon en question est l'un des plus célèbres bataillons irakiens, célèbre pour sa performance, dans la lutte contre les Daeshistes et les Baathistes. A la dernière nouvelle, Tikrit vient d'être libérée. french.irib.ir 12.03

Haut de page

Le 14 mars 2015

CAUSERIE

Je passe à côté de certaines infos que Yahoo.news censurent apparemment, je les découvre par hasard plusieurs semaines ou mois plus tard. N'hésitez pas à m'en envoyer, le titre d'un article de presse suffira.

On a encore ajouté une quarantaine d'articles. Informer et être informé, c'est le meilleur moyen de combattre les conspirateurs qui sont aux commandes. Depuis début mars on a ajouté 140 articles, la plus importante base de données en France ou francophone sur l'actualité économique et politique.

Demain on fera relaxe si vous le voulez bien, merci et bon dimanche à tous.

Enfin, l'économie française se relève, dixit Hollande et Valls. Une bonne nouvelle ? Ils ont juste oublié de préciser "***de guerre***". .

- France: les exportations d'armement bat des records. - french.irib.ir

Les exportations françaises d'armement ont battu un nouveau record, en 2014, avec un montant supérieur à 8 milliards d'euros, a annoncé le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. «Depuis mon arrivée, (en 2012), le montant des prises de commandes a doublé», a-t-il ajouté. Celles-ci se sont élevées à 4,8 milliards d'euros, en 2012, et 6,87 milliards d'euros, en 2013, (+43% par rapport à l'année précédente). En 2014, la hausse est, donc, d'au moins 16%, par rapport à 2013. La France, championne de l'exportation d'armes. Les exportations hexagonales d'armement ont atteint un nouveau record, en 2014, avec un montant supérieur à 8 milliards d'euros, a annoncé, mercredi, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

"J'ai toutes les raisons de penser que nous allons poursuivre sur cette lancée, en 2015", a poursuivi le ministre. La France s'apprête, notamment, à livrer trois milliards de dollars d'armement au Liban, à partir d'avril, ainsi que 24 avions de chasse "Rafale" et une frégate multimissions à l'Egypte, un contrat d'un montant de 5,2 milliards d'euros. Il convient, toutefois, de noter que c'est le volume global de vente d'armes qui augmente, partout, dans le monde, ces dernières années, pas spécialement la part de marché de la France. Ainsi, entre 2009 et 2013, les ventes mondiales de cette industrie très particulière ont crû de 14%, selon une étude d'un institut suédois spécialisé, le Sipri. Selon cette même enquête, la Chine a raflé à la France la quatrième place au classement des principaux pays vendeurs d'armes, en 2014. Les Etats-Unis, eux, restaient en tête du classement.

Du côté des importateurs, l'Inde et les pays du Golfe Persique ont augmenté leurs achats d'équipements, ces dernières années. L'année dernière, la France a bénéficié de l'entrée en vigueur du contrat Donas d'équipement (hélicoptères, missiles antichar, système de communication, blindés et canons) de l'armée libanaise, financé par… l'Arabie saoudite, à hauteur de 3 milliards de dollars. Et ses industriels, Airbus DS et Thales Alenia Space (TAS) ont vendu deux satellites de renseignement militaire aux Émirats arabes unis, pour 800 millions d'euros. Recrudescence des tensions, au Moyen-Orient, mais aussi, dans la zone Asie-Pacifique, lutte contre le terrorisme, renouvellement des flottes d'avions de combat, dans le monde... expliquent cette envolée des ventes d'armes. Selon les experts du IHS Janes, ce sont les États-Unis, qui ont le plus profité de cette croissance, en exportant un tiers de tous les équipements militaires, vendus dans le monde, en 2014.

La Russie, un des plus gros fournisseurs de la Chine, arrive en deuxième position, avec un total de 10 milliards de dollars, (+9%) d'armes exportées. Troisième, sur ce podium mondial, la France, qui a regagné du terrain, sur la scène internationale, ces dernières années, avec 4,9 milliards de dollars de ventes, en 2014. french.irib.ir 12.03

Paris, Washington, Londres, Tel-Aviv, Riad, Doha, Istanbul : Pas responsables !

Comme en Irak, en Syrie ou en Libye avec des armes américaines, israéliennes, britanniques, allemandes, etc. un pur hasard. On allait oublié l'Ukraine néonazi de Porochenko.

- L'allégeance de Boko Haram à l'État islamique, le 7 mars, n'a pas surpris le président nigérian, Goodluck Jonathan.

Pourquoi l'armée tchadienne a-t-elle retrouvé des armes françaises dans le nord-est de Nigeria ? Environ "40% des armes saisies par les forces armées du Tchad aux combattants de Boko Haram sont de fabrication française", a annoncé le ministre tchadien de la communication, Hassan Sylla Ben Bakari, en visite au Cameroun le 5 mars. french.irib.ir 12.03

En complément

Un article à lire : Des armes US et de l'Otan récupérées sur des terroristes au Pakistan (Arrêt sur Info 13.03)

L'Otan et le Pentagone non plus.

- Syrie : Quand le Pentagone tue des civils. - french.irib.ir

Un groupe de défense des droits de l'Homme, en Syrie, a dénoncé la coalition anti-Daesh, pour avoir provoqué la mort de plus de 100 civils syriens. Spuntik se réfère au réseau des droits de l'Homme syrien, pour relever la mort de plus de 100 civils, en Syrie, depuis le mois de septembre dernier.

Le centcom US refuse, pour le moment, de confirmer ce chiffre. 11 femmes et 11 enfants figurent au nombre des victimes. Le plus grand nombre des victimes se trouvait, selon cette information, dans un bâtiment, dans la ville d'Al-Bab, au Nord de la Syrie. 51 civils résidaient dans le bâtiment. En dépit des images vidéos présentées par les instances de défense des droits de l'Homme, les Etats Unis continuent à nier leur responsabilité. french.irib.ir 13.03

La vassalité française n'a plus de limite envers l'Empire.

- Irak : La France placée sous le commandement US - french.irib.ir

Le navire amiral de la Marine française est placé sous commandement américain dans le cadre de l'opération en Irak. Le porte-avions nucléaire français Charles de Gaulle a été placé sous commandement américain dans le cadre de l'opération conjointe contre l'Etat islamique en Irak. Selon le Washington Post, le navire français a été intégré à un groupe aéronaval avec le porte-avions nucléaire américain USS Carl Vinson. Il s'agit de la première fois qu'un porte-avions français est placé sous commandement US pendant une opération militaire dans l'histoire. A l'occasion de cet événement, le chef d'état-major des armées des Etats-Unis, le général Martin Dempsey, s'est rendu dimanche à bord du Charles De Gaulle.

Les deux navires disposent d'un niveau élevé d'interaction: les chasseurs français Rafale se posent et décollent du Carl Vinson, tandis que le Charles De Gaulle accueille des F/A-18 Hornet américains. La France est le premier pays à avoir rejoint en septembre 2014 la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis. Depuis août, ces derniers effectuent des frappes aériennes contre les positions de l'EI en Irak et depuis le 23 septembre, en Syrie. Le Charles de Gaulle est actuellement le seul porte-avions en service dans la Marine nationale. Mis en exploitation en 2001, il est le premier bâtiment de surface français à propulsion nucléaire. french.irib.ir 14.03

Mélenchon va en piquer une crise, on parie ?

Qui a dit ?

Toute coïncidence avec la réalité après coup ne pourrait être que fortuite ou accidentelle et ne doit surtout pas être interprétée autrement sous peine d'être qualifié de déséquilibré mental ou comploteur.

- « La dissolution de la Syrie et de l'Irak en zones ethniques et religieuses mono-colores, comme au Liban, est notre premier objectif sur le front oriental : l'Irak, riche en pétrole, d'une part, et déchiré intérieurement, d'autre part, est un candidat idéal pour être pris pour cible par Israël.

Sa dissolution est même plus importante pour nous [= les sionistes…, ndt] que celle de la Syrie.

L'Irak est [en effet] un pays plus puissant que la Syrie. A court terme, c'est le pouvoir irakien qui représente la plus grande menace, pour Israël.

Une guerre irako-iranienne fera éclater l'Irak et causera sa chute, intérieurement, avant même qu'il soit à même d'organiser une lutte à grande échelle contre nous.

Toute confrontation interarabe, quelle qu'en soit la forme, nous aidera dans le court terme et raccourcira le chemin vers notre but fondamental, à savoir : l'éclatement de l'Irak entre de multiples communautés ethnico-religieuses, comme en Syrie et au Liban.

En Irak, une division suivant des lignes de séparation ethnico-religieuses, héritées de l'époque ottomane (comme en Syrie), est tout à fait réalisable. Aussi, trois Etats (voire plus) existeront autour des trois principales métropoles : Basra, Bagdad et Mossoul. De plus, des régions chiites, dans le Sud du pays, se sépareront des régions sunnites et kurdes, dans le Nord. »

Réponse : Oded Yinon, un journaliste israélien très lié au ministère israélien des Affaires étrangères dans un article publié en 1982 par la revue Kivunim, publication de l'Organisation Sioniste Mondiale.

Mais alors, cela signifie que leur guerre n'a rien à voir avec les régimes concernés ou le développement de la situation dans ces pays? Ah ben non !

Le travailleur lambda n'a jamais lu la prose de Yinon, on lui a seulement servi les prétextes fabriqués de Bush, Obama, Hollande, etc. repris en boucle par les médias depuis le 11-9. Qui complote alors ? Personne voyons, les ignorants ont toujours tort, l'auriez-vous oublié ?

Croire ou savoir, croyance ou connaissance.

Les désordres mentaux relèvent généralement d'un processus dialectique.

La méthode qui consiste à procéder par identification, manifeste un penchant psychotique alimenté par un processus névrotique ayant abouti à un état schizophrénique.

A force de se répéter sans cesse la même chose, on finit par y croire au point qu'on en arrive à substituer cette chose à une autre, et par conséquent à influencer et modifier notre rapport à la réalité de telle sorte que celle qu'on se représente n'a plus qu'un lointain rapport avec le monde réel.

A force de se répéter qu'une chose va se produire, on finit par se convaincre qu'elle est sur le point de se réaliser ou qu'elle s'est déjà réalisée, de telle sorte que ce fantasme se substitue à la réalité ou notre perception de la réalité est totalement faussée.

Le meilleur moyen de parvenir à cette substitution dans la tête des esprits faibles, consiste encore à répéter, suggérer, marteler sur tous les angles toujours la même chose, de manière à ce qu'elle vienne s'ancrer dans leur cerveau et y pénètre si profondément qu'il sera ensuite difficile de l'en extraire, au point qu'elle leur paraisse naturelle ou légitime ou se passe de justification, aussi seul un choc salutaire et souvent douloureux pourrait les aider à s'en séparer, car y est associée une charge émotive à défaut de conscience.

Si croire en une chose qui est fausse relève de l'ignorance d'un individu, il n'en demeure pas moins que cette croyance se réalise au moyen d'un processus psychologique, qu'on le veuille ou non. Il est donc souhaitable ou préférable d'agir sur les deux plans pour l'aider à s'en séparer. On a à faire à un être social et psychologique, ce qu'on a un peu trop tendance à oublier ou sous-estimer.

Notre ennemi mène sa guerre contre les travailleurs sur les deux plans à la fois en permence. On continue de vouloir l'ignorer, soit, mais en lui laissant ainsi le champ libre sur le plan psychologique, on affaibli la résistance des travailleurs sur les deux plans, donc finalement le combat que l'on peut mener sur le plan social ou politque s'en trouve neutralisé ou le résultat réduit à néant.

Au-delà de la manipulation des faits ou de la réalité par les représentants de la classe dominante, pour qu'elle prenne, il faut qu'elle trouve un point d'ancrage dans le cerveau des masses, un terrain favorable sur lequel elle se développera, il faut qu'elle vienne se greffer sur la partie la plus vulnérable de son fonctionnement, sur celle qu'elles ne maîtrisent pas, sur son inconscience qui se traduit par un certain nombre de réflexes (ou préjugés) qui caractérisent son comportement en général, tendance à l'individualisme, à l'égoïsme, à l'égocentrisme ou au narcissisme, à la vanité, à la cupidité, à l'avarice, à la superstition, à la paranoïa, à l'hystérie, à l'hypocrisie, au mensonge, etc.

Contrairement aux flics ou procureurs de la pensée du régime, nous n'entendons pas forcer autoritairement les masses à changer de comportement, notre but est seulement de montrer la connexion qui existe entre la guerre idéologique et psychologique que mènent les représentants de la classe dominante et leurs laquais de la pseudo-gauche et extrême gauche, de manière qu'elles en prennent conscience en les incitant à passer à l'action sur le plan social et politique, ce qui est le meilleur moyen de contrecarrer la propagande officielle et le conditionnement auquel ils destinent les travailleurs, estimant que cette modification de leur comportement sur le plan politique servira de catalyseur à une modification plus profonde et générale de leur comportement dans le futur qui à son tour se répercutera sur leur interprétation de la société ou leur engagement politique.

On peut se convaincre qu'on est incapable de parcourir 20 kilomètres à pied parce qu'on est trop faible ou parce qu'on manque d'expérience, et bien il suffit de prendre des forces et de s'entraîner pour s'apercevoir que c'était finalement possible. Une fois convaincu du contraire pour en avoir fait expérience, on sera porté à faire la même expérience dans d'autres domaines ou de se dire que bien des choses qu'on croyait impossible ne l'était pas en réalité, on pourra s'interroger sur le processus psychologique mais pas seulement, sur les facteurs extérieurs qui nous avaient influencé et induit en erreur, de telle sorte que fort de cette expérience on pourra la partager avec les autres et ainsi de suite.

Il ne faut pas s'avouer vaincu d'avance, sinon on n'arrivera jamais à rien. Sauf dans les cas extrêmes ou parce que la nature l'a voulu ainsi, la plupart du temps il est possible d'agir sur tous les facteurs, qu'ils soient subjectifs ou objectifs.

Partons des faits, collectons les faits, mettons-les en rapport, cherchons quels rapports ils existent entre eux, observons comment ces rapports ont évolué, sur quels nouveaux rapports ils ont débouché, essayons de déterminer leur orientation générale, ne laissons de côté aucun facteur, prenons en compte les expériences humaines dans tous les domaines, prenons l'homme tel qu'il est dans sa totalité, social et psychologique, ne négligeons aucun aspect de la situation en ayant toujours à l'esprit les facteurs qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine et donc du capitalisme, les forces productives et la lutte des classes qui déterminent tous les rapports dans la société, élevons notre vision à l'échelle mondiale, de l'humanité entière, car c'est seulement à cette échelle que se situent les réponses à toutes nos questions, qu'elles se réaliseront, à condition de ne pas perdre de vue que seule l'action unie des exploités et des opprimés peut changer la société et le monde et non des idées qui en soi ou à elles-seules n'ont aucun pouvoir.

ACTUALITE EN TITRES

Guerre de l'Empire par asphyxie.

- Le pétrole termine la semaine sous les 45 dollars le baril - AFP

Le PS va prendre une raclée !

- Les Français massivement opposés à une loi interdisant la fessée - AFP

Sept Français sur dix se disent opposés à une législation pour interdire la gifle ou la fessée envers les enfants, selon un sondage Ifop pour le Figaro publié vendredi. AFP 13.03

Vite, il faut dissoudre le peuple indiscipliné !

Quelle bande de ringards dégénérés ces veaux de Français! Quelle crasse bourrée de préjugés racistes, xénophobes et surtout antisémites! Et cette plèbe irresponsable est violente par dessus le marché, à croire qu'on est moins réac qu'elle, et ce n'est pas la pseudo-gauche et extrême gauche qui nous contredira. Quelle bande d'ingrats, décidément on ne peut pas faire le bonheur des peuples contre leur volonté, quel malheur, ils l'auront bien voulu.

Et rien n'y fera, pas même une pochette surprise

- Déserts ruraux : le gouvernement présente son plan ruralité - Public Sénat

... ou le populisme

En continuant de les supprimer...

- Manuel Valls veut rapprocher les services publics du monde rural - 20minutes.fr

Fossilisée la vermine Près de 6 Français sur 10 contre un retour des écologistes au gouvernement - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Les masques tombent. En fait, c'était de la «pipolitique» !

- Quand Yanis Varoufakis «le marxiste libertaire» pose dans «Paris Match» - 20minutes.fr

Se décrivant comme un «marxiste libertaire», le costaud fanfaronnait aussi: «je méprise le star-system»... Mais celui qui revendiquait son parcours atypique, loin du monde politique, tombe dans les affres de la «pipolitique» comme un politique classique. Le voilà aujourd'hui dans Paris Match qu'il a invité dans son appartement athénien et pour lequel il pose avec son épouse de manière assez peu spontanée, dans la plus pure tradition de l'hebdomadaire people.

Dans son «nid d'amour», il présente notamment son épouse Danae Stratou, une artiste qui enseigne à l'école des beaux-arts d'Athènes, issue d'une riche famille athénienne et qui pensait «avoir épousé un intellectuel féru d'esthétique». 20minutes.fr 13.03

Quelle vulgarité !

En complément.

- Wolfgang Schäuble évoque la possibilité que la Grèce sorte de la zone euro - Atlantico.fr

2- Syrie

- Syrie : Assad a gagné (Ford) - french.irib.ir

L'ex ambassadeur américain, en Syrie, Robert Ford, a demandé aux terroristes anti-Assad de mettre une croix sur l'idée d'écarter Assad du pouvoir. Ford, architecte de l'infiltration de milliers de terroristes takfiris, en Syrie, a, pour la première fois, reconnu, à demi mot, "les actes de sauvagerie, commis par certains groupes", tout en demandant aux "opposants, de renoncer à renverser Assad". Ford évoque toutes ces idées, dans un article, publié par "Foreign Policy", où il plaide, pour que la clause

de l'élimination d'Assad soit éliminé, à titre d'une pré-condition à une solution politique de la crise.

L'homme, qui n' a cessé, entre 2011 et 2013, de réclamer le retrait du président syrien du pouvoir, a reconnu que 'l'actuelle stratégie US, en Syrie, ne cadrait plus avec les circonstances actuelles, et qu'il faudrait trouver une stratégie de substitution". "L'une des clauses principales de cette stratégie nouvelle, qui viserait, directement, les opposants, devrait les contraindre à suivre les recommandations du commandement américain et de ce commandement, seul, si ces opposants veulent recevoir de l'aide de la part de Washington". "La seconde condition, pour que les opposants puissent bénéficier de l'aide US consisterait à ce que les rebelles évitent de commettre des actes de barbarie contre les civils pro-Assad. Et comme troisème condition, les rebelles devront rompre, totalement, tout lien avec le Front Al-Nosra". Ford évoque, ensuite, des idées encore plus inouies : "Les rebelles ne devront pas, non plus, s'en prendre aux Chrétiens et aux minorités, et devront même coopérer avec l'armée syrienne, pour établir la sécurité, prélude à un accord politique, qui ne demanderait pas le retrait d'Assad".

Selon les analystes politiques, l'article extrêmement novateur de Ford reflète un virage à 180 degrés de l'administration Obama, en Syrie. Ford fait partie de cette classe politique radicale, qui n'a cessé d'exiger le renversement pur et net d'Assad. Ford demande, aussi, à la Turquie, de fermer ses frontières sur Daesh et Al-Nosra.. Ford a reconnu la défaite US, en Syrie. french.irib.ir 12.03

3- Nigeria

Boko Haram : État islamique, armes françaises et mercenaires sud-africains - french.irib.ir

Dans une interview, le Président nigérian? Goodluck Jonathan? a déclaré que des combattants de Boko Haram suivaient des entraînements? dans des camps de l'État islamique.

L'allégeance de Boko Haram à l'État islamique, le 7 mars, n'a pas surpris le président nigérian, Goodluck Jonathan. "Nous savons qu'il y a des liens. Peut-être pas le degré des liens, ni la quantité d'armes fournies ou l'état du financement. En tout cas, ses membres de Boko Haram vont s'entraîner dans leurs camps et reviennent ensuite", a-t-il déclaré.

Le chef de l'État du Nigeria est également revenu sur les relations de son pays avec ses voisins et notamment avec le Cameroun, affirmant que les autorités camerounaises avaient refusé à son pays le droit de poursuivre Boko Haram sur leur territoire.

Dans cet entretien, Goodluck Jonathan explique également que des "techniciens étrangers" sont présents dans le Nord-Est pour encadrer les troupes nigérianes. L'agence de presse britannique Reuters, qui cite des sources diplomatiques et sécuritaire, précise qu'une centaine sont actifs sur le terrain.

Selon la presse sud-africaine, un combattant sud-africain est mort le 9 mars suite à une bavure de l'armée nigériane. Travaillant pour une société militaire privée dénommée Pilgrim Africa Ltd, il a, selon le "Daily Maverick", était victime d'un tir de char lors d'une opération dans l'État de Borno. Il était chargé de l'entretien des véhicules de l'armée nigériane.

Pourquoi l'armée tchadienne a-t-elle retrouvé des armes françaises dans le nord-est de Nigeria ? Environ "40% des armes saisies par les forces armées du Tchad aux combattants de Boko Haram sont de fabrication française", a annoncé le ministre tchadien de la communication, Hassan Sylla Ben Bakari, en visite au Cameroun le 5 mars.

"Mon pays montre ces images et continuera de les montrer afin que ceux qui les fabriquent sachent que ces armes ne se retrouvent pas là où elles doivent l'être", a poursuivi le ministre.

Même si le Tchad a immédiatement précisé qu'il ne désignait pas pour autant "un pays comme étant le fournisseur d'armes de Boko Haram", cette déclaration a poussé Paris à réagir par le biais de son ambassade à Yaoundé.

"La France exerce un des contrôles les plus stricts au monde sur ses ventes d'armements. Selon plusieurs rapports, une grande partie des armes de Boko Haram a été prélevée à l'armée nigériane, une autre provient de trafics illégaux dans la région, explique le communiqué. La lutte contre les trafics d'armes dans la bande sahélo-saharienne fait partie des objectifs de l'opération Barkhane, menée aux côtés des forces tchadiennes, nigériennes, maliennes, mauritaniennes et burkinabé." french.irib.ir 12.03

4- Israël

- "Larguons 20 à 30 bombes atomiques sur l'Iran " - french.irib.ir

Ce délire, c'est le site israélien, Arutz Sheva, qui le formule "Il faut montrer aux Iraniens de quel bois est fait Israël : il faut anéantir leurs sites nucléaires et quelques villes iraniennes, comme Téhéran et Ispahan!!, fulmine le site d'extrême droite sioniste, Arutz Sheva, mardi, dans un article. "Pour se débarasser de l'Iran, pour répondre aux torts que les Allemands nous ont fait,

(ndlr : Holocauste), il suffit de bombarder chacun de ces deux pays de 20 à 30 bombes atomiques, et ce sera à ce prix qu'Israël sera sauvé", délire encore le site : "Si Israël n'agit pas, dans le sens des recommandations de la Torah, il aura à payer un prix fort, il sera anéanti, et, seuls, quelques-uns, survivront". Arutz Sheva insulte, ensuite, les dirigeants iraniens, Rohani et Ahmadinejad, et écrit : "Ces gens là ne veulent même pas perdre une seule occasion d'évoquer la fin d'Israël. Il est, donc, nécessaire que nous répondions à ces menaces, et il suffit d'utiliser, pour ce faire, entre 20 à 30 engins nucléaires. Il faut anticiper, pour empêcher l'ennemi d'agir". L'auteur plaide, ensuite, pour que l'Allemagne paie, elle aussi, le prix de l'Holocauste : "entre 20 à 30 bombes atomiques suffiront, aussi, pour bombarder Berlin, Munich, Hambourg, Nüremberg, Francfort, Dortmund..".

Ce genre de verbiage ne reflète pas, seulement, le délire de quelques illuminés ultra-sionistes, estiment certains analystes. Une analyse du Brooking's Institute, publiée en 2009, décrivait, déjà, un scénario d'attaque aérienne contre l'Iran, tramé, sur fond d'une pseudo-brouille Obama/Netnayahu autour du nucléaire iranien; brouille, qui pousserait Netanyahu a agir seul et à lancer des frappes unilatérales contre les installations nucléaires iraniennes. Le fait que l'Iran et l'Allemagne soient voués aux mêmes gémonies, par l'auteur, n'est pas, non plus, innocent : depuis l'affaire ukrainienne, marquée par la volonté US de provoquer une guerre, en Europe, avec en toile de fond, l'implication forcée de Berlin et de Paris, dans une confrontation directe avec la Russie, l'Allemagne s'oppose de plus en plus, fermement, aux politiques unilatéralistes des Etats Unis. Le retour de la germanophobie, au sein du camp atlantiste, serait une conséquence de cette nouvelle orientation. french.irib.ir 13.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Mobilisation chez Carrefour contre la remise en cause d'acquis sociaux - AFP

Distribution de tracts, débrayages: les salariés des hypermarchés Carrefour ont protesté vendredi contre la remise en cause d'acquis sociaux au détriment des nouveaux embauchés, à l'appel de la CFDT et la CGT.

Au terme d'un accord intervenu dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO), signé par FO, premier syndicat du groupe, et la CFE-CGC, les nouveaux embauchés devront désormais attendre 12 mois avant de pouvoir bénéficier des primes de vacances et de fin d'année, contre 3 mois auparavant, ce qui équivaut à la "perte d'environ un mois de salaire"

Pour Carrefour, il ne s'agit pas de "revenir sur des acquis sociaux puisque cela concerne des salariés à venir". Le groupe précise s'être ainsi aligné sur les accords de branche concernant la prime de fin d'année, tandis que la prime de vacances n'y est même pas prévue.

Plus généralement, CFDT et CGT, 2e et 3e syndicats de l'entreprise, demandent une plus juste répartition des profits alors que le groupe a enregistré un bénéfice net de 1,24 milliard d'euros en 2014. AFP 12.03

2- La grève à Socata gêne-t-elle l'approvisionnement d'Airbus ? - La Tribune

Entre 500 employés (selon les syndicats) et 380 (selon la direction) sont en grève depuis jeudi 11 mars sur le site Doher-Socata, à Louey, près de Tarbes. L'origine du conflit : les négociations annuelles obligatoires, et notamment salariales.

"La direction propose 0,7 % d'augmentation générale pour les non-cadres, contre 1,4 % l'an dernier, s'exclame Bernard Sanvicente, délégué syndical CFDT à Socata. Ils proposent également 0,6 % d'augmentation individuelle du salaire (AIS), soit 45 euros pour certains employés. Tout ça, alors que le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 14 % en 2014."

Vus de la direction, la grève et le blocage partiel des accès de l'usine n'entravent pas la production. "Il n'y a aucune conséquence directe car on estime qu'il y a 380 grévistes sur les 1 600 salariés de l'usine. La production continue et les chaînes ne sont pas à l'arrêt", garantit Vincent Chanron. La Tribune 12.03

Haut de page

Le 16 mars 2015

CAUSERIE

(18h en Inde, on a ajouté 16 articles seulement. A lire celui où il est question de Soros.)

On ajoutera une vingtaine d'articles dans quelques heures, on nettoiera aussi la page d'accueil du site.

On vient de me prévenir qu'on n'aura pas d'électricité demain toute la journée. La semaine dernière ils ont coupé le courant toute la journée à deux reprises. Sans les deux grosses batteries je ne pourrais pas actualiser le site, elle ne sont pas gratuites (20.000 roupies tous les 4 ans, et je dois les remplacer cette année), pensez à soutenir financièrement le site, merci d'avance.

Il est 13h45 ici, et je vais déjeuner. Une petite salade de crudité additionnée de riz, un verre d'eau, un café et c'est envoyé !

Un conseil d'ami, si vous voulez combattre la dictature, c'est maintenant car demain il sera trop tard...

ACTUALITE EN TITRES

Une cote appropriée à leurs mesures.

- Cote de popularité: François Hollande et Manuel Valls continuent à décrocher en mars - 20minutes.fr

Confirmation. C'est bien Valls qui mène la barque... au naufrage.

- François Hollande ne changera "ni de ligne ni de Premier ministre" après les départementales - lexpress.fr

- lexpress.fr - François Hollande annonce, dans un entretien à Challenges, qu'il n'y aura "pas de changement, ni de ligne ni de Premier ministre" en cas de défaite du PS aux départementales.

La vermine appelée en refort.

lexpress.fr - Pour renforcer sa majorité, François Hollande semble compter sur un retour à la raison des alliés écologistes.

Du coup 3 jours plus tard, après un sondage dont les résultats indiquaient que la majorité des personnes interrogées ne voulaient pas des écologistes au gouvernement, ils en sortent un autre conforme à l'attente de Hollande :

9 sympathisants écologistes sur 10 veulent le retour d'EELV au gouvernement - Le Huffington Post

lexpress.fr - Manuel Valls, justement. Le fait qu'il soit plus populaire que lui? "Sa popularité me protège et me protégera", assure-t-il, en fin tacticien. lexpress.fr 11.03

Dictature. Ils sont en guerre ou l'emploi tout azimut de la sémantique de la guerre.

- La guerre aux mégots de cigarettes dans la rue est déclarée - Francetv info

Paris a décidé d'adresser, à compter du mois de septembre, une amende 35 euros aux contrevenants. Francetv info 14.03

Un mégot 35 euros, de quoi se rebeller contre la force publique, non ? Ils poussent la population excédée à recourir à la violence qu'ils condamneront ensuite...

En allant ouvrir la grille de chez moi, il faisait déjà nuit, j'ai marché dans une bouse de vache bien fraîche, pour me dédommager de cet outrage intolérable je vais lui tirer 10 litres de lait, et si elle rechigne je la caillasse la sale bête !

Quel pays policier la France ! Ah ben je ne croyais pas si bien dire :

- Les CRS ont dressé 9% de PV en plus sur les routes depuis janvier - LeFigaro.fr

PV traduit en verlan donne vigipirate ou les pirates sont de vigie.

Invivable !

- Huit Franciliens sur dix prêts à quitter l'Ile-de-France - Francetv info

Comme quoi j'ai eu raison de me tirer !

L'Empire et ses agents à l'offensive

- Brésil : Dilma Rousseff confrontée à une contestation de plus en plus forte - Francetv info

- Donald Tusk confirme que les sanctions contre la Russie vont durer - LeFigaro.fr

- Disparition de Poutine : la Russie envisage le père - Liberation.fr

D'autres ont annoncé sa mort ou qu'il était atteint d'un cancer, du cerveau sans doute...

Social

- Loi santé : entre 19.000 et 40.000 manifestants à Paris - M6info

- Les routiers appelés à nouveau à la grève pour les salaires - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

C'est la guerre entre populistes.

- Populisme : "Pour Jean-Luc Mélenchon, le populisme est une invention de la petite bourgeoisie dorée" - Francetv info

"Il faut être dans une nouvelle manière d'organiser le champ politique. Le peuple contre la caste, l'oligarchie, et pas seulement la droite contre la gauche. Pour plein de gens, ça ne veut rien dire, car ce sont les mêmes"

"Qu'est-ce que ça veut dire 'populiste' ? C'est une invention de la petite bourgeoisie dorée, parisienne, qui manifeste sa haine du peuple.", au-delà des intérêts de la bourgeoisie qu'il a toujours incarné, c'est bien pour ceux de cette "petite bourgeoisie dorée, parisienne" ou provinciale qui hait tant le peuple que le PS a toujours combattu depuis 1971 (et avant), parti que vous avez rejoint peu de temps après qu'il était arrivé au pouvoir en 81 pour y faire carrière et obtenir votre part du gâteau, semble-t-il, non ? A partir de cette époque et pendant plus de 30 ans vous l'avez côtoyée quotidiennement sans que cela vous pose plus de problèmes que cela, soit dit en passant, et que vous ménagez encore dans votre programme, dites-nous si nous nous trompons monsieur Mélenchon.

Dites-nous monsieur le philistin, qui mieux que le PS a flatté la multitude pour gagner et exploiter sa faveur (définition du démagogue par Le Grand Robert), dont vous avez largement profité pendant plus de 30 ans ?

Certes on comprend parfaitement que par extension "est baptisé 'populisme' tout ce qui n'est pas bien dans la case, la norme" par ceux qui ont intérêt notamment à faire un amalgame en la pseudo-gauche que représente le Front de gauche et le Front national, mais c'est inévitable, Mélenchon le sait, alors pourquoi s'en offusque-t-il soudain, ne reprendrait-il pas à son compte la méthode de ses détracteurs qu'il dénonce, qui consiste à vouloir faire taire ou forcer les opposants à leur politique à adopter un seul ou unique mode de pensée, le leur ?

C'est bien de la sorte que Mélenchon agit avec le FN, donnant raison à Hollande et Valls qui par ailleurs amalgament antisionisme et antisémitisme, anti-union européanisme et xénophobie, profitent de cette chasse aux sorcières aux idées qui n'entrent pas bien "dans la case, la norme" pour restreindre et porter gravement atteinte à la liberté d'expression ou à la liberté tout court de ceux qui osent les prononcer, conséquences qui apparemment ne choque pas plus que cela non plus notre illusionniste.

Le populiste avance masqué, mais il lui arrive de laisser tomber son masque lorsqu'il doit monter au créneau pour défendre le régime lorsqu'il est menacé notamment. Sans attendre qu'il l'ôte lui-même, il est possible de le démasquer. Si on ne le fait pas, c'est qu'on y a intérêt, aussi se demandera-t-on en quoi une telle démarche qu'il faut qualifier de malhonnête pourrait-elle être compatible avec les intérêts des travailleurs ou la cause pour laquelle nous prétendons combattre. Il est impossible de le justifier, sauf en essayant de s'en démarquer ce que fait ici Mélenchon maladroitement.

La flatterie définit le démagogue ou le populiste. C'est elle qui gouverne les peuples.

Elle consiste à produire le discours que notre auditoire à envie d'entendre afin qu'il nous apporte son soutien ou estime qu'on est légitime pour le représenter. C'est une escroquerie, une supercherie politique et rien de plus. Une fois cette légitimité acquise sur la base d'intentions volontairement trompeuses, le démagogue ou le populiste va s'en servir pour appliquer une politique en totale contradiction avec les intentions qu'ils avaient affichées. Peu importe de quelle manière il le justifiera par la suite, puisque ses contradicteurs officiels et autres pratiquent également de la sorte, ils n'iront jamais jusqu'à reconnaître qu'ils agissent ainsi sciemment car cela causerait un tort irréparable ou fatal aux institutions qu'ils s'emploient tous à préserver.

Maintenant quand Mélenchon donne sa propre définition du populisme qui incarnerait la "haine du peuple" par la "petite bourgeoisie dorée, parisienne", on a envie de lui répondre qu'il est très mal placé pour tenir ce genre de discours dans la mesure où il ne cesse de s'en prendre aux préjugés de ce peuple qu'il semble fort méconnaître ou qui lui est devenu étranger à force de fréquenter les allées du pouvoir, emboîtant le pas une fois de plus à Hollande et Valls. Attitude qui a contribué chez de nombreux travailleurs qui ne se reconnaissaient pas dans son discours, à considérer que finalement le Front de gauche ne valait pas mieux que le PS, pour s'en détourner pour peu qu'ils aient été tentés un jour de s'en rapprocher (du FdG), et préférer se tourner vers le FN qui au moins ne stigmatise pas à longueur de temps leurs préjugés sur lesquels on dira un mot plus loin, ou s'abstenir lors des prochaines élections, ce qui serait un réflexe plutôt sain, sauf lorsque c'est la manifestation du désespoir au lieu de prendre leur sort en mains.

Les préjugés que se coltinent de nombreux travailleurs toutes couches confondues sont l'expression ou le produit des rapports sociaux de production en vigueur, auxquel Mélenchon n'entend pas s'attaquer davantage que le PS ou le FN. Si ces préjugés sont archaïques ou détestables, ils sont à l'image du capitalisme et de tous les rapports qui en sont issus. On peut les dénoncer, on peut légiférer, on peut menacer, on peut réprimer ceux qui les partagent que cela demeurera sans effet, ils continueront d'exister et de proliférer tant qu'on n'aura pas extrait de la société la racine à partir de laquelle ils se développent, donc tant qu'on n'aura pas renverser le régime en place. Or Mélenchon tout comme Hollande ou Valls ou Le Pen y sont opposés, donc ils soutiennent l'ordre établi.

Pour terminer, nos dirigeants ne veulent pas entendre notre discours sans qu'on sache très bien comment ils peuvent le justifier auprès de leurs militants. Or le fait est qu'ils ont tort, les faits leur donnent tort, et ce n'est pas une affirmation gratuite, spécialité des démagogues.

On en veut pour preuve que les travailleurs apprécient le discours ou les positions prises par le FN qui refuse de stigmatiser leurs préjugés, sans connaître son programme ou sans tenir de sa nature ou tout ce qu'ils peuvent entendre sur son compte par ailleurs, ce qui suffit à prouver que des millions de travailleurs ou la majorité d'entre eux n'abordent pas ou n'interprètent pas forcément loin de là la situation sur le plan social ou politique ou sous le même angle qu'un militant ouvrier qui privilégie spontanément le plan social et politique, à raison mais la question n'est pas, à tort parfois ou très souvent lorsqu'il se trouve face à des travailleurs dont les préoccupations débordent de ce champ parce qu'ils se sentent constamment harcelés, épiés, espionnés, menacés par quelque chose de plus pervers encore qu'un patron ou un chef de service, un policier ou un voyou : une oreille indélicate qui traîne, une caméra qui les filme ou un téléphone portable qui les enregistre à leur insu, bref, penser à haute voix, s'épancher imprudemment, se lâcher soudainement, se tenir en compagnie de certaines personnes peut faire l'objet d'un terrible jugement et faire d'eux des délinquants passibles d'une amende ou de la prison, situation qui a de quoi les préoccuper au plus haut point puisqu'elle est quasi permanente, la menace est omniprésente désormais.

Ils doivent veiller à chaque parole et bien réfléchir avant d'ouvrir la bouche, y compris devant leurs enfants, ce qu'ils ne font pas évidemment, à chaque geste, chaque regard qui peut être interprété désavantageusement selon la "norme" à laquelle adhère monsieur Mélenchon à la suite du PS, qui ont réussi à créer dans ce pays un état délétère de suspicion, de terreur généralisée depuis le début du mois de janvier. Que Mélenchon en soit lui-même victime nous laissera indifférent.

Tout cela pour dire, qu'au-delà de leurs conditions matérielles d'existence ou de la situation politique dans le pays, les travailleurs se trouvent confronter en permanence où qu'ils se trouvent, y compris à leur domicile, quelle que soit la personne avec laquelle ils se trouvent confronter à la délation qui est un procédé ignoble, à un problème qui a littéralement envahi les esprits, et c'est loin d'être terminé. En Ukraine, ils sont en train de légiférer pour instaurer officiellement la dictature sur la base de ce procédé. Donc on n'exagère rien, on ne se fait pas des idées, on parle bien de la réalité quotidienne des travailleurs qui hélas sont une minorité à participer à la mobilisation sociale et à s'organiser, à qui la faut franchement quand on refuse par les prendre tels qu'ils sont et qu'on les abandonne à ces ordures.

Je ne suis pas obligé de partager la conception de la lutte des classes de nos dirigeants qui nous ont conduit à cette faillite politique, je pars du constat que si la totalité des travailleurs sont effectivement concernés par les questions sociales ou politiques que l'on soulève, seule une infime minorité participe à la lutte des classes, généralement pas les plus défavorisés, tandis que l'immense majorité des travailleurs abordent la situation sur d'autres plans, tous sont concernés par ce qui a été évoqué plus haut et tous y réfléchissent par la force des choses, et très nombreux sont ceux qui en discutent.

Il faut donc inclure ce facteur dans notre stratégie politique, il faut pouvoir les aborder sous cet angle-là sans en faire un exclusif évidemment, il faut les aider à faire exploser le terrible piège de la dictature qui est en train de se refermer sur eux ou sur

nous car personne ne sera épargné. En Ukraine il porte un nom, le projet de loi n°2225 qui propose de modifier le Code criminel de l'Ukraine et de criminaliser toute critique ou toute attitude pouvant être interprété comme anti-gouvernementale, qui serait sanctionné par des travaux forcés ou par des années de prison, je mets en ligne l'article qui le relate de manière à ce que chacun puisse vérifier qu'on n'invente rien, Porochenko a défilé au coté de Hollande et Valls à Paris le 11 janvier dernier pour la défense de la liberté d'expression... de la dictature.

Le développement de la situation en Ukraine est extrêmement grave pour l'ensemble des travailleurs au-delà de l'Ukraine, du monde entier, et là non plus on n'extrapole pas ou on ne fabule pas, on se réfère aux propos tenus par le milliardaire américain George Soros à Munich lors d'une conférence sur la sécurité qui a eu lieu en février dernier, où il a déclaré « l'Ukraine est aujourd'hui ce que doit devenir demain l'Union européenne » (french.irib.ir 15.03), on ne pouvait pas être plus explicite.

Selon moi, vous me reprendrez si je me trompe, l'immense majorité des travailleurs ukrainiens doivent rejeter la violente politique d'austérité dictée par le FMI que le gouvernement de Kiev leur impose, les dernières mesures antisociales qu'il a prise sont terribles, notamment en annonçant le triplement du prix du gaz, mais ils trouvent difficilement la voie de la mobilisation pour affronter le gouvernement parce qu'il est en proie au régime de terreur que font régner des milices fascistes qui s'en est pris en priorité au mouvement ouvrier pour empêcher la classe ouvrière de se rassembler contre le gouvernement.

Donc en résumé, ce qui fait obstacle à la mobilisation des travailleurs en Ukraine, ce n'est pas le soutien qu'ils apporteraient au gouvernement, ce n'est pas le soutien qu'ils apporteraient aux mesures antisociales qu'il a prises, c'est le régime de terreur qui s'est abattu sur tout le pays et pas seulement sur l'est de l'Ukraine, dont ils ne comprennent pas la nature ou les objectifs après être tombés sous le charme de discours démagogiques lors du putsch de l'Otan et des milices fascistes place Maidan il y a déjà un an, qui avaient notamment pour objectif de briser leur résistance qui s'était manifestée sous l'ancien président ukrainien, lorsqu'ils refusaient qu'il leur impose une politique similaire.

Le coup d'Etat de l'Otan et des fascistes devait être impérativement relayé par des discours populistes pour préparer la suite qui allait être dramatique pour l'ensemble des travailleurs ukrainiens soumis à une dictature fasciste soutenue par Washington et Bruxelles, donc Paris.

Le développement de la situation en Syrie et en Irak témoigne que lorsque le populisme n'a pas de prise sur un peuple son agresseur ou agresseur sera vaincu car il finira par se soulever et deviendra invincible ; dit autrement, lorsque les autorités d'un pays mènent une guerre incessante pour briser la propagande démagogique de leurs ennemis, le peuple finit par comprendre contre qui il doit commencer par lutter ou qu'elle est la priorité de son combat.

On ne lutte pas contre une propagande de guerre ou pavant la voie à une dictature en se contentant d'un discours en faveur des retraites, des salaires ou des services publics, c'est tout ce qu'on voulait dire.

Il est donc indispensable d'intervenir aussi sur ce plan-là, ce que nos dirigeants s'acharnent à ne pas vouloir comprendre.

Mélenchon n'a aucune légitimité, aucune crédibilité pour mener ce combat en notre nom, car il est trop lié au PS, au régime et à Bruxelles ou l'UE, à Washington par l'ONU. C'est donc aux POI, au NPA et à LO, ainsi que tous les autres partis ou toutes les organisatons qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme qu'il revient de mener ensemble une campagne nationale sur ce thème en direction des travailleurs pour briser la machine infernale de la propagande du gouvernement frayant la voie à la dictature ou commençant même à la mettre en place.

Réaction sur toute la ligne. Le temps des nostalgies.

- A Béziers, Robert Ménard rebaptise une rue du nom d'un partisan de l'Algérie française - liberation.fr

Robert Ménard, maire de Béziers soutenu par le FN, a rebaptisé samedi la «rue du 19 mars 1962», date des accords d'Evian, en «rue du commandant Hélie Denoix de Saint-Marc».

Né à Bordeaux en 1922 et mort à La Garde Adhémar (Drôme) en 2013, Hélie Denoix de Saint-Marc, résistant, fut déporté à Buchenwald. En avril 1961, il fit le choix de l'Algérie française et participa au putsch des généraux à la tête du 1er REP (Régiment étranger de parachutiste). L'opération échouera et lui se constituera prisonnier. Il sera condamné à dix ans de réclusion et effectuera cinq ans de prison avant d'être gracié par le général De Gaulle. Réhabilité en 1978, il publie en 1995 une autobiographie et multiplie les conférences. Il avait été élevé en novembre 2011 au rang de Grand Croix de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy. liberation.fr 14.03

- Manuel Valls dénonce la «nostalgie de l'Algérie française» de Robert Ménard - 20minutes.fr

Notons qu'il est resté relativement mesuré en déclarant que «la nostalgie, et notamment la nostalgie de l'Algérie française, n'apportera(it) rien de bon», contrairerait à Le Foll, porte-parole du gouvernement, qui doit avoir une mémoire sélective en

dénonçant la tentation de vouloir "réécrire l'Histoire, mépriser la mémoire et s'en prendre à la République", comme le fit à une autre époque un certain François Mitterrand.

Après tout, c'est de Gaulle qui avait ouvert la boîte de Pandore en graciant Hélie Denoix de Saint-Marc, Giscard qui le réhabilitera, Sarkozy qui le décorera, il ne manquait plus qu'un facho provocateur lui réserve le nom d'une rue sous l'empereur du Mali, c'est fait !

L'heure n'est-elle pas encore aux guerres coloniales, aux guerres de rapine ? L'époque n'est-elle pas à la régression dans tous les domaines ou sur tous les plans ? La politique mise en oeuvre par le gouvernement aurait-elle une autre orientation que nous ramener sans cesse en arrière, des décennies, des siècles en arrière ?

La crise du capitalisme signifiant qu'il n'y a pas d'avenir pour la démocratie et le social, et que l'humanité doit être livrée au chaos et à la guerre pour que la classe dominante continue d'exercer son hégémonie sur les exploités et les opprimés, conserve son pouvoir sans partage, l'initiative de Ménard s'inscrit dans cette perspective ou traduit ce processus à sa manière, comme Porochenko à Kiev en recourant au fascisme pour gouverner avec le soutien de Hollande.

S'ils peuvent agir de la sorte, leur légitimité frauduleuse repose uniquement sur le consensus qui existe entre les représentants officiels de la classe dominante et ceux qui prétendent hypocritement incarner la gauche ou les intérêts des travailleurs, aussi Valls et Le Foll en sont-ils les complices.

La droite ou l'extrême droite savent pertinemment que le PS n'est pas de gauche et qu'ils n'ont rien à craindre de la soi-disant gauche, le PCF, le PG, etc. Ils savent qu'ils se livrent en permanence à un double langage pour tromper les travailleurs et qu'ils servent les intérêts du régime. Chacun adopte une posture ou un masque et en change à volonté selon les époques ou les circonstances, en fonction du contexte politique ou du degré atteint par la crise du capitalisme, des rapports existant entre les classes, etc. sans que sur le fond leur nature ne soit modifiée ou ils servent les intérêts de la classe sociale à laquelle ils sont liés, le régime en place, seules dans le temps les apparences peuvent présenter des variations dans leur manière de se présenter devant les travailleurs sans que leur nature n'en soit affectée.

On a dès lors le choix entre deux attitudes possibles.

Soit on juge leurs actes ou déclarations, leur politique, en fonction des apparences et on se laisse abuser et on abuse son entourage ou les autres ; soit au contraire on considère que ces apparences sont l'expression de la lutte de classes qu'ils mènent contre la classe ouvrière pour le compte de la classe dominante et on les intègre comme telles dans notre analyse de la situation, ce qui ne laissera place à aucune confusion sur leur rôle respectif, leur nature et leurs objectifs politiques, à aucune compromission ou collusion possible avec ces partis.

Ménard tout comme Valls ou Le Foll jouent sur les apparences et ne peuvent pas aller au-delà sans prendre le risque de se démasquer eux-mêmes, et ils le savent réciproquement. Qu'on nous permettent de ne pas souscrire à ce macabre jeu de rôle dans lequel est tombé le mouvement ouvrier, car force est de constater que ses dirigeants ont privilégié les apparences au fond, la forme au contenu qui était essentiellement réactionnaire ou contre-révolutionnaire.

Un plat peut être très appétissant à première vue et faire envie, mais si à l'intérieur y a été dilué un puissant venin qui s'avèrera mortel par la suite, qu'il nous soit permis de rester sur notre faim et de ne pas y goûter. Précisons pour les esprits tordus au ventre plein, que notre ventre soit vide ou à moitié plein, personne n'a le droit de le remplir à notre insu ou n'importe comment ou avec n'importe quoi. Cela paraîtra peut-être une exigence excessive à nos généreux et arrogeants bienfaiteurs, qu'on nous laisse en juger par nous-mêmes et adapter ainsi une célèbre formule qu'ils connaissent bien : la faim justifie les moyens... les plus radicaux qui soient pour s'en débarrasser définitivement. Quand vous faites tout un plat de notre fin, c'est étrange, on a plutôt l'impression que vous vous inquiétez de la vôtre.

On remarquera que tous ont recouru ou recourent encore à la même méthode, qui a conduit à s'adapter ou plutôt à adopter les illusions des masses au lieu de vraiment les combattre sous prétexte de ne pas se couper des masses, sans jamais parvenir à créer des liens profonds et permanents avec elles qui auraient permis de construire le parti. On pourrait employer une autre métaphore.

C'est comme si au lieu de prévenir un cancer on avait attendu qu'il se déclare violemment pour s'apercevoir qu'il était désormais trop tard pour s'y attaquer et le vaincre tant il était avancé, car il faut être lucide et reconnaître qu'on est très très mal barré pour affronter la tempête néolibérale qui s'abat sur nous, ce qui ne veut pas dire qu'on a perdu la guerre pour autant, disons que dans les conditions actuelles et la dislocation des forces qui pourraient s'y opposer, on ne voit pas comment le cours des choses pourrait s'inverser de sorte à redonner espoir et confiance aux travailleurs dans une issue politique qui demeure hypothétique ou à l'état d'utopie, dans laquelle de moins en moins de militants croient aussi.

Nous vivons la pire époque de réaction depuis le régime de Vichy. Partant de ce constat il faudrait se demander comment on a pu en arriver là et se retrouver complètement désarmer pour l'affronter. Le combat continue...

Syrie et Irak. La propagande de guerre ne fonctionne pas toujours.

Syrie.

Grille de lecture.

- Un scénario bien rodé et usé jusqu'à la corde.

- Alors que les preuves matérielles (photos, témoignages, arrestations, déclarations, aveux) se multiplient montrant la collusion permanente entre les Américains et leurs alliés occidentaux et les barbares de l'Emirat islamique.

- « Deux faces d'une même monnaie » (LeMonde.fr) : la vrai et la fausse, tout le monde sait qui sont les faux monnayeurs, ceux qui la fabriquent pardi.

La fausse :

- Manifestation à Paris contre Assad et l'EI, « ce monstre à deux têtes » - LeMonde.fr

« Assad et Daech sont les deux faces d'une même monnaie », a expliqué un activiste.

L'opposition accuse le régime syrien d'avoir encouragé l'émergence des mouvements djihadistes, notamment de l'EI qui sème la terreur sur une partie du territoire syrien, pour montrer à l'Occident qu'il demeure la meilleure option. LeMonde.fr 14.03

Il s'agit de "l'opposition" fabriquée par la France alignée sur sa politique ou ses intérêts, considérée illégitime en Syrie par les Syriens et pas seulement par Assad.

Commentaire d'un internaute

- "*Le printemps arabe syrien n'était en fait qu'un putsch sunnite soutenu par les monarchies wahabites du Golfe, Israël et l'Occident. Assad, dont le pouvoir reposait sur les chiites (et repose toujours d'ailleurs), échaudé par l'exemple lybien et égyptien, voire iranien, n'a fait que défendre sa peau avec ses méthodes (qui ne sont pas originales dans ces pays là). Halte au révisionnisme qui réécrit l'histoire à la sauce occidentale.*"

Le pouvoir d'Assad repose sur l'ensemble des communautés y compris sunnite qui vivaient en paix, avant que les Américains décident de passer à l'offensive conformément à leur agenda concocté de longue date contre la Syrie, en envoyant des mercenaires armés provoqués le régime qui a répondu à la hauteur de l'attaque dont il faisait l'objet.

On peut rétablir les faits sans forcément manifester de manière ostentatoire son soutien à Assad.

Si à un moment donné les intérêts défendus par Assad correspondent à ceux du peuple syrien qui le soutient, son indépendance et sa souveraineté, et qu'il n'existe aucune autre alternative politique sur le terrain entre le camp des agresseurs et des envahisseurs ou des occupants et celui du régime en place, et qu'on se trouve placé devant le dilemme de devoir prendre position en faveur de l'un des deux protagonistes en présence, on choisira le camp du peuple syrien auquel est associé le régime tout en sachant que c'est faire son jeu et que c'est pratiquement inévitable, ce qu'un gauchiste ne peut pas comprendre puisqu'il substitue ses dogmes à la réalité qu'il ignore ou occulte. On peut aussi déserter le terrain du combat politique et fuire ses responsabilités en refusant de prendre partie pour un camp ou un autre, hypocritement ou par lâcheté.

Nous considérons au même titre que la majorité du peuple syrien, que la priorité demeure de réunir les conditions politiques pour chasser hors de Syrie les hordes de barbares à la solde de Washington qui se sont abattus sur ce pays il y a 5 ans, et qu'aucun argument politique ne doit faire obstacle à la réalisation de cet objectif qui constituera une fois atteint une terrible défaite pour les Américains et leurs alliés, les tenants de la stratégie du chaos et de la guerre, l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui entend modeler le monde à son image pour mieux le gouverner afin de satisfaire ses propres intérêts économiques et politiques.

La défaite américaine en Syrie (et en Irak) constituera une victoire pour le peuple syrien, mais aussi pour tous les peuples devant faire face à la même menace ou confrontés à l'offensive néolibérale de l'oligarchie financière qui veut leur imposer un modèle de société synonyme de dictature absolue ou dénuée de droits sociaux et politiques.

Nous savons que seul tout un peuple soulevé peut vaincre un tel ennemi, peut remporter cette victoire, alors peu importe qu'il utilise

le canal du régime en place ou de l'armée pour y parvenir.

Il arrive qu'exceptionnellement au cours de l'histoire, dont on ne maîtrise pas tous les facteurs n'en dépaise aux gauchistes et autres opportunistes qui refont le monde tous les quatre matins, que le prolétariat ne puisse pas continuer le combat sur la base de son programme politique et qu'il doive consentir des concessions temporaires avant de reprendre la lutte contre le régime, qu'il ne soit plus en mesure de combattre sur la base de ses propres objectifs politiques pendant une brève période, situation dont il n'est pas responsable mais qu'il lui faut gérer au quotidien dans des conditions extrêmement difficiles, il n'a pas le choix, sous peine de se retrouver dans le camp de ceux qui veulent l'anéantir.

Si on osait un parallèle, on dirait que c'est d'ailleurs ce qui se produit plus généralement pour les militants qui combattent sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale, qui admettent ou ont compris que la révolution ou le renversement du capitalisme n'était raisonnablement pas réalisable dans les conditions actuelles, et qu'il était impératif de modifier ou d'adapter notre conception de la lutte des classes en fonction de la situation à laquelle nous devions faire face sans toutefois abandonner cet objectif, le parallèle s'arrête là car à la différence avec la situation en Syrie, que rien ne nous oblige à faire des concessions au régime ou à ses représentants.

Etant donné que la révolution socialiste est manifestement remise à une date ultérieure indéterminée ou lointaine, si on prend en compte que les conditions pour qu'elle soit victorieuse sont très loins d'être réunies, c'est un euphémisme puisque aucun parti ouvrier en réalité ne s'y attelle ou combat encore dans cette perspective, notre stratégie politique consiste à .....

Le gouvernement français a de quoi être exaspéré

1- Syrie : Washington admet devoir négocier avec Bachar el-Assad Francetv info 15.03

La Syrie est entrée dimanche 15 mars dans sa cinquième année de conflit. Alors que plusieurs organisations internationales condamnent l'échec des grandes puissances à trouver une solution à cette guerre qui a coûté la vie à 215 000 personnes, John Kerry a pris la parole et fait du président syrien Bachar al-Assad un interlocuteur pour d'éventuelles négociations.

"C'est un tournant qui repose sur deux constats", explique Valérie Astruc en direct de Washington. "Premier constat : Washington a changé d'ennemi en Syrie. La priorité est d'en finir avec le groupe Etat islamique. Washington a besoin de Bachar el-Assad", explique la journaliste de France 2.

Une position qui ne devrait pas plaire à tout le monde

"Autre constat : après quatre ans de guerre civile sanglante, le président syrien est toujours au pouvoir. Washington ne parle donc plus du départ de Bachar el-Assad. Au contraire, ils évoquent des discussions possibles avec lui. Une position qui ne devrait pas plaire à tout le monde, notamment la France", indique Valérie Astruc.

2- Les États-Unis ne veulent pas l'effondrement du régime syrien - french.irib.ir

"Les États-Unis ne veulent pas d'un effondrement du gouvernement et des institutions, en Syrie, qui laisserait le champ libre aux extrémistes islamistes, dont le groupe État islamique, (EI)", a expliqué, vendredi, le Directeur de la CIA, John Brennan.

«Aucun d'entre nous, Russie, États-Unis, coalition, (contre l'EI), États de la région, ne veut un effondrement du gouvernement et des institutions politiques, à Damas», a déclaré John Brennan, à New York, devant le centre de réflexion Council on Foreign Relations.

Des «éléments extrémistes», dont l'EI et d'anciens militants d'Al-Qaïda, sont «en phase ascendante», dans certaines régions de la Syrie, a soutenu M. Brennan.

«La dernière chose que nous voulons, c'est de leur permettre de marcher sur Damas», a indiqué M. Brennan. «C'est pourquoi il est important de soutenir les forces de l'opposition syrienne, qui ne sont pas extrémistes».

La communauté internationale est favorable à une solution reposant sur «un gouvernement représentatif, qui essaiera de répondre aux revendications, à travers le pays», a-t-il noté.

Les déclarations de John Brennan sont en contradiction avec celles que John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, avaient faites, en Arabie, comme quoi une pression militaire, pour renverser le gouvernement syrien, s'avère impérative.

Kerry avait ajouté qu'une pression militaire, pour un grand changement politique, en Syrie, est nécessaire.

Les déclarations de Kerry interviennent, alors que les Etats-Unis et leurs alliés régionaux, notamment, le Qatar, l'Arabie et la

Turquie, sont en train de soutenir les opérations de Daesh, en Syrie.

Plus de 200.000 personnes ont perdu la vie, tandis que des millions d'autres ont été déplacées, pendant la crise, qui sévit depuis 4 ans, en Syrie, selon les chiffres des Nation Unies. french.irib.ir 14.03

3- Damas s'en prend à la politique d'hypocrisie, de mensonge et de dualité de l'Occident - french.irib.ir

Le vice-ministre des Affaires étrangères et des Expatriés, Fayçal Meqdad, s'en est pris, vivement, aux politiques et aux pratiques de nombreux responsables occidentaux, en particulier, celles des Français et des Britanniques, estimant qu'elles sont fondées sur l'hypocrisie, les mensonges et l'ambivalence des critères. «La plupart de ces responsables ne voient que leurs propres intérêts et adoptent des positions immorales, au détriment de la réalité», a estimé Meqdad, dans son article hebdomadaire, publié, aujourd'hui, par le journal libanais, «Al-Binaa». Meqdad a rappelé des décisions prises par les Etats-Unis et l'UE et qui avaient aggravé les souffrances du peuple syrien et approfondi sa crise, dont, récemment, la décision de l'UE d'imposer des sanctions à un groupe de Syriens, sous prétexte de travailler, dans un projet, sur l'usage de l'arme chimique.

«Les Européens soutiennent le terrorisme et les terroristes, en Syrie, et prétendent, en même temps, lutter contre le terrorisme de Boko Haram, qui a proclamé son allégeance, à Al-Baghdadi, au Nigeria», a souligné Meqdad. Il a averti, enfin, des résultats désastreux des politiques européennes, notamment, envers le soutien à «Daesh», au «Front Nosra», à «l'Armée terroriste libre» et à «l'Armée de l'Islam», et des tentatives de les présenter comme «opposition armée modérée». french.irib.ir 14.03

Irak. Intox. Alors qu'ils ont créé et armé Al-Qaïda.

Des fonds de la CIA ont servi à financer Al-Qaïda - LeMonde.fr

En 2010, un million de dollars provenant d'un fonds mis à la disposition du gouvernement afghan a atterri dans les coffres de l'organisation terroriste. LeMonde.fr 14.03

Cet article suggère notamment aux lecteurs que ce serait le gouvernement afghan qui financerait Al-Qaïda et non les Américains ou les Saoudiens...

Le gouvernement afghan n'étant décidément pas digne de confiance, cela justifie le maintien sur place de l'armée américaine et les dépenses colossales que cela représente pour les Américains appelés à soutenir la politique d'Obama et la boucle est bouclée.

Les Américains ont aussi de quoi être exaspérés

- "En cas de nouvelles frappes de la Coalition, nous viserons les positions américaines" (Hezbollah irakien) - french.irib.ir

Le Hezbollah irakien a averti les Etats-Unis qu'en cas de nouveaux raids aériens de la Coalition internationale anti-Daesh, contre les positions des forces de sécurité irakiennes, à Al-Ramadi, les intérêts américains, en Irak, seraient visés.

Selon Tasnim News, l'avertissement du Hezbollah irakien s'inscrit dans le cadre des réactions des milieux et des personnalités irakiens à l'attaque des chasseurs de la Coalition anti-Daesh contre les positions de l'armée irakienne, à Al-Anbar. Le porte-parole du Hezbollah irakien, Hossein al-Ramadi, a déclaré qu'en cas de poursuite de frappes aériennes intentionnelles de la Coalition internationale contre les positions des forces militaires et des volontaires populaires, le Hezbollah irakien y riposterait, fermement, en visant les intérêts des Etats-Unis, en Irak. Selon le quotidien "Al-Qods Al-Arabi", publié à Londres, les députés et les partis irakiens ont affirmé que la Coalition internationale anti-Daesh avait attaqué les forces irakiennes, aux alentours d'Al-Ramadi, suite à quoi pas moins de 40 soldats irakiens ont été tués, et des dizaines d'autres, blessés. Cependant, un commandant américain, membre de la Coalition internationale, a prétendu que la coalition n'avait effectué qu'un vol sur Al-Ramadi, n'ayant visé qu'une seule position, attaque, lors de laquelle aucun soldat irakien n'avait été tué, et que les avions irakiens avaient attaqué, par erreur, leurs propres forces.

Ces députés et partis irakiens ont affirmé que les Etats-Unis avaient pris pour cible, délibérément, les forces irakiennes et les volontaires populaires, et que l'ingérence américaine devait être stoppée. Dans ce droit fil, Abdelaziz Al-Zalemi, député de la Fraction Al-Ahrar, au Parlement irakien, a déclaré que le dernier raid aérien effectué, apparemment, par erreur, datait de jeudi dernier, dans la région d'Al-Bouzyab, lors duquel 40 forces de sécurité ont été tuées. En allusion à la capacité militaire de l'armée américaine, il a indiqué : «Sous de vains prétextes, invoquant une erreur, la Coalition internationale a bombardé les positions de l'armée et les forces volontaires populaires, car les Américains, disposant d'une telle capacité militaire, ne peuvent, guère, se tromper». Il a souligné que le gouvernement et le Parlement irakiens devraient expulser, de toutes leurs forces, la Coalition internationale, du sol irakien, et ne devraient pas lui permettre de voler dans le ciel irakien. french.irib.ir 14.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Canada

- Canada : Manifestations à travers le pays contre le projet de loi antiterroriste - french.irib.ir

Des manifestations ont eu lieu dans les grandes villes du pays pour dénoncer le projet de loi antiterroriste C-51 du gouvernement Harper.

Les protestataires exigent l'abrogation du projet de loi qui, selon eux, va à l'encontre du respect des droits et libertés. « Un des problèmes est que la définition de ce qu'est du terrorisme est vraiment ouverte. Avant les attentats de 2001, c'était une définition beaucoup plus précise. Maintenant, tout ce qui n'est pas complètement officiellement légal est tout à coup terroriste », dit Alroy Fonseca, un manifestant à Ottawa. Les manifestants se sont regroupés devant les bureaux du premier ministre Harper, à Ottawa, et devant les bureaux de ministres conservateurs ou de membres du Parti libéral du Canada, qui appuie le projet de loi.

À Montréal, les manifestants se sont rendus devant les bureaux du chef libéral Justin Trudeau.« Quand on a des convictions, il faut avoir le courage de ces convictions. Ça ne suffit pas de dire qu'on est contre et de voter pour comme les libéraux vont faire. Nous, on va voter contre, on va s'y opposer », a lancé le chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair, qui était sur place.

Le gouvernement Harper n'est pas en mesure d'expliquer comment ce projet de loi protégera davantage les citoyens, selon Thomas Mulcair french.irib.ir 14.03

ECONOMIE

1- Grèce

- Grexit : la polémique s'envenime entre Athènes et Berlin - latribune.fr

Dans la presse allemande, le ministre de la Défense grec, et chef de file des Grecs indépendants, parti de droite allié de Syriza au gouvernement, s'en prend au ministre des Finances allemand, accusé d'ingérence dans les affaires grecques. Il souligne le risque d'implosion de la zone euro en cas de sortie forcée de la Grèce.

Si la Grèce sort de la zone euro, l'Espagne et l'Italie finiront par en faire de même, met en garde le ministre grec de la Défense, dans une interview parue ce samedi dans le journal allemand Bild.

"Si la Grèce explose, l'Espagne et l'Italie seront les prochaines puis au bout d'un moment l'Allemagne. Il nous faut donc trouver une issue au sein de la zone euro mais cette issue ne peut pas être que la Grèce continue de devoir payer", dit Panos Kammenos.

Ce dernier est le chef de file des Grecs indépendants. Cette formation de droite souverainiste est alliée au sein du gouvernement grec au parti de gauche radicale Syriza, qui a remporté en janvier les élections législatives sur la promesse de mettre fin à la politique d'austérité exigée par les autres pays de la zone euro en échange de la poursuite du versement d'une aide financière internationale.

Plutôt une décote de la dette qu'un troisième plan d'aide

Panos Kammenos assure que la Grèce n'a pas besoin d'un troisième plan d'aide mais plutôt d'une "décote comme celle dont a bénéficié l'Allemagne en 1953 à la conférence de Londres sur la dette". Première puissance économique de la zone euro, l'Allemagne, en premier lieu son ministre des Finances Wolfgang Schäuble, est en pointe pour exiger que le nouveau gouvernement à Athènes respecte les engagements pris par ses prédécesseurs et poursuive dans la voie de la libéralisation de l'économie grecque et de l'austérité budgétaire pour réduire sa dette.

Athènes et Berlin sont engagés dans une joute verbale. La Grèce a officiellement protesté auprès du ministère allemand des Affaires étrangères contre des propos jugés insultants de la part de Wolfgang Schäuble à l'égard de son homologue grec Yanis Varoufakis. Wolfgang Schäuble dément avoir tenu les propos que lui attribuent des médias grecs au sujet de Yanis Varoufakis, qu'il aurait jugé "stupidement naïf".

Demande de réparations de guerre

Au sujet du ministre allemand des Finances, Panos Kammenos déclare, selon Bild: "Je ne comprends pas pourquoi il s'en prend à la Grèce tous les jours avec de nouvelles déclarations. C'est comme une guerre psychologique et Schäuble empoisonne la relation entre les deux pays de cette manière."

Selon lui, Wolfgang Schäuble doit composer avec le nouveau gouvernement grec car ce dernier est l'émanation du peuple grec. Panos Kammenos accuse l'Allemagne d'ingérence dans les affaires intérieures de la Grèce et ajoute: "J'ai le sentiment que le gouvernement allemand essaie de nous coincer et que certains veulent vraiment nous pousser en dehors de la zone euro."

Le gouvernement grec a relancé cette semaine sa campagne pour obtenir des réparations de guerre de l'Allemagne pour l'occupation de la Grèce par les nazis entre 1941 et 1944. L'Allemagne exclut de rouvrir ce dossier, qui, selon elle, a été définitivement réglé il y a des décennies.

Dans son interview à Bild, Panos Kammenos insiste sur cette demande de réparations: "L'or que les nazis ont pris à Athènes et emporté à Berlin valait beaucoup d'argent. Nous attendons une indemnisation pour cela et aussi pour le prêt forcé et la destruction de statues antiques."

Cesser d'accueillir les réfugiés

Il prévient en outre que la Grèce, porte d'entrée de l'Union européenne pour nombre d'immigrés, pourrait cesser d'accueillir des réfugiés en cas de sortie forcée de la zone euro.

"Plus aucun accord ne serait valide, plus aucun traité, rien. Nous ne serions plus contraints d'accepter les réfugiés en tant que pays d'entrée. Quiconque souhaite nous pousser hors de la zone euro devrait avoir conscience de cela", dit le chef des Grecs indépendants.

Il souligne aussi que la Grèce perd de l'argent avec les sanctions de l'Union européenne contre la Russie en raison de la crise en Ukraine. A ce titre, l'UE devrait verser des indemnités à la Grèce, dit-il. "Sinon, nous ne pouvons pas et ne voulons pas participer à des sanctions contre la Russie, qui ne font que nuire à notre économie", prévient-il. latribune.fr 14.03

2- Egypte

Avec des si et la dictature, l'argent coule à flot...

- Egypte: 36,2 milliards de dollars de contrats signés en trois jours de conférence - AFP

L'Egypte a signé des contrats d'un montant de 36,2 milliards de dollars (34,5 milliards d'euros) durant les trois jours d'une conférence économique organisée pour attirer les capitaux étrangers et relancer son économie chancelante, a annoncé dimanche le Premier ministre, Ibrahim Mahlab.

Parallèlement à ces contrats, quatre pays du Golfe ont promis des investissements et une aide de 12,5 milliards de dollars, lors de cette réunion organisée de vendredi à dimanche dans la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge.

L'Egypte a également obtenu 5,2 milliards de dollars en prêts et aides de fonds et d'institutions internationaux, a expliqué le Premier ministre lors de la cérémonie de clôture.

Baptisé conférence sur "l'avenir" de l'Egypte, cet évènement était éminemment politique et a montré les soutiens internationaux dont bénéficie le président Abdel Fattah al-Sissi, qui se veut le fer de lance des pays arabes dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Il est pourtant accusé par les organisations de défense des droits de l'Homme d'avoir mis en place un régime plus répressif encore que celui de Hosni Moubarak, renversé en 2011 par une révolte populaire, car il réprime toute opposition depuis qu'il a destitué l'islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013.

Parmi les contrats signés figure celui avec le géant pétrolier britannique BP pour un investissement de 12 milliards de dollars dans un champ gazier de l'ouest du delta du Nil. Son exploitation avec son partenaire russe DEA pourrait assurer une production équivalente au quart de la production actuelle du pays.

Le conglomérat allemand Siemens a également signé un contrat de 4 milliards d'euros (4,18 milliards de dollars) pour la

construction d'une centrale électrique d'une capacité de 4,4 gigawatts et des éoliennes d'une capacité totale de 2 gigawatts.

Vendredi, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Koweït, qui ont déjà largement subventionné l'Egypte depuis la destitution de M. Morsi, ont frappé les esprits en promettant quatre milliards de dollars chacun en aides ou en investissements. Oman a rajouté 500 millions.

"L'Egypte a besoin de pas moins de 200 à 300 milliards de dollars pour qu'il y ait véritablement de l'espoir pour les 90 millions (d'Egyptiens), pour qu'ils puissent vivre, travailler et être heureux", a affirmé M. Sissi dans un discours plus tôt dimanche.

Alors que le pays est régulièrement secoué par des attentats jihadistes meurtriers, la conférence s'est déroulée sans incident. (Ils avaient passé la consigne à leurs barbares. - ndlr)

Plusieurs ministres occidentaux ont fait le déplacement à Charm el-Cheikh, dont le chef de la diplomatie américaine John Kerry, signe du soutien de Washington à l'allié égyptien, malgré les critiques régulières au sujet de la répression menée par Le Caire contre tout type d'opposition, islamiste mais aussi laïque.

Dans les mois qui ont suivi la destitution de M. Morsi, plus de 1.400 manifestants pro-Morsi ont été tués, plus de 15.000 de ses partisans emprisonnés et des centaines condamnés à mort dans des procès de masse expéditifs.

Mais l'Egypte, qui possède l'armée la plus puissante de la région, demeure un allié incontournable pour les Occidentaux dans le monde arabe, où le groupe EI monte en puissance en Egypte et en Libye, après avoir conquis de larges territoires en Syrie et en Irak.

M. Sissi a réclamé la création d'une force arabe commune pour combattre le "terrorisme" dans la région, une initiative qu'étudiera la Ligue arabe lors d'un sommet fin mars. AFP 15.03

Haut de page

Le 17 mars 2015

CAUSERIE

Je viens de m'apercevoir que je n'avais pas terminé un passage, mais bon les lecteurs attitrés connaissent la suite !

Conditionnement et propagande du chaos. Après les musulmans, le retour des Roms.

Dans la poubelle nauséabonde de l'inquisition version médiatique. Nostalgie quand tu me tiens.

- Le maire de Cholet traite une journaliste de «pétasse» - 20minutes.fr

Le maire de Cholet n'a visiblement pas apprécié un article de la journaliste de Libération à son endroit. 20minutes.fr 16.03

Ce sont des propos qui ont été prononcés lors d'un conseil municipal. Il faut donc en conclure que les journalistes de Libération participitent à tous les conseils municipaux des 36.500 communes de France ou qu'un élu ou une personne présente lors de conseil municipal ne pouvant pas piffrer le maire ou ayant juré d'avoir sa peau a cru bon de rapporter ce propos somme toute modéré à ce torche-culs de banquiers.

Rappel et précision pour cerner le contexte.

- Précisons que ce maire en est à son troisième mandat d'affilé et qu'il a été réélu avec près de 60% des suffrages exprimés.

- Depuis près de deux ans il fait l'objet d'un acharnement de Libération qui a de quoi le rendre nerveux. Libération lui a consacré pas moins de 10 articles mobilisant trois journalistes ou se camouflant derrière l'AFP :

1- Gens du voyage : l'escalade de la haine - 22 juillet 2013

2- Dérapage sur les gens du voyage : Bourdouleix vers l'exclusion - 22 juillet 2013

3- Bourdouleix, un récidiviste qui plombe l'UDI - 22 juillet 2013

4- Bourdouleix menace d'emmener ses troupes avec lui s'il est exclu de l'UDI - 23 juillet 2013

5- A Cholet, «y a qu'à voir comment on est installés» - 23 juillet 2013

6- Propos sur Hitler et les tsiganes : Bourdouleix demandera le renvoi de son procès - 17 janvier 2014

7- Hitler et les gens du voyage : Bourdouleix écope d'une amende avec sursis - 23 janvier 2014

8- Gilles Bourdouleix fait appel de sa condamnation pour ses propos polémiques - 28 janvier 2014

9- Gens du voyage : le maire de Cholet Gilles Bourdouleix condamné à 3 000 euros d'amende - 12 août 2014 10- A Cholet, le maire anti-gens du voyage ferme leur aire d'accueil - 10 mars 2015

J'ai pu en oublier.

Rappel des faits.

Il répond à des provocations par une provocation, à des insultes infâmes par une réponse dans le même registre ou sur le même ton sans que les personnes concernées ne les entendent. A l'arrivée il sera tout de même condamné en justice, les Roms et surtout ces salopards de journalistes ayant tous les droits et lui aucun, au passage donnant raison au FN ou aux racistes de tous poils, le but de cette affaire montée de toutes pièces par des journalistes zélés qui relayaient la propagande du gouvernement.

Libération - «Excédé par des saluts nazis et les accusations de racisme qui fusent, le député-maire, provocant à son tour, marmonne "Comme quoi, Hitler n'en a peut-être pas tué assez..."», a écrit le quotidien, en précisant que seuls les policiers et les agriculteurs à proximité de l'élu ont entendu ses propos, les gens du voyage «ayant alors tourné les talons». L'enregistrement de ces propos, dont l'AFP a pris connaissance, a été mis en ligne par le quotidien sur son site internet lundi à la-mi-journée.

Gilles Bourdouleix a affirmé à l'AFP que l'enregistrement de ses propos avait été «manipulé» et constituait «un bidouillage». Qualifiant l'enregistrement de «règlement de compte», l'élu a expliqué que le journaliste, après coup, «a bidouillé un enregistrement», dans lequel il y a «des coupures», «en me faisant dire des propos que lui-même venait de me dire et que j'ai répétés, étonné, qui ne correspondaient pas à ce que j'avais dit», a-t-il assuré. L'élu a expliqué avoir marmonné, dans le campement, «que si c'était Hitler, il les tuerait ici, l'air de dire ils ont de la chance que je ne sois pas Hitler». «Le journaliste se rapproche, dit "quoi? Hitler en a pas tué assez?" Je répète sa phrase étonné et j'embraye après. Tout ça est un montage scandaleux», a poursuivi le député-maire.

«Ce n'est pas moi qui ai fait référence à Hitler, ce sont les gens du voyage qui m'ont traité d'Hitler en me faisant le signe nazi», a également assuré Gilles Bourdouleix. «On traite un élu d'Hitler, ça ne choque personne, ni M. Borloo ni personne», a-t-il regretté. Il maintient sa plainte contre le journal pour diffamation, atteinte à l'honneur et à l'image. Libération et AFP 22 juillet 2013

Autrement dit, répétons-le, les personnes (les Roms) concernées par les propos de Bourdouleix ne les avaient pas entendus, donc ils ne pouvaient dire qu'il les avait insultés, cela équivalaient à des propos tenus en privé ou en présence de personnes auxquelles ils ne s'adressaient pas, de simples témoins en quelque sorte, donc partant de là on n'aurait jamais dû en entendre parler, sauf que l'oreille d'un journaliste traînait par là et les a repris pour en faire un objet de polémique susceptible d'alimenter la propagande du gouvernement...

Ces flics de la pensée ou de l'idéologie dominante sont à l'affût de tout dérapage, du moindre mot, de tout propos pouvant être interprété comme un outrage à la pensée unique que chacun doit adopter, ce qui déclenche chez eux une crise d'hystérie similaire à ce qu'on peut observer chez les dictateurs qui s'acharnent sur leurs victimes.

Notre propos n'est pas de prendre position pour ou contre Bourdouleix, nous mettons simplement en relief le procédé scélérat de la délation utilisée par Libération pour montrer que cette feuille hygiénique aurait tout à fait sa place sous un régime comparable à celui de Vichy ou de Porochenko pour que les plus jeunes lecteurs comprennent bien de quoi il s'agit au juste. On ne sait pas encore si cette «pétasse» va porter plainte pour injure ou insulte.

On retiendra que pour cette officine de renseignement de la dictature, tous les moyens sont bons pour nourrir la propagande du régime contre la liberté d'expression, et nuire à leur victime qu'ils ont décidé d'abattre ou qui a fait l'objet d'une vulgaire instrumentalisation de leur part pour parvenir à leurs fins politiques.

Les médias préfèrent le bras tendu des fascistes qui paradent à Kiev ou à Riga soutenus par Berlin et Paris.

- Comme avec Poutine, ils ne savent plus quel argument invoquer ou quel coup bas trouver pour décrédibiliser le gouvernement grec qui ne leur convient pas, afin qu'il se soumettre à leur politique néolibérale.

- Après avoir mis en place un gouvernement néonazi pour appliquer leurs réformes structurelles et leur politique de régression sociale généralisée, ils exigent que Syriza en fasse autant. Si Syriza refusait, partant du constat que la Nouvelle Droite et le Pasok ne sont pas parvenus à appliquer la totalité du programme de la troïka et qu'ils en auraient encore moins les moyens demain, à quel scénario pourraient-ils recourir en dernier ressort, sinon celui mis en oeuvre en Ukraine après avoir totalement paralysé ou asphyxié l'économie grecque ?

- Ce doigt d'honneur de Varoufakis qui crée la polémique en Allemagne - lefigaro.fr

Malgré ses dénégations dimanche sur la chaîne allemande ARD, le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, a bien adressé un doigt d'honneur à l'Allemagne lors d'une conférence en 2013. La polémique monte. lefigaro.fr 16.03

Là les faits remontent à une conférence donnée en Croatie en 2013 par Varoufakis.

lefigaro.fr - Dimanche soir, le très critiqué ministre avait accepté de participer à l'incontournable talk show de l'ARD, en deuxième partie de soirée, animé par Günther Jauch. lefigaro.fr 16.03

L'ARD regroupe 9 stations de radiodiffusion régionales allemandes qui diffuse la première chaîne de télévision allemande, Das Erste, il est présent dans ARTE et Phoenix (Bundestag) et possède trois chaines thématiques. (source : Wikipedia)

De la même manière que Washington ne supporte pas l'élection ou la réélection de Maduro, Morales, Correa, Rousseff, Poutine, Assad, etc. Berlin, Paris et Bruxelles ne supportent pas que Syriza ait remporté les dernières élections législatives en Grèce.

Ils sont démocrates à condition que le candidat de leur choix ait été élu, dans le cas contraire les masques de l'imposture tombent et ils se révèlent être de véritables dictateurs ne supportant pas la démocratie, même déformée ou qui finalement ne remet pas en cause le capitalisme.

En complément.

L'UE est de connivence avec les néonazis pour qu'ils en attendent quelque chose.

- Kiev attend de l'UE qu'elle maintienne la pression sur Moscou - Reuters

Pourquoi les ont-il laissé proliférer pendant des années ?

- Cinq sites internet faisant l'apologie du terrorisme ont été fermés - Francetv info

Un millier de sites jugés "dangereux" sont également surveillés par le ministère de l'Intérieur. Francetv info 16.03

L'Empire ne supporte pas d'avoir perdu l'élection présidentielle au Brésil

- Brésil : le Parti des travailleurs au cœur du scandale de corruption Petrobras - LeMonde.fr

L'Empire ne supporte pas qu'on lui résiste.

- Négociations sur le nucléaire iranien: incertitudes sur un accord fin mars - AFP

- Les droits de l'homme se « détériorent » en Iran, selon l'ONU - LeMonde.fr

Chasse aux sorcières. Au tour des avocats

- Mis en examen, l'avocat Hubert Delarue dénonce "une procédure en sorcellerie judiciaire" - AFP

L'ancien bâtonnier d'Amiens Hubert Delarue, soutenu par des ténors du barreau, a dénoncé lundi "une procédure en sorcellerie judiciaire" après sa mise en examen pour "usage de faux" par le juge lillois Jean-Michel Gentil.

"Je viens aujourd'hui, entouré de mes confrères pour défendre à la fois mon honneur et celui de la profession que j'exerce depuis 35 ans. Je suis la victime d'une procédure en sorcellerie judiciaire dans laquelle, sans le moindre élément, la moindre preuve, dans un dossier dans lequel personne ne me met en cause, je me vois mis en examen au motif que j'aurais produit en toute connaissance de cause un document faux à la justice", a expliqué l'avocat à la presse.

Une trentaine d'avocats, dont de nombreux ténors du barreaux comme Mes Hervé Témime, Thierry Herzog, Pierre Haïk, Patrick Maisonneuve, Jean-Yves Leborgne, Jean-Yves Lienard ou Eric Morain, ont apporté leur soutien à leur confrère au palais de justice de Paris, en présence des bâtonniers de Paris, Pierre-Olivier Sur et d'Amiens Me Gonzague de Limerville.

"Nous étions certains que l'information sur cette mise en examen allait sortir et nous avons décidé de prendre les devants", a expliqué Me Henri Leclerc, avocat de M. Delarue, en annonçant qu'il allait saisir la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Douai (BIEN Douai) pour réclamer "l'annulation de la mise en examen" et d'une "perquisition" réalisée auparavant par le juge Gentil au cabinet de l'avocat.

L'affaire remonte à 2012 lorsque le cabinet d'Hubert Delarue transmet à un juge une demande de remise en liberté de l'un des ses clients, en détention provisoire depuis plusieurs années dans un dossier de stupéfiants. Il joint à cette demande un certificat de travail remis par son client qui se révèlera être un faux, a relaté Me Leclerc. Une instruction pour du faux et usage de faux est conduite par un premier juge qui a entendu Me Delarue en fin d'année dernière. Il a estimé qu'il n'avait rien à lui reprocher et mis fin à son enquête. Mais dès son arrivée à Lille, le juge Gentil a rouvert le dossier qui était alors au règlement au parquet, a perquisitionné au cabinet d'Hubert Delarue et mis ce dernier en examen, a précisé le célèbre avocat pénaliste.

"Un avocat auquel des pièces sont remises ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de leur authenticité", a affirmé Me Corine Dreyfus-Schmidt, présidente de l'association des avocats pénalistes qui soutien également Me Delarue.

"Nous n'avons pas la capacité de contrôler les documents qu'on nous remet. Avec cette mise en examen, peut-être que demain certains avocats hésiteront à les utiliser et cela conduira à une paralysie de la défense", a abondé Me Leborgne.

Pour Me Delarue, "on assiste aujourd'hui a une dérive institutionnelle de quelques juges qui considèrent que les avocats, qui parfois défendent des voyous, sont aussi des voyous".

"Mettre en examen un avocat et perquisitionner son cabinet doivent nécessiter des indices particulièrement graves, des éléments déterminants, et ce n'est pas le cas dans cette affaire", a dénoncé Me Leclerc. AFP 16.03

ACTUALITÉ DU JOUR

La dernière cause nationale ou prioritaire des repus qui nous gouvernent.

Grille de lecture.

- C'est un peu maigre pour se refaire une santé à la veille d'élections.

- Quelle touchante attention, comme quoi ils ne sont pas aussi inhumains que veulent bien le dire leurs opposants.

- Alors qu'il y en a qui peinent à se nourrir, il faudrait s'apitoyer sur le sort de celles pour lesquelles la maigreur n'est pas le produit d'une frustration ou une injustice mais un choix délibéré, parfois socialement désespéré, un luxe ou un business en vendant leur corps comme d'autres se prostituent.

- Qu'est-ce qui pousse de jeunes femmes à mettre en scène leur corps pour assurer leur survie, sinon l'absence de débouchés socials, d'avenir, pour des femmes sans diplôme ou formation, le chômage, le capitalisme.

- On se disait aussi que les Africains qui crèvent de faim ou de sous-alimentation n'étaient pas vraiment concernés ou ne pouvaient pas être une priorité pour le gouvernement.

- Qu'est-ce qu'un régime qui tend à imposer son mode de pensée et de vie à chaque citoyen, qui s'immisce sans cesse dans leur vie privée sinon une dictature, ne serait-ce pas là sa définition ?

- Le gouvernement contre l'extrême maigreur des mannequins - Reuters

- Un député veut interdire les mannequins trop maigres - Le Huffington Post

Le gouvernement soutiendra des amendements contre la dénutrition des mannequins et l'apologie de l'anorexie qu'un député socialiste veut inscrire dans le projet de loi santé, a déclaré lundi Marisol Touraine.

"Indiquer que, quand on est mannequin, on doit aussi s'alimenter et prendre soin de sa santé, c'est un message important, et c'est un message important en particulier à destination des jeunes filles (...) qui voient dans ces mannequins des modèles esthétiques", a déclaré la ministre de la Santé sur BFM TV et RMC.

Le premier vise à "interdire le recours à des jeunes femmes d'extrême maigreur, dont le poids les mettrait en danger" dans le mannequinat. "Les mannequins devront présenter pour cela un certificat médical avant une embauche et quelques semaines après", explique-t-il. "Si les agences ne respectent pas cette réglementation, elles seront pénalement responsables. Avec des sanctions pouvant aller jusqu'à 75.000 euros d'amende et six mois d'emprisonnement."

Le deuxième amendement qu'il propose vise à créer un "délit de provocation à la maigreur excessive." L'objectif est notamment de contrer les sites internet dits "pro-ana", qui encouragent l'extrême maigreur.

Quelque 30.000 à 40.000 personnes souffrent d'anorexie en France, en majorité des adolescentes, selon Olivier Véran, qui est médecin. Reuters 16.03

Et les vieux qui progressivement s'alimentent moins et maigrissent, vous allez les engraisser comment, de force ? A coup de sanctions ? On a bien à faire à des déséquilibrés mentaux.

Et pour les pauvres qui voudraient bouffer à leur faim sans avoir à aller quémander de la nourriture auprès d'une association, vous faites quoi ? Vous ne pouvez pas les embastiller car ils sont trop nombreux et les nourrir vous coûterait une fortune; de toutes manières Bruxelles vous l'interdirait Maastrich et TSCG oblige.

Pour nos lecteurs les plus pauvres.

- Les magasins de déstockage, nouveau hard discount - Francetv info

Des produits à prix cassés, voilà ce que proposent les magasins de déstockage. Ici les produits sont vendus de 30 à 50% moins chers que ceux vendus dans les supermarchés traditionnels. Ils sont aussi moins coûteux que ceux de leurs concurrents directs, les hard discount.

La vente de ces produits n'est pas interdite. D'après la loi, les conserves peuvent être vendues encore dix-huit mois après leur date de péremption. Aujourd'hui en France, 300 magasins de ce type existent et si certains clients y voient une réponse à la crise, d'autres entendent par ce biais, agir contre le gaspillage alimentaire. Francetv info 16.03

On a toujours la situation des plus pauvres à l'esprit, parce qu'on est issu de ce milieu, parce que ma mère vit sur la retraite de mon père qui était menuisier, parce qu'on ne fait pas partie des nantis loin de là, parce qu'on vit entouré de pauvres, c'est vrai que cela aide à y penser l'air de rien, comme à ne jamais oublier l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui devrait guider notre action : s'emparer du pouvoir politique pour éradiquer la pauvreté, se débarrasser du capitalisme...

A la mangeoire en famille. Collusion-corruption. Le "vote utile" n'est pas une exclusivité du PS.

Grille de lecture.

- Pour qui roule le Front de gauche ? Réponse ci-dessous par lui-même.

- S'allier à un parti bourgeois, EELV, c'est "crédible et utile", vraiment, pour qui ?

- "Autonomie au premier tour vis-à-vis des forces gouvernementales", et alignement sur les "forces gouvernementales" au second. On ne se refait pas.

- Et ils se permettent de donner des leçons aux populistes...

- Eric Coquerel : "Des alliances avec EELV" pour les Départementales - Francetv info

Concernant la stratégie du Parti de gauche, Eric Coquerel explique que "globalement, dans la grande majorité des cantons nous

ne sommes plus dans la situation des municipales. Il y aura autonomie au premier tour vis-à-vis des forces gouvernementales. La deuxième chose que nous avons essayé de mettre en place, c'est d'être crédible et utile, donc le plus possible avec des alliances avec des forces non gouvernementales comme EELV, et on y parvient dans environ 25% des cantons en France", détaille le coordinateur politique du Parti de gauche. Francetv info 16.03

La guerre à tous les peuples.

1- Les Etats-Unis vont ralentir leur retrait d'Afghanistan en 2015 - AFP

Les Etats-Unis vont ralentir leur rythme de retrait d'Afghanistan en 2015, à la demande de leurs chefs militaires sur le terrain, renonçant à réduire leur présence à 5.500 hommes à la fin de l'année, a-t-on appris lundi auprès de responsables américains.

La Maison Blanche doit tenir dans les jours à venir des réunions pour préparer une décision définitive qui devrait être annoncée la semaine prochaine, à l'occasion de la visite à Washington du président afghan Ashraf Ghani, selon ces sources.

"Il n'y a pas de décision finale mais les indications sont que les niveaux de retrait vont être revus" a déclaré un responsable américain de la Défense à l'AFP.

La Maison Blanche ne semble pas en revanche remettre en cause l'objectif d'un retrait total des troupes à la fin 2016, qui est une promesse de Barack Obama, ont-ils ajouté.

L'évolution de Washington est due en partie à l'élection de Ashraf Ghani, vu par les Américains comme un leader prometteur, plus ouvert a la coopération avec les Etats-Unis que son prédécesseur Hamid Karzaï. (Lire avec les talibans- ndlr)

Digne de la barbarie de l'Emirat islamique.

- Des témoignages accablants sur une exécution controversée en Oklahoma - Lemonde.fr

Près d'un an après l'exécution controversée de Clayton Lockett en Oklahoma, dans le sud des Etats-Unis, des témoignages rendus publics, lundi 16 mars, confirment le manque de préparation et de personnel expérimenté pour réaliser cette procédure.

Ces 5 000 pages ont été publiées par le quotidien local The Tulsa World, qui a porté plainte contre les autorités de l'Etat pour obtenir une pleine transparence sur les événements du 29 avril 2014. Une audience est prévue le 27 mars, devant un tribunal de comté. Plusieurs autres médias, dont The Guardian et Associated Press, ont formulé une requête similaire auprès de l'Etat du Missouri, dont ils exigent « la liste et l'origine des produits employés pour les exécutions ».

Clayton Lockett est mort dans d'apparentes souffrances au bout de 43 minutes – au lieu de 10 minutes habituellement – après que l'intraveineuse posée à l'aine eut sauté. Le produit injecté, le midazolam, s'est alors répandu dans ses chairs et non dans ses veines.

Selon des témoins, la chambre d'exécution était en proie à « une pagaille sanglante », « comme un film d'horreur ». Le médecin et l'infirmière mobilisés étaient sous pression ce soir-là : deux mises à mort étaient prévues à deux heures d'intervalle. Ils ont lutté pour trouver une veine et c'est le prisonnier lui-même qui a suggéré l'aine.

L'infirmière a dit aux enquêteurs qu'elle n'avait jamais posé d'intraveineuse auparavant sur l'artère fémorale et que le médecin remplaçant aussi semblait manquer d'expérience. Quand elle lui a dit que les aiguilles semblaient trop courtes pour cette procédure, il lui avait répondu : « il faudra bien que ça marche », selon la retranscription de l'interrogatoire de cette dernière.

Quand l'injection a mal tourné et que Clayton Lockett, encore bien conscient, se soulevait de la table d'exécution, visiblement en souffrance, elle a tenté de calmer le docteur, furieux d'avoir été réquisitionné : « Je suis juste remplaçant de toute façon. Je ne sais même pas pourquoi j'ai accepté de faire ça. »

Selon le Tulsa World, les doses de midazolam n'étaient pas étiquetées comme il se doit avec le nom du prisonnier et de celui qui devait être mis à mort deux heures plus tard, mais dont l'exécution a finalement eu lieu six mois plus tard. La Cour suprême des Etats-Unis examinera le 29 avril la question de l'injection létale. Un an, jour pour jour, après l'agonie de Clayton Lockett. Lemonde.fr 16.03

L'Empire craque de partout, achevons-le !

- Du doute à la certitude le chemin est long, sauf si celui pour en arriver là a déjà pris beaucoup de temps.

1- Près d'un Américain sur trois a changé ses habitudes en ligne après les révélations Snowden - LeMonde.fr

De nombreux Américains doutent que les programmes révélés par le lanceur d'alerte se préoccupent de l'intérêt général. LeMonde.fr 16.03

2- Au Mexique, une célèbre journaliste renvoyée pour son soutien à « MexicoLeaks » - LeMonde.fr

« C'est un attentat à la liberté d'expression ! », tonnait, lundi 16 mars à Mexico, la journaliste Carmen Aristegui devant les locaux de Radio MVS. La veille, son employeur avait annoncé la rupture du contrat qui le liait à l'animatrice de Noticias MVS, l'émission matinale d'information la plus écoutée du Mexique. Aussitôt, de nombreuses voix se sont levées pour dénoncer un acte de censure.

L'origine de l'affaire remonte au 10 mars. Ce jour-là, Mme Aristegui annonce à l'antenne que son équipe et Radio MVS participeraient au projet de MexicoLeaks, plate-forme Internet indépendante qui invite les citoyens à dénoncer des affaires de corruption. La direction de Radio MVS fait vite savoir qu'elle rejette cette participation. « Les alliances stratégiques sont décidées par l'administration de l'entreprise et non par ses collaborateurs », a rappelé un communiqué publié le lendemain, précisant que « l'usage de la marque [sans autorisation] a trompé le public ». Dans la foulée, deux journalistes de l'équipe d'investigation de Noticias MVS, Daniel Lizarraga et Irving Huerta, sont licenciés.

Ces derniers sont les auteurs d'une enquête fracassante, publiée en novembre, sur un possible conflit d'intérêts dans l'achat de la somptueuse « maison blanche » de l'épouse du président, Enrique Peña Nieto. Avant leur renvoi, les deux journalistes enquêtaient sur d'autres affaires de malversations financières impliquant des membres du gouvernement, ainsi que sur des violations des droits de l'homme par l'armée.

Droit à informer

« Cette bataille est celle de notre droit à informer », avait réagi Mme Aristegui en exigeant la réintégration de ces enquêteurs au sein de son équipe. À son tour, elle s'est fait licencier.

« L'entreprise ne peut pas accepter les ultimatums de ses collaborateurs », a justifié son employeur dans un communiqué, provoquant une tempête médiatique. « C'est un prétexte pour l'exclure des ondes avec les deux journalistes qui ont réalisé l'enquête sur la maison blanche », a dénoncé la politologue Denise Dresser, dans une tribune, publiée lundi dans le quotidien Reforma et titrée « Je suis Carmen ». Même levée de boucliers de la part de nombreux intellectuels et éditorialistes mexicains qui dénoncent un message d'intimidation destiné aux journalistes critiques envers le pouvoir en place.

Lundi, une manifestation de soutien a été organisée devant les locaux de Radio MVS à Mexico. La protestation enfle aussi sur les réseaux sociaux. Le hashtag, #EnDefensaDeAristegui, bat des records d'audience sur Twitter. Diffusée sur la plateforme, Change.org, une pétition a récolté près de 170 000 signatures soutenant la journaliste qui a déjà eu des démêlés avec ses directions pour son franc-parler.

En février 2011, Mme Aristegui avait été renvoyée de Radio MVS après avoir sommé le président Felipe Calderon (2006-2012) de répondre à une rumeur sur ses problèmes d'alcoolisme. Une semaine plus tard, la station la réintégrait à son poste pour calmer le tollé public. La mobilisation des auditeurs et des internautes sauvera-t-elle à nouveau Carmen Aristegui ? LeMonde.fr 16.03

Un journaliste du Monde qui oserait s'attaquer à la ligne éditorialiste de sa direction serait mis au placard, conduit à la démission ou débarqué, idem dans la totalité des médias français qui pratiquent le consensus ou relaient la politique dictée à Washington.

PS. La guerre, encore la guerre, rien que la guerre depuis un siècle.

- Syrie: Valls regrette les propos de Kerry sur des négociations avec Assad - AFP

- La France refuse toute "remise en selle" de Bachar al Assad - Reuters

- Myard: la main tendue de Kerry à Assad est une "gifle" pour la France - AFP

Après les déclarations de Kerry, Assad attend des actes - Reuters

Le président syrien Bachar al Assad a répliqué lundi au secrétaire d'Etat américain John Kerry en affirmant que son avenir dépendait uniquement du peuple syrien et que les déclarations venues de l'extérieur ne le regardaient pas.

"Nous sommes encore au stade des déclarations et nous devons attendre des actes avant de décider", a-t-il dit dans une interview à une télévision iranienne, reprise par l'agence officielle de presse syrienne.

La porte-parole du département d'Etat, Marie Harf, a tenu dimanche soir à revenir sur les propos de John Kerry et a affirmé que celui-ci ne faisait pas spécifiquement référence à Assad. Washington, a-t-elle insisté, ne négociera jamais avec le président syrien.

A la télévision iranienne, Assad a dit que tout changement de l'attitude internationale à l'égard de la situation en Syrie serait positif. Mais il a également réaffirmé que les pays devaient mettre fin au soutien aux "groupes terroristes", l'expression qu'utilise Damas pour désigner les insurgés. (En réalité les barbares d'Al-Qaïda, Al-Nosra et de l'Emirat islamique créés et armés par les Américains et bien entendu les Français. - ndlr)

Commentaire d'un internaute.

1- "Les USA entraînent les rebelles en Turquie et en Jordanie, la France leur livre des armes (voir l'article dans le Point), tout comme le Qatar, l'Arabie Saoudite, Israel soigne les rebelles dans ses hôpitaux et leur offre l'aide de ses services secrets, renseignement... effectivement, on comprend qu'Assad attende des actes concrets après ces paroles mielleuses de Kerry ! Sans tous ces efforts de guerre, il n'y aurait pas de conflit armé en Syrie."

2- "Hollande et les autres sous-fifres des USA vont finir par obéir aux maîtres américains, c'est une question de temps et il faut qu'ils s'en sortent avec un minimum de dignité..."

Voilà qui va exaspérer un peu plus les chefs de guerre Hollande, Valls et Fabius.

- Second coup anti Nosra d'Assad en une semaine? - french.irib.ir

Pour la seconde fois en l'espace d'une semaine, l'Armée de l'Air syrienne a violemment bombardé le centre de commandement des terroristes d'Al Nosra dans la banlieue de Quneitara , tuant et blessant 120 chefs terroristes. selon Raï al Youm, le cent com des terroristes nosrtatistes se trouvait dans la localité de Lawa al Az à Al Savissa.

Cette seconde attaque a provoqué de très lourds dégâts et éliminé plusieurs commandants du mouvement terroriste. L'un des trois chefs de guerre ainsi tués était originaire de Daraa. Les blessés ont été évacués dans l'hôpital Al Shajara dans le sud ouest de Sayda au Golan syrien soit près des frontières jordaniennes Al Nosra a tenté de dissimuler les dégâts et les pertes de cette seconde attaque produite samedi l'après midi. Début mars, la réunion des commandants d'Al Nosra a été pris pour cible de raids de l'aviation syrienne french.irib.ir 15.03

ACTUALITE EN TITRES

Les bonnes nouvelles de l'AFP qu'il ne fallait absolument pas manquer

- Le fabricant de missiles MBDA va voir son activité rebondir après un creux en 2014 - AFP

- Un rare diamant de 100 carats exposé à Dubaï avant sa mise aux enchères à New York - AFP

L'extrême droite n'a plus qu'à se baisser pour les ramasser. Les feuilles mortes se ramassent à la pelle...

- Départementales: Marine Le Pen "remercie" le PS qui fait "tomber les voix" pour le FN - AFP

Comme quoi le PS et ses satellites fraie bien la voie à l'extrême droite.

- Dans l'Aisne, se faire soigner est devenu quasi impossible - Francetv info

Un sondage indique que les habitants de l'Aisne s'apprêtent à voter en majorité pour le FN au premier tour des départementales. Francetv info 16.03

Ce sont les faits, rapport de cause à effet ou conséquence, fastoche à comprendre, non ?

A la différence des médias qui relatent ou suggèrent ce rapport comme si c'était une fatalité ou qu'on serait impuissant à

l'inverser, nous nous employons à montrer qu'il est à la fois le produit de l'imposture et de la nature du PS, sinon on ne peut pas comprendre comment on en est arrivé là et combattre à la fois le PS et l'extrême droite, ce que ne fait pas et ne peut pas faire le PS puisqu'il va soutenir les candidats du PS au second tour des prochaines élections, il est incapable d'aller à l'affrontement avec le PS et même avec le FN, parce que comme eux il est lié au régime.

Haut de page

Le 18 mars 2015

CAUSERIE

On se contentera de ces réflexions politiques pour aujourd'hui. Si je puis dire, car cela m'a demandé plusieurs heures pour les rédiger, d'une traite comme d'habitude, ce qui ne serait pas possible en ayant un sexe en guise de cerveau !

J'ai encore un sujet à aborder : La manière dont on présente les choses ou la fâcheuse habitude qui consiste à réduire la situation à un ou quelques facteurs ou de s'en tenir à une unique explication, alors que plusieurs sont valables ou s'imposent, à des degrés divers certes, mais c'est seulement l'ensemble de ces explications qui permettent de comprendre la situation et son évolution probable, dans le cas contraire ce sera impossible ou on sera induit en erreur.

Quelques réflexions politiques

1- C'est quoi un Etat dont les policiers se permettent de convoquer un enfant de 8 ans parce qu'il aurait tenu des propos qui ne seraient pas conforme au discours officiel ou du gouvernement, qui menacent ses parents d'emprisonnement sur la base de propos rapportés que leur enfant aurait tenus ou non, et dont forcément à son âge il ne pouvait comprendre ni la signification exacte ni la portée, sinon une dictature ?

Quelle étiquette porte le dictateur ? Celle du PS, de ses satellites, de ses alliés électoraux.

Quelle étiquette porte le FN ? Celle du dictateur. Et il ne serait pas permis de faire le rapprochement entre les deux ? Refuser de faire ce rapprochement c'est faire dans le déni, c'est adopter la même méthode gouvernance du PS ou qui préside à la propagande du gouvernement ou de la désinformation des médias institutionnels.

On comprend parfaitement pourquoi nombreux sont ceux qui rechignent à entrer dans cette discussion ou seulement à bien vouloir se pencher sur cet argument qui porte un coup fatale à la stratégie politique qu'ils avaient adoptée en la justifiant pendant tant d'années, justement en refusant de prendre en compte la véritable nature réactionnaire du PS qui aujourd'hui leur explose à la figure.

Comme ils sont d'une mauvaise foi incurable ou veulent toujours avoir raison même quand les faits démontrent manifestement le contraire, ils nous rétorqueront qu'ils le savaient très bien, sauf qu'on s'en contrefout qu'ils le savaient ou non, ce qui compte ce sont les faits et leurs conséquences, ils l'ont passé sciemment sous silence ou ils ont considéré que la réelle nature du PS était secondaire, ce que justement nous contestons depuis des années, à raison semble-t-il puisque c'est elle qui préside à l'avenir du régime en place ou prépare les événements à venir au programme duquel figure la liquidation de tous nos droits et l'instauration d'une dictature qui est déjà en train de se mettre en place sous l'égide du PS.

Qu'on se comprennent bien, nous sommes parfaitement lucide et serein, et jamais nous n'emploierons les méthodes de notre ennemi, nous ne demandons pas des têtes, nous demandons juste un réexamen de la lutte des classes depuis l'assassinat de Trotsky pour comprendre ce qui n'a pas marché et pourquoi cela n'a pas marché.

Les procès en sorcellerie ou les séances d'autocritiques ne font pas partie de nos principes qui demeurent attachés à la libre discussion ou à la confrontation loyale et sincères des idées sur la base des faits uniquement. Il nous faut admettre qu'il existe plusieurs explications à la situation actuelle, ce n'est pas un unique facteur ou rapport qui nous a conduit où nous en sommes, et ce n'est pas un unique dirigeant qui en porterait la responsabilité. Nous ne ferons pas l'économie de cette discussion et tant qu'elle n'aura pas eu lieu on ne s'en sortira pas, on ne pourra pas aller de l'avant.

En attendant, la question des rapports que nous avons eu avec le PS est déterminante pour comprendre comment nous avons pu nous fourvoyer au point de faire passer sa nature au second plan. Personne ne peut échapper à la caractérisation politique du PS, s'y refuser, c'est refuser de prendre ses responsabilités, dans ce cas ceux qui adoptent cette attitude n'ont aucune légitimité pour parler en notre nom, nous leur refusons ce droit, ils ne peuvent pas représenter notre cause ou le socialisme que le PS a toujours combattu et qui figure à ce titre dans le camp de nos ennemis. Chacun doit assumer ses responsabilités, sinon à quoi bon, nous ne sommes que des aventuriers ou des charlatans.

Il est beaucoup plus facile et confortable de se dire que les choses devaient forcément se passer ainsi, que le contraire qui oblige à réfléchir à la question de savoir pourquoi elles n'auraient pas pu se passer autrement, car alors cela force à prendre en considération l'ensemble des facteurs qui constituaient la situation aux différentes époques, y compris le PS.

Le PS ou la social-démocratie devenue une imposture, c'était la chaîne, le boulet que le mouvement ouvrier devait trimballer derrière lui jusqu'à l'entraîner vers l'abîme ou causer sa perte.

On n'a pas tenu compte des recommandations d'Engels, et si Lénine n'en avait pas tenu compte, le parti bolchevik n'aurait jamais existé. On s'en est tenu à des formules, des généralités qui avaient valeur de vérités définitives et qui se sont avérées creuses pour ne les avoir jamais vraiment assimilées. A entendre nos détracteurs ou en suivant leur raisonnement jusqu'au bout, l'histoire était écrite d'avance, ce qui n'a rien à voir avec la démarche dialectique ou dynamique du marxisme, ne tombons pas dans le travers qui consisterait à la réécrire, constatons les faits et tenons-nous en à la réalité pour essayer de trouver les moyens d'agir sur elle. On pourrait s'en tenir là et se dire que le mal est fait et qu'il est inutile de revenir dessus, tournons la page, sauf qu'en procédant de la sorte on continuera indéfiniment à reproduire les mêmes erreurs, ce qu'aucun d'entre nous ne tiens à faire.

Pour ne pas choquer la susceptibilité à fleur de peau des uns et des autres ou ne pas chercher à culpabiliser qui que ce soit, on pourrait s'en tenir à l'attitude qui consisterait à partir de la situation présente et à rompre avec nos fâcheuses habitudes du passé, la situation actuelle permettant amplement de justifier notre rupture avec la stratégie qui consistait à considérer que le PS et le PCF étaient des partis de gauche, des partis vers lesquels ils fallait absolument se tourner sous peine de nous couper des masses ou des éléments les plus avancés des masses, ce qui fut une erreur politique dramatique sapant les bases à partir desquelles on aurait pu construire le parti, alors qu'on pensait exactement l'inverse, ce qui ne signifie pas qu'il faudrait rejeter les militants de ces partis qui seraient prêts à s'associer à notre combat, nous devons construire un parti ouvrier indépendant du capitalisme et ses institutions, donc des partis qui l'incarnent, qui en sont les piliers, en nous tournant résolument vers l'ensemble des travailleurs, y compris les couches les plus défavorisées, qui si elles ne constituaient pas demain le gros des bataillons de la révolution prolétarienne seraient condamnées à sombrer dans le lumpenprolétariat, d'où notre responsabilité de leur apporter une attention toute particulière, bien que la tâche s'annonce ardue, mais quelle tâche serait simple à accomplir, aucune en réalité, c'est juste une question de volonté dès lors qu'on en a compris la nécessité et qu'on l'a décidé.

L'actualité sociale et politique quotidienne met à notre disposition suffisamment d'éléments ou de matériaux pour pouvoir amplement justifier cette rupture ou ce tournant stratégique sans avoir à revenir sur le passé pour ceux qui n'y tiennent pas, il faut avoir l'intelligence de comprendre que c'est le seul moyen de rassembler les forces disloquées de l'avant-garde révolutionnaire et socialiste.

Et si lors d'une discussion avec des militants d'autres partis ou des travailleurs le passé rejaillissait, et bien chacun tenterait de s'en sortir avec ses propres arguments, puisqu'il n'est pas question pour nous d'imposer les nôtres à qui que ce soit. De notre côté ce genre de situation ne nous poserait aucun problème, puisque dans notre analyse nous intégrons les erreurs qui ont été commises par nos dirigeants ou que nous avons été amenés à commettre à leur suite, peu importe quand, comment ou pourquoi, l'essentiel étant ce qu'on doit faire aujourd'hui et non ce qu'on a fait ou pas fait hier, disons qu'en étant honnête et sincère jusqu'au bout on a plus de chance de paraître crédible auprès des autres militants ou des travailleurs que l'inverse.

On peut appeler cela un compromis acceptable dans la mesure où il ne nous oblige pas à remettre en cause nos principes, je dirais même mieux, il est conforme à nos principes dès lors qu'à aucun moment il n'est question de se compromettre avec notre ennemi ou ses représentants.

Il faudrait encore préciser tout ce qu'incarnait le PS pour qu'on ne se méprenne pas sur le sens ou le contenu de cette rupture ou de ce tournant stratégique, de ce compromis qui est la négation de toute collusion avec le PS, toute politique ou tactique tournée vers ce parti, ses adhérents, ses élus, ses dirigeants, ses ministres dont nous n'avons absolument rien à attendre et auxquels nous ne réclamons rien, qui ne peuvent pas s'inscrire dans une perspective ou une issue politique conforme aux intérêts des travailleurs.

Le PS incarne la négation du socialisme, de tous les droits sociaux et politiques des travailleurs dans la mesure où il est totalement inféodé à l'oligarchie financière, à l'UE, au FMI, à l'impérialisme américain, il en fait la démonstration quotidiennement, c'est donc largement suffisant pour déterminer sa nature sociale, capitaliste, l'idéologie qu'il a adoptée, le social-libéralisme tournant au néolibéralisme, dans quel camp il combat, celui de la droite, et quel est son ennemi, la classe ouvrière ou l'ensemble des travailleurs qui doivent se soumettre aux lois du marché qui priment sur leurs droits, leurs besoins, leurs aspirations.

Le PS incarne la régression sociale dans tous les domaines, la décomposition de la société ou de tous les rapports sociaux, de la civilisation humaine, la guerre, la réaction sur toute la ligne.

A ce titre, il pave la voie à la pire réaction, à l'extrême droite, à la dictature fasciste, il va même jusqu'à conditionner les masses dans cette perspective à travers sa propagande du chaos et de la guerre, pire encore lorsqu'il alimente le communautarisme le racisme, la xénophobie, lorsqu'il utilise les mêmes méthodes pour terroriser la population jusqu'aux enfants, aucune couche de travailleurs n'étant épargnée, criminaliser les opposants à sa politique.

Personne au PS ou parmi ses alliés électoraux ou autres n'est censé l'ignorer, l'ignorer c'est en être le complice et s'attendre à être traité impitoyablement de la même manière.

Un dernier mot.

La guerre que mène l'oligarchie financière internationale dominée par les anglo-saxons-sionistes à la fois contre les droits sociaux et politiques des travailleurs et contre tous les Etats et peuples qui refusent de se soumettre à leur diktat, témoigne de la profondeur atteint par la crise du capitalisme mondial et la nécessité impérieuse qui s'impose à eux de soumettre au plus vite l'ensemble de l'économie mondial au néolibéralisme ou au système économique mafieux qu'ils ont créé avant que le système économique capitaliste ne s'effondre.

Le recours systématiquement à des institutions supranationales non élues (troïka, Banque mondiale, OCDE, etc.) pour formuler leurs exigences, à des technocrates ou des banquiers issus de ces institutions pour gouverner certains pays, à des milices fascistes pour appliquer leur politique, à des hordes de barbares pour renverser des chefs d'Etat, massacrer leurs peuples, détruire leurs pays témoigne de la difficulté qu'ils rencontrent à apliquer leur plan face au prolétariat dont les besoins vont croissants et qui résiste, qui se soulève, qui s'unit pour les combattre lorsqu'il n'a plus rien à perdre.

Cela témoigne de leur volonté de placer la démocratie hors la loi mais aussi du dynamisme de la lutte des classes omniprésente sur tous les continents, dans chaque pays, sachant que leur objectif est de domestiquer les masses exploitées et d'en finir avec la lutte des classes, on constatera qu'ils sont encore très loin de pouvoir y parvenir, pour ne pas dire qu'ils n'y parviendront jamais. D'où ce déchaînement de cruauté à laquelle ils recourent en désespoir de cause, car elle n'est pas seulement le produit de la stratégie politique qu'ils avaient conçue quelques décennies plus tôt, elle est le reflexe de la bête blessée qui craint de mourir et qui pour cette raison représente un danger extrême pour la civilisation humaine, car elle tente d'échapper par tous les moyens à son destin, y compris par la guerre.

Leur mondialisme, leur nouvel ordre mondial ou leur gouvernement mondial demeure une utopie au même titre que le socialisme, et même s'il nous faut admettre qu'ils ont un point d'avance sur nous, il ne faut jamais perdre de vue qu'ils ne peuvent pas davantage mettre fin au système capitaliste tel qu'il existe depuis plus de deux siècles, qu'aux institutions nationales ou à la lutte des classes, encore moins en finir avec les aspirations légitimes des peuples qui exigent leur satisfaction, les bases du socialisme en somme, à nous de faire en sorte de nous en servir intelligemment pour marquer le point suivant et terrasser cette bête immonde.

Ils mènent une lutte à mort pour leur survie, c'est donc à ce niveau qu'il faut mener ou élever notre combat.

Là encore on va nous rétorquer qu'un tel discours pourrait effrayer les travailleurs qui n'en ont peut-être pas réellement conscience. Nous répondrons que nous disposons de suffisamment d'éléments matériels pour prouver le bien-fondé de notre argumentation et qu'il suffit d'être de bonne foi pour y souscrire, les faits et l'honnêteté devraient amplement faire l'affaire.

2- Partant du constat que chaque être humain est différent, faire croire que les êtres humains seraient égaux alors qu'ils ne le sont pas en réalité, revient à privilégier ou flatter les inégalités inhérentes à leur nature ou à leur statut social qui permettent de les distinguer et les séparent, au détriment des éléments ou des intérêts qu'ils partagent ou qu'ils ont en commun, qui sont susceptibles de les rassembler, de telle sorte qu'ils s'opposent les uns aux autres ou ne se reconnaissent plus dans aucune catégorie ou classe sociale, et qu'ils adoptent ou se soumettent de gré ou de force à la philosophie régressive, négationniste, obscrurantiste, nihiliste issue de l'idéologie néolibérale ultra réactionnaire, les principes et valeurs auxquels ils pouvaient être attachés ne devant plus servir que les intérêts des tenants et les bénéficiaires de cette idéologie, au lieu d'incarner de manière déformée ou inconsciente les progrès réalisés par la civilisation humaine au cours des siècles et millénaires du passé, l'ensemble de ce processus conduisant à sa décomposition, à sa dislocation qui se traduit par le chaos et la guerre.

A chaque étape de ce processus, ceux qui l'ont conçu ou qui en font la promotion se livrent à une manipulation de la double nature inhérente à chaque être humain, psychologique ou individuelle et sociale, au détriment de son volet social lorsqu'il s'agit de la masse des exploités et des opprimés auxquelles ils dénient tout droit à caractère collectif ou basé sur leur appartenance à une classe sociale déterminée, au profit de la classe dominante puisque ce processus se confond avec ses intérêts de classe dans le but de préserver ses privilèges et d'accroître toujours et encore son pouvoir politique.

Il serait donc faux d'affirmer qu'ils ne reconnaîtraient pas les inégalités qui existent entre les hommes, au contraire ils vont s'en servir pour les dresser les uns contre les autres, les manipuler, à seule fin d'accroitre les inégalités sociales qui se traduit aujourd'hui par la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une infime minorité d'oligarques au statut de monarques absolus ou tout puissants imposant leur loi à la terre entière.

Ils vont développer ce processus à l'extrême en reprenant à leur compte les préoccupations des membres de la société qui aspirent légitimement au bien-être ou à une société meilleure pour ensuite les dévoyer ou les orienter dans une direction opposée ou s'en servir pour pouvoir appliquer leur politique antisociale, on observera que chaque fois qu'ils se saisissent d'une cause, ce n'est pas parce qu'ils y seraient particulièrement sensibles, mais uniquement pour s'en servir comme levier soit pour renforcer

le pouvoir des multinationales, soit pour atteindre un objectif politique opposé aux intérêts de ceux qui défendaient cette cause au départ.

C'est ainsi que soutenir la moindre initiative prise par les représentants de la classe dominante quel qu'en soit le domaine, revient inconsciemment ou délibérément à favoriser ce processus aboutissant à la liquidation de tous nos droits collectifs au profit de l'individualisation de nos droits qui de fait constitue la négation de tout droit, leur véritable objectif. Les bonnes intentions qu'ils affichent sont toujours teintées d'hypocrisie ou recouvrent des arrière-pensées inavouables à l'encontre de ceux qui sont sensés en bénéficier.

Cela ne signifie pas pour autant qu'il faudrait cesser de défendre telle ou telle cause sous prétexte qu'ils s'en saisiraient, on doit mener ce combat en toute indépendance dès lors qu'on estime qu'il est légitime strictement sur notre terrain de classe, en dénonçant l'hypocrisie et les arrière-pensées des représentants de la classe dominante qui se sont emparés de cette cause pour ne laisser place à aucune illusion dans la tête des ravailleurs sur la nature réelle du régime en place qu'il leur faudra balayer un jour ou l'autre. Toute collusion avec les représentants de la classe dominante est à bannir ici comme ailleurs. Au passage, j'ai l'impression que lorsqu'on nous traite de gauchiste, on nous reproche surtout notre intransigeance envers la classe dominante.

Il faudrait préciser encore une chose importante sur ce processus particulièrement sournois et cynique pour bien comprendre comment il fonctionne.

Quand le gouvernement et les représentants de la classe dominante s'emparent des aspirations d'une partie des masses ou de certaines communautés ou minorités, ce n'est pas seulement parce qu'à l'origine elles présentent un caractère ou un intérêt individuel ou d'ordre privé (bien que nous n'aimons pas cette expression) ou sont formulées comme telle, mais surtout parce que c'est à ce niveau-là qu'ils entendent ravaler tous nos droits.

Chez chaque individu, l'être psychologique se développe ou se construit au contact ou de son être social, les rapports qu'ils vont établir forgeront son caractère et sa personnalité à travers une multitude d'expériences au contact du monde extérieur. Sa perception de la société sera fortement influencée par les mécanismes psychologiques qu'il aura développés et qui participeront en général au fonctionnement de sa pensée, à la formation de ses idées. Le manipuler sur ce plan-là revient à tenter d'influencer ses idées, à conditionner sa pensée dans un but bien précis à son insu. C'est un puissant levier pour y parvenir, qui peut servir à palier la faiblesse politique d'un gouvernement qui ne parvient pas à appliquer ou plutôt imposer sa politique, mais qui ne désarme pas et tente d'y parvenir par des moyens détournés dont celui-ci.

On voit donc ici tout l'intérêt que représente la prise en compte chez les travailleurs de l'interaction qui existe en permanence entre l'être psychologique ou individuel et l'être social chez chaque homme ou femme, de manière à les aider à comprendre non seulement qu'ils font l'objet de manipulations, mais comment elles opérent et à quelles fins politiques qui sont systématiquement tournées contre leurs intérêts de classe.

Ce n'est évidemment pas la seule manière d'aborder la situation et nous n'avons jamais prétendu le contraire, c'était juste pour démontrer l'interaction qui existe entre ces deux volets qui constituent la personnalité de l'homme et comment elle influence réciproquement son comportement, brièvement car on n'a pas le temps ici de développer ce sujet, l'intérêt qu'il y a de ne pas les séparer, de mener le combat contre notre ennemi à la fois sur le plan social, politique, idéologique et psychologique.

Chacun a entendu dire un jour qu'un enfant ou un adulte souffrait d'un blocage psychologique qui l'empêchait de se sentir bien dans sa peau ou de se livrer à telle ou telle activité. Les travailleurs qui ne supportent plus leur condition se comptent par millions dans le pays. Ils ne comprennent pas très bien ou pas du tout la situation. Quoi qu'il en soit, on peut observer que dans leur immense majorité ils agissent comme s'ils avaient abdiqué leurs droits ou considéraient qu'ils n'étaient pas légitimes. Ils ont réussi à s'en convaincre sans même savoir pourquoi, c'est extraordinaire, en réalité ils sont sous l'emprise de l'idéologie dominante qui au-delà de son discours politique use et abuse de tous les artifices de la psychologie pour les culpabiliser, les rabaisser, les humilier, les réduire à l'état végétatif, les paralyser, anéantir leur capacité à agir, les contraindre à l'inaction, alors qu'en fait ils ne portent aucune responsabilité dans la situation actuelle, ce ne sont pas eux qui ont conduit le pays à un tel niveau d'endettement ou à la faillite, ils ne sont en rien responsables de la décomposition de la société, ils n'ont déclaré la guerre à aucun peuple, ils valent mieux que ceux qui conduisent l'humanité à sa perte, ils n'ont aucune raison de s'en vouloir puisque ce ne sont pas eux qui détiennent le pouvoir, leurs capacités à prendre en main leur destin demeurent intactes, et pourtant tout cela constitue autant de blocages qui les empêchent de passer à l'action ou de s'organiser.

A l'origine de leur comportement réside la conviction qu'ils se sont forgés inconsciemment que leurs droits sont illégitimes et leur embourgeoisement, ceci expliquant en partie cela. Nous ne leur reprocherons jamais de vivre mieux qu'autrefois, nous voulons les aider à comprendre que rien n'est acquis définitivement, et que pour croire le contraire ils vont tout perdre, et que le seul moyen de conserver leurs droits ou de récupérer ceux qu'ils ont perdus, ils doivent s'organiser et chasser la classe qui détient le pouvoir, lutter pour prendre le pouvoir, objectif à leur portée dès lors qu'ils l'adoptent. Ceux qui détiennent le pouvoir s'emploient à vouloir briser leur volonté pour les réduire en esclavage, ils doivent donc utiliser leur volonté pour renverser le régime en place, il n'existe pas d'autres alternatives.

Haut de page

Le 19 mars 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles dans quelques heures ou ce soir. Soutenez financièrement même modestement notre portail s'il vous apporte quelque chose, sinon je vais être obligé de faire moi-même des travaux indispensables dans ma maison et de réduire mon activité politique. 1 euro égalait 66 roupies hier, 10 euros permettent de payer une journée de travail d'un peintre.

Faites ce que je vous dis, mais ne faites pas ce que nous faisons. Et surtout ne cherchez pas à en savoir davantage, circulez il n'y a rien à voir...

Sauf que nous sommes incorrigibles, incurables, incorruptibles, nous n'en faisons qu'à notre tête, on déteste obéir aveuglément, on déteste recevoir des ordres impossibles à justifier comme on déteste en donner, on ne supporte pas les leçons de morale de gens dont les mains sont remplies du sang de leurs innocentes victimes, on ne supporte pas les imposteurs, les hypocrites, les menteurs, on ne tolère pas la dictature, nous sommes par dessus tout épris de justice, de liberté et de la vérité.

Inquisiteurs, censeurs, comploteurs, procureurs : Piégés !

- Ce doigt d'honneur de Varoufakis qui crée la polémique en Allemagne - lefigaro.fr 17.03

- La relation entre la Grèce et l'Allemagne se détériore - Francetv info 17.03

Avant-hier la parole d'un animateur télé relayant une information provenant d'un présentateur d'une émission satirique était jugée crédible et était reprise en choeur simultanément ou sans la moindre hésitation par tous les médias institutionnels, puisqu'elle était tournée contre le ministre grec des Finances qui ne convient pas à leurs maîtres de la troïka. Cette information ne valait pas la peine d'être vérifiée ou il n'était pas nécessaire de prendre un minimum de précautions avant de la diffuser, elle était forcément correcte puisqu'elle était censée décrédibiliser Varoufakis ou montrer à quel point il était vulgaire ou trivial, ce qui devait convaincre le public qu'il n'était pas très sérieux et que sa politique ne l'était pas davantage, forcément, contrairement à la troïka.

Le lendemain, on peut observer que lorsque le même présentateur avoue s'être livré à une manipulation d'une image dans une vidéo, tout d'abord ils sont beaucoup moins prolixes et pressés à reprendre cette information et à rectifier celle qui était fausse qu'ils avaient fournie la veille à leurs téléspectateurs, auditeurs ou lecteurs, parce que non seulement elle ne met plus en cause Varoufakis, pire, elle confirme sa version des faits, pire encore et là c'est un crime impardonnable, elle montre que les médias institutionnels peuvent facilement se fairemanipuler ou manipuler leur public, diffuser de fausses informations ce qui porte atteinte une nouvelle fois à leur crédibilité déjà fortement compromise par leur alignement systématique sur la propagande de leur gouvernement ou leur noyautage par la CIA selon le témoignage récent d'un ancien journaliste allemand.

Quand une vidéo tournée en présence d'une dizaine de personnes ne constitue pas une preuve pour les médias institutionnels et est relayée au rang de simple "affirmation" (20minutes), dans quel type de régime sommes-nous ?

- Un présentateur télé allemand affirme avoir truqué le doigt d'honneur de Varoufakis - 20minutes.fr

Ensuite, 20minutes présente ce revirement ou ce rebondissement sur le ton de la suspicion ou prenant ses distances avec l'auteur de cette information qui pourtant a pris soin de diffuser sur Youtube une vidéo montrant pas à pas comment il avait réalisé ce trucage ou montage, en présence de témoins pour que personne ne puisse ensuite contester les faits cette fois. A lire 20minutes, il s'agit d'une "affirmation" qui n'engagerait cette fois que son auteur, alors qu'elle s'appuie répétons-le sur une vidéo réalisée en présence de nombreux témoins hilares et il y a de quoi. On comprend que ces journaleux digèrent très mal de s'être fait piéger comme des débutants et que leur zèle ou empressement à nuire au gouvernement grec ait permis de mettre en lumière leur véritable nature d'agence de désinformation au service de la politique dictée par l'oligarchie financière.

On retiendra que lorsqu'une information, un témoignage, une image ou une vidéo est susceptible de nuire ou porter atteinte à l'image, à l'intégrité ou au sérieux d'un personnage politique ou un intellectuel, dès lors qu'il est dans le colimateur de Berlin, Paris ou Bruxelles, etc. les médias la diffuse sans prendre la précaution de la vérifier au préalable ou d'en informer la personne gravement mise en cause qui pourrait les alerter sur la manipulation dont elle aurait pu faire l'objet avant de leur être transmise ou de leur parvenir. En dictature, seule la parole des délateurs anonymes ou non, des informateurs ou indics, des flics ou des témoins la soutenant a de la valeur.

Si une information peut nuire à celui ou celle que Berlin, Paris ou Bruxelles ont décidé d'abattre, les médias la diffusent, témoignant leur parti pris, démontrant qu'ils sont bien aux ordres, corrompus, mettant en lumière le consensus qui existent entre ces agences professionnelles de la désinformation et les sommets de la classe dominante, leurs représentants, dont ils sont finalement que les vulgaires porte-parole.

Boycott de la totalité des médias institutionnels ou financés par les Etats !

Mot d'ordre de quelqu'un qui s'en passe très bien depuis des mois, j'en fournis la preuve quotidiennement.

Varoufakis and the fake finger - Jan Böhmermann - ZDFneo (à partir de 3 minutes)
https://www.youtube.com/watch?v=Vx-1LQu6mAE

Sous-titrage en anglais, mais images très explicites dans la mesure où l'auteur de ce trucage montre comment Jan Böhmermann l'a réalisé par étapes sur son ordinateur à l'aide d'une caméra et d'un logiciel de CAO, vidéo tournée en présence d'une dizaine de personnes qui peuvent témoigner de son authenticité.

En complément. Et ce sont les mêmes qui prétendent démasquer les comploteurs.

- Les liens étranges entre Jean-Luc Mélenchon et Patrick Buisson résumés en quatre actes. - francetvinfo.fr

Même procédé que dans l'exemple précédent.

Les journalistes qui relaient cette info nauséabonde n'ont pas pris la précaution avant de la publier de demander la version du principal intéressé mis en cause pour en vérifier le niveau de crédibilité.

Pour le coup, il n'y a là rien d'étrange dans leur manière d'agir, puisqu'ils avaient décidé de nuire coûte que coûte à Mélenchon quelques jours avant un scrutin qui est donné dévastateur pour le PS, apparemment ils n'avaient rien trouvé de mieux à se mettre sous la dent, c'est de la racaille qui utilise des moyens crapuleux, ils sont à l'image de ceux qu'ils servent et qui les paient pour cela, voilà tout.

Chacun sait qu'on a étrillé une multitude de fois Mélenchon pour qu'on ne nous accuse pas de le ménager, là encore ce qui nous intéresse c'est le procédé employé par ces journalistes du Monde.

On va le prouver tout de suite en ajoutant que Mélenchon a ce qu'il mérite, car apparemment il n'a pas perdu l'habitude de fréquenter les allées du pouvoir à la moindre occasion ou de se retrouver en présence de gens franchement infréquentables dans des lieux où il ne nous viendrait pas à l'esprit de foutre les pieds.

Les faits le trahissent sans même qu'il ait besoin d'ouvrir la bouche ou qu'on les interprète. Les journaliste du Monde ne peuvent pas y faire référence tels quels, puiqu'ils vivent dans le même monde que Mélenchon ou Buisson contrairement à nous, d'où l'avantage de s'en tenir à nos principes qu'on ne demandera pas à Mélenchon de partager puisqu'il en est incapable.

Une information que les comploteurs au pouvoir et leurs représentants médiatiques passeront sous silence, et pour cause.

Seule à notre connaissance et après vérification sur le Net Russia Today a relayé cette information

Sinon vous avez cela qui date de janvier 2014 :

Quant à la Légion lettonne, elle s'est répartie en deux divisions SS, formées de conscrits censés compenser les pertes de la Wehrmacht. Il s'agit de choisir le moindre mal, entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, et de gagner du temps avant de retrouver l'indépendance. rue89.nouvelobs.com 01.01.2014

L'Allemagne nazie, le moindre mal, comme l'Ukraine nazi de Porochenko face à la Russie impériale de Poutine... On aura compris pourquoi Pétain, Hitler, Franco, Salazar, Pinochet, etc. les médias sont rarement du bon côté de l'histoire au bon moment, tout comme les partis de droite, en réalité jamais comme le prouve Le Nouvel Obs, merci à lui.

La date de cet article tombe pile poil le jour où la Lettonie rejoindra la zone euro... pleine de promesses aussi ! Il est vrai que l'UE et l'Allemagne nazie avaient en commun de détester la démocratie.

- La lettonnie, ex-république soviétique, est redevenue indépendante en 1991.

- 1/4 à 1/3 des Lettons sont d'origine russe.

- La lettonnie est membre de l'Union européenne depuis le 1er mars 2004.

- La lettonnie a adhéré à l'OTAN en avril 2004

- La lettonnie fait partie de l'UE depuis le 1er mai 2004

-Taux de chômage de 18,3% en 2009, 22,3% en 2010...

- La lettonnie a rejoint la zone euro le 1er janvier 2014

- La Lettonie est l'un des pays les plus pauvres d'Europe, avec un PIB annuel par habitant de 10 700 euros et un cinquième de sa population sous le seuil de pauvreté (2012, ministère des Affaires étrangères français).

- Lors des dernières élections législatives, le samedi 4 octobre, le taux de participation de 57% a été le plus faible depuis le retour de la Lettonie à l'indépendance. (rfi.fr 05.10)

- Lettonie: le parti russophone plébiscité mais écarté du pouvoir - rfi.fr 05.10

- La Lettonie a pris la présidence tournante de l'Union européenne le 1er janvier 2015

Lettonie: un défilé d'anciens combattants nazis SS rassemble des centaines de personnes Par Russia Today - Mondialisation.ca 16.03

Un défilé d'anciens légionnaires SS à Riga a rassemblé quelques centaines de participants
https://www.youtube.com/watch?v=uZMbFh__-wU

Le défilé annuel des anciens combattants et partisans de la légion lettonne Waffen SS, qui faisait partie des forces nazies, a eu lieu lundi 16 mars à Riga, capitale de la Lettonie.

Près d'une centaine de personnes se sont rassemblées lors d'un défilé dans le centre de Riga, des fleurs ont été déposées près du Monument de la Liberté.

Des anciens combattants de la Waffen SS (branche militaire de la SS, initialement l'organisation de protection rapprochée d'Hitler) et des députés de la Saeima (parlement letton) ont participé à cet évènement annuel.

Plusieurs centaines de policiers et d'agents de sécurité ont été mobilisés pour assurer la sécurité lors du défilé. Aucun incident majeur n'a été enregistré.

Auparavant, Konstantine Dolgov, délégué du ministère russe des Affaires étrangères aux droits de l'homme, à la démocratie et à la suprématie de la loi a fermement critiqué la tradition du défilé SS comme «une insulte à la mémoire des millions des victimes de la Seconde guerre mondiale».

«Cela contredit directement les obligations internationales de la Lettonie, et en particulier les décisions du tribunal de Nuremberg», a estimé le responsable russe, cité par Interfax.

Le légion lettonne des «Waffen SS» a été créée en 1943 et faisait partie des forces nazies. La date du 16 mars a été choisie en commémoration des premiers combats des forces lettonnes SS contre l'armée soviétique en 1944. Les Lettons combattant pour l'Allemagne nazie étaient alors regroupés dans la 15ème division SS de grenadiers «Lettland». Pendant quelques années après le démantèlement de l'URSS et la proclamation de l'indépendance de la Lettonie, c'était un jour férié officiel dans le pays; des réactions négatives de la Russie et des Occidentaux ont ensuite poussé à son abrogation. Le défilé des anciens légionnaires SS se tient néanmoins chaque année à Riga. Mondialisation.ca, 16 mars

Rappel sur la Lettonie.

- La Lettonie criminalise la « négation de l'agression soviétique » (Réseau Voltaire) (21.04.2014)
- La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme (Réseau Voltaire) (16.03.2005)

Vidéo. Pour en savoir plus sur la situation en Ukraine.

On a découvert un éditeur et intellectuel critique d'origine serbe (ou croate ?) installé en Suisse que vous connaissez peut-être déjà.

A défaut de mieux ou de plus précis, on a choisi cette caractérisation d'intellectuel critique parce que celle d'opposant au capitalisme ne convenait pas, à l'impérialisme non plus puisque comme d'autres intellectuels il soutient un impérialisme contre un autre. Je n'ai pas eu le temps de visionner l'intégralité de sa conférence.

De la Yougoslavie à l'Ukraine le Tchernobyl médiatique se répète - Slobodan Despot
https://www.youtube.com/watch?v=7xtXVFd3M5k

Conférence donnée, le 25 février 2015 à Genève, par Slobodan Despot ayant pour thématique le rôle des médias dans le conflit ukrainien.

Slobodan Despot met en perspective la guerre du démantèlement de l'ex-Yougoslavie et la situation actuelle en Ukraine. Il s'agit de mettre en lumière l'implication des pratiques médiatiques dans les enjeux géopolitiques des guerres de l'OTAN. Slobodan Despot est éditeur et l'auteur du roman « Le miel ». [Conférence organisée par Agence pour Droits de L'Homme, Genève]

Nouvel ordre mondial. Comment le prétexte de la lutte contre le terrorisme sert à renforcer le contrôle de la population.

- Le ministère des Finances veut limiter les transactions en liquide - Francetv info

Combattre les terroristes en contrôlant leurs transactions en liquide, c'est l'un des objectifs d'un ensemble de mesures voulues par Michel Sapin, le ministre des Finances.

Mais comme le précise David Boéri, "toutes ces nouvelles règles qui ont été conçues à Bercy veulent aussi et surtout limiter la fraude, le blanchiment et toutes les activités illégales, notamment pour les paiements en argent liquide".

Ainsi, les paiements en cash auprès des commerçants ou artisans étaient avant plafonnés à 3 000 euros. Ils ne pourront désormais plus dépasser 1 000 euros. Pour les touristes qui font des achats en France, la limite était de 15 000 euros, elle passe à 10 000 euros. Cette mesure devrait rentrer en vigueur au 1er septembre 2015.

Les retraits bancaires seront également mieux surveillés à partir du 1er janvier 2016. "Pour tous les dépôts et retraits d'argent, ils seront déclarés au fisc au-delà de 10 000 euros par mois. De même pour les cartes prépayées, pour lesquelles il faudra présenter son identité dès 250 euros", contre 2 500 euros actuellement. Francetv info 18.03

La religion ou le prosélytisme religieux vont de pair avec leur conception de la laïcité antirépublicaine.

- Du porc dans les cantines pour les musulmans et juifs sinon rien ! - french.irib.ir

Et pas de boeuf pour les hindous, pas d'oeuf non plus le mardi et le vendredi pour les hindous, toute la semaine pour les vétégariens, etc.

Les religions constituent une entrave, une violation permanente de la liberté de pensée et d'action des hommes qu'elles veulent maintenir en servitude en recourant à l'obscurantisme.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'à travers ses restrictions ou ses interdits les religions constituent en permanence une tentative intolérable d'imposer un mode de vie à ses sujets et au-delà à la totalité de la population dicté par des considérations qui ne sont pas motivés par des valeurs ou des principes progressistes, humanistes, démocratiques, sanitaires, hygiéniques, etc.

Bref, ces interdictions n'ont aucun rapport avec le bien-être biologique, mental ou social de ses adeptes, elles ont pour seules objectifs de dompter ou de soumettre leur volonté à un ordre impossible à justifier autrement qu'en invoquant un mythe ou des chimères pour mieux en assurer le contrôle et les asservir, méthode qui s'assimile à une manipulation des consciences par des moyens malhonnêtes.

Notons au passage que le fait que des milliards d'hommes, femmes ou enfant soient contraints malgré eux par la pauvreté de se priver quotidiennement de viande ou de poisson ne les préoccupe pas plus que cela.

Personnellement mes revenus ayant fortement chuté, avec Selvi ma compagne nous n'en mangeons plus qu'à un seul repas deux

ou trois fois par semaine, une ration inférieure à 100 grammes chaque fois, du poulet ou du boeuf, le moins cher, et on mange des oeufs deux fois par semaine à raison d'un ou deux oeufs chacun. On se rattrape avec les protéines végétales. Comme quoi je ne suis pas un carnivore acharné.

Vous comprenez pourquoi j'ai perdu 11 kilos en trois mois, j'ai perdu la graisse que j'avais en trop ou accumulée et je m'en porte mieux, en ayant toujours une pensée pour tous ceux à travers le monde qui ne bouffe pas à leur faim. C'est ce qui devrait guider notre action politique...

ACTUALITE EN TITRES

Ils ont remis cela. "Salope", passe encore, mais "pétasse", quel scandal !

- Après Hitler et les gens du voyage, le maire de Cholet traite une journaliste de "pétasse" - Le Huffington Post

- Après avoir été qualifiée de "salope fascisante", Marine Le Pen déboutée contre Nicolas Bedos - Francetv info

On se conterfout du sort de Le Pen qui peut être traitée de tous les noms, c'était juste pour montrer l'impartialité des médias !

En France ils en construisent toujours plus, cherchez l'erreur.

- Les centres commerciaux américains ne font plus recette - Francetv info

Ne dites pas "plus jamais", et ce n'est pas une farce. Quand on a la rage, on accuse son chien.

Apparemment ils ne veulent plus non plus de vous et Hollande. Ils ne savent pas ce qu'ils veulent.

- Les Français "ne voudront plus jamais de Nicolas Sarkozy", selon Valls - AFP

Les Français "ne voudront plus jamais de Nicolas Sarkozy" et ont "besoin de dignité et de hauteur de vue", a estimé le Premier ministre Manuel Valls mardi soir. AFP 17.03

C'est génétique chez eux, au PS et au FN (pas seulement).

- Départementales: «Le FN ment», charge Valls dans le Pas-de-Calais - 20minutes.fr

Il a raison, il faut en finir avec l'UE et les écologistes qui la soutient !

- Bové: "Vous n'avez pas besoin de manger cette merde" - Le Huffington Post

Les médias pro-sionistes exultent : l'Extrême droite génocidaire reste au pouvoir en Israël.

- Israël: Netanyahu triomphe aux législatives. - AFP

- Législatives en Israel : le triomphe de Benyamin Netanyahou - Francetv info

- Elections israéliennes : Nétanyahou obtient un « score excellent » - LeMonde.fr

- Israël: Nétanyahou réussit son pari Libération.fr - Liberation.fr

- «Bibi» Nétanyahou, l'éternel «comeback kid» - LeFigaro.fr

- Législatives en Israël : la communauté française derrière Benyamin Netanyahou - Francetv info

Stratégie du chaos et de la guerre

- Ukraine: Moscou rejette les lois de Kiev sur le statut spécial de l'Est prorusse - AFP

- L'opposition brésilienne veut une enquête sur Rousseff - Reuters

- Libye: 12 morts dans des combats entre jihadistes de l'EI et miliciens - AFP

- Le Pentagone annonce la mort d'un chef Chabaab en Somalie - Reuters

- Attaque à la Kalachnikov à Tunis : 22 morts dont 17 touristes et de nombreux blessés - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- USA: le Sénat demande plus de budget militaire - french.irib.ir

La commission des forces armées du Sénat américain a appelé à l'augmentation des dépenses militaires des Etats-Unis. Le président de la commission des forces armées au Sénat américain, John McCaïn, a déclaré lundi dans un communiqué, que Washington devrait augmenter ses dépenses militaires en 2016 à plus de 577 milliards de dollars. " La réduction des défenses militaires a exposé la sécurité nationale des Etats-Unis à un risque inadmissile", a-t-il ajouté.

Le Pentagone a pourtant annoncé qu'il suivait toujours la loi américaine du contrôle de budget, adoptée en 2011. La question délicate et importante de la baisse constante du budget défensif des Etats-Unis suscite l'inquiétude des autorités militaires et défensives américaines de haut rang et elles continuent de mettre en garde contre les retombées négatives de la poursuite de ce processus au niveau de disposition des forces armées US d'une part et de l'autre, sur la capacité de l'Amérique à remplir ses engagements militaires et défensifs à travers le monde.

Du point de vue du Pentagone, les impacts de la réduction du budget défensif ne se limiteraient pas exclusivement à des emplois et des projets militaires, mais affecteraient également les occasions d'emplois dans le secteur privé. A en croire le Pentagone, cette politique risquerait de mettre en cause l'avenir des innovations, des créativités et des capacités du secteur défensif américain. En effet, la plupart des responsables militaires américains estiment que la réduction du budget affaiblirait la capacité militaire des Etats-Unis sur la scène internationale et conduirait au sous-développement de l'armée américaine en matière de la technologie de haute gamme.

L'une des principales sources d'inquiétude des autorités du Pentagone et de la plupart des congressistes républicains, en tant que principaux protecteurs des grands complexes militaro-industriels américains résiderait dans la baisse ou l'arrêt des gigantesques projets militaires en raison de la réduction du budget militaire. En outre, les pressions de l'industrie militaire américaine sur le Congrès pour empêcher le gel des projets militaires seront lourdes de conséquences sur leur sort.

A noter que la hausse des dépenses militaires notamment après les évènements du 11 septembre 2001 et les campagnes militaires américaines contre l'Afghanistan et l'Irak ont été les principales causes du déficit budgétaire colossal des Etats-Unis au cours des dernières années.

A vrai dire, les autorités de Washington ont dépensé l'argent des contribuables américains pour déclencher des guerres et lancer des intervention militaires contre d'autres pays, au lieu de le consacrer à la promotion du bien-être et à l'amélioration des services sociaux, d'enseignement et de santé. french.irib.ir 18.03

2- Russie

2.1- Le front anti-russe se fissure - french.irib.ir

Une première fronde anti-américaine, au sein de l'UE.

Les sept pays européens, qui s'opposent à une reconduction des sanctions anti-russes, seraient Chypre, l'Italie, la Grèce, la Hongrie, l'Autriche, l'Espagne. Ces pays comptent officialiser leur opposition, au cours d'une réunion, jeudi. Stephen Blackman, l'analyste du centre d'études politiques, au sein de l'UE le concède : il semble que la puissance et la confiance en soi des parties qui sont hostiles aux sanctions contre la Russie s'élargissent de plus en plus. Et ces pays seront, bientôt, en mesure

de lever des restrictions. L'arme des sanctions n'a, toutefois, pas eu raison de la résistance de Moscou, et la cote de popularité de Poutine ne cesse de grimper ! french.irib.ir 18.03

2.2- 45000 militaires russes en manoeuvre militaire - french.irib.ir

La Russie a lancé ce lundi la plus grande manoeuvre de son histoire depuis la fin de la guerre froide. plus de 45000 effectifs de l'armée russe accompagnés de nombreux chasseurs bombardiers des sous marins ... Poutine a mis en état d'alerte la flotte nord de la Russie . selon le ministère de la Défense les crises et les menaces sécuritaires ont poussé la Russie à explorer davantage ses capacités militaires et dans ce cadre il faudrait faire un maximum d'attention au nord du pays". " le président a ordonné en personne cette mise en alerte et compte la financer à hauteur de 21 trillons dollars" french.irib.ir 17.03

2.3- Crimée: Moscou sort ses Iskander-M - french.irib.ir

La Russie va déployer des bombardiers stratégiques en Crimée, a affirmé mardi une source au sein du ministère de la Défense, un an après l'annexion de la péninsule par la Russie.

Toujours dans le cadre de ces manoeuvres, la Russie a déployé mardi des batteries de missiles Iskander-M dans l'enclave occidentale de Kaliningrad, frontalière de la Pologne et de la Lituanie, et mis en état d'alerte maximale ses divisions aéroportées basées à Pskov, près de la frontière avec la Lettonie et l'Estonie.

La semaine dernière, l'armée russe avait déjà entamé des manoeuvres de grande ampleur dans plusieurs régions, déployant notamment 8 000 artilleurs en Crimée et dans le sud-ouest, près de la frontière avec l'Ukraine. french.irib.ir 17.03

3- Syrie

3.1- Syrie : l'armée dément avoir utilisé des gaz toxiques - french.irib.ir

L’armée syrienne a démenti les allégations d’un groupe d’observateurs, comme quoi 6 personnes aurait été tuées, dans le Nord-Ouest de ce pays, à la suite de l’utilisation de gaz toxiques.

L’Observatoire Syrien des Droits de l’Homme, (OSDH), basé en Grande-Bretagne, avait prétendu que les forces gouvernementales avaient attaqué au gaz toxique le village de Sarin, dans la province d’Idlib.

De même, une image montrant un enfant mort, suite à l’inhalation de gaz toxiques a été diffusée. "La Syrie n’utilise pas de telles armes", a déclaré une source, au sein de l’armée syrienne, en qualifiant cette allégation d’acte propagandiste. Le gouvernement syrien avait, auparavant, démenti des allégations, sur l’utilisation d’armes chimiques, lors de la guerre de 4 ans avec les groupes terroristes.

Lors d’affrontements nocturnes, dans d'autres endroits de la province d’Idlib, des dizaines de terroristes ont été tués, selon le communiqué de l’armée syrienne.

L’OSDH a prétendu que tous les 6 membres d'une même famille ont été tués, éventuellement, par l'inhalation de le gaz chloré, tandis que des dizaines d’autres étaient blessés. french.irib.ir 17.03

3.2- Carla del Ponte: "Il faut négocier avec Assad" - french.irib.ir

"Il faut négocier avec Bachar al-Assad pour une solution du conflit, en Syrie", a affirmé, mardi, à Genève, Carla del Ponte. La commission d'enquête de l'ONU a dit transmettre des noms d'auteurs présumés de crimes de guerre, de manière "ciblée", aux Etats qui le souhaitent. "Si nous voulons un succès des négociations, il faut discuter avec le président du pays concerné", a déclaré la Tessinoise, après la présentation du rapport de la commission d'enquête sur la Syrie au Conseil des droits de l'Homme."Est-ce qu'il faut négocier avec le Président Assad ? Ma réponse est oui", a-t-elle ajouté. french.irib.ir 17.03

3.3- Berlin, pour un dialogue direct avec Assad - french.irib.ir

«Un dialogue direct avec Bachar al-Assad, visant à mettre fin à la crise, en Syrie, n’est pas exclu», a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères.

Selon CBS, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, n’exclut pas un dialogue direct avec le Président syrien, Bachar al-Assad, dans le cadre de mettre un terme à quatre ans de crise.

«Il existe une seule solution à la violence et à la crise sévissant en Syrie, c'est le dialogue, même si Bachar al-Assad y prend part», a déclaré Steinmeier, qui a, ensuite, apporté son soutien aux efforts de l'émissaire spécial des Nations unies, en Syrie, Staffan de Mistura, qui essaie, au cours de ses entretiens avec les responsables syriens, de trouver une solution à la crise.

A noter que le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, avait, déjà, fait part de la volonté de Washington de dialoguer avec le gouvernement légal de Syrie, dans l'objectif de régler la crise. french.irib.ir 18.03

3.4- Alep : nouvelle victoire d'Assad - french.irib.ir

Les unités de l'armée syrienne ont repris le contrôle de Handarat, situé dans la banlieue d'Alep. Les résidus des terroristes ont été nettoyés de cette localité stratégique, qui s'imposait, comme principal refuge des terroristes takfiris, dans l'Est alépin. Le fait que la localité soit tombée entre les mains des forces armées facilite le rapprochement de l'armée des deux cités chiites de Nobol et d'Al Zahra. Les unités de l'armée ont éliminé des terroristes, dans la localité de Hayan, à l'Ouest de l'aéroport d'Al-Nirab. Les repaires des Takfiris, dans les champs d'Al-Mallah, de Tal al-Mazafa, de Kfar Hamara, dans la banlieue Nord d'Alep. french.irib.ir 18.03

4- Irak

- Irak : les forces irakiennes gazées, Moscou inquiet - french.irib.ir

Le ministère russe des Affaires étrangères a exprimé son inquiétude, dans un communiqué, quant à l'usage, par les terroristes de Daesh, de gaz toxiques, en Irak.

La diplomatie russe a annoncé, lundi, dans un communiquén que le groupe terroriste de Daesh a utilisé des gaz toxiques, dans la région du Kurdistan irakien, faisant plusieurs morts ou blessés, dans cette région. Le ministère russe a, aussi, plaidé, pour la condamnation mondiale de l'usage par les Daeshistes de gaz toxiques. Selon le communiqué de la diplomatie russe, cela exige, encore une fois, la collaboration et la coordination de tous les pays, dans la lutte suivie et tous azimuts contre le terrorisme et l'extrémisme. Selon les médias russes, Daesh avait, déjà, utilisé des gaz toxiques, en Syrie. french.irib.ir 17.03

5- Yémen

- Une délégation militaire d'Ansarallah, à Téhéran - french.irib.ir

A en croire le journal pro-saoudien, "Al-Sharq al-Awsat", une délégation militaire de l'armée yéménite, accompagnée de plusieurs commandants du front militaire du Sud du Yémen, se serait rendue, à Téhéran. "Cette délégation, qui est arrivée, mardi soir, à Téhéran, a l'intention de discuter avec les autorités iraniennes de la fourniture de l'armée yéménite, en armements. Cette délégation compte, en son sein, des figures militaires originaires du Sud". Et le journal d'ajouter : "Le principal objectif d'Ansarallah en mobilisant cette délégation et en l'envoyant à Téhéran, consiste à déclencher une guerre des nerfs contre le Président Hadi, qui tente, retranché dans ses quartiers du Sud, de regagner le pouvoir". Et le journal d'ajouter : "Ansarallah a, récemment, limogé le commandement de l'Armée de l'air et plusieurs des hauts officiers de l'armée, et certains de ces officiers sont interrogés par Ansarallah".

Depuis qu'Ansarallah a pris le contrôle de Sanaa, à la faveur d'un soutien populaire, qui ne se dément pas et qui inclut, à la fois, les Chiites et les Sunnites yéménites, Riyad est terrorisé, et accuse, à tort et à travers, l'Iran de soutenir "la milice houthie". Le chef d'Ansarallah n'a pas écarté sa volonté de se tourner vers l'Iran, la Russie, voire, l'Egypte, et de se dissocier de l'axe impérialiste Etats Unis/Arabie saoudite". french.irib.ir 18.03

Haut de page

Haut de page

Le 20 mars 2015

CAUSERIE

On a laissé de côté quelques sujets et on n'a pas pu traiter chaque sujet abordé ici comme on l'aurait voulu faute de temps. On a ajouté 39 articles.

Notes de lecture.

1- Pourquoi avoir mis en ligne l'article intitulé *Reconstruire la confiance entre Obama et Poutine* ?

Parce qu'il a été rédigé par un ancien analyste de la CIA, Ray McGovern, et qu'en le lisant on a confirmation de certains faits que les chiens de garde de la pensée unique censurent et ne pourront pas imputer à de "vulgaires" journalistes d'investigation qu'ils accusent de verser dans la théorie du complot.

Ce procédé qui consiste à accuser de conspiration des journalistes, des intellectuels ou des militants ouvriers est à double tranchant, car ils ne peuvent pas étayer leurs accusations. Ce sont des procès d'intention qui ont pour seul fondement leurs mauvaises intentions ou la cause inavouable qu'ils servent. Ils ne peuvent pas les justifier sans avoir à entrer dans les détails et révéler les faits incriminés qui parfois ou souvent suffisent à contredire leur version ou tout du moins inciter leurs lecteurs à douter de leur propre version ou à se poser des questions pour en savoir davantage ou mieux comprendre ce qui s'était réellement passé, ce qu'ils n'avaient pas forcément eu l'occasion de faire auparavant ou ne leur était pas venu à l'esprit, ce qui est normal puisque toute confrontation d'idées alimente la réflexion, d'où leur refus de prendre en compte certains faits qui par nature ne leur permettrait plus de justifier leur version falsifiée ou arrangée de la réalité.

2- Dans l'article intitulé *Le général US Breedlove (Otan) prié de la mettre en veilleuse*…, il y a des passages très intéressants, par contre il y en a qui nous dérangent, par exemple celui sur "l'agression russe" en Ukraine mais venant d'un journaliste d'Ouest-France et de Lettre de l'expansion, inféodé à l'Otan, on ne pouvait pas s'attendre à autre chose. On l'a mis en ligne parce qu'il y est fait référence aux contradictions au sein de l'Otan qu'ailleurs les médias aux ordres nient, disons que là ils sont devenus trop flagrants et publics, donc ce journaliste ne risquait rien en les invoquant.

Par la force des choses, ils en viennent à avouer ce qu'ils niaient encore la veille, donc ils se démasquent et se discréditent en même temps, parce que les lecteurs ne sont pas complètement stupides ou ils ont un minimum de mémoire.

Trop tard !

On a appris que Google envisageait de privilégier l'affichage des portails ou blogs non plus en fonction de leur popularité, mais de la "véracité" de leur contenu qui serait évidemment déterminée selon les critères conformes à l'idéologie dominante, ce qui relaierait à la trappe tous les portails ou blogs qui la critiquent.

Nous ne nous sentons pas vraiment concernés, puisque notre portail n'apparaît pratiquement nulle part, il faut vraiment taper des noms clés très ciblés pour que notre adresse apparaisse dans les moteurs de recherche. D'où la nécessité de le faire connaître autour de vous, je ne dis pas cela pour moi, je m'en tape, je fais mon boulot un point c'est tout.

Trop tard, parce que des millions et millions de travailleurs connaissent les adresses des portails ou blogs qui délivrent une information alternative aux médias institutionnels.

S'ils veulent leur en interdire l'accès, ils n'auront pas d'autre choix que les fermer les uns après les autres, mais d'autres prendront le relais ou seront créés et ainsi de suite. Et pour interdire l'accès à des portails ou blogs à partir d'un mot clé, il leur faudrait en censurer des dizaines ou des centaines de milliers dans le monde, ce qui paraît impossible. Il ne leur resterait plus qu'à interdire l'accès à Internet à partir de certains ordinateurs, mais là encore il suffirait de posséder plusieurs ordinateurs ou sources pour se connecter sur Internet et ainsi contourner leur interdiction.

Une occasion de faire l'apologie de la religion de l'argent et du dieu dollar, de l'individualisme.

Grille de lecture.

- Un tissu de généralités pour masquer le désarroi ou la précarité des plus pauvres qui sont de plus en plus nombreux dans les pays occidentaux.

- Ou l'art de mal poser une question en confondant richesse et progrès ou droits sociaux (et politiques), afin de ne pas avoir à évoquer les exorbitantes inégalités sociales qui existent de nos jours (comme autrefois car on est retourné en arrière) et sont à l'origine de bien des comportements et rapports sociaux...

- Une manipulation à la gloire du néolibéralisme.

- Les riches sont pessimistes, car ils craignent de ne pas le rester.

- Les pauvres sont optimiste, car ils refusent de le rester.

- L'absence de croyance ne rime pas forcément avec connaissance ou conscience. Cette confusion est à l'origine de bien des erreurs politiques.

- La religion ne sert plus qu'à manipuler les consciences de la plèbe qu'honnissent les riches.

- Quand il existe dans un pays un minimum de démocratie et que les besoins élémentaires d'un peuple sont plus ou moins satisfaits ou que la lutte des classes est dynamique, il n'a aucune raison de se tourner vers le ciel ou un prophète. Ce qui ne l'empêche pas de se tourner vers un empereur ou un monarque...

- Quand la société permet de satisfaire l'essentiel de vos besoins matériels, vous vous estimez servi et le sort ou le malheur des autres vous importe peu, sauf si inconsciemment vous craignez un jour de connaître le même sort.

- La spolation des droits sociaux légitimes des exploités et des opprimés est synonyme d'un grand malheur et d'une injustice que leur inflige l'Etat ou ceux qui détiennent le pouvoir, qu'ils compensent en se réfugiant dans une fiction, un monde virtuel ou immatériel où ils trouvent un bonheur factice, éphémère qui les consolent.

- La religion est réservée aux pauvres par les riches, elle n'a pas vocation à éliminer la pauvreté mais à l'entretenir ou la rendre supportable pour le bien-être des nantis.

- La religion, c'est la nourriture spirituelle que les riches repus réservent aux affamés.

- La religion distrait ou apaise temporairement l'esprit agité ou tourmenté du malheureux ou de l'anxieux à bon compte.

- La religion, c'est l'espoir d'un monde meilleur qui ne viendra jamais, une escroquerie.

- La religion sert à détourner l'exploité et l'opprimé du monde matériel vers l'au-delà, afin de préserver la société divisée en classes qui fait son malheur et que ne lui vienne pas à l'idée la nécessité de renverser l'ordre établi en place depuis l'éternité et pour l'éternité.

- La religion sert à détourner l'attention des exploités et des opprimés de ceux qui font son malheur. Après on les accuse de faire leur propre malheur ou d'en être responsable.

- La religion tire profit de l'ignorance des masses du fonctionnement de la société capitaliste qu'elle sert de la sorte.

- Croyance et PIB : les pays les plus riches sont les moins religieux - lefigaro.fr

Une étude américaine met en évidence la corrélation entre richesse et athéisme. Seuls les États-Unis échappent à cette règle. Les Américains se distinguent également par leur optimisme.

Paradoxe: les Américains sont à la fois religieux et très individualistes.

Les peuples les plus pauvres sont les plus optimistes. lefigaro.fr 16.03

Commentaire d'internaute

1- "Cette "étude" a juste oublié les pétromonarchie du Golfe qui sont les pays les plus riches du monde et les plus religieux."

2- "Ce n'est pas la richesse mais plutôt le développement qui font que l'individu réfléchit plus et peu se libérer des croyances..."

Vous avez raison, la richesse le pourri autant que la pauvreté, d'où la nécessité de liquider le capitalisme, supprimer les classes sociales et les Etats, les frontières, l'argent, bref, l'exploitation et de l'oppression de l'homme pas l'homme, le règne de la nécessité ou profit de celui de la liberté et de la paix universelle.

Etat terroriste. Etat policier. Jugements expéditifs. Condamnés pour l'exemple.

- Depuis les attentats, la justice a prononcé 132 condamnations pour apologie du terrorisme - LeFigaro.fr

Les juges ont fait preuve d'une grande sévérité après les attentats de janvier, n'hésitant pas à recourir largement à un mandat de dépôt. 93 peines d'emprisonnement ferme ont été prononcées.

La chancellerie vient de publier un bilan particulièrement éloquent. Depuis les attentats des 7, 8 et 9 janvier dernier, et jusqu'au 12 février, pas moins de «550 affaires pour apologie ou provocation au terrorisme ont été signalées dont les trois quarts ont un ou des auteurs identifiés (79 %)». Sur les 509 auteurs recensés, 72 % sont majeurs. Au total, 126 sont mineurs.

La réponse pénale témoigne d'une grande sévérité puisque «22 affaires seulement ont été classées sans suite et 15 ont fait l'objet d'une procédure alternative aux poursuites». Près de 50 % des poursuites ont pris la voie de la comparution immédiate, surtout quand «l'infraction d'apologie du terrorisme était en relation avec des personnes dépositaires de l'ordre public». 180 affaires signalées étaient en effet en lien avec les forces de l'ordre dont 97 avec des infractions connexes.

En ce qui concerne les peines prononcées, «sur 132 auteurs condamnés, 93 se sont vus infliger une peine d'emprisonnement ferme total ou partiel». 100 mandats de dépôt ont été recensés. Pour les faits d'apologie du terrorisme ou de provocation au terrorisme, lorsque c'est la seule infraction retenue, 23 auteurs sur 130 se sont vus infliger une peine de prison ferme.

Depuis le 12 février, le rythme aurait toutefois ralenti. La 16e chambre correctionnelle du TGI de Paris, spécialement dédiée à ce type de délit, n'a ainsi pas eu à statuer sur des affaires de ce type depuis le début du mois de mars. LeFigaro.fr 19.03

Ce déchaînement de haine et de répression contre des jeunes principalement et des mineurs auront pour effet de les conduie à détester un peu plus votre société de merde messieurs les procureurs généraux Hollande, Valls et Cazeneuve.

Honte aux adhérents du PS et à tous ceux qui ont passé des alliances électorales avec ce parti. Honte à tous ceux qui l'ont soutenu pendant tant d'années.

Ils en savaient des choses, dites donc ! Et dire qu'ils ont voulu nous faire croire le contraire... pour justifier de nouvelles lois liberticides.

- 290 djihadistes ont touché des prestations sociales en 2014 - M6info

Quelque 290 personnes parties faire le djihad en Syrie ou en Irak ont été privées l'an dernier de leurs prestations sociales. C'est ce qu'a annoncé ce mardi le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Interrogé à l'Assemblée nationale par le député UMP Alain Marsaud à ce sujet, il a assuré que «ces manquements (...) n'existent pas en nombre». Grâce à la plate-forme de signalement des candidats au djihad, «le cas de ceux qui ont quitté le territoire national est immédiatement signalé aux autorités en charge du versement de ces prestations sociales», a expliqué le ministre. «N'essayons pas de faire sur ce sujet des polémiques ou de laisser à penser qu'il n'y a pas d'action, a ajouté le ministre. Il y a une détermination totale et elle se poursuivra».

Selon les estimations communiquées dernièrement par le Premier ministre, Manuel Valls, 1400 Français, essentiellement des jeunes, seraient concernés directement par le djihad en Syrie ou en Irak, soit en étant sur place ou en cherchant à s'y rendre, soit en étant rentrés. Ce chiffre aurait doublé en un an. M6info 19.03

Vous voulez encore plus de précisions, il suffit de demander à Valls pour être servi, quel zèle, étonnant, non ?

Au total, 1.900 individus sont recensés en France dans les filières terroriste, dont 1.450 pour la filière Syrie et Irak. Parmi ces derniers, 770 sont allés sur place et 89, dont un adolescent de 14 ans - le plus jeune -, ont été tués, "parfois en voulant s'enfuir", comme l'a précisé Manuel Valls. "En 15 mois, le nombre de départs a été multiplié par 2,5", a-t-il fait observer. Enfin, de 1.000 à 1.200 personnes évoluent dans la "djihadosphère", affirme-t-on au sein du gouvernement. Soit un peu plus de 3.000 personnes dangereuses, dont 120 sont revenues de Syrie et d'Irak, que "le gouvernement veut surveiller tout en identifiant de nouvelles personnes pas encore détectées", précise-t-on dans l'entourage de Matignon. Clairement, ce projet de loi doit servir à "trouver de nouveaux djihadistes". M6info 19.03

Guerre idéologique. Police politique. Etat policier. Liberté sous surveillance. Qui complotent contre qui ? Le gouvernement, pardi !

"Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux." Benjamin Franklin

Le bâtonnier de Paris, Pierre-Olivier Sur : "C'est une loi sur le secret qui a été pensée et écrite dans le plus grand secret."

En famille.

- L'UMP prête à voter la loi sur le renseignement - LeFigaro.fr

Inquiétant ou poser la question c'est y répondre.

- Libertés individuelles, le gouvernement veut rassurer - Francetv info

- Le projet de loi sur le renseignement menace-t-il les libertés publiques? - L'Express.fr

Les point principaux.

J'ai zappé les réserves et bonnes intentions ou contrevérités affichés par le législateur ou Valls du style, les mails, SMS ou conversations d'ordre privé ne seront pas enregistrés, patati patata.

Valls l'a avoué lui-même : "Plus les techniques touchent à la vie privée, plus les contraintes sont fortes et plus les durées autorisées limitées." (latribune.fr 19.03). se contredisant en affirmant "Je veux le dire solennellement, il ne s'agit en aucun cas de mettre en oeuvre des moyens d'exception, ou de surveillance généralisée des citoyens" (AFP 19.03), s'il le dit, il ne faut surtout pas le croire ou traduire par le contraire.

Les pouvoirs exorbitants que le gouvernement donne au pouvoir administratif ou aux renseignements transforment la France en un Etat policier sur le modèle anglo-saxon.

- Innovation majeure du projet de loi, qui sera présenté jeudi prochain en Conseil des ministres, les services de renseignements vont pouvoir infiltrer et surveiller les terroristes potentiels grâce à des autorisations administratives, sans passer par la case judiciaire.

- Outre les «accès administratifs aux données de connexions», notamment les fadettes où apparaissent les contacts téléphoniques et les échanges du nombre de SMS, ils pourront effectuer en toute légalité des «interceptions de sécurité» portant sur les contenus électroniques des mails et des conversations téléphoniques, dès lors qu'ils seront un lien direct avec l'enquête.

- le projet de loi prévoit aussi le «recours à des appareils enregistrant les paroles et les images de personnes ou à des logiciels captant les données informatiques». Ce qui permettra aux agents de renseignement de poser des micros et des caméras espions.

- Grâce à des logiciels espions de type «keylogger», ils pourront aussi lire et enregistrer, de façon indétectable et en temps réel, ce que les illuminés frappent sur leurs claviers. Eu égard au «caractère plus intrusif de cette technique», dont l'usage sera contingenté, le projet prévoit que «la durée de mise en œuvre est limitée à deux mois».

- Des «agents spécialement habilités» auront le feu vert pour s'«introduire dans un véhicule, un lieu privé ou un système automatisé de traitement de données (…) aux seules fins de poser, mettre en œuvre ou retirer les dispositifs de captation». Le texte précise toutefois qu'«il ne pourra y être procédé si aucun autre moyen n'est possible pour obtenir le renseignement recherché». Outre l'emploi de balises «permettant de localiser en temps réel un véhicule ou un objet», le projet de loi prévoit aussi de permettre «l'utilisation de dispositifs mobiles de proximité». Il s'agit notamment d'appareils espions de type «Imsi Catcher» qui, lorsqu'ils passent à proximité de la cible, «siphonnent» un nombre plus restreint de données techniques que s'ils étaient employés dans un cadre judiciaire. lefigaro.fr 19.03

Qui visent cette loi infâme ?

- Des terroristes ou d'apprentis terroristes, assure-t-on dans l'entourage de Matignon. lemonde.fr 19.03

Le PS est donc directement concerné !

Mais nous sommes tous des "apprentis terroristes" puisque nous combattons pour renverser l'ordre établi par une révolution prolétarienne qui sera forcément violente face à un ennemi armé qui recourra à la violence la plus brutale.

Quel recours contre les abus ?

- Pour contrôler les services de renseignement, le gouvernement a souhaité créer une nouvelle autorité administrative indépendante, la commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR), héritière de l'actuelle CNCIS. Elle aura notamment pour mission de formuler un avis préalable à l'octroi de l'autorisation d'agir, sauf dans un nombre limité de cas (urgence aboslue), de contrôler l'opération pendant sa mise en oeuvre de la technique et à la fin.

- Le Conseil d'Etat en dernier recours, soit aucun en réalité.

Quelques réactions

Des garanties de contrôle jugées insuffisantes

Le Conseil national du numérique déplore l'extention « de manière significative le périmètre de la surveillance, sans que[celle-ci] ne s'accompagne de garanties suffisantes en termes de libertés». Tout d'abord, car la loi fait sortir du cadre judiciaire le recours à ces nouvelles techniques de recueil du renseignement. C'est ce que condamne vivement l'association Syntec qui regroupe près de 1500 entreprises du secteur qui dénonce le fait que ces mesures « pourront être prises par autorisations administratives ». Le juge antiterroriste Marc Trévidic porte un jugement tout aussi sévère sur les « dérives » possibles que comporte le projet de loi : « Ces pouvoirs exorbitants se feront sans contrôle judiciaire, insiste-t-il. Ne mentons pas aux Français en présentant ce projet comme une loi antiterroriste. Il ouvre la loi à la généralisation de méthodes intrusives, hors du contrôle des juges judiciaires, pourtant garant des libertés individuelles dans notre pays », a-t-il déclaré à l'Express ce jeudi.

Un texte « vendu comme une loi antiterroriste qui éviterait les attentats ».

« On vend une loi antiterroriste alors que c'est une loi sur le renseignement » dénonce souligne Adrienne Charmet, comme si cela « éviterait les attentats ». Or, non seulement « cela élargit les compétences du renseignement », mais cela porte sur des « choses extrêmement larges ». C'est également ce qui inquiète le juge Trévidic qui relève que « le projet de loi s'applique à des domaines beaucoup plus vastes » qui « répondent à des notions particulièrement vagues ». Public Sénat 19.03

Les Canadiens ne sont pas en reste.

- Projet de loi anti-terroriste C-51 : Une vraie menace (mondialisation.ca) (16.03.15)

Commentaires d'internautes.

1- "Ne me dites pas que nos services de renseignements étaient privés en pratique des mesures de cet article. Disons (espérons) que l'on régularise simplement sur le plan légal certaines pratiques. Et on en parle pour dissuader."

Cela revient à banaliser et étendre une pratique illégale en lui donnant un contenu juridique approprié. Comme quoi il était nécessaire de se demander le 7 janvier à qui profite le crime, sinon à ceux qui l'on commis ou l'on laissé commettre pour ne pas froisser ceux qui croient toujours que les frères Kouachi auraient réalisé l'opération contre le torche-cul infâme Charlie Hebdo.

2- "C'est une loi pour encadrer juridiquement ce qui a déjà été fait afin d'éviter notamment que la République - et ses fonctionnaires - puisse être sommée de répondre au TPI et pour préparer l'avenir. Quand c'est la guerre, c'est la guerre."

Quand le TPI a-t-il mis en cause une personnalité politique occidentale ? Jamais. Il n'a pas été créé pour cela à notre connaissance...

3- "C'est aberrant de faire cela car le Patriot Act aux USA, qui était encore plus intrusif, n'a permis en rien de lutter contre le terrorisme ..."

Ce n'était pas vraiment l'objectif... La bonne réponse (en partie) ci-dessous :

4- "Terrorisme qui est un prétexte pour surveiller encore plus les gens qui gènent, comme ceux qui s'opposent à l'oligarchie..."

5- "Pourtant, les renseignements savent qui sont les terroristes potentiels ... mais ils n'ont pas les moyens de les surveiller efficacement..."

Faux, de plus ils inventent un tas de "terroristes potentiels" qui n'existent pas. Dans 99% des cas, derrière les attentats qui sont commis dans le monde se trouve un Etat ou ses services de renseignement ou des groupes qu'ils ont infiltrés, manipulés et conduits à agir à leur place.

Je rappelle ce que m'avait confié un jeune membre de la brigade antiterroriste que j'avais rencontré par hasard et à qui j'avais vendu ma voiture au milieu des années 80. Il m'avait dit savoir où loger certains "terroristes" soi-disant recherchés par toutes les polices de France, mais qu'ils avaient pour ordre (d'en haut) de ne pas intervenir ou de ne pas les coffrer, la décision était politique et ils devaient s'y plier, ce qui le mettait hors de lui avait-il ajouté dépité.

6- "Grâce à des logiciels espions de type «keylogger», ils pourront aussi lire et enregistrer, de façon indétectable et en temps réel, ce que les illuminés frappent sur leurs claviers. Et surtout ceux qui ne pensent pas comme l'Otan/UE."

7- "Parce que le terrorisme n'est qu'une raison pour supprimer les libertés et installer le nouvel ordre mondial qui ne peut exister que sous la forme d'une dictature."

C'est le seul moyen d'essayer d'y arriver, mais cela témoigne aussi des difficultés qu'ils rencontrent pour convertir la population à leur idéologie ou leur modèle de société immonde.

8- "La plus belle des excuses pour fliquer tous les Français on en revient aux tribunaux d'exception."

La France n'est plus un Etat de droit avec cette loi, mais un Etat d'exception ou règne l'arbitraire d'un tribunal administratif aux ordres du gouvernement en place ou d'un parti politique qui exerce le pouvoir pour le compte de la classe dominante, on entre de plein pied ou ouvertement dans l'ère de la dictature même si le législateur le dément, il peut difficilement faire autrement ou falsifier la portée de cette loi.

9- "Avec, ces dispositifs, les journalistes auront du mal à cacher leurs sources. C'est dire la qualité de l'information à l'avenir."

Et déjà au présent, alors boycottez-les !

10- "Tout le monde commence à avoir la pétoche en Europe, on ne sait pas où cela va sauter la prochaine fois, une gare, une tour, des population, alors tout le monde à peur ! C'est le bon moment pour fliquer tout le monde !"

Vive Charlie ! Le rapport de cause à effet et l'imposture sont flagrants. A quoi d'autre devait servir le 7 janvier selon vous ? Le même scénario que le 11 septembre 2001.Vous avouerez que pour qu'il soit parfait et compte tenu de la manière dont il était programmé de l'exploiter par la suite, il était totalement impossible de le confier à de vulgaires amateurs ou zonards de banlieue. On y reviendra plus tard parce que j'ai collecté d'autres éléments matériels sur cette affaire.

11- "Toutes ces atteintes à la libertés sont bien sûr mises en place pour protéger la liberté, c'est surtout cela "l'effet 11 janvier"."

Vous aurez compris que Charlie Hebdo en porte-parole caricatural de la propagande de l'Otan, ne pouvait pas incarner autre chose que la conception de la liberté d'expression de ses maîtres à penser ou la négation des libertés individuelles.

Le gouvernement n'a pas eu besoin de se livrer à une manipulation de ce torchon contrairement à ce que certains pourraient croire ou les apparences trompeuses pourraient laissé penser, il a saisi l'occasion qu'il lui offrait pour pousser son avantage plus loin.

Moyennant une cible toute trouvée qui ne demandait qu'à répandre un peu d'hémoglobine sur la moquette et quelques dizaines de millions d'euros providentiels qui assureraient l'avenir d'un journal en faillite, franchement, vous avouerez qu'il était impossible d'envisager une meilleure couverture pour réaliser un coup d'Etat à moindre frais et si peu de victimes, ils ont fait dans le discount à tous les niveaux les bougres, l'affaire a été réalisée et bouclée pratiquement simultanément, en quelques heures, exactement comme le 11/9.

12- "Toutes les dictatures ont commencées comme ça. En effet, se servir du légitime pour aller un peu plus loin afin de garder le pouvoir est tentant, et aucun régime du passé n'a su y résister."

Vous avez raison, il faut préciser que ce n'est pas le coup d'Etat terroriste du 7 janvier qui devait marquer le début de cette dictature, mais que les conditions étaient déjà largement réunies avant le 7 janvier dans la mesure où il n'existait plus de réelle opposition institutionnelle au gouvernement depuis le mois de mai 2012, souvenez-vous que Mélenchon (PG) et Laurent (PCF) se sont défendus de faire partie de l'opposition au gouvernement pour conserver un espace politique lui permettant de le soutenir ouvertement le moment venu, en fait quotidiennement, ce qu'il fera dans dix jours lors du second tour des élections départementales.

13- "Et puis demain qui seront les cibles? Les soi-disant complotistes? Les eurosceptiques? Les souverainistes? Les anti-mondialistes ?

Tous les opposants au régime, de préférence ceux qui se réclament du socialisme.

14- "Qui va nous faire croire que ces moyens ne seront mis en pratique que pour combattre le terrorisme? Ceux qui généralisent ces méthodes de big brother sont les mêmes qui ont laissé notamment le salafisme s'implanter en France... Demandez à Snowden sur quoi a débouché l'après 11 septembre..."

15- "Le visionnaire George Orwell est malheureusement dépassé. Par étapes successives et de façon indolore, mieux même, pour notre bien, nous sommes tous guettés, épiés, soupçonnés, traqués, coupables potentiels."

Vous savez ce que les inquisiteurs ou dictateurs vont vous répondre ? Mais monsieur, madame, si vous n'avez absolument rien à vous reprocher, pourquoi craignez-vous tant cette loi, ellea été conçue uniquement pour vous protéger.

Sauf que voilà, ce qu'ils ne vous diront pas, c'est que demain pour n'avoir rien à vous reprocher, il vous faudra faire profil bas ou adopter leur idéologie, vous conformer à leur mode de pensée, de vie, vous soumettre docilement à leur politique, etc. vous devrez vous interdire de les critiquer, vous devrez pratiquer l'auto-censure, etc. toute déviation sémantique ou rhétorique, toute interprétation douteuse sera immédiatement sanctionnée, votre espace de liberté sera si restreinte que vous vous interdirez de vous exprimer en public.

Tenez, bien que nous n'ayons rien à voir avec cet individu devenu infréquentable depuis des années :

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné le polémiste (Dieudonné - ndlr), mercredi 18 mars, à deux mois de prison avec sursis pour apologie d'actes de terrorisme pour son message "Je me sens Charlie Coulibaly" (M6info 18.03), alors que son message n'était pas resté plus de quelques heures sur le Net.

Il a eu beau expliquer qu'il soutenait Charlie Hebdo, adresser ses condoléances aux familles des victimes, participer à la manifestation du 11 janvier à Paris, affirmer une énième fois qu'il n'était pas antisémite, qu'il s'était agi d'un jeu de mots qui apparemment avait été interprété de travers ou qui avait fait l'objet d'une méprise, etc. rien n'y a fait, ce qui signifie que le droit à la défense n'existait plus dans ce pays dès lors que vous vous retrouviez dans le boxe des accusés face à des juges qui avaient décidé que vous étiez forcément coupable, puisque le pouvoir politique en avait décidé ainsi, c'était la seule issue possible à cette mascarade de justice.

La farce la plus cynique du jour. Vol MH17. Fabrication de preuves. Un média vole à leur secours.

Article mis en ligne aujourd'hui : Le livre d'un journaliste néerlandais parle de camouflage dans l'affaire du vol MH-17 - mondialisation.ca 15.03

Quelques jours plus tard...

- Crash du MH17 : un média néerlandais apporte un nouvel élément - LeFigaro.fr

- Vol MH17: nouvel élément étayant la thèse d'un tir des insurgés - Reuters

Un élément vient pour la première fois prouver que le MH17 a bien été abattu par un missile.

Un morceau de métal retrouvé sur les lieux de l'accident du vol MH17 de la compagnie Malaysia Airlines, dans l'est de l'Ukraine, proviendrait d'un missile sol-air BUK, assure une chaîne de télévision néerlandaise.

Ce jeudi, RTL Nieuws affirme qu'un fragment de métal retrouvé sur le site du crash correspond bien à un bout de missile sol-air BUK.

Le fragment en question a été retrouvé par un journaliste néerlandais en novembre dernier dans le village de Hrabove, près de l'endroit où s'est écrasé l'avion. «Les débris jonchaient toujours le sol d'une vaste zone sans surveillance. J'ai trouvé plusieurs fragments "suspects" parmi les débris du cockpit. Des fragments qui ne semblaient pas appartenir à l'avion», indique-t-il, précisant que l'un des fragments comporte une lettre de l'alphabet cyrillique. Le journaliste a fait analyser ces morceaux de métal par trois experts internationaux. Et selon eux, pas de doute: ils proviennent bien d'un missile anti-aérien BUK de fabrication russe. LeFigaro.fr 19.03

Le Boeing de la Malaysia Airlines s'écrase le 17 juillet 2014, et huit mois plus tard le miracle se produit enfin, une info nous parvient le 19 mars 2015 relatant le prélèvement d'un fragment de métal provenant d'un missile qui aurait été effectué par un journaliste en novembre 2014, il aurait donc fallu quatre mois pour analyser quelques centimères carrés de métal qui a pu être ramassé n'importe où en Ukraine...

Qui fait encore confiance à un média officiel ? Personne ou si peu de gens. Qui peut croire une pareille histoire ? Personne, qui plus est sachant que les Néerlandais sont juges et partis dans cette affaire et alignés sur Washington !

Au fait, disparu la témoignage de ce pilote de chasse ukrainien qui avait affirmé avoir descendu par erreur cet avion ? L'article figure dans notre portail.

Ce qu'il y a de commode avec l'actualité en continue, c'est qu'ils peuvent effacer tout ou partie de la réalité ou faire disparaître des témoignages, des preuves ou des faits qui les dérangent au fur et à mesure de leur parution ou des réactions qu'elles entraînent. Ils réécrivent l'histoire au quotidien en fonction de leurs objectifs politiques, pratique.

Dans le cas de l'affaire de Charlie Hebdo, ils ont fait disparaître plusieurs témoignages plutôt embarrassant, par exemple celui

d'une des personnes présentent sur dans les locaux du journal qui avaient affirmé que les tueurs connaissaient parfaitement leurs victimes pour avoir cité leur nom en s'adressant à eux l'un après l'autre avant de les abattre, ou encore que l'un des tueurs avaient les yeux clairs contrairement aux frères Kouachi.

Nous n'en parlons pas systématiquement, mais chaque semaine les médias officielles publient entre deux et quatre articles sur cette affaire.

Hier c'était au tour du magazine Le Point. de rapporter les propos abracadabrants d'un reporter d'Envoyé spécial diffusé jeudi soir : "en septembre 2014 l'un des reporters de la société de production aperçoit une voiture roulant à faible allure. Le conducteur s'arrête et alpague le journaliste : "C'est bien ici qu'on critique le prophète ?" lui demande-t-il. Mais l'automobiliste ne va pas s'arrêter là. "On va leur apprendre... On les surveille", ajoute-t-il avec "une détermination sans faille", selon le reporter.", parce qu'ils n'avaient pas d'autres moyens de se procurer l'adresse exacte du journal. Ils ne pouvaient pas se garer et descendre de voiture pour s'en assurer, pourtant plus loin on nous dit que "Saïd Kouachi et Amedy Coulibaly auraient fait des repérages dans l'immeuble quelques semaines avant l'attaque meurtrière.", tiens donc, et étrangement le 7 janvier ils auraient failli se tromper d'immeuble selon un autre témoignage qui lui aussi a semble-t-il disparu depuis, et évidemment ils n'auraient pas remarqué que la porte d'entrée possédait un digicode, cela ne tient pas debout.

Une autre fois on nous explique qu'ils auraient eu des difficultés avec les chargeurs de leurs armes, qu'ils les auraient maniées maladroitement ou ne savaient pas comment les tenir, bref qu'on aurait eu à faire à des amateurs, pour ensuite observer qu'ils avaient fait un carton sur la voiture de police digne d'un tireur professionnel en réussissant l'exploit de placer une dizaine de balles dans un périmètre très réduit, mieux, ils auraient économisé leurs balles et atteint leur cible du premier coup, un récit rocambolesque quoi.

Après on nous demande de les croire sur parole sans se poser de questions, c'est de l'abus de pouvoir. On veut bien admettre tout ce qu'on voudra, on n'est pas contrariant, à condition que la version qu'on nous sert soit cohérente et non pleine de contradictions ou d'interrogations pour lesquelles on estime légitime d'obtenir des réponses. On se contrefout de cette affaire, on refuse de cautionner une manipulation sous prétexte de raison d'Etat, c'est tout, on veut juste la vérité.

Commentaires d'internautes

1- "Dommage qu'il ne soit pas allé en Irak, il aurait trouvé les armes de destruction massives.

La Russie a déjà demandé quatre fois une enquête de l'ONU. Les US refusent.

Les US ont des données satellites, sans parler des deux AWACS...

Qu'ils refusent de les montrer est un aveu.

Si ils avaient quoi que ce soit pour incriminer les rebelles ou la Russie, ce serait dans tous les médias depuis le début.

Les Russes ont montré leurs preuves, les données radars de plusieurs systèmes BUK ukrainiens en activité et un avion, pas nécessairement un SU-25, proche du Boeing."

2- "La c'est le délire... un journaliste, et néerlandais de surcroît... Ce qui m'étonne c'est que les empreintes digitales de Poutine ne soient pas sur le morceau de métal..."

3- "Encore un "hoax", déjà démenti par les vrais enquêteurs ! Si l'enquête en est à accepter des débris fournis par des "journalistes", sans aucune traçabilité de leur provenance, c'est très révélateur ..."

En complément

- Russie: accord de l'UE pour prolonger les sanctions jusqu'à fin 2015 - AFP

Les Charlie étaient pire que des charognards en réalité.

- Division à Charlie Hebdo sur l'argent du journal - AFP

Deux mois après l'attentat qui a décimé Charlie Hebdo, les survivants se divisent: onze salariés demandent que tous les collaborateurs deviennent actionnaires à parts égales du journal, qui a recueilli près de 30 millions d'euros depuis la tuerie.

"Laurent Léger (journaliste de Charlie Hebdo, ndlr) a annoncé mercredi en conférence de rédaction avoir créé un collectif pour ouvrir des négociations sur une répartition égalitaire du capital", a indiqué à l'AFP un des avocats du journal, représentant de la direction, qui n'a pas souhaité être nommé.

Dans un mail à la rédaction dont l'AFP a obtenu une copie, Laurent Léger précise que ce collectif réunit onze collaborateurs, dont l'urgentiste Patrick Pelloux et le dessinateur Luz.

Charlie Hebdo est détenu actuellement à 40% par les parents de Charb, ex-directeur de la publication tué dans l'attaque du 7 janvier, à 40% par le dessinateur Riss, blessé à l'épaule, devenu le nouveau directeur du journal, et 20% par Eric Portheault, co-gérant.

Juste avant l'attentat jihadiste qui a tué douze personnes de l'équipe, le journal, au bord de la faillite, ne se vendait qu'à 30.000 exemplaires. Il a depuis vu affluer les dons et les abonnements, et vendu à plus de 7 millions d'exemplaires son "numéro des survivants" du 14 janvier. De nombreux collaborateurs vivent désormais sous protection policière.

"Nous prenons acte des souhaits des salariés d'être associés à la vie du journal. Mais nous sommes encore très loin de la réflexion sur l'actionnariat", a commenté l'avocat du journal, expliquant que les dirigeants étaient "navrés" de cette initiative.

"Pour le moment, on n'est pas associé aux choix. Il n'y a rien contre la direction actuelle, aucun conflit avec qui que ce soit, mais par rapport à ce qui s'est passé les salariés veulent être davantage acteurs de l'entreprise", a déclaré pour sa part Patrick Pelloux, joint par l'AFP.

"A partir du moment où une entreprise est décimée, vous vous sentez complétement liés à elle. Il ne s'agit pas de se partager le gâteau. L'argent ne nous intéresse pas", assure-t-il. AFP 19.03

Je leur suggère ce titre pour leur prochain numéro : Après t'as pas cent balles, une douzaine suffiront, le prix des balles s'emballent...

La décomposition de la langue au féminin passe par le PCF ou la pseudo-gauche.

- La bataille du genre gagne la grammaire - LeFigaro.fr

Des associations féministes ont lancé une pétition et en appellent à Najat Vallaud-Belkacem pour changer une règle de grammaire «sexiste».

«Que les hommes et les femmes soient belles!» C'est le cri de ralliement des féministes qui veulent en finir avec la règle de grammaire selon laquelle le masculin l'emporte sur le féminin. Pour en finir avec cette règle «sexiste», le collectif d'associations L'égalité, c'est pas sorcier! et la Ligue de l'enseignement proposent de remettre au goût du jour la règle de proximité. «Avant le XVIIIe siècle, la langue française était plus libre. Quand un adjectif se rapportait à deux noms, il pouvait s'accorder avec le plus proche qu'il soit féminin ou masculin. Cette règle de proximité remonte à l'Antiquité. On la retrouve en latin et en grec ancien», plaide Henriette Zoughebi, vice-présidente PCF du conseil régional d'Île-de-France. Pourquoi ne pas y revenir? La langue participe à l'apprentissage de l'égalité. On ne peut pas nier son importance sur les représentations sociales.»

Alain Bentolila dénonce ainsi «une erreur majeure d'analyse linguistique et une confusion totale entre le genre linguistique et le sexe». «Le mot “chapeau” est de genre masculin et le mot “canne” de genre féminin. Ont-ils pour autant un sexe? Mettre la dignité des femmes dans une règle, c'est méconnaître la langue française, tempête ce professeur de linguistique. Les règles de grammaire servent à mieux nous comprendre, à nous réunir. Penser faire avancer la parité en changeant le genre d'un adjectif, c'est invraisemblable.» LeFigaro.fr 19.03

A croire qu'on se comprenait mieux et vivait mieux dans l'Antiquité ! C'est à se demander jusqu'à quel niveau de régression ces réactionnaires voudraient entraîner la civilisation humaine.

L'acquisition d'une langue est difficile, sa maîtrise bien davantage encore. La langue française est compliquée au possible, aussi devrions-nous nous contenter des règles qui en ont rendu l'accès plus aisé ou en principe à la portée de tous, sans chercher à la compliquer davantage en modifiant sans cesse ses règles de grammaire. Quelles qu'aient pu être les motivations des académiciens à partir du XVIIIe siècle, pour déterminer qui devait l'emporter du masculin ou du féminin, il était inévitable que l'un soit avantagé au détriment de l'autre, et il s'est trouvé que c'est le masculin qui a obtenu leur faveur.

On peut le contester, mais on ne fera qu'inverser l'ordre des choses pour tomber dans un nouveau désordre, donc on ne sera pas plus avancé, sauf à ajouter encore de nouvelles exceptions à n'en plus finir au point de rendre l'apprentissage de notre langue impossible ou une véritable torture, c'est un professeur de français qui l'affirme.

Utiliser le masculin à titre générique ne se réfère pas au sexe, mais fixe une règle puisqu'il faut bien en fixer une, la langue ne peut

pas être la somme d'une infinité d'exceptions répétons-le au risque de devenir impraticable ou barbare.

Je ne suis pas sûr que la tournure suivante soit forcément flatteuse pour les femmes «Que les hommes et les femmes soient belles!», parce qu'on pourrait croire qu'on attache plus d'importance à l'apparence des femmes qu'à leur intelligence par exemple. Le féminisme atteint là le stade critique du crétinisme.

Cette démarche est stupide et grotesque, elle est inspirée par l'idéologie de la classe dominante qui s'emploie à féminiser les hommes et à monter les hommes contre les femmes et vice versa, tout comme les générations entre elles, etc. Si on les écoutait, il faudrait changer le genre de tous les noms ou substantifs selon des critères qui restent à définir ou à inventer et qui seraient également infinis, un siècle n'y suffirait pas.

Tenez, une corneille (un gros corbeau) se pose sur le rebord de la fenêtre. Ne commettai-je pas une terrible et impardonnable méprise en employant le féminin, alors qu'il s'agit peut-être d'un mâle. Ai-je vexé sans le vouloir cet animal ? Vais-je devoir me faire pardonner? Auprès de qui ? Me voilà soudain tourmenté, le doute et le remord m'envahit, mon esprit vacille, au secours Diderot, ils sont devenus complètement fous ! Et le philosophe de répondre : mais c'était le but recherché !

La syntaxe (et la sémantique) française est d'une complexité redoutable au point que parfois on se demande comment il faut écrire, on se dit que la plupart des lecteurs qui ne la maîtrisent vont se moquer de nos fautes qui n'en sont pas, on hésite, et pour le coup on commet de véritables fautes. On passe les mots qui s'écrivent indistinctement avec une ou deux consonnes, ceux qui sont à la fois masculin ou féminin, un ou une après-midi, interview, etc.

Par exemple, je peux écrire en parlant de moi, donc d'une seule personne, donc singulier, nous somme parti en ville, je n'ai pas mis le participe passé "parti" au pluriel, alors que l'auxiliaire est au pluriel (sommes), "nous" (sujet) marquant la distance entre celui qui s'exprime et celui qui fait l'action, il n'y a donc pas de faute. De la même manière que je peux écrire en parlant de moi et de Selvi, donc deux personnes, donc pluriel, on est partis en villle, "partis" au pluriel alors que l'auxiliaire est au singulier, "on" ayant la valeur de "nous" représentant deux personnes, ce qui est tout à fait correct. Combien de lecteurs le savent, 1, 2, quelques-uns sur 100. On peut écrire, il n'y a aucun journal ou aucun journaux dans le kiosque, le journal est quantifiable donc on devrait employer le pluriel, mais on peut employer le singulier que l'on traduira par il n'y a pas un seul journal, les deux formules sont valables, bien que la première soit généralement employée. Et ainsi de suite. C'est une véritable torture d'écrire autant quotidiennement, car je dois consulter le dictionnaire des dizaines de fois, ce que les lecteurs ignorent, maintenant ils le savent !

Avec tous leurs procès en sorcellerie pour l'emploi d'un mot ou d'un genre plutôt qu'un autre, les inquisiteurs veulent nous rendre fou ou nous contraindre au silence ! Comme s'il n'y avait pas de revendications sociales plus importantes ou urgentes.

Commentaire d'un internaute

- "Si on suivait leur logique "de sexisme" au pied de la lettre, aucune des expressions suivantes "Les hommes et les femmes sont égales" ou "les femmes et les hommes sont égaux" n'exprimerait l'égalité entre sexe. On penserait directement que l'ordre des mots est choisi de manière à ce que l'un des deux sexes emporte le genre... ce qui annulerait le bien fondé de cette belle expression...

Bien dommage, puisque sous la règle actuelle, le genre du mot n'est en rien le sexe de l'objet...

Et avec un peu de (leur) mauvaise foi, on pourrait trouver que le français pénalise les hommes... pourquoi les femmes pourraient jouir de la prérogative de pouvoir féminiser ce qui les décrit... alors que les hommes ne peuvent pas masculiniser: voué à ne pas pouvoir se distinguer du neutre... quel scandale !"

Ils ont un sexe à la place du cerveau que voulez-vous, ils sont sous l'influence de la théorie du genre qui a tourné à l'obsession, à l'hystérie.

En guise d'épilogue.

Confusion entre emploi générique et épicène

Le genre grammatical ne doit pas être confondu avec le sexe du référent. De nombreux termes, bien qu'ayant un genre grammatical défini, sont susceptibles d'être employés indifféremment pour des référents masculins ou féminins.

Grammaticalement, il ne s'agit cependant pas d'épicènes puisque le genre grammatical est défini, mais d'emploi générique d'un genre : l'épicène est un phénomène morphosyntaxique et non sémantique.

Une souris, une panthère, une mouette, une girafe qui sont de genre féminin, peuvent désigner des mâles et des femelles, ce qui peut induire des phrases comme suit :

La Panthère rose, du film homonyme La Panthère rose, est amoureux (et non amoureuse) d'une jeune et jolie panthère.

Jerry (du dessin animé Tom et Jerry) est à la fois une souris malicieuse et le père de Spike.

Inversement, une expression comme des œufs de canard est grammaticalement correcte ; bien qu'elle puisse être sentie comme erronée dans la mesure où canard est la désignation du mâle en même temps que de l'espèce, il s'agit d'une impropriété et non d'une faute de grammaire.

Un cheval qui est de genre masculin indique aussi bien l'animal mâle, l'étalon, que femelle, la jument, mais n'est pas un mot épicène pour autant même dans l'exemple suivant : « Contrairement à une idée reçue, le cheval noir de Zorro n'est pas un étalon, mais une jument, et le cheval blanc de Don Diego de la Vega n'est pas une jument, mais un étalon. » De même Rossinante, la monture de Don Quichotte, n'est pas une jument, comme on le croit souvent en France à cause de son nom d'allure féminine en français, mais bien un étalon. Wikipédia.org

---

ACTUALITE EN TITRES

Pas en France, Hollande les privilégie !

- La Grèce doit demander "aux plus riches de payer des impôts", selon François Hollande - Francetv info

La Libye en proie au terrorisme : C'est la France !

- Valls : face au terrorisme, «l'armée européenne existe, c'est la France» - LeFigaro.fr

- Attentat en Tunisie : «La Libye voisine est devenue l'épicentre du terrorisme» - LeFigaro.fr

Parti pro-business. Ils y sont tous déjà idéologiquement.

- Après Montebourg, et si d'autres anciens ministres se lançaient dans le business? - L'Express.fr

Comment sauver les meubles ?

- Arnaud Montebourg bombardé vice-président de la chaîne d'ameublement Habitat - Le Huffington Post

Qui aurait cru que la laïcité était un principe démagogique ?

- Benoist Apparu : "Les repas de substitution ne portent pas atteinte à la laïcité" - Francetv info

- Laïcité punitive de Sarkozy, l'UMP dans ses petits souliers - Liberation.fr

Les mains sales.

- Patrick Balkany perd son immunité à l'unanimité - M6info

- « Kazakhgate » : mise en examen pour corruption d'un ex-conseiller de Sarkozy - LeMonde.fr

- Corruption: le ministre italien des Infrastructures annonce sa démission - AFP

Intox

- Washington condamne le refus par Nétanyahou d'un Etat palestinien - LeMonde.fr

Enrichissez-vous, non pas vous : -0,16 cts.

- La baisse du prix du pétrole va générer une hausse du pouvoir d'achat - Francetv info

Une bouffée d'oxygène pour l'économie. "Le pétrole est à 60 dollars le baril. Sur une année entière 2015, c'est par rapport à l'année précédente 20 milliards de dépenses en moins pour la France", déclare Michel Sapin.

Les automobilistes profitent aussi de la baisse des prix à la pompe : -0,16 cts pour le sans-plomb. Les baisses de prix vont générer près de 10 milliards d'euros de pouvoir d'achat pour les ménages en 2015. Francetv info 19.03

Commentaire d'un internaute

- "La baisse du pétrole en dollar s'accompagnant d'une baisse de l'euro, de fait pour le ménage moyen aucune baisse réelle, donc ineptie."

Qui possède une terrasse en ville ?

- Posséder une terrasse en ville, un luxe qui cherche à se démocratiser - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Nucléaire iranien : Brzezinsky met en garde - french.irib.ir

L'ancien conseiller pour la sécurité nationale de la Maison Blanche met en garde les Républicains du Congrès contre ce qu'il considère "jouer avec le feu" : "Le fait de dresser des obstacles, sur la voie d'un accord nucléaire avec l'Iran, revient à jouer avec le feu". "Ce n'est pas un jeu politique que de chercher à empêcher un accord nucléaire avec l'Iran. C'est jouer avec le feu", écrit-il, sur sa page twitter. "Les sénateurs devront se demander si oui ou non une nouvelle guerre servirait les intérêts des Etats Unis". Brzezinsky évoquait, en effet, la lettre de 27 sénateurs adressée aux autorités iraniennes où ils affirment que le sénat foulerait au pied tout accord nucléaire avec l'"Iran, une fois Obama parti. french.irib.ir 19.03

2- Yémen

- Yémen: Moscou soutient Ansarallah - french.irib.ir

La Russie rejette le principe d'un dialogue inter yéménite qui se déroulerait à Riyad.

La Russie estime que tout dialogue entre l'ex président yéménite, ses partisans et ceux d'Ansarallah devra se dérouler à Sanaa, capitale yéménite suivant le principe qu'est celui du respect de la souveraineté des Etats et que Moscou respecte pleinement. les Houthis d'Ansarallah n'ont pas caché leur envie de voir le Yémen rompre avec l'emprise saoudienne et américaine sur sa destinée et se tourner vers les pays qui respectent sa souveraineté à savoir l'Iran la Russie. french.irib.ir 19.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Japon

Les grands groupes japonais augmentent les salaires - LeMonde.fr

Le groupe japonais Toyota va accorder une augmentation salariale record à ses salariés. Le constructeur automobile a proposé, mercredi 18 mars au cours du « shunto », les traditionnelles négociations de printemps, une hausse de 11 300 yens (88 euros) du salaire mensuel de base, un chiffre incluant 7 300 yens (57 euros) pour les promotions et l'ancienneté.

Les syndicats demandaient 13 300 yens (103 euros). L'augmentation de 3,2 % est néanmoins la plus élevée depuis 2002. En

légère hausse par rapport à 2014, les bonus d'été et d'hiver totaliseront 2 460 000 yens (19 144 euros).

Le constructeur a rejeté la demande syndicale, qui aurait augmenté les coûts salariaux de 20 milliards de yens (156 millions d'euros).

La décision de Toyota était attendue car ce groupe joue un rôle d'entraînement au Japon pour le reste de l'industrie. D'autant plus que l'évolution des prix n'est pas du tout celle souhaitée par les autorités japonaises. « Un retour en territoire négatif ne peut être exclu », a reconnu, mardi, la Banque du Japon, attribuant la très faible inflation à la forte chute des prix du pétrole.

D'autres grandes entreprises, comme Hitachi, Panasonic et Toshiba ont également accepté d'augmenter les salaires de 3 000 yens, soit 1 000 de plus que durant l'exercice précédent. Nissan a quant à lui élevé les émoluments de 5 000 yens (à comparer à 3 500 yens en 2014), une décision assortie de 5,7 mois de salaire en sus. LeMonde.fr 18.03

Le 21 mars 2015

CAUSERIE

(16h à Pondichéry, j'ai ajouté 23 nouveaux articles)

On ajoutera plus tard ou demain encore quelques dizaines d'articles.

On a appris que le POI reportait de 6 mois son congrès, apparemment il rencontrerait quelques problèmes internes dont on ne saura rien, sauf si des militants voulaient bien nous tenir informer.

Les explications fournies dans le numéro d'Informations ouvrières (343) paru avant-hier ne sont pas convaincantes, je ne fais que répéter les propos de Jean Markun, un des quatre secrétaire national du POI.

Apparemment il va falloir 6 mois supplémentaires aux dirigeants du POI pour analyser le "tournant de la situation" née sans doute au lendemain des 7 et 9 janvier derniers, le recours à l'article 49-3 pour faire passer en force la loi Macron et on ne sait quoi encore qu'on a largement eu le temps de digérer, mais apparemment là encore, cela doit être dû à l'allègement forcé de mon régime alimentaire adapté à la baisse de mes revenus, ce qui ne doit pas être leur cas, je leur assure que cela aide et on se sent beaucoup mieux, y compris pour réfléchir si nécessaire.

Ne soyons pas mauvaise langue, le POI n'échappe pas à la crise qui frappe tous les partis, sauf le FN, cela ne nous ravit pas évidemment. Tous leurs diagnostics et pronostics, toutes leurs analyses et stratégies se sont avérées insuffisantes ou foireuses à l'arrivée, on juge sur les résultats, les faits rien que les faits comme ils disent si bien, Markun a raison sur ce point. Ils n'ont pas intérêt à jouer sur les mots car leurs militants vont leur reprocher et ils auront raison aussi.

Le procédé qui consistait à surinterpréter en permanence certains faits ou événements parce que cela les arrangeait, à substituer ensuite cette interprétation à la réalité, pour enfin passer son temps à la justifier quite à utiliser des méthodes pour le moins douteuses ou pire encore, ne pouvait pas aboutir à un autre résultat. C'est ainsi que je ne partage pas leurs analyses sur la situation au lendemain de la Seconde guerre mondiale, sur l'Algérie, l'Allemagne de l'Est (1953), la Hongrie (1956), la Tchécoslovaquie (1968), mai 68 et mai 81 en France, la réunification de l'Allemagne, l'implosion de l'URSS et ses satellites et la suite, etc. plus généralement les rapports entre les classes, avec les institutions, les syndicats, leur conception de la lutte de classe, les tâches qu'on devrait se fixer, la nature du parti à construire, leur analyse de la situation mondiale, du capitalisme mondial qui est tronquée, le rôle de l'oligarchie financière, le mondialisme, l'interprétation des événements les plus marquants du XXe siècle jusqu'à l'attaque des 7 et 9 janvier 2015 à Paris, la manière d'aborder les questions de société, les masses. etc. tout ou presque pourriez-vous penser, disons que les seuls points sur lesquels je suis d'accord avec eux sonnent creux et je n'y suis pour rien, cela tiens au contenu qu'ils leur donnent. Dans un précédent numéro d'Informations ouvrières (N°340 page 14) ils ont encore trouvé le moyen de faire l'éloge de Marc Blondel qui a conservé sa carte du PS jusqu'à son dernier souffle, il y a des trucs comme cela qui ne peuvent pas passer, vraiment pas, révélateur d'une collusion qui nous a précipité au fond d'un trou sans fin.

Dans bien des cas vous aurez pu observer qu'ils en sont rendus à simplement commenter l'actualité politique à la manière de n'importe quel journaliste d'un média institutionnel, ce qui est navant. Du coup on se demande à quoi sert leur parti et s'il s'agit bien encore d'un parti politique et non d'une sorte de courant syndical qui pour exister doit forcément entretenir de bonnes relations avec les appareils pourris de FO et de la CGT notamment. On a l'impression qu'ils n'ont jamais été capables de prendre la classe par le bon bout parce qu'ils s'accrochent désespérément à une conception de la lutte de classes qui ne correspondait pas à la réalité. Ils ambitionnaient d'être vertueux et ils ne l'ont jamais été, cela se paie un jour ou l'autre forcément, c'est une faute politique impardonnable. On ne va pas répéter ici ce qu'on a déjà dit dans des causeries précédentes sur le POI.

Le POI était sans doute le seul parti sur lequel les travailleurs pouvaient compter, il le reste peut-être, il demeure le plus sérieux et

le mieux structuré mais pas forcément le plus cohérent ou crédible, or c'est plus indispensable que jamais quand on doit construire un parti alors que les conditions pour qu'une révolution ait lieu sont très loin d'être réunies, pour conserver les travailleurs qui vous ont rejoint, les faire patienter, les former pour qu'ils deviennent des militants capables de penser par eux-mêmes, s'implanter profondément dans toutes les couches des masses exploitées. Nous ne sommes pas d'accord sur la manière d'aborder les travailleurs et les militants, la manière de leur présenter la situation et nos objectifs, apparemment nous ne parlons pas le même langage. Le POI avait suscité un certain espoir pour près de 10.000 travailleurs il y a 5 ans, tout comme le NPA, et ils en sont pour ainsi dire rendu au même point, c'est-à-dire où ils en étaient 30 ou 35 ans auparavant, quel gâchis phénoménal pour avoir sans cesse reproduit les erreurs du passé, qu'y pouvons-nous, rien je l'avoue.

On aurait franchement souhaité un autre dénouement.

Je veux bien qu'on nous dise que les choses ne pouvaient pas se produire autrement et que personne n'y est pour rien. Soit, mais je me demande s'ils se rendent vraiment compte de ce qu'ils disent en tenant un tel discours, car celui signifie pour ceux dont les convictions demeurent fragiles que quoi qu'on fasse nous sommes réduits à l'impuissance, alors à quoi bon sacrifier une bonne partie de notre existence à un combat perdu d'avance, autant profiter davantage de la vie et essayer de s'en sortir pas ses propres moyens et Inch Allah !

Préparons sérieusement la mobilisation du 9 avril, il en ressortira ce qu'il en ressortira, on en est là.

Je ne veux imposer à personne mes idées, positions, conceptions ou interprétations. Je m'y tiens à défaut de mieux, c'est ce qui me permet de tenir dans des conditions difficiles, mais en même temps qui présentent bien des avantages, sans médias, sans entendre des conversations parasites, sans même entendre parler français ou anglais, absolument rien ne vient perturber ou polluer ma réflexion à part de temps en temps l'aboiement d'un chien, le beuglement d'une vache, le bêlement d'une chèvre, le chant d'un oiseau, la cloche d'un temple, la sonnette d'un vélo et occasionnement le bruit d'un moteur ou un klaxon. Quand mes yeux s'écartent de l'écran, j'entends le tic-tac de l'horlogue ou le ronronnement familier du réfrigérateur qui raisonnent dans ma tête, et me rappelle que je dispose de conditions favorables pour penser et que ce serait dommage de les gâcher, j'en ai bien conscience et je me mets à la place de tous ceux qui n'ont pas cette chance. On essaie d'être utile à notre cause, peut-être maladroitement, mais involontairement si c'était le cas.

Les dirigeants du POI n'ont pas voulu nous en dire plus sur leurs problèmes, tant pis, nous ne pourrons pas y réfléchir puisqu'ils ont décidé que cela ne nous concernait pas, après ils s'étonneront que les travailleurs n'accrochent pas à leur parti ou que leurs militants disparaissent dans la nature, c'est à croire qu'ils le font exprès, aussi ne perdons pas notre temps avec eux.

La polémique sur les cantines scolaires tient de la propagande idéologique et politique du régime.

Le gouvernement, le PS, ses satellites et alliés, une partie de l'UMP et de l'UDI sont directement responsables du communautarisme dans la mesure où ils soutiennent les revendications des minorités contre la majorité. Or quand c'est la minorité qui impose sa loi à la majorité on n'est plus en démocratie, on est en dictature, cela vaut d'ailleurs pour le capitalisme en général.

Les différents protagonistes s'emploient sciemment ou inconsciemment à mal poser la question qui concerne les droits des minorités pour diviser la population ou faire en sorte de créer dans le pays un climat délétère suite à l'affrontement permanent des différentes couches de la société, qui aura pour conséquence d'affaiblir la résistance des travailleurs face à la politique antisociale du gouvernement.

S'ils abordent de travers la question des différentes communautés qui réclament des droits nouveaux, c'est parce qu'ils sont incapables ou refusent de représenter ou de satisfaire les intérêts communs à l'ensemble des travailleurs, qui une fois satisfaits permettraient du même coup de résoudre les revendications particulières des minorités dans la mesure où il n'y a pas d'incompatibilité entre les intérêts de l'ensemble des exploités et ceux particuliers de certaines couches de travailleurs, on ne voit pas pourquoi les ouvriers s'opposeraient à l'égalité des salaires avec les ouvrières, on ne voit pas quel intérêt auraient un homme et une femme pouvant vivre librement leur sexualité à interdire à deux hommes ou deux femmes de vivre la leur librement, on ne voit pas quel intérêt aurait un travailleur libre de consommer ou non certains aliments, du porc, du boeuf ou du poisson par exemple, à forcer un enfant ou un adulte à en consommer de force ou à se priver de nourriture, etc.

Il est tout à fait possible de proposer des plats principaux avec ou sans viande au menu de chaque école, comme cela se pratique dans de très nombreuses écoles ou la plupart d'entre elles depuis de nombreuses années d'après ce que j'ai compris, vous m'excuserez, je ne vis plus en France depuis 19 ans.

Mais voilà avec les coupes budgétaires décidées par le gouvernement dans les sommes allouées à chaque département pour satisfaire Bruxelles, la gestion par les communes de la cantine scolaire devient de plus en plus problématique, d'où la décision de certains maires de réaliser des économies en revenant au menu unique, peu importe les véritables intentions qui en sont à l'origine, on s'en tiendra à ce constat qui est à l'origine de cette polémique, qui elle n'a rien d'anodine ou est politiquement orientée.

On fera remarquer à ceux qui instrumentalisent cette question, que les communes auraient peut-être tout intérêt à

proposer uniquement des menus végétariens plus économiques, mais là les mêmes carnassiers se soulèveraient en choeur pour réclamer leur part de chair fraîche, les mêmes qui font peu de cas de la chair à canons de peuples innocents, soit dit en passant.

S'agissant des cantines scolaires, c'est à la fois un faux débat et une question politique.

Un faux débat.

Autrefois les enfants musulmans, juifs, hindous, parsis, etc. mangeaient ou ne mangeaient pas le porc ou le boeuf qui était au menu à la cantine, s'ils ne le mangeaient pas, ils l'échangeaient avec des petits camarades de classe contre un fromage ou un dessert et la question était réglée d'elle-même, personne n'avait soulevé ce problème parce qu'il n'existait pas tout simplement. Il existe depuis que la classe dominante ou Washington pour être plus précis, a décidé de faire de la chasse aux musulmans sa priorité, de criminaliser les musulmans et leur religion dans le cadre de la lutte contre le terrorisme pour resserrer son étau sur les champs de pétrole et de gaz du Moyen et Proche-Orient...

Quand j'étais gosse et que je mangeais à la cantine, il arrivait que j'échange mon entrée, mon plat principal ou mon dessert contre un autre aliment avec des camarades de classe, et tous les jours la même scène se reproduisait à chaque table. On était une quinzaine d'élèves par table. Je me souviens que très régulièrement il y avait un fruit comme dessert, et comme je n'aimais pas les fruits parce qu'on n'en mangeait pas chez mes parents, trop cher ou pas assez nourrissant pour des pauvres (on se bourrait de bouillon mélangé avec du pain rassis ou du vermicelle, de pâtes ou de pommes de terre), je l'échangeais contre une entrée et j'avais mangé à ma faim.

Par ailleurs les menus hebdomadaires sont affichés ou remis à chaque élève en début de semaine, donc en cas de repas unique, les parents des enfants qui ne mangent pas tel ou tel aliment pourront mettre ce jour-là un complément dans son cartable sous la forme d'un fruit par exemple. C'est là le cas extrême qui peut se présenter une fois par semaine tout au plus, donc pas de quoi en faire une salade !

Et puis, il faut avoir à l'esprit que généralement la viande est servie séparément des légumes ou des céréales qui l'accompagne, donc l'enfant pourra toujours manger le plat qui accompagnait la viande. Ensuite, la portion de viande ne représente qu'une partie négligeable du menu, moins de 100 grammes, donc si l'enfant s'en passait il ne sortirait pas pour autant de table le ventre vide, il peut réclamer une portion de légumes ou de céréales pour compenser qu'on ne lui refusera pas.

Une question politique et idéologique.

Vous aurez remarqué une fois de plus qu'ils abordent un sujet sans évoquer le contexte ou les conditions dans lesquelles il se présente. Dans le cas présent ils n'évoquent pas comment les choses se passent en réalité dans absolument toutes les cantines de toutes les écoles publiques ou privées, confessionnelles ou non du pays.

On est donc en présence une fois de plus d'une campagne délibérée de déstabilisation de la population, de propagande idéologique et politique commanditée par la classe dominante tournée contre les principes de la démocratie, contre les musulmans principalement, et ce qui est le plus insupportable c'est qu'ils visent des enfants.

Quelques commentaires d'internautes.

1- "*Le terme "vivre ensemble" est la parfaite définition de l'encouragement au communautarisme. Nous sommes dans une république laïque et indivisible.*"

Chaque fois qu'ils évoquent l'égalité de droit, c'est en réalité pour s'attaquer aux fondements de la République qui sont incompatibles avec une dictature ou le règne de la monarchie absolue que veut imposer l'oligarchie financière.

Comme quoi certaines personnes sont sensibles à leurs arguments démagogiques qui reposent sur un déni, le refus de prendre en compte ce qui se passe réellement dans les cantines ou j'ai évoqué plus haut. Ils ne peuvent pas procéder autrement pour justifier cette opération.

2- "*Le vivre ensemble c'est aussi respecter et prendre en considération les différences et les choix des autres. Les juifs, les musulmans, les hindoux, les jehovah, les végétariens etc... ont des impératifs concernant la viande. Ce n'est pas en imposant le menu d'une partie de la population que l'on sera juste.*"

Rectifions : il ne s'agit pas "d'une partie de la population", mais de la majorité, de la démocratie la plus élémentaire. En République, ce ne sont pas les "impératifs" de certaines minorités qui dictent leurs lois, mais les intérêts de la majorité.

De quoi alimenter le racisme. Et qui est à la manoeuvre pour qu'il se développe ? Le gouvernement, le PS, l'UMP, la pseudo-

gauche et extrême gauche. En voici la preuve :

3- "*La cantine scolaire est un service public non un restaurant. Si cela les dérange qu'il y ait du porc dans les cantines et bien qu'ils gardent leurs enfants chez eux durant la pause méridienne. Nous n'avons pas à nous conformer aux diktats des musulmans.*

Si ils veulent vivre selon leurs coutumes cela est très facile. Ils rentrent dans leur pays respectif."

Dehors les musulmans et la boucle est bouclée, les tenants de l'idéologie dominantes, ses représentants et ses larbins de gauche et d'extrême gauche peuvent s'estimer satisfaits.

Mêmes causes, mêmes effets. Etats-Unis - France : des dictatures, des Etats terroristes, policiers, antisociaux, impérialistes, une police raciste, une justice, des lois et des tribunaux d'exception...

1- Etats-Unis: nouvelle affaire d'un jeune Noir brutalisé par des policiers blancs - LeFigaro.fr

Une vidéo amateur, diffusée sur les chaînes américaines, montre l'arrestation très musclée de Martese Johnson, 20 ans, un étudiant noir de l'université de Virginie par plusieurs policiers blancs.

La brutale arrestation par des policiers blancs d'un étudiant noir refoulé d'un bar dans l'Etat américain de Virginie alimentait la polémique, déjà vive, sur la façon dont les dépositaires blancs de l'autorité traitent les jeunes Noirs aux Etats-Unis. Martese Johnson, 20 ans, un étudiant de l'université de Virginie, au sud de Washington, s'est vu refuser l'entrée d'un pub irlandais mercredi soir, où une fête de la Saint-Patrick battait son plein.

A l'extérieur du bar, des agents, blancs, du département de contrôle des boissons alcoolisées l'ont alors violemment plaqué sur le sol, l'un d'eux maintenant son genou dans le dos du jeune homme pour l'empêcher de se débattre, tout en lui passant les menottes. Sur une vidéo amateur de l'arrestation diffusée sur les chaînes américaines, on entend l'étudiant crier: «racistes!». Sur les images, on peut nettement voir sa tête ensanglantée après avoir heurté le trottoir. L'altercation lui a valu une hospitalisation et plusieurs points de suture.

La police a inculpé l'étudiant pour avoir proféré des injures, ébriété sur la voie publique et obstruction.

La police de l'Etat de Virginie a promis qu'une enquête serait menée. Selon l'avocat du jeune homme, Martese Johnson a tenté d'entrer dans le bar en montrant une pièce d'identité, comme c'est souvent le cas aux Etats-Unis où l'âge légal pour consommer de l'alcool est 21 ans, mais il s'est fait refouler. C'est à ce moment que les policiers l'ont interrogé et l'échange s'est soldé par l'arrestation brutale de l'étudiant, selon M. Watkins, cité par le Washington Post. LeFigaro.fr 20.03

2- Un contrôle dégénère dans les Yvelines : "Les policiers n'avaient pas à agir comme ça!" - francetvinfo.fr

A Saint-Germain-en-Laye, des agents ont interpellé plusieurs personnes, mardi, et les ont placé en garde à vue. "Une intervention musclée", selon des témoins. Au départ de l'affaire, une simple voiture mal garée.

Depuis les fenêtres des appartements, des témoins ont filmé la scène. Mardi 17 mars, des policiers ont interpellé cinq jeunes hommes, tous habitants d'un même quartier de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). "Une intervention musclée", titre Le Parisien, qui publie les images amateur deux jours plus tard. Impossible néanmoins d'y déceler les raisons à l'origine de cette rixe.

Contactée par francetv info, vendredi, une voisine évoque "un contrôle qui tourne mal". Mais comment une formalité a-t-elle pu donner lieu à une telle scène de violence ? Les versions divergent. Selon les policiers, cités par le quotidien, les fonctionnaires ont répondu à "des coups de pied et de poings, portés par plusieurs jeunes gens à leur encontre". Les personnes interpellées, ainsi que leurs familles, démentent formellement. Selon une source proche de l'enquête, "le procureur de la République a décidé de poursuivre l'investigation afin de déterminer ce qu'il s'est passé à partir des procès-verbaux et des vidéos." Francetv info a tenté de retracer le fil des évènements.

"Mal dressés ? Pourquoi ne pas dire 'mal éduqués'?"

"Je rentrais du travail, il devait être 18h30. Je suis assistant d'éducation dans un collège", explique Mehdi*, 20 ans, joint par téléphone par francetv info. Le jeune homme se gare dans la rue, contre le trottoir, pour rejoindre quelques amis qui discutent. "Je me gare sur le côté droit, comme le font les riverains. La rue est à sens unique, et il y a peu de place sur le parking", explique-t-il. Le détail à son importance. Son véhicule, qui n'est pas garé sur un emplacement autorisé, attire l'attention de policiers en patrouille dans le quartier. "Ils nous ont demandé de nous mettre sur le côté, et à moi de leur donner les papiers de ma voiture. Ce que j'ai fait", assure le jeune homme.

Si, selon ses propos, "tout est calme", il se souvient malgré tout de moments de tension, notamment parce qu'il sourit à un policier ("Ça ne me fait pas rire", lui lance un agent, et Mehdi d'expliquer à francetv info : "Si on n'a pas le droit de sourire en se faisant contrôler, pas étonnant qu'ils se plaignent d'avoir de mauvaises relations avec la population"). Mais là encore, la police décrit une scène différente. "Le contrôle tourne assez rapidement à l'échange verbal. Il y a un refus de contrôle d'un individu et l'agrégation de jeunes auprès de leur camarade", rapporte la source interrogée par francetv info. "Les policiers ont été insultés. Il y a eu outrage, des coups ont été portés. La procédure en cours porte là-dessus", détaille-t-elle.

Selon Mehdi, c'est plutôt un mot qui fait déraper la situation. "Il y avait plein d'enfants près de nous, ils se distribuaient des bonbons, bougeaient autour des policiers, etc." confirme-t-il. "Une policière leur a alors lancé qu'ils étaient mal dressés." Pour Mehdi, ce mot traduit un manque de respect, voire du racisme. Il prend la mouche : "Je lui ai dit : 'Pourquoi ne pas dire 'mal éduqués' ?". Le ton monte, poursuit le jeune homme, et "la tension s'installe". Il est fouillé par les agents.

"Comme mon fils se fait régulièrement contrôler, je suis allée voir"

"Du balcon, depuis chez moi, je vois le bout de la rue. J'ai vu mon fils et, près de lui, une voiture de police à l'arrêt. Comme il se fait régulièrement contrôler, j'ai décidé d'aller voir ce qui se passait", explique Faïza*, la mère de Mehdi, également interrogée par francetv info. Parfois, dit-elle, "les jeunes peuvent se faire contrôler trois ou quatre fois dans une même journée, jamais par les mêmes policiers".

La source proche de l'enquête confirme par ailleurs qu'il ne s'agissait pas de policiers de Saint-Germain-en-Laye, mais d'agents d'un service départemental. Ces derniers indiquent à Faïza que tout se passe bien, mais Mehdi lui rapporte toutefois l'accrochage sur le mot "dressé". "Ce n'est pas une façon de parler à des enfants", reprend Faïza. Mère et fils soutiennent que la situation s'est alors dégradée. Si les policiers assurent que les jeunes hommes ont initié la rixe, Mehdi raconte qu'une policière s'est saisie d'un flashball ("Un flashball ? Pour un simple contrôle ? Le contrôle de quelqu'un qui est, qui plus est, en règle ?").

"Une deuxième voiture de police est arrivée à ce moment-là par la rue en sens interdit, avec le gyrophare allumé, ce qui prouve qu'ils ont appelé du renfort, poursuit le jeune homme. Ils attrapent deux de mes amis, l'un prend un coup de poing. Et quand j'ai essayé d'éloigner ma mère, un policier m'a ordonné de ne pas bouger et de me retourner, pour qu'il me passe les menottes. J'ai refusé."

Une plainte déposée

La suite de la scène figure sur la vidéo. On voit des coups, portés de part et d'autre, on entend des cris. Une bombe lacrymogène, des riverains ahuris. Mehdi qui refuse de se faire menotter et qui tente de résister. "On voit la volonté de ne pas se laisser contrôler et interpeller, estime la source policière proche de l'enquête, or, pour interpeller un individu récalcitrant, il y a un usage de la force légitime." On voit aussi la chute de Faïza, au bord du trottoir : "J'ai une nécrose de la jambe gauche. Je dois me faire opérer en avril. C'est pour cela que l'on me voit boiter", explique la mère de famille. "Je m'étais d'abord mise de côté, mais quand j'ai vu qu'ils s'en prenaient à mon fils, je me suis précipitée. Ils voulaient l'interpeller, mais lui ne s'est pas laissé faire. Comme il se débattait, il a reçu des coups", raconte-t-elle aujourd'hui, "toujours choquée". Ecartée de la scène par une policière, elle perd l'équilibre, et finit au sol.

Elle fait partie de ceux qui ont l'intention de porter plainte contre la police, et entend agir dès lundi. "Je veux qu'elle [la fonctionnaire de police] sache qu'elle n'avait pas à agir comme ça avec moi, alors que mon handicap est visible", s'agace-t-elle.

Après deux jours de garde à vue, les cinq hommes ont été relâchés, en attendant leurs comparutions. "Ce n'est pas plus mal, tranche la mère de Mehdi. Comme ça, cela nous laisse le temps de nous organiser, de consulter un avocat pour voir ce que l'on peut faire." Mehdi, qui assure avoir subi des mauvais traitements lors de la garde à vue, n'entend pas, lui non plus, en rester là. "Ce sera au magistrat de déterminer le bien-fondé de l'action des policiers", tranche-t-on du côté des forces de l'ordre.

*Les prénoms des témoins ont été modifiés pour préserver leur anonymat. francetvinfo.fr 20.03

Collusion entre l'impérialisme britannique et les barbares : Inavouable. Trop tard !

- Cameron gêné par un rapport sur les Frères musulmans en Grande-Bretagne - lefigaro.fr

Downing Street reporte sine die la publication de l'enquête sur les activités de l'organisation pour ne pas froisser ses alliés arabes.

Attendu en juillet dernier, maintes fois reporté et maintenant sans doute enterré, un rapport controversé sur les Frères musulmans en Grande-Bretagne embarrasse le gouvernement de David Cameron, qui l'avait pourtant commandé il y a un an. Il s'agissait alors pour le premier ministre de «comprendre parfaitement la nature de cette organisation, ses positions par rapport à l'extrémisme violent, ses liens avec d'autres groupes et sa présence au Royaume-Uni». Las! C'est devenu une patate chaude qui est passée de ministère en ministère. Quelques heures avant la publication, prévue lundi, Downing Street a, in extremis, décidé de

la reporter à nouveau. Il est peu vraisemblable désormais qu'elle ait lieu avant les élections de mai et ses conclusions pourraient disparaître à la faveur d'un changement éventuel de gouvernement.

Commandée aux services de renseignement MI5 et MI6 et dirigée par l'ancien ambassadeur britannique en Arabie saoudite, John Jenkins, l'enquête devait conclure que les Frères musulmans ne sont pas une organisation terroriste. C'est pour ne pas froisser ses alliés comme l'Égypte, l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis, qui ont interdit les Frères musulmans, que Londres aurait choisi d'enterrer le document, même si Riyad a depuis peu amorcé un rapprochement avec eux. À l'inverse, une critique trop sévère aurait indisposé le Qatar, généreux bailleur de fonds à Londres, ou la Turquie, qui soutiennent les Frères. Nébuleuse

D'emblée, l'enquête a fait des vagues. Les Frères musulmans se sont assuré les services d'un avocat de renom pour attaquer le gouvernement britannique en justice en cas d'atteinte à leur image. Nombre de leurs dirigeants ont trouvé refuge en Grande-Bretagne. Ils apprécient peu d'être soupçonnés d'apologie du terrorisme. Sans aller jusque-là, le rapport devait toutefois mettre en lumière les relations des Frères musulmans avec une galaxie d'une soixantaine de groupes, ONG ou médias, dont certains, considérés comme des couvertures, auraient pour but réel de propager le fondamentalisme en Grande-Bretagne et dans le monde arabe. Dans le document, les services secrets auraient recommandé que soit fait un grand ménage dans cette nébuleuse. «Il est clair que les Frères ont de nombreuses zones d'ombres, dont leur relation ambiguë avec la violence et leur impact douteux sur la cohésion sociale en Grande-Bretagne», a affirmé au Telegraph Lorenzo Vidino, auteur d'un livre sur la présence de l'organisation en Occident, et interrogé durant l'enquête.

Pour noyer le poisson, Downing Street a justifié la non-publication du rapport par la nécessité de l'intégrer dans une plus vaste évaluation de la liberté d'expression au Royaume-Uni. Les conservateurs en campagne électorale réfléchissent à restreindre la grande tolérance du pays, qui permet à des prêcheurs extrémistes d'avoir pignon sur rue, et de s'exprimer dans le monde éducatif ou dans les médias. lefigaro.fr 17.03

La civilisation humaine lobotomisée ou le monde décérébré qu'ils nous promettent ou encore comment l'éducation doit être soumise aux "vertus" du marché : Un cauchemar !

1- A Dubaï, au forum de l'école « WAOUH! » - lepoint.fr

Bill Gates, Tony Blair, Bill et Hillary Clinton, des délégations venues de tous les coins de la planète, deux jours de conférences de haut vol dans des conditions matérielles et logistiques que l'on a peine a imaginer: non je n'ai pas couvert le G20, mais bien un sommet mondial sur…l'éducation: le Global Education and Skills Forum, à Dubaï. Cette conférence internationale est organisée par la Varkey Foundation, la fondation philanthropique du groupe GEMS, premier groupe prive d'éducation au monde. Ne me demandez pas comment ma comparse Louise Tourret et moi-même nous sommes retrouvées là, seules Françaises parmi les participants: cela reste assez mystérieux pour nous. Mais au terme de ces deux jours de rencontres et de débats, force est de reconnaitre que nous avons pris un coup.

Distinguer le meilleur prof au monde (et accessoirement le doter d'un million de dollars), tel est le prétexte de ce sommet(1). Le « meilleur prof du monde »: voilà un concept qui peut faire sourire tant il est étranger à notre culture. Les dix finalistes retenus portaient tous un projet éducatif fort pour leur communauté, en Inde, en Afghanistan, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Afrique, au Cambodge et en Haïti. Dans la plupart des cas, il s'agit d'écoles privées destinées à scolariser des enfants pauvres dans des pays émergents ou à promouvoir de nouvelles pédagogies dans des pays développés. Voilà pour l'intention. Mais ce qui m'a frappée c'est l'extraordinaire positivité et la gravité des enjeux attachés à l'éducation. Rendez-vous compte: des personnalités internationales de premier rang et un niveau d'investissement de plusieurs millions de dollars pour remettre un prix à un enseignant! On est loin, très loin de nos débats français où l'éducation est systématiquement ramenée a son coût, sinon a son irrémédiable déclin.

L'école est un investissement vital…

Dans cette ambiance un peu étrange d'Awards de l'école, il n'est pas surprenant de visionner un film a la gloire du « teacher', d'entendre la voix de Bill Clinton s'étrangler au souvenir de ses enseignants, ou de reprendre une ode aux profs chantée par un choeur d'enfants. Tout cela est éminemment déstabilisant pour des journalistes françaises, plus habituées à couvrir les congrès syndicaux. Peut-on imaginer un seul instant Nicolas Sarkozy, main dans la main avec un investisseur prive (Liliane Bettencourt et sa fondation par exemple) célébrer l'école et ses enseignants devant un parterre de chefs d'Etats internationaux?

Il faut le rappeler avec force: l'éducation est une valeur et, dans ce domaine, l'on ne peut raisonner qu'en terme d'investissement dans un capital immatériel indispensable a la croissance économique et au rayonnement d'une nation. Ce forum m'a donc rappelé à quel point les enseignants méritent l'enthousiasme et les superlatifs américains. Pendant ces deux jours, le prof capable de faire réussir ses élèves, convaincu du potentiel de chaque enfant, partageant ses innovations pédagogiques, devenait tout à coup la personne la plus importante au monde. Les enseignants français devraient participer en masse a des congrès comme celui-ci, pour reprendre du souffle, rompre avec la grisaille de nos débats éducatifs, et surtout s'affranchir de cette réserve commune à

bien des enseignants: bien faire son métier, sans tambours ni trompettes, avec l'humilité de l'artisan.

…mais l'éducation n'est pas qu'un marché

Ne soyons pas naïfs pour autant: il s'agit aussi de promouvoir la libéralisation de l'éducation, au niveau mondial. Les termes de marché et de profit appliqués à l'école reviennent à longueur de conférences, et lorsqu'un intervenant (Michael Block économiste américain et fondateur d'un groupe d'éducation privé) affirme que « l'éducation est trop importante pour être laissée à la régulation de l'Etat », personne n'élève la voix, ou ne cherche à porter la contradiction. L'avenir de l'éducation s'écrit ici en lettre « Capital »: c'est une évidence pour tous les intervenants, puisque « l'école publique ne fonctionne pas et que l'Etat ne peut pas tout », assure Dino Varkey, directeur de GEMS. Dans une sorte de confiance parfois béate dans la vertu du marché, l'on nous explique ici que puisqu'une entreprise cherche la performance, elle seule peut créer les conditions de l'excellence dans le secteur éducatif…

Il a manqué quelques experts français pour défendre notre modèle éducatif, laïc et gratuit, qui, il y a un siècle encore faisait figure de standard mondial. Ce temps-là est manifestement derrière nous.

(1) C'est Nancie Atwell, une enseignante américaine qui a remporté cette année le prix. Elle a fondé en 1990 le «Center of Teaching and Learning» (CTL), une école expérimentale qui pratique des formes d'apprentissages ludiques et développe le goût de la lecture chez les enfants. lepoint.fr 16.03

2- Comment les Emirats sont en train d'enterrer l'école publique - slate.fr

Bienvenue dans le monde de l'éducation du futur, nous dit-on à la conférence internationale de Dubaï sur l'éducation. Un monde dont on peut penser qu'il ressemble à un rêve, mais qui a bel et bien des allures de cauchemar. Les enjeux globaux liés à l'éducation doivent-ils être laissés aux «gentils» et richissimes philanthropes?

La conférence internationale de Dubaï sur l'éducation, le «Global Education and Skills Forum», est un évènement totalement – comme son concurrent le Wise, qui se déroule au Qatar– global, mondial, énorme. J'ai pu écouter des enseignants et des experts venus d'Afghanistan, du Mexique, du Kenya, d'Inde, du Nigeria, de Colombie, de Grèce, d'Inde, de Chine, etc.

Ils débattent ici sur des dizaines de thèmes comme la transmission, le numérique, le métier d'enseignant dans les prochaines décennies, la mondialisation dans l'éducation et les réformes…

L'expérience est vertigineuse tant nous sommes plongés dans le futur –ou un truc qui y ressemble selon l'idée qu'on s'en fait depuis tous petits: un monde dans lequel les individus échangent sans barrière et travaillent ensemble. Un mix d'origine qui me fait penser à l'équipage du vaisseau Enterprise dans Star Trek. La globalisation est, dans cette ville qui compte 94% d'immigrés et d'étrangers, une réalité palpable.

L'éducation people

Il y a aussi des chefs d'Etats anciens et actuels, des ministres de l'Éducation, la proximité est assez grande. Paul Kagamé – par ailleurs toujours en froid avec la France–, qui a restructuré le système éducatif du Rwanda, a raconté comment il avait pu bénéficier de cours dans le camp de réfugié où il a grandi, sans cahiers ni livres, à écrire les résultats des opérations mathématiques sur ses jambes.

Pendant la cérémonie, un choeur d'enfants a même interprété une chanson à la gloire du corps enseignant, provoquant une standing ovation

Tony Blair aussi était présent car la Faith Foundation, qu'il a créée et anime, s'occupe aussi d'éducation. Nous avons eu droit à un message d'Hillary Clinton, et c'est Bill Clinton qui est venu remettre le prix du meilleur professeur et projet pédagogique de 2015: un prix qui valorise les enseignants (la gagnante, Nancy Atwell, anime des projets liés à la lecture), une idée ultra consensuelle, lors de la remise duquel chacun parle de l'enseignant qui l'a marqué, «qui a changé sa vie»... Pendant la cérémonie, un choeur d'enfants a même interprété une chanson à la gloire du corps enseignant, provoquant une standing ovation du public réuni dans la plus immense salle de l'hôtel chic qui accueille le forum. Un instant digne des Oscars.

La journée s'est conclue par une fête où l'on a pu voir circuler des centaines de coupes de champagne et des montagnes de nourriture, le tout animé par un groupe de musique. Je rencontre, entre autres, des Malgaches ravis de parler français, des journalistes argentines, une enseignante grecque expatriée à Dubaï. Vu d'ici, une coupette à la main, le journalisme éducation pourrait passer pour une spécialisation glamour.

L'autre versant: celui du cauchemar

Dans ce monde, l'éducation est un business, pas seulement, mais beaucoup. Parmi les finalistes, certains se glorifiaient d'avoir pu faire fonctionner leur projet sans un sou provenant des deniers publics. La gagnante du prix du meilleur professeur, Nancy Atwell, ne travaille pas dans un établissement public.

C'est Gems qui organise et finance le forum à travers la fondation Varkey –du nom de la famille indienne Varkey, basée à Dubaï qui s'est lancée dans le «business» éducatif de manière massive. Gems, c'est un réseau d'écoles privées présent dans des dizaines de pays en Afrique et en Asie. De grandes entreprises privées, notamment du secteur informatique, sponsorisent l'événement –et le séjour des invités et des journalistes est d'ailleurs totalement pris en charge.

On est loin, loin, loin de la France et des enjeux républicains liés à l'école. Le fait que l'école soit perçue comme un marché, un marché particulier mais un marché quand même, ne semble interroger personne ici. Il faut ajouter qu'il n'y a pas de Français, ou presque pas. Un seul intervenant, le chercheur Olivier Oullier, et une collègue, Marie-Caroline Missir, avec qui je suis venue.

Nous avons entendu un économiste expliquer que l'école publique n'était pas un modèle efficient. Il n'y avait aucun contradicteur dans la salle.

Il est tout à fait troublant qu'ici l'on parle d'écoles en général sans distinguer le privé du public. En fait, surtout, on ne parle pas d'école publique. Il y a même eu une conférence sur l'école privée low-cost, c'est à dire privée mais accessible à tous (un modèle qui existe en France à travers la Fondation Espérance Banlieue). Nous avons entendu un économiste anglais qui a ouvert des écoles en Inde, James Tooley –le Guardian s'interroge sur lui: «un héros de l'école low-cost ou un homme dangereux?»– expliquer que l'école publique n'était pas un modèle efficient. Il n'y avait aucun contradicteur dans la salle.

Ce forum, à l'instar du forum qatari sur l'éducation, le Wise, donne une idée de l'importance que les pays du Golfe accordent au sujet. Le thème est pourtant largement ignoré en France. Il faut rappeler qu'en 2012, 58 millions d'enfants en âge d'être scolarisés en école primaire ne l'étaient pas. En Inde, par exemple, 19% des filles ne sont pas scolarisées, 14% des garçons non plus.

Comment vont se réorganiser les systèmes éducatifs des pays en voix de développement et même ceux des pays développés? Quelles ressources y consacrer? Quels modèles pédagogiques y déployer? Doit-on laisser l'innovation pédagogique et sa promotion à des associations et des fondations? En tant que française, je me pose évidemment une autre question: l'école publique, laïque et gratuite n'est-elle pas une alternative intéressante du point de vue de l'égalité et de la démocratie? Il n'y a personne pour la défendre ici. slate.fr 16.03

Même dans leur camp il y en a que leurs perspectives monstrueuses effraient, c'est peu dire et il y a de quoi !

ACTUALITE EN TITRES

Barbarie. Stratégie du chaos et de la guerre sans fin.

Charlie à la mode tunisienne avec les barbares.

- Le président tunisien appelle à l'union nationale - Francetv info

Avec les Frères musulmans...

- Yémen : deux mosquées attaquées par des terroristes - Francetv info

Des kamikazes ont pris pour cible trois mosquées dans la ville de Sanaa, faisant au moins 142 morts et plus de 350 blessés ce 20 mars. Francetv info19.03

- Syrie: plus d'une centaine de morts dans plusieurs attaques en 24 heures - AFP

- Libye: Tripoli tente de survivre malgré les violences Mohamad Ali Harissi - AFP

- Découverte d'une centaine de corps dans une fosse commune au Nigeria - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Retraites complémentaires. C'est ce que le Medef a proposé...

- La CFDT propose un nouveau régime de retraites complémentaires - Reuters

La CFDT a proposé vendredi, lors d'une nouvelle session de négociation sur le redressement des finances des retraites complémentaires du secteur privé, d'aller à moyen terme vers un nouveau régime unique en lieu et place de l'Arrco et l'Agirc.

Saluée par le Medef, principale organisation patronale, cette proposition a été diversement accueillie par les autres syndicats cogestionnaires avec le patronat de ces deux caisses, l'Agirc étant réservée aux cadres.

Les réserves de ces régimes, qui assurent un complément de revenu à 12 millions de retraités, fondent sous l'impact de déficits à répétition et pourraient être asséchées vers 2024.

"Il faut arrêter de prétendre que le système est au bord de la faillite", a cependant dit à son arrivée au siège du Medef le négociateur de la CFDT, opposé à des mesures "punitives".

Des efforts "raisonnables et acceptables" sont nécessaires à court terme pour "desserrer l'étreinte" mais il faut "ensuite se donner un rendez-vous pour qu'en 2019-2020 on ait un système qui garantisse vraiment l'équilibre", a ajouté Jean-Louis Malys.

A court terme, il suggère une mutualisation des réserves des deux régimes pour soulager l'Agirc, le plus menacé, et laisser le temps d'imaginer un système "plus dynamique" et mieux adapté, avec de nouvelles règles de gouvernance.

Plus qu'une fusion pure et simple de l'Arrco et l'Agirc, la CFDT propose la "construction d'un tout nouveau régime", a-t-il expliqué en séance, selon le texte de son intervention.

"Cette proposition me convient d'autant mieux que c'est ce que j'ai proposé à la réunion précédente", a réagi le chef de la délégation patronale, Claude Tendil, à l'issue de cette session.

Jean-Louis Malys, selon qui la proposition du Medef relève plus d'une "compilation" que d'un système véritablement nouveau, a admis que la CFDT était isolée sur ce point du côté syndical.

Pour Pascale Coton, de la CFTC, "deux malades ne font pas quelqu'un en bonne santé" et la constitution d'un régime unique n'est pas pour elle à l'ordre du jour.

Le négociateur de Force ouvrière Philippe Pihet s'est en revanche montré plus ouvert, tout en affirmant que son syndicat n'était "pas demandeur".

"L'important est de sauver la retraite complémentaire des salariés du privé, quels que soient leur statut et leur niveau de rémunération. Si ça passe par une révision des structures, et bien ça passera par une révision des structures", a-t-il dit.

"On sera attentif à la manière dont ce sera fait", a-t-il ajouté. "On ne sera pas moteur mais si ça doit être le véhicule pour pérenniser la retraite des salariés du privé, on contribuera à sa fabrication."

Toutes les organisations syndicales se sont en revanche retrouvées pour dénoncer d'autres propositions du patronat.

Medef, CGPME et UPA veulent économiser 7,1 milliards d'euros et équilibrer l'Agirc-Arrco à l'horizon 2020 par un gel des pensions, un abattement dégressif sur leur montant entre 62 et 67 ans, une décote pour les pensions de reversion, une hausse du coût du point de retraite et une diminution du nombre de points distribués aux chômeurs.

Le patronat refuse en revanche tout recours à une hausse de cotisations, prôné au contraire par les syndicats, qui demandent aux entreprises de participer à l'effort de redressement.

Le Medef a accepté vendredi de revoir partiellement sa copie d'ici la prochaine séance, le 10 avril, notamment concernant les pensions de réversion et l'abattement dégressif. Reuters 20.03

INFOS EN BREF

ECONOMIE

1- Euro

- La chute de l'euro est une bonne nouvelle pour l'Europe - slate.fr

La dépréciation d'une monnaie n'affaiblit pas nécessairement un pays. Dans certains cas, au contraire, elle renforce son économie.

Les deux prix les plus importants du monde viennent de baisser de manière considérable, très rapide et tout à fait inattendue. En juillet 2014, un baril de pétrole coûtait 114 dollars. Maintenant, il en coûte 57. Un euro valait 1,36 dollar et actuellement, son cours est de 1,04. Pendant l'année écoulée, l'euro a perdu 23% de sa valeur par rapport au dollar américain et 19% par rapport à la moyenne des dix autres principales devises.

Les spécialistes s'accordent à dire que d'ici peu, l'euro ne vaudra plus qu'un dollar et qu'il continuera de baisser. Les conséquences de l'effondrement du prix du pétrole sont connues. Celles de la dépréciation de la monnaie européenne le sont moins. Mais elles sont tout aussi importantes. Le prix de l'énergie comme la valeur de l'euro, la deuxième monnaie d'échange du monde, influent sur les prix de presque tous les autres produits que vous et moi consommons: du dentifrice aux voitures, en passant par la tomate.

Avant de traiter plus avant de la chute de l'euro et de ses répercussions, il est utile de démystifier une «idée zombie» sur la valeur des monnaies (Agnes Quisumbing appelle idées zombies des croyances qui, bien qu'erronées, ne meurent jamais). On a tort de croire que la dépréciation de sa monnaie affaiblit nécessairement un pays. C'est parfois le contraire qui se produit.

La diminution de la valeur de l'euro par rapport au dollar fait, qu'en ce moment, une bouteille de vin espagnol, un avion français ou une voiture italienne coûtent moins cher dans le reste du monde. Ce qui a pour effet de stimuler les ventes de ces produits. Les exportations européennes augmentent donc, favorisant mécaniquement l'emploi et l'économie en général.

D'autre part, la dévalorisation de l'euro fait monter le prix des produits dont l'origine est extérieure à la zone euro: un iPhone, des machines industrielles ou des vacances à Disneyworld, par exemple. Heureusement pour l'Europe, cet impact sur les prix des produits importés se manifeste à un moment où ce continent n'est pas menacé par l'inflation, mais bien au contraire par la déflation (en 2014, les prix ont diminué de 0,02% en Europe).

Cette maladie économique consiste en une baisse persistante des prix due à l'insuffisance de la demande et conduit à une stagnation chronique, comme celle dont le Japon souffre depuis des décennies. La dévalorisation de la monnaie est un bon antidote à la déflation.

Naturellement, toutes les dépréciations ne sont pas bénéfiques.

Lorsqu'une monnaie perd de sa valeur par rapport aux autres à la suite d'une fuite massive de capitaux, résultant pour sa part de la méfiance généralisée à l'égard de l'économie d'un pays, la dépréciation est bien sûr très dommageable. Il en est de même quand elle contribue à une explosion de l'inflation ainsi qu'à l'arrêt des investissements et de la croissance. C'est exactement ce qui passe en Russie ou au Venezuela, deux des pays les plus touchés par, entre autres problèmes, la baisse drastique du prix du pétrole.

Pourquoi cette chute actuelle de l'euro? Essentiellement parce que la Banque centrale européenne injecte des liquidités monétaires dans l'économie pour stimuler les investissements et la consommation, alors qu'aux Etats-Unis, son homologue, la Réserve fédérale, envisage la stratégie inverse. En effet, la banque centrale américaine a laissé entendre qu'elle relèverait peut-être les taux d'intérêt. Elle cherche ainsi à contrecarrer les pressions inflationnistes qui génèrent certes de la croissance, mais en même temps un taux de chômage qui s'approche de la limite au-delà de laquelle le manque de main-d'œuvre provoque des augmentations de prix.

Rien ne se meut plus rapidement que l'argent. Devant ce nouvel état de fait (et par anticipation), les investisseurs ont retiré leurs capitaux des Etats-Unis pour les placer en Europe. Depuis le début de l'année, les fonds de placement européens ont engrangé 35,6 milliards de dollars –un chiffre record– et leurs concurrents américains en ont perdu 33,6 milliards. Depuis le 1er janvier, les bourses européennes surclassent celles des Etats-Unis tant par la hausse du cours des actions cotées que par l'intensité des flux de capitaux qu'elles reçoivent.

Ces mouvements reflètent les prévisions selon lesquelles les grandes entreprises exportatrices des Etats-Unis verront s'amenuiser leur chiffre d'affaires ainsi que leurs bénéfices, et par conséquent le cours de leur action. Car quand le dollar est fort, les prix de leurs produits augmentent à l'exportation. Selon une enquête de la revue Duke/CFO, les deux tiers des exportateurs américains notent que la hausse du dollar leur a déjà porté préjudice.

Mais un autre facteur aura un impact énorme. Depuis plusieurs années, les entreprises non financières américaines accumulent des quantités gigantesques d'argent liquide. Ces liquidités peuvent leur permettre d'acheter d'autres entreprises. Et maintenant, puisque l'euro est moins cher, les entreprises européennes le sont aussi pour ceux qui détiennent d'énormes quantités de dollars. D'où la vague d'acquisitions de grandes entreprises européennes à laquelle nous assistons.

Ces effets de la dévalorisation de l'euro sont loin d'être les seuls. Il y en a beaucoup d'autres. Mais finalement, cette dépréciation de l'euro est-elle bonne pour l'Europe? En un mot, oui. slate.fr 18.03

Oui parce que pour l'auteur de cet article, le sioniste Moisés Naím (qu'on avait présenté dans une précédente causerie), elle profite à ses maîtres les oligarques anglo-saxons-sionistes qui vont faire une razzia sur l'Europe, .

2- Armement

2.1- Russie

- La Russie, premier fournisseur d'armes, en Afrique - french.irib.ir

Les armes importées par les pays d'Afrique du Nord proviennent, principalement, de la Russie... avec 49 % des exportations d'armes vers la région, suivi par les Etats-Unis, qui obtiennent 27, 8 % du marché.

Dans un cadre global, les pays membres de l'Union européenne, (UE), représentent 15,8 % des exportations d'armes conventionnelles, en Afrique du Nord, mais leurs transferts vers la région a augmenté de 171,8% entre 2003 et 2012. «Le désir d'influence et les intérêts économiques, ainsi que la lutte contre le terrorisme et les trafics illicites en tout genre et l'immigration irrégulière ont, souvent, été les raisons avancées, pour légitimer les transferts d'armes des États membres de l'UE vers la région», explique la note d'analyse du GRIP. french.irib.ir 18.03

2.2- Algérie et Afrique du Nord

- L'Algérie, premier importateur d'armes, en Afrique du Nord - french.irib.ir

Les Etats de l'Afrique du Nord – Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Libye – ont connu une augmentation constante de leurs dépenses militaires entre 2003 et 2012, indique la note d'analyse du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), un centre de recherche indépendant basé en Belgique. Selon les chiffres de la base de données sur les transferts d'armes de l'Institut de Stockholm pour la recherche sur la paix (SIPRI), cités par l'auteur de la note Simon Pierre Boulanger Marte, l'Afrique du Nord a ainsi vu ses volumes d'importation d'armes conventionnelles croître de 87,9 % entre 2003 – 2007 et 2008 – 2012.

L'Algérie et l'Egypte sont les plus grands importateurs d'armes de la région avec respectivement 43.8 % et 36.2 % du volume des achats d'armement, suivis du Maroc (18.1 %), de la Tunisie (1.2 %) et de la Libye (0.6 %). En une décennie, l'Algérie est ainsi passée du 22e au 6e rang des plus grands importateurs d'armes au monde, tandis que le Maroc est passé du 69e au 12e rang. Les programmes de modernisation des forces armées algériennes et marocaines expliquent en grande partie cette escalade, explique le chercheur du GRIP qui avance aussi « les questions liées à la porosité des frontières, à la lutte contre le terrorisme transnational et au trafic illicite des biens et des personnes », comme raisons de cette forte croissance de transferts d'armes vers l'Afrique du Nord.

« Les États nord-africains s'avèrent peu transparents dans le domaine de la défense » relève le chercheur du GRIP, qui indique que ces derniers participent de façon limitée au Registre des armes classiques des Nations unies. L'Algérie et le Maroc n'ont ainsi jamais soumis de rapport à l'initiative onusienne. L'Égypte et la Libye n'ont plus transmis d'informations, respectivement depuis 1993 et 1998 et la Tunisie n'a fourni de rapport qu'à deux reprises, en 1993 et en 2010. french.irib.ir 18.03

Le 24 mars 2015

CAUSERIE

En principe on devrait ajouter demain une vingtaine d'articles. Il se peut que je cesse les causeries le temps de finir mes travaux, j'ai acheté tout le matériel, il ne reste plus qu'à se mettre à l'ouvrage.

La grille d'entrée est en train de rouiller, les plaques de ciment qui font office de mur autour du jardin sont d'une laideur

démoralisante, et franchement ce ne sont les infos qui nous viennent de France qui seraient aptes à nous filer le moral !

J'ai un principe, si je commence le boulot, je m'arrête uniquement quand il est terminé. Il fait environ 45°C au soleil à partir de 10 heures du matin, je dois terminer la peinture de la terrasse avant de poser la bâche que j'ai achetée pour la recouvrir, sinon c'est du grand n'importe quoi, l'anarchie et je ne suis pas un anarchiste.

Et puis rien ne presse, le train-train quotidien, la routine institutionnelle, même pas de guerre mondiale, qu'est-ce qu'on doit s'emmerder en France bordel, surtout que vos dirigeants ne savent plus trop où ils en sont, on risque d'aller loin comme cela. Je ne reçois aucun courriel. Tout est possible nous dit-on, en réalité c'est de la démagogie et tout le monde s'en fout !

Donc stand by jusqu'à nouvel ordre, c'est plus raisonnable, j'en ai marre de me sacrifier pour des prunes. L'attitude de mes lecteurs me donnent raison, c'est cela qu'il y a de bien : repose-toi, fais autre chose, ne te fais pas chier pour nous, on n'en a rien à foutre de tes propositions et du reste, vous avez raison, il faudrait être con, merci à vous.

Nouvelles du pays.

- Tricherie géante en Inde : près de 1.000 arrestations - M6info

L'histoire est à peine croyable. Dans la province du Bihar, des centaines de personnes ont pris d'assaut un bâtiment où se déroulait un examen, dans le seul but d'aider les candidats à tricher.

En Inde, les tricheurs ne font pas dans la dentelle. Ici, pas de surenchère dans la miniaturisation de l'antisèche ni d'oreillette superbement camouflée.

Non, la méthode est beaucoup plus radicale, façon équilibriste.

Des fraudeurs perchés dans le vide

Dans l'état du Bihar, on a pu assister à une scène totalement surréaliste jeudi 19 mars : des dizaines de personnes ont escaladé plusieurs étages d'un bâtiment où de jeunes lycéens passaient l'équivalent local du baccalauréat.

Pendus aux fenêtres, parfois à une dizaine de mètres du sol, ils tentent d'aider ou de faire passer des documents à leur frère ou leur cousin en plein examen.

La fraude est massive, flagrante mais ne semble pas pour autant attirer l'attention des surveillants. Tout simplement incroyable.

Selon des témoins, des policiers auraient été corrompus par les familles des étudiants pour fermer les yeux et ne pas intervenir.

La publication de ces images sur Internet a soulevé un véritable tollé dans le pays.

Le gouvernement a donc décidé de lancer une vaste chasse aux fraudeurs funambules, et près de 1.000 personnes ont été interpellées.

Parmi elles, des tricheurs mais aussi leurs complices dont des policiers.

Placés en détention, tous doivent s'acquitter d'une caution de 2.000 roupies pour retrouver la liberté. Une somme qui représente environ 30 euros.

La province du Bihar est l'une des plus pauvres de l'Inde où près d'un tiers des adultes ne sait ni lire ni écrire. M6info 23.03

Commentaire d'internaute.

- "*Pour les connaître un peu, ça ne sert à rien de tenter de porter un jugement définitif sur les Indiens, c'est réellement une espèce à part, et les cerveaux occidentaux n'ont pas les codes. C'est comme un mélange perpétuel et généralisé d'intelligence et d'abrutissement, aussi intense dans un cas que dans l'autre. On se demande souvent s'il y a de la vie sur une autre planète, la réponse est oui, mais pas besoin d'aller très loin : il suffit d'aller en Inde. C'est vraiment une autre planète, avec des gens qui clairement, sont d'une essence différente et vivent "ailleurs", et cet ailleurs vous échappe complètement, mais vous le sentez. Même dans leurs yeux, il y a un truc bizarre. C'est pour ça que si on s'immerge vraiment là-bas, on a une sorte de vertige et on peut basculer. Ça a été décrit. C'est inexprimable. Ça ne le fait dans aucune autre civilisation*."

Ce constat reflète assez bien la réalité.

Je connaissais au moins un gosse qui s'est suicidé avoir échoué à un examen, et rien que pour cela, Selvi ma compagne à qui j'ai relaté cet article en visionnant la vidéo qu'il comportait, a fait la remarque que la tricherie était un moindre mal, témoignant qu'il existe deux mondes qui se côtoient en Inde, celui qui correspond à un pays sous-développé et profondément arriéré et un pays en voie de développement mais qui a conservé les réflexes archaïques ou féodaux du passé.

On ne peut pas comprendre ce pays et le comportement de sa population sans tenir compte de ces différents degrés de développement qui façonnent les rapports sociaux jusqu'au fonctionnement des institutions totalement corrompues.

Que ce cocktail ait produit un monster ou une société invivable, c'est que j'observe quotidiennement depuis plus de 20 ans et que j'ai relaté dans des causeries précédentes, dans lesquelles j'affirmais qu'en quelque sorte le règne et les règles du mondialisme ou du nouvel ordre mondial de l'oligarchie financière n'avaient pas besoin d'être importés ou d'être imposés à l'Inde puisqu'ils s'appliquaient déjà pour le plus malheur des Indiens.

Qu'il y ait des étrangers, des Français qui s'y épanouissent a quelque chose de terriblement choquant, mais pas étonnant ou incompréhensible, ce qui n'est pas mon cas évidemment puisque je partage les difficultés quotidiennes des Indiens parmi les plus pauvres. Je me suis intégré tant bien que mal dans la société indienne tout en conservant toujours un pied au dehors ou plutôt la tête ou l'esprit, et je ne peux pas dire que je me serais épanoui pour autant.

Il faut avoir la mentalité du misérable petit bourgeois qui ne pense qu'à son bien-être personnel pour s'épanouir en Inde ou ailleurs, qui s'arrange avec sa conscience qui lui dicte de profiter de la vie sans trop se soucier de celle des autres puisqu'il n'y ait pour rien, commettant si nécessaire ou parce que c'est dans l'air du temps une pensée charitable pour se soulager, qui ne risquera pas de compromettre son mode de pensée et de vie confortable.

On vit dès notre enfance dans une société qui est guidée par des intérêts qui nous sont étrangers, qui nous sont imposés, qui sont contraires ou opposés aux nôtres, en soi cela constitue déjà une violation de nos droits les plus élémentaires et une terrible injustice. A partir de là il est normal que se développe dans la société des comportements en tous genres y compris asociaux ou d'une extrême violence. La responsabilité en revient à ceux qui en sont à l'origine, la classe dominante et ses représentants, ensuite à ceux qui en ont conscience mais qui en tirent profit ou parviennent à s'en tirer mieux que les autres, qui se disent éventuellement de gauche ou versent une larme sur la misère du monde mais refusent de s'engager pour le changer.

Il n'y a pas plus tricheurs que ceux qui nous gouvernent et qui passent leur temps à falsifier la réalité ou maquiller leurs méfaits.

Quant à tricher avec sa conscience, j'ignore si on peut se livrer à ce genre d'exercice abominable jusqu'à son dernier souffle. En revanche, je sais qu'ils devront endurer les affres de la vieillesse et de la mort ou qu'ils ne pourront pas échapper à cette réalité-là, qui pour ne pas y être préparés leur sera plus insupportable qu'à n'importe quel malheureux de la planète confrontée à cette ultime expérience pour y avoir été préparé tout au long de sa pénible et douloureuse existence. Comme quoi en toutes choses ou occasions vaut mieux choisir le camp des pauvres plutôt que celui des nantis.

En complément, un commentaire d'un internaute.

- "En France aussi les jeunes ne savent plus lire ! On a pourtant 90% au bac sans triche !"

Le niveau du bac a baissé proportionnellement à la baisse du niveau scolaire des élèves. C'est comme pour vous vendre de la camelote moins cher, forcément la qualité baisse aussi, il n'y a pas de miracle !

Quelques réflexions politiques

1- Il y a des jours comme cela où il y a trois ou quatre sujets d'actualité très importants à traiter, et on n'a pas le temps de les aborder comme il le faudrait. On enrage, on en veut terriblement à ceux qui ne font pas leur boulot, car on s'épuise rapidement, on ne peut pas seul remplacer l'appareil d'un parti ou un comité de rédaction. Comment peuvent-ils rester rivés sur leurs dogmes ? Pourquoi ne s'attaquent-ils pas à la propagande de l'Etat, du gouvernement, aux médias, à ceux qui la propagent ? Ils doivent croire au miracle dans sa version laïque !

2- Il y en a qui jouent à se faire peur avec la guerre mondiale et font dans la récupération la plus cynique, comme d'autres jouent à la guerre sur des consoles de jeux pour l'avoir déjà intégrée ou banalisée.

Certains prennent très au sérieux la menace, tandis que d'autres préfèrent faire les sourds et se mettent la tête dans le sable. D'autres encore sont littéralement terrorisés à cette idée.

On en perdrait presque de vue qu'il s'agit d'une guerre de classes destinée à assurer la pérennité de la domination d'une infime miorité qui détient tous les pouvoirs sur la majorité qui n'en détient aucun, sauf celui de prendre conscience qu'il lui faut s'organiser pour renverser l'ordre établi.

Tous les peuples sont contre la guerre, aussi la propagande de guerre que diffuse quotidiennement la classe dominante à pour but de conditionner les masses pour les convaincre qu'elles font face à un ennemi invisible ou insaisissable qui leur aurait déclaré la guerre, et que pour en finir avec ce danger surgit soudain de nulle part qui les menace, il n'y aurait rien de tel que de lui déclarer la guerre pour en finir une bonne fois pour toute au nom de la paix, de la démocratie et de la liberté.

Il y a un hic dans cette mise en scène, c'est que ces propagandistes du chaos universelle sont également en guerre contre leur propre peuple auquel ils imposent des politiques d'austérité ou de régression sociale insupportables au profit des nantis qui sont aussi les marchands de canons ou de mort.

Tous les peuples ou presque étant logés à la même enseigne, ils ne sont pas spontanément portés à vouloir faire la guerre à leurs frères et soeurs qui sont soumis au même traitement qu'eux ou pire encore. ıls auraient même plutôt tendance à être solidaires les uns des autres, ce qui a de quoi exaspérer au possible les va-t-en-guerre qui n'ont de cesse d'imaginer une multitude d'arguments plus fallacieux les uns que les autres pour les faire changer d'avis ou les dresser les uns contre les autres.

Désigner à un peuple un ennemi imaginaire est facile, le convaincre qu'il devrait consentir de lourd et douleux sacrifices pour le combattre et en venir à bout s'avère une entreprise délicate, risquée et difficile. Même un consensus politique entre les partis institutionnels peut s'avérer insuffisant ou inefficace pour y parvenir, ce qui est le cas aujourd'hui.

D'autres bruits de bottes destinés à terroriser la population.

J'ai encore reçu ce week-end dans ma boîte aux lettres des articles que m'a adressés un Français, ils avaient été rédigés par des illuminés ou plutôt de véritables et redoutables conspirateurs américains, qui à chaque instant sont convaincus qu'on serait au bord d'une nouvelle guerre mondiale et que les lecteurs de leur blog doivent s'en convaincre.

En lisant distraitement ces articles, au premier abord j'ai été tenté de croire que les informations qu'ils fournissaient étaient crédibles ou sérieuses et confirmaient la thèse d'une guerre mondiale imminente. Puis en cliqiant sur les liens qui y figuraient, je suis remonté à leurs sources, et là je me suis aperçu qu'ils s'étaient livrés à une interprétation frauduleuse de la réalité en présentant les manoeuvres militaires qui venaient d'avoir lieu en Russie comme une réponse à une agression imminente de l'Otan, alors qu'il s'agissait de simples exercices militaires en réponse à ceux de l'Otan en Europe centrale, bref les quelques 80.000 soldats qui y avaient participé étaient déjà rentrés tranquillement dans leurs casernes.

En tapant le nom du journal The European Union Times diffusé sur Internet, j'ai découvert que c'était un blog proche des Libertariens et du Tea Party animé notamment par le journaliste, réalisateur et occasionnellement acteur Alex Jones, qui a le don de dégotter des informations méconnues du grand public ou passées sous silence par les médias institutionnelles, mais qui a l'épouvantable défaut de les surinterpréter jusqu'à en devenir mythomane ou paranoïaque, tendance qui apparemment est celle de The European Union Times.

La personne qui m'a adressé ces articles est-elle sous l'emprise de ces manipulateurs de l'information, en a-t-elle conscience, est-elle atteinte elle-même mentalement ? C'est très grave de consacrer un blog à colporter ce genre de fausses informations, méthode qui relève de la théorie du complot et que je dénonce. L'adresse de ce blog à fuir : resistanceauthentique.wordpress.com

Lorsqu'on n'est pas sûr de sa source, on essaie de recouper les informations relatives à un événement en provenance de sources diverses pour en vérifier l'exactitude avant de diffuser un article ou de se lancer dans une interprétation, c'est la moindre des choses. Maintenant on peut être abusé par des sources qu'on estimait sûres, cela peut toujours arriver évidemment, d'où la nécessité de vérifier qu'une information est sourcée, dans le cas contraire on peut l'utiliser en prenant un minimum de précaution ou la citer uniquement en passant sans s'y attarder en prévenant ses lecteurs ou alors la mettre de côté.

Pour rassurer les lecteurs inquiets, effrayés par la perspective d'une guerre mondiale, un post d'un internaute à la suite d'un article paru dans La Tribune le 17 mars dernier qui apporte une précision importante :

- "*Selon les meilleurs sources militaires, tout en considérant les rideaux de secrets qui entourent ces informations, de nos jours les États-Unis ne seraient pas en mesure de gagner une confrontation avec la Russie. Les experts de défense de plusieurs pays sont unanimes à dire que les systèmes anti-missiles et les ICBMs stratégiques russes sont plus avancés que les américains. Et les américains le savent aussi.* "

La pression militaire fait partie de la règle du jeu. Et puis cela alimente le commerce de l'armement, le complexe militaro-industriel-financier ou l'industrie de la guerre qui rapporte d'énormes profits à leurs actionnaires...

On était passé à côté.

Alerte antifasciste : Le Cercle des Volontaires. - 11 septembre 2012
http://blogs.mediapart.fr/blog/frachon23/110912/alerte-antifasciste-le-cercle-des-volontaires

Un article signé Indymedia Paris, une officine ou un think-tanks néoconservateur spécialisé dans le flicage de la pensée, la délation, la désinformation, la falsification des faits, les amalgames et montages frauduleux en tout genre, la pire pourriture qui soit.

Ils se présentent comme antifascistes alors qu'ils en reprennent les méthodes et le sont en réalité.

Quand on prend la responsabilité de publier ce genre d'article dans son blog (Mediapart), dans lequel les auteurs se livrent de la première à la dernière ligne sur cinq pages à de monstrueux amalgames entre tous les partis ouvriers, organisations, groupes, intellectuels, journalistes dits de gauche ou d'extrême gauche, toute toutes les sources indépendantes ou alternatives d'information avec l'extrême droite, c'est qu'on partage les intentions de ses auteurs et leur orientation politique, et qu'on accepte de servir leur cause, celle de la pire réaction, les néoconservateurs ou néolibéraux. On ne peut pas dire qu'on ne s'en était pas aperçu, c'est totalement impossible.

De notre côté, on met quasi quotidiennement en ligne des articles dont on ne partage pas l'orientation, mais en aucun cas on ne publierait des articles faisant l'apologie de l'idéologie de l'extrême droite ou de ses méthodes qu'emploient également les porte-parole des néolibéraux.

Les auteurs de ces articles peuvent formuler des interprétations, des conclusions ou avoir des idées différentes, très éloignées ou opposées aux nôtres sur de nombreux sujets, cela dit, du moment qu'ils ne s'en servent pas pour promouvoir l'idéologie qu'ils ont adoptée ou soutienne, nous estimons que leurs articles méritent d'être publiés ou portés à la connaissance de nos lecteurs, parce que les faits, données ou informations qu'ils contiennent priment sur leurs analyses que les lecteurs ne sont pas obligés de partager avec eux, dans le cas contraire on ne publierait plus aucun article et on se priverait d'une masse considérable d'informations qui sont indispensables pour ne pas se faire manipuler par la propagande officielle ou mieux comprendre la situation et mener notre combat politique.

Signalons au passage que nombreux sont ceux dans nos rangs qui consultent régulièrement ces articles sans founir leurs sources dans leurs publications, par crainte sans doute qu'on les accuse de collusion avec des gens jugés à tort ou à raison d'extrême droite ou proche de l'extrême droite, infréquentables, l'hypocrisie étant de règle ici comme ailleurs, procédé que l'on rejette. Vous avez pu remarquer aussi que je reproduisais souvent des commentaires d'internautes que j'aurais pu m'approprier ou plagier sans que vous vous soyez doutés de quoi que ce soit, mais chaque fois j'ai l'honnêteté de faire cette distinction et ce n'est pas un exercice de style de ma part, c'est un principe tout simplement.

Nous ne publions pas les articles qui ont été manifestement rédigés dans l'unique but de servir la cause du néolibéralisme.
Les auteurs des articles que nous publions ne sont pas marxistes ou socialistes, ils demeurent donc inféodés au capitalisme, ils se contentent d'en combattre les excès en estimant qu'il serait possible de le réformer, nous leur accordons ce droit bien que nous ayons toujours contesté que le capitalisme serait réformable, d'une part parce qu'il a prouvé que c'était impossible, d'autre part et en conséquence, parce que ce n'est pas l'objectif de notre combat politique qui demeure de le renverser et de prendre le pouvoir ou porter la classe ouvrière au pouvoir.

Les masques de l'imposture et de l'infâmie tombent.

En marchant dans cette combine pourrie la véritable nature et le rôle abjecte de Mediapart de vulgaire larbin du régime a été dévoilée (si nécessaire). Plénel et sa clique n'ont jamais été au service d'une autre cause malgré les apparences trompeuses. Quand on a fait partie du mouvement ouvrier et qu'on l'a quitté, soit on s'aperçoit un jour qu'on a commis une énorme erreur et on y revient, soit on devient un agent des ennemis du mouvement ouvrier, je parle de ceux qui continuent d'avoir un engagement politique ou qui sont amenés à occuper des responsabilités au sein des institutions ou leurs multiples officines.

Quand on milite ou qu'on prend part à la vie politique, on a le choix entre deux attitudes possibles : soit on s'accommode du régime en vigueur (généralement parce qu'on en tire profit personnellement) et on s'engage à le soutenir jusqu'au bout quels que soient les moyens qu'il sera amené à mettre en oeuvre ou les méthodes auxquelles il recourra un jour pour assurer sa survie, y compris ceux ou celles habituellement utilisés par les fascistes ou les dictateurs, soit on décide de rompre avec l'ordre établi et on s'engage à le combattre jusqu'à son renversement afin d'instaurer une société meilleure ou plus juste, une République sociale ou le socialisme. Tant qu'on n'a pas consciemment opté pour la révolution socialiste, on demeure à des degrés divers sous l'emprise de l'influence de l'idéologie dominante ou lié au capitalisme, qu'on l'admette ou non n'y changeant rien, ce qui ne fera pas forcément de vous un réactionnaire, mais pas davantage un révolutionnaire, on sera toujours susceptible de se faire manipuler et de servir la cause qu'on croyait combattre, d'où la nécessité impérieuse d'être clair sur la nécessité de rompre avec le capitalisme et ceux qui l'incarnent, dont le PS et ses satellites notamment, l'ensemble de ses institutions.

Ce qu'on vient de dire se base uniquement sur un constat, les faits et les expériences du passé, et non un jugement, une théorie

à laquelle on voudrait contraindre les lecteurs à adhérer. En toute conscience, chacun est capable de s'apercevoir pour peu qu'il soit honnête, de quelle manière l'idéologie dominante a pu pénétrer dans son cerveau au regard de la multitude de sujets ou questions que nous avons traités et des différentes interprétations que nous en avons données, qui ont pu amener les lecteurs à modifier en partie ou plus largement leur perception de la réalité ou de la situation, leur interprétation de certains événements.

Notre acharnement ou notre détermination sans faille à combattre le PS était justifié, les faits nous ont donné amplement raison. Notre dénonciation de la collusion, de la compromission, de la trahison du mouvement ouvrier et son avant-garde avec le PS était entièrement justifiée. Notre refus de se ranger derrière un front unique incluant le PS l'était tout autant. Notre rejet de toute perspective politique incluant le PS l'était aussi. Nous n'avons pas trouvé un seule argument qui aurait justifié de ménager le PS, d'en attendre quoi que ce soit, de s'adresser à ses ministres, élus, dirigeants. Pour cela on nous a traité de gauchiste ou d'extrémiste, de révisionniste, de charlatan, de faire le jeu de la droite, on a franchement envie d'en rire ou pleurer en observant que le PS se confond aujourd'hui avec l'extrême droite néoconservatrice. On se demande comment nos détracteurs vont-ils bien pouvoir fair pour expliquer à leurs militants ou aux travailleurs comment ils ont pu se fourvoyer de la sorte pendant de si longues décennies.

Avions-nous tort d'affirmer que la définition de nos rapports avec le PS et sa caractérisation étaient déterminantes pour adopter une stratégie correcte ? On pourrait en dire autant à propos du PCF ou du Front de gauche qui demain vont encore se retrouver ses alliés électoraux ou le sont déjà. Ce n'était pas tel ou tel point d'un programme remontant près de 80 ans en arrière qui devait constituer la ligne rouge entre l'appartenance ou non à un parti, mais la question de nos rapports au PS et au PCF, ces agents du capital. Associer ou accepter d'associer d'une manière ou d'une autre le PS au combat du mouvement ouvrier ouvrait la voie à tous les reniements, c'était capituler ou trahir notre cause.

Ce qu'il faut admettre et comprendre aujourd'hui, c'est que le PS est devenu le fer de lance du néoconservatisme ou néolibéralisme, et que son parcours politique s'achève en adoptant le courant le plus droitier, le plus réactionnaire du capitalisme synonyme de la pire barbarie.

Allons plus loin, il l'assume pleinement, publiquement ou ouvertement à travers la Fondation Jean-Jaurès (voir plus loin), il faut donc être d'une mauvaise foi sans fond ou aveugle pour ne pas en convenir ou l'observer. Mieux encore, toute son épouvantable histoire passée conduisait à ce dénouement fatal, il suffisait juste d'en retracer les principaux épisodes pour être convaincu qu'il finirait sa course dans les bras de la pire réaction, pire encore qu'il irait jusqu'à l'incarner lui-même, c'est-à-dire adopter sa politique et tenter de l'appliquer, ce qu'il est en train de faire en mettant en place un mécanisme législatif permettant de museler les libertés individuelles et de réprimer ceux qui auraient l'audace d'en abuser, en octroyant aux services de renseignement des moyens extrajudiciaires dignes des dictatures fascistes ou militaires.

Il aura fallu à peine deux mois et demi entre le coup d'Etat du 7 janvier, la publication par la Fondation Jean-Jaurès d'un article rédigé par les porte-parole des néoconservateurs dirigé contre les "conspirationnistes" en réalité ceux qui diffusent les faits ou informations que le gouvernement, l'ensemble des partis politiques et les médias institutionnels censurent systématiquement, et l'annonce par le gouvernement d'un projet de loi visant à mettre sous surveillance les libertés individuelles ou l'ensemble de la population sous prétexte de lutter contre le terrorisme.

Cette loi permettra de réduire au silence ou d'embastiller ceux qui publient des informations mettant en lumière la collusion qui existe entre d'une part le gouvernement, le PS, l'UMP et l'UDI et d'autre part Al-Qaïda, les Frères musulmans, l'Emirat islamique, etc. Et lorsque des intellectuels, journalistes ou militants affirmeront que la France soutient ces organisations terroristes, les dictateurs au pouvoir estimeront légitime de leur appliquer cette loi, dès lors qu'ils estimeront qu'ils compromettent les efforts qu'ils ont entrepris pour lutter contre le terrorisme en les jetant en pâture à l'opprobre publique ou en les présentant comme des pestiférés, des déséquilibrés mentaux, des ennemis de la France ou des traîtres à la nation. Bien entendu, le cas échéant en fonction du développement de la situation sociale et politique, ce procédé inique sera ensuite étendu à l'ensemble des opposants de gauche au régime ou à tous les opposants en général à leur politique antisociale et impérialiste.

Le PS ou la voix des néoconservateurs.

Pour illustrer notre propos et montrer aux lecteurs qu'on ne fabule pas, qu'on ne trafique pas les faits pour leur faire dire n'importe quoi, nous devons revenir sur cet article de Rudy Reichstadt, Conspirationnisme : Un état des lieux, publié par la Fondation Jean-Jaurès le 24 février dernier. Nous reproduisons le premier paragraphe et la dernière ligne de cet article.

Le premier paragraphe - "*Les attentats de Paris des 7 et 9 janvier 2015 ont eu un effet collatéral inattendu : la désignation, de la part des plus hautes autorités de l'État, du conspirationnisme comme problème public.*"

La dernière ligne - A propos des "*conspirationnismes* " : "*Ils exonèrent des criminels de la responsabilité de leurs actes.*"

Que constatons-nous ?

Qu'on est en présence d'un document qui de la première à la dernière ligne va s'employer à justifier une théorie à l'aide d'un

certain nombre d'artifices ou de montages fallacieux, pour aboutir à une conclusion qui sous la forme d'un acte d'accusation destiné au gouvernement, pourrait servir de trame au législateur afin d'élaborer une nouvelle loi liberticide et répressive qui s'en trouverait du même coup légitimer.

Toute personne qui douterait de la version d'un événement fournit par le gouvernement, qui oserait manifester sa défiance envers la parole du gouvernement deviendrait un "problème public, un conspirateur, accusation très grave qui hier encore ou dans d'autres circonstances valait le peloton d'exécution.

Et à l'arrivée la sanction serait confirmée ou le couperet tomberait puisque de fil en aiguille ces "conspirateurs" sont devenus des complices des "criminels", donc méritent au pire le même traitement ou le même châtiment extrême, au mieux les réduire au silence pour les empêcher de nuire, ce qui tombait bien puisque c'était justement l'objet du projet de loi liberticide du gouvernement.

Pour que l'on comprenne bien qui étaient les véritables commanditaires et bénéficaires de cet article ou la nature de son auteur, pour ceux qui ne l'ont pas lu, l'auteur visait les principaux événements qui s'étaient produits dans le monde depuis le 11 septembre 2001 jusqu'au 7 et 9 janvier 2015 en passant par la crise syrienne et ukrainienne, qui tous s'inscrivaient dans l'agenda de la stratégie américaine, pour finalement s'en prendre aux personnes qui avaient publié des informations ou des photos relatives à ces événements censurées par les médias aux ordres, et qui avaient intégré ces éléments nouveaux dans leurs analyses, qui forcément ne pouvaient pas correspondre aux versions officielles qui avaient été fournies par les différents gouvernements occidentaux puisqu'ils avaient sciemment occulté ces éléments qui contredisaient leur version.

Voilà ce qu'est devenu le PS.

A une autre époque il fit bombarder le Vietnam puis l'Algérie, souvenez-vous, comme dirait le M'PEP, des staliniens ou des trotskistes nostalgiques de la IVe République, c'était "les jours heureux", dans les manuels scolaires "les Trente glorieuses", que n'ont-ils pas ménagé la social-démocratie impérialiste, célébré les bienfaits du réformisme... sous une pluie de bombes. Vous me direz que c'est une autre question, certes, mais tout est lié. Leur interprétation de la réalité était erronée ou falsifiée hier et elle l'est tout autant aujourd'hui et le lien demeure le même... A suivre.

Pour rappel ou pour ceux qui voudraient en savoir davantage sur Indymedia Paris que le PS a adopté.

- Indymedia Paris et les "antifas" soumis au détecteur de mensonge (legrandsoir.info) (22.03.2014) ou
- Indymedia Paris et les "antifas" soumis au détecteur de mensonge (anticons.wordpress.com) (22.03.2014)

... et la liste noire des "rouges-bruns" (tous les partis ouvriers notamment amalgamés à l'extrême droite) établis par cette officine néolibérale.

- Alerte antifasciste : Le Cercle des Volontaires. (legrandsoir.info) (11.09.2012)

Là l'auteur de cet article a recouru à un procédé plus sournois en faisant endosser sa propre propagande à une autre organisation.

Il a dénoncé les liens ou les rapports qu'un "mouvement d'extrême droite basé à Paris", Le Cercle des Volontaires, entretiendrait avec une multitude de partis, organisations ou personnalités de l'extrême gauche à l'extrême droite, liste dans laquelle figure les partis (dont le POI), organisations, portails dont nous publions les articles depuis des années, qui par les positions qu'ils défendent seraient complotistes, conspirationnistes, confusionnistes, négationnistes, souverainistes rouges-bruns, pro-dictatures, quand dans le même paragraphe ils ne sont pas assimilés à des antisémites ou à des personnages d'extrême droite pour avoir soutenu les mêmes causes qu'eux ou avoir signé un appel du Comité Valmy contre une éventuelle intervention militaire occidentale en Syrie, organisation qualifiée de "groupuscule souverainiste rouge-brun", procédant à toutes sortes de liens ou amalgames tout en s'en défendant évidemment ("les socio-démocrates ne sont pas des fascistes", cela reste à démontrer aujourdhui, voyez Valls ou Fabius par exemple, mais il est vrai que Bush ne le serait pas...), suggérant de la sorte aux lecteurs que si tous ces gens défendaient la même cause ou partageaient la même position sur une question précise, c'était forcément parce qu'ils étaient tous de mèche, infréquentables ou des ordures, allant jusqu'à qualifier d'"infâme gloubi-boulga citoyenniste" l'Association pour une constituante, et pour mieux brouiller les pistes et tromper les travailleurs dans un confusion impossible à décrire ici, il termine par ces mots "Pour un antifascisme anticapitaliste ! Pour un anticapitalisme authentique !", venant de néolibéraux on ne peut s'empêcher d'éclater de rire, c'est nerveux.

Maintenant on se pose une autre question : Comment l'auteur de ce blog de Mediapart (Frachon 23) a-t-il pu publier cet article abjecte de cette officine néolibérale (Indymedia) ? S'agit-il d'un militant ouvrier isolé qui serait manipulé, d'un agent néolibéral déguisé en militant ouvrier ?

Dans les deux articles d'Indymedia étaient visés les opposants à l'UE, à la guerre contre la Libye, à l'intervention militaire occidentale en Irak et en Syrie, ceux qui critiquent le gouvernement néonazi de Kiev, le gouvernement d'extrême droite israélien, dans lesquels figurent des partis, organisations ou personnalités allant de l'extrême gauche à l'extrême droite.

La confusion extrême qui ressortait de la lecture de cet article était volontaire à notre avis, elle avait pour but d'inspirer un profond dégoût aux lecteurs de tous les acteurs qui étaient cités, c'est en tout cas l'impression qu'on a eu.

Conclusion : méfiez-vous des portails et blogs anonymes, méfiez-vous comme de la peste de tous ces médias subventionnés par l'Etat. N'hésitez pas à confier vos doutes à votre entourage quand vous n'êtes pas certain de la nature d'un portail ou un blog.

Etant donné la chape de plomb qui s'est abattue depuis des années sur l'information et le consensus politique qui existe entre tous les partis institutionnels qui pratiquent la censure, nous sommes contraints de nous adresser à des sources très diverses pour nous informer. Et sachant que certaines sont sujettes à caution, peu recommandables ou en principe infréquentables, nous devons redoubler de vigilance pour ne pas nous faire manipuler, sans tomber toutefois dans la paranoïa, comme je l'ai déjà dit, si cela avait dû m'arriver de devenir paranoïaque en vivant en Inde cela ferait longtemps que je le serais devenu, et à l'opposé pour avoir eu l'audace de lire un tas d'articles fort intéressants au demeurant ou instructifs, mais rédigés par des auteurs enclins à la théorie du complot pour ne pas dire pardois désaxés, j'avais dû sombrer dans la schizophrénie depuis des années ce qui n'est pas le cas, j'en déduis donc selon le principe de la physique que deux forces contraires de même intensité s'annulent, que toute ces lectures aux orientations bien différentes ou opposées m'ont permis de conserver un certain équilibre mental et de développer mon esprit critique, cela dit je ne conseillerais pas à tout le monde d'en faire autant.

Elections départementales

- Le FN vainqueur aux points, malgré tout - Le Huffington Post

- Départementales: l'UMP devance le FN, le PS distancé - Reuters

L'UMP et ses alliés centristes se sont imposés dimanche en tête du premier tour des élections départementales, devançant le Front national, qui perd le pari du plébiscite, et le Parti socialiste, qui paye le prix de la désunion de la gauche.

Le bloc de droite s'affirme, sous la direction de Nicolas Sarkozy, comme la première force politique (37,5%), devant le pôle de gauche (34,7%) et le FN (26,4%), qui progresse encore par rapport aux européennes de 2015 (25,47%) mais moins que l'espérait Marine Le Pen, selon une estimation Ifop-Fiducial.

La participation est supérieure à celle des cantonales de 2011 (où la moitié des Français avaient voté), aux alentours de 50%, selon des chiffres provisoires du ministère de l'Intérieur.

D'après Ifop-Fiducial, l'UMP alliée aux centristes de l'UDI et du MoDem recueille 29,7% des voix, devant le FN (26,4%) et le PS (20,9%). Les divers droite obtiendraient 7,8%, le Front de gauche 5,9%, les divers gauche 6,5%.

Europe Ecologie-Les Verts (EELV), qui ne s'était allié au PS que dans 20% des cantons et s'était rapproché de l'extrême gauche, s'effondre : il obtient 1,4%.

Selon une estimation CSA, l'UMP-UDI remporte 31% des suffrages, le FN 24%, le PS et ses alliés 19,70%, le Front de gauche 9,70%, les divers gauche 7,70%, les divers droite 6,60%.

Dans cette configuration, le bloc de droite est crédité de 38%, devant la gauche (37%) et le FN.

"Même si le Front national gagne plus de dix points par rapport aux cantonales de 2011, sa progression marque le pas, on semble avoir atteint un plafond", a relevé le PDG de CSA, Bernard Sananès, sur BFM TV. Reuters 23.03

En famille. Consensus. Voter PS, EELV, PCF, PG, FdG = voter UMP-UDI

- Départementales : Cambadélis appelle "au désistement républicain là où la gauche ne peut concourir" - Francetv info

- Elections départementales: Jean-Christophe Cambadélis (PS) appelle à «faire barrage au Front national» 20minutes.fr

Surprise, voilà que même à gauche, on chante les louanges de Nicolas Sarkozy ! « Le FN n'est pas le premier parti de France, moi je dis merci Sarko au nom de la République, il est capable de faire baisser Marine Le Pen ! », concédait hier soir un proche de l'exécutif. LeParisien.fr 23.03

- Pierre Laurent : « tout faire pour empêcher la victoire de candidats du Front national » - Public Sénat

« J'appelle au rassemblement de toutes et tous face à la droite ou à l'extrême droite. La conquête de cantons et de départements au 2e tour par la droite et l'extrême droite ne peut qu'aggraver durement les conditions de vie déjà difficiles des populations, » a-t-il prévenu soulignant que l'abstention montrait « une défiance » des Français qui s'ancre « plus que jamais. » Public Sénat 22.03

Quand Valls se prend pour le président de l'UMP.

- Sarkozy ne veut ni le PS, ni le FN, Valls conteste - - Francetv info

A qui il faut dire merci La Talonnette ? A Valls !

- L'UMP peut dire merci... à Manuel Valls", écrit Bruno Dive dans Sud Ouest. M6info 23.03

Les institutions et un régime illégitime. Dimanche soir, tout le monde avait gagné. L'UMP était le premier parti de France, le FN avait réalisé des scores historiques et le Parti socialiste avait moins perdu qu'annoncé. Liberation.fr 23.03

Consensus. Les médias soulagés.

La machine de guerre contre l'abstention aura été inefficace. On attend le résultat des votes blancs et nuls.

- Départementales: une abstention forte, mais moindre que pronostiqué - AFP

Le matraquage aura duré jusqu'à la dernière minute. Jamais un Premier ministre ne se sera tant engagé dans une campagne électorale intermédiaire.

- Départementales : «C'est un devoir de voter», assure Valls à Evry - LeParisien.fr

- Départementales : contre l'abstention, une lutte pied à pied - LeParisien.fr

- Monseigneur di Falco : "Il faut voter pour un changement d'attitude !" - LePoint.fr

Les ouvriers et les employés sont le parti majoritaire, c'est eux qui doivent gouverner !

- Profil des abstentionnistes? Plus souvent des jeunes (64% d'abstention chez les moins de 35 ans, 51% chez les 35-44 ans), des ouvriers (64% d'abstention) ou des employés (53%), des titulaires du baccalauréat (53%) ou n'ayant pas le bac (52%), selon des données d'une enquête Ipsos diffusée dimanche soir. AFP 22.03

Ouf, reste la méthode Coué !

- Le Parti socialiste reprend sa respiration - Liberation.fr

- Le PS battu, mais pas humilié - LeParisien.fr

- Elections départementales 2015: Valls se réjouit du score «honorable» du PS - 20minutes.fr

- Le PS limite les dégâts mais est éliminé dans 1/4 des cantons - AFP

Déception, le FN n'est qu'à 12% environ des inscrits.

- Départementales: La presse «soulagée» et «surprise» par le score du FN - 20minutes.fr

Les éditorialistes se réjouissent que le score du Front national soit finalement plus faible que ce qui était annoncé. 20minutes.fr 23.03

- Le FN en tête dans 327 cantons et 43 départements - Liberation.fr

24 heures plus tard, la machine à faire monter la bête immonde reprenait du service.

- Départementales: 44% des Français souhaitent que le FN sorte renforcé - AFP

En pourcentage des inscrits, le FN est resté en revanche dimanche en dessous de son record, les 13,95% de Marine Le Pen lors de la présidentielle 2012. Il lui aurait fallu, pour cela, dépasser les 27,8% des voix. Il se contentera donc d'un peu plus de 12% des inscrits, juste au-dessus de ce que faisait Jean-Marie Le Pen lors des présidentielles 1988, 1995 et 2002 (autour de 11,5% les trois fois).

- une explosion à 2 millions de voix aux européennes de 1984, consolidée lors des deux années qui suivent;

- une nouvelle percée lors de la présidentielle de 1988, à plus de 4 millions, qui vont rester l'étiage maximal du parti jusqu'à la prise de pouvoir interne de Marine Le Pen, avec régulièrement des scores de plus de 3 millions, et des creux importants, notamment lors de la scission mégrétiste après 1999;

- une nouvelle percée à partir de 2012, avec deux scores supérieurs à 5 millions de voix, à la présidentielle 2012 et, donc, aux départementales 2015. (Pour la rigueur de la comparaison en voix, rappelons également que le nombre d'électeurs français a augmenté d'environ 50% entre 1973 et aujourd'hui.) slate.fr 23.03

On reste en famille. Non la vermine qui bouffe à tous les râteliers n'a pas disparu.

- EELV à 2%, un score national en trompe-l'oeil - Le Huffington Post

Les estimations nationales ne créditaient EELV que de 2% (Ifop) voire de 1,3% (Ipsos) peu après 20h.

De quoi provoquer la colère des partisans d'une large alliance à gauche qui l'ont immédiatement exprimée sur les réseaux sociaux. "Quand la stratégie des écologistes est illisible, c'est l'écologie qui est invisible", s'est emporté le coprésident des députés EELV François de Rugy dans un message posté sur son compte Facebook.

De son côté, le patron des sénateurs écologistes, Jean-Vincent Placé, également favorable à un rapprochement du gouvernement, exprimait sa "colère" sur RTL avant d'appeler à l'union de la gauche. "Quand il y a les enjeux du climat, la loi de transition énergétique, la biodiversité, on peut ne pas aller comme ça, arriver à des stratégies qui n'ont aucun sens", a-t-il déploré sur Itélé, ironisant sur des "alliances d'avenir" avec le parti communiste.

A en croire le secrétaire national adjoint en charge des élections, David Cormand, EELV atteindrait jusqu'à 10% des voix dans les cantons où il est réellement présent. Pas suffisant pour détrôner le Parti socialiste mais bien loin de la déroute annoncée par le score national.

Un point de vue partagé par son homologue au Parti de Gauche, Eric Coquerel. Le Huffington Post 23.03

- Elections départementales: EELV conteste les chiffres officiels et assure que son score est de 9,7% - 20minutes.fr

Ce lundi, EELV a dressé son bilan du 1er tour, affirmant être à 9,7% dans les cantons où il était autonome, et a dénoncé une fois de plus la nomenclature du ministère de l'Intérieur.

«Sur les 1.000 cantons où EELV présentait ou soutenait des candidats, 377 constituaient des candidatures autonomes soutenues par EELV. Dans ce cas de figure, le score moyen est de 9,7%», détaille David Cormand, responsable des élections à EELV.

«450 constituaient des candidatures de rassemblement écologiste et citoyennes, en alliance avec au moins une composante du Front de gauche. Dans ce cas de figure, le score moyen est de 13,6%. 157 constituaient des candidatures en alliance avec le Parti socialiste. Dans ce cas de figure, le score moyen est de 27%. 15 constituaient des candidatures en alliance avec le PS et le PCF. Dans ce cas de figure, le score moyen est de 30,5%», écrit-il. 20minutes.fr 23.03

EELV allié du PS, du PCF, du Front de gauche, donc si vous combattez la politique du PS ou du gouvernement vous n'avez rien à faire au PCF ou au Front de gauche, parlons pas d'EELV ou du PS, vous pourriez adhérer à l'UMP ou à l'UDI.

Les médias soulagés, suite.

- Espagne: Podemos grimpe mais sans tremblement de terre politique - AFP

- Le PSOE en tête des régionales en Andalousie, percée de Podemos - Reuters

- Espagne: percée de Podemos mais sans séisme politique - L'Express.fr

Comment fonctionne la propagande de guerre de l'Otan pour conditionner les masses ? Décryptage.

Cela commence par le titre.

- Russie: L'extrême droite européenne se réunit à l'invitation d'un parti pro-Kremlin - 20minutes.fr

Pour détecter le lézard il faut lire le premier paragraphe où est repris le titre :

- Des représentants d'une dizaine de partis de l'extrême droite européenne, pour certains réputés néo-nazis, se sont réunis ce dimanche en Russie lors d'un forum organisé par une formation pro-Kremlin, défendant les «valeurs traditionnelles» familiales et critiquant les sanctions contre Moscou liées à la crise ukrainienne.

Donc il suffit que des partis d'extrême droite aient des positions similaires à celle de Poutine ou à un ou d'autres partis en général pour réaliser un amalgame entre eux, de manière à convaincre les lecteurs que la totalité de ces partis ne sont pas fréquentables et pas seulement ceux d'extrême droite qui ne sont la cible des auteurs de ce genre d'articles qu'on retrouve ailleurs quasi quotidiennement dans les médias institutionnels.

Ici leur cible, c'est Poutine qu'ils assimilent à l'extrême droite, pas directement car sinon la manipulation ne fonctionnerait pas, c'est plus subtil ou sournois, ils le suggèrent fortement aux lecteurs de telle sorte qu'ils s'en convainquent eux-mêmes.

L'art de la manipulation pour atteindre un but, consiste à faire en sorte que quelqu'un parvienne à croire en quelque chose qui ne lui serait pas venu à l'esprit ou auquel il n'aurait pas pensé s'il ne lui avait pas été suggéré de l'extérieur ou par un tiers, mieux encore ou plus fort quand la chose en question est contraire à ses convictions. Dit autrement, l'art de la manipulation consiste à faire adopter à quelqu'un une position qui va à l'encontre de ses convictions ou à le convaincre de la modifier en recourant à des méthodes malhonnêtes au moyen d'artifices de toutes sortes, qui vont de la flatterie en passant par la connivence entre le rédacteur d'un article et ses lecteurs, histoire d'affaiblir sa vigilance, défaillance à partir duquel le venin de la manipulation pourra ensuite s'infiltrer progressivement dans leurs cerveaux à leur insu.

Pour un peu en lisant ce titre, les lecteurs pourraient se dire que c'est le Kremlin, donc Poutine qui aurait invité ces partis d'extrême droite. Les lecteurs n'étant pas naturellement portés à pencher pour l'extrême droite sont invités à se tenir le plus éloigné possible de Poutine ainsi diabolisé, traduit en termes politiques, à condamner son entreprise impérialiste sur l'Ukraine et à soutenir l'Otan, pour faire bref.

En France, il suffit qu'un parti étiqueté à gauche ou à l'extrême gauche milite pour la rupture avec l'Union européenne ou lui impute simplement la responsabilité de la situation ou de la crise, pour qu'il fasse l'objet d'un amalgame avec l'extrême droite.

A ce propos il faudrait préciser que l'extrême droite n'est pas forcément nationaliste ou ultra nationaliste ou plutôt son ultanationalisme n'est qu'une façade au service d'autres intérêts. Comme pour l'ensemble des positions qu'elle défend, c'est uniquement une posture, toute sa politique n'est qu'un patchwork ou un assemblage de positions et d'arguments dont les composantes varient en fonction des besoins de la classe dominante ou du régime qu'elle soutient. En Ukraine par exemple, l'extrême droite met son ultra nationaliste au service de l'UE (et du FMI), et en France le FN qui se présente et est présenté comme un parti farouchement opposé à l'UE y participe et légitime ainsi l'UE. L'ensemble des partis d'extrême droite prétendument union-européanophobes sont en réalité union-européanophiles.

En réalité, il n'existe pas d'idéologie d'extrême droite, ce concept a été créé par l'élite partisane du capitalisme, qui en réalisant cette distinction avec l'idéologie de droite ou de la classe dominante a procédé à une falsification consistant à les opposer pour faire oublier ou camoufler le visage hideux du capitalisme, de la dictature effroyable du capital qui sévit au quotidien et qui serait encore un moindre mal face à une dictature d'extrême droite ou fasciste, alors que lorsqu'ils en ont les moyens politiques, les partis de droite appliquent la politique que l'extrême droite appliquerait à leur place si elle parvenait au pouvoir, l'extrême droite n'ayant pas davantage de programme qui lui serait propre, elle ne fait qu'appliquer en recourant à la violence et la répression la politique que les partis de droite ne sont plus en mesure d'imposer aux masses exploitées, autrement dit la politique dictée par la classe dominante.

Ainsi l'extrême droite existe, végète et ne se développe occasionnellement que par la volonté des dirigeants de la classe dominante qui la finance et l'espace ou la tribune médiatique qu'ils lui consentent généreusement.

Aussi vrai que la guerre est la continuité de la politique, de la même politique par d'autres moyens tournée contre le prolétariat mondial, l'extrême droite et sa politique s'inscrit dans la continuité de la droite et son programme conforme aux besoins de la classe dominante. Si la forme ou les discours et les moyens mis en oeuvre par l'extrême droite et la droite différent, le contenu et l'objectif sont identiques, les présenter comme opposés relève de l'escroquerie politique, car leur nature au-delà du caractère hétérogène ou hétéroclite de l'extrême droite et les intérêts qu'ils servent sont en dernière analyse identiques, préserver par n'importe quel moyen le système d'exploitation de l'homme par l'homme et lutter contre la révolution socialiste mondiale qui

est leur pire ennemi.

En tant normal ou lorsque les rapports entre les classes sont régulés par la lutte des classes, la droite exploite l'ignorance des exploités et des opprimés pour exercer son pouvoir dans un cadre constitutionnel ou institutionnel. Mais lorsque ces rapports ne peuvent plus remplir cette fonction de régulation des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, ou lorsque la classe dominante ne dispose plus des moyens institutionnels pour imposer sa politique aux travailleurs parce que son ou ses partis sont trop faibles et rejetés par la majorité des masses exploitées, elle recourt à son suppléant ousupplétif, en France le PS, et lorsque celui-ci est à son tour discrédité, en dernier ressort elle fait appel à l'extrême droite.

Il apparaît ainsi que ces trois courants ou partis politiques sont finalement liés par la même idéologie et les mêmes intérêts, ceux des capitalistes qu'ils servent tour à tour en fonction du contexte social et politique, du développement de la crise du capitalisme. Ils luttent donc bien dans le même camp contre le même ennemi au-delà des apparences, des étiquettes, des discours, de leur origine respective ou la manière dont ils se présentent qui a comme point commun l'ignorance des travailleurs qu'ils manipulent et exploitent sans vergogne ou le plus cyniquement du monde.

Les distinguer demeure indispensable pour comprendre de quelle manière ils se répartissent les rôles pour mieux les combattre, et non pour tenter d'en obtenir des concessions ou des faveurs empoisonnés qui ne serviront qu'à induire en erreur les travailleurs et prolonger inutilement leurs souffrances.

Revenons à cet article de 20minutes.

Il s'inscrit dans le cadre de la propagande hystérique de l'Otan contre la Russie et Poutine qui résiste à l'emprise des Etats-Unis sur l'Ukraine par le biais de son association avec l'UE avant d'y être intégrée.

Relevons rapidement quelques passages de cet article qui étaient censés convaincre les lecteurs de soutenir l'Otan.

- L'auteur de cet article a dénoncé les participants à cette réunion parce qu'ils ont osé s'en prendre aux «menaces à la souveraineté et à l'identité nationale» qui pèsent sur les différentes nations, alors que le même discours tenu par Porochenko et les miliciens fascistes de son gouvernement serait parfaitement légitime... puisqu'il a le soutien de l'Otan, Washington et Bruxelles. Seuls les pays ou Etats alliés de Washington ou qui se soumettent à son hégémonie auraient le droit de défendre leur souveraineté qu'en réalité ils ont abdiqué au profit de leur soumission aux Américains, il dénie à la Russie et aux Etats qui résistent à l'impérialisme américain d'user de ce droit fondamental

- Il suggère ensuite au moyen d'un amalgame, qu'il serait impossible d'avoir une position différente sur la crise ukrainienne de celle de l'Otan sous peine de rejoindre "les partis d'extrême droite (qui) ont fait ces derniers mois entendre des voix favorables à la politique de Vladimir Poutine dans la crise ukrainienne", donc de figurer au côté de l'extrême droite, ce qui ne peut que révulser la plupart des lecteurs de cet article afin qu'ils adoptent la position des Américains.

- Une fois cette diabolisation de Poutine assimilé à l'extrême droite étant censée avoir opéré ses effets sur des lecteurs à l'esprit faible, il ne restait plus qu'à discréditer son discours étant forcément l'oeuvre d'un dément lorsqu'il "affirme combattre ce qu'il présente comme du «fascisme» en Ukraine", parce qu'il n'aurait pas de fascistes en Ukraine contrairement à la Russie par exemple, alors que des néonazis occupent les postes clés de l'intérieur et de la défense dans le gouvernement Porochenko mis en place par l'Otan, donc tout cela pour en arriver à un vulgaire déni de la réalité ou une grossière falsification d'un des aspects les plus choquants de la situation en Ukraine que les lecteurs doivent absolument ignorer, car il suffirait à porter un coup fatal à la version des Amércains et de Bruxelles et Paris évidemment. Au passage, c'est ce procédé qui caractérise précisémentun complot, un complot contre la vérité, contre tous ceux qui ne doivent surtout pas la connaître.

- Avant de poursuivre, il est bon de préciser que l'auteur de cet article maîtrisait manifestement la panoplie des moyens scélérats utilisés par les néoconservateurs ou les fascistes pour déstabiliser leur auditoire afin de mieux abattre leurs victimes et le légitimer. Du coup on est en droit de penser qu'il serait plus qu'un simple journaliste ou porte-parole zélé du néolibéralisme.

Au paragraphe suivant, pour justifier "les sanctions décrétées contre la Russie à la suite d'un conflit en Ukraine" décrétées par l'Otan et adoptées par Washington et Bruxelles et y faire adhérer les lecteurs, il n'allait pas rappeler que l'Ukraine était le berceau de la Russie, non il devait se servir du témoignage d'un dirigeant allemand d'extrême droite présenté comme un émule d'Adolf Hitler qu'il avait qualifié un autre jour de «grand homme» qui rejettait ces sanctions, autrement dit, si vous ne voulez pas vous aussi être assimilé à Adolf Hitler vous avez tout intérêt à adhérer à ces sanctions. En suivant ce raisonnement jusqu'au bout, si demain Marine Le Pen affirmait que la terre était effectivement ronde et non plate, vous devriez vous empresser de considérer qu'elle est forcément plate.

- Poursuivant dans le même registre abject, il fallait à l'auteur absolument associer des juifs à son entreprise de criminalisation de Poutine et la Russie.

Il se passera bien de dire que les autorités juives de Russie entretiennent d'excellentes relations avec Poutine. La Fédération des communautés juives de Russie s'est d'ailleurs contenter d'exprimer son «extrême préoccupation» concernant cette réunion d'organisations d'extrême droite sans mettre en cause Poutine ou faire un quelconque lien avec lui, au grand dam de cet agent du néolibéralisme.

Peu importe, cela devait lui fournir l'occasion de préciser que cette réunion se tenait à "l'approche des célébrations des 70 ans de la victoire contre l'Allemagne d'Adolf Hilter" pour mettre en scène "l'opposition libérale", il ne manquait plus qu'elle pour que son tableau soit complet, qui nous dit-on aurait été une nouvelle fois malmenée par les autorités "pour avoir scandé devant l'hôtel où se déroule le forum «non au nazis»", et pour faire plus vraisemblable une certaine Natalia Guerassimova aurait déclaré à l'agence de presse de l'Otan, l'AFP, que «c'est scandaleux pour la Russie d'abriter des héritiers de Mussolini et de Hitler surtout ici à Leningrad», dont les disciples sont particulièrement présents dans tous les pays occidentaux, à commencer par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie ou l'Espagne et bien sûr l'Ukraine ce que ce "journaliste" passera sous silence, sans doute un Charlie adepte du Patriot Act à la française.

- On peut comprendre que ce journaliste anonyme ne supporte pas que Poutine bénéficie apparemment d'une popularité exceptionnelle en Russie (plus de 80%) et que l'occasion lui soit donnée de neutraliser l'extrême droite dans son pays.

Aussi lui fallait-il une nouvelle fois embrayer sur les liens supposés qui existeraient entre Poutine et l'extrême droite, omettant comme il se devait de rappeler que c'était la Russie qui avait délivré l'Allemagne du régime nazi et pas les Américains ou leurs alliés, collusion avec l'extrême droite française ou le FN pour conclure son article, FN qui aurait commis l'horrible crime de "défendre régulièrement la politique russe en Ukraine et qui avait participé en mai à une rencontre prorusse entre partis nationalistes européens, (mais qui) n'a pas participé au forum de dimanche" sans doute pour ménager leur ami Poutine ou les banquiers russes qui financent le parti de M. Le Pen, c'est nous qui l'ajoutons.

Cet article n'était pas signé.

ACTUALITÉ DU JOUR

La menace : L'impérialisme américain.

- Qui menace la paix mondiale ? La réponse varie d'un pays à l'autre - Rue89

C'est une carte intéressante sur les perceptions des menaces : l'Institut Gallup a interrogé 64 000 personnes dans 65 pays, et leur a demandé de nommer le pays qui menace le plus la paix mondiale.

Le nom qui revient le plus souvent : les Etats-Unis...

La mauvaise nouvelle pour les Etats-Unis et qu'ils arrivent en tête des menaces dès leur frontière sud, et dans toute l'Amérique latine. Ils sont également perçus comme une menace à la paix mondiale chez certains de leurs alliés, comme l'Australie, l'Allemagne, l'Espagne ou les pays scandinaves. Et, de manière plus prévisible, en Chine et en Russie.

L'attitude des trois pays du Maghreb est également intéressante : Tunisie et Maroc nomment Israël, tandis que l'Algérie place les Etats-Unis en tête. Rue89 21.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

1- Yémen: le Conseil de sécurité soutient le président Hadi - AFP

Le Conseil de sécurité de l'ONU a publié dimanche une déclaration unanime de soutien au président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, en lutte contre les miliciens chiites Houthis, lors d'une réunion d'urgence à New York.

Dans leur déclaration, les 15 pays membres agitent une vague menace de sanctions contre les Houthis, comme il l'ont déjà fait en vain à de nombreuses reprises depuis le début de la crise yéménite.

Ils y réaffirment "leur engagement ferme en faveur de l'unité et de la souveraineté" du pays.

Selon l'émissaire de l'ONU au Yémen Jamal Benomar qui s'est adressé au Conseil par vidéo-conférence depuis le Qatar, le pays s'achemine vers "une guerre civile" et risque la "dislocation", avec "une division croissante entre le nord et le sud".

Il est "illusoire", a-t-il affirmé, de penser que les Houthis puissent s'emparer de l'ensemble du pays ni que le président Hadi puisse reprendre par la force le contrôle de la situation. Continuer les hostilités mènera "à un scénario libyen ou syrien" et la seule solution est politique, a-t-il ajouté.

Mais lors de consultations à huis clos, M. Benomar n'a pas suggéré de mesures -- sanctions ou autres -- susceptibles d'amener les belligérants à négocier, selon des diplomates.

Dans sa déclaration, le Conseil "soutient la légitimité du président Abd Rabbo Mansour Hadi" et appelle tous les acteurs de cette crise à "s'abstenir de toute action qui nuirait à cette légitimité" et à l'unité du Yémen.

Il appuie les efforts de médiation du Conseil de coopération du Golfe, et notamment sa proposition de tenir une conférence à Ryad, ainsi que ceux, jusqu'ici infructueux mais qui doivent "accélérer", de M. Benomar.

Il appelle également "tous les Etats membres à s'abstenir de toute ingérence qui attiserait le conflit et aggraverait l'instabilité", une référence apparente mais implicite à l'Iran qui soutient les Houthis.

Le président Hadi est pour sa part appuyé par les monarchies sunnites du Golfe, dont l'Arabie saoudite. Il "condamne les actions unilatérales menées par les Houtis" et les menace, s'ils ne relâchent pas l'emprise qu'ils ont désormais sur une bonne partie du pays, de "prendre de nouvelles mesures", un euphémisme pour désigner des sanctions, sans plus de précisions.

En novembre dernier, le Conseil avait sanctionné, par un gel d'avoirs et une interdiction de voyager, l'ex-président Ali Abdallah Saleh, allié des Houthis, et deux responsables de la milice chiite, sans aucun effet.

Condamnant une nouvelle fois les récents attentats contre des mosquées, revendiqués par le groupe Etat islamique, ainsi que les raids aériens menés contre le palais présidentiel et l'aéroport d'Aden, les membres du Conseil se disent inquiets "de la capacité d?al-Qaïda dans la péninsule arabique de profiter de la détérioration de la situation".

Le conflit s'est étendu dimanche au Yémen avec la prise par des miliciens chiites de l'aéroport de Taëz, ville qui ouvre la voie vers Aden (sud) où est retranché le président Hadi.

Des combats avaient opposé jeudi à Aden partisans et adversaires de M. Hadi au sein des forces de sécurité tandis qu'une série d'attentats-suicide anti-Houthis vendredi à Sanaa et revendiqués par l'EI faisaient 142 morts, forçant les Etats-Unis a évacuer leur personnel encore dans le pays, dont des militaires.

Cette réunion d'urgence du Conseil avait été demandée par le président Hadi. Il réclamait du Conseil "une intervention urgente", la prise de sanctions et une résolution contraignante, et non une simple déclaration.

Dans une déclaration diffusée à l'issue de la réunion, l'ambassadrice américaine Samantha Power a averti que la population yéménite allait "subir les conséquences" d'une poursuite des hostilités: "près de 16 millions de personnes soit 61% de la population du Yémen ont déjà grand besoin d'une aide humanitaire". AFP 21.03

2- Yémen: les adversaires du président Hadi progressent vers Aden - AFP

Les miliciens chiites Houthis ont pris dimanche l'aéroport de Taëz, ville qui commande la voie vers Aden, dans le sud du Yémen, où est retranché le président.

Les Houthis, qui cherchent à étendre leur influence vers le sud après avoir renforcé leur emprise sur la capitale Sanaa et le nord, sont soutenus par l'Iran chiite.

Le président Abd Rabbo Mansour Hadi est pour sa part appuyé par les monarchies sunnites du Golfe, dont l'Arabie saoudite.

M. Hadi a appelé l'armée à "refuser toute directive émanant de Sanaa", et promis de tout faire pour que "le drapeau de la

République du Yémen flotte sur les montagnes de Maran (bastion des Houthis à Saada, NDLR), et non pas le drapeau iranien".

Mais les Houthis, forts du soutien de militaires restés fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh (au pouvoir de 1978 à 2012), semblent décidés à avancer vers Aden, prenant dimanche l'aéroport de Taëz.

Taëz, troisième plus grosse ville du pays, commande la route vers Aden, où est retranché M. Hadi depuis sa fuite en février de Sanaa où il était assigné à résidence par les Houthis.

La conquête de Taëz permettrait aux Houthis d'avancer aussi vers le détroit stratégique de Bab al-Mendeb, à l'embouchure du Golfe d'Aden et de la mer Rouge, une importante voie maritime pour le commerce international.

Quelque 300 Houthis en tenue militaire et des soldats se sont déployés dans l'enceinte de l'aéroport. Des renforts étaient en route en provenance de Sanaa, à 250 km au nord, a précisé à l'AFP une source aéroportuaire.

"Ces soldats sont partisans de l'ancien président Saleh" qui, trois ans après son départ du pouvoir sous la pression de la rue, reste influent au sein de différents corps d'armée, a expliqué à l'AFP une source militaire.

A Taëz, des miliciens Houthis ont patrouillé dans certains quartiers et établi des postes de contrôle à Naqil al-Ibel et al-Rahida, deux localités situées respectivement à 30 km et 80 km au sud, ont indiqué à l'AFP des sources tribales.

Face à la progression des Houthis, les forces loyales au président Hadi, soutenues par des tribus et des membres des "comités populaires" (supplétifs de l'armée), se sont employées à renforcer les défenses autour d'Aden, selon des sources de sécurité et militaire.

Ces forces établissaient notamment une ceinture de sécurité à la périphérie de la capitale du sud, où des soldats, "soutenus par une quarantaine de chars de combat, ont été déployés", a déclaré à l'AFP une source militaire.

Les attentats de Sanaa ont été revendiqués par le groupe Etat islamique, peu visible jusqu'ici au Yémen et qui vient ainsi défier Al-Qaïda avec une surenchère anti-chiite. AFP 22.03

3- Yémen : l'armée régulière, prête à affronter Mansour Hadi - french.irib.ir

Les forces de l'armée régulière yéménite se sont déployées, dans la province de Taëz, dans le Sud du pays, pour faire face aux éventuelles attaques des groupes paramilitaires du Président démissionnaire, Abd Rabo Mansour Hadi.

Soutenus par Al-Qaïda, les paramilitaires partisans de Mansour Hadi se sont affrontés à l'armée nationale yéménite, dans la province de Lahej. Les éléments de Mansour Hadi et les terroristes d'Al-Qaïda ont pillé, sur une vaste échelle, des centres de sécurité et de police, dans les régions qu'ils ont pris. Des dizaines de soldats ont été tués, par les éléments d'Al-Qaïda, et des centres de la police ont été aussi pillés par les éléments de Mansour Hadi.

La police yéménite a décuplé ses forces, dans les régions du Sud, pour faire face à ces insécurités, et chargé plusieurs patrouilles de sillonner ces régions. La police a, également, dressé de nouveaux postes de contrôle, dans la province de Taëz, avant d'installer des patrouilles et des forces de sécurité, aux alentours des centres importants et des sièges sensibles de la province. Selon certains renseignements, les forces militaires des pays littoraux du golfe Persique, appelées «Le Bouclier de la péninsule», sont entrées, samedi matin, à Aden, pour soutenir Hadi, face à l'armée nationale yéménite. french.irib.ir 23.03

Mise en place du scénario à la libyenne ou la syrienne ?

- Yémen : violentes manifestations anti-houthistes à Taëz - LeMonde.fr

- Yémen: violentes manifestations anti-houthistes - L'Express.fr

- Des milliers de Yéménites réclament le départ des miliciens chiites Houthis - Francetv info

- Yémen: Hadi promet de combattre l'influence de l'Iran, militaires américains évacués - AFP

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- La grève continue à Radio France, un plan de départs volontaires se profile - AFP

Les syndicats de Radio France ont appelé lundi à un 6e jour de grève mardi, alors que le président Mathieu Gallet a pour la première fois évoqué des départs volontaires pour les seniors tout en s'excusant pour les frais de rénovation de son bureau.

Toutes les radios publiques ont déjà été fortement perturbées lundi, avec notamment l'annulation du 7-9 de France Inter, son émission phare, une première depuis le début du mouvement.

Cette grève, qui concerne essentiellement les non journalistes (techniciens, producteurs, maintenance...), est la plus dure depuis 20 ans selon les syndicats et vise notamment à protester contre d'éventuelles réductions d'effectifs.

Tous les syndicats, sauf le Syndicat national des journalistes, ont appelé jeudi dernier à une grève illimitée, pour l'instant reconduite de jour en jour. "Nous nous sommes organisés pour que la grève dure et impacte les antennes. Ca se durcit", a déclaré Renaud Dalmar, représentant CFDT.

Selon la direction, au contraire, le mouvement "s?essouffle"' car le nombre de grévistes est passé de 607, jeudi, à 372 vendredi et 244 lundi (sur 4.600 salariés).

Mathieu Gallet a enfin réaffirmé, dans une interview au Monde, que Radio France n'avait "pas les moyens de financer deux orchestres symphoniques, un choeur et une maîtrise pour un coût de 60 millions, ne générant que 2 millions de recettes de billetterie" et plaidé à nouveau pour faire "cofinancer l'Orchestre national de France avec la Caisse des dépôts". Celle-ci a fait savoir qu'elle n'était "saisie d'aucune demande".

Les syndicats craignent un plan de départ de plusieurs centaines de personnes, alors que Radio France prévoit un déficit de 21,3 millions d'euros cette année, du jamais vu dans son histoire. Une situation due notamment à la baisse de la dotation de l'Etat alors que les charges ont continué d'augmenter.

Autre geste de conciliation, Mathieu Gallet a proposé "un moratoire" sur les travaux encore à réaliser à la Maison de la Radio, un chantier entamé en 2009 et d'un coût de plus de 350 millions d'euros.

Radio France espère conclure avec l'Etat pour la mi-avril son nouveau contrat d'objectifs et de moyens, qui fixera les ressources du groupe pour plusieurs années.

Autre échéance, la publication imminente d'un rapport de la Cour des comptes sur la gestion de Radio France, qui selon Mathieu Gallet "reviendra largement" sur la sous-estimation des coûts du chantier. AFP 23.03

2- Espagne

- Espagne: des dizaines de milliers manifetsants contre l'austérité - AFP

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Madrid lors de "marches pour la dignité" pour dénoncer les effets de l'austérité, à la veille d'élections régionales en Andalousie qui font figure de test face à la vague de mécontentement.

"Pain, travail, toit et dignité", lisait-on sur une grande banderole tenue par des manifestants en tête d'une des marches.

Les manifestants -- quelques dizaines de milliers selon une estimation de l'AFP -- dénonçaient les effets des politiques d'austérité qui ont entraîné des coupes claires en matière d'éducation, de santé publique ou encore d'aides sociales, à hauteur de près de 150 milliards d'euros entre 2012 et 2014.

Ils ont conflué, en provenance de différents points de Madrid, vers la place de Colon dans le centre de Madrid.

Dans la foule des marcheurs ondoyaient des drapeaux républicains (rouge-jaune-mauve), de l'Andalousie (vert et blanc), de syndicats, de partis de gauche, ou encore du Chili, avec une image du révolutionnaire Che Guevara.

Pilar Garcia Dorado, 54 ans, arborait elle un drapeau républicain et un autocollant de Podemos. "Dans la vie, je lutte et je travaille", a résumé cette commerciale qui vit près de Tolède, ajoutant: "J'espère que le changement va commencer dans ce pays" dirigé par

le Parti populaire (droite) depuis fin 2011.

"La lutte continue, coûte que coûte", scandaient les manifestants, avant de dénoncer les "banquiers et propriétaires terriens".

Samedi les forces de l'ordre gardaient en nombre les succursales de grandes banques situées place de Colon. AFP 22.03

En complément. Des délinquants sont au pouvoir.

- Selon un juge, le Parti populaire espagnol a eu une comptabilité occulte pendant 18 ans - AFP

3- Irlande

- Des dizaines de milliers de manifestants à Dublin contre la facturation de l'eau - AFP

« Nous avons un objectif, faire annuler cette loi ». Après des années d'austérités, des dizaines de milliers d'Irlandais ont manifesté samedi 21 mars à Dublin pour dénoncer la décision du gouvernement de facturer l'eau au robinet, jusque-là gratuite.

Ce rassemblement, dernier d'une série qui a réuni jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes depuis septembre, a fortement mobilisé. Si la police irlandaise s'est refusée à donner un chiffre de participation, les organisateurs on estimé les manifestants au nombre de 80 000 tandis que la chaîne de télévision RTE a évoqué 30 000 à 40 000 personnes dans les rues de la capitale irlandaise.

Les premières factures, pour le premier trimestre de l'année, doivent arriver dans les boîtes aux lettres des Irlandais le mois prochain. Pour le gouvernement, cela permettra d'introduire la « clarté et l'accessibilité » dans la tarification de l'eau.

Mais pour Deirdre, une manifestante originaire de Dublin, il s'agit surtout d'une mesure d'austérité de trop alors que le pays compte plus de 10 % de chômeurs et que le retour de la croissance économique, qui s'élevait à 4,8 % en 2014, tarde à se faire sentir pour une grande partie de la population.

« Ce n'est pas juste au sujet de l'eau, que nous payons déjà avec nos impôts. Il s'agit aussi des coupes dans les retraites, de l'impôt foncier. J'ai encore la chance d'avoir mon emploi mais il n'y a pas eu de hausse de salaire depuis six ans tandis que les nouvelles taxes, elles, se sont multipliées ».

Parmi les manifestants, nombreux étaient ceux qui brandissaient des drapeaux aux couleurs du parti d'opposition et anti-austérité Sin Féin. D'autres arboraient un drapeau grec, évocation du mouvement Syriza, ou soutenaient l'Alliance antiaustérité, qui s'inspire du mouvement désormais à la tête de la Grèce. La députée du Parti socialiste Ruth Coppinger a appelé la foule à ne pas payer. « D'ici dix jours, chaque famille dans ce pays va recevoir sa facture. Le seul moyen d'obtenir la suppression de cet impôt est de ne pas payer en masse ».

Dublin s'était engagé à introduire cette taxe sur l'eau dans le cadre du plan d'aide financière du Fonds monétaire international et de l'Union européenne adopté en 2010 pour sauver son économie de la faillite. En novembre, le gouvernement avait fait marche arrière sur certains points, réduisant notamment le montant de la facture réclamée aux foyers irlandais (qui sera comprise entre 60 et 160 euros) et renonçant à les faire payer au mètre cube consommé. Mais il refuse d'abandonner sa réforme qui doit mettre fin à une exception au sein de l'UE, qui remonte à 1997. AFP 22.03

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Etats-Unis: plus de 900 milliards de dollars aux actionnaires en 2014, un record - AFP

Au total, les cinq cents entreprises cotées à Wall Street et reprises dans cet indice ont redistribué 903,7 milliards de dollars à leurs actionnaires, contre 787,4 milliards de dollars en 2013, soit un bond de 14,8% sur un an, détaille cette enquête.

Elles ont ainsi redistribué quasiment toute leur trésorerie, qui s'élevait à 1.333,2 milliards de dollars au 31 décembre, selon cette enquête.

Dans le détail, les dividendes représentent 350,4 milliards de dollars de l'enveloppe totale, soit un niveau plus élevé qu'avant la

crise, selon S&P Dow Jones qui gère cet indice.

Les rachats d'actions comptent pour 553,3 milliards de dollars, en hausse de 16,3% sur un an.

Outre les classiques dividendes, les entreprises ont recours de plus en plus aux rachats de leurs propres actions pour rémunérer leurs actionnaires.

Le mécanisme est simple: quand une société rachète ses propres actions, elle les annule et augmente ainsi artificiellement la valeur des titres restants pour le plus grand bénéfice de leurs détenteurs.

"Les retours aux actionnaires ont été très solides et ça va continuer", souligne Howard Silverblatt, auteur de l'étude.

C'est le secteur des technologies qui choie le plus ses actionnaires. Il leur a reversé 52,3 milliards de dollars en dividendes et 154,7 milliards de dollars en rachats d'actions.

Par entreprise, c'est Apple (45 milliards de dollars en rachats d'actions) qui a le plus rémunéré ses actionnaires.

Habitué des premières places, le géant pétrolier ExxonMobil arrive deuxième, avec 13,18 milliards de dollars de rachats d'actions. Intel (10,79 milliards) complète le trio de tête.

Si elles soignent leurs actionnaires, ces entreprises continuent par ailleurs à investir, selon S&P 500.

En 2014, leurs investissements s'élevaient à 681 milliards de dollars, en hausse de 16,3% sur un an.

En complément. Et que la fête continue, ils auraient tort de se gêner...

- La Bourse de Paris gagne près de 20 % depuis le début de l'année - LeFigaro.fr

- La BCE bien partie pour atteindre son objectif de rachats de dettes ce mois-ci - AFP

- Apple va-t-il dépasser les 1.000 milliards de dollars de valorisation ? - La Tribune

2- Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB)

2.1- France, Italie et Allemagne rejoignent la banque asiatique AIIB, un revers pour les Etats-Unis - La Tribune

Considérée comme une institution concurrente de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, la nouvelle Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, créée à l'initiative de la Chine, vient d'enregistrer l'adhésion de trois nouveaux grands pays européens, à la suite de la Grande-Bretagne.

C'est un revers diplomatique pour les États-Unis. La France, l'Allemagne et l'Italie vont emboîter le pas de la Grande-Bretagne et rejoindre la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB). Cette institution a été créée à Pékin l'an dernier avec pour objectif de promouvoir l'investissement dans les transports, l'énergie, les télécommunications et d'autres infrastructures dans les pays en développement d'Asie.

Cette décision des trois capitales européennes, initialement rapportée par le Financial Times, dérange les États-Unis, qui ont émis des doutes sur les pratiques de gouvernance et de transparence de la nouvelle institution.

Un haut responsable américain a assuré mardi que chaque pays était maître de sa décision, sans cacher toutefois les réserves persistantes de Washington à l'égard du projet.

Concurrente de la Banque mondiale

Par son rôle de promotion de l'investissement, l'AIIB entre en concurrence avec la Banque mondiale, une des deux institutions de Bretton Woods (avec le FMI) basée à Washington, ou la Banque asiatique de développement, dominée par le Japon et les États-Unis.

Elle est perçue comme un moyen pour la Chine, deuxième puissance économique mondiale mais qui dispose de droits de vote

limités dans les institutions financières existantes, d'étendre son influence dans la région.

Le président du Parlement européen favorable à l'AIIB

En visite à Pékin, le président du Parlement européen, Martin Schulz, s'est réjoui à l'idée que quatre pays européens rejoignent l'AIIB, tout en soulignant que l'institution devait se conformer aux normes internationales de bonne gouvernance. Il déclarait ainsi à des journalistes:

"Je pense que c'est une bonne chose et, si d'autres États membres en font autant, ce sera encore mieux. Il y a un élément en plus. De nouvelles organisations de ce type doivent se conformer aux meilleures pratiques internationales. Cela est très important."

La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures sera officiellement établie d'ici la fin de l'année, a annoncé le ministre des Finances chinois Lou Jiwei, ajoutant que Pékin était en communication avec les Etats-Unis et le Japon concernant sa formation. La Tribune 17.03

2.2- La Chine reçoit le soutien du FMI pour sa Banque asiatique d'investissement - La Tribune

Pékin séduit avec sa Banque d'investissement. Christine Lagarde, la dirigeante du Fonds monétaire internationale s'est dite "enchantées" de coopérer au projet de création de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII, ou AIIB en anglais).

Elle a en outre affirmé qu'il y existait un "énorme" potentiel de coopération entre son organisation et la BAII lors d'un forum international organisé par Pékin ce dimanche qui réunit notamment les patrons de Ford, Microsoft, IBM ou encore de la banque HSBC.

D'après Jin Liqun, actuel numéro un de l'organisation en court de création, 35 pays se sont joint au projet d'organisation, dont la France, le Royaume-Uni, l'Italie, le Luxembourg mais aussi l'Inde, l'Indonésie, la Nouvelle Zélande ou encore l'Arabie saoudite. La Tribune 21.03

2.3- La Suisse et le Luxembourg également intéressés par l'AIIB, les Etats-Unis enragent - La Tribune

Après Rome, Paris, Berlin et Londres, c'est deux autres pays européens qui pourraient rejoindre la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB). Les Etats-Unis sont réticents à cette institution qu'ils considèrent comme une concurrente de la Banque Mondiale et de la Banque asiatique de développement...

La Suisse et le Luxembourg veulent rejoindre la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) initiée par Pékin, a indiqué samedi dans un communiqué le ministère des Finances chinois, après le ralliement de plusieurs autres pays européens.

Le projet, dévoilé en octobre par la Chine, se heurte aux réticences des Etats-Unis qui redoutent la concurrence portée à la Banque mondiale -- une des deux institutions de Bretton Woods (avec le FMI) basée à Washington -- ainsi qu'à la Banque asiatique de développement (BAD), dominée par les Etats-Unis et le Japon. Les Américains craignent également que les standards de gouvernance soient insuffisants en matière sociale ou écologique. (Il est vrai que "les standards de gouvernance en matière sociale" des dirigeants des puissances occidentales est un modèle du genre... toujours tiré davantage vers le bas ! - ndlr)

En visite vendredi à Pékin, Angel Gurria, secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), s'est voulu conciliant.

"Le fait que certains pays européens s'associent désormais à ce projet me convainc encore davantage que (l'AIIB) sera dirigée de façon très professionnelle et transparente", avait-il déclaré, lors d'une conférence de presse. La Tribune 21.03

Commentaire d'un internaute.

- "Peut-être que la Chine n'aurait pas été conduite à créer la AIIB si le Congrès américain n'avait pas systématiquement bloqué les demandes des pays émergents d'être mieux représentés dans les deux institutions financières mondiales ? Les Etats-Unis sont donc mal placés pour donner des leçons de gouvernance, d'autant que la dette américaine détenue par la Chine de plusieurs trillions ne cesse de croître."

Quoi qu'il en soit la mise demeure extrêmement modeste, 50 milliards de dollars, une broutille franchement à côté des quelques 2.000 milliards de dollars de bons du Trésors américains que détiennent les Chinois, la dette américaine de 19.000 milliards de dollars... C'est davantage sur le plan politique qu'il faut interpréter cet événement.

Le 27 mars 2015

CAUSERIE

On est bien obligé d'intervenir ! Le reste de l'actualité peut-être demain ou ce soir.

On est tous yéménites et anti-Charlie !

Peuple yéménite : soyez Charlie et croulez sous les bombes de l'Empire du chaos et de la guerre.

Le 7 janvier en France au 25 mars 2015 au Yémen : la même main prémonitoire a frappé.

Le Yémen tout comme la Serbie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Soudan, le Liban, l'Iran, la Côte d'Ivoire, la Centrafrique, le Mali, etc. n'a déclaré la guerre à aucun pays ou Etat.

Le Yémen est un Etat indépendant et souverain, et seul son peuple est garant de son destin selon le principe du droit à l'autodétermination de chaque peuple. Il est victime d'une violation de ce droit universel, d'une agression armée illégale orchestrée par des puissances étrangères emmenées par l'Arabie saoudite agissant pour le compte des Etats-Unis en réalité. Ils viennent au secours de leur créature immonde en difficulté sur le terrain : Al-Qaïda.

Les membres du commando ayant attaqué Charlie Hebdo affirmeront à au moins deux reprises qu'ils avaient agi sur ordre d'Al-Qaïda au Yémen, organisation qui se laissera finalement convaincre par ses parrains au bout d'une semaine, qu'elle avait tout intérêt à revendiquer ce massacre qui lui était manifestement étranger.

La suite des évènements permettra de comprendre pourquoi son implication était nécessaire pour justifier dans un second une agression contre un pays qui était devenu un repère d'Al-Qaïda, pour pour soi-disant le combattre, alors qu'en réalité les chiites Houtis étaient en passe de réalité l'unité de tous les yéménites contre Al-Qaïda, ce que Washington ne pouvait pas tolérer puisqu'il en a besoin pour justifier ses guerres impérialistes au nom de la lutte contre le terrorisme, il ne faut surtout pas que les foyers les plus importants du terrorisme international qu'il a fondés ou participés à développer faiblissent ou disparaissent, sinon il faudrait que les Américains et surtout le Pentagone ou le complexe militaro-industriel-financier anglo-saxon-sionniste s'invente de toute urgence un nouvel ennemi à combattre pour justifier leurs gigantesques dépenses militaires ou en armement.

Al-Qaïda organisation terroriste fondée par les Etats-Unis, qui au Yémen a revendiqué les attentats qui ont eu lieu dans le pays il y a deux semaines et qui ont fait plus de 140 morts. Ils visaient la communauté chiite à laquelle appartiennent les Houthis qui se sont emparés du pouvoir avec le soutien de la majorité du peuple yéménite, dont une grande partie de la communauté sunnite qui ne supportaient plus également les massacres commis par Al-Qaïda soutenu par l'Arabie saoudite et Israël, donc les Américains.

Le chaos persistant au Yémen depuis des années, les Houthis qui bénéficiaient aussi du soutien de l'armée étaient en passe de pacifier le pays en marchand vers Aden, où s'était réfugié le président destitué Abd Rabbo Mansour Hadi soutenu par l'Arabie saoudite et marionnette des Etats-Unis, et de parvenir ainsi à rétablir un semblant d'ordre, de sécurité et de paix civile, sauf que voilà, d'obédience chiite et soutenus par l'Iran, les tyrans de Washington, Riad et Tel-Aviv ne pouvaient pas admettre qu'un nouveau pays tombe dans le giron de l'Iran, d'où non pas le bombardement d'Al-Qaïda mais de ses ennemis, la logique néolibéral et impérial l'imposait ou l'ordre des choses est respecté, la soumission totale aux intérêts des Américains ou le chaos, la destruction et la guerre, telle est l'alternative laissée par les maîtres du monde à la totalité des nations et des peuples.

En complément. Titres et articles de presse.

Le 26 mars 2015

La rhétorique de la propagande de guerre de l'Otan une nouvelle fois à l'oeuvre. Selon les médias institutionnels l'Arabie saoudite éprise de démocratie et de paix volent "au secours du Yémen" pour délivrer son peuple, de qui, d'Al-Qaïda, mais non voyons, de son président en cheville avec Al-Qaïda, mais non puisque ce sont les Yéménites qui s'en sont chargés eux-mêmes, l'Iran le diable en personne après Poutine... pour Obama, Netanyahu.

- Une coalition de pays arabes au secours du Yémen - L'Express.fr

- Yémen - Ali Abdallah Saleh : le revanchisme du raïs - LePoint.fr

- Yémen: les Saoudiens interviennent contre les rebelles soutenus par l'Iran - AFP

- Yémen: nouvelles frappes aériennes contre les rebelles soutenus par l'Iran - AFP

- Offensive aérienne saoudienne contre les Houthis au Yémen - Reuters

- L'opération aérienne saoudienne "Tempête décisive" frappe le Yémen - Francetv info

- Les raids saoudiens frappent le Yémen pour la seconde nuit consécutive - Le Monde.fr

Dernières infos par ordre chronologique de parution de 14 à 19h30 le 26 mars, puis le 27 à partir de 4h GMT.

Les navires russes, en route vers Bab el-Mandeb - french.irib.ir

La Russie a mis en garde contre le déclenchement de toute guerre, au Yémen, appelant à l'arrêt immédiat des attaques contre la population de ce pays. Moscou a averti que si la guerre au Yémen ne cessait pas, d'ici 24 heures, elle passerait à l'action et débarquerait ses forces, sur le territoire yéménite. Selon Reuters, les navires russes se dirigent, actuellement, vers le détroit de Bab el-Mandeb. french.irib.ir 26.03

Contre offensive d'Ansarallah - french.irib.ir

Les comités populaires et Ansarallah du Yémen ont pénétré dans plus de 35 villages frontaliers de l'Arabie. Selon la chaîne Al-Alam, la frontière entre le Yémen et l'Arabie, dans la province de Saada, reste tendue. Les avions saoudiens survolent les zones frontallières montagneuses du Yémen, notamment, Razah et Khoulan. Selon cette source, des dépêches font part du lancement de missiles, en réponse à l'attaque saoudienne, ainsi que de l'arrestation de quelques fusiliers saoudiens. L'Arabie a fermé plus de 7 de ses aéroports, évacuant les marchés et les rues des villes du Sud du pays, près du Yémen. french.irib.ir 26.03

40 soldats saoudiens capturés, un chasseur abattu - french.irib.ir

Les sources bien informées ont fait part des heurts entre les forces yéménites dans le nord du Yémen sur la frontière avec l'Arabie. Selon l'agence de presse iranienne, Farsnews, un premier chasseur saoudien s'est écrasé, à Sanaa, visé par les forces de l'armée de l'Air yéménite. Sur les frotières de Saada avec Najran, les forces d'Ansarallah se sont affrontées avec les forces de Mohammad Abdel-Vahab. Selon des sources authentiques, les forces yéménites ont pris en main le contrôle de quelques régions à Najrad de l'Arabie.

Plusieurs milliers d'effectifs d'Ansarallah qui se sont déplacés vers les régions frontalières de l'Arabie pour faire face aux attaques des forces saoudiennes, sont arrivés à caputrer, à la suite d'une attaque surprise, environ 40 militaires saoudiens sur la frontière entre Saada et Najran, qui ont été transférés à Saada. Les dépêches ont par ailleurs fait part des heurts entre les forces d'Ansarallah et celles de l'armée yéménite sur la région frontalière et côtière de Jizan en Arabie. Plusieurs obus de mortier ont été lancés sur ces régions. La chaîne de télévision al-Alam avait déjà annoncé la prise par Ansarallah de 35 villages à Najran en Arabie. french.irib.ir 26.03

Les avions israéliens ont bombardé Sanaa - french.irib.ir

Le secrétaire générale du parti al Haq de Yémen a dénoncé Israël pour avoir mené des raids contre Sanaa et Sadaa. "C'est la première fois qu'Israel participe aux côtés des arabes dans une guerre contre un pays arabe et musulman.la presence des avions de chasse sionistes dans les raids a été décidé e par la personne de Netanyahu..." french.irib.ir 26.03

Avions us engagés, nouveaux raids saoudiens - french.irib.ir

Les Etats Unis ont annoncé env oyer des avions ravitailleurs et des drones de reconnaissance pour participer aux raids aeriens saoudiens contre le Yémen. Riyad vient de reprendre cette nuit ses raids meurtiers contre les zones d habitation de Sanaa et annonce vouloir les poursuivre jusqu'a l 'anéantissement de Ansarallah... french.irib.ir 26.03

L'agression contre le Yémen: Ban Ki-moon réagit - french.irib.ir Le secrétaire général de l'ONU a opté pour la négociation, qui est "la seule solution", pour résoudre la crise, au Yémen.

Ban Ki-moon a "pris note" de l'intervention militaire saoudienne, "à la demande du gouvernement yéménite", mais sans se prononcer, clairement, sur sa légalité, au regard du droit international.

"Il est au courant des informations indiquant que d'autres Etats, en particulier, des membres du Conseil de coopération du

golfe Persique, soutiennent, également, ces opérations", a dit son porte-parole, dans une déclaration à la presse.

Il "souligne que, malgré l'escalade, la négociation reste la seule solution, pour résoudre, finalement, la crise, au Yémen", a déclaré le porte-parole adjoint de l'ONU, Farhan Haq. french.irib.ir 27.03

Yémen/Ukraine : Lavrov critique Washington - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères a critiqué la prise de position des Etats-Unis vis-à-vis du Yément et de l'Ukraine.

Le Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a dit, jeudi, devant la presse, que Washington opte pour des critères ambivalents envers le Yémen et l'Ukraine. "Les Etats-Unis ont soutenu Mansour Hadi, le Président démissionnaire du Yémen, alors qu'ils n'ont jamais défendu l'ancien Président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, un exemple flagrant de la politique de deux poids, deux mesures, des Etats-Unis, selon le ministre russe des Affaires étrangères. Rappelant que toutes les deux affaires doivent être réglées, via le dialogue et la négociation, le ministre russe des Affaires étrangères a plaidé pour des efforts censés entraîner le consensus national. "Face au Yémen, les Etats-Unis ont agi d'une manière tout à fait contraire à leur attitude vis-à-vis de l'Ukraine", a regretté le ministre russe des Affaires étrangères. french.irib.ir 27.03

Yémen : Téhéran met en garde contre les impacts de la guerre.- french.irib.ir

Certaines autorités politiques et parlementaires de la RII.... ont qualifié de très regrettables les répercussions de l'attaque de l'Arabie contre le Yémen. "Ces attaques n'auront d'autres résultats que le massacre d'innocents et elles doivent être stoppées", a affirmé Mohammad-Javad Zarif, le ministre iranien de Affaires étrangères, en réaction à l'agression aérienne saoudienne. "L'engagement du dialogue entre les groupes politiques et l'instauration d'un gouvernement inclusif, pour lutter contre le terrorisme, est la seule solution à la crise yéménite", a-t-il estimé, avant de mettre en garde les pays de la région et les Occidentaux contre ce jeu qui n'est bénéfique à personne et qui s'inscrit dans le cadre des intérêts et objectifs des terroristes.

"Cette attaque est une démarche dangereuse, contredisant les responsabilités internationales vis-à-vis de la souveraineté nationale des pays", a affirmé Marzieh Afkham, la Porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, ajoutant que l'agression contre le Yémen n'aura d'autre résultat que la propagation du terrorisme et de l'extrémisme, insécurisant toute la région.

"Confier les affaires intérieures du Yémen aux représentants des Partis internes et soutenir l'intégrité territoriale de ce pays, en renforçant le dialogue interne, voilà la position de la RII vis-à-vis de cette affaire", a affirmé Hossein Amir-Aabdollahian, chargé du département arabo-africain du ministère iranien des Affaires étrangères. "Sans l'ombre d'un doute, ce bellicisme aura des répercussions dangereuses, et en tenant compte de la sensibilité de la région, le monde de l'Islam sera en proie à une crise de grande envergure", a fait savoir, de son côté, Alaeddine Boroujerdi, le Président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Majlis islamique, dénonçant le rôle des Etats-Unis, dans l'attaque de l'Arabie contre le Yémen.

Critiquant la prise de position des Nations Unies envers cette agression, Ismaeil Kossari, membre de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Majlis islamique, a affirmé que cette attaque porterait atteinte à l'existence du régime des Al-e Saoud.

"Le peuple yéménite est aux côtés d'Ansarallah et ne permettra pas que les ennemis réalisent leur objectif, qui consiste à imposer un régime inféodé aux Etats-Unis et à l'Arabie", a indiqué l'ayatollah Abbas Kaabi, membre de l 'Assemblée des experts du leadership. french.irib.ir 27.03

Missiles d'Ansarallah, prêts à bloquer "Bab el-Mandeb" - french.irib.ir

Des informations, en provenance du Yémen, font état de préparatifs, dans le camp d'Ansarallah, pour bloquer le détroit stratégique de Bab el-Mandeb, en réaction à l'agression saoudienne. "Des informations probantes confirment l'intention d'Ansarallah de déployer des missiles sol- mer, non loin du détroit startégique de Bab el-Mandeb.

Il s'agirait de missiles, de fabrication chinoise, les mêmes que le Hezbollah a utilisé, en 2006, contre l'agression sionsite contre le Sud du Liban. Les missiles sont braqués en direction de la mer, là où transitent les navires et les pétroliers. C'est le signe de la ferme volonté d'Ansarallah d'aller jusqu'au bout et de mettre au pas les puissances agresseuses. Ce scénario est à l'étude, d'ailleurs, depuis six mois. Quelque 65% du commerce international s'effectue à travers ce détroit. french.irib.ir 27.03

Analyse.

Pourquoi Riyad a-t-il attaqué le Yémen? - french.irib.ir

L'agression militaire saoudienne contre le Yémen s'est accompagnée d'un avertissement de Riyad, à l'adresse de tous les

pétroliers du monde : ces pétroliers n'ont plus aucun droit de s'approcher des ports yéménites , sinon "Riyad va interrompre le transit libre du pétrole, en provenance du Moyen-Orient". Mais qui perdra gros, dans cette histoire ? Ces deux derniers mois, la Chine a importé quelque 4.5 millions de barils de pétrole, soit un chiffre, qui accuse une hausse de 315%, par rapport à l'année dernière. Le Yémen occupe le 35ème rang mondial, en termes d'exportations pétrolières, et ses clients ont l'inquiétude de voir cette source pétrolière tarir, en cas de la poursuite de la guerre. En effet, les exportations pétrolières yéménites se font, via le pipeline Marib, qui transite, chaque jour, quelque 70.000 barils de pétrole.

A certaines périodes, le Yémen est même parvenu à exporter quelque 110.000 barils quotidiens. Les exportations pétrolières yéménites sont, depuis ce jeudi matin, interrompues, et là, réside l'une des raisons de l'offensive folle de l'axe Riyad/Washington contre le peuple yéménite. Le plus gros client du Yémen étant la Chine, cette rupture s'avère, aussi, nuisible à l'Empire du milieu, contre lequel Obama et ses alliés mènent une lutte intestine.

En réaction, la Chine a, tout de suite, annoncé que le pétrole yéménite pourrait être remplacé par le pétrole d'origine ouest africaine. Mais, là, encore, les Chinois auront des jours difficiles devant eux, dans la mesure où Boko Haram facilite de plus en plus une ingérence US, dans l'Ouest africain. Ce jeudi, le baril du pétrole a enregistré une hausse de 6 dollars, permetant aux Saoudiens de se rattraper un peu sur les prix, en chute libre, depuis que Riyad a décidé d'user de l'arme du pétrole, pour mettre au pas ses adversaires russes et iraniens. Il existe, donc, un motif pétrolier, qui justifie la guerre saoudienne contre Ansarallah, qui n'est pas lié à cette antienne que les médias atlantistes annônent, depuis ce jeudi matin, et qui est le suivant : contrer la montée en puissance de l'Iran. Car tout compte fait, le royaume wahabbite des Al-e Saoud n'a aucun intérêt à ce que les Etats, jusqu'ici sous sa férule, commence à chanter l'hymne de l'indépendance, Etats, qui plus est, sont détenteurs de pétrole.

Le Yémen est un cas symptomatique, dans la mesure où le pays vit, depuis des décennies, sous la domination saoudienne. Les Al-e Saoud pompent la quasi totalité des puits du pétrole situés dans les régions frontalières. Le Yémen, riche et prospère, vivant de ses richesses énergétiques, constituerait un cauchemar, pour Riyad comme l'est, d'ailleurs, l'Iran, qui juste avant l'invasion de Daesh, s'était distingué par une hausse très sensible de ses exportations et rente pétrolières. Alors, l'Iran, source d'ingérence, au Yémen, et causant la colère de Riyad? Pas tant que ça, il y a, dans cette agression US/saoudienne, des motifs pécuniers, ... like always .. french.irib.ir 26.03

La veille

- Yémen: les forces hostiles au président resserrent l'étau sur Aden - AFP

- Le Yémen invite l'Onu à autoriser une intervention étrangère - Reuters

Le président yéménite Abd-Rabou Mansour Hadi invite le Conseil de sécurité de l'Onu à donner son feu vert à une intervention militaire internationale. Reuters 24.03

- Yémen: Aden tombe - french.irib.ir

Selon les toutes dernières informations, la ville où Hadi a proclamé son Etat vient de tomber entre les mains des combattants d'Ansarallah.

Des infos les plus contradictoires, sur le sort de Mansour Hadi, le Président démissionnaire yéménite, sont divulguées. La chaîne Al-Ahd a annoncé, dans un flash info, que l'avion de Mansour Hadi a quitté le Yémen, à destination de Djibouti. L'armée yéménite, épaulée par les comités populaires, qui est entrée, il y a quelques minutes, à Aden, a arrêté un certain nombre d'officiers attachés à Mansour Hadi, dont Mahmoud al-Sabihi, ancien ministre de la Défense et Nasser Haid, frère de Mansour Hadi. Les forces de l'armée yéménite et des comités populaires sont entrées, dans le golfe d'Aden, via Sheboh. Ce, alors qu'il y a quelques heures, l'agence Anatolie avait annoncé que Khaled al-Bahah avait quitté, mardi, le Yémen, à destination des Etats-Unis. Au terme d'une semaine de résidence assignée, Bahah s'est rendu aux Etats-Unis. french.irib.ir 25.03

- Yémen : Hadi fuit avec des diplomates saoudiens... - french.irib.ir

Une toute dernière information, en provenance de Sanaa, fait état de la fuite de Hadi, à bord d'un hélicoptère, de son domicile, à Aden. Hadi aurait pris la fuite, accompagné de diplomates saoudiens, et il aurait choisi Djibouti, comme lieu de refuge.
Les combattants de'Ansarallah arrivent, quant à eux, à Aden. La Garde nationale yéménite a confirmé la fuite du président. french.irib.ir 25.03

Charlie récompensé par Le PEN ou comment bombarder un peuple en toute liberté

- Etats-Unis: «Charlie Hebdo» va recevoir un prix pour la liberté d'expression - 20minutes.fr

Le PEN American Center (1), rendra hommage, le 5 mai prochain, à Charlie Hebdo, à l'occasion d'un gala qui se tiendra à New York.

Suzanne Nossel, directrice générale du PEN, justifie cet hommage en rappelant qu'il appartient aux caricaturistes, dans toute société libre, de remettre en question les puissants et le sacré, «afin que l'expression soit plus libre et plus robuste pour nous tous».

Elle ajoute: «En payant le prix ultime pour avoir usé de sa liberté, et ensuite s'être rassemblé comme un seul homme après cette énorme perte, Charlie Hebdo mérite d'être reconnu pour sa détermination après l'une des attaques les plus nocives contre la liberté d'expression.»

1- Le PEN American Center est une société littéraire américaine, qui, forte d'une communauté de 4.000 écrivains, œuvre pour défendre la liberté d'expression. 20minutes.fr 26.03

En fouillant sur le Net, j'ai découvert plein de "coïncidences" que j'ignorais sur l'attaque du 7 janvier de toute évidence réalisée par le Mossad, le doute n'est plus permis, même si on ne possède pas de preuves formelles, en recoupant tous les éléments en notre possession on arrive à comprendre ce qui s'est réellement passé, même s'il demeure quelques zones d'ombre à éclaircir. C'est comme en électronique ou en présence de machines complexes, si on raisonne logiquement on ne peut pas comprendre ce qui s'est passé ou ce qui peut arriver.

Pourquoi les frères Kouachi qui ne sont pas les auteurs de cette tuerie l'ont-ils endossés sachant que cela allait leur être fatal ?

Question à laquelle un esprit équilibré ne peut pas apporter de réponse car cela défit l'entendement, n'est-ce pas. Mais en présence d'individus fanatisés et sans avenir, c'était un moyen pour eux de mourir en martyrs et d'aller tout droit au paradis, une aubaine, ce qui expliquerait du même coup pourquoi lors de l'interview de l'un des frères Kouachi par BFMTV, à deux reprises il affirmera qu'ils n'avaient jamais tué personne, ce qui à mon avis était exact, le journaliste choqué ou désarçonné par cette réponse à laquelle il ne s'attendait pas reviendra à la charge, il insistera et précisera sa question en ajoutant "et les 12 personnes que vous avez tuées chez Charlie Hebdo", Kouachi se reprenant et donnant cette fois la bonne réponse qu'on venait de lui souffler ou qu'on attendait de lui, qui faisait partie du scénario et il admettait les avoir tués se rapprochant ainsi du paradis...

Parmi les autres contradictions ou invraisemblances relevées dans cette affaire.

- Les terroristes se sont « trompés » d'adresse et se sont rendus au 6 rue Nicolas Appert, avant de se rendre au siège du journal situé au 10 rue Nicolas Appert. (Ils avaient sauté une ligne ! Pour un peu ils n'auraient fait aucun repérage des lieux, qu'ils ne connaîtraient pas l'adresse par coeur, mais qui peu croire un truc aussi débile ? - ndlr)

- Après avoir fui Paris en changeant de véhicule au passage, ils se sont rendus tout naturellement dans un Quick à Laon, restaurant qui se trouve au…. 6 rue Nicolas Appert! Alors que 36 700 communes en France, seulement 73 (soit 0,2%) comportent une rue dédiée à Nicolas Appert. (Pure coïncidence, une de plus car le propriétaire de la Clio qu'il allait emprunté était également une connaissance des journalistes de Charlie Hebdo, un marchand de journaux, tout comme un de leur voisin à Gennevilliers, c'est marrant dans l'entourage des Kouachi ou sur leur route ils croiseront plein de gens qui connaissaient Charb et Cie, ben voyons, vous non, c'est étrange ! Après autant de coïncidences on se dit que ce n'est pas possible cette histoire qu'on nous a servie, et ce commissaire qui enquêtait sur l'affaire qui est retrouvé le lendemain dans son bureau avec une balle dans la tête, il avait dû reconstituer le fil qui reliait tous les protagonistes de cette affaire, ils en savaient trop, ils l'ont éliminé, là aussi cela ne fait aucun doute. - ndlr)

- Le directeur de l'hyper-casher, lieu de la prise d'otage par Amedy Coulibaly, a vendu sa participation au magasin de Vincennes, la veille de l'attaque. (Le propriétaire du WTC avait doublé ou triplé je ne sais plus au juste sa police d'assurance quelques jours seulement avant le 11 septembre 2001 et touchera le jackpot, simple prémonition sans doute. Veinard : - ndlr)

- Les terroristes ont abandonné leur voiture en pleine rue pour en voler une autre et quitter Paris avec celle-ci. Coïncidence (une autre), ils ont abandonné le véhicule devant un restaurant-patisserie du nom de Patistory au 45, rue de Meaux.. Ce magasin fait partie des organisateurs d'un gala pour soutenir l'armée israélienne. Il n'y a que 7 endroits en France qui vendent des places pour un tel gala. (C'est sans doute là que le changement d'équipe a eu lieu et que les Kouachi sont entrés en jeu.

Question : mais pourquoi indiquer la piste du Mossad, cela ne tient pas debout, c'était dangereux... Pour un esprit cartésien ou formaté à la logique formelle, sans aucun doute, c'est stupide comme argument. Mais si on réfléchit un peu et qu'on pense à l'exploitation qui pouvait en être fait en ayant les médias dans la poche on arrive à une autre conclusion. Une provocation grossière destinée aux adeptes de la théorie du complot servie sur un plateau, brèche dans laquelle ils s'engouffreront sans prendre garde, ce qui permettra de déclencher immédiatement une offensive destinée à faire taire tout questionnement ou toute critique sur le déroulement de cette affaire et le traitement qui lui sera réservé par la suite, qui donnera lieu au 11 janvier et la chasse aux sorcières aux suppôts du terrorisme qui se soldera par la loi sur le renseignement permettant de museler le Net. Finalement alimenter soi-même la théorie du complot était le meilleur stratagème pour protéger les véritables auteurs de l'attaque du 7 janvier, qui ne seront pas inquiétés puisqu'il n'y aura pas d'enquête publique, Netanyahu viendra manifester à Paris le 11 janvier comme si de rien n'était et l'affaire sera bouclée, enterrée. - ndlr)

Russia Today. un journal israëlien se trouvait sur les lieux et filmait. Amichai Stein @AmichaiStein1

(Il est vrai qu'on en rencontre à chaque coin de rue du jour et de la nuit n'importe où en France, pure coïncidence encore. Et cerise sur le gâteau si on ajoute que JSS, une télévision israélienne, a été le premier média à fournir l'identité des Kouachis, là on se dit que ce n'est plus de la prémonition, mieux encore que la télépathie, ils ont le don d'ubiquité les sionistes, ils sont décidément très très forts, et ce n'est pas une blague. On se souvient qu'en plein New York quelques personnes agitaient les bras, chantaient, hurlaient de joie le 11 septembre à la vue des tours s'écroulant, on a réussi notre coup, avant d'être arrêtés puis de quitter librement les Etats-Unis, c'était des agents du Mossad qui se croyaient tout permis et les faits leur ont donné raison. Il faut oser camarade, non c'est une connerie, car nous si nous osons quoi que ce soit, on sera tout juste libre de respirer au fond d'une prison ou d'un trou. -ndlr)

Le 28 mars 2015

CAUSERIE

Ces derniers jours j'ai rentré seul à la main deux remorques de tracteur de terre et de fumier sous plus de 50°C au soleil, ouais je sais, il faut être dingue, j'ai économisé 800 roupies de main d'oeuvre, je manquais d'exercice et rouillais sur place devant mon écran... E

Maintenant je vais m'attaquer à la peinture, j'en ai au moins pour 10 jours au total à raison de 4 heures par jours, et oui sous cette chaleur je bosse à mi-temps, et le reste du temps je bosse pour notre portail, j'ai d'ailleurs rédigé un long article ou je reviens sur le PS et le changement de régime intervenu en France... en 2007 ou plutôt entre 2007 et 2012, ce que confirmera la cooptation d'Hollande au pouvoir par les sommets de la classe dominante ou l'oligarchie financière.

Qu'il ait pû être considéré comme le président élu par certaines couches de travailleurs privilégiés en dit long sur le degré de leur décomposition politique, et ce sont évidemment les mêmes ignorants ou vendus qui ont manifesté le 11 janvier dernier. C'est là qu'on s'aperçoit que la soi-disant base sociale qui devait servir à justifier sa caractérisation de parti ouvrier ou ouvrier bourgeois était en réalité ce qu'il y avait de pire ou de plus droitier au sein de la classe ouvrière, réactionnaire, corporatiste, y compris colonialiste ou impérialiste.

On se demande comment une telle confusion a pu être possible pendant tant de décennies, sinon qu'il a bien fallu volontairement fermer les yeux sur sa véritable nature sociale qui était fondamentalement liée au capitalisme et à son orientation, de là à connaître le même sort ou à entraîner dans sa décomposition l'ensemble du mouvement ouvrier et son avant-garde, c'est effectivement ce qui s'est produit, mille fois hélas !

Tout se paie un jour ou l'autre, et à en reculer l'échéance on ne fait qu'augmenter la note que plus personne ne veut ou ne peut plus assumer sous peine de mettre en lumière sa propre faillite politique et par crainte de ne jamais s'en remettre, aussi opte-t-on pour la fuite en avant (on en vient à mimer l'oligarchie financières jusque dans les moindres détails...), on décide de passer outre et de l'alimenter encore et encore, jusqu'au jour où elle nous engloutira sans même qu'on ait besoin d'intervenir, il sera alors trop tard pour tenter de la solder.

A mon avis, on ferait mieux de s'y prendre autrement et de s'atteler à l'alléger pendant que c'est encore possible. Tout le monde (dans nos rangs) s'en trouverait soulagé sans avoir besoin de se livrer à des procès en sorcellerie ou de chercher à savoir qui avaient raison ou tort, franchement on s'en contrefout, l'esprit serein et le coeur allégé une fois retrouvée la voie du socialisme, l'espoir renaissant sur des bases solides ne demanderait plus qu'à se communiquer autour de nous, à l'ensemble de notre classe qui en a tant besoin, car remettre les compteurs à zéro ou chaque chose à la place qui lui revient permettrait de renouer avec l'idée enterrée de nos jours que changer la société et le monde est parfaitement réalisable dès lors qu'on a les raisons d'y croire, qu'on s'en donne véritablement les moyens.

Non, notre cause n'est pas foutue, il ne s'agit pas de s'en convaincre béatement ou de s'en convaincre par n'importe quel moyen, ce serait absurde, soyons lucide et réaliste au contraire.

Il suffit d'y croire, pas à la manière d'un croyant le regard pointé vers l'au-delà, non, à partir du moment où on sait pourquoi on a le droit d'y croire ce qui implique de savoir ou mieux de comprendre pourquoi on avait cessé d'y croire pendant une longue période ou on n'y avait jamais cru, pourquoi cet espoir si naturel, si légitime nous avait quitté, comment avons-nous pu vivre ce cauchemar si contraire à la nature humaine, à sa destinée, si commune à toutes les espèces vivantes en réalité, comment avons-nous pu vivre dans une société où cette lumière avait cessé de guider notre existence devenue si superficielle, comment cette petite musique si agréable avait-elle cessé de résonner à notre oreille au profit du bruit des canons, comment avons-nous pu nous convaincre que l'absence d'espoir de changer la société pouvait coïncider avec le destin de l'humanité, que tous les progrès réalisés progressivement au cours des millénaires précédents par la civilisation humaine pour s'élever au-dessus du règne de

la sauvagerie, de la nécessité, de l'exploitation et de l'oppression devraient non pas aboutir au règne de la paix universelle et de la liberté mais s'achever par un retour au chaos, à la guerre, à la barbarie ?

Il suffit de s'extraire du discours officiel abrutissant et de fermer ses oreilles aux faiseurs de malheurs en tous genres pour immédiatement renouer avec ce besoin aussi naturel que légitime ancré au plus profond de chaque homme ou femme qui vit de son travail, qui aspire au bien-être, à s'épanouir sans empiéter sur les droits de quiconque, à vivre en paix et en harmonie avec le reste de l'humanité. C'est quand ce besoin ne se manifeste plus sous la forme d'un espoir qu'il est le plus gravement en danger, que la civilisation humaine est menacée.

Cette menace a pris la forme d'une tyrannie, une dictature mondiale à la tête de laquelle se dresse l'oligarchie financière qui concentre tous les pouvoirs économiques et politiques.

Le PS pour en avoir épousé le contenu incarne cette menace. Aussi est-on en droit de se demander comment avons-nous pu commettre une telle méprise à son sujet, comment avons-nous pu nous associer à ce parti, nous en accommoder ou nous montrer conciliant à son égard, le ménager, voter ou faire voter pour lui, le soutenir ? Comment une telle confusion a-t-elle pu être possible et durer aussi longtemps ? Parce qu'on s'était écarté du marxisme ou du socialisme, de sa méthode, du matérialisme dialectique et historique au profit de chimères manifestement sans lendemain ou dramatiques.

On a le choix entre en convenir ou faire dans le déni, à chacun ses responsabilités.

On ne demande évidemment à personne de partager nos explications.

Ce que nous tenons à démontrer ici, c'est que l'histoire de la lutte des classes des 70 dernières années telle qu'on nous l'a vendue était frelatée, erronée, bourrée d'erreurs d'appréciation dans ses analyses ou ses conséquences, et que les pronostiques qu'elle contenait n'en étaient pas en réalité, puisqu'ils se bornaient à reproduire ou prédire ce qui était inscrit à la surface de la situation sans jamais atteindre ses strates les plus profondes qui constituaient la trame ou le fil de l'orientation future du capitalisme mondial qu'on n'a pas su faire émerger à la surface, mettre en valeur, en lâchant ce fil qui devait servir de guide à notre action ou en ne le tenant pas solidement entre nos mains, nous avons été incapable de le relier à l'ensemble du développement du capitalisme depuis son avènement au point de ne pas remarquer que le courant néolibéral serait amené à triompher, et que les rapports sociaux qu'il favorisait ou était amené à développer présentaient des similitudes avec ceux qui régnaient sous l'Ancien régime ou sous une monarchie absolue, de telle sorte qu'on a été impuissant à les combattre, à mettre au point la stratégie politique pour le combattre.

Nous ne tenons pas absolument à réécrire l'histoire de la lutte des classes depuis1945, nous n'avons pas cette prétention, nous disons seulement que ce travail doit être effectué sérieusement et sans a priori, nous, nous n'en abordons qu'une toute petite partie pour essayer de faire avancer notre cause. C'est plus des pistes de réflexion que nous fournissons.

Comme je l'ai écrit il y a quelques jours, dans l'immédiat on se satisferait d'une rupture avec le PS et les institutions de la Ve République, avec les appareils corrompus des syndicats, un retour au source du marxisme ou du socialisme nous suffirait. Si un parti ou une organisation était disposé à adopter ce tournant stratégique et à cesser d'employer un double langage, nous le soutiendrions une fois qu'il aurait manifesté concrètement qu'il ne s'agissait pas d'une énième posture, on s'est fait avoir à plusieurs reprises par le passé, on ne nous y reprendra plus.

Passons à autre chose.

On a laissé tomber l'actualisation du portail au profit de la situation au Yémen, car quand un peuple est bombardé, c'est notre priorité absolue ! Soutien inconditionnel au peuple yéménite contre l'Empire du chaos et de la guerre américano-saoudo-sioniste !

On a ajouté un article sur Gaza et la Palestine que l'on soutient également inconditionnellement jusqu'à la liquidation de l'Etat sionite.

Le masque d'Amnesty International est tombé (si c'était encore nécessaire), cette officine au service de l'impérialisme américain vient de rendre public un rapport dans lequel elle qualifie de "crimes de guerre" la résistance armée ou l'auto-défense palestinienne contre l'occupant sioniste.

Passons au Yémen.

Nous ne reproduirons aucun article de la presse officielle et corrompue, pour la simple raison qu'elle a décidé de modifier son rapport aux internautes en réservant systématiquement l'intégralité de ses articles à ses abonnés, en tout cas concernant le Yémen, comme s'il ne fallait pas qu'on puisse se servir de leurs articles pour démontrer leur collusion permanente avec le gouvernement ou la classe dominante dont ils relaient la propagande.

Cette décision de ces censeurs champion de la liberté d'expression au service du néolibéraliesme est révélatrice à plus d'un titre

d'un régime aux abois, qui ne parvient pas à conditionner les masses comme il l'entendrait. Il y a quelque chose qui lui échappe, qui ne fonctionne plus entre les représentants du régime et la population, il y a quelque chose qui s'est cassé entre eux, l'effet Charlie à fait long feu et va se retourner contre eux.

Cette décision tient de l'infantilisme et est parfaitement inutile et ridicule, contre-productive même, sachant que cette vermine reproduit pratiquement à la virgule près les articles de l'AFP ou de Reuters qui sont disponibles en ligne intégralement. Dès lors, c'est comme s'ils se boycottent eux-mêmes et on ne peut qu'en être satisfait, on les invite à persévérer dans cette voie et bientôt leurs lecteurs occasionnels les déserteront avant que leurs abonnés dégoûtés par leur pratique ne leur emboîtent le pas. Et puis il existe un tas de portails ou blogs alternatifs qui quotidiennement relaient l'actualité politique sans qu'on ait besoin de passer par les médias institutionnels.

Les abonnés à la presse écrite gaspillent leur argent puisque les articles qu'ils lisent sont accessibles gratuitement sur le Net. Ils vous font payer des articles qui ont été rédigés par des agences de presse, ce sont donc des escrocs !

A propos de la situation au Yémen

Propagande de guerre contre le droit à l'autodétermination du peuple yéménite.

Les Américains soutiennent les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique dans tous les pays où ils ont orchestré la chute des régimes qui refusaient de se soumettre à leur hégémonie.

Le régime yéménite instauré par les Houthis soutenu par l'armée qui constituent la majorité de la population après avoir chassé du pouvoir Hadi le pantin de Washington, ne convenant pas aux Américains, il fallait donc le renverser par la force.

Le bombardement de la population civile du Yémen par les Arabes américano-sionistes serait une réaction à une agression de l'Iran qui n'a attaqué aucun pays à notre connaissance, mais qui doit être défini comme l'ennemi responsable de cette situation pour camoufler leurs réelles intentions inavouables, comme les Russes en Ukraine, la même rhétorique usée jusqu'à la corde.

Une intention ou une simple interprétation de la situation à dorénavant la même valeur qu'une déclaration de guerre ou un acte de guerre. Vous comprenez pourquoi dans certains cas dans la rue en France un simple regard mal interprété peut légitimer un coup de couteau. L'exemple vient toujours d'en haut.

N'importe quelle puissance ou Etat dans le monde allié des Etats-Unis peut déclarer la guerre à un pays dès lors qu'il s'estime menacé sans avoir à fournir de preuves ou d'éléments matériels susceptibles de le confirmer, sa parole ou la bonne foi de ses dirigeants à valeur de loi au-delà de tous les traités ou accords internationaux signés auparavant qui partent en fumée du jour au lendemain. Au passage, ceux qui en appellent à l'ONU ou au respect des traités signés, sont des charlatans, des aventuriers, on en a la preuve ici, une fois de plus, les écouter, c'est s'égarer. La seule position conforme au socialisme et aux intérêts de tous les peuples exploités et opprimés demeure le combat sans concession pour en finir avec le capitalisme et la totalité de ses institutions à l'échelle mondiale. Il n'existe pas d'autres alternatives politiques que le socialisme.

L'ambassadeur saoudien à Washington, Adel al-Jubeir, a confirmé à sa manière ce qui a été dit plus haut en déclarant que l'intention de l'Iran de "dominer la région" constituait en soi une "agression de l'Iran" contre son pays, donc un élément suffisant qui justifiait l'intervention militaire de l'Arabie saoudite contre le Yémen. Si on devait le prendre au mot, il faudrait commencer par déclarer la guerre aux Etats-Unis qui entendent préserver leur domination ou hégémonie sur le monde. C'est la même rhétorique ou propagande employée pour justifier la politique de l'Otan contre la Russie ou encore la Chine qui ne font que préserver leurs intérêts sans pour autant déclarer la guerre à d'autres Etats.

L'enjeu : L'hégémonie américaine sur la région et ses ressources, pétrole, gaz, etc.

Les moyens : Semer le chaos et la terreur de manière à favoriser la couche de la bourgeoisie yéménite inféodée à Washington, quite à "favoriser des groupes ultra-radicaux sunnites", autrement dit Al-Qaïda et l'Emirat islamique que les Etats-Unis prétendent combattre en Syrie et en Irak. Ailleurs, en Ukraine par exemple les milices fascistes auxquels les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique n'ont rien à envier.

Le même scénario qu'en Libye est en cours, : A Aden,"des unités de l'armée ont abandonné leurs campements, laissant parfois des stocks d'armes à la merci de pilleurs. Des dizaines de jeunes se sont ainsi servis dans un dépôt d'armes dans une caserne désertée, selon une source de sécurité."

Ne pouvant prouver que la population yéménite soutiendrait Hadi et non les Houthis qui s'étaient emparés du pouvoir, les agences de presse à la solde des Américains sont désespérément à la recherche d'indices pour le démontrer en attendant de fabriquer des preuves.

C'est ainsi que les Yéménites seraient davantage effrayés par les tirs de la DCA des Houthis que par les bombes américano-israélo-saoudiennes selon l'AFP : "de nombreux véhicules montés de canons de la DCA circulaient à Sanaa, mettant en danger la sécurité de la population" ou encore "signe de la peur qui règne dans la capitale, des habitants se terrent chez eux quand le soir arrive. "Nous avons passé une nuit d'horreur et d'hystérie", déclare Mohammed al-Jabahi, 32 ans, en rapportant les survols incessants d'avions et des tirs de DCA. "" car évidemment le Yémen victime d'une agression devrait se laisser bombarder sans réagir.

La cible demeure l'Iran qu'ils n'ont pas encore réussi à atteindre depuis 2001.

Washington n'est pas en reste "La Maison Blanche s'est déclarée elle aussi inquiète des "activités iraniennes" au Yémen, parlant d'informations sur "le transfert iranien d'armes" dans ce pays, alors que l'armée yéménites a choisi son camp, celui des Houtis ou des ennemis de Hadi soutenu par Al-Qaïda et l'Emirat islamique armés par les Américains, il serait donc légitime que les Houtis agissent de la même manière pour se défendre et profitent de l'armement mis à leur disposition par les Iraniens, les Russes ou les Chinois.

La palme de la désinformation revient comme il se doit au ministre des Affaires étrangères français, qui a déclaré vendredi à la chaîne France 24 que le soutien de l'Iran aux Houthis n'était "pas légitime" dans la mesure où "il y a un président en place qui ne doit pas être chassé dans ces conditions", alors qu'il y a un an Fabius n'a pas hésité à soutenir le coup d'Etat orchestré par l'Otan et des partis fascistes et néonazis en Ukraine pour chasser "un président en place " qui lui n'était "pas légitime" dans la mesure où il refusait de se plier au diktat de Washington et de Bruxelles au profit de la Russie.

L'argumentation de cette pourriture est particulièrement grotesque, ridicule au possible, elle témoigne qu'ils ont franchi une étape décisive en adoptant l'imposture jusqu'à l'outrance comme mode de gouvernance, dans la mesure où ils ne prennent même plus la peine de s'entourer de précautions pour camoufler leurs réelles intentions que chacun peut deviner facilement puisque lors de chaque agression contre un Etat indépendant et souverain ils utilisent la même rhétorique, sachant qu'il existe un consensus entre tous les partis institutionnels et les médias qui relaieront, martèleront du matin au soir telle quelle leur discours, en réalité l'unique source de légitimiter dont ils peuvent se prévaloir, puisque rejetés par l'immense majorité de la population comme vient de le démontrer si nécessaire le premier tour des élections départementales en France. (Source : AFP 27.03)

- Yémen: l'Arabie saoudite étend ses raids aériens - AFP

La coalition arabe menée par l'Arabie saoudite a étendu ses raids aériens contre les positions rebelles chiites au Yémen vendredi, le royaume saoudien sunnite affirmant vouloir faire face à l'"agression" de son rival chiite iranien. Plusieurs pays occidentaux, en tête desquels les Etats-Unis, ainsi que la plupart des pays arabes ont serré les rangs derrière l'Arabie saoudite et réaffirmé leur soutien à M. Hadi, arrivé jeudi à Ryad en route pour le sommet arabe qui s'ouvre samedi en Egypte.

L'intervention militaire a fait suite à des appels à l'aide du camp Hadi, incapable de stopper l'offensive des Houthis qui ont pris depuis septembre 2014 plusieurs régions du pays, dont la capitale Sanaa, et avançaient ces derniers jours vers Aden, la capitale du Sud où était retranché le chef de l'Etat.

Dans sa première réaction aux raids, le chef des rebelles, Abdel Malek al-Houthi, a condamné une "invasion" et averti que les "Yéménites ne vont pas rester sans réagir".

L'Iran a mis en garde contre une propagation du conflit, son président Hassan Rohani dénonçant une "agression" contre le Yémen. Vendredi, son ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a répété que "toute action militaire contre un pays indépendant est condamnable". Le "seul résultat est une aggravation de la crise et plus de morts parmi les innocents".

"Les Iraniens sont ceux qui s'ingèrent dans les affaires des pays arabes, que ce soit au Liban, en Syrie, en Irak, et au Yémen, ce que nous ne pouvons pas tolérer", a déclaré l'ambassadeur saoudien à Washington, Adel al-Jubeir, sur Fox News. "Nous devons faire face à l'agression de l'Iran" qui veut "dominer la région".

En pleines négociations sur le nucléaire avec Téhéran, les Etats-Unis ont exprimé leur appui à l'intervention saoudienne et annoncé "un soutien logistique et de renseignement" avec notamment des avions ravitailleurs et des avions radars Awacs.

La Maison Blanche s'est déclarée elle aussi inquiète des "activités iraniennes" au Yémen, parlant d'informations sur "le transfert iranien d'armes" dans ce pays.

Selon des experts, les raids aériens de la coalition pourraient avoir des résultats limités sans une intervention terrestre qui reste peu probable en raison des risques d'escalade avec Téhéran et d'enlisement.

De plus pour John Marks, expert du Moyen-Orient à l'institut Chatham House, "se contenter d'écraser les Houthis changera certes la dynamique des factions", compliquée au Yémen, mais cela pourrait "favoriser des groupes ultra-radicaux sunnites".

Il faisait allusion aux réseaux Al-Qaïda, implanté dans le sud-est du pays, et Etat islamique (EI) qui a revendiqué ses premières attaques meurtrières la semaine dernière à Sanaa. AFP 27.03

- Le Yémen bombardé par les forces contre-révolutionnaires - voltairenet.org 26.03

Le roi Salman d'Arabie saoudite a réunit une coalition pour rétablir l'ancien président Hadi chassé par une révolution au Yémen. Dès la prise d'Aden par les révolutionnaires, l'Arabie saoudite a mobilisé plus de 100 000 hommes et 100 bombardiers pour attaquer le pays.

La coalition militaire conduite par l'Arabie saoudite comprend également le Bahrein, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, le Qatar et le Soudan (tous des monarchies membres du Conseil de coopération du Golfe plus le Soudan qui est gouverné par une branche dissidente des Frères musulmans). La coalition est soutenue politiquement par l'Égypte et le Pakistan. Les États-unis lui fournissent des renseignements satellitaires.

Bien que demandée par le président Hadi, l'intervention de l'Arabie saoudite et de ses alliés est illégale en droit international et constitue une agression.

L'intervention de l'Arabie saoudite n'a guère de sens si elle ne se poursuit pas au sol. Mais on imagine mal une invasion, après la défaite saoudienne de 2009.

Les États-unis s'étaient jusqu'ici tenus à l'écart du conflit, pensant que le pays se scinderait en deux comme durant la fin de la Guerre froide. Symboliquement, ils ont fermé leur ambassade et retiré leurs forces spéciales.

Les Houthis sont largement majoritaires par eux-mêmes. Alliés aux partisans de l'ancien président Saleh, ils n'ont pas eu de difficulté à contrôler tout le pays.

Les Houthis chiites et leurs alliés sunnites se réclament ensemble de la Révolution de l'imam Khomeiny et leur victoire a été saluée comme telle par l'Iran.

Le président Hadi est, quant à lui, soutenu à la fois par les monarchies et par al-Qaïda. Cependant, il a condamné les méga-attentats anti-chiites commis par l'Émirat islamique (Daesh). voltairenet.org 26.03

- Les USA et les Saoud au secours de Daech et Al Qaeda au Yémen - Bahar Kimyongür - Investig'Action 27.03

Dans le monde arabe et musulman, rien de nouveau. On se bat entre Arabes et musulmans au plus grand bonheur de leurs ennemis américains et israéliens. Les USA et les Saoud sont à l'offensive dans tous les pays qui leur résistent principalement en Syrie, en Irak et au Yémen.

En Syrie, les forces saoudiennes attaquent sur 2 fronts : le Nord et le Sud.

Au Nord, la ville loyaliste et majoritairement sunnite d'Idlib est encerclée par des milices liées à Al Qaeda. Ces milices utilisent des armes américaines notamment des missiles TOW pour venir à bout de la résistance de l'armée syrienne et des forces populaires qui défendent leur ville et leurs terres. L'un des commandants Al Qaeda de l'opération d'Idleb est un cheikh saoudien dénommé Abdallah al Mouhaisni.

Au Sud, c'est la ville antique de Bosra al Cham au cœur de laquelle trône un amphithéâtre romain, qui vient de tomber aux mains d'une coalition de groupes djihadistes pilotés par le Front al Nosra, filière d'Al Qaeda en Syrie.

Alors que le commandement US se gargarise de discours antiterroristes, aucun avion de l'Axe US/UE/CCG (1) n'a été aperçu dans le ciel syrien au-dessus d'Idleb ou de Bosra al Cham.

Comme le révèle la dépêche Reuters du 23 mars dernier signée Tom Perry, les armées occidentales ont même intensifié leurs livraisons d'armes à Al Qaeda sur le Front Sud. C'est par la frontière jordano-syrienne que ces armes, pour la plupart offertes par l'Arabie saoudite, le plus grand importateurs d'armes au monde, parviennent à la coalition anti-Assad du Front Sud. Israël n'est pas en reste puisque des sources officielles reconnaissent désormais fournir de l'aide aux forces anti-Assad dont Al Qaeda dans le Mont Bental sur le plateau du Golan (Yaroslav Trofimov, Wall Street Journal, 12 mars 2015).

Ainsi donc, nos belles âmes occidentales éprises d'art et de raffinement, celles-là même qui se lamentent des destructions des musées et du patrimoine de l'Orient par les djihadistes de Daech ont offert à al Qaeda, Bosra al Cham, une ville antique classée au patrimoine mondial de l'UNESCO.

En Irak, les USA sentent qu'ils perdent pied dans la résistance contre Daech. Forces kurdes, chiites et sunnites appuyées par le voisin et allié iranien ont réussi à former une alliance antiterroriste qui porte ses fruits.

Plusieurs villes et villages des provinces de Salaheddine et Anbar ont ainsi pu être libérés de la présence terroriste. Craignant cette unité supra-ethnique et supra-confessionnelle, l'aviation US a bombardé cette nuit les positions de Daech dans la ville de Tikrit par crainte de perdre pied dans ce pays devenu allié de l'Iran.

Cette intervention US à Tikrit a été conspuée par les milices chiites qui rejettent toute forme d'alliance avec Washington.

Certains miliciens liés à l'Armée du Mahdi de Moqtada Sadr et aux Brigades du Hezbollah irakien ont même décidé de se retirer des combats.

Sur le front de Tikrit, il y a donc non pas assistance comme le laissent entendre de nombreux analystes mainstream mais concurrence entre l'Iran et les USA, un peu comme celle qui exista entre l'Armée soviétique et les troupes du général Patton face à l'Empire hitlérien.

Par hostilité atavique envers l'Iran, les Saoud ont longtemps encouragé Daech. Aujourd'hui, la dynastie wahhabite cultive l'attentisme avec une crainte grandissante face au prestige accumulé par Téhéran parmi les populations de Syrie et d'Irak vivant sous le joug de Daech.

C'est finalement au Yémen, leur arrière-cour, que les Saoud ont décidé de lancer leurs bombardiers contre la résistance anti-Daech.

Naguère terrain d'affrontement entre marxistes et panarabes d'une part et forces réactionnaires pro-Saoud d'autre part, le Yémen est aujourd'hui le théâtre d'une guerre entre les milices houthistes d'inspiration chiite d'une part.

Ces derniers jours, les milices houthistes d'Ansar Allah ont mené une avancée spectaculaire vers Aden, la grande ville du Sud du Yémen où s'est refugié le président déchu et agent soudien Abd Rabbo Mansour Hadi.

Contrairement à ce qu'affirment les médias occidentaux, les milices houthistes ne mènent pas une politique confessionnaliste mais remplissent une mission patriotique.

Malgré leur identité confessionnelle, ils cultivent une vision panislamique et panarabe, gagnant ainsi de la sympathie d'une large frange de l'armée nationale yéménite, y compris de la Garde républicaine et de nombreuses tribus sunnites, ce qui explique leur incroyable progression.

Alors que Daech a massacré près de 200 chiites dans une quadruple attaque kamikaze visant les mosquées vendredi dernier, alors qu'Al Qaeda dans la Péninsule arabique (AQPA) massacre à tour de bras, cette nuit, le régime wahhabite a lancé une opération militaire aérienne contre les forces rebelles du Yémen.

Ce n'est pas le ministre saoudien de la défense, le prince Mohammed Bin Salman ou le Roi d'Arabie saoudite Salman Ben Abdel Aziz qui a annoncé l'entrée en guerre de son pays contre la souveraineté du Yémen mais l'ambassadeur saoudien à Washington. Le scénario est digne d'un film arabe de série B.

Pour l'heure, les médias arabes, notamment Al Mayadeen, parlent d'une vingtaine de civils yéménites massacrés par les bombardements saoudiens.

Du temps du héros tiers-mondiste égyptien Jamal Abdel Nasser, le régime collabo et décadent des Saoud combattait les forces de gauche arabes (marxistes, nationalistes, panarabes) avec l'appui US.

Après avoir détruit les derniers vestiges du socialisme arabe, les Saoud s'en prennent à présent aux seules forces de résistance panarabes encore debout, du Hezbollah libanais à Ansar Allah yéménite en passant par le Baas syrien.

Dans un article alarmiste paru dans le Washington Post le 23 novembre 2012, la secrétaire d'Etat US de l'ère Bush Condoleezza Rice qualifiait l'Iran de « Karl Marx d'aujourd'hui ».

Si l'Iran équivaut à Marx comme l'affirme la fauconne de l'impérialisme US, le régime des Saoud, lui, incarne depuis sa création en 1744 la contre-révolution et la tyrannie d'Adolphe Tiers, le fossoyeur de la Commune de Paris.

1- CCG : Conseil de coopération du Golfe. Alliance regroupant les 6 pétromonarchies du Golfe. Investig'Action 27.03

- Tikrit : les USA bombardent le Hezbollah - french.irib.ir

Selon Al-Mayadeen, les chasseurs bombardiers américains ont, violemment, bombardé le siège des forces populaires, déployées dans la ville de Tikrit, et ce, en soutien à Daesh.

Les Etats Unis ont contraint le gouvernement irakien à les laisser participer à des opérations de libération de la ville, et les analystes s'attendaient à ce que cette "introduction par la force" ne vise qu'à ralentir le cours des combats et à empêcher les forces irakiennes et populaires d'avancer. Le siège des forces populaires se trouvait, dans l'Université de Tikrit. Al Mayadeen promet de publier davantage de détails ultérieurement. french.irib.ir 27.03

- Le plus grand exportateur de pétrole lance un pari, pour stopper l'Iran - french.irib.ir

Pour Reuters, l'agression militaire de l'Arabie saoudite contre le Yémen est un pari fait par le plus grand exportateur de pétrole du monde.

«Quatre millions de barils de pétrole traversent, quotidiennement, le détroit Bab el-Mandeb, d'où la nature hautement stratégique du Yémen, une région même plus en risque que la Syrie et l'Irak», a-t-on appris de Reuters.

«Le déclenchement d'une guerre, au Yémen, mettra en péril les canaux maritimes très fréquentés passant au large des côtes yéménites, et il entraverait, également, la circulation, dans le détroit de Bab el-Mandeb. Presque quatre millions de barils de pétrole sont, quotidiennement, exportés, en Europe, aux Etats-Unis et en Asie, via Bab el-Mandeb. Les cours du pétrole ont connu une hausse de 6%, jeudi, à l'issue du raid aérien de l'Arabie saoudite et de ses alliés contre le Yémen. Cet événement est un important pari, programmé par le plus grand exportateur de brut du monde, dans l'objectif de stopper l'extension de l'influence de l'Iran, dans l'arrière-cour de Riyad».

Peter Pham, un analyste américain du think-tank «Conseil de l'Atlantique», dit à ce propos : «La chute du Yémen est une réalité politique et la montée en puissance des Houthis, au Yémen, permettra à l'Iran d'étendre sa présence des deux côtés de Bab el-Mandeb, c'est-à-dire, dans le golfe d'Aden et la mer Rouge. A présent, les navires de la Marine iranienne circulent, régulièrement, dans lesdites eaux».

Peter Pham, qui donne des consultations aux Etats européens, africains et aux Etats-Unis, a, ainsi, continué son analyse : «Si les Iraniens contrôlent des bases, dans certains ports du Yémen, ou si les Houthis, soutenus par l'Iran, au cours de la guerre contre le gouvernement Mansour Hadi, contrôlent des ports du Yémen, le rapport des forces connaîtra un grand changement, dans cette région».

L'administration américaine et ses alliés co-organisent, régulièrement, des manœuvres maritimes, dans le golfe d'Aden.
Le commandant des forces américaines, dans la région, a annoncé, jeudi, que l'armée US coopérerait avec ses partenaires, dans le golfe Persique et en Europe, pour, ainsi, maintenir l'ouverture de Bab el-Mandeb. De son côté, l'Egypte a déclaré qu'elle ne supporterait jamais que ses intérêts soient menacés.

Selon les compagnies de navigation maritime et les compagnies d'assurance, l'entrave de la circulation maritime, dans le détroit Bab el-Mandeb, aboutira à l'augmentation des frais.

A noter que le Yémen a fermé ses principaux ports, jeudi, sur fond d'affrontements. A ce propos, le responsable d'une importante compagnie d'assurance de navires a déclaré : «La prise pour cible d'un seul bateau suscitera la réaction immédiate du marché. A présent, personne ne veut franchir le premier pas, mais tout le monde suit les événements de près».

Il est à rappeler que la fermeture de Bab el-Mandeb aboutira à la fermeture du canal de Suez et du pipeline de Sumed, assurant le transfert du brut à l'Europe du Sud. french.irib.ir 27.03

- L'UE maintient le Hamas sur la liste terroriste - AFP

- La réaction du Hamas au rapport d'"Amnesty International - french.irib.ir

Le Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine, le Hamas, a considéré le rapport d'"Amnesty International" comme visant à affaiblir la Résistance de la Palestine, à Gaza, et en faveur des objectifs du régime sioniste. Sans tenir compte des crimes commis par l'armée du régime sioniste, lors de l'offensive de 50 jours contre les Palestiniens, dans la bande de Gaza, en juillet 2014, "Amnesty International" a qualifié de crimes de guerre, les attaques au missile, à caractère dissuasif, menées par les groupes palestiniens contre Israël, au cours de cette guerre. Et ce, alors que cette agression a coûté la vie à plus de 2.300 Palestiniens, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, tandis que plus de 11.000 autres Palestiniens étaient blessés.

En réaction à ce rapport, rédigé en soutien aux crimes du régime sioniste, Ismaël Radwan, une haute autorité de la Résistance, l'a qualifié d'inéquitable et d'injuste. "Aux termes des lois internationales et de la 4ème Convention de Genève, «résister» est un droit légal, et les Palestiniens, dont le territoire est occupé par les Sionistes, ont le droit à se défendre, par tous les moyens", a-t-il précisé. Dans le même temps, un haut responsable du Hamas, Salah Al-Bardawil, a accusé "Amnesty International" de crimes contre le peuple palestinien, pour son rapport cruel contre la Résistance de la Palestine. Dans ce droit fil, lors d'un entretien avec Press Tv, Issa Amro, un analyste des questions politiques de la Palestine, a qualifié le régime sioniste de violateur des droits de l'Homme. Le massacre de plus de 2.300 Palestiniens, dans la bande de Gaza, lors de l'offensive de 50 jours, n'est qu'un des multples crimes de guerre commis par ce régime.

Le rapport d'"Amnesty International" intervient, alors que les Palestiniens, dans la bande de Gaza, souffrent d'une pénurie de médicaments, d'équipements médicaux et sanitaires, et de carburant, ainsi que de coupures incessantes d'électricité, dues au blocus du régime sioniste. Et qui plus est, faute du budget nécessaire, la reconstruction de la bande de Gaza a été suspendue, a annoncé l'Office de secours et de travaux des Nations Unies, pour les réfugiés de Palestine, au Proche-Orient, (UNWRA). Quoi qu'il en soit, ce rapport injuste n'a rien fait d'autre que de remettre en question la crédibilité de son auteur, à savoir "Amnesty International". french.irib.ir 27.03

Le 29 mars 2015

CAUSERIE

Yémen. Guerre par procuration des Etats-Unis contre l'Iran via l'Arabie saoudite. Vive la guerre et foutez-nous la paix !

Par curiosité, malsaine diront mes contradicteurs, je suis allé visiter les portails du POI, du NPA, de la Tendance claire du NPA, de LO, du PG et de plusieurs groupes de militants, pas un mot, pas un seul communiqué en soutien au peuple yéménite bombardé depuis 4 jours par une coalition de pays sunnites emmenée par l'Arabie saoudite pour le compte de Washington, il faut croire que la désertion politique est la dernière version à la mode de l'internationalisme prolétarien de tous ces partis ou tendances qui osent parler en notre nom.

Calomnie ? Il est vrai que cela prend énormément de temps pour rédiger un communiqué de quelques lignes, il faut joindre et réunir tous les membres de l'appareil du parti, leur expliquer la situation au Yémen et pour peu que des désaccords se manifestent et c'est la cata, que d'énergie dépensée contre quoi au fait, ah oui, une nouvelle guerre avec son lot de massacres de masse et de destruction massive, on finit par s'en lasser, à croire que le sort de certains peuples vaut mieux de d'autres.

Seul le PCF s'est fendu d'un article, dont le contenu était calqué sur la propagande des agresseurs du Yémen, s'en remettant aux institutions du Golfe ou Arabe qui justement soutiennent l'Arabie saoudie. On ne se refait pas.

Message à l'adresse des maîtres du monde du chaos et de la guerre : Profitez-en vous avez un boulevard devant vous, vous bénéficiez d'un consensus élargi à tous les partis politiques sans exception...

Les militants ouvriers ayant apparemment déserté notre portail car ne supportant pas les faits et les vérités qui mettent gravement en cause le mouvement ouvrier corrompu ou leurs partis, nous nous demandons une nouvelle fois à quoi bon se casser la tête à actualiser ce portail. On déteste perdre son temps alors qu'on en manque singulèrement. Nous sommes lucide et nous ne marchons pas dans la combine qui consiste à déformer la réalité juste pour se faire plaisir et tromper les autres, nous l'assumons. A chacun ses responsabilités, que nos détracteurs commencent par balayer devant leur porte et par regarder la réalité en face. Cela ne leur plaît pas, cela confirme qu'on n'est vraiment pas sur la même longueur d'onde ou que nous ne partageons pas les mêmes principes et valeurs, et encore moins la même cause. Derrière la vérité se cache souvent les pires impostures.

Nous devrions ajouter plus de 50 nouveaux articles, à quoi bon... Demain peut-être.

Le 31 mars 2015

CAUSERIE

On ajoutera des dizaines d'articles dans la journée.

Un peu chaud, mais la forme, la preuve.

Nous sommes en guerre, donc toujours aussi vaindicatif, belliqueux, rempli de haine envers notre ennemi et ses complice. Normal, non ? Si vous pensez le contraire, un conseil, allez voir ailleur, ce portail ne vous apportera rien.

Mettons un peu d'ordre dans nos idées.

Cet article m'a été inspiré notamment par la lecture d'un article rédigé par un populiste qui se revendique de gauche.

Pour lui il n'existerait pas de complots à proprement parler contre les peuples ou pour être plus précis, le capitalisme constituant un complot permanent contre les travailleurs, cela ne vaudrait pas le coup de s'y attarder au-delà du discours politique habituel qui aurait le don miraculeux de répondre à toutes les interrogations des travailleurs, même quand ils ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes, de gré ou de force il faudrait les contraindre à penser comme un militant ou en marxistes. La prose de militants professionnels rédigé pour une élite devrait suffir à répondre à toutes leurs questions, à briser instantanément le conditionnement psychologique dont ils font l'objet.

Les procureurs de la pensée au pouvoir ont décrété la guerre à tous ceux qui évoquent à raison ou à tord des complots commis par la classe dominante ou leurs Etats, car il ne faudrait pas que le peuple de gueux en vienne à découvrir leurs réelles intentions, il leur deviendrait impossible de continuer à gouverner et ce serait tellement dommage, il est donc de bon ton de leur emboîter le pas, plus misérable serpillière tu meurs ! Vous aurez compris que ceux qui tiennent ce genre de discours sont des agents du régime volontaires ou qui s'ignorent, peu importe.

Dit autrement, que voulez-vous, il y a des gens comme cela qui croient que la terre entière serait à leur image, et constatant à quel degré théorique misérable ils en sont rendus, cela ne donne pas vraiment envie de leur ressembler. On a donc décidé de procéder autrement et de partir de la réalité, c'est préférable, n'est-ce pas ?

Il est bien connu que la propagande officielle n'aurait aucune raison d'être puisque sans effet sur la population. De même, l'acharnement auquel se livrent les médias pour conditionner les masses n'aurait aucune utilité donc serait indolore. Les contrevérités et falsifications de l'histoire dont sont bourrés les ouvrages à caractère pédagogique, scolaires ou universitaires ne serviraient à rien, surtout pas à formater les esprits dans une direction donnée.

Bref, on se demande bien pourquoi ces braves gens remplis de bonnes intentions à notre égard dépenseraient autant d'énergie et d'argent, feraient preuve de tant d'imagination pour influencer le mode de pensée et la psychologie des masses, si tous leurs efforts étaient finalement vains ou voués à l'échec, sans incidence ou conséquences sur notre vision ou interprétation de la réalité, de la situation, de la société ou du monde, sur la formation de nos idées ou le développement, l'orientation de notre pensée, sur la psychologie de leurs sujets ou serfs, s'ils ne parvenaient pas à avoir une quelconque emprise sur nos esprits ou à les formater à leur convenance.

C'est impossible ou superficiel nous dit-on, secondaire ou sans réelle importance au point qu'il serait recommandé de ne pas s'en préoccuper, car voyez-vous seule la place qu'on occupe au sein du procés de production déterminerait notre mode de pensée, bref au-delà de la lutte des classes rien n'aurait d'influence sur le comportement des travailleurs en général, précisons telle que se la représente un militant, qui lorsqu'il est atteint de constipation ou de dysenterie y voit encore l'oeuvre des forces sociales qui s'affrontent, alors que nous y verrons plutôt l'expression d'un déséquilibre biologique provoqué par un excès ou une carence alimentaire pouvant être aggravés par un état psychologique perturbé, passager ou durable...

C'est faire l'impasse sur le fait que ce n'est pas uniquement la place qu'on occupe au sein des rapports sociaux de production qui détermine notre comportement, mais l'interprétation qu'on en a ou le niveau de conscience politique qu'on a acquis, qui a notre connaissance ne relève pas de la génération spontanée, n'est pas inné chez l'homme, on croit même avoir observé qu'elle lui faisait défaut dans l'immense majorité des cas au point d'être suffisamment faible et influençable pour ne jamais acquérir et surtout conserver cet état de conscience tout au long de son existence, vous m'arrêtez si je me trompe.

L'expérience à elle-seule de ces rapports sociaux est insuffisante pour acquérir un niveau de conscience supérieur qui déterminerait un changement de comportement durable ou définitif par rapport à ce que le travailleur a connu auparavant, ou saisir la nature sociale de ces rapports dans toute sa portée, dans le cas contraire tous les travailleurs seraient des marxistes confirmés, grotesque ! Il faut donc en déduire qu'il rencontre sur sa route un tas d'obstacles que la société a dressés pour l'empêcher de passer à l'action et d'acquérir cet état de conscience de sa propre condition d'exploité et d'opprimé qui lui permettrait de trouver les moyens politiques de s'émanciper de la servitude qui est son lot quotidien de sa naissance à sa mort. Il est donc sous influence et ignorant de sa condition et tout est fait pour qu'il le reste.

Le passage à l'action et le mûrissement de la conscience de classe sont le produit d'un processus dialectique.

Qu'est-ce qui fait qu'un travailleur passe un jour ou l'autre à l'action sinon l'évolution ou la dégradation de sa condition ? Il suffit alors d'un simple événement intervienne dans son existence, d'un fait des plus banal qui le touche particulièrement, qui ajouté aux autres ou à ce qu'il endure déjà soit la goutte qui fait déborder le vase comme l'on dit, va déterminer en grande partie inconsciemment son passage à l'action à ce stade, et c'est seulement quand on lui en contestera ce droit ou qu'il cherchera

à l'imposer qu'il se justifiera et prendra conscience qu'il est parfaitement légitime, ce qui ne lui était pas venu à l'esprit précédemment, alors que sa condition s'y prêtait tout autant sans qu'il réagisse.

C'est donc l'accumulation de difficultés rencontrées dans son existence quotidienne qui est responsable de la modification qualitative de sa condition ou du regard qu'il porte sur la société. Mais comme la prise en mains de sa destinée n'est pas innée ou inscrite dans sa culture, est étrangère à ses habitudes, n'a pas fait l'objet de l'apprentissage propre à l'acquisition de toute connaissance pour qu'elle soit ancrée profondément dans son cerveau ou son existence au point de guider son mode de pensée ou son comportement, il retombera aussitôt dans une sorte d'insouciance ou d'apathie qui prédominait chez lui auparavant et ainsi de suite.

C'est l'inertie de l'histoire soumise au règne implacable de l'exploitation et de l'oppression, l'inconscience qui accompagne le développement du capitalisme et de la civilisation humaine, le poids énorme de son environnement, la pression de la société en général, qui font que l'homme qui au départ est ignorant ou esclave de sa nature qui le domine et du monde extérieur, croule sous un terrible fardeau qu'il aura toute les peines du monde à se défaire, qui le tire constamment en arrière. On a tendance à perde de vue l'essentiel, à savoir que l'homme vient au monde ignorant de sa nature, de celle de la société, du monde et de l'univers, et qu'il lui faut faire un effort extraordinaire pour s'extraire de cette ignorance, parvenir à se réapproprier sa propre nature pour qu'elle cesse de lui apparaître étrangère, acquérir la compréhension du fonctionnement de la société pour la transformer en fonction de ses besoins...

On se focalise volontiers sur les conditions matérielles qui sont à l'origine de son comportement social, sans tenir compte de l'ensemble des facteurs qui sont à l'origine de son interprétation de la place qu'il occupe dans la société et qui relève de sa nature profonde ou des rapports qu'il entretient avec le monde extérieur qui sont forcément déformés ou inconscients. On peut décréter que tous ses facteurs qui influent forcément sur son mode de pensée et son comportement sont secondaires ou sans importance sur sa destinée, alors que ce n'est pas du tout le cas dans la réalité. L'action des hommes ou leur interprétation de la réalité, leur représentation du monde extérieur ne se réduisent pas au présent contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, ils sont le produit de toutes leurs expériences passées, et dès lors qu'elles sont consommées, en dehors des traces matérielles qui peuvent éventuellement encore en témoigner ou subsister, seule demeure l'idée inconscience qu'ils en ont conservées va guider leur mode de pensée ou présider à la formation de leur pensée ainsi que leur comportement.

Si on admet que l'homme est totalement ignorant ou inconscient à sa naissance, on doit admettre aussi que c'est cette ignorance ou cette inconscience qui guidera son développement et son existence en général, qui ne sera battu en brèche que s'il parvient à tirer les leçons pratiques de ses expériences. Or, c'est très loin d'être donné à tout le monde ou d'être automatique, faut-il encore qu'il en ait les moyens ou qu'il s'en donne les moyens pour que son niveau de connaissance ou de conscience progesse réellement, sinon il pourra toujours donner l'impression d'avoir progressé au contact de la société qui a elle-même évolué au fil du temps mais dont l'évolution n'est pas acquise définitivement ou peut être remise en cause à tout moment, on en a les preuves quotidiennement sous les yeux avec le développement de la barbarie à l'échelle mondiale, pour retomber à un niveau de conscience inférieur ou son comportement sera dominé ou dicté par son inconscience, comme si finalement toutes les expériences qu'il avait vécues n'avaient servi strictement à rien.

Le procédé qui consiste à ignorer ou occulter tout un pan de la personnalité humaine qui préside à son fonctionnement, à la formation de ses idées et à son comportement, à sa représentation du monde extérieur, peut-il l'aider à progresser ou à acquérir un niveau de conscience supérieur, à prendre son destin en mains, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, et pour cause, il a toujours échouer.

Pour autant que ce soient les actions des hommes et non les idées qui président au changement ou à la transformation du monde, ces deux volets de l'activité humaine agissent en permanence l'un sur l'autre, et sous-estimer ou nier littéralement l'un ou l'autre ne permet pas de comprendre, et qui plus est d'expliquer son évolution pour agir dessus dans un sens déterminé, toute théorie qui ne prendrait pas en compte ces deux facteurs dans leurs rapports réciproques ne correspondrait pas à la réalité, et comme telle serait inévitablement vouée à l'échec.

Autrefois en France, nous vivions dans une société réduite essentiellement à des activités manuelles, à l'époque où la paysannerie était dominante, puis vint celle du prolétariat industriel regroupé en masse au sein des industries sidérurgiques, métallurgiques chimiques, textiles, les mines, puis vint se greffer dessus les industries de transformation donnant lieu à toutes sortes de marchandises, la plupart de ces activités ont migré ou ont été délocalisées, et pour finir nous vivons à l'ère économique dominée par les services qui sont la dernière étape du développement du capitalisme liée aux précédentes puisqu'elle ne pourrait exister sans les autres secteurs d'activité. Or les services présentent la particularité d'être la source d'exploitation la plus dématérialisée du procès de production, qui fait davantage appel à l'intellect ou au cerveau dont les yeux sont le prolongement ne l'oublions pas, et cette évolution des rapports des travailleurs au capital s'est accompagnée de profondes transformations des rapports entre les classes ou de la société au contact de la lutte des classes qui n'a jamais cessé, de telle sorte que chacun d'entre nous de nos jours est davantage amené à conceptualiser ou intellectualiser sa condition ou la réalité au lieu de les considérer sous les rapports matériels qui sont à la fois à la base de l'exploitation ou du profit du capitaliste et de l'aliénation du travailleur, de telle manière qu'ils sont encore plus sournoisement dillués que par le passé ou agissent sur son mode de pensée et de vie, sur son comportement à son insu sans qu'il puisse saisir le lien qui existe encore sa condition et la politique qu'on lui fait subir, encore plus difficilement que par le passé.

C'est comme si tous les progrès qu'avait réalisé l'humanité depuis deux siècles avaient abouti à une situation paradoxale où ils se retournent contre les travailleurs pour n'avoir pas été capables de s'emparer du pouvoir politique à temps.

La propagande officielle qui se confond avec la culture des idées à laquelle nous sommes soumis ou qui prédomine dans la société est d'autant plus préjudiable à la civilisation humaine, qu'elles sont manipulées dans des proportions devenues monstrueuses, puisque le déni et l'imposture leur servent de guide de nos jours (et de gouvernance), elles ne servent plus qu'à combattre tous nos droits légitimes, baîllonner les libertés individuelles, interdire toute critique du régime, criminaliser ses opposants, flatter un individualisme ignoble, effréné, hystérique, la pire médiocrité dans tous les domaines, intellectuel, artistique, culturel, scientifique, etc. elles doivent servir à justifier la brutale et féroce régression sociale qu'impose l'oligachie financière aux peuples asservis, toutes les guerres impérialistes jusqu'à l'extermination de peuples et à la destruction de pays entiers, au recours au fascisme, et on atteint là le stade ultime et cynique, immonde de la manipulation des consciences faisant leur propre malheur sans réellement s'en apercevoir ou sans percevoir le danger extrême qu'elles représentent ou qui menace la civilisation humaine en proie à un dramatique désarroi.

Et si on est en droit de généraliser ce constat qui présente bien des aspects effrayants pour l'avenir, c'est parce qu'aucun parti ouvrier n'entend le partager, parce qu'en dehors de rares exceptions dans le monde, la totalité des intellectuels s'abaissent encore à mettre leur espoir dans le capitalisme dont la survie est responsable de cette situation, ils refusent toujours obstinément de rompre avec lui et ses institutions, ce qui est la traduction de leur refus de se situer sur le terrain de classe du prolétariat mondial qu'incarne le socialisme ou le marxisme qu'ils considèrent comme dépasser ou obsolète, pire encore lorsqu'ils dénient à la lutte des classes d'être l'un des principals moteurs du développement de l'humanité, considérant que l'offensive actuelle de la classe dominante et les guerres qu'a déclenchées l'impérialisme américain au Proche et au Moyen-Orient ne serait pas le produit de la crise du capitalisme entré en putréfaction et de la lutte des classes, l'affrontement entre différents pays arabes proviendrait de "conflits de classe" mais serait l'expression d'un " clivage sociétal" entre pro et opposants à la polygamie, après nous avoir servi pendant des années l'antagonisme entre pro et antisioniste sans oublier les inévitables guerres de religion, alors qu'en réalité tous ces facteurs devaient être alimentés et servir de couverture à une entreprise non avouable, qui chaque fois avait en toile de fond les intérêts de l'impérialisme américain et la préservation de son hégémonie sur le monde ainsi que la résistance que lui opposaient les peuples concernés dans chaque pays.

Quand on s'obstine à tourner systématiquement son regard vers les puissants, les dirigeants du vieux monde et à tourner le dos aux peuples que l'on estime incapable de gouverner ou qu'on méprise pour interpréter la réalité, on en arrive forcément par se fourvoyer et à commettre ce genre d'analyses grotesques. Ce n'est pas une caricature, je viens de le lire dans un article paru hier et signé par Thierry Meyssan, que je mettrai en ligne plus tard.

L'idée dominante ici consiste à nous détourner de la lutte des classes, les féministes apprécieront sans doute, de la crise qui frappe le capitalisme et qui est à l'origine de toutes les guerres actuelles, pour finalement nous convaincre que seule une partie du capitalisme serait en cause et qu'il aurait encore de beaux jours devant lui.

Pour conclure provisoirement, j'estime qu'on ne peut pas faire l'économie du combat sur le terrain des idées qui empoisonnent le cerveau des travailleurs, et qui doit être mené conjointement avec le combat sur le plan social et politique. On ne peut pas imaginer tirer profit d'une expérience politique ou d'une bataille sans soulager les travailleurs de la pression psychologique qui pèse sur eux, sans démanteler le processus ou les mécanismes que leurs ennemis ont conçus pour les conditionner, les paralyser, les neutraliser, les terroriser, les réduire à l'impuissance, les convaincre qu'il serait inutile de passer à l'action ou de s'organiser, et pour les connaisseurs, de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui

Je ne pense pas qu'en niant ce qui vient d'être dit on aidera en quoi que ce soit notre classe à s'en sortir. Je pense au contraire qu'il faut identifier les origines ou les sources qui oeuvrent à son conditionnement ou dressent tous ces obstacles sur la voie qui mène à sa libération des chaînes du capitalisme pour les combattre et les briser, ce qui va de paire avec son combat pour améliorer son sort évidemment, ses droits sociaux et politiques, les deux combats ne s'excluent pas comme voudraient nous l'imposer des populistes d'extrême gauche, ils sont complémentaires et doivent être livrés de front, simultanément, dans la perspective de la prise du pouvoir politique, du socialisme.

Pourquoi la classe dirigeante insiste-t-elle tellement pour l'influencer ou la briser psychologiquement, sinon parce qu'elle sait que cela a une incidence sur son comportement social, je mets au défi quiconque de prouver le contraire.

Le combat sur le terrain des idées doit être mis au service du combat pratique pour atteindre nos objectifs politiques et non l'inverse. Abattre le capitalisme et prendre le pouvoir demeurent nos seuls objectifs politiques, ce qui passe par la construction du parti ouvrier révolutionnaire et l'organisation des travailleurs...

Notre démarche présente l'originalité de combattre à la fois pour élever le niveau de conscience des travailleurs et favoriser leur organisation ou qu'ils soient persuadés de la nécessité de s'organiser si momentanément ils ne trouvaient pas de partis qui leur convenaient, à défaut de mieux qu'ils rejoignent le POI. Notre démarche est tout sauf élitiste, sectaire ou dogmatique, elle est tournée vers toutes les couches d'exploités et d'opprimés, elle demeure fidèle aux principes du léninisme et au socialisme, et même au trotskisme puisque ma démarche repose également sur un enseignement de Trotsky que nos amis ont oublié ou

sous-estimé apparemment.

Yémen : Bienvenue au nouvel ordre mondial du chaos et de la guerre

Objectif atteint.

- Le Yemen a basculé dans le chaos - L'Express.fr

- Yémen: l'anarchie règne à Aden où résonnent des explosions - AFP

Palme de l'hypocrisie et fausse piste.

L'annonce du torpillage par les Israéliens d'un accord sur le nucléaire iranien entre Washington et Téhéran pourrait servir à faire diversion pour camoufler en réalité la soumission des autorités iraniennes à l'impérialisme américain selon un marchandage convenu entre eux sur le dos du peuple iranien et de la région, inutile de préciser et sur celui du peuple américain qui est le dernier soucis de la Maison Blanche.

- Le Yémen s'enfonce dans la guerre, craintes pour les négociations nucléaires avec l'Iran - AFP

La Ligue arabe de l'Otan complice d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

Entre d'une part l'autodétermination du peuple éyéménite et la stabilité des institutions ou la paix civile sous domination de la communauté chiite la plus nombreuse qui pourrait être favorable au développement du pays, et d'autre part le chaos et la guerre qui se traduisent par la destruction des infrastructures synonyme d'appauvrissement de la population qui est déjà la plus pauvre du golfe persique, afin de maintenir le Yémen dans un état de sous-développement permanent propice au maintien de rapports de type féodaux pour mieux l'asservir ou permettre aux Américains de le contrôler, la Ligue arabe à majorité sunnite elle-même soumise à Washington a choisi sans surprise la seconde option.

- Yemen: La Ligue arabe demande la reddition des rebelles, condition pour l'arrêt des frappes - 20minutes.fr

Au quatrième jour de cette campagne, le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi a affirmé que les raids continueraient « jusqu'à ce que la milice (chiite) des Houthis se retire et dépose les armes ». Il s'exprimait au dernier jour d'un sommet arabe à Charm el-Cheikh en Egypte.

Le chef de la diplomatie yéménite Ryad Yassine a pour sa part affirmé à Charm el-Cheikh qu'il n'y aurait pas « de dialogue (avec les rebelles), tant que le gouvernement légitime n'aura pas regagné le contrôle de tout le territoire yéménite ».

Le président Hadi a participé samedi au sommet de Charm el-Cheikh d'où il est reparti pour Ryad. Il ne devrait pas rentrer dans l'immédiat à Aden. La capitale du Sud est en effet le théâtre de combats meurtriers depuis jeudi. 20minutes.fr 29.03

Avec des si, l'Otan version arabe devient une réalité (au moins sur le papier).

- Yémen : les chefs d'État arabes plaident pour une force conjointe - LeFigaro.fr 28.03

- La Ligue arabe annonce la création d'une force unifiée LeFigaro.fr

Après deux jours de concertation, les chefs d'État de la Ligue arabe ont entériné ce dimanche leur projet de force régionale commune, notamment pour combattre les «groupes terroristes». «Les dirigeants arabes se sont mis d'accord sur le principe d'une force militaire arabe», a déclaré Abdel Fattah al-Sissi depuis la station balnéaire de Charm el-Cheikh où étaient réunis les représentants de 21 des 22 pays membres (la Syrie ayant boudé la réunion). Le président égyptien était depuis plusieurs mois l'un des principaux fers de lance de ce projet, motivé par la menace djihadiste en Irak, en Syrie, mais également en Libye, pays avec lequel l'Égypte partage une longue frontière. Pour l'heure, les contours de ce mini-Otan version arabe restent flous: aucun détail ne transparaît quant à ses objectifs précis et sa composition. LeFigaro.fr 29.03

Le général Abdel Fattah al-Sissi remplit ainsi la fonction pour laquelle il a été coopté par les Américains à la tête de l'Egypte : Rassembler autour de l'Egypte les principaux pays sunnites déjà alliés des Américains et des Israéliens dans la coalition militaire combattant les régimes irakiens et syriens.

On observera qu'un nouveau stade dans le recours à la guerre par la dictature mondiale néolibérale vient d'être franchi, puisque les Américains et leurs pantins sionistes arabes ou sunnites ont justifié le bombardement d'un pays indépendant et souverain qui

ne leur avait pas déclaré la guerre, uniquement sur la base d'une interprétation unilatérale, fabriquée, fallacieuse, fausse et subjective de la réalité ou des rapports que ce pays entretenait avec le leur ou le reste du monde, bref, qui leur était favorable, en concluant qu'il constituait une menace sans apporter la moindre preuve de leur assertion, mais qu'il fallait à tout prix éradiquer à coups de bombes et missiles.

N'ayant aucun élément matériel à leur disposition pour justifer leur agression militaire, pour agrémenter leur accusation infondée ils n'ont rien trouvé de mieux que d'indiquer que l'Iran était en réalité leur véritable cible ou ennemi sur la base d'un facteur religieux alimentant au passage la version moderne de la guerre des religions ou des civilisations, puisque chacun sait que ce sont les Américains et les puissances occidentales qui sont les réels commanditaires et bénéficiaires de cette nouvelle guerre, comme toutes les autres depuis 2001.

On retiendra qu'ils s'affichent désormais ouvertement en dictateurs d'un empire tout puissant qui doit liquider par la guerre ses ennemis autodéclarés ou abattre tous les régimes qui leur résistent ou qui se trouvent sur leur passage, qui font obstacles à leur ambition hégémonique, qui doit s'étendre sur toute la surface de la terre ou auquel tous les peuples doivent se soumettre, pour les remplacer par des régimes militaires, tyranniques, despotiques, fascistes.

Ils n'ont même plus besoin de s'embarrasser de précautions devenues inutiles pour masquer leurs véritables intentions despotiques, considérant sans doute que leur opération de diabolisation ou criminisation de leurs ennemis qui dure depuis des années ou des décennies avait dû porter ses fruits depuis le temps et finir par conditionner totalement les masses exploitées et les peuples opprimées, sachant par ailleurs qu'ils pouvaient s'appuyer sur le consensus politique existant entre tous les partis institutionnels de l'extrême droite à la pseudo-gauche ou extrême gauche, ainsi que la totalité des médias qu'ils n'ont eu aucun mal à acheter puisque ce sont eux qui les financent via les banques et l'Etat, sans oublier le soutien quasi totale que leur apporte l'élite intellectuelle toute aussi corrompue pour conserver ses privilèges, n'ayant rien à craindre du mouvement ouvrier neutralisé, paralysé, décomposé au possible, pour ainsi dire disloqué ou à l'agonie, sans direction ni orientation, ils se retrouvent sans véritable ennemi capable de rivaliser avec eux ou de les inquiéter, alors ils estiment qu'ils ont tous les droits, tous les pouvoirs et en usent sans autre formalité puisque finalement ils n'ont plus de compte à rendre à personne, ils sont les maîtres absolus du monde et agissent en tant que tels.

L'ONU, tous les traités signés depuis 1945 ont volé en éclats, ils sont devenus caducs, témoignant au passage qu'il s'agissait bien d'une imposture ou une supercherie, et que s'en réclamer ne pouvait être que l'oeuvre de manipulateurs, de charlatans ou d'aventuriers, de traîtres.

Nous dénonçons et continuerons de combattre tout appel en direction des institutions politiques internationales mises en place ou cautionnées par l'impérialisme américain, parce qu'elles ne peuvent être que des instruments destinés à asservir les peuples au travers les représentants de la bourgeoisie de chaque pays qui sont censés les représenter alors qu'ils sont eux-mêmes asservis aux différents impérialistes, dont l'impérialisme américain en premier lieu.

L'orientation politique de ce genre d'appel est d'autant plus nuisible aux intérêts des différents peuples qui luttent pour leur souveraineté et leur émancipation, qu'il tend à les déposséder de leur propre combat au profit de ceux qui dans leur pays respectif sont leurs pires ennemis, de plus un tel appel conduit à détourner ou manipuler le soutien ou la mobilisation que l'ensemble du prolétariat mondial doit leur apporter au profit de ces institutions, qui pourront par la suite se prévaloir de cette caution inespérée pour mieux atteindre leurs objectifs politiques.

A l'Otan des puissances occidentales sous domination américaine, instrument politique et militaire ayant pour seul objectif de préserver son hégémonie sur les parties du monde sous son contrôle et de l'étendre à l'ensemble des pays d'Europe centrale ou issus de l'ex-URSS, est venu se greffer l'Otan des dictatures sunnites armées par Washington, ayant pour seul objectif de préserver l'hégémonie américaine sur le Proche et le Moyen-Orient, en attendant que l'Otan économique façonnée par le dollar, le FMI et la Banque mondiale ou soumise à la Fed passe à la vitesse supérieure en adoptant les traités transatlantique et transpacifique qui devraient consacrer la domination absolue de l'oligarchie financière dominée par les banquiers et oligarques anglo-saxons-sionistes sur toutes les couches du capitalisme, sur l'économie mondiale, l'ensemble de ce système monstrueux aux multiples ramifications constitue une gigantesque pieuvre aux innombrables tentacules susceptibles d'étouffer, de paralyser, de broyer ou soumettre à sa volonté de gré ou de force n'importe quel ennemi dans l'avenir en semant le chaos et la guerre, la désolation et le règne de la terreur.

Pendant des décennies on s'est gargarisé de formules apprises par coeur sans réellement en maîtriser le contenu ou la portée, on s'est contenté d'analyses incomplètes ou approximatives qui avait valeur de vérités définitives, pour s'apercevoir bien plus tard qu'elles étaient erronées mais sans jamais en tirer le moindre enseignement, on a favorisé les apparences qui étaient forcément trompeuses, pour ne pas se couper du mouvement ouvrier ou des masses selon la formule consacrée, pour ne pas apparaître sectaire ou dogmatique, de la même manière on a prétendu qe pour mener le combat contre les illusions des travailleurs il fallait se situer sur ce terrain-là, alors qu'en réalité c'était pour mieux y succomber, allant même jusqu'à leur en prêter qu'elles n'avaient plus, histoire de montrer qu'on avait atteint le stade suprême de la confusion sans s'en apercevoir comme il se devait en pratiquant à longueur de temps l'autojustification qui ne supporte aucune critique...

Tout cela pour dire qu'un beau matin on se réveille sous une implacable dictature qu'on n'avait pas vu venir, qu'on a été incapable

de prévenir, contre laquelle on se retrouve totalement désarmé, pardi, parce qu'elle était imprévisible nous dit-on, ne vivions-nous pas en démocratie, les Etats-Unis toujours en guerre (Corée, Vietnam, etc.) n'étaient-ils pas une grande démocratie et non une dictature, la France coloniale et impérialiste sous la IVe République n'était-elle pas un modèle de démocratie, et l'Espagne, l'Italie, le Portugal, débarrassés de leurs dictateurs, Franco, Mussolini, Salazar, etc. On en a perdu jusqu'au sens de la réalité qui était à la base du marxisme.

Ne voilà-t-il pas qu'on pouvait acquérir un réfrigérateur, une télévision, une voiture, qu'on pouvait prendre l'avion, consommer toujours plus tout et n'importe quoi, sauf les plus pauvres évidemment qui ont toujours été les laissés pour compte, on travaillait moins et on avait plus de temps libre, de vacances, il fallait franchement être un rabat-joie pour s'en plaindre ou ne pas baigner dans un bonheur béat. On se demandera au passage ce qu'en pensent ceux qui sont tombés dans la pauvreté au cours des dernières années et les chômeurs de longue durée, parlez-leur des "jours heureux", je suis pas sûr qu'ils apprécieront, non ?

C'est cette insouciance, cette irresponsabilité ou inconscience, cette liberté prise avec le socialisme, les principes et les objectifs qui devaient guider notre action qui nous ont conduit à la situation où nous en sommes, à moins qu'il faille admettre que la toute puissance du capitalisme combinée aux faiblesses de la nature humaine ne pouvaient donner d'autres résultats, auquel cas la situation est désespérée car c'est incurable, et il ne nous reste plus qu'à résister tout en étant convaincu que notre cause est perdue d'avance, ce qui donne forcément envie de se battre !

Il existe des arguments qui contredisent ce pessimisme ravageur, par exemple que c'est toujours une minorité qui entraîne la majorité au combat et peut la conduire au pouvoir, encore faudrait-il que cette minorité soit représentative de la majorité et qu'elle existe pour le moment venu être reconnue comme telle par la majorité, ce qui est très loin d'être le cas aujourd'hui, aucun parti ne peut revendiquer ce statut.

Si on admet qu'une grande partie de la population vit au détriment des couches les plus défavorisées dans le sens où elle se moque de leur sort, il n'en demeure pas moins qu'elle est confrontée elle-même à des difficultés grandissantes ou que sa situation n'est pas forcément pour autant confortable ou enviable ou encore qu'elle le vit mal, un certain malaise existe au sein de toutes les classes de nos jours, au point où elle pourrait être entraînée à la suite des masses une fois en mouvement ou radicalisée, d'où la nécessite de s'adresser à toutes les couches d'exploités, des plus favorisées aux plus défavorisées sans a priori, mais pas aveuglément, de diversifier ou d'adapter nos rapports en fonction de ces couches et leurs besoins en les reliant à ce qu'il y a de commun entre elles.

A l'exception des capitalistes dont certaines couches sont aussi menacées de disparition, toutes les classes sont concernées par la régression sociale et la décomposition de la société, le climat nauséabond qui règne dans le pays sur fond de propagande de haine et de guerre incessante, il est donc permis de penser qu'il suffirait qu'un parti différent des autres manifeste sérieusement sa détermination à changer la société pour qu'au détour d'une crise ou d'une suite d'événements exceptionnels elles soient portées à le suivre.

Le plus difficile à réaliser, c'est de parvenir à enclencher cette dynamique dans un contexte contradictoire, mais si on n'en pose pas les bases, on n'y arrivera jamais. C'est une question de volonté mais pas seulement. Il faut y croire soi-même, il faut en être honnêtement convaincu, toute posture est à exclure, ce ne peut être que le produit d'une stratégie politique élaborée à partir de la situation telle qu'elle existe et reliée à la question du pouvoir, de la prise du pouvoir puisque c'est notre objectif politique. Il faut donc être clair sur tout un tas de questions et ne rien laissé au hasard sous peine de ne pas être pris au sérieux ou de se contredire, il n'y a pas pire.

A ce sujet, si on admet les erreurs que nous avons commises et que j'ai évoquées dans mes causeries, ce n'est pas pour se se flageller ou se mortifier, au lieu de les nier ou de s'excuser, il vaudrait mieux les admettre une fois pour toute même si on n'a pas suivi comment les choses s'étaient réellement passées, et voir comment en fonction de la situation on peut rectifier le tir tout en sachant qu'on ne peut pas forcément tout chambouler du jour au lendemain, car là aussi il faut procéder avec méthodologie, ordre et discipline.

Nouvelles du front du 28 au 31 mars.

- Un nouveau F-15 saoudien abattu... - french.irib.ir

L'Arabie saoudite a reconnu avoir perdu l'un de ses chasseurs F-15... dans les eaux territoriales yéménites. Les deux pilotes ont été sauvés par les forces américaines. Les unités de la DCA yéménites ont, très intensément, fonctionné, toute la journée de vendredi, dans le Nord de Sanaa, et l'avion a été abattu au-dessus de la mer Rouge. un autre chasseur saoudien, avec, à son bord, un pilote soudanais, a, également, été abattu par la DCA yéménite.

L'agence de presse saoudienne prétend qu'il s'agit d'une avanie technique qui aurait causé le crash et qui aurait poussé les deux pilotes à s'éjecter. Un hélicoptère US, depêché depuis Djibouti, a repêché les deux pilotes. Les unités de la DCA yéménites se sont ressaisies et elles ont repoussé, à plusieurs reprises, les chasseurs saoudiens, les contraignant à quitter le ciel du Yémen. french.irib.ir 28.03

- Le président irakien a quitté la salle de Conférence de la Ligue arabe, lors de l'intervention de Mansour Hadi - french.irib.ir

Le président irakien a quitté la salle de Conférence de la Ligue arabe, lors de l'intervention du président démissionnaire yéménite.

Lors de l'intervention d'Abd Rabbo Mansour Hadi, le Président démissionnaire yéménite, le Président irakien, Fouad Maassoum a quitté la salle de Conférence de la Ligue arabe, à Charm el-Cheikh, en Egypte. L'Irak a, vivement, dénoncé les opérations militaires des pays arabes contre le peuple yéménite. "Ces opérations ne font que compliquer les choses", a affirmé l'Irak. french.irib.ir 28.03

- "L'attaque des Saoudiens contre les Yéménites est grave une erreur stratégique, tout à fait inadmissible" (Amir-Abdollahian) - french.irib.ir

"L'attaque militaire des Saoudiens contre les Yéménites est une grave erreur stratégique", a affirmé vice-ministre iranien des A. E, chargé du département arabo-africain.

"Nous soutenons le renforcement du processus politique et le retour au dialogue national, au Yémen", a ajouté Amir-Abdollahian.

«On s'attendait à ce que les nouveaux dirigeants saoudiens optent pour le langage politique, la dignité et la paix envers les évolutions yéménites. Attaquer les infrastructures et le peuple, au lieu des terroristes, est un fait inadmissible. Malheureusement, cette agression aura des répercussions, dans la région et dans le monde de l'Islam. Riyad ne doit pas oublier que sa présence militaire, au Yémen, ne fera qu'aggraver la situation», a-t-il précisé, avant de souligner :"L'Arabie ne doit pas compter sur le soutien des Etats- Unis dans son action militaire, au Yémen". french.irib.ir 28.03

- L'Algérie ne bombardera pas le Yémen - french.irib.ir 28.03

- L'aéroport d'Aden tombe. - french.irib.ir

Selon les sources locales, citées par la DPA , les forces d'Ansarallah ont repris le contrôle de l'aéroport d'Aden et font marche sur khour Makssa. Cette grande avancée a eu lieu, au bout de plusieurs jours de très violents combats. Les bombardements des chasseurs saoudiens se sont poursuivis, pour le quatrième jour consécutif, contre Sanaa et Saada. french.irib.ir 29.03

- Possible coup d'état à Riyad? - french.irib.ir

Al Itijah press revient sur le retour précipité du roi saoudien Salmane à Riyad et l'abandon du sommet de Charam al Cheikh en cours de route : " le roi saoudien a accéléré son retour en raison d'une tentative de coup d'état au plus fort de l'agression militaire contre le Yémen; La décision du roi d'écarter les princes , de nommer son jeune fils à la tête du ministère de la défense a suscité un tollé à travers le pays. la guerre contre le Yémen a approfondi les divergences inter saoudiennes . Le fils de l'ex roi, motab ben Abdellah qui dirige la garde nationale, aurait même menacé le jeune ministre de la défense : " je ferai ce qui est nécessaire pour mettre fin à ton aventurisme au Yémen. " Motab estime que la guerre contre le Yémen est un piège américain tendu à l'Arabie saoudite, piège dans le quel est tombé le nouveau roi. french.irib.ir 29.03

- Yémen: Pourquoi Riyad fulmine-t-il contre Poutine? - french.irib.ir

Dans son message à l'adresse du sommet arabe de Charam al Cheikh, ce n'est pas uniquement contre le danger du terrorisme que Poutine aurait mise en garde. Tout en appelant les pays arabes à résoudre la question du terrorisme en se penchant d'abord sur le cas syrien, libyen et irakien, Poutine aurait aussi mis en garde Riyad : selon les sources bien informées, le chef du Kremlin aurait menacé Riyad d'un envoie de la flotte russe en mer Rouge si ce dernier ne mettait pas fin à son équipée folle contre le Yémen.... d'où la colère de Saoud al Fayçal qui a dénoncé la Russie pour armer la Syrie... french.irib.ir 29.03

- Yémen : pourquoi Riyad danse sur un volcan - french.irib.ir

L'attaque à main armée contre une patrouille de la police, à Riyad, pourrait s'avérer un signe avant coureur : le régime saoudien s'est -il lancé la tête la première, dans une mésaventure aux dimensions beacoup plus terrifiantes que prévues ? Deux forces de sécurité saoudiennes ont été blessées, au cours de cette attaque. La police saoudienne laisse croire à une implication de Daesh dans cette attaque. Or, si Daecsh est capable d'assaillir, en pleine capitale, les forces de sécurité d'un Etat en pleine guerre, c'est à dire, en état d'alerte maximal, le royaume des Al-e Saoud aura de terribles jours à vivre : l'Est saoudien où habitent une majorité de Chiites saoudiens et de Saoudiens, d'origine yéménite, ressemble, selon des témoins, à une réelle poudrière : l'Arabie possède quelques 49 champs pétroliers et 28 champs gaziers. Ses puits de pétrole se comptent par milliers ... mais où sont-ils situés, ces puits?

Ghawar est le plus grand puit du monde, découvert en 1948, dans la région d'Al-Ahssa, à l'Est de la péninsule arabique. C'est à partir de ce puit, qu'est extraite entre 50%à 70% de la totalité de la production pétrolière saoudienne, soit 6.4% de la production mondiale!! Depuis 2001, quelque 4.7 millions de barils, par jour, sont produits, à partir de Ghawar. Safaniyah, soit le plus grand puit maritime, avec une capacité de production de 1.2 millions de barils, où est-il ? Toujours, dans l'Est saoudien! Abqiaq est un puit, découvert en 1940, et qui se situe, lui aussi, dans l'Est chiite saoudien. C'est le second puit d'Arabie, en termes de productions, soit quelques 60.000 barils, par jour. Zuluf, qui est placé, dans l'Est d'Al-Safaniyah, et juxtapose le puit Marjan. Pour le reste, les puits de Berri, de Marjan de Shayba, de Khafji sont, tous, situés, dans l'Est saoudien, et ils produisent entre 300.000 à 700.000 barils, quotidiennement ..

Cette cartographie pétrolière du premier producteur mondiaL de l'or noir révèle une réalité : l'Arabie saoudite danse sur un volcan.. La minorité chiite, qu'elle a toujours maltraitée, Daesh, qu'elle a créé, nourri et dorloté, et qui peut, à tout moment, retourner sa veste, et diriger son arme contre son progéniteur, les Yéménites, humiliés par des décennies de politique de domination, et, à présent, pris pour cible des bombes et des missiles saoudiens ... auront plus d'une raison de voir mettre le feu à ces puits .... Le roi Salman a-t-il pensé à tous ces risques? quand il a donné l'ordre d'attaquer, jeudi? french.irib.ir 30.03

- Washington annonce le maintien de 9 800 soldats en Afghanistan en 2015 - LeMonde.fr

Quelques réflexions politiques

1- Manque de pertinence de certaines analyses, questionnements qui dénotent une méconnaissance de certains facteurs qui composent la situation

Il paraîtrait qu'Obama et l'administration américaine ne comprendrait pas pourquoi tant de jeunes occidents répondent à l'appel de l'Emirat islamique malgré son discours infantile qui tient du délire moyenâgeux et mégalomaniaque. Un géopoliticien réputé mondialement pour la profondeur de ses analyses ne comprend pourquoi ces jeunes sont attirés par cette rhétorique simpliste ou réductrice.

C'est qu'il n'a pas à l'esprit le degré de décomposition atteint par la société en France et la plupart des pays de l'UE après des décennies de régression sociale, de destructuration de tous les liens sociaux qui servaient de repères aux différentes couches de la société sur fond de liquidation des services publics et la promotion d'un individualisme forcené conduisant les esprits les plus fragiles ou faibles qui cumulaient au départ les handicaps à subir ce qu'on appelle en psychanalyse une désagrégation schizoïde de la personnalité les amenant à se couper de la réalité, pour vivre désormais dans un monde fantasmatique qu'ils se sont inventés moyennant un catalyseur ou un prédicateur wahhabite de malheur qui devait le théoriser, avant de passer à l'épreuve pratique ou de réaliser le grand bond dans la barbarie la plus cruelle qui soit.

Et cette théorie devait forcément être simpliste pour être abordable à des esprits décérébrés, déséquilibrés, lobotomisés par le miracle de la parole divine qui se passe de toute justification ou qui suffit à légitimer ensuite tous les excès, les actes d'une injustice et d'une cruauté monstrueuse commis à l'encontre de victimes innocentes.

Qui plus est, avec la banalisation de la violence et de la guerre par tous les gouvernements qui les légitiment ou y participent, omniprésentes au cinéma ou à la télévision, sans oublier la promotion de jeux vidéos où l'on peut s'entraîner à jouer à la guerre, à commettre des massacres au point de ne plus ressentir la moindre émotion à l'idée de donner la mort et même de mourir soi-même, ainsi l'esprit est formaté à l'idée que la guerre fait partie de son quotidien, il s'en accommode, cela fait partie de son environnement naturel pour ainsi dire.

Il faut ajouter toutes les guerres impérialistes soutenues par les gouvernements français successifs et leurs oppositions parlementaires respectives sous des prétextes grossiers ou tout aussi simplistes que la prose des barbares de l'Emirat islamique qui légitiment ou justifient le recours à la pire des violences en toute impunité. Alors de là à penser que les pires crimes seraient finalement tout aussi légitimes dès lors qu'on le décrète ou l'estime justifier sans avoir de compte à rendre à personne ou à sa conscience il n'y a qu'un pas.

Dès lors que les gouvernants justifient l'injustifiable, du chômage à la guerre contre des peuples innocents, le massacre des Palestiniens de Gaza par exemple, et que cette type de gouvernance devient la norme, alors il devient possible de tout justifier, y compris le recourt à la barbarie. Pourquoi eux et pas nous, certains se disent-ils.

Les jeunes ne supportent pas l'injustice, mais ils sont impuissants à la combattre pour ne pas avoir trouvé la voie du socialisme qui seul peut la vaincre en renversant l'ordre établi, il suffit alors de leur fournir l'opportunité ou les moyens de se venger et d'assouvir leur soif de justice pour que certains la saisissent sans réfléchir davantage puisqu'ils en sont incapables ou ils ont été conduit par expérience à estimer que cela ne servait à rien et qu'il fallait qu'ils se fassent justice eux-mêmes, aveuglément et contre des innocents sans défense de préférence, ce qui là encore ne réclame aucun effort.

Les parrains de ces mercenaires de fortune flattent leurs faiblesses ou médiocrité à leur dépend en les manipulant, ce qui a le don

de les exalter et de les renforcer dans leurs convictions aussi rudimentaires soient-elles, de telle sorte que pris au jeu ils ne puissent plus en sortir ou très difficilement.

Sans aller jusque là, combien de gens (ou de militants) sont persuadés d'agir pour le bien d'autrui et le leur, de servir une cause, alors qu'en réalité ils en servent une autre totalement opposée à leurs intérêts ou ceux de leurs semblables, une multitude en vérité est engagée dans une mauvaise voie sans jamais l'avoir soupçonné un seul instant parce qu'ils sont faibles, ignorants et manipulables, donc manipulés.

C'est le cas de 9 personnes sur 10 au moins engagées pour servir telle ou telle cause qui ne se sont jamais demandés qui en était à l'origine, qui l'avait récupérée et qui finalement tirait les ficelles. Des milliers de causes petites ou grandes sont respectables et justes, mais au final parmi les plus importantes combien atteignent leurs objectifs supposés, aucune dès lors qu'elles sont contradictoires avec l'existence du capitalisme ou ses besoins. Et si elles peuvent intégrer un tas d'ONG ou associations c'est parce qu'elles sont manipulables à merci, parce qu'elles n'inscrivent pas leur combat dans la perspective de liquider le capitalisme, pour les détourner de cet objectif, car elle estime que ce ne ne serait pas le capitalisme qui serait en cause, mais une dérive ou des excès du capitalisme, c'est cette erreur d'appréciation qui les conduit à servir le capitalisme et donc à ne jamais résoudre les problèmes pour lesquels ils se sont engagés. A suivre

2- Lu quelque part (?) : "*L'exploitation de l'angoisse rapporte, et parfois beaucoup, au sens propre. Mais qui a intérêt à gouverner par la peur ?*"

Quand la classe dominante ne peut plus gouverner par d'autres moyens pour imposer sa politique au peuple, elle recourt au règne de la terreur, et dans sa phase ultime elle s'en remet au fascisme. Persuader qu'il fait face à une menace, il ne reste plus qu'à lui désigner un ennemi, un bouc émissaire, et il se jette dessus comme une bête enragée assoifée de sang s'abat sur son innocente victime

Une crainte indéfinissable, une angoisse extrême vous envahit, inconsciemment vous êtes prêt à tout pour vous en délivrer, n'importe qui fera l'affaire

Parole d'internaute

- " Le confusionnisme politique est ce phénomène qui conduit sur certains sujets des groupes et individus appartenant à des spectres a priori opposés du champ politique à s'allier pour des raisons opportunistes mais aussi parce qu'ils parviennent sur ces sujets précis à se trouver et à développer des bases idéologiques communes. Les thématiques touchées par le confusionnisme couvrent à peu près l'ensemble des débats politiques possibles : relations internationales et question européenne, santé, écologie et même luttes sociales, cette liste n'étant pas exhaustive. Le confusionnsime politique peut relever d'une stratégie mûrement réfléchie (c'est notamment souvent le cas à l'extrême droite) comme il peut aussi être le fruit de l'ignorance ou de la naïveté de certains militants (notamment à gauche).

Alors que la pensée de droite, conservatrice et réactionnaire tant à devenir hégémonique, contaminant de larges pans de la gauche et trouvant des échos jusque parfois dans ses franges les plus radicales, il est bien entendu que ces porosités confusionnistes que d'aucuns qualifient de « rouges-brunes » profitent essentiellement aux groupes de droite et d'extrême droite impliqués dans ces alliances et à l'idéologie qu'ils entendent promouvoir, y compris au sein de zones du champ politique qui leur étaient jusque là inaccessibles.

S'appuyant souvent sur une vision conspirationniste du monde, le confusionnisme politique est également favorisé par le développement des théories du complot, en même temps qu'il contribue à les relayer. L'implication sur certains sujets de groupes et d'analyses relevant plus du domaine de la croyance religieuse, voire de la dérive sectaire, est enfin à souligner.

Le problème pour moi c'est le capitalisme, et il faut donc combattre cette idéologie. "

Vidéos

1950-1990 Les armes secretes de l'OTAN
https://www.youtube.com/watch?v=Z7LmCs51Z5g

Le réseau Gladio - Armée secrète d'Europe. Fr
https://www.youtube.com/watch?v=nz5Kf0kNauw

ACTUALITE EN TITRES

Comment ils se gavent.

- La Bourse de Paris au plus haut depuis mai 2008, tout près de 5.100 points - AFP

- Le fonds américain Psam organise la fronde chez Vivendi - Reuters

Le fonds spéculatif P. Schoenfeld Asset Management veut convaincre d'autres investisseurs de Vivendi de soutenir sa requête d'une plus large redistribution aux actionnaires du trésor de guerre accumulé. Reuters 24.03

- Radio France paie cher le conseiller en communication de son PDG Mathieu Gallet - Francetv info

"Le Canard enchaîné" révèle que le patron de Radio France est conseillé par Denis Pingaud, pour 90 000 euros par an. Francetv info 24.03

La hausse de 169% de la rémunération de Carlos Ghosn est-elle justifiée? - La Tribune

Cela fait des années que Renault se confond en règles arithmétiques pour justifier la rémunération de son PDG, Carlos Ghosn. Jusqu'ici, il était encore assez aisé de comprendre que, dans les 10 millions d'euros de revenus perçus en 2014, « seuls » 2,67 millions provenaient de ses activités de Pdg de Renault, le solde procédant de ses fonctions de Pdg de Nissan.

Comment comprendre alors la hausse de 169% de ses émoluments pour l'année 2015 ? En effet, Carlos Ghosn peut prétendre cette année à une rémunération de 7,2 millions d'euros, et cela, uniquement au titre de son statut de Pdg de Renault. La Tribune 24.03

On ne peut même pas dire que la monarchie est de retour.

- Plus de 500 ans après sa mort, Richard III inhumé dans la cathédrale de Leicester - Francetv info

L'Angleterre s'apprête à rendre un dernier hommage à Richard III. Francetv info 25.03

Imposture

- Grande-Bretagne: Cameron insiste sur la santé pour lancer sa campagne - AFP -

Tandis qu'ils la saccagent 8759 heures par an.

- "Une heure pour la planète": les lumières s'éteignent - AFP

Vive le Québec !

- Islamophobie: Une manifestation de Pegida bloquée par plusieurs centaines d'opposants au Québec - 20minutes.fr

Pourquoi se sont-ils arrêtés à 23 ?

- Les Nigérians élisent leur président, le vote perturbé par des problèmes techniques se poursuit dimanche - AFP

- Nigeria: 23 personnes décapitées et des maisons incendiées dans un village - 20minutes.fr -

S'ils le disent eux-mêmes...

- Le Mossad impliqué dans la disparition de Ben Barka, selon des journalistes israéliens - L'Express.fr

Chut, ne dites surtout pas qu'il s'agissait d'un complot, les chiens de garde du régime veillent...

On s'amuse comme on peut...

- Un lance-flammes portable autorisé à la vente aux Etats-Unis - Francetv info

"Elégant et puissant", "facile d'utilisation et amusant", "qualité et précision ", la publicité ne tarit pas d'éloges sur le nouveau XM42. Francetv info 24.03

ACTUALITÉ DU JOUR

Sur les élections départementales.

- Départementales : « Le remaniement n'est pas l'urgence », pour Manuel Valls LeMonde.fr - 20minutes.fr

Dans une interview accordée au « Journal du Dimanche », le premier ministre a toutefois ouvert la porte à un retour des écologistes au sein du gouvernement. 20minutes.fr 25.03

Ce serait bien mérité...

Serait-ce si difficile que cela de s'en convaincre ? A croire qu'elle n'y croit pas elle-même. Et pour cause !

- Barbara Pompili : "la gauche et la droite, ce n'est pas pareil !" - Francetv info

Députée de la Somme et co-présidente d'EELV à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili a appelé à "ne pas se focaliser seulement sur la réponse à l'extrême droite". Francetv info 25.03

Il est vrai qu'ils en ont même oublié qu'elle était au pouvoir à Kiev pour aller sur place soutenir le régime néonazi de Porochenko.

En famille

- Départementales : les candidats de gauche respectent-ils le front républicain pour les triangulaires ? - Francetv info

- A Bondy, la gauche met en scène son unité pour conserver la Seine-Saint-Denis - LeFigaro.fr

Claude Bartolone (PS), Pierre Laurent (PCF) et Emmanuelle Cosse (EELV) ont tenu un meeting départemental commun jeudi soir à Bondy LeFigaro.fr 25.03

L'ordre est respecté.

- Départementales: large victoire de la droite, nouvelle claque pour la gauche, le FN sans exécutif - AFP

La droite obtient 65 départements, la gauche 31. Deux départements (Vaucluse et Tarn-et-Garonne) sont pour l'instant sans majorité. Le FN ne présidera pas de département.

La vague bleue a bien eu lieu. Sur près de 2.000 cantons en France métropolitaine, la droite et le centre en décrochent de 1.137 à 1.157, contre 776 à 796 à la gauche, 43 à 47 pour le Front national et 15 à 19 «divers», selon une projection de l'institut de sondages CSA. La droite UMP-UDI-Modem remporte ainsi 65 départements, la gauche seulement 31. Deux départements (Vaucluse et Tarn-et-Garonne) sont pour l'instant sans majorité. Le FN n'obtient aucun département. La Guadeloupe n'a pas encore voté. La Martinique et la Guyane ne votent pas.

Parmi les pertes les plus symboliques de la gauche, on peut noter la prise de l'Allier, qui était un des deux départements dirigés par les communistes, qui gardent néanmoins le Val-de-Marne. Les Côtes d'Armor ont été reprises à la gauche qui y était au pouvoir depuis 39 ans. Les Bouches-du-Rhône sont passées à droite alors que le département était à gauche depuis 1953. La Creuse constitue une prise de guerre surprenante car non pronostiquée. La Corrèze, fief de François Hollande, a aussi été reprise à la gauche. Autre symbole fort de la soirée: l'Essonne, dirigée par le député frondeur Jérôme Guedj et fief de Manuel Valls, a basculé à droite. De même, les Deux-Sèvres, département historique de Ségolène Royal, tout comme le Nord (Martine Aubry), la Saône-et-Loire (Arnaud Montebourg) ou encore la Seine-Maritime (Laurent Fabius), seront désormais gérés par la droite. Lefigaro.fr 29.03

Croque-mitaine et croque-mort.

- Le PS décroche, Valls s'accroche - Liberation.fr

- Corrèze, Essonne, Nord : les fiefs de Hollande, Valls et Aubry passent à droite - Public Sénat

Les socialistes subissent une lourde défaite, ne conservant qu'une trentaine de départements. Public Sénat 29.03

C'est trop gros.

- Jean-Christophe Cambadélis : "Il serait inconcevable de ne pas noter le recul de la gauche" - Francetv info

Sauf de vomir.

- Julien Dray (PS): la gauche "ne fait plus envie" - AFP

Vaut mieux s'abstenir que de se laisser corrompre.

- Les départements où l'abstention est la plus forte au second tour - Francetv info

A l'occasion du second tour des élections départementales, dimanche 29 mars, le taux d'abstention a dépassé la barre des 50% au niveau national, un chiffre légèrement supérieur à celui constaté au premier tour (49,83%).

Cette estimation masque toutefois d'importantes disparités. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, 66% des électeurs de Seine-Saint-Denis ont ainsi boudé les urnes, tout comme 59,72% des électeurs du Val-d'Oise, 58,67% des électeurs de Val-de-Marne ou encore 57,48% des électeurs des Yvelines. Francetv info 29.03

Le bras d'honneur des" électeurs de gauche" aux fossoyeurs de la cause qu'ils prétendent incarner et qu'ils piétinent.

- Jérôme Guedj, « triste et en colère » - Public Sénat

« On a vu des reports très importants des électeurs du Front national vers des candidats de droite et pas suffisamment de sursaut, voire pas du tout de sursaut, de la part des électeurs de gauche qui ont continué à rester à la maison et je pense que c'est l'événement majeur de cette élection » analyse-t-il. Public Sénat 29.03

Populisme ou la culture du néant. Incurie et incurable. Il y en a encore pour prétendre que Hollande et Valls seraient de gauche

Question : Quelle peut être la conception de la gauche d'un dirigeant qui tient ce discours? Peut-il être de gauche ? Notre réponse est non au risque de choquer ceux qui sont habitués à se satisfaire des apparences qui nous ont conduites où nous en sommes justement. Nous sommes au regret de leur indiquer que nous ne marchons pas dans cette combine pourrie, nous ne sommes pas à vendre et nous n'avons rien à perdre.

- Mélenchon propose "une nouvelle alliance populaire" pour les régionales - Francetv info

"Ne laissez pas François Hollande et Manuel Valls réduire la gauche à néant"

« Il s'agit d'un désastre électoral et si on continue comme ça, François Hollande et Manuel Valls vont réduire à néant la gauche. Et apparemment, ça n'a pas l'air de les ébranler (…) de ce point de vue ils sont devenus dangereux », selon Jean-Luc Mélenchon.

(L'histrion du régime vole au secours de Hollande et Valls, c'est merveilleux, normal en somme. C'est le genre de type malsain qui parle pour ne rien dire et on perçoit bien qu'il n'en a rien à foutre, il serait aussi dangereux qu'Hollande et Valls si quelqu'un le prenait au sérieux, ce qui n'est pas notre cas . - ndlr)

« Une certaine culture commune qui allait de soi, la fraternité humaine, le partage des richesses, le respect de la liberté personnelle (…) tout ça ne fait plus partie des valeurs communes de notre peuple, il vaut mieux le regarder en face. C'est une très rude lutte qui s'annonce pour nous », prédit-il.

(Il confirme tout le bien qu'on pense de lui. Comment peut-on prétendre qu'un certain type de rapports, certains principes ou certaines valeurs allaient "de soi", c'est ramener la politique ou la théorie au niveau zéro, ils sont uniquement le produit de la lutte des classes ou des rapports établis entre les classes à un moment donné, mais il vrai que cela fait longtemps que Mélenchon n'est plus capable de penser en ces termes-là ou sur ce terrain-là. Quant à son engagement futur, que personne ne le croit sur parole, ce sera toujours du vent, c'est ce qu'il a toujours vendu quand il était au PS et depuis qu'il a fondé le PG. Après

"l'humain d'abord", voilà le temps venu de "l'intérêt général humain", c'est ce qu'on appelle se renouveler, en plus il est en panne d'imagination, bref, il appartient déjà au passé.- ndlr)

Une alliance "clairement ancrée dans l'intérêt général humain" et "avec surtout des assemblées citoyennes ouvertes à tous" Francetv info

Heureusement qu'il y a le Front de gauche grec pour sauver la mise... à la troïka !

- Alexis Tsipras croit en "une fin heureuse" des négociations sur la Grèce La Tribune

Chouette alors, attendez pas si vite, on ne vous a pas encore dit pour qui, lisez la suite :

- La Grèce devrait finalement privatiser le port du Pirée Reuters

La guerre ou rien.

- Déblocage de 400 millions d'euros contre le terrorisme - Reuters

La commission des Finances de l'Assemblée nationale a donné mercredi son feu vert à un projet de "décret d'avance" qui permet au gouvernement de débloquer 400 millions d'euros de crédits pour financer son plan de lutte contre le terrorisme.

Ces crédits, d'un montant de 401,1 millions d'euros, concernent les ministères de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères.

L'ouverture de ces crédits sera compensée pour un montant égal par des annulations d'autorisations de crédits visant les ministères de l'Ecologie, du Travail et de l'Emploi, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Reuters 25.03

On appelle cela passer progressivement d'un budget d'armement à un budget de guerre...

- L'armée va recruter 11.000 hommes sur trois ans - LeFigaro.fr

En complément. La France de Hollande ou l'étouffoir au nom de la liberté d'expression, s'il vous plaît.

- Loi renseignement : aller vite pour étouffer la résistance - Rue89

Rien n'y fera...

- Fillon : « Si on continue, les Français vont descendre dans la rue » - LeParisien.fr

Média au service de la propagande de guerre. Quand un article de l'Express fait l'apologie d'Al-Qaïda.

- Syrie: Al-Qaïda prend la ville clé d'Idleb au régime d'Assad - lexpress.fr

Une importante victoire des rebelles. Le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, "appuyé par Ahrar al-Cham et d'autres groupes rebelles islamistes ont pris la totalité de la ville d'Idleb" en Syrie, a indiqué ce samedi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Cette victoire, obtenue après seulement cinq jours de combats, est intervenue au moment où le patron de l'ONU Ban Ki-moon exprimait, devant le sommet arabe en Egypte, sa "honte" devant l'"échec" de la communauté internationale à stopper le "carnage" en Syrie, où plus de 215 000 personnes ont péri depuis mars 2011. Les combattants se mettent en scène sur Twitter

Al-Nosra a annoncé sur son compte Twitter officiel la "libération" de la ville, où les forces du régime de Bachar al-Assad avaient dû reculer devant la progression des rebelles et les violents combats de rue.

"La ville d'Idleb a été libérée et les moujahidines pourchassent les derniers chabbihas (hommes de main du régime, ndlr) qui tentent de s'enfuir", a ajouté le groupe, en postant des photos de combattants devant le siège du gouvernorat dans la ville, celui de la police militaire, de la mairie et de la prison.

Quelques heures plus tôt, une source de sécurité syrienne avait reconnu que des "groupes terroristes se sont infiltrés dans

les périphéries" de la ville. 130 combattants tués et 150 raids aériens

En cinq jours de combats à Idleb, deuxième capitale provinciale, après Raqqa (nord), à échapper aux mains du régime, plus de 130 combattants des deux bords ont été tués, selon le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane. Raqqa est aux mains des djihadistes de l'Etat islamique.

La rapide conquête de la ville s'explique par le fait que, malgré 150 raids aériens de l'armée pendant quatre jours, "il y avait près de 2000 rebelles qui ont attaqué de tous les côtés avec 40 transports de troupes", explique Rami Abdel Rahmane. La ville comptait près de 200 000 habitants avant le début du conflit en mars 2011.

Frontalière de la Turquie, la province d'Idleb est en grande partie sous le contrôle d'Al-Nosra. Après la chute d'Idleb, le régime ne contrôle plus dans cette province que les grandes villes de Jisr al-Choughour et Ariha, quelques petites localités, l'aéroport militaire d'Abou Douhour, ainsi que cinq bases militaires. Avec AFP lexpress.fr 28.03

Commentaires d'internautes interloqués

1- Cet article semble rendre hommage aux terroristes de l'état islamique qui ont fait le travail à la place de la communauté internationale. On croit déceler un vrai enthousiasme de la part de l'auteur de cet article. C'est pour le moins étonnant ! De quoi susciter des vocations.

2- C'est étonnant ce revirement des médias. La semaine dernière Ruquier nous a infligé un ancien otage victime du syndrome de Stockholm. Ces barbares se sont ils rachetés une conduite ?

3- Cet article est sordide.. alors il va falloir assumer maintenant.. et comme disait cette excellente forumeuse, soit vous maintenez les commentaires choqués, soit vous virez cette daube d'article.

4- Bis repetita..et nieta..la censura.....: Je lis mal. .? . ou cet article, par le choix des mots, des tournures de phrases ambivalentes et des adjectifs. .("échappe aux mains du régime", "victoire des moudjahidines", photos de combattants joyeux et victorieux..) aurait tendance à essayer de nous dresser un portait flatteur du front Al Nosra !? . . Si oui, j'ai honte pour le rédacteur... gravement honte. . .... je rappelle que AlNosra a rejoint ISis pour constituer IS, qu'ils ont commis les pires exactions avec des exécutions publiques sous forme de mises en scène scandaleuses et de nbx enlèvement sordides(avant l'avènement de IS=Daech)... et on ose essayer de nous en dresser un portait sinon flatteur, au moins neutre... ce qui revient à "flatteur" lorsque mis en exergue des qualificatifs employés pour désigner le vilain "régime"...SIC...honteux.

5 - He les journalistes! ...Où est votre déontologie, votre éthique vous nous présentez un article à la gloire des islamistes sans aucune vergogne votre fonctionnement est plus que suspecte c'est par ce genre d'article que le malaise envers les médias et le pouvoir se creuse dans la société.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Les capitales européennes plaident pour le dialogue avec Damas - french.irib.ir 26 Pays européens insistent sur la nécessité d'un changement d'approche vis-à-vis de la Syrie, et demandent l'établissement d'un dialogue avec le Président Bachar al-Assad. D'après un diplomate occidental, la plupart des pays européens réalisent, aujourd'hui, les mauvaises conséquences de leur engagement contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad, en Syrie, en guerre contre les organisations terroristes, et insistent, maintenant, sur la nécessité de l'établissement d'un dialogue avec Damas, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme extrémiste.

Selon un haut diplomate européen, qui a accordé un entretien au quotidien libanais, "As-Safir", les déclarations des responsables de la plupart des pays occidentaux montrent, clairement, qu'ils sont convaincus de la nécessité d'une coopération anti-terroriste avec le gouvernement du Président syrien, Bachar al-Assad. Pourtant, la France et la Grande-Bretagne, qui entretiennent des relations très étroites avec les pays arabes du Sud du golfe Persique, (hostile à Damas), rejettent, encore, l'idée du dialogue avec le gouvernement syrien. Le Président du Parlement européen, Martin Schutz, a déclaré au journaliste du quotidien "As-Safir" : «Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, n'est pas seul à soutenir l'idée du dialogue avec Damas, car de nombreux ministres européens des Affaires étrangères sont, maintenant, pour l'établissement des contacts avec Damas». french.irib.ir 25.03

2- La Turquie installerait une base militaire, dans le golfe Persique - french.irib.ir Les opposants du gouvernement d'Ankara prétendent que le gouvernement turc veut créer une base militaire, dans le golfe Persique, pour former les rebelles syriens. Les partis d'opposition au gouvernement du Président Recep Tayyip Erdogan prétendent que le gouvernement d'Ankara a décidé d'installer une base militaire, dans la région du golfe Persique, pour former les rebelles syriens, dans le cadre des accords passés entre Ankara et Doha.

La semaine dernière, la commission des Affaires étrangères du Parlement turc a approuvé l'accord conclu avec le Qatar, pour former les rebelles syriens, afin qu'ils se battent contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad. Les partis d'opposition se disent inquiets des conséquences de cet accord avec le Qatar, et disent que ce projet n'aura d'autres effets que de renforcer la position des extrémistes, en Syrie, et dans la région.

Le Parti du peuple, (opposition), a annoncé : "Si le gouvernement continue à armer et former les rebelles armés syriens, il devra en assumer, aussi, les conséquences". french.irib.ir 25.03

3- Le Pentagone forme 2.200 opposants armés syriens - french.irib.ir

Environ, 2.200 opposants armés syriens, seront formés, par le Pentagone, a annoncé une autorité du département américain de la Défense.

En février, le porte-parole du Pentagone avait annoncé que Washington avait sélectionné 1.200 opposants syriens, pour être formés et équipés.

Le porte-parole du Pentagone a prétendu que le plan de la formation des groupes opposés syriens fait partie d'un plan global, pour combattre Daesh, qui contrôle, depuis juin 2014, de vastes zones, en Syrie et en Irak.

Selon le Pentagone, des centaines de soldats américains participeront à la formation des forces, tandis que les autres seront déployés, en tant que forces de protection et d'appui en renseignement. french.irib.ir 28.03

4 - Syrie : l'armée encercle les terroristes, à Idleb - french.irib.ir

L'armée syrienne a assiégé les terroristes, dans la ville d'Idleb, a-t-on appris de sources concordantes. Selon la chaîne Al-Alam, l'armée syrienne poursuit sa vaste opération militaire, aux alentours d'Idleb. Les forces de l'armée sont entrées en affrontements avec les terroristes, dans certains points de la ville, où plusieurs chefs de groupes terroristes ont été tués.

L'armée syrienne, en investissant les groupes armés, à Idleb, envisage de nettoyer divers secteurs de la ville, de la présence de terroristes, qui sont entrés au Nord de la Syrie, grâce au soutien manifeste de la Turquie. Ankara a permis aux 8.000 terroristes de s'infiltrer, en Syrie, via son territoire. L'arrivée de ces terroristes s'effectue, simultanément aux tentatives de la Turquie et des Etats-Unis, visant à entraîner 2.500 terroristes, en Turquie, et à développer les activités de la base aérienne d'Incirlik.

Cette base militaire surveille, avec ses drones, les activités de l'armée syrienne, mettant à la disposition des groupes armés, les informations nécessaires. Par ailleurs, l'armée syrienne a visé les lieux de rassemblement des terroristes, aux alentours de la ville de Quneitra. Un chef du mouvement «Ahrar al-Sham» a été tué, dans un affrontement avec l'armée syrienne, à Idleb. Le groupe terroriste appelé le Mouvement d'«Ahrar al-Sham» a annoncé, pour sa part, que quatre chefs de ce groupe, dont Abu Bara al Masri, avaient trouvé la mort, dans les accrochages de samedi, à Idleb. french.irib.ir 30.03

2- Etats-Unis

- Washington renforce sa présence militaire, en Roumanie - french.irib.ir

Déterminé à déployer une sorte de système anti-balistique, AEGIS, d'ici fin 2015, le sous-secrétaire d'Etat américain est arrivé, dimanche, en Roumanie.

A l'agenda du sous-secrétaire d'Etat américain, Rose Gottemoller, des entretiens avec les ministres roumain des Affaires étrangères et de la Défense, au sujet des coopérations anti-missiles et anti- ariennes, sans oublier de débattre les questions concernant le contrôle des armements et l'OTAN. Tout laisse penser que la Roumanie est d'une importance stratégique militaire et balistique, pour les Etats-Unis.

En effet, depuis l'arrivée, en 2010, de Barack Obama, où il a avancé le plan, en quatre étapes, pour le déploiement des systèmes anti-balistiques, en Europe. Selon ce projet, la deuxième phase, la plus importante, d'ailleurs, aurait dû être appliquée, en Roumanie, dans la mesure où une partie importante des systèmes anti-missiles doit être installée, dans la base militaire de Deveselu, en Roumanie. Selon les allégations des autorités américaines et l'OTAN, cette batterie anti-balistique, de

technologie américaine, doit défendre l'Europe, face aux attaques des missiles de moyenne portée, (jusqu'à 3.000 km).

Ce système, qui est lié à un réseau de stations radar, qui se sont déployés, partout, en Europe, peut, selon les allégations des Américains, eux-mêmes, détruire les missiles agresseurs en l'air. Il s'agit du deuxième pas franchi, afin, dit-on, d'assurer la sécurité du continent européen, face aux missiles. Il est prévu qu'en une décennale, dans le cadre d'un plan en plusieurs étapes, les systèmes anti-balistiques de l'OTAN couvrent et défendent tous les pays membres de l'Alliance. Or, la Russie considère cela comme une menace, pour sa sécurité, dans la mesure où le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de la Conférence internationale de Munich, a considéré les programmes anti-balistiques otano-américains, comme allant à l'encontre du traité de 1987, signé par les Etats-Unis et la Russie. Il avait, d'ailleurs, déjà, averti que le déploiement de ces systèmes, en Roumanie et en Pologne, constitue une violation flagrante du traité de réduction des armements nucléaires. N'oublions pas, en passant, la tension Russie/Occident, sur la crise ukrainienne, qui s'ajoute au contentieux du déploiement croissant des forces et équipements de l'Alliance et des Etats-Unis, en Europe de l'Est. french.irib.ir 30.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Les salariés de MoryGlobal en grève - Francetv info

Près d'un an après le sauvetage de la société MoryDucros, ex MoryGlobal, qui avait déjà coûté 2 800 emplois, les salariés de la société voient l'histoire se répéter. Le transporteur vient en effet d'être placé en liquidation judiciaire, les salariés se sont mis en grève en signe de protestation. "La majorité des gens qui travaillent ici ont 20 ans, 30 ans, d'ancienneté et on nous propose de partir avec 1 300 euros, explique une salariée au micro de France 3. Donc ça fait sourire, pour ne pas dire pleurer". Elle explique se sentir "délaissée, sacrifiée".

La plupart des sites français du groupe sont aujourd'hui en grève. Un éventuel repreneur a jusqu'au 31 mars pour se faire connaître. À ce jour, l'unique repreneur déclaré propose de conserver seulement 141 emplois sur les 2 200 que compte MoryGlobal. Francetv info 24.03

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2015

Le 1er avril 2015

CAUSERIE

Pondichéry mardi à 23h.

On a ajouté 85 articles avec un peu de retard. Je n'ai pas eu le temps de tous les lire entièrement. Je me suis refusé à en publier une quinzaine sans intérêt ou pire.

Ces articles sont publiés à titre d'information uniquement, éventuellement on peut retenir certaines analyses lorsqu'elles sont pertinentes, quant à leurs conclusions politique on ne les partage pas dans 99% des cas, je n'ai pas écrit 100% sinon on m'accuserait de manquer de modestie ou d'être difficile, je vous garantis que c'est motivé et qu'il est facile de s'en expliquer. Bonne lecture et à plus tard.

Pondichéry mercerdi à 16h30.

Quelle audace, quelle arrogeance, quel mépris affichent Hollande, Valls et Macron au lendemain de la défaite cuisante du PS aux élections départementales, patati patata...

Ils vont garder "le cap", non, pas croyable, qui l'aurait cru, parce que vous avez déjà vu sous la Ve République un gouvernement qui n'aurait pas poursuivit la même politique après des élections sans se soucier de leurs résultats, ou qui lors d'un changement de majorité parlementaire n'aurait pas poursuivit la politique que leur prédécesseur, je ne parle pas sur le court terme ou dans les détails mais sur le fond puisque c'est cela qui nous intéresse ?

Alors pourquoi s'employer à faire croire le contraire ? Réponse : Pour ne pas avoir à relier le présent et le passé un peu trop compromettant pour ceux qui se sont compromis avec le PS. Personne ne tient à se pencher réellement sur le passé et on comprend pourquoi. C'est une manière comme une autre d'y resté relié ainsi qu'au PS tout en hurlant haro sur ce parti ou le gouvernement, une simple posture qui impressionnera peut-être les naïfs où ceux qui y ont intérêt.

C'est cela le miracle de l'immédiateté de l'actualité, et c'est aussi pour cela qu'ils l'ont tous adoptée, car ils ont bien compris les avantages qu'ils pourraient en tirer : On passe ensuite à autre chose et ainsi de suite sans plus jamais relier le présent au passé ou fournir la moindre analyse de fond, on se contente d'une revue de presse agrémentée de quelques commentaires et l'affaire est bouclée personne ne posera de questions embarrassantes, sinon on lui répondra... qu'elles ne sont pas d'actualité, sans rire.

Hollande, Valls et Macron assument être des réactionnaires en affichant leurs intentions nuisibles envers les travailleurs sans trop se donner la peine de les maquiller, comme les dirigeants de la classe dominante l'exigent et que les conditions politiques sont réunies pour procéder de la sorte, ils ne prennent pour ainsi dire plus aucune précaution pour annoncer la suite de leur programme antisocial, la réaction a le vent en poupe et rien ne peut lui résister, c'est en tout cas ce qu'ils pensent.

On voudrait bien leur apporter un cinglant démenti ou leur infliger une défaite, mais on ne voit pas comment cela pourrait être possible, je ne fais pas référence à la journée d'action du 9 avril, sur le moyen ou long terme en partant de l'état actuel du mouvement ouvrier dont la décomposition est vouée à se poursuivre, puisqu'aucune rupture avec la conception de la lutte de classe qui nous a conduit où nous en sommes n'est à l'ordre du jour d'aucun parti ouvrier.

Tenez pendant qu'on y est, il semblerait que la formule selon laquelle les conditions objectives l'emporteraient sur les conditions subjectives ait été rabâchée à tort et à travers pour nous mener en bateau.

Car de deux choses l'une, soit les conditions objectives ne sont pas encore mûres et cela signifie que les conditions d'existence des travailleurs n'a pas régressé au point qu'ils la considèrent insupportable et décident de passer à l'action, auquel cas il faudra peut-être attendre le passage de la loi Macron 10 pour que cette condition soit remplie et on peut toujours attendre, autrement dit il ne faut s'attendre à aucun changement radical au sein du mouvement ouvrier d'ici là, soit il n'est pas indispensable que cette condition soit réunie pour espérer parvenir à renverser le régime en place, et cela signifierait qu'il serait possible que les conditions subjectives soient remplies, mais là on se demande par quel miracle elles pourraient évoluer favorablement puisqu'aux dernières nouvelles elles demeuraient subordonnées aux conditions objectives.

Soit on admet qu'il est indispensable d'en arriver à une crise sociale similaire à celle des années 30 ou une situation politique à l'ukrainienne par exemple pour que les masses se soulèvent par millions, auquel cas on en est encore loin, soit on admet qu'il n'est pas nécessaire d'en arriver là parce que la situation sociale serait suffisamment détériorée pour que les masses prennent conscience qu'elles doivent stoper le gouvernement avant d'en arriver à cette extrémité, ce qui contredirait notre formule. Si on l'avait adaptée en tenant compte des profondes transformations qu'a subi la société depuis 50 ans au lieu de procédé à l'inverse, peut-être que ce qui nous apparaît comme une contradiction n'en serait pas une, car on ne peut pas appliquer telle quelle une formule à des modes de vie et de pensée à des périodes si distinctes de la société, dont le stade de développement dans tous les domaines était différent, sachant que c'est toujours une minorité qui participe à l'activité sociale et politique de la société entraînant le reste de la population à sa suite, il suffirait qu'elle soit politiquement orientée dans la bonne direction pour balayer tous les obstacles qui se dressent devant la révolution, sans attendre qu'il y ait 10 ou 15 millions de chômeurs en France, des millions de miséreux affamés traînant les rues, etc.

Il y a deux facteurs qui viennent étayer cette stratégie politique. Le fait que les partis institutionnels et les institutions sont majoritairement rejetés dans le pays, leur emprise sur les travailleurs ne cesse de diminuer au fil du temps, en grande partie également à l'intérieur des syndicats, c'est l'ensemble de l'appareil politique et de propagande du régime qui est contesté, affaibli et en crise, donc vulnérable, et le capitalisme contrairement aux apparences n'est pas en meilleur état, puisqu'il doit sa survie à la fois un coup de pocker de tricheurs en recourant à un système financier mafieux pour notamment couvrir sa faillite, assurer ses fins de mois, et assurer son développement futur tout en l'hypothéquant en exacerbant à l'extrême ses contradictions, ce qui l'amène à détruire les bases sur lesquelles il s'était bâti en semant le chaos et la guerre sur tous les continents au risque d'être emporté avec eux pour peu que le prolétariat mondial trouve la voie de la révolution socialiste.

Comment ne pas voir que tout leur système économique et politique tient uniquement grâce à des artifices de plus en plus fragiles, élimés, tandis que tous les peuples n'en peuvent plus, car dans ces conditions imaginer son futur outout simplement vivre dans telle société où toutes les valeurs et tous les principes universels sont bafoués n'a plus aucun sens, personne ne peut s'y reconnaître, personne n'a envie qu'elle dure plus longtemps pour peu qu'on en parle librement avec les travailleurs, pas un ne vous dira qu'il avait envisagé un jour devoir vivre dans une société ou un monde aussi abominable, reste à lui donner ou redonner espoir qu'il est possible de le changer sans attendre d'être réduit en esclavage, d'avoir perdu tous nos droits, d'être en proie à une guerre civile dévastatrice ou de crouler sous les bombes.

Si les travailleurs sont de moins en moins réceptifs au discours des représentants de la classe dominante ou ne les écoutent plus, c'est qu'ils sont disponibles pour entendre un autre discours. La question à résoudre demeure de trouver la bonne formule pour s'adresser à eux, sans rien leur cacher de la réalité, pour les convaincre de la nécessité de s'organiser, de construire le parti dans la perpective de changer de fond en comble la société et non pour procéder à des replâtrages de façade.

Si en tant que simple travailleur, ouvrier, nous sommes parvenu à nous en convaincre un jour, c'est que chaque travailleur peut en être convaincu à son tour, c'est d'ailleurs ce qu'on devrait commencer à enseigner aux militants au lieu de leur bourrer le crâne avec des formules qu'ils sont incapables d'adapter aux différentes situations. Cela valait également pour moi, d'ailleurs toutes les critiques que je peux formuler me concernent aussi, parfois j'oublie de le rappeler et c'est un tort, à aucun moment je me place au-dessus des autres militants.

Le chiffre du jour. 40.

40 milliards d'euros, c'est le pactole que les actionnaires du CAC 40 vont se partager - LeFigaro.fr 31.03

On nous dit que les analystes espèrent 43,4 milliards l'an prochain, vite la loi Macron 2 !

Dossiers Yémen ou la guerre comme si vous y étiez...

- Riyad met Sanaa à feu et à sang... - french.irib.ir

Fou furieux, le régime saoudien a plongé Sanaa, dans un bain de sang.

Les chasseurs saoudiens ont bombardé, cet après midi, pendant une heure, la capitale yéménite, provoquant des dizaines d'incendies. Al-Mayadeen qualifie ces raids des plus violents jamais effectués, depuis cinq jours. L'aéroport de Sanaa a été, ainsi, visé par des raids d'une violence inouïe. Les zones commerciales de la ville sont en feu...un camp de réfugiés a été bombardé. french.irib.ir 30.03

- Yémen bombardé : fronde, au sein des pilotes égyptiens - french.irib.ir

C'est une première, qui pourrait, toutefois, se propager très rapidement! Selon Omran press, un pilote égyptien vient d'être arrêté, pour avoir refusé de prendre part à la campagne de bombardement contre le Yémen, sous le commandement saoudien. Le pliote a désobéi à l'ordre de sa hiérarchie, en affirmant ceci : "je me suis engagé dans l'armée et j'ai fait des études, pour devenir pilote, pour bombarder Israël, et non pas le Yémen". Les analystes politiques soulignent, d'ailleurs, une fronde, qui pourrait gagner du terrain, au sein même des troupes de la soi disante coalition anti-Yémen. french.irib.ir 30.03

- Confirmation. Avec des Si, tout est possible.

- Obama lève le gel sur les livraisons d'armes lourdes à l'Egypte - AFP

Soucieux de maintenir des liens étroits avec un vieil allié dans une région traversée par de profondes secousses, Barack Obama a annoncé mardi la reprise des livraisons d'armes lourdes à l'Egypte, gelées après la répression sanglante contre les partisans du président Morsi.

Washington avait initialement conditionné la reprise de son aide militaire, suspendue en octobre 2013, à des réformes démocratiques dans le pays. Mais le rôle incontournable de l'Egypte, le plus peuplé et le mieux armé des pays arabes, qui se pose désormais en fer de lance régional dans la lutte contre les jihadistes l'EI, a poussé la Maison Blanche à infléchir sa position.

Lors d'une conversation téléphonique, le président américain a annoncé à son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi la levée du gel sur la livraisons de 12 avions de chasse F-16, 20 missiles Harpoon ainsi que de pièces pour chars Abrams M1A1.

Ces décisions doivent permettre de répondre aux intérêts communs des deux pays "dans une région instable", a souligné l'exécutif américain.

Impliquée dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Libye, l'Egypte participe par ailleurs à la coalition arabe, dirigée par l'Arabie Saoudite, qui mène une intervention militaire au Yémen pour contrer l'avancée des rebelles chiites Houthis.

De nombreuses organisations de défense des droits de l'Homme accusent M. Sissi d'avoir mis en place un régime plus répressif encore que celui de Hosni Moubarak, contraint de quitter le pouvoir en février 2011 à l'issue d'une révolte populaire. AFP 31.03

- Leurs cibles privilégiées : la population civile, les entreprises et les infrastructures du Yémen.

- Yémen: au moins 62 enfants tués depuis une semaine dans les combats - AFP

- Yémen: la coalition arabe intensifie ses raids, craintes d'une crise humanitaire - AFP

L'Iran et l'Arabie saoudite se sont mutuellement accusés mardi de déstabiliser le Yémen où la coalition arabe menée par Ryad a intensifié ses raids aériens, alors que se profile une crise humanitaire majeure.

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a qualifié la situation d'"extrêmement alarmante", avec "des dizaines de civils tués" ces quatre derniers jours.

"Le pays semble être au bord de l'effondrement total", a-t-il prévenu depuis Genève.

La ton est également monté entre Ryad et Téhéran, alors que tous les regards étaient tournés vers Lausanne et l'issue des négociations sur le nucléaire iranien.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères Saoud al-Fayçal a eu des mots très durs contre les rebelles chiites, M. Saleh et l'Iran, qu'il a tenu pour responsables du conflit.

"Les miliciens chiites et l'ex-président Saleh ont, avec le soutien de l'Iran, cherché à déstabiliser le Yémen et à brouiller les cartes" dans ce pays, a-t-il déclaré. "Nous ne sommes pas des va-t-en guerre mais, dès lors que l'on bat les tambours de la guerre, nous y sommes prêts".

En écho, l'Iran a averti que l'opération au Yémen pourrait embraser l'ensemble du Moyen-Orient.

"Le feu de la guerre" poussera "toute la région à jouer avec le feu", a déclaré le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian, ajoutant: "Les opérations militaires doivent s'arrêter immédiatement".

L'Iran a annoncé l'envoi au Yémen d'une aide comprenant "19 tonnes de médicaments et de matériel de santé, des produits vitaux et deux tonnes de nourriture".

Téhéran est accusé par plusieurs pays arabes de chercher à accroître son influence au Moyen-Orient en soutenant les rebelles chiites Houthis qui ont pris le contrôle de larges pans du territoire yéménite ces derniers mois.

Après la prise de Sanaa en septembre, les Houthis ont conquis des régions dans le centre, l'ouest et le sud, jusqu'à menacer la grande ville d'Aden, ce qui a entraîné le début des frappes de la coalition arabe.

Les raids d'une extrême violence sur la capitale yéménite Sanaa se sont concentrés dans la nuit sur des positions de la Garde républicaine, corps d'armée resté fidèle à l'ex-président Saleh, aujourd'hui allié aux Houthis.

"Tous les camps de la Garde républicaine autour de Sanaa, ainsi que l'aéroport, ont été bombardés dans la nuit", a indiqué un habitant.

Outre Sanaa, les raids aériens ont touché des sites de la Garde républicaine et des positions de la DCA dans plusieurs régions, selon des habitants.

L'objectif premier de la coalition, qui comprend une dizaine de pays arabes, est de dégrader et de détruire les infrastructures militaires des Houthis et de leurs alliés.

Le porte-parole saoudien de la coalition, le général Ahmed Assiri, a implicitement admis la responsabilité de la coalition dans le raid qui a fait 40 morts et 200 blessés lundi dans le camp de déplacés d'Al-Mazrak, au nord-ouest du Yémen.

"La coalition a été visée par des miliciens depuis une zone résidentielle et l'aviation a dû répliquer", a-t-il dit.

A Genève, le Haut commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme s'est dit "choqué" par l'attaque contre le camp de déplacés et a dénoncé d'autres attaques contre des cibles civiles.

Cécile Pouilly, porte-parole de cet organisme, a dénoncé en particulier une attaque à Daleh de la 33ème division blindée, favorable à l'ex-président Saleh, et des Houthis contre trois hôpitaux.

Le QG de la 33ème division a subi mardi un raid de la coalition qui a fait 32 morts parmi ses soldats, a affirmé à l'AFP une source médicale.

Ces morts viennent s'ajouter à 47 autres civils et militaires qui ont péri lundi et mardi avant l'aube dans différentes attaques dans le sud, dont 20 ouvriers d'une cimenterie de Lahej, touchée par des obus d'origine indéterminée. AFP 31.03

- Yémen/Hijja: Riyad massacre les réfugiés - french.irib.ir

250 morts et blessés, le bilan du carnage commis par Riyad, lundi, dans un camp de réfugiés. french.irib.ir 31.03

- Yémen : Oman met en garde Riyad - french.irib.ir

Les sources omanaises font état d'une lettre envoyée par le sultan d'Oman au roi Salman d'Arabie, où le Sultan met en garde l'Arabie saoudite contre un piège américain ! « Ne te laisse pas piéger dans ce guet-apens. c'est un piège que les Américains ont tendu à l'Arabie saoudite et qui vise à en provoquer le démembrement, lirait-on, dans cette lettre.

Selon certaines sources, c'est après cette lettre que le prince Talal, célèbre prince saoudien, aurait lancé des avertissements au jeune ministre saoudien de la Défense et à son collègue de l'Intérieur : "Cessez de vous battre contre le Yémen. Le piège qui est tendu là contre l'Arabie saoudite ressemble à celui que les Américains ont tendu à Saddam. Il a pour objectif de provoquer la dislocation de l'Arabie saoudite et du Yémen", estime Talal. french.irib.ir 31.03

- Yémen : le "Vietnam de Sissi" - french.irib.ir

En début de la semaine dernière, le président Hadi a échappé aux mains de ses adversaires houthis, alors que ces derniers, en s'emparant de la capitale, combattaient, déjà, pour prendre le contrôle d'Aden. Riyad a commis une première erreur, en s'impliquant dans une guerre civile, qui, depuis le déclenchement de la campagne de bombardement saoudien, a pris l'allure d'un conflit régional. Et l'Egypte en pâtit : Le Caire a envoyé quatre de ses navires de guerre, dans le golfe d'Aden. On parle même des attaques aux missiles de ces navires, en direction des côtes yéménites. Le Caire n'écarte pas, non plus, la perspective d'un déparquement de ses troupes, sur le sol yéménite. Est-ce une première expérience?

En 1960, l'Egypte nassériste s'est empêtrée dans unn bourbier, qui avait, alors, là aussi, pour nom, le Yémen. Héros du panarabisme, autocrate laic, Abdel-Nasser s'est précipité, dans une aventure coûteuse, en prenant faits et causes pour les putchistes républicains anti-monarchistes du Yémen. Nasser a voulu reconduire l'expérience égyptienne, au Yémen. A l'époque, Riyad a tenu tête à l'Egypte nasseriste, en apportant armes et pétrodollars aux monarchistes yéménites, et en cherchant à réinvestir le roi du Yémen. Ce soutien saoudien couvrait, à l'époque, les Houthis, qui constituent l'épine dorsale du mouvement, qui s'appelle, aujourd'hui, Ansarallah. Des milliers de soldats égyptiens, dépêchés au front, se sont, soudain, trouvés confrontés à des combattants yéménites. Et le conflit d'usure a duré 10 ans.

Le Yémen s'est avéré être un véritable guêpier, pour l'Egypte, qui, malgré son armée et ses équipements a lamentablement échoué. Les Saoudiens, les Britanniques, les Jordaniens, ont soutenu les loyalistes. L'Egypte bénéficiait, alors, du soutien soviétique. Certes, la monarchie s'est effondrée et la République a vu le jour en 70 au Yémen, mais l'Egypte l'a payé trop cher. Plus de 10.000 soldats égyptiens ont été tués, une dette colossale a été imposée à la caisse d'Etat égyptienne, et l'Histoire a donné à cette guerre le nom de "Vietnam d'Egypte"; c'est, d'ailleurs, ce Vietnam, qui a causé l'échec de l'armée égyptienne, face à Israël, en 67. Cette histoire pourrait survenir à l'Arabie, en ce printemps 2015, à cette différence près que l'Egypte tient le rôle de subalterne, puisque, très gracieusement, payée par Riyad. "Tempête décisive" n'est point une offensive, pour stabiliser le Yémen. C'est un coup, qui devrait ressusciter l'orgueil et la fierté lésées de Riyad, face à l'Iran montant. L'aventurisme des étrangers n'a jamais porté, dans les déserts yéménites, les effets escomptés. french.irib.ir 31.03

Ukraine. Posture et imposture.

- Kiev accusé de saboter l'enquête sur les «crimes» de Maïdan - lefigaro.fr

Grille de lecture.

- Désinformation.

- La notion de la justice ou de l'Etat de droit selon le Figaro correspond à celle de l'Otan ou des néonazis, d'une dictature fasciste.

- Pas besoin d'enquête, pourquoi attendre ses conclusions, il suffut de décréter que c'est l'ex-président ukrainien "pro-russe" Viktor Ianoukovitch le coupable, Poutine si vous préférez.

- Ne pas se fier au titre trompeur de cet article, car son auteur en sait plus long que l'ensemble des enquêteurs réunis pour accuser sans preuve les "tireurs d'élite des Berkout, ces unités spéciales du ministère de l'Intérieur" sous Viktor Ianoukovitch.

- Cet article est d'une mauvaise foi grossière, car si ce rapport de l'UE et Porochenko ne peuvent pas mettre des noms derrière les véritables coupables de la tuerie de Maidan, c'est justement parce qu'ils sont trempés jusqu'au cou dans cette affaire, ils les connaissent et les dévoiler reviendraient à mettre en lumière les auteurs de ce coup d'Etat (l'Otan et leurs nervis néonazis) et la complicité de l'UE.

- Pour que cet article qui pue à plein nez la propagande de l'Otan paraisse cependant crédible et que ce "journaliste" semble impartial, il feint d'exiger la vérité qu'il connaît parfaitement en dirigeant les lecteurs sur une fausse piste, en vain selon leurs commentaires que nous reproduisons plus loin.

- "Ils ont de plus en plus de mal à imposer leur version falsifiée de la réalité ou des faits grâce aux informations publiées par des médias alternatifs que les médias institutionnels censurent systématiquement, qualifiant les auteurs de ces informations de "complotistes", alors qu'ils ne font que rétablir la vérité, qui est devenue incompatible avec la survie du régime en place et sa politique ultra réactionnaire. La vérité est leur ennemi numéro 1... avant les terroristes, mais cela on était censé déjà le savoir.

Lefigaro.fr - Dans un rapport de 120 pages, le Conseil de l'Europe estime qu'il n'y a eu aucune tentative de mener des enquêtes sur le mouvement de contestation pro-européen réprimé dans le sang à Kiev, qui a abouti à la chute de l'ex-président pro-russe Viktor Ianoukovitch en février 2014.

Près de cent personnes sont mortes durant les événements de la place Maïdan, à Kiev, et les photos des victimes ornent encore le centre de la capitale ukrainienne. Mais plus d'un an après ces violences, il n'y a eu, de la part des autorités ukrainiennes, «aucune tentative sérieuse de mener des enquêtes» et d'incriminer les responsables, a dénoncé mercredi matin le Conseil de l'Europe. Dans un rapport touffu de 120 pages présenté à Kiev, l'organisation de Strasbourg qui, à travers un panel, était chargé de superviser ce travail d'investigation, a clairement mis en cause les institutions policières et judiciaires ukrainiennes, coupables à ses yeux, d'avoir failli à leur mission.

Le document se concentre sur les violences et les «crimes» qui ont été commis entre le 30 novembre 2013, date des premières dispersions violentes de manifestants par les forces de l'ordre, et le 21 février 2014, point d'orgue de la révolution, où près de cinquante manifestants sont tombés sous les balles de tireurs d'élite des Berkout, ces unités spéciales du ministère de l'Intérieur. Après la révolution, celles-ci ont été démantelées, et certains de leurs membres ont rejoint les forces pro-russes lors de l'annexion de la Crimée par Moscou, avant d'intégrer, parfois, les rangs du ministère russe de l'Intérieur.

Une purge limitée aux seconds couteaux

Chacune des institutions ukrainiennes chargées de la police et de la justice est mise en cause par le panel du Conseil de l'Europe. Les services du procureur général, dont la tête a changé trois fois dans les douze mois qui ont suivi les violences de Maïdan, ont été insuffisamment dotés de moyens, déplorent les auteurs. Les deux principaux enquêteurs, dont l'indépendance et la rigueur avaient été salués, ont été démis de leurs fonctions. Le Service de sécurité ukrainien, soupçonné de longue date d'être infiltré par Moscou, se voir reprocher son manque de coopération avec la Procurature. Le ministère de l'Intérieur, qui supervisait la mission des milices des Berkout, impliquées dans les tueries du 20 février 2014, est particulièrement visé.

A la fois auteur et objet des enquêtes, l'institution, aujourd'hui dirigée par Arsen Avakov, se voit reprocher son manque d'indépendance. Celle-ci, notamment, s'est révélée incapable d'étayer par des faits, l'annonce de la mort de 13 policiers dans ses rangs entre le 18 et 20 février 2014. Plusieurs de ses hauts fonctionnaires, en poste au moment des violences, se sont vus promues à des postes clés après la révolution. C'est le cas du vice-ministre de l'Intérieur, Vitalii Sakal, nommé en avril 2014, qui avait dédouané ses hommes dans la mort de deux manifestants le 22 janvier 2014, alors qu'il occupait une fonction similaire sous le régime de Viktor Ianoukovitch et était déjà chargé de l'enquête interne.

«L'octroi d'une amnistie ou d'un pardon aux officiers de policiers liés à des meurtres extrajudiciaires ou à des actes de mauvais traitement seraient incompatibles avec les obligations contractées par l'Ukraine au regard de la Convention des droits de l'homme» mettent en garde les auteurs du panel du Conseil de l'Europe. La purge de l'administration ukrainienne, que Petro Porochenko promettait, en septembre 2014, d'être «historique», semble se limiter à des seconds couteaux. lefigaro.fr 31.03

Commentaires d'abonnés du Figaro.

1- "Je ne pensais pas qu'on pouvait faire un article diamétralement opposé à la vérité.

Pierre Avril n'a pas lu le rapport ou la propagande lui monte à la tête.

Si le conseil de l'Europe tance Kiev, c'est précisément parce qu'ils mentent en disant que ce sont les méchants Berkout. (Les Berkout sont les CRS ukrainiens et non des agents secrets russes).

Or ces Gendarmes :

1) n'étaient pas pro-russes,

2) ont été eux-mêmes sous le feu, certains abattus, d'autres blessés par balles,

3) n'ont pas été "démantelés", certains sont partis à l'Est d'autres sont restés servir le nouveau régime.

Les tireurs étaient des révolutionnaires entrainés en Pologne par les services de l'Intérieur Polonais et/ou l'Otan."

Des "révolutionnaires" appartenant à la mouvance national-socialiste ukrainienne il fallait préciser.

2- "Comment pouvez-vous incriminer les Berkout alors que le conseil de l'Europe chargé de superviser l'enquête dit qu'il n'y a pas eu d'enquête de la part des autorités Ukrainiennes et ont failli à leur mission ?"

Le Figaro brode, fabule, imagine, invente, c'est cela l'information officielle de nos jours (comme hier).

3- "Il n'y a pas d'enquête car ce sont les supplétifs d'extrême-droite de Porochenko qui se sont chargé de la sale besogne, massacrant forces de l'ordre et manifestants pour faire de ces derniers des martyrs pour faire accepter leur coup d'état oligarchique par les USA et l'Europe qui leur étaient dès le début favorables."

4- "Pourquoi "refusé " ?

On en apprend tous les jours.

C'est quoi cette histoire d'un témoin du départ d'un Buk et qui affirme que Reuter a menti ?

En effet il se dit témoin d'un départ de missile Buk situé sur le territoire des troupes de Kiev et Reuter le transforme en départ des zones contrôlées par les indépendantistes ....Ce qui change tout.

En plus l'OSCE et la Hollande recherchent des témoins (voir le Figaro) donc tout va bien. Dans 15 ans ont saura la vérité.

Source: http://fr.sputniknews.com/international/20150331/1015412818.html"

Reuters a des problèmes de GPS... Et puis ils fabriquent des témoins, c'est facile, pratique...

5- "Un ami ukrainien qui, bien qu'ayant des opinions anti-kremlin, m'a confié l'autre jour à Kiev même que cette enquête était bloquée depuis la révolution, et que l'on ne savait toujours pas qui avait tiré sur la foule comme sur les policiers (les fameux "berkouts"). A l'époque, un médecin chirurgien de Kiev, Olga Bolomolets (également candidate à la présidence en mai 2014), avait assuré que les balles qui avaient tués ou blessé manifestants comme policiers étaient de la même facture. Certains pensent qu'elles provenait du grand hôtel surplombant la place Maïdan Nezhalestnosti, et qu'une milice para-militaire comme Praviy Sektor pourrait être responsable de cette tuerie (comme à Odessa). D'autres incriminent des services secrets étrangers: le FSB si l'on est pro-maïdan, la CIA si l'on est pro-Moscou! En tout cas, un fait est certain: c'est par ce bain de sang et son impact psychologique sur la population et les responsables politiques que Ianoukovitch et son gouvernement ont été renversé! Et que le pays entier a sombré dans cette tragi-comédie."

Comédie, de l'extérieur, dramatique de l'intérieur, il fallait rectifier en hommage aux victimes innocentes de ces hordes fascistes.

6- "Ce rapport semble corroborer les rumeurs d'un coup monté dans cette affaire, pour justifier l'éviction de Ianoukovitch. Si le pouvoir actuel est impliqué, comme certains le disent, il n'aurait aucune raison qu'on fasse la lumière sur cette affaire, bien au contraire."

Pardi !

7- "Un reportage d'ARTE du 17 février 2015 qui a été diffusé de 0h10 à 1h25 titré "Kiev en feu "montre très clairement la sauvagerie des manifestants avec lancé de cocktail Molotov et tire à l'arme réelle sur les policiers(dont 1 avec un fusil à lunette et un autre qui tire avec un pistolet et qui dit "je l'ai eu ".

Les policiers semblent avoir des fusils pour balles en caoutchouc vu le peu de recul au moment du tir.

Dans un passage on peux voir un policier venir en aide à un autre touché par balle et qui crie au journaliste "EUX ils ont le droit d'avoir des armes, mais nous non ""

Ce qui est intéressant ici, c'est que la plupart des lecteurs du Figaro que l'on ne soupçonnera pas d'être de farouche révolutionnaire, ont développé un esprit critique face à l'entreprise de manipulation systématique des médias pour les conditionner, ce qui rejoint ce que nous avons expliqué plus loin.

ACTUALITE EN TITRES

Gouvernance. Quelle fureur s'est emparée d'eux. La défaite électorale du PS, un désavoeux? Non, un encouragement à poursuivre avec les mêmes et dans la même voie.

- Manuel Valls: "Les Français veulent que je reste à mon poste" - L'Express.fr

La même méthode que les instituts de sondages. Plus qu'inquiétant.

- Manuel Valls : « Je vais vous rassurer : je reste ! » - Public Sénat

Il s'adressait aux députés godillots du PS à l'Assemblée nationale hier.

Le rouleau compresseur en marche.

- Hollande assure que "le cap" des réformes "sera tenu" - AFP

La preuve

- Bientôt une loi Macron 2 ? - Francetv info

Pour relancer l'économie, le gouvernement prévoit une nouvelle loi à l'été 2015 qui doit permettre d'augmenter l'investissement et de garantir plus de justice sociale. Francetv info 31.03

Chantage permanent ou comment travailler plus pour gagner moins ou baisser encore le coût du travail.

- Emploi, vers une plus grande flexibilité - Francetv info

La flexibilité en entreprise, le gouvernement en avait fait une mesure phare: moins de salaires ou plus de travail en échange d'un maintien de l'emploi. Problème, le dispositif mis en place ne séduit pas les patrons. Pour convaincre les récalcitrants, le gouvernement pourrait assouplir les règles. Aujourd'hui une entreprise en grande difficulté économique peut signer un accord de maintien dans l'emploi. Il s'agit de ne pas licencier lorsque l'entreprise va mal. En contrepartie, les salaires baissent et le temps de travail peut être augmenté.

Pour faire adhérer plus massivement à cette flexibilité à la française le gouvernement prévoit quelques changements. Première évolution:

Jusqu'ici impossible de baisser les salaires en dessous d'1,2 SMIC, cette limite pourrait disparaître. Deuxième évolution, prolonger la durée de l'accord. Aujourd'hui, il est de deux ans mais pourrait passer à trois voire quatre ans, durée jugée trop longue par les salariés.

Du côté des syndicats, la nouvelle est diversement accueillie. Si la CFDT se dit ouverte à cet accord mais pas sans contrepartie, la CGT et Force Ouvrière sont-elles bien plus réservées. Francetv info 30.03

Très très fort La Talonnette : Même pas la Pen de s'en cacher !

- Sarkozy: "Le message de nos électeurs: faire une opposition frontale" - AFP

Pour un neurone, à ce prix-là...

Clientélisme ou des consommateurs avertis font la loi.

- Le Sénat pénalise les prostituées mais pas leurs clients - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

1.1- 99 enfants palestiniens, emprisonnés à Ofer - french.irib.ir

Le représentant des garçons prisonniers, dans la prison israélienne d'Ofer, ... le détenu Abdul-Fatah Dawla, a déclaré que le nombre des enfants captifs, dans la prison, a atteint 99 enfants, dont un quart ont été arrêtés, en mars.

Le prisonnier Dawla a déclaré qu'il y a, parmi ces enfants, 33 qui purgent des peines de prison ferme, pour différentes périodes, en plus de 20 autres, qui souffrent de diverses maladies, dont l'enfant Khaled al-Cheikh, qui est détenu par les forces armées occupantes, alors qu'il a besoin de soins de santé, en raison de son anémie.

Le club du captif palestinien a déclaré, dans un communiqué, le lundi 30/3, que les témoignages des enfants recueillis montent que la majorité d'entre eux a été kidnappée, pendant la nuit, et a été interrogée, en l'absence de leurs familles. Ils ont été traités comme des adultes, sans aucune attention à leur âge ou même aux lois pour les enfants.

La prison d'Ofer est la prison israélienne, qui compte le plus grand nombre d'enfants captifs, par rapport à la prison de Majdo et Hasharon, qui détiennent un nombre inférieur d'enfants palestiniens captifs. french.irib.ir 31.03

1.2- L'occupation prend d'assaut la ville de Jénine et arrête un citoyen - french.irib.ir

Les forces armées de l'occupant israélien ont lancé, lundi, à l'aube, des campagnes de raids et d'arrestations, dans la ville de Jénine, au Nord de la Cisjordanie occupée, et les villages de Yaboud et Yamoun, et ont arrêté un citoyen.

Des sources locales ont déclaré à notre correspondant que 6 blindés militaires ont pris d'assaut le quartier de Kharouba, au Nord de la ville de Jénine, et ont arrêté le jeune homme Ashraf Hilal Shata, (21 ans), et ont fouillé son domicile, tout en se déployant entre les maisons.

Les soldats israéliens ont, également, envahi le quartier oriental et la région allemande, dans la ville de Jénine, pendant plusieurs heures, avant leur départ vers la route de contournement. Une arrestation a eu lieu, dans village de Yaboud et Yamoun, dans la province de Jénine, tout en menant des actes de ratissages. french.irib.ir 31.03

2- Irak

- Tikrit libérée - french.irib.ir

La ville de Tikrit a été, totalement, libérée, tandis que le drapeau irakien flotte sur le toit du bâtiment du gouvernorat de Salaheddine, a annoncé Haïdar al-Abadi, le Premier ministre irakien.

Cette ville a été libérée, après pas moins d'un mois de combat, et grâce à la participation des milliers de forces populaires, de l'armée et de la police.

Après l'annonce de la libération de Tikrit, Chef-lieu de la province de Salaheddine, Raed al-Jabouri, le gouverneur de la province de Salaheddine, a demandé aux directeurs des bureaux et des instances gouvernementales de Tikrit de reprendre, à partir de demain, mercredi, leurs activités, dans cette ville. Lors de sa rencontre de lundi, à Bagdad, avec Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations Unies, Al-Abadi avait promis que Tikrit serait nettoyée, en 48 heures, de la présence des Daeshistes. french.irib.ir 31.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- MoryGlobal met la clef sous la porte - Francetv info

Un an après la faillite de MoryDucros (2 300 personnes licenciées), la sentence est tombée ce 31 mars pour le transporteur MoryGlobal. En fin d'après-midi, le tribunal de commerce de Bobigny a annoncé la mise en liquidation de

l'entreprise, fondée il y a plus de 200 ans. 2 150 personnes sont licenciées pour motif économique. Francetv info 31.03

En complément

- Les Galeries Lafayette vont fermer à Thiais et Béziers, Lille en suspens - AFP

1.2- La grève à Radio France reconduite pour le treizième jour d'affilée - LeMonde.fr

Pour le treizième jour d'affilée, le groupe Radio France sera en grève mardi 31 mars. Le mouvement a été reconduit lundi par un vote à main levée, à l'issue d'une assemblée générale d'une heure et demie. Les négociations entre syndicats et direction restent dans l'impasse et la grève paralyse les stations publiques, dont la plupart des programmes sont remplacés par une bande musicale.

Au cours de l'assemblée générale, les syndicats ayant appelé au mouvement se sont montrés déterminés. « Ils [les membres de la direction] comptent sur le pourrissement [...]. Peut-être qu'il va falloir des actions un peu plus musclées », a déclaré Aline Payet, de la CGT. Selon un représentant du syndicat UNSA, l'intersyndicale pourrait être reçue par les députés PS Patrick Bloche et Michel Françaix, jeudi midi à l'Assemblée.

Le mouvement « s'essoufle », pour la direction

La direction, quant à elle, est convaincue que le mouvement s'essouffle. D'après Catherine Sueur, directrice générale déléguée du groupe :

« Nous sommes dans un mouvement qui dure depuis douze jours, les esprits se sont un peu échauffés. Il est compliqué de sortir d'un mouvement long mais le taux de grévistes diminue, il est actuellement de 7,21 %, plus faible qu'au début du mouvement. Il y a des salariés qui veulent reprendre le travail. » LeMonde.fr 30.03

2- Grande-Bretagne

- L'université est devenue un produit de luxe en Grande-Bretagne - Francetv info

En Grande-Bretagne, pour être diplômé, il faut s'endetter. La flambée des frais de l'inscription à la fac fait polémique.

À la City University London, on trouve des professeurs prestigieux, des locaux rénovés, des équipements modernes... mais tout cela a un prix. Pour obtenir son master de journalisme, Oliver Jones va devoir débourser 12 000 euros par an pendant trois ans. "Le jour où je sortirai de cette université, j'aurai déjà 40 000 euros de dettes et je pense que c'est injuste, surtout quand on sait que les gens qui ont adopté cette loi n'ont eux rien payé pour leurs études", explique l'étudiant au micro de France 2.

Les frais ont triplé en 2012

Cette décision a été prise par le gouvernement il y a trois ans. Gratuits jusqu'en 1997, les frais d'université étaient passés à 4 000 euros par an en 2009. Le Premier ministre David Cameron a décidé en 2012 de les tripler.

D'immenses manifestations étudiantes avaient alors éclaté. Depuis, l'université est devenue un produit de luxe, obligeant les étudiants à prendre un emploi pendant leurs études. La loi prévoit un garde-fou : la dette universitaire sera annulée au bout de 30 ans si la personne n'a pas eu un salaire suffisant et n'a pas pu rembourser, et c'est l'État qui paiera la facture. Selon les estimations, ce pourrait être le cas pour la moitié des étudiants. Francetv info 30.03

ECONOMIE

1- France

- Le CAC 40 a bondi de près de 18 % au premier trimestre - LeFigaro.fr

- Près de 40 milliards de dividendes pour les groupes du CAC 40 - LeFigaro.fr

Les 40 plus grosses entreprises vont distribuer 39,6 milliards d’euros à leurs actionnaires cette année. Les analystes espèrent 43,4 milliards l’an prochain.

Les entreprises du CAC 40 vont verser cette année 39,6 milliards d'euros de dividendes, grâce aux profits réalisés l'an dernier. «Elles doivent simplement encore obtenir le feu vert des actionnaires, lors des assemblées générales qui vont se tenir au printemps», précise Pierre Sabatier, le président du cabinet de recherche indépendant PrimeView.

Les profits en hausse de 30%

Les grands groupes français ne se montrent donc pas beaucoup plus généreux cette année que l'an dernier, où ils avaient distribué 39,4 milliards d'euros. Pourtant, en un an, leurs profits ont fait un bond de plus de 30 % (12,34 % hors éléments exceptionnels), selon PrimeView. «Mais les dividendes fluctuent beaucoup moins que les bénéfices. Ils avaient moins baissé pendant la crise. Il est normal qu'ils remontent moins vite aujourd'hui», souligne Pierre Sabatier.

Ils rattraperont peut-être leur retard l'an prochain. Les analystes s'attendent en effet à voir les entreprises du CAC 40 servir 43,4 milliards de dividendes en 2016, sur leurs profits de 2015. Ce serait 9,7 % de plus que cette année, et un record historique. Mais les analystes se sont souvent montrés trop optimistes dans le passé et pourraient cette fois encore revoir à la baisse en cours de route leurs prévisions.

En attendant, cette année, tous les secteurs ont déjà augmenté leurs dividendes, excepté les services aux collectivités et le secteur de la communication et des télécoms. Victimes des difficultés budgétaires de leurs clients, les services aux collectivités, considérés comme des valeurs de rendement, voient leur étoile pâlir depuis deux ans. «L'an dernier, ce secteur était encore celui qui distribuait le plus de dividendes après les financières. Cette année, avec 5,2 milliards d'euros à verser, il est devancé aussi par le secteur de l'énergie (5,9 milliards) et ne vient plus qu'en troisième position», remarque Pierre Sabatier. Même déclin pour les télécoms, dont les marges sont mises à mal par la concurrence. Les dividendes, qui dépassaient 5,3 milliards en 2010, seront réduits à 2,58 milliards cette année.

Total est la plus généreuse

Les financières sont, elles aussi, très loin de leurs niveaux de 2010 (elles avaient alors distribué 7,3 milliards d'euros), mais elles continuent de remonter la pente. Elles vont distribuer 6,9 milliards cette année. L'an prochain, les analystes en attendent même plus de 8,9 milliards. «Mais, dans le CAC 40, les sociétés financières sont nombreuses, ce qui explique le total élevé des dividendes du secteur. Si l'on prend le dividende moyen par société, les financières arrivent seulement en quatrième place, après l'énergie et la santé notamment», ajoute Pierre Sabatier. Rien de surprenant puisque les sociétés qui veulent le plus gâter les actionnaires cette année sont Total (5,9 milliards de dividendes à lui seul), Sanofi et GDF Suez LeFigaro.fr 31.03

2- Taïwan

- Foxconn réalise des profits record grâce à l'iPhone 6 - latribune.fr

Le numéro un mondial de la sous-traitance électronique, qui a réalisé 38,6 milliards d'euros de bénéfice net en 2014, a tiré la moitié de ses revenus du nouveau produit phare d'Apple.

Ainsi, le bénéfice net du géant taïwanais de la technologie Foxconn est ressorti en hausse de 22,3%, à 130,5 milliards de dollars taïwanais (3,86 milliards d'euros) en 2014. Un record. Et Foxconn a tiré la moitié de ses revenus du nouveau produit phare d'Apple.

Le quatrième trimestre a été particulièrement faste pour Foxconn avec un bénéfice net en hausse de plus de 30%, reflétant les ventes historiques de l'iPhone sur la même période. La marge opérationnelle du numéro un mondial de la sous-traitance électronique sur cette période s'est établie à 4,2% au quatrième trimestre, au plus haut depuis cinq ans, selon Bloomberg.

Apple a en effet vendu un nombre record de 74,5 millions d'exemplaires d'iPhone lors des trois mois de fin d'année correspondant au premier trimestre de son exercice décalé 2014/2015, ce qui lui a permis de dégager un bénéfice net en hausse de 37,9%, à 18,02 milliards de dollars, un record absolu pour une entreprise américaine sur trois mois. latribune.fr 31.03

Haut de page

Le 2 avril 2015

CAUSERIE

La routine d'un asile d'aliéné l'actualité d'hier, on se demande même comment cela peut intéresser quelqu'un, c'est l'impression que

j'ai d'ici en Inde. Ici, je n'ai pas le temps de m'occuper de ce qui s'y passe, je ne pourrais même pas citer le nom d'un ministre.

J'ai l'habitude de questionner les Indiens sur un tas de sujets pour voir leurs réactions, s'agissant de l'actualité ils n'en savent pas plus que moi en général, ils vivent au jour le jour, ce qui concentre toute leur attention et le reste passe à la trappe.

C'est ce qui m'a fait dire dans la causerie d'avant-hier que seule une minorité de la population était engagée dans l'activité sociale ou politique d'un pays, et qu'il suffirait de conquérir cette minorité ou plutôt de la remplacer par une autre pour pouvoir entrevoir un changement politique.

On ne nous fera pas croire qu'on serait condamné à subir notre sort et qu'il n'existerait aucun moyen de parvenir à rassembler des centaines de milliers de travailleurs autour d'une perspective politique révolutionnaire. Les trade-unionistes ou réformistes-corporatistes qui se portent bien contesteront sans doute cette hypothèse qui bouscule leur petit train-train quotidien ou remet en cause leurs formules creuses ou leurs dogmes, il est vrai que c'est plus confortable d'être progressiste ou révolutionnaire ou je ne sais quoi en théorie qu'en pratique.

En faisant preuve de bonne volonté, on peut comprendre sans en partager les motivations, pourquoi nos dirigeants s'obtinent à refuser de mener le combat contre la classe dominante sur les terrains idéologique et psychologique qui incluent toutes les questions sociétales qui ont été mises en avant et instrumentalisées par Hollande et le PS depuis mai 2012 (ou depuis des décennies). Par contre on voudrait qu'ils nous expliquent pourquoi ils continuent de négliger des pans entiers de la situation économique du capitalisme qui sont à l'origine à la fois de la politique antisociale que mène le gouvernement ou les institutions internationales du capital, la troïka, pour le compte de la classe dominante, et des guerres actuelles que mène l'impérialisme américain, sachant que sa stratégie et ses objectifs politiques sont directement reliés non seulement à la lutte des classes mais aussi à la crise du système capitalisme.

Respirons un peu...

1- Il nous faut bien comprendre comment s'articulent les rapports économiques avec l'ensemble des rapports qui existent dans la société sous peine de ne pas comprendre grand chose ou tout de travers.

Friedrich Engels : Lettre à Borgius (1894) - Le développement politique, juridique, philosophique, religieux, littéraire, artistique, etc., repose sur le développement économique. Ils réagissent tous les uns sur les autres et sur la base économique. Il n'est pas vrai que la situation économique est la seule cause active et que tout le reste n'est qu'un effet passif. Mais il y a une action réciproque sur la base de la nécessité économique qui finit toujours par l'emporter en dernière instance. (...) Il n'y a donc pas, comme on arrive parfois à se le figurer, une action automatique de la situation économique ; les hommes font eux-mêmes leur histoire, mais dans un milieu donné qui les conditionne, sur la base de rapports réels préexistants, parmi lesquels les rapports économiques, si influencés qu'ils puissent être par les autres rapports politiques et idéologiques sont en dernière instance les rapports décisifs et forment le fil conducteur qui permet seul de la comprendre.

(...)

Les hommes font eux-mêmes leur histoire, mais jusqu'ici pas avec une volonté générale suivant un plan d'ensemble, même lorsqu'il s'agit d'une société donnée et tout à fait isolée. Leurs efforts s'entrecroisent et, justement à cause de cela, dans toutes ces sociétés domine la nécessité dont le hasard est le complément et la manifestation. La nécessité qui se fait jour à travers tous les hasards, c'est de nouveau finalement la nécessité économique. Ici il nous faut parler des soi-disant grands hommes. Que tel grand homme et précisément celui-ci apparaît à tel moment, dans tel pays, cela n'est évidemment que pur hasard. Mais supprimons-le, il y a demande pour son remplacement et ce remplacement se fait tant bien que mal, mais il se fait à la longue. Que le Corse Napoléon ait été précisément le dictateur militaire dont la République française épuisée par ses guerres avait besoin, ce fut un hasard ; mais qu'en cas de manque d'un Napoléon un autre eût pris la place, cela est prouvé par ce fait que chaque fois l'homme s'est trouvé, dès qu'il était nécessaire: César, Auguste, Cromwell, etc. Si c'est Marx qui a découvert la conception matérialiste de l'histoire, Thierry, Mignet, Guizot, tous les historiens anglais jusqu'en 1850, prouvent qu'il y avait tendance à ce qu'elle se fasse, et la découverte de cette même conception par Morgan prouve que le temps était mûr pour elle, et qu'elle devait être découverte.

Il en est de même pour tous les autres hasards ou prétendus tels de l'histoire. Plus le domaine que nous considérons s'éloigne du domaine économique et se rapproche du domaine idéologique purement abstrait, plus nous trouvons qu'il y a de hasards dans son développement, plus sa courbe présente de zigzags. Mais si vous tracez l'axe moyen de la courbe, vous trouverez que plus large est la période considérée et plus vaste le domaine étudié, d'autant plus cet axe tend à devenir presque parallèle à l'axe du développement économique.

Le plus grand obstacle à l'exacte intelligence des choses provient en Allemagne de la négligence injustifiable où est laissée l'histoire économique. Il est si difficile non seulement de se débarrasser des idées historiques qui nous ont été inculquées à l'école, mais plus encore de réunir les matériaux nécessaires. Friedrich Engels : Lettre à Borgius (1894)

Le fil conducteur, c'est le développement ou l'évolution du capitalisme depuis son avènement il y a plus de deux siècles voir trois ou moins selon les pays, le système capitaliste qui est le dernier stade du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme avant qu'il ne s'en émancipe, non pas en procédant à une meilleure répartition des richesses, mais en socialisant les moyens de production des richesses de telle sorte qu'à terme la raison d'être ldes classes et de l'Etat aura disparu.

Saisir ce fil, ne plus le lâcher, est indispensable pour comprendre que l'orientation ou le sort de l'humanité en dépend dans un sens ou un autre, la barbarie si le système capitaliste n'était pas aboli sur terre ou le socialisme ouvrant la voie à notre émancipation du règne de la nécessité ou de la servitude humaine.

En résumé, les travailleurs et les militants doivent impérativement avoir à l'esprit que l'intégralité de la politique du gouvernement, toutes les mesures d'ordre social ou politique qu'il peut être amené à prendre quelle qu'en soit la teneur ou les apparences, sont uniquement guidées par les exigences du système économique capitaliste. Et lorqu'elles servent à renforcer le pouvoir politique de la classe dominante, c'est encore pour renforcer ou sauvegarder sa domination économique sur la classe des exploités. C'est facile à comprendre et simple à expliquer aux travailleurs pour peu qu'on en ait la volonté.

Prenez l'affaire du mariage homosexuel.

Ce sont les représentants de l'aristocratie ou des tenants des rapports sociaux qui existaient sous l'Ancien régime ainsi que ceux de la bourgeoisie qui incarne les rapports sociaux sous le capitalisme qui s'y sont le plus opposés. Ses participants ou ceux qui en ont pris l'initiative incarnaient également les rapports sociaux capitalistes, mais dans leurs nouvelles versions néolibérales, qui sont censés représenter les rapports sociaux que l'oligarchie financière qui domine le capitalisme entend imposer demain à l'ensemble de la société et du monde ou substituer aux rapports sociaux qui existaient jusqu'à présent, des rapports où les notions de droits, de démocratie ou de liberté auraient totalement disparu, car elles sont incompatibles avec leur politique ultra réactionnaire qu'ils entendent imposer aux travailleurs qui incarnerait un système économique où la lutte des classes serait neutralisée, muselée ou abolie, de telle sorte que les rapports sociaux qui existeraient ne serait plus le produit des contradictions du capitalisme et ses lois de fonctionnement, mais reposeraient uniquement sur un simple règlement intérieur ou de police que chacun seraiit amené à respecter, imposer une féroce dictature mondiale, c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour sauver leur pouvoir, sachant que le système économique capitaliste tel qu'il existe encore aujourd'hui est déjà en faillite et conduit inéluctablement à son effondrement , il leur fallait donc trouver le moyen de passer à un autre système économique pour s'émanciper de ses contraintes économiques et assurer leur avenir, d'où aussi l'absolue nécessité de concentrer tous les pouvoirs en un nombre de mains aussi réduites que possible pour rendre ce système viable, ce qui est loin d'être gagné n'en déplaise à Warren Buffett.

On s'aperçoit que finalement les tenants et les adversaires du mariage homosexuel étaient tout aussi réactionnaires, puisqu'ils incarnaient des rapports sociaux liés à la classe qui détient ou a détenu le pouvoir économique et qui a façonné les rapports sociaux existant en fonction de ses intérêts économiques d'hier ou d'aujourdhui pour l'UMP et le FN, de demain pour le PS, précisons que c'était uniquement une question de cironstance si le PS avait dû jouer ce rôle à la place de l'UMP dont la plupart des dirigeants (ainsi qu'à l'UDI) s'étaient déclarés plus tard favorables au mariage homosexuel à l'instar de leurs homologues dans tous les autres pays, l'hypocrisie de l'UMP ayant été avantageusement couverte par la crise qui la traversait ainsi que des intérêts bassement électoraux.

Cette répartition des rôles ou ce simulacre d'opposition, cette diversion devait servir à monter les différentes couches des masses les unes contre les autres, toutes les classes afin de leur imposer une politique qu'elles rejetaient toutes, y compris bon nombre de capitalistes qui subiront l'ordre néolibéral ou disparaîtront.

Il était parfaitement clair depuis le début que cette campagne en faveur du mariage homosexuel était une vaste manipulation ou une supercherie politique, puisque les rapports économiques demeureraient en place ou continueraient d'incarner les rapports de dominant à dominé en vigueur dans la société, par conséquent les rapports sociaux qui en découleraient ne changeraient pas non plus, la majorité de la population conserverait les mêmes préjugés sur les homosexuels et les droits qui leur seraient accordés ne modifieraient pas son comportement envers eux, or c'est l'aspect le plus insupportable dans la vie quotidienne pour les personnes ayant adopté ce genre de rapport sexuel.

Il était donc possible d'adopter une position politique correcte sur cette question ou qui soit conforme aux droits de cette communauté, qui ne seront réellement satisfaits que le jour où les rapports économiques auront été inversés et pas avant, idem pour les femmes ou toutes les minorités en général qui feront toujours l'objet d'injustice, de rejet, de discrimination, d'insultes ou de violence aussi longtemps que cette société existera puisque cet état d'esprit est le reflet des inégalités sur lesquelles elle repose, d'où la nécessité de s'attaquer à ses fondements, de liquider le capitalisme.

Pour finir, on aura observé avec effroi qu'aucun parti ouvrier n'avait été capable d'aborder ce sujet dans cette perspective, alors qu'entre nous, pour de grands théoriciens du marxisme c'était fastoche !

Vous vous demandez peut-être encore où résidait le rapport entre ce sujet et l'économie ou comment on pouvait faire le lien entre les deux. Mais dans le fait que tous les protagonistes de cette affaire présentaient un point commun, ils étaient tous partisans

du capitalisme. Partant de là il était facile d'en déduire que cette campagne ne pouvait servir que les intérêts des capitalistes, et les discours des uns et des autres ne devaient servir qu'à camoufler les véritables intérêts qu'elle servait, qui évidemment n'avaient rien à voir avec ceux des homosexuels.

2- Pas de liberté sans connaissance. Voilà qui apporte sérieusement de l'eau à notre moulin.
Pas connaissance sans information, donc pas de liberté.

En diabilisant ou en visant insidieusement les médias alternatifs ou portails et blogs qui diffusent les informations que les médias institutionnels censurent, le gouvernement et le PS ne viserait-il pas tout simplement le peu de liberté dont on dispose en nous interdisant d'accéder aux moyens d'information qui par les faits dont ils rendent compte favorise la réflexion ou la connaissance ?

Pour Engels, on peut séparer "tout au plus dans la représentation, mais non dans la réalité" les "lois de la nature extérieure" de celles qui "régissent l'existence physique et psychique de l'homme lui-même", autrement dit elles sont inséparables. Alors pourquoi l'ignore-t-on ? C'est la question que je posais dans une précédente causerie.

Seuls des hommes libres, on pourrait dire conscients, peuvent percevoir les germes ou symptômes que la société porte en elle et qui ne pourront se développer pleinement que par l'action d'hommes libres ou prenant conscience qu'il leur faut briser les chaînes de l'exploitation et de l'oppression pour devenir enfin libres ou vraiment libres. Si les lois qui régissent le monde extérieur ou la société et l'homme, son état psychologique, ses pensées, son comportement, sont inséparables c'est qu'ils existent des rapports entre eux et qu'ils interagissent les unes sur les autres, elles s'influencent mutuellement, il faut donc agir sur les deux en même temps. On peut le nier, on peut tout nier.

Friedrich Engels (Anti-Dühring - Chapitre XI : La morale et le droit. Liberté et nécessité.)

- Hegel a été le premier à représenter exactement le rapport de la liberté et de la nécessité. Pour lui, la liberté est l'intellection de la nécessité. “ La nécessité n'est aveugle que dans la mesure où elle n'est pas comprise. ” La liberté n'est pas dans une indépendance rêvée à l'égard des lois de la nature, mais dans la connaissance de ces lois et dans la possibilité donnée par là même de les mettre en oeuvre méthodiquement pour des fins déterminées. (Transformer la société conformément aux besoins et aspirations des hommes par exemple -Ndlr) Cela est vrai aussi bien des lois de la nature extérieure que de celles qui régissent l'existence physique et psychique de l'homme lui-même, - deux classes de lois que nous pouvons séparer tout au plus dans la représentation, mais non dans la réalité. La liberté de la volonté ne signifie donc pas autre chose que la faculté de décider en connaissance de cause. Donc, plus le jugement d'un homme est libre sur une question déterminée, plus grande est la nécessité qui détermine la teneur de ce jugement; tandis que l'incertitude reposant sur l'ignorance, qui choisit en apparence arbitrairement entre de nombreuses possibilités de décision diverses et contradictoires, ne manifeste précisément par là que sa non-liberté, sa soumission à l'objet qu'elle devrait justement se soumettre. La liberté consiste par conséquent dans l'empire sur nous-même et sur la nature extérieure, fondé sur la connaissance des nécessités naturelles; ainsi, elle est nécessairement un produit du développement historique. Les premiers hommes qui se séparèrent du règne animal, étaient, en tout point essentiel, aussi peu libres que les animaux eux-mêmes; mais tout progrès de la civilisation était un pas vers la liberté. Au seuil de l'histoire de l'humanité il y a la découverte de la transformation du mouvement mécanique en chaleur : la production du feu par frottement; au terme de l'évolution qui nous a conduits jusqu'aujourd'hui, il y a découverte de la transformation de la chaleur en mouvement mécanique : la machine à vapeur. - Et malgré la gigantesque révolution libératrice que la machine à vapeur accomplit dans le monde social (elle n'est pas encore à moitié achevée) il est pourtant indubitable que le feu par frottement la dépasse encore en efficacité libératrice universelle. Car le feu par frottement a donné à l'homme pour la première fois l'empire sur une force de la nature et, en cela, l'a séparé définitivement du règne animal. La machine à vapeur ne réalisera jamais un bond aussi puissant dans l'évolution de l'humanité malgré tout le prix qu'elle prend à nos yeux comme représentante de toutes ces puissantes forces de production qui en découlent, ces forces qui permettent seules un état social où il n'y aura plus de différences de classes, plus de souci des moyens d'existence individuels, et où il pourra être question pour la première fois d'une liberté humaine véritable, d'une existence en harmonie avec les lois connues de la nature.

C'est cela le socialisme ! Génial Engels.

Nous invitons les lecteurs à lire ou relire attentivement Anti-Duhring d'Engels à partir du chapitre IX qui traitait de la manière dont la morale et le droit étaient associés à des vérités éternelles, aux notions d'égalité, de liberté et de nécessté, avec son indispensable complément sur la dialectique au chapitre suivant.

Ici pas de cathéchisme, par de formules creuses à graver dans le marbre, une méthode pour interpréter le monde que chacun peut utiliser à partir de son expérience et se libérer de l'emprise ou de l'influence de l'idéologiqe dominante, formidable, non ?

Vous n'êtes pas convaincu, c'est que vous êtes trop gâtés franchement, car j'utilise cette méthode, je l'explique à des Indiens arriérés au dernier degré et ils me comprennent, je ne dis pas qu'ils vont retenir grand chose, mais je leur donne les moyens de réfléchir quelques minutes et c'est déjà beaucoup pour eux.

Je ne sais pas si on est nombreux à savoir ou à avoir à l'esprit que beaucoup de gens ne parviennent tout simplement pas à

penser, penser dans le sens où on met en rapport ou on fait le lien entre au moins deux éléments pour en tirer une réflexion ou une conclusion, je me pose la question.

Vidéos

Un énorme panneau vidéo sur 2 côtés à Times Square près du New York Times montrant la chute du WTC7
https://www.youtube.com/watch?v=QhllqmXxyXM

Le WTC7, c'est la troisième tour de 47 étages du Word Trade Center qui s'est effondrée sur elle-même en 5,6s le 11 septembre 2001, sans qu'un avion ne l'ait percutée, sous l'effet d'un feu de bureau !

Bachar el-Assad interviewé par la télévision portugaise (04/03/2015) (sous-titrage en français)
http://www.dailymotion.com/video/x2kfiz5_bachar-el-assad-interviewe-par-la-te-le-vision-portugaise-04-03-2015_news

Intéressant parce qu'il se lâche sur la propagande occidentale depuis 2011.

Il est plus intelligent que nos dirigeants, qui lorsqu'ils sont interrogés par des journalistes ne répondent pas aux questions qu'ils leur posent, car ils estiment qu'elles sont déplacées pour placer leur discours inaudible qui tombe à plat. Bachar el-Assad ridiculise le journaliste qui l'interroge en reprenant ses questions qui ont comme un parfum de propagande américaine. Il ridiculise aussi les autorités françaises vassales de Riad qui réagissent par pur esprit ou intérêt mercantile.

Dossiers Yémen

- Israël bombarde le Yémen - french.irib.ir

Selon l'un des cadres d'Ansarallah, les avions de combat israéliens prennent directement, part aux raids aériens sauvages contre les zones d habitation, au Yémen. "La façon dont les zones civiles sont bombardées nous rappelle les raids aériens contre Gaza". french.irib.ir 01.04

- Riyad frappe les convois humanitaires... - french.irib.ir

L'Arabie saoudite continue, toujours, d'empêcher les aides médicales de la Croix Rouge de parvenir au Yémen. Selon la chaîne Al-Alam, les avions de la Croix Rouge, transportant les aides humanitaires et médicales destinées au peuple yéménite, sont, toujours, à Djibouti, l'Arabie saoudite les empêchant, toujours, de voler, à destination de Sanaa.

Le porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge, (CICR), a confirmé cette nouvelle et dénoncé l'attitude de Riyad d'empêcher les avions de cette instance internationale de faire parvenir des aides au Yémen. Le CICR a demandé que les obstacles entravant le secours médical au Yémen soient, immédiatement, levés, afin qu'on puisse fournir les aides médicales aux blessés de ces 6 jours d'agressions saoudiennes contre le territoire yéménite french.irib.ir 01.04

- Taez : avion de combat saoudien abattu au Yémen - french.irib.ir

La défense aérienne yéménite a abattu, à Taez, dans le centre du Yémen, un avion de combat saoudien, a annoncé France 24.

Cette chaîne française n'a pas donné plus de précisions. L'Arabie et certains de ses alliés attaquent, depuis, environ, une semaine, le Yémen. Un jour après ses raids aériens, l'Arabie a annoncé avoir détruit la défense aérienne yéménite et pris le contrôle aérien de ce pays

D'autre part, ces derniers jours, des sources d'information arabes et occidentales ont fait part du crash de quelques avions de chasse et d'un avion de reconnaissance, au Yémen.

Les sources yéménites avaient, pour leur part, annoncé le crash de quelques avions agresseurs. Ces sources ont, également, médiatisé la capture d'un pilote soudanais.

Les forces américaines avaient fait part, il y a quelques jours, du sauvetage de 2 pilotes de F-15 saoudiens. L'Arabie avait annoncé que cet avion sophistiqué s'était écrasé, en raison d'une défaillance technique. french.irib.ir 01.04

- Ansarallah contrôle le détroit de Bab el-Mandeb... - french.irib.ir

Selon "Al-Akhbar", les forces d'Ansarallah contrôlent, désormais, le détroit startégique de Bab el-Mandeb. Les sources yéménites

se sont, totalement, déployées, à Bab el-Mandeb, tout en s'emparant des bases militaires et des entrepôts d'armes, situés dans cette zone stratégique. Une source locale fait état de la fuite de Mohammad al-Sabari, un officier lié au régime de Hadi et commandant de l'une des plus importantes bases militaires de Bab el-Mandeb.

Les forces de l'armée, alliées à Ansarallah se sont stationnées, sur la ligne côtière reliant le port d'Al-Makha, à Taez, à Bab el-Mandeb. Cette prise très précieuse a, évidemment, provoqué la riposte de Riyad : les chasseurs saoudiens ont lancé des raids contre les positions de l'armée et des zones civiles. Le port Midi et le pont Harez ont, ainsi, été visés, alors que les deux se trouvent sur les frontières avec l'Arabie saoudite. french.irib.ir 01.04

- La stratégie d'Ansarallah - french.irib.ir

"La stratégie d'Ansarallah, face aux groupes terroristes takfiris d'Al-Qaïda et aux agressions du régime sioniste, n'a pas changé", a affirmé le membre du comité exécutif du Mouvement Ansarallah.

"Le Mouvement Ansarallah a réussi à prendre le contrôle de la plupart des aéroports yéménites. Ce Mouvement a suspendu certains vols entre le Yémen et certains pays arabes et la Turquie, qui transféraient des terroristes", a-t-il ajouté. french.irib.ir 01.04

ACTUALITÉ DU JOUR

En dictature en famille. Un Etat policier contre les libertés individuelles.

- Les députés précisent en commission les pouvoirs des services de renseignement - AFP

Les députés ont précisé mercredi en commission les motifs pour lesquels les services de renseignement pourront recourir aux techniques de surveillance (écoutes, balises, caméras...) prévues dans le projet de loi controversé sur le sujet, qui sera débattu en séance mi-avril.

Ce projet de loi, soutenu par l'UMP au nom de l'unité nationale dans la lutte contre le terrorisme après les attentats de janvier, vise à "légaliser les activités de renseignement", a résumé le rapporteur Jean-Jacques Urvoas (PS).

Les députés, qui n'avaient pas encore achevé leurs débats mercredi en fin d'après-midi, ont voté plusieurs amendements du rapporteur pour autoriser les services à utiliser ces techniques pour défendre et même "promouvoir" les "intérêts économiques, scientifiques et industriels majeurs" de la France ainsi que les "intérêts majeurs de sa politique étrangère" plutôt que les seuls "intérêts essentiels".

Ils ont en revanche supprimé le motif de "prévention des violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix publique" qui inquiétait militants associatifs et syndicaux pour le remplacer par celui de "prévention des atteintes à la forme républicaine des institutions et des violences collectives de nature à porter atteinte à la sécurité nationale". (Quand on sait qu'ils ont une conception de la République similaire à celle de Bush ou Obama, cette "précaution" ne sert qu'à couvrir leur "forme républicaine des institutions " qui peut évoluer vers une dictature assumée. Quant aux "violences collectives de nature à porter atteinte à la sécurité nationale" ils pourront y fourrer ce qu'ils voudront, on l'a bien vu avec l'affaire d'un humoriste interdit de spectacle que la base d'un argument similaire. - ndlr)

Les écoutes et interceptions seront autorisées par le Premier ministre, sans passer par un juge mais après avis sous 24 heures d'une nouvelle autorité administrative, la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR). Le délai pourra passer à trois jours si la CNCTR a un doute sur la validité de la demande.

Le Premier ministre pourra passer outre cet avis mais devra le motiver. (Qui osera le contredire ? C'est la négation de l'Etat de droit octroyant des pouvoirs exceptionnels au Premier ministre en dehors de tout contrôle judiciaire. - ndlr)

En cas d'urgence "liée à une menace imminente ou un risque très élevé de ne pouvoir effectuer l'opération ultérieurement", le chef de service pourra agir immédiatement, motivant sa décision a posteriori à la CNCTR, selon un amendement du rapporteur.

Cette urgence ne pourra s'appliquer pour l'intrusion d'un domicile ni lorsqu'un journaliste ou un avocat est ciblé.

"Les services seront en capacité d'organiser l'urgence quand ça les arrange", s'est inquiété l'UDI Hervé Morin.

De manière un peu inattendue, l'ancien ministre de la Défense, "extrêmement réservé sur le texte", a relayé fortement, aux côtés

de l'écologiste Sergio Coronado les craintes exprimées ces derniers jours par la Cnil, de nombreuses associations et même le juge antiterroriste Marc Trevidic, sur les pouvoirs accordés aux services de renseignement, jugeant leur champ "extrêmement large". AFP 02.04

ACTUALITE EN TITRES

A qui le tour ?

Après les pauvres profiteurs, les chômeurs fainéants, les assurés sociaux fraudeurs, les musulmans terroristes, les jeunes délinquants, les parents violents, les époux frappeurs, les Français racistes, le temps est venu des professeurs pédophiles.

- Pédophilie : des mesures à prendre dans les établissements scolaires - Francetv info

- Soupçons de pédophilie à l'école: «Je crains qu'on assiste à une chasse aux sorcières» - 20minutes.fr

Haut de page

Le 3 avril 2015

CAUSERIE

Les Charlie étaient des adeptes de la dictature.

On retiendra sur le Yémen, que l'Arabie saoudite réputée pour être une démocratie, au même titre en pire que les Etats-Unis, Israël, l'Egypte, le Pakistan ou la France, soutient le président Hadi qui était le seul candidat à l'élection présidentielle en 2012, donc sûr d'être élu et effectivement élu, royalement s'il vous plaît avec 99,8 % des suffrages exprimés, à faire pâlir d'envie tous les dictateurs de la planète, à commencer par le nôtre, voilà pour la légitimité de cette guerre.

Argument qui évidemment n'a soulevé aucune critique du côté des démocrates de Washington ou Paris qui en sont réduits à bricoler avec leurs services de renseignements pour mieux contrôler la population, afin de mieux formater les esprits pour obtenir un résultat similaire. On n'a pas pris la peine de mettre des guillemets à démocrates, les lecteurs sont censés savoir qu'il n'y en pas au pouvoir à Washington ou Paris, Londres, Berlin, Rome, Madrid, etc., pas davantage dans l'opposition institutionnelle ou parlementaire.

Les maîtres du monde sont bien outillés.

A l'alliance du sabre et du goupillon destinée à faire régner l'ordre tyrannique de la classe dominante au nom de la paix, on peut ajouter celle de l'équerre et du compas destinée à liquider nos libertés individuelles au nom de la liberté d'expression.

Dossier sur le Yémen

Précision sur le Yémen.

Selon les sources la population yéménite de confession musulmane se partage à égalité ou varie de quelques pourcents entre les communautés chiite ou sunnite. Nous avions écrit que la communauté chiite était majoritaire.

Retour en arrière.

L'Arabie saoudite et ses alliés sunnites ainsi que les Etats-Unis et leurs vassaux occidentaux prétendent voler au secours du président Abd Rab Mansour Hadi qui aurait la légitimité pour gouverner, or la réalité est bien différente sur le terrain.

De quelle légitimité Hadi peut-il se prévaloir ? Aucune.

Wikipédia. L'élection présidentielle yéménite s'est déroulée le 21 février 2012, suite à la contestation nationale sur la manière de gouverner d'Ali Abdallah Saleh (au pouvoir depuis 1978 - ndlr). Un accord de transfert du pouvoir est alors mis en place

prévoyant le départ du président Saleh, son vice-président Abd Rab Mansour Hadi lui succédant et une élection présidentielle devant se tenir.

Abd Rab Mansour Hadi est le seul candidat à cette élection. Il ne lui est pas nécessaire d'obtenir un quelconque quota de voix ; il sera élu s'il obtient au moins une voix. Le scrutin est ainsi décrit comme « symbolique ».

Abd Rab Mansour Hadi est déclaré vainqueur à 99,8 % le 24 février 20126 et prête serment devant le Parlement le lendemain.

Le 27 février 2012, Ali Abdallah Saleh cède officiellement le pouvoir à son successeur Abd Rab Mansour Hadi.

Il met en place un gouvernement d'union nationale, qui regroupe les partisans de l'ancien président et le principal parti d'opposition, Al-Islah, proche des Frères musulmans. Wikipédia.org

De février 2011 à avril 2015.

Francetvinfo.fr - En février 2011, le Yémen emprunte le même chemin que la Tunisie, qui vient d'éjecter Ben Ali du pouvoir. Cette fois, c'est le président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 1978, dont l'autorité est contestée, d'abord par la jeunesse yéménite puis par les opposants politiques. Suivant l'exemple des manifestants égyptiens, les étudiants s'installent sur plusieurs places de Sanaa, la capitale, puis dans le reste du pays. Ali Abdallah Saleh quitte finalement le pouvoir six mois plus tard, début 2012, cédant la place à son vice-président Abd Rabo Mansour Hadi, comme le prévoit un accord signé en novembre.

Des élections sont ensuite organisées et Hadi est élu président au suffrage universel direct en recueillant 99,8% des voix. Un score qui s'explique simplement : il était le seul candidat, soutenu par les monarchies du Golfe. Il met en place un gouvernement d'union nationale, qui regroupe les partisans de l'ancien président et le principal parti d'opposition, Al-Islah, proche des Frères musulmans. Le Yémen semble alors sortir de la crise politique. Pourquoi le pays est-il à feu et à sang en ce moment ?

Que s'est-il réellement passé entre février 2011 et 2012 ?

Lefigaro.fr- En février 2012, «Place du changement» à Sanaa, "si le président Hadi évince la clique Saleh du pouvoir, on le soutiendra. Sinon, nous resterons là, sous nos tentes", assurait Nasser, un étudiant, tandis qu'un groupe de jeunes défile en scandant un appel au boycott de la présidentielle.

Rivalité entre Al-Qaïda soutenant SAleh et les Frères musulmans soutenant Hadi.

En fait, un an après, les insurgés sont amers. «C'est vrai qu'on s'est fait voler notre révolution», reconnaît Nasser. Il ne dit pas par qui. Mais on le devine aisément en entrant sur la «place du Changement», où un militant du parti islamiste al-Islah fouille au corps les visiteurs.

«Rusés, les islamistes ont laissé les jeunes s'exprimer pendant deux mois, décrypte un diplomate, puis ils sont venus installer des comités de la santé, des médias, un comité militaire. Ils ont nourri les jeunes, ils ont transformé leur mosquée en hôpital, et à l'automne ils leur ont dit: “Puisque nous dirigeons le mouvement, et bien c'est nous qui allons maintenant négocier avec le pouvoir”».

Pour les jeunes, la trahison est intervenue le 23 novembre lorsque, constatant qu'aucun camp ne pouvait vaincre l'autre militairement, al-Islah, rejoint par les déserteurs de la 1re division blindée - en gros la moitié de l'armée - a conclu un accord sur la transition du pouvoir avec Saleh, sous l'égide des monarchies du Golfe, inquiètes de voir la crise déborder.

Récupération et manque tragique et inévitable de maturité politique du prolétariat des villes et des campagnes.

Même s'ils sont soutenus par la Prix Nobel de la paix, Tawakel Karman, les jeunes ont cruellement manqué de maturité politique. «Ils ont été incapables de se structurer, de former un parti, et enfin de présenter un candidat à la présidentielle», regrette un ambassadeur.

Ils ont perdu la main au profit du bloc constitué par les islamistes et les soldats de la 1re Division du général Ali Mohsen, un ancien proche de Saleh qui a fait défection en mars dernier pour protéger ensuite les révolutionnaires «place du Changement». (lefigaro.fr 21.12.2012)

Francetvinfo.fr - Le nouveau président lance, en 2013, un processus de dialogue national afin d'élaborer une nouvelle constitution et de préparer des élections pour 2014. Les discussions aboutissent notamment à la proposition de faire du Yémen un Etat fédéral, afin de satisfaire les revendications des habitants du sud du pays, qui s'estiment négligés.

Mais le projet envisage d'accorder aux zaydites, une communauté chiite dont sont issus les rebelles houthis, un territoire sans accès à la mer. Cela, ajouté à l'apparente incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes économiques et sociaux du pays, conduit les houthis à prendre les armes. Ils s'emparent de Sanaa en septembre 2014, sans grande résistance.

Forcé de collaborer dans un premier temps, le président Hadi finit par fuir la capitale, le 21 février. Il se réfugie à Aden, ville portuaire cruciale pour le trafic maritime, que les houthis entreprennent alors d'assiéger.

Mais qui sont les houthis ?

Ce sont les représentants d'un mouvement rebelle opposé au gouvernement central du Yémen depuis plus de dix ans. Ils tirent leur nom de leur leader historique, le prédicateur Hussein Badreddin Al-Houthi, qui contestait à la fois la coopération du Yémen avec les Etats-Unis de George W. Bush et la situation socio-économique de sa minorité. Les houthis appartiennent, en effet, à la communauté des zaydites (ou zaïdites), issue du chiisme, qui représente un tiers de la population du pays et qui a dominé le Yémen pendant plus d'un millénaire, jusqu'en 1962.

Si certains soldats tentent de défendre Aden, la majorité des troupes a passivement assisté au coup de force des houthis à Sanaa. Un rapport destiné au Conseil de sécurité de l'ONU, publié le 20 février, et de nombreux experts, mettent en cause Ali Abdallah Saleh.

L'ancien président aurait apporté son soutien aux houthis pour prendre sa revanche sur ceux qui l'ont éjecté du pouvoir, en premier lieu le parti Al-Islah, et créer les conditions d'un éventuel retour en tant qu'homme providentiel. "Il y a bien des indications selon lesquelles Ali Abdullah Saleh s'est allié aux houthis pour détruire la base de pouvoir et les biens de ses ennemis, en particulier le parti Al-Islah", indiquent les auteurs du rapport de l'ONU.

"Saleh a gardé un réseau très important et possède encore un trésor de guerre qui se compte en milliards de dollars, assure François Burgat. Grâce aux houthis, il a pu contribuer à saper l'assise tribale d'Al-Islah. Il a donc œuvré à écarter du pouvoir une coalition dont il faisait toujours partie."

Profitant qu'une partie de l'armée soit restée fidèle à Saleh, les houthis ont pu progresser sans réelle opposition en direction d'Aden. Des forces restées loyales au président Hadi ont toutefois commencé à répliquer. Elles tentent notamment de conserver le contrôle de l'aéroport de la ville depuis jeudi.

Mais au fait, il n'y avait pas des terroristes au Yémen ?

Le pays est, en effet, le refuge d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa). Ce groupe terroriste sunnite, considéré par les services de renseignement occidentaux comme l'un des plus dangereux au monde, est installé au nord du Yémen, dans les zones rouges de la carte ci-dessous. Il a juré de lutter contre les rebelles chiites. Francetvinfo.fr 01.04

En résumé.

Le peuple yéménite et particulièrement la jeunesse aspiraient au progrès social, à la démocratie et à la paix, sauf que les Américains et les Saoudiens ne voulaient pas qu'un mouvement politique indépendant et souverain puisse se développer, s'organiser et leur échapper au profit éventuellement d'une autre alliance, avec l'Iran par exemple.

Après que leur marionnette Saleh soutenu par Al-Qaïda eut été usé jusqu'à la corde après 28 ans de règne au point de ne plus pouvoir gouverner, les Américains optèrent pour son suppléant Hadi soutenu par les Frères musulmans toujours en odeur de sainteté à Washington, ce qui présentait l'avantage de resserrer l'étau autour de l'Arabie saoudite et de justifier la poursuite de sa "lutte contre le terrorisme" au Yémen (au moyen de drones) en frappant les bases d'Al-Qaïda, histoire de se présenter du bon côté de l'histoire. Sauf que ce qu'ils n'avaient pas prévu apparemment, c'est que la tentative d'Hadi de confisquer une nouvelle fois le pouvoir au peuple yéménite ne passerait pas auprès principalement de la jeunesse, puis des houtis qui virent dans sa tentative de rétablir la partition du pays en prenant pour capitale Aden, un moyen de les priver de l'accès à la porte maritime et commerciale du golfe d'Aden, donc de les affaiblir économiquement.

Jusqu'à l'éviction de Saleh, on peut dire qu'Al-Qaïda n'a pas vraiment perturbé le pouvoir en place, il utilisait principalement le Yémen comme une base arrière à ses opérations dans la région ou force d'appoint à la dictature en place, il aura fallu que les houtis soutenus par la majorité des Yéménites et de l'armée s'emparent du pouvoir pour qu'il réalise les attentats les plus sanglants qu'ait connus le Yémen, histoire de faire monter d'un cran la pression entre les camps et justifier l'intervention armée de l'Arabie saoudite pour rétablir l'ordre ou la paix armée pour conserver le contrôle du détroit de Bab-el-Mandeb.

Saleh est installé aux Etats-Unis et Hadi a fui en Arabie saoudite, les deux sont sous la protection de leurs parrains. Le peuple yéménite n'a rien à attendre de Saleh ou de Hadi, des Etats-Unis ou de l'Arabie saoudite, pas plus d'ailleurs de l'Iran ou de la Russie ou de régimes qui dans leur propre pays mènent des politiques qui sont tournées contre les intérêts de leur peuple, particulièrement les ouvriers et les paysans. Il doit lutter pour sonindépendance et sa souveraineté et établir une

République sociale, démocratique et laïque afin de permettre à sonpays de sortir de l'état de sous-développement dans lequel il a été maintenu jusqu'à présent, pour permettre à l'ensemble de la population d'accéder au progrès social, à l'éducation, à la santé et à une vie meilleure et plus juste.

La classe ouvrière et la paysannerie pauvre doivent constituer un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour la socialisation des moyens de production, la mise en commun de la terre et des moyens matériels et financiers pour la cultiver, afin d'augmenter la production et de pouvoir satisfaire les besoins alimentaires de la population, sans avoir à dépendre des institutions ou organanisations internationales liées au capital pour se nourrir.

On ne va pas jouer les gauchistes et s'illusionner sur la capacité des masses exploitées yéménites à avancer vers le socialisme, on n'en est même pas capable en France, il faut donc trouver des mots d'ordre transitoire correspondant à la situation.

Partant du principe qu'on prend toujours le parti de l'opprimé contre l'oppresseur, du plus faible contre le plus fort, nous nous refusons à condamner le soulèvement armé des Houtis soutenu selon les sources par une grande partie ou la majorité des Yéménites qui veulent à la fois se débarrasser de la tutelle américaine et d'Al-Qaïda, revendication parfaitement légitime même si elle n'obtenait que le soutien de la minorité de la population, dès lors qu'elle correspond aux besoins de l'ensemble des Yéménites, à son droit indéfectible à l'autodétermination.

Nous ne prendrons pas pour modèle ce qui se fait de pire, par exemple Lutte Ouvrière, qui dans un bref article n'a rien trouvé de mieux que de dénoncer à l'instar de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis ou l'ensemble des médias institutionnels "la pression des milices chiites" sur la population qu'elle place sur le même plan que les bombardements dont elle est victime de la part des dictatures sunnites, autrement dit LO a encore choisi le mauvais camp, pas étonnant pour des fossiles.

- Yémen: les rebelles prennent le palais présidentiel à Aden, les combats continuent - AFP

Les rebelles chiites au Yémen et leurs alliés ont pris d'assaut jeudi le palais présidentiel à Aden, dernier symbole de l'Etat, infligeant un revers à l'Arabie saoudite engagée depuis huit jours dans des frappes aériennes contre ces miliciens soutenus par l'Iran.

"Des dizaines de miliciens Houthis et leurs alliés, arrivés à bord de blindés et de transports de troupes, viennent d'entrer au palais présidentiel Al-Maachiq", a déclaré à l'AFP un haut gradé des services de sécurité, qui a été témoin de l'arrivée des rebelles dans le complexe.

- Yémen : bombardement du consulat russe, à Aden - french.irib.ir

Les chasseurs de la coalition, dirigée par l'Arabie saoudite, ont bombardé le consulat de la Russie, à Aden, au Yémen.

Selon Press TV, le consulat de la Russie, à Aden, au Sud du Yémen, a été détruit entièrement, dans les attaques aériennes, menées mercredi, par l'Arabie saoudite et ses quelques alliés arabes. Selon une source diplomatique russe, le bombardement a été si puissant qu'il ne reste même pas une fenêtre indemne du bâtiment, ce qui prouve, d'ailleurs, qu'il s'agit d'une attaque ciblée.

La Russie étudie l'évacuation de ses ressortissants du Yémen et la suspension des activités de son consulat, dans ce pays, ajoute la même source. Précédemment, un avion russe, chargé d'évacuer des ressortissants russes du Yémen, s'est vu contraint, en plein vol, d'atterrir à l'aéroport du Caire, en Egypte, parce que l'Arabie saoudite et ses alliés l'empêchaient d'atterrir, comme prévu, sur la bande de l'aéroport de Sanaa, la capitale yéménite. french.irib.ir 02.04

- Quel est l'objectif des attaques de l'Arabie contre Bahreïn et le Yémen ? - french.irib.ir

Les attaques de l'Arabie et des pays arabes contre le Yémen et la précédente attaque, pour réprimer la révolution bahreïnie, montrent que l'objectif des actions militaires arabes ne vise pas à préserver la sécurité des pays arabes, face aux menaces étrangères, ou à soutenir les peuples, a affirmé le quotidien libanais, "As-Safir".

«La ferveur politique et militaire de certains pays arabes envers la crise yéménite est aussi intense qu' était leur indifférence, à l'égard des guerres d'Israel contre Gaza et le Liban. L'occupation de la Palestine et de l'Irak et l'agression contre le Liban, et, même, l'effondrement de la Libye, suivant celui de la Somalie, n'ont pas pu faire bouger ces pays», a précisé Al-Alam.

"Les activités militaires conjointes des pays arabes visent à réaliser les intérêts de régimes, qui jouissent d'une plus grande influence et puissance", a poursuivi le journal, en allusion aux propos de Hai Khalaf, ancien vice-ministre égyptien des Affaires étrangères, qui avait dit que la théorie de la sécurité nationale arabe a subi une évolution manifeste.

Historiquement, Israël représente une menace, pour les pays arabes, et ce, alors que la force, qui doit être créée, à cet effet, ne fait rien contre Israël. Cela signifie le changement du concept de la sécurité nationale.

Cette force doit, effectivement, s'activer, dans le cadre du statut de la Ligue arabe, un statut qui affirme qu'il ne faut pas s'ingérer, dans les affaires intérieures des autres pays ou bien changer les Etats. La question qui se pose, actuellement, est de savoir si cette force est créée, pour soutenir les régimes, face au changement ? Une question fondamentale. french.irib.ir 02.04

- L'Arabie est condamnée par le monde entier - french.irib.ir

Alors qu'une semaine vient de s'écouler, depuis le début de l'agression de l'Arabie contre le Yémen, l'UE a condamné les raids aériens des avions de combat saoudiens conte les hôpitaux, les écoles, les habitations et les centres publics.

Les attaques militaires de l'Arabie contre les civils, notamment, les enfants, ont aggravé la situation humanitaire, a affirmé, mercredi, Federica Mogherini, la Cheffe de la diplomatie de l'UE, dans un communiqué conjoint avec Cristo Stiliandis, le Commissaire aux affaires humanitaires de cette Union.

"L'attaque contre les hôpitaux, les centres médicaux, les habitations, les écoles et les infrastructures, au Yémen, est insupportable", a-t-elle dit dans ce communiqué.

Et ce, alors que la Croix Rouge internationale, dont un membre a été tué, lors des troubles, a déclaré qu'en raison de l'aggravation de la situation sécuritaire, elle ne pouvait se porter au secours de ce pays. Farhan Haq, le Porte-parole des Nations Unies, a mis l'accent sur la nécessité de protéger la vie des civils, au Yémen, et mis en garde contre une crise humanitaire, dans ce pays.

L'Organisation des Nations Unies a considéré, mardi dernier, la frappe aérienne, comme une violation des lois internationales.

Lors des attaques de la semaine dernière de l'Arabie et de ses alliés arabes contre le Yémen, au moins, 62 personnes, ont été tuées, tandis que 30 autres étaient blessées, a annoncé le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, (UNICEF).

La guerre, au Yémen, a porté de graves préjudices aux services sanitaires et pédagogiques. La situation des enfants, dans ce pays, s'est détériorée. Ces enfants souffrent de malnutrition aigüe, a annoncé l'UNICEF. Serguei Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, a mis en garde contre la poursuite des attaques saoudiennes contre le Yémen, avertissant que la crise, dans ce pays, ne devait pas s'aggraver. Lavrov a, également, demandé l'arrêt des raids aériens des avions de combat saoudiens. Ces derniers jours, des manifestations de protestation ont eu lieu, dans plusieurs capitales européennes, dont Bruxelles, contre l'agression de l'Arabie contre le Yémen, alors que la Maison Blanche a souligné son soutien à Riyad. french.irib.ir 02.04

- Le Venezuela expulse l'ambassadeur saoudien - reseauinternational.net

Le Venezuela a expulsé l'ambassadeur saoudien, manière de protester contre l'agression de l'Arabie Saoudite et de ses alliés, à l'encontre du territoire yéménite.

Selon l'agence de presse Tasnim, citant le site web Al-Watan, le gouvernement vénézuélien a expulsé l'ambassadeur de Riyad, en signe de protestation contre l'agression militaire de la Coalition, composée de l'Arabie Saoudite et de ses alliés arabes, à l'encontre du Yémen. reseauinternational.net 02.04

ACTUALITÉ DU JOUR

La confiance ne se décrète pas, même en dictature.

- Les cotes de confiance de Hollande et Valls rechutent - LeFigaro.fr

Dans notre baromètre TNS Sofres pour Le Figaro Magazine, le premier ministre enregistre une perte de 10 points, avec 32 % de cote de confiance… un niveau d'avant le 11 janvier. À l'instar du Président, qui chute de 4 points avec 18 % de cote de confiance, il perd le crédit que les Français lui avaient alors apporté et paie son engagement direct pendant la campagne des départementales. LeFigaro.fr 02.04

La crédibilité ne se décrète pas, même en dictature.

- Les propos d'Arnaud Montebourg auraient pu être "attribués aux extrêmes", selon Le Guen - Francetv info

Le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, invité d'Europe 1 jeudi 2 avril, a estimé qu'il s'agissait d'un "discours qui

détruit (…) la gauche". Arnaud Montebourg avait affirmé la veille que la politique de François Hollande était la même que celle de Nicolas Sarkozy, dans un entretien avec Les Echos. Francetv info 02.04

Le Guen possède la bassesse d'esprit du misérable valet qui pour complaire à ses maîtres passe son temps à le flatter, et qui doit pour conserver son statut qu'il estime enviable ou dont il est fier le bougre, faire sans cesse preuve de zèle pour satisfaire ses lubies les plus extravagantes ou perverses, quite à se ridiculer au possible, ce qui ne le gênera point, puisqu'il est si imbu de sa médiocre personne qu'il ne s'en rendra même pas compte, mieux, il en fera un point d'honneur histoire de souligner sa soumission totale à son égard.

On a à faire à des hystériques, des fous furieux se livrant en permanence à la surenchère, à de farouches ennemis de la liberté d'expression, des fachos, osons le dire. Ce qui est intéressant ici c'est qu'ils se lâchent les uns après les autres et on s'aperçoit (si nécessaire) que c'étaient de véritables ordures, des réactionnaires finis, qui, mais les dirigeants du PS.

Question incongrue : Etaient-ils différents hier ? Certes non, mais alors pourquoi n'en avons-nous rien su ? Là vous cherchez manifestement les ennuis, vous allez vous faire des ennemis. Mais mon enfant parce qu'on ne voulait pas que vous le sachiez, vous auriez pu en prendre ombrage et vos braves dirigeants s'en trouver fort incommodés, ce qu'il fallait éviter à tout prix, sinon vous auriez pu contester leur stratégie à deux balles et il ne le fallait guère pour préserver la paix sociale... Mais alors on nous aurait berné en somme. Si vous le dites, vous pouvez dire les choses de la sorte. Mais pourquoi ? Alors là c'est une longue histoire... On vous la raconte depuis août 2008, reprenez-la depuis le début et ne lâchez pas le fil jusqu'à aujourd'hui et vous aurez compris comment nous en sommes arrivés là.

Quant à Montebourg, il ne s'agit que d'une posture d'un petit notable de province, dont le bilan au gouvernement s'est traduit par des centaines de milliers de chômeurs en plus il ne faut pas l'oublier, c'est de la même veine.

Il nous fait penser ainsi que ses semblables, à ces bourgeois ou chefs d'entreprise qui pendant la Seconde Guerre mondiale avaient choisi le camp de la résistance, non pas parce qu'ils en avaient après le régime de Vichy ou les nazis, même uniquement parce qu'ils estimaient qu'il était impossible que la France disparaisse et qu'un jour viendrait leur heure, et que pour ne pas s'être compromis avec l'ennemi (sic!) ils seraient récompensés ou recouvreraient rapidement leur statut de privilégié mis entre parenthèse pendant la guerre, ce qui se produisit effectivement, comme quoi la bonne conscience alliée à la patience peut rapporter. Montebourg n'est qu'un affairiste comme les autres, un minable.

Commentaire d'un internaute

- "Des propos "disproportionnés" qui auraient pu être "attribués à des gens qui sont aux extrêmes", selon Jean-Marie Le Guen. : il ne cache même plus que, quel que soit le sujet, dès lors qu'on émet un avis divergeant de la doxa, on est dans l'extrémisme.

Au nom de la défense de la liberté d'expression ?"

France. Tous les prétextes sont bons. L'engrenage infernale de la dictature est enclenché.

Quand le législateur décide de s'emparer de tous les aspects de notre mode vie ou de pensée pour criminaliser et poursuivre ceux qui dérogeraient aux critères retenus par l'idéologie dominante, sous prétexte qu'ils auraient une influence néfaste sur notre comportement biologique, mental ou social, non seulement il dénie à la population la faculté d'en décider librement elle-même ou d'avoir la capacité de développer son propre esprit critique, sous prétexte de protéger les esprits faibles qui seraient influençables ou susceptibles de se faire manipuler par des apprentis sorciers ou des vendeurs de miracles malintentionnés comme il en a toujours existé dans la société, il entend restreindre notre liberté en limitant son champ d'expérience à des applications qu'il a spécialement sélectionnées pour nous, ce qui revient à exercer un contrôle permanent sur nos gestes ou nos idées, à nous imposer, à violer notre liberté la plus élémentaire.

Nous accusons le gouvernement, les représentants de tous les partis politiques et l'élite intellectuelle qui incarnent ou soutiennent le capitalisme d'être responsables du désordre social et du déséquilibre psychologique ou mental dont sont victimes des couches entières de la population, et qui pour cette raison peuvent à un moment donné de leur existence adopter des comportements ou des idées préjudiciables à leur propre existence ou aveuglément à celle d'autrui sans en avoir conscience.

Eux seuls sont responsables et condamnables et devront payer un jour ou l'autre pour toutes les souffrances inutiles qu'ils ont infligées au peuple, à la classe ouvrière, aux hommes et aux femmes des différentes classes qui ont eu le malheur un jour d'adopter un comportement suicidaire sur la base des modèles que vous aviez conçus pour eux et que vous dénoncez aujourd'hui hypocritement après en avoir profité pendant des décennies.

C'est vous qui avez ancré profondément dans le cerveau de la population que vous saviez fragile ou maléable une multitude de préjugés que vous instrumentalisez, vous osez l'accuser d'y avoir cédé alors que c'est vous qui lui avez donné l'exemple, pour demain faire volte face et la sermoner pour les avoir abandonnés.

Il en va de la maigreur de ces femmes comme de la guerre, du colonialisme, de l'esclavagisme, du fascisme, de la xénophobie, du racisme, du sexisme, de l'homophobie, de la prostitution, de la pollution, etc. qui hier et encore dans une large mesure de nos jours ne vous posent pas vraiment un problème ou pire, que vous favorisez par votre politique antisociale et impérialiste, ultra réactionnaire. Vous voulez qu'on repasse en détail votre ignoble passé jusqu'à nos jours ? Il est accablant et sans appel.

- Un amendement interdisant les sites « pro-ana » adopté - LeMonde.fr

Les sites incitant à l'anorexie vont-ils être interdits ? C'est en tout cas l'objet d'un amendement au projet de loi santé adopté par les députés dans la nuit du mercredi 1er au jeudi 2 avril. Il punit, plus largement, « le fait de provoquer une personne à rechercher une maigreur excessive » d'un an d'emprisonnement et de 10 000 euros d'amende. Dans l'exposé de leur amendement, les députés visent explicitement les sites « pro-ana ». « La création d'un nouveau délit apparaît nécessaire, car les dispositions du code pénal actuellement ne permettent pas de s'attaquer à l'action de ces sites », précise le texte.

« La liberté d'expression sur Internet ne sera pas remise en question », a assuré le rapporteur du projet de loi, Olivier Véran, tout en appelant à veiller à différencier les sites « parfois tenus par des jeunes femmes qui s'en servent comme d'un exutoire » de ceux qui « font clairement l'apologie des méthodes pour maigrir le plus possible ».

Un amendement similaire avait été déposé par l'Union pour un mouvement populaire (UMP), qui réclamait une peine plus lourde – deux ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende, pouvant être étendue à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende « lorsque cette recherche de maigreur excessive a provoqué la mort de la personne ». LeMonde.fr 02.04

Ils sont en train de conditionner les esprits en vue de s'attaquer à des portails comme le nôtre, sans être parano, cela semble logique, bien le nôtre a si peu d'audience qu'ils s'en foutent.

Mode d'emploi de la politique néolibérale expliquée par l'OCDE.

Au moins plus personne ne pourra dire désormais qu'il ne connaissait par leur programme.

- L'OCDE réclame une réforme du marché du travail en France - Reuters

Le défi le plus important pour la France est de réformer son marché du travail pour favoriser la création d'emplois, estime l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Cette recommandation prioritaire du rapport sur la France présenté jeudi intervient alors que le gouvernement multiplie les déclarations sur la nécessité de favoriser l'embauche, en particulier pour les petites et moyennes entreprises.

L'OCDE recommande par ailleurs à la France de baisser le poids de ses dépenses publiques, le plus lourd des pays de l'organisation après la Finlande, à 57,3% du PIB, pour alléger la pression fiscale afin de favoriser la croissance.

Pour doper l'activité, la France doit également simplifier dans tous les domaines, poursuit l'OCDE, selon qui les réformes menées par le gouvernement vont dans le bon sens mais doivent être accentuées.

Le problème est du côté de l'offre et non de la demande, a-t-il ajouté, estimant que "le constat est grave mais a heureusement été bien identifié par le gouvernement".

Pour la France, "le défi le plus important est de réformer le marché du travail afin de promouvoir la création d'emplois. Poursuivre les réformes du marché du travail doit être la priorité", écrit l'OCDE.

Elle recommande pour ce faire de simplifier et raccourcir les procédures de licenciement, par exemple en réformant la justice prud'homale comme le projet de loi Macron prévoit de le faire, et de poursuivre le mouvement de baisse du coût du travail décidé par les gouvernements Ayrault et Valls.

"Un message transversal est que l'activité bénéficiera d'une simplification à grande échelle", poursuit l'OCDE.

Elle recommande ainsi d'"intensifier les efforts pour réduire la complexité du code du travail, les normes et réglementations imposées aux entreprises, la structure des administrations territoriales et locales, et les systèmes fiscal et de retraites".

Remarquant les efforts du gouvernement pour contrôler l'évolution des dépenses publiques, l'OCDE recommande d'aller nettement plus loin dans les prochaines années afin de réduire le poids de la fiscalité pour favoriser activité et emploi.

Commentant les projets actuels du gouvernement, Peter Jarrett a estimé que "le montant de 50 milliards d'euros d'économies jusqu'en 2017 est le strict nécessaire" pour freiner les dépenses. "Il faudra plus d'ambition lors du mandat présidentiel suivant."

L'OCDE suggère de réduire le nombre de communes, de fermer certains petits hôpitaux publics, de modifier les paramètres des retraites complémentaires pour assurer leur équilibre financier et de poursuivre la réduction des spécificités des régimes spéciaux de retraite.

L'organisation recommande en outre de modifier les paramètres du régime des allocations chômage, notamment leur durée, dans le cadre de la renégociation prévue en 2016, tout en prévoyant une mise en oeuvre uniquement lorsque la croissance reprendra.

Pour améliorer la compétitivité de l'économie et l'environnement des entreprises, elle suggère de poursuivre la simplification des procédures d'ouverture des grandes surfaces, d'éliminer les restrictions sur la revente à perte, les dates des soldes et les horaires d'ouverture, de continuer à libéraliser les professions réglementées, de supprimer les tarifs réglementés dans les secteurs concurrentiels et d'abandonner graduellement les pratiques de numerus clausus. Reuters 02.04

L'Express "complote" ouvertement contre la paix en Europe.

- "Poutine se bat contre vous, les Européens!" - L'Express.fr

Alors que le cessez-le-feu ne tient qu'à un fil en Ukraine, son Premier ministre, Arseni Iatseniouk, alerte contre le projet de "déstabilisation globale" mené, selon lui, par le Kremlin. lexpress.fr 02.04

On vous fera grâce de cet interniew, le délire d'un psychopathe en crise, un facho!

Commentaire d'un internaute.

- "Alors qu'aucune preuve directe de l'implication du Kremlin dans ce conflit n'a encore été produite par le nouveau gouvernement ukrainien, la liberté avec laquelle cet homme amalgame tous les problèmes sous l'étiquette "Poutine" est déconcertante... Certains paragraphes n'ont même pas grand chose à envier aux "meilleurs" sites complotistes dans leurs développements, c'est du délire."

L'Express s'en fait le complice en lui offrant une tribune. Les médias français sont déjà acquis au fascisme, mais apparemment il semblerait que l'on soit peu nombreux à s'en être réellement aperçus.

En complément. C'est pratiquement dans le même registre

Il n'y a jamais eu autant de touristes en Turquie ou transitant par la Turquie, et pour cause :

- Un rapport de l'ONU dévoile que 25.000 étrangers ont rejoint les rangs des terroristes - 20minutes.fr

Haut de page

Le 4 avril 2015

CAUSERIE

(2 heures plus tard. On a ajouté 33 nouveaux articles. Dans la rubrique *Dossiers* on a ajouté le Yémen.)

Ce n'est pas une obsession, il arrive souvent par manque de temps qu'on ne puisse pas traiter un sujet à fond, aussi faut-il s'y reprendre à plusieurs reprises. Et puis tout ne nous vient pas à l'esprit du premier coup, surtout en étant totalement isolé. On ne pourra pas nous accuser de dilettantisme ou d'aventurisme, on laisse cela à d'autres, à Mélenchon par exemple. On fait l'effort de réfléchir, c'est la moindre des choses.

L'attaque du 7 janvier dernier à Paris n'était pas dirigée contre la liberté d'expression, c'était l'exploitation à laquelle elle allait donner lieu qui devait être tournée contre les libertés individuelles.

On se demande comment nos dirigeants ont-ils pu être aussi crédules ou confondre les deux, comment ont-ils pu en arriver-là ? Il a suffit que le gouvernement et les médias aux ordres sortent cette interprétation pour qu'ils la reprennent à leur compte sans

même réfléchir un seul instant apparemment.

Il se trouve que la conception de la liberté d'expression dont on se réclame peut avoir un contenu très différent en fonction d'un certain nombre de critères, tel que notre mileu ou statut social, notre place dans la société ou les responsabilités qu'on y occupe, etc. selon l'interpréation qu'on en donne.

Elle est également en rapport avec la situation sociale et politique et s'incrit dans le cadre de valeurs et de principes communément admis par la majorité de la population ou la société en général que justement Charlie Hebdo ne respectaient pas en se faisant constamment depuis de nombreuses années le porte-parole de la propagande gouvernementale qui les piétinait. A ce titre il incarnait davantage la négation de la liberté d'expression qui devait servir les intérêts de la classe dominante, le tout savamment dosé ou noyé dans un éclectisme apparent de bon aloi, de telle manière manière qu'on ne puisse pas l'attaquer sur ce plan-là.

Charlie Hebdo avait ceci en commun avec le gouvernement (le PS et ses laquais de gauche et d'extrême gauche) qu'il ne supportait pas qu'on puisse avoir une conception de la liberté d'expression qui soit différente de la sienne, au point de se livrer à des provocations permanentes envers ceux qui n'avaient aucun moyen à leur disposition pour y répondre, profitant de son statut privilégié non pas pour élever le niveau de conscience de ceux qui avaient adopté une version restrictive, étriquée ou archaïque de la liberté d'expression, mais pour les humilier, les mépriser, les insulter, les blesser, comme si cela pouvait être une pédagogie adaptée à des personnes ayant d'autres références que les siennes ou ayant conservé les préjugés que finalement la société elle-même ou la classe dominante leur avait inculqués, il témoignait en agissant de la sorte qu'il avait adopté lui-même une conception de la liberté d'expression limitée ou à géométrie variable en fonction uniquement des intérêts qu'il servait.

La suite allait le confirmer notamment en relayant la politique de l'Otan en Ukraine. On peut donc en déduire que la conception de la liberté d'expression et au-delà de la morale de Charlie Hebdo avait un contenu de classe qui ne pouvait être que celui de la classe dominante.

Donc s'attaquer à Charlie Hebdo, c'était s'attaquer à une conception particulière de la liberté d'expression, celle de la classe dominante qui allait réagir violemment par la voix de ses représentants en s'attaquant pour le coup à la liberté d'expression de son ennemi de classe, d'où le projet d'une nouvelle loi liberticide qui ne concerne en aucune manière les médias institutionnels ou les supports qui relaient sa politique ou sa propagande, non, elle vise à terme tous ceux qui diffusent des informations susceptibles de nuire ou contredire sa version des faits et qui sont censurés par les médias officiels pour maintenir la population dans l'ignorance de la réalité ou de la vérité pour mieux la manipuler ou la conditionner, ainsi que l'ensemble de ses opposants politiques.

En conclusion, à force de diluer la théorie au point de perdre de vue la nature de classe de chaque expérience et de tout un ensemble de notions, concepts, règles, principes ou valeurs, on en arrive à une confusion totale qui nous amène à soutenir notre ennemi au lieu de le combattre. Il en va ainsi de la république ou de la démocratie en général, par exemple.

Partant de là, on conçoit très bien pourquoi la plupart des militants ne partagent pas nos idées, puisqu'ils ne se situent pas sur le même terrain de classe que nous ou ont perdu de vue cette notion élémentaire mais déterminante...

Désinformation et manipulation des consciences. Effectivement "tous les moyens sont bons" à L'Express.

- Manipulation politique: "Tous les moyens sont bons" - L'Express.fr 03.04

Ils osent tout, c'est à cela qu'on reconnaît un état de crise et une dictature...

Le 2 avril, ils offraient une tribune à Arseni Iatseniouk, Premier ministre du régime néonazi de Kiev :

- "Poutine se bat contre vous, les Européens!" - L'Express.fr 02.04

Le 28 mars, dans un article ils faisaient l'apologie d'Al-Qaïda dépeint en libérateur du peuple syrien :

- Syrie: Al-Qaïda prend la ville clé d'Idleb au régime d'Assad - L'Express.fr 28.03

Les masques de l'imposture tombent les uns après les autres.

On a eu récemment l'occasion de démontrer que Mediapart n'était pas un média alternatif ou impartial, mais un des rouages de le machine à propagande du régime. Pour rappel un de ces blogs avait reproduit plusieurs articles émanant du think tanks néoconservateur ou néolibéral, Indymédia Paris, au passage, également prisé par la Fondation Jean-Jaurès ou le PS qui assume ainsi être ouvertement ultra réactionnaire. Maintenant il se peut que Mediapart soit coutumier du fait depuis des années sans qu'on le sache pour ne jamais nous y connecter, aux lecteurs de nous le préciser si nécessaire, merci à eux d'avance.

En aparté ou pour ceux que cela intéresse. Voilà la correspondance que j'ai eu avec Mediapart ces derniers jours à propos de ces articles infâmes tournés évidemment contre le mouvement ouvrier ; qu'il nous soit permis de le critiquer en tant que militant ouvrier nous paraît normal, mais on n'accepte pas que la réaction l'attaque, car c'est l'ensemble des militants qu'elle vise et plus précisément son avant-garde.

Le 24 mars 2015 à 08:08, jctardieu@outlook.fr a écrit :

Tardieu a envoyé un message via le formulaire de contact sur http://www.mediapart.fr/contact.

Bonjour,

L'âne narco libère-terre, dit Frachon23, a mis en ligne le 11 septembre 2012 un article du blog néoconservateur paris.indymedia.org, intitulé "Alerte antifasciste : Le Cercle des Volontaires", qui dressait la liste noire des partis ouvriers, organisations, intellectuels, journalistes opposants ou critiques envers le régime ou fournissant des informations censurées par les médias institutionnels en les assimilant à des fascistes...

Question ? Comment justifiez-vous l'existence de ce blog animé par un provocateur dans le cadre de Mediapart ? Vous n'êtes pas sans connaître la nature du courant politique que représente paris.indymedia, n'est-ce pas ? C'était donc intentionnel de votre part.

Je vais publier cet article dans mon portail en fournissant la source, Mediapart, et en ajoutant une grille de lecture destinée à mes lecteurs. Mieux je vais le relier à celui publié le 25 février par la Fondation Jean-Jaurès qui a également publié un article de cette pourriture néolibérale, je les étrille...

A chacun ses responsabilités...

J-C Tardieu

Réponse de Mediapart reçue le 2 avril.

Bonjour,

Nous avons bien reçu votre message et il faut savoir qu'il suffit de s'abonner à Mediapart pour disposer librement d'un blog.

En effet, nous ne filtrons pas nos abonnés en fonction de leur orientation politique, et nous n'effectuons aucune modération a priori.

En outre, notre Charte de participation définit les obligations de chacun. Si une contribution vous paraît en contravention avec cette charte, vous pouvez en informer la rédaction grâce au bouton "signaler".

Nous restons bien sûr à votre disposition si vous souhaitez obtenir des informations complémentaires.

Cordialement,

Guillaume

Service Abonnés Mediapart

J'ignore si le même procédé est employé par Le Monde, Libération, Le Figaro, etc. qui consiste à permettre à n'importe qui de pouvoir publier n'importe quoi dans un blog référencé au nom d'un journal ou média, de telle sorte qu'il suffit aux moteurs de recherche sélectionnant de préférence les articles émanant de la presse institutionnelle ou des médias officielles, qu'un article sur un sujet ait été publié par un de ces blogs pour qu'il figure en première page des infos d'actualité et soit donc facilement accessible aux internautes, privilège dont ne bénéficieront pas les médias alternatifs ou les portails indépendants qui diffusent également des infos.

La naïveté de la direction de Mediapart nous fait automatiquement penser à la conception de la liberté d'expression affichée par le gouvernement, qui consiste à s'attaquer aux "complotistes" qui commettent le crime impardonnable de diffuser les infos que les médias officiels censurent, et qui en contredisant leur version des faits ou de la réalité ne leur permet plus de justifier leur politique ou dévoilent leurs réelles intentions inavouables, ce qui leur est insupportable. Je serais curieux de voir si je m'abonnais à Mediapart et que je créais un blog, si je bénéficierais du même traitement par les moteurs de recherche, que celui réservé aux falsificateurs et manipulateurs de l'histoire en tous genres, à la pire réaction conservatrice qui soit, qui officient en associant à

leur entreprise le nom de Mediapart.

Il est à noter à propos du gouvernement qu'il serait lancé dans une chasse implacable aux discours racistes, antisémites, xénophobes, etc. alors que les commentaires qui figurent à la suite des articles des agences de presse ou des médias institutionnels en sont bourrés quotidiennement, ils sont même parfois d'une violence inouie, appelant au meurtre, au génocide de peuple entier, les Indiens par exemple, ils sont 1,2 milliards, etc. sans que cela gêne plus que cela le gouvernement, attention, on ne demande pas à ce qu'ils interdisent ces commentaires, on dénonce son imposture et on rejette cette chasse aux sorcières.

- Marine Le Pen juge «délirant» le lien entre le Front national et la Russie évoqué par «Mediapart» - 20minutes.fr

Tout cela pour en arriver à une autre affaire dans laquelle Mediapart est impliqué, mais pas seulement, les hackers d'Anonymous également.

Mise en garde aux lecteurs. Attention, on va aller sur un terrain savonneux puisqu'il s'agit du FN. Nous ne risquons rien, par contre certains lecteurs certainement, dans la mesure où ils pourraient interpréter nos propose de travers, dans ce cas-là eux-seuls auraient un problème à résoudre avec l'extrême droite. C'est clair ?

Pourquoi évoquons-nous ce sujet ? Certainement pas pour en venir en aide à M. Le Pen vous l'aurez deviné, mais pour montrer de quoi sont capables des journalistes qui se prétendent indépendants ou propres sur eux, alors que ce n'est pas du tout le cas. Ce sont des populistes, des opportunistes qui ne reculent devant aucun moyen malhonnête pour plaire à leurs maîtres, il faut bien qu'ils leur montrent qu'ils méritent les subventions qu'ils leur accordent, la pub qu'ils leur font, etc.

En cause :

- le FN dont Valls l'hystérique n'a cessé de parler quotidiennement au cours des dernière semaines pour faire oublier sa véritable nature, la sienne qui rivalise avec celle des Le Pen. Ensuite l'horrible Poutine qui veut mettre l'Europe, le monde à feu et à sang.

La méthode :

- A l'aide de cet amalgame, la diabolisation de l'un doit retomber sur l'autre et vice versa.

Si c'est de cette manière-là qu'ils comptent s'y prendre pour rassembler les masses derrière le gouvernement, ils sont très mal barrés, en réalité cette mission est impossible viennent de révéler les élections départementales qui se sont soldées par le rejet massif du PS notamment.

Les moyens :

- Le recours à une agence de renseignement supplétif de la NSA au service de l'impérialisme américain nommée Anonymous.

L'opération va consister à dévoiler le contenu de trois malheureux SMS de quelques mots, non pas entre des membres du FN et une quelconque personnalité russe, non, entre deux supposés proches de Poutine évoquant le soutien du FN à la politique ukrainienne de Poutine et le soutien financier que la Russie accorderait au FN en échange. Il faut en déduire qu'ils n'ont pu mettre la main sur aucun des courriels échangés entre les dirigeants du FN et les supposés autorités russes. Rappelons que M. Le Pen avait fait le déplacement à Moscou en juin 2013, voyage au cours duquel elle avait rencontré notamment le président du Parlement russe, Sergeï Narychkine.

Une version policière de rapports politiques somme toutes banals.

Le procédé est particulièrement minable, car le FN a soutenu sans hésitation et publiquement la politique de Poutine en Ukraine, donc ce n'est un secret pour personne, par contre c'est un crime de ne pas soutenir l'Otan, donc est visé ici non pas le FN, mais tous ceux qui ne soutiennent pas l'opération de Otan en Ukraine.

Quant au financement du FN, ses dirigeants ont expliqué qu'en dernier recours ils s'étaient adressés à des banques russes, après avoir essuyé le refus des banques françaises et d'autres pays alliés de la France, donc là non plus ce n'était pas un secret. Bref, nos journalistes d'investigation en sont réduits à faire les poubelles d'une officine de renseignement qui est au piratage informatique, ce que le FBI est au terrorisme.

Maintenant comment faut-il apprécier l'attitude des autorités russes envers le FN ?

Tactiquement soutenir le FN revient à affaiblir Hollande qui mène une croisade contre la Russie au côté d'Obama. Que l'idéologie

du FN ne les embarrasse pas peut s'interpréter de différentes manières. Ils auraient tort de se gêner, après que tout ait été fait en France pendant ces dernières décennies pour "dédiaboliser" le FN qui serait un parti comme les autres au point d'être reçu à l'Elysée par Hollande la veille du 11 janvier dernier, même que Marine Le Pen serait fréquentable selon le président du Crif, comme quoi.

Ensuite, Poutine accepte les soutiens d'où qu'ils viennent, sur ce plan-là il ne vaut guère mieux que les nationalistes ou ceux qui se définissent comme patriotes et qui n'hésitent pas à s'afficher avec des membres du FN ou de l'extrême droite. Si l'extrême droite peut lui être utile, il n'hésitera pas à s'en servir à l'instar d'Obama au Venezuela par exemple, dès lors que sont enjeu les intérêts supérieurs de la classe qui l'exige, ils appartiennent tous à la grande famille de la réaction.

On pourrait conclure ironiquement en affirmant que c'est Mediapart qui transforme en complot des faits connus de tous, comme quoi les "complotistes" ne sont pas toujours ceux qu'on croit.

Vaut mieux ne pas parler du père nourricier de Libération client attitré des paradis fiscaux.

- La Russie, mère nourricière du FN - Liberation.fr

- Patrick Drahi, né le 20 août 1963 à Casablanca au Maroc, est un homme d'affaires et entrepreneur franco-israélien et résidant en Suisse depuis 1999. Il est le président-fondateur du holding luxembourgeois Altice, une multinationale spécialisée dans les télécommunications et les réseaux cablés qui est cotée à la bourse d'Amsterdam. Il est propriétaire de Next Limited Partnership, basée à Guernesey l'actionnaire majoritaire d'Altice. Altice est le principal actionnaire de l'opérateur français Numericable et de l'opérateur israelien Hot.

Il a reçu le très prestigieux prix Scopus 2015 délivré par l'université hébraïque de Jérusalem, qui récompense une personnalité engagée dans des actions éducatives, culturelles et sociales pour la promotion du progrès et du savoir. La liste des récipiendaires de ce prix Scopus a de quoi donner le tournis : Simone Veil, Maurice Lévy, Steven Spielberg, Milton Friedman, Elie Wiesel, Bill Clinton, Bernard-Henri Lévy, Beate et Serge Klarsfeld et de nombreux autres illustres personnages. (koide9enisrael.blogspot.co.il ; source israelvalley.com ; Lepoint.fr 22.03)

Dossiers Yémen

- Yémen: l'offensive rebelle ralentie par les raids - AFP

L'opération militaire arabe menée par l'Arabie saoudite a ralenti la progression des rebelles chiites au Yémen, mais, profitant du chaos, Al-Qaïda a pris vendredi le contrôle d'une importante base militaire dans le sud-est.

Ennemis jurés mais tous deux hostiles au pouvoir du président en exil Abd Rabbo Mansour Hadi, les Houthis et Al-Qaïda s'étaient violemment affrontés ces derniers mois.

Houthis et Al-Qaïda "ont les mêmes objectifs (...) contre la population yéménite, contre la sécurité de la région et du monde", a réagi le porte-parole de la coalition, le général Ahmed Assiri, devant des journalistes.

- Yémen/Manba: les tribus entrent en guerre contre Riyad - french.irib.ir

C'est une évolution très importante qui vient de se produire:

alors que Riyad compte toujours sur les tribus sunnites pour barer la route à ansarallah, ces derniers viennent de passer à l'action et entrent en guerre contre les Al-e Saoud. De violents affrontements opposent la tribu yéménite Manba aux militaires saoudiens,... sur les frontières des deux pays, ont fait part des sources yéménites. Les comités populaires ont pris le contrôle du centre militaire d'Al-Faradha, sur la route de Sanaa-Marib, avant de pourchasser les terroristes, a-t-on appris du journaliste d'Al-Manar.

Dans la localité de Kriter, dans le Sud d'Aden, de violents affrontements ont été déclenchés entre les l'armée et les comités populaires, d'une part, et les partisans d'Abda Rabbo Mansour Hadi, qui avaient l'intention de pénétrer, dans la localité de Khor Meksar, pour y trouver un lieu sécurisé permettant d'l'héliporter les militaires liés à la coalition de l'Arabie saoudite. Dans la localité de Razeh, 8 personnes sont tombées en martyrs sous les balles des gardes-frontières saoudiens.

Les avions de combat saoudiens ont attaqué les infrastructures, dans le Nord de la ville d'Aden, au Sud du Yémen. Un hôtel et une usine ont été pris pour cible. french.irib.ir 03.04

- Yémen : les pilotes "israéliens" du roi Salman - french.irib.ir

Le journal israélien, "Yelli", confirme la participation d'un escadron de chasseurs israéliens, dans les raids menés contre les villes yéménites! "Il s'agit des avions de type "Communs Marcos", qui participent, dans le cadre de la coalition anti-Yémen, aux raids aériens, menés contre les positions des Houthis et de l'armée yéménite", affirme le journal, qui cite le commandant en chef de l'Armée de l'air sioniste, Amir Eshel, en ces termes : "Aujourd'hui, les pays arabes ont fait appel à l'aide d'Israël, pour se débarsser de l'un de leurs amis".

C'est le site Yémeni press, qui reprend, d'ailleurs, cette information, et ajoute :"Il semblerait que le commandant du premier escadron saoudien se soit opposé à la présence israélienne, au début, mais, face à l'obstination des Yéménites, il aurait fini par céder". Le site cite, ensuite, le commandant saoudien, le dénommé Mohamad Ahmad : "Il est difficile, pour moi, de piloter un F-16 à une altitude de 30.000 pieds au-dessus du Yémen, alors que je vois, de mes propres yeux, un avion de chasse portant l'étoile de David bombarder, copieusement, les Arabes houthis". french.irib.ir 03.04

- Hollande soutient Al Qaeda au Yemen - french.irib.ir

Aprés la tuerie des frères Kouachi à Charlie Hebdo le Mercredi 7 Janvier et leur liquidation par les forces spéciales le Vendredi 9 sur ordre de Hollande, ce même jour le site the Intercept publiait des déclarations de la direction de l'AQAP revendiquant être le commanditaire du raid des Kouachi dans l'hebdomadaire satirique pour venger l'honneur du prophète Mohammed.

Peu aprés un responsable d'AQAP, Bakhsaruf al-Danqaluh, a twitté en arabe le texte exact de revendication fourni par l'AQAP à The Intercept. Une heure aprés un haut responsable religieux d'AQAP, Sheikh Harith bin Ghazi al-Nadhari, a publié une déclaration audio se félicitant de cette tuerie à Charlie Hebdo : « Des fils de France se sont montrés irrespectueux du messager d'Allah, donc un groupe armé de croyants s'est levé contre eux et leur a enseigné les bonnes manières, et la limite de la liberté d'expression. Comment ne pourrions nous pas combattre ceux qui attaquent le Prophète, attaquent la religion et combattent les croyants ? » Nadhari tout en glorifiant la tuerie de Charlie Hebdo n'a pas endossé publiquement au nom d'AQAP celle-ci.

C'est en fait le Mercredi suivant que l'AQAP a officiellement revendiqué la responsabilité de la tuerie de Charlie Hebdo dans une déclaration faite via son site internet. AQAP a déclaré que la tuerie était une vengeance pour les caricatures du Prophète publiées par l'Hebdomadaire satyrique.

Pour la tuerie de l'Hypercacher l'AQAP l'a considèrée comme une coïncidence compte tenue de la relation entre les frères Kouachi et Amedy Coulibaly auteur de cette tuerie et non pas le résultat d'une coordination avec l'EI Coulibaly ayant lui-même déclaré avoir agi pour l'EI. Même si l'AQAP n'a pas directement organisé cette tuerie de Charlie Hebdo, les frères Kouachi ont passé quelque temps au Yémen au sein de l'AQAP. Said Kouachi a fait plusieurs voyages au Yémen entre 2009 et 2012 a séjourné à l'Université Iman de la capitale Sanaa dirigée par le précheur extrémiste Abdel Majid al-Zindani. Les services secrets français savaient que Said Kouachi était passé d'Oman au Yemen avec un autre Français au cours de l'été 2011. L'Agence Reuters a révélé que les frères Kouachi se sont entraînés au maniement des armes avec AQAP dans la province yemenite de Marib, une zone alors contrôlée par ce groupe terroriste.

Le jour de l'attaque des frères Kouachi contre Charlie Hebdo, ces derniers ont revendiqué auprés d'un journaliste français avoir agi pour le compte d'AQAP et que leur voyage au Yémen avait été financé par Anwar al Awlaki, un precheur extrémiste né aux US et tué par un drone américain dans le Nord du Yemen en Septembre 2011. Lors de l'assaut donné par les forces spéciales contre les frères Kouachi ces derniers ont crié : « vous pouvez dire aux médias que c'est Al Qaïda au Yémen ».

Depuis 2010 AQAP a publiquement mené une campagne appelant les Musulmans des pays occidentaux dont ceux de France à assassiner les caricaturistes du Prophète tout particulièrement ceux qui le font de manière insultante dont ceux de Charlie Hebdo. En Juin 2010 Awlaki lui-même a rédigé un article dans le magazine d'Al Qaïda « Inspire » lançant directement un appel au meurtre fournissant également une liste des cibles.

Toutes ces déclarations concordent et permettent d'affirmer que le commanditaire de la tuerie de Charlie Hebdo c'est bien AQAP. AQAP est une création de la CIA et ses complices des renseignements saoudiens et israéliens. L'Arabie Saoudite joue la carte Al Qaïda au Yémen qu'elle finance depuis des années pour avoir à la tête de ce pays un dirigeant qui lui obéit. Les Houthis principaux ennemis d'AQAP ont libéré le Yémen. Cela fait plusieurs mois que les combattants yéménties houthis et leurs alliés ont décidé de libérer le Yémen d'AQAP et de l'influence destructrice de l'Arabie saoudite sur leur pays.

En Janvier 2014 le président yéménite de l'époque Abdu Rabbu Mansour Hadi, a pris l'initiative d'un cessez-le-feu entre les combattants houthis et les Salafistes sunnites proches d'AQAP qui s'étaient agglutinés autour de la ville de Sa'dah capitale provinciale des Houthis dans les zones montagneuses du Nord Yemen. 15 000 « étudiants » salafistes sunnites proches d'AQAP ont été évincés de cette province houthie une victoire pour les combattants houthis.

Dans leur campagne pour libérer leur pays de l'emprise de ces Salafistes proches'AQAP inféodés à l'Arabie saoudite, les combattants houthis ont commencé à s'emparer de la capitale yéménite Sanaa en Septembre dernier. Ils se sont finalement emparés de la totalité de cette ville en instaurant des alliances avec certains membres de la police de l'armée et de la

Garde Nationale. Courant Janvier ils ont pris le pouvoir. A quelques semaines de la fin de son mandat le Président yéméniteAbdu Rabbu Mansour Hadi, son premier ministre et tout le gouvernement ont démissioné en masse aprés que les combattants houthis aient occupés le palais présidentiel. Hadi a également signé un décret confiant l'appareil sécuritaire aux Houthis. Il s'est ensuite réfugié dans dans la ville portuaire d'Aden au Sud mais face à l'avancée rapide des combattants houthis et de leurs alliés il s'est enfui à Ryad en Arabie Saoudite. Les Saoud l'ont contraint à annuler sa résignation pour justifier leur guerre d'agression contre le Yémen disant vouloir réinstaller le « Président légitime du Yémen « Hadi à Sanaa.

En soutenant la guerre d'agression de l'Arabie saoudite contre les Houthis au Yémen Hollande soutient l'AQAP (Al Qaïda in The Arabic Peninsula) commanditaire des assassinats des Charlie. Depuis plusieurs mois les combattants yéménites houthis et leurs alliés ont entrepris de libérer leur pays des terroristes wahhabites d'Al Qaïda supplétifs de l'Arabie saoudite et de l'Empire USSioniste du chaos. En attaquant le Yémen les Saoud volent au secours de l'AQAP. Ce sont les combattants houthis qui luttent avec acharnement contre les terroristes d'AQAP les pourchassant notamment à Sanaa. Dans une vidéo récente d'AQAP un haut responsable de cette organisation terroriste à la solde de l'Arabie Saoudite, Nasser bin Ali al Ansi, revendiquait sa lutte contre les Houthis et voyait dans la chute du gouvernement Hadi une opportunité de les combattre plus efficacement.

En fait l'Arabie saoudite qui a lancé une guerre d'agression avec le feu vert de Washington et Tel-Aviv contre les combattants houthis et leurs alliés considérent les terroristes d'AQAP comme des alliés sur le terrain. Pour l'instant les Saoud se limitent à un pillonnage non-stop du Yémen et un blocus maritime des ports. Mais si besoin est l'Arabie saoudite pourrait se servir d'AQAP et de ses terroristes comme troupes au sol à l'intérieur du Yémen comme elle l'a fait en Syrie et en Irak avec Al Qaïda Al Nosra et l'EI.

En soutenant la guerre d'agression menée par l'Arabie Saoudite contre le Yémen Hollande soutient le commanditaire de la tuerie de Charlie Hebdo : l'AQAP, Al Qaïda au Yémen.

Comment ensuite pouvoir lutter efficacement contre les dérives extrémistes de jeunes musulmans ici en France si au plus au niveau de l'État, le Président lui-même apporte son soutien à Al Qaïda tout en prétendant le combattre.

Il est clair qu'Hollande pour satisfaire le complexe militaro-industriel français avide de pétro-dollars saoudiens – l'Arabie saoudite est le 1er importateur mondial d'armement - met la sécurité et la vie de tous les Français en danger. french.irib.ir 03.04

Précisions : J'ai corrigé de nombreuses fautes d'orthographes contenues dans cet article et j'ai formaté une partie des paragraphes pour l'aérer car plus de la moitié figurait en un seul bloc, histoire d'en facilité la lecture.

Au-delà de la rhétorique employée, cet article apporte de nombreux éléments qui éclairent la situation et permettent de comprendre le rôle précis de tous les protagonistes.

La position adoptée par Hollande sur le Yémen est sans surprise puisqu'il soutenait déjà Al-Qaïda et l'Emirat islamique en Syrie, en Irak, en Libye... Il y a que les crétins de Charlie pour ne pas avoir fait le lien.

Quant à l'interprétation qui est fournie ici de l'attaque de ce torchon à vomir le 7 janvier dernier, nous ne la partageons pas, elle dénote une confusion à partir d'une affirmation impossible à confirmer, à savoir que les frères Kouachi en seraient bien les auteurs, alors qu'un certain nombre d'indices tendent à prouver le contraire. Maintenant que les auteurs de cette attaque et ensuite les fréres Kaouchi aient affirmé agir pour le compte d'Al Qaïda au Yémen, en admettant qu'il y aurait eu deux équipes pour réaliser cette opération, on remarquera qu'ils pointeront le Yémen justement au moment où la situation échappait au protégé de l'Arabie saoudite soutenu par Al-Qaïda au profit du soulèvement populaire dirigé par les houtis.

Que les Saoudiens et les Américains jouent la carte d'Al-Qaïda pour semer le chaos au Yémen semble être la seule alternative qu'il leur reste, puisque les Yéménites ne veulent pas d'Hadi lié aux Frères musulmans et ils ne peuvent pas remettre en selle Saleh lié à Al- Qaïda qui sème la terreur dans le pays, en conclusion la situation est sans issue politique en dehors du chaos et la guerre civile entre factions armées rivales. Elle pourrait déboucher sur une intervention militaire terrestre de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite déjà évoquée par Riad à plusieurs reprises, sauf que ses alliés dont l'Egypte y sont pour le moment opposés.

Bref, encore un peuple qui n'a rien demandé à personne une fois de plus sacrifié sur l'autel des intérêts géostratégiques américains, l'impérialisme américain refusant de voir s'éroder davantage son hégémonie dans la région au profit de l'Iran, de la Russie ou de la Chine principalement.

- Yémen : l'impérialisme saoudien - french.irib.ir

Après les séparatistes ukrainiens, baptisés «pro-Russes», voici les Houthis, devenus «pro-Iraniens», comme par enchantement, sous la plume des cyniques analystes et autres journalistes des médias atlantistes, même si, une fois n'est pas coutume, les avis divergent sur la question; d'autant plus que l'attitude des Etats-Unis est truffée d'ambiguïtés vis-àvis de Téhéran.

De leur côté, il est certain que les Yéménites savent qui sont les Houthis, car l'histoire du pays n'a jamais mentionné de

clivage religieux; bien au contraire, dans les mosquées, il n'y a pas de nuances, les gens prient derrière le même Imam, les Zaïdites, avec les autres.

Mais les criminels ne s'arrêtent devant rien, en instrumentalisant la religion, ils croient pouvoir s'attirer les grâces des «Sunnites», qui accepteraient l'agression et seraient convaincus d'une ingérence iranienne. Car l'espoir est grand de faire accréditer l'idée que l'Iran est à l'origine de la crise, bien que la révolte des Houthis a des aspirations, totalement, nationales. Leur leader les avait clairement exprimées depuis des années.

Abdel Malek al-Houthi rejetait le projet de Constitution, qui découpe le Yémen en six régions, dans le cadre d'un Etat fédéral, qui priverait les Houthis d'un accès à la mer et qui diviserait le pays. La réactivation du projet a déclenché leur riposte fulgurante, avec la collaboration de l'armée et l'alliance des troupes fidèles à l'ex-Président Saleh, dans une situation d'effondrement des institutions du pouvoir central. Une preuve cinglante qu'ils sont pour l'unité nationale. D'ailleurs, même après six jours de bombardement arabe, ils ont pu occuper, mardi dernier, une base militaire donnant sur le détroit stratégique de Bab el-Mandeb, au bord de la mer Rouge. La 17e Division blindée du district de Dabab, dans le Sud-Ouest du Yémen, les a laissé passer, démontrant, par-là, le niveau de riposte, qui attend les armées des pétromonarques et de leurs alliés, en cas d'intervention, au sol, sans préjudice de la réaction des populations, dans un sursaut nationaliste.

Ceci étant, l'intervention des Saoud, qui ont réussi à fédérer huit pays arabes, dont l'Egypte, fait, grandement, les affaires de l'entité sioniste, qui trépigne d'impatience de voir Washington infléchir son processus de normalisation avec l'Iran. Chose, qui a, aussi, fait surgir de terribles craintes, au sein du Conseil de coopération du golfe Persique, ses membres acceptant très mal que leur parrain étatsunien puisse réviser sa vision géostratégique, au Moyen-Orient.

Quant à la propagande des Arabes coalisés, emmenée par Al-Jazeera, ses consœurs et quelques titres atlantistes, à travers la région, elle peine à contrer une véritable insurrection, sur les réseaux sociaux, qui dénonce, avec force, l'opération «Tempête décisive», lamentable évocation de la «Tempête du désert» étatsunienne. Reste que toutes les prévisions augurent que les Saoud, au moins, ne s'en sortiront pas indemnes, quelles que soient les destructions qu'ils vont infliger aux infrastructures yéménites, déjà, que sont enregistrées des «bavures», qui font des centaines de morts, parmi les civils. french.irib.ir 03.04

Au tour des "jeunes hommes".

On a qu'une envie : Leur dire d'aller se faire foutre !

Après les pauvres profiteurs, les chômeurs fainéants, les assurés sociaux fraudeurs, les musulmans terroristes, les jeunes délinquants, les parents violents, les époux frappeurs, les Français racistes, les professeurs pédophiles, c'était le 1er avril.

S'il vous plaît, cessez de dire pas que la société ou le monde serait pourri, voyez plutôt comme la population couche par couche est détestable, soyez honnête avec vous-même pour une fois, ne vous reconnaissez-vous pas dans au moins une de ces catégories au comportement si misérable, franchement, ne méritez-vous pas le sort qu'on vous a réservé ?

Voilà ce qu'ils distillent quotidiennement pour rabaisser les masses et les convaincre qu'elles ne valent pas mieux que ceux qui nous gouvernent, pour leur interdire d'avoir confiance en elles-mêmes et de prendre leur sort en mains. Aidons-les à démolir cette propagande qui tient de la guerre psychologique à des fins politiques, donc économiques.

- Tâches ménagères : les clichés persistent ? - Francetv info

Les inégalités hommes-femmes persistent. C'est du moins ce qu'il ressort d'une nouvelle étude sur la répartition des tâches domestiques chez les 15-24 ans.

Selon une étude sur les 15-24 ans, un jeune homme y passe en moyenne une heure par jour contre 1h 44 pour les jeunes filles. Les raisons de cette inégalité ? Une question d'éducation selon Ariane Pailhé, sociologue chercheuse à l'institut national d'étude démographique. Francetv info 03.04

1h 44 chronomètre en main, quel délire !

Et plus tard cela ne s'arrange pas !

Passé 25 ans, ces inégalités se creusent. "Les femmes consacrent pratiquement deux fois plus de temps en moyenne que les hommes", rapporte la journaliste de France 2. Francetv info 03.04

Et dire que les femmes trouvent encore le moyen de vivre plus longtemps que les hommes, c'est injuste !

Commentaire d'un internaute

- "Encore à nous les casser avec les pauvres femmes brimées ?

Et les hommes qui se tuent sur les chantiers ? Ont-ils jamais demandé que la moitié des victimes soit des femmes ?

Et les garçons obligés de faire la guerre, nos cruches féministes y auraient-elles pensé ?"

Vous avez oublié les matons, les pompiers, les maîtres nageurs et les funambules !

Au fait les féministes les plus hystériques sont souvent... des hommes.

ACTUALITE EN TITRES

Ah la dialectique !

- 71% des Français n'ont plus confiance dans la qualité de la démocratie - Le Huffington Post

Ce sera un de nos sujets de causerie demain ou lundi, la dialectique en compagnie d'Engels.

Comment annoncer un remaniement ?

- Les Français veulent un remaniement - Le Huffington Post

Les places sont rares et convoitées.

- EELV: Placé n'exclut pas d'entrer au gouvernement contre l'avis de son parti - AFP

Placé est à EELV, ce que Hollande, Valls et Fabius sont au PS : l'extrême droite.

Barbarie

- Le Kenya pleure ses morts - Francetv info

L'attaque terroriste des Chebabs somaliens a fait 148 morts au moins jeudi 2 avril. Francetv info 03.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Israël bombarde la Syrie et la Libye - french.irib.ir

Les avions de combat du régime sioniste ont attaqué des convois de missiles, en Syrie et en Libye, ont fait part des sources digne de foi.

Les avions de chasse du régime sioniste ont pris pour cible, hier, jeudi, un convoi militaire, en Libye, a-t-on appris du site d'information libanais, Akhbar al-Yaoum.

Ce convoi a été attaqué, avant d'entrer dans les territoires égyptiens, selon ce rapport. De même, ce régime a pris pour cible un autre convoi, en Syrie, dans la localité de Quneitra, selon des sources dignes de foi.

Le régime sioniste a prétendu que ce convoi allait se rendre au Liban, pour mettre des armes à la disposition du Hezbollah. french.irib.ir 03.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Radio France : 16e jour d'une grève qui s'enlise - Francetv info

La situation dans le groupe publique se radicalise. La grève, historique, va se poursuivre jusqu'au 7 avril au moins.

1.2- Mouvement de grève à Cimpa mardi et vendredi - La Tribune

L'intersyndicale CFDT, CFE-CGC, CFTC et FO de la société CIMPA annonce deux manifestation mardi 7 au vendredi 10 avril à Blagnac, Toulouse et Saint-Nazaire, devant les entrées des sites d'Airbus. Opposés à la vente de leur entreprise par Airbus, les syndicats sont "inquiets de la situation sociale et économique du groupe Sopra-Steria", repreneur retenu par l'avionneur. Ils demandent "un vrai dialogue social" et des "réponses concrètes à leurs revendications".

2- Canada

- Canada : la police montréalaise réprime les manifestants - french.irib.ir

La police canadienne a utilisé des gaz lacrymogènes et des matraques contre les manifestants, à Montréal. Selon la chaîne de télévision Russia Today, la police anti-émeute canadienne a recouru aux gaz lacrymogènes et aux coups de bâton contre les manifestants qui étaient descendus vendredi dans la rue à Montréal, en signe de protestation contre la politique d'austérité économique.

Plus de 70.000 personnes, pour la plupart des étudiants, professeurs d'université et personnel de l'éducation supérieure, ainsi que les membres des syndicats ouvriers, ont manifesté ce vendredi contre les sérieux coupes budgétaires prévues pour les secteurs de la santé, des services sociaux et de l'Education.

Le Québec, au Canada a été ces derniers jours le théâtre de plusieurs manifestations de ce genre. Les politiques de dureté appliquées par le gouvernement canadien ont créé des conditions de vie difficiles pour les couches moyennes et défavorisées de la société et provoqué de vastes contestations de rue accueillant différents groupes sociaux. french.irib.ir 03.04

Haut de page

Le 5 avril 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h30.

On a formaté en pdf la causerie de mars, un lien manquant dans le bandeau en haut de l'écran a été ajouté. On a aussi mis dans un fichier unique (8,8 MO) toutes les causeries de 2014, 2104 pages.

Entre août 2008 et décembre 2014, on a publié dans les causeries 11.140 pages. Plus de 12.500 articles ont été archivés et sont disponibles en principe. Il y en a eu davantage mais ils ont été perdus lors d'incidents, type disque dur hors d'usage ou changement de serveur suite à une attaque informatique. Je ne pensais pas que cela pourrait m'arriver, je n'y avais pas du tout pensé en fait, et je n'avais rien sauvegardé comme un crétin ! J'en suis au quatrième ordinateur depuis 2004. La dernière carte mère fonctionne toujours depuis de 5 ans, un miracle ! Je n'ose même pas en parler, c'est ma hantise, surtout que maintenant je n'ai plus de fric !

Avec 6 ans de retard je viens de constater que le fichier pdf des causeries de 2008 était incomplet, puisqu'il ne comportait que les causeries du mois d'août,. J'ai donc rapidement reformaté ce fichier, par contre je n'ai pas ajouté de table pour accéder à

chaque mois ni corrigé les erreurs de liens qui ne permettent pas d'accéder aux dates demandées. Les mois se suivent chronologiquement. Je pense que ces causeries étaient intéressantes même si depuis mon niveau a évolué, parce qu'il y figurait les motivations qui m'avaient poussé à opter pour ce genre de communication ou présentation de mes idées.

C'était le début des causeries, et n'y connaissant rien en informatique il m'a fallu un peu de temps avant d'acquérir quelques notions de base et améliorer la présentation des fichiers. Par la suite j'ai continué de commettre des erreurs de liens en oubliant d'écrire certaines balises, en fait j'ignorais où se situaient les problèmes, depuis je les ai résolus et je pourrais proposer un fichier annuel parfait, mais je n'en ai pas trouvé le temps en 2014, j'essayerai fin 2015 si j'en ai le courage car cela nécessite du boulot supplémentaire évidemment.

Je rappelle que j'ai effectué tout ce boulot absolument seul dans mon trou en Inde, il fallait être motivé, n'est-ce pas ? J'aurais préféré que ce soit le produit d'un travail collectif, mais apparemment c'est difficile à concevoir en étant à 10.000 kms de la France.

Avec ce qui est en train de se passer en France depuis mai 2012, avec une première accélération depuis que Valls a été nommé Premier ministre, puis une seconde avec le banquier Macron, la prochaine offensive est déjà annoncée, on ose se dire que cela devrait faire réfléchir les militants et si c'est encore possible nos dirigeants sur les raisons pour lesquelles nous en sommes arrivés là, on ose croire encore à un sursaut et à une recomposition du mouvement ouvrier sur les bases du marxisme et du socialisme, tout en sachant qu'il existe une multitude d'obstacles encore à abattre avant d'y parvenir, notamment l'inertie de l'histoire qui consiste à croire que les réponses qu'on a apportées aux questions qui se posaient à nous dans le passé étaient forcément les bonnes, alors que manifestement ce n'était pas le cas, à laquelle s'ajoute le climat délétère qui règne en France qui n'encourage pas vraiment à faire preuve d'audace, or il en faut pour mettre un terme à ce cycle infernal, qui sinon nous conduit à la catastrophe ou à l'abîme.

On aurait souhaité apporter une contribution à notre combat plus élaborée, plus constructive aussi, mais apparemment l'individualisme ambiant, l'esprit de chapelle ou le sectarisme, le dogmatisme en ont décidé autrement. Dont acte. J'ai supprimé la rubrique Tribune libre et Liens en réaction à cet état d'esprit déplorable que je ne partage pas. Le manque d'intérêt pour notre portail de la part des militants ou des lecteurs témoignent aussi du défaitisme qui ronge nos rangs, du pessimisme qui s'est emparé de bon nombre de militants qui se cantonnent au train-train quotidien sans rien attendre de plus, nous leur disons aussi que le pire les attend et qu'il arrive à grande vitesse, absolument personne ne sera épargné.

Pondichéry 13h30.

Gouverner par substitution.

Comment vous persuader que vous ou vos semblables êtes responsables de votre propre malheur.

Acte I - Alors que les élections départementales se soldaient par un désaveu cinglant de la politique du gouvernement, le soir même Valls lançait qu'il avait compris le message et qu'il allait maintenir le cap pour répondre aux "attentes des Français", autrement dit qu'il se contrefoutait ouvertement de leurs aspirations.

Acte II - Moins d'une semaine plus tard, pour légitimer l'attitude et la décision adoptées par Valls 6 jours plus tôt, les résultats d'un sondage fabriqué confirment non pas que Valls piétinerait allègrement la démocratie, mais le contraire. Et comment sont-ils parvenus à réaliser ce tour de passe-passe ? Tout simplement en occultant les résultats de cette élection déjà passés à la trappe.

Acte III - Car il faut comprendre que Valls n'aurait pas pu tenir plus longtemps cette posture qui relevait manifestement d'un déni de la réalité pour justifier la poursuite de son offensive contre les travailleurs, sans parler qu'à tout moment un contradicteur pouvait lui opposer les résultats de cette élection. Aussi pour remédier à cette contradiction et à cette situation plutôt inconfortable, ils se sont employés à en créer une autre au moyen d'un artifice, un sondage.

Pour conclure, ils ont procédé par substitution, ils ont remplacé les résultats de cette élection qui étaient défavorables au gouvernement par un sondage favorable à sa politique et le tour était joué. Quand on observe de quelle manière les choses se passent, comment elles s'embraient, on doit en déduire qu'ils avaient plannifiées leur affaire.

La crise du capitalisme et ses besoins pressants qu'incarne la politique ultra réactionnaire du gouvernement, finissent par ronger ou miner son pouvoir politique et constituer une menace pour ses institutions. Ils ne peuvent se traduire que par leur rejet par majorité de la population qui s'exprime désormais lors de chaque élection, au point que le gouvernement en place et sa soi-disant majorité parlementaire sur laquelle il s'appuie sont en réalité minoritaire et illégitime, les représentants de la classe dominante au pouvoir ne dispose plus de majorité au sein de la population.

Alors comment faire pour continuer de gouverner et se prévaloir d'une certaine légitimité quand les résultats des élections constituent un désaveu de votre politique ? En fabriquant de toutes pièces cette légitimité au moyen de sondages truqués dont les résultats vous seront favorables. Et pourquoi en sont-ils arrivés là ? Parce que la crise du capitalisme et les mesures violentes

et ultra réactionnaires qu'elle exige de prendre contre les masses exploitées sont incompatibles avec l'exercice élémentaire de la démocratie.

Les instituts de sondages détenus ou financés par les dirigeants de la classe dominante sont devenus des instruments de coercition contre le peuple au service du capitalisme.

De simple outils de conditionnement, ils sont devenus de puissants instruments politiques amenés à fonctionner comme des machines de propagande au service du gouvernement ou à faire pression sur lui si nécessaire, de manière à persuader la population que le gouvernement agirait forcément pour son bien, puisque c'est lui qui serait demandeur de la politique (antisociale ou impérialiste) qu'il applique.

Ce sont devenus des armes de la guerre politique et idéologique (et psychologique) que mène la classe dominante destinées à manipuler les consciences, à saper ou détruire les bases de la démocratie, elles en sont la négation.

- Les Français estiment que Manuel Valls ne doit pas changer de cap - LeMonde.fr 62 % des Français ne souhaitent pas changer de premier ministre selon un sondage Ifop réalisé pour le « Journal du dimanche ».Les Français estiment que Manuel Valls ne doit pas changer de cap. LeMonde.fr 04.04

- 63% des Français ont une «mauvaise image» des écologistes - 20minutes.fr Ils souffriraient notamment de leurs divisions, selon un sondage Odoxa pour «Le Parisien»-«Aujourd'hui en France» dévoilé ce samedi soir. 20minutes.fr 04.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Travailleur jetable.

- Après le CDI et le CDD, bientôt le "contrat flexible" ? - Francetv info

69% des Français et 59% des sympathisants de gauche sont pour la création d'"un nouveau contrat de travail plus flexible pour les PME", selon un sondage Odoxa pour l'émission d'i-Télé "CQFD" et Le Parisien, également publié samedi.

Selon Le Parisien du samedi 4 avril, l'Elysée a une autre idée en tête : "Etendre le contrat de chantier utilisé dans le bâtiment - appelé aussi parfois contrat de mission - à certains secteurs d'activité comme l'informatique, les services aux entreprises, le conseil, les SS2I, le numérique..."

Avec le contrat de chantier, "il est possible de licencier le salarié à la fin de la mission pour laquelle il a été embauché". "Quelques milliers sont signés par an, dans la construction des autoroutes ou encore des lignes ferroviaires", précise le quotidien.

"L'employeur embauche un salarié en lui indiquant que sa mission dans l'entreprise est exclusivement liée à la réalisation d'un ouvrage ou de travaux précis, dont la durée ne peut être préalablement définie avec certitude. A l'achèvement du chantier, le salarié est licencié avec les mêmes droits qu'un licencié économique", explique un spécialiste du droit du travail au Parisien. Francetv info 04.04

La "gauche radicale" était finalement inféodée au FMI et à l'UE, de droite quoi.

Rappelons aux amnésiques qu'à l'origine (en 1789 en France) être de gauche ou se situer à gauche signifiait combattre pour le renversement du régime économique en place et l'instauration d'un nouveau mode de production, en 1789 substituer au régime féodal le mode de production capitaliste, de nos jours ou depuis l'instauration du capitalisme pour les militants ouvriers, substituer au régime capitaliste le mode de production socialiste, remplacer le mode de production de la propriété privée des moyens de production par le mode de production de la propriété collective des moyens de production.

Précisons que pour parvenir à cette révolution du mode de production, il faut nécessairement au préalable avoir renversé le pouvoir politique en place, liquider les institutions politiques qui avaient été créées par les détenteurs de l'ancien mode de production et fonctionnaient de manière à assurer la pérennité de leur mode de production et de leur pouvoir. En résumé pour parvenir à réaliser une révolution sociale, il faut absolument au préalable réaliser une révolution politique, détruire de fond en comble l'appareil d'Etat de l'ancien régime pour le remplacer par un appareil d'Etat correspondant aux besoins du nouveau régime. Cette condition est incontournable pour empêcher les tenants de l'ancien régime de se servir de leurs institutions contre le nouvel Etat, l'Etat ouvrier, socialiste ou la République sociale.

Etre de droite, c'est adopter ou soutenir le capitalisme, s'en accommoder, n'entrevoir aucune issue politique au-delà du capitalisme.

Etre de gauche, c'est exactement l'inverse, combattre pour l'abolition du capitalisme et l'ensemble de ses institutions financières et politiques nationales, européennes ou internationales, refuser de s'en accommoder, toute conciliation ou compromis, concevoir qu'il ne peut exister d'issue politique conforme aux besoins fondamentaux et collectifs des exploités et des opprimés dans le cadre du capitalisme et que par conséquent il doit disparaître.

Cela doit se traduire pas le soutien à la totalité des revendications sociales des travailleurs des villes et des campagnes, manuels et intellectuels des secteurs public et privé, la défense de tous leurs droits sociaux et politiques, de mener quotidiennement le combat à leur côté sans sectarisme en les aidant à s'unir, à s'organiser et à se rassembler ainsi que leurs différentes organisations dans la mesure où elles partagent leur combat, dans la perspective du renversement du régime en place et l'avènement d'une République sociale, objectif politique dont les masses révolutionnaires doivent être les principaux acteurs et qui ne pourra être atteint qu'à condition qu'elles construisent leur propre parti indépendant du régime en place, sur la base de cet engagement qui structure son programme.

Il ne suffit pas d'avoir de grandes et généreuses idées, faut-il encore démontré qu'on en est à la hauteur, qu'on en est digne ou qu'elles ne reposent pas sur du vent et dépassent le stade des bonnes intentions, des paroles, ce qui est le cas malheureusement de nos jours de la presque quasi-totalité des intellectuels répertoriés à gauche. Pourquoi en sont-ils là ? Parce qu'ils tournent le dos au prolétariat.

Ils refusent d'admettre que le développement historique du capitalisme conduit soit à la barbarie, soit au socialisme, et que seule la classe des exploités et des opprimés parce qu'elle constitue la majorité de la société peut mettre fin au capitalisme ou permettre de déboucher sur une alternative au capitalisme conforme aux intérêts de l'humanité entière. Ils refusent d'admettre que le sort de l'humanité dépendrait de la classe la plus nombreuse dans la société, pour s'en remettre à celle qui est minoritaire et détient le pouvoir actuellement.

Cette absence de logique chez ces intellectuels est frappante, choquante, elle saute aux yeux pourtant, mais apparemment ils s'en accommodent fort bien. Ils ont une conception élitiste de la société qui les aveugle, au point de croire que l'avenir de l'humanité dépendrait d'une sorte d'alliance entre l'élite intellectuel et les capitalistes, alors qu'elle ne peut qu'exister que dans la forme qu'elle a pris de nos jours, celle de la pire réaction.

Une telle confusion confine au ridicule, à moins qu'elle témoigne de leur capitulation rampante devant l'ordre établi, qui s'exprime régulièrement à travers leurs tentatives de concilier l'inconciliable. Par exemple les Charlie et les anti-Charlie comme vient d'en faire la démonstration Michel Collon, qui chacun de leur côté n'exprimaient rien d'autres que des illusions ou une interprétation erronée de la réalité. On imagine sans peine ce que pourrait donner sur cette base la réunion des deux, sinon un cocktail détonant sans autre perspective politique que leur propre explosion ou dislocation !

Les intellectuels, les militants ouvriers conscients ne peuvent jouer un rôle positif dans la société et pour l'avenir de l'humanité ou encore pour la cause du socialisme, qu'à partir du moment où ils admettent que c'est uniquement auprès des masses exploitées qu'ils doivent prendre leurs ordres et que c'est uniquement à elles qu'ils ont des comptes à rendre. Et c'est seulement à partir du moment où ce genre de rapports existent réellement, que les éléments les plus déterminés ou conscients engagés dans le combat politique ou oeuvrant pour le progrès social ou une société débarrassée du règne de l'exploitation et de l'oppression, qu'il sera possible d''entraîner, de mobiliser l'immense masse des exploités et des opprimés pour renverser l'ordre établi et établir une société meilleure et plus juste.

Sinon, cela sert à quoi de parler au nom des exploités et des opprimés du monde entier ? A rien, sinon les induire en erreur et être réduit à l'impuissance, car c'est bien l'état actuel de ces intellectuels qui refusent obstinément de se tourner vers les masses et le socialisme auquel ils n'ont manifestement pas compris l'essentiel, car sans les masses révolutionnaires et leur parti pour les guider, aucun changement de société ne sera possible, cela figurait en guide de conclusion des travaux de Marx et Engels, dont la révolution russe de 1917 a apporté une éclatante confirmation.

- En pleine négociation avec l'UE, Athènes semble chercher d'autres appuis - AFP

En pleine négociation difficile avec ses partenaires de l'Union européenne, Athènes a annoncé samedi la visite du ministre des Finances à Washington, précédant de quelques jours celle du Premier ministre à Moscou.

Yanis Varoufakis rencontrera dimanche la directrice générale du FMI Christine Lagarde, puis lundi des responsables du Trésor américain, dont Nathan Sheets, sous-secrétaire au Trésor américain en charge des affaires internationales. Il s'entretiendra aussi avec Caroline Atkinson, la conseillère de Barack Obama pour les affaires économiques internationales.

Un porte-parole de M. Varoufakis a expliqué à l'AFP que celui-ci voulait associer le FMI au déroulement des négociations en cours avec l'Union européenne, et qu'il était "normal" de présenter les réformes envisagées aux Etats-Unis, premier actionnaire du FMI.

Le président du Parlement européen Martin Schulz, interrogé par le journal allemand Hannoversche Allgemeine Zeitung, a demandé à M. Tsipras de "ne pas mécontenter ses partenaires européens" en risquant de rompre l?unanimité de l'UE vis à vis de la Russie. Cela alors que la liste de réformes mise au point par la Grèce et la récente visite de M. Tsipras à Berlin "plaçaient Athènes en position de retrouver confiance et crédibilité".

Dans une interview au Rheinische Post, le ministre allemand de l'Economie Sigmar Gabriel a préféré minimiser le risque stratégique : "Je ne peux imaginer que quiconque à Athènes soit prêt à tourner le dos à l'Europe pour se jeter dans les bras de la Russie", a-t-il dit. AFP 04.04

C'était écrit d'avance, nous n'avons cessé de le répéter...

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi les épargner ? Pas de quartier !

- Vie d'une élue municipale: «Ne jugez pas trop vite et trop durement vos élus» - 20minutes.fr

- «Les élus municipaux ont une vraie bienveillance avec leurs administrés» - 20minutes.fr

Quelle hypocrisie !

L'oligarchie financière détient la solution pour faire supporter la crise du capitalisme à la plèbe : L'obscurantisme.

- Boubakeur veut doubler le nombre de mosquées en France d'ici deux ans - AFP

Haut de page

Le 6 avril 2015

CAUSERIE

On a ajouté 12 articles.

Quand on lit : "*La décomposition des partis qui, historiquement, plongent leurs racines dans le mouvement ouvrier souligne la nécessité d'une représentation politique de la classe ouvrière fidèle à ses intérêts.*, extrait de l'éditorial d'Informations ouvrières (n °345) signé par les trois secrétaires nationaux du POI, à croire qu'ils en feraient encore partie, on peut encore l'admettre pour le PCF, mais certainement pas pour le PS, on s'étrangle, on suffoque, on a l'impression d'être trahi, non ?

Ce n'est certainement pas en lorgnant sans cesse vers ces partis qu'il sera possible de construire un véritable parti ouvrier indépendant de l'Etat et du capital, sinon cela se saurait depuis longtemps.

Laissons-les à leurs fétiches.

Vouloir changer l'homme sans être parvenu à changer la société : C'est réactionnaire.

Les deux conceptions du développement historique de la civilisation humaine sont antinomiques et irréconciliables. Ceux qui prétendent le contraire sont des charlatans ou des ignorants.

Après avoir lu l'article *Selon Obama, le monde serait « plus sûr » assis sur « La » bombe*, je me suis fait la réflexion que l'homme était décidément con au-delà de tout ce qu'on avait pu imaginer pour accepter de vivre dans un monde aussi pourri. Cette réflexion ne s'adressait pas à l'auteur de cet article ou à Obama mais bien à la population, à nos contemporains. On verra plus loin qu'en réalité elle concernait les donneurs de leçons érigés en procureurs de la pensée et de notre mode de vie.

Cette réflexion peut choquer ou paraître au premier abord contradictoire avec les idées que je défends. En y réfléchissant un peu,

pas du tout. Contradictoire ne signifie pas forcément contraire, sauf pour des esprits obtus ou sclérosés.

En fait elle est réaliste ou correspond à la réalité, il faut être lucide et ne pas se bercer d'illusions. Etre réaliste ne signifie pas pour autant avoir une vision réductrice de la réalité, qui ne se borne pas seulement à ce constat, à moins de la ramener à une somme d'expériences traitées comme des abstractions qui s'annuleraient ou se neutraliseraient ou qui n'auraient aucun rapport entre elles.

La réalité par l'ensemble des facteurs et des rapports qui la composent et qui sont amenés à se développer ou à évoluer, comportent déjà l'ensemble des éléments qui composeront la situation à venir, dont l'agencement demeure en partie inconnu mais l'orientation déterminée sans qu'on en connaisse l'issue, compte tenu que le comportement d'un ensemble d'éléments variables déterminants nous échappe, ce qui ne signifie pas qu'on ne pourrait pas les prévoir ou les saisir à l'avance.

L'évolution probable de la situation dans un sens ou un autre repose sur la réalisation ou non de certaines conditions dont on connait la nature. On ne peut la percevoir ou en avoir une idée qu'à partir du moment où on part de la réalité ou de la situation présente dans sa totalité. Ce qui sera impossible quand on se berce d'illusions, qui consiste justement à s'écarter de la réalité ou à l'ignorer.

Le génie de Marx et Engels s'est d'avoir mis en lumière et théorisé le fait que l'état d'arriération des masses exploitées n'était pas un obstacle insurmontable à leur émancipation, dès lors que les conditions sociales étaient réunies pour qu'elles passent à l'action, et surtout qu'il n'était pas figé ou irrémédiable dans la mesure où elles avaient été maintenues artificiellement dans cet état-là, et s'évaporerait pour ainsi dire dès lors que les conditions politiques seraient réunies pour leur faire atteindre un niveau de conscience supérieur, à partir duquel il serait envisageable de pouvoir changer la société.

Ceci dit, le contenu précis de ces conditions sociales a évolué au même rythme que les transformations de la société et de la lutte des classes, et quant aux conditions politiques, aussi bien leur contenu que le niveau de conscience nécessaire pour entrevoir la possibilité de changer la société ont évolué également, si l'ensemble de ces conditions demeurent valables, il est indispensable de déplacer le curseur sur une échelle quantitative et qualitative pour qu'elles demeurent ou soient opérantes ; on aura compris que si on confondait les conditions de travail et d'existence d'un ouvrier à la fin du XIXe siècle avec notre époque et qu'on lui tenait le même discours en espérant obtenir les mêmes résultats, forcément on ne parviendrait à rien.

Si l'ensemble du processus qui mène à la prise du pouvoir par la classe ouvrière demeure le même parce que la nature des classes ou du régime n'a pas fondamentament changé, cela ne signifie pas que l'ensemble des facteurs qui le composent n'ont pas profondément évolué. Ce n'était pas ce processus qui devait être modifié pour finalement être abandonné, mais notre vision de ces différents facteurs pour l'adapter à ce processus qui évidemment devait connaître un certain nombre de modifications sans le dénatuer.

Pour revenir à ma réflexion du départ, l'homme ou le travailleur si vous préférez peut être très con ou pire encore, mais pas pour autant incapable de se surpasser si l'occasion lui est fournie. En dehors des cinglés qui nous gouvernent et leurs commanditaires qui sont tout juste bons à être exterminés, il n'existe pas un seul homme sur terre qui soit favorable à l'existence des armes nucléaires, chimiques, bactériologiques, et pourtant, soit en soutenant les partis institutionnels, soit en adoptant une attitude neutre ou insouciante, ils les laissent agir à leur guise. J'ai pris cet exemple parmi des milliers d'autres parce qu'il est particulièrement frappant, et si demain nous parvenions au pouvoir et que nous abolissions toutes ces armes, personne ne condamenerait notre décision parce qu'en réalité tout le monde la partageait déjà.

Le peuple est très con, les gens sont abrutis, l'homme est détestable, on a envie de dire à ceux qui font la chasse à ses préjugés archaïques, à ses pensées nauséabondes qu'ils feraient bien de se regarder, parce qu'en attendant on a plutôt l'impression que ce sont eux qui le sont quand ils mènent ces campagnes infâmes au côté de ceux qui n'ont de cesse de s'attaquer à leurs droits au lieu de les combattre.

Ils veulent les forcer à changer, ils ne les supportent pas tels qu'ils sont, ils les maltraitent, en eux-mêmes ils les méprisent, alors qu'ils ne changeront que lorsque les conditions ou rapports économiques et sociaux qui sont à l'origine de leur pensée et de leur comportement auront disparu, ce qui n'est évidemment pas le cas aujourd'hui ni demain. Ils s'imaginent que l'homme peut changer sur un simple commandement, par décret, par une loi qui plus est répressive, ils se prennent pour des justiiciers, ils ont le même état d'esprit que les procureurs généraux, le législateurs, les représentants de la classe dominante, la réaction, ils participent donc à la répression des opprimés, de quoi vous faire détester tout ce qui se réclame de la gauche et de l'extrême gauche, du mouvement ouvrier, tous ceux qui parlent au nom des travailleurs qui heureusement encore ne leur ressemble pas car on en aurait honte jusqu'à la fin de nos jours, au passage, un service rendu à l'extrême droite qu'ils prétendent aussi combattre mais qu'en réalité ils alimentent.

Personnellement je suis issu de ce milieu ouvrier arriéré, très con, réactionnaire, détestable par bien des aspects, mais aussi rempli de qualités pour m'avoir enseigné des valeurs et des principes que je retrouve dans le socialisme, et en vivant en Inde, en partageant ma vie quotidienne avec une femme encore plus arriérée, je devrais haïr la terre entière, et pourtant je suis animé par un puissant sentiment inverse, de révolte, de tension explosive, non pas contre ces 1,2 milliard d'Indiens, mais contre ceux qui ont

fait en sorte de les maintenir dans cette condition. Ils sont mille fois plus profondément arriérés que le dernier des arriérés en France et leur comportement constitue une provocation permanente à l'encontre de mes principes et valeurs que je n'essaie pas de leur imposer, sauf quand mes intérêts fondamentaux ou ma vie étaient menacés, c'est la seule exception que je me suis accordé, à bon escient puisque cela avait permis d'apaiser la situation. Je précise que ce n'est pas le cas de ma compagne sans que j'ai trouvé le temps de me demander exactement pourquoi, hormis les préceptes liés à l'hindouisme et qui sont communs à toutes les religions, ainsi que le contact avec des occidentaux pour lesquels elle a travaillé pendant plus de 20 ans.

Si j'étais animé par la conception du développement de l'humanité que veut nous imposer les représentants de la classe dominante et sa ribambelle de laquais, les tenants du capital n'en croyant pas un mot pour mener ses affaires à bien soit dit en passant, ce qui rend ses serviteurs encore plus grotesques et odieux, j'aurais envie de tuer un Indien par jour à défaut de pouvoir les changer, et quand bien même ils sont tellemient nombreux que je n'en viendrais jamais à bout ! Ceci témoigne que vouloir changer l'homme avant de changer la société est un non-sens, une absurdité contredite par les faits ou l'expérience millénaire qu'il a acquise qui prouve exactement le contraire.

En réalité, pourquoi veulent-ils absolument changer le comportement des hommes au lieu de commencer par changer la société, on pourrait ajouter sachant que c'est impossible sauf à violer leurs convictions ? Parce qu'ils ne veulent pas changer la société contrairement à ce qu'ils affirment ou à leurs étiquettes politiques. Plus précisément, pour répondre à cette question il faut remonter aux fondements de la société, à ce qui la structure à la base, à ce qui structure l'ensemble de ses rapports ou sur laquelle se développe par la suite son infrastructure, ses institutions, etc. pour aboutir au mode de production en vigueur qui correspond à un stade de développement des forces productives et de la lutte des classes qui sont les véritables moteurs de l'évolution de l'humanité depuis le néolithique... Ce qui signifie que changer la société implique ou suppose la nécessité de changer de mode de production, donc liquider le mode de production capitaliste et passer à un mode de production ou les moyens de production appartiennent à l'ensemble des producteurs de richesses de telle sorte que personne ne puisse se les approprier et en tirer un profit supérieur à celui distribué à chacun des producteurs.

Bien que ce changement radical des rapports sociaux de production qui sont à la base de tous les rapports sociaux dans la société soit engagé à un moment donné et soit orienté vers la liquidation à terme des facteurs d'inégalité, les rapports de dominant à dominé ou l'existence des différentes classes sociales qui incarnent ces rapports, cela ne signifie pas pour autant que du jour au lendemain toutes traces de ces rapports qui influencent le comportement des hommes auront disparu, puisque pendant toute une période la division de la société en classes n'aura pas totalement disparu loin s'en faut, car il faudra que ce changement s'effectue au-delà d'un seul pays, sur tout un continent puis à l'échelle mondiale pour arriver à son terme.

Avant d'en arriver là, ce changement engagé permettra d'éliminer les principales sources d'inégalités qui sont à l'origine des préjugés archaïques ou aveugles persistant de la majorité de la population qui disparaîtront naturellement sans même qu'on ait besoin de les combattre puisque leur source aura été tarie.

Je pourrais prendre pour exemple ma propre expérience qui le confirme. Au départ je viens de très loin, à 19 ans encore j'étais totalement arriéré ou le parfait abruti, j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de raconter mon parcours dans des causeries pour ne pas y revenir ici. Ayant finalement acquis la conscience de la nécessité de ce changement de mode de production et des moteurs du développement de la civilisation humaine qui sont à l'origine des différents stades (et modes de production) par lesquels la société est passée, je ne présente absolument plus aucun de ses préjugés, ni ceux du peuple ignorant ou arriéré ni ceux de ces donneurs de leçons qui s'emploient à le juger, j'ai adopté ou j'applique le mode de pensée lié à un stade supérieur de la société qui n'existe pas encore ou demeure à l'état latent dans les étrailles du capitalisme sans l'imposer à quiconque, et j'essaie de faire en sorte que mon comportement dans la vie quotidienne soit conforme à mes idées ou au socialisme, de dis j'essaie car parfois on peut se laisser aller à des écarts faute de temps ou de moyens sur le coup pour procéder autrement, personne n'est parfait et je n'ai jamais prétendu le contraire, en général je me juge avec une sévérité extrême et je m'en veux terriblement d'avoir pu commettre une injustice que je corrige par la suite.

Bref, on aura compris que l'homme peut être amené à changer radicalement de comportement ou d'idées, mais que cela demeure l'exception, et que partant de ce constat s'il fallait que la majorité des hommes aient changé pour changer la société ou résoudre définitivement les problèmes auxquels nous sommes confrontés, on pourrait attendre indéfiniment, sans parler que cette conception de la société est contredite par le processus dialectique qui est à l'origine de sa transformation. Elle correspond tout au plus aux besoins individuels du petit bourgeois un tant soit peu évolué qui se satisfait de connaissances surfaites, superficielles ou incomplètes, et qui pour conserver ses privilèges ou son confort ne tolère pas que des gens conservent des idées ou des préjugés qui viennent heurter sa bonne conscience, sans qu'il se demande à quoi elles sont liées puisque cela le forcerait à affronter le régime en place auquel il est soumis, ce qu'il ne peut évidemment pas avouer.

Cela est valable pour les intellectuels en général qui demeurent incapables d'analyser à fond la situation ou qui s'y refusent obstinément, ils en viennent obligatoirement à se rallier à l'ordre établi, à s'en remettre à l'une ou l'autre de ses institutions, autrement dit à se soumettre au capitalisme qui demeure leur horizon indépassable.

On se demande comment on peut en arriver à s'attaquer à un pauvre type sans défense qui n'a pas un sou de cervelle ou le juger, j'ai cru observer que les membres de l'extrême droite qui en sont habituellement dépourvus, n'agissaient pas autrement non plus en s'en prenant aveuglément à la population ou à certaines couches de la population, pas les privilégiés évidemment. Cela

devrait donner à réfléchir à certains.

L'extrême droite recourt à la violence et aux menaces pour exiger que la population change de comportement et de mode de pensée, en pratique pour qu'elle supporte les nouveaux sacrifices que la classe dominante veut lui imposer par la force, tandis que la pseudo-gauche et l'extrême gauche recourent aux partis qui incarnent les intérêts de la classe dominante et aux législateurs, pour lui imposer un tel changement et la réprimer en lui imposant des amendes et des peines de prison si elle s'y refusait. La pseudo-gauche et extrême gauche emploient un procédé plus raffiné, démagogique, pervers, sournois, dans la mesure où les véritables objectifs sont les mêmes (économiques) , à ceci près qu'ils n'apparaissent nulle part ou semblent si éloignés des sujets pour lesquels ils font campagne au côté du PS et ses satellites de droite, qu'il ne viendra pas à l'esprit de ceux qui y participent qu'ils peuvent être manipulés et servir en dernière analyse les intérêts du régime en place. Un tel développement est inévitable dès lors qu'on s'associe à un parti de droite, le PS, qui est l'antichambre du fascisme ou de la dictature, ou est prêt à y livrer la société si les besoins de la classe dominante l'exigeaient.

Nous n'avons jamais refusé de participer à de telles campagnes sur la base d'idées préconçues, mais parce que nous en connaissions parfaitement le contenu, l'orientation et les objectifs qu'elles visaient, qui devaient en être les victimes, toujours les mêmes évidemment, les masses exploitées et opprimées.

En régime capitaliste les idées et les comportements des hommes ne sont pas figés, ils peuvent progresser ou régresser en fonction de la situation du capitalisme, des conditions économiques qu'ils rencontrent favorables ou défavorables à leur évolution ou statut social.

Vouloir leur imposer à tout prix un changement prétendument progressiste de leur mode de pensée en période de crise du capitalisme est la pire posture qu'on puisse imaginer, puisqu'elle vient heurter leurs conditions matérielles d'existence qui tendent à se dégrader sans cesse, et ne peut les incider qu'à tourner leurs regards et leurs coups vers ceux que leur désigne la droite officielle et l'extrême droite comme boucs émissaires de la situation, habituellement les couches les plus faibles ou défavorisées de la société.

Comment peut-on se prétendre socialiste, communiste, trotskiste ou je ne sais quoi encore et adopter une posture aussi infâme, sinon avoir totalement tourné le dos à la cause pour laquelle on prétend combattre ou en être totalement ignorant. On a envie de leur dire qu'ils commencent par changer eux-mêmes avant de vouloir changer les masses, en fait je n'y crois pas pour me souvenir d'un enseignement d'Engels, quand un militant est formaté d'une certaine manière, il est extrêmement rare pour qu'il change, sauf peut-être au cours d'une révolution lorsqu'on a mieux à faire que de se pencher sur son passé, et encore. Laissons-les où ils sont et adressons-nous plutôt aux travailleurs.

Si par millions, plus de 23 millions lors des dernières élections, les travailleurs se détournent des institutions, parmi eux des centaines de milliers ou davantage encore ne sont plus sous l'influence d'aucun parti, comme dirait Lénine peut-être en référence à Engels, ils sont "vierges" et disponibles pour entendre un autre discours, certains peuvent certes rechercher leur salut dans des expériences individuelles, ils en reviendront un jour, tandis que d'autres peuvent être tentés de rechercher une issue collective à leurs difficultés, à nous d'être capables de s'adresser à eux et de les organiser.

En attendant tous ceux qui en ont les moyens matériels peuvent participer à la journée de mobilisation du 9 avril et si possible monter à Paris. francetvinfo.fr 05.04

Etat policier. Totalitarisme. Mise sous surveillance de la totalité de la population

Et à qui faut-il dire merci ? Aux Charlie ! Le pays est gouverné par de dangereux psychopathes et le mouvement ouvrier est sous l'emprise de Charlie.

- "Boîte noire" et surveillance du web : le projet de loi sur le renseignement est-il liberticide ? - francetvinfo.fr

Le texte prévoit la mise en place de "boîtes noires" observant les données de connexion des internautes pour y repérer des comportements suspects. Tristan Nitot, membre du Conseil national du numérique, explique à francetv info pourquoi cette mesure est dangereuse.

"Légaliser les activités de renseignement." C'est l'objectif, en apparence consensuel, du projet de loi sur le renseignement, résumé par son rapporteur, le député PS Jean-Jacques Urvoas. Présenté à la mi-mars par Manuel Valls, et approuvé en commission par les députés, mercredi 1er avril, avant d'être examiné par l'Assemblée nationale à partir du 13 avril, le texte, annoncé dans la foulée des attentats de janvier, est pourtant controversé.

Europe Ecologie-Les Verts, notamment, a dénoncé, jeudi, un projet "dangereux pour la démocratie et la citoyenneté". Elle appelle les députés à le rejeter. La commission sur le Numérique de l'Assemblée a émis des recommandations très négatives sur ce texte, qui fait l'unanimité contre lui chez les acteurs du web et les associations de défense des libertés, comme le montre cette infographie non-exhaustive du Monde. Ils pointent du doigt en particulier la mise en place de "boîtes noires" observant les données

de connexion de tous les internautes.

Francetv info a interrogé Tristan Nitot, membre du Conseil national du numérique, blogueur et auteur d'un livre à paraître sur le contrôle des données personnelles, sur les menaces liées à ce projet de loi.

Francetv info : En quoi consistent ces "boîtes noires" que le gouvernement veut mettre en place pour repérer les comportements suspects sur internet ?

Tristan Nitot : Concrètement, le texte autorise les services de renseignement à placer ces "boîtes noires" chez les fournisseurs d'accès à internet, les hébergeurs de sites web, ou encore les grands services en ligne que l'on utilise au quotidien, et où se trouvent nos données. Techniquement, ce sont de gros ordinateurs connectés au réseau et sur lesquels tournent des logiciels qui ont vocation à repérer des comportements suspects chez les internautes. Ces logiciels seront classés "secret défense" : on ne sait pas du tout comment ils fonctionneront. Mais ils auront accès aux métadonnées de chaque internaute : quelles sont les pages qu'il consulte, l'heure et la durée de la connection à chaque page, ainsi que le volume de données envoyé ou reçu. Rien qu'avec les métadonnées, on peut savoir si quelqu'un s'est connecté à YouTube pour consulter une vidéo ou pour la mettre en ligne.

Cette mesure, qui inquiète de nombreux acteurs d'internet, vous semble-t-elle dangereuse pour les libertés des citoyens ?

Je ne pense pas qu'il faille rejeter le projet de loi dans son ensemble. Mais cet aspect est liberticide car il met en place une surveillance de masse. Deux points me semblent fondamentalement gênants. Premièrement, cette surveillance n'est pas ciblée : on ne surveille pas quelqu'un en particulier, on surveille la population dans son ensemble. Et l'utilisateur ne sait pas s'il est observé. Cela pose problème car de nombreux textes de loi fondamentaux affirment qu'on a le droit à son intimité et au secret de ses communications.

Le deuxième aspect inquiétant est que cette surveillance des comportements suspects est exercée par un algorithme. Qu'est-ce que c'est qu'un comportement suspect ? Regarder le sens du mot "jihad" sur Wikipedia sera-t-il suspect, par exemple ? Je n'en sais rien, et le fonctionnement du logiciel qui le décide est secret. On sera surveillé pour des comportements suspects, déviants, qui ne sont pas clairement définis, et qui vont évoluer avec le temps.

Le gouvernement répond à ces craintes en mettant en avant plusieurs garanties, notamment le fait que les données collectées par ces "boîtes noires" resteront anonymes si elles ne révèlent rien qui laissent suspecter une activité terroriste...

Le gouvernement a plusieurs arguments sur le thème "ne craignez rien braves gens, vous pouvez dormir tranquilles" : il avance, par exemple, que les données collectées sont anonymes, et ce sont des métadonnées, c'est-à-dire qu'on n'écoute pas vos conversations, on ne lit pas vos textos, on n'ouvre pas vos mails. Mais on peut très facilement recouper ces métadonnées pour déterminer ce que vous êtes en train de faire.

Pour prendre un exemple qui pourrait s'appliquer à internet : si vous recevez un coup de fil d'un centre de prévention du sida, puis que vous appelez votre médecin, et ensuite SOS suicide, soit tout ce que les renseignements peuvent savoir, à votre avis, qu'est-ce qu'ils en déduisent ? Ecouter et observer internet, ce n'est pas pareil que mettre des caméras dans la rue. La rue est un espace public, internet pas seulement. C'est aussi un espace où vous mettez des tas de choses personnelles, vous stockez vos photos, vous discutez avec vos amis, vous faites des recherches sur votre santé. Observer cela, c'est nier le droit à l'intimité.

Certains citoyens estiment que ce projet de loi ne les concerne pas, puisqu'ils n'ont rien à se reprocher. Qu'en pensez-vous ?

Il n'est pas facile d'expliquer aux gens pourquoi la vie privée est importante, mais telle quelle, cette réforme va affecter tout le monde au quotidien. On ne peut pas préjuger de ce que sera le gouvernement de la France, pas forcément en 2017, mais en 2030, par exemple. Rien ne dit qu'après avoir autorisé ces "boîtes noires", et si on subit encore quinze ans de déprime économique, on ne se retrouvera pas avec un Etat policier.

C'est ce que j'appelle "la théorie de la brèche" : à partir du moment où on creuse un trou dans un barrage, l'eau s'y engouffre et on ne peut plus l'arrêter. Regardez ce qui s'est passé avec le blocage administratif des sites internet : au départ, il vise les sites terroristes, mais il y a trois semaines, un député a lancé, en pleine Assemblée, qu'il fallait bloquer les sites qui insultent les élus. Et cette semaine, c'était l'interdiction des sites faisant la promotion de l'anorexie qui était en débat.

Vous craignez que le champ d'action de ces "boîtes noires" s'étende ?

Aujourd'hui, les "boîtes noires" sont réservées, dans le projet de loi, à la surveillance des activités terroristes. Mais le texte, dans son ensemble, liste sept finalités des activités du renseignement en France, dont six qui ne sont pas le terrorisme, et plusieurs sont extrêmement floues, comme la "prévention des violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix

publique". Qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'aller sur internet pour dénicher des renseignements sur Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique) ou le barrage de Sivens (Tarn) pourrait, peut-être, devenir un comportement suspect. Les infrastructures nécessaires à cette surveillance de masse seraient en place.

De même, c'est important d'être libre et de pouvoir choisir si on est pour ou contre le jihad, de pouvoir réfléchir par soi-même, sans qu'on ait peur d'être suspect parce qu'on va regarder la définition du terme sur Wikipedia.

Les "boîtes noires" sont-elles, selon vous, la seule mesure de ce texte qui porte atteinte aux libertés ?

C'est le plus préoccupant, mais le texte prévoit aussi la surveillance des communications téléphoniques avec ce qu'on appelle des "IMSI-catcher". Concrètement, ce sont des sortes de valises qui contiennent un ordinateur connecté à un boîtier électronique, et qui fonctionnent comme un faux relais GSM : les téléphones détectent cette borne et s'y connectent en pensant que c'est leur réseau mobile. Elles ne permettent pas forcément d'écouter les conversations, même s'il semble que ce soit possible, mais au moins de savoir qui appelle qui, ou tout simplement qui est présent, dans un rayon de quelques centaines de mètres autour de cette borne. Si vous placez un IMSI-catcher à la Gare du Nord à Paris, par exemple, vous êtes capable de connaître tous les allers-retours des gens qui y passent, via leur téléphone. C'est bien plus large qu'une surveillance ciblée.

Le projet de loi crée également une Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR), qui doit juger de la proportionnalité des moyens de surveillance mis en œuvre. N'est-ce pas un garde-fou suffisant pour lutter contre d'éventuelles dérives ?

Je m'en remets à l'avis de Jean-Marie Delarue, qui préside la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), chargée de surveiller les écoutes téléphoniques, et qui est vent debout contre cette nouvelle organisation, alors qu'il deviendrait sans doute membre de cette CNCTR quand elle prendrait le relai. Il estime qu'elle ne serait pas un vrai contre pouvoir. Pour des questions de moyens, mais aussi de savoir-faire : qui va être capable d'analyser l'algorithme pour savoir s'il agit dans le respect des libertés ? Lui estime que c'est impossible.

On peut considérer que ce système est acceptable, du moins pour des écoutes ciblées, si la CNCTR est efficace, bien équipée, compétente et a accès aux informations dont elle a besoin. Je crois que personne de raisonnable n'est contre le fait de pratiquer des écoutes téléphoniques ou surveiller l'utilisation d'internet de gens très précisément choisis, parce qu'on les soupçonne fortement d'être des terroristes. Mais par principe, l'écoute de masse n'est pas bonne. Elle est nuisible pour la démocratie.

Dossier Yémen

- Que fait Erdogan, au Yémen? - french.irib.ir

Les sources militaires yéménites font état de la découverte d'armes chimiques, "made in Arabia", au Yémen!! Le général Khaled al Brayemi, l'un des hauts commandants de l'armée, a fait part de la saisie, par Ansarallah et les comités populaires, de plusieurs camions, avec, à leur bord, des armes destinées aux terroristes qaïdistes. "Du gaz sarin a été, également, découvert, à bord de ces camions".

Le général a accusé la Turquie de soutenir les Qaïdistes et les pro-Hadi, à Aden, avant d'ajouter :"Certains des avions liés au renseignement turc envoient des armes au Yémen, sous couvert d'aide humanitaire. Hadi s'est entretenu, il y a deux mois, avec Erdogan, et l'a appelé à soutenir les pro-Hadi, financièrement et militairement. L'armée yéménite a bien suivi cette affaire et elle en a le coeur net. Les contradictions, qui opposent les propos d'Erdogan à ceux des responsables du renseignement turc, autour de ces avions bourrés d'armes, plaident en faveur de l'existence d'unn tel trafic".

Le général a confirmé l'arrestation des conducteurs des camions précités, conducteurs, qui seraient, tous, liés au renseignement saoudien. " Erdogan dit haïr les Houthis, puisque ces derniers se seraient révoltés contre l'empire Ottoman". french.irib.ir 04.04

- Yémen : les forces spéciales saoudiennes débarquent - french.irib.ir

Pour aider les bandes armées liées au président démissionnaire yéménite, l'Arabie a utilisé ses forces spéciales.

La mission de ces forces est de mener les coordinations et d'orienter les partisans d'Abd Rabbo Mansour Hadi, a rapporté la chaîne Al-Alam, citant un conseiller militaire saoudien.

"L'armée et les forces spéciales saoudiennes sont, actuellement, en train de mener des opérations spéciales", a ajouté ce conseiller, sans, cependant, préciser si ces forces ont lancé ou pas des opérations terrestres. Il a, également, reconnu que les forces spéciales saoudiennes, à Aden, ont mis à la disposition des bandes armées liées à Hadi des armes et des équipements

de communication. french.irib.ir 05.04

- Une chaîne dépendant de la télévision d'Etat cesse d'émettre au Yémen - LeMonde.fr

La chaîne de télévision yéménite Aden TV, fidèle au président Abd Rabbo Mansour Hadi, a cessé d'émettre dimanche 5 avril après avoir été la cible de tirs d'obus attribués aux rebelles chiites Houthis et à leurs alliés, selon un responsable de cette chaîne.

Les miliciens houthistes, soutenus par l'Iran, et leurs alliés, des militaires fidèles à l'ex-président yéménite Ali Abdallah Saleh, ont réussi dimanche à progresser à Aden et se sont emparés du siège de l'administration provinciale avant de se rapprocher d'un port, selon un responsable local. Ils ont bombardé des zones résidentielles, mettant le feu à plusieurs habitations et en endommageant d'autres, ce qui a poussé des dizaines de familles à fuir, ont indiqué des témoins.

Déjà maîtres de la capitale Sanaa, les rebelles, qui cherchent à s'emparer d'Aden, avaient pris jeudi le palais présidentiel de la ville avant de s'en retirer vendredi à l'aube à la suite de raids aériens menés par une coalition dirigée par l'Arabie saoudite. LeMonde.fr 05.04

- Raids sur Sanaa, combats à Aden et Moukalla au Yémen - Reuters

De violents affrontements ont opposé dimanche des combattants houthis appuyés par des éléments de l'armée yéménite qui se sont alliés avec eux et des milices locales dans la ville d'Aden, faisant des dizaines de victimes, ont dit des témoins.

L'offensive houthie sur Aden, dernier bastion des partisans du président Abd-Rabbou Mansour Hadi, se poursuit malgré les frappes aériennes de la coalition conduite par l'Arabie saoudite.

Des avions de la coalition ont mené des raids sur la capitale yéménite Sanaa au cours de la nuit de samedi à dimanche, rapportent des habitants.

Il s'agit de la onzième journée de campagne aérienne menée contre les miliciens chiites houthis par l'armée saoudienne et ses alliés sunnites de la région du Golfe.

Des milices tribales se sont par ailleurs emparées dimanche de la plus grande partie de la ville portuaire de Moukalla qui était tombée aux mains des activistes d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) jeudi.

Les miliciens ont pénétré dans la ville samedi en promettant d'y rétablir l'ordre et la sécurité.

Les combattants d'Aqpa avaient notamment libéré 150 détenus d'une prison locale dont un haut dirigeant d'Aqpa, Khaled Batarfi, emprisonné il y a quatre ans.

Les miliciens tribaux se sont heurtés à des soldats à un point de contrôle à l'extérieur de la ville peu avant l'aube et ont tué deux militaires.

Un groupe de citoyens baptisé "Comité populaire pour la sécurité et la défense" a appelé dans un communiqué les habitants et les employés à protéger les hôpitaux et les bâtiments publics de Moukalla.

Des combattants islamistes sont toujours présents dans plusieurs secteurs de la ville, ont rapporté des témoins. Reuters 05.04

- Les députés iraniens condamnent Riyad - french.irib.ir

Les parlementaires iraniens ont condamné, dans un communiqué, l'agression militaire des Al-e Saoud contre le Yémen.

Les députés du Majlis Islamique ont qualifié de lâche, l'agression flagrante de l'Arabie contre un peuple et un pays indépendant.

En attaquant le Yémen et en massacrant le peuple innocent du pays voisin, l'Arabie a prouvé que, contrairement à ce qu'elle prétend être, à savoir, un pays musulman et serviteur des deux Mausolées, elle tue les Musulmans et rend service aux ennemis de l'Islam, au lieu d'être un facteur d'unité et le défenseur de la dignité des Musulmans, est-il dit, dans ce communiqué.

Le régime des Al-e Saoud doit savoir que le feu qu'il a attisé, au Yémen, ne l'épargnera pas, infligera un coup dur au monde de l'Islam. La formation d'une coalition factice ne fait que compliquer les difficultés du monde de l'Islam et de la région. Le soutien des Etats-Unis et du régime sioniste et de certains de leurs alliés à l'agression flagrante de l'Arabie contre un peuple et un pays indépendant, est en contradiction avec les lois internationales, ce qui a révélé, encore, une autre fois, la politique sournoise

des Etats-Unis de leurs alliés. french.irib.ir 05.04

ACTUALITE EN TITRES

La réaction tout azimut.

- Départementales : Hollande garde le cap - Francetv info

- Jean-Christophe Lagarde (UDI) dénonce un Qatar bashing - 20minutes.fr

- Mgr Vingt-Trois : «Il y a un courant de la laïcité qui veut le silence sur le fait religieux» - LeFigaro.fr

Ça craque de partout.

- Anne Hidalgo : "Il faut que le gouvernement réagisse" - Francetv info

- Pour Cuvillier (PS), Hollande est "trop entouré" de "technocrates" - AFP

EELV appendice du PS. Sa survie dépend de son soutien inconditionnel au régime.

Son existence est artificielle, il la doit uniquement au PS. Le PS se présente dorénavant comme un parti néolibéral populiste . EELV n'a pas d'autre alternative que d'adopter sa politique, toute sa politique ultra réactionnaire. Il est donc normal que ses dirigeants qui acceptent d'emblée cette soumission totale montent au créneau, en somme ils n'ont jamais fait autre chose.

- Placé: EELV donne "une mauvaise image", est "en mort clinique" - AFP

M. Placé s'est redit disposé à entrer au gouvernement.

"Il y a un espèce d'état d'esprit où il faudrait caricaturer ceux qui affichent une ambition, qui est saine et franche", a-t-il aussi regretté. "Je ne dis pas que je suis prêt et que j'ai envie, je veux être utile", a enchaîné le sénateur.

"On ne sait pas trop bien pourquoi on est sorti du gouvernement" il y a un an, a aussi regretté M. Placé, pointant un manque d'explication d'EELV sur le refus de participer à l'équipe de Manuel Valls. AFP 05.04

- Pour Noël Mamère, "le logiciel de la gauche traditionnelle est périmé" - Francetv info

"Ce n'est pas le logiciel de Manuel Valls qui est périmé, c'est le logiciel de la gauche traditionnelle", assène Noël Mamère en écho aux critiques formulées par sa consœur Cécile Duflot à l'encontre du Premier ministre. Invité de l'émission "C Politique" sur France 5, dimanche 5 avril, le député écologiste a fustigé "une gauche archaïque", "qui s'obstine" à mener une politique faite pour "les Trente Glorieuses". Francetv info 05.04

- Jadot "effaré d'appartenir" à EELV qui "donne la pire image" - AFP

Selon lui, Europe Ecologie-Les Verts est "agité par deux sensibilités: il faudrait être soit pro-Hollande, soit aspiré dans la gauche radicale".

"Les histoires d'appareil, de politique politicienne, ça dégoute les gens", a-t-il estimé.

M. Jadot, qui a pointé une "haine des socialistes" au sein d'une partie d'EELV.

Aux régionales de décembre, "il faudra faire un accord (avec le PS) sur des coalitions de projet au second tour", à part dans "une ou deux régions où la menace (du FN) est telle" qu'il faudra selon lui s'entendre dès le premier. AFP 05.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

1- - Barzani ouvre une chaîne TV, en Israël - french.irib.ir

Un pas de plus, dans le sens d'un renforcement des liens entre Israël et le Kurdistan irakien.

La chaîne télévisée Rodwa, parrainée par le Premier ministre du Kurdistan irakien, vient d'ouvrir son bureau, au coeur de Tel-Aviv. Les relations entre les Kurdes et Israël étant sur le point de normalisation. cette initiative cadre mal avec les récents propos du ministre irakien des A.E , Ibrahim al-Jafaari, lequel a affirmé être prêt à normaliser avec toutes les parties, à part Israël.

La chaîne en question, dirigée par Nechirvan Barzani, diffuse, depuis Erbil, et agit dans le sens d'une violation flagrante de la souveraineté irakienne. La chaîne a envoyé ses journalistes, en Israël, et les commandants de l'armée israélienne assisstaient même à la cérémonie d'inauguration de la chaîne. Le directeur de la chaîne a, d'ailleurs, affirmé ne s'opposer, nullement, à une reprise des liens avec Israël, et être fier de ne pas s'inscrire, sur ce point, dans le même droit fil que Bagdad. french.irib.ir 05.04

2- "Les Arabes ont perdu l'Iran .." (Haykal) - french.irib.ir

«Nous avons perdu l'Iran, pour la seule raison de maintenir nos relations avec les Etats-Unis, et cela est tout à fait déplorable», a déclaré Mohamed Hassanein Haykal, éminent journaliste égyptien, dénonçant la manière de l'interaction des pays arabes avec Téhéran.

A l'antenne de la chaîne de télévision égyptienne, CBC, Mohamed Hassanein Heikal, journaliste renommé égyptien, a déclaré : «Il est vraiment déplorable que nous avons perdu nos relations avec l'Iran, sans aucune raison, et au seul profit des Américains. Les Américains savaient bien que certains pays arabes éprouvaient un certain malentendu envers la Révolution islamique, en Iran, et ils en ont abusé, dans le sens de leurs intérêts. Les Américains ont fait en sorte que nous oublions la guerre contre Israël, en nous occupant avec des conflits entre Chiites et Sunnites».

En ce qui concerne la situation prévalant en Syrie, Mohamed Hassanein Heikal a déclaré : «On ne peut pas fermer les yeux sur la résistance de Bachar al-Assad et sur cette réalité qu'il est resté au pouvoir, pendant les cinq dernières années. L'Egypte, de son côté, pourrait avoir un rôle positif, dans le règlement de la crise, en Syrie».

Heikal s'est, ensuite, attardé sur le Yémen, tout en le qualifiant de volcan endormi, dans le Sud de la péninsule arabe, un volcan, dont l'éruption touchera la région, dans son entièreté, notamment, les pays arabes du golfe Persique. Heikal a critiqué Riyad, pour avoir recouru à l'option militaire contre le Yémen : «La guerre, ce n'est pas une option à laquelle on fait appel tout de suite. Il fallait, d'abord, voir si l'Arabie saoudite serait en mesure de payer les pots cassés. A l'heure actuelle, les pays arabes s'enlisent dans la division, la destruction, le désarroi, le désespoir et la vacance du leadership, et tout ça se nourrit des défaites, du chaos et du phénomène du terrorisme. Il existe des armées arabes qui restent, totalement, incapables, face au terrorisme». french.irib.ir 05.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Belgique

- Les syndicats belges s'insurgent contre les "réformes" du gouvernement - latribune.fr

La Belgique a connu d'importantes manifestations syndicales dans la semaine du 1er avril. En cause : la politique du nouveau gouvernement de droite. Mais ce dernier ne devrait pas réduire le rythme des "réformes."

En Belgique, la politique budgétaire du nouveau gouvernement de droite (le premier sans le PS depuis plus de 25 ans) de Charles Michel, entré en fonction en octobre 2014, est très contestée. Dimanche 29 mars, 17.000 personnes ont défilé dans Bruxelles contre cette politique (contre 5.000 environ attendus). Toute la semaine, des défilés et des grèves ont été organisés en régions, là aussi avec une bonne mobilisation. Les mouvements devraient en théorie se poursuivre jusqu'au 22 avril où ils culmineront avec une grève générale à laquelle a appelé pour le moment le syndicat de la fonction publique CGSP.

Réforme des retraites

Pourquoi cette colère ? Deux mesures exaspèrent les syndicats. La première est la réforme des retraites qui portera l'âge légal de départ à la retraite de 65 ans aujourd'hui à 66 ans en 2025 et à 67 ans en 2030. D'autant que, selon Etienne de Callataÿ, chef économiste chez Bank Degroof à Bruxelles, « le gouvernement prépare des mesures sévères pour décourager les départs anticipés en renforçant les conditions de ces départs. » Or, en 2013, le précédent gouvernement mené par le socialiste francophone Elio di Rupo avait déjà durci les conditions de départ en « prépension » et la Belgique a vu son âge moyen effectif de départ à la retraite passer de 56,8 ans en 2001 à 61,6 ans en 2007 (derniers chiffres disponibles chez Eurostat). Le Belge partirait ainsi plus tôt que le Néerlandais (63,5 ans) et l'Allemand (62,7 ans), mais plus tard que le Français (60,2). Globalement, cet âge de départ effectif est dans la moyenne de la zone euro. Le gouvernement belge tente donc de faire passer le pays dans la partie supérieure du tableau. Ce qui exaspère Fidel Gavilan, conseiller au syndicat FGTB Metal à Gand, « avec 600.000 chômeurs, explique-t-il, la solution ne peut pas être de travailler plus longtemps. »

Le "saut d'index"

Même logique avec la deuxième mesure qui exaspère les syndicats : le « saut d'index. » La Belgique est un des rares pays européens (avec l'Autriche) à avoir conservé une « scala mobile », une indexation systématique et obligatoire des salaires sur l'inflation. Les milieux patronaux s'en plaignent amèrement depuis des années, mettant en avant une « perte de compétitivité. » Pour autant, le nouveau gouvernement de droite n'a pas osé supprimer une indexation à laquelle les Belges sont très attachés. Il a donc été décidé de faire un « saut. » Tant que les prix n'ont pas progressé de 2 %, l'indexation est gelée. Autrement dit, le gouvernement demande aux salariés belges d'accepter une perte de pouvoir d'achat jusqu'à 2 %.

Cette mesure de « saut d'index » est d'autant plus mal acceptée que l'indexation n'a pas provoqué les catastrophes économiques que les théories prédisent aux pays qui maintiennent de tels systèmes. Le pays reste fortement exportateur : la part des exportations dans le PIB a même progressé de 77 % à 82 % entre 2010 et 2014. Mieux même, la Belgique a échappé à la récession de la zone euro, en grande partie parce que le pouvoir d'achat des salariés a été maintenu, ce qui a soutenu la consommation. Cette indexation est, compte tenu de l'actuelle situation (hausse des salaires réels en Allemagne et faible inflation), sans réel impact sur la compétitivité du pays. Depuis 2010, le coût du travail belge a progressé de 8,7 %, soit juste un peu plus que l'Allemagne (8,3 %).

Vers de nouvelles mesures d'austérité ?

Les syndicats interprètent ces mesures comme une volonté du gouvernement de diriger la Belgique vers une politique d'austérité. « Le gouvernement belge mène une politique de casse des acquis sociaux qui correspond à la vision très « thatchérienne » du parti nationaliste flamand N-VA soutenue désormais par le patronat flamand », explique Fidel Gavilan. Sans souscrire évidemment à cette analyse, Etienne de Callataÿ considère néanmoins qu'il faut s'attendre, avant la fin de la législature, à de nouvelles mesures d'économie sur la sécurité sociale et le service public. Par ailleurs, le gouvernement prévoit une réorganisation fiscale (« tax shift ») qui ferait peser l'impôt davantage sur la consommation, le capital et la pollution et moins sur le travail, ce qui risque de faire grincer des dents.

Les régions invitées à faire des économies

L'impression de mise en place d'une politique d'austérité est renforcée par le dernier « contrôle » budgétaire qui a révélé que les trois régions fédérées du pays (Flandre, Wallonie et Bruxelles-Capitale) devait trouver dès cette année 750 millions d'euros pour boucler leurs budgets. C'est un vrai casse-tête pour les trois entités. La Flandre doit trouver 400 millions d'euros, la Wallonie 250 et Bruxelles 100. Proportionnellement, le choc le plus sévère sera pour la capitale, même si Etienne de Callataÿ rappelle que cette région a bénéficié d'un transfert important cette année.

Que vont faire les régions ? Elles peuvent laisser filer leurs déficits, baisser leurs dépenses ou créer de nouveaux impôts. La question se pose notamment pour la Wallonie, dirigée par une coalition de centre-gauche. Si elle creuse le déficit, elle sera la cible de la majorité, notamment des nationalistes flamands de la N-VA qui participent au gouvernement fédéral et qui verront là une raison de plus de fustiger dans le nord du pays les « Wallons dispendieux. » Baisser les dépenses ne semble pas une solution pour le centre-gauche. Reste donc l'alourdissement des taxes. La loi belge laisse les régions libres de créer de nouveaux impôts dans la mesure où l'on n'impose pas deux fois le même objet. Les Socialistes wallons défendent l'idée d'un impôt sur le patrimoine, mais ils ne peuvent l'imposer seulement en Wallonie, car les contribuables iraient se réfugier en Flandre... Il y a donc fort à parier que ce soit la consommation qui soit imposée.

Quels effets et quelle mobilisation ?

Si Fidel Gavilan redoute que les atteintes au pouvoir d'achat n'entraînent une « stagnation » de l'économie belge, Etienne de Callataÿ estime que les effets macroéconomiques du resserrement budgétaire belge seront faibles. « Les effets de l'austérité en Belgique se font surtout ressentir chez nos voisins, car les ménages coupent, par exemple, les vacances à l'étranger. » Bref, la Belgique « exporterait » son austérité.

Quant à la mobilisation sociale, elle pourrait s'essouffler. C'est du moins ce que ressent Fidel Gavilan sur le terrain. « Le refus

des syndicats libéraux et chrétiens-démocrates de se joindre au mouvement l'a pénalisé et on sent que la mobilisation commence à diminuer », estime-t-il. Elle pourrait cependant trouver un débouché dans les urnes, notamment par la confirmation de la percée du Parti du Travail belge (PTB) qui a obtenu 5,5 % des voix en Wallonie (2,8 % en Flandre et 3,8 % à Bruxelles) aux élections de juin 2014, et qui est encore donné en progression dans les sondages (8,3 % en Wallonie, 5,6 % à Bruxelles et 3,4 % en Flandre). Le PTB était fortement présent dans les cortèges, mais son poids ne lui permet pas encore de jouer un rôle majeur au niveau fédéral ou régional.

Un débat national qui se "décommunautarise"

Reste une leçon à tirer pour le pays de ce débat budgétaire : progressivement, le débat communautaire semble s'amenuiser au profit du débat économique. Du reste, le PTB est le seul parti non-communautaire de Belgique, et il profite de cette évolution. Plus étonnamment, c'est aussi le choix qui semble être fait par le leader de la N-VA Bart de Wever, le maire d'Anvers. Ce dernier entend mener une politique de droite au niveau fédéral. Et c'est le sens de son alliance avec les libéraux des deux communautés et les chrétiens-démocrates flamands. Il a trouvé en Charles Michel un allié de choix pour mener cette politique voulue depuis longtemps par les milieux patronaux du nord du pays. Du coup, il a défendu le choix de l'Etat fédéral de demander l'effort de 750 millions d'euros aux régions, contre les entités fédérales, y compris la Flandre. On s'est donc retrouvé dans une situation apparemment ubuesque où les socialistes wallons fédéralistes criaient à l'étranglement des régions, tandis que les nationalistes flamands défendaient l'Etat fédéral... mais ce ne pourrait être qu'une illusion d'optique.

Comme le souligne Etienne de Callataÿ, la N-VA pourrait chercher à gagner sur tous les tableaux. Si l'économie est effectivement dynamisée par les réformes, Bart de Wever se présentera en champion du succès belge. Sinon, il pourra toujours accuser les Francophones d'avoir fait échouer ses « efforts » et il reviendra à une ligne plus régionaliste. latribune.fr 05.05

Haut de page

Le 7 avril 2015

CAUSERIE

Ne soyez pas Charlie, adoptez la dialectique.

Extrait commenté d'un passage du chapitre sur la dialectique d'Anti-Dühring d'Engels.

A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes -animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes -animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement ; et ce fut la cause de l'inégalité.

Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

(Je ne vais pas me prendre pour Engels, Hegel ou Rousseau, mais qu'il me soit permis de compléter ce passage en précisant qu'à l'état sauvage les hommes n'étaient pas véritablement égaux entre eux du fait que certains étaient avantagés par la nature et présentaient une corpulence ou une force physique supérieure aux autres, et que c'étaient ce critère qui allait déterminer la première forme de hiérarchie sociale qui allait s'établir entre eux. Et si on osait un parallèle avec notre époque, on constaterait que cette notion de puissance qui favorise ceux qui la possèdent (sur le plan économique) pour établir leur domination sur les plus faibles, n'a pas changé depuis des millénaires, elle s'est seulement perfectionnée sous la forme d'un appareil d'Etat répressif ou un complexe militaro-industriel. Le marchand de canons n'est pas plus évolué ou moins sauvages que l'homme des cavernes en somme.

Il en est de même de la perfectibilité ou la faculté de progresser, d'évoluer, si elle est donné aux hommes en général, force est de constater que tous n'en font pas usage ou le même usage ce qui est encore autre chose, c'est seulement en fonction d'un certain nombre de facteurs ou de circonstances qui lui seront favorables ou non que l'homme évoluera ou non, son milieu ou environnement, ses rapports au monde extérieur ou ses propres expérience... On a précisé que l'homme pouvait bénéficier de circonstances favorables sans pour autant évoluer, car faut-il encore qu'il ait réuni un ensemble de conditions pour en tirer avantage. Plus d'une fois je me suis demandé pourquoi j'avais progressé, alors que d'autres adolescents de mon âge que je côtoyais quotidiennement et qui n'étaient pas différents de moi en apparence n'avaient pas eu cette chance. Si j'en ai compris les raisons, c'est après y avoir réfléchi longuement maintes fois. - ndlr)

“*Tous les progrès ultérieurs [au delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en*

effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution. ”

(La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.)

(Ainsi l'homme est passé de l'état d'esclave de la nature à l'état d'esclave de la société divisée en classes qu'il a créée. Pour briser les chaînes de la servitude qui le maintiennent en esclavage il doit en finir avec le règne de la nécessité qu'incarne la société divisée en classes aux intérêts antagoniques. Il est demeuré esclave de sa propre nature qui lui est devenue étrangère au point de nuire à sa survie, et il ne se la réappropriera que lorsqu'il aura pris conscience de la nécessité de prendre son destin en mains. - ndlr)

“ *Pour le poète, c'est l'or et l'argent, mais pour le philosophe ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes et perdu le genre humain .* ”

Tout nouveau progrès de la civilisation est, en même temps, un nouveau progrès de l'inégalité. Toutes les institutions que se donne la société née avec la civilisation, tournent à l'encontre de leur but primitif.

(De nos jours on en est arrivé au point où tout progrès de l'inégalité creuse la tombe de la civilisation au lieu de s'accompagner d'un quelconque progrès, et l'ensemble des institutions servent la même cause morbide et sordide du marché. L'imagination du poète s'est tarie et le discours du philosophe à défaut de se renouveler s'est épuisé. - ndlr)

“ *Il est incontestable, et c'est la maxime fondamentale de tout le droit politique, que les peuples se sont donné des chefs pour défendre leur liberté et non les asservir .*”

Et cependant, ces chefs deviennent nécessairement les oppresseurs des peuples et renforcent cette oppression Jusqu'au point où l'inégalité, poussée à son comble, se retransforme en son contraire, devient cause de l'égalité : devant le despote tous sont égaux, à savoir égaux à zéro.

(Les opprimés privés de tout droit se retrouvent égaux à zéro, situation qu'ils ont en commun et qui pourrait les rassembler pour mettre fin aux inégalités et au règne de la tyrannie, donc là encore la magie de la dialectique opère et permet de garder espoir. - ndlr)

“ *C'est ici le dernier terme de l'inégalité et le point extrême qui ferme le cercle et touche au point d'où nous sommes partis : c'est ici que tous les particuliers redeviennent égaux, parce qu'ils ne sont rien et que les sujets n'ont plus d'autre loi que la volonté du maître.*”

Mais le despote n'est maître que tant qu'il a la violence et c'est pourquoi “ *sitôt qu'on peut l'expulser, il n'a point à réclamer contre la violence... La seule force le maintenait, la seule force le renverse. Toutes choses se passent ainsi selon l'ordre naturel .* ”

Et ainsi, l'inégalité se change derechef en égalité, non toutefois en cette vieille égalité naturelle de l'homme primitif privé de la parole, mais dans l'égalité supérieure du contrat social. Les oppresseurs subissent l'oppression. C'est la négation de la négation.

Nous n'avons donc pas seulement chez Rousseau une marche de la pensée qui ressemble à s'y méprendre à celle qui est suivie dans le Capital de Marx, mais même dans le détail toute une série des tournures dialectiques dont Marx se sert : processus qui, par nature, sont antagonistes et contiennent une contradiction; transformation d'un extrême en son contraire; enfin, comme noyau de l'ensemble, la négation de la négation.

(Les régimes despotiques ne tiennent en place que par la crainte qu'ils inspirent au peuple qui se retrouve impuissant et désarmé pour y faire face. Sa soumission est certes un acte qui témoigne de sa faiblesse tant qu'il demeure isolé, mais il suffit qu'il se rassemble et prenne conscience de sa force invincible pour constituer une menace mortelle pour n'importe quel régime qui ne repose que sur une minorité incapable d'affronter et de vaincre tout un peuple en marche pour le renverser.

Le peuple opprimé ignore qu'il possède ce pouvoir et qu'il pourrait en user pour conquérir son émancipation. Pour l'empêcher d'en prendre conscience la classe dominante mène une guerre idéologique et psychologique permanente contre le peuple, qui a pour objectif de le rabaisser, de le diviser et de le terroriser. La violence, les actes d'une cruauté extrême, les massacres de masse, la pire des barbarie, la guerre visant la population civile, tous les moyens sont bons pour le garder en respect et faire en sorte qu'il en soit réduit à ne plus penser qu'à sa propre survie individuelle, à son instinct animal incapable de se projeter dans l'avenir, et en arriver à accepter n'importe quel scénario abjecte qu'on lui propose qui ne pourra que se retourner contre lui s'il y adhère.

Cela peut fonctionner tant qu'il n'y est pas confronté lui-même ou qu'il ne subit pas directement cette violence intolérable. On aurait voulu lui éviter le pire ou qu'il prenne conscience de sa condition avant d'en arriver à une situation extrême, mais apparemment cela s'avère difficile, voire impossible, il faut donc en déduire qu'il faudra attendre que tout s'écroule autour de lui pour qu'il réagisse, quand il sera trop tard, puisque ravalé en-deça de la situation qu'il avait connue antérieurement, il pourra tout

au plus espérer mettre un coup d'arrêt à cette spirale infernal destructrice sans élever sa condition pour autant, bref, il semble condamné à ne jamais atteindre son émancipation pour avoir abandonné cet objectif ou être incapable de se le fixer croyant qu'il serait hors de sa portée.

La civilisation humaine semble avoir atteint un sommet au-delà duquel elle ne parvient plus à s'élever, du coup elle est condamnée à vivre une lente ou violente descente aux enfers vers la barbarie qui se traduit par le chaos et la guerre, alors que tous les ingrédients nécessaire pour dépasser cet état existent, reste juste à les ordonnancer de la bonne manière ou reprendre les choses dans l'ordre pour qu'une issue salutaire s'offre à elle. Est-ce une question d'intelligence ou de volonté ? Les deux combinés dès lors qu'on les met au service du destin de l'humanité au lieu d'intérêts particuliers ou individuels. - ndlr)

Qu'est-ce donc que la négation de la négation ? Une loi de développement de la nature, de l'histoire et de la pensée extrêmement générale et, précisément pour cela, revêtue d'une portée et d'une signification extrêmes; loi qui, nous l'avons vu, est valable pour le règne animal et végétal, pour la géologie, les mathématiques, l'histoire, la philosophie, (...)

En fait la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée.

(Tous ceux qui sont incapables de penser l'avenir de l'humanité au-delà du capitalisme ignore cette science et ces lois, leur raisonnement est dépourvu de logique. Leur interprétation de la société ou de toute manifestation est faussée par tout un tas d'idées préconçues qu'ils ont emmagasinées et qu'ils cultivent à loisir, dont ils sont les esclaves. La plupart des intellectuels ne sont même pas encore parvenus au stade de la négation du capitalisme, mais ils voudraient passer au stade suivant, or c'est impossible, d'où la confusion dans laquelle il baigne en permanence qui les amène à s'accommoder du capitalisme, à vouloir concilier l'inconciliable qui traduit l'impasse à laquelle conduit leur refus de se tourner vers le socialisme.

Nous ne sommes pas pour liquider les acquis de la civilisation humaine avec lesquels se confond le développement du capitalisme, nous disons simplement qu'il faut liquider les lois inhérentes à son fonctionnement qui conduisent le monde à la barbarie pour les remplacer par des lois qui permettront à l'humanité de réaliser un fantastique bond vers sa libération du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme. Sans l'abolition de ses lois ou du capitalisme, aucun nouveau développement ne sera possible et l'humanité court à sa perte. Nous ne voulons pas détruire la société, mais la faire fonctionner sur de nouvelles bases, ce qui nécessite de liquider les fondements sur lesquels elle repose.

Si on nous répliquait qu'elle risquerait de s'effondrer, nous répondrions qu'elle y est condamnée de toutes manières si le capitalisme ne disparaissait pas. Il en fait la démonstration quotidiennement. On doit procéder au remplacement de ses fondations méthodologiquement, sans que pour autant tout s'écroule autour de nous. Le banquier, l'actionnaire, le patron sont inutiles pour faire fonctionner une entreprise. C'est l'ensemble des travailleurs, ouvriers, employés, techniciens, cadres qui la font tourner. Pareil pour l'administration ou les services publics. On parvient bien à replanter un arbre et à assurer sa croissance ulérieure pour peu qu'on sache s'y prendre, mais si au cours de l'opération on lui transmet des parasites ou un virus il pourra en crever, or notre opération consiste justement à nous débarrasser des parasites qui sont à l'origine de la décomposition, de la décadence, de la déchéance de la société. -ndlr)

Un rappel.

« *Ce qu'il nous faut dans le parti, ce n'est pas des étudiants, des professeurs et des petits fonctionnaires, mais des ouvriers. (...) nous devons nous rappeler que la classe dirigeante est le prolétariat et que son parti doit être prolétarien.* »

Réponse : Vladimir Illitch Oulianov dit Lénine en 1903.

Tout commentaire serait un affront à tous les partis dits ouvriers...

A ceux qui ne voit que le « ***postérieur*** » du mouvement ouvrier (Plékhanov) et dont leur littérature y ressemble.

Extrait. G. Zinoviev - Histoire du Parti bolchevik - 31 mars 1924. (disponible sur Internet)

- Effervescence ouvrière à Pétersbourg et dans d'autres villes Une fois commencé, le mouvement ouvrier se développa rapidement, entraînant des masses de plus en plus considérables. L'année 1901 fut particulièrement orageuse, surtout à Saint-Pétersbourg, où l'effervescence révolutionnaire, en dépit des économistes et de leur programme, croissait de jour en jour. A l'occasion du 1er mai, de violentes émeutes éclatèrent dans le quartier de Viborg, où eurent lieu des bagarres sanglantes, et même de véritables combats de rues. Une manifestation d'étudiants soutenue par les ouvriers (principalement par ceux de l'usine Oboukhovo) provoqua également des désordres qui aboutirent à une bataille en règle avec la police et la troupe. Cette affaire, qu'on appela la « défense d'Oboukhovo » et à laquelle participèrent plusieurs milliers d'ouvriers, suscita la plus vive effervescence dans la capitale. Mais si la lutte revêtit un caractère particulièrement acharné à Saint-Pétersbourg, elle

fut également très vive à Moscou et à Kiev, où étudiants et ouvriers descendirent dans la rue pour manifester à l'occasion du 1er mai.

Lettres d'ouvriers

Dans les archives du mouvement, on trouve des fragments de « lettres à la rédaction » envoyés par les ouvriers et ouvrières d'alors aux journaux illégaux. Voici ce qu'écrivait une ouvrière après l'échauffourée du quartier de Viborg :

… Vous ne savez pas ce que cela nous fait de la peine à moi et à tous. Ah ! Comme on aurait voulu aller jusqu'à la perspective Nevski ou en pleine ville ! C'est si triste de mourir comme des chiens, dans un coin, sans que personne vous voie. Et voici ce que je veux encore vous dire : quoiqu'ils aient pris beaucoup de nos chefs – peut-être même tous – nous tiendrons bon.

L'ouvrier B remarque :

C'est dommage que nous n'ayons pas eu de drapeau. Une autre fois, nous aurons aussi un drapeau, et on se procurera des révolvers. Ces lettres, Lénine et son groupe faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour les découvrir ; ils s'en servaient dans leur lutte contre les « économistes » et les publiaient afin de prouver que les ouvriers d'avant-garde ne voulaient pas seulement des augmentations de salaires, qu'ils avaient conscience de la nécessité de descendre dans la rue, de se procurer des revolvers et de livrer bataille à la police tsariste. C'est avec une grande joie que Lénine fit imprimer le passage suivant de la lettre d'un ouvrier d'un faubourg de la capitale :

Je l'ai montré [2] à beaucoup de camarades et on se l'est arraché. Je l'aime beaucoup plus que la Muisl [3], bien qu'il ne contienne rien qui nous touche directement. Dans l'iskra, au moins, on parle de notre cause, de la cause de toute la Russie, qu'on ne peut évaluer en copecks ou ramener à des heures de travail. Le peuple peut maintenant facilement s'enflammer ; le feu couve, il ne faut qu'une étincelle pour provoquer l'incendie. Ah ! Que c'est bien dit : De l'étincelle jaillira la flamme [4]. Autrefois, une grève était un événement. A présent, tout le monde voit qu'une grève, ce n'est rien : il faut maintenant s'emparer de la liberté, la conquérir en risquant sa vie. Maintenant, il ne s'agit plus de caisses d'assurance, de cercles, ni même de brochures : il faut nous apprendre à aller au combat et à combattre.

Le Journal l' « iskra » (l'Etincelle)

C'est alors que se crée l'iskra, qui, dès sa parution, publie des lettres dans le genre de celles que nous venons de citer. Les léninistes s'emparaient de ces déclarations des travailleurs pour montrer que l'ouvrier avancé ne se bornait déjà plus à la lutte économique, qu'il voulait apprendre à se battre, à renverser l'autocratie par les armes : autrement dit, qu'il voulait la constitution d'un vrai parti révolutionnaire qui aidât la classe ouvrière à jouer son rôle de chef de la lutte révolutionnaire.

[2] Le premier numéro de l'iskra

[3] La Pensée ouvrière, organe des économistes (on dirait aujourd'hui les réformistes, pour faire bref. - ndlr))

[4] L'iskra avait pour devise : « De l'étincelle jaillira la flamme », phrase tirée de la réponse des dékabrioles à Pouchkine. (...) Fin.

Il avait de la suite dans les idées Lénine, n'est-ce pas ?

On aura compris que sous la direction de Lénine, l'Iskra était l'organe d'un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme, un journal donnant la parole aux ouvriers, aux ouvriers les plus avancés, un vrai journal ouvrier, véritablement indépendant de l'Etat.

C'était en 1903, il y a plus d'un siècle. Au côté de lettres ou de témoignages d'ouvriers manifestant leur détermination à en finir avec le régime en place, et non des comptes rendus de réunions rédigés par des militants ou des dirigeants destinés uniquement à justifier la ligne d'un parti, y figurait notamment des articles théoriques ou de propagande rédigés par Lénine et d'autres dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate russe où étaient exposés les idées du socialisme, les objectifs du combat du prolétariat, les moyens de l'atteindre, le programme du parti, etc. Bref, un véritable journal ouvrier de combat pour le socialisme. De nos jours ce genre de journal n'existe pas en France ou ailleurs.

"*Autrefois, une grève était un événement. A présent, tout le monde voit qu'une grève, ce n'est rien*", en 1903, alors que dire de nos jours, dès lors sur la base de ce constat c'est la question du pouvoir qui devait être posée pour aller de l'avant, afin de pouvoir saisir le moment venu l'opportunité de la mettre en pratique ou de la résoudre, ce qui nécessitait toute une période de préparation et d'organisation des masses pour avoir une chance de vaincre, ce qui nécessitait patience et une détermination sans faille, une foi absolu dans la victoire du socialisme, donc dans la classe qui ferait la révolution...

C'est à cette tâche que s'attela Lénine sans répit sans jamais renier ses principes. Le renversement du régime en place et la prise

du pouvoir politique par la classe ouvrière figurèrent en permanence dans la propagande du parti, même en période de reflux du mouvement ouvrier ou de réaction sur toute la ligne, parce qu'il était le fil conducteur permettant de ne jamais s'écarter de cet objectif, de mener le combat sur le plan social et politique dans cet unique perspective, car dans le cas contraire ou en lâchant ce fil on est infailliblement amené à changer d'objectif et à y perdre son âme comme dirait Marx, à abandonner ou trahir la cause pour laquelle on combat.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le "fondamentalisme" néolibéral et fasciste : C'est eux !

- A Izieu, Hollande en appelle à l'unité face aux "fondamentalismes religieux" - L'Express.fr

- "100% des lieux de radicalisation sont des mosquées", estime Philippot (FN) - Francetv info

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'est mise en lumière la complémentarité du PS et du FN sur une question particulière, le soutien à l'Etat génocidaire sioniste.

Le premier soutient Israël en mettant à égalité les droits ursurpés d'Israël qui repose sur un mythe et ceux historiquement légitimes des Palestiniens, quand par la voix de Valls il ne se livre pas à un amalgame entre antisémitisme et antisionisme, et le second s'attaque aux musulmans pour viser les Arabes qui sont les ennemis de l'Etat sioniste, donc sert ses intérêts.

Les deux discours s'inscrivent dans le cadre de la propagande de guerre de l'Etat sioniste et des Etats-Unis tournée contre les peuples du Moyen-Orient pour mieux piller leurs ressources, l'ensemble des peuples et plus particulièrement ceux dont les Etats ont des intérêts dans cette région du monde, car elle sert à justifier leurs dépenses et expéditions militaires, leur politique belliqueuse ou d'agression contre des Etats souverains, et au-delà, la mise en place d'une législation de plus en plus liberticide incluant le contrôle permanent des faits ou déplacements ou encore idées de la totalité de la population pour mieux la maintenir en servitude, sous prétexte de mieux la protéger contre une menace (le terrorisme) que finalement ces Etats ont eux-mêmes créée ou qu'ils alimentent.

On s'aperçoit aussi que selon le pays où elle opère, l'extrême droite apparaît, soit antisémite, soit antimusulman ou les deux à fois si nécessaire, elle confirme qu'elle ne peut pas développer une politique indépendante et qu'elle l'adapte en fonction des besoins de la classe dominante.

Ce qui vaut pour le PS vaut pour l'UMP ou l'UDI, tous les partis de droite qui en viennent à adopter l'idéologie néolibéral, ils ont comme point commun avec l'extrême droite de conduire à la dislocation de la société pour imposer une dictature...

Confirmation. La véritable nature de Syriza ou du Front de gauche à la sauce grecque.

- La Grèce prévoit d'honorer "toutes ses obligations" - Reuters

Le gouvernement dirigé par Syriza piétine les intérêts des travailleurs grecs, il témoigne qu'il ne vaut guère mieux que les précédents et se soumet également aux exigences de la troïka.

C'est quoi un gouvernement ouvrier révolutionnaire ? Réponse.

Russie, trois mois après la révolution d'Octobre de 1917 et la prise du pouvoir par le parti bolchevik.

Décret du 8-21 janvier 1918 sur l'annulation des emprunts (Journal du gouvernement des ouvriers et des paysans, 23 janvier 1918, n ° 20)

Le Conseil des commissaires du peuple a approuvé, à la date du 1er janvier, le décret suivant sur l'annulation des emprunts d'Etat.

1. Tous les emprunts d'Etat conclus par les gouvernements des propriétaires et bourgeois russes sont annulés à partir du 1er décembre 1917. Les coupons de décembre des emprunts mentionnés ne sont pas susceptibles de paiement.

2. Sont également annulées toutes les garanties données par les gouvernements cités relativement aux emprunts des différentes entreprises et institutions.

3. Tous les emprunts étrangers, sans exception et sans conditions, sont annulés.

4. Les bons à court terme et les séries de la trésorerie d'Etat restent en vigueur. Les intérêts qu'ils comportent ne doivent pas être payés et les obligations elles-mêmes ont cours à l'égal des billets de banque.

5. Les citoyens peu fortunés, possédant des titres des emprunts d'Etat annulés pour une somme inférieure à 10 000 roubles (valeur nominale), reçoivent une rente annuelle se montant à la somme des intérêts des titres leur appartenant.

6. Les citoyens possédant des titres des emprunts annulés pour une somme supérieure à 10 000 roubles ne reçoivent aucun dédommagement lors de l'annulation des titres leur appartenant.

Ah ben ça alors, annuler la dette de l'Etat au marché, aux banques, etc. c'est possible !

Dossier Yémen

Selon les articles de presse, les membres de la coalition constituée de différentes organisations chiites et sunnites ainsi que de tribus sont des "rebelles", le terme de milicien qu'on peut assimiler à voyou est réservé aux Houtis, tandis que les membres d'Al Qaïda (Aqpa) sont présentés sous un angle beaucoup plus aventageux comme des activistes, des insurgés, des combattants islamistes, la presse occidentale recourt à une sémantique qui laisse transparaître son inclinaison naturelle pour les barbares d'Al Qaïda et de l'Emirat islamique.

- L'aviation saoudienne repoussée par la DCA yéménite. - french.irib.ir

Au onzième jour des bombardements sauvages contre Sanaa, les chasseurs saoudiens ont été contraints à quitter le ciel de la capitale tant était nourri le feu de la DCA yéménite. Et pourtant Riyad a prétendu avoir détruit toutes les unités de la DCA yéménites. Toute la journée de dimanche, des dizaines d'appareils saoudiens ont survolé Sanaa et en ont bombardé les différents quartiers. Les avions ont bombardé à 16 reprises la localité de Hay à Jaraf dans le nord de la ville.

Les régions sur les frontière saoudo-yéménites ont été violemment bombardés par Riyad : al Bagha, Manba, ghamar, al Malahiz ont été ainis bombardés. Riyad a tiré des missiles et des obus de mortier contre les villes yéménites. La localité de Ghahaza continue à être pris pour cible des missiles. french.irib.ir 05.04

En réalité, cela ressemble plus à de la propagande iranienne qu'autre chose... Apparemment les Iraniens sont sur le point de retrouver leur statut d'allié des Etats-Unis, ceci peut peut-être expliquer cela. french.irib.ir est le portail de la radio francophone publique iranienne. A suivre.

- "Riyad ne pourra pas être le tuteur du peuple yéménite" - french.irib.ir

En allusion à l'ingérence de l'Arabie dans les affaires intérieures du Yémen, le porte-parole du mouvement Ansarallah a affirmé : « Ni l'Arabie ni aucun autre pays ne pourront se déclarer le tuteur du peuple yéménite ». Lors d'une interview avec la chaîne d'information « Russia Today», le porte-parole du mouvement Ansarallah, Mohamed Abdeslam a souligné que l'agression militaire étrangère contre le Yémen vise la souveraineté et l'indépendance de ce pays. « Le peuple yéménite est plus que jamais soudé et il a su enregistrer de nombreuses victoires face à Al-Qaïda », a souligné le porte-parole d'Ansrallah.

Soulignant que les parties étrangères empêchent la conclusion d'un accord interyéménite, le porte-parole d'Ansarallah a indiqué que ce mouvement est toujours disposé au dialogue et même dans la nuit où l'Arabie a agressé le Yémen, les négociations se poursuivaient entre les groupes politiques car le dialogue est l'unique issue à la crise yéménite. Aux yeux du porte-parole d'Ansarallah la cessation des menaces et de l'agression militaire contre le Yémen reste la condition sine qua none à l'ouverture de ce dialogue. « Nous ne pourrons pas négocier sous le spectre de cette agression », a réitéré Mohamed Abdeslam, rappelant que les victimes de l'offensive saoudienne contre le Yémen sont dans leur quasi-majorité des civils. « Bénéficiant des soutiens des Etats-Unis et du régime sioniste, l'Arabie a attaqué le Yémen, visant tous les citoyens de ce pays », a-t-il martelé. french.irib.ir 06.04

- Riyad, Daech et Al-Qaïda unis contre le Yémen - french.irib.ir

Pour aider les groupes terroristes dont Al-Qaïda au Yémen, l'Arabie a eu recours à ses unités spéciales. Un conseiller militaire, dont le nom n'a pas été révélé, a indiqué dimanche lors d'une interview avec l'Agence France Presse (AFP) que la mission des forces spéciales saoudiennes consistait à donner conseils aux groupes terroristes liés à l'Arabie et à assurer les coordinations.

Ce conseiller militaire saoudien a affirmé que l'armée et les forces spéciales de la marine d'Arabie sont en train de mener des opérations déterminées à l'avance, et que les forces spéciales saoudiennes à Aden, mettent des armes et équipements

de télécommunications à la disposition des éléments et individus terroristes liés à l'Arabie dont les membres d'Al-Qaïda. Cela prouve, entre autres, que l'Arabie a fait entrer ses forces terrestres dans une partie du territoire yéménite alors que l'ambassadeur de l'Arabie aux Etats-Unis, Adel al-Jobaïr avait dit auparavant que l'Arabie n'avait aucune force officielle à Aden.
Pourtant, l'intervention militaire saoudienne, déclenchée dans le cadre d'une opération dite « tempête décisive », a été soutenue par les responsables de divers pays occidentaux dont et surtout le président américain, Barack Obama. Les frappes aériennes contre le Yémen ont été décidées après ce que le peuple révolutionnaire yéménite ait mis de côté Mansour Hadi, vassal des Al-e-Saoud qui s'est vu ainsi obligé de s'enfuir de Sanaa, la capitale du Yémen vers la ville portuaire d'Aden où il a poursuivi ses complots contre la révolution du pays.

Quoiqu'il en soit, ni l'armée ni les forces du comité populaire lié aux Houthis ne sont restées les bras croisés. Elles se sont dirigées vers cette ville méridionale du Yémen pour la purifier de la présence des terroristes dont Al-Qaïda liés à l'Arabie. Face à ces victoires remarquables d'Ansrallah dont l'avancée vers la ville stratégique d'Aden, l'Arabie à opter pour une intervention militaire au Yémen, et cela avec le feu vert des Etats-Unis. Les frappes et attaques saoudiennes n'ont pas su toutefois faire plier le peuple révolutionnaire yéménite, qui résiste, vaillamment, tout au long de ces dix jours d'offensives contre son territoire.

Entre temps, l'armée et les forces populaires d'Ansarallah n'ont lésiné sur aucun effort censé confronter ses agressions.
La progression de ces forces dans la province d'Aden a en effet conduit l'Arabie à mettre des armes à la disposition des éléments d'Al-Qaïda et de Daech. S'inscrit dans le même cadre, la collaboration du Qatar et des Emirats arabes unis avec l'Arabie des Al-e-Saoud pour faire parvenir, via les lignes aériennes de l'Arabie, armes et équipements militaires aux terroristes d'Al-Qaïda et de Daech à Aden pour que ces derniers mènent leur offensive contre la révolution du peuple yéménite. french.irib.ir 06.04

La rhétorique des Iraniens varie d'un article à l'autre, bien qu'ils nient avoir des liens avec les Houtis, un secret de polichinelle, ici ils s'enflamment pour "le peuple révolutionnaire yéménite"...

ACTUALITE EN TITRES

Retour à l'envoyeur.

- Réforme du dialogue social: le projet de loi transmis aux partenaires sociaux - AFP

Que contient-il ? L'ensemble des dispositions que le gouvernement leur avait présentées en janvier et qu'ils avaient rejetées.
Un véritable syndicat ouvrier refuserait de réceptionner ce courrier et le renverrait à son expéditeur.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Vers un génocide à Yarmouk - french.irib.ir

Alors que les inquiétudes au sujet du massacre, par les terroristes, des habitants du camp de Yarmouk en Syrie, sont montées d'un cran, des groupes palestiniens ont lancé une opération militaire conjointe, en vue de reprendre à Daech et au Front Al-Nosra, certaines parties de ce camp occupées par les terroristes takfiristes.

Selon la chaîne arabophone iranienne Al-Alam, on s'inquiète encore du carnage de 20 mille réfugiés palestiniens du camp de Yarmouk, par les terroristes de Daech et du Front Al-Nosra. L'armée syrienne a encerclé de toutes parts le camp de Yarmouk, situé dans le sud de la capitale, Damas.

Un leader du Front populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), a exigé un plan du Comité exécutif de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP), afin d'adopter une décision politique arabe et internationale, pour libérer le camp de Yarmouk et évacuer tous les groupes armés de ce camp et à leur tête « Daech ». Abou Kaffah Qazi, haut membre du Front populaire pour la libération de la Palestine, a déclaré que le commandement général du FPLP, du Mouvement Fatah de l'Intifada, du Front pour la lutte de la nation palestinienne, les pionniers nationaux de la guerre pour la libération (Les forces de la Foudre), et le Parti de la sauvegarde nationale, sont des groupes palestiniens qui ont lancé l'opération militaire commune pour la libération du camp de réfugiés de Yarmouk, dans le sud de Damas, de l'occupation des terroristes.

Deux mille habitants du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, aidés par le gouvernement syrien et les groupes palestiniens, ont pu quitter les régions occupées par les terroristes. french.irib.ir 06.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Radio France à son 19e jour de grève, la plus longue de son histoire - AFP

Radio France entre ce lundi dans son 19e jour de grève, la plus longue de son histoire, et le conflit risque d'encore se durcir cette semaine car la direction doit présenter un plan de réductions d'effectifs.

Parmi elles, un plan de 300 à 380 départs volontaires, en priorité pour les seniors, avec 50 créations de postes dans des métiers qui jusqu'ici n'existaient pas à Radio France, a-t-on précisé de source proche du dossier. Des réductions d'effectifs d'avance rejetées par les syndicats.

Le président de la Société des journalistes de Radio France Ludovic Piedtenu a estimé dans la presse qu'un tel plan serait "absurde" car il ne viserait pas les postes "non productifs et qui coûtent cher", et qu'en outre il "coûterait à l'Etat une vingtaine de millions d'euros".

C'est pourquoi la grève, jusqu'ici reconduite jusqu'à mardi matin, pourrait se poursuivre au moins jusqu'en fin de semaine, estimaient plusieurs syndicalistes. "Avec le plan de départs, je ne vois pas comment éviter le durcissement", juge l'un d'entre eux.

Le SNJ (Syndicat national des journalistes), qui a participé au mouvement uniquement vendredi, pourrait opter pour la grève dès le lendemain du CCE, selon des sources au sein de la rédaction.

Pour sortir de l'impasse, les syndicats réclament au gouvernement un médiateur, sans réponse pour l'instant. La ministre de la Culture Fleur Pellerin a estimé vendredi que Mathieu Gallet avait "toutes les cartes en mains" pour sortir du conflit.

Lundi matin, sur France Inter où la matinale était diffusée malgré la grève, la ministre a répété que le gouvernement avait décidé de stabiliser depuis 2012 la dotation publique de Radio France (environ 650 millions d'euros) au lieu de l'augmenter car "on peut penser une radio publique ambitieuse" mais "plus économe des deniers publics".

"On demande des efforts à tout le monde", a-t-elle plaidé. Elle a aussi réclamé "un grand chantier de modernisation sociale" à Radio France et souhaité de "trouver une issue au conflit". Vendredi elle avait jugé un plan de départs "sans doute nécessaire".

Mais une partie des syndicalistes et des salariés jugent Mathieu Gallet discrédité après les révélations sur les dépenses de rénovation de son bureau, dont il s'est publiquement excusé, et l'embauche d'un conseiller en image.

Vendredi, une assemblée du personnel a voté contre lui une motion de défiance et réclamé sa démission. Mais le soir même sur iTELE, le PDG a exclu de démissionner.

Pour tenter de débloquer le conflit, Fleur Pellerin a sommé vendredi Mathieu Gallet de renouer le dialogue social. Résultat: une séance de négociations organisée en urgence samedi par la direction, sans grand résultat. "Ca a capoté", a résumé un élu syndical à la sortie.

Cinq syndicats ont choisi de lancer une grève illimitée depuis le 19 mars, au nom de revendications très spécifiques, dont le maintien des deux orchestres, une demande désormais soutenue par le ministère.

Suivie surtout par les techniciens, elle paralyse les antennes. La bande musicale qui remplace les émissions désespère les fidèles de France Inter, France Culture, France Bleu, France Musique, Fip et Mouv'.

Chez les grévistes, la motivation reste avant tout la défense de l'emploi, ainsi que la crainte diffuse que Mathieu Gallet et ses conseillers, qui selon eux privilégient des critères de rentabilité, menacent la vocation de service public de Radio France.

"On ne nous parle que de formats et non de contenus, de marques et non d?identité d?antennes, d?argent et non de

richesses", accusaient des grévistes dans une tribune dans le Monde samedi.

La colère monte aussi dans les 44 stations locales de France Bleu, qui refusent la mutualisation des programmes par souci d'économies, au risque d'une perte de l'identité locale des stations. Cette "syndication", prônée par Mathieu Gallet, est l'un des principaux motifs de la grève actuelle. AFP 06.04

Haut de page

Le 8 avril 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles en fin de journée.

Tout est dans la méthode.

- "Toute la manière de concevoir, chez Marx, ce n'est pas une doctrine, c'est une méthode. Elle n'offre pas de dogmes tout apprêtés, mais des points de repère pour une recherche ultérieure, et la méthode de cette recherche." Le Capital de Karl Marx, Friedrich Engels)

La dialectique, le matérialisme dialectique, ce n'est pas un mystère ou sorcier, quand on aborde une question ou un sujet quel qu'en soit le domaine, il suffit juste de saisir le fil, de remonter jusqu'à son origine, puis de le dérouler en sens inverse ou jusqu'à nos jours sans jamais le lâcher.

Il faut évidemment commencer par se poser des questions et ainsi de suite. Il faut partir du principe qu'on est profondément ignorant et qu'on a encore tout à apprendre, ce qui nécessite un minimum de modestie, un peu de patience et beaucoup de détermination, de volonté, de courage, de rigueur pour persévérer et progresser.

J'en a fait l'expérience en partant de très très loin et voyez le résultat. Je ne suis pas forcément un bon exemple à suivre dans tous les domaines je vous l'accorde, c'est ce que je pense moi-même, cela dit mon parcours personnel prouve qu'on peut quand même évoluer, et sans cette méthode je n'y serais sans doute jamais parvenu, d'où mon éternel reconnaissance à mes maîtres d'études, à tous les philosophes, penseurs, intellectuels géniaux des siècles passés depuis Héraclite.

Ta peau vaut huit balles.

- Etats-Unis : un policier blanc abat un homme noir de huit balles dans le dos - LeMonde.fr

J'ai raconté cette histoire ce matin à Selvi ma compagne, elle était horrifiée la pauvre femme. Du coup elle n'a pas oublié de se mettre de la crème blanche pour protéger son visage qui noircit un peu plus chaque jour, elle bronze en travaillant, comme quoi l'esclavage est une vrai saloperie... Elle porte des chemisiers aux couleurs éclatantes assortis à ses saris, avec sa peau noire cela crée un contraste magnifique, c'est beau et je lui ai dit.

J'ai fait un peu de photo autrefois et j'ai conservé cet attrait pour les éléments, formes, textures, matériaux ou couleurs, premiers plans ou lignes fuyantes qui donnent du relief à une scène au premier abord banale. Lire, regarder des documentaires ou voyager stimule la réflexion et l'imagination, mais la simple observation de ce qui nous entoure peut aussi être une expérience très enrichissante, plus reposante quand on a le cerveau qui fonctionne sans répit.

Avec Selvi nos rapports ne volent pas bien haut, certes, mais par leur naturel ils me permettent d'en apprendre encore sur la psychologie des hommes, davantage qu'avec un être plus évolué et moins isolé dont le comportement serait perturbé ou parasité par la société.

Quand elle est à la maison, elle se sent (bien) chez elle, il faut dire que j'ai tout fait pour qu'elle soit à l'aise, aussi est-elle plus nature que jamais. Par exemple, elle a les cheveux qui atteignent les hanches et elle adopte une coiffure que j'avais vu porter uniquement par les Katuvasis ou Adivasis, les indigènes ou ceux que vous appelez les Roms ou les Tziganes. Je trouve cela très originale, une liberté qu'elle se permet qui prouve qu'elle ne sent pas oppressée en ma présence, je lui en ai parlé en lui demandant de ne surtout rien changer, j'ai horreur des uniformités et des singeries.

- Etats-Unis : un policier blanc abat un homme noir de huit balles dans le dos - LeMonde.fr Assassinat ordinaire.

Au départ, il s'agit d'une banale interpellation. Un homme qui circulait samedi 4 avril dans un véhicule avec un feu cassé est arrêté par la police. Mais l'homme sort de la voiture pour s'échapper dans un petit jardin public voisin. Rattrapé un policier, l'incident tourne alors au drame. L'automobiliste, un homme noir de 50 ans tente à nouveau de s'échapper et commence à courir. Le policier dégaine et lui tire dans le dos à huit reprises. L'homme s'effondre.

Dans un premier temps, le policier, Michael Slager, 33 ans, avait invoqué la légitime défense pour justifier son geste, prétextant que l'homme avait tenté de se saisir de son pistolet paralysant et que sa vie était menacée. Le problème, c'est que derrière la grille du jardin, un homme a tout filmé et les images contredisent la version du policier, qui ne semble à aucun moment menacé. Celui-ci a été inculpé d'assassinat, mardi 8 avril, après la révélation de la vidéo.

Facteur aggravant, dans la vidéo révélée par le New York Times, on voit le policier, après avoir passé les menottes à l'homme qui gît par terre, ramasser quelque chose, qu'il laisse ensuite tomber près du corps. Il pourrait s'agir d'une façon de maquiller le meurtre en légitime défense. Selon le New York Times, la victime, Walter Scott avait été arrêté une dizaine de fois pour des faits mineurs. Son frère, cité par le journal local, le Post and Courier, affirme qu'il se serait enfui parce qu'il pensait qu'on l'arrêtait afin qu'il paye la pension alimentaire de ses enfants.

Les images ont été en tout cas suffisantes pour que le maire de Charleston Keith Summey annonce l'inculpation du policier. « Quand vous êtes en tort, vous êtes en tort, a expliqué le maire lors d'une conférence de presse, mardi. Quand vous prenez une mauvaise décision, on ne regarde pas si vous portez un insigne de police ou si vous êtes un simple citoyen, vous devez assumer cette décision ».

Alors que le rapport de police rédigé dans la foulée du drame indiquait que les policiers avaient tenté de ranimer la victime, la vidéo montre au contraire que les agents ne font rien pour tenter de le sauver, en le laissant face contre terre, les mains menottées et le dos ensanglanté. lemonde.fr 07.04

Dossier Yémen

- Aqpa à l'offensive au Yémen, les USA accélèrent leur aide - Reuters

Des membres présumés d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) se sont emparés mardi d'un poste frontalier yéménite à la frontière saoudienne, tandis que se poursuivaient dans le Sud les raids aériens de la coalition formée pour enrayer la progression des miliciens chiites houthis.

Deux soldats yéménites ont été tués dans l'attaque de ce poste proche de Manouakh, localité située à 440 km au nord-est de Sanaa, a-t-on appris de sources proches des autorités de la province d'Hadramaout.

Profitant du chaos dû à l'offensive des Houthis en direction d'Aden, la métropole du Sud, des extrémistes islamistes avaient lancé la semaine dernière une offensive à Moukalla, sur le littoral de la mer d'Oman.

Selon les Nations unies, qui craignent une catastrophe humanitaire, le conflit yéménite a fait 549 morts, dont 74 enfants, au cours des deux dernières semaines.

Les raids aériens de la coalition, qui ont débuté le 26 mars, n'ont pas mis fin à l'offensive des Houthis et de leurs alliés des forces gouvernementales restés fidèles à l'ancien président Ali Abdallah Saleh. Maîtres de Sanaa, depuis septembre, ils cherchent désormais à s'emparer d'Aden, dernier bastion des forces gouvernementales que le président Abd-Rabbou Mansour Hadi a dû fuir le mois dernier.

L'intervention internationale ajoutée à trois parachutages d'armes a toutefois permis aux défenseurs de la ville de tenir leurs positions et d'en prendre plusieurs à leurs assaillants.

Ils sont "guidés" par des membres des forces spéciales saoudiennes, d'après un diplomate de la région, selon lequel Ryad n'envisage toutefois pas d'intervention militaire au sol à court terme.

En visite en Arabie saoudite, le secrétaire d'Etat américian adjoint Tony Blinken a par ailleurs annoncé une accélération des livraisons d'armes américaines destinées aux forces de la coalition anti-Houthis.

"Nous avons expédié des cargaisons d'armes, nous avons accru nos échanges de renseignement et nous avons créé une cellule de coordination au centre de commandement saoudien", a-t-il déclaré à la presse à Ryad.

Selon des témoins, les miliciens houthis se sont retirés lundi de la base aérienne d'Al Anad, 50 km au nord d'Aden, d'où décollaient les drones américains utilisés contre Aqpa, mais leurs alliés de l'armée s'y trouveraient toujours.

D'intenses combats ont par ailleurs éclaté à Laoudar, toujours dans le Sud, où six membres des forces fidèles au président Hadi ont été tués, rapportent des témoins et des membres des milices gouvernementales. Les Houthis ont également subi de lourdes pertes et 50 ont été faits prisonniers, ajoute-t-on.

Sur la côte ouest, les raids de la coalition contre les positions des rebelles chiites soutenus par l'Iran se sont poursuivis près d'Hodeïda ainsi que dans les provinces de Saada et d'Hadja, frontalières de l'Arabie saoudite, et à Makaïras, 150 km au nord-est d'Aden. Reuters 07.04

- Yémen: les missiles saoudiens tuent des enfants. - french.irib.ir

6 enfants ont été tués, dans l'attaque des chasseurs saoudiens contre une école, dans le centre du Yémen.

Selon le site web Al-Ahd, les chasseurs saoudiens ont attaqué, ce mardi, une école, dans la ville d'Eb, au centre du Yémen, et tué 6 enfants. Des dizaines d'autres enfants ont été, également, blessés, dans cette frappe des appareils saoudiens. Hier, les chasseurs saoudiens ont bombardé, à 11 reprises, diverses régions, au Yémen.

D'autre part, au cours des accrochages de lundi entre le mouvement populaire d'Ansarallah du Yémen et les terroristes d'Al-Qaïda, dans le Sud du pays, notamment, à Aden, au moins, 18 personnes des deux camps ont été tuées. Selon une autre dépêche, simultanément à l'incapacité de l'Arabie, au Yémen, le régime des Ale-Saoud a débarqué , via la mer, 3.000 éléments terroristes de «Jaïsh al-Islam», depuis la Ghouta de l'Est, dans la province de Rif-Damas, au Yémen. french.irib.ir 07.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Le FN, un parti "comme les autres", "patriote" ? En quelque sorte effectivement.

- Jean-Marie Le Pen «comprend qu'on combatte la démocratie» - Liberation.fr

«Ils commencent à me gonfler tous avec la République, s'agace Le Pen. Je ne suis pas royaliste mais cette référence n'est faite d'évidence que pour gommer la référence à la nation.» Et d'ajouter plus loin : «Je comprends tout à fait qu'on mette en cause la démocratie, qu'on la combatte.» Tout en appelant cependant à en respecter les règles : «Nous nous battons sur un terrain donné, qu'on ne choisit pas.». Liberation.fr 07.04

Il est vrai que si le "terrain" s'y prêtait, il liquiderait les libertés individuelles et déclarerait illégale le droit d'expression plus particulièrement celui du mouvement ouvrier qu'il réprimerait, comme le font les homologues du FN en Ukraine avec la bénédiction de l'Otan, du FMI et de Bruxelles ou encore du gouvernement français ou le PS.

En attendant, après l'UMP sous Sarkozy, c'est le PS qui a pris le relais de l'offensive contre les libertés individuelles.

Ils sont républicains ou démocrates aussi longtemps que la situation du capitalisme le permet, mais dès que ses besoins entrent en contradiction avec l'exercice des valeurs de la République ou des principes de la démocratie, ils les bazardent ou cèdent la place à l'extrême droite à laquelle ils ont minutieusement et sciemment préparé le terrain.

Ils sont républicains ou démocrates en apparence uniquement, mais pas fondamentalement, c'est la lutte de classe du prolétariat qui leur a imposé ces valeurs et ces principes qu'ils honnissent tous en réalité, mais dont ils se servent hypocritement tant qu'elles font leurs affaires. Pourquoi ? Parce que lorsqu'on prend la peine de se pencher dessus, on s'aperçoit que leur contenu n'est pas seulement universelle, il est intemporel et témoigne que si leur application était rigoureuse ou respectait strictement leur contenu sans lui imposer des restrictions, il dépasse le cadre de la société divisée en classes antagoniques qui en réalité en est la négation ou porte en lui la négation de ces principes ou valeurs, dont la portée est délimitée par les besoins politiques de la classe dominante.

Elle s'en sert pour assurer la stabilité du régime, assurer la pérennité de sa domination de classe en y associant les partis et organisations du mouvement ouvrier qu'elle a corrompus, et qui au lieu de s'en servir pour combattre le régime en place jusqu'à son renversement, collaborent avec lui et monnaie leur collaboration en échange de leur soutien au régime.

En réalité ce sont les besoins économiques du capitalisme qui déterminent leur contenu autant que leur existence. Chaque fois qu'une classe y recourut dans le passé, ce fut pour stimuler ou tenter de dépasser les contradictions de son mode de production, et chaque fois qu'elles furent liquidées, ce fut au profit d'un régime autocratique ou une monarchie ou encore une dictature militaire. De nos jours, c'est l'oligarchie financière qui fait office d'autocratie, de monarchie, de dictature, elle cumule les trois formes de

régimes les plus injustes, infâmes et cruels à la fois, d'où la barbarie à laquelle nous assistons et qui est sa création.

La République et la démocratie n'ont existé que virtuellement jusqu'à présent, en dehors des expériences de la Commune de Paris et la révolution russe de 1917 qui incarnaient véritablement le pouvoir et les droits de la majorité de la population. Le reste du temps, disons depuis l'avènement du capitalisme que Marx situait aux alentours du XVe et XVIe siècle, la République et la démocratie n'ont jamais incarné autre chose que la domination de classe de la minorité qui détient le pouvoir économique sur la majorité des exploités qui ne détiennent aucun pouvoir, sinon celui de participer à leur propre asservissement quand les partis qui étaient censés représentés leurs intérêts se sont mis au service des exploiteurs.

La République et la démocratie en régime capitalisme sont des instruments politiques destinés à soumettre les exploités aux besoins des exploiteurs. Si nous nous réclamons de la République et de la démocratie, c'est uniquement parce que c'est dans ce cadre que peut se développer la lutte des classes, non pas dans la perspective démagogique de rétablir on ne sait quelles hypothétiques République ou démocratie qui n'ont en fait jamais existé hormis pendant 72 jours il y a 143 ans, donc, dont personne n'a le moindre souvenir, la moindre conscience, expérience à laquelle aucun travailleur ne fera référence, mais dans la perspective de rassembler les conditions politiques qui permettront de réaliser leurs valeurs et principes sans restriction dès lors que la classe majoritaire dans la société se sera emparée du pouvoir politique après avoir renversé l'ordre établi.

C'est le seul contenu de classe que nous acceptons ou que nous entendons donné au mot d'ordre de la défense de la République et de la démocratie, car il s'inscrit dans le cadre du développement historique du capitalisme ou dans le prolongement du processus dialectique engagé conduisant à substituer au pouvoir de la minorité, celui de la majorité, au gouvernement des hommes l'administration des choses, au règne de la nécessité, celui de la liberté.

Notre regard doit être tourné résolument vers l'avenir ou le futur et non vers le passé qu'il ne faut pas ignorer.

En complément. Rien à voir avec la démocratie.

- "L'élection présidentielle de 2017 ne doit pas se gagner sur une alternance naturelle " - Francetv info

Expérimentation. A quoi ressemblera la société qu'ils vous préparent.

Le Kansas veut limiter les loisirs des plus pauvres - libération.fr

Une proposition de loi prévoit de restreindre l'accès aux piscines, salons de tatouage, salles de jeux ou cinémas aux personnes bénéficiant de l'aide sociale, pour les encourager à dépenser leur argent de façon «raisonnable».

Si l'article du Washington Post ne datait pas du lundi 6, on aurait immédiatement pensé à un poisson d'avril. Mais non : une proposition de loi dans le Kansas, aux Etats-Unis, prévoit réellement de limiter l'accès aux activités récréatives pour les personnes bénéficiant des minima sociaux (qui reçoivent entre 454 et 497 dollars par mois), rapporte le quotidien. Les deux chambres législatives de l'Etat, toutes deux contrôlées par les républicains, l'ont approuvée la semaine dernière. Le sénateur Michael O'Donell, un républicain originaire de Wichita, défend ce projet sous prétexte qu'il aiderait les familles recevant l'aide de l'Etat à dépenser leur argent de manière «plus responsable». «Nous essayons de nous assurer que ces aides sont utilisées pour ce qu'elles prévoient. C'est une question de prospérité. C'est une question d'avoir une belle vie», a-t-il dit au Topeka Capital-Journal. (La "belle vie" avec moins de 500 dollars pour vivre au pays des ultra riches, on préfère ne pas commenter, on deviendrait violent, il faut les exterminer. - ndlr)

Si le texte est effectivement signé par le gouverneur et que le dernier vote au Sénat, prévu le 9 avril, va dans le même sens, il prendra effet le 1er juin. Les personnes recevant des aides publiques ne pourront plus dépenser leur argent à la piscine et dans les débits de boisson, ni en «piercings, massages, spas, tabac, ongleries, lingerie, salles d'arcades, croisières ou visites chez le psychiatre […] parcs à thèmes, centres équestres ou canins, entreprises du sexe, ou n'importe quel endroit interdit aux mineurs», liste le Washington Post. Qui ne précise pas comment les autorités pourraient bien contrôler qui des clients de ces établissements bénéficient de l'aide publique ou non, à part qu'il sera impossible aux personnes aidées de retirer plus de 25 dollars par jour en liquide à un distributeur (à l'aide de leur carte de retrait fournie par les services sociaux, il ne s'agit a priori pas de limitation sur leurs éventuelles cartes de banques privées).(Il suffit d'ajouter un amendement à cette loi leur interdisant de posséder une carte bancaire dans un établissement privé et le tour est joué. - ndlr)

«Selon cette nouvelle règle, une famille de trois personnes recevant le montant d'aide maximum devrait se rendre au distributeur une douzaine de fois pour retirer cet argent, qui serait réduit par la taxe de 85 cents à chaque retrait», note de son côté le Huffington Post, qui rapporte que l'idée fait des émules : dans le Missouri, les républicains envisagent d'exclure la viande et les fruits de mer de la liste des denrées que l'on peut acheter avec des bons alimentaires. libération.fr 07.04

Imaginez un instant qu'ils perfectionnent ce genre de mesures et les étendent à l'ensemble de la population.

Une fois limité de manière drastique l'accès à la monnaie en espèce et les paiements en liquide, à partir des portails que vous visitez sur Internet, des "réseaux sociaux sur lesquels vous vous connectez, votre page Facebook ou Twitter, votre téléphone portable qui témoigne des endroits où vous vous rendez, les différentes applications que vous utilisez, vos relevés de compte sur lesquels figurent toutes vos dépenses et tous vos achats réalisés avec une carte bancaire ou de crédit, un carnet de chèques, etc. il leur sera possible très facilement en regroupant toutes ces données de connaître vos goûts, vos penchants, vos idées, vos habitudes, vos loisirs, votre mode de vie, vos déplacements, vos relations, etc. de les rentrer dans une base de données, c'est déjà ce que font la plupart des puissantes sociétés de services dédiées à Internet, Google, Yahoo, Microsoft, etc. bref ils sauront tout sur vous, à cela s'ajoutent votre numéro de carte d'identité ou de passeport, votre numéro de Sécurité sociale, votre carte Vitale, votre déclaration d'impôt sur le revenu, il ne leur restera plus qu'à passer à la phase terminale de leur projet en se rendant maître de votre compte bancaire, en vous dépossédant du droit de l'utiliser à votre guise en bloquant en fonction de certains critères l'accés à certains lieux, à certaines marchandises ou services, prestations, et vous serez totalement à leur merci.

Chaque individu ne sera plus qu'un numéro ou un matricule dans une société déshumanisée comme dans un établissement pénitencier, auquel s'appliqueront un certain nombre de critères en fonction de sa situation, de son statut sur lequel des critères politiques pourront venir se greffer qui permettront d'accéder à certains droits et non à d'autres, chaque numéro bénéficiant d'un traitement individuel, toute notion de classe sociale ayant disparu...

On se dit que ce n'est pas possible d'en arriver là un jour, et pourtant, lisez attentivement, ils pourront même vous interdire de manger de la viande ou des crevettes, cela paraît complètement dingue, mais le monde dans lequel nous vivons n'est-il pas déjà complètement dingue ? Pas dans 50 ans ou un siècle, demain ! On refuse de l'admettre et c'est dramatique. On bénéficie encore de conditions de vie relativement confortables et on ne veut pas voir au-delà, en fait preuve d'une inconscience suicidaire.

On se dit que ce n'est pas possible d'en arriver là un jour, les Grecs l'ont pensé, les Portugais aussi, les Irakiens ou les Syriens aussi, ces Américains également, et pourtant. C'est ce que se disait la population la veille de chaque dépression ou de guerre, et pourtant. Le plus dingue, c'est encore d'être aveugle à ce point-là, de faire preuve de tant de mauvaise foi.

ACTUALITE EN TITRES

Quand les assassins font le déplacement. Sans doute un devoir de mémoire.

- Algérie: un membre du gouvernement français pour le 70e anniversaire du massacre de Sétif - AFP

Le 8 mai 1945, c'est un certain François Mitterrand qui aurait signé l'ordre de ce massacre. Avant-hier Hollande a dit que toute l'histoire de France devrait figurer dans les manuels scolaires, on doute qu'il pensait à cet épisode glorieux ou qu'il parlait sérieusement...

Tir au flan : feu !

- Plan Vigipirate: Trois mois après, les CRS n'en peuvent plus - 20minutes.fr

Trois mois après les attaques terroristes à Paris, les CRS peinent à suivre le rythme et les arrêts maladie se multiplient. 20minutes.fr 07.04

Qui l'écoute encore ? Personne.

- Rebsamen: il n'y a "pas de politique d'austérité" en France - AFP

Le ministre du Travail, François Rebsamen, a affirmé mardi qu'il n'y avait "pas de politique d'austérité" en France, à deux jours d'une journée de grève et de manifestations. AFP 07.04

Que valent les garanties d'une dictature en matière de libertés individuelles? Quelle question franchement !

- Loi renseignement - Urvoas : "Des garanties réelles ont été mises en place" - LePoint.fr

- «Il faut que nous nous rebellions contre l'hypersurveillance sur Internet», réclame Catherine Morin-Desailly (UDI) - 20minutes.fr

Social

- Radio France: la grève est reconduite pour 24 heures - AFP

- Grève des contrôleurs aériens: 40% des vols annulés ce mercredi - 20minutes.fr

- Le propriétaire de Dim envisage de supprimer 400 emplois en France - AFP

- 1 600 emplois supprimés chez La Halle aux vêtements et André - LeMonde.fr

Stratégie du chaos et de la barbarie.

- Le Kansas veut limiter les loisirs des plus pauvres Libération.fr - Liberation.fr

- Etats-Unis : un policier blanc abat un homme noir de huit balles dans le dos - LeMonde.fr

- Violente manifestation dans le centre d'Athènes - Reuters

- Quinze policiers tués dans une embuscade au Mexique - Reuters

- Irak: 47 cadavres exhumés de fosses communes à Tikrit - AFP

- Yémen: la situation humanitaire est "catastrophique" à Aden - AFP

- Yarmouk, nouvelle tragédie palestinienne - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- "La reconnaissance d'Israël ne fait pas partie de l'accord sur le nucléaire iranien" (Obama) - french.irib.ir

Le président américain Barack Obama a estimé lundi 6 avril que demander à l'Iran de reconnaître Israël dans le cadre de l'accord global naissant sur son programme nucléaire serait une "erreur de jugement fondamentale".

« Subordonner l'accord nucléaire à une reconnaissance par Téhéran d'Israël, cela revient à dire que nous ne signerons aucun accord, à moins que la nature de l'ordre iranien ne change complètement. Et c'est, je pense, une erreur de jugement fondamentale. »

Le Premier ministre du régime sioniste, Benyamin Netanyahu ne cesse de s'employer pour torpiller un éventuel accord nucléaire global entre l'Iran et les 5+1. french.irib.ir 07.04

2- Irak

- Des chefs baathistes irakiens au sein de Daech - french.irib.ir

La plupart des chefs de Daech sont des officiers de l'armée dissolue baathiste de l'Irak. Cela a été révélé par le "Washington Post" se penchant sur la nationalité du principal chef de Daech, Abou-Bakr Al-Baghdadi.

Citant Abou Hamza, l'un des chefs terroristes, qui s'est enfui en Turquie, après les divergences de vue apparues avec la ligne de conduite de Daech, le "Washington Post" a dévoilé que les officiers baathistes sont dans les postes de commandement de Daech d'autant plus qu'ils décident les tactiques militaires et des plans de guerre. Pour le rappel, avec la chute du régime de Saddam en 2003 et la dissolution du parti baathiste, ce parti a continué ses activités destructives, grâce au soutien des partisans intérieurs et extérieurs.

L'Irak a vécu, de très difficiles jours, sous la dictature de Saddam qui avait fait recours, durant les 24 années de son règne, à la répression, au massacre et à l'exode forcé de certaines confessions et ethnies. Le paroxysme des crimes du parti baathiste

c'est, certainement, le massacre des Kurdes irakiens, dans l'opération Anfal entre 1988 et 1989. Selon les chiffres publiés, 182.000 Kurdes ont été tués ou portés disparus à la suite de cette opération. Les complots de ce parti se sont poursuivis, en collaboration avec Daech, après l'époque du Premier ministre Nouri al-Maliki lors des consultations qui se faisaient pour la désignation du nouveau Premier ministre, Haïdar al-Abadi. Ainsi la ville de Mossoul a été investie en juin 2014, avec la collaboration flagrante du parti dissolu baathiste et ses supporters dont les Etats-Unis, l'Arabie et Israël.

La collaboration de Daech avec ce parti dissolu est très profonde. Les officiers baathistes qui sont expérimentés dans la répression, et qui massacraient facilement le peuple irakien, procèdent aujourd'hui, à des actes répugnants, de la décapitation des otages aux comportements ignobles envers les femmes Yézidis, sans compter d'innombrables d'autres crimes que ces terroristes n'hésitent de commettre avec un grand sang-froid. french.irib.ir 07.04

Ce portail iranien en rajoute sur Saddam Hussein, alors que leur régime adepte de la charia et de la lapidation à mort ne vaut guère mieux. Quotidiennement dans le monde les chiites iraniens se livrent à un prosélytisme plus fleutré, moins hystérique mais tout aussipassons.

Que les dirigeants du parti baath, qui ont été humiliés par les Américains, s'en remettent à leurs bourreaux et aux barbares de Daesh en s'en prenant à la communauté chiite ou aux irakiens en général qu'ils accusent de ne pas avoir soutenu le régime policier de S. Hussein, montre à quel point ils étaient guidés par d'autres objectifs que le bien-être de la population irakienne sous le régime du dictateur. Ils sont eux-mêmes isolés d'une grande partie de la communauté sunnite qui mène la guerre contre l'Emirat islamique.

Haut de page

Le 9 avril 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser la causerie.

On a ajouté 33 articles. On notera un changement de ton et de comportement de l'Iran à travers les titres d'article de sa radio francophone, les relations avec la Russie sont problématiques et Erdogan est reçu par son homologue iranien, la Turquie d'Erdogan participerait à la stabilité de la région, sans blague, alors qu'elle est la porte d'entrée de tous les barbares qui envahissent, détruisent et massacrent l'Irak et la Syrie et leurs peuples.

On a hate de voir comment vont s'en sortir ceux qui présentent depuis des années l'Iran comme un facteur de paix dans la région, alors que c'est un Etat théocratique qui rivalise dans le prosélithisme religieux le plus archaïque et obscurantsite dans le monde avec l'Arabie saoudite au détriment de la démocratie. En fait ils se partagent les rôles et chacun défend ses intérêts spécifiques au détriment de leur population. L'un et l'autre est prêt à s'allié avec les Etats-Unis, quitte à brader sa souveraineté.

Quant à ceux qui prétendaient que le FN était un parti tout à fait respectable et fréquentable, parfois ce sont les mêmes cabotins, les dernières sorties de Le Pen père prouve le contraire, c'est un parti d'extrême droite apte à devenir un parti fasciste quand l'occasion se présentera. Je n'ai pas eu le temps de réfléchir à ce qui l'oppose à sa fille, apparemment, il pourrait lui reprocher de dénaturer le FN en virant tous ceux qui se réclament ouvertement de Vichy, Pétain, le régime nazi allemand ou le fascisme, alors que la classe dominante a besoin d'un tel parti, ce serait une manière de lui signifier qu'elle est en train de couper la branche sur laquelle elle est assise et que la classe dominante n'a pas besoin d'un parti de l'ordre bis, l'UMP et son supplétif le PS font déjà l'affaire, par contre une fois épuisée cette option, il faut un parti d'extrême droite pour sauver le régime de la plèbe barbare qui pourrait le renverser...

Haut de page

Le 11 avril 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques

1- Le culte de la personnalité est toujours autant ancré dans les esprits.

C'est Lénine qui avait créé le poste de Sécrétaire générale du parti communiste, dont la fonction initiale dans son esprit devait incarner ou impulser la politique définie à la fois par le bureau politique et le bureau d'organisation du comité central du parti bolchevik, en quelque sorte il devait en être le porte-parole, elle n'avait pas été conçue pour imposer un quelconque point de vue à l'un ou à l'autre contrairement à ce qu'en fit Staline pour s'emparer du parti et le détruire, pour faire bref.

Ce poste et cette fonction auraient pu convenir à un dirigeant de la trempe de Lénine qui n'envisageait pas d'imposer sa dictature sur le parti ou qui était guidé uniquement par la cause du socialisme, ce qui n'était évidemment pas le cas de Staline.

Une fois installé à ce poste, Staline allait s'en servir comme un puissant levier pour combattre et éliminer les dirigeants du parti restés fidèles à la révolution socialiste, et si rien ne dit s'il y serait parvenu si ce poste n'avait pas existé, rien ne dit non plus qu'il ne l'aurait pas créé lui-même à un moment donné, donc la question de savoir après coup si Lénine a commis une terrible erreur ne nous mènera nulle part.

Toutes les sections de la IIIe Internationale l'adopteront après la mort de Lénine en janvier 1924, le Sécrétaire général concentrera tous les pouvoirs au sein du parti après s'être soumis son appareil, le culte de la personnalité fera le reste, acquis au stalinisme ils deviendront des instruments de la contre-révolution thermidorienne au service de l'ordre capitaliste mondial.

Le culte de la personnalité sera tellement ancré profondément dans le cerveau des militants, qu'il leur interdira même d'imaginer que leurs dirigeants pourraient commettre des erreurs pour finalement s'interdire de penser ou exprimer la moindre critique à leur encontre.

Ce culte de la personnalité qui n'est pas propre aux militants du mouvement ouvrier est largement répandu au sein de la population jusqu'à nos jours. J'ai reçu un courriel qui le confirme si nécessaire. J'aurais commis l'horrible crime de m'attaquer au PS dans des termes qu'auraient rejetés Lénine et Trotsky, notez bien qu'il s'est passé près d'un siècle ou plus de 74 ans depuis, qui sur cette question précise ou n'importe laquelle n'aurait jamais commis la moindre erreur. La modestie n'étant pas le fort de la plupart des (vieux) militants, donnons la parole à Lénine qui n'en manquait pas.

La "***vie a montré notre erreur***".

- "Emportés par la vague d'enthousiasme, nous comptions, nous qui avions éveillé l'enthousiasme populaire - d'abord politique, puis militaire -, nous comptions pouvoir réaliser directement, à la faveur de cet enthousiasme, les tâches économiques aussi grandioses que les tâches politiques générales, que les tâches militaires. Nous comptions - ou peut-être sera-t-il plus exact de dire : nous pensions, sans un calcul suffisant - pouvoir, par les ordres exprès de l'Etat prolétarien, organiser à la manière communiste, dans un pays de petits paysans, la production et la répartition des produits par l'Etat. La vie a montré notre erreur. [...] Ce n'est pas en s'appuyant directement sur l'enthousiasme, mais au moyen de l'enthousiasme engendré par la grande révolution, en faisant jouer l'intérêt personnel, l'avantage personnel, en appliquant le principe du rendement commercial, qu'il nous faut d'abord, dans un pays de petits paysans, construire de solides passerelles conduisant au socialisme, en passant par le capitalisme d'Etat " (Lénine, OEuvres choisies, t. II, p. 917. - P. Broué : le parti bolchévique page 66)

2- A bas le PS et le saint front unique !

Ce passage est décousu pour ne pas dire bordélique parce que je ne peux pas y consacrer tout mon temps, j'ai dû m'y reprendre à quatre ou cinq reprises en deux jours en fonction de mes autres occupations ; Un homme au foyer cela a des responsabilités qu'est-ce que vous croyez, et ce n'est pas madame qui me démentira, raison de plus pour respecter et aimer les femmes, sauf les féministes bien entendu, elles voudraient nous réduire en esclavage, merci c'est déjà fait !

L'engrenage qui consiste à déformer ou falsifier la réalité pour justifier sa politique ou le procédé plus communément répandu dans la vie quotidienne qui consiste à mentir pour camoufler ses réelles intentions ou sa véritable personnalité, nécessite quand la réalité se fait trop présente ou les faits trop pressants au point d'être démasqué ou de se retrouver confronté à soi-même, de recourir à la même méthode et de produire de nouvelles falsifications ou de nouveaux mensonges qui serviront à couvrir les précédents et ainsi de suite, de telle sorte que la réalité qu'on s'est fabriqué ou telle qu'on l'a décrite est si profondément ancrée dans notre cerveau à force de s'en convaincre, nous apparaît un jour si conforme à la réalité pour s'y être substituée entièrement, qu'on en arrive sans y prendre garde à commettre l'erreur fatale qui consiste à considérer inconsciemment à haute voix ou devant des témoins que l'interprétation qu'on en donne serait largement partagée ou admise au point de livrer les réelles intentions qui nous animaient ou de se démasquer soi-même. C'est imparable et un vrai bonheur.

Un de mes lecteurs qui fut pendant des décennies un ardent supporter (trotskiste) du PS, manifestement incapable de contredire ou même ne serait ce qu'examiner les arguments que j'ai avancés pour justifier la rupture totale de l'avant-garde ou des trotskistes avec ce parti qui aurait dû intervenir selon moi dès les années 40 pour ne pas dire plus tôt, à court d'argument ou n'en ayant aucun à m'opposer en arrive à justifier sa position ou les rapports que les trotskistes ont continué d'entretenir avec le PS en invoquant Lénine et Trotsky, comme le sorcier invoque les esprits pour impressionner son auditoire et se donner une certaine importance ou légitimité, il en faudra plus pour nous impressionner.

Voici ce qu'il m'a écrit, je réponds plus loin point par point.

- Pauvre Tardieu qui s'échine à radoter sur des bases politiques complètement fausses ! (Faudrait-il encore le prouver. - ndlr)

Les racines historiques du PS sont la vieille SFIO qui était un parti ouvrier bourgeois pour Lénine et Trotsky, et pourtant on pourrait dire à l'époque "parti caipitaliste, bourgeois, de droite, etc... !!!! Les PS allemand et français votent les crédits de guerre, et donc la guerre impérialiste de 14-18 responsable de dizaines de millions de morts et donc de la survie du capitalisme ! le PS allemand décapite la révolution allemande en assassinant Rosa Luxemburg et Karl Liebnecht !!!! Ils n'ont plus fait pire! (Oh si mille fois pire en continuant à exister ! Qu'est-ce qu'on en a à foutre des "racines historiques du PS", quel ouvrier y fait référence, aucun, mais bon, manifestement on ne fait pas référence au même milieu social ou à la même classe, on est donc condamné à un dialogue de sourds. - ndlr)

Et pourtant Trotsky combat pour un gouvernement Blum-Cachin en 1936 !!!! (Non, il combat pour le front unique avec un contenu bien précis auquel Blum-Cachin ne pourront jamais adhérer, Trotsky le dit lui-même, à lire plus loin. C'est un aveu. En mai 81 vous avez combattu pour faire élire Mitterrand en appelant à voter pour lui dès le premier tour de la présidentielle, puis pour un gouvernement PS-PCF-PRG puisque ce dernier faisait partie de la fête quoique vous puissiez ajouter comme réserve. Vous avez donc trahi l'esprit du front unique tel que Trotsky l'avait conçu ou plutôt vos dirigeants révisionnistes. Moi aussi puisque nous militions dans la même organisation, l'OCI. - ndlr)

Après l'expérience de 1981-83 et le tournant de la rigueur, le PT puis le POI cessent DEFINITIVEMENT d'appeler à voter PS-PCF ! (Grossier mensonge que les militants auront à coeur de rectifier, jusqu'en avril 2012 lorsque Schivardi répondant à une question affirmera que bien entendu il faut tout faire pour chasser Sarkozy ce qui était un appel à voter Hollande. Les autres fois ils ne cesseront de répéter qu'il faut "battre la droite" qui avait la même signification. Ils sont passés maîtres de la couardise et de l'hypocrisie, mais les militants savent encore lire. - ndlr)

Quant à une possible dictature mondiale de l'oligarchie financière, c'est la négation pure et simple de Lénine et le retour à Kautsky et son super impérialisme mis en miette par Lénine et Trotsky!" (Quel numéro d'illusionnisme à partir d'une citation vieille de 96 ans ! J'y réponds plus loin. Lénine et Trotsky qui étaient de fins dialecticiens contrairement à ce philistin, considéraient que tout était possible à condition que certaines conditions soient réunies et que seul l'examen des faits ou de la réalité permettait de déterminer si ces conditions étaient remplies ou non ou sur le point d'être réunies. Trotsky considérait que l'existence des Etats-Unis d'Europe était hautement improbable, puis cette institution vit le jour parce qu'entre temps le mouvement ouvrier avait totalement dégénéré en Europe. Ce n'est qu'un exemple parmi bien d'autres. Rien ne dit non plus qu'un jour ou l'autre l'UE n'éclatera pas comme autrefois la Société des Nations puisque nous n'en sommes pas encore arrivé à la fin de cette histoire, la lutte des classes continuent... - ndlr)

Ceux qui ont les principaux ouvrages des marxistes en tête savent qu'ils se sont livrés à un certain nombre de pronostiques qui ne se sont jamais réalisés au-delà des facteurs de rythme ou de délai auxquels on fait référence habituellement, ou qu'ils ont commis des erreurs d'analyses ou d'appréciation concernant les événements qui devaient se dérouler à leur époque ou par la suite, notre objet n'est pas ici d'en déterminer les causes, sans doute ont-ils péché parfois par excès d'optimisme emportés par leur lucidité et leur foi ardente dans le socialisme. Pour étayer rapidement notre propos, rappelons qu'Engels a dû corriger les deux tiers du tome II du Capital rédigé initialement par Marx parce que cette partie reposait sur une base erronée. Lorque Lénine adoptera la NEP il affirmera qu'ils avaient commis l'erreur de croire plus que penser précisera-t-il, qu'il serait possible d'introduire le communisme dans un pays ou prédominait l'agriculture et l'état d'esprit du propriétaire individuel... Quant à Trotsky, après avoir déclaré que la révolution avait commencé en juin 36 en France, après quelques contorsions il en arrivera à dire qu'il s'était peut-être laissé emporter par son enthousiasme... Bref, voilà trois exemples et non des moindres qui montrent que les maîtres du marxisme ont commis aussi un tas d'erreurs dont certaines étaient monumentales, alors de là à penser qu'ils en auraient commises d'autres qu'on aurait laissé passer, on est en droit de l'imaginer. Si c'est l'analyse du développement de la situation et les expériences qui en découlent qui permet de discerner ces erreurs, ils peuvent s'étendre sur une période plus ou moins longue et il peut s'écouler un temps plus ou moins long avant de pouvoir confirmer ou infirmer une théorie pour ensuite la corriger si nécessaire.

Nous ne devrions conserver de leurs travaux pour nous guider que la méthode qu'ils nous ont cédée et les lignes directrices de leurs enseignements de la lutte des classes, au lieu de pratiquer le culte de la personnalité et en faire des icônes pareils à des dieux et de reproduire les erreurs qu'ils ont pu commettre qui ne remettent pas en cause les expériences extraordinaires qu'ils nous ont léguées, on ferait mieux d'examiner à nouveau certains facteurs et rapports déterminants à la lumière de leur évolution ou de leur comportement jusqu'à nos jours, afin de corriger l'interprétation qu'on avaient pu en donner en calquant celle des marxistes. Contrairement à nos dirigeants et à leurs disciples qui sont quasiment parfaits et ne commettent jamais d'erreurs, les marxistes les ont reconnus modestement quand l'occasion leur en fut donnée.

Il faut ajouter à cela la malhonnêteté intellectuelle ou la mauvaise fois de nos détracteurs, qui d'une part se passeront bien de montrer à quelle point les principes, la méthode, la conception de la lutte de classe, de la propagande, du parti, des rapports du parti avec la classe ouvrière et les autres partis se réclamant du mouvement ouvrier définis par Marx, Engels, Lénine ou Trotsky n'avaient pa grand chose à voir ou très approximative avec ceux de leurs dirigeants, et d'autre part les citations ou références qu'ils tirent des marxistes ne servent qu'à justifier leur politique au lieu de partir de la réalité qu'ils ont sous les yeux pour la simple raison qu'elle la contredit. Quelques exemples.

Trotsky a affirmé que les Etats-Unis d'Europe ne pourraient pas se réaliser, sauf si une condition était remplie, à savoir si le mouvement ouvrier était totalement soumis aux institutions du capital, or cette condition a été réunie et l'Union européenne existe bel et bien depuis des décennies. Quant à l'entente entre les différents impérialistes qui demeurait inconcevable à l'époque où Lénine rédiga L'impérialisme stade suprême du capitalisme, sans donner raison à son détracteur Kautsky qui y voyait une source de paix et de stabilité, de régénérescence du capitalisme, perspective démentie par les faits alors que le mondialisme est synonyme de chaos et de guerre, il ne pouvait pas imaginer que l'oligarchie financière en arriverait à concevoir un système économique purement mafieux basé sur la création monétaire illimitée et sans contrepartie, ce qui n'avait jamais existé dans le passé, donc condition qu'il n'a pas pu évaluer pour statuer définitivement sur cette question, mais là encore les mêmes dirigeants et militants décident de passer outre, pratiquent le déni, nient l'existence de ce facteur et rabâche ce qu'a écrit Lénine en 1919 pour uniquement justifier leur ligne politique qui ne peut que nous conduire dans une impasse.

La situation n'est pas autre chose que le produit ou la combinaison de l'évolution d'un certain nombre de facteurs ou rapports ayant une influence les uns sur les autres qui détermine son orientation qui peut être amenée à être modifiée dans un sens ou un autre.

Il faudrait en passer nous dit-on par certaines expériences pour comprendre la nature de certains facteurs pour pouvoir par agir par la suite sur la situation ou influencer son orientation, pouvoir entrevoir la réalisation de nouvelles expériences, atteindre un objectif précis, etc. On peut le concevoir à condition de ne pas en faire une règle absolue. Pourquoi ? Parce que cette condition n'est pas forcément nécessaire à la compréhension de la réalité. Dans le cas contraire il faudrait admettre que les facultés intellectuelles de l'homme ne pourraient pas servir sa destinée au-delà de sa propre expérience qui demeure forcément limitée, et il faudrait en déduire qu'il serait condamné à demeurer indéfiniment incapable de saisir la réalité dans sa plénitude, autrement dit d'accéder à un niveau de conscience supérieur.

Le niveau de conscience atteint par un homme serait équivalent à la somme des expériences qu'ils auraient vécues au cours de son existence ou des situations auxquelles il aurait été confronté, mais en aucun cas l'interprétation qu'il a pu donner d'expériences étrangères aux siennes parvenues à sa connaissance par les différents moyens de communications ou d'informations ou les leçons qu'il aurait pu en tirer ne pourraient influencer en aucune manière son niveau de conscience et son comportement. On s'aperçoit à quelle absurdité on arrive à partir d'une telle conception de l'homme, qui fait l'impasse sur sa capacité à se projeter au-delà de la réalité qu'il a sous les yeux ou son propre vécu, il possède au contraire la faculté d'intégrer des éléments extérieurs à ses propres expériences qui peuvent lui être transmis par de nombreux canaux, au cours d'une lecture ou d'une discussion par exemple, et qui viendront enrichir son expérience ou le contraire, si leurs contenus étaient néfastes à sa condition sans qu'il en ait conscience.

Cette conception de l'homme tend à nier ou nie carrément que la réflexion ou le développement des idées serait une expérience à part entière. Or pour en arriver à cette conclusion qui en réalité est un postulat reposant sur l'ignorance qu'il existe une interaction permanente entre les éléments objectifs et subjectifs qui participent à sa nature ou déterminent son comportement et l'interprétation qu'il en donne. Il faudrait déconnecter artificiellement ou par un coup de baguette magique ces éléments les uns des autres pour n'accorder de l'importance qu'aux facteurs objectifs ou réduire la réalité ou son vécu à ces facteurs, et considérer que les facteurs subjectifs seraient accessoires ou sans importance du fait qu'ils seraient volatiles ou aléatoires, auraient une existence éphémère ou ne seraient pas aussi solidement ancrés dans la réalité, ce qui n'est pas faux, sauf que lorsqu'on observe la décomposition actuelle de la société on s'aperçoit qu'on pourrait en dire autant de nombreux facteurs objectifs.

Ce qui distingue l'homme des autres espèces d'animaux, c'est justement sa faculté de porter un regard subjectif sur ses expériences objectives et le monde extérieur, de le développer au-delà de ses propres expériences, de se projeter dans le futur. Quand à l'état primitif il observe le comportement de la nature autour de lui et qu'il tend à le reproduire, en agissant par mimétisme il établit, intègre ou réalise un certain nombre de rapports de cause à effet qui existent au sein des expériences auxquelles se livre la nature, ainsi naît l'embryon d'un état de conscience qui va constituer le facteur subjectif qu'il va s'employer à développer par la suite et qu'il mettra au service de sa propre expérience, au cours de laquelle il s'emploiera à modifier son environnement en fonction de ses besoins. S'il n'avait pas été capable de développer ces facultés subjectives la civilisation humaine n'aurait jamais existé, il en serait peut-être resté au stade de l'homme de Néandertal dont l'extinction demeure un mystère. Si de nos jours il demeurait incapable de les développer à un nouveau stade, c'est la barbarie capitaliste qui menacerait de disparition la civilisation humaine.

Ailleurs nous rappelions que si c'était l'action des hommes qui participait à la transformation de la société et du monde, nous précisions que les idées y contribuaient et ne devaient pas être traitées comme un sous-produit de l'activité humaine sous peine de conduire l'humanité à la catastrophe. Des millions de travailleurs peuvent relativement facilement accéder à un niveau de conscience supérieur permettant de changer la société, dès lors qu'ils s'organisent et prennent leur destin entre leurs mains. Peu importe qu'ils soient une minorité, ils suffiraient à entraîner le reste des exploités pour faire table rase du passé.

La crise du capitalisme et les conditions objectives qui en découlent sont vécues par les travailleurs comme un obstacle à tout changement de politique ou de société. Ils ont intégé ce facteur qui se traduit subjectivement par leur défaitisme, leur pessimisme, leur absence d'idéal, ils croulent sous le poids de la fatalité qui combinée à l'absence de perspective politique les pousse au désespoir. Se sentant trahis de toute part et ne comprenant pas le rapport de cause à effet qui existe entre la

politique antisociale qu'on leur impose et les besoins impératifs du capitalisme qui sont inhérents à sa nature, ils sont conduits à rechercher leur salut dans des solutions individuelles qui n'en sont pas, car le moment venu ils connaîtront le même sort que les travailleurs grecs ou portugais ou encore ukrainiens s'ils ne trouvent pas la voie permettant de renverser le régime en place.

Pendant plus de 90 ans on leur a expliqué que leur salut passait par un front unique des partis qui n'ont cessé de les trahir ou d'incarner les intérêts du capitalisme, tactique qui au fil du temps fut élevée au rang de stratégie pour finalement être justifiée en recourant à toute une panoplie d'arguments plus démagogiques ou inconsistants les uns que les autres, pour au final aboutir à la situation actuelle qui se caractérise par l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire et d'une Internationale, laissant pour ainsi dire le champ libre à la pire réaction.

Pour justifier cette tactique, on nous expliqua que les travailleurs ne seraient pas capables de comprendre la nature du PS et du PCF s'ils n'en faisaient pas l'expérience au pouvoir, donc qu'il fallait aider ces partis à accéder au pouvoir. Ils y parvinrent à plusieurs reprises depuis 80 ans sans pour autant que cet objectif ait été atteint, il faut donc en déduire que soit les travailleurs sont d'indécrotables ignorants, soit que cette tactique était erronée ou opportuniste, nous pencherons pour la seconde explication si vous le permettez car contrairement à nos détracteurs, nous avons toujours foi dans le socialisme.

On nous a sorti aussi que c'était un moyen pour rassembler la classe et stimuler sa lutte de classe. Tu parles, c'est exactement le contraire qui se produisit après mai 1981, ne parlons pas de mai 2012 puisque pas un ouvrier ne se reconnaît dans Hollande ou le PS.

Chaque fois que le front unique a été avancé dans un pays, il s'est soldé par une terrible défaite dont la classe ouvrière peina à s'en remettre pendant des décennies. Si on devait en faire le bilan, on s'apercevrait au premier coup d'oeil qu'il fut catastrophique. Cela dit certaines défaites ou même la plupart étaient inévitables dans les conditions du moment, c'est d'avoir fait croire que le contraire aurait pu être possible qui fut criminel et ne servit à rien.

Qu'elle ait été justifiée théoriquement, mais uniquement sur ce plan, car elle ne pouvait pas s'appliquer en direction des dirigeants de partis acquis au capitalisme, elle ne pouvait pas constituer la base d'une ligne politique d'un parti pour se construire. Il aurait peut-être été possible d'en tirer un bénéfice en la réservant aux militants de base de ces partis, à condition justement de ne pas y associer leurs dirigeants, dans le cas contraire il devait être nul, et c'est ce qui se produisit.

La tactique du front unique ressemble au moyen du désespoir qu'un impuissant implorerait en vain pour annoncer une tragédie qu'il sait inévitable.

Ce fut une politique d'appareil destinée à assurer la survie des dirigeants du parti qui la mettaient en oeuvre, et non une politique destinée à construire le parti dans la perpective du renversement du régime en place. La preuve, ils ne purent la justifier que par les réformes qui furent davantage le produit d'une période propice à la lutte de classe du prolétariat et qui depuis ont presque toutes disparues ou ce qu'il en reste disparaîtra à court terme au rythme où l'on va. Ces réformes et les combats auxquels elles avaient donné lieu devaient servir à enchaîner davantage le prolétariat au capitalisme, au lieu de l'aider à les briser pour conquérir son émancipation, voilà l'acquis principal du front unique, mémorable ! Mai 68 n'échappa pas à cette règle évidemment. Son dénouement était écrit d'avance compte tenu des précisions que nous avons fournies plus haut si vous avez suivi.

Nous n'avons pas le temps de nous attarder sur les syndicats, qui a défaut de virer à gauche n'ont cessé de virer à droite durant les 70 dernières années. Le front unique des syndicats se justifie pleinement dans la mesure où comme dirait Trotsky, il se joue dans les usines, sur les lieux de travail et non dans les allées du pouvoir lorsqu'il s'agit des partis politiques. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui lui donnent son contenu et non les dirigeants syndicaux qu'ils n'écoutent pas, les délégués syndicaux en contact avec les travailleurs sont obligés de tenir compte de leur état d'esprit et de leurs besoins, pas toujours évidemment, ils peuvent aussi se radicaliser à leur contact et rejeter la ligne impulser par leurs dirigeants.

Quelques éléments complémentaires de réflexion que j'avais rédigés plus tôt.

Je ne suis pas du genre à vouloir absolument avoir raison parce que ce serait ridicule. Admettons un instant qu'il était justifié de s'adresser au PS (et au PCF) au cours des 70 dernières années ou jusqu'en 1981-83 ou 2012, peu importe en réalité jusqu'à quand, mais dans ce cas là on n'aurait jamais dû cesser de rappeler tous ses crimes commis contre le mouvement ouvrier, à aucun moment on aurait dû le ménager d'une manière ou d'une autre, jamais Lénine ou Trotsky n'avaient procédé de la sorte. Ils avançaient le front unique en privilégiant le front unique à la base et ils ne courtisaient pas les dirigeants de la SFIO, ils passaient leur temps à les matraquer avec une violence bien pire encore que la mienne, chacun peut le vérifier en lisant leurs ouvrages de l'époque, j'en donne un léger aperçu plus loin.

J'ai milité pendant plus de trois ans dans une organisation, j'ai appelé à voter Mitterrand et ce n'est que bien des années, des décennies plus tard en réalité, que j'ai appris et réalisé à quel point le PS était un parti réactionnaire, pourri jusqu'à la moelle, infecte, détestable au-delà de tout ce que j'aurais pu imaginer. Il y a des militants que cela ne choquent pas, ils s'accommodent de cette situation, de tout dès lors que ce sont leurs dirigeants qui en décident à leur place.

Si Trotsky a commis une lourde erreur d'appréciation de la situation en France entre 1934 et 1938, dès lors comment a-t-il pu produire une tactique et une stratégie juste ? Un coup de bol sans doute, parfois le hasard fait bien les choses, cette expication conviendra sans doute à ceux qui veulent toujours avoir le dernier mot ou qui ont la fainéantise de réfléchir ou qui en sont incapables.

Pour montrer que je ne suis pas borné, j'aurais une autre interprétation à donner pour justifier le front unique dès lors qu'on ne ménage pas les agents du capital ou les traitres qui dirigeaient la SFIO ou le PC. Dans le développement de la lutte de classe de l'époque, il pouvait servir de mot d'ordre pour s'adresser aux travailleurs ou entraîner la classe au combat et recruter des militants au cours de ce combat pour construire le parti, pas davantage, donc sans donner à la question du pouvoir les contours d'un gouvernement SFIO-PC, sans propager la moindre illusion dans ces partis, rejeter toute perspective politique incluant ces partis même s'il était pour ainsi dire inévitable qu'ils parviennent au pouvoir en compagnie du parti du capital, le Parti radical. Et comment justifier ou argumenter cette position ? C'est très simple lisez plus loin ce que Trostky en disait, c'était amplement suffisant.

Quant à l'argument selon lequel il ne fallait pas se couper des masses, des militants des autres partis et qu'il fallait partir de leurs illusions dans le régime ou ces partis, il n'a servi en réalité qu'à entretenir ces illusions, pire, alors même que des millions de travailleurs les avaient abandonnées ou étaient prêts à rompre avec les institutions, chaque fois le front unique devait servir à les ramener dans les bras du régime, idem pour les militants du PS et du PCF qui l'interprétaient à leur manière parce que cela les arrangeait de croire que finalement ils avaient raison de penser que leurs dirigeants et leurs partis pourraient encore changer ou s'améliorer, bref, cela revenait à servir la soupe aux piliers du régime ou au régime lui-même.

Le front unique consista essentiellement à flatter et entretenir les illusions des masses, afin d'obtenir des résultats en terme de recrutement qu'ensuite les dirigeants pourrait utiliser pour justifier leur politique et conserver leur pouvoir au sein de leur parti. Leur parti ne s'est jamais construit, ils n'ont fait qu'en renouveler les effectifs toujours plus droitiers à l'image du capitalisme et des syndicats, ainsi l'ordre (capitaliste) des choses est respecté.

Dès la fin du XIXe siècle en Russie les économistes (réformistes) expliquaient qu'il serait impossible de construire un parti sur une base politique radicale ou posant la question du pouvoir, qu'il fallait mettre cette perspective en sourdine et s'en tenir à des revendications sociales alimentaires... Lénine répondit à ces capitulards qu'il fallait préparer la classe au combat inlassablement sur la base des tâches politiques qu'elle aurait à accomplir et que c'était le mellleur moyen pour que cet objectif pénètre profondément dans son cerveau... Trotsky se battit contre les mêmes a priori 40 ans plus tard. A chaque époque la même antienne revient pour justifier l'abandon de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, la prise du pouvoir politique et le renversement du régime en place.

Il y a un processus dialectique à l'oeuvre et il vaut mieux être en accord avec lui pour ne pas tomber dans l'opportunisme ou le gauchisme. Les positions et mots d'ordre que l'on adopte, les discours ou la propagande que l'on développe, les mots ou les paroles qu'on prononce en s'adressant aux travailleur en font partie, aussi est-on en droit de se demander ce qu'ils en retiendront, comment ils les auront interprétés. Chaque fois que j'ai discuté avec des travailleurs après mai 81, ils m'ont reproché d'avoir soutenu Mitterand, c'était la seule chose qu'ils avaient retenu de mon discours, j'en étais gêné car dans mon esprit je n'avais jamais soutenu Mitterrand, plus tard je m'en suis terriblement voulu et je n'en démords pas depuis.

J'ai eu l'occasion d'y réfléchir à maintes reprises pour essayer de comprendre qu'est-ce qui s'était passé, où était passé le trotskiste que j'étais transformé en suppôt de cette pourriture, c'était humiliant. Je crois avoir compris qu'en tenant ce qu'il fallait bien assimiler à un double langage, on n'avait rien à gagner auprès des travailleurs, certainement pas leur estime ou leur confiance. L'ouvrier est pragmatique, il va à l'essentiel, il est économe, il ne tourne pas autour du pot.

Quand j'avais dit à mon père qu'une fois au pouvoir il serait possible de chasser le gouvernement et la majorité parlementaire PS-PCF-PRG il m'avait ri au nez : qui toi, vous êtes combien au juste dans ton parti, tu te fous de ma gueule c'est bien ce que je dis, il ne voulait plus rien entendre. Il n'avait pas tort, je lui avais sorti la même blague que Trotsky en 36 en suivant mes dirigeants. Plus tard je me suis dit que quitte à être incompris, il vallait mieux encore que ce soit sur une position juste que sur une position opportuniste dans laquelle finalement je ne pouvais pas me reconnaître. D'ailleurs à quoi cela allait-il nous servir d'avoir raconté du baratin aux travailleurs, absolument rien, nous allions en retirer aucun avantage, c'est donc en plus contre-productif et stupide au possible. Je me suis juré qu'on ne m'y reprendrais plus et j'ai tenu parole. Vous participez à des élections et vous dites que c'est une mascarade, après plus personne ne peut vous prendre au sérieux à part des travailleurs qui s'en foutent, vous parlez d'un exemple !

Il y a suffisamment de choses dans la vie qu'on est obligé de faire contre son gré pour ne pas en rajouter. On bosse, on se fait exploiter ou on engraisse un patron, il faut bien survivre, on n'a pas le choix. Mais là on a toujours le choix en politique, sauf qu'avec la manière dont on vous présente les choses vous avez l'impression du contraire, on ne vous propose pas une position ou une action, on vous l'impose et ainsi de suite, c'est désagréable, insupportable.

D'autres aspects qu'on n'a pas encore évoqués.

Trotsky devait savoir ou savait , il l'a explicitement prouvé quand on lit très attentivement ce qu'il a écrit, que le mouvement révolutionnaire qui déboucha sur les grèves de masse de1936 en France était condamné à l'échec du fait de l'inexistence d'un parti similaire au parti bolchevik. Aussi, la ligne politique qu'il définit ou la perspective politique qu'il traça était destinée à l'armement des militants de l'avant-garde et ne signifiait en aucune façon qu'elle se réaliserait, puisqu'il savait que c'était impossible car n'ayant absolument aucune illusion dans les dirigeants de la SFIO ou du PC, bien au contraire le contenu qu'il lui donnait était si éloigné de la réalisation de l'objectif qu'il était censé servir, qu'il s'effaçait pour ainsi dire ou passait au second plan au profit de la propagande pour armer les masses et les militants contre les dirigeants du Front populaire, le front unique qu'il prônait prenait de la sorte un tout autre contenu et avait une toute autre portée politique que celui qu'on lui prêtera.

Comme dans tout discours, il faut distinguer l'auditoire auquel l'auteur s'adresse et qui n'est pas forcément homogène. Trotsky s'adressait aux militants de l'avant-garde, aux militants de la SFIO et du PC, à l'ensemble des travailleurs.

A plusieurs reprises Trotsky posa des questions dont les réponses étaient contenues dans ses questions, de telle sorte que toute interprétation qui ne tenait pas compte de la manière dont il s'était exprimé tendrait à lui faire dire autre chose ou ce qu'il n'avait pas eu l'intention de dire ou de faire puisque cela devait déboucher sur un exercice pratique. Par exemple quand il posa la question de savoir si Blum ou Cachin auraient la volonté de donner au Front populaire un contenu de classe correcte, il connaissait pertinemment la réponse qui serait forcément négative et il la livrait, il ne soutenait donc pas Blum et Cachin pas plus qu'il aurait nourri des iillusions en eux, c'était juste une manière de susciter une réponse à une question afin d'ouvrir la discussion et non une supposition ou une hypothèse qui n'avait pas lieu d'être, elle pouvait se poursuivre par exemple en disant : imaginer un instant que des dirigeants représentants véritablement les intérêts de la classe ouvrière aient été à leur place, et alors oui pour le coup tout était sérieusement envisageable ou possible. Cette question s'adressait de préférence aux militants de la SFIO (30.000 adhérents en 36) et du PC (330.000 adhérents à la même époque).

On arrêtera là pour aujourd'hui.

J'ai reproduit ci-dessous quelques passages d'*Où va la France ?* de Trotsky, un recueil de textes qui vont de 1934 à 1938. Je fournis une grille de lecture en rapport avec ce qui vient d'être dit, à chacun ensuite de se faire sa propre idée.

Avec des si et des mais on peut parvenir à n'importe quelle conclusion.

- "Nous l'avons déjà dit: le Front unique des partis socialiste et communiste renferme en soi des possibilités grandioses. Si seulement il le veut sérieusement, il deviendra demain le maître de la France. Mais il doit le vouloir."

- "La clé de la situation est maintenant entre les mains de ce Front unique des deux partis. S'il ne s'en sert pas, il jouera le rôle lamentable qu'aurait inévitablement joué en Russie le front unique des mencheviks et des "socialistes-révolutionnaires" en 1917 si... si les bolcheviks ne les en avaient empêchés."

Trotsky n'a soutenu ni le Front poulaire ni un ministère Blum-Cachin qui n'a jamais existé puisqu'il fut flanqué du Parti radical. C'est seulement si le Front populaire avait coïncidé avec le contenu qu'il avait donné au front unique qu'il l'aurait soutenu, ce qui n'est pas du tout la même chose.

- "Quels sont les objectifs de ce Front unique ? Jusqu'à maintenant il ne l'a pas dit aux masses. La lutte contre le fascisme ? Mais jusqu'à maintenant, Il n'a même pas expliqué comment il pense lutter contre lui. D'ailleurs le bloc défensif contre le fascisme ne pourrait être suffisant que si, pour tout le reste, les deux partis conservaient une complète indépendance. Mais non : nous avons un Front unique qui embrasse presque toute l'activité politique des deux partis et exclut la lutte entre eux pour conquérir la majorité du prolétariat. Il faut dire toutes les conséquences de cette situation. La première et la plus importante est qu'il faut lutter pour le pouvoir. Le but du Front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce Front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement. Si ce Front unique se prend au sérieux-et c'est à cette seule condition que les masses populaires le prendront au sérieux-, il ne peut se dérober devant le mot d'ordre de conquête du pouvoir. Par quels moyens ? Par tous ceux qui mènent au but. Le Front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il se sert du Parlement avant tout pour démontrer son impuissance et expliquer au peuple que le gouvernement bourgeois actuel a sa base en dehors du Parlement et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses. La lutte pour le pouvoir signifie l'utilisation de toutes les possibilités qu'offre le régime bonapartiste semi-parlementaire pour le renverser lui-même par une poussée révolutionnaire et remplacer l'Etat bourgeois par un Etat ouvrier."

Pourquoi Trotsky aurait-il soutenu le Front populaire dès lors qu'il était destiné à "tromper et abuser politiquement les masses populaires" ? Ils pilonnent au passage les dirigeants de la SFIO et du PC.

- "Tous les faits politiques démontrent que, ni dans les rapports sociaux en France, ni dans l'état d'esprit des masses, il n'y a d'appui pour le Front populaire. Cette politique est imposée par en haut: par la bourgeoisie radicale, par les maquignons et les affairistes socialistes, par les diplomates soviétiques et leurs laquais "communistes". De toutes leurs forces réunies, ils font tout ce que l'on peut faire, à l'aide du plus malhonnête des systèmes électoraux, pour tromper et pour abuser politiquement les masses populaires, pour altérer leur volonté réelle. Même dans ces conditions, les masses ont su montrer qu'elles veulent, non

une coalition avec les radicaux, mais le rassemblement des travailleurs contre toute la bourgeoisie."

Là Trotsky abandonnent ses suppositions stériles et se fait de graves illusions sur les développements à venir de la situation révolutionnaire en France.

- "Le fait que le mouvement des masses atteint, sous cette forme improvisée, des dimensions si grandioses et des conséquences politiques aussi gigantesques souligne on ne peut mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire de la vague de grèves. C'est en cela que réside le gage de la durée du mouvement, de sa ténacité, de l'inéluctabilité d'une série de vagues nouvelles, toujours plus amples. Sans cela, la victoire ne serait pas possible. Mais rien de cela ne suffit pour vaincre. Contre l'état-major et le plan des "deux cents familles", il faut un état-major et un plan de la révolution prolétarienne. Ni l'un ni l'autre n'existent encore, mais ils peuvent être créés, car toutes les prémisses et tous les éléments d'une nouvelle cristallisation des masses sont là, sous nos yeux."

Trotsky cherchait à justifier son enthousiasme.

- " Le prolétariat français n'est pas un novice. Il a derrière lui le plus grand nombre de batailles de l'Histoire. Il faut certes que la nouvelle génération apprenne, à chaque pas, de sa propre expérience-mais pas depuis le début ni tout: en suivant pour ainsi dire un cours accéléré. Une grande tradition vit dans ses os et l'aide à choisir son chemin. Déjà, en juin, les chefs anonymes de la classe en éveil ont, avec un magnifique doigté révolutionnaire, trouvé les méthodes et les formes de la lutte. Le travail moléculaire de la conscience de la masse qui se poursuit actuellement ne s'arrête même pas une heure. Tout cela permet d'escompter que non seulement la nouvelle couche des chefs restera fidèle à la masse aux jours de l'inévitable et sans doute assez proche nouvelle étape du conflit, mais aussi qu'elle saura retirer du combat, avant qu'elle ne soit écrasée, l'armée insuffisamment préparée."

A mot couvert il admet avoir fait preuve d'excès d'optimisme ou avoir sous-estimé la faiblesse du facteur subjectif. Au passage, une nouvelle fois ils démolient "Blum, Jouhaux, Thorez et Cie." qu'ils accusent d'être des briseurs de grève.

- "Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français; liée à elle, crise interne du capitalisme français; crise financière de l'Etat; crise politique de la démocratie; désarroi extrême de la bourgeoisie; absence manifeste d'issus dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915: "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif.

Le grandiose tournant des grèves de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire et qu'il était déjà entré dans la voie de la lutte. En ce sens, nous avions le plein droit d'écrire: "La Révolution française a commencé." Mais si "la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire", toute révolution commençante n'est pas non plus assurée d'un développement ultérieur continu. Le commencement d'une révolution qui jette dans l'arène de jeunes générations est toujours teinté d'illusions, d'espoirs naïfs et de crédulité. La révolution a d'ordinaire besoin d'un rude coup de la part de la réaction pour faire un pas en avant plus décisif. Si la bourgeoisie française avait répondu aux grèves avec occupation des usines et aux démonstrations par des mesures policières et militaires-et cela se serait inévitablement produit si elle n'avait pas eu à son service Blum, Jouhaux, Thorez et Cie-, le mouvement, à un rythme accéléré, fut parvenu à un degré plus élevé, la lutte pour le pouvoir se serait indubitablement posée à l'ordre du jour. Mais la bourgeoisie, utilisant les services du Front populaire, a répondu par un recul apparent et des concessions temporaires: à l'offensive des grévistes, elle a opposé le ministère Blum, qui apparut aux ouvriers comme leur propre ou presque leur propre gouvernement. La C.G.T. et le Komintern ont soutenu de toutes leurs forces cette tromperie.

Quand on mène une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, il faut voir clairement la classe à laquelle le pouvoir doit être arraché.

Les ouvriers ne reconnaissaient pas l'ennemi, car il était déguisé en ami. Quand on lutte pour le pouvoir, il faut, en outre, des instruments de combat, le parti, les syndicats, les soviets. Ces instruments ont été enlevés aux ouvriers, car les chefs des organisations ouvrières ont construit un rempart autour du pouvoir bourgeois afin de le masquer, de le rendre méconnaissable et invulnérable. Ainsi la révolution commencée s'est trouvée freinée, arrêtée, démoralisée."

Les traits marquant d'un régime bonapartiste :

- "...indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes, liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs, le gouvernement se situant au-dessus des fractions en lutte, c'est-à-dire en fait au-dessus de la nation, pour jouer

le rôle d'"arbitre"."

1- Indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes : Hollande et Valls gouvernent sans se soucier du PS et ses élus, desquels il est exigé la soumission totale à la politique qu'ils appliquent, dans le cas contraire ils doivent démissionner ou sont débarqués.

2- Liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs : Recours au 49.3 et aux décrets. Le Parlement ne peut adopter que les projets de lois qui lui sont transmises par le gouvernement, qu'il ne peut amender qu'à la marge dans la mesure où il n'en modifie pas la nature.

3- Le gouvernement se situant au-dessus des fractions en lutte : Ils légifèrent ou appliquent sa politique sans tenir compte de la lutte des classes, de l'adhésion ou du rejet qu'elle inspire à la majorité du peuple.

De la crise du capitalisme à la décomposition de ses partis et institutions.

- "Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il a ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de "contre-réformes" économiques et politiques. La politique de spoliation d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière".

On croirait ce discours écrit de nos jours ou spécialement pour notre époque, n'est-ce pas ?

- "Dans les conditions de la décadence capitaliste, il ne reste plus de place pour un parti de réformes démocratiques et de progrès "pacifique"."

C'est quoi le fascisme ?

- "Dans tous les pays agissent aujourd'hui des lois identiques, celles de la décadence du capitalisme. Si les moyens de production demeurent entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'existe pas de salut pour la société qui est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis.

Selon les pays, les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et se développent à des rythmes inégaux. Mais le fond du processus est partout le même. La bourgeoisie a conduit sa société à la faillite. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut plus désormais supporter l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers par la violence physique. Or il est impossible de venir à bout du mécontentement des ouvriers et des paysans au moyen de la seule police ; il est trop souvent impossible de faire marcher l'armée contre le peuple, car elle commence à se décomposer et cela se termine par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pour ces raisons que le grand capital est contraint de constituer des bandes armées spécialisées, dressées à la lutte contre les ouvriers, comme certaines races de chiens contre le gibier. La signification historique du fascisme est qu'il doit écraser la classe ouvrière, détruire ses organisations, étouffer la liberté politique, et cela précisément au moment où les capitalistes sont incapables de continuer à dominer et à diriger par l'intermédiaire du mécanisme démocratique.

Son matériel humain, le fascisme le recrute surtout au sein de la petite bourgeoisie. Celle-ci est finalement ruinée par le grand capital et il n'existe pas pour elle d'issue dans la structure sociale actuelle: mais elle n'en connaît pas d'autre. Son mécontentement, sa révolte, son désespoir, les fascistes les détournent du grand capital pour les diriger contre les ouvriers : On peut dire du fascisme qu'il est une opération de "luxation" des cerveaux de la petite bourgeoisie dans l'intérêt de ses pires ennemis.

Ainsi, le grand capital ruine d'abord les classes moyennes puis, à l'aide de ses mercenaires, les démagogues fascistes, il tourne contre le prolétariat la petite bourgeoisie sombrant dans le désespoir. Ce n'est que par de tels procédés de brigand que le régime bourgeois parvient encore à se maintenir Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce qu'il soit renversé par la révolution prolétarienne. "

- "Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme."

- "Le fatalisme optimiste, qui semblait convaincant il y a un quart de siècle, résonne aujourd'hui comme une voix d'outre-tombe. Radicalement ; fausse est l'idée qu'en allant vers la crise future le prolétariat deviendra infailliblement plus puissant que maintenant. Avec la putréfaction ultérieure inévitable du capitalisme le prolétariat ne croîtra pas et ne se renforcera pas, mais se décomposera, rendant toujours plus grande l'armée des chômeurs et des lumpen-prolétaires; la petite bourgeoisie entre-temps

se déclassera et tombera dans le désespoir. La perte de temps ouvre une perspective au fascisme, et non à la révolution prolétarienne."

- "Les capitalistes viennent au fascisme non pas selon leur bon plaisir, mais par nécessité: ils ne peuvent plus conserver la propriété privée des moyens de production qu'en menant l'offensive contre les ouvriers, en renforçant l'oppression, en semant autour d'eux la misère et le désespoir. Craignant en même temps la riposte inévitable des ouvriers, les capitalistes, par l'entremise de leurs agents, excitent la petite bourgeoisie contre le prolétariat, en accusant celui-ci de rendre la crise plus longue et plus profonde, et financent les bandes fascistes pour écraser les ouvriers."

L'ineptie du combat contre l'extrême droite sans combattre pour renverser l'ordre établi.

- "Le fascisme, comme nous le savons, naît de l'union du désespoir des classes moyennes et de la politique terroriste du grand capital. Les "revendications immédiates" ce sont les revendications qui ne sortent pas du cadre du capitalisme. Comment donc, en restant sur le terrain du capitalisme pourrissant, peut-on "assurer l'échec définitif (!)" du fascisme ?"

Le constat suivant pourrait s'appliquer à notre époque en remplaçant le parti radical par le parti socialiste, qui de parti de la petite bourgeoisie est en train d'être supplanté sur sa droite par le parti d'extrême droite. Aux dernières élections une partie des voix de la petite bourgeoisie s'est reportée du PS vers le FN.

- "Le fascisme français ne représente pas encore aujourd'hui une force de masse. En revanche, le bonapartisme a un appui, certes pas très sûr ni très stable, mais un appui de masse dans la personne des radicaux. Entre ces deux faits existe un lien interne. Par le caractère social de sa base, le radicalisme est un parti de la petite bourgeoisie. Or le fascisme ne peut devenir une force de masse qu'en conquérant la petite bourgeoisie. En d'autres termes : en France, le fascisme peut se développer avant tout aux dépens des radicaux. Ce processus est déjà en train de se produire, mais il n'en est encore qu'à son début."

Le passage suivant qui rendait compte des rapports existant entre les classes et les différents partis au milieu des années 30 en France précise la nature du PS. Depuis il a totalement perdu sa base ouvrière en dehors de certaines couches de fonctionnaires assimilables à l'aristocratie ouvrière...

- "Le parti socialiste n'est un parti ouvrier ni par sa politique, ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Une analyse sérieuse des statistiques électorales démontrerait sans aucun doute que les socialistes ont cédé aux communistes une fraction importante des voix des ouvriers et des paysans pauvres et qu'ils ont en échange reçu des radicaux celles de groupes importants des classes moyennes. Cela signifie que la petite bourgeoisie se déplace des radicaux vers la gauche- vers les socialistes et les communistes-tandis que des groupes de la grande et moyenne bourgeoisie se séparent des radicaux pour aller plus à droite."

Surtout éviter le mot révolution, c'est devenu un gros mot, courbez sagement l'échine camarades, ménagez votre langage.

- "Les routiniers du Parlement, qui croient bien connaître le peuple, aiment à répéter: "il ne faut pas effrayer les classes moyennes avec la révolution, car elles n'aiment pas les extrêmes". Sous cette forme générale, cette affirmation est absolument fausse.

Naturellement, le petit propriétaire tient à l'ordre tant que ses affaires vont bien et aussi longtemps qu'il espère qu'elles iront encore mieux le lendemain. Mais quand cet espoir est perdu, Il se met facilement en rage, prêt à se livrer aux moyens les plus extrêmes.

Sinon, comment aurait pu renverser l'Etat démocratique et amener le fascisme au pouvoir en Italie et en Allemagne ? Les petites gens désespérés voient avant tout dans le fascisme une force qui combat contre le grand capital et croient qu'à la différence des partis ouvriers qui travaillent seulement de la langue, le fascisme, lui, se servira de ses poings pour établir plus de "justice". Le paysan et l'artisan sont à leur manière des réalistes: ils comprennent qu'on ne pourra pas se passer des poings. Il est faux, trois fois faux, d'affirmer que la petite bourgeoisie actuelle ne se tourne pas vers les partis ouvriers parce qu'elle craint les "mesures extrêmes". Bien au contraire. La couche inférieure de la petite bourgeoisie, ses grandes masses ne croient pas à la force des partis ouvriers, ne les croient pas capables de lutter, ni prêts cette fois à mener la bataille jusqu'au bout. S'il en est ainsi, vaut-il la peine de remplacer le radicalisme par ses confrères parlementaires de gauche? Voilà comment raisonne ou réagit le propriétaire à demi exproprié, ruiné et révolté. Faute de comprendre cette psychologie des paysans, des artisans, des employés, des petits fonctionnaires-psychologie qui découle de la crise sociale-, il est impossible d'élaborer une politique juste.

La petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un "chef" qui lui inspire confiance. Ce chef, individuel ou collectif, individu ou parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des deux classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat. Le fascisme unit et arme les masses disséminées; d'une "poussière humaine"-selon notre expression-il fait des détachements de combat. Il donne

ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'Etat. Rien d'étonnant à ce que ces espoirs et ces illusions lui montent à la tête.

Mais la petite bourgeoisie peut aussi trouver son chef dans la personne du prolétariat. Elle l'a trouvé en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Malheureusement les partis du prolétariat ne s'y montrèrent pas à la hauteur de leur tâche historique. Pour gagner la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Il faut pour cela qu'il ait lui-même confiance en sa propre force. Il lui faut un programme d'action clair et une détermination à lutter pour le pouvoir par tous les moyens. Soudé par son parti révolutionnaire, pour une lutte décisive et impitoyable, le prolétariat dit aux paysans et aux petites gens des villes: "Je lutte pour le pouvoir. Voici mon programme: je suis prêt à m'entendre avec vous pour en modifier tel ou tel point. Je n'emploierai la force que contre le grand capital et ses laquais; avec vous, travailleurs, je veux conclure une alliance sur la base d'un programme donné." Un tel langage, le paysan le comprendra. Il suffit qu'il ait confiance dans la capacité du prolétariat de s'emparer du pouvoir. Mais il faut pour cela épurer le Front unique de toute équivoque, de toute indécision, de toutes les phrases creuses : il faut comprendre la situation et se mettre sérieusement sur la voie de la lutte révolutionnaire. "

Attention, danger !

- "Rien n'est plus dangereux en politique, surtout dans une période critique, que de répéter des formules générales sans examiner le contenu social qu'elles recouvrent."

Réponse : L. Trotsky; Où va la France ? - 1934

Comment raisonne le petit bourgeois ?

- "La démocratie n'est qu'une forme politique. La petite bourgeoisie ne se soucie pas de la coquille, mais du fruit. Que la démocratie se révèle impuissante, et au diable la démocratie! Ainsi raisonne ou réagit chaque petit bourgeois."

- "La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables."

Voyez le nombre de "cloisonnements imperméables" que se sont employés à créer les dirigeants du mouvement ouvrier...

3- L'AIIB ne ferait-elle pas partie de la stratégie néolibérale ?

Apparemment j'ai effacé par mégarde l'introduction du sujet suivant, aussi dois-je le réécrire très rapidement.

Je devais faire référence au pouvoir que détient l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste de créer autant de monnaie ou dollars qu'elle en veut sans contrepartie depuis 1971, situation qui lui assure un avantage monstrueux sur tous les Etats ou une hégémonie sur l'économie mondiale. A l'époque (1919) où Lénine rédigea *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* les lois de fonctionnement du vieux système capitaliste avaient cours seulement, il ne pouvait donc pas imaginer les conséquences qu'entrainerait sur le capitalisme et son évolution à venir ainsi que sur la marche du monde l'existence du système mafieux mis en place plus de 50 ans plus tard.

Si les fondements du capitalisme n'ont pas changé depuis son avènement au XVe ou XVIe siècle, si la force de travail demeure la seule source de profit quand elle est mise en oeuvre dans le capital, les rapports entre les Etats et entre les classes au profit des Etats-Unis et de la classe dominante allaient être profondément modifiés au fil du dernier quart du XXe siècle jusqu'à nos jours. C'est la mise en place de ce système mafieux qui allait étendre ses multiples tentacules sur l'économie et la politique mondiale, qui allait permettre au néolibéralisme de l'emporter sur toutes les variantes idéologiques de la classe dominante, à seule fin de conserver son pouvoir ou de pérenniser le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme sous une forme plus violente et infâme que jamais.

Ce système mafieux, dont on ignore avec précision tous les rouages, même le Congrès des Etats-Unis est mis devant le fait accompli pour ceux qui ont suivi un peu son histoire, qui permet aux oligarques de se jouer de la faillite du capitalisme, de s'accommoder d'un déficit monstreux et d'une dette gigantesque tout en continuant de guerroyer sur tous les continents, est un facteur déterminant à notre époque à l'échelle mondiale tant sur le plan économique que politique. S'agissant de dizaine de milliers de milliards de dollars, on se demande comment on peut prétendre analyser sérieusement la situation mondiale en l'occultant ou en pratiquant le déni , et que ce système n'aurait rien à voir avec la crise du capitalisme, la concentration des richesses entre quelques mains comme jamais dans le passé ou la stratégie politique des dirigeants de la classe dominante. On se pose bien d'autres questions, dont une qu'on aborde ici et dont le traitement qui lui a été réservée jusqu'à présent à de quoi laisser pantois.

Tous les quatre matins les chevaliers de l'apocalypse nous annonce la prochaine guerre mondiale, la chute du dollar, la fermeture

de la Bourse, l'éclatement de l'UE, la fin de l'hégémonie américaine sur le monde, sans rire parce qu'ils n'en auraient plus les moyens, comme leurs guerres qu'ils peineraient à financer, ils ont privatisé une partie de leur armée, etc. avec un peu de chance un de ces scénari finira bien par se produire un jour et ils s'écrieront en choeur : on vous l'avait bien dit, sauf qu'ils avaient été incapables de définir les conditions qui le rendrait possible, trop occupés sans doute à tirer profit de leur rôle d'idiots utiles au régime en propageant de fausses nouvelles susceptibles d'augmenter la confusion qui règne dans la tête de la population et l'effrayer au passage, si les voies du seigneur sont impénétrables, celle de la servilité ne manque pas de cynisme.

De nombreux militants apparemment ne veulent pas entendre parler de ce facteur, pour eux il n'existe que le vieux système capitaliste décrit dans *Le Capital*, la multitude d'institutions financières et politiques internationales que les dirigeants de la classe dominante ont créées depuis 1944 n'ont aucune importance au-delà de celle qu'on veut bien leur accorder, officiellement j'entends, elles n'auraient pas été fondées conformément à un objectif politique à long terme qu'ils se seraient fixés, non, tout au plus elles serviraient à préserver l'hégémonie américaine au jour le jour comme on gère un budget en bon père de famille, elles ne s'insèreraient pas dans une stratégie politique mondiale en rapport avec la crise du capitalisme, ils piloteraient l'économie mondiale à vue, comme ces dirigeants ou militants conçoivent la lutte de classe de nos jours en quelque sorte puisqu'ils ne lui assignent plus aucun objectif politique, vous ne les entendrez jamais dire qu'ils combattent pour prendre le pouvoir par exemple, contrairement aux marxistes qui n'ont cessé de le répéter même en période de reflux du mouvement ouvrier, dès 1896 s'agissant de Lénine.

Nous serions curieux de voir comment ils vont interprèter le fait que 40 pays dont la plupart des pays les plus industrialisés (hormis le Japon, l'Australie et les Etats-Unis) ont dors et déjà rejoint la banque internationale créée par les Chinois, l'AIIB. Nous n'avons pas eu le temps d'y réfléchir longuement ou même de lire tous les articles qu'on a mis en ligne sur ce sujet, mais on commence à avoir une petite idée que je vous soumets, donc sous réserve de correction par la suite.

Tous les journalistes économistes attitrés ou autoproclamés se sont enthousiasmés à la suite de cette adhésion massive qui les a pris de court manifestement. Ils n'y comprennent rien évidemment. Ils s'étonnent que cela eut été possible, mieux, que les Américains n'auraient rien vu venir, ben voyons, là cela commence à sentir le coup tordu vous ne trouvez pas, ce genre d'explication ne tient pas la route. On a une autre explication a proposée.

Les Américains usent de leur pouvoir à créer autant de monnaie qu'ils en veulent sachant que la valeur du dollar s'en trouve affectée ou ne vaut plus rien, cela permet au moins de financer leur déficit et leur dette, leurs guerres, au-delà leur main mise sur la finance mondiale à commencer par celle de l'Union européenne. Ils poursuivent l'oeuvre engagée qui consiste à vider le vieux capitalisme de sa substance en s'émancipant de ses lois de fonctionnement, ils le purgent, le tranforment petit à petit à leur image (traité transpacifique et transatlantique sur les rails), l'affaiblissent, se le soumettent totalement. Mais c'est là que survient un problème quasi insurmontable où une contradiiction qu'ils ne parviennent pas à réduire, le développement inégal des différents pays dans le monde est un obstacle à la fois économique et politique à leur projet de gouvernement mondial, un facteur de dislocation de l'économie mondial, ils ne peuvent pas exister en dehors du système qu'ils ont conçu et leur imposer conduirait à des crises sociales et politiques imprévisibles, donc le meilleur moyen de leur imposer malgré tout, car ils ne renonceront jamais à leur projet puisque leur pouvoir en dépend, c'est encore de les rassembler au sein d'une institution sous la direction du capitalisme le plus en forme du moment, la Chine, qui déterminera de quelle manière et à quel rythme ce passage d'un système économique à un autre se réalsera conformément aux voeux de l'oligarchie financière pas seulement anglo-saxonne-sioniste mais internationale, de telle sorte que les risques émanant de ces inégalités seront mutualisés entre les Etats qui participeront à cette nouvelle institution économique au lieu que ce soit les Américains qui les supportent.

Et pourquoi cela devait-il être à la Chine qu'incomberait de jouer ce rôle ? Pardi, mais parce que aussi bien sur le plan économique que politique, la Chine est un modèle en terme de dictature que l'oligarchie financière envisage d'étendre au monde entier. Déjà aujourd'hui, dès que vous parler d'emploi ou de salaire ou de condition de vie on vous sort la Chine, comme référence vers le bas évidemment, mais incontournable ou sur laquelle il faut s'aligner ne serait-ce que pour être concurrentiel... En terme de démocratie, le niveau zéro est atteint avec le parti unique et l'absence de syndicats indépendants, l'excellence en terme de... démocratie évidemment. L'intégration dans un tel système correspond à la liquidation du capitalisme de l'intérieur, à sa dissolution dans un régime dictatorial dont les principes correspondront à ceux établis par l'oligarchie financière. Croire un instant que les travailleurs pourraient en tirer un quelconque profit, serait faire preuve d'une terrible méprise ou d'une crasse et mortelle ignorance. Et quant à savoir pourquoi ou comment cela serait rendu possible de nos jours, mais parce que le mouvement ouvrier international est complètement corrompu, il n'existe plus aucun parti dans le monde qui se bat sur la base des principes du marxisme ou du socialisme, cette perspective a totalement disparu, même si physiquement il existe encore, et c'est justement pour cette raison qu'ils ont besoin de passer par ce subterfuge pour parvenir à leurs fins.

Il n'y a donc pas d'incompatibilité ou d'affrontement entre le FMI et la banque mondiale d'un côté et l'AIIB de l'autre, entre les Américains et les Chinois, et cela se comprend très bien, puisqu'il s'agit d'une question de vie ou de mort pour tous les deux face au prolétariat mondial. Qu'ils aient chacun des intérêts spécifiques à défendre est une chose, mais ils ont bien compris que s'ils ne tentaient rien pour contrecarrer la crise du capitalisme et les déséquilibres économiques qui existent ou en résultent, ils ne pourraient que s'amplifier au risque d'entraîner l'effondrement du système capitalisme. Et puis l'idée d'une guerre mondiale ne les tentent pas vraiment, elle serait trop dévastatrice et les emporterait avec elle. Et ce serait partir sur une fausse piste de considérer l'AIIB que sur le plan économique et d'en déduire qu'il n'y aurait pas lieu de lui accorder plus d'importance que cela, puisque sa mise de fonds initials ne se montrerait qu'à hauteurs 50 milliards de dollars seulement, il s'agit davantage d'une décision de nature politique servant à légitimer un régime qui est une terrible dictature ou qui est déjà gouverné selon les

critères retenus par les tenants de l'établissement d'un nouvel ordre mondial.

La Chine n'est pas devenue seulement la première économie mondiale par la grâce des capitaux exportés dans ce pays par les oligarques anglo-saxon ou occidentaux, elle est devenue le chef de fil des impérialismes qui ont pour objectif politique de désintégrer le système capitaliste de l'intérieur au lieu d'en laisser le privilège au prolétariat mondial qui ne joue plus qu'un rôle accessoire ou de figurants dans cette histoire puisqu'il est sans direction ni orientation. Il peut encore faire entendre sa voix, elle sera étouffée sous le bruit des balles, du chaos ou de la guerre et voilà tout, c'est en tout cas ce que pensent les tenants du vieux monde.

Arriverons-nous à nous en sortir dans de telles conditions ? Nul ne le sait. Tout démontre à l'heure actuelle que nous en sommes incapables, et ce n'est pas en niant la réalité ou en s'en remettant à saint Lénine ou Trotsky qu'on s'en sortira.

Dossier Yémen

- L'Egypte bombarde le Yémen - french.irib.ir

Les avions de combat égyptiens ont, pour la première fois, participé aux frappes aériennes saoudiennes contre le Yémen.

Un avion de chasse égyptien a, pour la première fois, participé à l'agression saoudienne contre le Yémen et bombardé certaines positions apaprtenant à Ansarallah, a annoncé, jeudi, Ahmed Assiri, le haut conseiller du ministre saoudien de la Défense. Et ce, alors que le Parti «Egypte puissante», présidé par Abdel Monem Anou al-Fotouh, a mis en garde, dans un communiqué, tous les pays arabes, dont l'Egypte, contre les répercussions d'une agression militaire contre le Yémen. "L'attaque, qui se poursuit depuis 3 semaines, contre le Yémen, n'a d'autre résultat que le massacre de plus de 500 personnes, dont des dizaines d'enfants, 1.700 blessés et plus de 100.000 déplacés", a-t-il précisé. Ce conseiller militaire et expert égyptien avait, auparavant, dissuadé Abdel Fattah al-Sissi, le Président égyptien, de participer à l'attaque contre le Yémen. french.irib.ir 10.04

- Le Guide Suprême met en garde Riyad - french.irib.ir

"L'Iran a, depuis longtemps, de nombreuses divergences de vue avec les Saoudiens, mais nous reconnaissions à Riyad une certaine patience, une certaine retenue, dans ses démarches et sa diplomatie.

Or, la nouvelle direction saoudienne a fait voler en éclats cette diplomatie basée sur la patience... Je mets en garde Riyad contre cette folie meurtrière qu'il a déclenchée, au Yémen. L'Iran ne tolèrera pas que des innocents se fassent massacrer....", a affirmé le Guide suprême. french.irib.ir 10.04

- La flotte de guerre de l'Iran part pour le golfe d'Aden - french.irib.ir

La 34ème flotte opérationnelle et de renseignement de la force navale de l'armée de la RII a levé l'ancre vers le golfe d'Aden et le détroit de Bab el-Mandeb.

Pour assurer la sécurité des lignes maritimes de transport de l'Iran et protéger les intérêts de la RII, dans les eaux libres, la 34ème flotte opérationnelle-renseignement de la force navale de l'armée de la RII est partie vers le golfe d'Aden et le détroit de Bab el-Mandeb, a-t-on appris de Farsnews.

Cette flotte comprend le navire logistique "Bouchehr" et le destroyer "Alborz". Cette mission durera 3 mois.

La 33ème flotte de la force navale de l'armée de la RII comprenant le navire logistique "Bandar Abbas" et le destroyer "Naqdi" ont accosté, hier, mardi, dans le port de Bandar Abbas, après une mission de 80 jours, dans l'océan Indien, en Asie du Sud, a-t-on appris du contre-amiral Habibollah Sayyari, le commandant de la force navale de l'armée de la RII.

Tout en démentant l'avertissement, dit-on, lancé par certains pays, le contre-amiral Sayyari s'est exprimé en ces termes : "Les flottes de la force navale de l'armée de la RII défendent, avec autorité, les intérêts de l'Iran, et, dans ce droit fil, elles seront présentes là où le besoin se fera sentir".

Conformément aux lois internationales et avec autorité, la force navale de la RII est présente, dans les eaux libres, pour faire face au terrorisme maritime et protéger les lignes maritimes de transport.

En allusion à la fausse information, comme quoi certains pays auraient lancé une mise en garde aux navires iraniens, dans le golfe d'Aden, le contre-amiral Sayyari a martelé : "Nous ne permettrons à personne de le faire". french.irib.ir 08.04

- Riyad: deux policiers saoudiens, tués. - french.irib.ir

De plus en plus de patrouilles de police sont visées, à Riyad.

Ce mercredi, une nouvelle patrouille de policiers saoudiens a été prise pour cible par des assaillants inconnus, qui ont tué deux policiers. L'Arabie saoudite est l'une des plus grandes exportatrice de terroristes, à travers le monde, et, elle même, exposée au danger terroristes.

Riyad a menacé le Yémen, pays qu'il vient d'attaquer d'une légion de kamikazes. Mais des attaques anti-police se multiplient, à Riyad, et ces attaques peuvent ne pas avoir, uniquement, de liens avec Daesh. Ansrallah a menacé de riposter les attaques saoudiennes, sur le sol de l'Arabie saoudite. french.irib.ir 08.04

- "La coalition saoudienne est dans l'impasse" (Jazayeri) - french.irib.ir

Le chef d'état-major adjoint des forces armées iraniennes estime que la coalition formée par l'Arabie saoudite se trouve dans l'impasse, au Yémen.

Le général Seyed Massoud Jazayeri, chef d'état-major adjoint des forces armées iraniennes a déclaré, jeudi, devant les journalistes : «Il est difficile d'imaginer que des pays voudraient prendre ce risque très dangereux et commettre cette erreur stratégique de continuer l'agression militaire contre le Yémen, au lieu de permettre que la crise soit réglée par le mécanisme du dialogue entre les Yéménites eux-mêmes. »

Le général Jazayeri a évoqué, ensuite, les derniers événements, qui se sont produits, en Irak : «Il n'y a pas très longtemps, certains croyaient que le gouvernement irakien ne pourrait pas durer longtemps et qu'ils cèderait aux pressions des pays, comme les Etats-Unis et leurs alliés, qui faisaient tout pour renverser le gouvernement de Bagdad. Mais, aujourd'hui, nous sommes témoins des victoires successives du peuple et du gouvernement irakiens, sur les organisations terroristes», a-t-il déclaré.

«La République islamique d'Iran a, constamment, annoncé qu'elle défendrait l'opprimé, où que ce soit», a ajouté le général Jazayeri. french.irib.ir 08.04

Précisons tout de même, sauf en Iran.

- Yémen: l'armée iranienne condamne Riyad. - french.irib.ir

Le commandant en chef de l'armée iranienne condamne l'agression militaire saoudienne contre le Yémen.

Le général de division Ataollah Salehi, commandant en chef de l'armée de la République islamique d'Iran, estime qu'au lieu d'agir en mercenaire des Sionistes et de l'Arrogance mondiale, dirigée par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite aurait dû défendre les intérêts communs du monde musulman.

«Nous regrettons de voir le monde musulman pris dans la nasse des complots des Sionistes et de l'Arrogance mondiale, complots, dont la réalisation a été, malheureusement, confiée à certains gouvernements arabes», a déclaré le général Salehi, devant les journalistes, en faisant allusion à l'agression militaire saoudienne contre le Yémen. french.irib.ir 09.04

ACTUALITE EN TITRES

Terreur au quotidien. Ils n'ont pas encore exporté la démocratie aux Etats-Unis.

- Depuis Ferguson, plus d'une dizaine de Noirs ont été tués par la police aux États-Unis - LeFigaro.fr

Le meurtre de Walter Scott symbolise le cauchemar de tous les noirs américains à propos des policiers blancs Slate.fr

Les noirs américains vivent au quotidien avec la peur d'être arrêtés par la police, sans motif valable, tués, puis victimes d'un coup monté. Slate.fr 08.04

En complément. Le phare du monde est dirigé par de dangereux psychopathes.

- Comment reconnaître un terroriste à l'aéroport? - L'Express.fr

Son heure n'a pas encore sonnée

- Une crise sans précédent au FN - Francetv info

- Marine Le Pen rompt avec son père et s'oppose à sa candidature aux régionales - AFP

On se demande si Le Pen père le fait exprès ou si la nostalgie l'emporte sur la lucidité de Le Pen fille. Le père est plus cultivé que la fille, mais plus vulgaire et brutal, sa fille est plus dangereuse car plus fine et meilleure manoeuvrière. En réalité ce serait plutôt Le Pen père qui serait le plus lucide, rappellant à sa fille que c'est l'oligarchie financière qui fixe la règle du jeu et non des ambitions personnelles.

Le parti de l'ordre peine à se mettre en ordre de bataille.

- Une suppression des courants à l'étude au sein de l'UMP Reuters

Veulent-ils le pousser au suicide ?

- "Bayrou, c'est comme le sida": Aides dénonce les propos prêtés à Sarkozy - Le Huffington Post

- Sarkozy porte plainte contre une journaliste du Parisien - AFP

Nicolas Sarkozy, président de l'UMP, a annoncé mercredi sur Facebook et Twitter qu'il portait plainte contre le directeur de la publication et une journaliste du Parisien pour "diffamation".

"Je démens catégoriquement et avec force les propos qui me sont prétendument attribués", écrit-il dans un tweet.

Sur Facebook, il affirme: "Ayant pris connaissance avec stupéfaction et avec écoeurement des propos qui me sont prêtés et que je n'ai jamais tenus, dans l'article signé de Martine Chevalet paru dans l'édition du Parisien du 8 avril sous le titre " Les centristes divisés face à l'UMP ", j'ai chargé mon conseil, Me Thierry Herzog, d'engager immédiatement des poursuites judiciaires qui s'imposent du chef de diffamation contre l'auteur de cet article, le directeur de la publication ainsi qu'à l'encontre... de tous ceux qui ont reproduit ou reproduiront ces allégations mensongères".

Dans son article, la journaliste écrit, en soulignant "les relations entre Bayrou et Sarkozy toujours aussi mauvaises", que l'ancien chef de l'Etat aurait fait, selon "quelques proches", une comparaison entre M. Bayrou et le Sida.

"Tout n'est pas permis en politique", ajoute Nicolas Sarkozy, toujours sur Facebook. AFP 09.04

Tous Charlie, tous Républicains !

- UMP : C'est officiel, le parti s'appellera «Les Républicains» - 20minutes.fr

Quelle perspicacité ! Normal, plus personne n'y croit !

- Macron : « Je n'ai pas entendu à la sortie des urnes un message 'à gauche toute' » - Public Sénat

Le gouvernement "pro-business" promet de nouveaux cadeaux aux patrons.

- Le Premier ministre promet un geste fiscal pour les entreprises qui investissent - Francetv info

Le lumpenprolétariat qu'ils ont créé n'a pas trouvé à ce jour de meilleur terrain d'entraînement.

- Le nombre de départ en Syrie en hausse de 84% depuis janvier 2014 - L'Express.fr

Selon un rapport sénatorial publié ce mercredi, près de 1500 Français se trouvent actuellement sur des zones de djihad en Syrie ou en Irak. L'Express.fr 08.04

Ceux qui nous gouvernent sont plus dangereux que des platanes.

- Les platanes du bord des routes sacrifiés au nom de la sécurité routière ? - M6info

Les platanes qui bordent de nombreuses routes pourraient être supprimés. Ils sont jugés dangereux pour les automobilistes. M6info 08.04

Les boycotter !

- Réseaux sociaux: comment ne pas devenir stupide et déprimé? - L'Express.fr

Autour des femmes. Les néolibéro-sionistes haissent l'humanité entière.

- Les femmes devraient passer moins de temps à se préparer le matin - Slate.fr

Propagande de l'Otan économique et de la guerre.

La dictature assumée.

- Alexis Tsipras à Moscou, surveillé à distance par les Européens - AFP

- La Russie pourrait avancer des fonds à la Grèce - Reuters

- Faut-il craindre la visite d'Alexis Tsipras à Vladimir Poutine ? - Francetv info

Intox.

- Obama plus populaire que les Castro à Cuba, selon un sondage - AFP

- A Cuba, un soupçon de capitalisme avec deux revues dédiées à l'économie - AFP

Hystérie.

- Des Russes à l'origine du piratage de la Maison-Blanche? - Le Huffington Post

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le Front de gauche en mal de repères, il reste le stalinisme heureusement.

Non mais enfin, est-ce qu'on ne pourrait pas soutenir tranquillement le gouvernement...

- Chassaigne: le Front de gauche doit "sortir d'une personnalisation extrême" - AFP

Le chef de file des députés Front de gauche, André Chassaigne, a jugé mercredi que le Front de gauche devait "sortir d'une personnalisation extrême" et être "une aventure collective", en allusion au responsable du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon.

Pense-t-il, comme certains communistes, que Jean-Luc Mélenchon a cassé une belle idée ? "C'est une bonne question. J'ai souvent soulevé ce problème, où c'est un porte-parole avec énormément de talent, très médiatique, pour porter les idées du Front de Gauche" mais "par définition, le Front de gauche doit être une aventure collective", a souligné l'élu communiste.

"On ne peut pas ramener la politique du Front de Gauche à un individu, aussi talentueux soit-il. Il fait la politique avec son style, moi j'ai un style complètement différent, qui est beaucoup plus lissé", a-t-il dit.

"Il faut qu'on sorte d'un rassemblement qui est en quelque sorte un carcan, très limité, très corseté" mais il faut aussi "sortir d'une personnalisation extrême", a insisté M. Chassaigne. AFP 08.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce.

- Tsipras-Poutine : ce qu'il faut retenir de la rencontre - latribune.fr

Vladimir Poutine a écarté mercredi une aide financière russe ou une levée de l'embargo alimentaire pour Athènes, mais fait miroiter des crédits pour financer des projets communs. De son côté, le Premier ministre grec a appelé à un abandon des sanctions contre la Russie.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras rencontrait mercredi 8 avril le président russe Vladimir Poutine au Kremlin, lors d'une visite que les Européens considèrent avec méfiance en raison des positions conciliantes du nouveau pouvoir grec à l'égard de la Russie. Revue de détail des principales déclarations formulées par les deux protagonistes.

Tsipras appelle à un abandon des sanctions contre la Russie

"Pour résoudre cette crise profonde (en Ukraine), il faut abandonner le cercle vicieux des sanctions, qui ne contribuent pas à la défense du droit international", a déclaré Alexis Tsipras. Le Premier ministre grec a précisé que l'économie grecque avait "grandement souffert" de l'embargo alimentaire décrété par la Russie l'été dernier dans le cadre de sa politique de contre-sanctions.

Vladimir Poutine a par ailleurs jugé que Moscou ne pouvait exempter la Grèce de l'embargo sur certains produits alimentaires décrété par Moscou au niveau européen en représailles aux sanctions décidées l'an dernier par l'UE à cause de la crise ukrainienne.

Toutefois, le ministre russe de l'Economie, Alexeï Oulioukaïev, avait évoqué plus tôt mercredi la possibilité de l'assouplir pour la Grèce.

"Nous évoquerons cette question en profondeur demain (jeudi) lors d'une rencontre du Premier ministre Dmitri Medvedev avec le Premier ministre grec à laquelle je participerai, avait déclaré le ministre.

La Grèce ne sollicite aucune aide auprès de la Russie

Alexis Tsipras n'a pas réclamé d'aide à la Russie pour faire face aux difficultés financières de son pays, a assuré Vladimir Poutine.

Lors d'une interview publiée lundi par le quotidien financier Naftemboriki, le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis avait affirmé que la Grèce ne cherchait pas d'assistance financière ailleurs qu'auprès de ses partenaires européens.

Des crédits pour financer des projets communs

Le président russe a expliqué que la Russie pourrait toutefois allouer à terme des crédits pour financer des projets communs entre les deux pays. La Grèce rembourserait ces prêts sur les bénéfices issus de ces projets.

Le président russe a notamment parlé d'une "coopération dans plusieurs secteurs de l'économie, notamment de la possibilité de mener ensemble de grands projets énergétiques." Il a évoqué le projet de gazoduc Turkish Stream, qui doit transporter du gaz naturel russe vers l'Europe, ajoutant toutefois que toute décision sur une participation grecque dépendrait d'Athènes.

Enfin, Vladimir Poutine a également déclaré que la Russie pourrait être intéressée par des opérations de privatisation en Grèce si le gouvernement Tsipras décidait d'en mener.

Tsipras assure que la solution sera "européenne"

Alexis Tsipras a indiqué que la Grèce n'entendait pas aller de pays en pays pour leur demander de régler un problème européen qui, a-t-il souligné, nécessite une solution européenne:

"L'objectif de cette visite (en Russie), c'est que nous prenions un nouveau départ dans nos relations, dans la recherche de la paix et

de la sécurité" en Europe.

Et de renchérir:

"La Grèce n'est pas une mendiante qui va de pays en pays pour leur demander de régler ses problèmes économiques et une crise économique qui ne concerne pas seulement la Grèce mais qui est une crise européenne [...] La Grèce est un pays souverain qui a le droit inaliénable de mener une politique étrangère multidimensionnelle et de chercher à jouer un rôle géopolitique." latribune.fr 08.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Mobilisation anti-"austérité": 300.000 manifestants, selon la CGT - AFP

La mobilisation pour dire non à l'"austérité", à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires, a rassemblé jeudi 300.000 manifestants en France, dont 120.000 à Paris, selon des estimations de la CGT, qui a salué un "succès retentissant".

"Plus de 300.000 salariés, actifs, jeunes et retraités, privés d'emploi, se sont réunis dans les 86 rassemblements et manifestations en province et à la manifestation nationale à Paris. Plus de 120.000 manifestants ont convergé vers la capitale", écrit la centrale dans un communiqué.

La CGT, qui estime que les manifestants "ont clairement affiché leur opposition aux politiques d'austérité conduites par le gouvernement et inspirées par le patronat, Medef en tête", a recensé 45.000 manifestants à Marseille, 10.000 à Bordeaux ou encore 5.000 à Nancy et Nîmes.

"Gouvernement et patronat doivent entendre le message et les exigences sociales exprimées aujourd'hui", juge la CGT, qui estime que "la mobilisation d'aujourd'hui doit désormais s'amplifier d'ici à la prochaine journée d'action du 1er mai". (Gageons que gouvernement et patronat tendront l'oreille... Les militants n'ont même plus idée que c'est le discours de fossoyeurs du socialisme pour n'avoir jamais entendu autre chose dans aucun parti ouvrier. Je viens de relire *Où va la France ?* de Trotsky et je compare ce qu'on trouve dans le discours d'un militant ouvrier et celui qui figure dans celui d'un agent du capital. Peu importe l'époque, c'est la trame ou le fil qui compte. - nldr)

Près de 800 syndicats d'entreprises publiques et privées avaient également appelé à la grève jeudi, selon la CGT.

Une dizaine de jours après des départementales marquées par la défaite du PS et l'enracinement du Front national, la protestation des syndicats rejoint celle de certains politiques: les écologistes ont demandé un "changement de cap" et Martine Aubry un infléchissement en faveur "de l'emploi et de la croissance". A gauche, Lutte ouvrière, le NPA et le Front de gauche soutiennent l'initiative syndicale. AFP 09.04

Ils ont oublié le POI parce qu'il est le seul parti à avoir réellement préparé cette journée de mobilisation...

2- Radio France: CCE suspendu, grève reconduite, la ministre va intervenir - AFP

Les syndicats de Radio France ont reconduit mercredi leur grève jusqu'à jeudi, 22e jour consécutif de conflit, après la suspension du CCE où le PDG Mathieu Gallet devait présenter son plan stratégique dont quelque 300 suppressions d'emplois.

Après cette suspension, la ministre de la Culture Fleur Pellerin a déclaré devant l'Assemblée que le conflit à Radio France, le plus long qu'ait connu le groupe, avait "trop duré" et annoncé qu'elle ferait connaître "très rapidement" ses "décisions pour renouer le dialogue social".

Peu après le démarrage du Comité d'entreprise extraordinaire, les syndicats grévistes ont décidé de quitter la séance faute d'accord, après une déclaration préalable, a-ton appris de source syndicale. AFP 09.04

ECONOMIE

Monnaie

- Russie. un coup de plus asséné au dollar - french.irib.ir

Le Premier ministre russe l'a annoncé : le Vietnam et la Russie s'apprêtent à supprimer le dollar de leurs échanges commerciaux. Le rouble et le dong vont, ainsi, remplacer le dollar américain. "Ce projet va entrer en vigueur, à partir du mois de mai. Il est temps que les deux parties utilisent leur monnaie nationale, dans leur commerce. C'est la méthode que nous avons adoptée, dans nos relations commerciales avec d'autres pays asiatiques. "Il y a dix ans, une banque russo-vietnamienne a été fondée et les deux parties sont décidées à la réactiver. french.irib.ir 07.04

Haut de page

Le 12 avril 2015

CAUSERIE

Dimanche, Pondichéry 12h45.

Vous avez pu conster qu'au cours des dernières années nous n'avons cessé de dénoncer ceux qui prévoyaient le déclenchement d'une Troisième Guerre mondiale tous les quatre matins jouant un rôle complémentaire aux dirigeants du vieux monde pourri qui n'ont de cesse de terroriser la population par le biais d'organisations terroristes qu'ils ont eux-mêmes créées. Ce qui est en train de se passer en Ukraine à l'initiative des Américains nous oblige à rectifier notre analyse de la situation.

Nous avons écrit dans le bandeau défilant : L'Ukraine soutenu par l'UE et armé par l'Otan s'est doté officiellement d'un régime nazi qui a vocation à court terme d'entraîner la Russie dans une guerre qui ravagera l'Europe. Cela semble plausible pour deux raisons au moins : D'une part parce qu'une guerre qui ravagerait l'Europe permettrait de réaliser l'union nationale dans les différents pays et d'annihiler la lutte des classes qui demeure le principale obstacle à la stratégie politique de l'oligarchie financière, de porter un coup mortel au mouvement ouvrier (international) dont la tradition demeure vivace en Europe et ce malgré sa profonde décomposition, dans la partie du monde où il avait été le plus développé au cours des 150 années précédentes en prenant racine ou en se référant au marxisme ou au socialisme même de manière très déformée, car on voit bien qu'au bout de plus de 4 ans de crise ouverte, ils n'ont réussi à imposer la destruction de tous les droits sociaux des travailleurs au niveau où ils le souhaitaient dans pratiquement aucun pays à part en Grèce, en partie au Portugal, dans une moindre partie en Espagne, et encore moins en France, en Italie, en Grande-Bretagne, en Belgique, etc. ils peinent ou ne parviennent pas à leurs fins tandis que les masses exploitées cherchent une issue politique qui leur serait favorable comme on l'a vu en Grèce notamment.

La guerre disloquerait tous leurs espoirs et détournerait leur attention vers un autre ennemi, la Russie, ce qui permettrait une fois affaiblies et démoralisées par la guerre, non pas de leur faire accepter ce qu'elles ne voulaient pas supporter avant la guerre, mais de leur imposer, car à l'issue de la guerre le régime en place serait une dictature et non un régime démocratique parlementaire comme on l'a connu jusqu'à présent, seuls les partis ayant participé au consensus en faveur de la guerre auraient le droit de cité, comme ce fut le cas après la Seconde Guerre mondiale aux Etats-Unis où seuls les partis réublicain et démocrate figuraient au sein des institutions...

En liquidant la résistance de mouvement ouvrier ou en le réprimant férocement en Europe, ils pourraient enfin appliquer intégralement leur politique néolibérale sur ce continent, le modeler à l'image des Etats-Unis.

D'autre part, la guerre permettrait de disloquer la Russie pour parvenir sur le plan politique au même résultat qu'en Europe. Ils ont tout essayé en vain depuis le début des années 90 pour parvenir à cet objectif et ils buttent sur un obstacle, Poutine, qui incarne la souveraineté et l'intégrité de la Russie qu'il leur faut démembrer pour atteindre leur objectif.

De plus, la destruction massive de forces productives que causerait une guerre fournirait temporairement un nouveau souffle au capitalisme. On peut imaginer que les Etats croulant déjà sous une dette colossale envers le marché devrait s'endetter encore plus plus pour financer leur effort de guerre, pour finalement se retrouver au lendemain de la guerre encore plus sous la domination hégémonique de l'oligarchie financière, qui en profiterait pour leur retirer le peu de pouvoir politique qui leur restait, peut-être en le transférant intégralement à l'UE, ainsi seraient réalisés à la fois les Etats-Unis d'Europe sur le modèle Américain et le grand marché transatlantique.

Que les néoconservateurs ou néolibéraux anglo-saxons-sionistes aient ce plan en tête, cela ne fait absolument aucun doute comme vous avez pu le lire dans l'article mis en ligne hier soir (ci-dessous), reste à savoir si les choses se passeraient comme ils les ont prévues ou si les masses exploitées parviendraient à se rassembler pour balayer à travers toute l'Europe les régimes en place qu'elles honnissent.

Et quelle question cela pose immédiatement ? Celle de la lutte pour le pouvoir, la question du pouvoir. Doit-on les laisser gouverner plus longtemps avec le risque que cela comporte ou doit-on s'organiser et se rassembler pour les chasser du pouvoir et prendre le contrôle de l'ensemble de la société. On attend, on espère encore qu'un parti ouvrier partagera cette analyse ou parviendra à la même analyse, dans ce cas-là nous le soutiendrons inconditionnellement.

Le site ne sera actualisé que demain, j'ai un tas de boulots urgents à faire chez moi.

Samedi, Pondichéry 21h30. On a ajouté 24 articles. Ceux sur l'Ukraine sont à lire absolument. On en reproduit un ci-dessous.

Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas que les nazis étaient au pouvoir en Ukraine.

Ukraine : l'extrémiste de droite Jarosch nommé consultant à la direction des Armées - legrandsoir.info 10.04

Une guerre avec la Russie est de plus en plus probable : des leaders nazis ukrainiens reçoivent des armes et de l'aide des Etats-Unis.

L'armée ukrainienne a nommé l'extrémiste de droite, Dimitri Jarosch, conseiller officiel à la direction de l'armée. Ses milices font officiellement partie de l'armée – tout en restant sous la seule direction de Jarosch. Par voie de conséquence, les extrémistes de droite ont également accès à des armes étasuniennes, des armes financées par les contribuables européens. La Russie va interpréter cela comme une menace.

Les milices ukrainiennes du « secteur droit » sont maintenant grandement renforcées par cette nomination, annoncée le dimanche 5 avril. Le chef des Forces armées de l'Ukraine, le général Viktor Muschenko, intègre donc les milices d'extrême droite dans son armée. Muschenko annonce que l'armée ukrainienne est devenue l'un des plus fortes d'Europe. Les soldats de cette armée ont prouvé qu'ils savaient se battre. [Alors que l'armée régulière de l'Ukraine a, à ce jour, enregistré des résultats médiocres, du haut de l'échelle jusqu'en bas, les forces contrôlées par Yarosh, et son compatriote nazi Andrei Biletsky, sont aussi performantes que les forces locales du Donbass, contre lesquelles elles se battaient. Mais maintenant que les Nazis et leurs conseillers étasuniens, se mettent à former tous les soldats à partir du 20 avril (qui est l'anniversaire d'Hitler), ce sera une autre guerre qui pourrait prendre un tour radicalement différent, en obligeant, par la suite, les Russes à envahir l'Ukraine, en particulier parce que Yarosh et Biletsky ont tous les deux toujours voulu conquérir la Russie.]

L'armée apprécie la « contribution » des bataillons de volontaires qui ont « rendu des services exceptionnels à la défense de l'Ukraine ». Selon Muzhenko : « Nous comprenons que nous devons augmenter l'efficacité de l'armée à tous les niveaux. Nous étudions actuellement diverses questions, telle que la formation de l'armée de réserve.

Nous avons réuni tous les patriotes et les défenseurs de l'Ukraine sous un seul commandement. L'ennemi voit que nous sommes unis et il sait que ses attaques échoueront. Nous partageons l'objectif commun d'une Ukraine unifiée. L'armée se renforce chaque semaine ».

Jarosch a déclaré que cette unité de commandement et d'opération était une condition préalable à la réussite de la guerre. C'est pour cette raison que les bataillons de volontaires de secteur droit sont prêts à intégrer l'armée ukrainienne officielle.

Selon le Kiev Post, le secteur droit et d'autres milices de droite constitueront à l'avenir une division de l'armée ukrainienne, gérée et dirigée de manière indépendante par Jarosch. Pour la Russie, ce n'est pas une bonne nouvelle. Le secteur droit a jusqu'à présent refusé d'accepter les accords de Minsk. Les milices sont considérées comme particulièrement dogmatiques et déterminées à poursuivre la lutte contre la Russie par tous les moyens. On ne sait pas encore si l'intégration des troupes de Jarosch à l'armée officielle va entraîner un important glissement vers la droite de toute l'armée.

Il est tout à fait possible que les nouvelles armes étasuniennes tombent aux mains de l'extrême droite. En tant qu'unité de l'armée officielle, ces forces n'auront aucun problème à se procurer ces armes. Il est également possible que les forces de Jarosch reçoivent des armes financées par les contribuables européens. À partir du 20 avril, il y aura des manoeuvres militaires au cours desquelles l'armée des États-Unis formera ces extrémistes de droite.

Le FMI a récemment accordé à l'Ukraine un nouveau prêt d'un milliard de dollar. L'Allemagne et l'UE accordent également à Kiev des prêts considérables dont l'utilisation a été jusqu'ici insuffisamment contrôlée par l'UE. Entre autres choses, ces fonds sont consacrés à la construction d'un mur à la frontière avec la Russie. [Ce mur va constituer un obstacle au cas où les forces locales du Donbass auraient besoin de l'aide de l'armée russe. Il va isoler les résidents du Donbass qu'il sera alors plus facile de massacrer.]

Ni les États-Unis, ni l'UE, ni le FMI n'ont exprimé la moindre inquiétude au sujet du contrôle croissant de l'Ukraine par l'extrême droite.

Commentaire d'Eric Zuesse : *Cette intégration des nazis de toutes sortes aux forces armées de l'Ukraine ne se produirait pas sans l'aval de l'administration Obama qui contrôle complètement ce gouvernement ; ce gouvernement est entièrement redevable à Obama qui les a portés au pouvoir, et au Congrès qui les soutient financièrement. C'est une déclaration de guerre contre la Russie, et pas seulement contre le Donbass qui a été envahi par le régime issu du coup dès le 9 mai 2014.*

En d'autres termes : Obama veut maintenant clairement la guerre avec la Russie. Dmitriy Yarosh veut par-dessus tout détruire la Russie – ça a toujours été son obsession – il ne veut pas seulement reprendre la Crimée et le Donbass.

C'est la suite logique du coup d'Etat d'Obama de février 2014 en Ukraine. C'est un cauchemar pour les Russes. Ils sont maintenant tous mortellement menacés par Obama et le Congrès. Poutine, à un moment donné, va être obligé d'envahir Kiev, à moins que la décision qui a été annoncée dimanche ne soit rapidement démentie. La question est alors de savoir si la Russie va lancer la première frappe nucléaire contre les Etats-Unis ou va laisser les États-Unis frapper les premiers (et ensuite riposter s'ils en sont encore capables). Obama est, aujourd'hui, certainement le pire président de l'histoire des États-Unis – encore pire que George W. Bush. Il a provoqué toute cette confrontation en perpétrant, en février 2014, le coup d'Etat de Kiev qui avait été préparé à la Maison Blanche avant même que Yanoukovitch ait décidé de rejeter l'offre de l'UE. En fait, l'opération qui a abouti au coup a été mise en route au plus tard au printemps 2013.

L'opération a été planifiée une année entière avant que la Crimée, mise en danger par le coup d'Etat d'Obama de février 2014, n'organise son référendum du 16 mars 2014 et ne rejoigne la Russie.

*Si Angela Merkel continue de soutenir Obama dans sa campagne de haine anti-Russe, alors le monde peut s'attendre au pire. La seule chose qui puisse empêcher la catastrophe, ce serait que Merkel retire son soutien à Obama pour le donner à Poutine, et annonce que l'Allemagne quitte l'OTAN et expulse les forces américaines de son sol. Faute de cela, c'est l'enfer qui nous attend. Et tout le reste ne sert à rien. Dans son livre Presidential Puppetry**, Andrew Krieg défend l'idée que Barack Obama est depuis sa jeunesse un agent secret de l'aristocratie étasunienne et de la CIA et on a encore plus de raisons de le penser aujourd'hui.*

La question qu'on doit maintenant poser à Merkel est celle-ci : Est-elle nazie elle aussi ? L'Allemagne va-t-elle vraiment régresser jusque là ? Cette fois, la principale cible, ce sera les Russes, et non les juifs, mais les conséquences seront peut-être pires encore.

Notes :

*http://deutsche-wirtschafts-nachrichten.de/2015/04/06/ukraine-rechtsex...

** http://www.amazon.com/Presidential-Puppetry-Obama-Romney-Masters/dp/0988672820

Eric Zuesse est un historien d'investigation. Ses livres les plus récents sont : They're Not Even Close : The Democratic vs. Republican Economic Records, 1910-2010, CHRIST'S VENTRILOQUISTS : The Event that Created Christianity, et Feudalism, Fascism, Libertarianism and Economics.

Haut de page

Le 13 avril 2015

CAUSERIE

On ajoutera ce soir ou demain matin une quinzaine d'articles, je dois arrêter pour faire de la maçonnerie !

Rien de tel que l'adversité ou la guerre pour nous stimuler au lieu de nous abattre. On en rajoute une couche sur le PS.
Mon correspondant avec lequel manifestement je n'ai pas grand chose en commun m'a répondu, mais j'avais mieux à faire que de lire sa prose.

Vous êtes parfait comme vos dirigeants, ne changez rien surtout, et de ne notre côté on n'essaiera pas de vous faire changer puisque vous êtes borné et incurable. Vous connaissez le refrain, objectif/résultat = 0 ! Certes peu mieux faire, on vous l'accorde, il faut un début à tout, comme quoi nous avons les idées larges...

J'ai écrit tout cela très vite sans avoir le temps d'y revenir, ce sont juste des pistes de réflexion.

Au premier abord on pourrait croire que cette démarche nécessiterait beaucoup d'efforts ou ne serait pas accessible à tout le

monde, alors qu'en réalité il n'est pas nécessaire d'avoir fait l'ENA ou d'avoir un doctorat en biologie en poche pour comprendre que des chiens ne feront jamais des chats, comme quoi on sous-estime parfois nos capacités à comprendre des choses finalement parfaitement compréhensibles au commun des mortels.

La plupart des analystes ou commentateurs s'attardent sur les contradictions propres à telle ou telle situation, déclaration, etc. sur lesquelles ils vont broder pour remplir des colonnes ou vendre du papier, bref pour justifier leur ligne politique et leur salaire, nous, nous allons à l'essentiel pour gagner du temps en essayant de faire ressortir le fil, le fond ou la trame qui relie les événements entre eux en privilégiant la nature des différents protagonistes ou facteurs qui détermine leurs intérêts respectifs et permet de comprendre les rapports qu'ils existent entre eux et qui évidemment ne sont pas sans contradictions.

Chaque chose comporte sa négation et au-delà la négation de cette négation, en gros se transforme et donne naissance à autre chose ou un état différent... Mais si maintenant on est incapable de déterminer la chose destinée à être niée, on ne risque pas de définir en quoi consistera cette négation et l'ensemble du processus (dialectique), on demeurera dans l'ignorance.

En ne perdant pas de vue les intérêts des uns et des autres on se situe sur un terrain de classe, dit autrement en se situant sur un terrain de classe on essaie d'interpréter la situation en fonction des intérêts de notre classe que l'on ne confondra pas avec ceux de notre ennemi, c'est préférable, c'est même fortement recommandé. Et pour cause.

On pourrait nous objecter que c'est là faire de la propagande. Effectivement, on le revendique puisqu'on est engagé dans un combat politique.On l'assume et on conçoit que de nos jours cet argument puisse surprendre ou paraître déplacé pour ceux qui sont habitués à lire la prose de ceux qui se contentent de commenter l'actualité à la manière des médias officiels. Cela dit notre démarche présente la particularité ou se distingue par le fait qu'à la différence des propagandistes à la solde de la classe dominante qui pratiquent la censure et la désinformation à grande échelle, nous privilégions les faits sans nous poser la question de savoir s'ils justifieront ou contrediront notre ligne politique ou nos positions, de telle sorte que chacun des lecteurs puissent librement se faire sa propre idée sur les sujets que nous traitons, ce qui ne serait pas le cas si nous partions d'une interprétation des faits après en avoir soustrait un certain nombre à la connaissance de nos lecteurs et à leur insu, procédé particulièrement malhonnête qui malheureusement est communément répandu.

Pourquoi privilégier la nature des différents acteurs ou protagonistes d'une scène ou d'une histoire au détriment des contradictions qui les traversent ? Parce que leur nature synthétise les limites dans lesquelles ces contradictions évolueront et qu'elles ne pourront pas franchir, sauf exception qui confirmera la règle.

Qui dit nature, dit remonter à l'origine, à la source, à la naissance d'un facteur, d'un fait ou d'un phénomène, d'un rapport, d'une situation. Déjà le fait d'effectuer cette démarche nous en apprendra beaucoup sur notre sujet ou enrichira notre connaissance, à l'opposé de la posture qui consiste à procéder par a priori ou à fabuler littéralement.

Qui dit nature implique d'être remonté à l'origine d'une situation, donc d'en avoir démêlé les contradictions ou d'avoir pris en compte tous les éléments ou faits qui étaient en rapport avec notre sujet, sans avoir à y revenir systématiquement, car on considère que les personnes auxquelles on s'adresse en ont eu connaissance ou les ont à l'esprit, ce qui ne nous interdit pas d'y revenir puisque l'on sait que la plupart des gens ont une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective ou encore qu'ils ont tendance à ne conserver à l'esprit que ceux qui les arrange dans un sens ou un autre en fonction de l'évolution de leur situation individuelle. C'est ainsi qu'on en arrive à s'accommoder de certaines situations qu'on avait trouvées épouvantables dans le passé par exemple, on enjolive les choses ou on les noircit au fur et à mesure qu'on s'en éloigne. Là encore quand on s'en tient à la nature des choses une fois qu'on l'a déterminée ou à la caractérisation qu'on avait pu faire d'une situation, on évite d'en changer perpétuellement au point de ne plus savoir réellement à quoi s'en tenir. Ceci n'est valable qu'à condition d'être certain d'être remonté à l'origine d'une situation, dans le cas contraire il faut s'accorder un espace pour modifier ou rectifier notre appréciation, procédé auquel on recourt habituellement par précaution sachant qu'on peut commettre des erreurs et ne pas forcément s'en apercevoir sur le coup, c'est la seule tolérance qu'on s'accordera pour ne pas tomber dans le travers décrit plus haut.

On pourrait préciser que contradiction peut selon les cas se traduire pas opposition, antagonisme ou contraire puisque toute chose en est l'expression et en produit qui est caractérisée par le mouvement sans lequel rien et pas même l'univers n'existerait.

Ce qui définit la nature d'un facteur, c'est la résolution de ses contradictions dans lesquelles se manifeste un élément ou un rapport dominant qui n'a rien d'arbitraire. Par exemple dans le rapport entre le capital et le travail, ce qui l'emporte sur tous les autres facteurs ou ce qui définit le capitalisme, c'est la production de la plus-value ou profit que le capitaliste extorque ou vole au travailleur à partir de l'inégalité qui existe entre les classes, et l'aspiration naturelle, donc légitime du travailleur qui exige qu'une part plus grande des richesses produites lui revienne pour améliorer sa condition ou satisfaire ses besoins, situation contradictoire qui se traduit finalement par l'accumulation de capital entre quelques mains impossible à exploiter ou à rentabiliser dans des proportions toujours plus colossales, et l'insatisfaction (paupérisation, précarité, chômage de masse) grandissante des besoins des masses exploitées et opprimées qui augmentent sans cesse à l'échelle mondiale, contradiction qui tendue à l'extrême doit déboucher, soit sur une crise et une guerre, la destruction d'immenses forces productives donc le massacre à grande échelle de la population afin de pérenniser et renforcer les rapports existant entre les classes au profit de la classe dominante, soit aboutir à son contraire au moyen d'une révolution prolétarienne et socialiste qui se traduirait par l'inversion de ces rapports, sans pour autant que ses termes ou les classes disparaissent soudainement, puisqu'un mode de production et de répartition des richesses

ne peut pas se substituer à un autre du jour au lendemain à l'échelle mondiale ou tout du moins au sein des principales puissances économiques mondiales. Ces nouveaux rapports permettent seulement d'entrevoir sérieusement à terme la possibilité de briser le carcan que constitue cette contradiction (le système capitaliste), de se donner les moyens ou de faire naître les conditions (économiques et politiques) qui permettront d'y parvenir, qui à leur tour déboucheront sur une autre contradiction somme toute plus supportable sur la voie du règne de la liberté qui demeurera encore longtemps un idéal.

La raison d'être du capitalisme et l'objectif que poursuit le capitaliste sont antinomiques avec le bien-être des travailleurs, la paix et le développement harmonieux de l'humanité, voilà ce qui définit sa nature, il a été créé, fonctionne et profite à une minorité de nantis au détriment de l'immense majorité de la population qui quelle que soit sa situation ne peut pas profiter pleinement de l'existence, c'est impossible, les membres des couches privilégiées doivent consentir d'énormes sacrifices pour mériter leur statut ou la société et le monde sont une source de cauchemars qui perturbent leur sommeil ou leur bonne conscience, quand ils ne craignent pas de perdre ce privilège puisque de nos jours plus personne n'est à l'abri d'une descente sociale aux enfers et le pire reste à venir.

Le travailleur quand il en a la chance doit son bien-être relatif uniquement à son travail, et toutes les difficultés, souffrances ou malheurs qui l'accablent sont à mettre au compte du système capitaliste. Il a donc tout intérêt à prendre le contrôle de sa force de travail pour en tirer le meilleur parti, plutôt que laisser les capitalistes s'en charger. Il faut l'aider à en prendre conscience.

Ses droits, besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes puisque qu'ils sont conformes à sa nature qui n'est pas d'endurer mille difficultés inutiles ou de souffrir ou de faire souffrir les autres inutilement.

Sa nature n'est pas déterminée par les contradictions de la société, mais par le fait inné à son espèce qu'il est doué de facultés ou de capacités qui ne demandent qu'à se développer ou s'exprimer, dans la mesure où elle lui permettent de modeler son environnement en fonction de ses besoins, et son aspiration au bien-être, au bonheur, à la paix et à la liberté se passe dès lors de toute justification. C'est là qu'on se rend compte à quel point le capitalisme est la négation des intérêts de l'espèce humaine ou de l'humanité.

On aurait pu prendre un autre exemple, le PS par exemple, dont la nature n'est pas déterminée par son programme ou sa composition mais par son engagement en tant que parti de la guerre, de la grande guerre, de la boucherie ou du massacre de masse, de la guerre mondiale en 1914, toutes les guerres coloniales et impérialistes depuis, y compris contre le Yémen puisque Fabius s'est fait un devoir avant-hier de le confirmer.

Partant de ce constat, des faits, et considérant qu'il ne peut exister pire crime, nous considérons que tous les autres facteurs ou rapports sont secondaires ou seront d'une manière ou d'une autre soumis à cette exigence maintes fois confirmée en un siècle qu'un tel parti ne pouvait qu'incarner le camp des ennemis de la classe ouvrière quel que soit le masque qu'il emprunte, et que faire dépendre sa nature ou sa caractérisation politique d'un autre facteur serait faire preuve d'une terrible confusion ou d'une misérable compromission, trahison.

Ceux qui un jour ont adhéré au PS n'en connaissaient peut-être pas toute l'histoire passée abominable, mais on ne peut pas admettre qu'au bout d'un certain nombre d'années passées dans ce parti et confrontés à des contradicteurs qui leur rappelaient sans cesse ses crimes présents et passés, ils soient demeurés dans l'ignorance plus longtemps. Ce qui signifie qu'ils s'en sont accommodés parce que cela les arrangeait. Quant à ceux qui l'ont quitté depuis et n'ont pas dénoncé ses crimes, qui se sont employés à maquiller sa véritable nature pour la rendre acceptable, ils en demeurent les complices, ce que confirme d'ailleurs leur propre engagement politique ou leurs déclarations quand ils affirment que la révolution ne serait pas vraiment leur tasse de thé, alors que c'est le seul moyen d'en finir avec le régime en place, confirmant qu'ils ont conservé l'idéologie réformiste, anti-ouvrière ou antisocialiste à laquelle ils avaient adhéré quand ils étaient au PS (ou avant), idéologie non seulement soluble dans le capitalisme, mais compatible avec tous les crimes qu'a commis ce parti pour préserver l'ordre établi.

Si la nature d'un parti ou sa caractérisation politique devait correspondre à l'interprétation qu'on peut en donner, dans ce cas-là ils en existeraient tellement que plus personne ne serait en mesure de savoir de quoi on parle, et c'est justement le but de la manoeuvre pour ceux qui procèdent de la sorte, embrouiller les esprits pour justifier les rapports qu'ils entretiennent avec ce parti et en changer quand bon leur semble en fonction des intérêts de leur appareil, car il ne faut pas être dupe, déjà lorsqu'ils le soutenaient ou le ménageaient, cela ne pouvait pas être au nom des intérêts des travailleurs.

Passons à un autre aspect de cette question.

Les partis ouvriers se sont toujours construits au départ par le haut, c'est-à-dire que leurs dirigeants n'étaient pas issus de la classe ouvrière mais de la petite bourgeoise ou de la bourgeoisie avec laquelle ils avaient rompu, avocats, professeurs d'université, aristocrates, fils d'entrepreneur, etc. De la même manière que les philosophes, liste à laquelle vous pouvez ajouter militaires ou ecclésiastiques.

S'il leur fallait conquérir la classe ouvrière des villes et des campagnes, il devait continuer à ratisser large ou pénétrer toutes les classes de la société, dont la petite bourgeois qui par sa position intermédiaire et instable entre la classe des capitalistes et celle

du prolétariat était amenée selon le cours de la lutte des classes à se rapprocher de l'une ou de l'autre au point de pouvoir gagner certains de ces membres au parti ouvrier.

Depuis, non seulement on a été incapable de construire un parti dans lequel la majorité de ses militants seraient des ouvriers, on a été dans l'impossibilité de convaincre une partie de l'élite intellectuelle. Qu'elle soit prompte à se vendre pour assurer son statut on veut bien l'admettre, mais cela n'explique pas pourquoi on n'a pas été foutu de gagner ceux dont le statut était inattaquable ou ne risquant pas de rétrograder au niveau du prolétaire.

J'en déduis pour faire bref, que dans les deux cas de figure la méthode qui a consisté à vouloir absolument ménager la chèvre et le choux s'est soldée par le fait que c'est le loup qui les a mangés tous les deux ! Le double langage et l'opportunisme ont donné les résultats auxquels il fallait s'attendre. Sans parler des coups de barre soudain à gauche ou à droite pour satisfaire la susceptibilité des uns ou des autres sur fond de conflits larvés ou déclarés entre dirigeants, et toutes sortes de manoeuvres d'appareil et autres coups tordus se soldant par des règlements de compte sournois, qui ont fini par dissuader plus d'un membre de la petite bourgeois ou de l'élite intellectuelle qu'il fallait mieux se tenir à l'écart de tels partis.

Et on n'a pas évoqué les déclarations sans principe, les arguments à l'emporte-pièce, les pronostics foireux, les positions démagogiques, les annonces sans lendemain : tout est possible, tout peut arriver, c'est la fin, le régime agonise, les institutions aussi, crise politiques à tour de bras, pour au final constater que tout continue comme avant sans que tout cela ait porté à conséquence, à ceci près que la situation est toujours pire que la veille, ce qui n'étonnera personne partant de là. Tous les militants s'en tapent littéralement ou n'y comprennent rien, ils n'ont même pas remarqué que plus aucun parti ne défendait les idées du socialisme qui a régressé d'un siècle et demi à l'image du régime, comme quoi ces partis et leurs dirigeants n'étaient pas sous le coup de son influence.

Un socialiste, c'est quelqu'un qui croit en son interprétation du socialisme, laissons-le penser tranquillement ce qu'il veut, y compris du PS, c'est monstrueux ; un communiste, c'est quelqu'un qui croit au communisme selon l'interprétation qu'il en donne, y compris du PCF, pourquoi n'en aurait-il pas le droit, on atteint là les limites du cynisme ; quant au trotskiste, pourquoi ne pourrait-il faire une interprétation du marxiste et du léniniste à géométrie variable en fonction des deux autres, hein franchement, il faut bien vivre avec son époque, on allait oublier le brave syndicaliste, l'anarcho-syndicaliste, le libre-penseur, le franc-maçon qui donnaient la colique à Lénine et Trotsky, ces gens-là sont des démagogues forcenés qui ne sont assurément pas sectaires, des liquidateurs révisionnistes du marxisme et du socialisme que des dizaines de milliers de militants sincères et honnêtes ont pris au sérieux, avant d'en déduire sans trop savoir pourquoi ils ne méritaient pas leur confiance, quel terrible gâchis, ils n'ont cessé de détruire tout ce qu'ils s'étaient employés à construire comme si c'était leur objectif ou que cette situation leur convenait puisque leur appareil était préservé.

C'est dommage, le mot est faible, d'en arriver là avec des dirigeants d'une telle valeur, surtout sachant qu'ils refusent toute critique ou de reconnaître la moindre erreur qu'ils auraient commises, ils sont parfaits que voulez-vous, ils sont bien les seuls dans ce cas-là, tout est normal, toute analyse différente de la leur est forcément erronée ou pure calomnie, c'est pas mal comme méthode pour vous faire taire, cela ne vous rappelle-t-il pas quelque chose, on a juste le droit de fermer sa gueule et à les suivre comme des moutons de Panurge, il est interdit de réfléchir et de se poser des questions, ils le font à notre place.

Pour finir, comment voulez-vous accorder la moindre confiance à des dirigeants ou des partis qui ont soutenu le PS pendant des décennies et continuent à leur manière, par exemple en ne condamnant pas son soutien au régime fasciste de Kiev.

Soutien aux bailleurx de fonds d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

- Laurent Fabius à Ryad pour exprimer le soutien politique de Paris - AFP

"Concernant le Yémen, nous venons manifester notre soutien, surtout politique, aux autorités saoudiennes", a déclaré M. Fabius à la presse, alors qu'il entamait une série d'entretiens avec les principaux dirigeants saoudiens, dont le nouveau roi Salmane.

M. Fabius devait réaffirmer à ses hôtes saoudiens que "la France se tient naturellement aux côtés de ses partenaires de la région pour restaurer la stabilité du Yémen", selon son entourage.

L'Arabie saoudite s'inquiète également de l'accord-cadre passé début avril sur le nucléaire iranien par six grandes puissances, dont la France.

Ryad redoute que Téhéran se dote in fine de l'arme nucléaire en dépit de cet accord qui doit limiter les capacités nucléaires de l'Iran à des activités purement civiles.

Cet accord-cadre doit être finalisé entre l'Iran et les grandes puissances (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie, Chine, France et Allemagne) d'ici au 30 juin.

M. Fabius a répété, en commençant ses entretiens à Ryad, qu'il faut parvenir à un "accord solide" sur le nucléaire, faute de quoi "cela peut déboucher sur une prolifération de l'arme nucléaire dans la région".

Il y a des points sur lesquels les négociateurs doivent se montrer "vigilants", a-t-il déclaré, notamment "la PMD, la possible dimension militaire", et la levée des sanctions internationales qui frappent l'Iran.

"Il faut que l'AIEA (Agence Internationale de l'énergie atomique) ait la possibilité de vérifier les sites iraniens", selon lui.

De même, les sanctions doivent être levées "progressivement" et doivent être réversibles, c'est-à-dire qu'elles seraient réimposées à l'Iran si ce pays viole ses engagements. "Tout cela a été discuté, mais on ne s'est pas mis d'accord".

Paris a montré à plusieurs reprises, durant ces négociations avec l'Iran, une fermeté particulière, reprochant implicitement aux Etats-Unis, principal négociateur, de faire preuve de trop d'empressement pour parvenir un compromis avec Téhéran. AFP 12.03

Comment supprimer un compte Facebook ?

https://www.comment-supprimer.com/un-compte-facebook/

Cette info figurait dans un commentaire fourni par un internaute à la suite d'un article du Figaro du 10 avril *25.000 internautes portent plainte, ensemble, contre Facebook*

Soyez Charlie, soyez au côté du gouvernement français qui soutient le bombardement de la population civile au Yémen !

- "Charlie Hebdo" : rassemblement à Paris pour #RallumerRépu - actu.orange.fr

Trois mois jour pour jour après la marche du 11 janvier en réaction à la série d'attentats qui avait débuté à "Charlie Hebdo", quelques dizaines de personnes étaient rassemblées à Paris ce samedi. (Ouf, ils étaient peu nombreux ! - ndlr)

Trois mois après, où est Charlie ? "Charlie a été officiellement dans les coeurs de tout le monde (Pas vraiment en fait. -ndlr) le 11 janvier, quand un vent de fraternité, de solidarité s'est levé en France" (Récupéré et détourné sans scrupule surtout. -ndlr) , a déclaré Dominique Sopo, président de SOS Racisme, "aujourd'hui c'est vrai qu'on a l'impression que le soufflé est retombé" (Pas celui de la réaction dont vous êtes le complice. - ndlr). Et ce car "les politiques ont voulu beaucoup préempter le mouvement" (A la pointe de le la démagogie, normal. - ndlr) et "que pour l'instant il n'y a pas eu de transformation de ce potentiel de fraternité en engagement, en combat" (Méprise, avec le Yémen, l'un des pays les plus pauvres de la planète que les amis de la France bombardent. Les amis de mes amis sont mes amis. Quelle bravoure et imposture ! - ndlr), selon lui. AFP 11.04

Honte au mouvement ouvrier complice de Riad, Washington et Tel-Aviv !

- Paris : Rassemblement contre l'intervention saoudienne au Yemen - citizenside.com

Quelque dizaines de personnes se sont réunies sur la place du Trocadéro, à Paris, pour dénoncer l'intervention militaire saoudienne au Yemen, le 12 avril 2015. citizenside.com 12.04

- Manifestation anti-saoudienne, à Londres - french.irib.ir

Des militants étrangers résidant en Grande-Bretagne se sont rassemblés devant l'ambassade saoudienne, à Londres, manière de condamner, vigoureusement, les agressions de Riyad contre le Yémen.

Selon la chaîne d'information, Press TV, les contestataires ont scandé des slogans, manière de dénoncer, vivement, les agressions de la coalition, dirigée par l'Arabie, contre le Yémen.

Depuis le début de l'offensive saoudienne contre le Yémen, c'est la deuxième fois que les militants étrangers manifestent devant l'ambassade saoudienne, à Londres. french.irib.ir 11.04

Une poignée de manifestants...

Etat policier. Fichage à vie dès l'âge de 13 ans.

- Renseignement : "pas de surveillance de masse" martèle Bernard Cazeneuve - La Tribune

- Loi sur le renseignement : création d'un fichier dont les données seraient conservées 40 ans - La Tribune

Le gouvernement propose dans un amendement à la loi sur le renseignement la création d'un fichier des auteurs d'infractions de terrorisme, prévoyant une inscription pouvant intervenir dès la mise en examen et dont les données seraient conservées 40 ans.

Le gouvernement propose dans un amendement à la loi sur le renseignement la création d'un fichier des auteurs d'infractions de terrorisme, prévoyant une inscription pouvant intervenir dès la mise en examen et dont les données seraient conservées 40 ans. La création de ce fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (Fijait), annoncée en janvier par le gouvernement, fait l'objet d'un amendement, déposé en fin de semaine, au projet de loi sur le renseignement qui doit être examiné à partir de lundi à l'Assemblée nationale.

Tel que proposé dans ce texte, seraient inscrites dans ce ficher les condamnations, même non définitives, c'est-à-dire frappées d'appel ou faisant l'objet d'un pourvoi en cassation, les décisions d'irresponsabilité pénale pour trouble mental, et pour les mineurs les décisions prononcées en application de l'ordonnance de 1945. Pour les majeurs, la décision serait inscrite au fichier, sauf décision contraire de la juridiction. A l'inverse, pour les mineurs de 13 à 18 ans, l'inscription se ferait par décision expresse de la juridiction ou du procureur de la République. Sur décision du juge d'instruction, les mises en examen pourraient être y être inscrites. Les informations seraient effacées en cas de non-lieu, relaxe et acquittement.

Des données conservées 40 ans

Elles seraient conservées pendant 40 ans, 30 ans pour les mineurs, et si la condamnation entraînant l'inscription au fichier comprend une incarcération, les délais ne commenceraient à courir qu'à partir de la libération. Même en cas d'amnistie, de réhabilitation, l'effacement des condamnations figurant au casier judiciaire n'entraînerait pas pour autant l'effacement des données.

Les personnes inscrites au Fijait se verraient contraintes de déclarer tout changement d'adresse, déclarer tout déplacement à l'étranger au plus tard 15 jours avant la date du voyage. Ces obligations s'appliqueraient pendant 20 ans, (10 ans pour les mineurs). Le non respect de ces obligations serait un délit passible d'une peine de deux ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende. latribune.fr 11.04

Contrôle total de la population. Les grandes oreilles ou de la traque à la matraque.

- Les Etats-Unis ont traqué des milliards d'appels de leurs citoyens bien avant le 11-Septembre - slate.fr

Le gouvernement américain avait commencé à collecter des informations sur une partie de ses citoyens bien avant les attentats du 11-Septembre. USA Today a publié une longue enquête qui explique comment la Drug Enforcement Agency (DEA), qui s'occupe de l'application des lois sur les stupéfiants, a amassé pendant plus de deux décennies «des milliards d'appels dans un programme qui a servi de plan pour un autre programme plus large mis en place par la NSA, un peu plus tard».

On savait jusque-là que l'agence de lutte contre les stupéfiants avait amassé des données sur des appels émis vers l'étranger, mais on ne connaissait pas son ampleur.

Selon les sources du quotidien américain, ce ne sont pas les appels émis sur le territoire américain qui étaient visés, mais ceux entre des personnes présentes aux Etats-Unis et d'autres dans 116 pays liés au trafic de drogue.

USA Today explique que, comme pour le programme de la NSA, les contenus des communications n'étaient pas connus mais les agents pouvaient connaître les numéros composés et quand, ce qui leur a permis «de cartographier les communications des suspects et de les relier aux masses de données des autres services de police et de renseignement».

USA Today révèle par ailleurs que ce programme n'a pas été utilisé seulement pour des questions de stupéfiants.

«Ils l'ont également utilisé pour écarter des liens étrangers lors de l'attentat d'Oklahoma City en 1995, et pour identifier des suspects américains dans un large éventail d'autres enquêtes.»

Pour l'instant, seul un opérateur, Sprint, est officiellement cité comme ayant fourni les données de ses clients, mais les sources USA Today laissent entendre que d'autres comme AT&T l'ont également fait, ce que l'entreprise n'a pas souhaité commenter.

Ce programme a été lancé par l'administration Bush (père) en 1992, pour lutter contre les cartels. Eric Holder, l'ancien procureur général des Etats-Unis, y a mis fin en septembre 2013, alors que l'autre programme de surveillance de masse mis en place par la NSA venait d'être révélé par Edward Snowden. slate.fr 08.04

Dossier Yémen

- Le peuple yéménite manifeste sa grande détermination à faire face aux agressions saoudiennes - french.irib.ir

Les agressions saoudiennes n'ont affecté en rien la volonté du peuple yéménite de faire face aux agressions de l'Arabie Saoudite. Les Yémétites résistent, avec force et détermination, face au complot sioniste, américain et saoudien.

Au 17ème jour de l'agression contre le Yémen, l'aviation saoudienne a bombardé plusieurs endroits, dans la capitale du Yémen, Sanaa, dont l'aéroport de cette ville. Selon des sources bien informées, les avions saoudiens ont bombardé plusieurs bases militaires, situées près de l'aéroport de Sanaa. Les avions saoudiens ont bombardé, également, certaines régions, dans le Sud du Yémen, laissant des morts et des blessés, du côté de la population civile.

Cela étant dit, ces raids intensifs n'ont affecté en rien la volonté du peuple yéménite, qui est résolu à faire face aux agressions du régime saoudien. La preuve en est la grande manifestation des habitants de Sanaa, qui sont descendus dans la rue, pour dénoncer l'offensive saoudienne. Les manifestants portaient des pancartes condamnnant le silence des pays arabes et des instances internationales, face à l'offensive saoudienne, qui consitue une violation flagrante des lois internationales et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Les manifestants ont appelé, aussi, les forces politiques et nationales du Yémen à créer un front uni et à mettre de côté leurs différends, pour faire face aux crimes commis par l'Arabies aoudite, au Yémen.

Des manifestations similaires ont eu lieu, vendredi, dans d'autres régions du pays, pour dénoncer les agressions saoudiennes. En s'appuyant sur le peuple, l'armée et le mouvement d'Ansarallah poursuivent leurs avancées, dans les régions du Sud, et contrôlent la ville stratégique d'Aden. "Le Mouvemement d'Ansarallah est prêt à toute option", a dit, samedi, l'un de ses commandants, sur le terrain. "Daesh et Al-Qaïda exécutent les projets de l'Arabie et des Etats-Unis, dans la région", a-t-il souligné. "L'offensive saoudienne contre le Yémen relève d'une hystérie meutrière et aura des conséquences irréparables, pour la famille des Saouds", a-t-il conclu. french.irib.ir 11.04

- Yémen : le refus du Pakistan, cuisant revers pour Riyad- french.irib.ir

Pour beaucoup d'analystes, le refus du Pakistan d'adhérer à la coalition saoudienne contre le Yémen, est un nouvel échec politique, pour l'Arabie saoudite.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, s'est rendu, au Pakistan, pour s'entretenir des dernières évolutions du Yémen avec les hauts responsables du Pakistan, dont le Premier ministre, le commandant de l'armée et le président du Parlement pakistanais. Un jour après la visite du chef de la diplomatie iranienne, à Islamabad, Le Parlement pakistanais a voté pour la neutralité du Pakistan envers les événements du Yémen, tandis que l'Arabie saoudite avait demandé, officiellement, au Pakistan d'adhérer à la coalition que Riyad a formée, pour faire la guerre aux Yéménites. Le Parlement pakistanais a voté pour la neutralité d'Islamabad, dans le conflit yéménite, afin que le Pakistan puisse contribuer aux efforts des pays, en tant que médiateur. Pourtant, le Parlement pakistanais a mis une condition à sa neutralité : le mouvement yéménite Ansarrallah ne doit porter aucune atteinte aux lieux saints, en Arabie saoudite, comme la Mecque et Médine. Or, le mouvement Ansarrallah n'a mené aucune opération militaire contre le territoire saoudien.

En effet, on dit que cette condition a été avancée par le Parlement pakistanais, pour débarrasser Islamabad des pressions que l'Arabie saoudite exerce sur le gouvernement pakistanais. Le gouvernement du Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, a de très bonnes relations avec Riyad, et le Parlement a voulu que son non à la demande saoudienne n'entraîne pas la colère des dirigeants saoudiens. Pourtant, les élus pakistanais étaient bien conscients des très mauvaises conséquences que l'intervention militaire de leur pays, au Yémen, aurait pu avoir, pour Islamabad, tant sur le plan intérieur, que régional.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, s'est rendu au Pakistan, il a y deux jours, pour s'entretenir avec le président, le commandant de l'armée et le président du Parlement pakistanais, au sujet des dernières évolutions du Yémen. Au cours de ces rencontres, le chef de la diplomatie iranienne a présenté un plan, en quatre étapes, pour résoudre la crise, au Yémen. Pour beaucoup d'analystes, le refus du Pakistan d'adhérer à la coalition saoudienne contre le Yémen, est un nouvel échec politique, pour l'Arabie saoudite, et une autre victoire, pour la diplomatie régionale de la République islamique d'Iran. french.irib.ir 11.04

- Yémen :Riyad quémande une trêve. - french.irib.ir

L'Arabie saoudite en est a quémander un cessez-le-feu à Ansarallah. Riyad demande une médiation des tribus yéménites auprès d'Ansarallah. Cette demande faite auprès des tribus sunnites pro-saoudiennes renvoie à une crainte profonde, celle suscitée par une éventuelle riposte d'Ansarallah.

Riyad demanderait aux houthis d'accepter la fin des hostilités et éviter toute réponse à l'agression saoudienne dans un avenir

proche. Une source yemenite a relevé l'échec saoudien d'atteindre ses objectifs au Yémen, son revers à rallier le Pakistan à une invasion terrestre, les doutes turco-égyptiens à accompagner Riyad comme principale raison de cette demande de médiation. Alors que Hadi s'apprete à annoncer le nom de son vice-président d'ici quelques heures, la province de Maareb a été le théâtre de tres violents combats entre Ansarallah et al Qaida. french.irib.ir 12.04

- Yémen: Attaque éclaire contre le sud de l'Arabie - french.irib.ir

Les membres de la tribu Takhiya dans le nord du Yémen ont pris d'assaut le sud de l'Arabie saoudite, en tuant 18 militaires saoudiens. selon les sources médiatiques, les gens des tribus du nord de confession sunnite ont lance de lourdes attaques contre les positions de l'armée saoudiennes dans la localité de Al Manar dans le sud saoudien, tuant 18 soldats et saisissant une grande quantité d'armes et de munition.

Le porte parole de la coalition saoudienne, Ahmad al Assir n'a reconnu que la mort d'au moins 3 militaires saoudiens au cours de cette attaque. Selon les témoins occulaires, de très violents combats se déroulent dans les régions frontalières saoudiennes mais Riyad tient un black out total sur ces combats.french.irib.ir 12.04

- L'Arabie perd du terrain face à Ansarallah. - french.irib.ir

Première grosse défaite militaire de l'Arabie saoudite sur le champ de bataille contre le Hezbollah. Les tribus sunnites du nord du Yémen ont pris le contrôle d'une base militaire sur le territoire saoudien près de la province de Najran. Pris de rage, les avions saoudiens ont violemment bombardé le sol saoudien à Al manar. Et pourtant les tribus du nord secondés par Ansarallah continuent à avancer à grand pas sur le territoire saoudien.

Les forces yemenites progressent vers le barrage de Najran et ont pris le controle de trois autres localités saoudiennes... L'aviation saoudienne bombarde aveuglément le propre sol saoudien comme dans une démarche folle et insensé. french.irib.ir 12.04

- Hezbollah : Riyad a déjà perdu la guerre - french.irib.ir

Le Hezbollah a de nouveau critiqué l'Arabie saoudite H, stigmatisant ses procédés contre le peuple yéménite qui s'apparentent à ceux d'Israël contre le peuple libanais en 2006, tout en assurant qu'elle ne sortira pas triomphante de son offensive contre le Yémen. « L'Arabie saoudite a échoué jusqu'à présent, militairement et opérationnellement dans son offensive contre le Yémen, alors que le bombardement se poursuit depuis plus de deux semaines », a constaté le président du Bureau exécutif du Hezbollah Sayed Hachem Safieddine durant une cérémonie organisée dans la ville de Tyr, au sud Liban. Et de poursuivre : « quand bien même ses bombardements peuvent se poursuivre un mois, deux ou plus, elle sait très bien qu'elle ne pourra rien réaliser. Alors à quoi cela sert de continuer et de causer davantage de tueries et d'effusion du sang aux dépens de pauvres yéménites déshéritées ? » Sayed Safieddine a continué sur le même ton accusateur : « cela n'a rien à voir avec la bravoure ou la virilité que de jeter des bombes sur le pauvre peuple yemenite opprimé, et de détruire l'armée yéménite et les infrastructures ? ».

Selon lui, ce que fait l'Arabie au Yémen ressemble à ce que l'entité sioniste avait fait contre le Liban en 2006. « C'est honteux voire abject que l'Arabie utilise les mêmes moyens utilisés par les sionistes en détruisant les maisons et les ponts, et en visant les civils et les infrastructures contre les pauvres du Yémen », a-t-il fustigé. S'interrogeant s'il est permis de se taire dans des conditions pareilles, il s'est dit étonné de l'indifférence manifestée par certains « alors que des milliers de martyrs et de blessés yéménites reçoivent des milliers de tonnes d'explosifs sur la tête». Selon lui, l'Arabie devrait faire la même chose qu'Israël en 2006. « Israël a senti dès la première semaine de son offensive contre le Liban en 2006 qu'il ne peut rien réaliser après avoir terminé sa liste d'objectifs, sans ébranler la fermeté et la persévérance de la résistance et de sa base populaire ». « Les Israéliens étaient totalement impuissants, jusqu'à la venue des Américains qui les ont sortis de leur pétrin », a-t-il rappelé.

S'agissant de l'enjeu de cette guerre, à la lumière de la position géographique stratégique du Yémen, le dirigeant du Hezbollah a donné son explication. «Ceux qui parlent de Bab al-Mandab et lui accordent une importance primordiale évoquent l'existence de bases américaines, françaises et surtout israéliennes de l'autre côté ». Il a souligné que la plupart des provinces du Yémen sont désormais entre les mains de l'armée yéménite et des comités populaires. « Ce qui est d'ailleurs leur droit », a-t-il estime, assurant que les avions et les porte-avions qui bombardent « veulent réaliser des projets qui n'ont rien à voir avec les Yéménites ». « Le peuple yéménite est pauvre et ne possède pas beaucoup de moyens. Mais il a sa dignité et son honneur et il possède l'apanage de dire non et de faire preuve de bravoure malgré tout ce qui lui est infligé ». Concernant la campagne médiatique confessionnelle menée par les médias pro-saoudiens dans le but de monter les yéménites les uns contre les autres, elle est d'après ses termes « l'effort des impuissants ». Al manar french.irib.ir 12.04

ACTUALITE EN TITRES

Ne vous sentez-vous un peu plus républicain chaque jour ?

En réalité la négation des valeurs de la République.

- Nicolas Sarkozy juge "l'alternance républicaine" en marche - Reuters

Goebbels ne cesse de faire des émules à droite et à gauche.

Lui, il propose de faire sauter l'avion ! Si au moins ils étaient dedans !

- Fabius : le FN propose de "sauter sans parachute de l'avion" - AFP

Cela ne risque pas d'arriver aux affairistes du PS...

Ah ben c'est la crise !

- Le PS parvient à une improbable synthèse - LeFigaro.fr

- Le conseil national de l'UDI s'ouvre sur fond de tensions internes - LeFigaro.fr

- Le FN s'installe dans une guerre sans merci - LeFigaro.fr

Vive la guerre s'écrie l'aristocratie ouvrière alliée de l'aristocratie financière !

- Ça plane pour Rafale, ça roule pour l'emploi - LeParisien.fr

- L'Inde commande 36 Rafale à la France : les salariés de Dassault ont le sourire - Francetv info

Cet avion est 50% que son concurrent russe aux performances identiques et Modi a accepté toutes les conditions de la France, ces 36 avions ne seront pas construits en Inde et il n'y aura pas de transfert de technologie, ce que la Russie offrait à l'Inde.

Intox et propagande des officines de l'Empire du chaos et de la guerre.

- Deux tiers des Brésiliens favorables à la destitution de Rousseff - Reuters

Lire l'article : *Brésil : l'État, la corruption et le marché (Rede Brasil Atual) - legrandsoir.info 10.04*

- Journée historique entre Raul Castro et Barack Obama - LeFigaro.fr

- Rencontre Obama-Maduro au sommet des Amériques - Reuters

"Le président Obama a exprimé notre plein soutien à un dialogue apaisé entre les partis vénézuéliens. Il a répété que nous n'avions pas l'intention de menacer le Venezuela, mais de promouvoir la démocratie, la stabilité et la prospérité au Venezuela et dans la région", a déclaré Bernadette Meehan, porte-parole du Conseil de sécurité national de la Maison blanche. Reuters 13.04

Comme en Libye, en Irak, en Syrie... Le même discours qui ne parvient plus à camoufler leurs opérations de déstabilisation des Etats qui refusent de se soumettre au diktat américain...

ACTUALITÉ DU JOUR

Imposture. Quand la réaction se pare d'un masque de gauche.

- Plusieurs partis de gauche réunis à l'initiative de Bennahmias - AFP

Les représentants de plusieurs partis de gauche, dont le PS, "ont appelé à la constitution rapide d'une Maison commune des progressistes, écologistes et démocrates", lors d'une réunion organisée samedi par le Front démocrate de Jean-Luc Bennahmias, a annoncé ce mouvement.

Jean-Vincent Placé, président du groupe écologiste au Sénat, Denis Baupin, député (EELV) de Paris, Jean-Noël Carpentier, député MDP (Mouvement de Robert Hue) du Val-d'Oise, Olivier Faure, porte-parole du PS, Guillaume Lacroix, secrétaire général du PRG, et Angelo Giordano, vice-président de Génération Écologie ont participé à cette réunion du Conseil national du Front démocrate, réuni à Boulognes-Billancourt (Hauts-de-Seine).

"En appelant à travailler sur le fond, et évoquant les grandes réformes à mener pour le pays, soulignant l'urgence écologique et l'impératif européen, les participants ont constaté une vision commune et la nécessité d'être dans l'action pour peser sur les politiques publiques", selon un compte-rendu de la réunion diffusé par le Front démocrate.

"Se qualifiant de réformistes, ils ont appelé à la constitution rapide d'une Maison Commune des progressistes, écologistes et démocrates", a-t-il poursuivi.

Jean-Luc Bennahmias a rappelé l'engagement de son parti pour "redonner de l'espoir sur l'unité d'une gauche rénovée avec un socle de valeurs partagées, un projet de société commun et une organisation fédérée" afin de mieux répondre "à la nécessité de changer de paradigme politique au XXIe siècle". AFP 12.03

Discours élimé et heureusement...

En complément

- Valls: l'accord Cambadélis-Aubry est "une bonne chose" pour "le rassemblement" du PS - AFP

La réaction de gauche resserre les rangs...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Ukraine: Lavrov appelle Porochenko à empêcher la reprise de la guerre civile - french.irib.ir

Le chef de la diplomatie russe a appelé le président ukrainien à endiguer les tentatives des individus souhaitant replonger l'Ukraine dans une guerre civile. Il lui a demandé d'agir pour empêcher une nouvelle guerre à l'Est de l'Ukraine.

« Petro Porochenko devrait limoger tous ceux qui voudraient entraîner de nouveau l'Ukraine vers la guerre civile, a déclaré dimanche le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov sur le plateau de la chaîne 2 de la Télévision russe.

"Si Porochenko souhaite réellement réinstaurer la paix et le calme en Ukraine, il devra limoger tous ceux qui voudraient replonger l'Ukraine dans une guerre meurtrière", a estimé le chef de la diplomatie russe. Selon une autre dépêche, les opposants au gouvernement ukrainien à Donetsk ont annoncé que deux journalistes avaient été tués dans l'Est. Selon l'agence Russia Segodnya, Edward Basorin le porte-parole des opposants à Donetsk a annoncé dimanche : « Le véhicule de deux journalistes a été visé près de l'aéroport de Donetsk par un missile anti-char des forces ukrainiennes et détruit. Entre temps, les médias russes ont rapporté dimanche que les forces ukrainiennes ont attaqué l'aéroport de Donetsk. Cette attaque s'est heurtée à la résistance des opposants et a été repoussée. french.irib.ir 13.04

2- Etats-Unis - Iran (nucléaire)

2.1- Nucléaire : "Washington revient à l'option militaire" (Debka) - french.irib.ir

Les déclarations du secrétaire américain à la Défense, selon lesquelles les Etats-Unis sont en mesure de démanteler le programme nucléaire iranien, font preuve du revirement de Washington, qui semble faire appel à la menace, après les déclarations nucléaires», a-t-on appris du site d'informations Debka. Selon l'agence de presse Fars, à peine, deux semaines après l'entente trouvée par l'Iran et les 5+1, à Lausanne, le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, a fait étalage, hier, de la capacité militaire de son pays à détruire le programme nucléaire de la RII. Il semblerait que ses déclarations aient plu à un média sioniste.

«La position des Etats-Unis envers l'Iran passe de la flatterie à la menace», voici le titre d'un article, où Debka se penche sur les propos d'Ashton Carter : «Nous avons la capacité de fermer, de repousser et de détruire le programme nucléaire iranien, et je crois que les Iraniens le savent et le comprennent».

Faisant allusion aux essais d'une bombe à haute capacité de pénétration (Massive Ordnance Penetrator, or MOP), la chaîne de télévision CNN a demandé à Ashton Carter, si cette bombe est capable de détruire les installations de Fordow.

«Oui ! C'est la raison pour laquelle cette bombe a été conçue», a-t-il répondu.

Le chef du Pentagone a, ensuite, prétendu que Washington cherchait à empêcher l'Iran d'accéder à la bombe atomique, via les discussions, au lieu de l'acte militaire. «On préfère le dialogue, car le programme nucléaire de l'Iran pourrait être revivifié, même après une attaque militaire», a-t-il justifié. french.irib.ir 11.04

2.2- Les Etats-Unis perturbent le processus de l'accord nucléaire - french.irib.ir

Ces derniers jours les responsables américains ont formulé des allégations ambiguës sur le communiqué nucléaire de Lausanne. Alors que l'une des bases clef pour accéder à l'accord final consiste à l'annonce immédiate de la levée des sanctions, les responsables de la Maison Blanche mettent l'accent sur une levée étape par étape des sanctions.

Les Américains suggèrent que Washington décidera sans prendre en compte ce qui a été accepté dans le communiqué nucléaire de Lausanne par l'Iran et les 5+1. Selon ce communiqué toutes les sanctions doivent être levées avec la signature de l'accord final. Les responsables américains présentent leurs méthodes comme les formules valables.

Suite aux propos du Guide suprême de la Révolution islamique, le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter a prétendu : « Tout accord réaliste doit empêcher la levée des sanctions avant que l'Iran ne prouve pas qu'il a mis fin à son programme nucléaire militaire. En plus l'Iran doit accepter les inspections n'importe quand, n'importe où ». Le général Masoud Jazayeri, adjoint du QG des forces armées de la RII, en réaction au secrétaire américain à la Défense, a indiqué que les responsables iraniens ont insisté à plusieurs reprises sur l'interdiction de toute inspection des centres et des installations militaires en Iran.

« Le fait que la partie américaine met l'accent sur la visite des centres militaires iraniens fait partie des rêves irréalisables auxquelles songent les autorités de la Maison Blanche, a-t-il martelé. Bien que le communiqué de Lausanne est dépourvu d'un statut juridique et il s'agit seulement d'une déclaration, mais c'est une feuille de route pour l'accord final et montre comment les l'Iran et les 5+1 vont franchir le 3ième pas pour rédiger le texte de l'accord.

Jeudi dernier le Guide suprême de la Révolution islamique a indiqué : « S'ils veulent définir un nouveau processus pour la levée des sanctions, alors les sanctions ne sont pas significatives, car l'objectif des négociations est la levée des sanctions ». Concernant la question de la supervision et des inspections, il a noté : « Il ne faut absolument par permettre qu'ils s'infiltrent dans l'espace sécuritaire et défensif du pays sous prétexte de la supervision. Les responsables militaires du pays non plus, ne sont pas autorisés à leur permettre d'entrer dans cet espace ou de stopper le développement défensif du pays ».

Cette attitude des Etats-Unis prouve que l'on ne peut pas faire confiance à l'Occident. Les signes qui prouvent cette approche sont déjà visibles dans les allégations des autorités américaines. french.irib.ir 12.04

2.3- Le général Jazayeri réagit aux déclarations du secrétaire américain à la Défense - french.irib.ir

Les autorités iraniennes ont déjà annoncé explicitement, dans le cadre des mesures et dispositives de l'Ordre de la RII, l'interdiction de la visite des centres et des sites militaires et défensifs du pays. « Les récents propos du secrétaire américain à la Défense concernant une visite aux centres militaires d'Iran, témoignent de son manque d'intelligence et de la partialité des Américains », a réaffirmé le général Jazayeri. Réagissant aux nouvelles déclarations du secrétaire américain à la Défense Ashton Carter, sur une visite aux installations militaires d'Iran, le porte-parole des forces armées de la RII, le général Massoud Jazayeri a déclaré : « Après les propos du Guide suprême de la Révolution islamique d'Iran au sujet d'une interdiction de l'inspection d'installations militaires iraniennes, de telles déclarations traduisent l'absence de l'intelligence ou la partialité de la partie américaine ».

Auparavant, a indiqué le général Jazayeri, les responsables iraniens avaient, explicitement et clairement, affirmé, lors des négociations, que l'Ordre iranien s'opposait à toute inspection de ses sites et installations militaires et défensifs. « Sur une autre dimension, on peut estimer que l'obstination de la partie américaine de se rendre aux centres militaires iraniens, s'inscrit dans le cadre des vœux irréalisés et inaccessibles des autorités de la Maison Blanche », a-t-il précisé avant de conclure : « La capacité défensive de la RII est le lourd marteau de l'Ordre de la RII face aux visées hégémoniques des étrangers et des ennemis de notre nation ». french.irib.ir 11.04

3- Egypte

- L'Egypte a abattu un drone américain - french.irib.ir

L'armée égyptienne a abattu un drone d'espionnage américain.

Lors d'une émission télévisée, les experts égyptiens en questions militaires ont fait part de l'interception par l'armée de ce pays d'un drone américain, a-t-on appris de Farsnews.

Ce drone, décollé de la 6ème flotte américaine, déployé en Méditerranée. Ce drone était en train de collecter des renseignements sur les forces égyptiennes, a indiqué l'expert des questions militaires Hassam Savilam. Les Etats-Unis utilisent ces drones, les plus modernes, pour détecter les terroristes en Afghanistan, a-t-il poursuivi.

Et ce, alors que, le Porte-parole du Pentagone a, récemment, affirmé que Washington pourrait vendre des missiles Hellfire à l'armée égyptienne pour la lutte contre le terrorisme. french.irib.ir 12.04

4- Syrie

Des commandos palestiniens débarquent en Syrie - french.irib.ir

Pour sauver les habitants du camp Yarmouk, les forces palestiniennes sont arrivées, en Syrie.

Après être arrivées du Liban, en Syrie, les forces palestiniennes se sont accordées avec l'armée de Damas, pour chasser, en coopération avec l'armée syrienne, les Daeshistes du camp de Yarmouk.

14 groupes palestiniens ont l'intention d'adopter une position commune, face au groupe terroriste takfiri Daesh et de demander au gouvernement de Damas de ramener la sécurité et la stabilité, au camp de Yarmouk.

Simultanément, les unités de l'armée syrienne ont lancé leurs opérations, depuis la proximité de la ville d'Al-Hadjar al-Aswad, et via le front Sud, contre les Daeshistes.

Certains combattants des forces du front populaire sont entrés, dans ce camp, pour libérer les réfugiés palestiniens des mains de Daesh, a annoncé le Front populaire de la Palestine.

Depuis l'attaque de Daesh, il y a quelques jours, 21 réfugiés palestiniens, dans ce camp, ont été tués, tandis qu'environ, 80 filles et garçons, ont été kidnappés par ce groupe terroriste.

18.000 réfugiés vivent dans le camp de Yarmouk. french.irib.ir 12.04

5- Irak

- Irak : une région d’Al-Anbar libérée - french.irib.ir

En Irak, l’armée a libéré une région dans le Nord de la ville de Ramadi, chef-lieu de la province d’Al-Anbar. « L’armée irakienne, secondée par les forces populaires, a nettoyé une région dans le Nord de Ramadi de la présence des éléments de Daech », a rapporté un correspondant de la chaîne arabophone iranienne, Al-Alam. « Equipés d'armes lourdes et semi-lourdes ainsi que d'obus de mortiers, les terroristes de Daech s’en sont pris à la raffinerie de Baiji dans la province de Salaheddine. L’armée irakienne a repoussé l’offensive des Daechistes et tué une quinzaine d'entre eux. Trois citernes de pétrole ont été détruits dans cette offensive ».

Le groupe terroriste de Daech a enlevé 120 lycéens dans le Sud et l’Ouest de Mossoul. Des sources d’information, citant les habitants de la région, ont souligné que ces enfants ont entre 12 à 15 ans. D’après ce rapport, les éléments de Daech ont transféré ces enfants à bord de véhicules militaires vers des lieux inconnus. french.irib.ir 13.04

6- Arabie saoudite

- "Malek Abdallah, un Juif" pour le roi Salmane - french.irib.ir

Salmane Ben Abdelaziz, monarque de l’Arabie saoudite, qui souffre, d’après des médias du monde, de l’Alzheimer, a qualifié, lors de son dernier discours, de juifs les anciens rois d’Arabie avant de demander pardon pour eux auprès de Dieu.

Selon la chaîne d'informations Al-Sahel Al-Matn, le roi saoudien, Salmane Ben Abdelaziz, a qualifié de juifs ses prédécesseurs lors d'un discours prononcé devant les officiers de l'armée et les commandants militaires, impliqués dans l'offensive contre le Yémen.

En énumérant les rois saoudiens depuis la formation de cette monarchie pétrolière, Malek Salmane a fait allusion au nom de Malek Abdallah et a ensuite dit : « Que Dieu pardonne les autres Juifs ».

La diffusion de cette vidéo dans l'espace virtuel a provoqué les réactions ironiques des internautes saoudiens qui se posent une question : « Comment une vieille personne qui ne peut même correctement parler, est capable de décider pour son pays ? C'est ainsi qu'il ordonne une agression militaire contre un pays indépendant aboutissant au massacre des femmes et des enfants et c'est ainsi qu'il s'en mord les doigts après deux semaines, cherchant une solution politique à la crise qu'il a déclenché lui-même ». french.irib.ir 12.04

Précisons que les Saoudiens sont des sémites qui s'gnorent, comme les Palestiniens... ce que ne sont pas la presque totalité des juifs, d'où l'enthousiasme commun de l'Arabie saoudite et de l'Etat sioniste à bombarder des Arabes... ou des sémites. Ne cherchez pas l'erreur, ils sont bien racistes et antisémites.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Canada

- Au Québec, la crise étudiante repart de plus belle - lefigaro.fr 10.04

Trois ans après le «printemps érable», le Québec est une nouvelle fois aux prises avec la contestation étudiante, avec la multiplication de manifestations et d'échauffourées avec la police.

Cela chauffe au Quebec. Plusieurs associations étudiantes ont voté une grève il y a un peu plus de deux semaines et organisent depuis des débrayages pour protester contre les mesures de compressions budgétaires du gouvernement libéral de la province francophone. L'Université du Québec à Montréal (UQAM), l'une des quatre universités de la ville, est une nouvelle fois au coeur de la contestation: plusieurs de ses étudiants, cagoulés ou masqués, tiennent régulièrement des piquets de grève, obligeant professeurs et étudiants à quitter les salles de cours.

Etudiante en 1ère année de droit, Marie-Perle Nadeau appuie la contestation mais désavoue les actions violentes. «Je suis pour les revendications mais contre les blocages de cours», confie-t-elle dans les couloirs de l'UQAM. Le recteur de l'UQAM, Robert Proulx, a dernièrement obtenu de la justice de prendre toutes les mesures pour faire cesser «toute forme d'intimidation physique ou psychologique» sur les étudiants et les professeurs. Fort de cette injonction, il a fait appel à la police qui a investi, dans la nuit de mercredi à jeudi, un bâtiment occupé par les manifestants, avant de procéder à 22 interpellations en usant de la force.

Si des professeurs s'étaient interposés la veille entre les manifestants et la police, les échanges musclés lors de l'intervention policière ont laissé des traces. Il y a eu «beaucoup de saccages et de vitres brisées», évoque le recteur, qui a décidé de fermer un bâtiment où les dégâts étaient trop importants. En colère après les violences policières, Alexandre, affilié à un syndicat gréviste, n'approuve pas les méthodes brutales pour faire respecter la grève. «On ne peut pas accepter la violence», déclare ce jeune, tout en distribuant ses tracts dans les couloirs de l'université au centre-ville de Montréal.

Le mouvement de ce printemps «est beaucoup plus politique» que la contestation de 2012, estime Marie-Perle Nadeau. Il y a trois ans, les étudiants qui manifestaient contre la hausse des frais de scolarité, avait réussi à faire tanguer puis tomber les responsables du gouvernement libéral de l'époque.

Revenu depuis un an aux affaires, celui-ci essuie donc une nouvelle crise étudiante mais refuse toujours de faiblir. Jeudi, son ministre de l'Education, François Blais, a même tenu à soutenir publiquement le recteur de l'université, pourtant désavoué par une partie du corps professoral. «Monsieur le recteur nous vous appuyons et nous sommes confiants que l'université se relèvera de l'affront que quelques individus lui ont font subir», a lancé le ministre, défendant «le droit inaliénable de pouvoir étudier» dans les universités.

En plein mouvement de grève, la direction de l'UQAM a demandé aux professeurs «de dispenser leurs cours [...] et ce, peu importe le nombre d'étudiantes et d'étudiants présents en classe.» Un message en forme de provocation pour le syndicat des professeurs qui réclame la démission du recteur. Pour Marcos Ancelovici, professeur de sociologie, le recteur a fait une faute en requérant l'aide des forces de l'ordre tandis que Michèle Nevert, présidente du syndicat des professeurs, dénonce son double discours. Il avoue être «contre les compressions» budgétaires du gouvernement, mais continue de les mettre en oeuvre, explique-t-elle. lefigaro.

fr 10.04

2- Niger

- Niger: reprise du travail dans une mine d'Areva après une grève jugée "illégale" - french.irib.ir

Plusieurs centaines de travailleurs d'une des deux mines d'Areva dans le nord du Niger ont repris le travail jeudi, après deux jours d'une grève déclarée "illégale" par la justice nigérienne, a-t-on appris auprès des grévistes et d'Areva. "Nous avons repris le travail à 13H00 locales" (12H00 GMT) car "la justice, saisie par Areva, a déclaré +illégal+ notre mouvement", a indiqué à l'AFP Moussa Moutari, le dirigeant du Syndicat des agents des mines et assimilés (Synamine), l'un des deux syndicats du secteur, à l'origine de la grève dans cette mine proche de la ville d'Arlit. Un responsable local d'Areva a confirmé à l'AFP "la fin de la grève" ainsi que "l'illégalité" de ce mouvement social prononcée par la justice. "Nous allons corriger les lacunes qu'on nous reproche et nous allons relancer la grève", a affirmé le dirigeant syndical.

Mardi, des centaines d'agents de la Somaïr (la société gérant cette mine) s'étaient mis en grève pour trois jours afin de réclamer le versement d'un reliquat de prime datant, selon eux, de 2014.Sur un million de francs CFA (environ 1.500 euros) de "prime d'objectifs financiers" promise à chacun des 1.332 travailleurs du site, 400.000 FCFA (environ 600 euros) ont été versés aux agents, qui réclament les 600.000 FCFA restants (quelque 900 euros), avait précisé M. Moutari.

D'après le responsable d'Areva, les grévistes exigeaient le paiement "d'une avance sur la prime objectifs financiers de l'année 2015, alors que l'année vient à peine de commencer". Areva a fait état début mars d'une perte record de 4,8 milliards d'euros, annonçant un vaste plan d'économie d'un milliard d'euros à l'horizon 2017.Le géant du nucléaire français a récemment licencié 170 salariés sur le chantier de la mine d'uranium d'Imouraren (également dans le nord du Niger), suspendu depuis août 2014.

Le Niger est le 4e producteur d'uranium au monde mais aussi l'un de pays les plus pauvres de la planète. L'uranium nigérien représente près de 35% de la production totale d'Areva de ce minerai, qui sert de combustible aux centrales nucléaires une fois enrichi. french.irib.ir 12.04

L'armée française ne pouvait pas bombarder les grévistes, cela comportait trop de risques apparemment...

ECONOMIE

Grèce

- La BCE doute du projet de loi grec sur les saisies immobilières - Reuters

Le projet de loi visant à protéger les Grecs de la saisie de leur résidence principale va au-delà de la protection des contribuables à faible revenu et pourrait avoir l'effet pervers d'encourager les particuliers à ne pas rembourser leurs crédits, estime la Banque centrale européenne (BCE) dans un avis juridique.

Le ministère grec de l'Economie avait demandé son avis à la BCE sur ce projet de loi qui offre une protection pour les résidences principales valant jusqu'à 300.000 euros. Pour cela, les emprunteurs ne doivent pas disposer d'un revenu annuel supérieur à 50.000 euros et un patrimoine total supérieur à 500.000 euros (sur lequel les dépôts bancaires et autres dépôts "liquides" ne doivent pas dépasser 30.000 euros).

Ces conditions sont plus généreuses que sous la loi précédente, qui protégeait les logements jusqu'à 200.000 euros pour les emprunteurs gagnant 35.000 euros par an maximum et dont le patrimoine ne dépassait pas 270.000 euros.

"Le nombre très large de débiteurs éligibles, qui va au-delà de la protection des débiteurs vulnérables et à faibles revenus, est susceptible de créer un aléa moral et pourrait déboucher sur des défauts stratégiques, mettant à mal à culture du paiement et la future croissance du crédit", estime la BCE dans son avis publié samedi.

"Le projet de loi étend de façon importante les critères d'éligibilité en terme de valeur de la propriété protégée, du revenu annuel des ménages, de la valeur des biens mobiliers et immeubles et du montant des dépôts", ajoute-t-elle.

Elle estime qu'une interdiction très large des saisies n'est pas une solution durable pour régler le problème du niveau élevé des prêts non performants accordés par les banques grecques. "Il est probable que les interdictions dans le projet de loi incitent les débiteurs qui ne sont pas dans un réel besoin de protection à cesser de remplir leurs obligations ou à les réduire fortement,

même s'ils ont les moyens de les honorer en totalité", ajoute la banque centrale des pays de la zone euro.

Les mauvaise créances des banques grecques représentaient plus de 34% de leur portefeuille de prêts à la fin du troisième trimestre 20104, selon les données de la Banque de Grèce. Environ 28% des 69 milliards d'euros de crédits immobiliers accordés par les banques grecques étaient non performants ou non payés pendant plus de 90 jours, selon les derniers chiffres connus de septembre 2014. Les prêts immobiliers représentaient un tiers des crédits accordés par le banques grecques. Reuters 13.04

Haut de page

Le 14 avril 2015

CAUSERIE

On ajouera un douzaine d'articles plus tard.

Vidéo.

Une dictature impériale. "*Nous pouvons nous ingérer partout sur la planète, mais personne ne peut nous attaquer.*"

Pour faire chier nos détracteurs archi bornés qui par leur attitude creusent notre propre tombe : a-t-il déjà existé dans le passé une situation comparable, où un Etat pouvait-il se prévaloir de posséder un tel pouvoir à une telle échelle ? On les voit d'ici se creuser la cervelle ou ce qu'il en reste pour essayer d'en faire sortir quelque chose, quelle torture nous leur imposons là, c'est monstrueux je leur accorde !

A partir du moment où l'évolution d'un facteur a contribué à créer une situation inédite ou nouvelle, il nous semble indispensable d'y réfléchir à nouveau en le prenant en compte en essayant de déterminer quelle inflence cela pourrait avoir sur d'autres rapports.

On peut aussi considérer que cette situation n'est pas tout à fait nouvelle, puisque l'hégémonie américaine date de l'issue de la Seconde Guerre mondiale, certes, mais pas à ce niveau-là, pas dans de telles proportions, ils ont fortifié leur empire, mais surtout ils se sont fortifiés eux-mêmes davantage encore.

En fait, ils ont reporté tous les risques ou menaces que comportait leur politique sur la planète entière, pour n'en conserver que les bons côtés ou les profits qu'il y avait à en tirer. Ils font peser un danger mortel sur la paix en Europe et sur d'autres continents, tandis qu'ils ne risquent pas de subir les destructions qui accompagneraient éventuellement une guerre. Et c'est dans cette combine cynique que marche Hollande et l'UE.

G. Friedman "... c'est cynique, amoral, mais ça marche ". (le 13 avr. 2015)
https://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=emCEfEYom4A

Stratfor: comment Washington peut conserver sa domination sur la planète. Extraits du discours de George Friedman, directeur de la société de renseignement et d'analyse Stratfor, dite la « CIA de l'ombre », au Council on Foreign Relations de Chicago.

Dans son discours au Council il explique comment Washington peut conserver sa domination sur la planète. Il identifie également les ennemis potentiels des USA.

Friedman voudrait que le monde actuel soit exclusivement sous le contrôle direct ou indirect des USA. Le président de Stratfor déclare que les USA n'ont pas de relations avec l'Europe. « Nous avons des relations avec la Roumanie, la France et ainsi de suite. Il n'y a pas d'Europe avec laquelle les USA ont des relations quelconques". Cela rappelle forcément la conversation de la sous-secrétaire d'Etat Victoria Nuland avec l'ambassadeur des USA à Kiev en 2014. Nuland avait alors expliqué à son interlocuteur en des termes très crus ce qu'elle pensait de l'Europe unie et de ses dirigeants: https://www.youtube.com/watch?v=2-kbw... 33] Plus tard, elle a présenté ses excuses pour la forme de ses propos, mais pas sur le fond. Il faut savoir que Mme Nuland est une lectrice des notes analytiques de Stratfor.

« Les USA contrôlent tous les océans de la terre. Personne n'avait encore réussi à le faire. Par conséquent, nous pouvons nous ingérer partout sur la planète, mais personne ne peut nous attaquer. Le contrôle des océans et de l'espace est la base de notre pouvoir", a déclaré Friedman à Chicago.

Selon lui, "la priorité des USA est d'empêcher que le capital allemand et les technologies allemandes s'unissent avec les ressources naturelles et la main d'œuvre russes pour former une combinaison invincible". Créer un "cordon sanitaire" autour de

la Russie permettra à terme aux USA de tenir en laisse l'Allemagne et toute l'Union européenne.

ACTUALITE EN TITRES

Mégalomanie. Après les preuves fabriquées, les biographies arrangées.

- Jean-Marc Ayrault, raconté par sa fille - Francetv info

- Manuel Valls se découvre dans un documentaire - Francetv info

Ton léger, propos parfois impertinents, l'auteur du documentaire, Frantz-Olivier Giesbert n'a pas voulu faire un documentaire à charge. Francetv info 13.04

Et pour cause, Frantz-Olivier Giesbert fait partie de l'élite intellectuelle qui diffuse la propagande néolibérale...

Parce que ce serait possible !

- Christian Paul: l'aile gauche du PS soutiendra Hollande "s'il a réussi" - AFP

Résistance sociale

- Malgré la médiation, Radio France vote un 27e jour de grève - AFP

- Une semaine de grève pour les salaires chez Ecocert, certificateur des produits bio - AFP

Ils sont atteints d'éjaculation précoce au Point !

- Et si vous faisiez 7 minutes d'exercice par jour ? - LePoint.fr

Lobotomie. Ils avaient aussi un sexe à la place du cerveau

- Une Allemande de 65 ans enceinte de quadruplés - - M6info

Quand la femme descend au-dessous de la condition animale...

Quand l'homme descend au-dessous de la condition de la femme...

- La violence sexuelle, «tactique de terreur» des groupes extrémistes - Libération.fr

Nouvelles de l'Empire du chaos et de la guerre.

A quoi bon : C'est la copie conforme de celui des néolibéraux !

- Hillary Clinton se lance dans la course à la présidentielle mais n’a toujours pas de programme - Atlantico.fr

La Thatcher made USA !

Après le clone en couleur de Bush, son clone féminisé.

- Hillary Clinton a raison de mettre en avant le fait qu'elle est une femme - Slate.fr

La décadence de la société en mode accéléré.

- Etats-Unis : un couple d'hommes découvre qu'il apparaît dans la vidéo de candidature à la présidentielle d'Hillary Clinton - Francetv info

Marketing. Quand les médias assurent la promotion d'un produit frelaté et nocif.

- Hillary Clinton : première présidente des États-Unis ? - Francetv info

Les femmes sont plus hypocrites, calculatrices ou manoeuvrières, cruelles et cyniques que les hommes, cela nous semble un choix judicieux en cette période de réaction sur toute la ligne et de guerres permanentes. On a écrit cela parce qu'on le pense en partie sans vouloir généraliser, disons par expérience ou simple constat, ensuite parce qu'il y aura des féministes pour soutenir qu'une femme à la Maison Blanche serair une chance pour la paix dans le monde, ils oublierons juste... le peuple américain soumis à une dictature.

A-t-il avoué au moins ?

- Etats-Unis: Un enfant de trois ans tue son frère d'un an d'une balle dans la tête - 20minutes.fr

Pas de circonstances atténuantes, tu es responsable à ton âge, tu as le choix entre la prison à vie ou disparaître un peu prématurément.

Assassinat au quotidien dans un pays militarisé.

- États-Unis : les images-chocs du passage à tabac d'un fugitif par des policiers - LePoint.fr

- Un policier tue un suspect après avoir confondu son Taser avec son revolver - 20minutes.fr

Malcom X avait compris que pour que le racisme disparaisse il faudrait renverser le capitalisme.

L'ordre est respecté.

- Fitch confirme la note AAA (perspective stable) des Etats-Unis - Reuters

Si lorsqu'on a les moyens de fabriquer autant de monnaie de singe que l'on veut sans que personne ne puisse vous en empêcher on ne méritait pas la note maximale, fichtre, ce serait forcément injuste !

ACTUALITÉ DU JOUR

France. Ils sont en guerre à l'extérieur et à l'intérieur, contre tous les peuples.

Au fait, qui complote contre qui, car personne ne saura qui ils surveillent vraiment, ni pourquoi et ce qu'ils comptent véritablement faire de leurs "découvertes", comme le FBI qui détecte de potentiels terroristes qu'ils infiltrent pour les aider à passer à l'acte ? Apparemment ils savent déjà comment s'y prendre...

- Renseignement : «On ne fait pas la guerre avec les moyens de la paix», pour NKM - LeParisien.fr

- Une loi sur le renseignement pour une France « en guerre » débattue à l'Assemblée - LeMonde.fr

- Projet de loi renseignement: un débat presque sans opposition à l'Assemblée - lexpress.fr

Grille de lecture.

La France n'aurait aujourd'hui pas les moyens de répondre à cette "menace globale".

- Comment invoquer des ennemis insaisissables qu'on a soi-même créé ou qu'on entretient, une "menace globale" impossible à circonscrire ou montée de toute pièce, pour justifier ensuite des lois liberticides et répressives, et faire en sorte que la population y adhère ou en redemande, pour finalement instituer un Etat policier à l'insu du peuple qu'on a manipulé et qui en sera la victime.

Lexpress.fr et francetvinfo.fr - L'exécutif se livre sur ce point à un drôle de numéro d'équilibriste : prétendre qu'il ne s'agit pas d'une loi de réaction, surfant sur l'émotion, tout en invoquant constamment la menace terroriste et ses multiples avatars pour justifier

sa présentation deux mois après les attentats de janvier, en procédure d'urgence à l'Assemblée.

Manuel Valls a balayé les critiques qui jugent le projet de loi liberticide, insistant sur l'urgence de donner aux services de renseignement français les moyens d'enrayer le terrorisme. (Le ministre saoudien des Affaires étrangères, Saoud al-Fayçal, a qualifié l'intervention militaire de l'Arabie saudite au Yémen "de simple lutte contre le terrorisme", donc légitime. - french.irib.ir 13.04 - ndlr)

"Il est exceptionnel qu'un Premier ministre se présente devant la représentation nationale pour présenter un projet de loi." Si certains doutaient encore de l'interventionnisme de Manuel Valls sur le dossier de la loi renseignement, ils sont désormais fixés. Ce lundi, le Premier ministre s'est lui même chargé de défendre le texte devant les députés, pour la première journée de débat à l'Assemblée nationale.

Manuel Valls ne pouvait pas éluder les attentats de janvier dernier au cours de la présentation de son projet de loi. (Sinon à quoi bon les avoir orchestrés. - ndlr) Au contraire, le Premier ministre insiste désormais sur cette "menace globale" qui pèse sur le pays. Le piratage de la chaîne TV5 Monde la semaine dernière ne fait d'ailleurs selon lui que confirmer la nécessité d'une telle loi. (Qui l'a piraté ? Ses amis ? - ndlr) Avec cette attaque, "c'est la liberté d'expression et la démocratie qui sont visées". En ce sens, la loi n'aurait pas d'autre intérêt que de doter les services de renseignement "des moyens humains, juridiques et techniques nécessaires". (On voit ce qu'il en fait des "moyens humains (...) et techniques" qu'il met à la disposition d'Al-Qaïda et Daesh. ndlr)

Le Premier ministre s'est montré quelque peu critique à l'égard des opposants au texte. Il dénonce les "caricatures", les mensonges et le "faux procès" intenté à l'encontre du gouvernement. Il promet de conserver "le principe de ciblage de toute surveillance sur les personnes menaçantes". (En voilà un concept élastique "les personnes menaçantes" applicable arbitrairement... - ndlr)

La surveillance de masse ? Un "faux procès". (Donc forcément la vérité. - ndlr)

Le Premier ministre est formel : le projet de loi sur le renseignement "n'installe en aucune manière un appareil de surveillance policière de la population" (Il a raison, il est déjà en place, il s'agissait juste de le légaliser et de le renforcer. -ndlr), a-t-il assuré, dénonçant "des faux procès" de la part de ceux qui fustigent un texte liberticide. Selon lui, cette loi est indispensable pour adapter les techniques du renseignement à "la société numérique" : "Lorsque les échanges sont dissimulés ou ne sont pas décryptables, il faut pouvoir contourner l'obstacle." (Mais étrangement ils n'existeraient pas de "techniques" pour empêcher les vidéos des barbares d'être diffusées par Youtube par exemple, ni même pour les faire disparaître, alors qu'elles diffusent leur propagande. Comme quoi tout cela n'est qu'un faut prétexte. C'est l'argument choc que l'on peut opposer à ceux qui soutiendraient cette loi, montrant que le gouvernement tient en réalité un double langage et cache ses véritables intentions qui sont évidemment inavouables.. - ndlr)

Pour convaincre les députés de l'urgence de cette loi, prévue depuis juillet 2014, mais présentée en procédure accélérée après les attentats de janvier, Manuel Valls a insisté sur l'ampleur de la menace terroriste. Il y aurait actuellement 434 Français en Irak ou en Syrie, et 96 y auraient été tués, selon les chiffres cités par le Premier ministre. (Quelle précision, à croire qu'ils en savent plus que ce qu'ils en disent ! - ndlr)

Les services de renseignement (Syriens et Irakiens. -ndlr) ont notamment établi que sept Français, ou résidents en France, étaient morts "en action-suicide en Syrie ou en Irak", dont "six étaient des nouveaux convertis", a annoncé Manuel Valls. Un phénomène nouveau qui témoigne selon lui "des redoutables capacités d'endoctrinement de Daech". (Parfaitement libre sur Internet. -ndlr)

La portée du projet de loi renseignement dépasse le seul cadre de la lutte contre le terrorisme. Manuel Valls a ainsi fait référence à la lutte contre l'espionnage industriel qui plombe les entreprises françaises. Contrairement aux manifestants qui exprimaient leur crainte ce lundi près de l'Assemblée, les entreprises et les start-ups peuvent donc être rassurées.

Le FN farouchement opposé.

Le Front national se montre quant à lui très fermement opposé au texte. lexpress.fr et francetvinfo.fr 13.04

L'extrême droite qui dans cette histoire apparaît comme le chevalier blanc et vaillant défenseur des libertés individuelles, non vous ne rêvez pas, voilà à quoi mène le PS et sa politique. Il était donc urgent que Le Pen père ferme sa grande gueule ou passe le relais...

Vous êtes Français, vous devriez en être fier !

- La place de la France dans l'industrie de la défense - Francetv info

Dorénavant quand un Indien me demande de quelle nationalité je suis, je lui réponds peu importe, je suis né et j'ai vécu en France.

J'ai été baptisé mais je ne suis pas chrétien, donc je suis de nationalité française mais je ne me sents pas davantage Français, j'en aurais honte !

Cela fait marrer les Indiens, parce qu'ils n'en pensent pas mieux de l'Inde ou de ceux qui dirigent le pays, ses coutumes archaïques sur fond de superstitions d'un autre âge les agaces, mais ils en sont prisonniers, vouloir s'y soustraire, c'est à coup sûr êtes excommunié, banni de la société, il est donc préférable de composer si on n'a pas un état d'esprit suicidaire. Mon statut privilégié dont j'abuse pour la bonne cause, me permet d'y échapper en grande partie.

Ah ben si la guerre est si populaire que ça !

- Et maintenant, la France espère vendre des Rafale aux Emirats arabes unis - 20minutes.fr

Dans le baromètre mensuel Opinionway pour Metronews et LCI diffusé dimanche, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, reste le ministre le plus populaire du gouvernement, avec 56% de bonnes opinions, suivi par ses collègues de l'Intérieur et des Affaires étrangères, Bernard Cazeneuve et Laurent Fabius (53%). Reuters13.04

Les plus pourris après Hollande et Valls qui sont à 21 et 36%, comme quoi la propagande de guerre fonctionne bien.

- Forces spéciales : "Le problème vient des difficultés de recrutement" - LePoint.fr

Pourquoi ont-ils crée les conditions politiques permettant à un climat de terreur de se développer en France?

- Loi sur le renseignement: 63 % des Français d'accord pour limiter les libertés - 20minutes.fr

- Renseignement: «Cette loi peut permettre une police politique comme nous n'en avons jamais vue» - 20minutes.fr

Un aveu : «N'importe quel pouvoir pourra faire ce qu'il veut.» Alain Marsaud, député UMP, ex-chef du service central de lutte antiterroriste au Parquet de Paris dans les années 80. 20minutes.fr 13.04

Les Charlie absents aux abonnés

- Manifestation contre la «loi liberticide» sur le renseignement - Liberation.fr

En France, l'exercice est pour le moins inédit. Contrairement aux Etats-Unis ou à l'Allemagne qui ont récemment vu des manifestations contre la surveillance, à la suite, notamment des révélations d'Edward Snowden.

Le contexte post-Charlie ne passe pas pour les opposants au texte.

Raquel Garrido, du Parti de Gauche, s'indigne que «la lutte contre le terrorisme serve à faire passer des mesures de surveillance généralisée».

Les dizaines de manifestants présents lundi 13 avril aux abords de l'Assemblée nationale dénoncent ce qu'ils appellent une "surveillance de masse" rendue possible par le projet de loi sur le renseignement, au premier jour de son examen par les députés.

Les associations regroupées dans "l'Observatoire des libertés et du numérique" ont appelé à protester contre ce projet de loi, tout comme le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, Amnesty International, Attac, la Ligue des droits de l'homme, les syndicats de journalistes SNJ-CGT et SNJ, Solidaires, la Quadrature du net ou Droit au logement.

Les manifestants refusent un texte "présenté à tort comme une loi antiterroriste (...) qui donne aux services de renseignement des pouvoirs de surveillance massifs sans contrôle réel". Francetv info 13.04

Tant qu'ils ne remettent pas en cause l'existence du régime, il est légitime et peut tranquillement continuer de légiférer, d'où l'absence de censure de ce micro-événement puisqu'il sert plus le régime qu'autre chose.

Parole de patrons. La lutte anti-terroriste n'est qu'un prétexte.

On donne la parole à des dirigeants de l'UMP, de l'UDI, des patrons, comme quoi on n'est pas sectaire !

- Loi Renseignement: des hébergeurs menacent de délocaliser - AFP

Plusieurs hébergeurs internet français menacent de délocaliser leurs activités pour protester contre l'installation de "boîtes noires" épiant les communications, prévue dans le projet de loi sur le renseignement débattu lundi à l'Assemblée nationale.

"Pour l'instant on est complètement ignorés par le gouvernement, son intérêt est plus centré sur le contrôle de l'internet que sur l'économie", explique à l'AFP Emile Heitor, directeur technique de l'hébergeur NBS System, implanté à Paris et à Londres.

Avec la mise en place d'appareils de contrôle directement chez les opérateurs télécoms, les hébergeurs et les grandes plateformes internet, "ce projet va par certains aspects plus loin que ce que l'on a pu reprocher aux États-Unis avec le Patriot Act", souligne-t-il.

OVH, Gandi, IDS, Lomaco et Ikoula, qui font partie des principaux hébergeurs tricolores, ont indiqué jeudi dans un texte commun que si le texte était voté sans amendement ils seraient contraint de déplacer une grande partie de leur infrastructures à l'étranger.

Selon Emile Heitor, un tel transfert "est à l'étude, en fonction de l'évolution du projet de loi et des éventuels recours légaux, mais on doit réfléchir aux alternatives car notre modèle économique est en danger".

Bbeaucoup doutent ouvertement de la capacité réelle de ce dispositif à être efficace dans la lutte anti-terroriste.

"C'est Monsieur et Madame Tout-le-monde qui seront touchés car ceux qui sont normalement concernés par cette loi chiffrent déjà leurs communications", prévient le président et fondateur d'Ikoula, Jules-Henri Gavetti.

"Au final cette mesure semble relativement vaine, très peu ciblée et surtout contre-productive économiquement dans un de nos rares secteurs en croissance", assure Emile Heitor.

Les hébergeurs insistent qu'ils mettront leurs menaces à exécution car ils n'auront pas d'autre choix pour poursuivre leur développement.

"L'adoption de cette loi telle quelle entraînerait un départ de 30% ou 40% de notre activité hors de France, et dans ce cas on suivra nos clients", affirme ainsi Jules-Henri Gavetti.

Vers quelles contrées cette migration forcée pourrait-elle s'effectuer en priorité? "Le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique, en clair les pays frontaliers qui n'ont pas de loi similaire", répond-t-il.

"On héberge actuellement 99% de nos infrastructures en France, comme la plupart des signataires de la pétition", rappelle Jules-Henri Gavetti.

Une étude Forrester publiée lundi vient toutefois nuancer un peu les prévisions alarmistes des hébergeurs français.

Selon Edward Ferrara, analyste principal du cabinet, l'impact sur le marché du "cloud" de la révélation en 2013 par Edward Snowden du programme de surveillance Prism mené par l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA) a été largement exagéré.

"Moins d'un tiers des compagnies non-américaines ont transféré leurs données loin de leurs partenaires américains", indique-t-il.

Forrester estime à 47 milliards de dollars la perte globale pour l?économie américaine, un chiffre important mais qui "demeure cependant loin des prévisions initiales".

Pour Laurent Allard, PDG d'OVH, qui revendique la place de numéro 1 de l'hébergement en Europe, la controverse actuelle autour du projet gouvernemental découle "d'un véritable débat de société et non pas de la protection d'une corporation", appelant à ce que d'autres acteurs s'y impliquent.

"L'Etat utilise des moyens disproportionnés par rapport à son but affiché, mais les gros acteurs comme OVH qui manifestent leur mécontentement ne partiront pas", juge Jean-François Beuze, président de la société de conseil informatique Sifaris.

"Des écoutes il y en a toujours eu, la véritable question c'est l'encadrement des services de renseignement en cas de dérives", ajoute-t-il. AFP 13.04

Intox et désinformations. Les banquiers ou les marchés financiers : De braves philanthropes !

- Quand les banques prêtent à taux négatif - Francetv info

A moyen et long terme, les racketteurs du marché empochent des dizaines de milliards d'euros chaque années.

Allemagne, France, Portugal ou encore Espagne, tous ces pays empruntent à taux négatif à court terme. En termes plus clairs, les investisseurs sont prêts à payer pour leur prêter de l'argent.

Alors que le service de la dette avoisine les 50 milliards d'euros par an.

Selon des estimations, ces taux négatifs devraient permettre d'économiser en 2015, 400 millions d'euros sur le budget. Francetv info 13.04

Il faut ajouter qu'il est prévu que les intérêts sur les prêts à taux longs... augmentent vers le milieu ou la fin de l'année, c'est la Fed qui l'a annoncé.

Ce qu'il faut retenir, c'est que les Etats continuent de s'endetter auprès des marchés qui lui tiennent ainsi par les couilles pour parler vulgairement. C'est un extraordinaire levier ou moyen de pression politique dont dispose l'oligarchie financière pour imposer sa politique néolibérale à tous les gouvernements, ou mieux encore leur imposer son propre personnel, comme Macron par exemple, la suite n'est plus qu'une formalité.

Système économique mafieux. Lois détournées.

Chut, c'est un secret ! En reproduisant cet article on prend le risque d'être catalogué par les services de renseignement comme conspirateur, je plaisante.

- Le scandale caché des autoroutes, le gouvernement enterre un rapport explosif - latribune.fr

L'Obs a révélé, vendredi 10 avril, la teneur d'un rapport explosif sur les sociétés autoroutières qui n'auraient pas respecté les engagements pris au moment des privatisations. Factures gonflées, absence d'appels d'offres, opacité tarifaire... Les sociétés autoroutières sont pointées du doigt.

Après le rapport sur le gaz de schiste, voilà un nouveau rapport qui semble avoir été classé sans suite par le gouvernement. Cette fois, il s'agit des concessions d'autoroutes. C'est L'Obs qui a divulgué les grandes lignes de ce rapport, que le gouvernement a tenté d'enterrer.

Ce rapport a été rédigé par la Commission nationale des marchés des sociétés concessionnaires d'autoroutes. Cette structure est chargée de veiller à la bonne tenue des appels d'offres dans le secteur de la maintenance des infrastructures autoroutières françaises au lendemain des privatisations menées par Dominique de Villepin, en 2005.

Les règles ont été contournées

A l'époque, le deal était simple, les recettes des péages devaient servir à la maintenance, l'investissement, la réfection du réseau... et à rien d'autre - comprendre: pas question de remonter les bénéfices pour financer d'autres projets des différents groupes concessionnaires (Vinci, Eiffage, Abertis, Macquarie...).

Très rapidement, les autorités de la concurrence ont mis en avant le risque que les marchés soient réservés à des filiales des groupes, s'affranchissant ainsi de la mise en concurrence.

Dans le rapport de la Commission nationale des marchés, plusieurs dysfonctionnements ont entravé le contrôle de ces sociétés. Les sociétés ont ainsi refusé de fournir les détails des contrats de moins de 2 millions d'euros pour lesquels ils n'ont aucune obligation de transparence. La commission craint que les groupes aient découpé de gros contrats en plusieurs plus petits pour rester dans les clous de la loi.

Des prix surestimés, des avenants à outrance...

Plus grave encore, la Commission estime que les prix ont été surestimés. D'ailleurs, elle se plaint, dans son rapport, que certaines sociétés d'autoroutes notamment les filiales de Vinci (ASF et Escota) aient refusé de transmettre les prix qui ont été appliqués.

Les prix transmis par leurs rivaux en 2013 montrent qu'ils ont été surestimés. Pour ne rien arranger, la Commission observe que

les sociétés d'autoroutes ont allégrement fait gonfler les factures au travers d'avenants ajoutés après le début des travaux. Le rapport évoque une hausse comprise entre 15% et 52% du prix des travaux.

Un statut spécial pour Cofiroute

Le rapport de la Commission pointe également l'absence de réelle indépendance des organes de contrôles internes. En réalité, les groupes ont installé des anciens cadres à la tête de ces organes.

Enfin, le rapport déplore que Cofiroute ne soit pas éligible à toutes ces règles, compte tenu du fait qu'elle n'a jamais été publique. latribune.fr 13.04

Le malheux qui va voler un peu de bouffe ou une fringue sera inquiété par la loi, eux qui ont détourné des millions d'euros bénéficient de l'impunité.

Un cauchemar pour l'Empire.

- Pékin, premier client du S-400, système de défense anti-aérienne et antimissile mobile russe - french.irib.ir

La Chine est le premier pays dans le monde qui a acheté le S-7400, système de défense anti-aérienne et antimissile mobile russe.

Selon l'agence de presse Sputnik, Anatoly Isaykin, directeur général de la compagnie d'armements Rosoboronexport, chargé d'exporter des armements russes, a fait part de la signature du contrat d'achat du S-400 entre cette compagnie et la Chine.

Anatoly Isaykin ne s'est pas exprimé sur les détails du contrat. Le directeur général de la compagnie d'armements Rosoboronexport a évoqué que beaucoup de pays souhaiteraient acheter le système de défense anti-aérienne et antimissile mobile russe.

« La compagnie, selon ses engagements, devra délivrer d'abord ce système au Ministère russe de la Défense, a-t-il précisé. french.irib.ir 13.04

- Poutine autorise la livraison de missiles S-300 à l'Iran - Reuters

Vladimir Poutine a donné lundi son feu vert à la fourniture à l'Iran de systèmes de défense antimissile S-300, annonce le Kremlin. Le président russe a signé un décret levant l'interdiction qui concernait cette livraison depuis cinq ans. Reuters 13.04

Dossier Yémen

- Washington accuse Téhéran de vouloir envoyer des missiles aux Houthis, au Yémen - french.irib.ir

Un haut responsable militaire américain accuse l'Iran de vouloir envoyer des missiles sol-air aux Houthis, au Yémen.

Dans un entretien avec le quotidien "Wall Street Journal", un haut responsable militaire des Etats-Unis accuse l'Iran de vouloir envoyer des missiles sol-air aux Houthis, au Yémen. Ce responsable militaire a ajouté que la marine américaine avait arraisonné un navire panaméen, soupçonné de transporter des armes iraniennes aux Houthis, au Yémen, dans la mer Rouge.

Il est à rappeler que le "Wall Street Journal" appartient au célèbre sioniste, Rupert Murdock, et, pendant les négociations nucléaires, ce journal a, toujours, essayé d'empêcher la conclusion d'un accord, au sujet du programme nucléaire iranien. Cette fois-ci, ce journal américain prétend que l'Iran veut changer les rapports de force, au Yémen, en envoyant des missiles sol-air, qui pourront mettre en danger les avions de combat du régime saoudien, qui bombardent les Yéménites.

Depuis plusieurs années, les responsables américains et saoudiens accusent l'Iran de former et armer les forces Houthis, au Yémen, mais l'Iran a, toujours, démenti ces fausses accusations. Pendant les raids aériens de la coalition, formée par l'Arabie saoudite et soutenue par les Etats-Unis, jusqu'à présent, plus de 800 Yéménites ont été tués, et des centaines d'autres, blessés. La coalition saoudienne empêche, aussi, l'envoi d'aides humanitaires aux victimes des raids aériens, au Yémen. french.irib.ir 13.04

- Yémen : Ansarallah arrête des espions saoudiens - french.irib.ir

Au Yémen, le mouvement Ansarallah a identifié et arrêté un certain nombre d'éléments liés à l'Arabie auprès des instances militaires dont le service de sécurité nationale.

Le mouvement Ansarallah du Yémen a interpelé ces derniers jours des espions saoudiens qui procédaient aux actes de trahison auprès des services de sécurité et de la sécurité nationale et politique du Yémen. Dans un rapport ayant pour thème «Ansarallah a arrêté des membres et des dirigeants de l'armée accusés d'avoir coopéré avec la coalition arabe », le quotidien "Ash-Sharq Al-Awsat", paru à Londres a écrit que ces individus étaient membres de l'armée, de force de sécurité et du service du renseignement.

D'après ce rapport, ces espions ont déposé des détecteurs dans certains points sensibles, et aidé les chasseurs de combat saoudiens à viser les centres militaires. Citant un responsable militaire au Yémen, "Ash-Sharq Al-Awsa"t a poursuit : « Des individus armés liés aux Houthis ont procédé aux vastes interpellations parmi les forces de l'armée, de sécurité et du service du renseignement, de la sécurité nationale et de politique avant d'arrêter des dizaines d'entre eux. french.irib.ir 13.04

- Les chasseurs saoudiens bombardent la radiotélévision yéménite, à Sanaa - french.irib.ir

Les avions de combat de l'armée saoudienne ont visé, dans le 19e jour de leur agression contre le Yémen, la radiotélévision yéménite, à Sanaa.

Selon l'agence de presse Fars, les chasseurs saoudiens ont, à quatre reprises, attaqué le bâtiment et les stations de la radiotélévision de la capitale, Sanaa. Des sources d'informations yéménites ont, aussi, rapporté que les chasseurs saoudiens ont mené quatre raids sur la région de «Farzeh», le 9e arrondissement de Sanaa, suite à quoi les centres de communication et les projets hydrauliques de Farzan, ainsi que les réseaux d'électricité de Sanaa, ont été endommagés.

L'offensive saoudienne contre le Yémen est entrée dans son 19e jour, et selon le porte-parole des forces armées du Yémen, plus de 2.000 civils ont été tués, durant cette période. - french.irib.ir 13.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Une coalition turco-saoudienne, pour renverser le gouvernement de Bachar al-Assad - french.irib.ir

Les sources d'information ont fait part de négociations entre de hauts responsables turcs et saoudiens, avec pour but de renverser le gouvernement de Bachar al-Assad, en Syrie. A en croire le "Huffington Post", l'Arabie saoudite et la Turquie, ayant l'une comme l'autre de longs antécédents de concurrences régionales, s'occupent des concertations, en vue de créer une coalition régionale contre le gouvernement d'Assad, en Syrie.

Les sources proches des négociations disent que l'idée d'une telle alliance vient du Qatar. Dans le cadre d'une telle éventuelle coalition, chargée de renforcer le poids de ceux qu'on appelle les opposants "modérés" syriens, la Turquie fournira la force terrestre et l'Arabie se chargera de l'appui aérien aux opérations. french.irib.ir 13.04

Haut de page

Le 15 avril 2015

CAUSERIE

On a ajouté une douzaine d'articles, d'autres suivront demain matin.

Qui a dit ?

"Je suis frappé des procès d'intention qui sont faits où à aucun moment on ne donne acte au gouvernement d'avoir d'abord des avancées démocratiques", a déclaré le ministre lors de l'émission Preuves par Trois (Public Sénat/AFP/Dailymotion).

Réponse : Jean-Marie Le Guen (PS), secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, mardi à l'Assemblée nationale.

Il a raison, c'est au nom de ces "avancées démocratiques" qu'a été entretenue l'illusion que le PS était de gauche, alors qu'en réalité ou foncièrement il était de droite et n'a fait que servir les intérêts du régime en place. C'est aussi au nom de ces "avancées démocratiques" que l'objectif de changer la société a été abandonné...

Eh oui ! sinon on se demande quelle cause il aurait bien pu servir, celle du socialisme, c'est ce que nos détracteurs suggèrent ou prétendent puisqu'il n'existe pas d'autre alternative, ils en ont le droit, mais dans ce cas-là il faut s'assumer, et que cela leur plaise ou non, nous avons le droit de notre côté d'aller au bout de notre analyse et de préciser que c'est encore le meilleur moyen de soutenir le régime sans en avoir l'air, posture partagée par le PS, tout est dans l'ordre des choses.

Le réformisme est une théorie de droite, adoptée par les révisionnistes du marxisme ou ses opposants au sein de la social-démocratie à la fin du XIXe siècle. Elle est issue des conceptions bourgeoises ou utopiques socialistes ou pré-socialistes élaborées avant que Marx et Engels ne développent le socialisme sur des bases scientifiques, qui avaient en commun de conserver le système d'exploitation de l'homme par l'homme ou le régime capitaliste, contrairement au marxisme qui envisageait leur abolition comme issue au développement historique du capitalisme une fois le développement des forces productives parvenu à un certain stade, ainsi que la lutte des classes, ce qui supposait que celle des exploités parvienne à maturité pour pouvoir s'emparer du pouvoir politique et changer les rapports sociaux de production sur lesquels reposait le système économique et l'ensemble de la société, afin d'éviter à l'humanité de sombrer dans la barbarie et lui permettre d'avancer sur la voie de son émancipation de toute forme d'oppression ou d'exploitation d'un homme par un autre homme, sur le chemin de la liberté.

Le réformisme est une théorie de droite, réactionnaire ou contre-révolutionnaire, parce qu'elle implique ou s'inscrit dans la perspective de la préservation du système économique capitaliste. Elle participe à l'amélioration de la condition de l'exploité pour mieux le maintenir enchaîner au système d'exploitation en vigueur ou faire son malheur. Le réformisme est le produit du principe selon lequel les moyens sont tout et le but n'est rien, de telle sorte qu'on peut en changer à loirsir et l'abandonner, tout en prétendant avoir conservé les mêmes objectifs qu'on n'atteindra jamais puisqu'on ne s'en donnera jamais les moyens. Sachant que le réformiste ne vise pas la fin du capitalisme, tous les moyens qu'il adoptera ne viseront qu'à assurer sa pérennité, et évidemment les moyens qui feraient obstacles à cet objectif ou constitueraient une véritable menace pour le régime seront écartés, dont le recours à la mobilisation des masses, la grève générale et la révolution prolétarienne. Et le réformiste en arrivera à privilégier le fascisme à la révolution socialiste, histoire de bien montrer à quel camp il appartenait vraiment ou quelle était sa véritable nature sociale : de droite, réactionnaire.

Le réformisme a pu faire illusion pendant la phase ascendante du développement du capitalisme, au cours des périodes d'expansion du capitalisme à l'issue d'une crise ou d'une guerre, de manière à gangrener ou pourrir de l'intérieur le mouvement ouvrier, et alimenter l'illusion chez les travailleurs que le capitalisme était à l'origine de leur bien-être et non la mise en oeuvre de leur force de travail et leur lutte de classe.

Une fois qu'on a déconnecté les moyens du but qu'on s'était destiné d'atteindre, on peut selon les circonstances recourir à n'importe quel moyen au service d'un but différent sans avoir à changer radicalement de discours, c'est ainsi qu'on adopte des réformes dans l'intérêt général, en réalité des contre-réformes qui serviront les intérêts de la classe dominante. Il suffit de maquiller ou d'éviter de donner un contenu de classe trop marqué aux moyens qu'on emploie en fonction du but recherché sur lequel on évite de trop s'attarder, pour que le tour soit joué.

Dès lors on peut très bien mettre en oeuvre une politique antisociale ou ultra réactionnaire et prétendre qu'elle serait progressiste ou n'importe quoi d'autre. En période de réaction sur toute la ligne, ils invoquent la situation qu'ils ont créée eux-mêmes ou ils recourent à des arguments qu'ils ont fabriqués pour la justifier ainsi que leurs objectifs, réalité dans laquelle toutes les classes se dissolvent, ce qui présente l'avantage de nier l'indépendance de classe des exploités et de lier leur sort à celui de la classe des exploiteurs. D'où l'importance de déterminer l'orientation d'une politique et de caractériser politiquement les partis qui l'appliquent, l'adoptent ou la soutiennent, cela permet d'éviter de terribles confusions ou de prendre pour des amis ses pires ennemis. C'est valable pour tous les classes, tous les événements politiques, les mouvements sociaux ou toutes les mobilisations.

Le réformisme s'est développé en réaction au marxisme en étant la négation du socialisme, c'est ce qu'il faut retenir. Compatible avec le colonialisme, l'impérialisme, la guerre, il en tire profit pour mieux corrompre les couches supérieures du prolétariat qui participeront à la stabilité politique du régime. On évoque souvent les dix millions de pauvres que compte le pays, ils pourraient être 20 millions qu'il resterait encore 25 ou 35 millions de travailleurs tirant satisfaction de leurs conditions ou s'en contentant pour que ne leur vienne pas à l'esprit la nécessité de changer la société de fond en comble, ni même faire l'effort d'élever leur niveau de conscience politique puisqu'ils n'en voient pas le besoin ou n'y sont pas contraints, ce qui ne signifie pas que cela ne se produira pas un jour ou qu'ils ne craindraient pas de perdre leurs privilèges, car de nos jours plus aucun travailleur ou presque n'est à l'abri de sombrer dans la déchéance sociale.

Le réformisme est un marché de dupe. Puisque tu veux améliorer ta condition mais que tu ne peux pas acquérir immédiatement ton émancipation, on va ajouter quelques maillons à ta chaine histoire de la rallonger pour que tu aies d'impression d'avoir plus de liberté et que ton émancipation serait au bout, et quand tu y auras pris goût on en enlèvera et on la raccourcira à nouveau, et comme entre temps tu auras perdu goût au combat pour conquérir ta liberté, tu seras incapable de réagir et tu retomberas dans ton état de servitude antérieure ou pire encore.

L'homme en général est faible, insouciant, inconsistant, ignorant, il manque de discernement, de rigueur, de logique, sa mémoire est défaillante, ses connaissances sont surfaites, approximatives ou superficielles, et il en est fier ! C'est uniquement la force de la contrainte qui l'oblige à réagir, à se poser des questions, quand il est acculé, le dos au mur, un pistolet sur la tempe, au bord du précipice, la pire des situations pour faire preuve de maîtrise de soi ou penser à tête reposée, la sienne est pleine de cauchemars, son discours est irrationnel puisqu'il est sous le coup des émotions qui ont envahies son existence et qu'il ne contrôle pas, il sera difficile de lui faire entendre un autre discours ou de lui faire comprendre qu'il doit abandonner le prisme déformant à travers lequel il interprète la réalité.

L'homme en général possède les facultés et les capacités nécessaires pour évoluer, prendre conscience de sa condition, changer la société, il l'ignore ou ignore comment s'en servir. Il aspire naturellement au bien-être et à vivre en harmonie et en paix avec les autres hommes, c'est uniquement sa condition et l'interprétation qu'il en donne qui l'empêche de passer à l'action, et il fait son malheur en ne prenant pas en mains son destin ou en s'en remettant à d'autres pour régler une question qu'il est le seul à pouvoir résoudre, dès lors qu'il se rassemble avec ceux qui partagent la même condition ou les mêmes intérêts, ce dont il est inconscient. C'est lorsqu'il peut user de ces facultés pour développer ses capacités qu'il peut donner le meilleur de lui-même et parvenir à élever son niveau de conscience au point de comprendre que son sort est lié à celui de sa classe dans son pays, à l'échelle mondiale, qu'il peut faire sauter les obstacles qui l'empêchent de concevoir que ses droits, ses besoins ou ses aspirations sont parfaitement légitimes puisque compatibles avec ceux de l'humanité entière hormis ceux qui ont juré sa perte et gouvernent le monde, tout comme les principes ou les valeurs auxquels il est attaché et qui sont universels.

Si les plus défavorisés sont ceux qui auront le plus de difficultés à élever leur niveau de conscience, par contre ce sont ceux qui manifestent le plus de volonté pour s'en sortir, contrairement à ceux qui sont mieux lotis et vivent dans l'insouciance, alors qu'ils sont les mieux placés pour progresser et changer la société avant qu'elle ne sombre dans un abîme sans fond dans lequel ils seront précipités également. Il y a des situations dans la vie dont on ne se remet jamais complètement, où en repartant de zéro ou plus bas qu'on était tombé, on ne peut pas espérer s'élever au-delà de l'état médiocre auquel on était rendu avant notre chute. Alors vaut mieux ne pas attendre d'avoir atteint cette échéance ou croire qu'on pourrait être épargné par la déchéance à laquelle on semble promis sinon pour agir, se poser des questions et passer au combat politique qui est la seule réponse pratique, dans la mesure où elle concentre toutes les questions qui sont posées à la civilisation humaine qui peut croître ou dégénérer jusqu'à sa disparition selon l'orientation qu'elle va prendre dans les années ou les décennies à venir, tendant vers toujours plus d'inégalités et d'injustices, de barbarie et de guerres ou tendant en sens inverse en mettant fin au pouvoir des capitalistes en s'emparant du pouvoir politique.

Revenons à la déclaration du procureur Charlie qui ne tolère pas qu'on puisse critiquer un projet de loi du gouvernement qui s'attaque aux libertés individuelles.

On se demande comment ce gouvernement pourrait être animé d'intentions démocratiques après avoir lancé une chasse aux sorcières digne du maccarthysme contre les anti-Charlie ou ceux qui auraient refusé de s'apitoyer sur le sort de mercenaires du crayon empoisonné qui sont incapables d'assumer leur responsabilité de provocateurs patentés au service du néolibéralisme ou de la pire réaction sioniste, les conséquences de leurs actes.

Passés maîtres de l'imposture ou l'art d'inverser les rôles pour décrédibiliser leurs adversaires et camoufler leurs réelles intentions, c'est Le Guen qui intente un procès d'intention à ceux qui ont l'audace de lui tenir tête ou de le contredire, donc d'user de leur droit légitime à la critique ou d'interpréter librement un texte, un exercice devenu manifestement incompatible avec la démocratie que le régime ne peut plus tolérer. Il s'agit donc d'une nouvelle atteinte à la liberté d'expression.

Et par dessus tout les censeurs ne supportent pas la vérité.

- Polémique après les propos de Booba sur Charlie Hebdo - M6info

«Quand on joue avec le feu, on se brûle», la petite phrase a priori anodine, signée Booba, n’est pourtant pas passée inaperçue. Car le contexte est sensible, le rappeur français parle en effet de l'attentat de Charlie Hebdo et des choix de l’hebdomadaire satirique.

Interviewé par Le Parisien, à l’occasion de la sortie de «D.U.C», son 7eme album, l’icône française du rap, qui se dit musulman non pratiquant, déclare au sujet du drame du 7 janvier : "J'étais étonné que ça ne soit pas passé avant, parce que ce n'est pas la première fois qu'ils avaient fait des représentations du prophète". Avant d’ajouter "Ils savent à qui ils ont affaire, les mecs. Ils s'attaquent à l'islam, ils savent très bien qu'il y a un courant extrémiste, ils savent très bien comment les mecs fonctionnent, ils ont pris le risque de continuer à les attaquer... Voilà. Quand on joue avec le feu, on se brûle". M6info 14.04

Il n'a fait que dresser un constat. Ils ont joué, ils ont perdu et par dessus le marché ils sont mauvais joueurs et n'aiment pas perdre, ils sont répugnants. Quand on prend des risques, on en assume les conséquences possibles, c'est comme le mec qui roule comme un dingue en moto, qui se plante tout seul et se retrouve tétraplégique, c'est très con et on a le droit de le dire puisqu'il doit le penser lui-même.

Dans le cas du personnel de l'agence Charlie c'est différent, ils ont cru qu'en bénéficiant de l'impunité des pouvoir publics ils

étaient immunisés contre les balles, erreur fatale de jugement parce qu'ils ignoraient d'où elles partiraient, certainement pas de là où ils s'y attendaient, j'allais ajouter "apparemment" avant de me raviser, réellement serait plus à propos, le pire c'est qu'ils l'ignorent encore, ce qui nous laisse totalement indifférent, on a assez à pleurer quotidiennement nos morts en Syrie, en Irak, en Palestine, au Yémen, etc.

Il n'a nullement justifié ces crimes, il a rétabli les faits, c'est tout mais c'est trop sous une dictature, c'est là qu'on s'aperçoit qu'elle est bel et bien en place et qu'on n'exagère rien.

Imaginons qu'une personne me balance que les nazis ont eu raison de tuer tous les communistes, etc. je ne l'empêcherais pas de s'exprimer, ce serait utiliser une méthode assimilable à celles employées par les nazis, je me demanderais par contre comment elle a pu en arriver à partager cette idée monstrueuse car elle ne peut pas venir d'elle, ce qui à mon avis est beaucoup plus productif car cela nous amènerait à aborder les conditions sociales et politiques qui sont à l'origine de ce genre d'idées ou de ce comportement.

Un bon médecin n'est pas celui qui vous soigne en vous bourrant de médicaments, mais celui qui cherche à comprendre pourquoi vous avez chopé un virus et pas votre compagne, en étudiant le terrain sur lequel il a proféré et qui manifestement lui était favorable pour ne pas avoir développé les anticorps adéquats, qu'est-ce qui est à l'origine de cette faiblesse, de ce déséquilibre biologique, en vous posant un tas de questions sur votre alimentation, vos activités, votre état psychologique, etc. de manière à pouvoir intervenir à la source afin de vous prémunir pour l'avenir.

Commentaire d'internaute

- "*Si la liberté d'expression est à sens unique, est ce encore de la liberté d'expression ? Je suis sûre que non. Je n'aime vraiment pas le rap, je n'aime pas Booba, je hais le terrorisme d'où qu'il vienne mais au nom de quoi les sempiternels donneurs de leçons pourraient défiler en beuglant de façon débile et quasi religieuse "Je suis Charlie", et Booba serait condamné pour avoir dit "Quand on joue avec le feu, on se brûle" ?*

Alors, il va falloir arrêter de se cacher derrière des concepts creux et choisir entre être pour la liberté d'expression ou pour la censure."

Que voulez-vous, ils privatisent les profits et collectivisent les pertes ou les dettes, et bien là c'est la même chose, ils privatisent la liberté d'expression et collectivisent ou généralisent la censure à tous les opposants à leur politique, les vrais, pas les charlatans qui passent à la télévision ou bénéficient de tribunes dans la presse écrite nationale .

Vidéo et livre

1- L'effet boomerang
https://www.youtube.com/watch?v=zIIsYMEQqpc

Le nouveau livre de Jean-Marie Benjamin.

L'Irak avant l'invasion américaine de 2003 et l'Irak d'aujourd'hui.

Entretiens avec Tarek Aziz - la DGSE - La situation des chéries avant 2003 et maintenant.L'Etat islamique: son fonctionnement et administration. Qui finance? Qui procure les armes? Des révélations inédites.

Un témoignage vécu sur le terrain.

2- Guerres au Yémen : Gamal Abd-al-Nasser dénonce la dynastie Saoud, Sissi s'y soumet.
https://www.youtube.com/watch?v=V5Rr6pQrGpU

Au rayon farces et attrapes. Il reste "Les Démocrates" de libre.

- «Les Républicains», un hold-up sémantique - Liberation.fr

«Les Républicains» devrait remplacer l'UMP.

Au premier abord on pourrait penser que ce quotidien de droite aurait fait preuve d'audace, en réalité pas du tout. C'était une formule destinée à détourner l'attention de la population d'un véritable hold-up réalisé sur la démocratie ou plutôt l'expression de la négation de nos droits politiques, dont la représentation même déformée a disparu du champ institutionnel au profit des différentes composantes de la réaction qui se partagent le pouvoir, tandis que leurs auxiliaires de la pseudo-gauche sert à le légitimer.

Le PS n'aura plus qu'à se rebaptiser Les Démocrates et la boucle à l'américaine sera bouclée, c'est déjà ainsi qu'il apparaît ou sa véritable nature de droite. Dans un article de presse d'avant-hier j'ai lu qu'Hillary Clinton allait se présenter à la course à la présidentielle américaine de 2016 en représentante des intérêts de la classe moyenne, pour un peu des ouvriers, exactement comme le PS lors de chaque élection, alors qu'elle sera investie par Wall Street ou la Fed et représentera en fait les intérêts de l'oligarchie financière qui aura financé sa campagne tout comme celle de son concurrent républicain. Et celui qui l'emportera sera chargé d'appliquer la tactique définie par la couche la plus influente de l'oligarchie financière conformément à la stratégie néolibérale que tous ses membres ont adoptée, tactique incarnant le meilleur moyen d'atteindre les objectifs politiques qu'ils ont en commun, c'est le seul aspect qui distingue les républicains des démocrates. Vous avez le choix entre le suppositoire qui vous empoisonne lentement ou l'intraveineuse qui produit le même effet mais brutalement.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Nous, jamais, quel aveu !

L'invité de « Preuve par trois » de ce mardi 14 avril est Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement. Public Sénat 14.04

- Sur la hausse des impôts en début de mandat : « On aurait mieux fait de ne pas imiter la droite » - Public Sénat

Il n'en pense pas un mot en réalité...

Si maintenant ils en arrivent à avouer qu'ils sont de droite, qu'est-ce qui va nous rester, je plaisante. Bravo monsieur Le Guen, vous êtes parfait, ne changez rien surtout !

Rejet inconditionnel du projet de loi du gouvernement sur le renseignement.

- Olivier Besancenot craint les dérives contre les opposants au gouvernement - Francetv info

Olivier Besancenot, invité sur le plateau de Mots croisés lundi 13 avril a exprimé ses craintes... Francetv info 14.04

Ah ces révolutionnaires qui en arrivent à commenter ou vouloir amender un projet de loi scélérat au lieu de prendre position pour son rejet pur et simple ! On comprend pourquoi ils leur offrent des tribunes gratuites, ils ne représentent aucun danger pour le régime...

Pour Hervé Morin, le projet de loi dépasse le champ de la lutte contre le terrorisme Francetv info -

Loi sur le renseignement: Le gouvernement enchaîne les erreurs de communication 20minutes.fr -

Pourquoi ne pas formater génétiquement le cerveau du fœtus?

- Inégalité hommes-femmes : les préjugés commencent dès le plus jeune âge - Francetv info

Dans la cour de récréation d'une école primaire, les filles et les garçons ont encore du mal à se mélanger. Francetv info 14.04

Comment ils ne baisent pas encore ensemble à leur âge ? Cela viendra, espérons-le !

Sinon il existe les camps de rééducation pour les parents, la propagande officielle appartient au même registre obsessionnel maladif.

Pour nous il n'y a qu'un seul préjugé qui mérite d'être combattu : l'existence du capitalisme.

Yémen

- Yémen: embargo sur les armes aux Houthis, sommés de céder le pouvoir - AFP

- Yémen: des tribus s'emparent du terminal gazier - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre

- Au moins 400 migrants disparus dans un naufrage en Méditérranée - LeMonde.fr

- Six attentats meurtrier dans la journée à Bagdad - LeMonde.fr

- Un mort et dix blessés lors de manifestations en Guinée - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Iran

1- L'Iran boycotte le petit pélerinage à la Mecque - french.irib.ir

Le viol de deux adolescents iraniens, (de 13 et de 14 ans),..... à l'aéroport de Jeddah, a mis en émoi, depuis une semaine, l'Iran entier. Ajoutée à l'indignation publique, suscitée par les raids meurtriers saoudiens contre les zones civiles yéménites, la colère des Iraniens s'expriment, à travers des manifestations, qui se multiplient.

Les autorités iraniennes ont suspendu, ce lundi, tous les vols, à dstination de la Mecque, dans le cadre du petit pélerinage. De concert avec l'opinion, les autorités exigent la traduction devant la justice et le châtiment des deux policiers violeurs. Riyad est jugé le grand perdant du bras de fer insensé, qu'il a déclenché contre l'Iran, dans la région, et qui l'embourbe de plus en plus, sur les fronts de combat, qu'il ouvre, face à l'Iran. french.irib.ir 14.03

2- L'Iran contrôle-t-il déjà le transit du pétrole saoudien? - french.irib.ir

Depuis le vote du parlement pakistanais en faveur de la neutralité dans le dossier yéménite, les pans entiers de la confiance en soi de Riyad se sont écroulés. On parle que très peu de cet accord militaire qui unit depuis 40 ans Islamabad à Riyad et qui engage le premier à apporter secours au second. alors comment est-ce possible que cet accord là devient caduc dans le cas yéménite bien que Riyad soit diablement mis à mal par les combattants de sable que sont les yéménites?

Pour justifier son refus de s'engager aux côtés de l'Arabie dans son aventure yéménite, le Pakistan a subtilement eu recours à une clause, celle qui affirme " que Islamabad n'intervient pas directement dans un conflit en faveur de Riyad que lorsque ce dernier est militairement attaqué. Or Riyad n'est ni attaqué par l'Iran ni pris pour cible par Ansarallah . C'est plutôt l'inverse qui s'est produit. or pour Riyad qui mène depusi 20 jours une campagne de bombardement insensée qui n'a fait que détruire plus de 2500 maisons et provoquer la mort de 1200 civils, le refus pakistanais équivaut à de la capitulation. Pour Riyad il ne reste plus aucun choix si ce n'est le recours à la solution politique. Riyad pourrait parvenir à la conclusion suivante : diviser le Yémen en deux parties sud et nord avec le nord pour Ansarallah et le sud pour les sunnites.

En tout cas la poursuite de la guerre dans l'état actuel des choses est impossible. La campagne de bombardement saoudienne s'est avérée en revanche une calamité pour Riyad puisque très curieusement elle a permis à ansarallah et aux forces de l'armée de gagner du terrain dans le sud en repoussant les qaidistes et les pro Hadi. Aden est presque tombé tout comme d'autres grandes villes entre les main des comités populaires. C'est une calamité dans la mesure où ces avancées assurent une plus grande influence iranienne dans les ports d'Aden de hadida et sur les cotes yéménites avec en toile de fond davantage de contrôle iranien non seulement sur le détroit d'Hormuz mais aussi à Bab al Mandeb. Or il s'agit là de voies traditionnelles de transit du pétrole saouiden qui tombent de la sorte sous l'emprise iranienne. C'est d'ailleurs pour cette raison que Riyad s'est engagé si follement si rageusement dans la guerre... l'Iran a déjà en partie sous son contrôle le transit du pétrole saoudien. french.irib.ir 14.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Radio France: grève reconduite, mais l'unité syndicale vole en éclats - AFP

Le plus long conflit social de Radio France a connu mardi un tournant: si la grève a été reconduite pour 24 heures, l'unité syndicale a volé en éclats pour la première fois, seule la CGT appelant à poursuivre le mouvement.

Dans l'après-midi, la reconduction pour un 28e jour de grève a été décidée lors d'une assemblée générale rassemblant quelque 400 personnes (moins 70 voix contre et 33 abstentions), a constaté un journaliste de l'AFP.

Au cours de cette réunion de près de trois heures, dans une ambiance houleuse, parfois confuse et pleine d'émotion, représentants syndicaux et salariés sont apparus divisés sur la stratégie à adopter.

Quatre des cinq syndicats (CFDT, FO, SUD et Unsa) composant l'intersyndicale ont appelé juste avant le vote à la levée de la grève, menée depuis le 19 mars contre les restrictions budgétaires, la mutualisation des programmes de France Bleu et pour la sauvegarde de l'emploi.

Seule la CGT, premier syndicat tous collèges confondus, a appelé à voter la poursuite du mouvement, visiblement pas convaincue par les assurances de Fleur Pellerin, venue lundi soir à Radio France pour rencontrer les représentants du personnel.

En début de soirée, la ministre de la Culture a appelé ce syndicat à cesser le mouvement. Une nouvelle AG doit se tenir mercredi à 10H00.

"Quatre des cinq organisations syndicales qui appelaient à la grève ont levé leur préavis (...) Elles ont fait le choix clair de la responsabilité et de l'avenir de Radio France. Je souhaite que la CGT puisse rejoindre cette tendance majoritaire", a écrit la ministre dans un communiqué.

Dans la foulée, le PDG de Radio France, est sorti de son silence pour appeler "solennellement à la reprise du travail".

"Il est temps que cette grève s?achève et que nous puissions passer à une nouvelle étape de dialogue et construire ensemble le contrat d'objectifs et de moyens et l'avenir de Radio France", a-t-il ajouté.

Selon les explications avancées par ses représentants, la CGT a voulu se montrer "ferme" en prolongeant le mouvement alors qu'un conseil d'administration de Radio France et le conseil des ministres devaient se tenir mercredi.

"La CGT a décidé de suivre la décision des salariés en AG jusqu'à demain (mercredi), jour de CA" à Radio France, a expliqué Jean-Matthieu Zahnd, militant du syndicat et réalisateur à France Culture.

Un point de vue contesté par les autres organisations, qui assurent porter la voix de leur base en appelant à reprendre le travail. "En AG, ce sont les gens souvent les plus mobilisés qui sont présents. 80% de nos adhérents nous disent qu'il faut poursuivre le mouvement dans le cadre de la médiation", affirme Jean-Paul Quennesson, délégué du syndicat SUD.

Le délégué Unsa, Philippe Ballet, fait valoir lui que "24 heures de plus ne permettraient pas d'obtenir un meilleur texte. On est face à une sorte d'inflexibilité".

Après trois jours de consultations marathon le week-end dernier, le médiateur Dominique-Jean Chertier, avait conditionné dimanche soir la poursuite de sa mission à l'approbation par les représentants des salariés des propositions qu'il a laissées sur la table.

Un "ultimatum" vu par certains grévistes comme une forme de "chantage", conduisant lundi au vote d'une nouvelle journée de grève.

Lundi soir, alors que le conflit semblait dans l'impasse, une visite surprise à Radio France de la ministre de la Culture a fait évoluer la position de certains syndicats, même si elle a fermé la porte à tout changement du texte du médiateur.

Ces préconisations devaient permettre de débloquer la situation et d'amener à une reprise du travail avant une seconde phase de discussions, dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'Etat et Radio France.

C'est vers cette nouvelle étape que se tourne Fleur Pellerin. Elle doit permettre, selon elle, "de poser un diagnostic partagé sur la situation de l'entreprise et de répondre aux interrogations et aux inquiétudes qui sont apparues au cours de son conflit". AFP 14.04

- Un plan de restructuration plane sur la tête des salariés de Dim - AFP

Haut de page

Le 17 avril 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 20h. On a ajouté 12 articles et on a archivé les articles de mars.)

On a ajouté 14 articles. La prochaine causerie lundi.

Déprimant.

Combattre la propagande est quasi impossible (Arrêt sur info) (13.04.15)

Rassurant.

Renseignement : la guerre perdue d'avance du gendarme Cazeneuve (Arrêt sur info) (12.04.15)

Le chiffre du jour. 2571

2571 civils dont 281 enfants et 214 femmes ont trouvé la mort, depuis le déclenchement, le 26 mars, de l'offensive saoudienne contre le Yémen, et cela sans compter les 3897 blessés.

On a mis en ligne l'article intitulé *Les sanctions unilatérales violent les accords internationaux* paru dans Horizons et débats (n° 9/10, 13 avril 2015), parce qu'il met en relief le fait d'une part que les dirigeants américains se comportent comme des dictateurs exigeant que tous les Etats respectent les accords internationaux qu'ils violent ouvertement, et d'autre part et que les institutions dans le cadre desquels ces accords (ou traités) ont été ratifiés fonctionnent comme des moyens coercisifs contre tous les Etats à l'exception des Etats-Unis (et Israël), quelles que soient les divergences d'intérêts qui peuvent exister entre les différents Etats, en acceptant cette règle du jeu ils se comportent en vassaux qui légitimitent la domination impériale américaine sur le monde.

Tout appel en direction de l'ONU ou une de ses agences pour lui faire jouer un autre rôle relève de l'imposture et de la trahison. Nous ne lui accordons aucune légitimité, parce que nous ne lui reconnaissons par le droit de décider des droits des peuples à leur place.

L'esprit putride du 11 janvier souffle sur Kiev : le fascisme !

Honte à tous ceux qui de concert avec Hollande et Valls ont affirmé que l'attaque du 7 janvier à Paris était tournée contre la liberté d'expression, suggérant ainsi qu'ils y seraient étrangers et qu'il ne fallait passe se livrer à un amalgame entre cette attaque et l'exploitation politique qu'ils allaient en faire par la suite, histoire à la fois de ne pas contredire la version officielle et leur laisser les mains libres pour l'interpréter et l'exploiter à leur guise, autrement dit se livrer à une sordide manipulation des consciences sur fond d'union nationale, fournissant l'occasion au fasciste Porochenko de défiler à leur côté le 11 janvier 2015.

- Ukraine: un journaliste et un ex-député prorusses tués par balles - AFP

Deux figures ukrainiennes prorusses, un journaliste connu et un ancien député, ont été tués par balles à Kiev ces dernières 24 heures, le président Petro Porochenko dénonçant une "provocation" profitable aux "ennemis" du pays qui combat les séparatistes prorusses.

Le journaliste Oles Bouzina, 45 ans, souvent invité en tant qu'expert sur l'Ukraine aux émissions des télévisions publiques russes, a été tué en bas de son immeuble. Son corps ensanglanté gisait à même le sol, en bas d'un immeuble près d'une aire de jeu, selon des journalistes de l'AFP.

La veille, Oleg Kalachnikov, 52 ans, avait péri de la même manière. Cet ancien député s'était illustré dans la mobilisation de "gros bras" pour soutenir le président prorusse Viktor Ianoukovitch lors du mouvement de contestation pro-européen sur le Maïdan à Kiev fin 2013-début 2014.

Avant même que le meurtre de Bouzina ne soit officiellement confirmé en Ukraine, le président russe Vladimir Poutine a dénoncé "un assassinat politique, le dernier en date en Ukraine" en accusant Kiev de ne rien faire pour élucider ces meurtres.

(Comparez la présentation des faits entre l'AFP et Reuters : A Moscou, Vladimir Poutine a réagi à l'assassinat du journaliste de Sevodnya en soulignant qu'il ne s'agissait pas du premier assassinat politique. "L'Ukraine doit faire face à toute une série

de meurtres de ce type", a-t-il ajouté lors de son apparition annuelle à une émission de questions-réponses avec les téléspectateurs. Reuters 16.04 L'AFP se comporte en porte-parole de Porochenko et son régime fasciste. - ndlr) P

our sa part, le président ukrainien Petro Porochenko a réclamé une enquête "transparente" tout en jugeant qu'il s'agissant d'une provocation". "C'est une provocation délibérée qui apporte de l'eau au moulin de nos ennemis, déstabilise la situation en Ukraine et discrédite le choix politique du peuple ukrainien", a-t-il lancé dans un communiqué.

"Je n'exclus pas que ces meurtres aient été organisés par les services de sécurités russes pour créer un atmosphère d'hystérie et montrer ce qui arrive à ceux qui étaient contre le Maïdan", a accusé Anton Guerachtchenko, conseiller du ministre ukrainien de l'Intérieur interrogé par la chaîne ukrainienne 112.

Oles Bouzina avait été chroniqueur, puis rédacteur en chef du quotidien Segodnia, poste qu'il avait récemment quitté en dénonçant la "censure". Ce journal est financé par l'homme le plus riche du pays, Rinat Akhmetov, qui fut également le principal sponsor du Parti des régions, ex-formation du président prorusse Viktor Ianoukovitch destitué en février 2014.

Fils d'un lieutenant-colonel du KGB, Oles Bouzina écrivait sur son propre site que Russes, Ukrainiens et Bélarusses sont "un seul et unique peuple" et accusait les Ukrainiens de "vouloir détruire la culture russe".

Il se disait partisan de la "fédéralisation" de l'Ukraine prônée par la Russie et fondateur d'une communauté de "Chevtchenko-phobes", qui disaient détester le poète et héros national de l'Ukraine, Taras Chevtchenko.

Oleg Kalachnikov, lui, était connu pour avoir mobilisé des hommes, soupçonnés d'être payés par les autorités, pour participer à des manifestations pro-Ianoukovitch et persécuter les militants pro-européens pendant les trois mois de la contestation.

Mykola Azarov, ancien Premier ministre de Viktor Ianoukovitch et réfugié en Russie comme le président, a accusé sur sa page Facebook "le régime de Kiev" d'avoir tué l'"opposant" Kalachnikov "qui détestait le fascisme", mot souvent utilisé en Russie et par les séparatistes prorusses pour qualifier les nouvelles autorités pro-occidentales de l'Ukraine.

Ces meurtres font suite à une série de suicides présumés d'anciens hauts responsables du régime prorusse. Olexandre Peklouchenko, ex-gouverneur et membre du Parti des régions et Stanislav Melnik, un autre ex-député du Parti des régions, avaient ainsi été retrouvé morts en mars à leur domicile après un apparent suicide.

Fin février, c'est Mikhaïlo Tchetchetov, encore un ancien haut responsable parlementaire du Parti des régions, qui s'était défenestré du 17e étage à Kiev.

Enfin, le fils cadet de l'ex-président Ianoukovitch est décédé fin mars dans un accident en Russie, au volant d'un minibus qu'il avait engagé sur la glace du lac Baïkal, qui a cédé. Qualifiée d'accidentelle par des proches de Ianoukovitch, sa mort a été jugée suspecte par certains observateurs en Ukraine. AFP 16.04

Liste non exhaustive des opposants au régime fasciste de Kiev assassinés ou conduits au suicide depuis fin janvier 2015.

- Le 29 janvier 2015, Alexeï Kolesnik, ancien président du gouvernement local de la région de Kharkov pour le Parti des régions, se suicide par pendaison.

- Le 24 février 2015, c’est Stanislav Melnik, membre du Parti des régions, qui choisit de se suicider par arme à feu.

- Le lendemain, soit le 25 février 2015, le maire de Melitopol, Sergueï Valter, se pend quelques heures avant son procès, et le lendemain c’est le directeur adjoint de la police de cette petite ville de l’oblast de Zaporojie, Alexandre Bordiouga, qui est retrouvé mort dans son garage.

- Le 26 février 2015 c’est l’ancien maire de Zaporojié Alexandre Peklouchenko, qui est retrouvé tué par balles.

- Le 28 février 2015, Mikhaïl Tchetchetov, ancien député et membre du Parti des régions, se suicide en sautant par la fenêtre de son appartement situé au 17e étage à Kiev

- Et enfin le 14 mars 2015, Sergueï Mellick, procureur proche du Parti des régions, met lui aussi fin à ses jours en sautant par la fenêtre de son appartement situé au 9e étage à Odessa. (Maïdan : la face cachée d’une révolution - Arrêt sur info - 10 avril 2015)

A lire en complément :

- Comment l'Ukraine est devenue aussi pauvre que le Tadjikistan en une année seulement - french.irib.ir 16.04

Merci Charlie, objectif atteint !

- Six fois plus d'actes antimusulmans au 1er trimestre qu'il y a un an - Le Huffington Post

- Explosion des actes antimusulmans, multipliés par six sur un an - AFP

Antimusulman assumé.

Pour cette officine de propagande du régime, le problème ce n'est le Coran, c'est le musulman qui l'interprèterait littéralement et ferait de lui un fanatique, un terroriste en puissance.

Peu importe que sa lecture comme n'importe quel texte ou recueil de textes à caractère religieux ou assimilés comme tel ait fait l'objectif de diverses interprétations donnant naissance à différents courants où les justifiant, peu importe que chaque lecteur favorise certains passages au détriment d'autres en fonction de sa sensibilité ou de sa condition sociale, peut importe qu'elle débouche sur différentes pratiques, les "musulmans de France" sont limités intellectuellement et bornés au possible, bref, des sous-hommes, des abrutis.

Pour Charb "avoir peur de l'islam est sans doute crétin, absurde" mais il n'en était pas vraiment certain, autrement dit cela pouvait se justifier, d'où la propagande outrancière de ce torche-cul le suggérant, participant ainsi à l'auto-justification des guerres engagées par les puissances occidentales contre les peuples du Moyen et Proche-Orient, qui sont des foyers du terrorisme internationale qui menace la paix auquel le petit bourgeois repu et à la bonne conscience aspire profondément.

Le problème du libertinage de gauche, c'est que pour être incapable de se situer sur un terrain de classe qui serait véritablement de gauche, ses adeptes finissent par épouser les thèses et le comportement nauséabond de l'extrême droite libertaire.

Charb estimait normal de "se moquer d'eux" à propos des croyants, alors que nous nous attaquons uniquement aux croyances, distinction déterminante, dans la mesure où en préservant l'intégrité d'une personne ou en la respectant, on s'interdit de la juger sachant que ses idées, son état d'esprit, son niveau de conscience, sont le produit ponctuel ou passager, durable des conditions sociales auxquelles elle est soumise et qu'elle peut évoluer ou en changer en fonction de l'interprétation qu'elle fera de sa propre condition, alors que porter un jugement sur une personne en foncton des idées ou croyances auxquelles elle a adhéré, consiste à l'identifier à ces idées ou croyances de telle sorte qu'elle aura plutôt tendance à les défendre et à s'y accrocher, à les renforcer plutôt qu'à s'en séparer, donc à l'arrivée on obtient le résultat inverse de celui pour lequel on prétendait combattre.

Ceci révèle d'une imposture d'une extrême gravité, puisqu'elle confirme que cette conception des rapports que l'homme entretient avec sa représentation du monde extérieur est particulièrement nuisible, elle favorise la radicalisation idéologique de certains croyants, et fournit matière à certains d'entre eux pour se venger de l'humiliation dont ils s'estiment victimes et qui en arrivent à justifier des actes barbares ou pire, décider de les imiter ou de rejoindre leurs rangs.

Elle est hypocrite et cynique, puisqu'au lieu de combattre les religions, elle participe du prosélytisme religieux dans la mesure où elle pousse des croyants non pratiquants à s'engager davantage dans leur religion ou à en suivre les préceptes plus rigoureusement que par le passé, pour au final dénoncer ou condamner la prolifération des croyants ou des lieux de culte, phénomènes auxquels le personnel de Charli Hebdo a personnellement participé.

Ces gens-là haissent la terre entière en dehors de ceux qui ne pensent pas comme eux, ce qui implique que le sort que la classe dominante impose à tous les peuples est justifié, il faut même l'encourager à poursuivre son offensive contre ses préjugés détestables qui est le pendant idéologique et psychologique de la guerre sociale qu'elle leur mène, plutôt que s'attaquer à celle-ci.

- La charge posthume de Charb contre la notion d'islamophobie - Liberation.fr

Un petit ouvrage du dessinateur Charb, assassiné dans l'attentat du 7 janvier, paraît ce jeudi. Sa Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes a été achevée deux jours avant l'attentat, selon Les échappés, la maison d'édition de Charlie Hebdo qui la publie. Charb, qui était le directeur de l'hebdo satirique, se livre à un réquisitoire virulent contre l'utilisation du mot «islamophobie». Ce terme n'est «pas seulement mal choisi, il est dangereux». «Avoir peur de l'islam est sans doute crétin, absurde, et plein d'autres choses encore, mais ce n'est pas un délit.» Et puisqu'«une religion n'existe pas sans croyants», il faut pouvoir se moquer d'eux. «Le problème, ce n'est ni le Coran ni la Bible, romans soporifiques, incohérents et mal écrits, mais le fidèle qui lit le Coran ou la Bible comme on lit la notice d'une étagère Ikea», en pensant qu'«il faut tout bien faire comme c'est marqué sur le papier, sinon l'univers se pète la gueule». Il écrit aussi que «si demain les musulmans de France renoncent à leur religion, ça ne changera rien au retour des racistes : ces étrangers ou ces Français d'origine étrangère seront toujours désignés comme responsables de tous les maux». Charb n'est pas tendre avec les journalistes. Ce mot «islamophobie ne

connaîtrait pas ce succès délirant sans la complicité, le plus souvent imbécile, des médias». Liberation.fr 15.04

Au moins quand on fait dans le déni, on s'économise de réfléchir.

La dictature mondiale de l'oligarchie financière ango-saxonne-sioniste serait une vue de l'esprit ou un pur fantasme.

On peut jouer sur les mots tant qu'on veut pour nier la réalité. On peut sélectionner un passage d'un discours et ignorer le reste pour lui donner une interprétation différente de celle de son auteur. De la même manière on peut interpréter un article à partir d'éléments qui n'y figuraient pas. On peut aussi interpréter un texte en se focalisant sur une expression à laquelle l'auteur n'avait pas accordé une importance particulière. Bref, pour peu qu'on ait l'esprit tordu ou qu'on soit malhonnête, il est toujours possible de prêter à l'auteur d'un discours des intentions qui diffèrent des siennes ou qui lui sont étrangères. Quand on ne veut pas admettre quelque chose et qu'on s'acharne à vouloir avoir raison à tout prix, toutes les déformations sont alors possibles.

Nous avons dit et répéter que la stratégie politique de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui domine au sein du capitalisme mondial, avait pour objectif d'instaurer un nouvel ordre mondial qui serait dirigé par un gouvernernement mondial, sans avoir affirmé d'une part qu'ils auraient déjà atteint cet objectif, nous nous sommes bornés à avancer les conditions qui pourraient en permettre la réalisation, à terme, à une date indéterminée qui est forcément fort éloignée, d'autre part nous n'avons jamais défini quelle forme prendrait ce gouvernement mondial puisqu'apparemment leurs auteurs l'ignorent également, on peut cependant en déduire que dors et déjà le fonctionnement actuel d'un certain nombre d'institution financières et politiques contrôlées par l'oligarchie financière à travers le monde remplissent ce rôle ; il suffit d'observer leurs agendas, leurs déclarations, les mesures qu'elles prennent pour s'apercevoir qu'elles agissent de concert, que leur politique est dictée par les mêmes impératifs et suit une orientation déterminée, ce qui ne signifie pas là encore qu'elles ne seraient pas en proie à des contradictions, puisque parmi leurs membres figurent des Etats aux intérêts nationaux antinomiques, qui selon les circonstances sont considérés comme primordaux ou passent à la trappe ou encore servent de monnaie d'échange lors de tractations.

Nous n'avons fait que déterminer la tendance dominante de l'évolution de la situation mondiale, afin de pouvoir la combattre sur tous les fronts ou définir les tâches qu'on devait se fixer pour la combattre efficacement, ce qui ne signifiait pas que chacun des acteurs clés de la situation l'aurait adoptée aveuglément ou s'y soumettrait volontiers, qu'ils l'interprèteraient tous exactement de la même manière, que leurs intérêts seraient identiques, à terme sans aucun doute, mais on en est si loin qu'on ne s'est pas aventuré au-delà, surtout sachant la résistance que les peuples allaient leur opposer et l'immensité des obstacles qu'il leur faudrait encore abattre pour parvenir à leur objectif final, une autre attitude relèverait du défaitisme, on s'avouerait vaincu ou on considèrerait la guerre de classe perdue d'avance, comme de nombreux oligarques eux-mêmes on doute qu'ils parviennent à réunir les conditions pour imposer cette stratégie jusqu'au bout, ce n'est pas une question d'y croire ou non, on observe comment la situation évolue et dans quelle direction, c'est tout.

Dès lors qu'une intention est formulée clairement, on doit se demander quelle probabilité existe-t-il ou quelle chance a-t-elle de se réaliser. On peut aussi l'ignorer ou décréter qu'elle relève de la propagande ou je ne sais quoi d'autres.

Là en l'occurence, faire référence à l'impérialisme américain ou à l'hégémonie américaine ne nous avance pas à grand chose au-delà de ce qu'on connaissait déjà, c'est du niveau du commentaire de journalistes de l'AFP.

Par contre, replacer tel ou tel événement dans une perspective plus large permettra de mieux comprendre le rôle et la place des différents acteurs ou protagonistes qui n'ont pas seulement les yeux rivés sur le présent, mais agissent en ayant à l'esprit la nécessité d'assurer le lendemain, le futur, la pérennité de leur système économique ou l'exploitation de l'homme par l'homme dont dépend le pouvoir de la classe dominante. Ils doivent donc prendre en compte l'état actuel d'un certain nombre de facteurs et rapports déterminants, ainsi que leur évolution passée pour préparer leur évolution à venir, ce qu'ils ne pourraient pas faire sans être guidés par une stratégie précise qui leur indiquerait la direction à suivre, à moins d'imaginer qu'ils gouverneraient à vue au jour le jour sans trop savoir où cela va les mener, et qu'ils sont inconscients au point de ne pas se préocupper de l'évolution future de certains facteurs ou rapports qui pourraient leur être défavorables au point de constituer un danger mortel pour leur régime, ce ne serait pas sérieux de le penser un instant.

On peut les traiter de tout ce qu'on veut pour se soulager, mégalomanes, psychopathes, affairistes, marionnettes, etc. leur trouver toutes les tares ou tous les défauts du genre humain, on peut répéter sans fin ce qu'on a lu dans *Le Capital* qu'on n'est pas plus avancé pour autant. Parfois on peut donner l'impression de faire dans l'outrance ou la facilité, mais c'est juste une posture pour ne jamais perdre de vue l'essentiel, à savoir que notre affaire est des plus sérieuse puisqu'elle concerne le sort de l'humanité entière.

On ne peut pas comprendre une orientation politique sans la raccorder aux besoins du capitalisme qui dépendent ou s'inscrivent dans un processus dialectique dont l'issue est assimilable à celle de la lutte des classes.

Pour autant qu'une poignée de capitalistes concentrent un pouvoir extraordinaire, jamais dans le passé ils n'ont eu à affronter un ennemi aussi nombreux et si puissant : 7 milliards d'hommes et de femmes qui frappent à la porte, qui exigent que leurs besoins et aspirations soient satisfaits immédiatement, un gigantesque défi pour eux et le capitalisme, qui nécessite forcément qu'ils

s'y adaptent et qu'ils prévoient de quelle manière ils vont l'affronter et le résoudre à leur profit, quels moyens, quels instruments ils vont utiliser, créer pour y parvenir, comment ils vont se servir de ceux qui existent déjà, quel avenir ou développement ils leur réservent, le tout sachant pertinemment que leur système économique est virtuellement en faillite ou condamné à l'effondrement, qu'il est en état de survie artificiel au quotidien, de quoi en faire des cauchemars chaque nuit et devenir hystérique, donc partant de ce constat, la seule manière de se rassurer, de soulager leur angoisse et de se maîtriser c'est encore de mesurer les pas accomplis vers la réalisation de leur objectif politique final ou de s'en tenir à leur stratégie politique qui leur sert de repère et de point de ralliement.

Comme l'explique G. Friedman, la suprématie ou l'hégémonie américaine ne suffit pas, ils peuvent détenir le pouvoir de la maîtrise des océans et de l'espace, se comporter comme un empire et le revendiquer qu'ils ne parviendront jamais à leur objectif seuls, c'est-à-dire sans le soutien de tous les Etats une fois corrompues leus institutions. Ils peuvent avoir 1.000 bases militaires réparties sur tous les continents, disposer de la planche à dollars pour financer leur industrie de guerre, qu'il leur est impossible d'occuper militairement la terre entière, il leur faut donc procéder autrement pour atteindre leur objectif, soit que tous les pays adoptent volontairement leur politique, soit qu'ils y soient contraints par la force, dans tous les cas de figure la totalité des Etats doivent s'y soumettre, reste ensuite à déterminer la part qui reviendra aux membres de la classe dominante dans chaque pays.

Leur objectif implique qu'il existe dans chaque pays un consensus autour de leur politique entre la classe dominante, l'ensemble des partis institutionnels, les institutions, les médias et l'élite intellectuelle, et que le mouvement ouvrier soit marginalisé ou suffisamment divisé ou affaibli pour ne pas pouvoir s'opposer efficacement à leur politique, ce sont les conditions politiques qu'ils doivent réunir pour mener à bien leur plan.

Chacun peut se livrer à un tour d'horizon de la situation politique dans chaque pays du monde pour déterminer l'état d'avancemenent de leur plan, et constater qu'il est fort avancé dans les pays les plus développés ou riches, mais pas seulement, dans pratiquement tous les pays asiatiques et africains, plus certains en Amérique latine. Ce n'est évidemment pas le cas en Chine, Russie, Iran, Venezuela, Bolivie et quelques autres pays pour des raisons davantage économiques qui tiennent en réalité à leur histoire politique ou à leurs rapports politiques passés avec les Etats-Unis ou certains Etats colonisateurs dont ils ont conservé plutôt un mauvais souvenir.

L'indépendance dont ces pays se targuent envers les Etats-Unis tient lieu de façade à leur développement économique qui favorise leur bourgeoisie nationale et l'émergence d'une puissante classe moyenne, l'armée, plus que leur peuple. S'ils ne parviennent pas à se donner les moyens de satisfaire les besoins élémentaires des exploités, un jour ou l'autre ils seront déstabilisés et renversés au profit d'un gouvernement à la solde de Washington.

De nombreux pays et non des moindres qui se disent souverains et indépendants ont déjà adopté les critères économiques et politiques que l'oligarchie financière ont retenus pour être imposés au monde entier. L'Inde par exemple, où le citoyen n'a des droits politiques que sur le papier. Tous les partis institutionnels sont archi corrompus. Il a le droit de manifester au risque de se faire matraqué et arrêté. Il est possible d'acheter la police, un juge, un député, un ministre, etc. Même un diplôme, il est inclus dans les frais d'inscription ! Seuls les fonctionnaires et les salariés des grandes entreprises disposent de droits sociaux, donc une infime minorité de travailleurs. En dehors de l'électricité, de l'eau, de la poste, tous les autres secteurs de l'économie sont livrés à la concurrence ou au marché. Les Indiens travaillent six jours sur sept et ils n'ont évidemment pas le droit à des congés payés, ils passent leur vie à travailler et ils dorment une partie du dimanche pour se reposer, une vie d'esclave quoi. Les consommateurs n'ont absolument aucun recours, aucun droit. La violence est omniprésente bien qu'on en parle peu à l'étranger. Cela fera trois mois dans deux jours que j'aurai déménagé, et j'ai déjà eu connaissance de trois meurtres à la machette commis dans les alentours.

Résumons : absence de droits politiques et sociaux, servage, population profondément arriérée, patrons de droit divin, obscurantisme, superstitions, préjugés moyenâgeux, racket, corruption, délation, torture, emprisonnement arbitraire, police répressive, censure, alcoolisme, violence, le compte y est, bienvenue dans le nouvel ordre mondial. J'ai ommis de préciser qu'au-dessus planait une morale exigeante, autoritaire, archaïque, humiliante, oppressante, violente, etc. et chaque Indien veille à ce que chacun la respecte, sauf lui, ce qui rend les relations infernales ou impossible en ce qui me concerne, les Indiens sont d'une jalousie hors du commun et ils se vouent une haine réciproque qu'on a du mal à s'imaginer.

Quand on s'embrasse avec Selvi, elle veille à ce qu'on ne soit pas en face d'une fenêtre des fois qu'une personne du village nous verrait, alors que la maison légèrement surélevée est située dans un terrain entouré d'un mur, pour voir à l'intérieur du chemin qui passe devant chez nous à moins de dix mètres de la fenêtre de la cuisine, il faut marcher en ayant les yeux constamment rivés sur la maison, car il n'existe qu'un espace très réduit qui correspond à une vitre uniquement pour y jeter un coup d'oeil. Et elle m'a imploré en tremblant tellement elle était excitée, joignant le geste à la parole, de ne révéler notre relation à personne dans le village, quel secret ! Quant à sa soeur qui vit à 40 mètres de chez nous, je lui ai demandé pourquoi elle ne voulait pas que je lui donne quotidiennement un jerrican d'eau puisque celle du village était jaune et impropre à la consommation, bien qu'ils la boivent quotidiennement, elle m'a répondu que cela ferait des jaloux et qu'elle voulait éviter les problèmes, du coup dans un petit sac en tissu discrètement elle emmène chez elle deux petites bouteilles d'eau, c'est complètement dingue, il faut le voir pour le croire ! Bref, la société de demain qu'ils nous promettent existe, je la teste pour vous depuis 20 ans, un véritable cauchemar !

Pour illustrer ce qui a été dit plus haut, j'ai retranscrit quelques passages de deux vidéos qui témoigne que les Etats-Unis sont plus qu'u

G. Friedman

G. Friedman "... c'est cynique, amoral, mais ça marche ". (le 13 avril 2015)
https://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=emCEfEYom4A

Extraits du discours de George Friedman, directeur de la société de renseignement et d'analyse Stratfor, dite la « CIA de l'ombre », au Council on Foreign Relations de Chicago.

Les Etats-Unis : Un pouvoir mondial.

- "Les Etats-Unis ont un intérêt fondamental, ils contrôlent tous les océans du monde, aucune autre puissance ne l'a jamais fait. Par conséquent, nous arrivons à envahir les peuples et ils ne peuvent pas nous envahir, ceci est une très bonne chose. Maintenant le contrôle de la mer et le contrôle de l'espace est la base de notre pouvoir.

Les Etats-Unis : Un empire

- "*Mais je pense que vous avez absolument raison, en tant qu'empire, nous ne pouvons pas nous comporter de la sorte. (...) Donc, les empires qui contrôlent directement les territoires, se soldent par un échec, comme c'était le cas avec l'empire nazi. Vous devez vous montrez plus intelligent. Cependant, notre problèmen'est pas encore ça, notre problème est en fait d'admettre que nous avons un empire.*"

Les Etats-Unis : Un Etat policier.

- "*Eh bien, le ratio policiers - civils à New York est supérieur à celui déployé en Irak. Personne n'est suffisamment puissant pour le faire.* "

Zbginiew Brzezinski

Le grand échiquier (livre) écrit par Zbigniew Brzezinski - présenté par Michael Ruppert.
http://www.dailymotion.com/video/xqkfhh_le-grand-echiquier-livre-ecrit-par-zbigniew-brzezinski-presente-par-michael-ruppert_news?start=1

Les Etats-Unis : Une super-puissance globale.

- "*Pour la première fois, une puissance non-eurasienne a émergé non seulement comme un arbitre clé des relations entre les puissances eurasiennes, mais également comme la puissance dominante mondiale. La défaite et l'écroulement de l'Union Soviétique fut la dernière étape dans l'ascension rapide de l'hémisphère Ouest, les Etats-Unis, comme la seule et de fait la première super-puissance globale.*"

- "*A plus long terme, les politique deviendront de plus en plus hostiles vis à vis de la concentration hégémonique du pouvoir dans les mains d'un seul Etat, par conséquent l'Amérique est non seulement la première, et l'unique superpuissance mondiale, mais elle est également probablement la dernière.*"

Les Etats-Unis : Une stratégie impériale

- "*Les trois grands impératifs de la géostratégie impériale sont...*"

Les Etats-Unis : Le contrôle du monde.

La théorie du Heartland de Mackinder

- "*Pendant des siècles, l'Angleterre avait mené sur le continent européen une politique connue comme l'«équilibre des pouvoirs» («Balance of Power»). Elle avait pour objectif de limiter à chaque fois le pouvoir du plus fort du moment ou de l'alliance la plus forte par des alliances avec le second pouvoir de manière à ce qu'aucun Etat sur le continent ne puisse conquérir la prédominance.*

Par la création de l'Empire allemand et la montée rapide de l'Allemagne impériale alliée avec les Habsbourg pour devenir une

grande puissance scientifique et économique, au milieu du XIXe siècle, la situation sur le continent avait changé qualitativement du point de vue des Anglais. La puissance mondiale jusque là incontestée et maîtresse de toutes les mers du monde dut réaliser que sa domination pouvait être défiée.

Halford Mackinder, géographe anglais, politicien, co-initiateur de la London School of Economics, plus tard fondateur du Royal Institute of International Affairs («Chatham House») et conseiller important de la délégation anglaise lors de la Conférence de paix de Paris (1919–1920), a répondu à cette situation par le texte stratégique intitulé «The Geographical Pivot of History » [Le pivot géographique de l'histoire], publié pour la première fois en 1904 dans le «Geographical Journal» à Londres. Dans son livre paru lors de la Conférence de Paris «Democratic Ideals and Reality», il approfondit les réflexions géopolitiques de cet essai qui furent nommée la «théorie du Heartland». […]

Mackinder lui-même, a résumé sa théorie en trois courtes phrases:

- «Qui contrôle l'Europe de l'Est contrôle l'Heartland [Pivot Area];

- Qui contrôle l'Heartland contrôle l'Ile Monde [Eurasie];

- Qui contrôle l'Ile Monde contrôle le Monde.»

Dans sa théorie, il partit de l'idée que les terres eurasiennes et africaines avaient la plus grande partie des populations du monde et bénéficiaient des plus grandes réserves de matières premières."

Extrait de: Jochen Scholz: Worum es geht. Die Ukraine-Krise und die geopolitische Konstante auf dem eurasischen Kontinent; in: Ronald Thoden, Sabine Schiffer (Ed.): Ukraine im Visier. Russlands Nachbar als Zielscheibe geostrategischer Interessen, 2014, pp. 89–107 (Horizons et débats - n° 9/10, 13 avril 2015)

Après ce bref aperçu de la stratégie politique mondiale ou globale des Etats-Unis qui consiste à imposer au monde entier leur idéologie, leur modèle de société et leur conception mafieuse de l'économique, qui peut encore affirmer qu'elle n'existerait pas et que la politique qu'ils appliquent ne coïnciderait pas avec la mise en oeuvre de cette stratégie ?

Les Etats-Unis n'ont jamais envisagé de se substituer aux gouvernements des autres Etats ou d'occuper militairement la terre entière puisqu'ils savent que ce serait impossible à réaliser, mais de faire en sorte que tous les gouvernements leur soit soumis et appliquent leur politique de gré ou de force une fois toute forme d'opposition organisée à leur régime de type dictatorial muselée, neutralisée, réprimée, les différentes institutions financières et politiques internationales mettant en oeuvre les moyens législatifs, policiers, militaires afin d'atteindre cet objectif.

Ce qu'il faut comprendre aussi, c'est que si le socialisme ne peut s'imposer qu'à l'échelle mondiale, pour sauver le système d'exploitation de l'homme par l'homme d'où la classe dominante tient son pouvoir et ses privilèges, c'est seulement à cette échelle qu'ils doivent affronter les contradictions du capitalisme qui menacent d'effondrement leur système économique, pour tenter de s'en émanciper et assurer ainsi la pérennité de leur domination de classe.

Cette tentative pour désespéré qu'elle soit, car rien ne dit qu'ils parviendront à leurs fins puisque la lutte des classes n'a pas dit son dernier mot, est le seul moyen (mafieux) qu'ils ont trouvé pour se maintenir au pouvoir.

Que les moyens financiers qu'ils se sont donnés pour y parvenir n'entre pas dans le cadre du capitalisme classique est somme toute normal et inévitable, ce que beaucoup ne parviennent pas à concevoir alors qu'il suffit de prendre les faits tels qu'ils se présentent pour en être convaincu, puisqu'il s'agit de le liquider au profit d'un régime économique régit uniquement par un règlement policier ou dictatorial, qui au-delà de ses volets politique et social, concerne absolument tous les rapports jusqu'aux plus intimes de la population, d'où les campagnes et la propagande incessantes des procureurs de la pensée pour y soumettre la totalité de la population, briser ses résistances.

En complément. La dernière croisade des miliciens de l'ordre nouveau.

Le nouvel ordre mondial ou l'ordre nouveau des fascistes présente des ressemblances troublantes, vous ne trouvez pas ?

- Stop aux violences sexistes dans les transports: un plan sur les rails AFP

Harcèlement : un rapport assure que "100% des femmes ont déjà été importunées, suivies ou agressées" dans les transports Francetv info

Même les vieilles, les grabataires, les handicapées ou celles qui n'ont pas été gatées par la nature, toutes les femmes se

sentent harcelés, menacées, persécutées, mais n'était-ce pas le but qu'ils recherchaient en créant un climat de défiance généralisée dans le pays, de terreur, en dressant toutes les couches de la société les unes contre les autres, dont les femmes contre les hommes et réciproquement ? Comment ne pas se sentir profondément mal à l'aise dans une telle société, ne pas devenir paranoïaque, hystérique, schizophrène ?

Les redresseurs de tort, les donneurs de leçon, les experts en bonne conduite, des gendarmes qui officient de la cour de récréation dès la maternelle jusqu'au quai de la transhumance, absurdité économique s'il en est, car de nombreux salariés pourraient travailler près de chez eux au lieu de se taper entre 1 et 3 heures de transport quotidiennement.

Même les entreprises y gagneraient car les salariés seraient moins fatigués et plus disponibles à leur travail, elles y gagneraient aussi ainsi que les travailleurs en frais de transport. Les transports en commun et les routes seraient moins engorgés aux heures de pointe le matin et en fin de journée, il y aurait moins de pollution également, les salariés auraient plus de temps à consacrer à leurs familles et à leurs enfants, bref ce serait trop beau, vaut mieux encore leur pourrir la vie un peu plus, jusqu'à quand le supporteront-ils encore ?

Question morale, les représentants de la classe dominante, le gouvernement et le PS ainsi que ses satellites et alliés sont les plus mal placés pour donner des leçons à la population, dans la mesure où ils sont responsables des inégalités et des injustices qui existent dans ce pays pour les encourager ou en rajouter sans cesse, du traitement insupportable qu'ils imposent aux travailleurs, chômage, précarité, pauvreté, etc. de soutenir des régimes féodaux et dictatoriaux dans lesquelles les femmes sont considérées comme une sous-espèce du genre humain ou inférieures aux hommes, de soutenir des guerres contre des peuples qui ne leur ont jamais déclaré la guerre ou porté atteinte à la souveraineté de leur pays, de soutenir et armer des mouvements terroristes (Al-Qaïda et l'Emirat islamique) qui se livrent à des actes de cruauté de masse envers des civils hommes, femmes et enfants innocents (Irak, Syrie, Libye, etc.), de soutenir le régime fasciste en place à Kiev qui ne doit pas vraiment être favorable aux droits spécifiques des femmes, de soutenir le régime d'apartheid israélien qui traite les femmes palestiniennes comme des prostituées, etc.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'effectivement ils ne peuvent pas être animés de bonnes intentions envers les femmes ou une catégorie, couche ou communauté de la société, c'est absolument inconcevable ou relève d'une crasse et fatale ignorance, et s'employer à faire croire le contraire, revient en réalité à s'en faire les complices, les complices de nos tortionnaires ou bourreaux.

Il ne s'agit pas de les diaboliser, mais de rétablir les faits dans leur totalité, la réalité, d'être lucide au lieu de s'en remettre à son imagination ou s'en tenir à des discours qui sont juste destinés à berner les esprits les plus faibles.

Il suffit que le gouvernement exprime l'intention d'améliorer la condition de telle ou telle couche de la population, pour qu'ils y en aient qui le croient sur parole, alors qu'il entend juste les instrumentaliser dans le cadre de la guerre idéologique et psychologique qu'il mène contre l'ensemble des couches exploitées, afin de mieux leur imposer sa politique antisociale, ultra réactionnaire et impérialiste.

Discrédité, rejeté, minoritaire, illégitime, le gouvernement joue avec la sensibilité ou la générosité de la population, ses aspirations à la justice sociale, pour les détourner à son profit. La nécessité de rompre avec lui et les partis qui le composent et le soutiennent n'est pas d'ordre doctrinal ou partisan, théorique, dogmatique ou sectaire, elle est le produit d'un simple constat, selon lequel le gouvernement se sert de toutes ces questions pour apparaître sous un angle favorable à la population pour mieux l'embobiner et la tromper, de manière à ce qu'elle se rassemble autour de lui, de sorte qu'il apparaisse légitime, légitimité qu'il utilisera simultanément ou dans la foulée pour lui imposer des lois liberticides, antisociales, réactionnaires.

Le procédé employé consiste à nier la réalité des rapports qui existent entre le gouvernement ou les institutions avec la majorité de la populations qui ne lui sont pas favorables, pour créer l'illusion inverse et faire douter la population sur ses réelles intentions, doute mortel, d'où la nécessiter de cette rupture pour conserver son indépendance et les combattre, de ne jamais mettre le doigt dans l'engrenage infernal qui consisterait à leur accorder la moindre confiance ou légitimité, ils représentent les intérêts de notre ennemi de classe et il faut s'en tenir à cela et à rien d'autres, sinon on se trompera de combat et d'ennemis.

Dossier Yémen

- Démission du médiateur de l'ONU au Yémen - LeMonde.fr

Le médiateur de l'ONU au Yémen Jamal Benomar a donné sa démission mercredi 15 avril, alors qu'une coalition menée par l'Arabie saoudite bombarde des positions des rebelles chiites houthistes depuis plus de trois semaines dans le pays en proie à une profonde crise. LeMonde.fr 15.04

- Yemen. Soldats de Sissi pris au piège - french.irib.ir

L 'un des membres du comité politique dAnsarallah a fait etat de l 'echec d une mission d infiltration des forces speciales egyptienne

à Abyn sur les cotes du sud du Yémen. Une quarantaine de forces spéciales dépêchées sur place a bord de 4 bateaux ont été capturés. Dix d entre eux ont été éliminés. Cette source a rejeté l emprise des frères musulman du parti Islah sur Aden. french.irib.ir 15.04

- L'Arabie s'acharne toujours contre le Yémen - french.irib.ir

Le bilan des tués et blessés yéménites ne cesse de s'alourdir, il est déjà dépassé les 6470.

En dépit des protestations d'envergure contre l'offensive militaire d'Arabie au Yémen, les chasseurs saoudiens visent encore et toujours le territoire yéménite, suscitant la colère des populations. Parmi d'autres, les enfants du quartier Al-Vahda de Sanaa, capitale yéménite ont organisé mardi une manifestation en guise de contestation contre les crimes du régime des Al-e-Saoud, se dirigeant vers le bureau de l'ONU. Les enfants qui portaient des symboles des corps des enfants, tués lors des frappes aériennes, ont exigé l'arrêt immédiat de cette agression. Ils scandaient également des slogans contre l'Arabie et les Etats-Unis, condamnant le silence observé par les pays arabes vis-à-vis des crimes saoudiens.

Une autre manifestation d'envergure a été organisée dans la province d'Al-Hodaïda dans l'est du Yémen à laquelle participaient diverses couches de la société yéménite, condamnant le massacre par les Al-e-Saoud de plus de 2000 Yéménites. Entre temps, à l'initiative de plus de 4000 activistes arabes, "l'appel arabe à la solidarité avec le peuple yéménite vis-à-vis des agressions du régime saoudien" a été lancé sur les réseaux sociaux. Les exécuteurs de ce plan ont commencé, depuis il y a une semaine, leurs activités qui dureraient jusqu'au 4 mai 2015.

Leur objectif en consiste à transmettre ce message à l'opinion publique que le Yémen s'est transformé en la scène de la guerre de l'Oumma arabe contre l'extrémisme et la régression, la guerre de l'OUmma islamique contre le wahabbisme sauvage, la guerre des démunis contre les capitalistes despotes. A ce rassemblement, ont participé de nombreux militants libanais, yéménites, algériens, égyptiens, tunisiens et irakiens afin d'exprimer leur solidarité avec les Yéménites.

Les chasseurs saoudiens n'hésitent pas toutefois un seul instant de prendre pour cible les zones d'habitaton et les infrastructures vitales du Yémen. Les avions de combat saoudiens ont bombardé mardi une sidérurgie, la centrale d'électricité, l'établissement d'enseignement technique et les locaux de délivrance de passeports dans les provinces d'Aden et d'Al-Baïdha dans le sud ainsi qu'à Saada dans le nord du Yémen. A Shabvah, dans le sud du pays, les chasseurs saoudiens ont pris pour cible quelques bâtiments d'infrastructure tandis qu'à Maarib, l'attaque de l'aviation saoudienne, lundi, contre une école de filles a laissé plusieurs mortes et blessées.

Au total 2571 civils dont 281 enfants et 214 femmes ont trouvé la mort, depuis le déclenchement, le 26 mars, de l'offensive saoudienne contre le Yémen, et cela sans compter les 3897 blessés. french.irib.ir 15.04

- Yémen, un autre Vietnam... - french.irib.ir

Ne vous enlisez pas dans le bourbier du nouveau Vietnam qu'est le Yémen ! Met en garde le "Foreign Policy Journal" notamment l'Egypte, lui déconseillant de s'impliquer dans ce cloaque, insistant sur l'échec des agressions saoudo-américaines contre le Yémen.

"Foreign Policy Journal" dont les rapports décrivent les contours des politiques de la Maison Blanche, a prévu qu'après le retrait du Pakistan de la Coalition (des bellicistes saoudiens et leurs aliés), Riyad se tourne vers l'Egypte! Selon ce journal, le fait que Riyad se sent marginalisé par Washington, le pousse à boucler son aventurisme militaire au Yémen. En tout cas, "Foreign Policy" a mis en garde l'Egypte contre les impacts de son intervention au Yémen qui sera son Vietnam.

Nombreux sont les experts militaires aémricains qui sont d'avis que s'impliquer dans la guerre contre le Yémen, équivaut vivre la même impasse qu'a expérimenté la coalition internationale en Afghanistan dont les résultats ont entraîné l'échec de tous les gouvernements participant à la dite coalition. Or, les frappes aériennes saoudiennes contre le Yémen, n'ont apporté rien de concret pour ses agresseurs. L'Arabie qui n'a aucun plan militaire cohérent et ordonné pour convaincre ses partenaires et alliés surtout les Américains, - un point digne de plus de réflexion - ne peut pas poursuivre à elle-seule, la guerre. Le site web Al-Ahed qui a cité "Foreign Policy Journal", indique que tous les rapports et les études des centres amériains, proches et liés aux think-tank politiques et militaires des Etats-Unis, témoignent de ce que l'agression saoudo-américaine contre le Yémen, qui vient de passer sa troisième semaine, se trouve face à un dilemme. Ils doivent opter ou bien pour l'arrêt des frappes, sous prétexte de la situation humanitaire tragique du peuple yéménite (ce qui est d'ailleurs vrai) ou bien opter pour la solution politique qui sauvera tout le bassin du golfe Persique sur lequel plane le spectre d'une guerre d'envergure, vu exactement les agissements des tribus du sud de l'Arabie. Quoi qu'il en soit, personne ne dément dans le contexte actuelle, que l'aventurisme saoudien n'est que d' "hallucinations" french.irib.ir 16.04

- Yémen : une cargaison d'armes saoudiennes tombée aux mains des comités populaires - french.irib.ir

Au Yémen, une cargaison d'armes des Saoudiens, qui était destinée aux terroristes d'Al-Qaïda, dans la province de Marib, est tombée entre les mains des forces populaires.

La cargaison en question avait été envoyée aux terroristes d'Al-Qaïda par les avions saoudiens. A cause de la maladresse du pilote saoudien, cette cargaison est tombée sous le contrôle des forces populaires. Des terroristes d'Al-Qaïda, soutenus par l'Arabie, sont entrés en action, dans des régions de la province de Marib, afin de faire face aux forces révolutionnaires yéménites. french.irib.ir 15.04

ACTUALITE EN TITRES

Un calcul de robinet du niveau CM1.

- Citigroup affiche un bénéfice trimestriel en hausse de 16% - Reuters

- Le trading dope le bénéfice trimestriel de Goldman Sachs - Reuters

+ 41%, excusez du peu !

Mais comment font-ils se demandent le lecteur incrédule ou qui n'a pas suivi le fil de l'histoire ? Allez, on va le faire façon populo pour vous aider. La Fed leur file des milliards de dollars à 0% d'intérêt qu'ils prêteront ensuite à des taux d'intérêts supérieur (sic!), qu'ils utiliseront pour spéculer sur les monnaies, les matières premières, les marchés dérivés, les actions, etc. ou encore empocher d'énormes bénéfices en optant pour des obigations de certains Etats, quelques exemples (fr.investing.com) :

Grèce 3 mois : 5,750 %
Grèce 10 ans : 12,675 %
Grèce 30 ans : 9,827 %

Egypt 3 mois : 10,956 %
Egypt 10 ans : 14,450 %

Kenya 3-Month : 8,438 %
Kenya 10-Year : 12,781 %
Kenya 25-Year : 13,750 %

Afrique du Sud 3 mois : 6,150 %
Afrique du Sud 10 ans : 7,775 %
Afrique du Sud 30 ans : 8,410 %%

Inde 3 mois 7,850 %
Inde 10 ans : 7,800 %
Inde 30 ans : 7,870 %

Brésil 9 mois : 13,390%
Brésil 10 ans : 12,590%

Argentine 2 ans : 12,400 %
Argentine 30 ans : 6,050%

Russie 3 mois : 14,650 %
Russie 10 ans : 10,560 %
Russie 25 ans : 9,810 %

Ukraine 3 mois : 17,000 %
Ukraine 2 ans : 17,000%

Venezuela 1 an : 28,386 %
Venezuela 20 ans : 22,973 %

Imaginez qu'on vous a prêté des centaines de millions de dollars ou d'euros à un taux d'intérêts aux alentours de 0%, vous pouvez même aller jusqu'à quelques pourcents sur le long terme, et que vous achetiez des obligations de ces pays-là, vous empocherez la différence en dormant, vous vous enrichirez très rapidement dans des proportions colossales, vous procéderez au pillage des richesses de ce pays, peu importe, c'est légal, la morale est sauve !

En complément.

- Grèce: S&P abaisse la note d'un cran à CCC", avec perspective négative - AFP

Lui, Valls fait dans l'excellence : il les hait, c'est mieux!

- «Sarkozy n'aime pas les gens», selon Manuel Valls - 20minutes.fr

On se disait bien que pour eux République rimait avec dictature.

- "Appartenance républicaine": Bartolone pour le vote obligatoire - AFP

Liberticide à l'unanimité.

- Pour ou contre la loi renseignement ? - Francetv info

La loi renseignement est débattue depuis lundi 13 avril par les députés. Un projet de loi qui divise. "Il y a une unanimité des juristes à dire que c'est liberticide", déclare en plateau Pierre-Olivier Sur. De plus, le bâtonnier du barreau de Paris déclare que "la sureté publique, la protection contre le terrorisme nécessitent un texte spécial et pas un texte général. Ce que nous reprochons ici, c'est que c'est un texte général" avant d'ajouter que ce qui le choque "c'est que l'on ne se limite pas au terrorisme, mais que c'est un texte fourre tout qui concerne tout comme par exemple la paix publique". Francetv info 16.04

Parole d'un fasciste.

- Israël: Netanyahu compare l'Iran à l'Allemagne nazie AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Trois navires de guerre russe, interceptés par la marine britannique - french.irib.ir

Londres a annoncé que la marine britannique aurait intercepté trois navires de guerres russes, dans les eaux territoriales britanniques.

Le ministère britannique de la Défense a annoncé qu'un destroyer et deux autres navires militaires russes, (un tanker et un navire de logistique), ont été interceptés, dans les eaux territoriales de l'île britannique, alors que ces navires rentraient vers la Russie d'une mission en Méditerranée. Le communiqué du ministère précise que les navires et les hélicoptères de la marine britannique escorteront ces navires russes, jusqu'aux dernières heures de mardi, jusqu'à ce qu'ils quittent les eaux britanniques.

Jusqu'à présent, aucun détail n'a été divulgué, à propos de cet incident, qui se produit, alors que la tension est loin de se calmer entre la Russie et les pays occidentaux, en raison de la crise, dans l'Est de l'Ukraine. En novembre 2014, la marine britannique avait, également, intercepté des navires de guerre russes, dans les eaux territoriales de la Grande-Bretagne, au large de l'Ecosse. french.irib.ir 14.04

2- Arabie saoudite

2.1- Des « manœuvres militaires » égypto-saoudiennes - french.irib.ir

L'Egypte et l'Arabie saoudite ont discuté de l'organisation de « manœuvres militaires d'envergure » sur le territoire saoudien avec d'autres pays du Golfe persique et de la création d'une commission militaire conjointe chargée d'approfondir la question,

annonce mardi la présidence égyptienne dans un communiqué.

Le message précise que la question a été évoquée au Caire lors d'une rencontre entre le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et le ministre saoudien de la Défense, le prince Mohammed Ben Salman.

« Il a été décidé de former une commission militaire conjointe pour discuter de la mise en œuvre de manœuvres stratégiques d'envergure sur le territoire d'Arabie avec la participation d'une force arabe comprenant des troupes égyptiennes, saoudiennes et d'Etats du Golfe persique », dit le communiqué. french.irib.ir 15.04

2.2- Le torchon brûle entre l'Arabie et les Emirats arabes unis - french.irib.ir

Une source saoudienne a dévoilé le refroidissement des relations de l'Arabie et des Emirats arabes unis, sur le désaccord des deux parties concernant les questions régionales, notamment, la crise yéménite.

Selon le site d'information «Yemen Press», cette source saoudienne a estimé que l'ambiance pesante qui régnait, lors de la visite de Mohammed Ben Zayed al-Nahyane, prince héritier émirati, à Riyad, traduisait bien le niveau des tensions entre les deux pays. Et ce, alors que Ben Zayed al-Nahyane avait attendu une dizaine de jours, pour obtenir l'aval des responsables saoudiens à son déplacement à Riyad.

D'après cette source saoudienne, Mohammed Ben Zayed al-Nahyane, le prince héritier émirati, ne s'était entretenu qu'avec les ministres de l'Intérieur et de la Défense saoudiens, et il n'était pas arrivé à rencontrer son homologue saoudien ou le monarque de l'Arabie. A préciser que l'entrevue entre Mohammed Ben Zayed al-Nahyane et les deux ministres saoudiens a eu lieu, sans la présence des journalistes.

Pour cette source saoudienne, le plus importante raison de refroidissement des relations entre les deux capitales réside dans le mécontentement de l'Arabie vis-à-vis de la prise de position des Emirats arabes unis sur les évolutions yéménites. «Aux yeux de l'Arabie, les Emirats arabes unis participent, d'une part, à l'offensive contre le Yémen, et de l'autre, apportent leurs soutiens aux Houthis et à l'ancien Président, Ali Abdallah Saleh», prétend cette source saoudienne.

Certaines autres sources ont diffusé des nouvelles concernant le plan politique du prince héritier émirati, lors de son déplacement, à Riyad, censé dénouer la crise yéménite. Selon ces sources, à cause de la méfiance affichée par l'Arabie, à l'égard des Emirats arabes unis, Riyad ne s'est même pas donné la peine d'examiner ce plan. french.irib.ir 15.04

3- Syrie

- Tentative de coup d'Etat contre Assad - french.irib.ir

Selon des sources non authentifiée, "le cousin du Président Assad, Manzar Jamil Assad, a été arrêté par !les forces de sécurité syriennes, sur l'ordre direct de ce dernier", en raison d'"actes contraires à la loi". C'est "Al-Akhbar, qui rapporte cette information : "L'intéressé aurait été arrêté par une patrouille de la police, à son domicile, à Hay al-Zaraa, dans la banlieue Sud de Lattaquié".

Les sites liés à l'opposition pro-occidentale syrienne prétendent que le cousin d'Assad avait l'intention de commettre un coup d'Etat. Certaines sources, toujours ,non confirmées, évoquent des divergences d'ordre plutôt financier, comme principale raison de cette arrestation. Les témoins évoquent la présence d'un grand nombre d'effectifs de sécurité, au moment de son arrestation, ce qui télmoignaerait de la gravité de l'affaire.

Le cousin d'Assad n'a pas un casier "clean". En 2006, il a été arrêté, au Liban, pour tentative d'assassinat, et remis aux autorités syriennes. Les anti-Assad tentent, en gérénal, de profiter du moindre incident, pour suggérer l'idée de l'existence de vélléités séditionnistes, au sein de l'entourage d'Assad. Et, pourtant, ce dernier continue à diriger la Syrie, depuis 2011, et en dépit de la guerre qui secoue le pays. french.irib.ir 15.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- En bref.

- Intermarché serait le point de supprimer 600 postes dans sa filiale logistique - La Tribune

- Suppressions d'emplois chez Dim à Autun: "Un gros coup de massue" pour les salariés - AFP

1.2- Radio France: après 28 jours, fin de la plus longue grève de l'histoire du groupe AFP

Le plus long conflit social de l'histoire de Radio France a pris fin mercredi soir avec la levée de la grève à compter de 13h00 jeudi, 29e jour d'un mouvement qui laisse en suspens tous les désaccords entre direction et syndicats.

"On a l'impression d'être arrêtés en rase campagne. L'intersyndicale va se reconstruire et repanser les plaies", a dit Jean Matthieu Zahnd (CGT), à l'issue de l'assemblée générale qui a voté la fin du conflit. Selon une source proche du dossier, la CGT de Radio France a ensuite signé le texte de propositions du médiateur au côté des quatre autres membres de l'intersyndicale (CFDT, FO, SUD et Unsa). AFP 16.04

1.3- Réforme du collège: Les syndicats appellent à la grève le 19 mai - 20minutes.fr

Une intersyndicale FSU, FO, SNALC, CGT et Sud appelle les enseignants à la grève le 19 mai contre la réforme du collège, selon un communiqué du SNALC (Syndicat national des lycées et collèges) reçu dans la nuit de mercredi à jeudi.

Une «mise en concurrence» entre disciplines selon les syndicats

Ces organisations, qui ont totalisé 80% des voix lors des élections syndicales de décembre, avaient déjà demandé au ministère de l'Éducation nationale de retirer son projet de réforme du collège prévu pour la rentrée 2016. Ces syndicats critiquent un projet «fondé sur l'autonomie des établissements et la multiplication des hiérarchies intermédiaires sous l'autorité du chef d'établissement» et une «mise en concurrence» selon eux entre disciplines, enseignants et établissements.

Vendredi, ils ont voté contre la réforme lors d'un vote consultatif de la communauté éducative, laquelle a néanmoins donné un avis favorable au projet, grâce à l'appui des organisations réformistes UNSA Éducation et Sgen-CFDT, de la fédération de parents d'élèves FCPE, des lycéens de l'UNL et des étudiants de l'Unef.

Comment Najat Vallaud-Belkacem répond aux critiques d'Ayrault sur la réforme du collège Pas de grève le 13 mai

Compte tenu du nouvel appel à la grève pour le 19 mai, le SNALC retire un autre appel qu'il avait déposé seul pour le 13 mai, précise-t-il dans son communiqué. 20minutes.fr 16.04

2- Etats-Unis

- New York: Des milliers de manifestants réclament un salaire minimum de 15 dollars de l'heure - 20minutes.fr

Des grèves et des manifestations similaires ont eu lieu dans de plus de 230 villes américaines. Mais à New York, ce sont des milliers de personnes qui ont manifesté, ce mercredi, pour réclamer un salaire minimum de 15 dollars de l'heure. Les organisateurs, qui attendaient «la plus large mobilisation jamais (enregistrée) de travailleurs sous-payés» ont ainsi estimé qu'entre 10.000 et 15.000 personnes avaient répondu à l'appel.

Parmi les protestataires, des employés de fast-foods, mais aussi des employés d'aéroport, des personnels de santé, d'autres travaillant avec des enfants, des ouvriers du bâtiment venus par solidarité, et qui dénonçaient parfois leurs conditions de travail sur certains chantiers d'immeubles construits pour les ultra-riches. «Battez-vous pour 15 dollars», «Fatigué de travailler pour enrichir encore les riches», pouvait-on lire sur des pancartes.

Etats-Unis: McDonald's augmente les salaires mais la fronde continue.

«Il faut être magicien pour survivre avec ça»

Les premiers manifestants s'étaient réunis dès 6 heures du matin (heure locale) devant un McDonald's de Brooklyn. Plusieurs centaines de personnes se sont ensuite retrouvées à la mi-journée à Manhattan, s'allongeant à l'extérieur d'un autre McDonald's en signe de protestation. En fin d'après-midi, ils étaient plusieurs milliers à Columbus Circle, près de Central Park, parmi lesquels de très nombreux ouvriers du bâtiment.

Alors que le salaire minimum à New York est actuellement de 8,75 dollars de l'heure, et doit passer à 9 dollars l'an prochain, Pedro Gamboa, 58 ans, bagagiste à l'aéroport JFK, travaille 40 heures par semaine, se lève à 3 heures du matin et gagne

10,10 dollars de l'heure. «Ce n'est pas assez. Il faut être magicien pour survivre avec ça. Une fois que vous avez payé vos factures, vos poches sont vides», lâche ce père de famille, qui dit survivre grâce aux bons alimentaires. «15 dollars, ça serait un bon début.»

États-Unis: le chômage remonte malgré de fortes créations d'emplois.

«Le rêve américain» inaccessible.

«Nous sommes là pour demander les mêmes droits pour tous ceux qui travaillent», a, de son côté, expliqué Jeanine Keen, du syndicat des menuisiers. «Nous devons être solidaires de tous les travailleurs», a-t-elle ajouté, insistant sur la nécessité pour tous de pouvoir se syndiquer.

Certains intervenants ont souligné les inégalités croissantes et évoqué «le rêve américain» inaccessible. «Dans une ville comme New York, ou dans n'importe quelle ville aux Etats-Unis, vous ne pouvez pas élever une famille, avoir un toit, vous nourrir en travaillant pour 8 ou 9 dollars de l'heure», a aussi expliqué Kendall Fells, directeur national de la campagne «Battez-vous pour 15» (dollars). Les manifestants «ne s'arrêteront pas tant qu'ils n'auront pas un salaire qui leur permette de vivre», a insisté celui qui affirme que depuis le début du mouvement il y a deux ans et demi à New York, les manifestants sont de plus nombreux, mieux organisés.

Le coût de la vie à New York est «le plus élevé du pays»

Mardi, un rapport officiel du contrôleur financier de New York, Scott Stringer, a souligné que le coût de la vie à New York était «le plus élevé du pays». De leur côté, plusieurs villes, dont Seattle et San Francisco, ont voté l'an dernier une augmentation à 15 dollars, étalée sur plusieurs années. Le salaire minimum fédéral est lui bloqué depuis 2009 à 7,25 dollars de l'heure. 20minutes.fr 16.04

ECONOMIE

Chine

- Les Chinois se ruent sur les actions, la Bourse s'envole - lefigaro.fr

Le premier fonds destiné aux investisseurs chinois désireux d'investir sur la place de Hongkong vient d'être lancé.

La spéculation boursière s'emballe en Chine. Après avoir alimenté la frénésie immobilière, les Chinois s'endettent désormais pour acheter des actions et profiter de la hausse vertigineuse de la Bourse de Shanghaï. Celle-ci s'est envolée de plus de 65 % en cinq mois et a pratiquement doublé par rapport à l'année dernière. Chaque jour, des centaines de milliers de particuliers ouvrent des comptes-titres, pour profiter de la manne. Fin mars, en une semaine, plus de 1,7 million avaient été souscrits.

Depuis lundi, les autorités ont même autorisé les Chinois, qui n'avaient droit qu'à un seul compte en Bourse, à en ouvrir jusqu'à vingt, auprès de courtiers différents, pour qu'ils puissent faire jouer la concurrence et provoquer la baisse des frais. Le gouvernement voit d'un œil plutôt favorable l'engouement des épargnants, mais tente de soulager la pression sur les actions chinoises en encourageant les investissements sur d'autres marchés, notamment sur la Bourse de Hongkong, connectée à Shanghaï depuis novembre. Cette ouverture séduit les particuliers mais aussi les institutionnels. «Récemment, les autorités ont annoncé plusieurs mesures pour promouvoir les investissements des institutions chinoises en dehors de la Chine continentale, afin qu'elles diversifient leurs portefeuilles, mais aussi pour développer une vraie industrie de la gestion d'actifs dans le pays», souligne Isabelle Irish, gérante chez Barings.

Profiter d'une décote de 25 %

Le premier fonds chinois créé seulement pour acheter des actions à Hongkong vient ainsi de voir le jour. Lancé par Invesco Ltd's China Fund Venture, il a attiré 11 milliards de yuans (1,6 milliard d'euros). C'est la deuxième plus forte collecte cette année pour un fonds en Chine, et la cinquième plus importante depuis 2010.

Les souscripteurs se sont précipités dans l'espoir d'une bonne affaire. «Les actions chinoises cotées à Hongkong ont bondi de 20 % en un mois, mais restent 25 % moins chères que celles de Shanghaï», relève Jean-Louis Scandella, responsable de la gestion actions chez Barings. Ce premier fonds ouvrent la voie à d'autres. Selon BOC International, les gérants devraient collecter 100 milliards de yuans (15 milliards d'euros) en avril en Chine continentale pour investir à Hongkong. lefigaro.fr 15.04

Haut de page

Le 19 avril 2015

CAUSERIE

On se contentera de cette info qui nous est parvenue avec 8 jours de retard. On essaiera d'actualiser la causerie dans la journée ou demain avant 12 heures en France. On a aussi une vingtaine d'articles à ajouter. Un conseil, ne mettez pas les pieds en Ukraine.

Le régime de Kiev soutenu par Washington, l'Otan, Bruxelles, le FMI et évidemment Hollande-Valls-Fabius, est ouvertement fasciste.

Kiev a officiellement un régime fasciste, mais apparemment cela laisse totalement indifférent le mouvement ouvrier en France et en Europe. Il adopte en fait l'attitude de leur gouvernement et des médias. Pas un seul parti (à ma connaissance) n'a relayé ce qui s'est passé le 9 avrl 2015 à Kiev et qui était d'une extrême gravité. Tous prétendre combattre le capitalisme, l'extrême droite, on a plutôt l'impression qu'ils en sont les complices par leur silence. Dorénavant le régime de la terreur règne en Ukraine. Jugez plutôt.

- Kiev réhabilite les collaborationnistes ukrainiens et interdit le communisme - mondialisation.ca 17.04

Le 9 avril, le régime pro-occidental de Kiev a adopté des lois pour réhabiliter les collaborationnistes ukrainiens qui ont participé aux génocide ethnique nazi pendant la Deuxième Guerre mondiale, et pour interdire tout symbole communiste en Ukraine, une ancienne république soviétique.

La loi, intitulée « Sur le statut et la mémoire des combattants pour l'indépendance ukrainienne au 20e siècle », légitime officiellement des dizaines des groupes nationalistes, dont l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) pro-nazis. Les autorités nationales et locales doivent à présent fournir une aide sociale aux membres de ces organisations et à leurs familles.

La loi interdit aussi toute critique publique de ces organisations: « La dénonciation publique du rôle de l'OUN-UPA pour rétablir l'indépendance de l'Ukraine est illégale ».

De même, le régime de Kiev a approuvé une loi qui déplace la fête des « Défenseurs de l'Ukraine » du 23 février au 14 octobre. Le 23 février était à l'origine une fête soviétique marquant la fondation de l'Armée rouge après la Révolution d'octobre – quand elle s'opposait à une intervention militaire des puissances impérialistes pour rétablir le capitalisme dans ce qui allait devenir l'URSS. La nouvelle fête, par contre, marque la date présumée de la fondation de l'UPA.

Une dernière loi interdit tout symbole communiste en Ukraine, conformément à l'appel du ministre de la Justice Pavel Petrenko d'achever la « décommunisation » de l'Ukraine avant le 70e anniversaire de la victoire de l'URSS contre l'Allemagne nazie à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le 9 mai. En annonçant les mesures à la télévision nationale la semaine passée, Petrenko a dit qu'interdire les symboles communistes « était quelque chose que nous aurions dû faire il y a vingt ans ».

La loi anti-communiste, adoptée par 274 voix contre 0, dénonce les régimes communiste et nazi comme « criminels devant la loi », interdisant toute propagande en leur faveur et tout port ostentatoire de leurs symboles. La loi criminalise ainsi des millions de noms d'avenue, de statues, de décorations militaires rattachés à la Deuxième Guerre mondiale qui font référence aux hommes politiques, aux victoires militaires, ou aux événements culturels soviétiques.

La loi interdit aussi tout parti politique ou organisation médiatique accusée de défendre le communisme. Elle déclare que son but est « d'empêcher de pareils crimes à l'avenir et d'éliminer la menace à la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité nationale ukrainienne ».

L'interdiction de la croix gammée ne nuira pas aux groupes fascistes qui défendent le régime de Kiev, tels le Secteur droit, la milice Aidar, ou le parti Svoboda, dont plusieurs ont adopté des runes ou d'autres symboles fascistes moins manifestement liés au nazisme. Dans la mesure où cette loi les empêche d'arborer la croix gammée, elle aide le régime de Kiev à dissimuler sa coloration politique aux travailleurs sur le plan international.

Le Parti communiste ukrainien (KPU) stalinien, déjà menacé d'interdiction et dont la fraction parlementaire est déjà dissoute, a faiblement critiqué la loi pour indiquer qu'elle risquait de provoquer une opposition sociale plus large. « Un ancien combattant ne peut plus porter son Ordre de l'Etoile Rouge, pour lequel il a versé son sang. Ceci ne fera que diviser la société et faire continuer la guerre », a déclaré le chef du KPU, Pyotr Simonenko.

Ces lois odieuses exposent le rôle criminel du régime de Kiev et des puissances impérialistes, dirigées par Washington et Berlin, qui l'ont installé dans un putsch dirigé par le Secteur droit en février 2014. Avec le soutien de l'OTAN, le régime a ensuite plongé l'est du pays, plus prorusse, dans une guerre civile qui menace de déclencher une guerre tout court entre l'OTAN et la Russie.

Les lois du 9 avril indique la réaction du régime de Kiev et de ses alliés impérialistes à leur défaite récente dans l'est de l'Ukraine: ils s'appuient plus directement sur les forces fascistes. Ils craignent l'opposition croissante des travailleurs ukrainiens à l'austérité budgétaire, à la montée du chômage, et avant tout, aux ordres de mobilisation. Alors que de larges couches de la population en Ukraine occidentale refusaient la conscription, Kiev a officiellement fait du Secteur droit une force associée des armées ukrainiennes, que Washington et ses alliés européens comptent armer contre la Russie.

Les lois pronazies exposent aussi le rôle des médias occidentaux qui ont traité les reportages sur le rôle des fascistes dans le putsch de Kiev de propagande russe. Ils furent traités de « vides de sens » (New York Times), de « fantaisie » (le Guardian) ou de « mensonge suprême » (Le Monde). A présent, c'est le régime de Kiev lui-même qui annonce ses sympathies fascistes.

Les forces réhabilitées par Kiev sont directement impliquées dans les crimes les plus horribles du fascisme européen: la Shoah et la mort de six millions de Juifs européens et l'invasion nazie de l'URSS, qui a coûté la vie à 27 millions de citoyens soviétiques.

L'OUN, fondée en 1929, était une organisation anticommuniste luttant pour l'indépendance ukrainienne. Le chef de sa principale fraction pendant la Deuxième Guerre mondiale, Stepan Bandera, voulait une Ukraine indépendante purgée de toute autre influence ethnique.

Après l'invasion nazie de l'URSS en 1941, l'OUN s'est offerte en force auxiliaire à la Wehrmacht nazie contre l'URSS, participant en 1942 au massacre nazi de 200.000 Juifs en Volhynie. En 1943, elle a lancé sa propre campagne de génocide ethnique contre des villages polonais en Volhynie et en Galicie, tuant entre 60.000 et 100.000 Polonais. Elle a aussi attaqué des partisans prosoviétiques qui combattaient l'Occupation nazie de l'Ukraine.

Après la défaite des nazis et la fin de la guerre, la CIA a établi des liens avec l'OUN pour mener des actions secrètes contre l'URSS.

On mobilise à présent les descendants de ces criminels fascistes pour tenter de stabiliser le régime impopulaire de Kiev, faire monter la pression contre la Russie et intimider l'opposition populaire.

Yuriy Chukhevych, le député qui a déposé la loi réhabilitant l'OUN, est le fils de Roman Chukhevych, qui a dirigé le Bataillon Rossignol (Bataillon Ukrainische Gruppe Nachtigall) qui combattait sous les ordres des nazis.

La crainte ressentie par Kiev de la fête du 9 mai et sa tentative d'interdire toute mention du passé soviétique de l'Ukraine et de la lutte contre l'Occupation nazie reflètent l'impopularité massive de sa politique, et sa crainte d'une opposition explosive des travailleurs en Ukraine et à l'international. Malgré une propagande pro-fasciste constante, les forces explicitement pronazies n'ont obtenu qu'un soutien modeste aux dernières élections législatives. Svoboda a reçu 4,71 pour cent des voix et le Secteur droit 1,8 pour cent.

Ceci souligne que la campagne pour réhabiliter le fascisme en Ukraine provient d'en haut, du régime de Kiev et de ses maîtres impérialistes.

Alex Lantier et Stefan Steinberg (wsws.org)

Haut de page

Le 20 avril 2015

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles ce soir ou demain matin.

Ukraine sous le fascisme.

- Les meurtres politiques d'un journaliste et d'un ex-député pro-russes ukrainiens ont été revendiqués.
- euronews.com

Le parti Bloc Opposition aurait reçu une lettre dans laquelle l'Armée des insurgés ukrainiens dit assumer la responsabilité de la liquidation de l'ancien député Oleg Kalachnikov et du journaliste Oles Bouzina.

Ce groupe a repris le nom d'une organisation fasciste formée pendant la Seconde Guerre mondiale par Roman Choukhevitch qui, après avoir collaboré avec la Wehrmacht, combattit l'occupant nazi, mais joua un rôle dans le génocide des Juifs et l'extermination des Polonais de Volhynie en 1943.

Controversé, cet homme, Roman Choukhevitch, a cependant été déclaré "héros national" par le leader de la Révolution orange, Viktor Ioutchenko en 2008.

L'actuel président ukrainien Petro Porochenko affirme qu'il s'agit d'une provocation profitable aux "ennemis" du pays qui combat les séparatistes pro-russes, que c'est une tentative de déstabilisation de Kiev.

Le Bloc opposition, héritier du parti des Régions du président chassé du pouvoir, Viktor Ianoukovitch, demande une enquête sur ce groupe qui se réclamerait d'un courant politique qui est, pour finir, historiquement proche de celui de Svoboda, le parti ukrainien d'extrême droite. euronews.com 18.04

Le fascisme par la purge.

- Ukraine : la Cour constitutionelle examine la loi de ''lustration'' - euronews.com

La page Ianoukovitch doit être définitivement tournée en Ukraine. C'est le message lancé à Kiev par des manifestants réunis jeudi devant le siège de la Cour constitutionnelle. La haute instance a entamé l'examen de la loi dite de ''lustration'' qui prévoit une vaste purge au sein de l'appareil politico-administratif, le but étant d'écarter des cercles du pouvoir ceux ayant servi sous l'ancien régime. Mais des députés de l'opposition s'insurgent contre ce texte. "Il y a certaines dispositions dans cette loi qui enfreignent la Constitution, souligne Vasyl Nimchenko du Bloc d'opposition. La loi de lustration ne prend pas en compte le principe de base de notre Constitution, à savoir la présomption d'innocence.''

La loi permet de congédier de manière expéditive les fonctionnaires ayant exercé sous le gouvernement de l'ancien président Viktor Ianoukovitch et de les priver de hautes responsabilités pendant plusieurs années. Les représentants de la police et de la justice sont notamment visés. Au sein du gouvernement ukrainien, on s'interroge sur l'impartialité des magistrats de la Cour.''Malheureusement, une partie des juges de la Cour constitutionnelle a un réel intérêt à abolir la loi de lustration, car si l'on regarde bien cette loi, ces gens aussi doivent être concernés par cette purge'', explique le ministre ukrainien de la Justice, Pavlo Petrenko.

Adoptée en septembre dernier par le Parlement ukrainien, cette loi a déjà permis de faire tomber de nombreuses têtes, comme l'explique notre correspondante Maria Korenyuk : ''La Cour a commencé à examiner la constitutionnalité d'une loi qui est en vigueur depuis plus de six mois. Durant cette période, 500 fonctionnaires de l'ancien régime ont été limogés et 1500 autres ont démissionné.'' euronews.com 17.04

Seul l'agence de presse Euronews rendait compte de ces infos, les médias institutionnel français pratiquent la censure ou complotent dans notre dos. L'Ukraine fasciste, c'est à deux pas de chez vous, n'est-ce pas ? Alors pourquoi aucun parti n'a-t-il pas organisé une manifestation ou un rassemblement devant l'ambassade d'Ukraine à Paris, pourquoi le mouvement ouvrier ne se mobilise-t-il pas pour venir en aide au prolétariat ukrainien ?

Il faut tout faire pour crever cet abcès purulent du fascisme, qu'il éclate à la figure des gouvernements de l'UE qui le soutiennent, briser l'omerta qui étouffe les Ukrainiens. C'est une priorité absolue qui permettra de jeter un nouvel éclairage paticulièrement cru ou cruel sur ceux qui nous gouvernent et rendra service à l'ensemble des travailleurs de l'UE.

Le chiffre du jour. 767.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les récentes violences ont fait 767 morts et 2.906 blessés. Entre 120.000 et 150.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du Yémen par les violences en cours, alors qu'il y avait déjà plus de 300.000 déplacés avant la crise actuelle, selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Comment ils préparent les esprits au fascisme

Amalgame communisme et nazisme ou comment Hollande soutient le régime fasciste de Kiev.

- Hollande compare Mme Le Pen à un "tract" communiste, le PCF s'indigne - AFP

Grille de lecture.

- Entre nous, comme quoi nous n'exagérions pas en affirmant que le PS était l'antichambre du fascisme ou qu'il lui faisait la courte échelle, ou encore préférait le fascisme au socialisme.

- Alors que le régime fasciste de Kiev a voté le 9 avril 2015 une loi interdisant le communisme et toute référence au communisme almalgamé au nazisme, en ne saisissant pas cette occasion pour la dénoncer, Mélenchon, Dartigolles et Cie. participent au consensus pro-fasciste.

- Le communisme implique que les travailleurs s'emparent du pouvoir politique et gouvernent, contrôlent l'ensemble de la société, la production des richesses et leur distribution, mettent fin au capitalisme... Condamner le communisme revient donc à interdire au travailleur de réaliser un jour cette perspective politique au profit du capitalisme qui serait éternel...

- L'occasion était donné au porte-parole du PCF de défendre le communisme, s'il en a été incapable, c'est tout simplement parce qu'il y est totalement étranger, on pourrait ajouter pour l'avoir toujours combattu depuis sa stalinisation au milieu des années 20.

AFP- Sur Canal", le chef de l'État a affirmé que la présidente du FN "parle comme un tract du Parti communiste des années 70".

"Quand Hollande compare le FN au "PCF des années 70", sa faute est double. À l'égard des militantes et militants communistes. Mais c'est aussi une lâcheté intellectuelle face au FN d'aujourd'hui", a dénoncé sur Twitter Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, jugeant "navrante" et "pas à la hauteur" cette sortie de M. Hollande.

"La comparaison que Hollande vient de faire entre le FN et le PCF des années 70 est indigne et inepte", a de son côté réagi sur ce même réseau social Ian Brossat, adjoint PCF à la mairie de Paris. "En parlant ainsi, Hollande contribue à dédiaboliser encore un peu plus le FN. C'est une faute politique et une faute morale", a-t-il fustigé.

"Madame Le Pen parle comme un tract du Parti communiste des années 1970 (...) sauf que le Parti communiste, il ne demandait pas qu'on chasse les étrangers, qu'on fasse la chasse aux pauvres", a déclaré le chef de l'État, lors de l'émission "Le Supplément" sur Canal". (A l'époque il n'y avait pas le chômage de masse, les conditions sociales étaient différentes, donc la chasse aux étrangers étaient temporairement réduites au silence... - ndlr)

"En insultant le Parti communiste des années 70, François Hollande oublie que c'était alors le programme commun qui conduisit à la grande victoire de 1981", a de son côté réagi Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à la présidentielle de 2012.

"Son propos est d'une totale bassesse et indigence, indigne d'un président élu aussi par les communistes", ajoute M. Mélenchon dans un communiqué. AFP 19.04

La " grande victoire de 1981" qui fut par la suite celle de la Bourse qui se mit à flamber... ainsi que le chômage, vous pouvez aussi ajouter l'extrême droite, comme quoi ils sont faits pour s'entendre...

Le renégat et démagogue Mélenchon en rajoute une couche pour couvrir son propre rôle d'imposteur, et comme quoi ses propos sont vraiment insignifiants, médiocres, il aurait pu en dire autant de Chirac qui avait gouverné avec des ministres du PCF... et Mélenchon !

Hollande qui est un farouche anticommunisme a commis une maladresse en essayant de défendre le PCF comme le rappelera un internaute :

- Discours de George Marchais (PCF) 1980 :

"il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. Il est inadmissible de laisser entrer de nouveaux travailleurs immigrés en France alors que notre pays compte près de 2 millions de chômeurs français et étrangers."

Distraction, divertissement, détournement, intox ou la banalisation du fascisme... l'air de rien.

Il ne faut pas se laisser impressionner par les manoeuvres, les déclarations ou positions adoptées par la classe dominante ou ses représentants au pouvoir sur l'extrême droite, qui pendant qu'ils s'emploient à se présenter comme des opposants au fascisme, l'encouragent et le soutiennent en réalité quand il en va de leurs intérêts, en Ukraine par exemple, mais aussi en Hongrie ou d'autres pays comme la Lettonie.

Les Hitler, Mussolini, Franco, Salazar, Pétain, Pinochet, Videla, Duvallier, etc. étaient les purs produits de la politique de la classe dominante qui les a fabriqués puis portés au pouvoir, avec la complicité de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme

qui ont favorisé le fascisme au détriment du socialisme. Cela devrait suffire à dissuader n'importe quel militant ouvrier ayant un minimum d'esprit critique ou étant cohérent avec son engagement politique, d'adhérer à un des partis liés au PS ou au PCF.

- Allemagne : le procès d'Oskar Gröning, un ancien nazi, va s'ouvrir - Francetv info

Grille de lecture.

- Il semblerait que le "service d'enquête qui s'active" (Les sionistes fanatiques Klarsfeld pour ne pas les citer) pour retrouver d'ex-nazis ou collaborateurs du nazisme est omis la CIA ou les services de renseignement américains qui ont recyclé pendant des décennies des dignitaires ou personnalités du régime nazi allemand, pour parfaire leurs techniques de tortures qu'ils appliqueront aux opposants à la politique américaine ou transmettront aux dictateurs d'Amérique latine.

Du coup ils s'en prennent lâchement pourrait-on dire, à un homme âgé de 94 ans qui n'a commis comme "crime" que remplir des tâches administratives pour le compte de l'administration nazi comme des millions d'autres Allemands à cette époque. A croire qu'ils auraient décidé une fois de plus de culpabiliser l'ensemble des Allemands pour un crime monstrueux programmé par les oligarques anglo-saxons-sionistes.

Il faut avoir à l'esprit en permanence pour aborder cette question que les sionistes ont troqué la Shoah contre la Palestine aux nazis, le massacre de millions de juifs en échange du contrôle des puits de pétrole du Proche-Orient via la déstabilisation de tous les régimes de la région divisée sur la question israélienne, au-delà l'opposition alimentée entre chiites et sunnites notamment, entre composantes arabes et perses sur fond de dislocation de l'empire Ottoman ou sur ces cendres conduisant à la balkanisation de la région pour mieux la dominer, l'exploiter, la piller...

Francetv info - Un procès va s'ouvrir mardi 21 avril en Allemagne : celui d'Oskar Gröning. Il a aujourd'hui 94 ans. L'homme était gardien et comptable dans le camp d'Auschwitz. "Il était chargé de comptabiliser les biens de tous ceux qui étaient destinés à être tués dans les chambres à gaz", explique Amaury Guibert, journaliste de France 2.

Sur les 6 500 gardiens ou responsables de la SS qui sont passés par Auschwitz, seuls 34 d'entre eux ont été condamnés par la justice allemande. Pendant de nombreuses années, celle-ci ne s'occupait que des responsables directs des exécutions.

Aujourd'hui, il reste encore quelques exécutants de la machine de mort des nazis, mais ils sont peu nombreux à devoir rendre des comptes.

S'il est jugé, c'est grâce au travail d'un service d'enquête qui s'active tant qu'il est encore temps. Francetv info 18.04

Quand le régime juge les monstres qu'il a lui-même engendrés.

- Grèce: Le parti néonazi Aube dorée devant la justice - 20minutes.fr

Grille de lecture.

- En Grèce, ils fondent tous leurs espoirs sur Syriza pour leur sauver la mise, l'heure du fascisme n'a pas encore sonné, et rien n'empêcherait qu'ils adoptent dans leur discours un virage à 180° ou diamétralement opposé dans les mois qui viennent si nécessaire sachant que les médias suivraient pour couvrir leur forfaiture.

- En attendant, le parti fasciste Aube dorée recourt au masque du "nationaliste" pour camoufler sa véritable nature et apparaître plus présentable aux Grecs qu'il entend ainsi tromper pour leur plus grand malheur.

20minutes.fr - Les dirigeants du parti néonazi grec Aube dorée troquent lundi les bancs du parlement pour le box des accusés dans un procès historique qui s'ouvre près d'Athènes afin de déterminer si le mouvement s'apparente à une organisation criminelle.

Entré pour la première fois au Parlement en 2012, Aube Dorée est arrivé en troisième position des législatives de janvier remportées par Syriza, au terme d'une campagne électorale sans les démonstrations de force habituelles. Cultivant désormais le profil bas, Nikos Machaloliakos défendait cette semaine sa formation comme étant «un mouvement nationaliste», «parti politique légal» et pas «une organisation criminelle».

Les mois d'enquête judiciaire sur le parti ont cependant été accompagnés d'un grand déballage médiatique qui a mis au jour de nombreux documents photos et vidéos, des témoignages de repentis décrivant le fonctionnement des «sections d'assaut» du parti, leurs raids nocturnes à moto pour «casser» de l'étranger, les camps d'entraînement à la campagne avec maniement de Kalachnikov. 20minutes.fr 20.04

La montée de l'extrême droite est inexorable, encouragée même.

- Hongrie : Viktor Orban menacé par l'extrême-droite - latribune.fr 18.04

Grille de lecture.

- Viktor Orban a refusé un plan d'aide du FMI, il a procédé à des nationalisations, il a taxé les entreprises étrangères et surtout les banques, trois crimes insupportables pour les tenants du néolibéralisme qui veulent sa peau, les Américains en tête.

- L'auteur de cet article a monté en épingle les résultats d'une élection partielle où l'écart entre le Fidesz de Viktor Orban et le parti d'extrême-droite Jobbik était seulement de 1,1%, au détriment d'un sondage national où la différence entre les deux partis est de 9%.

Pourquoi a-t-il procédé de la sorte? Parce qu'il avait un produit à vendre aux lecteurs : l'infaillible montée du fascisme en Hongrie, idée à laquelle il doit se préparer, pourquoi pas y adhérer, l'avenir quoi.

- Que lui reproche-t-il? Son bilan économique ?

Non, il est "flatteur". Quoi alors ? La « méthode de gouvernement » du premier ministre.

Mais encore ?

Son "autoritarisme", "le retour de l'Etat dans l'économie" qui est "de moins en moins supportable", pour qui, mais pour les marchés, l'oligarchie financière qui ne tolère pas qu'un chef de gouvernement lui résiste.

Comment faire alors pour le déstabiliser ? Le calomnier hypocritement.

"De plus en plus, il apparaît que l'Etat hongrois est géré en fonction des intérêts du clan Orban", alors que les mesures (dont une partie était dirigée contre les travailleurs) qu'il a prises ont permis d'obtenir des résultats sur le plan national à faire palir d'envie plus d'un chef d'Etat ou de gouvernement en Europe, ils devraient en être satisfaits et le soutenir au lieu de l'attaquer, oui, sauf qu'il a commis le crime de répartir ses mesures sur toutes les classes, alors qu'il aurait dû épargner les entreprises et les banques et se contenter de matraquer la plèbe.

En conclusion : Il doit dégager.

Le verdict écrit d'avance tombe "la Hongrie a de plus en plus de mal à supporter le pouvoir personnel de Viktor Orban", donc elle doit s'en séparer.

Au profit de qui ? Mais des fascistes, pardi puisqu'aucune aure force politique ne serait "crédible" !

"Les dernières années des gouvernements socialistes, de 2004 à 2010 apparaissent comme des années traumatisantes pour la Hongrie, entre le risque de faillite et la corruption. C'est une alternative qui, pour beaucoup, n'est pas crédible. "

Comment y parvenir ? Avec le soutien des médias et des gouvernements des puissances occidentales.

Comment, mais en tenant un discours démagogique à l'extrême dont le but est de " dédiaboliser " le parti d'extrême droite Jobbik, tout en rejetant les « opinions collectives par nature qui conduisent à l'exécration d'un peuple. », devenues illégales au même titre que le communiqme en Ukraine sous régime fasciste.

Ce processus conduisant au fascisme en Hongrie est-il inéluctable ? Absolument affirment les Américains qui y ont intérêt où sont derrière l'opération de déstabilisation en cours du régime hongrois, pour lesquels "il n'y a pas de limites à la montée du parti" d'extrême droite.

Latribune.fr - Le parti du Premier ministre hongrois a perdu une élection partielle contre Jobbik, le parti d'extrême-droite. Le signe d'une crise du régime et de la montée des néo-nazis.

C'est un nouvel avertissement sans frais pour le Premier ministre hongrois Viktor Orban. Dimanche, dans l'élection partielle de Tapolca, une ville à 170 kilomètres à l'ouest de Budapest, le candidat de son parti de droite, le Fidesz, a été battu par le candidat du parti d'extrême-droite Jobbik. Certes, l'écart est faible, 35,5 % contre 34,4 %.

Mais cette victoire est préoccupante pour le Premier ministre. Elle prouve que Jobbik est capable de l'emporter dans le cadre du scrutin à la majorité relative à un tour.

L'an passé, le succès avait été total. Le Fidesz avait, avec 45 % des voix, obtenu 133 des 199 sièges à la Diète (Országgyulés), devant la coalition de centre gauche (38 sièges et 26 % des voix) et Jobbik (20,5 % et 23 sièges). A l'époque, la Fidesz et son allié chrétien-démocrate avaient enlevé 96 des 106 sièges directs attribués au scrutin à un tour. Le centre-gauche avait pris les 10 sièges restant et Jobbik aucun. Mais depuis, le vent a tourné. Et Viktor

Orban est clairement en difficulté.

Déjà, en février, à Veszprem, dans une autre élection partielle, le Fidesz avait perdu sa majorité des deux-tiers à la Diète - qu'il détenait depuis 2010 - en raison de la victoire d'un candidat indépendant soutenu par l'ensemble de l'opposition à l'exception de Jobbik. Cette majorité des deux-tiers avait permis à Viktor Orban de réécrire à sa guise la constitution et de mettre la main sur la banque centrale, un des éléments clés de son programme économique. Désormais, ce levier n'opère plus. Le dernier sondage national, réalisé fin mars, n'accordait plus au Fidesz que 24 % des intentions de vote (parmi l'ensemble des électeurs), Jobbik atteignant 15 % et le parti socialiste (MSzP) 11 %.

La politique économique de Viktor Orban

Que s'est-il passé ? En 5 ans d'exercice du pouvoir, Viktor Orban peut pourtant se targuer d'un vrai succès économique dans une Europe qui en compte fort peu. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, la Hongrie était sous le coup d'un programme « d'ajustement » du FMI et de l'Union européenne. Beaucoup jugeaient une faillite inévitable. Le nouveau gouvernement a alors refusé les fonds du FMI et s'est lancé dans une politique qu'alors, beaucoup, jugeait aventureuse. Pour redresser rapidement ses comptes publics, la Hongrie pratique une austérité sévère, notamment avec la hausse de la TVA de trois points, de 24 % à 27 %, un des taux les plus élevés d'Europe.

Mais la population n'est pas la seule à payer. Viktor Orban apaise la colère en taxant les entreprises étrangères, surtout les banques, jugées responsables des déboires du pays. Il met aussi la main sur les réserves des fonds de pension (10 milliards d'euros), malgré les cris d'orfraies de Bruxelles, sur la Banque centrale. Celle-ci soutient l'activité en réduisant ses taux de 7 % en novembre 2011 à 1,95 % aujourd'hui et lance un plan de soutien direct aux PME.

Le retour à la croissance

Résultat : le FMI est remboursé début 2013, le déficit budgétaire se réduit et la Hongrie sort de la procédure de déficit excessif de Bruxelles. Mieux, alors que Viktor Orban réduit l'impôt sur le revenu, l'activité reprend rapidement. En 2012, année où l'ajustement hongrois a été le plus fort, le pays a connu une contraction de son PIB de 1,5 %, mais la Hongrie sort de la récession au premier trimestre 2013, la croissance est de 1,5 % en 2013 et en 2014 la croissance atteint 3,6 %, un record pour l'Union européenne. Le chômage recule rapidement, passant de 11 % en 2011 à 7,7 % en 2014, retrouvant son niveau de 2008. La dette publique a également retrouvé son niveau d'avant crise à 77 % du PIB.

Enfin, les nationalisations, les taxes et les méthodes expéditives de Viktor Orban n'ont pas fait fuir les investisseurs étrangers. Mercedes-Benz et Audi ont récemment agrandi leurs usines dans le pays. Enfin, en début d'année, le gouvernement a réglé un des problèmes les plus délicats de l'économie hongroise : les prêts en francs suisses, convertis en forints. S&P, longtemps très sévère avec le gouvernement, a même dû manger son chapeau et relever la note du pays le 20 mars dernier de BB à BB+.

Lassitude

Le bilan est donc flatteur. Mais le retour de la croissance ne profite guère politiquement à Viktor Orban. Les Hongrois semblent en effet de plus en plus las de la « méthode de gouvernement » du premier ministre. Une méthode ignorante de la diversité de la société hongroise et de l'opposition. Si l'intervention de l'Etat a ainsi pu participer à la reprise de l'économie, elle s'est aussi faite « en famille », en soutenant des entreprises proches du Fidesz. Le retour de l'Etat dans l'économie s'est traduit par une reprise en main politique qui semble de moins en moins supportable. L'autoritarisme du premier ministre au-delà de la sphère économique, sa tendance à vouloir taxer tout ce qui le gène - on se souvient de la fameuse taxe sur l'Internet qui avait déclenché une forte résistance populaire - a fini par lasser.

Une gestion de « clan »

De plus en plus, il apparaît que l'Etat hongrois est géré en fonction des intérêts du clan Orban. La faillite plus ou moins frauduleuse du fonds Quaestor, dirigé par Csaba Tarsoly, un ami du ministre des Affaires étrangères, lui-même proche de Viktor Orban, en début d'année, l'a prouvé. Avant la faillite de ce fonds de 500 millions d'euros, le ministre a pu retirer ses fonds à temps. Ceci est d'autant plus irritant qu'en 2010, Viktor Orban s'était fait élire sur le rejet de la corruption généralisée dans le gouvernement

de centre-gauche.

La recherche de l'alternative

En bref, la Hongrie a de plus en plus de mal à supporter le pouvoir personnel de Viktor Orban. Mais vers qui se tourner ? L'opposition de centre-gauche peine encore à convaincre. Les dernières années des gouvernements socialistes, de 2004 à 2010 apparaissent comme des années traumatisantes pour la Hongrie, entre le risque de faillite et la corruption. C'est une alternative qui, pour beaucoup, n'est pas crédible. La victoire de Veszprem était ainsi surtout due au caractère « apolitique » du candidat et à l'abstention des électeurs Fidesz. Or, parallèlement, Jobbik tente de s'acheter une conduite en faisant oublier son identité antisémite et anti-rom, pour conquérir l'électorat traditionnel de Viktor Orban.

La tentative de « dédiabolisation » de la Hongrie

Dans une interview au quotidien Magyar Nemzet en avril, Gabor Vona, 36 ans le leader de Jobbik, a clairement indiqué sa stratégie. « Il nous faut préserver notre programme d'une façon qui attire les grandes couches de la société hongroises », a-t-il indiqué avant d'ajouter : « je vais décevoir ceux qui pensent que Jobbik est un parti extrémiste et nazi. » Son but est donc de « dédiaboliser » Jobbik pour apparaître comme une alternative au Fidesz. Ainsi, Gabor Vona affirme rejeter les « opinions collectives par nature qui conduisent à l'exécration d'un peuple. » Il a récemment sanctionné un militant qui avait appelé à tuer des Roms.

Pas de limite à la montée de Jobbik ?

Certes, la stratégie de Gabor Vona reste assez peu crédible, vu de l'extérieur. Le site Internet de Jobbik continue à attaquer les Roms et Israël. Et le leader de Jobbik ne peut guère renoncer à sa base militante qui n'est guère sur une ligne « centriste. » Il revendique donc toujours le droit de « parler de la communauté juive, de la politique d'Israël et du problème rom. »

Pourtant, cette stratégie semble prendre en Hongrie et Jobbik parvient à capitaliser sur le rejet de Viktor et c'est ce que montre la victoire de Tapolca. Cité par Bloomberg, l'institut Political Capital explique que « ce succès de Jobbik montre qu'une masse critique d'électeurs ne considère plus le parti comme extrémiste, ce qui signifie qu'il n'y a pas de limites à la montée du parti. » Une analyse inquiétante corroborée par les sondages qui indiquent que 20 % des électeurs Fidesz sont tentés par Jobbik.

Ceci fera-t-il réagir Viktor Orban ? Au sein même du Fidesz, beaucoup réclament des changements significatifs de politique. Mais le premier ministre acceptera-t-il de renoncer à un mode de gestion du pouvoir qui semble être sa marque même ? Rien n'est moins sûr.

Mais cette fois, c'est son maintien au pouvoir après les élections de 2018 et le risque d'une montée d'un parti d'extrême-droite peu recommandable dans un pays de l'UE qui est en jeu. latribune.fr 18.04

La discrimination des juifs participe à la propagande antisémite.

- Lyon : le travail de mémoire de collégiens sur la libération des camps nazis - Francetv info

Certains élèves d'une classe de troisième ont décidé de s'investir dans le concours national de la Résistance et de la déportation. Ils ont retenu comme thème la libération des camps nazis. (Par l'armée rouge ? - ndlr)

Pour se faire, les élèves ont réalisé un travail d'archiviste en sélectionnant des photos et poèmes écrits par les déportés. Il en résulte un album soigné, composé de photos et de mots. Avec ce travail, les élèves ont découvert l'effroyable réalité de la solution finale. Ils ont voulu rendre hommage à ces hommes, femmes et enfants tués parce qu'ils étaient juifs. (Pas communistes, socialistes, trotskistes, tziganes, noirs, arabes, homosexuels, non juifs, uniquement juifs, à croire qu'ils seraient effectivement supérieurs aux autres victimes innocentes du nazisme, expression putréfiée de la crise du capitalisme, qui ne méritent que le mépris. - ndlr)

Plus répugnant qu'un croque-mort de sioniste, cela n'existe pas.

- Des descendants américains de victimes de la Shoah attaquent la SNCF - LeFigaro.fr

Ils ont déjà reçu 60 millions de dollars de l'Etat français, alors ils espèrent en tirer davantage. La Shoha est un business, c'est indécent

Etat policier ou de la juridiction à l'extrême à la militarisation de la société.

- À 9 ans, il se dispute avec son amoureuse et finit à la gendarmerie - LeFigaro.fr

Pour avoir tiré les cheveux d'une camarade de classe, un garçon de 9 ans s'est retrouvé au commissariat. Une plainte avait été déposée par les parents de sa «victime».

«Aberrant», «vraiment n'importe quoi», les parents du petit Jordan n'en reviennent pas. «Il a eu droit au même traitement qu'un criminel pour une banale histoire de gamins et de cour d'école», s'indigne son père auprès de la Dépêche du Midi qui révèle l'histoire. L'enfant, lui, est traumatisé, à tel point qu'il ne veut plus remettre les pieds à l'école.

Jordan, 9 ans, élève de CM1 s'est retrouvé convoqué mardi après-midi avec ses parents à la gendarmerie de Saint-Lys, en Gironde, comme le rapporte le quotidien régional. Son tort? Avoir tiré les cheveux et giflé une camarade de classe dont il se disait amoureux. Cette dernière lui aurait avoué qu'elle avait jeté son dévolu sur un autre. L'enfant blessé et chagriné, se serait alors emporté.

Il y a une quinzaine de jours, les parents de Jordan sont contactés par la directrice d'école qui leur fait part de l'incident. L'enfant est alors réprimandé pour son comportement. L'affaire est réglée pour la famille de Jordan. Mais la mère de la fillette giflée n'avait visiblement pas pris la chose de cette manière. Elle est allée porter plainte. Résultat, deux semaines après la dispute, Jordan est convoqué avec ses parents à la gendarmerie de Saint-Lys. L'enfant est auditionné durant une demi-heure. «Le gendarme, visiblement très mal à l'aise, ne faisait que son boulot» constate la mère de Jordan. L'affaire s'arrêtera là. Le parquet des mineurs de Toulouse a décidé de la classer sans suite.

Les gendarmes sont en effet dans leur droit. «Ils peuvent tout à fait aller chercher un enfant à l'école et le mettre en retenue, une sorte de garde à vue» explique Me Dominique Attias, avocate au barreau de Paris, spécialiste du droit des mineurs. «C'est le principe de la tolérance zéro qui s'applique pour les enfants. Ils peuvent être poursuivi pour tout ce qu'ils commettent, quel que soit leur âge» poursuit l'avocate. «En France il n'y a pas d'âge pour être responsable pénalement. Dès lors que l'on juge que l'enfant est doté de discernement, c'est à dire capable de juger clairement et sainement les choses, il peut être arrêté et passer devant un tribunal.»

Le droit des mineurs se corse à partir de 10 ans, mais surtout à 13 ans. «A partir de 10 ans, un enfant peut avoir un casier judicaire et être condamné à une sanction éducative. C'est à partir de 13 ans qu'un enfant peut être placé en garde à vue. Et s'il est impliqué dans une éventuelle infraction, ses empreintes génétiques sont prises et indexées dans un fichier, même s'il est innocenté par la suite.»

Si ce qui est arrivé au petit Jordan est conforme à la loi française, pour cette spécialiste du droit des mineurs, la «réponse est inadéquate». «Traité comme un criminel, l'enfant va être traumatisé pour un bout de temps» prédit-elle. L'interrogatoire à la gendarmerie d'un enfant de 9 ans pour une gifle reflète «une société de plus en plus judiciarisée» déplore Dominique Attias. «Depuis une quinzaine d'années, on assiste à une «déresponsabilisation» de la société. «On pense à tort que la justice doit tout régler. Or, la société civile devrait davantage s'impliquer» estime cette spécialiste du droit. «Ce n'est pas à la justice d'élever nos enfants. Mais à la société, aux parents de s'investir pour notre jeunesse» estime-t-elle. LeFigaro.fr 18.04

Les procureurs de la pensée au service du fascisme veillent.

- Quand les politiques se convertissent aux théories du complot - L'Express.fr

Marine Le Pen et son père se déchirent en place publique. Aussitôt, des politiques de tous bords expriment des doutes sur la sincèrité du psychodrame. "C'est un peu curieux comme histoire... Est-ce un jeu de rôle entre les deux? Je n'en sais rien", s'interroge par exemple, le 9 avril, le député UMP Eric Woerth. Jean-Marie Le Pen lui-même y va de son commentaire "conspi": "Tout cela vient d'une manoeuvre, d'un projet extérieur destiné à faire rentrer le FN dans le troupeau", dénonce le vieil homme. L'Express.fr 17.04

Il faudrait absolument se fier aux apparences ou souscrire obligatoirement à l'interprétation d'un fait qu'a pu débiter un média, parce qu'il correspondrait forcément à la réalité ou la vérité et abandonner tout esprit critique, ne se poser aucun question, surtout ne pas se donner la peine de réfléchir, on le fait pour vous et vous devez vous en contentez, c'est ce qui figure notamment dans la loi adoptée le 9 avril par le régime fasciste de Kiev.

L'objet de cet article n'était pas de dénoncer les théories délirantes qui fleurissent sur Internet, encore moins leurs auteurs pusqu'ils servent à embrouiller les choses plutôt que les éclaircir et rendent ainsi service à la classe au pouvoir, mais de montrer qu'il existait un rapport entre ceux qui ne partageaient pas les versions officielles sur certains faits et leur personnalité, de manière à discréditer à l'avance ou écarter dans le futur toute version qui ne corroborerait pas celle du gouvernement, qui lui n'a évidemment rien à cacher à personne et ne ment jamais, c'est bien connu, tout comme les médias aux ordres qui pratiquent la désinformation en continu.

En dictature chacun est porté à adopter sans broncher les mêmes idées, celles qui sont concoctées par le régime en place, et gare aux contrevenants qui seront pourchassés, marginalisés, exclus, éliminés, assassinés.

Rappel à l'ordre. Un ministre de l'Intérieur "aux accents complotistes"

- Bernard Cazeneuve : "Ce qu'il y a dans les articles de presse, par principe, je ne le crois pas" - Francetv info

Le débat concernant la loi sur le renseignement a été tendu à l'Assemblée nationale pour les députés présents. Pour preuve, à une question d'une député apparentée écologiste, Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur s'est emporté, lâchant : "Moi, à l'école, on m'a appris à ne pas croire ce qu'il y a dans les journaux ni dans les livres". Francetv info 18.04

Vaut mieux savoir que croire.

Accusé de "complotisme", il retourne l'accusation en invoquant... la vérité !

Loi sur le renseignement : Cazeneuve s'explique sur sa critique de la presse. - Francetv info 1

Bernard Cazeneuve revient donc sur cette déclaration un brin complotiste qui répondait à une question d'une députée apparentée écologiste lui conseillant la lecture d'un article de Rue89. En préambule, il indique être la cible d'un "double procès" sur la loi sur le renseignement, à savoir sur la vie privée et la presse.

Cazeneuve défend un "regard critique" sur la presse

"Je voudrais d'abord rappeler que la liberté d'expression, et donc la liberté de critiquer, est sacrée", souligne le ministre qui rappelle avoir "à maintes reprises exprimé mon attachement au rôle déterminant de la presse dans l'espace de confrontation démocratique".

("Confrontation démocratique" réduite à exprimer des variantes de la même idée, ou sur la base d'un constat partagé avec des gens partageant son interprétation de la réalité, à partir de faits minutieusement sélectionnés ne pouvant pas la contrarier. - ndlr)

"Mais le respect de la presse n'exclut pas non plus qu'on puisse poser sur ce qu'elle énonce un regard critique", renchérit-il.

Donc oui, par principe je ne crois pas ce que la presse écrit, de même qu'elle a raison de ne pas croire a priori ce que disent les ministres, car tout propos doit pourvoir être vérifié et faire l'objet d'un regard critique.

(C'est ainsi qu'il a enterré les interrogations légitimes qu'on était en droit de se poser le 7 janvier et les jours suivants, par exemple. Nous ne l'avons jamais cru pas plus que les médias. Dans la hiérarchie du pouvoir, celui des médias qui diffusent la propagande de la classe dominante est supérieur à celui d'un ministre ou un président. Entreprises privées, elles n'ont de compte à rendre qu'à leurs propriétaires, d'où la bassesse à laquelle il se livre en faisant amende honorable. Il a bien la mentalité d'un vulgaire larbin ne voulant pas froisser ses maîtres. - ndlr)

Bernard Cazeneuve à Rue89

Pas de demande pour expurger la phrase du compte-rendu

Le ministre explique avoir été gêné que la députée Isabelle Attard se réfère davantage à un article sur le projet de loi plutôt qu'au texte lui-même. Plus que la presse, il explique avoir remis en cause "le fait qu'on puisse faire fi du texte en débat" et que l'on considère que la presse dit "toujours et systématiquement, sans qu'il ne soit jamais utile de procéder à la moindre vérification" la vérité.

(Il dit qu'il ne supporte pas qu'on interprète un texte d'une manière différente de la sienne ou que les journalistes ne savent pas lire. C'est une sorte d'aveu qui montre que sa conception de la liberté d'expression ne s'applique qu'à lui-même ou ses semblables. Il raconte n'importe quoi, car lorsque justement des journalistes d'investigation procèdent à des vérifications et qu'ils constatent qu'une partie des faits ont été occultés pour produire l'interprétation officiel des faits, ils sont taxés par le même abominable personne de complotistes ! -ndlr)

Enfin, Bernard Cazeneuve, qui "assume totalement" ses déclarations, dément avoir demandé une quelconque modification du compte-rendu officiel des débats. En effet, la phrase en question n'apparaissait pas dans le résumé final. Selon lui, cela "relève pour le coup d'un réflexe plutôt complotiste". Francetv info 19.04

(Excès de zèle d'un scribe terrorisé à l'idée d'affronter le courroux de son ministre. - ndlr)

Commentaires d'internautes.

1- "*"La croissance est là"... "La reprise est là"... "Le chômage baisse"... "Les impôts n'augmenteront pas"... "La délinquance diminue"... Il a raison : il ne faut pas les croire.*"

2- "*En échange du sponsoring des journaux par l'Etat, ce sont les politiques qui dictent à la presse ce qu'elle doit mettre dans une partie de ses articles. Donc normal que Cazeneuve n'y croit pas.*"

Les journalistes sont recrutés en fonction de leurs idées, ils doivent être suffisamment conditionnés par l'idéologie de la classe dominante pour ne pas la remettre en question, y adhérer les yeux fermés sans se poser de questions. Comme les ex ou futurs élèves des grandes écoles, ils ont été formatés pour servir le régime en place qui en échange leur accorde des privilèges.

La dissimulation procède de la désinformation ou du mensonge d'Etat.

Quand la petite phrase de Bernard Cazeneuve contre la presse disparaît du compte-rendu officiel - Francetv info

"Moi, ce qu'il y a dans les articles de presse, par principe, je ne le crois pas." Cette phrase aux accents complotistes, tenue lors du débat sur le projet de loi Renseignement, n'apparaît plus sur le site de l'Assemblée nationale. Comment l'expliquer ?

A l'école, on m'a appris à ne pas croire ce qu'il y a dans les journaux ni dans les livres, et d'essayer de considérer que l'exercice de l'esprit critique et de la libre conscience est beaucoup plus puissant que de gober béatement et benoîtement ce qu'il y a dans les articles de presse. Moi, ce qu'il y a dans les articles de presse, par principe, je ne le crois pas. Parce que je suis un esprit libre et indépendant, et que j'entends le demeurer. C'est peut-être dans "L'Observateur", c'est peut-être dans "Le Bessin illustré", mais moi, je n'y crois pas, par nature et par essence.

Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur

Le 15 avril, à l'Assemblée nationale

Le journal a repéré, vendredi 17 avril, que les propos tenus par le ministre de l'Intérieur avaient été modifiés dans le compte-rendu officiel publié sur le site de l'Assemblée nationale. La phrase qui met en cause la presse n'y apparaît plus. Or, cette phrase est lourde de sens pour un ministre qui défendait, après les attentats de Paris, "la liberté de la presse". Et qui n'hésitait pas, lorsqu'il était député, à citer des articles de presse dans l'hémicycle pour appuyer ses arguments.

"Normalement, c'est un copier-coller de ce qui se dit en séance"

Comment expliquer cette disparition dans le compte-rendu officiel ? Interrogé par L'Obs, le ministère de l'Intérieur nie toute intervention sur les services de l'Assemblée, chargés de taper la retranscription. "Aucune correction n'a été transmise sur les débats renseignement, de manière générale, et surtout pas sur ce point." De son côté, le service de presse de l'Assemblée assure que ce compte-rendu devrait être en tout point fidèle aux propos du ministre : "Normalement, c'est un copier-coller de ce qui se dit en séance".

L'auteur de la retranscription précise au journal, dans un second temps, que "des modifications peuvent être apportées, tant que ces dernières n'altéraient pas l'esprit de l'intervention". Et se ravise finalement, par mail : "Au final, ce qui a été dit deux fois dans la même lancée (après plusieurs autres) a été ramassé en une fois, celle où il y a 'par nature et par essence', écrit cette personne. Mais je conçois très bien que l'effet en soit amoindri. Je vais remanier ça afin que ce soit la phrase d'entrée qui apparaisse." A l'heure où cet article est publié sur francetv info (20h20), la modification n'a toujours pas été apportée. Francetv info 17.04

Intox. Comment les assassins commémorent leurs exploits sans les assumer.

- La France participe à l'hommage aux victimes du massacre de Sétif - Francetv info

C'est l'une des pages les plus noires de l'histoire de l'Algérie française. Le 8 mai 1945, alors que l'on fête la capitulation du IIIe Reich, à Sétif (Algérie), les festivités virent au drame. Des drapeaux algériens sont brandis à côté des drapeaux français et les autorités n'obtiennent par leur retrait. Francetv info 19.04

Et déjà le PS et le PCF colonialistes et impérialistes étaient au gouvernement au côté du représentant du parti de l'ordre, un certain Charles de Gaulle...

Rappel. Extrait de la causerie du 18 octobre 2011

- Les mains sales. Guerre d'Algérie, du 8 mai 1945 au 17 octobre 1961.

Le 8 mai 1945 est aussi la date du début des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, qui sont des répressions sanglantes d'émeutes nationalistes qui sont survenues en 1945 dans le département de Constantine en Algérie durant la période coloniale française pour réclamer l'indépendance du pays et la libération du chef du Parti populaire algérien (PPA) Messali Hadj.

Il y aura parmi les Européens plus de cent morts et autant de blessés. Le nombre des victimes autochtones reste sujet à débat ; les autorités françaises de l'époque fixèrent le nombre de tués à 1 165, un rapport des services secrets américains à Alger en 1945 notait 17 000 morts et 20 000 blessés, le gouvernement algérien avance le nombre de 45 000 morts, alors que suivant les historiens le nombre varie de 8 000 (Charles-Robert Ageron, Charles-André Julien) à « des milliers de morts ». (http://fr.wikipedia.org)

La répression légale ne fut pas moins implacable. On dénombra 3 630 arrestations et jugements, 1 868 condamnations à des peines de prison et 157 condamnations à mort dont 33 furent exécutées. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

« Des hommes souffrent de la faim et demandent la justice... Leur faim est injuste. » écrivait Albert Camus début 1945 dans Combat.

À la colère légitime des Algériens, la réponse du gouvernement français, dans lequel se trouve, mais oui, le PS et le PC, aux côtés de de Gaulle, ne s'est, en tout cas, pas fait attendre en mobilisant toutes les forces de police, de gendarmerie, de l'armée, en envoyant des ren-orts de CRS et de parachuttistes, et même en recrutant des miliciens, qui ne se gênent pas de fusiller des Algériens de tous âges et sans défense. (http://rebellyon.info)

Le Parti Socialiste comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifièrent même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « l'Union française », c'est-à-dire à justifier le maintien du colonialisme français. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

Le Parti Socialiste (à l'époque SFIO) comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifièrent même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « l'Union française », c'est-à-dire à justifier à ce moment là le maintien du colonialisme français.

Dès le début, dans les colonnes de L'Humanité, le parti stalinien déclarait que "les auteurs des troubles étaient d'inspiration et de méthodes hitlériennes." Il parlera aussi "de provocation fomentée par les grands trusts et par les fonctionnaires vichystes encore en place".

Le PC le 21 mai 1945, dans l'Humanité demande au gouvernement de "punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes".

Le porte-parole du PCF, Etienne Fajon, déclarait encore à la tribune de l'assemblée nationale le 11 juillet : "les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes." Alors que de Gaulle avait demandé "de prendre toutes les mesures nécessaires pour réprimer les agissements d'une minorité d'agitateurs", le bureau politique du PCF publiait un communiqué le 12 mai déclarant : "il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute" au nom de la défense "de la république française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible."

Dans un tract signé par cinq membres du comité central et distribué sur le sol algérien, il appelle à une chasse aux sorcières et lance de véritables appels au meurtre et aux pogroms en exigeant de "passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays".

Ainsi une milice mise sur pied par le PC servit d'auxiliaire à la police et à l'armée contre les "rebelles musulmans". Et pour couronner le tout, c'est le ministre stalinien de l'aviation Charles Tillon ("héros de la Résistance" en tant qu'ex-chef des FTP), qui a directement ordonné le bombardement des régions de Sétif et de Guelma.

Le 5 novembre 1954 François Mitterrand déclare que "L'Algérie, c'est la France. La seule négociation, c'est la guerre." Les socialistes Robert Lacoste et Max Lejeune, respectivement Ministres de l'Intérieur et de la Défense incitèrent l'armée et la police à user de tous les moyens de répression contre les combattants.

Le PCF (...) vota le 12 mars 1956 les "pouvoirs spéciaux" au gouvernement du socialiste Guy Mollet qui allait donner les moyens à l'Etat français d'intensifier la guerre sur le sol algérien.

François Mitterrand en 1956, est nommé garde des Sceaux dans le gouvernement de Guy Mollet. Il participe aux travaux du gouvernement, qui accorde l'indépendance à la Tunisie et au Maroc, l'autonomie à l'Afrique noire. Sur la question algérienne, il critique la dérive répressive en février 1956. Toutefois, c'est lui qui est chargé par le Conseil des ministres, de défendre le projet de loi remettant les pouvoirs spéciaux à l'armée. Selon les historiens il donne forcément son aval, en tant que Garde des Sceaux, aux nombreuses sentences de mort prononcées par les tribunaux d'Alger contre des militants de la lutte pour l'indépendance, notamment Fernand Yveton, membre du Parti Communiste Algérien, guillotiné à Alger le 11 février 1957. (http://lesvertsdebagnolet.over-blog.com)

Le 17 octobre 1961, en pleine guerre d'Algérie, le mouvement indépendantiste du Front de libération nationale (FLN) exhorte à manifester pacifiquement contre le couvre-feu imposé aux travailleurs algériens par le préfet de Paris, Maurice Papon. Contre ce qu'il qualifiait de mesure «à caractère raciste» mais qui entravait surtout ses activités, le FLN demande aux travailleurs de sortir en famille et de se débarrasser de tout ce qui peut être assimilé à une arme. Cet appel se déroule dans un climat tendu : une série d'attentats contre des policiers a fait 11 morts entre fin août et début octobre. Entre 20.000 et 30.000 personnes convergent vers Paris et font face à une répression policière sanglante. D'après plusieurs témoins, les forces de l'ordre tirent à balles réelles et jettent des hommes dans la Seine. Environ 12.000 manifestants sont interpellés et regroupés. Certains torturés. Le bilan officiel est de trois morts et 64 blessés. Mais les historiens estiment que le décompte réel se situe probablement autour de 200 morts, voire «plusieurs centaines». (lefigaro.fr 17.10)

La SFIO (PS) et le PCF ou plus généralement la social-démocratie et le stalinisme avaient déjà à leur actif la première et la seconde guerre mondiale... Dans le prolongement il fallait y ajouter notamment leur complicité, leur rôle abominable au côté de de Gaulle dans les guerres coloniales qui se poursuivèrent après la fin de la seconde guerre mondiale.

- 1954, novembre: Mitterrand, ministre de l'intérieur du gouvernement de gauche Mendès France déclare que les attentats perpétrés en Algérie par le FLN méritent une seule réponse "la guerre". Envoi de l'armée en Algérie. Puis du contingent jusqu'à 550.000 hommes. Début de la guerre d'Algérie qui durera huit ans.

- En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste. L'Humanité invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un cheval aveugle. » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France ».

À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain » . Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans L'Humanité, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial) . Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « paix en Algérie » ou encore le « règlement pacifique de la question algérienne », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'indépendance. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs.

Vieux monde immonde. Comment se débarrasser de nos déchets ?

- Drames de l'immigration : que faire face à des arrivées incontrôlables ? - Francetv info

Les multiples naufrages de ces derniers jours en Méditerranée suscitent bien des questions.

- Naufrages en Méditerranée: pour Hollande, il faut plus de bateaux de surveillance - AFP

- Drame en Méditerranée : 700 migrants ont péri dans un naufrage - Francetv info

- Face à l'afflux de migrants, l'Italie appelle à l'aide - Francetv info

11.000 migrants sont arrivés en une semaine par la Méditerranée. L'Italie doit faire face à des arrivées massives de migrants par la mer Méditerranée ces derniers jours. Ces traversées se font dans des conditions terribles.

Selon Matteo Renzi, la guerre civile en Libye (point de départ des migrants) rend cette situation ingérable. "Et il a fait mouche. Réponse du président américain : 'Dans cette crise, l'Italie doit être aidée par ses alliés'", poursuit le journaliste de France 2. Francetv info 18.04

Le nombre de migrants ayant sombré en Méditerranée se monterait à 30.000 en un an...

Comment alimenter le racisme en prétendant le combattre, mode d'emploi du Premier ministre.

Manuel Valls dévoile le plan du gouvernement contre le racisme et l'antisémitisme - Francetv info

Si la dégradation de la situation sociale suffit mécaniquement à faire monter l'extrême droite, pour que l'extrême droite se développe davantage et pour pouvoir exploiter la situation ainsi créée et la présenter comme une menace autrement dit qu'elle soit réellement utile au gouvernement, il faut qu'elle serve à détourner l'attention des couches qu'elle est susceptible d'atteindre du gouvernement, de telle sorte que le rapport qui existe entre sa politique et la situation des masses se reporte sur un ou des boucs émissaires que le gouvernement leur désignera et contre lesquels elles devront se tourner : le juif, le musulman, l'Arabe, le Noir, le Rom, l'étranger, les jeunes pour les vieux et vice versa, les hommes machos, violents pour les femmes, les homosexuels pour les hétérosexuels, les chômeurs et les retraités pour les travailleurs en activité ou qui ont la chance d'avoir un emploi, les travailleurs en CDI pour ceux qui ont une situation précaire, les fonctionnaires pour les travailleurs du secteur privé ou marchand, les plus pauvres ou défavorisés pour ceux qui paient des impôts, les malades qui coûtent trop cher pour ceux qui sont en bonne santé, les professeurs pour les parents, etc. procédé qui consiste à s'attaquer ou haïr ceux qui ne vous ressemblent pas ou ne partagent pas votre condition et seraient responsables de vos difficultés quotidiennes ou de la situation en général.

Plus la crise du capitalisme s'amplifie ou demeure dans une impasse lourde de menaces, plus ils ont recours systématiquement à ce moyen infâme pour gouverner. Ils savent que si la situation dégénérait au point qu'il deviendrait impossible aux partis de l'ordre de gouverner plus longtemps, l'UMP et le PS, ils devraient recourir au fascisme, à son ou ses partis et milices comme en Ukraine (et en Israël) aujourd'hui, en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Grèce, au Chili, en Argentine, etc. hier. pour sauver leur régime et imposer aux masses exploitées la politique qu'ils ne parvenaient pas ou plus à appliquer, car frappés d'illégitimité ou sans base sociale suffisante sur laquelle s'appuyer pour y parvenir dans le cadre des institutions en place, institutions paralysées qui seront mises en quarantaine ou dissoutes par les fascistes, tandis que le mouvement ouvrier sera réprimé férocement et les libertés individuelles et démocratiques déclarés illégales.

Apparemment la classe dominante a trouvé en Hollande, Valls, Fabius, Cazeneuve, Le Drian, Sapin, Belkacem, Touraine, etc. le personnel politique idéal pour mettre en place et exploiter ce mécanisme ignoble dans des proportions propice à créer un état de suspicion et de haine généralisé entre toutes les couches de la population pour appliquer l'agenda de Bruxelles commandé par l'oligarchie financière.

Ils se prétendent socialistes, républicains, démocrates, progressistes, humanistes, alors qu'en réalité la politique qu'ils appliquent prouve exactement le contraire, et il ne pouvait pas en être autrement puisque cette politique est incompatible avec l'exercice de ces principes ou valeurs. Elle en est la négation, elle est synonyme de davantage d'inégalités et d'injustices, de chaos, et elle porte en elle la guerre civile et la guerre qui ne seraient que la poursuite de la même politique sous une autre forme ou en recourant à d'autres moyens.

L'imposture est parfaite, trop peut-être entre ce qu'ils prétendent être et ce qu'ils sont vraiment, contradiction ou distorsion qui apparaît un peu plus chaque jour au point qu'ils ne peuvent plus la nier et doivent l'assumer, d'où leur radicalisation ouvertement à droite par la suite, ne cherchant même plus à camoufler leur véritable nature réactionnaire ou forcément maladroitement puisqu'il arrive un stade critique où il devient impossible de nier l'évidence.

D'autant plus qu'ils savent qu'une grande partie ou la majorité de la plèbe ne les écoute plus, ce qui a le don de les pousser à bout, alors en désespoir de cause ils en rajoutent encore et encore, les médias ont beau matraqué du matin au soir le même discours en relayant leur propagande idéologique immonde, des centaines de milliers de travailleurs continuent de se mobiliser quotidiennement pour défendre leurs droits sociaux qu'ils estiment légitimes, pire, ils auraient même tendance à se radicaliser dans le sens inverse de celui souhaité par le gouvernement.

Contrairement à ce que certains affirment l'issue politique pour les travailleurs ne viendra pas de leurs organisations dont les directions sont corrompus, mais de leur mobilisation au côté des militants syndicaux qui portent leurs revendications et peuvent imposer l'unité et le rassemblement de toute la classe pour affronter le gouvernement et les institutions pour les abattre.

L'issue politique pour les travailleurs ne viendra pas de partis inféodés au capital, elle ne viendra pas davantage de partis tiraillés entre des courants qui s'affrontent et se neutralisent parce qu'ils n'incarnent ni la même politique, ni les mêmes objectifs, ni les mêmes moyens pour les atteindre, l'expérience nous enseigne que ce genre de parti est appelé à capituler ou à se disloquer au premier coup de canon ou de baïonnette. Marcher séparément et frapper ensemble est une formule qui a été dévoyée pour justifier des compromis honteux et l'incapacité ou le refus de leurs dirigeants de défendre le drapeau et le programme de la révolution socialiste mondiale.

Le prolétariat, le mouvement ouvrier et son avant-garde n'ont pas besoin de partis qui réuniraient en leur sein autant d'antagonismes, ils ont besoin d'une direction, d'une orientation politique, d'un drapeau et d'un programme avec lesquels mener leur combat, qui leur servent de guide et pour se rassembler, ce qui n'exclut pas l'existence de différentes tendances, dès lors qu'elles ont adoptées les mêmes objectifs politiques et les mêmes moyens pour les atteindre. L'unité avec différentes forces

politiques, avec différents courants du mouvement ouvrier doit se réaliser ponctuellement sur des questions précises à l'extérieur du parti et non à l'intérieur du parti.

Pour appartenir à un parti, il ne suffit pas de partager certaines idées, d'adhérer à son programme et ses statuts, il faut impérativement en partager les objectifs politiques et les moyens pour les atteindre, car dans le cas contraire cela signifie que l'on combat pour un autre objectif puisque le moyen que l'on préconise ne permettra jamais d'en atteindre un autre ou celui de la prise de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce principe est non négociable et doit être respecté à la lettre. Cela est insuffisant encore.

Pour être sérieux et cohérent le parti doit former ses militants, suivre leur progression, leur porter une attention toute particulière, les encourager à lire et étudier le socialisme, les supporter moralement ou psychologiquement et parfois matériellement quand ils rencontrent de grandes difficultés dans leur vie quotidienne, les soutenir, les protéger contre les pressions que la société fait peser sur eux, il devrait leur accorder la même attention qu'envers un enfant ou un être encore fragile en train d'éclore et qui peut se brûler les ailes sans y prendre garde.

Quand on adhère au socialisme et à la révolution, souvent on est encore jeune, on est ignorant et bourré d'illusions, dont on peut se séparer en douceur au fil du temps ou de notre expérience avec l'aide du parti ou violemment et seul au contact de la société au risque de ne pas s'en remettre ou déserter le combat politique, pourquoi, parce qu'on en a honte, on culpabilise, on a l'impression d'avoir commis une erreur pour laquelle on va nous juger, les regards accusateurs nous sont insupportables, on préfère encore disparaître plutôt que d'affronter cette situation, d'où l'importance de réussir son intégration dans un parti, s'y sentir à l'aise, savoir que l'on peut compter sur ses camarades pour vous aider ou vous soutenir au lieu de vous enfoncer ou vous témoigner du mépris, psychologiquement ce soutien facilite les rapports et le dialogue, et permet de débloquer favorablement bien des situations, au lieu de les laisser pourrir et se contenter d'un parti passoire qui engrenge des milliers de militants et en perd autant ou plus pour finalement ne jamais se construire.

Le parti n'est pas une assemblée de copains, un club de rencontre ou de discussion ou encore un lieu destiné à fournir des solutions toutes prêtes aux éclopés de la vie, aux frustrés en tous genres qui trimballent derrière eux un tas de complexes, aux exclus de la société... L'existence du parti repose sur un engagement politique et un idéal, une cause que chacun de ses membres partagent et pour laquelle ils combattent ensemble en fonction de leurs expériences et capacités respectives. Maintenant chacun sait que cet engagement politique, cet idéal ou cette cause donnera lieu à différentes interprétations, ce qui est inévitable et donnera lieu à différents niveaux de consciences politiques dans le parti, ce qui ne constituera un obstacle à son développement qu'à partir du moment où tout n'aura pas été entrepris pour élever le niveau de conscience politique de tous les militants ou renforcer leurs convictions qui demeurent fragiles même s'ils l'ignorent eux-mêmes, obstacle qui cèderait la place au doute et qui pourrait aller jusqu'à remettre en cause son propre engagement politique.

Toute organisation pour fonctionner doit respecter un certain nombres de règles ou principes, comporte des contraintes, nécessite de posséder une hiérarchie ou différentes instances de décision et que chacun de ses membres fasse preuve de discipline une fois qu'ils ont adopté ses statuts, ce qui implique d'en comprendre la portée pour les respecter et les faire respecter, ce qui n'est pas acquis d'avance une fois de plus, chacun doit avoir conscience que sans ces conditions rien ne peut se développer ou être mené à bien.

Vous aurez remarqué qu'on est parti de Valls et de sa propagande au service de l'extrême droite pour en arriver à la question du parti qui incarne la meilleure réponse qu'on puisse apporter à la crise du pouvoir de la classe dominante, encore faut-il poser la question du pouvoir devant les travailleurs et affirmer que le combat que nous menons à pour objectif la prise du pouvoir et le renversement de l'ordre établi, ce qui demeure absent du discours de tous les partis ouvriers, hélas !

En complément. Les médias reconvertis aux populistes en sont friands et en redemandent.

- Lutte contre le racisme: plan "outrageusement modeste" selon la presse - AFP

Commentaires d'internautes.

1- "*La loi de 1881, sur la liberté de la presse, et de la liberté d'expression, vient de se voir amputer des -délits de provocation à la haine, ou à la violence d'injure de diffamation, "commis à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine, ou de leur appartenance ou non partenariat à une ethnie une nation, une religion " imputés au code pénal...*

L'esprit du 11 Janvier n'aura pas survécu..."

Mais si au contraire, vous n'avez absolument rien compris !

2- "*Interdictions censures punitions ça s'appelle infantiliser les Français, jamais ça ne fonctionnera car ce qui ne pourra plus s'exprimer sur le Net sera pris comme une frustration qui pourrait s'exprimer sous une autre forme de violence car l'expression*

verbale permet l'élimination de la colère intérieure, Valls oublie le fonctionnement de la nature humaine.

C'est le but, alimenter l'extrême droite"

Il s'en tape complètement de la "nature humaine", oui ! Qu'a-t-il d'humain selon vous ?

3- "*Si les gens ne peuvent plus exprimer leur colère sur internet, il le feront autrement, ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fera baisser la fièvre.*"

Ils font ce qu'ils peuvent !

4- "*Comment peut-il parler de racisme alors que le mot "race" a été supprimé de la constitution française? La vrai justice sociale serait plus efficace que le matraquage médiatique qu'il nous impose et qui en fait ne fait qu'aggraver la situation.*"

C'est le but recherché, le chaos purificateur, l'apocalypse duquel ne réchappent que les puissants... C'est le seul et dernier truc qu'ils ont trouvé pour continuer de gouverner, avec le fascisme et la guerre bien sûr.

5- "*Internet la bête noire du gouvernement."*

C'est sur que c'est pas aussi facile que de contrôler quelques chaînes de télés et les journaux tous subventionnés et possédés par une poignée de personnes complices.

Une petite loi par ci sur couvert du renseignement et du terrorisme, une petite loi par ci sous couvert du racismes pour mieux contrôler les dissidents et ceux qui en ont marre des mensonges et de l'hypocrisie de la classe de privilégiée qui nous dirige.

Tous ces sites qui donnent des points de vues alternatifs sont une véritable plaie pour eux, la fable dans laquelle ils essayent de nous faire vivre n'a plus de sens une que l'on en montre les contradictions.

Vous vouliez sans doute dire qu'ils ne supportent pas la confrontation des idées qui met en lumière leurs contradictions et démontent l'argumentation qu'ils ont développée pour justifier leur politique infâme.

La tentation de recourir de la force.

- Le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble aimerait «forcer» la France à se réformer - Public Sénat

- Sapin répond à Schäuble: "La France déteste qu'on la force" - AFP

Déjà qu'ils se prostituent au gouvernement, alors le viol ils ne comprennent pas de quoi vous voulez parler...

- Français condamné à mort : la France met en garde l'Indonésie - Francetv info

"Hier, Laurent Fabius a reçu l'ambassadeur indonésien et lui a redit son extrême préoccupation. Et il y a quelques semaines, François Hollande a écrit au président indonésien", selon Fanny Stenneler depuis le ministère des Affaires étrangères.

"Paris se montre très investi dans ce dossier mais n'a reçu pour l'heure aucune garantie des autorités indonésiennes qui se montrent particulièrement intransigeantes en matière de trafic de drogue", conclut la journaliste. Francetv info 18.04

Il ne reste plus à Hollande qu'à déclarer la guerre à l'Indonésie, c'est le plus grand pays musulman du monde par sa population, cela tombe bien.

Lobotomie réussie ou quand vivre pour travailler devient un idéal.

- Ces retraités qui font le choix de reprendre le travail - Francetv info

À 65 ans, Michel vient de décrocher son premier contrat... en tant que retraité.

Comme Michel, 500 000 retraités ont fait le choix de reprendre une activité cette année, soit quatre fois plus qu'il y a six ans.
La motivation ? Le désir d'être utile, l'envie de changement ou le besoin d'argent.

Des sexagénaires se lancent même dans la création d'entreprises. "Pourquoi raccrocher ?", rigole cette femme qui a lancé sa société à l'âge de la retraite. Francetv info 17.04

Les plus arriérés ou dégénérés ne sont pas toujours ceux auxquels on serait tenté de penser...

Moi je vais avoir 60 balais et je ne suis pas mécontent d'avoir pris ma retraite aux alentours de 40 ans, et franchement depuis je ne me suis pas emmerdé une seule seconde, même sans travailler pour une saloperie de patron, je me lâche cela fait du bien, on est entre nous.

Je n'ai pas non plus l'impression d'avoir été un parasite vivant sur le dos d'autrui ou de la société (pour le bien que j'en pense...), je me suis toujours assumé sans exploiter personne, en aidant les autres dans la mesure de mes moyens, et en partageant mon expérience, qui je l'espère aura été profitable à certains, au service de notre cause, celle des exploités et des opprimés du monde entier.

Il faut avoir eu une vie vraiment pauvre en expériences ou misérable pour se réfugier dans le travail au-delà d'un certain âge, je n'ose pas préciser l'âge !

Commentaire d'internaute.

1- "*Le titre de cet article est une honte...*

Je suis dans ce cas "retraitée qui travaille" et mon fils n'a pas de boulot mis à part des cdd de temps en temps lorsqu'il a la "chance" d'en trouver..."

Vous n'avez pas choisi de continuer de travailler et vous êtes solidaire de votre fils, vous méritez notre estime, vous êtes un bon père.

2- "*Et pendant ce temps-là vos enfants et petits-enfants sont au chômage... parents indignes !*"

Non mais il y en a plein qui s'en foutent complètement.

Je connaissais un tas de vieux qui avaient plein de frics à la banque et qui savaient qu'ils allaient crever avec sans pour autant en faire don à leurs gosses qui étaient dans la merde. Cela ne leur a jamais effleuré l'esprit. J'ai un mot à leur dire : Dans ce cas-là, on ne fait pas de gosses.

Vous aviez cru profiter de la hausse du dollar, bravo pour la hausse, pour le reste...

- La baisse de l'euro devrait faire augmenter le prix de certains biens - Francetv info

La baisse de l'euro face au dollar n'a pas que des conséquences positives. Les prix de certains biens devraient augmenter, comme les téléviseurs par exemple. Les précisions de Camille Boudin pour France 3.

"Cela concerne toutes les marchandises qui sont achetées en Asie ou en Amérique du Nord et qui sont ensuite importées en France", dont les produits high-tech comme les tablettes, les ordinateurs, les smartphones, les téléviseurs.

La journaliste précise que cela concerne aussi l'électroménager et certaines denrées alimentaires comme le poisson d'Alaska, le thon ou les crevettes : "Tous ces produits pourraient augmenter de 10 à 20% dans les prochaines semaines. Une hausse des prix qui représenterait une hausse de 100 à 300 euros pour un ordinateur".

Cela s'explique par la baisse de l'euro qui, depuis un an, a perdu presque un quart de sa valeur : "-24% par rapport au dollar. Les entreprises qui achètent en dollar payent plus cher et doivent revendre plus cher". Francetv info 18.04

ACTUALITE EN TITRES

C'est qu'ils y tiennent, à qui, à l'emploi, mais non, à Hollande.

- Qu'attendent les Français de François Hollande ? - La Tribune

- Les Français veulent qu'Hollande parle sur Canal+ emploi et pouvoir d'achat - AFP

Vraiment ? L'action de François Hollande mécontente 79% des Français selon une enquête d'Opinion Way 20minutes.fr Seulement 5% des personnes interrogées font "tout à fait confiance", selon un sondage BVA pour Orange et iTELE publié samedi. AFP 18.04

Peu importe.

- François Hollande veut garder le cap - Francetv info

Lire. De nouveaux cadeaux annoncés aux patrons.

- F. Hollande réaffirme sa lutte contre le chômage - M6info

Lire. Contre les jeunes promis à la précarité et la pauvreté.

- Économie : François Hollande annonce des mesures pour les jeunes - Francetv info

Et quand des dirigeants d'EELV se rendent à Kiev pour soutenir le régime fasciste, sont-ils nuisibles ou font-ils leur devoir ?

- EELV pointe le "comportement nuisible" de ses parlementaires pro-gouvernement - AFP

Heureux !

- François Bayrou: «Oui, je suis heureux. Pourquoi dirais-je le contraire?» - Slate.fr

- Bienvenue au Danemark, pays des contribuables heureux - Francetv info

Terrain miné, amenez votre matériel de golf, les balles (réelles) sont fournies grâcieusement par l'agence...

- Obama invite les pays du Golfe à jouer un rôle politique en Libye - Reuters

Le visage hideux du capitalisme.

- Plus de 2,5 millions de personnes menacées par la faim au Niger - LeMonde.fr

Le TTIP ne fait pas recette.

Aucun média national ne relatait cette information ce matin.

- Journée d'action mondiale contre les traités de libre-échange - Liberation.fr

Des centaines de manifestations ont lieu aujourd'hui à travers le monde, comme en Allemagne où des milliers de personnes ont marché contre les accords de libre-échange, tel celui négocié entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Plusieurs centaines de manifestations étaient prévues samedi à travers le monde, principalement en Europe et en Allemagne, où plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue, contre les accords de libre-échange, à l'image de celui négocié entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Principale cible des manifestants : l'accord TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership, en français TAFTA), dont le prochain round de négociations débute lundi à New York, et qui vise à supprimer les barrières douanières et règlementaires entre les Etats-Unis et l'Europe. Ses opposants redoutent qu'il ne débouche sur une dérèglementation généralisée et un recul du champ d'action des gouvernements.

L'appel de samedi, lancé par un collectif international d'associations, ONG, syndicats, partis et relayé dans 45 pays, prévoyait quelque 750 actions, rassemblements ou manifestations dans le monde entier. En Allemagne, où le TTIP déchaîne les passions, il a connu un écho particulier : selon une porte-parole d'Attac Allemagne, «plusieurs dizaines» de milliers de personnes manifestaient samedi après-midi dans le pays, avec 230 actions organisées dans 170 «villes et villages».

A Munich, 15000 personnes ont manifesté, ils étaient 2000 à Leipzig et un millier à Stuttgart, selon cette porte-parole ajoutant qu'une grande manifestation anti-TTIP aura lieu le 10 octobre à Berlin. Une quinzaine d'événements étaient prévus dans la capitale, dont une chaîne humaine entre les ambassades du Canada et des Etats-Unis. Outre le TTIP, l'appel à manifester vise d'autres accords en préparation, comme celui sur le commerce des services (ACS ou TISA en anglais) ou celui entre l'UE et le Canada (Accord économique et commercial global, CETA). Liberation.fr 18.04

Difficile de censurer une "journée d'action mondial" d'autant plus qu'elle était téléguidée et organisée par ceux qui soutiennent le capitalisme. L'article était relativement neutre par rapport au sujet, c'était dans les commentaires des internautes qu'il fallait aller pour trouver de nombreux soutiens au "libre-échange" et donc au TTIP, confondant les périodes d'ascension et de putréfaction du capitalisme.

- En Allemagne, l'accord de libre-échange UE-USA déchaîne les passions - AFP

TTIP: quatre lettres qui laissent indifférents la plupart des Européens, mais déchaînent les passions en Allemagne où plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue samedi contre le futur traité transatlantique de libre-échange.

En Europe seuls les Autrichiens et les Luxembourgeois manifestent un intérêt aussi marqué, et une opposition aussi forte, à ce vaste accord pour lequel une neuvième série de discussions, depuis l'an dernier, démarre lundi à New York.

Selon un sondage YouGov publié fin mars, pour 43% des Allemands l'accord, soutenu par le gouvernement, serait "mauvais" pour leur pays, contre 30% qui l'estiment "bon". Aucun autre des sept pays sondés ne compte autant de sceptiques.

Les réserves se focalisent sur les normes sanitaires et de sécurité, notamment alimentaires, et les mécanismes d'arbitrage international des différends économiques.

Pour Peter Sparding, chercheur du German Marshall Fund, le débat en Allemagne, première économie européenne "a atteint une telle ampleur que les responsables des deux côtés doivent envisager le risque d'un échec ou d'une sérieuse réduction de la voilure" de l'accord.

La plupart des observateurs se retrouvent sur un point: la vigueur du débat doit beaucoup au fait que "cela va bien pour l'Allemagne en ce moment", explique Mme Börzel. L'économie crée des emplois, les revenus augmentent, les Allemands ont plus le loisir de se pencher sur des débats de société que leurs voisins français par exemple qui ont "bien d'autres problèmes à l'heure actuelle", relève l'universitaire Peter Sparding, chercheur du German Marshall Fund.

- Samedi de mobilisation globale contre le TTIP - euronews.com

Une mobilisation mondiale contre le Traité de libre échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Ce samedi dans de nombreux pays étaient organisées des manifestations contre le TTIP, le Transatlantic Trade and Investment Partnership, un accord en cours de négociation qui vise à ouvrir les marchés américains et européens les uns aux autres… En supprimant certains droits de douanes et en facilitant les règlements administratifs.

Les altermondialistes ont été les plus nombreux à se réunir en Allemagne, et si certains mettent en avant les risques d'une libéralisation à outrance, d'autres sont plus confus :

"Nous disons "non", déclare cette militante, nous n'en voulons pas. C'est déjà assez ce qu'on nous refile avec les OGM".

Plus de 20.000 personnes ont manifesté à Münich, gagnante haut la main de la mobilisation.

Pour les gouvernements défenseurs de ce TTIP , l'accord va favoriser les exportations européennes, aider à la relance de l'économie, et créer de l'emploi.

On n'en est pas encore là, les négociations continuent lundi à New York, elles se poursuivront toute l'année, en 2016 également, mais au final c'est le parlement européen qui se prononcera sur l'accord. euronews.com 19.04

- Manifestations contre l'accord TTIP à Bruxelles et ailleurs. - bxl.indymedia.org

A l'instar de Bruxelles, plusieurs milliers de personnes ont manifesté partout en Europe comme en Allemagne contre l'accord TTIP négocié entre les États-Unis et l'Union européenne, à l'occasion d'une journée d'action mondiale contre les traités de libre-échange qui devait être marquée par des centaines de manifestations dans le monde.

Les opposants redoutent que ce traité ne débouche sur une déréglementation généralisée et un recul du champ d'action des gouvernements. L'accord TTIP, sur lequel le prochain cycle de négociations débute lundi à New York, vise à supprimer les barrières douanières et réglementaires entre les États-Unis et l'Europe.

A Bruxelles, siège de la Commission européenne, environ 2.500 personnes se sont réunies, après des atelier et des débats dans la matinée. De nouvelles stratégies de combat ont été discutées. La marche est passée par la rue de la Loi et le Rond-point Schumann, siège de la Commission européenne « mandatée » pour les négociations. Pendant près de 3 heures les manifestants ont ainsi exprimé de manières diverses leur opposition raisonnée ferme et radicale à ce TTIP.

On dénombre aussi 750 actions dans 45 pays de tous les continents. Aux États-Unis, en Amérique latine (Brésil, Colombie, etc.), en Afrique (Burkina Faso, Zimbabwe, etc.), au Pakistan ou encore au Bangladesh. Des dizaines de milliers de personnes ont protesté contre le libre-échange. Rien qu'en Allemagne pas moins de 230 manifestations et actions (23.000 à München, 10.000 à Vienne, 4.000 à Berlin, 3.500 à Graz, 2.000 à Leipzig, 2.000 à Nürnberg, ...).

A Madrid, ils étaient un millier, dans un ambiance plutôt festive. A Varsovie, environ 3000 personnes ont manifesté. A Prague, une manifestation a réuni 250 personnes, alors qu'à Helsinki, un millier de personnes, dont certaines masquées, ont défilé en musique -batterie et heavy metal-, selon un journaliste de l'AFP. "Certaines études montrent que l'Europe du nord perdrait 220.000 emplois en quelques années à cause de ces accords", s'est inquiété Ville Hautakangas, du Parti Pirate de Finlande. Vendredi, la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, a défendu le TTIP, rejetant l'idée qu'il menacerait la démocratie, l'environnement ou les consommateurs : "ce n'est absolument par le cas", a-t-elle écrit sur son blog. "Le TTIP ne va pas changer nos règles sur les OGM ou le boeuf aux hormones", a-t-elle encore assuré.

L'accord TTIP est une "grande chance" pour l'économie allemande, de même qu'une "obligation", ont déclaré de leur côté le patron de l'industrie allemande Ulrich Grillo et le numéro un de Daimler Dieter Zetsche au journal Frankfurter Allgemeine Sonntag. bxl.indymedia.org 18.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Sommet Afrique-Asie

- Ouverture à Jakarta des travaux du Sommet Afrique-Asie - french.irib.ir

Les travaux du Sommet Afrique-Asie, qui coïncide avec le 60ème anniversaire de la tenue de la Conférence de Bandung, se sont ouverts, dimanche à Jakarta, au niveau des hauts responsables avec la participation de 86 pays asiatiques et africains .

A cette occasion, une exposition sur le partenariat et la coopération entre les pays du sud et la coopération tripartite a été inaugurée en présence de plusieurs délégations participant au sommet. L'ordre du jour du sommet est axé sur trois principaux thèmes, à savoir, la Palestine, la coopération Sud-Sud et les grandes questions intéressant les Etats des deux continents. Dans une déclaration à la presse, la directrice de la communication au ministère indonésien des Affaires étrangères a indiqué que 32 chefs d'Etats et de gouvernements participent à ce sommet, aux côtés de représentants d'organisations et d'instances financières internationales dont l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), les Nations Unies, la Ligue arabe, l'Union africaine et la Banque asiatique de développement. Au programme du sommet, qui commémore également le 10ème anniversaire du Partenariat stratégique Asie-Afrique signé en 2005 à Bandung, figurent notamment une réunion des hauts responsables, en plus d'une réunion ministérielle lundi. La réunion du Sommet afro-asiatique aura lieu les 22 et 23 avril à Jakarta.

Par ailleurs, une marche est prévue le 24 courant à Bandung avec la participation des délégations, en commémoration de la Conférence de Bandung tenue en 1955 qui donna naissance au Mouvement des Non-Alignés, défenseur d'une position neutre entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique pendant la Guerre Froide. La ministre indonésienne des Affaires étrangères Retno Marsudi a inauguré dimanche une réunion de hauts fonctionnaires à Jakarta dans le cadre de la commémoration du 60e anniversaire de la Conférence Asie-Afrique, également connue sous le nom de la Conférence de Bandung. Mme Retno a indiqué que l'élargissement de la coopération Sud-Sud entre partenaires de développement serait plus efficace pour atteindre les objectifs dans le cadre de la coopération intra-régionale. "Nous n'arrêterons pas la coopération Sud-Sud. C'est pourquoi nous invitons les partenaires de développement, l'appelant la Coopération triangulaire Sud-Sud (SSTC)", a-t-elle déclaré. 31 dirigeants ont confirmé leur présence à la commémoration du 60e anniversaire de la Conférence de Bandung, qui vise à élargir et à renforcer la coopération Sud-Sud. french.irib.ir 19.04

J'ai mis cet article en ligne parce qu'il n'en figurait aucun sur ce sujet dans la page d'info de Yahoo.

2- Etats-Unis-Iran

- S-300: Washington menace Téhéran - french.irib.ir

Le chef d'état-major interarme US, le général Dempsey, estime que la livraison des S-300, par la Russie, à l'Iran ne change en rien les capacités US à frapper l'Iran. "L'option militaire contre l'Iran n'est pas atteinte, même après la livraison des S-300. Cela fait des années que nous attendons la livraison de ces missiles à l'Iran et nous nous y sommes préparés. L'option militaire, que je dois au président, reste sur la table, en cas de l'échec de la diplomatie". french.irib.ir 17.04

3- Russie

- La carte maîtresse de Poutine, au Moyen-Orient? - french.irib.ir

Le Think Tank américain, Gate Stone,.... revient sur la récente décision de Poutine d'autoriser la livraison des S-300 à l'Iran : les impacts que ces missiles S-300, une fois livrés à l'Iran, pourront avoir, ne se limitent pas, uniquement, au régime israélien ou aux voisins arabes de l'Iran. Ces missiles rendent impossibles toutes frappes contre les sites nucléaires iraniens et garantissent, de la sorte, la nucléarisation de l'Iran. Ces missiles donneront davantage de confiance aux Iraniens et leur permettront de jouer, avec une plus grande confiance en soi, leur rôle, dans la région.... Si la Russie tient parole et qu'elle livre les S-300 à l'Iran, ces missiles ne tarderont pas à tomber entre les mains du Hezbollah et de la Syrie. Ce sont des engins d'une portée de 125 miles, soit assez, pour atteindre Israël. Les avions israéliens pourront, de la sorte, être visés au-dessus du Liban et de la Syrie. .. Cette décision prise par Moscou a, aussi, un autre message : si les pourparlers nucléaires Iran/5+1 échouent, de nouvelles sanctions décidées contre l'Iran ne seront plus enterniées par la Russie. En effet, une levée totale ou partielle des sanctions contre l'Iran est tout ce qu'il y de plus heureux à survenir pour la Russie : les Russes sauront fournir les armes les plus sophistiquées à l'un des pays les plus puissants de la région.

Quand bien même le commerce irano-occidental serait relancé, ce commerce là ne concerne pas le domaine des armements. La Russie a, déjà, gagné le marché lié à l'industrie nucléaire iranienne. Elle attend de gagner, aussi, le marché des armements. Depuis la crise ukrainienne, la Russie se sent de moins en moins européenne et est tournée vers l'Est, et aucun pays n'est plus symbolique que l'Iran, pour sceller ce rapprochement Russie/Orient. La vente des S-300 à l'ran pourrait, certes, provoquer des divergences de vue avec Israël, mais les relations Moscou/Tel-Aviv ne sont pas au beau fixe, et ce, depuis bien longtemps. Il y a cinq ans, on aurait pu dire que Moscou n'aimait pas étendre ses liens avec Téhéran. Ce n'est plus le cas. Les temps ont radicalement changé. La Syrie est la porte d'entrée de Moscou, au Moyen-Orient. Les liens de Moscou avec le Caire renvoient à un passé glorieux de l'empire russe. Avec la Turquie, Poutine compte travailler à un partenariat énergétique. Mais c'est, en Iran, que Poutine cherche "une profondeur stratégique", que la Russie n'a jamais eu, au Moyen-Orient ..... "Cette profondeur stratégique est sur le point de se former, déjà, à Moscou, où le ministre iranien de la Défense est l'hôte de marque d'une Conférence sur la sécurité". french.irib.ir 17.04

4- Yémen

4.1- 7 navires américains déployés, à proximité du Yémen - french.irib.ir

Alors que l'Arabie a bloqué la voie aux convois maritimes, à destination du Yémen, l'armée américaine a annoncé avoir déployé 7 navires, aux alentours du Yémen.

Les autorités de l'armée américaine ont annoncé, vendredi, qu'elles avaient déployé des navires de ce pays, au large des côtes yéménites, sans, cependant, participer à l'encerclement maritime, mis en place par l'Arabie, a-t-on appris de Farsnews.

Les navires américains sont l'"USS Forrest Sherman", (DDG-98), le "Winston S. Churchill", (DDG-81) et les démineurs, "USS Sentry", (MCM-3), et "USS Dextrous", (MCM-13), et 3 navires amphibies, "USS Iwo Jima", (LHD-7), "USS Fort McHenry", et "USS Fort McHenry", (LSD 43), qui transportent 2.000 Marines, a écrit le "Washington Post".

Une autorité américaine de la force navale américaine a annoncé au "Washington Post" que le navire "USNS Charles Drew", (T-AKE-10), à cargaison sèche, est déployé, dans la région. french.irib.ir 18.04

4.2- Djibouti ouvre son espace aérien aux chasseurs saoudiens pour attaquer le Yémen - french.irib.ir

« Djibouti ouvre son espace aérien et maritime aux chasseurs de l'opération Tempête décisive », a-t-on appris de l'ambassadeur djiboutien à Riyad.

Selon l'agence de presse Anatolie, le général Ahmed Assiri, porte-parole de la Coalition saoudienne, qui a déclenché une guerre il y

a trois semaine contre le Yémen, a déclaré, samedi lors d'une conférence de presse à Riyad, que Djibouti ouvrait son espace aérien et maritime aux avions de combat de la Coalition. Dans le même temps, Zia Eddine Bamakhrama, ambassadeur djiboutien à Riyad, a confirmé, lors d'un discours, les propos du général Assiri. Sur le terrain, un septième soldat saoudien a été tué lors des affrontements sur la frontière d'Arabie saoudite avec le Yémen. Selon la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadeen, l'Arabie saoudite a acheminé une cinquantaine de véhicules militaires vers la zone frontalière d'Al-Makhbara après l'avoir bombardée.

Dans le même temps, les avions de chasse de l'aviation saoudienne continuent de bombarder les différentes régions du Yémen. L'aviation saoudienne a pris pour cible, à plusieurs reprises, depuis samedi matin, la localité d'Al-Janad, dans la province de Taez d'autant plus que les artilleries d'Arabie saoudite ont pilonné les montagnes frontalières d'Al-Azad, situées dans la province de Saada. De son côté, une organisation de la défense des droits des enfants au Yémen a tiré la sonnette d'alarme quant à la situation précaire dans laquelle vivent des millions d'enfants yéménites. La guerre et le blocus ont mis en danger la vie de plus de 5 millions d'enfants surtout un million de nourrissons. french.irib.ir 19.04

4.3- Yémen: au moins 52 morts dans des violences dans le sud - AFP

L'Arabie saoudite a promis samedi de prendre en charge le coût des opérations humanitaires urgentes de l'ONU au Yémen, où la coalition arabe qu'elle dirige mène des frappes aériennes pour soutenir les partisans du président en exil contre une rébellion chiite.

De nouvelles violences ont fait au moins 52 morts, en majorité des rebelles, dans le sud du pays, portant à 128 le nombre des personnes tuées en moins de deux jours, selon un bilan compilé par l'AFP à partir de sources médicales, militaires et tribales.

Les combats se concentrent dans le Sud où les rebelles chiites, dits Houthis, tentent avec le soutien d'unités militaires restées fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh de prendre le contrôle de l'ensemble du pays après s'être emparés de la capitale Sanaa et de vastes régions.

Face à la détérioration de la situation au Yémen, où la population manque de tout, l'ONU et ses partenaires humanitaires ont lancé vendredi un appel à une aide urgente de près de 274 millions de dollars pour répondre aux besoins vitaux des 7,5 millions d'habitants affectés par le conflit.

La réponse est venue rapidement de Ryad, où le roi Salmane Ben Abdel Aziz a assuré qu'il règlerait la totalité du montant réclamé par l'ONU.

Le royaume "se tient aux côtés du peuple yéménite frère" et espère "le rétablissement de la sécurité et de la stabilité" dans ce pays, a indiqué le cabinet royal dans un communiqué.

Dans le même temps, l'Arabie saoudite a réaffirmé sa détermination à poursuivre l'opération militaire en dépit de l'appel du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon à "un cessez-le-feu immédiat".

"Nous avons besoin de patience et de persévérance", a répété vendredi le porte-parole de la coalition, le général saoudien Ahmed Assiri, lors de son point de presse quotidien à Ryad.

La coalition a intensifié ses raids aériens dans le nord, y compris autour de Sanaa où le camp militaire de Faj Attan a été sévèrement touché vendredi, selon des témoins.

La rébellion chiite a vivement critiqué le Conseil de sécurité de l'ONU pour sa résolution du 14 avril, qui la somme de se retirer des zones du Yémen qu'elle a conquises et lui impose des sanctions, dont un embargo sur les armes.

Le Conseil de sécurité "s'est rangé aux côtés du bourreau contre la victime", a écrit le Conseil politique de la rébellion dans un communiqué publié vendredi soir, quatre jours après l'adoption de la résolution 2216.

L'Iran, qui soutient les rebelles, a présenté dans un message à Ban Ki-moon un plan de paix en quatre points, prévoyant notamment un cessez-le-feu, une reprise du "dialogue national" et "un gouvernement d'union nationale". AFP 18.04

5- Israël

- BDS: le régime sioniste en colère contre l'UE - french.irib.ir

L'appel lancé par 16 ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne pour imposer l'étiquetage des produits fabriqués dans les implantations illégales israéliennes, a suscité l'ire des autorités du régime sioniste. Selon l'agence de presse Tasnim, dans une interview avec la radio israélienne, le ministre des Affaires étrangères du régime sioniste Avigdor Lieberman a déclaré que les partisans du boycott des produits israéliens en Europe, sont « hypocrites », il a dénoncé leur communiqué. En allusion à

ce qu'il a appelé « les jours de l'Holocauste à l'époque du règne de l'Allemagne nazie », le chef de la diplomatie du régime sioniste a indiqué : « Qu'ils mettent une étoile jaune sur les produits provenant de Judée-Samarie et du Golan ».

Six ministres européens des Affaires étrangères ont demandé jeudi à la chef de la diplomatie de l'Union européenne Federica Mogherini d'accélérer la procédure pour indiquer l'origine des produits fabriqués dans les implantations israéliennes de Cisjordanie. Les diplomates européens ont adressé leur requête à Mme Mogherini dans une lettre. Les pays signataires sont la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, la Belgique, la Suède, Malte, l'Autriche, l'Irlande, le Portugal, la Slovénie, la Hongrie, la Finlande, le Danemark, les Pays-Bas et le Luxembourg. « Il s'agit d'un pas important pour la mise en œuvre de la politique européenne, afin de préserver la solution à deux Etats", indique le texte.

L'auteur principal de ce plan est le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders, dont l'initiative est soutenue par 16 pays de l'Union européenne, qui étaient tous auparavant les principaux acheteurs de produits et de marchandises du régime sioniste. french.irib.ir 18.04

6- Syrie

- Syrie: le chef du Front al-Nosra tué à Alep french.irib.ir

Lors des affrontements entre les forces de l'armée syrienne et les terroristes en banlieue sud de la ville d'Alep, le chef du groupe terroriste du Front al-Nosra a été tué.

Au cours des affrontements dans la région de Khanasser, au sud d'Alep, les forces de l'armée syrienne ont réussi à abattre Abu Helal, l'émir du Front al-Nosra dans cette région.

Les éléments du Front al-Nosra ont tenté ces derniers jours d'attaquer la région de Khanasser afin de barrer la voie aux aides acheminées vers la ville d'Alep que les terroristes comptaient assiéger. Le terroriste Abu Helal a rejoint le groupe terroriste du Front al-Nosra dès le début des troubles en Syrie et a participé aux crimes perpétrés à l'encontre du peuple syrien. Il était l'un des terroriser qui, il y a deux ans, ont occupé la région de Khanasser et ont assiégé la ville d'Alep. french.irib.ir 18.04

7- Irak

- Irak : les Chiites de Sard City volent au secours des déplacés de la province d'Al-Anbar - french.irib.ir

La population de Sard City et bon nombre des Chiites du centre et du sud de l'Irak se sont déclarés prêts à accueillir chez eux les réfugiés sunnites de la province d'Al-Anbar, et à envoyer des aides humanitaires à compatriotes.

Selon Fars News, suite à l'offensive lancée par Daech, les Chiites de Sard City (banlieue de Bagdad) ont acheminé leurs aides aux familles qui se sont enfuis de la province d'Al-Anbar. Les Chiites irakiens ont aussi prévu des lieux pour héberger les réfugiés sunnites de la province d'Al-Anbar.

Ils se sont même dits disposés à accueillir ces réfugiés dans leurs propres maisons. Suite à l'offensive lancée par les terroristes takfiris de Daech contre la ville d'Al-Ramadi, chef-lieu de la province d'Al-Anbar, des dizaines de milliers de familles irakiennes ont été contraintes de quitter leurs maisons et de s'évader vers les provinces voisines, à Karbala et à Bagdad. french.irib.ir 19.04

8- Arabie saoudite

- Riyad s'embrase - french.irib.ir

Il y a deux jours que la capitale saoudienne est le théâtre de violents accrochages entre les forces de sécurité et des hommes armés. Les accrochages d'une violence inouie ont éclaté, dans le quartier d'Al-Nazim. Plusieurs forces de sécurité auraient été tués ou blessés. Le quartier a été, entièrement, bouclé, depuis ce matin, sans pouvoir, pour autant, localiser les terroristes, qui ont pris la fuite. Les forces de sécurité ont procédé à une fouille, maison par maison. Les forces de sécurité se préparent à mener des combats de rue. french.irib.ir 16.04

9- Palestine

- Journée mondiale du Prisonnier: Des dizaines de manifestants blessés par les sionistes - french.irib.ir

Les militaires du régime sioniste ont réprimé les manifestations pacifiques des Palestiniens à Ramallah, organisées à l'occasion de la Journée mondiale du Prisonnier.

Selon la chaîne de télévision Al-Jazeera, les militaires israéliens ont tiré des balles de gaz lacrymogènes sur les manifestants qui se dirigeaient du centre du village de Balein vers le mur de séparation. Des dizaines de personnes ont été blessées. Une a été la cible des balles réelles tandis que des dizaines d'autres ont été asphyxiées. Assistaient à cette manifestation, nombre de responsables palestiniens de diverses organisations, les membres du Conseil de législation et ceux du Comité exécutif de l'OLP. Une autre manifestation s'est aussi déroulée dans la ville d'Oum al-Fahm, pas au-delà de la ligne verte! A Gaza, les fidèles ont accompli leur prière devant le bureau du haut représentant de l'ONU. Environ 6000 prisonniers croupissent dans les prisons du régime sioniste parmi eux 29 femmes et 15 députés de l'Assmblée de législation palestinienne, sans oublier plus de 200 enfants et 1000 malades. french.irib.ir 17.04

10- Argentine

- Le conflit des Malouines rebondit entre l'Argentine et le Royaume-Uni - lefigaro.fr

Les ministres argentins des Affaires étrangères et de la Planification ont déposé plainte la semaine dernière devant un tribunal de Rio Gallegos contre cinq compagnies pétrolières qui effectuent des forages au large des Malouines. «L'Argentine va utiliser tous les moyens du droit national et international pour éviter que les ressources argentines ne soient spoliées», a déclaré le Secrétaire argentin aux Malouines, Daniel Filmus, à le vendredi 17 avril dernier lors d'une conférence à l'ambassade d'Argentine à Londres. Signe de la tension entre les deux pays: il n'a rencontré aucun officiel britannique.

Une récente loi argentine prévoit de punir de cinq à dix ans de prison l'exploration illégale de ressources naturelles, des peines alourdies en cas d'exploitation. Buenos Aires revendique la souveraineté sur les îles Malouines alors que le drapeau britannique flotte depuis 1833 sur ce petit archipel situé à 400 kilomètres des côtes argentines et à 12 700 de Londres.

Trois compagnies poursuivies sont britanniques (Rockhopper Exploration plc, Premier Oil plc et Falkland Oil and Gas Limited) et deux américaines (Noble Energy Inc et Edison Intenational SpA). Le ministre des Affaires étrangères britannique, Philip Hammond, a réagi sur Sky News, estimant qu'il s'agit d'une «action scandaleuse d'intimidation et une menace contre le droit des habitants des Falklands (nom britannique des Malouines) de développer leurs propres ressources économiques».

Pour le secrétaire d'État argentin, Londres veut conserver l'archipel car c'est un lieu stratégique qui dispose de ressources naturelles considérables, à la fois pétrolières et halieutiques. Londres défend sa présence aux Malouines, arguant que la grande majorité de la population désire rester britannique, selon le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. «Ce n'est pas une population exploitée ou dominée, argumente Daniel Filmus. C'est une population qui participe au processus de colonisation. La population est restée stable depuis 100 ans. Mais sa composition a été bouleversée. Au début du vingtième siècle, 92 % de la population étaient originaire des malouines. Ils ne sont plus que 46 % aujourd'hui». lefigaro.fr 19.04

SOCIAL et SOCIÉTÉ

Chili

Nouvelles manifestations étudiantes au Chili - euronews.com

Nouvelles grandes manifestations au Chili, toujours pour plus de réformes de l'éducation, mais cette fois aussi contre la corruption.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de Santiago et le défilé s'est terminé par quelques heurts avec la police. euronews.com 17.04

ECONOMIE

1- G24

- Le G24 critique Washington - french.irib.ir

Les pays du groupe 24 ont critiqué l'approche de Washington, lui demandant de soutenir les réformes du Font Monétaire

Lors des assemblées semi-annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Washington, les pays émergents réunis au sein du G24 ont dénoncé, jeudi 16 avril, en termes très directs, l'inaction des Etats-Unis sur la réforme du

Fonds monétaire international (FMI), une attitude qui porte atteinte, selon les pays du G24, au prestige de cette instance internationale. Adoptée en 2010, cette réforme est censée doubler les ressources du Fonds et donner plus de poids aux émergents. Ces réformes pourraient ainsi redonner à la Chine et plusieurs autres pays membres, leur droit de veto. Selon l'AFP, ce processus de ratification est actuellement bloqué au Congrès américain ; or, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde a, plus d'une fois, évoqué la nécessité desdites réformes. Pour Christine Lagarde, le FMI reflète l'économie mondiale de 2008, alors que pas mal de changements sont survenus, depuis, dans la situation économique des pays membres du FMI surtout les pays émergents.

Selon les experts, les Etats-Unis voient le fond monétaire international, comme un instrument pour s'immiscer (dans le secteur économique) des pays émergeants ; l'adoption des réformes réduira la mainmise américaine sur les autres pays membres, précisent les experts.

Pour sa part, le G24 a insisté, à maintes reprises, sur les réformes prévues pour le FMI. Pour le rappel, ce groupe est composé de 20 pays émergents qui, en tant que sous-ensemble du G77, coordonnent, chaque année, leurs positions sur le plan des finances internationales. Le G24 a été créé en 1971, afin de coordonner les approches des pays émergents en termes de finance internationale, d'aider au progrès financier desdits pays et d'assurer leurs intérêts dans les négociations portant dur les affaires financière à l'échelle mondiale. Les pays du G24 se donnent rendez-vous deux fois par an, à l'occasion des assemblées semi-annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. L'Iran, le Pakistan, les Philippines, Sri Lanka, la Syrie et le Liban du continent asiatique, ainsi que le Brésil, l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, le Guatemala et Trinidad et Tobago de l'Amérique latine, de même que l'Afrique du Sud, l'Ethiopie, le Gabon, l'Egypte, l'Algérie, le Nigeria, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire et le Ghana du continent africain, sont membres du G24 qui accueille, à ses réunions, en tant que membres observateurs, la Chine, l'Arabie saoudite et le Maroc. french.irib.ir 17.04

2- Chine

- La Chine à l'assaut du vieil ordre financier international - AFP

Avec son projet de banque géante d'investissement en Asie et ses ambitions pour sa devise, la Chine a pris la tête des pays qui veulent bousculer un ordre financier international dominé par les Américains.

Les réunions de printemps à Washington du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, héritières des accords de Bretton Woods de 1944, et auxquelles affluent ministres des finances et banquiers centraux, ont fait une belle part à l'offensive chinoise.

Le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a voulu jeudi "féliciter la Chine pour (un) grand pas dans la direction du multilatéralisme", la mise sur pied de la banque de financement d'infrastructures AIIB, avec laquelle il espère "travailler très étroitement".

Contrairement à ce qu'espérait Washington, plus que réservé face à un projet qui importune aussi le Japon, il y a foule pour faire partie de cette future institution: 57 pays se sont déjà déclarés.

Voilà qui contraste avec l'enlisement du projet de "banque des BRICS", lancé en fanfare à l'été 2014 par les grands émergents, et eux seuls. Ce projet politique conteste ouvertement deux institutions, le prêteur de crise qu'est le FMI et le créancier du développement qu'est la Banque mondiale, dont Européens et Américains se partagent depuis toujours la direction.

L'approche chinoise est plus pragmatique et chacun peut espérer y trouver son compte, explique Christophe Destais, chercheur au CEPII, centre de recherches français sur l'économie internationale.

Les pays étrangers convoitent de nouveaux débouchés dans le BTP et de l'énergie, mais aussi pour leurs banques: l'AIIB entend se financer sur les marchés, "ce qui demande des services financiers. C'est sans doute la raison pour laquelle la Grande-Bretagne a décidé de rejoindre le projet", dit-il.

L'enthousiasme des Britanniques, premiers à se déclarer membres fondateurs de l'AIIB, a irrité la France, l'Allemagne et l'Italie, qui auraient préféré une démarche commune. A en croire des participants aux réunions de Washington, le ministre britannique des Finances, George Osborne, se serait "fait assaisonner" par d'autres responsables européens pour ce cavalier seul.

La Chine cherche, elle, "un exutoire à une industrie" surcapacitaire, tout en poursuivant "un intérêt diplomatique, qui est d'affaiblir l'influence américaine", selon M. Destais.

Pour lui, toutefois, "en dépit des imperfections du système (Bretton Woods), la Chine le trouve utile".

"Elle a les moyens de l'influencer, pas encore de le façonner", et il en sera ainsi tant que le dollar restera la première devise mondiale.

Leur puissance monétaire n'empêche pas les Etats-Unis d'être nerveux. "Même alors qu'émergent de nouvelles institutions, je voudrais souligner que le FMI demeure l'institution de référence pour promouvoir la stabilité économique mondiale", a rappelé le secrétaire américain au Trésor Jack Lew.

Pour le prix Nobel d'Economie Joseph Stiglitz, l'hostilité au projet AIIB est "une nouvelle illustration de l'insécurité des Etats-Unis quant à leur propre influence internationale".

Si l'administration Obama vante à toute occasion le travail du FMI, le Congrès américain bloque une réforme conçue en 2010, qui donnerait plus de poids aux pays émergents en son sein. Christine Lagarde, la directrice-générale du Fonds, s'était affirmée prête à faire une "danse du ventre" pour convaincre les parlementaires américains.

Cette paralysie est "un obstacle à la crédibilité du FMI, sa légitimité et son efficacité", ont estimé les pays émergents réunis au sein du G24, dans un communiqué publié lors des réunions de Washington.

En attendant cette hypothétique réforme, la Chine mène une autre campagne: faire admettre sa devise aux côtés du dollar, de l? euro, de la livre sterling et du yen dans le calcul des DTS (droits de tirage spéciaux), embryon de devise de réserve universelle du FMI. Les DTS ont été conçus au départ comme une espèce d'ersatz de l'or et du dollar; si leur rôle reste marginal, y accéder serait pour Pékin "une reconnaissance symbolique", selon Christophe Destais.

Quant à la Banque mondiale, elle doit aussi se réformer sous peine "d'apparaître rapidement superflue", selon Scott Morris et Madeleine Gleave, du "Center for global development". Dans un article publié en mars, ils épinglent le contraste entre une Banque figée dans ses vieux réflexes, et les bouleversements financiers dans les pays en développement.

Le meilleur exemple est sans doute l'Afrique, désormais dotée de sa propre banque de développement et où plusieurs pays sont désormais capables de lever des fonds sur le marché, modifiant le rapport de force avec les institutions de Washington.

3- Déchets du vieux monde.

La société du déchet et des privations extrêmes en guise de progrès social.

- Record de déchets électriques et électroniques dans le monde en 2014 - AFP

Le poids des déchets électriques et électroniques, ou "e-déchets", a atteint un record dans le monde en 2014, à 41,8 millions de tonnes, contre 39,8 millions en 2013, selon un rapport de l'Université des Nations unies (UNU) publié dimanche.

Près de 60% de ces produits étaient des équipements de cuisine, de salle de bain ou de buanderie, précise l'UNU dans cette étude. Quelque 7% étaient des téléphones portables, des calculatrices, des ordinateurs portables ou encore des imprimantes.

Selon l'étude, la Norvège est le pays qui produit la plus grande quantité de e-déchets par habitant, avec 28,4 kg, suivi de la Suisse (26,3 kg) et l'Islande (26,1 kg). La France arrive en 8e position, avec 22,2 kg par habitant. La région qui génère le moins de e-déchets est l'Afrique, avec un rejet estimé à 1,7 kg par habitant. Au total, le continent a produit 1,9 millions de tonnes de ces déchets.

Mais en termes de volume cette fois-ci, ce sont les Etats-Unis et la Chine qui arrivent en tête, totalisant tous deux 32% de la part mondiale de e-déchets, suivis par le Japon, l'Allemagne et l'Inde.

Moins d'un sixième de ces déchets ont été correctement recyclés, souligne aussi l'UNU. Or ils renferment de précieuses ressources comme le fer, le cuivre, ou l'or: ces déchets avaient ainsi pour 2014 une valeur estimée à 48 milliards d'euros.

"Au niveau mondial, les e-déchets constituent une précieuse "mine urbaine" - un large réservoir potentiel de matériaux recyclables", souligne David Malone, sous-secrétaire général des Nations-Unies et recteur de l'UNU.

Ils contenaient aussi 2,2 millions de tonnes de composants dangereux, comme le mercure, le cadmium ou le chrome, une ""mine toxique" qui doit être gérée avec une attention extrême", avertit M. Malone.

Le cap des 50 milions de tonnes déchets électriques et électroniques annuels devrait être atteint en 2018.

Haut de page

Le 21 avril 2015

CAUSERIE

J'ai réalisé cette causerie très rapidement car je dois sortir en ville faire des courses. On a ajouté 49 articles.

Le chiffre du jour. +2.500

Rectificatif. Le porte-parole des forces armées yéménites a annoncé que depuis l'agression de l'Arabie contre le Yémen, plus de 2.500 citoyens de ce pays avait été tué dont des centaines de femmes et d'enfants. (french.irib.ir 20.04)

Dossier Yémen

-Yémen : plus de 23 morts et 226 blessés, à Faj Attan, dans un raid de l'aviation saoudienne - french.irib.ir

Au Yémen, suite au raid des avions de chasse saoudiens contre la région de Faj Attan, au moins, 23 personnes ont été tuées, et plus de 226 autres, blessées.

Selon Al-Mayadeen, à la suite de la frappe des avions de chasse saoudiens contre la région de Faj Attan, à Sanaa, plus de 23 personnes sont mortes, tandis que plus de 226 autres étaient blessées, et ce, alors que ce bilan reste provisoire et que le nombre des morts et des blessés risque de s'alourdir. Selon le porte-parole des forces armées yéménites, depuis l'agression de l'Arabie contre le Yémen, plus de 2.500 citoyens de ce pays, pour la plupart, des femmes et des enfants, ont perdu la vie.

La plupart des infrastructures yéménites ont été détruites, dans les frappes de l'aviation saoudienne, et les bombardements ont frappé les hôpitaux, les écoles, les aéroports et les mosquées. Dans le même temps, des rapports faisant état de violations graves des droits humains ont, également, fait surface. Parallèlement, le nombre de personnes, en situation d'insécurité alimentaire, est passé de 10,6 à 12 millions, et, au moins, 150.000 personnes, ont été déplacées, selon l'annonce du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, (OCHA). french.irib.ir 20.04

- Yémen : deux régions de Ma'rib, nettoyées - french.irib.ir

Epaulée par les forces populaires, l'armée yéménite a réussi à reprendre à Al-Qaïda le contrôle des régions d'Al-Wazih et d'Al-Mochadjah, dans la province de Ma'rib. Selon Farsnews, les forces de l'armée et celles des comités populaires yéménites ont libéré, ce lundi, la région d'Al-Wazih, dans la province de Ma'rib, des éléments armés et des éléments d'Al-Qaïda. Toujours, dans la province Ma'rib, ces forces ont réussi à nettoyer la région d'Al-MOchadjah, au centre de la province.

Les forces militaires et populaires yéménites continuent leur avancée vers la base militaire d'Al-Koufel, occupée par Al-Qaïda. «Ces opérations ont été très efficaces, en permettant d'assurer la sécurité de la route Sanaa-Ma'rib, laissant, ainsi, les camions-citernes qui transportent du pétrole, se rendre à Sanaa, pour y transférer du combustible», dit un porte-parole militaire yéménite. Avec la mort d'un grand nombre d'éléments takfiris ou qaïdistes, les rues et les quartiers de la ville de Ma'rib ont retrouvé la sécurité, tandis que se poursuivent les opérations de ratissage, dans le centre sécuritaire de Rada. french.irib.ir 20.04

- Yémen: Les Saoud changent de tactique - french.irib.ir

La guerre qui aurait dû apporter au régime saoudien d'importants acquis dont la réalisation de leurs politiques régionales, n'a eu rien pour le moment, que des frais colossaux que les jeunes princes de la famille royale doivent dépenser, ceux qui cherchaient et de préstige et de réputation, via cette politique et décision des "Grands". Or, près d'un mois après l'agression contre le Yémen, menée contrairement à toutes les règles internationales, les dépêches et rapports font tous part du bilan lourd des pertes, chez les civils. Les sources indépendantes annoncent 2600 morts dont près de 400 enfants et 300 femmes. Il semble que le régime saoudien et sa coalition illégitime, ayant, indirectement, accepté l'échec au Yémen, ont décidé de changer de cap pour contrer ce grand scandale.

Un de leurs projets consiste à la mise à exécution du modèle Hadi/Saleh comme en 2011 où Mansour Hadi a désigné le Premier ministre démissionnaire, Khaled Baha'a, le vice-président, le reconduisant également au poste de Premier ministre. Baha'a a prêté serment dans les locaux de l'ambassade du Yémen à Riyad. Cette stratégie était à l'époque une mise à l'écart, plus digne et plus honnête, d'Ali Abdallah Saleh du gouvernement tandis qu'Abd Rabbo Mansour Hadi l'a désigné comme le président provisoire du gouvernement yéménite, celui qui aurait dû préparer, via des réformes et changements, le terrain à la révision des lois et l'élection du futur président, ce qui n'a pas eu lieu, toutefois, dans les quatre années suivantes.

Apparemment, le projet actuel consiste à répéter le même scénario avec Hadi et Baha'a comme acteurs. Il est vrai que les Al-e-Saoud ont actuellement deux options devant eux: ou bien abandonner, arbitrairement la guerre et annoncer le cessez-le-feu, ce qui coûtera très cher aux princes inexpérimentés saoudiens, ou bien, chercher des canaux pour établir des relations avec Ansarallah pour trouver au moins des portes de sortie de la crise, pour ne pas rentrer bredouille de cette guerre honteuse. Dans ce dernier cas, ils entendent, bien sûr, garder Khaled Baha'a comme l'adjoint de Mansous Hadi, ce qu'ils ont déjà fait à l'époque d'Ali Abdallah Saleh et sa mise à l'écart. Destituer Mansour Hadi et désigner Khaled Baha'a au poste de vice-président et puis président du Yémen, voilà le scénario du régime saoudien. Certes, il semble peu probable qu'Ansrallah accepte un tel projet dans la mesure où ses forces ont enregistré d'importantes avancées dans diverses régions du Yémen et renforcé leurs positions sur les frontières avec l'Arabie.

Les dépêches font part du contrôle par Ansarallah d'au moins 18 des 22 provinces du Yémen. A cela s'ajoute, la mort et l'arrestation de plusieurs militaires saoudiens dont des officiers en l'occurrence Fahad Ben Turki Ben Abdel-Aziz Al-e-Saoud l'un des commandants de haut rang de l'armée saoudienne, lors des heurts avec les tribus yéménites. Tout cela contribuent à la prise de décision de l'Arabie. Quoi qu'il en soit, avec cette guerre d'usure que vivent les Saoudiens au Yémen, la réalisation des objectifs de Riyad reste encore et toujours impossible. french.irib.ir 20.04

- Yémen: 28 civils tués après des raids sur Sanaa - AFP

Au moins 28 civils ont été tués lundi par de spectaculaires explosions ayant suivi deux raids de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite contre un dépôt de missiles à Sanaa, au 27e jour du conflit au Yémen.

Plus de 300 personnes ont été blessées dans ces explosions décrites par des habitants comme les plus violentes dans la capitale depuis le début des frappes lancées pour empêcher des rebelles chiites et leurs alliés de contrôler l'ensemble du Yémen.

Le bilan des victimes pourrait s'alourdir, a indiqué une source médicale, faisant état de nombreux blessés graves. Il était impossible dans l'après-midi de s'approcher des lieux tant la chaleur était intense, selon un correspondant de l'AFP.

La base touchée se trouve à Fajj Attan, une colline surplombant le sud de Sanaa. Une dizaine de maisons voisines ont été détruites et une station service a pris feu, ont indiqué des témoins.

"Ces bombardements ont eu lieu sans alerte au préalable, en violation directe du droit international humanitaire", a déploré l'ONG Action contre la faim (ACF), dont les bureaux ont été endommagés.

Anticipant la poursuite probable des raids, ACF a décidé de "suspendre temporairement" ses activités à Sanaa.

La chaîne de télévision Al-Yemen Al-Youm a été touchée: trois de ses employés ont été tués, dont un journaliste, selon des secouristes. La chaîne a suspendu ses programmes. AFP 20.04

- Des armes déguisées de Riyad aux terroristes - french.irib.ir

« Une grande quantité d’armes a été saisie à partir des camions chargés d’aides humanitaires, en provenance d’Arabie.

Ce que le monarque saoudien a promis aux terroristes et aux miliciens pro-Hadi est le massacre du peuple yéménite », a déclaré un général de brigade de l’armée yéménite.

Ahmed Sabih Al-Kamel, un général de brigade yéménite, a déclaré, au micro de l’agence de presse Fars à Sanaa, que l’armée yéménite, appuyée par Ansarullah, avait découvert et saisi une grande usine de fabrication de bombardiers et de roquettes dans la province d’Aden, dans le Sud du Yémen. « Selon les enquêtes menées au sujet de cette usine, tous les éléments impliqués dans cette affaire sont les ressortissants saoudiens et sont en lien avec les terroristes et les miliciens pro-Hadi », a souligné Ahmed Sabih Al-Kamel avant d’ajouter : « Les militaires de l’armée et les forces d’Ansarullah ont aussi découvert et saisi une grande quantité d’explosifs ainsi qu'un grand nombre d’uniformes militaires qui étaient arrivés au Yémen dans des camions d’aides humanitaires de l’ONU, en provenance d’Arabie.

« L’Arabie saoudite a transféré les éléments de Daech et les terroristes depuis la Syrie vers le Yémen pour qu’ils puissent participer aux affrontements opposant les miliciens pro-Hadi aux forces des comités révolutionnaires. Après avoir subi un grand échec dans les différentes régions du Yémen, les Saoudiens ont été obligés de faire appel aux terroristes et à leurs mercenaires », a-t-il ajouté.

« Le monarque saoudien a promis une aide financière de 274 millions de dollars aux terroristes et aux miliciens pro-Hadi et cela pour le massacre du peuple yéménite », a-t-il indiqué. french.irib.ir 20.04

- Villes saoudiennes menacées, Riyad panique - french.irib.ir

Les Ale Saoud reçoivent, ces jours-ci, de sérieuses alertes quant aux opérations armées dans les villes saoudiennes.

L'hebdomadaire palestinien "Al-Manar", citant des sources bien informées et des milieux sécuritaires a annoncé que des groupes armés seraient arrivés sur le territoire saoudien pendant les derniers jours afin de porter atteinte à la stabilité et à la sécurité d'Arabie saoudite.

« En réaction aux politiques criminelles des Ale Saoud et à leur offensive contre le Yémen, faisant jusqu'ici un millier de martyrs et trois mille blessés, des groupes armés seraient arrivés pendant les derniers jours en Arabie saoudite afin de perpétrer les opérations armées dans les villes saoudiennes », a-t-on appris d'Al-Manar.

Les milieux sécuritaires prévoient que l'Arabie saoudite ferait l'objet d'une gigantesque évolution sur fond de ses politiques erronées, stigmatisées par les peuples des pays arabes, une évolution qui pourrait même effondrer les piliers du régime saoudien, déjà fragilisés en raison de son soutien au terrorisme et de la guerre qu'il a déclenché contre les nations arabes. french.irib.ir 20.04

ACTUALITE EN TITRES

Ils flambent !

- Morgan Stanley dégage ses plus gros bénéfices depuis 2007 - AFP

La banque d'affaires américaine Morgan Stanley a vu ses bénéfices flamber de plus de 59% au premier trimestre, grâce à la bonne santé du courtage qui lui a permis d'enregistrer sa meilleure performance trimestrielle depuis la crise.

Pas encore coulés ?

- Les cotes de François Hollande et Manuel Valls refluent encore - Reuters

Belgique. Social.

- Grève nationale en Belgique mercredi, perturbations en vue - Reuters

La CGSP, principale fédération syndicale du secteur public belge, appelle à cesser le travail le 22 avril. Reuters 20.04

Nous n'en saurons pas plus avec cet article, dont la totalité du contenu était axé sur les difficultés qu'allaient subir les malheureux usagers du service public... qui sont aussi des travailleurs et directement concernés.

Déstabilisation téléguidée depuis Washington. A l'origine : Un désaccord avec Bruxelles, comme en Ukraine.

- Hongrie : nouvelle manifestation contre la corruption au sein du pouvoir - euronews.com

"Ces derniers mois, il y a déjà eu de nombreuses manifestations contre la corruption et la politique du gouvernement Orban. Cette manifestation intervient sur fond de désaccords entre l'Union européenne et le pouvoir hongrois. D'autres manifestations sont déjà annoncées dans un proche avenir", explique notre correspondant à Budapest, Attilla Magyar. euronews.com 20.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Stalinien for ever. Du social-patriotisme au social-nationalisme.

- Roger Martelli : « L'amalgame PCF-FN est une infamie » - LeMonde.fr

- François Hollande provoque la colère des communistes - Francetv info

"Marine Le Pen parle comme un tract du Parti communiste des années 1970". Ces mots, prononcés par François Hollande dimanche 19 avril sur Canal+, ne passent pas auprès des communistes, qui exigent des excuses publiques.

S'agissait-il d'une maladresse ? Car il est vrai qu'à l'époque, le PCF communiquait sur fond de France bleu-blanc-rouge et se posait en défenseur de la nation. Aujourd'hui, le Front national reprend ce contexte. Francetv info 20.04

Le PCF continue d'être le porte-drapeau bleu-blanc-rouge... des Versaillais ! Il sert les mêmes intérêts politiques que le FN, le régime en place. Ils ont un autre point en commun, leur détestation viscérale du communisme.

Finalement Hollande ne visait pas le PCF, mais le communisme qui est l'antithèse du capitalisme. Il fallait peut-être avoir un oeil sur les derniers développements en Ukraine pour comprendre le pourquoi de cette rhétorique.

Chacun comprendra que puisque le PCF ne peut pas défendre le communisme (sic!), nous ne pouvons pas défendre le PCF.

L'Etat terroriste français est responsable du massacre du peuple syrien et de la destruction de la Syrie.

- Bachar al-Assad : un dialogue impossible avec la France «qui soutient le terrorisme dans notre pays» - Libération.fr

- Bachar el-Assad accuse la France de soutenir les «terroristes» - figaro.fr

Bachar Al-Assad a accusé les Occidentaux, dont la France, de soutenir les jihadistes qui opèrent sur le territoire syrien. "C'est vous qui soutenez les terroristes. Il n'y a pas de dialogue possible avec des pays qui soutiennent le terrorisme dans notre pays", a-t-il affirmé, face à David Pujadas. "Dès les premières semaines du conflit, les terroristes se sont infiltrés en Syrie avec l'appui d'Etats occidentaux et régionaux", a martelé le chef d'Etat, niant toute responsabilité dans l'émergence du conflit et qualifiant, comme de coutume, ses opposants, sans distinction, de "terroristes". figaro.fr 20.04

Allez dire cela aux gauchistes, à la pseudo-gauche et à l'extrême gauche dégénérée qui s'alignent sur les gouvernements français et américain...

Commentaire d'internaute

- "Comment peut on faire confiance à ces organismes d'observation (ONG, ONU, etc. - ndlr) avec le recul et le nombre de fois où ils ont crié au loups à mauvais escient.

Et puis cette guerre à débuté tout aussi étrangement que d'autres guerres, une manifestation avec des hommes masqués, des tirs "non identifiés" dans la foule, comme un peu partout.

Les Syriens que nous rencontrons à Paris sont tous des soutiens de Bachar Al Assad, comment prendre au sérieux des accusations aussi énormes contre lui, et puis les preuves qui sont comme souvent des photos plus ou moins localisables, identifiables.

Jusqu'alors aucun de nos satellites n'a pu confirmer tout celà, aucun témoin de bonne foi non plus. Par contre oui, on a des jeunes qui reviennent en France, d'autres qui partent ..."

Les sionistes et les takfiris n'ont rien à craindre et n'ont pas à avoir honte, l'Etat français les protège.

«Les Français juifs ne doivent plus avoir peur d'être juifs» et «les Français musulmans ne doivent plus avoir honte d'être musulmans», a martelé Valls. lefigaro.fr 17.04

En désignant indistinctement tous les juifs, il en fait des otages des sionistes, des complices et des responsables de leurs crimes abominables, et en traitant tous les musulmans de la même manière, il en fait les complices des barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique. Pour encourager le racisme on peut guère trouver mieux, plus sournois et cynique.

Il protège ainsi Israël et s'attaque aux valeurs de la République incompatibles avec le wahhabisme dont les adeptes se trouvent ainsi confortés. En procédant à un amalgame entre tous les juifs, dans l'avenir s'attaquer aux sionistes pourrait être assimilé à un comportement antisémite dans la mesure où il n'existerait aucune distinction entre eux. Quant aux wahhabistes, les critiques qui leur seront adressées seront dénoncées comme des propos racistes envers tous les musulmans.

Mieux encore, pour finir de pourrir ceux qui se réclament de la gauche, il va les mettre à contribution en leur confiant une multitude de tâche et les rémunérer en conséquence, donc les corrompre pour finalement mettre en oeuvre une politique qui servira

l'extrême droite, et dont l'origine est d'extrême droite, car le racisme ne naît pas spontanément en bas de la société, il est secrété en haut, par ceux qui détiennent le pouvoir et l'instrumentalisent pour gouverner.

Commentaire d'internaute

- "Monsieur VALLS est sur le point de nous construire une société dans laquelle la délation, voire la dénonciation, deviendra pour certains l'instrument idéal permettant d'assouvir des penchants vindicatifs ou des frustrations mal contrôlées.

Il prend le risque de faire renaître la triste et infecte France des années 40."

C'est son objectif.

Si leur modèle social alimente l'extrême droite, c'est qu'il n'existait aucun modèle social en régime capitaliste, cela n'existe pas.

- L'extrême droite perce en Scandinavie - Francetv info

Toute la Scandinavie connaît une évolution politique : l'extrême droite pousse. Hier, dimanche 19 avril, les élections en Finlande ont consacré les nationalistes comme 2e parti du pays. Le chef du parti centriste ne peut savourer sa courte victoire car il devra maintenant gouverner avec ses adversaires.

En Suède, les populistes sont la 3e force politique. Dans ce pays où le modèle social est en crise et la politique d'intégration contestée, le discours décomplexé du parti d'extrême droite fait mouche. Les partis traditionnels ont dû s'unir pour éviter des élections anticipées.

En Norvège, les populistes sont déjà au gouvernement grâce à une coalition avec les conservateurs. Ils occupent même des postes clefs comme au ministère de la Justice. Enfin, au Danemark, l'extrême droite est arrivée en tête aux dernières européennes.

Hier, le chef du Parti finlandais a lâché quelques mots clairs : "On est là pour rester". Francetv info 20.04

France. Main d'oeuvre gratos, le rêve !

- Embaucher un apprenti sera bientôt gratuit pour les plus petites entreprises - Le Huffington Post

Dès la rentrée prochaine, les entreprises de moins de 11 salariés pourront embaucher des apprentis mineurs et voir leur salaire "pris en charge par l'Etat", a indiqué le 20 avril le ministère du Travail, précisant une mesure dévoilée la veille par François Hollande.

Le 19 avril, le président a annoncé sur Canal+ des "avantages" pour les très petites entreprises (TPE) employant des apprentis mineurs. Elles "ne paieront plus rien sur l'emploi d'un apprenti (...) à partir de la prochaine rentrée scolaire", a-t-il déclaré.

L'annonce présidentielle concerne-t-elle les seules cotisations, ou les cotisations et le salaire ? "Les entreprises de moins de 11 salariés ne paieront plus rien du tout", a précisé le ministère à l'AFP. Le salaire sera "pris en charge par l'Etat", a-t-il ajouté.
Le Huffington Post 20.04

Stratégie du chaos et de la guerre. Le capitalisme est une monstruosité qu'il faut éradiquer.

- Les dix mesures d'urgence proposées par Bruxelles pour lutter contre le trafic de migrants en Méditerrannée - Francetv info

- Le naufrage en Méditerranée a fait 800 morts, selon le HCR - LeMonde.fr

- Naufragés de méditerranée : l'Europe gardienne de cimetière - Le Monde

- Méditerranée: Appel de détresse d'un bateau transportant plus de 300 migrants - 20minutes.fr

- Grèce: trois morts, 93 rescapés dans le naufrage d'un bateau de migrants en Egée - AFP

- Nouveau naufrage en Méditerranée : 400 à 450 personnes en détresse - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Corée du Sud

Corée du Sud : le premier ministre offre sa démission après un scandale de corruption - LeMonde.fr

Le premier ministre de la Corée du Sud, Lee Wan-Koo, a offert mardi 21 avril sa démission, demandée par le principal parti d'opposition qui l'accuse de corruption, selon l'agence de presse coréenne Yonhap. Cette affaire a débuté avec le suicide d'un puissant hommes d'affaires qui, dans une lettre, avait affirmé avoir donné des fonds au premier ministre ainsi qu'à deux autres proches de la présidente.

La présidente de Corée du Sud a déclaré la guerre à la corruption, promettant de punir « quiconque » se rendrait coupable de malversations. Le Premier ministre lui refusait jusqu'ici d'accéder aux appels à la démission lancés par la Nouvelle alliance politique pour la démocratie (NAPD), la principale formation d'opposition. LeMonde.fr 20.04

2- Japon

- Le Japon lance une nouvelle stratégie militaire - lepoint.fr

Jusqu'alors très pacifiste, la Constitution japonaise autorisera bientôt les forces d'autodéfense à s'engager dans des opérations à l'étranger.

Sur la scène militaire, c'est le grand retour du Japon. Déjà supérieur à celui de la France, son budget de la défense augmente ; il modernise sa marine, symbolisée par le grand porte-hélicoptères Izumo, renforce son aviation et veut entrer de plain-pied dans les opérations internationales.

Le 1er juillet 2014, le Premier ministre nationaliste Shinzo Abe annonçait que la Constitution allait changer, et qu'elle permettrait, une fois amendée, aux forces armées de recourir à la force, et pas seulement dans le cas de l'autodéfense du pays. Le Japon pourra ainsi exprimer sa solidarité avec la communauté internationale, dans le cadre d'une "légitime défense collective", selon trois "nouvelles conditions" bien précises.

La première est remplie "lorsqu'une attaque armée se produit contre un pays étranger en étroite relation avec le Japon et que cela a pour résultat de menacer la survie du Japon et de représenter un danger évident qui remet en cause fondamentalement le droit de la population à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur". La deuxième condition exige qu'il n'y ait pas d'autre moyen que le recours à la force pour aider le pays ami menacé. Troisième condition : que l'emploi des armes se situe "au minimum requis".

Ces évolutions permettraient notamment aux troupes japonaises de protéger les très nombreuses installations américaines sur leur sol, y compris en période "grise", quand les hostilités ne sont pas ouvertes. Cette aide pourrait toutefois s'étendre aux forces australiennes. Concrètement, ainsi qu'on le confirme au ministère des Affaires étrangères à Tokyo, les soldats japonais pourront contribuer - y compris les armes à la main et avec le droit d'ouvrir le feu, c'est la nouveauté - à des opérations internationales de maintien de la paix, sous l'égide ou pas de l'ONU.

Il s'agirait moins de s'engager dans des combats directs que d'assurer la protection de civils menacés. Ils pourront également assurer, au profit de forces alliées engagées dans ces opérations, des fournitures de matériel, du transport logistique et des services médicaux. Quand on demande précisément à un expert japonais proche du ministère des Affaires étrangères si l'on pourrait envisager que des troupes de son pays viennent combattre avec les troupes françaises de l'opération Barkhane en Afrique, la réponse est claire : "Pour lutter contre le terrorisme, ce serait permis !" On n'en est bien sûr très loin...

La mise en place de la nouvelle posture militaire japonaise prendra encore un peu de temps. Les tractations se poursuivent au sein de la coalition gouvernementale entre le parti libéral démocrate de Shinzo Abe et son partenaire, le Komeito. Ce dernier réclamait par exemple que l'approbation du Parlement (Diète) soit indispensable avant tout déploiement de troupes à l'étranger.

Finalement, un accord ne sera nécessaire qu'une semaine après le début des opérations. lepoint.fr 20.04

3- Syrie

3.1- Lattaquié : vaste offensive takfirie repoussée - french.irib.ir

En Syrie, l'armée régulière a repoussé une vaste attaque des groupes terroristes contre trois localités de la banlieue-nord de Lattaquié.

Selon l'agence de presse Fars depuis Damas, l'armée syrienne a neutralisé une intense offensive des groupes terroristes contre Naba Al-Mar, Al-Farnalaq et la colline stratégique 45, situées tous en banlieue-nord de Lattaquié. Cette attaque a été lancée par un certain nombre de groupes terroristes après que l'armée syrienne est arrivée à libérer deux localités stratégiques près de la montagne Dahiya, en banlieue-nord de Lattaquié. A présent, l'armée tente de renforcer ses positions dans les zones récemment libérées et se prépare à lancer une nouvelle opération. « L'artillerie de l'armée a pilonné les rassemblements des terroristes dans les lignes de combats afin de favoriser la réussite de cette opération », a déclaré une source syrienne.

En outre, l'aviation syrienne a pilonné les lignes défensives des groupes terroristes depuis Qamam, au Sud, jusqu'à Kanissa, au Nord. Un grande nombre de terroristes ont été tués et blessés au cours de cette opération. « La libération de ces deux localités, près de la montagne de Dahiya, a fait que tout l'axe de Beit Ablaq, Dervichan, Al-Rowda, Rabia, Kanissa, Atira, Al-Kabir, Dahiya et Al-Darra soit à portée de l'armée syrienne. Cette opération réussie de l'armée a poussé les groupes terroristes à lancer des attaques en série avortées dans l'espoir de reprendre le contrôle des régions libérées par l'armée. french.irib.ir 20.04

3.2- Syrie : libération des régions situées dans la banlieue de Deraa - french.irib.ir

Dans la foulée de leurs avancées, les forces de l'armée régulière syrienne ont investi certaines régions de Deraa et rouvert la voie principale entre Deraa et Al-Sowaïda. La voie de ravitaillement des groupes armés a été coupée, lors de cette opération.

Selon l'Agence officielle syrienne, SANA, le commandement général de l'armée et des forces armées syriennes a annoncé, dans un communiqué : «Les unités de l'armée et des forces armées ont réussi, ce lundi matin, à reprendre le contrôle des cités de Masika de l'Est et de l'Ouest, Al-Khawabi, Achnan et Al-Dalafa. Au cours d'une opération militaire inégalée et spectaculaire, l'armée régulière syrienne a repris le contrôle des cités de Maliha al-Atash et Basar al-Harir. Bon nombre des terroristes takfiris, qui s'y étaient rassemblés, ont été tués.

«L'importance de ce nouvel acquis des forces armées réside dans le fait que la voie vitale entre Deraa et Al-Sowaïda a été rouverte. Avec la fermeture du point de passage d'Al-Lajah, dont les terroristes se servaient, pour le trafic des mercenaires, d'armes et de munitions, en provenance de la Jordanie, vers deux régions, à Rif-Damas, la voie de ravitaillement des terroristes est, désormais, bloquée, et cette percée est considérée comme un coup dur asséné aux terroristes. "Ce succès de l'armée régulière syrienne ouvre la voie à l'anéantissement des fiefs des terroristes", précise le communiqué du commandement de l'armée régulière syrienne. french.irib.ir 20.04

ECONOMIE

1- Pakistan-Chine

- Le président chinois au Pakistan avec 46 milliards de dollars en projets - AFP

Le président chinois Xi Jinping est arrivé lundi matin dans la capitale pakistanaise Islamabad pour y dévoiler des projets d'investissements chiffrés à 46 milliards de dollars visant à "transformer" l'économie de son allié stratégique en Asie.

Le président Xi est arrivé peu avant 11H00 (6H00 GMT) à l'aéroport d'Islamabad où il a été accueilli par le Premier ministre Nawaz Sharif et le gotha politico-militaire pakistanais pour cette visite de deux jours sous haute surveillance, la première d'un chef d'Etat chinois en neuf ans au "pays des purs".

Le Pakistan et la Chine entretiennent des relations "amicales" depuis des décennies, mais le commerce entre les deux pays a véritablement commencé à décoller ces dernières années, dépassant les 12 milliards de dollars l'an dernier contre environ deux milliards une décennie plus tôt.

Les deux pays misent sur des projets énergétiques (gaz, charbon, solaire, etc.) de 16.400 Mégawatts, l'équivalent de la capacité actuelle du Pakistan, dont 10.400 Mégawatts sont considérés prioritaires, et d?infrastructures d'environ 11 milliards de dollars, a ajouté M. Iqbal.

"Ce sont des projets substantiels et tangibles qui favoriseront une transformation significative de l'économie du Pakistan", a ajouté M. Iqbal, alors que des affiches géantes et des lumières célébrant "l'amitié sino-pakistanaise" avaient été disposées sur l'avenue de la Constitution, devant l'Assemblée nationale.

La coopération entre les deux pays dépasse les seuls projets d'infrastructures et vise en fait à créer un véritable "corridor économique", reliant le port pakistanais de Gwadar, sur la mer d'Arabie, aux régions occidentales de la Chine comme le Xinjiang, frontalières du Pakistan.

Le Pakistan a transféré en 2013 le contrôle du port en eaux profondes de Gwadar, dans la province instable du Baloutchistan, à une société publique chinoise. Une fois la route remise en état, ce port pourrait permettre de réduire de plusieurs milliers de kilomètres le trajet pour transporter le pétrole du Moyen-Orient vers l'ouest de la Chine tout en contournant l'Inde rivale.

Les deux pays misent aussi sur la construction d'un pipeline entre Gwadar et la ville pakistanaise de Nawabshah afin de distribuer du gaz naturel liquéfié importé du Moyen-Orient dans le sud du Pakistan. AFP 20.04

2- Grèce

- La Grèce réquisitionne les réserves de cash des entités publiques - latribune.fr

Athènes oblige désormais les entités publiques à mettre leurs liquidités à disposition de l'Etat. Les besoins de liquidité de ce dernier sont jugées "urgents" et "imprévus".

Le gouvernement grec a, ce lundi 20 avril dans l'après-midi, pris une nouvelle décision d'urgence. Un décret présidentiel a ainsi réquisitionné les réserves de liquidités de toutes les entités publiques qui devront désormais être déposées auprès de la Banque centrale. La mesure reste cependant limitée, selon Reuters, puisque quelques entreprises publiques et les fonds de retraites ne sont pas concernés. Cette décision est justifiée par le décret par des "besoins urgents et imprévus". La situation des comptes de l'Etat grec pourrait donc s'être à nouveau brutalement dégradée après le paiement de près de 500 millions d'euros au FMI le 9 avril dernier.

Prochaines échéances

La Grèce doit en effet faire face à plusieurs échéances importantes le mois prochain. Outre 2 milliards d'euros de salaires et de pensions, il doit, le 12 mai prochain, rembourser 774,2 millions d'euros au FMI. En mars, le gouvernement avait déjà mobilisé les fonds de réserve de la sécurité sociale, mais, avec la fuite des capitaux, les recettes fiscales fondent rapidement et les besoins de financement augmentent vite. Athènes doit donc mobiliser l'ensemble des fonds disponibles pour faire face à ces prochaines échéances.

Signal aux créanciers

Mais ce décret est aussi un signal envoyé aux créanciers. Alors que, désormais, un accord doit être trouvé entre la Grèce et ces derniers avant le 11 mai prochain, Athènes fait savoir très clairement qu'elle atteint les limites de ses capacités. Autrement dit, si aucun accord n'est trouvé et qu'une partie des 7,2 milliards d'euros restant dans le FESF pour la Grèce n'est pas versée, le défaut deviendra inévitable, peut-être dès le 12 mai.

Mesure de précaution

Du reste, il est possible que cette décision soit également une mesure de précaution. Le décret pris ce 20 avril permet de centraliser le contrôle des euros détenus par l'ensemble des entités publiques. C'est une mesure d'urgence qui peut s'avérer utile en cas de défaut ou en cas de sortie de la zone euro. Il s'agit alors d'éviter que des collectivités locales ou d'autres entités publiques refusent de placer leurs devises à disposition de l'Etat. Là aussi, le message s'adresse aux créanciers : la Grèce se prépare au pire.

Message en interne

Enfin, le message est également envoyé en interne à la population grecque. Il s'agit de montrer combien le pays fait d'efforts pour honorer ses engagements. Mais il s'agit aussi, à l'occasion, de montrer les extrémités auxquelles le pays est contraint suite à la stratégie des Européens. Si le conflit s'amplifie, le gouvernement pourra mettre en avant l'aspect insoutenable à long terme de ces mesures. Et ainsi appeler à la rupture... latribune.fr 20.04

Haut de page

Le 23 avril 2015

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles demain matin. Je ne suis pas très en forme, alors je me suis un peu lâché.

Le lien...

Dictature. Police politique. Misère sociale, climat nauséabond, fascisme, guerre...

Droit politique du prolétariat gravement menacé ou remis en cause...

Faire le lien entre la loi restreignant le droit de manifester et s'attaquant à la liberté d'expression en Espagne, et celle en Ukraine criminalisant le mouvement ouvrier et réduisant l'opposition de gauche à la clandestinité, avec celle en France s'attaquant aux libertés démocratiques. Le tout sur fond de crise généralisée du système capitaliste et ses institutions...

Vidéo

Entretien avec Benjamin Bayart: La surveillance généralisée (TdP février 2014) - YouTube
https://www.youtube.com/watch?v=Z-TFHE_zTtA

Benjamin Bayart président de la FDN (French Data Network, le plus ancien fournisseur d'accès à internet indépendant et associatif) est spécialiste en télécommunication et militant de la neutralité du net, et des logiciels libres.

Un entretien au sujet de la transmission des données qu'on laisse inconsciemment sur chaque page visitée, entre autres, ce qui est la première phase de la surveillance. Fin de la présentation.

Today, you are under control 24 hours per day. Vous est sous contrôle 24 heures par jour dès que vous avez un téléphone, une carte bancaire, une connexion Internet. La liberté dont vous disposiez encore a disparu, c'est aussi simple que cela.

La démonstration de Benjamin Bayart est pertinente et montre bien le mécanisme de privatisation de la liberté, accordée aux uns soumis au régime et interdite aux autres qui résistent ou s'y opposent, c'est leur conception de la liberté d'expression, ils la suppriment au nom de la liberté dont ils usent pour le compte de leurs maîtres et qu'ils estiment légitime.

Les loosers.

Le POI se prend pour la SFIO de 1905, Informations ouvrières pour l'Humanité. On n'est pas jaloux, on leur laisse volontiers la place ainsi que leur bilan politique. Il y en a dans la vie qui ont le don de rechercher les emmerdements et qui s'étonnent ensuite lorsqu'ils leur tombent dessus, en politique il y en a qui le don d'adopter ce qui n'a pas marché pour obtenir au bout du compte le même résultat. Il y a des gens qui sont comme cela.

Dès lors on ne s'étonnera pas que depuis l'adoption de la loi réhabilitant le fascisme et interdisant le communisme en Ukraine le 9 avril dernier, trois numéros d'Informations ouvrières sont parus sans qu'il y consacre le moindre article. Ils avaient été plus prompts et prolixes avec Charlie qui n'aime pas les opposants au régime fasciste de Kiev.

On ne s'étonnera pas par conséquent de ne trouver aucune analyse de la situation en Grèce qui mettrait en lumière qu'il est impossible de satisfaire les revendications sociales des travailleurs dès lors qu'on ne s'attaque pas aux fondements du capitalisme et qu'on refuse de rompre avec toutes ses institutions nationales, européennes et interntationales. Et au-delà de ce constat qui vaut également pour l'ensemble des pays de l'UE, qu'aucun lien ne soit fait avec les lois liberticides adoptées par différents gouvernements visant à terme le mouvement ouvrier ou dès aujourd'hui comme en Espagne.

La question qui est posée et qui apparemment est tabou est celle-ci : Quand et comment le mouvement ouvrier cessera-t-il d'être de droite pour devenir de gauche et axer son combat dans la perspective du renversement du régime en place ? Ce qui nous gêne, ce n'est pas de ne pas pouvoir répondre à cette question mais de refuser de la poser, ce qui est le meilleur moyen pour ne pas avoir à y répondre, il faut donc en déduire que tout est normal, tout va bien, le train-train quotidien, quoi.

On comprend qu'il soit incompatible de cirer les pompes des dirigeants syndicaux vendus, des élus et autres responsables du PS via la Ligue des droits de l'homme, etc., et adopter une telle orientation politique qui passe à la trappe, mieux le combat pour le socialisme.

La guerre et le fascisme ne font pas recette, le socialisme non plus, les repas à la cantine sans porc, si ! Ouais, ils ont aussi sombré dans ce truc-là ! Ben quoi, écoutez, c'est la gauche le PS oui ou merde ? Le populisme est un homme tronc à qui ont a coupé tout ce qui dépassait, pendouillait, remuait encore de l'intérieur, il ne lui reste plus que son système digestif.

A quoi bon faire des conférences auxquelles participent généralement les mêmes militants et qui se terminent invariablement par les mêmes formules : tout le monde il est beau, tout le monde il a raison, chacun a exposé son point de vue, aucun accord qui serait tiré par les éléments les plus conscients ou déterminés ne pouvant être trouvé, la déclaration finale qui sera adoptée servira juste à conforter la place et le rôle des organisations syndicales pour le plus grand bonheur de leurs dirigeants, de quoi déclencher un enthousiasme fou chez tous les militants qui les combattent !

Dites-nous que ce n'était pas sérieux, qu'on a rêvé, que c'était un cauchemar...

Lu.

Ce sont les banquiers qui orchestrent les guerres.

- "*Gardez à l'esprit que l'Allemagne, le Japon et les Alliés étaient tous membres de la BRI en 1931 et en sont restés membres pendant toute la guerre. Les banquiers ont jetté les pays les uns contre les autres pour un temps très long, ils n'ont aucune loyauté particulière envers une nation particulière.*"

C'est marrant, on dirait que cette interprétation qui nous vient d'un ex-banquier ne correspond pas à ce qui figure dans les manuels scolaires ni même dans ceux des militants.

On a évoqué plusieurs fois la BRI sans trop y donner d'importance et c'était un tort. Son statut lui donne un pouvoir supérieur à tout Etat, ce n'est certainement pas un hasard et cela mérite qu'on sache pourquoi et ce qu'elle fabrique, quel est l'étendue de son pouvoir et à qui elle a à rendre des comptes, personne. Son fonctionnement est aussi opaque que celui d'autres institutions regroupant les puissants et l'élite mondial à leur service. Elle a la particularité de regrouper les banquiers centraux de toute la planète sans exception, et donc d'aller encore plus loin que le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale ou le CFR dans l'intégration de tous les Etats dans une sorte de gouvernement mondial économique et monétaire, qui toutefois demeure handicapé dans son action du fait de l'inexistence de son équivalent sur le plan politique.

"Pourquoi ne pas avoir aussi un système gouvernemental unique ?"

- "*La fausse guerre économique entre Orient et Occident fournit une couverture et une justification pour le véritable objectif des internationalistes: la destruction du dollar comme monnaie de réserve mondiale et l'ascendant du système monétaire mondial à base de DTS. La phase finale des banquiers est, bien sûr, un gouvernement mondial. Il a été le rêve de longue date des socialistes fabiens imprégnant l'univers de la banque centrale. Un système de monnaie mondiale et une gestion économique centralisée sont la première étape des armes psychologiques contre le public. Si le monde fonctionne sur un mécanisme de change unique et une autorité économique unique, pourquoi ne pas avoir aussi un système gouvernemental unique ?*

L'erreur que font de nombreux analystes des mouvements de la liberté, est l'hypothèse que les internationalistes sont en quelque sorte consacrés aux intérêts américains. L'idée que les mondialistes aient une loyauté quelconque pour quelque gouvernement souverain est une notion ridicule. Les Fabiens détestent les séparations entre les nations souveraines (autant qu'ils détestent les libertés individuelles), et ils cherchent à détruire finalement toutes ces limites pour l'amour d'un édifice financier-politique mondial unique.

Mais les élites ne peuvent pas simplement tuer le dollar et le remplacer purement et simplement. Ils ont besoin d'un tour de magie, un hologramme de fumée et de miroirs, un assistant sexy en maillot de bain et des feux d'artifice à gogo pendant qu'ils tireront du chapeau leur panier de DTS comme réserve mondiale. Le faux paradigme Est / Ouest est la distraction parfaite. Quelle meilleure façon de détruire le dollar et d'évoquer une nouvelle monnaie de réserve mondiale que d'opposer un bloc de nations que vous dominez contre l'autre bloc de nations que vous dominez aussi et blâmer la «barbarie du nationalisme souverain» pour la catastrophe économique qui en résultera, nationalisme qui est vous prévoyez aussi effacer en temps voulu ?

Les élites se préparent pour cet événement, et ils ne se contentent pas seulement de la déclencher puis de s'asseoir pour regarder. Ils espèrent également construire une nouvelle image d'eux-mêmes comme les prophètes qui ont tenté d'avertir le monde – les «sages» financiers qui seraient nos sauveteurs.

Les criminels viennent en pleine lumière, et ils portent des masques de sauveurs."

La guerre économique entre Orient et Occident est bien réelle jusqu'à un certain point, elle a en toile de fond le développement inégal des différents impérialismes et la crise du capitalisme qui les frappent différemment, dont la combinaison ou l'interaction conduit à des tensions entre eux ainsi que les réponses qu'ils y apportent. Si sur le fond ou à terme ils partagent les mêmes points de vue et objectifs, la même stratégie politique mondiale, au quotidien il leur faut gérer la situation sociale avec les moyens dont ils disposent, quitte à incommoder leurs homologues. C'est donc chacun à leur rythme qu'ils adaptent cette stratégie, rythme chaotique qui leur est aussi imposé par la lutte des classes.

C'est la valeur d'usage d'une marchandise qui sert d'étalon à tous les échanges ou au commerce en fonction de la force de travail qu'elle renferme, la monnaie ne crée pas de richesse, et sa valeur dépend de la force de travail à laquelle elle correspond, et quand il en est créé sans qu'elle ne corresponde à de la force de travail, sa valeur chute ou tend vers zéro puisqu'elle n'a pas d'équivalent. Et quand une monnaie en arrive au point de ne plus pouvoir servir de moyen d'échange entre deux marchandises, cela ne veut pas dire que ces marchandises ne renfermeraient plus de valeur, mais que celle de la monnaie n'existe plus. On pourrait en déduire qu'il serait alors possible de se passer de la monnaie pour échanger des marchandises ou des services, certes, dans une société communiste où l'argent ou la monnaie serait aboli, mais dans une société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme il vaut mieux ne pas y penser et se dire qu'ils trouveront le moyen de remédier à cet inconvénient en remplaçant l'argent par autre chose, un système basé sur un vulgaire règlement dans lequel l'accès aux marchandises et services, prestations, serait fonction du statut social de chacun ou de sa situation... Cela peut paraître pour le moins hypothétique ou utopique, il y a déjà tellement de choses dans la société qui sont régis par des règlements sans qu'on y prête attention, que sa généralisation est parfaitement envisageable une fois réalisées un certain nombre d'adaptations, ce que la centralisation des données sur chaque individu tout au long de sa vie peut rendre possible...

L'intelligence de sa condition n'est pas une faculté innée de l'homme.

- "*On ne peut pas non plus changer le monde par sa seule volonté mais on peut se changer soit même pour que le monde change. C'est la somme des changements individuels qui fait que le monde change. C'est l'utilisation de cette complexité qui permet à une oligarchie de dominer le monde. Laissez nous gérer cette complexité pour vous et nous rendrons le monde meilleur (pour nous). Voilà leur message. Et bien non, je ne suis pas d'accord. Ils n'ont aucune légitimité à décider pour tout le monde. On peut aussi appréhender cette complexité.* "

C'est uniquement lorsqu'il est confronté à des difficultés qui remettent en cause son mode de vie, portent atteinte son statut social, etc. que l'homme essaie de les résoudre et réfléchit, qu'il progresse intellectuellement notamment en prenant conscience de rapports qui existaient mais qu'il ne prenait pas en compte, rapports qui pourront être modifiés et orientés dans une nouvelle direction dès lors qu'il décidera d'intervenir dessus ou qui demeuront inchangés s'il n'en faisait rien.

L'homme ne change pas d'idée sur commande, il faut qu'il y soit obligé ou qu'il en ressente le besoin. Or lorsque la plupart de ces besoins étant plus ou moins satisfaits, il ne sera pas porté spontanément à en changer. Il faut être face à une menace pour en comprendre le danger. L'homme apprend davantage de sa propre expérience plutôt qu'en faisant fonctionner son cerveau qui demeure sous-employé. Il le connaît mal, et c'est bien pour cela qu'il est si facilement manipulable. La plupart du temps il n'est pas capable de prendre le moindre recul sur ses propres expériences et n'en tirent aucun enseignement de ce fait. Il vit dans un état d'insouciance ou d'inconscience qui lui semble naturel au point de ne pas s'en apercevoir, c'est son état normal. Il subit ainsi son existence du premier au dernier jour sans jamais avoir progressé.

Le fait qu'il soit soumis à un système économique et à un régime politique, laisse à penser que leur existence serait justifiée et qu'il faut faire avec, alors que tel n'est pas le cas. Ils sont le produit à un moment donné d'un développement (économique ou social) historique ou d'un processus dialectique qui n'est pas davantage figé dans sa forme que par son contenu que dans le passé, prétendre qu'ils seraient éternels est aussi absurde que se croire immortel.

Se réapproprier le fruit de son travail, décider de prendre en mains son destin, etc. nécessite de concevoir que c'est possible, parfaitement légitime et un droit inaliénable qui se passe de toute justification, d'avoir confiance dans sa propre capacité à changer la société, ce qui implique que l'on tire les leçons de la période précédente durant laquelle on subissait le sort qu'on nous imposait en simple spectateur au lieu d'être le propre acteur de son existence.

Qu'est-ce que cela changera ? Rien et tout à la fois, rien dans la mesure où cela ne résoudra aucune difficulté que la société vous inflige, tout parce qu'à partir de ce moment-là vous appartiendrez à la gigantesque armée des exploités et des opprimés qui sont en train de prendre conscience d'eux-mêmes et qui constituent une force invincible capable de venir à bout de n'importe quel obstacle ou ennemi. Il y a juste à franchir ce pas pour que tout devienne possible.

Dossier Yémen

- Yémen: la coalition arabe annonce la fin de son opération aérienne - AFP

La coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite a annoncé mardi la fin de sa campagne aérienne lancée il y a près d'un mois contre les rebelles chiites au Yémen, affirmant que les opérations entraient dans une phase politique.

L'Iran, accusé depuis le début par Ryad de soutenir militairement les rebelles ce qu'il dément, a salué cette annonce, estimant que c'était un "pas en avant" vers une résolution politique du conflit.

Dans le même temps, Washington a rapproché un porte-avions du Yémen et surveillait un convoi de navires iraniens soupçonnés de se diriger vers ce pays frontalier de l'Arabie saoudite, un déploiement qui permettrait aux Etats-Unis de "préserver les options", selon un porte-parole du Pentagone.

A Ryad, le porte-parole de la coalition, le général Ahmed al-Assiri, n'a cependant pas exclu que la coalition puisse intervenir pour empêcher les mouvements des rebelles, soulignant en outre que le blocus maritime serait maintenu.

L'OMS a fait état mardi d'un bilan de 944 morts et 3.487 blessés --civils et militaires-- au Yémen entre le 19 mars et le 17 avril.

Les frappes de la coalition se sont poursuivies mardi, les plus violentes visant les alentours de la ville de Dhaleh (sud).

Selon le secrétaire général de la province éponyme, Ahmed Mouthanna, les raids ainsi que les combats entre rebelles et forces favorables au président Hadi ont fait 23 morts.

Dans la province de Chabwa (sud), les raids aériens et les affrontements ont tué 29 combattants des deux camps, selon des sources tribales.

A Aden (sud), des combats entre pro-Hadi et rebelles ont fait 21 morts dont 13 civils, selon des sources médicales et militaires.

Dans la capitale Sanaa, les explosions spectaculaires provoquées lundi par deux raids de la coalition contre un dépôt de missiles contrôlé par les rebelles ont fait 38 morts parmi les civils, selon un nouveau bilan établi mardi auprès de quatre hôpitaux qui font en outre état de 532 blessés.

Une source diplomatique occidentale réclamant l'anonymat a estimé que les objectifs de la campagne aérienne avaient été atteints mais "pas l'objectif politique". "Les Houthis sont toujours là où ils étaient avant", a-t-elle dit à l'AFP.

Anwar Eshki, président du Centre for Strategic and Legal Studies, à Jeddah, s'attend pour sa part à un retour bientôt au Yémen du président Hadi.

"Je crois que l'Iran a changé d'avis", il ne va plus s'ingérer dans les affaires du Yémen, a affirmé ce général à la retraite fin connaisseur du dossier yéménite. "Les Houthis iront dialoguer avec le gouvernement", assure-t-il. AFP 21.04

- Deux navires de guerre américains en route vers le Yémen - french.irib.ir

Les responsables de la Marine américaine ont annoncé l’arrivée de deux navire US au large des côtes yéménites. Le porte-avions Theodore Roosevelt et un navire de porte-missile se dirigeaient vers les eaux yéménites pour rejoindre d’autres navires américains, annonce la Marine US.

Le porte-avions Theodore Roosevelt et le croiseur d'escorte Normandy ont appareillé dimanche des eaux du golfe Persique pour la mer d'Oman, a précisé le porte-parole de la marine US. Selon les sources militaires, deux missiles croisière américains ont visé vendredi soir le sud de Sanaa, la capitale.

Depuis le 26 mars, l’Arabie épaulée par ses alliés américains et certains pays arabes régionaux, a bombardé le territoire yéménite dont et notamment Sanaa, la capitale.

Les frappes aériennes ont fait jusqu’à présent au moins 2.750 morts parmi les civils sans défense dont des femmes et des enfants. french.irib.ir 21.04

- Yémen/Taez : Ansarallah avance - french.irib.ir

Alors que Riyad vient d'annoncer la fin des opérations militaires contre le Yémen, Ansarallah continue à avancer : A Taez, le mouvement houthis secondé par l'armée nationale a repris le contrôle du siège du bataillon 35, siège que contrôlait les pro Hadi . une source militaiore bien informée à Taez a confirmée cette information. au bout de 27 jours de bombardements criminels contre la population civile qui ont fait plus de 3000 morts et blessés french.irib.ir 22.04

Yémen : le cessez-le-feu saoudien a duré moins de 24 heures - french.irib.ir

Alors que le ministère saoudien de la Défense avait annoncé le cessez-le-feu et le début d’une opération, pour le «retour de l’espoir», au Yémen, des sources d’information font état de la reprise des raids saoudiens contre le Yémen. Mercredi, les avions saoudiens ont bombardé la prison centrale de Taëz, au Sud-Ouest du pays, tandis que les navires de la marine saoudienne pilonnaient diverses zones d’Aden. Depuis le 26 mars, la coalition, formée par l’Arabie saoudite, a déclenché une vaste agression militaire contre le Yémen. Cette guerre, qui a duré pendant 27 jours, a apporté les résultats que l’on pouvait prévoir, dès le début. Les analystes, et même, les responsables officiels de nombreux pays, prévoyaient la défaite de

l'opération militaire saoudienne contre le Yémen, l'indignation des nations arabes, quant à l'action de Riyad, et une catastrophe humanitaire, pour les Yéménites. Selon le bilan établi par l'Organisation mondiale de la santé, (OMS), cette guerre a laissé, jusqu'à présent, au moins, 4.900 morts, dont 150 enfants. Par ailleurs, l'ONU s'est inquiétée de l'insécurité alimentaire, au Yémen, et estime que la guerre saoudienne contre les Yéménites a mis plus de 12 millions d'habitants, dans une situation précaire, en matière d'alimentation.

L'agression miliaire saoudienne contre le Yémen a mis, au moins, 150.000 citoyens en errance, tandis que 7.5 millions de personnes ont besoin d'aides humanitaires d'urgence. Il est clair que l'Arabie saoudite n'a pas du tout la force de gagner la guerre qu'il a déclenchée contre le Yémen, et la poursuite de cette offensive sauvage n'a d'autre résultat que d'augmenter le nombre des morts et des blessés, d'une part, et l'intensification de la haine que cette guerre suscite, à l'encontre des dirigeants saoudiens, auprès des opinions publiques arabes et musulmanes.

L'armée saoudienne a violé, en moins de 24 heures, le cessez-le-feu qu'elle avait décrété, et reprend, maintenant, ses attaques contre diverses régions yéménites. Cela prouve que ce cessez-le-feu n'était qu'une mesure tactique, pour tromper l'opinion publique arabo-musulmane, au sujet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par l'armée saoudienne. La liste des crimes saoudiens s'alourdit : l'usage d'armes prohibées, la destruction des infrastructures économiques et sociales, l'interdiction d'acheminement d'aides humanitaires aux civils, la destruction des dépôts de denrées alimentaires, et même l'usage d'armes contenant de l'uranium appauvri. Pourtant, il difficile d'imaginer que le Conseil de sécurité de l'ONU transfère le dossier des crimes de guerre, au Yémen, à la Cour pénale internationale, étant donné que le Conseil de sécurité a, déjà, approuvé une résolution, pour justifier l'action militaire saoudienne, sous le chapitre 7 de la Charte des Nations unies, et pour condamner le mouvement d'Ansarallah. french.irib.ir 22.04

ACTUALITE EN TITRES

Promotion de l'extrême droite.

- Marine Le Pen dans le gratin new-yorkais - Liberation.fr

La présidente du FN est invitée au dîner de gala organisé par le magazine Time pour les 100 personnalités qu'il a désignées comme les plus influentes du monde. Liberation.fr 21.04

Et qui est responsable de la "misère du monde" sinon les représentants du capitalisme, dont Hollande.

- Migrants: Hollande appelle à régler des "questions devenues insupportables" - AFP

"En luttant contre ces trafiquants, nous lutterons contre le terrorisme et en luttant contre le terrorisme, nous lutterons contre ces trafiquants. Parce qu'ils se financent sur la misère du monde, sur la détresse, sur la mort", a-t-il dit, en marge d'un déplacement près de Paris. AFP 22.04

Parole d'esclavagistes.

- Migrants : l'UE se met en ordre de bataille contre les "esclavagistes" - AFP

PS. Ce sera au parti qui sera le plus réactionnaire.

- La colère des membres du PS après l'interview de Bachar Al-Assad sur France 2 - 20minutes.fr

Commentaire d'un internaute.

- "*Pourquoi ne pas croire ce que dit Bachar el-Assad? Moi je suis persuadé que le gouvernement de Gauche n'est pas étranger à l'EI*"

Vous avez raison, vaut mieux croire Assad qui était médecin et à ne pas confondre avec les frères Kouachi par exemple, qui était assez intelligent pour ne fournir aucun prétexte aux Etats-Unis pour attaquer la Syrie, mais qui ne pouvait pas éviter les provocations armées de leurs agents et y répondre.

Alors que l'armée syrienne a perdu 80.000 soldats lors de cette guerre sans que son soutien à Assad ne vacille, ce n'aurait pas été le cas s'il avait eu une autre attitude.

Vaut mieux faire confiance à Assad, jusqu'à un certain point, que d'accorder la moindre confiance à un membre du PS qui en soi est une imposture.

- Yemen : Paris dénonce l'Iran - french.irib.ir

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a dénoncé lundi une entreprise de déstabilisation de l'Iran au Yemen et affiché son soutien à la coalition dirigée par l'Arabie. french.irib.ir 21.04

Au même moment tombait cette dépêche :

- Yémen: la coalition arabe annonce la fin de son opération aérienne - AFP.

Une fausse annonce en fait, une rumeur comme les aime Valls.

Valls c'est pire qu'une rumeur, une tu meurs !

- Valls: la France face à une "menace terroriste sans équivalent dans le passé" AFP

Ils ont créé un monstre qui sert leurs intérêts politiques, à justifier l'instauration d'un système policier consistant à mettre sous contrôle la totalité de la population dorénavant en liberté surveillée. Etre Charlie, c'était en réalité faire preuve de la pire crasse ignorance.

- Manuel Valls face aux rumeurs - L'Express.fr

Le Premier ministre se montre très attentif aux rumeurs qui pourraient circuler sur lui. Afin de parer à tout risque de ragots, il a demandé à son entourage de lui transmettre tous les bruits sur sa vie privée.

"Je demande toujours à mes collaborateurs de me dire s'ils entendent quelque chose." S'il affirme ne pas savoir -encore- d'où viennent les rumeurs, certains dans son entourage soupçonnent des "milieux sarkozystes" de les "relayer". L'Express.fr 21.04

1- "Et donc ? S'il y a rumeur que va-t-il faire ? Enfermer les gens, véritables factieux, ses ennemis donc ennemis du peuple. Il fait vraiment peur ce type."

2- "Il est tellement attentif aux rumeurs (et donc à sa personne) qu'il a créé la loi Renseignement pour être sûr que tout ce qui sera dit de près ou de loin sur lui sera capté."

3- "Ca devient du national-socialisme."

Bravo vous avez fait le lien et en Espagne le franquisme n'est pas mort bien que le PSOE ait été au pouvoir de longues années.

Comment est-ce possible qu'un parti qui se réclame du socialisme verse dans le fascisme ? Faut-il répondre à cette question ? De deux choses l'une : soit la dérive d'extrême droite du PS est une vue de l'esprit et les libertés démocratiques ne sont pas menacées parle projet de loi du gouvernement sur le renseignement, soit il a usurpé son étiquette socialiste et il y a de quoi être inquiet.

Le PS a perpétué jusqu'à nos jours la formule adoptée par la SFIO qui n'était pas faite au départ pour durer. Elle avait permis à sept courants aux positions fondamentales antagoniques du mouvement ouvrier de se rassembler dans un seul parti. En 1920, elle se séparera de son courant communiste pour ne conserver que ses courants droitiers ou les plus droitiers. Sa faillite politique de 1914 fera dorénavant office de programme dans ce parti, passé avec armes et bagages dans le camp de l'ennemi de classe il devait y demeurer jusqu'à nos jours, jusqu'à la fin ou sa disparition.

Epouser la cause du capitalisme signifiait qu'on était prêt à justifier la politique à mettre en oeuvre conformément à ses besoins, que l'on soit au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire. Le PS s'y employa minutieusement et avec zèle.

Quelques dizaines de millions ou milliards de dollars, ça va ça vient...

- Le fabricant de génériques Teva offre 40,1 milliards de dollars pour son rival Mylan - . AFP

- Un diamant « parfait » adjugé à 22 millions de dollars à New York - . LeMonde.fr

- Baltimore en colère après la mort d'un Noir arrêté par la police - . euronews.com

L'avocat de la famille de la victime plaide l'innocence de Freddie Gray et accuse la police d'avoir été trop brutale lors de son arrestation. euronews.com 22.04

Ils lui ont pété la colonne vertébrale les barbares...

ACTUALITÉ DU JOUR

Après l'Argentine, le Brésil, le Venezuela, au tour du Chili.

- Au Chili, la présidente Bachelet en disgrâce - libération.fr

Lundi, la présidente chilienne, Michelle Bachelet, a transmis au Parlement son projet de loi sur l'éducation, qui prévoit une hausse de 28% des salaires des enseignants, payés aujourd'hui, en moyenne, 900 euros mensuels. La réforme d'un système jugé très inégalitaire, qui fait la part belle au secteur payant, figurait dans ses promesses de campagne.

Pour la Présidente qui a entamé en 2014 un deuxième mandat (après 2006-2010), c'est l'occasion de reprendre l'initiative à un moment délicat pour elle : empêtrée dans un scandale immobilier qui touche sa famille, elle a chuté dans les enquêtes de satisfaction.

Que reproche-t-on à Michelle Bachelet et à son fils ?

En février, l'hebdomadaire conservateur Qué Pasa révélait qu'un prêt bancaire de 10 millions de dollars (9,3 millions d'euros) avait été consenti à Natalia Compagnon, épouse de Sebastián Dávalos Bachelet, fils aîné de la Présidente. Un prêt d'abord refusé mais finalement accordé au lendemain de l'élection de la candidate socialiste, en décembre 2013. L'argent a servi à acheter des terrains agricoles qui, requalifiés en terrains constructibles, auraient permis une généreuse plus-value. La justice enquête et a même perquisitionné le palais de la Moneda (siège de la présidence à Santiago), où Sebastián Dávalos occupe un poste flou de «directeur socioculturel». La Présidente assure qu'elle ne savait rien des affaires du couple, et que la justice poursuit son travail en toute indépendance.

Un peu plus d'un an après son élection triomphale, avec 62% des voix, Michelle Bachelet se retrouve au plus bas dans les sondages : seuls 31% des Chiliens lui accordent leur confiance.

La Présidente est en outre victime d'un climat de rejet de la classe politique sans précédent dans l'histoire du pays. Son déclencheur a été le scandale «Penta», qui éclabousse essentiellement les formations de droite. Six des dirigeants de cette compagnie financière sont en prison, accusés de financement illégal de campagnes électorales et de fraude fiscale. A une échelle bien plus vaste que les achats de terrains du fils Bachelet et de sa femme. libération.fr 21.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie - Iran p>- "La livraison des S-300 à l'Iran, c'est notre droit" (Lavrov) - french.irib.ir

«Un Iran doté de S-300 incitera tout pays agresseur à s'y prendre à deux fois, avant d'agir», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères.

Selon la chaîne de télévision Russia Al-Youm, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que la livraison des missiles S-300 à l'Iran renforcerait son système de DCA.

Faisant allusion à l'essor des coopérations militaires entre la Russie et l'Iran, Sergueï Lavrov a affirmé que Moscou voyait une perspective prometteuse, dans l'essor de ses coopérations techniques et militaires avec Téhéran. «Nous menons, déjà, des coopérations politiques et militaires avec l'Iran, afin de lutter contre les menaces communes, tel que le terrorisme», a déclaré M. Lavrov, avant d'ajouter : «La Russie a joué un rôle concret, dans le reconduction de la crise, au Yémen, vers un chemin

politique. Malheureusement, ce sont Daesh et Al-Qaïda, qui ont tiré du profit des frappes aériennes de la coalition saoudienne contre le Yémen. Les Américains ne veulent pas reconnaître leur rôle, dans la formation de Daesh et ils ne voulaient pasb d'abordb mettre le nom de ce groupe terroristeb sur la liste des organisations terroristes».

Dans une autre partie de ses propos, le chef de la diplomatie russe a souligné que Moscou ne permettrait pas que le scénario libyen se répète, en Syrie. «La Syrie ne s'est pas transformée en une autre Libye, et cela constitue une grande victoire, pour la Syrie, une victoire réalisée, grâce à nos efforts. Il faut combattre le terrorisme, loin des critères ambivalents», a-t-il conclu. french.irib.ir 22.04

2- Arabie saoudite

Le wahhabisme une idéologie perverse.

2.1- Trahison des Saoud : Des sex shop à la Mecque - french.irib.ir

Les muftis de l'Arabie saoudite ont émis une autorisation inouïe pour la vente de produits érotique dans la ville sainte de la Mecque, avec la collaboration de l'entreprise allemande des sex-shops « Beate Uhse ». Selon des sources d'information, ces sex-shops mettront en vente sur place et par Internet 18 articles autorisés par les responsables saoudiens, à la ville sainte de la Mecque.

Selon le journal britannique Express, Abdelaziz Aouragh, ressortissant marocain résidant en Arabie saoudite sera chargé de coordonner les affaires des magasins qui vendront ces produits érotiques.

L'homme d'affaire marocain a déclaré : « Nos produits augmentent les sensations sexuelles des couples. Il ne faut pas permettre que l'image de la femme musulmane soit réduite à celle de la femme voilée dans la cuisine. » La société allemande « Beate Uhse », grand producteurs de produits érotiques et de DVD pornographiques, coopérera avec ces sex-shops en Arabie saoudite. french.irib.ir 22.04

Vos gadgets, ils seront destinés à être utilisés sur ou sous le niqab, et pour rester respectueux je ne demande pas à quelle hauteur ? Quel fantasme ! La religion crée des frustrations, et les frustrés incapables de trouver leur équilibre ou l'orgasme se transforment en puritains ou pervers. C'est du beau madame Michou !

2.2- Est-ce que l'argent a scellé l'alliance israélo – saoudienne? - Arrêt sur Info

L'Arabie a offert 16 milliards de dollars pour le développement d'Israël

«L'Arabie saoudite a fourni 16 milliards de dollars à Israël, en deux ans et demi, pour qu'il développe ses projets de colonisation», c'est ce qu'a révélé le rédacteur en chef du site américain Consortium News.

Citant une source proche de la CIA, Robert Parry, a écrit dans un article que «l'Arabie saoudite a versé en deux ans et demi 16 milliards de dollars au Fond du développement d'Israël en Europe, par le biais d'un pays arabe, et elle a assuré les frais d'un grand nombre d'infrastructures en Palestine occupée». Et d'ajouter: «Les sommes versées par l'Arabie saoudite à Israël ont été dépensées dans des projets publics, dont la construction des colonies en Cisjordanie» occupée.

«En fournissant des aides financières à Israël, l'Arabie saoudite vise à profiter de l'influence qu'exerce le lobby aux Etats-Unis», explique le rédacteur en chef de Consortium News.

Selon Robert Parry, «l'Arabie saoudite et Israël coopèrent ensemble contre les musulmans chiites».

Et de poursuivre: «L'Arabie saoudite et Israël ont joué un rôle important dans le renversement du gouvernement des Frères musulmans en Egypte. Riyad soutenait Abdel-Fattah al-Sissi en Egypte, et le lobby sioniste aux Etats-Unis tentait d'empêcher toute réaction hostile au coup d'Etat contre Mohammed Morsi». Arrêt sur Info 19.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Corée du Sud

- Les Coréens, ces bourreaux au travail - libération.fr

La Corée du Sud est surnommée le Pays du matin calme. Mais à lire le témoignage édifiant de ce cadre dirigeant français qui a passé dix ans dans une de ses multinationales de choc, rarement ce qualificatif aura paru aussi inapproprié. Ancien patron de la filiale hexagonale du groupe d'électronique de loisirs et d'électroménager LG, Eric Surdej y raconte de l'intérieur la vie dans une boîte coréenne au XXIe siècle. Ce qu'il en dit sans aucune acrimonie va bien au-delà de ce qu'un esprit occidental ayant ouï-dire des rugosités du management à la coréenne est en droit de s'imaginer. Avis aux amateurs, un stage commando chez les paras n'est, sur le plan psychologique tout du moins, sans doute pas plus difficile à supporter qu'un boulot chez ces «forcenés de l'efficacité», comme il les appelle d'un doux euphémisme.

Dans un esprit de soumission fanatique et de dévouement parfois jusqu'à l'épuisement, il faut être prêt à y consacrer douze à quinze heures par jour et sept jours sur sept si l'on veut réussir, ou simplement survivre. Car, comme le dit Eric Surdej, partagé entre fascination et répulsion pour ce modèle «certes inhumain mais formidablement efficace», les placards n'existent pas dans ces organisations à la discipline militaire où «chaque tâche ou mission est découpée à un niveau de précision infinitésimal».

Si l'auteur se donne parfois le beau rôle en expliquant avoir cherché, sans aucun succès au final, à «humaniser» une culture d'entreprise patriarcale archi-autoritaire aux ressorts ancestraux - pourquoi diable être resté aussi longtemps, se dit-on à chaque page -, ce qu'il révèle n'en fait pas moins froid dans le dos.

Des documents bombardés en vociférant à la figure de ses subalternes à l'employé qu'il oblige à rentrer chez lui lorsqu'il se rend compte qu'il n'a pas quitté son poste depuis quatre jours, en passant par ce cadre qu'il est sommé de virer sur le champ parce qu'il a osé prendre en photo le grand patron, Eric Surdej décrit un univers où seule la culture du résultat importe. libération.fr 21.04

Ils sont fous ces Coréens d'éric Surdej éd. Calmann-Lévy, 175 pp., 17 €.

Haut de page

Le 24 avril 2015

CAUSERIE

Je me passe de la télévision depuis déjà plusieurs mois et elle ne manque pas, d'autant plus que j'ai découvert hier qu'avec ma connexion rapide je peux regarder des films en entier ou des documentaires et les télécharger pour les visionner un soir, donc m'octroyer une petite distraction. Et évidemment je n'ai pas acheté un journal sauf exceptionnellement depuis des années. On vit très bien sans, mieux même. Comme quoi.

Par contre j'ai renoué par hasard avec mon somnifère du soir depuis huit jours. La soeur de Selvi travaille chez des Allemands qui fument des pétards du matin au soir, ils lui ont dit de se servir si elle voulait, du coup je fume gratos la moitié d'une clope et je passe une bonne nuit malgré la chaleur. J'évite d'utiliser le climatiseur par économie. Que voulez-vous, il faut bien tenir dans ce monde de merde !

J'ai supprimé l'eau gazeuse et la limonade que je mélangeais avec deux doigts de vodka, économie mensuelle : environ 700 à 800 roupies, 10 à 12 euros, une somme importante pour moi, je vais l'utiliser pour acheter à la place du poisson et des jus de fruit plus profitables pour la santé. Eh oui, il faut penser à tout, tout calculer, je passe ma vie à cela désormais !

A deux personnes, on dépense environ 71 euros par mois, soit 2,33 euros par jour, on dispose donc d'un revenu supérieur de 83 centimes au seuil de pauvreté, quel privilège ! On comprend pourquoi les lecteurs ne veulent pas nous soutenir, ils ont raison...

C'était quoi le PS ?

Quand ils sont minoritaires à l'Assemblée nationale et ne peuvent pas empêcher l'adoption d'une loi par la majorité, ils la critiquent et se font passer ainsi pour des opposant à cette loi, et lorsqu'ils sont majoritaires à l'Assemblée nationale ils en vantent les méritent et l'adoptent eux-mêmes.

C'est là qu'on s'aperçoit que leur opposition en règle générale aux lois ou mesures préconisées ou adoptées par le parti de l'ordre officiel fut toujours virtuelle, factice, une simple posture, tandis que leur soutien au régime était bien réel, sans faille.

Passer d'une interprétation à l'autre, changer de version, se contredire sans cesse ne peut être rendu possible qu'avec la complicité du parti de l'ordre, des médias ainsi que les partis du mouvement ouvrier qui n'en tirent aucune conséquence pratique ou leçon, qui s'en font le complice et marche dans la combine sous des prétextes fallacieux afin de justifier leurs rapports avec le PS, le refus

de caractériser le PS comme un parti de droite et de rompre avec ce parti.

Cette compromission est en grande partie à l'origine de la complète dégénérescence du mouvement ouvrier, dans la mesure où étant lié à un parti du capital, de droite ou qui incarne le régime en place, il a troqué son indépendance en échange d'avantages concédés aux appareils des syndicats et des partis institutionnels dits ouvriers ou assimilés, sans oublier leur fond de commerce corporatiste, qu'ils utiliseront à leur tour de différentes manières pour soutenir l'ordre établi, bref, un marché de dupes réalisé entres coquins aux frais des travailleurs qui devaient en être les uniques victimes.

Tout aura été fait pour camoufler la véritable nature réactionnaire du PS jusqu'à lui donner un rôle indispensable au sein du mouvement ouvrier jusqu'à nos jours, occultant, effaçant ou faisant disparaître littéralement des pans entiers de son effroyable passé, minimisant ses terribles responsabilités en réécrivant l'histoire (tronquée) à son avantage, lui attribuant des qualités pour couvrir ses véritables intentions, vantant ses mérites pour faire oublier ses crimes monstrueux, etc. on se demandera qu'est-ce qui pouvait justifier une telle compromission qui relève de l'escroquerie ou de la capitulation politique, sinon qu'elle reposait sur une analyse erronée du processus dialectique qui allait conduire à faire des ennemis du socialisme et du marxisme au sein du mouvement ouvrier, les chantres assumés du néolibéralisme après l'avoir pourri de l'intérieur et avoir livré pieds et mains liés la classe ouvrière en pâture à la classe dominante.

Nos détracteurs qui refusent d'en convenir, doivent également nier que des centaines de milliers, on devrait plutôt dire à ce niveau-là des millions de travailleurs découvrent effarés que le PS était en réalité un parti pourri au-delà de tout ce qu'ils avaient pu imaginer, alors qu'ils avaient encore quelques épisodes épouvantables de fraîches dates en mémoire qui auraient pu ou dû leur fournir des indications assez précises leur permettant d'arriver à ce constat, mais sans être en mesure d'en tirer les enseignements politiques appropriés pour n'avoir pas pris conscience de leur portée et ignorer sa véritable nature que chacun s'employait à camoufler, il leur était impossible d'en arriver à cette conclusion et cela laissait la porte ouverte à de nouvelles illusions sans fondements rationnels dans le PS, que les uns et les autres allaient exploiter cyniquement pour justifier leur soutien ou leurs appels en direction du PS.

Les travailleurs et les militants auraient raison de penser que ceux qui ont entretenu ce genre de rapports avec le PS ont perdu toute crédibilité à leurs yeux ou ne méritent pas leur confiance pour les avoir trompés sur la nature de la marchandise qu'ils leur avaient vendue, avariée, frelatée, pernicieuse, venimeuse, empoisonnée, fatale si on en juge par leur incapacité à s'en remettre.

On nous a expliqué qu'il fallait mettre le PS face à ses contradictions pour le démasquer, pour justifier le front unique et le refus de le caractériser comme un parti de droite ou de rompre avec lui, alors que pendant des décennies au cours du XXe siècle il n'aura cessé lui-même de fournir matière permettant de saisir sa véritable nature réactionnaire, qui comble de l'opportunisme sera systématiquement occulté, minimisé ou relayé au rang des arguments secondaires ne devant pas être mis en avant pour ne pas compromettre le saint front unique qui devait enfin permettre de démasquer l'imposture, sauf qu'elle aura l'effet inverse et lui permettra de conserver sa place et son influence nocive au sein du mouvement ouvrier décidément incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant avec le boulet du PS qu'il traine derrière lui.

Ainsi le PS devait être surtout un formidable instrument de propagande au service de la classe dominante pour gangrener le mouvement ouvrier et au-delà l'ensemble des travailleurs, qui au lieu de s'en tenir aux faits comme nous le faisons ici, seront appelés à soutenir différentes interprétations, qui auront le mérite de les maintenir éloigner des faits dont ils ne tireront aucune leçon pratique, ce qui était évidemment l'objectif recherché, faire en sorte que les contradictions du PS qu'ils pouvaient malgré tout avoir à l'esprit passent au second plan au profit des apparences ou pour céder la place à de nouvelles illusions qui s'avèreront ravageuses à l'arrivée.

Les travailleurs et les militants seront encouragés à faire preuve d'une mémoire sélective pour que cette combine ou basse manoeuvre puisse fonctionner. On donne l'impression de mettre le PS en difficulté ou de le combattre, alors qu'en réalité on le ménage et on fait son lit. Ils ont tiré profit de l'inconsistance des travailleurs et militants qui étaient portés du jour au lendemain à tirer un trait ou à oublier ce qui venait juste de se passer sous leurs yeux, au lieu de nourrir leur méfiance du PS pour qu'ils s'en détournent, là encore ce n'était pas le matériel qui faisait défaut, mais la volonté de rompre avec le PS, un des piliers du régime.

On nous rétorquera que les travailleurs y viendraient bien un jour, certes, c'est un argument démagogique, mais dans quel état, le pire qui soit pour comprendre ce qui est en train de se passer, ce qui ne peut nous laisser indifférent et nous donne le droit de nous interroger sur les conditions qui ont permis d'en arriver à la situation actuelle où les masses sont livrées à elles-mêmes et où il n'existe aucun parti ouvrier révolutionnaire.

On ne demandera évidemment à personne d'avoir en tête l'histoire intégrale du PS depuis 1905, il suffit d'avoir gravé en mémoire quelques événements parmi les plus significatifs auxquels il a participé pour se faire une idée définitive à son sujet, se forger une conviction inébranlable puisqu'étayée par des faits que personne ne peut nier. Partant de là, il est possible de justifier son refus d'avoir des rapports avec ce parti et ses dirigeants et de défendre une stratégie politique entièrement tournée vers les travailleurs et les militants qui combattent à leur côté, et qui parfois peuvent être des adhérents du PS, sauf qu'à la différence avec la stratégie adoptée par les révisionistes, notre politique et la manière dont on la mène ne sont pas déterminées ou dictées en fonction des autres partis dits ouvriers à tort ou à raison dont on attend absolument rien, elles sont uniquement guidées par l'objectif de construire le parti dans la perspective de la prise du pouvoir, de telle sorte qu'on conserve les mains libres pour pilonner

le PS et le PCF au lieu de les ménager ou de leur faire la courte échelle. On refuse de les associer dans une démarche politique dont l'objectif se situe à l'opposé du leur, de manière à ce qu'il n'y ait aucune ambiguité sur nos réelles intentions, sur l'intégrité de nos principes et de notre engagement politique de sorte qu'elle inspire confiance aux travailleurs, aspect que l'on néglige généralement comme s'ils devaient nous accepter tels qu'on est et pouvoir se permettre de faire ou dire n'importe quoi comme finalement tous les autres partis, ce qui est un comportement détestable qui évidemment n'aboutit à rien.

Notre démarche rompt avec cette conception de la lutte de classe consistant à chercher à tirer profit de l'attitude en apparence contradictoire du PS ou du PCF, qui n'est pas étrangère à celle recherchant des résultats immédiats à n'importe quel prix, y compris en enchaînant plus solidement encore les travailleurs au capitalisme ou aux institutions au détriment du combat pour le socialisme, conception qui a pour origine le réformisme bourgeois et qui sert à justifier tout appel en direction des partis qui l'incarnent ou l'incarnaient, compromission avec le régime avec laquelle les uns et les autres s'accommodèront tant que des réformes sociales étaient adoptées, et dont les conséquences politiques apparaissent sur le tard catastrophiques. On se demandera où était passé le socialisme là-dedans, à la trappe tout simplement, à la trappe.

Rue89.nouvelobs.com - En 1981, quand Alain Peyrefitte faisait de la sécurité la première des libertés, Pierre Mauroy inversait la proposition. Depuis, la gauche, à commencer par Manuel Valls, a adopté cette posture hier affichée par le FN.

Au gaulliste Alain Peyrefitte, qui répète que « la sécurité est la première des libertés » lors de l'examen de sa loi « Sécurité et Liberté », le socialiste Pierre Mauroy rétorque, en mars 1981 :

« Pour la droite, la première liberté, c'est la sécurité. Nous inversons la proposition : pour nous, la première sécurité est la liberté. »

Dans une déclaration de politique générale,Jospin, le 19 juin de la même année, affirmait :

« La sécurité, garante de la liberté, est un droit fondamental de la personne humaine. »

C'est même une priorité de son gouvernement (derrière le chômage, quand même). La formule ne quittera plus le PS, comme en 2009, dans la bouche du maire de Lyon, Gérard Collomb – proche de la ligne Valls.

« La première des libertés » sert de figure rhétorique pour demander toujours plus :

LOPSI : « La sécurité, première des libertés » est le slogan de ce projet de loi, dès sa sortie du Conseil des ministres, en juillet 2002 (présidence Chirac).

LOPPSI : « La sécurité représente la première des libertés. Ce projet de loi a pour ambition de permettre l'application pleine et entière de ce droit légitimement revendiqué par les Français. » (Eric Ciotti, rapporteur, en décembre 2010, présidence Sarkozy).

Réduction du risque de récidive criminelle : « Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, la sécurité est la première des libertés des Français, car elle est celle qui permet le réel exercice de toutes les autres. » (Michèle Alliot-Marie, garde des Sceaux, en novembre 2009, présidence Sarkozy) ;

Responsabilité pénale des parents de mineurs délinquants : « Parce que le droit à la sûreté proclamé par la Déclaration de 1789 est la première des libertés, il nous appartient d'adapter notre législation pénale sur la responsabilité parentale, conscients que la répression est une composante essentielle de la prévention. » (proposition de loi de députés UMP, en avril 2000)

Jean-Jacques Urvoas, président PS de la commission des Lois, a un jour (lointain) écrit sur son blog :

« C'est l'occasion pour moi de dire que je ne comprends pas le slogan répété à satiété selon lequel "la sécurité serait la première des libertés". [...] Si je suis de gauche, c'est d'abord parce que je veux vivre dans un pays libre ! [...] Et s'il faut conjuguer la sécurité avec notre devise républicaine, alors affirmons que " la sécurité est la garantie de l'égalité ". Voilà le combat historique de la gauche ! » (6 février 2010 - ndlr)

Et Moscovici, qui n'est pas à une contradiction près (...), s'enflamme dans son livre « Défaite interdite » (Flammarion, mai 2011) :

« [...] La gauche [doit] assumer son approche particulière de la sécurité, faite d'un balancement équilibré entre prévention et sanction. Il nous faudra pour cela mettre le doigt sur les errements sécuritaires de la droite, dénoncer l'idée que "la sécurité est la première des libertés", comme le répète sans cesse Nicolas Sarkozy. Non, la première des libertés , en vérité, c'est bien la liberté elle-même : un Etat démocratique ne saurait accepter que les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité soient attentatoires aux libertés. »

Manuel Valls lui-même, dans son livre « Sécurité : la gauche peut tout changer » (éditions du Moment), sorti en avril 2011, écrivait

que « l'opposition affichée systématiquement entre sécurité et liberté [lui paraissait] toujours un peu creuse. » Tout en moquant :

« Ceux qui tentent d'échapper à ce piège idéologique en affirmant, rapidement, que la sécurité est la première des libertés. » rue89.nouvelobs.com 23.04

En complément : Un exemple d'imposture assumée.

A lire ce titre on pourrait croire que Hollande étaient opposés à l'intervention militaire française en Libye décidée par Sarkozy, en réalité pas du tout.

- Migrants: Hollande veut "réparer les erreurs d'hier" en Libye, vise Sarkozy - AFP

Libération - 20 mars 2011, 19 heures François Hollande (PS): «J'approuve le recours à la force contre Kadhafi, à la fois parce qu'il est légitime, il a été décidé par le Conseil de sécurité des Nations unies, et ensuite parce qu'il est nécessaire» sinon «Kadhafi aurait massacré une partie de son peuple». (Libération 20.03.2011 - «Plus d'une quinzaine» d'avions français engagés en Libye)

- (Le PS) Il a soutenu l'intervention de la coalition internationale, notamment celle de la France, autorisée par la résolution 1973 du Conseil de sécurité, afin de protéger la population civile de Libye. (Communiqué du Bureau national du Parti socialiste le 8 septembre 2011)

En complément : Hystérie policière

- Bernard Cazeneuve renforce les "mesures de vigilance" près des églises - AFP

- "Cinq attentats ont été déjoués depuis janvier" en France, assure Manuel Valls - Francetv info

Le député UMP Henri Guaino a dénoncé jeudi une "surexploitation", "une surdramatisation" par le Premier ministre, de l'attentat déjoué contre des églises à Villejuif. Francetv info 23.04

C'est la Valls à Vichy... Délation et cabale.

- Une prof suspendue pour avoir fait l'éloge d'Hitler - lefigaro.fr

C'est une procédure extrêmement rare. Une enseignante d'un lycée de Limoges a été suspendue pendant deux semaines. Son tort: avoir tenu des propos favorables au IIIe Reich et au nazisme devant ses élèves.

Cette professeure d'allemand aurait ainsi évoqué très favorablement Hitler pendant ses cours. «Un homme bien, qui a construit des autoroutes, qui aimait la musique», ou qui aurait souhaité, un autre jour, «voir les chars allemands venir à Limoges» pour mater les élèves indisciplinés.

C'est en tout cas ce qu'affirment les élèves de cette classe, qui ajoutent que ce genre de propos étaient récurrents chez cette femme. Dix-sept d'entre eux, sur les vingt que compte la classe de première, ont signé un document attestant que l'enseignante valorisait régulièrement le IIIe Reich pendant ses cours.

Les faits ont été dénoncés par des fédérations de parents d'élèves. Selon une source interne à l'Éducation nationale, citée par le journal local Le Populaire, la professeure en question faisait l'objet de «très mauvais rapports d'inspection» et aurait été «promenée d'établissement en établissement».

L'intéressée, elle, nie tout en bloc, et parle «d'injustice crasse» et de «cabale» montée par des élèves. «On n'arrive pas en fin de carrière pour sortir des inepties pareilles […] d'autant que j'ai des origines juives.» Son avocat dit «s'étonner beaucoup de l'ampleur prise par cette affaire».

Un conseil de discipline s'est tenu en début de semaine pour se pencher sur le cas de cette enseignante. Elle a été suspendue pendant deux semaines, période pendant lesquelles elle ne touchera pas son salaire. Une sanction que l'enseignante peut encore contester devant le tribunal administratif.

La professeur a déposé une main courante pour dénoncer les dénonciations des élèves qu'elle estime calomnieuses. Le rectorat comme le lycée ne souhaite pas s'expliquer sur la question. lefigaro.fr 22.04

Quand j'étais enseignant à l'Alliance française à Pondichéry, j'ai été viré par ma meilleure amie (sic!) qui était responsable des

cours suite à une cabale qui servait ses intérêts puisqu'elle ne supportait plus mes critiques envers cet établissement et j'étais le dernier Blanc a encore enseigné, tous les autres profs ayant la même origine que moi ayant été remerciés ou leur contrat non renouvelé.

Trois élèves indiennes de bonnes familles âgés entre 30 et 50 ans affirmèrent que j'avais tenu en cours des propos sur la sexualité qui n'avaient pas à y figurer, car ils étaient forcément mieux placé que moi pour définir le contenu de mes cours, alors qu'un cours portait justement sur ce sujet à travers les rapports qu'entretenaient les hommes avec les femmes en France, leur conception du couple ou des rapports amoureux qui incluent la sexualité à ma connaissance, la conception des enfants et la maternité, etc. Sachant que j'avais à faire à des élèves particulièrement coincés ou ignorants en la matière puisqu'il y avait des élèves plus jeunes qu'elles, la plupart étaient des jeunes adolescents, sans entrer dans les détails et en demeurant parfaitement correct j'ai effleuré les rapports sexuels, et si je me souviens bien, j'ai répondu à plusieurs questions de jeunes élèves, le tout n'ayant pas duré plus de 5 ou 10 minutes tout au plus sur un cours d'1h30.

Cela a suffi à me faire passer pour un dépravé sexuel, alors que la responsable des cours me connaissait depuis des années et savait pertinemment qu'il n'en était rien pour n'avoir jamais essayé de la draguer, avant même de m'entendre ou que j'ai pu donner ma version des faits elle avait pris la décision de me virer, le prétexte était excellent, le dernier enseignant Blanc dégageait, un voeu formulé par le président de l'Alliance française à Pondichéry.

En cours quelque temps plus tard au lycée français de Pondichéry comme prof de français remplaçant, répondant aux questions d'élèves de 3e, je leur ai donné ma version de la "guerre froide" qui ne figurait évidemment pas dans leur manuel scolaire ou ce que leur avait raconté leur prof d'histoire, insistant sur le rôle de Staline, matraquant le stalinisme et réhabilitant au passage le communisme, faisant l'éloge du matérialisme dialectique, le tout en moins de 10 minutes. J'imagine que si le proviseur ou leur prof d'histoire m'avait entendu, ils auraient été atterrés et j'aurais été chassé du lycée pour, je ne sais pas, incitation à la haine, propagande politique...

Une autre fois, préparant minutieusement mes cours à l'avance pendant de longues heures , y compris le dimanche, comme quoi je sais que le boulot de prof c'est plus que 15 heures par semaine, j'étais stupéfait de découvrir les supports qui servaient aux cours de français (en 6e et 5e), entre des récits à caractère religieux ou obscurantiste, fantastiques mais pas à la manière des suréalistes qui libèrent l'esprit, non, plutôt abêtissant ou flattant les superstitions, le genre niais si vous préférez. Du coup je décidai de recourir à d'autres supports qu'il me fallu chercher (à la bibliothèque du CDI), photocopier ensuite, bref du boulot en plus, mais j'étais très conscienceux.

J'essayai d'en discuter avec plusieurs profs que ma critique irrita profondément au point de déclencher une réaction violente et quasi hystérique de leur part à l'exception de deux profs, violence (et profond mépris en prime) dans la parole qui m'interpela. Je devais en conclure que lorsqu'on faisait partie de cette auguste institution, il fallait en adopter solidairement ou aveuglément les codes et surtout ne pas critiquer la main qui vous nourrissait sous peine d'excommunication, cela devait correspondre à leur conception de la laïcité de distiller la Bible ou le Coran en cours de français, pas même besoin de cours spécifiques sur "le fait religieux", ils s'en chargeaient déjà eux-mêmes, comme quoi les ministres ont toujours un train de retard. Au final, par la suite certains me croiseront dans l'enceinte du lycée sans me saluer ou iront même jusqu'à détourner la tête sur mon passage, d'autres m'adresseront un discret signe de la tête ou un léger sourire ce qui leur évitera d'ouvrir la bouche et de se compromettre, avec quoi en fait, quelqu'un qui ne leur ressemblait pas ce qui les indisposait, tenez, cela ne vous fait-il pas penser à quelque chose ?

Pour en revenir à cet article, cette prof a déjà enseigné pendant de longues années apparemment, elle ne doit plus être très jeune, elle est d'origine juive dit-elle, ses propos ont pu être sortis de leurs contextes pour lui nuire, alors qu'elle voulait peut-être uniquement provoquer un débat sur une question portant justement à polémique. C'est comme aujourd'hui un prof qui oserait soutenir le communisme, cela relèverait presque de la démence ou du suicide social, avec les discours épouvantables qui ont été tenus à son sujet pour le rendre monstrueux aux yeux de la population, certains élèves pourraient en déduire que l'on ferait l'apologie de crimes contre l'humanité et réclamer une sanction contre leur prof. Non, mais sans déconner, on en est là et il faut en prendre conscience.

Le commentaire d'un internaute est intéressant.

- "« Quinze jours de suspension pour la prof de Limoges qui a fait l'éloge d'Hitler », titrait le site du Populaire le 21/04/15 à 14 h 23.

Qui « a » fait. Ce titre me semble assez péremptoire qui s'appuie sur « une source interne à l'éducation nationale » (qui donc sous couvert d'un courageux anonymat contrevient à son devoir de réserve), les assertions d'un parent FCPE qui évoque « des profs [sic pour « professeurs »] saouls du matin au soir » et les allégations d'un groupe d'élèves dont l'un nous affirme sur le site du quotidien qu' « il est malheureux de croire la parole d'une prof [sic] contre sa classe » (tiens donc, nous sommes donc sommés de croire que les adolescents ne sauraient mentir et ne sont pas assez habiles pour propager des ragots et monter une cabale ? J'ai pourtant quelques souvenirs personnels de comportements que, même cinquante ans après, mes camarades d'alors et moi-même ne sommes pas très fiers d'évoquer).

En outre, quiconque a un peu l'habitude de fréquenter des classes d'ES n'ignore pas que leur niveau de compréhension est parfois plutôt... euh... comment dire... ? Conséquemment, leur perception de l'ironie et du second degré... On aimerait donc connaître le point de vue des trois élèves qui se désolidarisent de leurs condisciples.

Reste que si cette personne a proféré les paroles qui lui sont reprochées, elle n'a pas sa place à l'Éducation Nationale. "

Vous allez un peu vite en besogne, ce qu'elle a dit sur Hitler est rigoureusement exact, il a même fait beaucoup plus que cela sur le plan social, mieux encore que le Front populaire en France, mais rien ne vous dit qu'elle n'a pas ajouté la suite qui fut abominable et que ses élèves n'ont pas citée ou qu'ils étaient censés connaître, elle a pu commettre l'erreur de le croire, c'est possible, surestimant les connaissances de ses élèves ou leur capacité à faire le lien entre les différentes facettes et épisodes du régime nazi.

Ce qui est marrant et ne me fait absolument pas rire du tout, si j'ai bien compris, lorsqu'on évoque le PS ou le PCF, il ne faudrait retenir que ce qui les avantageait, et lorsqu'on évoque dans le cas présent, il ne faudrait retenir que ce qui le rendait particulièrement hideux et infréquentable, alors qu'en réalité c'est la combinaison des deux qui permet de comprendre le rôle qu'ils ont joué et leur véritable nature. Ce n'était pas les réformes sociales adoptées par Hitler qui le définissaient, mais la classe qui l'avait porté au pouvoir, qui allait le financer, le régime qu'il incarnait. On peut en dire autant du PS et du PCF qui n'ont pas réalisé des réformes sociales parce qu'ils auraient été socialiste ou communiste après avoir justement rompu avec le socialisme, ce qui les définissait était forcément ailleurs, étranger à la classe ouvrière qu'incarnait le socialisme, il fallait chercher du côté de la classe dominante pour trouver la réponse adéquate et ne pas se leurrer.

Il fallait être populiste pour faire l'apologie de Hitler, du PS ou du PCF, etc. une fois la réalité tronquée, découpée en rondelles, réduite à une abstraction donnant lieu à toutes sortes d'interprétations dont les plus délirantes et effayantes parfois. Qu'il nous soit permis de les replacer dans leur contexte dialectique et de les traiter ainsi.

Chasse aux sorcières. On ne badine pas avec la version officielle fabriquée par l'Otan.

- Crash du vol MH17: Un expert néerlandais écarté après avoir montré des photos des corps 20minutes.fr

Le gouvernement néerlandais a mis fin jeudi à sa collaboration avec un anthropologue travaillant à l'identification des victimes du vol MH17, abattu en Ukraine à la mi-juillet 2014, ce dernier ayant montré des photos de restes humains au cours d'une conférence publique organisée par des étudiants en médecine.

George Maat est un anthropologue de l'université de Leiden (ouest). Il travaillait pour la police médico-légale en tant qu'expert indépendant à l'identification des dépouilles des 298 personnes tuées, aux deux tiers des Néerlandais, dans la destruction le 17 juillet de l'avion du vol MH17 au-dessus de l'est de l'Ukraine en guerre.

En plus d'avoir montré les photos pendant une conférence ouverte à tous, on lui reproche d'avoir commenté des aspects de la catastrophe qui sortent de son domaine d'expertise, notamment ses causes, d'autant que certaines de ses déclarations «étaient incorrectes», selon le ministre. Plus tôt dans la journée, le ministre Ard van der Steur avait qualifié de «totalement déplacée et de mauvais goût» l'intervention de George Maat. 20minutes.fr 23.04

Pouvoir spéciaux, tribunaux d'exception, prisons secrètes, institutions supranationales dotées de privilèges exorbitants...

Kerry salue les pouvoirs accordés par les élus à Obama dans les accords commerciaux - AFP

Le secrétaire d'Etat John Kerry a salué jeudi l'adoption par une commission du Sénat américain d'une proposition de loi donnant à Barack Obama plus de latitude pour négocier des accords de libre-échange.

Le texte, approuvé mercredi soir par les sénateurs de la commission des Finances, doit encore recevoir l'aval de tous les élus du Congrès.

Leur feu vert, a jugé M. Kerry devant un cercle de réflexion, permettra de "faire avancer les négociations sur le commerce les plus importantes de toute notre histoire".

La loi confèrera au président américain "la flexibilité dont il a besoin pour négocier de manière crédible et efficace au nom de notre nation", a poursuivi le chef de la diplomatie américaine.

Si elle était adoptée par l'ensemble du Sénat, puis par la Chambre des représentants, la loi créerait un mécanisme simplifié pour que le Congrès approuve ou rejette tout accord négocié par Barack Obama, sans possibilité d'amendement, une procédure utilisée dans le passé pour éviter un enlisement parlementaire.

La loi concerne en premier lieu le partenariat transpacifique ("TPP", en anglais) que les Etats-Unis négocient avec 11 pays de la région Asie-Pacifique: Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam.

En complément : La liberté ne vaut que si l'on s'en sert.

- TTIP : le traité de libre-échange met-il à mal la liberté des citoyens ? - latribune.fr

Les opposants au traité arguent que, en faisant tomber les barrières réglementaires (brevets, normes environnementales, sanitaires, de sécurité), le traité protégerait avant tout les grandes entreprises et leurs actionnaires, au détriment des populations et de leurs droits civiques, notamment en matière de protection de la vie privée. Certains crient au déni de démocratie et au sacrifice des souverainetés nationales. La mise en place de tribunaux d'arbitrage pourrait ainsi faire condamner les États qui refusent actuellement la culture des OGM ou l'exploitation du gaz de schiste au nom du principe de précaution par exemple. latribune.fr 23.04

Le procédé consistant aujourd'hui à trainer des Etats devant les tribunaux par des multinationales se généralisera demain quand ces traités seront signés, mieux, pour les éviter les Etats feront preuve d'excès de zèle envers les multinationales afin d'éviter des procédures longues et coûteuses.

L'Islande, le laboratoire de la BRI : le « système monétaire souverain. » ou le pouvoir centralisé de la finance.

La référence à Milton Friedman, un des idéologues du néolibéralisme, n'est pas anodine.

L'idée choc étudiée en Islande : et si on retirait aux banques la capacité de créer de la monnaie ? - latribune.fr

Décidément, l'Islande est le pays de la créativité financière. Après avoir montré, en 2009, qu'il existait bien une alternative au transfert de la dette bancaire vers la dette publique, l'île nordique pourrait s'apprêter à réaliser une grande expérience monétaire.

Le 31 mars dernier, en effet, le président du comité des affaires économiques de l'Althingi, le parlement islandais, Frosti Sigurdjonsson, a remis un rapport au premier ministre, Sigmundur Gunnlaugsson, sur la réforme du système monétaire islandais. Et c'est une véritable révolution qu'il propose.

L'absence de maîtrise de la banque centrale sur le système monétaire

Le rapport cherche en effet à réduire le risque de bulles et de crises dans le pays. En 2009, l'Islande a connu une crise très aiguë qui a fait suite à une explosion du crédit alimenté par un système bancaire devenu beaucoup trop généreux dans ses prêts et beaucoup trop inconscient dans sa gestion des risques.

Ni l'Etat, ni la Banque centrale islandaise (Sedlabanki) n'ont pu stopper cette frénésie. « Entre 2003 et 2006, rappelle Frosti Sigurdjonsson, la Sedlabanki a relevé son taux d'intérêt et mis en garde contre une surchauffe, ce qui n'a pas empêché les banques d'accroître encore la masse monétaire. »

Comment fonctionne le système actuel

Dans le système actuel, ce sont en effet les banques commerciales qui créé l'essentiel de la masse monétaire, en accordant des prêts à discrétion. La banque centrale ne peut que tenter de décourager ou d'encourager, par le mouvement des taux ou par des mesures non conventionnelles, cette création. Mais la transmission de la politique monétaire aux banques n'est jamais une garantie.

Malgré la hausse des taux de la Sedlabanki, la confiance et l'euphorie qui régnait en Islande au début des années 2000 a soutenu le processus de création monétaire. Lorsque la demande existe, rien ne peut empêcher les banques de prêter. Lorsqu'elle disparaît, rien ne peut les contraindre à le faire. Et souvent, ces mouvements sont excessifs, ce qui créé des déséquilibres, puis des corrections par des crises où l'Etat doit souvent venir au secours des banques. Et lorsqu'il faut faire repartir l'activité, les banques centrales ont souvent des difficultés à être entendue.

Le cas de la zone euro en est une preuve. Il a fallu que la BCE use de moyens immenses, l'annonce d'un QE de 1.140 milliards d'euros, pour que le crédit commence à se redresser dans la zone euro et encore, de façon fort limitée pour l'instant.

Une idée ancienne

D'où cette idée centrale du rapport de Frosti Sigurdjonsson : ôter aux banques le pouvoir de création monétaire. Comme le souligne l'ancien président de l'autorité financière britannique, Aldair Turner, qui préface le rapport, « la création monétaire est une matière trop importante pour être laissée aux banquiers. »

Cette idée n'est, en réalité, pas neuve. Après la crise de 1929, des économistes étatsuniens avaient proposé en 1933 le « plan de Chicago » qui proposait d'abolir la capacité des banques à créer par elle-même de la monnaie. Il avait eu un grand succès, mais pas de traduction concrète véritable.

En 1939, l'économiste Irving Fischer, un de ceux qui avaient examiné de plus près la crise de 1929, avait proposé de transférer le monopole de la création monétaire à la banque centrale. James Tobin, Milton Friedman et d'autres ont également réfléchi sur ce sujet. Mais la proposition islandaise, que Frosti Sigurdjonsson présente comme « une base de discussion » pour le pays, est la première proposition de passage à un autre système qu'il appelle le « système monétaire souverain. »

Décider de la création monétaire dans l'intérêt de l'économie

Quel est-il ? Le rapport indique que l'Islande « étant un Etat souverain avec une monnaie indépendante est libre de réformer son système monétaire actuel, qui est instable et de mettre en place un système monétaire de meilleure qualité. » Dans ce système, seule la Banque centrale aura le monopole de la création monétaire, aucune couronne ne pourra circuler si elle n'a pas été émise par la Sedlabanki à l'origine.

Cette dernière pourra donc faire évoluer la masse monétaire en fonction de ses objectifs « dans l'intérêt de l'économie et de toute la société. » Frosti Sigurdjonsson propose qu'un « comité indépendant du gouvernement prenne des décisions sur la politique monétaire de façon transparente. »

La Banque centrale créera de la monnaie en accordant des prêts aux banques commerciales pour qu'elles prêtent ensuite des sommes équivalentes aux entreprises et aux particuliers, mais aussi en finançant des augmentations de dépenses publiques ou des exemptions d'impôts, ou encore par le rachat de dettes publiques. Pour empêcher la création monétaire par le système bancaire, deux types de comptes auprès de la banque centrale seront créés.

Comptes de transactions et d'investissements

Les premiers seront les « comptes de transactions. » Ces comptes représenteront les dépôts des particuliers et des entreprises. Les banques commerciales administreront ces comptes, mais ne pourront pas en modifier les montants. L'argent déposé sur ses comptes ne rapportera pas d'intérêt, mais sera garantie en totalité par la banque centrale.

Un deuxième type de comptes, les « comptes d'investissements », sera créé en parallèle. Les agents économiques pourront transférer des fonds des comptes de transaction vers les comptes d'investissements. L'argent placé sur ses comptes seront investis par les banques et seront bloqués durant une période déterminée.

Les banques pourront alors proposer à ceux qui placent leur argent dans ces fonds différents types de produits, notamment des produits risqués à haut rendement. Il s'agit concrètement de séparer autant qu'il est possible l'argent du crédit. Le risque lié au crédit ne disparaît pas, mais il est limité par l'obligation de ne prêter que l'argent déposé sur ces comptes d'investissements.

Plus de Bank Runs

Pour Frosti Sigurdjonsson, ce système permettra une gestion plus réaliste de la masse monétaire non plus dans l'intérêt des agents privés, mais dans celui de la collectivité. La garantie sur les dépôts permettra d'éviter une course aux guichets (Bank Run), sans réduire, du reste, la responsabilité de ceux qui auraient investi dans des produits à risque.

Avec ce système, une séparation bancaire entre banque d'investissement et banque de dépôts n'est pas nécessaire, puisque l'activité de banque de dépôts sera garantie par la banque centrale. Du reste, la garantie implicite de l'Etat dont bénéficient les grandes banques disparaîtra d'elle-même.

Gérer la transition

Pour la transition, Frosti Sigurdjonsson propose de transférer les dépôts détenus dans les banques commerciales vers les comptes de transaction. Ce transfert se fera par l'émission d'une créance sur les banques qui sera détenue par la Sedlabanki et qui sera payée sur plusieurs années par les banques.

Ce « passif de conversion » s'élèverait à 450 milliards de couronnes islandaises, soit 3,05 milliards d'euros. Cet argent issu des banques commerciales sera donc progressivement remplacé par de l'argent issue de la banque centrale. Dans cette phase

de transition, les sommes versées par les banques pourraient servir soit à réduire la dette publique, soit à réduire, si besoin, la masse monétaire, par l'annulation d'une partie des fonds versés.

Les problèmes posés

Cette proposition ne règlera certes pas tous les problèmes. Certes, les prêts seront sans doute moins importants et la croissance de l'économie sans doute moins forte. Mais le projet est d'avoir une économie plus stable et, sur le long terme, tout aussi performante. Plutôt que de voir l'économie croître de 5 % par an, puis de corriger de 3 % ; on pourrait avoir une croissance stable de 2 % par an sans à-coup...

L'indépendance du comité de la Banque centrale sera très hypothétique, car l'Etat sera une courroie naturelle de la création monétaire et un risque d'excès n'est pas, ici, à exclure, même si l'Etat peut aussi bien prétendre représenter l'intérêt général que ce comité indépendant.

Mais une ambiguïté peut ici être problématique. Les liens avec les autres systèmes monétaires classiques pour une petite économie comme l'Islande sont encore à explorer. Matthew Klein, dans le Financial Times, a souligné également que ce nouveau système ne réduit pas le risque de financement d'investissements à long terme par des investissements à court terme qui avait été à l'origine de la crise de 2007-2008.

Enfin, il ne s'agit là que d'une proposition. Le premier ministre a bien accueilli le rapport. Mais ira-t-il jusqu'à lancer un tel chambardement de grand ampleur ? Les Islandais seront-ils prêts à franchir le pas ? La discussion est, du moins, lancée. latribune.fr 23.04

Dossier Yémen

- Yémen : "Riyad a échoué" ("Foreign Policy") - french.irib.ir

La revue américaine, «Foreign Policy», compare l'agression militaire saoudienne contre le Yémen à l'attaque américaine contre la Somalie, dans les années 1990, soulignant que Riyad n'a réussi à réaliser aucun de ses objectifs, au Yémen.

En évoquant l'annonce, par Riyad, de la fin de l'opération «Tempête décisive», l'auteur de l'article de la revue «Foreign Policy» a écrit que, malgré les prétentions des responsables saoudiens, qui insistent à dire que leur intervention militaire contre le Yémen était un succès, les Saoudiens n'ont réussi à atteindre aucun de leurs objectifs, dans ce pays.

La revue américaine a ajouté que Riyad prétend que la phase suivante de son opération contre le Yémen consiste à «rétablir l'espoir», au Yémen. En effet, c'est le même titre que les Etats-Unis avaient donné à leur opération contre les groupes paramilitaires, en Somalie, en 1992. Mais l'intervention américaine contre la Somalie n'avait eu d'autres résultats que la destruction des infrastructures et les activités agricoles du pays. Par la suite, les Etats-Unis s'étaient avérés, totalement, incapables d'empêcher la survenance d'une guerre civile, en Somalie, qui a laissé 500.000 morts.

«Foreign Policy» a ajouté que l'opération saoudienne contre le Yémen, qui a le même nom que l'opération américaine contre la Somalie, en 1992, rappelle, exactement, l'échec des Américains, en Somalie : quatre semaines après le déclenchement des raids contre le Yémen, et malgré le bombardement de la plupart des bases de l'armée et des forces du mouvement révolutionnaire Ansarallah, l'Arabie saoudite n'a pas réussi à faire revenir au pouvoir son protégé, Abd Rabbo Hadi Mansour, Pprésident démissionnaire. «Foreign Policy» a ajouté que celui qui aurait, peut-être, plus besoin de retrouver l'espoir, ce ne sont pas tellement les Yéménites, mais les dirigeants de l'Arabie saoudite. french.irib.ir 23.04

- Les Houthis, opposés à une réunion des Yéménites, en Arabie - french.irib.ir

Alors que les chasseurs saoudiens, en dépit de la trêve, bombardent, toujours, diverses régions yéménites, le porte-parole du mouvement populaire d'Ansarallah s'est opposé aux négociations, sur le Yémen, en Arabie saoudite.

Le Porte-parole du mouvement populaire d'Ansarallah, Mohammad Abd-el Salam, a indiqué, jeudi, que les Houthis ne prendraient pas part à une réunion, tenue en Arabie.

«Tant que les frappes de l'Arabie et de ses alliés contre le Yémen ne cesseront pas, il n'y aura aucun dialogue, pour résoudre la crise yéménite», a-t-il ajouté.

Le porte-parole du mouvement populaire d'Ansarallah a souligné que le mouvement Ansarallah plaidait pour la fin de l'agression, la levée des embargos et des négociations, sous l'égide de l'ONU afin de trouver une issue à la crise yéménite.

Ansarallah avait, déjà, donné son feu vert aux négociations, dans la capitale omanaise, Mascate. Le Koweït, aussi, a soutenu la proposition omanaise, en vue de rétablir une réconciliation politique, au Yémen. Le vice-ministre koweïtien des Affaires étrangères, Khaled al-Jarallah, évoquant la résolution 2.216 du Conseil de sécurité des Nations unies, sur le Yémen, a déclaré : «L'envoi des aides humanitaires aux Yéménites est une priorité, pour les pays arabes, qui participeront, activement, à la reconstruction du Yémen».

L'armée saoudienne, accompagnée de certains pays arabes et des Etats-Unis, a déclenché des raids aériens, le 26 mars, contre le Yémen, et malgré l'annonce d'une trêve, les frappes n'ont pas cessé. Le vice-ministre russe des Affaires étrangères a mis l'Arabie saoudite en garde contre les retombées d'une opération terrestre contre le Yémen. Guennadi Gatilov, vice-ministre russe des Affaires étrangères, a indiqué jeudi : «Un combat terrestre ne ferait que compliquer, davantage, la crise. L'opération terrestre ne contribuera en rien à une solution politique à la crise yéménite. La Russie réclame la fin de l'opération militaire et le début des négociations politiques entre les parties en conflit».

Par ailleurs, le quotidien américain, "New York Times", a fait état des requêtes multiples, qui exigent une traduction en justice de Riyad, pour ses frappes contre les zones d'habitation civile, au Yémen. En effet, les activistes juridiques yéménites accusent l'Arabie d'avoir attaqué les zones civiles et les maisons.

Selon le quotidien américain, le Président Obama a accordé un soutien, sur le plan des renseignements, à l'opération «Tempête décisive».

Les raids aériens, menés par l'Arabie saoudite et ses alliés, contre le Yémen, ont fait plus de 4.000 morts et blessés, et détruit une partie des infrastructures de ce pays. french.irib.ir 23.04

- Yémen: pas de répit dans les raids, vers un nouveau médiateur de l'ONU - AFP

La coalition menée par l'Arabie saoudite a poursuivi jeudi ses raids contre les rebelles chiites au Yémen, au moment où l'ONU annonçait la nomination d'un nouveau médiateur, chargé de mettre fin à un conflit qui a déjà fait plus de 1.000 morts.

Le Mauritanien Ismaïl Ould Cheikh Ahmed remplacera le démissionnaire Jamal Benomar, critiqué par les partisans du président yéménite en exil Abd Rabbo Mansour Hadi et leurs alliés du Golfe. Sa nomination sera effective lundi si aucun pays du Conseil de sécurité ne s'y oppose.

Mais la reprise de pourparlers sous l'égide des Nations unies, ce que souhaitent les rebelles chiites Houthis, ne pourra se faire qu'après un arrêt total des frappes, ont prévenu ces derniers.

Or deux jours après l'annonce par Ryad de la fin de la campagne aérienne déclenchée le 26 mars, les raids continuent. AFP 23.04

ACTUALITE EN TITRES

Les médias soutiennent (encore) Hollande.

- Face à la loi sur le renseignement, la droite schizophrène - L'Express.fr

Peut mieux faire...

- Libor: Deutsche Bank écope d'une amende de 2,5 milliards de dollars - AFP

- Wall Street monte, le Nasdaq bat un record de 15 ans - Reuters

- Espagne: le chômage augmente, mauvaise surprise pour le gouvernement - AFP

Le pouvoir impérial peut se permettre une "erreur" : Un double assassinat d'innocents.

- Otages tués par erreur : Barack Obama fait son mea culpa - Francetv info

- Deux otages occidentaux d'Al-Qaïda tués par erreur dans une opération américaine - Le Huffington Post

Pour un peu les médias s'excuseraient de diffuser cette information... Si demain je tue mon voisin, je n'aurais qu'à dire que c'était une erreur ou que je me sentais menacé... et je finirais mes jours en tôle !

- Kerry salue les pouvoirs accordés par les élus à Obama dans les accords commerciaux - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La charia à l'honneur en Grande-Bretagne, la soumission à l'intégrisme islamique n'a plus de limite.

- Le Président de la Cour Suprême britannique pour le port du niqab au sein des tribunaux - french.irib.ir

Le Président de la Cour Suprême britannique, Lord David Neuberger a déclaré la semaine dernière que les juges devaient avoir « une compréhension des différentes habitudes culturelles et sociales » afin d'assurer leur devoir de montrer l'équité et l'impartialité dans leur jugement. C'est dans cette perspective qu'il estime qu'il faut donc respecter le port du niqab même au sein des tribunaux.

C'est dans un discours du 10 avril dernier devant l'Alliance de Justice pénale que le Président de la Cour expose la nécessité de respecter le port du niqab dans les tribunaux : « l'équité dans les tribunaux, le meilleur que nous pouvons faire » dit-il. Il rappelle les différences de comportement au sein des tribunaux liés aux différences culturelles et d'opinions. Il cite le cas par exemple de personnes qui refusent de prêter serment en raison de leurs propres convictions, ou encore comment d'autres trouvent impoli de regarder une personne droit dans les yeux.

En Avril 2011, la Cour Européenne des Droits de l'Homme avait confirmé l'interdiction du port du niqab au sein des tribunaux britanniques, une décision justifiée notamment par le motif du « vivre ensemble ».

Le débat sur le port du niqab en cour provoque un vif débat en Grande-Bretagne, surtout depuis la comparution d'une femme en niqab en 2013. Elle a été dans l'obligation de se dévoiler au moment d'aller témoigner à la barre. Par la suite, certains ont réclamé une loi pour interdire le niqab devant les tribunaux, mais au nom du principe de tolérance très ancré dans la société britannique, les principaux leaders s'opposent à légiférer sur ce point. french.irib.ir 23.04

La tolérance au service du communautarisme wahhabite, cela impose le respect. Même que les Iraniens, chiites, s'en réjouissent. On vous donne quotidiennement des infos qui proviennent d'un portail iranien officiel qui pratique un prosélytisme outrancier qui n'a d'équivalent que Riad ou Doha ou encore Daesh.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie.

Moscou proteste contre les propos bellicistes d'Obama contre l'Iran - french.irib.ir

L'ambassade de Russie, aux Emirats arabes unis, a publié, sur sa page Twitter, un texte, pour demander au Président des Etats-Unis, Barack Obama, des explications concernant ses propos portant sur l'éventualité d'une intervention militaire contre l'Iran.

L'ambassade de Russie, aux Emirats arabes unis, a protesté contre les propos du Président Obama, qui avait déclaré, mercredi, que, même si l'Iran possédait les missiles S-300, les Etats-Unis pourraient intervenir, militairement, contre l'Iran, s'ils le jugeaient nécessaire. «Il reste à savoir pourquoi les Etats-Unis se sentiraient obligés d'attaquer la défense aérienne d'un pays souverain, comme la République islamique d'Iran», a écrit l'ambassade de Russie, sur son Twitter. En vertu d'un contrat signé entre l'Iran et la Russie, en 2007, la partie russe s'engage à livrer, au moins, cinq systèmes de missiles anti-aériens S-300. Mais, en 2010, l'ancien Président russe, Dmitri Medvedev, avait décidé de suspendre la réalisation de ce contrat, sous le faux prétexte des sanctions de l'ONU contre Téhéran.

Mais la semaine dernière, le Président Vladimir Poutine a levé, officiellement, l'interdiction de la livraison des missiles S-300 à l'Iran, en arguant que cet armement est un armement défensif, et qu'il ne fait pas l'objet des sanctions imposées par les Nations unies contre la République islamique d'Iran. Poutine a souligné qu'il a pris cette décision, volontairement, pour faire avancer le processus du dialogue nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances.

Les autorités du régime sioniste et les membres du Congrès des Etats-Unis étaient les premiers à protester contre la décision de Moscou de livrer ces missiles défensifs à Téhéran. Le Président Poutine a rejoint, mercredi, les rangs des protestataires.

Le S-300 est un missile balistique anti-aérien, qui, étant une arme défensive, ne fait pas partie des sanctions imposées par les Nations unies contre Téhéran. french.irib.ir 23.04

Aux dernières infos, Moscou aurait reporté à une date ultérieure la livraison des S-300 à l'Iran...

2- Palestine occupée

- L'occupation prend d'assaut la ville de Bita à Naplouse - french.irib.ir

Les forces israéliennes ont pris d'assaut jeudi (23-4) à l'aube la ville de Bita au sud de Naplouse.

Notre reporter a déclaré, selon des témoins oculaires, que les forces d'occupation se sont répandues dans les carrefours des villes de Hawara et Bita mercredi soir et que les soldats israéliens ont effectué une campagne de ratissage dans le voisinage.

Les témoins ont déclaré qu'un certain nombre de jeeps militaires a fait irruption dans la ville de Bita dans les premières heures du matin au milieu de tirs intensifs de balles et de grenades assourdissantes. french.irib.ir 23.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Ukraine

- Mineurs en colère à Kiev - euronews.com

Plusieurs centaines de mineurs ukrainiens ont protesté ce mercredi à Kiev, devant le palais présidentiel. Une réponse au ministre ukrainien de l'Énergie qui a récemment annoncé la fermeture de plusieurs mines du pays et la réduction de la main-d'œuvre des mines de charbon d'au moins 20 % au cours de l'année. Les revendications des mineurs sont nombreuses.

"Les mineurs réclament la réhabilitation des mines, une hausse des salaires et des subventions. Autant de demandes rejetées par le ministre de l'Énergie et de l'industrie du charbon qui a annoncé la fermeture d'au moins trois mines", explique notre correspondant à Kiev, Dmytro Polonsky .

Pour faire face à la crise, l'année dernière, le gouvernement pro-occidental a adopté des mesures d'austérité dont la suppression de certains avantages sociaux pour les mineurs. Ces derniers sont aujoud'hui désemparés et en colère.

"Les mines ne répondent pas aux normes de sécurité. Nous n'avons aucune possibilité d'acheter des matériaux pour construire des tunnels et extraire du charbon. Nous risquons nos vies pour exploiter ce charbon et gagner de l'argent pour nourrir nos familles. Comment dois-je faire pour expliquer à mon enfant de quatre ans que je n'ai pas de quoi lui acheter à manger ? ", dit l'un d'eux.

Le conflit armé dans l'est du pays et la grave crise économique que traverse l'Ukraine ont entraîné une dévaluation sans précédent de sa monnaie – la hryvnia a perdu la moitié de sa valeur depuis le début de l'année – engendrant une inflation galopante de 46 % sur un an. euronews.com 22.04

Haut de page

Le 25 avril 2015

CAUSERIE

On a ajouté 42 articles, de quoi lire ce week-end. La suite plus tard dans la journée.

Quelques heures plus tard.

On a encore ajouté 6 articles, par contre plus le temps d'actualiser la causerie, on verra cela demain ou lundi.

Quand on voit que l'assassinat de 3 journalistes en Ukraine entre les 15 et 16 avril dernier n'a suscité aucune réaction du mouvement ouvrier (en dehors du PRCF qui s'est réfugié pour l'occasion derrière le centre Simon Wiesenthal), sans parler de l'adoption le 9 avril d'une loi réhabilitant le fascisme et interdisant le communisme en Ukraine, on se dit qu'il faudrait vraiment être très con pour se sacrifier, et on comprend pourquoi des militants sont complètement démoralisés, nos dirigeants en portent la terrible responsabilité. Avec cet épisode encore moins glorieux que celui de Charlie où ils avaient brillé par leur opportunistes, on se demande bien au nom de quoi on pourrait encore leur accorder la moindre confiance.

On est pragmatique que voulez-vous, et comme dirait l'autre il y a des faits qui ne trompent pas. Après on est libre d'en tenir compte ou non, ensuite que chacun ne s'en prenne qu'à lui-même s'il a fait le mauvais choix. Il faut être lucide et regarder la réalité en face, vous avez de la chance en France, c'est moins dur que d'avoir à affronter le fascisme ou la guerre et de prendre des bombes sur la gueule, c'est peut-être la raison pour laquelle nos causeries ne suscitent pas de réactions de la part de militants, à croire qu'ils doivent être trop heureux encore et se bercent d'illusions...

On a le défaut de dire tout ce qu'on pense ou presque, c'est insupportable, je l'admets volontiers, mais je préfère encore cela au mensonge, à l'hypocrisie ou à la lâcheté. A chacun ses principes et sa morale.

Un aphorisme pour conclure, je raffole de cette formule lapidaire, mais ô combien explicite : La plupart des gens s'arrangent avec leur conscience parce qu'ils n'en ont pas ou si peu.

Haut de page

Le 26 avril 2015

CAUSERIE

Mais pourquoi vous en prenez-vous tout le temps au mouvement ouvrier, pourquoi tant d'acharnement ?

Pardi, parce que cela me concerne autant que vous. Vous voudriez peut-être qu'on l'encense alors qu'il nous fournit quasi quotidiennement matière à dénoncer sa dérive droitière, corporatiste, défaitiste, fataliste, ses compromissions avec le régime, voyez à quoi elles ont abouti, à participer à l'omerta sur la situation en Ukraine, à un infâme consensus, non mais c'est complètement dingue comme truc quand on y réfléchit deux minutes, bordel, pas la moindre réaction, incroyable, on parle de leurs dirigeants, mais c'est également valable pour la plupart des militants.

On a conscience de la gravité de la situation en Ukraine et eux ils s'en contrefoutent puisqu'il faut bien dire les choses telles qu'elle sont, c'est juste un constat. Et cela ne devrait pas interpeler les militants, attendez un peu, de quel type de militants voulez-vous parler, de ceux qui ont un niveau théorique proche de zéro et qui croient détenir la vérité, qui se croient investis d'une mission supérieure alors qu'ils sont en dessous de tout ou ne comprennent pas grand chose à la situation, qui conçoivent le militantisme comme une psychothérapie pour régler leurs problèmes personnels, qui refusent toute confrontation des idées, bourrés de dogmes qu'ils agitent comme des fétiches pour conjurer le mauvais sort, ce qui a le don de procurer l'effet inverse évidemment, qui vivent dans un milieu, une bulle, un système fermé sans en percevoir les limites, il finira par les asphyxier, ce genre de militants avec tout le respect qu'on a pour eux parce qu'on est aussi passé par là il y a fort longtemps, sont insensibles à nos arguments parce qu'ils ne sortent pas de la bouche ou du clavier de leurs dirigeants, ils ne veulent et ils ne peuvent rien entendre, ils ont été formatés pour qu'il en soit ainsi.

Quant à ceux que je connais et qui partagent plutôt mes idées, ils ne croient plus en rien, ils sont dégoûtés, démoralisés au dernier degré, abattus, vidés complètement, ensemble face à des partis en crise et affaiblis on aurait peut-être pu se rassembler pour essayer de faire bouger les choses, cela aurait pu faire réfléchir d'autres militants et ainsi de suite, il faut bien commencer par un bout quand on entreprend quelque chose ou alors on ne tente rien et rien ne se passera effectivement. Je ne dis pas qu'on aurait réussi à inverser le cours des choses, mais on aurait peut-être pu soulever le couvercle de la marmitte dans laquelle on étouffe littéralement. Cela aurait été très difficile assurément, un énorme défi (et un colossale boulot!) sans qu'on sache à l'avance s'il aurait été couronné de succès, au moins en le relevant cela aurait permis à des militants de continuer le combat sans avoir à courber l'échine devant des dirigeants qui ne sont pas dignes de leurs responsabilités ou qui ont renié les principes auxquels on demeure attaché, c'est important pour un travailleur de militer dans un parti ou une structure conforme à ses idées, dans lequel ou laquelle il se sent bien, c'est même primordial.

On se serait partagé les tâches en fonction de nos possibilités sans m'attribuer un rôle dirigeant, j'aurais préféré coordonner

nos différentes activités ou jouer un rôle de second plan en laissant la priorité aux militants qui sont sur le terrain. Il aurait fallu se faire connaître au début par le biais d'Internet en employant tous les outils qui existaient, ensuite réunir les travailleurs intéressés par notre projet, définir ensemble de nouvelles tâches, après on aurait pu imaginer différents types d'intervention sur le terrain, participer à des réunions publiques, adresser des communiqués au nom de La voix de l'Opposition de gauche, chaque membre de cette organisation en étant un porte-parole et ainsi de suite. On aurait été à la hauteur parfois non, peu importe, l'essentiel aurait été de s'en tenir à ce qu'on avait décidé.

De mon côté, j'aurais continué mon boulot quotidien et j'aurais fait en sorte d'apporter des arguments aux militants pour les aider à répondre aux questions d'actualité. Nous nous serions tournés résolument vers la classe et non vers tel ou tel parti, de telle sorte que les militants se seraient sentis à l'aise pour discuter avec des travailleurs, en rompant avec la sempiternelle terminologie du militant ne s'apercevant pas qu'il a en face de lui quelqu'un qui n'aborde pas du tout la situation sous le même angle.

L'idéal aurait été que des cadres ou des militants aguerris nous rejoignent, des intellectuels, mais il ne fallait pas y compter dans un premier car ils sont trop attachés à leurs petites habitudes, ils auraient critiqué notre démarche en nous proposant plutôt de nous joindre à eux, ce qui aurait été impossible puisqu'ils ont une conception étriquée de la lutte de classe dans laquelle (leur conception) nous n'avons pas notre place, nous étoufferions littéralement, nous ne pouvons pas nous reconnaître dans une organisation dont nous estimons la nature et les principes impropres à résoudre nos problèmes ou dont l'orientation se situe aux antipodes de la nôtre, ce serait rapidement insupportable.

Le problème dans tout type de rapports, c'est qu'ils sont superficiels, ils manquent de sincérité ou d'honnêteté, on devrait peut-être plutôt dire qu'ils sont trop individualistes, pas assez humain pour se mettre à la place de l'autre, ils laissent une trop grande part à l'inconscience et on s'en accommode, on se comporte davantage en donneur de leçons ou en concurrent qu'en camarade partageant la même cause et souhaitant (devant) progresser, on reproduit les rapports qui existent dans la société et cela donne un résultat épouvantable ou difficile à gérer.

On s'identifie à une idée au point qu'elle nous possède ou nous envahit littéralement, de sorte qu'on ne supporte pas qu'elle soit attaquée sans se sentir personnellement visé, on n'interprète plus la réalité qu'à travers ce prisme que ne partage pas les travailleurs ou les autres militants, ainsi au moins on est sûr d'avoir raison avec nous-même même si cela ne nous mène nulle part, on s'en contente et on en tire satisfaction, on est bien les seuls dans ce cas-là, alors que nous aurions mieux à faire à essayer de comprendre comment les travailleurs interprètent la réalité et pourquoi pour leur montrer l'incohérence ou les contradictions de leur démarche ou raisonnement pour qu'ils les modifient et progressent ce qui les amèneraient naturellement à rejoindre nos idées sans leur avoir mâché le travail ou forcé la main.

Quand nos idées ou nos convictions nous rendent aveugle ou conduisent à un épuisement de notre esprit critique au lieu de l'aiguiser, il semblerait qu'elles présenteraient bien des lacunes sur lesquelles on ferait bien de se pencher, on découvrirait peut-être qu'on n'est pas différent des autres travailleurs et qu'on avait fini par l'oublier ou ne pas en tenir compte ce qui revient au même. Quand je lis la littérature des uns et des autres adressées aux travailleurs, je suis effaré, refusant de la lire en me mettant dans la peau d'un militant, généralement je la balance avant d'en avoir fini la lecture tant c'est rébarbatif, indigeste. A suivre.

Mais où sont donc passés les valeureux antifascistes, internationalistes prolétariens, révolutionnaires ?

Volatilisés ! Ils sont aux abonnés absents sur le fascisme en Ukraine, ils ont tous désertés.

Cela vous étonne, nous, non. Ne dites pas que nous serions médisants, c'est la vérité. A notre connaissance, en dehors du PRCF qui s'est réfugié pour l'occasion derrière le centre Simon Wiesentha, aucun parti ou groupe, aucune organisation n'a relayé l'assassinat de trois journalistes entre les 15 et 16 avril, Olga Moroz, Sergey Sukhobok, Oles Buzina, ou la loi du 9 avril réhabilitant le fascisme et interdisant le communisme.

- Le général polonais Skrzypczak lâche Kiev et dénonce ses orientations néo-nazies - Arrêt Sur Info

Conseiller au ministère polonais de la défense, le général Skrzypczak a déclaré ne plus soutenir Kiev à cause d'une loi ukrainienne glorifiant les milices nazies qui massacrèrent 80 000 Polonais en Volhynie et en Galicie pendant la seconde guerre mondiale.

Waldemar Skrzypczak n'est ni un pacifiste ni un ami de la Russie. Né en 1956, il a commandé les forces terrestres polonaises en 2006-2009. En septembre 2011, il est nommé conseiller au ministère polonais de la défense. En mi-2012, il est devenu vice-ministre de la défense, responsable de l'armement et de la modernisation de l'armée nationale. Le 16 avril 2015, après une conférence de presse où il fit part de sa décision, il s'est entretenu avec le magazine polonais Gazetta Prawna (http://www.gazetaprawna.pl/artykuly/865911,skrzypczak-wycofuje-sie-zewszystkiego- co-powiedzialem-na-temat-ukrainy.html?hc_location=ufi) sans mâcher ses mots :

« Oubliez tout ce que j'ai dit à propos de l'Ukraine […] Je renonce totalement à mes opinions favorables à la fourniture supplémentaire d'une assistance militaire et d'un soutien politique au gouvernement ukrainien. […] Après le vote d'une loi

glorifiant l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), j'ai réalisé que l'Ukraine ne respecte par le peuple polonais. Je parle de ce qui est arrivé à Volhynia, le massacre de 100 000 Polonais par l'UPA […] L'UPA a assassiné mon oncle en le clouant avec des fourches à la porte de la grange. D'après ce que je sais, il est mort trois jours plus tard. Leur sauvagerie dépasse l'imagination humaine. L'Allemagne nazie n'a pas répondu à ce que ces Ukrainiens avaient fait. […]

Je me demande quel avenir Porochenko est en train de construire pour l'Ukraine. Sur la base de ce nationalisme sanguinaire ? C'est terrible. […] On a longtemps dit que les Ukrainiens devraient se débarrasser du nationalisme, parce que s'ils ne le font pas, la collaboration avec la Pologne sera très difficile, en fait impossible. »

Le 9 avril 2015, le parlement ukrainien avait voté une loi glorifiant l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA) et l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) qui massacrèrent plus de 80 000 Polonais – essentiellement de confession juive – en Volhynie et en Galicie. Parallèlement aux propos du général polonais, le centre Simon Wiesenthal a ouvertement condamné

(https://theorisk.wordpress.com/2015/04/17/le-centre-simon-wiesenthalcondamne- la-derive-neo-nazie-et-revisionniste-de-kiev/) la dérive néo-nazie et révisionniste du parlement et du gouvernement ukrainiens. Arrêt Sur Info 21.04

Le nazisme à l'honneur à Kiev, comme quoi nous n'avions pas rêvé.

- Le centre Simon Wiesenthal condamne la célébration des collaborateurs nazis en Ukraine et l'interdiction du communisme (PRCF) - legrandsoir.info 20.04

Le centre Simon Wiesenthal condamne les décisions prises par le parlement ukrainien de mettre à égalité le Nazisme et le Communisme et de reconnaître les collaborateurs nazis locaux comme des « combattants de la liberté», « le vote d'une interdiction contre le nazisme et le communisme consiste à mettre à égalité le régime le plus génocidaire de l'histoire humaine avec le régime qui a libéré Auschwitz et contribué à mettre fin au règne de terreur du Troisième Reich » a déclaré le Dr Efraim Zuroff, directeur pour les affaires d'europe de l'est au centre Wiensenthal.

« Dans le même esprit, la décision d'honorer les collaborateur nazis locaux et de les gratifier d'aides spéciales convertit les hommes de main de Hitler en héros en dépit de leur participation active et zélée dans le meurtre de masse de juifs innocents. Ces tentatives de réécrire l'histoire, qui sont répandues à travers les ex-pays socialistes en Europe de l'Est, ne pourront jamais effacer les crimes commis par les collaborateurs nazis de ces pays, et ne font que clairement prouver qu'ils manquent clairement des valeurs occidentales qu'ils prétendent avoir embrassé à travers leurs transitions vers la démocratie » ajoute-t il

Le Centre Simon Wiesenthal se destine à la préservation de la mémoire de l'Holocauste et s'occupe de questions contemporaines, comme le racisme, l'antisémitisme, le terrorisme et le génocide. legrandsoir.info 20.04

Inconséquence. Et malgrè tout ils n'ont viendront pas à proclamer qu'il faut éradiquer le capitalisme de la planète.

Du sang sur les mains: l'impérialisme « humanitaire » et les réfugiés en provenance de Libye - mondialisation.ca 22.04

Le nombre horrifiant des morts parmi les réfugiés et les émigrants en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient qui tentent de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Europe est un réquisitoire accablant contre toutes les grandes puissances impérialistes et en particulier les États-Unis. (...)

Il n'y avait pas de tels meurtres sectaires de masse en Libye avant la guerre de changement de régime des Etats-Unis et de l'OTAN et les milices islamistes d'Al-Qaïda n'existaient pas au-delà de groupes marginaux. Ces éléments ont été promus, armés et soutenus par une campagne aérienne massive après que les principales puissances impérialistes ont décidé de renverser et d'assassiner Kadhafi et d'entreprendre un nouveau viol de la Libye.

Les conséquences désastreuses de cette intervention néocoloniale prédatrice sont maintenant indéniables. Ce n'était là qu'une parmi des guerres et des interventions impérialistes de plus en plus nombreuses au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, riches en pétrole, et qui ont détruit des sociétés entières et fait des millions de réfugiés. Cela comprend les guerres en Irak, en Syrie et aujourd'hui au Yémen, ainsi que les interventions des puissances impérialistes, ou de leurs mandataires régionaux, au Mali, en Somalie et au Soudan.

Selon Amnesty International, l'escalade des conflits en Afrique et au Moyen-Orient a « conduit à la plus grande catastrophe de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. » Cette organisation estime que 57 millions de personnes ont été forcées de fuir à travers le monde durant la dernière année, 6 millions de plus qu'en 2012.

La presse américaine conduite par le New York Times parle de réfugiés fuyant la pauvreté et la violence du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sans mentionner les actes des États-Unis et de leurs alliés européens qui ont causé cette

catastrophe humanitaire. Ce qui se déroule en Méditerranée n'est pas une tragédie; c'est un crime de guerre impérialiste. mondialisation.ca 22.04

Quelques données supplémentaires.

- L'Europe en état de non-droit y compris pour ses propres ressortissants - mondialisation.ca 21.04

Selon le document élaboré en 2013 par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (ACNUR), suite à la persécution, les conflits, la violence généralisée ou les violations de droits humains, le nombre de déplacés et réfugiés a atteint son niveau maximum depuis la seconde Guerre Mondiale, avec 51,2 millions de déplacés dans le monde.

Contrairement à ce que l'on pense souvent par erreur, le déplacement de population concerne surtout les pays pauvres du sud : En 2013, le Pakistan continuait d'accueillir plus de réfugiés qu'aucun autre pays au monde (1,6 million), suivi de la République Islamique d'Iran (857 400), le Liban (856 500) et la Jordanie (641 900). En 2013, les pays en développement ont accueilli 86 % des réfugiés de la planète, contre 70 % dix ans plus tôt.

Selon Amnesty International, l'Union Européenne a dépensé entre 2007 et 2013 près de 2 milliards d'euros pour blinder las frontières de sa forteresse, quasiment trois fois plus que ce qu'elle a employé pour les politiques dédiées à la protection des réfugiés et demandeurs d'asile, 700 millions sur la même période.

Le coût humain des politiques migratoires menées par l'UE est scandaleux. Selon The Migrant Files |7|, 28 000 personnes moururent entre 2000 et 2014 durant leurs tentatives de rejoindre l'Europe, 28 000 morts anonymes sont tombées dans l'oubli.

Arno Klarsfeld, peu après avoir été désigné par le président Nicolas Sarkozy pour diriger le conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) en septembre 2011, déclarait dans une entrevue télévisée que la proposition de construire un mur entre la Grèce et la Turquie n'était ni plus ni moins qu'une question de « bon sens ». En Grèce, à la mi-août 2012, après avoir déployé plus de 1 800 agents de police supplémentaires et érigé une clôture de plus de 10 kilomètres de long sur la partie septentrionale de la frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie, un nombre croissant de réfugiés et migrants commencèrent à prendre la route par la mer jusqu'aux îles grecques. Une route encore bien plus dangereuse. Selon la police grecque, le nombre de migrants détenus dans les îles grecques ou sur la mer Égée est passé de 169 en 2012, à 3 265 en 2013. Une telle opération, nommée Aspida (« Bouclier »), a coûté à l'État grec 6 millions d'euros en 2012. mondialisation.ca 21.04

- La misère ou la mort. Une tragédie humanitaire sans nom. - mondialisation.ca 21.04

Selon Jeune Afrique, « le nombre de migrants clandestins qui ont traversé la Méditerranée entre l'Afrique et l'Italie a explosé au début de l'année 2015 marquant une hausse de 43 % par rapport à l'an dernier. Un bond spectaculaire qui s'explique, entre autres, par la situation chaotique en Libye. En janvier et février 2015, quelque 7 882 migrants en provenance d'Afrique ont débarqué sur les côtes italiennes, contre 5 512 l'année précédente. Il s'agit d'une hausse considérable, selon les chiffres officiels du ministère italien de l'Intérieur. En 2014, plus de 165 000 migrants clandestins avaient débarqué sur les côtes italiennes. Un record qui pourrait être facilement battu en 2015… (...)

L'arrivée en Europe de contingents importants de migrants en provenance du continent africain va augmenter en fonction des processus de détérioration des conditions de vie de la majorité de l'Afrique du Sahel et de l'Afrique subsaharienne. Les guerres ont frappé la Côte d'Ivoire, la Centrafrique et le Mali et sévissent encore en Libye, au Nigéria et au Soudan. C'est alors que s'installent l'instabilité et l'insécurité dans toute la région. Les membres de l'UE n'ont pas pu empêcher le flux déferlant de migrants qui veulent, même au prix de leur vie, entrer sur le territoire européen. La pression s'intensifie et les arrivages prévus de 250 000 à 500 000 nouveaux migrants au cours des trois prochains mois sont très faciles à comprendre.

Voilà la rançon du pillage des ressources exercées depuis des siècles par les puissances européennes, pillage qui se poursuit au détriment de l'ensemble des populations africaines. La population de l'Afrique (surtout subsaharienne) va plus que doubler au cours des trente prochaines années. Il est difficile de concevoir qu'un si grand nombre, à l'intérieur d'un système économique extraverti, pourra satisfaire ses besoins essentiels. On peut donc s'attendre à ce qu'une catastrophe humanitaire d'une grande ampleur frappe la majorité des pays africains dans un proche avenir : Épidémies, conflits armés, mouvements migratoires accrus, exode rural et explosion de mégalopoles sans infrastructures, etc. Les grandes puissances sont installées en Afrique pour veiller à la sauvegarde de leurs intérêts et elles poursuivront le processus de la militarisation de l'Afrique pour en garder le contrôle. Le jour de l'indépendance et de l'autonomie du continent est encore très, très loin malheureusement. mondialisation.ca 21.04

En complément sur la situation en Libye et la responsabilité de l'UMP et du PS

Le chaos en famille.

- Libye: socialistes et sarkozystes s'accusent d'avoir laissé le chaos s'installer - AFP

Vu le quasi-consensus qui avait prévalu en France lors de l'intervention décidée en 2011, c'est sur l'après que les deux camps se renvoient la balle.

Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement : après l'intervention, "on a laissé la Libye dans un état lamentable".

A l'UMP aussi, Xavier Bertrand, candidat à la primaire élyséenne, va jusqu'à se demander: "quand vous vous posez la question du maintien ou pas d'un dictateur au pouvoir, vous devez effectivement savoir si derrière, la situation ne sera pas pire".

En juin 2011 un vote de l'Assemblée - y compris celui de François Hollande, alors député PS de Corrèze - autorisait à une écrasante majorité la poursuite de l'offensive. Au PS, seul Henri Emmanuelli avait voté contre. Sept autres s'étaient abstenus.

En août de la même année, Hollande, confirmait "quand une décision est bonne, je la soutiens". AFP 25.04

Le bonheur, cela se fabrique, et même que Le Monde connaît la recette

- Guerre médiatique : l'Amérique Latine selon Le Monde - legrandsoir.info 20.04

Au Mexique, les chiffres laissés par la présidence de Felipe Calderon (2006-2012) parlent d'eux-mêmes : augmentation de 500% des dénonciations de cas de torture, plus de 25 000 personnes disparues, 60 journalistes assassinés et 15 autres disparus, plus de 45 000 exécutions, 16 000 cadavres non identifiés et près de 1 500 corps retrouvés dans des fosses communes. Au total, les différentes stratégies de ce gouvernement ont provoqué plus de 120 000 morts violentes en 6 ans.

Ces chiffres dépassent de loin les décomptes macabres de toutes les dictatures militaires latino-américaines du siècle dernier. Cependant, si nous n'examinons L'Amérique Latine qu'au travers de la loupe de Paulo Paranaqua, certains pays monopoliseraient notre attention tandis que d'autres nous resteraient invisibles. Quel aurait été le traitement médiatique de la récente disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa si elle avait eu lieu en Bolivie, à Cuba, en Equateur ou au Venezuela ? Paranagua aurait probablement appelé à une intervention extérieure. Mais ce terrible événement s'est produit au Mexique et n'a jamais été mentionné par le chargé de la rubrique « Amérique Latine » du journal français (Le Monde - ndlr). legrandsoir.info 20.04

Money. Le paradis sur terre est fiscal ! Vaut mieux être bien né.

Les miséreux, les pauvres, les chômeurs, les précaires, les victimes d'injustices sociales, la jeunesse sacrifiée, les retraités réduits à l'indigence, les paumés, désespérés, démoralisés, bref, tous les laisser-pour-contre de leur régime ignoble apprécieront.

- La Suisse est le pays le plus heureux du monde selon le rapport 2015 sur le bonheur dans le monde, la France 29ème
- huffingtonpost.fr

La Suisse est le pays le plus heureux du monde, suivie de près par l'Islande, le Danemark, la Norvège et le Canada, selon une étude internationale sur le bonheur publiée jeudi à New York, où la France se classe à la 29e place.

Le classement compte 158 pays. La Finlande, les Pays-Bas, la Suède, la Nouvelle-Zélande et l'Australie sont respectivement 6e, 7e, 8e, 9e et 10e. Les Etats-Unis sont 15e, la Belgique 19e, le Royaume-Uni 21e, l'Allemagne 26e, la France 29e, l'Espagne 36e, l'Italie 50e et la Grèce 102e.

"Les pays en dessous de ce groupe, ne sont pas à la hauteur soit en matière de revenus, soit en matière de soutien social, soit les deux", a-t-il ajouté. L'Afghanistan (153e), et la Syrie déchirée par la guerre (156e) rejoignent les dix pays les moins heureux en fin de classement: Togo (158), Burundi (157), Benin (155), Rwanda (154), Burkina Faso (152), Côte d'Ivoire (151), Guinée (150) et Tchad (149).

En dépit du conflit en Irak, ce pays est 112e, devant l'Afrique du sud, l'Inde, le Kenya et la Bulgarie.

Les crises économiques n'empêchent pas forcément le bonheur

Outre l'argent, le rapport souligne l'importance de l'équité, de l'honnêteté, de la confiance et de la bonne santé. Soulignant que les crises économiques ou désastres naturels n'écrasent pas forcément le bonheur.

Jeffrey Sachs, directeur de l'Institut de la terre à l'université Columbia à New York, et l'un des auteurs du rapport écrit par un groupe d'experts indépendants, a insisté sur l'importance de l'enfance, pour parvenir à être des adultes heureux.

"Nous devons investir tôt dans la vie de nos enfants, afin qu'ils deviennent des adultes indépendants, productifs et heureux, contribuant à la fois socialement et économiquement", a-t-il ajouté. huffingtonpost.fr 24.04

On a surtout apprécié "outre l'argent" qui en réalité détermine votre condition sociale ; c'est facile d'avoir bonne conscience, d'être honnête, d'avoir plein de qualités, d'être en bonne santé quand on en a les moyens, cela ne garantit pas qu'on aurait une morale au-dessus de tout soupçon ou qu'on n'aurait rien à se reprocher, dans la mesure où l'on se moque des inégalités sociales ou du sort de ceux qui n'ont pas notre chance et sur le dos desquels on vit finalement puisque l'économie est un tout, ce qui revient à légitimer l'ordre établi qui nous assure un mode de vie relativement confortable.

Commentaire d'internaute

1- "Je comprends pas du tout ce classement... Le Mexique et le Brésil à la 14eme et 16eme position avec des niveaux très bas de perception de la corruption... Je vie au Brésil et laissez moi vous dire que la corruption n'est pas une perception mais une réalité insuportable... avec des salaires minimum de 240 euros et des loyers à 400 euros. C'est juste invivable...

Vous avez raison, quand il ressort de ce "rapport" que le narco-Etat mexicain (lire plus loin) et l'Etat policier et terroriste américain devancent la France d'une quinzaine de place et figurent dans le peloton de tête des pays des pays où il ferait bon vivre, on est obligé d'en déduire que ce "groupe d'experts indépendants" manque singulièrement d'objectivité ou d'impartialité ou n'est pas aussi indépendant que cela.

Les Etats qui font le malheur des autres sont ceux qui en profitent et baignent dans le bonheur, hormis toutefois dans tous les pays les catégories de la population que nous avons mentionnées plus haut."

2- "Après Marine Le Pen fêtée par les Américains, encore un classement à la con ! La Suisse, pays le plus heureux du monde !? FAUX . J'ai vécu en Suisse et n'ai pas perçu cette joie de vivre et ce bonheur. En Suisse, ce serait plutôt : vivons malheureux, vivons cachés car il ne fait pas bon vivre au pays des cliches, chocolat et banques. Plus que des clichés : une réalité aussi. Un paysage de cartes postales, oui, mais derrière, l'envers du décor, il y a une autre réalité volontairement cachée, bannie. La Suisse est un pays où l'on se suicide beaucoup. La preuve: on n'a pas le droit de publier de chiffres. Les hopitaux psy sont pleins. Les jeunes qui se droguent et font commerce sur les places publiques (on se souvient d'un marché en plein centre de Zurich dans les années 90 et aujourd'hui, à Lausanne même) sont un vrai problème de santé publique. La preuve : ils sont pris en charge, classes handicapés, dans un pays qui, pourtant, ne fait pas dans le social. Mais au moins, ils sont cachés. Etc, etc. Décidement, faut arrêter avec ces classements à la con qui, en plus, ne sont pas la réalité. Mais les medias adorent ca, les classements à la con."

Ils prennent les gens pour des cons, cela vous étonne, nous non, car ils savent qu'ils sont pour la plupart indifférents au sort des autres ou qu'ils n'ont pas de conscience politique, n'oubliez jamais que ceux qui bidonnent ce genre de rapports, études ou sondages le savent et qu'ils agissent consciemment pour le compte de la classe dominante.

Notre priorité devrait être d'élever le niveau de conscience des travailleurs pour que ce genre d'entreprises n'aient plus aucune emprise sur eux, et vous verriez qu'ils n'y consacreraient plus autant de temps et d'argent car elles seraient inefficace. Malheureusement tous les partis ouvriers s'en foutent et n'entendent pas mener le combat sur ce terrain-là, ils en sont revenus à l'état d'esprit des alchimistes qui croient qu'il serait possible de transformer le plomb en or avec le succès que l'on sait. C'est affligeant, pitoyable, allez leur dire qu'ils ne réalisent pas ces rapports, études ou sondages pour des prunes, ils s'en foutent, ils rejettent par avance tout argument, toute discussion est impossible, certains s'émeuvent de l'attitude du gouvernement qui fait dans le déni, il n'a fait que les copier entre autres.

3- "Les Scandinaves sont tellement heureux qu'ils partent devenir malheureux en Espagne, en France ou en Grèce dès la retraite venue."

En complément. Pour accéder au bonheur vaut mieux connaître la table des multiplications

1- Aux États-Unis, les écarts de salaires entre les patrons et les salariés ne cessent de croitre - Francetv info

Margaux Manière, journaliste de France 2 : "Les salariés américains gagnent en moyenne 25 600 euros par an alors que les patrons des plus grandes entreprises touchent un peu plus de 9 millions d'euros par an", explique en direct la journaliste de France 2. Le revenu est donc multiplié par 354.

En France, la rémunération des grands patrons n'était pas publique avant 2001. "Les salariés français gagnent en moyenne 28 200 euros par an contre près de trois millions d'euros pour les grands patrons. Ils gagnent donc 104 fois plus que leurs employés." La France est donc à la septième place des pays qui connaissent le plus gros écart de rémunération. "Nous restons bien loin derrière les États-Unis" conclut Margaux Manière. Francetv info 25.04

Allez Macron, au boulot pour rattraper les Américains !

2- États-Unis : les bourses étudiantes retirées aux consommateurs de cannabis - lefigaro.fr

Outre-Atlantique, les étudiants condamnés pour possession ou trafic de stupéfiants sont déclarés inéligibles, pour un à trois ans, aux aides financières de l'État. En cas de « multirécidive », la sanction devient définitive. lefigaro.fr 25.04

Commentaires d'internautes abonnés au Figaro.

1- "En effet ce principe répressif absurde élimine une partie des étudiants, et favorise le décrochage, et par ailleurs, le nombre croisant d'états qui légalisent le cannabis se sont aperçus que son usage modéré ne présente pas de difficultés aux étudiants, alors cette mesure qui n'existe plus dans ces états, tant à disparaître. Évidement, il n'est pas acceptable d'obstruer l'accès aux études d'une partie de la population, sous prétexte que ses usages dérangent. Cela reviendrait à supprimer les alloc à ceux qui boivent du café... C'est grotesque."

2- "7 millions de consomateurs en France, on les réprimes tous sans se poser de questions, Voila une idée qui me plait .En plus comme ils n'auront plus de bourses ils tomberont dans l'illégalité ou la drogue dur,(pour les jeunes étudiants avec peu de moyens). je suis du meme avis que vous tous, il faut que sa vienne chez nous au plus vite. Ou alors un dépistage de l'ensemble de la population francaise obligatoire et ceux qui sont postifis on les mets tous en prison en faisant appel à des firmes privées qui seront chargées de crée et d'entetenir des lieux pour les acceuillirs à nos frais. Après on pourra vivre mieux."

Enfin le bonheur... dans une société carcérale !

La liberté est une et indivisible : La mienne !

Lu dans l'édito du portail Le Grand Soir.

On se souvient de cet article de Charlie Hebdo (8 août 2012) intitulé « Les soutiens bruns de Damas », annoncé en couverture : « Syrie. Cette extrême droite qui soutient Damas ».

LGS (Le Grand Soir) et ses administrateurs, nommément jetés aux chiens, y étaient accusés de défendre « l'innommable » commis par les Syriens. Dans le magma de mensonges émergeait une vérité : LGS avait publié un discours de Bachar Al Assad. Et qu'importait aux géomètres du cadastre de la liberté sur la Toile si, à l'heure où Bachar Al Assad jouissait de la considération de notre classe politico-médiatique, LGS avait dénoncé la Syrie comme centre de torture US décentralisé.

Or, voici que France 2 interviewe le président syrien (3 ans plus tard) sans que Pujadas soit dénoncé comme nazi.

Enhardi, un lecteur du GS donne le lien pour voir ça et LGS publie un entretien du Syrien avec un journal suédois.

Comme quoi, la liberté de la presse ne s'use que si l'on ne s'en sert pas. Le Grand Soir

Vous aurez compris que j'ai reproduit ce passage parce qu'il y était rappelé le rôle ignoble joué par ces ordures de Charlie Hebdo, taxant de "bruns de Damas" ou fachos tous ceux qui refusaient de soutenir une intervention militaire occidentale contre la Syrie. Ils ont la même approche vis à vis des opposants au régime d'apartheid de Tel-Aviv.

Charlie Hebdo soutient la pire réaction, il est le porte-parole de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et tous les partis ouvriers sans exception le soutiennent, ne cherchez pas où il y aurait une erreur, il n'y en a pas ou alors dans la caractérisation que vous faites de ces partis avec les illusions fatales qui vont avec...

Allégeance.

Méfiez-vous de ces intellectuels de gauche qui n'ont de cesse de vilipender la pseudo-gauche, les traitres ou les capitulards... et qui le sont eux-mêmes. Un exemple pour l'illustrer, si nécessaire.

Au lieu de rejeter purement et simplement le projet de loi sur le renseignement institutionnalisant la surveillance généralisée de la population sous couvert de lutte contre le terrorisme pour mieux réprimer (et infiltrer, déstabiliser, etc.) le mouvement ouvrier par la suite, au lieu de refuser toute légitimité pour légiférer en la matière au gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve ultra minoritaire dans le pays, l'auteur d'un article diffusé notamment par Le Grand Soir loin de rejeter ce projet de loi liberticide estime qu'il aurait été légitime qu'il fasse l'objet d'un examen approfondi au Parlement lui-même à la botte du gouvernement, et sachant que le gouvernement dispose non seulement de la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour le faire adopter mais qu'une partie

des députés de l'UMP et de l'UDI sont prêts à le voter, bref voilà un opposant virulent, un grand révolutionnaire qui se fait appeler Guevara qui sert en réalité le régime. Il écrit :

- "Le Premier ministre Manuel Valls prétend que le projet de loi français n'a rien à voir avec le PatriotAct, mais autoriser une surveillance d'une telle portée nécessite une réflexion approfondie, plutôt qu'un passage précipité au Parlement."

Faire office de gardien du bon fonctionnement des institutions antidémocratiques de la Ve République :

- "Pour les détracteurs du projet de loi, il ne s'agit pas d'empêcher les services de renseignements de faire leur travail. Personne ne dit que c'est un monde de bisounours. Ce qui manque, c'est un contrôle démocratique."

Il y a déjà suffisamment d'articles en ligne sur ce sujet pour qu'on se passe de celui-ci. Ah ben c'est tombé sur lui, c'est arbitraire, injuste, j'assume !

Quand un article fait la promotion des "valeurs" des esclavagistes chinois en Afrique.

- Le "made in Africa" développe ses chaînes de valeur mondiale grâce à l'Asie - legrandsoir.info 24.04

Pendant que la France déploie son armée en Afrique et se dresse contre la Russie...

L'Asie s'investit dans le renforcement des capacités de l'Afrique pour aider celle-ci à s'intégrer dans la chaîne de production mondiale, et l'Afrique offre à son tour un marché énorme favorisant le décollage des économies asiatiques. legrandsoir.info 24.04

Il était signé Qiao Jihong, rédactrice du département des informations internationales de l'Agence Chine Nouvelle (Xinhua), à Beijing, Chine, on comprend.

On publie cet article uniquement parce qu'il y figure des données économiques sur les échanges entre l'Afrique et la Chine. La Chine, tout comme l'Inde ou d'autres puissances économiques présentes en Afrique pratiquent le même pillage que les puissances occidentales, en pire en quelque sorte dans la mesure où au passage elles s'octroient des quasi-monopoles sur des secteurs clés de l'économie en rachetant des acteurs locaux trop faibles financièrement pour se développer...

L'esclavage des temps modernes aurait comme un parfum de liberté paraît-il, pour vivre en Inde depuis près de 20 ans je peux vous garantir qu'en travaillant 6 jours sur 7 sans congés payés et sans droits, la liberté est une utopie.

Dossier. Liberté à conquérir

Renseignement contre droits de l'Homme: Cazeneuve défend sa loi 20minutes.fr

Surveillance - Le projet de loi défendu par le ministre de l'Intérieur provoque de nombreuses inquiétudes...

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a récusé les critiques de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) envers le projet de loi sur le renseignement assurant que celui-ci «prévoit des garanties claires et précises».

«Le projet de loi n'instaure aucune "surveillance de masse"», écrit vendredi le ministre dans une lettre adressée à Christine Lazerges, la présidente de la CNCDH qui a émis la semaine dernière de vives critiques sur ce texte. Elle s'inquiétait notamment de la «surveillance généralisée et indifférenciée» prévue par les moyens accordés au services de renseignement appelant à «ne pas créer une société du soupçon permanent». 20minutes.fr 24.04

Contrôle totale de la population, un fantasme, surréaliste, pas tant que cela, la preuve qu'ils y travaillent jour et nuit.

- PayPal imagine le futur moyen d'identification : une micropuce à avaler... - ilfattoquotidiano.fr

PayPal est en train d'imaginer le futur de l'identification pour les moyens de paiement : un microdispositif à injecter, à ingurgiter ou à placer quelque part dans le corps. C'est le chef du développement, Jonathan Leblanc, qui a soutenu l'idée lors d'une série de conférences Kill all Passwords, selon laquelle la prochaine étape passera par une véritable intégration avec le corps humain. ilfattoquotidiano.fr 20.04

Troquer la liberté pour la sécurité, c'est avoué qu'on vivait déjà sous une dictature.

Et oui, si la liberté qui rime avec bien-être, épanouissement personnel, paix et vie en harmonie avec les autres existait vraiment, les facteurs à l'origine de l'insécurité n'existeraient tout simplement pas, donc la question ne se poserait pas.

Taubira le confirme lorsqu'elle dit que vous n'avez pas besoin de "dénaturer nos démocraties, nos Etats de droit" pour établir des Etats policiers, des dictatures implacables, il suffit juste d'utiliser les instruments institutionnels antidémocratiques à votre disposition et le tour est joué.

- aubira: "difficile" de concilier liberté et sécurité - AFP

Il est «difficile» pour les démocraties de préserver les libertés individuelles et d'assurer la sécurité publique face à la menace du terrorisme, mais «c'est une exigence», a souligné vendredi à Montréal la ministre française de la Justice, Christiane Taubira.

«On ne veut pas dénaturer nos démocraties, nos Etats de droit», «nous voulons faire cela de la façon la plus sérieuse et responsable possible», mais «c'est délicat», a-t-elle convenu. AFP 25.04

- Même que le magazine fétiche de Bernard-Henri Lévy y est favorable.

- Cotta : la loi renseignement ou l'hypocrisie en politique - lepoint.fr

Il était reproché dans cet article à des dirigeants de l'UMP et de l'UDI de critiquer certains aspects du projet de loi sur le renseignement, au lieu de le soutenir en bloc. Cela ne vous étonnera pas de la part du Point sachant que Bernard-Henri Lévy est de gauche !

Commentaire d'internaute

1- "Les vessies et les lanternes...

Il ne s'agit pas d'ambitions politiques ou de petits calculs. La ligue des droits de l'homme, la CNIL et bien d'autres ont de forts doutes, pour rester polis, sur ce projet de loi. Tout ceci ne peut pas se balayer d'un revers de main. Au demeurant, nos services de renseignements sont déjà très efficaces aujourd'hui, le PM l'a reconnu en avouant que plusieurs attentats sont déjoués annuellement. Le problème est en réalité celui du combat entre la police et la justice. La première voulant toujours plus de pouvoir et de moins en moins rendre de compte à la seconde. Les socialistes - il faut relire ce que disait le PS il y a quelques années sur les fichiers mis en place par la droite - se sont fait avoir par une administration qui réclame toujours plus ; comment expliquer autrement cette volte-face ?

La surveillance généralisée n'est absolument pas nécessaire. De même qu'il n'est pas nécessaire de lâcher la bride sur le cou de nos services de renseignements. Car il n'y a rien que cette loi permettra de plus dans la lutte anti-terroriste que ce qui était fait avant. Par contre, en légalisant certaines pratiques, en surveillant tout et tous, sans l'intervention d'un juge, mais sur simple décision du premier ministre, on est en train de sacrifier un sacro-saint principe dans une démocratie : la séparation des pouvoirs. Ca, c'est très grave ! La lutte contre le terrorisme n'autorise pas tout. Ce projet de loi, liberticide - type Patriot Act - c'est d'une certaine manière la victoire des terroristes, ennemis de la liberté !"

Bravo, c'est la victoire de l'Etat terroriste, qui terrorise la liberté, qui ne supporte pas la démocratie, qui est incompatible avec elle, alors on fait quoi, on se tire une balle ou on liquide cet Etat et on prend le pouvoir pour instaurer une République sociale qui éradiquera les causes sociales des frustrations de certaines couches de la ppulation à l'origine de la violence individuelle aveugle... Sans parler qu'en mettant les capitalistes au pas ou hors de portée de nuire à la société, c'est le financement des organisations criminelles ou terroristes qu'on assèchera.

2- "Soins palliatifs malheureusement

Nous sommes d'accord : mettre un policier derrière chaque français n'est pas la solution et accroitre les pouvoirs des services de renseignement pour s'immiscer dans notre vie personnelle n'est qu'une rustine car les politiques sont incapables de se poser les bonnes questions : - pourquoi des jeunes sont capables de s'engager pour une organisation qui n'a que la mort à leur offrir ? - pourquoi ne leur vend-on qu'un modèle social où la réussite se mesure à son pouvoir d'achat, ce qui génère beaucoup de frustrations compréhensibles ?

En tout cas, ce qui est sûr, c'est que ce n'est ni le projet pédagogique de la ministre de l'éducation nationale ni le chèque de 200€ qui permettront de résoudre ces problèmes, bien au contraire. C'est triste, cette loi sur le renseignement est donc bien à côté de la plaque."

Demandez-vous plutôt quelles sont les véritables intentions que recouvrent cette loi...

3- "Est-il encore possible de débattre ?

La droite, comme la gauche, est divisée sur ce sujet.

Dans ce débat transcourant la nécessité d'une loi d'encadrement, la lutte contre le terrorisme ne commençant pas avec son adoption, est reconnue par tout le monde.

Ce qui fait problème est la nature de l'encadrement. Le pouvoir exécutif, qui a en charge la lutte contre le terrorisme et donc notamment la surveillance des communications est aussi celui qui l'encadre. Le pouvoir judiciaire est bien présent dans une certaine commission mais les juges sont minoritaires, quatre sur sept membres. Un strapontin.

Quant aux décisions à prendre en urgence, c'est l'exécutif qui décidera, le premier ministre en l'occurrence. Pourquoi pas un juge ? Nos juges antiterroristes ont-ils donc manqué d'efficacité, de probité, de célérité ?

De fait le pouvoir exécutif ayant écrit la loi, ce qui est habituel en France mais relève du législatif, s'arroge aussi le droit d'arbitrage du judiciaire.

Cela fait beaucoup.

Est-il encore possible de débattre à l'Assemblée comme dans les médias d'une loi qui contrevient ainsi à la séparation des trois pouvoirs et à l'article 16 de la Déclaration des Droits de l'Homme ?

Est-il possible de rappeler que la lutte contre les terroristes ne peut être l'occasion de limiter les libertés, ce qui consacre leur victoire ?

Est-il possible de souligner que ce type de loi "pousse" automatiquement ceux que l'on recherche vers d'autres moyens de communication, "deep" et "dark web", quasi impossible à surveiller même pour la NSA ?

Est-il encore possible de débattre démocratiquement dans ce pays sans se faire traiter d'hypocrite, de schizophrène ou de toute autre maladie mentale comme dans d'autres régimes, ailleurs et autrefois, lorsqu'on était opposant politique ?

Est-il possible de dire qu'une telle loi est paradoxale quand on sait qu'elle donne des pouvoirs exceptionnels à l'exécutif après avoir répété sur tous les tons que d'aucun parti antirépublicain était aux portes du pouvoir ?"

Non monsieur, ce n'est plus possible de débattre de quoi que ce soit, désolé, même que mes lecteurs en sont témoins ou plus d'ailleurs...

ACTUALITE EN TITRES

C'est le socialisme !

- Emmanuel Macron théorise sa vision du capitalisme à la française - La Tribune

Au fait, c'est quoi le socialisme de droite : le national-socialisme, non ? C'est peut-être cela que Hollande voulait camoufler en comparant le PCF au FN, pour qu'on ne lui retourne pas l'accusation.

Le Français est supérieur au reste de la population mondiale.

- Affaire Atlaoui : Hollande menace l'Indonésie de représailles diplomatiques LeParisien.fr

- Séisme au Népal : aucune victime française pour l'instant signalée Francetv info

Selon un bilan provisoire, le nombre de victimes s'élève à plus de 1 300 morts. Des dizaines de constructions ont été détruites dont la tour de Dharahara, symbole historique du pays. Francetv info 25.04

Ouf, on s'en tape alors !

En complément. Pas pour les Yémnites ?

- Séisme au Népal : l'aide internationale s'organise pour porter secours aux victimes LeMonde.fr

L'Empire contre-attaque

- Ukraine: Kerry accuse la Russie de ne pas appliquer correctement le cessez-le-feu - AFP

- 1 000 kilomètres de marche contre la corruption au Brésil - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le visage pâle et la peau lisse.

- En Inde, des smartphones avec une option «embellissement» qui éclaircit la peau sur les photos - Slate.fr

Avoir la peau sombre en Inde est un défaut de conception, une tare irréversible, un handicap ou un obstacle impossible à franchir, au point qu'ils sont racistes entre eux. J'ignore si cela existe aussi en Afrique.

J'avais raconté un jour la petite histoire de la piscine de l'ashram de Sri Aurobindo à Pondichéry interdit aux Tamouls d'origine dravidienne à peau noire à cause de l'odeur plus forte de leur peau paraît-il, par rapport aux Indiens du nord de l'Inde d'origine aryenne et de peau blanche ou plus claire qui composaient l'essentiel des adeptes de cet ashram, à vocation davantage commerciale ou financière que religieuse ou philosophique, mais c'est une autre histoire. Cela dit même entre Tamouls, il vaut mieux avoir la peau pas trop foncée.

La vie d'un coyote vaut plus que celle d'un Noir.

- Un coyote pris en chasse par la police en plein New York - Francetv info

La police de New York (Etats-Unis) a eu toutes les peines du monde à attraper ce canidé, samedi 25 avril, dans le quartier de Manhattan. "Les policiers l'ont poursuivi comme s'il s'agissait d'un suspect", explique un témoin de la scène, cité par le New York Post (en anglais). Alors que le coyote avait trouvé refuge sous des tables et des chaises, la police est finalement parvenue à l'atteindre avec une flèche anesthésiante, après deux heures de course-poursuite.

Comment, ils ne l'ont pas abattu dans le dos de huit balles, ils ne lui ont pas pété des vertèbres ?

- Heurts en marge d'une manifestation à Baltimore après la mort d'un jeune Noir - LeMonde.fr

Freddie Gray, 25 ans, est mort d'une fracture des vertèbres une semaine après son arrestation pour possession d'un couteau.

En complément. La vie d'un Palestinien en Israël ne vaut pas plus chère que celle d'un Noir aux Etats-Unis, normal.

- Deux Palestiniens tués par des militaires israéliens à Jérusalem et Hébron - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

- Yémen : les attaques se poursuivent, 4.100 morts et blessés - french.irib.ir

Sous l'oeil complaisant de la communauté internationale, l'Arabie saoudite continue en toute impunité les raids contre le territoire yéménite.

Le bilan des morts et des blessés a dépassé la barre des 4.000 personnes dont 115 enfants. A Harad, deux personnes ont été tuées en martyre et neuf autres blessées sous les bombes larguées par les chasseurs saoudiens. Dans la province d'Abyane, les avions saoudiens ont largué des armes et des munitions à destination des terroristes. A Hamra, dans l'ouest de Ma'rib, les militaires de l'armée, soutenus par les forces des comités populaires, ont nettoyé la région de l'existence des terroristes de Daech. Par ailleurs, les daechistes du Yémen ont rendu public une vidéo dans laquelle ils ont prêté allégeance à Abou Bakr Al-Baghdadi, le calife autoproclamé de Daech. Cette allégeance permet au groupe terroriste Daech d'avoir sa branche au Yémen.

Sur le plan politique, Amnesty International a réclamé l'ouverture d'une enquête concernant les crimes de guerre de l'Arabie saoudite au Yémen. Selon l'agence de presse Reuters, Amnesty International a fait allusion vendredi aux récentes attaques de l'Arabie saoudite contre les zones d'habitation du Yémen, laissant des milliers de morts et de blessés dans leur sillage. L'ONG a ensuite réclamé l'ouverture d'une enquête sur les crimes de guerre commis par l'armée saoudienne au Yémen. Vendredi, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a demandé au mouvement d'Ansarallah et à ses alliés de reprendre le dialogue afin de favoriser la formation d'un gouvernement d'union nationale. John Kerry a prétendu que l'Arabie saoudite aurait déjà franchi un pas vers le dialogue et qu'il revenait aux Houthis maintenant de se lancer dans les discussions. french.irib.ir 25.04

2- Syrie

- Israël bombarde la Syrie - french.irib.ir

Les chasseurs israéliens ont attaqué la région de Qalamoun, en Syrie.

Selon la chaîne de télévision Al-Jazeera, les chasseurs israéliens ont attaqué, vendredi soir, la région de Qalamaoun, en Syrie. Les bombardiers du régime sioniste avaient, déjà, attaqué plusieurs régions, sur le territoire syrien. Aucun détail n'a, encore, été divulgué, sur ces frappes. french.irib.ir 25.04

3- Turquie - Qatar

- Rencontre secrète de deux grands sponsors du terrorisme, à Istanbul - french.irib.ir

L'émir du Qatar, qui s'est déplacé, à Istanbul, en Turquie, s'est entretenu, jeudi soir, portes fermées, et pendant une heure, avec le président turc.

Selon l'Agence de presse, Anatolie, l'émir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamed Al-eThani a été reçu, à Istanbul, par le Président turc, Recep Tayyip Erdogan. Ils se sont entretenus, derrière des portes fermées, et pendant une heure. Aucun communiqué sur les sujets débattus par les deux parties n'a été, encore, publié. Cette rencontre constitue la troisième visite inopinée de l'émir du Qatar, en Turquie, en 2015. La Turquie et le Qatar ont décidé, cette fois-ci, de coopérer ensemble, pour entraîner et armer les terroristes syriens, dénommés par eux-mêmes et les Etats-Unis, "opposants modérés".

L'émir du Qatar, en tant que bailleur de fonds des terroristes, en Syrie, et le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, en tant que médiateur chargé d'acheminer les équipements militaires et les pétrodollars de certains monarques du golfe Persique aux terroristes, sont bien impliqués dans les violences, en Irak et en Syrie, les assassinats, les massacres et la destruction des infrastructures de ces deux pays. Et ce, alors que le site d'information Ash-Sharq al-Awsat a rapporté, récemment, que la Turquie et le Qatar ont décidé, cette fois, d'envoyer des groupes terroristes, bien entraînés, depuis l'Irak et la Syrie, vers le Yémen, pour combattre Ansarallah.

Selon ce rapport, cet accord a été passé, seulement, entre le Qatar et la Turquie, l'Arabie saoudite n'y étant pas impliquée, et cela témoigne de l'existence d'une grande rivalité entre Doha et Riyad, tandis que la Turquie essaie, de son côté, d'entrer en jeu avec l'Arabie saoudite et le Qatar et de jouer un rôle, dans la région. Quotidiennement, des dizaines de terroristes se portent volontaires, en vue de participer à la guerre contre Ansarallah, au Yémen, et ils sont transférés, de divers points de la Syrie, vers Istanbul, et, ensuite, vers Aden, sans aucun document, ni passeport. french.irib.ir 24.04

4- Arabie saoudite

- Deux agents de sécurité tués, à l'Est de Riyad... - french.irib.ir

Deux agents de sécurité saoudiens ont été tués, à l'Est de Riyad, dans une embuscade tendue par des assaillants armés. Selon les sources saoudiennesn citées par Sky News, sept voitures piégées auraient été neutralisées par les forces saoudiennes. Le ministère de l'Intérieur, qui annonce cette information, n'en dit pas plus.

Le ministère va jusqu'à donner les noms des assaillants, qui ont tué deux agents de sécurité !! et fixe une prime d'un million de rials, pour quiconque pourrait donner des informations, sur le lieu, où ces deux derniers se seraient cachés. Le ministère affirme que les deux "terroristes" ont été armés et financés, en Syrie!! Riyad nourrit, depuis 4 ans, les principaux réseaux terroristes takfiris, en Syrie... french.irib.ir 24.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Corée du Sud

- Grève en Corée du Sud : la barrière de l'âge - euronews.com

En Corée du sud, des milliers de salariés et de fonctionnaires ont participé ce vendredi à un mouvement de grève de 24 heures. Cette mobilisation visait à dénoncer les projets de réforme du droit du travail du gouvernement. Selon les syndicats, les nouvelles lois vont notamment augmenter le risque de licenciement et permettre de diminuer les salaires. euronews.com 24.04

Haut de page

Le 27 avril 2015

CAUSERIE

(Quelques heures plus tard, on a ajouté 25 articles.)

On ajoutera de nombreux articles dans quelques heures.

Nous participons à la campagne internationale consistant à briser la censure officielle, à dénoncer la désinformation, à démonter et combattre la propagande officielle du parti de l'ordre et ses relais destinées à conditionner les travailleurs et les militants pour qu'ils soutiennent ses guerres, ses lois liberticides, sa politique antisociale, ultra réactionnaire.

La gauche en France, c'est le POI, le NPA, LO, les organisations et les groupes de militants qui combattent pour en finir avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. Nous considérons de droite tous les partis liés au PS ou passant des alliances électorales avec ce parti.

Cela inclut-il le PCF et le PG ou le Front de gauche ? D'après vous ? Ils ne remplissent pas la première condition, mais remplissent la seconde à ma connaissance, ce sont donc eux qui se placent eux-mêmes dans le même camp que le PS.

Ne trouvez-vous pas cela arbitraire et sectaire ? Qu'est-ce qui serait arbitraire, de se donner les moyens de sa politique ? A ma connaissance chacun est libre d'adopter la ligne politique de son parti, non ? Ensuite il faut l'assumer. Et s'ils ne l'assument pas ? Ce n'est pas de notre responsabilité, vous ne pouvez pas non plus nous le reprocher. Aucun parti ne peut déterminer à notre place les rapports que l'on doit avoir avec lui, dans le cas contraire nous perdrions notre indépendance, ce qui reviendrait à renier nos principes et abandonner l'objectif de notre combat politique, la prise du pouvoir et le socialisme.

Envisagez-vous malgré tout d'avoir des rapports avec ces partis ? Occasionnellement sans les rechercher, on peut participer ensemble à des batailles ou des manifestations sans pour autant partager les mêmes mots d'ordre et à condition de garder notre totale liberté de parole et d'action. Ne serait-ce pas trop exigeant ? Non, nous leur accordons le même droit, cela doit être réciproque.

Ne craignez-vous pas de vous isoler ? Vous avez vu où cela a mené ceux qui ont été jusqu'à se compromettre pour briser leur isolement ou qui n'ont eu de cesse de lorgner sur le PS et le PCF: A rien sauf à leur ressembler. D'autres n'ont-ils pas adopté l'isolement en vain ? Effectivement, mais eux étaient sectaires et c'est la raison pour laquelle ils ne se sont jamais développés, c'était leur objectif.

Et l'extrême gauche ? Elle n'existe pas ou plus, elle a pris la place de la gauche passée à droite ou qui aurait dû être cataloguée à droite depuis des lustres. Ne prenez-vous pas le risque que les travailleurs et les militants ne vous comprennent pas ? C'est mal poser la question, c'est le meilleur moyen pour qu'ils comprennent où nous voulons en venir et quels moyens nous comptons mettre en oeuvre pour y arriver, on n'a rien à leur cacher et ils apprécieront.

Quand vous parlez de la gauche, tout le monde hausse les épaules l'air de dire, mais de quoi tu parles, tu débloques, il faut donc préciser les choses, sinon on n'est pas crédible. Et puis on ne fait que mettre les différents partis à la place qui leur convient, rien de plus mais c'est déjà beaucoup car personne ne veut s'y coller, ils ont tous un demi-siècle de retard ou plus.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, on ne se sent pas seul, des millions de travailleurs pensent la même chose que nous, c'est de là qu'on tient notre légitimité, on s'en fait les porte-parole voilà tout, on ne leur raconte pas de salades, on s'en tient aux faits, vous êtes pour ou contre en finir avec le capitalisme et ses institutions, et selon la réponse vous êtes de droite ou de gauche, c'est simple à saisir, non ? Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple sans tomber dans la caricature et être compris par le plus grand nombre ?

Vous allez encore vous faire des amis en écrivant cela ? C'est tout un art !

Deux vidéos

1- Georges Corm, invité de Cuntrastu: «Il faut déconstruire les clichés» (24.11.2014)
https://www.dailymotion.com/video/x2ay5am_georges-corm-invite-de-cuntrastu-il-faut-deconstruire-les-cliches_news

« Le Pakistan et l'Arabie Saoudite, depuis la première guerre d'Afghanistan, ça a été l'usine à fabriquer ces combattants islamiques. Et une fois l'Afghanistan terminé, on les a amenés en Bosnie, puis en Tchétchénie, puis au Caucase, on les a vus aux Philippines, actuellement on les voit au Xinjiang, moi je l'appelle l'arme de destruction massive… Et ce sont les deux alliés principaux des Etats-Unis, le Pakistan et l'Arabie Saoudite (et le Qatar évidemment, qui est la plus grande base militaire américaine au Moyen-Orient), qui sont aux commandes de ces groupes ».

2- D'après le journal espagnol Publico es (un quotidien de centre gauche et plutôt sérieux), les néo nazies du Bataillon Azov auraient crucifié et brulé vivant un séparatiste prorrusse.
https://www.youtube.com/verify_controversy?next_url=/watch%3Fv%3DBAoThaFc9LE%26feature%3Dyoutu.be

La pologne officiellement impliqué dans le coup d'Etat fasciste de Maidan.

La vérité sur les snipers qui ont tiré sur la place Maïdan à Kiev en février 2014 éclate au grand jour grâce aux révélations d'un eurodéputé. - fr.sputniknews.com

Le député au Parlement européen et candidat à l'élection présidentielle polonaise du 11 mai prochain Janusz Korwin-Mikke a déclaré que les snipers qui ont tiré sur la place Maïdan à Kiev en février 2014 avaient été entraînés en Pologne, rapporte Wiadomosci.

« Maïdan, c'est notre opération. Je siégeais au Parlement européen à côté du ministre estonien des Affaires étrangères Urmas Paet. Dans un entretien avec la chef de la diplomatie européenne de l'époque Catherine Ashton, ce dernier a reconnu que c'étaient nos hommes qui en réalité ont tiré sur la place Maïdan, et non ceux du président russe Vladimir Poutine ou de l'ancien chef de l'Etat ukrainien Viktor Ianoukovitch », a raconté l'eurodéputé.

Et d'ajouter que 40 manifestants et 20 policiers avaient alors été tués pour provoquer les désordres.

« Nous le faisons pour gagner la bienveillance de Washington », a répondu le politicien, interrogé sur les mobiles de Varsovie.

Par ailleurs, M.Korwin-Mikke a dit qu'il voudrait voir une Ukraine indépendante, mais la plus faible possible.

Selon lui, les événements en cours en Ukraine sont une agression des Etats-Unis contre la Russie.

Dans son interview à Wirtualna Polska, le candidat à la présidence polonaise a reconnu : « Oui, c'était aussi notre opération. On entraînait les snipers en Pologne également (…) Enfin la vérité éclate au grand jour ». fr.sputniknews.com 20.04

L'Internationale de la chasse aux sorcières.

- Un orchestre canadien déprogramme une pianiste d'origine ukrainienne à la suite de tweets anti-Kiev - les-crises.fr

L'orchestre symphonique de Toronto (TSO) annule subitement les concerts d'une pianiste d'origine ukrainienne, accusée d'avoir tenu des propos « profondément offensants »

D'après les porte-paroles de l'orchestre, les propos de Valentina Lisitsa sont considérés comme « profondément offensants » par

les médias ukrainiens.

L'orchestre symphonique de Toronto (TSO) a remplacé la pianiste d'origine ukrainienne Valentina Lisitsa qui, cette semaine, devait se produire avec lui comme soliste dans plusieurs concerts, prétextant « des propos hautement offensants qui lui sont attribués par les médias ukrainiens » - une décision qui a suscité une violente réaction sur internet de la part des admirateurs de la pianiste.

Le président et directeur général de l'orchestre Jeff Melanson a dit au Star que l'orchestre avait remplacé Lisitsa pour interpréter le Concerto pour Piano n°2 de Rachmaninov prévu les 8 et 9 avril.

« Malheureusement, les propos polémiques de Valentina Lisitsa ont totalement éclipsé ce qu'elle a pu accomplir par le passé », a-t-il précisé.

« En tant qu'une des principales institutions culturelles du Canada, notre priorité doit rester la diffusion des plus grandes œuvres de musique, et non pas d'opinions, qui plus est, heurtent certaines sensibilités. »

Lisitsa est bien connue des internautes et les vidéos sur Youtube de ses interprétations ont été vues des millions de fois, plus de neuf millions pour l'une d'entre elles.

Dans une déclaration apparemment postée par la pianiste sur sa page Facebook lundi, Lisitsa - née à Kiev - disait se servir des réseaux sociaux pour discuter de la situation en Ukraine.

« Je me suis tournée vers Twitter pour faire entendre l'autre version de l'histoire, la version que l'on ne voit jamais dans les médias grand public - la détresse de mon peuple, les bonnes et mauvaises choses qui se produisaient en Ukraine », pouvait-on lire dans la déclaration. L'article suggère que l'esprit de révolte de la place Maïdan a été subverti et utilisé pour semer la discorde au sein du pays, et fait état de menaces de mort et d'insultes telle que « pute à la solde du Kremlin ».

L'article paru sur sa page Facebook prétendait que la direction de l'orchestre symphonique de Toronto avait pris la décision de l'exclure, « vraisemblablement après avoir subi des pressions de la part d'un petit lobby très virulent prétendant représenter la communauté ukrainienne. » Selon l'article, l'orchestre va cependant la payer.

Sa déclaration donne également un aperçu de ses idées : « La pire chose qui peut arriver à un pays est une guerre fratricide, où des gens se voient entre eux, entre voisins, comme des ennemis à éliminer. Une année plus tard, nous avons les mêmes riches au pouvoir, la misère et la pauvreté partout, des dizaines de milliers de morts et plus d'un million de réfugiés. »

Lisitsa a révélé que le TSO a proposé de lui régler l'intégralité du cachet prévu pour le concert annulé, si elle gardait le silence sur la raison de la décision.

La pianiste a écrit : « Ils ont même voulu m'obliger à ne rien dire au sujet de l'annulation… S'ils réussissent une fois, ils pourront le refaire encore et encore, jusqu'à ce que les musiciens et les artistes soient si intimidés qu'ils s'autocensureront. »

La réaction sur Twitter a été massive, des milliers de supporteurs se sont exprimés sur le hashtag devenu très populaire #LetValentinaPlay.

Lisitsa a maintenu sur Twitter qu'elle ne mélangeait pas musique et politique, et qu'elle ne « prêchait » pas pendant qu'elle jouait. Ses ennemis l'accusent cependant d'être une « porte-parole du Kremlin » et de « colporter la haine ».

Lisitsa est née à Kiev dans une famille russo-polonaise. Sa famille était originaire d'Odessa. Lisitsa a immigré aux États-Unis dans les années 90.

Elle s'est fait connaître avec beaucoup de succès via une chaîne Youtube qui a déjà reçu environ 43 millions de visiteurs. Lisitsa donne aujourd'hui des concerts de musique classique dans le monde entier.

Parallèlement, Lisitsa anime un compte Twitter qu'elle a d'appelé NedoUkraïnka (« sous-Ukrainienne »), lorsque le premier ministre ukrainien Arseny Yatsenyuk a employé dans un message officiel le terme de « sous-hommes » pour désigner tous ceux qui soutenaient les combattants dans l'est de l'Ukraine. les-crises.fr 06.04

Commentaire d'un internaute.

1- Je n'ai pas souvenir de cas historiquement récents d'un tel niveau de contraintes à la liberté artistique et d'expression.

Ainsi aussi, il y a le cas du musicien Goran Bregovich, célèbre depuis sa participation aux films de Kusturica, qui a été déprogrammé par une festival musical se tenant tous les étés dans la petite ville polonaise de Oswiecim, càd. , en version allemande, Auschwitz. Car Bregovich a joué à Sébastopol, en Crimée donc. Les organisateurs de ce festival d'Auschwitz se sont fendus de cette déclaration: lifefestival.pl

"On March 26, Serbian musician Goran Bregovic held a concert in Sevastopol, within the area of annexed by Russian Federation Crimea. The annexation of the Crimean Peninsula, which was a blatant breach of international law, constitutes a threat to peace in the World. According to reports of global organizations monitoring situation in the World, in Crimea's territory human rights as well as fundamental freedoms of people, including restriction on freedom of speech and persecution of ethnic minorities, still being violated. Therefore, the Artist's statements after the concert, during which Bregovic minimised having performed on illegally annexed territory and declined to condemn Russia's armed intervention in Ukraine, run contrary to the values cherished by the Life Festival founders."

ça retourne les tripes, de voir comment les organisateurs de ce festival instrumentalisent la renommée du nom d'Auschwitz, en ignorant délibérément que le coup de Kiev le 22.02.14 était du aux néo-bandéristes qui se baladent impunément sous bannières nazis en Galicie.

Le commencement de l'extermination des juifs que les nazis étiquetèrent opération "Reinhard" avait eu lieu en Pologne du sud-est, entre Lublin, Sobibor et Belzec, en lisière de la Galicie. Les bandéristes fournirent nombre de personnel auxiliaire, gardes et éxécuteurs.

Que les organisateurs de ce festival d'Auschwitz décident d'ignorer la composante bandériste dans le crise ukrainienne à ce point est vraiment très très très choquant.

Par ailleurs c'est évidemmentt aussi un déni de la violence que déchaîne le gouvernement de Kiev sur Donetsk.

Un concert de Bregovich à Kiev a aussi été annulé, pour ce qu'il aurait violé la législation des frontières ukrainiennes, en se rendant en Crimée. Le site et explication de la salle de concert "Stero Plaza" à Kiev : stereoplaza.com.ua

2- "Elle n'est pas la seule à subir les manifestations d'abrutis. Je pense au chef russe Valéry Gergiev, grand ami de Vladimir Poutine, hué au Carnegie Hall. Il est accusé d'homophobie (accusation mensongère), ce n'est qu'un fallacieux prétexte : louisflores.canalblog.com"

Information censurée par Yahoo. Le président du régime fasciste de Kiev reçu à l'Elysée.

Voilà ce qu'on peut lire sur le portail du Palais. N'y cherchez pas une déclaration, une vidéo, etc. rien en dehors de cette annonce.

Le président de la République, François Hollande, recevra M. Petro Porochenko, président d'Ukraine, le mercredi 22 avril 2015 à 13h au Palais de l'Elysée, à l'occasion de la visite officielle qu'il effectue en France. elysee.fr 21.04

En complément. Ce que Hollande, le gouvernement français et le PS légitiment.

La police politique de Porochenko a procédé à des arrestations d'opposants - novorossia.vision 09.04

Hier, vers 10 heures du matin à Odessa, le SBU, les services secrets ukrainiens et de fait police politique du régime de la junte de Kiev a procédé à l'arrestation de Marina Zhavoronkova et Svetlana Naboka toutes deux militantes à la Voix d'Odessa. Elles ont été interpellées manu militari à leur domicile par des hommes armés qui ont saisi également ordinateur, téléphone et des effets personnels. Leur sort est inconnu ainsi que celui de Dmitry Zatouliveter, président du Présidium de la Rada suprême de Bessarabie. Il a également été arrêté le 7 avril dans la journée et a disparu sans laisser de traces. L'association la Voix d'Odessa a été créée peu de temps après le massacre d'Odessa du 2 mai 2014 et menait des actions de protestations, des réunions d'informations, des débats et des manifestations de commémoration ou sur des sujets sociaux comme par exemple l'augmentation des tarifs des services publics.

Une vingtaine d'autres opposants politiques ont été arrêtés (...)

Dans l'Est de l'Ukraine nous nous souvenons de Yana Chereniova blogueuse née en 1993 et originaire de la région de Lougansk. Elle avait soutenu avec quelques amis la résistance contre la Junte de Kiev jusqu'au piratage de son site le 16 septembre 2014. S'étant absentée de son domicile le lendemain, elle avait soudainement disparue. Aucun témoin ne fut trouvé pour raconter son enlèvement probablement par des agents du SBU, son corps fut retrouvé en putréfaction dans la rivière de Severski Donets, le 24 septembre suivant.

Etre un opposant à l'Ukraine de Kiev et de Porochenko est dangereux. Il fut pourtant dans le cortège des Je Suis Charlie à Paris pour défendre la liberté d'expression, mais il semble bien que cette liberté n'existe pas pour tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne politique du régime. A Dniepropetrovsk, plusieurs militants politiques du Parti communiste ; particulièrement visé dans toutes les villes d'Ukraine ; des militants ont été persécutés, dépouillés de leurs biens, de leurs entreprises, le siège du Parti communiste local ayant été dévasté par des miliciens se réclamant de l'Autodéfense du Maïdan. Rappelons que durant le massacre d'Odessa, plusieurs militants syndicalistes et communistes furent massacrés dans la Maison des Syndicats. Ils étaient russophones mais ils étaient aussi souvent des opposants politiques. La France soutient le régime de Porochenko ainsi que l'ensemble de l'Union européenne et bien sûr les Etats-Unis. Verra-t-on les médias français faire le silence sur cette information d'arrestations d'opposants ? Il est probable que oui, la propagande d'Etat est désormais totalement décomplexée. novorossia.vision 09.04

Provocation - réaction - désapprobation - censure.

- En 2014, une explosion d'actes islamophobes recensés en Belgique - french.irib.ir

Près de 700 faits d'islamophobie sont déplorés en 2014 selon l'association Muslims Rights Belgium. Dans son troisième rapport annuel sur l'islamophobie publié jeudi 23 avril, MRB fait état de 696 signalements de discrimination en Belgique francophone. Les victimes sont souvent jeunes : 59 % des victimes sont âgés de 18 à 29 ans et 96 %, de nationalité belge.

« En 2014, on constate de façon très nette un glissement des paroles aux actes qui se traduit par des attitudes violentes sur la voie publique : projectiles, coups, crachats, arrachages répétitifs de foulard, plus spécifiquement sur les femmes converties... », relève Fouad Benyekhlef, responsable de l'association à La Libre.

C'est d'abord le monde professionnel qui est touché avec 183 plaintes recueillies en ligne, suivi de l'enseignement avec 141 cas avec, pour certains, des difficultés d'accès à certaines études. Des enseignants et préfets sont notamment mis en cause pour des dérives dans leur méthode pédagogique. Enfin, 17 agressions physiques ou verbales ont été rapportées, ce qui n'était pas le cas des années précédentes.

« On sent aussi que ces victimes d'agression ont de moins en moins confiance dans les institutions et en leurs représentants politiques - de par certains discours - et qu'elles ne portent pas plainte. Il faut une convergence des luttes pour dépasser les clivages entre discriminations ». , ajoute-t-il. Seules 16 % des personnes agressées ont entrepris des démarches judiciaires.

Comme la France, les premières victimes de la haine islamophobe sont les femmes. Près de trois quarts des plaintes (73 %) les concernent, en particulier celles qui portent le hijab. Ces dernières représentent 82 % des victimes d'agression, qu'elles soient physiques ou verbales. french.irib.ir 26.04

Si l'égalité entre les sexes étaient une réalité, aucune femme en Belgique (ou en France par exemple) n'aurait l'idée de revêtir un niqab, un hijab ou un simple foulard qui n'a aucune utilité, sinon d'afficher sa soumission à une version particulièrement archaïque ou féodale d'une religion.

Ceux qui soutiennent ces femmes sont complices du communautarisme dans lequel leurs époux, leurs familles ou des prédicateurs de malheurs veulent les enfermer au risque de se couper du reste de la population qui interprètent leurs tenues comme une provocation à leurs valeurs républicaines et démocratiques, qui pour l'occasion ils considèrent hors la loi, d'où notre rejet de leur argumentation.

ACTUALITE EN TITRES

L'extrême droite néolibérale a son candidat de gauche.

- 2017: Valls favori en cas de primaire à gauche, devant Aubry et Hollande - Francetv info

29% des sympathisants de gauche souhaitent que le Premier ministre soit désigné comme candidat de la gauche pour la prochaine élection présidentielle, selon un sondage Ifop.

Valls porte-parole de l'oligarchie-barbarie incompatible avec la démocratie.

- Journée de la Déportation: Valls appelle à poursuivre le combat contre la barbarie - AFP

Halte au provocateur agent du racisme !

Tandis qu'il l'alimente en permanence, ne serait-ce qu'avec sa politique antisociale.

- En Alsace, Hollande met en garde contre la résurgence « du racisme et de l'antisémitisme » - LeFigaro.fr

- Surveillance renforcée autour des lieux de culte - Francetv inf

Répression

- Etats-Unis: 34 arrestations à Baltimore après des violences - AFP

- Burundi: la police réprime les manifestations interdites, deux morts - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La roue de la fortune.

- Les 1000 Britanniques les plus riches le sont deux fois plus qu'en 2009 - La Tribune

Les niveaux records des marchés boursiers mondiaux ont particulièrement stimulé les grandes fortunes britanniques, estime le Financial Times. En effet, désormais, les 1000 personnes les plus riches vivant au Royaume-Uni possèdent 547 milliards de livres (763 milliards d'euros), selon un classement paru dimanche 26 avril dans un supplément du Sunday Times. C'est plus du double par rapport à 2009 (112% de plus précisément), durant la crise financière.

Désormais, pour faire partie des 1000 britanniques les plus fortunées, disposer d'au moins 100 millions de livres (139 millions d'euros) est nécessaire. C'est 15 millions de livres de plus qu'en 2014.

Par ailleurs, le Royaume-Uni compte désormais 117 milliardaires en 2015, soit 13 de plus que l'année dernière. La Tribune 26.04

A la recherche désespérément de placements juteux.

Grille de lecture.

Ils regorgent de capitaux au point de rechercher désespérément des sources de rendements pour accroître encore leur fortune. L'UE va leur servir sur un plateau.

- L'Ecofin soutient le projet d'Union des marchés de capitaux - Reuters

Les ministres des Finances de l'Union européenne (Ecofin) ont apporté un soutien franc et massif samedi au projet de la Commission européenne (CE) d'une Union des marchés des capitaux (UMC).

A la différence des Etats-Unis, où les sociétés ont l'habitude de passer par les marchés pour se financer, les entreprises européennes, les PME surtout, sollicitent avant tout les banques et de préférence celles de leur propre pays.

"Pour l'essentiel, notre tâche est de rapprocher l'entreprise de l'épargne pour financer la croissance. Nous devons repéter puis éliminer les obstacles qui se dressent entre l'argent des investisseurs et les opportunités d'investissement", déclaré samedi Valdis Dombrovskis, vice-président de la CE chargé de l'euro.

Cela suppose d'harmoniser les différents droits boursiers de l'UE, ainsi que les réglementations de l'insolvabilité et de la faillite et enfin les normes comptables et fiscales.

Jonathan Hill, responsable des services financiers de l'UE, a publié une longue liste des différents modus operandi d'une future UMC. L'Ecofin décidera des priorités en juin de manière que la CE puisse préparer un plan d'action pour l'automne. Reuters 26.04

Haut de page

Le 30 avril 2015

CAUSERIE

Si ma connexion fonctionne on ajoutera une trentaine d'articles demain matin.

Hier, c'était l'anniversaire de ma petite-fille dont je n'ai plus de nouvelles depuis 16 mois. J'y ai pensé.

Ma connexion à Internet a été interrompue pendant deux jours jusqu'à hier soir, et elle fonctionne au ralenti. J'ai souscrit un abonnement illimité, mais une fois consommés 5 GB, il n'est plus possible de se connecter à Internet. J'ai découvert hier soir qu'en passant en mode connexion lente cela fonctionnait plus ou moins, impossible de charger ou visionner une vidéo. Cette clause figurait dans mon contrat en tous petits caractères en bas de page et je l'ignorais.

Voilà le message qui s'affiche à l'écran depuis ce matin.

"Dear Customer, you have utilized your entire package / quota of Data usage with Netconnect+ speed, you can continue to use the services at the speed up to 144Kbps till the end of your present billing cycle. You may also choose to upgrade your service with a topup recharge to enjoy the full Netconnect+ speed"

Je vais donc être obligé de souscrire à leur dernière formule "illimitée" et dépenser 25% de plus. Cela sera toujours moins cher (et moins chiant !) qu'un abonnement au satellite pour recevoir TV5Monde Asie.

Peu d'infos ou la rengaine habituelle.

Beaucoup de gens sont terrifiés par la tournure que prend la situation en France et dans le monde, mais ceux qui prétendent avoir acquis une certaine conscience politique témoignent qu'ils manquent singulièrement de cohérence et de rigueur au point d'en arriver à confondre cause et conséquence, moyen et but, parce qu'ils refusent de remettre en cause un certains nombres d'idées reçues ou convictions surfaites qui leur assuraient jusqu'à présent un confort moral (et matériel) permettant de justifier leur neutralité ou passéisme, de plus en plus difficilement tenable ou admissible face au développement de la barbarie quasiment institutionalisée par ceux qui nous gouvernent.

Le trait le plus marquant de la situation, c'est malgré tout le refus ou l'incapacité des masses exploitées et parmi lesquelles ses couches supérieures et intellectuelles, de prendre en mains leur sort, de s'engager politiquement, ce qui peut s'expliquer par le manque de crédibilité ou la corruption des partis dits ouvriers ou encore l'absence d'un parti ouvrier dans lequel elles pourraient se reconnaître. On ne peut que le déplorer et constater notre propre impuissance à y changer quoi que ce soit.

Hier j'ai relu *L'impérialisme et la scission du Socialisme* (1916) (et des extraits de *Que faire ?*) de Lénine, et je n'ai pu m'empêcher de me dire que nos dirigeants avaient délibérément pris le contre-pied des enseignements de Lénine au profit d'un opportunisme vis-à-vis de la social-démocratie dégénérée qui allait s'avérer fatale à l'avant-garde du mouvement ouvrier dès lors empétrée dans des contradictions inextricables ou dislocatrices.

Ce texte ne fait que 6 pages, chacun peut donc le lire rapidement et en juger. En le lisant attentivement, on s'aperçoit qu'il constitue une condamnation sans appel de la stratégie adoptée par les trotskistes après 1945 et même avant jusqu'à nos jours, qu'il s'agisse des rapports avec la classe, le PS, les syndicats, l'unité avec les sociaux-libéraux, etc. aucun courant politique du POI, NPA ou LO ne peut sérieusement se revendiquer du léninisme qui incarna l'expression consciente la plus élevée de la lutte de classe du prolétariat mondial pour son émancipation du capital. Pas même leurs journaux, leur agitation, leur propagande, ils sont étrangers au léninisme. Au passage, un élément de réflexion à développer : il ne fallait pas confondre la situation avant et après le passage de la social-démocratie dans le camp de la réaction en 1914, ainsi qu'avant et après la révolution russe de 1917. La situation actuelle est plus proche de la situation qui prévalait en 1916 qu'entre 1919 et 1922 (4 premier congrès de l'Internationale communiste), disons que c'est plus clair depuis que l'URSS a disparu... Il faut avoir les moyens de sa politique, dans le cas contraire, c'est pur opportunisme ou aventurisme...

Partant de là, on ne peut pas en vouloir aux travailleurs ou aux militants de refuser de rejoindre un de ces partis puisqu'aucun ne correspond au parti dont nous avons absolument besoin pour organiser les masses et élever leur niveau de conscience politique qui était pour Lénine une tâche primordiale ou aussi importante que les entraîner au combat en participant à la la lutte de classes. C'était même une obsession chez Lénine, un exemple, le dernière paragraphe :

"*Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.*"

Expliquer, éduquer, dévoiler les impostures de ceux qui s'expriment au nom des travailleurs pour mieux les tromper, un combat inlassable, quotidien qu'aucun parti ne mène.

Ils ne peuvent pas être Charlie et expliquer ce qui s'est réellement passé entre les 7 et 11 janvier derniers, ils ne peuvent pas éduquer les masses en occultant en permanence une partie de la réalité qui ne rentre pas dans leur dogme ou contredit leur ligne politique opportuniste, dévoiler la stratégie politique mondiale de l'oligarchie financière puisqu'ils nient son existence pour en être restés plus de 70 ans en arrière, comment pourraient-ils répondre à la guerre idélogique et psychologique que le classe dominante mène quotidiennement contre les masses exploitées, puisqu'ils refusent de prendre en compte les profondes transformations que la société a subi depuis 1945, tant de confusions, de manoeuvres et de mauvaise foi ne peuvent pas inspirer confiance.

Le comble, c'est que pour déjouer la politique de désinformation des médias et la propagande du gouvernement, au lieu de s'orienter vers un parti ouvrier pour recueillir des informations et des analyses, les travailleurs sont obligés de s'en remettre à des médias alternatifs qui ne leur proposent aucune issue politique en dehors de s'accommoder du capitalisme. On a là la confirmation de ce qui a été dit plus haut. Et dire qu'ils n'ont même pas compris cela, on se demande ce qu'ils ont compris au juste.

Qui a dit ?

- « Derrière chaque grande fortune se cache un crime »

Réponse : Victor Hugo

Ah ces sales conspirateurs !

1- Honoré de Balzac, Les Illusions perdues.

« Il y a deux histoires : l'histoire officielle, mensongère, qui nous est enseignée, l'histoire ad usum delphini, et l'histoire secrète, où se trouvent les causes véritables des évènements, une histoire honteuse » .

2- Théodore Roosevelt, en 1912, pendant ses discours de campagne.

« Derrière le gouvernement visible, il y a un gouvernement invisible sur le trône qui ne doit aucune loyauté au peuple et qui ne reconnaît aucune responsabilité. »

3- John F. Kennedy, au cours d'une conférence à l'Hôtel Waldorf Astoria de New York, le 27 avril 1961, au sujet d'un gouvernement secret dans les coulisses de la politique mondiale.

« Nous sommes confrontés, dans le monde entier, à une conspiration monolithique et impitoyable qui compte principalement sur des moyens secrets pour étendre sa sphère d'influence par l'infiltration plutôt que l'invasion, la subversion plutôt que les élections et l'intimidation au lieu du libre-arbitre. C'est un moyen qui nécessite énormément de ressources humaines et matérielles dans la construction d'une machine étroitement soudé et d'une efficacité remarquable, elle combine des opérations militaires, diplomatiques. Ses ramifications sont occultées et non publiées.

Ses erreurs sont enterrées et ne font pas les gros titres, on fait taire ses dissidents, on ne les glorifie pas ; aucune dépense n'est mise en question, aucune rumeur n'est imprimée, aucun secret n'est révélé. »

4- Le général russe Leonid Ivachov dans une interview à Targets du 24/2/2010.

« Nous faisons face à la montée sur la scène mondiale d'un nouveau pouvoir géopolitique supranational. Ce pouvoir géopolitique se compose des plus riches familles de cette planète. Avec les multinationales les plus puissantes, elles dirigent et contrôlent tous les pays et toutes les coalitions. Le véritable objectif de ce groupe élitiste est le contrôle total de la planète Terre. »

Pures coïncidences...

Vous saviez que l'épicerie kascher de Vincennes avait été vendue la veille de l'attaque du 9 janvier 2015 ? Vous saviez que le propriétaire des deux tours du WTC avait ajouté une clause couvrant les attentats terroristes quelques jours seulement avant le 11 septembre 2001 ?

A la virgule près se joue en France exactement le même scénario qu'aux Etats-Unis au lendemain du coup d'Etat terroriste du 11 septembre 2001 et du 11 janvier 2015 à Paris : Patriot Act à la française dit loi sur le renseignement légitimant la mise

sous surveillance la totalté de la population, augmentation des dépenses militaires, omniprésence policière et militarisation de la société, autocensure des médias sur la nature exacte des événements ayant servi de détonateur à l'adoption de ces mesures, maccarthysme ou chasse aux sorcières à partir de la maternelle à l'encontre de toute personne mettant en doute la version des faits du gouvernement...

Charlie ou l'histoire d'un imposture.

- Emmanuel Todd : "Le 11 janvier a été une imposture" - nouvelobs.com

Le 7 mai prochain, l'historien et démographe Emmanuel Todd publiera «Qui est Charlie ?» (Seuil), charge terrible contre la France de François Hollande. Un texte écrit dans la fièvre, au sujet duquel il a accordé à "L'Obs" un entretien exclusif. Son angle d'attaque, particulièrement original, consiste à observer l'origine régionale et socio-politique des manifestants du 11 janvier.

Sous les bons sentiments brandis, Todd fait parler les cartes et les statistiques pour comprendre la signification profonde de ce qui restera comme le plus important rassemblement de l'histoire moderne du pays. Et ce qu'il voit n'est pas destiné à plaire. Ce qu'il voit c'est un épisode de «fausse conscience» (Marx) d'une ampleur inouïe. Ce qu'il voit ce sont des millions de somnambules se précipiter derrière un Président escorté par tous les représentants de l'oligarchie mondiale, pour la défense du droit inconditionnel à piétiner Mahomet, «personnage central d'un groupe faible et discriminé». Ce qu'il voit c'est un mensonge d'unanimisme aussi, car ce jour-là, les milieux populaires n'étaient pas Charlie, les jeunes de banlieue, qu'ils fussent musulmans ou non, n'étaient pas Charlie, les ouvriers de province n'étaient pas Charlie.

En voici des extraits.

«Lorsqu'on se réunit à 4 millions pour dire que caricaturer la religion des autres est un droit absolu - et même un devoir ! -, et lorsque ces autres sont les gens les plus faibles de la société, on est parfaitement libre de penser qu'on est dans le bien, dans le droit, qu'on est un grand pays formidable. Mais ce n'est pas le cas. (…) Un simple coup d'œil à de tels niveaux de mobilisation évoque une pure et simple imposture.»

«Ce sont les régions les moins républicaines par le passé qui ont le plus manifesté pour la laïcité, avouez qu'il y a là quelque chose d'étrange.»

«La "néo-République" est cet objet sociopolitique étrange qui continue à agiter les hochets grandioses de la liberté, de l'égalité, de la fraternité qui ont rendu la France célèbre dans le monde, alors qu'en fait notre pays est devenu inégalitaire, ultraconservateur et fermé.»

«Il y a eu une subversion de ce qu'était la gauche française. Cette dernière, aujourd'hui dominée par le PS, est en vérité tout à fait autre chose que ce qu'elle prétend être. C'est une gauche qui n'adhère pas aux valeurs égalitaires. (…) L'agent le plus actif et le plus stable des politiques économiques qui nous ont mené au chômage de masse actuel, c'est tout de même le PS. Le franc fort, la marche forcée à l'euro, toute cette création idéologique extrêmement originale s'est faite sous Mitterrand, traînant Giscard derrière lui comme un bateleur.»

«Hollande aura eu un rôle historique : celui de révéler que la gauche pouvait se concilier avec les structures les plus inégalitaires, prouvant par là même que le système politique français est totalement détraqué.» (Vous prenez le train en marche, et puis c'est le capitalisme qui est détraqué, les institutions suivent la même tendance à la décomposition voilà tout. - ndlr)

«Ce qui m'inquiète n'est pas tant la poignée de déséquilibrés mentaux qui se réclament de l'Islam pour commettre des crimes, que les raisons pour lesquelles, en janvier dernier, une société est devenue totalement hystérique jusqu'à aller convoquer des gamins de 8 ans dans des commissariats de police.»

«Je ne fais pas dans l'angélisme : l'antisémitisme des banlieues doit être accepté comme un fait nouveau et indiscutable. Ce que je ne peux pas accepter cependant, c'est l'idée qui est en train de s'installer selon laquelle l'islam, par nature, serait particulièrement dangereux pour les juifs. Il n'existe qu'un continent où les juifs aient été massacrés en masse : c'est l'Europe.» (L'antisémitisme disparaîtra seulement avec le capitalisme. - ndlr, donc inutile d'incriminer les "banlieues" ou alors ajouter Neuilly-sur-Seine ! - ndlr)

«Qu'on les laisse tranquilles, les musulmans de France. Qu'on ne leur fasse pas le coup qu'on a fait aux juifs dans les années 30 en les mettant tous dans le même sac, quel que soit leur degré d'assimilation, quel que soit ce qu'ils étaient vraiment en tant qu'êtres humains. Qu'on arrête de forcer les musulmans à se penser musulmans.»

"La cartographie et la sociologie des trois à quatre millions de marcheurs parisiens et provinciaux réservent bien des surprises. Car si Charlie revendique des valeurs libérales et républicaines, les classes moyennes réelles qui marchèrent en ce jour d'indignation avaient aussi en tête un tout autre programme, bien éloigné de l'idéal proclamé. Leurs valeurs profondes

évoquaient plutôt les moments tristes de notre histoire nationale : conservatisme, égoïsme, domination, inégalité." nouvelobs.com 29.04

Ah ben dites donc, cela ne donne pas vraiment envie de retourner en France !

Néocons et néolibéraux et leurs relais dans les médias. La chasse aux ordures.

- Le journaliste indépendant Guillaume Dasquié : un collaborateur occulte des services secrets français.

- Jeannette Bougrab : ex-secrétaire d'État UMP, a reçu le "Prix de la Liberté" décerné par l'Institut Gatestone de la main d'un certain Bernard-Henri Lévy, organisation américaine radicalement engagée en faveur d'Israël et contre l'islam, le directeur de la structure en est l'illustration-type : John Bolton, ancien ambassadeur américain à l'ONU qui avait défendu la mystification des armes de destruction massive pour justifier l'invasion sanglante de l'Irak.

Spécificité de cet organisme, maintes fois soulignée par divers journalistes US : son idéologie extrémiste, à la fois ultra-sioniste et antimusulmane. Fondatrice et mécène de ce réseau influent : Nina Rosenwald, ancienne co-directrice du JINSA- un puissant groupe proche du Likoud et dévolu (depuis 1976) au rapprochement militaire et stratégique des Etats-Unis avec Israël.

- Guy Millière : un intellectuel neoconservateur qui collabore avec le site anti-arabe Dreuz et dont la protection physique est assurée, comme l'avait révélé l'auteur de ces lignes, par la Ligue de défense juive.

- Pierre Dassas : Réprésentant français d'un lobby israélo-américain (dénommé Elnet).

- Daniel Pipes : Figure emblématique du neoconservatisme.

- Christian Malard : Ex-journaliste de France 3, aujourd'hui chroniqueur politique sur la chaîne israélienne i24news.

- Counterpoint : Sa directrice, Catherine Fieschi, est administratrice au sein d'un influent lobby ultra-sioniste de Grande-Bretagne : The Institute for Jewish Policy Research.

- Rudy Reichstadt : Animateur de Conspiracy Watch (un site dédié à la diabolisation de toute personne ou institution remettant en cause les versions officielles issues du champ atlanto-sioniste). Fonctionnaire de la Ville de Paris, membre de l'Observatoire des radicalités politiques (ORAP) de la Fondation Jean-Jaurès

- Patrick Klugman : Avocat Sacha Reingewirtz, président de l'UEJF, est un militant communautariste et sioniste.

- Fondation Jean-Jaurès : Think-tank, dirigé par Gilles Finchelstein (un ex-conseiller de DSK, Fouks et Cahuzac), est essentiellement subventionné par l'État.

- L'ORAP : Piloté par le chercheur Jean-Yves Camus, un intervenant régulier du CRIF qui a présenté -lors d'une réunion organisée par un centre communautaire juif- le monde arabo-musulman comme une aire culturelle globalement "antisémite", "complotiste" et "négationniste"

- Jean-Yves Camus : Chroniqueur de Charlie Hebdo. Son papier était d'ailleurs le premier article à découvrir (en page 4) dans le journal paru après l'attentat. Son titre? "Les charognards du complot". L'objet de sa diatribe : la diabolisation des citoyens préoccupés par les zones d'ombre de l'attentat et tous rassemblés sous le vocable délicat de "négationnistes" de "la gauche radicale, de l'ultradroite antisémite et de la sous-culture islamogauchiste".

Mieux encore : Camus veut faire pénaliser financièrement quiconque doutera publiquement (via les réseaux sociaux) de tel ou tel récit délivré par les autorités et docilement relayé sans sourciller par les médias de masse. Extrait d'un article de Libération (journal racheté par le militant "sioniste" autoproclamé Patrick Drahi) :

- Frédéric Haziza. : Traque du moindre opposant déclaré au régime d'apartheid de Tel Aviv. Un chien de garde du sionisme-, le journaliste salarié par le service public n'a pas hesité à demander -dimanche, sur Radio J- au patron du Parti socialiste (Jean-Christophe Cambadélis, ex-intermédiaire d'ELNET, un lobby israélo-américain également proche d'Haziza) de "mettre fin" à plusieurs sites "islamistes" -dont celui fondé par l'auteur de ces lignes. (Panamza)

- Martin Boudo : Journaliste de l'agence Premières Lignes. IInutile, par ailleurs, de rechercher une quelconque connexion sioniste dans l'entourage de Martin Boudot: l'homme répond davantage au profil-type de la nouvelle génération de journalistes issus des principales écoles labellisées du pays. Par conformisme intellectuel, d'une part, et par souci de carrière, d'autre part, la vaste majorité d'entre eux a déjà intériorisé -sans rechigner- la crainte d'être taxé de "complotiste" en cas d'interrogation

publiquement formulée à propos de telle ou telle version officielle.

- Christophe Deloire : Ex-directeur du CFJ, aujourd'hui patron de Reporters sans frontières et auteur d'un ouvrage islamophobe encensé par l'ex-Frontiste Bruno Mégret. (Source : Panamza)

Superstition, la 13e balle s'est dégonflée, un chiasseux.

- "Charlie Hebdo" : le dessinateur Luz annonce qu'il ne dessinera plus Mahomet - Francetv info

Trois mois après avoir signé le dessin "Tout est pardonné", il fait ses adieux à Mahomet. Le dessinateur Luz, auteur de la une controversée du numéro de Charlie Hebdo paru après la tuerie de janvier, déclare qu'il ne dessinera plus le personnage du prophète, dans un entretien au magazine Les Inrockuptibles, paru mercredi 29 avril.

"Je ne dessinerai plus le personnage de Mahomet, il ne m'intéresse plus, déclare-t-il. Je m'en suis lassé, tout comme celui de Sarkozy. Je ne vais pas passer ma vie à les dessiner." (On a fait assez de fric avec... - ndlr)

Le numéro des "survivants" de janvier, avec la caricature de Mahomet en couverture qui tenait une pancarte "Je suis Charlie" et dont le surtitre était "Tout est pardonné", avait suscité des manifestations parfois violentes dans plusieurs pays musulmans.

A la fin janvier, réagissant à ces manifestations, Luz avait estimé que "la majorité des musulmans se fout de Charlie Hebdo". "Je pense que les gens qui s'arrogent le droit de dire que l'ensemble de la communauté musulmane a été offensée sont des gens qui prennent les musulmans pour des imbéciles, expliquait-il. Nous, on ne prend pas les musulmans pour des imbéciles."

Non, seulement pour des boucs émissaires et de la chair à canons, c'est déjà pas mal...

Pas la PEN à Charlie.

- Six auteurs anglophones refusent d'assister à une cérémonie car un prix y sera décerné à Charlie Hebdo - slate.fr

Le 5 mai prochain, l'association des auteurs pour la défense de la liberté d'expression, PEN, remettra le prix du courage en faveur de la liberté d'expression à Charlie Hebdo. Six écrivains membres de PEN ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à la cérémonie car ils sont opposés à la ligne éditoriale de l'hebdomadaire satirique décimé lors de l'attentat du 7 janvier, annonce le Guardian.

Les romanciers Peter Carey, Michael Ondaatje (auteur du célèbre roman The English Patient, adapté au cinéma avec Juliette Binoche), Francine Prose, Teju Cole, Rachel Kushner and Taiye Selasi ne seront donc pas présents au Musée américain d'histoire naturelle à Manhattan. Francine Prose explique ainsi que si elle soutient la liberté d'expression inconditionnellement, elle estime que remettre un prix constitue «une marque d'admiration et de respect», sentiments qu'elle ne partage pas concernant Charlie Hebdo. En cause, la supposée islamophobie du journal satirique français. «Je ne peux pas m'imaginer être dans le public au moment de la standing ovation en l'honneur de Charlie Hebdo», ajoute l'écrivaine.

L'auteur Peter Carey est plus véhément encore. Il dénonce dans le New York Times «l'aveuglement de PEN devant l'arrogance culturelle des Français qui ne reconnaissent pas l'obligation morale qu'ils ont à l'égard d'une part conséquente et vulnérable de leur population.» (Le PEN s'en tape autant que Luz. - ndlr)

La direction de PEN ne cache pas ces dissensions mais tente d'apaiser la polémique en expliquant sa position. «Il est indéniable qu'en provoquant les extrémistes, Charlie Hebdo a heurté la sensibilité d'autres musulmans, de la même manière que leurs dessins ont heurté d'autres groupes (…) mais nous croyons aux déclarations de Charlie Hebdo expliquant que l'équipe ne voulait pas ostraciser les musulmans mais rejeter fermement les efforts d'une petite minorité désireuse de réduire la liberté d'expression», développe Andrew Solomon, président du PEN américain, qui organise l'évènement. slate.fr 27.04

Argument hypocrite et dérisoire, on se fout de savoir de quelle manière ces salopards de Charlie Hebdo interprètent leurs actes et leur portée ainsi que les crétins ou écervelés qui les partageaient parce qu'ils étaient sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante, quoi qu'ils puissent affirmer, leur propagande s'inspirait de celle de l'impérialisme américain reprise à son compte par le gouvernement français, ce qu'avaient parfaitement assimilé des centaines de millions de musulmans à travers le monde.

L'Algérie foyer du terrorisme? Non, la France impériale.

- Pourquoi les médias français cachent-ils la nationalité française de Sid-Ahmed Ghlam ? - french.irib.ir

On a appris de source autorisée que le terroriste Sid-Ahmed Ghlam, arrêté, de façon fortuite, nous dit-on, par la police à Paris, a la nationalité française.

Il est franco-algérien, et non un Algérien, tout court, comme il est présenté par toutes les rédactions. Quel intérêt avaient les médias français à l'identifier comme «étudiant algérien» : pousser cette catégorie de Français, «à part entière», mais qui sont d'origine algérienne, à se reconnaître en lui et, pour ceux qui en ont les prédispositions, à imiter son geste, ou alors inciter la masse des «autres Français», les «vrais», d'origine, à cultiver la méfiance, à l'égard de leurs concitoyens redevenus «algériens», en fonction du douar d'où sont venus leurs parents, et plus grave, perçus comme «agents dormants» ? Se méfier des Algériens «insoupçonnables», ceux qui sont hauts cadres ou s'apprêtent, grâce à leurs bonnes études, à occuper des fonctions supérieures, surtout, ceux qui sont «calmes et ont un comportement normal», c'est ce que recommande, d'ailleurs, ouvertement, un ancien responsable à la DGSE. La parole d'Alain Juillet, c'est son nom, a du poids, en sa qualité d'actuel président du Club des directeurs de sécurité des entreprises.

Il est difficile de croire à une erreur de bonne foi commise par les médias, sur la nationalité d'une personne, suspectée d'avoir voulu commettre des attentats, en Ile-de-France, contre des églises, et d'être l'auteur du meurtre d'Aurélie Châtelain, tuée, peu avant, à Villejuif, (Val-de-Marne). En fait, pour chasser sur le terrain du Front national, il faut que ce criminel soit de nationalité algérienne. C'est dans ce scénario d'ensemble que se trouve l'explication à la précipitation avec laquelle les médias ont versé dans la stigmatisation des Algériens, en prenant prétexte de ce fait. Au contraire, en donnant l'information, le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a voulu, visiblement, veiller à éviter ce piège et a parlé, comme il convient, dans ce genre de situation, de l'arrestation d'un «individu». Mais dans le journal "Le Monde", l'individu a été transformé en «un étudiant en informatique algérien de 23 ans, arrivé, en France, en 2009». french.irib.ir 27.04

Qui complote ?

- L'Allemagne aurait espionné des officiels français et européens pour le compte de la NSA - LeMonde.fr

L'affaire provoque une tempête politico-médiatique à Berlin. Les nouvelles révélations à paraître dans le quotidien Süddeutsche Zeitung jeudi 30 avril risquent de ne rien arranger : les services de renseignement allemands, déjà mis en cause pour avoir espionné des entreprises européennes, auraient également surveillé de « hauts fonctionnaires » français et de la Commission européenne pour le compte de la NSA américaine, selon le grand quotidien de Munich.

« Le BND [les services de renseignement allemands] a aidé la NSA à faire de l'espionnage politique », écrit le journal, précisant que des écoutes de « hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères français, de l'Elysée et de la Commission européenne » ont été réalisées à la station d'écoutes bavaroise de Bad Aibling.

Des révélations sur l'espionnage supposé depuis 2008 de firmes européennes par le renseignement allemand pour le compte de la NSA embarrassent depuis lundi le gouvernement de la chancelière Angela Merkel, qui s'est toujours posé en victime de ses alliés américains.

Dans le cas de la surveillance d'entreprises, l'espionnage industriel n'a pu avoir lieu que « dans des cas isolés », souligne la Süddeutsche Zeitung, qui précise que les Etats-Unis cherchaient à l'époque des « informations sur des exportations illégales ».

En revanche, affirme le quotidien, citant une source décrite comme digne de confiance et connaissant les procédures au sein du BND, « le cœur [du problème] est l'espionnage politique de nos voisins européens et des institutions de l'Union européenne ».

Le ministre de l'intérieur allemand, Thomas de Maiziere, qui était à l'époque chef de la chancellerie et ne pouvait donc pas ignorer, selon plusieurs médias allemands, les activités du BND, a proposé de s'expliquer la semaine prochaine devant la commission d'enquête parlementaire allemande chargée de faire la lumière sur les pratiques de l'agence américaine.

Par ailleurs, le gouvernement est accusé par l'opposition d'avoir menti en déclarant le 14 avril dans une réponse écrite au groupe parlementaire du parti de gauche radicale Die Linke ne rien savoir d'un quelconque espionnage économique par la NSA.

« Je récuse catégoriquement l'affirmation consistant à dire que le gouvernement n'a pas dit la vérité », a déclaré mercredi Steffen Seibert, le porte-parole de la chancelière Angela Merkel, lors d'une conférence de presse régulière.

L'Allemagne avait été choquée à l'été 2013 par les révélations d'Edward Snowden, ancien consultant de la National Security Agency, selon lesquelles l'agence avait mis en place un vaste système de surveillance des communications des Allemands, jusqu'au téléphone de la chancelière, pendant plusieurs années. LeMonde.fr 29.04

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Stratégie du chaos et de la guerre = militarisation des esprits et de la société.

- Défense : face à la menace terroriste, François Hollande donne des crédits - Francetv info

- L'armée dopée pour contribuer à la lutte antiterroriste - FP

- Budget de la Défense : «L'opération Sentinelle pérennisée», confirme Hollande - LeParisien.fr

"La France fait face à de lourdes menaces aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre territoire", a affirmé mercredi le chef de l'Etat après un Conseil de défense qui visait à tirer les leçons des attentats des 7, 8 et 9 janvier (17 morts).

L'opération Sentinelle de patrouilles militaires engagée depuis le début de l'année avec 10.000 hommes sera "pérennisée" avec "7.000 militaires" affectés à cette mission "de manière durable", a-t-il ajouté.

Le budget de la Défense (31,4 milliards d'euros en 2015) de la France, l'une des premières puissances militaires en Europe avec la Grande-Bretagne, va bénéficier de "3,8 milliards (d'euros) supplémentaires" entre 2016 et 2019. "C'est un effort important, c'est même un effort considérable", a-t-il estimé.

Dans l'opposition, des députés UMP ont déploré la faiblesse de l'effort. L'augmentation du budget, "cela fait moins d'un milliard par an. Or ce qui manque à nos armées risque de se chiffrer à beaucoup plus", a jugé sur iTELE Arnaud Danjean, député européen. "De la poudre aux yeux" et ces décisions "ne renforcent en rien nos moyens", a renchéri Philippe Meunier.

Pour Florian Philippot, vice-président du Front national, aucune annonce n'est "à la hauteur de la situation".

Ces décisions ont été prises "avec la volonté de porter la croissance et l'emploi au plus haut niveau possible. J'ai fait ce choix parce que c'est celui de la France, de sa protection, de sa sécurité. Les Français s'ils veulent avoir confiance dans l'avenir doivent se sentir partout en sécurité, protégés", a fait valoir François Hollande.

L'augmentation des crédits militaires bénéficiera aux personnels et aux équipements dont l'armée a besoin pour s'adapter à la lutte antiterroriste. François Hollande a évoqué la nécessité d'accorder plus de moyens à la cyberdéfense, à l'aéronautique et au renseignement.

Tenant compte des décisions prises ce mercredi, l'"actualisation" de la Loi de programmation militaire 2014-2019, votée en 2013, fera l'objet d'un projet de loi soumis au gouvernement le 20 mai avant d'être transmis au Parlement, a-t-il aussi indiqué.

Ces décisions vont entraîner l'annulation de plus de la moitié des réductions d'effectifs dans les armées prévues par la Loi de programmation militaire 2014-2019.

Ainsi, 18.500 postes seront préservés sur les 34.000 menacés de suppression, a précisé la présidence.

En début d'année, le président avait déjà annoncé le gel de 7.500 suppressions d'emplois prévues en 2015.

Pour concrétiser ses nouvelles décisions, le ministère de la Défense compte faire passer le réservoir de forces terrestres pouvant être déployées sur le terrain de 66.000 militaires aujourd'hui à 77.000.

"Aujourd'hui, on est au-delà du contrat opérationnel tant à l'extérieur qu'à l'intérieur et il faut qu'on reprenne de la marge", note-t-on à la Défense. "On en est à rogner les permissions, voire les phases de réentraînement avant de repartir en opérations".

En extérieur, 9.000 hommes sont actuellement mobilisés au Sahel, en Centrafrique et dans le Golfe. Depuis les attaques de janvier, 10.000 militaires protègent en France des sites sensibles pour un coût estimé à un million d'euros par jour.

L'armée (Air, Terre et Marine) compte quelque 215.000 personnels militaires et civils. AFP 29.04

La question à un dollar.

- La finance est-elle vraiment l'adversaire d'Hillary Clinton ? - latribune.fr

La candidate à l'investiture du Parti démocrate pour l'élection présidentielle américaine de 2016 profite de son début de campagne pour dénoncer à l'envi les dérives de la finance et les inégalités. Mais Hillary Clinton entretient des relations étroites avec les pontes de Wall Street.

"Mon véritable adversaire, c'est la finance", clamait François Hollande en 2012, lors d'un meeting au Bourget. Hillary Clinton, qui espère représenter les démocrates à l'élection présidentielle américaine de 2016, semble avoir choisi le même angle d'attaque pour son début de campagne.

Wall Street ne s'en émeut pas

Du côté des grands pontes de la finance, le message d'Hillary Clinton n'est pas pris au sérieux:

"Quand il faudra gouverner, elle sera pragmatique. Elle comprend que ce n'est pas parce qu'il y a un mouton noir que tout le troupeau est malade", explique à l'AFP un grand banquier sous le couvert de l'anonymat.

Interrogé par le site Politico, un financier important de Wall Street, souhaitant également rester anonyme, a expliqué que les déclarations d'Hillary Clinton étaient seulement "politiques".

Tom Nides, haut responsable de Morgan Stanley et proche d'Hillary Clinton, selon Politico, a renchéri:

"On ne peut pas dire 'Oh mon dieu, elle cours vers la gauche !'. Elle est juste fidèle à elle-même. Elle a d'excellentes relations avec les gens. Mais cela ne veut pas toujours dire qu'elle leur donne ce qu'ils veulent." (Cela dépend à qui ! - ndlr)

Proche de responsables de JPMorgan et Morgan Stanley

Hillary Clinton est loin d'être en froid avec Wall Street. La candidate est proche de grands pontes comme Jamie Dimon (patron de JPMorgan Chase) et Greg Fleming (numéro deux de Morgan Stanley et présenté comme le futur grand patron).

Et la finance le lui rend bien. Hillary Clinton a donné des discours rémunérés entre 200.000 et 300.000 dollars (276.000 euros) de l'heure lors d'événements organisés par Wall Street. En juillet 2014, elle aurait ainsi engrangé 12 millions de dollars en 16 mois, selon Bloomberg pour des discours et des apparitions. Le 23 octobre dernier, elle gagnait 273.000 dollars lors d'une nouvelle conférence pour la fondation Clinton.

En outre, Goldman Sachs, Bank of America, Morgan Stanley, JPMorgan ont donné plusieurs millions de dollars à cette fondation.
Très soutenue par les banquiers de Wall Street en 2008

Par ailleurs, les banquiers de Wall Street étaient nombreux à soutenir financièrement la démocrate Hillary Clinton en 2008. Lors des primaires démocrates, les salariés du secteur financier, des assurances et de l'immobilier ont donné plus d'argent à Hillary Clinton que ceux d'aucun autre secteur, selon le Center for Responsive Politics. Par comparaison, pour Barack Obama, les avocats et lobbyistes étaient la première catégorie de donateurs. latrbune.fr 26.04 latribune.fr 26.04

Les institutions et les élections américaines sont une escroquerie...

Commentaire d'un internaute

- "Mme Clinton n'est pas seulement soutenue par la grande finance, elle a été choisie par celle-ci. Elle est "la grande finance". Quant à ses discours anti-finance à la Hollande, ils ne valent que pour le peuple naïf qui y croit."

Effectivement, vous avez le droit de faire le même constat avec Hollande et le PS.

Ce sont les petits bourgeois, les classes moyennes, l'aristocratie ouvrière, les fonctionnaires et les couches moyennes embourgeoisées du prolétariat qui avaient intérêt à avoir des illusions dans Hollande, pas les couches les plus défavorisées qui n'avaient rien à perdre que leur misère au quotidien.

ACTUALITE EN TITRES

Faits divers en famille.

- La «cinquième colonne», une expression conspirationniste - 20minutes.fr

Le PS ?

- Jean-Marie Le Pen a-t-il caché un magot suisse ? - Liberation.fr

Hollande ne se cache même plus pour imiter G. W. Bush.

- Le Foll: "Estrosi ne se cache même plus d'imiter les délires FN" - AFP

En famille. Mimétisme. Quand Hollande s'inspire de l'extrême droite.

- Aliot (FN) compare l'Internationale à l'enterrement de Charb à des chants nazis - AFP 08.02

- Hollande compare Mme Le Pen à un "tract" communiste, le PCF s'indigne - AFP 19.04

Quel cauchemar !

- Présidentielle: Laurent (PCF) "n'imagine pas" la gauche absente du 2e tour - AFP

Le lobby militariste japonais veut en être, de quoi, mais de la guerre, pardi!

- Les forces de défense japonaises vont jouer un rôle plus actif - AFP

Les Etats-Unis et le Japon ont approuvé lundi une révision de leur alliance militaire, qui prend en compte l'extension du rôle militaire international que le Japon. AFP 29.04

Pillage et pilonnage

- Grèce: Moody's abaisse de nouveau la dette - AFP

L'agence de notation Moody's a abaissé la note de la Grèce mercredi en raison notamment des incertitudes pesant sur un accord avec ses créanciers qui lui permettrait de faire face à ses obligations sur sa dette. AFP 29.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Baltimore: émeutes après les obsèques de Freddie Gray, jeune Noir mort après son interpellation par la police - Le HuffPost

Scènes de chaos à Baltimore. Les autorités du Maryland ont annoncé lundi soir, le 27 avril, le déploiement massif de la garde nationale et imposé un couvre-feu nocturne pour ramener le calme dans cette ville du nord-est, théâtre de violences et de pillages qui ont éclaté peu après les obsèques de Freddie Gray.

Un couvre-feu va être instauré chaque nuit à compter de mardi à 22h00 locales (04h00 du matin mercredi en France) jusqu'à 05h00 du matin, et ce pendant une semaine, a également annoncé la maire. La garde nationale, qui est une force paramilitaire, va faire l'objet d'un déploiement "massif", a confirmé lors d'une autre conférence de presse la générale de cette force, Linda Singh.
Un responsable de la police du Maryland a indiqué en outre que l'Etat avait requis jusqu'à 5500 hommes supplémentaires en renfort.

Le gouverneur du Maryland, Larry Hogan, avait déclaré un peu plus tôt l'état d'urgence "pour restaurer l'ordre" dans cette ville de 620.000 habitants située à une soixantaine de km de la capitale fédérale. Les violences ont éclaté juste après les funérailles de Freddie Gray, jeune Noir décédé après son interpellation musclée par la police. Le HuffPost 28.04

1.2- La tension persiste à Baltimore, patrouilles dans les rues - Reuters

La police et la Garde nationale patrouillaient mercredi dans les rues de Baltimore, la principale ville du Maryland, où la tension restait vive deux jours après les émeutes provoquées par la mort en détention d'un Noir de 25 ans, Freddie Gray.

Les écoles ont rouvert mercredi et malgré la tension encore palpable la vie semble avoir retrouvé un cours normal, hormis la présence massive des policiers et des gardes nationaux.

Depuis l'entrée en vigueur du couvre-feu nocturne mardi soir, 35 personnes ont été interpellées, a annoncé la police.

Six agents ont été suspendus. La police mène une enquête qui devrait être bouclée d'ici la fin de la semaine et dont les conclusions seront transmises au parquet.

Le département de la Justice a aussi ouvert une enquête sur une possible violation des droits civiques.

La nouvelle ministre de la Justice (Attorney General) Loretta Lynch a dénoncé les "actes de violence insensés" commis à Baltimore. Reuters 29.04

2- Yémen

- Les dessous de la guerre contre le Yémen - french.irib.ir

L'ancien émissaire des Nations Unies pour le Yémen a révélé de nouvelles réalités, assez surprenantes, pour le camp des pays qui collaborent avec l'Arabie saoudite dans l'opération de la « Tempête décisive » contre les Yéménites.

Selon le site d'information « Panorama Al-Sharq Al-Awsat », les journaux américains ont écrit, ce dimanche, que l'ex-émissaire de l'ONU au Yémen, M. Jamal Benomar, qui a démissionné de son poste sous la pression des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite, a mis au grand jour, dans un entretien avec les journalistes le 19 avril, de nouvelles réalités qui ont été assez étonnantes pour les dirigeants saoudiens. M. Jamal Benomar avait souligné que les conflits en cours au Yémen étaient le résultat direct des tentatives visant à écarter le mouvement Ansarallah du processus politique yéménite, et qu'aucun signe d'une quelconque ingérence iranienne dans les affaires du Yémen, n'avait été constaté.

L'ancien émissaire des Nations Unies au Yémen avait aussi qualifié Abd Rabbo Mansour Hadi, président démissionnaire du Yémen, de médiateur répugnant et sans scrupule. Toujours, selon « Panorama Al-Sharq Al-Awsat », les déclarations de Jamal Benomar étaient en contradiction avec les allégations de Washington et de Riyad selon lesquelles l'Iran s'ingérerait intensément dans les affaires du Yémen et de la région. Cette position de M. Jamal Benomar, ainsi que les pressions du Qatar et de l'Arabie saoudite, ont été à l'origine de sa démission. french.irib.ir 26.04

3- Palestine

- Gaza: de jeunes manifestants battus et arrêtés par la police du Hamas - AFP

La police du Hamas a brutalement mis fin à une manifestation de jeunes mercredi dans la bande de Gaza en frappant et arrêtant plusieurs manifestants, a constaté un journaliste de l'AFP.

Plus de 400 jeunes se sont rassemblés dans le quartier de Chajaya, à l'est de la ville de Gaza, pour réclamer la reconstruction du territoire et la fin des divisions inter-palestiniennes, un des facteurs primordiaux du marasme gazaoui.

La manifestation avait été organisée, via les réseaux sociaux, par un groupement de jeunes Palestiniens s'intitulant le "mouvement du 29-avril".

Des policiers en civil qui s'étaient mêlés à la foule ont frappé plusieurs manifestants à coups de poing sans leur causer de blessures graves, a indiqué le journaliste de l'AFP.

Ils ont ensuite arrêté sept personnes, selon des témoins. La manifestation a alors tourné court.

Le ministère de l'Intérieur du Hamas, le mouvement islamiste qui contrôle la bande de Gaza, a déclaré dans un communiqué que la foule était devenue violente, forçant la police à intervenir "pour protéger la vie des manifestants, après quoi le calme a été rétabli".

Lors d'une conférence de presse mardi à Gaza, une des têtes de file du "mouvement du 29-avril" avait expliqué que le but de la mobilisation était que "la rue palestinienne" change la situation actuelle et que la jeunesse fasse entendre sa voix.

La bande de Gaza, territoire exigu coincé entre Israël, l'Egypte et la Méditerranée sur lequel s'entassent 1,8 million de Palestiniens, est en proie à la récession, à l'inflation et à un chômage qui touche plus de 40% de la population et plus de 60% des jeunes.

Son économie est étouffée par un strict blocus israélien depuis 2006 et plus récemment un quasi-blocus égyptien. La guerre de 2014 contre Israël a mis son économie à genou.

Malgré l'ampleur des destructions, la reconstruction se fait attendre. AFP 29.04

4- Irak

La Mort clinique d'Abou Bakr al-Baghdadi - french.irib.ir

Abou Bakr al-Baghdadi, calife de Daesh, est mort cliniquement. Une source au sein du renseignement irakien a fait état de la mort clinique d'Abou Bakr Bagdadi, le calife autoproclamé de Daesh. Al-Baghdadi a été transféré dans un hôpital israélien au Golan syrien occupé pour y recevoir des soins médicaux, mais les médecins israéliens n'ont pas pu le sauver, et il se trouve actuellement dans l'état de mort cliniquement. french.irib.ir 26.04

5- Burundi

- Burundi: la première radio du pays coupée, les chefs de la société civile traqués - AFP

Les autorités burundaises ont fermé lundi la principale radio indépendante du pays et arrêté l'une des figures de la société civile opposée à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, tout en empêchant de nouvelles manifestations contre le chef de l?État à Bujumbura.

La RPA (Radio publique africaine), radio la plus écoutée du pays, a elle-même annoncé dans l'après-midi s'être fait retirer son autorisation d'émettre, avant que son signal ne soit coupé.

Accusée par les autorités d'incitation "au soulèvement", elle ne pouvait déjà plus émettre au-delà de Bujumbura depuis les premières manifestations de dimanche contre un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza.

Un peu plus tôt lundi, Pierre-Claver Mbonimpa, patron de la principale organisation burundaise de défense des droits de l'Homme, a été arrêté. Selon son avocat, son arrestation est "liée" à l'appel du militant à manifester.

Un mandat d'arrêt a par ailleurs été émis contre le principal organisateur, au sein de la société civile, de la campagne anti-Nkurunziza, Vital Nshimirimana, passé dans la clandestinité, mais qui a promis, dans un entretien téléphonique à l'AFP, de poursuivre le mouvement.

"Ca ne fait que commencer, le mouvement ne s'arrêtera que quand Nkurunziza annoncera qu'il renonce à sa candidature", a-t-il dit. "Le peuple burundais et la communauté internationale sont témoins que nos manifestations sont pacifiques".

Entre dimanche et lundi, "environ 320 personnes" ont au total été arrêtées, a affirmé un haut gradé de la police à l'AFP.

Deux personnes ont péri dimanche dans des affrontements entre manifestants et policiers. Deux autres avaient ensuite été tuées dans des descentes nocturnes réalisées, selon des témoins, par des jeunes du parti présidentiel dans le quartier de Cibitoke, où les affrontements avaient été les plus violents dans la journée.

Pour tenter de calmer le jeu, partout à travers la capitale burundaise lundi, c'est l'armée, perçue comme plus neutre que la police par la population, qui a été déployée.

"Nous ne participons pas directement à la gestion des manifestations mais nous sommes là pour sécuriser la population", a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'armée, le général Gaspard Baratuza, confirmant les deux morts de la nuit.

Alors que le gouvernement a interdit les manifestations à travers le pays, un millier de jeunes ont malgré tout de nouveau tenté lundi matin de quitter Cibitoke, situé dans le nord de la capitale, pour rejoindre le centre-ville.

Branches d'arbre en main en signe de leur volonté de manifester pacifiquement, ils ont très vite été stoppés par la police anti-émeute, a constaté un journaliste de l'AFP.

Selon des témoins, d'autres manifestants, répondant à l'appel de l'opposition et d'une grande partie de la société civile, ont tenté

de rejoindre le centre depuis d'autres quartiers pour, aussi, contester l'investiture samedi de M. Nkurunziza par son parti, le Cndd-FDD, à la présidentielle du 26 juin. Ils ont été dispersés de la même façon.

Au pouvoir depuis 2005, le chef de l?État briguera un troisième mandat que ses opposants jugent inconstitutionnel et surtout contraire aux accords d'Arusha qui avaient ouvert la voie à la fin de la longue guerre civile burundaise (1993-2006). Son clan juge ce troisième mandat parfaitement légal.

Lundi, le centre-ville est resté calme. L'armée a laissé la population se regrouper dans les rues des quartiers périphériques, danser et chanter son opposition au troisième mandat.

"Nous sommes contents que ce soit l'armée qui ait maintenant été déployée car la police se mélange avec les jeunes du parti au pouvoir", a affirmé un habitant de Cibitoke.

Ces jeunes, les "Imbonerakure", qualifiés de "milice" par l'ONU, sont accusés d'intimidation à l'encontre des opposants à Pierre Nkurunziza. Ils n'ont jamais caché leur volonté d'en découdre si leur champion ne pouvait pas se représenter.

Craignant des dérapages, voire une reprise de la violence à grande échelle, la communauté internationale n'a cessé de tenter de dissuader Pierre Nkurunziza de se représenter. AFP 27.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Le chômage augmente en mars et efface la baisse du début d'année - Le Huffington Post

En catégorie A (les personnes qui n'ont pas du tout travaillé), Pôle Emploi dénombre 15.400 demandeurs d'emploi supplémentaires. Cela représente une hausse de 0,4% sur un mois et de 4,9% sur un an.

Au total, on compte donc 3.509.800 chômeurs en catégorie A, ce qui représente un nouveau record. Depuis mai 2012, et l'accession de François Hollande à l'Elysée, 586.000 personnes sont venues grossir les rangs des demandeurs d'emploi.

Toute catégorie confondue, et englobant les départements d'outre-mer, le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi et obligées de faire un acte de recherche d'emploi est encore plus élevé et se rapproche encore un peu plus des 6 millions (5.590.600 personnes). Le Huffington Post 28.04

C'est le seul article qui demeurait disposible sur ce sujet ce matin sur Yahoo.news Tous les autres articles de la veille ou l'avant-veille avaient disparu. On comprend pourquoi

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 20h30, on a ajouté 26 articles, on s'est refusé d'en publier 2.)

Je n'ai pas le temps de m'étendre sur le 1er mai, Selvi (ma compagne) travaille, son frère travaille, sa soeur travaille, son fils travaille, bref, vous m'excuserez, on a l'esprit ailleurs chez les esclaves.

Ce mois-ci pour survivre on a dépensé 10.000 roupies, soit 5.000 roupies par personne, soit 62,5 euros ou 2,08 euros par jour. Alors pensez à financer notre portail si vous estimez qu'il vous apporte quelque chose et que 2,08 euros par jour c'est un peu juste pour vivre décemment.

On ajoutera de nouveaux articles d'ici 2 heures, il est 15h à Pondichéry.

Boycott de Charlie.

- Boycott d'un prix : 145 écrivains ne sont pas «Charlie» - Liberation.fr

Ils sont désormais 145 écrivains à boycotter la remise du prix PEN Americain Center qui doit honorer l'hebdomadaire satirique français, cible de l'attentat du 7 janvier.

6 romanciers au départ, ils sont désormais 145 à boycotter, selon le journal Intercept, la remise du prix PEN America Center qui doit remettre à l'hebdomadaire satirique français un prix pour «le courage et la liberté d'expression». Liberation.fr 30.04

Cela ne serait pas venu d'un parti ouvrier, vous l'aurez remarqué aussi, n'est-ce pas ? Honte à tous les dirigeants qui osent encore parler en notre nom !

Conditionnement. Soyez Charlie ! Quand une agence de la CIA sort un rapport sur la liberté de la presse.

- La liberté de la presse en recul dans le monde, selon un rapport - 20minutes.fr

L'article commençait ainsi : "L'organisation de défense des droits de l'homme rapporte que les «journalistes ont été confrontés à une intensification des pressions émanant de toutes parts». Ainsi, en plus des gouvernements, qui emploieraient des lois

sécuritaires et de lutte contre le terrorisme comme prétexte pour faire taire les voix critiques, les journalistes sont victimes d'intimidations de la part des groupes de pression et des gangs criminels mais aussi des propriétaires de médias, qui tentent de manipuler le contenu des informations pour servir leurs intérêts politiques ou économiques.". Décryptage.

- Un think tanks néolibéral est présenté comme une "organisation de défense des droits de l'homme".

- En réalité, parmi ses membres figurent ces pires ennemis, dont Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Zbigniew Brzezinski, que nos lecteurs connaissent bien.

- Elle se fait passer pour un défenseur de la liberté d'expression. Questions : Laquelle ? De qui ? Pour qui ?

- Elle dénonce "des lois sécuritaires", mais pas le Patriot Act ou son équivalent en France ou en Espagne par exemple.

- Ce qu'elle dénonce, c'est justement les agissements du gouvernement américain et de ses officines criminelles, CIA en tête, impliqué dans la déstabilisation des Etats qui résistent à l'hégémonie américaine, au travers de journalistes ou organes de presse, opposants ou partis politiques, ONG en tous genres qu'ils ont infiltrés, corrompus, achetés ou créés de toutes pièces, et qui harcèlent les gouvernements des pays en question, se livrent à des provocations grotesques, fabriquent de faux témoignages, de fausses informations qu'ils diffusent en boucle, et que les médias institutionnels, les partis politiques et gouvernement des puissances occidentales et leurs alliés reprennent en choeur, de telle sorte que la population soit amenée à se convaincre qu'elle est en présence de régimes antidémocratiques ou tyranniques qui méritent d'être mis à l'index de la communauté internationale comme ils disent ou renverser par la force, bref, justifie ou légitime les guerres de l'impérialisme américain ou de l'Otan.

En lisant la suite vous comprendrez pourquoi on vous fera grâce du reste de cet article.

A noter que 20minutes.fr est une des officines de propagande néolibérale les plus pourries de France, mais bon, il faut dire quedans ce domaine la concurence est rude...

La Freedom House est à l'origine de ce rapport. Qu'est-ce que c'est ?

Wikipedia.org - Extraits. Freedom House est une organisation basée à Washington. Une partie de son financement provient du Gouvernement fédéral des États-Unis. Elle reçoit aussi des dons d'organisations caritatives ou de l'Union européenne.

Freedom House déclare également que « Nos divers conseils d'administration sont unanimes pour dire que la prédominance américaine dans les affaires internationales est essentielle pour la cause des droits de l'homme et de la liberté ».

Elle affirme que pendant les années 1940, Freedom House a soutenu le plan Marshall et l'établissement de l'OTAN.

Elle a soutenu Andrei Sakharov, d'autres dissidents soviétiques, et le mouvement Solidarnosc en Pologne. Freedom House a aidé les sociétés post-communistes dans l'établissement de médias indépendants, groupes de réflexion non gouvernementaux, et d'institutions de base pour des élections politiques.

Plus récemment, elle a soutenu des citoyens engagés dans des révolutions en Serbie, en Ukraine, et au Kirghizistan.

Elle déclare qu'« (...) au Venezuela, elle travaille avec ceux cherchant à protéger et promouvoir les droits de l'homme dans un environnement politique difficile ».

Bien que certains membres soient nés en dehors des États-Unis, et que de nombreux membres aient fait partie de groupes internationaux, ils résident tous aujourd'hui aux États-Unis. Elle ne s'identifie ni avec le parti américain Démocrate, ni avec le parti Républicain. Le conseil est actuellement sous la présidence de Peter Ackerman. Ce dernier a succédé en septembre 2005 à l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey. Parmi les membres importants ayant fait partie du conseil on peut citer : Steve Forbes, Samuel Huntington, Azar Nafisi, Farooq Kathwari, P. J. O'Rourke, Mara Liasson, et Mark Palmer, Kenneth Adelman, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Otto Reich, Jeane Kirkpatrick, Zbigniew Brzezinski, et Malcolm Forbes Jr.

Freedom House est financée par un certain nombre de fondations, incluant la Lynde and Harry Bradley Foundation, la Sarah Scaife Foundation et la Soros Foundation. Elle reçoit également un financement du gouvernement des États-Unis par l'intermédiaire du National Endowment for Democracy, de l'USAID, et du département d'État). Environ 75 % de ses revenus proviennent d'allocations fédérales des États-Unis.

Freedom House décrit ses relations avec le gouvernement des États-Unis comme suit : « Freedom House est une organisation non-gouvernementale indépendante, créée initialement en 1941 pour pousser le gouvernement des États-Unis à adopter des politiques soutenant la démocratie et les droits de l'homme à l'étranger. Ses rapports et analyses sont indépendants de

toute influence gouvernementale et marqués par un climat intellectuel d'enquête scientifique. Ces dernières années, Freedom House a reçu des allocations de l'Agence des États-Unis pour le développement international et du département d'État pour divers projets, généralement à la suite d'un concours public. Freedom House a aussi sollicité et obtenu des fonds d'autres gouvernements démocratiques et d'organismes internationaux qui soutiennent la démocratie, dont les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Norvège et l'Union européenne. Wikipedia.org

No comment !

ACTUALITE EN TITRES

Faits divers institutionnels.

- Loi renseignement : la droite saisira les Sages, la gauche s'abstiendra - Rue89

- Le sénateur PS Philippe Kaltenbach renvoyé en procès pour corruption - AFP

- Bygmalion: Sarkozy aurait été informé des problèmes budgétaires pendant sa campagne - 20minutes.fr

- La politique économique de Valls fait 68% de mécontents - AFP

Lieu commun.

Qu'ont-ils en commun ? L'essentiel : L'armée qu'ils adulent.

- "L'effort pour l'armée doit être compensé par des économies sur le logement et la santé", annonce Michel Sapin - Francetv info

- Lienemann (PS): soutien à la défense mais pas au détriment du logement et de la santé - AFP

L'uniformité de la pensée.

- Un député UMP propose le port de l'uniforme à l'école - Reuters

Qui complote ? Qu'ont-ils à cacher ?

- Soupçons de viols en Centrafrique : une enquête classée secret défense - Francetv info

Le poison de la xénophobie.

- Mélenchon publie un "pamphlet" contre "le poison allemand" - AFP

Encore une chance monsieur Mélenchon !

- Le fusil des soldats allemands est défectueux - LeFigaro.fr

La réaction ne connaît pas de repos.

- Jours fériés : les gagnants et les perdants du mois de mai - Francetv info

- Faut-il supprimer les jours fériés ? - Francetv info

Si les ponts du mois de mai sont une aubaine pour le tourisme, l'industrie enregistre de sérieux manques à gagner. Francetv info 30.04

Et les 5 semaines de congés payés, et les 52 samedis et dimanches, vous y avez pensé, quel "manque à gagner" pour vos maîtres...

ACTUALITÉ DU JOUR

Fonds de commerce à vendre.

- Les syndicats ne séduisent plus les Français - Francetv info

Selon un sondage, les syndicats n'ont plus la cote chez les Français. Pour sept Français sur dix, ils ne sont pas représentatifs des salariés. Depuis 30 ans, le nombre de salariés syndiqués a été divisé par deux : aujourd'hui, seulement 7,7 % de la population active fait partie d'un syndicat.

Les syndicats sont plus présents dans la fonction publique que dans le privé. Contrairement aux idées reçues, ce n'est pas dans les usines qu'ils ont le plus d'adhérents. Ils sont 5,9 % chez les ouvriers; 14,9% chez les cadres. Francetv info 30.04

Comment éliminer ou achever les jeunes les plus fragiles ?

1- "Party bus" : des soirées pour ados où l'alcool coule à flots - Francetv info

A Vancouver, les discothèques sont interdites aux moins de 19 ans. Mais des entreprises privées ont trouvé un moyen de contourner la loi en imaginant le concept du party bus. Ces bus détenus par des compagnies privées se louent. A l'intérieur, les jeunes font la fête, sans restriction d'alcool ou de drogues.

Il existe plus de 400 compagnies qui se partagent ce marché très lucratif. Pourtant, ces fêtes qui servent de rite de passage de l'enfance à l'adolescence font régulièrement la une des journaux au Canada. Francetv info 30.04

2- "Teens parties" : ces fêtes où les ados dérapent - Francetv info

En plein cœur de Paris, des jeunes s'amassent dès 18 heures aux portes d'une célèbre boîte de nuit, généralement réservée aux adultes de plus de 18 ans. Tournées en caméra discrète, les images de ces fêtes avec sécurité, surveillance et boissons non alcoolisées garanties, selon les organisatrices, dévoilent tout autre chose.

Des dizaines de jeunes fument à l'intérieur même de la boîte de nuit, une bagarre éclate, et un adolescent finit dans les toilettes, à soigner seul sa plaie à la lèvre. Pas un vigile pour leur interdire de fumer ou les séparer lorsque la "baston" commence. A l'extérieur, devant la boîte de nuit, un autre roule un joint sous les yeux de trois vigiles qui ne bougent pas le petit doigt. Voilà des fêtes pour ados qui ressemblent de plus en plus à des soirées d'adultes. Pourtant, selon les organisatrices Annie Jomeau et Virginia Bénard, entre 20 et 25 vigiles seraient présents pour assurer la sécurité de ces ados qui ont entre 13 et 17 ans. Francetv info 30.04

3- Au Texas, les lycéens qui sèchent trop peuvent finir en prison - LeFigaro.fr

Ces trois dernières années, plus de 1000 lycéens texans qui ne pouvaient pas payer leur amende suite à des absences répétées ont atteri en prison. Une procédure très sévère pour lutter contre le décrochage scolaire, qui est loin de toujours porter ses fruits.

La règle peut paraître absurde, mais elle est vraiment en application au Texas: les adolescents qui ratent trop de cours sont condamnés à des amendes, et lorsqu'ils ne peuvent pas payer ces dernières, ils peuvent aller en prison pour rembourser leurs dettes. Cette procédure est censée permettre aux adolescents décrocheurs de «revenir sur le droit chemin» en les incitant à retourner au lycée après leur temps de prison. BuzzFeed rapporte ainsi que David Cobos, un juge texan, a déclaré qu'il était «important que les enfants apprennent que leurs actions ont des conséquences». Serena, 16 ans, 2700 dollars d'amende, neuf jours de prison et une exclusion de son lycée

Plus d'un millier de lycéens texans auraient connu cette situation durant les trois dernières années. Mais souvent, l'effet produit est l'inverse de celui attendu. BuzzFeed cite ainsi l'exemple d'une jeune fille nommée Serena, élève en première. Serena faisait souvent l'école buissonnière, et a donc été condamnée à payer une amande de 2700 dollars. Impossible de payer une telle somme pour cette lycéenne, logée dans une caravane avec sa mère au chômage.

Serena s'est vue offrir un «crédit-prison» de 300 dollars par jour. Elle a donc passé neuf jours enfermée. Mais lorsqu'elle est revenue en cours, la direction de son établissement lui a signifié qu'elle était renvoyée. La raison? Ses journées passées en prison ont compté comme des absences injustifiées auprès de son lycée... Un véritable cercle vicieux, qui concerne une écrasante majorité d'élèves pauvres, Noirs ou Hispaniques, dénoncé par le juge Don Coffey: «Si vous envoyez quelqu'un en prison et qu'il manque l'école, c'est contre-productif. Cela va complètement contre l'esprit de ce que je pense qu'une loi devrait être». LeFigaro.fr30.04

Barbarie. Tout y passe.

- Des caisses de poussins hachés vivants - Francetv info

Hachés vivants ou morts étouffés, il s'agit d'un véritable cauchemar industriel qui est caché au consommateur. Un charnier qui révolte les associations de défense des droits des animaux.

Dans cette ferme spécialisée dans l'élevage de poulets, des milliers de poussins sont triés en fonction de leur sexe, manipulés et jetés comme des Kleenex juste après éclosion. Le but, faire le tri entre les poulets qui finiront dans votre assiette, et ceux qui iront à la poubelle.

Une pratique légale, où les poussins mal formés, malades, de sexe mâle donc improductifs, pas assez beaux... sont "endormis" avant d'être jetés dans le broyeur à haute pression pour finir en chair sanguinolente.

"Donc là, c'est une caisse où l'on stocke pendant le tri les poussins qui sont mal formés, malades, ou qui ne conviennent pas […]. C'est des caisses qui dans la journée ou le jour suivant vont passer au broyeur. En moyenne, on doit bien jeter 15 % des poussins."

Cette pratique fréquente est censée être indolore. Cependant, toujours sur les images tournées par ce jeune homme, on aperçoit des centaines de poussins jetés dans un sac poubelle avant de mourir asphyxiés.

"Ici, c'est une pratique qui consiste à verser les poussins dans les sacs poubelle […]. Ils sont étouffés par la suite en appuyant sur le sac pour vider un maximum d'air et que les poussins survivent le moins longtemps possible. Mais le sac continue à bouger pendant quelques minutes."

Rien à voir avec les pratiques dites légales pour éviter toute souffrance aux poussins. Hachés vivants ou morts étouffés, il s'agit d'un véritable cauchemar industriel qui est caché au consommateur. Francetv info 30.04

Ah ben encore un complot !

De la putréfaction d'un régime naissent les milices fascistes.

- Lille : face à l'insécurité, les commerçants d'une rue veulent créer une milice - LeFigaro.fr

A Lille, les commerçants de la rue Jules-Guesde, en plein quartier populaire de Wazemmes, sont désespérés: vols dans les voitures ou à l'arraché et agressions y seraient monnaie courante. Mais le problème majeur viendrait du trafic de drogue, incessant, qui se tient sur les trottoirs. Face à ce sentiment d'insécurité, les commerçants tentent depuis plusieurs années d'alerter les pouvoirs publics, mais en vain. Excédés, ils songeraient même à la création d'une milice, pourtant interdite par la loi.

Contacté par le Figaro, les commerçants donnent l'image d'un quartier où la loi n'est plus respectée: «Cela fait de nombreuses années que le problème perdure. Des jeunes vendent de la drogue à la vue de tous, volent des sacs à main, des bijoux. Ils boivent, se battent, cassent des carreaux, crèvent des pneus», raconte un restaurateur de la rue. «Il y a aussi des batailles de bandes où l'on compte presque une centaine de belligérants. Mais le vrai problème, c'est la drogue», ajoute un autre commerçant. «Ce sont toujours les mêmes qui font du trafic. Des sans-papiers, souvent. Quand ils se font interpeller, ils font croire à la police qu'ils sont mineurs. Ils ne sont donc jamais inquiétés, ils sont à chaque fois relâchés», explique ce même commerçant. D'après La Voix du Nord, une agression a encore eu lieu lundi. La police a interpellé un mineur de 17 ans, en possession d'un sachet de cannabis et d'une bombe lacrymogène, après avoir été appelée pour un vol dans une ambulance.

Le problème a des répercussions directes sur la santé économique des différents commerces. Un restaurateur de la rue a confié avoir perdu, depuis cinq ans, près de 40% de son chiffre d'affaire. «Maintenant le soir, plus personne n'ose venir, la fréquentation de la rue a beaucoup baisée», explique-t-il.

Les autorités ont été alertées: plusieurs réunions ont eu lieu entre la mairie et les commerçants, mais sans résultat selon ces derniers. «On rêve d'avoir des caméras de surveillance dans notre rue, mais ce n'est pas le cas. On a l'impression d'être laissés à l'abandon», indique le commerçant. «Certes, il y a des patrouilles de police, mais ce n'est pas comme ça qu'on enrayera le problème», ajoute-t-il.

Dernier symptôme du mal qui gangrène cette rue: le sentiment d'insécurité a poussé plusieurs commerçants à s'armer. «On a acheté un pistolet à grenaille pour se défendre dans notre boutique. Certains ont opté pour d'autres solutions. Ça va de la batte de baseball au fusil à pompe», raconte le commerçant excédé. Et de prévenir: «Si rien n'est fait, on sera obligé de former une

milice». lefigaro.fr 30.04

Barbarie for ever.

- Le Vietnam dénonce les "crimes barbares" des Etats-Unis 40 ans après la guerre - AFP

Le Vietnam a dénoncé jeudi les "crimes barbares" commis par les Etats-Unis, à l'occasion du 40e anniversaire de la chute de Saïgon, dernier épisode d'une guerre ayant fait des millions de morts.

"Ils ont commis d'innombrables crimes barbares, ont causé des pertes incommensurables et beaucoup de douleur à la population de notre pays", a lancé le Premier ministre Nguyen Tan Dung à la foule réunie devant le palais de l'indépendance, pris d'assaut il y a 40 ans par les chars nord-vietnamiens.

Le conflit a fait des millions de morts côté vietnamien dont de nombreux civils tués dans des bombardements.

Des centaines de milliers d'autres ont été blessés, dont de nombreux intoxiqués par l'"agent orange", herbicide contenant de la dioxine qui avait été pulvérisé par les Américains sur de vastes étendues du pays.

La guerre avait divisé l'opinion publique américaine, émue du sort des 58.000 GI's tués ou grièvement blessés.

Les souffrances des civils vietnamiens, comme le massacre en mars 1968 de centaines de villageois à My Lai par l'armée américaine, avait aussi contribué à faire tourner l'opinion outre-Atlantique.

Et la guerre du Vietnam reste pour Washington la première grande défaite d'une superpuissance qui se pensait imbattable.

Aucun représentant américain n'était présent à la parade mais l'ambassadeur des Etats-Unis a assisté à une discrète cérémonie au consulat d'Ho Chi Minh-Ville, avec une association de vétérans.

(Ensuite l'AFP réécrit l'histoire avec un cynisme sans nom pour le compte de l'impérialisme américain. - ndlr)

Auparavant, les gens considéraient qu'il s'agissait d'une guerre de "libération nationale et d'unification". "Aujourd'hui, davantage de Vietnamiens voient cette guerre comme un évènement tragique au cours duquel des Vietnamiens ont tué d'autres Vietnamiens - une guerre civile", ajoute-t-il.

Dans ce contexte, les Vietnamiens sont de plus en plus indifférents, voire hostiles, à ces spectacles de patriotisme officiel.

"Je ne m'intéresse pas à ce défilé, il est mauvais pour les affaires", a expliqué à l'AFP Nguyen Thi Dieu, restaurateur du centre d'Ho Chi Minh-Ville, bouclé pour le défilé.

"C'est juste pour les caméras de télévision et pour les hauts dirigeants, pas pour des gens comme moi", a confié, désabusé, le jeune homme de 25 ans. AFP 30.04

A l'aide de témoins ignares ou intéressés qui ne représentent qu'eux-mêmes, on peut faire dire n'importe quoi à n'importe qui histoire de cautionner la version d'une fable qu'on a fabriquée, qui à force d'être répétée sur tous les tons se substituera à la réalité. C'est la raison d'être des agences de presse et des médias aux ordres.

Quand est-ce qu'on les élimine ?

- Une balle «intelligente», pour atteindre sa cible à tous les coups - lefigaro.fr

D'une précision redoutable. L'Agence de recherche en technologies militaires avancées du Pentagone, la DARPA, dont les travaux avaient notamment permis de lancer Internet, a récemment présenté un prototype de balle «intelligente». Avec ce projet, lancé en 2009 et baptisé EXACTO (Extreme Accuracy Tasked Ordnance), l'agence américaine ambitionne de «révolutionner la précision» des tirs.

La balle, de calibre 50 (12,7 mm), est «pilotée à distance en temps réel grâce à un système de guidage optique», explique brièvement la DARPA sur son site, sans dévoiler les secrets de sa recette. Cette technologie permet à la balle de changer de trajectoire en plein vol «pour compenser les facteurs inattendus» et ainsi, atteindre une cible en mouvement, de jour comme de nuit, notamment dans des conditions défavorables, sur des terrains venteux et poussiéreux. Comme en Afghanistan, où les États-Unis ont encore 9.800 soldats, par exemple. En clair, une fois que le tireur a appuyé sur la gâchette, si sa cible a bougé,

cette munition est capable de changer de direction et de faire mouche à tous les coups. Qu'il vente, pleuve, ou neige, de nuit comme de jour.

Pour preuve, la DARPA a mis en ligne une vidéo de test édifiante. On voit sept tirs consécutifs. La trajectoire d'une balle classique est représentée par une ligne rouge, et celle de la balle «intelligente» par une ligne verte. Une fois que le tireur a appuyé sur la gâchette, la cible bouge. Et à chaque fois, la balle traditionnelle manque sa cible, contrairement à l'autre. Le dernier tir est effectué par un tireur présenté comme novice. Même résultat: avec cette munition de précision, il atteint sa cible dans le mille.

L'objectif de ces balles, comme l'explique la DARPA, qui espère développer ces balles sur tous les calibres, est de servir à des soldats d'élite. Ce projet, assure l'agence américaine, a aussi pour but de «renforcer la sécurité des troupes». Encore faut-il que ces balles à tête chercheuse ne tombent pas entre de mauvaises mains. lefigaro.fr 30.04

Vous visez le coeur ou la tête et vous êtes certain de tuer votre cible, génial, le crime de précision parfait.

Commentaire d'un internaute

- "C'est fou comme l'être humain peut être créatif quand il s'agit d'exterminer ses semblables ... !"

L'illusion du réformisme tombe en morceaux.

Grille de lecture.

Les besoins des travailleurs et la démocratie sont incompatibles avec le maintien en place du régime capitaliste et ses institutions en Espagne comme ailleurs.

Partant de là, quand un parti dit ouvrier ou populaire ou encore de gauche refuse de s'attaquer aux fondements du capitalisme, refuse d'envisager un affrontement direct avec la classe des capitalistes, il ne reste plus à ses dirigeants comme seule alternative que de s'accommoder du capitalisme en crise et en assumer les conséquences politiques en contradiction avec leurs engagements pris envers leurs adhérents ou leurs électeurs, qui ne sont pas forcément de farouches anticapitalistes, loin de là même, mais qui inconsciemment espéraient malgré tout que certaines mesures seraient mises en avant ou appliquer pour améliorer leur sort, ce qui est impossible sans rompre radicalement avec la politique de leurs prédécesseurs, ce dont ils sont totalement incapables pour n'en avoir jamais eu réellement la volonté, ce qu'ils s'étaient bien gardés de dire à leurs supporters qu'ils ont ainsi trompés délibérément et la boucle de l'imposture est bouclée.

Cela vaut pour Syriza, Podemos, Mouvement Cinq étoiles, le Front de gauche en France, etc. qui sont des couteaux sans lame incapable de trancher dans le vif du capitalisme, laissant ses représentants trancher à sa place le sort des masses exploitées. Il n'y a absolument rien à attendre de ces partis acquis à notre ennemi. Ils jouent à leur tour le rôle de supplétif du parti de l'ordre pour le compte du régime en place. Partis fondés par des nantis issus de la social-démocratie dégénérée qui les a nourris pendant des décennies, ils sont étrangers à la classe ouvrière.

Etiquetés de gauche lors de leur ascension, mais une fois que la question de leur participation à un gouvernement se trouve posée ou qu'ils sont parvenus au pouvoir, on s'aperçoit qu'en réalité ils étaient de droite puisqu'ils refusent de rompre avec la politique de leurs prédécesseurs, de rompre avec les institutions en place, l'UE et l'euro, l'Otan, l'ONU, etc. C'est du domaine de l'imposture, de l'escroquerie intellectuelle et politique.

Il n'existe aucune issue politique favorable aux travailleurs dans le cadre de la préservation du régime économique et politique, il faut impérativement le renverser, voilà ce qu'il faut retenir.

Cette conclusion va de soi, elle est somme toute logique et se passe de toute justification théorique ou doctrinaire qu'il soit dit en passant pour ceux qui ont en horreur la politique ou toute analyse faisant référence à une quelconque théorie.

C'est juste un constat dont on tire un enseignement politique, qu'ensuite on théorise puisqu'il est valable pour toute expérience similaire, histoire d'avoir retenu quelque chose qui nous servira par la suite, car dans le cas contraire on ne peut pas progresser, on n'apprend rien et on demeure toujours aussi ignorant et susceptible d'être trompé ou manipulé par une ribambelle de charlatans ou aventuriers.

C'est difficile d'être de gauche quand la marge de manoeuvre du capitalisme en crise se réduit de jour en jour, quand ses besoins se font de plus en plus pressants et impérieux, violents.

Il n'y a plus de place pour les chimères du petit bourgeois qui espérait encore améliorer son sort ou maintenir son niveau de vie sans bousculer le régime en place. Il capitule parce qu'il se satisfait de son sort, et plutôt que se tourner résolument vers les

couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, il préfère s'en remettre au capitalisme pour défendre ses privilèges. Et parmi ses représentants (du capitalisme) la panoplie des courants politiques est très vaste, elle va des sociaux-libéraux à l'extrême droite, ce qui explique qu'ils soient incapables de rompre avec les premiers ou rejoignent les seconds en désespoir de cause. Son absence d'indépendance, sa couardise, son ambition, son individualisme, sa cupidité, sont légendaires et témoignent que son manque de discernement est mis à profit pour servir uniquement ses propres intérêts. Pour manifester ses bonnes intentions ou se donner bonne conscience, il prétendra qu'il avait de bonnes idées mais qu'elles n'étaient pas réalisables et qu'il n'y était pour rien le bougre, alors qu'en réalité ses idées étaient viciées, corrompues à la base. D'où l'importance de toujours remonter à la source, à la nature d'une idée, d'un parti, etc. sinon on peut se faire facilement berner par toutes ces diseuses de bonnes aventures qui tournent très mal en général, par spécialement pour leurs auteurs, mais pour ceux qui ont eu le malheur de leur faire confiance un jour.

Etre de gauche disions-nous il y a quelques jours, c'est rompre avec le régime en place et ses institutions, avec le capitalisme, aussi extraordinaire ou péremptoire que cela puisse paraître, cela ne peut signifier qu'être socialiste puisque c'est la seule alternative possible au capitalisme. D'où la nécessité d'étudier et de faire connaître le socialisme pour y faire adhérer travailleurs et militants. Dans le cas contraire ou si on rejettait cette affirmation, cela se traduirait par quoi rompre avec le capitalisme, absolument rien, puisque soit on le remplace par le socialisme qui en est la négation (de la négation), soit on le remplace par rien, c'est absurde, en réalité on continue de faire avec sans l'avouer à défaut de mieux, on capitule.

Pendant plus d'un siècle, des tas de gens se sont dit de gauche, alors qu'ils ne l'étaient pas vraiment puisqu'ils s'accommodaient du régime capitaliste en place. C'est cette formidable imposture qu'il s'agit aujourd'hui de démolir pièce par pièce pour revenir à la définition originelle de la gauche : Etre favorable à un changement de régime social et politique, à un changement de mode de production.

Personne n'est obligé d'être de gauche bien entendu, aussi faut-il assumer quand on ne l'est pas, jusqu'au bout, c'est tout ce que nous voulions dire ici.

Mais alors où classer ceux qui ne se reconnaissent pas dans votre formule ? Faites en des démocrates dès lors qu'ils se présentent comme des opposants au gouvernement en place, si la cause pour laquelle ils combattent incarne les intérêts de la majorité de la population. Mais alors ils peuvent être de droite ou de gauche ? Effectivement, cela ne présente aucun inconvénient ou n'entre pas en contradiction avec notre formule dès lors qu'ils se rassemblent pour combattre ensemble temporairement sur une question bien circonscrite.

Devrions-nous condamner les propos tenus par un représentant de la droite qui dénoncerait le rôle des Etats-Unis au Moyen et au Proche-Orient ? Certainement pas. On ne serait pas obligé de chanter ses louanges pour autant ou d'expliquer qu'on partagerait ses positions, car c'est plutôt lui qui rejoindrait les nôtres en la matière. L'intérêt porterait sur les bénéfices que pourraient en tirer les peuples de cette région pour mener leur combat contre l'impérialisme américain et imposer leur souveraineté et indépendance, tout comme nous qui demeurerions totalement indépendant des autres participants à une telle bataille sur la base de notre programme révolutionnaire.

La question des rapports avec les autres partis et classes est déterminante, dans la mesure où ils peuvent donner lieu à toutes sortes de compromissions, ou au contraire constituer un puissant levier pour construire le parti sur une base absolument indépendante de l'Etat, donc ses représentants quelles que soient leurs étiquettes ou appartenances politiques, à l'exception toutefois de l'extrême droite mais cela va de soi.

On ne cherchera pas à imposer notre programme à quiconque, ce serait absurde, par contre on s'engagera dans une bataille au côté de membres d'autres partis dont certains seront de droite, uniquement dans la mesure où elle serait compatible avec notre programme ou s'inscrirait dans la perspective politique pour laquelle nous combattons plus largement.

Par exemple, on peut envisager de défendre les valeurs de la République, si et seulement si on estime qu'elle serait gravement menacée, tout en développant notre argumentation en faveur d'une République sociale ou en précisant parallèlement que ce combat s'inscrit dans cette perspective, sinon notre position pourrait donner lieu à toute autre interprétation et confusion sur la nature de notre engagement politique, ce qu'il faudrait éviter à tout prix pour être crédible ou être pris au sérieux par les travailleurs et les militants qui seraient susceptibles de nous rejoindre. Ce genre de question ne se traite pas par dessus la jambe ou ne peut faire l'objet de manoeuvres entre appareils, qui useraient de leur autorité pour en fait poursuivre un tout autre but que le nôtre, auquel cas ce type de bataille déservirait notre cause pluôt qu'autres choses et se solderait à terme par un échec.

Il ne suffit pas d'avoir de bonnes idées, il faut être capable de les présenter correctement et de les défendre sans ambiguité pour inspirer confiance aux travailleurs et aux militants, c'est tout un art qui ne s'improvise pas. Pour affronter les critiques ou les polémiques et en sortir victorieux, il vaut mieux n'avoir absolument rien à se reprocher et pouvoir répondre à toutes les questions qui peuvent jaillir ou qu''on peut vous poser, ce qui nécessite une certaine expérience et d'y avoir réfléchi avant, c'est préférable. Les gens en général sont très susceptibles, à cran même aujourd'hui, si votre discours n'est pas cohérent ou parfait, il cèdera la place au doute et il n'en sortira rien de bon à l'arrivée. Oui, il faut se surpasser en quelque sorte, il faut repenser mille fois aux mêmes questions pour s'assurer que les réponses qu'on est prêt à y apporter sont adéquates et les plus précises possibles. Cette exigence de rigueur est impitoyable et dévoreuse d'énergie et de temps, mais c'est payant, en tout cas on veut le croire.

- Espagne: première crise à Podemos où l'un des fondateurs démissionne - AFP

Juan Carlos Monedero, 52 ans, cofondateur et numéro trois du parti, ex-conseiller politique du président vénézuélien Hugo Chavez, a annoncé qu'il en quittait la direction. Et ce, au moment où le parti, qui a connu une ascension fulgurante depuis sa naissance en 2014, est en perte de vitesse dans les intentions de vote aux législatives prévues en novembre, concurrencé par un autre jeune parti, le centriste Ciutadanos.

Pilier de l'aile gauche du parti, Juan Carlos Monedero a estimé que "Podemos doit cesser de se regarder dans des miroirs qui ne sont pas les siens".

"Le cerveau politique de Podemos s'en va", a analysé pour l'AFP Ramon Lobo, auteur d'un livre paru récemment sur Juan Carlos Monedero.

Il y a un an, en mai 2014, Podemos, issu en partie du mouvement des indignés et créé seulement cinq mois plus tôt, avait réussi contre toute attente à faire entrer cinq députés au Parlement européen.

Depuis fin 2014, il était régulièrement en première ou deuxième position dans les sondages, menaçant le Parti populaire (droite) et le Parti socialiste, qui se partagent le pouvoir depuis plus de 30 ans en Espagne.

Il promettait la fin des souffrances pour les Espagnols victimes d'un des plus forts taux de chômage d'Europe (23,7%), écrasés selon Podemos par la "caste" et humiliés par une cure d'austérité.

La presse proche du PP ou du PSOE s'est alors déchaînée contre ce jeune allié de Syriza, redoublant ses efforts après l'arrivée du parti grec au pouvoir en janvier.

Les attaques ont porté sur les liens entre les dirigeants du parti et la gauche latino-américaine, et plus particulièrement le Venezuela, avant de se concentrer sur M. Monedero, qui a admis des missions de conseil latinoaméricaines très bien payées.

Mais le parti fondé par un petit groupe de professeurs de Sciences Politiques de l'université madrilène de la Complutense, dont certains très proches de l'extrême gauche, s'est peu a peu trouvé "dans une position défensive", estime Ramon Lobo.

Pablo Iglesias a confirmé des divergences. "Depuis quelques mois, nous évoquons ensemble le fait que notre organisation est d'une certaine manière peut-être trop étroite pour lui", a-t-il déclaré à la presse pour expliquer ce départ tonitruant.

Monedero a lui dépeint un parti qui a grandi trop vite et semble encore se chercher.

"Depuis la naissance de Podemos, il a deux âmes: l'âme d'où il vient, celle du 15 M (ndlr: le mouvement des indignés lancé le 15 mai 2011 contre l'austérité) et sa propre conversion en parti politique se situant dans une orbite institutionnelle, avec une série de règles", a-t-il expliqué.

Il y a "des gens plus modérés, et des personnes qui veulent s'en tenir aux origines".

Le succès fulgurant de Podemos dans les sondages "lui a fait perdre le sens des réalités", estime Ramon Lobo.

Le départ de Monedero intervient alors que ses ennemis commençaient déjà à comparer Podemos au Mouvement Cinq étoiles de Beppe Grillo en Italie, "un mouvement de colère collectif (...) finalement enlisé dans ses propres clichés", selon l'écrivain Felix de Azua, proche de Ciudadanos.

Ramon Lobo lui veut croire que ce parti peut encore "bouleverser" la politique espagnole, ne serait-ce qu'en menaçant le bipartisme avec une cinquantaine de députés. AFP 30.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Après Baltimore, plusieurs villes américaines se mobilisent pour Freddie Gray - euronews.com

Mobilisation à nouveau hier soir à Baltimore pour demander justice pour Freddie Gray, ce jeune Noir mort en garde à vue dans un poste de police la semaine dernière.

Plusieurs milliers de personnes ont défilé dans le calme et aucun incident sérieux n'a été signalé. La police était déployée en force pour faire respecter le couvre-feu, décrété pour toute la semaine après les graves violences de lundi soir.

Catherine Pugh, sénatrice du Maryland : "Nous ne nous calmerons pas. Nous ne nous calmerons pas tant que nous n'obtiendrons pas justice pour Freddie Gray. Nous voulons une enquête claire et transparente au sein de la police et des officiers impliqués dans sa mort".

Le procureur de Baltimore a affirmé pourtant que les résultats de l'enquête interne ne seraient pas rendus publics.

Rassemblements également dans d'autres villes, comme Seattle, Denver, Boston ou New York, où la police a arrêté plus de soixante personnes pour des violences ou provocations.

A Washington, c'est devant la Maison Blanche qu'une manifestation a eu lieu, rassemblant un millier de jeunes… euronews.com 30.04

2- Burundi

- Burundi : un militaire tué par un officier du renseignement, neuf manifestants blessés - LeMonde.fr

Un militaire burundais a été tué, jeudi 30 avril, par un officier des services de renseignement près d'une barricade dans Bujumbura, où neuf manifestants opposés à un nouveau mandat du président Pierre Nkurunziza ont été blessés dans de nouveaux affrontements avec la police.

Au cinquième jour des manifestations, et dans le but d'enrayer la protestation, selon les étudiants, le gouvernement a fermé les résidences universitaires. « Un officier du service de renseignement se trouvait à Musaga [un quartier de la capitale] à un endroit où les manifestants ont établi une barricade. Il s'est senti menacé. Il a tiré et touché un soldat, qui a été tué, et un civil, qui est blessé au bras », a expliqué un haut responsable de la police.

3- Yémen

- Yémen: 4000 militaires saoudiens désistent - french.irib.ir

Selon Global Research qui cite les sources européennes quelques 4000 soldats saoudiens ont désisté. Par crainte d'avoir à affronter les bataillons yéménites au cours d'une éventuelle offensive terrestre contre le Yémen 4000 militaires saoudiens ont fui leurs bases militaires dans des régions frontalières. les autorites saoudiennes tentent de maintenir un black out total sur ces désertions massives dans les unités et les bases militaires sans pour autant réussir de cacher cette réalité des services de sécurité occidentaux.

Selon ces sources des contacts ont été détectés entre les commandants militaires saoudiens et le ministre de la défense qui dirige les opérations. Ces contactstraitent en effet de ces désertions en masse. Certaines informations font etat de la fuite de plus de 10000 soldats saoudiens ces quatre dernières semaines. Les experts soulignent le moral particulièrement écorné des militaires saoudiens au seuil d'une éventuelle attaque terrestre contre le Yémen. Pour les services secrets saoudiens une invasion terrestre du Yémen dans ces conditions revient à un suicie en règle pour le régime des al e Saoud. french.irib.ir 29.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Italie : le chômage poursuit sa hausse, atteint 13%, en mars - french.irib.ir

Le taux de chômage a poursuivi sa hausse, en Italie, en atteignant 13%, en mars, en hausse de 0,2 point, par rapport à février, selon des chiffres provisoires, publiés jeudi, par l'Institut des statistiques, (Istat).

Selon l'IRNA, pas moins de 59.000 personnes ont perdu leur emploi, en mars, en Italie. Sur un an, le taux de chômage est en hausse de 0,5 point, ajoute l'Istat. En février, la hausse du chômage avait été plus faible, de 0,1 point, après deux mois, décembre et janvier, de baisse.

Le chômage des jeunes, (15-24 ans), a, davantage, augmenté, sur un mois, en mars, avec une hausse de 0,3 point de pourcentage, à 43,1%, même si sur un an, il a baissé de 0,4 point. Selon des données corrigées des variations saisonnières, les personnes à la recherche d'un emploi étaient au nombre de 3,302 millions, en mars, en Italie, en hausse de 1,6%, par rapport à février. Le nombre de personnes actives s'est établi à 22,195 millions, en baisse de 0,3%, sur un mois, et en baisse, également, de 0,3%, sur un an. french.irib.ir 30.04

Haut de page

Le 2 mai 2015

CAUSERIE

Cette rubrique ne sera actualisée que demain ou lundi. En attendant on ajouté 25 articles, on s'est refusé d'en publier 2.

Le point commun entre ces milliers d'articles c'est qu'ils ont ni queue ni tête, ils ne sont pas articulés autour d'un principe, leurs auteurs accordent plus d'importance à leurs propres interprétations qu'aux faits et aux enseignements qu'on aurait pu tirer du passé.

Pour exister, ils réécrivent sans cesse l'histoire en fonction de leur état d'âme du moment ou de leurs intérêts personnels sans être guidés par une cause, pas la nôtre en tout cas, aussi nous ne leur reconnaissons aucune légitimité pour parler en notre nom ou celui des travailleurs.

Ils passent leur temps à extrapoler, spéculer gratuitement, supputer dans le vide, faire des propositions stériles, se livrant à des exhortations misérables en direction des dirigeants du vieux monde pourri, formulant des souhaits, voeux, paris, espoirs, états d'âme, qui n'ont jamais débouchés sur la moindre action pratique, bref, rien de cohérent et de sérieux hormis les données ou informations qu'ils nous livrent. Et puis ils ont chacun leur marotte, une idée qui se veut originale, par exemple l'Eurasie qui serait le nouvel eldorado ou le dernier sursaut du capitalisme qu'ils appellent de leurs voeux, ouf le voilà sauvé ! Ou encore la révolution bolivarienne ou le socialisme du XXIe siècle qui a comme un goût de capitalisme avarié.

La classe dominante a encouragé et financé la création des ONG pour finir de disloquer le mouvement ouvrier, sur une base similaire puisque tous deux étaient liés à l'Etat, les ONG s'adressaient en priorité aux classes moyennes, aux petits bourgeois et aux couches supérieures de la classe ouvrière aspirant à le devenir ou ayant déjà un statut similaire, les fonctionnaires liés à l'Etat, les syndicalistes également, les intellectuels qui en plus s'emploieront à développer leur propre fonds de commerce, faisant commerce des idées, comme d'autres font commerce de pommes de terre, de bière, de tapis ou de colifichets, privilégiant l'emballage qui pollue au contenu dont il ne reste rien une fois qu'on l'a consommé, on veut dire par là que leurs articles ne contribuent pas à définir une issue à la crise du capitalisme, bien au contraire puisqu'ils passent leur temps à le légitimer, en passant, l'air de rien, qui ne passe pas l'épreuve critique d'une lecture attentive.

Quelle perte de temps et d'énergie pour finalement rien, nous vendre du vent ou de nouvelles illusions, une impasse, ils s'en satisfont, ils ne sont pas très exigeants, et pour cause ils n'en attendent rien, c'est ce qui nous fait dire qu'ils s'en foutent au bout du compte, ce sont de beaux parleurs sans plus. Le terrain de la lutte des classes, la classe ouvrière, le socialisme et le marxisme qui y sont intimement liés, cela les laisse indifférent, ils préfèrent s'en détourner, alors on aurait tort de leur accorder le moindre crédit.

Ils jouent le même rôle que les ONG chez les intellectuels et les travailleurs les plus avancés qu'ils détournent du socialisme, comme quoi ils ont quand même une certaine utilité auprès de la classe dominante qui possède ses propres think tanks, ses ONG droitdelhommistes auxquels ils donnent la réplique, stérile, ce qui doit bien les faire marrer, nous pas vraiment à vrai dire.

Tout cela participe de l'illusion selon laquelle Internet serait un instrument au service de la démocratie ou aurait constitué un progrès en faveur de la liberté d'expression, alors qu'en réalité Internet sert un dessein diamétralement opposé en réduisant les travailleurs à une somme d'individualités auxquelles doit correspondre autant de modes de pensée différents, de telle sorte que leurs idées ne se rejoignent pas ou ne risquent pas de se crystaliser sur un unique objectif : abattre la classe dominante, la chasser du pouvoir. Et surtout ne pas se rassembler dans un parti politique (et une Internationale) pour mener cette bataille ensemble. A suivre.

Bon week-end, bien mérité !

Haut de page

Le 3 mai 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 20h, on a ajouté 21 articles.)

On ajoutera une trentaine d'articles demain matin, j'ai du boulot chez et je profite qu'on est dimanche pour le faire avec l'aide du fils du Selvi. Au fait, il va venir vivre avec nous à partir du 15 mai. Je vais lui donner la pièce qui me sert de bureau et je vais déménager dans notre chambre qui est assez grande.

Ce qu'il y a de consistant dans la situation actuelle, c'est que le vieux monde capitaliste est devenu si pourri, le mot est faible, que faire table rase du passé apparaîtra de plus en plus comme une nécessité impérieuse, aucun aménagement, aucune réforme, aucun remodelage ou rafistolage du capitalisme devenu mafieux, monstrueux, barbare ne peut être envisagé sérieusement, il faut le liquider et s'en tenir à cela.

Tous ceux qui s'en accommodent ou s'y refusent et prétendent parler au nom des travailleurs, des masses laborieuses, de la classe ouvrière sont d'indécrotables ignares, lâches ou vendus manipulés par la classe dominante consciemment ou non lorsqu'ils en deviennent ses agents, des traitres qu'il faut dénoncer et combattre.

A l'adresse des intellectuels démocrates qui étalent quotidiennement leur impuissance à combattre le capitalisme : - "La critique (...) ne se donne plus comme un but absolu, mais uniquement comme un moyen. C'est l'indignation qui fait l'essence de son style pathétique, c'est la dénonciation qui constitue le plus clair de sa besogne." (K. Marx : Contribution à la critique de La philosophie du droit de Hegel - 1843)

Aux philosophes en mal de réalisation :

- "*L'Allemagne ne pourra s'émanciper du Moyen Age qu'en s'émancipant en même temps des victoires partielles remportées sur le Moyen Age. En Allemagne, aucune espèce d'esclavage ne peut être détruite, sans la destruction de tout esclavage. L'Allemagne qui aime aller au fond des choses ne peut faire de révolution sans tout bouleverser de fond en comble. L'émancipation de l'Allemand, c'est l'émancipation de l'homme. La philosophie est la tête de cette émancipation, le prolétariat en est le coeur. La philosophie ne peut être réalisée sans la suppression du prolétariat, et le prolétariat ne peut être supprimé sans la réalisation de la philosophie.*" (id)

Aux Charlie à propos du 11 janvier 2015 :

- "*Nous, nos bergers à notre tête, nous n'avons jamais été qu'une fois en compagnie de la liberté, et ce fut le jour de son enterrement.*"

A tous ceux qui ne comprennent pas pourquoi nous sommes radical ou qui nous prennent pour des excités :

- "*Il est évident que l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes; la force matérielle ne peut être abattue que par la force matérielle; mais la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dés qu'elle pénètre les masses. La théorie est capable de pénétrer les masses dès qu'elle procède par des démonstrations ad hominem, et elle fait des démonstrations ad hominem dès qu'elle devient radicale. Etre radical, c'est prendre les choses par la racine. Or, pour l'homme, la racine, c'est l'homme lui-même. Ce qui prouve jusqu'à l'évidence le radicalisme de la théorie allemande, donc son énergie pratique, c'est qu'elle prend comme point de départ la suppression absolument positive de la religion. La critique de la religion aboutit à cette doctrine, que l'homme est, pour l'homme, l'être suprême. Elle aboutit donc à l'impératif catégorique de renverser toutes les conditions sociales où l'homme est un être abaissé, asservi, abandonné, méprisable, qu'on ne peut mieux dépeindre qu'en leur appliquant la boutade d'un Français à l'occasion de l'établissement projeté d'une taxe sur les chiens "Pauvres chiens ! on veut vous traiter comme des hommes !""* (id)

Tout ce qui a été dit plus haut et le noeud de la situation sont résumés ici : sans remonter à la racine on ne comprend rien ou on comprend tout de travers. C'est le processus dialectique à l'oeuvre sous nos yeux qui commande impérativement d'adopter cette démarche et non un quelconque esprit partisan ou doctrinaire, dogmatique.

On se demande comment on peut se développer intellectuellement et passer à côté de la logique la plus élémentaire pour sombrer dans le commentaire le plus plat ou sans intérêt, qui ne débouche sur aucune action pratique en dehors de celles du domaine purement institutionnel, témoignant leur soumission à l'ordre établi qui demeure leur horizon indépassable. Dans ces conditions, la pensée finit par se putréfier à l'image du régime en place et il ne peut pas en être autrement, il ne peut rien en

sortir de bon en cherchant une solution au sein du régime lui-même, elle figure au-delà de ce système périmé, en faillite totale et voué à la putréfaction.

Cette faculté qui est inhérente à la nature, l'homme demeure incapable de la maîtriser pour son plus grand malheur, le processus dialectique matérialiste et historique lui échappe, aussi devons l'aider à s'en saisir pour entrevoir la voie qui mène à son émancipation du régne de l'exploitation et de l'oppression. Elever son niveau de conscience est une nécessité tout aussi impérieuse qu'on le veuille ou non :

- "*De même que la philosophie trouve dans le prolétariat ses armes matérielles, le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes intellectuelles. Et dès que l'éclair de la pensée aura pénétré au fond de ce naïf terrain populaire, les Allemands s'émanciperont et deviendront des hommes.*" (id)

Et ce n'est certainement pas en flattant l'ignorance des masses ou leurs préjugés, en tentant de rendre leur condition plus supportable qu'on y arrivera :

- "*Il faut rendre l'oppression réelle plus dure encore en y ajoutant la conscience de l'oppression, et rendre la honte plus honteuse encore, en la livrant à la publicité. Il faut représenter chaque sphère de la société allemande comme la partie honteuse de la société allemande; et ces conditions sociales pétrifiées, il faut les forcer à danser, en leur faisant entendre leur propre mélodie ! Il faut apprendre au peuple à avoir peur de lui-même, afin de lui donner du courage. On satisfait ainsi un besoin impérieux du peuple allemand, et les besoins des peuples sont en dernière analyse les raisons ultimes de leur satisfaction.*" (id)

La satisfaction des besoins des peuples n'a de valeur qu'à partir du moment ou il en est le propre acteur dans la perspective de son émancipation totale du règne de l'oppression. Pour cela le peuple doit regarder la réalité en face aussi épouvantable soit-elle, y compris lui-même qui par bien des côtés présentent des aspects épouvantables, sans le juger ou l'accuser mais pour qu'elle lui apparaisse telle qu'elle est réellement ou que la classe dominante l'a faite, et puisque c'est elle qui en porte la responsabilité, c'est contre elle qu'il doit tourner ses armes, donc trouver le courage et la volonté de mener ce combat pour sa libération du joug de l'exploitation.

Et si le prolétariat peut avoir un comportement abjecte, c'est parce qu'il est lui-même le produit de la décomposition du capitalisme. Donc au lieu de juger son comportement en tant que tel et faire porter la responsabilité de ses actes aux prolétaires, c'est le capitalisme et ses représentants qu'il faut juger, condamner et exécuter si nécessaire. On comprendra en lisant ce passage et le suivant pourquoi les intellectuels qui refusent obstinément de se tourner vers le prolétariat et de s'unir avec lui, ne peuvent se réaliser ou s'émanciper du capitalisme.

- "*Où donc est la possibilité positive de l'émancipation allemande ? Voici notre réponse. Il faut former une classe avec des chaînes radicales, une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise, une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on ne lui a pas fait de tort particulier, mais un tort en soi, une sphère qui ne puisse plus s'en rapporter à un titre historique, mais simplement au titre humain, une sphère qui ne soit pas en une opposition particulière avec les conséquences, mais en une opposition générale avec toutes les suppositions du système politique allemand, une sphère enfin qui ne puisse s'émanciper, sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et sans, par conséquent, les émanciper toutes, qui soit, en un mot, la perte complète de l'homme, et ne puisse donc se reconquérir elle-même que par le regain complet de l'homme. La décomposition de la société en tant que classe particulière, c'est le prolétariat*." (id)

Les intellectuels doivent prendre la tête de ce mouvement émancipateur, mais ils s'y refusent, d'où en grande partie le blocage actuelle de la situation. Le jour où ils en prendront conscience, il sera alors possible d'envisager la refondation du mouvement ouvrier sur une base saine, dépouillée des oripeaux du réformisme et de l'opportunisme, de renouer avec le socialisme ou le marxisme. Vous aurez remarqué que nous critiquions sévèrement les intellectuels sans jamais leur fermer définitivement la porte, et pour cause.

- "*L'Allemagne ne pourra s'émanciper du Moyen Age qu'en s'émancipant en même temps des victoires partielles remportées sur le Moyen Age. En Allemagne, aucune espèce d'esclavage ne peut être détruite, sans la destruction de tout esclavage. L'Allemagne qui aime aller au fond des choses ne peut faire de révolution sans tout bouleverser de fond en comble. L'émancipation de l'Allemand, c'est l'émancipation de l'homme. La philosophie est la tête de cette émancipation, le prolétariat en est le coeur. La philosophie ne peut être réalisée sans la suppression du prolétariat, et le prolétariat ne peut être supprimé sans la réalisation de la philosophie.*" (id)

Quant à la laïcité ou pensée des pauvres d'esprit rompus à la conciliation et à la corruption qui serait acceptable dès lors qu'elle serait d'ordre privé, où va se nicher la prosternation devant la propriété privée, nous privilégions le combat contre les religions, "l'arôme spirituel", pernicieux, vicié, venimeux du vieux monde :

- "*L'homme qui, dans la réalité fantastique du ciel où il cherchait un surhomme, n'a trouvé que son propre reflet, ne sera plus tenté de ne trouver que sa propre apparence, le non-homme, là où il cherche et est forcé de chercher sa réalité véritable.*

Le fondement de la critique irréligieuse est celui-ci : L'homme fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme. La religion est en réalité la conscience et le sentiment propre de l'homme qui, ou bien ne s'est pas encore trouvé, ou bien s'est déjà reperdu. mais l'homme n'est pas un être abstrait, extérieur au monde réel. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'Etat, la société. Cet Etat, cette société produisent la religion, une conscience erronée du monde, parce qu'ils constituent eux-mêmes un monde faux. La religion est la théorie générale de ce monde, son compendium encyclopédique, sa logique sous une forme populaire, son point d'honneur spiritualiste, son enthousiasme, sa sanction morale, son complément solennel, sa raison générale de consolation et de justification. C'est la réalisation fantastique de l'essence humaine, parce que l'essence humaine n'a pas de réalité véritable. La lutte contre la religion est donc par ricochet la lutte contre ce monde, dont la religion est l'arôme spirituel.

La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans coeur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple.

Le véritable bonheur du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur illusoire du peuple. Exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé a une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc, en germe, la critique de cette vallée de larmes, dont la religion est l'auréole.

La critique a effeuillé les fleurs imaginaires qui couvraient la chaîne, non pas pour que l'homme porte la chaîne prosaïque et désolante, mais pour qu'il secoue la chaîne et cueille la fleur vivante. La critique de la religion désillusionne l'homme, pour qu'il pense, agisse, forme sa réalité comme un homme désillusionné, devenu raisonnable, pour qu'il se meuve autour de lui et par suite autour de son véritable soleil. La religion n'est que le soleil illusoire qui se meut autour de l'homme, tant qu'il ne se meut pas autour de lui-même.

L'histoire a donc la mission, une fois que la vie future de la vérité s'est évanouie, d'établir la vérité de la vie présente. Et la première tâche de la philosophie, qui est au service de l'histoire, consiste, une fois démasquée l'image sainte qui représentait la renonciation de l'homme a lui-même, à démasquer cette renonciation sous ses formes profanes.

La critique du ciel se transforme ainsi en critique de la terre, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique." (id)

On pourrait terminer par une dernière citation qui nous a fait penser à la situation en France et nous fair dire que c'est la contre-révolution qui fuit la pensée qui est au pouvoir, qui fuit la pensée ou avec laquelle le fossé qui est en train de s'établir avec le pouvoir se creuse un peu plus chaque jour :

- "*En effet, les révolutions ont besoin d'un élément passif, d'une base matérielle. La théorie n'est jamais réalisée dans un peuple que dans la mesure où elle est la réalisation des besoins de ce peuple. Le désaccord énorme entre les revendications de la pensée allemande et les réponses de la réalité allemande aura-t-il comme correspondant le même désaccord de la société bourgeoise avec l'Etat et avec elle-même ? Les besoins théoriques seront-ils des besoins directement pratiques ? Il ne suffit pas que la pensée recherche la réalisation, il faut encore que la réalité recherche la pensée.*" (id)

D'où le rôle important des intellectuels de faire en sorte que, non pas ceux qui incarnent la réalité au pouvoir recherche la pensée puisqu'ils y sont farouchement opposés, travers dans lequel ils tombent le plus souvent puisqu'apparemment il est plus gratifiant de servir les maîtres que leurs esclaves ou de s'adresser à eux, mais qu'ils mettent la pensée au service de toutes les autres classes dont les intérêts fondamentaux sont incompatibles avec la survie du capitalisme.

Quant à la "*réalisation des besoins de ce peuple*", faudrait-il qu'on s'entende sur ce qu'on entend par là car leur nature a évolué depuis le milieu du XIXe siècle, de la même manière, la société ayant connu de profondes transformations et évolutions, si les révolutions ont toujours "*besoin d'un élément passif, d'une base matérielle*", elle n'est pas forcément identique à ce qu'elle était en 1843, elle inclut un certain nombre de principes et valeurs, aspirations légitimes auxquels les peuples sont attachés, au-delà de leur condition proprement matérielle qui est hétérogène, bien qu'une partie soit commune à tous les travailleurs, droit au travail, à l'éducation, à la santé, au logement, etc., qui peuvent fournir les éléments de base à l'unité de tous les exploités et opprimés pour combattre ensemble pour le renversement de l'ordre établi.

Vidéo. L'oligarchie au pouvoir et ses scribes attitrés

Emmanuel Todd: « Le Monde est un problème pour la démocratie »

Journal Le Monde dangereux et menteur? (E. Todd)
https://www.youtube.com/watch?v=jIjAoCjYSKc

Emission sur Europe 1 où Emmanuel Todd ne mâche pas ses mots envers le journal "Le Monde" dont l'honnêteté et l'objectivité

sont poliment mais clairement mises en cause. Fin.

J'ai cru voir qu'il existait une autre vidéo plus longue sur Internet.

Emmanuel Todd explique en gros que Le Monde se livre à une accusation à charge contre la Russie sur son implication en Ukraine en censurant systématiquement tous les faits qui pourraient démontrer le contraire. Donc à partir du moment où vous êtes amené à croire que les faits relatés par Le Monde composerait la situation de manière à orienter votre jugement, qui sera forcément faussé du fait qu'un certain nombre d'évènements ne seront pas portés à votre connaissance, tout cela pour justifier la politique de l'Otan en Ukraine et le soutien que lui apporte le gouvernement français.

Todd insiste en précisant que les médias britanniques ou américains fournissent à leurs lecteurs également les faits qui sont plutôt à l'avantage de la Russie, laissant les lecteurs se faire leur propre idée. Ce qui ne correspond que partiellement à la réalité en citant le New York Times ou le Washington Post qui font partie de la presse de l'oligarchie qui ont couvert jusqu'à nos jours toutes les falsifications de l'histoire commises par les représentants de la classe dominante, ce dont Rockefeller c'était d'ailleurs félicité publiquement.

Parole d'internaute.

Ca pue.

- Le fascisme ne s'use que quand on s'en sert.

- Quand c'est l'heure, c'est l'heure, mais avant l'heure ce n'est pas l'heure, et après l'heure ce n'est plus l'heure.

- Comment préparer le terrain (social) au développement du fascisme tout en le dénonçant pour ne pas être accusé de faire son lit ou apparaître comme un démocrate alors qu'on en est le complice.

- Manipulation des consciences : Provocation - réaction - condamnation - récupération.

- Recourir à toutes sortes de provocations à l'aide d'agents acquis à votre stratégie ou recrutés pour l'occasion.

- Recourir à des pratiques illégales ou violentes sans les qualifier de la sorte, pour accuser ensuite ceux qui en sont victimes de recourir aux mêmes méthodes puisqu'ils n'en existent pas d'autres pour les faire cesser.

- Pour inverser cause et conséquence, moyen et objectif sans être contredit ou pris en défaut, il faut à la base un consensus entre le gouvernement et les médias.

- Ils diabolisent l'extrême droite en France et la soutiennent en Ukraine en la faisant passer pour nationaliste, démocratique, populaire.

1- "*...les femens qui font une manifestation illégalle, incitent à la haine, diffamation, et sont en délit de nudité, et délit de salut nazi, ne seront pas inquietés, car protégés (ou envoyés?) par le PS, comme le petit journal.*"

2- "*Femens financées par ??? Georges Soros, quand on sait ça on a tout compris.*"

Les Femens ont participé aux massacres d'Odessa il y a un an, on mettra en ligne demain un article qui le prouve en photos.

Socialisme ou fascisme.

- Ukraine: La vérité a été assassinée - Dr. Paul Craig Roberts - mondialisation.ca 30.04

Le régime d'Obama, ses monstres néocons et ses vassaux européens ont ressuscité un gouvernement nazi et l'ont installé en Ukraine, comme le démontre cette déclaration d'Elena Bonkarenko, membre du parlement ukrainien.

Les médias occidentaux dressent un compte-rendu fictif des événements en Ukraine. Le coup d'État monté par le régime d'Obama, qui a renversé un gouvernement démocratiquement élu en Ukraine, n'est jamais mentionné. Pas un mot non plus sur les milices arborant des symboles nazis, qui sont les principaux responsables de la violence infligée aux populations russophones à l'origine de la formation des républiques sécessionnistes. Au lieu de rapporter les faits, les médias occidentaux corrompus relaient la propagande de Washington qui accuse la Russie d'avoir envahi l'est et le sud de l'Ukraine en vue de l'annexer. Les politiciens britanniques et européens répètent aveuglément les mensonges de Washington.

Les médias occidentaux se font complices de nombreux crimes de guerre qu'ils couvrent de mensonges, mais toutes les faussetés qu'ils rapportent à propos de l'Ukraine constituent le tissu de mensonges le plus audacieux qui soit. En vérité, dans le monde occidental, on a assassiné la vérité. La vérité n'est respectée dans aucune capitale occidentale.

Le coup d'État en Ukraine est une tentative de Washington de planter un poignard dans le coeur de la Russie. Pour minimiser l'imprudence d'un tel acte criminel, on a fait croire à une révolution populaire contre un gouvernement corrompu et oppresseur. Le monde devrait réaliser avec stupéfaction que le retour de la démocratie n'est qu'un écran de fumée orchestré pour masquer la résurrection d'un état nazi. Fin.

Quand l'AFP devient l'agence de presse du fascisme.

- Ukraine: Odessa rend hommage aux 48 prorusses et pro-ukrainiens morts il y a un an - AFP

Odessa, ville russophone du sud de l'Ukraine, rendait samedi hommage aux 48 morts, principalement des prorusses, qui ont péri il y a un an dans un incendie après avoir attaqué et tué des partisans de Kiev. AFP 02.05

1- Amalgame entre résistants au fascisme et partisans du fascisme.

2- L'AFP les met sur un pied d'égalité légitimant le fascisme.

3- Pire encore, à en croire l'AFP le fascisme serait une réponse à la violence commise par des éléments antidémocratiques ou incontrôlés, des terroristes.

4- En conclusion. Le fascisme ne doit pas être blâmé puisqu'il serait dépositaire du droit et de la démocratie, ce qui est tout à fait respectable et la boucle est bouclée pour vous inviter à rejoindre les rangs de l'extrême droite et couvrir ses crimes monstrueux.

ACTUALITÉ DU JOUR

Jaserie.

- Brighelli : Madame la Ministre, les pseudo z'intellectuels vous saluent bien ! - Le Point

Brighelli n'a pas digéré que Najat Vallaud-Belkacem charge les "pseudo z'intellectuels" qui "commentent la réforme du collège sans avoir lu les textes". Il répond.

Madame la Ministre,

Est-ce à Sciences Po que l'on vous a appris qu'un mensonge répété dix fois finit par devenir une vérité ? Ce que vous affirmez jeudi à RTL sur le collège 0.0, comme je l'ai appelé dès son dévoilement, et les programmes 100 % pédagos écrits pour mettre un peu plus de vide dans une structure décérébrée est faux de la première à la dernière ligne.

Dans la ligne de mire

Vous fustigez "des éditorialistes, des polémistes, des pseudo-intellectuels" : en clair, tout ce qui pense en France. Voulez-vous que je mette des noms sur les gens qui tirent à vue sur votre réforme ? Éditorialistes comme Natacha Polony ou Éric Conan, polémistes comme votre serviteur, et intellectuels comme Régis Debray, Jean-Claude Michéa, Michel Onfray, Marc Fumaroli ou Michel Zink. Droite et gauche confondues. Parmi cent autres. Depuis trois ans, tout ce qui n'appartient pas à la tribu des béni-oui-oui se voit retirer l'étiquette de penseur. À force d'exclure, il ne vous reste plus personne, sinon ces grandes inintelligences convoquées justement pour écrire les programmes dans le sens qui vous plaisait. Voulez-vous mettre en balance Laurent Lafforgue, mathématicien, médaille Fields, qui s'indigne, avec tant d'autres, de ce que vous faites à la culture, et Laurence de Cock (qui ça ?) qui s'en réjouit ? Croyez-vous vraiment que la démolition qu'esquisse Régis Debray de votre "école Nutella" (moins on en a, plus on l'étale) soit contrebalancée par l'approbation de François Jarraud (qui ça ?) dans Le Café pédagogique ? Le malheureux ne trouve à reprendre à vos programmes qu'un infime détail - mais qui vaut le détour. La seule "vraie faiblesse" de ces programmes, écrit-il, est "dans l'enseignement du fait religieux. Pas en ce qui concerne la chrétienté médiévale ou antique ou encore l'islam médiéval. Tout cela est au programme comme les Lumières. C'est le fait religieux au XXIe siècle qui mériterait probablement d'avoir davantage de place". Tel quel. Pas assez d'islam. Pas assez de communautarismes. Pas assez de culpabilité occidentale.

Passons sur le fait que s'attaquer aux intellectuels est une manoeuvre essentiellement populiste qui rappelle des heures sombres au goût d'huile de ricin. Mais sur le fond, qu'avez-vous vraiment apporté - à part des arguties qui ressemblent à des "contre-vérités, voire des mensonges absolus", comme vous le dites vous-même ? Vous connaissez l'histoire de l'arroseur arrosé ?

La vraie réforme

La vraie réforme, elle est là, décryptée en détail par de vrais profs - pas les bras cassés des pédagogies rances convoqués pour remplir les rangs du Conseil supérieur des programmes, comme je l'ai raconté par ailleurs. La dernière réforme, celle de Xavier Darcos, contrairement à ce que vous affirmez, remettait de la chronologie dans des programmes impressionnistes élaborés sous Jack Lang. Bien sûr que les trois religions monothéistes étaient étudiées, entre la sixième et la cinquième. Et tant mieux. Le hic, comme je l'ai expliqué ici même, c'est qu'à présent, l'Occident médiéval, l'humanisme, les Lumières sont devenus optionnels, alors que l'islam est resté obligatoire. Éteindre les Lumières ! Et vous voudriez que ça ne fasse pas jaser ? Vous l'auriez écrit pour titiller l'extrême droite que vous ne vous y seriez pas prise autrement.

Le problème, c'est qu'il n'y a pas que l'extrême droite, ces temps-ci, à pleurer sur la disparition du "roman national". Pas que l'extrême droite pour constater que toutes vos bonnes paroles suppriment, de fait, des heures d'enseignement précieuses en français, en langues et en maths. Pas que l'extrême droite à souhaiter, au plus vite, le changement.

Une grève qui n'a rien de corporatiste

Le 19 mai, les principaux syndicats enseignants appellent à faire grève contre cette réforme inique. Je supplie les lecteurs qui ordinairement critiquent le droit de grève enseignant que, cette fois encore, il en va vraiment de l'avenir de leurs enfants. Si ça passe, c'est fichu.

Vous supprimez, après tous vos prédécesseurs, des heures précieuses surtout pour ceux que vous dites défendre - ceux qui comme vous ne sont pas nés avec une cuillère en argent et la langue française dans la bouche. Vous leur déniez l'école dont vous avez bénéficié. Tout comme, en autorisant des mères voilées à escorter des élèves lors de sorties scolaires, vous leur déniez la laïcité dont vous avez profité. Vous vous débrouillez si bien que c'est dorénavant l'extrême droite qui a rapatrié chez elle ces beaux mots de République et de laïcité. Et la notion de transmission des savoirs. Bravo ! Pour quelqu'un dont j'ai pistonné auprès de mon éditeur, au nom de la liberté d'expression, le livre que vous avez coécrit avec Guillaume Bachelay contre le Front national, c'est tout de même un peu surprenant.

Ou pas si surprenant que ça, au fond. Sous prétexte d'égalitarisme, vous faites le jeu de la classe à laquelle vous aspiriez d'appartenir - ça y est, c'est fait. Ceux qui mettent leurs enfants dans les bonnes écoles - privées, souvent - de Paris intra-muros. Le Collège Najat sera un collège de privilégiés - ou ne sera pas, ce qui est l'hypothèse que je retiens, de mon côté.

À propos, où sont inscrits vos propres enfants ? lepoint.fr 01.05

ACTUALITE EN TITRES

L'or des ordures aux vendus.

- 24 Rafale vendus au Qatar : les secrets d'un contrat en or - LeParisien.fr

Faits divers institutionnels

- Fragilisée en Allemagne, Angela Merkel sommée de s'excuser en France - Le Huffington

- Défilé du 1er-Mai du FN : un quadruple flop pour Marine Le Pen - Francetv info

- Les patrons plus populaires que les syndicats et les hommes politiques, selon un sondage - Francetv info

Leur pion est déjà usé jusqu'à la corde

Vont-ils l'adouber une seconde fois ou vont-ils bientôt nous vendre son successeur, celui qu'ils auront désigné ?

- Hollande en fâcheuse posture pour 2017, trois ans après son arrivée l'Elysée - AFP

Après trois ans à l'Elysée, François Hollande entre dans la dernière ligne droite de son quinquennat avec un bilan qui hypothèque lourdement ses chances pour 2017. AFP 01.05

- Au bout de trois ans, le bilan de François Hollande est négatif pour 81% des Français, selon un sondage Francetv - info

Déni.

- Viols d'enfants en Centrafrique: l'ONU nie avoir cherché à étouffer l'affaire - AFP

Et les affaires continuent pendant ce temps-là

- Chevron annonce un bénéfice trimestriel supérieur aux attentes - Reuters

Chevron, deuxième compagnie pétrolière américaine, a fait état vendredi d'un bénéfice au premier trimestre supérieur aux attentes de Wall Street, de fortes marges sur le raffinage et une réduction de ses coûts lui ayant permis de limiter l'impact de la chute des cours du brut.

Le bénéfice net est ressorti à 2,57 milliards de dollars (1,37 dollar par action) contre 4,51 milliards de dollars (2,36 dollar par action un an plus tôt.

"La bonne chose avec ce trimestre, c'est qu'il est fini", a commenté Fadel Gheit, analyste chez Oppenheimer à New York. "La réduction des coûts va se poursuivre et les prix du pétrole vont lentement remonter, ce qui améliorera les marges."

La division de production de pétrole aux Etats-Unis a été déficitaire mais les bénéfices de l'unité de raffinage ont plus que doublé, à 1,42 milliards de dollars, la baisse de plus de 40% des cours du brut depuis juin dernier ayant gonflé les marges. Reuters 01.05

+21%

- Lloyds améliore marge et bénéfice au premier trimestre - Reuters

Effondrement en toile de fond.

- Le ralentissement économique surprise aux Etats-Unis et au Royaume-Uni préfigure-t-il une nouvelle méga crise ? - Atlantico.fr

- Les économies d'Asie peinent, mesures de soutien attendues - Reuters

- L'industrie a été à la peine en avril au Japon - Reuters

- La croissance dans le secteur des services ralentit en Chine - Reuters

Au-dessus de tout soupçon.

- Viols d'enfants en Centrafrique: L'ONU juge «offensant» d'être accusé d'avoir étouffé l'affaire des - 20minutes.fr

Syriza tombe le masque.

- Athènes évoque des concessions, l'Europe prête à tout - Reuters

L'UE se jette à la mer ! Vous pouvez la jeter où nous voulez.

Ces Etats policiers...

- Six policiers de Baltimore vont être inculpés pour meurtre - Reuters

- La police turque réprime une manifestation à Istanbul - Reuters

- Burundi: le gouvernement lie la contestation à "une entreprise terroriste" - AFP

- Au Burundi, le gouvernement voit désormais les manifestants comme « des ennemis du pays » - LeMonde.fr

Complaisamment et non innocemment l'AFP et Le Monde relaient la propagande du gouvernement, c'est la mondre des choses...

Stratégie du chaos et de la guerre

Bagdad à nouveau frappé par un attentat meurtrier - LeMonde.fr

Un attentat à la voiture piégée a fait près de 15 morts samedi dans la capitale irakienne. Suite »Bagdad à nouveau frappé par un attentat meurtrier LeMonde.fr 02.05

Plus de 3 400 migrants secourus par la France et l'Italie près des côtes libyennes - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- - Six policiers de Baltimore vont être inculpés pour meurtre - Reuters

Six policiers de Baltimore vont devoir répondre de plusieurs chefs d'inculpation dont ceux de meurtre et de violences volontaires pour leur rôle dans la mort de Freddie Gray, un Noir de 25 ans décédé des suites de blessures subies après son interpellation, a annoncé vendredi la procureure de la ville.

Marilyn Mosby a précisé que Freddie Gray, mort le 19 avril, une semaine après son arrestation, avait été victime d'une grave blessure au cou après avoir été menotté à l'intérieur d'un fourgon de police. Elle a ajouté que les policiers lui avaient refusé une aide médicale alors qu'il l'avait réclamée à au moins deux reprises.

Des mandats d'arrêt ont été émis à l'encontre des policiers inculpés dans ce dossier, a-t-elle dit.

Outre le meurtre et les violences volontaires, les chefs d'inculpation incluent l'agression et l'incarcération sans motif valable, a précisé la procureure lors d'une conférence de presse.

Elle a expliqué que le médecin légiste chargé du dossier avait conclu à un homicide et qu'il jugeait que ses blessures à la colonne vertébrale étaient dues au fait que, menotté, il n'avait pas pu se protéger contre les chutes pendant le trajet dans le fourgon de police.

Freddie Gray ne respirait plus lorsqu'il a été extrait du fourgon, a déclaré Marilyn Mosby lors de sa conférence de presse.

Les six policiers concernés étaient déjà suspendus dans cette affaire, qui a conduit la justice fédérale à ouvrir une enquête. Reuters 01.05

1.2- Nouvelle manifestation pour Freddie Gray à Baltimore - LeMonde.fr

Au lendemain de l'annonce de poursuites contre six policiers impliqués dans la mort du jeune homme noir, des milliers de personnes ont défilé dans le calme samedi. Suite »Nouvelle manifestation pour Freddie Gray à Baltimore. LeMonde.fr 02.05

1.3- Joe Biden menace l'Iran de guerre - french.irib.ir

Le vice-président US a menacé, jeudi, l'Iran d'une intervention militaire : "Washington pourrait, parfaitement, entrer en guerre contre l'Iran, si cela s'avère nécessaire. C'est un risque que les Etats Unis devront accepter, si l'Iran se dirige vers la fabrication de la bombe atomique". Et Biden de surenchérir : "La meilleure armée du monde - ndlr : l'armée US- est prête. Ne prenez pas à la légère mon ami Obama. C'est un pisteur en acier, qui pourrait tout faire, pour protéger ses alliés.

Biden a, ensuite, évoqué la décision du Pentagone de faire escorter les bateaux américains, et ce, depuis, l'arraisonnement d'un bateau US, par l'Iran : "Obama a bien donné l'autorisation d'attaquer, militairement, l'Iran. Avant Obama, une telle

mesure n'existait pas". Biden exige l'inspection des sites militaires iraniens et la levée, par étape, des sanctions US, en allant à rebours des exigences légitimes iraniennes. french.irib.ir 01.05

1.4- Plan du Congrès US: le Hezbollah d'Irak réagit.... - french.irib.ir

Le Hezbollah d'Irak a dénoncé, dans un communiqué, le projet de loi du Congrès US visant à armer les Sunnites et les Kurdes d'Irak : "Il va sans dire que les Congressistes américains, en proposant d'armer les Sunnites et les Kurdes ne cherchent qu'à provoquer l'implosion de l'Irak.

C'est un plan américano-sioniste contre lequel les brigades du Hezbollah se battront, lit-on, dans le texte. Le Hezbollah appelle, ensuite, les partis politiques irakiens à ne pas baliser le terrain au démembrement du pays. L'association des oulémas sunnites d'Irak a dénoncé, elle aussi, dans un communiqué, jeudi, "le plan US", qui ne cherche qu'à semer la discorde, dans les rangs des Irakiens, à provoquer l'implosion du pays. french.irib.ir 01.05

2- Inde

- Un parti nationaliste hindou réclame la stérilisation des musulmanes - french.irib.ir

En Inde, le climat se déteriore chaque jour un peu plus entre les différentes communautés religieuses qui forment le pays.

Une responsable d'un parti nationaliste hindou a déclaré qu'il fallait stériliser les musulmans et les chrétiens.

La vice-présidente du parti nationaliste extrêmiste All India Hindu Mahasabha, Deva Sadhvi, a provoqué une vive polémique en soumettant l'idée de stériliser les femmes musulmanes et chrétiennes afin de diminuer leur nombre. Des propos qui ont provoqué un tollé général dans un pays où les nationalistes sont au pouvoir et les minorités victimes de l'intégrisme hindou.

« Le gouvernement devrait imposer la stérilisation aux musulmans et aux chrétiens, de manière à ce que leur nombre ne puisse augmenter » en rajoutant qu'il fallait « installer des statues des divinités hindoues dans les églises et les mosquées ».

Les déclarations d'un responsable du plus ancien parti nationaliste du pays sonnent comme un avertissement pour les minorités chrétiennes et musulmanes déjà victimes de l'intégrisme hindou. Le Conseil global des chrétiens indiens (GCIC) a vivement condamné les propos de Deva Sadhvi, qualifiant les paroles de « délirantes, filles de l'idéologie Hindutva (« L'Inde aux hindous »), contre les communautés minoritaires en Inde ».

« Ces attaques contre les minorités sont anticonstitutionnelles. Nous demandons au premier ministre indien, Narendra Modi, d'intervenir et de garantir la sécurité de tous les citoyens et de toutes les communautés qui composent la société indienne » conclut le texte signé par Sajan George, président du GCIC.

Depuis la victoire de Narendra Modi, l'Inde est dirigé par un parti d'extrême droite particulièrement conciliant avec les intégristes hindous qui battent et obligent les minorités musulmanes et chrétiennes à se convertir à l'hindouisme. french.irib.ir 29.04

3- Yémen

3.1- Yémen: un officier de haut rang, assassiné - french.irib.ir

Deux individus, à l'identité inconnue, ont assassiné un haut gradé yéménite, à Sanaa. Selon la chaîne Al-Mayssara, le général de brigade Al-Zamaki a été tué de cinq balles, au moment où il se rendait à la prière du vendredi. Ce général de brigade était l'un des responsables de la force de l'Air yéménite, qui avait, à maintes reprises, fait connaître ses vives protestations contre les attaques saoudiennes contre le Yémen. french.irib.ir 02.05

3.2- Yémen: un drone US abattu - french.irib.ir

Le site d'informations yéménite Press a rapporté que la batterie de DCA, déployée au Nord de la province de Saada, près des frontières saoudiennes, a détruit un drone d'espionnage appartenant à l'armée américaine. french.irib.ir 02.05

4- Israël

- Tel-Aviv s'apprêterait à bombarder Damas - french.irib.ir

Selon le journal "Al-Manar" de la Palestine, une réunion, à huis clos, aurait eu, récemment, lieu, à Tel-Aviv, où il aurait été question

de bombarder Damas. "Selon des sources proches de cette réunion, plusieurs pays envisageraient d'attaquer les positions de l'armée syrienne, en coordination totale avec Israël". "Al Manar" de la Palestine dit avoir à sa disposition des informations, selon lesquelles les frappes de l'aviation sioniste "viseraient, à la fois, les positions du Hamas, du Hezbollah et de l'armée syrienne". "Les terroristes anti-Assad sont bien installés, sur le sol syrien, et ils sont en contact régulier et direct avec le régime d'Israël, et c'est de ce régime qu'ils recoivent des ordres".

Dans le même temps, les agneces d'information font état de l'avancée des troupes syriennes, dans des localités occupées d'Idleb. L'aviation syrienne bombarde, violemment, les terroristes. Le ministre syrien de la Défense s'est, récemment, rendu, en Iran. Les sources bien informées font état d'une alliance militaire fortifiée entre l'Iran et la Syrie, qui pourrait ne pas être sans lien avec les plans israéliens. french.irib.ir 02.05

5- Arabie saoudite

- Arabie: l'ex-prince héritier dénonce "Tempête décisive" - french.irib.ir

Le prince Moqran Ben Abdellah, limogém voici trois jours, de son postem par le roi Salman, est sorti, vendredi, du silence, en publiant, sur sa page personnelle, un communiqué, où il condamne l'offensive militaire contre le Yémen. "En déclenchant l'offenisve "Tempête décisive", l'Arabie saoudite est entrée, en termes politiques, économiques et militaires, dans une phase délicate, phase, dont elle paiera le prix, dans un avenir proche. Ce sera le pays et le peuple saoudien qui en feront les frais. J'ai fait part de ma protestation contre cette guerre au roi et exposé, dans une lettre, les impacs néfastes d'une telle décision, impacts, à la fois, militaires et économiques. J'ai, aussi, évoqué les effets négatifs de cette guerre, sur nos relations régionales et internationales. Or, aucune réponse ne m'a pas été donnée, personne n'y a fait attention...Le fils du roi a pris, à lui seul, la décision d'attaquer le Yémen ...Je lance un appel au pied à tous ceux qui aiment et chérissent la famille royale, pour qu'ils déploient, le plus sérieusement, des efforts, et mettent un terme à cette guerre Arabie /Yémen, et fassent en sorte que la raison l'emporte sur les sentiments. J'appelle, plus expressément, les pays participant à la coalition de cesser leurs activités militaires, de retirer leurs forces du sol saoudien, d'aider à ce que les tensions baissent, de faire tout, pour sauver le peuple et le gouvernement saoudien". french.irib.ir 02.05

ECONOMIE

Russie

Poutine ratifie un accord dotant les BRICS d'un fonds de 100 milliards de dollars - latribune.fr

Le président russe Vladimir Poutine a ratifié samedi l'accord portant sur la création d'un fonds commun de réserves pour les pays émergents des Brics, signé en juillet par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du sud.

"L'accord sur la création d'un fonds commun de réserves de change des pays des Brics est ratifié", annonce un document du Kremlin, cité par l'agence de presse russe RIA Novosti.

Ce fonds devrait être doté de 100 milliards de dollars (89,2 milliards d'euros), selon les termes de l'accord signé par les cinq pays des Brics à Fortaleza, au Brésil, le 15 juillet 2014.

La Russie compte participer à hauteur de 18 milliards de dollars, à l'instar de l'Inde et du Brésil, loin derrière les 41 milliards promis par la Chine. Le fonds sera complété par l'Afrique du sud qui mettra cinq milliards de dollars sur la table.

Selon la déclaration finale signée par les Brics à Fortaleza, ces 100 milliards de dollars leur permettront d'éviter "les pressions à court terme sur les liquidités" et de "promouvoir une plus grande coopération" entre eux.

Ce fonds est aussi perçu par Moscou comme une autre solution que les institutions financières internationales dominées par les Etats-Unis, avec qui la Russie connaît de vives tensions depuis le début de la crise ukrainienne.

Les Brics, qui représentent 40% de la population et un cinquième du PIB de la planète, ont également signé en juillet un accord pour la création de leur propre banque, posant la première pierre d'une nouvelle architecture financière face à l'hégémonie occidentale.

Cette nouvelle banque, dont le siège sera à Shanghaï et qui est destinée à financer les grands travaux d'infrastructures, sera dotée d'un capital initial de 50 milliards de dollars. (AFP) latribune.fr 02.05

Haut de page

Le 5 mai 2015

CAUSERIE

Quelques extraits de lectures...

1- OTANazi.

- L'OTAN derrière un site Internet de chasse aux sorcières en Ukraine

Un site internet ukrainien controversé disséminant des informations personnelles relatives aux «ennemis de l'Etat» serait géré depuis Tallinn par l'unité de cyberdéfense de l'OTAN. Face au scandale, le site est passé hors ligne ce samedi.

Il a été révélé que le Centre conjoint d'excellence de cyberdéfense de l'OTAN [?CD-COE] fournissait un soutien à Mirotvorec, un site internet opéré par des nationalistes ukrainiens avec une base de données sur «les ennemis de l'Etat».

Par "nationalistes ukrainiens", lire les fascistes ou néonazis.

2- 11 septembre 2001. Un sondage qu'on ignorait

- Un sondage New York Times/CBS News du 14 octobre 2006 révèle que huit Américains sur dix doutent de la version gouvernementale. Faire part d'un tel doute est empêché dans les grands médias français. Ceux qui le font se voient chassés d'un paysage médiatique qui bafoue la liberté d'expression, dont il se drape, en théorie.

Sur un sujet si crucial, nous observons une cruelle défaillance journalistique en France, l'absence de débat contradictoire et ce fait curieux : les détracteurs de la version Bush sont attaqués, diffamés, disqualifiés.

Non, mais la France est un pays farouchement réactionnaire... Pouvez-vous nommer un seul parti qui aurait dénoncer la version de Bush ? Aucun. Le reste est à l'avenant et ne devrait pas vous étonner.

3- De Gladio à Charlie.

- ...un journaliste américain de premier plan, le Dr Paul Craig Roberts, ex-secrétaire adjoint au Trésor dans l'administration Reagan et rédacteur en chef adjoint du Wall Street Journal, a osé se demander si « Washington a ressuscité l'Opération Gladio, qui consistait en des bombes que la CIA faisait exploser contre des cibles européennes après guerre, dont Washington accusait les communistes, pour détruire leur influence dans les élections européennes. Exactement comme on laissait croire au monde que les communistes étaient derrière les attaques terroristes des opérations Gladio, les musulmans sont accusés des attaques contre le magazine satirique français. La question romaine est toujours : À qui cela profite-t-il ? La réponse est : pas la France, pas les musulmans, mais l'hégémonie étasunienne dans le monde. C'est cela qu'entretient la CIA. Cette hégémonie est la politique étrangère néoconservatrice imposée des États-Unis. »

ACTUALITÉ DU JOUR

La barbarie ou la vraie nature du PS.

Le PS, c'était avant tout le parti de la guerre, de la pire réaction, comment a-t-on pu l'occulter si longtemps sans en être le complice, sans porter la terrible responsabilité de la situation actuelle ? C'est la question qu'on est en droit de poser à nos dirigeants actuels et ceux qui les ont précédés depuis 1945.

En faisant croire qu'il était traversé par des contradictions liées à son origine ouvrière, alors qu'il avait définitivement rompu avec elle depuis un siècle, en portant cette illusion à bout de bras pour en tirer profit au détriment des intérêts fondamentaux des travailleurs contre lesquels il combattait en réalité et ne cesserait de combattre par la suite. C'est exactement comme si on avait soutenu la bourgeoisie sans tenir compte que son rôle progressiste historique appartenait désormais au passé et qu'elle était devenue l'ennemi à abattre.

Le mouvement ouvrier a été manipulé par ses dirigeants de telle sorte à entretenir cette illusion criminelle qui devait à terme lui être fatale. La confusion des genres devait mener à leur uniformité sous l'égide du réformisme auquel tous allaient succomber ou faire allégeance en creusant sa tombe, la leur. Les sables mouvants du réformisme allaient engloutir le mouvement ouvrier, il suffirait à un moment donné de retirer le tapis (d'illusions) qui recouvrait le gouffre sur lequel il reposait pour qu'il y soit précipité. En désespoir de cause, il ira jusqu'à s'en remettre à son bourreau, ce qui signifiera qu'il était bien tombé en dessous de tout ou devenu totalement étranger au socialisme, et qu'il lui serait très difficile de s'en remettre à défaut de comprendre le processus qui avait causé sa perte. Son salut, il ne peut l'entrevoir qu'en renouant avec son indépendance de classe qu'incarne le marxisme, en rompant ses liens avec tous les représentants du régime déguisés en socialistes ou en communistes et qui sont en réalité des piliers du régime capitalistes.

On peut s'étonner que le déni et l'imposture servent aujourd'hui de mode de gouvernance au gouvernement, alors que c'est la suite logique et annoncée des pratiques que par opportunisme on n'a pas cessé de couvrir. Quant on observe comment l'ultra réactionnaire et impérialiste Fabius rivalise de zèle avec la pire pourriture néolibérale américaine ou sioniste, et qu'on a en mémoire qu'un candidat à l'élection présidentielle (Schivardi en 2002) était prêt à s'effacer en sa faveur s'il se présentait, peut importe sur quel programme puisque celui qu'il aurait appliqué aurait été forcément tourné contre les travailleurs, aucun doute n'était permis en la matière, on a là jusqu'à la caricature l'expression du pire opportunisme qui soit qui a littéralement tué le mouvement ouvrier.

Les appels à voter pour les candidats du PS (ou du PCF) par tous les partis sans exception pendant près de 70 ans, allaient lui servir de légitimité pour continuer son oeuvre destructrice, dislocatrice du mouvement ouvrier.

C'est lui qui allait être chargé de développer les ONG en tous genres qui auront pour tâche d'accompagner la politique de privatisation des services publics, de compenser l'absence de réformes progressistes et la liquidation de nos droits collectifs par des mesures individuelles pour en limiter les conséquences négatives chez les couches les plus défavorisées de manière à pouvoir les imposer à l'ensemble des travailleurs. Les ONG dont la nature est liée au régime en place, devaient s'emparer des questions ou des domaines que le mouvement ouvrier n'était plus en mesure d'aborder ou traiter du fait de sa soumission complète au capital, non pas pour les résoudre ou les orienter dans une direction conforme aux besoins des travailleurs ou de la population en général, mais pour leur en faire supporter les conséquences, en les accusant d'en être responsables, ne s'attaquant pas au régime en place mais aux travailleurs.

Le PS et ses larbins de la pseudo-gauche et extrême gauche ainsi que les ONG dénonceront et s'attaqueront aux préjugés des travailleurs, tandis que l'extrême droit les instrumentalisera, de telle sorte qu'au lieu de se tourner vers la gauche ou l'extrême gauche devenues infréquentables, ils seront tentés de s'en remettre à l'extrême droite, ce qui était le but recherché, puisqu'à la prochaine étape, lorsque le parti de l'ordre et son supplétif ne pourront plus gouverner ou appliquer leur politique, la classe dominante en chargera l'extrême droite.

Chasser le PS du mouvement ouvrier, finir de disloquer le stalinisme, les affaiblir, les marginaliser, nécessitait non pas de s'adresser à leurs militants, encore moins à leurs dirigeants, mais à l'ensemble des travailleurs dont des millions ne se reconnaissaient pas dans ces partis. On fera exactement le contraire, en témoignant l'incapacité ou plutôt le refus de développer une politique indépendante du PS et du PCF ou du régime, au point que des militants issus de ces partis et ayant rejoint d'autres partis en arriveront plus tard à vanter leurs mérites, histoire de montrer qu'ils n'avaient jamais réellement rompu avec ces partis et qu'ils continuaient de trimballer les mêmes illusions au sein de leurs nouveaux partis jouant dorénavant le même rôle que le PS et le PCF hier pour le compte du réformisme, du régime.

Quand vous vous retrouvez face à face avec un serpent, vous ne vous demandez pas s'il aurait des qualités, s'il ne remplirait pas un rôle utile au sein de la chaîne des espèces comme prédateurs, non, c'est le spectre de la mort qu'il évoque pour vous et rien d'autres, il faut donc traiter la situation en conséquence, vous l'éliminer. C'est comme lorsque vous vous retrouvez face à une personne qui détient une arme et qui envisage d'en faire usage contre vous, dès lors vous avez deux attitudes possibles, soit attendre qu'elle en fasse usage et il sera alors trop tard pour réagir parce que vous serez mort, soit tirer le premier pour sauver votre peau.

Le PS et le PCF n'étaient pas seulement de faux amis, c'étaient nos ennemis, ils devaient donc être traités en conséquence. Et leurs militants qu'en faites-vous ? On a envie de dire qu'on les laisse là où ils sont puisqu'aucun argument que vous pourriez avancer ne les convaincrait de quitter leur parti, seule leur expérience au sein de leur parti y parviendra, à moins qu'admettant le bien-fondé de votre politique ils en viennent à vouloir en savoir plus sur leurs partis et découvrent la vérité qu'ils leur cachaient, mais bon, c'est accessoire, des exceptions sur lesquels on ne peut pas déterminer une ligne politique qui serait incompréhensible pour les millions de travailleurs auxquels on s'adresse.

Quand concernant ces partis on fait référence à des faits peu glorieux qui appartiennent à un passé plus ou moins lointain, soit leurs militants les admettent, soit ils les rejettent, ils peuvent aussi leur donner une toute autre interprétation que la vôtre jusqu'à la démagogie. Le PS a voté les crédits de guerre en 1914 parce que la guerre était devenue inévitable et pour qu'elle se termine le plus rapidement possible, ce ne fut pas le premier vote utile de la social-démocratie dégénérée ni le dernier, mais le plus cynique. Il y en a bien qui expliquent que soutenir Pétain était souhaitable car il aurait permis d'atténuer les effets de l'occupation allemande. Comme quoi on peut s'accommoder de tout ou tout justifier parce qu'il existerait pire ou pire encore serait possible, selon

la situation dans laquelle on se trouve ou notre statut social.

La bonne conscience ne s'embarrasse pas de principes, et il en va ainsi dans la vie quotidienne. C'est le niveau le plus vil et méprisant de la conscience car elle ne sert qu'à duper soi-même et les autres. On devrait plutôt dire absence de conscience, c'est elle qui guide le monde...

Hollande : "lune de miel" avec les parrains d'Al-Qaïda et Daesh qui bombardent le Yémen, détruisent l'Irak et la Syrie.

Grille de lecture.

- En signant "*ne déclaration commune franco-saoudienne portant sur une «feuille de route», politique, économique, stratégique et militaire*", Hollande encourage les plus désoeuvrés ou faibles parmi les couches les plus défavorisées du prolétariat susceptibles de verser dans le lumpenprolétariat, de rejoindre les barbares qui massacrent la population syrienne et irakienne, il en porte directement la responsabilité.

- Hollande et le PS alliés de régimes ploutocratiques, archaïques et féodaux, monarchiques, théocratiques, wahabbites, fanatiques, dictatoriaux, après cela le FN qui n'a pas encore fait ses preuves au gouvernement passera pour démocratique et progressiste, sans rire, comme le PS hier ! Sérieusement, sans déconner, puisqu'il est impossible d'imaginer pire que les actes monstrueux d'une cruauté inouïe commis par l'Emirat islamique, Al Nosra ou Al-Qaïda sur des civils, hommes, femmes, enfants ou vieillards que Hollande et le PS soutiennent, à côté le FN avec ses blagues racistes ou ses bastons xénophobes c'est de la rigolade !

- La soumission du PS à l'oligarchie financière arabo-sioniste est totale. Nous invitons nos lecteurs à se poser une seule et unique question : Mais c'était quoi au juste ce parti qui s'est fait passer pendant si longtemps pour un parti progressiste, républicain, démocrate, socialiste, alors qu'en réalité il était foncièrement l'inverse, réactionnaire ?

- François Hollande en pleine lune de miel saoudienne - Libération

- Kaboul et les taliban discutent au Qatar - Reuters

- François Hollande s'affiche en allié des pays du Golfe - LeMonde.fr

- François Hollande au Qatar pour un important contrat militaire - AFP

François Hollande assiste lundi au Qatar à la signature d'un important contrat de vente d'avions de combat Rafale avant de rejoindre Ryad où le président français sera mardi le premier chef d'Etat occidental invité d'un sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Après cette cérémonie de signature, le président français s'envolera dans l'après-midi pour l'Arabie saoudite où il s'entretiendra en soirée avec le roi Salmane.

Il sera ainsi le premier chef d'Etat occidental reçu en Arabie depuis le vaste remaniement annoncé la semaine dernière à la tête du royaume, premier exportateur mondial de brut.

Le roi Salmane, qui a accédé au trône en janvier, a fait de l'un de ses neveux le nouveau prince héritier, de l'un de ses fils le second dans l'ordre de succession et de l'actuel ambassadeur à Washington le nouveau chef de la diplomatie saoudienne.

Une déclaration commune franco-saoudienne portant sur une "feuille de route" politique, économique, stratégique et militaire sera signée à l'occasion de cette visite, a indiqué la présidence française.

Mardi matin, François Hollande devrait s'entretenir aussi avec l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri. Puis il sera l'hôte d'un sommet extraordinaire du CCG réunissant l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, Oman, le Koweït et le Qatar.

Il sera l'"invité d'honneur" de ce sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG), invitation sans précédent pour un chef d'Etat occidental depuis la création de cette instance en 1981.

Outre le Yémen, le programme nucléaire de l'Iran, grand rival chiite des monarchies sunnites du Golfe, et la lutte contre le groupe Etat islamique en Irak et en Syrie seront à l'ordre du jour de cette rencontre.

A l'ordre du jour: le programme nucléaire de l'Iran, grand rival chiite des monarchies sunnites du Golfe, la lutte contre le groupe Etat islamique en Irak et en Syrie et la guerre au Yémen, conduite par une coalition sous commandement saoudien.

"Nous sommes maintenant un partenaire majeur de la région", s'est félicité un haut responsable français.

Les monarchies du Golfe, à commencer par l'Arabie saoudite, louent la fermeté française dans la négociation avec Téhéran sur son programme nucléaire, soupçonné de dissimuler des fins militaires, doutant en revanche de celle de l'administration américaine.

"Je souhaite un accord, mais un accord solide, durable et vérifiable, qui empêche la prolifération nucléaire et garantisse la sécurité régionale", a encore réaffirmé M. Hollande dans une interview à la presse saoudienne.

Signe des temps: l'ensemble de la nouvelle direction saoudienne était à l'aéroport pour accueillir M. Hollande, le roi Salmane, son neveu, Mohammed ben Nayef, nouveau prince héritier, et son fils, le prince Mohammed ben Salmane, second dans l'ordre de succession.

Pour tenter d'empêcher une rébellion chiite, soutenue par l'Iran, de prendre le contrôle de l'ensemble du Yémen, frontalier de l'Arabie saoudite, la coalition menée par Ryad multiplie les raids aériens.

Tous les Etats membres du CCG y participent, à savoir, outre l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït et le Qatar, à l'exception toutefois du sultanat d'Oman. AFP 03 et 04.05

En complément. En famille.

- Vente de Rafale: félicitations de Bertrand (UMP) et Lagarde (UDI) - AFP

Commenntaire d'internaute.

1- "La France alliée et débitrice des pétromonarchie obscurantistes, dont tout le monde sait qu'elles financent le terrorisme islamique (du mécénat de quelques princes paraît-il).

En échange de quelques contrats de rafales et "d'investissements" (psg, hotels, voire...banlieues) et de conférences grassement rémunérées pour homme politique divers (sarko le premier...)"

2- "Ainsi nous voilà les alliées objectifs des terroristes islamiques Daesh et autres Al Nosra qui ravagent la Syrie pour faire tomber le pouvoir actuel, comme on l'a fait avant en Libye avec les conséquences que l'ont sait.

On applaudit quand les Saoudiens bombardent une minorité au Yemen sous prétexte qu'elle est Chiite et soutenu par l'Iran (ce qui est faux, et quand bien même), déjà 3000 morts en majorité des civils comme toujours. Et ce alors même qu'une partie du pays est déjà conquise par Daesh qui combat ces mêmes pauvres Houtis qui ont pour seul tord d'avoir une religion qui s'apparente de loin au chiisme. Les masques tombent, nous sommes les alliés de Daeh et d'Al Qaeda puisque nous avons les mêmes ennemis et les mêmes amis et créanciers.

La France a donc pris le parti des régimes wahhabites dont le bras armé est le terrorisme islamique. Pour quelques contrats, et un vague projet de remodelage du Moyen Orient où elle serait sensée avoir quelques miettes après le roi US et nos amis anglais et turcs."

3- "Quand on se dit de gauche , attaché aux principes des droits de l'homme , courber l'échine devant ces dictateurs de l'Arabie saoudite et du Qatar est une erreur politique majeure !.....

Ces avions ne rapporterons rien à la France, seulement sa soumission aux pays qui soutiennent financièrement les terroristes !"

Apparemment vous n'avez pas compris ce que signifie être de gauche et ce qu'est le PS. Car il ne s'agit pas d'une "erreur politique majeure", Hollande décide en parfaite connaissance de cause, son choix choix ou son alignement politique est délibéré et correspond aux besoins exprimés par l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste par la voix des néolibéraux américains et Netanyahu dont Hollande est le porte-parole dans le monde, il est leur président en France.

Tenez, voilà qui devrait vous aider à réfléchir.

Extrait d'un article paru dans le portail Arrêt sur Info :

EIIL au Yemen : on est là !

L'État Islamique vient de déclarer officiellement sa présence au Yémen, déjà déchiré par la guerre, dans une vidéo en ligne, menaçant d'égorger les rebelles houthi

Une fois de plus l'EI et Al Qaida sont au service des intérêts stratégiques de l'Arabie saoudite, montrant ainsi qui en est le financier et le maître. Mais alors pourquoi les Occidentaux continuent-ils à faire croire qu'ils se battent contre l'EI? Juste pour enfumer leur propre population, qui ne pourrait tolérer un soutien, même indirect, à ces deux groupes terroristes? Fin de l'extrait.

Ils ont raison, vous ne trouverez pas un seul parti dit ouvrier (si cela existe encore, la question se pose) qui mènerait campagne sur ce thème pour briser l'omerta, le consensus qui existe entre tous les partis, les médias, l'ensemble des institutions internationale et la classe dominante qui guerroient contre tous les peuples du Moyen-Orient.

Vous n'avez pas encore compris que ce que vous appelez la population a été abandonnée à son triste sort. Le PS s'en tape complètement et l'assume, c'est cela la nouveauté avec Valls, Fabius, Le Drian, Macron, etc. au gouvernement. Le PS est monté au créneau un cran au dessus parce que la situation et les besoins du capitalisme en crise l'exigeaient, il s'est découvert un peu plus ou plutôt il est tout nu.

Il assume tous les crimes et massacres de masse commis par les supplétifs du Pentagone et de l'Otan qu'il couvre du sceau du combat contre le terrorisme, parce qu'il faut bien les justifier d'une manière ou d'une autre, et peu importe si leurs explications convainquent de moins en moins de gens, ils sont au pouvoir et en use et en abuse à leur guise sans être vraiment inquiétés puisqu'il n'existe plus vraiment d'opposition organisée en France, elle est disloquée, divisée et impuissante, neutralisée, pour ainsi dire invisible, incapable de se rassembler contre le gouvernement ou contre le régime quand elle n'a pas littéralement déserté le combat politique.

Un extrait d'un autre article : Hollande le barbare takfiris.

- La politique internationale du gouvernement français d'aide aux islamistes syriens ne contribue t-elle pas à encourager et favoriser ces ballades criminelles, faites au nom du djihad ? Messieurs Hollande, Valls et Fabius, sous la bienveillance du gouvernement Israélien, en aidant les Islamistes Syriens, amis de Daech égorgeurs de chrétiens et destructeur de patrimoines culturels, ont pris une lourde responsabilité en intervenant, dans le conflit syrien auprès de l'Arabie Saoudite, du Qatar et d'autres dictatures qrabo -pétrolière sunnites contre le régime de Bachard Al Assad.

Incontestablement, par sa politique internationale collaborationniste au service des intérêts Arabo- Israélo- Américains, la politique internationale de la présidence Hollande est la pire qu'un gouvernement Français ait pu avoir depuis Vichy. Comment s'étonner dès lors qu'une partie de la jeunesse musulmane française en totale déshérence se croit encouragée pour aller accomplir une « mission divine » en combattant et assassinant les « mécréants » en Syrie, en Irak et ailleurs avant de revenir, avec de nouvelles relations et des armes, poursuivre leur tâche en France… Fin de l'extrait.

Puisque le Medef le réclame, c'est légitime.

- Manuel Valls veut contourner les rigidités du marché du travail - Reuters

Faute de majorité et de soutien syndical pour attaquer de front les rigidités du marché du travail, accusées d'être en partie responsables du chômage en France, le Premier ministre Manuel Valls est en quête d'une voie de contournement.

Une mission chargée de réfléchir à l'élargissement du rôle de la négociation collective dans l'élaboration du droit du travail et des normes sociales a tenu lundi sa première réunion à France Stratégie, un think tank placé auprès de Matignon.

Il y a actuellement environ 40.000 accords d'entreprises conclus chaque année en France.

Mais "la place donnée à l'accord collectif par rapport à la loi dans le droit du travail en France est encore trop limitée", constate Manuel Valls dans la lettre de mission de son chef, le conseiller d'Etat Jean-Denis Combrexelle.

"Les partenaires sociaux ne se saisissent pas suffisamment des souplesses que la loi leur donne pour déroger au cadre réglementaire 'standard'", ajoute-t-il.

Pourtant, fait valoir le Premier ministre, la norme négociée, notamment dans les entreprises, est mieux à même de prendre en compte leur diversité économique et sociale.

Les propositions demandées pour septembre au groupe d'experts dirigé par Jean-Denis Combrexelle viendront compléter le projet

de loi sur la modernisation du dialogue social, que le gouvernement veut faire voter cet été par le Parlement.

Selon l'exposé des motifs, ce texte entend remédier au formalisme du dialogue social dans les entreprises, qui entrave la recherche de solutions adaptées.

C'est le préalable à un rôle accru des accords majoritaires négociés en entreprise, demandé par le patronat, Medef en tête.

Mais l'échec, en janvier, des négociations des partenaires sociaux sur cette question a contraint le gouvernement à tenter de se tenir à égale distance du patronat et des syndicats et le résultat est loin des ambitions initiales.

"Il faudra aller plus loin dans la réforme, pour donner plus de place au dialogue social de terrain, dans les entreprises et les branches professionnelles", admet le Premier ministre.

L'objectif est une "meilleure adaptabilité des normes aux besoins des entreprises, ainsi qu'aux aspirations des salariés". (Les uns étant incompatibles avec les autres, inutile de déterminer lesquels passeront à la trappe. - ndlr)

Cela concerne notamment l'organisation et la durée du travail, ainsi que les rémunérations, même si Manuel Valls ne le dit pas aussi clairement dans la lettre de mission. (Le but avoué : travailler plus pour gagner moins. - ndlr)

Le Medef souhaite l'extension aux entreprises en phase de développement des dispositions prévues par les accords de maintien dans l'emploi, qui permettent à celles qui sont en difficulté de déroger temporairement à la loi, notamment en matière de durée du travail et de modération salariale. (L'exception devient la règle et la règle correspondant aux droits des salariés disparaît. - ndlr)

"Entre le tout Etat et le tout entreprise, il y a toute une gamme de possibles. La question est de savoir où on va mettre le curseur", estime de son côté Jean-Dominique Simonpoli, président de l'association Dialogues et membre de la mission Combrexelle. (Rien de plus réactionnaire qu'un jaune devenu patron. - ndlr)

Cet ancien syndicaliste voit dans le développement des dérogations par voie d'accords collectifs un "processus assez inévitable" et une possibilité de développer les organisations syndicales et leurs activités. (Le corporatisme comme dernier développement du syndicalisme. - ndlr)

"Dès l'instant où on les responsabilise, on leur donne plus de pouvoir dans l'entreprise", a-t-il déclaré à Reuters. (Un bon collabo se doit d'être respecté, et pour être respecté il faut lui déléguer des pouvoirs. Comme le milicien. - ndlr)

Manuel Valls invite la mission à porter une attention particulière aux PME et aux très petites entreprises (TPE), où la syndicalisation est faible, et à s'inspirer de l'articulation entre loi et accords collectifs dans les autres pays.

Il lui demande aussi de faire preuve d'audace et ne pas se limiter à de simples aménagements du cadre législatif actuel. Reuters 03.05

A retenir : Toute loi adoptée par ce gouvernement ne peut être que tournée contre les travailleurs et les syndicats, tout le reste est du baratin, seul son rejet est conforme aux intérêts des travailleurs.

D'où le Premier ministre tire-t-il son inspiration, des besoins des travailleurs, de leurs organisations ? Pas vraiment.

Wikipédia. Extraits.

France Stratégie , administrativement appelé Commissariat général à la stratégie et à la prospective, est une institution rattachée au Premier ministre. Elle a pour objectif de concourir à la détermination des grandes orientations pour l'avenir de la nation et des objectifs à moyen et long terme de son développement économique, social, culturel et environnemental, ainsi qu'à la préparation des réformes.

Commissaire général de France Stratégie nommé le 1er mai 2013 : Jean Pisani-Ferry

Jean Pisani-Ferry :

- conseiller économique de Dominique Strauss-Kahn.
- expert pour la Commission européenne et le FMI.
- directeur du think tank Bruegel. (présidé par Jean-Claude Trichet, ex-président de la BCE)
- membre du Cercle des économistes.

- membre (juillet 2006) du conseil d'administration du think tank Notre Europe fondé par Jacques Delors en 1996.
- membre du Conseil d'orientation du think tank En temps réel.
- Le 25 juillet 2013, il est nommé président du comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi par le gouvernement.

Le think tank En temps réel, c'est quoi ? Voir les liens figurant dans leur page d'accueil nous suffira :

- Esprit
- Fondation Jean Jaurès
- Terra Nova
- Telos
- Institut Montaigne

Mais encore qui est le président du think tank En Temps Réel ?

Tribune de Stéphane Boujnah dans Slate. (portail néolibéral -ndlr)

Hommage à l'inventeur des boulots à 1 euro de l'heure en Allemagne :

-... Peter Hartz, ancien conseiller de Gerhard Schröder, artisan des réformes du marché du travail en Allemagne qui ont permis à nos voisins de réduire considérablement le taux de chômage des jeunes depuis le milieu des années 2000.

- ...Pour les jeunes Européens et leur famille, il ne suffit plus d'affirmer que l'Union européenne est une œuvre de paix. Slate.fr
- 21.06.2014

Alors que l'UE a soutenu toutes les guerres de l'impérialisme américain depuis 1992...

Qui est Stéphane Boujnah ?

Président du think tank En Temps Réel et directeur général de Santander Global Banking and Markets France & Benelux.
Ancien conseiller de Dominique Strauss-Kahn au ministère de l'Économie de 1997 à 1999 avant d'occuper divers postes au sein de Crédit Suisse et de la Deutsche Bank.

C'est quoi tout cela? Le PS bordel ! Cela vous étonne, vous avez l'impression de plonger dans un autre monde que le vôtre, normal. Ce n'est quand même pas difficile à comprendre qu'il n'a absolument aucun rapport avec la classe ouvrière, les travailleurs, leurs besoins et aspirations, merde à la fin, il faut être borné ou très con pour se poser encore la question, non ? Et il n'a pas changé depuis août 1914.

On n'aurait jamais dû se la poser depuis un siècle si on s'en était tenu aux faits, rien qu'aux faits qui se passent de tout commentaire.

Il y a un truc, un test pratique très simple pour prendre conscience, de quoi, à quel niveau, à quelle profondeur les idées de la classe dominante ont pu pénétrer dans notre cerveau.

Il suffit de comparer nos droits et aspirations tels qu'on peut les exprimer très simplement en quelques mots, et de les comparer aux rouages complexes et infernaux de la machine institutionnelle qui gèrent les intérêts de la classe dominante tels qu'on vient d'en avoir un aperçu insignifiant.

Si la différence de traitement qui existe entre les deux vous choque, c'est que vous n'êtes pas prêt à gouverner ou à prendre votre sort entre vos mains, vous devez estimer inconsciemment qu'on n'est pas à la hauteur et qu'on devrait se compliquer un peu plus la vie pour paraître plus sérieux, vous accordez davantage d'importance à l'emballage qu'au contenu, vous vous laissez impressionner par les apparences, vous avez le même état d'esprit que les masses arriérées qui vouent un culte aux puissants de ce monde qui seraient seuls aptes à gouverner, à nous gouverner.

Par contre s'il ne vous choque pas, c'est que vous êtes prêt à rejoindre l'armée des militants conscients, ouvriers et intellectuels, hommes et femmes, qui estiment que les droits et aspirations des exploités et des opprimés n'ont pas besoin pour être légitimes de recevoir l'accéditation de quiconque et surtout pas de membres de la classe dominante ou ses représentants. Le simple fait de formuler nos droits et aspirations suffit à les justifier.

On devrait s'en tenir à cela et rien d'autres. Ensuite combattre tous les obstacles qui nous empêchent de réaliser nos aspirations ou satisfaire nos besoins.

Non mais ce serait trop simple, trop beau, trop facile, vous comprenez.

A chacun de savoir dans quel monde il vit et dans quel monde il veut vivre, personnellement, vivre avec ces gens-là, dans leur monde, jamais, ce serait se compromettre à jamais, concevoir le monde avec eux, jamais, je ne peux concevoir le monde qu'une fois débarrassé de toute cette pourriture.

Le droit et la légitimité sont de notre côté, mais on l'a oublié ou on n'y a jamais pensé ce qui est plus grave encore, cela peut paraître complètement dingue, et pourtant on peut l'observer quotidiennement. C'est là qu'on se dit qu'on croit rêver, qu'on se demande si les masses exploitées seront capables ou non de passer cette étape décisive du développement de la civilisation humaine qui témoigne, soit de la maturité de l'humanité à conquérir la liberté, ou au contraire à entrer en putréfaction jusqu'à son agonie finale.

ACTUALITE EN TITRES

Auraient-ils déjà choisi leur candidat, leur dictateur ?

- Manuel Valls plébiscité par 70% des Français pour représenter le PS à la présidentielle de 2017 - 20minutes.fr

La dictature légalisée, banalisée.

- Volée de critiques avant le vote de la loi renseignement- Reuters

- Loi renseignement : «La vie privée, et donc les libertés, sont atteintes» - Liberation.fr

- Loi sur le renseignement: «C'est la légalisation de pratiques illégales» - 20minutes.fr

Les opposants à la liberté d'expression donnent de la voix et rivalisent d'imagination.

- Rendre hommage à Charlie Hebdo, c'est protéger ses journalistes - Slate.fr

- Reporters sans frontières fête la liberté de la presse et ses 30 ans en musique - AFP

- Texas: 2 morts lors d'une fusillade près d'un concours de caricatures de Mahomet - AFP

Ce dont vous vous accommodez à Kiev...

- Cambadélis: le 1er mai, "un concentré de ce qui se passerait avec le FN au pouvoir" - AFP

Le maintien de l'ordre tourne à l'épreuve de forces.

- Israël: une cinquantaine de blessés lors d'une manifestation contre les violences policières - AFP

- Burundi: reprise des manifestations contre un 3e mandat du président Nkurunziza - AFP

- Burundi: quatre manifestants tués, Washington hausse le ton contre Nkurunziza - AFP

- Guinée. Cellou Dalein Diallo : « Nous manifesterons jusqu'au bout s'il le faut » - LeMonde.fr

+ 88%

- UBS présente un bénéfice très nettement supérieur aux attentes - Reuters

Sur les trois premiers mois de l'année, le résultat net de l'établissement ressort à 1,977 milliard de francs suisses (1,90 milliard d'euros), ce qui représente un bond de 88% par rapport au niveau du premier trimestre 2014. Reuters 04.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- Yémen : Riyad lance son attaque terrestre - french.irib.ir

Les forces terrestres de la coalition anti Yémen , dirigées par Riyad aurait lancé leur action terrestre contre le Yémen. c'est l'AFP qui rapport cette information : il s'agirait visiblement d'un débarquement limité des troupes dans le port stratégique d'Aden au sud du Yémen. cette information a été publiée en citant des responsables yéménites . Selon l'agence de presse Anatolie , des soldats arabes auraient débarqué dans la ville de Al Barghiya via des hélicoptères. des forces terrestres saoudiennes auraient participé aux côtés d'Al Qaida aux affrontements autour de l'aéroport d'Aden, contrôlé par Ansarallah et l'armée nationale. french.irib.ir 03.05

1.2- Force saoudienne à Aden? Ansarallah dément - french.irib.ir

Le porte parole d 'Ansarallah a formellement démenti le déploiement des forces saoudiennes à Aden . "Ce genre d'information ne vise qu'à remonter le moral aux qaidistes piégés à Aden. Les comités populaires et Ansarallah ont sous leur contrôle le port stratégique d 'Aden . Plus de la moitié des armes envoyées par les saoudiens à al qaida tombe entre les mains de l'armee nationale. Par ailleurs le porte parole de la coalition anti yéménite a dementi l'envoie de soldats au Yémen. french.irib.ir 03.05

2- Syrie

- Syrie : nouveau plan américano-turc? - french.irib.ir

Les Etats-Unis et la Turquie commenceront, à partir du 9 mai, la formation de 15.000 hommes armés pour se battre contre la Syrie.

" La formation de 15.000 hommes armés pour se battre contre la Syrie commencera en Turquie, à partie du 9 mai ", a déclaré à un quotidien turc, Mevlut Cavusoglu, le ministre turc des Affaires étrangères. " En raison de la non-transparence de la modalité d'octroi d'aides par les Etats-Unis aux terroristes le plan de d la formation de 15.000 terroristes avait été reporté ", a écrit le quotidien arabophone international Al-Hayat.

« Il n'y a aucun obstacle. A la première étape, 300 personnes seront formées, puis 300 autres, tandis que ce processus se poursuivra jusqu'à ce qu'à la la fin de l'année 2.000 personnes recevront leur formation », a ajouté le ministre turc. french.irib.ir 03.05

3- Arabie saoudite

- Arabie : pot de vin versé à l'ex-prince-heritier. - french.irib.ir

Dans ses plus récents propos, le révélateur saoudien a annoncé que le monarque saoudien aurait octroyé à l'ancien prince-héritier 10 milliards de rials saoudiens, pour se retirer de ce poste, tandis que le fils du roi achetait, également, des centaines de milliers de comptes Twitter, pour lancer les campagnes, en sa faveur.

Le révélateur saoudien, un dénommé "Mojtahed" a, récemment, révélé que le roi Salman Ben Abdel Aziz aurait ordonné que 10 milliards de rials saoudiens soient octroyés à son demi-frère, Moqran Ben Abdelaziz, en contrepartie de son retrait du pouvoir. Selon le site web d'Al-Ahd "Mojtahed" a ajouté : «Moqran n'a pas demandé, lui-même, cette somme, pour se retirer de ce poste ou observer le silence, en faveur de Mohammed Ben Nayef et de Mohammed Ben Salman, mais cette somme a été octroyée, par Mohammed Ben Salman, le fils du monarque, qui s'efforce de parvenir, aussi vite que possible, au sommet de la pyramide de pouvoir. "Mojtahed" avait, déjà, annoncé que le bureau royal saoudien avait accordé la somme de 20 millions de rials aux membres de la délégation des oulémas saoudiens, pour soutenir l'ascension de Mohammed Ben Salman à la tête du pouvoir. french.irib.ir 04.05

Et Hollande, Fabius, Le Drian, ils vont toucher combien ?

4- Israël

- Israël: une cinquantaine de blessés lors d'une manifestation contre les violences policières - AFP

Une cinquantaine de personnes, en majorité des policiers, ont été blessées dans des heurts dimanche soir à Tel-Aviv après un rassemblement contre les violences policières et la discrimination dont sont victimes les Israéliens d'origine éthiopienne.

La police montée a tiré des grenades assourdissantes pour disperser la foule et l'empêcher de s'en prendre à la mairie de Tel-Aviv, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les manifestants ont lancé des pierres, des bouteilles et des chaises sur la police.

Des canons à eau et des bombes lacrymogènes ont également été utilisés pour éloigner des manifestants des rues adjancentes, en vain.

Selon la police, 46 policiers et au moins sept manifestants ont été blessés. Vingt-six manifestants ont été arrêtés.

Quelque 10.000 personnes selon la presse, 3.000 selon la police, étaient venues manifester à Tel-Aviv, trois jours après un rassemblement à Jérusalem, qui avait également dégénéré en heurts. Trois policiers et dix manifestants avaient été blessés.

Le ministre de la Sécurité intérieure, Yitzhak Aharonovitch, a expliqué que disperser les "émeutiers" était compliqué, car il n'y avait pas de chef à qui s'adresser.

"Il n'y a personne à qui parler", a-t-il déclaré à des journalistes.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a promis que "toutes les plaintes (contre la police) allaient être étudiées". "Mais il n'y a pas de place pour la violence", a-t-il ajouté.

La large diffusion dans la presse israélienne d'une vidéo montrant deux policiers en train de frapper il y a une semaine à Holon, près de Tel Aviv, un soldat d'origine éthiopienne en uniforme militaire a suscité la colère de cette communauté. Les deux policiers ont été suspendus dès le lendemain, selon les médias.

Le ministre israélien de l'Economie, Naftali Bennett, est allé à la rencontre des manifestants là où les heurts ont eu lieu. Il a déclaré que la société israélienne faisait face à un "sérieux examen de conscience".

"Tandis que l'ordre doit être maintenu, nous devons tous chercher les vraies solutions aux problèmes qui sont apparus de manière si douloureuse", a-t-il dit selon des propos rapportés par son cabinet.

Parmi les milliers de manifestants, des centaines d'Israéliens étaient venus soutenir leurs compatriotes d'origine éthiopienne. Ils brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "Un policier violent devrait être en prison" ou "Nous demandons l'égalité des droits".

Certains manifestants ont défilé les mains levées, poignets croisés, simulant des menottes.

"Je suis noir, alors je dois manifester aujourd'hui", a expliqué à l'AFP Eddie Maconen, 34 ans. "Je n'ai jamais personnellement connu la violence policière, mais elle frappe ma communauté".

Les manifestants veulent que les policiers violents soient jugés, explique M. Maconen, arrivé d'Ethiopie à 3 ans.

Zion Cohen a quant à lui défilé pour soutenir ses compatriotes d'origine éthiopienne. "Ils ont raison à 100%" estime-t-il. Israël "est un pays raciste et nous ne les acceptons pas".

La police n'a pas réussi à empêcher les manifestants de bloquer une autoroute, entraînant un important embouteillage.

Ils se sont ensuite dirigés vers la mairie, où les heurts ont éclaté.

Au début du rassemblement, M. Netanyahu a publié un communiqué affirmant qu'il rencontrerait lundi Damas Pakada, le soldat d'origine éthiopienne battu dans la vidéo, ainsi que d'autres représentants de la communauté éthiopienne.

Plus de 135.000 juifs d'origine éthiopienne vivent en Israël. Ils descendent de communautés restées coupées des autres juifs pendant des siècles, que les autorités religieuses d'Israël ont tardivement reconnues comme membres de la foi juive.

Cette décision a entraîné l'organisation de deux ponts aériens, en 1984 et 1991, et l'émigration de 80.000 d'entre eux vers Israël.

Ils ont dû franchir un énorme fossé culturel et ont connu une intégration difficile dans la société israélienne. AFP 03.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chine

- La Chine cessera en juin de fixer le prix des médicaments - Reuters

La Chine supprimera le plafond des tarifs pour la plupart des médicaments à partir du 1er juin afin de procurer au marché un rôle accru dans la fixation des prix, a annoncé mardi l'agence de planification économique.

Ce changement, estiment les autorités, devrait encourager un prix "raisonnable" des médicaments et contribuer au contrôle des coûts de l'assurance maladie, estime la Commission nationale du développement et de la réforme (CNDR) dans un communiqué publié sur internet.

La Chine est le deuxième marché pharmaceutique au monde. Les dépenses de santé devraient atteindre 185 milliards de dollars d'ici 2018, selon la société spécialisée IMS Health.

D'après les analystes du secteur, la décision de la CNDR ne produira pas tous ses effets parce que trois quarts environ des médicaments en Chine sont vendus via les hôpitaux, où un processus à part maintient les prix bas. Reuters 04.05

2- Congo

- Congo : le port du niqab désormais interdit dans les lieux publics - french.irib.ir

Samedi dernier, le ministère congolais s'est prononcé en faveur de l'interdiction du port du niqab dans le pays.

Le gouvernement justifie cette nouvelle loi en expliquant qu'elle sert à « prévenir tout acte de terrorisme et d'insécurité ».Le président du conseil islamique du Congo a relayé l'information à la communauté musulmane en déclarant que « les femmes musulmanes ne peuvent désormais mettre leur voile intégral qu'à la maison, dans les lieux de culte mais pas dans les milieux publics », propos relevés par Le Figaro. Certains musulmans sont stupéfaits par une telle décision, d'autant plus que les femmes portant le niqab ne représentent « qu'une infime minorité ».

Cependant, une partie de la communauté musulmane reconnaît l'utilité que pourrait avoir cette loi dans le sens où des non musulmans se cacheraient sous le niqab pour commettre des délits en tout genre. Ainsi, le ministère congolais affirme que cette décision est avant tout motivée par un souci de sécurité. Le Congo est un pays à majorité chrétienne mais ce genre de lois va tout de même à l'encontre de la liberté de culte des musulmans.

Alors qu'il y a quelques semaines nous évoquions le Président de la Cour Suprême du Royaume Uni qui se disait favorable au port du niqab au sein des tribunaux, voilà que le Congo s'oppose au niqab dans les lieux publics. Expliquant que respecter le port du niqab c'était faire preuve d'équité, Lord David Neuberger n'a pas hésité à défendre la liberté de chacun de se vêtir librement. french.irib.ir 04.05

3- Kirghizistan

- Kirghizistan : vers une interdiction du hijab à l’école - french.irib.ir

Les musulmans du Kirghizistan ont manifesté leur incompréhension et leur désaccord face à une nouvelle discussion politique au sujet du port du hijab à l'école.

En effet, alors qu'une des régions du pays avait déjà appliqué l'interdiction du port du hijab au sein des écoles, cette dernière risque d'être généralisée à tout le pays d'ici l'automne prochain.

Les parents d'élèves ont donc fait part de leur inquiétude face à cette nouvelle. « Cette question a été soulevée il y a un an et les autorités avaient statué que le hijab devrait être autorisé. Maintenant, les écoles ont commencé à discuter de nouveau sur ce sujet », confie une maman au quotidien News Agency. Les parents ne comprennent donc pas pourquoi la discussion est à nouveau d'actualité alors que le débat était pourtant clos.

Cette décision est d'autant plus consternante qu'elle concerne la grande majorité de la population Kirghize. La maman d'une élève voilée a ainsi confié : « Cela me préoccupe ainsi que beaucoup d'autres. Nous vivons dans un pays où 80 pour cent des citoyens sont musulmans, alors pourquoi ne pas laisser les filles musulmanes porter le hijab ? ». Ainsi, face à cette décision, les parents d'élèves sont dans une incompréhension totale. En effet, une telle mesure aurait pu être compréhensible dans un pays à majorité non musulmane mais l'inverse est difficile à saisir.

Plusieurs écoles du pays ont déjà appliqué l'interdiction du hijab en leur sein. Le responsable d'un de ces établissements a affirmé que cette prohibition se conformait aux plaintes de certains parents au sujet du port du hijab dans l'école. Parallèlement à l'interdiction du hijab, le Ministère de l'éducation du Kirghizistan prévoit une obligation d'uniformes scolaires.

Le Kirghizistan est un pays frontalier de la Chine et de langue turque. Avec une population de 5 millions d'habitants, ce pays compte 4 927 000 musulmans soit 88,8% de la population totale. L'interdiction du hijab dans les écoles paraît davantage absurde lorsque l'on prend connaissance de ces chiffres. Rappelons qu'en octobre dernier, c'est la ville de Lagos au Nigeria qui a interdit le port du hijab dans les écoles publiques, en prétextant le respect de la « laïcité ». french.irib.ir 04.05

Rappel.

Le hijab est un simple foulard qui enveloppe la chevelure, on peut l'admettre semble-t-il lorsqu'il ne fait obstacle à aucune activité (en milieu scolaire). De la même manière que la société peut admettre qu'une femme se voile ainsi si elle le désire, autant elle doit admettre que dans certaines circonstances ce ne soit pas possible ou autorisé. La tolérance doit fonctionner dans les deux sens pour que la notion de respect existe aussi dans les deux sens, aucune pratique religieuse liée à des préjugés, superstitions ou obligations correspondant à des atteintes à la liberté de la femme ne devrait être légitimitée et encore moins se prévaloir d'un droit supérieur...

Le niqab est un habit noir qui comprend même de longs gants noirs, qui recouvre absolument tout le corps y compris les yeux, on ne peut admettre qu'une femme soit réduite à un tel conditionnement, imposé ou qu'elle s'impose elle-même. Qu'une telle horreur soit légalisée et encouragée dans certains pays sunnites ou chiites montre à quel point leurs régimes sont rétrogrades, infâmes pour faire bref.

Haut de page

Le 6 mai 2015

CAUSERIE

On a ajouté 28 articles.

On rame à contre-courant.

Léon Trotsky - Discussion entre Trotsky, James et Schüssler - avril 1939. Extraits.

Oui, la question est de savoir pourquoi nous ne progressons pas en fonction de la valeur de nos idées, qui ne sont pas aussi dénuées de sens que le croient certains de nos amis. Nous ne progressons pas politiquement. Ce fait est l'expression du recul général du mouvement ouvrier dans les quinze dernières années. Quand le mouvement révolutionnaire décline de façon générale, quand une défaite suit une autre défaite, quand le fascisme s'étend sur le monde entier, quand le marxisme officiel s'incarne dans la plus formidable machine à duper les travailleurs, il va de soi que les révolutionnaires ne peuvent travailler que contre le courant historique général. Et cela, quand bien même leurs idées sont aussi intelligentes et exactes qu'on peut le souhaiter. C'est que les masses ne font pas leur éducation à travers des pronostics ou des conceptions théoriques, mais à travers l'expérience générale de leur vie. C'est là l'explication globale : l'ensemble de la situation est contre nous. Il faut que se produise un tournant dans la prise de conscience de classes, dans les réactions et les sentiments des masses, un tournant qui nous donnera la possibilité de remporter un grand succès politique.

(...)

Nous sommes sur un frêle esquif au milieu d'un courant terrible. Sur cinq ou six bateaux, l'un coule, et on dit tout de suite que c'est la faute du pilote. Mais la véritable raison n'est pas là. La vérité, c'est que le courant était trop fort. Voilà l'explication la plus générale, celle que nous ne devons jamais oublier, si nous ne voulons pas sombrer dans le pessimisme ou le découragement, nous qui sommes l'avant-garde de l'avant-garde. Car cette ambiance marque tous les groupes qui se rassemblent autour de notre drapeau. Il y a des éléments courageux qui n'aiment pas aller dans le sens du courant : c'est leur caractère. Il y a des gens intelligents qui ont mauvais caractère, n'ont jamais été disciplinés et ont toujours cherché une tendance plus radicale ou

plus indépendante : ils ont trouvé la nôtre. Mais les uns et les autres sont toujours plus ou moins des outsiders, à l'écart du courant général du mouvement ouvrier. Leur grande valeur a évidemment son côté négatif, car celui qui nage contre le courant ne peut pas être lié aux masses. Aussi la composition sociale d'un mouvement révolutionnaire qui commence à se construire n'est- elle pas à prédominance ouvrière. Ce sont les intellectuels qui sont les premiers mécontents des organisations existantes.

Avis à ceux qui ont un "*mauvais caractère, n'ont jamais été disciplinés et ont toujours cherché une tendance plus radicale ou plus indépendante*"...

Quant aux intellectuels ?

Je vais soumettre un projet de proposition politique au portail Mondialisation.ca qui publient des articles d'intellectuels du monde entier, c'est à ma connaissance le portail le plus complet en la matière, juste pour voir. Une sorte d'appel contre toutes les guerres menées dans le monde par l'impérialisme américain, le Pentagone, la CIA, l'OTAN en direction du mouvement ouvrier international et non en direction de l'ONU, de l'UE ou je ne sais quelle institution inféodée à Washington.

Je vais m'inspirer de Breton et Trotsky. Cela ne coûte rien d'essayer, il faut tout tenter au point où nous en sommes. Un appel basé sur l'autodétermination des peuples, leur souveraineté, je dois encore y réfléchir pour essayer de trouver la meilleure formule possible. Il faut éviter de favoriser un impérialisme au détriment d'un autre, de tomber dans le piège des blocs, de verser dans le nationalisme via la souveraineté des Etats qui constituerait un soutien aux régimes en place, être le plus anticapitaliste possible sans pour autant faire de la rupture avec le capitalisme une condition car cela ne passerait pas, il faut être lucide, ils ne sont manifestement pas encore mûrs pour franchir cette étape ; quelque chose qui serait tourné vers tous les peuples et les appelleraient à s'unir dans chaque pays pour mener ce combat, sur la base de la légitimité de tous leurs droits sociaux et politiques de manière à rassembler la classe ouvrière, les couches des classes moyennes, de la petite bourgeoisie et les intellectuels les plus avancées, qui commencent à comprendre que si leur sort demeurait lié à ceux du capitalisme, elles finiront pas être broyées sur l'autel du mondialisme ou néolibéralisme...

A défaut de pouvoir lancer un appel pour la rupture avec le capitalisme, on se rattraperait en faisant le procès des médias qui soutiennent à fond l'impérialisme américain et ses agences dans le monde au moyen de la désinformation en continue. Cela les forcerait à réagir et à se découvrir davantage, ils se chargeraient en somme de la communication ! A suivre.

Qui a dit ?

"La gauche est une salle d'attente pour le fascisme."

Réponse : Léo Ferré.

Nous avions écrit que le PS était l'antichambre du fascisme...

Le PCF a déjà annoncé qu'il s'allierait au PS lors des prochaines élections, donc le Front de gauche...

Le saviez-vous?

- Une trentaine d'universitaires américains ont signé un manifeste déclarant illégale la guerre saoudienne contre le Yémen. (Yémen / Arabie Saoudite : Arabie saoudite versus Houthistes 2/2 - René Naba - mondialisation.ca 04.05)

Et en France ? Le néant politique.

Si vous avez des infos, envoyez-les moi, merci par avance pour nos lecteurs aux quatre coins du monde.

Charlie était le PEN.

Extrait de l'article *Joyce Carol Oates, Russell Banks et 143 autres écrivains s'opposent à ce que le prix de la liberté d'expression soit décerné à Charlie Hebdo* - mondialisation.ca 04.05

- La biographie politique de Suzanne Nossel, directrice du PEN, ancienne responsable au département d'État des États-Unis, permet de comprendre de quel type d'opération il s'agit. Si l'on considère le bilan de Nossel, on découvre qu'elle est partisane d'une politique consistant à «combiner à la fois la puissance dure, la force militaire et la coercition avec ce qu'on appelle la puissance douce, la diplomatie, l'attrait de la culture américaine, son peuple et ses liens économiques». Elle prône de «choisir judicieusement entre un large éventail d'outils différents», à savoir, entre les bombes et la propagande. Le prix à décerner à Charlie Hebdo est un exemple de cette propagande.

Les mesures répressives proposées ou prises en France, au Royaume-Uni, en Italie, en Allemagne et ailleurs avaient été préparées bien avant l'attaque du 7 janvier qui n'a servi que de prétexte. De plus, l'affaire Charlie Hebdo est inévitablement devenue un argument du raisonnement général en faveur de l'intervention impérialiste au Moyen-Orient, pour «extirper» la menace terroriste.

La décision du PEN de récompenser Charlie Hebdo doit être vue dans ce contexte politique, dans le cadre de l'effort pour légitimer la bigoterie antimusulmane et obtenir le soutien du public pour la «guerre contre le terrorisme». Fin de l'extrait

Ajoutons que le président du PEN American Center, Peter Godwin, est rédateur au New York Times et également membre du CFR (Council on Foreign Relations). (Source : Wikipédia)

Rappel aux amnésiques. Charlie, faisait déjà du Le PEN.

- Fourest et Venner dans Charlie Hebdo : désinformation contre Jean Ziegler - acrimed.org 14.04.2009

Charlie Hebdo du 18 mars 2009 a publié un article de Caroline Fourest et Fiammetta Venner, sous un titre qui se passe de commentaires : « Selon Jean Ziegler, l'obésité menacerait la Somalie ».

...l'article de Charlie Hebdo se borne pour l'essentiel à relayer une campagne parfaitement identifiable, quoique non sourcée : la campagne d'UN-Watch contre Jean Ziegler.

UN-Watch, qui se présente comme une ONG indépendante, peut difficilement se prévaloir d'être apolitique. En effet, elle se dédie non seulement à la lutte contre l'antisémitisme, mais surtout à la défense de la politique étatsunienne et israélienne, comme le confirme son affiliation à l'American Jewish Committee (AJC) qui soutient indéfectiblement la politique de l'Etat d'Israël.
La campagne contre Jean Ziegler est donc une campagne de pure propagande, d'autant plus pernicieuse que, comme toute « bonne » campagne de propagande, elle repose sur l'interprétation tendancieuse de quelques faits avérés mêlés à de purs mensonges.

Or c'est à cette source on ne peut plus contestable que Caroline Fourest et Fiammetta Venner se sont abreuvées sans le mentionner. Il suffit à titre d'exemple de comparer leur article à tel communiqué de UN-Watch, daté de… décembre 2005. Ainsi, sous couvert d'information et d'analyse, elles contribuent à une campagne politique d'épuration de l'ONU, sur la base d'assertions dont la plupart ne sont ni vérifiées ni recoupées. Une magnifique leçon de journalisme !

Dans ces conditions, nous publions, avec l'autorisation de son auteur, la réponse de Jean Ziegler à Charlie-Hebdo, publiée sur son site en fichier .pdf. Nous le faisons d'autant plus volontiers que Charlie Hebdo ne publie que très parcimonieusement les droits de réponse de ceux qu'il calomnie, tandis que nos duettistes savent recourir à de douteux procédés quand elles veulent se soustraire à des controverses qu'elles ont elles-mêmes provoquées.

Réponse de Jean Ziegler à Charlie-Hebdo.

Avec stupeur, je découvre dans Charlie-Hebdo (18.3.2009) un papier portant un titre au goût exquis. « Selon Jean Ziegler, l'obésité menacerait la Somalie ».

Le papier de Charlie reprend presque littéralement le texte parfaitement diffamatoire diffusé actuellement auprès des missions diplomatiques accréditées auprès des Nations Unies, à Genève, par UN-Watch, une officine dévouée à la cause des ultras israéliens.

Fin avril aura lieu à Genève la conférence mondiale de l'ONU contre le racisme, dite Durban II. UN-Watch se déchaîne contre le Haut-Commissariat de l'ONU pour les droits de l'Homme, contre le président du Conseil des droits de l'Homme, contre Stéphane Hessel, comme contre ma modeste personne…

Pour être juste, j'ajoute que le papier de Charlie n'est pas seulement fait d'un copié-collé du texte d'UN-Watch. Bizarrement, Charlie s'attaque à ma femme, Erica Deuber Ziegler. Directrice de la culture de la Ville de Genève, elle aurait fait interdire la représentation de « Mahomet », tragédie de Voltaire, à Ferney-Voltaire, cela à la demande expresse de Tariq Ramadan. Charlie délire. Le projet de monter « Mahomet » dans le cadre des célébrations du tricentenaire de la naissance de Voltaire en 1994 a été proposé à Pascal Meylan, maire de Ferney-Voltaire (Département de l'Ain) et aussitôt refusé pour des raisons budgétaires. Sollicitées de se substituer au subventionnement de la municipalité française, les autorités genevoises ne sont pas entrées en matière. Charlie-Hebdo devrait expliquer à ses lecteurs comment une directrice de la culture de la Ville de Genève pourrait faire interdire la représentation d'une pièce de théâtre sur le territoire de la République française.

Jean Ziegler, 4 avril 2009

Pour en savoir plus sur cette scélératesse de Charlie Hebdo.

Amalgames, calomnies, mensonges, faux et fausses rumeurs, etc. la panoplie complète des méthodes employées par les agents de régimes policiers ou de dictatures.

Pieux mensonges (14.12.2003)
http://lmsi.net/Pieux-mensonges

Elle court, elle court la rumeur (25.10.2004)
http://www.acrimed.org/article1794.html

Charlie Hebdo court après les rumeurs qu'il répand (05.11.2004)
http://www.acrimed.org/article1805.html

Lu, vu, entendu : « Critiques et cyniques » (11.03.2005)
http://www.acrimed.org/article1947.html

Lu, vu, entendu : « D'ici et d'ailleurs » (25.03.2005)
http://www.acrimed.org/article1962.html

Philippe Val, propagateur de calomnies et docteur ès déontologies (10.04.2007)
http://www.acrimed.org/article2596.html

Philippe Val sur France Inter : un récital de mensonges et de calomnies contre Chomsky (17.09.2007)
http://www.acrimed.org/article2705.html

Philippe Val est « navré », Philippe Val est navrant (09.04.2008)
http://www.acrimed.org/article2872.html

Fourest et Venner dans Charlie Hebdo : désinformation contre Jean Ziegler (14.04.2009)
http://www.acrimed.org/article3119.html

Le 11 janvier 2015, c'est plus que les libertés démocratiques qu'ils ont enterrées, c'est le mouvement ouvrier qui dans sa totalité a soutenu ces ordures. Si vous demandiez encore quelle était son orientation politique, vous avez là la réponse.

Autocensure, désertion-capitulation politique ou complice du fascisme.

Vous ne trouverez toujours pas cette information dans la littérature des partis dits ouvriers en France :

- "Au moment même où le parlement de Kiev approuve à l'unanimité une loi qui exalte comme « héroïque » le passé nazi de l'Ukraine et, alors qu'il déclare « criminelle » toute référence au communisme en mettant hors la loi le PC, il qualifie de « combattants pour l'indépendance ukrainienne » les nazis qui massacrèrent des dizaines de milliers de juifs." (L'offensive de l'Otan globale - Manlio Dinucci - mondialisation.ca 05.05)

Leurs marottes. Blablabla. Enfumage alternatif.

1- Une voie existe pour sauver le capitalisme.

La voie islandaise que vante un article, son auteur nous dit, en passant, en coup de vent, sans fournir de précisions, que le redressement économique de l'Islande était surtout dû au fait que les Islandais s'étaient "*retroussés les manches*", autrement dit qu'ils avaient accepté de consentir de nouveaux sacrifices pour en réalité continuer de vivre comme avant en payant les conséquences de la banqueroute du système capitaliste devenu mafieux...

2- Lu dans deux articles abordant la question des dizaines de milliers de réfugiés qui périssent en Méditerranée.

Alors qu'elle n'a jamais existé.

- "Il n'y aurait ni passeurs ni trafic morbide d'êtres humains si la liberté de circuler existait encore."

Même avec ma caution et un membre de la famille devenu français, mes ex-beaux-frères n'ont jamais pu obtenir de visa.

C'est le "modèle" adopté par le capitalisme qui serait le problème, mais surtout pas le sacro-saint capitalisme devant lequel tous se prosternent.

- "La domination du « modèle » économique du Nord imposé aux sociétés vulnérables du Sud"

Non, en décidant de rompre avec le capitalisme et de le combattre.

- "C'est seulement en transmettant la vérité que nous pourrons arrêter ce flux de désinformation mortelle."

Décidément pas la survie du capitalisme, on ne touche pas au capitalisme.

- "L'événement catastrophique est isolé de sa cause principale"

Ils s'en foutaient ! - "Kadhafi savait de quoi il parlait. Dès le départ il a accusé les soi-disant rebelles libyens d'être influencés par l'idéologie d'Al-Qaïda et l'école de pensée de Ben Laden. Bien sûr, personne ne l'a pris au sérieux, pas même un petit peu."

Parce qu'on aurait dû un jour ?

- "On ne peut plus faire confiance aux médias traditionnels."

Constat dramatique.

Il y a un peu plus d'un an, quand on évoquait le contrôle total de la population qui allait de paire avec la stratégie politique néolibérale, on passait pour des adeptes de la théorie du complot ou des farfelus, des lecteurs en ont profité pour nous tournez le dos, ils ont eu tort d'attendre si longtemps, à eux aussi il fallait un prétexte, aujourd'hui qu'on y est on observe que le mouvement ouvrier et son "avant-garde" sont incapables de la moindre réaction ou mobilisation pour s'y opposer, normal puisqu'ils étaient tous Charlie en janvier dernier au côté du gouvernement.

La décomposition des anticapitalistes, des révolutionnaires et des istes en tous genres de gauche et d'extrême gauche se poursuit inexorablement. Séniles, impuissants, chloroformés, sclérosés, fossilisés, il ne leur reste plus que le trade-unionisme, le social-patriotisme ou le corporatisme pour faire illusion.

L'article que nous ne publierons pas. A bas la gauche !

- Hillary Clinton et la politique de l'opportunisme - michelcollon.info 04.05

- "Aujourd'hui, même si la base démocrate peut avoir la mémoire courte, Mme Clinton aura besoin de tout ce qu'il reste de la vraie gauche pour gagner ; bien trop de gens la méprisent à droite ; elle aura donc besoin des votes de toute la gauche et du centre."

Régime oligarchique et policier. Un aveu.

- Renseignement: l'Assemblée adopte le texte controversé à une large majorité - AFP

Les députés ont approuvé mardi à une large majorité le projet de loi sur le renseignement, défendu au nom de la lutte antiterroriste par le gouvernement mais cible de critiques sur le risque de "surveillance de masse".

Le texte a recueilli 438 voix pour, 86 contre et 42 abstentions.

"Il n'y a rien dans cette loi que les services ne mettaient pas déjà en pratique, confie à l'AFP le responsable d'un service. AFP 05.05

Chut, jusqu'à présent on était censé vivre sous un régime démocratique en France !

- Loi sur le renseignement : quels sont les dangers du texte ? - Francetv info

"Pour la ligue des droits de l'homme, cette loi est scélérate, elle est liberticide, elle attente à la démocratie", a lancé Pierre Tartakowsky. Avec cette loi, chaque mouvement contestataire peut-être mis sur écoute. "La puissance des ordinateurs aujourd'hui fait qu'on est capable d'obtenir beaucoup de choses sur beaucoup de gens et de l'exploiter plus tard", explique un manifestant. Il craint qu'à l'avenir, un gouvernement peu démocratique utilise ces données. (C'est-à-dire le

gouvernement actuel qui recourt au terrorisme pour adopter cette loi. - ndlr)

En cause notamment les valises mobiles pour écouter un suspect, mais celles-ci permettent aussi d'écouter tous les téléphones alentour. Autre objet de mécontentement, les logiciels qui permettraient d'enregistrer les recherches de certains mots clés sur n'importe quel ordinateur et l'obligation pour les FAI de conserver les données. "Demain se pratiquera une certaine forme de pêche au chalut, c'est-à-dire que dans les filets dérivants, on ramassera toute la population qui se trouvera là", explique Jean-Marie Delarue, contrôleur des écoutes. Francetv info 05.05

Commentaire d'internaute

1- "Au final tout le monde sera fiché et surveillé... sauf les terroristes !"

Vous voulez parler de ceux qui nous dirigent ?

2- "Les terroristes vont changer leur manier de faire, et la loi servira à surveiller les simples citoyens."

Ils sont assez cons pour surveiller les téléphones, les ordinateurs et Internet, les espaces publics, alors utilisez la poste...

3- "Il faudrait que quelqu'un m'explique la différence entre PS et UMP, personne jusqu'à maintenant n'a pas su m'expliquer."

Vous expliquer quoi ?

4- "C'était logique. Ces vendus n'ont aucun scrupule à espionner leurs concitoyens. Il ont peur d'une révolution et prennent les mesures nécessaires pour prendre les devant.

Le terrorisme n'est qu'un prétexte, la dictature est sur le pied de guerre."

Leur crainte est exagérée, par contre il leur faut un soutien populaire pour appliquer leur politique ultra réactionnaire, ceci explique cela. Vaut mieux encore une dictature ou le fascisme que le désordre qui nous pourrirait encore plus la vie. Ordre, sécurité, prospérité les principes des républicains de nos jours.

5- "Question : si un jour les Français se révoltent pour avoir du pain, osera-t-on les abattre en les considérant comme terroristes, comme l'autorise la loi du 5 juillet 2010? autrement dit, si l'Etat considère chaque Français comme terroriste potentiel (ce qui justifie cette surveillance globale), doit on y voir un relent d'occupation avec tout ce que cela implique ?"

Ils se gêneraient : A la mitrailleuse !

Canada. La police politique du régime s'octroie les pleins pouvoirs.

- Le Canada va exercer un contrôle inédit d'internet - AFP

Le Parlement canadien était en passe d'adopter une loi antiterroriste devant muscler les services de renseignement et permettre un contrôle inédit d'internet, en dépit d'une vaste opposition qui craint une "surveillance de masse".

Alors que les députés français votaient au même moment un projet de loi sur le renseignement, la Chambre des Communes canadienne a débuté mardi matin la troisième lecture du controversé projet de loi C-51. Le vote devrait intervenir mercredi soir, a indiqué à l'AFP le parti conservateur au pouvoir.

Étant donné la large majorité dont dispose au Parlement la formation du Premier ministre canadien Stephen Harper, et le soutien annoncé de l'opposition libérale, l'adoption de cette loi ne fait aucun doute.

Convaincus que cette réforme allait transformer les services de renseignements en "police secrète", violer la constitution et mener à une "surveillance de masse", plus de 200.000 Canadiens ont signé une pétition demandant sa révocation, un record.

Les députés n'auront eu que deux mois pour débattre et amender, à minima, le volumineux texte législatif, le gouvernement de M. Harper ayant expliqué qu'il y avait urgence à agir face à une menace islamiste présentée comme croissante.

Jusqu'ici cantonné à la collecte d'informations et à la surveillance, le SCRS (Service canadien du renseignement de sécurité) va désormais pouvoir "perturber" les actions de présumés terroristes (en piratant par exemple leurs comptes internet) et placer sur écoutes des Canadiens et leurs proches si jamais ils sont soupçonnés d'avoir une "intention" malfaisante.

Pour arrêter plus facilement un individu, les agences fédérales pourront s'adresser à un juge lors d'auditions secrètes auxquelles aucun avocat de la défense ne sera présent, ce qui fait dire aux associations de juristes, comme au Commissaire à la protection de la vie privée --un haut fonctionnaire relevant du Parlement-- que la loi viole les droits fondamentaux des Canadiens.

L'échange et le partage de contenu sur internet servant de "propagande terroriste" deviendra en outre un geste criminel, quelque soit l'intention de l'internaute en cause.

"Tous les citoyens seront pris dans cette toile, pas seulement ceux soupçonnés de terrorisme", avait dénoncé le Commissaire à la vie privée, Daniel Therrien, dans une lettre ouverte en mars.

D'anciens Premiers ministres libéraux comme Jean Chrétien ou de hauts magistrats comme Louise Arbour, ex-juge de la Cour suprême et ancienne procureure du tribunal pénal international pour le Rwanda et la Yougoslavie, ont également dénoncé le texte qui, "au nom du secret", viendrait bafouer les libertés individuelles.

Tout comme en France les opposants à la nouvelle loi sur le renseignement ont dénoncé l'analyse automatique des communications sur internet via des algorithmes, le filtrage des métadonnées échangées par les Canadiens inquiète vivement les détracteurs de C-51.

L'enjeu est celui de la gestion des "métadonnées, c'est-à-dire des quantités phénoménales de renseignements pouvant être analysés par des algorithmes pour repérer les tendances, prévoir les comportements et faire des liens", avait déploré le Commissaire à la vie privée.

Daniel Therrien avait ainsi souligné que 14 des 17 agences fédérales "qui recevront des renseignements en vertu du projet de loi ne font l'objet d'aucune surveillance indépendante".

À la différence de l'Hexagone, où la nouvelle loi crée un organisme de contrôle indépendant, aucun garde-fou autonome n'existe en particulier pour encadrer les activités du CST (Centre de la sécurité des télécommunications), l'agence en charge de l'interception des communications. Étroitement lié à la NSA américaine, le CST a été épinglé à plusieurs reprises ces derniers mois à la suite de révélations d'Edward Snowden, ce déserteur de la NSA en exil en Russie. AFP 05.05

ACTUALITE EN TITRES

Hystérie féministe. La police de la pensée veille.

- "Bas les pattes !" : des femmes journalistes dénoncent le comportement sexiste des politiques - Francetv info

Sont-elles humaines au moins ces vendus des médias institutionnelles ? Et oui, quand on recadre le sujet, on a le droit de douter de leurs réelles intentions, toujours les mêmes la guerre psychologique contre les masses et leurs préjugés pour qu'elles se tiennent à carreau...

Les femmes ont forcément des comportements de femmes puisque la société les cantonnent à des rôles de femmes, avec tous les travers que cela comportent évidemment, on peut en dire autant des hommes, c'est pratique car cela leur permet d'attaquer les uns pour s'en prendre aux autres ensuite et ainsi de suite.

Les femmes ne changeront pas demain de comportement pour autant, cela revient donc à se moquer de certains de leurs travers qui sont mis ici en lumière, autrement dit ce sont elles qui sont visées, alors que ces "femmes journalistes" font croire qu'elles prennent leur défense. C'est machiavélique et cynique. On a là la réponse à notre question.

Imposture. L'Etat de non-droit ou Les Républicains.

- Le bureau politique de l'UMP adoube "Les Républicains" - Reuters

- Nicolas Sarkozy : «La République ne doit plus reculer» - LeFigaro.fr

- UMP: «Le nom "Les Républicains" est un moyen de se placer au-dessus de la mêlée» - 20minutes.fr

Une anomalie à rectifier immédiatement.

- Le coût horaire du travail français 20% plus élevé que la moyenne de la zone euro - Atlantico.fr

Dossier Yémen

- Une ville saoudienne touchée par des tirs des rebelles yéménites - Reuters

Les rebelles yéménites Houthis ont tiré des obus de mortier et des roquettes katiouchas sur une ville frontalière saoudienne, pour la première fois depuis le début de l'offensive aérienne coordonnée par l'Arabie saoudite, a déclaré mardi le porte-parole de la coalition arabe.

Une école de filles et un hôpital ont notamment été touchés dans la ville de Najrane, à deux kilomètres de la frontière, a précisé le général de brigade Ahmed Asseri, sans faire état de victimes.

Les Nations unies ont de leur côté annoncé mardi qu'au moins 646 civils, dont 131 enfants, ont été tués depuis le début de l'offensive aérienne de la coalition le 26 mars, et 1.364 autres blessés.

- Yémen : comment l'offensive terrestre de Riyad a échoué - french.irib.ir

Le plan des forces militaires saoudiennes pour envoyer des effectifs et des armes dans différentes régions yéménites a été neutralisé par Ansarallah.

Pour briser la résistance du peuple et de l'armée du Yémen, les forces militaires saoudiennes ont pilonné les bases militaires et les zones d'habitation le long des frontières entre le Yémen et l'Arabie saoudite. Tandis que l'armée saoudienne attaquait aux missiles et obus de mortier les régions frontalières du Yémen, Riyad avait élaboré aussi un plan pour envoyer des effectifs et des armes à l'intérieur du Yémen pour préparer le terrain à une offensive terrestre. Mais le plan saoudien a été neutralisé par une attaque des forces révolutionnaires yéménites contre la zone de concentration des forces saoudiennes.

Les soldats de la Brigade du Martyr Hussein al-Houthi, commandés par Abdallah al-Razami ont attaqué sur trois axes les positions des forces saoudiennes qui avaient investi les zones d'habitation. De nombreux effectifs saoudiens ont été tués dans cette attaque, et les autres se sont évadés.

Les forces yéménites ont réussi à saisir une quantité importante d'armes et de munition des soldats saoudiens. Les hommes de la tribu yéménite Hamdân ont occupé, pour leur part, la base militaire d'Al-Manareh, à l'intérieur du territoire saoudien. Cette base est actuellement sous le contrôle des forces yéménites. french.irib.ir 05.05

- Les forces tribales yéménites attaquent le sol saoudien - french.irib.ir

Les forces des tribus yéménites ont pris le contrôle de quatre bases militaires saoudiennes en profondeur de la frontière de l'Arabie.

Citant des sources yéménites, la chaîne de télévision Al-Manar a fait état lundi du contrôle de quatre bases militaires saoudiennes par les forces tribales yéménites près d'Al-Malahit sur le point zéro frontalier. Les rapports préliminaires ont par ailleurs annoncé l'arrestation d'un nombre de Saoudiens. Al-Manar a également indiqué que les forces tribales ont aussi attaqué, en riposte au bombardement de deux camions transportant des denrées alimentaires, les régions de Jazan et de Nadjran en Arabie. Par ailleurs, le mouvement Ansarallah et les comités populaires révolutionnaires ont déjoué lundi l'agression maritime de l'Arabie, en confisquant une vedette dont ils ont capturé l'équipage.

En dépit de la poursuite des frappes saoudiennes, les forces de l'armée yéménite ont pu, à l'aide des comités populaires, dominer et contrôler 90% de la région d'Al-Tavafi à Aden, l'un des plus importats foyers de fréquentation et de circulation des terroristes d'Al-Qaïda. Selon les chaînes Al-Mayadeen et Al-Manar, les avions saoudiens ont largué des armes légères et semi-lourdes à destination des terroristes d'Al-Qaïda et de Daech à Wadi Obaïda à Maarib. 2100 effectifs sénégalais sont envoyés en Arabie pour participer à cette guerre contre le Yémen, a indiqué la diplomatie sénégalaise. Entre temps, le nouveau ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jobaïr a fait part d'une trêve éventuelle dans certaines régions du Yémen. french.irib.ir 05.05

- Le Yémen, au seuil d'une terrible catastrophe humanitaire - french.irib.ir

Avec la poursuite des attaques du régime saoudien contre les infrastructures, les habitations et les centres de soins, la situation humanitaire, au Yémen, s'aggrave, de jour en jour.

Selon les dernières statistiques, diffusées par l'agence de presse yéménite, Saba Press, depuis le début de l'offensive saoudienne contre le Yémen, plus de 3.500 personnes ont trouvé la mort, tandis que plus de 6.000 autres étaient blessées.

Selon ce rapport, diffusé par la Fondation "Freedom-House", pour lutter contre la corruption et défendre les droits et libertés, 492 enfants et 209 femmes figurent parmi les martyrs. De même, 713 femmes et 978 enfants reçoivent des soins, dans les hôpitaux de différentes villes yéménites, dans des conditions déplorables.

Abdelmadjid Aziz, le Directeur général du centre de contrôle des médicaments de la province de Hadja, qui abrite le plus grand nombre de réfugiés yéménites, a fait part au journaliste d'Ummah Wahida, de l'état déplorable des hôpitaux et des centres de soins. Le grave manque de personnel hospitalier, ainsi que la pénurie des matériels médicaux et des médicaments ont poussé les hôpitaux yéménites au seuil d'une catastrophe humanitaire d'envergure.

D'autre part, les sources locales ont fait part du bombardement des raffineries et des centrales électriques de ce pays, d'où la pénurie de carburant, avec, en corollaire, de nombreuses coupures d'électricité. Cette situation a posé de grandes difficultés à la circulation des véhicules de secours et à l'utilisation des équipements hospitaliers et des matériels et équipements spécifiques des salles d'opération.

"La fermeture de la seule usine de production d'oxygène, au Yémen, a mis à mal la situation des malades et des blessés, qui ont besoin de cet élément vital", a annoncé le ministre yéménite de la Santé.

Selon ce rapport, plus de 300.000 personnes ont perdu leur habitation. Le 29 avril, la compagnie de télécommunication et la compagnie d'électricité du Yémen ont mis en garde, via 2 lettres séparées, le ministre yéménite du Pétrole, le secrétaire général des Nations Unies et les instances de secours, contre la coupure définitive, dans un proche avenir, de l'électricité, du téléphone et de l'internet, suite à la pénurie de carburant.

D'autre part, les multiples raids des avions de combat saoudiens, ainsi que le blocus aérien, maritime et terrestre du Yémen, ont engendré une pénurie de denrées alimentaires, dans ce pays pauvre. Les activistes yéménites et les responsables de la santé, dans ce pays, appellent les organisations internationales et les ONG à intervenir, pour aider le peuple yéménite. french.irib.ir 05.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël.

Sionisme. Etat terroriste. Massacres de la population civile en règle.

1- Des soldats israéliens dévoilent les coulisses de la guerre à Gaza - lefigaro.fr

Une soixantaine de combattants livrent, sous couvert de l'anonymat, une description crue de la stratégie adoptée par Tsahal durant l'opération «Bordure protectrice».

Leur récit, cru et dérangeant, éclaire d'une lumière froide les coulisses de l'opération «Bordure protectrice». Plus de soixante militaires israéliens déployés l'été dernier dans la bande de Gaza, simples soldats ou officiers, ont raconté «leur» guerre à l'ONG Breaking the silence. Ces témoignages, livrés sous couvert de l'anonymat et publiés lundi matin, retracent les circonstances dans lesquelles un incessant déluge de feu a été projeté par Tsahal contre des quartiers résidentiels, apparemment pour se protéger d'un ennemi insaisissable. Plus de 2200 Palestiniens ainsi que 72 Israéliens ont été tués durant ces 51 jours de guerre. «Les règles d'engagement transmises aux soldats sont les plus permissives jamais portées à notre connaissance», affirment les responsables de Breaking the silence, qui dénoncent «une politique de tirs indiscriminés» et accusent l'armée d'avoir agi en violation de son propre Code d'éthique.

A en croire la majorité des dizaines de conscrits et de réservistes interrogés par l'ONG, la principale consigne diffusée à la veille de l'incursion fut de ne jamais hésiter à ouvrir le feu pour réduire le risque auxquels ils allaient être exposés. La distinction entre civils et combattants, au cœur des règles de droit international en temps de guerre, aurait ainsi été partiellement abolie. «L'idée de base était: si vous repérez quelqu'un, tirez», raconte un sergent-chef de l'infanterie israélienne, qui fut déployé dans le nord de l'enclave. «Qu'il constitue ou non une menace immédiate n'était pas le sujet», ajoute-t-il, avant de préciser: «Si vous tuez quelqu'un à Gaza, ce n'est pas une catastrophe». Un autre militaire, affecté à une unité de blindés engagée à Deir el-Balah, complète: «Les ordres étaient: Dès que vous voyez quelqu'un autour de vous, disons dans un rayon de zéro à deux-cents mètres, il est mort. On devait partir du principe que tout individu évoluant dans notre zone d'opération ne pouvait pas être un civil.»

Cette ligne de conduite fut, selon les militaires interrogés, largement dictée par la crainte des attentats. La population civile ayant été invitée, le plus souvent par des tracts largués depuis le ciel, à évacuer les zones de combat, toute présence humaine était devenue suspecte. Un soldat raconte qu'un troupeau de moutons ceinturés d'explosifs a un jour été orienté par des combattants ennemis vers les troupes israéliennes. «Nous avons aussi entendu parler d'un vieillard qui s'est dirigé vers une maison contrôlée par nos forces, ajoute-t-il. Ce type, qui avait peut-être 70 ou 80 ans, était équipé d'explosifs de la tête aux pieds…»

A de nombreuses reprises, reconnaissent cependant les soldats interrogés, la mise en œuvre de ce «principe de précaution» s'est soldée par la mort de civils palestiniens. «Il y avait ces deux femmes marchant dans un verger, à 800 ou 900 mètres de nos forces, raconte un militaires déployé dans le sud de la bande de Gaza. Le commandant nous a demandé de vérifier si elles étaient «impliquées». Il faisait jour, le poste d'observation avait du mal à voir et l'officier a envoyé un drone qui les a «incriminées». On a tiré sur ces filles, elles sont mortes. Puis trois tanks ont été envoyés pour vérifier l'endroit. Ils ont inspecté les corps, elles étaient âgées d'une trentaine d'années et n'étaient pas armées. Ils sont revenus et ces femmes ont été recensées comme des terroristes. Si on leur a tiré dessus, c'est bien que c'était des terroristes…»

Le porte-parole de l'armée israélienne, interrogé sur ces accusations, a réaffirmé la détermination de sa hiérarchie «à enquêter sur toute accusation relayée par des médias ou des ONG, ainsi que sur toute plainte officielle portant sur sa conduite durant l'opération «Bordure protectrice». Il affirme cependant que Breaking the silence refuse de communiquer des informations circonstanciées sur les infractions portées à sa connaissance. L'ONG, composée pour l'essentiel d'anciens militaires, veille en effet scrupuleusement à protéger l'anonymat de ses informateurs. «Pour des raisons évidentes, cette attitude rend toute investigation impossible», déplore le porte-parole, avant de rappeler que la justice militaire a, de son propre chef, engagé plusieurs dizaines d'enquêtes depuis la fin de la guerre à Gaza.

Les témoignages recueillis par Breaking the silence éclairent tout particulièrement l'ampleur des destructions infligées aux villes situées le long de la frontière avec Israël. De Beit Hanoun à Rafah en passant par Shijaya, al-Burij ou Khouzaa, des quartiers entiers ont été littéralement rasés par l'artillerie, l'aviation et les bulldozeurs israéliens. «C'était comme dans Call of Duty», raconte un sergent-chef posté dans le nord de l'enclave, faisant allusion au jeu vidéo réputé à la fois pour son réalisme et sa violence. «Nous avons tiré une quantité invraisemblable de munitions», dit-il encore, précisant: «Nous passions notre temps à viser les même maisons, les mêmes fenêtres. J'étais parfois surpris de voir qu'elles tenaient encore debout…»

A en croire les vétérans de «Bordure protectrice», ces tirs de barrages répondaient à plusieurs objectifs. Il s'agissait souvent d'impressionner l'ennemi pour mieux le dissuader de se porter au contact des soldats israéliens. «Les tirs de harcèlement, résume un soldat, c'est ce que vous faites lorsqu'un quartier constitue une menace potentielle.» De nombreux bâtiment furent détruits parce qu'ils abritaient les rampes de lancement d'où plusieurs centaines de roquettes étaient tirées chaque jour vers le territoire israélien. D'autres parce qu'ils étaient réputés abriter des dirigeants plus ou moins gradés du Hamas ou du Djihad islamique. Certains soldats affirment aussi que des maisons furent, à l'occasion, visées avec le souci de «venger» la mort d'un soldat israélien. Et certaines l'auraient été en pensant à ce que les stratèges israéliens appellent «le jour d'après». «Tout au long des combats, on garde cette notion à l'esprit, décrypte un lieutenant engagé dans la ville de Gaza. Il s'agit de «nettoyer» le maximum de zones possibles en pensant au jour où on se retirera...»

Selon Yehuda Shaul, porte-parole de l'ONG Breaking the silence, «ces témoignages illustrent le glissement imprimé à la doctrine militaire israélienne depuis une dizaine d'années». Confronté, après le retrait de la bande de Gaza (2005) et la prise de pouvoir du Hamas (2007), à un ennemi qui se cache au milieu de la population civile, l'état-major aurait fait le choix de prendre certaines libertés avec le Code d'éthique dont elle s'est dotée au milieu des années 90. «Le devoir impérieux de protéger les populations civiles, inscrit au cœur du droit international, s'est insidieusement effacé devant celui de minimiser les risques auxquels sont exposés nos forces, explique Yehuda Shaul. Engagé dans une guerre asymétrique, Tsahal a manifestement renoncé au principe de proportionnalité et cherche désormais à infliger un maximum de dommages pour rétablir une forme de dissuasion. Or, ce changement de doctrine a été décidé en catimini, sans que la société israélienne en soit même informée.»

Le philosophe Asa Kasher, qui a rédigé le Code d'éthique de l'armée israélienne mais milite depuis plusieurs années pour son assouplissement, défend au contraire la conduite de l'opération «Bordure protectrice». «Aucun Etat, explique-t-il, n'a le devoir de garantir la même sécurité à des civils ennemis qu'à sa propre population.» L'utilisation d'infrastructures civiles par le Hamas, ainsi que sa propension à se fondre au cœur de la population civile, constituent à ses yeux un défi auquel les stratèges israéliens n'ont pas le droit de se dérober. «La présence d'un grand nombre de civils non-combattants à proximité d'un immeuble utilisé pour mener des attaques terroristes contre Israël doit-elle immuniser cet immeuble?», interroge le philosophe, avant de répondre: «La réponse est évidemment: non. Dans le cas contraire, Israël sacrifierait tout bonnement à son droit à l'autodéfense.» lefigaro.fr 05.05

2- Gaza : les témoignages accablants recueillis par Breaking The Silence - french.irib.ir

Malgré la propagande, le vrai visage de Tsahal est apparu aux yeux du monde entier durant l'attaque disproportionnée et dévastatrice de l'été dernier sur Gaza. L'ONG israélienne Breaking The Silence met en cause la politique militaire israélienne contre les Palestiniens après avoir recueilli des témoignages suggérant que les soldats ont reçu l'ordre de «tuer à vue» pendant cet assaut .

Dans un communiqué publié dimanche, l'organisation » Briser le silence » confirme que les propos accablants recueillis auprès de soldats et d'officiers, révèlent l'image « troublante » et « inquiétante » de la politique des « tirs aveugles » autorisés par Tsahal. L'ONG affirme que celle-ci a » directement entraîné la mort de centaines de civils palestiniens innocents « .

Plus de 2.310 Palestiniens, essentiellement des civils, ont été tués.A ce chiffre, s'ajoutent plus de 11 000 blessés. Un déluge de feu qui aura duré 7 semaines, réduisant la bande de Gaza, le lieu le plus densément peuplé au monde, en un effroyable champ de ruines .

La moralité des soldats et de l'état major est mise en cause par ces publications: « les propos recueillis par Breaking the Silence dévoilent un changement radical et inquiétant » dans les procédures de combat de l'armée israélienne, a indiqué l'ONG.

Les valeurs directrices de l'armée israélienne, exigeant que les soldats utilisent le minimum de force nécessaire et qu'ils gardent leur humanité même dans le combat, ont été annihilées, voir mises au rebut volontairement». « les ordres d'engagement » transmis aux soldats » étaient des plus permissifs « , l'ONG ajoute que » Les ordres étaient de tirer pour tuer, même si la cible n'était pas identifiée « .

Certains officiers décrivent une atmosphère délétère durant cette guerre, sans commune mesure avec les actions militaires précédentes : « Le discours était vraiment d'extrême droite, un discours raciste et nationaliste « ; un lieutenant ajoute: « Il y avait beaucoup de gens qui haïssaient les Arabes, vous pouviez le voir dans leurs yeux « . Une violence attisée comme le rapporte un sergent : « [nos supérieurs] nous ont dit : si vous tuez quelqu'un à Gaza, c'est cool, ce n'est pas grave « .

Pendant les sept semaines d'assaut contre Gaza, Tsahal a méthodiquement « réalisé la destruction massive des infrastructures civiles et des habitations », l'ONG a noté que, « dans de nombreux cas, la destruction a eu lieu sans aucune justification opérationnelle valable.«

Breaking The Silence a été fondée par des vétérans israéliens qui ont servi Tsahal durant la deuxième Intifada. Sur le site Internet éponyme de l'ONG, ces anciens combattants « ont décidé de révéler au public israélien la réalité dramatique de la vie quotidienne dans les territoires occupés. » « Ce qu'il ressort de ces témoignages, c'est un échec éthique énorme de la part de l'armée israélienne », déclare Yuli Novak, le directeur de Breaking The Silence, qui réclame une enquête indépendante. french.irib.ir 05.05

SOCIAL, MÉDIA ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne. Zéro droit.

- Législatives en Grande-Bretagne : à la rencontre des contrats "zéro heure" - Francetv info

À Newcastle, dans l'ancienne cité industrielle au nord de l'Angleterre, Rochelle est aide à domicile. France 3 l'a rencontrée en 2014. Sa journée du lendemain dépend d'un texto de son employeur. "Ils annulent au dernier moment et nous n'avons aucune garantie de travail", témoigne-t-elle. Dans un contrat "zéro heure", le patron ne paye que quand le salarié travaille. "Certaines personnes sont payées à la minute", expliquait Rochelle. Depuis le début du gouvernement Cameron, ces contrats ont explosé. La flexibilité est poussée au maximum. "C'est de l'exploitation, vous ne savez pas combien d'heures vous allez travailler, il n'y a aucune garantie", témoigne Joseph, un serveur.

La gauche travailliste en a fait son thème de campagne et veut bannir ces contrats. À droite, les conservateurs sont fiers du bilan économique de David Cameron. Pour eux, cette flexibilité qui touche 5 millions de travailleurs en Grande-Bretagne est "indispensable". Francetv info 05.05

Si pour assurer la survie du capitalisme il est "indispensable" que les travailleurs soient réduits en esclavage, il est "indispensable" de liquider le capitalisme...

Eh oui, c'est l'un ou c'est l'autre ! Vous osez tergiverser, hésiter, alors qu'il y a des centaines de millions de travailleurs et leurs familles de par le monde qui connaissent l'enfer au quotidien ? Ce n'est pas permis, c'est intolérable, choisissez votre camp.

ECONOMIE

1- Pétrole

- Le pétrole termine à ses plus hauts de l'année à New York - Reuters

Les cours du pétrole ont terminé en hausse mardi sur le marché new-yorkais Nymex, à leurs plus hauts niveaux de l'année, dopés par de nouvelles perturbations de la production en Libye, une hausse des prix du pétrole saoudien et la faiblesse du dollar.

Le contrat juin sur le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) a gagné 1,47 dollar, soit 2,49%, à 60,40 dollars le baril.

Le Brent a terminé de son côté en hausse 1,07 dollar (+1,61%) à 67,52 dollars le baril.

Depuis le rally de 20 à 25% en avril, certains intervenants tirent les cours à la hausse, convaincus que la surabondance d'offre sur le marché mondiale se réduit du fait de la baisse de la production mondiale de pétrole et malgré l'augmentation continue des stocks américains de brut.

JP Morgan a de son côté relevé mardi ses prévisions de cours moyens du Brent pour les années 2015 et 2016 de, respectivement, trois et dix dollars, à 62 et 72 dollars le baril.

2- Etats-Unis

- Etats-Unis: le Congrès républicain adopte le budget 2016 - AFP

Le Congrès des Etats-Unis, dominé par les républicains, a adopté mardi le budget 2016, document de principe qui prévoit une forte réduction des programmes sociaux, d'éducation et de santé.

Le budget, de 3.871 milliards de dollars pour l'année budgétaire qui commence le 1er octobre 2015, conduirait à une élimination totale du déficit public américain en 2024, selon les chefs républicains, alors qu'il représentait 2,8% du PIB en 2014.

Une résolution budgétaire, non-contraignante, est un document qui guide l'élaboration des lois de finances. Ces lois définiront les crédits exacts de chaque agence fédérale et devront être adoptées avant le 1er octobre, ce qui donne chaque année lieu à la réelle bataille entre républicains et démocrates, qui conservent une minorité de blocage au Sénat.

Le Sénat a approuvé le budget en dernière lecture mardi lors d'un vote par 51 voix contre 48, les démocrates votant contre. Il avait auparavant été harmonisé avec la version de la Chambre des représentants, également à majorité républicaine.

Le texte contient les grandes priorités des conservateurs: il autorise une procédure prioritaire, mais vouée au veto présidentiel, pour abroger la réforme du système de santé de Barack Obama, dite "Obamacare". Il prévoit aussi de réduire la voilure des programmes publics d'assurance maladie pour les plus modestes (Medicaid) et les plus de 65 ans (Medicare) --autant de réformes qui n'ont aucune chance de voir le jour en l'état actuel des rapports de force.

Plus des deux tiers du budget fédéral concernent des dépenses dites "obligatoires", comme le service de la dette, ainsi que la protection sociale au sens large: Medicaid, Medicare, les bons alimentaires, le système public de retraite Social Security...

Le reste est divisé entre la défense (523 milliards) et le reste des agences fédérales (493 milliards), sans compter des dépenses exceptionnelles pour les opérations militaires extérieures (96) et les catastrophes naturelles (7). AFP 05.05

Haut de page

Le 8 mai 2015

CAUSERIE

(Pondichéry, 21h, on a ajouté 12 articles. La causerie d'avril est disponible au format pdf, 207 pages. Le boulot est terminé ! Sans ce boulot l'existence serait insupportable. Ici c'est l'été, on crève de chaud. A plus.)

(Pondichéry une heure plus tard, 17h30 heures locale, on a ajouté 26 articles, une vingtaine d'autres demain matin, je dois les formater et je n'ai plus le temps ce soir.)

On ajoutera des dizaines d'articles ce soir ou demain matin.

L'imposteur hurle à l'imposture, les comploteur au complot, le pyromane crie au feu, le chef des terroristes au terrorisme, le voleur au vol, ainsi va le régime dégénéré. Gouverner sans recourir à des procédés infâmes, à la répression (Baltimore) devient de plus en plus improblable chaque jour qui passe pour les représentants du capitalisme. Ils ne supportent même plus qu'on évoque les faits, on ne parle même pas de leur interprétation.

Quand ils ne peuvent pratiquer le déni, ils enragent, deviennent littéralement hystériques, ils se font menaçant, ils ne parviennent plus à se maîtriser, il leur faut se justifier et ils en sont incapables, ils s'exposent à voir mis à nu leur véritable nature et leurs réelles intentions et ne le supportent pas, car au-delà c'est le régime qui se retrouve tout nu.

La gauche réactionnaire a trouvé son chef dans Valls.

Pas Charlie. Emmanuel Todd
https://www.youtube.com/watch?v=pqwqfXSqPAE

Ce sont des membres de la petite bourgeoisie, des couches moyennes et l'aristocratie ouvrière intellectuelle qui se prétendent de gauche qui sont descendues dans la rue le 11 janvier 2015 au côté des cathos ou pêle-mêle avec la droite. En revanche il a raison d'affirmer que la classe ouvrière n'y a pas pris part, ainsi que la majorité des masses exploitées.

En France je connaissais un couple qui correspond assez bien à ce genre de "manifestants" dits de gauche.

Lui informaticien, elle cadre chez Orange, à eux deux ils palpaient au minimum entre 5.000 et 7.000 euros par mois, propriétaires (endettés) d'un appartement en plein Paris, écolos, féministes, homophiles, tiers-mondistes, pacifistes, altermondialistes, s'ils participent à la Gay Pride et autres manifestations en faveur de minorités, on ne les verra jamais lors de manifestations pour les retraites, la Sécu, l'école, la santé, etc. normal, ils ne se sentent pas concernés car ils ont (encore) les moyens financiers de palier aux conséquences des contre-réformes affectant ces besoins sociaux, et peu importe si leur voisin ou leur entourage, leurs amis le sont, ils ne se posent même pas la question.

Ils n'ont aucune conscience de classe et leur engagement ne se situe pas sur un terrain de classe.

Ils sont sympaths, cools, branchés, de gauche, en apparence seulement car leurs intérêts recoupent ceux des gens de droite avec lesquels ils se retrouvent sur des questions sociétales, à l'exception des questions sociales à caractères politiques dès lors qu'elles concernent l'ensemble des exploités, et c'est bien parce que leurs intérêts sont purement individualistes, corporatistes - ils veulent vivre mieux sans se soucier de la nature du régime en place et du sort qu'il réserve au reste des masses laborieuses, au détriment de qui ou dans quelles conditions ne les intéressent pas, qu'ils peuvent se retrouver au côté de gens de droite.

Ils sont de gauche parce que traditionnellement, c'était ce qui faisait figure de gauche qui s'emparait des questions qui les branchent, justement pour apparaître de gauche dès lors que le réformisme était devenu obsolète ou ne faisait plus illusion, questions somme toute secondaires, pendant que cette gauche à l'intar de la droite s'attaquait à nos droits sociaux collectifs sans que sa fausse étiquette ou son imposture ne soit dénoncée, de telle sorte que l'illusion d'être de gauche en dehors de toute référence à la lutte des classes pouvait s'épanouir au détriment de la lutte de classe sur un terrain indépendant du régime, ce que ce dernier pouvait évidemment tolérer dans la mesure où les questions qu'ils abordaient demeuraient compatibles avec la survie du régime, ce qui n'est pas le cas des questions sociales telles que les retraites ou la Sécu, la hausse des salaires, etc.

Partant de là, que l'on soit de gauche ou de droite cela revient au même ou ne veut rien dire, sauf qu'ils sont de droite pour se détourner ou se désintéresser des questions sociales collectives qu'ils entendent régler sur le plan individuel, ou qu'ils laissent le soin au gouvernement et au patronat de les régler à leur place.

Quant à ceux qui se disent de gauche et qui se mobilisent sur les questions sociales, on observera que c'est le cas uniquement lorsqu'ils sont directement concernés, dans le cas contraire, ils se foutent pas mal que le reste du prolétariat (en France et dans le monde) soit confronté à des difficultés sans nombre, leur engagement est purement corporatiste et ne se situe dans aucune perspective politique si ce n'est la préservation du régime, attitude qu'ils partagent avec ceux qui se disent de droite.

Que parmi eux figurent Hollande, Valls, Fabius, Macron, DSK, etc. ne les interpellent même pas, à aucun moment ils ne se demanderont ce qu'ils ont en commun sinon leur soumission à l'ordre établi dont ils ont justement pris la défense le 11 janvier dernier.

Cette vaste supercherie a pour support les droits de l'homme, qui "ne dépasse donc l'homme égoïste, l'homme en tant que membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire un individu séparé de la communauté, replié sur lui-même, uniquement préoccupé de son intérêt personnel et obéissant à son arbitraire privé. L'homme est loin d'y être considéré comme un être générique ; tout au contraire, la vie générique elle-même, la société, apparaît comme un cadre extérieur à l'individu, comme une limitation de

son indépendance originelle. Le seul lien qui les unisse, c'est la nécessité naturelle, le besoin et l'intérêt privé, la conservation de leurs propriétés et de leur personne égoïste." (Marx. La question juive.)

Recourir au concept des droits de l'homme (à L'humain d'abord) présente notamment comme avantage de pouvoir se conciler toutes les classes sociales, de telle sorte qu'un consensus ou une union nationale puisse se former sur cette base, au lieu que les classes s'affrontent sur leur propre terrain de classe au profit de la classe dominante, puisque c'est elle qui détient le pouvoir et l'instrumentalise, ce qui explique l'engouement de ses représentants sur toutes les questions relevant de ce concept, pour être la négation de la lutte des classes, un instrument de la collaboration de classes, pire encore, un moyen de lutter contre la classe ouvrière en y associant ses propres organisations ou partis ou en les retournant contre elle.

Si la défense des droits de l'homme et de la liberté d'expression figure à l'agenda du régime qui par ailleurs ne supporte plus l'expression de la démocratie, c'est parce que ce sont en dernière analyse des notions à caractère réactionnaire ou qui sont étrangères aux besoins fondamentaux des exploités et des opprimés qui pour être défendus et satisfaits nécessite de rompre avec le régime en place. Ne pas s'interroger sur la nature et l'orientation politique des mouvements en faveur des droits de l'homme et de la liberté d'expression, c'est à tous les coups accepter de se faire manipuler, généralement par ignorance ou parce qu'on y trouve un intérêt strictement individuel.

Cette démarche est guidée par un opportunisme paré de bonnes intentions ou d'une bonne conscience dont les contradictions portent à polémique.

Alors pourquoi cette harangue hystérique de Valls contre Todd ?

Parce que Todd a mis en lumière la coupure qui existe entre les différentes couches d'exploités et que le gouvernement alimente en permanence à travers les différentes questions sociétales qu'il met en avant, afin de les dresser les unes contre les autres, procédé ou mode de gouvernance peu flatteur ou inavouable, qui pour être marqué du sceau de l'intérêt général ou de la justice n'a pas lieu d'être commenté ou exposé à la critique, dévoilé pour être efficace, le but étant d'empêcher que tous ces couches d'exploités se rassemblent pour affronter le gouvernement et les institutions.

Valls craint plus que tout tout discours ou toute polémique qui ramènerait au premier plan la lutte des classes qu'il s'emploie quotidiennement à nier, plan sur lequel il est incapable d'intervenir sans se démasquer, si besoin était, tout au plus il peut assumer sa politique ultra réactionnaire, mais il ne peut pas assumer l'imposture qui consiste à se prétendre de gauche alors qu'il ne l'est pas.

Valls, Hollande, Fabius, etc. concourent à donner une image détestable de la gauche pour que les travailleurs se détournent de la lutte des classes et du socialisme au profit du régime. C'est cette imposture entretenue par tous les partis du mouvement ouvrier depuis des lustres qui ne doit pas être remise en cause, sous peine de briser un des principaux piliers du régime.

Todd a commis un crime impardonnable aux yeux de Valls en prétendant que le gouvernement faisait le jeu de l'extrême droite et instrumentalisait le racisme, montrant le lien de complémentarité qui existait entre le PS et le FN.

Et puis Todd livre des informations sur la composition du PS, son corps électoral, il fait le rapprochement entre les manifestants du 11 janvier et les électeurs qui ont soutenu Maastricht, entre ceux qui ont voté non en 2005 et qui n'ont pas manifesté ce jour-là. Pour un peu ce serait le PS mis à nu, insupportable pour Valls, on comprend. Le rejet des masses du PS n'est que le juste retour des choses.

Cela dit, les masses parviennent elles-mêmes à cette conclusion, sans toutefois en mesurer la portée ou pouvoir en tirer tous les enseignements politiques, elles demeurent fragiles et manipulables, à nous de les aider à inscrire cette expérience dans une perspective révolutionnaire de rupture avec le régime, à trouver la voie du combat contre le régime qui nécessite qu'elles agissent en toute indépendance de ses partis.

Ce que craint Valls, porte-parole de la classe dominante, c'est que la situation évolue et que les masses étiquetées à droite ou à gauche se rassemblent sur le terrain social et politique contre le gouvernement au-delà de ce qui les sépare. Pas plus que la situation ne serait figée, on ne devrait classer les masses à droite ou à gauche, il ne peut s'agir que d'un constat à un instant donné, elle sont susceptibles d'évoluer dans une direction ou une autre.

En ce qui nous concerne, nous ne qualifions pas un travailleur de droite ou de gauche mais son attitude, son état d'esprit qui peuvent encore changer, ainsi nous ne portons pas de jugement ou d'accusation, nous ne faisons pas le procès des masses, celui du régime et de ses représentants nous suffit amplement.

Le PS coresponsable de l'effondrement de la société.

- Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse - Arrêt sur Info 07.05

Pour un peu Todd se serait livré à un réquisitoire sans appel du capitalisme, mais je ne suis pas sûr que cela ait été l'objet de son livre pour ne pas en tirer toutes les conséquences pratiques qui s'imposent, lutter pour son renversement.

Extrait.

France périphérique, France privilégiée

Attaché à sa vocation de chercheur, l'historien ne craint pas de nous dévoiler ses méthodes d'analyse, à coup de cartes et de coefficients de corrélation. Ce passage par la cuisine risque d'indisposer certains lecteurs au moment de savourer les mets. Ceux-ci n'en sont pas moins délectables et surprenants. Ils méritent trois étoiles au Michelin…

« On repère des taux faibles de manifestants dans les agglomérations comportant une proportion élevée d'ouvriers comme Dunkerque, Amiens, Saint-Quentin, Maubeuge, Charleville-Mézières, Thionville, Rouen, Le Havre, Mulhouse, Belfort, Laval, Le Mans, Cholet. À l'opposé, les citadelles des cadres, Paris en tête, puis Lyon, Bordeaux, Toulouse, Rennes, Nantes font apparaître une intensité élevée de la mobilisation », écrit ainsi Emmanuel Todd (page 75).

Grosso modo, les populations ouvrières et les classes populaires ont donc eu moins à cœur de défendre le « droit au blasphème » que les classes moyennes intellectuelles et supérieures. Ce n'est pas tout. À ce distinguo social, l'historien superpose un distinguo religieux. Il apparaît par exemple dans l'opposition entre Lyon, de vieille tradition catholique, avec 300.000 manifestants, et Marseille-Aix, capitale du Sud-Est déchristianisé, avec 115.000 manifestants seulement pour une population équivalente.

Par un raccourci rapide qui fait l'impasse sur le parcours des tueurs, Todd écrit : « C'est le catholicisme zombie (ou résiduel) qui se présente face à l'islam, non la Révolution. Il proclame le devoir de caricaturer Mahomet. Il nous propose une guerre de religions dans un monde qui ne croit plus en Dieu » (page 89).

Mais pour l'historien, l'essentiel est dans le rapprochement entre les manifestations de ce jour-là et les référendums européens, lourd d'enseignements sur la recomposition du paysage politique en France et en Europe et sur le désarroi de tous les citoyens qui ne s'y retrouvent plus entre la droite, la gauche et les extrêmes.

En examinant les cartes électorales, il a cru observer en effet que la France qui a manifesté ce jour-là est aussi celle qui a voté massivement en faveur de la monnaie unique au référendum de 1992 et du traité constitutionnel européen en 2005.

En 1992, « la région parisienne, capitale des cadres supérieurs, a certes massivement voté oui. Mais l'adhésion des provinces périphériques de tradition catholique à la monnaie unique fut également manifeste », écrit-il (page 51).

Il ajoute avec une once de brutalité : « Les forces sociales qui se sont exprimées le 11 janvier sont celles qui avaient fait accepter le traité de Maastricht. L'émotion née de la tuerie du 11 janvier a ressuscité, non pas la République, mais la coalition qui avait voté sa dissolution dans le nouvel ordre européen » (page 82).

Quant au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel, il « a fait apparaître un renforcement de la dimension verticale, de classe, qui a conduit à son rejet par près de 55% des électeurs. 19% des ouvriers seulement ont voté oui, contre 40% des employés (…). Les étudiants ont voté oui à 54% : l'hypothèse d'une jeunesse éduquée révolutionnaire n'était pas, en 2005, à l'ordre du jour » (page 58).

Ces cartes électorales dessinent l'image de la France issue du traité de Maastricht, de la monnaie unique, de la crise et de l'immigration de masse : « Une oligarchie de masse émerge, définie par un niveau éducatif supérieur et des revenus acceptables. Elle tient le pays, lui impose ses valeurs et ses rêves, rejette dans la proche banlieue les enfants d'immigrés, dans la banlieue plus lointaine et au fond des départements les milieux populaires français » (page 137).

Cette observation rejoint celle d'un autre chercheur de gauche, le géographe Christophe Guilluy, qui a montré en 2010 (Fractures françaises) et 2014 (La France périphérique) l'opposition entre une France métropolitaine dominante et une France périphérique, populaire et ouvrière, rebelle à l'idéologie européiste, au libre-échange et à la mondialisation néolibérale.

Un parti socialiste dur aux faibles

Emmanuel Todd prolonge l'analyse et s'interroge sur les motivations souterraines qui peuvent nous conduire à militer pour l'euro et le droit au blasphème quand on vit dans un milieu aisé ou anciennement catholique, ou au contraire les rejeter quand on est issu d'un milieu ouvrier, populaire et de tradition laïque (il ne s'agit évidemment pas d'un choix contraint mais seulement d'une probabilité statistique).

Ses cartes montrent une déchristianisation de la France en deux temps : dès le XVIIIe siècle dans le Bassin parisien, le Limousin ou encore les régions méditerranéennes ; à la fin du XXe siècle dans l'Ouest atlantique, l'Aveyron ou encore l'Alsace.

Les régions les plus anciennement laïcisées du Bassin parisien sont caractérisées aussi par un haut niveau d'instruction et des structures familiales égalitaires (les frères héritent de la même façon). Dominantes au sein de la nation française jusqu'à l'orée du XXIe siècle, elles ont forgé un État solidaire et relativement équitable.

Que s'est-il donc passé pour que sombre cet État et que nous en arrivions à la crise actuelle ? Tout simplement, selon Todd, que la gauche, et plus précisément le Parti socialiste, a été investie par les ressortissants anciennement catholiques des régions périphériques !

Cette nouvelle gauche, représentée entre autres par le président François Hollande, est issue de familles structurellement inégalitaires et autoritaires (les fils demeurent sous l'autorité du patriarche). Elle n'a donc eu aucun mal à renier l'égalitarisme originel et adopter les valeurs néolibérales incluses dans le traité de Maastricht.

Malgré l'échec patent de la monnaie unique et ses conséquences dramatiques sur les classes populaires, dont notre collaborateur Joseph Savès a décrit par ailleurs les raisons objectives, la gauche n'a pas dévié de sa route.

« Le Parti socialiste devient peut-être au fond plus insensible, plus dur aux faibles que ne l'était la droite conservatrice. Le catholicisme social, lui, méprisait l'argent et encourageait chez les privilégiés le sentiment d'une responsabilité vis-à-vis des pauvres. Le culte socialiste de la monnaie unique nous mène au-delà d'une conception catholique de la société » (page 57). Et de préciser : « Ce n'est pas la religion qui a déterminé l'adhésion à un projet économique, c'est le reflux de la religion qui a conduit à son remplacement par une idéologie, en l'occurrence à la création d'une idole monétaire que l'on peut à ce stade de l'analyse appeler indifféremment euro ou veau d'or » (page 54).

Nostalgique de la Révolution et de la France républicaine, Todd enfonce le clou : « Par voie de conséquence, il nous faut admettre un effondrement relatif de la culture française centrale, égalitaire, qui fit la Révolution et assura l'épanouissement d'une République réellement républicaine. L'agent politique principal de la subversion de la culture nationale fut le Parti socialiste, agent discret mais puissant de l'inégalitarisme ambiant » (page 216).

À en croire l'historien, la droite française est elle-même affectée à son insu par les structures familiales traditionnelles : « ce qui rapproche le plus le FN de l'UMP, c'est une commune assise anthropologique égalitaire ! On comprend mieux les difficultés de la droite au pouvoir lorsqu'elle veut réformer. Son assise nucléaire individualiste (la famille de type anglo-saxon) l'y conduit, mais son ancrage égalitaire inconscient résiste à toutes les tentatives pour atteindre le nirvana de la politique néolibérale, la mise en question de l'État-providence » (page 166).

Le paradoxe est audacieux et critiquable. Il n'en a pas moins une certaine beauté esthétique. On comprend à sa lecture les cris d'orfraie des représentants de la gauche parisienne. Pourtant, le pire est à venir. Il est dans la représentation objective de l'immigré par cette même gauche parisienne.

Un parti socialiste héraut de l'inégalité et du multiculturalisme

Le Bassin parisien, nourri par des structures familiales égalitaires, a développé très tôt une culture révolutionnaire et universaliste, accueillante aux étrangers sous réserve que ceux-ci s'assimilent à la culture centrale : « Ne rien accorder aux juifs en tant que nation ; tout leur accorder en tant qu'individu » (Clermont-Tonnerre, 23 décembre 1789).

Citant un observateur anglais du début du XXe siècle, Emmanuel Todd rappelle ainsi que la IIIe République a témoigné d'une tolérance exceptionnelle à la diversité :« Prenons sept êtres humains qui y ont atteint la célébrité : Pasteur, Renan, Anatole France, le maréchal Foch, sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus, Sarah Bernhardt et Suzanne Lenglen. Je doute qu'aucun autre État puisse produire un groupe aussi profondément représentatif des différents aspects de la nature humaine » (page 223).

Cet équilibre a été bouleversé par l'arrivée au PS, dans les années 1970 et 1980, d'électorats venus de la périphérie catholique de tradition inégalitaire et autoritaire, avec un nouveau paradoxe que souligne cruellement Emmanuel Todd : « Officiellement, le PS est depuis les années 1980 le défenseur des immigrés et de leurs enfants. Il a patronné le mouvement SOS Racisme, il évoque encore de temps en temps le droit de vote des étrangers aux élections locales. Cet engagement s'est toutefois inscrit dès le départ dans une logique multiculturaliste, qui insiste sur le droit à la différence, symptôme pour ainsi dire clinique d'ancrage dans un inconscient inégalitaire » (page 170).

De fait, pour lui, « la gauche française est pénétrée aujourd'hui d'un substrat différentialiste inconscient qui ne tient pas tellement à ce que les enfants d'Arabes, de noirs et de juifs deviennent des citoyens comme les autres, et qui se sent intellectuellement légitimé quand il voit des beurs terroristes, des noirs qui font du rap et des juifs qui portent la kippa » (page 172)… On peut en voir l'illustration dans les rédactions des journaux parisiens et dans les grandes écoles, qui recrutent presque exclusivement chez

les enfants de la bourgeoisie des métropoles.

Pour que le paradoxe soit complet, Emmanuel Todd note a contrario que le Front national, « qui affirme l'infériorité des immigrés et de leurs enfants, trouve de plus en plus clairement son assise géographique dans les régions qui firent la Révolution française » (page 149).

Explication : il s'agit de régions aux structures familiales traditionnelles de type égalitaire où l'on tend à considérer, comme Clermont-Tonnerre en 1789, que les hommes bénéficient des mêmes droits mais doivent eux-mêmes s'assimiler à la culture centrale. Le vote frontiste peut apparaître dans ces conditions comme une réaction au multiculturalisme officiel.

Il en va de même de l'antisémitisme développé chez les populations d'origine maghrébine, qui ont un fonds anthropologique égalitaire et sont, comme la plupart des Franciliens, menacées par l'anomie plus que par le communautarisme. Certains jeunes expriment leur ressentiment dans l'hostilité à l'égard de leurs voisins juifs, lesquels sont protégés par une culture différentialiste.

L'historien tire de cette observation un raccourci saisissant : « Reste qu'au-delà des différences trop évidentes entre le vote FN et l'antisémitisme des banlieues, nous sommes confrontés dans les deux cas au mécanisme effarant d'un universalisme que son incapacité temporaire à assimiler ou à se fondre rend raciste » (page 219).

Le choix de la confrontation ou du rapprochement

Emmanuel Todd ajoute aux facteurs de crise que sont le choix du multiculturalisme et du néolibéralisme le trouble induit par la domination sans partage d'un athéisme vide de sens, en particulier dans les régions les plus anciennement laïcisées, où se sont effondrées les structures sociales mises en place par le Parti communiste et les syndicats, avec tout ce qu'elles apportaient de sociabilité, de réconfort et de foi dans l'avenir.

Il y voit la cause du désarroi de la jeunesse, tant de la jeunesse musulmane des banlieues que de la jeunesse des petites villes, réduite à la précarité. Faut-il s'étonner qu'une partie de cette jeunesse en quête de sens se tourne vers l'islam ? « L'islam est disponible dans nos banlieues désorganisées par la crise du capitalisme avancé, et dans ses pays d'origine, bouleversés par leurs crise de transition vers la modernité… »(page 65).

L'historien s'alarme de l'impasse à laquelle conduit le multiculturalisme assorti d'une stigmatisation de l'islam en général. On ne peut demander aux musulmans, très divers dans leurs origines et leurs aspirations, d'accomplir en une génération le chemin que les catholiques et les juifs ont accompli en plus d'un siècle : « Une accentuation de la lutte contre l'islam ne saurait en aucune manière aboutir à sa réduction. Mais elle aliénera les musulmans complètement assimilés. Elle durcira les croyances protectrices des musulmans paisibles des banlieues et des provinces françaises… » et « en l'absence d'un avenir compréhensible, la multiplication des adhésions au radicalisme islamique est à peu près certaine » (page 228).

L'auteur anticipe même sur une multiplication des conversions chez les jeunes des régions les moins solidaires, au fond anthropologique nucléaire et individualiste, sur le grand pourtour du Bassin parisien, de la Normandie à la Champagne.

L'exacerbation des tensions communautaires dans un pays appauvri et dépossédé de sa souveraineté monétaire doit normalement conduire à une confrontation. Une perspective particulièrement sombre que refuse l'auteur de Qui est Charlie ? C'est ce qui l'a poussé à écrire à l'arraché cet essai au ton pamphlétaire, afin que ses amis de gauche ouvrent enfin les yeux.

Lui-même est confiant dans la capacité du pays à assimiler les nouveaux venus, pour autant que leur arrivée ne prenne pas un rythme accéléré : « Les immigrés, toujours et partout, ont pour destin, si la société d'accueil ne le leur interdit pas, de devenir des citoyens du lieu. Au-delà du discours multiculturaliste sur le respect de la différence, la vérité est que tout homme, là où il se trouve, et même s'il veut rester fidèle autant qu'il le peut à ce qui lui vient de sa famille, aspire par-dessus tout à devenir un homme parmi les hommes » (page 144).

« Je suis moi-même un Français typiquement assimilationniste, qui voit dans la fusion de tous les immigrés dans la culture centrale du pays un destin souhaitable », confie-t-il.« Je dois pourtant avouer que tout a été trop vite… » (page 192).

Pour Emmanuel Todd, une alternative existe, fragile et encore improbable au vu du vieillissement croissant du corps électoral… Elle passe par le rapprochement « au nom d'une doctrine égalitaire, des jeunes éduqués en voie d'appauvrissement, des milieux populaires relégués dans les périphéries urbaines et des Français d'origine maghrébine » (page 238) et bien sûr par une sortie de la monnaie unique, génératrice de désindustrialisation et chômage de masse.

Ce rapide survol de Qui est Charlie ? va sans nul doute surprendre bon nombre de lecteurs comme l'avons été nous-mêmes. C'est la vertu de cet essai que de bousculer les idées convenues, d'aérer le débat public et d'ouvrir quelques fenêtres sur l'horizon. Qu'on partage ses thèses ou qu'on les désapprouve, il offre à chacun l'occasion d'affiner sa représentation de la société contemporaine. Faut-il s'en plaindre ? Fin.

La crise du capitalisme qui n'en finit pas entraîne la putréfaction des institutions, des partis politiques, de tous les rapports sociaux tendus à l'extrême qui se délitent, se décomposent, tous les liens ou repères qui servaient à les fixer sont malmenés, dégénèrent au profit d'un individualisme aveugle, effréné, nauséabond, schizophrènique dont la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques est la traduction pratique.

Les inégalités croissantes, l'impunité dont bénéficient les acteurs du système économique mafieux, le culte du néolibéralisme ou de l'injustice sociale finissent d'achever les liens collectifs qui avaient forgé une nation, une communauté, au détriment de la notion de citoyen et au profit d'un vulgaire produit (jetable) du marché, l'homme privatisé sur le modèle du bourgeois mais sans en posséder les avantages.

Tous nos droits ou aspirations, nos principes ou valeurs, les libertés démocratiques, la liberté d'expression, notre existence, devraient être soumis aux besoins du marché, dans le cas contraire ils sont déclarés archaïques, antidémocratiques, d'extrême droite, réactionnaires par les porte-parole de l'oligarchie financière.

On a toujours le choix entre s'accommoder du régime aussi hideux soit-il ou rompre avec lui. Toute hésitation à rompre avec lui et ses représentants dont le PS a valeur de corruption, de compromission, de capitulation.

Parole d'un imposteur enragé.

- 11 janvier: Manuel Valls dénonce des "impostures" de l'intellectuel Emmanuel Todd - AFP

- «Imposture» du 11 janvier : Manuel Valls étrille Emmanuel Todd - LeFigaro.fr

Commentaire d'internaute

1- "En realité M.Valls n'étrille rien du tout. Il enrage tout simplement de se voir lui et Hollande démaquillés."

2- "Il est vrai que le gouvernement a essayé de détourner l'indignation des Français à son profit. ça a plutôt bien fonctionné mais l'effet a été de courte durée."

3- "Si mes souvenirs sont bons, c'est Solférino qui a organisé la marche, rien ne fut spontané."

4- "Dès que la « com » gouvernementale est contestée, Valls brandit l'épouvantail d' "imposteurs" qui ne pensent pas comme lui, en insistant sur la menace qu'ils feraient peser sur la République. "C'est inadmissible, intolérable, inacceptable..." Valls serait partisan d'un parti unique, cela ne serait pas surprenant."

5- "Le monde officiel est un monde d'imposture, et de cynisme. M. Valls et M. Hollande vivent dans un univers de ruses, de manipulations, de démagogie, et surtout dans la crainte d'etre demasqués. C'est ce qui explique le délire de M.Valls, contre un intellectuel, un démographe de talent qui démasque l'hypocrisie de l'establishment."

Ce qui est étonnant - feignons de l'être, c'est que vous ne trouverez nulle part ces propos dans la littérature des partis dits ouvriers, à croire qu'ils auraient une autre interprétation de la situation à nous proposer, laquelle ? Ils critiquent le gouvernement en passant leur temps à l'épargner. Ils n'abordent pas toutes les questions que nous traitons par crainte sans doute que les travailleurs et militants parviennent à trop bien comprendre ce qui se passe réellement.

Terrorisme d'Etat. Hollande arme les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique qu'il prétend combattre.

Grille de lecture.

- Nous avons mis en ligne des dizaines d'articles prouvant que les armes fournis par les puissances occidentales et leurs alliés du Moyen-Orient atterrissaient entre les mains d'Al-Qaïda, d'Al Nosra et de l'Emirat islamique, lorsqu'elles ne leur étaient pas parachutées "par erreur", dixit les Américains. Hollande et le PS notamment portent la responsabilité de tous les massacres et destructions qu'ils ont commis.

- Le droit international ne devait servir en réalité qu'à imposer la soumission de tous les Etats aux Etats-Unis, Israël et éventuellement leurs alliés, qui demeuraient libre d'agir à leur guise dès lors qu'ils décrétaient que leurs intérêts vitaux étaient menacés. Une imposture de plus. Les Etats-Unis qui n'ont cessé de guerroyer depuis 1945, n'ont cessé également de le violer, impunément jusqu'à l'assumer de nos jours au nom de la lutte contre le terrorisme.

- Hollande peut se présenter ouvertement en chef des barbares takfiris, puisqu'il peut compter sur le soutien du mouvement

ouvrier embourbé dans des contradictions inextricables

- Paris reconnaît avoir armé les terroristes syriens - french.irib.ir

La publication d'un nouveau livre, en France, a révélé les aveux du Président de ce pays, pour ce qui est du transfert d'armes létales aux terroristes syriens, simultanément à l'embargo sur les armes, à destination de la Syrie, en 2012.

«Dans les coulisses de la diplomatie française» est le titre d'une nouveau livre, publié ce mois-ci, en France. Citant François Hollande, ce livre confirme la livraison d'armes létales aux terroristes, en 2012, et ce, malgré l'embargo sur les armes, à destination de la Syrie.

«Nous avons commencé le transfert d'armes, lorsque nous avons été sûrs que ces armes tomberaient entre des mains sûres. Pour ce qui est de la livraison des armes létales, nos services en étaient chargés», avait dit François Hollande, au mois de mai, lors d'une interview accordée au journaliste, expert en questions militaires et diplomatiques, et auteur de ce livre, Xavier Panon.

Et Xavier Panon de poursuivre : «Dans la 2ème moitié de l'année 2012, la France avait mis des canons, des mitrailleuses, des lance-roquettes et des missiles anti-char à la disposition des terroristes opposés au gouvernement syrien, alors qu'un embargo sur les armes, à destination de la Syrie, imposé par l'Europe, était en vigueur, depuis juin 2011. Cet embargo a été levé, en mai 2013. La Françe avait prétendu, jusqu'à présent, qu'elle avait livré aux terroristes syriens, seulement, des armes non-létales, comme, par exemple, des gilets pare-balles et des lunette de vision nocturne». french.irib.ir 06.05

- La France a fourni des armes à la révolution syrienne dès 2012, explique François Hollande dans un livre - slate.fr

Alors que l'ordre fasciste règne à Kiev. Pantomime au service de la propagande fasciste pour décérébrés ou collabos.

- L'Ukraine festive et pleine de vie sur la scène parisienne - euronews.com 06.05

Enthousiasme à la limite de la frénésie, débauche de superlatifs et de clichés, ton emphatique, la sémantique emprunte le champs lexical réservé aux artistes de génie pour nourrir une rhétorique fanatique dans laquelle on reconnaîtra la propagande officielle en faveur du régime fasciste de Kiev, bref, une présentation romancée de l'Ukraine très éloignée de la réalité quotidienne que vivent les Ukrainiens soumis au règne de la terreur brune.

Cette mise en scène obsène a pour objectif de donner de l'Ukraine croulant sous le fascisme une image apaisée, rassurante, idyllique, merveilleuse et pleine d'espoir. Jugez plutôt à partir de quelques extraits et sous-titres de cet article.

- La spontanéité, la générosité, l'originalité… C'est avec ces mots que le public admiratif décrit son expérience d'« Ukraine – scène libre »... (Lorsque l'on a à l'esprit que depuis le 9 avril 2015 toute personne critiquant le régime peut être arrêtée et incarcérée, torturée et disparaître ou être assassinée, on a une idée assez précise de ce que signifie être libre de s'exprimer en Ukraine. Seuls les artistes adoubés par le régime fasciste ou s'en accommodant sont libres de continuer à exercer leur art. - ndlr)

- L'ambiance décontractée et ludique à la caserne de Reuilly où, souriants et insouciants... (Il est vrai qu'on s'en fout et qu'on a envie de se marrer en pensant au massacre d'Odessa... - ndlr)

- Dakh Daughters : les génies du grand huit émotionnel (Les serviteurs du régime méritent bien une promotion, non ? - ndlr)

- Million Kopek : les alchimistes du son (Faire passer un coup d'Etat fascisme pour une révolution démocratique, quelle alchimie ! - ndlr)

- RÉSIT(R)ANCE Paris-Kiev : la thérapie musicale née d'une amitié franco-ukrainienne (Vous en connaissez l'orientation politique pro-Otan. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

C'est un honneur !

- Le bouclier et le glaive», l'étrange comparaison de Cambadélis sur Valls et Hollande - 20minutes.fr

Où il compare Hollande à Pétain. 20minutes.fr 06.05

Valls à de Gaulle qui aspirait à une monarchie absolue, pourquoi pas c'est dans l'air du temps, à ceci près que son rôle se limiterait à celui d'intendant de son suzerain américano-sioniste.

Mission impossible

- François Hollande à la conquête des Français - Francetv info

Le Président qui fête ce 6 mai ses trois ans à l'Élysée, cherche à redorer son image auprès de la population. Francetv info 07.05

- La vie de François Hollande dessinée en BD - Francetv info

Un dessinateur a passé un an dans les coulisses de l'Élysée pour faire une BD sur François Hollande : "La vie de château".

Quel misérable mégalomane !

En famille. Comme larrons en foire.

- Place du Colonel-Fabien, on n'en revient toujours pas. La direction du Parti communiste a reçu la liste de leurs invités socialistes qui viendront les voir lundi. Ils auront droit au gratin de la rue de Solférino : le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, son numéro 2, Guillaume Bachelay, le responsable des élections, Christophe Borgel, une des porte-parole, Juliette Méadel, le chargé des relations extérieures Luc Carvounas et Bruno Le Roux. Liberation.fr 07.05

Le PS est de droite, et le PCF ?

Formatage. Lobotomie. Lobbying.

- Hollande annonce un milliard d'euros pour le numérique à l'école - AFP

Fichage et xénophobie

- Quand Valls voulait des statistiques ethniques - Le Huffington Post

- Fichage ethnique : Robert Ménard entendu par les enquêteurs - Francetv info

- Statistiques ethniques: Un outil défendu par les chercheurs et certaines associations - 20minutes.fr

Apparemment la classe dominante lui préfère Hollande ou Valls.

- 67% des Français pour que Sarkozy renonce à la primaire s'il est encore mis en examen - Le Huffington Post

Faits divers institutionnels

- Nicolas Sarkozy, de nouveau au coeur d'une affaire judiciaire - Francetv info

- Bernard Tapie mis en examen pour détournement de fonds publics - Francetv info

- Front national : le micro-parti Jeanne mis en examen - LeFigaro.fr

-« Ukraine ExtraOrdinaire » : l'ironie casse les frontières (De la Crimée, du Donbass ? - ndlr)

Antisocial.

- Les fonctionnaires dans les DOM-TOM ont-ils trop d'avantages ? - Francetv info

91 000 fonctionnaires de l'État bénéficient de surrémunération et d'un régime particulier. Deux tiers sont des agents de l'Éducation nationale. En plus d'un cadre de vie souvent idyllique, ils gagnent 40% de plus qu'en métropole. Mais il faut bien ça

pour compenser une vie bien plus chère qu'en métropole.

La Cour des comptes estime que "les justifications des surrémunérations ont perdu de leur cohérence et de leur pertinence". Les écarts de prix ne seraient plus si élevés et la question de l'attractivité ne se poserait plus, un argument réfuté par les syndicats. En Guadeloupe, l'économie repose surtout sur la consommation avec des produits importés de métropole qui coûtent cher. Pour le patronat, il faudrait d'abord relancer la production locale avant de toucher aux fonctionnaires. Francetv info 06.05

- Les enseignes culturelles bientôt ouvertes le dimanche ? - Francetv info

- Areva pourrait supprimer 10% de ses effectifs en France - Reuters

- Schneider délocalise en Pologne, supprime des postes en France - Reuters

L'aigle et le vautour

- Allemagne. Dijsselbloem: effacer la dette grecque est "impossible politiquement" - AFP

- Etats-Unis. Un fonds "vautour" américain gèle des comptes argentins en Belgique - AFP

Intox et propagande

- Terrorisme: Les Etats-Unis peinent à contrer Daesh sur les réseaux sociaux - 20minutes.fr

- Syrie: les Etats-Unis ont commencé à entraîner des rebelles modérés - AFP

Crises politiques.

- Violente manifestation contre le calendrier électoral à Conakry - Reuters

- Chili : acculée par les scandales, Bachelet congédie ses ministres - AFP -

Ah ben alors, c'est encore les Américains qui décident !

- Yémen: Kerry va discuter avec l'Arabie saoudite d'une pause humanitaire - AFP 06.05

- Yémen: la coalition dirigée par les Saoudiens menace les Houthis de représailles - AFP 07.05

- Yémen: Washington exhorte les rebelles à accepter une proposition de trêve - AFP 07.05

La rhétorique habituelle entre propagande et désinformation.

L'Arabie saoudite se pose en victime des Houthis, alors que c'est elle qui bombarde le Yémen, et Kerry en rajoute une couche en affirmant : "Nous demeurons inquiets devant les actions déstabilisatrices de l'Iran dans la région", tandis que ce sont les Américains qui sont militairement omniprésents au Moyen-Orient et arment les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

- Première défection de taille au sein du Parti démocrate italien - Reuters

Giuseppe Civati, l'un des députés frondeurs du Parti démocrate italien, a fait défection mercredi pour exprimer son désaccord avec le président du Conseil, Matteo Renzi, qu'il accuse de dérive droitière et de refuser le débat.

Ancien proche du chef du gouvernement, il est l'une des figures du groupe formé d'une cinquantaine d'élus démocrates qui a refusé de voter la réforme électorale adoptée lundi à la Chambre des députés.

"Pour l'instant, je suis le seul à partir. On verra ce que l'avenir nous réserve", a-t-il déclaré à la presse. Selon d'autres députés frondeurs, son départ témoigne d'une crise d'envergure dans la majorité.

Dans l'entourage de Matteo Renzi, en revanche, on se dit serein. "Nous sommes désolés, mais nous respectons son choix", a commenté Lorenzo Guerini, numéro deux du Parti démocrate, qui reste la formation la plus populaire du pays avec 36% des intentions de vote. Reuters 06.05

2- Arabie saoudite

- Arabie/Najran:8 postes frontaliers tombent... - french.irib.ir

- L'Arabie plongée dans l'effroi... - french.irib.ir

Les tribus yéménites ont tiré plus de 80 missiles contre les différentes localités de la province de Najran . Selon les tribus, 12 soldats yemenites ont été capturés et de nombreux autres soldats ont été capturés. "Nous irons bientôt exposer les captifs saoudiens, affirme l un des cadres d Ansarallah. Selon les sources saoudienne, Najran est en etat d'alerte comme la totalité des villes saoudiennes, les aéroports sontbondé s de saoudiens qui quittent l'Arabie pour les emirats du Golfe persique.

La panique s' est emparée du royaume wahhabite et les écoles sont à demi fermees. Les postes de contrôle se multiplient dansdifférentses villes frontalière s, pétrolifère s saoudiennes. Outre Najran directement attaquées, les accrochages sporadiques ont étérapportéses à Riyad et dans d'autres villes. Les soldats saoudiens continuent à déserter. Riyad a déjà perdu la guerre. french.irib.ir 06.05

3- Liban

- Liban/Syrie: Al-Nosra décapité par le Hezbollah - french.irib.ir

Quatre chefs de l'organisation terroriste du Front Al-Nosra ont été tués, dans un affrontement avec le Hezbollah, dans la zone montagneuse de l'Est du Liban. Selon la chaîne de télévision Al-Alam, les combattants du Hezbollah libanais ont attaqué un véhicule appartenant au groupe terroriste du Front A-Nosra, à Jaroud al-Tufaïl. Au cours de cette attaque, Abou Wadi, (responsable du Front al-Nosra, à Al-Jubba), et Abou Fatemeh, (responsable de la Brigade Al-Ghousour al-Mohammadiya), ont été tués.

Par ailleurs, la chaîne libanaise, Al-Mayadeen, a rapporté que, dans une autre attaque, les forces du Hezbollah libanais ont pris pour cible le lieu de rassemblement des terroristes du Front Al-Nosra, dans la région montagneuse de l'Est du Liban. Deux autres chefs de l'organisation terroriste ont été tués, dans cette opération, menée par le Hezbollah, à Ras al-Moara. Des affrontements violents ont, également, éclaté entre les terroristes du Front Al-Nosra et les combattants du Hezbollah libanais, aux alentours de Jaroud al-Bital. Avec leurs missiles téléguidés, les combattants du Hezbollah ont pris pour cible sept véhicules des terroristes du Front Al-Nosra, dans une zone, qui a été investie par ces terroristes, le long des frontières entre le Liban et la Syrie. Des sources locales font état de la mort d'au moins, seize terroristes, dans cette attaque. Des dizaines d'autres membres du Front Al-Nosra ont été blessés, au cours de cette opération des combattants du Hezbollah libanais. french.irib.ir 07.05

4- Bahreïn

- "Des milliers de Bahreïnis ont été torturés" ("Human Rights Watch") - french.irib.ir

Des milliers de Bahreïnis ont été arrêtés et torturés", a déclaré le responsable du département des libertés religieuses de "Human Rights Watch", en annonçant la poursuite, par les Al-e Khalifa, de la répression du peuple et de l'arrestation et de la pratique de la torture, à l'encontre des oulémas religieux.

«Le maintien en détention de 16 dignitaires religieux de Bahreïn et la déchéance de la nationalité, pour 15 d'entre eux, s'inscrivent dans le cadre de l'anéantissement du pays, dans le cadre duquel figure la destruction de près de 40 mosquées, tandis que des milliers de personnes étaient arrêtées et torturées», a précisé le Cheikh Meitham Salman, en marge d'une réunion, au siège de l'Association de la Concordance islamique de Bahreïn, (Wefaq).

Les Chiites représentent 65% de la population de ce pays. Les actes du régime visent les libertés religieuses. Le gouvernement a détruit 38% des mosquées.

Par ailleurs, 2.000 citoyens ont été arrêtés et torturés. Au moins, 100 d'entre eux, ont trouvé la mort, sous les violences et la torture. french.irib.ir 06.05

5- Sénégal

- Le Sénégal va envoyer 2.100 hommes en Arabie saoudite - french.irib.ir

Le Sénégal a annoncé lundi l'envoi en Arabie saoudite de 2.100 militaires pour contribuer à la coalition internationale conduite par Ryad pour attaquer Yémen, à la demande du roi Salmane.

La date précise de l'envoi de ce contingent n'a pas été communiquée par le ministre des Affaires étrangères, Mankeur Ndiaye, qui a informé l'Assemblée nationale de la décision du président Macky Sall, dans un discours dont l'AFP a obtenu copie.

Aucune indication supplémentaire n'a pu être obtenue dans l'immédiat de source officielle. french.irib.ir 06.05

ECONOMIE

Crise du capitalisme.

- Le déficit le plus grave, c'est la demande mondiale ! - latribune.fr

Pour la BCE, il faut transformer l'essai de la reprise. La reprise de la consommation est une aubaine. Mais pour qu'elle ne soit pas qu'un feu de paille, il faut continuer le chantier des réformes structurelles : poursuivre la réforme du marché du travail, lever toujours plus les obstacles à la concurrence, alléger la fiscalité du capital. C'est par le renforcement de la croissance potentielle que la reprise s'inscrira dans la durée. Il s'agit là du discours unanime de toutes les institutions internationales. Ce qui revient à dire que les économies, mondiale et européenne, sont essentiellement malade de l'offre.

Il faut se méfier des discours marqués du sceau de l'évidence

Car les causes profondes d'une crise ne sont jamais observables. Ce que l'on observe ce sont les symptômes. Et précisément les symptômes sont trompeurs.

Disons plus clairement qu'un problème d'offre se manifeste souvent à travers un affaiblissement de la demande. Et réciproquement. Si l'on prend la crise de 73 par exemple, la rigidité de l'offre était la cause profonde de l'enracinement de la stagflation. Les entreprises, en dépit des efforts de relance publique optaient pour une hausse des prix plutôt que pour celle des volumes.

L'inflation consumant le pouvoir d'achat et donc la demande, les pouvoirs publics agissaient du côté de la demande et des salaires, renforçant au final le mal. Idem lorsque les blocages sont du côté de la demande.

Face à un débouché qui se réduit, la concurrence s'exacerbe, la rentabilité baisse, l'assiette fiscale se nécrose, et tout donne le sentiment que le manque de compétitivité est la cause de tout et que l'état ankylosé est la source du mal.

Les remèdes déployés, que ce soit la modération salariale, la réduction des dépenses publiques, la libéralisation, ne font pourtant qu'aggraver le mal. Et la façon la plus sûre pour tuer la reprise dans l'œuf est précisément de continuer dans cette voie contrairement à ce qu'affirme la BCE.

Les mises en garde de Ben Bernanke

Ben Bernanke, l'ancien président de la FED n'a cessé d'ailleurs de mettre en alerte depuis 2005 sur ce déficit chronique de demande qui pénalise la croissance mondiale. Dont la source est d'abord du côté des pays émergents et des pays vieillisants, Japon et Allemagne en tête.

Il ne croit pas aux démonstrations de la stagnation séculaire qui évoquent la démographie américaine, le réservoir épuisé de l'activité des femmes ou le ralentissement du progrès technique pour expliquer l'affaissement de nos potentiels de croissance. Avec un argument principal. Si le problème était là, la mobilité du capital le corrigerait. Même si nous n'avons plus les mêmes gisements de main d'œuvre disponible ou de productivité que par le passé dans les pays développés, cela n'est pas vrai à échelle mondiale. Il suffit alors au capital de se déplacer pour maintenir la croissance globale.

Or, il est faux de considérer que la demande serait l'affaire du court terme, tandis que l'offre serait l'affaire des politiques structurelles de long terme. La demande a aussi des déterminants structurels.

La démographie et la pyramide des âges d'abord. Ce paramètre est peu manipulable, mais il l'est quand même à travers les politiques de natalité et les politiques migratoires ; La répartition ensuite. Les inégalités excessives favorisent l'épargne au détriment de la consommation puisqu'elles déplacent le revenu vers les populations qui ont la plus faible propension à consommer.

Or l'abondance d'épargne fait baisser les taux d'intérêt et ce régime de faible taux alimente les bulles à répétition. Le risque pesant sur les ménages ensuite. Trop de précarité ou trop peu d'assurance encourage l'épargne de précaution. Toujours au détriment de la demande. Dommage donc, que lorsque l'on aborde les politiques structurelles ne soit évoqué que le versant de l'offre. latribune.fr 07.05

Haut de page

Le 10 mai 2015

CAUSERIE

Flagrants délits.

A l'heure où Obama et Hollande prétendent armer des "*rebelles modérés*" en Irak et en Syrie :

- Des missiles français "Milan"aux mains d'Al-Nosra - french.irib.ir 09.05

A l'heure où Hollande appelle à "*être plus solidaires des pays pauvres*"

- Les Forces spéciales françaises interviennent au Yémen - french.irib.ir 08.05

L'Arabie saoudite vient en aide à Al-Qaïda en difficulté au Yémen, et Hollande vole au secours de l'Arabie saoudite embourbée au Yémen. Bref, le terrorisme d'Etat ne se cantonne pas à la France (7 janvier 2015), il ne connaît plus de frontières avec Hollande.

Etre de gauche, c'était surtout être opportuniste, inconsistant, ignorant...

Il y avait la fausse gauche qui dès lors qu'elle était cantonnée au rôle d'opposition factice parlementaire suffisait à faire obstacle à la véritable gauche, tout du moins théoriquement.

Puis vint le moment où la pseudo-gauche fut contrainte de tomber le masque en montant au créneau pour soutenir le régime à bout de souffle ou gouverner pour le compte de la classe dominante. Elle traîna des pieds pour l'assumer, cependant pour que l'imposture persiste et continuer de jouer le même rôle, elle se para d'une myriade d'associations à but soi-disant social, humanitaire, etc. qui devaient donner l'illusion que le PS était toujours de gauche, elles rameront pour le PS et le régime en fait.

A l'étape suivante, il lui faudra enfin assumer sa véritable nature réactionnaire en endossant le néolibéralisme. Dans ces conditions il lui sera de plus en plus difficile, pour ne pas dire impossible, de continuer de faire illusion et de répondre à ses contradicteurs de gauche. Aussi cela devait être au tour des agents de la classe dominante parmi l'élite intellectuelle de prendre le relais en consitituant ou en activant les think tanks ou réseaux de propagande qu'ils avaient créés précédemment mais qui jusque là étaient restés relativement discrets, qui prétendront être de gauche (ou antifas), où se mêlera le plus souvent des personnages de droite et dits de gauche, quand ils n'étaient pas déjà infiltrés au sein de cette pseudo-gauche.

Ils auront pour tâche de reprendre la rhétorique empruntée jusque là par le PS et son réseaux associatif pour mieux discréditer les intellectuels et les partis ou organisations critiquant la politique du gouvernement, en les amalgamant à l'extrême droite ou en les faisant passer pour des membres ou des sympathisants de l'extrême droite, tout en les accusant de propager la théorie du complot, pour finalement les accuser d'être responsables de la situation afin que militants et travailleurs s'en détournent.

Pour mener à bien cette tâche ou adopter cette démarche, il leur faudra élever l'imposture à un niveau jamais atteint et emprunter les méthodes ignobles des faussaires qui caractérisent les régimes dictatoriaux ou fascistes, et surtout l'assumer jusqu'au bout sans manifester le moindre état d'âme, d'où la sélection rigoureuse de la pourriture qui allait officier dans les médias, qui lui offriront généreusement une tribune puisqu'ils appartiennent au même monde.

Leur procédé consistera essentiellement à salir la mémoire et la personnalité de leurs contradicteurs au moyen de calomnies, de rumeurs qu'ils auront créées de toutes pièces et qu'ils substitueront à la réalité, ils emprunteront un langage radical pour impressionner les naïfs en s'emparant de questions sociales ou sociétales qu'ils traiteront finalement conformément aux besoins exprimés par la classe dominante dont ils assurent la propagande.

Ils doivent se faire passer pour des gens de gauche, mais ce n'est pas indispensable, puisque être de gauche sur le modèle du PS et compte tenu de la dégénérescence du mouvement ouvrier qui n'a jamais rompu avec lui, cela revient à être de droite, ils peuvent donc s'afficher indistinctement de gauche ou de droite en se prétendant républicains, progressistes, humanistes, laïcs, etc. et tenir le même discours relayant la guerre idéologie et psychologique des néolibéraux contre les masses exploitées.

Cette porosité entre la gauche et la droite est également une constante du mouvement ouvrier jusque dans son avant-garde depuis 1940, ils n'ont donc rien inventé. Si être de droite avait réellement une signification, supporter le régime en place, être de gauche en avait une si élastique qu'on pouvait très bien être de droite en croyant être de gauche, rejeter le recours à une révolution pour porter la classe ouvrière au pouvoir, ce qui revient en pratique à abandonner cet objectif, soutenir les réformes engagés par un gouvernement sans tenir compte qu'il était de droite ou de la pseudo-gauche, donc soutenir ce gouvernement au service de la classe dominante, soutenir les candidats du PS à des élections sachant qu'une fois élus ils appliqueraient la politique de la droite, etc. C'est ce mélange des genres, cet opportunisme constant qui a dévasté le mouvement ouvrier, disloqué son avant-garde.

On nous dira que la situation actuelle était inévitable, cela reste à démontrer, par contre ce que l'on peut affirmer sans l'ombre d'un doute, c'est qu'absolument rien ne nous obligeait à adopter cet opportunisme déguisé en pratique démocratique, leurs auteurs se félicitant de ne pas être tombés dans le dogmatique ou le sectarisme pour ne pas vouloir se couper des masses, qu'en réalité ils n'ont jamais pu conquérir pour y être demeurés étrangers ou ne s'être jamais réellement tournés vers elles il serait plus juste de dire.

Dénoncer la collaboration de classes quand on la pratique dans ses rangs depuis des décennies est incohérent et ne peut inspirer que le méfiance ou le rejet chez les travailleurs et militants. On nous rétroquera qu'ils n'en ont pas forcément conscience ou qu'ils n'y sont pas forcément opposés, certes, jusqu'au jour où ils vous le reprochent parce que cela n'a pas donné les résultats escomptés, autrement dit une telle compromission n'aura finalement servi strictement à rien quel que soit l'angle sous lequel on l'envisage, tous les droits foutant le camp ou en terme de construction du parti. Dès lors qu'on n'a plus de principes ou qu'on a des principes à géométrie variables, on ne combat plus pour les mêmes objectifs, par crainte de crever de faim on les a troqués contre un plat de lentilles empoisonnées qui à terme devait nous être fatal.

Quand on a cautionné une imposture pendant plus d'un demi-siècle, comment voulez-vous inspirer confiance, surtout quand on est incapable de l'assumer ? Qu'il faille faire avec la situation, qu'on ne choisisse pas les conditions dans lesquelles on doit mener notre combat, on entend bien, on n'est pas borné ou sclérosé, mais tout n'est pas permis pour autant, on peut être amené à passer des compromis en préservant l'essentiel, comme on peut passer outre et se compromettre gravement ou définitivement, ce n'est pas pareil.

Un jour j'avais été embauché comme cadre, je savais que cela allait nécessiter de ma part certains compromis avec mes idées, j'allais représenter la politique de la direction de l'entreprise au sein de mon équipe de techniciens, j'étais très mal à l'aise en vérité, j'étais inquiet, je ne voyais pas comment j'allais pouvoir concilier les deux. Et effectivement, j'en ai été incapable et je me suis fait virer au bout de 7 mois. Bien que je ne militais plus du tout depuis des années, je devais incarner la direction mais j'étais demeuré un militant ouvrier dans ma tête, les deux étaient inconciliables, aucun compromis n'était possible sans renier l'un ou l'autre et ce qui l'emporta chez moi fut mes principes, ce que j'avais de plus cher et je n'ai jamais changé par la suite jusqu'à l'heure où j'écris ces lignes.

Quand on bosse dans le privé on est confronté à ce terrible dilemme, soit plier et finir par capituler, soit résister et finir par être éliminé, à moins d'avoir le bol d'avoir un emploi sans aucune responsabilité et de se tenir à carreau ou savoir être hypocrite quand il le faut, ce dont je n'ai jamais su faire, la preuve encore aujourd'hui pour ne pas être capable d'attirer la bienveillance de mes lecteurs pour lesquels mon sort les laisse indifférent, on a tous nos faiblesses.

Un jour un patron qui ne pouvait pas m'encadrer m'avait lancé un défi. Je vais vous briser m'avait-il dit, vous allez vous soumettre, vous allez faire comme tout le monde, c'était lors d'un entretien officiel suite à une énième lettre recommandée, il m'en enverra sept au total avant de me virer. Je n'ai pas cédé, il me demandait de saloper mon boulot, alors que je respectais scrupuleusement les procédures établis par le constructeur Canon, autant que le contrat que la société qui m'employait avait signé avec ses clients qui incluait un service de qualité auquel j'étais tenu par respect pour ces clients, cette notion de qualité et de respect me semblait plus importante que les comptes d'apothicaire de mon patron à la mentalité d'escroc, qui exigeait que je l'imite en somme, ce dont je me refuserai, par principe comme toujours.

Tenir tête à quelqu'un est autre chose, cela peut s'avérer inutile et nuisible, donc stupide. Cela ne sert à rien de contredire quelqu'un qui aura forcément raison ou le dernier mot, dans ce cas-là vaut mieux s'abstenir et ne pas chercher la polémique. Tant que cela ne sort pas du champ restreint des idées, on peut facilement adapter notre comportement en fonction de la situation, mais lorsque cela doit se traduire sur le plan pratique c'est une toute autre affaire, on peut être amené à se renier, à commettre

des actes opposés à nos convictions, les conséquences peuvent avoir une importance considérable sur le déroulement de notre existence, donc la marge de manoeuvre dont on disposera sera souvent restreinte. J'ai été viré un nombre de fois considérables sans n'avoir jamais commis la moindre faute professionnelle, avoir tenu des propos ou commis des actes répréhensibles, j'ai seulement refusé de me comporter en larbin ou vaurien. Dans ma propre famille j'ai été jugé et exécuté de la même manière, aussi injustement et j'en garde un goût amer sans en vouloir à personne évidemment. Cela ne leur a rien apporté, bien au contraire.

En politique, les paroles et les actes ont pour ainsi dire autant d'importance, car les paroles véhiculent un signifiant qui a une portée pratique. Ils doivent correspondre, on ne peut pas accepter qu'ils se contredisent.

Dans la vie comme en politique on peut accepter beaucoup de choses, souvent on n'a pas le choix, mais il y en a aussi qu'on ne peut pas laisser passer, l'hypocrisie, le mensonge, la malhonnêteté intellectuelle, le déni, la falsification des faits, etc. pour simplement avoir raison, justifier ses positions, défendre ses intérêts mesquins, c'est intolérable, indigne, misérable et condamnable en politique. A suivre.

Bonne conscience, hypocrisie et lâcheté, le tryptique de la médiocrité supérieure.

CSP+ urbain. Catégories socioprofessionnelles supérieures.

A défaut de conscience politique, de principes, de valeurs, de morale, d'idéal, ceux de la classe dominante feront l'affaire.

Les médias flattent ceux que le régime ménage, choie, caresse dans le sens du poil, dont il a besoin pour légitimer sa politique ultra réactionnaire, être tout simplement un médiocre Charlie ! Ils lui servent de caution, ils sont réactionnaires, ils participent aux campagnes contre les préjugés des masses, rares sont ceux qui sortent du lot.

Tout s'achète, même une bonne conscience, ils sont servis mais en veulent plus, l'argent n'ayant pas d'odeur, ils se foutent de savoir que la rallonge qui leur sera accordée sera au prix de nouveaux sacrifices imposés aux couches les plus défavorisées à défaut de s'attaquer à la classe dominante.

Les médias en raffolent et haïssent les pauvres, les démunis, les défavorisés, les sans le sou qui peuvent croupir dans leur merde, qui plus est quand ils se détournent des institutions et ses partis corrompus. Ils refusent de jouer le jeu et de soutenir le régime, que cela ne tienne, ils vont se rabattre sur les nantis qui ne demanderont pas mieux, pourvu qu'ils puissent continuer de vivre comme avant.

RMC, « la matinale info la plus
CSP+ » allant jusqu'à se renommer « RMCSP+ »
Europe 1, « vague record sur les 25-59 ans et les CSP+I »
RTL2, « 2ème radio musicale sur les CSP+I »
Le Monde « 58% des CSP+ »
Le Figaro « 5,7 millions d'individus CSP+ »

(Source : Quand les médias dominants parlent aux classes dominantes - acrimed.org - 05.05.2015)

Je ne pense pas qu'il faille s'adresser à ces couches de privilégiés qui en dehors de leur niveau de vie supérieur au reste des masses exploitées qui n'ont rien à leur envier, ne présentent aucun avantage ou intérêt particulier, car les masses sont tout aussi développés et capables de saisir la situation pour peu qu'on s'adresse à elles et qu'on adapte notre discours pour qu'elles puissent y adhérer. On n'est plus au début du XXe siècle, on le rappelle en passant...

Dossier Yémen.

- Yemen : l'Arabie saoudite annonce un cessez-le-feu de cinq jours - Francetv info

L'Arabie saoudite a annoncé, vendredi 8 mai, un cessez-le-feu de cinq jours prenant effet mardi 12 mai. Ryad dirige depuis six semaines une coalition arabe qui mène une campagne aérienne pour empêcher les Houthis de prendre le contrôle de l'ensemble du Yémen, et maintient sur le pays un blocus terrestre, maritime et aérien. Francetv info 08.05

- Les militaires saoudiens désertent les casernes - french.irib.ir

Avec la fuite d'officiers et de snipers saoudiens, la base militaire de Jalah, située dans la province de Najran, est tombée entre les mains des combattants de la tribu yéménite Hamadan.

Avec la progression des combattants des tribus yéménites vers la province de Jizan, en Arabie, bon nombre de militaires de l'armée saoudienne ont déserté les bases frontalières, a indiqué Al-Alam.

"8 bases militaires ont été prises par les tribus yéménites et 4 snipers saoudiens ont été capturés", a affirmé le site d'information Al-Manar, avant d'ajouter : "La plupart des casernes ont été désertées".

Auparavant, les sources yéménites avaient annoncé que l'une des casernes saoudiennes était tombée, mercredi soir, entre les mains d'hommes de tribus, dans la localité de Najran, dans le Sud de l'Arabie, et que les tribus yéménites avaient réussi à prendre la base de la 7ème brigade de l'armée saoudienne, avec tous ses équipements. Auparavant, les combattants des tribus yéménites étaient entrés, depuis Bekil, dans les territoires saoudiens, avant de s'emparer de 6 casernes de l'armée saoudienne.

D'autre part, en réaction à la prise en otage de ses soldats et de la prise de ses casernes, l'armée saoudienne s'est mise à bombarder, de manière démentielle et aveugle, les zones frontalières. L'armée syrienne a, également, mené 2 raids ariens contre les localités d'Al-Qofl et d'Al-Salaa, dans la banlieue de Saada. french.irib.ir 08.05

- Les Forces spéciales françaises interviennent au Yémen - french.irib.ir

Mondafrique est en mesure de révéler, d'après des sources bien informées, que la France vient d'engager quelques forces sur le front de la guerre du Yémen.

Depuis quelques jours, venus de Djibouti et d'Abu Dhabi, où ils ont des bases permanentes, des soldats des Forces Spéciales tricolores appuient leurs collègues saoudiens à la frontière avec le Yémen.

On trouve donc, dans cet engagement, des membres de la 13ème Demi-brigade de Légion étrangère implantée à « Zayed Military City », à 65 km d'Abou Dhabi. Quant aux militaires venus de Djibouti ils appartiennent au 5e Régiment interarmes outre-mer. french.irib.ir 08.05

- Des missiles français "Milan"aux mains d'Al-Nosra - french.irib.ir

Les forces de la Résistance libanaise ont saisi des équipements des terroristes du Front Al-Nosra, parmi lesquels on remarque des missiles français "Milan".

Selon la chaîne de télévision Al-Mayadeen, l'armée syrienne et les forces de la Résistance libanaise, qui poursuivent leur avancée, sur les hauteurs de Qalamoun, ont repris des régions, prenant, également, en main le contrôle des positions du Front Al-Nosra, sur les hauteurs d'Erssal al-Ward. Les terroristes de ce Front qui ont, aussitôt, rebroussé chemin, ont abandonné des équipements militaires, parmi lesquels, des missiles français "Milan", des missiles de moyenne portée, transportables et des missiles anti-char, qui sont fabriqués par la compagnie "Euromissile", dans la commune de Fontenay-aux-Roses. french.irib.ir 09.05

- Yémen : un 2e hélicoptère "Apache" abattu, ses pilotes, capturés - french.irib.ir

Des sources du mouvement Ansarallah ont annoncé que les combattants de ce mouvement étaient parvenus à abattre un deuxième hélicoptère "Apache" saoudien, dans une région, située dans la province de Saada, et avaient capturé ses deux pilotes.

Selon le site d'information Yémen Al-An, des sources d'information ont confirmé cette nouvelle, avant d'annoncer les noms des pilotes saoudiens. Il s'agit du capitaine Sultan Ben Mohamed al-Zahrani et son co-pilote, Fahd Abdallah al-Ghameri. La semaine dernière, Ansarallah avait, également, abattu un hélicoptère "Apache" saoudien, dans la région de Najran. Riyad a prétendu que cet hélicoptère s'était écrasé au sol, en raison d'une panne technique. french.irib.ir 09.05

- Les secousses des changements à Riyad: le prince Moqren arrêté, le chef de la Cour saoudienne aurait été exécuté - french.irib.ir

Le prince Moqren Ben Abdelaziz est assigné à résidence, et tous ses contacts avec l'extérieur du palais ont été coupés.

Selon le site d'information de la chaîne « Khabar », le prince saoudien Moqren Ben Abdelaziz se trouve assigné à résidence et cela fait une semaine qu'il n'a pas d'accès au portable et à Internet et qu'il lui a été interdit de recevoir des invités dans son palais ou d'y organiser des réunions. Le roi d'Arabie saoudite Salman Ben Abdelaziz a limogé, il y a quelques semaines, son prince héritier Moqren Ben Abdelaziz et présenté Mohammad Ben Nayef, ministre de l'Intérieur, comme son successeur. Cette démarche du roi saoudien a confié les postes-clé à la deuxième génération de la dynastie des Al-e Saoud, régnant en Arabie saoudite.

La semaine dernière, des rumeurs circulaient sur les tentatives d'assassinat du roi d'Arabie saoudite. Immédiatement on a porté un doigt accusateur sur Moqren Ben Abdelaziz et le roi Salman a ordonné l'exécution du chef du protocole de sa cour et ses

adjoints. Il avait même émis l'ordre de l'exécution de Moqren Ben Abdelaziz mais, pour des raisons dont on ignore, il s'est contenté de l'assigner à résidence. D'autre part, personne ne sait rien du sort du prince Ahmed Ben Abdelaziz et les observateurs politiques disent qu'il pourrait être arrêté. Certaines rumeurs circulent sur sa pendaison. french.irib.ir 10.05

Ah quand même des bonnes nouvelles !

ACTUALITE EN TITRES

Vive la Ve République !

- Sondage: Chirac, Mitterrand et Giscard ont été des bons présidents - AFP

Sarkozy et Hollande ont été franchement mauvais... Où est le lézard ? Bons ou mauvais ils ont tous légitimé les institutions de la Ve République qui assurent la stabilité du régime, c'est l'essentiel.

Toujours aussi ignorants, insouciant et soumis, incapables de prendre leur destin entre leurs mains, il faut reconnaître que tout est fait pour qu'il en soit ainsi.

Quand on a tous les éléments en mains pour analyser la situation, il est facile d'interpréter le comportement d'une personne et de déceler quels éléments lui faisant défaut le motivent, sur quoi repose son état d'esprit, etc. A vrai dire, c'est un jeu d'enfant.

Encore faut-il écouter ce qu'elle a à nous dire et ne pas l'interpréter à partir de nos connaissances ou de notre expérience, mais à partir des siennes, car c'est là que se trouve les éléments qui la font penser et agir de la sorte, et c'est sur ces éléments qu'il nous faut agir si on veut l'aider à prendre conscience qu'elle se fourvoie ou qu'elle a été manipulée, conditionnée. Il faut avoir été formé dans cet esprit-là pour mener à bien cette tâche, ce qui veut dire qu'on a commencé par travailler sur soi-même pour mieux se connaître, ce qui nécessitait d'apprendre à connaître les autres, car c'est à travers eux qu'on apprend à se connaître, puisque nous ne sommes pas différents fondamentalement, d'où la nécessité de les respecter à la base au lieu de les juger.

C'est quand on est jeune (militant) qu'on doit acquérir cette formation, quand on est vieux on a pu l'acquérir sur le tas et sur le tard après avoir gaspillé un temps précieux et c'est bien dommage. Je plains sincèrement les militants qui sont livrés à eux-mêmes et qui doivent s'en prendre plein la gueule tous les jours sans y avoir été vraiment préparés, j'imagine que cela doit causer des ravages irréparables parfois, ce qui est bien triste. Ici modestement on aura tout fait pour essayer de les soutenir. A suivre.

Invasion de la peste brune aux Antilles.

- Les Antilles face à l'invasion des algues brunes - Francetv info

- Aux Antilles, un François Hollande aux airs de candidat - LeMonde.fr

Alors qu'ils les pillent et les bombardent.

- Climat : Hollande lance «l'appel de Fort de France» - LeFigaro.fr

En Martinique, le chef de l'Etat a appelé les pays riches à être plus solidaires des pays pauvres dans la lutte contre le réchauffement climatique. LeFigaro.fr 09.05

Et le cynisme en prime :

«J'attends qu'il y ait une mobilisation de l'ensemble des pays caribéens parce que ce sont eux qui vont apporter des témoignages à la fois sur les risques, les conséquences du réchauffement climatique, mais aussi sur les solutions», a-t-il déclaré. LeFigaro.fr 09.05

En famille. Mélenchonade. La légitimité de gauche du parti de l'ordre.

- Mélenchon aux adhérents UMP: "Il n'y a pas que vous" qui êtes républicains - AFP

Et Sarkozy satisfait de s'exclamer : Voyez, bien qu'on piétine la République Mélenchon notre sauveur nous cautionne, elle n'est pas belle la vie !

Toujours plus à droite et réactionnaires... à l'image des représentants du régime.

- Une majorité de Français favorables aux statistiques ethniques - Francetv info

Selon un autre sondage ils seraient même favorables au rétablissement de la peine de mort.

Ah ben alors, toujours pas de guerre mondiale !

- Euphorie des Bourses européennes en clôture - Reuters

- Uber prêt à mettre 3 milliards de dollars pour les cartes de Nokia? - La Tribune

- Visa prêt à racheter 20 milliards de dollars Visa Europe, son ancienne filiale? - La Tribune

- Lafarge-Holcim: une fusion à 35 milliards d'euros, malgré les obstables - La Tribune

- L'UE devrait autoriser la fusion Siemens/Dresser-Rand - Reuters

Médias. Les champions des amalgames orduriers.

- Cérémonie russe: «Affront», «honte»... L'absence de Hollande à Moscou critiquée de Mélenchon à Philippot - 20minutes.fr

- L'absence de Hollande à Moscou critiquée de Mélenchon à Philippot - L'Express.fr

Traduire : Hollande, Obama, Netanyahu, et les ploutocrates du Golfe c'est le camp de la démocratie, du droit, de la liberté, de la paix, ils sont respectables et fréquentables, tandis que Mélenchon, Philippot, Poutine, Morales, Maduro, Correa, Assad, la Chine, le Brésil, l'Iran, le Hezbollah, etc. c'est le camp des extrémistes, des despotes, du terrorisme, de la corruption, de la guerre et doivent être traités comme tels.

Cet amalgame fonctionne à plusieurs niveaux, car il est vrai que Philipot est infréquentable, par contre Poutine et les autorités chinoises ou iraniennes ne valent pas mieux que les autorités françaises, américaines ou israéliennes.

- Netanyahu a comparé pour la énième fois le "danger iranien" à celui "du nazisme" (french.irib.ir 08.05)

Une variante de l'antisionisme assimilé à l'antisémitisme.

Les Irakiens refusent la partition du pays au grand dam de Washington.

- L'Irak met sur pied une force sunnite antijihadiste - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Valls ou le fiel de l'impuissance.

Grille de lecture.

- Pour 20minutes, c'est un "débat entre Manuel Valls et l'intellectuel Emmanuel Todd", alors qu'il s'agit d'une polémique, Valls étant incapable de débattre avec qui que ce soit sur la politique menée par le gouvernement, hormis ceux qui la soutiennent.

- L'imposture ne supporte pas la contradiction et se traduit par une réaction forcément violente. L'escalade est inévitable quand on perd le contrôle de soi.

- Le ton monte encore d'un cran entre Todd et Valls - 20minutes.fr

«Lui aussi accusait les Français résistants d'être des Français pas bien», a poursuivi Emmanuel Todd, en faisant référence

aux discours du maréchal Pétain sur la «mauvaise France» pendant la période de l'occupation allemande.«Valls et Hollande hurlent les mots de liberté et d'égalité en faisant des politiques économiques radicalement inégalitaires, qui détruisent une partie de la société française, et des politiques concernant les libertés publiques qui sont potentiellement liberticides. En ce sens, ils sont les représentants de la "mauvaise France", ce sont des imposteurs», a fustigé Emmanuel Todd.

Il a également dénoncé les «interventions de l'exécutif français dans la vie intellectuelle du pays». «Ça aussi, c'est du pétainisme.» Le chef du gouvernement a répliqué vendredi que sa tribune était «une manière de répondre, pas seulement à (Emmanuel Todd), mais à tous ceux qui, au fond, ont une forme de haine de soi et de la France».

"Accuser des gens qui sont critiques de la situation épouvantable dans laquelle se trouve le pays d'être des défaitistes -des mauvais Français en quelque sorte- alors qu'on est soi même responsable de la gestion des choses (...) et qu'on pourrait sortir la France de l'ornière (...), ce n'est pas acceptable moralement", a-t-il ajouté. 20minutes.fr 08.05

En complément. Ces agents qui conspirent

- Caroline Fourest: "la laïcité divise la gauche" - Francetv info

La journaliste Caroline Fourest est l'invité du Soir 3 pour son livre Eloge du blasphème.

Escalade militaire

- USA et pays du Golfe préparent un nouvel accord de sécurité - Reuters

Les Etats-Unis et leurs alliés du Golfe, lors d'un sommet la semaine prochaine à Camp David, près de Washington, tenteront de se mettre d'accord sur les mesures à prendre pour assurer la stabilité du Proche-Orient face aux agissements de l'Iran, a déclaré vendredi à Paris John Kerry.

A Camp David, à une centaine de kilomètres de Washington, la création d'un système antimissile pour protéger les Etats du Golfe contre toute attaque iranienne devrait être à l'ordre du jour et de nouveaux accords de défense pourraient être annoncés à cette occasion, dit-on de sources diplomatiques. Il pourrait aussi être question de ventes d'armes et de manoeuvres militaires conjointes.

Avant le sommet de Camp David, Barack Obama recevra mercredi à la Maison blanche le roi Salman d'Arabie saoudite, a annoncé un porte-parole de la présidence américaine. Reuters 08.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne.

Comment à l'aide d'une manipulation mobiliser les électeurs en faveur du candidat officiel du parti de l'ordre donné battu.

- Triomphe surprise pour David Cameron aux législatives - Reuters

- La mascarade des sondages qui prévoyaient un résultat au coude-à-coude - LeFigaro.fr

- Royaume-Uni : les sondeurs ont eux aussi été sanctionnés par les électeurs - Francetv info

Le Premier ministre britannique, David Cameron, a remporté une victoire électorale d'une ampleur inattendue aux législatives de jeudi, faisant mentir les sondages qui prédisaient le scrutin le plus serré depuis des décennies, ce qui lui permettra de diriger le Royaume-Uni pendant cinq années supplémentaires.

La reine Elizabeth l'a invité vendredi à former un nouveau gouvernement après ce triomphe qui dépasse de très loin les prévisions les plus optimistes des Tories, qui sont majoritaires pour la première fois depuis 1992 à la Chambre des communes.

Le Parti travailliste, lui, aura sans doute du mal à se relever de sa plus lourde défaite depuis trois décennies, qui a coûté son poste

à son chef de file, Ed Miliband.

Les marchés financiers ont applaudi les résultats, exprimant leur soulagement de voir écartée l'hypothèse d'un Parlement sans majorité claire qui aurait conduit à des jours, voire des semaines de pourparlers pour tenter de former une coalition.

Mais malgré son ampleur, la victoire des Tories est loin de répondre à toutes les incertitudes politiques, à commencer par celles de l'unité du pays et de son avenir au sein de l'Union européenne.

Les conservateurs ont obtenu 331 des 650 sièges à pourvoir, tandis que les travaillistes comptent 232 élus, d'après les résultats complets et définitifs.

David Cameron, qui devient le premier chef de gouvernement sortant à gagner des sièges depuis Margaret Thatcher en 1983, pourra donc se passer des libéraux-démocrates avec lesquels il a gouverné ces cinq dernières années.

Les "Lib-Dems" sont d'ailleurs, après les travaillistes, les principaux perdants des législatives puisqu'ils ne conservent que huit des 57 sièges dont ils disposaient dans le Parlement sortant. Nick Clegg, leur chef de file, a également démissionné bien qu'il ait été réélu dans sa circonscription.

Pour le Labour, la défaite est d'une ampleur sans précédent depuis près de 30 ans, principalement à cause du succès éclatant remporté en Ecosse, un bastion historique de la gauche, par le Parti nationaliste écossais (SNP), vainqueur dans 56 des 59 circonscriptions alors qu'il ne détenait que six sièges jusqu'à jeudi.

"Nous assistons à un tsunami électoral gigantesque", s'est enthousiasmé Alex Salmond, ancien leader du SNP. "Le SNP sera impossible à ignorer et très difficile à arrêter", a-t-il dit en soulignant que le résultat du parti privait David Cameron de toute légitimité en Ecosse où le Parti conservateur n'aura qu'un siège.

Humiliation supplémentaire pour le Labour, Douglas Alexander, le directeur de campagne du parti et porte-parole pour la politique étrangère, a perdu son siège au profit d'une candidate SNP de 20 ans, Mhairi Black, qui devient ainsi la plus jeune élue aux Communes depuis 1667.

Quant au Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), qui prône la sortie de l'Union européenne, il confirme son statut de troisième parti du royaume en voix mais devra se contenter d'un seul siège. Son chef de file, Nigel Farage, a été battu dans sa circonscription et a remis sa démission en laissant toutefois entendre qu'il pourrait à nouveau briguer la direction du parti dès cette année.

Sur le plan international, une conséquence d'un maintien de David Cameron au 10 Downing Street est d'ores et déjà connue: un référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne au sein de l'Union européenne devrait avoir lieu d'ici deux ans, ce qu'a promis le Premier ministre sortant en cas de réélection.

Il assure qu'il fera campagne pour le maintien dans l'UE s'il obtient au préalable de ses partenaires une modification satisfaisante des traités.

"Oui, nous allons procéder à ce référendum sur l'avenir de l'Europe", a-t-il répété vendredi.

Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, l'a félicité. Un porte-parole a par ailleurs promis que Bruxelles examinerait les propositions britanniques de façon "bienveillante, amicale et objective".

Dans un message écrit, le président américain Barack Obama a salué "l'impressionnante" victoire de David Cameron et s'est dit impatient de pouvoir continuer à renforcer les liens entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, au service "de la paix, de la sécurité et de la prospérité" du monde.

François Hollande l'a aussi félicité et l'a invité à Paris, une fois son gouvernement formé. "Le président a marqué son attachement à l'amitié profonde entre la France et le Royaume-Uni, et au renforcement de leur partenariat dans tous les domaines notamment au sein de l'UE. Reuters 08.05

2- Liban

- Qalamoun: grande revers du Front Al-Nosra... - french.irib.ir

Des sources syriennes viennent d'annoncer la libération de la région stratégique de «Qalamoun», le plus important fief des terroristes takfiris du Front Al-Nosra, limitrophe du Liban. Juste une semaine après le lancement de l'opération conjointe

Armée syrienne/Hezbollah, dans la zone stratégique de Qalamoun, proche de la ville frontalière libanaise d'Erssal, le commandement de l'armée syrienne a tenu à faire allusion, dans un communiqué, aux lourds dégâts subis par les terroristes du Front Al-Nosra, insistant sur le rôle des combattants du Hezbollah libanais, dans le succès de cette opération. Au cours d'intenses combats entre le Hezbollah et les terroristes takfiris, des dizaines de terroristes, dont quatre chefs, Abou-Wadi'i, Abou-Faradj Al-Omri, Abou-Badr et Abou-Fatima, ont été tués.

Par ailleurs, lors de cette opération, des dépôts de munitions, un atelier de fabrication de bombes, des dizaines de chars, ainsi que des véhicules volés, objets d'attentats terroristes contre les civils, par les Takfiris, ont été découverts et saisis. Quelques heures après l'annonce du lourd échec des terroristes takfiris, dans la zone montagneuse du Qalamoun, le chef du Front Al-Nosra, dans la région, Abou Malek al-Telli a destitué certains commandants, in situ, les remplaçant par de nouveaux éléments, dans l'espoir de pouvoir remonter le moral de ses membres.

Selon les autorités libanaises, après l'éclatement de la crise, en Syrie, et l'impuissance des terroristes à avoir accès à leurs objectifs, ces groupes takfiris ont tenté d'étendre leurs agissements terroristes de la région stratégique de Qalamoun, au Liban, pour, ainsi, reléguer, au second plan, leurs défaites consécutives. Après l'arrivée de groupes terroristes, l'été dernier, de la chaîne montagneuse du Qalamoun aux régions frontalières du Liban, notamment, Erssal et Ras Baalbeck, dans le Nord-Est, ayant fait des morts, blessés et disparus libanais, l'armée, le Hezbollah et les services de renseignement libanais ont appliqué des plans sécuritaires spéciaux, pour la lutte contre les groupes terroristes et takfiris.

Ces mesures ont rétabli une sécurité relative, au Liban, cependant, la récente opération commune du Hezbollah et de l'armée syrienne, dans la région de Qalamoun, peut être considérée comme un plaque tournante, dans l'histoire de la confrontation avec les terroristes takfiris, dans la région. Ceci étant dit, on s'attend à ce qu'après la libération de la zone stratégique de Qalamoun, en Syrie, limitrophe des hauteurs frontalières d'Erssal et Ras Baalbeck, à l'intérieur du territoire libanais, la frontière libanaise soit, largement, en sécurité, et que la circulation des terroristes, dans les régions frontalières libano-syriennes soit, considérablement, réduite. french.irib.ir 08.05

ECONOMIE

1- Banques mafieuses.

Au cœur du scandale HSBC : les options et les assurances-vie qui permettent de ne pas payer ses impôts en toute tranquillité - atlantico.fr

En février 2015, au terme d'un an d'enquête, qui mobilise plus de 150 journalistes de 50 pays, SwissLeaks révèle l'existence d'un système international de fraude fiscale et de blanchiment d'argent qui aurait été mis en place par la banque HSBC à partir de la Suisse. À l'origine de ce scandale d'ampleur internationale, il y a un homme : Hervé Falciani. Informaticien à la HSBC Private Bank de Genève, il est celui qui a décidé de rompre le sacro-saint secret bancaire helvétique. Extrait de "Séisme sur la planète finance", publié aux éditions La Découverte (2/2).

Nombreuses sont les transactions qui ne laissent pas de traces. Prenons par exemple les options : un investisseur A achète puis revend à un investisseur B un titre – l'option, en l'occurrence – qui lui donne la possibilité de vendre un certain type de produit à une date précise et à un prix fixé à l'avance. Si le changement de main survient entre deux sociétés appartenant au même actionnaire, ces opérations peuvent cacher un transfert d'argent d'un pays à un autre. Et si un juge devait réclamer le relevé de compte, il verrait que la société A a perdu de l'argent suite à l'achat de l'option, mais il ne pourrait pas savoir que cette option a fini au sein de la société B.

Le même raisonnement vaut pour les swap, un produit dérivé utilisé pour réduire les risques. La situation est analogue pour les « fonds fermés », ceux qui sont inaccessibles aux investisseurs étrangers et qui permettent de faire croire que l'on a perdu de l'argent. L'investisseur « infortuné » enregistre une perte et il faut examiner ses comptes à la loupe pour s'apercevoir que l'argent est en fait resté entre ses mains. Voilà encore un moyen de déplacer de l'argent d'une partie à l'autre du globe.

Dans l'univers du capital investissement (private equity), un système qui consiste à acquérir des participations au capital d'entreprises privées pour les revendre une fois qu'elles ont pris de la valeur, le manque de transparence peut faciliter a posteriori des phénomènes de ce type, car les sociétés ne sont pas tenues de déclarer quoi que ce soit aux marchés et il est par conséquent impossible de savoir combien elles valent réellement. Prenons le cas d'un fonds qui, après avoir dégagé pendant dix ans un excellent rendement, commence soudain à aller mal. L'investisseur peut alors déclarer avoir essuyé une perte, alors qu'en réalité il a placé l'argent dans des sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux ou dans des pays économiquement attractifs, sans laisser de traces. Le fonds d'investissement peut aussi être utilisé comme une société écran et être contrôlé par un seul individu, dans le but de dissimuler la véritable propriété de l'argent.

Autre instrument permettant d'éviter de payer les impôts : les assurances-vie. Il ne s'agit pas des assurances normales vendues

aux gens ordinaires, mais d'un mécanisme qui permet de se débarrasser de son argent d'une manière seulement formelle. En général, le client de la banque souscrit un contrat d'assurance-vie et confie à la compagnie d'assurances, à titre de mise de fonds initiale, son argent, ses sociétés ou ses biens. Ce capital est investi dans un fonds dont le client a l'entière disponibilité : il peut donc continuer à investir comme auparavant. Le capital est formellement au nom de la compagnie d'assurances de la banque alors qu'en réalité rien n'a changé.

C'est un peu ce qui se passe pour les dépôts fiduciaires : l'argent n'appartient plus formellement au propriétaire effectif. Ainsi, non seulement le client ne paye pas d'impôts sur ses actifs mais, en plus, il bénéficie des avantages fiscaux qui s'appliquent dans de nombreux pays aux polices d'assurance. Et il n'est pas nécessaire d'attendre la mort du souscripteur pour récupérer l'argent, car certaines clauses donnent la possibilité de mettre fin au contrat à tout instant, en renonçant parfois à une partie des intérêts.

L'assurance-vie peut également être utilisée par le client de la banque comme garantie pour obtenir un prêt. À ce moment-là, le client ayant contracté une dette, il pourra là encore jouir d'avantages fiscaux. Le système des assurances- vie devient ainsi deux fois plus intéressant. Pour quelle raison devrait-on contracter une dette quand on possède l'argent pour investir ? La réponse est toujours la même : cela permet de déclarer au fisc que l'on paye des intérêts et de donner une image différente de la réalité. C'est souvent ce qui se produit entre entreprises : on fait croire que la société perd de l'argent quand en réalité elle en gagne. Dans un pays déterminé, son bilan ressort en perte et l'entreprise reçoit des aides publiques alors que, globalement, ses comptes sont en ordre et dégagent des profits. C'est de la prestidigitation. atlantico.fr 09.05

2- Etats-Unis.

- Pour échapper à l'impôt, de plus en plus d'Américains expatriés renoncent à leur nationalité - Atlantico.fr

1335 Américains ont renoncé à leur nationalité au premier trimestre. Un chiffre historique qui doit beaucoup au fait que les Etats-Unis sont l'un des seuls pays au monde qui taxent leurs citoyens où qu'ils soient.

1335 expatriés ont abandonné leur nationalité au cours du premier trimestre 2015, selon les données publiées jeudi par l'administration américaine, qui publie la liste des noms des personnes concernées. C'est un record historique, qui marque une hausse de près de 18% par rapport à la même période en 2014.

2014 avait déjà été une année record dans ce domaine, avec 3415 personnes qui avaient abandonné leur passeport américain. Cela représentait 15% de plus qu'en 2013. Pour tenter d'enrayer cette hausse, les Etats-Unis avaient relevé en septembre 2013 de 450 à 2.350 dollars la commission à payer pour abandonner son passeport.

Si les raisons de cette tendance sont inconnues, la plus probable semble être liée aux impôts. Les Etats-Unis sont l'un des seuls pays au monde qui taxent leurs citoyens où qu'ils soient. Un Américain expatrié doit donc payer des impôts dans son pays de résidence ainsi qu'aux Etats-Unis, déduction faite de l'impôt déjà payé dans son pays de résidence.

Par ailleurs, la déclaration d'impôt américaine est un casse-tête inouï comparé à la France, et il est quasi impossible de s'en sortir sans l'aide d'un avocat.

Bloomberg précise néanmoins que dans beaucoup de cas, il s'agit de citoyens ayant un lien ténu avec les Etats-Unis, qui ont vécu à l'étranger pendant la majeure partie de leur vie. Un enfant né à l'étranger de parents américains l'est automatiquement, même s'il n'y a jamais mis les pieds, rappelle le site. D'ailleurs, les Américains qui font des enfants à l'étranger prennent de plus en plus le parti de ne pas leur donner la nationalité américaine. atlantico.fr 09.05

Haut de page

Le 11 mai 2015

CAUSERIE

On ajoutera de nombreux articles demain matin et on archivera les articles d'avril.

On pourrait se demander à quoi tout cela rime...

On milite pour quoi, prouver qu'on a raison ou partager des convictions, un idéal pour qu'il se réalise ?

On peut observer que, si nous considérons nos droits, aspirations ou besoins parfaitement légitimes et se passant de justifications,

ce n'est pas le cas de l'immense majorité des travailleurs et même de nombreux militants, avec lesquels toute discussion devrait partir de ce constat pour se situer sur notre terrain de classe, au lieu de chevaucher ou d'emprunter celui de notre ennemi de classe.

Ensuite seulement on pourrait envisager de passer à l'exercice pratique indispensable pour qu'ils puissent s'exprimer et s'imposer ou s'inscrire dans la perspective de leur réalisation.

Notre combat politique ne peut pas être guidé par un autre principe et objectif quand on se réclame du socialisme.

On a parfaitement assimilé que tout ce qui est incompatible avec la survie ou les besoins du régime capitaliste devrait être banni des revendications des travailleurs, serait hors la loi, illégitime, or cela constitue un formidable déni de nos droits jugés exorbitants ou farfelus par les représentants de la classe dominante et ses agents, pour lesquels les travailleurs doivent se soumettre impérativement aux exigences du marché qui devraient servir d'unique référent à leurs propres besoins, ce qui revient en réalité à les nier ou les abandonner.

Quand on décide de défendre une cause, c'est parce qu'on considère qu'elle est légitime, il devrait en être de même pour l'ensemble de nos droits sociaux, aspirations ou besoins, sauf que ce n'est pas le cas, il faut donc se demander pourquoi et comment faire pour qu'ils finissent par s'imposer. Les représentants des capitalistes répondront que cette prétention ne tient pas compte de la situation qu'ils ont eux-mêmes créée et qu'ils nous imposent, tandis qu'on n'a jamais demandé à connaître un pareil sort. Partager ce constat, c'est déjà se situer sur leur terrain de classe et non sur celui des exploités, c'est accepter le cadre dans lequel nous devrions définir nos droits, ce qui revient à les renier, ce qui est inacceptable pour un militant ouvrier ou un travailleur.

Dès lors qu'on renie nos droits, nous sommes perdus, notre combat est dévoyé en faveur de ceux de notre ennemi. Si on devait s'en tenir à la situation, on n'aurait plus qu'à enterrer nos droits, et si la situation n'est pas favorable à l'expression de nos droits, c'est justement parce qu'ils y sont absents, il faut donc oeuvrer dans la perspective de la modifier de telle sorte que nos droits puissent se réaliser, ce qui nécessite de se débarrasser du capitalisme et ses institutions.

La rhétorique officielle va plus loin de nos jours, et part du principe que ce serait les droits que nous avons acquis qui seraient un obstacle à leur réalisation ! Ce contre-sens grossier témoigne sa détermination à liquider l'ensemble de nos droits sociaux et politiques. C'est une lutte à mort, expression sans doute jugée outrancière par ceux qui n'ont pas en tête toutes les guerres actuelles et passées qui devaient suffire à le démontrer puisqu'elles visaient le même objectif politique.

L'absence de volonté chez les travailleurs de faire valoir leurs droits va de pair avec le manque de confiance en eux qui les réduisent à l'impuissance, à subir leur sort sans réagir. C'est pourquoi la reconnaissance de la légitimité de leurs droits est primordial pour la suite de leur combat. Car dès lors qu'on admet ou qu'on prend conscience que nos droits sont supérieurs à toutes autres considérations, pour la première fois on trouve la force de s'exprimer sur un terrain de classe indépendant de la classe dominante et l'Etat, on estime légitime de s'opposer à l'interprétation qu'on nous donne de la situation, ce qui constitue le signe encourageant d'une première prise de confiance en soi qui devra être développée par la suite.

En deux mots, il faut partir de l'essentiel, remonter le fil jusqu'à l'origine de la situation pour agir dessus à un degré conforme à la réalité ou aux rapports qui existent dans la société entre les masses exploitées et l'ordre établi. On n'a pas les moyens d'inverser le cours des choses ou d'influer sur la situation, il faut donc partir de plus bas pour aider les travailleurs à prendre "conscience de leur situation de classe" dans une perspective révolutionnaire.

En allant plus loin, on constatera que nous sommes spoliés de nos droits et que pour nous imposer les siens la classe dominante dispose d'un impressionnant arsenal législatif, judiciaire, policier et répressif sur lequel nos droits butent, d'où la nécessité de l'abolir par la force pour imposer les nôtres, puisqu'il n'existe pas d'autres moyens pour y parvenir, une révolution.

Ainsi la prise en compte de l'ensemble de nos droits et le recours à une révolution pour les imposer sont inséparables, c'est ce qui devrait cimenter la conscience politique de tout militant anticapitaliste ou révolutionnaire.

Maintenant la classe dominante ne combat pas pour acquérir le pouvoir économique puisqu'elle le possède déjà, elle doit lutter pour le conserver en étendant sans cesse son pouvoir politique à toutes les sphères de la société. Luttant avec des partis politiques pour mener ce combat, les travailleurs doivent donc pour s'y opposer ou mener le leur se doter d'un parti qui incarne strictement leurs propres objectifs sociaux et politiques ou la finalité de leur combat, leur émancipation du règne de l'expolitation et de l'oppression en vigueur pour conquérir leur liberté, à laquelle ils devraient renoncer de nos jours au nom de la sécurité qui rime avec le maintien de l'ordre établi qui les maintient en servitude.

En résumé, les masses exploitées, nos droits, la révolution et le parti sont indissociables pour en finir avec le capitalisme et avancer sur la voie du socialisme.

Le programme.

Friedrich Engels - Critique du projet de programme social-démocrate de 1891.

Extraits.

- On craint de n'être pas assez clair en choisissant des formules brèves et frappantes; aussi, ajoute-t-on des commentaires qui traînent la chose en longueur. A mon avis, le programme doit être aussi court et précis que possible. Il importe même peu qu'il s'y trouve par hasard un mot ou une phrase dont il est impossible, à première vue, de saisir toute la portée. Dans ce cas, la lecture publique dans les réunions, l'explication écrite dans la presse feront le nécessaire; et alors la phrase courte et frappante, une fois comprise, se fixe dans la mémoire et devient un mot d'ordre, ce qui n'arrive jamais pour une explication plus longue. Il ne faut pas faire trop de concessions au souci de la popularité; il ne faut pas sous-estimer les facultés intellectuelles et le degré de culture de nos ouvriers. Ils ont compris des choses bien plus difficiles que celles que pourra leur présenter le programme le plus concis et le plus court; et bien que l'époque de la législation anti-socialiste ait rendu plus difficile et même ait totalement empêché par endroits l'entier développement de la conscience dans les masses nouvellement conquises, sous la direction des anciens, il sera facile de rattraper tout cela, maintenant que l'on peut de nouveau conserver et lire librement nos écrits de propagande.

Il y a 124 ans, selon Engels les ouvriers possédaient déjà des "facultés intellectuelles" et un "degré de culture" tels qui leur permettait de comprendre le programme de la social-démocratie à l'époque révolutionnaire, alors que dirait-il de nos jours d'après vous pour justifier de s'en être détourné comme nous n'avons cessé de le faire au profit des couches supérieures, de l'aristocratie ouvrière ou des intellectuels, il en serait horrifié assurément.

Plusieurs fois j'ai abordé cette question de mémoire. Je n'avais pas de citations en tête ou sous la main puisque j'ai une très mauvaise mémoire ou je ne suis pas un intellectuel, je ne pense pas en intellectuel ou ma pensée n'est pas structurée comme celle d'un intellectuel, elle est avant tout pragmatique ou pratique, je ne conserve que la substance ou les enseignement de mes lectures.

Les travaux de Marx et Engels étaient destinés aux ouvriers qui étaient censés pouvoir les saisir, et ce serait impossible de nos jours, or ils sont instruits, ils ont été scolarisés, il faut donc chercher l'explication ailleurs, à part le fait qu'ils se sont embourgeoisés, je ne vois pas.

Leur mode de vie n'est pas satisfaisant et ils rencontrent une multitude de difficultés tout au long de leur existence, ils seraient bien incapables de définir ce qui pourrait donner un sens à leur vie allant de désillusion en désillusion au fil du temps, pour se demander à la fin à quoi tout cela avait pu rimer, pourquoi la vie était si mal foutue, si cruelle et injuste, méritait-elle vraiment d'être vécue, la finissant pour ainsi dire comme ils l'avaient commencée sans y avoir compris grand chose, suprême et ultime frustration, inutile et bien triste.

Qu'il nous soit permis de penser qu'il est possible de lui donner une autre dimension et orientation basée sur la compréhension du processus dialectique dont nous sommes partie prenante après en avoir pris conscience, ce qui nous épargnera la nostalgie et bien des amertumes au crépuscule de notre vie, pour ne pas y avoir été plus attachée qu'aux biens purement matériels qu'on abandonnera sans regrets pour n'avoir jamais cherché à les accumuler, en connaissance de cause, ce qui nous évitera bien des tourments, des remords, des souffrances, et nous permettra de partir la conscience apaisée. C'est un idéal bien sûr, un testament peut-être, un soulagement et une satisfaction morale pour peu qu'on a essayé d'être le plus juste ou honnête possible dans la vie.

J'ai eu un oncle qui vécut célibataire toute sa vie avec sa vieille mère. Il n'avait pas développé sa conscience à un niveau extraordinaire, mais il avait conscience de sa condition, il avait une conscience de classe, et c'est pourquoi bien qu'il était très pauvre, il vivait dans une cabane en bois sans le moindre confort, je ne l'entendrai jamais envier les autres, jamais se plaindre, jamais prononcer une parole blessante envers ses semblables, il détestait uniquement les riches et les puissants ce qui était tout à son honneur, et il s'éteindra tranquillement comme il avait vécu, il était cantonnier et accessoirement je dirais, un vieil adhérent du PC qui n'avait jamais milité mais qui avait toujours été digne de la classe à laquelle il appartenait, vous aurez compris que j'avais beaucoup d'affection pour lui et réciproquement, il s'appelait Marcel Ribert.

Ce fut une exception dans cette société pourrie, malheureusement. Ce que nous souhaitons à chaque travailleur, c'est que cela devienne la règle pour ne pas avoir l'impression d'avoir milité pour rien, car l'attention que l'on porte au sort de notre classe doit l'accompagner jusqu'à son dernier souffle. Quand on a un idéal, qu'on l'a servie et qu'on sait qu'il survivra après nous, on peut partir l'esprit tranquille, l'essentiel c'est d'avoir fait notre devoir, le reste est superficiel à côté. Elever le niveau de conscience des travailleurs de leur condition et leur proposer un idéal dont ils n'auront jamais honte, dont ils seront toujours fiers, voilà une de nos priorité.

Il faut être économe et éviter le superflu.

- Paragraphe 2. - Ici je mettrais: « Dans les mains de leurs accapareurs (ou de leurs possesseurs), les moyens de travail de la société, sont devenus...»; et de même, plus loin, « dépendance... des possesseurs (ou accapareurs) des moyens de travail », etc.

L'affirmation que ces messieurs ont fait de ces choses leur propriété exclusive figure déjà à l'article premier, et ne peut constituer ici qu'une répétition, si l'on tient absolument à y introduire le mot « monopoliste ». Ni l'un ni l'autre de ces deux mots n'ajoute la moindre des choses au sens. Or tout ce qui est superflu dans un programme ne peut que l'affaiblir.

Ce qu'on doit avoir en permanence à l'esprit.

- Comme aujourd'hui, les moyens de travail, directement ou indirectement, soit par leur nature technique, soit par suite de la division sociale du travail, - sont tous des moyens de travail sociaux, ces derniers mots expriment suffisamment, d'une façon claire et sans équivoque, ce qui existe à chaque moment.

Le caractère social du travail en fait la base de la société à construire, c'est le social qui doit guider notre action et notre mode de pensée et non l'ambition, le carriérisme, l'opportunisme, pire l'avidité, la cupidité, l'avarice, le marché et maintenant la guerre, qui sont la négation de tout ce qui est social ou rime avec soumission et barbarie.

Eviter les déclamations.

- Si la fin se rattache à l'exposé des motifs des statuts internationaux, je préférerais que l'on s'y tint entièrement : « la misère sociale (ceci, c'est le n° 1), le dépérissement intellectuel et la dépendance politique ». Le dépérissement physique est compris dans la misère sociale et la dépendance politique est un fait, tandis que la privation des droits politiques n'est qu'une phrase déclamatoire d'une valeur toute relative, dont la place n'est pas dans un programme.

Le socialisme concerne l'ensemble de la société.

- Paragraphe 6.. – « Bergwerke, Minen, Gruben »; voir plus haut, n° 1. - « Production privée » : voir plus haut au n° 4. - Je mettrais : « transformation de la production capitaliste actuelle, pour le compte de particuliers ou de sociétés par actions, en production socialiste pour le compte de la société entière et d'après un plan établi d'avance, transformation... par laquelle seule se réalisera l'émancipation de la classe ouvrière et, par là, l'émancipation de tous les membres de la société sans exception ».

Le souci d'être compris du plus grand nombre.

- Paragraphe 8. - Au lieu de « conscients de classes » (klassen bewusst), abréviation qui dans nos milieux évidemment est facile à comprendre, je dirais, pour que l'expression puisse être comprise par tous et traduite facilement dans les langues étrangères : «avec les ouvriers parvenus à la conscience de leur situation de classe», ou quelque chose dans ce genre.

Eviter de se retrouver sur le terrain du réformisme bourgeois.

- Paragraphe 10. - Après « de la domination de classe », il manque « et des classes elles-mêmes ». La suppression des classes est notre revendication fondamentale, sans laquelle la suppression de la domination de classe est un non-sens au point de vue économique. Au lieu de « pour le droit égal de tous », je propose : « pour les droits égaux et les devoirs égaux de tous », etc. Les devoirs égaux sont pour nous un complément essentiel des droits égaux démocrates-bourgeois et leur enlèvent leur sens spécifiquement bourgeois.

L'indépendance de classe n'est pas négociable.

- Paragraphe 2. (Revendications économiques.) - Nulle part plus qu'en Allemagne le droit de coalition n'a besoin d'une garantie vis-à-vis de l'État. La phrase finale « pour réglementer... » serait à ajouter comme article 4 et à rédiger en conséquence. Ici, il serait à remarquer qu'avec les Chambres de travail composées moitié par des ouvriers et moitié par des patrons, nous serions floués. Avec ce système, les majorités seront pendant des années toujours du côté des patrons, à qui suffirait la présence d'un « mouton noir» parmi les ouvriers. Si l'on ne stipule pas qu'en cas de litige les deux moitiés émettront leur opinion séparément, il serait de beaucoup préférable d'avoir une Chambre de patrons, et à côté, une Chambre indépendante d'ouvriers.

ACTUALITE EN TITRES

De retour de chez ses amis esclavagistes de Doha et Riad.

- A Pointe-à-Pitre, Hollande dénonce les «nouveaux négriers» - Liberation.fr

Alors qu'il arme les mercenaires qui nous ramènent à la barbarie.

- Esclavage: pour Hollande, "la seule dette" à régler est "de faire avancer l'humanité" - AFP

Il n'est pas le porte-parole de la finance pour des prunes, non mais alors !

- Esclavage: Hollande reconnaît une dette morale mais pas financière - AFP

Quand de farouches antirépublicains commandent un sondage, le résultat est sans surprise.

- Les Français jugent qu'on parle trop de «République» et des «valeurs républicaines» - 20minutes.fr

L'emploi des termes de «République» et «valeurs républicaines» ne touchent pas une majorité de Français (65%) quand ils sont employés par les responsables politiques car «ils ont été trop utilisés», selon un sondage Ifop publié dimanche par le site Atlantico. 20minutes.fr10.05

Il serait plus honnête de dire qu'ils ont été galvaudés, déformés à outrance... et servirent d'alibi ou de caution à bien des atteintes aux libertés fondamentales et à des guerres... Ce que doivent rejeter la majorité des "Français", ce serait plutôt leur conception de la République qui en réalité en est la négation. Comment pourrait-il se reconnaître dedans ? En fait ce sondage se retourne contre ses commanditaires.

Une pourriture prise en flagrant délit de mensonge.

- Laurent Ruquier se paie Caroline Fourest dans "On n'est pas couché" - Le Point

Caroline Fourest est désormais persona non grata sur le plateau d'On n'est pas couché. Après le violent clash qui l'a opposée la semaine dernière à Aymeric Caron, le chroniqueur de l'émission, Laurent Ruquier, est formel : il ne l'invitera "plus jamais". La raison ? Lors de l'émission précédente, Aymeric Caron s'en était pris à la journaliste, affirmant qu'elle avait été condamnée pour diffamation l'an dernier pour avoir émis des doutes sur le caractère islamophobe de l'agression d'une adolescente voilée.

Caroline Fourest s'en était insurgée, rétorquant qu'elle avait remporté en appel son procès et traitant de "con" le chroniqueur qui contestait cette victoire en appel. Sauf que, selon Laurent Ruquier, "elle a menti en disant qu'elle avait gagné en appel. Ce n'est pas vrai." "Moi, j'ai pris une décision : je n'inviterai plus jamais Caroline Fourest sur ce plateau ni sur aucun plateau de mes émissions, parce que je ne veux pas qu'on me mente, surtout quand c'est au détriment d'un de mes collaborateurs", a-t-il encore asséné. Le Point 10.05

Moi, j'ai pris une autre décision, me passer de la télévision et on vit très bien sans, mieux même...

Lobbying.

- Gilet jaune obligatoire pour les deux-roues motorisés à partir de 2016 - Francetv info

Après les détecteurs de fumée, le port du casque obligatoire, l'interdiction de fumer, la limitation de vitesse à 80kms, etc. on envierait presque les anarchistes ! Presque, car l'anarchie en régime capitaliste a souvent un côté infernal, en Inde où je vis par exemple.

Le vieux monde de la réaction et de la guerre

- Violente manifestation contre David Cameron à Londres - Francetv info

- Macédoine: l'Otan et l'UE inquiets après des affrontements qui ont fait 22 morts - AFP

- Burundi: nombreuses barricades démantelées, les contestataires refusent de céder - AFP

- L'artillerie saoudienne vise le Yémen après des tirs ayant blessé des civils - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Etat d'âme en famille.

- Hollande tancé pour son absence à Moscou pour célébrer la victoire sur l'Allemagne nazie - 20minutes.fr

Dimanche, plusieurs autres responsables dont François Bayrou et Nathalie Kosciusko-Morizet ont de nouveau déploré son absence en Russie.

«La France aurait dû être là. Et si j'avais été dans cette responsabilité c'est le choix que j'aurais fait. Pourquoi ? Parce qu'on peut avoir des tensions, des affrontements, des dissensions, des opinions divergentes (...) mais cela n'efface pas l'Histoire», a estimé François Bayrou dans l'émission Tous politiques sur France Inter/France 3/Le Parisien.

«Quand le peuple russe célèbre le 70e anniversaire des souffrances immenses qui ont été les siennes pour supprimer le nazisme de la surface de la terre, nous qui avons été alliés dans cette période (...) il était à mes yeux légitime que nous soyons présents», a-t-il ajouté.

«Ça m'a laissé un peu triste qu'on ne soit pas représenté», a également regretté la vice-présidente déléguée de l'UMP Nathalie Kosciusko-Morizet dans l'émission BFM Politique (BFMTV/RMC/Le Point). «Je trouve ça bien qu'on célèbre tous ensemble, y compris avec les Allemands, et je trouve bizarre qu'on ne célèbre pas avec les Russes, je trouve qu'il y a quelque chose de paradoxal», a-t-elle souligné.

«A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, on était bien content que les Russes prennent les Allemands par revers» même s' «ils l'ont fait dans des conditions qui étaient bien critiquables à bien des égards», a-t-elle conclu.

La chancelière Angela Merkel, elle, était toutefois à Moscou. 20minutes.fr 10.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- L'intervention militaire en Syrie est en contradiction de la Charte des Nations unies (Pékin) - french.irib.ir

Affirmant que l'intervention militaire en Syrie va à l'encontre de la Charte des Nations unies, le ministre chinois des Affaires étrangères a souligné qu'une solution politique reste la seule voie censée dénouer la crise en Syrie. Le Ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a estimé qu'une éentuelle intervention militaire en Syrie contrediserait la Charte des Nations unies et les principes des relations internationales.

D'après l'agence turque Anatoly, le chef de la diplomatie chinoise estime qu'une éventuelle intervention militaire en Syrie rendra plus compliquée la situation au Moyen-Orient. Il a ensuite appelé les parties en conflit à faire preuve de retenue. Wang Yi a souligné qu'il poursuit les évolutions syriennes et a réaffirmé que son pays s'oppose à l'usage d'armes chimiques en Syrie, par qui que ce soit. Pour le chef de la diplomatie chinoise, une solution politique reste la seule voie pour sortir la Syrie de sa crise actuelle. french.irib.ir 10.05

2- Yémen

- La crise au Yémen renforcera Al-Qaïda (président djiboutien) - french.irib.ir

Al-Qaïda profitera des conflits ethniques au Yémen, ce qui creusera le fossé entre le peuple et le gouvernement, a affirmé, le président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh.

Le président djiboutien a affirmé poursuivre le soutien de son pays aux réfugiés yéménites. " La violence au Yémen permettra à Al-Qaïda de renforcer sa présence dans le territoire de ce pays ", a-t-il ajouté. " Al-Qaïda abuse et abusera des conflits ethniques, ce qui creusera davantage le fossé entre le peuple et le gouvernement ", a-t-il souligné. french.irib.ir 10.05

Haut de page

Le 12 mai 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h30.

Depuis ce matin je me lève plus tôt (à 5h30) et je commence à bosser plus tôt aussi. L'Italienne qui emploie Selvi (ma compagne) comme bonne a décidé qu'elle devrait commencer à bosser à 7h30 au lieu de 8h30, elle lui avait même demander d'arriver à 6 plombes, elle est dingue, et quelques jours plus tôt elle lui avait fait comprendre qu'elle pourrait la virer.

Ce matin Selvi a été à l'heure, je l'emmène en moto puisqu'on n'a pas pu lui acheter un petit scooter ou une mobylette, c'est à 15 minutes de chez nous. Elle se traine la pauvre femme, elle est d'une lenteur, c'est terrible en comparaison avec moi qui suis hyper actif et qui démarre au quart de tour. J'ai été obligé de la bousculer pour qu'elle soit prête à l'heure. Non, en fait c'est moi dorénavant qui prépare le petit-déjeuner pendant qu'elle prend sa douche. Le mardi et le vendredi, c'est le jour de la puja, de la prière si vous préférez, alors elle doit laver sa longue chevelure et cela prend un certain temps. Selvi est usée à 45 ans, alors je la soulage de certaines tâches, c'est normal, on partage la même galère n'est-ce pas, voilà qui ravirait ces demeurés de féministes. (demeurés au masculin puisqu'il y a même des hommes ou ce qui se prétendent être des hommes qui se déclarent féministes.)

Cela me fait du bien d'avoir repris le rythme de vie des travailleurs au lieu de mes horaires de rentier, nantis, touriste ou vacancier perpétuel. Avec son fils qui va venir vivre avec nous à partir du 15 et qui va commencer à bosser aussi, j'aurai l'impression d'avoir une nouvelle vie de famille dont j'ai été privé. Il y a aussi sa soeur plus jeune de quelques années, veuve également (son époux aussi était alcoolique et en est mort prématurément) et qui est aussi une bonne ou femme de ménage, elle habite à 50 mètres de chez nous qui nous rend visite presque tous les jours ou nous l'invitons à diner. La malheureuse femme vit un cauchemar et elle est misérable, je vais l'aider dans la mesure de mes moyens. Elle donne pratiquement toute sa paie à ses deux filles mariées et à son fils marié également. Lui il est sourd et muet, il a un salaire de merde évidemment, il est manoeuvre, il porte des sacs de ciment à longueur de journée, pour tout arranger il picole et devient violent, frappe son épouse et sa mère chez qui il vit, bref, tant de malheur et d'injustice ne peuvent pas laisser indifférent. Malgré tout Adilakshmi, illettrée comme Selvi, est toujours de bonne humeur.

Que mes lecteurs pensent à me soutenir financièrement, cela me libèrera un peu l'esprit, on en a besoin pour penser. Bien que je n'ai aucun complexe ou que je ne culpabilise pas, quelque part quand on l'a sous les yeux quotidiennement la détresse humaine et qu'on a la chance de pouvoir encore s'en sortir matériellement, on ressent comme une pression qui vous pousse à vouloir faire quelque chose, à partager le peu qu'on a pour soulager ou apporter un peu de bonheur autour de nous, on ne peut pas rester indifférent. Cela donne un sens à mon combat politique évidemment, je dirai même que cela en est la source. Quand je me mets au clavier, j'ai tout cela à l'esprit, ce qui explique pourquoi je suis si vindicatif. Elles savent ce que je fais et elles trouvent cela très bien, et puis on parle aussi de la société, mais bon on en causera une autre fois.

Passons à notre affaire.

On a ajouté 8 articles seulement.

Une autre couleuvre à avaler. Ah il faut assumer jusqu'au bout, camarades !

- « La méprise » : les mensonges de Florence Aubenas sur l'affaire d'Outreau - Arrêt sur Info 08.05

Les militants du POI auront à coeur de lire l'article consacré à Florence Aubenas que nous reproduisons, journaliste ou informatrice on ne sait pas au juste à laquelle *Informations ouvrières* consacra une page entière il y a quelque temps déjà, avant que cette saloperie écrive dans *Le Monde* qu'il n'y avait pas de djihadistes ou de mercenaires étrangers combattant en Syrie, alors qu'il y en avait des dizaines de milliers de plus de 80 nationalités différentes, depuis ce n'est plus un secret (sic!).

Son livre est truffé de mensonges et fabulations à côté de laquelle une Caroline Fourest n'arrive pas à la cheville.

A part cela, quelles conneries on peut lire ! Extrait.

Grille de lecture : la Banque mondiale et la justice (marocaine en l'occurrence ou autre), c'est la même boutique.

- Comment rendre la Banque mondiale responsable de ses actes devant la justice ? - Arrêt sur Info 11.05

- "*Là est l'essentiel : une première mondiale. Pour la première fois donc, la Banque mondiale a admis qu'elle est justiciable et a donc accepté de se présenter devant la Justice d'un pays où elle dispose d'une antenne permanente. Le tabou est donc tombé et c'est un acquis considérable.*"

Tu parles, même que ses dirigeants n'en dorment plus la nuit, le jour je ne me prononcerai pas !

- "*Certes il faut rester lucide et nous n'en sommes qu'au début du chemin, un chemin qui promet d'être parsemé de pressions, de manœuvres et de coups pas très glorieux… Mais ceci est une autre histoire et ce n'est pas l'objet de notre propos ici. Le principal message que nous voulons émettre ici est le suivant : Oui la Banque mondiale est justiciable et la brèche ouverte au Maroc peut désormais être enfoncée partout dans le monde.*"

C'est ce qu'on appelle parler pour ne rien dire ou n'avoir rien à dire, mais bon, à défaut de posséder un esprit critique au-delà du capitalisme on se console comme on peut, d'autant plus qu'on s'en accommode très bien...

Nous ne reproduirons pas cet article sans intérêt, comme beaucoup d'autres d'ailleurs.

La causerie du matin.

On a ajouté 40 articles et il en reste une vingtaine à formater avant de les mettre en ligne, plus tard dans la journée.

Un portail que nous avons découvert : Observatoire des Journalistes et de l'Information Médiatique : http://www.ojim.fr

Lutte de classes. L'imposture généralisée au secours du régime failli.

Il y a la pseudo-gauche qui reprend à son compte des thèmes de gauche ne touchant pas aux fondements du capitalisme, et pour cause, à défaut de lutter réellement contre le pouvoir en place elle soutient le gouvernement et le régime.

Et il existe un réseau composé d'un tas de râclures d'extrême droite, qui pour se faire passer de gauche reprennent à leur compte certains thèmes de gauche, afin de colporter la propagande idéologique des néolibéraux au sein de la population et de lutter contre la gauche et l'extrême gauche assimilées aux fascistes.

Ils ont en commun de se prétendre républicains, démocrates, progressistes, humanistes, écologistes, féministes, homophiles, laïques, antiracistes, alors qu'en réalité ils sont exactement l'inverse.

Pour le prouver, dans le premier cas il suffit de dresser la liste de leurs allégeances au régime, de leurs compromissions avec le régime, leur programme, et dans le second de mettre en lumière leurs méthodes empruntées aux faussaires et aux tenants de régimes fascistes, mais aussi leurs déclarations respectives et les relations qu'ils entretiennent avec un certain nombre de personnages et institutions qui sont fort instructives.

Il faut noter que ces ordures d'extrême droite bénéficient de la complicité des médias et du PS et de la pseudo-gauche, ce qui est tout naturel puisqu'ils oeuvrent pour la même cause et ils ont en commun le même ennemi : la classe ouvrière.

On peut lire les états de service de Caroline Fourest que l'on met en ligne pour comprendre comment ils fonctionnent.

A l'arrivée, au détour d'une polémique ou d'une provocation de trop ou qui a mal tourné, les lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs ont le sentiment d'avoir été manipulés à leur insu, ils seront dégoûtés et ils seront portés à mettre dans le même sac à merde tout ce qui se présente de gauche ou d'extrême gauche ou à s'en détourner. C'est leur but pour laisser les mains libres aux deux partis institutionnels qui gouvernent alternativement ou ensemble de fait, et qui sont amenés à demeurer les deux seuls partis en France à pouvoir accéder au pouvoir, ils doivent seuls occuper la scène politique, tandis que tous les autres partis doivent figurer parmi leurs satellites ou disparaître, comme aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, Italie, Espagne, etc.

Quant au Front de gauche et à l'extrême droite, ils servent de caution au PS que les commentateurs et les opportunistes présentent toujours de gauche, et au parti de l'ordre, l'UMP.

Ils ont toujours préféré le fascisme et la guerre.

Hollande préfère les barbares et parrains d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique en se rendant à Doha et Ryad, à la commémoration de la défaite du nazisme à Moscou qu'il a boycottée. Logique après avoir reçu Porochenko le 22 avril à l'Elysée.

Ils feront le même choix tout au long de la Première et de la Seconde guerre mondiale, ainsi qu'en 1936.

- François Hollande, au pays des terroristes. - french.irib.ir

François Hollande a, donc, fait une petite visite, en Arabie aoudite et au Qatar. Il aurait même été autorisé à prendre la parole, devant l'assemblée des pays du Golfe. Mais ce même François Hollande a refusé sa présence à la commémoration, à Moscou, de la victoire contre le nazisme, au motif d'une soi-disant agression de la Russie, en Ukraine. C'est, donc, qu'il choisit ses destinations, avec soin, en mettant en avant des motivations politiques, voire, idéologiques. Il faut, donc, bien chercher les motivations intimes qui président à ce voyage. On dit que ce sont les affaires, la vente des fameux "Rafale", la perspective de contrats de centrales nucléaires et d'autres choses encore. Bref, il serait motivé par «l'emploi, en France». Balivernes ! Le même «homme d'affaires» refuse la livraison de bateaux, commandés et payés par la Russie, pour des motifs fumeux, et applique des «sanctions», qui mettent en difficulté ce même emploi, en France ! Là, encore, il y a un choix politique !

Notre président est, donc, ravi de se trouver au pays des terroristes. C'est son choix… Mais ceux qui, actuellement, bombardent le Yémen, arment en matériels de guerre et en idéologie les terroristes de Daesh, Al-Qaïda et autres barbares sont, alors, ses amis. Tout comme ceux qui, d'ailleurs, détruisent l'Irak et la Syrie, avec une sanguinaire violence…Ce François Hollande vient nous expliquer qu'il fait la guerre au terrorisme, mais, dans les faits réels, il le soutient. La guerre qu'il mène, en réalité, est une guerre contre les peuples, à commencer contre son propre peuple, le peuple de France, où il organise une surveillance généralisée, pour se préparer à frapper. Il dit porter les valeurs des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais où sont les droits de l'Homme, la démocratie et l'égalité hommes-femmes, en Arabie saoudite, au Qatar ou dans les autres pays du Golfe ? En Arabie saoudite, on décapite au sabre.

Selon l'hebdomadaire "L'Express", 87 condamnés à mort ont été exécutés, en 2014, (selon un décompte effectué par l'AFP) et 79 l'avaient été, les deux années précédentes. Notre cher Laurent Fabius n'est pas en reste : «Notre coopération passe à la vitesse supérieure», a t-il déclaré ! Alors, quelles vont être les cibles de ces "Rafale" vendus au Qatar ? L'Iran ? Damas ? Le Yémen ? Ces guerres, après le désastre de la Libye, ont, pourtant, vu s'inverser le rapport de force. Un puissant «axe de la Résistance» a vu le jour, allant de l'Iran, jusqu'à la Syrie, en passant par le Hezbollah, l'Irak, la Palestine. Sans compter les liens particuliers qui unissent, désormais, la Russie et la Chine…L'Arabie saoudite bombarde le Yémen, mais aucun de ses objectifs de guerre ne sont atteints. La monarchie absolue, contrôlée par les Saoud, se livre, en revanche, au massacre aérien du peuple sans défense du Yémen. french.irib.ir 12.05

Vidéo. Terrorisme d'Etat et règne de la terreur. La gouvernance de fin de règne.

« Management de la terreur » les « attentats » de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher
https://www.youtube.com/watch?v=yauPLlM2WtY

Interview de Christoph Hörstel, journaliste allemand, sur la chaîne RT Deutsch le 20 janvier 2015

- Attentats de Paris : de nouveaux éléments troublants - Arrêt sur l'Info 09.05

Extrait.

Première partie. Attentat sous faux drapeau.

- L'arrestation du trafiquant d'armes, Claude Hermant, par la police judiciaire de Lille suscite de nombreuses interrogations concernant les attaques terroristes du mois de janvier à Paris.

Claude Hermant, ancien cadre du service de sécurité du Front National, le DPS, et un passé de mercenaire, impliqué dans plusieurs opérations extérieures, notamment en Afrique.

Outre les liens présumés du DPS avec le trafic d'armes, Claude Hermant décrit également le fonctionnement du « service action » qui s'apparenterait à un groupe paramilitaire très bien entraîné utilisant des méthodes similaires à celles des services de renseignement étatiques :

« Les membres de ce groupe spécial sont appelés les «fantômes». Ils ont tous une formation militaire ou paramilitaire […]
Les «fantômes» sont autonomes financièrement. Ils reçoivent un salaire en liquide, des faux papiers et tous les moyens nécessaires à leurs opérations. Quand vous avez des besoins spécifiques, on vous les donne. Pour payer un jeune pour mettre le bordel dans les quartiers, pour avoir les moyens de se déplacer, de louer une chambre d'hôtel. Les «fantômes» sont en autarcie complète. Ils font leurs demandes à travers ce qu'on appelle des «boîtes aux lettres».

Le « service action » du DPS tel que décrit par Claude Hermant semble présenter les caractéristiques d'une opération de type Gladio : formation paramilitaire, méthodes héritées des services de renseignement, financement occulte, ancrage dans les milieux d'extrême droite et l'armée, implication dans des opérations extérieures sous faux drapeau et des opérations de

déstabilisation sur le territoire national…

Mais il y a plus surprenant encore dans les éléments récents livrés par Claude Hermant après son arrestation par la police judiciaire de Lille.

Les liens entre Claude Hermant et les services de Gendarmerie.

Selon La Voix du Nord, le juge d'instruction chargé de l'affaire serait en possession de nombreux emails échangés entre la gendarmerie et Claude Hermant. Ces courriers dénoteraient une proximité entre le prévenu et les services de police, comme en témoigne cet extrait : « Salut Claude, nous avons vu avec notre hiérarchie… Nous sommes partant(s) pour les deux dossiers que tu nous as présentés (armes-Charleroi…)… »

La question que pose cette correspondance est donc de savoir si Claude Hermant agissait en coordination avec la gendarmerie en tant qu'informateur où s'il s'agissait d'une pleine coopération qui impliquerait que Claude Hermant était missionné.

Dans ce dernier cas, la fourniture d'armes à la cellule terroriste ayant perpétré les attentats du mois de janvier à Paris se situerait-elle alors dans le cadre d'une opération de type Gladio ? Toujours selon La Voix du Nord, Claude Hermant aurait déclaré dans les couloirs du palais de justice, qu'il ne serait pas « le prochain Marc Fievet ». Il s'agit ici d'une allusion à un inspecteur des douanes français, infiltré sur ordre de sa hiérarchie dans un des plus importants réseaux de narco trafiquants à la fin des années 80, puis lâché par cette dernière suite à son arrestation par la police canadienne.

La référence de Claude Hermant au cas de Marc Fievet semble indiquer que ce dernier se considérait comme mandaté par les services de la gendarmerie et agissait en leur nom.

Si la connexion entre le réseau de Claude Hermant et Amedy Coulibaly est confirmée par la justice française, les répercussions de cette affaire et ses implications troublantes, vont-elles sceller le sort de la narrative déployée jusqu'à maintenant par le pouvoir exécutif français et rendre l'hypothèse d'un attentat sous faux drapeau plausible ? On peut douter que les investigations vont se poursuivre en toute transparence et sans pressions politiques. Pour l'instant dans les « grands médias » – inféodés au pouvoir politique et embrigadés dans la « guerre au terrorisme » – la couverture de cette affaire est quasiment inexistante.

Seconde partie. Le règne de la terreur comme seule gouvernance possible de nos jours ou dorénavant.

- Créer un état psychologique propice pour imposer une politique répressive ?

Quel pourrait être l'objectif politique de ce type d'opération ?

Tout d'abord terroriser la population, c'est à dire créer un état psychologique de stress de type post-traumatique – tel qu'il a été documenté par exemple par la journaliste Naomi Klein dans son ouvrage « la stratégie du choc » – favorable à la manipulation psychologique des foules, dans le but d'imposer des lois et des régimes d'exception qui n'auraient jamais pu voir le jour en temps ordinaire du fait de la mobilisation de l'opinion publique.

N'est-ce pas exactement ce qui s'est passé en France suite aux attaques du 7 janvier ? Appelant à manifester pour défendre « la liberté d'expression », qui aurait été prise pour cible par le « terrorisme islamique », quatre jours plus tard, le gouvernement a réussi à mobiliser près de 4 millions de Français dans les rues du pays. Le climat psychologique dans lequel se sont déroulées ces manifestations, et qui a perduré les mois suivants, était un climat de guerre.

Par la suite, des enfants ayant refusé d'observer une minute de silence en mémoire des victimes des attentats furent convoqués au commissariat, et toutes les expressions critiques face à la mobilisation nationale furent criminalisées. Le parquet avait notamment reçu des consignes très strictes. Selon le vice-procureur de Valencienne « toute personne ayant fait l'apologie du terrorisme sera immédiatement placée en garde à vue, fera l'objet d'une comparution immédiate et de réquisitions lourdes de peine de prison ferme avec mandat de dépôt. »

Le pouvoir politique a ensuite profité de l'embrigadement massif de la population et du climat de terreur pour instaurer une politique de « guerre au terrorisme » sur le modèle américain post 11 septembre, caractérisée par l'imposition d'un régime sécuritaire et coercitif sur le plan intérieur. Et la multiplication des expéditions armées néocoloniales à l'étranger.

A cet effet, la loi sur le renseignement, qui se présente comme un « Patriot Act à la française »- instaurant un système d'interception massif et automatisé des données de communication électroniques et l'instauration d'un cadre légal de surveillance généralisé des populations - a été adoptée à une écrasante majorité par le parlement français, tout en bénéficiant de l'approbation de l'opinion publique, prête à renoncer à une partie de ses libertés.

A l'extérieur, l'armée française est actuellement engagée, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, en Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso (opération Barkhane), en Irak (opération Chammal), dans l'océan indien, et de manière officieuse en Syrie, notamment par le soutien opérationnel apporté aux djihadistes opposés au gouvernement de Bachar-al-Assad. Arrêt sur Info 09.05

C'est beau tout de même la dialectique, non ? Il suffit de suivre le fil et de remonter jusqu'à la source, trop fastoche.

Faites tomber les masques. La gauche était de droite et la gauche de la gauche aussi, qui l'aurait cru ?

- Le gouvernement Syriza soutient la «guerre contre le terrorisme» pour détourner l'opposition à l'austérité - mondialisation.ca 11.05

Extraits. Le gouvernement grec dirigé par Syriza approuve la « guerre » des Etats-Unis « contre le terrorisme » et fait la promotion du militarisme afin de détourner l'opposition sociale montante à sa politique d'austérité radicale.

Lors d'une conférence sur la défense et la sécurité organisée par la Chambre de Commerce gréco-américaine à Athènes mardi dernier, le ministre de la Défense (Syriza) et le chef du parti d'extrême droite Grecs indépendants (ANEL), Panos Kammenos, ont déclaré que la Grèce permettrait à l'OTAN d'utiliser ses bases militaires pour ses guerres au Moyen-Orient.

Kammenos a dit, « La Grèce est prête à prendre cette initiative dans le secteur sud de l'OTAN. » Il a ajouté que la Grèce permettrait l'utilisation de ses « installations, [ses] forces armées et grandes bases dans la région de la Mer Égée méridionale, afin d'aider les forces de l'alliance dans la guerre contre le terrorisme. »

Les commentaires de Kammenos mettent en évidence le caractère réactionnaire du gouvernement dirigé par Syriza.

A présent, la politique d'austérité de Syriza s'accompagne d'un soutien aux guerres réactionnaires des États-Unis et de leurs alliés européens au Moyen-Orient.

Avant la campagne électorale, lors de ses réunions avec les responsables des principaux pays impérialistes, Tsipras a maintes fois clairement dit que Syriza ne mettrait pas en péril la politique de l'OTAN s'il était élu.

Durant sa visite à Washington en 2013 pour des réunions au groupe de réflexion de l'Institut Brookings, le New York Times avait publié un article intitulé: « Seul SYRIZA peut sauver la Grèce. » L'article, signé par le futur ministre grec des Finances Yanis Varoufakis, promettait la loyauté de Syriza à l'OTAN et à l'impérialisme américain. Si Syriza arrivait au pouvoir, disait-il, « rien de vital ne changera pour les États-Unis. Syriza n'a pas l'intention de quitter l'OTAN ou de fermer les bases militaires américaines. »

Le Times avait également loué la proposition de Syriza de restructurer la dette grecque comme une bonne chose pour les créanciers de la Grèce... (...)

Le gouvernement dirigé par Syriza signale qu'il prend une attitude militaire plus agressive au moment où il planifie les mesures d'austérité radicales exigées par la troïka...

Sans aucun débat public, Syriza trouve l'argent pour payer ses créanciers en privant systématiquement de finances l'infrastructure sociale essentielle. mondialisation.ca 09.05

Syriza adopte les mêmes méthodes que la Nouvelle Démocratie et le Pasok pour gouverner, normal.

ACTUALITE EN TITRES

A Doha, Riad, Istanbul, Tel-Aviv, Washington ?

- Hollande assure qu'il évoquera les droits de l'homme à Cuba - LeFigaro.fr

Chasse à l'homme.

- Plus de 300 djihadistes, en Syrie ou sur le retour, recherchés - Reuters

Intox

- Valls s'oppose aux suppressions de postes chez Renault Trucks : "Il faut trouver une autre solution" - Francetv info

- En visite à Cuba, Hollande vit "un moment d'histoire" avec Fidel Castro - AFP

- Egalité hommes-femmes : la polémique en trois actes - Francetv info

- François Molins : «La menace terroriste ne cesse de croître» - LeFigaro.fr

La République des banquiers.

- Les banques françaises emploient plus de 250 millionnaires - LePoint.fr

Les Échos révèlent que BNP Paribas, la Société générale et Natixis emploient à elles seules 277 banquiers ayant touché l'année dernière plus d'un million d'euros en fixe et variable. Un chiffre en nette hausse par rapport à 2013, où ils n'étaient "que" 177 à avoir empoché plus d'un million d'euros, selon l'Autorité bancaire européenne.

Le quotidien économique, qui se base sur les données que Bruxelles force pour la première fois les groupes bancaires à publier, précise qu'ils sont 149 à BNP Paribas, 109 à la Société générale et 19 chez Natixis, les trois groupes étant pour le moment les seuls en France à avoir communiqué les éléments demandés par Bruxelles. LePoint.fr 11.05

Etat policier et mafieux.

- Les caméras surveillent les automobilistes - Francetv info

- Mesures pour la sécurité routière : "C'est un peu du racket" - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- Yémen : l'écrasement au sol d'un chasseur de la coalition, à Saada, confirmé - french.irib.ir

Les sources militaires et médiatiques ont confirmé l'écrasement su sol d'un chasseur marocain de la coalition anti-yéménite, dirigée par l'Arabie saoudite, et d'ajouter que cet avion de chasse s'est écrasé, dans la province de Saada. Selon la chaîne libanaise Al-Mayadeen, la DCA yéménite a frappé un avion de chasse de la coalition saoudienne, au-dessus de la région de Wadi Nashour, dans la province yéménite de Saada, et l'a abattu.

Les sources militaires bien informées yéménites ont confirmé l'écrasement au sol d'un chasseur F-16, à Saada, tandis que l'armée marocaine avait annoncé, précédemment, qu'un F-16 participant à la coalition anti-yéménite saoudienne avait disparu. Dans un communiqué, l'armée marocaine a annoncé, lundi, tôt, dans la matinée, la nouvelle de la disparition de ce chasseur, ajoutant que cela s'est produit, dimanche, à 18h, heure locale. french.irib.ir 11.05

1.2- Yémen: Al-Setin à Taez nettoyé des terroristes - french.irib.ir

L'armée yéménite a nettoyé la région d'Al-Setin et les collines d'alentours de la ville de Taez, dans le sud-ouest du Yémen de la présence des terroristes d'Al-Qaïda. Appuyée par les forces d'Ansarallah et des comités populaires, l'armée yéménite a nettoyé lundi d'Al-Setin de Taez de la présence des terroristes d'Al-Qaïda. La région et la route d'Al-Setin constituent l'une des plus importantes zones de communication au Yémen, reliant les provinces de Taez, Ibb et al Hudaydah, dans l'ouest et le sud-ouest du Yémen aux provinces du sud du Yémen. Les terroristes d'Al-Qaïda se sont enfuis, en laissant leurs armes et équipements.

Les sources médicales yéménites ont par ailleurs annoncé qu'une vingtaine de personnes ont été tuées et plus de 150 autres blessées à la suite des explosions causées par deux raids aériens de l'Arabie et de leurs alliés contre un dépôt de munitions près de Sanaa, la capitale. french.irib.ir 12.05

2- Irak

- Irak : libération totale de la province de Salaheddinfrench.irib.ir

Des sources sécuritaires en Irak font état de la libération totale de la province de Salaheddin, dans le nord du pays, de l'emprise des terroristes takfiris de Daesh.

Le secrétaire général de l'Organisation Badr, et commandant des forces populaires, Hadi al-Ameri a déclaré mardi au journaliste de la chaîne Al-Manar, que les forces irakiennes poursuivent leur progression et ont repoussé entièrement les terroristes de Daesh de la province de Salaheddin. De nombreux membres de Daesh ont été tués lors de ces opérations.

Par ailleurs, Hadi Al-Ameri a évoqué aussi la libération du champ pétrolier d'Ajil après un lourd combat contre les terroristes de Daech, pendant lequel 73 terroristes ont été tués et des dizaines d'autres blessés.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Afrique du Sud

- Soweto se soulève contre l'électricité chère - euronews.com

En Afrique du Sud, la hausse des prix de l'électricité par l'entreprise d'Etat Eskom met le feu aux poudres à l'approche de l'hiver à Soweto. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté leur colère dans le township de la banlieue de Johannesburg. Aux pneus incendiés et jets de pierre, la police a répondu par des tirs de balles en caoutchouc.

De son côté, Eskom se plaint de l'accumulation des factures impayées. Elles atteignent quatre milliards de rands (295 millions d'euros) pour la commune de Soweto qui compte le 1,5 million d'habitants. euronews.com 06.05

Haut de page

Le 13 mai 2015

CAUSERIE

Rien de plus à ajouter.

ACTUALITÉ DU JOUR

Mélenchon. Plus populiste que moi, tu meurs !

- Mélenchon félicite Philippot «de nous avoir débarrassés» du «vieux fasciste» - 20minutes.fr

L'eurodéputé Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a félicité mardi le vice-président du FN Florian Philippot de «nous avoir débarrassé» du «vieux fasciste» qu'est à ses yeux Jean-Marie Le Pen.

Le bras droit de Marine Le Pen «est quelqu'un d'assez habile, mais dont le bobard finira par éclater», a poursuivi Jean-Luc Mélenchon. «Il ne suffit pas de pomper mes discours», pour «finir par passer pour quelqu'un d'honnête politiquement». 20minutes.fr 12.05

Parfois on a écrit que les Mélenchon, Laurent et Cie. n'en avaient strictement rien à foutre des travailleurs, quelle horreur ou infâme calomnie ! Propos sans doute jugé exagéré par certains, outrancier (comme d'habitude) par d'autres, ou encore contre-productif ou opportuniste, et pourtant ils s'emploient à le démontrer eux-mêmes en rabaissant ici l'idéologie qu'incarne le vice-président du FN au rang de simple "bobard", comme s'il n'était pas lui aussi un misérable "fasciste".

Apparemment, pour notre charlatan Florian Philippot serait plus respectable que J-M. Le Pen, à croire que lui aussi tient à normaliser l'extrême droite après en avoir dit tout le mal du monde à la manière des médias ou des partis de l'ordre UMP et PS, selon l'agenda du gouvernement ou des institutions ou les besoins du moment de la classe dominante, ce qui montre à quel point sa propagande peu s'ancrer profondément dans le cerveau de dirigeants de partis dits (à tort) de gauche et qu'ils en subissent en permanence l'influence pour en réalité incarner les mêmes intérêts.

En quelque sorte c'est ce qui les trahit, sans même qu'ils s'en aperçoivent semble-t-il, peut-être inconsciemment parce qu'ils sont trop imbus de leur petite personne pour qu'on leur reproche, ce qui témoigne du peu de considération qu'ils peuvent avoir pour leurs adhérent et des rapports épouvables qui existent dans leurs partis ou tout simplement parce qu'ils s'en foutent, ils assument être des opportunistes, tout comme les dirigeants du PS qui assument être des réactionnaires sur toute la ligne.

En fait, ils empruntent la même pente que celle empruntée par les dirigeants du PS dictée par la crise du régime, qui les a conduits à monter au créneau ou à se découvrir complètement pour voler à son secours, pour qu'on s'aperçoive que finalement leur appartenance à la gauche était une pure escroquerie politique.

Demain monsieur Mélenchon découvrira qu'il y avait des gens très bien au FN, à l'UMP ou à l'UDI, pourquoi pas puiqu'il l'a toujours pensé du PS alors qu'il était un parti pourri jusqu'à la moelle qui n'avait rien à envier aux autres partis en la matière. Serait-il influencé par le Crif ? On est en droit de se poser la question puisque pour nous il n'existe aucune différence entre les Le Pen père et fille.

Une fois qu'on a rompu avec le socialisme, on est condamné à l'aventurisme ou à épouser les thèses de la réaction, à rejoindre son camp, c'est infaillible, la preuve. Mélenchon ne nous démentira pas après avoir affirmé que Philippot pompait ses discours, ce qui serait impossible avec le nôtre dans la mesure où nous ne laissons rien passer, tout en situant notre combat politique dans la perspective du renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, objectifs que ne peuvent partager ni Philippot ni Mélenchon.

Nous ne partageons aucune position avec l'extrême droite ni de près ni de loin contrairement à Mélenchon. Par exemple sur l'UE, ils ont en apparence et en apparence seulement des positions contradictoires, Mélenchon n'entendant pas rompre avec l'UE, tandis que Le Pen tient un double discours que cette question, peu importe puisque en dernière analyse la politique de l'un et l'autre s'inscrit dans le cadre de la pérennité du régime capitaliste. C'est ce qu'ils ont en commun qui rend possible la comparaison ou le rapprochement que font les médias, l'UMP et parfois le PS, entre le FN et le FdG, sans que cela soit forcément une calomnie.

L'illusion qui permet de les distinguer repose sur leurs étiquettes, leurs masques ou la manière tout aussi hypocrite de se présenter devant les travailleurs, supercherie qu'ils partagent, ainsi que bon nombre de contradictions qui remplissent leurs discours et dont ils ne peuvent se départir sans se démasquer, d'où l'impuissance des arguments du FdG contre le FN, les propos radicaux de Mélenchon ne servent qu'à faire illusion ou masquer cette réalité.

Plus le gouvernement est à droite...

Comment obtenir les réponses souhaitées à un sondage, en conditionnant en amont la population, en triant sur le volet les personnes interrogées, en leur suggérant enfin les "bonnes" réponses.

On a imaginé le questionnaire suivant pour n'avoir pas pu accéder à celui d'Ipsos :

- Pensez-vous qu'il faudrait un vrai chef à la France pour défendre ses intérêts dans le monde ? Assurément, c'est indispensable, aucune nation ne peut s'en passer.

- Pensez-vous que les auteurs d'actes barbares ou monstrueux mériteraient la peine de mort ? Assurément, plutôt deux fois qu'une, ils sont irrécupérables.

- Pensez-vous que la société évolue vers trop d'assistanat ? Cette question figurait comme telle dans ce sondage. Assurément, il y a des centaines de milliers d'offres d'emplois qui ne sont pas satisfaits, ce qui prouve que les chômeurs ne veulent pas travailler, ce sont des fainéants et des profiteurs.

- Pensez-vous qu'il y aurait trop d'étrangers en France? Assurément, ils deviennent envahissants, on en entend parler du matin au soir et cela devient insupportable.

- Les Français, séduits par les idées de droite - Francetv info

La France pencherait à droite. Les Français seraient en effet de plus en plus sensibles aux valeurs véhiculées par les partis de droite.

La France glisserait à droite. Les sondages d'opinion sont clairs : les Français seraient de plus en plus séduits par les valeurs véhiculées par la droite. Une étude de l'institut Ipsos confirme en effet cette idée. "52% des Français sont d'accord pour rétablir la peine de mort, c'est un chiffre en augmentation par rapport à l'an dernier", commente le journaliste de France 2, Guillaume Daret. Autre chiffre avancé par le journaliste : "85% pensent qu'il faut un vrai chef pour remettre de l'ordre en France, une idée qui gagne du terrain y compris à gauche. Plus 16 points parmi les sympathisants du parti socialiste".

Les chômeurs sont aussi visés par l'étude. Les Français sont 56% à penser que ces derniers pourraient trouver du travail si ils le voulaient vraiment. Autre idée qui souligne le glissement à droite de la population : le cas épineux des prestations sociales, régulièrement remises en cause par les partis de droite. "Deux tiers des sondés (69%) estiment que la société française évolue vers trop d'assistanat". Le dernier point de l'étude porte lui sur l'immigration. "Pour 67% des Français, il y a trop d'étrangers en France. C'est un chiffre important, mais attention il est stable et ne progresse plus depuis plusieurs années", conclut Guillaume Daret. Francetv info 12.05

Des poivrots en plus !

- Alcool : les Français parmi les plus gros buveurs selon l'OCDE - euronews.com

Quelle horreur ces Français, ils ont vraiment toutes les tares ! C'est ce qu'ils veulent inculquer à la population, qui mérite son triste sort en somme.

Personnellement je ne suis pas concerné, à part mon petit cocktail du soir, deux doigts de vodka ou de whisky, je bois de la flotte agrémentée d'un sirop d'orange ou de raison fait maison, économie oblige. Une bière deux ou trois fois par mois, du pinard aux grandes occasions trois fois par an, trop cher, je n'ai plus les moyens.

Cela ne me manque pas parce que je n'ai jamais beaucoup picolé, mes parents étaient à la flotte et j'ai pris le pli, c'est très bien ainsi. C'est pour cela que je ne suis pas un vieux con aigri. C'est quand il faut se priver sur la bouffe que cela ne passe pas très bien, mais bon, dans ce cas-là on s'adapte, on fait preuve d'imagination pour rester en bonne santé, l'essentiel. Et puis je bouffe de moins en moins, indien presque exclusivement. C'est moi qui prépare tous les repas, Selvi bosse et n'a pas le temps. C'est elle en revanche qui prépare les sirops, confitures et le fromage.

Depuis 15 mois que nous vivons ensemble nous ne sommes jamais allés au restaurant, cela ne lui dit rien et moi je m'en tape complètement, on mange mieux chez nous, toujours frais ou réchauffé, pas de boîtes. C'est moi aussi qui me tape les courses et le marché, normal je ne bosse pas. Franchement, les femmes rêvent d'avoir un tel compagnon, attentionné, qui fait tout pour vous rendre la vie plus supportable ou agréable, n'est-ce pas ? Ne vous marrez pas, j'en connais qui pensent le contraire au point d'en conclure que quoi qu'on fasse elles ne seront jamais satisfaites, mais bon, chacun a le droit de faire son propre malheur, du moment qu'une y trouve son compte et moi avec, on s'estimera heureux ainsi et nous le sommes.

En complément : Salauds de parents !

- Le Parlement veut renforcer la protection de l'enfant - Reuters

En saccageant l'Education nationale, en pourrissant un peu plus chaque jour l'existence de parents qui n'en peuvent plus ? C'est le régime et ses représentants qui sont responsables de la violence dont sont vctimes les enfants de la part de leurs parents.

La tournée, c'est pour le représentant des négriers.

- "Réparation, restitution" scandent des Haïtiens en colère à l'arrivée de Hollande à Port-au-Prince - Francetv info

Prenant au mot le président français, en visite officielle, des dizaines de manifestants, brandissant des pancartes "Hollande, l'argent oui, la morale non", se sont réunis à Port-au-Prince.

Les protestataires, scandant des slogans comme "réparation, restitution" et portant l'effigie de Toussaint Louverture, héros de l'indépendance haïtienne, se sont placés aux abords de la place du Champ-de-Mars, où le président français et son homologue haïtien, Michel Martelly, devaient prononcer leurs discours.

Au XIXe siècle, Haïti, première république noire de l'histoire, a dû, pour obtenir son indépendance, payer des indemnités aux anciens colons français pour compenser leur perte de revenus. Une somme estimée aujourd'hui à 17 milliards d'euros que beaucoup d'Haïtiens voudraient récupérer. La déclaration de François Hollande parlant, quelques jours plus tôt, de dette a donné un regain de vigueur à cette revendication. Francetv info 12.05

Etats-Unis. Meurtre ordinaire et impunité.

Grille de lecture.

- Un policier blanc abat un jeune noire sans arme chez lui de sept balles tirées à bout portant, le procureur décrète que l'attitude du policier a été "légitime".

- Etats-Unis: pas de poursuites contre un policier ayant tué un jeune Noir dans le Wisconsin - AFP

Un policier blanc qui avait tué par balles en mars un Noir de 19 ans non armé à Madison, dans le Wisconsin (nord des Etats-Unis), a agi en légitime défense et ne sera pas poursuivi en justice, ont indiqué mardi les autorités judiciaires.

L'un des témoins a précisé que le jeune homme était sous l'effet de plusieurs substances, ce qui a été confirmé par les analyses toxicologiques, a rapporté le procureur. Le policier « a craint pour sa propre sécurité, celle d'autrui aussi, et pour la sécurité de Tony Robinson ».

Il aurait eu comportement violent, menaçant et agressif de Tony Robinson dans la rue, contre des véhicules, des passants et des amis.

L'officier a pénétré dans l'appartement où le jeune homme avait terminé sa « folle » expédition après avoir entendu des bruits, en particulier des « cris incohérents ». Matt Kenny est resté environ 20 secondes à l'intérieur, a tiré sept coups à bout portant, en trois secondes et en trois salves. La victime a été atteinte à sept reprises, de face, a précisé Ismael Ozanne, procureur du comté de Dane, lors d'une conférence de presse. AFP 12.05

ACTUALITE EN TITRES

Leur société dégénérée.

- Les beuveries express en progression inquiétante chez les jeunes Occidentaux - AFP

- Prostitution: La proposition de loi socialiste de retour à l'Assemblée le 12 juin - 20minutes.fr

- Calais: Des migrants tabassés par des CRS - 20minutes.fr

Sinon cela servirait à quoi d'amasser tant de fric ?

- "Les femmes d'Alger", un tableau à la valeur explosive - Francetv info

Le montant est un record. 160 millions d'euros, c'est le prix d'un tableau du peintre Pablo Picasso vendu lundi 11 mai lors d'une vente aux enchères à New York. Francetv info 12.05

Stratégie du chaos et de la guerre

- Violents affrontements au Soudan du Sud: viols, enlèvements et incendies (ONU) - AFP

- Burundi : les manifestations contre un 3e mandat présidentiel font une vingtaine de morts en 17 jours - Francetv info

- Le Sud-Est asiatique prié de secourir des milliers de migrants en perdition - AFP

- Yémen: 69 morts dans l'explosion d'un dépôt d'armes visé par des raids - AFP

- Deux ministres macédoniens démissionnent après les affrontements meurtriers de ce week-end - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie/Idlib : 12 officiers israéliens et turcs tués - french.irib.ir

La chaîne d'information syrienne, Al-Khabariya, a annoncé que 12 officiers turcs et israéliens ont été tués, dans une embuscade tendue par l'armée régulière syrienne. french.irib.ir 12.05

2- Yémen

- Yémen : nécessité de l'instauration d'une trêve, en raison de la dégradation de la situation humanitaire - french.irib.ir

17 organisations des droits de l'Homme opérant au Yémen ont émis un communiqué conjoint, stigmatisant le bombardement de la province de Saada par les chasseurs saoudiens. Ces instances n'ont pas manqué de réclamer la cessation immédiate des attaques contre le Yémen.

Selon l'Agence de presse Saba, 17 organisations des droits de l'Homme yéménites ont émis, ce mardi, un communiqué, pour condamner, vigoureusement, les frappes des chasseurs-bombardiers des Al-e Saoud contre diverses régions yéménites, dont la province de Saada. «La situation humanitaire se détériore, de jour en jour, au Yémen ; c'est pour cette même raison que nous réclamons l'instauration immédiate d'une trêve, dans ce pays», lit-on, dans ce communiqué, qui a, ensuite, précisé : «Les avions de chasse saoudiens visent, sans distinction, les zones résidentielles et les infrastructures yéménites». french.irib.ir 12.05

Haut de page

Le 15 mai 2015

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles demain matin.

A partir de demain je vais apprendre à Selvi à lire et à écrire le tamoul. Je lui ai demandé pourquoi elle n'avait jamais appris, elle m'a répondu qu'elle n'avait jamais trouvé le temps entre son boulot à l'extérieur, puis chez elle et les gosses.

Elle est enthousiaste comme une enfant. Cela lui fera un complexe de moins, quant à la couleur de sa peau, on n'y peut rien et il serait tant qu'elle fasse avec ! Elle ne porte que des saris et c'est très bien ainsi, il n'y a pas plus gracieux.

On aime les femmes quand elles assument leur féminité, on déteste quand elles singent les hommes. Vaut mieux une femme bien dans sa peau, car c'est ainsi qu'elle est l'égal de l'homme. Les féministes en sont incapables, elles (ou ils) se trimballent trop de complexes qui les rendent arrogeantes et frigides. Ce n'est pas le comportement des hommes qu'elles ne supportent pas mais le leur. Etre l'égal de l'homme ne signifie pas qu'ils seraient semblables...

Le mot du jour : Ouf !

Une imposture peut en cacher une autre. Bush et Obama doivent bien se marrer.

Après que Bush puis Obama ont fait croire au monde entier que Ben Laden était encore vivant 10 ans après sa mort, en 2011 le président américain décidait de lancer une opération commando au Pakistan pour le liquider.

La polémique aujourd'hui ne porte pas sur la date de sa mort, mais sur le déroulement de cette opération et l'implication de l'armée pakistanaise en amont, qui aurait livré Ben Laden aux Américains en échange de subventions et de matériel militaire.

On a envie de dire ouf !

On retrouve une imposture similaire à propos du 11 septembre 2001 selon laquelle un rapport mettrait en cause l'Arabie saoudite dans la préparation des attentats, alors que chacun sait qu'Al-Qaïda n'y a pas participé et ne pouvait pas les perpétrer, puisque c'est une branche du Pentagone, de la CIA et du Mossad qui s'en était chargé.

Dans les deux affaires l'essentiel a été sauvegardé en légitimant les versions officielles auxquelles ne croient plus 8 Américains sur 10 s'agissant du 11/9.

On se demande bien pourquoi Obama serait ennuyé par la révélation qu'il aurait ordonné l'assassinat de Ben Laden ou plutôt celui qui avait pris sa place, tandis que chaque semaine il programme des meutres par drone au Pakistan et au Yémen ou encore en Irak dont les victimes pour la plupart sont des civils innocents.

Ce qui dérange Obama qui a réagi immédiatement et violemment, c'est que Seymour Hersh a sorti une version de la traque et de la mort de Ben Laden qui contredit celle de l'administration américaine, autrement dit elle aurait produit un nombre considérable de mensonges sur des points essentiels, de telle sorte que chaque Américain est en droit de se demander sur quoi elle n'aurait pas menti, portant un coup terrible à la crédibilité du gouvernement déjà très atteinte.

Affaibli sur la scène internationale pour être incapable de venir à bout de la résistance des peuples au Moyen-Orient et en partie en Ukraine, Obama se retrouve (encore plus) affaibli aux Etats-Unis.

Nous ne mettrons pas en ligne ces articles qui reprennent tous les mêmes éléments bourrés de contradictions, en gros tout le monde savait où se serait trouvé Ben Laden, sauf les Américains et les habitants du quartier où il aurait logé pendant 5 longues années. Nous, nous avons reproduit le témoignage fait à une télévision américaine d'une des deux commando du Navy Seals qui a mitraillé l'homme qui était censé être Ben Laden et qui a déclaré que bien qu'il connaissait sa physionomie, il était absolument certain que l'homme sur lequel il a tiré n'était pas Ben Laden. On a fourni aussi d'autres témoignages validant la thèse qu'il était mort le 3 ou le 9 décembre 2001, je ne sais plus au juste, tous ces éléments (articles et vidéos) figurent dans notre site.

Une des contradictions de Hersh. Il s'agit de la même source :

- Selon le responsable américain à la retraite interrogé par Hersh, l'Arabie saoudite payait les frais du séjour de Ben Laden à Abbottabad et craignait que si le gouvernement américain découvrait qu'il était détenu par l'ISI, il obligerait Ben Laden à donner des détails sur le soutien de la monarchie saoudienne à Al-Quaïda.

Et plus loin :

- La source de Hersh est absolument claire: dès le début, l'intention de l'administration Obama était de tuer Ben Laden et cela a été soutenu avec enthousiasme par tous les intéressés, Pakistanais et Saoudiens, pour la bonne raison que « les morts ne parlent pas. »

Les Saoudiens connaissaient les intentions d'Obama de tuer Ben Laden, et en même temps ils craignaient qu'il le fasse parler.

Extraits de trois articles.

1- Seymour Hersh démasque les mensonges officiels sur le meurtre de Ben Laden - Niles Williamson - Mondialisation.ca 13 mai 2015

- Près de quatre ans après le raid des forces spéciales américaines ayant abouti à l'assassinat d'Oussama Ben Laden, un extraordinaire article de révélation politique du journaliste d'investigation et lauréat du prix Pulitzer Seymour Hersh, publié dimanche dans la London Review of Books, a enlevé le masque au récit officiel qu'en avait donné le gouvernement américain.

2- Seymour Hersh dénonce les mensonges américains concernant la mort de Ben Laden - RT (Russia Today) et Seymour M. Hersh

- Le célèbre journaliste d'investigation Seymour Hersha publié un article retentissant dans la London Review of Books où il révèle que la version américaine de la mort de Ben Laden diffère de ce qui s'est passé en réalité.

Le point clé de son article est que l'opération n'a pas été menée en solo par les Etats-Unis. Ce n'était pas une opération américaine secrète et risquée mais une une opération conjointe des unités de reconnaissance américaines et pakistanaises.

3- L'Assassinat d'Oussama ben Laden (London Review of Books) - (1/4) - Seymour Hersh - legrandsoir.info 12.05

- Quatre ans se sont écoulés depuis qu'un groupe de Navy Seals américains a assassiné Oussama ben Laden lors d'un raid de nuit sur une grande maison d'Abbottabad au Pakistan. Le meurtre a été le point culminant du premier mandat d'Obama, et un facteur déterminant de sa réélection. La Maison Blanche maintient toujours que la mission était une affaire entièrement américaine et que les généraux de l'armée pakistanaise et de l'Inter-Services Intelligence agency (ISI) n'étaient pas informés à l'avance du raid. C'est faux, tout comme plusieurs autres éléments de la version de l'administration Obama.

Nouvelle fabrication de preuves contre le régime syrien.

Grille de lecture.

- Une ONG américaine créée en 2011, une officine du Département d'Etat en réalité, a noué des relations avec les barbares qui ont mis à feu et à sang la Syrie, afin de récolter des documents impliquant Assad, des militaires et des personnalités syriennes dans des crimes pour les traduire un jour devant la Cour internationale de justice.

Embourbé en Syrie et n'ayant pas réussi à se débarrasser d'Assad, il demeure leur cible prioritaire et en désespoir de cause ils exploitent une autre piste...

Le support, un article du Figaro du 14 mai 2015 : Bachar el-Assad visé par une enquête secrète.

Un groupe d'enquêteurs agissant pour le compte d'une ONG a exfiltré depuis trois ans des documents produits par l'administration syrienne. Ils estiment avoir accumulé assez de preuves sur la répression des opposants pour pouvoir poursuivre le président syrien en justice.

Depuis trois ans, ils mènent l'enquête en toute discrétion. Des agents ont collecté dans la clandestinité des documents produits par le régime syrien. Le quotidien anglais le Guardian révèle qu'ils estiment aujourd'hui avoir accumulé assez de preuves pour trainer Bachar el-Assad, toujours président du pays, et plusieurs membres du régime devant la justice internationale. Ils ont concentré leurs recherches sur le rôle joué par ces derniers dans la répression des opposants politiques depuis le début de la guerre civile qui frappe le pays.

Sur le terrain, les documents ont été récupérés dans des bâtiments officiels, abandonnés suite à la prise de la ville par des groupes rebelles. Ensuite, leur transfert hors du territoire syrien jusqu'à une ville européenne tenue secrète, où siège la CIJA, n'a pas été une chose aisée. Surpris par l'armée, l'un des enquêteurs a été tué, un autre grièvement blessé et plusieurs autres ont été torturés.

L'enquête a été menée par la CIJA sur trois volets différents. Le premier concerne la chaîne de commandement de la répression et nomme directement Bachar el-Assad, son ministre de l'Intérieur Mohammed el-Chaar et Mohammed Said Bekheitan, membre de la direction du parti Baas. Le second cas porte sur le Bureau de la sécurité nationale syrienne, qui comprend les chefs des quatre principales agences de renseignement et de sécurité. Le dernier concerne la commission de défense de la ville de Deir ez-Zor. Vingt-deux autres noms ont été identifiés par la CIJA, qui les ne les a pas rendus publics et les réserve aux gouvernements. lefigaro.fr 14.05

- Dans les archives criminelles de Bachar el-Assad - letemps.ch 20.10.2014

Depuis deux ans, des documents administratifs sont subtilisés par tonnes au régime de Bachar el-Assad. La CIJA coordonne depuis son QG secret en Europe les enquêteurs sur le terrain. Ils risquent leur vie pour accumuler des preuves contre les responsables d'atrocités. Mais, pour l'heure, aucun mécanisme judiciaire n'est sur la table.

La Commission for International Justice and Accountability (CIJA), créée en 2011, ne badine pas avec la discrétion. Financée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union européenne, la Suisse et quelques autres pays, cette organisation à but non lucratif reconstitue maillon par maillon les chaînes de commandement dans l'entreprise de mort du régime de Bachar el-Assad. Sa mission: monter des dossiers reliant avec un maximum de preuves des responsables jusqu'au plus haut niveau de l'Etat aux atrocités commises sur le terrain. Ainsi charpentés, ils seront transmis clés en main à une instance judiciaire, quelle qu'elle soit, lorsque le cas de la Syrie sera porté devant les tribunaux.

La nécessité de créer la CIJA s'est imposée à Bill Wiley sur un constat d'urgence à l'automne 2011. Ancien militaire de l'armée canadienne, il connaît comme personne les arcanes et les imperfections de la justice internationale. Il a baroudé toute sa carrière à son service, au Rwanda, en Yougoslavie, en Irak, où il était le conseiller légal auprès du tribunal spécial à Bagdad qui a jugé Saddam Hussein en 2006. Il a aussi été le premier enquêteur auprès de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye.

Il est passé dans le privé, lorsqu'en octobre 2011 une capitale occidentale sollicite ses idées sur des projets à mettre en œuvre en lien avec les droits de l'homme en Syrie.

A l'époque, de nombreuses vidéos circulent de démonstrations de liesse de rebelles autour des ruines d'édifices publics – commissariat, centre de détention ou de commandement militaire – qu'ils ont saisis avant de faire main basse sur les armes puis d'y mettre le feu. Sans réaliser qu'ils laissent ainsi partir en fumée des indices potentiellement accablants pour le régime.

L'idée est née: «Il fallait sensibiliser des activistes sur le type de preuves à conserver pour bâtir des actes d'accusation», dit

le Canadien.

Une cinquantaine de militants venus de toute la Syrie passent la frontière pour recevoir une semaine de formation. Début 2012, l'équipe d'enquêteurs, la plupart formés en droit, est opérationnelle.

Elle compte aujourd'hui une vingtaine d'hommes et de femmes, déployés dans les gouvernorats syriens, sous la direction d'Ibrahim (prénom d'emprunt), un avocat originaire du sud du pays. Il exerçait dans un pays du Golfe avant de prendre, dès ses prémices, le parti de la révolution. «J'ai rejoint l'équipe après la formation parce que j'ai pensé que démarrer des enquêtes criminelles, avec le soutien de mentors étrangers, était la chose la plus utile à faire. Tous ceux qui participent et ordonnent des crimes contre les civils devront rendre des comptes», explique l'homme joint dans une zone frontalière de la Syrie par l'entremise d'un traducteur. «Dès que nous entendons que des combattants de l'opposition ont lancé une opération pour prendre le contrôle d'un QG, nous nous rendons sur place pour essayer de protéger les documents. Ils font leur travail. Nous faisons le nôtre», poursuit Ibrahim.

L'équipe n'est en contact qu'avec les rebelles modérés, ceux de l'Armée syrienne libre (ASL) ou d'autres mouvements. Il a fallu prendre le temps de nouer des liens avec eux et de les convaincre de la valeur d'un tel matériel. Le message finit par passer: il y a dix-huit mois, Selim Idriss, alors chef de l'ASL, donne l'ordre à ses troupes de préserver les dossiers administratifs. En se liant à ces opposants, la CIJA s'est privée d'enquêter sur leurs propres crimes: «Nous avons fait un choix pratique: pour obtenir des preuves contre le régime, nous devions collaborer avec l'opposition, dit Bill Wiley. Notre ligne rouge est de ne pas travailler avec ceux qui massacrent des civils. Mais aucun groupe n'a les mains propres en Syrie. Les leaders de l'opposition aussi devront rendre des comptes devant la justice. D'autres devront enquêter sur eux.»

Aux yeux de Mario Carera, collaborateur de la Division sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères, les activités de la CIJA sont capitales: «La lutte contre l'impunité est une priorité politique pour la Suisse. Les tensions ne pourront pas être dépassées sans qu'une pression soit exercée sur les auteurs de crimes. La recherche de la justice ne peut s'opposer à celle de la paix. Elles vont ensemble.»

Washington aussi soutient l'organisation de Bill Wiley, parmi d'autres qui accumulent informations et preuves dans le conflit syrien. Le Temps a appris qu'une autre entité, dirigée par un ancien agent secret occidental, avait déployé une douzaine d'investigateurs syriens sur les territoires contrôlés par l'EI, pour documenter ses crimes.

Pour en revenir aux documents amassés par la CIJA, «le plus important est qu'ils établissent des liens», insiste Stephen Rapp, ambassadeur chargé du Bureau pour la justice criminelle au Département d'Etat américain. «Ces crimes, dit-il, ne sont pas commis par monsieur et madame Tout-le-monde. Les auteurs sont de hauts responsables, associés au parti Baas ou à des organisations comme celle des chabiha [milices pro-Assad].»

Cet ancien procureur au Tribunal spécial pour la Sierra Leone n'en doute pourtant pas: «Le jour viendra. La question est quand et où. Les dossiers que la CIJA prépare ont déjà commencé de répondre à celle du comment, tout aussi majeure.» letemps.ch 20.10.2014

Le Guardian n'a rien inventé, il a tout pompé sur cet article rédigé quelques mois plus tôt par Le Temps.

Qui finance la Commission for International Justice and Accountability ?

Le Département d'Etat lui verse 500,000 $ par an auxquels s'ajoute la contribution de généreux Etats donateurs européens de l'Otan.

However, the US State Department recently suggested it finds otherwise. It is pulling their $500,000 in yearly support for CIJA (justicehub.org 06.11.2014)

For the past two years, the U.S. State Department has channeled a total of $1 million in funds to the Commission for International Justice and Accountability (CIJA)

The commission — which also receives a total of about $5 million per year from Britain, Denmark, Germany, Norway, and Switzerland — has proven capable of raising enough funding without the need for American support, he said. (foreignpolicy.com 03.11.2014

Au total, la CIJA a donc reçu de ses parrains 7 millions de dollars depuis 2011.

Cette commission travaille à charge contre les autorités de la République arabe syrienne la traitant de la même manière que les mercenaires d'Al-Qaïda, le Front Al-Nosra et l'Emirat islamique occultant le fait qu'elle est victime d'une agression extérieure ou étrangère militaire de la part de ces barbares et qu'elle fait face à une guerre qu'un ennemi lui a déclarée, et qu'elle doit y répondre en utilisant les armes à sa disposition pour sauvegarder sa souveraineté.

Ils reprochent en fait au régime syrien de se défendre et d'employer les moyens auxquels recourt toute nation victime d'une agression ou qui lui a déclaré la guerre qui se traduit forcément par de nombreux morts, y compris parmi la population civle pour s'être trouvée par malheur au moment endroit au mauvais moment indépendamment de sa volonté. Ils font l'impasse sur le fait que l'immense majorité de la population a rejoint les grandes villes pour se mettre sous la protection de l'armée syrienne, tandis que les territoires conquis par les barbares sont faiblement peuplés ou ne concentrent que la minorité qui a décidé de se joindre à ces monstres, lorsqu'elle n'a pas été prise par surprise ou leur sert d'otages ou de boucliers humains.

- There are a number of potential avenues to address the large-scale war crimes and crimes against humanity that are occurring at the hands of Syrian governmental forces, ISIS/ISIL, and other groups. (justsecurity.org 12.11.2014)

Commentaires d'internautes abonnés au Figaro.

Il y avait 34 commentaires à la suite de cet article, j'ai dû en compter seulement deux ou trois qui abondaient dans le sens de cette ONG. Ce qui me fait dire que les "Français" sont peut-être de droite, mais ils sont de plus en plus nombreux à comprendre ce qui se passe réellement et ne l'acceptent pas.

Voilà qui est rassurant pour la suite, non ? Vous n'allez pas devenir aussi pessimiste que Schivardi tout de même (IO n°351) ? Il faut faire preuve de beaucoup de patience et ce n'est pas toujours facile, on est bien d'accord, mais si on admet qu'une partie de la solution à la situation passe par l'élévation du niveau de conscience des masses et qu'on se tourne résolument vers elles, il n'y a pas de quoi se morfondre ou croire que notre combat serait perdu d'avance, la preuve.

Ce facteur est important même s'il n'est pas l'élément déclencheur d'une révolution, car en attendant il pourrit la vie de ceux qui nous gouvernent, cela leur rend la tâche encore plus difficile, et plus ils auront de difficultés à l'assumer, plus ils devront monter au créneau et dévoiler leurs véritables intentions, plus ils se contrediront, ils s'enfonceront jusqu'au jour où la crise politique et du régime éclatera au grand jour. On est en train de réaliser le travail de sape du régime qu'avaient réalisé les bolcheviks pour préparer les masses à la prise du pouvoir. A notre mesure c'est insignifiant, d'accord, mais à qui la faute, on fait notre devoir de militant ouvrier et on n'est pas comptable de l'attitude des autres militants ou partis. Personne n'a voulu m'aider à rendre ce portail encore plus attractif ou à diffuser largement nos idées, je n'y peux rien, à chacun ses responsabilités.

1- "Ce mode de procéder est totalement inadmissible en utilisant des ONG pour faire ces enquêtes on donne raison aux pays, de plus en plus nombreux, qui interdisent les ONG sur leur territoire. Les Russes et les Chinois ont été les premiers à les interdire, on suivi l'Inde, et maintenant des pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Moyen-Orient. En dehors des pays occidentaux ONG devient de plus en plus un synonyme de CIA."

Pas seulement "en dehors", ce sont des agents des régimes en place, ce sont eux ou les multinationales, les banquiers si vous préférez, qui les financent et qui évidemment décident leur orientation politique, leurs thèmes de campagnes, etc.

2- "Le pays qui espionne et écoute la planète entière, les USA pour ne pas les nommer, nous avait fait croire qu'ils avaient assez de preuves de l'implication de la Syrie dans les attaques au gaz.

Le résultat on le connaît..."

Et tout est du même tonneau...

3- "L'article aurait pu nous en dire plus sur la mystérieuse CIJA. Jamais entendu parler."

4- ""Cette ONG, financée par les États-Unis et l'Europe, est composée d'enquêteurs et de juristes qui ont auparavant fait leurs preuves dans les tribunaux pénaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda ainsi qu'à la Cour pénale internationale (CPI)."

Quand tu lis ça tu n'as plus besoin d'aller plus loin..."

Une vitrine du Pentagone...

5- "Comment ces fameux enquêteurs ont-ils réussi à pactiser avec les terroristes islamistes pour les laisser récupérer des documents importants et pourquoi pactiser avec les terroristes islamistes qui égorgent, violent, pillent et menacent notre vie en Europe contre le Président élu de Syrie plutôt que de pactiser avec le président élu d'un Etat de l'Onu pour combattre le terrorisme islamique qui égorge, pille, tue et menace nos vies en Europe? Je ne suis pas d'accord. Je soutiens Bachar."

C'est Assad que les Américains veulent renverser à l'aide des barbares qui se sont emparés d'une partie de la Syrie (et de l'Irak) grâce à leur soutien, alors vous ne voudriez tout de même pas que cette officine du Pentagone enquête sur leurs crimes

monstrueux que les Américains couvrent...

6- "Pourquoi attaquer systématiquement l'un des acteurs nécessaire à la paix?

Quels sont ceux qui ont le mobile ?

La Syrie en guerre civile, quel bonheur pour les marchands d'armes, les ONG, les financeurs de tous bords, les services "spéciaux", et le peuple syrien pleure !"

Parce qu'ils ont décidé que la paix n'était pas propice à la réalisation de leurs objectifs, alors que la guerre et le chaos devait servir à retourner le peuple syrien contre Assad, sauf que c'est l'inverse qui s'est produit.

7- "Qu'est ce qu'un opposant en tant de guerre?

L'Irak et la Libye ne suffisent pas, il faut aussi la Syrie.

On nous dit que cette ONG est financée par les USA et l'Europe, au titre de quoi?

La majorité des rebelles ce sont tournés vers al-Qaida, al-Nosra et l'EI, c'est quoi l'opposition? Ces groupes terroristes? Je leur souhaite, à ces membres de cette ONG, que le conflit perdure, Assad pourrait bien les traîner devant la CJI.

En tous les cas, leur noms figurent en bonne place sur la liste des espions."

Tout à fait, au même titre que les journalistes occidentaux accrédités par les médias institutionnels.

8- "Le Guardian, toujours dans les bons coup, c'est l'Al Jeazira occidental."

En quelque sorte, étiqueté à gauche, de préférence, alors qu'il a adopté l'idéologie néolibéral et sert ses intérêts.

9- Quoi? Assad traiterait mal les prisonniers de Daech et Al Nosra/Qaida qui ont du sang syrien sur les mains!

Ah le vilain... Cette fois il est foutu pour de bon!"

Vous avez raison, cette ONG les protège, ils ont les mêmes parrains...

10- "N'importe qui peut fabriquer et mettre des documents compromettants. Ce ne sont pas des enfants de choeur les espions d'habitude."

Ils accusent le gouvernement syrien de recourir à des moyens utilisés en temps de guerre, comme si la Syrie n'avait pas été agressée, comme s'il n'y avait pas de guerre en Syrie.

11- "C'est vrai de laisser les clés du pays à l'EI c'est beaucoup mieux !"

C'est leur objectif ou le chaos perpétuel...

12- "Si c'est comme les soi-disant "armes de destruction massive" en Irak que les Américains avaient trouvées, c'est pas encore gagné..."

Et pour cause...

13- "Comprendre : un groupe d'enquêteurs agissant pour le compte d'une ONG ! Ces enquêteurs mènent l'enquête en toute discrétion depuis 3 ans ! Le décors est planté ! ONG financée !"

Dis-moi qui te finance, qui te protège, et je te dirai qui tu es...

14- "Pour que le chaos soit encore plus grand dans ce pays ?..."

Tout à fait.

15- "Ils étaient donc du côté des rebelles jihadistes. Je suppose qu'ils ont aussi accumulé beaucoup de documents et images accablants sur les crimes contre l'humanité qu'ils font."

Sans aucun doute !

16- "En l'occurence, "exfiltré" signifie "dérobé". Les exfiltreurs sont les premiers à devoir passer devant un tribunal."

Pour cela faudrait-il encore renverser le régime en place aux Etats-Unis...

17- "Vol et recel de vol."

Des méthodes de barbouzes...

18- "La guerre en Irak a été décidée aussi sur des preuves "irréfutables" qui ont été montrées sur toutes les chaines de TV mondiales. Alors les preuves de cette ONG financée par les Etats Unis..."

Personne n'y croit, bravo, c'était le mot de la fin !

Les sionistes ont fait un voeu, Charlie le millionnaire l'exhausse. La FDJ exulte

Charlie ou la liberté d'expression hors la loi. Dommage qu'elle ait loupé le rendez-vous du 7 janvier.

- « Charlie Hebdo » : Zineb El Rhazoui « scandalisée » de sa mise à pied - lemonde.fr 14.05

Zineb El Rhazoui, journaliste membre de la rédaction de Charlie Hebdo, a reçu, mercredi 13 mai, un courrier de la direction la convoquant à un entretien préalable à un licenciement pour faute grave, a appris Le Monde. Elle est d'ici là mise à pied. (L122.12, c'est le seul que je connaisse par coeur ! - ndlr)

Zineb El Rhazoui dit ne pas comprendre le motif du courrier ni la faute grave évoquée et s'étonne de la méthode « bureaucratique » employée, « sans discussion préalable ». « Je suis choquée et scandalisée qu'une direction qui a bénéficié d'autant de soutien après les attentats de janvier fasse preuve d'aussi peu de soutien envers un de ses salariés, qui est sous pression comme tous dans l'équipe et fait l'objet de menaces. »

Sociologue des religions, franco-marocaine et militante contre l'islamisme et l'intégrisme, Zineb El Rhazoui, a notamment fait l'objet de menaces de mort de la part d'islamistes, mi février. Visant également son mari, ces menaces ont été dénoncées par des sociétés de journalistes. Par ailleurs scénariste de La Vie de Mahomet, dessiné par Charb, Mme El Rhazoui vit depuis sous protection renforcée, à Paris. (Elle est devenue trop encombrante peut-être ? - ndlr)

« Mon mari a perdu son emploi car des djihadistes ont dévoilé son lieu de travail, il a dû quitter le Maroc, je suis menacée, je vis dans des chambres d'amis ou à l'hôtel et la direction envisage de me licencier... Bravo Charlie », ironise Zineb El Rhazoui. (Quel héroïsme ! - ndlr)

Sans préjuger du motif du courrier reçu, Mme El Rhazoui explique qu'elle n'a pas pu travailler normalement depuis les attentats qui ont décimé la rédaction en janvier. « Je ne suis pas la seule. On ne peut pas reprocher aux gens d'aller mal et de ne pas se comporter en bons ouvriers, on vit dans des conditions chaotiques. C'est impossible de faire des reportages sous protection policière... », explique-t-elle.

Avant janvier, Zineb El Rhazoui réalisait pour Charlie Hebdo des reportages en France et à l'étranger, notamment en Afrique, souvent sur les religions. Elle a été recrutée en 2011 pendant les « printemps arabes ». (Un bien mauvais départ ! - ndlr)

Au fond, Mme El Rhazoui s'estime aujourd'hui victime d'une « mesure punitive » pour avoir contesté la direction actuelle de Charlie Hebdo. (Le fric ramoli le cerveau et rend toute compromission plus acceptable, même la moins avouable. - ndlr)

La tribune des journalistes – qui ont créé une association – n'avait pas plu à la direction, qui s'est estimée injustement visée. Un e-mail a été envoyé aux signataires, leur demandant de ne pas émettre de critiques à l'extérieur. (On se croirait au gouvernement ou au PS, dans une entreprise commerciale, j'ai été licencié à plusieurs reprises pour avoir commis cet horrible crime. - ndlr)

Patrick Pelloux, chroniqueur à Charlie, est furieux du courrier envoyé à Zineb El Rhazoui : « On est tous encore en train de gérer l'après-attentat. Convoquer des membres de l'équipe qui sont encore dans des souffrances incroyables, c'est méchant et déloyal. » (Na ! Quel courage !- ndlr)

« Recevoir des prix pour la liberté d'expression et convoquer des journalistes menacés, c'est paradoxal, ajoute-t-il. Et on n'a pas d'explication alors que le journal se veut alternatif et socialement irréprochable... ». (Il est en réalité exactement le contraire, très conventionnel et socialement irrespirable - ndlr)

Un autre journaliste s'indigne du sort réservé à Zineb El Rhazoui, qui est une « grande gueule » mais qui « s'est exposée et mise en danger depuis des années » pour écrire un livre comme celui sur Mahomet avec Charb ou pour ramener des reportages. (Les Américains forment des agents qu'ils manipulent, qui se prennent à leur jeu en faisant preuve de zèle, ensuite lorsqu'ils ne leur sont plus utiles ou pire, ils les liquident. C'est la même chose ici. -ndlr)

« Je suis très surpris d'une décision aussi bête et méchante, mais pas au sens de Hara-Kiri... critique-t-il. La méthode est incroyable pour Charlie. C'est violent. » La réaction de la direction sous-entend qu'il pourrait ne pas s'agir de licencier Zineb El Rhazoui, simplement de la rappeler à l'ordre et à ses devoirs envers le journal. Cette dernière ne décolère pas et estime que « si c'était le cas, on aurait dû discuter... ». lemonde.fr 14.05

Les donneurs d'ordres ou ceux qui en profitent. La direction de Charlie Hebdo soutenu par les sionistes.

Selon la milice sioniste d'extrême droite, LDJ, "*elle faisait partie des plus radicaux envers Israël*", ceci doit expliquer cela.

- Bon débarras : Charlie Hebdo licencie la propalestinienne Zineb El Rhazoui - liguedefensejuive.com

Elle s'emploie à détailler les complexités de ce que sont les « Arabes » en France. Pourtant, c'est sans subtilité aucune qu'elle qualifie Israël « d'État colonialiste et raciste » et le Premier ministre de l'État hébreu de « criminel de guerre ». Antisionisme primaire, chose la mieux partagée dans le monde arabo-musulman.

Zineb El Rhazoui, tire à boulets rouge sur Israël et Benyamin Netanyahou.

Mais, quittant l'analyse en profondeur, reprenant des clichés éculés, Zineb El Rhazoui, en fin de texte assène au récipiendaire de celui-ci : « Moi, je n'ai pas bossé avec Val, et je ne sais pas si comme tu l'as fait, j'aurais été capable d'écouter l'éloge d'Israël, Etat colonial et raciste, à chaque réunion de rédaction pour garder mon job. Moi, c'est bien avec la plume de Charb, l'une des plus pro palestiniennes de la presse française, que je trouve mes affinités. Charb, à cause de ce lynchage auquel tu contribues aussi par la confusion de tes idées, est aujourd'hui menacé par al-Qaïda et vit sous protection policière. De quel côté est la haine alors ? » - ndlr. caractères gras ajoutés -.

Une obsession anti-sioniste, maladie la mieux partagée dans le « monde arabo-musulman », islamistes et progressistes confondus. (Ils partagent avec les nazis la haine des intellectuels, notamment. - ndlr)

Cette journaliste française, d'origine marocaine, est un exemple de plus d'une étrange phobie, d'un étrange rejet, partagé par une très grande partie de ce qu'il faut bien appeler « monde arabo-musulman », par souci de de clarté. Car ce sont à la fois les islamistes et bien des « musulmans modérés », voire athées, trop d'entre eux, d'ailleurs, qui, quelles que soient leurs divergences, parfois mortelles, sont d'accord sur un point : la haine d'Israël, du Sionisme. Obsession virant parfois à l'antisémitisme. liguedefensejuive.com 14.05

Commentaire d'internaute.

1- "Rien de nouveau depuis l'affaire Siné. Les moutons qui bêlent "Je suis Charlie" devraient comprendre que ce faisant ils suivent une ligne fanatiquement opposée à toute liberté d'expression. Ils suivent Manuel Valls et le CRIF, en fait."

2- "C'est un scandale, comment cette journaliste ose-t-elle contester son entretien préalable à un licenciement, on rêve! C'est du pur blasphème contre le jesuischarlisme!"

ACTUALITE EN TITRES

Vassalité permanente.

- La Commission satisfaite des efforts de la France - LePoint.fr

L'Empire contre-attaque.

- L'UE ouvre une enquête antidumping sur l'acier russe et chinois - Reuters

Ceux de Libye, d'Irak, de Syrie, du Yémen que vous assassinez via les barbares que vous armez ? Trop tard !

- Christine Taubira: "Lorsqu'un de nos enfants vacille, nous devons être là pour le rattraper" - AFP

En famille. Qui se ressemblent se rassemblent.

- Réforme du collège: union sacrée des députés PS, écolos et radicaux de gauche - AFP

Il n'y a plus qu'à espérer que la journée de mobilisation du 19 mai soit massivement suivie et pourquoi pas qu'elle continue le 20...

Rappel du 1er février 2015 dans une interview au JDD, Jean-Luc Mélenchon :

- «Le Front de gauche a atteint sa limite : il faut voir bien plus grand. Quand nous, les Verts, les socialistes dissidents, Nouvelle Donne ne votons pas le budget et ne participons pas à la majorité gouvernementale, nous avons le devoir de proposer autre chose aux Français. Nous rassembler est une exigence morale.».

C'est fait derrière Hollande et Valls ! C'est la morale de classe de Mélenchon, on lui laisse volontiers, quelle horreur ! Vous aurez remarqué au passage à quel point il en vient à se siituer sur le même terrain qu'eux, à subir leur influence, jusqu'à se rediculiser.

Aventurier ou charlatan, cela lui va très bien.

Le Parti de gauche réduit à une toute petite organisation.

- 1 700. C'est le nombre de militants qui se sont exprimés en vue du quatrième congrès du Parti de gauche (PG), formation de Jean-Luc Mélenchon, qui se déroulera au mois de juillet. Cette faible participation interroge sur les effectifs réels de son parti au printemps. Officiellement, le nombre d'adhérents du PG s'élevait à 12 118 en mars 2013, lors du congrès de Bordeaux, et à plus de 10 000 en décembre 2014. Liberation.fr 14.05

En complément. Grèce. Le Front de gauche : Vendu !

- La Grèce débloque la procédure de vente du port du Pirée - Reuters

Escroquerie politique. Euphémisme valable pour tous les partis institutionnels et au-delà.

- Les partis politiques méritent rarement leur nom - Slate.fr

Chut, l'ordre établi en dépend ! Oui et non. Comment cela ? Ben oui, en les présentant sous un angle peu avantageux on dégoûte encore un peu plus la population de la politique, on fait tout pour qu'elle s'en détourne et pendant ce temps-là le parti ou la coalition de partis qui est au pouvoir gouverne tranquillement, bon autant que faire se peut.

On n'essaie plus de favoriser un parti plutôt qu'un autre en faisant croire qu'ils seraient différents, cela n'a plus d'importance puisqu'aucune menace ne plane sur le régime, aucun parti ouvrier n'a réussi à prendre la place du PS, on favorise celui qui est le plus apte à incarner nos besoins sans craindre que le PS ne se radicalise à gauche, ils sont tous aussi vendus les uns que les autres.

On joue le jeu pour que l'illusion persiste le plus longtemps possible, car quel que soit le parti au pouvoir il a besoin qu'une base sociale le soutienne pour gouverner, la stabilité du régime en dépend. Comme on soutient à la fois l'UMP et le PS auxquels l'avenir est assuré, ce sont les autres partis qu'on vise pour mieux les marginaliser ou les faire disparaître.

Les perverses.

A chaud et à sec et le petit doigt ne lui suffit pas !

- Najat Vallaud-Belkacem sans peine à la Peep - Liberation.fr

- Vallaud-Belkacem: "nous ne menons pas nos réformes au petit doigt mouillé" - AFP

Cela devient obsène !

- Rachida Dati défouraille contre le clan Sarkozy - Libération.fr

Au pays de la pornographie et de toutes les perversités.

- Les seins d'un Picasso floutés à la télévision américaine - Francetv info

Ah ces républicains... d'extrême droite !

- Les dérapages islamophobes du maire UMP de Venelles - LeMonde.fr

Robert Chardon a déclaré que « la seule solution pour résoudre les problèmes que connaît la France » était d'« interdire le culte musulman en France ». LeMonde.fr 14.05

On pourrait interdire l'UMP ?

Vive l'armée, vive la guerre... chez les autres !

- Grand Format : au cœur des Forces spéciales - Francetv info

Une équipe de France 3 a rencontré le 1er régiment de parachutistes d'infanterie, lors d'un exercice d'entrainement. Francetv info 14.05

Profiteurs, salauds !

- Le contrôle des chômeurs va être étendu à toute la France - Francetv info

Le futur qu'ils nous promettent ou l'esclavage l'avenir de l'homme.

- Washington : une infirmière en activité fête ses 90 ans avec ses collègues - Francetv info

Florence 'SeeSee' Rigney a travaillé 69 ans durant comme infirmière au Tacoma General Hospital de Washington (Etats-Unis).

Beaucoup d'Américains de plus de 65 ans continuent à travailler ou prennent une nouvelle activité parce qu'ils ne disposent pas d'une retraite suffisante pour vivre. Francetv info 14.05

Social

- Loi Macron: le mouvement de grève se poursuit dans les tribunaux de commerce - AFP

- Des enseignants se mettent en grève pour réclamer le pont de l'Ascension - Francetv info

- Insalubrité, encadrement défaillant : l'accablant rapport sur la prison de Strasbourg - LeFigaro.fr

- Suppression de 447 postes à Intermarché- Francetv info

- IBM France taille encore dans ses effectifs : 345 suppressions de postes, sans licenciement - La Tribune

- Chili : une manifestation d'étudiants dégénère, deux morts à Valparaiso - LeMonde.fr

Fort heureusement, c'est bien parce qu'ils ne sont pas égaux qu'ils s'entendent si bien.

- Tâches ménagères : les femmes et les hommes ne sont toujours pas égaux - Francetv info

Par expérience, quelle connerie magistrale ! Quand on se tape les tâches ménagères à la place de madame, c'est se mettre en position de faiblesse, alors elle en profite pour prendre le dessus ou inverser les rôles, autrement dit votre couple devient infernal ou vous devenez le caniche à sa maman, attention leur durée de vie est plus courte que celle d'un homme.

Mais dites-moi, c'est avouer que l'un domine l'autre dans vos rapports ? Effectivement et c'est indispensable pour arriver à un équilibre, ce qui ne signifie pas pour autant qu'on se comporterait en tyran. Ensuite tout dépend pour quoi l'un domine l'autre, pour opprimer quelqu'un à son tour ou profiter individuellement de la situation ce qui est détestable, ou bien pour le bien commun et que chacun puisse s'épanouir librement dans les limites des rapports imposées par la société puisque nous les subissons tous, croire ou prétendre le contraire est une vue de l'esprit ou un leurre.

En principe, ce devrait être celui qui est le plus développé ou conscient qui devrait dominer, dans le cas contraire les deux seraient tirés en arrière ou seraient promis à une régression sans fin. Si celui qui est plus conscient domine ce n'est pas pour piétiner l'autre mais pour l'aider à progresser. L'essentiel est que les deux y trouvent leur compte. On conçoit que dans la réalité les choses se passent rarement de cette manière-là, puisque la conscience à un niveau suffisant fait défaut, ce qui se traduit par des rapports autoritaires et parfois violents.

Chez nous, c'est moi qui me tape la plupart des tâches ménagères parce que je ne travaille pas à l'extérieur, donc je suis à l'aise pour parler de ce sujet, et je n'avais pas agi autrement avec mes deux précédentes épouses. Depuis que je suis gosse j'ai toujours eu à coeur cette notion de service, de partage des corvées, je ne sais pas pourquoi, par esprit de justice, pour faire plaisir tout simplement. Qu'en échange comme je l'ai évoqué plus haut, je n'ai récolté qu'ingratitude, mais cela n'a eu aucun effet sur mon comportement qui n'a pas changé au fil du temps.

Intox

- La rémunération des grands patrons suscite l'émoi des actionnaires et des syndicats - AFP

Tant qu'il ne s'agit pas de remettre en cause leur existence, le régime est sain et sauf...

- Saint-Ouen : le ministre de l'Intérieur veut enrayer le trafic de drogue - Francetv info

- La NSA bientôt privée de la collecte massive de données aux Etats-Unis ? - LeMonde.fr

- Bachar el-Assad visé par une enquête secrète - lefigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre

- L'EI revendique une première attaque au Pakistan : 43 chiites tués à Karachi - AFP

- Burundi: Le numéro 2 des putschistes reconnait l'échec du coup d'Etat - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis - Iran

1.1- La Maison Blanche réagit à l'envoi du navire d'aides humanitaires de l'Iran au Yémen - french.irib.ir

Dans un geste interventionniste, la Maison Blanche a demandé à l'Iran de faire parvenir ses aides au peuple yéménite dans le cadre des mécanismes de l'ONU.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Josh Ernest, réagissant à l'envoi du navire d'aides humanitaires de l'Iran au peuple yéménite, a déclaré mardi lors d'une conférence de presse que l'Iran devrait livrer ses aides humanitaires en accord avec les règles de l'ONU. Au sujet de l'escorte du bateau d'aides humanitaires iraniens par les navires militaires et une éventuelle réaction de Washington pour stopper ce bateau, Josh Ernest a affirmé que les Etats-Unis surveillaient attentivement les récents mouvements maritimes de l'Iran vers le Yémen.

Les déclarations du porte-parole de la Maison Blanche interviennent alors que le général Masoud Jazayeri, chef d'Etat-major adjoint des forces interarmes iraniennes a averti mardi que si le bateau d'aides humanitaires iraniens était bloqué dans sa voie vers le Yémen, l'Arabie saoudite et les Etats-Unis devraient s'attendre à un embrasement qui leur serait impossible de maîtriser. Le

bateau d'aides humanitaires du Croissant-Rouge iranien, contenant 2500 tonnes d'aides a quitté lundi le port de Bandar Abbas au sud de l'Iran à destination du Yémen. french.irib.ir 13.05

1.2- Obama promet soutenir les pétromonarchies face à l'Iran - french.irib.ir

Le président américain Barack Obama a promis jeudi un engagement inébranlable pour la sécurité des Etats du Golfe, Washington annonçant un renforcement de sa coopération militaire avec ses alliés arabes face à l'influence croissante de l'Iran dans la région.Dans un communiqué publié à l'issue d'un sommet à Camp David, près de Washington, entre le président Obama et les dirigeants des six pays du Golfe, les différentes parties ont dénoncé les activités déstabilisatrices de l'Iran au Moyen-Orient. Toutefois, lors d'une déclaration à la presse au terme du sommet, M. Obama a plaidé pour ne pas marginaliser Téhéran avec lequel les Etats-Unis négocient depuis des années sur son programme nucléaire controversé. Je réaffirme notre engagement inébranlable pour la sécurité de nos partenaires du Golfe, a martelé Barack Obama devant des journalistes.

A Camp David, les Etats-Unis et les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG: Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) sont convenus de collaborer (...) afin de faire face à une menace extérieure contre l'intégrité territoriale de n'importe quel Etat membre du CCG, a affirmé la Maison Blanche dans un communiqué.Le texte désigne même explicitement Téhéran, le rival régional des puissances sunnites du Golfe: Les Etats-Unis et les Etats membres du CCG s'opposent et coopéreront pour contrer les activités déstabilisatrices de l'Iran dans la région. french.irib.ir 15.05

2- Iran - Syrie

- "Le soutien de Téhéran à Damas est immuable" (Boroujerdi) - french.irib.ir

Le président de la commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère de l'Assemblée islamique d'Iran souligne que le soutien du peuple et du gouvernement iranien aux Syriens est immuable.

M. Alaeddin Boroujerdi, actuellement, en visite, à Damas, a participé à une conférence de presse, à l'ambassade d'Iran, à Damas. Au cours de cette conférence de presse, Alaeddin Boroujerdi a déclaré aux journalistes que l'Iran félicite les peuples libanais et syrien, pour la victoire remarquable de l'armée syrienne et du Hezbollah libanais, dans la région de Qalamoun, (près de la frontière du Liban), face aux groupes terroristes.

Le parlementaire iranien a critiqué, ensuite, certains pays de la région, qui soutiennent les groupes terroristes, par tous les moyens. Il a ajouté que ces pays sont, ainsi, devenus des instruments entre les mains des dirigeants du régime sioniste et des Etats-Unis. french.irib.ir 14.05

3- Irak

- Le numéro 2 de Daesh et successeur d'al-Baghdadi, tué. - french.irib.ir

Le numéro 2 de Daesh et successeur d'Al-Bagdadi a été tué, lors d'un raid aérien, a annoncé la chaîne Al-Mayadeen.

Lors d'un raid aérien, Abou Aala al-Aafari, numéro 2 de Daesh, a été tué, dans la ville de Talaafar, dans l'Ouest de Mossoul.

Environ, 3 semaines, auparavant, et simultanément à la diffusion d'informations contradictoires sur la mort d'Abou Bakr al-Bagdadi, le quotidien "Newsweek", citant Hachémi al-Hachémi, conseiller du gouvernement irakien, avait écrit qu'Abou Aala al-Aafari avait été désigné, en tant que successeur d'Abou Bakr al-Bagdadi.

Hachémi avait, également, déclaré qu'après la mort présumée d'Al-Bagdadi, Abou Aala al-Aafari avait pris la tête de ce groupe. french.irib.ir 13.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Bugaled Breizh: le non-lieu confirmé, les familles des marins en colère - AFP

La justice a confirmé mercredi le non-lieu dans l'affaire du Bugaled Breizh, suscitant la "rage" des familles des cinq marins morts

dans le naufrage du chalutier breton en janvier 2004.

Une partie des familles et l'armateur ont immédiatement annoncé leur volonté de se pourvoir en cassation.

"Qu'on ne vienne plus nous dire que la France est le pays des droits de l'homme", a déclaré pour sa part Thierry Lemétayer, dont le père Georges était le mécanicien du Bugaled. Il a fait valoir que, quand un drame de cette nature n'est pas éclairci, "les faits se reproduisent", citant en exemple "deux bateaux accrochés récemment au large de la Grande-Bretagne" par des sous-marins au cours d'exercices de l'OTAN, dans des conditions voisines de celles du naufrage du Bugaled Breizh.

Les proches continuent de croire que le Bugaled Breizh, immatriculé au Guilvinec (Finistère), a été envoyé par le fond par un sous-marin qui se serait pris dans ses filets.

Des manoeuvres internationales avec des sous-marins de diverses nationalités, y compris français, se déroulaient dans la zone où le chalutier était en train de pêcher au moment de l'accident le 15 janvier 2004, au sud-ouest de l'Angleterre.

Close le 3 juillet 2013, l'instruction du dossier, qui s'est plusieurs fois heurtée au secret défense, n'a pas validé cette thèse.

Début mars, lors de l'audience devant la chambre de l'instruction, Me Dominique Tricaud, l'avocat de Thierry Lemétayer, et les deux autres avocats des parties civiles avaient à nouveau plaidé pour que la justice reconnaisse la responsabilité d'un submersible, dénonçant un dossier placé "sous le signe du mensonge par action et par omission".

Mais l'avocat général Pascal Bougy avait demandé la confirmation du non-lieu, estimant qu'il fallait "avoir le courage de dire qu'on ne peut pas continuer indéfiniment une enquête quand on a la certitude qu'il n'y a plus la moindre chance de prouver quoi que ce soit". AFP 13.05

2- Chili

- Chili : une manifestation d'étudiants dégénère, deux morts à Valparaiso - LeMonde.fr

Deux étudiants sont morts jeudi 14 mai à Valparaiso, au Chili, dans des incidents qui ont éclatés à la fin d'une manifestation contre la réforme de l'éducation souhaitée par la présidente socialiste Michelle Bachelet. « L'une des victimes avait 18 ans, l'autre 24 ans », a précisé aux médias locaux le responsable de la police de la ville, précisant qu'elles ont été tuées par balles. Selon des témoins, un jeune homme de 22 ans vivant dans une maison où les manifestants voulaient coller des affiches est l'auteur des tirs. Il a été arrêté.

Cette manifestation s'inscrivait dans un large mouvement de contestation, avec des protestations organisées dans plusieurs localités du pays dont la capitale, Santiago. Au total des milliers d'étudiants et d'enseignants ont battu le pavé. Si ces rassemblements se sont essentiellement déroulés dans une atmosphère détendue, plusieurs d'entre eux ont été émaillés de heurts entre des manifestants encagoulés, armés de bâtons et de pierres, et les forces de l'ordre qui ont utilisé des canons à eau.

La gratuité dans l'enseignement supérieur

Les étudiants chiliens réclament une éducation publique de qualité et une réforme en profondeur d'un système éducatif largement privatisé et inégalitaire, hérité de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990). En janvier, la première partie du projet de loi, mettant fin à la sélection des étudiants et aux profits dans les écoles subventionnées par l'Etat, a été approuvée. Mais il est encore difficile de savoir comment la présidente tiendra sa promesse d'établir la gratuité dans l'enseignement supérieur pour 70 % des personnes les plus pauvres dans le pays.

Les enseignants exigent, pour leur part, de meilleurs salaires. LeMonde.fr 14.05

ECONOMIE

Chine - Brésil

- La Chine investira 50 milliards de dollars au Brésil - AFP

Le gouvernement brésilien a annoncé jeudi que la Chine investira 50 milliards de dollars dans le géant sud-américain, alors qu'est attendu mardi le premier ministre chinois Li Keqiang. AFP 14.05

Haut de page

Le 16 mai 2015

CAUSERIE

On a ajouté 28 articles, d'autres viendront un peu plus tard avec l'actualisation de la causerie.

En attendant, Porochenko a promulgué hier les lois qui avaient été adoptées par le parlement ukrainien le 9 avril dernier, interdisant toute propagande communiste et glorifiant les combattants nationalistes ayant combattu au côté des nazis.

Le régime ukrainien soutenu par Washington, Bruxelles et Paris notamment est devenu officiellement fasciste. On attend toujours que les partis ouvriers le caractérise comme tel. On y reviendra largement dans notre causerie en défendant le communisme "*l'enseignement des conditions de la libération du prolétariat*, selon Engels en 1847.

Honte à ceux qui ont tourné le dos à cet enseignement, et donc à l'objectif, à la cause, à l'idéal pour lequel ils sont censés combattre !

Pondichéry 17h.

On a encore ajouté 11 articles.

Un fasciste reçu à l'Elysée et Matignon.

- 13 mai 2015. Entretien de M. Manuel Valls, Premier ministre et S. Exc. M. Arseni Iatseniouk, Premier ministre d'Ukraine. gouvernement.fr

Vous avez bien lu sur le portail du gouvernement il lui donne de "Son Excellence" à ce facho. Impossible ensuite de nier qu'ils appartiennent bien au même monde, à la même famille politique...

- Le président de la République François Hollande a reçu, le 13 mai 2015, le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk au Palais de l'Elysee. citizenside.com

Le patronat français n'est pas en reste.

- « Il faudra juger l'Ukraine aux actes. Mais pour la première fois, le pays voit arriver au pouvoir une équipe jeune et qui semble réellement décidée à entreprendre des réformes, indique-t-on au Medef international. Le premier ministre ukrainien a un langage clair. Il comprend les préoccupations des investisseurs ». la-croix.com 14.05

Iatseniouk reconnaît que son gouvernement perpètre un génocide dans le Donbass.
https://www.youtube.com/watch?v=pmLwKk1igFg

Dans la cour de Matignon, après sa rencontre avec Valls le 13 mai :

1) Frédéric Saillot pour Eurasie Express (en anglais) :

- M. Iatseniouk, quand allez-vous cesser le génocide dans le Donbass ?

- Quand Poutine se retirera, remplira l'accord de Minsk, cessera de violer la loi internationale... et quand la Russie sera traduite en justice

- Vous avez déjà tué de 6 à 10 000 personnes, allez-vous continuer ?

- C'est terrible, Poutine met en oeuvre une politique nationaliste d'extrême-droite (sic), il a tué des Ukrainiens innocents et annexé illégalement la Crimée...

- C'est vous qui avez tué des Ukrainiens innocents... de 6 à 10 000 civils.

2) Un journaliste français (en anglais) :

- Que pensez-vous des pourparlers entre Américains et Russes hier à Sotchi ?

- Je n'ai rien vu à ce sujet sur CNN. Mon message est que Sotchi n'est pas la meilleure station balnéaire au monde... Les Etats-Unis sont efficaces et nous comptons sur leur soutien pour obliger la Russie à réaliser les accords de Minsk et à retirer ses forces

3) A une question de RFI (en russe) :

- L'actuelle concentration des forces soulève la question des chances (sic) d'une reprise des combats et celle des devoirs de l'ensemble du monde libre : arrêter la Russie et l'obliger à respecter les accords de Minsk qu'elle a également signés.

Conclusion : Iatseniouk reconnaît perpétrer un génocide dans le Donbass pour que "Poutine se retire". Il persiste et signe en annonçant une reprise des combats. Eurasiexpress 13.05

En complément. John McCain conseiller du président ukrainien - french.irib.ir 15.05

Le président ukrainien, Petro Porochenko, a nommé plusieurs figures politiques étrangères, dont le sénateur américain John McCain et l'ancien premier ministre suédois Carl Bildt, à des postes de conseillers.

Les autorités ukrainiennes ont décidé de former un conseil consultatif international qui sera chargé de les aider à mener des réformes dans le pays, ravagé par plus d'un an de conflit armé dans l'Est séparatiste. Dans un décret, publié mercredi, le président a nommé les membres appelés à siéger au sein de ce conseil, dont le sénateur républicain John McCain, qui milite activement dans son pays pour livrer des armes létales à l'Ukraine, Carl Bildt et l'ancien président pro-occidental de la Géorgie Mikhaïl Saakachvili. « Ces personnes ont une grande expérience en ce qui concerne la mise en œuvre de réformes », a affirmé Dmitro Chimkiv, adjoint du chef de l'administration présidentielle. M. McCain s'est dit honoré, ajoutant cependant qu'il devait vérifier si son statut de sénateur américain lui permettait de siéger au sein d'un tel conseil. french.irib.ir 15.05

En complément. Ukraine : la croissance plonge de plus de 17 % en un an - lesechos.fr

Le PIB ukrainien a chuté de de 17,6 % en rythme annuel, au cours du premier trimestre de 2015. Sur l'ensemble de l'année il pourrait baisser d'au moins 7 %

La croissance ukrainienne est au plus mal. Au premier trimestre de 2015, le PIB a baissé de 6,5 % par rapport au trimestre précédent, selon les chiffres rendus publics ce vendredi par le service d'État aux statistiques. ramené en rythme annuel, la chute est encore plus impressionnante : elle atteint 17,6 % par rapport au premier trimestre de 2014.

C'est un peu plus que les 15 % de chute que la Banque centrale ukrainienne anticipait en avril dernier.

Il est vrai que l'économie du pays reste ravagée par les retombées de plus d'un an de guerre à l'Est du pays. Au delà de l'impact sur l'activité réelle ukrainienne, le conflit coûte également aux finances de l'Etat. Natalie Jaresko, la ministre des finances ukrainienne a ainsi admis mercredi dernier que le conflit à l'est du pays coûtait entre 5 et 7 millions de dollars par jour à Kiev.

Une baisse comprise entre 5,5 % et 7,5 % attendue cette année

Tous les experts s'accordent pour dire que le PIB ukrainien sera dans le rouge cette année. La Banque mondiale a ainsi estimé en avril dernier que l'activité baisserait de 7,5% en 2015, après une chute de 6,8 % en 2014. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) retient aussi le même scénario et vient de revoir ses prévisions. Seul le FMI est un peu moins pessimiste et vient de confirmer son estimation d'une baisse de 5,5 % du PIB ukrainien.

Cette chute de la croissance s'accomagne d'une envolée de l'inflation. Cette dernière a ainsi bondi de 60,9 % sur un an et de 14 % sur un mois (avril par rapport à mars). Les prix des produits alimentaires affichent + 53,7 % en avril sur un an, les services médicaux + 45,8 % et les tarifs communaux de 88,2 %. La hausse ne cesse de s'accélérer : + 10,8 % en mars contre + 3,1 % en janvier. lesechos.fr 15.05

Mais la lutte des classe continue en Ukraine, malgré le régime de terreur qui y règne.

- Ukraine : manifestation contre le mal-logement à Kiev - euronews.com

Une manifestation a eu ce jedui dans les rues de Kiev en Ukraine, mais cette fois rien à voir avec le conflit dans l'Est. Ces

gens entendaient dénoncer les prix du gaz, de l'électricité et le manque de transparence dans le prix des loyers. Les manifestants n'ont pas hésité à représenter en démons les membres de l'administration locale du logement. euronews.com 14.05

Ukraine. Le communisme hors la loi, le nazisme glorifié.

Grille de lecture.

- Un régime fasciste au coeur de l'Europe soutenu par Washington, Bruxelles et Paris.

- C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'amalgame de Hollande entre le FN et le PCF.

- Ukraine : le président promulgue des lois controversées sur la « désoviétisation » - LeMonde.fr 15.05

Le président ukrainien Petro Porochenko a promulgué, vendredi 15 mai, des lois interdisant toute propagande communiste et glorifiant les combattants nationalistes ayant provoqué la colère de la Russie.

Ces lois, votées par le Parlement le 9 avril, visent à rompre définitivement avec le passé soviétique de l'Ukraine.

Ces lois « interdisent les symboles soviétiques, condamnent le régime communiste, ouvrent les archives des services spéciaux soviétiques et reconnaissent comme combattants pour l'indépendance de l'Ukraine » les nationalistes qui avaient un temps combattu aux côtés des nazis contre « l'occupation soviétique », rappelle la présidence dans un communiqué.

Ces textes approuvés près d'un quatre de siècle après l'indépendance de l'Ukraine mettent sur le même plan les « régimes totalitaires communiste et nazi ». Des lois similaires existent dans les pays baltes et en Pologne. Méthodes « totalitaires » pour la Russie

Aux termes des lois ukrainiennes, les monuments à la gloire des responsables soviétiques, dont les nombreuses statues de Lénine, doivent être démontés, de même que doivent être rebaptisées les localités, rues ou entreprises dont les noms font référence au communisme.

L'exécution de l'hymne soviétique, réintroduit par Vladimir Poutine, comme l'hymne russe avec des paroles adaptées, est désormais passible en Ukraine d'une peine de prison.

La Russie avait vivement dénoncé ces lois en accusant Kiev d'avoir recours à des méthodes « totalitaires » pour désoviétiser l'Ukraine au profit d'une idéologie nationaliste qui pousse le pays « dans l'abîme ». Certains intellectuels occidentaux ont de leur côté estimé que ces lois pourraient exacerber les tensions dans un pays déjà divisé par la guerre. LeMonde.fr 15.05

On devrait être fier d'être communiste et défendre le communisme, ce que nos dirigeants sont totalement incapables, on ne parle pas de ceux du PCF et leurs satellites qui sont par nature anticommunistes.

Pourquoi ? Parce que cela signifie avoir élevé son niveau de conscience ou de compréhension du fonctionnement du capitalisme, de la société et du monde au point de saisir les conditions qu'ils renferment indispensables à notre émancipation du capital, du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme pour enfin atteindre le règne de la liberté.

En deux mots, cela signifie cesser d'interpréter le monde à travers les lunettes déformantes des représentants du régime capitaliste, de croire une multitude de mensonges ou falsifications de l'histoire enseignés depuis notre enfance, rompre avec l'ignorance qui guidait jusqu'à présent nos idées et actions, afin d'envisager sérieusement la possibilité de changer la société et le monde pour les rendre meilleurs ou plus justes.

Attaquer le communisme, c'est vouloir interdire aux exploités de briser les chaînes que le capitalisme a forgé pour les maintenir en servitude avec son lot infini de souffrances, au profit des exploiteurs pour qu'ils puissent continuer de perpétrer leurs sordides forfaits et s'enrichir toujours davantage.

L'objectif du communisme est une société sans classes, sans Etats, sans frontières, sans argent, où l'administration des choses aura remplacé celle des hommes, où chacun participant à la société en fonction de ses capacités, recevra en échange de quoi satisfaire l'ensemble de ses besoins ou aspirations sans qu'un seul homme ne soit laissé sur le carreau.

On ne peut pas imaginer un idéal humaniste plus élevé que le communisme synonyme de bien-être, d'harmonie, d'épanouissement, de paix et de liberté.

Ce qui paraît aberrant et tragique de nos jours, c'est que plus personne n'ose envisager qu'une telle société pourrait exister un jour, alors que c'est parfaitement réalisable pour peu qu'on s'en donne les moyens. On préfère ne pas y penser, on craint de passer pour un farfelu ou un illuminé en avançant une telle perspective qui semble si éloignée de la réalité, alors qu'en fait elle est légitime et objectivement réalisable puisqu'elle repose sur le développement historique du capitalisme, et en constitue le prolongement sur la base du renversement du rapport existant entre exploiteurs et exploités au profit de ces derniers, pire encore, on craint d'avoir quelque chose à y perdre, alors qu'il s'agit uniquement de se débarrasser des chaînes qui nous entravent et nous contraignent à vivre dans une société en décomposition dorénavant livrée à la barbarie.

Se détourner du communisme manifeste une profonde ignorance ou confusion, dans la mesure où cela revient à faire son propre malheur.

On nous rétorquera qu'il a été galvaudé, déformé dans des proportions inouies par une multitude de faussaires, de vendus, ses ennemis, ceux qui le combattaient, qui s'en réclamèrent en en donnant une image détestable pour que les travailleurs et les militants s'en détournent une fois dégoûtés, certes, mais sans jamais pouvoir le remettre en cause ou y porter atteinte puiqu'il repose simplement sur l'analyse du processus dialectique qui a servi de trame au développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours, et dont l'orientation porte en germe, soit la putréfaction du capitalisme et de la société conduisant à la généralisation de la barbarie, soit le passage à une nouvelle phase de son développement une fois débarrassé des entraves du capitalisme que l'on appelle socialisme dans un premier temps, communisme à l'étape suivante.

Nulle question de conviction ou de confiance, de doctrine ici, on part des faits et leurs rapports, leurs transformations tels qu'ils ont eu lieu ou sont présents, se déroulent sous nos yeux, on n'invente rien, on tire les enseignements d'un certain nombre de conditions et leurs évolutions, de la même manière que les dirigeants de la classe dominante mais dans une direction radicalement opposée, eux pour conserver leur domination de classe, leurs privilèges ou leur pouvoir, nous pour les abolir et s'en emparer afin d'avancer vers notre idéal.

C'est lui qui nous guide constamment, qui sert de fil conducteur à notre engagement politique. Les plus sceptiques croiront qu'on se raconte des histoires ou que tout cela ne tient pas debout, alors que le dilemme est aussi simple qu'une quantité d'eau dont on dispose et qu'on peut, soit conserver à l'état liquide en la mettant telle qu'elle dans le réfrigérateur ou la placer dans le congélateur pour qu'elle passe à l'état solide, les deux possibilités existent, reste à savoir à quel usage je destine cette eau, et bien c'est la même choses avec les conditions qui existent et président au sort du capitalisme, des forces productives, soit les laisser suivre leur cours qui conduit l'humanité à sa perte, soit intervenir pour les libérer et nous libérer du même coup du joug de l'exploitation et de l'oppression en passant au socialisme, il n'existe pas de troisième voie, d'autres alternatives.

Qu'est-ce que le communisme ?

Le communisme est l'enseignement des conditions de la libération du prolétariat. (Les Principes du communisme - 1847 - F. Engels)

En quoi les communistes se différencient-ils des socialistes ?

Ceux qu'on appelle les socialistes se divisent en trois catégories. La première est composée de partisans de la société féodale et patriarcale, qui a été détruite et est détruite tous les jours par la grande industrie, le commerce mondial et la société bourgeoise créée par l'une et par l'autre. Cette catégorie de socialistes tire des maux de la société actuelle cette conclusion qu'il faut rétablir la société féodale et patriarcale puisqu'elle ignorait ces maux. Toutes leurs propositions tendent, directement ou indirectement, à ce but. Cette catégorie de socialistes réactionnaires seront toujours, malgré leur feinte compassion pour la misère du prolétariat et les larmes qu'ils versent à ce sujet, combattus énergiquement par les communistes, car:

l) ils se proposent un but impossible à atteindre;

2) ils s'efforcent de rétablir la domination de l'aristocratie, des maîtres de corporations et des manufacturiers avec leur suite de rois absolus ou féodaux, de fonctionnaires, de soldats et de prêtres, une société qui, certes, ne comporte pas les maux de la société actuelle, mais qui en comporte tout au moins autant, et ne présente même pas la perspective de la libération, grâce au communisme, des ouvriers opprimés;

3) ils montrent leurs véritables sentiments chaque fois que le prolétariat devient révolutionnaire et communiste: ils s'allient alors immédiatement avec la bourgeoisie contre le prolétariat.

La deuxième catégorie se compose de partisans de la société actuelle, auxquels les maux provoqués nécessairement par elle inspirent des craintes quant au maintien de cette société. Ils s'efforcent donc de maintenir la société actuelle, mais en supprimant les maux qui lui sont liés. Dans ce but, les uns proposent de simples mesures de charité, les autres des plans grandioses de réformes qui, sous prétexte de réorganiser la société, n'ont d'autre but que le maintien des bases de la société actuelle et, par conséquent, le maintien de cette société elle-même. Les communistes devront également combattre avec énergie ces socialistes bourgeois, parce qu'ils travaillent en réalité pour les ennemis des communistes et défendent la société que les communistes se proposent précisément de renverser.

La troisième catégorie, enfin, se compose des socialistes démocrates. Ceux-ci dont la route rejoint celle des communistes, veulent voir réaliser une partie des mesures indiquées plus haut [chapitre XVIII : ...mesures étendues comportant une atteinte directe à la propriété privée et assurant l'existence du prolétariat. - ndlr] —mais non pas comme un moyen de transition vers le communisme comme un moyen suffisant pour supprimer la misère et les maux de la société actuelle. Ces socialistes démocrates sont, soit des prolétaires qui ne sont pas suffisamment éclairés sur les conditions de la libération de leur classe, soit des représentants de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire d'une classe qui, jusqu'à la conquête de la démocratie et la réalisation des mesures socialistes qui en résulteront, a sous beaucoup de rapports les mêmes intérêts que les prolétaires. C'est pourquoi les communistes s'entendront avec eux au moment de l'action et devront autant que possible mener avec eux une politique commune, dans la mesure toutefois où ces socialistes ne se mettront pas au service de la bourgeoisie au pouvoir et n'attaqueront pas les communistes. Bien entendu, ces actions communes n'excluent pas la discussion des divergences qui existent entre eux et les communistes. (id) Fin de l'extrait.

Nulle part ni jamais de 1847 à 1940 Marx ou Engels, Lénine ou Trotsky n'ont légitimé le type de parti adopté par la SFIO et repris par le POI au détriment d'un véritable parti communiste qui n'existe pas en France ou ailleurs dans le monde. La SFIO était vouée à la faillite politique pour avoir amalgamé dans le même parti communistes et socialistes démocrates, qui au moment d'affronter la classe dominante se défileraient ou capituleraient, trahiraient leurs engagements.

De la grève au socialisme.

Quelques extraits d'*A propos des grèves en cours* - 1899 - V.I. Lenine

Pourquoi les ouvriers ne deviennent-ils plus socialistes ?

1- "Toute grève contribue puissamment à amener les ouvriers à l'idée du socialisme, de la lutte de la classe ouvrière tout entière pour s'affranchir du joug du capital. Il est arrivé très souvent qu'avant une grève importante les ouvriers d'une fabrique, d'une industrie, d'une ville donnée ne sachent presque rien du socialisme et n'y pensent guère et qu'après la grève les cercles et les associations se multiplient parmi eux, tandis qu'un nombre sans cesse grandissant d'ouvriers devenaient socialistes."

La propagande du parti ouvrier en faveur de la grève doit s'inscrire dans la perspective plus générale du combat contre le gouvernement, le régime et ses lois.

2- "Ce n'est pas sans raison qu'un ministre de l'Intérieur allemand, qui s'est rendu particulièrement célèbre en persécutant avec férocité les socialistes et les ouvriers conscients, a déclaré un jour devant les représentants du peuple: "Derrière chaque grève se profile l'hydre [le monstre] de la révolution" ; chaque grève affermit et développe chez les ouvriers la conscience du fait que le gouvernement est son ennemi, que la classe ouvrière doit se préparer à lutter contre lui pour les droits du peuple."

3- "Mais la grève n'ouvre pas seulement les yeux des ouvriers en ce qui concerne les capitalistes, elle les éclaire aussi sur le gouvernement et sur les lois."

Pourquoi la grève n'amène-t-ell pas les ouvriers à l'idée du socialisme de nos jours ?

4- "Toute grève contribue puissamment à amener les ouvriers à l'idée du socialisme, de la lutte de la classe ouvrière tout entière pour s'affranchir du joug du capital. Il est arrivé très souvent qu'avant une grève importante les ouvriers d'une fabrique, d'une industrie, d'une ville donnée ne sachent presque rien du socialisme et n'y pensent guère et qu'après la grève les cercles et les associations se multiplient parmi eux, tandis qu'un nombre sans cesse grandissant d'ouvriers devenaient socialistes."

Faire l'impasse sur les idées du socialisme, c'est se priver du moyen que les ouvriers s'en saisissent pour en faire eux-mêmes la propagande dans toute la classe.

5- "Voyant la force que représentent l'union des ouvriers et leurs grèves, même de faible envergure, certains pensent qu'il suffirait aux ouvriers d'organiser une grève générale s'étendant à l'ensemble du pays pour obtenir des capitalistes et du gouvernement tout ce qu'ils désirent. Cette opinion a été également celle d'ouvriers d'autres pays, lorsque le mouvement ouvrier n'en était qu'à ses débuts et manquait tout à fait d'expérience. Mais cette opinion est fausse. Les grèves sont un des moyens de lutte de la classe ouvrière pour son affranchissement mais non le seul ; et si les ouvriers ne portent pas leur attention sur les autres moyens de lutte, ils ralentiront par là la croissance et les progrès de la classe ouvrière. (...)

Pour le moment, il nous faut souligner que les grèves, comme on l'a dit ci-dessus, sont "l'école de guerre" et non la guerre elle-même, qu'elles sont seulement un des moyens de la lutte, une des formes du mouvement ouvrier. Des grèves isolées les ouvriers peuvent et doivent passer et passent effectivement dans tous les pays à la lutte de la classe ouvrière tout entière pour l'émancipation de tous les travailleurs. Lorsque tous les ouvriers conscients deviennent des socialistes, c'est-à-dire aspirent à cette émancipation, lorsqu'ils s'unissent à travers tout le pays pour propager le socialisme parmi les ouvriers, pour enseigner

aux ouvriers tous les procédés de lutte contre leurs ennemis, lorsqu'ils forment un parti ouvrier socialiste luttant pour libérer tout le peuple du joug du gouvernement et pour libérer tous les travailleurs du joug du capital, alors seulement la classe ouvrière adhère sans réserve au grand mouvement des ouvriers de tous les pays, qui rassemble tous les ouvriers et arbore le drapeau rouge avec ces mots : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !""

On nous explique qu'après l'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier, l'implosion et la disparition de l'URSS, le mouvement ouvrier serait retourné à l'état de balbutiement de la première moitié du XIXe siècle, comme si d'un trait de plume tous les enseignements que le prolétariat avait tiré de la lutte de classes de cette période à nos jours avaient disparus, et qu'il devrait repartir de zéro pour justifier l'adoption d'un type de parti contredisant ou reniant les enseignements des marxistes, qui ne permettra jamais d'avancer vers le socialisme car il demeurera impossible de le construire sur la base de contradictions qui concourent en permanence à l'affaiblir et à son éclatement.

Le POI a reporté son congrès de 6 mois. Il y a deux semaines environ J. Markun manifestait des doutes sur la stratégie adoptée pour construire son parti. Et la semaine dernière, lors du conseil fédéral national, c'était au tour de G. Schivardi d'exprimer son pessimisme, estimant en subsance que le POI s'était transformé en un syndicat, ce en quoi il n'a pas tort, recadré aussitôt par la garde rapprochée de Gluckstein, Marc Gauquelin, affirmant "*je ne pense pas que dans Informations ouvrières, il y a “trop de syndicalisme”.*".

Par ailleurs, ils estiment que l’assemblée-débat qu'ils organisent début juin serait un succès si 1.500 militants y participaient, sachant que la plupart sont des militants du POI, on en est à se demander si ses effectifs n'auraient pas fondu dans les mêmes proportions qu'au NPA et au PG depuis leur fondation pour ne conserver qu'un tiers de ses adhérents. Quel gâchis !

N'ayant pas d'autres informations en provenance du POI, on peut émettre l'hypothèse que bon nombre de transfuges du PS (Schivardi) et du PCF (Markun) qui avaient rejoint ce parti l'ont depuis quitté, du coup c'est le courant "trotskiste" (Courant communiste internationaliste) qui redevient omniprésent sans y mettre forcément les formes, ce qui doit avoir le don d'en agacer certains. Cela dit, cela ne change strictement rien.

ACTUALITE EN TITRES

Sous le règne de la terreur, vaut mieux se placer sous la protection de l'Etat, ses représentants et ses serviteurs.

- La police fait sa pub par des clips assaisonnés d’hémoglobine - Liberation.fr

Après l'éther, la colle, le trichlo... le sirop.

- Ces ados qui transforment le sirop contre la toux en drogue - lefigaro.fr

Et évidemment cette "mode" vient des Etats-Unis, le pays le plus dégénéré de la planète, elle ne pouvait pas venir d'ailleurs.

On est samedi et on est toujours jeune, tout du moins dans sa tête, je sens qu'on va s'éclater ce soir !

On en a franchement besoin après tout ce qu'on prend dans la gueule toute la semaine. Mais on optera pour un produit soft, naturel, qui se fume ... et gratuit. C'est amplement mérité après une semaine de dur labeur sans autre perspective, hélas !

Garder le moral, c'est l'essentiel, peu importe comment du moment qu'on ne s'esquinte pas la santé et qu'on ne fait du tort à personne. Ce n'est pas plus condamnable que de boire un bon coup, j'ai cru comprendre que notre ami Engels levait bien le coude sans que cela perturbe ses travaux. Et oui, il faut toujours se justifier pour parer aux critiques des jaloux ou aigris avant l'âge, on les plaint sincèrement. Sans déconner, grâce à cela je fais des économies considérables, peu de temps après je m'écroule de fatigue et je me passe de la climatisation, je dors très bien et le matin je suis en pleine forme, et comme toujours ou presque, de bonne humeur. Elle n'est pas belle la vie, hein ? Oui, parce que comme pendant j'ai cette activité politique, sinon je vivrais un cauchemar...

La citadelle du capitalisme prise d'assaut, signe avant-coureur de son effondrement ?

- La Côte d'Azur fait face à l'afflux des migrants - Francetv info

Une fois arrivés en Italie, les migrants tentent de gagner l'Europe du Nord en passant très souvent par la Côte d'Azur. Francetv info 15.05

Je ne sais pas si ce sujet a déjà été abordé sous cet angle. La Méditerranée est une mer pour ainsi dire fermée, facile à contrôler, il y patrouille en permanence des centaines de navires de guerre de toute l'Europe et ailleurs, des vedettes rapides, des satellites des pays de l'UE capables de lire les numéros d'une plaque d'immatriculation balaient les eaux de la Méditerranée 24h/24, les côtes de la Méditerranée sont sous surveillance en permanence, et ne voila-t-il pas qu'ils ne pourraient pas détecter un rafiot chargé de réfugiés faisant route vers les côtes du sud de l'Europe, mais qui peut croire pareille baliverne ?

Je peux me tromper, mais il semblerait que c'est délibérément qu'ils les laissent s'approcher des côtes européennes pour ensuite les récupérer et les débarquer en Italie, car cela fait partie de leur stratégie du chaos appliquée aux pays de l'UE. Ils sillonnent les mers du monde entier et ils se vantent d'être les maîtres de l'océan Pacifique, mais la Méditerranée échaperait à tout contrôle, ils nous prennent pour des demeurés une fois de plus.

C'est comme lorsqu'ils suppriment les frontières terrestres, mesure qui ne pouvait qu'encourager l'immigration clandestine, pour ensuite feindre de s'en étonner et avouer leur impuissance à en traiter les conséquences, qu'ils reportent sur leur population en l'accusant d'être raciste ou xénophobe, alors que cela les arrange bien pour la diviser et faire monter l'extrême droite.

Maintenant il se peut qu'ils aient sous-estimé les moyens dont ils disposaient pour lutter contre l'arrivée de ces dizaines de milliers de réfugiés, mais on peine à le croire car ils avaient été prévenus par Kadhafi, il se peut aussi qu'ils ne l'aient pas écouté. Et il ne faut pas oublié qu'ils ne mesurent pas toutes les conséquences de leur politique, mais là en la matière on a un doute.

- Les migrants birmans rejetés en mer - Francetv info

Des dizaines de bateaux chargés de Bangladais ou de Birmans cherchent à gagner l'Indonésie, la Malaisie ou la Thaïlande, des pays qui les refoulent systématiquement. Francetv info 15.05

Commenceraient-ils à comprendre que réforme rime avec régression sociale ?

- 61% des Français sont contre la réforme du collège - 20minutes.fr

Pourquoi ce titre ? Parce que la plupart des Français ignorent le contenu exact de cette contre-réforme ou une bonne partie d'entre eux ne se sentent pas forcément concernés, ce qui ne les empêche pas d'être contre, on pourrait préciser, par principe, ils se méfient comme de la peste de toute nouvelle proposition émanant du gouvernement minoritaire et illégitime.

INFOS EN BREF

SOCIAL, MÉDIA ET SOCIÉTÉ

Turquie

Grève dans l'usine turque du constructeur automobile français Renault - AFP

Plus de la moitié des quelque 5.000 salariés de l'usine du constructeur automobile français Renault à Bursa (nord-ouest de la Turquie) ont cessé le travail vendredi pour exiger une hausse de leurs salaires, a-t-on appris auprès de la direction.

Les ouvriers ont entamé leur mouvement dans la nuit de jeudi à vendredi et plusieurs centaines d'entre eux se sont rassemblés vendredi toute la journée devant le site, reprenant des slogans hostiles à la direction et aux syndicats, ont raconté les médias locaux.

La production de l'usine a été suspendue, a confirmé à l'AFP un porte-parole de la direction de Renault Turquie s'exprimant sous couvert de l'anonymat.

Les grévistes ont expliqué s'être mis en grève pour obtenir de la direction de l'entreprise les mêmes avantages, dont une hausse de 60% de leurs salaires, que ceux récemment obtenus par leurs collègues d'une autre usine turque fabriquant des pièces détachées pour plusieurs constructeurs automobiles.

Le représentant du constructeur a condamné l'arrêt de travail et rejeté les revendications des grévistes. "Ce mouvement est absolument injustifiable car ce qu'ils font est contraire à la loi", a-t-il estimé, ajoutant qu'aucune négociation n'était envisagée.

Par ailleurs quelque 200 ouvriers de Tofas, site automobile également situé à Bursa, ont débrayé en fin d'après-midi par signe de solidarité avec les ouvriers de Renault, rapporte la presse locale.

Ces ouvriers ont appelé leurs collègues de l'équipe du matin rentrés chez eux à les rejoindre dans le jardin de leur site, indiquent des messages postés sur les réseaux sociaux.

Tofas (Türk Otomobil Fabrikas? Anonim ?irketi) est un constructeur automobile turc, dont le siège est à Istanbul. Il s'agit d'une coentreprise entre le grand groupe turc Koç et le géant italien Fiat qui construit depuis 1971 plusieurs modèles du constructeur italien.

Spécialisée dans la carrosserie et l'assemblage de voitures telles que la Clio et la Fluence, l'usine Renault de Bursa est l'une des plus importantes de Turquie et affiche une capacité de production de 360.000 véhicules par an.

Renault produit dans ce pays depuis 1969, lorsqu'il a créé un partenariat avec Oyak, le fonds de pension de l'armée turque. AFP 15.05

Haut de page

Le 17 mai 2015

CAUSERIE

Cela pourrait s'appliquer à Israël pour tous ses crimes commis envers les Palestiniens, non ?

- Selon la Manul (Mission d'appui des Nations unies en Libye), certains des groupes armés qui agissent en Libye ont enlevé et torturé des civils, dont des mineurs, en raison de leur origine, leur opinion, leur affiliation familiale ou politique. D'après le communiqué onusien, « les personnes enlevées sont généralement soumises à la torture et à des mauvais traitements et sont fréquemment privés de contact avec leur famille. Certaines sont mortes en détention, peut-être sommairement exécutés ou torturés à mort ».

Le communiqué de la Manul intervient trois jours après une déclaration de la procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, affirmant que cette institution était a priori compétente pour juger des exactions commises en Libye par le groupe jihadiste Etat islamique (EI). (french.irib.ir 16.05)

Nous ne demandons pas que l'Etat sioniste soit trainé devant la CPI à laquelle nous ne reconnaissons aucune légitimité en tant que juridiction d'exception au service de l'impérialisme américain, nous mettons juste en lumière son manque d'impartialité.

Cette dénonciation d'EI en Libye pourrait précéder et servir de caution morale à une nouvelle intervention militaire occidentale contre la Libye...

ACTUALITE EN TITRES

Sinon à quoi bon s'enrichir indéfiniment...

- Nouveaux sommets pour les enchères d'art à New York AFP

Les enchères d'art à New York ont atteint des sommets jamais vus, récoltant en dix jours plus de 2,6 milliards de dollars, avec de nombreux records mondiaux dont celui du tableau le plus cher, un Picasso adjugé 179,3 millions de dollars. AFP 16.05

Intox. PSchut de PSeudencéphales

- Les frondeurs du PS fustigent leur parti, « service après-vente » de la politique du gouvernement - LeMonde.fr

- Congrès PS: 17 la "motion B" veut "reconstruire" un parti capable de "reconquête" - AFP

- Benoît Hamon dénonce une forme de cynisme à la tête du PS - Reuters

- Valls s'oppose à l'instauration de quotas de migrants en Europe Le Huffington - Post

- "Les Républicains", un nom que la gauche veut défendre - Francetv info

Pschut : Bruit collectif destiné à exprimer l'approbation, la sympathie.

Pseudencéphale : Monstre qui a une tumeur vasculaire à la place du cerveau.

Vous pouvez aussi opter pour psittacisme : Le fait de raisonner sans avoir présentes à l'esprit les idées que les mots expriment.

Comment nos dirigeants ont-ils pu entretenir des rapports avec un parti aussi réactionnaire, monstrueux, pendant de si longues décennies ? Vous vous demandez peut-être pourquoi nous en sommes là, la réponse à la question précédente devrait vous éclairer... Quelle gouffre politique !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Qatar

Le Qatar appelle au génocide des alaouites - voltairenet.org

La chaîne de télévision publique qatarie, Al-Jazeera, a diffusé le 8 mai 2015 un débat visant à expliquer la nécessité pour tous les sunnites de torturer et de massacrer tous les alaouites.

Un sondage réalisé par Internet auprès des millions de téléspectateurs dans l'ensemble du monde arabe a indiqué que 96,20 % d'entre eux étaient partisans du génocide des alaouites.

Contrairement à ce qui est indiqué dans l'émission :

- 70 à 80 % de l'Armée arabe syrienne est composée de sunnites,

- Depuis le début de la guerre, plus du tiers des victimes sont des membres de l'Armée ou des forces de sécurité, moins des deux tiers sont des civils ;

- Les alaouites sont, proportionnellement à leur nombre, la communauté la plus durement touchée, aussi bien parmi les civils que les militaires.

Constituée au Xe siècle, la religion alaouite est une branche du chiisme intégrant des croyances antérieures comme la métempsychose. Les alouites célèbrent les fêtes chrétiennes et musulmanes. Leur principale caractéristique est d'affirmer la supériorité de la foi sur les rites. Ils participent rarement aux prières collectives et consomment de l'alcool.

Les alaouites habitent principalement au Liban, en Syrie et en Turquie.

Dès le premier jour de la guerre en Syrie, les manifestants prétendument démocratiques ont scandé comme slogan : « Les chrétiens à Beyrouth ! les Alaouites au tombeau ! » voltairenet.org 16.05

Arabie saoudite

- La milice takfirie Filq al-Cham prête l'allégeance au roi Salman - french.irib.ir

Le groupe terroriste de « Filq al-Cham » a annoncé dans un communiqué qu'il était prêt à obéir aux ordres du roi saoudien, s'avouant mercenaire de l'Arabie saoudite.

Selon l'agence de presse Fars, le groupe terroriste de « Filq al-Cham » a souligné dans son communiqué avoir préparé

2.000 éléments pour rendre service au roi d'Arabie saoudite, Salman Bel Abdelaziz. « Ces 2.000 personnes seront chargées de défendre la souveraineté du territoire saoudien et de combattre les ennemis de ce pays », peut-on lire dans ce communiqué. Aux côtés d'autres groupes armés, actifs en Syrie, le groupe terroriste de « Filq al-Cham » se réserve le droit de soutenir l'Arabie saoudite dans son offensive militaire contre le Yémen. french.irib.ir 16.05

2- Israël

2.1- Yaalon prône l'usage de la bombe atomique - french.irib.ir

Il est parfois nécessaire d'utiliser la bombe atomique comme à Hiroshima, a déclaré, le ministre de la guerre du régime sioniste en réponse à une question sur l'Iran.

Il est parfois utile de le faire pour se défendre, a récemment affirmé, Moshé Yaalon, le ministre de la guerre du régime sioniste lors d'une discours en faisant l'éloge de l'attaque à la bombe atomique menée par les Etats-Unis contre le Japon.

Le régime sioniste est le seul détenteur d'arsenal nucléaire au Moyen Orient. Ce régime n'a pas rejoint le TNP. french.irib.ir 16.05

2.2- Israël : un quatrième gouvernement Netanyahou encore plus à droite - euronews.com

En Israël, Benjamin Netanyahou obtient de justesse la confiance de la Knesset pour son quatrième gouvernement qui fait la part belle aux nationalistes, aux ultra-orthodoxes, et aux adversaires de la création d'un Etat palestinien.

Trois députés arabes israéliens s'en sont pris verbalement au Premier ministre. Ils ont été expulsés de la cérémonie.

Disposant d'une majorité d'un seul siège au Parlement, Benjamin Netanyahou risque d'être à la merci de ses alliés les plus radicaux pour pouvoir gouverner.

Parmi eux, la nouvelle ministre de la Justice, Ayaled Shaked, du parti d'extrême-droite Israel Beitenou. Ses détracteurs l'accusent de vouloir affaiblir le rôle de la cour suprême.

Afin de contenter le plus de monde possible au sein de sa coalition, Benjamin Netanyahou a fait voter in extremis la veille un texte lui permettant de nommer davantage de ministres.

Pendant ce temps à Bethléem, en Cisjordanie, des heurts ont éclaté entre des manifestants palestiniens et des soldats israéliens, à la veille de la Nakba, jour de la catastrophe, qui commémore l'exode du peuple palestinien pendant la guerre israélo-arabe de 1948. euronews.com 15.05

3- Yémen

Yémen: De nouvelles bases saoudiennes sur les frontières - french.irib.ir

L'armée du régime saoudien vient de créer de nouvelles bases militaires à proximité de la frontière avec le Yémen. Selon la chaîne Press TV, l'Arabie saoudite a créé de nouvelles bases militaires à Razeh et à Ghamr, dans la province de Saada, centre principal des activités du mouvement révolutionnaire yéménite Ansarallah. Cette action de l'armée saoudienne est une violation flagrante du cessez-le-feu provisoire, annoncé par Riyad.

Par ailleurs, le mouvement yéménite Ansarallah a annoncé, dans un communiqué, que les militaires saoudiens ont tiré une dizaine d'obus de mortier contre la localité d'al-Zaher, dans la province de Saada. Les forces de l'armée saoudienne ont tiré aussi au moins huit missiles contre le camp d'al-Morzaq, dans la province yéménite de Hajjah, près de la frontière, située à 300 kilomètres au nord-ouest de Sanaa, la capitale. Les militaires saoudiens ont tiré aussi six autres missiles contre al-Hatmah, dans la province de Saada, situé dans le nord-ouest du Yémen. french.irib.ir 17.05

4- Mexique

- Mexique : une manifestation pour ne pas oublier les étudiants disparus - euronews.com

Ne pas les oublier et obtenir enfin des réponses. C'était le mot d'ordre de la manifestation qui a eu lieu ce vendredi dans l'état du Guerrero au Mexique, où il y a maintenant huit mois 43 étudiants ont disparu et ont probablement été assassinés par des narcotrafiquants avec la complicité de la police. euronews.com 15.05

5- Côte d'Ivoire

- Côte d'Ivoire : lancement d'une coalition contre Ouattara - french.irib.ir

Plus d'un millier de personnes ont assisté vendredi au lancement d'une coalition composée de ténors de la majorité et de l'opposition contre le chef de l'État ivoirien, Alassane Ouattara, seul candidat d'envergure déclaré avant la présidentielle d'octobre.

Treize cadres de la politique ivoirienne, dont l'ex-Premier ministre Charles Konan Banny (majorité) et l'ancien président de l'Assemblée nationale Mamadou Koulibaly (opposition), étaient présents au premier meeting de la Coalition nationale pour le changement (CNC), dans un hôtel d'Abidjan.

"Nous sommes (...) pour des élections transparentes, nous ne sommes pas contre quelqu'un", a déclaré à la presse M. Koulibaly, interrogé sur le caractère "anti-Ouattara" de cette coalition, qui selon lui "va battre" le président sortant.

"La priorité de la coalition est de dire au gouvernement qu'il va falloir négocier les conditions (des élections) et puis nous dirons quels seront nos candidats", a-t-il insisté.

La charte de la CNC, qui exige "la libération des prisonniers politiques, notamment du président Laurent Gbagbo" et "la dissolution de l'actuelle Commission électorale indépendante (CEI)", a été lue aux militants, qui ont longuement scandé "Libérez Gbagbo !"

L'ex-président ivoirien est emprisonné depuis plus de trois ans à La Haye, en attente de son procès pour "crimes contre l'humanité" le 10 novembre devant la Cour pénale internationale.

Plus de 3.000 personnes sont mortes durant la crise post-électorale de 2010-2011, liées à son refus de reconnaître la victoire d'Alassane Ouattara.

La coalition critique la composition, selon elle trop pro-Ouattara, de la CEI, organisatrice du scrutin, ce que les autorités nient. Elle dénonce également l'utilisation des médias publics comme des "caisses de résonance du pouvoir". french.irib.ir 16.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Pérou

- Manifestations violentes contre une mine de cuivre au Pérou - euronews.com

Violente confrontation entre manifestants et police dans le sud du Pérou, à Arequipa, à l'issue d'un rassemblement organisé contre le projet de construction d'une mine de cuivre. 36 personnes, dont 22 officiers de police, ont été blessées. En 2011 des manifestations similaires avaient fait trois morts. euronews.com 15.05

ECONOMIE

Inde - Chine

- L'Inde et la Chine signent pour 22 milliards de dollars d'accords commerciaux - AFP

L'Inde et la Chine ont signé samedi à Shanghai 21 accords commerciaux et de coopération, représentant un montant total de 22 milliards de dollars, en présence du Premier ministre indien, Narendra Modi. AFP 16.05

Haut de page

Le 18 mai 2015

CAUSERIE

On mettra en ligne demain matin les articles dont il est question ci-dessous et quelques autres.

A bas Charlie, à bas la réaction !

- Contre la police de la pensée: La déconstruction du message - Charlie par Emmanuel Todd, de Chems Eddine Chitour - Global Research, 16 mai

Extraits.

- "L'islam, "une religion qui représente qu'on le veuille ou non l'espérance d'un milliard et demi de personnes"."

Il faut casser tout espoir chez la population, elle doit se soumettre à l'ordre établi et n'offrir aucune résistance, donc ne pas être organisée, être atomisée, un matricule, un numéro. Si elle espérait un avenir meilleur, elle en viendrait à se demander quels moyens permettraient d'y parvenir, ce qui représenterait un danger mortel pour le régime. Il suffit de quelques centaines de milliers de travailleurs décidés à en découdre ou peut-être un million, pour soulever tout le pays contre le régime, pas besoin de mobiliser 10 millions de travailleurs dans un premier temps, ils en seront le moment venu, mais ce dont nous évoquons, c'est comment y parvenir, donc comment rassembler la force, construire le parti qui déclenchera le mécanisme conduisant à la prise du pouvoir, notre objectif.

Si pour les militants et les travailleurs des pays dominants les valeurs et principes universelles qui donnent leur contenu à la République et la démocratie relèvent de la lutte des classes, dans les pays dominés ou sous-développés ils relèvent davantage de la religion, d'où le combat idéologique que mène la classe dominante contre la République, la démocratie et les religions dont l'islam.

- "Charlie Hebdo n'est pas satirique, il est sadique.

Norman Finkelstein professeur de sciences politiques auteur de nombreux ouvrages dont «L'industrie de l'Holocauste.» fait des rappels historiques et éthiques fondamentaux, mais impensables dans une scène médiatique française encrassée d'aveuglement, d'ignorance et de lâcheté. Il écrit:«Ce que les caricatures du Prophète Muhammad [Mahomet] par Charlie Hebdo ont réalisé «n'est pas de la satire», et ce qu'ils ont soulevé n'était pas des «idées», a soutenu Finkelstein. «Mais lorsque des gens sont misérables et abattus, désespérés, sans ressources et que vous vous moquez d'eux, lorsque vous vous moquez d'une personne sans-abri, ce n'est pas de la satire», a affirmé Finkelstein. «Ce n'est rien d'autre que du sadisme. Il y a une très grande différence entre la satire et le sadisme. Charlie Hebdo, c'est du sadisme. Ce n'est pas de la satire.» La «communauté désespérée et méprisée» d'aujourd'hui, ce sont les musulmans»"

On retrouve les valeurs de la République que Hollande et Valls honnissent.

- "L'historien Emmanuel Todd a bien raison d'écrire: «Il faut prendre la religion au sérieux.» Mais Emmanuel, pour lui l'islam est «fondamentalement égalitaire», et Charlie Hebdo «tape» selon lui sur les musulmans à travers des caricatures «insultantes»."

A l'heure où les inégalités entre les classes n'ont jamais été aussi exacerbées, tout rapport «fondamentalement égalitaire» revendiqué entre violemment en contradiction avec le cours imprimé au capitalisme mondial par l'oligarchie financière et doit être proscrit, combattu férocement, diabolisé, il faut en briser le support ou montrer à quel point il est démoniaque à l'aide d'amalgames ignobles par exemple.

Ceux qui étaient le moins attachés à leur religion ou qui ne la pratiquaient pas seront enclins à s'en éloigner davantage, tandis que d'autres en adopteront une lecture fanatique concourant au chaos général perpétré par la classe dominante pour conserver son pouvoir. Dégoûter et détourner les masses exploitées des sciences sociales dont la politique et de la religion, conduit à les affaiblir, à demeurer atomisées et sans repères pour résister aux assauts des capitalistes contre leurs droits, c'est l'un des buts recherché.

Quant au principe de la laïcité il est suffisamment élastique pour permettre aux représentants de la classe dominante de l'interpréter en fonction de ses besoins politiques pour combattre telle ou telle couche de la société ou les dresser les unes contre les autres.

Les néolibéraux l'ont détourné pour lui donner un contenu métaphysique nihiliste, de telle sorte qu'ils puissent s'attaquer aussi bien à la laïcité, qui est le produit de la lutte des classes, qu'aux religions, qui de leur côté ne peuvent pas faire abstraction des rapports sociaux qui sont la cause des inégalités et des injustices qui frappent la masse des plus pauvres voués à d'innombrables souffrances.

On relèvera l'hypocrisie à la base de la laïcité, qui a consisté à remplacer le prêche du curé par la morale républicaine, tout deux prônant un statu quo ou la collaboration entre les classes. On retrouve le même péché originel dans la notion de

liberté d'expression aurait pu dire Marx, dans la mesure où elle tend à faire croire que chaque classe en disposerait à sa guise, tandis qu'en réalité elle permet essentiellement à la classe dominante d'étendre son influence et son emprise sur la classe des exploités.

On privilégiera l'athéisme ou le combat contre la religion, contre l'idéalisme en général, ainsi que la lutte pour l'obtention de nouveaux droits politiques ou la défense des droits politiques acquis par les opprimés, de manière à ce qu'ils puissent faire prévaloir leurs droits sociaux légitimes.

Les droits de l'homme, tout comme la liberté de pensée ou la libre pensée sont des concepts du même ordre d'idées que la laïcité ou la liberté d'expression renvoyant dos-à-dos les différentes classes, en évitant soigneusement qu'elles s'affrontent, au profit de la classe qui détient le pouvoir et peut diffuser tranquillement ses idées et sa propagande par le biais des médias qu'elle contrôle, afin de conditionner, abrutir les masses pour mieux asseoir sa domination de classe.

Les droits de l'homme, tout comme la liberté de pensée ou la libre pensée supposent la division de la société en classes sociales qui doivent être conservées telles quelles, alors que notre combat s'inscrit dans la perspective d'une société débarrassée des classes sociales et de l'Etat, des frontières, de l'argent, à l'origine de tous les maux des peuples, des guerres...

On évitera soigneusement tout rapport alliénant ou compromettant qui entraverait notre combat ou le détournerait de son objectif au profit de la collaboration de classes. Pas par dogmatisme, tout simplement par principe, parce qu'on peut très bien défendre les intérêts de notre classe en se situant exclusivement sur le terrain de ses intérêts sans avoir à prendre en compte ceux de ses ennemis, ce qui selon nous est incompatible à la fois avec les conditions objectives et l'idéal pour lequel nous combattons.

La classe dominante nous a octroyé de gré ou de force des droits pour mieux nous exploiter et nous opprimer, et non pour qu'on s'émancipe de sa domination de classe. Nous, nous combattons uniquement dans cette perspective, d'où notre refus de collaborer à toute entreprise qui aurait pour préalable le maintien en place de l'ordre établi ou le renforcement de l'emprise de la classe dominante sur celle des exploités et des opprimés. Notre détermination à lutter pour l'objectif politique que nous nous sommes fixés en sortira renforcé si nous refusons farouchement toute collusion, conciliation, compromission avec notre ennemi, la cohérence et le sérieux de notre discours et de notre programme apparaîtront plus clairement aux travailleurs et aux militants.

Vous savez aussi bien que moi ou mieux encore, qu'ils nous attendent au tournant ou qu'ils sont à l'affût de la moindre contradiction dans notre discours ou notre action qui leur servirait de prétexte pour s'abstenir de rejoindre notre combat, alors ne leur donnons pas cette occasion, faisons en sorte qu'ils en déduisent que nous sommes incorruptibles et dignes de confiance, cela facilitera nos rapports et présagera des jours meilleurs qui ne tarderont pas à venir si on sait s'y prendre avec eux. Vous aurez eu à coeur de noter qu'il n'y a aucune filouterie ou manoeuvre, hypocrisie, dans notre manière d'agir envers eux, parce que nous les respectons et nous avons confiance dans leur faculté de discernement, nous leur disons ce que nous pensons, et ce que nous faisons correspond à ce que nous pensons, ainsi nos rapports sont parfaitement clairs. Voilà qui pourrait être un élément de base de la formation des militants.

Le nouvel ordre mondial passe par le chaos et la guerre.

C'est le seul moyen qu'il leur reste pour imposer aux peuples leur politique, et assurer la survie du système d'exploitation de l'homme par l'homme au-delà du capitalisme en crise permanente, en faillite, en putréfaction.

Ils ne peuvent plus gouverner comme avant, ils recourent donc à des méthodes extrêmes et violentes, le fascisme et la guerre pour poursuivre la même politique.

Avec au bas mot 200.000 milliards de dollars de dettes, l'avenir du système capitaliste est plus qu'hypothéqué, il est épuisé, il ne leur reste donc plus comme solution pour conserver le pouvoir qu'alimenter encore et encore ce puit sans fond de la dette mondiale, non pas jusqu'à épuisement de la planche à billets, mais l'effondrement d'un des deux piliers sur lequel reposait le socialisme, la lutte des classes, plus précisément le mouvement ouvrier organisé, la nature des classes et leur antagonisme étant pour ainsi dire neutralisés une fois chaque travailleur atomisé et ses droits individualisés ou privatisés, de telle sorte qu'ils ne puissent plus résister et se rassembler, qu'ils deviennent la proie facile de la dictature du marché, le chaos servant à le dissuader d'offrir la moindre résistance dans une société au climat nauséabond.

Le chaos ou le règne de la terreur doivent lui inspirer les pires cauchemars, une haine aveugle de tout ce qui ne lui ressemble pas doit le submerger, de telle sorte qu'il ne lui vienne pas à l'esprit de s'associer avec ses collèges de travail, les membres de sa classe maintenant que cette notion lui est devenue totalement étrangère, de même que la fraternité entre tous les peuples exploités et opprimés. Il est devenu son propre ennemi et fait son propre malheur en s'en prenant au premier venu, plus faible que lui de préférence. D'où la nécessité de diffuser le plus largement possible notre propagande dans toutes les couches et toutes les classes exploitées pour briser cette spirale infernale sans fin qui mène l'humanité à l'abîme.

S'ils recourent au chaos, c'est parce qu'ils savent qu'ils ne pourront jamais soumettre totalement et définitivement le prolétariat, même affaibli à l'extrême, n'ayant plus rien à perdre il se révoltera contre sa condition, il finira par en prendre conscience et par repasser à l'offensive d'une manière ou d'une autre. Même la pire des répressions, la pire dictature n'en viendra pas à bout.

Le chaos est un obstacle de plus placé sur la voie qui mène au socialisme, le dernier à leur disposition, à nous de le briser en conduisant notre guerre sur tous les fronts à la fois, sans rien ne laisser passer.

- Pour l'Empire, la finalité c'est le chaos, pas la victoire de Peter Koenig - Global Research, 16 mai

"Une fois de plus, un pays "libéré" par les Occidentaux bascule inéluctablement dans le chaos." Global Research

Ce pourrait être n'importe lequel de ces pays à feu et à sang où Washington et ses séides d'Europe de l'Ouest et de l'Est ont semé la guerre – spirale sans fin de chaos, de ruine et de mort – et la soumission.

Le choeur même du problème : en réalité, la stratégie de Washington et de l'OTAN n'est pas de gagner la guerre ou le conflit mais de créer et maintenir les conditions d'un chaos permanent. Un moyen imparable de contrôler à la fois les populations, les nations et les ressources, et de garantir à l'Ouest une demande permanente de troupes et de matériel militaire – aux États-Unis, le complexe militaro-industriel et les industries et services connexes représentent à eux seuls plus de 50% du PIB. Par définition, un pays en pleine débâcle ou en plein chaos est en banqueroute et manque toujours d'argent – l'argent des conditions drastiques, l'argent de l'austérité, celui que dispensent le FMI, la Banque Mondiale et d'autres « institutions de développement » aussi sinistrement notoires, entre autres usuriers. Un argent synonyme d'esclavage, a fortiori lorsque accordé à des dirigeants corrompus qui se fichent pas mal de leur peuple.

(Cela signifie que les Etats-Unis ont basculé dans une économie de guerre. - ndlr)

- A propos de chaos, M. Hollande sait pertinemment que ses chasseurs bombardiers servent en réalité les intérêts du parrain pour semer davantage de chaos et de destruction dans toute la région, davantage de mort, davantage de misère, davantage d'esclavage – davantage de réfugiés sombrant en Méditerranée – et davantage encore de ce chaos sans fin, de gens à la limite de la survie, de gens qui n'ont plus les moyens de se battre pour défendre leur pays, leurs ressources, leur liberté, car ils doivent avant tout se battre pour leur propre survie, pour la survie de leurs enfants ou celle de leur famille. Tu parles d'un empire !

Non, franchement, quand quelqu'un vend à d'autres pays des chasseurs bombardiers ou n'importe quel type de machine à tuer, en sachant pertinemment que ces armes servent à tuer des gens, à détruire des pays, est-ce que ce type n'est pas un criminel contre l'humanité ? C'est pas un criminel de guerre de la pire espèce ?

(Et dire qu'il y a peu de temps encore, les uns et les autres dans nos rangs se bousculaient pour être reçus par cet infâme despote... - ndlr)

- Semer le désordre, le chaos et la ruine, c'est tout ce que Washington et ses vassaux savent faire. C'est pas gagner des guerres qu'ils veulent, ce qu'ils veulent c'est le chaos éternel et la ruine, des populations faciles à écraser. Ils appellent ça « full spectrum dominance » [domination totale ou dans tous les domaines].

(Leur nouvel ordre mondial corrrespond bien à l'instauration d'une dictature mondiale, d'une monarchie absolue dont les oligarques devraient être les despotes. - ndlr)

La souveraineté absolue de l'oligarchie financière est indispensable.

- Secret des affaires : comment les lobbies économiques orchestrent la régression de l'Europe - legrandsoir.info 17 mai

- Le coup d'État des multinationales

Dans tous ces cas, l'objectif ultime paraît aller bien au-delà de la remise en cause de telle ou telle régulation. L'enjeu est plus fondamental : il s'agit de donner aux intérêts économiques une légitimité juridique équivalente ou supérieure à celles des droits fondamentaux et des pouvoirs publics. À travers le secret des affaires, les tribunaux d'arbitrage privés ou encore l'obtention d'un droit de regard sur toute nouvelle régulation, les multinationales cherchent somme toute à se doter d'une quasi souveraineté. Si l'on pousse à bout cette logique, cela s'appelle un coup d'État. On ne peut que s'affliger de voir la Commission européenne, comme avant elle les socialistes français, y prêter aussi allégrement la main. legrandsoir.info 17 mai

S'affliger : Éprouver, témoigner de l'affliction.

Affliction : Peine profonde, abattement à la suite d'un événement pénible, d'un grave revers. è Abattement, chagrin,

déchirement, désolation, tourment. Désespoir, détresse, tristesse. Deuil, peine. Épreuve, catastrophe, malheur, tribulation, vicissitude.

Pour éprouver de tels sentiments faudrait-il en attendre quelque chose ou cultiver des illusions dans la Commission européenne ou le PS, ce qui est intolérable.

Ce coup d'Etat témoigne des limites atteintes par l'UE à l'étape actuelle dans sa capacité à se substituer aux Etats qui la composent. N'étant pas parvenue à une intégration politique totale qui aurait signifié la disparition de ces Etats ou leur perte totale de souveraineté, ce sont les banquiers qui vont s'en charger à leur manière.

Cela dit, la question ne sera pas réglée pour autant et demeurera un danger mortel pour leur régime, tant que chaque pays disposera d'une Constitution et d'institutions historiquement indépendantes de Bruxelles mais politiquement totalement soumises à sa volonté, il sera toujours possible aux différents peuples de se dresser contre leur gouvernement et régime pour les renverser. C'est à notre avis la limite au-delà de laquelle tout combat pour notre émancipation deviendrait vain.

Le temps presse. On ne se figure pas un mouvement insurrectionnel aux Etats-Unis susceptible d'ébranler ou renverser le régime, il n'en aurait jamais la force ou les moyens. Je ne sais pas si nous sommes nombreux à avoir conscience que l'Europe politique achevée signifierait définitivement la déchéance sans fin de la civilisation humaine. On nous rétorquera qu'il serait toujours possible de lutter pour sortir de l'UE, pourquoi pas, allez raconter à un Américain que la Californie pourrait faire sécession et il vous rira au nez, il vous prendra pour un demeuré et il aura raison.

Il faut être lucide et ne pas se raconter d'histoires, sinon on ne s'en sortira pas.

Macédoine. Après un coup d'Etat manqué de la CIA, comment l'AFP falsifie les faits.

- Macédoine: l'opposition appelle à rester dans la rue jusqu'à la démission du Premier ministre - AFP

L'opposition macédonienne a appelé dimanche soir à maintenir la mobilisation pour obtenir la démission du Premier ministre Nikola Gruevski, accusé de corruption, après une journée de manifestation massive ayant réuni 20.000 protestataires devant le siège du gouvernement à Skopje.

La pression que l'opposition de gauche entend maintenir sur le gouvernement dépend désormais de sa capacité à faire rester les militants dans la rue alors qu'une contre-manifestation de soutien au Premier ministre conservateur est prévue pour lundi à 18h00 GMT.

Sur une pelouse du terre-plein au milieu des quatre voies du grand boulevard en face du bâtiment gouvernemental, les manifestants irréductibles se reposaient, selon un journaliste de l'AFP sur place. Plusieurs petites tentes ont été dressées.

"Nous allons rester jusqu'au bout, car nous en avons par dessus la tête de ce gouvernement", a dit Lazar Popovski, 51 ans, un commerçant de Kumanovo.

Pendant la manifestation le chef de l'opposition avait harangué la foule : "Nous allons rester ici devant le gouvernement! Nikola Gruevski doit démissionner. Tant qu'il ne sera pas parti, nous ne quitterons pas les lieux".

Brandissant des drapeaux macédoniens mais aussi albanais, les protestataires regroupés sur un boulevard longeant le siège du gouvernement scandaient "démission, démission !", à l'adresse du Premier ministre en poste depuis neuf ans.

Selon une source proche de l'opposition ayant requis l'anonymat, le projet n'était pas de conserver sur place toute la foule, mais juste un nombre suffisamment important de manifestants, afin de maintenir la pression sur le gouvernement.

Défiant l'opposition, le Premier ministre conservateur a, quant à lui, affirmé qu'il n'entendait aucunement démissionner. Il a ajouté, sans en donner de preuves, que derrière l'opposition se trouvaient des services secrets étrangers.

En revanche, trois de ses proches collaborateurs, les ministres de l'Intérieur et des Transports ainsi que le chef des services de renseignement, mis en cause dans le scandale sur les écoutes, ont présenté leur démission.

Le pouvoir accuse l'opposition d'"espionnage" et de "volonté de déstabiliser le pays".

M. Gruevski et son parti VMRO-DPMNE ont été reconduits au pouvoir pour un mandat de quatre ans à l'issue des législatives anticipées d'avril 2014.

Néanmoins, depuis l'opposition refuse de participer aux travaux du Parlement et dénonce des "fraudes" commises pendant le scrutin.

Elle accuse également M. Gruevski de dérive autoritaire et de mégalomanie, dénonçant notamment un projet pharaonique d'embellissement de la capitale macédonienne, dont le coût est évalué à des dizaines de millions d'euros alors que 28% de la population est au chômage.

Le rassemblement de dimanche est intervenu une semaine après de violents affrontements entre forces de l'ordre macédoniennes et un commando d'origine albanaise, qui ont fait 18 morts dont huit policiers à Kumanovo (nord). AFP 17.05

Il n'aura échappé à personne que c'est la pseudo-gauche qui est instrumentalisée par la CIA, pas à son insu évidemment.

Commando piloté depuis Washington, même que nombreux ceux qui semblent au courant au regard des commentaires qui suivaient cet article.

1- Les "journalistes" de l'AFP ne trouvent rien à redire contre les lois de Manuel Valls sur le renseignement qui légalisent les écoutes anciennement illégales. (...) quand il s'agit de déstabiliser un pays qui déplait aux USA car il s'est rapproché de la Russie, il suffit alors de seulement 20.000 manifestants qui protestent contre des écoutes illégales pour que les "journalistes" de l'AFP trouvent normal que le gouvernement de ce pays doit démissionner.

Ces gens de l'AFP ne sont pas des journalistes mais des propagandistes de la pire espèce. Et cela se voit de plus en plus.

2- Si dans un des pays soumis aux USA 8 policiers étaient morts dans une attaque terroriste,on auraient un soulèvement médiatico-politique hors-norme.Mais là on tape sur le gouvernement,comme en Ukraine.Pure déstabilisation des libéraux-fachistes.

3- Le département d'état américain via la CIA met le paquet de dollars à l'opposition de gauche pour faire tomber le gouvernement légal de Macédoine .

La macédoine est un pays majoritairement chrétien avec une minorité musulmane.

On retrouve les mêmes procédés machiavéliques utilisés par les services spéciaux américains et polonais pour investir la place Maîdan à Kiev par 50 000 miliciens formés par Washington et Varsovie.

4- Les gouvernements russe et macédonien ont signé un accord de coopération sur la construction du pipeline de raccordement du système South Stream destiné à acheminer du combustible bleu en Macédoine .

Ce sont donc les activités commerciales et pacifiques de la Russie qui sont visés par ce complot !

Déjà en Macédoine depuis plusieurs mois des terroristes islamistes dont certains viennent du Kosovo, l'Etat islamiste et mafieux grand allié des américains, sont coupables de tueries dans le pays .

Décidément les USA depuis leur création sèment les guerres depuis le 18eme siècle partout dans le monde pour leur volonté de domination mondiale .

Ecoeurant !

5 - le gouvernement macédonien paye par une petite révolution "de couleur" son soutien à la russie... il suffit de taper macédoine+russie sur le net pour avoir, en premier titre, les raisons de cette future petite guerre que nous concoctent nos amis américains : "la russie va construire un gazoduc en macédoine". comment les coupeurs de jarrets ricans pourront-ils vendre en europe leur gaz de schiste hors de prix si les russes en proposent du moins cher de l'autre côté?

6- Comme par hasard, la force n'a pas marché avec la bande d'albanais , on nous refait le printemps arabe à la sauce balkan....pathétique.

7- Encore une révolution orgnisée par les US

8- Ca sent sa révolution colorée made in USA.

... Apres Kiev...les ricains vont nous faire le coup à Skopje.....à coeur vaillant rien d'impossible....à suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Armes factices, mais règne de la terreur d'Etat bien réelle.

- Saint-Denis: Le Raid, appelé pour une intervention, tombe sur des armes factices - 20minutes.fr

A l'origine de l'intervention, un homme qui disait avoir été menacé «par un ou plusieurs hommes avec un fusil d'assaut»... 20minutes.fr 17.05

ACTUALITÉ DU JOUR

Mélenchon où l'imposture permanente.

- Mélenchon invite les militants à voter une «motion de censure contre Valls» - LeFigaro.fr

Interrogé sur le congrès du PS, parti qu'il a quitté en 2008, l'eurodéputé a appelé à «voter pour la motion B, car c'est la motion de censure contre Manuel Valls». Pour Jean-Luc Mélenchon, une victoire des frondeurs socialistes permettrait alors, sans problème, «de signer des accords» entre le Front de gauche et le PS. LeFigaro.fr 17.05

De qui parlent-ils de militants d'un parti qui soutient le régime fasciste de Kiev, les régimes ploutocratiques barbares du Golfe parrains d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique, de militants qui ont voté le TSCG, les budgets d'austérités depuis 2012, les interventions militaires au Mali, en Irak, Centrafrique, etc. qui ont refusé de voter contre toutes les mesures réactionnaires présentées par le gouvernement pour ne pas le même en minorité et le faire tomber.

Ainsi l'histrion du régime montre qu'il n'a jamais rompu avec le PS, encore moins avec le régime qui le nourrit. En lorgnant vers le PS qui devrait avoir encore de beaux jours devant lui, Mélenchon se place lui-même dans le camp de la réaction.

Il faut avoir à l'esprit que ces soi-disant frondeurs ne rejettent pas la politique néolibérale mis en oeuvre par le gouvernement, ils veulent juste en atténuer les conséquences dramatiques pour les travailleurs en les étalant sur une période, comment dire, plus longue, mieux, indéfinie, laminer leurs droits par petites touches, catégories professionnelles ou couches ou par couches de travailleurs de manière à ce qu'ils ne puissent pas offrir de résistance ou se rassembler pour les combattre, l'austérité et la régression sociale étant devenues permanentes et le seul avenir possible auquel ils peuvent prétendre.

En réalité les frondeurs rendent service au gouvernement en l'invitant à agir avec prudence plus hypocritement ou sournoisement encore pour mieux parvenir à ses fins.

Le gouvernement, l'AFP et les médias peinent à imposer la "réforme du collège".

- Réforme du collège: réforme du collège: les enseignants en grève mardi - AFP

- Mélenchon condamne la réforme du collège - AFP

- Réforme du collège : Najat Vallaud-Belkacem dénonce "malhonnêteté intellectuelle" et "enfumage" - Francetv info

- Réforme du collège: Manuel Valls vole au secours de Najat Vallaud-Belkacem - 20minutes.fr

- Valls publie une tribune pour défendre la réforme du collège et sa ministre - AFP

- «Pourquoi la réforme du collège doit se faire» - Liberation.fr

Banque mafieuse au banc des accusés.

- Affaire Kerviel: Une policière dénonce au juge l'influence de la Société Générale sur l'enquête - 20minutes.fr

Selon le site internet Mediapart, Nathalie Le Roy, la commandante de police qui a mené l'enquête Kerviel en 2008 et en 2012, a

été entendue le 9 avril par le vice-président du tribunal de grande instance de Paris dans le cadre d'une plainte contre X pour escroquerie au jugement déposée par l'ancien trader de la Société générale.

Sa déposition est accablante pour le parquet. La commandante de police de la brigade financière a dit au juge avoir complètement changé d'avis sur le fond de l'affaire. « A l'occasion des différentes auditions et des différents documents que j'ai pu avoir entre les mains, j'ai eu le sentiment puis la certitude que la hiérarchie de Jérôme Kerviel ne pouvait ignorer les positions prises par ce dernier », a-t-elle déclaré au cours de son audition.

La police instrumentalisée ?

Elle dit avoir brisé le silence grâce à la convocation du juge. « Je ne me suis jamais manifestée […] mais j'avoue que ma convocation […] m'apporte un soulagement. Je me suis très longtemps remise en question », a-t-elle dit, selon les propos rapportés par Mediapart.

Pire, elle a raconté avoir « eu le sentiment d'avoir été instrumentalisée par la Société Générale », a-t-elle confié au juge.

Des doutes

La policière qui a, depuis, changé de poste, a noué des doutes sur la culpabilité de l'ancien trader à partir de la seconde enquête, en 2012.

Elle a dénoncé au juge le rôle du parquet dans cette affaire et notamment comment l'enquête avait été influencée par la banque. « L'ensemble des documents qui ont été requis dans cette enquête auprès de la Société Générale nous ont été fournis par cette dernière, car nous n'avions pas le matériel informatique pour l'exploitation. […] C'est la Société

Générale qui m'a dirigé tous les témoins. »

Jérôme Kerviel a été condamné à cinq ans de prison, dont trois ferme pour avoir causé 4,9 milliards de pertes à la Société Générale. Il aura passé un peu plus de 150 jours en détention, avant de finir en septembre 2014 sous bracelet électronique.

Un nouveau procès civil doit se tenir du 20 au 22 janvier 2016 pour établir la répartition des responsabilités dans cette perte, la banque ayant reconnu avoir failli sur le plan des contrôles. 20minutes.fr 17.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen: deux raids aériens de la coalition à Aden, après la fin de la trêve - AFP

La coalition arabe menée par l'Arabie saoudite au Yémen a lancé dimanche soir deux raids contre des positions des rebelles chiites à Aden (sud), une heure après l'expiration d'une trêve humanitaire de cinq jours, ont rapporté des sources militaires et des témoins. AFP 17.05

Israël

- Qu'est-ce que l'unité « 8200 » d'Israël ? - french.irib.ir

L'Unité « 8200 » est une unité militaire israélienne d'espionnage dans l'espace virtuel dont la mission est d'organiser les surveillances, les écoutes, la prise d'image et d'émettre des parasites et interférences dans l'espace virtuel.

Le quotidien Raï al-Youm a écrit, dans un article, que le régime sioniste envisage de contrôler toutes les lignes téléphoniques et les systèmes de communication à Gaza, en vue de surveiller tout agissement et contact des militants palestiniens.

Entre-temps, dans le cadre de sa guerre psychologique sans relâche contre les Arabes et les Musulmans, le régime sioniste ne lésine sur aucun effort, à tel enseigne que le cabinet de l'entité sioniste soutient et encourage l'armée et les services

sécuritaires israéliens à traquer les Arabes à tout endroit et par n'importe quel moyen.

Dans ce contexte, l'Unité « 8200 » liée au centre du renseignement militaire de l'armée israélienne, considérée comme l'une des unités les plus développées de l'armée sur le plan technique et technologique, est active dans les guerres cybernétiques, et y joue un rôle essentiel. Selon le site web Defense News, Israël a recruté depuis 2003, des milliers de lycéens pour travailler dans cette unité. Cela a fait à l'époque beaucoup de bruit au sujet des raisons de l'embauche de ces forces humaines et la nature de leur mission.

Les activités de cette unité ont quatre formes principales : 1- surveiller, 2- écouter, 3- photographier et 4- émettre des parasites et des interférences.

Il est clair que cette méthode de travail a besoin des équipements techniques de haute technologie. C'est pourquoi le complexe des industries militaires d'Israël a équipé et développé de façon spéciale des systèmes électriques sous l'ordre des commandants de cette unité.

Une source sécuritaire israélienne a déclaré que l'Unité « 8200 » se servait des drones et que dans toutes les opérations d'assassinat en Cisjordanie et à Gaza, ce type d'avions avait été utilisé, car on utilise ces drones pour faciliter la mission des forces d'artillerie de l'armée avant procéder à des incursions contre la Palestine, et lors de l'attaque. french.irib.ir 17.05

Haut de page

Le 19 mai 2015

CAUSERIE

A quoi bon ajouter quelque chose ?

On craint surtout d'être très désagréable et qu'on nous accuse d'être injuste, alors que nous sommes animés des meilleures intentions du monde envers nos semblables qui décidément nous ressemblent de moins en moins, à moins que ce ne soit l'inverse, c'est moi qui me radicalise à gauche pour peu que cela soit possible, tandis qu'ils virent à droite sans même s'en apercevoir ou font preuve d'une hypocrisie qui ne les honorent pas.

Se leurrer ou se mentir à soi-même, on se demande où cela peut mener sinon à connaître davantage de difficultés par la suite. Cela nous concerne évidemment puisque nous sommes embarqués dans la même galère, n'allez pas dire qu'on s'occuperait de ce qui nous regarde pas, bien au contraire et c'est bien ce qu'ils ne supportent pas, au même titre que les chiens de garde du régime, ces procureurs de la pensée qui veulent nous interdire de nous exprimer.

D'ailleurs c'est bien simple, tous les reproches que l'on peut formuler à l'encontre des représentants de la classe dominante, du gouvernement, etc. concernent des travers que l'on retrouve tels quels chez la population en général.

Ils n'ont donc rien inventé, même sur ce plan-là ils n'ont aucun mérite, ils ont tout pompé chez la plèbe qui mériterait bien qu'on refasse son éducation, non pas en recourant à la force ou à des procédés déloyaux ou sournois, mais en l'amenant à partager nos principes et nos convictions sur le terrain de la lutte de classes, donc en lui témoignant le respect qu'elle mérite et que lui refusent les dignitaires du régime qui la méprisent.

ACTUALITE EN TITRES

L'espoir fait vivre. En grand s'il vous plaît !

L'air de rien l'oligarchie accroit son pouvoir jour après jour.

Nouveaux records de clôture à Wall Street - AFP

Wall Street a conclu lundi une séance peu animée sur de nouveaux records, restant poussée par l'espoir de voir se poursuivre une politique d'argent facile en l'absence de nouvelles informations de poids. AFP 18.05

Augmenté de 368%, Zaslav devient le patron le mieux payé des Etats-Unis - latribune.fr

Alors que le débat sur les inégalités sociales fait rage aux Etats-Unis, le New York Times a révélé son classement annuel des patrons les mieux payés. Le numéro un du classement s'appelle David M. Zaslav, avec une rémunération de 156 millions de dollars.

David M. Zaslav dirige la chaine de télévision Discovery Channel. Il a été augmenté de 368% en un an! Son actionnaire se montre particulièrement généreux puisqu'il rémunère également le deuxième plus gros salaire des Etats-Unis. Michael T. Fries, patron du cablo-opérateur Liberty Global, filiale de Liberty Media, gagne 112 millions de dollars.

C'est en troisième position que nous trouvons un financier en la personne de Mario J. Gabelli, PDG de Gamco Investors. Ses émoluements atteignent 88,5 millions de dollars. latribune.fr 18.05

Un coût de maître.

- Charlie Hebdo a reçu 4,3 millions d'euros de dons - LeFigaro.fr

- Le dessinateur Luz annonce son départ de "Charlie Hebdo" - francetvinfo.fr

"Si je me barre, c'est que c'est difficile pour moi de travailler sur l'actualité. (...) Beaucoup de gens me poussent à continuer, mais ils oublient que le souci, c'est l'inspiration", explique-t-il. francetvinfo.fr 18.05

Impossible de changer de fond de commerce dans le cadre de cette feuille hygiénique, quel aveu ! On n'épouse pas les pires causes sans en sortir indemne, on assume si on en a le courage ou on se démet si on est lâche.

La blanchisseuse du Palais ou l'institution mafieuse qui protège la pègre du régime.

- Charles Pasqua, quinze ans de déboires politicojudiciaires - Liberation.fr

Quand le règne de la terreur est aussi une entreprise financière.

- Sécurité : les mairies s'équipent en masse - Francetv info

Ancien Régime. Le sacerdoce de l'aristocratie au service du régime exige reconnaissance.

- L'ENA prévoit une case "particule du nom de famille" - L'Express.fr

Intox.

- Marine Le Pen veut contrer le traité transatlantique - LeFigaro.fr

- Collège : l'UMP promet d'«abroger» la réforme - Liberation.fr

Esclavage moderne. La précarité généralisée.

Le titre est parfaitement justifié puisqu'ils reconnaissent eux-mêmes que les trois quarts des travailleurs dans le monde ne disposent d'aucun droit, à ce niveau-là on est en droit de parler de précarité généralisée.

- Seulement un quart des travailleurs dans le monde ont un emploi stable - AFP

Seulement un quart des travailleurs dans le monde bénéficient d'un emploi stable, ce qui accentue leur insécurité, indique l'Organisation internationale du travail (OIT) dans son étude annuelle sur l'emploi publiée mardi à Genève. AFP 18.05

- Un travailleur sur deux dans le monde n'est pas salarié - LeMonde.fr

Dans son rapport sur l'emploi 2015, l'OIT plaide pour une prise en compte et une meilleure protection sociale des quelque 75 % de travailleurs informels et précaires. LeMonde.fr 18.05

Cela signifie qu'ils ne sont comptabilisés nulle part, ils ne disposent pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie, ils sont invisibles, ils n'existent pas comme classe. Cela fait 19 ans que je vis en Inde, 21 ans au total, je n'ai jamais vu une feuille de

paie rédigée par un patron indien. Il faut croire que je ne fréquente que des Indiens faisant partie des "75 % de travailleurs informels et précaires".

Cela devrait faire réfléchir ceux qui en France ou en occident vivent dans la plus parfaite insouciance de leur condition, et qui persistent à ignorer que les droits dont ils bénéficient ne sont pas tombés un jour du ciel. Un jour viendra où ils disparaîtront avant même qu'ils ne s'en soient aperçus pour leur plus grand malheur. Car je peux vous assurer que vivre dans une telle société est un cauchemar permanent, bien pire que tout ce que vous avez déjà subi ou que vous supportez quotidiennement ou encore que vous pourriez imaginer. Oubliez les mots bonheur, joie, plaisir, satisfaction, tranquillité, sérénité, bien-être, cela n'existe pas ici ou si, mais si éphémère que l'instant d'après on l'a déjà oublié et pour cause.

L'Empire du chaos vise le Venezuela et la Macédoine (la Russie).

- Les Etats-Unis enquêtent contre de hauts responsables vénézuéliens pour trafic de drogue - LeMonde.fr

L'actuel président de l'Assemblée nationale figure notamment parmi les personnes visées par cette enquête, rapporte le « Wall Street Journal ». LeMonde.fr 18.05

Et nous qui pensions qu'Obama et la CIA étaient les principaux responsables du trafic mondial d'héroïne, d'opium, de cocaïne et leurs dérivés... On ne doit pas avoir les mêmes informations que Le Monde.

Cela dit l'implication de hauts gradés de l'armée vénézuélienne dans le trafic de drogue est un secret de polichinelle, au point que je me suis déjà demandé à plusieurs reprises pourquoi les Américains n'utilisaient pas cet argument pour déstabiliser le régime et l'armée de ce pays, sachant qu'il existe un consensus entre le pouvoir et l'armée sur cette question et que la stabilité du régime en dépend. Il faudrait que les Américains aient mieux à proposer aux généraux vénézuéliens en leur garantissant l'impunité, pas sûr qu'ils marcheraient dans la combine après avoir observé de quelle manière ils se débarrassaient de leurs alliés devenus encombrants une fois leur objectif politique atteint.

- Macédoine: manifestation propouvoir alors que l'opposition campe dans la rue - AFP

- Kiev promet de montrer 2 soldats présumés des forces spéciales russes capturés dans l'Est - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. L'ambition au service des puissants rend audacieux, cynique, immonde.

Grille de lecture.

- Les puissants, l'élite intellectuelle à leur service et les médias ligués contre le reste de la population qu'ils entendent se soumettre.

- On notera qu'indistinctement ils peuvent s'afficher de gauche comme de droite puisqu'ils servent les mêmes intérêts.

- On observera que certains étiquetés à droite comme Franz-Olivier Giesbert ont eu ou ont encore pour parrains, acolytes, collaborateurs des dirigeants qui se prétendaient de gauche, Rocard ou Mauroy par exemple. Et vice versa.

- A l'arrivée on s'aperçoit qu'en réalité il s'agissait de la même famille politique, avec à l'origine des sensibilités différentes que leurs ambitions dévorantes ont rapproché, au point que plus rien ne devait permettre de les distinguer.

- La franc-maçonnerie est depuis son origine la théologie des puissants qui entendent étendre leur pouvoir sur le monde. Qu'on en vienne à le découvrir seulement aujourd'hui est à mettre en rapport avec son culte du secret qui en fait l'organisation complotiste et mafieuse la plus vielle de l'histoire après les différentes institutions religieuses.

Sa conception de la vérité est à rapprocher de son concept de laïcité. Elle entend ne favoriser aucune idée pour en réalité adopter celle du moment qui correspond aux besoins de la classe dominante. Elle se veut laïque sans pour autant rompre avec l'idéalisme qui est à l'origine de toutes les formes d'obscurantismes qu'elles partagent avec les religions.

- Manuel Valls, histoire d'un franc-maçon - L'Express.fr

- Valls consacre un long discours à l'audace en politique - AFP

Manuel Valls a consacré lundi soir un long discours à l'audace, valeur qu'il souhaite incarner à gauche, lors d'un dîner-débat du cercle de la Revue des deux mondes.

"Je suis venu pour vous dire : faisons preuve d'audace! (Qui se caractérise par le déni, le mépris, l'arrogeance, le cynisme. - ndlr) Prenons des risques! (Seul un fanatique peut remplir à bien ce rôle. - ndlr) Bousculons les dogmes! (Nos droits ou acquis. - ndlr) C'est aussi ce que les Français attendent de nous" (Pas vraiment ! - ndlr), a lancé le Premier ministre aux convives, parmi lesquels le directeur de la revue, l'homme d'affaires Marc Ladreit de Lacharrière. AFP 18.05

Revue des deux mondes.

Fondée le 1er août 1829 par Prosper Mauroy et par Pierre de Ségur-Dupeyron, et éditée par François Buloz qui en devient le rédacteur en chef en 1831.

François Buloz avait soutenu Adolphe Thiers...

À la fin du XIXe siècle la revue soutient l'Église catholique contre les offensives anticléricales.

La Revue des deux Mondes, fut dirigée par l'écrivain et critique littéraire Michel Crépu, avant d'être remplacé par Valérie Toranian, et compte environ 5 000 abonnés, pour un tirage proche de 8 000 exemplaires.

Si Commentaire l'a détrônée comme revue intellectuelle de référence des droites, elle garde un certain rayonnement dans le monde intellectuel, ce dont témoignent les chroniques régulières de son rédacteur en chef dans l'émission radiophonique Le Masque et la Plume sur France Inter.

Éloge d'Alain Finkielkraut, par Michel Crepu (Revue des Deux Mondes) 4 novembre 2013

Marc Ladreit de Lacharrière.

Président de La Revue des Deux Mondes.

Marc Ladreit de Lacharrière est administrateur du groupe Casino, de L'Oréal, de Renault depuis 2000, membre du Conseil consultatif de la Banque de France depuis 1997.

De 1989 à 1993, il est membre du comité de direction du groupe de Bilderberg5. Il est président de la section française du groupe Bilderberg, et par ailleurs membre du club d'influence Le Siècle.

Dans le journal Le Monde du 5 février 1992, il déclare : « Je suis l'un des fondateurs de SOS Racisme ». Il est à l'origine de la Fondation Agir contre l'exclusion avec Martine Aubry, fondation qu'il soutient financièrement.

En 2007, il fait son entrée dans le classement des milliardaires français avec une fortune nette estimée de 1,6 milliard d'euros.

Le 24 octobre 2012, il publie Le droit de noter, un livre dans lequel il prend la défense des agences de notations.

Valérie Toranian.

Directrice générale de la Revue des deux Mondes.

Directrice de la rédaction du magazine Elle de 2002 à 2014.

Compagne de Franz-Olivier Giesbert qui fréquente le club Le Siècle. (Source : Wikipédia.org)

Ces revues, clubs ou think tanks servent à alimenter en arguments l'élite intellectuelle qui a été sélectionnée par la classe dominante pour servir ses intérêts, notamment en intervenant dans les médias ou dans les différents partis politiques ou les institutions. Leur rôle au côté de l'oligarchie est capital...

Ils sont les seuls à parler du socialisme... pour mieux l'enterrer.

- «Le socialisme d'avant est quand même différent de maintenant» - Liberation.fr 18.05

- Reconsidérer la pensée de gauche. - lexpress.fr 15.05

Qu'est-ce qui la menace ?

- " La déferlante des démagogies populistes."

Qu'entendent-ils par là ?

- " La gauche s'est égarée au XX° siècle, sous l'influence d'un marxisme dogmatisé, dans la quête d'une égalité envisagée non plus comme l'égalité en droits de la Déclaration des droits de l'homme, mais comme une négation des différences sociales au nom de la justice."

(Egalité en droits de la Déclaration des droits de l'homme que Marx laminera littéralement, en montrant qu'elle était destinée à mieux asservir les masses laborieuses ou leur enseigner le respect de leurs maîtres. On aura compris que leur cible était le marxisme, le socialisme qui demeure la seule alternative au capitalisme. Marx luttera effectivement pour la "négation des différences sociales au nom de la justice", autrement dit l'abolition des classes sociales au nom de la justice sociale puisque l'inégalité entre les classes qui constitue le fondement du capitalisme ne peut être justifiée autrement qu'en légitimant le vol. - ndlr)

- "L'intention était certes louable, mais on s'installait dans l'imaginaire et le déni des réalités. La société sans classe ni hiérarchie n'existe pas et l'on sait à quels désastres ont abouti les tentatives de l'instaurer, aboutissant toutes à l'appauvrissement général, à la dictature… et à la constitution de nouvelles hiérarchies sociales pires que les anciennes."

(Aucune société "sans classe ni hiérarchie" n'a jamais existé au XXe siècle dans le monde, cet argument est du domaine du faussaire. - ndlr)

C'est donc d'autres références dont la pensée de gauche a besoin pour renaître.

(Il parle du PS, de la gauche qui était déjà de droite depuis un siècle, dont l'imposture doit perdurer pour éviter qu'une véritable gauche ne la remplace, il faut régénérer le PS, c'est leur hantise. - ndlr)

- "La voie communément nommée sociale-libérale, qui ne fait plus d'une abolition préalable du capitalisme un objectif."

(Et pour cause elle est synonyme de néolibéralisme, mais cela il ne le dira pas, il ne le peut pas car toute sa construction s'effondrerait. - ndlr)

(Dans les paragraphe suivant, l'auteur va s'employer à justifier l'existence des inégalités qui seraient une chance ! - ndlr)

- "« Théorie de la justice » publiée en 1971 et traduite en français en 1987, Rawls reconnaît l'existence d'inégalités irréductibles entre les êtres humains, résultat de la singularité de chacun et de hasards, qui vont du patrimoine génétique au milieu social et familial dans lequel naît chaque individu. « L'inégalité face à l'héritage de la fortune, écrit-il, n'est pas plus intrinsèquement injuste que l'inégalité face à l'héritage de l'intelligence ». Simplement, la société ne doit pas convertir en normes cette situation arbitraire mais au contraire, la rectifier pour être juste."

(Les masses doivent accepter l'ordre établi et le sort que la classe dominante lui réserve. - ndlr)

- "Dans la quête de la justice sociale, il ne convient pas d'imaginer des sociétés idéales, mais de faire en sorte qu'en acceptant les différences génératrices d'inégalités, celles ci soient compensées par les conditions les plus favorables possibles faites aux plus démunis. Le juste est toujours préférable à la vaine poursuite d'un bien qui s'avère en fin de compte inaccessible."

(Pour y parvenir, ils vont instrumentaliser les aspirations à la liberté et à l'égalité de la population pour en faire des instruments de la domination de classe des exploiteurs, c'est Charlie, quoi ! - ndlr)

- "Pour mettre en œuvre ce dessein, Rawls prône une organisation privilégiant la coopération et la recherche d'un consensus dont l'objectif est l'acceptation des inégalités inévitables. Cette dernière sera acquise dans la mesure où seront garanties la pleine liberté des individus et l'absolue égalité des possibilités offertes à chacun, quelle que soit son origine sociale."

(Le passage suivant est particulièrement tordu et sournois à souhait pour embrouiller les lecteurs.

L'auteur prétend vouloir "préserver (...) les grands acquis du siècle passé" ou "l'Etat-providence" et rechercher sincèrement

une alternative "aux thèses ultralibérales" nous dit-il, à condition de s'écarter résolument "des dérives dogmatiques qui stérilisèrent la pensée de Marx" ou le recours à l'Etat qui est un péché mortel pour les idéologues néolibéraux, car il conduit à "l'impuissance" et doit être écarté au profit du marché comme seul agent régulateur des rapports au sein de la société... une fois servi cela va s'en dire, tout cela pour en arriver là ou conduire les lecteurs à adopter cette idéologie foncièrement opposée à leurs intérêts. En résumé, cet exercice consistait à dénoncer le néolibéralisme pour mieux s'y soumettre une fois rejetée toute alternative, l'auteur démontrant au passage qu'il en est un zélé porte-parole.)

- "Favorable à une économie de marché fondée sur la concurrence, il ne l'envisage que garantie et encadrée par un Etat démocratique, régulateur des grands équilibres et adversaire de tout monopole. L'activité du marché rémunère l'effort, le travail, l'entreprise (donc le risque et la prise de responsabilité), elle entretient la motivation tandis que l'Etat veille au bon fonctionnement, au respect des règles et organise la redistribution équitable des richesses.

Les idées de Rawls ne sont certes pas une feuille de route et il faut surtout se garder des dérives dogmatiques qui stérilisèrent la pensée de Marx. Mais force est de constater que face à la réalité actuelle, (et spécialement à la mondialisation économique conduite selon les principes néolibéraux), la crispation sur les prémisses et les propositions de la social-démocratie du XX° siècle (pour ne rien dire du communisme) conduit à la pétrification et à son corollaire : l'impuissance. Il est urgent de raisonner autrement si l'on veut s'opposer efficacement aux thèses ultralibérales, offrir des contre-projets crédibles et préserver ainsi les grands acquis du siècle passé, ce qu'on a nommé de manière un peu hyperbolique l'Etat-providence. "

(La chute relève tout autant de la manipulation des consciences que le passage précédent.

Elle va consister à opposer les "données objectives", autrement dit les besoins des capitalistes qui sont légitimes ou ne doivent faire l'objet d'aucune contradiction, ils doivent s'imposer à tous un point c'est tout, aux "constructions idéologiques" invitant la gauche ou les lecteurs censés être de gauche à "renoncer aux utopies lyriques" qu'elles recouvrent ou les besoins des exploités, les appelant à ne pas se bercer "des regrets et des nostalgies" ou des "modèles et programmes du passé" qui correspondaient aux droits ou acquis des travailleurs pour "répondre aux situations réelles par des propositions réalistes" qui seront forcément compatibles avec la survie du capitalisme car il est impossible de concevoir qu'il pourrait en être autrement, et c'est là que que cette démontration déraille quand l'auteur prétend que ce serait le meilleur moyen pour ce qu'il appelle la gauche ou le PS de ne pas "se couper de ce qui fut historiquement son soutien, les couches populaires et une large fraction de ces classes moyennes", alors que c'est inévitable, comme quoi les représentants de la réaction rament bien pour le PS qui fait partie de leur famille.

En résumé, cela rejoint ce que nous disions dans une précédente causerie, les masses doivent abandonner tout espoir de pouvoir changer la société, c'est définiitivement du domaine de l'utopie au point qu'il faut oublier cette idée farfelue d'un autre âge, elles doivent composer avec la classe dominante afin d'adoucir le mauvais sort qu'elle leur réserve à défaut de mieux et s'en contenter, ajoutons dans la joie et la bonne humeur sans être tentées de recourir à la violence ou rechercher une issue à la crise du capitalisme qui correspondrait à leurs besoins puisqu'elle n'existe pas et la boucle de la soumission éternelle à l'ordre établi est bouclée, pour votre plus grand bien que vous soyez de droite ou de gauche, riche ou pauvre. - ndlr)

- "La gauche européenne du XXI° siècle doit admettre que rien ne s'est passé comme on l'imaginait il y a un siècle et que si elle veut rester fidèle à son idéal d'une société plus juste, elle doit prendre en compte les données objectives et s'arracher aux constructions idéologiques que les faits viennent démentir. Elle doit renoncer aux utopies lyriques, répondre aux situations réelles par des propositions réalistes, se repenser en profondeur au-delà des regrets et des nostalgies. Ne pas le faire signifie clairement se couper de ce qui fut historiquement son soutien, les couches populaires et une large fraction de ces classes moyennes qu'elle a largement contribué à créer. On le discerne déjà au niveau de la gauche la plus conservatrice, celle qui s'accroche quoi qu'il arrive aux modèles et programmes du passé et que les électeurs désertent." lexpress.fr 15.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Le président estonien réclame l'envoi d'arme à l'Ukraine - french.irib.ir

Pour le président estonien, Toomas Hendrik Ilves l'envoi d'arme à l'Ukraine reste une solution à cette crise avant de souligner que l'ordre de la paix de l'époque poste-guerre à l'ombre des accrochages en Ukraine est au seuil de disparition.

Au seuil de son déplacement en Allemagne, le président estonien, Toomas Hendrik Ilves a déclaré : « Les principes et les lois ont été violés. Depuis la conclusion des accords de paix de Minsk aucune amélioration n'a été constatée dans la situation et les

échanges de tir font rage toujours en Ukraine ». Aux yeux du président estonien l'envoi d'armes à l'Ukraine, qui ira dans le sens des objectifs défensifs, reste une solution à la crise sévissant en Ukraine. Je ne crois pas, a-t-il souligné, qu'un tel acte aboutira au renforcement des accrochages et aux violences en Ukraine. Des responsables russes et ceux de l'Union européenne ont à maintes reprises dénoncé l'envoi d'armes à l'Ukraine avant de souligner que cet acte mettre de l'huile sur le feu en Ukraine. french.irib.ir 18.05

2- Etats-Unis - Irak

- L'aide militaire au Kurdistan irakien adoptée par la Chambre des représentants américains - french.irib.ir

La Chambre des représentants américains a adopté le projet de loi controversé portant sur l'aide militaire américaine aux Kurdes et aux Arabes sunnites en Irak. Malgré la menace proférée par Obama d'apposer son veto à ce projet de loi, les congressistes ont donné leur accord à l'octroi de 179 des 715 millions de dollars d'aide militaires des Etats-Unis au gouvernement irakien en 2016, a indiqué l'Associated Press.

La commission des forces armée du Sénat américain a adopté le mois dernier un projet de loi autorisant l'administration américaine d'octroyer, sans l'autorisation du gouvernement central irakien, aux Peshmergas et aux Arabes sunnites, 179 millions de dollars sur l'ensemble des 715 millions de dollars d'aides américaines destinées à l'Irak.

Ce projet de loi a prévu des conditions pour l'octroi total de l'aide militaire au gouvernement central irakien. Ce projet de loi affirme que la condition pour l'octroi de 538 million de dollars d'aides militaires au gouvernement central irakien est la confirmation par le Département d'Etat américain et le Pentagone de la formation d'un gouvernement représentatif en Irak, faute de quoi 60% de cette aide seront octroyés aux Kurdes et aux Sunnites. L'administration américaine a fait part de son opposition à ce projet de loi. french.irib.ir 17.05

ECONOMIE

Grèce

- Athènes proche d'un accord avec ses créanciers, selon Varoufakis - Reuters

La Grèce est très proche d'un accord avec ses créanciers internationaux sur le déblocage de la dernière tranche du plan d'aide et le pays n'a nullement l'intention de réutiliser la drachme comme devise, a déclaré lundi le ministre des Finances Yanis Varoufakis.

De son côté, la Commission européenne a jugé que les positions se rapprochaient dans de nombreux domaines en raison d'un état d'esprit plus constructif à Athènes.

"Le gouvernement s'est aussi engagé de manière plus constructive sur la question des privatisations, qui sont nécessaires à une économie compétitive, et il y a (...) des signaux prometteurs en ce qui concerne la réforme du marché du gaz", a dit aux journalistes à Berlin le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Pierre Moscovici. Reuters 18.05

Haut de page

Le 21 mai 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 14h30. On a ajouté 42 articles.)

Ici on fait face à une épidémie de varicelle. Je me dessèche et cela concerne aussi les yeux, du coup hier j'ai évité de me mettre à l'écran. Je vais devoir ralentir la cadence. J'ai aussi plein de travaux urgent à faire chez moi, je ne m'en sors pas.

On ajoutera une vingtaine d'articles plus tard dans la journée

Ces jeunes qui appliquent à la lettre la politique du gouvernement français.

- 45 jeunes filles mineures françaises se battent aux côtés de Daech (ministre français de l'Intérieur) - french.irib.ir

Le ministre de l'Intérieur, au cours d'une audition par la commission d'enquête sur la surveillance des Français impliqués dans les filières djihadistes de l'Assemblée nationale, a dévoilé ce mardi les derniers chiffres concernant nos ressortissants partis en Irak et Syrie.

Il a affirmé : «A ce jour, ce sont 457 français, dont un très grand nombre sont jeunes, qui sont présents en Irak et en Syrie. On estime que près de 1600 français sont impliqué d'une façon ou d'une autre dans les filières irako syriennes». Le nombre de femmes localisées sur zone parmi ces 457 serait de 137, le nombre de mineurs localisés seraient de 80, dont 45 jeunes filles mineures. french.irib.ir 19.05

Des barbouzes français de la valise diplomatique arrêtés en Syrie.

- Des Français auraient été arrêtés, pour tentative d'assassinat d'Assad - french.irib.ir

Deux ressortissants français, avec des Kurdes syriens, ont été arrêtés, dans une tentative d'assassinat bizarre contre Bashar al-Assad, le Président syrien. Le gouvernement français est, déjà, entré en contact avec Damas, par le biais des canaux directs, demandant le retour des personnes arrêtées. Les Français indiquent qu'ils sont prêts à entamer des négociations sur le retour des accusés présumés prisonniers. Les conspirateurs présumés auraient travaillé avec une cellule terroriste kurde, qui avait pénétré, au sein du personnel domestique d'Assad. Les Kurdes avaient posé des explosifs à l'intérieur de conteneurs de détergent, au palais présidentiel, au Sud de Damas. L'attaque n'a pas réussi. Les agents de sécurité français arrêtés avaient été envoyés, en Syrie, plus tôt, dans le cadre d'un groupe de travail secret associant Français/Syriens, sur le terrorisme.

Deux officiers du renseignement français sont passés en contrebande, à travers la frontière syrienne, grâce à des militants d'Al-Nosra, au Sud de Qalamoun, scène d'une bataille intense, qui a fait rage, pendant des semaines. Leur précédente visite, à Damas, plus tôt, cette année, était une mission secrète, qui a accompagné la délégation française, lors de sa visite, le 27 Février 2015. La raison officielle de la visite était de prendre des dispositions, pour la réouverture de l'ambassade française, qui avait été fermée, depuis 2015. Les responsables syriens, parlant, anonymement, disent que le gouvernement de Damas estime que les assassins font partie d'une faction kurde, formée à l'intérieur de la Jordanie. Les explosifs utilisés étaient de l'Armée royale jordanienne. french.irib.ir 19.05

Le PS ou la peste à fuir.

- François Hollande assure avoir été fidèle à ses promesses - LeFigaro.fr

- La bourse s'envole mais la gauche aura-t-elle le culot de s'en vanter ? - Atlantico.fr

On se croirait dans les années 80 quand la bourse rassurée par la politique antisociale de Mitterrand s'était envolée.

Que faut-il penser de l'état de conscience de ceux qui ont voté pour Hollande ? Ils n'en ont pas tout simplement ou si peu. C'est dur à avaler, n'est-ce pas ? Il faudra vous y faire si vous voulez vraiment changer la société, mais est-ce bien ce que souhaitent encore les militants ? A vrai dire on n'est pas sûr qu'ils croient cela possible, en tout cas cela ne se voit pas.

Hollande est fidèle à lui-même tout comme le PS qui n'a pas changé d'un iota en un siècle, il s'est tout simplement adapté aux besoins du capitalisme en crise au stade de l'impérialisme pourrissant. Réformiste bourgeois, social-libéral puis néolibéral, en réalité il a suivi le même processus de décomposition que le parti de l'ordre depuis la phase ascendante du capitalisme jusqu'à sa phase descendante et enfin sa putréfaction.

Laminé après sa capitulation en 1914, puis celle de 36, à la sortie de la guerre il est quasi inexistan, mais la bourgeoisie se chargera de mettre la main au porteuille pour le remettre en scelle, il se refera une petite santé jusqu'aux années 70 alors que le PC demeure populaire, le congrès d'Epinay de 1971 aura pour objectif d'inverser les rôles et de laminer le PC dans la perspective d'accéder au pouvoir comme supplétif du parti de l'ordre qui s'est remis de mai 68 et du référendum de 69, mais pas le capitalisme qui va entrer dans une phase de crise permanente entraînant forcément son rejet par les masses, il est donc urgent pour la classe dominante de préparer le PS à gouverner à son service pour faire barage à toute mobilisation révolutionnaire des masses, dont elle surestime les capacités ou la détermination dans le contexte de la fin des années 80.

Le PS fera illusion peu de temps, à peine deux mois après l'élection de Mitterrand les élections législatives seront marquées par une montée du taux d'abstention qui précèdera la défaite de 1986 et la cohabitation ou la sanction de sa politique d'austérité. Réélu en 88 par les nantis (les mêmes qu'en 2012 et leurs rejetons) qui espèreront être épargnés ou récompensés pour leur vilenie, avant de devoir composé une nouvelle fois avec le parti de l'ordre au pouvoir sous Chirac et ils ne démériteront pas en privatisant à tout va, Mélenchon doit s'en souvenir il en faisait partie.

Une fois dans l'opposition parlementaire pour une période de 10 ans, le PS n'aura de cesse comme précédemment de participer aux commissions de l'Assemblée nationale au côté du parti de l'ordre pour préparer les lois et mesures anti-ouvrières et réactionnaires que ce dernier adoptera.

De retour au pouvoir en 2012, il ne lui restera plus qu'à poursuivre sur sa lancée toujours plus droitière et impérialiste sans concéder la moindre miette à ceux qui avaient voté pour ses candidats, car entre temps la crise du capitalisme n'avait cessé de s'approfondir.

Minoritaire et illégitime, pendant qu'il entreprendra de laminer tous nos droits et de guerroyer ici ou là en Afrique et au Moyen-Orient, pour flatter la bonne conscience du petit bourgeois qui est décontenancé par sa politique réactionnaire et lui donner un os à ronger car il s'impatiente, il va se livrer à une gigantesque imposture qui consistera à se présenter en défenseur des droits des minorités en lui désignant les masses arriérées ou bourrées de préjugées réelles ou inventées comme bouc émissaire, car il faut bien continuer à gouverner et assurer la stabilité du régime, tirer sa légitimité de quelque part même s'il s'agit d'une vulgaire manipulation, il doit donner l'imprssion d'être soutenu par la majorité de la population, l'essentiel c'est que la plèbe divisée et sans direction s'en convainque en gobant les récits mensongers des médias.

Le PS a l'agonie il y a près d'un siècle a survécu jusqu'à présent par la volonté de la classe dominante. C'est elle qui l'a préparé pas à pas à gouverner sachant qu'il était acquis à sa cause. Elle savait qu'un jour ou l'autre il parviendrait au pouvoir et qu'il appliquerait sa politique car il ne pouvait pas en être autrement, et elle n'a pas été déçue. Mieux, elle s'est servie des médias pour porter Hollande au pouvoir en 2012, car elle savait qu'elle en tirerait davantage que de Sarkozy, elle doit être ravie d'avoir fait le bon choix.

En fait elle est la seule à avoir toujours fait le bon choix, tandis que nous, nous avons toujours fait le mauvais. Ah, mais c'est qu'il en faut de la détermination et de la constance pour reproduire les mêmes erreurs pendant près d'un siècle, à croire que le monde et la société se sont figés à jamais depuis ! Bravo à nos dirigeants ! Il faudrait leur dire que le temps du char à boeuf, de la diligence et du télégraphe est révolu depuis un certain temps, qu'en pensez-vous ?

Il n'y a jamais rien eu à attendre du PS ou ses dirigeants hormis la paumade anesthésiante de réformes qui devait servir à couvrir des mauvais coups simultanément ou à venir, sachant pertinemment que rien n'était acquis en la matière et qu'à la première occasion des contre-réformes seraient adoptées.

Nos mystificateurs professionnels ont fait de l'unité ou du front unique une stratégie, une fin en soi, on en veut pour preuve si besoin était que lorsque le PS parvint au pouvoir en 81, ils abandonnèrent leur programme prétendument révolutionnaire et balancèrent par dessus bord leur parti par la même occasion, ils avaient atteint leur objectif, ils ne pouvaient plus servir à rien d'autres, surtout pas au socialisme.

Tous les travailleurs, tous les militants sont ou devraient être pour l'unité de la classe avec les organisations et partis qui sont censés les représenter, le 12 février 1934 ils l'ont réalisée sans demander la permission à leurs dirigeants et contre leur volonté. Agiter l'unité comme un fétiche ou vouloir l'unité à tout prix ne mène nulle part ou à une impasse, à une défaite. La question est de savoir à quoi cela doit servir, comment on l'organise à la base et quelle suite on lui donnera, si elle servira à construire le parti ou si au contraire elle n'aura été qu'une supplique en direction de dirigeants étrangers à la classe ouvrière ou traîtres, qui s'en saisiront pour la dévier de son objectif ou la videront de son contenu.

On nous rebat les oreilles avec les masses alors qu'on a toujours été incapable de les atteindre, on peut tout au plus toucher quelques milliers de travailleurs ou militants, allez, disons 10 à 20.000 en étant généreux, c'est donc à eux que nous adressons, donc rien ne nous empêche d'avancer la nécessité de réaliser l'unité tout en matraquant les dirigeants des partis, en leur révélant leur véritable nature contre-révolutionnaire comme le faisaient Lénine et Trotsky dont le discours avait une toute autre portée, je ne pense pas qu'en agissant de la sorte ils visaient l'unité en soi ou un objectif particulier sachant qu'il n'y avait rien à en attendre la plupart du temps, hormis s'en servir comme un instrument pour mobiliser les masses et construire le parti, car c'est au cours de leur mobilisation qu'il est possible de recruter des milliers de nouveaux militants.

En 81 on a poussé la lâcheté jusqu'à employer le mot d'ordre du gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois, alors que le PS était un parti bourgeois comportant de vrais bourgeois, cette réserve devait servir uniquement de précaution oratoire tandis qu'on ménageait le PS en occultant sa véritable nature réactionnaire. Je me souviens encore que je n'osais plus ajouter qu'il ne faudrait rien en attendre de bon, tant cela me paraissait contradictoire et incompréhensible aux travailleurs d'appeler à voter Mitterrand dès le premier tour. J'étais très mal à l'aise, il y avait quelque chose qui me gênait là-dedans mais j'étais incapable de mettre un nom dessus, j'étais un jeune militant qui répétait des mots d'ordre sans en comprendre réellement le sens ou la portée. Quant à la révolution qui devrait découler de la trahison de la majorité PS-PCF, c'était comme dire, surréaliste car je ne la voyais nulle part venir et pourtant j'étais un révolutionnaire acharné, un vrai bolchevik, je la sortais à la suite mais je voyais bien que cela laissait perplexe mes interlocuteurs lors des diffusions, pour ne pas dire qu'ils levaient les épaules en se foutant de moi. Au-delà de porter le PS au pouvoir, tout le reste était du pipeau et je l'ignorais à cette époque. Depuis, comme le mot d'ordre du gouvernement PS-PCF n'est plus vraiment de mise, les mêmes dirigeants ont opté pour une assemblée constituante dans laquelle les mêmes partis officieraient que dans l'assemblée nationale actuelle, ils sont très forts décidément ! Ce n'est pas sérieux.

Qu'on évoque la perspective d'un gouvernement dirigé par le PS (et le PCF) parce que cela semble inévitable, c'est normal et

chacun peut le comprendre, mais qu'on en vienne à le souhaiter est intolérable. C'est comme si on souhaitait aux travailleurs de se faire matraquer pour qu'ils réagissent, même si cela peut les aider à prende conscience de la nature du régime en place puisque malheureusement il semble qu'en dehors de cette extrémité là ils demeurent incapables de passer à l'action, mais attention passer à l'action ne signifie pas forcément prendre conscience de sa condition au point de poser la question du pouvoir, d'où la nécessité du parti pour guider leur action ou leur réflexion dans cette direction-là ou vers cette objectif.

Il y a des gens et des militants qui sont pour ou contre quelque chose, nous nous sommes pour ou contre quelque chose selon les conditions dans lesquelles cette question est posée, à savoir qui la pose et qui doit la résoudre, au-delà qui doit en tirer profit. On peut discuter et confronter nos arguments, non ? Apparemment non.

Vidéos.

1- Un soldat syrien parcourt Alep et évoque les « crimes » de l'Armée Syrienne...
https://www.youtube.com/watch?v=GuInPrvGuhE

2- 'We are the world'.... order? NATO FMs kill song in Turkey
https://www.youtube.com/watch?v=VqaeriPlYDQ

'We are the World' features Greek Foreign Minister Nikos Kotzias, Turkey's Foreign Minister Mevlut Cavusoglu, NATO Secretary General Jens Stoltenberg and the EU Foreign policy chief Federica Mogherini during NATO summit in Turkey.

3- Ron Paul sur l'économie américaine et l'or - 13 mai 2015
https://www.youtube.com/watch?v=KZaAy76uWGQ

Les provocateurs font dans leur froc et bénéficient de la bienveillance de l'Etat.

- «Charlie hebdo» : le domicile de Riss espionné - Libération.fr

- Le caricaturiste Jul, collaborateur de « Charlie Hebdo », interdit d'entrée au Nicaragua - LeMonde.fr

Le caricaturiste français Jul, collaborateur de l'hebdomadaire Charlie Hebdo, s'est vu refuser l'entrée au Nicaragua par le gouvernement. LeMonde.fr 20.05

Le gouvernement aux petits soins avec ses protégés.

LeMonde.fr- L'ambassade de France au Nicaragua a essayé, sans succès, de faire revenir les autorités sur leur décision. Le représentant diplomatique, Antoine Joly, a fait part, mardi, de sa déception.

Le Nicaragua est un Etat souverain et il n'a pas de compte à rendre au gouvernement impérial français.

Dehors les agents de la CIA camouflés en militants d'ONG.

LeMonde.fr- Il est le troisième étranger en une semaine à être refoulé à son arrivée au Nicaragua, après le Péruvien Luis Carlos Boub et l'Espagnole Marta Gonzalez, militants de l'ONG Centre pour la justice et le droit international, qui venaient participer à l'anniversaire d'un organisme local de défense des droits de l'homme.

Qu'est-ce que le Centre pour la justice et le droit international ?

Parmi les généreux donateurs on trouve la National Endowment for Democracy (NED) ou la CIA, et la Fondation Ford qui finance également le Forum social des altermondialistes.

Président.

Gustavo Gallón, il est indépendant, la preuve : il a été nommé expert indépendant de l'ONU sur la situation des droits humains en Haïti.

Intox. Fabrication de preuves.

- Ce qu'il faut retenir des documents déclassifiés d'Oussama Ben Laden - 20minutes.fr

Rien, sinon une oeuvre de faussaires. Ceci explique cela.

20minutes.fr- Il n'est toutefois pas possible de vérifier indépendamment l'origine des documents, ni la qualité de leur traduction en anglais.

Alors qu'il aurait été soi-disant élu domicile dans une place-forte de l'armée pakistanaise :

20minutes.fr- Traqué, Ben Laden s'inquiète de sa sécurité.

ACTUALITÉ DU JOUR

L'art consommé du mépris.

Même un chien ne le serait pas autant envers son maître.

- François Hollande se dit fidèle à son discours du Bourget de 2012

- François Hollande assure avoir été fidèle à ses promesses - LeFigaro.fr

Quand il prend son assistance pour des débiles.

- "Parce que le monde, il est pas facile, et parfois il est pas gentil", constate Hollande - Francetv info

Commentaire d'internaute

1- "C'est cette phrase, qu'on pourrait "attribuer à un enfant de 4 ans" qui résume son bilan de trois, il s'enfonce, mais comme il s'enfonce, notre "moi Président" parce que le monde il est pas facile, et parfois il est pas gentil, c'est pathétique, et après j'ai même plus de mots pour le qualifier, notre "Président de pacotille" tellement il est pathétique !"

2- "Et oui ma pauv' dame ! On peut savoir pourquoi il parle aux Français comme à des neuneux ?! Il pourrait feindre au moins qu'ils ne nous méprisent pas !"

3- "Il est cocasse Hollande, il parle comme un enfant de 4 ans, il prend les élus de l'Aude pour des nunuches."

Effectivement, il est fidèle à sa classe.

- Collège: Hollande déterminé à poursuivre la réforme - AFP

- Pendant la grève, Valls annonce le futur décret sur la réforme du collège - Le Huffington Post

- Mobilisation des enseignants contre la réforme du collège - Reuters

Une partie des enseignants français ont fait grève et manifesté mardi contre la réforme du collège mais cette mobilisation, en demi-teinte, n'a pas fléchi le gouvernement qui reste déterminé à prouver sa volonté réformiste malgré la fronde.

Le taux de grévistes était de 23,44% (27,61% dans le public) dans les collèges, selon le ministère de l'Education. Le SNES-FSU, premier syndicat du secondaire, fait état pour sa part de "plus de 50%" de grévistes dans les collèges et lycées.

A Paris, 10.000 personnes, selon l'intersyndicale, 3.400 à 3.600 selon la police, ont défilé tandis que des cortèges clairsemés étaient signalés en province : 450 manifestants à Rennes, 500 à Nantes, 1.000 à Bordeaux, entre 500 et 1.200 à Toulouse, 2.000 à Lyon.

"Cette grève majoritaire n'est pas le fruit d'un supposé conservatisme ou élitisme des enseignants mais bien la volonté de s'opposer à un projet qui ne correspond pas à leurs attentes", souligne dans un communiqué le SNES, qui a adressé une lettre ouverte à la ministre de l'Education.

L'intersyndicale, qui représente 80% des quelque 840.000 enseignants français, a mobilisé sur des mots d'ordre différents. SNALC, FO, Sud, CGT réclament le retrait de la réforme tandis que le SNES-FSU demande des discussions.

A Paris, le Premier ministre Manuel Valls a réaffirmé que ce dispositif entrerait bien en vigueur à la rentrée 2016 et qu'un décret serait publié "le plus rapidement possible".

Pour Sébastien, professeur de physique en Seine-et-Marne, "c'est tout le collège public qui va être cassé".

"Ce qui fonctionne, les classes européennes et bilangues, qui permettent d'éviter les fuites vers le privé, ils l'enlèvent. A la place, ils mettent des dispositifs débiles, les Enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI)", juge-t-il en marge de la manifestation parisienne.

"J'ai voté Hollande en 2012, j'ai même collé des affiches pour lui et je regrette absolument. Il fait la même chose que la droite, mais en pire", ajoute-t-il.

Les établissements disposeront d'une marge de manoeuvre de 20% sur le temps d'enseignement pour favoriser l'apprentissage de sujets "transversaux", une plus grande autonomie dont les syndicats craignent qu'elle ne débouche sur un accroissement des inégalités entre les collèges. AFP 19.05

Et pour vous le faire bien sentir.

- Le gouvernement inébranlable sur la réforme du collège - Reuters

Le gouvernement s'est montré inflexible mercredi sur la mise en oeuvre de la réforme contestée du collège, dont le décret et l'arrêté ont été publiés au Journal officiel au lendemain de la grève des enseignants accompagnée de manifestations peu suivies.

Le SNES-FSU, premier syndicat du secondaire qui a revendiqué mardi plus de 50% de grévistes, a dénoncé "une provocation, une faute". L'organisation réclamait une suspension de la réforme pour engager des discussions avec le ministère de l'Education.

"Le Premier ministre commet une faute lourde. Non seulement ça ne va pas faire taire la contestation, mais ça risque de réveiller certains qui étaient prêts à des ajustements plus mesurés, là ils vont vraiment considérer qu'on les méprise", a réagi sur iTELE Frédérique Rolet, co-secrétaire du SNES.

"Si le gouvernement n'entend pas, il y aura grèves et manifestations à la rentrée", a-t-elle prévenu.

Rappelant que cette réforme était notamment soutenue par la CFDT et l'Unsa, Manuel Valls a dit sa "conviction profonde que l'immense majorité des Français (...) attendent un changement". Reuters 20.05 CFDT et l'Unsa qui ne représentent que 20%, donc ultra minoritaire comme Hollande...

Dans le même registre du mépris, mais pas des nantis ou leurs besoins.

Salauds de profiteurs responsables du chômage, les travailleurs jetés à la rue.

- Les indemnités aux prud'hommes bientôt plafonnées ? - Francetv info

Pour favoriser les embauches, les dommages et intérêts versés en cas de licenciement pourraient être limités. Francetv info 20.05

Harcèlement et chasse aux sorcières font bon ménage

- Pôle emploi met en place un nouveau dispositif de contrôle des chômeurs - AFP

Alors que Pôle emploi est confronté à un afflux inédit de demandeurs d'emploi (5,6 millions fin mars outre-mer et petite activité comprises), le dispositif "n'a pas vocation à modifier les chiffres du chômage", a assuré le ministre du Travail François Rebsamen.

"Ce n'est pas un flicage de la société", a-t-il déclaré. L'objectif est d'empêcher les demandeurs d'emploi de "s'enkyster dans le chômage de longue durée".

Malgré les polémiques, le nouveau dispositif a fait consensus au sein du Conseil d'administration de Pôle emploi. Il a été approuvé par tous, à l'exception de la CGT et de FO qui se sont abstenus.

Eric Aubin, le représentant de la CGT, aurait "préféré que ces moyens servent à aider les demandeurs d'emploi plutôt qu'à leur faire la chasse", d'autant qu'"il n'y a pas d'emplois" à offrir aux chômeurs.

Pour Patricia Ferrand (CFDT), il s'agit justement de "remobiliser ceux qui sont perdus dans la nature et qui ont baissé les bras".

Même opinion chez Franck Mikula (CFE-CGC): "Il était nécessaire de trouver le moyen le plus humain de contrôler la recherche d'emploi, parce que dans l'immense majorité des cas, ce n'est pas de la fraude, mais de la lassitude après avoir envoyé 600 CV sans obtenir de réponse". AFP 20.05

La procédure de contrôle débutera par "l'examen du dossier du demandeur d'emploi". Si l'équipe soupçonne une "insuffisance de recherche", elle interrogera le demandeur par "questionnaire", puis par "téléphone" et, enfin, en face à face, "si le doute persiste". "Le cas échéant, la procédure de radiation (...) est engagée", après un "processus de redynamisation".

Actuellement, les sanctions sont peu appliquées: seules 13.400 personnes ont été radiées en 2013 pour "insuffisance de recherche d'emploi", soit 2,5% des radiations totales. AFP 20.05

En complément. Vous n'avez pas répondu à cette annonce : Vous êtes radié !

- Arabie saoudite recrute 8 bourreaux: pas d'expérience requise - Le Huffington Post

Ah ces ordures de salariés qui passent à travers ! Des paradis fiscaux?

- L'impôt sur le revenu bientôt prélevé à la source ? - Francetv info

François Hollande en avait fait une promesse de campagne. Hier, mardi 19 mai, le chef de l'État a relancé l'idée d'un impôt sur le revenu prélevé à la source.

"C'est une opération qui vise à simplifier" la déclaration d'impôts, déclare à la caméra de France 3 Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement. Reuters 20.05

ACTUALITE EN TITRES

24h chrono. Le mimétisme est parfait.

- La Maison Blanche dévoile un plan pour sauver les abeilles - AFP 19.05

- Le Plan d'action pour les abeilles présenté en conseil des ministres - AFP 20.05

C'est à croire qu'ils se coordonnent, non ?

Faits divers institutionnels

- Parti radical : laurent hénart ne retient pas Rama Yade - Liberation.fr

- Réactions en chaîne après la tribune de Duflot sur Mélenchon - Liberation.fr

- Duflot étrille Mélenchon, l'alliance rouge-verte dans l'impasse - Le Huffington Post

Opération déstabilisation de l'Empire du chaos.

- Les eurodéputés divisés face au cas Viktor Orban - LeMonde.fr

- Cuba: la répression s'intensifie, selon des exilés aux Etats-Unis - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre

- Yémen: un demi-million de déplacés, Sanaa de nouveau bombardée - AFP

- Attentat suicide sur un marché du nord-est du Nigeria, six morts - Reuters

- Burundi : le nombre de réfugiés qui fuient le pays a doublé en deux semaines, selon l'ONU - Francetv info

- Irak : les habitants de Ramadi fuient par milliers vers Bagdad, à pied - Francetv info

- L'armée algérienne dit avoir tué 25 djihadistes en deux jours - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Afghanistan: la Russie met fin au transit de fret militaire de l'Otan - french.irib.ir

Le premier ministre russe Dmitri Medvedev a signé un décret mettant fin au transit d'équipements militaires de l'Otan via le territoire russe.

Aux termes du document mis en ligne sur le site des informations juridiques officielles, cette décision a été adoptée suite à l'expiration de la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu de 2001 qui autorisait le transit de matériel de guerre vers l'Afghanistan via le territoire russe. french.irib.ir 19.05

2- Yémen

- Des tribus yéménites attaquent Najran en Arabie - french.irib.ir

En réaction au bombardement des régions frontalières yéménites par l'Arabie saoudite, les tribus yéménites ont visé par artillerie et obus de mortier la ville saoudienne de Najran.

Selon la chaîne al-Mayadeen, les tribus yéménites ont attaqué mardi après-midi la ville frontalière de Najran en Arabie.

Cette attaque était une riposte à la poursuite de l'offensive saoudienne contre le Yémen. Les tribus yéménites avaient déjà pris pour cible des obus de mortier, les régions frontalières saoudiennes où plusieurs militaires saoudiens ont été tués ou blessés. french.irib.ir 19.05

3- Irak

- Le faux pas d'Al Abadi - french.irib.ir

Un député du Parlement irakien a appelé le Premier ministre irakien à accorder davantage d'attention, dans la guerre contre Daesh, aux conseillers iraniens, plutôt qu'aux conseillers américains.

Selon Sumeriya news, le député lié à la coalition de l'Etat de droit irakien, Aouatef, a annoncé : «Il est temps que la réalité de Daesh et sa relation avec des hommes politiques et des sectaires, qui cherchent à abuser de la situation, en pêchant en eaux troubles et en effectuant des visites secrètes, dans certains pays de la région, dont le Qatar, la Turquie et la Jordanie, soient révélées».

Ce parlementaire irakien a ajouté : «La pénétration des forces populaires, à Al-Anbar, s'est faite avec le feu vert du commandement général des forces armées». Les forces armées et populaires irakiennes nettoieront Al-Ramadi et la province d'Al-Anbar de la présence des groupes terroristes et takfiris.

Les faits ont prouvé que la coalition internationale est complice du groupe de Daesh et que les conseillers américains n'accordent aucune aide importante aux forces de la sécurité. Le député du Parlement irakien a appelé le Premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi, à s'appuyer sur les conseillers iraniens, au lieu des Américains, qui vident le budget irakien.

Des responsables irakiens ont, toujours, rendu hommage au rôle important de l'Iran, dans la lutte contre Daesh. Lors de la rencontre d'hier, lundi, à Bagdad entre certains responsables irakiens et le ministre iranien de la Défense, le rôle de l'Iran, en soutien à l'Irak, dans sa lutte contre Daesh, a été, de nouveau, mis en relief. french.irib.ir 19.05

4- Arabie Saoudite

- L'Arabie Saoudite met l'Algérie sur une liste noire - french.irib.ir

L'information peut paraître tirée d'un film de science-fiction, tant il est impensable de voir une monarchie, dont le seul nom évoque l'extrémisme et le terrorisme, proscrire un pays, l'Algérie, qui en est d'abord la première victime et dont le tribut payé pour combattre les hordes formatées par les parrains wahhabites a été très lourd. Pourtant, l'information est officielle.

Le ministère saoudien des Affaires étrangères vient d'instruire les autorités concernées du pays (les ministères de l'Industrie et du Commerce et le Conseil de la monnaie saoudienne), leur demandant de faire preuve de «plus de vigilance» dans leurs transactions financières avec onze pays, dont l'Algérie, afin de «parer aux risques d'implication dans des affaires de blanchiment d'argent ou de financement de terrorisme».

L'information est rapportée par le journal saoudien Mekka,dans son édition de dimanche 17 mai. Le gouvernement saoudien accuse ces pays (l'Algérie, l'Equateur, l'Ethiopie, l'Indonésie, Myanmar, le Pakistan, la Syrie, la Turquie et le Yémen) de «ne pas respecter leurs engagements dans le cadre du Groupe d'action financière contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (Gafi).

Dans sa directive adressée aux institutions concernées, le ministère des Affaires étrangères saoudien énumère huit mesures à «appliquer strictement» dans leurs relations financières avec les onze pays cités. En tête de ces mesures, le «durcissement des conditions d'identification des clients, afin de connaître l'identité du véritable bénéficiaire, avant toute transaction avec les personnes physiques ou morales dans les pays qui présentent une faiblesse dans leurs dispositifs ou n'appliquant pas les recommandations du Gafi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme». french.irib.ir 20.05

5- Israël

- Human Rights Watch dénonce l'expulsion de bédouins et de palestiniens - french.irib.ir

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Right Watch (HRW), a dénoncé mardi le feu vert de la Cour suprême israélienne à l'expulsion des habitants de deux villages de bédouins dans le sud d'Israël et de Palestiniens en Cisjordanie occupée.

La Cour suprême a statué dans un récent jugement que les 750 à 1.000 habitants bédouins du village d'Umm al-Hiran, situé dans le Neguev, pouvaient être expulsés. Ces bédouins, qui ont la nationalité israélienne, avaient été autorisés en 1956 à vivre sur ce site dont ils affirmaient avoir été expulsés en 1948 au moment de la création du régime d'Israël. french.irib.ir 19.05

ECONOMIE

1- Etats-Unis

1.1- Banques.

Intox, broutilles et couvertures des banquiers mafieux.

- Près de 6 milliards de dollars d'amendes pour 6 banques aux USA - Reuters

Quatre grandes banques ont plaidé coupable mercredi de tentative de manipulation des taux de change et six au total devront payer des amendes d'un montant global de près de six milliards de dollars (5,4 milliards d'euros) dans le cadre d'un accord qui marque sans doute le point culminant de la répression internationale de cette fraude à grande échelle.

Au total, les autorités américaines et européennes ont infligé plus de 10 milliards de dollars de pénalités à sept banques accusées de n'avoir rien fait pour empêcher leurs traders de partager des informations confidentielles sur les ordres de certains clients dans le but d'augmenter leurs profits sur le marché des changes.

Des traders de Citigroup, JPMorgan Chase, Barclays et Royal Bank of Scotland qui se décrivaient eux-mêmes comme "le Cartel" ont utilisé des systèmes de messagerie instantanée et un langage codé pour manipuler le cours du dollar ou de l'euro entre décembre 2007 et janvier 2013, selon les autorités américaines.

Ces quatre banques ont plaidé coupable de manipulation concertée du marché des changes, sur lequel les transactions représentent jusqu'à 5.000 milliards de dollars par jour.

Selon deux sources proches du dossier, après ces nouvelles sanctions, Citigroup et JPMorgan vont bénéficier de dérogations leur permettant de continuer à placer des titres et de faire des transactions avec les fonds mutuels et indiciels.

La Securities and Exchange Commission (SEC) devrait confirmer publiquement la mise en place des dérogations une fois que les banques auront officiellement notifié leurs arguments, peut-être dès mercredi, ont ajouté les sources.

Barclays a bénéficié d'une dérogation équivalente, a précisé une autre source.

La SEC n'a fait aucun commentaire dans l'immédiat.

Plaider coupable n'est en effet pas sans risque et les banques courtisaient la SEC, le gendarme de Wall Street, et d'autres organes de régulation pour obtenir des dérogations au cas où leur plaidoirie leur interdirait de participer à certaines activités comme les placements de titres ou le trading d'emprunts d'Etat.

Ces dérogations ont jusqu'alors été accordées sans difficulté mais cette pratique fait à présent polémique, surtout à la SEC où la commissaire démocrate Kara Stein reproche à l'organisme d'être trop laxiste vis-à-vis des établissements récidivistes et d'accorder ces dérogations de manière trop systématique. Reuters 20.05

En imaginant qu'ils gagneraient 0.001% de 5.000 milliards de dollar par jour sur 300 jours ouvrés, cela donne 15 milliards de dollars de profit ou 0,3% par an ce qui est relativement modeste et sans doute très en dessous de la réalité, alors payer 5 milliards de dollars d'amende, on comprend qu'ils soient demandeurs.

1.2- Dette étudiante colossale.

- 35.000 dollars, le montant moyen de la dette d'un étudiant américain - lefigaro.fr

Les diplômés américains de la promotion 2015 débuteront leur vie active avec une dette moyenne jamais atteinte. Le montant total de la dette étudiante atteint 1069 milliards d'euros.

Triste record pour la promotion 2015 d'étudiants américains. La génération diplômée à la fin de cette année est la plus endettée depuis.. toujours, comme le remarque le Boston Globe ,avec un montant total de 56 milliards de dette. Fraîchement sortis de leurs études, les jeunes adultes américains sont déjà en proie avec l'angoisse des premiers remboursements. En moyenne, les étudiants de la promotion 2015 débuteront leur vie active avec une dette de 35 000 dollars.

«Nous avons un système d'accès à l'enseignement supérieur entièrement basé sur l'endettement» remarque Heather Jarvis, un conseiller spécialisé en dette étudiante, au Boston Globe. Il regrette que le système de prêt permet aux gens «d'emprunter plus qu'ils ne peuvent se permettre». Ainsi, trois étudiants américains sur quatre souscrivent à un prêt. Fin 2014, le montant total de la dette étudiante aux Etats-Unis a atteint la somme incroyable de 1 069 milliards d'euros. En cause, les frais de scolarité extrêmement élevés des universités et «College» américains, qui forcent les jeunes à s'endetter pour espérer y poursuivre leurs études. Selon le magazine Forbes, le coût de l'enseignement supérieur a augmenté de 440 % outre-Atlantique en seulement 25 ans. lefigaro.fr 19.05

2- Chine - Brésil

- La Chine scelle un ambitieux plan d'investissements au Brésil - AFP

La Chine a scellé mardi avec le Brésil un ambitieux plan d'investissements de 53 milliards de dollars, en particulier dans le secteur des infrastructures, maillon faible du géant d'Amérique du Sud qui traverse une mauvaise passe économique.

Lors d'une visite officielle à Brasilia du Premier ministre chinois Li Keqiang, les deux pays ont signé 35 accords économiques dans le cadre d'un "plan d'action commun" allant jusqu'à 2021.

Cette vague d'investissements chinois apporte une bouffée d'oxygène au Brésil. La septième économie mondiale, est actuellement au bord de la récession et ses capacités d'investissement sont corsetées par le programme d'austérité du gouvernement.

Pékin, qui avait déjà apporté fin avril 3,5 milliards de dollars de financement dans Petrobras, a signé mardi deux nouveaux accords qui vont apporter sept milliards supplémentaire au géant étatique pétrolier brésilien, plombé par un vaste scandale de corruption qui a affecté sa capacité d'emprunt sur les marchés.

Dans le même registre, la banque chinoise ICBC va offrir jusqu'à 4 milliards de dollars de financements au groupe minier brésilien Vale, leader mondial du minerais de fer, qui souffre de l'effondrement des cours.

Les deux pays ont aussi concrétisé la vente d'une première tranche de 22 avions du constructeur brésilien Embraer à la compagnie chinoise Tianjin Airlines pour un montant estimé à 1,1 milliard, sur un total de 60 appareils.

Leader mondial de l'élevage de viande bovine, le Brésil a obtenu la réouverture du marché chinois à ses exportations bloquées pour des questions sanitaires. La reprise des ventes sera "immédiate avec l'habilitation par la Chine des huit premiers établissements exportateurs brésiliens", a souligné la présidente brésilienne Dilma Rousseff.

Routes, autoroutes, ports, la Chine va participer à des nombreux projets d'infrastructures.

Mme Rousseff a en particulier souligné l'importance "stratégique pour le Brésil" de concrétiser les études de faisabilité du pharaonique projet de "couloir ferroviaire et maritime" devant relier l'Amérique du sud d'est en ouest, de l'Atlantique au Pacifique à travers l'Amazonie.

Cet axe entre Brésil et Pérou servirait à transporter les matières premières brésiliennes, en particulier soja et minerai de fer vers la Chine.

"La Chine et le Brésil promeuvent la construction d'infrastructures, un domaine dans lequel la Chine a une riche expérience qu'elle aimerait partager avec le Brésil pour l'aider à réduire ses coûts", a commenté le Premier ministre chinois.

Ce projet dont le tracé n'a pas encore été tranché, soulève déjà l'inquiétude des écologistes.

Il représente à lui seul "30 milliards de dollars d'investissements", avait expliqué lundi à l'AFP le ministre brésilien de l'Industrie et du Commerce extérieur, Armando Monteiro.

"Un nouveau chemin vers l'Asie s'ouvrira pour le Brésil en réduisant les coûts et les distances", a vanté la présidente brésilienne.

Mais ce projet "est encore loin de sortir du papier", et "il n'est pas certain qu'il remplirait son principal objectif qui est de réduire le coût des exportations brésiliennes", soulignait mardi avec scepticisme le quotidien Folha de Sao Paulo.

M. Li devait se rendre mardi soir à Rio de Janeiro, ville hote de jeux Olympiques de 2016. Il y examinera mercredi certains projets chinois, avant poursuivre sa tournée en Amérique du sud en Colombie, puis au Chili et au Pérou.

Les échanges commerciaux entre la Chine et le Brésil ont été multipliés par 25 en un peu plus de dix ans, passant de 3,2 milliards de dollars en 2001 à 83 milliards de dollars en 2013. En 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil, devant les États-unis.

Mais la Chine n'est que le douzième investisseur. Une position que le gouvernement brésilien souhaite voir s'améliorer au plus vite.

Pour Pékin "l'Amérique latine est surtout un producteur de matières premières et on le voit dans la composition de ses investissements directs dans la région. Près de 90% des investissements chinois entre 2010 et 2013 ont été destinés aux ressources naturelles", indique un rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) de l'ONU, de cette année.

Mais "la Chine est en train de prendre le rôle d'investisseur en Amérique latine et aux Caraïbes et le Brésil a besoin désespérément d'investissements", a assuré à l'AFP Charles Tang, président de la Chambre de commerce Brésil-Chine.

"L'arrière-cour des États-Unis est en train de devenir le jardin de la Chine et pas seulement au Brésil mais dans toute l'Amérique latine", ajoute-t-il.

Haut de page

Le 23 mai 2015

CAUSERIE

Dans mon bureau il fait 37°C, autant dire qu'il faut être un peu dingue pour passer des heures devant l'écran ou être motivé par une cause, qui sait ! La plage est à 10 minutes d'ici en moto.

Vous pouvez me soutenir financièrement pour m'aider à payer ma note d'électricité et utiliser la climatisation, cela aide à réfléchir de rafraîchir les neurones qui sont en surchauffe. Je vais me faire tondre pour mieux aérer le cerveau ! C'est vrai que les ouvriers ont un côté pragmatique des choses. Comme je me dessèche, je ne sais pas si cela provient de la vieillerie ou de la cigarette plutôt, quelle horreur ! J'ai acheté de la vitame A et des gouttes pour les yeux qui me brûlent, 250 roupies (3 euros environ), une ruine pour moi. Je dois boucler la fin du mois avec l'équivalent de 10 euros pour tenir mon budget.

Au fait, j'ai reçu une contribution qui me semble très intéressante, elle fait 48 pages, il me reste 10 pages à lire avant d'y répondre dans les jours qui viennent.

C'est marrant qu'il y ait des chercheurs, des avocats, des profs d'université, etc. qui se connectent sur notre portail, comme quoi il ne doit pas être aussi nul que cela. J'arrête là, j'ai hâte de sortir du bureau !

Le mot du jour : Après moi le chaos !

Il fallait le dire.

Au fait, c'est la social-démocratie qui est à l'origine du stalinisme, il n'a fait que l'imiter en somme. Alors que dire de ceux qui ont ménagé la social-démocratie pour lutter contre le stalinisme ou qui se sont associés avec elle : c'étaient des révisionnistes, des imposteurs !

En 1917 il n'existait pas encore de partis communistes, et les dirigeants de la social-démocratie ont refusé de soutenir la révolution russe faisant tout pour qu'elle demeure isolée et ne se propage pas au reste de l'Europe ravagée par la guerre, avant que le stalinisme ne prenne le relais en se soumettant à l'ordre mondial capitaliste. L'un devait ratisser les couches et classes moyennes pour le compte du capitalisme, l'autre pour le compte de la caste bureaucratique du Kremlin inféodée au capitalisme.

Cela vous avait-il échappé ? Cétait dans les années 10 du siècle dernier.

Deux stratégies pouvaient être envisagées pour mener le combat pour le socialisme.

L'une devait consister à faire passer au second plan la nature contre-révolutionnaire du PS en voulant absolument lui faire jouer encore un rôle dans le mouvement ouvrier, sous le prétexte que les masses n'en avaient pas conscience ou continuaient de trimballer des illusions dans la social-démocratie.

Ses partisans le justifieront en affirmant que cela permettrait de le démasquer, tandis qu'en pratique cela revenait à flatter les illusions des masses dans la social-démocratie, et les arrangeait bien si elles pouvaient en tirer profit pour amélliorer leur condition, ce qui correspondait à leur niveau de conscience sans pour autant l'élever, puisque l'objectif politique du combat du mouvement ouvrier devait leur demeurer inaccessible, du coup elles devaient être encore plus solidement enchaînées au capitalisme.

L'autre consistait à l'inverse à pilonner la social-démocratie, à en révéler l'hypocrisie ou l'imposture permanente. La manière dont devaient se combiner les faits et les déclarations de leurs dirigeants au passé et au présent, fournissait quotidiennement amplement matière à mener ce combat contre la social-démocratie, pour qu'aucune confusion ne subsiste sur sa nature réelle ou ses véritables intentions étrangères aux intérêts fondamentaux des travailleurs.

Pour cela, il fallait se pencher sur la nature de l'homme et sur ce qu'elle a de plus vile et méprisante qui pouvait concerner l'ensemble de la population, de telle sorte que chaque travailleur se serait senti concerné par cette argumentation et invité à en tirer des leçons à titre individuel pour progresser dans la vie et sur le plan politique.

Il faut parler franchement aux travailleurs et ne pas les prendre pour des débiles ou les mépriser. Il faut les aider à réfléchir en se mettant à leur portée. Ce n'est pas en leur donnant des leçons ou en leur adressant la parole comme si on était étranger à la classe ouvrière qu'on y arrivera. Nous sommes embarqués dans la même galère, mais on n'en a pas toujours ou souvent l'impression en lisant la littérature des partis ouvriers. Moi je le constate, eux inconsciemment cela les choque. C'est révélateur à plus d'un titre. C'est tout un art de les intégrer dans notre discours comme si nous partagions leurs préoccupations ou difficultés, ce qui est mon cas au regard de ma situation donc je n'ai pas à me forcer, c'est naturel, ils ont alors l'impression que c'est l'un des leurs qui s'adresse à eux sans leur raconter de blagues.

Le militantisme doit être autre chose qu'une révélation, un exutoire, un défouloir ou une thérapie, c'est un moyen pour s'améliorer à travers les autres à partir du moment où on les aide à progresser, l'un ne va pas sans l'autre. A suivre.

Ce n'est pas vraiment une révélation.

- E. Todd : “Ce livre, c’est aussi la révélation du rôle du PS dans la destruction de la République” - Atlantico.fr 17.05

- "Nous sommes dans une situation où le bloc MAZ (classes Moyennes, personnes Agées, et catholiques Zombies) accepte de vivre avec un taux de chômage de 10%, de ne pas faire de politique monétaire suffisamment souple, accepte de laisser pourrir toute une catégorie de la société qui est dominée. Les ouvriers sont relégués au fond des départements, les gosses d’immigrés sont enfermés dans des banlieues pourries, et tout cela sous la supervision du bloc MAZ et, à l’heure d’aujourd’hui, du parti socialiste."

(Todd fait partie de ces intellectuels qui découvrent en 2015 qu'il existe des couches de millions de travailleurs laissés pour compte, qui hier ne bénéficiaient pas davantage qu'aujourd'hui du progrès social sans que personne ne s'en soucie, qui rencontraient mille difficultés pour uniquement survivre avec un salaire misérable.

Mes parents en faisaient partie, constatant que partis de "gauche" et syndicats ne s'intéressaient pas à leur situation, ils préféraient logiquement s'en remettre à leurs maîtres plutôt qu'à leurs disciples et soutenaient le parti de l'ordre, mon père était menuisier en bâtiment et nous étions très pauvres, très malheureux. Je me souviens encore que j'allais à l'école avec des slips, des chaussettes et des chaussures troués et que j'en avais honte. J'appréhendais particulièrement la visite médicale où l'on devait se déshabiller dans un local et se tenir en rang dans un couloir en slip, j'étais obligé de tenir le mien d'une main pour qu'il ne me tombe pas sur les pieds parce que l'élastique était usé jusqu'à la corde, en plus d'être tenu à l'écart parce que j'étais très pauvre j'étais l'objet des sarcasmes de mes petits camarades de classe, leur bouc émissaire et celui de mes profs, c'était dans les années 60.

Du coup j'ai failli mal tourné et devenir un voyou, et à mon tour j'allais épouser les idées de droite de mes parents. C'est uniquement à la faveur d'un déménagement dans une banlieue essentiellement peuplée de bourgeois et petits bourgeois et en rencontrant des jeunes des classes moyennes de gauche ou d'extrême gauche que j'allais évoluer dans la même direction, puis m'organiser et militer...

Le constat de Todd est incomplet, ce ne sont pas seulement les classes moyennes, les personnes âgées et ce qu'il appelle les catholiques zombies qui n'en avaient rien à foutre de ces millions de travailleurs pauvres, mais bien toutes les classes et couches de la société qui avaient un mode de vie relativement confortable, leurs représentants les imitant. Je me souviens aussi entendre dire ma mère en entendant le journal télévisé de 20h annoncer ce qui étaient en principe des bonnes nouvelles, des mesures sociale adoptées par le gouvernement : "ce n'est pas pour nous comme d'habitude, on n'existe pas pour eux" et c'était effectivement le cas.

Certes la situation a évolué depuis cette époque, et cette tendance n'a fait que s'accentuer avec la crise permanente du capitalisme frappant de nouvelles couches de travailleurs et le développement des inégalités, que sert justement à couvrir les campagnes initiées par la classe dominante en faveur de l'égalité de droit en direction de telle ou telle couche, minorité ou communauté, qui ne servent qu'à donner un vernis démocratique à un régime de plus en plus inégalitaire et injuste, ouvertement dictatorial.

Ne pas le dire ou ne pas insister sur cette constance, c'est laisser entrevoir que le PS aurait joué un rôle progressif dans le passé, alors qu'en réalité il n'a jamais fait autre chose qu'accompagner les aspirations des masses pour les maintenir dans le cadre du régime en place et assurer sa pérennité. Dans ce sens, le PS n'est pas soudainement de droite comme dit Todd, il l'était déjà à cette époque.

Enfençons le clou, être favorable à des réformes sociales ne signifiait pas pour autant être de gauche, il en fallait bien plus dans la mesure où étant réalisées par des représentants de la classe dominante ou sous un régime capitaliste, elles allaient servir à enchaîner davantage les travailleurs au capitalisme et aux institutions qu'un militant de gauche devait combattre dans la perspective de leur renversement, sachant pertinemment que ces réformes seraient remises en cause à la première occasion et qu'il y était associé chez les travailleurs des illusions sur le plan politiques, lorsque le mauvais viendrait de s'y attaquer les masses se retrouveraient face à leurs illusions et totalement désemparées ou démunies pour affronter le régime, et n'auraient plus qu'à subir les mauvais coups sans comprendre ce qui se passait réellement du fait qu'elles avaient toujours eu une vision erronée de la situation, il allait leur être impossible d'appréhender correctement le présent sans se retrouver confronter à leurs propres illusions du passé qu'elles n'étaient pas prêtes à admettre ou combattre, car cela nécessitait de remettre en cause l'ensemble de leur conception de la société, elles en sont encore loin semble-t-il.

Quand une imposture apparaît au grand jour, c'est le processus qui a été à l'origine de son développement sur lequel il faut se pencher. Une imposture est le produit de la transformation de rapports dont les masses n'avaient pas conscience. A nous de les aider à en prendre conscience. - ndlr)

- "L'erreur fondamentale de la gauche, et de ma génération, a été de croire que la pénétration des vieilles terres catholiques par le PS signifiait que la gauche s'emparait des régions de droite. En réalité, ce qui s'est passé, c'est que les valeurs de hiérarchie, d'autorité, de déférence sociale, d'inégalité de la France ex-catholique se sont emparées du coeur de la gauche. Mais le vieux PS, la SFIO anticommuniste, était déjà implanté dans des régions de famille souche, autoritaire et inégalitaire du sud-ouest plutôt laïc."

(Le fait que Todd ait été incapable d'admettre que le PS était déjà de droite l'a conduit à une grande confusion dont il ne s'est pas entièrement débarrassé pour continuer à prêter au PS des intentions passées plutôt flatteuses que contredisait la réalité ou qu'il n'a jamais eu, car il partageait déjà les valeurs qu'il cite et prête à "la France ex-catholique" réactionnaire, on comprend qu'il soit difficile d'admettre qu'on s'est fourvoyé pendant tant d'années ou décennies sans remettre tout en question, y compris sa subordination au régime lorsqu'on demeure incapable de rompre avec lui, on atteint la limite de la critique du régime qu'il ne peut franchir. Ce qui explique pourquoi il précisait dans cet interview qu'il s'était "engagé à ne plus revenir sur la polémique avec Manuel Valls. Je m'y tiens", c'était en fait un baroude d'honneur sans plus ! - ndlr)

Donc, le PS est devenu le parti dominant de la gauche, et le PC a implosé. Nous n'avions pas prévu cette permanence culturelle catholique zombie. Ce ne sont pas des choses qui me font plaisir, ce sont des choses que je constate empiriquement.

Le PS arrive aux commandes et il est le moteur créatif du système politique français avec l'euro et Maastricht. Jamais la droite n'aurait inventé des trucs pareils, elle est par nature dans une gestion conservatrice. C'est là qu'est l'hommage; le PS a été en un certain sens un parti révolutionnaire, même si sa révolution a été une contre-révolution, la revanche de la périphérie catholique sur la République jacobine.

(S'il avait l'honnêteté intellectuelle de remonter plus en arrière, il pourrait faire le même constat. Il décrète que le PS était devenu de droite avec l'euro et Maastricht, il y a donc 23 ans, cela commence à en faire des années tout de même, et il n'est pas devenu soudainement de droite en 1992, c'est l'aboutissement de quelque chose sur laquelle il faut mettre un nom, une étape révélatrice qu'il l'était de droite bien avant. Et lorsque en 1983 il a reconnu officiellement qu'il se revendiquait de l'économie de marché, il signifiait par là par autre chose, il y a 32 ans. En 1936 il avait opté pour la bourse au détriment de l'application d'un programme ouvrier, il avait déjà choisi le capitalisme contre le socialisme, comme en août 1914 en votant les crédits de guerre il avait choisi son camp, celui de la réaction, de la guerre impérialiste. - ndlr)

Je présente dans le livre des cartes de l'inégalité dans les structures familiales en France - mon coeur de métier - et je constate qu'il y a une association positive entre la force du PS et la présence de valeurs inégalitaires. C'est pour cela que je ne comprends pas pourquoi le PS attire l'attention sur ce livre. En principe, une personne de gauche qui lit "Qui est Charlie ?" ne peut qu'éprouver un choc, une désillusion abominable. Si on entre dans l'argumentation et si on considère que les preuves sont suffisantes, on ne peut refermer le livre qu'en se promettant à soi-même de ne plus jamais voter socialiste. Parce qu'on a compris que le parti socialiste est un parti de droite."

(Pas si sûr pour ne pas aller au bout de son analyse comme on l'a souligné. Même le PG et le PCF refusent de se situer dans l'opposition au gouvernement, ils refusent de rompre avec le PS et continuent de passer des alliances électorales avec lui, de gérer ensemble des communes et départements, alors qu'ils sont étiquetés à la gauche de la gauche ou parfois à l'extrême gauche. Ils légitiment le PS en procédant de la sorte pour faire oublier qu'il est de droite. Car comment des partis qui claironnent qu'ils sont de gauche pourraient-ils s'allier avec un parti de droite, c'est insensé, cela ne tient pas debout, dès lors deux choses l'une : soit le PS est bien de droite et le PG et le PCF le sont aussi, cela semble grotesque à première vue, et pourtant, soit il est passagèrement ou partiellement de droite mais demeure fondamentalement de gauche, ce qui semble logique, en apparence seulement, mais là pour le coup on se fout des apparences parce que cela nous arrange, ce qui permet d'alimenter de nouvelles illusions dans le PS et tout peut continuer tranquillement comme avant, autrement dit la sortie de Todd aura servi à rien ou presque. - ndlr)

Charlie ou le coup d'Etat terroriste du 7 janvier 2015 expliqué aux nuls.

- La manipulation de l'opinion publique - Arrêt sur info 18.05

Extrait. Les techniques de manipulation de l'opinion publique (ou de manipulation des masses) sont l'ensemble des moyens d'influence exercés sur une population à des fins politiques, militaires ou économiques.

Ces techniques sont nombreuses et on les rencontre tous les jours. Elles sont basées sur le fait que l'être humain réagit, statistiquement, de manière prévisible en fonction de stimuli ou d'informations données. Les états-majors politiques et les détenteurs du pouvoir n'ont plus alors qu'à étudier ces comportements pour effectuer les choix tactiques qui leur permettront d'obtenir la réaction qu'ils attendent de l'opinion publique.

Plus subtil que le recours à la force, l'art de la manipulation est de modifier le comportement d'une cible déterminée en transformant

sa perception du réel. L'objectif est d'obtenir une emprise efficace sur cette cible par une situation de dépendance psychologique et matérielle. Arrêt sur info 18.05

Les intsruments ne manquent pas : L'ensemble des institutions, partis politiques, syndicats, médias, instituts de sondages, publicitaires, think tanks, témoins triés sur le volet, personnalités accréditées à donner son avis sur tout et rien, intellectuels, experts improvisés ou sortis de nulle part, il en faut pour toutes les couches de travailleurs...

Le nouvel ordre mondial, c'est le cynisme absolue ou la barbarie assumée.

« We Are The World » repris en chœur par les fauteurs de guerre de l'OTAN - Arrêt sur info 18.05

Le sommet de l'OTAN à Antalya – Turquie [13 mai 2015]

L' « interprétation » grotesque de "We are the World" par les fauteurs de guerre de l'OTAN a choqué les médias hors système et leur public. « Le choix de la chanson – "We Are The World" – était peut-être une piètre idée. Ils [les ministres] ont été ridiculisés sur les médias sociaux pour l'hypocrisie de leur promotion de la paix. Ceux qui s'expriment sur ces médias ont fait connaître leurs sentiments à ce sujet, par les mots accusateurs de "fauteurs de guerre" et "d'assassins" . "Moment le plus embarrassant dans l'histoire de la plus puissante alliance militaire de la planète. » [Business insider] . Arrêt sur info 18.05

Ils imposent leur conception du chaos et de la guerre au monde entier.

Il faudra vous faire à l'idée qu'absolument rien ne les arrête, tandis que de notre côté on devrait demeurer mesuré pour ne pas choquer la susceptibilité de militants dont on se demande ce qu'ils ont dans la tête, le monde à l'envers quoi ! Nos droits sont légitimes et nous ne sommes pas disposés à les brader contre un plat de lentilles, c'est un principe non négociable qu'il leur plaise ou non.

Selvi ma compagne tamoule connaît au moins par coeur une exclamation en français : c'est dingue, c'est fou, c'est pas possible ! Je lui raconte un peu ce qui se passe dans le monde, c'est à pleurer de rage ou à se flinguer. Pour elle, il tient dans 3 km² et il est déjà insupportable à ses yeux ! C'est de là que je tire mon inspiration, c'est ce qui me motive en sachant que la solution à nos problèmes se situent à des milliers de kilomètres d'ici, en France ou en Europe notamment.

Après tout ce qui vient d'être dit depuis le début de cette causerie, on se demande comment on ne peut pas être convaincu que combattre notre ennemi sur tous les fronts est indispensable pour élever le niveau de conscience des masses et que cela devrait être notre priorité au côté de la défense de nos droits ou acquis sociaux.

Il faut placer les masses face à leur ignorance pour qu'elles comprennent pourquoi elles sont toujours aussi vulnérables, et que c'est là la cause essentielle de tous leurs malheurs. Personne ne peut se sentir vraiment bien dans cette société pourrie, en dehors des ordures finies qui assument être pourris jusqu'à l'os ou le revendiquent, on ne peut être que terriblement troublé par l'évolution de la situation qui ne cesse de se dégrader à une allure fulgurante en France et dans le monde.

Des millions de travailleurs se posent ces questions quotidiennement, c'est un sujet de conversation récurrent, angoissant ou qui met mal à l'aise quand on subit la situation sans réagir, et malgré tout on demeure incapable de trouver la bonne formule pour s'adresser à ces millions de travailleurs. Tous les partis ouvriers ont déserté le combat sur ce terrain-là pour ne se concentrer que sur des questions bassement alimentaires, qui plus est qui ne concernent même pas les couches les plus défavorisées. Sclérosés, ils sont recroquevillés sur leur fond de commerce pour tenter de sauver leurs appareils. Cette démarche est suicidaire.

Dossier Yémen.

- Ansarallah sort ses missiles - french.irib.ir

Pour la première fois depuis le début de son agression, l'Arabie saoudite a vécu ce mercredi un choc . Un véhicule blindé de l'armée saoudienne a été pris pour cible des unités d'artillerie lourde appartenant aux tribus de la localité de Alab ! L'attaque a coûté la vie a des dizaines de soldats et en a blessé des dizaines d 'autres.selon al mayadeen les soldats à bord de ce véhicule ont été tous tués.

Le ministère saoudien de l'interieur a de son côté reconnu la mort d un soldat saoudien près des frontières. Selon Al Ahed, les deux tribus al zaher et shada ont tiré 40 missiles et 50 obus de mortier contre des bases militaires saoudienne. Toutes situées dans le nord ouest de Sanaa. french.irib.ir 20.05

- Arabie : une base militaire tombe - french.irib.ir

L'armée et les forces populaires yéménites ont pris, ce jeudi, avant midi, le contrôle de la zone militaire du «mont Al-Radif», sur le sol saoudien.

Hier, mercredi, des sources d'information, au Yémen, ont fait part de la mort de plus de 20 militaires saoudiens, lors d'affrontements frontaliers avec les Yéménites.

Lors d'affrontements, à Radif, des dizaines de véhicules militaires saoudiens ont été anéantis, a-t-on appris d'Al-Manar.

L'armée et les comités populaires ont attaqué, à l'obus de mortier et à l'artillerie, deux bases militaires de Bordj al-Kassaf et d'Al-Radif. french.irib.ir 21.05

- Vaste cyber-attaque contre Riyad. - french.irib.ir

La cyberarmée yéménite revendique la vaste cyberattaque de jeudi soir contre trois ministères saoudiens, cyber attaque qui s'est soldée par le piratage de milliers de documents et fichiers classifiés, mettant en lumière les liens entre les "agents yéménites de Riyad ".

Dans son premier communiqué officiel, la cyber armée du Yémen affirme : "Nos cyber combattants ont lancé une vaste cyber offensive visant plus de 3.000 ordinateurs et servers appartenant aux trois ministères saoudiens. Nous nous sommes emparés de boites mails, de courriels de milliers d'employés, d'agents secrets, de militaires saoudiens.

Des missives, des circulaires, des documents classifiés, dont certains remontent aux années 80, figurent parmi ces documents". "Pour éviter tout démenti, de la part de Riyad, nous allons rendre public une partie de ces documents, pour que Riyad sache que son royaume n'est qu'une toile d'araignée". "Notre message est clair: espions, agents, soldats des Al-e Saoud, trouvez-vous quelque part, pour vous cacher".

La cyber armée yéménite a déjà fait une première démonstration de force en hackant il y a quelques semaines, le site du journal saoudien, "Al-Hayat". french.irib.ir 22.05

ACTUALITE EN TITRES

Allégeance de la basse-cour du monarque.

- Congrès PS: "majorité absolue" pour la motion menée par Cambadélis - AFP

La participation, qui était la grande inconnue du scrutin, se situerait autour de 55%, soit le même taux qu'au congrès de Toulouse en 2012...

Une bonne nouvelle pour François Hollande et Manuel Valls. La motion du premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis en vue du congrès de juin obtiendrait selon des résultats partiels un score supérieur à 60% des votes des militants, qui se prononçaient jeudi sur la ligne de leur parti. Un résultat qui signifie une marge de manoeuvre accrue pour la fin du quinquennat. AFP 21.05

La réaction a choisi son candidat.

- "Les Républicains", pas un nom de parti pour 69% des Français - AFP

- Les militants socialistes ouvrent la voie de 2017 à Hollande - Reuters

Et peu importe.

- Présidentielle : un Français sur 5 est favorable à une candidature de François Hollande, en 2017 - Francetv info

Les dirigeants de la classe dominante semble avoir jeté une nouvelle fois leur dévolu sur Hollande, à moins que Valls serait le mieux placé, face à Sarkozy s'il se représenterait l'un ou l'autre ferait aussi bien l'affaire, sauf accident et abstention record.

L'engrenage du chaos jusque dans chaque foyer.

- Dérives du smartphone : la difficile prise de conscience des parents - LeFigaro.fr

Il ne peut y avoir qu'un seul dictateur à la tête de l'UE.

- «Salut, dictateur !», dit Jean-Claude Juncker à Viktor Orban - 20minutes.fr

Rappel : Jean-Claude Juncker - "Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens" qui n'ont rien de démocratique.

Au pays des zombies pétroliers.

- États-Unis, l'écologie n'a pas la cote - Francetv info

La parole écologiste est quasi inexistante aux États-Unis, alors que les lobbys pétroliers sont surpuissants. Francetv info 22.05

On ne peut pas contenter tout le monde...

- Brésil: le gouvernement annonce une coupe budgétaire de 20 milliards d'euros - AFP

Le gouvernement brésilien a annoncé vendredi, sans surprise, une coupe budgétaire de 20 milliards d'euros dans les dépenses de cette année et qu'il prévoyait maintenant un recul de 1,2% du PIB. AFP 22.05

ACTUALITÉ DU JOUR

A la niche !

- Christian Paul : "Il faut tourner la page de la fronde parlementaire" au PS - Francetv info

Elle n'a jamais empêcher aucune mesure du gouvernement d'être adoptée, ces gens-là sont des manipulateurs, ils le savent et quelque part ils sont plus dangereux et cyniques encore qu'Hollande ou Valls.

Cabotinage . Jeu de mains, jeu de vilains.

Mélenchon tend la main aux frondeurs : "Avec moi vous pouvez encore changer le pays" Francetv info

En voilà qui fera toujours preuve d'autant de perspicacité. Ce qu'il y a de pratique avec Mélenchon, c'est qu'on n'a pas besoin de le démasquer, il le fait très bien lui-même. Vous me direz que c'était la même chose avec les dirigeants du PS. Effectivement, justement, c'est la raison pour laquelle une stratégie basée sur ce facteur revenait à ne pas en avoir, sans parler de leurs exploits quand ils sont au pouvoir. Là ils se surpassent jusqu'à ne plus laisser aucun doute sur leur nature sociale, donc a priori les travailleurs devraient savoir à quoi s'en tenir, c'est le cas la plupart du temps, à ceci près qu'ils ne savent pas quoi faire de cette conclusion et en reviennent parfois à leurs vieilles illusions ou marchent dans la combine en accordant leurs faveurs aux moins pourris, alors qu'ils le sont tout autant si ce n'est plus comme on peut le constater depuis que Hollande a été élu.

Les masses croient dans le pouvoir institutionnel, constatant que les institutions ne peuvent servir leurs intérêts, elles auraient tout intérêt d'en changer, d'abolir les institutions de la Ve République, l'Ancien Régime une fois pour toute. Donc on ne voit pas pourquoi la question du pouvoir politique et des institutions ne seraient pas à la portée des travailleurs ou ne correspondraient pas à leurs convictions politiques, puisqu'ils votent encore en grand nombre en se conformant à un exercice institutionnel en mettant leur sort entre les mains de parlementaires qu'ils ne connaissent pas pour la plupart.

La situation pose la question de l'Etat et du pouvoir politique, quel est son rôle, qui l'assume, qui en a la légitimité, c'est qui l'Etat et pour servir qui et quoi ? Les travailleurs tendent à rejeter les institutions de la Ve République ou ils font confiance à des partis sans aucune garanti et qui finalement les trompent. Vous avouerez qu'on peut leur proposer mieux, non ? Alors pourquoi aucun parti n'est capable d'inspirer confiance aux travailleurs et ne parvient à sortir du lot des partis corrompus ?

Allemagne.En famille contre les syndicats et le droit de grève.

- L'Allemagne adopte une loi controversée sur l'encadrement des syndicats - AFP

Cela n'étonnera personne que ce soit une ministre du Travail du SPD qui soit à l'origine de cette initiative patronale.

- L'Allemagne s'est dotée vendredi d'une loi controversée, destinée à encadrer la représentativité syndicale. Le texte vise à juguler les conflits sociaux qui se sont multipliés ces derniers mois, à l'appel de syndicats catégoriels. Au lendemain d'un énième conflit au sein de la compagnie ferroviaire publique Deutsche Bahn, le Bundestag, la chambre basse du Parlement, a adopté cette loi dite de l'unité tarifaire à une large majorité (444 voix pour, 126 contre, 16 abstentions, selon des chiffres corrigés par le Bundestag). Elle pourrait entrer en vigueur au plus tôt le 1er juillet.

Défendu par la ministre du Travail, la social-démocrate Andrea Nahles, le texte impose au sein des entreprises le principe «une entreprise, un accord salarial». «Cette loi renforce les fondements de la représentativité syndicale», a lancé la ministre aux députés. Objectif : empêcher la multiplication des accords au sein des entreprises en mettant fin à la surenchère entre centrales syndicales, petites et grandes, susceptible de déboucher sur des grèves à répétition. Désormais, en cas de désaccord entre syndicats lors de négociations dans une entreprise, c'est le texte présenté par la centrale disposant du plus grand nombre de salariés qui sera appliqué.

Selon un sondage publié vendredi pour la chaîne publique ZDF, 48% des personnes interrogées sont favorables à cette loi, contre 38% qui y sont opposées. Salué aussi par les milieux patronaux, le texte est au contraire très critiqué par l'opposition formée par la gauche radicale de Die Linke et par les Verts, ultraminoritaires au Bundestag, qui y voient une atteinte au droit de grève. Les petits syndicats redoutent quant à eux que ce texte ne menace leur survie. Des plaintes sur la constitutionnalité de cette loi en regard du droit de grève ont été annoncées. «Aujourd'hui est un jour noir pour la liberté en Allemagne», a réagi dans un communiqué le président du syndicat des pilotes de la Lufthansa Cockpit, Ilja Schulz, pour qui «les syndicats minoritaires se voient retirer leur droit fondamental de grève».

Devant les députés, Andrea Nahles a réfuté ces critiques, arguant que son texte «conservait» le droit de grève. Quant à l'idée que le gouvernement de coalition SPD-conservateurs d'Angela Merkel veuille museler les petits syndicats, elle «n'a aucun fondement», a-t-elle balayé.

Traditionnellement, «l'unité tarifaire» était la règle en Allemagne, pays habitué à ce que les syndicats de branche géants, comme Verdi (services) ou IG Metall (industrie), négocient les accords. Mais, depuis 2010, à la suite d'un jugement du tribunal du travail fédéral qui a rendu possible la concurrence entre organisations syndicales dans une même entreprise, d'autres petits poucets ont donné de la voix, comme le syndicat des conducteurs de trains GDL, qui multiplie les grèves à Deutsche Bahn (neuf depuis septembre). La loi adoptée vendredi est justement surnommée «Lex-GDL» et viserait, selon ses détracteurs, les petites organisations très actives sur le front syndical et capables de bloquer des entreprises entières, à l'image du «petit» GDL, qui rassemble chez Deutsche Bahn 19 000 adhérents sur les 196 000 employés que compte l'entreprise publique.

GDL réclame principalement une modification des règles de représentativité au sein de la Bahn afin de pouvoir parler au nom des catégories de salariés déjà représentés par une centrale concurrente, EVG qui pèse, elle, 140 000 adhérents. La direction refuse et ce bras de fer à trois bras a engendré une kyrielle de grèves, toutes lancées par GDL.

Outre Deutsche Bahn, l'Allemagne a connu ces derniers mois plusieurs autres conflits sociaux : négociations salariales mouvementées chez Deutsche Post, grèves dans les jardins d'enfants... Ou encore le conflit mené par le syndicat des pilotes Cockpit chez le géant de l'aviation Lufthansa, dont les avions ont été régulièrement cloués au sol par les arrêts de travail des pilotes (5 400 sur un total de 110 000 salariés) pour des revendications de salaires et de départ en préretraites spécifiques. AFP 22.05

Grèce. Comme larrons en foire.

- Grèce : des discussions "constructives" relancent l'espoir d'un accord - AFP

La situation de la Grèce à court terme semblait s'éclaircir vendredi après la rencontre Merkel-Hollande-Tsipras à Riga, et un accord prochain semble désormais probable, même si les créanciers feront le forcing jusqu'au bout pour obtenir des concessions d'Athènes.

La Grèce s'entend très bien aussi avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. M. Tsipras a eu avec lui vendredi à Riga une discussion "très constructive" et dans une "très bonne ambiance", a assuré la partie grecque, publiant à l'appui une photo de M. Juncker serrant M. Tsipras dans ses bras d'une manière particulièrement chaleureuse. AFP 22.05

L'ONU ou le siège des coupeurs de têtes.

- L'Arabie saoudite à la tête du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU? - Lexpress.fr

Riyad, champion des atteintes aux Droits humains, fait le forcing pour être élu à la tête du Conseil des Nations-Unies, dont la présidence doit revenir à l'un des membres du continent asiatique.

L'Arabie saoudite se voit bien à la tête du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Le même pays qui recrute des bourreaux pour décapiter ses condamnés à mort, fait fouetter le blogueur Raef Badawi et interdit aux femmes de conduire... Lexpress.fr 21.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Washington ratifie un plan, pour renforcer la guerre "soft" contre l'Iran et la Russie - french.irib.ir

La commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants américaine a ratifié un plan exigeant des réformes, dans la structure du Broadcasting Board of Governors, (l'agence indépendante du gouvernement des États-Unis, chargée du contrôle des radios et télévisions internationales, financées par le gouvernement américain), en vue de renforcer la confrontation avec ce qui a été appelé la campagne médiatique iranienne et russe.

Selon l'agence de presse Fars, la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants américaine a ratifié, à l'unanimité, ce jeudi, un plan exigeant des amendements, au sein de la structure du "Broadcasting Board of Governors". L'Associated Press a ajouté que ce plan prônait des réformes, dans les chaînes de médias, financées par les Etats-Unis, en vue de contrer ce qu'a appelé un Congressiste américain, la militarisation des informations, par la Russie, l'Iran et les terroristes de Daesh. Eliot Angel, haut Démocrate de cette commission, a déclaré que les rivaux des Etats-Unis dépensaient des sommes colossales, pour la publication de messages violents et de propagandes politiques, avant d'ajouter : «Ce plan vise à créer une nouvelle structure de gestion, pour surveiller nos efforts internationaux, rendant plus efficaces les organisations de diffusion médiatique et modernisant nos instruments, pour le transfert de nos messages».

Le "Broadcasting Board of Governors" est l'agence indépendante du gouvernement des États-Unis, chargée du contrôle des radios et télévisions internationales, financées par le gouvernement américain. french.irib.ir 22.05

1.2- - Dempsey menace le Moyen Orient. - french.irib.ir

Le chef d'état-major des forces armées américaines prétend que la guerre des forces irakiennes contre Daesh durera des années.

D'après le site web du Département américain de la Défense, le général Martin Dempsey, chef d'état-major des forces armées américaines, a déclaré, lors d'une conférence de presse, à Bruxelles, que les forces irakiennes ont été contraintes de se retirer, non seulement, de Ramadi, mais aussi, d'autres zones, aux alentours de cette ville, ce qui rendra, encore, plus difficile, selon lui, la libération du chef-lieu de la province d'Al-Anbar, occupée par les terroristes de Daesh. «La guerre des forces irakiennes contre Daesh pourra durer des années», a déclaré le général Dempsey, avant d'ajouter : «Dès l'offensive de Daesh contre l'Irak, l'année dernière, j'ai dit que les opérations des Irakiens contre les terroristes de Daesh dureront, au moins, trois ans».

«Il est possible que les forces irakiennes ou Daesh adoptent certains changements tactiques, mais ce qui est certain, c'est que la coalition internationale, formée par les Etats-Unis, restera, toujours, supérieure à toutes les tactiques de Daesh», a-t-il prétendu. french.irib.ir 21.05

2- Irak

- Irak : Le Hezbollah met en garde la coalition. - french.irib.ir

Les forces de la mobilisation populaire en Irak ne se contenteront plus de dénoncer les largages d'armes ou d'aides par les avions de la coalition conduite par Washington au groupe terroriste takfiriste Daech.

Une décision vient en effet d'être prise pour abattre tout avion de la coalition en train de fournir une assistance logistique aux terroristes dans les zones de conflit. "Quelles que soient les répercussions, tout avion de la coalition tentant d'aider les terroristes sera abattu par les forces de la mobilisation populaire", a révélé une source proche de ces forces paramilitaires, faisant état d'une possible annonce publique de cette décision dans les prochaines heures.

Cette décision intervient deux jours après le largage d'armes au-dessus de Falloujah, ville soumise au contrôle de Daech, d'après une source militaire irakienne s'exprimant au journal libanais al-Akhbar. french.irib.ir 21.05

3- Turquie

- Idleb: les hôpitaux turcs bondés de nosratistes - french.irib.ir

Les sources locales font etat.... des dizaines voiresdes centaines de terroristes takfiris blessésqui sont hospitalisés dans les hopitaux du sud de la Turquie près des frontieres de la Syrie. Ces hôpitaux refusent d'admettre des patients turcs au profit des takfiris de retour des fronts d'Idleb et de sa banlieue.

Les sources locales qualifient de sans précédent le nombre de takfiris hospitalisés à Idleb ces 4 dernière s années. L'armée syrienne s' est retirée de la base militaire de Masstouma qui a été aussitôt occupée par les terroristes mais les avions de chasse syriens mené d'intenses raids contre les repaires terroristes. Ces raids ont laissé des dizaines de blessés côté takfiris d'où cet afflux vers les hôpitaux. french.irib.ir 20.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- 35 heures à l'AP-HP: forte mobilisation contre le projet de Martin Hirsch - AFP

"Les RTT, c'est pour souffler": à l'unisson contre le projet de réorganisation des 35 heures, des milliers d'agents grévistes de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ont battu le pavé jeudi, incitant le directeur général Martin Hirsch à proposer un nouvelle voie de négociation.

Entre 5.000 personnes, selon la préfecture de Police, et 8.000, selon les syndicats, se sont rassemblées devant le siège de l'AP-HP à l'appel, fait rare, de l'ensemble des organisations représentatives (CGT, SUD, FO et même la CFDT), qui font front commun avec la CFE-CGC, la CFTC et l'Unsa.

"C'est un succès", s'est réjouie Rose May Rousseau, secrétaire générale de l'Union CGT de l'AP-HP, le taux de grévistes "avoisinant 50%" selon l'intersyndicale, 34% selon la direction, qui y reconnaît "un mouvement suivi". AFP 21.05

Haut de page

Le 24 mai 2015

CAUSERIE

On a ajouté 31 articles. Ce sera notre seule contribution du jour.

Pour s'emparer du pétrole et du gaz de la Libye, de l'Irak et de la Syrie et briser la résistance de leur peuple qui étaient attachés à leur souveraineté, les Etats-Unis et leurs alliés ont constitué de toutes pièces une armée de dizaines de milliers de mercenaires sanguinaires (Al-Qaïda, Front Al- Nosra et l'Emirat islamique) venus des quatre coins du monde pour détruire ces pays, leurs Etats, et massacrer leur population au lieu de faire le sale boulot eux-mêmes.

Le but étant d'affaiblir leurs concurrents russe, chinois, indien, brésilien notamment, d'où la féroce ou diabolique propagande basée sur des contre-vérités qu'ils ont développée contre ces Etats et leurs gouvernements, n'hésitant pas à recourir à toutes sortes de coups tordus et autres provocations via des ONG ou de soi-disant opposants politiques à leur solde pour les déstabiliser, afin de convertir leur population à leur politique impériale et conserver leur hégémonie sur le monde alors qu'ils sont virtuellement en faillite.

Voilà simplement en quelques mots ce qu'on peut expliquer aux travailleurs et qui est à leur portée.

Pour aller plus loin et comprendre ce qui se passe réellement quelques articles à lire et à faire circuler le plus largement possible.

- Selon un document de la DIA (Défense Intelligence Agency) l'Occident facilite la montée de l'Etat islamique « afin d'isoler le régime syrien » - Arrêt sur Info 22.05

- Le Renseignement US avait prédit que le soutien US aux rebelles en Syrie entraînerait la chute de Ramadi - Arrêt sur Info 23.05

- Prise de Palmyre par l'État islamique : pourquoi une telle inaction de la coalition? - Arrêt sur Info 22.05

Cette indignation stérile s'explique aisément: la bataille de Palmyre remet en cause le dogme de l'alliance tacite entre Bachar et l'EI.

Une fable qui cède le plus souvent à la facilité complotiste: l'EI est une créature de Bachar Al-Assad. Conclusion imparable des derniers rêveurs du printemps arabe: pour vaincre Daesh, il faut renverser Bachar. Et si, après Palmyre, c'était l'État islamique qui renversait Bachar, le maître de Damas serait-il encore coupable? Arrêt sur Info 22.05

Ils ne peuvent même pas dire on va intervenir militairement sur le terrain pour sauver Palmyre, le peuple irakien ou syrien et donc liquider Assad, puisqu'ils n'ont personne d'autre à mettre à la place, reste le chaos et des destructions sans fin, la guerre qui rapporte de juteux profits au complexe militaro-industriel, aux banquiers.

Vous avez sans doute entendu parler que les effectifs des armées des puissances occidentales étaient en baisse, qu'elles sous-traitaient une partie de leurs activités à des sociétés privées, notamment aux Etats-Unis, etc. là ils ont enclenché l'étape supérieur en créant l'Emirat islamique, une armée de barbares sanguinaires sans foi ni loi prêts à se livrer à des massacres de masse...

Je vais vous avouer un truc, nos petites querelles de nantis et l'hypocrisie ambiante qui n'est pas réservée uniquement à nos ennemis, à côté c'est vraiment minable. La responsabilité en incombe à nos dirigeants, puisqu'ils sont incapables de tenir un discours cohérent et d'avoir une attitude irréprochable susceptible d'attirer et rassembler les dizaines et dizaines de milliers de travailleurs avancés ou de militants plus ou moins isolés qui partagent l'essentiel de nos idées.

La suite demain.

Haut de page

Le 25 mai 2015

CAUSERIE

Pour qu'il y ait tant de manipulateurs, il faut qu'il y ait des gens à manipuler, et pour qu'ils soient manipulés il faut qu'ils soient manipulables.

La question est donc de savoir pourquoi ils le sont encore malgré tout le matériel dont nous disposons, la multitude de sources d'informations dites alternatives qui existent et qui diffusent les faits que les médias institutionnels et les partis politiques censurent systématiquement.

Peut-être parce qu'aucun parti ouvrier ne les publient ou pire, parce qu'ils s'en remettent aux versions officielles et perdent ainsi toute crédibilité. En fait, aucun parti ouvrier ne s'attaque à la propagande officielle d'où qu'elle vienne, ils doivent avoir trop de problèmes en interne à régler pour ne pas en ajouter...

A croire que c'était vrai !

...le "Washington Post" a écrit, dans un reportage, que les Républicains disent que le Président américain, Barack Obama, a permis aux Takfiris de Daesh, de former une organisation terroriste. Le journal américain insiste sur le fait que Daesh est à 100% au service des politiques d'Obama. french.irib.ir 24.05

Le Washington Post, c'est le groupe Bilderberg, Rockefeller, le sommet ou le premier cercle de l'oligarchie financière. Il ne dit pas que si "Daesh est à 100% au service des politiques d'Obama", c'est sur l'impulsion des Républicains, pour mettre sur le dos d'Obama les revers que subissent les Américains en Syrie et en Irak ou pour qu'il aille encore plus loin dans cette politique et l'assume pleinement, finalement le Washington Post ménage les Républicains, normal.

Conditionnement des masses. Comment créer les conditions pour qu'elles soutiennent une

intervention militaire en Syrie ? Mode d'emploi.

- L'Etat islamique étend ses structures étatiques - Reuters

- 55% des Français favorables à une intervention militaire en Syrie - Francetv info

Aujourd'hui, les sympathisants du parti socialiste (66%) et d'Europe Ecologie-Les Verts (65%) sont les plus fervents partisans de cette intervention contre l'EI en Syrie.

Mais les Français sont divisés sur le fait que la France renoue avec le régime de Bachar Al-Assad (48% dans chaque camp) et ceux qui veulent une intervention militaire y sont majoritairement opposés, rendant la lecture du sondage délicate. Francetv info 23.05

Quel dommage !

Que les sympathisants du PS et d'EELV soient les "plus fervents partisans" d'une intervention militaire contre la Syrie n'a rien d'étonnant pour des partis de droite.

Commentaires d'internautes.

1- "Parlons en de la Syrie. Depuis hier un concert de lamentations anti-Assad se déverse dans les journaux radio, télé et presse écrite…un chef de la rédaction de “France “(sic!) Inter a même dit que la prise de Palmyre par les fous de l’EI était comparable à la prise de la Bastille par le peuple de Paris…tous, Inter, Culture, Info, Arte, TV 5 Monde, Libération, et autres “médias ” aux ordres se sont lancés dans la même analyse, probablement diffusée par l’officine ad hoc… au mot et à la virgule près ou presque… c’est totalement affligeant. Le dénommé Filiu, chef d’orchestre expert autoproclamé se répand sur toutes les ondes possibles et imaginables, assénant contre-vérité sur contre-vérité, immédiatement approuvé par les courtisans “journalistes”…elle est pas belle, la lâcheté?"

La rhétorique officielle tient effectivement du double langage à propose d'EI, dont les actes monstrueux seraient justifiés par ceux commis par le régime syrien qui en porterait la responsabilité. Il suffirait donc de se débarrasser d'Assad pour que ces barbares redeviennent des êtres tout à fait civilisés ou sociable, comme quoi ils ne sont pas aussi mauvais qu'on le dit, ce sont les circonstances qui les rendent mauvais, mais dans le fond ce sont de braves types comme vous et moi.

Voyez Obama qui massacre des familles entières à l'aide de drones au Pakistan, en Afghanistan ou au Yémen, pour autant cela ne fait pas de lui un tyran criminel puisqu'il est animé de bonnes intentions en voulant se débarrasser de terroristes. On n'imagine pas combien de vie innocentes il a sauvé en procédant ainsi. Bref, il mérite bien son prix Nobel de la paix et la boucle est bouclée.

2- "Seigneur ! Encore un sondage truqué pour influencer les Français !"

Pas si sûr, leur matraquage peut finir par porter... Et puis laissez tomber le "Seigneur" qui ne vous sera d'aucun recours ou gardez-le pour l'au-delà si vous ne pouvez pas vous en passer !

3- "Si EI est si puissant en Syrie, c'est de la faute de personnes comme Fabius car en armant les "rebelles", il a participé activement à la montée en puissance militairement parlant de ces fanatiques ! Il devrait être jugé pour complicité de terrorisme !"

4- "Tant de lobotomisés en France ? N'oublions pas que si l'EI en est là ou elle en est, c'est grâce aux efforts militaires et politiques des dernières années de la France, des Etats-Unis et de leurs alliés. Bachar Al Assad doit impérativement rester là où il est et ne surtout pas être destitué par un polichinelle plaisant à certaines puissances mondiales."

C'est au peuple syrien d'en décider et personne d'autres à sa place...

5- "Fallait pas toucher à la Syrie ! Ce sont les occidentaux qui ont créé Daesh and C°? Les médias nous enfument ! La majorité des Syriens ont voté pour Bachar. Ce n'est pas un dictateur. On nous ment depuis des années."

Depuis toujours...

6- "Si la Syrie tombe les islamistes s'en empareront. Et grâce à la France..."

Comme en Libye...

Echo de la poubelle médiatique.

- Society, un nouveau magazine oeuvrant à l'amitié entre les peuples - les-crises.fr 21.05

Commentaire d'internaute.

1- "En France en 2015 la veulerie est devenue un art de vivre."

Elle est à l'image du régime en déliquescence...

2- "Nous sommes en guerre , et cette guerre c'est : 85% de communication , 10% de propagande et 5% de guerre réelle.

Il est bon d'en être conscient…!"

Remplacez "communication" par désinformation qu'il faut intégrer dans la propagande officielle. Les 5% de faits réels servent juste à couvrir 95% de contre-vérités, mensonges, falsifications ou trucages, à mettre les gens en confiance pour mieux les berner à l'arrivée.

3- "Society plutôt que Société, oui, on voit qui diffuse le message. Comme tous ces messages, ils sont produit dans la langue originale qui a formée l'idée."

Vous voulez dire made in USA néocon ou néolibéral ?

4- "C'est juste un nouveau vecteur de l'idiocratie rampante qui prend de plus en plus d'importance.

Ce genre de magazines sont aux médias ce que les plats surgelés low-cost sont à la gastronomie.

C'est pas cher, c'est facile, c'est rapidement expédié (articles d'une page avec un minimum d'information factuelle, mais des phrases choc)… et la qualité, on s'en fout un peu ; c'est juste plein de colorants et d'additifs et autres artifices pour berner les papilles (en l'occurrence le cerveau)."

Bref, indigeste !

5- "C'est plus"subtil" qu'un journal anti-sémite des années 40.

Et donc beaucoup plus dangereux, car jouant précisément sur le registre de la "modernité" branchouille, cool-sympa, décalée, djeun, franglais …avec tout ce qui plaît, tout ce qui s'impose comme norme à notre jeunesse depuis plusieurs décennies, pour se sentir bien dans son époque : fausse rebellitude, musique branchée, brassage, multi-tout, foot, sport, sex and drogue, fringue etc …

Bref, la dictature "douce" du conformisme culturel libéral-libertaire qui formate nos jeunes cerveaux comme sujets et consommateurs heureux de l'empire étatsunien.

En face de quoi la Russie doit apparaître comme l'ennemi rétrograde de leur "bonheur", donc comme pire que le père fouettard, le diable en personne.

Voyez cet article de Libé , leur ancêtre avec "Actuel", sur le n°1.

Première page :"et si votre voisin était un baron de la drogue". Drogue écrit en grand. La même recette putassière que les "Actuel" et tous ses avatars. Suggestion subliminale au lecteur : La drogue c'est considéré comme mal, mais ça doit être bien, parce que c'est pas bien. Avec le portrait d'un mec beau et moderne. Forcément !"

C'est subtil, ils dénoncent un travers qui malgré tout doit receler des vertus cachées... Comme EI !

6- "Le racisme et l'incitation à la haine, selon les besoins géopolitiques, est donc possible en France?

Traiter de "bête immonde" un chef d'état soutenu par 85 % de sa population est donc possible?

Mais traiter de "bête immonde" un président désapprouvé par 85 % de sa population, ferait, sans aucun doute, l'objet de poursuites, tout comme le serait le fait de traiter de "bêtes immondes" certaines ministres."

^Vous pouvez traiter Hollande, Valls, Fabius, Le Drian, etc. de “bêtes immondes”, ils ne vous feront pas un procès puisqu'il suffirait de ressortir leurs déclarations... pour qu'ils soient condamnés.

7- "Il faut attaquer ces gens là en justice pour incitation à la haine entre les peuples.

Insulte publique à chef d’état étranger: loi révisée n°2007-297 article 34

Incitation publique à la haine en raison de la nationalité: loi 1881 article 32 alinés 2/4/5 et artcile 33 alinéas 3/5/6."

Ce sont eux effectivement qui alimentent le racisme, la xénophobie et l'ultra nationalisme, le communautarisme, la délinquance, la barbarie, etc. toutes les violences dans la société...

8- "Je suis tenté de rajouter qu’en tant que Français, je me sens méprisé par une propagande aussi grossière qui m’est adressée, En effet cela signifie que je suis considéré comme assez stupide pour gober ces âneries. Je me sens traité comme un sous-homme, incapable de la moindre réflexion.

Par ailleurs, on me demande de fermer les yeux sur certaines pratiques qataris, mutilations, décapitations et autres petits amusements démocratiques.

Je proteste énergiquement. j’en ai marre que sous prétexte que je suis Français, je sois traité comme un abruti."

Demandez-vous pourquoi ?

10- "Il faut aussi avoir vu l’émission de Christine Ockrent :sur Arte ” les milliards de Moscou ” mardi soir truffée de monsonges, d’affirmations partisanes sans preuve

Par exemple : les Russes ont acheté des chantiers navals du nord de l’Allemangne, c’est sûrement louche mais qu’on oblige les Grecs à vendre le Pirée un Chinois, c’est très bien,

Que Gasprom achète des club de foot c’est très mal, mais que le Qatar achète le PSG, très bien ! Christine O. Poutine veut faire de l’homme russe un homme supérieur aux autres, où a-t-elle entendu ça ? Ou encore : Poutine s’est fait faire un buste en empereur Romain ! Je regarde sur internet l’info : quelques cosaques de Crimée ont fait un buste de Poutine en empereur en plastique par admiration pour leur idole, mais jamais Poutine ne l’a commendé, une émission minable, une propagande maladroite, mais pour qui travaillent ces gens ?"

Posez la question c'est y répondre, on ne participe pas (ainsi que Kouchner son conjoint) aux réunions du groupe Bilderberg pour des prunes...

11- "Vous avez remarqué que les seuls oligarques acceptables pour la femme du criminel interventionniste Kouchner en Serbie sont les milliardaires russes pilleurs de leur peuple délocalisés à Londres. Vive le capitalisme immonde vendu par nos pseudo-socialiste américanisés."

12- "Poutine n’a jamais voulu faire de l’homme russe un homme supérieur, bien au contraire dans un édito d’un journal état-unien il a au contraire fustigé l’exceptionalisme états-unien (il aurait aussi pu écrire à propos de l’exceptionalisme français d’ailleurs qui y ressemble à bien des égards.) en précisant la dangerosité pour le monde d’une nation se prétendant supérieure.

Pour qui travaillent ces gens ? Pour qui les payent, ce sont des soudoyers."

Par ambition personnelle ils ont adopté l'idéologie dominante et s'y tiennent, ils y sont soumis et fidèles, ce qui explique là où ils en sont...

13- "Rien que le nom de Christine Ockrent (Mme Kouchner à la ville) au générique d’une émission devrait nous éloigner du poste."

Vous feriez bien de vous passer du "poste" tout court...

14- "Je l’ai regardé, moi, ce doc (la deuxième partie, intitulée “les voisins de Poutine”), malgré l’effet révulsif des grimaces de Christine Ockrent : j’ai trouvé ça effarant de désinvolture et d’ignorance, comme d’habitude quoi, mais dans le genre ultra-léger, bulle de savon, une sorte de degré zéro du reportage. Un jeune Candide mignon et ostensiblement ignare se balade dans une demi-douzaine de pays voisins de la Russie (que d’argent gaspillé pour un résultat aussi nul) et donne la parole à des gens “de hasard”, dont on ne sait rien, censés être représentatifs. Ils ne sont pas tous russophobes, non, ce serait trop simple, mais

les témoignages plus ou moins favorables à la Russie sont toujours subtilement désamorcés, entourés d'un épais cocon d'ambiguïté, qui les relativise ou les décrédibilise.

Le summum de l'imposture, il fallait s'y attendre, c'est l'épisode Crimée. Très fort, le gars ; dans un territoire qui se revendique russe à une écrasante majorité et se réjouit des changements, il s'est débrouillé pour conclure sur les propos d'un Tatar qui ose dire qu'on vivait mieux quand c'était l'Ukraine et que les Russes ont déporté plein de gens, suivi d'un prêtre de l'Eglise schismatique pro-Kiev, qui se plaint lugubrement de persécutions. Sans oublier l'immanquable vision d'un magasin aux rayons totalement vides ! A côté de ça, la pauvre petite vieille (brièvement interviewée au début sur un marché) qui s'indigne des calomnies contre la Russie, semble bien fragile. Le but est atteint : le spectateur comprend qu'en Crimée, c'est l'horreur, même si la Russie a "acheté" les vieux en versant de meilleures retraites."

100% de propagande de l'Otan.

15- "Nous sommes le peuple européen.

L'Ukraine, c'est l'UE.

Poutine attaque l'Europe par l'Ukraine.

Donc Poutine est notre ennemi.

Et même si chacune de ces 4 affirmations est fausse, c'est ce que nous sommes invités à comprendre."

C'est le miracle du syllogisme bien ficelé...

16- "Charlie Hebdo et Médiapart, l'écœurante soupe aux sous

Le 13 janvier 2015, dans un silence complaisant des medias, ce groupe de parlementaires a donc déposé au Sénat un nouveau projet de Loi pour accroitre les privilèges de la presse. (voir ici). Le début de ce projet de loi ressemble, sans pudeur, à un film d'horreur : "Cabu, Charb, Tignous, Wolinski,… ont été lâchement assassinés pour incarner pleinement ce grand principe démocratique hérité de l'esprit des Lumières qu'est la liberté d'opinion et d'expression et pour l'avoir défendu, au péril de leur vie". Puis, toute honte bue, le rédacteur évoque Charb, disparu depuis : "Sa rédaction, qui a été directement inspirée par Charb, constitue tout autant un hommage aux victimes de ces attentats". Tout ça pour en arriver là, toujours la même lamentable "soupe aux sous", dont notre presse crève : plus de subventions, plus de niche fiscal, plus d'avantages, plus de privilèges…

"On veut un nouvel avantage fiscal, c'est pour rendre hommage aux victimes". Pauvre communisme qui est décidément tombé bien bas, dans notre pays.

Alors question : pourquoi Mediapart, le media libre parait-il, le média qui enquête me dit-on (et je veux bien croire que les journalistes de Mediapart travaillent plus que leur confrères), n'a t-il pas dit un seul mot de ce projet de loi, et préfère se concentrer sur la "bagarre interne" de Charlie Hebdo ?

Parce que Mediapart a lui aussi fait voter en catimini sa petite loi "sur mesure", relayée par ses amis parlementaires auprès desquels il a fait un lobbying actif, comme cela est démontré dans mon enquête "Ils ont acheté la presse".

En décembre 2014, Mediapart a ainsi obtenu, en procédure accélérée (car quoi de plus important, en France, qu'une nouvelle loi pour un nouvel avantage fiscal, quasi sur-mesure, en faveur de Mediapart ?), un nouveau statut d'entreprise, créée spécialement par son avocat Jean-Pierre Mignard, qui est également l'avocat socialiste du président de la République. C'est l'une des autres particularités de notre presse indépendant française qui nous vaut d'être la risée des autres pays : notre contre-pouvoir fait "avocat commun" avec son Président ! (il faut reconnaitre qu'ils sont tous amis depuis des années, alors autant ne pas se cacher…)

Ce nouveau "statut d'entreprise solidaire de presse d'information" concerne "une entreprise éditant une ou plusieurs publications de presse ou services de presse en ligne consacrés pour une large part à l'information politique et générale». Pas la presse papier, ni le reste de l'internet. Après tout, quitte à faire tout le travail soit même, pas de raison d'en faire profiter les copains, cette fois.

Cette réduction d'impôt est égale à 30 % des sommes versées, (nda : dans certaines limites).

Son taux est porté 50%, dans les mêmes limites, lorsque la société de presse a un statut d'entreprise éditrice solidaire de presse d'information"

Mediapart fait partie de ces nombreux médias dits alternatifs qui vivent de la critique du régime qui les nourrit et dont finalement ils ne peuvent pas se passer.

Nos lecteurs qui refusent de nous financer n'ont semble-t-il pas encore compris la différence qui existait avec notre portail et courant politique, qui refuse toute collusion avec le régime et ses représentants et combat exclusivement pour son renversement.

17- "Le problème généralisé de la presse mainstream est d'être de moins en moins lue. Une raison de son déclin est ce type d'excès de langage, cette persistance à vouloir laver nos cerveaux, son absence de nuance, la puérilité de ses discours et de ses méthodes. Ce genre de titre (et vraisemblablement d'article) ne convainc personne, tout au plus renforce-t'il chaque camp dans sa conviction préétablie, poutinophile ou poutinophobe.

Le vrai problème pour nos dirigeants est au contraire le fond de sympathie et d'approbation qui grandit dans nos contrées vis-à-vis de Poutine, l'homme et sa méthode. N'oublions pas qu'il a été élu "homme de l'année" par le magazine Time cette année encore, avec une majorité de votants américains. Or ce succès n'est certainement pas du à la publicité qui lui est faite par la presse occidentale.

Le problème avec la propagande, c'est qu'elle ne tient pas la distance et qu'elle ne résiste pas à l'analyse des faits.

Si on accepte de s'interroger, de réfléchir, elle s'évapore quasi-instantanément. Ses excès sont systématiquement contre-productifs, et c'est ce qui se passe maintenant."

Votre analyse est intéressante, faut-il encore qu'on "accepte de s'interroger, de réfléchir", et là je crois qu'il y a encore beaucoup de boulot à faire...

Et puis "s'interroger" ou "réfléchir" ne suffit pas, faut-il encore que ce soit dans la bonne direction, certainement pas en soutenant un impérialisme au détriment d'un autre...

Imposture. Quand les agents de la CIA endossent le rôle de "défenseurs des droits de l'Homme".

- Russie: la loi sur les ONG "indésirables" inquiète défenseurs des droits et Occidentaux - AFP AFP 24.05

Les ONG étrangères actives en Russie, et jugées "indésirables" par le pouvoir, peuvent désormais être interdites en vertu d'une nouvelle loi dénoncée par Bruxelles, Washington et les défenseurs des droits de l'Homme comme une "étape préoccupante" dans la répression contre les voix critiques.

Voté par les deux chambres du parlement en moins d'une semaine, et promulgué samedi soir par Vladimir Poutine, ce texte permet de fermer sans décision de justice une organisation étrangère menaçant la "sécurité nationale" ou les "fondements constitutionnels" de la Russie. Il permet aussi de bloquer leurs comptes bancaires ou leur accès aux médias.

Leurs employés pourront être poursuivis, risquant jusqu'à six ans de prison, ou pourront se voir interdire d'entrée sur le territoire russe. Les organisations russes qu'elles financent devront "rendre compte" de leurs actes.

L'Union européenne a dénoncé dimanche une "étape préoccupante dans une série de restrictions sur la société civile, l'indépendance des médias et l'opposition politique".

Quelques heures plus tôt, les Etats-Unis s'étaient déjà dits "profondément troublés". Il s'agit d'un "exemple supplémentaire de la répression croissante des voix indépendantes par le gouvernement russe ainsi que de (ses) mesures intentionnelles pour isoler le peuple russe du reste du monde", a critiqué dans un communiqué la porte-parole adjointe du département d'Etat, Marie Harf.

Ce nouveau texte vient en effet compléter une autre loi de 2012, déjà très controversée: elle oblige les ONG, bénéficiaires d'un financement étranger et avec une "activité politique", à s'enregistrer en tant qu'"agent de l'étranger" et à s'afficher en tant que tel dans toute communication ou activité publique.

(Ce qui va permettre à l'AFP ou la voix de son maître de se livrer à un amalgame en faisant appel à un appendice de la National Endowment for Democracy (NED), une officine de la CIA, Transparency International étant liée par ailleurs à la Banque mondial, lire la suite plus loin. - ndlr)

Cette dénomination, appliquée aux opposants pendant l'époque stalinienne ou dans les années 1970-80 contre les dissidents, a depuis été appliquée à plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme comme Memorial, le Centre Sakharov ou encore à l'organisation anticorruption Transparency International.

Cité par l'agence officielle TASS, le député russe responsable de la Commission des Affaires Etrangères, Alexeï Pouhckov, a accusé les Etats-Unis de "cynisme", leur conseillant, "de réfléchir au refus de Kiev de garantir les droits de l'Homme dans l'Est de l'Ukraine", où un conflit oppose depuis un an forces ukrainiennes et séparatistes prorusses.

Adoptée dans un contexte de crise ukrainienne et de tensions sans précédent depuis la Guerre froide entre Moscou et les Occidentaux, la nouvelle loi sur les organisations "indésirables" a été présentée par ses défenseurs comme une "mesure préventive" nécessaire après l'introduction des sanctions contre la Russie.

Les députés ont invoqué le besoin d'arrêter "les organisations destructrices" travaillant en Russie, où elles peuvent menacer "les valeurs de l'Etat russe" et fomenter des "révolutions de couleur" - nom donné aux mouvements pro-occidentaux ayant secoué plusieurs ex-républiques soviétiques au cours des dernières années.

La célèbre militante des droits de l'Homme Lioudmila Alexeïeva s'est inquiétée auprès de l'agence Interfax d'une volonté "d'abaisser le rideau entre notre pays et l'Occident".

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) avait demandé à Vladimir Poutine d'y opposer son veto, s'inquiétant d'une "formulation vague et imprécise" qui "impose des restrictions sérieuses sur un large éventail de droits démocratiques importants, dont la liberté d'expression et la liberté de la presse".

Pour ses détracteurs, ce manque de précision permet en outre au Parquet, habilité à se prononcer sans décision de justice, à cibler également les entreprises étrangères.

Au delà des organisations étrangères, "les cibles de cette nouvelle loi (...) sont en réalité les militants et organisations russes", en les "coupant de leurs partenaires internationaux, les isolant", avait dénoncé HRW quelques jours avant la promulgation du texte.

(Human Rights Watch (HRW) financé notamment par le milliardaire américain Georges Soros et l'Arabie saoudite. James F. Hoge Jr qui préside son conseil d'administration est le rédacteur en chef de la revue Foreign Affairs publiée par le Conseil des relations étrangères présidé par Richard N. Haass, ex-assistant spécial du président George H. W. Bush, vice-président et directeur des études en politiques étrangères à la Brookings Institution, membre de la Carnegie Endowment for International Peace, une officine de la CIA. lire la suite plus loin. - ndlr)

Pour cette ONG, la loi entre "indéniablement dans la tendance du Kremlin à la répression contre les voix indépendantes et la porte à un nouveau niveau".

L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme avait appelé "la communauté internationale à (la) condamner", y voyant "un outil de persécution des organisations à but non lucratif (...) isolant encore la Russie et encourageant la xénophobie et le nationalisme". AFP 24.05

Ils n'ont pas eu à chercher bien loin leurs arguments, puisque la quasi-totalité des reproches qu'ils adressent à la Russie concernent en premier lieu les Etats-Unis, notamment la xénophobie, le racisme et le nationalisme. Leur propagande bien rodée fait l'impasse sur la mise en quarantaine ou l'amputation des "droits démocratiques" des citoyens américains ainsi que "la liberté d'expression et la liberté de la presse" soumis au Patriot Act...

Ils sont moins prolixe lorsqu'il s'agit de dénoncer les lois restreignant les droits politiques du mouvement ouvrier adoptées ou en cours d'adoption en Espagne, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France notamment, normal puisqu'ils les soutiennent.

Transparency International (wikipedia.org).

Le lien historique entre l'association et le gouvernement US est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement US, et dont le siège est situé à Washington.

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes.

Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale.

Le Council on Foreign Relations. (wikipedia.org).

Le Council on Foreign Relations a compté plusieurs politiciens tel Gerald Ford, plus de douze Ministres des Affaires étrangères dont John Foster Dulles, Dean Rusk, Henry Kissinger, Madeleine Albright, Colin Powell, des banquiers, des juristes, des journalistes (notamment Walter Lippmann), des professeurs comme Wesley Clair Mitchell et une figure importante de l'OSS puis de la CIA Allen Dulles.

Le Council qui accepte en général (il y a des exceptions, tel Grover Norquist) des membres républicains et démocrates plutôt "centristes" semble avoir vu son influence dans les sphères gouvernementales diminuer sous la présidence de George W. Bush au profit de think tank néoconservateur tel le PNAC

Par ailleurs, quelques-uns de ses membres sont également des Bilderbergers, tandis que d'autres sont membres de la Commission Trilatérale, des institutions qui tentent de peser sur les décisions prises dans les domaines de la régulation de l'économie mondiale et la géopolitique.

Il est précisé qu'il vise à "fabriquer un consensus" pour permettre au gouvernement américain d'appliquer sa politique.

Le CFR veut être « une ressource pour ses membres ainsi que pour les officiels du gouvernement, les dirigeants des entreprises, les journalistes, les enseignants et les étudiants, les leaders civils et religieux, des citoyens, de façon à les aider à mieux comprendre le monde ainsi que les choix de politique étrangère que doivent faire tant les États-Unis que d'autres pays ».

...le CFR a lancé en 2008 un programme de cinq ans intitulé « International Institutions and Global Governance: World Order in the 21st Century ». « Le programme cherche à identifier les faiblesses critiques du cadre actuel de coopération multilatérale ; à proposer des réformes spécifiques adaptées aux nouvelles situations mondiales : à promouvoir un leadership constructif des États-Unis visant à renforcer les capacités des organisations existantes et à promouvoir de nouvelles institutions ainsi que de nouveaux partenariats plus efficaces tant au niveau régional que mondial incluant le secteur privé et les ONG ».

"Indéniablement", l'impunité de ces assassins laissent indifférentes ces ONG.

- Etats-Unis: dizaines d'arrestations à Cleveland après l'acquittement d'un policier blanc - AFP

Plusieurs dizaines de manifestants ont été arrêtés à Cleveland (Ohio, nord des Etats-Unis) après l'acquittement samedi d'un policier blanc qui était jugé pour avoir abattu deux Noirs, ont indiqué dimanche les autorités de la ville en appelant au calme.

Une manifestation rassemblant quelques centaines de personnes avait eu lieu après l'annonce du verdict du policier Michael Brelo, 31 ans, déclaré non coupable de deux homicides volontaires en novembre 2012.

Ce verdict intervient dans un contexte de regain de tensions raciales aux Etats-Unis à la suite d'une série de bavures policières dans lesquelles des Noirs non armés ont été tués.

A Cleveland, quatorze policiers avaient tiré au total 137 balles sur la voiture de Timothy Russell, 43 ans, et de Malissa Williams, 30 ans, des sans-abris décrits comme mentalement incompétents. Ces derniers n'avaient pas obtempéré à l'ordre de la police d'arrêter leur véhicule et avaient été pris en chasse.

Le policier Bredo avait pour sa part tiré à 49 reprises, dont les 15 dernières balles sur le pare-brise de la voiture alors qu'il était débout sur le capot.

Le juge John O'Donnell a expliqué qu'il n'avait pas pu établir que l'arme du policier Brelo avait tué le couple, en raison de preuves insuffisantes pour établir sa culpabilité. AFP 24.05

Vidéos

1- 11-Septembre : Radio NewsFM interview l'architecte Richard Gage
http://11-septembre.com/GV/videos/itw_richard_gage.mp3

Au lendemain de la conférence de Richard Gage tenue le 5 mai dernier à Grenoble, la radio grenobloise NewsFM a invité l'architecte américain à s'exprimer sur son antenne. Voici l'intégralité de cette entrevue, traduite en direct par Jean-Marc Jacot.

2- Enquête sur le rôle des ONG pro-US dans les révoltes arabes - Michel Collon - Investig'Action
https://www.youtube.com/watch?v=hLTBF67CR5A

Si vraiment les Etats-Unis ont soutenu le « printemps arabe » pour aider « la démocratie », comment se fait-il que cette lutte

n'ait touché aucune des monarchies pétrolières ? Pourquoi les dirigeants de ces cyberactivistes égyptiens voulaient-ils absolument cacher qu'ils avaient été formés par un théoricien US nommé Gene Sharp, un des principaux stratèges de la politique impériale des Etats-Unis, déjà impliqué dans de nombreux renversements de gouvernements « gênants » ? Parce qu'ils savaient que la rue les aurait immédiatement rejetés ?

Tant de questions cruciales pour nous citoyens, et jamais posées dans les médias ! Non seulement Ahmed Bensaada pose les bonnes questions, mais il y répond. Son enquête minutieuse part de la question centrale : d'où viennent les dollars ? Michel Collon.

Double jeu et langage. Le Grand Soir à la rescousse de Tsipras.

1- Discours prononcé lors du colloque organisé par The Economist - Alexis Tsipras - 21 mai 2015

« Il n'y a aucune probabilité que le gouvernement grec fasse marche arrière sur la question des salaires et des retraites ».

C'est cela, continuez de prendre les travailleurs grecs pour des demeurés, effectivement il n'y a aucune probabilité que le gouvernement grec fasse marche arrière sur la question des privatisations et la quasi-totalité des mesures antisociales adoptées par les gouvernements précédents au cours des années antérieures, sauf à la marge pour faire bonne mesure...

2- Athènes se débat contre une asphyxie orchestrée. - Rosa Moussaoui (L'Humanité) - 21 mai 2015

Athènes se débat contre une "asphyxie"... qu'il cautionne en ne rompant pas avec la troïka...

ACTUALITÉ DU JOUR

Le LO cost du régime ou pour qui roule LO.

- LO : Nathalie Arthaud mitraille à tout-va - liberation.fr

La fête annuelle de Lutte ouvrière réunit des milliers de personnes dans le Val-d'Oise.

- Thierry, la quarantaine, sa femme, qui a voté François Hollande en 2012, intervient... (on vous fera grâce de la suite ! - ndlr)

- Jean-Michel, un retraité qui a bossé toute sa vie «à l'usine» : François Hollande. "Il a été élu grâce à nous et il nous a oubliés." Il ajoute avant de s'éclipser : «Le pire, c'est qu'en 2017, on sera peut-être obligé de voter une nouvelle fois pour lui pour faire barrage à Le Pen.» liberation.fr 24.05

Il leur manque juste un brin de conscience politique qu'ils croient peu-être posséder...

ACTUALITE EN TITRES

Les palmes reviennent comme il se doit aux commis de l'idéologie dominante.

- Cannes: la Palme d'or à "Dheepan" d'Audiard, les Français à l'honneur - AFP

"Dheepan", film d'amour et de violence de Jacques Audiard, sur le parcours en France de réfugiés sri-lankais, a reçu dimanche la Palme d'or du 68e Festival de Cannes.

Le Grand prix a été décerné par le jury présidé par les frères Coen à "Son of Saul" ("Le fils de Saul") du Hongrois Laszlo Nemes, film choc sur la Shoah. AFP 24.05

Un bon festival de Cannes, Israël est à l'honneur !

Quand aux réfugiés sri-lankais, j'en ai connus dans les années 80 et je préfère ne rien en dire ici...

Elle tombe bien cette palme, Kerry était à Colombo il y a quelques jours pour resserer les liens avec les autorités sri-lankaises... anti-chinoises. Une pure coïncidence.

PS. L'art de rassembler les restes.

- PS : une victoire "cache-misère" pour Hollande, selon la presse - AFP

- 1 adhérent sur 2 (75.000) n'a pas pris part au vote sur les différentes motions en lice en vue du congrès du PS.

- 60% ont voté pour la motion soutenu par Cambadelis et Hollande, soit 30% des adhérents.

Quoiqu'ils disent ils ne disposent même pas de majorité dans leur propre parti.

Compatibilité.

- Morbihan: le président des Jeunes UDI rallie le Front national - L'Express.fr

Un vendu débarqué

- Le président de la FCPE victime de son soutien affiché à la réforme du collège - LeFigaro.fr

Paul Raoult n'a pas été réélu à la tête de la première fédération de parents d'élèves de l'enseignement public. LeFigaro.fr 23.05

La vermine toujours bien placée.

- Daniel Cohn-Bendit obtient la nationalité française - LeMonde.fr

L'ancien eurodéputé écologiste, figure du mouvement étudiant en mai-68, a désormais la double nationalité française et allemande. LeMonde.fr 23.05

- Jean-Vincent Placé a décidé de ne pas écouter la patronne des Verts - Le Huffington Post

Multinationale à assécher.

- Nestlé est accusé d'assécher la Californie - euronews.com

500 000 personnes ont signé une pétition en ligne demandant au géant suisse d'arrêter immédiatement ses opérations de mises en bouteille alors que l'Etat de Californie est confronté à une sécheresse record et a mis en place des restrictions sur la consommation d'eau. euronews.com 21.05

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Etats-Unis: un policier qui avait abattu deux Noirs acquitté à Cleveland - AFP

- Burundi : un leader de l'opposition assassiné dans la capitale - LeMonde.fr

- L'Arabie frappée par un attentat antichiite en pleine campagne au Yémen - AFP

- Yémen: raids aériens et combats terrestres - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- BRICS

- Syrie/Yémen: les BRICS réagissent. - french.irib.ir

Les vice-ministres des Affaires étrangères des BRICS ont réitéré leur soutien permanent à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie, appelant, une fois de plus, à un règlement pacifique de la crise syrienne, par des voies diplomatiques et un dialogue syro-syrien.

«Les vice-ministres des A.E des BRICS sont, vivement, préoccupés par la poursuite de la crise, en Syrie, qui comporte des risques importants, dont l'aggravation de la situation humanitaire et l'extension du terrorisme mondial et le radicalisme, dans ce pays», a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères, dans un communiqué, dimanche, à l'issue de la réunion des vice-ministres des A.E. du groupe BRICS, (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Ce communiqué insiste, toujours, sur le soutien continu des BRICS à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie, tout en mettant l'accent sur une solution diplomatique de la crise, basée sur un dialogue syro-syrien global.

Les BRICS ont, de même, plaidé pour la reprise des aides et des assistances, pour trouver une issue diplomatique à la crise syrienne, et cela, via un dialogue global, dans le cadre de la déclaration de Genève 1.

Les diplomates des BRICS ont, de même, présenté une évaluation positive des deux réunions syriennes, à Moscou, en janvier et en avril dernier, avant de saluer les efforts de l'émissaire de l'ONU, Staffan de Mistura.

Réagissant, par ailleurs, à la situation, au Yémen, les vice-ministres des Affaires étrangères des BRICS ont mis en garde contre une catastrophe humanitaire, dans ce pays, et appelé à un cessez-le-feu immédiat. Ils ont salué la tenue d'une conférence, de toutes les parties yéménites, à Genève, le 28 mai. french.irib.ir 24.05

2- Macédoine

- Ex-République yougoslave de Macédoine : le camp du Premier ministre contre-attaque - euronews.com

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté hier soir à Skopje leur soutien à Nikola Gruevski au lendemain d'une journée de mobilisation de l'opposition de gauche réclamant sa démission. Selon les proches du chef du gouvernement conservateur, ses partisans étaient au moins 30 000, autrement dit plus nombreux que les pro-opposition dimanche soir.

Au pouvoir depuis neuf ans, Nikola Gruevski est accusé de corruption et d'écoutes illégales à grande échelle : "qui demande ma démission ? Ceux qui voudraient que je parte pour leur laisser la Macédoine ? Pour qu'ils puissent régner sans la volonté du peuple ! Mais ce soir, vous êtes là ! Cette énergie, cette puissance, c'est la meilleure réponse que nous pouvons leur faire".

A deux kilomètres de là, un millier de supporters de l'opposition de gauche campent toujours devant le siège du gouvernement. Outre le départ de Gruevski, le leader de la gauche, Zoran Zaev, exige également la mise en place d'un gouvernement de transition avec pour objectif d'organiser des élections législatives anticipées. euronews.com 19.05

Comme c'est étrange la soi-disant opposition de gauche a les mêmes revendications... que l'Otan !

3- Espagne

- Municipales en Espagne : les "Indignés" l'emportent à Barcelone - Francetv info

Forte poussée des "indignés" en Espagne. La mairie de Barcelone a basculé dans l'escarcelle de Podemos, le parti issu du mouvement des Indignés. La municipalité de Madrid, contrôlée depuis 1991 par le parti populaire, pourrait basculer au profit de l'alliance de gauche soutenue par le parti anti-austérité Podemos, d'après des résultats partiels, dimanche 24 mai.

Le PP du président du gouvernement Mariano Rajoy serait aussi battu dans la région de la capitale espagnole, un de ses bastions électoraux, et perdrait la majorité dans la plupart des douze autres régions, même s'il y a obtenu le plus grand nombre de voix, selon ces sondages.

Le Parti populaire (PP, conservateur) du chef du gouvernement, Mariano Rajoy, paie ainsi le prix de quatre années de politique d'austérité et de scandales de corruption, qui touchent aussi le Parti socialiste ouvrier (PSOE).

Si le PP arrive en tête du scrutin, juste devant le PSOE, il réalise son pire score depuis 1991 et est en passe de perdre la majorité dans la plupart des régions qu'il contrôlait et peut-être la mairie de Madrid. « C'est une correction pour le PP. Le facteur 'peur' n'a pas joué et les électeurs ont voté pour Podemos et Ciudadanos », a commenté José Pablo Ferrandiz de l'institut de

sondage Metroscopia.

Au terme du scrutin qui donne un avant-goût des élections législatives de novembre, les différents partis vont devoir entamer une délicate période de tractations et de compromis pour former des coalitions dans 13 des 17 régions appelées aux urnes dimanche.

Le PP, qui en contrôlait jusqu'alors 10, n'est assuré de rester au pouvoir que dans trois Comunidad (régions). Celles de Castille-et-León, La Rioja et Murcie. Le parti a par ailleurs perdu sa majorité absolue dans quatre régions : Cantabrie, Castille-La Manche, Valence et Madrid. Il pourrait enfin être poussé dans l'opposition — par la constitution de coalitions de gauche, une situation qu'il n'a plus connue depuis 20 ans — à Aragnon, Estrémadure et les Îles Baléares.

A Madrid, bastion conservateur depuis 1991, le PP, bien qu'arrivé en tête du scrutin, pourrait perdre au profit de l'alliance de gauche « Ahora Madrid » (Maintenant Madrid), menée par l'ex-juge Manuela Carmena et soutenue par Podemos.

A Barcelone, une autre alliance de gauche dirigée par Ada Colau, fondatrice de la Plate-forme des victimes d'hypothèques qui milite contre les expulsions immobilières, et soutenue là-aussi par Podemos, l'a emporté face aux partisans de l'indépendance de la Catalogne, ce qui constituerait un coup dur pour le mouvement séparatiste. Francetv info et lemonde.fr 24 et 25.05

4- Etats-Unis

- Les attaques au drone US à l'origine de l'extension du terrorisme. - french.irib.ir

Les vastes attaques aveugles des Etats-Unis, menées par leurs drones, ont fait propager et aggraver le terrorisme. C'est ainsi que l'institut Ron Paul pour la paix et la prospérité (Ron Paul Institute for Peace and Prosperity) a analysé dans un rapport les attaques au drone de l'armée américaine, qui ont tué de nombreux civils et provoquer la haine des peuples du monde envers les Etats-Unis.

Le rapport de l'Institut Ron Paul a étudié le résultat de ces attaques au drone dans l'élimination des cibles fixés. A titre d'exemple, pour tuer Molla Nazir (il est mort actuellement) les drones américains ont mené trois attaques qui ont coûté la vie à 24 civils innocents. Trois autres attaques ont été, par ailleurs, menées pour éliminer Molla Sanguin Zardan, ont tué 108 civils tandis que cinq attaques au drone, menées afin de tuer Seraj Eddin Haqani, a laissé 82 victimes, tous des civils. Le rapport ajoute que les multiples attaques visant à tuer 41 personnes ont coûté la vie à 1147 civils. Ce sont des "dommages collatéraux" (Collateral damage) qui sont estimés, par cet Institut, en moyenne 28 victimes pour chaque attaque au drone menée par la CIA ou les autres forces américaines. Ce qui mérite réflexion et qui est déplorable, d'ailleurs, c'est que les cibles ne sont pas en général distingués et déterminés.

Les attaques au drone sont aveugles et elles ne peuvent, pas, parfois, atteindre leur but: deux attaques ont été menées par les drones américains contre la région de Damadolaï, au Pakistan pour tuer Aiman al-Zawaheri, le chef actuel d'al-Qaïda sans arriver pour autant à l'éliminer. Il est toujours vivant alors que 105 civils ont été tués! Or, ces attaques n'ont rien fait, argumente le rapport, que provoquer la haine et l'indignation chez les peuples cibles, envers les Etats-Unis. L'Institut Ron Paul ajoute également que la guerre anti-terrorisme des Etats-Unis a, en effet, fait apparaître de nouveaux groupes terroristes dans les pays où il ne se trouvait nulle trace de terrorisme. Et pourtant, la Maison Blanche insiste toujours sur la poursuite de sa stratégie aussi bien que sur l'usage des drones. Il est vrai que la mort des civils est le dernier souci des autorités américaines.

On se rappelle du point de presse où le porte-parole de la Maison Blanche a répondu au journaliste qui l'avait demandé si la mort "accidentale" pour reprendre les termes utilisés par le gouvernement américain, de deux otages d'al-Qaïda, détenus par ce groupe entre 2011 et 2012, l'un d'origine américaine et l'autre italienne, entraînerait la révision du plan américain de lutte contre le terrorisme? "L'opération anti-terrorisme continue!", voilà la réponse de la Maison Blanche... french.irib.ir 23.05

5- Tunisie

- Essebsi offre ses bases à l'Otan - french.irib.ir

Une imminente adhésion, avec statut spécial, de la Tunisie au sein de l'Otan vient d'être confirmée par le président des Etats-Unis, Barack Obama.

En effet, c'est lors d'une audience qu'il a accordée jeudi 21 mai à la Maison-Blanche au président tunisien Béji Caid Essebsi que le président américain a fait cette inquiétante déclaration. Une mauvaise nouvelle en tout cas pour l'Algérie qui avait souffert de la machine de guerre atlantiste pendant la guerre de Libération et qui a à subir aujourd'hui les desseins de cette organisation militaire qui a tendance à finaliser son projet d'encerclement de l'Algérie. En recevant le chef de l'Etat tunisien, le président américain a parlé d'un statut d'«allié majeur non membre de l'Otan» qui permettra (à la Tunisie) de développer, soutient-il, «une coopération renforcée avec les Etats-Unis pour l'achat et la fabrication d'armes». «Mais la réalité est toute autre, Washington n'offrant ce virtuel statut de "membre privilégié" que si le candidat accepte d'accomplir des missions pour le compte de

l'Organisation atlantique, à savoir le fait qu'il assure la sous-traitance dans la région», estime un diplomate algérien à la retraite.

La Tunisie qui, par le passé, que ce soit sous le gouvernement libéral de Bourguiba ou de celui de Ben Ali, un pro-occidental déclaré, n'avait jamais envisagé de rejoindre le «deuxième collège» de l'Otan et n'omettait jamais d'informer Alger sur les grandes questions politiques engageant le devenir des deux pays. Cette manière de voir allait de pair avec les intérêts suprêmes de la Tunisie qui suggérait que la région arabe, en général, et le Maghreb, en particulier, ont intérêt à ne pas coopérer avec l'Organisation atlantiste qui est, par-dessus tout, belliqueuse, surtout envers les Arabes et les musulmans. Si Alger n'a pas encore réagi à cette «mauvaise nouvelle», et cela est peut-être dû au fait que Tunis voulait déroger à la règle de ne rien dire à son puissant voisin, il n'en demeure pas moins que la décision de Tunis est l'objet de moult interrogations dans les milieux informels de la capitale algérienne. french.irib.ir 23.05

6- Yémen

- Yémen : les Saoud devraient s'attendre à des réponses plus cinglantes (armée) - french.irib.ir

Le porte-parole des forces armées yéménites a affirmé que l'attaque contre les bases militaires du Sud d'Arabie n'était que le point d'iceberg de la riposte des Yéménites aux Saoud.

Selon la chaîne yéménite Al-Masirah, le porte-parole des forces armées du Yémen, Sharaf Qaleb Luqman a annoncé vendredi que la récente série des attaques de l'armée, des comités populaires et des tribus yéménites contre le Sud saoudien n'était qu'une partie de la riposte du Yémen aux agresseurs et que le régime saoudien devrait s'attendre désormais à des attaques les plus vastes que celles qui ont été lancées jusqu'à présent. Ces derniers jours, plusieurs bases militaires saoudiennes situées sur les frontières avec le Yémen, sont tombées et sont sous le contrôle de l'armée et des comités révolutionnaires yéménites ou bien elles sont la cible des attaques au missile et au mortier des Yéménites.

Dans le même cadre, l'armée yéménite a attaqué au mortier vendredi la base militaire de Saaban, à Barbar dans la ville saoudienne de Najran. Deux militaires saoudiens ont été tués dans cette attaque. Vendredi matin l'armée yéménite a pris pour cible le QG du commandement de la garde frontalière saoudienne à « Zahran ». Selon des sources saoudiennes, cette attaque a fait un mort et deux blessés côté saoudienne. Les tribus yéménites et des comités populaires liés au Mouvement Ansarallah ont capturé 85 militaires saoudiens dans les zones frontalières du Yémen avec l'Arabie. french.irib.ir 23.05

Haut de page

Le 26 mai 2015

CAUSERIE

On croule sous 40°C, c'est insupportable de rester assis à la même place pendant des heures, aussi on ne s'est pas attardé sur certaines infos. On ajoutera peut-être quelques articles en fin de soirée ou demain matin.

Le mot du jour : Prostitué.

Terme qui s'applique à tous ceux qui soutiennent d'une manière ou d'une autre l'idéologie dominante, le régime en place, le gouvernement, le PS, cela fait beaucoup de monde! Il faut assumer.

Faut-il ajouter tous ces intellectuels qui nous gratifient à longueur d'année d'articles critiques sur l'impérialisme américain et ses alliés, qui brassent du vent plus qu'autres choses et qui refusent obstinément de rompre avec le capitalisme et de rejoindre le camp du socialisme ?

C'est même un mot qu'ils sont devenus incapables de prononcer car il implique d'affronter directement le régime et ils n'y tiennent pas. Ils veulent bien défendre des idées tant que cela ne leur coûte rien en somme ou ne porte pas atteinte à leurs privilèges.

On ne le répète pas systématiquement dans chaque causerie, mais pour nous la solution passe par la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire et d'une internationale sur la base des enseignements de la lutte des classes. Car sans organisation et rassemblement des exploités, leurs couches les plus avancées ou déterminées, sans représentation politique, sans direction et orientation pour mener leurs combats, ils sont voués à l'échec et nous ne viendrons jamais à bout du capitalisme.

Construire ce parti sur la base du programme de la révolution socialiste mondiale, fournir à côté aux masses un cadre politqiue dans lequel elles peuvent s'organiser avec le soutien du parti et mener leur lutte de classe, voilà notre priorité en intervenant dans

la lutte des classes pour défendre nos droits ou acquis dans la perspective du renversement du régime en place, de la prise du pouvoir politique, puisque c'est notre objectif. Qu'aucun parti n'ait adopté cette stratégie qui respecte nos principes et soit assez souple pour pouvoir rassembler des milliers de militants et travailleurs est justement le problème que nous avons à résoudre.

Nous opterions pour le gantelet du moyen-âge.

Gantelet : Gant de peau couvert de lames de fer, d'acier, qui faisait partie de l'armure. (Grand Robert)

- En Arabie Saoudite, une vidéo montre la police religieuse réprimander une femme non gantée - Francetv info

L'Arabie saoudite applique une interprétation rigoriste de l'islam et la ségrégation des sexes y est imposée. Nouvel exemple avec ce membre de la police religieuse qui a empêché une femme d'entrer dans un magasin sous prétexte qu'elle ne portait pas de gants, selon une vidéo mise en ligne sur internet où elle a provoqué de nombreuses réactions d'indignation.

Les Saoudiennes doivent obtenir l'autorisation d'un proche parent de sexe masculin pour travailler, se marier et voyager. Francetv info 25.05

Commentaire d'un internaute.

- "L´Arabie Saoudite. Dictature devant lequel tous les chefs d´Etats occidentaux rampent comme des carpettes. Les occidentaux se prostituent et prostituent leur pays pour être dans les petits papiers de ces bédouins arriérés."

Propagande et prosélytisme idéologique.

- Que représente le courant évangéliste en France ? - Francetv info

La France dénombre 600 000 évangéliques. Un chiffre 12 fois plus important que dans les années 50. Le pays compte actuellement 2 442 églises évangéliques en France. 35 nouvelles sont construites chaque année. Un mouvement qui prend aussi de plus en plus d'importance chez les protestants puisqu'il en représente un tiers.

On estime que 7% des Français sont de culture ou de confession musulmane, en comptant les pratiquants et ceux qui ne le sont pas, ce qui représente près de 4,5 millions de personnes. La religion catholique rassemble 61% des Français, mais deux tiers d'entre eux sont plutôt des non pratiquants. Malgré leur essor en France, les évangéliques restent minoritaires. Francetv info 25.05

La majorité est athée, CQFD. Mais cela ils ne le diront pas. Et les protestants issus de la classe dominante ou de la petite bourgeoisie le sont tout autant que les sionistes, version nihiliste ou néolibérale, ils ont en commun avec les catholique l'hypocrite et le cynisme en prime.

Vous aurez noté à la fin ce qui ressemble à une pointe de regret de Francetv info...

Et pour cause.

- "La France qui est considérée comme un des pays les plus difficiles à évangéliser au monde" - info-evangelique.fr 24.05.2015

Sur leur rôle politique de soutien au néolibéralisme.

- “Le monde est leur paroisse” : comment les évangélistes redessinent la carte mondiale des religions - notes-geopolitiques.com 11.02.2011

Extraits.

Un “levier d’influence” culturel et diplomatique au service des États-Unis ?

Historiquement, les États-Unis constituent bien sûr le poumon des mouvements évangéliques. Bien que née en Europe, c’est effectivement dans l’Amérique du XVIIe siècle que se déploie cette foi héritée de la tradition puritaine. Le protestantisme évangélique s’épanouit donc dans un monde qui valorise le “self made man” mais aussi le “self made saint”.
Le mouvement évangélique prend véritablement son essor au XIXe siècle sous le sceau de la “mission mondiale” liée au “grand réveil” des spiritualités protestantes.

Durant la majeure partie du XXe siècle, le protestantisme évangélique constitue, pour les grandes puissances anglophones

– particulièrement les États-Unis – un véritable “levier d’influence”, pour reprendre les mots de Sébastien Fath.“On connaît les liens entretenus, note-t-il, par une star de l’évangélisation mondiale comme Billy Graham avec le Département d’État, et le rôle joué en sous-main par les ambassades des États-Unis à l’occasion des opérations d’évangélisation de masse conduites par des organisations‘parachurch’ comme Jeunesse en mission (JEM).”

En raison de son discours de conversion individuelle, mais aussi de sa culture individualiste et démocratique (rôle majeur de l’assemblée locale),sans oublier son ethos de responsabilité, l’évangélisme constituerait, pourWashington, un levier d’influence privilégié pour façonner les sociétés civiles émergentes avec des valeurs fondatrices du modèle américain. Une convergence d’intérêt encore renforcée par la croyance commune des Américains, croyants ou non, en l’universalité de leur modèle.

Pour l’universitaire suisse Zidane Mériboute, l’évangélisme américain représenterait même un élément à part entière de la diplomatie des États-Unis.Au XXe,siècle, analyse-t-il, ce courant a d’abord “frappé aux portes de l’Europe et réussi une alliance tacite avec le pape Jean-Paul II. Cette connivence a permis à l’évangélisme de contribuer à précipiter la chute du communisme soviétique. Dans les années 1960, le propagandiste évangélique RichardWurmbrand disait déjà que les Russes étaient les plus faciles à convertir à la foi évangélique et que ‘le cours de l’histoire serait changé si on leur donnait agressivement la Bible’. À partir des années 1990,cette religion fit d’énormes progrès en Russie et dans les anciens pays satellites”.

Prosélytisme périlleux en terre d’islam

Mais “l’offensive évangélique” et son rôle stratégique au service d’une politique étatique ne s’arrête pas là. Pour Zidane Mériboute,“l’évangélisme a élaboré des stratégies pour convertir les musulmans, ce qui suscite désormais la méfiance, voire l’hostilité du monde islamique”. Selon lui, ces évangélistes voudraient se forger “un nouvel ennemi à abattre : l’islam”.

Il y aurait actuellement, à travers le monde, quelque 3.000 missions évangéliques dédiées à la conversion des musulmans. Selon l’universitaire suisse, “au Maghreb, en Afrique et au Moyen-Orient,comme en Asie, les Églises évangéliques adoptent diverses stratégies pour convertir les musulmans au christianisme”. Les prédicateurs mettent fortement l’accent sur le social et jouent sur la déliquescence des États et la pauvreté des habitants des pays cibles. Ils multiplient les distributions de bibles et d’ouvrages doctrinaux à travers de puissants réseaux médiatiques ou financiers. D’autres Églises envoient, dans les pays islamiques radicaux, des missionnaires de choc “prêts à sacrifier leur propre vie pour convertir les musulmans en leur enseignant la foi de Jésus-Christ”. Si “la violence terroriste, la misère, la corruption et l’autoritarisme” de certains pays musulmans facilitent l’action des évangélistes, ces derniers suscitent souvent, en retour, la défiance et l’hostilité de mouvements musulmans radicaux qui voient en eux de “nouveaux croisés” et un “bras armé spirituel” des États-Unis.

Au XXIe siècle : expansion et multipolarisation des Églises évangéliques

L’expansion ne suffit toutefois pas à résumer l’évolution qui est actuellement celle du mouvement évangélique au plan mondial. En effet,son expansion géographique se double, par contrecoup, d’une forte multipolarisation, encore accentuée par la nature même d’une religion n’ayant pas, à la différence du catholicisme, de centre. Sébastien Fath estime ainsi que l’un des changements les plus notables de ces vingt dernières années réside dans le développement polycentrique des Églises évangéliques. Selon lui, le XXIe siècle pourrait même voir la domination des évangélistes venus du Sud sur des États-Unis “structurellement déclinants” : “Le portrait-robot de l’évangélique moyen ne s’apparente plus aux traits d’un homme de type européen et de classe moyenne, mais à ceux d’une femme pauvre et basanée d’une mégapole du Sud […].Toutes les études convergent pour souligner le basculement de l’expansion évangélique suivant des logiques multipolaires où les suds prennent une part sans cesse croissante.”

L’Amérique latine connaît notamment une expansion évangélique spectaculaire,touchant, selon les pays, de 5 à 30 % de la population, voire davantage, comme au Guatemala, où les évangélistes constituent déjà 40 % de la population. L’Afrique subsaharienne, elle, est particulièrement sensible aux courants charismatiques-pentecôtistes. Aujourd’hui, sur les 470 millions d’Africains se déclarant chrétiens, 140 millions se rattacheraient à la nébuleuse évangélique. Dans plusieurs pays d’Asie, les évangélistes ont pris un poids considérable. En Chine, des estimations difficilement vérifiables avancent des effectifs de 60 millions d’adeptes. En Corée du Sud, ils représenteraient un habitant sur cinq si bien que la plus grande assemblée évangélique du monde y est d’ailleurs située. Le phénomène y est si vivace qu’il génère une dynamique missionnaire considérable, notamment en direction de l’Europe, surtout dans sa partie orientale.

En effet, l’Europe de l’Est n’est pas insensible à la ferveur des évangélistes. En Ukraine, en Hongrie, en Roumanie, les nouvelles assemblées et les “megachurches”,sur le modèle américain,se développent à grande vitesse. En Russie, les protestants constituent déjà la deuxième religion, derrière les orthodoxes, devant les catholiques et les musulmans. En revanche, en Europe de l’Ouest, les évangéliques pèsent très peu y compris au Royaume-Uni. Ils ne sont ainsi que quelques centaines de milliers en France. Toutefois, ils semblent bénéficier d’un certain regain de dynamisme en s’appuyant - preuve qu’il s’agit bien d’un phénomène géopolitique – sur la francophonie. Pour évangéliser la France, les groupes francophones s’appuient en effet sur les pôles que constituent les “méga-églises” de Kinshasa (RDC) ou de Montréal. notes-geopolitiques.com 11.02.2011

NPA. Un modèle de démocratie.

Il est inacceptable que notre principal porte-parole signe un appel contre l'avis des instances de direction du parti ! Par Tendance CLAIRE (25 mai 2015)

Lundi 4 mai, dans la continuité de positionnements précédents, le CE s'est prononcé contre la signature de deux appels « unitaires » sur la Grèce, notamment celui intitulé « La Grèce, une chance pour l'Europe » (http://www.audit-citoyen.org/?p=6412). Pour les camarades de la Position 1, ces textes ne posent aucun problème : ce serait de simples appels de solidarité, et refuser de signer de tels appels serait incompréhensible, le signe que « le CE perd tout repère et discernement » !

Il est pour le moins inquiétant que les camarades de la P1 ne voient pas ce qui pose problème dans ces textes. Nous avons voté lors du dernier CPN une résolution sur la Grèce (http://www.npa2009.org/agir/solidarite-avec-les-travailleurs-et-le-peuple-grecs-non-au-diktat-du-20-fevrier-annulation-de) qui porte une appréciation précise de ce qui se passe en Grèce : l'accord du 20 février entre Tsipras et la Troïka est pour le NPA un « renoncement majeur » et nous sommes solidaires de ceux qui combattent cet accord. Ce n'est pas le point de vue du texte « La Grèce, une chance pour l'Europe », qui minimise la portée de l'accord du 20 février sans y apporter la moindre critique. Et pour cause, les principaux signataires de ces textes approuvent cet accord et l'ensemble de la politique de Tsipras. Le texte a une portée politique générale, et il dit notamment : « Nous appelons nos députés, élus de juin 2012, à se rappeler pourquoi et pour quoi ils ont été élus », faisant croire que le programme du PS était en 2012 de rompre avec l'austérité ! Comment pourrait-on signer un texte qui ferait croire que les députés du PS étaient « nos » députés, ceux de notre camp social, et que leur mandat était de rompre avec l'austérité ?

Ce texte est signable et d'ailleurs signé par des socialistes « frondeurs » (comme la présidente du MJS) ou par les verts (Cosse) qui ne sont même pas dans l'opposition, même inconséquente, à Hollande. Mais il ne l'était pas par un parti anticapitaliste qui ne peut faire un front politique avec des antilibéraux et des supporters à peine critique de Hollande. Nous pouvons signer des textes unitaires qui se prononcent sur des revendications précises que nous partageons, mais il est inacceptable que nous signions des textes qui portent des analyses contraires aux nôtres, et qui nous font endosser des illusions grotesques sur le mandat de « nos » députés. Ce n'est certainement pas ainsi que nous construirons le parti et que nous pourrons convaincre de nos analyses et solutions anticapitalistes.

Au-delà du débat sur le fond, la signature de notre principal porte-parole, contre l'avis du CE, pose un problème démocratique grave. Un porte-parole doit porter la parole du parti, il ne peut pas porter une position refusée explicitement par les instances de direction du parti. C'est aujourd'hui une ligne rouge qui est franchie, après déjà plusieurs alertes. Car le fait est qu'aucun de nos porte-paroles n'a porté notre motion élections dans les médias, exprimant des positions personnelles qui n'étaient pas celles du parti.

Aujourd'hui, la P1 revendique cette signature : « Le CE a manqué totalement de repères et de discernement sur cette affaire. Il a mis nos figures publiques dans une position impossible. Le cœur de leur militantisme les conduit à signer ces appels quoi qu'il en soit. Une majorité du CE s'assoit sur cette réalité ». Il est sidérant dans un parti comme le nôtre qu'on puisse concevoir les rapports dans le parti de cette manière ! Ce ne serait pas aux porte-parole de porter la parole du parti... mais ce serait au parti de s'adapter à ce que veulent les porte-parole pour ne pas les mettre dans une « position impossible » ! Et si les instances du parti ont le culot d'exprimer une position différente, alors les porte-parole feront ce qu'ils voudront... et en plus on tancera les instances du parti d'avoir eu l'outrecuidance de ne pas être d'accord avec nos porte-parole !

Il est vital que le prochain CPN discute de ces dysfonctionnements qui mènent le parti dans le mur si on continue dans cette voie. Les décisions du CPN et du CE doivent être respectées par les porte-parole. Si ils ne sont pas d'accord, on peut comprendre qu'ils ne les portent pas, mais ils ne peuvent pas défendre des positions contradictoires, engageant par là même tout le parti. Pour porter la politique du parti, et notamment le contenu de la motion élection du congrès, et plus généralement notre démarcation politique par rapport aux réformistes (sur la Grèce notamment), nous devons avoir une discussion de fond au prochain CPN. Une sensibilité politique minoritaire de notre parti ne peut pas avoir tous les postes de porte-parole, surtout quand elle revendique de piétiner les décisions des instances légitimes du parti. Fin.

Comme quoi au passage le NPA soutient le PS et le gouvernement. Puisque ce sont eux qui en font la démonstration, on ne pourra pas nous accuser de les calomnier.

ACTUALITE EN TITRES

La morale des prostitués du régime.

- Congrès PS : Christian Paul veut "défendre l'éthique de la politique" - Francetv info

Négriers des temps modernes.

- Des viticulteurs en mal de main d'œuvre - Francetv info

Le vignoble de Cognac, c'est environ 5 000 viticulteurs et plus de 10 000 saisonniers par an. Principalement une main d'œuvre venue d'Espagne, la locale faisant défaut. Francetv info 25.05

Peut-être que la main d'oeuvre locale exige d'être déclarée, le respect du Code du travail et du salaire minimum, le paiement des heures supplémentaires, un certificat de travail, bref, beaucoup de réglementation et de papasserie inutile en employant une main d'oeuvre étrangère acceptant n'importe quelle condition de travail et de rémunération.

Lentement mais sûrement la dictature s'installe.

- Paris: vers une vitesse limitée à 30 km/h fin 2015 dans le centre et l'est - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie : l'armée se prépare à récupérer Palmyre - french.irib.ir

Un responsable syrien a indiqué dimanche que les forces syriennes, déployées aux alentours de la ville historique de Palmyre, s'apprêtaient à mettre au point une contre-attaque en vue de récupérer la ville. Selon l'Associated Press à partir de Damas, le gouverneur de la province de Homs, Tallal Barazi, a indiqué dimanche que les terroristes de Daech, depuis l'occupation de Palmyre mercredi dernier, avaient massacré un grand nombre de civils.

Selon lui, les terroristes ont transféré de nombreux civils dont des femmes vers des lieux inconnus. Par ailleurs le Premier ministre syrien, Wael al-Halqi, a dénoncé le massacre des civils à Palmyre, et considéré l'Arabie, le Qatar et la Turquie comme responsable de ces crimes en raison de leur soutien aux groupes terroristes en Syrie.

Il a demandé à la communauté internationale ainsi qu'aux organisations de défense des droits de l'homme de mettre sous pression les Etats soutenant le terrorisme pour qu'ils changent de position.

A noter que les gouvernements saoudien, turc et qatari comptent parmi les principaux protecteurs des terroristes en Syrie.

Sur le champ aussi, il faut préciser que les forces de l'armée syrienne luttent actuellement contre les terroristes de Daech près de Palmyre. L'armée syrienne s'apprête à lancer une attaque pour libérer cette ville. Le Haut-commissariat des réfugiés des Nations unis s'est dit disposé à envoyer des aides humanitaires pour quelque 11000 déplacés à Palmyre et aux villages avoisinants.

De même une source kurde en Syrie a déclaré que l'armée et les comités populaires kurdes ont libéré une centaine de villages dans la région de Rif Hassaka, au Nord-est du pays. french.irib.ir 25.05

2- Yémen

2.1- Des bombes à neutron de Riyad - french.irib.ir

Selon un expert militaire US et ex-membre de US Navy l'Arabie saoudite aurait eu recours aux bombes à neutron dans ses raids contre le Yémen.

Ces bombes auraient été largué s depuis un avion israélien peint en avion saoudien. Selon Veterans today qui rapporte cette information, les bombes en question pesent beacoup plus lourddsque les bombes habituelles . " les imagés tournées après le bombardement de Jabal Nagham prouve l'usage des bombes 7 neutron par Riyad. Cest la seconde fois où Riyad utilise des bombes proto nucléaire contre la population yéménite". french.irib.ir 24.05

2.2- L'Arabie saoudite a rasé un musée du Yémen - french.irib.ir

En emboitant le pas aux terroristes de Daech, les chasseurs agresseurs du régime saoudien ont réduit à néant l'un des plus

riches musée du Yémen.

Selon l'agence de presse Yemen Press, ce que les chasseurs saoudiens font aux musées du Yémen, ne diffère pas tellement à l'attitude des terroristes de Daech en Irak et en Syrie. Alors que le monde entier se concentre sur la destruction des musées et des œuvres antiques en Irak et en Syrie, l'Arabie saoudite, loin des yeux du monde, ne cesse de viser toutes les structures publiques du Yémen dont les musées. Les criminels saoudiens ont rasé, depuis jeudi dernier, dans le cadre des opérations ciblées, l'un des plus riches musées du Yémen, comprenant des œuvres antiques datant de plusieurs millénaires.

Ce musée bâti en 2002, et composé de deux bâtiments et cinq grands salons, et des œuvres antiques, des livres calligraphiés, des dépôts, et des réserves d'œuvres précieuses, des ateliers de réparation, de photographie ainsi que des ateliers de fabrication d'œuvres éducatives, a été visé par les chasseurs de l'armée saoudienne et réduit à néant. french.irib.ir 25.05

J'ai vu une photo, effectivement ce musée a été littéralement pulvérisée, on peut observer qu'il y avait aucun autre bâtiment à proximité, ce qui signifie qu'il a été délibérément visé et réduit à un tas de gravats.

ECONOMIE

1- Pétrole et matières premières.

Pétrole et matières premières : la baisse n'est pas finie - latribune.fr

Sale temps pour les producteurs de matières premières. L'indice S&P GSCI, la référence du marché des commodités, a perdu plus de 16% au premier trimestre 2015. C'est le troisième trimestre consécutif de repli pour cet indice composé de 24 matières premières issues de l'énergie, de l'agriculture, de l'élevage, des métaux industriels et des métaux précieux.

Une telle configuration est assez rare

Elle n'est intervenue que trois fois depuis le début des années 2000. Et l'ampleur du mouvement est telle, qu'il atteint toutes les composantes de l'indice sauf exception. Le pétrole, au premier chef qui pèse de tout son poids dans cette évolution. Que ce soit le WTI, le brut qui sert de référence pour les transactions en Amérique (en baisse de 34%), le Dubaï utilisé pour fixer les prix de vente vers l'Asie (-30%) où le Brent, la référence pour fixer les prix de deux tiers du pétrole mondial, dont celui destiné à l'Europe (-29%), le cours du pétrole reflue partout dans le monde.

Un pétrole sous quatre feux :

1/ le déséquilibre du marché réel, où l'offre s'envole encore alors que la demande patine.

2/ le rôle amplificateur des marchés financiers, qui spéculent sur les indices.

3/ L'appréciation du dollar qui joue traditionnellement comme facteur de baisse.

4/ le contexte géopolitique: la baisse actuelle des cours servant les intérêts américains au détriment de la Russie, du Venezuela ou de l'État islamiste.

Dans notre scénario, ces quatre feux ne vont pas rapidement s'éteindre, c'est pourquoi nous prévoyons un Brent à 53$ en moyenne sur l'année, en baisse de 46% sur un an.

Autres victimes, les minerais et les métaux industriels

Le S&P GSCI centré sur les métaux décrit très bien la tendance à l'œuvre depuis maintenant plusieurs mois : il cède 9% au 1er trimestre et tombe à son plus bas niveau depuis 2009. On retrouve évidement, comme avec le pétrole, une offre abondante face à une demande mal en point. Tous les regards se tournent alors vers la Chine.

L'ogre à la naissance du super-cycle des matières premières a perdu son appétit alors même que les récentes vagues d'investissement dans les mines et les sites de production donnent leurs pleins effets.

Bilan : le minerai de fer a perdu 20% de sa valeur en un trimestre et plonge de 68% par rapport à son pic de mars 2008. L'année est perdue et la chute certaine : -32% selon nos dernières prévisions. Mêmes causes, mêmes effets pour les métaux

Dans l'ordre, on retrouve le cuivre, le nickel, le plomb, l'aluminium et le zinc. Tous en baisse au 1er trimestre et ils le resteront en moyenne sur l'année. Selon nos prévisions, le S&P GSCI « métaux industriels » tomberait en 2015 pour la 4ème fois consécutive : -7%

Côté marché agricole, ce n'est pas mieux

Avec des niveaux de production historiques, les entrepôts des céréaliers sont pleins à craquer. Ce qui pèse sur les cours du blé et du maïs.

Mais ce n'est rien comparé à la déconfiture du sucre, au plus bas depuis 6 ans. La S&P GSCI, centré cette fois sur les matières agricoles, est ainsi logiquement en recul : -7% sur les trois premiers mois de l'année et nous anticipons -4% pour l'ensemble de 2015

A contre-courant, l'or et les métaux précieux

Toujours très demandés par les émergents, ils bénéficient de leur statut de valeur refuge dans un contexte où les risques financiers s'amoncèlent. Une hausse entravée par la vigueur du dollar.

Compte tenu de leur modeste poids dans l'indice d'ensemble, ils ne peuvent cependant pas inverser la tendance. Et cette tendance, c'est une baisse générale estimée à Xerfi pour 2015 à -27%... La plus importante depuis 2009. Nous étions alors au cœur de la plus grande récession depuis la 2ème guerre mondiale. latribune.fr 25.05

Hier soir le baril de brut s'échangeait à 59,5 dollars. Comme quoi on suit cela de très près...

2- Afrique du Sud

- L'Afrique garde le cap de la croissance, mais gare à la démographie - AFP

L'Afrique résiste à la chute des cours des matières premières et garde le cap de la croissance, estime un rapport publié lundi par l'OCDE avec d'autres institutions (BAfD, PNUD) qui s'inquiète cependant des effets de l'actuel essor démographique.

"La croissance démographique va ressembler à celle des Indiens et des Chinois en valeur absolue mais pour l'Afrique, cela correspond à un doublement. Si l'on sait l'utiliser cela peut procurer d'énormes avantages puisqu'on estime en Chine et en Inde à 40% la part de la croissance due à la démographie", explique Mario Pezzini, directeur au centre de développement de l'OCDE. AFP 25.05

J'ai zappé les trois quart de cet article pour ne conserver que l'essentiel. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que le développement démographique est à l'origine des classes moyennes ou leur expansion, qui dispose d'un niveau de vie supérieur aux ouvriers et qui par ce biais consomment davantage et profitent du progrès social, si on peut appeler cela ainsi puisqu'ils triment tout autant comme des esclaves.

Baser la croissance sur le développement démographique sachant que 20 à 40% de la population est vouée à vivre dans la précarité absolue est d'un cynisme sans fond, ce qui n'étonnera personne. Ces derniers jours dans une causerie il était évoqué que 75% des travailleurs dans le monde disposaient d'aucun droit social, donc le chiffre que j'avance de 20 à 40% n'a rien d'exagéré.

En Inde, à part les fonctionnaires et ceux qui travaillent dans une grande entreprise, soit 20 à 25% de la masse salariale, les 75 à 80% restants sont taillables et corvéables à merci, si on retire ceux qui ont un travail stable dans une petite ou moyenne entreprise, il doit en rester au moins 40% qui vivent au jour le jour ou perçoivent un salaire uniquement quand ils travaillent, ils ne savent jamais combien de jours dans le mois ils vont travailler, comment ils vont devoir se débrouiller pour survivre, ce qui n'incite pas à consommer, ils sont exclus de la "croissance" synonyme de pauvreté ou misère pour eux.

L'article qui suit tranche avec l'optimisme de l'AFP, agence française de propagande.

- L'Afrique du Sud, champion des inégalités de revenus - latribune.fr

Le 2è pays le plus riche du continent africain est aussi le 2è pays le plus inégalitaire au monde. En cause: un chômage élevé qui est le notamment le résultat des faiblesses de son système scolaire.

Vingt-et-un an après la fin de l'apartheid, certaines inégalités perdurent en Afrique du Sud. Il s'agit du pays le plus inégalitaire en ce qui concerne les revenus de la population, derrière Haïti. Tel est le constat accablant d'un rapport du cabinet de conseil

Boston Consulting Group (BCG), publié lundi 25 mai. Pas moins de 60% de la population, soit environ 31 millions de sud-africains vivent dans la classe la plus pauvre avec moins de 617 dollars par an et plus de 50% des Sud-Africains vivent sous le seuil de pauvreté.

Avec un PIB annuel de 366 milliards de dollars en 2013, selon la Banque mondiale, le pays est pourtant le 2e pays le plus riche d'Afrique, et le 34è au monde.

Comment expliquer un tel phénomène ? La faible conversion de la richesse produite en bien-être pour les habitants, répond le BCG. Le cabinet de conseil place l'Afrique du Sud à la 138ème place du classement (sur 149 pays) pour l'indicateur Seda qui mesure ce degré de conversion de la richesse, en s'intéressant en particulier aux salaires, à la stabilité économique, l'égalité salariale, l'éducation et l'emploi.

Dans ces deux derniers domaines, l'Afrique du Sud connait de très mauvaises performances. Et cela crée un cercle vicieux. Ainsi, l'éducation à deux vitesses en vigueur dans le pays entraîne de gros écarts dans le monde professionnels.. Et ce, alors que le pays dépense plus dans ce secteur que bon nombre de ses pairs (pays au même niveau de développement).

Pour les titulaires d'un diplôme universitaire, le taux de chômage se situe entre 2% et 5% seulement. A contrario, pour ceux qui n'ont pas l'équivalent du baccalauréat, ce taux est situé entre 40% et 70%. Et pourtant, de nombreux emplois étaient vacants en 2014 ; 432,000 postes de techniciens étaient libres, par exemple, pour un pays d'un peu plus de 50 millions d'habitants.

Au total en 2013, le taux chômage s'élevait à 25% en Afrique du Sud, contre 7 à 13% pour les pays au développement équivalent (Colombie, Pérou, Egypte, Indonésie,...).

Un enseignement de mauvaise qualité

L'Afrique du Sud se place à la dernière position (144è) en termes de qualité d'éducation en sciences et mathématiques, dans le dernier rapport du World économic forum. Six professeurs sur dix n'ont pas le niveau requis en mathématiques dans l'enseignement primaire, juge notamment le BCG. En outre Pretoria a fait des efforts sur le développement des infrastructures, l'accès à la scolarité et le recrutement des enseignants, estime le cabinet de conseil, mais n'a pas assez insisté sur la formation des professeurs et la lutte contre la déscolarisation.

Autre problème souligné: les formations professionnelles sont peu nombreuses, mal adaptées et les liens entre l'éducation et le monde du travail sont rares. Enfin, la rigidité du marché du travail qui sévit dans le pays -classé 113e sur 144e dans ce secteur par le BCG- n'arrange rien.

Quand Jacob Zuma promet un transformation radicale

Le BCG se félicite toutefois du plan de développement national lancé en 2014 par le gouvernement sud africain. Il a pour objectif de faire passer le chômage à 14% en 2020, en réformant le marché du travail et en augmentant la qualité et la quantité des enseignants entre autres. Le cabinet estime toutefois que le plan est insuffisamment axé sur la réduction des taux d'abandon prématurés des cursus éducatifs et le développement des formations professionnelles dans la scolarité pour espérer atteindre cet objectif.

Le président Jacob Zuma, membre de l'African national congress (ANC), parti au pouvoir depuis 20 ans, a ainsi promis une transformation "socio-économique" radicale du pays en 2014. Une réponse aux critiques récurrentes que subit le parti: il est régulièrement accusé d'avoir insuffisamment agi pour permettre à la majorité des Sud-Africains de sortir de la misère héritée de la colonisation et de l'apartheid.

En outre, l'ANC qui avait obtenu 62,5% des voix lors des dernières élections législatives, en 2014, a aconnu un résultat en baisse par rapport aux échéances précédentes. Il a notamment pâti de l'émergence d'autres formations , comme le parti des Combattants pour la liberté économique (EFF) qui a réalisé 6,35%, en axant son programme sur... la redistribution des richesses. latribune.fr 25.05

Haut de page

Le 27 mai 2015

CAUSERIE

Nouvelle du bled.

A 13h, il faisait 41°C à l'abri à Pondichéry, sud de l'Inde. Il est 16h, le ciel est couvert, le vent s'est levé, le temps semble tourner à l'orage ce qui n'est pas mieux en période de cyclone !

- Inde: la vague de chaleur tue 800 personnes et ne montre aucun fléchissement - AFP

Grille de lecture.

- En fait le même scénario se reproduit chaque année !

- Le chef du bureau de la propagande politique de la classe dirigeante à l'AFP a dû estimer qu'avec 800 morts le seuil à partir duquel pouvait se manifester une émotion psychologique avait été franchi, et que cette info méritait d'être exploitée ou de figurer dans le cadre de la campagne permanente de déstabilisation et de terreur à destination des masses, au même titre que n'importe quel massacre ou scène de désolation susceptible d'engendrer la crainte ou une réaction compulsionnelle de repli sur soi chez celui qui en prend connaissance, de telle sorte qu'il s'estimera heureux de son sort ou de ne pas en être victime, ce qui reviendra à louer sa condition aussi médiocre soit-elle au lieu de s'en préoccuper ou se demander s'il n'existerait pas un moyen pour la changer, en résumé, quelle bonheur de vivre en France, qui plus est et inconsciemment sous le gouvernement Hollande-Valls.

- Nulle info n'est diffusée au hasard ou gratuitement, c'est la premier constat que l'on doit avoir à l'esprit. Elles visent toute un objectif particulier, ici en l'occurrence il relève du domaine du conditionnement psychologique ou de la manipulation des consciences.

AFP- La vague de forte chaleur qui sévit en Inde a tué plus de 800 personnes en une semaine et ne montre aucun répit, mettant à rude épreuve la santé des plus pauvres contraints de travailler à l'extérieur.

Les hôpitaux des Etats du sud, les plus touchés, ont été mobilisés pour prendre en charge les victimes de coups de chaleur et les autorités recommandaient mardi de rester à l'intérieur.

Les services météorologiques indiens (IMD) ont émis une "alerte rouge" pour mardi et mercredi dans plusieurs Etats en raison de températures attendues de plus de 45°C.

"Nous ne prévoyons aucun répit dans cette vague extrême de chaleur pour les prochains jours", a dit mardi B.P. Yadav, porte-parole de l'IMD.

Des centaines de personnes, essentiellement parmi les plus pauvres, meurent chaque été de la chaleur, des dizaines de milliers d'autres souffrant des coupures d'électricité en raison du réseau surchargé.

Dans l'Andhra Pradesh (sud), Etat le plus touché, 551 personnes sont décédées depuis une semaine, la température ayant approché les 47°C lundi.

Cette vague de chaleur touche une grande partie du pays, dont la capitale New Delhi où certaines portions de rue fondent.

Selon The Hindustan Times, la température maximale à Delhi a atteint un record depuis deux ans lundi à 45,5°C, cinq degrés de plus que la moyenne saisonnière.

Dans l'Etat du Telangana, qui jouxte l'Andhra Pradesh, 231 personnes sont mortes depuis une semaine, et les températures ont atteint 48°C pendant le week-end.

Selon The Hindustan Times, les conditions météo risquent de plonger dans la sécheresse les Etats les plus touchés par cette vague de chaleur, avant l'arrivée de la mousson. Elle est attendue en fin de mois dans le Kerala (sud) mais prendra plusieurs semaines avant de toucher les plaines arides du nord. AFP 26.05

Depuis 3 jours j'ai été obligé d'utiliser la climatisation pour dormir 3 heures chaque nuit. La nuit dernière, à peine une heure après avoir coupé la clim je me suis réveillé en nage. J'ai ouvert les fenêtres et mis le ventilo à fond. Une heure plus tard je me levais car je n'en pouvais plus, en sueur je me grattais de partout. Il y a pire, Selvi (ma compagne) travaille à l'extérieur l'après-midi en plein soleil. Moi je bosse à la maison.

J'ai retiré les deux carters latéraux de l'ordinateur. J'ai aussi rempli le réservoir d'eau. Il arrive fréquemment qu'un transformateur pète en plein été et qu'on se retrouve sans courant pendant 2 ou 3 jours, donc sans eau si on n'a pas de réservoir ou qu'on n'a pas pensé à le remplir. Le mien a une capacité de 2.000 litres à cause du jardin. Il faut constamment penser à tout ce qui pourrait arriver et poserait problème. J'ai aussi remis de l'eau dans les batteries. J'ai aussi mis un grand récipient d'eau à

disposition des oiseaux qui leur sert surtout de baignoire ! Le linge sèche en quelques heures. Le réfrigérateur est rempli de bouteilles d'eau car j'en distribue aux visiteurs. Je bois entre 3 et 5 litres d'eau par jour. Ce matin je suis allé en ville, en plein soleil, j'avais emmené une bouteille d'eau. Roulez en moto à 50 ou 60kms/h maximum, sans casque, en tongues, short et débardeur, sans radar, sans caméra de surveillance, sans flics ou presque, pratiquement sans code de la route, tu te dis que tu es mieux là qu'en France ! Et puis je peux rentrer, déjeuner et aller faire une sieste, sauf que ce n'est pas mon genre, je bosse tout le temps, il faut que je fasse quelque chose, si possible d'utile, c'est préférable car on n'a pas de temps à perdre, il nous est compté.

Parce que Selvi devait quitter son boulot à 10h pour aller régler une question administrative, sa patronne (italienne) a exigé qu'elle commence à bosser à 6h du matin, du coup on s'est levés à 4h15. Quand tu bosses 6j/7 tu n'as pas la possibilité de t'occuper de tes affaires, et comme le dimanche les services administratifs sont fermés, tu dois quémander une permission à ton patron pour t'absenter, absence que tu devras compenser ensuite, c'est cela l'esclave moderne. Selvi a jugé l'attitude de sa patronne dégueulasse et je l'ai approuvée, ces expatriés se comportent en négriers. Son frère m'a dit hier qu'il allait revendiquer une hausse de salaire auprès des Français qui l'emploient, je lui ai donné quelques arguments pour étayer sa demande, notamment qu'il était impossible de faire vivre décemment une famille avec son salaire de misère, ils l'exploitent un maximum, ils sont répugnants.

Bientôt Les Républicains et le parti démocrate se partageront les CSP+... et le CAC40.

- Le mariage de la gauche et des classes populaires touche à sa fin - slate.fr 25.05

En réalité il s'agissait d'un mariage blanc !

Extraits.

(Ils haïssent le prolétariat. - ndrl)

- «Il faudrait pouvoir changer de peuple.» Des boutades comme celle-ci, gorgées d'aigreur, circulaient parmi l'élite socialiste, tenante du «oui», au lendemain du plébiscite remporté par le «non» au référendum sur le constitution européenne, le 29 mai 2005 (54,67%). Ses beaux quartiers parisiens et la rue de Solférino plus irrités que démoralisés, la gauche tardait encore à admettre qu'elle avait fourni les plus gros contingents d'électeurs au refus du traité (59%), au premier rang desquels une immense majorité de sa base populaire –les autres ayant grossi le score de l'abstention (30,63%). Les électeurs de l'UMP et de l'UDF avaient suivi à 76% les consignes de leurs responsables, et voté en faveur du «oui», mais «le peuple de gauche» venait d'adresser un bras d'honneur à ses dirigeants, lesquels sentaient désormais possibles les perspectives d'un divorce historique.

Changer de peuple… Ou réussir à se passer de lui.

(Le peuple sait ce qu'il ne veut plus, mais il ne sait pas encore ce qu'il veut. - ndlr)

Entourage présidentiel, gouvernement, majorité socialiste, «frondeurs», «gauche d'opposition» et extrême-gauche, le camp progressiste dans son ensemble se sait à nu; en danger philosophique; sa raison d'être même remise en cause par celui auquel, de mémoire socialiste, il a toujours cru vouer ses combats: le peuple. Celui des ouvriers, des employés, des plus pauvres. «La France d'en bas», laquelle lui fait aujourd'hui des adieux qui paraissent pour le moins durables.

Le divorce pressenti en 2005, et souvent évoqué, ensuite, lors des effritements successifs, d'avec les classes populaires paraît en effet consommé en ce printemps 2015. Les récentes élections départementales ont achevé de convaincre le PS que sa base historique, désormais, lui refuse assez systématiquement ses suffrages, quand il se présente, au premier tour d'un scrutin, sous sa seule bannière. Et le parti n'est plus du tout certain, faute de cet apport de voix, d'être en mesure de réunir ce tiers des votants qui lui est nécessaire tant aux prochaines régionales qu'au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.

Pour l'heure, les ruminations du PS sont plutôt silencieuses. Les motions du prochain congrès de Poitiers font peu référence au départ de cette clientèle, dont le sort social a pourtant souvent nourri les querelles des «courants» du parti.

Les preuves d'éloignement entre la classe ouvrière et les socialistes sont devenues légion sous le quinquennat de François Hollande. Certains signes de désamour découlent de la politique économique sociale-libérale elle-même, de plus en plus assumée par le pouvoir, et que les plus ouvriéristes parmi les dirigeants de gauche dénoncent comme étant «non-redistributrice», mais les causes majeures sont ailleurs, et les socialistes n'en ignorent rien. Elles font même partie d'une stratégie, contenue, masquée, certes, depuis la victoire de 2012, mais qui ne demande qu'à devenir le plan de marche du PS pour l'après-2017, si la confiance ne parvient pas à se rétablir entre ce dernier et l'électorat historique.

(C'est une gigantesque imposture de faire croire que la "vision du monde et de la personne humaine" du PS correspondrait à celle des travailleurs dès lors qu'on se penche sur son véritable contenu ou l'exploitation qu'il compte en faire. C'est uniquement un masque pour camoufler sa véritable et épouvantable nature que sa politique économique ou sociale révèle au grand jour à défaut

de pouvoir y faire adhérer les masses, c'est le seul moyen qu'il lui reste pour donner l'impression qu'il serait légitime ou bénéficierait d'un soutien populaire (comme le 11 janvier), alors qu'il est ultra minoritaire dans le pays. -ndlr)

La classe ouvrière historique votait à gauche d'abord parce qu'on lui promettait l'amélioration de ses conditions de vie et de travail. Elle a compris que c'était de moins en moins vrai depuis 1983, date du revirement économique de la gauche. Dès lors, les raisons d'adhérer à la gauche deviennent surtout «culturelles», elles procèdent d'une même vision du monde et de la personne humaine. C'est là, au creux des moeurs, des libertés, des projets individuels, etc., que se niche le germe d'une séparation sociologique et électorale.

(Le PS n'a jamais produit le moindre penseur ou dirigeant ouvrier de la trempe de Marx, Engels, Lénine, Trotsky qui s'identifieront entièrement à la cause des opprimés et y consacreront leur vie. On retiendra du passage suivant que le PS cacha "son libéralisme derrière ses solidarités sociales", confirmant à sa manière ce que nous avons indiqué plus haut, c'était une escroquerie politique uniquement destinée à assurer la pérennité du régime capitaliste auquel étaient liés ses dirigeants quelle qu'ait été leur origine sociale.

Cela dit, ce serait une grave erreur de croire que son masque serait définitivement tombé ou qu'il n'en aurait possédé qu'un seul pour comprendre à quoi nous avons à faire, il en utilisa de multiples tous marqués du sceau du faussaire au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours pour couvrir un seul et unique visage. Etant inféodé au capitalisme, il devait épouser ouvertement les différents besoins de la classe dominante tout au long du XXe siècle et changer de masque pour couvrir ses contradictions. Partisan du colonialisme et des guerres de rapine impérialistes, xénophobe, raciste, homophobe, etc. il existe sur Internet d'anciens discours prononcés autrefois par ses dirigeants qui le prouvent amplement pour ceux qui veulent le vérifier car à l'époque ils l'assumaient (idem pour le PCF), faut-il ajouter anti-ouvrier qu'ils ont mitraillés à Clichy dans les années 30, refusant de livrer des armes à la révolution espagnole tandis que Mussolini et Hitler en fournissaient à Franco, alors qu'ils soutiennent de nos jours Al-Qaïda et l'Emirat islamique, en fait la continuité de la même politique depuis un siècle, dans le même camp, celui de nos ennemis.

Ce qu'il faut retenir ou avoir à l'esprit en permanence selon nous, c'est que le PS est fondamentalement anti-ouvrier, antisocial, antidémocratique, antirépublicain, réactionnaire, impérialiste, antisocialiste, et il n'a cessé d'user et abuser de différents masques ou postures pour camoufler qu'il avait définitivement rompu avec son origine ouvrière, afin de tromper les travailleurs avec la complicité des partis corrompus du mouvement ouvrier qui ne cesseront de le ménager ou feront en sorte que son ignoble passé ne remonte pas à la surface. - ndlr)

Après tout, la coalition historique n'avait été qu'une alliance contre nature. Un pacte remontant à l'affaire Dreyfus, à la Révolution même, entre les premiers prolétaires et les républicains, une classe bourgeoise, héritière des Lumières, qui cachait son libéralisme derrière ses solidarités sociales. Un jour ou l'autre, ce masque allait bien finir par tomber. slate.fr 25.05

En complément. Quelle classe incarne le PS ?

Celle des nantis.

- Nouveau Roland-Garros: Hidalgo attend "très vite" le feu vert du gouvernement - AFP 26.05

- Valls soigne les entreprises en reportant (encore) le compte pénibilité - Le Huffington Post 26.05

Non, pas celle-là.

- Des tentes sous le métro: à Paris, un campement sauvage de 300 migrants - AFP 26.05

Concentration des richesses. Toujours plus riches.

- Les milliardaires européens sont plus riches que les autres milliardaires - 20minutes.fr

Avec une fortune moyenne de 5,7 milliards de dollars, les milliardaires européens sont plus riches que leurs homologues américains et asiatiques, selon une étude publiée mardi par la grande banque suisse UBS et le cabinet conseil PwC. La fortune moyenne des milliardaires américains est de «seulement» 4,5 milliards de dollars et celle des milliardaires asiatiques du montant dérisoire 3,2 milliards de dollars.

Nouveau record du nombre de milliardaires en France

Selon Josef Stadler, un des responsables de division d'UBS qui s'occupe des «ultra-riches», la période actuelle, «marquée par une création accélérée de richesses est similaire à l'âge d'or de la fin du 19ème siècle et du début du 20ème siècle, lorsqu'aux Etats-Unis et en Europe l'esprit d'entreprise a lancé la première vague d'innovation de l'histoire moderne». La création de richesse

est «cyclique», a t-il ajouté, et «ces dernières décennies nous avions la chance d'être sur une période forte du cycle».

La plupart des fortunes constituées au cours des 20 dernières années en Europe et en Asie, mais dans une mesure moindre, trouvent leur origine dans l'industrie des biens de consommation, soit 50% pour les Européens et 20% pour les Asiatiques. Aux Etats-Unis, beaucoup de nouveaux milliardaires ont fait fortune dans le secteur financier (30%). 20minutes.fr 26.05

ACTUALITE EN TITRES

A croire qu'ils partageraient la même conception de la République, cela vous étonne ?

- Laurent (PCF) dénonce le "hold-up" de Sarkozy sur l'idée républicaine - AFP

Patrons mafieux.

- Le travail au noir atteint des records en France - Francetv info

Entre le travail au noir, les heures non déclarées et les erreurs plus ou moins volontaires, les sanctions de l'Urssaf ont explosé sur l'année 2014, pour atteindre 1,46 milliard d'euros de redressement de charges, dont 400 millions sont à imputer au travail au noir. Des montants qui ont augmenté d'un quart depuis 2013 et qui ont été multipliés par dix en l'espace de dix ans. Francetv info 26.05

Il y a étrangers et étrangers.

- L'Europe attire les investissements étrangers comme jamais - LeMonde.fr

- Des tentes sous le métro: à Paris, un campement sauvage de 300 migrants - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre

- Le Premier ministre libyen échappe à une tentative d'assassinat - Francetv info

- Des villages attaqués par des Peuls au Nigeria, 96 morts - Reuters

- Kenya: attaque meurtrière des shebab contre des policiers - AFP

- Poursuite des violences au Burundi, nouveau sommet en vue - Reuters

- Afghanistan: 26 policiers et soldats tués dans une série de raids talibans - AFP

Opération déstabilisation.

- Ukraine: Obama dénonce l'attitude "de plus en plus agressive" de Moscou - AFP

- Brésil: marche à pied de 1.000 km de la "nouvelle droite" contre Rousseff - AFP

- Pékin érige deux phares dans des eaux contestées de mer de Chine - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Iran - Arabie saoudite

- Iran/Arabie: tension à son comble. - french.irib.ir

Le chargé d'affaire saoudien à Téhéran a été convoqué au ministère des Affaires étrangères. Après que deux roquettes des avions saoudiens ont percuté la proximité de l'ambassade de la RII au Yémen, le chargé d'affaire saoudien a été convoqué lundi soir au ministère des Affaires étrangères pour lui notifier la vive protestation de Téhéran.

De même le chargé d'affaire saoudien a été mis en garde contre les impacts de la négligence des engagements et devoirs internationaux de la part de l'Arabie et d'autres pays impliqués dans la guerre du Yémen ainsi que l'immunité et la sécurité des diplomates et des résidences diplomatiques de la République islamique d'Iran. french.irib.ir 26.05

Yémen - Arabie saoudite

- Une base militaire saoudienne tombe - french.irib.ir

Des images ont été diffusées par la chaîne d'information yéménite, Al-Massira témoignant de la chute de la base militaire de l'armée saoudienne sur les hauteurs d'Al-Makhrouq, surplombant Najran, dans les opérations de l'armée régulière et des forces de la mobilisation populaire du Yémen.

Un grand nombre de blindés et d'équipements militaires de l'armée saoudienne ont été détruits et nombre de ses militaires tués ou blessés, lors de l'opération menée par l'armée yéménites et les forces des comités populaires contre la base militaire de l'Arabie sur les hauteurs d'Al-Makhrouq à proximité de Najran. Selon les témoignages reçus, les militaires déployés dans cette base, étaient des forces spéciales de l'armée saoudienne. Par ailleurs, dans la foulée d'intenses heurts lundi, entre les éléments d'Al-Qaïda d'une part et de l'autre les forces populaires et les Houthis, dans le sud du Yémen notamment à Taez, plus de 35 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées. Les conflits internes au Yémen se poursuivent parallèlement aux attaques par artillerie et aux frappes aériennes de l'Arabie contre le Yémen. french.irib.ir 26.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Espagne

Espagne: presque un quart des ménages sous le seuil de pauvreté en 2013 - AFP

Près d'un quart des ménages espagnols vivait sous le seuil de pauvreté en 2013, selon une étude publiée mardi par l'Office national de la statistique (Ine), dans un pays où le chômage reste important malgré la reprise économique.

Les revenus moyens des ménages n'ont cessé de diminuer depuis 2008, indique l'Ine, passant de 30.045 euros en 2008 à 26.154 euros en 2013.

Ce niveau a reculé de 2,3% entre 2012 et 2013, précise l'institut dans un communiqué.

Parmi les ménages, 22,2% vivaient sous le seuil de pauvreté en 2013, contre 20,4% l'année précédente, a calculé l'Institut national de la statistique.

En prenant en compte le nombre de ménages propriétaires de leur logement, le nombre de foyers vivant sous le seuil de pauvreté diminue à 19,9%.

Les ménages les plus touchés par la pauvreté sont les étrangers et les foyers monoparentaux. Les personnes originaires d'un pays situé hors de l'UE représentent ainsi plus de la moitié (55,4%) des ménages vivant sous le seuil de pauvreté, contre 18,4% pour les Espagnols et 35,7% pour les immigrés venant de l'UE.

Si on considère la composition du foyer, 42% des personnes vivant seules avec des enfants à charge étaient sous le seuil de pauvreté, indique l'Ine.

Lorsque cette enquête a été réalisée, "16,1% des ménages espagnols disaient boucler les fins de mois avec "beaucoup de difficultés". Ce pourcentage était inférieur de 0,8 point à celui de l'année précédente", selon le communiqué de presse.

Près de 42,4% des foyers n'étaient pas en mesure de faire face à des dépenses imprévues, faute d'économies, 45% ne pouvaient pas partir en vacances au moins une semaine par an et 10,2% avouaient payer en retard leurs factures de gaz ou d'électricité

ou encore leurs prêts immobiliers. AFP 26.05

2- Pérou

- Pérou : deux régions en colère contre des compagnies minières, 5 morts - euronews.com

Un homme de 38 ans est mort au Pérou lors d'une énième manifestation contre une compagnie d'exploitation minière à san Juan de Marcona. Cette fois-ci, il s'agissait de dénoncer les licenciements de 85 mineurs par la compagnie minière chinoise Shougang.

La manifestation a tourné à l'émeute, les affrontements avec la police ont été violents. Le jeune manifestant soutenait le mouvement des mineurs, en grève depuis une semaine, qui réclame non seulement la ré-embauche des 85 mineurs, mais aussi l'installation d'un réseau d'eau potable et la réduction des tarifs d'électricité dans la circonscription de Marcona, dans la région d'Ica.

Dans la région d'Islay et de Mollendo, toujours dans le sud du Pérou, la population est aussi mobilisée contre une filiale minière de la compagnie mexicaine Southern Copper et le projet de mine de cuivre Tia Maria, un projet risqué pour l'environnement, notamment pour l'agriculture et les réserves en eau.

Les manifestations durent depuis deux mois, et la mort récente de quatre protestataires a poussé les autorités à instaurer l'Etat d'urgence vendredi dernier pour 60 jours. Une décision qui suspend des libertés personnelles telles que l'inviolabilité du domicile, la liberté de circulation et la liberté de réunion… euronews.com 26.05

Soutien inconditionnel aux mineurs et à la jeunesse péruvienne...

3- Agro-chimie.

Mobilisation mondiale contre Monsanto - euronews.com

Des centaines de manifestants ont défilé dans les rues de Mexico contre Monsanto dans le cadre d'une mobilisation mondiale contre le géant américain de la biotechnologie agricole.

Monsanto commercialise des produits chimiques, des semences génétiquement modifiées et des pesticides dont les manifestants dénoncent la nocivité.

Le docteur argentin Medardo Avila Vasquez assure que les risques pour les femmes enceintes sont particulièrement élevés en période de pollinisation à proximité des cultures où ces produits sont utilisés.

"Ce modèle de production de soja génétiquement modifié est un poison" dit-il. "Le poison est dans l'air, dans l'eau, dans le sol, il tue nos enfants, nos époux, nos épouses, c'est cancérigène."

Des appels à manifester ont été lancés dans une quarantaine de pays et 400 villes dont Paris et Strasbourg ou à Morges, en Suisses, où se trouve le siège européen de Monsanto et où environ 1500 personnes ont participé à une marche contre les OGM. euronews.com 24.05

Haut de page

Le 28 mai 2015

CAUSERIE

Hier 41°C, à la même heure aujourd'hui 28°C.

- La vague de chaleur en Inde a tué plus de 1 400 personnes - LeMonde.fr

La canicule continue de faire des ravages en Inde. La vague de chaleur a fait 1 412 morts cette semaine dans le sud du pays, alors que les températures ont régulièrement dépassé les 47 °C, ont annoncé les autorités.

Imputée aux courants d'air chaud qui soufflent depuis l'Iran et l'Afghanistan, la vague de chaleur devrait se poursuivre au moins jusqu'à la fin de la semaine et l'arrivée de la mousson, susceptible de faire baisser les températures. LeMonde.fr 27.05

Même là Le Monde raconte n'importe quoi. On a eu un gros orage, 1h30 de pluie intense, à 19h hier soir la température était passée à 24°C, soit 17°C de moins en moins de deux heures. Cela dit, elle va remonter, c'est l'été, normal !

C'est l'odeur des cadavres qui attirent ces oiseaux de malheur que sont les médias. Tout est bon pour agir sur la sensibilité ou l'émotivité des gens pour leur inspirer la crainte, les déstabiliser ou les fragiliser psychologiquement.

Commentaire d'un internaute.

- "*Ils sont forts les Indiens quand même...*

Plus de 1'100'000'000 habitants et seulement 1'360 morts après plusieurs semaines à 45°C et des pointes à 47°C.

Chez nous, en 2003, on déplorait presque 20'000 morts pour 60'000'000 d'habitants après des températures supérieures à 40°C et une pointe à 44°C malgré tout notre petit confort et la "supériorités" de nos services de santé..."

La France, c'est la décomposition à marche accélérée, l'Inde s'y est adapté dès le départ, il faut bien survivre...

En attendant on n'a pas eu de courant jusqu'à 13h et j'ai seulement commencé à bosser après, donc très tard, du coup je n'ai pas eu le temps de formater les adresses des articles à mettre en ligne, ce sera pour ce soir ou demain matin, il n'y a rien qui urge, ne soyons pas esclave de l'info, profitons-en pour réfléchir un peu, c'est nécessaire sans déconner, c'est même ce qui fait le plus défaut à nos contemporains, réfléchir. Tenez, hier soir pour économiser les batteries et pouvoir utiliser un ventilateur la nuit je n'ai pas ouvert l'ordinateur, j'ai parcouru quelques passages de *La raison dans l'histoire d'Hegel*, un des rares bouquins survivant du tsunami. J'ai lu quelque part que c'était le savoir et le vouloir qui guidait les hommes ou l'avenir de la civilisation humaine. Voilà un thème de réflexion intéressant.

Pour ce qui est du savoir. Il demeure partiel ou incomplet, mais il est largement diffusé et facilement accessible, des millions de travailleurs savent que les gouvernements et les médias leur mentent effrontément, ils ont accès aux faits par le biais d'Internet, cela devrait participer à l'élévation de leur niveau de conscience politique, même s'il reste pour le moment sans direction. Il existe donc un vivier important pour constuire le parti, encore faudrait-il qu'il y en ai un dans lequel ils puissent se reconnaître et leur fournirait la direction qui leur fait tant défaut, il ne faut pas désespérer, c'est le pire qui pourrait nous arriver...

Quant au vouloir, c'est une autre paire de manche quand on arrive encore à s'en sortir ou qu'on se contente de ce qu'on a, on en manque singulièrement, à moins qu'elle ne serve que notre ambition personnelle.

C'est la combinaison de la connaissance ou du savoir avec des principes ou des valeurs universelles auxquels on est attaché qui détermine la mise en oeuvre de la volonté, la direction dans laquelle elle va opérer et au service de quelle cause elle va se placer. Emprunter le chemin de la lutte de classes et adopter le socialisme nécessite d'y voir clair et un énorme effort de volonté... A suivre.

Propagande et désinformation. Sauver l'hégémonie de l'impéralisme américain à n'importe quel prix.

- Seul l'impérialisme peut sauver le Moyen-Orient Slate.fr - Slate.fr

Il s'agit de l'impérialisme américain, vous l'aviez deviné. Alors qu'il est en train de détruire le Moyen-Orient plutôt qu'il ne lui échappe au profit de ses concurrents. De la première à la dernière phrase l'auteur de cet article s'emploiera à occulter le rôle des Etats-Unis dans le chaos actuel au Moyen-Orient dont la responsabilité incombe entièrement aux dictateurs qui étaient au pouvoir en Libye, en Irak et en Syrie.

On reviendra demain sur cet article qui se terminait ainsi :

- L'impérialisme engendrait l'ordre, aussi rétrograde fut-il. Le véritable défi aujourd'hui consiste moins à établir une démocratie qu'à rétablir l'ordre. Car sans ordre, il ne peut y avoir de liberté pour personne. Slate.fr 27.05

L'ordre à condition qu'il soit dicté par l'impérialisme américain et qu'il conserve sa liberté d'action pour satisfaire ses intérêts, sinon à quoi bon.

L'ordre et les affaires font bon ménage, mais la guerre aussi, à condition qu'elle soit rentable sur le plan politique, sur le plan économique, pas de souci de ce côté-là, elle l'est toujours pour les banquiers...

Bref, l'impérialisme américain peut sauver quoi au fait ? Les peuples de la barbarie ? Pas vraiment puisqu'elle en est le génie créateur.

Ali Ahani estime que la coalition internationale formée contre l'Etat Islamique "n'est pas du tout sérieuse" - atlantico.fr

"Comment est-il simplement imaginable que les États-Unis, avec leur présence en Irak, tous leurs équipements et leurs satellites, n'aient pas été capables d'empêcher Daesh d'entrer à Ramadi ?" interroge l'Ambassadeur d'Iran en France.

"Dites-moi, qui achète le pétrole de Daesh ? De quelle manière, par quelle frontière ? Cela démontre bien qu'il n'y a pas de volonté de vaincre Daesh" déclare-t-il avant d'affirmer que certains pays de cette coalition internationale ont de toutes façons, "leur part dans la création de Daesh". "Dès lors, comment peut-on imaginer qu'ils soient sérieux pour lutter contre eux ?" S'insurge Ali Ahani. atlantico.fr 27.05

ACTUALITE EN TITRES

Le terrorisme d'Etat made in USA est intraduisible en français, il faut donc l'adopter tel quel.

- Valls: l'Etat va créer deux cellules de "community managers" contre la propagande jihadiste - AFP

Les renégats n'ont aucune dignité. C'est la seule disposition à laquelle ils demeurent fidèles.

- Camba enfin adoubé par les militants - Le Huffington Post

- PS: les militants élisent le premier secrétaire, Cambadélis sur d'être élu - AFP

- PS : pourquoi Cambadélis est le premier secrétaire idéal pour Hollande - francetvinfo.fr

A l'époque où il était trotskiste, membre de l'Organisation communiste internationaliste et syndicaliste étudiant, celui qui se faisait alors appeler "Kostas" marchait aux côtés de militants comme Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon ou Jean-Marie Le Guen. Puis, en 1986, son engagement dans la campagne de François Mitterrand le pousse à prendre sa carte au PS. Dès lors, il sera tour à tour mitterrandien, rocardien, strauss-kahnien puis aubryste.

Grâce à l'évolution de ses positions, l'actuel premier secrétaire peut aujourd'hui compter parmi ses alliés aussi bien Martine Aubry que Manuel Valls.

"Il a le souci de la synthèse", se félicite-t-on à l'Elysée, où l'on sait apprécier cette qualité. "C'est un mécanicien du génie politique, qui excelle dans la tactique", explique un proche de Vincent Peillon, cité par L'Opinion. francetvinfo.fr 27.05

Ce cher "Camba" adopté par les médias aux ordres, une consécration en effet !

Une râclure, oui ! Il n'y a pas plus vil qu'un renégat, hypocrite, malhonnête, manoeuvrier, sournois, cynique.

Certains ajouteront qu'il a été à bonne école, d'autres penseront que c'est une calomnie, tout dépend de l'analyse qu'on aura faite des dirigeants de l'Organisation communiste internationaliste dans laquelle j'ai milité.

En famille. Aucune critique de l'ennemi ne peut nous atteindre, oui mais là ce n'est pas vraiment le cas.

- Jean-Luc Mélenchon blessé par les critiques de Cécile Duflot - Liberation.fr

Et dire que les milliers de 4x4 Ford, Honda, Toyota, de Daesh font des merveilles sur les routes d'Irak et de Syrie...

- Ford rappelle quelque 442.000 voitures en Amérique du Nord - AFP

- Honda rappelle 340.000 voitures supplémentaires pour des airbags - Reuters

Quand l'ordre est sur le déclin, la dictature n'est pas loin (et la guerre pour ceux en mal d'émotions fortes!).

- Prisons : un député UMP propose de faire payer aux détenus le gîte et le couvert - LeFigaro.fr

- Pécresse : «tolérance zéro» pour la fraude dans les transports - LeFigaro.fr

- Guéant et un autre proche de Sarkozy renvoyés en correctionnelle - Le Huffington Post

- François Fillon et Jean-Pierre Jouyet ont rendez-vous au tribunal - LeFigaro.fr

- UMP: Nicolas Sarkozy se rend au Havre en jet privé pour 3.200 euros - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie change de politique dans ses coopérations militaires - french.irib.ir

Le président russe, Vladimir Poutine insiste sur la nécessité de l'essor des coopérations techniques et militaires avec ses partenaires au niveau international.

Lors de la commission des coopérations techniques et militaires, le président russe a critiqué les démarches anti-russes de l'Occident et des Etats-Unis, regrettant que son pays doit se voir face à des mesures hostiles d'un certain nombre de pays, dans son commerce d'armements. « Les interactions en armement de la Russie avec les autres pays sortent du cadre des rivalités équitables et le levier politique s'utilise dans ces rivalités. » a rappelé Vladimir Poutine.

L'insistance de Poutine sur la promotion des relations techniques et militaires avec les partenaires internationaux s'explique par les récents développements dans les relations Russie/Occident. N'oublions pas qu'avant cette crise, la Russie vivait l'époque d'or de ses relations dans le domaine technique et militaire. D'importants projets en armement étaient en exécution par la Russie dans les pays européens, partenaires occidentaux de la Russie, dont en France, en Italie et en Allemagne. Mais la crise en Ukraine et la tension croissant apparue entre la Russie et l'Ukraine ont entraîné, tout d'abord, la rupture des relations russo-ukrainiennes avant que les coopérations Russie/Occident ne se figent. Parmi d'autres, on peut évoquer le refus de la France de livrer à la Russie deux navires porte-hélicoptères Mistral. Les Français ont refusé de les livrer bien qu'ils soient obligés d'indemniser la Russie. La même chose pour les autres projets militaires communs.

La Russie est-elle restée les bras croisés ? Certes, non ! Avec un changement général de sa stratégie, Moscou a opté pour la politique du regard à l'Est : il s'est focalisé sur l'Asie de l'Est dont et surtout la Chine non seulement dans le domaine financière et économique mais aussi dans celui de l'énergie et de l'industrie. Il n'a pas, d'ailleurs, oublié d'établir d'étroites relations, tout d'abord, avec l'Amérique latine et ensuite avec le Moyen-Orient. Pour le moment, c'est avec l'Inde et la Chine, deux pays émergeants, que la Russie renforce ses coopérations d'autant plus que ces deux pays ont aussi bien la capacité financière suffisante que la motivation pour se procurer la technologie militaire russe. french.irib.ir 27.05

2- Yémen

- Yémen : l'armée a nettoyé des régions, à Maarib, des éléments takfiris - french.irib.ir

L'armée et les comités populaires yéménites ont purgé des régions et une base militaire de la présence des éléments takfiris.

Selon Tasnim News, l'armée yéménite, secondée par des comités populaires, a pu nettoyer des régions et des bases militaires, dans les secteurs du Sud et de l'Ouest de la ville de Maarib, de la présence des éléments takfiris. «Après que des dizaines de Takfiris ont été tués ou blessés, plusieurs éléments takfiris ont préféré s'enfuir», a déclaré une source militaire à l'Agence de presse officielle «Saba».

Sur le même volet, les avions de chasse saoudiens ont lancé plusieurs raids aériens contre des localités yéménites, afin de renforcer le moral des éléments takfiris, et endiguer la progression de l'armée et des comités populaires.

Dans son 7e rapport, sur la situation humaine, au Yémen, l'institut yéménite, «La Maison de la liberté», a annoncé que 4.021 Yéménites ont été tués, et 7.017 autres, blessés, jusqu'au 23 mai, dans les offensives aériennes de l'Arabie. french.irib.ir 28.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- 35 heures à l'hôpital: la colère s'amplifie avec une nouvelle grève - AFP

La colère s'amplifie à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris contre le projet de réforme des 35 heures du directeur général Martin Hirsch, avec une nouvelle journée de mobilisation, jeudi, à l'appel des syndicats qui en réclament le "retrait pur et simple".

Après une réunion avortée, mardi, avec Martin Hirsch, l'intersyndicale a appelé les agents de l'AP-HP à une grève "massive", une semaine après la première, et prévu un nouveau rassemblement devant le siège de l'AP-HP à partir de 11h00.

La grève du 21 mai avait été suivie par 50% des agents, selon les syndicats, 34% selon la direction.

Si le directeur général "ne nous entend toujours pas, on a prévu d'aller plus loin et d'aller voir ses tutelles. C'est bien Marisol Touraine qui donne sa feuille de route à M. Hirsch", dit à l'AFP Olivier Youinou (SUD Santé). La ministre de la Santé a assuré à plusieurs reprises que le directeur général avait toute sa "confiance" pour négocier.

Des négociations sur le projet de réorganisation du temps de travail des 75.000 personnels (hors médecins) des 38 hôpitaux de l'AP-HP avaient été initialement envisagées ce jeudi.

Pour le patron de l'AP-HP, une réorganisation s'impose pour s'adapter aux nouveaux modes de prise en charge (avec le développement de la chirurgie ambulatoire notamment), améliorer les conditions de travail et préserver plus de 4.000 postes. Une réforme permettrait d'économiser 20 millions d'euros, selon l'AP-HP.

Mais les syndicats, s'ils admettent l'idée de revoir l'organisation du travail, refusent que ce soit au prix de nouvelles réductions de moyens.

Mardi, l'AP-HP avait souligné que le dialogue n'était "pas complètement rompu". "La balle est dans le camp des syndicats", après les nouvelles propositions de la direction offrant notamment des garanties sur le niveau et la qualité de l'emploi, avec le "maintien des effectifs au lit du malade", mais aussi une nouvelle vague de titularisation de CDD et un meilleur accès au logement.

"Il ne s'agit pas de logement ou autre mais du retrait de son projet. Il faut que Martin Hirsch réponde à la colère qui s'amplifie. Il a ouvert une boîte de Pandore. Il est de plus en plus isolé. S'il lui faut une piqûre de rappel, il l'aura ce jeudi. On espère que cela l'aidera à développer les anticorps nécessaires", poursuit le délégué SUD. "On sera sous ses fenêtres. L'intersyndicale attend son invitation s'il se dit prêt à négocier. Cela dépend de lui", assure-t-il.

Pour sa part, Martin Hirsch a assuré mercredi à l'AFP que le dialogue social était "plus que jamais" son cheval de bataille. "Tous les syndicats sont pour une mobilisation tonique. Nous voulons le retrait du projet et amplifier le rapport de force. Nous verrons quand M. Hirsch souhaite entamer la négociation", renchérit Marianne Journiac de la CGT.

Dans un communiqué de soutien aux personnels, FO réaffirme qu'"il faut savoir ne pas s'entêter".

Depuis que le directeur général a annoncé son intention de réorganiser le temps de travail dans les hôpitaux parisiens, les relations entre direction et syndicats sont très tendues.

Par manque de personnel, les repos non pris s'accumulent sur les comptes épargne temps -- représentant 74,7 millions d'euros fin 2014, selon la direction. Une réduction des plages horaires journalières permettrait de diminuer les RTT.

Mais les syndicats redoutent leur suppression, comme celle de jours exceptionnels octroyés pour événements familiaux ou l'ancienneté, et un accroissement de la charge de travail, quand nombre d'agents font déjà des dépassements d'horaires. AFP 27.05

Haut de page

Le 29 mai 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h20. On a ajouté 47 articles, j'en ai zappés une dizaine.

A méditer, extrait d'un des articles mis en ligne :

Le Meilleur des mondes - Aldous Huxley (1891-1963)

« *La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader, un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude.* »

Le monde aujourd'hui y ressemble effectivement.

Cela vaut particulièrement pour les nantis, entendez ceux qui parviennent encore à vivre normalement en s'en foutant du reste, qui s'indignent, qui gesticulent, qui tiennent de beaux discours ou rédigent de longs articles qui mènent systématiquement dans une impasse, ils sont nombreux dans nos rangs à brasser du vent et à se donner bonne conscience derrière un militantisme inconsistant ou qui relève de l'opportunisme, du corporatisme, de l'individualisme, du charlatanisme, les Charlie, qui finalement s'accommodent très bien du capitalisme.

Inutile d'évoquer les bourgeois et les aristocrates, les petits bourgeois qui ont vendu leurs âmes aux plus offrants en échange d'une situation, d'un statut, du fric, c'est vulgaire et méprisable, ce sont nos ennemis et on n'essaiera pas les convaincre de quoi que ce soit sous peine de perdre notre temps.

Quant aux pauvres bougres arriérés et totalement conditionnés bien qu'éduqués, ils ont "l'amour de leur servitude", sans même avoir le droit à la consommation ou au divertissement qui pour eux rime avec qualité médiocre, privation et abrutissement. Ils sont les otages des nantis dont il a été question plus haut, corrompus par l'idéologie du régime, ignorants qui prétendent avoir atteint un certain niveau de conscience qui en réalité ne dépasse pas le stade de leurs petits intérêts personnels, penseurs limités, esprits bornés, manipulés et refusant de l'admettre, bouffant à tous les râteliers, sans personnalité, cela vaut en particuliers pour les intellectuels... on se demande ce qui pourrait bien se produire pour qu'ils en prennent conscience si cela est encore possible.

Cette condition est indispensable à la réalisation du socialisme, il faut l'avoir à l'esprit, ce qui signifie que s'adapter au capitalisme et au-delà refuser de s'engager pour le combatte sapent les bases du socialisme, fait notre propre malheur. On n'a aucune raison de les ménager, ils savent très bien de quoi on parle et sont capables de le comprendre, si maintenant ils se comportent comme des enfants gâtés et ne supportent pas notre discours, on n'y peut rien et nous n'en changerons pas. Lunatiques, susceptibles, hypocrites, malhonnêtes, sclérosés ou dogmatiques, le tout à des degrés divers, incapables d'évoluer intellectuellement au-dessus d'un certain seuil en fait, cela ne les empêche pas d'afficher un complexe de supériorité qu'ils ont usurpé ou qu'ils ne méritent pas, de mépriser le comportement des masses qui leur rendent bien à juste titre, car ce serait elles qui seraient responsables de la situation, alors que ce sont eux qui ont acquis les moyens de changer la société pour peu qu'ils en aient le courage ou la volonté, celle qui pour commencer consiste à se regarder en face et à en déduire qu'il y a vraiment beaucoup de boulot à faire pour s'améliorer soi-même.

On est passé par là un jour, il y a fort longtemps, et on ne l'a jamais oublié, sauf qu'à l'époque je n'appartenais pas vraiment à cette catégorie de privilégiés, je faisais partie des ignares désespérément pauvres qui découvrait effaré à quel point la société et le monde ne ressemblaient pas du tout à ce qu'il croyait être, j'eus l'impression épouvantable d'avoir toujours vécu dans le mensonge et l'obscurité, et que pour en sortir cela ne tenait qu'à moi, dès lors j'ai cessé de croire et je n'ai pas cessé d'étudier et de réfléchir à ma condition, au monde. Le but n'était pas de m'en sortir individuellement, j'ai aussitôt emprunté la voie du militantisme, et si hélas j'ai atterri dans ce trou du bout du monde en Inde, c'est bien parce que nous n'avons jamais disposé d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom.

Sans faire dans le culte de la personnalité, il va de soi qu'un tel parti doit posséder des dirigeants qui incarnent le contraire de tout ce que nous estimons détestables dans la société actuelle et chez la plupart des hommes, qui soient irréprochables, incorruptibles, fassent preuve d'un degré supérieur de discernement, possèdent une parfaite maîtrise de la dialectique, des qualités exceptionnelles au-delà de leurs lacunes ou faiblesses bien naturelles du moment qu'ils sont profondément honnêtes, sincères et pourquoi pas humains puisque c'est une qualité qui fait tant défaut à la plupart de nos contemporains, y compris ou avant tout dans notre entourage ou notre propre famille, si je peux me référer à ma propre expérience. Il faut savoir ce qu'on veut dans la vie.

Croire qu'on peut oeuvrer à son bonheur au détriment des autres est un leurre qui ne dure qu'un temps, de même lorsqu'on croit qu'on pourra s'en sortir individuellement, au prix de quels sacrifices qui nous gâcheront l'existence. Pour parler comme Hegel, à nous de savoir sur l'échelle de la conscience universelle à quel degré nous en sommes pour déterminer le chemin qu'il nous reste à parcourir pour nous rapprocher de notre idéal, notre émancipation, notre liberté que nous ne pourrons acquérir que tous ensemble, car croire qu'on y arrivera avec 80% des masses demeurant ignorantes et 10% agissant mais embourbés dans des contradictions inextricables, c'est encore se leurrer.

J'ai rédigé ces lignes d'un trait, en colère après lu un tas d'articles que je n'ose même plus qualifier, inutiles puisque nous regorgeons de matériaux pour mener notre combat politique, mais apparemment nous sommes toujours incapables de nous en servir à bon escient, c'est déséspérant.

Au fait, à ce propos, j'ai trouvé la formule choc, concise, que je vais proposer à certains portails alternatifs ou intellectuels dans le cadre d'un appel mondial à tous les peuples : il faut un changement de régime aux Etats-Unis. J'ignore s'ils la reprendront à leur compte, c'est pour les mettre aux pieds du mur comme l'on dit, pour voir. On y reviendra.

La causerie du matin.

Je n'ai pas eu le temps de commenter l'article sur l'impérialisme dont je vous ai parlé hier, on verra cela ce week-end. Rien à ajouter, je suis débordé, une trentaine d'articles seront mis en ligne d'ici quelques heures.

Je vous ai épargné la pantomine du Panthéon qui relevait de l'instrumentalisation la plus misérable qui soit, Hollande s'en étant servi pour vanter sa contre-réforme du collège.

Argument.

En quelques jours ou semaines, les Américains ou l'Otan sont venus à bout de S. Hussein et M. Kadhafi et leurs armées hyper modernes, mais au bout d'un an ils ne sont pas parvenus à liquider une misérable armée de mercenaires sanguinaires issus en grande partie du lumpenprolétariat international qui a envahi l'Irak puis la Syrie, étonnant non ?

L'Emirat islamique est l'image hideuse qui nous vient à l'esprit spontanément en pensant aux Etats-Unis.

Il faut être déséquilibré, cinglé pour rejoindre Daesh, il ne faut pas craindre de donner la mort à des innocents, ils ne doivent pas craindre qu'on leur donne. On a franchi un nouveau degré dans la barbarie, la question se pose alors de la nécessité d'un changement de régime aux Etats-Unis.

Inde. Désinformation jusque dans les moindres détails.

Ce matin à 9h il fait à peine 25°C à Pondichéry dans le sud de l'Inde.

- Canicule en Inde: près de 1.500 morts, les hôpitaux submergés - AFP

Les hôpitaux faisaient face en Inde jeudi à un afflux de victimes de la vague de chaleur qui a déjà tué près de 1.500 personnes en un peu plus d'une semaine, le bilan le plus lourd depuis vingt ans.

"La nuit dernière, nous n'avons pas eu de courant pendant presque cinq heures", explique Seema Sharma, femme au foyer de 31 ans venue avec son fils de quatre ans.

"Vous imaginez ce que nous avons vécu. Il ne réussissait pas à dormir et pleurait sans cesse. Maintenant il a de la fièvre", dit-elle. AFP 28.05

Il est impossible de compter le nombre de jours et de nuits que nous avons passés sans électricité durant l'été au cours des 20 dernières années, non pas pendant 5 heures mais 24 heures ou plus. Et chaque année durant cette période de l'année dans chaque village il y a un ou deux petits vieux qui nous quittent, il faut bien qu'ils partent un jour ! Oui, sauf que l'Agence Française de Propagande a décrété que c'était exceptionnel en mai 2015. Pourquoi ?

Demain ce sera la faute du gouvernement indien, vite exigeons un changement de régime qui soit plus favorable à l'impérialisme américain au lieu de s'encanailler avec la racaille russe et chinoise.

Dans cet article ils reproduisaient les propos d'un médecin indien qui aurait affirmé qu'il n'y aurait jamais eu autant de mort dus à la chaleur depuis 40 ans, sans qu'on soit obligé de le croire sur parole.

Mon beau-frère m'a dit il y a quelques jours qu'il n'avait jamais autant plu au mois de mai depuis 20 ans. Je lui ai demandé s'il en était sûr et il m'a répondu affirmativement. Je l'ai écouté sans le couper, même pas surpris car j'ai l'habitude, alors qu'en réalité hormis une année ou deux ou la pluie est venue en retard en juin et non en mai comme chaque année au moment du pic de chaleur, il a moins plu cette année, il a plu à deux reprises, la première fois une nuit entière et quelques gouttes le jour suivant, et la seconde fois avant-hier pendant 1h30 seulement, tandis que chaque année il pleut abondamment pendent environ une semaine d'affilée, généralement au début du mois car la température n'a cessé de grimper au mois d'avril.

Tout cela pour dire qu'ils racontent vraiment n'importe quoi, mais quand on les écoute parler en prenant un ton affirmatif ou sûr d'eux, on a l'impression qu'ils savent de quoi ils parlent. C'est une manière de se mettre en valeur tout à fait stupide. Mon beau-frère n'est pas médecin, certes, mais aussi arriéré soit-il il est plus évolué que la moyenne des Indiens, et pour connaître plusieurs médecins indiens je peux affirmer qu'ils ne sont pas plus évolués que mon beau-frère, seul leur statut social les distingue.

J'aurais pu en dire autant d'enseignants, d'architectes, d'ingénieurs, d'avocats, de patrons, etc. que j'ai rencontrés par dizaines quand j'enseignais et que j'estimais être des crétins finis, non pas au regard de leurs idées évidemment, mais de leur comportement. A ce niveau, je n'avais jamais rencontré des gens aussi stupides, superficiels, médiocres, insignifiants, individualistes, réactionnaires aussi ou surtout, au point que je jugeais inutile de leur exposer mes idées, je les laissais parler et quand ils avaient terminé ils étaient satisfaits d'eux-mêmes et je gardais le silence en arborant un sourire crispé qui pouvait être interprété indifféremment. J'ai refusé de lier des relations avec eux qui auraient pu me servir plus tard, par exemple pour avoir du boulot, car je suis incapable d'adopter un double comportement et j'ai horreur de l'opportunisme, je tiens à avoir en toutes circonstances un comportement qui soit le plus fidèle possible à mes idées, c'est une question de principe et de dignité.

Syrie. Les médias au service de la propagande de guerre de l'Empire du chaos.

Depuis une dizaine de jours environ, il ne se passe pas un jour sans que les médias institutionnels martèlent que le régime syrien serait sur le point de tomber, que les barbares seraient aux portes de Damas (et Bagdad en Irak après la chute de Ramadi), bref qu'une intervention militaire occidentale s'imposerait pour les stopper, en réalité pour les appuyer car la réalité est tout autre.

- Syrie, la honte du monde - L'Express.fr

Le revers cuisant subi à Palmyre par Bachar el-Assad pose directement la question de la survie de son régime. Frappée par des désertions massives, l'armée régulière syrienne ne semble plus être en état de reprendre le terrain perdu.

En quatre ans, au fil des massacres perpétrés sous nos yeux, la Syrie est devenue un gouffre monstrueux. Un abîme qui paralyse l'action humanitaire, qui donne tort aux prédictions successives, qui tourne en dérision les experts militaires, qui humilie les diplomates. La prise de Palmyre par Daech, la semaine dernière, vient ajouter à la destruction de ce pays un épisode décisif et démontre, une fois de plus, que le grand vide du directoire mondial fait le lit des pires barbaries. L'Express.fr 28.05

- Syrie : des régions stratégiques libérées - french.irib.ir

L’armée régulière syrienne a nettoyé la région de Sarmanieh à Idlib, au Nord-ouest du pays de l'occupation des terroristes.

Selon Fars News, l’armée régulière syrienne et les forces de la Résistance du Hezbollah libanais au cours des opérations de mercredi ont repris le contrôle de la région de Sarmanieh, dans la province d'Idlib. Sarmanieh était occupé ces dernières semaines par les groupes terroristes takfiris dont le Front al-Nosra et Jeich al-Fath. De même des sources de sécurité syriennes ont rapporté mercredi que les terroristes ont totalement été repoussés par les forces populaires du secteur stratégique de Mabroukah, à proximité de la ville de « Ras Al-Aïn » dans la province de Hassaka, au Nord-est syrien.

De même lors d'une opération spéciale, le mufti du groupe terroriste de Jaïch Al-Islam a été tué par l'armée syrienne. Ces opérations de l’armée régulière syrienne sont en représailles aux exactions du groupe terroriste Jaïch AL-Islam, assassinant deux des commandants de Jaïch al-Wafa qui combat aux côtés de l’armée syrienne les groupes terroristes. french.irib.ir 28.05

ACTUALITÉ DU JOUR

Déni de démocratie.

- Référendum européen : dix ans après, les Français rediraient non - LeFigaro.fr

Selon notre sondage Ifop pour Le Figaro, 62 % des Français voteraient « non » si la question leur était posée aujourd'hui, soit

sept points de plus qu'en 2005.

Le «non» au référendum de 2005 sur la ratification de la Constitution européenne avait été un cataclysme dans la vie politique française. Si François Hollande posait aujourd'hui la même question, ce serait pire encore. Une bérézina. 62 % des Français, qui étaient en âge de voter en 2005, diraient «non», soit sept points de plus qu'il y a dix ans. Et seulement 38 % voterait «oui», soit sept points de moins. Tel est le principal enseignement du sondage Ifop pour Le Figaro. LeFigaro.fr 28.05

Commentaire d'un internaute.

- "Et 90% des élites politico syndicalo médiatiques diraient encore oui aujourd hui . C'est la sécession entre peuple et élites."

Coup pourri du FBI

Grille de lecture.

- L'isolement et la diabolisation de la Russie par les Américains et ses alliés est manifestement un échec politique et cela les rend littéralement dingues !

- Le tyran universel Obama sort de son chapeau un petit prince jordanien richissime pour contrer l'ogre russe. Quel est le rapport entre le fait d'être riche, prince et jordanien et le football ? Absolument aucun !

- Tout le monde savait que la corruption était omniprésente depuis des décennies à la tête de la FIFA. Chuck Blazer, l'actuel président de la FIFA qui se représente à ce poste comme tous les autres dirigeants de cette institution. Mais voilà, il a commis une faute impardonnable en permettant à la Russie d'organiser la coupe du monde de football en 2018, les Américains ne vont tout de même pas l'accuser de l'avoir attribué au Qatar pour 2022 puisqu'ils font partie du même camp contre la Russie.

- Les Américains se ridiculisent un peu plus chaque jour aux yeux du monde, ce qui n'est pas pour nous déplaire évidemment. Ils témoignent ici qu'ils entendent dicter leur politique et imposer leur hégémonie à la terre entière dans absolument tous les domaines.

- Enquête visant la FIFA: Poutine dénonce une ingérence américaine - Reuters

Vladimir Poutine a accusé jeudi la justice américaine de s'être mêlée des affaires des autres en demandant l'arrestation de sept responsables de la FIFA.

Aux yeux du président russe, ces arrestations survenues mercredi dans le cadre d'une enquête sur des soupçons de corruption traduisent une "volonté évidente" d'empêcher la réélection du président de la Fédération internationale de football lors de son congrès prévu vendredi.

La Russie, qui s'est vue attribuer l'organisation de la Coupe du monde 2018, soutient la candidature du Suisse Joseph "Sepp" Blatter, 79 ans, à un cinquième mandat.

"Si quelque chose s'est produit, cela ne s'est pas produit sur le territoire américain et les Etats-Unis ne sont pas concernés par cette affaire", a déclaré le président russe à des journalistes. "C'est une nouvelle tentative flagrante (de la part de la justice américaine) d'étendre son champ de compétence à d'autres pays."

Evoquant Edward Snowden, le lanceur d'alerte américain réfugié à Moscou, et Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, tous deux réclamés par la justice américaine, Vladimir Poutine s'est interrogé sur la légitimité des demandes d'extradition des responsables de la FIFA émises par Washington.

"Malheureusement, nos partenaires américains utilisent de telles méthodes pour servir leurs objectifs égoïstes et persécuter illégalement les gens. Je n'exclus pas qu'il en aille de même dans le cas de la Fifa", a-t-il déclaré.

Selon Vladimir Poutine, Sepp Blatter a subi des pressions pour retirer l'organisation de la Coupe du monde 2018 à la Russie. Reuters 28.05

- Vladimir Poutine voit la main de Washington derrière le scandale de la FIFA - french.irib.ir

L'enquête sur l'affaire de corruption au sein de la FIFA a été lancée par les Etats-Unis depuis Washington. Intervenu en direct à la télévision, le président de la Russie Vladimir Poutine a estimé que les USA essayaient "d'empêcher la réélection de Sepp Blatter". Il a par la suite dénoncé l'ingérence américaine dans une affaire qui ne concerne nullement le pays à la bannière étoilée. "Il s'agit

d'une violation très grossière des règles de fonctionnement des organisations internationales. Washington veut imposer sa juridiction aux autres pays dans une affaire où il n'y a aucun ressortissants américains et où aucun fait ne s'est produit aux Etats-Unis", s'est-il insurgé avec la froideur qui le caractérise si bien.

« M. Blatter avait toutes les chances d'être réélu, et nous connaissons quelles pressions ont été exercées sur lui pour empêcher la tenue de la Coupe du monde de football en Russie », a déclaré le président Vladimir Poutine, selon des propos rapportés sur le site de la présidence russe jeudi 28 mai. « Blatter, a-t-il poursuivi, considère que le sport doit avoir un impact positif sur la politique et servir de base au dialogue et à la réconciliation. »

Manifestement, pour le chef du Kremlin, les relations bilatérales entre Moscou et Washington, très dégradées depuis le conflit en Ukraine, en sont encore loin. french.irib.ir 28.05

- Loretta Lynch, la femme qui fait vaciller la Fifa - lefigaro.fr

Loretta Lynch est devenue il y a quelques semaines la première femme noire à diriger le ministère américain de la Justice. C'est elle qui a mené, dans l'ombre, l'enquête contre l'instance de Football.

Choisie par Barack Obama pour succéder à Eric Holder dès novembre dernier, confirmée dans ses fonctions par le Sénat américain fin avril, Loretta Lynch avait annoncé la couleur. Ella a promis de poursuivre avec détermination «les cols blancs et autres élites». Souligné que personne n'était «au-dessus des lois». Mercredi, cette habituée des dossiers anti-corruption est à l'acte, avec l'inculpation de neuf dirigeants de la Fifa et de cinq partenaires de l'instance mondiale du football. C'est elle qui a donné le feu vert final en demandant aux autorités suisses de procéder aux arrestations, au petit matin, dans un hôtel de Zurich. lefigaro.fr 28.05

La ministre de la justice américaine ordonne aux autorités suisses d'exécuter ses ordres et celles-ci s'exécute. Les répétitions sont volontaires pour montrer à quel degré se situe l'emprise de l'impérialisme américain sur les Etats occidentaux qui sont au garde-à-vous devant leur maître.

- Michel Platini demande la démission de Sepp Blatter de la Fifa - Reuters

Michel Platini, le président de l'UEFA, a officiellement demandé jeudi à Sepp Blatter de démissionner de ses fonctions de président de la Fifa, éclaboussée par un scandale de corruption à la veille de son 65e congrès vendredi à Zurich.

"J'ai demandé aux associations nationales européennes qu'on soit tous unis pour le prince Ali, parce que c'est la façon, éventuellement, de battre le président Blatter", a-t-il dit.

"Je peux vous dire que demain, à l'élection du président, une très très très grande majorité des associations nationales européennes va voter pour le prince Ali", a-t-il ajouté en demandant aux associations du reste du monde de faire de même.

Michel Platini a estimé que le prince Ali, qui a fait campagne sur la lutte contre la corruption, avait "toute la légitimité pour être président".

"Il a annoncé devant le congrès de l'UEFA qu'il allait se présenter pour quatre ans et qu'après il allait partir", a dit le président de l'UEFA en soulignant que le candidat jordanien était riche et n'avait donc "pas besoin d'argent". Reuters 28.05

Platini a touché combien de ce riche prince jordanien ? Jordanie qui fait partie de la coalition militaire qui intervient en Irak, en Syrie et au Yémen, qui sert de base arrière logistique à l'armée américaine qui intervient au côté de Daesh, ce qui justifie reconnaissance ou récompense.

- Chuck Blazer, corrompu et informateur du FBI - Francetv info

Le FBI a piégé Chuck Blazer, un responsable de la FIFA, pour une affaire de fraude fiscale. "Celui qui était corrompu est devenu délateur, informateur pour la justice américaine. Il était déjà poursuivi par le FISC américain depuis plusieurs années et il n'avait probablement pas le choix. C'est lui qui a permis l'arrestation des 13 autres personnes en enregistrant les conversations qu'il a pu avoir avec les dirigeants frauduleux pendant deux ans, entre 2011 et 2013", rapporte Jacques Cardoze, journaliste de France 2 en direct de Washington.

"Ses interlocuteurs n'avaient aucune raison de se méfier, car l'homme était considéré lui-même comme étant monsieur 10 %, comme le montant des commissions qu'il percevait. Il a perçu plus de 20 millions de dollars entre 1996 et 2011. Il plaçait ses micros dans son porte-clefs, notamment au moment des JO de Londres", poursuit le journaliste. Cette collaboration ne l'empêchera pas d'être jugé à l'avenir et Chuck Blazer risque dix années de prison. Francetv info 28.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie-Irak

- Qui est derrière la chute de Palmyre/ Ramadi? - french.irib.ir

Un analyste égyptien a affirmé que la chute simultanée de la ville syrienne de Palmyre et de la ville de Ramadi, en Irak, sous les yeux de la coalition internationale, prouve qu'il existe une complicité des Etats-Unis avec Daesh. Interviewé par l'agence de presse Fars, Abdel Fattah Mohamed, analyste politique égyptien, a évoqué le bilan de la coalition internationale contre Daesh, en Irak et en Syrie, et précisé : «Avec la chute, en même temps, de la ville de Palmyre, en Syrie, et de la ville de Ramadi, en Irak, il est clair que les Etats-Unis ne sont pas du tout sérieux, dans la lutte anti-Daesh. Washington semble agir en complicité avec le groupe terroriste et takfiri de Daesh. En effet, la Maison Blanche se sert de Daesh, pour détruire les pays arabes et islamiques, démembrer ces pays et anéantir leur histoire et leur civilisation».

Abdel Fattah Mohamed souligne, également, que Washington, sous prétexte de d'empêcher les différends religieux et ethniques, s'opposait à la coopération des forces populaires, en Irak, avec l'armée de ce pays, pour défendre Ramadi, face à Daesh, balisant, ainsi, le terrain à l'invasion de cette ville, par les Daeshistes, qui y ont commis des crimes barbares, à l'encontre des civils.

«Une fois que Ramadi a, totalement, été occupée par Daesh, le président américain a parlé d'erreur stratégique, et les forces populaires se sont vues autorisées à agir. Le porte-parole du Pentagone a dit que les Etats-Unis ne s'opposaient à la présence d'aucun groupe, dans les affrontements, à Ramadi, ajoute l'analytse égyptien.

Il poursuit : «Ceux qui observent de loin les évolutions syrienne et irakienne, trouvent, à coup sûr, un lien entre la main mise de Daesh sur Palmyre et celle de Ramadi. Les Etats-Unis ont fait preuve d'un laxisme suspect, face aux terroristes. 9 mois après le début des attaques de la coalition internationale, sous l'égide américaine, en Irak et en Syrie, pour combattre Daesh, cette coalition semble, toujours, incapable de stopper les avancées du groupe terroriste, en Irak et en Syrie. La coopération des Etats-Unis avec Daesh voue à l'échec l'action de toute coalition internationale». french.irib.ir 28.05

Et pour cause, elle poursuit l'objectif inverse !

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili.

- Chili: manifestation d'étudiants contre une réforme jugée "insuffisante" - AFP

Des milliers de lycéens et étudiants chiliens sont à nouveau descendus dans la rue jeudi pour protester contre une réforme de l'éducation jugée "insuffisante" et dénoncer la répression policière.

Aux premières heures de la matinée, plusieurs barricades ont été érigées dans le centre de Santiago et des affrontements se sont produits entre étudiants et forces de l'ordre devant le ministère de l'Éducation.

Un groupe d'étudiants a également occupé pendant quelques heures l'enceinte de la Télévision Nationale du Chili, tandis qu'une nouvelle marche est prévue dans la soirée à travers les avenues principales de la capitale.

Depuis 2011, le mouvement étudiant chilien réclame une éducation publique de qualité et une réforme en profondeur d'un système éducatif largement privatisé et inégalitaire, hérité de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

La présidente socialiste Michelle Bachelet a lancé une ambitieuse réforme de l'éducation dès le début de son mandat, annonçant récemment la gratuité des études pour quelque 260.000 étudiants les plus pauvres du pays à partir de 2016.

Elle espère parvenir vers la fin de sa présidence, en 2018, à ce que 70% du groupe d'étudiants les plus vulnérables profitent de la gratuité de l'enseignement, pour atteindre 100% en 2020.

En janvier, la première partie de la réforme de l'éducation, mettant fin à la sélection des étudiants et aux profits dans les écoles subventionnées par l'Etat, a été approuvée.

Mais pour les étudiants, les promesses du gouvernement de revoir entièrement ce qui est considéré comme l'un des systèmes éducatifs parmi les plus inégaux de la planète sont loin d'être remplies.

"Nous sommes encore loin de la réalisation de nos rêves. La réforme est très insuffisante," a déclaré à l'AFP Claudia Arevalo, porte-parole des élèves du secondaire.

Les étudiants dénoncent également la lourde répression policière lors des manifestations.

Un étudiant de l'Université catholique se trouve depuis une semaine entre la vie et la mort après avoir été jeté au sol par les puissants jets d'eau des forces spéciales lors d'une manifestation dans le port voisin de Valparaiso. AFP 28.05

Haut de page

Le 30 mai 2015

CAUSERIE

Pas envie de causer à des internautes anonymes.

Mais alors sur qui tirent-ils, devinez ?

- Les pilotes américains, non autorisés à tirer sur Daesh - french.irib.ir

Les pilotes américains ont révélé qu'ils ne sont pas autorisés à tirer sur Daesh.

En critiquant certains règlements que les commandants américains ont imposés aux frappes aériennes contre le groupe terroriste Daesh, les pilotes américains ont déclaré que ces entraves les empêchent de tirer sur les terroristes, bien qu'ils soient à portée de leurs tirs.

Les règlements administratifs encombrants ont mis en échec les raids aériens contre les Daeshistes, ont annoncé bon nombre de pilotes américains.

"Il y a eu nombre d'occasions d'attaquer les Daeshistes, cependant, nous n'avons eu l'autorisation de les prendre pour cible", a annoncé un pilote américain, sous le sceau de l'anonymat.

"En raison de règlements encombrants, les terroristes daeshistes ont pu tuer nombre de civils innocents", a-t-il ajouté. french.irib.ir 29.05

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille ils adoptent les tribunaux d'exception des multinationales.

- Traité transatlantique : feu vert partiel du Parlement européen - lemonde.fr

Une étape importante a été franchie, jeudi 28 mai en fin de matinée, dans le processus, long et hasardeux, des négociations sur le traité transatlantique, entre les Etats-Unis et l'Europe (TTIP). Le Parlement européen a envoyé une forme de feu vert à la poursuite des discussions, validant notamment, dans le cadre de ce traité de libre-échange, la présence des très controversés tribunaux d'arbitrage, censés régler les différends entre les multinationales et les Etats.

Les élus conservateurs – globalement « pro-TTIP » –, ont réussi à rallier à leur cause les sociaux-démocrates du Parlement pour voter un texte de compromis. Il s'agit d'une recommandation, n'ayant certes aucune valeur législative, et votée uniquement au sein d'une commission du Parlement (la commission INTA, en charge des questions commerciales). Cette recommandation devra encore être validée par un vote en plénière, probablement le 10 juin prochain, à Strasbourg.

Un dixième round de négociations entre Washington et Bruxelles est déjà programmé, à Bruxelles, dans le courant du mois de juillet prochain. lemonde.fr 28.05

UMP. Minoritaire et illégitime même au sein de leur parti, comme au PS.

- L'UMP devient Les Républicains avec un oui massif des militants - Reuters

Les adhérents de l'UMP se sont prononcés à une écrasante majorité, 83,28% des voix, en faveur du changement d'appellation du parti d'opposition de droite, désormais baptisé Les Républicains.

A la veille du congrès qui doit porter Les Républicains sur les fonts baptismaux, Nicolas Sarkozy a lancé en parallèle un appel à "tous les Républicains de France" qui "souffrent de voir la République reculer tous les jours et qui veulent opposer à ce recul un refus déterminé".

Les 213.030 adhérents à jour de cotisation au 31 décembre 2014 étaient appelés à voter jeudi et vendredi, par voie électronique, sur cette nouvelle appellation voulue par l'ancien chef de l'Etat pour un nouveau départ de sa formation en vue de l'élection présidentielle de 2017.

Selon la Haute autorité de l'UMP, chargée de superviser le scrutin, la participation s'est élevée à 45,74%, en deçà des attentes de la direction du parti. Au total, 97.440 adhérents ont voté.

Ils ont approuvé à 83,28% la nouvelle dénomination du parti, 16,72% s'étant prononcés contre.

Ils approuvent par ailleurs les nouveaux statuts du parti à 96,34% (3,66% contre) et la composition du nouveau bureau politique à 94,77% (5,23% contre).

Ce résultat a valeur de plébiscite pour Nicolas Sarkozy qui avait été porté à la tête de l'ex-UMP avec 64,5% des voix le 29 novembre dernier.

Dans son appel, publié sur le tout nouveau site www.republicains.fr, et dont la mise en page rappelle un ordre de mobilisation militaire, le président des "Républicains" lance un appel au rassemblement par-delà le clivage gauche-droite.

"Nous appelons à s'unir à nous tous les Républicains qui ont dans leur coeur l'amour d'un pays dont l'idéal a transformé le monde", écrit l'ancien chef de l'Etat.

"'Républicains', ce n'est pas seulement le nouveau nom d'un parti. C'est le cri de ralliement de toutes celles et de tous ceux qui souffrent de voir la République reculer tous les jours et qui veulent opposer à ce recul un refus déterminé", poursuit-il.

"'Républicains', c'est le nom de celles et de ceux qui refusent d'abandonner à d'autres la maîtrise de leur propre destin, et qui veulent vivre debout, de leur intelligence, de leur travail, de leur mérite sans être redevable à personne", ajoute-t-il en fustigeant "l'enfermement communautariste", "la guerre des origines et des mémoires", "la barbarie et la sauvagerie". Reuters 29.05

Donc seulement 38% des adhérents de l'UMP ont adopté Les Républicains, c'est ce que les médias en choeur appellent "un oui massif des militants". Une semaine auparavant ils avaient encensé de la même manière la direction du PS après que la motion présentée par Cambadélis eut obtenu 70% de 50% de votants, soit 35%.

Rien n'y fait.

L'avènement des "Républicains" est loin de faire l'unanimité - Reuters

Huit Français sur dix (79%), dont 60% des sympathisants de droite, estiment que le changement de nom de l'UMP pour "Les Républicains" ne permettra pas au parti d'opposition de connaître un nouveau départ, selon un sondage Odoxa pour iTELE et Le Parisien-Aujourd'hui en France diffusé vendredi.

En outre, près des trois quarts des Français (72% contre 26%), dont 50% des sympathisants de droite, ne souhaitent pas que

Nicolas Sarkozy se présente à l'élection présidentielle de 2017. Reuters 29.05

Tout cela pour ça, ce qui ne change rien à la crise qui traverse leur parti, comme tous les partis d'ailleurs.

Au POI ils ne vont pas changer à nouveau de nom, ils ont annoncé que la SARL Informations ouvrières allait changer de formule en 2016, ils avaient déjà fait le coup il y a deux ou trois ans sans que le changement annoncé n'ait été vraiment palpable, une feuille syndicale destinée aux fonctionnaires principalement agrémentée d'infos internationales, sans intérêt pour 95% des travailleurs du secteur privé qui ne sont pas syndiqués.

Même pas besoin de légiférer.

- Vers la fin du CDI ? - Francetv info

Les contrats à durée indéterminée sont-ils en train de disparaître ? La question peut se poser tant il devient difficile de décrocher ce type de contrat aujourd'hui. Geoffroy Thiriez est dirigeant d'une PME qui fabrique des matelas.

Depuis le début de l'année, il a embauché quinze personnes, dont quatorze en CDD. "On commence souvent par quelques semaines, parfois quelques mois en intérim pour sélectionner nos futurs collaborateurs. On poursuit ensuite l'aventure avec un premier CDD de six mois et si celui-ci est concluant, on enchaîne avec un CDI", explique le dirigeant. (Il en parle comme de futurs potentiels déchets ! Cela équivaut à 6, 7, 8 mois ou plus d'essai pour s'assurer que le candidat retenu sera docile et taillable et corvéable à merci, quelle "aventure" d'être patron ! - ndlr)

En 2001, les CDD représentaient 67% des embauches contre 86% aujourd'hui. Dans l'hôtellerie, la restauration ou encore la construction, les CDD explosent. Les jeunes peu qualifiés sont les plus concernés. Francetv info 29.05

Commentaire d'un internaute.

Le CDD, c'est la variable d'ajustement de l'employeur, cela permet de rendre le salarié "jetable"... et après on s'étonne des gens qui ne veulent plus bosser...

Le coup tordu des Américains a foiré.

- Sepp Blatter, à nouveau président de la FIFA - Francetv info

Sepp Blatter est à la tête de la Fifa depuis 1998 et il va le rester. Le controversé président de la Fifa a été réélu ce vendredi pour un cinquième mandat.

Le premier tour du vote a révélé l'état de l'opposition. 73 fédérations sur 209 n'ont pas voté pour Sepp Blatter, un président habituellement réélu dès le premier tour.

Le seul et unique opposant de Sepp Blatter, le prince Ali de Jordanie, qui était assuré d'être au second tour, a assuré dans une déclaration y renoncer. "73 confédérations nationales ont été courageuses, je me suis présenté pour elles, je ne veux pas les mettre dans la difficulté", a commenté le prince Ali. Francetv info 29.05

Un assassinat déguisé en "suicide par policier".

Grille de lecture.

- Un internaute précise : Il a été tué dans son lit, pas de traces de sang sur le sol ou même sur les murs uniquement sur le matelas... (presse américaine)

- Etats-Unis : il menace de se suicider, la police le tue - Francetv info

Sa mort intrigue. Justin Way a été tué par la police du comté de Saint Johns, en Floride (Etats-Unis), lundi 11 mai.

L'homme de 28 ans, ivre et armé d'un couteau, menaçait de se suicider. En le découvrant dans cet état, sa compagne a appelé la police pour qu'elle vienne le secourir. Mais les policiers ont abattu son compagnon, raconte The Daily Beast (en anglais), jeudi 28 mai.

Justin souffrait d'alcoolisme. Il avait réussi à surmonter son addiction, mais après avoir perdu son travail, il a fait une rechute.

En rentrant à leur domicile, sa petite amie, Kaitlyn Lyons, l'a découvert ivre et armé d'un couteau. Justin menaçait de mettre fin à ses jours. Elle a alors appelé la police à l'aide. Elle espérait que son petit ami soit hospitalisé. Mais les policiers, qui ont demandé à la jeune femme de quitter son domicile avant d'intervenir, ont abattu Justin au fusil d'assaut quelques minutes seulement après être arrivés. Ils ont tiré dans la poitrine et dans l'abdomen.

Les deux policiers de 26 et 32 ans affirment que Justin les a attaqués avec son arme et qu'ils n'ont eu d'autre choix que de tirer pour se défendre. Les parents du jeune homme pensent, au contraire, que Justin était couché sur son lit et qu'il a été tué avant même d'avoir pu se relever.

Ils affirment que l'officier qui a rédigé le rapport leur a donné une autre version des faits. Les policiers n'auraient pas même été menacés physiquement. Ils auraient demandé à Justin de lâcher son couteau. Ce qu'il n'a pas fait. Ils ont donc tiré. L'officier leur aurait même parlé d'un "suicide par policier". Une formule que la police emploie dans le cas de personnes aux tendances suicidaires qui provoquent les policiers afin d'en finir avec leur vie. Francetv info 29.05

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne savent plus quoi interdire.

- La cigarette, interdite dans les aires de jeux fin juin - Francetv info

Fumer dans les aires de jeux sera bientôt interdit. La mesure prendra effet dès la fin du mois de juin. Francetv info 29.05

Le capitalisme est devenu un facteur de dislocation des peuples.

- Méditerranée : environ 4 200 migrants secourus vendredi, 17 morts - LeMonde.fr

Le total des personnes secourues en 24 heures est l'un des plus élevés de ces dernières années. LeMonde.fr 29.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : Ariha tombe - french.irib.ir

Les forces de l'armée syrienne se sont retirées, ce vendredi, de la ville d'Ariha, dont se sont emparés les terroristes takfiris! Au bout de très violents combats entre les forces de l'armée syrienne, d'une part, et les terroristes d'Al-Nosra et de Jaïsh al-Fath, de l'autre, la ville située dans la banlieue d'Idleb est tombée. Les militaires syriens tentent, en ce moment, d'évacuer le plus gransd nombre de civils, pour éviter de nouveaux massacres, qui auront, sans doute, lieu, dans les heures à venir.

Kfar Najd, une autre cité, située à proximité de Ariha, est, aussi, sur le point de tomber, des milliers de Takfiris et Qaïdistes combattant, en ce moment même, les forces syriennes. Les deux autres cités de Jabal al-Arbain et de Mohtaram sont, également, le théâtre de très violents affrontements, en ce moment. Ariha est tombé, au terme d'une attaque de très vaste ampleur, qui s'est déclenchée par le pilonnage très intense des positions de l'armée syrienne. Le bilan des pertes et des dégâts sont très importants. Des centaines de terroristes ont pris d'assaut la ville, à partir de trois axes, et ont pénétré dans la ville assez rapidement. Selon les témoins, quelque 5.000 Qaïdistes ont attaqué la ville que soutenaient, seuls, 800 soldats syriens.

Suivant une tactique de guerre soucieuse de préserver la vie des civiles, l'armée syrienne se retire des villes où les civils risquent d'être totalement massacrés par les terroristes. french.irib.ir 29.05

1.2- Assad va-t-il perdre Alep - french.irib.ir

Ces derniers jours les médias pro saoudiens de la région multiplient des informations selon lesquelles certaines localités d'Alep, contrôlées par l'armée arabe syrienne seraient tombées entre les mains des terroristes takfiris.

Ces informations ont été fermement démenties par les sources militaires syriennes qui soulignent le maintien de la carte des fronts de guerre ainsi que le maintien des positions de l'armée syrienne. Les localités donnant accès à la prison centrale d'Alep, les cités de Hondarat, de Seyfat et de Bashkoui et de Davir al Zeytoun restent sous contrôle de l'armée syrienne et les terroristes n'ont avancé même d'un iota. les vidéos publiées par les sites takfiris ces derniers jours mettent en effet en scène des images datant d'il y a huit mois, celles appartenant à des usines abandonnées de Hondarat à al Ramoussa et à al Cheikh, soit des localités aujourd'hui sopus contrôle de l'armée . Arabi al Jadid est l'un des rares journaux anti Assad qui reconnait d'ailleurs le fiasco qu'est la situation des terroristes à Alep. " Un mois après la formation de la cellule d'opération, dite la conquête d'Alep, nos combattant n'ont pas avancé d'un iota" il y a la, affirment les analystes, les signes d'une grande déception au sein du camp anti -Assad et de ses soutiens. les milices sont plus que jamais divisées sur le sort d'Alep.

Les affrontements d'Alep entrent dans sa troisième année. C'est quoi qui empêche les terroristes d'avancer ? Les deux parties combattent depuis trois ans, ce qui signifie déjà une bonne expérience de guerre, un endiguement mutuel. Les milices souffrent des divergences à tous les points surtout des divergences sur les cartes de guerre et les opérations à mener contre Assad. Ces divergences ont fait voler en éclat d'ailleurs le front de Chaam, qui comptait parmi les milices les plus importantes il y a encore quelques semaines . La milice s'est effondrée en raison des divergences sur le partage des richesses détournées d'Alep. french.irib.ir 29.05

1.3- Arrestation de l'espion le plus dangereux d'Israël, en Syrie - french.irib.ir

Des sources d'information syriennes ont fait part de l'arrestation, en Syrie, de l'espion le plus dangereux du régime sioniste.

Les services de sécurité syriens ont arrêté, à Damas, la capitale syrienne, l'un des mercenaires des plus dangereux du régime sioniste, surnommé Ammar al-Handi.

Ammar al-Handi est impliqué, dans l'assassinat de certaines personnalités scientifiques et miliaires syriennes, dont le président du centre de recherches scientifiques et nombre des forces spéciales de l'armée, dans le quartier de Baraza de Damas. french.irib.ir 29.05

2- Arabie saoudite

- Le complot fou de Riyad contre la Mecque - french.irib.ir

Dans le but d'accuser le Yémen et de présenter comme légaux, leurs crimes contre le peuple de ce pays, Riyad et Washington ont l'intention de mener des attaques contre les lieux saints, à la Mecque, a annoncé un sire d'information libanais, citant des sources russes.

Les Etats-Unis et l'Arabie entendent bombarder la Mecque, notamment, la Kaaba et les zones alentours, avant d'accuser le Yémen de ces attaques.

L'objectif que poursuivent Washington et Riyad est de soulever les protestations des peuples musulmans, avant d'envoyer leurs forces, au Yémen, sous prétexte de défendre les lieux saints, ont révélé les services secrets russes.

Après que les pays islamiques et arabes se sont abstenus d'envoyer leurs soldats, pour l'agression terrestre conte le Yémen, les experts militaires ont prévu que l'Arabie ne renoncera pas à cette agression.

Les succès enregistrés par l'armée yéménite amèneront l'Arabie à la perpétration de tels crimes contre les valeurs islamiques. french.irib.ir 29.05

3- Algérie

- Le refus de l'Algérie de participer à des opérations militaires hors du pays - french.irib.ir

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a réitéré le refus de l'Algérie d'autoriser ses troupes armées de participer à des opérations militaires, en dehors de ses frontières.

Interrogé sur la réunion des chefs d'état-major des pays arabes, dimanche, en Egypte, pour la création d'une force militaire conjointe, le ministre a indiqué que les pays arabes étaient représentés par des délégations, qui ont abouti à des résultats, qui seront présentés aux gouvernements arabes, puis, au Sommet de la Ligue arabe.

«L'Algérie a participé, avec une délégation forte, qui a eu une contribution positive aux travaux», a-t-il affirmé, ajoutant que la

position de principe de l'Algérie fait que «l'adhésion, dans cette force, ne peut être que facultative», a déclaré le ministre. Autrement dit, la participation à cette force militaire conjointe ne doit pas être imposée. L'Algérie, soucieuse de maintenir la souveraineté de sa décision politique, refuse de «s'embarquer» dans des opérations militaires, qui vont à l'encontre de ses principes de non-ingérence, dans les affaires internes des autres pays. L'Algérie privilégie le dialogue et la solution politique et pacifique au recours à la force, comme cela se déroule, actuellement, depuis plusieurs semaines, au Yémen. french.irib.ir 29.05

ECONOMIE

Ukraine

- L'Ukraine pourra suspendre le paiement de sa dette extérieure - euronews.com

L'Ukraine poursuit depuis le mois de mars des négociations avec ses créanciers en vue d'obtenir la restructuration d'un montant de 15,3 milliards de dollars.

Car le pays est au bord du défaut de paiement. Dans ces circonstances, le président ukrainien Petro Porochenko a signé un texte de loi voté il y a quelques jours au parlement ukrainien, qui donne le droit à l'Etat de cesser les remboursements de sa dette étrangère en cas de besoin.

Le FMI estime indispensable que l'Ukraine économise plus de 15 milliards de dollars entre 2015 et 2018. La dette extérieure ukrainienne se montant à 23 milliards de dollars : 15 milliards d'euros d'conomies signifieraient une restructuration. Quinze milliards sur 23 représenteraient une décote importante pour les créanciers.

Dès cette année, l'Ukraine doit rembourser plus de huit milliards d'euros de créances obligataires dont trois milliards à la Russie.

Le ministre russe des finances a déjà annoncé qu'il saisira les juridictions internationales si Kiev suspend le paiement de ses dettes extérieures.

D'après nos dernières informations, l'Ukraine estime indispensable une restructuration de sa dette extérieure ce qui signifie un sérieux manque à gagner pour ses créanciers qui proposent de leur côté un rééchelonnement des remboursements ukrainiens. euronews.com 29.05

Haut de page

Le 31 mai 2015

CAUSERIE

On a ajouté 12 articles. Ce sera tout pour aujourd'hui. Les esclaves ont encore le privilège d'avoir un jour de repos hebdomadaire, je parle de Selvi ma compagne, et c'est normal qu'on le passe ensemble.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin 2015

CAUSERIE

Qui a dit ?

“Si vous abandonnez votre Liberté pour votre Sécurité, vous n’aurez ni l’un ni l’autre”.

Réponse : Benjamin Franklin.

Et dire qu'on en est encore au même point !

Réflexions politiques

1- Le refus obstiné des partis ouvriers de mener campagne sur la question syrienne et irakienne ou plus précisément leur refus de dénoncer la collusion ou les liens étroits qui existent entre les gouvernements occidentaux et les barbares d'Al-Qaïda et l'Emirat islamique, finit d'achever le peu de crédibilité qu'il leur restait auprès des travailleurs et des militants qui se tiennent informés par le biais des médias dits alternatifs sur Internet.

C'est une fatale et cruelle erreur de croire que les travailleurs et militants s'en foutraient ou auraient la mémoire courte car il se présentera toujours quelqu'un ou un événement surviendra pour leur rafraîchir si nécessaire. Certains mettront cela sur le compte du mépris qu'ils éprouvent pour les travailleurs et les militants, nous dirions plutôt qu'ils ont déserté le combat idéologique et politique contre la classe dominante et qu'ils n'ont plus le courage ou la volonté de l'affronter, la laissant diffuser tranquillement sa propagande de guerre au sein de la population pour la conditionner. Ces partis ne visent pas les éléments les plus avancés de la classe ouvrière qui exigent une rupture avec le capitalisme et ses institutions, ils attirent plutôt les couches privilégiées qui s'y sont adaptées et militent uniquement pour défendre leur statut ou leurs acquis.

Le gouvernement français et le PS soutiennent le régime fasciste de Kiev, les mercenaires sanguinaires qui massacrent la population syrienne, irakienne, libyenne, yéménites, et sans surprise pour justifier sa politique ils recourent aux mêmes méthodes de propagande que les fascistes qui ne reculent devant aucun mensonge ou aucune falsification de la réalité.

Leur soumission totale à Bruxelles et leur alignement sur Washington et Tel-Aviv est somme toute logique, puisqu'ils s'inscrivent dans la continuité de la politique qu'ils ont toujours mené au côté des capitalistes contre la classe ouvrière et le socialisme. La nature profondément et viscéralement réactionnaire du PS apparaît au grand jour, et par ricochet l'inconsistance des partis ouvriers

qui n'ont cessé de le soutenir ou de le ménager pendant des décennies.

Le PS est le plus mal placé pour lutter contre l'extrême droite ou le fascisme puisqu'ils recourent aux mêmes méthodes de propagande pour finalement parvenir au même objectif politique, préserver le régime coûte que coûte, ils ne sont pas ennemis mais alliés plus que complémentaires. Allons plus loin, ils adoptent même un discours social similaire, à les entendre la question sociale les préoccuperait sérieusement, alors qu'en réalité ils ne défendent ou servent que les intérêts de la classe dominante. Les similitudes sont nombreuses et ne s'appliquent pas qu'au PS. L'UMP avec Les Républicains n'est pas mal non plus dans son genre. C'est la forfaiture, l'imposture permanente, banalisée, normalisée, c'est la nouvelle norme pour laquelle milite Sarkozy. Il théorise ce que met en pratique Hollande sans en dénoncer les travers, puisque s'il était élu en 2017 il ferait du Hollande !

Tous les partis institutionnels dits de droite ou de gauche ont adopté la politique néolibérale qui leur a été dictée par l'oligarchie financière conformément à ses besoins et sa stratégie politique, et celui qui est appelé à gouverner correspond selon le contexte ou son agenda à celui qui présente les meilleurs atouts pour appliquer son programme. La conversion des dirigeants des partis institutionnels au néolibéralisme n'aura été qu'une formalité dès lors qu'ils étaient entièrement acquis au capitalisme. Rompre avec le néolibéralisme sans rompre avec le capitalisme confine à l'exercice d'un funambulisme suicidaire ou ayant perdu le sens de l'équilibre, car apparaît aussitôt l'inanité de cette posture conduisant à l'impuissance ou à une impasse politique, de la même manière qu'il est impossible d'envisager satisfaire les besoins des travailleurs sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, ce qui nécessite au préalable de renverser ses institutions et de prendre le pouvoir, ce qui est inconcevable pour ceux qui se contentent de dénoncer ou de rejeter le néolibéralisme puisqu'ils demeurent subordonnés au capitalisme et à ses institutions auxquelles ils participent.

Ainsi la situation se caractérise par l'absence de demi-mesure possible entre la version néolibérale du capitalisme et le socialisme, et comme aucun parti n'entend partir de ce constat et se ranger sous le drapeau du socialisme, à juste titre les travailleurs ne peuvent pas prendre au sérieux les issues politiques qu'ils sont amenés à leur proposer ou les laissent sceptique, on le serait à moins. On nous objectera que le socialisme a été tant déformé ou malmené, et que les travailleurs en ont une idée épouvantable qui sert davantage de repoussoire plutôt que les mettre en confiance...

Baliverne, argument de capitulard que l'on peut facilement balayer, car on peut répondre simplement à ceux que le socialisme effraie ou fait sourire, que toutes les accusations dont il a été l'objet provenaient soit de ses ennemis déclarés, soit des escrocs qui servaient les intérêts des capitalistes en son nom, et qui pour cette raison étaient les plus mal placés pour en parler, pour qu'à l'arrivée la conception qu'en ont les travailleurs soit forcément faussée ou ne corresponde pas à la réalité qu'on se charge de rétablir, ce qui devrait être le premier devoir d'un militant ouvrier qui se réclame du socialisme ou du communisme, remettre les choses à leurs places afin que la discussion ou les rapports que l'on a avec des travailleurs repose sur une base claire et saine.

2- On a du mal à se contrôler en lisant encore des articles implorant le gouvernement américain de retrouver la raison, lançant des appels désespérés au pape, impuissants et désabusés face à la chute de Palmyre et de Ramadi leurs auteurs n'osent plus toutefois s'en remettre à l'ONU et prèfèrent interpeler les représentants des impérialismes russe et chinois !

On observe cette évolution frileuse ou qui se cherche, et qui ne parvient pas encore à admettre une fois pour toute qu'il faut non seulement déclarer la guerre aux représentants de l'impérialisme américain et leurs alliés partout dans le monde, mais au capitalisme qu'ils tentent désespérément de sauver des contradictions qui minent son existence.

ACTUALITÉ DU JOUR

UMP. Le "remake" annoncé d'un mauvais film.

- Le scénario du "remake" présidentiel de 2012 est écrit - Reuters

En une semaine, le scénario d'un "remake" en 2017 du film de l'élection présidentielle de 2012 a été écrit, avec Nicolas Sarkozy et François Hollande dans les premiers rôles pour empêcher Marine Le Pen d'être au second tour.

L'actuel président est désormais quasiment assuré de pouvoir se représenter dans deux ans sans passer par une primaire socialiste qui risquait de tourner à la foire d'empoigne.

La motion "loyaliste" du premier secrétaire du Parti socialiste, a obtenu 60% des voix des militants le 21 juin et a été rejointe par celle de Karine Berger (9,5%), permettant à Jean-Christophe Cambadélis d'obtenir un score très confortable (70,1%) jeudi pour son élection.

François Hollande, qui sait qu'il est crucial de rassembler la gauche pour passer l'obstacle du premier tour, surtout dans l'état où est

sa popularité (autour de 20% de satisfaits), peut donc, si la situation ne change pas, compter sur un PS en ordre de marche pour 2017 et une "gauche de la gauche" peu menaçante.

Mais pour se retrouver au second tour, François Hollande et Nicolas Sarkozy devront toutefois dépasser le score de Marine Le Pen, qui a fait la course en tête aux élections européennes, le seul scrutin comparable à une présidentielle.

Nicolas Sarkozy entend mener une campagne décomplexée, comme l'ont montré tous ses derniers meetings, où les thèmes de prédilection du Front national ont été largement évoqués.

Son espoir est de capter le vote FN, comme il l'avait réussi en 2007, lorsque Jean-Marie Le Pen n'avait réuni que 10,44% des voix, lui permettant de récolter sur son nom 31,18% des votes au premier tour, un score suffisant pour assurer sa victoire.

La stratégie de "dédiabolisation" menée par sa fille devrait toutefois lui permettre de faire mieux encore que son score du premier tour de 2012 (17,90%), les sondages la donnant systématiquement au second tour en 2017. Reuters 31.05

La réaction est décomplexée, il y a que nous pour faire un complexe d'être socialiste au point de ne plus le défendre, cherchez l'erreur ! Ils ne cessent se de radicaliser à droite et nous nous efforçons de ne pas nous radicaliser à gauche pour ne pas apparaître comme des gauchistes ou d'affreux extrémistes.

La politique putréfiée.

Grille de lecture.

- Partant du constat que c'est le marché qui leur dicte la politique qu'ils doivent appliquer conformément à la stratégie adoptée par les néolibéraux anglo-saxons, les dirigeants du parti de l'ordre et de son supplétif renonce de fait à toute politique sociale, à toute politique indépendante de leurs parrains, les oligarques auxquels ils sont redevables de leur statut ou de leur existence politique.

- Leur soumission totale à l'oligarchie les place en permanence en contradiction avec les besoins sociaux exprimés par les travailleurs, et ils instrumentalisent cette contradiction pour donner l'impression qu'ils auraient la volonté de prendre en compte les besoins des masses exploitées, qui se solde évidemment par une régression sociale sans fin qu'ils peuvent toujours s'employer à nier, alors que ses conséquences sont de plus en plus visites ou impossibles à camoufler indéfiniment, qui selon eux ne seraient pas le produit de la crise du capitalisme entré en putréfaction, mais de la lutte de classes des générations passées qui pénaliserait le capitalisme en lui imposant un rapport de force capital/travail obsolète ou dépassé qu'incarnent les droits ou acquis sociaux des travailleurs, d'où la nécessité selon eux de le briser et de les liquider, attitude qu'ils ne peuvent justifier qu'en manifestant bruyamment leur soumission totale aux exigences du marché, ce qu'ils nient également, avant d'admettre du fait que la situation sociale ne cesse de se dégrader et qu'on leur reproche, qu'ils sont impuissants à s'y opposer et à lutter contre, ce qui revient à admettre qu'ils en sont en réalité les représentants et les principaux acteurs politiques, autrement dit ils agissent uniquement en commis ou larbins de l'oligarchie.

En résumé, sur le plan pratique cela se traduit par l'affichage d'intentions qui se situent à l'opposé extrême de la politique antisociale qu'ils mettent en oeuvre, martelant qu'il n'existe aucune alternative à cette politique, considérant que la totalité de la population est elle-même appelées à se soumettre aux lois ou diktats du marché. Leur communication, discours ou déclarations, leurs analyses, consistent à diffuser cette propagande afin de dissuader les masses exploitées de chercher une issue à la crise du capitalisme qui leur serait favorable et qui prétendument n'existerait pas, briser leur résistance, le capitalisme ayant vaincu son éternel ennemi, le socialisme, il ne resterait plus aux travailleurs qu'à s'adapter à la société telle qu'elle est et de s'en contenter en s'estimant heureux de ne pas vivre le calvaire qu'ils ont réservé à d'autres peuples.

La République sociale ou le socialisme est la négation de la conception de la démocratie et de la République corrompue de Sarkozy ou Hollande dès lors qu'elle coïncide avec le pouvoir de la majorité sur la minorité des exploiteurs, tandis que leur République et leur démocratie incarnent exactement l'inverse, la soumission de la majorité à la minorité.

- Sarkozy pilonne la gauche en baptisant son nouveau parti, "Les Républicains" - AFP

Nicolas Sarkozy s'est fait un procureur implacable de "la gauche", accusée de "trahir la République", en portant sur les fonts baptismaux samedi son nouveau parti, "Les Républicains", étape cruciale dans sa stratégie de reconquête du pouvoir en 2017.

Concluant, porte de la Villette à Paris, le congrès fondateur du mouvement qu'il a voulu voir succéder à l'UMP, née en 2002 de la volonté de Jacques Chirac, l'ex-chef de l'Etat a dit vouloir "reconstruire la République de la confiance", mot martelé sans relâche.

Nicolas Sarkozy est allé jusqu'à parler de "la terrifiante médiocrité "du président François Hollande.

"A ceux qui nous accusent de confisquer la République, nous répondons que, s'ils ne l'avaient pas trahie, s'ils ne l'avaient pas abandonnée, s'ils ne l'avaient pas abaissée, nous n'aurions pas besoin aujourd'hui de la relever", a lancé le président du parti d'opposition. AFP 30.05

Indistinctement le parti qui figure dans l'opposition après avoir gouverné précédemment peut à son tour adopter ce discours lors de sa campagne électorale sans que cela ne choque personne apparemment sinon il ne se livrerait pas à cet exercice, ce qui démontre une fois de plus que les travailleurs n'en ont tiré aucun enseignement ou n'ont pas progressé, dans le cas contraire le taux d'abstention devrait approcher 40 ou 50%, ce qui en l'état actuel des choses semble impensable.

- "République de la confiance": Sarkozy tente (en vain) de masquer les divisions des Républicains - AFP

République" et "confiance": voilà les deux mots que Nicolas Sarkozy a choisi de marteler lors du congrès fondateur de son nouveau parti. Citant l'un prêt de 90 fois et l'autre plus d'une cinquantaine, le nouveau patron des "Républicains" n'a pas eu peur de se répéter pour faire entendre son cri de ralliement à "la République de la confiance" qu'il appelle désormais de ses voeux.

"La République de la confiance, c'est la République de la morale partagée. Je ne peux avoir confiance dans les autres que si je sais ce que je peux attendre d'eux". Tel devait être le message de rassemblement aux allures de slogan de campagne présidentielle censé clôre en beauté la grande fête de la réconciliation de la droite organisée ce samedi 30 mai Porte de la Villette à Paris. Certes, l'UMP a bien cédé la place aux "Républicains" après un vote sans ambiguité de ses adhérents. Mais pour la réconciliation et la confiance, il faudra repasser.

Malgré les sourires et les embrassades, le congrès fondateur des Républicains n'est pas parvenu à masquer les rivalités qui minent encore l'opposition. Et les tensions qui se sont exprimées dans la foule n'augurent rien de bon pour la primaire qui départagera les candidats à la prochaine élection présidentielle.

Malgré une affluence décevante, une grosse dizaine de milliers de personnes contre les 20.000 annoncés (Une tente censée abriter 6 à 7.000 militants supplémentaires est restée déserte. AFP - ndlr), tout avait pourtant si bien commencé lors de ce premier et dernier congrès "low-cost" de l'histoire de l'UMP. En dépit des mesures d'économies drastiques imposées par la situation financière alarmante du parti, de nombreux militants avaient fait le déplacement pour écouter sagement la litanie des discours dans une salle surchauffée par cette chaude après-midi de printemps.

Il aura suffi que François Fillon prenne le micro pour qu'une partie de la salle se mette à huer gratuitement, sans raison, celui qui fut pendant cinq ans le premier ministre de la France. Moins d'une heure plus tard, c'est à un torrent de sifflets masquant les applaudissements que se heurte le maire de Bordeaux Alain Juppé. Le responsable politique le plus populaire de France, conspué dans sa propre famille politique, refuse de laisser passer: "Ça me fait de la peine mais ça ne change pas ma détermination. Vous êtes ma famille."

Très applaudi, le député Bruno Le Maire s'est livré à une critique en creux du manque de renouvellement tant des hommes que des idées à la tête du parti.

Peu après, François Fillon, dont le programme de campagne préconise une thérapie de choc, lance cet avertissement sans frais à la direction du parti: "notre congrès ne doit pas être un ripolinage du passé, mais bien un nouveau départ".

S'il propose aux Français "de construire une nation ambitieuse et heureuse", Alain Juppé les a surtout mis en garde contre la "recherche méthodique du clivage" chère à Nicolas Sarkozy. Critiquant en creux son slogan "l'alternance est en marche", le maire de Bordeaux a appelé les siens à surtout "rassembler et rassembler autour d'un projet". "Au-delà du choc de l'alternance, c'est une espérance qu'il faudra faire naître. Il faut donner un sens aux réformes", a-t-il insisté non sans éreinter les méthodes du président des Républicains.

"Les conflits viennent tout naturellement dans notre pays, grand amateur de polémiques et d'affrontements. Le rôle d'un dirigeant n'est pas de les susciter, ni de les attiser, mais de les apaiser. Notre société a besoin d'apaisement, pas de revanche", a-t-il prévenu.

Avant d'imposer sa "République de la confiance", Nicolas Sarkozy va devoir d'abord reconquérir celle de ses propres amis. AFP 30.05

Tous les partis implosent et nous ne sommes pas foutus de construire le nôtre, non pas qu'on recruterait à l'UMP ou dans je ne sais quel parti, nous sommes farouchement opposés à cette stratégie, nous disons seulement que les travailleurs sont conduits à se détourner de tous les partis institutionnels y compris ceux de la pseudo-gauche et extrême gauche, et qu'il est navrant qu'on n'en profite pas pour construire notre parti.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais il semblerait que si nous n'y parvenons pas, c'est parce qu'aucun parti ouvrier tels qu'ils existent n'inspirent confiance aux travailleurs et aux très nombreux militants désormais inorganisés, à juste titre.

Sommes-nous nuls à ce point? Il faut croire. Non, mais sans déconner on peut se poser la question, elle s'adresse à nos dirigeants. En fait on aurait besoin de nouveaux dirigeants qui ne soient pas condamnés à lorgner sans cesse vers le PS et le PCF, les appareils pourris des syndicats, à les ménager, qui soient irréprochables et possèdent les qualités requises pour s'adresser aux masses, défendre le socialisme et l'assumer.

Si on veut nous convaincre que les masses seraient trop connes pour progresser, qu'on nous le dise carrément, faites le deuil du socialisme et on n'en parle plus. Chacun pour sa gueule, défendons notre bout de gras et ne nous posons plus d'autres questions, ce serait plus honnête.

Vous savez ce qu'ils vont répondre à ces arguments ? Oui mais les masses n'ont pas été vaincues, patati patata, je connais le refrain par coeur, sauf qu'ils sont en train de les pourrir de l'intérieur et vous ne faîtes rien, non pas pour l'empêcher mais pour combattre sur tous les fronts ce processus de décomposition qui conduit finalement au même résultat. C'est comme l'effondrement du capitalisme qui ne s'est pas produit mais dont les conséquences sont palpables, ce qui démontre qu'il a bien lieu ou s'est bien produit d'une manière ou d'une autre, demandez à un Grec ce qu'il en pense et qui vous le confirmera. Il faut arrêter de jouer avec les mots ou de nous prendre pour des abrutis. Voilà le genre d'attitude qui est indigne d'un dirigeant par exemple.

La pseudo-gauche rame pour l'UE et le PS, le gouvernement, le régime

- Forum européen des alternatives: Pas de convergence en vue à gauche de la gauche - 20minutes.fr

Dix ans après le « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen, les communistes ont organisé ce week-end à Paris un « Forum européen des alternatives ». Pendant quarante-huit heures place de la République, de débats en concerts, a été trompeté le refus de l'austérité en Europe.

Aux côtés de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, ont figuré des syndicalistes et des associatifs. Parmi les politiques, ont répondu présent Jean-Luc Mélenchon, ancien chef de file du Parti de gauche, Emmanuelle Cosse, la secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, Pouria Amirshahi, député socialiste « frondeur », ou encore Pierre Larrouturou, coprésident de Nouvelle Donne.

Et en « guest star » européenne, est apparue Zoé Konstantopoulou, la jeune présidente du Parlement grec, membre du parti anti-austérité Syriza. Une formation que la gauche de la gauche française regarde avec admiration depuis sa large victoire en Grèce, à l'issue des législatives du 25 janvier 2015.

Les alliances ou non avec les socialistes au pouvoir, l'Europe, l'écologie et la présidentielle 2017 font partie des questions qui fâchent. Jean-Luc Mélenchon, jusqu'alors promoteur d'une « coalition » entre le Parti de gauche et Europe écologie-Les Verts pour les élections régionales de décembre 2015, a ainsi enterré son projet.

Invité de l'émission « Le Grand Jury » sur RTL, le 17 mai, l'ancien candidat à la présidentielle a accusé les écologistes de ne pas jouer le jeu, certains préférant garder la porte ouverte à un retour au gouvernement. Quant aux communistes, ils préfèrent garder la possibilité d'établir des listes d'union avec le PS au premier tour des régionales. Leur position sera définie le 10 juin, à l'issue d'un conseil national. Une stratégie qui horripile Jean-Luc Mélenchon dont les sorties ont le don d'en énerver certains. Et sans projet qui ne repose pas seulement sur le rejet de François Hollande, les gauches à la gauche du PS resteront encore longtemps éparpillées, façon puzzle. 20minutes.fr 31.05

Merde alors, Syriza était de droite aussi ! Le réformisme est au socialisme, ce que la margarine est au beurre.

- Grèce: Varoufakis provoque la polémique au sein du gouvernement - AFP

Le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, a provoqué dimanche une polémique au sein du gouvernement de gauche radicale après avoir nommé une ex député socialiste controversée comme représentante de la Grèce au sein du FMI.

La nomination de l'économiste Elena Panariti, qui avait participé à l'équipe du précédent gouvernement droite-socialiste pour les négociations avec les créanciers, UE et FMI, sur l'application du premier plan d'aide au pays, marqué d'une politique stricte de rigueur, a provoqué l'ire de 43 députés (sur un total de 149) de la gauche radicale Syriza au pouvoir ainsi que la réaction de nombreux cadres du gouvernement d'Alexis Tsipras, Premier ministre et président du Syriza.

"Une personnalité qui représente la politique du Memorandum (d'austérité ndrl) ne peut pas représenter l'actuel gouvernement, dont les principes et les valeurs sont totalement différents", ont déploré les députés dans une lettre ouverte publiée dimanche soir par l'Agence de presse grecque Ana (semi-officielle).

"Il s'agit d'un sujet politique (...) c'est une décision erronée et on réclame son annulation", écrivent ces députés.

Une rencontre est prévue dimanche soir entre le Premier ministre, Alexis Tsipras, et Yanis Varoufakis sur ce sujet, a indiqué l'Ana. AFP 31.05

Il était devenu impossible aux partis sociaux-libéraux de conserver plus longtemps en leur sein un courant incarnant le réformisme bourgeois à l'heure de leur tournant néolibéral. Donc sans attendre une scission qui aurait pu se traduire par une crise politique et leur éclatement, certains de leurs dirigeants incarnant ce courant ou liés à ce courant ont pris les devants en constituant de nouveuux partis qui à leur tour pourraient servir de supplétifs aux partis officiels de l'ordre dès lors qu'ils seraient rejetés par une majorité d'électeurs, afin de prendre le relais et assurer la stabilité des régimes en place.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que le réformisme bourgeois ou le socialisme réformiste est de droite ou un courant politique du capitalisme, compatible avec le capitalisme, qui s'en réclame ou n'entend pas rompre avec lui puisqu'il lui assigne pour tâche de réaliser progressivement le programme du socialisme, ce qui relève de l'escroquerie politique sachant que les intérêts des capitalistes et des travailleurs sont irrémédiablement opposés ou antagoniques.

Le réformisme bourgeois est fondamentalement réactionnaire parce qu'ils nient que le développement du capitalisme et ses contradictions conduisent infailliblement à des crises et l'effondrement du système capitaliste, ce que nous avons pu constater une multitude de fois depuis son avènement. Le réformisme bourgeois repose donc sur un déni de la réalité, contrairement au socialisme qui entend profiter de ces crises ou de cet effondrement pour renverser le capitalisme et ses institutions.

Il concerne et s'appuie principalement sur les couches supérieures du prolétariat et de l'aristocratie ouvrière qui par leurs statuts privilégiés sont solidement amarrés au capitalisme et les plus éloignés du socialisme. Ce n'est pas la version de gauche mais populiste de l'idéologie de la classe dominante.

Il alimente des illusions dans le capitalisme et trouve dans les syndicats un allié fiable. Il est aussi responsable du corporatisme, dans la mesure où lorsque l'adoption de réformes à caractère collectif ou politique est devenue inenvisageable, ses partisans se satisfont de mesures catégorielles ou qui ne concernent qu'une ou certaines catégories de travailleurs.

Quand le FN adopte la charia et le coup d'Etat militaire

- Vaucluse: le candidat du FN facilement élu dès le 1er tour au Pontet - AFP

Le candidat du FN, Joris Hébrard, dont l'élection comme maire du Pontet (Vaucluse) en mars 2014 avait été annulée par la justice pour des signatures litigieuses sur les listes d'émargement, a été facilement élu au premier tour avec 59,43% des voix face à deux autres candidats.

Joris Hébrard, un kinésithérapeute de 33 ans, retrouve ainsi le fauteuil d'édile de cette commune de 17.000 habitants qu'il avait dû quitter après la confirmation par le Conseil d'Etat le 25 février de l'annulation de l'élection.

Son équipe obtient 27 sièges sur 33 au conseil municipal.

M. Hébrard était cette fois opposé à deux candidats, Jean-Firmin Bardisa (sans étiquette), un directeur des services d'une ville du département âgé de 47 ans dont la liste de rassemblement citoyen a obtenu 28% des suffrages et 4 sièges.

Au second tour de l'élection de mars 2014, contre Claude Toutain (UMP), M. Hébrard l'avait emporté avec 3.141 suffrages contre 3.134, soit 50,06% des voix contre 49,94%. La candidate UMP/Républicains, Caroline Joly, 53 ans, n'a obtenu que 12,57% des voix et deux sièges.

Les Pontétiens se sont moins mobilisés dimanche qu'en mars 2014: à la clôture, 60,85% des inscrits s'étaient rendus aux urnes contre 65,03% en 2014. AFP 31.05

- Egypte: Marine Le Pen loue le combat de Sissi contre le "fondamentalisme" - AFP

La présidente du Front National, Marine Le Pen, a salué dimanche au Caire le combat contre le "fondamentalisme" du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, accusé de réprimer dans le sang l'opposition islamiste.

"Le président Al-Sissi est un des leaders qui a le message le plus clair à l'égard du fondamentalisme", a estimé Mme Le Pen lors d'une conférence de presse clôturant une visite de quatre jours au Caire.

"Nos choix au Front National sont clairs, soutenir les pays qui luttent contre le fondamentalisme, au premier rang desquels

bien entendu l'Egypte et les Emirats Arabes Unis", a précisé Mme Le Pen.

Elle a aussi affirmé que l'idéologie des Frères musulmans était liée à celle des jihadistes de l'EI.

"Il est incontestable que la matrice de l'idéologie du projet politique de l'Etat islamique, la matrice est constitué par les Frères musulmans", a estimé Mme Le Pen.

A Tel-Aviv et Washington ils applaudissent !

L'UE : Mauvais joueur et mauvais perdant. Ils ne supportent pas la réciprocité ou qu'on leur résiste.

- L'UE, Berlin et Londres dénoncent la "liste noire" du Kremlin - AFP

- 89 personnalités dans le viseur de Moscou - Francetv info

89 personnalités sont interdites d'entrée en Russie. Elles sont originaires de toute l'Europe. Parmi les bannis figurent quatre Français dont Daniel Cohn-Bendit, Bruno Le Roux ou encore Bernard-Henri Levy. Nick Clegg, ancien vice-premier ministre du Royaume-Uni figure également sur cette liste noire. Elle a été établie par Vladimir Poutine. À l'évidence, une réponse aux sanctions et interdictions de rentrer sur le territoire européen de citoyens russes.

Pour le ministre finlandais Timo Soini, il est inutile de « trop dramatiser » cette affaire. « C'est une réaction attendue à l'interdiction faite (par l'Union européenne) à des citoyens russes de voyager (sur le territoire de l'UE). Ce n'est pas une grande surprise », a-t-il écrit sur un blog.

Au fil de la crise en Ukraine, l'UE a complété sa propre « liste noire », qui compte désormais quelque 150 noms et une quarantaine d'entités, et pris des mesures plus sévères contre la Russie, visant des pans entiers de l'économie. Francetv info et lemonde.fr 30.05

L'Empire et la baballe : Mauvais joueur et mauvais perdant.

- Fifa: l'Afrique du Sud reconnaît avoir versé 10 millions de dollars - lefigaro.fr

Le président de la Fédération sud-africaine (Safa), Danny Jordaan, a reconnu dimanche qu'une somme de dix millions de dollars avait été versée en 2008 par le comité d'organisation du Mondial-2010, dont il était alors le président, à la Concacaf (Confédération d'Amérique du Nord, centrale et Caraïbes), mais a nié qu'ils aient servi de pots-de-vin, comme le soupçonne la justice américaine dans le cadre du scandale planétaire de corruption qui frappe la Fifa.

Cet argent a été déduit des 100 millions de dollars versés par la Fifa pour l'organisation de la première Coupe du monde en terre africaine, et était destiné à un fonds de développement de la Concacaf, a-t-il expliqué dans le journal sud-africain Sunday Independent. «Comment aurions-nous pu payer un pot-de-vin pour des voix quatre ans après avoir été choisis?», s'est défendu M. Jordaan. Tout comme Thabo Mbeki, président de la République à l'époque, le gouvernement sud-africain actuel a rejeté avec véhémence les accusations de corruptions.

L'acte d'accusation de la justice américaine publié mercredi soupçonne le Trinidadien Jack Warner, alors président de la Concacaf, d'avoir empoché cette manne en échange de trois voix en faveur de l'Afrique du Sud lors du vote pour l'attribution du Mondial-2010. lefigaro.fr 31.05

- Jack Warner s'en prend aux USA - lefigaro.fr

Le Qatar a semble-t-il été plus généreux que les Etats-Unis et ces derniers ne le digèrent pas... A moins que les membres de la Fifa aient péché par excès de zèle envers le micro-Etat du Qatar pour plaire à leur maître, c'est raté!

lefigaro.fr- Jack Warner, ancien président de la Concacaf, inculpé de corruption par la justice américaine, a lancé dimanche une attaque virulente contre les Etats-Unis qui, selon lui, n'ont pas digéré d'avoir perdu l'organisation du Mondial 2022.

«Tout ceci a pour origine la candidature malheureuse des Etats-Unis pour organiser la Coupe du monde 2022, a indiqué M. Warner dans une vidéo publiée sur sa page Facebook. Ils se sont inclinés face au Qatar, un petit pays, un pays musulman (...) Aucun pays au monde n'a un droit divin qui lui assure l'organisation de la Coupe du monde. Si la Fifa a préféré le Qatar, dans sa grande sagesse ou dans son manque de sagesse, acceptez votre défaite, soyez des hommes et tournez la page». lefigaro.fr 31.05

L'ONU ou l'avocat des barbares.

- Syrie: l'ONU condamne les raids meurtriers du régime - AFP

- Syrie: l'EI détruit la prison de Palmyre, symbole de la terreur du régime - AFP

- Syrie: Daesh fait exploser la prison de Palmyre, symbole de la terreur du régime 20minutes.fr

Selon des membres de l'opposition syrienne, le groupe djihadiste efface ainsi «une preuve de la criminalité du clan des Assad». 20minutes.fr 30.05

Parce que la parole de l'opposition syrienne ou les barbares sanguinaires soutenus par la pseudo-gauche et l'extrême gauche en France serait au-dessus de tout soupçon...

C'est l'argument avancé par les néoconservateurs américains qui expliquent que c'est le gouvernement syrien qui serait à l'origine des exactions commis par Daesh pour rester au pouvoir, alors qu'il est le seul avec le Hezbollah à le combattre au côté du peuple syrien.

Si ces barbares recourent à la terreur, pardi, c'est uniquement en réponse à la terreur que fait régner le régime syrien dans le pays, sinon ce sont des gens charmants et parfaitement civilisés, plein d'humanité, si, si, vous devez le croire ou vous en convaincre, sauf que cette rhétorique passe de moins en moins bien auprès de la population comme on va le voir plus loin. A trop vouloir en faire, leurs arguments se retournent contre eux.

Matraquage. Propagande et désinformation permanente.

- Nouvelle tuerie à Alep, 71 civils fauchés par les raids du régime syrien - AFP

Les hélicoptères du régime syrien ont largué samedi des barils d'explosifs sur des zones rebelles de la province d'Alep, tuant au moins 71 civils, l'un des bilans les plus lourds dans cette région du nord du pays, selon une ONG. (Pure fabulation, un simple missile est tout aussi efficace. - ndlr)

"Il s'agit d'un des plus grands massacres commis par l'armée de l'air du régime depuis le début de l'année", a dénoncé la Commission générale de la révolution syrienne (CGRS), un réseau de militants couvrant la guerre en Syrie depuis 2011. (Leur dernière invention, jamais entendu parler auparavant - ndlr)

Le régime a commencé en 2013 à larguer sur Alep ces bombes remplies de puissants explosifs et de ferraille, qui ont déjà fait plusieurs centaines de morts dans cette province septentrionale depuis le début de l'année. Cette pratique est régulièrement dénoncée par les ONG. (Ils n'ont jamais apporté la moindre preuve. - ndlr)

Plus de 220.000 personnes ont péri depuis quatre ans dans ce conflit syrien, qui a débuté par un soulèvement pacifique réclamant des réformes et s'est militarisé face à la répression du régime, jusqu'à devenir une guerre brutale et complexe avec l'apparition de groupes jihadistes comme Al-Qaïda et l'EI. (Ils martèlent les mêmes mensonges depuis 2011. - ndlr)

En Turquie voisine, le Premier ministre Ahmet Davutoglu a dénoncé comme "subterfuge électoral" la publication vendredi d'images suggérant une embarrassante livraison d'armes d'Ankara à des rebelles islamistes en Syrie.

Dans un entretien à l'AFP lors d'une tournée électorale avant les législatives du 7 juin, il a farouchement démenti tout soutien de son pays, ennemi juré de Bachar al-Assad, à ces groupes rebelles. AFP 30.05

Alors que pratiquement chaque semaine de nouveaux éléments ou témoignages à charge prouvent le contraire. La Turquie sert avec la Jordanie de base arrière aux barbares de l'Emirat islamique et Al-Nosra ou Al-Qaïda.

Vous aurez remarqué aussi que l'Agence Française de Propagande donne la parole aux ennemis de la Syrie quand ils sont mis en cause, sans émettre la moindre réserve sur la véracité des éléments qu'ils avancent puisqu'il s'agit d'avance de les disculper, alors qu'elle refuse de tenir compte des éléments apportés par les autorités syriennes qui sont forcément coupables puisque le veulent ainsi leurs parrains états-uniens ou de l'Otan.

Commentaires d'internautes bien informés ou qui ont eu le temps de réfléchir.

1- AFP + ONG (américaine) = Mensonge

2- On entend parler que des "raids du régime"! Mais l'EI, Daesh, les rebelles ne font aucune victime? A moins que les victimes "des raids du régime" soient les seules qui méritent d'être comptabilisées car considérées comme des martyrs, alors que les autres ne doivent être, finalement, que des suppôts du "dictateur" et donc ne méritent aucune compassion.... Vive la démocratie.... !

3- Peut-on aussi parler des massacres de l'EI? messieurs les journalistes ? on se rends de plus en plus compte, que pratiquement toute la presse est pourrie. c'est de la propagande et non respect de l'impartialité !

4- Des soutiens turcs, saoudiens et quatariens, sont avérées à ces rebelles prétendus "modérés" qui ont su faire taire leurs divergences, pour combattre ensemble au sein de l'armée de la conquête .... dominée par Al-Nosra , et comptant dans ses rangs des salafistes et autres groupes islamistes...

5- Un journal turc publie les images d'armes livrées par la Turquie aux djihadistes en Syrie.

Le quotidien turc Cumhuriyet a publié, vendredi 29 mai, des photos et une vidéo qui accréditent l'hypothèse, jusque-là farouchement démentie par le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara, de livraisons d'armes aux rebelles extrémistes syriens début 2014.

Une semaine avant les élections législatives turques, le journal d'opposition diffuse dans son édition papier et sur son site des images d'obus de mortier dissimulés sous des médicaments dans des camions, officiellement affrétés par une organisation humanitaire, interceptés en janvier 2014 par la gendarmerie turque près de la frontière syrienne.

En savoir plus sur le journal Le Monde du 29/09/15

Voilà le double-jeu de la" coalition anti-Daesh" et des soi-disant ONG....

6- Qui est cette ONG ? La CIA ? Et ces journaleux qui propagent des infos sans les vérifier ça me rappelle les armes de destruction massive de Saddam.

7- "Selon un nouveau bilan fourni par une ONG syrienne."

ONG? Déjà là il faut y mettre un sacré bémol.

8- Une "nouvelle" pour inculquer qu'il ne faut pas supporter Assad dans sa longue lutte contre les terroristes islamiques.

Et puisque la coagulation mondiale ne fait pratiquement parlant rien contre Daesch et Co, alors cela veut dire: laissez aller la destruction de la Syrie.

Lorsque la Syrie sera détruite au point de non-retour, l'OSDH et Cie. vont être dans la manche des forces occidentales tout en effectuant une répression sur le peuple syrien.

9- Quand notre OTAN envoie quelques missiles, il y a 45 terroristes tués...

Quand le pouvoir local largue ses bombes, il y a 45 civils tués ...

... J'ai comme un doute...

10- Poutine avait raison de vouloir interdire les ONG sur le territoire russe, ça fait 4 ans qu'elle nous rabâchent les oreilles avec les morts causés par le gouvernement syrien, elles ferment les yeux sur tous les autres massacres

11- Des civils tués comme dans n'importe quelle guerre ! Avant de débarquer en Normandie, l'aviation américaine a bombardé les côtes françaises en tuant des centaines de civils français.

12- On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs.. Demandez à ceux qui ont vécu les bombardements alliés sur les villes françaises en 44 combien de Français ont été tués par les bombes "amies"..

13- M.les journalistes, cessez donc de relayer les sornettes de l'OSDH à la solde des occidentaux et des djihadistes !

14 -...Les américains bombardent, ça s'appelle « une opération »…les Syriens bombardent ça s'appelle « une tuerie...fauchés »…..vous saisissez l'astuce ?

15- Je ne comprends pas le jeu d'une certaine presse. Le "régime", terme généralement utilisé dans cette mème presse pour montrer son hostilité. ainsi que les troupes "pro-Assad", formules indiquant que l'article choisit son camp entre celui du Bien et celui du Mal...

16- Quand les nazis de Kiev bombardent les civils du Donbass, on ne les entend pas beaucoup nos grands humanistes à géométrie variable...

17- Intox et manipulations.

Pourquoi cet acharnement?

1/ La Syrie était le seul allié des Palestiniens, les réfugiés étant d'ailleurs beaucoup mieux traités que dans tous les autres pays d'accueil

2/ La Syrie avait refusé le passage d'un gazoduc du Qatar pour donner la préférence à un gazoduc provenant d'Iran

3/ Voir le plan Oded Yinon…

4/ En Syrie, les sunnites, chiites, alaouites et chrétiens vivaient en bonne intelligence

5/ La Syrie avait accueilli des centaines de milliers de chrétiens fuyant l'Irak

6/ Une bonne partie des réserves d'hydrocarbures découvertes en Méditerranée se trouvent dans les eaux syriennes

7/ Jusqu'à l'accord avec Chypre, la seule base russe en Méditerranée est Tartous

A côté de ça, les 220;000 morts (dont au moins 60.000 soldats de l'armée syrienne), les 6 millions de déplacés ou réfugiés, les décapitations, les viols, l'esclavage sexuel, un pays pratiquement détruit, tout ceci n'a pas d'importance, n'est-ce pas ?

18- C'est un exercice de style difficile de faire passer un gouvernement pour plus barbare que des groupes terroriste tels que l'EI et Al Qaida. Bel exercice de style, du sophisme capilotracté de bonne facture et un exercice de tautologie pas mal. félicitation au journaliste...

19- Sans doute aussi réel que les armes de destruction massives de Saddam, ou les bébés qu'il aurait sortis des couveuses au Koweit ?

Par contre pour Gaza l'année dernière, aucun gouvernement n'a pris de sanctions contre Netanyahou malgré les milliers de civils, bien réels cette fois, massacrés par les forces de l'IDF !

20- Je ne sais pas si c'est vrai ou encore de la propagande anti Bachar Al-Assad, mais lorsque les Américains tuent des centaines de civils lors de bombardements foireux ces fameuses ONG (politiquement quasi toutes alignées sur la politique impérialiste américaine et israélienne et noyautées par la CIA) n'en parlent pratiquement jamais.

Idem quand la coalition occidentale ou les turcs bombardent par erreur les troupes régulières irakiennes ou syriennes à la place des bouchers islamistes de Daech (pourtant bien visibles avec leurs longues colonnes de 4x4 Toyota rutilants) une fois sur deux!

Quand on se trompe une fois sur deux on ne peut plus parler d'erreur mais d'actes délibérés...

21- Article de propagande incroyable.

Les armées de l'EI n'y sont nulle part présentées comme l'ennemi, tandis que les vérités qui font mal comme les livraisons d'armes directement aux terroristes par la Turquie cad par les USA avec eux, sont presentees comme des "excuses".

Dans quel monde vit-on? En democrature, en profonde democrature...

Fin des commentaires.

Je pense qu'il n'y a rien à ajouter.

On ne veut pas faire une fixation sur ce sujet, mais nous aurions aimé que ce genre d'argumentaire figure dans la littérature d'un parti ouvrier. Que cela ne soit pas le cas pose un énorme problème et témoigne de leur décomposition.

C'est juste un constat, désolé de ne pas pouvoir dire le contraire car ce serait raconter des blagues. La question que doivent se poser honnêtement les militants : sommes-nous capables d'assumer les positions adoptées par notre parti ou nos dirigeants ?

ACTUALITE EN TITRES

S'ils le disent eux-mêmes, on aurait tort de ne pas s'inquiéter.

- Comment le droit devient un parfait alibi pour restreindre les libertés des individus - atlantico.fr

Quand voter, c'est rejoindre le camp de la droite ou légitimer le régime en place.

- Abstention en hausse lors des élections locales en Italie - LeMonde.fr

Les scrutins de dimanche ont été marqués par une abstention en hausse, la participation s'élevant à entre 49 et 56 % pour les régionales et à 64 % pour les municipales, qui ont également eu lieu dimanche. Il s'agit en moyenne de 10 points de moins que lors des derniers scrutins similaires, en 2010.

Le dépouillement pourrait prendre une partie de la nuit et les premiers résultats sont attendus lundi. LeMonde.fr 31.05

L'Empire et son annexe européenne ont ravagé l'Ukraine.

- Ukraine: le FMI abaisse sa prévision de croissance 2015, passant de -5,5% à -9% - AFP

L'Ukraine, ravagée par un an de guerre dans l'est industriel, devrait enregistrer une chute de son PIB de 9% en 2015, a indiqué dimanche le Fonds monétaire international (FMI), dans un communiqué. AFP 31.05

Les parrains de l'agression militaire contre le Yémen sortent du bois : l'Empire du chaos.

- Yémen: discussions à Oman entre la rébellion et une délégation américaine - AFP

Déstabilisation. Provocation - Répression - Réprobation - Sanction.

- Russie: des militants homosexuels interpellés lors d'une manifestation à Moscou - AFP

Elle n'avait pas fait l'objet d'une autorisation, dans n'importe quel pays la sanction aurait été la même...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- L'ambassade saoudienne à Sanaa remise à Ansarallah - french.irib.ir

40 forces de sécurité à l'ambassade saoudienne à Sanaa ont remis sans aucune résistance cette ambassade à

Ansarallah, ont annoncé des sources médiatiques.

Selon des sources médiatiques, Ansarallah yéménite a pris le contrôle de l'ambassade saoudienne à Sanaa. Ansarallah a fait sortir toutes les forces de sécurité saoudienne de l'ambassade, leur demandant de déposer leurs armes et de quitter l'ambassade,

ont écrit des sites d'informations yéménites comme Al-Hayd et Al-Waqaa al-Yamani.

Les gardes de cette ambassade ont remis l'ambassade sans aucune résistance physique. En réaction à la poursuite du bombardement des habitations, des hôpitaux et des positions de l'armée yéménite, Ansarallah a pris le contrôle de cette ambassade, selon ce rapport. french.irib.ir 30.05

1.2- Les Houthis ont emprisonné au moins 4 Américains au Yémen - french.irib.ir

Les Houthis ont emprisonné au moins 4 Américains au Yémen, a écrit un quotidien américain, citant des autorités.

"Au moins 4 Américains sont détenus dans les prisons du Yémen", a affirmé "Washington Post" alors que les attaques et les agressions militaires de l'Arabie et de ses alliés contre le peuple yéménite se poursuivent.

Ce quotidien a également fait part de la détention d'un cinquième Américain, arrêté, il y a 5 ans, pour des accusations terroristes.

Les attaques de l'Arabie contre le peuple yéménite ont toujours été soutenues par les Américains d'autant plus que pour justifier les agressions saoudiennes, ils ont insisté sur le "droit de l'Arabie à se défendre". french.irib.ir 30.05

2- Syrie

2.1- Nouvelle révélation sur les aides turques aux terroristes, en Syrie, en 2014 - french.irib.ir

La presse turque a publié les images de camions d'armes que le gouvernement d'Ankara a envoyés aux terroristes takfiris, en Syrie, en 2014.

Le quotidien turc «Comhuriyet» a publié, vendredi, des photos et des documents portant sur le soutien logistique et en armements du gouvernement d'Ankara aux terroristes, en Syrie, en 2014. Le journal a publié des images et des vidéos des camions, qui transportent des dizaines de tonnes d'armements aux groupes armés, qui se battent, en Syrie, contre le gouvernement de Damas.

Le journal «Comhuriyet» a écrit que ces armes avaient été envoyées, en Syrie, début 2014, les obus de mortiers étant cachés sous des colis de médicaments. Ces camions avaient été loués, pour une organisation d'aides humanitaires, mais les gendarmes turcs les ont contrôlés à la frontière entre la Turquie et la Syrie.

L'AFP a rapporté que cette révélation est un grand scandale, pour le gouvernement d'Ankara, car les documents prouvent que les camions avaient été loués, en réalité, par les services du renseignement turcs, pour transférer des armes aux groupes terroristes, en Syrie.

Mais le gouvernement turc, qui est un ennemi intransigeant du Président syrien, Bachar al-Assad, a démenti ces révélations. Or, l'année dernière, le vice-Président américain, Joe Biden, avait accusé, lui aussi, les amis de Washington, (Turquie, Arabie saoudite et Qatar) d'aller trop loin, dans leur animosité contre le gouvernement de Bachar al-Assad, jusqu'à soutenir, directement, les groupes terroristes, comme Daesh.

D'après les révélations faites par le quotidien «Comhuriyet», ces camions ont transporté, en Syrie, 1.000 mortiers et 80.000 cartons de munition d'armes légères et lourdes, ainsi que des centaines de cartons d'explosifs. La plupart de ces armements étaient fabriqués, en Russie, et provenaient des anciens pays du bloc de l'Est.

Le gouvernement turc a censuré toutes ces informations, et, jusqu'à présent, près de 50 personnes ont été arrêtées, dans l'armée, la gendarmerie et la justice, soupçonnées d'être liées à ces révélations. Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, attribue cette affaire scandaleuse à son ancien allié et son ennemi actuel, Fethullah Gülen, en prétendant que ce dernier veut renverser son gouvernement, depuis l'hiver 2013. Erdogan avait dit que le contrôle de ces camions à la frontière entre la Turquie et la Syrie était une «trahison».

L'intensification des aides turques aux terroristes est un signe de la confusion d'Erdogan : L'analyste politique syrien, Ahmad Hadj Ali a déclaré au journaliste de l'agence Farsnews, que l'intensification des aides du gouvernement d'Ankara aux terroristes, en Syrie, est un signe de la confusion du Président Recep Tayyip Erdogan, quant aux événements de la Syrie. « Ankara détruira les relations de la Turquie avec le reste du monde, en continuant son projet du rétablissement de l'empire ottoman», a déclaré cet analyste syrien.

«Les déclarations du ministre turc des Affaires étrangères concernant la décision de la Turquie d'offrir une couverture aérienne aux groupes armés, en Syrie, font partie du plan d'Ankara, pour créer un «Etat», sous le contrôle des groupes armés, dans les régions situées dans le Nord syrien», a déclaré Ahmad Hadj Ali.

Il a ajouté que la création de cet «Etat», au Nord de la Syrie, est un rêve irréalisable de la Turquie et des monarchies arabes du Sud du golfe Persique. «Depuis quatre ans, les monarchies arabes du Sud du golfe Persique collaborent avec leurs alliés, en Turquie, et leurs amis israéliens, pour renverser le gouvernement de Damas et porter préjudice à l'axe de la Résistance, dans la région», a ajouté cet analyste syrien. french.irib.ir 30.05

2.2- Le Qatar, la Turquie et l'Arabie s'unissent, pour renverser l'Ordre syrien - french.irib.ir

«Les activités de groupes terroristes, en Syrie, sont le signe de la coopération du triangle Qatar/Arabie saoudite/Turquie, pour renverser le gouvernement syrien», selon un magazine allemand.

La progression d'un nouveau groupe terroriste, connu sous le nom de Jaïsh al-Fath, à Idlib, et l'occupation de la ville syrienne d'Ariha, à proximité de la frontière turque, témoignent du fait que la Turquie et l'Arabie saoudite coopèrent l'une avec l'autre, pour fournir le soutien à divers groupes terroristes, dans le but de renverser le gouvernement syrien.

Le magazine allemand, «Frankfurter Allgemeine», a écrit que le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'était mis d'accord, lors d'une rencontre avec le roi saoudien Salman Ben Abdelaziz, à Riyad, pour coopérer, ensemble, en vue de renverser le gouvernement du Président syrien, Bachar al-Assad. Cet accord intervient, alors que le Front Al-Nosra, le principal partenaire des Emirats arabes du golfe Persique, demeure aux côtés d'Ahrar al-Cham. Ces groupes n'ont pas participé aux combats, à Idlib, mais ils coopéraient, dans les régions frontalières de la Jordanie. french.irib.ir 30.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- Inde: un Etat poursuit Nestlé au pénal pour du plomb dans les nouilles instantanées - AFP

L'Etat indien de l'Uttar Pradesh (nord) a décidé de poursuivre au pénal la filiale indienne de Nestlé après la découverte de concentrations dangereuses de plomb dans des lots de nouilles instantanées Maggi, ce que conteste le groupe suisse, a annoncé un responsable dimanche.

L'Agence indienne de la sécurité alimentaire et du médicament (FDA) a ordonné le retrait du lot sur la foi des résultats de l'analyse d'échantillons prélevés en mars lors d'une inspection de routine sur une vingtaine de paquets de nouilles.

Les analyses ont également révélé la présence de glutamate monosodique (ou GMS), un additif alimentaire controversé, selon la FDA.

Vijay Bahadur, un responsable de la sécurité alimentaire de l'Etat, a indiqué que la plainte avait été déposée samedi devant un tribunal local pour information erronée sur le contenu du produit et production d'aliments potentiellement dangereux pour la santé.

"Nous avons déposé plainte contre Nestlé Inde et le propriétaire du magasin", a-t-il expliqué à l'AFP.

En cas de procès, l'entreprise Nestlé Inde encourt une amende et ses dirigeants une peine de prison. La direction doit comparaître pour une première audience le 1er juillet, selon M. Bahadur.

Une plainte a également été déposée contre trois acteurs de Bollywood qui font la promotion des nouilles Maggi. AFP 31.05

Qu'ils les foutent tous en cabane !

Je n'en achète jamais, j'ai banni tous les produits préparés sous emballage, principalement à cause de leur prix et ensuite parce qu'on peut très bien s'en passer.

Quand on dit qu'on survit, ce n'est pas une simple formule pour dire qu'on s'en tire encore, non, on a restreint toutes nos dépenses, y compris alimentaires. Vous comprendrez que cela puisse rendre un brin nerveux... Sans parler de toutes les emmerdements qui nous tombent dessus en plus ! Mais on résiste ! Alors quant à ceux qui se permettent de nous juger la bouche pleine, vous imaginez ce que l'on en pense : rien, on s'en tape !

Au fait, Selvi, ma compagne, a encore maigri, elle ne pèse plus que 43 kilos, moi j'en ai perdu 12 en 5 mois, c'est pas mal, il m'en reste encore autant à perdre. Vvive l'inflation ! Non je déconne, on a encore un petit bout de chemin à faire...

Haut de page

Le 2 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h45.

On a ajouté 37 articles, dont plusieurs démontrant à nouveau qu'Al-Qaïda ou l'Emirat islamique et Al-Nosra ont pour parrains l'impérialisme américain et ses alliés.

Du coup vous vous dites qu'ils sont prêts à aller jusqu'à ce point dans la barbarie, je parle des gouvernement occidentaux dont le gouvernement français ou le PS flanqué de ses satellites et alliés.

Mais alors dira le grand bêta qui commence à ouvrir les yeux ou le militant qui se réveille après avoir été berné pendant des décennies par ses dirigeants, cela voudrait dire que rien ne les arrête dans l'abjection et la cruauté qu'ils dénoncent par ailleurs chez les nazis et autres tyrans sur tous les continents, alors qu'ils sont eux-mêmes des monstres, des barbares de la pire espèce.

En effet, ils sont comme cela, ce sont des ennemis de la civilisation humaine qu'il faut éliminer avant qu'ils ne nous éliminent puisque nous y passerons tous d'une manière ou d'une autre le moment venu.

Cela ne nous étonne pas du tout puisque nous les avions déjà décrits ainsi, ne serait-ce que lorsque nous faisions allusion aux deux guerres mondiales du XXe siècle notamment. Vous voyez ce qu'il en coûte de les avoir ménagés si longtemps, de s'est corrompu misérablement avec le PS (et le PCF), d'y avoir laissé sa dignité de militant.

Pour quoi au bout du compte je vous le demande maintenant que le mouvement ouvrier est purement et simplement disloqué, discrédité, indigne de confiance pour y avoir laissé ses principes les plus élémentaires, on ne fraie pas avec l'ennemi impunément, on le combat à mort un point c'est tout, même au risque de passer pour sectaire, comme aurait dit Marx, rien ne justifiait d'y laisser son âme !

On a de quoi enrager littéralement quand on observe la tournure que prennent les évènements à l'échelle mondiale et on est loin d'avoir vu le pire encore, on doit se faire violence pour se contenir ou ne pas dire tout ce qu'on pense qui serait totalement incompréhensible à la plupart des lecteurs, déjà on en dit trop, mais on ne fait que notre devoir. A suivre.

Si dans votre entourage il y a des sceptiques sur les liens congénitaux qui existent entre les Etats-Unis et leurs alliés et Al-Qaïda ou l'Emirat islamique, vous pouvez leur communiquer les quelques articles que j'ai relevés rapidement qui le prouve (tous sont disponibles dans le portail) :

- Les jihadistes au service de l'impérialisme (Réseau Voltaire) (01.06.15)
- Syrie : L'opération de « blanchiment » d'Al-Nosra a commencé… (mondialisation.ca) (01.06.15)
- L'armée US est-elle en train de former des combattants islamistes au Qatar? (Arrêt sur info) (31.05.15)
- Jeffrey Blankfort: « Le principal bénéficiaire de la désintégration de l'Irak et de la Syrie et de l'émergence d'ISIS a été Israël » (Arrêt sur info) (01.06.15)
- Idlib : les terroristes gagnent du terrain grâce à Ankara (french.irib.ir) (31.05.15)
- Le rôle de l'Occident dans l'émergence de «Daech» n'est plus à prouver (Arrêt sur info) (31.05.15)
- Pour affaiblir l'Iran et la Syrie, l'Occident joue la carte d'al-Qaïda et d'ISIS (Arrêt sur info) (30.05.15)
- Pourquoi l'Occident joue-t-il la carte d'Al-Qaïda et d'ISIS (french.irib.ir) (30.05.15)
- Russie: Moyen-Orient, Poutine accuse l'Occident d'être responsable du chaos (Arrêt sur info) (30.05.15)
- Takfirisme, ultime arme US contre le Moyen-Orient… (french.irib.ir) (30.05.15)
- Derrière les récriminations sur la chute de Ramadi (mondialisation.ca) (29.05.15)
- Syrie: Le silence des médias au sujet de l'alliance d'Israël et de l'Occident avec Al-Qaïda (Arrêt sur info) (29.05.15)
- Le faux califat : l'atout stratégique des USA (mondialisation.ca) (28.05.15)
- La Turquie prise la main dans le sac. Une vidéo montre qu'elle livre des armes aux terroristes (Arrêt sur info) (30.05.15)
- Syrie: Le silence des médias au sujet de l'alliance d'Israël et de l'Occident avec Al-Qaïda (Arrêt sur info) (29.05.15)
- Le faux califat : l'atout stratégique des USA (mondialisation.ca) (28.05.15)
- Qu'est-ce qui se cache derrière le manque de soutien aérien étasunien aux défenseurs de Ramadi ? (legrandsoir.info) (27.05.15)
- Le califat voulu par les États-Unis (Réseau Voltaire) (26.05.15)
- Les aides des Emirats du Golfe Persique, artères de Daesh et du Front al-Nosra (french.irib.ir) (24.05.15)
- Moyen-Orient : Ennemis sur-mesure ? (legrandsoir.info) (24.05.15)
- Le Renseignement US avait prédit que le soutien US aux rebelles en Syrie entraînerait la chute de Ramadi (Arrêt sur info) (23.05.15)

- La Turquie est le principal soutien des gangs terroristes en Syrie (Arrêt sur info) (22.05.15)
- Selon un document de la DIA l'Occident facilite la montée de l'Etat islamique « afin d'isoler le régime syrien » (Arrêt sur info) (22.05.15)
- Nouvelles preuves du sale rôle joué par Israël dans la guerre par procuration menée en Syrie (Arrêt sur info) (21.05.15)
- Bombardements américains et déploiement de milices chiites suivent la déroute de l'armée irakienne à Ramadi (mondialisation.ca) (20.05.15)
- Pour l'Empire, la finalité c'est le chaos, pas la victoire (mondialisation.ca) (16.05.15)
- Révélations faites sur les détails du plan de Washington pour le golfe Persique (french.irib.ir) (10.05.15)
- Les États-Unis collaborent avec Al-Qaïda (french.irib.ir) (08.05.15)
- C'est officiel: Les États-Unis collaborent avec al-Qaïda (Arrêt sur info) (07.05.15)
- Washington envisage de maintenir l'Émirat islamique après la signature de l'accord avec l'Iran (Réseau Voltaire) (06.05.15)
- La France arme les terroristes. Ensuite elle vote des lois pour les combattre ? (Arrêt sur info) (06.05.15)
- Pourquoi la guerre contre la terreur menée par les États-Unis est-elle une fraude ? (mondialisation.ca) (06.05.15)
- Ankara tente d'unir les groupes terroristes, en Syrie (french.irib.ir) (05.05.15)
- La grande imposture de la lutte antiterroriste (legrandsoir.info) (04.05.15)
- Des Marines et des hélicoptères ''Apache'', chez Daesh (french.irib.ir) (02.05.15)
- Le transit des terroristes, en Syrie, via Istanbul (french.irib.ir) (02.05.15)
- L'Occident doit cesser de couvrir le terrorisme en Syrie (version intégral) (mondialisation.ca) (22.04.15)
- Les renseignements saoudien et israélien, impliqués dans l'attaque contre le consulat des Etats-Unis, à Arbil (french.irib.ir) (21.04.15)
- En Irak, les Etats-Unis sabotent la guerre contre l'État Islamique (legrandsoir.info) (02.04.15)
- Comment Washington a-t-il sauvé Daech à Tikrit (french.irib.ir) (22.03.15)
- Davantage de preuves de l'assistance directe des Etats-Unis et d'Israël à l'Etat islamique (Arrêt sur info) (11.03.15)
- Israël tente de cacher son aide aux miliciens syriens (french.irib.ir) (09.03.15)
- Syrie: L'armée israélienne soutient les « rebelles » opposés à Bachar el-Assad (Arrêt sur info) (09.03.15)
- Irak : des conseillers militaires américains et israéliens arrêtes pour avoir aidé l'EIIL (mondialisation.ca) (09.03.15)
- Les preuves des liens existants entre Washington et l'Etat islamique (Arrêt sur info) (06.03.15)
- L'incursion de l'armée turque en Syrie, un témoignage des bonnes relations de la Turquie avec l'Etat Islamique (Daesh) (legrandsoir.info) (03.03.15)
- L'aide américaine à DAESH se confirme : des Marines et des hélicoptères Apaches chez les djihadistes (mondialisation.ca) (02.03.15)
- L'armée irakienne abat deux avions britanniques transportant des armes pour l'Etat Islamique (legrandsoir.info) (25.02.15)
- Le Parlement irakien demande des explications à Londres sur son soutien à Daesh (Réseau Voltaire) (24.02.15)
- Syrie : les Nations Unies confirment l'existence d'une coordination entre Jabhat al-Nusra et l'occupant israélien (mondialisation.ca) (22.01.15)
- D'« anciens » militaires français parmi les jihadistes de Daesh (Réseau Voltaire) (21.01.15)
- Des GI's en Irak et en Syrie? (french.irib.ir) (30.11.14)
- Des mercenaires étasuniens coopèrent avec Al-Qaeda mais ce n'est pas un scandale, juste une "difficulté", selon Associated Press (legrandsoir.info) (29.11.14)
- Le Qatar s'apprête à entraîner des islamistes combattant en Syrie (Réseau Voltaire) (27.11.14)
- Irak : Riyad soutient directement Daech (french.irib.ir) (10.11.14)
- Irak : Daech profite de la présence des militaires US (french.irib.ir) (10.11.14)
- Le sacre d'Al-Barzani pour sauver Kobané et le nouveau projet d'Erdogan pour sauver l'EIIL (mondialisation.ca) (23.10.14)
- Washington parviendra-t-il à faire nettoyer ethniquement le Nord de la Syrie? (Réseau Voltaire) (14.10.14)
- « L'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie n'avaient pas lésiné sur les moyens pour favoriser l'émergence du terrorisme » (legrandsoir.info) (06.10.14)
- La lutte contre l'EI, un écran de fumée pour masquer la mobilisation US contre la Syrie et l'Iran (mondialisation.ca) (01.10.14)
- Les rebelles syriens soutenus par les Etats-Unis et l'Etat islamique signent un pacte "de non-agression" (legrandsoir.info) (14.09.14)
- Le plan d'Obama pour attaquer la Syrie, sous couvert de la lutte contre l'EIIL (mondialisation.ca) (10.09.14)
- Obama ment: des forces spéciales US sont sur le terrain en Irak (mondialisation.ca) (05.09.14)
- Comment l'argent saoudien finit-il dans la poche de Daesh (french.irib.ir) (28.07.14)
- Comment les Etats-Unis arment les deux camps en conflit en Irak. (mondialisation.ca) (23.06.14)
- Les Etats-Unis ont formé l'EIIL dans une base secrète de Jordanie. (mondialisation.ca) (23.06.14)
- Comment l'Otan a organisé l'invasion de l'Irak (Réseau Voltaire) (19.06.14)
- But de la coalition EIIL-Turquie-Arabie saoudite-Qatar [et Otan ?] en Irak (mondialisation.ca) (13.06.14)

Excusez du peu !

Non mais, quand on affirme quelque chose, si possible pour être pris au sérieux il faut le prouver, là la matière ne manque pas, et on s'est cantonné au 12 derniers mois.

Au fait, vous excuserez l'absence d'infos économiques, on n'a rien vu passer d'intéressant depuis deux semaines.

Dites-moi si vous auriez souhaité que la rubrique *Articles d'actualité* soit actualisée, si oui, je ferai cet effet supplémentaire, comme quoi j'ai peut-être un caractère un peu difficile parfois, mais je ne suis pas encore un vieux con ! Je ne ménage pas mes lecteurs, il est donc normal que je sois sympa avec eux, parfois, à condition de ne pas en abuser, je plaisante évidemment...

à moitié seulement !

La causerie du matin.

On ajoutera une trentaine d'articles plus tard.

Le mot du jour : Les "*pieds nickelés journalistiques*". (Arrêt sur info)

L'art de la servitude assumée.

Le meilleur des mondes d'Aldous Huxley. Extrait.

Un État totalitaire vraiment « efficient » serait celui dans lequel le tout-puissant comité exécutif des chefs politiques et leur armée de directeurs auraient la haute main sur une population d'esclaves qu'il serait inutile de contraindre, parce qu'ils auraient l'amour de leur servitude. La leur faire aimer — telle est la tâche assignée dans les États totalitaires d'aujourd'hui aux ministères de ! a propagande, aux rédacteurs en chef de journaux, et aux maîtres d'école.

Mais leurs méthodes sont encore grossières et non scientifiques. Les jésuites se vantaient jadis de pouvoir, si on leur confiait l'instruction de l'enfant, répondre des opinions religieuses de l'homme : mais c'était là un cas de désirs pris pour des réalités. Et le pédagogue moderne est probablement, à tout prendre, moins efficace, dans le conditionnement des réflexes de ses élèves, que ne l'étaient les révérends pères qui instruisirent Voltaire. (page 9 version Internet)

Depuis, Charlie a révélé que 99,99% des enseignants valaient bien ces jésuites ou confirmait qu'ils s'adonnaient bien au même objectif sous le label hypocrite de la laïcité.

Mais contrairement au passé, de nos jours les jeunes ont accès à toutes formes d'informations et de connaissances par une multitude de canaux et qu'ils s'échangent, qui viennent télescoper le contenu des faussaires et manipulateurs des consciences qui ont rédigé les manuels scolaires ou les assertions de leurs professeurs, qui vérolés par l'idéologie dominante de l'Etat s'en tiennent le plus souvent, pour ne pas dire pratiquement toujours aux versions officielles mensongères remises en question ici ou là, qui contribuent de la sorte à les discréditer aux yeux de leurs élèves et du même coup à perdre toute autorité sur eux, car évidemment on n'imagine pas un instant un professeur du haut de son estrade admettre de la part d'un enfant qu'il pourrait lui en imposer ou ne serait-ce qu'admettre que ses connaissances seraient en réalités surfaites ou superficielles une fois prises en défaut, ce serait accepter de voir rabaisser son statut, inimaginable.

Quant à la servitude, les esclaves modernes la supportent et s'en contentent en consommant ou en se distrayant, ce qui leur donne une impression de liberté. Et si vous avez l'audace de vous attaquez aux fondements de leur servitude, ils vous accuseront de vous en prendre à leur liberté, c'est un comble mais c'est ainsi et c'est bien compréhensible, car conditionnés depuis leur naissance ils auront l'impression que vous voulez remettre en cause leur sécurité, qui en réalité est le produit des chaînes qui les maintiennent en servitude et auxquellee ils sont attachés par dessus tout, puisqu'elles se confondent avec leur condition dont ils demeurent ignorants.

La servitude exprime un rapport de dépendance qui nous est imposé de l'extérieur et auquel on se plie par la force des choses au départ, et auquel on finit par s'adapter par la suite, de telle sorte qu'il représente la norme dans laquelle il faut se fondre pour ne pas apparaître différent des autres qui s'y soumettent si volontiers, toujours par ignorance puisque c'est le maître mot de cette infâme et tragique comédie. La plupart des gens la vivent sans s'en plaindre vraiment puisqu'ils n'ont jamais vécu autre chose, ils ne peuvent même pas imaginer vivre sans elle un seul jour croyant qu'elle les protège du chaos auquel ils identifient la liberté, ce qui est somme toute normal pour ne pas avoir été préparés à vivre autre chose ou ignorer qu'il leur serait parfaitement possible de vivre autrement, d'où l'intérêt pour la classe dominante de les maintenir dans l'ignorance, mère de toute les servitudes et son lot de malheurs et souffrances qui en est la conséquence.

La servitude est inséparable du règne de la nécessité arrivé à son terme et dont il faut nous débarrasser pour conquérir notre liberté. Tel est l'objet du combat pour le socialisme ou préparer les conditions qui permettront aux exploités et aux opprimés de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, au rapport entre dominant et dominé...

La pire des erreurs et des injustices serait de s'en prendre aux masses qui demeurent ignorantes malgré elles. Par contre on est en droit de s'attaquer à tous ceux qui ont acquis un certain niveau de connaissance et se complaisent dans la situation actuelle sous divers prétextes, ou qui font preuve d'hypocrisie en prétendant la combattre alors qu'en réalité ils s'en accommodent très bien. Vivre dans l'insouciance et passer son temps à le justifier quand on a atteint un certain niveau de conscience est stupide, indécent, insupportable.

On conçoit très bien qu'il leur soit difficile de s'orienter politiquement quand il n'existe aucun parti ouvrier digne de ce nom, nous sommes dans le même cas pour ce qui est notre engagement politique. Cela dit, rien ne les empêche dès à présent d'adopter

un comportement conforme à leurs idées, par exemple, cesser de soutenir le régime, rompre avec le capitalisme et ses institutions, rejeter toute mesure provenant du gouvernement quel que soit le parti au pouvoir puisqu'ils incarnent tous une politique qui nous est hostile, refuser de voter pour un parti institutionnel ou s'abstenir, soutenir toutes les revendications sociales des travailleurs, participer si possible à des réunions, meetings, manifestations ou rassemblement en soutien aux peuples opprimés par les différents impérialistes, refuser de participer à toute campagne initiée ou soutenue par le PS car elles ne servent qu'à légitimer le régime en place ou le gouvernement, boycotter les médias, bref, ne pas hésiter à défendre ses idées en toutes circonstances pour qu'elles soient partagées par le plus grand nombre, lire aussi, étudier, continuer de s'informer, de s'instruire, d'élever son niveau de connaissance ou de conscience qui peut-être un jour sera mis davantage en valeur au sein d'un parti ou sera mise au service de notre cause.

Notre modeste contribution s'inscrit dans cette perspective.

Quelle coïncidence ! Quand Hollande et Cazeneuve ou le PS volent au secours d'un pédophile.

- Rattrapé par son passé au moment où éclate un scandale pédophile au sein de son parti allemand « Die Grünen » (Les Verts allemands - ndlr), Daniel Cohn Bendit reçoit la nationalité française sur annonce du ministre français de l'intérieur. (Arrêt sur Info)

Il faut savoir qu'il la réclamait depuis de nombreuses années...

Arrêt sur Info - Au moment où l'agent d'influence Daniel Cohn Bendit obtient la nationalité française, un scandale pédophile secoue son parti.

Dans un article, du 22 mai, titré « Un scandale pédophile plombe les Grünen », le quotidien Le Temps écrit :

« Le parti a toléré jusque dans les années 1990 l'activité de militants pédophiles. La section berlinoise est concernée.

Le scandale est considérable. Dans le Berlin alternatif des années 1980 et 1990, des pédophiles membres des Grünen (Verts) ont milité ouvertement sous couvert du parti en faveur de la dépénalisation de la sexualité avec des enfants. Pire, au moins trois pédophiles condamnés par la justice, membres du parti, se sont livrés à des agressions sexuelles sur de jeunes garçons. C'est ce qui ressort d'un rapport commandé par la section berlinoise des Grünen à une commission d'experts indépendants.

Les conclusions, rendues publiques mercredi en fin de journée, sont accablantes. «Jusqu'à 1000 victimes sur quinze ans, du début des années 1980 au milieu des années 1990» ont été touchées. Selon le texte, la défense de penchants pédophiles a été «tolérée» au sein de la section berlinoise jusqu'au milieu des années 1990. Ces militants étaient essentiellement actifs dans les milieux homosexuels des Verts. Selon la cheffe de la section berlinoise, Bettina Jarasch, il n'y a eu alors «aucun débat interne» au sujet de la propagande pédophile menée par une poignée de militants. La prise en considération des intérêts des pédophiles était placée en interne au même niveau que la défense des intérêts des gays et des lesbiennes. «Nous ne nous sommes pas du tout intéressés à la protection des enfants», déplore Renate Künast, ancienne ministre verte de Gerhard Schröder. Comme les homosexuels, les pédophiles étaient considérés comme «victimes de discriminations et de la répression de l'Etat». »

Daniel Cohn Bendit avait été lui aussi mis en cause. Dans son livre « Le grand Bazar, » (Der Grosse Bazar) où il parlait des rapports sexuels entre adultes et enfants et de son expérience il a écrit :

«Il m'était arrivé plusieurs fois que certains gosses ouvrent ma braguette et commencent à me chatouiller. Je réagissais de manière différente selon les circonstances, mais leur désir me posait un problème. Je leur demandais: Pourquoi ne jouez-vous pas ensemble, pourquoi m'avez-vous choisi, moi, et pas d'autres gosses? » Mais s'ils insistaient, je les caressais quand même.»

Lors de l'Emission Apostrophe du 23 avril 1982, Daniel Cohn-Bendit évoque ses « papouilles » avec des enfants :

« Vous savez que la sexualité d'un gosse, c'est absolument fantastique. […] Quand une petite fille, de 5 ans, commence à vous déshabiller c'est fantastique ! C'est fantastique parce que c'est un jeu absolument érotico-maniaque ».

Cohn Bendit a par la suite déclaré « qu'il n'y a eu de ma part aucun acte de pédophilie ». Il avait toutefois ajouté sur RTL en 2001, que «ce texte, qui n'avait pas fait scandale à l'époque, est aujourd'hui insoutenable », et qu'il nourrissait « des remords d'avoir écrit tout cela » (Le Parisien, 6 juin 2009).

Le scandale avait été relancé en 2009 en France, lors d'un débat télévisé entre M. Bayrou et Cohn Bendit ; Bayrou (*) avait été dénoncé par les médias français pour ses attaques « inappropriées » remontant à des faits portant sur plus de 20 ans. En France Bayrou avait été ridiculisé, il fallait sauver le soldat Cohn Bendit.

Par contre en Allemagne, la polémique n'a cessé de croître au sein du Parti des Verts (Die Grünen). En avril 2012, la polémique

a refait surface quand l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit a reçu, les larmes aux yeux, le prix Theodor Heuss, une distinction qui récompense les personnes qui se battent en faveur de la démocratie. Invité à tenir un discours lors de la cérémonie, Andreas Voßkuhle, le président de la Cour constitutionnelle fédérale, garante du respect de la démocratie en Allemagne, avait refusé de participer, rapporte l'hebdomadaire Stern, au motif que Cohn-Bendit se serait exprimé d'une façon «inappropriée» au sujet de la sexualité des enfants avec les adultes (Source : Slate). S'en est suivi une fronde contre les interventions publiques de Cohn Bendit en Allemagne où il lui a été reproché ses propos et les actes pédophiles décrit dans son livre.

Le scandale ne touche pas que le leader des Verts en Allemagne mais tout le parti. C'est ce que révèle l'article du journal Le Temps :

« Ce n'est pas la première fois que les Grünen sont confrontés à un scandale de pédophilie. Au cours de l'été 2013, un premier rapport commandé par la direction à l'historien Franz Walter de l'Université de Göttingen avait été publié, à la veille des législatives. Il s'agissait alors de faire toute la lumière sur la ligne idéologique du parti, qui avait défendu la dépénalisation des rapports sexuels entre adultes et mineurs jusqu'au milieu des années 1980, lorsque certains écologistes militaient encore pour l'abolition des paragraphes 174 et 176 du Code pénal portant sur la pédophilie et l'homosexualité. Crédités de plus de 10% dans les sondages, les Verts avaient essuyé une cuisante défaite, à la suite de la publication du rapport. Le texte se limitait alors à l'idéologie. Le rapport publié mercredi va plus loin: il dénonce cette fois des crimes commis directement par des membres connus pour leur pédophilie. »

C'est dans ce contexte que le ministre de l'intérieur français, sous les vivats des médias français, a choisi de donner la nationalité française à Daniel Cohn Bendit, un parti pris surprenant compte tenu des faits qui sont reprochés à Cohn Bendit et à certains membres de son parti Die Grünen. Arrêt sur Info 25.05

(*) Voir également : Dany le Vert http://www.silviacattori.net/article848.html

Le ministère de l'Education nationale ou la police politique du régime sous Charlie.

«Charlie Hebdo»: Le prof suspendu après les attentats conteste sa sanction - 20minutes.fr

Il dénonce « l'acharnement » du rectorat à son encontre. Le professeur de philosophie de Poitiers (Vienne), muté d'office à 65 km après avoir été soupçonné d'apologie du terrorisme en classe, a indiqué ce lundi avoir saisi la justice administrative pour contester cette sanction.

Le 8 janvier, au lendemain des attentats à Paris, Jean-François Chazerans, enseignant au lycée Victor-Hugo de Poitiers de 56 ans, avait accepté à la demande de certains élèves de terminale d'animer un débat sur le sujet. Par la suite, des parents d'élèves s'étaient plaints au rectorat du fait qu'il n'avait pas respecté la minute de silence, mais aussi de la façon dont il avait orienté le débat, mettant notamment en avant ses opinions à propos de militaires français engagés dans des opérations extérieures.

Le parquet avait finalement classé l'affaire, estimant que certains propos pouvaient paraître « inadaptés, déplacés et choquants » au vu du contexte, mais en aucun cas constitutifs « d'apologie du terrorisme ». Malgré tout, l'enseignant avait été entendu par la commission de discipline du rectorat qui avait décidé de le muter d'office dans un lycée à Thouars, dans le département voisin des Deux-Sèvres.

Jean-François Chazerans a affirmé lors d'un point de presse à Poitiers avoir saisi le tribunal administratif le 22 mai pour contester sa mutation. Il a également dit avoir adressé à la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, un « recours hiérarchique » pour lui demander une révision de la position du rectorat.

En plus de sa mutation forcée, l'enseignant affirme que son dossier a été modifié : « J'ai découvert (…) que j'avais perdu mes seize années d'ancienneté. Je n'ai même pas droit à un rapprochement de conjoint et comme il y a peu de postes en philosophie, j'ai 56 ans, je n'ai plus que six ans à faire : ça veut dire que je suis banni de Poitiers », a déploré l'enseignant.

Jean-François Chazerans se dit aussi « perdant financièrement » car il doit faire les allers-retours entre son domicile poitevin et son établissement d'affectation sans toucher de frais de transport.

S'il a indiqué qu'il postulait sur son poste de Poitiers mis « au mouvement », il affirme n'avoir aucune chance. 20minutes.fr 01.06

Selon ces procureurs il suffit d'énoncer des faits censurés par le gouvernement et les médias aux ordres (ou les manuels scolaires), pour se voir accusé de proférer des "opinions" qui n'ont pas lieu d'être exprimées dans une salle de classe au collège.

Autrement dit, un professeur de collège doit pratiquer l'autocensure sur le modèle des médias institutionnels, mentir délibérément à ses élèves ou leur cacher la vérité, afin d'orienter ou manipuler leur conscience dans le sens voulu par les représentants du régime, car il s'agit avant tout de les formater pour qu'ils deviennent des sujets dociles ou serviles de la dictature en place, ce qui implique qu'ils demeurent dans l'ignorance de la situation réelle présente ou passée.

Les preuves quotidiennes de la collusion Daesh - E-U - UE - Turquie - Qatar - Arabie saoudite - Israël

- "Tunnel",le nouveau moyen d'Erdogan pour transiter des terroristes - french.irib.ir

Pour faciliter la circulation des terroristes vers la Syrie, la Turquie utilise des tunnels au lieu des passages frontaliers. Les terroristes qui veulent entrer via la Turquie en Syrie, doivent traverser des tunnels au lieu des passages frontaliers. Le quotidien syrien « El-Watan » a rapporté que ces terroristes, en passant des tunnels, débarquaient dans les banlieues d'Alep et d'Idlib.

La Turquie prétend avoir dressé des postes de contrôle aux frontières communes avec la Syrie, en vue d'empêcher les terroristes de s'infiltrer en Syrie. Les témoins oculaires présents dans le poste frontalier de « Bab Al Hawa » dans le Nord-Est d'Idlib ont fait part de l'existence de nombreux tunnels sur les deux côtés de ce passage consacrés à l'infiltration de terroristes armés en Syrie.

Selon ces témoins sur place, le gouvernement turc en est bien informé et il balise le terrain au transit d'armes aux terroristes en Syrie. Cela intervient alors que la Turquie, le Qatar et l'Arabie, poursuivant leurs politiques hostiles vis-à-vis de la Syrie, ont augmenté leur soutien logistique aux terroristes. french.irib.ir 01.06

- Livraison d'armes, en Syrie: un journaliste, dans le collimateur d'Erdogan - french.irib.ir

Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, a promis, lundi, de faire punir le rédacteur en chef d'un journal, qui a diffusé une vidéo, présentée comme une preuve de la collaboration entre les services secrets turcs et les terroristes opérant en Syrie.

"Celui qui a publié cette histoire le paiera cher", a déclaré le chef d'Etat turc, dans un entretien, publié par la chaîne publique TRT. "Je ne laisserai pas cela passer". Citant un procureur et les dépositions d'officiers de gendarmerie, Reuters a rapporté, le 21 mai, que, selon des témoins et des membres du parquet turc, le MIT a contribué, fin 2013 et début 2014, à la livraison d'armes, dans les territoires syriens contrôlés par des terroristes. "Cumhuriyet" dit que la vidéo, diffusée vendredi, date du 19 janvier 2014, mais n'explique pas comment il se l'est procurée. Erdogan a déclaré que les camions, interceptés ce jour là, appartenaient bien au MIT et qu'ils transportaient des aides, à destinations des Turkmènes présents en Syrie. french.irib.ir 01.06

- Quand la diplomatie US forme les daechistes. - french.irib.ir

Le Département d'Etat américain s'est mis à la tâche de former les terroristes de Daech, a révélé dimanche CNN. Le reportage indique comment un certain nombre d'éléments du groupe terroriste Daech ont été entraînés par le Département d'Etat américain. Dans le plus récent vidéo, diffusé sur le web, le colonel Gulmurod Khalimov, l'ancien chef de la police du Tadjikistan et membre actuel de Daech affirme avoir participé à trois reprises dans les programmes d'entraînements militaires sur le sol américain dont l'un s'est déroulé en Louisiane aux Etats-Unis, ce qui a été, d'ailleurs, confirmé par la diplomatie américaine, elle-même.

A ce propos, un porte-parole du Département d'Etat, Pooja Jhunjhunwala a dit au journaliste de CNN que Khalimov a participé, entre 2003-2014, à cinq cours de formation pour la lutte contre le terrorisme aux Etats-Unis et au Tadjikistan, ce stage a été tenu dans le cadre du projet organisé et mis en exécution par le ministère américain des Affaires étrangères. La révélation de ce rapport s'ajoute aux autres accusations portées contre le gouvernement américain pour le rôle qu'il a joué dans la formation et l'extension du groupe Daech. Il est vrai qu'après la propagation des opérations de Daech en Irak dont ce groupe a occupé certaines provinces avec l'assistance de ses alliés, Washington a mis sur pied une coalition anti-Daech; son bilan et son action montrent, toutefois, que ce pays n'est pas honnête dans ce "soi-disant" combat anti-terrorisme. C'est en effet, l'échec des Etats-Unis et de leurs alliés dans la réalisation de leurs objectifs tels que le renversement du gouvernement syrien et l'affaiblissement du pouvoir des Chiites en Irak, qui a poussé Washington à lancer un autre projet sous le nom de la lutte contre Daech, en formant une coalition internationale.

Parmi les objectifs de ce projet, on peut évoquer le nouveau retour des Etats-Unis dans la région et y consolider leurs assises militaires. Or, Obama a répété, plus d'une fois, que les Etats-Unis ne visent qu'à combattre Daech, par leurs frappes aériennes et qu'ils n'entendent pas déployer des forces terrestres pour cette lutte anti-Daech. Cela prouve que les Etats-Unis n'ont pas essentiellement l'intention d'une lutte sérieuse contre Daech, ce qui a été même confirmé par le général John Allen, commandant de la coalition anti-Daech à laquelle participent des pays tels que le Qatar, la Jordanie et l'Arabie qui ont tous contribué à la montée du groupe terroriste Daech. N'est-ce pas donc une autre preuve du caractère perfide de ce combat... french.irib.ir 01.06

- "La coalition anti-terroriste est un mensonge" (Chef du Parti démocratique libanais) - french.irib.ir

Le Chef du Parti démocratique libanais, Talal Arsalan, a qualifié la coalition internationale anti-terroriste de «mensonge international», soulignant que la Résistance, en tant que représentante de tous, était en train de lutter contre le terrorisme.

Selon l'agence de presse Tasnim, le Chef du Parti démocratique libanais, Talal Arsalan, a déclaré, dans un entretien avec l'agence

de presse Al-Ahed que le laxisme du gouvernement, dans son soutien à l'armée libanaise, lors des combats, à Erssal, amènera les Libanais à employer tous les instruments légitimes, pour se défendre. «La coalition internationale pour la lutte anti-terroriste est un mensonge international éhonté, tandis que la Résistance, elle, combat les terroristes, au nom de tous», a-t-il affirmé.

Il a aussi déclaré qu'il s''inspirait de l'optimisme de Bachar al-Assad, qui est un exemple, en matière de constance et de persévérance. «Notre option est la constitution d'un front de résistance uni et solidaire, de Vladivostok, en Russie, à Ras al-Naqoura, au Liban», a indiqué le chef du Parti démocratique libanais. french.irib.ir 01.06

ACTUALITE EN TITRES

La République des copains et des coquins.

- Les Républicains : NKM sur la sellette ? - Liberation.fr

- Alain Juppé accuse Nicolas Sarkozy de "traîner ses adversaires dans la boue" - Francetv info

Ghettos.

- La pauvreté se concentre dans les villes-centres plus que dans les périphéries - LeMonde.fr

Le taux de pauvreté atteint 20 % dans les villes-centres, contre 14 % dans les proches banlieues et 10 % dans les grandes couronnes, selon l'Insee. LeMonde.fr 01.06

La réaction se mobilise partout.

- Pro-Life et poussettes dans les rues de Pologne - euronews.com

- 3000 manifestants à HongKong se rappellent Tiananmen - euronews.com

- Russie : des militants homosexuels interpellés en marge d'une manif non autorisée à Moscou - euronews.com

- Rassemblement anti-islam devant le centre islamique de Phoenix - euronews.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

- Italie: avertissement pour Matteo Renzi lors des élections régionales - L'Express.fr

Le parti du Premier ministre Matteo Renzi est confronté à la progression du vote de protestation, du Mouvement 5 étoiles à la Ligue du Nord, à l'occasion des élections régionales de dimanche.

Une leçon dont il faudra tenir compte. Les élections régionales et municipales partielles de dimanche, en Italie, ont constitué un avertissement pour Matteo Renzi. Le Premier ministre sort affaibli par les divisions de son parti et la progression du vote de protestation, du Mouvement 5 étoiles à la Ligue du Nord.

Selon des projections diffusées lundi par la télévision publique RAI à partir des résultats dans les sept régions concernées, le Parti démocrate (PD) du toujours populaire Matteo Renzi reste en tête, mais avec 24% des suffrages, il est loin derrière les 40,1% des élections européennes il y a un an.

Le Mouvement 5 étoiles (M5S), formation contestataire de l'ex-comique anti-parti Beppe Grillo qui semblait plombé par les dissensions reste en deuxième position avec à 18,4% des voix.

La Ligue du Nord devance le parti de Berlusconi

A droite, la Ligue du Nord de Matteo Salvini, remodelée à l'image du Front national français, passe avec 12,5% des voix devant Forza Italia, la formation de Silvio Berlusconi, qui poursuit sa descente aux enfers à 10,7%.

Mais le scrutin a aussi été marqué par une faible participation, de 48% à 57% selon les régions, 10 points en-dessous des scrutins similaires il y a cinq ans. L'Express.fr 01.06

2- Russie- Chine

- Le traité sino-russe, le plus grand revers des Etats-Unis - french.irib.ir

"Le traité politico-militaire entre Pékin et Moscou est le plus grand revers des Etats-Unis", a indiqué le président de la commission des Affaires étrangères de la Douma russe.

Selon Russia Today, Alexis Boshkov, président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma, a également indiqué : « Du point de vue des bases de la diplomatie américaine, tous les traités entre Pékin et Moscou nuisent aux intérêts de Washington. Un traité signé par la Russie et la Chine lui est un échec plus dur qu'une défaite essuyée en Afghanistan, Irak ou Libye ».

Le député russe a précisé qu'une coalition sino-russe influera directement sur les positions des Etats-Unis et de leurs alliés. french.irib.ir 01.06

3- Yémen

- Conflit au Yémen: L'Egypte et l'Arabie saoudite partagent une position commune - french.irib.ir

L'Egypte et l'Arabie saoudite partagent la même position concernant le conflit au Yémen, ont assuré les chefs de la diplomatie des deux pays qui sont militairement engagés contre Les Houthie. « Nos positions sont identiques, il y a une étroite coopération à tous les niveaux », a assuré le ministre égyptien Sameh Choukri, lors d'une conférence de presse avec son homologue saoudien Adel Al-Joubeir au Caire. « Nous avons une vision commune claire sur la manière dont il faut agir au Yémen », a-t-il ajouté.

« Il n'y a pas de divergences entre le Royaume d'Arabie Saoudite et l'Egypte », a confirmé à son tour le chef de la diplomatie saoudienne. M. Choukri a souligné « la nécessité de poursuivre les opérations militaires » au Yémen, « compte tenu des menaces posées par l'artillerie lourde entre les mains d'éléments ne faisant pas partie des forces légitimes ».

Certains médias égyptiens avaient critiqué l'engagement de leur pays au Yémen, craignant notamment une intervention au sol. french.irib.ir 01.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Nouvelle hausse du chômage en avril - Reuters

Le nombre de demandeurs d'emploi en France a de nouveau augmenté en avril, une hausse qui a touché toutes les catégories d'âge dans les mêmes proportions, selon les chiffres publiés lundi par le ministère du Travail.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) a progressé de 0,7% le mois dernier, soit de 26.200 personnes, pour s'inscrire à 3.536.000, un nouveau record.

En ajoutant les catégories B et C (personnes ayant exercé une activité réduite), le nombre d'inscrits à Pôle emploi est en hausse de 1,0% et atteint un total de 5.344.600 en métropole, 5.645.000 en incluant les départements d'Outre-mer.

Il s'agit du troisième mois de hausse consécutif après une légère baisse en janvier. En février comme en mars, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A avait augmenté de 0,4%.

Les 54.100 demandeurs d'emploi supplémentaires recensés en avril dans les catégories A, B et C constituent la progression la

plus forte depuis janvier 2013 (hors impact d'un "bug" informatique qui avait affecté les chiffres d'août et septembre 2013). Sur un an à fin avril, la métropole compte 5,1% de demandeurs d'emploi de catégorie A en plus et 7,1% en incluant les catégories B et C.

La hausse d'avril a été presque aussi forte chez les moins de 25 ans en catégorie A (+0,8%) que chez les 50 ans et plus (+0,9%), alors qu'elle a été de 0,7% chez les 25-49 ans.

Le nombre de chômeurs inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi, considérés comme chômeurs de longue durée, a continué d'augmenter, +1,1% en un mois et +10,2% sur un an.

Leur part dans le nombre total de demandeurs d'emploi inscrits est de 43,7% (+0,1 point en un mois, +1,3 point sur un an).

L'ancienneté moyenne des inscriptions est également en hausse, à 548 jours (+2 jours).

Les entrées à Pôle emploi ont augmenté de 2,6% en avril s pour les catégories A, B et C et les sorties diminué de 2,1%.

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi a quant à lui augmenté de 3,4%. Reuters 01.06

En complément. Comment camoufler 170 000 chômeurs d'ici décembre 2015?

- Service civique : 70 000 contrats d'ici la fin de l'année - Francetv info

- Un programme de 100.000 contrats aidés supplémentaires pour 2015 - Reuters

2- Payer pour travailler.

- Conventions de stages: Les abus persistent - 20minutes.fr

Des organismes à la limite de la légalité permettent d'entrer dans des entreprises moyennant quelques centaines d'euros...

« J'ai dû payer pour travailler. » C'est ainsi que Thomas*, 25 ans, résume ses débuts professionnels. Comme d'autres jeunes diplômés étant passé de la case école à la case chômage, il s'est inscrit à une formation payante dans le seul but d'obtenir une convention de stage. Le renforcement de la loi n'a pas nui aux sociétés qui proposent ce stratagème à la limite de la légalité.

Moyennant des frais d'inscription allant de 400 à 600 euros, auxquels s'ajoutent parfois des frais proportionnels à la durée du stage, de nombreux organismes privés délivrent des conventions de stage « sous 48 heures » ou « en un jour ouvré ». Leurs sites Internet sont très bien référencés dans les moteurs de recherche.

La plupart des organismes se donnent la peine de prendre des airs de formation à distance, avec un site Web « vitrine », promettant une formation théorique. En réalité, les étudiants ne sont pas obligés de suivre ces cours, et encore moins de les valider, si tant est qu'ils existent. Le guide du ministère de l'Enseignement supérieur indique pourtant que, pour délivrer une convention, ces formations à distance doivent être prodiguées « en présence de l'étudiant ». Un critère vague qui ne semble pas être appliqué.

Même si le diplôme reste un rempart contre le chômage, les jeunes diplômés du supérieur sont touchés par la crise. Selon des chiffres de l'Insee publiés en 2014, 11 % d'entre eux ne trouvent pas d'emploi dans les quatre années suivant la fin de leurs études, contre 5 % en 2008. 20minutes.fr 01.06

Haut de page

Le 3 juin 2015

CAUSERIE

On ne peut pas traiter tous les sujets d'actualité, on fait le maximum. On ajoutera encore une vingtaine d'articles. Dommage qu'on ne se partage pas le boulot pour commenter ceux qui valent le coup pour nos lecteurs. Je comprends qu'en retour vous ne vouliez pas partager et que vous refusiez de me soutenir financièrement. Moi je partage le peu que j'ai, je montre l'exemple, c'est normal, fais ce que je dis mais pas ce que je fais n'est pas vraiment mon truc.

On a fini par enregistrer notre terrain et la maison au nom de ma nouvelle campagne pour que mon épouse dont je suis séparé ne puisse pas nous les piquer, cela m'a coûté 90.000 roupies supplémentaires (11.000 euros environ) que j'avais provisionnés, une ruine.Mais bon, je ne pouvais pas prendre un tel risque. Vous me direz que j'en ai pris un autre en faisant confiance à Selvi, elle peut me foutre dehors demain, que voulez-vous, dans la vie il arrive qu'on n'ait pas vraiment trop le choix.

Cela montre au moins que je me conduis dans la vie quotidienne conformément à mes idées, je fais confiance à Selvi, je fais appel au meilleur d'elle-même et je pratique de même avec mes lecteurs, sinon à quoi bon. Cela m'a joué bien des tours au cours de ma vie évidemment, mais je m'en suis toujours remis, je n'ai trompé personne et je ne me suis pas trompé, on m'a trompé ce qui n'engage pas ma responsabilité. Si c'était à refaire je n'hésiterais pas.

Si on n'a pas confiance dans les gens, pas aveuglément bien sûr, il est inutile de militer pour leur faire partager vos idées, vous n'êtes pas aptes à défendre le socialisme. Croire dans les masses, c'est ce qui fait défaut aux intellectuels et à ceux qui combattent pour le socialisme en notre nom. Quand on a adopté un idéal on s'y tient dans la mesure du possible parce qu'on n'est pas parfait non plus et cela vaut dans la vie quotidienne. C'est aussi une question de dignité. Comment inspirer confiance aux autres quand on n'a pas confiance en eux, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie. Voilà ce que nous enseignerions aux militants si nous avions un parti.

Et puis je vais vous dire un truc, quand au cours de son existence on a failli sombrer plus d'une fois, qu'on a frolé de près la mort à plusieurs reprises et qu'on s'en est toujours remis en restant fidèle à ses principes, après on se dit que quoi qu'il puisse arriver dans l'avenir ne remettra jamais en cause le chemin parcouru, c'est aussi la raison pour laquelle on n'a jamais été tenté de réécrire l'histoire en tant que militant, c'est inutile et ne peut nous aider en rien pour avancer vers notre objectif.

Finalement notre morale coïncide avec notre niveau de conscience politique, mais il faut reconnaître qu'on n'a aucun mérite à cela en comparaison de ceux parmi notre classe qui n'ont pas cette chance d'avoir atteint ce niveau de conscience, qui croulent sous d'innombrables difficultés pour survivre et qui malgré tout ont généralement un comportement respectueux des autres, c'est à eux qu'il faut rendre hommage au lieu de les juger parce qu'ils seraient bourrés de préjugés archaïques ou réactionnaires comme le fait la pseudo-gauche et extrême gauche.

Pour finir, je n'ai plus de chien depuis 17 mois et je n'en veux plus, par contre j'ai pris l'habitude de nourrir une chienne et son petit qui chaque soir viennent frapper à la grille du jardin le ventre vide. Ce sont des chiens errants ou sauvages qui vivaient dans le village où je suis venu vivre, je les ai pour ainsi dire adoptés, j'ai cette faiblesse. Je nourris aussi les oiseaux pour lesquels j'ai mis à disposition un grand récipient où ils viennent boire et se baigner. Tout le plaisir est pour moi de les regarder pendant de longues minutes chaque jour. Je suis comme Shiva leur serviteur ! Servir, c'est ce que je fais en animant ce portail, c'est ma vocation. Je vous souhaite de même. Je n'en dirai pas plus cette fois pour rester sur une note positive.

Vidéo

1- Arabie Saoudite, Qatar et USA : les principaux parrains du terrorisme.
https://www.youtube.com/watch?v=7VdZNP_hONA

Intervention de Yves Bonnet, ancien préfet et ancien chef de la DST dans les années 80 sur le plateau de C dans l'air le 8 octobre 2012.

Il explique d'une part les modes opératoires pour quadriller les foyers terroristes, puis d'autre part l'alliance trilatérale entre les USA, l'Arabie et le Qatar dans le financement massif des groupes djihadistes en Afrique, au Proche-Orient et en Occident.

2- Leçons démocratiques à la Russie.
https://www.youtube.com/watch?v=4ZuEjrZaSmQ

Leur vieux monde pourri est antinomique avec l'orgasme. 15 jours de tôles pour 10 minutes de plaisir ! Délateur frustré, complexé, jaloux, impuissant...

- Quinze jours de prison ferme pour des orgasmes trop bruyants - LeFigaro.fr

La justice britannique ne plaisante pas avec la tranquillité. Un tribunal de la ville du nord de l'Angleterre a condamné lundi Gemma Wale à quinze jours de prison ferme pour ses orgasmes si sonores qu'ils troublaient la tranquillité du quartier, rapporte le Times.

Cette mère de deux enfants de 23 ans avait reçu plusieurs injonctions à être moins bruyante, non seulement dans ses relations intimes avec son partenaire, mais aussi dans tous les aspects de sa vie quotidienne. Musique trop forte, portes claquées, cris, jurons lors de disputes avec son petit ami lui avaient été interdits. Mais quelques jours après cette mise en garde, un voisin a été de nouveau réveillé à 5 heures du matin, le 29 janvier, par l'expression de sa jouissance. «Gemma a commencé à

crier et hurler lors d'un rapport sexuel bruyant, qui nous a réveillés. Ça a duré dix minutes», a rapporté le témoin cité par la juge Emma Kelly. LeFigaro.fr 02.06

Il va falloir que je raconte cette histoire à Selvi, ma compagne à l'appétit sexuelle débordante, elle va bien se marrer. Par bonheur, on n'a pas de voisins !

C'est la première fois que je rencontre une femme qui assume pleinement sa féminité et sa sexualité, à croire que plus elles sont arriérées plus elles sont libérées, pour peu qu'elles tombent sur des hommes qui ne les maltraitent pas ou n'en profitent pas pour s'adonner à des pratiques sexuelles qui relèveraient de la sauvagerie. On est vraiment équilibré quand on est bien dans sa tête et dans son corps.

Etre profondément arriéré n'est pas incompatible avec la faculté de développer des sentiments et profiter de son corps pour en éprouver du plaisir, bien au contraire, parole d'anthropologue en exercice 24h/24 ! A l'inverse, plus une femme est évoluée, plus elle conceptualise ou intellectualise tous ses rapports y compris ses rapports sexuels et s'éloigne de sa nature au point de lui interdire l'accès à l'orgasme. C'est dommage.

Comme quoi le socialisme fait bien les choses. Il faut donc se développer sur le plan intellectuel pour trouver la voie de son émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, tout en se réappropriant sa véritable nature qui jusque là était alliénée. On fait d'une pierre deux coups, le pied ! La dialectique de la nature, quoi ! Cela a du bon d'être marxiste...

On a bien le droit à un petit moment de détente, trop rares hélas, quand on ne parle plus que de guerre, non ?

Je suis intarrissable sur ce sujet ou la psychologie humaine qui me passionne également. Il faut être passionné pour aimer, non ? Sans idéal c'est difficile, voire impossible. Alors adoptez vite le socialisme ! Qu'est-ce qu'il ne faut pas faire pour combler les carences de nos dirigeants.

A propos du PS.

Extraits d'un article publié par Le Grand Soir et proposé par Mauris Dwaabala.

Gérard Filoche, membre du Bureau national du Parti socialiste. (motion B comme grand bêta)

Il y a des gens qui sont comme cela.

Leur niveau de conscience politique ne peut pas s'élever au-dessus de leurs intérêts individuels. Vous pourrez leur fournir mille arguments ou faits pour passer outre ou progresser, ils refuseront obstinément d'en tenir compte. Finalement on a à faire à des gens bornés, limités intellectuellement, pire, dont la morale ou la bonne conscience s'accommode des guerres et des pires souffrances imposées à des peuples au nom de la conception qu'ils se font de la société qui se confond avec celle de la classe dominante tout en se prétendant socialiste, ce qui est une vaste escroquerie. Ils vivent avec et en vivent, suffisamment bien pour y être attachés. Ce sont de vulgaires affairistes ou opportunistes acharnés puisqu'ils y consacrent toute leur vie, qui ne méritent que notre mépris, car il n'y a rien de plus méprisable que de s'adonner à cette bassesse en travestissant ses réelles intentions pour tromper travailleurs et militants.

On admet volontiers que la plupart des travailleurs ignorent la vérité, on conçoit que bon nombre de militants soient dans le même cas, mais s'agissant d'intellectuels ou de dirigeants ayant accès aux mêmes informations que nous, ce serait faire preuve d'un laxisme ou d'une complicité malveillante et coupable que de leur accorder le bénéfice du doute, ils pensent et agissent en connaissance de cause et font profession de leur forfaiture, ils ont choisi délibérément leur camp et leurs ennemis.

Laissons lui la parole.

- Qui peut croire qu'il puisse y avoir unité de la gauche sur une ligne libérale ? Ce n'est pas seulement le grand écart masqué c'est une forme d'entourloupe en plein jour !

(Du moment que votre appartenance au PS vous a permis d'en vivre (bien) jusqu'à présent et n'est pas remise en cause, de quoi vous plaignez-vous franchement, qu'est-ce que cela peut vous foutre monsieur l'hypocrite, hein ? -ndlr)

- On a perdu 4 élections, municipales, européennes, sénatoriales, départementales non pas parce que la France se « droitise » mais parce que notre électorat, déçu, s'abstient massivement. Avec la même orientation politique, nous risquons de perdre une majorité de régions en décembre. Et quand on aura perdu les villes, les départements, les régions, comment gagner la présidentielle, et les législatives ? Comment gagner en bloquant les salaires ? En enlevant 50 + 17 milliards aux besoins sociaux et services publics, hôpitaux, collectivités, en donnant 41 milliards aux multinationales lesquelles suppriment des emplois

tout simplement parce que spéculer avec l'argent qu'on leur donne rapporte davantage que d'embaucher ?

(Tout militant qui malgré tout ne démissionne pas du PS cautionne sa politique. Le PS n'a cessé de se "droitiser" au fil des années depuis 35 ans sans que cela ne vous gêne plus que cela apparemment, n'est-ce pas ? En réalité la seule chose qui l'intéresse, c'est faire "gagner" le PS, nous cela nous laisse indifférent parce qu'on considère qu'il combat dans le camp de nos ennemis. - ndlr)

- Et si tout continue avec la motion A , il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour deviner la suite : austérité aggravée pour atteindre 3,8 % de déficit, puis 3,5 %. Et l'austérité c'est le chômage. On a 577 000 chômeurs de plus en catégorie A et 1 300 000 de plus pour les catégories A, B et C, depuis juin 2012. Complaire aux critères des libéraux de Bruxelles, c'est contraire à « sortir de la crise » , c'est courir à l'échec total. Avec 5,9 millions de chômeurs toutes catégories confondues, outre-mer inclus, comment un candidat socialiste, quel qu'il soit, pourra-t-il avoir du crédit pour se présenter en 2017 et empêcher un duel UMP-FN au second tour ? Fin de l'extrait.

Cela fait combien de décennies monsieur que le PS mène la même politique et que vous vous en accommodez ? Elle ne date pas d'hier, le PS n'en a jamais changé. Eh oui, comme en 2002, vous allez vous sentir obligé de soutenir le candidat des Républicains pour "faire barrage" à celui de l'extrême droite, n'en faites pas toute une histoire, vous resterez en famille !

Entre nous, il n'en a rien à foutre des chômeurs et de la situation en général des travailleurs qu'il exploite uniquement pour « sortir de la crise » le capitalisme... pour qu'il continue de couler des jours heureux, alors que nous combattons pour le renverser, on n'appartient décidément pas au même camp.

Lu dans deux articles mis en ligne et entendu dans une vidéo.

1- Le vrai visage de Charlie.

- Au delà de ce que chacun peut penser de telle ou telle loi plus ou moins répressive, il est stupéfiant de constater que la France ne cesse de reprocher à la Russie de faire ce qu'elle fait elle-même, à tort ou à raison, mais à une différence près. Une différence assez choquante. Quand en France l'expression dissidente est plus réprimée que le crime de droit commun et l'atteinte aux personnes, cela n'est en général pas du à une corruption locale. C'est une ligne de conduite. Et elle est fièrement déclarée! (Arrêt sur Info)

2- Crises de la surproduction : guerre ou révolution pour la résoudre.

- Karl Marx a parlé des crises de la surproduction. Elles viennent de ce qu'une part croissante des profits de l'économie va à une classe de plus en plus réduite de «propriétaires», tandis que la part du gâteau attribuée à la classe de plus en plus nombreuse des «travailleurs» précaires se réduit. Ces dernières décennies, on peut observer ce phénomène partout dans le monde développé. L'autre face de la crise de la surproduction est la crise de la sous-consommation. Les gens ne peuvent plus acheter par manque de revenus. (...)

On ne voit donc que deux solutions.

La première consiste à attaquer le problème de la sous-consommation et à changer la répartition des profits en en donnant une part beaucoup plus importante aux «travailleurs» et une plus petite part aux « propriétaires ». Cela pourrait se faire par l'augmentation des impôts des «propriétaires», la redistribution par l'État mais aussi par l'augmentation du pouvoir des syndicats, etc. Mais comme les gouvernements sont, partout dans le monde, toujours plus sous l'emprise des «propriétaires», les chances de cette solution semblent faibles.

L'autre solution à la crise de surproduction d'une société capitaliste est la destruction forcée des capacités de production (mondiale) au moyen d'une grande guerre. La guerre permet également d'accroître le contrôle sur les populations et de se débarrasser de « travailleurs excédentaires ».

Les États-Unis ont été le grand gagnant économique de la première et de la seconde guerre mondiale. Les capacités de production ont été détruites par la guerre et un grand nombre de «travailleurs excédentaires » ont été tués dans le monde. Pour les Etats-Unis les guerres ont été, dans l'ensemble, très rentables. D'autres pays ont une expérience très différence de la guerre. Il n'y a probablement qu'aux États-Unis qu'un journal à grand tirage peut affirmer : les guerres augmentent notre richesse et notre sécurité.

Ce qui m'inquiète c'est que l'intensification de la crise de surproduction ajoutée à l'idée apparemment naturelle aux Etats-Unis que la guerre est une bonne chose, ne pousse, dans un avenir proche, les Etats-Unis à déclencher un nouveau conflit mondiale cataclysmique.

Des néo-conservateurs comme Victoria Nuland ont essayé d'entraîner la Russie et l'UE dans une grande guerre à propos de l'Ukraine. Le lobbyiste en chef du complexe militaro-industriel, le secrétaire américain à la Défense, Ash Carter, essaie de déclencher une guerre entre la Chine et ses voisins à propos d'atolls en mer de Chine du Sud. Les États-Unis sont au moins complices de la montée de l'État islamique qui va laisser le Moyen-Orient en état de guerre pour pas mal de temps.

Tout cela constitue-t-il déjà des tentatives, conscientes ou non, des États-Unis pour résoudre le problème de la surproduction mondiale à leur avantage? (Arrêt sur Info)

L'oligarchie qui est aux commandes a-t-elle agi autrement par le passé, au XXe siècle ? Elle recourt au fascisme ou/et à la guerre pour parvenir à ses fins quand son système économique est paralysé ou sur le point de s'effondrer, ce qui lui permet d'accroitre son pouvoir économique et son hégémonie politique. Ajoutons quand elle n'a pas d'autres moyens pour briser la résistance de la classe ouvrière...

3- Entendu dans une vidéo.

Les censeurs sont au pouvoir.

- Avec 306 demandes de suppression de contenu auprès de twitter pour le second semestre, la France est championne du monde de la censure. Et cela date du 6 février 2013. (Arrêt sur Info)

C'est du PS dont il s'agit monsieur Filoche, il réussit même à damer le pion à tous les dictateurs de la planète, vous ne pourrez pas dire que vous ne le saviez pas.

A qui appartiennent la Crimée ou l'Ukraine, d'où viennent-ils, quel rapport avec la Russie ?

Si c'est un journaliste d'un média alternatif qui le dit, on le suspectera de réécrire l'histoire, si c'est nous qui l'affirmons on ne nous prendra pas davantage au sérieux. Bon, que cela ne tienne, il y en a qui préfèrent avoir à faire à des gens respectables parce qu'ils détiennent un certain pouvoir ou bénéficient d'un statut social qui en impose, cela les impressionne et les met en confiance, c'est stupide mais c'est ainsi, je ne parle pas de nos lecteurs qui sont censés savoir qu'on n'a aucun intérêt à leur raconter des salades.

Voilà mon général, vous avez la parole, c'est mon père qui serait fier !

Ukraine - Géopolitique - Géostratégie - Analyses et débats - Général Jean-Bernard Pinatel.

Extrait d'un article paru dans son blog le 24 février 2015 qu'un lecteur m'a adressé hier et que je remercie au passage.

- Or, que nous dit l'histoire s'agissant de la « crise ukrainienne » ?

Au premier millénaire, le premier peuple slave est le peuple « Rous » de Kiev, ville qui devient le berceau de l'identité russe et la « mère de toutes les villes de Russie ».

En 1654, le titre officiel des tsars est « Tsar de toutes les Russies », dont la « Petite Russie ». Et cette petite Russie deviendra l'Ukraine seulement quand apparaîtra le terme de Malorossiskaïa Oukraïna ou « Marche Petite russienne » (autrement dit « Marche de l'Empire », Ukraine venant du mot « kraïna », qui signifie «marche, limite»).

L'Ukraine a toujours été le lien entre la Russie et l'Europe, et la Russie a toujours défendu l'Ukraine contre des invasions extérieures (Pologne, Autriche, Allemagne, France, Angleterre), cette défense étant elle-même constitutive de l'identité russe.

La Crimée, elle, représente l'ouverture sur les mers chaudes toujours chèrement voulue par la Russie, nation sans accès aux mers libres de glaces, et fermée à l'Asie par l'immensité des steppes sibériennes. D'où les multiples conflits ou tensions (avant même la mise en oeuvre occidentale de la stratégie d'endiguement) à l'ouest avec la Suède, la Pologne, l'Autriche, la Prusse ; au sud avec l'Empire ottoman et les peuples du Caucase ; sans parler – vers l'océan Indien – des crises avec l'Iran et l'Empire des Indes britanniques.

On ne peut donc faire semblant d'ignorer que pour les Russes, l'Ukraine a « toujours », mentalement au moins, fait partie de la Mère patrie. Essayer de modifier l'ordre millénaire des choses en se saisissant de l'opportunité offerte par la décomposition de l'État soviétique, était compréhensible ou contestable, c'est selon, mais ne pouvait vraiment réussir sur la durée qu'en évitant toute provocation ou « insulte à l'histoire » de la part des nations occidentales et des alliés « de l'Atlantique Nord ».

Dans les notes en bas de page, il confirme les informations que nous avions relevées dans plusieurs articles de sources diverses,

dont le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca.

- Le National Endowment for Democracy (NED) (en français, Fondation nationale pour la démocratie) est une fondation privée à but non lucratif des États-Unis dont l'objectif déclaré est le renforcement et le progrès des institutions démocratiques à travers le monde. La plus grande part de ses fonds provient du département d'État des États-Unis, avec approbation du Congrès. L'ancien directeur de la CIA, William Colby, déclarait en 1982, dans le Washington Post, à propos du programme de la NED : « Il n'est pas nécessaire de faire appel à des méthodes clandestines. Nombre des programmes qui […] étaient menés en sous-main, peuvent désormais l'être au grand jour, et par voie de conséquence, sans controverse ». William I. Robinson, Promoting Polyarchy: Globalization, US Intervention, and Hegemony [archive], Cambridge university Press, 1996, 466 p., pp. 87-88.

- Le 28 avril 2009, la droite nationaliste ukrainienne a célébré l'anniversaire de la fondation, le 23 avril 1943, de la division Waffen SS «Galizien» (Halitchina, en ukrainien). La principale formation néofasciste locale, « Svoboda » (Liberté), dirigée par Oleh Tiahnibog, a fait installer à Lviv (Lwow), la capitale de la Galicie (Ukraine occidentale), avec l'autorisation de la mairie, de grands panneaux publicitaires en l'honneur de cette « division étrangère » de l'armée de la SS. Le gouvernement ukrainien d'Ioula Tymochenko pro-occidental, par la voix de son ministre de l'Intérieur, a estimé qu'il n'y avait rien d'illégal à cette initiative.

Bravo mon général, vous avez rédigé un article qui remet les choses à leurs places, tandis que nos dirigeants n'en ont pas été foutus, simple constat, honte à ces vendus ! Vous avouerez que c'est le monde à l'envers et qu'on est en droit de s'en moquer un peu, amèrement il faut dire.

La traque et la matraque !

Valls ou l'Etat va recourir à une milice ou une police politique privée pour traquer les complotistes qui commettent le crime affreux et impardonnable de ne pas croire systématiquement les versions officielles d'évènements survenus en France ou ailleurs dans le monde, en Israël par exemple pour être plus précis, fournis, que dis-je imposés par le gouvernement et que chaque citoyen est prié d'adopter sans broncher ou manifester la moindre interrogation, sous peine d'encourir la foudre du censeur qui prétend incarner une morale au-dessus de tout soupçon, alors qu'en réalité on est en présence d'imposteurs ou d'escrocs de la pire espèce soutenant ici des fascistes ou des néonazis, là des barbares sanguinaires déguisés en rebelles modérés.

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment "contourner certaines rigidités du code du travail" ? Mode d'emploi.

- L'Assemblée vote le texte sur le dialogue social - Reuters

Les députés français ont adopté mardi par 301 voix contre 238 le projet de loi sur le dialogue social qui simplifie la vie des entreprises mais reste loin des ambitions initiales en matière de réduction des "seuils sociaux" déclencheurs d'obligations.

Les groupes socialiste et radicaux de gauche ont voté pour ce texte présenté par François Rebsamen, le ministre du Travail, de même que la majorité du groupe écologiste. Le Front de gauche et les groupes droite ont voté contre, pour des motifs opposés. Reuters 02.06

Lobbying de l'industrie automobile et ghettoïsation des pauvres.

Grille de lecture.

- Ne vous fiez pas au titre de cet article qui est trompeur, la dernière ligne prouve exactement le contraire !

- Écologie : en Allemagne, la pastille est efficace - Francetv info

Mardi 2 juin, Ségolène Royal a annoncé le retour des pastilles écolos sur les pare-brises. Soir 3 se penche sur le cas de l'Allemagne. "Le principe est très simple, pour entrer dans une zone verte, il faut avoir une pastille de niveau quatre", explique Amaury Guibert, correspondant de France Télévision à Berlin. Elle est de couleur verte et est accordée seulement aux véhicules peu ou pas polluants. Tous les autres véhicules doivent rester en dehors de cette zone qui concerne en général le centre-ville. En cas d'infraction, ils risquent une amende de 40 euros et surtout un retrait d'un point de permis. Ce système a déjà été adopté par une soixantaine de villes en Allemagne, dont Berlin.

La police verbalise beaucoup (Quel bonheur le racket de l'Etat. - ndlr). Ce système est efficace puisqu'à Berlin les émissions de particules fines ont baissé de 25% depuis l'instauration de ce système de pastille verte, c'était en 2008. Le parc automobile a

été profondément renouvelé, mais tout n'est pas gagné. La moitié de la pollution que l'on observe encore dans le centre de Berlin vient en fait de l'extérieur de la ville, des usines environnantes. Francetv info 02.06

Ah ben il n'y a plus qu'à les fermer et les délocaliser dans le pré carré oriental du Reich !

En résumé le dernier élément fourni dans cet article montre à quel point cette mesure est grotesque et est destinée à pénaliser ceux qui n'ont pas les moyens de changer leur vieille bagnole au profit des nantis que courtisent en permanence le gouvernement.

Franchement, qu'est-ce qu'irait faire dans les centres-villes la plèbe qui n'a pas les moyens d'accéder aux produits vendus dans ses boutiques réservées à une clientèle huppée ou disposant d'un pouvoir d'achat supérieur à la moyenne de la population. Circulez il n'y a rien à voir, on ne se mélange pas ou comment créer une ségrégation supplémentaire (par l'argent) entre les différentes classes ou couches ou les isoler un peu plus les unes des autres, maintenir à l'écart les plus pauvres auxquels certains quartiers en périphérie des villes sont réservés, ignoble, infâme !

Quand un "spécialiste du monde arabe" se fait le porte-parole des barbares afin de les rendre fréquentables.

Grille de lecture.

- Les barbares volent au secours d'une "minorité (...) martyrisée", ce sont des saints !

- Demain ils les identifieront à ses "martyrisées" pour mieux justifier de combattre à leur côté.

- Mieux encore, une fois légitimés, les reconnaître comme des "interlocuteurs valables" pour mener à bien l'agenda du Pentagone...

Mais au fait, ces rédempteurs n'ont-ils pas massacré en masse les chrétiens et autres communautés ethniques minoritaires en Irak, ne les ont-ils pas martyrisés ? Chut !

- L'État islamique, le porte-parole d'une minorité martyrisée ? - Francetv info

Francetv info- Le nouveau visage de l'État islamique.

Mathieu Guidère, spécialiste du monde arabe, était l'invité du Grand Soir 3 mardi 2 juin, remarque que l'État islamique est en train de changer et de devenir le porte-parole d'une minorité qui est aujourd'hui martyrisée dans cette région (L'Irak et la Syrie. - ndlr). Il veut, semble-t-il, apparaître comme un interlocuteur valable dans d'éventuelles négociations pour la reconstruction ou pour la recomposition de cette région. Francetv info 02.06

Les justiciers internationaux de l'Empire à l'oeuvre ou quand le sport est dominé par la politique et l'argent ou la corruption. Intimidations, menaces, coups tordus...

- Fifa: Joseph Blatter finit par lâcher la barre AFP

La tempête a fini par avoir raison de l'insubmersible Joseph Blatter: le patron de la Fifa a annoncé mardi qu'il renonçait à la présidence de l'instance, secouée par une série de scandales de corruption et qui devrait avoir un nouveau patron d'ici à mars 2016.

M. Blatter, 79 ans, en poste depuis 1998 et pourtant réélu vendredi pour un cinquième mandat, a indiqué qu'il allait convoquer un congrès extraordinaire au cours duquel son successeur sera désigné.

Très rapidement, Michel Platini, président de l'UEFA et ennemi déclaré de Blatter, a fait part de sa satisfaction.

"C'est une excellente nouvelle" et "une belle après-midi", a ainsi jugé le président de la fédération anglaise (FA) Greg Dyke.

"Bonne nouvelle" aussi pour le Néerlandais Michael Van Praag, un temps candidat pour le scrutin de vendredi dernier.

De son côté, le Portugais Luis Figo, lui aussi un temps prétendant à la succession de Blatter, a salué "un bon jour pour la Fifa et le football. Le changement arrive enfin".

Plusieurs sponsors de la Fifa - Coca-Cola, Adidas, Visa et McDonald's - ont également salué "un pas dans la bonne direction" pour restaurer une confiance ébranlée. AFP 02.06

Ah ben si les oligarques sont satisfaits, inutile de se demander d'où venait cette propagande anti-russe reléguée par Obama !

Marché de la mort. Qui fait marcher l'industrie de guerre ? Qui fabrique et commercialise les armes destinées aux barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique ?

Bond des exportations françaises d'armes en 2014, le Moyen-Orient premier client - AFP

Les exportations françaises d'armement ont bondi de 18% à 8,2 milliards d'euros en 2014, soit une croissance très supérieure à la tendance mondiale (+9%), avec comme premier débouché le Proche et Moyen-Orient, selon un rapport du ministère de la Défense publié mardi.

"Ce résultat constitue la meilleure performance à l'export de l?industrie française de défense depuis quinze ans", relève ce rapport sur les exportations d'armement destiné au Parlement.

Le bond des exportations (mesurées en prises de commandes) s'explique avant tout par la conclusion de cinq grands contrats (d'un montant supérieur à 200 millions d'euros) pour un total de 4,79 milliards d'euros, soit une hausse de 71% par rapport à 2013.

"Il est d'autant plus remarquable qu'il a été obtenu sur un marché difficile, caractérisé à la fois par une contraction de la demande (notamment en Europe et aux Etats-Unis) et une concurrence particulièrement vive du côté de l'offre", ajoute-t-il.

Forte de cette "dynamique d'augmentation de ses parts de marché", la France est ainsi "solidement établie dans la durée" au quatrième rang des exportateurs mondiaux d'armement derrière les Etats-Unis et la Russie, la Chine tendant à s'installer au 3e rang.

Les principaux marchés de la France sur la période 2010-2014 sont le Proche et Moyen-Orient (38%), suivi de l'Asie (30%) - les deux grands marchés mondiaux - l'Europe (12,7%), les Amériques (10,8%) et l'Afrique (4,4%), poursuit le rapport.

Au Proche et Moyen-Orient, marché historique pour l'industrie française de défense, "la mise en oeuvre d'une politique de dialogue et le rétablissement d'une relation de confiance ont permis aux entreprises françaises de reconquérir des parts de marché", souligne-t-il.

Ces exportations - qui représentent près d'un tiers du chiffre d'affaires du secteur - génèrent 27.000 emplois directs et indirects en France. À l'échelle locale, elles alimentent sept grands bassins d'emploi (Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Bretagne, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Centre et Rhône-Alpes). AFP 02.06

Par principe, il y a 40 ans j'ai refusé de faire mon service militaire, j'ai été réformé. Par principe, je ne servirai jamais la France. Par principe, je n'aurais jamais accepté de travailler dans l'industrie de l'armement.

Intox à tous les étages.

Les grandes oreilles (re)passent à la clandestinité.

- Le Sénat américain adopte une réforme symbolique des pouvoirs de la NSA - LeMonde.fr

- Le Congrès américain adopte une réforme majeure des moyens de surveillance de la NSA - Libération.fr

On ne peut plus maladroitement camoufler ses mauvaises intentions.

- La coalition ne sait pas comment lutter contre le groupe État islamique - Francetv info

- La coalition anti-Daech en mal de stratégie - LeFigaro.fr

- Irak : la coalition soutient le plan anti-Daech faute de mieux - LeFigaro.fr

- Lutte contre l'Etat islamique : la coalition internationale apporte son soutien à l'Irak dans son plan de reconquête - Atlantico.fr

Nos lecteurs savent ce qu'il en est réellement. On est gouverné par des barbares en vérité. C'est dur à admettre, n'est-ce pas, ne tardez pas trop tout de même car on a déjà pris beaucoup trop de retard pour s'en apercevoir, après il sera définitivement trop tard pour réagir.

Commentaires d'internautes avisés ou bien informés.

1- J'adore les journalistes qui nous expliquent ça maintenant , alors qu'au début c'était quasiment le contraire...

2- Daech exploite désormais le pétrole de Syrie (200.000 barils/jour) et le tiers du pétrole irakien (900.000 barils/jour). Qui contrôle ces flux financiers et pétroliers contrôle l'Etat Islamique. Allez, journalistes, encore un petit effort.

3- L'ancien chef de la DST Yves Bonnet explique que l'Arabie saoudite, le Qatar et les États-Unis sont les principaux parrains du terrorisme.

4- Eh bien, vous n'avez fait que confirmer ce que l'on savait depuis longtemps : en armant les... euh... modérés de l'Armee syrienne libre, ils s'en sont servi pour armer en réalité les islamistes les plus féroces.

De plus, dans une interview à la CBS, John Brennan, chef de la CIA a reconnu que les Américains suivaient le développement de l'Etat islamique sans rien faire (enfin si l'on peut dire cela sachant qu'ils les ont quand même armes...).

Chacun fera ses propres conclusions mais pour moi les USA étaient, sont et resteront toujours les criminels les plus "démocratiques" qui soient.

5- La parachutages d'armes soi-disant "ratés" et les milliers de véhicules de guerre "oubliés". Les islamistes sont en réalité armés par les USA.

6- Article qui se veut objectif, ce n'est pas en rajoutant des chapitres que la vérité apparaîtra.

"La Syrie a réussi à se mettre à liguer contre son régime une myriade de groupes armés aux intérêts parfois opposés"...

N'est ce pas plutôt les USA qui ont réussi ce coup de maître ?

Et autre chose, si le Figaro se demande qui se bat contre qui ? Le mieux est de demander à la CIA, vous y verrez plus clair!

7- Qui livre des armes à l'EI ? La vraie question est là ... le gouvernement irakien a déjà pris des positions claires sur le sujet et lancé des mises en garde, aucune information à ce sujet dans la presse française ?

8- Conclusion: Les opposants au régime d'Assad, ce sont principalement l'Etat islamique, et Al Nosra; ceux qui suivent les évènements de Syrie de près, savent que l'ASL est complètement dépassée, ses combattants sont allés vers l'Etat islamique, non par idéal, mais parce qu'ils y sont mieux payés. Comme l'occident aide les opposants à Assad, il aide donc l'Etat islamique et Al Nosra. Ces formations chassent tout ce qui laïque en Syrie et massacrent les chrétiens,ou veulent les islamiser de force, ou leur faire payer des impôts s'ils ne veulent pas être islamisés.

On voit donc à quel jeu se livre l'occident. Les armes passent à l'Etat islamique et Al Nosra par la Turquie. Mais pas seulement les armes:les combattants venus de Tchétchénie, d'Afghanistan, des Turkmènes, des Saoudiens, Lybiens, Egyptiens, Tunisiens, Marocains, et Européens passent par la Turquie pion avancé et important de l'Otan, les combattants blessés de l'Etat islamique se font soigner dans les hôpitaux turcs, comme à Gaziantep, les missiles Patriot sont à la frontière turco-syrienne avec des instructeurs américains et allemands. Des combattants de 80 pays combattent en Syrie contre le régime d'Assad. L'occident permet tout cela pour des raisons géostratégiques, la Turquie d'Erdogan, veut revenir à l'influence de la période ottomane; les pays du Golfe, Arabie Séoudite et Qatar en tête sont les financiers de cette politique ordurière qui ne présage rien de bon pour la paix et l'avenir des pays européens.

9- Enfin, pour Malbrunot c'est comme pour Russes et Chinois, limpide : "En Syrie, les djihadistes rejettent la démocratie. http://www.lefigaro.fr/international/2013/07/23/01003-20130723ARTFIG00456-en-syrie-les-djihadistes-rejettent-la-democratie.php

Par Georges Malbrunot le 23/07/2013

Le Front al-Nosra, qui refuse toute idée d'élections, bénéficie des largesses de leurs sponsors du golfe Persique.

Oui «à la guerre sainte et à la justice de la charia». Non «aux élections et aux partis politiques».(…) «Les djihadistes sont les bourgeois de la révolution», ironise un opposant. Profitant de la complaisance de la Turquie, principal pays de transit jusqu'en Syrie, ce sont les seuls à recevoir, sans interruption, armes et argent de leurs sponsors du Golfe. «Chaque semaine, munis de valises d'argent que personne ne contrôle, des hommes d'affaires et des responsables salafistes font l'aller-retour entre la Turquie et la Jordanie depuis l'Arabie saoudite», poursuit l'opposant.

L'argent et les armes

Du Koweït, un «comité de soutien aux moudjahidins en Syrie», présidé par le député salafiste Walid Tabatabaï, dépêche des avocats convoyer de l'argent aux rebelles les plus radicaux.

Enfin du Qatar, les émissaires des cheikhs Abdelrahmane Nouaimi et Ali Sweidi font de même, épaulés par un ressortissant libanais à Doha. Autant d'initiatives plus ou moins privées, qui permettent aux autorités de ces pays de se dédouaner de toute responsabilité dans un quelconque financement du terrorisme.(..)"

ACTUALITE EN TITRES

Les crevures

- Sarkozy, au sujet de Bayrou: « Le bègue, je vais le crever » - 20minutes.fr

- Jean-Marie Le Pen assigne le Front national en justice - Reuters

Les Républicains du bannissement.

- Ciotti réclame "l'expulsion immédiate" du père de Mohamed Merah - AFP

- Cazeneuve confirme l'expulsion prochaine du père de Mohamed Merah - Le Huffington Post

Belliqueux, teigneux, hargneux, haineux et mauvais joueurs

- Le Parlement européen réplique à la « liste noire » russe - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

- Un commandant du Hamas, tué par Daesh - french.irib.ir

Le groupe terroriste de Daesh a revendiqué la mort de l’un des commandants du Hamas, dans la bande de Gaza.

Selon l’Agence "Palestine Hareh", le groupe terroriste de Daesh, dans la bande de Gaza, connu sous le nom d’"Ansar bait al-Maqdis de Daesh", publiant un communiqué, sur sa page Twitter, a annoncé que, dimanche matin, ce groupe a tué le responsable sécuritaire du Hamas, Saber Sayam, à Gaza, en déposant une bombe dans son magasin. Daesh, prétextant que Sayam participait aux opérations de résistance, à Gaza, l’a traité d'apostat.

Ce communiqué a mis en garde, également, toutes les forces sécuritaires du Hamas, dans la bande de Gaza, contre une participation aux attaques anti-Daesh, dans la région. french.irib.ir 01.06

2- Syrie

2.1 - Le renseignement égyptien, contre le départ d'Assad - french.irib.ir

Le renseignement égyptien ne veut pas d'un départ d'Assad. Selon le conseiller du prince héritier d'Abu Dhabi, les renseignements égyptien et saoudien sont, très profondément, divisés, sur le maintien d'Assad au pouvoir, le second s' y opposant, farouchement.

Selon cette source, la première visite du MAE saoudien a eu lieu, au Caire, où les autorités sont contre le départ d'Assad et pour une solution politique de la crise. french.irib.ir 01.06

2.2- Syrie: Al-Nosra saigne grave - french.irib.ir

L'armée arabe syrienne a coupé, aujourd'hui, les lignes de ravitaillement du réseau terroriste du «Front Al-Nosra», à partir des territoires jordaniens, dans la zone de Deraa al-Balad. Une source militaire a déclaré à Sana qu'une unité de l'armée avait ciblé, intensivement, les terroristes dudit réseau, près de la zone de Bihar, dans la périphérie de Deraa al-Balad, faisant des dizaines de tués et de blessés, parmi eux, et détruisant nombre de leurs véhicules dotés de mitrailleuses lourdes. Une autre unité de l'armée arabe syrienne a, aussi, tué et blessé des terroristes du "Front Al-Nosra", dans la ville de Bossra al-Cham, dans la banlieue de Deraa.

Selon la même source, de nombreux terroristes du "Front Al-Nosra" avaient été neutralisés, alors que leurs véhicules avaient été détruits avec les armes et les munitions à leur bord, dans une série d'opérations effectuées par des unités de l'armée contre leurs repaires, à la périphérie de la mosquée de Saad Bin Abi Waqas, sur la route de Sadd, dans le quartier de Deraa al-Balad et à l'Est de la compagnie d'électricité, dans le quartier de Deraa Mahatta. A Hassakah, des unités de l'armée se sont accrochées avec les terroristes du réseau de Daesh, aux alentours du village de Dawodiyah, et à Majbal Zifti, dans la banlieue Sud-Est de la ville. Une source du gouvernorat a déclaré à Sana qu'un grand nombre de terroristes de Daesh s'était infiltré, à Majbal Zifti, et accroché avec des unités de l'armée et les groupes de la défense populaire, qui leur avaient infligé de lourdes pertes. Le réseau terroriste était, aussi, le cible des coups concentrés de l'armée, aux alentours du village de Dawodiyah, où un grand nombre de ses éléments a été tué ou blessé. french.irib.ir 01.06

3- Yémen

- Des dizaines de soldats saoudiens, tués ou capturés - french.irib.ir

«Des dizaines d'éléments de l'armée saoudienne ont été tués, lors d'une attaque des militaires yéménites et des comités révolutionnaires contre une base militaire, en Arabie saoudite», a-t-on appris d'une source yéménite.

Selon l'agence de presse Tasnim, citant le site web de la chaîne d'informations Al-Alam, l'armée régulière du Yémen et les comités populaires se sont emparés de la base militaire d'Al-Aïn al-Harra, située dans la région d'Assir,en Arabie saoudite.

La base militaire d'Al-Aïn al-Harra, située à Assir, abrite 45 chars, 55 véhicules Hammer et une grande quantité d'obus et d'équipements militaires. Selon la même source, l'assaut des militaires et des comités populaires yéménites a coûté la vie à une cinquantaine de soldats saoudiens, tandis que plus d'une quarantaine de militaires étaient capturés. french.irib.ir 01.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Areva: forte mobilisation des salariés pour défendre les emplois - AFP

Barrages filtrants, sites de production à l'arrêt, manifestations: les salariés d'Areva se sont fortement mobilisés mardi pour défendre les emplois au sein du groupe nucléaire et dire non à son démantèlement, une première depuis l'annonce en mai de la suppression de 3.000 à 4.000 postes en France.

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, FO et Unsa avait appelé les salariés à "un arrêt de travail" de 24 heures. Une mobilisation réussie, FO parlant de "plus de 90% de grévistes en moyenne sur les sites industriels", la direction faisant état d'un taux de grévistes "entre 50% et 60%" sur les mêmes sites.

Cette mobilisation a lieu à la veille d'une réunion à l'Elysée sur la filière nucléaire.

Détenu à près de 87% par l'État, Areva a accusé une perte nette d'environ 5 milliards d'euros en 2014. Le groupe qui emploie 44.000 personnes (dont 29.000 en France) a engagé un plan d'économies d'un milliard d'euros d'ici à 2017 qui devrait se traduire par la suppression de 6.000 postes, dont 3.000 à 4.000 en France. L'Etat a parallèlement appelé à un rapprochement entre Areva et EDF, qui s'est traduit par une offre de l'électricien sur Areva NP, la division réacteurs du groupe nucléaire.

La direction "va à marche forcée" sur le calendrier social, a dénoncé Pascal Evariste (CGT), alors qu'"aucune stratégie" n'est définie. "On nous propose de fausses solutions à de vrais problèmes", a estimé José Montès (FO).

"Les salariés n'ont pas démérité, ce sont ceux qui sont là-haut qui ont démérité", a poursuivi M. Evariste, au pied de la tour Areva. Pour exemple, il a cité les 20 millions d'euros par an que le groupe doit payer pour son ancien siège parisien dont "le bail n'a pas été résilié". A titre de comparaison, "le gel des salaires décidé en novembre équivaut à 15 millions d'euros", a-t-il ajouté.

La direction d'Areva a fait savoir de son côté qu'elle comprenait "l'inquiétude des salariés", mais "quelles que soient les futures décisions prises sur la recomposition de la filière nucléaire, le plan de compétitivité du groupe est un impératif et un préalable au succès de tout scénario de sortie de crise", a souligné l'entreprise.

Partout en France, la mobilisation a été forte.

Dans le Nord-Cotentin, où se trouvent l'usine de retraitement de déchets nucléaires de la Hague et le chantier de la centrale EPR de Flamanville, 700 salariés, selon la CGT, se sont rassemblés devant la mairie de Cherbourg, sous une pluie battante.

A Marcoule (Gard), entre 200 et 300 personnes ont mis en place des barrages filtrants aux entrées du site, selon les syndicats et la gendarmerie. "On demande à l'Etat de se positionner rapidement et clairement sur ce que doit être l'équipe de France du nucléaire", a dit Marie-Catherine Coatleven, déléguée CFE-CGC.

Dans la Drôme, à Pierrelatte, où la grève a pour conséquence l'arrêt des activités de production depuis lundi soir selon la direction, 250 employés du site du Tricastin selon la gendarmerie, 400 selon la CGT, ont manifesté entre la gare et la mairie. En Saône-et-Loire, sur le site de Saint-Marcel-Le Creusot, 250 personnes selon les syndicats, 150 à 200 selon la direction, ont débrayé.

A Cadarache (Bouches-du-Rhône), ils étaient aussi environ 150 à 200 à distribuer des tracts à l?entrée du site, selon la CGT, tandis que sur le site de la Comurhex (filiale spécialisée dans le raffinage et la conversion d'uranium) près de Narbonne (Aude), 70% des quelque 250 salariés avaient cessé le travail, selon FO et la CGT.

Sur la chaussée menant à ce site, "Areva patron voyou" était écrit en lettres rouges. AFP 02.06

Haut de page

Le 4 juin 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 15h45. On a ajouté 27 articles.)

Comment vit-on ?

Vous constaterez que notre mode de vie n'a rien à voir avec celui des nantis, loin s'en faut puisque Selvi travaille 6 jours sur sept toute l'année et j'en fais de même.

Tous les soirs avec Selvi on dîne sur les coups de 20h, ce qui me fait marrer car cela me rappelle le rythme de vie que j'avais en France avec le rendez-vous franchouillard du journal télévisé, d'ailleurs je l'ai raconté à Selvi pour lui montrer que je n'avais pas changer de vie en vivant en Inde.

On ne le fait pas exprès, elle rentre du boulot ou je vais la chercher le plus souvent sur les coups de 18h, puis il faut arroser une partie du jardin et les plantes en pot, mettre un coup de balais, prendre une douche et faire chauffer le repas qui est prêt, on boit un coup pour marquer la fin de la journée de boulot et on discute un peu, et quand on commence à manger il est pile poil 20 heures à plus ou moins 10 minutes près. Comme le repas consiste toujours en un plat unique composé en fait de différents petits plats indiens, c'est expédié en 20 minutes. On débarrasse la table en quelques secondes et Selvi fait la vaisselle qui ne dure pas plus de quelques minutes. Je bois mon café avant d'aller sur Internet prendre les dernières infos de la journée sur le front de la guerre au Moyen-Orient, tandis que Selvi monte sur la terrasse observer les étoiles et profiter de la brise rafraîchissante du soir, c'est son petit plaisir. Elle redescend une heure plus tard et après un dernier brin de toilette on va se coucher, il est entre 22h et 22h30. Bien qu'elle ait toujours vécu dans la promiscuité et l'inconfort le plus total dû à la misère, elle est d'une propreté à faire envier bien des femmes françaises, et elle se change entièrement tous les jours.

Le matin réveille à 5h15, elle file à la douche pendant que je prépare le petit-déjeuner, un thé vert parfumé et quelques tranches de pain au sésame de la boulangerie allemande beurrées et agrémentées d'une confiture, ensuite elle balaie la maison, cela prend

10 minutes tout au plus, pendant que je bois un café sans lequel je ne peux pas démarrer mon boulot car je m'y mets aussitôt, je commence à télécharger les infos de la veille, elle va faire un petit tour dans le jardin et cueille quelques fleurs qui seront disposées dans des petites coupelles, elle se prépare, je fais de même en 5 minutes, il est 7 heures et on file en moto à son boulot, elle commence à 7h30. De retour à la maison, je rebois un café, je fume une seconde clope et je termine le téléchargement des infos, ensuite je bosse jusqu'à 13h si je n'ai pas à sortir, je déjeûne et je me remets au boulot pendant 2 ou 3 heures si je n'ai rien à faire d'autres à la maison. Le reste du temps je m'occupe du jardin, de l'entretien de la maison, des questions administratives, des courses, des repas, du linge, bref je n'arrête jamais !

Ce mode de vie convient à Selvi à défaut de mieux, on n'a pas de fric pour vivre autrement ou se payer des vacances ou je ne sais quoi. En fait on est bien heureux d'avoir un toit, de quoi se nourrir et se vêtir, le reste Selvi n'y pense pas, et moi je fais l'impasse dessus pour avoir connu autre chose dans ma vie antérieure avec mon épouse dont je suis séparé depuis un an et demi. On est des prolos quoi, on survit.

Passons à autre chose

La causerie de mai est disponible au format pdf. J'ai modifié les adresses figurant dans le menu en haut de l'écran, je ne m'étais pas aperçu que j'avais laissé les causeries des mois précédents au format html, dorénavant elles sont au format pdf.

On ajoutera des articles dans la journée.

Plaidoyer pro-impérialiste américain.

L'art consommé de l'amphibologie ou de l'imposture au service de la propagande impérialiste américaine.

L'objectif de cet article était que les lecteurs adoptent l'impérialisme, parce qu'il serait l'avenir de l'humanité, mieux, il ne pourrait pas s'en passer sous peine de crouler sous le chaos, d'ailleurs c'est bien simple, si chaos il y a, ce n'est pas la faute de l'impérialisme américain, mais parce qu'il serait sur sa fin, donc à l'arrivée la situation au Moyen-Orient prouverait qu'il y aurait plutôt pas assez que trop d'impérialisme, l'auteur de cet article en redemande et les lecteurs sont invités à l'immiter puisqu'il n'existerait pas d'alternative à l'impérialisme, au capitalisme.

Cet article est donc construit à partir d'une contre-vérité qui relève de la falsification de la réalité à différents niveaux.

Sur le plan de la manipulation psychologique, l'auteur emploie le procédé classique qui consiste à dresser un constat généralement admis ou partagé reposant sur une falsification partielle des faits, pour mettre les lecteurs en confiance, pour ensuite les orienter politiquement dans une direction bien précise quitte à renier dans sa conclusion le constat qu'il avait établi au début de son article, de telle sorte que cette conclusion leur apparaisse comme une évidence, souhaitable ou qu'ils y adhèrent, et ne décèlent pas que cette contradiction croule en fait sous un amas de mensonges ou contre-vérités qu'ils ne repèreront pas forcément, puisque martelés sur un ton péremptoire qui force le respect, ses arguments étant censés bénéficier du sceau de l'authenticité alors qu'ils sont purement et simplement fabriqués ou relèvent uniquement de la propagande de guerre des Etats-Unis.

- Seul l'impérialisme peut sauver le Moyen-Orient - slate.fr 28.05

(L'auteur de cet article commence par nous annoncer la fin de l'impérialisme pour mettre les lecteurs en confiance, sachant que la critique de l'impérialisme est dans l'air du temps et que son objectif est de la briser. - ndlr)

L'effondrement auquel nous assistons en ce moment dans le monde arabe, ce chaos dans certaines régions d'Afrique du Nord, dans la péninsule arabique et au Moyen-Orient est une conséquence de la véritable fin de l'impérialisme.

(Comme par enchantement, l'impérialisme américain et ses alliés ne seraient pour rien dans le développement de la situation chaotique dans tous les pays qui ont subi leur intervention militaire au cours des dernières années, ajoutons ou celle de leurs appendices barbares, alors qu'en réalité elle en est directement la conséquence, il s'agit là d'un déni et d'une falsification de la réalité. - ndlr)

Ensuite, l'implosion de l'Irak après la chute de Saddam Hussein, celle de la Syrie dans le sillage du Printemps arabe et l'émergence de l'État islamique ont signé la fin des frontières érigées par l'impérialisme européen, britannique et français au Levant.

Enfin, l'approche manifestement non-interventionniste du président américain Barack Obama vis-à-vis de ces événements est un signe de la fin du rôle de grande puissance organisatrice et stabilisatrice de l'Amérique dans la région.

(Le passage suivant est plus subtile (sic!) dans la mesure où s'y trouvent mêlées vérités et contre-vérités, les premières servant à

faire gober les secondes aux lecteurs dont l'attention manqueraient de rigueur, ce qui est souvent le cas.

Le chaos actuel serait dû aux frontières inadaptées existant entre les différents pays que les impérialistes occidentaux avaient tracé eux-mêmes arbitrairement en fonction de leurs intérêts économiques et contre l'avis et les intérêts des peuples, erreur qui serait enfin sur le point d'être corrigée et dont il faudrait se féliciter en quelque sorte, ce n'est pas dit si ouvertement mais seulement lourdement suggéré. On pourrait en conclure qu'Al-Qaïda, le Front Al-Nosra et l'Emirat islamique font en réalité du "bon boulot" (Fabius en 2012) en rectifiant ces frontières sur des bases communautaristes, religieuses ou ethniques, leur objectif étant bien de s'attaquer aux Etats laïques de la région et sources de stabilité. - ndlr)

Les forces impériales ne sont pas les seules à avoir entamé leur déclin en laissant le chaos derrière elles. La chute de Saddam Hussein en Irak, de Mouammar Kadhafi en Libye et la réduction du régime de Bachar al-Assad en Syrie à un mini-État assiégé a mis un point final à l'ère des hommes forts post-coloniaux, dont le règne était intrinsèquement lié à l'héritage de l'impérialisme. Après tout, ces dictateurs régnaient sur des pays dont les frontières avaient été définies par les Européens. Et parce que ces frontières impériales ne correspondaient souvent en rien aux frontières ethniques ou sectaires, ces régimes dictatoriaux avaient besoin d'identités laïques pour combler toutes les divisions communautaires. Tout cela a été brutalement balayé.

(Il poursuit en faisant reporter la responsabilité de la situation actuelle sur les dirigeants qui gouvernaient ces pays qui vivaient en paix avec leurs voisins et s'étaient relativement développés en procurant un niveau de vie à leur population supérieur à celui des autres pays de la région ou comparables dans le monde, et sur les régimes de ces pays qui bénéficiaient d'une certaine stabilité politique en leur reprochant d'avoir opté pour un pouvoir autoritaire au détriment de la démocratie, alors qu'ils étaient le produit du découpage de la région par les impérialistes français et britannique principalement et comportaient de nombreuses minorités impossible à gouverner sans en favoriser une ou plusieurs au détriment des autres, dans un contexte de sous-développement dû au pillage de leurs richesses par ces mêmes impérialistes, ce qui favorisait ou entretenait les tensions entre ces communautés, d'où le recours à ce genre de régime à caractère despotique ou tyrannique qui vaut ceux qui existent chez les puissances occidentales au regard de l'hégémonie qu'ils exercent sur une grande partie du monde et les guerres qu'ils fomentent sur tous les continents contrairement à ces régimes décriés par l'impérialisme américain et ses valets européens.

On pourrait ajouter qu'il ne sera pas question ici des monarchies du Golfe qui sont des modèles de démocratie comme chacun sait, la Turquie ou Israël, alors que dans sa forme actuelle la Turquie est le produit de la dislocation de l'empire ottoman par l'impérialsme et une de ses pures créations monstrueuses s'agissant de l'Etat sioniste. - ndlr)

Hélas, ce que l'on a appelé le Printemps arabe n'a pas été synonyme d'avènement de la liberté mais d'effondrement de l'autorité centrale, ce qui ne prouve en rien que ces États, artificiels ou pas, soient prêts à affronter les rigueurs de la démocratie.

Ceux-ci apparaissent sous la forme d'expressions géographiques floues et ce sont des lieux aux identités bien moins définies –de fait, beaucoup d'entre elles ont été inventées de toutes pièces par les impérialistes européens. La Libye, la Syrie et l'Irak figurent en tête de cette catégorie.

La fragilité de l'identité de ces pays requérait les formes les plus étouffantes d'autoritarisme rien que pour empêcher leurs États de se déliter. C'est là la cause initiale de la nature extrême des régimes de Kadhafi, d'Assad et d'Hussein, qui pratiquaient des niveaux de répression bien plus durs que ceux d'Hosni Moubarak en Égypte et de Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie.

(En lisant la suite, on pourrait croire que que les régimes qui existaient en Tunisie, en Egypte, en Libye, en Irak, en Syrie, etc. se sont écroulés tout seuls, absolument personne ne les y a aidés, alors que l'on sait qu'ils figuraient à l'agenda du Pentagone bien avant le 11 septembre 2001.

L'auteur insiste à faire porter la responsabilité de l'effondrement de ces Etats (Lybie et Irak) aux régimes qui étaient en place avant l'intervention militaire américaine ou de l'Otan, mais par n'importe comment en leur reprochant à trois reprises dans un seul paragraphe leur "totalitarisme" qui serait à la fois la cause de leur stabilité passé et du chaos actuel, au point que les lecteurs seront amenés à se demander si le recours à une nouvelle forme de totalitarisme ne serait pas inévitable et même souhaitable dans le futur pour rétablir la stabilité dans ces pays. Cela tombe bien, ce sera justement la conclusion de cet article ! - ndlr)

Seuls des régimes d'un totalitarisme étouffant pouvaient contrôler ces pays artificiels formés à partir d'expressions géographiques floues. Lorsqu'ils se sont écroulés, ils ont laissé derrière eux un vide terrible. En effet, toutes les formes intermédiaires d'organisation sociale et politique situées entre le régime au sommet et la tribu et la famille étendue à la base avaient été éviscérées depuis longtemps par ces mêmes régimes. Le totalitarisme était la seule réponse possible à la disparition de l'impérialisme occidental dans ces États artificiels, et l'effondrement du totalitarisme est aujourd'hui la cause profonde du chaos qui règne au Moyen-Orient.

Par-dessus cet effondrement d'expressions géographiques vagues et de l'affaiblissement, moins extrême, d'anciens groupements de civilisations se dessine l'émergence de puissances régionales autochtones comme l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite.

(Maintenant, apparemment les lecteurs sont censés être suffisamment conditionnés pour entendre la propagande de l'impérialisme américain, avec en prime la diabolisation de l'Iran au profit de l'Arabie saoudite. - ndlr)

Par-dessus cet effondrement d'expressions géographiques vagues et de l'affaiblissement, moins extrême, d'anciens groupements de civilisations se dessine l'émergence de puissances régionales autochtones comme l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite. L'Iran est à la fois une grande civilisation du vieux monde et un sous-État impitoyable et radicalisé. C'est ce qui explique son efficacité et son dynamisme dans la région. Il y a toujours eu un empire perse basé sur le plateau iranien sous une forme ou une autre depuis l'Antiquité. Ainsi, plutôt que d'être confrontés à des problèmes d'identité politique comme les Arabes, les Iraniens ont la chance d'avoir une identité culturelle stable, à la manière des Indiens et des Chinois.

(L'auteur reprend la rhétorique des Américains en assimilant l'Iran à l'État islamique et al-Qaida - ndlr)

Cependant, la petite assemblée des mollahs radicaux qui dirigent le gouvernement de Téhéran représente un sous-État comparable à des groupes djihadistes comme l'État islamique, le Hezbollah, al-Qaida et l'ancienne armée du Mahdi. Ainsi l'Iran est-il capable d'exercer des capacités non-conventionnelles. Il maîtrise le cycle du combustible nucléaire, entraîne des forces radicales militarisées par procuration au Moyen-Orient et a brillamment mené des négociations avec les États-Unis, son principal adversaire. C'est ainsi qu'il hérite en partie du vide laissé par la disparition des empires ottoman, européen et américain.

(L'Arabie saoudite encensée pour ses "immenses transformations sociales", telles que la charia, la décapitation, etc. - ndlr)

Alors que l'Iran est le cœur du pouvoir chiite dans un Moyen-Orient à domination fraîchement sectaire, l'Arabie saoudite en est le centre sunnite. L'Arabie saoudite, contrairement à l'Iran, est la création artificielle d'une seule famille élargie. Le pays dirigé par la famille Saoud n'est pas, d'un point de vue territorial, adapté à la péninsule arabique à la manière de l'Iran qui épouse le plateau iranien. Quoi qu'il en soit, la dynastie saoudienne a fait son chemin de manière impressionnante au fil des décennies, à travers d'immenses transformations sociales sur le territoire national et une situation sécuritaire houleuse à l'étranger.

(Le soutien des États-Unis à l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Turquie alliés d'Israël, sans se soucier de savoir si ces régimes seraient "démocratiques ou pas" puisque les Etats-Unis ne le sont pas eux-mêmes, est justifié par la volonté des Etats-Unis de conserver leur hégémonie sur la région qui est un fait acquis et ne se discute pas. - ndlr)

S'ils veulent contenir l'Iran après un tel marché, les États-Unis devront non seulement soutenir l'Arabie saoudite mais également l'Égypte et la Turquie. Les services de sécurité égyptiens soumis au militaire Abdel Fattah al-Sissi, souverain de facto, sont déjà tranquillement alliés aux services de sécurité israéliens de Gaza, du Sinaï et d'ailleurs. L'Amérique a besoin d'une Égypte forte –démocratique ou pas– pour lui servir d'allié régional anti-Iran afin de soutenir l'Arabie saoudite. Si la Turquie du président Recep Tayyip Erdogan n'est pas généralement considérée comme un pays pro-américain, une Turquie forte par elle-même contribue aussi à équilibrer la puissance iranienne. La lutte pour la domination de la région que se livrent ces puissances géographiquement et historiquement chanceuses définira le nouveau visage de l'ordre post-impérial.

(Il occulte ensuite "l'effondrement" des Etats au Moyen-Orient provoqué par la guerre que leur mènent les Etats-Unis par mercenaires interposés, qui serait à mettre au compte des dirigeants de ces Etats comme il se doit selon la propagande officielle depuis 2001. - ndlr)

Le président ou la présidente qui sera élu(e) aux États-Unis en 2017 pourra certes chercher à réinstaurer l'influence impériale occidentale –en lui donnant un autre nom naturellement. Mais il ou elle sera entravé(e) par l'effondrement même de l'autorité centrale au Moyen-Orient qui a débuté avec la chute de Saddam Hussein et s'est poursuivi au cours des années post-Printemps arabe.

(La puissance américaine qu'il souhaite restaurer au Moyen-Orient, serait victime du chaos qui règne dans ces pays, alors de là à penser qu'elle n'y serait pour rien, c'est ce que suggère aux lecteurs l'auteur de cet article en porte-parole des Etats-Unis. - ndlr)

Le maintien de dictatures arabes fortes dans la région servait les intérêts américains, car celles-ci permettaient d'avoir un interlocuteur unique auquel s'adresser dans chaque pays en cas de crise régionale. C'est bien moins le cas aujourd'hui. Dans plusieurs pays, nous n'avons tout simplement plus personne à qui faire part de nos inquiétudes. Le chaos n'est pas seulement un problème sécuritaire et humanitaire, c'est aussi une grave entrave à la projection de la puissance américaine.

(De la même manière qu'il a occulté les vrais raisons de l'attaque de l'impérialisme américain contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, etc. il passe son silence son rôle majeur de soutien à Saddam Hussein dans la guerre qu'il déclencha contre l'Iran en 1980, en réalité ils l'instrumentalisèrent en prévision de le liquider quelque temps plus tard. Et pour faire oublier le rôle des Américains dans le déclenchement de cette guerre, il va jusqu'à affirmer que l'administration Reagan ne serait pas intervenu dans ce conflit car victime "d'une autorité impériale faible" pour plus de vraisemblance, alors que cette interprétation est tout bonnement frauduleuse. - ndlr)

C'est pourquoi l'avenir du Moyen-Orient à court terme et peut-être à moyen terme s'annonce probablement bien sombre. L'État islamique sunnite va combattre les milices chiites iraniennes, tout comme l'Irak sunnite de Saddam Hussein combattait l'Iran chiite de l'ayatollah Rouhollah Khomeini pendant la guerre Iran-Irak de 1980-1988. Cette guerre, en durant aussi longtemps, a représenté en partie la décision délibérée de l'administration Reagan de ne pas intervenir –autre exemple d'une autorité impériale faible, mais couronnée de succès puisqu'elle a permis à Reagan de se concentrer sur l'Europe et de contribuer à mettre un terme à la Guerre froide.

(Pour terminer, il lui faut dénigrer une nouvelle fois les Etats de la région qui refuse de se plier à la politique américaine en les traitant de "sous-États", afin de justifier qu'ils passent sous la coupe américaine incarnant "l'ordre", la "démocratie" et la "liberté", on s'étrangle en lisant cela, et peut importe qu'il soit "rétrograde" puisque rien ne doit s'opposer à sa domination dans la région

À l'époque, il s'agissait d'États en guerre; maintenant ce sont des sous-États. L'impérialisme engendrait l'ordre, aussi rétrograde fut-il. Le véritable défi aujourd'hui consiste moins à établir une démocratie qu'à rétablir l'ordre. Car sans ordre, il ne peut y avoir de liberté pour personne. slate.fr 28.05

Propagande, désinformation, formatage des consciences, conditionnement. Charlie ou quand l'oligarchie monopolise la liberté d'expression.

legrandsoir.info - La liste des maîtres de la presse parisienne épouse aujourd'hui plus étroitement qu'il y a quinze ans le classement des milliardaires français.

Les Échos de Bernard Arnault (1re fortune française),
Le Point de François Pinault (3e),
Le Figaro de Serge Dassault (4e),
Libération et L'Express de Patrick Drahi (6e),
Le Monde et Le Nouvel Observateur de Xavier Niel (7e),
Direct Matin et Canal Plus de Vincent Bolloré (10e) ». legrandsoir.info

---

ACTUALITE EN TITRES

Auraient-ils choisi leurs candidats ?

- 2017: le duel préféré des Français est Valls-Juppé - LeFigaro.fr

- Le numéro 2 du Vatican confirme les bonnes relations du Saint-Siège avec la France - LeFigaro.fr

Mimétisme parfait entre le suzerain et son vassal.

- Laurent Fabius admet que «le combat sera long» - lefigaro 02.06

- "Une génération ou plus" pour vaincre l'Etat islamique, reconnaît Washington Lexpress.fr 03.06

Alors qu'ils pourraient l'anéantir en quelques jours ou semaines seulement...

Les affaires.

- Sondages de l'Elysée: six anciens collaborateurs de Sarkozy entendus en garde à vue - AFP

- Affaire Jeanne : le trésorier du FN inquiété - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Conditionnement. Impossible d'être plus ou moins à gauche quand on est de droite.

- Sondage: 46% des Français trouvent le PS pas assez à gauche - AFP

Les Français qui pensent que le PS est insuffisamment à gauche sont à peine moins nombreux (46%) que ceux (54%) qui trouvent qu'il l'est assez, selon un sondage Ifop pour L'Obs publié mercredi. AFP 03.06

Peu importe de savoir si ce sondage relève ou non de la manipulation, certains s'offusquent à l'idée que la population se serait droitisée, la pseudo-gauche qui ne fait pas dans l'ouvriérisme mais pour laquelle cela signifierait un échec de taille, alors que tous les ingrédients sont en place pour qu'effectivement elle se droitise, en réalité elle n'avait pas attendu juin 2015 ou que ces petits messieurs en parlent pour se droitiser si l'on considère que le seul fait de s'accommoder du capitalisme en témoignait amplement au cours des précédentes décennies jusqu'à nos jours.

La faute à qui, sinon à tous ceux qui ont délibérément trompé travailleurs et militants en prétendant que le PS était de gauche... et qu'ils l'étaient aussi pour demeurer en famille ou se partager postes et prébendes, préserver leurs appareils.

Etant donné qu'en dehors du POI qui propose une issue politique que l'on partage ou non mais c'est une autre question, elle a au moins le mérite d'exister, parti qui doit toucher quoi, moins de 10% de la population du pays, le reste l'ignore, aucun autre parti n'en propose, du coup on ne voit pas comment les travailleurs ne seraient pas amenés à s'adapter au régime au lieu d'envisager de s'en débarrasser, ce qui revient effectivement à adopter une position de droite ou réactionnaire. Ici comme ailleurs il faut regarder la réalité en face aussi insupportable soit-elle si on veut agir dessus pour la transformer.

En passant, vous aurez constater qu'on ne dit pas que les travailleurs seraient de droite, on évoque leurs idées, comportements ou positionnement ce qui n'est pas la même chose, on laisse la porte ouverte à toute évolution positive future. Dire que les travailleurs seraient de droite les condamnerait à le rester, on comprend que certains y trouvent leur intérêt, ce n'est évidemment pas notre cas.

Tout ce tapage ou ce bavardage sur cette question permet d'en escamoter une autre pour le coup dévastatrice : Ne serait-ce pas la soi-disant gauche et extrême gauche qui serait de droite en refusant de rompre avec le régime et ses partis, ses institutions ?

La question qui tue : Qui achète le brut volé de Daesh?

- Qui achète le brut volé de Daesh? Réponse russe. - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, a appelé le Conseil de sécurité à prendre des mesures, pour dévoiler les parties qui achètent le brut de l'organisation terroriste de Daesh. Dans une interview accordée à l'Agence Bloomberg, Lavrov a souligné la nécessité d'obtenir l'accord du gouvernement syrien, avant le bombardement des sites de Daesh, sur le territoire syrien. «On n'est pas contre les efforts de la coalition, dirigée par les Etats-Unis, pour combattre Daesh, mais cela doit être fait par l'intermédiation du Conseil de sécurité, et c'est une erreur de bombarder les territoires syriens, sans l'autorisation de Damas», a-t-il ajouté, soulignant l'importance d'établir une coordination avec le gouvernement syrien, pour affronter Daesh. french.irib.ir 02.06

La réponse à la question *Qui achète le brut volé de Daesh?* est connue des Russes, c'est un secret de polichinelle : Israël, la Turquie et certains pays de l'UE, tous complices de Daesh.

FBI relais du Pentagone et centre de recrutement et d'apprentissage du terrorisme.

- Les Coupes du monde 2018 et 2022 visées par le FBI - Reuters

- Etats-Unis : Un djihadiste présumé abattu en plein Boston - LeMonde.fr

Un islamiste présumé de 26 ans, sous surveillance du FBI, a été abattu mardi 2 juin à Boston, dans le nord-est des Etats-Unis, après avoir menacé des agents fédéraux avec un couteau.

Usaama Rahim a été tué devant une pharmacie de Boston après avoir refusé d'obtempérer à plusieurs injonctions de lâcher son couteau de type poignard militaire, a rapporté le commissaire de police de la ville lors d'une conférence de presse.

« Nous pensons que c'était une menace », a déclaré le commissaire William Evans, « nous le surveillions depuis longtemps ». Selon le commissaire, les policiers l'ont approché mardi pour l'interroger et non pour l'arrêter. Ils n'avaient pas de mandat d'arrêt mais une vidéo montre le suspect « s'approchant » alors que les policiers s'en allaient : « leurs vies étaient en danger quand ces deux agents ont tiré », a poursuivi le patron de la police de Boston.

Usaama Rahim a été abattu de deux balles, l'une au torse et l'autre à l'abdomen, a-t-il précisé. Mais le frère du suspect, Ibrahim Rahim, imam et éducateur islamique, a expliqué que son jeune frère avait été abattu de trois balles dans le dos alors qu'il attendait le bus pour se rendre au travail.

D'après les médias américains, le jeune homme était originaire du Moyen-Orient, sans plus de précision.

Vincent Lisi, agent spécial du FBI à Boston, a précisé aux journalistes que le suspect était sous surveillance permanente des polices de Boston, du Massachusetts et de la force de coalition antiterroriste. « Nous le considérions comme armé et dangereux », a-t-il déclaré. Il s'est refusé à préciser « quels étaient ses plans » ou à confirmer une éventuelle enquête terroriste mais a écarté tout danger pour la sécurité publique. LeMonde.fr 03.06

On comprend que le FBI ne dévoile pas "ses plans" ! A première vue cela ressemble à nouveau à un crime raciste perpétrer par la police. Quand vous êtes un policier armé d'un pistolet et qu'un homme vous menace avec un couteau à une certaine distance ou se rapproche de vous, face à l'urgence de la situation votre premier réflexe est de lui tirer dans les jambes pour le faire chuter afin qu'il lâche son arme, ensuite vous le maîtrisez, vous ne le tuez pas sinon c'est un homicide volontaire, un assassinat.

On a à l'esprit que pratiquement toutes les attaques attribuées à des terroristes sur le sol Américain ont été réalisées ou étaient sur le point d'être perpétrées par des personnes qui étaient en relation avec des agents du FBI, selon ce qu'on avait pu lire dans un article d'un média alternatif.

En complément. Statégie de la terreur. Quand le Pentagone diffuse l'antrax en espérant qu'il se répandra dans la population.

- Etats-Unis: plus de 50 laboratoires ont reçu par erreur du Pentagone de bacilles mortels - AFP

Opération déstabilisation pour le compte des mercenaires sanguinaires de l'Empire. Pour qui roule Amnesty ?

- Nigeria: des hauts gradés de l'armée passibles de crimes de guerre selon Amnesty - AFP

Amnesty International a appelé de nouveau la Cour pénale internationale à lancer des poursuites pour crimes de guerre contre des hauts gradés de l'armée nigériane impliqués dans la lutte contre Boko Haram, estimant avoir réuni assez de preuves dans un rapport publié mercredi, et aussitôt réfuté par l'armée. AFP 03.06

Amnesty International se comporte commes toutes les ONG ayant adopté la propogande du Pentagone ou de l'Otan qui sous prétexte de bonnes intentions dénoncent les chefs d'Etat ou de gouvernement qui défendent la souveraineté de leur pays ou résistent à l'impérialisme américain ou combattent les organisations terroristes manipulées par les Américains.

Apartheid : boycott !

- Israël: la campagne de boycott déclarée "menace stratégique" - L'Express.fr

Les parlementaires israéliens ont débattu ce mercredi de la campagne de boycott BDS (Boycott, désinvestissement sanctions) qui gagne du terrain dans le monde.

La campagne pour le boycott continue de semer le trouble en Israël. Elle vient d'être déclarée "menace stratégique" par le président israélien Reuven Rivlin, une terminologie habituellement utilisée pour qualifier le Hamas ou la menace nucléaire iranienne.

Cette campagne dite "BDS" (Boycott, désinvestissement sanctions) gagne du terrain dans les campus américains et britanniques. Mardi, c'est l'Union nationale des étudiants britanniques qui a décidé de la soutenir. A la suite de ce vote, les députés israéliens ont consacré une séance spéciale à cette question ce mercredi, rapporte le Guardian. Lors de ce débat la nouvelle ministre de la Justice Ayelet Shaked (extrême-droite), qui a qualifié la campagne BDS d'antisémitisme, a annoncé la création d'une cellule renforcée chargée de cette question.

Le roi des casinos américain Sheldon Adelson s'est lui aussi mobilisé pour contrer l'épidémie d'appels au boycott des associations universitaires américaines. Il a organisé le weekend dernier à Las Vegas un sommet anti-BDS en compagnie d'autres hommes d'affaires pro-israéliens, selon le quotidien israélien The Times of Israel.

Longtemps considéré comme insignifiant par les autorités israéliennes, ce mouvement qui encourage les artistes à renoncer à se produire dans le pays, les consommateurs à ne pas acheter de marchandises israéliennes et les investisseurs à aller placer leur argent ailleurs inquiète désormais les autorités.

Faut-il y voir une nouvelle conséquence de la campagne BDS? Stéphane Richard, le PDG d'Orange a annoncé ce mercredi son intention de mettre un terme à son partenariat avec l'opérateur israélien Partner. L'Express.fr 03.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Daesh sauvera-t-il Israël des missiles iraniens? Debka répond - french.irib.ir

D'après le site israélien « Debkafile », Obama pousse l'Iran à diriger la guerre contre Daesh. Le site « Debkafile » qui est proche des milieux du renseignement israélien, écrit : « Le secrétaire général du Hezbollah parle de ses 80.000 missiles qui pourront prendre pour cible l'ensemble du territoire israélien, mais pour le moment, le Hezbollah et les dirigeants de Téhéran essaient de trouver une solution immédiate pour sauver le gouvernement du président Bachar al-Assad à Damas, et résister face aux assauts de Daesh contre Bagdad et Karbala. »

« L'Iran veut livrer 1.000 nouveaux missiles à longue portée au Hezbollah », a écrit « Debkafile » citant des sources israéliennes dans les pays arabes du sud du golfe Persique.

Jusqu'à présent, l'Iran n'a pas confirmé la nouvelle, mais les observateurs disent qu'il est possible aussi que Téhéran livre des drones de reconnaissance au Hezbollah pour la collecte d'informations des positions de Daesh. « Debkafile » a écrit qu'en Irak, l'Iran soutient les combattants chiites organisée autour du « Comité de la mobilisation populaire », dirigée par Abou Mahdi al-Mohandes qui serait plus proche du général iranien Ghassem Solemani que des commandants de l'armée irakienne, selon le site israélien. « Debkafile » ajout que la Maison Blanche reste très réticente en ce qui concerne l'offre d'une couverture aérienne aux opérations de ce groupe armé chiite. french.irib.ir 03.06

2- Yémen

Yémen : les forces saoudiennes se retirent des régions frontalières. - french.irib.ir

Des sources d'information ont fait part du retrait des forces terrestres saoudiennes des zones frontalières du Yémen. Selon l'Agence de presse officielle syrienne SANA, l'armée yéménite et les forces du comité populaire lié au mouvement Ansarallah « les Houthis » ont repoussé mardi soir jusqu'aux 20 km les forces de l'armée saoudienne dans les régions de l'Est d'Al-Tawal, une ville de la province frontalière de « Jizan », au Sud de l'Arabie.

Des rapports font part de violents accrochages entre des militaires saoudiens et les forces yéménites sur le front du Nord du Yémen. Pendant les derniers jours les forces yéménites ont repoussé les forces saoudiennes de leurs positions sur les zones frontalières et saisi une bonne quantité de leurs armes et munitions. Les avions de combat saoudiens ont pris pour cible mardi la maison d'Abdelhamid Ali al-Shaheri, un notable des tribus de la province d'Eb au Sud du Yémen dans le village d'Al-Najd Al-Ahmar suite à quoi ladite maison a été entièrement détruite.

Les attaques sans relâche des avions de chasse saoudiens contre d'autres régions yéménites se poursuivent toujours si bien que mardi 19 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans les frappes aériennes de l'aviation saoudienne. french.irib.ir 03.06

3- Turquie

- Erdogan et son rêve de la Grande Turquie - french.irib.ir

Erdogan ne désespère pas de réaliser son rêve de la « Grande Turquie », malgré ses échecs pendant les quatre dernières années de sa primature.

Le journaliste turc Mustafa Yalçiner a écrit un article, publié dans le quotidien Evrensel, dans lequel il a mis en garde contre la collaboration du gouvernement d'Ankara avec al-Qaïda et le Front al-Nosra pour instrumentaliser ces groupes terroristes contre les populations kurdes en Syrie. « Pour réaliser son rêve de la Grande Turquie qui devrait être l'un des dix pays les plus puissants du monde, le gouvernement issu du parti AKP se met au service des puissances impérialistes et d'Israël, en propageant la guerre et le chaos dans la région », écrit le journaliste turc.

Mustafa Yalçiner a ajouté : « La Turquie de Recep Tayyip Erdogan veut réaliser le rêve de la Grande Turquie, rêve qui avait

pourtant bien échoué pendant les quatre dernières années de la primature d'Erdogan, quand il avait ouvert des ambassades de Turquies dans dix-neuf pays africains. Aujourd'hui, Erdogan veut développer les activités économiques dans les régions reculées du pays pour recréer l'empire des Ottomans. Il croit que pour réaliser ce rêve, il devra négocier avec Abdullah Öcalan et attaquer militairement l'Iran, la Syrie et l'Irak ! »

Au début de son article, l'auteur insiste à dire que les Etats-Unis soutiennent l'idée de la création d'un Grand Israël ou de la Grande Turquie : « Erdogan sait très bien que ses buts convergent avec ceux d'Israël. Sa tactique ne se limite pas à convaincre les citoyens à restituer ce qui reste de l'Empire ottoman, mais de recréer bel et bien un nouvel empire », a écrit Mustafa Yalçiner qui croit que le gouvernement turc collabore avec Israël pour faire éclater de nouveaux conflits dans la région, dans le cadre des intérêts des Etats-Unis. french.irib.ir 03.06

4- Syrie

4.1- Idleb attend son heure zéro. - french.irib.ir

Selon le journal libanais AsSafir l'armée syrienne s'apprête à libérer Idleb! " les forces chargées de la protection du mausolée de Zaynab à Damas, forces composées de volontaires afghans et irakiens se préparent à lancer une vaste offensive contre Idleb. les combattants du Hezbollah ainsi que les conseillers militaires iraniens prendront bien sûr part à ces opérations de libération". AsSafir poursuit : " Jaysh al Fath est une milice que soutiennent l'arabie saoudite et le Qatar .

C'est une milice issue de la fusion des groupes liés aux Frères musulmans à savoir Faliq al Chaam, Ajnad al Chaam, Jaysh al Sana, Lawa al Haq avec des qaidistes tchéchènes de Janoud al Chaam, du Hjzb al Islmai (les ouigours recrutés par la Turquie) , de Ahrar al Chaam et du front Al Nosra . Tous ces groupuscules ont soutenus par MIT ou le renseignement turc. En effet ce cocktail concocté par Ankara se trouve confronté à des options très difficiles ce qui a retardé la formation d'une alliance et partant d'un Emirat taqkfiro qaidiste à Idleb. En effet les Etats Unis et leurs alliés au sein de la soi disante colaition ont permis la mobilisation de 7000 terroristes de Raqa et de Deir Ezzour pour qu'ils viennent prendre le contrôle de Ramadi. les terroristes à bord de leurs convoies ont pris d'assaut Ramadi sur une file de 600 kilomètres sans que les Etats Unis larguent une seule bombe sur ces convois ou tirent une seule balle en sa direction. Le renseignement US s'est tu aussi. En effet sans la chute de Ramadi, Daech n'aurait jamais pu retourner si rapidement à al Sakhana et prendre le contrôle de Tadmar.

L'objectif des Américains est clair : ils veulent maitriser Daech en Irak et l'installer en Syrie. C'est pour cette même raison que Daech a ouvert un bnouveau front dans le rif nord de Alep. Le retrait des milices pro Ankara du nord d'Alep a d'ailleurs bien aidé Daech à reprendre le terrain avbandonné. La Turquie bute visiblement sur la résistance de Daech à Alep ou en d'autres termes sur celle de Riyad. Jeysh al Fath n'est pas assez fort pour pouvoir s'infiltrer à Alep. Daech a coupé à Alep toutes les voies d'approvisionnement des Fréristes pro turcs, Azaz, Bab al Salama... Daech (Riyad) ne permettra pas à Al Nosra de proclamer à Idleb ou à Alep son Emirat ou sa zone tampon. Tout comme à Mossoul, à Al Anbar, Daech veut avoir le dernier mot et c'est sur fond de ces divergences que l'axe de la Résistance s'apprête à lancer son offensive surprise. french.irib.ir 03.06

4.2- Ankara, Doha et Riyad soutiennent les terroristes (Damas) - french.irib.ir

Pour le président du Parlement syrien, le soutien manifeste de l'Arabie saoudite, de la Turquie et du Qatar aux terroristes est un facteur déstabilisateur au Moyen-Orient.

Selon l'agence de presse officielle syrienne, Sana, le président du Parlement syrien, Mohammad Djahad Laham, a reçu mercredi à Damas, une délégation venue de l'Arménie.

Lors de cette rencontre, Mohammad Djahad Laham a déclaré que Damas saluait la coopération avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme dans le cadre des lois internationales et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. « Le soutien total de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie saoudite aux terroristes actifs en Syrie, n'est plus caché à personne. Il faut lutter contre le phénomène néfaste du terrorisme qui s'est transformé en une menace pour la sécurité et la stabilité de la région et du monde. L'armée et la nation syriennes, fortes d'une unité indéfectible, franchissent des pas importants vers l'éradication du terrorisme, et elles l'emporteront sur les terroristes et ceux qui les soutiennent », a souligné le président du Parlement syrien.

De son côté, le chef du groupe d'amitié Arménie-Syrie à l'Assemblée nationale arménienne, Tajat Vardabitian, a fait allusion à la solidarité qu'éprouve la nation arménienne avec les Syriens, et a dit que la communauté internationale devrait redoubler ses effortspour lutter le terrorisme. french.irib.ir 03.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Mexique

- Mexique : violente manifestation des enseignants - euronews.com

Des enseignants mexicains incendient un bureau de vote dans l'État d'Oaxaca, dans le sud du pays, pour appeler au boycott des élections de mi-mandat, prévues dimanche. Ils protestent contre la réforme de l'éducation dans un pays miné par la violence et les guerres de gangs. euronews.com 03.06

Haut de page

Le 5 juin 2015

CAUSERIE

Il est 14h à Pondichéry et il faudrait peut-être que je pense à me restaurer. On mettra des articles en ligne plus tard ou demain, j'ai du boulot urgent à faire chez moi.

Un courriel reçu.

Mes grands remerciements à celui qui m'a envoyé cette info.

L'Actualité du Trotskysme - La Quatrième Internationale, pour l'émancipation des travailleurs de Daniel Audoux (audoux@sfr.fr) - édition Edilivre

Extrait ou premières pages.

« *Aujourd'hui, avec l'effondrement du stalinisme d'une part, et le surgissement des formes disons – classiques – de processus révolutionnaires (comme en Tunisie ou en Grèce par exemple) d'autre part, réapparaissent le personnage et la pensée de Léon Trotsky comme l'authentique voie pour la défense des classes ouvrières dans la voie du socialisme* », Esteban Volkov, petit-fils de Trotsky

La satisfaction des besoins des travailleurs nécessite plus que jamais de s'attaquer aux fondements mêmes du système capitaliste, c'est-à-dire une révolution prolétarienne expropriant les groupes capitalistes, les banques , les assurances… sans indemnité ni rachat, socialisant et planifiant l'économie pour satisfaire ces besoins, donnant le pouvoir aux travailleurs, organisés à tous les niveaux en conseils, comités de délégués élus et révocables, mandatés par les assemblées de base, mettant en place un nouveau gouvernement de la Commune, un gouvernement ouvrier, tendant la main aux autre classes ouvrières, pour une Europe des travailleurs, pour les Etats-unis socialistes d'Europe.

La seule réponse de l'impérialisme : la guerre, la barbarie… La création de toutes pièces (financement et armement directs et indirects) d'un ennemi « implacable » – l'Etat islamique –, par lequel il tente de faire diversion et de terroriser les peuples… La guerre contre la révolution, c'est la réponse constante de l'impérialisme ! La guerre en permanence (Irak, Afghanistan, Somalie, Soudan, Palestine, Libye, Syrie, Mali, Centrafrique…), c'est la bannière du capitalisme pourrissant un siècle après 1914 ! La révolution prolétarienne contre la guerre c'est la réponse du Trotskysme.

En France, une crise révolutionnaire ouverte affleure, quelle en sera l'étincelle ? Par exemple, un appel de travailleurs d'une entreprise menacée dans tel département, appelant l'ensemble du département à monter en masse à Paris, et à occuper une place centrale comme en Egypte ou en Tunisie, ce pourrait être alors le détonateur, cristallisant toute la situation politique de plus en plus insupportable pour le peuple face à Hollande-Valls les petits commis de l'Union européenne au service du capital financier. Le retentissement médiatique d'une telle initiative, ses répercussions à travers tout le pays, poseraient inéluctablement la question du pouvoir et de qui doit diriger le pays.

« Bloquer tout le pays », « la grève générale », c'est ce qui monte de plus en plus d'en bas. Balayer les institutions de la cinquième république et de l'union européenne- institutions de la bourgeoisie- une nécessité en haut pour donner tout le pouvoir au peuple. « Dégage ! », l'expression adressée aux dictateurs Ben Ali et Moubarak a fait rapidement le tour du monde, injonction adressée à tous les dirigeants de droite comme de gauche, complètement inféodés au capital financier. La France, quant à elle, a des traditions révolutionnaires bien ancrées : 1789-1794, 1830, 1848, 1871, 1919-1920, 1936, 1945-1947, 1953, 1968

130 ans plus tôt, voici les mesures que prit en 72 jours le premier gouvernement ouvrier de l'histoire de l'humanité, la Commune de Paris, avant qu'elle ne soit massacrée en mai 1871 par Thiers et les représentants des capitalistes, spéculateurs et privilégiés

de l'époque : • Réquisition des usines dont les patrons sont incapables d'assurer la gestion. • Suppression du travail de nuit pour les catégories qui y sont soumises. • Réquisition des logements vacants pour les ouvriers sans logement. • Remise de l'ensemble des loyers en retard. • Abolition des amendes imposées aux travailleurs. • Établissement de l'instruction publique laïque. • Expulsion des congrégations religieuses de l'école et séparation de l'église et de l'État. • Adoption d'un décret limitant à 8 heures la journée de travail. • Garantie légale de l'égalité juridique des femmes et des hommes. • Obligation que tous les élus, sans exception, y compris les plus élevés, touchent au maximum le salaire d'un ouvrier. • Abolition de l'armée permanente.

L'immense mérite de la Commune de Paris c'est justement son existence et son gouvernement pour satisfaire les seuls intérêts populaires, c'est d'avoir montré aux yeux du monde entier qu'un gouvernement ouvrier était possible, ce que confirmera la révolution russe dirigée par Lénine et Trotsky en donnant « tout le pouvoir aux soviets », avant d'être trahie puis assassinée par le stalinisme. Fin de l'extrait.

- Les 20 premières pages disponibles sur Internet à télécharger.

Je les ai lues rapidement hier soir et je suis frustré de ne pas pouvoir lire la suite ! Si quelqu'un pouvait m'envoyer une copie de ce livre, je lui serais très reconnaissant, je lui enverrai mon adresse postale. Je n'ai plus de compte en banque en France et donc je ne peux pas me le procurer autrement. Et je ne peux pas demander à ma mère ou ma soeur avec lesquelles j'ai des relations très limitées.

J'ignore qui est Daniel Audoux. J'ai reçu un autre ouvrage récemment d'un certain Tom Thomas sur lequel je n'en sais pas plus. On y reviendra peut-être.

Pour vous faire marrer, j'ai aussi reçu une revue royaliste, je ne plaisante pas. Libre à chacun de se connecter ou non sur notre portail et d'en penser ce qu'il veut, au moins vous savez à qui vous avez à faire, n'est-ce pas ?

Quand c'est l'oligarchie financière américaine qui gouverne l'Ukraine sous un régime fasciste.

- Leaks : comment le milliardaire Georges Soros tire les ficelles US en Ukraine - arretsurinfo.ch 02.06

Il y avait la conversation leakée de Victoria Nuland, secrétaire d'État américaine pour l'Europe et l'Eurasie, anticipant la composition du futur gouvernement ukrainien putschiste. Voici maintenant les trois documents pdf hackés du milliardaire US Georges Soros prouvant son implication directe dans les affaires ukrainiennes et ses relais avec l'administration américaine.

Les trois documents ont été mis en ligne par le groupe d'hacktivistes CyberBerkut qui affirme avoir pénétré le site web de l'administration présidentielle de l'Ukraine.

Les trois documents (en anglais - ndlr) :

- Une lettre de Georges Soros au président Porochenko et au premier ministre Iatseniouk, daté du 23 décembre 2014, créé par Douglas York, assistant personnel de Georges Soros ;

Doc. 1 (http://www.politis.fr/IMG/pdf/Soros_Ukraine_Doc_1.pdf)

- Un document d'assistance militaire à Kiev, non daté, rédigé par Yasin Yaqubie de l'International Crisis Group ;

Doc. 2 (http://www.politis.fr/IMG/pdf/Soros_Ukraine_Doc_2.pdf)

- Un projet de « stratégie globale à court et moyen terme pour la nouvelle Ukraine », daté du 12 mars 2015, créé par Tamiko Bolton, troisième épouse de Georges Soros.

Doc. 3 (http://www.politis.fr/IMG/pdf/Soros_Ukraine_Doc_3.pdf)

Ce que révèlent ces trois documents.

Georges Soros est en relation permanente avec le président ukrainien et son gouvernement pour lui conseiller sa conduite ;

Selon George Soros, les États-Unis devraient vraisemblablement fournir à l'Ukraine une aide militaire létale « avec un même niveau de sophistication des armes de défense pour correspondre au niveau de la force adverse » et ce « pour restaurer la capacité de combat de l'Ukraine sans violer l'accord de Minsk ».

Georges Soros indique à ses interlocuteurs ukrainiens que le général américain à la retraite, Wesley Clark, et l'ex-général polonais, Waldemar Skrzypczak, conseilleront le président Porochenko pour que celui-ci remplisse sa tâche.

Georges Soros promet également d'intervenir directement auprès de Jack Lew, secrétaire américain du Trésor, afin d'arracher à la Fed un accord pour faire face aux graves difficultés financières de l'Ukraine.

Victoria Nuland avait fini par authentifier sa conversation téléphonique, très complotiste, avec l'ambassadeur américain en Ukraine, Geoffrey Pyatt. Aux dernières nouvelles, Georges Soros n'a toujours pas démenti l'authenticité des trois documents hackés. arretsurinfo.ch 02.06

En complément.

- Le président ukrainien dit craindre une "invasion" russe - Reuters

Quand la "gauche radicale" collabore avec l'Otan et l'Etat sioniste.

Grille de lecture.

Ah ben ouais, il va falloir classer la "gauche de la gauche" dite aussi la "gauche radicale" et parfois "l'extrême gauche"... à droite ! Dur, dur la réalité, n'est-ce pas ?

Il y en a qui vont de désillusion en désillusion, ce n'est pas faute de les avoir prévenus, on compatit sincèrement à leur détresse, qu'ils se reprennent et aillent voir ailleurs, ils ne pourront pas trouver pire opportunisme que le Front de gauche à la sauce grecque, espagnole ou française... Allez, vive le socialisme !

- Une première du gouvernement grec de Tsipras: Israël et les Etats-Unis en manoeuvres avec l'armée grecque - mondialisation.ca 04.06

Ce discours montre une forte implication du gouvernement grec dans les politiques militaires officielles des Etats-Unis : lutte contre « le califat » (par ailleurs soutenu en sous-main par les mêmes), exercice militaire commun prévu avec l'Egypte pur ce mois de juin, relations étroites avec les voisins OTAN de la Mer Noire : Bulgarie et Roumanie, et enfin coopération militaire nouvelle (rémunérée ?) avec Abu Dhabi.

Au sujet de des relations entre l'Egypte et Israël la fausse (?) naïveté du Ministre est totale puisqu'il annonce la délimitation prochaine de la frontière entre les ZEE (zones économique exclusives pour l'exploitation des richesses sous marines) de ces deux pays, ignorant qu'Israël, Etat expansionniste, a pour principe politique intangible de ne jamais délimiter ses frontières qu'elles soient terrestres, maritimes ou aériennes. mondialisation.ca 04.06

Cela va devenir intenable pour un militant ouvrier de faire partie du mal nommé Front de gauche, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Une "cote" sur mesure. Les dirigeants de l'oligarchie financière ont désigné leur candidat idéal : Valls

Grille de lecture.

- Ils en sont à la phase de conditionnement et ils s'y prennent très tôt.

- Pour qu'on ne soupçonne pas que ce sont eux qui en réalité désignent les présidents qui gouverneront, ils recourent à des sondages dont les résultats seront forcément en faveur de leur candidat, de telle sorte que les commentateurs à leur solde pourront affirmer par la suite que la population a le président qu'elle méritait et qu'elle n'a pas à s'en plaindre puisqu'il est légitime et la boucle est bouclée.

- Dit autrement, ils font croire que c'est la population ou les électeurs qui éliraient leur président, alors qu'en fait il leur est imposé puisque les deux concurrents en lice sont des clones qui représentent tout sauf les intérêts de la majorité de la population.

- Les sympathisants PS veulent une primaire et Manuel Valls - LeFigaro.fr

- Présidentielle 2017: Les Français préfèreraient Valls à Hollande - 20minutes.fr

Selon une enquête OpinionWay, le Premier ministre serait plebiscité aussi bien par les Français que par les militants si une primaire ouverte devait être organisée...

Manuel Valls a la cote. Si une primaire devait désigner le candidat ou la candidate PS à la présidentielle de 2017, l'actuel Premier ministre serait nettement préféré à François Hollande par les Français et les sympathisants socialistes. C'est ce qu'indique un sondage OpinionWay pour Le Figaro et LCI publié ce jeudi, à la veille de l'ouverture du congrès de Poitiers du parti.

Dans l'éventuelle d'une primaire ouverte, 25 % des Français interrogés choisiraient Manuel Valls, 12 % Martine Aubry, 8 % Arnaud Montebourg et 7 % le président de la République. Mais près d'un sur deux (47 %) ne choisiraient « aucune de ces personnalités ».

Du côté des sympathisants du PS, 42 % plébisciteraient Manuel Valls, 27 % François Hollande, 18 % Martine Aubry et 3 % Arnaud Montebourg. Les trois-quarts (76 %) des sympathisants interrogés souhaitent que le Parti socialiste « organise quand même des primaires pour désigner son candidat à la présidentielle » même « si François Hollande se représente en 2017 ».

L'économie de guerre, une valeur sûre, des profits garanties et rapides, bref le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant.

La révision à la hausse du budget des armées accueillie favorablement à l'Assemblée - AFP

Les députés de la majorité et du centre ont soutenu jeudi la demande de Jean-Yves Le Drian de renforcer sans tarder les moyens des armées face aux nouveaux défis sécuritaires, mais Les Républicains (ex-UMP) ont critiqué "l'improvisation" de l'exécutif après les attentats de janvier.

L'Assemblée débattait de l'actualisation de la loi de programmation militaire (LPM) 2015-2019, qui prévoit 3,8 milliards d'euros supplémentaires pour la Défense entre 2016 et 2019. Le vote solennel sur le texte sur aura lieu mardi 9 juin.

L'actualisation de la LPM, qui définit les grands objectifs et les moyens de la politique de défense, a été imposée par les attentats de janvier et le déploiement express de 10.000 soldats devant des lieux de culte, notamment juifs (opération Sentinelle).

François Hollande a décidé de pérenniser la mobilisation militaire sur le territoire national, à raison de 7.000 hommes, un dispositif qui peut être relevé à 10.000 hommes pendant un mois, en renfort de la police et de la gendarmerie.

Avec ce texte, la France rejoint la liste des nombreux pays européens relevant leurs dépenses militaires face aux nouvelles menaces et au besoin de modernisation de leurs armées.

Les suppressions de postes massives de ces dernières années vont être ralenties et les effectifs de la force opérationnelle de l'armée de Terre - les unités de combat - renforcés de 66.000 à 77.000 hommes. Ce ne sont plus 33.000 postes qui seront supprimés sur la période 2014-2019 mais 15.000.

Le budget supplémentaire de 3,8 milliards d'euros servira essentiellement à financer des emplois (2,8 milliards) et des équipements (hélicoptères Tigre, NH90, avions de transport et ravitaillement américains C130..). En 2015, le budget de la Défense est de 31,4 milliards d'euros. AFP 04.06

Les faussaires à l'oeuvre. La baisse du chômage doit être "relativisée"... car dans l'absolu il augmente !

Ils en arrivent à faire preuve d'une maladresse incroyable ou à se trahir eux-mêmes, excellent.

- France: baisse surprise du taux de chômage début 2015, après un pic fin 2014 - AFP

L'info trafiquée annoncée comme une bonne nouvelle...

- Un répit sur le front du chômage en France: son taux, mesuré par l'Insee selon les normes internationales, a baissé à 10% de la population active métropolitaine au premier trimestre (-0,1 point), après avoir atteint fin 2014 son plus haut niveau depuis 1997.

Mais...

- Sur le premier trimestre, l'autre indicateur du chômage, le nombre d'inscrits à Pôle emploi, a lui augmenté de 0,3%. A contre-

courant de l'Insee, Pôle emploi a annoncé lundi avoir enregistré à fin avril le chiffre record de 3,53 millions de demandeurs d'emploi sans activité.

Cela dit...

- Au sens de l'Insee, le chômage a également baissé de 0,1 point en incluant l'Outre-mer (10,3%) au premier trimestre.

Déni, mensonge et justification...

- "Ces chiffres sont les seuls (...) reconnus au niveau international", a souligné jeudi le ministre du Travail, François Rebsamen.

On arrêtera- là, car une précision venait foutre en l'air cette construction ridicule à laquelle personne ne croira.

- Ces évolutions sont toutefois à analyser avec prudence, car elles se situent dans la marge d'erreur de 0,3 point.

Autrement dit, avec une marge d'erreur supérieure à la variation soi-disant enregistrée par l'Insee au premier trimestre 2015, cette rhétorique s'apparente à la propagande bon marché dictée par le gouvernement.

Mais il y a mieux encore car ils débordent d'imagination.

Le taux de chômage des vieux travailleurs tendraient à baisser, pardi, certains meurent prématurément et d'autres partent (enfin) à la retraite, tandis que logiquement le chômage des jeunes continue d'augmenter puisque ce qu'ils appellent la croissance n'a pas atteint un niveau permettant de faire baisser significativement et de façon durable le chômage.

- La baisse globale observée début 2015 est une surprise. Elle ne concerne toutefois que les seniors, dont le taux recule de 0,4 point à 6,4%.

Les jeunes, eux, voient leur situation se dégrader de 0,2 point: près d'un quart des actifs de moins de 25 ans (24,1%) sont au chômage. La hausse est encore plus forte sur un an (1,2 point).

Ce n'est pas tout, leur pochette surprise ressemble décidément à un soufflé qui se dégonfle au fil de leur article.

- Cependant, la baisse du chômage est à relativiser, car elle coïncide avec des baisses du taux d'emploi et du taux d'activité. Cela signifie qu'une partie des chômeurs n'a pas trouvé d'emploi mais est sortie de la population active.

En conclusion il y a encore plus de chômeurs.

- "Il y a beaucoup de gens qui ne sont plus considérés comme chômeurs parce qu'ils ne cherchent plus activement un emploi, sans doute par découragement", analyse Bruno Ducoudré.

Ils "vont gonfler le "halo du chômage"", qui réunit 1,5 million de personnes qui souhaitent travailler mais ne sont pas disponibles immédiatement ou ne cherchent pas activement un emploi. Le "halo" est en "nette hausse": "71.000 sur le trimestre et 104.000 sur un an.

Ces personnes ne font pas partie des 2,858 millions de chômeurs recensés par l'Insee en métropole. Ce total est en baisse de 38.000 (-1,3%) sur le trimestre mais en hausse de 55.000 (2,0%) sur un an.

Il faut donc en déduire qu'il y aurait au bas mot 1,5 million de chômeurs non comptabilisés qu'il faut ajouter au chiffre officiel, notamment, du coup le nombre de chômeurs en France dépasse les 6,5 millions ou se situe bien au-delà de 7 millions en ajoutant les salariés qui ne sont pas comptabilisés comme chômeur dès lors qu'ils ont travaillé quelques dizaines d'heures dans le mois.

A quel tour de passe-passe se livre l'Insee ?

- Les chiffres de l'Insee sont divergents de ceux de Pôle emploi. L'écart entre les deux indicateurs s'explique par le fait qu'ils ne mesurent pas le chômage de la même manière: Pôle emploi recense les demandeurs d'emploi enregistrés sur ses listes alors que l'Insee mesure son taux à partir d'une enquête effectuée chaque trimestre auprès de 110.000 personnes.

Ils ont copié le modèle américain tout simplement. Pour ceux qui veulent le vérifier.

- Les chiffres truqués du chômage aux Etats Unis - centralcharts.com

D'après les derniers chiffres publiés, le taux de chômage aux Etats Unis s'établit à 5.7% en février 2015. Depuis début 2010, le chômage est en tendance baissière. On peut l'expliquer de part la vigueur de l'économie américaine depuis cette date comme le montre le graphique suivant affichant l'évolution du PIB ajusté de l'inflation : (...)

Or, nous avons vu hier que les chiffres de l'inflation étaient truqués aux Etats Unis. L'inflation moyenne n'est pas de 1.5% depuis 2010 mais oscille autour de 4.5%.... Avec l'ampleur de tous les QE (Quantitative Easing) lancés par la FED, il est évident que cela a crée une inflation massive. Entre 1.5% et 4.5%, il y a tout de même une différence de 3%. Sachant que la croissance moyenne ajustée de l'inflation officielle aux Etats Unis s'est établit autour de 2% entre 2010 et 2014, un ajustement avec le taux d'inflation réelle nous donne une croissance négative….(3% d'inflation non prise en compte) Durant la même période, le taux de chômage au US n'a cessé de chuter comme le montre le graphique suivant : (...)

Je me pose donc la question suivante : Comment peut-on crée autant d'emplois si la croissance réelle est nulle voir négative ? Les chiffres du chômage aux Etats Unis seraient-ils eux aussi truqués…. ? Un gouvernement qui nous ment et nous manipule… non c'est impensable…

Méthode de calcul du taux de chômage

Avant d'expliquer comment les Etats Unis fausse leur taux de chômage, il est important de revenir sur sa méthode calcul :

Taux de chômage = nombre de chômeurs / population active

Pour que le chômage baisse (outre le fait de générer de la croissance pour trouver de réels emplois …), deux possibilités se sont offertes aux Etats Unis :

- Baisse du nombre de chômeurs : Pour provoquer une baisse, il suffit simplement de durcir les règles d'attribution du statut de chômeur ou d'en réduire sa définition au niveau le plus simple (une personne qui n'a pas d'emploi, peu importe l'emploi et les conditions….).

- Hausse de la population active : Pour la faire baisser, c'est très simple, il faut faire passer un maximum de gens dans la catégorie des inactifs. Les inactifs ne rentrent pas dans le calcul du taux de chômage, c'est le cas des retraités, des étudiants mais également des personnes ne recherchant pas un emploi….. Pour rappel, population inactive = population totale – population active.

Les Etats Unis ont utilisé les deux méthodes pour faire baisse leur taux de chômage.

Comment les Etats Unis font-ils baisser leur taux de chômage artificiellement ?

- Disparition des chômeurs longue durée : Aux Etats Unis, les indemnités chômage cessent au bout d'un certain temps. Une fois que vous ne touchez plus d'aide, vous disparaissez tout simplement des chiffres du chômage, vous n'êtes plus considéré comme un demandeur d'emploi. Les chômeurs de longue durée sont justement ceux qui vont avoir le plus de mal à retrouver un emploi et risque de peser lourdement sur le taux de chômage. Problème résolu en les éliminant des statistiques….

- Augmentation des inactifs: Les chômeurs inscrits depuis plus d'un an sur les listes et n'effectuant pas mensuellement une mise à jour de leur statut auprès des organismes d'emploi sont tout simplement supprimés des listes du chômage. Il passe alors de la catégorie des chômeurs à la catégorie des inactifs (qui ne sont pas comptés dans le calcul du taux de chômage).

L'administration répond que ces personnes ne sont plus à la recherche d'un emploi. Je veux bien accepter l'argument pour certaines personnes mais pour la majorité il s'agit simplement d'un oubli (ce qui peut arriver à tout le monde au moins une fois) et surtout d'une absence d'espoir à trouver un travail. C'est le cas par exemple de nombreux seniors pour qui passé un certain âge, il est très difficile de retrouver un emploi… ou de certaines classes sociales.

Pour éviter les critiques et aller au bout du raisonnement, il faut préciser qu'un organisme, le Census Bureau) est chargé de réaliser des sondages pour justement réduire le biais baissier sur les statistiques du chômage lié une augmentation des inactifs (comme quoi les Etats Unis reconnaissent que leur calcul du taux de chômage est faussé). Pour réaliser sa mission, le Census Bureau réalise 60 000 sondages téléphoniques par mois. (Le Census Bureau est un outil de communication pour tenter de faire taire les critiques sur les chiffres truqués du chômage…)

60 000 appels par mois, ca fait 720 000 appels par an. Sur le nombre total de chômeurs à couvrir pour obtenir une information valable sur leur situation réelle face à l'emploi, ca représente très peu….

Le New York Post a également révélé que les agents ont reçu l'ordre de l'oncle Sam de compléter manuellement le résultat du sondage si celui-ci n'a pas pu être effectué correctement (personne absente de son domicile par exemple….). Le Census Bureau doit en effet atteindre un pourcentage de 90% de réponses dites acceptables pour que ses résultats soient pris en compte….. Bien évidemment, une réponse incomplète ou inexistante est comptabilisé dans la catégorie « Personne ne cherchant plus un emploi », donc un inactif de plus…. Et donc un chômage en baisse.

- Emplois précaires : Les chiffres du chômage US ne font pas de distinction entre un travailleur à temps complet et un travailleur à temps réduit. Il vous suffit de travailler 1 heure dans le mois pour ne plus apparaître sur la liste des chômeurs. Un travailleur à temps partiel ou très réduit cherchant un emploi à temps plein n'apparait donc pas comme un chercheur d'emploi. De nombreux travailleurs ont vu leur temps de travail baissé du fait de la mauvaise conjoncture économique. Ils ont subit le temps partiel. Les chiffres du chômage baissent mais de plus en plus d'Américains se retrouvent à la rue et font des demandes d'aides alimentaires pour survivre comme le montre le graphique ci-dessous (...)

On voit clairement entre 2010 et 2013 une augmentation du nombre d'Américains disposant de l'aide alimentaire. Pourtant, dans la même période, le taux de chômage à lui soit disant fortement baissé…. C'est illogique. Il faut toutefois préciser que l'administration Obama a diminué les règles pour bénéficier de l'aide alimentaire. D'accord mais ça n'explique pas tout. Sachant que la population des Etats Unis est de 320 millions début 2015, cela fait près de 15% d'Américains demandant des aides pour survivre. Je pense que parmi eux, un très grand nombre cherchent un véritable emploi. Pour rappel, le taux de chômage est lui à 5.7%.....

Quelles sont les chiffres réels du chômage US ?

Le graphique ci dessus montre 3 courbes de chômage selon 3 méthodes de comptabilisation différente :

- En rouge (7,8%) : C'est le chiffre officiel avancé par les Etats Unis

- En gris (14%) : C'est le taux de chômage en prenant en compte certains chômeurs considérés comme "inactifs" et surtout les travailleurs à temps partiel non désiré (emplois précaires).

- En bleu (23%) : C'est le taux de chômage réel aux Etats Unis en prenant en compte les chômeurs de longue durée, les travailleurs à temps partiel non désiré, les chômeurs classés dans la catégorie des inactifs, bref tout ceux exclus des statistiques.

Selon la définition que vous souhaitez donner au taux de chômage, je vous laisse vous faire votre propre idée mais une chose est sur, le taux de chômage officiel est largement sous estimée....

Conclusion

Si le taux de chômage aux Etats Unis a baissé ces dernières années, ce n'est pas uniquement du à la création de nouveaux emplois. Il s'agit également d'un artifice comptable dans la méthode de calcul par l'augmentation du nombre d'inactifs et la suppression de certains chômeurs des statistiques (chômeurs longue durée, personnes travaillant au minimum 1h par mois…). Il ne faut pas en conclure pour autant que tout va mal aux Etats Unis. Il y a bien eu une amélioration mais les chiffres avancés ne sont pas les bons et sont largement inférieurs aux chiffres réels.... centralcharts.com

- L'article à télécharger au format pdf

Sur environ 234 millions d'actifs aux Etats-Unis, personnes de plus de 16 ans aptes au travail, quelque 88 millions sont en réalité au chômage.

Un autre article fournissait des détails intéressants :

- Le taux de chômage américain est-il truqué ? (captaineconomics.fr) (06.10.2012)

Baisser les salaires et augmenter le temps de travail pendant 4 ans, une "bonne nouvelle" patronale ou comment accroître le taux d'exploitation.

- Les accords de compétitivité vont être assouplis - Francetv info

Afin de donner plus d'ampleur aux accords sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi, la CFDT et le Medef ont trouvé un consensus. Et pour cause, seuls six accords de compétitivité ont été conclus depuis 2013. Insuffisant, selon le ministre de l'Économie qui souhaite alors les assouplir.

Actuellement, en cas d'accord avec les syndicats, les entreprises en difficulté peuvent geler, voire baisser les salaires et augmenter le temps de travail pendant seulement deux ans. "Cette durée pourrait être portée à quatre ans", rapporte une équipe de France 2.

Par ailleurs, les accords, une fois signés, pourraient être modifiés ou annulés à tout moment. "Une bonne nouvelle", estime Véronique Descacq, secrétaire générale adjointe de la CFDT qui juge le cadre actuel "trop rigide". Enfin, les salariés qui refusent cet accord font aujourd'hui l'objet d'un licenciement économique. À l'avenir ce dernier pourrait être transformé en licenciement classique. Francetv info 04.06

Cela permettrait au patronat de réduire les indemnités de licenciement qu'ils auraient à leur verser, la CFDT s'affiche comme un syndicat patronal. Bon, ce n'est pas une nouveauté, mais en l'assumant ce degré-là montre à quel point le gouvernement et le patronat sont isolés.

S'ils ne sont parvenus qu'à imposer seulement six accords de compétitivité en deux ans, c'est que les patrons craignent la réaction violente de leurs salariés et des syndicats qui s'opposent à ce genre d'accord scélérat.

En famille. Ils sont antirépublicains.

- Langues régionales: Hollande annonce un projet de révision constitutionnelle - AFP

François Hollande va demander au Parlement de réviser la Constitution pour permettre enfin la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales, un texte mis au point en 1992 et signé par la France en 1999.

Le chef de l'État a annoncé le prochain dépôt d'un projet de loi constitutionnelle en ce sens, dans une lettre à plusieurs députés qu'ils ont rendue publique jeudi.

La Charte fait obligation aux Etats signataires de reconnaître les langues régionales et minoritaires en tant qu'expression de la richesse culturelle. En France, les quelque 75 langues régionales (métropole et outremer) sont de moins en moins parlées, même si on estime à 600.000 le nombre de personnes connaissant l'alsacien et qu'une majorité de Réunionnais, selon l'Insee, ne s'expriment qu'en créole dans leur vie quotidienne.

Sa ratification, promise par François Hollande durant la campagne présidentielle, doit être expressément autorisée par la Constitution. En effet, le Conseil constitutionnel avait jugé en juin 1999 la Charte contraire à l?égalité devant la loi de tous les citoyens et au principe que "la langue de la République est le français".

Pour cette révision de la Constitution, "la voie du Congrès me paraît la plus appropriée", écrit le chef de l'Etat dans ce courrier envoyé notamment au président de la commission des Lois de l'Assemblée, Jean-Jacques Urvoas (PS), et révélé par le quotidien Le Télégramme.

Dans cette lettre datée du 1er juin, François Hollande écarte ainsi le recours au référendum, qui aurait été obligatoire pour faire aboutir une proposition de loi constitutionnelle du même Jean-Jacques Urvoas, votée le 28 janvier 2014 par les députés à une large majorité (361 voix pour, 149 contre, 19 abstentions).

En effet, si une révision constitutionnelle est proposée par des parlementaires, elle doit obligatoirement être approuvée par référendum après avoir été adoptée par chacune des deux assemblées. Mais si elle est proposée par le gouvernement, le président de la République peut décider que l'adoption finale sera votée, à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés, par l'Assemblée et le Sénat réunis en Congrès.

François Hollande souhaite que le texte "soit inscrit à l'ordre du jour du Parlement dans les meilleurs délais". Également destinataires du courrier présidentiel, le socialiste alsacien Armand Jung et l'écologiste Paul Molac, de l'Union démocratique bretonne, se sont félicités de cette annonce. Selon ce dernier, "il y a une majorité des trois cinquièmes" au Parlement pour faire adopter un tel projet de loi.

Jusqu'à présent, l'opposition a voté en bloc contre les propositions de François Hollande pour réviser la Constitution, en particulier sur le statut pénal du chef de l'Etat ou la composition du Conseil supérieur de la magistrature, le faisant renoncer à convoquer le Congrès.

Sur les langues régionales, il en a été différemment lors du vote de la proposition Urvoas à l'Assemblée, approuvée par l'UDI et par une quarantaine des 199 députés de ce qui était alors l'UMP. La reconduction de cette alliance de la gauche et d'une partie de la droite pourrait faire passer le projet à l'Assemblée et au Sénat, puis au Congrès.

Est-ce possible à quelques mois des élections régionales et alors que le Sénat est passé à droite ? Marc Le Fur, député

Les Républicains des Côtes d'Armor et ardent défenseur des langues régionales, le pense à condition "que le gouvernement n'amène pas d'autres sujets de révision constitutionnelle".

"Le gouvernement se rend compte qu'il y a des élections régionales et qu'il faut parler aux Alsaciens, aux Bretons ou aux Corses... Mais pourquoi voterais-je contre un projet qui est le mien ?" a-t-il déclaré à l'AFP.

Plus dubitatif, le chef de file des députés UDI, Philippe Vigier, tout en rappelant être favorable à la Charte, se demande s'"il n'y a pas mieux à faire qu'une réforme constitutionnelle", doutant qu'"on mette un million d'euros pour faire un Congrès". AFP 04.06

Commentaires d'internautes.

1- 25% des élèves de CM2 ne parviennent pas à lire et comprendre un court texte en français mais ils devront apprendre des langues régionales que quasiment plus personne ne parle.... Brique par brique, le Président Normal détruit la France...

2- et on limite l'apprentissage du latin, racine de notre civilisation

- Hollande détruit les racines de la France en revisitant les programmes scolaires d'histoire et, sous les directives de l'UE et des Ricains, en jouant à fond la carte de la mondialisation et de l'ouverture des frontières, et pour mieux faire passer l'enfumage il veut nous faire croire à l'exception culturelle française régionale en favorisant les langues régionale mais en supprimant le latin.

3- Le-Message, c’est une proposition concrète qui doit rassembler derrière elle les millions de citoyens dont l’impuissance politique est programmée dans la constitution. A travers 6 chapitres comprenez pourquoi.

La France est-elle une démocratie ?

Les mots ont un sens : le mot démocratie n’est pas adapté pour décrire le régime actuellement pratiqué en France, ce sont même deux choses opposées.

La démocratie ce sont des institutions précises (utilisées pendant 200 ans à Athènes) qui garantissent au peuple (« demos«) qu’il conserve le pouvoir, on dit qu’il est souverain.

La démocratie est selon la formule d’Abraham Lincoln : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

Un tel régime garantit que les représentant du peuple sont ses serviteurs, et qu’ils utilisent le pouvoir qui leur est confié pour le bien de l’intérêt général.

Les fondateurs de nos régimes soit disant démocratiques — dont le vrai nom est en fait « gouvernement représentatif »— ne voulaient pas d’une démocratie, bien au contraire. Sieyès en France et Madison aux États-Unis, tenaient à écarter le peuple des décisions politiques, et ne s’en cachaient nullement.

C’est par un curieux retournement de vocabulaire que le mot démocratie s’est mis à qualifier un régime qui la méprisait pourtant explicitement dès l’origine.

Le fait d’appeler démocratie son strict contraire nous empêche de formuler une alternative sérieuse.

4- Encore une preuve du démantèlement programmé de la France !

L’UE poursuit le morcellement de la France au travers du mémorandum de 2007 avec le conseil de l’Europe : Pour ratifier la charte européenne des langues régionales, Hollande veut rayer la langue de la République de l’article 2 de la constitution. Il sonnera le glas de la République Française. Le peuple doit se réveiller car les GECT –Groupement Européen de Coopération Territoriale (et transfrontalière)- sont créés et nous votons fin 2015.

Quel dommage qu'on ne puisse pas se passer des partis politiques.

- Républicains, PS, FN... les partis n'ont plus la cote - Le Huffington Post

Globalement, une majorité assez nette se dégage pour dire que les partis politiques sont "utiles pour exprimer la diversité des opinions des citoyens français" et qu'ils "sont indispensables au fonctionnement de la démocratie en France": 53% des personnes interrogées le pensent contre 35% qui estiment le contraire.

Mais la proportion atteint 66% à l'UMP (notre sondage a été réalisé avant le congrès fondateur des "Républicains") et même 72% auprès des sympathisants écologistes et socialistes.

Mais c'est surtout le discours des partis et leurs propositions qui ne mobilisent pas. Pour preuve, une minorité des sondés fait la différence entre majorité et opposition; ils ne sont que 31% à estimer "le clivage gauche-droite encore pertinent" comme si les joutes politiques étaient factices.

Résultat, aucune formation n'attire les Français. Non seulement en terme de militants mais aucune ne se dégage non plus si l'on s'intéresse aux sympathisants. Quand on demande de quel parti ils se sentent le plus proche, la réponse la plus fréquemment donnée (21%) est "aucun". L'UMP arrive bien en tête des partis les plus cités mais le parti sarkozyste ne recueille que 16%. Il devance le FN (14%) et le PS (13%).

Mais il y a peut-être pire encore que cette absence d'adhésion. Le sondage révèle une incapacité des partis à susciter la confiance des électeurs quand il s'agit de prendre les décisions qui s'imposent pour le pays.

La conséquence irréfutable est un taux d'abstention qui croît malheureusement scrutin après scrutin. Le Huffington Post 04.06

Ils ont cité absolument tous les partis, y compris le NPA et LO, sauf le POI comme s'il n'existait pas, ils ne doivent pas supporter certaines de ses prises de position qui le distingue des autres partis et c'est tout à son honneur. C'est en substance le commentaire que j'ai posté à la suite de cet article.

En fait, les travailleurs rejettent tous les partis institutionnels et ne se reconnaissent dans aucun parti en particulier. Par contre en indiquant que les partis "sont indispensables au fonctionnement de la démocratie en France", au-delà du fait qu'ils témoignent du bien-fondé de la nécessité des partis politiques, ils justifient la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour liquider les institutions de la Ve République qu'ils honnissent et l'établissement d'une République sociale incarnant leurs besoins et aspirations.

Que l'écrasante majorité ait compris que "le clivage gauche-droite" était purement formel, académique ou "factice" est encourageant pour la suite, et devrait être exploité par ceux qui entendent construire un parti ouvrier révolutionnaire, en expliquant aux travailleurs qu'il incarne la vraie gauche, car personne en dehors d'imposteurs ne peut se revendiquer de gauche sans combattre pour la rupture avec le capitalisme et ses institutions, puisque c'est le facteur qui détermine qu'on est ou non de gauche et qu'on lutte ou non pour le socialisme.

On ne peut se passer des partis politiques et d'institutions, de l'Etat, tant que la société est divisée en classes ou que les classes existent qu'on le veuille ou non, on a donc besoin d'un parti, d'institutions et d'un Etat, d'un gouvernement qui incarnent les besoins des travailleurs, c'est lui qui au plus haut degré incarne la question du pouvoir, le pouvoir de la classe des exploités auxquels la classe des exploiteurs doit céder le pouvoir. Toute autre perspective politique conduit infailliblement à s'adapter aux institutions en place, à l'Etat des capitalistes, à passer des compromis ou à se corrompre avec les représentants des partis liés au régime qu'il nous faut renverser pour prendre le pouvoir.

Il faut le dire et le répéter sans cesse puisque c'est notre objectif politique, nous combattons pour prendre le pouvoir, nous combattons pour porter la classe des exploités au pouvoir, pour qu'elle s'empare du pouvoir politique afin de faire table rase du passé et reconstruire la société sur de nouvelles bases, reposant sur les besoins et aspirations des masses exploitées qui constituent l'immense majorité de la population, donc la démocratie. On ne voit pas comment une minorité qui concentre le pouvoir économique et politique pourrait incarner la démocratie ou les besoins de la majorité, elle est illégitime et doit céder le pouvoir à la majorité...

En complément.

- Quand les partis politiques vendent ou louent leur QG - Le Huffington Post

- Les candidats à la primaire adressent un ultimatum à Sarkozy - Reuters

- Les six affaires qui pèsent sur le couple Balkany - LeFigaro.fr

- Selon Marine Le Pen, son père «préfère faire mourir le FN pour exister» - 20minutes.fr

Eh ben qu'ils crèvent... ensemble !

Dans la rubrique, ils ont un sexe à la place du cerveau. Pas vraiment excitant ou bandant leur vieux monde pourri !

- Vers la commercialisation d'un « Viagra pour femmes » aux Etats-Unis - LeMonde.fr

Le Flibanserin est destiné aux femmes non-ménopausées souffrant d'une baisse du désir sexuel. LeMonde.fr 04.06

On aurait pu titrer : Les féministes en chaleur ! Ce que j'en pense ? Trop frustrées à mon goût, je fais un blocage !

En gros, avec la décomposition accélérée de tous les rapports dans la société au profit d'un individualisme décomplexé et d'un égoïsme exacerbé qui sont l'expression d'une ambition débridée encouragée par la vénalité de l'exécutif et du patronat qui montrent l'exemple, il reste peu de place pour les relations amoureuses battues en brèche par le besoin urgent de satisfaire ses désirs ou pulsions en recourant à n'importe quel moyen, y compris artificiel quitte à ne tirer qu'un plaisir éphémère ou superficiel de rapports frelatés dépourvus de sentiments.

Le sexe doit devenir un vulgaire produit de consommation courante ou une marchandise comme une autre, qui à ce titre doit dégager du profit puisqu'adossé au marché par le biais des trusts pharmaceutiques et de l'industrie du sexe ou pornographique florissante, ce qui permet de généraliser la prostitution des hommes et des femmes qui jusqu'à présent était pratiquement exclusivement réservée aux membres de la classe dominante, et de leur ressembler moralement sans en partager les privilèges évidemment, au point d'en arriver à se demander ce qui les distingueraient encore des (autres) animaux guidés de préférence par leur instinct.

Ce qui nous amène à dire qu'ils ne visent pas la satisfaction sexuelle de la population, dont ils ne se préoccupent pas davantage que ses autres besoins, mais plutôt sa déchéance sociale au point de créer une situation où l'indifférence ou le mépris sont la norme ou ont valeur de vertus à travers un acte bestial.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet. Par exemple, lorsque l'attirance sexuelle de votre partenaire a disparu, ce n'est pas une pilule que va la faire revenir ou plutôt, les sentiments que vous aviez pour lui et que la routine de l'existence ou les difficultés de l'existence ont ruinés ou épuisés. C'est vouloir agir sur les conséquences d'un problème à défaut de pourvoir atteindre ses origines et y remédier, autrement dit s'accommoder de rapports qui se sont dillués ou décomposés au fil du temps.

Intox et contrevérités. Juge et partie, c'est mieux ainsi.

- Risque limité de la fracturation hydraulique pour l'eau potable - Reuters

La fracturation hydraulique n'a pas débouché sur une pollution à grande échelle et systématique de l'eau potable, estime l'Agence de protection de l'environnement (EPA) des Etats-Unis.

Publiant jeudi une étude demandée par le Congrès et réalisée sur cinq ans, l'agence décèle quelques risques pour les nappes phréatiques lorsque celles-ci sont de faible volume mais conclut que globalement cette technique de forage comporte peu de risques de pollution. Reuters 04.06

Elle ne pose pas de problème lorsqu'elle a lieu loin des habitations, mais dès qu'elle s'en rapproche elle fait l'objet de centaines de plaintes aux Etats-Unis. Chut !

ACTUALITE EN TITRES

Grande braderie : Tout est à vendre !

- Londres veut privatiser à 100% Royal Mail - Reuters

- TAP Portugal: le gouvernement défie la justice et poursuit la privatisation - AFP

Quand l'empereur complote.

- Obama a donné les pleins pouvoirs à la NSA pour faire la chasse aux hackers étrangers - AFP

- Etats-Unis : Obama a étendu en secret la surveillance d'Internet - LeParisien.fr

L'info à ne pas retenir.

- Etats-Unis: des parlementaires critiquent le président chinois sur les droits de l'Homme - AFP

A lire le titre on se dit : Houlala, c'est sérieux, les parlementaires américains se mobilisent aussi contre la Chine...

En réalité il s'agit de deux parlementaires ! Mais pour l'Agence Française de Propagande cela mérite un article, à croire qu'ils n'avaient rien d'autres hier à se foutre sous la dent contre la Chine.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

1- Les "Zelzal" yéménites frappent Zahran - french.irib.ir

En représailles des raids aériens sauvages de Riyad contre les zones d'habitation, au Yémen, l'armée yéménite a tiré plusieurs missiles "Zelzal" contre la ville de Zahran, en Arabie saoudite. Selon Al-Massira, les forces de l'armée yéménite, secondées par les comités populaires, ont pris pour cible de leurs missiles "Grad" et "Zelzal" une localité, dans le Sud de la province d'Assir à Zahran. Les missiles Zelzal ont été tirés en direction d'une base militaire, à Al-Hamam, près du point de passage de Alab.

Des militaires saoudiens ont été blessés, à la suite de cette attaque, selon les sources locales, au Yémen. La chaîne yéménite, Al-Massira, a diffusé, en début de semaine, des images mettant en scène les missiles locaux yéménites, "Zelzal". Ces images ont fait fuir les habitants des régions saoudiennes d'Al-Khojara, d'Al-Tawal, et d'Al-Hassira, qui craignent des missiles yéménites. french.irib.ir 04.06

2- Yémen : les soldats saoudiens se sont évadés d'une base frontalière - french.irib.ir

Suite à l'attaque lancée par l'armée yéménite, les militaires saoudiens, stationnés dans une base frontalière, ont pris la fuite.

La chaîne libanaise, Al-Manar, a rapporté que l'armée yéménite et les forces des comités populaires ont attaqué, jeudi, la base militaire saoudienne d'Al-Shabakeh, à la frontière entre les deux pays. Les soldats saoudiens ont tous pris la fuite, et ont évacué leur base.

Auparavant, l'armée yéménite et les forces populaires avaient détruit deux chars d'assaut de l'armée saoudienne, dans la base de Jallah.

Selon une autre dépêche, les forces tribales yéménites ont mené des attaques successives contre le centre militaire d'Al-Radif, dans une zone frontalière de la province saoudienne de Jizan, et ont détruit, totalement, cette base.

Les forces, qui soutiennent le Président démissionnaire et en fuite, Abd Rabbo Mansour Hadi, ont exécuté, sommairement, 12 civils yéménites, dans la province de Shabwa. Ces individus avaient été accusés d'avoir coopéré avec l'armée et les forces populaires. french.irib.ir 04.06

3- Les Houthis du Yémen iront à la conférence de paix de l'Onu - Reuters

Les Houthis participeront à la conférence de paix sur le Yémen qui doit s'ouvrir le 14 juin à Genève sous l'égide des Nations unies, a annoncé jeudi un représentant de la milice chiite.

Les Houthis ont fait cette annonce alors que selon l'agence de presse Saba, qu'ils contrôlent, les bombardements aériens de la coalition arabe ont fait 58 morts en deux jours, dont 48, en grande majorité des femmes et des enfants, dans une province frontalière de l'Arabie saoudite. Reuters 04.06

ECONOMIE

Grèce

- En pleines négociations avec ses créanciers, Athènes reporte ses paiements au FMI - AFP

Le gouvernement grec a reporté au 30 juin, soit à l'expiration du plan d'aide internationale à la Grèce, le remboursement des sommes qu'elle doit ce mois-ci au FMI, ce qui lui permet de gagner du temps pour se mettre d'accord avec ses créanciers.

"Les autorités grecques ont informé jeudi le Fonds monétaire international (FMI) qu'elles allaient regrouper les quatre échéances de juin en une seule, qui est maintenant celle du 30 juin", a indiqué le porte-parole de l'institution, Gerry Rice, à Washington.

Faisant usage d'une clause du règlement du FMI, rarement appliquée, en vertu de laquelle les pays membres peuvent regrouper des versements de courte durée "en un seul", Athènes doit ainsi rembourser le 30 juin, 1,6 milliard d'euros au total.

Initialement, la Grèce devrait rembourser 300 millions d'euros au FMI dès vendredi avant un deuxième versement le 12 juin de 340 millions d'euros et les deux derniers, les 16 et 19 juin, de 567 et 340 millions respectivement. AFP 04.06

Haut de page

Le 6 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 24 articles. On nettoiera la page d'accueil plus tard.

N'allez pas croire que je serais pris par un enthousiasme béat pour l'ouvrage de Daniel Audoux *L'Actualité du trotskysme*, ne connaissant pas son auteur et ne pouvant pas accéder à l'intégralité de son livre.

Les 20 premières pages que j'ai pu lire uniquement laisse à penser qu'il s'agirait d'un dirigeant du courant communiste internationaliste ou trotskyste du POI, dont je n'ai jamais lu le moindre article publié sans doute sous un pseudonyme, à moins qu'il s'agisse d'un dirigeant d'un groupe de militants trotskystes issu du PCI ou du PT, je n'en sais rien. Sur Internet, apparemment aucun parti ne le mentionne, comme s'il s'agissait d'un ouvrage d'un militant isolé ? C'est le genre de mystère qui prête à confusion que l'on déteste.

La moindre des choses aurait été de fournir une notice biographique sommaire en début d'ouvrage ou sur Internet, afin que les lecteurs puissent cerner rapidement la personnalité de l'auteur, ce qui pouvait leur en facilité la lecture ou la compréhension, c'est ce que fait par exemple un professeur de français avec ses élèves au collège

Si cet ouvrage devait servir à justifier la politique opportuniste du POI ou l'actualité du *Programme de transition* rédigé par Trotsky en 1938, il ne fallait pas se donner autant de peine, car on se demandera pourquoi ces trotskystes n'ont-ils pas réussi à convaincre davantage de travailleurs ou militants de les rejoindre et ont failli sur l'essentiel en étant incapables au bout de 70 ans de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire. Et ce n'est certainement pas en utilisant les mêmes tournures d'esprit ou l'emploi des mêmes formules (le recours au syllogisme ou à l'auto persuation) employées par ces dirigeants pendant toutes ces décennies avec le succès que l'on sait et que l'on réprouve qu'on y arrivera.

A notre avis, la situation née au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis après l'implosion de l'URSS qui devait coïncider avec la montée en puissance de l'UE, exigeait de concevoir une évolution des rapports à avoir avec les différents acteurs politiques, dont la classe ouvrière, et de modifier notre conception de la lutte de classes en intégrant les profondes transformations qu'avaient subies la société et le monde, dont le capitalisme mondial à partir des années 70, puis 90, tout en restant fidèle à nos principes et au léninisme, ce qui n'a rien à voir avec un parti du type de la SFIO qui a fait faillite, alors que le parti bolchevik fut trahi par Staline, ce qui n'est pas du tout la même chose, ou les références à Jaurès qui incarnera la négation du marxisme.

Je ne peux pas trop m'avancer ou en dire davantage en étant réduit à lire 20 pages sur 344 !

De toutes évidences, tant par la forme que par la terminologie employée, il est destiné exclusivement à une élite intellectuelle ou à des militants trotskystes principalement qui n'appartiennent pas au courant politique de l'auteur, ils en existent au NPA, à LO et dans différents groupes ou diverses organisations.

Ce qui fait le plus défaut aujourd'hui, c'est un manuel de la lutte de classe destiné à l'ensemble des travailleurs, simple, clair, concis, avec un minimum de citations, etc. conçu à partir de la méthode employée par Marx et Engels pour rédiger leurs ouvrages, ce qui n'est pas le cas ici.

On y reviendra peut-être plus tard.

Argument. Le takfiris ou la milice fasciste du sionisme israélo-saoudien, bras armé de l'Otan destructeur de la civilisation humaine.

Lu dans deux articles. Un constat que personne ne peut nier.

1- Les Al Qaïda et l'autoproclamé « Etat islamique » (EI/ Daesh) – faut-il s'étonner que Daesh qui a détruit en Irak et en Syrie les assises des civilisations anciennes, ne s'en prend ni à Israël, ni aux Etats-Unis ? – semblent avoir eu pour mission de renvoyer les Arabes à la période de la Jahiliya. Comment peut-il en être autrement quand ces groupes terroristes s'attaquent aux seuls pays arabes ayant fait de la modernité leur credo ?

2- A l'instar de la mosquée de l'Imam Al-Hadi, un des fondateurs de l'Etat zaydite au Yémen, les autres mausolées et édifices religieux historiques ont aussi été totalement démolis par les raids saoudiens.

L'Arabie Saoudite aura détruit en six semaines plus de mosquées qu'Israël pendant près de soixante ans !

ACTUALITÉ DU JOUR

PS. Tartufferies. Ils roulent tous pour Valls.

(Tartufe ou tartuffe ou une fantaisie de la langue fançaise. Suggestion. On pourrait écrire tartufe avec un seul F quand on n'assume pas son hypocrisie, et tartuffe avec 2 F quand on l'assume pour bien marquer le coup, par fierté par exemple!)

- Congrès PS: à Poitiers, la question de la primaire est loin d'être réglée - huffingtonpost.fr

C'est lui (Hollande - ndlr) le grand absent du congrès socialiste. Cela n'empêche pas le chef de l'Etat d'être omniprésent.

Et plus que de François Hollande, c'est de sa candidature en 2017 qu'il est question. S'il veut se représenter -ce qui fait de moins en moins de doute- le président sortant doit-il passer par une primaire comme en 2011?

Le sujet d'autant plus dans l'actualité qu'un sondage publié ce vendredi par Le Figaro révèle qu'une large majorité de sympathisants socialistes sont favorables à l'organisation d'une primaire.

Dans le camp majoritaire, on s'en tient aux déclarations du premier secrétaire qui renvoie le débat à l'automne 2016. C'est à cette date, et pas avant, jure Jean-Christophe Cambadélis, que sera tranchée la question d'organisé ou non une primaire.

Et quand bien même le sondage du Figaro désigne le premier ministre comme candidat préféré, le député de l'Essonne Carlos Da Silva, un porte-parole du PS et lieutenant de Manuel Valls, affirme que "François Hollande est le candidat naturel de notre famille". Circulez, il n'y a rien à voir. "Il n'y aura pas de primaire pour 2017 car l'action du gouvernement va réussir et dans ce cas, François Hollande sera notre candidat", martèle-t-il.

Mais, ne pas organiser de primaire, cela signifie revenir sur les statuts du partis qui en prévoient une depuis l'automne 2012. Aucune précaution n'a été prise dans le cas où le PS aurait un président sortant, candidat à sa succession. "Vous savez, en 2011, nous avons organiser une primaire alors qu'elle n'était pas dans les statuts alors en 2016 on peut très bien ne pas en organiser alors que nous les avons inscrites", affirme Carlos Da Silva.

Pas sûr, mais alors pas sûr du tout, que tout le monde l'entende de cette oreille. "Aux Etats-Unis, même le président sortant est confronté à une primaire, lance Yann Galut, porte-parole de la motion D. Les militants qui ont voté pour nous veulent une primaire et c'est une position que nous défendrons. Que François Hollande soit candidat ou pas, il en faudra une."

Pas question dès lors d'attendre l'automne 2016 pour se pencher sur le sujet. "C'est en mars-avril 2016 qu'il faudra trancher la question", assure Yann Galut. Même tempo et même intention pour les frondeurs. Christian Paul prend lui aussi le soin de préciser que la primaire fait partie des statuts du PS. "La primaire ne doit pas être un tabou. Cela peut être une excellente façon

pour toute la gauche de se réunir. " huffingtonpost.fr 05.06

Au PS, les statuts c'est comme les promesses électorales, ils sont faits pour être violés, on est ou on n'est pas démocrate, en fait on est libéral tout court.

Quand on lit ces différentes réactions, on ne peut s'empêcher de penser qu'en réalité la décision d'organiser ou non des primaires ou la désignation de leur candidat à la présidentielle qui sera le plus à même d'appliquer la stratégie politique néolibérale de l'oligarchie financière est prise ailleurs et que la direction du PS s'y soumet.

Finalement, que réclament les affairistes des motions minoritaire B et D, sinon de propulser Valls à l'Elysée en cas de primaires qu'ils réclament puisqu'il serait le mieux placé pour les remporter. C'est là qu'on s'aperçoit que l'existence de ces courants au sein du PS était une vaste supercherie.

En complément.

- Chez les sympathisants PS, «aucune fierté d'avoir élu François Hollande» - liberation.fr

Le taux de Français se déclarant proches du Parti socialiste a chuté de moitié depuis 2011, selon une étude de l'institut Harris Interactive. (En voilà une affaire ! Un cauchemar en réalité. - ndlr)

Le «grand parti de la gauche» a du plomb dans l'aile. Alors que le congrès de Poitiers s'ouvre ce vendredi dans l'indifférence générale, le pourcentage de Français se déclarant «proche» du PS est au plus bas depuis quatre ans, selon un sondage Harris Interactive : 14%, contre 23% en octobre 2011. (Pourvu qu'ils n'aillent pas voir ailleurs, qu'ils ne se posent pas trop de questions, qu'ils parviennent à comprendre ce qui se passe réellement ou le jeu de rôle des uns et des autres. Apparemment ce ne serait pas le cas, pour le moment, mais le fait que la question ne soit pas trancher définitivement les rend fébrile. - ndlr)

Les explications de Jean-Daniel Lévy, directeur du département Politique-Opinion chez Harris. (Extraits)

Cette désaffection des Français est-elle une spécificité socialiste ?

Elle est assez traditionnelle chez une formation politique au pouvoir. Ce qui frappe ici, c'est tout de même la chute de 50% du nombre de sympathisants par rapport à l'époque de la primaire citoyenne. Ainsi que l'absence du phénomène de vases communicants : autrement dit, les personnes qui se sont éloignées du PS ne se sont pas rapprochées pour autant des Verts ou du Front de Gauche. Au contraire, elles ont tendance à se déclarer sans aucune proximité. (C'est qu'elles cogitent, oui mais ce n'est pas bon, il faut éviter de penser... Si elles se détournent du PS, c'est qu'elles rejettent sa politique de droite, elles n'ont donc aucune raison de se tourner vers les autres partis qui gravitent autour ou ne proposent pas réellement ou sérieusement une autre politique, elles les assimilent à ce parti de droite sans aller juqu'à prendre conscience de leur véritable nature, mais la situation pourrait évoluer dans les mois qui viennent ce qui n'est pas vraiment rassurant pour les représentants du régime. - ndlr)

Quelles sont les raisons de cet éloignement ?

Il repose plus sur l'image de François Hollande que sur la politique menée par celui-ci. (Grotesque falsification de la réalité, car mêmes les travailleurs des couches supérieures jugent avant tout une politique et non une "image" que donnent celui ou ceux qui l'appliquent. On comprend pourquoi le directeur de Harris s'emploie à ménager Hollande, son président. - ndlr)

Quel est aujourd'hui le profil du sympathisant socialiste ?

C'est un ensemble plus masculin que l'ensemble de la population, plus fort chez les plus de 50 ans que dans la jeunesse, plus proche des catégories supérieures que des classes populaires. (Les "CSP+" ou les nantis qui n'ont aucune raison d'être de gauche ou qui par leur statut social sont subordonnés au régime ou liés à la classe des capitalistes. En fait ils représentent ou incarnent la véritable nature du PS. - ndlr)

Les sympathisants socialistes sont-ils favorables au libéralisme économique ?

Ils semblent approuver la chose, mais pas le mot. Le terme «libéralisme» provoque toujours des crispations. En revanche, la réduction des cotisations sociales, la politique pro-entreprise, le renforcement du rôle du privé… ne provoquent pas un tel rejet. En ce sens, le sympathisant socialiste ne se distingue guère du centriste. L'un des échecs de Mélenchon, c'est de ne pas avoir convaincu qu'une politique de gauche alternative existe. (Et pour cause, la sienne n'en était pas une, ni de gauche ni alternative ! - ndlr) liberation.fr 05.06

On en a confirmation immédiatement.

Les nantis penchent à droite, on le savait.

- 56% des Français préfèrent Bayrou à Sarkozy Reuters

- Près de six Français sur dix préfèrent Bayrou à Sarkozy Francetv info

C'est ce qu'indique un sondage Odoxa pour i-Télé et "Le Parisien / Aujourd'hui en France" publié vendredi. Cette avance est due en grande partie aux sympathisants de gauche. Francetv info 05.06

Parce que voyez-vous, pour ces "sympathisants de gauche" Bayrou serait plutôt de gauche, autant dire qu'ils sont de droite, non ?

L'Insee, un service de l'Elysée

- Touraine: "Conditions aujourd'hui réunies" pour une candidature Hollande en 2017 - AFP

Et demain ? Ils diront le contraire, peu importe.

Elle doit s'appuyer sur les statistiques du chômage au premier trimestre 2015 de l'Insee, selon lequel il aurait baisser de 0,1% avec une marge d'erreur de + ou - 0,3% comme le révèlait l'Insee lui-même avant-hier. (voir la causerie d'hier pour plus de détails)

Ne pas se fier aux apparences ou comment "faire gagner le PS", quelle noble préoccupation !

- Le député Christophe Cavard quitte EELV, un parti qui «va dans le mur» - 20minutes.fr

« Le seul sujet qui obsède les cadres, c'est de faire perdre le PS pour mieux se faire respecter », ce qui fait « gagner la droite et l'extrême droite », analyse-t-il. 20minutes.fr 05.06

Il vient du PCF, il est passé par EELV, et bien qu'il prenne sa carte du PS et la boucle sera bouclée.

Quand des syndicats sont Charlie ou affichent leur "fraternité" avec le régime.

Grille de lecture.

- Comment détourner l'attention des travailleurs du gouvernement.

Les syndicats font bloc contre le Front national - Reuters

Sept organisations syndicales ont lancé vendredi un appel commun à lutter contre le racisme, l'antisémitisme, le fondamentalisme, une initiative inédite inspirée par "l'esprit du 11 janvier" qui fait du Front national sa principale cible.

Le document, intitulé "Après le 11 janvier, vivre ensemble, travailler ensemble", porte la signature de la CGT, de la CFDT, de la CTFC, de la CFE-CGC, de l'Unsa, de la FSU et Solidaires. Force ouvrière ne s'y est pas associé.

"Le mouvement syndical porte des valeurs de fraternité, d'humanisme, et il nous a semblé que dans cette période troublée (...) c'était notre rôle de réaffirmer ensemble ces valeurs", a souligné Laurent Berger lors d'une conférence de presse. Reuters 05.06

Cette opération ne sert qu'à camoufler leur responsabilité, dans le fait que c'est leur refus d'affronter le régime et le gouvernement, de rompre avec eux qui est responsable de la montée de l'extrême droite.

Maintenant l'impossibilité de faire reculer le gouvernement sur toutes les mesures qu'il a été amené à prendre depuis 2012 ou l'échec de la politique de ces syndicats, il faut bien que quelqu'un en porte la responsabilité puisqu'eux de leur côté sont sincères et irréprochables, et devinez sur qui cela va tomber, les travailleurs évidemment, auxquels ils s'adressent dans cet appel, afin de leur "redonner confiance et espoir", car ils "craignent pour leur avenir", le cynisme est en prime.

- L'objectif rappelé plusieurs fois dans l'appel est de "barrer la route au populisme, aux idées d'extrême droite", ces "idées nauséabondes" qui parfois tentent "nombre de chômeurs et de chômeuses, de travailleuses et de travailleurs confrontés aux dures réalités du quotidien", peut-on lire. Reuters 05.06

Du fait qu'ils refusent d'affronter le gouvernement et de rompre avec le régime parce qu'ils ne sont pas leurs ennemis, les conduit à s'en trouver d'autres.

Leur objectif serait de faire en sorte que les travailleurs qui ont tous les défauts comme chacun devrait le savoir et si peu de qualités, se détournent des "idées nauséabondes" de l'extrême droite qui justement reposaient sur des thèmes qui ont fait l'objet d'une instrumentalisation sordide de la part de ces syndicats à la suite du PS et de la pseudo gauche et extrême gauche liés au régime.

On retrouve ici le même mécanisme que celui employé par le gouvernement, à savoir qu'ils dénoncent une situation qu'ils ont contribué à créer eux-mêmes, pour qu'on ne leur en attribue pas la responsabilité et se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, de véritables syndicalistes ouvriers. C'est le pyromane qui crie au feu si vous préférez, pour détourner l'attention sur d'autres personnes ou acteurs, ici les travailleurs qu'ils méprisent.

En complément dans le même registre.

- Nantes réinvente la démocratie participative - publicsenat.fr

Le débat sur la « démocratie participative » a refait surface cette semaine. Dans certains territoires, des élus n'ont pas attendus pour questionner et réinventer leurs pratiques politiques. publicsenat.fr 05.06

Dans quel but politique ? Voyons, ramer pour le régime.

- Johanna Rolland, maire de la ville de Nantes : C'est un moyen parmi d'autres de reconquérir les citoyens qui doutent des pratiques politiques. publicsenat.fr 05.06

En d'autres termes, associer les travailleurs à la politique d'austérité mise en oeuvre par les élus du PS et ses alliés et satellites, la collaboration de classes ou le corporatisme. Quel meilleur moyen existerait-il pour s'accommoder du régime en place au lieu de le combattre que participer à la gestion de la société ?

En famille. Ils sont soumis à la troïka.

- Podemos expose son projet économique au FMI - LeMonde.fr

La rencontre de vendredi a eu lieu à la demande du FMI et s'inscrit dans le cadre d'une série de contacts de l'organisme international avec différents partis politiques. LeMonde.fr 05.06

Dans un contexte marqué par une confusion politique quasi inextricable que les uns et les autres entretiennent à merveille, éclot spontanément un parti qui à peine quelques mois plus tard se retrouve aux portes du pouvoir... Franchement, il faut être naïf ou idiot pour ne pas comprendre que seule la classe dominante à les moyens de réaliser un tel exploit.

Podemos, tout comme Syriza, sert de soupape de sécurité au régime pour faire baisser la pression qui pèse dangereusement sur lui et qui risque à tout moment de devenir incontrôlable et explosive ou de l'emporter, alors elle préfère l'instrumentaliser ou l'accompagner pour qu'il accomplisse au mieux sa mission conformément à ses besoins.

- Alexis Tsipras veut le retrait des propositions "absurdes" - Reuters

Alexis Tsipras a déclaré vendredi que son gouvernement ne pouvait accepter les propositions "absurdes" et "irréalistes" qui lui ont été présentées cette semaine les créanciers de la Grèce et a dit vouloir croire à leur retrait.

"Les propositions présentées par les créanciers sont irréalistes", a affirmé le Premier ministre grec devant le Parlement. "Le gouvernement grec ne peut pas accepter des propositions absurdes."

Alexis Tsipras a néanmoins estimé qu'en dépit de ce qu'il a qualifié de "recul dans les négociations", Athènes, l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) étaient "plus proches que jamais d'un accord" -- à condition que la proposition "réaliste" de son gouvernement, qui répond selon lui aux attentes des créanciers, soit prise en considération.

La Grèce a besoin d'un accord qui mette fin aux spéculations sur son éventuelle sortie de la zone euro, a insisté le Premier ministre.

Pour un responsable grec, la proposition présentée cette semaine par les créanciers "contourne les négociations menées depuis quatre mois et nous ramène au programme de renflouement qui a été rejeté lors des élections du 25 janvier".

Interrogé par la BBC, le ministre de l'Economie, George Stathakis, a réaffirmé dans la matinée que "le gouvernement grec ne (pouvait) pas accepter les nouvelles propositions mises sur la table".

A ses ministres, Alexis Tsipras, qui doit composer avec l'aile radicale de son parti, avait déclaré qu'il ne pouvait pas accepter les "propositions extrêmes" qui lui ont été soumises à par l'UE et le FMI.

Les propositions de l'UE et du FMI, qui réclament notamment que Tsipras s'engage à réduire les dépenses de retraite, à réformer le marché du travail et à poursuivre un programme de privatisations, ont suscité un tollé dans les rangs de Syriza car elles franchissent les "lignes rouges" tracées par Athènes pour ces négociations. Reuters 05.06

Syriza fait face à un dilemme qui ne peut se résoudre que par sa capitulation totale devant la troïka ou par sa rupture avec elle, rupture inenvisageable ou alors pour appliquer la même politique sous un autre masque, c'est possible. Ce qui explique que rompre avec l'UE et le FMI est insuffisant ou ne garantit pas automatiquement un changement de politique contrairement à la liquidation des institutions nationales qui servent à justifier et légitimer juridiquement l'existence du régime capitaliste et pourrait ouvrir la voie à un véritable changement de régime. Or Syriza s'est fondu dans les institutions réactionnaires en place au lieu de les liquider indiquant par là pour le compte de quelle classe il entendait gouverner.

La question qui doit être posée est : Quelle est la nature du régime en vigueur, et au-delà qui détient réellement le pouvoir, qui gouverne et pour qui ?

ACTUALITE EN TITRES

Les Républicains de bazar.

- Guaino : «Le terrorisme des bien-pensants est une calamité» - LeFigaro.fr

- Rachida Dati tacle les «petits merdeux de journalistes» - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

1.1- Netanyahu, en colère contre la France - french.irib.ir

Le Premier ministre du régime sioniste a demandé au gouvernement français de condamner le boycott, par une compagnie française, du régime sioniste.

Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a appelé le gouvernement français, jeudi 4 juin, à se démarquer de la décision "malheureuse" de l'opérateur de téléphonie Orange de se désengager, progressivement, d'Israël. "J'appelle le gouvernement français à, publiquement, rejeter les déclarations et les agissements malheureux d'une compagnie, dont il est, en partie, le propriétaire", a demandé Benyamin Netanyahu, dans un communiqué.

La polémique n'a cessé d'enfler, en Israël, après l'annonce, la veille, au Caire, par le PDG d'Orange, Stéphane Richard, de "l'intention" de mettre fin au contrat le liant à Partner, qui peut utiliser sa marque. Cinq ONG et deux syndicats avaient appelé Orange, fin mai, à annoncer son désengagement et à "dénoncer les atteintes aux droits humains commises par Partner". Selon leur rapport, Partner, en fournissant ses services, dans les colonies, contribue à leur maintien. french.irib.ir 04.06

1.2- Quand Israël reconnaît son ingérence, en Syrie - french.irib.ir

Le ministre de la Guerre du régime sioniste a reconnu l'ingérence de l'armée, dans les évolutions de la guerre, en Syrie.

"Pour Israël, la Syrie et le Liban constituent un seul champ de bataille", a déclaré, jeudi, au quotidien américain, "Washington

Post", Moshe Yaalon, le ministre de la Guerre du régime sioniste, tout en reconnaissant l'ingérence d'Israël, dans les évolutions syriennes.

Le régime sioniste est considéré comme le soutien important des groupes terroristes, en Syrie et en Irak. Depuis le début de la crise syrienne, ce régime n'a pas cessé d'aider et de secourir les terroristes. Il soigne les terroristes blessés, leur envoie des armes et participe à leur formation.

"A chaque fois que les forces syriennes sont sur le point de remporter la victoire sur les terroristes takfiris, la force aérienne israélienne intervient et prend pour cible les positions des forces syriennes", a affirmé Bachar al-Assad, le Président syrien. french.irib.ir 05.06

2- Liban

- Liban: de nouveaux exploits du Hezbollah, à Erssal - french.irib.ir

Au Liban, les combattants du Hezbollah sont arrivés à prendre le contrôle de 50 kilomètres carrés de la localité d'Erssal.

Selon l'agence de presse Tasnimn citant Al-Manar, suite aux exploits remarquables des forces de la Résistance libanaisen dans des localités d'Erssal, la région d'Al-Rahwa, la plus importante base du groupe terroriste Al-Nosra, a été témoin de la fuite en masse des éléments terroristes vers Wadi Al-Khail, située dans le mont d'Erssal. La Résistance libanaise a pris pour cible de son artillerie un véhicule militaire du Front Al-Nosra, qui fuyait, depuis Al-Rahwa, dans le Sud d'Erssal. Le véhicule a été, entièrement, détruit, et toutes les personnes, à son bord, ont été tuées.

Par ailleurs, les combattants du Hezbollah libanais ont libéré, jeudi, 50 kilomètres carrés du Sud d'Erssal, situés dans la chaîne de montagne d'Al-Charqiya. Ils ont, également, pris le contrôle des collines de cette région. Les forces du Hezbollah ont, de même, récupéré des points de passage illégaux, comme Al-Rahwa, Wadi Al-Darb, Wadi Atneyne et une partie de Wadi Al-Khil. Le point de passage Wadi Al-Darb est important, parce qu'il fait partie des principales voies de circulation des voitures piégées appartenant aux terroristes du Front Al-Nosra.

La Résistance contrôle, aussi, Wadi al-Rayane, et elle s'approche du siège de l'armée libanaise, dans le Nord de Wadi Ayane. french.irib.ir 05.06

3- Yémen

- Yémen: 90 personnes tombent en martyre dans les frappes saoudiennes contre Saada - french.irib.ir

90 personnes dont une vingtaine d'enfants ont trouvé le martyre, tués dans les raids aériens saoudiens contre le Yémen.

Selon le site web de l'agence d'information "Al-Yaman alaan", les avions agresseurs de l'Arabie ont bombardé vendredi avant midi Sanaa et d'autres provinces du Yémen dont Hijja, Zamar, Shabva et Taez. Les chasseurs saoudiens ont aussi bombardé des villages à Hamdan, dans le nord-ouest de Sanaa. A Zamar, les avions saoudiens s'en sont pris à Darab dans le nord de la ville, où ils ont sauvagement bombardé les facultés de la sociologie et de polytechnique, ingligeant d'importants dégâts matériels à ces bâtiments, sans compter les pertes en vie humaine et les blessés.

De même, les agresseurs saoudiens ont bombardé le nouvel hôpital d'Atiq et quelques zones d'habitation, dans l'Est de Zamar. A Aden, les chasseurs saoudiens et les hélicoptères Apache ont visé plusieurs endroits.

L'ONU a estimé à plus d'un million de personnes, le nombre des réfugiés yéménites , ayant quitté leur foyer depuis le début de l'agression saoudienne, nombre qui ne cesse d'augmenter. french.irib.ir 05.06

4- Erythrée

- Le président érythréen critique, vertement, les "subterfuges" des Américains - french.irib.ir

Le président érythréen s'en est pris, violemment, à des puissances étrangères, dont les Etats-unis, lors des récentes célébrations de l'indépendance, selon un document, révélé jeudi, par la mission permanente du pays, auprès de l'Union africaine.

Le discours, prononcé dans la capitale, Asmara, le 24 mai, a critiqué les "subterfuges insignifiants" et "incessantes provocations" de pays étrangers, qui cherchent à ébranler l'Erythrée, tandis que le pays célébrait le 24e anniversaire de son indépendance, ainsi que l'anniversaire de son Président, Isaias Afwerki, qui règne d'une main de fer.

"Certains pouvoirs, motivés par la cupidité et la domination, et conduits par les Etats-Unis, ne cessent de nous harceler et de vouloir faire capoter nos efforts, pour édifier notre nation, dans un environnement serein et stable", a déclaré Afwerki, devant un stade comble.

Il a, ensuite, blâmé les Etats-Unis, pour les décennies de conflits ayant déchiré une série de pays, dont l'Egypte, la Libye et le Yémen, accusant la superpuissance d'avoir "provoqué des tensions, dans le Bassin du Nil, avec des intentions cachées", et d'avoir "couvé et déployé des organisations terroristes, sous différentes étiquettes, pour ajouter du chaos et de la destruction au chaos et à la destruction".

M. Afwerki a conclu son propos avec un vibrant appel: "Gloire à nos martyrs, qui ont fait de l'indépendance une réalité! Victoire au peuple!". french.irib.ir 05.06

A n'en pas douter, le prochain président d'un Etat souverain à éliminer pour les Américains...

Haut de page

Le 7 juin 2015

CAUSERIE

Pas de causerie aujourd'hui. Ce matin j'ai fait un peu de ménage dans le disque dur et dans les fichiers du portail qui en avaient bien besoin. Cet après-midi on va bosser à la maison.

Le 77e congrès du PS : un non-évènement !

Les militaires saoudiens doivent rouler en Ferrari et avoir une vie d'oisifs, aussi ne sont-ils pas très motivés pour affronter au corps à corps les Yéménites qui n'ont rien à perdre, et désertent en masse ou préfèrent prendre la fuite !

La Grèce et l'Ukraine au bord de la banqueroute...

Les oligarques anglo-saxons-sionistes ne sont pas forcément des "***gens de bon sens***", ils l'ont déjà prouvé à deux reprises au cours du XXe siècle.

- Vladimir Poutine : "les gens de bon sens ne peuvent pas imaginer un conflit militaire d'ampleur aujourd'hui" - atlantico.fr 06.06

La troisième guerre mondiale, ce n'est pas pour aujourd'hui : selon le président russe Vladimir Poutine, la Russie ne constitue pas une menace pour l'Occident. "Je voudrais dire qu'il n'y a pas besoin d'avoir peur de la Russie", a-t-il déclaré au Corriere della Sera.

"Le monde a tellement changé que les gens de bon sens ne peuvent pas imaginer un conflit militaire d'ampleur aujourd'hui", assure le président russe.

"Seulement une personne malade, et encore pendant son sommeil, pourrait imaginer que la Russie attaque soudainement l'Otan", ajoute--t-il. En tout état de cause, "nous avons d'autres choses à faire, je peux vous l'assurer", souligne le maître du Kremlin.

D'autre pays pourraient avoir intérêt à exagérer la menace russe, a-t-il dit, en expliquant qu'hypothétiquement les Etats-Unis pourraient avoir besoin d'une menace extérieure pour maintenir leur leadership au sein de la communauté atlantique. "L'Iran n'est évidemment pas assez dangereux ou assez grand pour ça", a noté le président russe. Les pays membres de l'Otan ont des dépenses de défense 10 fois plus importantes que la Russie, a-t-il poursuivi, ajoutant que le budget militaire américain était le plus élevé de la planète. Atlantico.fr 06.06

La suite demain.

Haut de page

Le 8 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h30. 37°C trop chaud pour bosser chez moi ou m'adonner à des travaux manuels, du coup on a ajouté 24 articles.

Le Comité Valmy a lancé une initiative dont l'objectif n'est pas seulement la sortie de l'Otan mais sa dissolution.

- Pour la dénonciation par la France du traité de l'Atlantique Nord et le retrait de ses Armées du commandement intégré - Appel pluraliste - comite-valmy.org 07.06 (publié par Le Grand Soir)

Cet article est en ligne à la rubrique politique. Cependant au moins un passage dans leur appel nous gêne, quand ils écrivent : "*Il est grand temps que la France recouvre la souveraineté de ses décisions et la liberté de choisir ses partenaires en conformité avec sa philosophie et les intérêts du peuple français.*", alors qu'à notre connaissance parmi ceux qui ont été au pouvoir dans le passé jusqu'à nos jours tous gouvernements et partis confondus y ayant participé, jamais ils ne se soucièrent des "*intérêts du peuple français*", formule que nous laissons à ses auteurs, et encore moins ceux des masses exploitées, puisqu'ils incarnèrent uniquement les intérêts de la classe qui n'a jamais non plus cessé de détenir le pouvoir, celle des capitalistes, seuls le lutte de classe du prolétariat et les besoins spécifiques des capitalistes dans un contexte donné ont été à l'origine du progrès social ou des droits acquis ou concédés aux travailleurs, le terrain sur lequel nous menons notre combat pour ne pas confondre les intérêts de notre classe avec ceux de notre ennemi qui se cachent dans la formule des "*intérêts du peuple français.*", variante du sulfureux intérêt général qui relève de l'imposture car il sert en définitif à camoufler les intérêts de la classe dominante.

N'étant pas tenu à nous positionner sur un autre terrain que celui de notre classe ou à adopter (aveuglément) celui des auteurs de cet appel ou au contraire à le rejeter par pur dogmatisme, ne nous tenant pas engagé à adopter l'intégralité du contenu de leur appel, compte tenu que peu de travailleurs réalisent ou ont conscience de cette distinction, et conservant par ailleurs notre entière liberté de parole et d'action, face au consensus qui existe entre tous les partis institutionnels de l'extrême droite à la pseudo-gauche de la gauche qui se réclament de l'Otan à l'heure où elle guerroye en Ukraine et au Proche-Orient et menace dangereusement la paix en Europe et dans le monde en recourant à une propagande et à une politique belliqueuse ou provocatrice envers la Russie et la Chine notamment aux conséquences qui peuvent devenir incontrôlables et dévastatrices pour tous les peuples ou la civilisation humaine, en tenant compte des réserves explimées précédemment il semble correcte de soutenir toute initiative politique tournée contre les va-t-en-guerre de l'Otan afin de briser le consensus dont fait l'objet l'Otan ou le bras armé de l'oligarchie financière qui domine le monde et le conduit tout droit à l'abîme si nous ne parvenons pas à les stopper à temps, ajoutons, sachant que tout coup porté à ce consensus aurait une répercussion politique et sociale à tous les niveaux de la lutte des classes, puisqu'il est indispensable à tous les gouvernements des pays qui composent l'Otan et bien au-delà pour mener à bien leur politique réactionnaire tournée contre les travailleurs, antisociale, néoibérale.

Cette position est discutable.

En Italie un appel similaire a été lancé il y a quelque temps, j'ignore où il en est. Si vous avez des infos sur ce sujet vous pouvez nous les communiquer et nous les publierons.

La causerie du matin.

Une galère. Ma machine à laver est tombée en panne et je dois essayer de la réparer.

Rien à ajouter.

Parole d'internaute.

Face au constat que la majorité de la population rejette sa politique ultra réactionnaire, le PS crée son propre institut de sondages afin de faire croire le contraire et mieux manipuler les consciences.

- "*Pourquoi la vérité sur Odoxa ne reste pas? ils ont possibilité de sévir sur le net? Vous avez dû remarquer que ces derniers temps, pas mal de sondages sont donnés concernant les futurs primaires des Républicains (il faut que je m'y fasse !), des potentiels candidats aux futures présidentielles, etc.*

Vous avez aussi dû remarquer que les résultats sont plus que surprenants: Bayrou qui serait plus plébiscité que Nicolas Sarkozy, Hollande qui pourrait presque gagner s'il se représentait, l'économie en France et le moral des citoyens qui remonteraient, etc.

Or, la très grande majorité de ces sondages ont un point commun (et pas des moindre): la société qui les fait et qui les publie. A savoir Odoxa. Société quasiment inconnue il y a quelques temps encore, elle prend un engouement rarissime sous la houlette de son PDG, Gael Sliman, ainsi que de l'ensemble de l'exécutif dont son Directeur d'Etudes, Emile Leclerc.

Qu'ont donc ces personnes, et cette société, pour s'intéresser d'un peu plus près à eux ? Plusieurs éléments. En 1er lieu, Gael Sliman fait partie des électeurs assumés de François Hollande. Fait déjà important en soit pour souligner un certain parti prit dans ses actions, multiples, au sein de plusieurs médias Français: Le Monde, Le Point, Le Parisien, l'Obs, etc, tous portés à Gauche sans aucune exception. Ensuite, la société a été crée en aout 2014 (source SOCIETE.COM), n'emploie aucun salarié mais tourne à plein régime...pour des sondages ! Vu la guerre sur le marché de ce type de "service", par quel "miracle" une société aussi jeune obtient-elle autant de contrats auprès de médias tels qu'elle peut déjà se le permettre ? Ils ont leurs sociétés de sondages, rodées, fiables et rompues à cet exercice depuis de nombreuses années déjà. Serait-elle moins onéreuse ? J'en doute... ça se saurait vite et ODOXA aurait déjà eu quelques critiques dans ce cas. Aurait-elle un passe droit quelconque ? Plus plausible déjà, mais dans ce cas en échange de quoi ? Et les sondages, si avantageux dans un sens bien défini, prendraient alors tout leur sens !

Alors, où cela me mène t-il ? Très simplement à un questionnement: nous voyons tous avec quelle dextérité la Justice s'est accaparée du dossier sur les sondages commandités par l'ex UMP à la société de Patrick Buisson. Alors, avec tout autant de discernement, est-il possible que tous ces sondages, arrivant à point nommé, ne soit pas l'oeuvre du PS (en sous marin)...ou de bien plus haut, pour redorer le blason bien terne d'un président qui n'en a jamais eu l'étoffe ?! Je parierais fortement là-dessus."

ACTUALITE EN TITRES

En famille. La majorité des travailleurs rejettent l'ensemble des partis institutionnels.

- Pour les Français, aucun parti politique ne comprend les problèmes du pays - L'Express.fr

Dans une étude réalisée par BVA, publiée ce dimanche, les Français estiment qu'aucun des partis politiques ne comprend les problèmes du pays. Les formations de gauche récoltent les plus mauvais scores.

Les partis politiques ne comprennent pas "les problèmes" de la France, selon un sondage BVA pour Orange et iTélé publié dimanche. Quand on demande aux Français: "Estimez-vous que ce parti comprend bien les problèmes qui se posent en France?", en désignant huit partis politiques (UDI, MoDem, Les Républicains, FN, PS, PG, EELV et PCF), une majorité de sondés -entre 49% et 76%- répond: "non plutôt pas".

C'est l'UDI (Union des démocrates et indépendants) qui remporte le meilleur score (46% de "oui plutôt"), devant le MoDem (38%), le podium est complété par Les Républicains (ex-UMP) (36%). Le FN arrive en quatrième position avec 33%.

A ce petit jeu du classement, les partis de gauche sont les grands perdants puisqu'ils se trouvent tous derrière. Le PS s'en sort le mieux (26%), suivi par le PG (25%), EELV (22%), PCF (19%). L'Express.fr 07.06

En complément.

- Les Français ont une mauvaise image du PS, selon un sondage - Francetv info

Alors que le PS est en plein congrès à Poitiers, l'image du Parti socialiste demeure négative aux yeux des Français, selon un sondage Ifop publié dimanche 7 juin dans Dimanche Ouest-France. Trois Français sur quatre considèrent que le PS est éloigné de leurs préoccupations. Par ailleurs, ils ne sont que 24% à penser que ce parti possède un projet pour la France et 23% à juger que le PS est constitué de dirigeants de qualité. Francetv info 07.06

Contorsionnisme.

Peut-il être autre chose ?

- Alors, de droite le PS ? Pas tout à fait selon les militants - Public Sénat

Comment pourraient-ils estimer que le PS serait de droite tout en clamant qu"ils se sont de gauche, un peu de sérieux...

... La preuve que non :

- Matthias Fekl : «Le social-libéralisme condamne la gauche» - Liberation.fr

... Il faut l'assumer...

- Congrès PS: «Etre militant socialiste de nos jours, c'est très dur» - 20minutes.fr

Il est vrai qu'il faut avoir subi un profond lavage de cerveau ou être une ordure pour militer pour plus de régression sociale, plus d'inégalités, plus d'injustices, toujours moins de démocratie et plus de guerres au nom du socialisme.

...ils vont encore avoir l'occasion de le démontrer prochainement...

- "Nous devons continuer à réformer. Il n'y aura pas de pause" (Manuel Valls) - La Tribune

- Loi Macron: Valls n'exclut pas le recours au 49-3 - AFP

... ils sont les champions de la prostitution...

- Congrès du PS: des délégués circonspects et soucieux de réalisme - AFP

- Christian Paul: le PS "ne doit pas s'endormir, s'enfermer, s'enliser" - AFP

- Au congrès du PS à Poitiers, une ambiance si "apaisée" qu'on s'ennuierait presque - Francetv info

...ils ont même eu droit à un divertissement...

- Montebourg pollue l'unité affichée par le PS - Francetv info

Acharnement des "vautours".

- Pour l'Argentine, la dette due aux fonds "vautours" s'alourdit - AFP

L'Argentine, qui a renégocié sa dette avec 93% de ses créanciers privés, a enregistré vendredi un nouveau revers devant la justice américaine, qui a porté à près de 7 milliards de dollars son obligation de remboursement aux fonds "vautours". AFP 07.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Sommet du G-7

- Obama et Merkel s'accordent sur le maintien des sanctions contre Moscou - french.irib.ir

Le Président américain, Barack Obama, et la Chancelière allemande, Angela Merkel, ont estimé, dimanche, en Bavière, que les sanctions contre la Russie devaient être maintenues. Dès son arrivée en Allemagne, dimanche matin, où il doit assister au Sommet du G-7, Obama avait, une nouvelle fois, insisté sur le maintien des sanctions anti-russes.

La Maison Blanche a annoncé, dans un communiqué, que Barack Obama et Angela Merkel avaient convenu, lors de cette rencontre, de maintenir la pression sur la Russie, pour qu'elle change de position vis-à-vis de l'Ukraine. french.irib.ir 07.05

En complément.

- Ash Carter souhaite d'autres mesures contre Moscou sur l'Ukraine - Reuters

2- Turquie

- En Turquie, Erdogan voit son rêve de sultanat lui échapper - Le Monde.fr

Les législatives du 7 juin en Turquie sont un sérieux revers pour le parti de la Justice et du développement (AKP, islamo-

conservateur) qui, pour la première fois depuis 2002, perd la majorité absolue au Parlement. Avec 40 % des suffrages, soit 254 députés sur 550, l'AKP reste le premier parti politique du pays mais sa défaite est cinglante.

Pour la première fois en treize ans, les islamo-conservateurs vont être contraints de former un gouvernement de coalition.

Le tableau des résultats par région montre combien la désaffection est grande, en premier lieu dans les régions kurdophones de l'Est et du Sud Est, mais aussi sur toutes les côtes (Marmara, Méditerranée, Egée) où le vote en faveur de l'AKP a reculé par rapport aux législatives de 2011.

Avant tout, il s'agit d'un revers pour M. Erdogan qui se voyait déjà en hyperprésident. En mettant son projet de « sultanat » au centre des législatives, il en a fait un référendum sur sa personne. La réponse de l'électorat est sans appel. Il imaginait avoir 400 députés de l'AKP au Parlement ? Il ne les a pas. Il rêvait de modifier la Constitution pour renforcer son pouvoir ? Il ne le pourra pas. Non seulement, son projet de super-présidence est mort-né mais son étoile a considérablement pâli.

En se jetant à corps perdu dans la campagne — en dépit de la neutralité due à la fonction présidentielle — en polarisant la société dans ses discours (laïcs contre religieux, sunnites contre alevis, Kurdes contre Turcs) M. Erdogan a perdu l'adhésion d'une bonne partie de son électorat. On est loin du Tayyip de 2002, qui captait l'attention des foules en parlant de pluralisme, de liberté et de réformes. En 2015, les mots « complot » « terrorisme » et « structure parallèle » sont au centre de chacun de ses discours.

Son autoritarisme est sans limites. La presse, la justice, la police ont été placés sous son étroit contrôle. Engagé, depuis décembre 2013, dans une vaste purge contre la confrérie de son ancien mentor, l'imam Fethullah Gülen exilé aux Etats-Unis, il a fait muter, destituer ou arrêter policiers, juges et procureurs.

Un journaliste émet une critique ? Il est brimé, au mieux licencié, au pire accusé de « terrorisme » ou de « complot contre l'Etat ». Une vidéo qui ne lui plaît pas court sur You Tube ou Twitter ? Il les fait bloquer. Ses opposants sont des « traîtres » et M. Demirtas, le chef du parti démocratique du peuple (HDP), qui lui a fait de l'ombre pendant toute la campagne, est un « athée ».

Et si 88 % des électeurs se sont déplacés pour aller voter, ça n'était pas tant pour élire leurs députés que pour dire non aux visées autocratiques du chef historique de l'AKP. Mission accomplie, puisqu'il n'a pas d'autre perspective que de retourner à son rôle de président sans grands pouvoirs, comme le stipule l'actuelle Constitution.

« C'est le triomphe de la paix sur la guerre, de la modestie sur l'arrogance, de la responsabilité sur l'irresponsabilité », a déclaré Sirri Süreyya Önder, député du HDP, dès l'annonce des résultats, dimanche soir. En remportant 13 % des voix, la petite formation kurde de gauche a brisé net le rêve du chef historique de l'AKP. Tout s'est joué sur ces voix-là.

En Turquie, le seuil nécessaire pour qu'un parti soit représenté au Parlement est de 10 %. Le pari était risqué pour le HDP car en cas d'échec, il aurait favorisé son adversaire, ses voix étant automatiquement portées au crédit de l'AKP, selon le système proportionnel en vigueur.

L'entrée d'un parti pro-kurde au Parlement marque un tournant dans l'histoire du pays. Elle a été possible grâce à Selahattin Demirtas, un avocat charismatique de 42 ans, qui l'a habilement conduit à la victoire. Sous l'impulsion de cet ancien militant des droits de l'Homme, né dans une famille kurde modeste de Elazig (est du pays), le HDP a estompé son aspect pro-kurde, prenant ses distances avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) pour élargir sa base aux déçus du « tayyipisme ».

Bon tribun, doté d'un solide sens de l'humour, M. Demirtas, qui avoue « repasser ses chemises », s'est imposé comme le porte-parole d'une autre Turquie, celle des minorités ethniques et religieuses, des femmes, des homosexuels, des écologistes. Sa victoire est aussi un puissant message à l'adresse du PKK, indiquant qu'il est temps de penser aux élections et d'oublier les armes.
Le Monde.fr 07.06

3- Allemagne

- Percée de Pegida lors des municipales à Dresde - LeMonde.fr

Le mouvement anti-islam Pegida a remporté près de 10 % des suffrages dimanche 7 juin pour sa première participation à une élection en Allemagne

Selon les résultats officiels provisoires, la candidate de Pegida, Tatjana Festerling, a récolté 9,6 % des votes lors des municipales dans son berceau de Dresde. Elle n'arrive qu'en quatrième position mais signe néanmoins une percée : le seul sondage rendu public, réalisé par l'Université technique de Dresde, ne lui accordait que 1 à 2 % des voix.

Le meilleur score a été signé par Eva-Maria Stange, candidate unique des sociaux-démocrates (SPD), des Verts et de la gauche radicale Die Linke, qui a récolté 36 % des suffrages. Aucun des candidats n'ayant toutefois réuni la majorité absolue, les électeurs voteront le 5 juillet lors d'un deuxième tour. LeMonde.fr 07.06

4- Grande-Bretagne

- "La Grande-Bretagne, prête à accueillir les missiles de croisière des Etats-Unis" (Hammond) - french.irib.ir

«La Grande-Bretagne est prête à accueillir les missiles de croisière des Etats-Unis», a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères, simultanément à la recrudescence de la tension entre la Russie et l'Occident. Selon l'"Independent", le ministre britannique des Affaires étrangères, Philip Hammond, a déclaré que la Grande-Bretagne était prête à accueillir les missiles de croisière des Etats-Unis, simultanément à la recrudescence des tensions entre l'Occident et la Russie. Interviewé par la chaîne BBC, Philip Hammond a mis en garde contre l'escalade des agissements préoccupants de l'armée russe, disant que Londres allait examiner le déploiement des missiles de croisière, à moyenne portée, des Etats-Unis, sur le sol britannique.

«Aucun signe manifeste n'a, encore, été vu, montrant la volonté de la Russie d'attaquer l'Ukraine, mais il semblerait que Vladimir Poutine envisage toutes les options. Nous voulons faire en sorte que la Russie comprenne que nous ne permettrons à personne de transgresser nos lignes rouges», a souligné Philip Hammond. En cas de l'adoption d'une telle décision, inouïe, depuis l'époque de la guerre froide, en Europe, Londres et Washington coopèreront, ensemble, pour le déploiement des missiles de croisière. «La Russie se sent encerclée et elle se trouve sur la défensive. Tout acte provocateur pourrait aboutir à l'intensification de la crise. Il faut, d'abord, évaluer toutes les dimensions, leurs méritées et leurs faiblesses», a-t-il ajouté. french.irib.ir 07.05

5- Arabie saoudite.

5.1- Arabie: les princes qui s'enfuient. - french.irib.ir

Une autorité au bureau royal de l'Arabie saoudite a fait part de la fuite à l'étranger de plusieurs princes saoudiens. Par crainte de la survenance de conflits sanglants entre les membres de la famille royale en raison du règlement de compte personnel, plusieurs princes saoudiens ont quitté l'Arabie à destination des pays occidentaux notamment la France, la Grande Bretagne et le Maroc, a annoncé, vendredi, une autorité au bureau royal de l'Arabie saoudite, cité par l'agence de presse libanais al-Khabar.

Ces princes saoudiens s'abstiennent fait allégeance à Malek Salman, le roi souffrant saoudien et atteinte d'Alzheimer, a indiqué cette autorité saoudienne. french.irib.ir 06.05

5.2- Arabie: le pétrolier Aramco, frappé. - french.irib.ir

Les installations du géant pétrolier saoudien ont été prises pour cible de cinq missiles tiré s par les forces yéménites. C'est la seconde fois que Aramco est pris pour cible. L'artillerie yéménite a pilonne les positions saoudiennes, dans le Sud de Zahran. Pour la première fois, depuis le début de l'attaque, les forces yéménites ont tiré des missiles "Scud" contre une base aerienne saoudienne très importante, dans le Sud. french.irib.ir 07.05

6- Irak

6.1- L'Irak repousse des avions de chasse saoudiens - french.irib.ir

Le Chef de la Commission de la sécurité et de la défense, au parlement irakien, Hakem Zamili, a révélé, vendredi, que les batteries de défense aérienne, en Irak, ont sommé, mardi dernier, des avions de chasse saoudiens, à se retirer de l'espace aérien, alors qu'ils survolaient la région de Nakhib, au Sud-Est d'Al-Anbar."Le lendemain, cette ville a été bombardée aux roquettes Katioucha et aux obus de mortier", a-t-il, encore, indiqué à l'agence de presse turque, Anatolie, soulignant que son pays a réclamé des clarifications, de la part de l'Arabie saoudite et de la coalition internationale, sur les raisons de survol des avions saoudiens d'une région qui ne connaît pas d'opérations militaires. Et de poursuivre: "L'identité des avions a été identifiée par la défense aérienne irakienne, et la partie saoudienne, ainsi que la coalition internationale, ont présenté des excuses, pour le survol de cette région. Sachant que le gouvernement irakien déposera un mémorandum de protestation contre l'Arabie saoudite et la coalition internationale, pour ce survol".

Auparavant, Zamili a accusé des pilotes saoudiens, qataris et bahreinis de fournir des renseignements directs au groupe terroriste takfiriste Daesh, sur les pièces militaires irakiennes. Bombardement d'un repaire de Daesh. Au sujet des exploits enregistrés contre Daesh, le ministère irakien de la Défense a assuré avoir bombardé un repaire de Daesh, à NadhimTaqsim, à l'Ouest de l'Irak, et avoir mené 50 raids contre les positions terroristes, qui ont subi de lourdes pertes, dans leurs rangs. Dans un communiqué, vendredi, le ministère a indiqué que "l'aviation irakienne et sur la base de renseignements sûrs, a mené un raid (…) provoquant la mort de plusieurs miliciens de Daesh, et la destruction d'armes et d'équipements militaires". french.irib.ir 06.05

6.2- Irak : Paris contre le Hezbollah. - french.irib.ir

Lors de la conférence de la coalition anti-Daesh à Paris, le gouvernement français a demandé la libération des prisonniers takfiris et baathistes, ainsi que la dissolution des forces populaires irakiennes qui se battent contre les terroristes. Le site d'information Al-Manar a publié une analyse sur la tenue de la conférence de la coalition internationale anti-Daesh qui a eu lieu le mardi 2 juin à Paris. Cette conférence, codirigée par le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius et le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi, a réuni les ministres des Affaires étrangères de 24 pays ainsi que les représentants des organisations internationales.

Des sources françaises ont déclaré au journaliste du site Al-Manar que lors des réunions à huis clos, des choses ont été dites qui allaient diamétralement à l'encontre des propos de Laurent Fabius et du vice-ministre américain des Affaires étrangères devant les journalistes, au cours des conférences de presse.

En outre, des sources françaises font état de l'existence des contradictions très importantes entre les prises de positions de Paris et de Washington en ce qui concerne la situation actuelle de la Syrie et de l'Irak. La délégation américaine confirmait de manière évidente la position du gouvernement central de Bagdad, tout en estimant que Bagdad aurait commis « quelques erreurs » (par exemple dans le choix du nom de l'opération de la libération de Ramadi), et essaient manifestement ne pas mettre en doute les détails des opérations des Irakiens pour lutter contre les terroristes. Par contre, la délégation française qui suivait clairement les ordres reçus de la part des pays arabes du sud du golfe Persique, insistait obstinément sur le renversement du gouvernement du président Bachar al-Assad en Syrie et critiquait les moindres détails des plans de Bagdad pour lutter contre les terroristes en Irak.

Les sources françaises ont dit au journaliste du site Al-Manar que la France a proposé plusieurs points lors de la conférence de Paris :

1- L'application des formes au niveau de la structure du pouvoir politique en Irak, de sorte que plus de pouvoir et prérogatives soient donnés à la communauté sunnite irakienne en matière de la défense et de la sécurité.

2- L'accélération du processus de la création d'un Conseil national irakien avec la participation des tribus sunnites de la province d'al-Anbar.

3- L'annulation de la loi de débathification en Irak.

4- La libération des officiers de l'ancien parti Baath de Saddam Hussein et leur adhésion à l'armée irakienne.

5- L'application de l'amnistie générale que le gouvernement de Bagdad avait promise antérieurement.

6- La dissolution des comités de défense populaire en Irak.

Selon des sources françaises qui ont assisté aux réunions de la conférence de paris, le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi s'est mis en colère après avoir appris les propositions du gouvernement français, et a défendu directement les activités des comités populaires. Il a souligné que les comités populaires n'ont pas le statut de milices, mais qu'ils font partie des forces armées du pays, reconnus officiellement par Bagdad.

Cependant lorsque le Premier ministre irakien a participé à une conférence de presse à Paris, il a eu un ton moins vif, car les Américains lui avaient demandé de ne pas contredire frontalement les propos du ministre français des Affaires étrangères et du vice-ministre américain des Affaires étrangères lors de leur conférence de presse commune.

Au cours de sa conférence de presse, Haïdar al-Abadi a déclaré que la lutte de la coalition anti-Daesh était plutôt une guerre verbale, car les pays membres de cette coalition n'ont pas vraiment pris des mesures efficaces pour se battre contre les terroristes de Daesh.

Il a ajouté que les pays occidentaux ne vendent pas d'armes aux Irakiens et les interdisent aussi d'en acheter aux autres pays, sous prétextes des sanctions qu'ils ont imposées à la Russie. Il a rappelé que l'Irak a payé le prix des contrats d'armements à la Russie, mais n'a pas pu encore recevoir les armes en raison des sanctions antirusses. Il a ajouté que le même problème existe en ce qui concerne la livraison d'armes iraniens au gouvernement irakien. L'Iran est prêt à livrer des armes et des équipements militaires aux Irakiens, mais l'Occident empêche l'Irak d'acheter des armes à son voisin iranien. french.irib.ir 06.05

7- Palestine occupée

7.1- La lutte anti-Daech, nouveau prétexte des sionistes pour attaquer Gaza - french.irib.ir

Le régime sioniste a installé son système balistique "Dôme de fer" dans le sud des territoires occupés après qu'un groupe salafiste dit « Omar Hadid » a tiré des roquettes vers les territoires occupés. Selon l'agence de presse Fars, les chasseurs du régime sioniste ont pris pour cible les bases du Hamas dans la bande de Gaza bien qu'un groupe salafiste pro-Daech, dit « Omar Hadid », ait revendiqué le tir des roquettes vers les territoires occupés depuis Gaza. Dans le même temps, le régime sioniste a installé deux systèmes balistiques "Dôme de fer" dans le sud des territoires occupés.

Selon le journal "Times Israël", l'un des systèmes a été déployé près du port Ashdoud et l'autre près de la ville de Netivot. Selon la chaîne 10 de la télévision israélienne, un autre système a été de même installé près de la ville d'Ashkelon. L'installation de ces deux systèmes balistiques a suivi l'attaque des chasseurs de l'aviation israélienne contre les bases du Hamas à Gaza. Il paraît que le régime sioniste entendait riposter à une attaque aux roquettes du groupe Omar Hadid qui voulait venger le meurtre de l'un de ses membres par le Hamas.

Les sources militaires israéliennes se disent préoccupées quant à la répétition de cet événement. Selon les mêmes sources, il se peut que le groupe pro-Daech "Omar Hadid" prenne, de nouveau, pour cible les territoires occupés en raison de ses divergences avec le Hamas.

La chaîne 10 de la télévision israélienne citant une source militaire a rapporté : « Le Hamas tente d'empêcher le tir des roquettes vers Israël».

En outre, les évaluations du ministère israélien de la Guerre montrent que le Hamas ne veut pas passer en guerre. Les chasseurs de l'aviation israélienne ont attaqué, jeudi à tôt dans la matinée, des bases de la Résistance dans la bande de Gaza. D'abord, les chasseurs F16 ont tiré des roquettes vers la base Al-Khiyala, appartenant aux brigades de Qassam, branche militaire du Hamas. Cette base se situe dans la localité d'Al-Maqoussa, dans le nord-ouest de la bande de Gaza. La deuxième frappe a visé la base Abou Jarad, située dans le centre de la bande de Gaza et la troisième une base de formation militaire, baptisée Saraya Al-Qods, appartenant à la branche militaire du Mouvement du Jihad Islamique de la Palestine. Cette base se situe dans la localité de Hataïne, située dans l'Ouest de Khan Younes. french.irib.ir 06.05

7.2- Les Sionistes ont massacré 980 enfants et adolescents palestiniens - french.irib.ir

Le centre médiatique palestinien a annoncé que les forces de sécurité du régime sioniste avaient massacré, lors de trois opérations agressives contre la bande de Gaza, pas moins de 980 enfants palestiniens, de moins de 18 ans. Selon l'IRNA, le régime sioniste a utilisé, lors de ses offensives, des milliers d'enfants blessés et handicapés, comme des boucliers humains.

L'entité sioniste a violé, à plusieurs reprises, toutes les lois internationales sur les droits de l'enfant, le traité 1989 sur les droits de l'enfant, la charte internationale des droits de l'Homme, adoptée en 1948, ainsi que le traité 1949 de Genève. Le mouvement mondial pour la défense des droits de l'enfant a annoncé, à la «Journée internationale des enfants, victimes de la violence et de la guerre», que 2014 a été l'année la plus sanglante et la plus difficile, pour les enfants palestiniens, avec plus de 530 tués. «En vertu de l'article 9 du Traité de Rome, les effets de l'agression et des violences des forces du régime sioniste sur le psychique des enfants et leur peur provoqué par le bruit des tirs d'obus, leur arrestation, par les forces de sécurité, et l'imposition de punitions collectives aux Palestiniens de Gaza, depuis ces neuf dernières années, sont des manifestations flagrantes du génocide du peuple palestinien», a dit cette institution internationale. french.irib.ir 06.05

8- Syrie.

- Idleb: les Nosratistes, décimés. - french.irib.ir

Dans la banlieue d'Idleb, la source militaire a souligné l'élimination de dizaines de terroristes du "Front Al-Nosra" et la destruction de leurs 5 véhicules, dotés de mitrailleuses lourdes, dans une série de raids, qui qui avaient visé leurs rassemblements, à Sanqarah, à Eynata, à Ma'atram, à Kafar Chalaya, à Bsanqoul et à Mhanbal.

La source a affirmé à SANA que des unités de l'armée avaient éliminé et blessé des terroristes de "Daesh", à la périphérie de l'Académie aérienne, et détruit des caches et des véhicules des réseaux terroristes armés, à Andan, Hayyan, Abtine et Mansoura, dans la banlieue d'Alep. Toujours, dans la banlieue d'Alep, l'armée a éliminé et blessé des terroristes entre les deux localités de Byanoun et Hayyan et dans les deux villages d'Azzan et Ebtine, dans la banlieue-Sud d'Alep. french.irib.ir 06.05

9- Yémen.

9.1- Yémen: La coalition intensifie ses raids sur Sanaa, faisant 45 morts - 20minutes.fr

La coalition arabe sous commandement saoudien a intensifié ses raids dimanche au Yémen, visant un QG militaire aux mains des rebelles dans la capitale Sanaa en faisant au moins 45 morts, malgré l'approche de pourparlers de paix le 14 juin. Parmi les

morts figurent 20 civils, victimes d'explosions collatérales.

Des accrochages ont par ailleurs eu lieu dimanche à la frontière saoudo-yéménite où l'armée saoudienne a convoyé des renforts en hommes et en armements, dont des chars, a rapporté la télévision satellitaire Al-Arabiya, qui a diffusé des images montrant des colonnes de véhicules militaires transportant du matériel lourd et convergeant vers le sud du royaume. 20minutes.fr 07.06

9.2- Yémen : cinq chasseurs saoudiens abattus, de nombreux soldats capturés - french.irib.ir

Le porte-parole officiel de l'armée yéménite a annoncé que cinq avions de combat saoudiens ont été abattus et que de nombreux soldats de l'armée saoudienne ont été capturés par les forces yéménites lors des affrontements frontaliers. Selon des informations parvenues du Yémen, l'armée et les forces des comités populaires ont détruit plusieurs bases militaires de l'Arabie saoudite près de la frontière.

Le colonel Sharaf Luqman, porte-parole de l'armée a déclaré aux journalistes que la raison principale de la décision de l'armée de dissimuler ses missiles Sam, était la trahison du président démissionnaire Abd Rabbo Mansour Hadi qui a transmis les informations des sites de lancement de ces missiles aux forces militaires saoudiennes. Le colonel Luqman a annoncé que les forces yéménites ont abattu cinq chasseurs de l'armée saoudienne. french.irib.ir 06.05

9.3- Mansour Hadi, assigné à résidence, en Arabie - french.irib.ir

Certains proches du Président démissionnaire et fugitif du Yémen, Abd Rabbo Mansour Hadi, annoncent son assignation à résidence, à Riyad, par les responsables saoudiens.

Selon l'agence de presse Fars, certains proches de Mansour Hadi ont annoncé que ce dernier était assigné à résidence, dans la capitale de l'Arabie saoudite, Riyad, et que les autorités saoudiennes ne lui permettaient pas de se déplacer, à New York, pour y être soigné.

L'Association de paix, dans la province d'Abyne, a annoncé, dans un communiqué, que les proches du Président démissionnaire Mansour Hadi avaient fait état de son assignation à résidence, à Riyad. «Après la diffusion de cette nouvelle, nous avons mené une enquête et nous nous sommes assurés son authenticité. Mansour Hadi est assigné à résidence, et ce sont le ministère de la Défense, le service du renseignement saoudien et la commission spéciale du Yémen, au Conseil des ministres saoudiens, qui ont ordonné cette assignation à résidence», peut-on lire, dans ce communiqué. french.irib.ir 06.05

Haut de page

Le 9 juin 2015

CAUSERIE

Et dire que l'immense majorité de la population accepte de vivre dans un monde aussi détestable, qu'elle est incapable d'imaginer ou de concevoir qu'il serait possible de vivre autrement, alors que les conditions objectives sont réunies pour le permettre. Reste manifestement que les conditions subjectives ne sont pas mûres, c'est le moins qu'on puisse dire.

A propos de notre portail.

Quand dans un article vous trouver "l?air de rien il n?y a pas d?ombre", c'est que le webmaster avait bloqué la touche majuscule de son clavier où se trouve l'apostrophe et le point d'interrogation, je corrige ces erreurs tous les jours mais je dois en laisser passer.

Je corrige aussi certaines erreurs de ponctuation ou fautes d'orthographe du portail iranien (french.irib.ir), et souvent je suis obligé de créer les paragraphes car ils ont oublié de le faire !

Quant aux commentaires des internautes, j'effectue les mêmes corrections par dizaines tous les jours.

Tout cela pour que le niveau d'orthographe de nos lecteurs ne se détériore pas, cela dit je fais moi-même des fautes que je laisse parce que je me relis trop rapidement ou pas du tout parfois. Entre le riz qui cuit à surveiller, la machine à laver à vider et le linge à étendre, etc. il arrive qu'on ne sache plus très bien où on en était resté !

Vous n'en avez peut-être pas conscience, mais je réalise l'actualisation quasi quotidienne de notre portail en tension permanente,

je parle au niveau du temps. J'enchaîne les infos, je sélectionne les passages à reproduire, il faut trouver les titres et rédiger les commentaires spontanément dans la foulée sans le moindre répit, et quand tout est terminé je pose les balises html qui servent à formater le texte et les paragraphes. A l'arrivée je suis complètement lessivé, vidé, exténué, mais la journée n'est pas terminée, ensuite j'enchaîne avec les tâches ménagères jusqu'à l'heure du dîner où enfin je peux me poser. Après je me tape encore 30 à 45 minutes de boulot consistant à télécharger les infos du Moyen-Orient et les articles de différents portails. C'est seulement sur le coup de 21h30 ou 21h45 que je suis enfin libéré de cette corvée. Il me reste entre 30 et 45 minutes quotidiennement de temps libre avant l'extinction des feux. C'est pire que d'être permanent dans un parti ! Et en prime cela rapporte que dal !

Toujours dans la bonne humeur, sans idéal c'est impossible !

Pire, j'y suis de mon argent. La preuve, j'ai encore fait une connerie qui m'a coûté 500 roupies. Je n'ai pas pris le temps de me pencher sur ma machine à laver qui était tombée en panne avant-hier, j'y avais jeté un coup d'oeil, j'avais fait le diagnostic que c'était le condensateur du moteur qui avait claqué. Bingo, un technicien est passé cet après-midi et l'a confirmé, ou non, en fait c'était un fil reliant le condensateur au moteur qui était coupé et je ne l'avais pas vu parce que je n'avais pas pris la peine de le démonter. Quel con je me suis dit, tu parles d'un ex-technicien ! En réalité je passe mon temps à cavaler, je me concentre uniquement sur mon activité politique et je néglige tout le reste. Résultat, vous me devez 500 roupies, au taux de change actuel cela doit faire 6,50 euros ! Au fait, même quand je suis sur la moto ou que je fais mes courses je suis en train de penser à une question politique, c'est l'avantage de mon mode de vie qui me le permet.

Vous voulez un autre exemple. Juste pour se détendre avant le début des hostilités, en est en guerre souvenez-vous.

L'autre jour je suis allé acheter un cadre pour placer la photo de mon ex-chien Yvan mort le 3 décembre 2014. Depuis je n'avais jamais trouvé le temps de m'en occuper, comme quoi je ne vous raconte pas de blagues. La croix et la bannière pour trouver à Pondichéry ce foutu cadre à un prix abordable. Je fais plusieurs magasins en vain. Il faut savoir qu'il est mpossible de trouver un cadre vide, sans photo, ou alors il faut donner ses mesures, le commander et repasser le chercher, bref la galère, je n'ai pas de temps à perdre avec ce genre de trucs. Enfin on m'en indique un, j'y vais, le prix est convenable, je l'achète. Dedans il y avait bien sûr une photo représentant une nature morte, des fleurs. De retour chez moi je démonte l'arrière du cadre, je retire cette photo et là je m'aperçois qu'il n'y avait pas de glace (en option!), la photo était plastifiée et j'ai confondu le plastique avec une glace ! Quel con me suis-je dit ! Bref, mon pépère figure bien dans son cadre mais sans glace (avec la chaleur qu'il fait, par pitié pour lui je l'ai placé à côté du frigidaire en attendant!), il devra peut-être attendre juin 2016 pour en avoir une, qui sait ! J'enverrai la facture à mes généreux lecteurs qui auront eu le temps d'économiser cette somme faramineuse, j'extrapole.

Et puis comme quoi il n'y a pas que Selvi (ma compagne) qui fait des conneries, elle c'est habituellement une par jour, en moyenne, mais c'est naturel chez elle, donc je ne peux rien dire, ce qui n'est pas mon cas, parce que je n'ai pas toute ma tête ou finalement je l'imite. Sans déconner, c'est à croire que si j'arrêtais le militantisme je régresserais et je me retrouverais au niveau de Selvi. Impossible car là je retrouverais toute ma tête, ah ben oui que je suis con, c'est bien sûr, d'ailleurs j'ai prouvé qu'après avoir cessé de militer pendant 20 ans je ne l'avais jamais réellement perdue, c'est rassurant, n'est-ce pas ?

On pourrait épiloguer en ajoutant, qu'en réalité et non pas par esprit de contradiction, j'ai emprunté le chemin inverse de nombreux militants qui ont abandonné le combat, c'est dommage, pour eux bien sûr, pas pour moi qui me porte très bien aujourd'hui, d'ailleurs j'invite ceux qui sont dans ce cas-là à suivre mon exemple. Entre nous, vaut mieux encore crever avec un idéal inaccompli que sans idéal du tout. Pourquoi ? Quelle question, mais parce que c'est le meilleur moyen de le transmettre pour qu'il se réalise un jour !

Il y en a qui vont peut-être dire que ce genre de causerie tient du bavardage du café du commerce, ce serait ignorer le message politique qu'elle contient et plus encore.

Trois réponse à trois courriels envoyés hier.

1- Bonjour,

Tom Thomas est un vieux militant, aujourd'hui retraité de la ville de Paris où il travaillait dans l'urbanisme, vous trouverez ci-dessous un descriptif de son parcours et de sa démarche.

Bonne continuation et bravo pour vos efforts!

Nous voilà avancé !

2- Bonjour,

Il (Daniel Audoux - ndlr) a dû être au PCI, il est docteur en science politique.....mais j'ai déjà vu Marxisme, Trotskysme avec

des majuscules, notamment dans la revue " la Vérité".

E.

Dans mon courriel adressé à E. j'avais fait la remarque qu'écrire marxisme avec un M majuscule et inclure des doubles ponctuations (!!) dans un livre témoignait un manque de rigueur de l'auteur.

3- Bonjour,

Je suis un ex-militant du PCI, j'ai fait une thèse sur les organisations se réclamant du Trotskysme, thèse que j'ai actualisée pour faire cet ouvrage. Merci pour votre intérêt.

D.Audoux.

On est bien avancé avec cela ! Comme quoi j'avais bien reconnu la rhétorique avec laquelle j'ai rompu. Je ne sais pas si je vais le relancer pour en savoir plus ou si je laisse tomber, il faut dire que c'est plutôt décourageant, alors on se demande pourquoi il a publié cet ouvrage ?

Le gouvernement français est al-qaïdiste. La preuve.

Alors qu'il prétend tout faire pour empêcher des apprentis barbares de rejoindre la Syrie ou l'Irak.

Le 27 décembre 2013, B. alors âgé de 16 ans, contrôlé à l'aéroport de Nice avec sa pièce d'identité par la police de l'air et des frontières, l'adolescent, "mineur", a quitté le territoire français pour la Turquie notoirement connue pour être la porte d'entrée vers la Syrie, sans que la police s'en inquiète", déplore Me Samia Maktouf, avocate de la mère.

"La police a commis une faute grave et un manque de discernement s'agissant d'un mineur, non accompagné, qui se rendait avec un aller simple en Turquie sans bagage", estime l'avocate. (source : AFP 08.06)

Mineur non accompagné avec un aller simple pour la Turquie et sans bagage, il présentait le profil idéal d'un candidat de Daesh, non ? Sa mère a porté plainte contre le gouvernement et Cazeneuve a déjà répondu non... Normal.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Le sionisme est une grande entreprise.

- "Le boycott d'Israël est inadmissible", dénonce Nicolas Sarkozy - Francetv info

- Polémique avec Israël: le PDG d'Orange se dit "radicalement opposé à l'idée même d'un boycott" - AFP

Ces Etats exemplaires en matière de démocratie... et si corrompus en réalité.

- Fifa : l'Allemagne soupçonnée d'avoir livré des lance-roquettes à l'Arabie saoudite pour obtenir le Mondial 2006 - Francetv info

Berlin aurait emporté le vote pour l'organisation de la Coupe du monde grâce à des livraisons d'armes à Riyad et d'importants investissements en Thaïlande et en Corée du Sud. Francetv info 08.06

Vaudeville institutionnel

- Hollande vole au secours de Valls après son escapade footballistique à Berlin - L'Express.fr

- Primaire des Républicains: Pourquoi la répartition des bureaux de vote fait débat - 20minutes.fr

- A l'Assemblée, les écolos se déchirent en groupe - Liberation.fr

- Alcool: le gouvernement fait barrage à une nouvelle tentative de miner la loi Evin - AFP

- Loi Macron: nouveau psychodrame en vue à l'Assemblée? - L'Express.fr

Comme un air de fin de régime en putréfaction.

- Rassemblement contre le projet de loi renseignement, avant le vote au Sénat- AFP

- L'évacuation musclée d'un camp de migrants à Paris - Francetv info

- Encore un enfant rom mort dans un incendie près de Lille - Liberation.fr

- Autoroute Roissy-Paris: suspension de la voie réservée aux bus et taxis - AFP

- Les chauffeurs de taxi manifestent à Marseille et Nantes contre l'arrivée d'UberPOP- Francetv info

- Travail au noir au réacteur EPR: la justice tranche mardi - AFP

- Retraites: Vers une baisse du niveau de vie des retraités par rapport à l'ensemble de la population - 20minutes.fr

- L'assouplissement des seuils sociaux annoncé - Francetv info

Outre le plafonnement des indemnités aux prud'hommes, les seuils sociaux devraient être la seconde mesure annoncée mardi 9 juin par le gouvernement, selon Les Échos. Francetv info 08.06

Pas contre les barbares, et pour cause ils en font partie !

- Syrie: Une conférence pour tenter d'unifier l'opposition à Bachar al-Assad - 20minutes.fr

Confirmation. Nous l'avions annoncé il y a environ un an.

- Liberté conditionnelle pour Oscar Pistorius en août - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Psychodrame entre banquiers.

- Le gouvernement conduit-il la France au désastre ? - Francetv info

Francetv info Thierry Pech, directeur de Terra Nova et Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes sont invités sur le plateau du Grand Soir 3 pour réagir à la tribune d'Arnaud Francetv info

"Le diagnostic d'Arnaud Montebourg et Matthieu Pigasse repose sur une critique de l'austérité. 'Est ce qu'il y'a vraiment des politiques d'austérité en France ? Pas au point où on l'observe en Italie, en Grèce, en Espagne'", argumente Thierry Pech.

Pour Jean-Hervé Lorenzi, l'analyse faite par les deux hommes dans la tribune n'est "pas très sérieuse". Il montre à l'aide d'une courbe que les revenus bruts des ménages continuent à augmenter. Pour lui, si les résultats de la France sont faibles, c'est que le pays n'est "pas assez compétitif". "On est directement lié à la compétitivité de nos entreprises". Le directeur de Terra Nova estime de son côté que, "le climat de politique économique à l'intérieur de la zone euro est trop restrictif", il est en accord sur ce point avec la tribune parue. Francetv info 08.06

Traduction : En la libéralisant davantage ou en faisant jouer à fond la concurrence entre chaque travailleur au sein de l'UE... cela permettrait de réduire encore davantage le coût du travail ou d'augmenter "la compétitivité de nos entreprises" et leur profit, objectif partagé par le gouvernement et le tandem Montebourg-Pigasse, qui ne sont pas d'accord uniquement sur les moyens d'y parvenir.

En complément. Leur grotesque bouffon en rajoute.

- "Faut aller au bout, les gars !", lance Mélenchon à Montebourg et Pigasse - Francetv info

Pour rester poli on a franchement envie de s'exclamer parce que là cela dépasse les bornes de l'opprtunisme : Quel abruti celui-là ! Vous préférez quel vendu ? Accusation exagérée, outrancière ? Vraiment. Vérifions-le immédiatement.

Matthieu Pigasse qui est-ce ? (source : wikipedia.org)

Ancien administrateur civil du ministère de l'Économie et des Finances, il est directeur général délégué de la banque Lazard en France et vice-président de Lazard en Europe, ainsi que propriétaire et président du magazine Les Inrockuptibles, et actionnaire du journal Le Monde et du Huffington Post.

- Membre du conseil d'administration des groupes Lucien Barrière et Derichebourg et de l'agence Relaxnews.

- Membre du conseil d'administration de la Fondation Jean-Jaurès, think tank du parti socialiste, ainsi que de la fondation pro-européenne EuropaNova.

- En 2007, il a fait partie des Gracques, « un groupe de réflexion et de pression » qui souhaite une rénovation de la gauche française autour de valeurs sociales-libérales.

- En décembre 2012, les Gracques publient dans le journal Le Point une analyse des premiers mois de la présidence de François Hollande. Ils notent une gravité et une urgence de la situation économique à laquelle ils trouvent différentes causes : « parce que le pays pâtit toujours du laxisme passé : celui des déficits permanents, de l'excessive fiscalité des entreprises – réduisant leurs marges, donc leur capacité à investir- et du surendettement. » Ils condamnent une « inertie des administrations (qui) a conduit à la paralysie » et recommandent une « réforme du secteur public » « plus nécessaire que jamais » (source : wikipedia.org)

La réaction sur toute la ligne, quoi ! A moins de ne pas savoir lire, cela arrive de plus en plus fréquemment dans nos rangs apparemment.

Alors, "*au bout*" de quoi doit-il aller le brave petit "*gars*" Pigasse, sinon sa logique néolibérale, hein dites-nous monsieur l'illusionniste ?

Après cela qui osera encore se demander si Mélenchon est de droite ou de gauche ? Et ne dites-pas que la question serait déplacée, il vient lui-même de nous fournir la réponse. Franchement, un peu de courage, soyez honnête, c'est ce dont nous avons le plus besoin de nos jours et qui fait tant défaut à nos dirigeants, vous ne trouvez pas ?

Ah ben oui que voulez-vous, la crise du capitalisme s'approfondit, la politique de ceux qui nous gouvernent se radicalise en conséquence pour y répondre, les discours de ceux qui les soutiennent aussi, toujours plus à droite, la réaction sur toute la ligne.

De quoi témoignent-ils ? Qu'il faut impérativement faire table rase du passé.

Qu'il n'existe pas de demi-mesures possible entre le capitalisme et le socialisme : Soit vous vous accommodez du capitalisme et vous devenez de droite, réactionnaire ; soit vous rompez avec lui et vous rejoignez les rangs de la révolution socialiste mondiale, vous êtes de gauche, révolutionnaire. On peut retourner la question dans tous les sens pendant des jours, des mois ou des années, il n'existe pas d'autres alternatives. Voilà qui est difficile à admettre quand on tient son petit confort du régime en place, on en convient et ce n'est pas notre cas.

Le jour où la plupart des militants l'auront enfin compris, peut-être qu'il se trouvera des dirigeants pour reprendre le flambeau du socialisme, qui sait ? En attendant on se sent bien seul, mais pas découragé pour autant car on sait que des milliers de militants partagent déjà l'essentiel de nos idées, reste à trouver le moyen de lever les obstacles qui les empêchent aujourd'hui de se rassembler. C'est à cela que nous travaillons uniquement, inlassablement, avec acharnement et détermination. Dommage que vous ne nous aidiez pas à avancer dans cette voie...

Jeunesse sacrifiée. Un régime sordide qu'il est urgent de renverser.

- Cri d'alarme de l'Unicef sur les droits de l'enfant en France- AFP

Plus de 3 millions d'enfants, soit un sur cinq, vivent sous le seuil de pauvreté en France, 30.000 sont sans domicile, 9.000 habitent des bidonvilles et 140.000 décrochent de l'école chaque année, s'alarme l'Unicef dans un rapport publié mardi.

De 2008 à 2012, 440.000 enfants supplémentaires ont plongé avec leurs familles dans la pauvreté, avec une prise en compte de l'impact de la crise "dramatiquement insuffisante", selon cette analyse de l'Unicef France sur les moins de 18 ans, intitulée "Chaque enfant compte. Partout, tout le temps" et remise aux experts du Comité des droits de l'enfant, instance de l'ONU.

Beaucoup d'entre eux "cumulent les inégalités aux conséquences désastreuses pour leur avenir et celui de la société".

Michèle Barzach, présidente de l'Unicef France, le reconnaît : "Notre rapport est un cri d'alarme qui doit pousser les autorités à agir d'urgence et de manière plus efficiente pour chaque enfant".

L'Unicef France, qui vient d'être auditionné par le Comité des droits de l'enfant, met en lumière les zones d'ombre de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) en France, interpelle le gouvernement sur les progrès à réaliser et émet 36 recommandations concrètes.

"En dépit d'efforts considérables (...), la France échoue en partie à l'égard de l'enfance et de la jeunesse et ce sont les plus fragilisés par la pauvreté, l'exclusion sociale, les discriminations, mais aussi par cette période si particulière qu'est l'adolescence, qui en payent le plus lourd tribut", poursuit Mme Barzach dans ce rapport.

Le rapport dénonce notamment "la situation inacceptable des enfants migrants non accompagnés et/ou vivant en bidonvilles" au nombre de 8.000 à 10.000.

Privés de leurs droits fondamentaux, victimes de discriminations, ces mineurs isolés étrangers "comptent parmi les plus vulnérables". Cela conduit "à des situations indignes", alerte Mme Barzach, comme la traite des êtres humains.

Autre sujet de "forte inquiétude et de déception", la justice pénale des mineurs et l'abandon d'une réforme d?envergure.

Le glissement de la justice des mineurs vers celle des adultes opéré dans les années 2000 est en contradiction avec les principes de la CIDE et l'esprit de l'ordonnance de 1945, souligne le rapport. Les tribunaux correctionnels pour mineurs n'ont ainsi toujours pas été supprimés malgré les promesses gouvernementales.

L'Unicef France demande aussi qu'un seuil de responsabilité pénale soit fixé, à l'âge le plus élevé possible, sans exception prévue, et assorti d'un critère complémentaire de discernement. AFP 08.06

Intox. Opération récupération - instrumentalisation - déstabilisation

Grille de lecture.

- En famille toute réprimande demeure convenue, contenue... encore faut-il que tous ses membres jouent le jeu. Tous les Etats, monarques et gouvernements du Golfe ont une existence artificielle ou sont soumis à la domination américaine (et de ses alliés sionistes ainsi qu'occidentaux). C'est la règle du jeu qu'il faut avoir en permanence à l'esprit, aucun de ces Etats ne peut prendre une décision politique importante sans en référer au préalable à Washington.

- Même leur gestion intérieure y est soumis. Et s'ils commettent une erreur, leurs parrains leur tapent sur les doigts ou les rappellent à l'ordre, voire exigent qu'ils soient démis de leur fonction, d'où certaines révolutions de palais...

- L'Union européenne et Washington demandent à Riyad de renoncer à fouetter Raïf Badoui - lemonde.fr

Le département d'Etat a fait part de sa « profonde préoccupation » après la décision irrévocable de la Cour suprême saoudienne, qui a confirmé des peines infligées en novembre 2014 à dix ans de prison et à 1 000 coups de fouet (50 par semaine pendant 20 semaines) pour « insulte à l'islam ».

« Le gouvernement américain continue d'appeler les autorités saoudiennes à annuler cette punition brutale et à réexaminer le cas et la condamnation de Badaoui », a dénoncé le porte-parole Jeffrey Rathke.

« Nous sommes fermement opposés aux lois — y compris aux législations (réprimant) l'apostasie — qui limitent l'exercice de la liberté d'expression », a tonné le diplomate américain, dont l'administration s'était déjà émue en début d'année de l'affaire Badaoui.

Raïf Badaoui, animateur du site internet Liberal Saudi Network et lauréat 2014 du prix Reporters sans frontières (RSF) pour la liberté de la presse, est emprisonné depuis 2012 et avait été condamné en novembre. Farouche défenseur de la liberté d'expression, son site internet avait demandé la fin de l'influence religieuse dans le royaume saoudien, régi par le wahhabisme, une stricte version de l'islam. (Etrangère à l'islam d'après ce que j'ai lu ou une version déformée de l'islam. Mais on comprend l'intérêt de cet amalgame qui leur permet en dénonçant Daesh d'attaquer l'islam au passage et l'ensemble des musulmans dans le cadre de la guerre des civilisations qu'ils ont lancé en 2001. - ndlr)

Le cas de Raïf Badaoui a suscité de vives protestations en Occident mais l'Arabie saoudite a rejeté toute « ingérence » et toute critique de son système judiciaire. Avant la diplomatie américaine, celle de l'Union européenne (UE) avait aussi demandé à Riyad de ne pas infliger de châtiments corporels à M. Badaoui. (Mais pas un mot sur les 88 décapitations réalisées par cet Etat barbare depuis le début de l'année, comme quoi Riad aurait mieux fait de le décapiter ! Peut-être faute d'avoir recruté un nouveau bourreau... - ndlr)

Une porte-parole du service diplomatique de l'UE a qualifié ce type de châtiment d'« inacceptable » et « contraire à la dignité humaine ». Du côté de la France, alliée comme les Etats-Unis de l'Arabie saoudite, Paris a demandé « la poursuite de la suspension de l'exécution de la peine » et exhorté les « autorités saoudiennes à un geste de clémence, notamment à l'occasion du ramadan », qui démarre le 17 juin, selon le Quai d'Orsay. lemonde.fr 08.06

Ce n'est pas par hasard si cette agence (RSF) de l'impérialisme américain le supporte.

Histoire de rappeler au régime saoudien soutenu politiquement et militairement par les grandes démocraties que sont Washington, Bruxelles et Paris, qu'il est leur obligé ou qu'il leur doit sa souveraineté, son existence et sa richesse.

Quand une blanche vaut deux noires.

- Le policier qui a tué Walter Scott poursuivi pour meurtre - LeMonde.fr

Michael Slager, le policier qui avait été filmé en train d'abattre dans le dos un homme noir en avril à North Charleston (Caroline du Sud) est poursuivi pour meurtre.

- Un policier texan suspendu après une intervention musclée contre une ado noire en bikini - 20minutes.fr

Un policier blanc qui pointe son arme sur des ados noirs et qui maintient au sol une jeune fille de 14 ans en bikini avec ses genoux. L'incident, qui s'est déroulé à McKinney, une banlieue de Dallas, semble cristalliser le racisme et la brutalité policière ambiantes aux Etats-Unis.

Tout a commencé avec une pool party organisée à la piscine d'un complexe d'appartements. Plusieurs dizaines d'ados, en majorité noirs, qui avaient vu l'invitation sur Facebook sont arrivés. Après une altercation entre un ado et un adulte, plusieurs habitants du complexe ont appelé la police.

«Je crois que certains parents blancs étaient mécontents qu'une bande d'enfants noirs qui ne vivent pas dans le quartier soient à la piscine», a confié l'auteur de la vidéo, Brandon Brooks, 15 ans, à BuzzFeed. Alors qu'une manifestation s'est déroulée lundi pour dénoncer la brutalité policière, des habitants ont planté des panneaux remerciant la police d'avoir «restauré l'ordre». 20minutes.fr

La piscine réservée aux Blancs, mais dites-donc n'y aurait-il pas comme un parfum nauséabond d'apartheid au Texas, l'Etat des Bush ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran

- Tuerie au nom de la démocratie - french.irib.ir

Ceux qui posent en avocat des droits de l'Homme, massacrent dans la région au nom de la démocratie », a déclaré le président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangères du Parlement iranien, Alaeddin Boroujerdi.

Lors d'une assise dimanche de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Parlement, Alaeddin Boroujerdi a souligné que les pays prétendus défenseurs des droits de l'Homme, dont les Etats-Unis criminels, soutiennent l'agresseur, dans la lutte contre le terrorisme.

« Les pays hégémoniques attaquent les pays et massacrent au nom de la démocratie et des droits de l'Homme », a précisé le parlementaire iranien. En allusion au silence des instances et des communautés internationales face aux tueries au Yémen perpétrées par le régime saoudien, M. Boroujerdi a ajouté : « Les pays hégémoniques apportent leurs soutiens aux criminels

et aux Saoud au Yémen. Soulignant que les membres de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Majlis islamique ont encore une fois condamné les crimes de l'Arabie au Yémen, M. Boroujerdi a appelé le monde de l'Islam à voler au secours du peuple musulman, opprimé et sans défense du Yémen. french.irib.ir 08.06

2- Libye

- Où en est la crise libyenne ? - french.irib.ir

L'incurie des groupes politiques en Libye, chose prouvée, a ouvert la voie à Daech pour y faire cavalier seul, d'autant plus que les portes de sortie proposées se contredisent les unes les autres.

A l'échelle internationale les propositions pour débarrasser la Libye du danger des terroristes de Deach sont contradictoires. La présence de deux gouvernements et deux parlements en parallèle fait nettement état d'une guerre de pouvoir parmi les séculaires soutenus par l'Occident, les rétrogrades arabes, et les islamistes soutenus par la Turquie et le Qatar. Dans ce contexte les daechistes, déjà actifs en Irak, en Syrie, au Yémen et en Egypte, ont fait de la Libye une nouvelle base. Les daechistes y sont présents notamment à Syrte, la ville natale de Mouammar Kadhafi. Il y a quelque temps Daech a envoyé Abu Habib al-Jazravi, l'un de ses leaders d'origine saoudienne, à l'Est libyen afin d'y recruter des éléments extrémistes.

Dès qu'il a pris le contrôle de la ville de Burqa, Daech a officiellement annoncé sa présence en Libye; son premier défilé militaire avec des centaines de blindés a surpris l'opinion publique. L'échec des réunions inter-libyennes organisées par l'ONU et les divergences profondes parmi les courants libyens ont incité d'autres pays à proposer des solutions qui se divergent.

Les ministres égyptien, italien et algérien ont tenu leur seconde réunion au Caire pour examiner la crise en Libye. La première réunion avait été tenue en avril à Rome.

Alors que la réunion ministérielle était en cours, le ministre espagnol de la Défense, Pedro Morins, a indiqué : « Une intervention militaire internationale pour mettre fin à la crise en Libye où Deach renforce ses positions, est probablement nécessaire ». A l'instar des groupes politiques libyens, les autres pays ne s'entendent pas non plus sur une proposition unique. La présence daechiste en Libye pourrait en faire une autre Somalie, affectant en plus la sécurité d'autres pays dont l'Egypte, la Tunisie, l'Algérie et même des pays européens. french.irib.ir 08.06

- L'accord de coopération militaire turco-qatari - french.irib.ir

Après la signature de l'accord de coopération militaire entre les gouvernements turc et qatari, il est devenu opérationnel, dès aujourd'hui, entre les deux pays.

Selon Tasnim news, le gouvernement d'Ankara a annoncé, ce lundi : «Après avoir été publié, dans un journal officiel, l'accord de collaboration militaire, paraphé en décembre dernier, entre Ankara et Doha, est devenu opérationnel, dès aujourd'hui.

L'Agence de presse officielle turque, Anatolie, s'est attardée sur le sujet, pour dire : «Selon l'accord de coopération miliitaire conjointe entre la République de Turquie et l'émirat du Qatar, les collaborations, sur les plans de l'entraînement militaire et des industries défensives, ainsi que le déploiement des forces armées de l'armée turque, sur le sol qatari, seront opérationnelles.

L'Agence de presse turque a, ensuite, rapporté : «Pour que cet accord soit opérationnel, de même que la supervision, sur la mise en application de la teneur de cet accord et son élargissement, sur le plan défensif, une solution est en train d'être élaborée, pour que les entraînements militaires et la coopération, dans le domaine des industries défensives et la mise en application et la tenue de manoeuvres conjointes entre les deux pays, sans oublier la question du déploiement des forces militaires, de part et d'autre, sur les territoires réciproques, s'effectuent de façon coordonnée.

Selon la teneur de cet accord, la coopération conjointe militaire du pays hôte devrait permettre à l'autre partie de se servir des ports, des aéroports, des unités et des instances militaires des deux pays, et des inspections mutuelles se feront, également, entre les deux pays. french.irib.ir 08.06

SOCIAL

1- France

- Ascenseurs: un tiers des salariés d'Otis en grève - AFP

Un tiers des salariés du groupe Otis, qui gère 160.000 ascenseurs en France, était en grève pour la défense de l'emploi et de leurs conditions de travail, a indiqué la direction lundi.

Le mouvement social initié par l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) a conduit à de nombreuses "interventions des pompiers" au cours du week-end dernier, les salariés d'astreinte ayant lancé la grève dès vendredi en province, a déclaré à l'AFP Franck Pfister (CFDT).

Quelque "3.200 pannes en attente" ont été relevées lundi matin par le syndicaliste. "La mobilisation est massive", selon lui, avec des rassemblements organisés "partout" en France, notamment à Lille, Nancy, Strasbourg, Marseille, Clermont-Ferrand et Bordeaux.

La direction du groupe Otis, qui emploie environ 4.900 salariés, a indiqué à l'AFP qu'un tiers de son personnel était en grève, évoquant un mouvement "assez diffus sur toute la France".

Les grévistes s'élèvent contre un projet de plan social portant sur 170 suppressions de postes et la charge de travail induite par la baisse à venir des effectifs. Ils protestent également contre l'absence d'augmentation salariale collective en 2015.

La précédente grève en 2011, pour les mêmes motifs, avait duré neuf jours, sans que les revendications des syndicats soient satisfaites. AFP 08.06

Toute grève qui n'est pas illimitée avec occupation et comité de grève est vouée à l'échec.

2- Allemagne

- Les postiers allemands entament un mouvement de grève illimitée - LeMonde.fr

« Nous devons augmenter massivement la pression », a plaidé la centrale salariale Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft (VerDi, littéralement « syndicat unifié des services »). Après plusieurs semaines de conflit avec leur direction, les postiers allemands ont lancé une grève illimitée, lundi 8 juin.

VerDi réclame pour 140 000 employés une réduction du temps de travail hebdomadaire à 36 heures, au lieu de 38,5 heures, à salaire identique. Le syndicat s'oppose aussi à la volonté de la direction de la Deutsche Post de rattacher certains des collaborateurs à un autre accord salarial, celui du secteur de la logistique, moins avantageux que l'actuel. Malgré six tables rondes de négociations, les dirigeants de l'entreprise ont « ignoré » les revendications, a fait valoir la centrale.

Les livraisons de lettres et colis avaient déjà été perturbées à plusieurs reprises ces dernières semaines, lors d'opérations de cessation de travail dites d'« avertissement ». Au début d'avril, avant le long week-end de Pâques, quelque 10 000 postiers avaient participé à un mouvement de grève sur l'ensemble du pays. Près de 10 % du trafic postal avait été retardé, selon Deutsche Post. LeMonde.fr 08.06

ECONOMIE

Grèce.

Tout est dit ici : "Le plan des créanciers est donc clairement un plan « politique. ». Il entend maintenir une stratégie qui a échoué pour pouvoir mettre à genoux politiquement le gouvernement grec effacer le vote grec contre l'austérité du 25 janvier."

- Grèce : le piège tendu par les créanciers - latribune.fr

Un examen des conditions du plan des créanciers montre que ces derniers renouvellent les erreurs d'analyse du passé.
Un aveuglement qui a une fonction tactique.

« Les propositions soumises par les Institutions sont clairement irréalistes. » Vendredi 5 juin à la tribune de la Vouli, le parlement grec, Alexis Tsipras, le premier ministre grec, a clairement repoussé la proposition d'accord de cinq pages soumis par les créanciers de la Grèce à son gouvernement. « Jamais je n'aurais pu croire, surtout, que des responsables politiques, et non des technocrates, échoueraient à comprendre qu'au bout de cinq années d'austérité dévastatrice il ne se trouverait pas un seul député grec pour voter, dans cette enceinte, l'abrogation de l'allocation accordée aux retraités les plus modestes ou l'augmentation de 10 points de la TVA sur le courant électrique », a expliqué l'hôte de Maximou, le Matignon hellénique. Cette réaction a déclenché des cris d'orfraies dans le camp des créanciers qui n'ont pas goûté le rejet sec de ces cinq pages qu'ils avaient eu tant

de mal à élaborer. Jean-Claude Juncker a montré sa mauvaise humeur en faisant une de ses habituelles leçons de morale.

Une consommation basse et juste stabilisée.

La colère des créanciers est-elle justifiée ? Les propositions des créanciers sont-elles réalistes et rationnelles ? Peuvent-elles concrètement donner une nouvelle chance à l'économie grecque de rebondir ? Pour y répondre, il faut d'abord rappeler la situation de l'économie grecque. Cette situation est peu lisible aujourd'hui en raison du blocage entre créanciers et gouvernement, mais il est certain que la Grèce doit faire face à un problème de demande et la consommation est son point faible. La consommation des ménages a été en 2014 inférieure à celle de 2005. Elle a reculé en prix constants de 17,5 % depuis 2008 et de 0,4 % par rapport à 2013. Il y avait donc une stabilisation à un niveau bas qui n'assurait guère de base pour une vraie reconstitution de l'économie grecque dont la consommation des ménages représente les deux-tiers du total.

Les propositions sur la TVA

Dans ce contexte, les créanciers proposent certes d'abaisser le taux intermédiaire de 13 % à 11 %, mais ils cherchent à relever le poids de la TVA en supprimant le taux réduit de 6 % et en élargissant, notamment à la restauration et à l'énergie les services et les biens frappés par le taux supérieur de 23 %. En tout, l'alourdissement s'élèvera à 1,8 milliard d'euros dès le 1er janvier. L'effet de cette mesure peut être sensible dans la mesure où l'énergie est une dépense incompressible des ménages et que son renchérissement se fera directement ressentir sur d'autres dépenses. On a vu a contrario que la baisse du prix de l'énergie dans de nombreuses économies européennes, comme l'Espagne ou l'Italie, a permis un rapide redressement de la consommation.

Cercle déflationniste

Certes, en cas d'accord, dans un premier temps, il existera une compensation dans la mesure où la consommation des ménages grecs sera sans doute gonflée par les dépenses qui ont été restreintes durant les « négociations » avec les créanciers : les ménages thésaurisent actuellement pour se prémunir contre un éventuel « Grexit. » Mais, à terme, l'effet de cette hausse de la TVA risque de se faire durement ressentir sur l'économie grecque. Ce serait en réalité le maintien d'une logique déflationniste. Les entreprises ne pourront faire face à cette nouvelle baisse de demande que par des baisses de prix. Or, la Grèce est encore en déflation profonde (les prix ont baissé de 1,8 % en mai sur un an). Ceci présage d'une nouvelle hausse du chômage pour compenser ces baisses de prix. D'où une nouvelle baisse de la demande des ménages à attendre...

Le tourisme en danger

Cette hausse sera d'autant plus sensible qu'elle touche aussi un des derniers points forts de l'économie grecque : le tourisme. Avec la crise, la Grèce est devenue plus dépendante du tourisme qui représente 18 % de son PIB contre 16 % en 2009. Or, les créanciers et les autorités grecques proposent de supprimer les exemptions dont bénéficiaient les services touristiques dans les îles égéennes. Les créanciers veulent également faire passer de 11 % à 23 % la TVA sur la restauration. C'est mettre en danger les avantages compétitifs de la Grèce sur le marché du tourisme méditerranéen. Là encore, la seule parade sera soit de développer l'économie informelle, soit (et les deux options ne sont pas exclusives) de licencier. A la clé, c'est risquer de voir ce secteur important rapporter moins à l'économie, mais aussi aux caisses de l'Etat. C'est pourquoi le gouvernement grec propose de ne lever l'exemption dans les îles qu'après le 1er octobre, afin de pouvoir épargner la saison touristique de cette année.

Des choix qui n'ont rien appris des erreurs de 2010-2012

Cette politique de hausse du poids de la TVA semble contre-productive. Les créanciers renouvellent ici clairement leurs erreurs de 2010 et 2012, alors même que le FMI avait reconnu ses erreurs. En pratiquant une taxation supplémentaire d'une demande affaiblie, on s'assure à coup sûr de recettes inférieures aux prévisions pour l'Etat. Accepter cette logique pour Athènes serait accepter la logique des trois gouvernements précédents : ce serait accepter d'avance de nouvelles coupes budgétaires pour « entrer dans les clous. »

La question des excédents primaires

Voici pourquoi le gouvernement refuse aussi des objectifs d'excédents primaires trop importants. L'affaiblissement économique du premier semestre rend nécessairement caduc l'objectif du mémorandum de 2012 (3,5 % du PIB cette année) qui, du reste, semblait devoir l'être avant même les élections du 25 janvier. L'excédent de 1 % du PIB, soit 1,8 milliard d'euros, proposé par les créanciers semble un objectif atteignable. De janvier à avril, l'excédent primaire grec s'élevait encore à 2,41 milliards d'euros. Mais il convient de prendre en compte dans ce chiffre les arriérés du gouvernement, autrement dit les factures non payées dans les 90 jours, qui sont passées entre décembre et avril 2015 de 157 à 478 millions d'euros. Il faut que le gouvernement puisse payer ses fournisseurs rapidement, ou bien, là encore ce serait un coup dur porté à l'économie. Tout dépendra donc de l'évolution des recettes pour savoir s'il faudra ou non pratiquer de nouvelles coupes franches. Or, en mai, les recettes fiscales ont été mal orientées. L'objectif grec de 0,6 % du PIB, soit 1,1 milliard d'euros, permet de se prémunir contre une mauvaise surprise dans les recettes. Mais surtout, il s'agit de pouvoir libérer quelques centaines de millions d'euros pour mener des politiques de soutien, notamment sociales. Ces excédents sont des garanties pour les créanciers mais ne sont d'aucune utilité pour

l'économie grecque. Athènes tente de sauvegarder quelques moyens d'actions. Néanmoins, il peut y avoir sans doute sur ce sujet des bases de discussions possibles sur quelques points de PIB.

De forts excédents pendant des années

Le principal problème vient des objectifs pour les années suivantes. Les créanciers et le gouvernement s'accordent sur un objectif d'excédent primaire de 3,5 % du PIB en 2018 (contre 4,5 % dans le mémorandum), mais les créanciers veulent aller plus vite que les Grecs (2 % contre 1,5 % en 2016, 3 % contre 2,5 % en 2017). On notera cependant qu'Athènes accepte le principe d'une progression de l'excédent primaire. Ceci supposera ou une forte hausse des recettes par la croissance ou l'impôt, soit de nouvelles coupes. Il y a là une acceptation par le gouvernement grec d'une certaine austérité, même si elle est plus « douce » que celle proposée par le mémorandum de 2012 et par les créanciers. C'est une concession douloureuse de la part d'Alexis Tsipras qui accepte en quelque sorte le principe qu'une partie des richesses du gouvernement doit être réservée au remboursement de la dette. Il n'y a donc pas de « rupture » avec ce que l'économiste de la gauche de Syriza Costas Lapavitsas appelait le « péonage de la dette. »

Comment Alexis Tsipras veut compenser l'austérité qu'il a accepté

Mais, Alexis Tsipras espère contrer ces critiques par deux phénomènes. D'abord, cette concession s'accompagnerait d'investissements européens (les créanciers refusent tout plan de ce genre) et de l'intégration de la Grèce aux rachats de titres de la BCE, ce qui devrait favoriser la croissance, donc réduire le poids de l'effort du gouvernement. Ensuite, cet « effort » sera mieux réparti puisque le gouvernement entend modifier le barème du prélèvement de solidarité pour le faire porter sur les plus aisés. Les revenus de plus de 100.000 euros annuels verront ainsi cette contribution passer de 2,8 % à 6 %, ceux de plus de 500.000 euros de 2,8 % à 8 %. A noter cependant que le poids de cette contribution sera aussi fortement relevée pour les classes moyennes puisque le niveau de contribution sera relevée à partir de 30.000 euros de revenus mensuels (de 1,4 % à 2 %) et sera presque doublé pur ceux qui gagnent de 2,1 % à 4 %. L'effort sera donc mieux réparti, mais il touchera une grande partie des ménages et cela peut aussi avoir un effet négatif sur la consommation. Néanmoins, cette hausse de la contribution ne sera que de 220 millions d'euros en 2015, donc inférieur au milliard d'euros d'alourdissement de la TVA contenu dans le plan des créanciers.

Justice fiscale

Enfin, le gouvernement grec entend aussi faire contribuer les grandes entreprises par une taxe extraordinaire et par une taxe sur les publicités. En tout, ceci devrait rapporter 1,16 milliard d'euros. Sans compter sa volonté de lutter contre la fraude fiscale. Par ailleurs, le gouvernement maintient l'impôt sur la propriété Enfia, qui est un poids sur la consommation hellénique, sans objectif de recettes. Les créanciers exigent le maintien de la recette de 2014, ce qui signifie une hausse du taux puisqu'il y a une baisse de la valeur des biens. Rien de plus faux donc que les propos des créanciers qui jugent que la proposition grecque ne contient aucun « effort. » Alexis Tsipras a fait de grandes concessions à la logique de l'austérité exigée par ces créanciers. Il est sans doute allé aussi loin qu'il le pouvait et qu'il le voulait dans ce domaine. Un pas de plus et il accepterait rien d'autre que de prendre la place de ses prédécesseurs...

Le nœud gordien des retraites

Reste un dernier point : les retraites dont on a déjà vu qu'il constituait le nœud gordien de la mésentente avec les créanciers. Ces derniers ont eu la main lourde dans ce domaine, alors même qu'il savait que c'était là un point sensible pour le gouvernement grec. Ils réclament non seulement une baisse de 1 % des retraites, soit 1,8 milliard d'euros de revenus ôtés aux ménages, mais le report de l'âge légal de la retraite à 67 ans. En mars, le taux de chômage en Grèce était de 25,6 %, avec un taux de 19 % pour la tranche d'âge 55-64 ans. En cas de report de l'âge de la retraite à 67 ans, il y aura donc mécaniquement moins d'emplois libérés et cela portera sur les tranches d'âge inférieures où le chômage est plus élevé. Par ailleurs, s'il est plus faible que dans les autres tranches d'âge, le chômage des 55-64 ans a connu la plus forte hausse entre mars 2014 et mars 2015 : alors que le chômage des 15-34 ans reculait, celui des 55-64 ans progressait de 1,6 point. Bref, on fera travailler davantage des gens qui sont davantage au chômage en faisant peser un risque sur le reste des salariés. Le tout sans incitations pour l'emploi. Bien au contraire, comme on l'a vu avec la TVA.

Le rôle social des retraites

Parallèlement, les retraites ont un rôle social important dans la société grecque. Elles freinent clairement les effets sociaux de l'austérité en offrant des revenus notamment aux chômeurs de la famille. En Grèce, seuls 14,4 % des chômeurs sont indemnisés. Ce serait surtout, encore une fois, faire payer les plus fragiles puisque, quoique considérées comme « généreuses » par les créanciers, 45 % des retraités grecs touchent moins de 665 euros, soit le niveau du seuil de pauvreté défini par Eurostat. La pension moyenne grecque est d'ailleurs de 664,7 euros à laquelle il faut ajouter les retraites complémentaires, en moyenne de 168,40 euros. Les créanciers veulent, outre les baisses des pensions, supprimer progressivement ce système d'ici à fin 2016. Ces exigences des créanciers seraient donc très négatives sur la croissance grecque. Or, rappelons-le, tout est lié. Un affaiblissement de la croissance se traduirait, pour tenir les objectifs fixés, par de nouvelles coupes. Comme de 2010 à 2013.

C'est précisément ce que les Grecs veulent éviter, car leur stratégie d'une austérité « acceptable » s'effondrerait alors. Ils retrouveraient la logique des gouvernements précédents.

Le piège des créanciers

Le plan des créanciers est donc clairement un plan « politique. » Il entend maintenir une stratégie qui a échoué pour pouvoir mettre à genoux politiquement le gouvernement grec effacer le vote grec contre l'austérité du 25 janvier. Aucune logique économique ne peut réellement soutenir un tel plan. Même la volonté de « prendre des garanties » pour le remboursement futur des dettes ne tient pas. L'affaiblissement de la croissance grecque ne peut en aucun cas constituer une quelconque garantie. Les deux restructurations de 2011 et 2012 le prouvent. De surcroît, on a vu qu'Alexis Tsipras acceptait des concessions qu'il a, lui-même, qualifié de « douloureuses » (on pourrait aussi évoquer l'acceptation d'une partie des privatisations). Les créanciers ont déjà obtenu beaucoup et Alexis Tsipras aura déjà bien du mal à redresser le pays avec ces concessions.

Apprentis sorciers

Mais le maximalisme des créanciers, leur volonté d'imposer les erreurs du passé, prouvent qu'ils ne visent pas un objectif financier ou économique. En réalité, ce plan des créanciers n'est qu'un piège. En l'acceptant, Alexis Tsipras retomberait dans l'erreur de ses prédécesseurs. Pris dans le cercle vicieux des objectifs et d'une croissance faible, voire négative, il devrait passer sous les fourches Caudines des coupes budgétaires. La politique « alternative » prônée par l'exécutif grec deviendrait impossible. Si le gouvernement de Syriza ne tombe donc pas immédiatement, il subira le sort de tous les gouvernements de gauche « gestionnaires de l'austérité » et le parti disparaîtra comme le Pasok, dont le maintien à la Vouli est désormais incertain. Resteront alors face à face les partis assumant la sortie de l'euro (Parti communiste et Aube Dorée) et les « amis » de l'Europe de Bruxelles de Nouvelle Démocratie. Le but est de prouver qu'il n'y a pas d'alternative aux politiques d'austérité budgétaire. Cette tactique de la « terre brûlée » fait des créanciers aujourd'hui des apprentis sorciers bien dangereux pour l'avenir de l'Europe. latribune.fr 08.06

Haut de page

Le 10 juin 2015

CAUSERIE

Suite à la pétition lancée par Le Comité Valmy pour la sortie de l'Otan et sa dissolution, on a pu lire (dans le portail Le Grand Soir) des commentaires désabusés de militants affirmant que cela ne servait à rien... A ce compte-là, puisque 9 luttes sur 10 se terminent par un échec, il faudrait en déduire qu'on n'a plus qu'à subir notre sort sans réagir ou que notre combat étant perdu d'avance, on ferait mieux de capituler tout de suite et s'adapter au destin effroyable que nous réservent les tenants du capitalisme.

Cette attitude témoignage que ces militants n'ont manifestement rien compris au socialisme ou au combat pour le socialisme, qui repose notamment sur la capacité des masses exploitées à accomplir les tâches historiques que le développement du capitalisme leur impose de réaliser, autrement dit à se saisir de la situation et des contradictions du capitalisme dont elles subissent les conséquences pour renverser l'ordre établi et s'emparer du pouvoir politique, afin d'instaurer une République sociale sur la base de la rupture avec le capialisme et l'ensemble de ses institutions.

Ce comportement ignore, nie ou correspond au rejet de l'analyse ou du constat dressé par Marx et Engels, selon lequel le prolétariat (l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels) est la seule classe (indépendante) capable de se dresser contre le capitalisme pour le renverser et instaurer le socialisme qui incarne l'avenir de l'humanité. Cela revient à cautionner l'idée que les masses exploitées accepteraient indéfiniment que leurs droits ou aspirations les plus élémentaires soient spoliés sans réagir et qu'elles seraient vouées à l'esclavage et à subir la barbarie, que ce serait le sort finalement réservé à l'humanité, la civilisation humaine étant vouée à disparaître au profit de la pire des barbaries qui soit, car tel serait son destin. Or l'activité politique de tous les peuples démontrent exactement le contraire à travers leur résistance quotidienne ou leur mobilisation.

Cette attitude confirme qu'en partant d'une analyse partielle ou erronée du développement du capitalisme, quand on ne l'ignore pas tout bonnement, on en arrive forcément à s'en remettre au capitalisme pour assurer la continuité du développement de la civilisation humaine, alors que quotidiennement il témoigne qu'il en est totalement incapable et tend à réduire à néant le progrès social accompli au cours des millénaires passés.

C'est un fait que seule la majorité de la population composée de la classe des exploités et des opprimés a les moyens de changer la société, et qu'être incapable de s'adresser à elle dans les termes appropriés ou lui tourner le dos par manque de confiance, aboutit forcément à une impasse politique démoralisante, qu'on justifiera par la suite en affirmant que décidément le capitalisme est beaucoup trop puissant pour être vaincu, alors qu'il est virtuellement en état de mort clinique et maintenu en survie

artificielle uniquement grâce à la planche à billets ou pire, en en rendant les masses laborieuses responsables.

C'est un fait qu'on ne peut pas à la fois ignorer un des piliers sur lequel repose le socialisme et croire en le socialisme, d'où la nécessité d'en faire la propagande au sein des travailleurs et des militants qui en ont une vision totalement déformée ou ne savent pas du tout ce qu'il signifie. Au-delà, c'est ignorer le second pilier sur lequel repose le socialisme, dans la mesure où cela consiste à prêter au capitalisme un avenir qu'il a lui-même largement hypothéqué à travers les quelque 200.000 milliards de dollars de dettes tous pays confondus qu'il a accumulés et qui grèvent par avance tout progrès social dans le futur.

Sans théorie, sans programme, sans stratégie et ligne politique intégrant le développement du capitalisme depuis son avènement et la lutte des classes dont le prolétariat est à l'initiative, les deux facteurs étant combinés, il est impossible d'adopter des positions conformes aux besoins des travailleurs, de déterminer les moyens politiques pour les faire aboutir, de militer sérieusement tout simplement, on est voué à se comporter en amateur, dilettante, aventurier ou charlatan, opportuniste. Il est vrai qu'un tel comportement n'est pas apte à inspirer confiance aux travailleurs, ce en quoi ils ont raison.

On ne cesse de nous répéter depuis des décennies que la situation serait difficile, que les choses se seraient terriblement compliquées depuis la fin des années 80, que plus personne ne comprendrait rien à rien ou presque, alors qu'on n'a cessé de s'écarter de l'essentiel, des choses les plus simples qui sont accessibles aux travailleurs au profit d'une rhétorique insipide et élitiste dans laquelle ils ne peuvent pas se reconnaître ou progresser.

Au mieux les masses ont été instrumentalisées par les différents partis ouvriers et les syndicats pour permettre à certaines couches de conserver leurs privilèges, tandis que l'ordre établi continuait de régner en maître, on pourrait ajouter, en s'appuyant sur ces couches de nantis par rapport au reste du prolétariat qui en assurent la stabilité à l'arrivée.

Jeux institutionnels misérables, vulgaires manoeuvres d'appareils, coller au "mouvement spontané" des masses ou le trade-unionisme tendant à adopter les contours du corporatisme, voilà à quoi se réduit leur conception de la lutte de classe, le tout emballé dans une cécité ou un dogmatisme dans lesquels le socialisme n'a pas sa place. Qu'on ne s'étonne pas du résultat ou qu'on ne cherche pas ailleurs où se situe le problème que nous avons à régler : se réapproprier le socialisme et le diffuser le plus largement possible, ce qui inclut de répondre à la guerre idéologique et psychologique incessante que la classe dominante mène contre la classe ouvrière, afin de la décourager de résister pour finalement abandonner l'espoir qu'il serait possible de changer la société.

Cela peut paraître banal ou tellement évident et c'est valable dans la vie en général, mais quand on se prive des moyens de résoudre un problème, on est assuré de ne jamais y parvenir, on finit pas se persuader soi-même que c'est totalement impossible.

Pour en arriver à être obligé d'en appeler à la logique la plus élémentaire, on se dit qu'on a perdu le fil de l'histoire, le fil du marxisme, qu'on manque de repères, qu'on est paumé ou qu'on ne sait plus dans quelle direction s'orienter. Le socialisme n'est pas un remède miracle prêt à l'emploi, juste une méthode, un guide pour l'action pour nous aider à réaliser l'objectif qu'on s'est fixé : s'emparer du pouvoir politique et se débarrasser du capitalisme pour avancer sur la voie de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Refuser d'étudier et d'adopter le socialisme qui est la seule alternative au capitalisme, c'est un peu comme si on vous demandait d'opérer du coeur un patient, alors que vous n'avez pas étudier la science médicale ou que vous n'êtes pas chirurgien, on peut présumer d'ici du résultat inévitable sans jamais avoir ouvert un manuel de médecine. C'est élémentaire et on passe à côté malheureusement.

En guise d'épilogue.

On dit les masses fort arriérées, indécrotables et j'en passe. Certes, mais elles peuvent évoluer. C'est ce qu'on leur refuse.

Ma compagne Selvi analphabète est profondément arriérée, parfois même la pauvre femme n'a pas toute sa tête dans laquelle il n'y a déjà pas grand chose, ce n'est pas un jugement mais un constat lucide. A première vue, c'est plutôt décourageant de vouloir lui enseigner quelque chose ou de croire qu'elle pourrait progresser, on pourrait se dit qu'on va forcément perdre son temps et qu'on ferait mieux de le consacrer à des choses plus valorisantes, car on a une idée de soi-même supérieure. Je pense exactement le contraire par expérience.

Cela concerne de petites choses de la vie quotidienne, insignifiantes en apparence et elles le sont effectivement, par contre s'en servir pour mettre en oeuvre une méthode de réflexion qui pourra être utilisée par la suite en toute circonstance, voilà qui est fort intéressant.

Elle avait pris l'habitude de poser son sac à main, un simple petit sac publicitaire indien en tissu, sous une fenêtre. A plusieurs reprises j'ai déplacé son sac pour l'accrocher à un emplacement à l'écart des fenêtres qui restent toujours ouvertes à cause de la chaleur, y compris la nuit. Chaque fois j'ai pris soin de le poser au même endroit et chaque soir en rentrant elle a continué de

le placer sous cette fenêtre comme si elle n'avait pas remarqué que je le changeais de place tous les jours. Cela a duré un bon moment, je ne me souvens pas au juste pendant combien de mois. Et depuis la semaine dernière j'ai constaté qu'elle le plaçait dorénavant au même endroit que moi. Bien entendu à plusieurs reprises au cours des mois précédents je lui avais expliqué pourquoi à mon avis elle ne devait pas le placer sous cette fenêtre. Il faut donc en déduire qu'à un moment donné cela a fait tilt dans sa tête sans que je lui dise quoi que ce soit pour ma plus grande satisfaction.

Hier soir j'ai tenté une autre expérience.

Elle a pris l'habitude depuis environ un mois de placer une bouteille d'eau sur la table de nuit située de mon côté dans la chambre. A plusieurs reprise le soir je lui ai dit que c'était le meilleur moyen de la foutre par terre la nuit et qu'il était préférable de la poser à même le sol, en vain. Hier soir, dans un autre contexte alors qu'on était à table je lui ai rappelé et à ma grande surprise lorsque je suis allé me coucher 30 minutes après elle, je me suis aperçu qu'elle avait placé la bouteille d'eau sur le carrelage, comme quoi cette fois elle avait percuté parce que sans doute j'avais abordé cette question dans un contexte différent, cela a suffit à ce qu'elle se le grave dans le cerveau.

Elle a apparemment beaucoup de difficulté à se concentrer sur quelque chose et à mémoriser, les gestes les plus simples et logiques lui semblent compliqués ou incompréhensibles, ou plutôt elle manque atrocement de logique pour n'avoir pas été à l'école, handicap qu'on conserve toute la vie et qu'il est difficile de palier, mais ce n'est pas impossible pour peu qu'on se donne la peine de l'aider à le surmonter ou qu'on trouve la bonne formule pour qu'elle progresse.

Elle est loin d'être la seule dans ce cas-là. Car lorsque dans notre portail j'explique qu'il faut se poser des questions encore et encore parce que j'estime qu'on ne s'en pose pas suffisamment, c'est justement pour acquérir la logique qui fait défaut à ceux qui ne s'en posent pas ou pas assez, logique qui n'apparaît et dont on prendra conscience qu'à partir du moment où on se les pose, sinon c'est impossible ou accidentellement seulement. La logique ou la dialectique, ne sont pas des rapports que l'on invente mais qui existe dans la nature et la société, qui les régissent, si on ne les maîtrise pas, on ne peut pas comprendre grand chose au fonctionnement du monde dans lequel on vit, encore moins oeuvrer à sa transformation consciente, on sera voué à les subir durant toute notre existence.

On arrêtera là pour aujourd'hui. J'ai fait d'autres expériences avec Selvi, à un autre niveau, par exemple, alors qu'elle est plutôt craintive et soumise, j'ai réussi à ce qu'elle tienne tête à l'Italienne qui l'emploie comme domestique, en exigeant en contre-partie de commencer plus tôt le matin, à 7h30 au lieu de 8h, de terminer à 13h30 au lieu de 14h30, voire 15 heures sans avoir déjeuné, donc Selvi est gagnante et travaille dorénavant 30 minutes de moins par jour. Elle a osé défendre ses droits et c'est tout nouveau pour elle, quelque chose qui était impensable il y a peu encore. Et elle a retenu la leçon, c'est dorénavant ancré dans son cerveau. J'en veux pour preuve qu'avant-hier elle a dormi qui sa fille qui demeure à 10 minutes à pied de chez l'Italienne, et quand je lui ai demandé le soir à quelle heure elle avait commencé à travailler le lendemain matin, elle m'a répondu : "Comme d'habitude à 7h30 car arriver plus tôt serait lui donner de mauvaises habitudes" a-t-elle précisé. Parfait me suis-je dit et je lui ai exprimé ma satisfaction ce qu'elle apprécie toujours, il faut l'encourager. Ce qui m'a fait marrer, c'est qu'elle m'a sorti cela sur un ton vindicatif, l'air de dire maintenant je ne me laisserai plus faire, un vrai bonheur.

Comme quoi tourner le dos aux masses en général ou à ses couches les plus arriérées est une erreur politique tragique pour notre cause.

Pour revenir à notre sujet du début.

Evidemment que ce n'est pas une pétition qui va faire rompre Hollande ou le gouvernement avec l'Otan, d'ailleurs on ne l'exprime pas exactement dans ces termes pour ce qui nous concerne. Par contre pointer l'Otan qui est le bras armé de l'oligarchie financières anglo-saxonne-sioniste comme l'ennemi de tous les peuples, voilà qui ne manque pas d'intérêt et s'inscrit dans le combat politique que nous menons contre toutes les institutions du capital pour les affaiblir ou faire en sorte que les masses s'en détournent ou rompent avec elles. L'Otan ne mènerait pas une propagande acharnée en direction des masses si elle n'avait pas besoin de son adhésion à sa politique pour pouvoir l'appliquer. C'est d'une logique déconcertante.

L'adresse pour signer cette pétition : info@comite-valmy.org. Je ne l'ai pas encore signé car je veux leur envoyer un mot avec que je n'ai pas eu le temps de rédiger.

Points de repères lus dans deux articles.

1- " En ce début de XXIe siècle, le discours ne concerne plus l'utilité de la diplomatie préventive, il prône sa négation. Bien que face à des conflits potentiels le terme de prévention soit encore évoqué, il ne s'agit plus d'une prévention politique développée par la voie diplomatique : il s'agit d'une prévention par la force. Les armes veulent prendre la place de la diplomatie. Pour empêcher l'ennemi de déclencher une guerre, il faut lui faire la guerre. La diplomatie préventive a tendance à être remplacée par la guerre préventive. "

La guerre préventive est une agression militaire déguisée.

2- "Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de destruction massive. Assad n'a pas utilisé des armes chimiques. L'Iran n'a pas de programme d'armes nucléaires. La Russie n'a pas envahit l'Ukraine. Mais Washington a convaincu le monde que ses mensonges étaient vraies."

Grâce au consensus qui existe entre tous les partis, syndicats, médias avec les Américains, les uns en affichant leur soutien à Washington, les autres en se terrant dans un silence complice ou en manifestant une neutralité bienveillante à son égard.

3- "Dans les mains de Washington, la loi est une arme qui est utilisée contre tout le monde, contre chaque organisation et contre chaque pays qui prend une position indépendante de Washington."

S'ils se définissent eux-même comme un empire ou les maîtres du monde, c'est forcément qu'il y a une raison à cela.

4- "En affirmant l'universalité de la loi étatsunienne, Washington affirme la prééminence de l'autorité de sa police et de ses procureurs sur l'autorité des pays souverains."

Ils agissent en dictateur suprême, c'est le minimum requis quand on envisage de gouverner le monde, non ?

Une vidéo

Le Journal 07.06.2015
https://www.youtube.com/watch?v=SEb6Yf9Lxdo

Il s'agit en fait du journal télévisé de la chaîne publique syrienne en français. J'ignorais que cela existait.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande n'a pas pu vendre son honneur, il n'en a jamais eu.

- Pourquoi la légion d'honneur du patron de Qatar Airways fait polémique - Le Huffington Post

L'information, révélée dimanche 7 juin par Le Point, ne passe pas inaperçue. Deux jours plus tôt, François Hollande a discrètement remis la légion d'honneur à Akbar al-Baker, patron de Qatar Airways, rapportait l'hebdomadaire sur son site. En le décorant, "le chef de l'État a rappelé l'excellence des relations entre la France et l'émirat", souligne Le Point, qui rappelle que Qatar Airways, équipée majoritairement d'Airbus, est la plus grosse compagnie au monde.

Cette décoration intervient dans un contexte particulier à plusieurs titres, en premier lieu parce qu'Air France craint l'expansion de Qatar Airways dans l'Hexagone. Début mai, Le Monde rapportait qu'à la suite de la signature du contrat de vente de 24 Rafale au Qatar, le pays du Golfe avait obtenu en contrepartie des "droits de trafic supplémentaires vers la France pour sa compagnie aérienne" avec la possibilité d'atterrir à Lyon et à Nice, "vraisemblablement trois fois par semaine".

Par ailleurs, la remise de cette Légion d'honneur intervient alors que le Qatar est montré du doigt par une partie de la classe politique, jusque dans l'entourage de François Hollande croit savoir Le Point, qui rappelle la proximité de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy avec le Qatar, mais aussi au-delà. Le Huffington Post 09.06

Le mimétisme avec Sarkozy est parfait.

L'UE prend l'eau, aidons-la à couler.

- Méditerranée : plus de 100.000 migrants sont arrivés en Europe depuis janvier - lefigaro.fr

C'est près de la moitié du nombre total de migrants recensés sur l'année 2014. Un chiffre qui confirme la très forte augmentation du nombre de départs. lefigaro.fr 09.06

Commentaire d'un internaute.

- "L'Europe comte environ 500 millions d'habitants. 300 000 migrants par an ne représentent donc que une personne sur 1600,

soit 0,06%/an soit encore 6% sur un siècle. A ce rythme-là il faudrait 2 000 ans pour que les migrants représentent la moitié de la population européenne : ces chiffres sont tout à fait négligeables et pourtant on nous les présente toujours comme spectaculairement élevés, pourquoi ? "

En complément.

- Migrants délogés: le Défenseur des droits ouvre une enquête - AFP

Le ministre de l'Intérieur a assuré que le gouvernement avait agi "avec humanité". AFP

Stéphane Le Foll a pourtant assuré que le gouvernement agissait avec « une logique humaine » 20minutes.fr

Comment un gouvernement et un parti qui soutiennent le régime fasciste de Kiev et Tel-Aviv, les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique pourraient-ils agir "avec humanité" ou selon "une logique humaine" ?

"Crapulerie politique" et "une fermeté de façade".

- Libre-échange UE-USA: divisé, le Parlement européen repousse son vote - AFP

Le président du Parlement européen a annulé un vote prévu mercredi dans lequel les eurodéputés devaient fixer leurs exigences sur l'accord de libre-échange en négociation avec les Américains, mais qui risquait de buter sur la question controversée des procédures d'arbitrage.

Le débat, prévu mercredi matin, est maintenu, "mais le vote n'aura pas lieu", ont indiqué mardi à la presse les services du Parlement européen, expliquant que Martin Schulz avait informé les députés du renvoi du projet de résolution en commission.

M. Schulz a ainsi fait usage d'une possibilité que lui donne le règlement quand un texte fait l'objet d'un nombre trop élevé d'amendements.

Les principaux groupes politiques avaient pourtant semblé trouver un compromis fin mai sur un certain nombre de "lignes rouges" que ne devaient pas franchir les négociateurs s'ils voulaient in fine obtenir leur aval, nécessaire pour un futur accord de libre-échange.

Mais les socialistes ont déposé un amendement demandant d'exclure explicitement de cet accord commercial, connu sous l'acronyme de TTIP, tout mécanisme privé d'arbitrage des différends entre Etats et investisseurs privés. Ils en avaient fait une condition de leur soutien à la résolution qui devait être soumise au vote mercredi.

Certains craignent en effet que ce mécanisme permette à des multinationales de remettre en cause des politiques publiques des Etats, devant des instances privées.

Le PPE (droite) est d'accord pour exiger une réforme de cette procédure d'arbitrage, dite ISDS. Mais de nombreux députés conservateurs, agacés par la "nouvelle posture" des socialistes, n'étaient pas prêts à accepter leur amendement.

Le vote de mercredi risquait donc de déboucher sur une impasse, sans résolution commune, alors même que les principaux partis du Parlement sont favorables au principe et à la nécessité d'un TTIP.

"C'est panique au Parlement", a ironisé l'eurodéputé Vert français Yannick Jadot, qualifiant de "crapulerie politique" l'initiative de Martin Schulz, motivée selon lui par le fait qu'il ne pouvait "plus garantir à Juncker et à Angela Merkel un vote favorable" au TTIP de la part du Parlement.

Face à une contestation grandissante, la commissaire européenne Cecilia Malmström avait proposé des évolutions des procédures d'arbitrage, en allant notamment vers la création d'un tribunal international permanent pour remplacer le mécanisme bilatéral jusqu'ici évoqué.

"Les tribunaux d'arbitrage privés sont morts, mais cela doit être dit clairement", avait fait valoir mardi le député allemand Bernd Lange pour justifier l'amendement socialiste.

"Une modification de l'ISDS est nécessaire à nos yeux", avait estimé de son côté le chef de file des députés du PPE, Manfred Weber, tout en assurant que les propositions de Mme Malmström "reçoivent l'adhésion du PPE".

Les Verts avaient en revanche rejeté la proposition émanant de l'exécutif européen. "On ne tue pas du tout l'ISDS, c'est

simplement une resucée à la sauce Malmström", avait fustigé leur coprésident, Philippe Lamberts, qui avait accusé les socialistes d'afficher une fermeté de façade après des mobilisations citoyennes contre le TTIP.

Le Parlement ne participe pas aux négociations en cours depuis 2013, mais il aura le pouvoir in fine de rejeter l'accord AFP 09.06

Ce qui est inimaginable évidemment.

La monarchie européenne a ses esclaves et elle en est fière.

- La Moldavie, l'atelier du textile de l'Europe - Francetv info

Le textile moldave a failli disparaître est un acteur essentiel en Europe. Ce secteur a survécu en s'appuyant sur un atout maître : sa main d'oeuvre. Grâce à elle, la Moldavie est désormais surnommée "la nouvelle Chine de l'Europe".

Les ouvrières moldaves travaillent huit heures par jour, cinq jours sur sept, pour à peine 300 euros par mois. Ces salaires imbattables attirent les grands groupes. Dans l'usine Infinitextil, l'une des principales du pays, le carnet de commandes est rempli.

"Nous sommes très tolérants et très flexibles sur les prix", explique à France 2 la directrice adjointe de la production. Ici, le chiffre d'affaires a bondi de 20% cette année. La qualité est présente depuis que la Moldavie s'est hissée aux standards européens.

Ce pays, le plus pauvre et enclavé d'Europe, a tout de même dû faire des choix face à la concurrence asiatique. Il s'est notamment spécialisé dans le luxe avec un certain succès. La famille royale britannique a même adopté quelques produits issus des usines moldaves, lesquelles inondent l'Europe. Francetv info 09.06

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Gouvernement "pro-business".

- Les patrons plutôt favorables aux annonces de Manuel Valls - Francetv info

Social

- Eiffage: 239 postes supprimés dans la branche métal - AFP

- Renault Trucks : 1 100 salariés contre le plan social - La Tribune

Faits divers institutionnels

- Tentative d'assassinat à Corbeil: un proche de Dassault renvoyé aux assises - AFP

- Amende requise en appel contre le centriste Jean-Christophe Lagarde pour favoritisme - 20minutes.fr

- Jean-Marie Le Pen visé par une enquête pour blanchiment de fraude fiscale - Francetv info

- Deux dirigeants de BNL, filiale de BNP, renvoyés en justice - Reuters

Démocratie piétinée. Le rejet.

- 74% des enseignants du secondaire se disent opposés à la réforme - Reuters

Le Gang des 7 xénophobes.

- Le G7 prêt à durcir les sanctions contre la Russie - LeFigaro.fr

- Le Roux interdit de séjour en Russie, Bartolone annule une visite - Le Huffington Post

- Cyberattaque de TV5 Monde : des pirates russes à la manœuvre ? - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Raqqa: un fossé, pour empêcher les Daeshistes de fuir - french.irib.ir

En Syrie, les sources locales, dans la province de Raqqa, font part de l'émergence de nouvelles dissensions, au sein du groupe terroriste-takfiri de Daesh.

Selon l'agence de presse Fars, depuis Damas, citant les sources locales, dans la ville de Tell Abyad, située dans la province de Raqqa, les terroristes de Daesh s'entre-déchirent.

D'après les mêmes sources, un certain nombre des terroristes de Daesh ont tenté, dimanche, de fuir vers la Turquie. Les éléments de Daesh se sont, donc, dispersés, dans le village frontalier de Manbatah, à deux kilomètres à l'Ouest de Tell Abyad, où ils ont fait du porte-à-porte, pour retrouver les éléments en fuite.

Dans la foulée, le groupe terroriste Daesh a commencé à creuser un fossé, à l'Est de Tell Abyad, devant le village turc d'Al-Ala, afin d'empêcher ses éléments de fuir, en Turquie. A noter qu'un certain nombre d'éléments de Daesh s'étaient, déjà, réfugiés, en Turquie, via ce village frontalier.

Auparavant, Daesh avait creusé un fossé, aux alentours de la ville de Tell Abyad, afin d'empêcher les combattants kurdes de s'en emparer. french.irib.ir 08.06

2- Arabie saoudite

- Toutes les options sont sur la table, même l'arme atomique (ambassadeur de Riyad à Londres) - french.irib.ir

L'ambassadeur d'Arabie en Grande-Bretagne a déclaré qu'au cas d'un éventuel échec des négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1, Riyad mettra toutes les options sur la table et n'hésitera pas à acheter des bombes atomiques.

Selon Russia Today, Mohammad ben Nayef ben Abdelaziz a déclaré, dans une interview, publié lundi par « The Telegraph », que si le processus diplomatique ne pouvait pas empêcher la réalisation de ce qu'il a appelé les « ambitions nucléaires de l'Iran », l'Arabie saoudite ferait tout pour s'acquérir l'arme atomique.

L'ambassadeur de Riyad à Londres a émis l'espoir que le président des Etats-Unis Barack Obama puisse conduire le processus des négociations nucléaires vers un accord « total et sans faille » avec l'Iran au sujet de son programme nucléaire, « sinon toutes les options seront sur la table », a-t-il prétendu.

« Nous soutenons pourtant le processus diplomatique pour le règlement des différends autour du nucléaire iranien », a-t-il ajouté.

« Nous saluons les efforts du président des Etats-Unis, à condition que l'accord final avec l'Iran soit total et sans faille pour ne plus permettre à l'Iran de continuer sa politique déstabilisatrice dans al région », a-t-il prétendu. Il a ajouté que Riyad souhaite que Téhéran donne des garanties de ne pas vouloir se doter de l'arme atomique. « Le programme nucléaire iranien est une menace directe pour tous les pays de la région. Il est le moteur principal de la prolifération nucléaire au Moyen-Orient, même en Israël », a déclaré l'ambassadeur de l'Arabie saoudite à Londres.

Selon certaines sources, depuis de longues années, l'Arabie saoudite s'est chargée de financer à 60% le programme nucléaire militaire du Pakistan, à condition de pouvoir acheter, quand elle le souhaite, des bombes atomiques à Islamabad.

Les déclarations de l'ambassadeur saoudien à Londres interviennent après la rencontre à Washington de l'ancien directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, avec une haute autorité saoudienne. Alouar Ashki et Dore Gold se sont rencontrés, la semaine dernière, au Conseil américain pour les relations étrangères à Washington, et ont participé ensuite à une conférence de presse pour répondre aux questions des journalistes sur la position commune de Tel-Aviv et Riyad contre l'Iran. french.irib.ir 09.06

3- Israël

- Israël teste des «bombes sales» - french.irib.ir

Le régime sioniste a mené une série d'essais, pour tester les effets et les dommages potentiels d'une bombe radiologique, y compris, ses matières radioactives, dans le cadre d'un projet de 4 ans; nommé "Sdé Yarok", (champ vert), opéré par des chercheurs du réacteur de Dimona, a révélé, lundi matin, le quotidien israélien, "Haaretz".

Connues sous le terme de "bombes sales", ces charges explosives ont été testées, dans le but d'examiner leurs effets sur l'environnement, dans le cadre du projet nommé «champ vert». "Haaretz" dévoile, également, que, dans le cadre d'expériences, 20 engins explosifs, pesant entre 15 et 25 kilos, ont été combinés avec des matières radioactives "technétium 99m", utilisées dans l'industrie médicale.

En outre, toutes les technologies existant dans cette centrale, dont de petits avions, ont été déployées, pour mesurer les effets radioactifs et la puissance de l'explosion des bombes. french.irib.ir 08.06

4- Palestine occupée

4.1- - L'Egypte, complice d'Israël pour donner un tour de vis au blocus de Gaza - french.irib.ir

Le gouvernement égyptien, complice du régime sioniste pour intensifier le blocus de la bande de Gaza, a chargé ses militaires de détruire un autre tunnel, reliant la ville frontalière de Rafah à une zone dans le Sinaï, que les habitants de Gaza utilisait pour faire parvenir les produits de première nécessité à l'intérieur de l'enclave palestinienne. Selon des sources locales, l'armée égyptienne a fait exploser dimanche un des principaux tunnels que les habitants de Gaza utilisaient pour acheminer des denrées alimentaires et du carburant à Rafah dans le sud de la bande de Gaza. Cette explosion a tué au moins sept Palestiniens qui étaient à l'intérieur du tunnel avec leurs marchandises. Plusieurs autres personnes ont été blessées.

Depuis l'intensification du blocus de Gaza par le régime sioniste en 2007, des tunnels ont été creusés jusqu'au Sinaï par les habitants de la bande de Gaza pour faire parvenir des denrées alimentaires, des médicaments, du carburant et d'autres produits de première nécessité, via le territoire égyptien. Mais depuis quelques mois, les avions de l'armée israéliens et l'armée égyptienne bombardent ces tunnels, et créent de nouveaux problèmes pour les habitants de l'enclave palestinienne. Selon des militants palestiniens, depuis la prise du pouvoir en Egypte par Abdel Fattah al-Sissi, des centaines de tunnels ont été détruites par l'armée égyptienne dans la région frontalière de Rafah sous prétexte des questions sécuritaires. Cela signifie le durcissement du blocus que le régime sioniste et l'Egypte imposent conjointement aux habitants de Gaza.

En même temps, l'armée égyptienne a annoncé, il y a quelques jours, qu'en juillet, une grande opération sera lancée pour évacuer quelque 10.000 maisons dans la partie égyptienne de la frontière pour y créer une zone tampon.

Les Palestiniens estiment que le but du Caire de créer cette zone tampon entre son territoire et la bande de Gaza est d'isoler totalement la région palestinienne et de parachever le blocus que le régime sioniste impose aux habitants de la bande de Gaza.

Après la fermeture du passage frontalier de Rafah par l'armée égyptienne, les tunnels sont les seuls moyens pour acheminer les denrées alimentaires et les produits de première nécessité aux habitants de Gaza qui souffrent depuis des années de la pénurie de tout, et qui sont maintenant au bord d'une nouvelle catastrophe humanitaire.

La complicité du Caire avec le régime sioniste pour détruire les tunnels prend une nouvelle dimension ces derniers temps, alors que l'opinion publique égyptienne s'y oppose et que de nombreuses manifestations ont été organisées pour protester contre cette décision du gouvernement et pour exiger l'annulation de l'accord de paix avec le régime sioniste. La bande de Gaza, avec une superficie de 363 kilomètres carrés, abrite près de 2 millions de Palestiniens. L'intensification du blocus et les attaques militaires successives des armées israélienne et égyptienne contre les tunnels mettent ces 2 millions de personnes au bord d'une véritable crise humanitaire. french.irib.ir 09.06

4.2- - Le Hamas condamne la non-inclusion du nom du régime sioniste, sur la liste des violateurs des droits des enfants - french.irib.ir

Le mouvement de la Résistance islamique de la Palestine, le Hamas, a condamné la décision bizarre de l'ONU de n'avoir pas inclu le nom du régime sioniste, dans la liste des parties ayant transgressé les droits des enfants.

D'après les médias d'informations palestiniens, le Hamas a dénoncé la décision de l'ONU de n'avoir pas enregistré le nom de l'entité sioniste, sur la liste des parties ayant violé les droits des enfants, et souligné que la décision de cette instance

internationale reste une récompense offerte à ce régime, pour commettre des crimes et des exactions.

L'ONU a publié, hier, lundi, la "liste de la honte", sur laquelle figurent les noms des parties violant les droits des enfants. Malgré les revendications censées faire inclure l'entité sioniste, ayant massacré, pendant la récente guerre, dans la Bande de Gaza, plus de 500 enfants palestiniens, sur «la liste de la honte», le secrétaire général de cette instance internationale, Ban Ki-moon, a, donc, tranché, évitant à Israël de figurer, sur cette liste.

Cependant, le patron de l'ONU a, tout de même, confié qu'il restait "extrêmement inquiet" des "graves violations endurées par des enfants palestiniens", lors des opérations militaires de l'été dernier du régime de Tel-Aviv. french.irib.ir 09.06

ECONOMIE

Brésil

- Plan de 57 milliards d'euros pour des infrastructures au Brésil - Reuters

La présidente brésilienne, Dilma Rousseff, a présenté mardi un projet de concessions visant à susciter 198,4 milliards de réals (56,8 milliards d'euros) d'investissements privés sur cinq ans pour moderniser et gérer les routes, le transport ferroviaire, les aéroports et les terminaux portuaires.

Ce plan prévoit la construction de 4.371 kilomètres d'autoroutes, l'extension de certaines concessions ferroviaires existantes et le transfert au privé de l'exploitation de plusieurs aéroports, comme ceux de Porto Alegre, Fortaleza, Salvador et Florianopolis.

Les nouvelles concessions auront un accès réduit aux financements des banques publiques et les concessionnaires devront financer en partie les projets avec des capitaux privés.

Ce plan vise entre autres à soutenir l'activité économique au Brésil, aujourd'hui au bord de la récession, et à restaurer l'image de Dilma Rousseff, altérée ces derniers mois par le scandale de corruption au sein de la compagnie pétrolière publique Petrobras et par la flambée de l'inflation.

Le gouvernement attend 66,1 milliards de réals d'investissements dans les autoroutes, 86,4 milliards dans le transport ferroviaire, 37,4 milliards dans les ports et 8,5 milliards dans les aéroports.

Les enchères pour les concessions aéroportuaires devraient débuter au premier trimestre 2016.

Brasilia va par ailleurs ouvrir au privé 29 terminaux portuaires.

La banque publique de développement BNDES continuera de jouer un rôle "important" dans le financement des infrastructures, a déclaré le gouvernement, notamment dans le domaine du transport ferroviaire, où elle pourra financer jusqu'à 90% du montant des projets.

Les projets routiers, eux, pourront être financés jusqu'à 40% par des prêts bonifiés de la BNDES, à condition que leur budget soit assuré à au moins 10% par l'émission d'obligations d'infrastructures. Reuters 09.06

Haut de page

Le 11 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 18h. On a ajouté 40 articles. Rester assis devant l'écran pendant près de 2 heures par cette chaleur, c'est une torture !

Les propriétaires (privés !) du portail *Arrêt sur Info* ne permettent pas aux internautes de télécharger au format pdf (Adobe Reader) les articles qu'ils publient, il faut donc les télécharger en "page complète html", puis les formater avec Adobe Acrobate, cela fait des manipulations supplémentaires, multipliées par 30 cela prend du temps...

Nous n'avons peut-être pas encore trouvés la bonne formule pour sortir de la situation inextricable dans laquelle nous nous sommes foutus, mais au moins nous sommes informés. On se console comme on peut !

Notre ennemi ne manque pas de détermination comme vous avez eu largement l'occasion de le constater, à nous de lui démontrer qu'on n'en manque pas non plus.

J'ai lu ou plutôt relu un truc qui m'a bien fait marrer, façon de parler :

- "*On disait que les trotskistes se reproduisent par scissiparité, qu'il suffisait de deux trotskistes pour faire un parti et de trois pour faire une scission, que, quand deux groupes tentent de fusionner, le résultat, ce n'est pas un groupe, mais trois, car dans les groupes qui fusionnent, il y a toujours une minorité qui n'accepte pas la fusion, se sépare du groupe et en forme un nouveau.*" (http://istravail.com)

Non, ce n'est pas caricatural, car le pire c'est que cela s'est largement vérifié, nos lecteurs en sont témoins ou en sont l'illustration, hélas ! On a envie de dire que c'est ce qui arrive quand on a des dirigeants qui ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités, non ?

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard. Il fait 41°C.

J'ai entendu dans une vidéo que Poutine regrettait la faiblesse de l'Etat russe (notamment) en 1917, ce qui avait permis aux affreux bolcheviks de prendre le pouvoir et de mettre un terme à l'ancien régime du tsar Nicolas II, pour justifier un Etat "fort" en Russie dirigé par le nouveau tsar de toutes les Russies ou lui-même : Poutine.

Dans une autre vidéo, l'intervenant cite au passage ces "monstrueux bolcheviks", à croire que le communisme hante toujours l'Europe ou le monde et qu'il demeure source de leur cauchemar, en fait les masses exploitées, qui avec leurs besoins de plus en plus pressants, ils parviennent de plus en plus difficilement à contenir.

Que le tsar, ses guerres, ses pogroms, son système policier et la misère sociale qui allait avec soient préférables à un Etat ouvrier signant la paix avec ses voisins et s'attaque aux fondements du régime en place pour satisfaire les besoins sociaux des travailleurs, c'est le créneau habituel de tous les réactionnaires.

Que ces portails se présentant comme "libres" ou "indépendants", "progressistes", etc. qui se définissent également comme des médias alternatifs s'en fassent l'echo, témoigne que leurs intentions ne sont pas de créer les conditions politiques pour que les droits sociaux et politiques des travailleurs soient satisfaits sur tous les continents. Bien au contraire, dès que la question du pouvoir affleure à la surface ou se trouve posée, ils se rangent du côté de la réaction en reprenant ses arguments contre l'avant-garde du prolétariat mondial, contre la révolution socialisme mondiale en bons petits soldats ou porte-parole du capital. Cela est valable pour pratiquement tous les portails dont nous avons mis des articles en ligne.

Le Front populaire en 1936 avait opté pour la bourse, la guerre et le corporatisme, le fascisme au détriment du socialisme et depuis rien n'a changé, on en a la preuve quotidiennement. Vaut toujours mieux une monarchie ou un régime féodal autocratique, une dictature fasciste ou militaire qu'un régime social abolissant les privilèges de l'aristocratie et de la bourgeoisie. Un choix politique qui ne peut être guidé que par des considérations ou des intérêts d'ordre individuel dont le régime en place est le garant, dès lors qu'on s'estime servi ou qu'on bénéficie d'un mode de vie relativement confortable.

Ne cherchez pas dans ces articles les traces d'une conscience de classe que vous pourriez utiliser, car la leur (et leur destin) coïncide avec celle de nos ennemis. Il vaut mieux en avoir conscience pour ne pas se faire manipuler et se tromper de combat ou de camp...

ACTUALITE EN TITRES

Antisocial.

- HLM : plus de 200 communes hors-la-loi - Francetv info

Ces villes ne respecteraient pas le quota de 25% de logements sociaux, imposé par la loi. Francetv info 10.06

Après les écoles, les hôpitaux, les gares, les bureaux de poste, etc. les piscines.

- Les piscine municipales, un gouffre financier ? - Francetv info

Des communes sont obligées de fermer leur piscine municipale, bien trop coûteuses. Francetv info 10.06

Faits divers institutionnels d'un régime corrompu.

- Perquisitions dans l'enquête sur les dépenses du gouvernement Fillon - Liberation.fr

- Bygmalion: qui a payé le film de mariage de Jean-François Copé? - L'Express.fr

- Un voyage à Berlin qui prend des allures de "Vallsgate" - Reuters

- Politique migratoire: Duflot dénonce un "Waterloo moral" - AFP

- Incendie de voitures, délit imaginaire: un militant FN de Seine-et-Marne écroué - AFP

- Jean-Marie Le Pen visé par une enquête pour blanchiment de fraude fiscale - LeFigaro.fr

Quand l'oligarchie financière distribue les mauvaises notes.

- Standard and Poor's abaisse encore la note de la Grèce - AFP

L'agence de notation Standard and Poor's a abaissé encore davantage mercredi la note de la Grèce à "CCC", au lieu de "CCC +" précédemment, soulignant que sans accord avec ses créanciers, Athènes devrait faire défaut sur sa dette dans les douze mois. AFP 10.06

Intox

- Les États-Unis s'engagent un peu plus dans la guerre contre le groupe Etat islamique - Francetv info

Le pape au secours de l'Otan et du régime fasciste de Kiev.

- Le pape appelle Poutine à un "effort sincère" en Ukraine - Reuters

- Ukraine: le pape exhorte Poutine à faire "un effort" pour la paix - AFP

Donc le pape estime à l'instar de l'Otan, que c'est la Russie qui serait fauteur de guerre et non les Etats-Unis... Normal.

ACTUALITÉ DU JOUR

La démocratie en "option" ou quand ils inventent la dictature "raisonnable".

- Loi Macron : le 49-3, "option raisonnable" selon Le Guen - AFP

Le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, a qualifié mercredi d'"option raisonnable" le recours au 49-3 - qui permet l'adoption d'un texte sans vote - sur la loi Macron.

"Nous voulons aller vite et cette solution me semble la bonne solution. Nous allons en parler avec les parlementaires mais, en tout état de cause, il faut avancer et le 49-3 est une option raisonnable", a déclaré le responsable socialiste sur Europe 1.

Sur RTL, le président PS de l'Assemblée Claude Bartolone a argumenté: "Si on veut vraiment profiter de la vague de reprise que l'on constate, dès la rentrée, on ne peut pas passer des années à discuter". "Il y a des moments où il faut être capable de dire : nous avons besoin de signaux et d'actes très vite".

De son côté, le chef de file des députés PS, Bruno Le Roux, a approuvé, lors de l'émission "Questions d'info" LCP-France Info-Le Monde-AFP, l'éventuel recours au 49-3: "si cela peut éviter des discussions qui sont des discussions une nouvelle fois sans fin, pourquoi pas". AFP 10.06

République bananière. Mensonge d'Etat, preuves fabriquées, privilèges...

- Déplacement à Berlin en public, le PS défend Valls, en privé, il l'accable - Slate.fr

Slate.fr- La polémique sur le déplacement de Manuel Valls à Berlin pour assister à la finale de Ligue des champions entre Barcelone et la Juventus Turin, le 6 juin, n'en finit pas de rebondir. Le Canard Enchaîné affirme ainsi, ce mercredi 10 juin, que le Premier ministre ne s'est pas rendu à l'Olympiastadion pour y rencontrer les dirigeants du football européen pour préparer l'Euro 2016, comme il l'avait pourtant affirmé dès samedi sur Europe 1.

(Un faux témoignage relayé par les agences de presse. - ndlr)

Reuters- Le président de l'UEFA, Michel Platini, a tenté mercredi de voler au secours de Manuel Valls, en confirmant après un rendez-vous avec François Hollande sur l'organisation en France de l'Euro 2016 la version officielle de ce vol Poitiers-Berlin.

L'ancien capitaine de l'équipe de France a dit à la presse que le chef du gouvernement avait assisté au match Juventus-FC Barcelone à son invitation et eu auparavant avec lui un tête-à-tête sur l'Euro 2016 et la crise de la Fifa.

AFP- La prise en charge de ce voyage par l'Etat a été justifiée par un entretien avec le président de l'UEFA Michel Platini consacré à la préparation de la tenue en France en 2016 de l'Euro de football, selon les deux parties.

Slate.fr- Stéphane Le Foll l'a défendu, lors de l'émission Preuve par Trois, sur Public Sénat:

«La polémique s'arrête à partir du moment où on regarde les choses avec un tout petit peu de recul: il est invité par le président de l'UEFA à la finale de la Ligue des Champions, en tant que Premier ministre de la France, c'est la République, il représente le gouvernement français »

Mais en off, le discours n'est pas tout à fait le même. Le Canard enchaîné raconte ainsi que le ministre de l'Agriculture trouvait qu'il était «vraiment gonflé d'agir ainsi», rapporte Le Lab. De son côté, François Hollande aurait déclaré à son Premier ministre:

«Ce qui est fait est fait mais à l'avenir il faudra être toujours plus vigilant.»

D'autres, dont les noms ne sont pas cités, sont plus violents.

«La jet-settisation des dirigeants socialistes, à Cannes, à Berlin ou à Roland-Garros me choque profondément. C'est une stratégie de com qui consiste à penser qu'il vaut mieux s'afficher avec les puissants qu'avec les plus faibles. ça s'appelle Euro-RSCG» (un dirigeant du PS, à Libération) slate.fr 10.06

Réunion annuelle du gouvernement du nouvel ordre mondial.

- Club Bilderberg: La réunion secrète des «maîtres du monde» entretient le mystère - 20minutes.fr

Une réunion très secrète. Le groupe Bilderberg réunit chaque année à huis clos une partie du gratin mondial de la politique, du patronat et du savoir. Cette année, la rencontre se déroule de jeudi à dimanche dans le village autrichien de Telfs-Buchen.

Seul le gratin mondial est convié : 140 participants, issus de 22 pays. Depuis 1954, les invités sont triés sur le volet par le comité directeur du club (une trentaine de membres), présidé depuis 2012 par le PDG français du groupe d'assurance Axa, Henri de Castries.

Sur la liste cette année, le PDG de Google Eric Schmidt, celui d'Airbus Thomas Enders, de Goldman Sachs Robert Zoellick. Mais aussi des politiques, comme le premier ministre belge Charles Michel, le ministre néerlandais des Finances et patron de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem, le président autrichien Heinz Fischer et le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg. Côté français, Alain Juppé, Laurence Boone, conseillère économique de François Hollande, le patron de Michelin Jean-Dominique Senard, ou encore l'universitaire spécialiste du monde arabe Gilles Kepel seront de la partie.

Rien ne doit filtrer

Depuis sa création, le club entretient l'opacité. Les réunions se déroulent sans ordre du jour et ne font l'objet d'aucune déclaration publique. Les participants rentent tout le week-end et doivent respecter une confidentialité absolue. « Ils ont la règle la plus dure. Non seulement on n'a pas le droit d'attribuer des propos à des personnes, mais on n'a pas le droit de dire ce qui est dit. Ils veulent avoir les personnalités les plus importantes et qu'elles puissent se parler de manière la plus détendue possible », résumait le journaliste Vincent Jauvert à France Info.

Débats, et prises de décision ?

Ses détracteurs reprochent au groupe Bildeberg de défendre une mondialisation ultra-libérale. D'autres y voient le « vrai gouvernement du monde ». Thèse parfois alimentée par les membres fondateurs eux-mêmes.

« Dire que nous cherchions à mettre en place un gouvernement mondial unique est très exagéré, mais pas totalement absurde. Nous autres à Bilderberg pensions qu'on ne pouvait pas continuer à se faire la guerre éternellement et tuer des millions de gens pour rien. Nous avons pensé qu'une communauté unique à travers le monde pouvait être une bonne chose », confiait ainsi en 2001 Denis Healey au Guardian. 20minutes.fr 10.06

Liste des particpants français.

- Baverez, Nicolas Énarque. Membre du comité directeur de l'Institut Montaigne. Gibson, Dunn & Crutcher LLP.
- Bigorgne, Laurent Directeur de l'Institut Montaigne.
- Boone, Laurence Conseillère économique du président de la République François Hollande.
- Calvar, Patrick Directeur général de la Sécurité intérieure (DGSI).
- Castries, Henri de Directeur et PDG du groupe AXA.
- Coeuré, Benoît Économiste français. Il est administrateur de l'Insee et, depuis le 1er janvier 2012, membre du directoire de la Banque centrale européenne.
- Juppé, Alain Maire de Bordeaux, Ancien Premier Ministre.
- Kepel, Gilles Professeur d'Université à Sciences Po.
- Pégard, Catherine Journaliste politique. Elle a accompli l'essentiel de sa carrière au Point dont elle fut rédactrice en chef. Elle a été nommée, à la mi-mai 2007, à l'Élysée, conseiller du président de la République, Nicolas Sarkozy, chargée du « pôle politique » de l'Élysée depuis le 15 mars 2008. Elle devient le 2 octobre 2011 présidente de l'établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles.
- Senard, Jean-Dominique Président du groupe Michelin depuis 2011.

Tiens, seraient-ils tentés par Juppé, seraient-ils déçus par Fillon invité en 2013 ?

Haut de page

Le 12 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera une douzaine d'articles plus tard. Aujourd'hui il fait 40°C, à l'ombre bien sûr ! Je crève.

J'ai installé un ventilateur sur un tabouret en direction de l'ordinateur dont j'ai viré les carters latéraux pour le rafraîchir un peu, moi je m'en passe, la bête est rustre et résistante à la souffrance, c'est encore du solide ! A côté de nos frères et soeurs qui croulent sous les bombes ou la guerre ou qui manquent cruellement d'eau ou d'électricité ou tout simplement qui bossent en plein soleil comme ma compagne Selvi, qu'est-ce que c'est franchement ?

On commence très fort avec des infos de deux portails néolibéraux et sionistes, on va se les faire pour se venger!

Parole de maquereaux et partouzeurs.

- Vers l'amour collaboratif - Slate.fr

Et si les moeurs continuaient d'évoluer comme la propriété des objets? Et si l'économie collaborative donnait naissance à un partage des amours? Slate.fr 11.06

On aurait pu intituler cela *La tournante au sommet* ou *Voilà comment la classe dominante montre l'exemple*, après ils hurleront contre les préjugés des masses, pas les pattes !

C'est marrant, il n'y a que les moyens de production qui selon eux ne pourraient pas bénéficier de cette "évolution" et devenir collectifs !

Il est vrai que parvenu à un tel degrè de décomposition, de prostitution et de marchandisation, il ne leur reste plus qu'à les normaliser, tout comme leurs rapports avec Al-Qaïda ou Al-Nosra, opération en cours...

La liaison est toute trouvée avec la suite.

Ils ont jeté leur dévolu sur Al-Qaïda.

- 1916-2016 : la carte du Moyen-Orient dessinée par les accords Sykes-Picot est morte et enterrée - Atlantico.fr 11.06

Un bref extrait de cet article suffira pour se faire une idée précise des intentions et de l'orientation politique de ces auteurs (ils étaient deux) :

Atlantico.fr - Un jour, il faudra négocier. Mais avec qui ? Un embryon de réponse se dessine avec la coalition de l'"armée de la conquête" en Syrie. Problème: Al-Qaida est sa colonne vertébrale. Mais il faudra bien choisir un jour entre Al-Qaida et Daech. Atlantico.fr 11.06

Entre Adolfe Hitler ou Joseph Goebbels, quelle dilemme !

Article infâme qui relayait de A à Z la propagande américaine, cautionnant la partition de la Syrie et de l'Irak réalisée par l'armée supplétif du Pentagone. Balkanisation présentée comme inéluctable et soutenue par les populations concernées terrorisées par ces barbares, mieux ou pire encore, les auteurs affirmant qu'il sera impossible de revenir en arrière, autrement dit il n'y a plus qu'à justifier et soutenir ce processus de désintégration du Moyen-Orient voulu par les Etats-Unis et Israël, plan qui s'il parvenait à son terme correspondrait grosso modo au Grand Israël imaginé par les sionistes.

Commentaires d'internautes.

1- "La légitimité donné à l'EI par ce genre d'article me fais perdre foi en l'humanité."

Il y a de quoi, mais rassurez-vous les masses syriennes et irakiennes ne vont pas subir très longtemps l'ordre archaïque ou la dictature impitoyable que ces barbares leur imposent, aucun peuple ne s'y est résolue dans le passé et tous ces régimes ont fini par s'écrouler ou disparaître.

2- "Ah bon, on reconnait cette entité américano-sioniste ?"

Propagande et conditionnement psychologique à destination de la population appelée à en faire autant... Sans se poser de questions évidemment.

3- "Je suis vraiment écœuré de voir la presse occidentale faire l'apologie du terrorisme! Quand elle publie déjà des articles comme ceux-ci, qu'est-ce qu'elle essaie de mettre dans la tête des gens? si ce n'est que la division! La paix et la sécurité universelle sont menacées par l'attitude et le comportement de l'occident! C'est ce que vous appelez démocratie? C'est regrettable!"

Dramatique, tragique pour la civilisation humaine vous voulez dire.

4- "L'état islamique n'a d'Etat que le nom. Merci de le préciser. Donner même une ombre de légitimité à ce ramassis d'arriérés parce qu'ils sont circonscrits dans une aire géographique plus ou moins délimitée est un crime contre l'intelligence."

Ce sont des criminels qui gouvernent le monde en effet, Atlantico en est un des zéléz porte-parole.

5- "A noter que l'article ne parle pas de la trahison des Britanniques aux arabes sur la Palestine après qu'ils aient conclu le traité entre Balfour et Rotschild! Article sioniste!"

S'il en est.

En complément. Ils vont même recevoir de l'aide.

- Les Etats-Unis envisagent l'installation de nouvelles bases en Irak - LeMonde.fr

Trois semaines après la chute de Ramadi, Barack Obama a déjà annoncé un renforcement du dispositif américain sur place. LeMonde.fr 11.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils squattent le pouvoir et nous soûlent: Chassons-les !

- Le Parlement durcit la législation anti-squats - Reuters

- Loi Evin modifiée: le lobby viticole rit, les professionnels de santé pleurent - AFP

Les députés ont modifié dans la nuit de mercredi à jeudi la loi Evin qui limitait très fortement la publicité pour l'alcool depuis près de 25 ans, une initiative saluée avec enthousiasme par le monde viticole.

Dans un communiqué, il a relevé que le rapport du Conseil de promotion du tourisme, sur lequel s'est appuyé le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius pour annoncer jeudi une série de mesures, soulignait que l'interprétation de la loi Evin faisait peser le risque "de ne pas être en capacité de valoriser nos vins et vignobles".

"En distinguant la publicité de l'information, les parlementaires reviennent à l'esprit initial de la loi Evin: encadrer la publicité mais ne pas interdire toute forme de communication sur le vin", a assuré Joël Forgeau, président du lobby viticole Vin & Société.

Boycott !

- Conférence de Paris sur le climat: Hollande "lance un appel" pressant aux partenaires sociaux - AFP

Le président français François Hollande a lancé jeudi un "appel" pressant aux partenaires sociaux du monde entier, syndicats patronaux et de salariés, pour qu'ils concourent au succès de la conférence mondiale sur le climat que la France accueillera fin 2015 à Paris.

"Je suis venu vous lancer un appel", a déclaré le chef de l'Etat français devant plusieurs centaines de représentants de la Conférence internationale du travail, le "parlement" de l'Organisation international du travail (OIT) qui se réunit tous les trois ans au Palais des Nations de l'ONU, sur les rives du Lac Léman.

"Nous avons besoin de la pleine implication des partenaires sociaux", a-t-il souligné, "c'est l'intérêt de la planète, des entreprises, du développement économique, du progrès social". (Posture cynique. Les uns et les autres étant incompatibles, on retiendra l'intérêt des entreprises et le développement économique à condition qu'il leur soit favorable uniquement, quant à l'intérêt de la planète et le progrès social : A la trappe ! - ndlr)

"Lutter contre le changement climatique n'est en aucune façon menacer l'emploi", a encore plaidé François Hollande, qui s'est employé à apaiser les "inquiétudes" exprimées par les "pays en voie de développement qui craignent d'avoir des contraintes supplémentaires qui les empêcheraient d'accéder à la croissance" et les pays développés qui redoutent que de nouvelles règles ne "découragent les investissements et pèsent sur l'emploi".

"C'est tout le contraire", a-t-il ainsi assuré, "c'est parce que nous allons avoir de nouvelles règles en matière de comportements, de production, de transport, de consommation, c'est parce que nous allons lutter contre le réchauffement climatique et assurer la transition énergétique que nous allons créer plus d'activité, investir davantage et avoir plus de croissance".

François Hollande a ainsi évoqué des travaux de l'OIT qui chiffrent à 60 millions le nombre d'emplois qui pourraient être créés à travers le monde au cours des deux prochaines décennies par la "croissance verte".

"Si nous ne faisons rien, il y aura des destructions d'emplois", a-t-il insisté, tandis que, selon lui, "agir pour le climat, c'est agir pour la croissance, pour la justice, pour le droit du travail".

"Parce qu'il y a une coïncidence: chaque fois qu'il y a une exploitation irraisonnée des ressources naturelles, il y a aussi une exploitation inacceptable des travailleurs", a-t-il poursuivi sous les applaudissements. (C'est bien ce que nous disons : L'"exploitation irraisonnée des ressources naturelles" par les capitalistes conduit à une "exploitation inacceptable des travailleurs", d'où la nécessité de les chasser du pouvoir avec ses représentants, dont Hollande. - ndlr)

Ainsi, pour François Hollande qui poursuivait à Genève un périple mondial en amont de la conférence de Paris (COP21), le "rôle" des partenaires sociaux est "de prévoir ce que va engendrer cette transition, d'anticiper les emplois, les compétences, les formations, les qualifications dans tous les pays du monde".

"Il y a un rendez-vous important, c'est la COP21 en fin d'année et il ne faut pas que les travailleurs soient oubliés dans ce rendez-vous", avait souligné auparavant devant la presse Laurent Berger, le leader de la CFDT, l'un des principaux syndicats français. AFP 11.06

Un tissu de contrevérités et de mensonges grossiers.

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sérieusement sur cette question pour me faire une idée sur cette question du réchauffement climatique au regard des "études" ou "rapports" contradictoires qui nous ont été communiqués. Est-il réel ? Qu'est-ce qui en est la cause ? Le soleil, l'activité humaine, les deux combinés, dans quelle proportion, etc. ?

En complément. En guise de "progrès social".

- Quand les seniors retournent au travail - Francetv info

- Retraites et mutuelles: «Je ne me soigne plus» - 20minutes.fr

Parti Glauque.

- «Déni», «paranoïa», «aura d'un seul homme»... deux cadres du PG claquent la porte - Liberation.fr

Dans un courrier, deux cadres parisiens du Parti de gauche dénoncent «un parti quand tout repose sur une seule personne». «Critiques à contre-temps», répond la direction.

Un (très) mauvais signal. On savait qu'à un mois de son congrès à Villejuif, le Parti de gauche fondé par Jean-Luc Mélenchon n'était pas très en forme. Déjà, à peine moins de 2 000 adhérents (sur 8000 à jour de cotisation selon la direction) ont participé, il y a quelques semaines, au vote sur les «plates-formes» d'orientation de cette formation membre du Front de gauche. Mercredi, deux responsables parisiens ont rendu publique leur départ de ce parti né en 2008, dénonçant, dans une lettre (lire document ci-dessous), une «structure construite autour de l'aura d'un seul homme», dont le «moteur» est la «dévotion» et perdue dans «une immense paranoïa».

Les signataires: Sylvie Aebischer, ex-cosecrétaire du PG dans la capitale, qui a été la directrice de campagne de la conseillère de Paris, Danielle Simonnet, aux municipales de 2014; et Fabien Marcot, conseiller national du PG et cosecrétaire du comité PG dans le XXe arrondissement de Paris. Leur profil - des déçus du PS ou des nouveaux venus en politique qui avaient cru à l'élan du Front de gauche en 2012 - illustre les difficultés d'un Parti de gauche plus proche aujourd'hui de connaître un avenir à la NPA que des lendemains qui chantent à la Syriza en Grèce, Podemos en Espagne ou même Die Linke en Allemagne.

«Leurs critiques viennent à contretemps»

Dans leur lettre, ces deux militants déplorent ainsi la non-remise en cause de leurs dirigeants, Jean-Luc Mélenchon en tête. Après les échecs électoraux de 2014 - municipales et européennes où l'objectif affiché était de «passer devant le PS» - ils estiment ainsi que «le temps aurait dû être aux bilans, à l'analyse, à la confrontation avec d'autres points de vue». «Nous avions besoin de réfléchir, de comprendre pourquoi l'élan s'était enrayé, de nous renforcer pour faire émerger de nouvelles pistes», expliquent-ils. Mais au lieu de ça, «tout de suite, cela a été le déni», disent-ils. «Nous avons tous en tête ces démonstrations électorales qui finissent toujours par montrer, en tordant les chiffres, qu'au fond nous avons progressé», font-ils remarquer.

«Bercés par l'élan» des premiers succès électoraux, ils acceptaient que tout tourne et soit décidé par Jean-Luc Mélenchon et ses proches, disent-ils: «Ce qui nous fait quitter le PG aujourd'hui était sans doute présent dès sa création, mais nous l'acceptions». «J'ai du mal à comprendre, répond Eric Coquerel à la direction du PG. Ils ont travaillé avec nous sur les travaux de plate-forme commune encore ces derniers jours. Leurs critiques viennent à contretemps.»

Les mots des deux partants sont très durs: «Le PG a toujours été une structure construite autour de l'aura d'un seul homme qui est à la fois le lien, le penseur, le leader, le porte-parole. Comment devenir un vrai parti quand tout repose sur une seule personne, quelles que soient ses qualités? Comment rester lucide quand on s'entoure d'ultra-fidèles qui n'osent jamais la moindre contradiction? La dévotion est le moteur du parti.» «C'est faux, rétorque Coquerel. C'est très loin de la réalité de ce parti.»

«Le parti se renforce en s'épurant»

La direction du parti en prend aussi plein la figure: «Une telle organisation s'assèche intellectuellement. La direction du PG ne réfléchit pas. Ou ne se permet pas de réfléchir. A ne fonctionner qu'à l'entre soi, à ne se lire qu'entre camarades, elle ne voit plus l'effervescence qui existe en dehors du PG et du Front de gauche. Elle attend seulement le nouvel opus de Mélenchon et s'évertue à le transcrire dans la résolution politique suivante. Et elle perd tout sens critique». Ils dénoncent aussi «l'immense paranoïa» qui règnerait au PG: «Tout le monde nous veut du mal. Les journalistes évidemment, la droite bien sûr, la gauche n'en parlons pas. Médiapart est honni depuis un billet de Fabrice Arfi sur la Russie, Libération est "un journal qui nous combat", et Le Monde ne se lit pas. Le Figaro, L'Humanité, Regards : des ennemis partout !»

Ils reviennent sur le dernier ouvrage de Mélenchon qui, «c'était prévisible […] fait l'unanimité contre lui hors de nos rangs»: «Le PG se réfugie dans la certitude que le monde entier veut lui nuire. Quant aux militants déroutés qui y trouvent des relents germanophobes, c'est qu'ils n'ont évidemment pas compris. Quiconque, en interne, signale un début de désaccord devient un coupeur de cheveux en quatre, donc un empêcheur de militer en rond, donc un ennemi.» Leurs camarades préféreraient les voir prendre la porte plutôt que critiquer la ligne et le chef: «Le parti se renforce en s'épurant», entendent-ils.

Critiques sur les stratégies déjà choisies

Ils n'ont pas apprécié de voir Mélenchon, en août 2014, lancer, sans prévenir, le Mouvement pour la 6e République, laissant de côté le PG. «Émettre un doute était malvenu, écrivent-ils. Tout était déjà lancé et annoncé dans les médias. Que le M6R peine à décoller ou ait franchement raté son lancement ne devait pas être mentionné. Douter, c'était déjà trahir.» Idem aujourd'hui pour la stratégie aux régionales et les «appels citoyens» annoncés avant même que ne se déroule le congrès. Selon eux, «toute la direction n'a en réalité qu'une unique préoccupation: comment faire de Mélenchon le candidat en 2017 ? La vocation de ces assemblées est en réalité plébiscitaire: l'implication citoyenne ne devant déboucher que sur le recours au tribun».

Depuis sa fondation en 2008, le PG a connu beaucoup de défections. En décembre 2012, son cofondateur le député Marc Dolez, avait déjà dénoncé les choix stratégiques de Mélenchon rendant «inaudibles» les propositions du Parti de gauche. Avant lui, d'autres cadres avaient claqué la porte regrettant un fonctionnement étroit autour de Mélenchon. Arguments toujours repoussés par la direction. Certes, depuis la présidentielle, de jeunes recrues ont rejoint les comités PG. Beaucoup ont été attirés par le dynamisme de la campagne puis les «marches» organisées par le Front de gauche, Mélenchon en tête. Mais depuis 2014, la machine est cassée. Les difficultés entre membres du Front de gauche aux municipales et la stratégie de critiques permanentes de l'ex-candidat à la présidentielle ont dérouté une partie des militants. Et dans de jeunes partis de gauche comme le PG, lorsque les plus tendres commencent à partir, les plus durs, eux, restent. libération.fr 11.06

Les "plus durs" restent, ils se sclérosent, se fossilisent, etc. il n'est pas le seul dans ce cas-là. Ils se servent même des faiblesses (ou échecs) de leur parti pour renforcer le poids de leur appareil qui doit demeurer inamovible autour d'un ou quelques dirigeants "historiques".

En ayant adopté le réformisme bourgeois, dès le départ Mélenchon et ceux qui ont rejoint le PG ont démontré qu'ils n'avaient jamais rompu avec capitalisme et l'idéologie que partageait il y a quelques décennies encore le PS, dans un contexte économique ne laissant place à aucune réforme sociale bien au contraire, l'existence d'un parti réformiste allait s'avérer hypothétique, intenable dans un avenir proche, ce qui se passe était donc parfaitement prévisible.

Dit autrement, le PG devait se retrouver immédiatement confronté à des contradictions insurmontables et rapidement dislocatrices, et qui à terme devraient le conduire à la marginalité, à végéter ou entraîner sa disparition, tout dépendra du rôle que la classe dominante entend lui faire jouer puisqu'il n'est pas maître de son destin et n'a rien d'indépendant.

On ne va pas s'éterniser sur ce panier de crabes où l'ambition ou les intérêts personnels des uns et des autres tiennent lieu de ligne politique. Sur cette base pourrie toute discussion est impossible ou tourne au consensus sans principe qui éclate un jour ou l'autre.

En guise d'épilogue très rapidement.

Hier j'ai visualisé une vidéo, comment dire, peu recommandable mais très instructive, et c'est bien la raison pour laquelle j'y ai prêté attention. Elle met en scène Pierre Hillard que l'on peut définir en gros comme un catholique orthodoxe proche de l'extrême droite qui fait une fixation sur les juifs en se défendant d'être antisémite. Il expliquait que la situation actuelle était le produit de l'affrontement entre d'un côté la "synagogue" liée au temple des protestants et à la finance, et de l'autre l'Eglise catholique, que cette situation remontait fort loin, au XVIIe siècle.

Il raconte que les banquiers juifs des Pays-Bas qui étaient très riches et très puissants avaient finalement accepté l'offre de la couronne britannique de venir s'installer en Grande-Bretagne et de prendre la direction de ce qui allait devenir la City de Londres, afin de mettre en oeuvre leur plan d'expansion et de domination mondiale qui n'a pas été désavoué depuis, ajoutons leur croisade contre l'Eglise catholique.

Voilà à quoi se réduit son interprétation du monde, la lutte entre la "synogogue" et l'Eglise catholique pour contrôler ou dominer le monde. C'est plutôt léger pour un érudit. Il ramène tout à ces deux facteurs, ce en quoi il n'a pas totalement tort, hormis le fait qu'il manque à sa démonstration deux facteurs déterminants pour expliquer et comprendre le monde dans lequel nous vivons, le développement des forces productives ou le capitalisme et la lutte des classes. En réalité l'ensemble de ces facteurs capitaux allaient être intimement imbriqués. Car il est clair que les banquiers juifs hollandais (et allemands) n'ont pas émigré en Grande-Bretagne pour les beaux yeux de la reine, mais bien plutôt parce que la Grande-Bretagne était en passe de devenir l'Etat le plus puissant en devenant le premier pays industrialisé de la planète, et en tant que tel il était voué à réaliser les voeux expansionistes correspondant à leur objectif politique. Quant à la guerre qu'ils devaient mener contre l'Eglise catholique, elle devait uniquement servir de levier pour affirmer leur identité, afin de fournir un contenu idéologique à leur entreprise coloniale qui contrebalancerait celle de l'Eglise catholique et les puissances l'ayant adoptée dont la France, de telle sorte que les pays conquis puissent y adhérer et former une communauté d'intérêts qu'ils domineraient, tel du moins était leur stratégie.

Quelques siècles plus tard, le développement des forces productives ou le capitalisme s'étant répandus à la surface de la terre tout en alimentant la lutte des classes à l'échelle mondiale, ayant en partie émigré et conquis l'Amérique et acquis une puissance (financière et politique) pratiquement sans rivaux sérieux qui menaceraient leur pouvoir, c'est la même idéologie et stratégie politque qu'ils tentent d'imposer au monde entier dans un contexte plus défavorable que jamais, dans la mesure où l'extraordinaire développement démographique qui allait avoir lieu à partir de la seconde moitié du XXe siècle à nos jours les isole du reste du monde ou rend d'autant plus leur prétention hégémonique intenable à bref échéance du fait qu'ils constituent une minorité qui ne peut imposer son diktat au reste de la planète sans recourir à la force ou à la guerre à l'encontre de peuples entiers qui n'accepteront jamais de se soumettre, de perdre leur souveraineté ou de disparaître.

La marche en avant au chaos et à la barbarie auxquels nous assistons aujourd'hui s'inscrit dans cette stratégie politique, et s'il leur faut à tout prix exercer un contrôle total de la population, c'est pour lui imposer un modèle de société reposant sur un système économique dont les rapports seraient dépourvus de tout contenu social une fois parvenu à neutraliser la lutte de classe des exploités et des opprimés, ce qui nécessiterait au préalable de s'être débarrassés des vieilles guenilles du capitalisme en crise voué à un effondrement imprévisible, qu'ils s'emploient actuellement à instrumentaliser et maîtriser pour accroître leur pouvoir politique.

Notre interprétation du monde intègre tous les facteurs déterminants en présence, c'est ce qui fait sa richesse et son originalité. Elle présente l'avantage de pouvoir discuter tranquillement de la place et du rôle de chacun de ses facteurs sans prétendre qu'ils seraient arrêtés une fois pour toute, on peut très bien concevoir que certains d'entre nous accordent plus d'importance à l'un ou à l'autre de ces facteurs sans remettre en cause fondamentalement la perspective politique dans laquelle ils se situent, notre objectif n'étant pas d'avoir absolument raison mais d'avancer ensembler vers le même objectif pour faire triompher notre cause, le socialisme.

La crise du système capitaliste parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant, la lutte de classe de plus de 7 milliards d'hommes et de femmes exigeant que leurs besoins sociaux soient satisfaits, la stratégie politique néolibérale définie par l'oligarchie financière, l'existence d'Israël qui incarne l'idéologie politique du sommet de la classe dominante, l'ensemble de ces facteurs confrontés à leurs propres exigences sont amenés infailliblement à se livrer une lutte à mort, constituent la trame de la situation mondiale.

Notre démarche n'a donc rien à voir avec celle sclérosée d'un Mélenchon ou d'un Hillard, on aurait pu prendre un autre exemple en faisant référence à des militants trotskystes qui sont de furieux dogmatiques pour opposer deux extrêmes aux méthodes identiques que nous rejetons.

A notre avis, on ne peut pas comprendre la situation et s'orienter correctement sans prendre en compte l'ensemble de ses facteurs qui ont une influence les uns sur les autres. La discussion reste ouverte.

Les références de la vidéo dont j'ai parlée pour ceux que cela intéresserait :

Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine (Pierre Hillard) - https://www.youtube.com/watch?v=sU-M8VnX1dU

En famille jusqu'à l'extrême droite.

- Quand des socialistes autrichiens s'allient à l'extrême droite - Slate.fr

Les élections régionales dans le Land autrichien du Burgenland (frontalier de la Hongrie) ont amené les socialistes locaux à s'allier au part nationaliste FPÖ. Une alliance qui n'est pas inédite en Autriche, mais marque l'inexorable montée de l'extrême droite européenne et confirme la crise que subit sa social-démocratie

La nouvelle a de quoi décontenancer: dans la foulée des élections régionales qui se sont tenues le 31 mai en Autriche, le SPÖ (Parti social-démocrate d'Autriche, centre gauche) du Land du Burgenland vient de faire une alliance «rouge-bleue» avec le

parti d'extrême droite de Heinz-Christian Strache, le FPÖ, pour gouverner ce petit Land oriental de l'Autriche. L'expérience n'a cependant rien d'inédit même si elle est, dans ce Land, une réelle nouveauté qui interpelle sur une forme de mithridatisation de la société autrichienne et de la gauche social-démocrate locale à l'installation de l'extrême droite locale.

Non inédite puisque s'étant produit au niveau national en 1983-86 et en Carinthie sous les mandatures de Haider, l'alliance des socialistes locaux avec le FPÖ est d'autant plus détonante qu'elle se produit dans un Land traditionnellement défavorable au parti de Heinz-Christian Strache, signe s'il en est, de l'inexorable montée du FPÖ et de la défaite de plus en plus probable de la Grande Coalition en Autriche. Reste que cette affaire devrait interroger les sociaux-démocrates européens sur l'ampleur de la crise idéologique qui les frappe. La faiblesse de leur réaction ne le laisse pas présager. Slate.fr 11.06

En famille la soupe est meilleure.

- Espagne : accord trouvé pour l'investiture de l'"Indignée" Manuela Carmena comme maire de Madrid - Francetv info

La candidate issue du mouvement des "Indignés", Manuela Carmena, sera investie samedi maire de Madrid (Espagne). Elle a finalement obtenu le soutien du Parti socialiste, a annoncé, jeudi 11 juin, sa liste Ahora Madrid sur Twitter.

"Les conversations en vue de l'investiture de Manuela Carmena que nous avons eues avec le PSOE ont porté leurs fruits", a annoncé Ahora Madrid. Les 20 élus de cette liste, alliés aux 9 socialistes, disposeront de la majorité au sein du conseil municipal, ce qui permettra cette investiture dans cette ville où la droite gouvernait depuis vingt-quatre ans. Francetv info 11.06

En complément. Comment ils alimentent l'antisémitisme.

- Cinq siècles après l'Inquisition, l'Espagne tend la main aux Juifs séfarades - AFP

Le Congrès espagnol a adopté jeudi une loi permettant aux descendants des Juifs expulsés d'Espagne par les rois catholiques en 1492 d'obtenir facilement la nationalité, pour réparer "une erreur historique", cinq siècles plus tard.

La loi, proposée par le gouvernement du conservateur Mariano Rajoy, a été adoptée à l'unanimité jeudi et devrait entrer en vigueur en octobre et susciter au moins 90.000 candidatures de Juifs séfarades dans le monde, selon une estimation officielle. AFP 11.06

Parmi les couches ou les communautés qui par millions ont été victimes du nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale, une seule a fait l'objet de réparations (financières ou restitution de biens) : Les juifs, toutes les autres ont été ignorées.

Au cours des siècles passés et plus particulièrement au cours de la seconde moitié du XXe siècle qui a continué d'être le théâtre d'une multitude de guerres, parmi les populations déplacées ou chassées de leur domicile ou de leur pays, on pense évidemment aux Palestiniens, une seule bénéficie du privilège exceptionnelle de voir "réparer une erreur historique" vieillent de cinq siècles dont elle a été victime, privilège qui ne sera pas accordé aux Palestiniens expulsés de leurs terres par les sionistes en 1948.

De là à penser que les juifs seraient des gens à part, pas commes les autres, supérieurs aux autres, devant lesquels les grands de ce monde se prosternent et invitant le reste de la population à les imiter, c'est la rumeur qu'ils s'emploient à propager qui a valeur de provocation afin de favoriser l'antisémitisme dont seront victimes les juifs lambda qui n'ont rien demandé ou ne soutiennent pas forcément le sionisme, et non les instigateurs de cette mesure qui pourront ensuite dénoncer la montée de l'antisémistisme.

Chacun se demandera pourquoi les gouvernements occidentaux leur accordent des droits qu'ils refusent à d'autres peuples, les Palestiniens par exemple, en observant que c'est Tel-Aviv qui dicte en grande partie la politique américaine au Moyen-Orient (et ailleurs dans le monde), ils auront la réponse politique à leur question : les intérêt d'Israël et de l'oligarchie financière anglo-saxonne sont si imbriqués qu'ils servent de trame à la stratégie politique qu'ils ont définie il y a plus d'un siècle pour exercer leur hégémonie sur le monde dont dépend l'avenir du capitalisme mondial ou la survie d'un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si l'oligarchie financière anglo-saxonne et Israël sont intouchables, le juif l'est de surcroît, pas n'importe lequel, le nanti, le banquier, il faut avoir à l'esprit que ce sont des banquiers juifs qui sont à l'origine d'Israël, qu'ils en sont les réels propriétaires et non le travailleur juif qui comme nous se bat pour survivre.

En complément.

- Gaza : Israël clôt le dossier sur la mort de quatre enfants sur une plage - Francetv info

C'était il y a près d'un an, en juillet 2014. Quatre enfants de 9 à 11 ans étaient tués sur une plage de Gaza en plein conflit. Une première frappe avait touché une cabane de pêcheurs d'où les enfants avaient jaillis. Une deuxième les avait tués en

pleine course. Jeudi 11 juin, l'armée israélienne a annoncé qu'elle abandonnait les poursuites dans l'enquête et que le dossier était clos sans que personne ne soit condamné.

La conduite de cette guerre par Israël fait l'objet de différentes enquêtes internationales, qu'Israël juge partiales, assurant être capable de rendre la justice lui-même. Les dirigeants palestiniens eux veulent faire juger les dirigeants israéliens par la justice internationale pour crimes de guerre. Francetv info 11.06

Inquisition, fanatisme ou la chasse aux sorcières des déviationnistes à la pensée unique.

- Le maire de Tourcoing dément avoir banni le "boudin" pour flatter les musulmans - Le Huffington Post

- Accusé de sexisme, un prix Nobel quitte sa chaire universitaire - Le Huffington Post

Le Britannique Timothy Hunt, prix Nobel de médecine, sous le feu des critiques pour ses déclarations sexistes sur les scientifiques femmes dans les laboratoires de recherche, a démissionné de la prestigieuse University College London (UCL). "Je suis vraiment, vraiment désolé si j'ai choqué, c'est affreux. Je voulais juste être honnête", s'est ensuite justifié le scientifique sur la BBC. (Monsieur Timothy Hunt devrait savoir que dans cette société iinfâme, l'honnêteté n'est pas une vertu mais un vilain défaut, une faiblesse impardonnable qui mérite d'être voué au pilori. - ndlr)

Timothy Hunt avait provoqué consternation et indignation sur les réseaux sociaux et dans la communauté scientifique en déclarant mardi au sujet des femmes : "Trois choses se passent quand elles sont dans les labos : vous tombez amoureux d'elles, elles tombent amoureuses de vous, et, quand vous les critiquez, elles pleurent."

(L'élite scientifique qui sert les intérêts dela classe dominante est semble-t-il dépourvu d'humour, mais ne manque pas de cynisme assurément.

Simple boutade spirituelle ou aphorisme ironique emprunt de vérité qui fait l'objet d'une surinterprétation de femmes complexées dévorées par l'ambition qui se saisissent de l'idéologie dominante pour obtenir gain de cause, c'est un procès misérable.

Il est un fait établi que chacun devrait avoir à l'esprit pour ne pas s'attirer les foudres des milices féministes, à savoir que les femmes en général ne font rien pour se rendre désirable ou mettre leur physique en valeur, même lorsqu'il n'est pas vraiment à leur avantage, qu'elles ne draguent pas, les hommes précisons, et enfin que leur susceptibilité à fleur de peau ou leur fragile équilibre psychologique ne se traduit jamais par des crises de nerf ou un état d'excitation extrême qu'elles ne parviennent pas à contenir avant de craquer, non, car voyez-vous elles sont naturellement exceptionnelles et supérieures aux hommes qui les tyrannisent, des sadiques, quoi. - ndlr)

"Les commentaires [du prix Nobel] touchent au cœur des préjugés contre les femmes dans la science : l'idée que nous ne pouvons pas être des candidates sérieuses, parce que nous sommes trop émotionnelles et, pire, que nous distrayons les hommes de leurs recherches par notre attrait sexuel", avait également regretté Dorothy Bishop, professeur de neuropsychologie du développement à l'université d'Oxford.

Timothy Hunt a obtenu le prix Nobel de médecine en 2001 pour la découverte de la cycline, une molécule fondamentale dans la régulation du cycle cellulaire. Francetv info 11.06

Il n'a rien dit de tout cela, son interprétation est du domaine de l'extrapolation gratuite. Cette folle (Bishop, le fou aux échecs) ou cette bigote (Bishop signifie aussi évêque) ne supporte peut-être pas de ne jamais avoir attiré l'attention des hommes sur elle au point d'en faire une crise "émotionnelle", ce qui démontre que même sans "distraire" les hommes et sans présenter un "attrait sexuel" elles sont bien acariâtres et hypocrites, instrumentalisant sournoisement la situation d'infériorité dans laquelle la société les place, pour obtenir des privilèges ou se voir attribuer un statut supérieur et non égal aux hommes qu'elles ne méritent pas plus que les hommes par ailleurs.

Pour faire chier ces abrutis de féministes.

Les hommes ont franchement du mérite d'aimer les femmes telles qu'elles sont malgrès toutes leurs tares, lacunes, faiblesses et j'en passe qui les rendent si fragiles et désirables à la fois au point qu'on ne peut pas s'en passer surtout quand elles sont absentes ou de les trouver encombrantes, que dis-je envahissante dans tous les autres cas. Cela fait marrer les mâles qui présentent les mêmes attributs peu à leur avantage sans davantage les assumer. On pourrait épiloguer en ajoutant que c'est la raison pour laquelle l'homosexualité ne leur est d'aucun secours pour y échapper contrairement à ce qu'ils croient ou prétendent, la société ne changeant pas de nature pour autant sans changement de régime.

Se croire inférieur, supérieur ou égal à je ne sais pas qui ne résoud rien et est somme toute plutôt pathétique, manifeste une ignorance certaine du fonctionnement de la société, car c'est bien mal poser le problème que les hommes et les femmes ont

à résoudre pour s'épanouir pleinement qui est d'abord politique.

Aristocratie. Il ne manquait plus que la fleur de lis.

- C'est parti pour le plus chic des dîners... en blanc ! - LePoint.fr

- 27e "Dîner en blanc" de Paris : 10.000 participants au Palais-Royal - AFP

Plusieurs milliers de personnes, tout de blanc vêtues, ont investi jeudi soir le 2e arrondissement de Paris pour le 27e "Dîner en Blanc", un "flash mob" chic et gentiment snob.

Chic et élégance sont forcément de rigueur, partage et bonne humeur, les maître-mots de la soirée.

Tous vêtus de blancs, venus avec tables, chaises et victuailles, les participants tous cooptés entre eux se sont installés en quelques minutes autour du bassin et des contre-allées du Palais Royal, au milieu des colonnes de Buren, et au pied du ministère de la Culture et du Conseil d'Etat.

Selon la tradition, les milliers de participants ont donné le coup d'envoi des agapes en faisant tournoyer leurs serviettes blanches, tandis que des dîneurs musiciens animaient les travées. Vers 23h00, des milliers de lampions ont été allumés, juste avant les premiers départs.

L'an dernier, 12.000 dîneurs avaient investi six ponts historiques de Paris. La place des Vosges, le parvis de Notre-Dame, les trottoirs des Champs-Elysées et même la place de la Concorde ont servi de cadre au "Dîner en blanc" dont la première édition remonte à 1988, dans le bois de Boulogne.

Les "dîneurs en blanc", réunis "autour de l'élégance et l'art de vivre". LePoint.fr et AFP 11.06

ACTUALITE EN TITRES

Socialiser les pertes et privatiser les profits.

- L'Etat britannique sort de RBS: 9,6 milliards d'euros de pertes pour les contribuables - La Tribune

Cela sonne comme un ordre.

- Voyage à Berlin : la polémique est-elle enfin close ? - Francetv info

Propagande et stratégie de l'Empire du chaos.

- Ukraine: l'ambassadrice américaine à l'ONU dénonce les mensonges de la Russie - AFP

- Le Parlement européen veut mettre Blatter sur la touche - Libération.fr

- Des militants tibétains perturbent la candidature de Pékin aux JO d'hiver 2022 - euronews.com

Un petit groupe de manifestants pro-Tibet a protesté à Lausanne en Suisse, le jour où la Chine passait son oral pour décrocher l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver 2022. euronews.com 11.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

- Yémen : l'armée s'empare du Sud saoudien - french.irib.ir

L'armée yéménite s'est emparée de deux régions frontalières, au Sud de l'Arabie saoudite.

Selon la chaîne de télévision Al-Mayadeen, des sources militaires yéménites ont fait part du contrôle, par l'armée et les comités populaires du Yémen, du mont Al-Doud et Al-Qaviya, dans la province saoudienne de Jazan, à la frontière yéménite. Les forces de l'armée et les comités populaires ont lancé un assaut contre le passage frontalier d'Al-Radif et les monts de Dokhan et Al-Ramih, dans la province de Jazan. De même, l'Arabie saoudite a confirmé la mort de deux de ses militaires, lors des combats avec l'armée yéménite.

Par ailleurs, les chasseurs saoudiens ont bombardé, ce jeudi, à l'aube, la ville de Taëz, dans le Sud du Yémen. Ces attaques ont fait pas moins de dix morts et plus de 110 blessés. Dans le même temps, la chaîne de télévision Al-Hadath a rapporté que Mohammad Hossein Ashal, un Chef des forces loyales au Président démissionnaire, Abd Rabbo Mansour Hadi, a été tué, dans des affrontements avec les combattants du mouvement Ansarallah, à Taëz. Il a été tué par un obus de mortier, tiré sur la partie orientale de la ville méridionale de Taëz. french.irib.ir 11.06

2- Liban

- "La bataille contre Daech est lancée" (Nasrallah) - french.irib.ir

Le secrétaire général du Hezbollah libanais a fait état des grandes victoires de la Résistance face aux terroristes dans la région syrienne de Qalamoun.

Dans un discours devant les participants à la deuxième conférence portant sur «Innovation et Idjtihad dans l'optique de l'honorable Ayatollah Khamenei » à Beyrouth, Seyed Hassan Nasrallah a déclaré : « De grandes victoires ont été acquises dans la région libanaise d'Ersal et dans la région syrienne du Qalamoun. Les hauteurs stratégiques de ces régions sont contrôlées maintenant par l'armée syrienne et les combattants de la Résistance, et les zones voisines sont à la portée des mitrailleuses de nos combattants. »

Le secrétaire général du Hezbollah a ajouté que les terroristes du Front al-Nosra ont subi de lourdes défaites sur les hauteurs d'Ersal. « Nous avons déclenché la guerre contre Daesh. Mais ce sont eux qui ont commencé le conflit. Les terroristes ont une présence néfaste sur nos frontières. Mais nous sommes fermement décidés à ne pas les laisser s'installer près des frontières du Liban », a-t-il ajouté. Seyed Hassan Nasrallah a martelé : « Je vous assure que la défaite des terroristes est inéluctable. C'est une question de temps. Nous réaliserons étapes par étape nos plans », a déclaré le secrétaire général du Hezbollah libanais. french.irib.ir 11.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Manifestation de prostituées contre la pénalisation des clients - AFP

2- Réforme du collège : mobilisation des profs en baisse à Paris et en province - Francetv info

Quelque 11,90% des professeurs exerçant dans un collège public ont répondu, jeudi 11 juin, à l'appel à la grève lancé par une intersyndicale pour protester contre la réforme du collège, selon les chiffres communiqués en fin de matinée par le ministère de l'Education. Le Snes, premier syndicat dans le secondaire et membre de l'intersyndicale, annonce pour sa part "un tiers" de grévistes. Francetv info 11.06

3- Mobilisation soutenue dans les hôpitaux de Paris - Liberation.fr

Ils étaient 21,5% des praticiens de l'AP-HP à se déclarer grévistes ce jeudi pour protester contre le plan de réorganisation du temps de travail de leur directeur, Martin Hirsch.

Et la mobilisation a été encore solide. «Retrait, Retrait !» C'est sous ce mot d'ordre que plusieurs milliers d'agents des hôpitaux de Paris, en grève, ont ainsi défilé ce matin, depuis le siège parisien de l'institution hospitalière en direction de l'Elysée. Tous à l'appel de l'intersyndicale (CGT, SUD, FO, CFDT, CFE-CGC, CFTC et Unsa). Des slogans sans appel : «Plan Hirsch pas amendable, pas négociable.» Ou encore : «On n'en veut pas de ta réforme.» Derrière la banderole «Repos préservé, qualité des soins assurée», le cortège s'est ébranlé vers l'Elysée.

Ils étaient près de 15.000 agents selon les syndicats, entre 3.500 et 3.700 de source policière, à défiler jusqu'aux abords du palais présidentiel.

Trois fédérations syndicales du secteur, CGT, FO et SUD, appellent d'ailleurs à une journée d'action le 25 juin contre les mesures d'économies imposées à l'hôpital. Liberation.fr et AFP 11.06

ECONOMIE

Grèce

- Grèce : le FMI quitte la table des négociations - latribune.fr

Le FMI a annoncé que ses équipes avaient quitté Bruxelles. L'institution de Washington exige que la Grèce accepte les réformes exigées par ces créanciers.

Les négociations entre la Grèce et ses créditeurs sont à nouveau stoppées. Jeudi 11 juin vers 16h, le FMI a annoncé qu'il avait quitté la table des discussions. Les équipes de l'institution internationale ont quitté Bruxelles et sont retournées à Washington. Un signe de mauvaise humeur qui, selon le FMI, s'explique par le refus du gouvernement grec d'accepter le régime que demandent les créditeurs : coupes dans les retraites, réformes du marché du travail et objectif ambitieux d'excédents budgétaires primaires (hors services de la dette). « Il existe des différences majeures entre nous sur la plupart des sujets clé. Il n'y a eu aucun progrès pour réduire ces différences récemment », a souligné a indiqué Gerry Rice, le porte-parole du FMI. « La balle est à présent vraiment dans le camp de la Grèce », a-t-il conclu.

Ce durcissement du FMI vient stopper net les espoirs qui étaient nés dans la soirée du mercredi 10 juin. Alors que des informations de Bloomberg laissaient entendre que l'Allemagne était prête à accepter « une seule réforme », des contacts, rompus depuis près d'une semaine, avaient été repris. Alexis Tsipras avait rencontré Angela Merkel et François Hollande dans la nuit, et, par deux fois, Jean-Claude Juncker. Ces rencontres n'ont cependant rien donné. Selon Reuters, citant un « officiel européen », la rencontre de jeudi entre les deux hommes était « la dernière tentative » de parvenir à un accord. Ce dernier détail viendrait alors confirmer que le FMI n'est pas seul en cause dans la rupture des négociations. Les créanciers européens ont également rompu les ponts. Les marchés européens ont fortement réagi à cette nouvelle. Le DAX-30 de Francfort a perdu brutalement près d'un point de pourcentage de gains.

Négociations fermées ?

Tout espoir serait donc perdu ? Rien n'est sûr évidemment. Depuis plus de quatre mois, les négociations ont cessé, puis reprises. Mais, évidemment, plus on se rapproche de la fin du mois de juin et plus la situation devient critique. Sans accord, la Grèce devrait inévitablement ne pas payer les 1,6 milliard d'euros qu'elle doit rembourser au FMI avant la fin du mois. On entrera alors dans une autre phase de la crise, où la présence de la Grèce dans la zone euro ne tiendra plus qu'à un fil. Le FMI est-il prêt à prendre le risque de devoir faire face à un défaut grec ? Les Européens oseront-ils soutenir la Grèce sans l'institution de Washington ? Pour le moment, le mouvement du FMI est un énième moyen de faire pression sur Athènes pour lui faire accepter ce qui reste inacceptable pour le gouvernement grec.

Il n'est cependant pas à exclure que les discussions se poursuivent malgré tout. Comme l'a précisé Gerry Rice, « le FMI ne quitte jamais la table. » Et Christine Lagarde est attendue pour la réunion de l'Eurogroupe les 18 et 19 juin prochains. Les sujets qui empêchent toujours l'accord restent les mêmes : les retraites et les excédents primaires. A la mi-journée, jeudi, le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, avait indiqué qu'il n'y avait pas d'accord sur l'objectif de 1 % du PIB pour l'excédent primaire de 2015. Cet objectif est lié pour les Grecs a un accord plus global, intégrant un prolongement du programme d'aide et un échange de dettes entre la BCE et le MES. Quant aux retraites, l'équation est rendu encore plus délicate par la décision du conseil d'Etat de rétablir certaines retraites à leur niveau de 2012.

Reste à savoir quelles seront les réactions à ce nouveau coup de théâtre côté grec. Il semble que le gouvernement hellénique soit allé jusqu'au bout de sa capacité de compromis. En allant plus loin, Alexis Tsipras mettrait en danger la cohérence de sa majorité et sa survie politique. Si les créanciers demeurent sur leur position consistant à réclamer une capitulation, les négociations ne reprendront plus. latribune.fr 11.06

Commentaires d'internautes.

1- "Au moins, les masques tombent.

Depuis le début, Tsipras a dit qu'il ne franchirait pas les lignes rouges correspondant au mandat donné par le peuple grec. La justice grec vient de lui donner raison.

Le FMI quitte donc la table parce qu'un gouvernement suit à la fois l'avis de son peuple et de la justice et non pas celui du FMI.

Cela montre à quel point l'objectif du FMI et des créanciers est loin de celui de la démocratie et de la justice !"

Ils les ignorent, ce sont leurs pires ennemis.

2- "Je ne comprends pas. N'est ce pas le FMI qui a dit il y a encore quelques mois qu'il s'était trompé sur l'austérité et les programmes d'ajustement en Grèce ... et ce même FMI demande à la Grèce de continuer encore et encore.

Mme Lagarde est elle devenue schyzophrène ?"

Comme quoi il ne faut pas prendre leurs discours pour argent comptant, et toujours se demander dans quels contextes ils les ont prononcés et à qui ils s'adressaient au juste, à quels fins... Il faut donc prendre le temps de réfléchir un peu, c'est préférable.

Haut de page

Le 13 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera des articles plus tard ou demain matin, la chaleur est accablante.

Nous allons mettre en ligne la liste des 200 médias subventionnés par l'Etat. Notre portail est gratuit et nous coûte plus qu'il nous rapporte, alors pensez à nous soutenir même modestement, converti en roupies c'est toujours appréciable, merci d'avance de votre compréhension.

Trois réflexions très vite.

1- Le cas grec est intéressant, car il prouve que sans rompre avec l'ensemble des institutions du capital, il est impossible de satisfaire les besoins des travailleurs ou d'avancer sur la voie du socialisme, ce qui témoigne que c'est bien à partir de ce facteur et uniquement ce facteur que chacun doit se disposer ou qu'il est possible d'établir une distinction entre la droite et la gauche car il cristallise toutes les questions sociales et politiques en suspens et que le prolétariat doit résoudre impérativement pour conquérir son émancipation...

2- La barbarie à laquelle recourt les Etats-Unis et ses alliés est la réponse à la crise du capitalisme qui se manifeste à travers son incapacité à satisfaire les besoins sociaux des masses exploitées à travers le monde qui résistent ou se mobilisent. C'est aussi la réponse à la révolution socialiste mondiale qui s'expriment de manière inconsciente à travers leur mobilisation.

3- Suite de la causerie d'hier.

- 1916-2016 : la carte du Moyen-Orient dessinée par les accords Sykes-Picot est morte et enterrée - Atlantico.fr 11.06

Atlantico.fr - Un jour, il faudra négocier. Mais avec qui ? Un embryon de réponse se dessine avec la coalition de l'"armée de la conquête" en Syrie. Problème: Al-Qaida est sa colonne vertébrale. Mais il faudra bien choisir un jour entre Al-Qaida et Daech. Atlantico.fr 11.06

Al-Qaïda "la réponse" aux attentes des peuples syriens et irakiens contre lequel les puissances occidentales seraient en guerre, autrement dit pas vraiment ou pas du tout, mais cela on le savait déjà.

Atlantico qui a choisi Al-Qaïda n'aurait-il pas fait là l'apologie d'une organisation terroriste, ne tomberait-il pas sous le coup de la loi ?

Qui osera porter plainte contre ce portail néolibéral et sioniste ? Personne évidemment.

Nouvelles du bled.

- Travail des enfants : l'Inde reste le pays le plus touché - Francetv info

Ce vendredi 12 juin est la journée mondiale contre le travail des enfants. 168 millions d'enfants travaillent à ce jour dans le monde. Ils sont contraints de le faire pour des raisons économiques. L'Inde est le pays où ce phénomène est le plus étendu.

Près de 13 millions d'enfants travaillent encore en Inde, qui vient pourtant de suivre l'exemple de ses pays voisins en interdisant le travail des moins de 14 ans, mais pour certains métiers seulement. Francetv info 12.06

En 2005 les moins de 20 ans représentaient 45,3 %, soit sur la base d'un milliard d'habitants (1 265 810 000 d'habitants en 2015), 453 millions, si on retire la moitié qui n'étaient pas en âge de travailler et ceux qui avaient plus de 16 ans ou en âge de travailler, cela donne 271 millions, donc rapporté aux 13 millions d'enfants qui travailleraient en Inde, cela donne 6%. (source : wikipédia)

Je me demande comment ils arrivent à ce chiffre, alors que je n'ai plus observé depuis quelques années un enfant travaillant, à Pondichéry et les alentours au Tamil Nadu, sud de l'Inde, à moins que je sois devenu aveugle.

A mon avis ils se sont basés sur certaines régions ou certaines mégalopoles où la densité de la population est plus élevée que dans le reste de l'Inde, et ils ont généralisé les résultats obtenus en les étendant à l'ensemble du pays.

Par ailleurs, ces enfants travaillant dans le secteur agricole ou informel, donc étant enregistrés nulle part, je ne vois pas comment ils auraient pu les comptabiliser, c'est quasiment impossible.

Et puis il faut avoir en mémoire que les taux d'inflation ou de chômage varient du simple au double entre les chiffres officiels et la réalité.

On fera la même réflexion que précédemment, dans un pays où de la ville à la banlieue ou la campagne environnante, d'un Etat ou d'une région à l'autre le prix du kilo d'oignon peut varier de 5 à 50 roupies, soit en temps réel (le même jour à des endroits différents) ou soit sur l'année, bien malin celui qui voudrait établir le taux d'inflation, d'autant plus que d'un jour ou d'une semaine à l'autre en fonction des caprices du climat, si par exemple il a plu abondemment, ou du calendrier avec ses fêtes religieuses prohibant la viande pendant un mois par exemple, les prix de certaines denrées alimentaires peuvent doubler ou tripler, les légumes par exemple, tandis que d'autres baisseront de 20 à 30%, la viande, dès lors comment établir le taux d'inflation correspondant à la réalité ?

Quant au chômage, la plupart des Indiens travaillant dans le secteur de l'économie informelle, donc enregistrés nulle part, n'ayant pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie, de plus il n'existe pas d'agences pour l'emploi, là aussi on ne voit pas très bien comment ils pourraient établir le taux d'emploi et le taux de chômage qui doit tourner aux alentours de 25 à 35%, il y a 20 ils étaient environ de 50 à 70% d'après ce que j'avais pu constater, il a donc diminuer de moitié.

Idôlatrie des barbares, ils franchissent un cran de plus dans l'abjection.

- L'Etat islamique superstar, un an déjà : pourquoi son projet politique est beaucoup plus rationnel et moderne qu'on le croit en Occident (et il est là pour durer...) - Atlantico.fr

Atlantico tout comme Slate est en train de se transformer en agence de marketing au service de l'Emirat islamique ou plutôt de ses parrains anglo-saxons-sionistes.

Atlantico.fr subventionné par l'Etat en 2014 à hauteur de 149 590 euros.

- La barbarie de Daech n'est pas incompatible avec la modernité et allie d'ailleurs modernité et tradition islamique minoritaire

Pour plus loin dire exactement le contraire :

- Partout, tout le monde prônait ou cherchait sa modernité respectueuse de ses spécificités culturelles. Mais Daech, comme le wahhabisme, n'a rien à voir avec cette quête d'une modernité aux couleurs locales. Il serait plus juste de parler de "rejet de la modernité" malgré tout.

Constat que semble regretter son auteur ("malgré tout").

- De la modernité, ils ne s'intéressent qu'aux armes les plus sophistiquées, aux techniques de communication et aux aspects matériels qui servent leurs objectifs immédiats, comme cela a toujours été le cas pour l'Arabie Saoudite, pour les monarchies pétrolières les plus rétrogrades, et pour tous les systèmes fondés sur le rejet de la modernité et de ses fondements.

Chasser le colonisateur, voilà le crime commis par S. Hussein, M. Kadhafi, B. el-Assad

- Il faut savoir que, dans les pays arabo-musulmans, il existe depuis la décolonisation, il existe une "seconde décolonisation". La première consistait à s'affranchir politiquement de l'Occident, la seconde désigne la volonté des enfants des décolonisés de chasser idéologiquement le colonisateur.

D'où la nécessité de le rétablir par n'importe quel moyen, même le plus barbare qui soit.

Les jeunes au Moyen-Orient et dans tous les pays dominés regorgeant de matières premières ou de richesses, ne supportent plus que les multinationales occidentales les pillent à leur détriment, tout comme le prolétariat occidental s'était mobilisé entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle pour obtenir leur part des richesses qu'ils avaient produites et qui finissaient dans l'escarcelle des capitalistes, tandis que leur condition demeurait misérable. Et c'est pour avoir trop cédé à leur goût à leurs attentes, que les Américains ont décidé de débarquer leurs dirigeants en Irak, Libye, Tunisie, Egypte, Syrie...

Pour un peu, un modèle, y compris pour les Africains !

- Aujourd'hui les territoires que l'Etat islamique administre sont parfois mieux administrés que ceux de certains Etats d'Afrique existants et reconnus à l'ONU. Il y a un véritable professionnalisme, des cadres très compétents venus de l'Etat irakien, une exigence de "justice" et une sévérité au niveau de la gestion financière qui fait qu'il y a moins de corruption que dans beaucoup d'Etats tout à fait respectables. (...) Ils sont là pour durer grâce à un Etat qui est peut-être aussi bien géré que d'autres, voire mieux.

Les voilà qui font l'apologie de la "justice" de ces mercenaires sanguinaires. Et puis qu'est-ce qu'ils en savent qu'il y aurait moins de corruption ? Rien, pure extrapolation en faveur des barbares vers lesquels leurs coeurs penchent, c'est tout naturel pour des porte-parole de l'impérialisme américain. Qu'ils souhaient qu'il "dure" à l'instar des dirigeants occidentaux est somme tout aussi naturel.

Vaut mieux encore la charia que le socialisme.

- Le libéralisme, le socialisme, le communisme sont influencés philosophiquement par l'Occident, contrairement au programme islamiste basé sur la Charia. Ils surfent sur quelque chose qui est beaucoup plus large et c'est leur moteur, ils répondent, de manière souvent caricaturale et violente, à une demande qui est très légitime et très répandue.

Remettons un peu d'ordre après tant de confusion. Ce n'est pas le libéralisme, le socialisme ou le communisme qui aurait influencé philosophiquement par l'Occident, c'est le développement des forces productives en occident qui ont créé les conditions aptes à l'avènement du libéralisme, du socialisme ou du communisme, et ce sont les rapports entre les classes à travers la lutte des classes qui ont influencé ou façonné philosophiquement l'occident pour reprendre les termes de l'auteur de cet article.

Quant à la charia, elle est le produit d'une société demeurée sous-développée ou dont le produit du développement des richesses n'a pas servi à élever le mode de vie de l'ensemble de la population pour avoir été captée par des multinationales principalement occidentales et des régimes dicatoriaux ou ploutocratiques, de telle sorte que sur le plan juridique ces pays sont demeurés archaïques ou féodaux.

Relevons qu'à partir du moment où ces barbares répondraient à "une demande qui est très légitime et très répandue", il suffirait qu'ils fassent une pause dans leur violence ou modifient leur mode de communication où ils la mettent en valeur, et que les puissances occidentales fassent soudainement preuve d'amnésie à propos de leurs massacres de masse du passé, pour que leur soit octroyé un certificat de bonne conduite ou de légitimité.

De quel pays parle-t-il, de la France ? Non de la Syrie et de l'Irak. Et pourtant...

- Par ailleurs, ces mouvements profitent des frustrations, des sentiments d'humiliation, éprouvés à raison par une jeunesse désespérée en raison de politiques dont l'injustice, l'hypocrisie, le cynisme deviennent de plus en plus insupportables. En l'absence d'une alternative crédible aux systèmes et aux politiques responsables de ce grand désenchantement par rapport aux promesses de la modernité, du progrès, de la démocratie, du développement et de la "mondialisation heureuse", ce genre de mouvements est appelé à avoir encore de beaux jours devant lui.

Pour un peu il le souhaiterait puisque le chaos généré Washington est la condition de la survie du capitalisme.

Mieux encore, que nous dit-il, sinon que les politiques mises en oeuvres par les représentants du capitalisme qui se traduisent pas toujours plus d'injustice, d'hypocrisie, de cynisme sont la négation de la "modernité", du "progrès", de la "démocratie", du "développement" et de la "mondialisation heureuse", d'où la nécessité d'abolir le capitalisme. Capitalisme et barbarie ou

socialisme en somme.

Le capitalisme à l'agonie est responsable de la situation et ne peut susciter que désespoir.

- Tant que le monde sera incapable de susciter de nouveaux espoirs de libération, de prospérité, de bien être, à travers de nouvelles formes de solidarité et de partage des richesses, ce genre de mouvements, capitalisant sur les malheurs et les désespoirs, continuera à trouver des adeptes et à connaître des succès insoupçonnables.

Le capitalisme est devenu synonyme de régression sociale, de réaction sur toute la ligne, il faut donc le liquider au plus vite.

La survie du capitalisme est une menace pour la survie de l'humanité.

- Tout le monde a eu et a un rapport compliqué avec la modernité : Celle-ci a été combattue en Europe et partout ailleurs, avant qu'elle ne triomphe avec les progrès de la science, de l'économie, de l'enseignement, de la culture, des moeurs, etc. Son triomphe n'est nulle part irréversible. Les crises économiques et leurs conséquences sociales en termes de chômage, d'exclusions, de recul des solidarités, de remise en cause des droits acquis de haute lutte, etc., se traduit partout par des remises en cause, partielles ou totales, de la modernité et de ses fondements.

Effectivement, le mode de production capitaliste a joué un rôle progressiste durant sa phase ascendante, puis il n'a cessé de jouer un rôle destructeur pour finalement devenir à son tour un obstacle à tout progrès social au point de menacer l'existence et l'avenir de la civilisation humaine, d'où la nécessité impérieuse de s'en débarrasser et de passer à un mode de production et d'échange qui soit la propriété collective de l'ensemble des masses laborieuses, de manière à en finir avec tous les maux engendrés par le capitaisme, le chômage, la précarité, la pauvreté, la guerre...

Effectivement la survie du capitalisme est synonyme de régression dans tous les domaines vers la barbarie, dont Daesh est l'expression accomplie.

S'agirait-il d'une condamnation de l'UE et ses équivalents sur tous les continents ?

- Tout le monde est appelé à inventer de nouveaux modèles pour sauver la modernité du naufrage que lui préparent les nostalgiques des ordres traditionnels structurés par l'inégalité, la soumission aux hiérarchies puisant leur autorité et leur légitimité ailleurs que dans la société, et le recours au surnaturel et à l'irrationnel comme moyen de mystification.

L'Union européenne puise aussi sa "modernité" et sa "légitimité" ailleurs que dans la société qui la rejette majoritairement. Elle aussi elle "recourt au surnaturel et à l'irrationnel comme moyen de mystification en incarnant la toute puissance du marché, non pas pour sauver "la modernité du naufrage" ou extraire ses peuples de l'emprise des "ordres traditionnels structurés par l'inégalité", mais bien plutôt pour les restaurer, d'où son alliance avec les barbares qui n'existeraient pas sans son soutien politique et militaire.

En complément. On vient de lire que les barbares répondaient à l'exigence de "justice" des Irakiens. La preuve.

- Irak: près de 600 corps exhumés dans les fosses communes de Tikrit - L'Express.fr

Les autorités ont exhumé, "pour le moment", 597 corps dans les fosses communes de Tikrit, dans le nord de l'Irak, où le groupe Etat islamique (EI) est accusé d'avoir massacré des centaines de recrues il y a un an.

"Les restes de 597 martyrs de Speicher ont été exhumés", a déclaré ce mercredi le ministre irakien des droits de l'Homme, Mohammed al-Bayati. Un an plus tôt, en juin 2014, des hommes armés, appartenant au groupe extrémiste sunnite Daech, avaient enlevé des centaines de jeunes recrues de l'armée irakienne. La plupart d'entre eux étaient des soldats chiites. Ils étaient rassemblés dans le camp militaire de Speicher pour achever leur formation, à la limite nord de Tikrit.

Les djihadistes les avaient ensuite exécutés un par un, selon des images de propagande diffusées par l'EI qui avaient provoqué l'effroi et la colère au sein de la communauté chiite et internationale. Ces images, couplées à l'appel de l'ayatollah Ali al-Sistani, plus haute autorité chiite en Irak, avaient grandement contribué à la mobilisation des milices chiites auprès des forces gouvernementales.

Certains corps avaient été jetés dans le fleuve Tigre, qui traverse Tikrit, tandis que la plupart étaient enterrés dans des fosses communes aux alentours. Sous la pression des familles des recrues portées disparues, les autorités irakiennes ont commencé à fouiller les sites après la reprise le 31 mars de Tikrit, bastion de l'ancien dirigeant Saddam Hussein.

Selon les estimations, le "massacre de Speicher" aurait fait jusqu'à 1700 morts, ce qui en fait l'un des actes les plus atroces commis par l'EI, un groupe accusé de crimes contre l'Humanité dans les régions sous son contrôle en Irak et en Syrie voisine. L'Express.fr 12.06

Ils ont libéré Maurice Papon mais pas Georges Ibrahim Abdallah. Ils ont libéré Abou Bakr Al-Baghdadi dit l'Emir mais pas Albert Woodfox.

- La justice américaine refuse de libérer le «Black Panther» à l'isolement depuis 43 ans - Liberation.fr

La libération d'Albert Woodfox, emprisonné depuis 43 ans à l'isolement - un record aux Etats-Unis - a été retardée sur décision de la justice américaine vendredi.

Le Parquet avant fait appel mardi de la libération ordonnée la veille par un juge de Louisianne de cet ancien militant du mouvement noir Black Panthers, aujourd'hui âgé de 68 ans. Il devra rester en prison jusqu'à un nouveau procès, a décidé la Cour d'appel fédérale.

Bien que sa condamnation, pour un meurtre qu'il a toujours nié, ait été cassée à deux reprises, Albert Woodfox a passé plus de quatre décennie à l'isolement, où il avait été placé en 1972, à la suite d'une émeute au célèbre pénitencier d'Angola (Louisiane), au cours de laquelle un gardien avait été tué. Liberation.fr 12.06

ACTUALITE EN TITRES

Un cas clinique qui relève en urgence de la psychothérapie. C'est grave docteur ? Irréversible.

- Sondage : Valls à Berlin, une affaire «grave» pour 67% des Français - LeParisien.fr -

- Voyage de Valls à Berlin : une affaire «grave» pour deux Français sur trois - LeFigaro.fr

- Aller-retour de Valls à Berlin: Une «affaire grave» pour deux Français sur trois - 20minutes.fr

Ils vont les rendre fous ? Et vous, êtes-vous sûrs d'être sain d'esprit ?

La répression pour les clients... et la tolérance pour les riches pervers.

- Les députés votent pour la pénalisation des clients de prostitués - lemonde.fr

Outre l'interdiction d'achat d'actes sexuels et la dépénalisation des personnes prostituées, le texte prévoit le renforcement de la lutte contre le proxénétisme et une politique de prévention auprès des jeunes. lemonde.fr 12.06

- Affaire du Carlton : la quasi-totalité des prévenus relaxée - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le corporatisme pour les nuls en famille.

- Pour Sarkozy, les syndicats sont plutôt des partis politiques - AFP

Nicolas Sarkozy, président du parti Les Républicains, a reproché vendredi, à Berlin devant un parterre d'entrepreneurs allemands, aux syndicats français d'agir davantage comme des partis politiques plutôt qu'en défendant les intérêts des travailleurs.

"Dans les réformes que nous aurons à conduire dans deux ans, il faudra réformer la démocratie sociale, pour avoir des syndicats qui soient des vrais syndicats et non pas des partis politiques, avec un engagement au service des salariés dans l'entreprise ou des fonctionnaires dans l'administration, mais pas un engagement politique", a poursuivi M. Sarkozy.

"Le fait d'avoir des syndicats qui considèrent que l'intérêt du salarié et de l'entreprise est plus important que le choix idéologique d'un combat politique a beaucoup compté dans la force économique de l'Allemagne", a-t-il ajouté. AFP 12.06

En disant "nous" il se place au côté de Hollande ou témoigne qu'ils sont interchangeables, on le savait.

En réalité, il voulait dire qu'il ne comprenait pas pourquoi les militants de certains syndicats persistent à se situer au côté des travailleurs au lieu de prendre en compte les besoins du patronat, ce qui n'a rien à voir avec une question idéologique puisque la plupart n'en ont aucune idée ou ne mènent réellement aucun combat politique, ils sont réformistes.

Médias corrompus à bon compte.

En attendant la réforme, les aides à la presse varient peu - Liberation.fr

Le ministère de la Culture et de la Communication a publié ce vendredi, dix jours après la présentation d'une réforme des aides à la presse, le tableau des 200 publications les plus aidées en 2014. Avec un total de 282 millions d'euros budgétés en aides directes et indirectes (hors AFP), le ministère constate que la presse est un secteur dont «la situation économique demeure difficile».

En attendant la réforme, le paysage ne varie pas beaucoup. Comme en 2013, le trio de tête est composé dans cet ordre du Figaro, du Parisien-Aujourd'hui en France et du Monde (les deux derniers ayant inversé leurs places).

Avec 15,2 millions d'euros d'aides directes et indirectes, Le Figaro, qui dénonce régulièrement la «France des assistés», conserve confortablement la première place. Les huit premières places sont occupées par des quotidiens, à l'exception de Télérama (septième avec 7 millions d'euros). Libération pointe à la sixième place, avec presque 8 millions d'euros. Si l'on considère l'aide par exemplaire diffusé, Libé est en revanche le deuxième quotidien, avec 27 centimes par numéro. Le premier est, de loin, L'Humanité (59 centimes par numéro).

Si l'on considère les groupes maintenant, avec Le Parisien-Aujourd'hui en France, L'Equipe et France Football, le groupe Amaury arrive nettement en tête – une place qui pourrait revenir par la suite à LVMH, le groupe de Bernard Arnault, qui est entré en négociations exclusives pour acquérir Le Parisien-Aujourd'hui en France.

Une nouveauté dans le tableau du ministère cette année : l'apparition d'une colonne qui met en relief la part des aides à la poste, indirectes, dans le total des sommes touchées. Cette innovation a une raison : la réforme à venir doit précisément supprimer ces aides pour la presse de loisir et de divertissement, notamment les publications people ou les programmes de télévision. Ainsi, un journal comme Closer, 87e avec 400 000 euros d'aides postales – 88e en 2013 avec 533 221 euros d'aides au total –, devrait prochainement perdre cette manne, qui représente 100% de ses subventions.

Fixées selon «le poids des publications, l'urgence et le degré de préparation des expéditions», les aides postales sont en réalité des remboursements de l'Etat à la Poste, qui applique des tarifs préférentiels aux journaux. Effet pervers de ces critères : plus un journal a de publicité, plus il pèse lourd, et plus il touche d'aides postales. Elles représentent ainsi 88% des sommes récoltées par l'hebdomadaire Le Point (3,1 millions d'euros), dont une bonne partie de la pagination consiste en des publicités.

Le Monde diplomatique, qui s'était ému de l'inégalité de traitement dont il faisait l'objet par rapport à d'autres, retourne dans le classement des 200 en 2014, à la 104e place, avec près de 320 000 euros. Une somme qui est amenée à évoluer significativement avec la réforme : son autre volet prévoit une extension des aides pour les titres à faibles ressources publicitaires (dont fait partie, par exemple, Libération). Pour l'heure réservées aux quotidiens, celles-ci devraient être étendues aux autres périodicités (hebdomadaire et mensuelle notamment). Liberation.fr 12.06

On aura relevé dans cette liste :

- Syndicalisme Hebdo CFDT : 127 592 euros
- CFDT Magazine : 402 448 euros
- CGT Ensemble 217 404 euros
- L'Humanité - L'Humanité Dimanche : 5 963 715 euros

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Pakistan

- Le Pakistan renforce le contrôle sur les ONG - Reuters

Les autorités pakistanaises ont annoncé vendredi un renforcement du contrôle des ONG locales et internationales et ont donné quinze jours à l'une d'elles, Save the Children, pour quitter le pays.

"Les ONG internationales travaillaient sans règles, sans réglementation, sans agenda et sans cadre légal au Pakistan. Pendant plusieurs années, des rapports du renseignement ont été reçus sans qu'aucune action n'ait été entreprise", a déclaré à la presse le ministre de l'Intérieur, Chaudhry Nisar Ali Khan.

Le projet de loi présenté vendredi vise à réguler les "contributions étrangères". Il permettra aux autorités d'interdire plus facilement d'activités des groupes bénéficiant de financements étrangers.

Selon le ministre de l'Intérieur, les associations faisant un travail "positif" n'ont rien à craindre de ce nouveau cadre légal.

Il s'en est pris en revanche aux ONG qui militent pour l'abolition de la peine de mort ou une réforme du système judiciaire. "Nous savons quelles ONG locales se livrent à cette campagne de diffamation", a-t-il dit. "Cette propagande doit cesser."

A Washington, le département américain d'Etat s'est dit "préoccupé par la répression menée par le Pakistan contre des organisations caritatives et d'autres ONG internationales". Reuters 12.06

Ils sont les premiers concernés...

Ils peuvent supprimer toutes les ONG qu'ils veulent, cela nous laisse totalement indifférents.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Les fonctionnaires et les syndicats grecs rejettent de nouvelles mesures d'austérité - euronews.com

Des centaines de manifestants ont défilé jeudi dans le centre d'Athènes, contre ce qu'ils perçoivent comme une marche arrière du gouvernement d'Alexis Tsipras, par rapport à ses promesses de campagne, et face à la pression des bailleurs internationaux. Ce rassemblement s'est tenu à l'appel des fonctionnaires, et des membres de la puissante coalition syndicale PAME, proche du Parti communiste.

"Le gouvernement est prêt à conclure un accord qui ouvrira la voie à un pacte comprenant de nombreuses mesures d'austérité impopulaires", affirme Dimitris Koutsoubas, secrétaire général du Parti communiste grec. ADVERTISING

"Cette manifestation montre notre détermination à combattre les nouvelles mesures dont le but est de poursuivre l'austérité", dit un manifestant.

Tous craignent l'annonce prochaine de nouvelles mesures d'austérité. "Nous avons assez saigné", pouvait-on lire sur une banderole accrochée à la façade du ministère des Finances.

"Malgré quelques manifestations comme celles-ci le gouvernement de gauche radicale de M. Tsipras reste toujours très populaire au sein de l'opinion. La question est de savoir si sa popularité va perdurer si le nouvel accord avec les bailleurs internationaux comprend plus d'austérité", se demande notre correspondant à Athènes Stamatis Giannisis. euronews.com 12.06

ECONOMIE

Etats-Unis

Obama le président des républicains.

- Les démocrates se révoltent contre Obama sur le libre-échange - AFP

Les parlementaires américains ont refusé à Barack Obama les pouvoirs étendus de négociation qu'il demandait pour conclure un immense accord commercial avec la région Asie-Pacifique, le président ayant été abandonné par son propre parti démocrate.

La Chambre des représentants --en raison de la rébellion des démocrates-- a rejeté vendredi un texte d'aide aux salariés affectés par la concurrence mondiale. Or ce texte, pour des raisons compliquées de procédure, était la condition préalable à l'adoption d'une proposition de loi créant une procédure dite accélérée, TPA en anglais ("Trade Promotion Authority"), le véritable sujet de discorde.

Cette procédure accélérée est un simple mécanisme, qui aurait forcé le jour venu le Congrès à approuver ou rejeter sans possibilité d'amendement tout accord commercial conclu par l'exécutif d'ici 2018, ou 2021 en cas de prolongation.

Le président américain espère utiliser ces pouvoirs accrus pour finaliser avant son départ en janvier 2017 le partenariat transpacifique, connu à Washington sous ses initiales TPP, avec 11 pays riverains du Pacifique, dont le Japon.

Mais s'il disposait dans ce dossier de l'appui de la plupart des républicains, favorables au libre-échange, il n'a pas su convaincre les démocrates, majoritairement protectionnistes et dont l'appui était mathématiquement requis. AFP 12.06

On a écourté cet article très long, pour ne retenir que quelques aguments intéressants :

1- La cause est soutenue avec force par le patronat.

Non, sans blague ! Confirmation.

2- Les accords commerciaux "enrichiront de façon fabuleuse certaines multinationales, les marges vont exploser", a clamé le représentant démocrate Keith Ellison.

Au détriment de qui ? Des entreprises locales non américaines.

2- La plupart des démocrates veulent pouvoir peser sur le contenu des futurs accords commerciaux. Ils craignent qu'une nouvelle ouverture des frontières ne conduise à des fermetures d'usines dans leurs circonscriptions. Beaucoup citent le précédent de l'accord Nafta conclu en 1993 avec le Mexique et le Canada.

Un intérêt purement électoraliste.

Haut de page

Le 14 juin 2015

CAUSERIE

Hier on a bossé, comme Selvi (ma compagne), pas de week-end, pas les moyens, et aujourd'hui 4 jeunes de sa famille sont venus faire un peu de peinture, en échange je leur ai préparé un super repas... indien évidemment, qu'ils ont beaucoup apprécié. Donc j'ai aussi bossé ce dimanche.

Hier Selvi s'est rebellée. A propos du propriétaire français qui l'emploie à mi-temps : Lui il n'arrête pas de faire des aller retour entre l'Inde et la France, et moi quand j'ai besoin d'une journée pour des démarches administratives il rechigne, je n'ai même pas le droit de prendre un jour de congé alors qu'il est tout le temps en vacances, c'est dégueulasse, j'en ai marre.

Les étrangers installés en Inde ou les Indiens de nationalité française qui reviennent vivre en Inde adoptent les conditions de travail indiennes moins favorables au personnel qu'ils emploient.

J'ai promis à Selvi qu'elle arrêterait de travailler l'après-midi dès je recevrai ma petite retraite fin 2017. Elle est rémunérée 3.000 roupies soit environ 37 euros, cela peut vous paraître insignifiant, mais cela représente près du tiers de nos dépenses mensuelles, on ne peut donc pas s'en passer, on se prive déjà sur tout.

Survivre est devenu un véritable casse-tête. Pour consoler Selvi, je lui ai dis qu'elle devait s'estimer heureuse de son sort par rapport à l'immense mjorité des Indiens qui doivent faire face à davantage de difficultés encore sans espoir d'amélioration ou de s'en sortir mieux.

Travailler 6j/7 est mortel, c'est de l'esclavage, c'est la pire situation qui soit pour un travailleur. Cela dit quand on voit où en sont rendus les travailleurs qui disposent de davantage de temps libres comme en France, on ne peut s'empêcher de penser qu'ils l'utilisent à mauvais escient ou ne connaissent pas leur bonheur pour le défendre, parce qu'il n'a pas servi à élever leur niveau de conscience au risque de perdre tous leurs acquis ou droits ce qui est bien triste.

C'est le produit d'une conception de la lutte de classe que nous rejetons, qui pour n'avoir pas été orientée vers le socialisme a rendu aveugle et inconscient les travailleurs au sort que les capitalistes allaient leur réserver dans l'avenir. Cette conception (réformiste) de la lutte de classe qui tournait le dos au socialisme, s'inscrivait dans la perspective de la survie du capitalisme, c'était sa nature de classe (bourgeoise), au point de connaître le même sort que lui.

Cette conception de la lutte de classe était détestable à plus d'un titre, dans la mesure où elle allait se satisfaire de la division de la classe ouvrière et l'entretenir, pire où elle allait sans cesse être orientée en direction de ses couches privilégiées, tandis que des millions de travailleurs défavorisés parmi les plus exploités allaient continuer de croupir sous d'innombrables difficultés pour tout juste parvenir à survivre dans l'indifférence générale du mouvement ouvrier.

Vous vous plaignez de l'évolution actuelle de la société, disons hyper individualiste ou corporatiste, et vous vous demandez peut-être comment on a pu en arriver là, il ne faut pas car en réalité le mouvement ouvrier avait adopté les mêmes rapports envers la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier a adopté la mentalité du capitaliste qui pense avant tout à ses intérêts pour s'en sortir au détriment de ses concurrents ou sans se soucier de leur sort, on ne peut même pas dire qu'il agit en tant que membre d'une classe déterminée, sauf face à ses ouvriers ou à son personnel, seul son sort individuel lui importe.

Il s'agit là d'un simple constat qu'on peut évidemment nier ou refuser d'admettre. Engels avait dressé un constat analogue il y a plus d'un siècle et demi à propos de la classe ouvrière britannique que Lénine avait ensuite confirmé plus tard. Depuis il s'est étendu à tous les pays occidentaux, et pour notre plus grand malheur nous n'en avons tiré aucun enseignement, dès lors il n'y a pas lieu de s'étonner de la situation actuelle.

Le syndicalisme ou le militantisme politique qui ne se donne pas pour objectif d'élever le niveau de conscience des masses (et des militants) n'est d'aucune utilité à notre cause ou constitue même un obstacle supplémentaire à notre combat pour notre émancipation ou pour le socialisme. La plupart des syndicalistes et des militants politiques se leurrent profondément sur la nature de leur engagement. Je sens que je vais encore me faire des amis, peu importe, la réalité importe plus, pour l'affronter et la transformer c'est préférable.

On n'a plus le temps de continuer, on pourrait ajouter qu'il existe également un consensus au sein du mouvement ouvrier entre ses différentes composantes quant à son objectif qui est le pendant de celui des partisans du régime en place : Vivre mieux sans remettre en cause le régime ou seulement en parole. J'allais ajouter un mot sur les partis ouvriers, puis je me suis souvenu qu'ils ne faisaient plus vraiment de politique et que c'était inutile.

Plus loin on lira une info en relation avec ce qui vient d'être dit. Eh oui, on s'inspire de la réalité !

Un rappel, c'est la piquouse. Les Etats-Unis ont adopté le fascisme... et Al-Qaïda, Daesh, au nom de la démocratie, de la liberté et de la paix.

Tout gouvernement, tout parti politique ou toute personnalité qui entretient des relations avec le gouvernement américain, les institutions américaines ou qui lance un appel en leur direction, assume son soutien au régime fasciste ukrainien et aux barbares d'Al-Qaïda et Daesh.

- Montée du mouvement d'opposition au régime pro-américain en Ukraine - Thomas Gaist - mondialisation.ca 11.06

- "L'Ukraine est sans aucun doute devenue un foyer d'intrigue américaine depuis qu'un coup d'État soutenu par l'OTAN et dirigé par la milice fasciste Secteur Droit y a renversé le gouvernement prorusse; des agents américains pourrait bien être actifs dans les manifestations. Cependant, ce qui motive les protestations est une opposition montante de la population ukrainienne aux mesures du régime. Celui-ci veut transformer l'Ukraine en plate-forme de travail à bas prix et en « Etat-garnison » pour la campagne guerrière des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie.

Craignant que son régime fantoche Ukrainien ne subisse une nouvelle défaite ou implose politiquement en raison de l'opposition populaire, Washington mobilise des forces paramilitaires pour le soutenir. « Ils ont permis au Secteur Droit de s'intégrer à l'armée nationale ukrainienne. Vous avez des officiers de l'armée américaine en train de former des unités avec des membres

du Secteur Droit », a noté l'analyste politique Aleksandar Pavic dans des commentaires à RT (Russia Today) ce mardi.

Une nouvelle génération de fascistes ukrainiens reçoit directement du Département américain de la Défense de la formation et du matériel militaire de pointe, dont du matériel de vision nocturne et de la technologie de communication.

En avril, le Pentagone a envoyé, dans le cadre de « l'Opération gardien sans peur », quelque 300 soldats américains pour des exercices de formation avec des militants ukrainiens dont des membres connus du bataillon d'Azov et d'autres forces affiliées au milieu néonazi ukrainien. Des commentaires du chef de l'antiterrorisme ukrainien, Andriy Lysenko, montrent bien que la formation se concentrera sur les tactiques de contre-insurrection visant à contrôler des populations ennemies, comme celles utilisés par l'armée américaine en Irak et en Afghanistan." mondialisation.ca 11.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Condamnation sans appel des partis institutionnels de la Ve République. Question : Au profit de qui ce sondage ?

- Neuf Français sur 10 ont une très mauvaise opinion des partis - AFP

- Des partis politiques jugés en panne d'idées, ringards et éloignés des gens - LeParisien.fr

Dans le détail, les partis sont perçus comme non crédibles (94%), non honnêtes (93%), incapables de proposer des solutions efficaces (91%), ni proches des préoccupations des Français (90%).

C'est bien simple, les Français ne trouvent que des défauts à leurs formations politiques et aucune qualité. Ils sont jugés trop centrés sur les élections, c'est-à-dire trop boutiquiers (83%), démagogiques (54%), inutiles (72%), pas modernes (85%), peu féconds en idées nouvelles (86%), loin des gens (90%), pas honnêtes, pas crédibles, etc.

Paradoxalement, cela n'empêche pas 70% des Français de se définir comme sympathisants d'un parti et un quart des Français d'envisager de militer pour un parti.

Cette détestation des partis en général n'empêche pas les Français, ni de voter (au moins aux élections majeures comme la Présidentielle), ni même de s'auto-positionner d'un point de vue partisan: 70%, relève Gaël Sliman, le président d'Odoxa. LeParisien.fr et AFP 13.06

Si 1/4 envisageait de militer dans un parti, cela signifie incontestablement que les conditions existent pour construire le parti : Un parti qui ne soit pas démagogue, archaïque, loin des gens, malhonnête, pas sérieux, incohérent, inutile. Non ?

Alors pourquoi n'y parvenons-nous pas ?

Pourquoi le POI, le NPA et LO n'y parviennent-ils pas, sont-ils atteints par les mêmes tares ou travers que les autres partis ? Il y a tout lieu de le penser, non ? On s'est déjà largement exprimé sur cette question pour ne pas y revenir ici. Le POI et le NPA avaient suscité un certains enthousiasme au moment de leur fondation, tout comme le PG par ailleurs, sur quelles bases sinon des illusions qu'ils avaient savemment orchestrées et qui ont rapidement fait long feu.

A les entendre tout était possible, ils ont tous entonné ce refrain suscitant un espoir qui est vite retombé, et pour cause ils n'ont jamais été capables de tenir un discours aux masses qui parte de la situation réelle, à laquelle leur conception de la lutte des classes aurait dû s'adapter, ils ont procédé à l'inverse sans véritable stratégie pour finalement stagner, régresser et ne rassembler qu'un noyau de militants autour de leurs appareils sclérosés.

Et puis, si les partis sont tant décriés, il ressortait de ce sondage que seulement 1% leur faisait réellement confiance, peut-être que le 1% qui concentre les richesses dans le monde serait plus apte à gouverner... Pourquoi s'acharner à maintenir en vie des partis et des institutions, des gouvernements, des Etats incapables de gérer les affaires de leurs pays, pourquoi ne pas nommer des gouvernants parmi ceux qui ont démontré qu'ils étaient capables de gérer leurs affaires en faisant fortune, ajoutons, dans l'intérêt général de la population, cela va de soi, ou leur porte-parole, la Commission européenne.

Aux Etats-Unis, les deux partis qui se partagent le pouvoir ou gouvernent alternativement depuis de très nombreuses décennies se partagent les faveurs des banquiers et actionnaires de Wall Street, ils ne sont plus réellement des partis politiques et gouvernent pour le bien-être des Américains en préservant leur liberté et leur sécurité, pour la paix, ne pourrait-il pas servir de modèle au reste du monde ? C'est le fantasme ou le cauchemar en ce qui nous concerne que les dirigeants de la classe

dominante privilégient.

ACTUALITE EN TITRES

Hou ! hou ! Un crime de lèse-majesté.

- François Hollande hué aux 24 Heures du Mans - Francetv info

Le président de la République a été copieusement hué, samedi, par une partie du public des 24 Heures du Mans, francetv info revient sur plusieurs précédents. Francetv info 13.06

Le petit monarque se déplace avec sa cour et il faudrait se prosterner sur son passage, et puis quoi encore !

Depuis quand serait-il interdit ou inconvenant de ne pas saluer un président fantoche, minoritaire, illégitime ?

Les médias le dénoncent, alors que dans certains pays c'est suffisant pour être envoyé en prison, des pays avec lesquels les grands démocrates qui sont au pouvoir en France entretiennent de bonnes relations ou commercent sans que cela les gêne le moins du monde, l'Arabie saoudite par exemple ou la Turquie... Dès lors, pourquoi devrait-on se gêner de les conspuer si cela nous soulage, faible, éphémère, inutile ou puérile compensation, d'autant plus que chacune de leur sortie est arrangée ou instrumentalisée de telle sorte qu'elles sont destinées à réhausser leur image parmi la population pour mieux la tromper et la matraquer dans la foulée, procédé démagogique, malhonnête, résolument indigne de tout respect.

CRS comme Charlie, Répression, Sécurité.

- Le gouvernement fait un geste en faveur des CRS - La Tribune

Très fortement mobilisés depuis les attentas du 11 janvier, les CRS ont obtenu une revalorisation de leurs indemnités. La Tribune 13.06

Leur boutique. CAC40, trafic de drogue et d'armes, sport, prostitution... et casino.

- La situation des casinos en France - Francetv info

S'ils sont toujours absents de la capitale, les casinos sont présents dans toute la France. On en trouve ainsi 197 en métropole. "Leur niveau est assez stable depuis dix ans. Chiffre d'affaires : 2,1 milliards d'euros", note Magali Boissin sur le plateau de 20 heures. Francetv info 13.06

Les services publics ou l'ennemi n°1 du marché.

- La Creuse défile pour défendre les services publics - L'Express.fr

- Toujours pas de circulation sur l'axe routier Grenoble-Briançon - Francetv info

Depuis un glissement de terrain en avril qui a rendu inaccessible un tunnel entre Grenoble et Briançon, la commune de Mizoën est coupée du monde. Une centaine de riverains a donc manifesté vendredi 12 juin pour demander une intervention de l'État. Francetv info 13.06

On savait que Turquie et la France partagaient la même politique.

- Syrie: les Kurdes avancent dans le Nord, les réfugiés repoussés par la Turquie - AFP

- À la frontière franco-italienne, la police repousse les migrants - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bahreïn

- Bahreïn se vide de "bahreinis" - french.irib.ir

Dans le cadre de ses politiques coercitives contre les opposants, et en violant les droits de ses citoyens, le régime bahreïni continue à retirer la nationalité des opposants. Un tribunal de Bahreïn a retiré jeudi la nationalité à 56 citoyens, impliqués dans un procès appelé « Groupe 61 ».

Ces personnes sont accusées d'avoir formé des cellules terroristes. Parmi ces accusés, 5 ont été condamné à la perpétuité, 22 autres à 15 ans de prison, et 30 autres à 10 ans de prisons chacune. Seuls quatre des accusés ont été acquittés.

Jusqu'à présent, la justice de Bahreïn a condamné plus de 200 militants politiques et sociaux à de longues peines de prison, en les accusant faussement de terrorisme ou de crime contre la sécurité nationale. Depuis le début de la révolution des Bahreïni en 2011, plus de 70 militants politiques ont été condamnés à la perpétuité.

L'ONG Human Rigths Watch a annoncé récemment, dans un rapport, que la justice bahreïni joue un rôle actif dans la répression des opposants. Le régime des Ale Khalifa réprime violemment le mouvement pacifique de ses citoyens depuis 2011, mouvement dont le moteur principal est l'indifférence du régime aux revendications populaires surtout les réformes et la démocratisation.

Plusieurs oulémas et personnalités bahreïnies ont publié des communiqué pour dénoncer les verdicts des tribunaux, en estimant qu'en retirant la nationalité aux citoyens, le régime commet un crime irréparable envers les militants, car il s'agit d'un acte qui prive les citoyens de leurs droits les plus naturels.

En même temps, depuis le début des protestations populaires, le régime bahreïni a naturalisé entre 25.000 à 30.000 citoyens pakistanais et leur a octroyé la nationalité bahreïnie. Le but du régime des Ale Khalifa est de faire pression sur la majorité chiite du pays. Nabil Rajab, célèbre militaire bahreïni des droits de l'Homme dit : « La naturalisation des étrangers, tout en retirant la nationalité bahreïnie aux opposants, est une politique qui ressemble à celle de la Grande-Bretagne à l'époque de la création du régime sioniste en Palestine. Le but de cette politique est de changer progressivement la composition démographique et d'intimider les militants politiques et sociaux. » french.irib.ir 13.06

2- Syrie

2.1- Syrie : des commandants terroristes tués en banlieue d'Idlib - french.irib.ir

En Syrie, l'aviation de l'armée régulière a frappé une réunion des commandants terroristes en banlieue d'Idlib, en tuant un certain nombre.

Selon l'agence de presse Fars depuis Damas, l'aviation de l'armée syrienne a pris pour cible de ses raids aériens une réunion des commandants des groupes terroristes, étant en cours dans la cité de Kafar Avid, en banlieue d'Idlib. L'aviation syrienne a également bombardé les positions et les bases des groupes terroristes dans la cité de Safouhen, à Jabal Zaviya. Selon les sources syriennes, une fois bouclé l'encerclement de la ville frontalière Tell Abyad, les groupes terroristes recevront des coups durs dans les zones au peuplement kurde du nord syrien.

Par ailleurs, selon une source kurde depuis la ville de Qamishlou, dans la province de Hassaké, les combattants kurdes syriens se sont approchés de la ville de Tell Abyad, l'une des plus importantes bases du groupe Daech près des frontières de la Turquie. Les combattants kurdes visent à prendre le contrôle de la ville de Salouk, à 20 kilomètres du sud de Telle Abyad, afin de boucler l'encerclement de cette ville stratégique. Lorsque les combattants kurdes arriveronnt à Salouk, les terroristes de Daech n'auront d'aure choix que de s'enfuir vers la Turquie d'autant plus que des centaines de terroristes seront encerclés. french.irib.ir 13.06

2.2- Le complot contre les druzes syriens - french.irib.ir

A la suite du récent crime commis par les terroristes du Front al-Nosra à l'encontre des druzes syriens, le Président du Conseil religieux du Hezbollah libanais a exprimé sa solidarité avec les druzes syriens. Cheikh Mohammed Yazbek, le Président du Conseil religieux du Hezbollah libanais a affirmé vendredi que le Hezbollah libanais soutient les druzes syriens dans la lutte contre le terrorisme-takfiri et Israël, selon la chaîne libanaise Al-Manar.

Les terroriste de Daech et du Front al-Nosra représentent une menace pour les pays de la région, a ajouté, le Président du

Conseil religieux du Hezbollah libanais, tout en mettant l'accent sur la lutte contre les terroristes en Syrie. Le Front al-Nosra a décapité il y a quelques jours 40 druzes à Idlib dans le Nord de la Syrie, qui avaient refusé de coopérer avec ce groupe. les sources bien informées évoquent un complot israélien visant à terroriser les druzes et à les pousser de la sorte à accepter l'annexion du Golan par Israël. french.irib.ir 13.06

3- Yémen

3.1- Yémen: des pilotes israéliens au service du Roi - french.irib.ir

Des sources bien informées ont fait part de la participation des pilotes israéliens dans les raids aériens de l'Arabie saoudite contre le Yémen.

Selon le site d'information « Panorama du Moyen-Orient », des sources fiables ont fait allusion à la mort de plusieurs pilotes saoudiens dans les attaques au missile de l'armée et des forces populaires du Yémen, affirmant que l'Arabie saoudite se servait des pilotes israéliens pour bombarder les villes yéménites. Selon ce rapport, après que la plupart des pilotes des pays alliés de l'Arabie saoudite ont refusé de participer à l'opération militaire contre le Yémen, Riyad a demandé à Israël de lui fournir des pilotes.

Ces derniers temps, le régime sioniste et l'Arabie saoudite ont élargi leur coopération. Dans ce droit fil, Anwar Eshqi, chef du Centre des études stratégiques du Moyen-Orient en Arabie saoudite s'est entretenu, à Washington, avec Dore Gold, le conseiller du Premier ministre israélien. D'importantes questions régionales dont le nucléaire iranien, l'Axe de la Résistance et la crise en Syrie et au Yémen ont été examinées lors de cette rencontre. french.irib.ir 13.06

3.2- Les partis politiques yéménites ne participent pas à la Conférence de Genève (Al-Mayadeen) - french.irib.ir

Les partis politiques, à l'intérieur du Yémen, ont fait part de leur intention de ne pas prendre part à la réunion de Genève, sous sa forme actuelle, a-t-on appris de la chaîne libanaise, Al-Mayadeen.

Selon l'agence de presse Tasnim, Al-Mayadeen a rapporté que les partis intérieurs yéménites avaient annulé, au dernier moment, leur participation à la conférence de paix, à Genève. Selon ce rapport, ils ont annoncé qu'ils n'y prendraient part, sous sa forme actuelle, sans faire aucun commentaire, sur la publication de cette information. Par ailleurs, un avion des Nations Unies a quitté l'aéroport de Sanaa, après le refus des représentants des groupes et des partis intérieurs yéménites, de monter dans l'avion.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Japon

- Au Japon, le nombre de brimades dans les entreprises bat un record - La Tribune

Les cas de brimades par des supérieurs hiérarchiques sur le lieu de travail ont atteint un niveau record au Japon, dépassant pour la première fois le nombre de 60.000 sur un an, selon des statistiques gouvernementales publiées vendredi.

Le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales a recensé un chiffre record de 62.191 cas de harcèlement moral sur le lieu de travail pendant l'année fiscale 2014/2015, soit une hausse de 5.1% par rapport à l'exercice précédent.

Cette statistique repose sur le total des plaintes déposées durant cette période par les subordonnés ou, nettement moins nombreuses, par les employeurs.

Selon leurs témoignages, beaucoup de subordonnés victimes de stress mental se plaignent d'avoir été insultés, méprisés - se faisant fréquemment traiter de "stupide", par exemple - ou carrément ignorés par leurs supérieurs.

Les entreprises japonaises sont connues pour leurs conditions de travail stressantes et les pressions multiples exercées sur les employés, dues notamment à un système hiérarchique rigide et à une intense compétition interne. La Tribune 13.06

Haut de page

Le 15 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 37 articles.

La causerie du matin.

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter des articles, mais je m'y attellerai après déjeuner.

ACTUALITE EN TITRES

Bilderberg a deux candidats à vous proposer.

- 63% des Français pensent que Manuel Valls doit jouer un rôle important à l'avenir - Francetv info

- Alain Juppé candidat préféré de la droite et du centre pour la présidentielle - AFP

La géographie pour les nuls.

- Pour Manuel Valls, La Réunion est dans l'océan Pacifique - Francetv info

La bonne réponse était l'océan Indien.

La nature du régime israélien : fasciste.

Le policier israélien ayant battu un soldat d'origine éthiopienne ne sera pas poursuivi. - LeMonde.fr 14.06

Pour rappel :

- Gaza : Israël clôt le dossier sur la mort de quatre enfants sur une plage - Francetv info 11.06

Les nazis aussi.

- Israël estime que sa guerre contre Gaza était "légitime" et "légale" - L'Express.fr

Pourquoi laisser des traces, hein ?

- Israël: l'armée sanctionne des soldats filmés en train de battre un Palestinien - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Julien Dray explique pourquoi le PS est le parti des exploiteurs contre les exploités et le socialisme.

- Pour Julien Dray, il faut tendre vers un "Parti progressiste" - AFP

Il faut tendre vers un "Parti progressiste qui se bat pour l'émancipation des individus", a déclaré dimanche Julien Dray, selon qui la question du nom du Parti Socialiste, où il faut "tout" changer, se posera "à un moment ou à un autre".

(C'est le créneau des néolibéraux repris par le PS et la pseudo-gauche (L'humain d'abord). Pure imposture. Renoncer à s'émanciper du capital au profit de "l'émancipation des individus", c'est ouvertement prôner qu'ils changent de gré ou de force pour se conformer au besoin du capital. - ndlr)

"Il va falloir que l'on change tout. Cela veut dire que, peut-être même, à un moment ou à un autre, se posera la question de notre nom. Mais il ne faut pas le précipiter", a dit le vice-président PS du conseil régional d'Ile-de-France sur France 5.

"Il va falloir qu'on dialogue, qu'on discute (...) qu'on entende des choses qui ne sont pas forcément très agréables sur ce qu'on a fait, sur les erreurs qu'on a commises", a-t-il poursuivi.

"Ca, c'est un travail qui va commencer maintenant et qui vise à refonder la gauche, avec une identité nouvelle. Je pense que le terme le plus exact aujourd'hui, c'est pour nous d'être les nouveaux progressistes et de se battre pour l'émancipation. C'est le mot clef", a-t-il développé.

"Nous, on se battait pour le socialisme, mais le socialisme, c'est une société idéale où il n'y avait plus d'exploitation", a ajouté encore Julien Dray. AFP 14.06

Et en plus il n'est pas foutu de s'exprimer correctement.

Après avoir indiqué qu'il fallait bazarder le socialisme ou la référence au socialisme devenue inutile et encombrante, puisque l'emploi de l'imparfait de l'indicatif (battait) s'appliquait à une action passée terminée ou une époque révolue, et que le le présentatif (c'est... où) était au présent ou nous ramenait au présent, le verbe suivant de la proposition relative introduit par où devaient être également au présent de l'indicatif ou au conditionnel présent, l'erreur commise en employant l'imparfait (avait) vient du fait que dans sa tête il estime que le socialisme appartient au passé et non au présent ou à l'avenir, c'est son enthousiasme à vouloir l'enterrer trop vite qui l'a trahi.

A propos du socialisme, ce qui devrait être enseigné aux travailleurs et à chaque militant. On ne donne pas une leçon, mais un cours pratique de socialisme.

Le socialisme, s'il repose à la fois sur des facteurs objectifs et subjectifs, demeurera une utopie aussi longtemps qu'il ne sera pas réalisé.

Pour peu qu'on ne sache pas trop à quoi il correspond ou qu'on n'en ait qu'une idée approximative comme c'est le cas pour la quasi-totalité des travailleurs qui y adhèrent en rejoignant un parti dit ouvrier, cette utopie sera bourrée d'illusions qu'il faudra rapidement réduire pour qu'elle ne se transforme pas en chimère de plus en plus éloignée de la réalité qu'on s'est donné de transformer, pour finalement sombrer dans le désespoir et abandonner le combat pour le socialisme, dès lors qu'on ne parvient pas à venir à bout des obstacles qui nous empêche de la réaliser, à défaut d'avoir pris conscience que ce serait un combat de longue haleine, et que cet objectif politique devrait uniquement servir de guide à notre action et donner un sens à notre vie, qu'il soit atteint ou non de notre vivant important peu puisqu'il s'agissait d'adopter un idéal qui n'existerait qu'à travers les rapports qu'on entretiendrait avec les différentes composantes de la société et qu'il faudrait s'en contenter à défaut de mieux, qu'en espérer plus ou en attendre davantage traduirait notre incompréhension de ce que signifie le socialisme.

Une utopie cesse d'en être une le jour où elle se réalise, et le plus difficile à supporter consiste à admettre ou à prendre conscience qu'en attendant notre idéal demeure une utopie, qui selon qu'on se rapproche ou s'éloigne de notre objectif se concrétisera pas à pas ou cèdera le pas au doute ou au scepticisme.

Une utopie correspond à une situation potentiellement réalisable dès lors que les conditions sont remplies, d'où le travail du militant qui consistera à préparer et réunir ces conditions pour que cet idéal passe de l'utopie à la réalité ou se concrétise. C'est à travers ce travail que se matérialise cet idéal, qu'il prend forme, pour peu bien sûr que notre combat quotidien s'inscrive dans cette perspective politique, dans le cas contraire il arrivera un moment où on perdra de vue cet idéal tant on s'en sera éloigné, au point d'être devenu incapable de lui donner un contenu cohérent, allant jusqu'à l'assumer en donnant une définition du socialisme qui lui est totalement étranger, c'est le cas que nous rencontrons le plus fréquemment.

Pourquoi ? Parce que le socialisme n'est pas un objectif que l'on peut atteindre en appuyant sur un bouton ou en se contentant de manifester de bonnes intentions. C'est autre chose qu'une revendication alimentaire ou démocratique bourgeoise. Il correspond à un changement radical de tous les rapports dans la société à commencer par les rapports sociaux de production, changement qui nécessite pour voir le jour que des millions d'exploités se soulèvent et s'organisent contre leur condition pour renverser l'ordre établi et s'emparent du pouvoir politique, tâche, qui parce qu'elle nécessite un minimum de conscience politique pour se réaliser, ne peut s'accomplir qu'au terme d'un long processus de maturation de la conscience de classe des travailleurs... et des militants qui doivent en avoir parfaitement conscience, l'avoir à l'esprit en permanence, or c'est rarement le cas ou exceptionnellement, situation qui les fragilise ou les rend vulnérable au point de cesser de croire que ce processus parviendra un jour à son terme.

Le socialisme intègre le développement de l'humanité depuis la nuit des temps et les différents stades (de production) par lesquels il est passé jusqu'à nos jours, dont la lutte des classes, et c'est l'ensemble de ces expériences qu'il théorise pour en faire un guide pour l'action et faire en sorte que la civilisation humaine puisse franchir une nouvelle étape sur la voie de son émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme pour conquérir sa liberté.

Objectif ambitieux, colossale entreprise, idéal supérieur à tout autre d'autant plus difficile à atteindre qu'il correspond à l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a des millènaires, lorsque l'homme commença à produire au-delà de ses besoins et la société se divisa en classes dominantes et dominées avant de donner naissance à l'Etat qui devait en être le garant.

Sans aller jusqu'à dire qu'il nous faudra autant de temps pour nous libérer du capitalisme et passer au socialisme, et pour cause, le temps nous manquerait ou le capitalisme finirait avant par détruire la civilisation humaine auquel cas le socialisme demeurerait éternellement une utopie, on peut ou plutôt on doit concevoir que le passage au socialisme ne peut pas être soumis à un calendrier arbitrairement, et que les conditions dans lesquelles nous menons notre combat politique nous sont imposées de l'extérieur.

En fait l'essentiel est ailleurs. Au-delà de la compréhension des moteurs à l'origine du développement de la civilisation humaine qu'il est indispensable d'acquérir, le développement des forces productives et la lutte des classes, le socialisme repose sur la conviction que nos droits et aspirations sont parfaitement légitimes et ne nécessitent aucune justification, que le seul fait de les formuler suffit à légitimer notre combat politique ainsi que les moyens pour le faire aboutir, la révolution socialiste mondiale.

Le socialisme n'est pas une recette miracle, un fantasme ou un dogme, il intègre les enseignements de la lutte de classe du passé que nous ont légués les marxistes et que nous devons adapter à notre époque en fonction des profondes transformations qu'ont connues la société et le monde au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, de manière à ce que les travailleurs les plus avancés puissent s'en saisir ou rejoignent notre combat politique.

Reste que sans un parti ouvrier révolutionnaire expliquant aux travailleurs et aux militants en quoi consiste le socialisme, un guide pour l'action qui incarne un idéal alimentant nos convictions, il est très difficile de le partager.

En complément. Impossible de tomber plus bas. Julien Dray déplore que le PS ait "laissé tomber" DSK Francetv info

59 à 64% d'abstention : Des institutions antidémocratiques massivement rejetées.

Clichy, Puteaux, Asnières, Thionville, Pontault-Combault : les municipales partielles ville par ville - libération.fr

Dans les Hauts-de-Seine, trois élections municipales partielles se sont tenues dimanche, à Asnières, Clichy et Puteaux. Deux autres scrutins avaient lieu à Thionville (Moselle) et à Pontault-Combault (Seine-et-Marne).

Puteaux. La maire sortante Joëlle Ceccaldi-Raynaud (LR) a, elle été confortablement réélue avec 60,77% des voix dès le premier tour.

Comme en mars 2014, aucune liste d'opposition n'a été en mesure de se qualifier pour le second tour. Elle a même reculé dans son ensemble. La liste (SE) menée par Sylvie Cancelloni obtient un seul siège, tandis que les listes du FN Gérard Brazon et de la candidate sans étiquette, Sophie Mozziconacci, soutenue par le maire UDI de Neuilly, n'auront, elle, pas le moindre élu au conseil municipal.

Cette commune UMP accueillant le quartier de La Défense est tenue par la dynastie des Ceccaldi-Raynaud depuis 1969, le père, Charles, ayant régné jusqu'en 2004, date à laquelle sa fille, Joëlle, lui a succédé.

Clichy. Administré depuis 1985 par le socialiste Gilles Catoire, cette fois pas en lice, le conseiller départemental Rémi Muzeau (LR-UDI-Modem) a obtenu 48,83% des voix. Julien Perez (PS-PRG-PCF), pour la première fois dans le grand bain, a, lui, plafonné à 30,5%, suivi de la liste EE-LV-FDG-Nouvelle Donne, à 11,38%, et de celle du FN (4,51%). La participation a été de 40,82%.

Asnières. Sur fond de forte abstention, Aeschlimann (LR-UDI) a récolté 47,42% des suffrages. Il affrontera dimanche prochain l'ancien maire socialiste Sébastien Pietrasenta (PS-EE-LV), dix points derrière.

Thionville. Anne Grommerch (LR-UDI-Modem) est arrivée nettement en tête dimanche, quasiment six points devant son concurrent socialiste, Bertrand Mertz (40,96%), qu l'a précédée dans le fauteuil de maire.

Le candidat FN, Hervé Hoff, n'a recueilli que 8,71 % des suffrages, insuffisant pour se qualifier alors qu'en mars 2014, il avait imposé une triangulaire avec 14,03 % au premier tour. Sous les 3%, les listes Front de gauche et Lutte ouvrière sont pareillement éliminées.

Pontault-Combault. La liste d'union de la gauche de la maire sortante Monique Delessard (PS) a rassemblé 32,09% des voix, tandis que trois autres listes sont elles aussi en capacité de se maintenir au deuxième tour: Cédric Pommot (DVG), qui conduisait la liste «Union, Raison, Passion», est second avec 22,86 % des suffrages, devant Stéphane Finance (UDI, «La Priorité c'est vous»), à 19,73 % et Jean-Pierre Martin (FN, Pontault Bleu Marine) à 16,83%. Alors que la participation s'est élevée à 36,16 %, la liste

«Un coup de jeune pour Pontault» de Jean-Nicolas Citti n'est, elle, pas parvenue à se maintenir avec 8,50 % des suffrages. libération.fr 14.06

Vous aurez constaté que le PCF et le FG par diverses alliances électorales demeurent liés au PS.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- USA : rassemblement anti-impérialiste, devant le bâtiment de «Time Warner», à New York - french.irib.ir

Aux Etats-Unis, les contestataires se sont rassemblés, devant le bâtiment «Time Warner», manière de protester contre l'approche impérialiste de Washington.

Selon Russia Al-Youm, les protestataires américains se sont réunis, devant le bâtiment «Time Warner», second câblo-opérateur américain, en guise de protestation contre l'approche impérialiste des Etats-Unis et l'influence des médias américains, sur les affaires intérieures d'autres nations. Les manifestants brandissaient des écriteaux sur lesquels étaient libellés : «CNN encourage l'administration américaine à faire la guerre, en Ukraine». Cette réunion contestataire a eu lieu, en coordination avec l'Organisation internationale du Travail, «OIT». Cette instance s'oppose à ce que les Etats-Unis attisent le feu de la guerre et dénonce le racisme et les exploitations financières des Etats-Unis, à l'égard des autres nations. french.irib.ir 14.06

ECONOMIE

Grèce

- A Bruxelles, la Grèce et ses créanciers se séparent sans accord - latribune.fr

Les négociations entre créanciers (Commission, BCE, FMI) et la Grèce ont échoué ce dimanche. Les premiers exigent d'Athènes des mesures répondant à leurs demandes que la partie grecque juge "irrationnelles".

Les discussions qui se tenaient depuis samedi à Bruxelles entre la Grèce et ses créanciers ont pris fin dimanche sans accord, en raison de "divergences importantes" qui subsistent entre les deux parties, a indiqué un porte-parole de la Commission.

"Les propositions grecques restent incomplètes", a insisté cette source, affirmant que le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, "reste convaincu" qu'une solution "peut être trouvée d'ici la fin du mois", date où la Grèce fait face à une importante échéance de remboursement au FMI qu'elle pourrait ne pas être en mesure d'honorer. "Divergences importantes"

Jean-Claude Juncker "a fait une dernière tentative ce week-end pour trouver, via ses proches collaborateurs et en liaison étroite avec des experts de la Commission, de la BCE et du FMI, une solution avec le Premier ministre" grec Alexis Tsipras. "Bien que des progrès aient été enregistrés, les discussions ont échoué car il reste des divergences importantes entre les plans des autorités grecques et les exigences conjointes" des créanciers, a expliqué cette source.

Pour la Commission, les Grecs doivent réaliser "jusqu'à deux milliards d'euros" d'efforts budgétaires annuels pour obtenir l'aide financière dont ils ont cruellement besoin. "Sur cette base, de nouvelles discussions vont désormais avoir lieu à l'Eurogroupe", qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, a indiqué cette source. La prochaine réunion de ce cénacle est prévue jeudi à Luxembourg.

Jean-Claude Juncker "reste convaincu qu'avec plus d'efforts de réformes côté grec et une volonté politique de tous les côtés, une solution peut encore être trouvée d'ici la fin du mois". Réclamations des créanciers "irrationnelles"

De son côté, une source gouvernementale grecque a affirmé dimanche soir à l'AFP que les réclamations des créanciers étaient "irrationnelles", et en a imputé la responsabilité au FMI, accusé d'avoir une position "intransigeante et dure".

La Grèce est plus que jamais menacée de défaut de paiement, ce qui pourrait constituer une déflagration aux conséquences imprévisibles pour la zone euro tout entière. Athènes doit en effet rembourser le 30 juin 1,6 milliard d'euros de prêts du FMI, et risque fort de ne pouvoir honorer cette échéance sans le déblocage de 7,2 milliards d'euros, suspendu depuis l'été dernier à un accord avec les créanciers. latribune.fr 14.06

Haut de page

Le 16 juin 2015

CAUSERIE

Dossier Equateur. Déstabilisation orchestrée depuis Washington

Comme tous les gouvernements qui ne sont pas dans le giron des Etats-Unis, l'Equateur et son président Correa font l'objet du harcèlement permanent, (provocations, calomnies, fausses informations, et faux témoignages violences, campagne de presse, etc.) de la part de l'opposition parlementaire de droite associée à des ONG financées par la NED, USAID ou la CIA, dans le but de parvenir à un changement de régime.

Cette entreprise de déstabilisation est relayé généreusement par les institutions internationales à la solde des Américains (ONU et ses agences en tête), les médias occidentaux aux ordres, les gauchistes ou pseudo-révolutionnaires, la pseudo-gauche et extrême gauche, reprenant à leur compte les arguments avancés par ces ONG contre ces gouvernement d'Amériques latines.

Dans un premier temps vous trouverez un article du Figaro publié hier, ensuite un certain nombre d'articles à l'origine en français, espagnol ou anglais que j'ai traduits tant bien que mal.

- Le président équatorien dénonce une « conspiration » contre lui - LeFigaro.fr

Depuis plusieurs jours, les rues de Quito, de Guayaquil et de Cuenca sont agitées par des manifestations aux cris de «Dehors Correa, dehors!». Elles regroupent des politiciens de l'opposition, des hommes d'affaires et des membres de la classe moyenne. Des manifestations de soutien à la réforme ont également été organisées.

L'objet de la colère est une réforme, somme toute modeste, de la taxation des héritages présenté le 5 juin dernier au parlement. Elle prévoit de taxer les héritages supérieurs à 35400 dollars, soit 100 salaires minimum, abaissant de moitié le montant imposable pour l'instant. Le projet de loi devait passer devant le parlement en juillet où il devait être adopté le président Correa y disposant de la majorité avec son parti Alianza Pais. Le président équatorien a annoncé la nuit dernière que, pour calmer les esprits avant la visite du pape François le 5 juillet prochain, il retirait provisoirement sa loi de l'agenda législatif.

La réforme ne devait toucher que peu d'Equatoriens: seuls 0,3% d'entre eux reçoivent un héritage de plus de 50 000 dollars. Selon le ministre de la Politique économique, Patricio Rivera, «la loi sur les héritages vise le secteur le plus élevé de la société, les 0,1% plus riches (....), 98% des Equatoriens ne paieront pas un centime».

Le président Rafael Correa, devant les appels à sa démission, a invité l'opposition à organiser un referendum révocatoire, une procédure prévue par la constitution adoptée après l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa en 2007. Elle nécessité le collecte de 1,8 millions de signatures de citoyens, soit 15 % de l'électorat. «Au lieu d'utiliser la violence, la force, utilisez la Constitution: allons au référendum révocatoire pour vous battre 1.000 fois!», a déclaré le président.

Le président Correa a dénoncé ces derniers jours depuis l'Italie, lors de son émission télévisée hebdomadaire «une conspiration en marche… Ce sont des gens très violents, ils ont la complicité des medias… Il ne s'agit pas d'empêcher un loi sur l'héritage, il s'agit de renverser le gouvernement».

Les relations entre l'opposition, la presse et le président Correa sont depuis longtemps très tendues. L'organe de contrôle des médias en Equateur a imposé une amende de 350.000 dollars au plus grand quotidien du pays, El Universo, proche de l'opposition. L'amende représente 10% du chiffre d'affaires du journal sur les trois derniers mois, a indiqué l'ONG Fundamedios.

Objet de la condamnation: le refus du journal de publier un droit de réponse du gouvernement. Un autre journal plus modeste est visé: la hora de Quito. Ces deux journaux ne respecteraient pas la loi sur les médias votée il y a deux ans. L'opposition estime que ce texte n'est destiné qu'à faire taire la presse d'opposition et le qualifie de «loi muselière». lefigaro.fr 15.06

- Le président équatorien a accusé l'ONG locale Fundamedios de vouloir déstabiliser son gouvernement.

- ifex.org 29.04.2015

Le 18 avril le président Rafael Correa a accusé l'ONG Fundamedios qui s'oppose au gouvernement de vouloir "le faire tomber" et de "le déstabiliser".

Durant son allocution télévisée de samedi, il a noté que l'organisation reçoit de l'argent des États-Unis dans le cadre d'une "campagne de diffamation".

Le président, après avoir rappelé le discours du président américain Barack Obama lors de la 7e Sommet des Amériques à Panama, a déclaré que, historiquement, il y a eu intervention par ce pays d'Amérique du Nord et il a poursuivi : "il y a quelques jours le Département d' État a demandé deux milliards de dollars au Sénat américain pour quoi? pour que le Congrès renforce la démocratie, les droits humains et la liberté de la presse et plus particulièrement dans des pays comme Cuba, le Nicaragua, l'Equateur et le Venezuela, auxquels il faut enseigner la démocratie, les droits humains et la liberté de la presse. Ceci s'appelle une ingérence, une intervention qui viole la Charte de l'OEA, sape notre propre souveraineté, c'est de cela que nous parlons. "

Puis le président a pris pour exemple Fundamedios. " Le changement de gouvernements dans notre Amérique est l'objectif de ces campagnes de diffamation parce que ces fonds iront à Fundamedios, à toutes les ONG qui s'opposent au gouvernement pour le faire tomber, pour le déstabiliser, c'est de cela dont il s'agit. Je suis entièrement d'accord. Les Etats-Unis a été l'épaule sur laquelle pleuraient les Latino-Américains, chaque fois qu'il y avait un problème dans le passé, nous jetions des pierres sur l'ambassade des États-Unis et donc il a été résolu, mais il est clair qu'il y a eu interventionnisme et il y a encore interventionnisme. En Amérique latine, au XXI e siècle on ne permettra pas ces types d'actions camarades, nous allons défendre la souveraineté et la dignité de notre grand pays", a déclaré le président.

En ce qui concerne la participation de la société civile équatorienne pendant le Sommet en Panama, il a assuré que le directeur exécutif Fundamedios, César Ricaurte et des personnalités publiques comme Guillermo Lasso, Alberto Acosta, Andrés Páez, Oswaldo Hurtado et Enrique Herrería sont « les grands perdants » , parce que selon le président « il n'a été accordé aucune considération à leurs argumets tout en leur déniant toute importance » et a affirmé que « c'était un signe de la restauration conservatrice en Équateur en coordination avec des mouvements de droites et des organisations comme le IAPA, Aznar, Freedom House et représentants de la droite la plus récalcitrante mondiale qui ont essayé de discréditer le Sommet et ses dirigeants » ifex.org 29.04.2015

Revenons en arrière, histoire de témoigner qu'ils ont de la suite dans les idées ou que leur détermination est sans faille. En passant, on devrait en prendre de la graine.

- La CIDH déplore des représailles contre des personnes qui s'adressent à la Commission - garr-haiti.org vendredi, 04 novembre 2011

Washington, D.C., 4 novembre 2011 - La Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) exprime sa plus profonde préoccupation devant les menaces, représailles et actions de discrédit dont font l'objet certaines des personnes qui ont participé aux audiences et réunions de travail de la CIDH ; représailles exercées tant par des particuliers que par de hautes autorités étatiques, dans certains cas.

Spécifiquement, suite à l'audience tenue le 25 octobre 2011 sur « la Situation du Droit à la Liberté d'Expression en Équateur », la CIDH a reçu une information selon laquelle, l'État équatorien a lancé sur des chaînes de radio et de télévision des propos inappropriés visant clairement à disqualifier l'organisation pétitionnaire, Fundamedios, son directeur et les autres participants à l'audience. Étant donné la gravité de ces faits, la Commission a réclamé de l'État des explications.

La CIDH est un organe principal et autonome de l'Organisation des États Américains (OEA), dont le mandat découle de la charte de l'OEA et de la Convention Américaine relative aux Droits de l'Homme. La Commission Interaméricaine a pour mission de promouvoir l'observation sur les droits humains dans la région et agit comme organe consultatif de l'OEA en la matière. La CIDH compte sept membres indépendants qui sont choisis par l'Assemblée Générale de l'OEA à titre personnel, et qui ne représentent pas leur pays d'origine ou de résidence. garr-haiti.org vendredi, 04 novembre 2011

Qui est Fundamedios, qui est derrière, comment procède-t-elle ?

- Fundamedios une ONG financée par les Etats-Unis. - restauracionconservadora.com (2011 ?)

Dans la restauration conservatrice il y a des acteurs politiques qui sont aussi membres d'organisations non-gouvernementales (ONG), les entités civiles qui sont apparemment bon état de fournisseurs de la démocratie, mais en réalité émergent bastions de l'opposition comme clairs. Fundamedios est une de ces organisations qui ont lasse pas d'attaquer le régime, souvent avec des mensonges et de distorsions.

L'organisation avait l'attention des médias spéciale quand il a exprimé son rejet pur et simple du projet de loi sur les communications, une initiative approuvée par le vote populaire dans le référendum constitutionnel en 2008. La nouvelle constitution adoptée cette année, je commandai un de ses transitoire l'approbation de cette loi, en raison de la pression des sociétés de médias

Un des aspects qui révèle sa véritable fonction dans le pays est le fait est financé par l'USAID, diplomatique agence de coopération des États-Unis. Les nouvelles sont venues en Juin 2011, lorsque le président Rafael Correa a dénoncé publiquement le financement impliquant une intrusion délibérée de la souveraineté nationale.

Face à cette accusation, la première réaction de l'organisation était de refuser le rapport, en disant que recevoir des contributions des différentes entités, mais en leur sein manquait l'USAID [1]. Mais la déclaration effondré lorsque l'ambassadeur des États-Unis lui-même, Adam Namm, a admis qu'en effet, l'USAID donne de l'argent à divers organismes sociaux, y compris Fundamedios, afin de "renforcer la démocratie" [2].

Non seulement cela, mais aussi, un fonctionnaire de l'USAID a admis qu'il a financé des groupes d'opposition dans tous les pays membres de l'Alternative bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique (ALBA). [3] Est-ce une coïncidence que la diplomatie seuls États-Unis est réglé sur "renforcer la démocratie" dans ces pays ne partagent pas seulement leurs politiques économiques?

Malgré la perte de légitimité inhérente généré par ces nouvelles, Fundamedios a continué à jouer dans la critique la plus dure du gouvernement de Rafael Correa. Comme prévu, cette auto-proclamé fournisseur ONG de la liberté de la presse en Equateur, est devenue une caisse de résonance pour l'opposition, où la presse privée a plus d'espace pour la défense de leurs intérêts corporatifs. Les nouvelles histoires qui font l'ordre du jour des médias nationaux depuis il ya huit ans font l'objet d'une lutte acharnée par des organisations comme Fundamedios, qui ont essayé de positionner l'idée d'une censure latente imposées aux médias. restauracionconservadora.com (2011 ?)

[1] http://www.eluniverso.com/2011/06/26/1/1355/fundamedios-desmiente-reciba-dinero-agencia-usaid.html

[2] http://www.telegrafo.com.ec/noticias/informacion-general/item/fundamedios-recibe-25-mil-dolares-mensuales-de-usaid.html

[3] http://www.andes.info.ec/es/pol%C3%ADtica/3331.html

- L'empire ne dort jamais et l'USAID ont Fundamedios - informatecuador.com (non daté)

Je vous avoue que semblait exagéré. Anciens camarades (le genre que si ils ont étudié et si ils savaient ce qui était le marxisme) avaient l'habitude de classer tous ceux qui oppose ou au moins ont critiqué ses positions mégalomanes (propriétaires exclusifs de la vérité) que des «agents CIA "Et. Avec ce vernis disqualifier tous ceux qui ont osé contredire ou pas observer leurs paroles, ils étaient plus comme un catéchisme ce raisonnement.

Et rappelez-vous (que de vieillir et de se souvenir des faits et chiffres) que dans les années 60 de la dictature militaire retardateur du 20ème siècle, qui a été présidée par le contre-amiral Ramon Castro Jijón (Dieu reste a été donné, je doute, mais je veux que ce) Dans le cadre de ce régime était le "idéologue" (ou du moins, semblait-il, par ce qui, dans le pays des aveugles, les borgnes sont rois) générale Marcos Gandara Enriquez. Face à des accusations que la dictature était au service inconditionnel du grand empire (les Etats-Unis) en tant que "agent de la CIA" a été déclaré libre, mais ceux qui ne reçoivent aucun salaire et il était pour conviction idéologique, étant un anti-professionnel .

À ce stade de la vie, je suis sûr que, tout comme il ya des agents de la CIA versées (et bien payés), il existe d'autres, qui, sans être, font de leur mieux être. Bien sûr, il est très difficile de prouver qu'une personne est un agent de la CIA (en Amérique peut aller en prison un dénonciateur de quelqu'un qui «fonctionne» pour la CIA) et comme je l'ai rien «chercheur» des intérêts extérieurs, car avec cette façon de clarification à ce qui me passionne vraiment. Parlant de gens qui ne savent pas si elles travaillent ou tout simplement l'air pour les grandes organisations dans le monde entier, connus intelligence continentale ou nationale.

A déclaré Eva Golinger et journaliste Roman Migus, dans son livre "Web de l'Impériale" (édition 2008 - International Miranda Centre Caracas) que le grand empire ne repose pas sur l'agression, de mille manières, le gouvernement d'Hugo Chavez et le socialisme Century 21. Eva Golinger est avocate et vénézuélien-journaliste américain (simultanément) a été consacré à ce type de recherche. Roman Migus est un journaliste français qui vit depuis 2004 à Caracas. Et le Centre pour les études stratégiques (CESE) Foundation est une organisation dédiée à «découvrir, analyser et diffuser des informations sur les stratégies et les menaces d'ingérence et de subversion en Amérique latine."

L'Équateur est dans la liste des gouvernements anti-impérialistes, bien que de nombreux camarades (anciens et nouveaux) ne croient pas. Et, bien sûr, ils se déplacent à l'intérieur et à l'extérieur, en essayant de discréditer onglets lorsqu'ils ne sont pas jeter (30-S) ne peut pas dire que tous sont payés par le grand empire à defenestrarlo ou au moins ennuyer; mais il ya, il ya. Figure,

en premier lieu, l'ancien et l'USAID, une agence qui a été conçu par John F. Kennedy (qui fut lui-même assassiné en 1973) pour soutenir les habitants de l'Amérique latine et les faire sortir de leur sous-développement. En ces temps, il est utilisé comme un écran de nombreuses organisations «sociales» qui sont l'accomplissement de leur rôle dans nos pays. Et les chercheurs ont dit que l'un des leurs écrans actuels sont identifiés par l'acronyme NED (Fondation pour la démocratie, en castillan) qui rend le travail que vous avez fait avant ledit la CIA. Et cela a beaucoup de ressources. Bien sûr, seulement contre Cuba révolutionnaire, ils sont dépensés (budget USA) quelques millions de dollars, inutilement, parce que cette révolution est toujours vivante et processus de rectification. Et Evo devait botarles de la Bolivie, pour avoir conspiré contre lui. Et Fundamedios soudainement apparu et dénonce désormais son médiateur (César Ricaurte) qui veulent l'attaquer, mais méprise le «corp de garde» a été décidé de le protéger, juste au cas où.

Je tiens à affirmer que je ne ai rien contre M. Ricaurte, qui ne savent même pas. Mais est-ce pas suspect que cette tête apparaît précisément contre le gouvernement actuel, avec ses pires adversaires politiques? Pour commencer, dire et répéter que ces Fundamedios, au moins pour moi (et un grand groupe de journalistes) ne nous représentent pas. Nous ne savons pas qui a choisi, qui paie, qui vous tient, qui lui dit quoi faire ou ne pas faire, etc. En outre, la seule chose certaine est que nous avons reçu en 2008 de l'USAID (ou NED) $ 42,500 pour leurs opérations. Si vous avez continué à recevoir, au cours des trois dernières années, le budget devrait être augmenté. Est-il expliquer pourquoi les voyages constants vers les États-Unis, en particulier le dernier, avant la Commission des droits de l'homme de l'OEA (CIDH)? Peut Être. Avez-vous payé pour leur travail ou un général Gandara surnuméraire? Si il est une fondation, est une fondation spéciale, très spéciale qui peut faire ce qu'il veut ou doit être soumis à des lois qui sont écrites pour d'autres ONG?

Fundamedios, quoi que l'on peut dire (quelle qu'elle soit) occupe une place privilégiée tandis que dans la grande presse équatorienne. Même chose sur la grande presse internationale? Et il se trouve dans des gros plans avec l'farouchement opposé à la «autocratique» et candidat à la «néo-fascistes" Rafael Correa. Est-pas cette déclaration est en contradiction avec le grand empire ou un slogan? Fundamedios joue également un rôle spécifique: elle doit tenir compte (et aller sur 300) des "attaques" Correa contre la grande presse sipiana de l'Equateur, qui a été classé comme «à haut risque» du sacré la liberté d'expression (d'entre eux). Est pas intervenir ouvertement dans la politique équatorienne?

Que le regroupement des propriétaires de journaux (AEDEP) vient à la défense d'un de ses membres les plus éminents (El Universo de Guayaquil) a expliqué, bien que le passé récent qui est maintenant son fils président (Diego-Cornejo Diario Hoy de Quito) des conclusions hâtives, et surtout répréhensibles. Mais ce qui doit Fundamedios dans ce pétrin? Sauf cette fondation est en Equateur, remplissant d'autres fonctions. Ils ne veulent pas nous dire quoi. Ou ne peut pas. Qui paie pour ces voyages aux États-Unis, pour se plaindre, le deuil se réveillent, à Mme Ashton et Mme ou Mlle Catalina Botero? Qui lui-même invité la plainte de M. Gustavo Lemos Washington? Est-ce pour cette drôle que "pauvre homme" répudier tous et maintenant vous reconnaître qu'il était un fonctionnaire du gouvernement sombre Ing. Leon Febres Cordero (1984-1988) a déclaré le plus violent des 50 dernières années et indiquant que la Commission Vérité a dit que le gouvernement comme la plus violente dans la période récente.

Enfin, le proverbe populaire dit que «chaque nuage a une doublure d'argent" opposition fermé de tous les côtés, nationales et universelles, la course contre le projet de loi sur les médias a servi comme l'identification des lettres Qui est qui dans le pays de la carte politico-idéologique. Le problème est que la grande communication commerciale a réussi à confondre un secteur de la population, avec la répétition de mensonges. L'un d'eux, un projet de loi de médias, aucune communication. Deux, que les propriétaires de médias (en particulier impression) sont au delà du bien et du mal; quelqu'un peut-il être persécuté, pire, bien pire, les appeler pour compte. Trois, il ya un désir de restarles un droit exclusif présumé à la liberté d'expression qu'ils ont été donnés. Quatre, que toute loi est contre eux et contre la liberté d'expression. Et nous pourrions continuer ad infinitum.

Le bon côté est que ce mal (ce qui est plus de tous les Équatoriens et beaucoup de l'Amérique latine) a permis l'identification idéologique et politique de ces héritiers uniques et exclusifs de l'ancien marxisme cru. Et en tant que telle, les seuls qui pourraient être étiquetés comme des révolutionnaires et les gardiens du droit universel à la liberté d'expression.

Je veux dire la coupole de l'ancien CONAIE (Confédération des nationalités indigènes) qui, par les années 90 du siècle dernier, est apparu, posséder et voix respectable sur la scène politique nationale. Et ce identifiés avec la gauche équatorienne. Cela a été dans les anciens dirigeants et quelques qui identifient toujours avec cette tendance. Il vise à couvrir les "erreurs" les plus récents se faisant passer pour des «promoteurs» populaires qui sont persécutés par le gouvernement. Cette dernière pièce jointe pour justifier les secteurs les plus arriérés du droit équatorien, tout comme le Conseil civique (Les perruques) de Guayaquil. Avec eux, il convient de rappeler une vieille citation biblique: «Celui qui dort avec les loups apprend à hurler."

Et il n'y a pas que l'ancienne direction de la CONAIE. Est un autre groupe politique qui se sont décrits comme héritier et défenseur du marxisme-léninisme. Je veux dire le Mouvement populaire démocratique (MPD) Personnellement, après avoir vu et observé ce qu'ils ont fait pendant des décennies à l'Université centrale de l'Équateur (anciennement principale et la plus grande université du pays) je comprenais sa signification réelle. Mais maintenant, non seulement de leurs bases (à jeter des pierres) ont disparu, mais leurs dirigeants (quelques) montre la qualité de l'assemblage, ont aucun scrupule à avoir l'air de défendre des positions de l'extrême droite. Serait-ce que l'on se trompe ou eux?

La vérité est que la règle ne dort pas. Il utilise son propre personnel (rémunéré ou goodwill) pour tenter de contenir et de saper le courant continental dans notre pays et qui parle d'une seconde indépendance ou quelque chose 21.Por socialisme siècle est

la règle (par le biais NED et USAID) est brutalement opposés à tout changement, même épidermiques il. Seule la naïveté (ou de mauvaise foi) peut être confus. Pour quelque chose (et plus), le grand empire et maladroite (OTAN, qui a maintenant trouvé quoi faire) ont attaqué, occupé et tué Kadhafi; et disposé en conséquence -après la campagne politique pour envahir et occuper la Syrie; L'Iran et au-delà.

Je me demande pourquoi seulement ils ont droit à des bombes atomiques? Est-Israel (Middle East) a pas de bombes atomiques fournies par le grand empire? Et tout cela à l'hypothèse que l'Iran se dirige vers développer des ogives nucléaires. L'universel serait détruire tous les stocks dont ils disposent. Seulement alors, il veillera à ce que l'humanité peut dormir paisiblement. Bien qu'il y ait beaucoup à faire. En particulier, sous le climat universelle, qui nous hante aussi. Et ils les harcèlent. informatecuador.com

- USA Fundamedios financées par une triangulation - nuestroamericano.org 16.03.2013

Quito, mars 16 (Andes) .- Le président équatorien Rafael Correa a dénoncé l'ONG Fundamedios qui est financé par les États-Unis grâce à une triangulation: les fonds de la Fondation Lighthouse Fundamedios mais la Fondation Lighthouse reçoit des millions de dollars de l'USAID qui passent plus tard Fundamedios.

"Je veux dire, l'USA Commission a financé et finance des fondations pour dénoncer des pays qui seraient tombés malades. Ils croient que la triangulation se trompe de personne ", a-t-il dit en soulignant que c'était la nouvelle stratégie des Etats-Unis pour déstabiliser les gouvernements progressistes d'Amérique latine.

"Qui représente Fundamedios? Combien d'élection a-t-elle gagné ? Quelle est sa solvabilité? Que represente-t-elle ? "Il a demandé au président lors de la diffusion de Citizen Link, originaire du canton de Sevilla de Oro, dans la province d'Azuay (sud des Andes).

Elle ne représentent pas les propriétaires a-t-il affirmé soulignant que Fundamedios est financé par les États-Unis et par certains médias privés de l'Équateur. "Ce sont ces gens-là qui feront un rapport sur l'État devant la Commission financé par les Etats-Unis. Les latino-américain prendront une batterie de mesures pour se rebeller à la fois contre le néocolonialisme et l'hypocrisie », a-t-il dit. nuestroamericano.org 16.03.2013

- L'organisation Fundamedios ne vérifie pas la véracité des alertes qu'elle diffuse sur les journalistes agressés - andes.info.ec 18.03.2013

L'organisation non gouvernementale Fundamedios recueille et diffuse les prétendues agressions contre la liberté d'expression réalisées en Equateur, mais son travail manque de rigueur technique, de vérification et de confrontation des sources.

Fundamedios soutient que « une fois détectée et identifiée une agression, une enquête est menée pour vérifier l'information en la confrontant aux sources. Ce travail est mené autant par le correspondant que par le coordinateur national ».

Comme le fait observer le journal d'Etat El Ciudadano, les mots de cette déclaration ne sont que des mots. Un coup d'œil aux alertes publiées sur la page web de Fundamedios montre clairement que l'organisation ne vérifie pas les dénonciations. Son travail se limite donc à transcrire, le plus souvent par téléphone, les mots de ceux qui sont prétendument lésés : les agresseurs présumés ne sont pas invités à donner leur version et ne sont pas pris en compte avant la publication de l'agression présumée.

« Fundamedios a tenté d'obtenir la version du Préfet […] mais on lui a fait savoir qu'il était absent ». Malgré l'absence de confirmation, l'ONG a publié une information indiquant que le Gouvernement Provincial d'El Oro a interdit d'accès un journaliste, prétendument sur ordre du préfet Montgomery Sanchez.

Le médiateur public de la province d'Orellana, Geovany Salazar n'a pas non plus été consulté. Il n'a pas pu se défendre ni avancer ses arguments dans la plainte qu'il a déposée contre une chaine locale de télévision qui avait publié une information dans laquelle ce dernier aurait été arrêté, l'haleine vraisemblablement alcoolisée.

Dans un autre registre, les dirigeants de l'Hôpital Eugenio Espejo n'ont pas pu débattre au sujet d'une prétendue interdiction et d'agressions dont auraient été victimes des journalistes qui couvraient une information sur place. Leur voix n'était d'aucune importance, de même que pour les centaines de dirigeants qui n'ont jamais été écoutés.

Dans la plupart des cas, les alertes ne sont pas basées sur une recherche documentaire : rapports de police, déclarations judiciaires, compte-rendu d'expertise, ou toute autre outil technique et publique utilisé dans les enquêtes. Malgré cela, les alertes ont tout de même été diffusées. Et précisément cette semaine, le directeur de l'organisation, César Ricaurte, a dit à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme que 172 agressions ont eu lieu dans le pays l'année dernière. Il a, par ailleurs, accusé le Gouvernement de « pourchasser » les journalistes et les médias « indépendants » et d'agresser le système interaméricain des Droits de l'Homme.

D'autres agressions diffusées par Fundamedios ne sont que pure spéculation. « La page web Bananaleaks dénonce avoir été sabotée par le Gouvernement équatorien » indique une alerte, qui avance que l'attaque aurait eu lieu suite à la révélation de comptes secrets du Président Rafael Correa en Suisse. L'information a depuis été démentie.

Une alerte a également été émise au sujet d'une équipe de la chaine de télévision Ecuavisa qui n'avait pas pu retransmettre en direct une audience contre le député Galo Lara, dans un procès pour triple meurtre. Fundamedios ne faisait qu'élucubrer, car le nouveau Code de Procédure Pénale (2001 puis 2003) interdit la retransmission en direct des audiences pénales.

« Un blogueur, également activiste politique, en prison pour délit d'injures » indique une autre dénonciation. Mais il s'agit de Fernando Balda, qui a été jugé pour injures contre le PDG des Assurances Sucre, un délit à caractère privé.

Le rapport annuel de Fundamedios inclut les espaces d'information gouvernementale à la télévision comme agression aux journalistes.

Malgré ces incohérences, les plaintes de Fundamedios ont été entendues par la CIDH. Mais au cours de cette même audience, le Gouvernement a mis au clair le fait que les dénonciations d'agressions présumées manquent de fondements et ne sont que des artifices verbaux.

Le Sous-secrétaire à la Communication Politique du Secrétariat National à la Communication, Patricio Barriga, a soutenu que l'Equateur garantit le droit à la liberté d'expression dans tous ses aspects, en allant du droit individuel et citoyen au droit des grandes entreprises de l'information.

« Grâce à un lobby efficace, ils sont parvenus à faire passer l'idée d'un pays menacé, que ce soit sur place ou à l'étranger. Il faut dire également qu'ils ont essayé de refuser à la population le droit à recevoir des informations véridiques, en le déguisant sous le prétexte de l' ?abus d'émissions gouvernementales?. Il faut savoir que mettre au clair des mensonges n'est pas détruire la réputation de quelqu'un, la transparence ne saurait être taxée de discréditation et montrer la vérité n'est aucunement une offense. Plus d'un millier d'éclaircissements retransmis dans 311 Rapports Citoyens n'ont pu être contestés par les auteurs des informations mensongères ».

En outre, M. Barriga a ajouté que « en Equateur, nous sommes en train d'assister à une situation dans laquelle ils disent représenter les citoyens et les journalistes, ils prétendent défendre un pouvoir en déguisant sa défense sous des droits et des libertés ».

C'est précisément pour cette raison que le Président Rafael Correa a posé la question suivante lors de son dernier Rapport Citoyen : « Mais qui Fundamedios représente-t-il ? ». andes.info.ec 18.03.2013

- Le représentant de Fundamedios contredit l'ambassadeur Namm et diffame le gouvernement équatorien
- elciudadano.gob.ec 23.12.2013

Quito (Pichincha) -. Le gouvernement dément les affirmations du directeur de projets de Fundamedios, Mauricio Alarcon, qui a à tort déclaré cette semaine sur Ecuavisa, qu'on ne pouvait pas exprimer librement ses idées en Equateur car ceux qui pensent différemment sont poursuivis, et a démenti tout lien de Fundamedios avec des organisations internationales basées à Washington, en tant que financiers.

Ces déclarations erronées mettent en évidence la pertinence d'une clarification du Secrétariat à la Communication (Secom), qui affirme qu'en Équateur il n'y a pas une seule personne enfermée pour penser différemment, et invite Mauricio Alarcon à indiquer les noms des personnes arrêtées pour avoir pensé différemment.

Le gouvernement informe que personne n'a été poursuivi pour avoir protesté, et déclare qu'en Equateur, on ne poursuit pas des personnes, mais des délits. La destruction de biens publics, les dommages à la propriété privée, menacer la sécurité publique et les blessures envers des policiers sont des actions sujets à enquête et punies selon les dispositions de la Loi.

En outre, le représentant de Fundamedios a fait une tentative ratée de cacher que cette fondation ne reçoit aucun financement d'organisations internationales basées à Washington (Etats-Unis), étant donné que l'ambassadeur américain, Adam Namm avait dit il y a longtemps au quotidien El Telégrafo que Fundamedios recevait de l'argent américain, non pas par un donateur direct, mais par le biais d'un intermédiaire."C'est une très petite partie de notre programme, environ deux millions de dollars, que nous appelons gouvernance et démocratie. Je pense qu'environ 300 000 dollars parviendront à Fundamedios cette année", a dit l'ambassadeur dans une interview donnée au journal public.

Enfin, Mauricio Alarcon a insinué que des responsables du gouvernement actuel avaient reçu de l'argent de l'étranger pour déstabiliser les gouvernements précédents. Le Secom invite le représentant de Fundamedios à exposer les noms de ces fonctionnaires, après qu'il se soit permis de dire sur Ecuavisa : "chaque voleur juge selon sa condition, il est possible

qu'à l'époque, ces personnes qui occupent aujourd'hui des postes importants dans le gouvernement aient reçu des fonds pour déstabiliser les gouvernements précédents". Donc, par respect pour le pays et pour lui-même, M. Alarcón devrait donner les noms et expliquer sa version du financement de Fundamedios, qui contredit les déclarations de l'ambassadeur Namm. SAU/ El Ciudadano. elciudadano.gob.ec 23.12.2013

Et nous ne sommes pas en présence d'un gouvernement anticapitaliste, socialiste ou communiste, alors imaginez un instant la situation si c'était le cas, à quels moyens ils pourraient recourir pour le faire tomber. Il ne resterait plus au gouvernement ouvrier révolutionnaire qu'à réprimer sans merci la réaction, lui confisquer ses biens et ses avoirs ou sa fortune pour qu'elle cesse de financer la contre-révolution et de nuire à la révolution dans l'espoir de renverser le nouvel Etat ouvrier et rétablir l'ancien régime.

C'est la raison pour laquelle on a besoin d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire qui ne reculerait pas au moment d'affronter la réaction, de militants conscients, discipliné et formés dans cette perspective. La réaction déclencherait la guerre civile et nous lui répondrions les armes à la main pour la terrasser, anéantir sa capacité de nuisance, nous n'aurions pas le choix, ce serait beaucoup moins coûteux en sacrifices ou victimes qu'une guerre, et surtout pour la bonne cause, notre émancipation du capital, le socialisme.

ACTUALITE EN TITRES

Le coup d'Etat permanent.

- Valls engage sa responsabilité mardi sur la loi Macron - L'Express.fr

Le Premier ministre utilisera à nouveau l'arme du 49-3 pour faire passer la loi à l'Assemblée nationale. L'Express.fr 15.06

- Loi Macron: Fromantin (UDI) appelle les parlementaires d'opposition à la voter - AFP

- Loi Macron : un nouveau 49-3 qui arrange tout le monde - Le Huffington Post

Désavoué le jour même.

- Hollande à Alger : "La France entend rester le premier partenaire économique de l'Algérie" - Francetv info

Vraiment ?

- La Chine devient le premier partenaire économique de l'Algérie - Francetv info

En famille à l'extrême droite.

- Gilles-William Goldnadel, avocat de Philippot contre le Qatar - Liberation.fr

En prenant pour défenseur ce membre de l'UMP et du Crif, le vice-président du FN «transcende les clivages politiques».

L'avocat Gilles-William Goldnadel, membre du parti LR (ex-UMP), assurera la défense de Florian Philippot dans le procès opposant celui-ci au Qatar. Me Goldnadel est également président de l'association pro-israëlienne France-Israël, membre du comité directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France et chroniqueur dans le très droitier magazine Valeurs actuelles. Liberation.fr 15.06

Ils ont oublié le portail Atlantico.fr auquel il collabore.

L'UE dirigée depuis Wall Street et la City.

- L'UE fait des concessions à Londres sur les banques - Reuters

La Grande-Bretagne semble en passe d'être exemptée d'une future directive européenne visant à encadrer les activités des grandes banques, a-t-on appris lundi de sources diplomatiques.

Une telle exemption serait une victoire pour le gouvernement britannique, particulièrement importante dans la perspective

du référendum sur la place du Royaume-Uni dans l'UE prévu d'ici 2017. Reuters 15.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Pour abolir les privilèges et les inégalités, il faut abolir le capitalisme.

- Le nombre de millionnaires bondit en Asie, les USA restant en tête - AFP

Les Etats-Unis restent le pays qui compte le plus de millionnaires, mais l'Asie, menée par la Chine, rattrape l'Amérique du Nord en matière de fortunes privées, selon une étude publiée lundi par le cabinet BCG.

L'étude ne prend notamment pas en compte les patrimoines immobiliers, se limitant aux actifs rapidement mobilisables.

Avec 6,9 millions de ménages dont le patrimoine dépassait un million de dollars en 2014, les Etats-Unis sont certes toujours largement en tête du classement, devant la Chine, qui en compte environ deux fois moins, à 3,6 millions.

Toutefois, sur les 2,1 millions de ménages mondiaux devenus millionnaires entre 2013 et 2014, plus de six sur dix se trouvent en Asie, selon BCG, qui publie chaque année cette étude sur les fortunes mondiales.

Cette catégorie ne prend pas en compte le Moyen-Orient, classé à part avec l'Afrique, et le Japon, où le montant des fortunes n'a presque pas augmenté même s'il reste le troisième pays du classement de millionnaires, avec 1,12 million de foyers.

En onzième place, la France est reléguée hors des dix premiers, avec 230.000 ménages. Par rapport à la population totale, la Suisse est le pays où la proportion de millionnaires est la plus importante, à 13,5%, devant Bahrein et le Qatar.

Surtout, la région Asie-Pacifique est devenue la deuxième du monde pour ce qui est du montant d'ensemble des fortunes privées, à plus de 47.000 milliards de dollars l'an dernier contre 36.500 milliards en 2013, toujours en excluant le Japon.

Elle dépasse désormais l'Europe, où les fortunes ont augmenté de moins de 3.000 milliards à 42.500 millards de dollars, et devrait faire de même d'ici 2019 avec l'Amérique du Nord, pour l'heure toujours première à près de 51.000 milliards, selon BCG.

Dans le détail des pays, "d'ici dix ans, le total des fortunes sera probablement plus élevé en Chine qu'aux Etats-Unis", a prévenu Brent Beardley, l'un des responsables de l'étude.

Au total, les fortunes privées ont augmenté de près de 12% en 2014, soit environ le même rythme que l'année précédente, pour s'établir dans le monde à 164.000 milliards, dont un peu plus de 40% sont détenus par des personnes dont le patrimoine dépasse le million de dollars.

Le cabinet a effectué ces mesures à partir de 62 pays, ce qui représente moins du tiers de l'ensemble des nations, mais près de 95% de l'économie mondiale, selon les estimations de BCG. AFP 15.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- 40 effectifs de l'armée saoudienne, capturés - french.irib.ir

"Al-Khabar Yémen" fait état de la capture de plus de 40 effectifs de l'armée saoudienne, ces deux derniers jours, tous de différente nationalités. De très violents combats opposent, ces jours-ci, les militaires saoudiens aux combattants yéménites, dans des régions frontalières. Les effectifs, qui ont été capturés, sont, en majorité, de nationalité bahreinie. L'Arabie saoudite occupe, depuis 2011, Bahreïn, où elle maintient une présence militaire. french.irib.ir 15.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Ascenseurs Otis: rassemblement bruyant après une semaine de grève générale - AFP

Aux cris de "Otis peut et doit payer", quelques centaines de salariés en grève depuis une semaine manifestaient lundi devant le siège de l'ascensoriste à La Défense pour réclamer une hausse des salaires, a constaté l'AFP.

Les quelque 500 manifestants, venus de toutes les régions, se livraient à la mi-journée devant les forces de l'ordre à un concert de huées, sifflets, sirènes et puissants pétards, à quelques dizaines de mètres de la grande esplanade du quartier d'affaires parisien.

"Augmentez nos salaires, pas les actionnaires", proclamait la banderole de l'intersyndicale à l'origine de la grève générale illimitée déclenchée le 8 juin. Le mouvement social avait été lancé trois jours plus tôt par le personnel d'astreinte en province pour protester contre l'absence d'augmentation générale et un projet de plan social portant sur la suppression de 170 postes.

Filiale du groupe américain United Technologies Corporation (UTC), leader mondial du secteur, Otis France gère 160.000 ascenseurs dans l'Hexagone et emploie environ 4.500 salariés. AFP 15.06

Haut de page

Le 17 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 24 articles.

Et au fait, la bourse ne s'est toujours pas effondrée, le dollar non plus, et pas de guerre mondiale, autant dire que tous ceux qui les avaient pronostiqués dans les jours ou mois à venir sont des charlatans.

Il fut une époque où bon nombre d'intellectuels étiquetés à gauche s'engageaient dans un parti politique et militaient donc, tandis que d'autres préféraient s'en tenir à l'écart ou se contentaitent d'être des sympathisants de ces partis tout en participant à leurs actions, manifestations, meetings, conférences. Les premiers en contact avec les masses devaient continuer le combat (même faussé), tandis que les autres devaient s'en éloigner petit à petit ou rejoignaient le camp de la réaction. De nos jours ce n'est plus le cas parce que les partis dits de gauche, le PS et le PCF, ne s'opposent plus au capitalisme ou à l'impérialisme, ne revendiquent plus un changement de société, même le dimanche ou les jours fériés, ils sont totalement soumis à l'ordre établi et ne proposent plus aucune perspective politique, en conséquence les intellectuels demeurent inorganisés et sont acquis au capitalisme quand ils ne sont pas ouvertement réactionnaires. J'ai lu cela dans un article hier soir. Cela correspond effectivement à la réalité.

Du coup, sur la base de ce constat je me suis dit que mon idée d'un appel d'intellectuels en direction des peuples du monde entier et leurs organisations et partis axé contre les Etats-Unis n'avait aucune chance d'aboutir faute de combattants, puisqu'aucun parti ouvrier n'a depuis été capable de prendre le relais du PCF et du PS ou n'inspire confiance aux intellectuels démocrates.

Autre chose.

C'est bien la réaction sur toute la ligne.

Et qu'on cesse de nous soûler avec Poutine qui à notre connaissance n'a jamais rompu avec les Américains, mais qui a été exclu du G8 redevenu G7.

Un livre recommandé.

- Le groupe BIlderberg. « L'élite » du pouvoir mondial de Domenico Moro.

Nombreux sont les premiers ministres, ministres et banquiers centraux qui, avant d'accéder à leurs postes, ont siégé ou ont été

invités au Groupe Bilderberg ou à la Commission Trilatérale. Parmi eux, Emmanuel Macron, Christine Lagarde, Jean-Claude Trichet, Mario Draghi, Mario Monti, Angela Merkel, Bill Clinton, Tony Blair, David Cameron. On note aussi la présence de dirigeants de multinationales comme Bill Gates (Microsoft), Jeff Bezos (Amazon) ou David Rockefeller, mais aussi de piliers du pouvoir états-unien comme le général David Petraeus (ancien directeur de la CIA) ou Henry Kissinger.

L'existence de ces organisations pose des questions décisives comme celle du contrôle démocratique sur les processus publics décisionnels. Est-il possible de répondre aux défis de notre temps avec des appareils de coordination contrôlés par des « élites » aussi restreintes ? D'autant que ces élites sont sélectionnées uniquement en vertu de leur immense richesse, qu'elles appartiennent à quelques pays seulement, ne sont élues par personne ni déléguées par aucune autorité publique, agissent souvent de manière secrète et sont inspirées par le dogme du marché autorégulé. Les récentes vicissitudes de l'euro montrent à quel point une gestion confiée à un groupe restreint et aux favorisés du marché est porteuse de chaos.

Ce livre analyse l'organisation des « élites » transnationales, les bases économiques de leur pouvoir, les orientations et procédés grâce auxquels elles réussissent à influencer les autres niveaux de pouvoir, à commencer par les États-nations. Il comporte également des tableaux explicatifs et les listes des participants aux récentes rencontres du Groupe Bilderberg et de la Commission Trilatérale. Fin.

Si quelqu'un pouvait m'en envoyer une copie ce serait formidable, j'en mettrais des extraits en ligne pour nos lecteurs. Sans illusion, je peux toujours attendre! Dans quel monde vivons-nous. Passons.

Le groupe BIlderberg. « L'élite » du pouvoir mondial - Editions Delga - Prix : 19 euros

Editions Delga (editionsdelga@yahoo.fr) 38, rue Dunois Paris 75013 - Tel : 0781778296

A avoir à l'esprit en permanence.

Qui orchestre le règne de la terreur à l'échelle mondiale ? Les gouvernements des puissances occidentales.

- En octobre 2014, Joe Biden avouait devant son auditoire à la Harvard Kennedy School : « *Nos alliés dans la région ont été notre plus grand problème en Syrie... les Saoudiens, les Emirats arabes unis, etc. qu'ont-ils fait ? Ils étaient tellement résolus à abattre Assad et à mener une guerre par procuration entre chiites et sunnites, qu'ont-ils fait ? Ils ont déversé des centaines de millions de dollars et des millions de tonnes d'armes sur quiconque était prêt à se battre contre Assad. Mais ceux qui ont reçu tout ça, c'étaient Al-Nosra et Al- Qaïda et des djihadistes extrémistes venus du monde entier.* » (« Irreal politik » - Ammar Belhimer - legrandsoir.info 15.06

Cette déclaration balaie d'un coup l'accusation de "complotiste" dont sont accusés ceux qui ont diffusé cette information ou qui la reproduise. Et qui a vendu cet armement aux Saoudiens, aux Emirats arabes unis, au Qatar, etc. ? Les puissances occidentales alliées et valets des Etats-Unis.

Du coup, ce sont ceux qui ont voulu tenir secret cette collusion d'intérêts qui apparaissent comme les véritables complotieurs complices de leurs parrains qui tirent les ficelles du haut de la pyramide du groupe Bilderberg ou le gouvernement mondial en gestation bien avancée.

Il faut sortir cet argument, l'utiliser pour marginaliser l'impérialisme américain et l'affaiblir dans l'esprit de la population laborieuse, qui en a besoin pour conquérir son indépendance... Il suffit, au regard de la gravité des faits, pour justifier une rupture avec les Etats-Unis et encourager un changement de régime dans ce pays, même si à l'heure actuelle il demeure hypothétique.

Regrets et chrysanthèmes

- Macron réfute tout déni de démocratie - AFP

- Manuel Valls : la démocratie ou le chômage - Liberation.fr

Nous voilà frustré! Diable, de quoi ? Comment, vous n'êtes pas au courant ? Non, si, heu ! Mais d'un nouveau débat sur la loi Macron qui n'aura pas lieu. Quel dommage franchement ! Sans blague, tous les partis vont en faire leur choux gras aujourd'hui.

Entre ceux qui soutiennent cette loi, LR, l'UDI, le MoDem et le PS ainsi qu'une grande partie de ses satellites, et ceux qui veulent nous faire croire qu'un tel débat - un grand mot, plutôt une mascarade, serait, comment dire, utile, souhaitable, bref légitime, comme s'il pouvait en sortir quelque chose de positif pour les travailleurs, alors que ce projet de loi est entièrement tourné contre eux, en fait ils ne perdent pas une occasion de légitimer les institutions antidémocratiques de la Ve République qu'ils prétendent combattre par ailleurs.

Le gouvernement se livre à un déni de démocratie permanent depuis mai 2012, alors un peu plus ou un peu moins, qu'est-ce que cela change, rien.

Il ne faut pas oublier que Hollande et son gouvernement n'ont jamais disposé de la majorité dans le pays, elle leur a été accordée par le biais d'une règle électorale inique destinée à assurer la majorité parlementaire à l'un des partis de l'ordre pour garantir la stabilité politique du régime, et qu'en l'occurence ils s'appuient sur une majorité parlementaire ne représentant que 25% des électeurs inscrits, donc ils sont ultra minoritaire dans le pays et ne peuvent imposer leur politique antisociale qu'en s'appuyant sur l'opposition parlementaire ou en recourant à un coup de force, dès lors que leurs propres troupes renâclent à soutenir une telle politique ou qu'elles se trouvent divisées du fait qu'une partie d'entres elles en contact avec la population qui rejettent résolument cette politique subit cette pression. Le recours au 49.3 est le produit de la crise politique du régime ou de sa représentation politique, des institutions.

Le recours au 49.3 est finalement la réponse aux travailleurs qui rejettent ce projet de loi scélérat : Circulez il n'y a rien à voir, nous sommes au pouvoir pour appliquer une politique et nous ne permettrons à personne de nous en empêcher. Vous avez accepté de jouer le jeu en déposant un bulletin de vote dans l'urne, bravo ! vous êtes de bons citoyens bien discipliné, des républicains, sachez que la démocratie s'arrête là sous la Ve République et que la suite ne vous concerne pas ou plutôt c'est nous qui l'incarnons dorénavant, nous le contester constituerait un acte antidémocratique insupportable, faites-nous confiance, nous agissons conformément à nos engagements pour le bien-être de chacun des Français ou dans l'intérêt général, pour la France.

Valls a été encore plus loin dans l'imposture et la scélératesse en affirmant que la loi Macron incarnait la démocratie et qu'elle était voulue par la majorité de la population, et que s'y opposer revenait à refuser de lutter contre le chômage. C'est un tour de passe-passe ou un chantage grossier qui consiste à reporter la responsabilité du chômage sur ceux qui s'opposent à cette loi, alors qu'elle incombe exclusivement au gouvernement et au patronat. En mettant en concurrence cette loi et le chômage, il s'est livré à un exercice qui consistait à affirmer qu'il n'était pas possible de lutter contre le chômage sans que les travailleurs acceptent de nouveaux sacrifices imposés par le patronat pour lequel il gouverne, ce qui signfie ouvertement que ce sont bien les travailleurs et leurs acquis qui sont visés à travers cette loi et que la lutte contre le chômage n'est qu'un faux prétexte, comme la lutte contre le terrorisme pour faire passer de nouvelles lois liberticides, le procédé est le même.

De notre côté nous ne dénions pas le droit à Valls de recourir au 49.3, nous pouvons nous en saisir pour montrer la vraie nature antidémocratique du PS et du régime, des institutions de la Ve République qu'il nous faut liquider pour instaurer une République sociale...

Commentaire d'internaute.

- "49.3 pour faire plaisir aux patrons, surveillance généralisée des citoyens et une petite loi "européenne" contre l'information. Il n'y a pas si longtemps on aurait parlé de dictature. Et on s'autorise à donner des leçons aux autres pays pas assez démocratiques! "

Mais c'est une dictature, de la minorité sur la majorité, d'où la nécessité d'instaurer une dictature de la majorité sur la minorité, mais cela porte un autre nom alors, on appelle cela la démocratie ou la dictature du prolétariat, un gros mot de nos jours qu'il s'agit de remettre au goût du jour.

Cro-Macron ou le retour à l'âge de pierre

En famille.

- Jean-Pierre Raffarin : « au nom du syndicat des anciens premiers ministres, je ne jette pas la pierre au Premier Ministre" - Public Sénat

- Loi Macron : le passage en force de Manuel Valls - Francetv info

Le travail du dimanche, le plafonnement des indemnités prud'homales ou encore la loi Evin font polémique.

Ce mardi 17 juin, d'entrée de séance à l'Assemblée nationale, Manuel Valls a engagé la responsabilité du gouvernement en ayant recours au 49-3, comme en février dernier, pour imposer la loi Macron sans avoir recours aux discussions des députés. Le Premier ministre estime que le débat a déjà eu lieu : "Il faut avancer dans l'intérêt des français. C'est un impératif et croyez bien que la détermination de mon gouvernement à réformer est intacte. C'est donc un choix d'efficacité que je vous propose".

L'opposition a alors quitté l'hémicycle et même les communistes ont boudé le discours du chef du gouvernement. Hors de lui, André Chassaigne, président du groupe Gauche démocrate et républicaine, a déclaré à France 3 : "Nous refusons de participer à cette espèce de mascarade, à ce déni de démocratie".

Les frondeurs socialistes tiquent aussi. "Ce sont des actes d'autorité, de faiblesse peut-être", estime le député Laurent Baumel. Une motion de censure a été déposée par l'opposition. Elle sera discutée jeudi après-midi. Francetv info 16.06

Méchant, va !

- Loi Macron et 49-3: le gouvernement attaque avec "brutalité" les droits des salariés, selon la CGT - AFP

Shocking !

- Loi Macron: la CFDT dénonce deux mesures "choquantes" et "inadmissibles" - Francetv info

Qui l'aurait cru ?

- Loi Macron: pour le courant Berger (PS), les militants sont "trahis", le PS doit prendre position - AFP

En complément. Peine de mort appliqué au Code du travail.

Grille de lecture.

- Robert Badinter est un grand bourgeois et dirigeant du PS. Son épouse Elisabeth Badinter est l'une des principales actionnaires de Publicis.

- Pourquoi ne pas supprimer carrément le Code du travail, le patronat en rêve, les dirigeants du PS se charge de le dépecer.

- On se demande comment jusqu'à présent les entreprises ont-elles pu s'en accommoder.

- Vous aurez remarqué que chaque difficulté que rencontre le patronat et chaque mesure annoncée par le gouvernement font systématiquement l'objet d'une surenchère par un dirigeant du PS qui se lâche et s'évère encore plus réactionnaire que les autres, à croire qu'ils se livrent à un concours pour savoir lequel d'entre eux est la plus parfaite pourriture.

Et la règlementation financière qui tyrannise littéralement la malheureuse actionnaire et millionnaire Elisabeth Badinter, vous ne pouvez pas savoir ce qu'on endure nous les rentiers, quel cauchemar, l'air de rien, c'est pire que ce qu'endurent les travailleurs.

- L'appel solennel de Robert Badinter - Francetv info

Une équipe de France 2 est allée à la rencontre de Robert Badinter ce mardi 16 juin. Dans son livre a paraître ce mercredi, l'homme qualifie le Code du travail "d'obèse et incompréhensible". "Si vous n'êtes pas un juriste spécialisé, comment voulez-vous mesurer ce que ça implique", explique-t-il.

Il propose une cure d'amaigrissement, c'est-à-dire ramener le code à 50 grands principes comme l'égalité homme femme, le licenciement basé sur un motif réel ou encore contrat de travail téléchargeable sur internet.

Pourtant, ce code est la bible des conquêtes sociales, mais pour Robert Badinter il est devenu "une jungle inaccessible aux plus petites entreprises" d'où son coup de colère. Francetv info 16.06

Comment le gouvernement français participe au massacre de la population yéménite.

Le Figaro 16.06 - La France (...) aide l'Arabie saoudite en lui fournissant des images satellitaires sur les cibles à frapper au Yémen.

- "Si après cela on ose encore faire ami-ami avec certains pays tout en servant des leçons de morale à d'autres... Certaines "amitiés" n'ont rien à voir avec des affinités démocratiques, et certaines inimitiés ne procèdent pas de la défense de la démocratie, il s'agit de business, d'influence ou de tout ce que l'on voudra, ni plus ni moins ; les discours sur les droits de l'homme ressemblent fort à une franche imposture."

Assurément ! Comme quoi la conscience des masses alimentée par les contradictions du régime mûrit au fil du temps...

En complément. Ils ont dû recruter un bourreau chez Daesh.

- L'Arabie saoudite exécute son 100e condamné - LeFigaro.fr Directive sur le secret des affaires : "Ce texte va freiner le

travail d'investigation", selon Elise Lucet Francetv info

ACTUALITÉ DU JOUR

Terreur d'Etat et barbarie. Ils n'ont rien à envier aux nazis.

- Torture : la CIA accusée d'expérimentations médicales sur des humains - LeFigaro.fr

De nouvelles révélations secouent la CIA. L'agence centrale du renseignement Américain (CIA) aurait mis en place des directives explicites concernant des expérimentations médicales sur des humains, des traitements qui auraient eu lieu avant, pendant et après le 11 septembre 2001, indique The Guardian .

Le quotidien britannique tient ces informations d'un document exclusif de l'Union américaine pour les libertés civiles (American Civil Liberties Union, ACLU), une association à but non lucratif américaine basée à New York. Ces révélations ont été obtenues grâce à la loi Freedom of Information Act, une loi américaine qui oblige les agences fédérales à transmettre leurs documents. Le document a été créé en 1987 mais il a été mis à jour au fil des années et il reste valide aujourd'hui, indique le quotidien britannique.

Des révélations similaires avaient déjà fait trembler la CIA en 2014, lors de la publication par le Comité de renseignement du Sénat des Etats-Unis d'un rapport dévoilant des abus de la CIA sous la présidence de George W. Bush. Mais la nouveauté, dans ce document consulté par le Guardian, c'est qu'il est clairement mentionné que le directeur de la CIA a le pouvoir «d'approuver, modifier ou désapprouver toutes les propositions concernant la recherche sur des sujets humains».

Le directeur aurait ainsi le pouvoir de fixer les limites médicales des traitements infligés aux détenus alors même qu'aucun directeur de la CIA n'a jamais eu aucune compétence médicale. Les experts interrogés par le Guardian soulignent en outre que ces limites ont déjà été franchies par l'agence fédérale lors d'interrogatoires musclés ou pendant la détention de prisonniers après le 11 septembre 2001.

La présence de personnel médical lors de ces interrogatoires n'est pas de nature à rassurer les experts, comme en atteste celui d'Abu Zubaydah. Ce dernier est connu pour avoir subi des «techniques d'interrogatoires abusives, comme par exemple des simulations de noyade. Des sévices qui ont pris fin lorsque ce dernier est devenu inconscient avec des bulles qui sortaient de sa bouche grande ouverte, il a alors été ranimé par le personnel médical de la CIA, ce qui a plus tard été qualifié de torture», indique le quotidien. Ces «tortures» ont ainsi été conduites avec l'assentiment du personnel médical. Un médecin a même admis que Zubaydah «paraissait très résistant à la simluation de noyade. Il a vomi plusieurs fois durant la séance, des grains de riz et des haricots. Il n'avait pourtant pas mangé 10 heures avant, ce qui est surprenant et même perturbant. Nous envisageons de le nourrir maintenant. Nous vous rendrons compte de la prochaine session de simulation de noyade», note le docteur. Un autre médecin avait indiqué en objet d'un mail: «des températures basses acceptables». Tout le monde a admis que pour mener de telles expérimentations médicales, la CIA aurait dû avoir le consentement des détenus, ce qu'elle n'avait pas. «Il y avait un fossé entre les règles et les interrogatoires réellement menés», explique un membre de la CIA au journal.

Un rapport retentissant rendu public en décembre 2014, avait déjà révélé que l'agence d'espionnage a torturé des détenus après les attentats du 11 septembre 2001 plus brutalement qu'elle ne l'avait reconnu. Mais les conclusions de ce rapport, transférées au ministère de la Justice, n'ont jamais été suivies d'effet. LeFigaro.fr 16.06

Commentaires d'internautes (abonnés au Figaro il faut préciser).

1- Mais il faut arrêter de crier au loup pour la moindre des choses! Ces expérimentations sur les humains sont tout ce qu'il y a de plus démocratique puisque c'est le pays le plus démocratique du monde qui les pratique! Le Dr Mengele et Eichmann, eux, c'était autre chose. Eux, c'étaient des nazis.

2- Et dire qu'ils condamnent et combattent ces gestes ailleurs dans d'autre pays....

3- Tout cela est impossible. Les gentils ne peuvent pas être des tortionnaires. Tout simplement, parce qu'il s sont gentils.

4- Pourtant dans les films américains les méchants qui torturent ont toujours un accent de l'est de l'Europe.

Hommage à al-Qaida.

- Yémen : un financier d'al-Qaida participe à la conférence de Genève - LeFigaro.fr

Inscrit sur la liste noire du Trésor américain, Abdelwahab al-Humayqani est membre de la délégation loyale au gouvernement yéménite, soutenue par l'Arabie saoudite et les Occidentaux.

En décembre 2013, le Trésor américain l'a pourtant inscrit sur sa «black list». Et les charges retenues contre lui sont lourdes. Washington accuse al-Humayqani d'avoir financé, via son ONG caritative, al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA), qui vient de perdre son chef, Nasser al-Wahayshi, dans une frappe de drone américaine.

Al-Humayqani aurait également facilité le transfert de fonds d'Arabie vers Aqpa au Yémen, et à partir de 2012, il a été un cadre important d'Aqpa dans sa région d'Al-Bayda. Il a alors entretenu des liens avec les autres chefs de la plus dangereuse des filiales d'al-Qaida à travers le monde. Avec d'autres membres du groupe terroriste, il est accusé d'avoir orchestré une attaque contre une base de la garde républicaine yéménite dans le gouvernorat d'Al-Bayda, qui a fait sept morts.

Pour se détacher de ce pedigree chargé, Al-Humayqani a ensuite créé un parti salafiste, al-Rachad, et c'est au titre de chef de cette formation qu'il a été invité à Genève, où il a rencontré lundi, en compagnie des autres membres de sa délégation, le secrétaire général de l'Onu, Ban ki-Moon.

Ce parti salafiste, créé avec d'autres cadres d'al-Qaida, n'est en fait «qu'une couverture pour leur permettre de recruter, puis d'entraîner plus facilement des combattants, et s'attirer ainsi un soutien plus large», peut-on lire dans la note du Trésor américain, relative à son inscription sur la «black list».

Dans un entretien en début d'année à un journaliste yéménite, Al-Humayqani avait démenti toutes ces charges. Son organisation caritative aide «les orphelins, les familles pauvres et les mosquées», assurait-il. Le financier djihadiste se disait même prêt à rencontrer des officiels américains pour s'expliquer.

«S'il n'était pas venu à la conférence de Genève, sa région serait déjà tombée entre les mains de Daech ou d'al-Qaida», explique un proche de la délégation des loyalistes yéménites. Sa présence serait donc une caution envers les islamistes radicaux, qui luttent eux aussi contre les houthistes soutenus par l'Iran. Mais de l'avis de la plupart des observateurs, ce sont précisément ces radicaux - avec Aqpa et Daech derrière eux - qui sont déjà les grands bénéficiaires de la guerre que se livrent les deux camps. D'autant plus que les bombardements saoudiens épargnent al Qaida, qui contrôle toujours l'aéroport de Moukallah, l'un des rares à ne pas avoir été visé par un raid aérien de la Coalition arabe, soutenue par des Occidentaux. Des Occidentaux de plus en plus agacés par l'impasse dans laquelle l'Arabie saoudite s'est placée en lançant son offensive militaire contre les houthis et leurs alliés, les partisans de l'ancien président Ali Abdallah Saleh.

«Les Allemands sont furieux», ajoute une source diplomatique à Genève, également embarrassée par une telle présence. Berlin soupçonne en effet Al-Humayqani d'avoir été derrière une prise d'otages d'Allemands, il y a quelques années au Yémen. La France, quant à elle, aide l'Arabie saoudite en lui fournissant des images satellitaires sur les cibles à frapper au Yémen. LeFigaro.fr 16.06

1- Tout va bien ! C'est surprenant de voir ce type libre de ces mouvements en réunion , il doit certainement financer quelques partis politiques d'Europe et d'ailleurs ? Sarkozy touche bien de l'argent du Quatar pays qui finance les terroristes et tout le monde le sait et tout le monde est content !

2- "Pas pire que de voir Sarkozy se faire rémunérer royalement pour une "conférence" d'une demie heure au Qatar, qui soutient l'Etat Islamique !"

Sarkozy les mains sales, complice des barbares et les Etats qui les financent et les arment, tout comme Hollande...

3- "Al-Qaida est l'allié des occidentaux contre l'Iran ?

On marche sur la tête là.

Que je sache ça fait des décennies que l'Iran ne pose aucun problème."

4- "Alliances surprenantes au Moyen-Orient. Les guerres y ressemblent plus à des guerres de gangs que de nations."

Rien de surprenant pour ceux qui ont suivi le fil de l'histoire...

En complément.

- L'Occident soutient les terroristes, pour assurer ses intérêts - french.irib.ir

«L'Occident soutient les terroristes du Front Al-Nosrah, pour assurer ses intérêts», a écrit Joseph Fernandez, le secrétaire de l'Association des Musulmans d'Espagne, dans une analyse des politiques ambivalentes de l'Occident envers la confrontation avec les groupes terroristes, au Moyen-Orient.

"L'UE et les Etats-Unis prétendent soutenir la lutte contre Daesh, sans, cependant, faire allusion à un groupe terroriste encore plus virulent qu'est le Front Al-Nosrah, branche d'Al-Qaïda, en Syrie", a ajouté Joseph Fernandez, dans "Chronicle". Dans les communiqués des pays occidentaux, dans lesquels sont exprimées les inquiétudes, quant à la propagation du terrorisme, en Syrie, en Irak et dans les autres pays, au Moyen-Orient, aucune allusion n' a été faite à Al-Qaïda ou aux groupes terroristes y relatifs, comme le Front Al-Nosrah. Selon ce rapport, alors qu'Al-Qaïda avait été considéré, le 11 septembre 2001, comme le plus grand ennemi de l'Occident, il coopère, actuellement, ouvertement, avec certains alliés des Etats-Unis, au Moyen-Orient. Cependant, l'UE et les Etats-Unis continuent de soutenir Al-Qaïda.

Apparemment, certains pays occidentaux, notamment, la France et les Etats-Unis, tentent de réutiliser une stratégie avortée, dans la décennie 1980, en Afghanistan, et de soutenir les terroristes, face à leurs rivaux internationaux et régionaux, sans se soucier des répercussions de leur décision, sur le peuple de la région, et même celui des autres pays arabes. french.irib.ir 16.06

ACTUALITE EN TITRES

Grèce. L'Empire menace.

- Grèce: signaux contradictoires de Tsipras, sommé par Washington d'agir - AFP

A quelques jours d'un possible défaut de paiement de la Grèce, le Premier ministre Alexis Tsipras a émis des signaux contradictoires mardi avant d'être sommé par Washington de prendre une initiative sérieuse pour trouver un accord.

"L'incapacité à trouver un accord créerait des difficultés immédiates pour la Grèce et une incertitude générale pour l'Europe et l'économie mondiale", a souligné dans un communiqué le secrétaire américain au Trésor Jacob Lew après s'être entretenu au téléphone avec le Premier ministre grec. AFP 16.06

La pieuvre au pouvoir tentaculaire et la baleine.

- "Baleine de Londres": victoire en justice des cadres de JPMorgan - Reuters

Des dirigeants de JPMorgan Chase & Co, dont le PDG Jamie Dimon, accusés par un actionnaire de négligence dans l'affaire de la "baleine de Londres", ne seront pas poursuivis en justice, a confirmé mardi une cour d'appel fédérale américaine, basée à New York.

Ernesto Espinoza, actionnaire de JPMorgan Chase & Co, a été débouté en mars 2014 après avoir porté plainte contre des dirigeants de la banque américaine, arguant qu'ils n'avaient pas enquêté convenablement sur cette affaire qui s'est soldée par des pertes de trading de 6,2 milliards de dollars. Reuters 16.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie: Tall Abyaz sous contrôle des Kurdes - french.irib.ir

Les forces kurdes syriennes ont finalement pris totalement en main le contrôle de la ville de Tall Abyaz, à proximité de la frontière avec la Turquie, du groupe terroriste Daech.

Selon les sources d'information syriennes, les défenseurs kurdes de la Syrie, après quelques jours d'âpres combats contre les daechistes takfiris aux alentours de Tall Abyaz y sont entrés depuis deux axes, de l'est et de l'ouest et ils ont pris le contrôle de cette ville frontalière du nord-est de la Syrie. Les combattants kurdes ont ensuite repris aux terroristes le passage frontalier entre

la ville de Aqtcha Qala et Tall Abyaz. Les forces kurdes syriennes ont aussi coupé l'accès vital des takfiris daechistes à Tall Abyaz, via la route les reliant à la ville de Raqa, dans le nord-est de la Syrie, fief de Daech.

Entre temps, Alep, dans le nord de la Syrie est toujours la scène de conflits entre les forces syriennes et les terroristes. Les attaques aux mortiers, menées lundi, par les groupes terroristes contre les zones d'habitation de la ville, ont fait plus de 130 morts et blessés. Les groupes terroristes ont en effet tiré une centaine de roquettes et d'obus de mortier, sur des zones d'habitations dans le secteur occidental d'Alep, qui est sous le contrôle de l'armée syrienne. french.irib.ir 16.06

2- Israël

- L'espionnage d'Israël de l'hôtel de négociations nucléaires Iran/5+1 - french.irib.ir

Les experts de Kaspersky Lab annoncent que la dernière version du malware Duqu utilisée à des fins d'espionnage a réussi à se camoufler en utilisant un certificat numérique utilisé par Foxconn.

Les experts de la société russe Kapersky Lab, qui avaient indiqué avoir observé un virus particulièrement sophistiqué, qui aurait été déployé sur certains sites, parmi d'autres trois hôtels de luxe qui ont abrité les négociations Iran/5+1, ont rappelé que le malware Duqu a utilisé un certificat numérique en provenance du sous-traitant Foxconn, une société taïwanaise, afin de masquer son activité. Kaspersky Lab, qui a publié le rapport sur Duqu 2.0 la semaine dernière, a ainsi écrit dans un billet de blog lundi que le driver 64-bit du malware utilise un certificat numérique signé par Hon Hai Precision Industry, alias Foxconn.

Les certificats numériques sont utilisés pour chiffrer les données et vérifier la légitimité des sites web et des applications. Les sociétés et organisations utilisent régulièrement des protections renforcées pour éviter que leurs certificats ne tombent dans les mains de pirates.

Le groupe qui a créé Duqu est considéré comme étant l'une des meilleures équipes de cyber-espionnage. Les chercheurs ont noté que le malware apparaît être relié à Stuxnet, le ver développé par les Etats-Unis et Israël pour saboter le programme nucléaire iranien. Après la découverte de Duqu en 2011, ce groupe n'a plus trop fait parler de lui. Mais la semaine dernière, Kaspersky a indiqué avoir trouvé une version plus sophistiquée de Duqu tournant uniquement en mémoire et disparaissant au redémarrage de l'ordinateur.

Kaspersky a indiqué que ses propres systèmes ont été infectés par Duqu 2.0 et d'autres investigations ont montré que les hôtels ayant hébergé les récentes négociations sur le programme nucléaire iranien ont également été touchées. « Le certificat a certainement été volé et est utilisé par de multiples groupes », a indiqué l'éditeur de sécurité. « Il semble que les attaquants soient les seuls à avoir accès à ce certificat ce qui renforce la théorie d'un piratage de fournisseurs de matériels en vue de mettre la main dessus ». Kaspersky a précisé avec prévenu Foxconn mais également VeriSign qui est à l'origine de ce certificat.

Le "Wall Street Journal" avait le premier affirmé en mars que les négociations sur le nucléaire iranien avaient été espionnées. Le journal avait cité des responsables américains, affirmant qu'une opération israélienne visait à recueillir des informations pour s'opposer aux termes de l'accord. Or, Avigdor Lieberman, le chef de la diplomatie israélienne l'avait, aussitôt, démenti, un démenti à prendre avec des pincettes, selon plusieurs experts. french.irib.ir 16.06

Haut de page

Le 18 juin 2015

CAUSERIE

Je suis à nouveau complètement épuisé, c'est la chaleur accablante qui a eu raison de ma résistance, ce matin j'ai été me recoucher après avoir accompagné Selvi à son boulot. Je ne réalise pas encore que je n'ai plus 20 ans ! J'ai réalisé cette causerie avec peine.

On ajoutera des articles demain.

La religion, c'est l'ignorance ou l'esclavage théorisée.

Lu dans un article. "Gros cons".

- Qu'est-ce que le droit au blasphème, revendiqué haut et fort par les extrémistes de la religion athée, sinon le droit assez

infantile d'insulter quiconque au nom de ses croyances, une justification a contrario, par conséquence, de tous les anathèmes religieux et de toutes les fatwas ? Dans quel pays de guerre civile vivrons-nous si le droit est accordé à chacun d'afficher que son voisin de palier est un « gros con » ? (Arrêt sur info)

Blasphème, hérésie, répression et châtiment dernier.

Autrefois, toute critique du dogme de l'Eglise ou tout discours qui s'en écartait pouvait être qualifié de blasphématoire et son auteur accusé d'hérésie, excommunié ou condamné à mort. Il suffisait de prétendre que la terre était ronde et non plate pour subir le jugement des inquisiteurs. En fait toute pensée déviante était jugée comme une menace pour le pouvoir de l'Eglise car elle manifestait une liberté ou une indépendance d'esprit incompatible avec la soumission totale qu'elle exigeait du peuple ou ses sujets tel une monarchie absolue.

Mettre en relief les incohérences ou faire ressortir les contradictions de la religion pouvait être taxé de blasphème à défaut de réponse ou d'argument rationnel pour justifier ou défendre son dogme qui reposait sur un mythe, des fantasmes ou des histoires fantastiques qu'elle a inventées. Prononcer un mot, un nom dans des lieux, en présence de personnages ou dans des circonstances jugées inappropriées suffisait à exiger du coupable qu'il se repente sur le champ. Tourner en dérision ses principes dérisoires ou simplets ou se moquer de ses représentants constituait une offense qui vous valait d'être envoyé en enfer !

Avec la religion, c'est la notion de respect qui était élevée au rang de dogme tout puissant dont s'inspireront les monarques ou les tyrans en tous genres, alors que ses prétentions illusoires avaient valeur de provocations envers l'intelligence humaine qui devait uniquement servir le dogme et non le contredire sous peine d'être voué à la déchéance ou de finir dans un cachot ou sur un bûcher.

Les bourgeois d'aujourd'hui sont les aristocrates d'hier.

La pensée et la comportement des hommes devaient être conformes au dogme ou s'y plier de gré ou de force. Il faudra attendre que le régime féodal soit à l'agonie pour que le droit au blasphème et l'athéisme se développent sans entraves, pour faire bref, et une fois la place de l'homme dans la société revalorisée, la libéralisation des moeurs et des esprits allaient accompagner le changement de régime, ou c'est la prise de conscience que l'homme est le seul maître de son destin dès lors qu'il développe les moyens de s'émanciper des contraintes matérielles que lui impose la nature, sans pour autant toutefois que tous les hommes bénéficient de ce processus libérateur ou progressiste pour ne pas être tous égaux en droit et surtout en devoir compte tenu de la division de la société en classes dominantes et dominées, de telle sorte que les paysans et les ouvriers allaient encore durablement demeurer sous la coupe de l'obscurantisme avec son cortège de superstitions et de préjugés relayé dorénavant par la bourgeoisie qui les exloitera à son tour pour se maintenir au pouvoir.

Ce sera finalement la lutte de classe des exploités contre ses nouveaux maîtres qui portera un coup décisif au despotisme et à l'emprise qu'exercait l'Eglise sur eux alors qu'elle a dû se résoudre à s'alliée avec la bourgeoisie. Celle-ci tirera profit de cette situation pour réduire encore le pouvoir de l'Eglise ou la cantonner au rôle de prédicateur moralisateur de l'ordre établi qu'elle justifiera toujours selon des critères divins que chacun des membres de la société sera invité à respecter scrupuleusement, ce qui se traduira par la reproduction des rapports sociaux qui existaient sous l'Ancien régime et même bien avant jusqu'à nos jours d'où sont issus les préjugés archaïques de la majorité du peuple, du fait qu'ils n'étaient pas le produit d'un mode de production particulier mais dont l'origine remontait à l'instauration du système économique de l'exploitation de l'homme par l'homme qui allair devenir commun à tous les régimes qui allaient se succéder par la suite.

La bourgeoisie n'envisageant pas d'en finir avec la religion dont elle avait compris dès le départ quel profit elle pourrait en tirer, instrumentalisera l'athéisme développé au départ dans ses rangs, pour qu'il converge avec ses intérêts tout en conservant la main dessus, et c'est ainsi qu'elle conçut sous la pression de la lutte des classes la laïcité comme un principe axé sur un statu quo entre les différentes classes préservant l'essentiel des privilèges de l'Eglise paradoxalement grâce à son nouveau statut privé, dont elle se servira plus tard habilement pour pénétrer le mouvement ouvrier et mieux le dévoyer. Féroce ennemi de la République dans laquelle elle perçoit une dangereuse menace sur ses fondements, admirateur et soutien des dictateurs qui incarnent la puissance divine devant laquelle chacune de ses ouailles doit se prosterner, elle devra finalement son salut à son statut inamovible de garant du système capitaliste et au-delà du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, principe qu'elle devait partager avec les républicains ou les démocrates bourgeois, qu'ils soient étiquetés à droite ou à gauche indistinctement.

De nos jours, les représentants de la classe dominante de droite comme de gauche et même d'extrême gauche défendent le droit au blasphème dont le contenu a évolué sous l'emprise du néolibéralisme pour se transformer en un droit inaliénable à l'insulte grossière, gratuite qui en quelque sorte est à son image ou à celui du capitalisme, décomposée, dépravée vouée à la déchéance. Au nom de la laïcité ou de la liberté de pensée ou d'expression, il serait de bon ton de manquer de respect envers certaines personnes ou communautés pour prouver son indépendance d'esprit ou témoigner son refus de se soumettre à quelque dogme que ce soit, alors que ceux qui le revendiquent sont les premiers à se prosterner devant l'ordre établi ou à en vivre confortablement, à exploiter la misère du monde ou l'ignorance de la plèbe pour faire de l'argent. Leur bonne conscience étant à ce prix, autant dire qu'elle a l'odeur de la sueur, des larmes et du sang des innocentes victimes d'un ordre qu'ils soutiennent.

Que chacun ait le droit de penser ce qu'il veut et de l'exprimer est un principe imprescritible auquel nous sommes tous attachés, reste à savoir ensuite dans quel but, celui de permettre à l'expression de la majorité de se faire entendre ou d'être respectée ce qui revient à permettre à la démocratie de jouer son rôle ou plutôt de la bâillonner, comme ce fut le cas avec l'affaire de Charlie Hebdo, torche-cul de névrosés patentés ou de minables petits dictateurs refoulés incapables de s'assumer. On ne voit pas en quoi Marie mère du dit Jésus en train de se faire sodomiser ou le prophète des musulmans mué en terroriste éclairerait les consciences sur les dangers ou les méfaits des religions. Par contre on perçoit parfaitement qu'à travers ces caricatures stupides et abjectes, c'était les adeptes de ces religions qui étaient directement visés. Du coup on se demande pourquoi, que cherchaient les auteurs de ces saloperies, quel était leur objectif réel ? Désacraliser les religions ? C'était déjà fait depuis longtemps. Résumons, ces grotesques provocations ne visaient pas le sacré, elles n'avaient pas pour but d'éloigner les croyants de ces religions, alors quoi, les choquer (stratégie du chaos), les déstabiliser psychologiquement (guerre psychologique), les faire douter de leurs convictions (guerre idéologique) pour les affaiblir et les diviser, briser leur résistance, les briser moralement afin de leur imposer un modèle de société contre lequel ils résistent (lutte des classes), pas forcément pour aboutir à une société plus juste mais c'est une autre histoire.

Ce qui était en cause, c'était la prétention de pouvoir recourir à n'importe quel moyen pour parvenir à ses fins au même titre que les représentants de la classe dominante qui pratiquent en permanence le déni, la désinformation, le mensonge éhonté, qui se livrent à toutes sortes de falsifications ou manipulations des faits pour formater les consciences, afin qu'au mieux elles adoptent leur politique ou s'y soumettent, au pire qu'elles soient neutralisées.

Le droit au blasphème ou à la liberté d'expression qui sert un tel intérêt est contraire à la démocratie, viole délibérément les principes qu'ils étaient censés incarner, en ce sens ils étaient condamnables.

Au-delà, on se demandera comment on pourrait vivre dans une société ou chacun pourrait insulter n'importe qui dès lors qu'il ne partagerait pas nos idées, ce serait un cauchemar, la haine, le chaos, la guerre civile. Tiens cela tombe bien, c'est justement la stratégie adoptée par la classe dominante, quelle coïncidence, n'est-ce pas ?

En épilogue.

Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est de constater à quel point des gens qui se disent de gauche ou d'extrême gauche sont prompts à se ranger au côté des représentants de la classe dominante sans que cela leur pose le moindre problème ou cas de conscience.

Manifestation à Paris le 20 juin en soutien au peuple grec.

A Paris, une manifestation aura lieu samedi 20 juin après-midi de Stalingrad (15h) à la place de la République où se tiendront ensuite des assemblées citoyennes et un rassemblement festif. (aveclesgrecs.com)

Nous ne signerons pas cet appel (voir ci-dessous), car s'adresser à Hollande ou aux députés pour qu'ils viennent en aide au peuple grec, alors qu'ils n'ont cessé de soutenir la politique dictée par la troïka (y compris en France) revient à s'en remettre à ceux qui en sont complices ou ses porte-parole et à les légitimer au passage.

Nous rejetons ce double jeu, cet opportunisme qui ne peut que nuire à l'unité et aux intérêts des travailleurs grecs.

Cet appel se donne pour objectif "que la Grèce retrouve l'accès aux financements" que la troïka lui interdit, autrement dit que le destin des masses grecques soit soumis indéfiniment aux lois que lui impose le marché, tout en demeurant sous la coupe de l'UE et de la BCE via l'euro.

Signer l'appel « La Grèce, une chance pour l'Europe » (aveclesgrecs.com)

- Il demande instamment à François Hollande de s'opposer à l'étranglement financier de la Grèce et de la démocratie en Europe (...) Nous appelons nos députés, élus de juin 2012, à se rappeler pourquoi et pour quoi ils ont été élus. demosphere.eu

Collectif Avec les Grecs

ALG : ATTAC, Bloco des Esquerda France, CADTM, Collectif Roosevelt, Compagnie Erinna / Grèce Résistante, Club des socialistes affligés, Economistes Atterrés, EELV, Ensemble, Femmes Egalité, Fondation Copernic, Grèce-France Résistance, GU, Jeunes écologistes, Les Amis du Monde diplomatique, Les effronté-e-s, Nouvelle Donne, NPA, PCF, PCOF, PG, Marches européennes, Mémoire des luttes, République et socialisme, Solidarité France-Grèce Santé, Syriza Paris, Transform!

CAC Collectif pour un audit citoyen de la dette publique

Assos et collectifs : AC!, Act up-Paris, Aitec, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM-IPAM, Collectif National des Droits

des Femmes, Collectif Richesse, Coopérative DHR, Économistes Atterrés, Fondation Copernic, Utopia, LDH, Marches Européennes, Marche Mondiale des Femmes France, RECit, Réseau Éducation Populaire.

Syndicats : Confédération CGT, Fédération des Finances CGT, Fédération syndicale unitaire (FSU), Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Sud Banque populaire - Caisse d'épargne (Sud BPCE), Union syndicale Solidaires.

En soutien : Alternatifs, Europe Ecologie Les Verts (EELV), Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), Mouvement politique d'éducation populaire (MPEP), Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Nouvelle Donne, Parti de Gauche (PG), Parti Communiste Français (PCF), Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), Parti pour la Décroissance.

Avec le soutien de responsables politiques de gauche : ?Clémentine Autain (Ensemble), Olivier Besancenot (NPA), Eric Coquerel (PG), Emmanuelle Cosse (EELV), Gérard Filoche (PS), Pierre Larrouturou (Nouvelle Donne), Pierre Laurent (PCF), Christian Picquet (GU), Laura Slimani (Jeunes Socialistes).

Le POI participera à cette manifestation sur ses propres mots d'ordre (IO n°356), sans avoir signé cet appel il faut préciser.

C'est la seule base sur laquelle il est possible de participer à cette manifestation, sur ses propres mots d'ordre et non cet appel pourri. Confirmation. La liste des signataires ci-dessus en dit long sur la dégénéréscence du mouvement ouvrier, pro-capitaliste.

Parole d'internaute

Daltonisme. Et je vous le donne en mille, quelle couleur donne l'association du "rose-vert-rouge" ?

Un internaute :

- "Le PS commence à se fissurer. Il en sortira un "PS de droite", tenu par les barons, et plus très différent du MoDem, voire de l'UDI, et un (ou plusieurs) "PS de gauche". Il vaudrait mieux que très rapidement ces socialistes de gauche se réunissent, au lieu de partir chacun sur leur petite tendance, et travaillent surtout à une "alliance rose-vert-rouge", qui certes mettra du temps à émerger. Mais le glissement, la glissade incontrôlée du PS actuel vers la droite devrait paradoxalement faciliter les choses."

Aucune conscience politique.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Plutôt deux fois qu'une.

- Avec ou sans 49-3, les deux raisons pour lesquelles les patrons soutiennent la loi Macron - Atlantico.fr

- Cinq députés UDI annoncent qu'ils ne voteront pas la motion de censure - AFP

Il n'y a rien à récupérer.

- Bruno Le Roux : "J'assume totalement ce que nous faisons" - Francetv info

- Cherki accuse Valls d'"archaïsme" et de "lâcheté" après le 49-3 - AFP

Régime corrompu jusqu'à l'os.

- Chaque Noël, les sénateurs UMP recevaient 8 000 euros d'« étrennes » - LeMonde.fr

Résistance passive

- Renault-Trucks: les syndicats claquent la porte des négociations - AFP

- Paris: Les régulateurs de bus de la RATP en grève à partir de mercredi soir - 20minutes.fr

- Grève à la Bourse de Paris jeudi pour protester contre un plan social - AFP

- Lyon : colère des salariés de Cenntro Motors - Francetv info

- Les aéroports bloqués par les taxis à partir du 25 juin ? - Liberation.fr

- MAN SE pourrait supprimer jusqu'à 2.000 emplois - Reuters

S'ils le disent eux-mêmes.

- La nouvelle alliance secrète entre Israël et l'Arabie saoudite - Atlantico.fr

Stratégie du chaos.

- Accord pour prolonger les sanctions de l'UE contre Moscou - Reuters

- Arsenal nucléaire russe : Berlin met en garde Moscou contre une "escalade" - AFP

- Hong Kong: nouvelle épreuve de force avant le vote sur la réforme électorale Aaron TAM - AFP

- Syrie : de nouvelles attaques au chlore - Francetv info

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie : L'armée de la CIA à Daraa - french.irib.ir

Selon certains documents déclassifiés, la CIA, secondée par certains pays arabes du golfe Persique est sur le point de mettre au point un plan dans le sud syrien destiné à créer une " armée takfirie"! le projet qui vise évidemment à affaiblir l'axe de la Résistance aurait coûté "un milliard dollars".

Al Akhbar qui revient sur cette information confirme l'arrivée des " milliers de terroristes takfiris dans le sud de la Syrie, terroristes formés par la CIA qui les arme et leur fournit des renseignements nécessaires". Les documents soulignent aussi le soutien des Etats Unis et des pays arabes du golfe Persique entre les années 2011 et 2012 à "la formation d'un Emirat islamique qaidiste dans l'Est de la Syrie". " Il s'agit de l'un des plans les plus secrets du renseignement américain dont le coût aurait été le 15ème du budget annuel de la CIA. Cette énorme somme d'argent est dépensée pour entrainer les terroristes et leur fournir un appui logistique. Les Américains cherchent de la sorte à créer une armée de mercenaires complètement à sa solde, armée identique à celle créée en Afghanistan et au Nicaragua dans les années 80.

A en croire le Washington Post, une grande partie de ce projet a commencé en Jordanie, là où 10000 combattants sont formés moyennant un millard de dollars par an. Outre les Etats Unis, le Qatar, la Turquie et l'Arabie en sont des sponsors. L'axe principal de ce projet est concentré sur ce qui est baptisé le front sud de l'Armée syrienne libre. La formation de chaque terroriste a coûté 100000 dollars par an. Le projet a été révélé en 2013 quand la commission du renseignement a voté une réduction de 20% du budget de la guerre américaine en Syrie. Quelle est la mission de cette armée que la CIA a créée? Epuiser les forces des combattants de l'axe de la Résistance, préparer le terrain à la chute du régime syrien au pouvoir. french.irib.ir 17.06

Haut de page

Le 19 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 13 articles.

Ah ces "trotskystes" pro-euro, pro-UE !

- Les pourparlers de crise sur les menaces de l'UE contre la Grèce s'effondrent - Alex Lantier (WSWS) - mondialisation.ca 16.06

- Aucune confiance ne peut être accordée aux factions à l'intérieur du gouvernement grec qui veulent une positions plus ferme contre l'UE. Le parti d'extrême-droite Anel (Grecs indépendants) qui gouvernent en coalition avec Syriza et la « Plateforme de Gauche » au sein de Syriza indiquent tous deux qu'ils accepteraient une rupture avec l'UE et un « Grexit » qui réintroduirait la devise grecque, la drachme.

Cette stratégie est réactionnaire, visant avant tout à bloquer l'opposition de la classe ouvrière. Elle appauvrirait davantage les travailleurs en payant leurs salaires non en euros, mais en drachmes, dont la valeur chuterait face à l'euro sur les marchés financiers. Ces plans pour revenir à la drachme impliquent l'installation d'un régime militarisé en Grèce. mondialisation.ca 16.06

Ce qu'il ne comprend pas, c'est qu'avec ou sans sortie de l'UE, avec ou sans rupture avec l'euro, tous les partis institutionnels s'étend épuisés à soutenir la politique dictée par la troïka et rejetés par le peuple grec, après Syriza il n'existe plus de rempart pour défendre les institutions et le régime à part l'extrême droite ou recourir à l'armée pour imposer la poursuite de cette politique.

Soit Syriza applique les mesures que lui dicte la troïka et il prépare le terrain au retour au pouvoir de la Nouvelle Démocratie (le parti de l'ordre officiel) peut-être associé au Pasok (le supplétif du parti de l'ordre), Syriza en sortira laminé et réduit à la portion congrue du Front de gauche en France ou disparaîtra. Soit il refuse et la droite va livrer le pays à la guerre civile précipitant une intervention de l'armée contre la classe ouvrière qui ne pourra pas l'affronter en ordre de bataille puisqu'elle ne dispose d'aucun parti pour la guider et définir ses tâches ou objectifs politiques et aucune organisation pour regrouper ses forces, représenter une alternative politique aux institutions en place et mener son combat politique à son terme et l'emporter sur son ennemi.

Depuis un certain temps déjà le WSWS publie régulièrement ou pratiquement chaque semaine un article annonçant l'inéluctabilité de la Troisième Guerre mondiale, par exemple allant même jusqu'à évoquer le 16 juin "*une guerre qui pourrait terminer par un holocauste nucléaire*", emboîtant le pas à la propagande de guerre des représentants de la classe dominante des puissances occidentales destinée à terroriser la population pour qu'elle se range derrière eux et les laisse gouverner tranquillement.

La France n'a cessé d'être un pays militariste, impérialiste.

- Napoleon : Révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, héros ou malfaiteur? - Jacques R. Pauwels - mondialisation.ca 18.06

En guise de présentation, le capital constitué ou accumulé par les nantis serait naturel ou le fruit d'un travail acharné, donc légitime. Vraiment s'interrogeait Marx.

Extraits. (Les sous-titres en caractères gras sont du portail LVOG)

D'où vient la fortune des grandes familles ? De l'esclavage et de la guerre.

- Fait remarquable en France, l'accumulation de capital commercial avait surtout été rendue possible grâce au commerce des esclaves, alors que l'accumulation du capital industriel eut beaucoup à voir avec la série quasi ininterrompue de guerres qui furent menées, par le Directoire d'abord et par Napoléon ensuite. En ce sens, Balzac avait raison quand il écrivait que « derrière chaque grande fortune se cache un crime ».

Les Thermidoriens ou la guerre sans fin.

- Jusqu'à l'époque de Robespierre, la France révolutionnaire avait également fait la guerre, mais pour combattre la contre-révolution et défendre la révolution. C'est après la chute de Robespierre, au moment de Thermidor, que la France se révéla en tant que pays militariste et qu'elle déclencha elle-même une série sans fin de guerres, de guerres de conquêtes qu'on fit passer pour des guerres de libération. « Sous le régime thermidorien », écrit Annie Jourdan, « la France républicaine devient une France guerrière[13]. »

Un hymne national militariste.

L'hymne des Thermidoriens enseigné et chanté dans les écoles en France. Au nom de la laïcité sans doute ou de la liberté d'expression ou les deux à la fois, l'hymne de la contre-révolution, de la réaction, de l'impérialisme, de la guerre.

- Ce n'est certes pas un hasard non plus si, parmi les nombreux chants révolutionnaires de l'époque, c'est précisément la très militariste Marseillaise, qui s'en prenait aux ennemis étrangers, fut promue au rang d'hymne national par les Thermidoriens, le 14 juillet 1795, et non, par exemple, le chant tout aussi populaire, voire davantage, Ah, Ça ira ! D'un point de vue thermidorien, ce dernier chant était en effet extrêmement incorrect politiquement. Il n'évoquait pourtant pas « 1793 » mais, malgré tout, la facette la plus radicale de « 1789 » ; il s'en prenait, à sa façon jacobine, à l'ennemi intérieur et il plaidait ainsi pour une internalisation – et non une externalisation de la révolution, autrement dit, pour l'approfondissement ou la radicalisation de la révolution chez soi au lieu de l'exportation vers l'étranger d'une version comparativement édulcorée de la révolution, et ce, au moyen de la guerre. (Il convient en outre de tenir compte du fait qu'avec l'appellation « aristocrates », les sans-culottes visaient souvent « l'aristocratie bourgeoise » aussi, la haute bourgeoisie et les riches en général.)

L'hymne de la contre-révolution.

- La Marseillaise fut l'hymne de la Révolution française, plus précisément de « 1789 » et elle fut en même temps le chant de combat par excellence de l'exportation de « 1789 » par le biais de la guerre. Aussi ne devons-nous pas être étonnés si la Marseillaise, normalement associée à la République française, a pu continuer à servir d'hymne national sous l'empire de Napoléon aussi, alors qu'au contraire, le très radical Ah ! Ça ira ! disparut du circuit en tant qu'oeuvre musicale.

Le drapeau tricolore, le drapeau de l'impérialisme français.

- Pour des raisons similaires, Bonaparte conserva également le drapeau tricolore, symbole non seulement de la Révolution de 1789, mais aussi de l'impérialisme français. Mais le rouge, déjà comme drapeau mais certainement aussi comme couleur du bonnet, ne plus pu être aperçu nulle part dans son empire. Le port du bonnet rouge fut d'ailleurs déjà interdit par les Thermidoriens. Fin des extraits.

Ensuite on ne s'étonnera plus de rien sachant que la plupart des intellectuels et les manuels scolaires diffusent la propagande thermidorienne, nationaliste, militariste, impérialiste.

Bienvenue chez les aristocrates.

- Bruno Le Maire (Les Républicains - ndlr) et l'argent - lexpress.fr

Il ne l'ignore certainement pas: il a le même tailleur que François Mitterrand. Du sur-mesure de premier choix, pour un résultat impeccable. Cifonelli accueille ses clients dans sa boutique chic parisienne pour quatre ou cinq séances d'essayage. Cet artisanat de luxe a un coût: au minimum 5500 euros le costume. Bruno Le Maire nous précise qu'il 'achète des costumes 1/2 mesure à 2600 euros'. Il aime aussi les chaussures de belle facture, notamment les Berluti. lexpress.fr 18.06

Alors on comprend pourquoi les revendications des smicards, des retraités, des fonctionnaires, des travailleurs en général leur paraissent si extravageantes ou sont jugées illégitimes, ces bourgeois ne vivent pas vraiment dans le même monde que les travailleurs.

Wikipédia.org - Bruno Le Maire, né le 15 avril 1969 à Neuilly-sur-Seine, est un homme politique français. Haut fonctionnaire de profession.

Fils de Maurice Le Maire, cadre chez Total, et de Viviane Fradin de Belâbre, directrice des établissements privés Notre-Dame de France à Paris, puis du lycée catholique Saint-Louis-de-Gonzague (16e arrondissement), il fait Normale sup en 1989. Diplômé de Sciences Po Paris (1995), il intègre l'ENA en 1996.

Parodie de démocratie.

- Loi Macron : dans une ambiance atone, les députés rejettent la motion de censure - francetvinfo.fr

- A 15 heures, une heure avant le lancement des débats, les couloirs de l'Assemblée étaient quasi-déserts. Il y avait davantage d'enfants en visite à l'Assemblée que de journalistes.

- Philippe Vigier, chef de file du groupe UDI, avait indiqué, dans la matinée, qu'une faible présence des élus était à prévoir. (Commémoration du 18 juin oblige - ndlr)

- Lorsque Christian Jacob, patron des députés des Républicains, prend la parole à 16 heures, l'hémicycle est presque vide. Seul un siège sur quatre est occupé.

- Christian Jacob déclame son texte de façon hésitante. On a presque l'impression qu'il le découvre en même temps qu'il le lit.

(Une impression ou une certitude ? On pencherait pour la seconde version. - ndlr)

- Les prises de parole s'enchaînent. Montent à la tribune Philippe Vigier (UDI), l'écologiste Barbara Pompili, Roger-Gérard Schwartzenberg, président du groupe Radical, républicain, démocrate et progressiste. On peine à compter les députés et les journalistes qui les écoutent...

- "A gauche, il n'y en a pas un seul qui écoute. Ils sont tous sur leur portable", remarque un journaliste présent dans la tribune réservée à la presse.

- Sur les bancs du gouvernement, Manuel Valls a le nez dans ses dossiers, stylo à la main, tournant et retournant les feuilles.

- A côté, au premier rang, le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, papote avec le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

- De façon surprenante, le locataire de Matignon quitte la tribune au bout de 22 minutes alors que 30 minutes lui étaient imparties. "Tout le monde en a marre, en fait", commente une journaliste sur Twitter.

- Si l'exécutif a montré une forme de lassitude, la motion de censure portée par la droite n'a même pas mobilisé au sein de l'opposition, puisqu'elle a moins réuni qu'en février. francetvinfo.fr 18.06

ACTUALITE EN TITRES

Youpi ! Bingo ! Casino !

- Record pour le Nasdaq à Wall Street, 15 ans après - Reuters

Réaction. Fuite en avant.

- Sarkozy compare l'afflux de réfugiés à une grosse fuite d'eau - AFP

Rien à voir avec la "fuite des cerveaux", c'est plus cher, c'est plus d'un neurone !

Ils jouent en famille.

- Xavier Bertrand: «La victoire se jouera entre le FN et nous» - LeFigaro.fr

Nostalgie impériale ou l'Empire de la guerre

- Les fous se prennent-ils vraiment pour Napoléon ? - Liberation.fr

- Jean-Vincent Placé, l'art de l'Empire - slate.fr

On comprend mieux pourquoi il est un fervent porte-parole de l'Empire du chaos.

L'UE : Le ghetto.

- Europe : des murs aux frontières pour limiter l'afflux de migrants - France 2

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui dirige l'UE ?

L'oligarchie financière anglo-saxonne à la manoeuvre.

- Projet européen de réforme bancaire: les banques françaises dénoncent "un scandale" - AFP

- Société générale rachète le solde du capital de Boursorama - Reuters

"Si le texte est adopté demain (vendredi) en l'état, ce sera l'un des plus beaux scandales financiers de l'histoire européenne", a prévenu Marie-Anne Barbat Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), qui défend les intérêts du secteur en France.

Le projet européen de réforme structurelle des banques, initié par l'ancien commissaire aux Services financiers, Michel Barnier, prévoit une séparation des activités de marché --comme la tenue de marché-- des banques, censée, selon ses promoteurs, rendre le secteur plus sûr.

Alors que les banques britanniques étaient déjà exonérées d'appliquer ces règles, de nouvelles dérogations ont été ajoutées dans la dernière mouture du texte et concernent notamment les grandes banques de financement et d'affaires américaines via l'introduction d'un seuil minimal de dépôts en banque de détail.

"Toutes les banques qui n'ont pas d'activités de détail sont exonérées. Le texte ne va donc pas concerner les très grosses banques américaines spécialisées dans les activités de marché et va pénaliser les banques universelles françaises qui ont réussi à traverser la crise", a déploré la présidente de la FBF.

Elle a également rappelé que la Fédération européenne des banques avait déjà eu l'occasion elle aussi d'afficher son opposition au projet.

"Ces activités sont très concurrentielles. Là, nous sommes face à un risque de distorsion de concurrence et de perte de compétitivité car, si le projet est adopté, ces activités seront plus chères au niveau des banques françaises que des autres", a poursuivi Mme Barbat Layani.

"Quand des entreprises françaises auront des besoins sur les marchés, lors d'une émission obligataire ou d'un contrat de vente aéronautique, elles devront espérer que les banques américaines leur accorderont les mêmes conditions qu'aux entreprises américaines", a-t-elle ajouté.

Selon elle, s'il entrait en vigueur, le texte aurait pour effet de "dérouler le tapis rouge aux banques françaises pour qu'elles installent leurs activités de marché à Londres" car "il sera complètement ingérable d'avoir ces activités à Paris".

Face à cette situation, la FBF n'exclut pas de contester la légalité du texte devant les juridictions compétentes.

Le sénateur socialiste Richard Yung s'est lui aussi ému du texte proposé par la présidence lettone de l'Union européenne, relevant qu'il n'était "pas acceptable en l'état".

"Les Etats membres doivent impérativement abandonner toute idée d'accorder un traitement de faveur à nos amis britanniques. La perspective d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE ne saurait conduire à une remise en cause de l'intégration du marché financier européen", a-t-il insisté dans un communiqué. AFP 18.06

Quelle est la nature de l'UE, qui la dirige et pour qui ? Chut, c'est un secret !

Quand un grand cabinet d'avocats d'affaires américain représentant les intérêts des multinationales rédige une directive de l'UE.

- Directive sur le secret des affaires : "Ce texte va freiner le travail d'investigation" - francetvinfo.fr

La liberté d'informer est-elle menacée en Europe par la directive européenne sur le secret des affaires ? Oui, estiment un certain nombre de défenseurs de la liberté de la presse. Prévu pour lutter contre l'espionnage industriel, ce texte, qui va être examiné au Parlement européen, prévoit de lourdes sanctions pour quiconque porte atteinte au secret industriel et commercial.

En France, ce projet législatif rencontre l'opposition de nombreux journalistes. Elise Lucet, présentatrice du journal de 13 heures de France 2 et du magazine "Cash Investigation" (dont elle est aussi rédactrice en chef) a lancé, le 4 juin, la pétition "Ne laissons pas les entreprises dicter l'info. Stop à la directive Secret des affaires", qui a déjà recueilli plus de 300 000 signatures.

Francetv info : En quoi cette directive européenne menace-t-elle la liberté de la presse ?

Elise Lucet : Sous couvert de lutte contre l'espionnage industriel, ce texte va considérablement freiner le travail

d'investigation économique. Les multinationales sur lesquelles on enquête vont pouvoir saisir les magistrats si elles considèrent qu'on s'attaque au secret des affaires. Et ces grandes entreprises définiront elles-mêmes en quoi consiste cette atteinte.

Ensuite, ces multinationales chercheront à nous faire condamner à des dommages et intérêts qui peuvent être considérables (des centaines de milliers, voire des millions d'euros). Les entreprises donneront aux magistrats les documents pour étayer les sommes qu'elles réclament, arguant par exemple d'importantes pertes de chiffre d'affaires ou autres dommages.

Quelles sont les informations qui n'auraient pas pu être révélées avec une pareille législation ?

"Cash investigation" n'aurait, par exemple, jamais pu réaliser son enquête sur Philip Morris. Cette enquête [qui révèle notamment comment les cigarettiers influencent les politiques] aurait été considérée comme portant atteinte au secret des affaires, puisqu'on a révélé 650 pages de documents secrets pour informer le grand public.

Pire encore, la loi fait courir le risque de censure préalable. Elle donne aux magistrats le moyen de bloquer la diffusion d'une enquête si les journalistes détiennent des documents secrets. A "Cash investigation", quand on a des documents secrets, on va voir les patrons des entreprises mises en cause et on leur demande de réagir à ces documents. Désormais, lorsque les dirigeants sauront quels documents sont en notre possession, ils pourront saisir les magistrats et intenteront une action en justice pour empêcher la diffusion de l'émission, sous prétexte d'atteinte au secret des affaires.

Notre journaliste Edouard Perrin fait déjà les frais d'une loi semblable en vigueur au Luxembourg. Il y est mis en examen pour l'enquête sur le LuxLeaks [des milliers de documents secrets montrant que le Luxembourg a mis en place un vaste système d'évasion fiscale en faisant du dumping pour attirer des grandes entreprises, avec la complicité d'un grand cabinet d'audit international]. Il incarne parfaitement les risques que fait courir le texte au niveau européen.

Le projet législatif a été modifié par la commission des affaires juridiques, mardi 16 juin. Selon le texte amendé, les victimes d'atteinte au secret des affaires n'auront plus le droit de demander réparation si le "secret" a été acquis en vue d'informer. Jugez-vous ces corrections suffisantes ?

Pour l'instant, non. C'est toujours un texte extrêmement dangereux dont nous demandons le retrait car les mots ne sont pas assez précis et laissent place à des vides juridiques. Grâce à leurs armées d'avocats, les multinationales vont s'en emparer pour attaquer des journalistes d'investigation économique, car il y a un espace juridique pour le faire.

On a appris que le grand cabinet d'avocats d'affaires Baker&McKenzie a participé à l'écriture et à la rédaction de cette directive. Pour qui travaille-t-il ? Pour les grandes multinationales, alors que ni les PME ni les journalistes n'ont été consultés.

Qu'espérez-vous obtenir avec votre pétition ?

On avait obtenu le retrait d'un amendement sur le secret des affaires de la loi Macron, il revient par la fenêtre du Parlement européen. Mais 300 000 personnes ont déjà signé notre pétition. On veut alerter l'opinion publique pour atteindre les parlementaires européens. Ce qu'on défend, ce n'est pas nous : c'est la liberté d'informer. francetvinfo.fr 16.06

Baker & McKenzie, qu'est-ce que c'est ?

Baker & McKenzie, fondé en 1949 par Russell Baker et John McKenzie, est un cabinet d'avocats d'affaires international créé à Chicago, aux États-Unis, présent dans 77 bureaux répartis dans 47 pays à travers le monde.

Plus de 80% de ses opérations se situent en dehors des États-Unis. Baker & McKenzie emploie plus de 4 100 avocats venant de 60 pays. Il compte 1.430 associés et peut se vanter d'avoir eu dans ses rangs des personnalités telles que l'actuelle directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde qui fut même présidente de son comité exécutif.

La société a réalisé un chiffre d'affaires de 2,54 milliards de dollars pour l'exercice 2014 et se classe au premier rang mondial des cabinets d'avocats d'affaires. (Source : wikipedia.org et La Tribune)

Dossier grec

La Grèce livrée au pilori par les médias porte-parole de la troïka.

- Le FMI prive la Grèce de l'espoir d'un délai de grâce - Reuters

- Echéance du 30 juin de la Grèce: Lagarde exclut toute "période de grâce" - La Tribune

- Réunion d'urgence de la BCE sur les banques grecques vendredi - Reuters

- La Grèce au bord de la faillite - Francetv info

- Grèce : les banques bientôt à cours de liquidités ? - La Tribune

- Quelles conséquences en cas de faillite de la Grèce ? - Francetv info

- Les Grecs retirent toutes leurs économies - Francetv info

La banque centrale grecque a annoncé qu'un début de panique est observé dans les banques. Les retraits d'argent ont nettement augmenté ces dernières heures. "Deux milliards d'euros ont été retirés en seulement trois jours. Un milliard rien qu'aujourd'hui", rapporte Clément le Goff ajoutant que "c'est une certitude, les Grecs retirent toutes leurs économies". Francetv info 18.06

La situation financière de la Grèce.

- Grèce : les banques bientôt à cours de liquidités ? - latribune.fr

Selon Reuters, la BCE n'est "pas sûre" que les banques grecques puissent rouvrir lundi. La Banque de Grèce devrait demander une élévation d'urgence du plafond de la liquidité d'urgence, mais le pays est menacé d'une "course aux guichets."

La réunion de l'Eurogroupe de ce jeudi 18 juin s'est achevée comme prévu, sans accord avec la Grèce. Mais si cette issue était prévisible, les événements ne s'en sont pas moins accélérés dans les heures qui ont suivies la fin des discussions. Selon Reuters, citant notamment Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE, l'institution de Francfort n'est « pas certaine que les banques grecques pourront ouvrir lundi. » La rapidité des retraits aux guichets devient désormais si inquiétante que les banques helléniques pourraient rapidement arriver au bout de leurs possibilités.

Les banques grecques sans liquidités lundi ?

Mercredi, la BCE avait accepté de relever une nouvelle fois le plafond de liquidité accordé aux banques grecques dans le cadre du programme d'urgence ELA, qui est la dernière réelle façon pour les banques grecques de se refinancer dans l'Eurosystème. Mais ce relèvement avait été minime : 1,1 milliard d'euros de plus pour la semaine à venir. Or, parallèlement, la perspective d'une absence d'accord avec les créanciers et d'un défaut sur le FMI le 30 juin - encore renforcée par les déclarations de la Christine Lagarde sur l'absence de "période de grâce" - inquiètent les Grecs qui redoutent à juste titre la mise en place de contrôle des capitaux, de mesures restrictives de retraits aux guichets, voire une sortie de la zone euro. Mercredi, 950 millions d'euros avaient ainsi été retirés des comptes grecs, ce jeudi le chiffre d'un milliard a été évoqué. Avant la réunion de l'Eurogroupe, l'agence Bloomberg évoquait le chiffre de 2 milliards d'euros restants dans les caisses des banques grecques. Au rythme de mercredi et jeudi, les banques pourraient donc dès dimanche se retrouver à court de liquidité. Du reste, selon le journal grec Proto Thema, la Banque de Grèce réclamera vendredi 19 juin un relèvement du plafond du programme ELA d'urgence à la BCE.

Bank Run dès ce vendredi ?

A l'issue de l'Eurogroupe, Yanis Varoufakis, le ministre hellénique des Finances, a repoussé les rumeurs sur les banques grecques, mais la BCE n'a pas officiellement démenti l'information qui a été confirmé par « deux officiels européens » à Peter Spiegel, journaliste du Financial Times. Une façon de faire planer la menace sur les déposants grecs. La Grèce est donc clairement dès ce vendredi 19 juin menacée d'un « Bank Run », d'une course aux guichets où chacun tentera de mettre à l'abri ses dépôts. Désormais, c'est à la BCE de décider si elle entend apaiser ce risque en relevant, en dehors des délais habituels (chaque mercredi) le plafond de l'ELA ou si elle ne fait rien pour stopper les craintes des déposants helléniques. Dans ce dernier cas, elle prendra naturellement une décision très politique en plaçant une pression extrêmement forte sur le gouvernement grec pour qu'il accepte les conditions fixées par les créanciers.

Réunion d'urgence du conseil européen lundi 22 juin

Où en sont les négociations ? C'est extrêmement difficile à dire. Certaines informations indiquent que Yanis Varoufakis est venu avec de nouvelles propositions qu'il a posté sur son blog et qui ont encore été repoussées par les créanciers. Le commissaire européen Pierre Moscovici a, pour la troisième fois de la journée, répété que « la balle était dans le camp de la Grèce. » Il a invité Athènes à « rejoindre la table des négociations sérieusement. » Le président du conseil européen Donald Tusk a convoqué un conseil européen d'urgence sur la Grèce lundi 22 juin et c'est sans doute là que se jouera l'avenir de la Grèce, même si Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, a indiqué qu'il pouvait convoquer un Eurogroupe « avant lundi » si nécessaire. Bref, un accord serait encore possible.

Choix du gouvernement grec

Mais cette convocation rapide montre très clairement que les créanciers espèrent désormais que la pression sur les banques grecques sera suffisante pour faire céder le gouvernement grec sur ses deux dernières « lignes rouges » : la réduction de 1,8 milliard d'euros des pensions versées aux retraités et une hausse équivalente de la TVA. Un bank run serait une aubaine pour les créanciers, car il lui permettrait de casser la résistance hellénique. L'apparition de rumeurs si opportune à le déclencher sur le montant des liquidités disponibles dans les banques ce jeudi soir n'est peut-être pas un hasard. Si après la diffusion de ces informations, comme cela est probable, les banques sont prises d'assaut ce vendredi en Grèce, même la BCE pourrait être prise au dépourvu. Et le relèvement du plafond du programme ELA - on évoque le chiffre de 3 milliards d'euros - pourrait ne pas être suffisant pour calmer les craintes des déposants jusqu'à lundi. Le gouvernement grec devra alors se décider rapidement : soit jeter l'éponge et capituler devant les conditions des créanciers, soit prendre des mesures de contrôles des capitaux forcément impopulaires. Le gouvernement a parlé de plan de "déstabilisation financière." Mais il reste une réalité : la Grèce ne tient désormais plus qu'à un fil dans la zone euro et le gouvernement Tsipras se trouve face au choix le plus difficile de sa courte existence. latribune.fr 18.06

Commentaire d'internaute.

- "J'ai quand même ce souvenir odieux d'une France empruntant à 1% pour prêter à 5% à la Grèce. Mais il faut savoir que prêter à taux usuraire comporte des risques, et qu'on ne peut tondre un œuf.

Nous avons voulu gagner de l'argent facilement sur le dos de pauvres gens? Nous allons en perdre massivement, et c'est une bonne chose pour la morale.

Le souhait est que l'épisode grec soit l'aboutissement extrême de l'évolution programmée de cette odieuse Europe, et que ce soit le point de départ de son pourrissement."

Les Grecs se mobilisent contre la troïka.

- Les Grecs inquiets, mais derrière leur gouvernement - Francetv info

- Les Grecs refusent une nouvelle cure d'austérité - Francetv info

- Les Grecs manifestent contre l'austérité - euronews.com

A Athènes comme dans plus d'une vingtaine de villes, les Grecs sont dans la rue par milliers pour soutenir leur gouvernement. Manifestations en forme de nouveau coup de gueule contre l'Union Européenne et les créanciers, accusés de mettre le pays à genou.

A Athènes comme dans plus d'une vingtaine de villes, les Grecs sont dans la rue par milliers pour soutenir leur gouvernement. Manifestations en forme de nouveau coup de gueule contre l'Union Européenne et les créanciers, accusés de mettre le pays à genou. euronews.com 17.06

Et en plus Tsipras est un traitre !

- Tsipras, en Russie, USA/Europe ne décolèrent plus - french.irib.ir

La visite du Premier ministre grec, à Moscou, a provoqué la colère des Etats-Unis et de l'Union européenne. Le Premier ministre grec est attendu, ce jeudi, en Russie, pour assister au Forum international de l'économie, à Saint Petersburg. Alexis Tsipras s'entretiendra, également, avec le président russe. Avant de s'entretenir, demain, vendredi avec Vladimir Poutine, Alexis Tsipras grec devrait intervenir, au Forum international de l'économie.

Tsipras est attendu en Russie, alors que les négociations entre la Grèce et ses créanciers, à savoir, l'Union européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne, se sont traduites par un échec, durant les derniers jours. L'un des principaux objectifs de cette visite consiste à une éventuelle coopération de la Grèce, dans le projet de la fabrication du Turkish Stream appartenant à Gazprom, ce qui met en colère l'Europe et les Etats-Unis. french.irib.ir 18.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- USA : le Congrès a rejeté le plan du retrait d'Irak et de Syrie - french.irib.ir

La Chambre des représentants des Etats-Unis a rejeté le plan contraignant le président à retirer les forces militaires américaines d'Irak et de Syrie.

Selon Reuters, la Chambre des représentants des Etats-Unis a rejeté, mercredi, le projet de loi qui obligerait le Président Barack Obama de retirer les forces militaires américaines d'Irak et de Syrie, dans un délai d'un mois.

Pourtant, un tiers des élus avait voté pour ce plan. Le plan a été rejeté avec 139 votes pour et 288 votes contre. Ce plan demandait au Président Obama de retirer les forces américaines, dans un délai de trente jours, mais lui donnait le droit de reporter le retrait des forces américaines, jusqu'à la fin de 2015, en raison des questions sécuritaires. french.irib.ir 18.06

2- Irak

- "Par son combat anti-terroriste, l'Irak défend l'humanité tout entière" (Al-Jabouri) - french.irib.ir

Le président du Parlement irakien a déclaré que par son combat anti-terroriste, l'Irak ne se défend pas, seulement, mais défend l'humanité tout entière.

Selon la chaîne Al-Iraqiya, le Président du Parlement irakien, Salim al-Jabouri, qui a rencontré, jeudi, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à New York, a déclaré que l'Irak a besoin d'un soutien international plus renforcé, dans la guerre contre le terrorisme, car «les Irakiens ne se défendent pas, seulement, mais ils défendent toute l'humanité», a-t-il déclaré.

Au cours de sa rencontre avec le secrétaire général de l'ONU, le président du Parlement irakien s'est entretenu avec lui des dernières évolutions de l'Irak, dont le danger de l'arrivée des terroristes de Daech, dans d'autres zones de la province irakienne d'Al-Anbar. «L'armée, les forces populaires, et même, les habitants des régions occupées par Daech se préparent à lancer le combat contre les terroristes», a déclaré Al-Jabouri. Il a demandé à l'ONU d'intervenir, aussi, pour apporter des aides aux réfugiés irakiens, afin d'empêcher Daech d'exploiter la situation humanitaire de ces région, pour recruter de nouveaux membres. french.irib.ir 18.06

3- Libye

- Libye : la montée de Daech sous l'oeil indifférent de la communauté mondiale - french.irib.ir

La communauté mondiale garde un silence de mort vis-à-vis de l'extension des opérations de Daech en Libye, a averti le Premier ministre libyen Abdallah al-Thinni, avant de solliciter du soutien à l'armée de ce pays.

"Alors que l'armée nationale libyenne manque d'armes et de munitions, les groupes terroristes en ont aisément accès. Si la communauté mondiale n'apporte pas son soutien à la Libye les daechistes feront main basse sur les raffineries du pays.", a mis en garde Al-Thinni. Les propos du Premier ministre libyen interviennent au moment où depuis quelque temps, les observateurs politiques avertissement que la Libye et du coup la région, sont menacées par la montée en puissance des daechistes.

D'après les analystes, l'incurie des institutions judiciaires et sécuritaires en Libye, les conflits et désaccords entre factions pour s'emparer du pouvoir et l'absence d'un accord de paix inter-libyen sont des facteurs d'aggravation de la crise libyenne, donnant des opportunités aux groupes terroristes comme Daech d'étendre leur présence néfaste. Il y a quelque temps, des informations faisaient état de l'occupation de la ville de Syrte par les éléments de Daech; leur nopmbre étant évalué entre 500 et 1000. D'après les observateurs politiques, c'est une grande victoire pour Daech, ouvrant la voie à sa mainmise sur les puits du pétrole et ce alors que l'armée libyenne est occupée aux conflits internes.

De l'avis des spécialistes des questions pétrolières, si le groupe Daech s'empare des champs pétroliers libyens, les cours du brut baisseront considérablement, car ce groupe vend le pétrole volé à bon marché. Le groupe terroriste Daech cherche à étendre son influence en Libye non seulement pour les gisements du pétrole, mais aussi en raison de la situation stratégique de ce pays situé sur la Méditerrannée et possédant des zones forestièrees permettant à ses combattants de se former et de se cacher. Dans de telles circonstances, les propos du Premier ministre libyen sont une sonnette d'alarme à la communauté internationale mettant en garde contre l'extension de l'influence daechiste et résonnent comme un appel à l'aide. french.irib.ir 18.06

4- Arabie saoudite

- "Les Saoudiens souhaitent qu'Israël intervienne contre l'Iran" ("Wall Street Journal") - french.irib.ir

Le quotidien «The Wall Street Journal» a écrit un article portant sur les intérêts et les buts communs que partagent Riyad et Tel-Aviv et qui les réunissent contre l'Iran et son influence régionale.

Quelques jours après la révélation des rencontres entre les autorités israéliennes et saoudiennes, le quotidien «The Wall Street Journal» a écrit : «Depuis très longtemps, l'Arabie saoudite prétend défendre l'unité inter-musulmane, ce qui a signifié une hostilité traditionnelle contre Israël. Mais, maintenant, les dirigeants saoudiens se trouvent, dans une situation inhabituelle, et semblent être prêts à abandonner leur hostilité apparente conte Tel-Aviv».

L'auteur de l'article ajoute que, suite aux événements, qui se sont produits, dans divers pays du Moyen-Orient, notamment, en Syrie, en Irak, au Liban et au Yémen, les dirigeants de l'Arabie saoudite deviennent de plus en plus hostiles à la République islamique d'Iran. En ce qui concerne le Yémen, l'article du «Wall Street Journal» estime que, sans présenter aucun document, les autorités de Riyad prétendent que leur action contre ce pays a pour but d'empêcher la création d'un groupe, comme le Hezbollah libanais, au Yémen, près des frontières saoudiennes, en faisant allusion au mouvement populaire des Houthis yéménites.

En outre, l'Arabie saoudite accuse le mouvement Ansarallah d'avoir attaqué le territoire saoudien, sans présenter aucun document, pour prouver la véracité de ces accusations.

L'analyste du quotidien américain a ajouté : «L'Arabie saoudite, comme Israël, s'inquiète de la conclusion d'un accord nucléaire éventuelle entrez l'Iran et les six grandes puissances. Ce qui inquiète, surtout, les dirigeants saoudiens, c'est la victoire morale des Iraniens, après la conclusion d'un tel accord, et l'augmentation de leur puissance régionale, après la levée des sanctions que la communauté internationale a imposées à Téhéran.

En effet, «The Wall Street journal» souligne que les Saoudiens souhaitent, du fond du cœur, que l'armée du régime sioniste effectue des raids aériens contre les installations nucléaires de l'Iran, et ils ne cachent pas du tout leur animosité contre les Iraniens. De leur côté, les Israéliens et le gouvernement du Premier ministre Benyamin Netanyahu sont enthousiastes de voir l'Arabie saoudite courir derrière eux, pour gagner leur amitié. Les responsables israéliens confirment que des rencontres secrètes ont eu lieu entre eux et les représentants saoudiens, mais disent qu'on est encore très loin d'une véritable victoire diplomatique, pour que Tel-Aviv et Riyad puissent fêter leur mariage. french.irib.ir 18.06

Cet article ne présentait pas d'intérêt à première vue, à ceci près que ce ne sont pas d'horribles complotistes qui révèlent la collusion d'intérêts entre Israël et l'Arabie saoudite mais le très sérieux Wall Street journal, après personne ne pourra le nier, sauf à accuser The Wall Street journal de comploter. De fait, qui franchement pourrait oser imaginer une chose pareille sinon des détraqués, chacun sait que les grands médias d'information américains font preuve d'une probité exemplaire...

5- Danemark

- Danemark : percée historique des nationalistes, la droite aux portes du pouvoir - Le Monde.fr

La droite va de nouveau diriger le Danemark. Le Parti populaire danois (anti-immigration) a réalisé, jeudi 18 juin, un excellent score aux élections législatives, et son soutien aux autres formations de droite, avec lesquelles il est dans l'opposition, devrait leur permettre de revenir aux affaires au Danemark, d'après les projections de la télévision publique DR. Cette formation pourrait même dépasser le parti Venstre, traditionnel leader du bloc de droite.

Après le dépouillement de 75 % des bulletins, le bloc de droite (Venstre, Parti populaire danois - DF -, Alliance libérale et conservateurs) menait avec 91 sièges contre 84 au bloc de gauche, actuellement au pouvoir. Le DF obtiendrait 38 sièges, soit 16 de plus qu'en 2011, et Venstre 35, soit 12 de moins. Les sociaux-démocrates de la première ministre sortante Helle Thorning-Schmidt, auraient 47 sièges, trois de plus qu'il y a quatre ans. Le Monde.fr 18.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili :les enseignants dans les rues de Santiago - euronews.com

Au Chili, les enseignants ont défilé dans les rues de Santiago pour protester contre la réforme de l'éducation, ce mercredi. Une réforme qui prévoit une augmentation de salaire, assortie d'une évaluation régulière de leur travail. Près de 100 000

professeurs sont en grève illimitée depuis début juin. Des lycéens et des étudiants se sont joints au cortège. euronews.com 18.06

Haut de page

Le 20 juin 2015

CAUSERIE

J'ai terminé rapidement cette causerie pour que vous puissiez lire les articles sur la Grèce avant la manifestation de cet après-midi. Ces articles ont été mis en ligne au format pdf, y compris le rapport préliminaire sur la dette grecque.

L'heure de l'affrontement direct entre les classes approche...

UE. En famille. Le consensus malmené par la lutte des classes.

Grille de lecture.

- Quand la lutte des classes met à mal les petits arrangements entre copains et coquins au sommet des partis de l'ordre de droite et de gauche.

- Il faut que les sociaux-néolibéraux se démarquent de la droite officielle pour que les classes ou couches qu'ils attirent ne soient pas tentés de s'orienter vers la pseudo-gauche et extrême gauche, pire, rompent avec leur idéologie au profit du socialisme.

- Ces couches subordonnées au capitalisme et ses institutions ne sont pas tenues de soutenir leur politique quand elles estiment qu'elle menace leurs intérêts, suprême ingratitude à ne pas confondre avec une velléité d'indépendance. La petite bourgeoisie ou les classes moyennes ainsi que les couches supérieures de la classe ouvrière sont tout au plus indisciplinées. Le pire danger ou scénario serait que leurs intérêts rejoignent ceux du prolétariat et qu'ils constituent un front commun pour combattre le capital et l'UE.

- A défaut de soutien populaire, il faut à ces derniers s'appuyer sur une base sociale suffisamment large à défaut d'être majoritaire pour gouverner, appliquer leur politique réactionnaire et assurer la stabilité des institutions et du régime. Qu'elle leur fasse défaut, et ils se retrouvent priver politiquement des moyens ou du soutien nécessaire pour faire passer leur politique antisociale, ce qui leur interdit pas de passer outre mais présente l'inconvénient de mettre en lumière la véritable nature de leur régime et ses institutions antidémocratiques dès lors affaiblis ou vulnérable car à nus.

- Le consensus qui existe entre le parti de l'ordre et son supplétif social-néolibéral est la pierre angulaire sur laquelle repose la stratégie politique néolibérale. Elle a été conçue sur cette base et ne peut se développer autrement pour les raisons expliquées plus haut, à savoir que cette politique est si réactionnaire qu'elle ne peut être que rejetée par la majorité de la population, il leur faut donc absolument s'appuyer sur une frange assez large des masses expoitées privilégiées au-delà de la petite bourgeoisie pour pouvoir l'imposer à l'ensemble des travailleurs, ce qui montre au passage que le PS attirent uniquement les classes ou couches qui ont lié leur sort à celui du capitalisme ou sa véritable nature de parti bourgeois.

- Quand le traité transatlantique révèle à quel point l'Europe est devenue politiquement ingouvernable - atlantico.fr 19.06

Extrait.

- ...le problème plus particulier à cette nouvelle législature, c'est le pari, raté pour le moment, de Martin Schulz, d'offrir à Jean-Claude Juncker une alliance Parlement-Commission clé en main, fondée sur une majorité stable, dans la ligne du vote qui, associant PPE et S&D (social-démocratie - ndlr), avait permis de valider sa nomination à la présidence de la Commission européenne. Mais l'UE n'est pas l'Allemagne... Ni le PE, que trois Allemands y occupent les postes les plus lourds: Schulz, son président; Klaus Wolle son Secrétaire général; et Manfred Weber â la tête du PPE, plus fort groupe du PE.

Comment expliquer le fait que les cadres des deux formations (S&D et PPE) n'arrivent pas à se faire entendre par leurs bases respectives?

Il faut dire que les dossiers actuellement sur la table, comme le projet du TTIP et son point d'achoppement central qu'est le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, sont particulièrement importants, complexes et clivants. Sur de tels enjeux, les "petits arrangements entre amis", les marchandages et autres renvois d'ascenseur n'ont guère de prise. Dans le cas du TTIP, deux éléments de conjoncture sont venus y relancer la donne: le scandale déclenché en Europe mais aussi aux

Etats-Unis par les révélations des lanceurs d'alerte Snowden, Deltour, et Perrin, a obligé les négociateurs américains et européens à tenir compte d'une montée en puissance des opinions critiques et de faire profil bas. La progression très forte au sud de l'Europe de la gauche radicale, en Grèce, puis en Espagne, ainsi qu'une remontée nette des partis de gauche en Italie et au Portugal sont des éléments qui modifient la perception et le positionnement des forces présentes au sein de chaque grand groupe au Parlement européen. Tout cela contribue à brouiller les cartes et casse la routine des alliances trop convenues, dont certaines se veulent ou se voulaient des rails bien parallèles pour carrière politique bien ordonnée...

Dans quelle mesure cela peut-il nuire à l'institution parlementaire ?

Ce qui nuit à l'institution, c'est précisément le calcul politique avec coup à trois bandes... N'oublions pas que les accords de partage de la présidence du PE entre ses deux plus grands groupes politiques ont été jusqu'à vouloir enjamber une législature vers la suivante, soit une période de dix ans ! Martin Schulz se retrouve finalement prisonnier d'une telle stratégie partagée avec le PPE. Aujourd'hui, face à des dossiers législatifs d'envergure, soumis à des pressions externes, celles des organisations de la société civile comme celles de lobbies puissants, les députés européens font le choix de donner de la voix plus librement.
La démocratie et l'intérêt des citoyens européens pour ces enjeux, qui les concernent tous, ne peuvent qu'y gagner. atlantico.fr 19.06

Conditionnement des masses. La guerre idéologique : Un facteur "primordial" en temps de guerre.

Grille de lecture.

- On a reproduit l'en-tête (Guerres psychologiques) qui précédait le titre de cet article, pour montrer aux lecteurs que notre ennemi mène bien sa guerre sur tous les fronts, y compris psychologique, et qu'on ne fabulait pas en mettant l'accent sur ce facteur qui influe directement et à différents niveaux sur le développement de la lutte des classes et son issue.

- La guerre entre la France et la Prusse a débouché sur la Commune de Paris, et la guerre entre l'Allemagne et la Russie sur la révolution russe de 1917, tandis que la Seconde Guerre mondiale s'est soldée par la révolution chinoise. Trois guerres dont deux mondiales qui à des degrés divers se soldent par une révolution prolétarienne ou l'expropriation des capitalistes, cela leur donne à réfléchir. Le recours à la guerre n'est donc pas sans risque pour l'existence du capitalisme, cet enseignement vaut pour le présent et l'avenir.

- Il faut donc l'aborder dans les meilleures conditions possibles ou la vendre aux masses de telle sorte qu'elles y adhèrent ou s'y engouffrent les yeux fermés, encore faut-il qu'elles soient convaincues de son bien-fondé, et c'est là que les choses se gâtent ou se compliquent de nos jours, car leur propagande de guerre conçue sur la base d'une désinformation permanente se trouve dorénavant contredite ou mise à mal, et leurs véritables intentions pratiquement aussitôt dévoilées en temps réel par le biais des médias alternatifs ou les observations réalisées sur le terrain par des témoins indépendants, ce qui ne leur laisse pas le temps ou la possibilité de réajuster leur argumentation sans avoir à se contredire ouvertement ou avouer eux-mêmes maladroitement le caractère criminel de leur entreprise et leurs véritables objectifs politiques, qui du coup à leur grand dam sont rejetés par la majorité de la population et stope ou freine leurs ambitions guerrières, les force à les justifier grossièrement au nom de valeurs ou principes qu'ils passent par ailleurs leur temps à piétiner, ce qui ne laissera pas indifférent une grande partie des travailleurs qui justement en sont les victimes ou feront rapidement le rapprochement entre la guerre que leur mène la classe dominante à l'intérieur du pays, et celle qu'elle mène en réalité contre d'autres peuples et non pour les soulager de la tyrannie puisqu'elle se destine de leur imposer une pire encore.

- C'est ainsi que l'information ou la diffusion des évènements se produisant aux quatre coins du monde est devenue un facteur capital. Intégré à la propagande contre la classe dominante, il concourt à sa déstabilisation et est à même de mettre en échec les scénarii qu'elle a conçus, sans toutefois à ce stade parvenir à inverser le cours de la situation mondiale favorable au capitalisme.

Cependant ce facteur contribue à la compréhension du monde dans lequel nous vivons chez les travailleurs et l'ensemble de la population, et participe au mûrissement de leur conscience politique. C'est également un puissant outil qui sert leur lutte de classe, dans la mesure où ils sont amenés à comprendre que si les représentants des capitalistes leur mentent ou les trompent sur la situation qui prévaut dans certains pays, il y a lieu de croire qu'ils les bernent également sur la situation réelle qui existe à l'intérieur du pays.

Au bout du compte, cela ne peut qu'alimenter les doutes qu'ils peuvent manifester dans les partis institutionnels, et distendre les liens qu'ils entretenaient avec le régime ou y gagner en indépendance pour mener la lutte de classe sur leur propre terrain.

- S'ils jouent ainsi sur la fibre psychologique des travailleurs, c'est parce qu'ils connaissent les faiblesses de la nature humaine pour ensuite les exploiter. Toute réaction émotionnelle sera le produit du rapport que le sujet entretien avec le monde extérieur (et avec lui-même au même titre puisque sa nature est alliénée) dont il ignore le fonctionnement.

Pour susciter chez lui une émotion déterminée, il suffira de le mettre en présence d'un élément sélectionné pour remplir cette fonction ou qui lui servira de catalyseur ou déclencheur, qu'il intériorisera au même titre qu'une expérience vécue qu'il théorisera ou validera en adoptant le comportement approprié. Que ce catalyseur s'évanouisse suite à la révélation de faits censurés,

tronqués, déformés ou fabriqués de toutes pièces par le camp de la réaction ou de la guerre, et l'émotion qui lui était attachée disparaîtra à son tour. D'où l'acharnement quasi hystérique, frénétique, mieux, fanatique des va-t-en-guerre à se livrer à une manipulation des faits dans des proportions telles que leur cynisme finit par trahir.

Pourquoi ? Mais parce qu'au fil du temps les preuves et témoignages de leurs multiples mensonges ne font que s'accumuler et parvenir aux oreilles des masses, sans qu'ils puissent changer de rhétorique ou palier la faiblesse de leur argumentation qui repose sur un déni ou une imposture. Ils se retrouvent piégés par leurs propres mensonges qu'ils ne peuvent couvrir qu'en recourant à des mensonges encore plus grossiers et ainsi de suite, fuite en avant désespérée qu'ils ne peuvent assumer en partie que lorsqu'ils s'aperçoivent que leur supercherie est éventée. Trop tard en somme, car le plus important c'est qu'au cours de ce processus les travailleurs parviennent par eux-mêmes à se faire leur propre idée de la situation et déjouent les pièges qu'ils leur avaient tendus, cessent d'adhérer à la version officielle, donc gagne en confiance en eux et en indépendance, ce qui leur sera utile pour la suite de leur combat politique.

- Il est navrant, scandaleux même, que les partis dit ouvriers refusent obstinément de mener le combat également sur ce plan, alors qu'il est partie prenante de la lutte des classes. Il faut bien comprendre qu'en refusant de porter à la connaissance des travailleurs ou militants les faits censurés par les médias aux ordres qui contredisent les versions officielles ou l'interprétation frauduleuse de la situation par les représentants de la classe dominante, ils considèrent que leur conditionnement n'a strictement aucune influence sur la lutte des classes et son issue, que finalement la vérité n'a aucune importance, de même que leur niveau de compréhension de la situation, car on peut lutter pour ses droits ou acquis en demeurant parfaitement ignorant du fonctionnement de la société. Un comble direz-vous peut-être, qui s'explique très bien dès lors qu'on n'envisage pas de la changer et qu'on se fixe pour unique objectif de l'améliorer, alors que tout démontre que c'est impossible ou qu'elle est engagée dans un processus inverse que cette logique suicidaire accompagne ou cautionne.

On ne peut pas prétendre sérieusement s'attaquer à la propagande officielle pour affaiblir notre ennemi, sans porter à la connaissance des travailleurs les faits réels qu'ils ignorent, et qui leur serviront à briser l'argumentation des agents du capital sur laquelle repose leur conditionnement. Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que pendant près d'un siècle le mouvement ouvrier n'a cessé de palabrer sur le thème de l'impréparation des masses, la faiblesse de leur conscience politique, leur peu de compréhension de la société et du monde, pour finalement l'abandonner à la classe dominante ! Mais peut-être que ce constat pourrait s'adresser également à nos dirigeants qui ont produit des théories et des stratégies toutes aussi foireuses les unes que les autres à force de s'écarter de la réalité ou de la nier, préférant s'en remettre à celle que la classe dominante leur servait.

Atlantico.fr - Guerres psychologiques.

- Pourquoi (et comment) l'Occident est devenu incapable de gagner une guerre depuis 1945 malgré sa supériorité militaire massive - atlantico.fr

Extrait.

- ...le rôle des opinions est surtout un facteur qui "réduit les marges de manoeuvres" pour reprendre vos termes, plus fortement aujourd'hui car les événements de la guerre (notamment les revers et "effets collatéraux) sont connus plus vite et de façon plus intense (pluralité des médias, chaînes d'information continue,…) qui provoquent un retournement d'une opinion favorable beaucoup plus vite qu'au temps de la guerre d'Algérie ou du Vietnam pour les Etats-Unis.

L'aspect psychologique est aussi un facteur primordial dans une guerre. Un exemple: un attentat à la kalachnikov dans une démocratie occidentale est vécu comme un drame singulier alors que des bombardements lourds en Irak ou en Syrie appartiennent à la banalité. atlantico.fr 19.06

Guerre de classes. La réaction se déchaîne contre le peuple grec.

Dictature du capital contre dictature du prolériat. L'autérité et le diktat de la troïka sont légitime, c'est la démocratie, s'y opposer c'est être voué aux gémonies ou pire encore...

Pour combattre notre ennemi, il faut l'identifier pour commencer, ensuite vaut mieux connaître ses intentions, sa stratégie et son état d'esprit, etc. Là avec cette pourriture finie nous sommes servis, comblés ! On exagère ? Vraiment ?

Dans le premier article des membres influents du PS qualifient le gouvernement grec de "rouges-bruns", fasciste, mais pas celui de Kiev ou de Tel-Aviv ou Washington, Doha, Riad. Dans le second, un journaliste et deux professeurs le traite de "populiste", ce qui revient au même dans leur bouche puisqu'ils font un amalgame entre l'extrême droite et Syriza qu'ils classent à l'extrême gauche.

Et on n'a pas pu reproduire la saloperie du Monde car il est réservé sur Internet aux abonnés de cette feuille de vigne du néolibéralisme. Et dire qu'il y a quelques jours seulement Mélenchon se voyait bien associé à l'un de ces actionnaire, Pigasse !

Bonne lecture et accrochez-vous bien à votre siège.

1- Grèce: ne laissons pas M. Tsipras braquer les banques ! - lesechos.fr

La Grèce n'est pas écrasée par sa dette mais par sa politique économique. Lui céder sur l'ampleur de ses réformes serait encourager les stratégies d'extorsion d'autres Etats.

Le FMI met en oeuvre la solidarité des nations, et même les plus pauvres y contribuent. Il est rarissime de ne pas y honorer ses engagements. Un membre de l'Union européenne, la Grèce, a pourtant rejoint la Zambie comme pays ayant retardé ses échéances ; et elle rejoindra peut être demain le Zimbabwe au ban des nations ayant fait défaut à la solidarité internationale. Cela mérite commentaire, en particulier pour corriger les fables que font circuler les spin doctors de la gauche radicale.

Non, l'euro n'a pas «asservi» les Grecs. Il leur a au contraire donné les moyens de la souveraineté, et leur a permis pendant 15 ans d'endetter à des taux aussi bas que les Allemands un Etat qui avait déjà fait défaut quatre fois en deux siècles. Mais ils ont gaspillé cette chance. Plutôt que de moderniser leur économie pour la rendre compétitive et d'investir dans l'infrastructure d'un Etat, ils ont distribué prébendes et revenus, sans que la productivité ne s'améliore ni que la croissance vienne d'autre chose que de la consommation. Cela a entrainé des déficits budgétaires et des paiements inconnus dans l'histoire en temps de paix: à la veille de la crise, jusqu'à 10% du PIB de déficit budgétaire primaire, hors charge de la dette, jusqu'à 15% de déficit budgétaire total, et de 10 à 20% de déficit des paiements courants.

Les marchés financiers ont commis la faute de financer trop longtemps ces déficits. Leur perte n'a pas été couverte entièrement par les contribuables puisqu'ils ont dû revendre leurs créances au secteur public avec 40 à 50% de décote lors de la restructuration de 2011. On peut débattre de savoir si c'était assez, mais ce n'est pas rien.

Les contribuables européens ne sont pas intervenus seulement pour sauver leurs banques. Si l'argent de la troïka n'avait été utilisé que pour racheter les créances passées, les Grecs, qui n'avaient plus accès au crédit, auraient dû réduire leur déficit primaire de 10% du PIB à zéro non pas en quatre ans, mais en une semaine. La troïka a aussi apporté de l'argent frais pour financer les déficits grecs le temps qu'ils repassent sous contrôle. C'est un effort considérable, de plusieurs dizaines de points de PIB grec, que nous avons fait en sus des aides structurelles, pas pour nos banques, mais pour les Grecs. Et c'est un prêt qui doit être remboursé.

Certes, l'ajustement a été brutal. Pour qu'il le fût moins, il aurait fallu que le contribuable européen apporte encore plus d'argent frais. Et même s'il a ramené dix ans en arrière le revenu grec, il n'a fait que remettre en ligne les dépenses avec les recettes, les salaires avec la productivité, c'est à dire le niveau de vie avec le niveau de développement, sous réserve des aides structurelles consenties par l'Union.

Les comptes étaient en train de s'équilibrer et la croissance de repartir, quand les Grecs ont approuvé le mandat que le gouvernement rouge-brun de M.Tsipras se faisait fort de mener à bien: augmenter les revenus, revenir aux déficits primaires, avant même charge de la dette, et les faire payer par une extorsion d'argent frais européen, par la menace et le chantage. Pour que ce mandat soit clair, les Grecs ont d'ailleurs depuis arrêté de payer leurs impôts, y compris sur le capital, et retiré leur argent des banques, ce qui force la Banque Centrale Européenne à envoyer des liquidités tous les jours. Quant au gouvernement, il ne règle plus aucune facture que les salaires et les retraites, ce qui bloque son économie. Et il attend que les Européens cèdent…

On dit la Grèce écrasée par sa dette. C'est faux. Sa dette est d'un montant nominal très élevé en proportion du PIB, mais elle est restructurée à des taux proches de zéro, et l'essentiel n'est pas dû avant des décennies. Elle n'a payé l'an dernier, en proportion de son PIB, qu'autant que la France et moins que l'Italie. Les créanciers publics ne lui demandent pas de s'acquitter de sa vieille dette, celle de 2011, dont ils savent bien qu'elle ne sera pour l'essentiel pas remboursée de nos vivants. Ils ne lui demandent que de dégager un peu d'excédent pour rendre peu à peu la «new money» ajoutée depuis 2011, en commençant par le FMI, qui est aussi l'argent du Sénégal et du Bengladesh. Ce qui écrase la Grèce, ce n'est pas sa dette, c'est sa politique économique, ses déficits, son économie de rente, l'incapacité de l'Etat à y lever l'impôt.

Ce que veut la Grèce, c'est une «union de transfert» où le montant des transferts n'est décidé ni par le Parlement européen, ni par les Parlements des pays contributeurs, mais par le Parlement grec qui enverrait sa facture tous les ans en fonction de ses besoins. Malgré toute la contribution que les Grecs ont eu à l'invention de la démocratie, ce n'est pas ainsi que marche un système démocratique. Une «union de transfert» ne peut pas être fondée sur le chantage; et même si elle était organisée, elle ne serait pas dans l'intérêt des pays dont le revenu par tête est supérieur à la moyenne, comme la France.

Pour parvenir à ce résultat, l'arme de la Grèce est simple: menacer ses partenaires européens de provoquer une déflagration financière contagieuse qui menace toute l'union monétaire et toute l'économie européenne. C'est là qu'elle surestime sa main. Certes, le maintien de la Grèce en Europe a une valeur stratégique, en particulier dans le contexte de la politique russe actuelle. Certes, la sortie d'un membre de la zone euro, même d'un membre qui n'aurait jamais dû y entrer, serait un mauvais précédent à moyen terme, qui devra nous inciter à renforcer la gouvernance de la zone et la solidarité avec les pays du Sud vertueux. Mais nous ne sommes plus en 2011, et la contagion n'aura pas lieu: les autres pays du Sud vont beaucoup mieux,

la BCE achète massivement leurs obligations, ce qui prévient une spéculation sur leur dette. Et la dette grecque n'est plus connectée au secteur privé, de sorte qu'elle ne peut pas être le Lehman Brothers de la prochaine crise.

Les Européens sont face à un dilemme. Ils ne peuvent pas céder, juste retarder encore un peu le remboursement de la «new money» de 2011 en réduisant les objectifs d'excédent primaire. Mais ils ne vont pas apporter de l'argent frais pour maintenir un déficit primaire de l'Etat grec et soutenir un système de retraite plus généreux en proportion des revenus que celui de tous les autres pays européens. Car le risque de contagion grec n'est plus financier. Il est politique. Le projet Syriza est celui de tous les populistes : c'est celui de Podemos, du mouvement 5 étoiles comme du Front National. La lâcheté, qui peut s'habiller de géopolitique, peut inciter à céder à la Grèce, qui est petite, un PIB inférieur à la quinzième ville chinoise. Mais céder à la Grèce encouragerait des Etats plus importants à élire des gens qui proposent les mêmes stratégies d'extorsion. Cela cela mettrait en danger tout ce que l'Europe a construit depuis 50 ans. On n'obtiendra pas du salarié slovaque qu'il cotise pour que le retraité grec gagne plus que le retraité slovaque…

D'où la tragédie qui se déroule sous nos yeux: M.Tsipras est un braqueur de banque qui menace de tout faire sauter -lui et son peuple avec- sans réaliser que ses otages- les autres pays du Sud - ont été déjà exfiltrés. Bien sur, on négocie avec lui, on lui dit des mots polis, on essaie de le ramener à la raison. Mais il est hors de question qu'il parte avec la caisse. Et c'est tant mieux.

Ne pas céder sera douloureux. Syriza aura le choix entre renier son mandat, ce que cette majorité aura du mal à assumer, ou entraîner son pays dans une spirale mortifère. D'abord, il faudra fermer les banques, comme à Chypre, puisque la faillite de l'Etat grec les rendra insolvables, ce qui privera les pauvres de leurs économies -les autres les ont déjà retirées-, et ramènera l'économie à l'âge du troc. Puis il faudra, tout en laissant circuler les euros, payer fonctionnaires et retraités avec des assignats qui s'échangeront 50% en dessous de leur valeur en euros, ce qui plaira aux théoriciens de la «monnaie commune», mais réduira les revenus des intéressés bien au delà de ce que demande le FMI, pendant que le secteur privé continuera à être payé en euros.

Ou bien on appellera ces assignats «drachmes» et on les fera émettre par une banque centrale à la botte : là, la Grèce sortira vraiment de l'euro. Mais la contrainte se reportera alors de l'équilibre budgétaire sur l'équilibre extérieur. Qui voudra être payé en drachmes ? Et où les Grecs trouveront-ils des devises pour payer les importations puisqu'ils exportent peu, que leur défaut les privera de crédit et que leurs actifs publics à l'étranger seront saisis (comme par exemple les avions d'Olympic airways)? Au bout de cette route, la Grèce devra aussi quitter l'Union, sans doute en échange d'un pourboire humanitaire. Pas seulement parce que c'est ce que disent les Traités. Mais surtout parce que ses voisins auront du mal à tolérer la liberté de circulation des personnes avec un Etat failli, incapable de contrôler ses frontières extérieures; ni celle des marchandises avec une monnaie en dévaluation sauvage.

Cette dégringolade, où qu'elle s'arrête- et il faut espérer que ce soit le plus tôt possible -coûtera bien plus cher à la Grèce que ce que demande le FMI. Son seul intérêt sera de montrer aux peuples ce que donnent les recettes populistes, et ce n'est pas à l'avantage des Grecs, car une fois la spirale engagée, ce ne sera plus l'intérêt des autres pays européens d'amortir la chute. On peut former le souhait que le peuple grec réagira quand il touchera du doigt la catastrophe. Il demandera alors des comptes aux rouges-bruns. Ce jour là, mais ce jour là seulement, il faudra que l'Europe sache être généreuse.

Les Gracques sont un groupe informel d'anciens hauts fonctionnaires socialistes. lesechos.fr 15.06

La démocratie, c'est fini ? Quand la peur du populisme (et des peuples) fait perdre la boussole aux élites européennes - atlantico.fr

Dans un article du Monde, le journaliste Arnaud Leparmentier va jusqu'à défendre une forme de putsch en Grèce pour chasser le gouvernement Syriza du pouvoir, en utilisant une comparaison maladroite avec les coups orchestrés par la CIA en Amérique latine. Un papier qui illustre bien la peur des élites européennes face à la montée des populismes nationaux.

Atlantico : Dans son papier, Arnaud Leparmentier rappelle l'éviction de Silvio Berlusconi et de Georges Papandréou, en 2011, par le "tribunal de l'euro", lequel avait imposé à la tête de l'Italie et de la Grèce, une forme de gouvernement technique et non-élu (respectivement Mario Monti et Loukas Papademos). Il se demande pourquoi ne pas remettre ça à Athènes aujourd'hui. Qu'est-ce qui pousse les élites européennes à avoir tant peur des populismes nationaux qu'elles préfèrent avoir recours à des méthodes antidémocratiques ?

Christophe Bouillaud : Déjà, il faudrait tout de même s'étonner de voir dans les pages du journal créé par Hubert Beuve-Méry de tels propos qui font bien peu de cas de la démocratie grecque. Je ne suis pas sûr qu'évoquer les putschs encouragés par la CIA soit d'un très bon goût pour un éditorial sur un pays qui a connu la "dictature des colonels" jusqu'en 1974. Effectivement, Arnaud Leparmentier laisse entendre que, si le gouvernement actuel ne signe pas maintenant ce que les autres Européens lui demandent, on saura bien s'en débarrasser plus tard, et pas si tard que cela (début juillet). Je dois dire qu'il n'est pas le seul à durcir ses propos. Les Gracques, un groupe d'anciens hauts fonctionnaires "socialistes", a fait publier sur le site des "Echos" le 15 juin un texte au titre plutôt stupéfiant : "Grèce : ne laissons pas M. Tsipras braquer les banques !" (voir ici). Les auteurs

anonymes n'hésitent pas à y parler du "gouvernement rouge-brun" d'Athènes – ce qui constitue pour le moins une exagération, même s'il s'agit effectivement d'une coalition entre Syriza et ANEL (les Grecs indépendants), un parti de droite souverainiste issu d'une scission de Nouvelle Démocratie.

Cette irritation tient à deux choses : d'une part, le gouvernement grec actuel est dominé par une force, Syriza, qui, indéniablement, provient de l'extrême gauche, mêmes si des socialistes grecs se sont ralliés à sa cause ses dernières années : il est impensable pour certains européistes auto-proclamés que des gens d'extrême-gauche puissent gérer un pays. L'article des Gracques le dit explicitement : si le gouvernement Syriza réussit à obtenir quelque chose, tous les autres partis qui ne sont pas dans le "cercle de la raison" pour reprendre l'expression d'Alain Minc (le M5S en Italie, Podemos en Espagne, etc.) vont se sentir pousser des ailes. Il faut donc que le gouvernement Syriza-ANEL échoue. Bref, il y a d'abord un élément idéologique. D'autre part, et c'est plus grave à mon sens, Syriza a sans doute le tort de vouloir dire la vérité nue sur la crise européenne.

Aujourd'hui, la Commission d'enquête instituée par la présidente du Parlement grec a rendu son rapport préliminaire. Il indique que le bail-out de la Grèce en 2010 avait pour but essentiel de sauver les banques, françaises, allemandes, etc. qui avaient trop investis dans les banques grecques et les bons du Trésor grec. Le Ministre de l'économie Varoufakis avait déjà dit de telles choses dans sa vie académique avant de devenir ministre. Elles sont d'ailleurs assez évidentes en dehors de la France. Cependant, cette vérité selon laquelle la Grèce aurait subi tout ce calvaire d'austérité, mal conçue et dès le départ vouée à l'échec selon des documents internes du FMI lui-même, pour couvrir le sauvetage des banques du centre de l'Eurozone via des prêts à la Grèce est inaudible par les autres responsables européens – qui sont, en particulier, Mme Merkel directement responsable de ce choix à l'époque. Cette vérité les exaspère sans doute au plus haut point.

Enfin, si les pays du centre admettaient la thèse grecque, et plus généralement la thèse d'une mauvaise construction de la zone Euro comme cause réelle de la crise des dettes souveraines, ils seraient bien obligés d'endosser leurs propres responsabilités, bien plus grandes que celles des Grecs en réalité. Il faudrait admettre que tout, absolument tout, était pourri dès le départ dans la construction de la zone Euro – comme l'avaient dit d'ailleurs des économistes nord-américains dans les années 1990. En résumé, la vérité n'est pas acceptable, il vaut mieux se débarrasser de celui qui a le tort de la clamer un peu trop fort.

Gérard Bossuat : La question des populismes, reflet soi-disant de la démocratie n'occulte-t-elle pas une autre réalité qui expliquerait les réserves ou les oppositions des "élites européennes" ? Il est tout de même extraordinaire de faire croire que les populismes seraient des modèles d'expression démocratique des peuples. Le populisme dans l'histoire c'est le général Boulanger, Mussolini en 1922, c'est Hitler en 1932-33, ce sont les Ligues dressées contre la République en 1934, c'est Horthy en Hongrie avant la guerre, c'est le poujadisme en France en 1956. Souvent il a frayé avec le fascisme sous toutes ses formes, des plus violentes aux formes rassurantes, officiellement dévoué au peuple. Niant la complexité des situations économiques, il a toujours promis le bonheur gratuit pour le lendemain. Encore aujourd'hui les populismes européens s'en prennent aux étrangers, à l'Etat arbitre, à l'ouverture libérale des frontières et souvent au reste du monde, militant pour le repli sur la nation, chantre de l'exclusion, rêvant de l'autarcie, vouant aux gémonies les institutions internationales ou les efforts faits pour faciliter les échanges commerciaux, érigeant en valeurs suprêmes celles de la nation et niant celles de ses voisins ou celles des minorités installées sur le sol national, ouvrant donc, au pire, la voie vers la ségrégation sociale et culturelle des populations différentes. En quoi les populismes seraient ils en accord avec la grande tradition démocratique des Lumières ? Les « élites européennes" ont en effet peur des populismes, avec raison, si l'on considère les leçons de l'Histoire. Ce qui ne les disculpe pas pour autant de leur responsabilité dans la montée des extrêmes dans l'UE. N'ont-elles pas été sourdes aux attentes des populations abasourdies par la crise financière puis victimes de la crise économique à partir de 2008 ? La réponse aux populismes se trouve dans une Europe protectrice des populations fragilisées et dans un projet enthousiasmant pour tous.

Denis Tillinac : Les élites européennes, les nôtres y compris, ont peur du vote populiste car elles constatent un rejet croissant des institutions européennes. Elles sont paresseuses intellectuellement car elles considèrent que si ces institutions existent c'est qu'elles ont une raison d'être. Personnellement, je suis convaincu que si les institutions européennes sautaient totalement, il ne se passerait rien de fâcheux pour quiconque. Après, il n'empêche que les Grecs vivent au-dessus de leurs moyens. Il y a une montée d'une méfiance vis-à-vis des institutions car les gens ont l'impression qu'elles les dessaisissent, les élites ont donc peur d'une révolte globale des peuples contres les élites européennes. Elles en ont peur parce qu'elles ont bati cette machine à gaz qui fonctionne maintenant à 27 et qui ne sert pas à grand-chose, qui crée des tensions inutiles. Les élites ne peuvent pas accepter le fait que les pays européens puissent vivre en bon voisinage, y compris avec des relations économiques de plus en plus étroites, sans leurs institutions.

Pour ce qui est de "l'imposition" de gouvernements techniques, ce n'est pas vraiment de la responsabilité directe des élites. L'éviction de Berlusconi s'est faite parce que celui-ci a perdu sa majorité. Il ne faut pas trop exagérer l'article d'Arnaud Leparmentier, il a plutôt l'air de dire qu'il y a un moment où l'Europe a quand même envie de dire aux Grecs de s'occuper eux-mêmes de leurs affaires et donc de quitter l'euro. Là où il se trompe c'est quand il imagine qu'une sortie de la Grèce de l'eurogroupe changerait quoique ce soit à la géopolitique, cela ne ferait rien bouger. Après, je pense que la remise en cause des institutions européennes par le peuple est salutaire, mais je pense qu'on ne peut pas laisser indéfiniment filer des dettes à long terme car ce sont les nouvelles générations qui les paieront, ce qui est dangereux.

La construction européenne était, à l'origine, basée sur l'idée d'une fédération d'Etats-nations dans laquelle tout le monde serait égaux. Pourtant aujourd'hui, on voit bien que les tenants du

directoire européen (Allemagne, Commission, BCE **...**) s'en prennent à un plus petit qu'eux (la Grèce) et à son peuple. Quelle est l'origine historique de cette déviation du projet initial ?

Christophe Bouillaud : Normalement, la Communauté économique européenne, puis l'Union européenne, étaient bâties sur l'idée de rompre avec le directoire des grandes nations typique de la politique européenne depuis le Congrès de Vienne (1815). Cela a été inscrit dans les traités européens avec l'idée d'égale dignité et souveraineté des Etats – et en pratique, par exemple, avec l'idée des multiples langues officielles de l'Union européenne correspondant à toutes les langues officielles des Etats membres. En réalité, les historiens de la construction européenne montrent bien que les grands Etats (France, Allemagne, Italie surtout, auquel s'ajoute le Royaume-Uni dans les années 1970) ont joué un rôle moteur dans le processus, même si les politiciens du Benelux ont aussi été importants à l'époque. Il a toujours existé un directoire de fait, sinon de droit, mais, en temps normal, il était dissimulé sous les convenances diplomatiques.

Par contre, les années de crise ont vu le retour en force de rapports de force entre nations sans qu'ils puissent être dissimulés. Les petits pays (Grèce, Portugal, Irlande, Chypre) ont été soumis à un bail-out officiel, les grands pays de faible constitution (Espagne et Italie) ont échappé à cette contrainte d'une mise sous tutelle, mais ils ont fait à peu près ce que les grands Etats de forte constitution leur demandaient, et, quant à la France et à l'Allemagne, tout le monde a été invité à oublier que leurs banques étaient probablement les vraies sources de la crise en cours et surtout que la construction, pour le moins défectueuse de l'euro, se trouve être le résultat à 100% d'un compromis franco-allemand comme les historiens de l'Euro l'ont bien montré. Tout ce retour à la bonne vieille realpolitik des Metternich et Cie a été très caricatural, mais cela se trouve lié à la concentration de la résolution de la crise au sein de l'Eurogroupe, le cénacle intergouvernemental qui réunit les Ministres de l'économie et des finances des Etats de la zone Euro, et au sein du Conseil européen, qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement. Les Etats ont négocié entre eux la sorte de crise, et la Commission européenne n'a joué au final qu'un rôle limité. Barroso n'a jamais osé renverser la table au nom de l'intérêt général de l'Union. Seule la BCE a joué un rôle décisif pour appuyer les grands Etats dans leur politique, tout au moins au départ. On peut même se demander si le déroulement de la crise aurait été vraiment différent si l'Union européenne n'avait pas existé, mais si elle avait été remplacée par une simple zone de libre-échange. Les intérêts des Etats ont donc primé sur toute autre considération collective. Chacun a voulu sauver ses banques à lui, et épargner ses contribuables à lui. C'est tout, et c'est catastrophique pour l'idée européenne qui aurait supposé de traiter les droits et les besoins de tous les citoyens européens avec une égale attention.

Gérard Bossuat : La construction européenne reposait en 1948-50, au temps du Conseil de l'Europe puis du plan Schuman du 9 mai 1950 sur un projet supranational de fédération européenne, et non pas de fédération d'Etats nations que l'on a vu se structurer doctrinalement au temps de Jacques Delors, président de la Commission européenne entre 1985 et 1995. Mais les institutions communautaires de la CECA et de la CEE ou de l'Euratom reposaient bien, comme Jean Monnet l'avait proposé, sur des institutions où les petits pays étaient écoutés et étaient acteurs de l'intégration (plan monétaire européen de 1969, rôle du Benelux).

Les Etats nations conservèrent néanmoins leur influence au sein du Conseil des ministres qui en dernier lieu adoptaient ou non les lois communautaires préparées par la Commission européenne. C'est même Monnet qui en 1972 proposa la création d'un Conseil européen des chefs d'Etats et de gouvernement qui depuis lors a pris beaucoup de place et au sein duquel le jeu des puissances s'est développé . Un directoire existe en effet, informel mais réel composé de la France et de l'Allemagne, parfois aussi de la Grande-Bretagne. Pourquoi ? Parce que rien ne peut se faire sans que les grands Etats n'acceptent les projets élaborés par le Parlement ou par la Commission. La différence de puissance est énorme entre la Grèce et l'Allemagne, a fortiori avec le directoire.

Nous ne sommes donc pas dans un système fédéral. Les intérêts des Etats sont encore les moteurs de l'intégration européenne. Mais cependant le système institutionnel communautaire a des règles régulant aussi les "affrontements", ce qui n'existait pas avant la guerre et quelques secteurs comme la monnaie, l'agriculture, ou le commerce relèvent du fédéralisme. Les participants à l'Union bénéficient, du fait de l'unité de grands avantages, n'en déplaisent aux contempteurs de l'Union, en termes économiques, de recherche, de formation et d'innovation, de sécurité monétaire, de marché commercial, de liberté de déplacement et d'installation, de développement régional. Y a-t-il déviation par rapport au projet initial ? Le projet fédéraliste n'a jamais été appliqué parce que les Etats membres n'ont jamais voulu abdiquer leur souveraineté politique, acceptant certes de partager leur souveraineté dans des domaines importants (la Monnaie), mais limités (la Défense, l'Education restent de leur responsabilité).

En retour, les pays membres doivent respecter les décisions prises en commun, librement débattues en Conseil comme l'équilibre des finances publiques (les critères de Copenhague) ou la liberté de circulation et d'installation dans l'Union. La Grèce n'a pas respecté les engagements de stabilisation budgétaire. Elle a bénéficié depuis 2008 d'une aide considérable de la part de l'UE. On ne peut pas dire que le "directoire" lui impose des obligations qui seraient inouïes, on ne peut pas dire non plus que la Grèce et son peuple n'ont pas fait d'efforts de stabilisation qui représentent une véritable austérité. Le conflit entre BCE, FMI (qui n'a rien à voir avec l'UE), Allemagne et Grèce se nourrit de ressentiment et de peurs avivés par les négociations interminables entre la Grèce et les institutions financières sur de nouveaux engagements.

Denis Tillinac : Selon moi le projet a d'abord été dévoyé premièrement par l'agrandissement, deuxièmement par l'augmentation des prérogatives que s'est arangée l'Union, troisième par la création d'une banque centrale, quatrièmement par la création d'un tribunal européen. On arrive aujourd'hui à une sorte de monstre politicoinstitutionnel dont les élites n'imaginent pas qu'on

puisse se défaire, et qui suscite un rejet croissant. Je crois que ce rejet n'est pas malsain, ce qui est malsain est la façon dont les élites continuent de le nier.

L'Europe est une invention de certains milieux sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens, donc des milieux supranationaux, le tout sous parapluie nucléaire et du plan Marshall américain. Tout cela a été inventé pour éviter une extension du bloc soviétique qui nous menaçait, et pour nulle autre raison. Aujourd'hui l'URSS et le communisme mondial n'existe plus, donc la pertinence du projet commence à être douteuse. Il y a donc un doute, De Gaulle a accepté non pas les institutions européennes telles qu'on les connaît, il les aurait sans doute refusé, il a accepté d'entériner le traité de Rome et son marché commun en se disant que la PAC financerait l'agriculture française. Maintenant les choses ont changé, il y a une génération nouvelle au pouvoir en Allemagne qui ne veut plus que l'on se réfère au fantôme d'Hitler. Partant de cela, je pense que tout cela est trop petit et arrive trop tard, que l'Europe n'a plus de sens. Pour moi ce n'est pas l'Europe qui a garanti la paix sur le continent mais le parapluie nucléaire américain et l'équilibre de la terreur. La preuve : il est apparu antérieurement aux institutions européennes qui représentent une forme de processus continu de construction d'une usine à gaz. Aujourd'hui en France, il n'y a plus un corps de métier qui ne subit pas de dommages, ici ou là, induit par les règles européennes. Dans l'inconscient populaire l'UE ôte aujourd'hui la souveraineté aux pays et génère des tensions et des blocages, des freins à l'embauche et à la croissance. Il y a donc une réflexion à mener sur la pertinence même des institutions européennes, on n'y échappera pas éternellement. Le cas grec est un symptôme, même s'ils ne peuvent exiger le respect de leur souveraineté et de leur démocratie tout en tendant la gamelle tous les matins.

Jean-Luc Sauron : Trois questions émergent du débat actuel sur la crise grecque:

La première est la remise en cause du principe sur lequel repose la construction de l'Union : l'égalité de droit entre les Etats membres. La première réaction de bon sens est de refuser que Malte pèse le même poids que la France ou Chypre le même poids que l'Allemagne. Mais la construction de l'Union est très souvent contreintuitive, voire paradoxale. Le principe d'égalité de droit entre Etats membres est la pierre d'angle de notre Union. Ce principe interdit le retour aux rapports de forces entre Etats, rapports de force qui ont conduit les Européens à passer d'acteurs à spectateurs du jeu international. La tentation est grande aujourd'hui pour certains Etats d'aller courir seuls l'aventure de la mondialisation, comme la Grande-Bretagne qui s'espère comme le "Singapour de l'Europe". Les grands Etats européens n'arrivent plus à se sortir de leurs passés impériaux, de puissance coloniale ou de puissance tout court. Son passé écrase l'Europe et l'empêche de devenir adulte. Il faudrait un projet commun tournée vers l'avenir. Nous devrions être Prométhée nous ne somme que Sisyphe !La deuxième est une question qui hante tous les peuples européens : à quoi sert mon vote ? Ai-je encore un pouvoir collectif par le biais de mes représentants ? Tous nos esprits forts peuvent se moquer des Grecs et de leur refus de continuer à se voir imposer leurs choix les plus importants par des puissances étrangères, voire des institutions "non élus " au sens que l'élection a dans chacun de nos Etats européens. Reconnaissons que c'est la généralisation de la théorie allemande inventée sous la République de Weimar : l'ordolibéralisme, c'est-à-dire l'idée que les décisions économiques peuvent être douloureuses sur le court terme et qu'il faut donner à des instances non élues (BCE, FMI, Commission européenne) le pouvoir de prendre des mesures impopulaires contre l'opinion de la population concernée. Bien sûr ce mandat leur est confié par des représentants élus démocratiquement mais qui s'interdisent de céder aux sirènes électorales en plaçant les règles de l'ordolibéralisme dans un cadre difficile à changer (par exemple en constitutionalisant la règle d'or, c'est-à-dire en plaçant au coeur du contrat social l'équilibre budgétaire).

Les Grecs nous ouvrent les yeux sur une interrogation majeure : quel est le rôle des gouvernements nationaux et des représentants élus par tel ou tel peuple dans la zone euro en 2015. Je suis convaincu que l'enjeu majeur pour les futures élections européennes sera dans chacun des Etats membres (par exemple en France 2017) le sens du vote. Mon vote est-il encore signifiant ? Demain, si le Grexit surgit au coin de réunions chaotique, les électeurs grecs auront, eux, la réponse et elle sera négative.La troisième est celle du temps démocratique. Insensiblement, l'idée se répand que les décisions à prendre sont comme empêchées par les délais et par les débats. Le temps est une valeur démocratique par excellence. Nos enfants ont besoin de temps pour s'épanouir et devenir des adultes. Nos sociétés ont besoin de temps pour réfléchir et se projeter. Au début de la crise grecque, le premier communiqué du premier Conseil européen sur la Grèce en mai 2009 avait mentionné que la crise grecque serait résolue en septembre 2009. En dehors d'endormir les électeurs à la veille des vacances d'été 2009, à quoi pouvait bien correspondre ce texte ? La crise qui secoue le continent européen est une crise du temps démocratique. Prenons le temps de faire des constats exacts et de construire avec les élus et leurs électeurs la remise en ordre de l'économie européenne. Les chantiers sont nombreux : une économie qui intègre les contraintes environnementales, préparer l'avenir en investissant massivement sur les jeunes, les chercheurs, les créateurs.Au lieu de cela que voyons-nous ? Une gigantesque braderie des biens européens: les Chinois achètent les ports, les Américains autres choses et les pays du Golfe tout et n'importe quoi . Pourquoi ? Parce qu'il faut rembourser bien fait, vite fait. Donc deux solutions expédientes : des privatisations qui cassent les prix; et des baisses des dépenses au préjudice de populations fragiles (les retraités et les jeunes). Voilà, je pourrais continuer, mais mon sentiment c'est que le populisme ne pose pas les bonnes questions et n'apportent pas les bonnes réponses. Le populisme n'est que la projection caricaturale de la pensée magique en politique : des solutions simples à des problèmes compliqués qui demandent du temps pour être analysés et traités. Mais cela, une société qui fait de la politique spectacle en visant le 20 heures ne peut pas l'entendre.

Ce weekend le vice-chancelier allemand a affirmé qu'il n'était "pas question de payer pour les promesses d'un gouvernement à moitié communiste". Son avis ne change pourtant rien au fait que Syriza ait été élu par le peuple grec. En quoi cette attitude illustre-t-elle une dérive dans la vision qu'ont les élites européennes de la démocratie ?

Christophe Bouillaud : Oui, bien sûr, le gouvernement grec actuel est clairement légitime du point de vue de la démocratie représentative. Personne ne le conteste d'ailleurs. La remarque du vice-chancelier est assez logique de la part d'un social-démocrate allemand, dont les ancêtres politiques fusillaient les spartakistes allemands en 1919, et qui n'a pas voulu de coalition au niveau national avec die Linke, les alliés allemands de Syriza. Un socialdémocrate allemand classique déteste tout ce qui se situe à sa gauche, même si Syriza n'est pas du tout communiste au sens grec du terme, puisque le KKE, les communistes grecs, sont dans l'opposition au gouvernement actuel, et même si le programme de Syriza est loin d'être révolutionnaire. Les promesses du "gouvernement à moitié communiste" sont en fait réduites à l'heure actuelle au simple bon sens si on veut relancer un peu l'économie grecque : ne pas augmenter encore la TVA, et ne pas réduire encore les retraites. C'est un peu le minimum si on veut relancer la consommation en Grèce – ou alors est-ce qu'on miserait sur une consommation zéro en Grèce pour avoir une balance des paiements surexcédentaire ? Plus sérieusement, cette déclaration du vice-chancelier allemand se comprend surtout comme un rappel vis-à-vis de l'opinion publique allemande : le SPD n'est pas pour solliciter le contribuable allemand pour soutenir des "étrangers", en l'occurrence les Grecs, et en plus des gens ayant élu un gouvernement communiste ou peu s'en faut. La concurrence avec la droite d'A. Merkel joue pleinement ici, en dépit même du fait qu'en Allemagne aussi les gens informés savent que ce ne sont pas les Grecs qu'il fallait sauver en 2010, mais les banques allemandes. Cependant un vice-chancelier allemand se doit de rejeter toute la faute sur ces non-électeurs que sont pour lui les Grecs.

Gérard Bossuat : Les paroles du vice chancelier allemand trahissent la tension, les rancoeurs, les déceptions réciproques nées d'une situation bloquée. Si Syriza a été démocratiquement conduit au pouvoir par les électeurs grecs, on ne peut pas pour autant faire fi des engagements internationaux du pays qui l'engagent au-delà d'une élection sauf à quitter l'UE et à renier les traités qu'elle a signés. Il reste aux élites européennes, incarnées improprement par le vice chancelier allemand, à négocier au plus fin avec un partenaire grec déterminé lui aussi.

On ne peut pas dire non plus que les "élites européennes", dans ce cas de figure, méprisent la démocratie. Le vote grec n'engage que les Grecs, pas les autres Européens. Le résultat du vote grec, pas plus que les autres votes, ne s'impose aux pays membres de l'UE. Il est une position de négociation pour le gouvernement grec. Il donne une indication précise sur les aspirations des Grecs. Il est sans doute vrai aussi que la Grèce compte moins dans l'Union que d'autres pays et qu'elle ne peut pas, par son propre poids, imposer ses solutions. La sagesse des autres partenaires serait néanmoins de ménager la Grèce pour ne pas faire plus de mal encore au projet d'unité européenne dont tous les peuples ont besoin alors que les menaces extérieures grondent.

La question est donc maintenant de savoir si le cas grec est isolé ou non. Podemos en Espagne semble se développer, les populismes se répandent en Italie, en France, en Grande-Bretagne, au Danemark, en Hongrie, en Slovaquie, en République tchèque. Quelle réponse apporter à l'inquiétude des peuples qui ne soit pas celle du repli et de la méfiance ? Comment insuffler de la confiance aux peuples d'Europe pour tuer les réponses démagogiques des populismes ? Il reste aux élites européennes à entendre la voix des peuples, car nous pensons que l'enthousiasme pour l'idée européenne ne peut pas remplacer la solidarité économique et sociale assise sur un grand projet de développement alternatif créateur de bien-être.

Denis Tillinac : Syriza a été élu souverainement, c'est un fait et donc un symptôme de ce rejet des institutions européennes. Maintenant il faut que les Grecs soient cohérents et quittent l'Europe, je pense qu'ils auraient plus de dignité à le faire, que chaque Grec mette la main à la poche pour rembourser. Selon moi ils ne peuvent mener ce chantage en mettant en avant leur dignité tout en tendant leur sébile, en racontant quelque chose à Bruxelles le matin, et quelque chose à leur peuple par démagogie le soir. Cela ne va pas, ce n'est pas convenable. Je ne vois donc pas pourquoi les Allemands auraient envie de payer éternellement, la population a assez de problèmes pour envisager son avenir à moyen-terme, je comprends qu'ils trouvent que ça suffit. Reste que le vrai problème demeure la pertinence des institutions. Après, je suis convaincu qu'un vrai débat va s'ouvrir avec le référendum en Grande-Bretagne. Si les Britanniques décident de quitter l'UE, cela entraînera une logique en cascade, et nous serons bien obligés de réduire l'UE à des choses de bon sens, comme les conglomérats industriels européens (Airbus, Concorde etc), l'harmonisation de la fiscalité et du droit social etc. Des choses pour lesquelles nous n'avons pas besoin de la Commission. Grosso-modo l'Europe se situe là où il y avait des monastères catholiques, l'UE ne veut même pas inscrire ça dans les textes, donc l'idée n'a pas vraiment de consistance.

En élisant Syriza, le peuple grec a voulu envoyer un message fort aux élites européennes et reprendre en main les rennes du pays. L'attitude de ces élites montre bien que le message n'a pas été reçu. Quelles conséquences sur l'Europe peuvent avoir ce cercle vicieux ?

Christophe Bouillaud : Plutôt graves. Soit finalement le scénario d'A. Leparmentier ou des Gracques se réalise : d'une façon ou d'une autre, les autres gouvernements européens se débarrassent du gouvernement actuel et mettent à sa place un gouvernement chargé d'appliquer ce qu'ils veulent : "la Grèce paiera", comme disait Poincaré dans les années 1920 à propos des réparations allemandes, on sait où ce genre d'humiliations mènent un pays ; dans ce cas-là, cela montrera d'abord que, dans un petit Etat débiteur, les élections sont devenues en réalité inutiles, et que la démocratie comme possibilité de choix y est suspendue sine die. Cela va faire réfléchir beaucoup de monde sur sa stratégie politique, et cela renforcera les partisans d'une sortie de l'Euro, voire d'une voie violente face à l'UE. Soit, à l'inverse, le gouvernement Syriza-Anel décide de ne pas céder parce que sa base politique ne le veut pas, et cela entraine dans quelques semaines ou mois la Grèce en dehors de la zone Euro, et, là, c'est tout le projet européen qui commence à s'écrouler. La discussion sur cette sortie de la Grèce de la zone Euro fera

ressortir trop de choses, elle donnera lieu à trop de retours sur le passé. Il faut dire que le défaut grec laisserait une addition salée aux contribuables français, allemands, italiens, etc., et, là, les gouvernements auront du mal à rejeter toute la faute sur les Grecs. Et ce n'est pas en saisissant les avions d'Olympic Airways, que l'on va se rembourser… Il faut donc espérer qu'au dernier moment les autres Européens laisseront une chance au gouvernement Syriza-ANEL de redresser la Grèce à son idée. Il est d'ailleurs probable que cette issue heureuse soit due aux pressions américaines, car les Etats-Unis ont besoin d'une Grèce stable face à un Moyen- Orient en pleine déstabilisation. Mais là encore cela sera de la realpolitik, et pas de la solidarité occidentale…

Denis Tillinac : Il faut d'abord dire que le message de Syriza était ambigu, il affirmait le rejet de la politique d'austérité sous peine de ne pas rembourser la dette tout en demandant quand toujours des subventions de la BCE et du FMI. C'est donc contradictoire. Pour le moment la seule conséquence sera la sortie de la Grèce de la zone euro, puis rien. On aura des Unes alarmistes des médias pendant trois jours puis ils passeront à autre chose car rien ne se passera.

Aujourd'hui quelles solutions peut-on imaginer pour sortir de cette défiance entre les tenants du pouvoir européen et les gouvernements populistes issus des suffrages nationaux ?

Christophe Bouillaud : A ce stade, les solutions ne sont pas évidentes. Déjà, les tenants du pouvoir européen devraient laisser jouer le principe de subsidiarité en permettant aux éventuels gouvernements populistes de suivre leurs idées. Un gouvernement populiste est d'abord un gouvernement qui amène de la nouveauté, et c'est rarement par hasard que ces gouvernements l'emportent. La victoire de Syriza en 2015 vient après une courte défaite en 2012. Elle n'aurait pas eu lieu si la Grèce s'était redressée vraiment entre les deux élections. La démocratie représentative reste la meilleure façon de signaler que les choses ne vont pas dans un pays. Il faut laisser ce mécanisme fonctionner à plein. Par ailleurs, il faut absolument favoriser la relance dans toute l'Union européenne, en allant sans doute au-delà de l'instrument monétaire. Enfin, il faut en revenir à la lettre et à l'esprit des Traités : l'Union européenne doit favoriser le progrès social et humain de tous ses citoyens, y compris de ceux des Etats périphériques. Bien sûr, toutes ces idées sont à ce stade des voeux pieux, mais je vois mal comment l'UE pourra survivre à terme sans reconquérir les esprits et les coeurs de ses habitants.

Gérard Bossuat : Il n'y a pas d'entente possible sur ces bases. Les populismes nient l'intérêt d'avoir une unité européenne. Leur programme est irréalisable. Néanmoins ces manifestations de colère populaire doivent être prises en considération. L'Union européenne, les "élites européennes" démocratiquement élues ont la responsabilité d'abandonner la langue de bois des institutions européennes, de s'entendre sur un projet de développement respectant les nouvelles aspirations à une économie alternative, verte, durable, respectueuse de l'environnement , et sur un projet social révolutionnaire au service de la formation des hommes et des femmes de l'espace européen, en faveur de la réduction des inégalités, capable aussi de contribuer à la sécurité des relations internationales. La COP 21 de Paris leur donne l'opportunité d'offrir aux Européens de l'Union un objectif politique qui ira au-delà de l'équilibre budgétaire de l'Union. Ça s'appelle aussi apporter un supplément d'âme.

Denis Tillinac : Pour le moment, bien que les populistes gagnent du terrain en Europe, ils ne sont pas encore au pouvoir, à part en Grèce. La solution serait une remise à plat du sens et de la mission des institutions européennes. On n'y échappera pas de toute façon. Cela pourrait être lancé par les résultats du référendum britannique de l'an prochain, et amplifié par les désordres consécutifs aux flux migratoires qui iront en s'amplifiant. atlantico.fr 19.06

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. On vous en supplie : Sauvez l'UE !

- Appel de 50 personnalités à Hollande pour que la France soit "aux côtés du peuple grec" - AFP

Cinquante personnalités politiques et du monde associatif, dont Pierre Laurent (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PG), Eva Joly (EELV) et des parlementaires socialistes lancent un "appel au président de la République" pour qu'il prenne "une initiative politique de nature à débloquer les négociations entre l'Eurogroupe et les autorités grecques".

"La crise grecque s'exacerbe de façon alarmante. Chaque jour qui passe peut, soit nous rapprocher d'un accord utile à toute l'Europe, soit d'une rupture dont personne ne peut prévoir les conséquences. L'intransigeance des principaux dirigeants européens peut nous conduire alors au bord de l'abîme. Il est aussi vital que pressant de sortir de ce piège. Le moment est crucial", écrivent ces personnalités dans Libération vendredi.

Une délégation de ces signataires sera reçue à l'Elysée lundi à 18H, a affirmé à l'AFP le PCF. AFP 19.06

Ne vient-il pas d'utiliser le 49.3 pour imposer la même politique que celle de la troïka en Grèce ? Ils légitiment Hollande et son gouvernement, cautionnent sa politique au passage.

En complément. En famille.

- Environnement: "Habemus Papam ecologicum", EELV salue l'encyclique du pape - AFP

Le temps libre est un "dogme" ou vivre pour travailler.

- Taubira "rêve" des 32 heures, Valls appelle à "sortir des dogmes" - AFP

Manuel Valls a appelé vendredi le gouvernement à être « pragmatique » et à « sortir des dogmes » après les déclarations de la garde des Sceaux Christiane Taubira, qui a dit rêver « d'un monde où on peut travailler 32 heures ».

Interrogée par RMC et BFMTV à propos du travail dominical, Christiane Taubira a notamment répondu : « je rêve d'un monde où on ne travaille pas le dimanche, où le samedi et le dimanche on ne travaille pas. Je rêve d'un monde où on peut travailler 32 heures ».

"J'estime que l'idéal, c'est que les gens puissent travailler 32 heures dans une semaine. Pour avoir du temps pour se consacrer aux autres dans des associations. Pour avoir le temps d'aller au musée, pour avoir le temps quand c'est possible d'aller sur la plage, de déambuler, de marcher, de parler à ses voisins, d'aller en librairie, au cinéma, au théâtre, etc. Voilà la société dont on peut rêver", a développé la Garde des Sceaux.

Interrogé sur cette déclaration lors de sa visite du salon aéronautique du Bourget, Manuel Valls a répondu: "vous savez, aujourd'hui, il y a un temps de travail qui existe. Il y a les 35 heures mais le temps effectif est de 39 heures. Les Français, ce qu'ils veulent aujourd'hui, c'est du boulot".

"Le travail, c'est une valeur. Le mérite, c'est une valeur. Et l'engagement que les Français attendent aujourd'hui pour leurs enfants et leurs petits-enfants, c'est une bonne formation pour avoir demain un bon travail. Soyons pragmatiques, sortons des dogmes, engageons nous pour la croissance et le travail pour notre pays. C'est mon action", a poursuivi le Premier ministre.
AFP 19.06

Escalade. Propagande et déstabilisation de la Russie.

Les médias français en pointe.

- L'économie russe est « au milieu de la tempête », selon Alexeï Koudrine - LeMonde.fr

L'ancien ministre russe des finances plaide pour une élection présidentielle anticipée dans son pays et regrette le climat de défiance avec les Occidentaux. LeMonde.fr 19.06

- Forum économique de St-Pétersbourg : plus de politique que de business Libération.fr - Liberation.fr

Touchée par les sanctions, la Russie veut montrer qu'elle s'en sort et qu'elle a des amis dans le monde. Liberation.fr 19.06

De la polémique à la menace, des sanctions à l'affrontement.

- Saisie d'avoirs russes: "Nous allons défendre nos intérêts", dit Poutine AFP

La Russie "va défendre ses intérêts" face à la saisie d'avoirs russes en France et en Belgique, a déclaré vendredi le président, Vladimir Poutine, lors d'une rencontre avec des journalistes étrangers en marge du Forum économique de Saint-Pétersbourg.

"Nous allons défendre nos intérêts par voie de justice. Notre position est claire: la Russie ne reconnait pas l'autorité de ce tribunal", a poursuivi M. Poutine en faisant allusion à la Cour d'arbitrage de La Haye, qui a condamné Moscou en 2014 à verser une indemnité de 50 milliards de dollars (37 milliards d'euros) aux actionnaires de la compagnie pétrolière Ioukos de l'oligarque et opposant au Kremlin Mikhaïl Khodorkovski.

Des actifs de l'Etat russe en France et en Belgique ont été gelés à la demande des ex-actionnaires de Ioukos dans le cadre d'une procédure de compensation de son démantèlement contesté. La Cour avait condamné l'Etat russe pour avoir orchestré le démantèlement de Ioukos, ancien numéro un du pétrole en Russie, pour des raisons politiques

"Les lois françaises et belges nous permettent de geler les actifs qu'on peut identifier comme appartenant à la Fédération de Russie", a déclaré à l'AFP Tim Osborne, directeur exécutif de la GML, la holding représentant l'ancien actionnaire majoritaire

de Ioukos.

Au total, en France, des comptes dans une quarantaine de banques ont été gelés ainsi que "huit ou neuf immeubles", a-t-il affirmé, précisant qu'il s'agissait d'"actifs gouvernementaux et non diplomatiques".

"Des procédures sont également déjà en cours en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et d'autres vont suivre dans d'autres pays", a poursuivi Tim Osborne.

En Belgique, parmi les comptes russes gelés figurent notamment ceux de l'ambassade de Russie et des représentations permanentes de la Russie auprès de l'UE et de l'Otan à Bruxelles, a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères.

La Russie a menacé vendredi de représailles tout pays qui oserait toucher à ses avoirs à l'étranger: "ceux qui s'aventureraient à faire ça doivent comprendre qu'il y aura des mesures de rétorsion", a prévenu vendredi le vice-ministre des Affaires étrangères, Vassili Nebenzia.

Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a souligné que Moscou prendrait des mesures équivalentes à celles appliquées dans les pays occidentaux, estimant qu'il s'agissait là de "la seule façon (pour Moscou) d'agir sur la scène internationale". AFP 19.06

La menace militaire.

- L'OTAN menace, encore, la Russie - french.irib.ir

"Cette Alliance a déployé le plus grand nombre de forces, depuis la fin de la guerre froide, pour faire face au maximalisme de la Russie", a annoncé Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN.

«L'OTAN est confrontée à un nouveau climat sécuritaire, dû à la violence, aux troubles et à l'instabilité, en Irak, en Syrie et en Afrique du Nord. D'autres facteurs, comme l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée, par la Russie, et l'instabilité, en Ukraine, sont impliqués dans la formation de ce nouveau climat, ce qui a amené l'OTAN à réagir. Cette Alliance renforcera sa défense collective, au niveau le plus élevé, depuis la fin de la guerre froide», a affirmé Jens Stoltenberg, en Pologne, où il assistait aux premières manœuvres des forces de réaction rapide de l'OTAN, en se félicitant de l'efficacité de ces forces.

Environ, 2.100 militaires, venus de la Belgique, de la République tchèque, de l'Allemagne, de la Pologne, de la Lituanie, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Pologne et des Etats-Unis, participent à ces exercices.

Ces exercices devront mettre à l'épreuve le fonctionnement des forces de réaction rapide de l'OTAN. Cette force a été créée, en septembre 2014, pour les dirigeants de cette Alliance.

«Si l'OTAN représente une menace, pour la Russie, Moscou lui donnera une réponse cinglante», a affirmé Vladimir Poutine, le Président russe, en réaction aux agissements militaires de l'OTAN, en Europe de l'Est, et à proximité des frontières occidentales de la Russie.

«Si un pays représente une menace, pour le territoire russe, nous devrons envoyer nos forces armées vers les lieux qui sont menacés et y utiliser notre nouvelle force d'offensive. En cas de menace, par les pays voisins, la Russie devra donner une réponse appropriée et appliquer sa politique défensive, de manière à neutraliser les menaces», a affirmé Poutine.

Les déclarations de Poutine sont intervenues, après que le "New York Times" eut fait part, samedi, du déploiement d'équipements militaires et de plus de 5.000 militaires américains, dans les pays baltes.

"Le département américain à la Défense a l'intention de déployer et de stocker des armes, en Europe de l'Est, et dans la région de la mer Baltique, dans le cadre de mesures de dissuasion, face à l'agressivité de la Russie", a écrit ce quotidien.

"En cas de l'adoption de ce plan, ce sera, pour la première fois, depuis la guerre froide, que les Etats-Unis déploient, massivement, en Europe de l'Est, chez les nouveaux membres de l'OTAN, qui, par le passé, étaient sous la domination de l'ex-URSSS", a poursuivi le "New York Times", citant les autorités américaines et des pays alliés de Washington.

Le ministère russe de la Défense a qualifié cette démarche, d'acte le plus hostile des Etats-Unis, depuis la fin de la guerre froide. Et ce, alors que le président russe a espéré qu'avec la mise en œuvre du plan de développement des forces armées russes, l'armée de ce pays sera équipée, à 70%, d'armes sophistiquées, dans les 5 prochaines années. french.irib.ir 19.06

Voilà qui devrait les exaspérer un peu plus.

- Moscou et Athènes signent une note d'entente gazière - french.irib.ir

Le ministre de l'Energie grec, Panagiotis Lafazanis, et son homologue russe, Alexandre Novak, ont signé vendredi 19 juin un accord qui prévoit la construction d'un gazoduc russe en Grèce entre 2016 et 2019.

Après des mois de discussion, Athènes et Moscou ont signé vendredi 19 juin, à Saint-Pétersbourg, un accord sur la construction d'un gazoduc russe en Grèce. Ce gazoduc prévu entre la Russie et la Grèce, est destiné à contourner l'Ukraine, pour l'acheminement du gaz vers l'Europe.

Pour le ministre grec de l'Energie, Panagiotis Lafazanis, il s'agit d'un chantier de deux milliards de dollars, avec de nombreux emplois à la clef. Mais ce projet, conclu au lendemain de l'impasse des négociations du gouvernement grec avec ses créanciers, constitue un double camouflet pour les Occidentaux qui s'inquiètent d'une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro. french.irib.ir 19.06

En complément. La stratégie mondiale du chaos.

- Un sociologue grec juge son pays "inapte à la survie" hors de l'euro - Le Huffington Post

- Une commission parle de 60 prisonniers politiques à Cuba - Reuters

- Hausse de 81% du nombre de tués dans le monde dans des attentats en 2014 - 20minutes.fr

- Le massacre de chiens qui révolte le Web - LeMonde.fr

- Des enfants violés, châtrés, jetés dans des flammes au Soudan du Sud - AFP

- Kristian Thulesen Dahl le populiste, vrai vainqueur des législatives danoises - Libération.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Antisocial.

- Insee : accélération de la croissance, sans baisse du chômage - Public Sénat

C'est conforme au dogme néolibéral américain en somme.

- Toulouse : la fin de la cantine gratuite provoque la polémique - Francetv info

La décision de la mairie, confrontée aux baisses de dotations de l'État, choque les parents d'élèves. Francetv info 19.06

Coup de force des féministes !

- Fleury-Mérogis: Une femme aux commandes de la plus grande prison d'Europe - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

1 - Fin des négociations de paix du Yémen à Genève - french.irib.ir

Le Ministre des Droits de l'Homme yéménite a annoncé que les négociations de paix entre les deux délégations de Riyad et de Sanaa avaient pris fin à Genève.

Ces négociations n'ont pas abouti à aucun accord, ajoute la même source. La délégation de Sanaa n'a pas accepté le texte de l'accord rédigé par l'ONU, car ce texte reposait sur la résolution 2216 du Conseil de sécurité. « Au départ, on nous a donné le texte de l'accord final et nous attendions qu'on en discute. Mais d'un coup, on nous a donné un autre texte avec un autre teneur qui élaborait des conditions différentes », a déclaré à la chaîne Al-Mayadeen, Adel Shodja', membre de la délégation de Sanaa qui inclut les partis yéménites dont Ansarallah. «

Ce texte en sept articles était rédigé de sorte à légitimer l'Arabie saoudite au Yémen ; en outre, les délégations européennes nous menaçaient, en avertissant que nous devrions, soit, accepter cet accord, soit en attendre les conséquences », précise ce membre de la délégation de Sanaa. « Ils veulent que l'armée et les forces populaires se retirent des villes, alors que les bombardements se poursuivent toujours ; demain dès que nous aurons repris nos passeports, nous quitterons Genève », a ajouté ce négociateur yéménite. french.irib.ir 19.06

2- Yémen: deux nouvelles bases militaires saoudiennes tombent - french.irib.ir

L'armée et les forces populaires yéménites ont attaqué deux bases militaires de l'Arabie saoudite, sur les frontières communes.

Selon la chaîne de télévision yéménite, Al-Massira, l'armée et les forces populaires ont lancé une attaque contre la base militaire d'Al-Mabkhara, dans la région d'Al-Taval, à Jizan, au Sud de l'Arabie.

De même, les forces populaires yéménites ont visé, par missiles, les positions d'artillerie saoudiennes, dans la région de Saala, toujours, à Jizan. La même source a fait état, jeudi soir, d'une frappe des chasseurs saoudiens contre la région de Razeh, dans la province de Saada, au Nord du Yémen. Au cours de leurs raids, les chasseurs de l'ennemi ont bombardé une maison, dans le quartier de Bani Moein.

Les avions de combats saoudiens ont, aussi, largué des bombes à fragmentation, dans la région d'Al-Marzaq, au Nord-Ouest du Yémen.

Par ailleurs, les sources yéménites ont rapporté que les chasseurs saoudiens ont marqué le premier jour du mois de Ramadan par une nouvelle tuerie, au Yémen, en visant, à Lahejau, au Sud du pays, les bus transportant des familles déplacées. Pas moins de 23 personnes ont trouvé la mort. french.irib.ir 19.06

Haut de page

Le 21 juin 2015

CAUSERIE

Heureusement que tous les partis dit de gauche et d'extrême gauche, des organisations, associations, syndicalistes, etc. s'étaient mobilisés en soutien au peuple grec, quelle honte, quelle image épouvantable du mouvement ouvrier, à croire qu'ils ne sont même plus capables de mobiliser leurs propres troupes.

Après cela qu'on ne vienne pas nous opposer leur légitimité comme argument à nos critiques, trop facile, démagogique, un peu de sérieux.

On connaît depuis longtemps la méthode qui consiste à lancer un mot d'ordre ou un appel en direction des travailleurs, qui ensuite ne feront pas l'objet d'une mobilisation de leurs instances et militants, pour finalement constater que la participation avait été faible et renvoyant la faute sur les travailleurs. Leur objectif consiste à faire croire que de leur côté ils avaient fait leur boulot alors qu'il n'en est rien, et accuser sous la forme de sous-entendus dégueulasses les travailleurs d'être responsable de leur échec. Cela vaut principalement pour le Front de gauche et les syndicats.

Les partis à l'initiative de cet appel avaient fait en sorte de lier le sort du peuple grec à celui de l'UE, ce qui pour nous était totalement inacceptable évidemment, autrement dit il consistait à interdire toute issue indépendante à la crise grecque du capitalisme et ses institutions sur la base uniquement des besoins des travailleurs grecs qui exige la rupture avec l'UE et l'euro, la troïka, la liquidation de la Constitution et des institutions nationales grecques.

Le système capitaliste est devenu mafieux au début des années 70. Depuis il n'a cessé de perfectionner les instruments financiers

lui permettant de vampiriser l'économie productive ou profit de l'économie financière et spéculative au moyen de la dérégularisation de la finance, et en recourant à des pratiques occultes ou illégales en toute impunité puisqu'étant à la fois juge et partie, aucun banquier n'a été condamné ou ne croupit en prison, afin de soumettre les Etats à la dictature de l'oligarchie financière par le biais de la dette et renforcer le pouvoir politique des oligarques anglo-saxons qui contrôlent l'ensemble des institutions financières internationales.

Et ce sont les représentants de ce système économique mafieux qui sont aux commandes, qui prétendent donner des leçons d'économie, de démocratie et de morale à tous les peuples qu'ils maintiennent sous leur domination en leur imposant une regression sociale sans fin et la guerre.

La meilleure, c'est que les uns et les autres n'osent pas rompre avec eux, car ils n'ont jamais envisagé de les affronter, du coup ils sont prêts à accepter n'importe quel compromis avec les représentants de la classe dominante pour assurer la survie de ce système économique mafieux. Le double langage et jeu habituels. Ils partagent en choeur leur constat tout en prétendant rejeter leurs arguments, en emballant le tout si bien que les ignorants ou les naïfs (et ceux qui y ont un intérêt personnel) qui prennent leurs discours au premier degré sans se poser de questions, n'en arrivent pas à se demander si la seule solution ne consisterait pas à envisager sérieusement de passer à un autre modèle de société, à rompre carrément avec le capitalisme.

Ce que se permettent de faire les dirigeants de l'oligarchie financière, faire tourner la planche à billets à plein régime et inonder le marché de monnaie, assurer à crédit la survie de leur système à l'agonie au moyen de la dette, etc. indépendamment des conséquences économiques ou sociales que leurs pratiques engendrent et qui pèseront uniquement sur le sort des exploités, hypothéquant leur avenir ou les vouant à la déchéance, peu importe, et bien voyez-vous, il serait inconcevable, indécent, interdit d'envisager de les imiter pour satisfaire les besoins et les aspirations des travailleurs tout en expropriant les capitalistes et liquidant ses institutions une fois qu'ils se seraient emparés du pouvoir politique, non, ils dénient au prolétariat le droit de briser le carcan que représente ce système économique mafieux et guerrier, d'accéder au pouvoir ou d'imposer leur dictature au capital, en attendant qu'il disparaisse de la surface de la terre, puisque c'est seulement à l'échelle mondiale que l'humanité pourra conquérir sa liberté ou en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme parvenu à son terme.

En résumé, ce qu'ils autorisent aux capitalistes, ils le refusent aux travailleurs, pour eux le système capitaliste est indépassable, il n'existe rien au-delà. Dès lors qui représentent-ils, le capitalisme ou le socialisme ? Posez la question, c'est y répondre.

Grèce. La démocratie exige aucun compromis avec la troïka : qu'elle paie la dette de ses parrains les banquiers !

- Manifestations à Berlin, Rome et Paris pour les migrants et la Grèce - AFP

- Des milliers de manifestants en soutien au peuple grec et aux migrants - LeFigaro.fr

- Plusieurs milliers de manifestants en Allemagne, en France et en Italie pour les migrants en Europe et la Grèce - latribune.fr

- A Paris, plusieurs centaines de manifestants défilent contre les « diktats » européens en Grèce - Le Monde.fr

« Dehors la Troïka ». Derrière le panneau fièrement brandi par un homme au visage masqué, ils sont quelques centaines à avoir répondu à l'appel « contre l'austérité et l'injustice sociale » en Grèce, samedi 20 juin, place Stalingrad, dans le 19e arrondissement de Paris.

Quelques drapeaux grecs flottaient, noyés au milieu des fanions des divers partis de gauche français (Parti communiste, Parti ouvrier indépendant, Nouveau Parti anticapitaliste, Parti de gauche...) venus lancer une semaine de mobilisation européenne de solidarité avec la Grèce. Rome, Berlin, Athènes, Londres, Madrid, Bruxelles… Du 20 au 27 juin, différentes capitales européennes accueilleront des manifestations de soutien au peuple grec, « pour une Europe de la dignité et de la solidarité et contre une Europe de profit, une Europe forteresse ». Samedi, ils étaient quelque 3 700 à Berlin, selon la police — 10 000 selon les organisateurs, et un millier à Rome.

« L'augmentation de la TVA, la baisse des retraites demandée par les créanciers sont des mesures inacceptables, fustige Vangelis Goulas, responsable national de Syriza France, quelques minutes avant le départ du cortège en direction de la place de la République.

« Insoutenable », « injuste », « insupportable ». Dans le cortège, nombreux sont ceux qui réclament un effacement de la dette grecque, seul moyen pour le pays de s'en sortir dignement, selon eux. lemonde.fr 20.06

Le conseil national (le "parlement") du Parti socialiste (PS) a lancé "à l'unanimité" un "appel solennel" au Fonds monétaire international (FMI) pour qu'il "cesse d'entraver tout compromis possible" avec la Grèce, au bord du défaut de paiement. "A l'unanimité, nous lançons un appel solennel, d'abord au FMI, pour qu'il cesse d'entraver tout compromis possible. Ensuite à

l'ensemble des parties prenantes pour que lundi soir, il y ait le compromis nécessaire pour que la Grèce reste dans l'Europe", a indiqué le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. latribune.fr 20.06

En Italie.

A Rome, malgré la pluie, près d'un millier de manifestants se sont rassemblés devant le Colisée en faveur des réfugiés, sous le mot d'ordre "Stop au massacre maintenant", selon un autre photographe de l'AFP. Là encore, certains participants exprimaient leur solidarité avec la Grèce. AFP 20.06

En Grande-Bretagne.

- Plusieurs milliers de Britanniques manifestent contre l'austérité - LeFigaro.fr

- Plusieurs milliers de personnes défilent contre l'austérité à Londres - euronews.com

Plusieurs rassemblements se sont tenus samedi à Londres, Glasgow et d'autres villes de Grande-Bretagne (à l'appel d'une quarantaine d'organisations - french.irib.ir) contre les coupes budgétaires et la baisse des aides sociales prévues par le gouvernement Cameron.

Des dizaines de milliers de personnes - jusqu'à 250 000 selon les organisateurs - ont manifesté samedi après-midi à Londres contre l'austérité. Les manifestants se sont rassemblés devant la Banque d'Angleterre pour défiler jusqu'au Parlement de Westminster, en passant devant Downing Street. C'était l'une des plus importantes manifestations dans la capitale britannique depuis plusieurs années.

Les manifestants ont défilé pacifiquement entre la banque d'Angleterre, au cœur de la City, et le Parlement de Westminster. "L'austérité tue'', ''Stop aux coupes dans les dépenses publiques'', "Dehors les Tories", pouvait-on lire notamment sur les banderoles.

«Nous sommes un pays riche, le 6e au monde. Or le gouvernement veut nous appauvrir avec un programme d'austérité deux fois plus sévère que ce qui nous a déjà été imposé depuis cinq ans, dénonce Neil Sheehan, responsable du syndicat Unite dans le nord-ouest du pays. Et ils ne s'en prennent pas aux banquiers mais aux gens ordinaires.»

Infirmières et médecins du National Health Service pour la défense du budget de la santé, enseignants, agents de la National Gallery en grève contre la privatisation du service d'accueil, avocats mobilisés pour la défense de l'aide judiciaire, étudiants, retraités ont rejoint le défilé. Des policiers en service applaudissent au passage d'un camion de pompiers mobilisés pour la défense des services de secours. Des handicapés en chaises roulantes se sont joints au cortège.

Venu de Glasgow, où avait lieu un rassemblement simultané, comme dans plusieurs autres villes du pays, Brian, assistant social de 39 ans, dénonce «la diabolisation des plus faibles qui ont besoin d'aides sociales pour vivre». «Des handicapés meurent parce qu'on les prive de leurs indemnités, il y a de plus en plus de SDF dans les rues», s'indigne-t-il. Professeur d'université à la retraite originaire de Brighton, Katrina Miller peste contre «une attaque vicieuse contre les Britanniques de ce gouvernement tory qui livre une guerre de classe pour imposer un projet néo-libéral». Figaro.fr et euronews.com 20.06

Commentaire d'internaute

1- "Les politiques d'austérité de la Droite et des socialistes pèsent essentiellement sur les plus modestes. Les riches continuent à s'enrichir. Et on s'étonne que ça dérape ? Ce qui est étonnant c'est au contraire la léthargie de la majorité d'une population anesthésiée par le dogme néo-libéral. Les Grecs et les Espagnols commencent à réagir. Ils ont raison."

2- "Toutes les études le montrent: de plus en plus de pauvres.

Beaucoup de travailleurs pauvres.
33 % des foyers n'atteignent pas les critères de vie jugés minimum: manger, s'habiller ou chauffer son domicile...
A qui profite la croissance (à crédit) de la GB ?
Depuis la crise 2008, en GB et dans le monde, rien a changé: les inégalités augmentent dans la dualité capital / travail."

En complément.

- Le FMI "formait" des journalistes Grecs pour présenter le Fonds "sous un jour favorable" - okeanews.fr

L'ancien représentant de la Grèce au FMI, Panagiotis Roumeliotis, a révélé lors de son audition au comité de la dette, que

des journalistes grecs ont assisté à des séminaires financés par le FMI et étaient invités à présenter le FMI sous un jour favorable. Le directeur du département Communication du FMI Gerry Rice l'a démenti dans une lettre. okeanews.fr 19.06

ACTUALITE EN TITRES

PS. Ravalement de façade. Toujours plus droitier.

- Cambadélis compose une direction au poil pour Hollande et Valls - Liberation.fr

- A ce stade, le PS n'a de solide que sa façade. Liberation.fr 20.06

Même qu'ils en redemandent...

- Les Français favorables au prélèvement de l'impôt à la source - Reuters

... et encore...

- La Patrouille de France, star tricolore du Bourget - AFP

... et encore...

- Les recettes du ramadan enflamment la page Facebook de Marmiton - Rue89

Qu'est-ce qu'on en a à foutre !

Alors que les musulmans pratiquants sont une ultra minorité en France, ils s'emploient à faire en sorte que la population croie qu'ils seraient partout, omniprésents, afin qu'elle les rejettent, c'est le meilleur moyen d'alimenter le racisme.

C'est le même procédé auquel recourent les sionistes en instrumentalisant la population juive (encore plus minoritaire que les musulmans) qu'ils prétendent représenter, en faisant parler d'eux pour un oui ou un non, notamment au moyen de provocations ou en exigeant des droits qui selon eux seraient légitimes, droits supérieurs à ceux accorder au reste de la population, dans l'espoir qu'elle condamne ce favoritisme de façon à pouvoir la traiter par la suite d'antisémitisme.

Impérial et esclavagiste

- Charleston: manifestations contre le drapeau confédéré, le tueur avait un blog - AFP

Leur monde hideux.

- Autriche: un forcené tue trois personnes en fonçant en voiture dans la foule - Lexpress.fr

- Mexique : dix morts lors d'une fusillade près de Monterrey - AFP

- Attentat à la voiture piégée près d'une mosquée de Sanaa - Reuters

- Yémen: attentat et raids aériens au lendemain de l'échec des pourparlers de Genève - AFP

- Burundi : 11 policiers blessés dans des attaques à la grenade à Bujumbura - AFP

- Huit policiers tués par des Chabaab en Somalie - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Les autorités belges se dégonflent.

- Affaire Ioukos : la Belgique va débloquer les comptes des ambassades russes - LeMonde.fr

Ces comptes avaient été gelés en application d'une décision de justice, suscitant la colère de Vladimir Poutine.

Le ministre belge des affaires étrangères, Didier Reynders, a annoncé samedi 20 juin le « déblocage », partiel dans un premier temps, des comptes des ambassades russes en Belgique qui avaient été gelés en application d'une décision de justice, suscitant la colère de Vladimir Poutine.

« Une solution a été trouvée pour débloquer en priorité ces comptes-là, qui sont les comptes de fonctionnement des ambassades, et le reste va suivre », a affirmé le porte-parole, citant les mots du ministre devant la presse à sa descente d'avion à Wuhan (Chine).

Depuis 48 heures, Moscou émettait de vives protestations, menaçant les gouvernements français et belges d'appliquer des mesures identiques sur le territoire russe. « Nous allons défendre nos intérêts par voie de justice. Notre position est claire : la Russie ne reconnaît pas l'autorité de ce tribunal », avait déclaré vendredi le président russe Vladimir Poutine en allusion à la Cour de La Haye. lemonde.fr 20.06

Commentaire d'un internaute

- "Nouvel exemple de la propagande que l'AFP, seule source d'information sur l'international de la plupart des journaux, inflige aux Français sur la Russie. Le gel des avoirs russes n'a pas "suscité la colère" ni les "menaces" de Poutine qui a indiqué que la Russie allait contester en justice cette décision d'arbitrage illégale la Russie n'ayant pas ratifié Charte européenne de l'énergie et que les ex-actionnaires de Ioukos n'étaient pas à leur première tentative d'extorsion de fonds à la Russie."

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Indonésie

- Al-Qaïda, produit de l'aventurisme des Etats-Unis, en Afghanistan - french.irib.ir

Un expert en droit international a accusé les médias de mutisme, face au soutien américano-saoudien à la participation du chef d'al-Qaïda, dans les négociations de paix, au Yémen. L'expert indonésien en droit international, Lari Grasmen, a déclaré que les médias américains, qui clamaient, jadis, le slogan "Nous ne négocions pas avec les terroristes", parlent, aujourd'hui, de la nécessité de dialoguer avec les terroristes.

Dans une interview avec Press TV, cet expert indonésien a évoqué la volonté du candidat à la présidentielle américaine, Ted Cruz, de changer la politique américaine et de négocier avec les terroristes. Au sujet d'un changement de la politique américaine, Grasmen a affirmé: "Apparemment, ce changement a fait son chemin, si bien que, la semaine dernière, l'un ches dirigeants d'Al-Qaïda a pris part, sur ordre des autorités américaines, aux négociations de paix, pour le Yémen, à Genève, et personne n'avait le droit de le contester". Il a, par ailleurs, estimé qu'Al-Qaïda était le produit de l'aventurisme américain, en Afghanistan.

En accusant l'ONU de soutenir l'agression saoudienne, au Yémen, Grasmen s'est interrogé sur la présence du chef d'al-Qaïda, à Genève. "La question qui se pose est de savoir pourquoi les médias internationaux gardent, toujours, le mutisme, sur le soutien américano-saoudien à la présence du chef d'Al-Qaïda, dans les négociations de Genève? french.irib.ir 20.06

Yémen

- Des officiers israéliens tués au Yémen - french.irib.ir

Des sources américaines ont fait part de la mort des dizaines d'officiers israéliens et saoudiens, dans une base militaire de l'Arabie saoudite.

Selon la chaîne de télévision yéménite « Al-Massira », le site web du magazine américain « Veterans » a révélé qu'un missile « Scud » de longue portée avait touché la plus grande base aérienne saoudienne dans la province d'Assir, tuant une vingtaine d'officiers israéliens et plus de 60 officiers et soldats saoudiens dont « Mohammed al-Shalan, commandant de la Force aérienne

de l'Arabie saoudite. Ce magazine américain a fait allusion au déploiement d'officiers israéliens dans le but d'aider l'armée saoudienne à la base aérienne de Khaled Ben Abdelaziz, rapportant que les officiers du régime sioniste contribuaient à la planification d'attaques contre divers points du Yémen, en se servant des armes prohibées made in Israël. La crise au Yémen, a mis en relief plus que tout autre temps, l'union cachée Arabie/Israël connue sous le nom de « l'union funeste ».

Le 6 juin 2015, les forces de l'armée du Yémen, pour la première fois depuis le lancement de l'offensive barbare de l'Arabie saoudite contre le Yémen, ont largué un missile Scud sur la base aérienne de Khaled Ben Abdelaziz, dans la province d'Assir, à une profondeur de 150 kilomètres du territoire saoudien, considérée comme une région stratégique en Arabie saoudite. french.irib.ir 20.06

Haut de page

Le 22 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h15.

On a ajouté 22 articles. On a rectifié des erreurs de date dans la présentation des articles dans la rubrique Articles d'actualité.

On a ajouté un article intéressant dans cette rubrique, *Georges Soros génial ! La corruption dans tous ses états, du grand art (18.06)*.

S'y trouve confirmer l'info que nous avions diffusée concernant la diaspora sioniste qui n'avait pas hésité à se servir de la Shoah pour s'enrichir sur le dos des millions de juifs que les nazis allaient exterminer, qui s'était allié avec Hitler en échange de la Palestine, sans parler des riches banquiers ou industriels qui allaient continuer de financer le régime nazi (via la BRI logée en Suisse) et de l'approvisionner en matières premières tout au long de la guerre, Soros ne sera pas en reste :

Arrêt sur Info - " *George Soros, qui a maintenant 84 ans, est né en Hongrie, d'une famille juive, les Sorosz. Soros a avoué au cours d'une interview télévisée qu'il s'est fait passer pour un non-juif durant la guerre, grâce à des faux papiers, et a aidé le gouvernement Horthy à saisir les propriétés d'autres juifs hongrois qui étaient expédiés vers les camps de la mort nazis. Soros a déclaré au journaliste : «Cela ne veut rien dire de prétendre que je n'aurais pas dû être là, parce qu'en réalité, j'étais là. En fait, étrangement, c'est comme pour les marchés, si je n'étais pas là, bien sûr que je ne le ferais pas, mais quelqu'un d'autre le ferait a ma place.»*

C'est le même genre de morale qui soutient les activités de Soros en Ukraine de nos jours. Il lui semble de peu d'importance que le gouvernement ukrainien, qu'il a aidé à accéder au pouvoir par un coup d'État soutenu par les États-Unis en février 2014, soit infesté de gens ouvertement antisémites et de néo-nazis autoproclamés de Svoboda et Pravy Sektor." Fin de l'extrait.

Comme quoi nous n'exagérions pas en affirmant que les sionistes étaient les pires antisémites qui soient, la pire menace pour les juifs. On était loin de compte encore.

Les mots nous manquent pour qualifier cette espèce de pourriture. Et dire que c'est ce genre de personnage qui condamne la terreur des Jacobins, les bolcheviks sanguinaires, les communistes assassins, etc. qui n'ont jamais oeuvré pour leur compte personnel mais voué leur vie à notre cause, je parle des véritables bolcheviks ou communistes et non des staliniens, maoïstes ou castristes qui ont commis un hold up sur la révolution ou confisqué la révolution au profit d'une caste parasitaire et corrompue, des anticommunistes en réalité...

Les sionistes et particulièrement les oligarques dépassent en monstruosité, en cruauté, tout ce que l'humanité a pu produire de barbarie depuis deux millénaires. On peut comprendre que certains pètent les plombs en l'apprenant et basculent de l'antisionisme à l'antisémitisme aveuglés par leur ignorance politique, car l'histoire ne s'arrête pas là, ce qui n'en est pas moins condamnable ou abjecte.

Et dire que ce sont eux qui détiennent dorénavant le pouvoir et que nos gouvernements s'y soumettent. Il y a de quoi s'inquiéter pour l'avenir si on ne parvient pas à les stopper et à les neutraliser, à leur confisquer leur pouvoir et à les éliminer s'ils résistent.

La causerie de ce matin figure après ce passage mis en ligne hier soir.

On a actualisé avec un peu d'avance la rubrique Articles d'actualité.

Vous le saviez ?

"*Il y a un ou deux ans, les pro-russes se trouvaient isolés dans les dîners en ville. Aujourd'hui c'est inverse : presque personne, en dehors de quelques intellectuels ne prend plus parti pour les Etats-Unis dans les affaires de l'Ukraine.*" (voir l'article d'Atlantico.fr dans cette page)

A lire les médias et la presse ouvrière on n'aurait jamais pu le deviner, ce qui montre que cette dernière est vraiment en dessous de tout, elle est comme la " *classe politique française et européenne tellement tétanisée*"...

Une bonne nouvelle en somme, on se console comme on peut à défaut de mieux.

La causerie de demain est pratiquement prête. Aujourd'hui on s'est reposé et j'ai profité de la fin de l'après-midi pour bosser un peu. Ensuite on a écouté un concert de Scorpions en dînant.

J'ai trouvé un truc qui plaît bien à Selvi ou qui convient à nos problèmes de langage : Buster Keaton et le cinéma muet du début du XXe siècle !

Je télécharge des petits films de 20 minutes environ, et lorsque Selvi redescend de la terrasse sur les coups de 21h30, on regarde ensemble un Buster Beaton, Laurel et Hardy ou un Chaplin, histoire d'aller se coucher dans la bonne humeur, comme quoi nous ne sommes pas aigris, haineux ou je ne sais quoi, on aime la vie, on déteste seulement ceux qui s'acharnent à nous la pourrir ou celle de nos semblables, ce qui revient au même, normal, non ?

A plus tard.

Pondichéry 12h45.

Hier des titres de presse avaient été placés à un mauvais emplacement et un autre avait été oublié, j'ai rectifié. Parfois je m'en rends compte beaucoup trop tard pour y remédier. Sorry !

On ajoutera une vingtaine d'articles plus tard.

Deux réflexions politiques

1- C'est marrant, en lisant les commentaires qui figurent à la suite des articles parus dans Libération, Le Figaro ou Le Monde, on s'aperçoit que la plupart du temps, ceux de Libération sont de droite, ceux du Figaro de gauche (selon les critères institutionnels admis et que nous ne partageons pas), ceux du Monde plus à droite encore ou franchement néolibéraux ou d'extrême droite ou collent au plus près de la propagande gouvernementale.

2- Certains commentateurs évoquent la "tyrannie du capital financier" comme s'il s'agissait d'un mode de gouvernance comme un autre qu'ils feignent de découvrir, qui selon eux présente tout au plus comme défaut d'être excessif dans sa manière de s'y prendre pour parvenir à ses fins, car il n'est pas question de remettre en cause sa soi-disant légitimité ou son emprise sur la société, après lui avoir reconnu bien des vertus ou admis qu'il était indispensable au fonctionnement de la société qui n'a aucun intérêt à vouloir s'en passer sous peine d'être livrée à l'aventurisme et au chaos... dont il porte en priorité la responsabilité comme on peut l'obserser quotidiennement.

Peu importe finalement puisque c'est lui qui détient le pouvoir et avec lequel il faut négocier, s'arranger, s'accommoder, s'encanailler pour obtenir ses faveurs. Quand la plèbe et ses représentants dénoncent ces excès, il est de bon ton de les imiter pour le préserver ainsi que sa carrière politique ou dans les médias, une institution quelconque.

Que doit-on opposer à la "tyrannie du capital financier" sinon la dictature du prolétariat ? Chacun a pu constater que les capitalistes détiennent tout le pouvoir et les travailleurs aucun, on a envie de dire que c'est mieux ainsi pour les combattre.

L'Empire craque de partout.

- Un ex-diplomate français accuse Washington d'être à l'origine de la crise ukrainienne - lefigaro.fr

«Ce n'était pas compliqué», dit-il: «il fallait notamment donner Sébastopol à la Russie et garantir le statut de la langue russe en Crimée». Et l'avis de Kiev dans tout cela? «Mais la Crimée n'a jamais appartenu à l'Ukraine, elle a toujours été russe», s'emporte Jean de Gliniasty.

«On s'est mis dans la main des Américains», regrette le diplomate qui voit la main de Washington dans la rupture épisodique des cessez-le-feu, constatée dans le Donbass.

Selon l'ex ambassadeur, qui dénonce ces mesures de représailles, l'Ukraine resterait donc l'un des terrains de jeu favori de la diplomatie américaine, permettant de bloquer dans l'ancien espace soviétique, toute velléité d'impérialisme russe: c'est la fameuse doctrine Brzezinski qui inspirerait depuis trente ans la diplomatie américaine, y compris celle d'Obama, selon Jean de Gliniasty. En terrain familier, ce dernier a retrouvé François Fillon à Saint-Pétersbourg, qui fut premier ministre au même moment et qui, reçu par Vladimir Poutine à Saint-Pétersbourg, défend lui aussi les mêmes visions. «Maintenant les gens ne se rendent pas compte qu'on risque d'aller vers la guerre. C'est une catastrophe», assène l'ex-diplomate. lefigaro.fr 21.06

Bon, on aura compris que c'est davantage la perspective d'une guerre avec la Russie qui les motive ou les effraie qu'autres choses.

Ce qui importe pour nous, comme par exemple dans la sortie de Giscard, ce sont avant tout les bribes de vérités qu'ils sont amenés à lâcher qui confirment les informations que le gouvernement, les médias et l'Otan censurent, et qui portées à la connaissance de la population ne peut que la conduire à condamner toute entreprise guerrière en Europe, facteur considérable puisque son soutien est indispensable pour engager une guerre.

Comme quoi nous avons raison de tant insister sur la nécessité de démontrer que leur interprétation de la situation repose sur un déni ou une falsification de la réalité pour conditionner les masses, de lutter contre leur guerre psychologique et idéologique par tous les moyens à notre disposition pour au mieux briser leurs plans ou au pire en retarder l'application.

Commentaires d'internautes (du Figaro, réputé de gauche comme chacun sait)

1- "Tout ça est tellement évident. J'aurais pensé que tout le monde avait compris plus tôt la manoeuvre des Américains et de leurs affidés européens..."

2- "Une voix autorisée me conforte dans ce que je ressentais, moi qui suis ignorant."

3- "100% d'accord avec cette analyse par un expert ayant un vécu sur place ... En dehors des poncifs qui tentent de cadenasser les opinions européennes."

4- "Si entre 1853 et 1856 la France, déjà associée aux Anglais et aux Turcs, a perdu 100 000 hommes pour chasser les Russes de Crimée c'est qu'ils y étaient déjà."

5- "Enfin quelqu'un qui voit clair et qui ose dire la vérité."

6- "Je pense que ce point de vue à de très forts arguments pour le soutenir.

La guerre est souvent la conséquence d'une trop grande avidité de certains qui n'imaginent pas que les personnes qu'ils lèsent peuvent réagir à leur tour. Intégrer la Crimée et Sébastopol dans une Ukraine anti-russe où la langue russe n'était pas une langue officielle était quasiment un casus belli."

7- "Merci, il est bien tellement rare d'entendre une voix non atlantiste..."

8- "Merci pour ce témoignage qui ne fait que confirmer ce que l'on sait déjà ..."

Il ne suffit pas qu'on le sache, il faut que la majorité de la population le sache ou le partage également, et là ce n'est pas gagné d'avance loin de là.

Cela dit, on aura constaté que c'est une constante à prendre en considération dans nos analyses : Plus une question revient sur le tapis ou plus une affaire traîne en longueur, plus elle est décortiquée, plus elle fait l'objet de discussions et de questionnements dans tous les sens, et il va s'avérer impossible au fil du temps d'empêcher que son contenu précis ne finisse par être porté à la connaissance de la population ou que des voix discordantes se fassent de plus en plus entendre au point de parvenir à inverser la tendance qui prévalait antérieurement ou l'opinion publique comme ils disent.

Plus ils matraquent hystériquement leur propagande ou leurs arguments de faussaires, plus ils deviennent suspects et poussent ceux qui jusqu'ici ne s'y intéressaient pas à écouter ce qui se dit ici ou là pour se forger leur propre opinion qui au départ n'était pas assurée et en changer éventuellement, processus qu'ils ne peuvent pas contrôler dans le temps, qui leur échappe totalement, fort heureusement.

Au final, la dialectique s'applique aussi au processus psychologique dès lors qu'il est en rapport avec la réalité, l'ensemble de

la situation telle qu'elle est vréritablement au grand dam de ces manipulateurs des consciences qui n'auront pas le dernier mot, "rira bien qui rira le dernier" (Lénine). Bref, le socialisme a de l'avenir, il vaut mieux !

ACTUALITE EN TITRES

Un organigramme apparemment bâclé.

- A peine nommé, un secrétaire national du PS condamné pour violences conjugales contraint de démissionner - Francetv info

Parce qu'elles sont irremplaçables !

- Pourquoi donne-t-on plus d'importance à la fête des mères qu'à la fête des pères? - Slate.fr

Le père nourrissier bosse pour nourrir sa petite famille pendant que la mère élève leurs enfants et s'occupe de leur foyer... Pardon, c'est la mère qui est nourricière à l'origine, et quand elle bosse, c'est encore elle qui cuisine le plus souvent, donc qui continue de nourrir sa marmaille, le père, lui, fait figure de figurant, c'est un personnage négligeable, en option, trop souvent absent.

Qui plus est il incarne le pouvoir, l'autorité, la force, la discipline (sauf appliquée à lui-même) et les sanctions, bref, tout ce qu'un gosse déteste en général. Les femmes sont bien contentes de le trouver pour remplir cette fonction ingrate, mais trop hypocrites pour le reconnaître.

Quand je discutais de mes rapports avec mes parents avec ma première épouse, elle me fit remarquer que lorsque mon père me battait (pratiquement tous les jours), c'était en fait la main de ma mère qui s'abattait sur moi. Cela dit elle n'en tirera aucun enseignement concernant ses propres relations avec sa mère qui n'avait pas vraiment apprécié que sa fille se mette en ménage avec un minable comme moi, elle espérait un meilleur parti pour sa fille (unique) et l'encouragera à divorcer, facilitera notre séparation, tandis que mon beau-père ne se mêlait pas de nos affaires, mon père non plus d'ailleurs.

Intox.

- Les Français désormais opposés à l'exclusion de la Grèce de la zone euro - AFP

- Laurent Fabius peine à imposer son initiative de paix au Proche-Orient - LeFigaro.fr

- Le pape appelle à ne pas traiter les migrants comme des marchandises - AFP

Dernière mobilisation en Grèce dimanche.

- Grèce: Plus de 7.000 personnes manifestent contre l'austérité à Athènes - 20minutes.fr

Concentration du capital.

- Bouygues Telecom dans le viseur de Patrick Drahi - Liberation.fr

Après avoir croqué SFR pour 13,36 milliards d'euros en 2013, le patron de Numericable-SFR proposerait de racheter Bouygues Telecom pour plus de 10 milliards d'euros. Liberation.fr 21.06

- L'assureur santé Anthem offre 47 milliards de dollars pour Cigna - Reuters

Le groupe américain d'assurance santé Anthem a annoncé samedi avoir offert 47 milliards de dollars en numéraire et en actions pour racheter son concurrent Cigna. Reuters 21.06

Stratégie du chaos et de la guerre

- Etats-Unis: 1 mort, 16 blessés dans deux fusillades à Detroit et Philadelphie - AFP

- Un attentat tue 19 civils dans le Sud afghan - Reuters

- Somalie : des shebab attaquent une base des services de renseignement à Mogadiscio - AFP

- Quinze morts dans des frappes saoudiennes au Yémen - Reuters

Venezuela. La droite et l'extrême droite toujours mobilisées en famille.

- Venezuela : marche pour réclamer la libération des prisonniers politiques - euronews.com

Au Venezuela, plusieurs centaines d'opposants ont défilé ce samedi dans les rues de la capitale Caracas. Une manifestation pour demander la libération des prisonniers politiques, notamment celle de Leopoldo Lopez. Cet homme est emprisonné depuis février 2014. Il observe un grève partielle de la faim depuis près d'un mois. Son épouse, Lilian Tintori a participé au défilé" euronews.com 21.06

Qui est "cet homme" faisant l'objet d'une présentation anodine, sournoise et hypocrite de la part d'Euronews, sous-entendant qu'il s'agirait d'un citoyen vénézuélien comme un autre, alors qu'en réalité il s'agit d'un dirigeant d'extrême droite fondateur du parti Voluntad Popular, incarcéré depuis le 18 février 2014 pour être impliqué dans différentes tentatives avortées pour renverser le régime. Ah le brave homme !

ACTUALITÉ DU JOUR

Des élus et des institutions illégitimes.

Grille de lecture.

- Ceci explique cela. Plus d'un électeur sur deux a boycotté ces élections.

- Au second tour, les taux de participation n'ont été que de 43,45% à Clichy et 45,84% à Asnières, 36,32% à Pontault-Combault, on n'a pas les chiffres pour Thionville qui doivent être similaires. (Source : liberation.fr 22.06)

- Ce qui n'a pas empêché le futur maire clichois sur Twitter de s'exclamer : "Une très large majorité des Clichois a accordé sa confiance à la liste Oxygène", assurément, il a recueilli 25,12% (57,82% de 43,45%) des suffrages des électeurs inscrits, moins encore si on soustrait les votes blancs et nuls.

Et le nouveau maire de Pontault-Combault a recueilli 13,35% (36,76% de 36,32%) sur les mêmes critères.

- Dorénavant, il faut savoir que la démocratie est abaissée entre 13 et 25%. Et les 87 ou 75% restant ? Qui ? Ils sont la minorité, illégitime, normal, non franchement ? On est ou on n'est pas sous une dictature du capital, enfin quoi !

- Municipales partielles: la droite renforce sa suprématie dans les Hauts-de-Seine - AFP

La droite a conforté sa suprématie dimanche lors du second tour d'élections municipales partielles dans les Hauts-de-Seine, département de banlieue parisienne qui voit disparaître son dernier bastion socialiste, Clichy.

A Clichy-la-Garenne, c'est la fin des décennies de socialisme: la liste de Rémi Muzeau (Les Républicains-UDI-MoDem), suppléant de Patrick Balkany à l'Assemblée nationale, remporte une victoire éclatante en raflant 57,82% des voix, loin devant le socialiste Julien Perez (42,18%), ex-directeur de cabinet du maire sortant Gilles Catoire, qui dirigeait la ville depuis 1985.

A Asnières, bastion de droite conquis par la gauche en 2008 mais repris en 2014 par l'UMP Manuel Aeschlimann, ce dernier, à la tête d'une liste LR-UDI, l'emporte à nouveau avec une marge confortable (56,10% des voix). Au terme d'une campagne agitée, il a battu son meilleur ennemi, le socialiste Sébastien Pietrasanta (43,90%), ancien maire de 2008 à 2014.

Ce nouveau rendez-vous électoral en forme de duels entre le PS et Les Républicains conforte la position de l'ex-UMP en vue des régionales de 2015.

"Deux nouvelles & très belles victoires républicaines dans les Hauts-de-Seine. Plus de maire socialiste dans le département ", a tweeté dans la soirée la candidate LR Valérie Pécresse aux régionales en Ile-de-France.

Par ailleurs, en grande couronne parisienne, à Pontault-Combault (Seine-et-Marne), l'ex-maire PS Monique Delessart a conservé son siège à l'issue du second tour, recueillant 36,76% des voix, devant son ex-adjoint Cédric Pommot (27,86%), les listes UDI-LR (21,27%) et le Front national (14,12%). Le taux de participation s'est élevé à 36,32%.

Dans l'Est, la députée Anne Grommerch (Les Républicains) conserve son fauteuil de maire de Thionville à l'issue du second tour, devançant de plus de sept points (53,74%) son rival socialiste et ennemi juré Bertrand Mertz (46,26%), qui avait dirigé la deuxième ville de Moselle de 2008 à 2014. AFP 21.06

Commentaire d'un internaute.

- "Cela ne choque personne que le suppléant de Balkany soit élu ?"

Pourquoi, cela devrait ?

On nous parle à longueur de temps de valeurs, de principes, d'éducation, de morale, etc. en réalité la plupart des gens ne savent pas trop à quoi cela correspond ou ce que cela signifie vraiment, ils en ont qu'une idée très approximative, ils sont toujours aussi ignorants en la matière, ils les adoptent par mimétisme.

D'autres ont une mémoire sélective quand cela les arrange et tous ou presque adoptent une grille des valeurs en fonction de leurs intérêts immédiats en l'absence d'une réelle conscience de classe, une grille des valeurs conforme à l'idéologie dominante ou qui leur est dictée par ses représentants sous différentes étiquettes de droite ou de gauche.

En complément. D'une perversion à l'autre ou qu'est-ce qui attire tant les mouches à merde, devinez ?

Dominique Strauss-Kahn arrive sur Twitter, déjà des milliers d'abonnés - AFP

Leur recette pour alimenter le racisme, faire monter l'extrême droite.

- Ramadan : les recettes de Marmiton déclenchent une vague d'islamophobie - LePoint.fr

- Pour plus de la moitié des Français, les musulmans se mettent trop en avant - L'Express.fr

- L'épouse d'un ministre israélien s'excuse après une blague raciste sur Obama - AFP

"Savez vous ce qu'est le café Obama? Noir et faible", a écrit Judy Shalom Nir-Mozes aux 74.400 internautes qui la suivent sur Twitter.

Son époux, membre du parti Likoud du Premier ministre Benjamin Netanyahu, est aussi le ministre chargé des relations avec les Etats-Unis, alliés stratégiques d'Israël.

Mme Nir-Mozes est issue de la famille Mozes, propriétaire du quotidien à grand tirage Yediot Aharonot. Elle anime une émission de radio hebdomadaire et participe à un certain nombre d'émissions télévisées. AFP 21.06

Pour lui répondre il faudrait se baisser en-deçà du niveau du caniveau et respirer les miasmes que dégagent cette pourriture. Les sionistes cumulent et cultivent toutes les tares du genre humain. On comprend pourquoi beaucoups d'Israéliens juifs fuient cet Etat raciste à la première occasion. La preuve ci-dessous.

En complément. Israël ou le sionisme est avant tout rejeté par les juifs.

- Tel-Aviv inquiet de la baisse du taux d'immigrations - french.irib.ir

En dépit de vastes efforts du régime sioniste pour encourager les Juifs qui vivent dans divers pays du monde à immigrer en Palestine occupée, le ministère de l'Immigration du régime sioniste a fait récemment état de la baisse du taux de l'immigrations des Juifs en Palestine.

Dans son dernier rapport publié samedi, le ministère de l'Immigration du régime sioniste a indiqué des chiffres qui montrent que le nombre des Juifs qui émigrent en Palestine occupée tend à baisser, notamment en ce qui concerne les Juifs de France qui font preuve apparemment de moins en moins d'intérêt à quitter la France pour aller s'installer en Palestine occupée en tant que citoyens israélien.

D'après ces chiffres, pendant les cinq premiers mois de 2015, le nombre de Juifs français qui ont immigré en Palestine occupée

a baissé de 19% par rapport aux chiffres de la même période en 2014.

Les statistiques montrent que pendant ces dix dernières années, des dizaines de milliers de citoyens, notamment les jeunes, ont préféré quitter la Palestine occupée pour aller vivre dans les pays européens ou en Amérique du Nord, en raison des mauvaises conditions de vie pour les immigrés Juifs en Palestine occupée.

Selon les résultats d'une enquête menée par l'Institut du « Conseil du sioniste », les jeunes juifs se désintéressent de plus en plus de vivre en Palestine occupée, et préfèrent aller s'installer dans d'autres pays pour profiter de meilleures conditions de vie. D'après les résultats d'un sondage d'opinion réalisé par le quotidien « Haaretz », près de 40% des Israéliens pensent déjà à quitter la région du Moyen-Orient. Leurs raisons principales sont les problèmes économiques et le maque de la sécurité.

Les statistiques officielles du régime sioniste ont montré que le phénomène de l'immigration inverse a commencé en Palestine occupée en 2004. A partir de cette date, chaque année, en moyenne près de 17.000 Juifs, dont la plupart dont des jeunes diplômés, ont quitté la Palestine occupée, en souhaitant trouver des meilleurs conditions de vie en Europe ou en Amérique du Nord. french.irib.ir 21.06

A tous nos camarades juifs d'Israël : Fuyez au plus vite, rendez la Palestine à ces propriétaires légitimes, les Palestiniens.

En famille. Fourre-tout ou amalgame nauséabond.

J'ai reproduit l'essentiel de l'article suivant en omettant toutefois le passage où son auteur donnait du "chère" Caroline Fourest. C'est important de le signaler car ils appartiennent au même monde que Slate, un portail néolibéral sioniste (J. Attali entre autres).

S'ils s'attaquent à leur protégée, c'est selon nous parce qu'elle va trop loin dans ses provocations, au risque de révéler (ou mettre en danger) les véritables intentions que cache leur "lutte contre le terrorisme", en stigmatisant les musulmans de façon si grossière qu'elle pourrait discréditer leur opération de conditionnement de la population. Un avertissement qu'ils lui adressent en quelque sorte.

Ils utilisent ce genre d'agents et s'en débarrassent quand ils deviennent trop encombrants ou lorsqu'ils estiment que leur comportement devient incontrôlable ou sert davantage leurs propres intérêts plutôt que leur cause.

- «Y'a bon Awards»: Caroline Fourest prend (de nouveau) quelques libertés avec la vérité - Slate.fr

Caroline Fourest n'est pas contente d'avoir reçu, le 12 juin dernier, un «Y'a bon Award», et elle l'a fait savoir au moyen d'un billet publié sur son blog le vendredi 19 juin. Une vingtaine de lignes dans lesquelles elle accuse les «Y'a bon» d'être d'une «mauvaise foi renversante».

Et d'avancer, en guise d'explication, les deux arguments suivants:

«[Les "Y'a bon"] mélangent propos racistes et propos laïques»; «ils les sortent totalement de leur contexte et les tronquent pour leur faire dire… l'inverse».

Deux «arguments» qui, comme nous allons le voir, ne résistent guère à l'examen. Car si l'on peut reconnaître à Caroline Fourest, qui prétendait il y a quelques semaines, avoir gagné un procès qui n'avait pas encore eu lieu, une certaine expertise dans le domaine de la «mauvaise foi», force est de constater que sa «démonstration» produit l'effet exactement inverse de celui qu'elle escomptait.

Rappelons que Caroline Fourest a été distinguée cette année, dans la catégorie «Ils ont bien le droit de fantasmer», pour son évocation de «ces familles qui au nom de leurs convictions religieuses retirent les enfants des cours d'histoire quand on enseigne la Shoah».

Cette affirmation pain-au-chocolat (© Jean-François Copé) est en réalité contredite par les études rigoureuses portant sur la question de l'enseignement de la Shoah, parmi lesquelles aucune ne mentionne d'opposition de nature religieuse audit enseignement. Et pour cause: bien malin serait en effet celui qui pourrait expliquer ce qui, dans la religion musulmane –puisque c'est d'elle dont il s'agit– proscrit ou conteste l'enseignement de la Shoah à l'école!

Que certains, au nom de leurs «convictions religieuses» (chrétiennes, musulmanes ou autres), contestent par exemple l'enseignement de la théorie de l'évolution, c'est un fait avéré et explicable: il existe en effet des versions religieuses de l'histoire de l'humanité alternatives aux thèses de Darwin. Mais au nom de quelles «convictions religieuses» des parents pourraient-ils retirer leurs enfants des cours d'histoire de la Shoah? Quelle est la version islamique alternative de cette tragédie historique? On ne peut s'empêcher de penser ici à un amalgame quasi-identique, présent dans le récent dossier de Marianne consacré

aux «complices de l'islamisme», avec l'évocation d'une enseignante à qui l'on aurait demandé de ne pas évoquer le génocide arménien pour ne pas «provoquer la communauté turque», comme si la contestation du génocide arménien avait un quelconque lien avec l'islam…

Les propos de Caroline Fourest sont un exemple exemplaire des amalgames en vogue chez nombre d'éditorialistes et de dirigeants politiques, qui consistent à faire porter à un islam essentialisé (et fantasmé) la responsabilité de comportements répréhensibles, voire condamnables, mais qui n'ont en réalité rien à voir avec l'islam. Les enseignants qui expliquent qu'ils ont des difficultés à enseigner la Shoah, difficultés bien réelles et qu'il ne s'agit pas de nier, évoquent en effet des réactions du type «on parle tout le temps des Juifs», «on parle trop de la Shoah», «on ne parle pas des autres crimes comme la colonisation et l'esclavage», voire des propos révisionnistes ou négationnistes. Mais quel est le rapport avec l'islam et les «convictions religieuses» des élèves ou de leurs parents? Aucun.

Il y a ainsi une double essentialisation dans ce type d'accusation: celle de l'islam, donc, mais aussi celle de populations d'origine maghrébine qui se trouvent enfermées, du fait de l'explication de certaines de leurs attitudes (existantes ou fantasmées) par leurs «convictions religieuses» alors que leur religion n'y est pour rien, dans une identité réduite à leur religion (réelle ou supposée). La déclaration de Caroline Fourest, qui explique que certains contesteraient l'enseignement de la Shoah en raison de leur foi musulmane, est donc non seulement totalement fantaisiste mais elle est en outre ouvertement stigmatisante: à l'en croire, l'islam serait en effet, en lui-même, générateur de révisionnisme, voire d'antisémitisme. Difficile d'établir ici un quelconque rapport avec la défense de la laïcité.

Comme si la manœuvre consistant à péniblement tenter de «laïciser» des propos stigmatisants ne suffisait pas, Caroline Fourest va encore un peu plus loin: en sortant la phrase de son contexte et en la tronquant, les «Y'a bon» auraient en réalité fait dire à l'éditorialiste l'inverse de ce qu'elle pensait:

«En pleine polémique sur le retrait de certaines familles de l'école publique pour cause de programmes visant à déconstruire les stéréotypes de genres, je trouvais douteux qu'on puisse hurler quand les enfants de familles musulmanes souhaitent échapper à l'enseignement de certaines matières ou de la Shoah, mais pas quand des familles catholiques souhaitent échapper à l'enseignement de l'égalité filles-garçons… C'est donc une dénonciation d'une forme de racisme anti-musulman, d'une inégalité dans la vigilance, qui me vaut ce "Y'a bon"».

Comprendre: Caroline Fourest, par ses propos, entendait en fait défendre les Musulmans en dénonçant le «deux poids, deux mesures» dont ils sont victimes. Caroline Fourest a raison sur un point: la phrase incriminée par les «Y'a bon» a été prononcée le 3 février 2014 sur LCP lors d'un débat concernant la polémique autour de l'enseignement de la supposée «théorie du genre», au cours de laquelle l'éditorialiste dressait effectivement le parallèle qu'elle évoque dans son billet. Elle appelait ainsi la droite républicaine à être cohérente et, comme elle s'était opposée à «ces familles qui au nom de leurs convictions religieuses retirent les enfants des cours d'histoire quand on enseigne la Shoah», à s'opposer à l'offensive conduite par certains intégristes religieux catholiques contre l'école publique.

Le problème est que ce contexte ne change rien, bien au contraire! Le parallèle entre, d'une part, un mouvement organisé (la «Manif pour Tous»), dont nombre de responsables revendiquent ouvertement leurs convictions religieuses et affirment se battre au nom de ces dernières, avec le soutien d'une partie du clergé catholique, contre «l'enseignement de l'égalité filles-garçons» et, d'autre part, les comportements (supposés) de certaines familles à l'égard de «l'enseignement de l'histoire de la Shoah» expliqués par les «convictions religieuses» de celles-ci alors qu'il n'y a, répétons-le, aucune position musulmane eu égard à la Shoah ou à son enseignement, participe précisément de l'amalgame que nous avons décrit plus haut! Prétendre que les «Y'a bon» auraient tronqué une citation dans le but de faire dire à Caroline Fourest le contraire de ce qu'elle pensait, alors que la citation «intégrale» ne fait que renforcer l'amalgame qui a valu à l'éditorialiste sa deuxième banane dorée[1], est en ce sens un argument, chacun l'avouera, d'une «mauvaise foi renversante».

[1] Rappelons que Caroline Fourest avait été distinguée par les « Y'a bon » en 2012, pour sa dénonciation de «ces associations qui demandent des gymnases pour organiser des tournois de basket réservés aux femmes, voilées, pour en plus lever des fonds pour le Hamas». Là aussi, sans doute, des «propos laïques» et destinés à «dénoncer une forme de racisme anti-musulman». On notera que Caroline Fourest, d'une bonne foi renversante, évoque pudiquement, dans son billet du 19 juin 2015, ce premier «Y'a bon», expliquant qu'elle avait simplement «dénoncé les mairies prêtant des installations publiques à des associations intégristes et sexistes». Ou quand Caroline Fourest tronque elle-même ses citations… slate.fr 21.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie saoudite

1- 36 missiles s'abattent sur une base saoudienne - french.irib.ir

L'armée yéménite et Ansarallah ont violemment pilonné une base militaire saoudienne. Selon Al mayadeen, l'armée yéménite et les comités populaires liés à Ansarallah ont attaqué la base militaire de Zahran en représailles aux raids incessants de l'aviation saoudienne. Quelques 36 missiles se sont abattus sur le bâtiment. La tour Al MoIn situé à Jizan a également été prise pour cible des missiles.

Samedi un militaire saoudien est tombé au cours de violents affrontemenst avec les combattants d'Ansarallah. Deux autres soldats saoudiens et trois membres de la garde nationale saoudienne ont été blessés. Les sources yéménites affirment vouloir poursuivre leur pilonnage contre les positions saoudiennes tant que les raids saoudiens se poursuivront. french.irib.ir 21.06

2- L'unité de terreur du prince Nayef - french.irib.ir

Le ministère saoudien de l'Intérieur a formé une unité de terreur pour éliminer tous les activistes politiques et mettre fin à leurs actions pacifiques.

Selon l'agence d'information Tasnim, une source proche des opposants saoudiens a révélé que le ministère de l'Intérieur a mis sur pied des équipes de sécurité, bien entraînées et formées pour la terreur, dans le but d'assassiner tous les activistes politiques à Qatif. Selon cette même source, ces équipes de sécurité ont été formées pour des attentats à de haut niveau tandis que Mohammad Ben Nayef supervise, personnellement, la formation de ces comités de sécurité et leurs activités. Le point qui mérite réflexion c'est qu'une liste de 23 personnes d'activistes a été déjà préparée.

Des réunions ont eu lieu avec la participation des responsables sécuritaires à Qatif pour déterminer le cadre de coordination sur la nature de l'activité de ces équipes de sécurité, qui seront responsables d'assassiner ces 23 personnes. french.irib.ir 21.06

La même méthode que les nazis, les fascistes, non ? Et les Américains, les sionistes, les autorités ukrainiennes... Chut, ce sont des régimes démocratiques et les Saoudiens sont leur allié !

Haut de page

Le 23 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles ou plus demain matin.

Réflexions politiques

1- Au début des années 80, le PS sentant venir la fin de l'URSS et ses satellites, en profita pour revendiquer l'économie de marché et désormais s'afficher comme un parti de droite, sans que pour autant le mouvement ouvrier qui était lié au PS ne réagisse et tire des enseignements de cette évolution des rapports entre les classes et ceux qui sont censés les représenter, et comme si finalement rien ne s'était passé les différents partis ouvriers continuèrent de flirter, de s'encanailler, de s'allier ou d'appeler à l'unité avec ce parti qui pourtant ne camouflait plus sa véritable nature capitaliste.

Cependant, la nouvelle crise du capitalisme mondial qui avait surgi au début des années 70 s'approfondissant au cours des décennies suivantes, allait se traduire par la mise en oeuvre de politiques d'austérité, qui signifiaient que l'époque des réformes sociales même à minima était définitivement révolue, et qu'elle avait cédé le pas à un cycle de régression sociale sans fin qui allait frapper à des degrés divers toutes les couches des masses exploitées, dont les couches et classes moyennes, la petite bourgeoisie.

Du coup les représentants de ces couches et classes qui bénéficiaient de privilèges ou d'un mode de vie supérieur au reste du prolétariat, sous la pression de leurs troupes qui ne pouvaient plus se reconnaître dans la politique du PS ou craignant d'en faire les frais se démarquèrent de la direction de ce parti pour finalement en sortir et créer le Parti de gauche.

Cette rupture ne sera que de façade, car dans une large mesure elle sera contrôlée ou négociée pour préserver les alliances électorales futures entre les différents partis qui se partagent en somme le même fond de commerce, et au-delà les mêmes objectifs politiques assumés ou non avoués de préserver la stabilité du régime en place.

D'autres partis ou micro-partis continueront ainsi d'évoluer au côté du PS, rassemblant les mécontents du PS sans être capable de leur proposer une issue politique cohérente qui rompe avec la politique du PS, puisque le même fil conducteur qui les reliait au régime ou au capitalisme (et à l'UE) devait continuer de les traverser, les conduisant à leur tour à connaître une succession de crises, pour ne pas dire qu'ils étaient le produit de la crise du capitalisme à laquelle le PS s'était identifié, et que partant du constat qu'il n'existait pas de remède à cette crise qui corresponde aux attentes de ces couches ou classes qu'ils représentaient (sans rompre avec le capitalisme), ils allaient à leur tour incarner cette crise et devoir composer avec ses tenants pour être incapables de rompre avec le capitalisme et ses institutions, au point qu'ils en arrivent à ne plus pouvoir camoufler leur impuissance au fil du temps ou l'imposture qu'avait constitué la fondation de ces partis qui allaient demeurer ou être condamnés à demeurer des appendices du PS et du régime, se traduisant par la désillusion grandissante et la démission d'un grand nombre de leurs adhérents.

La crise du capitalisme et la crise de la direction du mouvement ouvrier sont intimement imbriquées dans un rapport de cause à effet, de subordination dont le mouvement ouvrier allait être le grand perdant, le contraire fut étonnant ou pour ainsi dire un heureux hasard qui ne se produisit pas hélas !

En s'amarrant officiellement au char du capitalisme en état de putréfaction avancée, le PS était voué à connaître le même sort, d'où pour ne pas le connaître à son tour la nécessité impérieuse pour tous les partis issus du PS et les partis dits ouvriers de rompre immédiatement avec le parti social-néolibéral et de l'identifier comme tel ou un ennemi de la classe ouvrière et du socialisme, ce qu'ils refusèrent obstinément.

A la dislocation de la base qui soutenait traditionnellement le PS, allait correspondre celle de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui ne comprenait pas que ses dirigeants continuent de se tourner vers le PS (et le PCF) ou l'incluent dans une perspective ou une issue politique dans laquelle il ne pourrait jouer forcément qu'un rôle réactionnaire, contre-révolutionnaire, ce qui était inévitable pour avoir incarné les mêmes couches ou classes au lieu de se tourner résolument vers la classe ouvrière et en premier lieu ses couches les plus défavorisées, dont les besoins étaient justement incompatibles avec l'existence du système capitaliste, et qui à ce titre incarnaient à la fois l'indépendance de la classe et le socialisme avec lesquels ces partis avaient rompu ou dont ils s'étaient détournés.

Le PS et ses agents au sein des appareils des syndicats avec lesquels les dirigeants des partis dits ouvriers refuseront toujours de rompre, avaient établi des liens étroits, solides et permanents entre le mouvement ouvrier, le prolétariat et la classe des capitalistes ainsi que ses institutions, de telle sorte qu'aucune issue politique à la crise du capitalisme favorable aux exploités (ou indépendante du régime) ne puisse surgir d'un de ces partis ou servir de catalyseur au rassemblement du prolétariat au côté de ces couches ou classes dont les intérêts étaient malmenés par la politique appliquée par les différents gouvernements qui allaient se succéder au cours des quatre dernières décennies jusqu'à nos jours.

C'est l'incapacité de prendre en compte l'ensemble de ces facteurs et la modification de ces rapports liés à l'évolution de la crise du capitalisme, qui a largement contribué à la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier, à l'éparpillement à l'infini de nos forces pour finalement en être réduit à l'impuissance.

Au rejet de ce constat est venu s'ajouter le refus d'analyser les erreurs commises dans le passé, qui s'est traduit par le maintien des rapports existant entre ses partis et les différentes classes, et une conception de la lutte de classe empruntée à une époque révolue ou incapable d'évoluer en fonction des profondes modifications intervenues au sein même de la structure du prolétariat, pour finalement conserver celle qui prévalait à l'époque de TSF, de l'ORTF, de la 4CV, de la Caravelle ou de la locomotive à vapeur, ne pouvant plus se tourner vers les pans de l'aristocratie ouvrière qui avait disparu, ils allaient se concentrer sur les fonctionnaires, leur dernier bastion ou fonds de commerce, qui par leur nature sont intimement liés à l'Etat au service du capitalisme et sont plus prompts de ce fait à épouser le corporatisme plutôt que la cause de la révolution socialiste.

Pour eux, c'est un peu comme si vous demandiez à un travailleur sans réelle conscience politique, s'il préfère travailler en régime capitaliste pour un patron qui lui garantit un salaire chaque fin de mois et lui permet ainsi de survivre, ou bien de prendre le risque de s'en priver au profit d'un régime socialiste qui dans l'état actuel des choses lui apparaîtra forcément hypothétique, pour ne pas dire surréaliste, d'après vous vers quoi va-t-il incliner spontanément, si vous êtes honnêtes vous l'avez deviné immédiatement, pas vraiment vers le socialisme, et quelque part c'est bien naturel car il en ignore tout, et tout a été fait pour qu'il en soit toujours ainsi.

Précisons que nous ne somme pas du genre à jeter la pierre aux fonctionnaires, dont on n'enviera pas le mode de vie routinier qui doit être d'un ennui mortel. Pour avoir travaillé dans plus de 45 entreprises en tous genres à tous les échelons dans plus de 10 secteurs d'activité économique différents, je peux me permettre d'en parler tranquillement et affirmer parvenu à un âge avancé (60 ans), que je préfère encore mon parcours incertain et semé d'embûches à celui d'un malheureux fonctionnaire.

Les fonctionnaires, c'est comme les juifs, les musulmans, les homosexuels, les femmes, toutes les victimes innocentes du capitalisme qui peuvent être identifiés comme appartenant à une communauté ou une minorité par les démagogues au pouvoir ou leurs larbins, qui les instrumentalisent pour en faire des boucs émissaires de la crise du capitalisme ou du régime jetés en pâture à la plèbe ignorante, ce qui servira à alimenter ses préjugés au lieu de les réduire ou les combattre, ils sont finalement plus à plaindre que le reste de la population, tout en demeurant lucide ou en gardant à l'esprit que sur le plan social rien ne les distingue

des exploités en général lorsqu'on se situe sur le terrain de lutte des classes.

2- Dans quel monde vivons-nous ?

Pourquoi cette question ? Devinez.

Il y a quelque chose de très particulier dans la manière qu'ont les hommes d'appréhender la réalité, qui a un moment donné ont l'essentiel sous le nez ou à la portée de la main et semblent l'avoir saisi, et qui l'instant d'après l'ont déjà oublié ou leur échappe, envolé car ils sont déjà passé à autre chose, et si on leur signale ils ne comprennent pas de quoi on leur parle comme si finalement ils n'avaient jamais vécu cette expérience. Une telle insouciance ou inconscience fait notre propre malheur.

Pour notre part, nous fonctionnons selon d'autres critères ou principes qui à la longue se sont profondément incrustés dans notre mentalité au point d'être devenus pour ainsi dire instinctifs. Au lieu de passer à autre chose, un tas de questions surgissent ou nous viennent à l'esprit, qui renforcent notre conviction que c'est la meilleure méthode pour venir à bout des questions les plus ardues et de ne pas perdre le fil de nos idées, de penser sans sortir du terrain qui est le nôtre, donc sans flirter avec celui de notre ennemi ou empiéter dessus, ce qui pourrait que nous conduire dans une mauvaise direction ou abandonner notre objectif.

Il nous vient soudain des informations d'une telle importance qu'on n'est pas fichu de savoir quoi en faire ou de les exploiter à bon escient et c'est bien dommage. Par chance si l'on peut dire, la situation actuelle est particulièrement propice à ce genre d'informations ou révélations qui peuvent faire avancer les choses, pour peu qu'on en ait la volonté et qu'on sache comment s'y prendre pour les traiter et les rendre accessibles au plus grand nombre. C'est notre obsession.

On a déjà dit il y a des années qu'on regorgeait de matériaux pour défendre et exposer nos idées, et qu'apparemment on en était toujours incapable malheureusement.

Extraits d'articles

A vous nos déchets.

A nous le profit, le progrès social, le confort, l'air pur, une alimentation saine, le bien-être et la paix.

- "Une déclaration de Lawrence Summers, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, éclaire bien le concept de NIMBY : « Les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles. Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés […] et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans. Je pense que la logique économique, qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles, est imparable. »

Larry Summers : membre du Parti démocrate et néolibéral convaincu, il fit partie des conseillers économiques de Ronald Reagan, avant de devenir économiste en chef de la Banque mondiale. Par la suite, il décrocha notamment la présidence de l'université Harvard, avant d'être contraint à démissionner à la suite d'une déclaration dans laquelle il se demandait si les femmes n'étaient pas intrinsèquement moins douées que les hommes. Summers fut encore pendant quelque temps l'un des conseillers économiques du président Obama, avant de retourner donner des cours à Harvard."

Oui. Mais...

La Russie interfèrerait dans les affaires intérieures de l'Ukraine, mais pas les Américains. La preuve du contraire de leur propre bouche, argument imparable.

- "Michael McFaul écrivit un article pour le Washington Post dans lequel ce spécialiste des révolutions de couleur, futur ambassadeur américain en Russie, révéla : «Est ce que les Américains ont interféré dans les affaires intérieures de l'Ukraine ? Oui. Mais les agents d'influence américains préfèrent une autre expression pour décrire leurs activités : assistance démocratique, promotion de la démocratie, aide à la société civile… Mais leur travail, quel qu'en soit le nom, cherche à influencer le processus politique en Ukraine. L' US Agency for International Development, la National endowment for Democracy et quelques autres fondations ont financé quelques organisations américaines dont la Freedom House, l'International Republican Institute, le National Democratic Institute, le Solidarity Center, l'Eurasian Foundation, Internews et beaucoup d'autres, pour qu'elles fournissent des prêts financiers et une assistance technique à la société civile ukrainienne. L'Union européenne, quelques pays européens et la fondation de Soros, Renaissance Foundation, firent de même. »"

ACTUALITÉ DU JOUR

Quelle réponse au chaos engendré par les guerres menées par les puissances occidentales au Maghreb et en Afrique ? La militarisation du monde.

- Six cents migrants clandestins secourus en Méditerranée - Reuters

- Méditerranée : l'Union européenne lance son opération militaire contre les passeurs - Francetv info

Ce lundi 22 juin, au Luxembourg, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont voté à l'unanimité le coup d'envoi de l'opération militaire contre les passeurs de migrants en Méditerranée. Son nom de code : "Navfor Med".

Pareil dispositif n'avait jamais été décidé dans la lutte contre l'immigration clandestine : il y aura un porte-avions italien, quatre bâtiments de guerre, dont sans doute une frégate française, deux sous-marins, trois appareils de reconnaissance, trois hélicoptères et deux drones. Francetv info 22.06

L'impatience du petit bourgeois opportuniste ne résiste pas à l'épreuve du temps.

- Le parti Nouvelle donne se déchire à quelques mois des régionales - 20minutes.fr

Scission à Nouvelle Donne : Soixante militants et responsables de la formation de gauche coprésidée par l'économiste Pierre Larrouturou et Karine Druelles ont annoncé dimanche leur démission. Dans une tribune publiée par Mediapart, signée par la députée (ex-écologiste) Isabelle Attard et le porte-parole Joseph Boussion, ces membres déplorent l'inefficacité du mouvement créé il y a 18 mois.

« Nous savons, chacun à notre niveau, que Nouvelle Donne ne changera rien à la vie politique », jugent-ils dans cette tribune. « Nous avons constaté que "faire de la politique autrement" s'est transformé en dogme d'exclusion (…) par ceux qui ne veulent, finalement, pas faire de politique du tout. » « Notre organisation a un train de retard », dénoncent-ils encore, regrettant que « le parti du renouvellement des pratiques est désormais le jouet d'une oligarchie ».

« Après les européennes de 2014, il y avait un enthousiasme qui a accompagné la mise en place des statuts. Puis le mouvement s'est essoufflé », explique Isabelle Attard à 20 Minutes. Les dissensions sont devenues intenables dans la perspective des élections régionales de décembre 2015

En complément

- Régionales: l'union de la gauche mise à mal par les écologistes en Paca - AFP

Confirmation. L'Etat sioniste au petit soin avec les barbares d'Al-Nosra ou Al-Qaïda en Syrie.

- Une ambulance israélienne attaquée par des druzes au Golan : un Syrien tué (police) - AFP

Un blessé syrien transporté en Israël dans une ambulance militaire israélienne a été tué lundi par des druzes qui ont attaqué à coups de pierres le véhicule sur le plateau du Golan, a indiqué la police.

"Une foule a attaqué à coups de pierres une ambulance militaire près de Majdal Shams dans le Golan et blessé ses occupants (...). L'un des blessés syriens qui s'y trouvait est mort des suites de l'attaque", a expliqué un porte-parole de la police israélienne dans un communiqué.

L'autre blessé syrien transporté par l'armée israélienne est blessé grièvement, selon ce communiqué.

Les deux soldats qui conduisaient l'ambulance ont été blessés légèrement dans cette attaque.

Selon les médias israéliens, près de 200 habitants du village druze de Majdal Shams ont participé à cette attaque.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a qualifié l'incident de "très grave" et promis de "faire justice avec les responsables de cette attaque", selon un communiqué de son bureau.

"Nous ne laisserons personne prendre la loi entre ses mains et empêcher l'armée de réaliser ses missions", ajoute le communiqué.

M. Netanyahu a par ailleurs appelé les responsables de la communauté druze à "calmer les esprits".

Dans la matinée, un véhicule militaire avait déjà été bloqué dans le nord d?Israël par des druzes qui pensaient qu'il transportait des rebelles syriens blessés, selon la police israélienne.

Plusieurs centaines de Syriens blessés dans les combats en Syrie, où une guerre civile fait rage depuis quatre ans, ont été soignés en Israël. AFP 22.06

Vous vous demandez encore quelle est la nature de ces "rebelles syriens blessés" ? La réponse vient d'Israël.

- Les terroristes blessés, admis dans les hôpitaux d'Israël - french.irib.ir

La télévision du régime sioniste a diffusé un reportage, sur les terroristes blessés, en Syrie, qui reçoivent des soins médicaux, dans les hôpitaux de ce régime.

La chaîne 2 de la télévision israélienne a reconnu, lundi, que plus de 1.600 blessés des groupes terroristes, actifs en Syrie, avaient été traités, dans les hôpitaux d'Israël.

Cette chaîne de télévision a, ensuite, diffusé des images montrant l'évacuation des terroristes blessés et leur traitementn dans les hôpitaux d'Israël.

Dans le même temps, le journal israélien, "Haaretz", fait part de la fourniture, par Israël, des armements au Front Al-Nosra. «Tel-Aviv met à la disposition du Front Al-Nosra des armements militaires, dont des roquettes téléguidées, des roquettes anti-char et des balles anti-char», a ajouté "Haaretz". french.irib.ir 22.06

En complément.

- Offensive d'Israël à Gaza: l'ONU rapporte de "possibles crimes de guerre" - Lexpress.fr

Dossier grec

- Les nouvelles propositions d'Alexis Tsipras ne sont pas "très bien vues" par les Grecs - Francetv info

Les nouvelles propositions du gouvernement grec transmises à ses créanciers ne sont pas "très bien vues" à Athènes, assure Alexia Kefalas. "C'est la raison pour laquelle la presse a fait le relais de ces propositions en expliquant qu'Alexis Tsipras a dû céder à l'austérité et à la pression des créanciers", explique la journaliste de France 3.

Même parmi les manifestants du rassemblement pro-euro, "beaucoup ont été déçus de la pression mise de la part des créanciers sur Alexis Tsipras pour céder à l'austérité", ajoute Alexia Kefalas.

"A priori, les discussions de la soirée de lundi 22 juin vont mener à la prolongation du programme actuel, un programme avec beaucoup de rigueur et de nouvelles taxes. C'est ça, le problème des Grecs", affirme la journaliste.

"Cela signifie des cures de rigueur qui continuent. Or, Alexis Tsipras a précisément été élu pour rompre avec la rigueur", rappelle Alexia Kefalas, en direct d'Athènes.

- Grèce : Alexis Tsipras "prend ses responsabilités" - Francetv info

La preuve :

- Grèce: optimisme sur les marchés en forte progression - AFP

Les marchés ont affiché lundi de fortes progressions, Athènes s'envolant de 9%, Paris, Francfort et Madrid progressant de plus de 3,80%, sur fond d'optimisme des investisseurs sur un accord dans la semaine entre la Grèce et ses créanciers.

Le mouvement est resté plus mesuré à Wall Street, où l'indice de la bourse électronique Nasdaq a toutefois terminé sur un record.

Portées par l'espoir d'une possible issue à l'interminable crise grecque, les Bourses de Paris et de Francfort ont clôturé avec une envolée de 3,81% dans les deux cas, tandis qu'à Madrid l'Ibex bondissait de 3,87% et que Londres progressait de 1,72%.

Cet enthousiasme boursier a coïncidé avec une journée marathon à Bruxelles, marquée par une réunion des ministres des Finances de la zone euro, une rencontre entre le Premier ministre grec Alexis Tsipras et les responsables des différentes institutions financières créancières du pays, puis un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens dans la soirée.

Mais dès leur arrivée à Bruxelles, les ministres des Finances se sont empressés de rafraîchir les espoirs des plus optimistes en disant ne pas attendre de "percée" lundi, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker se fixant pour "but" un "accord d'ici la fin de la semaine".

"Le fort rebond des actions européennes lundi a été aidé par l'optimisme sur le fait que les réunions de l'Eurogroupe cette semaine finiront par déboucher par un accord sur la Grèce, ainsi que par une nouvelle hausse des prêts d'urgence aux banques grecques de la part de la BCE", a commenté Jasper Lawler, analyste chez CMC Markets UK.

"Notre scénario central continue à tabler sur un accord provisoire de dernière minute, mais les négociations pourraient durer jusqu'au Sommet de l'UE des 25 et 26 juin et même au-delà", ont noté les économistes du Crédit Agricole.

"Il y a eu beaucoup d'éléments positifs depuis ce matin et le marché pense qu'un accord sera trouvé", a résumé Alexandre Baradez, un analyste de IG France.

Le gouvernement grec a présenté dans la nuit de dimanche à lundi des propositions -dont le contenu n'a pas été dévoilé- qui constituent "une base pour reprendre les discussions", a déclaré le patron de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem.

Ces propositions "semblent aller dans la bonne direction pour rapprocher les positions entre elle (la Grèce, ndlr) et ses créanciers", a indiqué à Madrid Nuria Alvarez, analyste au sein du broker en ligne Renta 4 pour expliquer la forte hausse des bourses.

Sur le front des taux d'emprunt des pays du sud de l'Europe, ce même espoir de règlement se traduisait par une détente sensible à l'ouverture du marché de la dette souveraine en zone euro, les investisseurs pariant sur le maintien de l'intégrité de l'union monétaire.

A la clôture, le taux d'emprunt à 10 ans de la Grèce a reculé très significativement à 11,165% contre 12,668% sur le marché secondaire, où s'échange la dette déjà émise par les Etats, signe que les investisseurs croient à l'éventualité d'un accord. Sur les marchés obligataires, les taux d'emprunt évoluent en sens inverse de la demande et des prix.

ACTUALITE EN TITRES

Singeries institutionnelles

- Cambadélis juge Taubira "indispensable à la couleur du gouvernement" - L'Express.fr

- Peine annulée pour une ex-candidate FN qui avait comparé Taubira à un singe - L'Express.fr

- L'islam sera "un enjeu électoral" pour 2017, concède Valls - AFP

Surenchère

- Une épicerie n'ouvre pas les mêmes jours pour hommes et femmes - Reuters

Maintenant que le nouvel ordre mondial esclavagisme est sur les rails...

- Le gouverneur de Caroline du Sud retire le drapeau sudiste - Reuters

Nikki Haley, gouverneur de Caroline du Sud, a demandé lundi le retrait du drapeau confédéré qui flotte devant le siège du gouvernement de l'Etat, à Columbia.

La présence de ce drapeau, qui représentait les Etats esclavagistes ayant fait sécession en 1861, était décriée depuis la mort de

neuf membres de la communauté noire tués dans une église par un jeune blanc, mercredi à Charleston. Il flotte près du siège du gouvernement de Caroline du Sud depuis le début des années 60.

"Le moment est venu de retirer le drapeau de la pelouse du Capitole", a déclaré le gouverneur républicain. "C'est le moment de dire que ce drapeau, bien que partie intégrante de notre passé, ne représente pas l'avenir de notre grand Etat." Reuters 22.06

Quand Le Figaro devient d'extrême droite.

- Venezuela : 29e jour de grève de la faim pour l'opposant Lopez - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Afghanistan : le Parlement attaqué par les talibans - Francetv info

- Double attentat-suicide meurtrier dans une grande ville du nord-est du Nigeria - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France - Irak -Palestine occupée.

1.1- Paris arme directement le Kurdistan irakien (As-Safir) - french.irib.ir

La Représentation du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien en France a fait part de l'envoi d'armes par Paris vers cette région, sans aucune coordination avec le gouvernement central de Bagdad.

Selon l'agence de presse Fars, le vice-représentant du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien à Paris a déclaré que la France envisageait d'acheminer directement et sans coordination avec le gouvernement fédéral d'Irak, des armes au Kurdistan irakien.

Selon le journal libanais "As-Safir", cela intervient alors que les Etats-Unis ont annoncé qu'ils entraîneraient et fourniraient des armes aux Kurdes, dans le cadre d'une coopération avec le gouvernement irakien. Le vice-représentant du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien à Paris, Ali Dolamari a souligné que le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian se déplacerait dans les prochains jours au Kurdistan irakien en vue de consulter les hauts responsables kurdes d'Irak. "L'arme remise par le ministre français de la Défense à la région du Kurdistan irakien pour lutter contre le groupe terroriste Daech, comprendra toutes sortes d'armes sophistiquées "Al-Milan", "Douchka" et des mortiers", a-t-il affirmé. Paris avait promis au Kurdistan irakien de soutenir les Peshmergas et les kurdes. Dans ce droit fil, Paris délivrera ces armes directement au Kurdistan irakien à l'insu du gouvernement de Bagdad. Le chef du Kurdistan irakien Massoud Barzani s'est déplacé, en février, à Paris et entretenu avec le président français François Hollande ; les deux hommes avaient mis l'accent sur le soutien aux Peshmergas et au Kurdistan irakien. french.irib.ir 22.06

1.2- Proche-Orient: le Hamas rejette le plan de la France - french.irib.ir

Le haut membre du Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine, Hamas, Ismaël Rezwan, s'est dit contre le plan de la France, en soulignant que le Hamas s'opposait à tout plan qui ferait fi des droits et de la cause de la nation Palestine.

" Les pourparlers de compromis avec le régime sioniste sont inutiles et une perte de temps", a estimé Ismaël Rezwan, avertissant que le projet proposé par la France et qui devrait être rémis au Conseil de sécurité, signifiait la violation des droits du peuple palestinien notamment en ce qui concerne le droit au rapatriement, le droit à l'autodétermination et la formation d'un Etat indépendant palestinien sur la base des frontières de 1967. Les négociations de compromis entre les parties palestinienne et israélienne s'étaient soldées par un échec fin avril 2014, en raison de la construction de colonies israéliennes en Cisjordanie et Qods-Est et l'opposition d'Israël à la formation d'un gouvernement d'union nationale en Palestine. french.irib.ir 22.06

2- Arabie saoudite

2.1- Arabie saoudite: naissance d'une rébellion armée contre les Saoud - french.irib.ir

Un mouvement séparatiste armé a annoncé la capture d'une base militaire, dans le Sud de l'Arabie saoudite. Il s'agit du mouvement séparatiste «Al-Ahrar Najran», en guerre contre les Saoud. Le représentant de cette force séparatiste a déclaré que leurs troupes ont affronté des soldats saoudiens, dans la région de Habash, à 10 km au Sud de Najran.

Ces séparatistes ont annoncé qu'ils veulent se séparer de l'Arabie saoudite et faire allégeance au Yémen voisin. Ceci ressemble au début d'une guerre civile, au sein même de l'Arabie saoudite, propagatrice de guerres civiles, dans la région. Un retour de bâton terrible. Affaire à suivre. french.irib.ir 22.06

2.2- Ansarallah abat un drone saoudien - french.irib.ir

Les combattants d'Ansarallah ont abattu un drone de reconnaissance de l'armée saoudienne dans la région frontalière de Sahar. Selon Yemen Post, les combattants d'Ansarallah affirment avoir abattu l'appareil à l'aide des missiles anti-aérien. Riyad n'a pas encore réagi à cette information. french.irib.ir 22.06

ECONOMIE

Le capitalisme serait-il voué à disparaître ?

- L'emploi, une espèce en voie d'extinction ? - lepoint.fr

Depuis la première révolution industrielle, différents modèles économiques de développement ont été conçus. D'une crise à l'autre, le scénario se répète. Le médecin croit trouver un remède à la maladie, puis, lorsque le malade tombe à nouveau au plus mal, il s'aperçoit qu'il ne s'agissait que d'un palliatif.

Les Trente Glorieuses, notre âge d'or à nous, sont encore présentes dans tous les esprits. Pourtant, avons-nous bien compris ce qu'il s'est vraiment produit au cours de cette période ? La consommation de masse était considérée comme le paradigme optimal du développement économique. Mais c'était une illusion. Le modèle de la consommation de masse, des prix bas accessibles à pratiquement toutes les couches de la population, n'est pas une logique de développement mais un paradigme qui conduit à l'appauvrissement généralisé de la population. Pourquoi ?

Une surcapacité de production permanente

Reprenons le cours des événements économiques du XXe siècle. Il faut bien comprendre que nous sommes dans un continuum depuis la crise de 1929. Les solutions qui ont été trouvées successivement n'ont été que des solutions provisoires. Le New Deal (la politique des grands travaux menée par Franklin Roosevelt) n'était qu'un traitement social du chômage, pas une relance véritable de l'économie. Ensuite, le plan Marshall a permis de transformer une économie de guerre en une économie de consommation au moyen de la dette. C'est alors qu'est apparu le modèle de la démocratisation de la consommation. À l'inverse du Fordisme (qui consiste à augmenter les salaires pour que les ouvriers puissent s'offrir une Ford T), on obtenait des prix bas, via une production de masse et des économies d'échelle. Les entreprises compensaient leurs marges unitaires réduites par des ventes en grande quantité.

On a pensé que ce modèle économique de la consommation de masse aboutissait à l'enrichissement collectif de la population, mais c'est le contraire qui s'est produit. Pourquoi ? Parce que le problème de la surcapacité de production n'est pas résolu. Lorsque de nouvelles entreprises arrivent sur le marché, chacun des concurrents, pour conserver des prix bas et sa compétitivité, pousse cette logique à son paroxysme et on aboutit aux délocalisations ou à la walmartisation de l'économie, c'est-à-dire à une baisse des salaires. Et c'est une spirale infernale déflationniste puisque les consommateurs, voyant leur pouvoir d'achat limité, cherchent des prix de plus en plus bas.

Cette dynamique infernale était masquée par la forte croissance des années 1960, liée à la reconstruction de l'après-guerre, mais elle était déjà ancrée, même si ses effets étaient encore peu visibles. Pendant les années 1970, un grand nombre de personnes issues du baby-boom arrivaient sur le marché du travail alors que le progrès technique permettait aux entreprises de s'informatiser, ce qui diminuait leurs besoins en main-d'œuvre. Certes, ces progrès technologiques créaient de nouveaux emplois, mais le nombre des emplois offerts par les entreprises est resté inférieur aux besoins de la population active, et le chômage de masse faisait son apparition.

La nouvelle lubie de l'économie collaborative

Le seul moyen qu'on a trouvé pour inciter les personnes touchant de faibles revenus à consommer, c'est le crédit. Mais accorder des prêts à des personnes non solvables constitue pour l'industrie financière une bombe qui a explosé en 2007 (crise des subprimes). Pour créer ce qu'on appelle l'effet de richesse (cela consiste à donner l'impression aux possesseurs d'actifs qu'ils

sont riches, ce qui les pousse à consommer), on fait monter les marchés, qu'il s'agisse des actions, des obligations ou de tout autre actif, créant ainsi des bulles spéculatives prêtes à exploser de nouveau. Voilà où nous en sommes.

Face à cette situation, de nouvelles pistes sont explorées, par exemple l'économie collaborative... Cette "ubérisation" de l'économie, le paradigme du CtoC (Consumer to Consumer), n'enrichit que les opérateurs. Il s'agit en fait d'une destruction de valeur, c'est-à-dire que l'on remplace des revenus par d'autres revenus de moindre valeur. C'est un nivellement par le bas. Par exemple, Amazon envisage de faire livrer ses produits par des particuliers, via une application "On my way". Si cette plateforme est mise en œuvre, les sociétés telles que DHL ou Fedex seront mises en difficulté et ne pourront plus offrir de véritables emplois de chauffeurs-livreurs à un grand nombre de personnes.

C'est donc bien une destruction d'emplois et donc de richesse à laquelle nous assistons. Même si les particuliers payaient des cotisations sur les (faibles) revenus engrangés, la substitution est perdante. Par ailleurs, l'ubérisation ne constitue pas en elle-même un progrès technique. Ce ne sont que des plateformes de mise en relation des particuliers entre eux via Internet.

Les médecins de Molière au chevet du malade...

Tels les médecins de Molière, nombreux sont ceux qui se sont penchés sur la question économique. Mais les débats vont bon train alors que le malade s'affaiblit de jour en jour. N'oublions pas que même si la misère a reculé dans le monde, la croissance de l'économie mondiale diminue d'un point tous les dix ans.

Le chômage de masse et le sous-emploi demeurent des problèmes qui sont, jusqu'à présent, sans solution pérenne. En effet, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne, les dispositions telles que les minijobs, les contrats zéro heure ne servent qu'à afficher des statistiques avantageuses du chômage et ne font que remplacer des chômeurs pauvres par des travailleurs pauvres. Différentes options font l'objet de discussions enflammées.

On fustige les dettes souveraines qui pèsent sur l'économie. Certains proposent un défaut pur et simple. Même si la dette était supprimée, le problème ne serait pas résolu, puisque la création de richesse tend à diminuer, alors que la population augmente. Si bien qu'au bout d'un certain temps, les États ou les ménages seront de nouveau obligés de s'endetter, à moins d'un changement profond dans les comportements, ce qui prendrait du temps de toute façon.

La robolution, un mirage ou un miracle ?

Alors que le problème du chômage de masse n'est toujours pas résolu, le continuum demeure et une autre révolution apparait, la robolution, que l'on ne doit pas confondre avec la robotisation, processus déjà entamé depuis les années 1980 et qui n'est que le prolongement de la mécanisation de la production, apparue dès le XIXe siècle. La robolution, c'est autre chose. Il s'agit du remplacement complet de l'homme par des robots dans le processus de fabrication. C'est-à-dire que des robots vont être capables de programmer d'autres robots chargés de fabriquer les robots qui fabriqueront des produits ou rendront des services.

Cette révolution arrivera moins vite qu'annoncé. Certes, il existe déjà des robots capables d'apprendre à effectuer des tâches sans qu'un programmateur n'intervienne. Mais la généralisation de ce modèle économique prendra plusieurs décennies. Entre la découverte par des scientifiques d'un virus (celui de la poliomyélite, par exemple) dans un laboratoire de recherche et l'éradication de la maladie, il aura fallu au moins un siècle. Pour la robolution, il faut des investissements très importants et une vaste coopération entre les cerveaux du monde entier. Or, ces conditions sont loin d'être réunies à l'heure actuelle.

On sait désormais que ce n'est pas seulement les ouvriers qui vont perdre leur travail mais aussi les cadres supérieurs, le personnel qualifié exerçant des tâches dites intellectuelles. L'économie dite du savoir est aussi remise en question puisque aucun être humain ne peut rivaliser avec l'intelligence artificielle des robots. La question qui se pose désormais est : de quelle manière la population va-t-elle gagner de quoi acheter ce qui sera produit par les robots ? Si dans 40 ans, le travail a disparu, que va devenir la population ?

Le retard de la science économique

La science économique peine considérablement à analyser le présent. Un retard énorme s'est accumulé pour comprendre l'inefficacité actuelle du système dans son ensemble. Nous assistons à un ralentissement généralisé de l'économie qui va nous mener vers une régression de la condition humaine. L'espérance de vie en bonne santé baisse en France et ailleurs et on déplore la recrudescence de la misère, la réapparition de certaines maladies, etc.

La perte de solvabilité progressive des acteurs économiques est restée dans un angle mort de la pensée économique. Personne n'y a pensé. Il y a quarante ans, il aurait fallu se pencher sur la question, mais il n'est pas trop tard !

La science économique du futur devra réfléchir le réel de façon globale

La science économique devrait d'ores et déjà anticiper les problèmes du futur. La croyance en la théorie schumpetérienne ne doit plus nous empêcher de nous poser les vraies questions. Nous sommes face à un problème que seuls les auteurs de science-fiction ont abordé. Nous avons devant nous quelques décennies pour anticiper et élaborer des modèles économiques viables du monde de demain.

Certes, différentes pistes sont évoquées çà et là. L'économie du temps libre, le revenu universel ou l'idée de redistribution de la valeur produite posent les jalons d'une réflexion débutante, mais il faut un modèle rigoureux et cohérent dans son ensemble. Pour l'instant, il n'existe aucune théorie économique suffisamment élaborée qui réponde à ces questions.

Il est temps de lancer une vaste réflexion sur l'avenir de l'homme dans l'économie robotisée et sur la notion de création de richesse sans travail. Nous savons désormais que la notion de destruction créatrice de valeur est un mythe. Nous avons devant nous quarante ans pour réinventer un modèle économique viable et pérenne. Voilà un défi philosophique d'importance pour les économistes. lepoint.fr 22.06

Je n'ai pas le temps de commenter cet article.

Quand un économiste se met à réfléchir, apparemment cela prend du temps pour qu'il en sorte quelque chose, simple constatation. Le constat qu'il dresse du capitalisme à de quoi les effrayer.

On n'est pas certain que le capitalisme disposerait encore de 40 ans devant lui, souhaitons que ce ne soit qu'un délire d'économiste qui pose plus de questions qu'il n'en résout, comme d'habitude, ils sont payés pour cela.

Haut de page

Le 24 juin 2015

CAUSERIE

Vidéo

- Le grand bluff de Ronald Reagan Arte - documentaire 2015 vf complet (52')
https://www.youtube.com/watch?v=AxiSzgXTEA8

Parole d'internaute.

- "Vous m’en bouchez un coin…Haziza au Canard ?

Je vais regarder de plus près les signatures d’un hebdo qui fut (quelle misère…) mon rdv politique dans mon adolescence…

Au Canard, on a aussi des youngs leaders (David Fontaine), ce qui en dit aussi pas mal sur l’innocuité (collaboration ?) du palmipède quant à l’Inquisition néolibérale UESA.

Mais Ha-zi-za…là, j’avoue tomber de ma chaise…

Le Canard est devenu, n’a-t-il jamais été autre-chose ? une institution, donc à ce titre, un ubuesque porte coton pseudo anar, comme les adorent la CIA et ses filiales."

il y a ceux qui mettent en scène ou tournent en dérision les contradictions ou les paradoxes du régime, éditorialistes, humoristes, comiques, sans oublier les personnages politiques qui les exploitent pour leur propre compte, sans jamais vraiment en sortir parce que c'est lui qui les nourrit.

Quant aux révélations des journalistes d'investigation, hormis ceux dont la probité anticapitaliste est acquise, elles font figure de soupirails à un régime qui suffoquerait sinon sous les miasmes que dégage sa décomposition. C'est comme une petite lumière qui brille au loin, et qui rapidement s'éteint sans avoir atteint le bout du tunnel et la lumière.

ACTUALITE EN TITRES

Le PS en sortira complètement laminé.

- L'UDI et Les Républicains présenteront des listes d'union aux régionales - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox ou révélations qui n'en sont pas.

- Les Etats-Unis ont espionné les trois derniers présidents français - AFP

Les trois derniers présidents français et leurs plus proches conseillers ont été espionnés par les Etats-Unis, au moins de 2006 à 2012, selon des documents Wikileaks, qui ne comportent pas de révélation fracassante, divulgués mardi par Mediapart et Liberation.

Contacté par Mediapart, Jean-David Levitte ne s'est d'ailleurs pas déclaré "surpris". "Quand j'ai été ambassadeur à l'ONU, puis à Washington, puis dans mes fonctions à l'Élysée, aussi bien auprès de Jacques Chirac que de Nicolas Sarkozy, je suis toujours parti du principe que j'étais écouté. Cela va avec la fonction? Une fois qu'on a intégré cela, on adapte ses pratiques", affirme le diplomate. AFP 23.06

Avenir incertain, bouché, gravement hypothéqué.

- Plus de la moitié des Français ont un sentiment de déclassement social - 20minutes.fr

Plus de la moitié des Français (54%), trois fois plus qu'en 2002, considèrent que leur situation sociale est moins bonne que celle de leurs parents au même âge, selon un sondage publié mardi.

Ils sont deux fois moins nombreux (27%) à estimer que leur situation est meilleure et un peu moins d'un sur cinq à la juger «équivalente», selon ce sondage sur «les Français et l'argent» réalisé par Odoxa pour Les Échos, Radio Classique et FTI Consulting.

En 2002, ils étaient 55% à avoir le sentiment que leur situation était meilleure que celle de leurs parents et seulement 17% à estimer l'inverse, rappelle l'enquête.

Alors qu'ils considéraient que l'on était riche à partir d'un revenu de 6.000 euros par mois en 2011, ce seuil est tombé à 5.000 euros de revenu médian par mois cette année, selon ce sondage. 20minutes.fr 23.06

A les entendre bientôt on serait riche avec quoi, 3 ou 4.000 euros par mois, rien de tel pour mettre à contribution les classes et couches moyennes, voilà peut-être l'objet de ce sondage...

Le consensus se traduit dans tous les domaines par la bassesse et la médiocrité.

Je n'ai plus la télé depuis 6 mois et je m'en passe très bien. Mais je me souviens l'avoir éteinte en 2014 en regardant Thalassa, tellement j'étais écoeuré par les discours sirupeux et stéréotypés dignes d'un employé d'une agence de voyages tenus par leur pseudo-reporters, vantant le bien-être régnant dans certains pays quasi-paradisiaques, tandis que la majorité de la population croulait sous une misère noire, la corruption et la pollution. Cela valait également pour l'émission *Faut pas rêver*, au cours de laquelle la nouvelle animatrice arborait imperturbablement un sourire stupide et convenu.

Je m'étais fait la réflexion que la droitisation des médias et la propagande officielle distillant l'idéologie dominante ne devait épargner aucun secteur ou émission au point de les rendre indigestes. J'en étais arrivé à ne plus allumer la télé qu'une ou deux fois par semaine, alors la débrancher n'était plus qu'une formalité.

On parle de résistance, elle commence là, par le refus d'être le complice d'un instrument qui sert à conditionner les masses et censurer les médias institutionnels. Ce n'est pas contradictoire avec le fait d'aller pécher gratuitement des articles de presse là ils existent.

Elle peut également s'exprimer en refusant de marcher dans la combine qui consiste à consommer des marchandises ou des services dont on peut parfaitement se passer sans vivre plus mal pour autant ou se sentir frustré. Au lieu de se laisser aller à

vivre dans une sorte d'insouciance de bon aloi aussi stupide que néfaste, on ferait mieux de s'en tenir à nos besoins réels au lieu d'adopter ceux superficiels ou inutiles qu'on tente de nous imposer de l'extérieur par n'importe quel moyen.

Quand on n'a pas un mode de vie ou un comportement dans la vie quotidienne en adéquation avec ses idées, on n'a aucune chance de les faire avancer, notre engagement relève de la posture pour être inconsistant, pas vraiment sérieux.

On nous rétorquera peut-être qu'on a bien le droit de vivre, qu'on n'a qu'une vie et qu'après tout ce n'est pas bien grave si on entaille nos principes ici ou là. Argument désuet et sans fondement qui sert à justifier tous les écarts possibles qu'on entend se permettre, alors que contrairement à ce que sous-entend une telle critique, vivre selon ces principes est tout à fait à la portée de chacun sans avoir à fournir d'efforts particuliers et viable, procure davantage de satisfaction dans la mesure où on savoure la liberté de nos choix, ce qui n'est pas le cas quand ils nous sont imposés de l'extérieur.

On se plaint sans cesse que notre espace de liberté se réduit comme une peau de chagrin dans leur société, alors qu'en réalité on y contribue inconsciemment soi-même. Quelque part il faut un moment donné savoir ce que l'on veut vraiment dans la vie et s'en donner les moyens, cela vaut en général dans la vie quotidienne comme dans le combat politique ou notre engagement. Certains vont encore plus loin en exigeant que les masses se délestent de leurs préjugés archaïques, tandis que leur comportement est incohérent ou bourré de contradictions ou contredit leurs idées sans que cela les gêne le moins du monde.

Chacun est libre de penser, dire ou faire ce qu'il veut dans la vie, on ne le conteste pas évidemment, mais il faut l'assumer et ne pas se plaindre par la suite des conséquences qui en découlent ou alors en tirer des leçons. Il est évident que lorsqu'on évoque la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses ou de faire leur éducation, que cela doit se traduire en pratique, sinon cela ne servirait strictement à rien, car on ne pourrait pas en mesurer les résultats, et du coup on ne serait pas porté à persévérer dans cette voie pour finalement régresser.

En somme, c'est la dialectique appliquée à notre de vie qui peut être harmonieux autant que faire se peut dans la société actuelle ou au contraire être chaotique et décevant à l'arrivée. C'est un art de vivre qui sera le bienvenu dans une société en pleine décomposition, qui offre bien peu de sujets de satisfaction, un exemple et un espoir dont on a bien besoin de nos jours, qui incarne notre volonté de changer la société.

- Une fronde s'organise au sein de la rédaction de Thalassa - LePoint.fr

Des sujets aseptisés, une direction qui manque de courage et d'idées, les journalistes de la célèbre émission ne cachent pas leur colère.

Rien ne va plus au sein de la rédaction de Thalassa. Le site d'informations Mediapart met en lumière le mal-être et la colère des journalistes de l'émission qui évoquent les pratiques douteuses de la direction. Pour le célèbre animateur Georges Pernoud, c'est un choc : "Je tombe du placard...Certains ne me disent plus bonjour. Ils se plaignent de quoi ? Je ne savais pas que je les frappais ; en tout cas, je ne l'ai pas encore lu dans les tracts qu'ils m'envoient", a-t-il déclaré à au site d'investigation.

Pourtant, au sein de la rédaction, le malaise est bel et bien présent. "Treize des quinze reporters de l'émission ont approuvé un texte qui dénonce l'immobilisme, l'absence de ligne éditoriale et le sous-emploi des effectifs (35% de production en interne)", rapporte Médiapart. Selon le site, certains reporters n'auraient pas tourné depuis neuf mois. À leur place, des maisons de production fournissent des sujets pour l'émission. Pire, selon les journalistes, ces sujets sont souvent aseptisés et "cartes postales" : "La Nouvelle-Calédonie en eldorado touristique sans qu'apparaisse un Kanak ; une Algérie mensongère, aux plages immaculées - nettoyées avant chaque prise de vue...", détaille le site d'informations.

Un audit commandé au cabinet Think Out et transmis à la direction des programmes n'a pas arrangé les choses. Le document préconise d'"éviter les personnages trop antipathiques, qui ne donnent pas envie de voyager (...) d'adopter un ton négatif en continu ; d'aborder les sujets délicats sous l'angle de la solution plus que du constat." L'étude a suscité l'indignation des salariés de l'émission qui reprochent à leur direction son "immobilisme" ainsi que son manque "d'idées" et de "courage". Pire encore, les questions sociales et environnementales, pas assez vendeuses, sont également évitées. A croire que Thalassa a perdu de vue sa mission de service public. LePoint.fr 23.06

Au passage, service public que Le Point ne cesse de conspuer bruyamment !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Moscou entend durcir l'embargo contre l'Europe - french.irib.ir

Moscou entend durcir l'embargo sur les denrées alimentaires européennes en réaction à la prolongation par l'Occident des sanctions antirusses.

La question de la prorogation de l'embargo alimentaire russe contre certains pays occidentaux sera résolue "dans les plus brefs délais", a déclaré le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, ajoutant que la réciprocité était de mise dans un contexte de sanctions. « Les propositions du gouvernement sont actuellement étudiées par l'administration du président. Nous nous attendons à ce que l'examen se termine rapidement et soit formalisé », a déclaré M. Peskov aux journalistes.

Lundi, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont pris la décision de prolonger les sanctions économiques contre la Russie jusqu'au 31 janvier 2016. Natalia Timakova, porte-parole du premier ministre russe Dmitri Medvedev, a annoncé lundi soir que le gouvernement avait préparé et soumis à l'administration du président un document concernant le prolongement de l'embargo sur les produits alimentaires. Les Etats-Unis et l'Europe ont adopté plusieurs trains de sanctions contre des secteurs entiers de l'économie russe en 2014 et au début de 2015 sur fond de crise en Ukraine. La Russie a riposté, en frappant d'embargo en août plusieurs denrées alimentaires en provenance de l'UE, du Canada, d'Australie et de Norvège. french.irib.ir 23.06

Arménie

Stratégie de la tension, provocation ou récupération médiatique pour le compte de l'Otan ?

- Des milliers d'Arméniens manifestent contre la hausse du prix de l'électricité - LeMonde.fr

Ce sont près de 6 000 personnes qui sont descendues dans les rues d'Erevan, mardi 23 juin. Encore plus que la veille, lorsque 4 000 manifestants avaient battu le pavé. Pour la deuxième journée consécutive, des Arméniens ont protesté contre la décision du gouvernement du président Serge Sarkissian d'augmenter le prix de l'électricité. Ils ont aussi réclamé la libération de 237 manifestants interpellés par la police lundi 22 juin, et qui encourent jusqu'à un an de prison. Ces rassemblements antigouvernementaux sont les plus importants de ces dernières années.

Arborant des drapeaux arméniens et aux cris de « Honte ! » et « Non au pillage ! », la foule s'est rassemblée mardi soir sur la place centrale d'Erevan, la capitale arménienne, avant de marcher vers le palais présidentiel. Un important cordon policier avait été déployé autour du bâtiment.

« Nous ne nous rendrons pas ! Nous allons continuer notre lutte pacifique jusqu'à ce que le gouvernement réponde à nos demandes », a lancé Artak Harutyunyan, un jeune manifestant. Qualifiant le rassemblement d'« illégal », le ministère de l'intérieur arménien a exigé que les manifestants « n'augmentent pas artificiellement les tensions ».

La délégation de l'Union européenne en Arménie s'est pour sa part dite « préoccupée » par « les informations évoquant une utilisation excessive de la force contre un rassemblement pacifique et contre les journalistes ». L'ONG de défense des droits de l'homme Amnesty International a également appelé les autorités à respecter « le droit de réunion et la liberté d'expression ».

Cette manifestation était organisée par le groupe « Non au pillage », qui se dit apolitique. « Nous sommes les maîtres de notre pays. Nous ne tolérerons pas l'augmentation du prix de l'électricité et ne laisserons pas le gouvernement voler notre peuple », affirme le groupe sur sa page Facebook.

Le distributeur d'électricité arménien, propriété du producteur d'électricité russe Inter-RAO, a demandé au gouvernement d'augmenter les tarifs afin de lutter contre la dévaluation de la monnaie arménienne, le dram. LeMonde.fr 23.06

Apparemment Le Monde se réjouit de ces manifestations parce qu'elles sont tournées contre le producteur qui est russe, pendant que l'ONG Amnesty International habituée à relayer la propagande de l'Otan en rajoute une couche, alors que cette manifestation n'avait pas fait l'object d'une autorisation par les autorités arméniennes. Si une telle manifestation avait lieu dans un pays occidental dans les mêmes conditions ou spontanément, les médias et les ONG la censureraient tout simplement ou dénonceraient son caractère illégitime.

Ils instrumentalisent la colère justifiée du peuple arménien contre une mesure qu'il juge injuste, dans le but de déstabiliser un gouvernement qui entretient de bonnes relations avec la Russie, un crime de nos jours. LeMonde.fr 23.06

Syrie

- Les Kurdes chassent l'EI d'une base-clé, au Nord de Raqqa - french.irib.ir

Les forces kurdes syriennes, pro-Assad, ont chassé, lundi, les combattants du groupe Etat islamique, (EI), d'une base-clé, au Nord de Raqqa. Cette ville constitue le principal fief de l'EI, en Syrie. Il s'agit du 2e revers d'envergure infligé en une semaine par les Kurdes à l'EI. Les Kurdes ont pris mardi Tall Abyad, important point pour les Jihadistes, à la frontière turque, où l'EI faisait passer, illégalement, des combattants et des armes. "Les Unités de protection du peuple kurde, (YPG), ont pris la totalité de Liwa 93, (Brigade 93), à 56 km au Nord de Raqqa. french.irib.ir 23.06

Yémen

- Yémen : une école, à Saada, détruite par les avions saoudiens - french.irib.ir

Au Yémen, les avions de chasse de l'aviation saoudienne continuent de bombarder les écoles de Saada.

Les avions de combat de l'Arabie saoudite continuent de larguer des bombes, sur les écoles et les infrastructures du Yémen. Au cours de la dernière frappe de l'aviation saoudienne, une école, située à Haydane, dans la province de Saada, a été bombardée. Selon les témoins oculaires, les Saoudiens ont pris pour cible, à quatre reprises, cette école, avant de la réduire à néant. A noter que les raids aériens des avions de chasse saoudiens contre les écoles et les infrastructures du Yémen ont été intensifiés, depuis le début du mois béni de ramadan. french.irib.ir 23.06

Arabie saoudite.

- Infanticide : un pilote saoudien se suicide - french.irib.ir

Les sources citées par les chaines Al Mostaqila et Al Euphtae font état du suicide d'un pilote saoudien ayant participé aux raids aériens contre le Yémen!! selon des sources précitées qui sont proches de la cour des Saoud, l'officier pilote saoudien se serait donné la mort après avoir visionné l'image des centaines de bébés yéménites tués dans des bombardements commis par la coalition anti Yémen que dirige l'Arabie saoudite. Juste avant de se suicider, le pilote aurait affirmé : " nous avons pêché! nous avons oublié le vrai sens de l'Islam . nous tuons nos frères et soeurs musulmans en bombardant les villes aux côtés des avions appartenant aux chrétiens".

Dans une lettre qu'il laisse sur les lieux de son suicide à l'adresse de ses amis, le pilote Al Anzi reconnait avoir commis le suicide en visionnant les images des centaines d'enfants déchiquetés à la suite des frappes aériennes. " Mohamad Ben Salman nous a impliqués dans une guerre perdue d'avance. Je ne comprends pas pourquoi nous devrons mettre en danger nos intérêts saoudiens à l'instigation des Etats Unis et d'Israël". french.irib.ir

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Grèce : les concessions d'Alexis Tsipras - Francetv info

Alexis Tsipras est rentré ce mardi 23 juin de Bruxelles à Athènes avec un nouveau plan d'économies portées à 7,9 milliards d'euros. Plus de vingt mesures réparties entre la TVA, la fiscalité et les retraites.

Pour la TVA, c'est le tourisme qui reste la première cible, et notamment l'hôtellerie, qui passerait de 6% à 23%. Pour les îles prospères comme Mykonos et Rhodes, finie la TVA à taux réduit. Une taxe sur le luxe touchera aussi certains bateaux, les grosses voitures ou les piscines.

En ce qui concerne la fiscalité, le taux d'impôts sur les sociétés passera de 26% à 29%. Les impôts sur le revenu sont aussi visés. À partir de 50 000 euros par an, ils seront encore augmentés. Quant aux très hauts revenus, supérieurs à 500 000 euros, ce sera 8% de taxe en plus.

Troisième volet : les retraites, avec quelques rares exceptions, la fin des pré-retraites, mais aussi la hausse des cotisations santé sur les pensions.

Mais Alexis Tsipras n'a rien voulu céder sur certains domaines. Pas de hausse de TVA sur les médicaments et l'électricité, pas de ponction supplémentaire sur les pensions de plus modestes. Le Premier ministre grec doit maintenant convaincre son Parlement.

Des députés de l'aile gauche de Syriza ont dénoncé les nouveaux sacrifices demandés à la population. L'un d'eux, Vangelis Diamantopoulos, a écrit sur sa page Facebook que "la tactique du "il n'y a pas d'alternative" ne peut pas être la marque de la gauche".

Mais plusieurs ministres sont venus au secours d'Alexis Tsipras, évoquant, comme le vice-ministre de la Réforme administrative, Georgios Katrougalos, "un mal nécessaire". Le Premier ministre avait défendu lundi soir des propositions qui préservent "la justice sociale".

Des milliers des sympathisants du syndicat du Parti communiste (Pame) ont manifesté mardi soir à Athènes dénonçant un "accord contre le peuple". Francetv info et AFP 23.06

ECONOMIE

Iran/Russie

- Iran/Russie: le troc pétrole contre l'électricité - french.irib.ir

Le vice-ministre iranien de l'Energie a fait état de la tenue du deuxième tour des négociations avec la Russie pour le troc du pétrole contre l'électricité.

M. Houshang Falahatian a déclaré au journaliste que pour l'importation de l'électricité de Russie, il fallait des négociations avec plusieurs pays voisins qui devraient offrir un support technique et logistique pour rendre possible la connexion entre les réseaux d'électricité en Iran et en Russie.

Le vice-ministre iranien de l'Energie a ajouté que le transfert de l'électricité entre la Russie et l'Iran, doit se faire par les réseaux d'Arménie, de Géorgie et de République l'Azerbaïdjan. M. Houshang Falahatian a rappelé qu'une note d'entente avait été signée en 2014 sur la coopération irano-russe en matière d'électricité, mais qu'il faut organiser d'autres réunions pour finaliser ces accords.

Il est prévu que le troc irano-russe du pétrole contre l'électricité pourrait avoir une valeur de 10 milliards de dollars par an. french.irib.ir 23.06

Haut de page

Le 25 juin 2015

CAUSERIE

Il faut se forcer pour trouver dans la situation actuelle des éléments susceptibles d'alimenter l'optimisme et le moral des troupes.

Il ne faut pas être trop regardant sur la nature des manifestations qui ont lieu contre le gouvernement, d'autant plus que les compte-rendus qui en sont faits occultent cette question qui empoisonne littéralement les partis ouvriers. Vaut mieux adopter une approche superficielle de la réalité ou ne pas trop se mouiller, que de mettre franchement les deux pieds dans le plat au risque qu'il ne se transforme en sables mouvants et vous engloutisse.

A l'époque de la réaction sur toute la ligne, on peut concevoir qu'on se satisfasse de peu, ce qui par contre ne devrait pas nous dédouaner de produire des analyses qui ne se limitent pas à commenter l'actualité sociale ou politique ou à demeurer sur le terrain du jeu institutionnel auquel tous les rapports entre les classes seraient ou devraient se subordonner.

Bref, on devrait se contenter de lieux communs, de constats sans intérêt, de formules creuses, des refrains habituels qui nous ont conduit où nous en sommes pour s'inscrivent finalement dans aucun perspective politique, ce qui se traduira sur le plan pratique par l'impossibilité de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui, compte tenu que le niveau théorique et politique des militants et leurs partis ne sont pas à la hauteur de la situation et des tâches que l'avant-garde a à accomplir.

On vit si bien en régime capitaliste en France qu'on se contentera de revendications alimentaires ou démocratiques bourgeoises

pour le rendre encore plus supportable (certainement pas pour des millions de travailleurs pour lesquels c'est un luxe inaccessible), car il n'est nulle part question de s'en passer, à croire qu'on devrait se satisfaire du mode de vie qu'il nous impose ou qu'on pourrait en tirer des satisfactions substantielles, bien qu'en étant privilégié ou défavorisé on ne dispose pas davantage de liberté pour autant ou de la possibilité de décider de notre propre, à croire que plus le régime se décompose et piétine la démocratie en agitant le spectre de la guerre, plus il faudrait rabaisser nos exigences politiques et éviter toute référence au socialisme par crainte de passer pour un farfelu ou un disciple de Staline, Mao, Pol Pot ou encore Enver Hoxha qui se réclamaient frauduleusement du communisme...

On aura compris que nos idées et notre comportement devraient nous être dictés de l'extérieur et ne devrait en rien refléter nos convictions ou nos aspirations révolutionnaires, nos expériences et les enseignements qu'on en a tirés, pour se conformer à l'interprétation de la société qui prévaut chez la majorité des travailleurs au demeurant toujours ignorants de leur condition ou bourrés d'illusions mortelles dans le régime. Même le combat contre la propagande officielle dans le cadre de la guerre idéologique et psychologiques que mène la classe dominante contre les masses exploitées, ne présenterait aucun intérêt ou devrait être traité par le mépris, à croire qu'elle ne serait pas un instrument de la lutte de classe des capitalistes pour conditionner les travailleurs et les soumettre et que le lien qui existent entre ces différents facteurs seraient une vue de l'esprit.

Seules les questions alimentaires immédiates mériteraient notre attention, à croire que le développement de la civilisation humaine tiendrait tout entier dans un tube digestif et que le cerveau n'y remplirait aucun rôle, alors que c'est lui qui commande toute pulsion, action ou réaction. Nos droits ou besoins seraient légitimes, sauf sur le plan historique.

Ainsi s'explique en grande partie pourquoi nos dirigeants refusent de modifier les rapports qu'ils ont établis avec notre classe ainsi que leur conception de la lutte des classe, laissant le champ libre à une multitude de charlatans censés nous représenter de manipuler tranquillement la conscience des masses, à l'instar par exemple de ceux qui gouvernent la Grèce aujourd'hui. Ils estiment que la crise du capitalisme et ses conséquences suffiront à un moment donné pour déclencher une révolution... qui sera infailliblement vouée à l'échec et à être écrasée dans le sang, du fait que le prolétariat n'aura pas acquis un niveau de conscience politique suffisamment élevé pour se doter des instruments ou des moyens qui lui permettraient de terrasser son ennemi.

On se demandera pourquoi la nature a créé une espèce supérieure à toutes les autres capable de prendre conscience de soi, si elle n'est pas en mesure de se servir de cet organe pour conquérir son émancipation ou maîtriser son développement. Dit autrement, on se demandera à quoi peut bien servir le cerveau, question qu'on n'aurait jamais cru devoir se poser un jour.

Ces réflexions m'ont été inspirées par la lecture du dernier numéro d'Informations ouvrières (n°357) paru hier. Après avoir lu quelques passages et parcouru le reste en diagonal, je me suis demandé à quoi pouvait-il servir et je n'ai pas trouvé de réponses satisfaisantes à cette question, à rien (sauf si on est fonctionnaire et qu'on milite dans un syndicat puisque ce journal est conçu exclusivement pour eux), je me suis dit que si je militais au POI, je serais infoutu de m'en servir pour m'adresser aux travailleurs en général, encore moins pour en recruter.

Mais bon, je ne pense pas que ce sujet passionne nos lecteurs. Ils doivent savoir que pendant des décennies ce parti n'a cessé de lorgner vers le PS au point d'apparaître comme l'appendice de son soi-disant courant de gauche qui en réalité n'a jamais existé que dans leur imagination, pour finalement se rabattre vers le PCF et commettre la même erreur, à moins que ce ne soit intentionnel, ce qui pourrait faire dire ironiquement à des militants du NPA que les dirigeants du POI en viennent à imiter la LCR plus d'un demi-siècle plus tard, si vous avez deux minutes et que vous voulez en avoir confirmation, lisez dans leur portail national l'éditorial de D. Gluckstein (ex dirigeant de la LCR), il demande aux militants ou sympathisants du PCF "*Comment pourraient-ils se reconnaître dans cette défense de Hollande et de sa politique ?*" après avoir relaté les propos du secrétaire nationale du PCF, Pierre Laurent.

Question que Gluckstein ne s'est certainement pas posé : Pourquoi devraient-ils se poser cette question ? Le PCF est sur une ligne nationaliste, social-patriote, corporatiste, il est soutenu à bout de bras par les banquiers, les multinationales (Publicités Renault dans L'Humanité...) et les médias, sa presse est subventionnée par l'Etat, il est allié électoralement au PS qui est un pilier du régime, il participe à toutes les institutions et en tire des prébendes qui assurent son existence financière, franchement quel intérêt auraient ces militants à rompre avec Hollande, quel intérêt auraient-ils à combattre réellement sa politique au risque de menacer l'existence de leur parti sachant qu'ils ont été formatés à l'école du stalinisme, plus récemment du réformisme, et que leur niveau de conscience politique correspond davantage à leurs intérêts personnels plutôt qu'au socialisme?

Croyez-vous sérieusement que les quelque 45 millions de travailleurs, étudiants et retraités de ce pays vont se sentir concernés par cet éditorial ? Le PCF moins son appareil, ses élus et ses bureaucrates, ses adhérents fantômes en fin de vie et autres, cela représente quoi, entre 10 et 30.000 adhérents, soit moins de 0,1% des travailleurs, étudiants et retraités en France.

Cette stratégie demeure fidèle à celle que les trotskystes du PCI avaient adoptée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec le succès que l'on sait. C'est sans doute le meilleur moyen de ne jamais construire le parti, là pour le coup ils ont atteint leur objectif, le seul !

Désolé de ne pas nous gargariser des luttes sociales actuelles...

ACTUALITE EN TITRES

Vaudeville en famille. Cris et chuchotements

- Colère au sommet de l'Etat français, cible des grandes oreilles américaines - AFP

Vraiment ?

- Une réaction a minima de Hollande, au risque de donner prise aux critiques - Le Huffington Post

Entre le fromage et le dessert et on n'en parle plus.

- Espionnage: "un mauvais moment" diplomatique à passer entre Paris et Washington - AFP

Pour la forme.

- Espionnage: Valls réclame "un code de bonne conduite" - AFP

Et pour cause :

- Espionnage : « Ces révélations ne constituent une véritable surprise pour personne » affirme Manuel Valls - Public Sénat

Et puis c'est du passé...

- Espionnage américain : l'Élysée n'est plus officiellement surveillé depuis un an - Francetv info

Si c'est leur suzerain qui l'affirme...

- Obama a "réitéré" à Hollande "son engagement ferme" contre tout espionnage - AFP

La Maison Blanche ne dément pas les révélations de WikiLeaks sur les écoutes de trois présidents français, mais Barack Obama assure que ces pratiques sont terminées.

Et pas rancunier pour deux sous en plus...

- L'Assemblée nationale adopte un accord avec les Américains sur l'indemnisation des victimes de la Shoah - Liberation.fr

Et même qu'en famille ils sont Patriot Act...

- La loi sur le renseignement est définitivement adoptée par le Parlement français - Francetv info

Le Parlement français a adopté le projet de loi sur le renseignement qui légalise des techniques d'espionnage, mercredi 24 juin, au grand dam des défenseurs des libertés individuelles. Après les sénateurs la veille, les députés ont entériné le texte par un vote à main levée qui a rassemblé une large majorité gauche-droite, mais avec des voix dissidentes dans presque chaque groupe politique. Les groupes PS, Républicains (LR), UDI (centriste) et des radicaux de gauche ont majoritairement voté pour. Les groupes écologiste et Front de gauche ont voté contre.

Au nom d'une "unité nationale sans faille", Eric Ciotti (Les Républicains) s'est ainsi réjoui d'un "projet de loi nécessaire et positif", position partagée par la "grande majorité" de son groupe. Francetv info 24.06

Intox et propagande. Déstabilisation.

- Obama appelle Pékin à faire baisser les tensions maritimes - AFP

- L'Otan se défend de toute "course aux armements", juge la Russie "agressive" - AFP

- Des milliers d'Arméniens continuent à manifester contre le pouvoir à Erevan - AFP

Symétrie.

- Moscou prolonge d'un an l'embargo sur les produits alimentaires européens - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Non, rien de rien, non je ne regrette rien...

- Pour la première fois, un député frondeur quitte le groupe PS - L'Express.fr

Le député PS du Morbihan Philippe Noguès annonce à Ouest-France son départ du PS. "La ligne sociale-libérale a gagné avec Manuel Valls et Emmanuel Macron", juge-t-il.

Dans une interview publiée sur le site de Ouest-France, Philippe Noguès, député du Morbihan depuis 2012, déclare "qu'il n'y a pas de changement possible de l'intérieur du Parti socialiste ni du groupe parlementaire".

"Ma démarche, c'est une première. Je pense qu'il y aura quelques départs dans les semaines à venir. (...) Beaucoup hésitent, parce qu'on est dans un parti d'élus, et quitter un parti dans lequel on est depuis vingt ans, trente ans, c'est difficile. Ceux qui dirigent la fronde se satisfont de la situation telle qu'elle est", décrit-il. lexpress.fr 24.06

Pour monsieur Noguès, le plus "difficile", ce n'est pas d'avoir participé pendant des décennies à cette imposture que constituait le PS ou d'avoir servi les intérêts du capital, engagement qu'il n'a pas renié ou regretté d'ailleurs faute de ne pas le reconnaître, il en serait plutôt fier et ne demandait qu'à continuer, c'est de devoir dorénavant l'assumer ouvertement qui coince parce qu'il n'en a pas le courage. Il n'a donc absolument aucun mérite.

Le chant du cygne.

- Réforme territoriale : des maires des communes rurales chantent la Marseillaise devant l'Assemblée - Francetv info

Ils sont plusieurs centaines devant l'Assemblée nationale, mercredi 24 juin, pour dénoncer le projet de réforme territoriale bientôt en deuxième lecture devant les députés. Des maires des communes rurales de France se sont rassemblés contre un texte qui va, selon eux, "anéantir le niveau de proximité préféré des Français, la commune".

Selon l'AMRF, l'Association des maires ruraux, la réforme territoriale entend "concentrer pouvoirs et moyens bien loin de là où vivent nos concitoyens". Si ce texte était voté, "le maire et le conseil municipal n'auraient plus aucune prise sur les décisions locales" et les ressources des communes "seraient asséchées", poursuit l'AMRF dans un communiqué.

Les maires ont entonné la Marseillaise à l'extérieur de l'Assemblée qui doit examiner à nouveau le projet de loi NOTRe (Nouvelle organisation du territoire de la République) à partir du 29 juin. Des bousculades ont eu lieu avec la police sur place.

Des responsables de l'association ont été reçus par la ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, Marylise Lebranchu. Devant la ministre, les maires ont exprimé "l'incompréhension et l'inquiétude, voire la colère, des 32 000 maires de communes de moins de 2 000 habitants adhérents de l'AMF, sur la baisse injuste et insoutenable des dotations de l'Etat, le retrait de celui-ci dans les territoires ruraux" ou encore "la disparition des services publics". Francetv info 24.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée

- Les chasseurs israéliens bombardent Gaza - french.irib.ir

Les avions de chasse de l'armée du régime sioniste ont pris pour cible le nord de la bande de Gaza. Selon le site web « Palestine Al-An », les chasseurs F-16 de l'armée du régime sioniste ont attaqué aux missiles ce mercredi la région de Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza.

Les militaires de l'armée du régime sioniste ont attaqué mardi soir le camp d'Al-Ouroub, au nord de la province d'Al-Khalil en Cisjordanie, avant de s'accrocher avec les citoyens palestiniens. Les militaires de l'entité sioniste ont tiré du gaz lacrymogène sur les Palestiniens pour les disperser. Après avoir inhalé du gaz toxique, plusieurs Palestiniens ont été asphyxiés. Des militaires sionistes attaquent constamment diverses régions en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, attaques au cours desquelles plusieurs palestiniens seront arrêtés, blessés ou ils trouveront le martyr. french.irib.ir 24.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Chômage: forte hausse en mai, accentuée par une procédure de relance inhabituelle - AFP

Un nouveau record a été enregistré par Pôle emploi en mai, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité atteignant 3,55 millions ("16.200) en métropole, amplifié par une procédure inhabituelle de relance des chômeurs.

En incluant ceux qui ont eu une petite activité (temps partiel, CDD, intérim), le nombre de demandeurs d'emploi a fait un bond de 69.600, pour culminer à 5,41 millions (5,71 avec l'Outre-mer), autre pic historique.

Mercredi matin, François Rebsamen avait réaffirmé que "l'année 2015 sera meilleure que 2014". AFP 24.06

ECONOMIE

Chine

Plus de 100 milliards d'euros pour la nouvelle Route de la Soie - Reuters

Le conglomérat public chinois Citic a annoncé mercredi que ses différentes divisions investiraient plus de 700 milliards de yuans (plus de 100 milliards d'euros) dans l'initiative chinoise d'une nouvelle "Route de la Soie", laquelle, comme l'originale, sera dans les faits double, terrestre et maritime.

Cette initiative recouvre environ 300 projets de grands travaux reliant l'Asie à l'Europe par le biais de réseaux aussi bien ferroviaires que routiers, électriques qu'internet, mais aussi de gazoducs et d'oléoducs et autres infrastructures maritimes et terrestres.

Le président chinois, Xi Jinping, a dit en mars qu'il espérait que les échanges commerciaux annuels de la Chine avec les pays concernés par ces grands travaux dépassent les 2.500 milliards de dollars en l'espace d'une décennie.

China CITIC Bank, qui dispose d'un actif dépassant les 4.000 milliards de yuans, a annoncé qu'elle financerait plus de 200 projets à hauteur de plus de 400 milliards de yuans dans des domaines tels que les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et la culture par le biais de ses succursales locales.

Elle mettra également sur pied un fond "One Belt, One Road" -- (une ceinture, une route, l'autre nom du projet) -- doté de 20 milliards de yuans dans un premier temps et chargé de participer à des fusions et acquisitions, à des partenariats public-privé et au financement du développement d'entreprises chinoises à l'étranger.

La banque compte porter ce fonds à 100 milliards de yuans dans les cinq ans, a dit à la presse Sun Deshun, vice-gouverneur de CITIC Bank.

D'autres filiales de CITIC mobiliseront près de 300 milliards de yuans d'investissements dans une centaine de projets répartis sur

une dizaine de pays, ainsi que 110 milliards de yuans de financements pour une trentaine de sociétés participant à l'initiative chinoise. Reuters 24.06

Haut de page

Le 26 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 10 articles et on en a rejeté 3, dont un sur le climat publié par Le Grand Soir qui était destiné à ceux qui nous gouvernent et à... l'ONU, insupportable !

Nous sommes en guerre et nous ne pouvons tolérer que des inconscients se tranforment incognito en agents de nos ennemis et trompent ainsi les travailleurs. Nous mettons déjà en ligne suffisamment d'articles dont nous ne partageons pas les analyses, à défaut de pouvoir les rédiger nous-même, ce devrait être le boulot d'un parti ouvrier qui hélas n'existe pas.

Non, nous ne sommes pas hystérique, dépressif ou agressif, simplement lucide et très calme.

Un régime politique déstabilisé par la crise du capitalisme qui le ronge de tous les côtés.

- Pourquoi les partis traditionnels perdent-ils du terrain face aux partis «antisystème»? - slate.fr

Avant d'aborder des extraits de cet article et les lecteurs comprendront immédiatement pourquoi, pour cerner le contexte actuel, nous reproduisons un bref extrait d'un autre article publié cette fois par Mondialisation.ca le 23 juin, *« Troïka » (FMI, BCE, UE) des créanciers d'Athènes: Ce « gotha » dont les citoyens ont toutes les raisons de se méfier*.

- "*Hier à Montpellier, lors d'une soirée consacrée au parti Syriza, une responsable locale nous expliquait que ce qui avait permis le succès de ce parti « de gauche », était que le Pasok (parti social-démocrate grec qui fait partie du Parti socialiste européen et de l'Internationale socialiste – ben, tiens ! –) n'était plus considéré ni désigné depuis longtemps par les Grecs comme un parti « de gauche ». Et que, tant que dans les autres pays européens, les partis socialistes qui mènent de concert la politique néo-libérale identique à celle de la droite seraient considérés comme étant la « gauche », la confusion règnerait au sein de la population. A méditer…*"

Notons qu'à ce jour aucun parti ouvrier en France n'a caractérisé de droite le PS. Pourquoi ? Trop corrompus depuis trop longtemps ? Trop compromettant ?

Passons à l'article du portail néolibéral slate.fr.

Les victimes des délocalisations ou de la désertification industrielle, de la mondialisation à marche forcée sont avant tout les ouvriers.

- "*Les électeurs des anciennes zones urbaines industrielles, inquiets de l'immigration et marginalisés par la globalisation économique qui ne passe pas par ces territoires, constituent un gros contingent de voix pour ces partis.*"

C'est la province (girondine) qui incarne le plus l'Ancien régime et les rapports sociaux qui y sont associés.

- "*Un autre électorat réagit très bien aux appels antisystème de ces nouveaux partis: les ruraux, qui n'adhèrent pas à la sensibilité libérale sur le plan des questions de société des grands partis.*"

Il faut entendre ici par "sensibilité libérale", la prétention de liquider les rapports sociaux qui résultaient de la lutte des classes et qui en dernière analyse vise en priorité cette dernière qu'ils rêvent de neutraliser ou de supprimer.

A l'aide du nihilisme ils ont entrepris de compléter leur oeuvre de démolition sur le plan social et politique qui doit aboutir à l'atomisation complète de la population, en niant les propriétés qui sont à l'origine des distinctions établies par la nature ou la société au cours de son histoire, pour finalement contester toute connaissance et aboutir à une notion du droit qui devrait être désormais purement arbitraire ou totalitaire car imposé à l'ensemble de la population, comme si tous les rapports antérieurs avaient cessé d'exister, alors qu'en réalité ils demeurent en place, rendant la vie quasiment insupportable dans une telle société guidée uiquement par des diktats imposés par une minorité.

Les "questions de société" avancées par les "grands partis" ne vise qu'à démanteler la société bâtie autour de valeurs devenus incompatibles avec la survie du capitalisme pour mieux asservir la population laborieuse, en substituant aux critères de classe qui permettent aux différentes couches d'exploités de se rassembler pour lutter ensemble contre la classe des exploiteurs, des critères individuels qui les divisent et traversent toutes les classes, de manière à affaiblir leur résistance et à mieux les contrôler tout en les détournant de la lutte des classes en les associant sur des critères autres que de classe.

Pour mener ce combat politique, leur bouc émissaire favori résidera dans les couches de la population reproduisant les préjugés archaïques que les représentants de la classe dominante s'était employée justement à distiller dans la société dans le passé, lorsque cela servait ses intérêts. Ce sont les mêmes partis qui tirent la ficelle des deux bouts pour le compte de la classe dominante.

Leur comportement et plus particulièrement celui de leurs larbins quasi hystériques de gauche et d'extrême gauche qui leur prêtent assistance, s'explique par le fait qu'incapables d'entrevoir la moindre victoire sur le capital qu'ils ont renoncé à affronter, victoire en laquelle ils ne croient pas ou plus, ils peuvent en obtenir sur les plus faibles, sur la majorité (silencieuse) qui demeure divisée et inorganisée, sans représentation politique, la classe ouvrière des villes et des campagnes, ils ont enfin l'impression d'exister et tiennent leur revanche (aveugle) guidée par leur propre inanité ou opportunisme qui sert à masquer leur faillite politique, leur capitulation, c'est l'impatience du petit bourgeois qui se manifeste dans tous ses états, vile et lâche.

Fonctionnaires, aristocratie ouvrière, couches moyennes et supérieures du prolétariat constituent la base sociale ou le fond de commerce des partis frauduleusement dits de gauche qui assurent la stabilité du régime et auxquels sont liés les syndicats ainsi que l'extrême gauche.

- "*...le centre-gauche serait, notamment en France, de plus en plus dépendant du vote des salariés du secteur public d'une part et, d'autre part, des travailleurs urbains des industries culturelles et créatives, ce qui se vérifie par le survote PS dans les «idéopôles».*"

Contrairement à la légende, les travailleurs du secteur public n'ont pas une conscience politique plus élevée que ceux du secteur privé, ce serait même l'inverse qui serait vrai. Ce sont des mystificateurs professionnels qui se sont employés à le faire croire parce qu'ils en étaient eux-mêmes issus ou ils y voyaient un fonds de commerce inépuisable et plus facile à exploiter. Ils soutiennent les partis destinés à gouverner ou institutionnels dans le cadre du régime en place qui les nourrit et leur accorde un statut privilégié.

Tout comme l'ouvrier qui verrait d'un mauvais oeil que son patron soit envoyé en prison et de perdre dans la foulée son emploi, dans ce cas-là il en prendra la défense, le fonctionnaire n'a aucune raison de s'attaquer à l'Etat, son patron, qui lui assure le couvert jusqu'à sa retraite, en principe puisque de nos jours cette garantie est remise en cause ou s'accompagne de contraintes de jour en jour plus insupportable.

Quant aux "travailleurs urbains des industries culturelles et créatives", ils ont en commun avec les prostituées de prendre l'argent d'où qu'il vienne et de fournir une prestation aussi éphèmère que chimérique. Ils font partie des masses les plus décomposées et les plus instrumentalisées avec celles qui officient dans les ONG, apolitiques, concurrents du mouvement ouvrier...

Cela pour situer très bièvement en général ces différentes couches de travailleurs et non les juger, dont la condition présente des contradictions avec leurs statuts, ce dont ils n'ont pas conscience. Leur état d'esprit ou leur comportement sera dictée de préférence par leurs statuts plutôt que leur condition, et la difficulté que rencontra le militant qui s'adressera à eux, consistera à leur faire prendre conscience de leur condition et du rôle qu'ils remplissent dans la société, ce qui vaut en réalité avec n'importe quel travailleur.

Ce qu'ils appellent "les partis de gouvernement" présentent la particularité de pouvoir se fondre dans les institutions en place ou d'être compatibles avec la Ve République au lieu de les combattre pour les renverser. Ils sont tous indéodés au régime capitaliste.

De nos jours, leur rôle se cantonne à adopter, appliquer et défendre les directives de l'UE, les recommandations du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE ou la politique néolibérale dictée par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne. Ce sont de simples exécutants de cette politique, des pantins, des pions, des larbins et rien de plus. Voués servilement à servir les intérêts de l'impérialisme américain et de l'Otan, ils sont incapables de proposer une politique indépendante correspondant aux besoins de la population laborieuse.

- "*Selon un autre politologue cité dans l'article, Peter Mair, les partis de gouvernement ne remplissent plus leur rôle d'animateur de la vie civique et de représentation des électeurs: ils sont animés par une classe gouvernante professionnelle qui pense plus à être élue, qu'à porter les revendications et sensibilités de son électorat. Or c'est justement ce vide laissé par les partis traditionnels que les partis dits antisystème remplissent en véhiculant la colère des peuples pour la transformer en débouchés politiques.*"

Inconsciemment ou maladroitement, en effet, les masses qui se tournent vers "les partis dits antisystème" cherchent une issue politique à la crise du capitalisme qui serait conforme à leurs besoins ou aspirations.

Les partis dits «antisystème» radicaux présentent la faiblesse ou ont le défaut d'avoir été conçus sur la base d'une imposture permanente, dans la mesure où ils servent et se servent du "système" ou des institutions pour leur propre compte et n'envisagent nullement de le renverser, ce qui finit toujours confrontés à l'épreuve des faits par se savoir.

A l'opposé se situent les partis d'extrême droite et d'extrême gauche qui envisagent le renversement violent des institutions dans une perspective diamétralement opposée, l'extrême droite pour imposer une dictature impitoyable ou le fascisme au profit de la minorité des capitalistes en réprimant violemment le mouvement ouvrier, l'extrême gauche pour porter le prolétariat au pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat, qui se confond avec la démocratie puisqu'elle se destine à satisfaire les besoins sociaux de la majorité de la population.

- "*Par ailleurs, il est exagéré d'évoquer des partis «antisystème» dans la mesure où, d'un bout à l'autre du spectre politique, ces partis ne lancent pas «de défis concrets et directs aux régimes représentatifs existants. C'est toute la différence entre le radicalisme et l'extrémisme. »*" slate.fr 25.06

A ceux qui ignorent ce que signifie le socialisme.

Rappelons que la dictature du capital signifie la dictature qu'impose par la force une infime minorité à l'immense majorité de la population, et la dictature du prolétariat signifie la démocratie qu'impose par la force la majorité composée d'exploités à l'infime minorité d'exploiteurs.

Pourquoi ne peut-on imposer la démocratie qu'en recourant à la force ? Mais parce que les ennemis de la démocratie recourent à la force pour la combattre, ils ne nous laissent pas vraiment le choix des armes pour les combattre et les terrasser, c'est aussi simple à comprendre que cela. Toute référence à la démocratie en général ou qui ne précise pas sa nature de classe relève de l'escroquerie politique.

Mais alors que valent toutes les théories qui n'intègrent pas ce facteur dans leurs analyses ? Rien ou qu'elles sont foireuses, qu'elles ne peuvent que conduire à une impasse politique pour ne pas tenir compte ou partir de la réalité. Le romantisme ou les états d'âme humaniste n'ont pas leur place dans la lutte des classes ou ne servent qu'à induire en erreur ceux qui combattent pour leur émancipation du capital, préférant y demeurer soumis que de l'affronter directement.

La dictature du capital coïncide avec le pouvoir politique illégitime exercé par une minorité qui détient les moyens de production des richesses, et qui se partage l'essentiel des profits réalisés au détriment des producteurs ou des travailleurs qui ne détiennent aucun pouvoir et doivent se contenter des miettes que leur octroient leurs généreux bienfaiteurs.

Il faut insister sur le caractère illégitime et profondément injuste du pouvoir et du régime en place.

Lorsque ses représentants affirment le contraire au nom de l'intérêt général, ils réalisent une double imposture qui consiste à camoufler que cette légitimité repose en fait sur l'ignorance de la majorité de la population qu'ils entretiennent en permanence, ensuite qu'elle correspond principalement aux intérêts d'une minorité et qu'il leur est impossible de l'assumer ouvertement, bien qu'il leur arrive de se lâcher pour aussitôt se rétracter sur fond de polémique hypocrite et sans lendemain.

La dictature du prolétariat coïncide avec le pouvoir politique légime conquis et exercé par la majorité qui détient collectivement les moyens de production des richesses destinés uniquement à satisfaire les besoins de la population, tandis que l'infime minorité qui les détenait jusque là en a été dépossédée (expropriée sans indemnité).

La prise du pouvoir politique par le prolétariat est indispensable pour s'attaquer au pouvoir économique des capitalistes, puisque ce sont uniquement la Constitution et les institutions qui assurent sur le plan juridique ou du droit sa légitimité et sa légalité. Retirez lui la Constitution et les institutions qui leur sont favorables et leur pouvoir se retrouve à nu, fragilisé, menacé, sans protection juridique, sans valeur du point de vue du droit puisqu'il leur est impossible de justifier le pouvoir détenu par une minorité ou de justifier que les droits d'une minorité seraient supérieurs à ceux de la majorité qui devraient s'y soumettre.

La société actuelle repose sur des rapports entre les classes qui se traduisent par l'exercice du pouvoir par une minorité incarné par le gouvernement et les institutions de la Ve République. Dès lors qu'on a en tête ces rapports, on connait la nature (et les intentions) du gouvernement (ses partis) et du régime en place qui ne peuvent être qu'au service de la classe qui détient le pouvoir économique, les capitalistes. Ensuite il n'est plus permis de se tromper de parti ou de camp, sauf à choisir de servir délibérément ceux des ennemis de la classe ouvrière.

L'évocation d'une dictature peut rebuter ceux qui ignorent que dans les deux cas et aussi longtemps que les classes existeront, la classe qui détient le pouvoir ne peut espérer le conserver qu'en recourant à l'intimidation et à la force contre la classe qui revendique le pouvoir.

Il faut être un crétin ou un lâche ou les deux à la fois pour ne pas comprendre que ceux qui détiennent le pouvoir ne

l'abandonneront jamais de bonne grâce à leur ennemi ou sans le combattre férocement les armes à la main dans une lutte à mort.

Le petit bourgeois qui se contente de son mode de vie confortable et paisible, qui attend tranquillement d'arriver à l'âge de la retraite en tremble d'effroi, ainsi que les militants gangrenés par l'idéologie dominante auxquels répugnent le recours à la violence ou qui la condamnent aveuglément, pendant que l'Etat des capitalistes en use quotidiennement contre les masses exploitées et opprimées. Ce manque de discernement nourrit l'opportunisme qui a ravagé, défiguré, avili, pourri le mouvement ouvrier.

ACTUALITE EN TITRES

Social.

- Les syndicats de taxis divisés sur une poursuite de la grève, les chauffeurs mobilisés - 20minutes.fr

- La Dépêche rachète les Journaux du Midi et annonce 300 suppressions d'emplois - AFP

- Jusqu'à 200 départs en préretraite dans le ciment chez Lafarge - Reuters

Parole d'un zélé vassal de Washington et Bruxelles.

- Martin Schulz sur la Grèce : "Lorsque ce sont les radicaux qui dirigent les négociations, nous allons dans le mur" - Le Huffington Post

Afrique du Sud.

- La police sud-africaine mise en cause pour la tuerie de Marikana Reuters

Les enquêteurs demandent l'ouverture de poursuites criminelles contre tous les policiers impliqués dans cette répression sanglante et l'ouverture d'une enquête visant à établir la compétence du chef de la police, Riah Phiyega. Reuters 25.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

Tenez, c'est quoi la dictature du capital impliquant le recours à la force, un exemple qui tombe à point.

- La loi du baillon révulse l'Espagne - euronews.com

Une nouvelle loi créé la polémique en Espagne. Cette loi dite “de sécurité citoyenne”, qui entrera en vigueur le 1er juillet, acte contre les différentes formes de protestations citoyennes. Jugée répressive et liberticide par bon nombre d'Espagnols ainsi que par le corps judiciaire, le texte a reçu de nombreux surnoms aussi négatifs les uns que les autres, dont les plus utilisés, « loi gag » ou « ley mordaza”, “loi du baillon” en espagnol, car pour beaucoup, elle met en péril la démocratie du pays, affaiblie depuis l'investiture du gouvernement Rajoy il y a trois ans.

Cette loi prévoit une série de sanctions envers de nombreuses formes de protestations citoyennes. En tout, le texte définit 31 types d'infractions « graves », passibles de jusqu'à 30 000 euros d'amende, et sept types d'infractions dites « très graves », risquant des amendes pouvant plafonner à 600 000 euros. Concernés, les troubles à l'ordre public au cours d'événements sportifs ou les manifestations lors de la “journée de réflexion”, cette période pré-électorale censée permettre aux citoyens de réfléchir sans aucune influence extérieure. Tout outrage contre les drapeaux ou autres symboles du pays sera passible d'amendes pouvant aller jusqu'à 30 000 euros. Le texte prohibe en outre les manifestations autour d'institutions publiques comme le Sénat ou le Congrès des députés, équivalent à la Chambre basse du Parlement. Concrètement, ceux qui manquent de respect aux forces de l'ordre ou refusent de décliner leur identité pourront se voir infliger des amendes de plusieurs milliers d'euros, des amendes allant juqu'à 600 000 euros pour des manifestants en cas de rassemblements non autorisés.

Un arsenal prohibitif qui courrouce les espagnols, alors que de nombreuses protestations ont lieu à la veille de son entrée en

vigueur dans le pays. Les réactions se sont multipliées pour la dénoncer. En mars, une centaine d'organisations espagnoles appellaient à manifester virtuellement, à l'aide d'hologrammes. "Le seul moyen de s'exprimer librement, c'est de devenir un hologramme», défendaient les organisateurs, réunis au sein de la plateforme No somos delito («nous ne sommes pas un délit»), dans une vidéo diffusée en ligne .

Réactions critiques aussi à l'étranger. La Ligue des droits de l'homme notamment a jugé la loi contraire à la convention européenne des droits de l'homme et aux recommandations de la Cour européenne des droits de l'homme .

Pour de nombreux spécialistes, cette législation a été une riposte du gouvernement aux mouvements indépendantistes, et plus particulièrement aux mouvements massifs prônant l'indépendance de l'une des 17 communautés autonomes du Royaume d'Espagne, la Catalogne. De fait, le ministre de l'Intérieur avait présenté cette loi le 29 novembre 2013, c'est-à-dire après plusieurs mois de grandes mobilisations en faveur de l'indépendantisme catalan.

Une loi qui ne peut être dissociée des difficultés du Parti populaire au pouvoir, face à la montée du parti de gauche Podemos, et de la vague citoyenne. Aux dernières élections municipales,ils ont mis à mal le bipartisme espagnol, que le PP et le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) se partagent depuis la fin du franquisme.

Terreau du succès de Podemos, cette loi incarne aux yeux des citoyens un gouvernement jugé toujours plus conservateur et répressif. La "Ley Mordaza" en muselant les principes démocratiques d'un pays ébranlé par la crise et en pleine mutation sera-t-elle la loi de trop?

Turquie

- Les crimes commis par les daechistes sont le résultat du soutien d'Ankara (leader du HDP) - french.irib.ir "Les crimes commis par les daechistes sont le résultat du soutien d'Ankara", a déclaré le leader d'une parti pro-kurde. Le Parti démocratique des peuples (HDP), qui représente notamment la minorité kurde de Turquie, a accusé le gouvernement d'Ankara d'apporter son appui à Daech et d'avoir une part de responsabilité dans le "massacre" commis jeudi à Kobani, à la frontière turco-syrienne.

"Le gouvernement turc soutient Daech depuis des années.

"Les dénégations des hommes politiques turcs, pour nous, sont nulles et non avenues. C'est au gouvernement turc de prouver qu'il ne soutient pas Daech", a-t-elle ajouté. french.irib.ir 25.06

Palestine occupée.

- Les Palestiniens présentent leur premier dossier contre le régime sioniste devant la CPI - french.irib.ir

Les premiers dossiers et documents officiels de la Palestine portant sur les crimes du régime sioniste seront remis ce jeudi à la Cour pénale internationale (CPI).

L'Autorité autonome palestinienne remettra ce jeudi à la CPI son dossier officiel lié à l'expansion des colonies par le régime sioniste en Cisjordanie, la guerre de l'été dernier du régime de Tel-Aviv contre la bande de Gaza et la question des prisonniers palestiniens.

Le comité de la Palestine auprès de la CPI a annoncé jeudi, dans un communiqué, que la remise des dossiers et de principaux documents de la part des Palestiniens favoriseront le terrain à l'accélération de l'ouverture des premières enquêtes sur les crimes commis par le régime sioniste. La délégation qui remettra ces dossiers est composée du ministre des Affaires étrangères de l'Autorité autonome palestinienne, Riyad Mansour et une délégation des diplomates et des avocats accompagnée de l'ambassadeur palestinien en poste aux Pays-Bas, Nabil Abou Zneid.

Selon ce rapport il est prévu qu'une délégation du bureau du procureur général de la CPI se rendra samedi le 27 juin aux territoires occupés de la Palestine afin d'ouvrir les enquêtes préliminaires sur les crimes et les exactions de l'entité sioniste.
La Palestine est devenue officiellement membre de la CPI le 1er avril 2015 en cours, ce qui rendra le terrain propice au procès des dirigeants criminels du régime de Tel-Aviv. french.irib.ir 25.06

En complément. Un scoop !

- Washington opposé à une action palestinienne contre Israël devant la CPI - Libération.fr

Haut de page

Le 27 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 4 articles.

La "*multipolarité*", le dernier os à ronger ou la dernière lubie des charlatans, penseurs en herbe ou agents de l'ordre établi.

Un monde unipolaire serait invivable, tandis qu'un monde multipolaire serait source de prospérité et de paix, nous dit-on. Sauf que voilà, même lorsqu'il était multipolaire les crises et les guerres ne cessèrent de s'enchaîner. Pas de bol ! Ils ne savent plus à quel saint se vouer à persister à se détourner du socialisme.

C'est le nouvel axe politique foireux d'intellectuels incapables de saisir le développement du capitalisme mondial de son avènement à nos jours, dans sa totalité. Qui peut croire que la solution à la crise du capitalisme consisterait à faire abstraction du passé... pour finalement le reproduire avec toutes ses erreurs... et guerres ? Sans rompre avec le capitalisme évidemment, car ils y tiennent tous ou presque.

Ils ne doutent de rien. A force de réécrire sans cesse l'histoire en la déformant systématiquement, il est normal qu'ils ne puissent pas envisager l'avenir autrement.

Autre chose très vite.

Quand vous lirez l'article très intéressant, *Pourquoi les USA ont-ils ignoré les prédictions sur la Syrie ?*, ne vous fiez pas au titre qui est trompeur. Il ne s'agissait pas vraiment de "*prédictions*".

On en veut pour preuve que le rapport de la DIA (Defense Intelligence Agency) du département de la défense américaine sur la Syrie énumérait davantage comment s'était déroulée ou devait se dérouler sur le terrain l'application de leur stratégie mise en oeuvre par leurs protégés d'Al-Qaïda, le Front Al-Nosra puis l'Emirat islamique, avec ses avancées et ses revers ou échecs, etc.

Du coup la question que posent les auteurs (Counterpunch, la gauche radicale américaine) à la fin de cet article apparaît pour le moins déplacée : "*La destruction et le chaos dans la région sont-ils les résultats d'une erreur, ou était-ce intentionnel ?*", alors que le déroulement des évènements ou des opérations correspondait pile-poil au plan que l'impérialisme américainavaient élaboré, du coup on a la réponse à cette question.

Peut-être craignaient-ils de passer pour des "complotistes" s'ils en concluaient que le chaos actuel en Irak et Syrie avait été délibérément orchestré par Washington, ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute.

Un dernier mot.

Un rappel.

Fabius avait déclaré en 2012 à propos d'Al-Nosra : "*ils font du bon boulot*", gageons qu'il continuera ainsi que le PS de soutenir ces barbares, y compris leurs adeptes en France.

ACTUALITE EN TITRES

Déchaînement de barbarie.

- Syrie: plus de 160 civils tués par les jihadistes depuis leur nouvel assaut sur Kobané - AFP

- Koweït: l'EI frappe de nouveau les chiites, au moins 27 morts - AFP

- Carnage dans un hôtel en Tunisie, 39 morts dont des touristes - AFP

Ils sont nerveux en ce moment à la CIA et au Pentagone semble-t-il...

ACTUALITÉ DU JOUR

En s'alliant avec les décapiteurs de Riad et en les cautionnant, Hollande a délibérément importé la barbarie en France

- La France visée par un nouvel attentat, un mort et deux blessés - Reuters

- François Hollande fait passer la France en «alerte attentat» - Liberation.fr

- Attentat en Isère: Sarkozy réclame un «niveau de sécurité rehaussé» - 20minutes.fr

- Attentat: Marine Le Pen veut placer sous surveillance "l'ensemble des prêches dans les mosquées" - Le Huffington Post

- Attentat en Isère : François Hollande prône l'unité de la nation - Francetv info

Il faut donc commencer par lui, Valls, Fabius, Le Drian, Cazeneuve, le PS...

- Hollande: "éradiquer groupes et individus responsables de tels actes" - AFP

Non, du wahhabisme.

- La décapitation, signature du terrorisme islamiste - LeFigaro.fr

En complément. Au pas.

- Hollande a demandé un classement de ses ministres - Le Huffington Post

Soyez Charlie !

- Israël veut museler la presse jordanienne - french.irib.ir

La presse jordanienne a condamné, ce jeudi, les ingérences israéliennes, dans les affaires médiatiques du pays, et qui portent atteinte au principe de la liberté de la presse. Cette position survient, en réaction à un communiqué, publié, mercredi, par l'ambassade israélienne, à Amman, critiquant un article, qui fait l'éloge des dernières opérations militaires de la Résistance palestinienne, dans les territoires occupés. Condamnant les ingérences sionistes, l'ordre des journalistes jordaniens a qualifié de "provocateur" et d' "inacceptable", le communiqué israélien, qui "dévoile les allégations mensongères israéliennes, sur le respect de la liberté d'expression et la liberté d'autrui".

Le syndicat a condamné les appels de l'ambassade israélienne à interdire la publication de tels articles, qualifiant ce comportement "d'ingérence flagrante, dans la liberté de la presse". "C'est une provocation flagrante aux sentiments des journalistes jordaniens et arabes, voire, aux personnes honorables du monde entier, qui se soucient de la cause palestinienne et des revendications justes, pour une paix globale, qu'Israël rejette, ouvertement", indique-t-on, dans un communiqué du syndicat jordanien.

Par ailleurs, et selon les termes du communiqué de l'ambassade israélienne, le royaume hachémite doit «cesser de publier des articles barbares risquant de porter atteinte à Israël et à ses citoyens et d'accroître la tension entre les peuples israélien et palestinien». En effet, le quotidien jordanien, "Ad-Dustour", a publié un article, intitulé «Comptons sur les actes de bravoure, en Cisjordanie et à Jérusalem», saluant les dernières opérations, perpétrées par des Palestiniens, en Cisjordanie occupée.

Pour l'ambassade d'Israël, à Amman, «la presse jordanienne incite au meurtre d'Israéliens». «Israël exprime, vivement, sa répulsion et son opposition absolue à ce genre de propos scandaleux, appelant à porter atteinte à des civils innocents. Il s'agit d'une incitation au meurtre et à la violence, dans tous les sens du terme», peut-on lire, dans le courrier adressé par l'ambassade israélienne à la presse jordanienne. french.irib.ir 26.06

Encore un régime barbare soutenu par Hollande (et le PS).

Valls était hier en Colombie en voyage officiel. Il devait initialement se rendre vendredi à Medellin respirer l'air pur de la démocratie

qui y règne comme chacun sait, quoiqu'il aurait eu plus de chance de sniffer de la coke sur son passage, quel dommage qu'il ait dû annuler ce déplacement qui s'annonçait guilleret, pour les non-initiés la coke rend hilare.

- Colombie: des milliers de civils tués pour simuler des succès militaires - - L'Express.fr

L'armée colombienne a procédé à des milliers d'exécutions de civils maquillés en guérilleros, entre 2002 et 2008, pour produire de bons bilans dans la lutte contre les groupes armés. La hiérarchie militaire savait, dénonce une enquête de Human Rights Watch.

"C'est l'un des pires épisodes d'atrocités massives commises dans l'hémisphère occidental ces dernières années", affirme José Miguel Vivanco, responsable de Human Rights Watch (HRW). Des milliers d'innocents ont été assassinés par l'armée colombienne afin de montrer l'efficacité de l'armée dans sa lutte contre la guérilla. L'ONG vient de publier un dossier sur le scandale des bilans "faussement positifs" ("falsos positivos") de la lutte anti-guérilla dans les années 2002 à 2008.

Repérées dans les quartiers les plus misérables du pays, les victimes étaient parfois enlevées, parfois attirées contre la promesse d'un emploi. Abattues, elles étaient ensuite affublées de vêtements censés être portés par des guérilleros et présentées comme tuées au combat. L'Express.fr 26.06

Qui nous dit que ce régime de la terreur aurait cessé depuis, alors que les enlèvements, disparitions, tortures et excécutions sommaires (y compris d'opposants, journalistes, etc.) demeurent monnaie courante en Colombie ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Tsipras soumet le plan des créanciers à référendum le 5 juillet - Reuters

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a annoncé tard vendredi soir la tenue le 5 juillet prochain d'un référendum pour ou contre les propositions "en forme d'ultimatum" présentées dans la journée par les créanciers de la Grèce.

"Ces propositions, qui violent clairement les règles européennes et les droits fondamentaux au travail, à l'égalité et à la dignité montrent que l'objectif poursuivi par certains de nos partenaires et certaines 'institutions' n'était pas un accord viable pour toutes les parties, mais peut-être l'humiliation d'un peuple tout entier", a-t-il dit lors d'une courte allocution télévisée à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire.

La proposition des "institutions" (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI) font peser un "fardeau insupportable" sur la nation grecque, a-t-il poursuivi, appelant ses concitoyens à apporter une "réponse " à cet "ultimatum".

"Face à ce chantage visant à vous faire accepter un programme d'austérité humiliant, sans fin et sans perspective de nous rétablir sur nos pieds, je vous appelle à vous prononcer en souveraineté et avec fierté ainsi que l'exige l'Histoire fière des Grecs", a poursuivi Tsipras, dont le parti de gauche radicale Syriza a remporté les élections législatives de janvier dernier sur la promesse d'en finir avec l'austérité.

Panos Kammenos, ministre de la Défense et chef de file des souverainistes de droite du Parti des Grecs indépendants (Anel), associé à Syriza, a annoncé qu'il demanderait à ses électeurs de rejeter le plan des bailleurs de fonds de la Grèce.

Les banques grecs ouvriront lundi et aucun projet de contrôle des capitaux n'est en préparation, a précisé pour sa part le ministre délégué à la Réforme administrative, George Katrougalos.

Les services de Tsipras ont annoncé de leur côté qu'une rencontre aurait lieu ce samedi entre le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, et, côté grec, le vice-Premier ministre Giannis Dragassakis, le ministre des Finances Yanis Varoufakis et le négociateur en chef Euclide Tsakalotos.

Aucune réaction n'est venue pour l'heure des "institutions" ou des pays de la zone euro, dont les ministres des Finances sont censées se réunir ce samedi pour la quatrième fois depuis le début de la semaine.

Ce n'est pas la première fois depuis le début de la crise grecque, fin 2009, qu'Athènes a recours à l'arme du référendum dans

les négociations avec ses partenaires.

Fin octobre 2011 déjà, le Premier ministre à l'époque socialiste George Papandréou, sans consulter ses partenaires européens, avait annoncé la tenue d'un référendum sur le plan d'austérité et l'aide financière internationale.

Trois jours plus tard, en marge d'un sommet du G20 à Cannes, le président français, Nicolas Sarkozy, et la chancelière allemande, Angela Merkel, l'avaient prévenu que la Grèce ne recevrait pas un centime de plus si elle ne mettait pas en oeuvre les mesures d'austérité prévues par le plan de renflouement.

Le projet de référendum, qui avait également provoqué une crise politique intérieure en Grèce, avait finalement été abandonné et Papandréou avait démissionné le 9 novembre, laissant place à un gouvernement de coalition dirigé par Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne. Reuters 26.06

2- Russie

- Les sous-marins russes capables d'anéantir les USA - french.irib.ir

Selon une Agence de presse russe, les sous-marins russes, non loin des côtes américaines, sont en mesure d'anéantir les Etats-Unis, en quelques minutes.

L'Agence de presse russe, Spoutnik, dans une menace indirecte, a annoncé que les sous-marins russes, près des côtes américaines, sont capables d'anéantir les Etats-Unis, en quelques minutes. Selon l'Agence de presse ASIA, un analyste politique a estimé que la Russie ne redoute pas le récent rapport du Pentagone, sur le déploiement des forces américaines, en Europe, et qu'elle est prête à riposter. Les récents propos tenus par le Président russe, Vladimir Poutine, sur l'équipement des forces nucléaires de ce pays de 40 missiles balistiques intercontinentaux, ont provoqué l'inquiétude du département américain à la Défense, ainsi que les Européens, a déclaré cet analyste.

En rappelant que les Etats-Unis dotés d'anciens missiles ne seront pas en mesure d'intercepter des missiles S-500 russes, cet analyste a réaffirmé que les projets, mis en avant par Martin Dempsey , chef de l'état-major américain, sur le déploiement de missiles, en Europe, n'assureront pas la sécurité des Etats-Unis. french.irib.ir 25.06

3- Syrie

3.1- Syrie: la bataille se rapproche de Tadmor - french.irib.ir

Aux alentours de la ville historique de Tadmor, (Palmyre), la bataille bat son plein entre l'armée syrienne et Daech. Selon le journal "Al-Akhbar", il est beaucoup question du retrait forcé de ce dernier de cette ville, qu'il a conquise, le mois passé, pour envoyer des renforts vers la ville de Raqqa, qui se trouve menacée par les combattants des Unités de protection du peuple kurde.

Pour le moment, les forces gouvernementales s'emploient à sécuriser l'entourage du camp pétrolier Jazal, alors que les miliciens tentent de faire exploser les pipelines et gazolines de la région, comme s'ils voulaient les rendre inopérants, avant de quitter les lieux. Dans la nuit de mardi à mercredi, 11 bombardements ont été menés. french.irib.ir 25.06

3.2- Syrie : l'armée se prépare, pour la grande bataille du Sud - french.irib.ir

Au Sud de la Syrie, les rebelles armés se préparent à mener une grande opération, dont le but est d'occuper la ville de Deraa.

En réaction au projet des rebelles armés, qui veulent attaquer la ville de Deraa, l'armée syrienne a renforcer ses fortifications autour de la ville de Deraa, pour pouvoir mieux la défendre, face aux attaques des rebelles armés et des groupes terroristes.

Des sources bien informées ont dit au journaliste de la chaîne libanaise, Al-Mayadeen, que les rebelles armés, concentrés, dans le Sud de la Syrie, mènent une grande opération, pour occuper la ville de Deraa. Ces rebelles ont reçu des formations militaires et des armements, de la part des Etats-Unis, qui les contrôlent, depuis Amman, la capitale de la Jordanie. Il est prévu que cette opération des rebelles armés soit menée par 1.500 soudards, 40 véhicules armés et 30 chars d'assaut.

La cellule de commandement des rebelles, située en Jordanie, a demandé aux autres groupes armés, qui se battent contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad, de se mettre en état d'alerte, pour pouvoir entrer en action, dès le déclenchement de cette opération des rebelles armés contre la ville syrienne de Deraa, opération, qui pourra commencer, dans quelques heures, selon les sources proches des rebelles syriens.

En réaction à l'opération des rebelles armés et des terroristes, dans le sud du pays, l'armée syrienne a entamé de vastes attaques

à l'artillerie contre les positions des rebelles armés et des terroristes. Les avions de l'armée syrienne ont pris pour cibles les positions des terroristes près des frontières entre la Syrie et la Jordanie.

Selon les dernières dépêches parvenues de Syrie, il y a quelques heures, les terroristes ont entamé leur opération, en attaquant les postes de contrôle de l'armée, aux alentours de la ville de Deraa. Le but de cette première phase de l'attaque des terroristes contre Deraa est de briser les lignes défensives de l'armée syrienne, autour de Deraa. Dans le même temps, l'armée a installé sa 25e division, à Deraa, pour défendre la ville et empêcher les terroristes de prendre en main le contrôle de Deraa. french.irib.ir 25.06

4- Yémen

- Les forces yéménites ont pris pour cible les positions de l'Arabie - french.irib.ir

Une source militaire a fait part des dégâts infligés par les forces d'Ansarallah et de l'armée yéménite aux casernes et positions de l'Arabie saoudite.

Les unités balistiques de l'armée yéménite ont pris pour cible de leurs 20 missiles les positions militaires de Doud et de Nahwaqa, à Najran, en Arabie, a annoncé une source militaire, au Yémen, cité par Al-Alam.

D'autres positions militaires ont été attaquées, à Jizan. L'armée et les forces d'Ansarallah ont tiré 68 missiles, sur ces positions. Toutes les positions ont été détruites, et les soldats saoudiens ont pris la fuite. Par ailleurs, les forces yéménites ont tiré 23 missiles, sur les positions saoudiennes, à Malhama, Baydha et Salaa. french.irib.ir 25.06

5- Equateur

(Une manifestation téléguidée depuis Washington. - ndlr)

- Vastes manifestations anti-Correa en Equateur - euronews.com

Des milliers de personnes sont de nouveau descendues dans les rues de Guayaquil pour dénoncer la politique du chef de l'État en particulier sur le domaine fiscal.

Fer de lance de ce mouvement, le maire de la ville, Jaime Nebot. Ce dernier dénonce avec d'autres leaders de l'opposition, "une politique de division du pays".

En cause, les projets de loi du président Correa de très fortement augmenter l'impôt sur les successions et sur les plus-values immobilières dans un pays où 95 % des entreprises sont familiales.

Le chef de l'État dénonce une déstabilisation et il défend un projet renforçant l'égalité. Il a toutefois reporté le débat parlementaire sur ces dossiers sensibles après la visite du pape François prévue du 6 au 8 juillet.

Insuffisant pour ces opposants qui demandent l'annulation pure et simple de ces mesures. Mais en poste depuis huit ans, Rafael Correa est confronté pour la première fois à une période difficile après des années de hausse des prix du pétrole. Son gouvernement a dû tailler dans le budget et baisser les salaires des fonctionnaires pour faire face au ralentissement économique. euronews.com 26.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Nouvelle manifestation étudiante au Chili - euronews.com

Au Chili, les étudiants sont à nouveau descendus dans la rue ce jeudi pour réclamer une réforme en profondeur d'un système éducatif largement privatisé et inégalitaire. Ils jugent insuffisantes les propositions annoncées par la présidente Michelle Bachelet. Des violences ont éclaté en marge de cette manifestation. euronews.com 26.06

ECONOMIE

Brics

- Brics: la Nouvelle Banque de Développement opérationnelle fin 2015 - AFP

La Nouvelle Banque de Développement que les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) doivent lancer à Oufa en Russie le 7 juillet, sera opérationnelle d'ici la fin de l'année, a indiqué vendredi le ministère des Finances sud-africain.

"Il est prévu que la Nouvelle Banque de développement soit opérationnelle d'ici la fin 2015", a-t-il indiqué dans un communiqué annonçant la nomination de M. Leslie Maasdorp comme vice-président du futur établissement ainsi que la ratification par le parlement sud-africain des deux traités portant création de la banque.

L'Afrique du Sud doit concourir à hauteur de 2 milliards de dollars sur sept ans au capital de la nouvelle banque prévu pour totaliser 100 milliards de dollards, selon la presse locale.

Les Brics, qui représentent 40% de la population et un cinquième du PIB de la planète, ont décidé dès 2013 de se doter de leur propre banque, pour financer des grands travaux d'infrastructures et bousculer l'hégémonie occidentale.

Cette nouvelle banque, dont l'Afrique du Sud n'a pas obtenu le siège qui sera à Shanghaï, est destinée à financer les grands travaux d'infrastructures, sera dotée d'un capital initial de 50 milliards de dollars.

M. Leslie Maasdorp, économiste formé en Grande-Bretagne, est issu des rangs de l'ANC et de la haute administration post-apartheid. En 1994, il a été conseiller de l'actuel gouverneur de la banque centrale Tito Mboweni. De 1999 à 2002, il a supervisé un programme de privatisations du gouvernement sud-africain.

Son CV bien rempli témoigne d'une solide orthodoxie financière puisqu'il est passé par Goldman Sachs International dont il est conseiller international depuis 2002, Barclays Africa, Deloitte, ou encore Bank of America Merryll Lynch.

Un CV plutôt suspect, non ? Pour qui va-t-il rouler ?

Haut de page

Le 28 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles plus tard.

La situation s'éclaircit. Qui peut prétendre défendre ou représenter les intérêts des travailleurs, se prétendre de gauche sans rompre avec l'UE et le FMI? Choisissez votre camp.

La Grèce est à un tournant.

La troïka vient de démontrer (si nécessaire) aux peuples de l'UE qu'elle les méprisait ainsi que la démocratie. Voilà qui devrait alimenter la crise politique dans tous les pays de l'UE et la résistance des peuples à la politique d'austérité qu'elle veut leur imposer. Saurons-nous en profiter pour construire le parti, rien n'est moins sûr hélas !

Si référendum il y a en Grèce, si le oui l'emporte, Tsipras et son gouvernement devront démissionner et de nouvelles élections législatives devraient être organisées. A l'issue de ce scrution, si Syriza l'emportait, le Premier ministre chargé de former le nouveau gouvernement serait issu de ce parti, Tsipras par exemple, autant dire retour à la case départ. On ne peut pas imaginer un instant que la troïka oserait imposer un gouvernement de technocrates, sans majorité au parlement pour soutenir sa politique ce scénario est impossible.

Si le non l'emportait, Tsipras et son gouvernement n'aurait plus qu'à trouver en urgence de l'argent ailleurs et sortir de l'euro, rompre avec l'UE semble impensable puisque la majorité de Syriza y est opposé, à moins que la réaction, l'UE et les banquiers ainsi que les médias ne leur en laisse pas le temps ou la possibilité en déclenchant une guerre civile pour s'emparer du pouvoir, restera à savoir quelle serait la réaction de l'armée...

Syriza n'a cessé de tenir un double langage et de se livrer à des compromis avec la troïka inacceptables pour les travailleurs grecs. Il n'a pas lancé un mot d'ordre de mobilisation générale des travailleurs, il n'a commencé à s'attaquer aux institutions grecques qui demeurent intactes, aucune assemblée populaire souvenaire n'a vu le jjour et elle ne semble pas à l'ordre du jour de Syriza non plus. Dans ces conditions, les forces de la réaction sont intactes pour livrer son combat contre le gouvernement et entraîner sa chute.

C'est Syriza qui en porte la responsabilité. Son indécision a contribué au chaos au lieu de s'en tenir au refus du peuple grec d'accepter la moindre concession ou le moindre sacrifice supplémentaire et de l'organiser sur cette base.

A suivre.

Parole d'internautes

1- Le gouvernement Tsipras menacerait-il les peuples avec ce référendum ? Non, c'est évidemment la dictature mondiale de Goldman-Sachs et autres milliardaires financiers licencieurs et massacreurs de tous les peuples qui, par ses "marchés" et sa "troïka" FMI-UE-BCE pleine "d'adultes" comme Lagarde, menace le gouvernement Tsipras, le peuple grec comme tous les peuples. Pensez en effet à ce qui adviendrait si tous se dressaient ainsi contre cet ordre mondial qui les écrase...Alors, tandis que les "marchés" portent leurs nouveaux coups de poignards au peuple grec, les politiciens à leurs ordres, en particulier de la droitche cahuzaco-hollando-vallsiste, font des risettes à Syrisa, les mêmes pourtant qui partout en Europe taillent à la hache dans l'emploi, les salaires, les retraites, les droits sociaux et les services publics pour le plus grand profit de leurs maîtres ...Hollande a d'ailleurs nettement montré son vrai visage en déclarant que "la Grèce devra payer ses dettes"... "La Grèce" ? Laquelle ? Laquelle a fait ces "dettes" ? Laquelle a reçu ces milliards dûs ? La Grèce des travailleurs jetés au chômage et des retraités qui n'ont plus qu'à crever, des malades qui ne peuvent plus se soigner ? Ou la Grèce de ceux qui ont déjà pris à ces derniers entre le quart et la moitié du peu qu'ils ont pour "payer la dette"...à leurs banques, qui ont fait avec des profits en spéculant sur... la dette ?

Alors à tous ceux hurlant au "terrorisme économique" des Grecs qui voudraient "nous faire payer leur dette", nous devons répondre que ce n'est en aucun cas le peuple grec "qui a vécu au dessus de ses moyens", mais les "marchés" qui ont fait des profits très supérieurs à toute sa "dette" actuelle...sur celle-ci même, d'abord en l'entrainant comme tous les pays dans une spirale de "croissance" financière totalement artificielle, puis en le saignant dans cette austérité au nom de sa prétendue "responsabilité"... Est-ce le peuple grec, tous les peuples, qui sont "responsables" du fait qu' 1% de la population détient aujourd'hui la moitié des richesse planétaires, protégé par une armée US qui représente à elle seule près de la moitié du budget militaire mondial, et que les 99% restants sont plongés dans la misère et l'austérité ? La "dette" du peuple grec comme de tous les peuples est essentiellement de la spéculation financière de multi-milliardaires taillant la croissance de leurs profits dans les sacrifices et les malheurs des peuples... Un gouvernement servant les intérêts du peuple, en Grèce ou ailleurs, s'il veut rester fidèle à sa mission et survivre, doit tailler dans les profits de la dictature mondiale des multi-milliardaires, annuler la dette, et quitter s'il le faut le cadre qui est fabriqué par l'ordre mondial pour le soumettre à "la dette", l'Union "européenne" de Wall Street, de son "Polonais" Donald et de son euro-dollar...

2- Donc l'Europe refuse la consultation du peuple grec par référendum ! Pourquoi l'article ne mentionne pas ce fait ? Le 1er ministre grec a annoncé vouloir faire voter le peuple le 5 juillet avant de prendre une décision, et l'UE refuse la démocratie en mettant une échéance avant la date du vote !

3- Je suis pro européen, mais je ne veux pas de cette Europe qui privilégie la finance au détriment des peuples. Il ne faut pas oublier que ce sont les banques qui ont provoqués la crise monétaire mondiale. Et rien n'a changé. La Grèce a besoin d'aide pour organiser son administration, ses structures, pourquoi l'Europe ne l'aide pas à ce niveau. Que demander encore au peuple grec qui a déjà perdu 30-40% de son pouvoir d'achat. On les envoie directement dans les bras des nazis d'aube dorée. Je suis honteux de cette Europe et de ses dirigeants. Quoi de plus normal que de consulter le peuple pour avaliser ces décisions. L'Europe a foulé aux pieds les décisions des peuples (voir le résultat du référendum français) Honte à l'Europe

4- La clique des oligarques de l'Eurogroupe déteste l'avis des peuples... c'est bien connu ! Ils préfèrent décider entre-eux, ce qui est bon ou mauvais pour les " gueux".

Tsipras offre au peuple grec l'occasion de choisir, ce n'est pas aux parlementaires grecs de se prononcer, mais au peuple Grec, c'est ce qu'on pourrait appeler : la démocratie directe, c'est tellement rare par ces temps, que cela mérite d'être applaudi !

5- Demander l'avis du peuple, quelle drôle d'idée dans une démocratie ! Les décisions prises par les dirigeants de l'UE sont devenues, années après années, tellement contraires à l'intérêt des peuples européens que la simple annonce d'un référendum suffit à semer l'effroi au sein de cette caste qui sert les intérêts privés de quelques grosses fortunes !

ACTUALITE EN TITRES

Pour ceux qui n'ont pas compris qui tirait les ficelles.

- Obama : le mariage pour tous, "une victoire pour l'Amérique" - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Comme quoi le régime en place est antidémocratique.

- Attentats: des actes « inqualifiables dans une démocratie comme la nôtre » juge Gérard Larcher - Public Sénat

Gérard Larcher est le président (Les Républicains) du Sénat.

Dans une véritable démocratie, une démocratie ouvrière ou prolétarienne ou encore, un régime politique dans lequel la majorité du peuple détiendrait réellement le pouvoir, de tels actes seraient impensables car inutiles ou sans fondements, les inégalités et les injustices qui sont le produit d'une minorité qui a confisqué le pouvoir politique à seule fin de satisfaire ses besoins et qui sont à l'origine de ces actes, seraient réduites, atténuées et vouées à disparaître.

Le pouvoir du peuple pour le peuple n'a aucun intérêt à adopter une attitude hostile envers les besoins de la collectivité s'il veut conserver le pouvoir, donc il n'a pas intérêt à créer une situation pouvant déboucher sur de tels actes abominables. La démocratie permet à la dignité humaine de s'épanouir tandis qu'elle est hors la loi en oligarchie, pour qualifier le régime actuel en occident.

En démocratie, chacun peut s'exprimer et c'est le bon sens ou la raison, l'intelligence humaine qui l'emporte, donc il n'y a pas lieu de s'inquiéter, c'est plus réconfortant qu'en oligarchie où la diplomatie a cédé le pas à la guerre, où la liberté d'expression rime avec chasse aux sorcières, où l'information rime avec propagande, où l'analyse rime avec déni... J'emploie un langage convenu qu'il convient de traduire en termes positifs incarnant les aspirations de la majorité du peuple, donc conforme à la démocratie.

La démocratie qui prévaut sous un régime capitaliste est inachevée, limitée, étriquée. Dans un contexte économique qui correspond à un moment du cycle du capital ou de l'évolution du capitalisme mondial, sa forme est déterminée par les besoins de la classe qui détient le pouvoir, la classe des capitalistes, tandis que son contenu évoluera dans ce cadre rigide en fonction du rapport de force entre les classes ou de la lutte des classes, c'est donc sa forme qui détermine avant tout sa nature et les limites dans lesquelles elle peut s'exprimer.

Et lorsque les besoins des capitalistes se font de plus en plus pressants du fait de la crise du capitalisme et que le rapport de force entre les classes est défavorable au prolétariat du fait de la faiblesse de son organisation et de son niveau de conscience politique, sa forme ne sera plus que formelle et sera petit à petit ou brutalement vidée de sa substance ou de son contenu, pour donner naissance à un nouveau régime plus autoritaire encore, exprimant à la fois les besoins exclusifs des capitalistes et la négation de la lutte des classes, puisque les droits des exploités seront dorénavant systématiquement niés, rejetés, liquidés, allant même jusqu'à interdire à ses représentants le droit de les exprimer.

A l'étape suivante, ce régime se dépouillera des oripeaux de la démocratie qu'il arborait jusqu'ici pour camoufler ses réelles intentions et justifier sa politique, laissant apparaître sa véritable nature de classe, la dictature du capital sur le travail.

L'ultra libéralisme, le néolibéralisme ou le néoconservatisme incarne et théorise la négation de la démocratie.

Les néoconservateurs sont des psychopathes fascistes (ce qu'on commence seulement à découvrir semble-t-il, un peu tard comme d'habitude!), des exterminateurs hystériques, de féroces prédateurs, des destructeurs déterminés, des envahisseurs barbares, des imposteurs asocials et immoraux, des pilleurs insatiables, de dangereux fanatiques animés par une haine sans fond, notamment de la démocratie, la pourriture par excellence qu'on ne peut même pas qualifier d'humaine, de redoutables ennemis de la civilisation humaine.

La démocratie, si on se réfère à sa définition étymologique, n'a jamais existé, prétendre le contraire est une imposture, car pour qu'il en soit autrement il faudrait que le peuple, la majorité du peuple dispose des moyens de se prononcer en toute liberté, en toute conscience, en toute connaissance de cause sur les questions relatives à son sort ou à l'évolution de la société qui lui sont soumises, or il en a toujours été incapable ou on ne lui en a jamais laissé l'occasion sous un régime esclavagiste, féodal ou capitaliste.

La démocratie a toujours été incarnée par une minorité s'exprimant au nom de la majorité quel que soit le régime en place. Et si, lorsque la démocratie portée (Commune de Paris et révolution russe de 1917) au pouvoir incarnait les besoins de la majorité du peuple, elle fut finalement vaincue par ceux qui incarnaient ceux de la minorité, c'était à la fois parce que les conditions objectives et subjectives n'étaient pas remplies pour qu'elle conserve le pouvoir, de nos jours seules les conditions subjectives font défauts pour qu'elle s'impose dans les pays les plus développés, coïncidant avec l'absence d'une représentation politique de l'ensemble des masses exploitées qui constituent la majorité de la population, d'un parti ouvrier qui incarne ses besoins sociaux ainsi que le processus et les objectifs politiques permettant à terme de les satisfaire, le socialisme.

C'est là qu'on prend conscience du rôle déterminant, irremplaçable du parti ouvrier socialiste révolutionnaire au côté des masses révolutionnaires, ayant pour tâche de les organiser, d'élever leur niveau de conscience politique et de guider leur combat politique pour que la démocratie triomphe de la dictature du capital.

Encore une fois, ce parti, notre parti, demeurera minoritaire ou ne sera jamais rejoint par 40 millions de travailleurs en France, mais en organisant quelques centaines de milliers de travailleurs ou davantage par la suite entraînant dans son sillage des millions de travailleurs, il incarnera leurs droits, besoins, aspirations de l'ensemble des exploités, de la population, de la société, y compris les nantis une fois dépossédés de leurs privilèges illégitimes et vaincus.

C'est ce parti qui n'existe pas jusqu'à présent que nous devons impérativement construire sous peine de voir l'humanité soumise à la pire des barbaries. Ce parti doit afficher résolument et fièrement son objectif politique : porter le prolétariat au pouvoir, renverser l'ordre établi, s'emparer du pouvoir politique en son nom avec tous ceux luttant quotidiennement au côté des travailleurs dans la même perspective politique, en finir avec le capitalisme et ses institutions, passer au socialisme.

Il en va de notre responsabilité de s'atteler à remplir cette condition subjective qui jouera un rôle objectif dans le processus révolutionnaire permettant d'entrevoir l'avenir de la société et du monde au-delà du capitalisme pourrissant devenu un obstacle au progrès de la civilisation humaine au point de menacer son existence.

Qu'on se comprenne bien, on ne fait pas là la promotion aveugle ou partisane d'une théorie ou d'une doctrine, on ne se réfère pas dogmatiquement à un schéma ou à un processus qu'on voudrait reproduire ou imposer à tous prix, on part et on s'inspire simplement de la réalité, des facteurs et des rapports qui n'ont fondamentalement pas changé depuis l'avènement du capitalisme, à savoir l'existence de l'Etat et ses structures, ses institutions et la manière dont la classe dominante mène sa lutte de classe et exerce son pouvoir à travers son parti officiel et ses supplétifs, que l'on ne peut combattre sérieusement ou efficacement qu'en construisant l'instrument politique qui permettra de la vaincre, de liquider son Etat, sa Constitution et ses institutions, afin de pouvoir vivre dans une société meilleure ou plus juste dans la perspective historique de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme d'oppression ou de servitude humaine, l'idéal humaniste le plus élevé que les hommes peuvent concevoir et servir pour le bien-être et la paix de l'humanité toute entière.

Oui, et on n'a pas besoin de s'en excuser ou de le cacher, cela s'appelle aussi le socialisme ou le communisme.

Revenons à notre sujet du jour.

Les médias ou la voix de son maître se lamentent.

- Pas d'unité politique après l'attentat commis en Isère - 20minutes.fr

- Union massacrée: après l'attentat, la politique reprend de plus belle - Le Huffington Post

Alors qu'ils s'en repaissent quotidiennement à longueur de temps tels des chacals.

- Attentats islamistes : "horreur" et "barbarie" pour la presse - AFP

Les idéologues et imposteurs antisociaux de la classe dominante sortent masqués.

- Attentats : la GLDF s'indigne vivement - L'Express.fr

Grande Loge De France ou la franc-maçonnerie.

Schizophrénie d'un régime aux abois.

- L'aéroport Paris-Charles de Gaulle évacué suite à "une erreur de débarquement" - L'Express.fr

Contrôle de la population "en amont". Il faut "resserrer les mailles du filet" (Sapin), au nom de la "lutte contre le terrorisme".

Le prétexte est plus que suspect, le reste est à l'avenant pour ne pas dévoiler leurs véritables intentions antidémocratiques.

- Le paiement en espèce interdit au-delà de 1.000 euros à partir du 1er septembre - AFP

Les paiements en espèce au-delà de 1.000 euros seront interdits à partir du 1er septembre, dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, selon un décret publié samedi dans le Journal officiel(JO).

Jusqu'à présent, les consommateurs pouvaient payer leurs achats en espèces ou au moyen de monnaie électronique jusqu'à 3.000 euros lorsque le débiteur était résident en France.

"L'objectif de cette mesure est de limiter la part des transactions anonymes dans l'économie qui peuvent correspondre à des actions de fraude, de blanchiment, voire de financement du terrorisme", a précisé Bercy dans un communiqué.

Le présent texte est pris en application de l'article L.112-6 du code monétaire et financier qui dispose que "ne peut être effectué en espèces ou au moyen de monnaie électronique le paiement d'une dette supérieure à un montant fixé par décret, tenant compte du lieu du domicile fiscal du débiteur et de la finalité professionnelle ou non de l'opération".

"La première volonté, c'est de faire reculer le cash et l'anonymat dans l'économie française", a assuré le ministre des Finances, Michel Sapin, dans le communiqué de Bercy. "Nous avons besoin de pouvoir tracer les opérations suspectes très en amont. Il faut resserrer les mailles du filet", a-t-il ajouté.

Cette disposition, qui avait été annoncée mi-mars, concerne les consommateurs, les commerçants et les entreprises. AFP 27.06

Dossier grec.

- Crise grecque : l'Eurogroupe en état d'urgence - LePoint.fr

- Pour les créanciers de la Grèce, Tsipras a mis fin aux discussions - La Tribune

La Grèce a "mis fin aux négociations" avec ses créanciers "de manière unilatérale", estime le ministre allemand des Finances, Schäuble, après l'annonce d'un référendum. La Tribune 27.06

- Grèce: Tsipras teste les créanciers à un jeu dangereux pour tout le monde - AFP

Prompt à dénoncer le "chantage" des autres, Alexis Tsipras s'affirme un maître en la matière avec une annonce de référendum destinée manifestement à faire reculer les créanciers avant la réouverture des marchés lundi, mais qui a surtout poussé de nombreux Grecs vers les distributeurs d'argent. AFP 27.06

- Lâchée par la zone euro, la Grèce va droit vers le défaut de paiement - AFP

La Grèce se dirige tout droit vers le défaut de paiement, un scénario catastrophe inédit et aux conséquences imprévisibles, après l'annonce fracassante d'un référendum sur les exigences de ses créanciers qui, excédés, ont fini samedi par fermer la porte des négociations.

Le plan d'assistance financière dont bénéficie Athènes depuis 2012 "va prendre fin le 30 juin", a annoncé, solennel et la voix blanche, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, après une réunion des ministres des Finances des 19 particulièrement acrimonieuse. Il a expliqué que la partie grecque avait rompu unilatéralement les négociations.

Cette réunion, la cinquième en dix jours, aurait pu être celle de la dernière chance, elle a au contraire entériné la rupture entre Athènes et ses partenaires.

La Banque centrale européenne (BCE) a immédiatement annoncé une réunion de son conseil des gouverneurs, sans doute dimanche selon deux sources, alors que la Grèce risque d'être prise d'une panique bancaire.

En attendant, les conditions ne semblent plus réunies pour que l'institut monétaire de Francfort continue à maintenir à flot les banques grecques, via un mécanisme de prêts qui a été prolongé jour après jour récemment, ce qui pourrait précipiter la faillite des banques grecques.

"Si le gouvernement grec n'est pas prêt à accepter" les propositions qui lui sont faites, "alors il y a un problème de crédibilité", a expliqué M. Dijsselbloem, avant une nouvelle réunion de la zone euro à laquelle n'assistait pas la Grèce, pour envisager un "plan B", synomyme d'un défaut de paiement du pays.

"La question qui sera posée au référendum sera de savoir si nous acceptons ou rejetons la proposition" des créanciers, a expliqué M. Tsipras. Pour permettre de tenir jusque-là, Athènes voulait une extension d'un mois de son programme d'aide.

D'une même voix, les 18 ministres des Finances de la zone euro ont dit "non" samedi.

Plus isolé que jamais, le ministre grec Yanis Varoufakis a promis de "continuer à se battre" pour un accord avec ses créanciers d'ici mardi, date de la fin du deuxième programme d'aide de la Grèce.

C'est également à cette date que le pays, à court d'argent, doit rembourser quelque 1,5 milliard d'euros au FMI. Un paiement qu'il ne peut honorer sans une perfusion de ses créanciers. Sans cela, c'est le défaut de paiement qui guette, prélude à une sortie de la zone euro (le "Grexit").

Une perspective aux conséquences imprévisibles qui fait frémir dans les capitales des 18 autres membres de l'Union monétaire.

Pour M. Varoufakis, c'est à la Banque centrale européenne d'agir et de rembourser directement le FMI. "La BCE nous doit 1,9 milliard d'euros. Qu'elle les donne au FMI", a suggéré M. Varoufakis lors d'une conférence de presse. Avant de quitter Bruxelles, il a estimé que "c'était un triste jour pour l'Europe". La décision de rompre des créanciers risque selon lui de porter un "préjudice permanent" à la zone euro.

A Athènes, M. Tsipras, qui avait rencontré en petit comité jeudi la chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande, leur a redit samedi sa "détermination" à organiser le référendum. AFP 27.06

- Un accord de dernière minute est possible, dit Yanis Varoufakis - Reuters

- Grèce: Tsipras appelle son peuple à dire un «grand non» aux créanciers - 20minutes.fr

Avant le vote, Alexis Tsipas s'était dit persuadé que «le peuple grec dira un grand non à l'ultimatum» des créanciers du pays. Le référendum proposé par le Premier ministre grec sur la dernière offre d'accord faite par les créanciers à son pays a été approuvé par le parlement dans la nuit de samedi à dimanche.

Le référendum, prévu pour le dimanche 5 juillet, a été approuvé par 178 députés sur un total de 300 parlementaires. Les Grecs, selon le texte de la proposition, devront dire «oui» ou «non» aux mesures soumises vendredi par les créanciers UE et FMI lors d'un des derniers cycles des négociations entre les deux parties qui durent depuis la fin février.

Selon deux sondages à paraître dans la presse dimanche, réalisés juste avant l'annonce du référendum, une large majorité de Grecs est favorable à un accord avec les créanciers du pays. Dans le premier, 47,2% des personnes interrogées se prononcent pour un accord, 33% contre et 19,8% ne se prononcent pas. Dans le second, 57% des sondés souhaitent un accord avec l'Europe pour 29% en faveur d'un affrontement. 20minutes.fr 27.06

Un sondage réalisé avant l'annonce du référendum n'a aucune valeur, sinon de manipuler les consciences en faveur des prédateurs du marché.

Les médias dans le rôle de porte-parole incendiaire de la troïka.

- Grèce : un pas de plus vers la faillite ? - Francetv info

- La Grèce, plus que jamais au bord du précipice - Francetv info

- Après l'annonce du référendum, les Grecs se préparent au pire - Francetv info

- A Athènes, même le distributeur du parlement grec est à sec... - Le Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- USA: que fait l'AIPAC contre l'Iran? - french.irib.ir

L'analyste américain, de retour récemment de l'Iran, a critiqué, dans une note publiée par le journal "Haffington Post", les tentatives des lobbys pro-Israël de propager l'iranophobie.

William O. Beeman, professeur à l'université de Minnesota, qui est rentré tout récemment aux Etats-Unis au terme d'un voyage en Iran, a écrit, dans un rapport, publié par le quotidien américain, "Huffington Post": " Les Etats-Unis n'ont pas une juste conception de l'Iran et l'idée dominante dans ce pays autour de l'Iran, c'est que l'Iran est un pays agressif et sous-développés où sont présent les terroristes. Les Américains pensent que les femmes dans ce pays font l'objet d'oppression, mais à vrai dire, j'ai n'ai pas vu de telles choses. Tout cela découle de quarante années de distance qui séparent les deux pays. L'auteur accuse par la suite les lobbys pro-israéliens d'être à l'origine d'une telle désinformation aux Etats-Unis. " Les groupes protecteurs d'Israël ont tenté, poursuit l'auteur, de diaboliser l'Iran auprès de l'opinion publique américaine".

Les groupes comme "AIPAC" et ses affiliés tels "le think tank de Washington" sont entre autres parmi les facteurs qui exercent une forte influence sur les législateurs et les médias américains. Dans une autre partie de son rapport, le professeur Willima O. Beeman dénonce la tentative de certains médias américain de renom pour propager l'iranophobie. "

Le quotidien New York Times fait partie des pires cas dans ce domaine, car mène une campagne de désinformation d'une rare violence contre l'Iran. Ce quotidien exerce une influence flagrante sur l'opinion publique américaine. David Sinjer, Willimam J.Brad, Rick Goldston et Michael Gordon, figurent au nombre des journalistes qui ont toujours écrit, au cours des 12 dernières années, et écrivent incessamment des artistes faux et sans fondement. Le conseil éditorialiste de ce quotidien a toujours essayé d'inscrire des titres plus négatifs d'année en année pour ses articles, articles qui, une fois parvenus chez les Iraniens, ont suscité leur colère à l'égard d'une telle campagne de désinformation. french.irib.ir 26.06

2- Yémen

2.1- Un commandent saoudien et ses soldats rallient Ansarallah - french.irib.ir

En ce qui concerne les derniers coups portés à l'Arabie, le chef du parti "Le Yémen libre", a annoncé que le commandant de l'artillerie et 300 soldats, liés à l'Arabie saoudite, avaient rejoint l'armée et les forces populaires yéménites.

Nasser Ben Yahya al-Arajli, membre du haut comité révolutionnaire et chef du parti "le Yémen libre", a affirmé que le régime saoudien avait subi des coups durs dans son offensive contre le Yémen. " Le dernier revers infligé à Ale Saoud était l'annonce l'adhésion de Hachem al-Ahmar, commandant de l'artilliere de l'armée liée à l'Arabie sur le passage frontalier d'Al-Vadia à l'armée et aux comités populaires yéménites", a-t-il indiqué. Il a aussi évoqué l'adhésion de 300 soldats à l'armée yéménite avec tous leurs armes et équipements. " Après avoir assez de l'oppression et de l'attitude arrogante de l'Arabie vis-à-vis des Yémenites, toutes ces personnes ont courageusement décidé de se joindre à leurs citoyens", a souligné Al-Arajli. En évoquant les nouvelles victoires remportées par l'armée et les comités populaires dans le territoire saoudien, le chef du parti "Le Yémen libre" a estimé que les jusitifications mises en avant par le porte-parole de la coalition dirigée par l'Arabie quant au fait que l'armée et les forces des comités populaires yéménites avaient investi Najran, étaient ridicules et dérisoires. french.irib.ir 26.06

2.2- Yémen/Aden : Riyad lance son offensive terrestre - french.irib.ir

"400 militaires formés en Arabie sont arrivés à Aden, dans le Sud du Yémen", a annoncé le quotidien saoudien "Al-Riyad".

"Après être formée en Arabie, une unité de 400 militaires a été envoyée à Aden dans le Sud du Yémen pour se battre contre les forces populaires", a fait état "Al-Riyad", citant des sources militaires. "Une unité militaire yéménite de 400 effectifs, formée en Arabie est arrivée à Aden", ajoute le journal. "Cette unité rejoindra bientôt les combats contre l'armée, les forces des comités populaires liées au Mouvement Ansarallah et des forces partisanes d'Ali Abdallah Saleh, au Yémen », d'après la même source. "Une autre unité militaire dont le nombre d'effectifs n'est pas encore déterminé se rendra aussi à Aden. L'objectif de la coalition saoudienne en envoyant des unités militaires précitées à Aden est d'aider Al-Qaïda", selon ces sources. french.irib.ir 27.06

3- Palestine occupée.

- Comment réagissent les Palestiniens au plan perfide de Paris ? - french.irib.ir

Les Palestiniens tirent la sonnette d'alarme, dans le sillage de la divulgation de plus de détails sur le plan français au sujet de la crise palestinienne, suite à la récente tournée du Ministre français des Affaires étrangères au Moyen-Orient et ses entretiens avec les responsables du régime sioniste et de l'Autorité autonome. Entre autres, le secrétaire général adjoint du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), Abou Ahmed Fouad a affirmé que le plan français pour redynamiser les négociations de compromis, entre Israël et les Palestiniens, était absolument inadmissible, « parce qu'il contredit toutes les lois internationales et les droits du peuple palestinien », a-t-il précisé. « Ce plan prévoit la reconnaissance d'Israël par les Palestiniens et rejette le droit au rapatriement des réfugiés palestiniens », a précisé le secrétaire général adjoint du FPLP, ajoutant que suivant le plan parrainé par la France, la Palestine aura des frontières provisoires et les Palestiniens n'auront droit à disposer d'aucune arme. « Ce plan est donc très dangereux », a conclu Abou Ahmed Fouad.

A noter que les négociations de compromis entre le régime sioniste et l'autorité autonome palestinienne ont été interrompues, il y a un an et demi, à cause de la politique de colonisation israélienne en Cisjordanie et à l'Est de Qods, mais aussi, en raison de l'opposition d'Israël à un gouvernement d'union nationale palestinienne. Maintenant, on est témoin du nouveau tour des efforts occidentaux axé autour de la France, afin de redynamiser le processus de compromis, alors que le bilan du soi-disant processus de paix au Moyen-Orient laisse déjà conclure que ce processus, tel que l'imaginent les Occidentaux, repose sur la violation des droits des Palestiniens, sur un fond d'approches expansionnistes que le bloc israélo-occidental a toujours cherché à leur imposer.

Le plan français pour redynamiser le processus de compromis arabo-israélien, de par ses multiples carences et son irrespect d'une grande partie des droits des palestiniens, a provoqué les critiques virulentes de l'opinion publique palestinienne. Juste pour le rappel, le plan de Paris reconnaît la ville de Qods comme étant la capitale commune des Israéliens et des Palestiniens, restant indifférent envers le droit des réfugiés palestiniens de regagner leur patrie, ce qui contredit nettement les résolutions onusiennes. Le plan français redéfinit certaines particularités pour le futur Etat palestinien, des conditions qui, une fois réalisées, mettront en cause la base même d'un éventuel futur Etat indépendant palestinien. Ce futur Etat palestinien n'aura ni arme, ni frontière permanente, selon le plan de Paris. Les Sionistes et leurs alliés ont donc bien préparé l'option qu'ils devraient appliquer, s'ils échouaient à empêcher la formation d'un Etat indépendant palestinien. Si cet Etat devrait être créé, il devrait être dépendant et sous la mainmise du régime sioniste. Mais pourrait-on nommer « pays », l'Etat palestinien de version française ? french.irib.ir 26.06

Haut de page

Le 29 juin 2015

CAUSERIE

A minuit hier, il faisait 35°C dans la pièce où je travaillais. A 13h aujourd'hui il faisait 37°C dans la maison et 42°C à l'extérieur.

J'évite d'utiliser le ventilateur pour faire des économies d'électricité, et je n'utilise la climatisation la nuit que pendant deux heures, le temps de m'endormir car j'ai besoin de sommeil après des journées aussi éprouvantes. Alors pensez à me soutenir financièrement pour me soulager un peu de cette épreuve, merci d'avance.

Réfléchir, c'est déjà comploter selon les critères officiels, puisqu'on se destine au cours de ce processus à réintroduire dans la réalité des faits qui ont été occultés délibérément, passés hypocritement sous silence, censurés, sous-estimés volontairement, sans parler de ceux qui de la même manière ont été déformés, tronqués, inventés, et que nous devons remettre à leurs places pour que le puzzle de la réalité soit achevée.

Réfléchir, c'est aussi prendre du recul sur l'actualité, la situer dans un contexte plus large, cela évite de lui donner une charge émotionnelle inconsciente qui fausserait notre interprétation de la réalité...

Réfléchir est épuisant pour celui qui n'a pas l'habitude de se livrer à ce genre d'exercice, ensuite cela vient tout seul. Vous savez, c'est comme lorsque vous préparez une omelette, vous commencer par mélangez des ingrédients dans un récipient et vous goûtez ce que cela donne, en fonction de votre goût vous pouvez rajouter tel ou tel ingrédient qui modifiera le goût de votre préparation.

Et bien là c'est à peu près pareil, on se pose une question ou on aborde un sujet, et si des questions ne surgissent pas spontanément, on rajoute un facteur, puis un autre et ainsi de suite qui font partie de la situation, et à un moment donné la mayonnaise doit prendre. Et si malgré tout l'inspiration ne venait pas, ne cherchez pas, c'est que vous n'êtes pas vraiment en phase avec la réalité.

Je sens que je vais manger des oeufs ce soir ! Tout est dans l'ordre des choses.

La densité de l'actualité ne m'a pas permis d'ajouter de nouveaux articles, ce sera pour demain matin.

Un vulgaire assassinat maquillé en acte terroriste instrumentalisé par Hollande et Valls.

En avant-propos.

Avant de traiter la question que nous allons aborder ici, il faut avoir à l'esprit que c'est Valls et Hollande qui ont attribué les faits survenus en Isère au "terrorisme islamiste" (Valls depuis Bogota), les qualifiant d'attentat "de nature terroriste" (Hollande depuis Bruxelles), pour enchaîner dimanche avec la «guerre de civilisation» (Valls, lors de l'émission « Le Grand Rendez-vous » d'Europe 1-Le Monde-iTELE), alors que l'auteur,Yassin Salhi, nie avoir commis un acte terroriste et évoque un différend personnel avec son employeur. (Francetv info 28.06), peu importe comme nous allons le voir plus loin, c'est la thèse de l'attentat terroriste qui doit être retenu, c'est la version officielle, donc chacun est supposé l'adopter sans poser de questions, les médias aux ordres vont s'en charger.

L'auteur de cette attaque est marié et père de trois enfants, il travaille, corpulent et sportif, sans doute insatisfait de sa condition sociale et sans idéal, il va tomber sous influence de la mouvance salafiste, il aurait même pu effectuer un "voyage" en Syrie à l'aide d'un faux passeport qui l'aurait déstabilisé un peu plus mentalement, de nature impulsive mais maitrisée jusqu'alors (sans casier judiciaire, il pratique des arts martiaux), susceptible, se sentant humilié, à cran ou au bord de l'explosion comme des millions de travailleurs, disons paumé ou désoeuvré dans une société devenue nauséabonde, il va péter un plomb et commettre l'irréparable qu'il va mettre en scène pour donner un sens plus noble à son acte crapuleux et sans doute épargner ses proches, et pour finir il tentera de mettre fin à ses jours sans succès avant d'être pris et de passer aux aveux.

Bref, on a donc à faire à un pauvre type qui au départ était comme vous et moi, cependant plus faible psychologiquement, et que le désespoir ou l'absence de perspective dans la vie a conduit à un niveau de tension devenue incontrôlable, ce qui est relativement banal malheureusement dans une société justifiant le recours à la barbarie ou la guerre pour assurer la pérennité d'un régime entré en putréfaction.

Pour corroborer ce qui vient d'être dit avant de passer à la suite de notre analyse, voyons comment les médias ont présenté cette affaire.

- D'après les informations de la chaîne Itélé, le suspect aurait expliqué avoir voulu se suicider mais avoir surtout voulu faire un «coup médiatique». Il aurait en effet "maquillé" le meurtre en acte terroriste. Itélé rapporte qu'il aurait eu une altercation avec son patron deux jours avant le drame. Un employé de l'entreprise dans laquelle les deux hommes travaillaient a raconté que le conflit aurait débuté après que Yassin a «laissé tomber une palette lourdement chargée en matériel informatique». (parismatch.com 28.06)

- Il justifie son acte par une vengeance personnelle. Mais l'enquête établit sa dérive islamiste.

Il a donné comme mobile une vengeance contre son patron. Mercredi dernier, selon des salariés de Colicom, la société dont Hervé Cornara était le directeur commercial, Yassin Salhi avait eu un différend d'ordre professionnel avec son patron. Le ton était monté entre les deux hommes, quand l'employé avait fait tomber une palette de matériel informatique.

Son trouble aurait été accentué par une brouille avec sa femme. Le suspect nie toute motivation religieuse. (lalsace.fr 29.06)

- Il a motivé son acte par un conflit avec son patron, portant sur des palettes mal rangées. Son trouble aurait été accentué par une brouille avec sa femme. Sa version cadre très mal avec la mise en scène du crime. (leprogres.fr 29.06

Gavé quotidiennement depuis des années de scènes de crimes abominables commis par les barbares que soutient le gouvernement français en Irak et en Syrie notamment, les médias se faisant un malin plaisir de les décrire méticuleusement en détails, les agences de communication informellles (YouTube, etc.) de l'oligarchie financière leur offrant une plateforme où ils peuvent circuler librement en images sur Internet pour mieux pénétrer, manipuler et perturber les cerveaux des plus fragiles ou faibles, il s'en est inspiré comme autrefois des assassins s'inspiraient de faits divers ou de crimes ayant fait la Une ou ayant servi de trame à une oeuvre cinématographique qu'ils reproduisaient dans l'esproir de réaliser le crime parfait.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils n'ont fait que banaliser sans cesse l'extrême violence et finalement la cautionner parce qu'elle servait leurs intérêts, pour pratiquement la rendre présentable et que chacun puisse la vivre par procuration à défaut de s'y adonner soi-même, sachant que certains se verraient ainsi encouragés à franchir le pas. Il en va ainsi avant tout de la violence sociale ou plutôt antisociale exercée par l'Etat contre les masses, qui est à l'origine de toutes les violences dans la société.

Je me souviens que lorsque j'étais gosse, dans les années 60, ils nous passaient des films de guerre ou policier à la télévision pratiquement toutes les semaines, on s'en repaissait sans avoir conscience du message qu'ils renfermaient, politique évidemment, à la gloire de l'Etat, de son armée et de sa police, de son appareil judiciaire et répressif.

Avant de poursuivre, un rappel utile sur l'origine de la «guerre de civilisation», cheval de bataille des néoconservateurs américains.

- Sorte de nouveau passeport pour tous les néoconservateurs de la planète, cette expression est directement inspirée du livre paru en 1996 Le Choc des civilisations, de l'Américain Samuel Huntington, professeur à Harvard. Selon l'auteur, et pour faire simple, les nouvelles grandes lignes de fracture géopolitique seraient fondées non plus sur des clivages idéologiques «politiques», mais sur des oppositions culturelles, identitaires, qu'il appelle «civilisationnelles», dans lesquelles le religieux tient une place centrale. Selon l'auteur, «l'islam» serait donc une civilisation au même titre que «l'occident», séparée par un nouveau mur de Berlin. Il y a eu la «guerre froide», il y aura donc la «guerre de civilisation». libération.fr 28.06

Les questions qu'il faut commencer par se poser.

A qui le message de Valls s'adresse-t-il ? Il faut se demander ensuite dans quel contexte et dans quel objectif il intervient, les deux sont intimement liés. J'ai relevé rapidement quelques facteurs qui constituent le contexte actuel :

- La loi Macron s'applique, le Medef ne chôme pas. Le chômage bat tous les records.

- La loi liberticide sur le renseignement vient d'être adoptée et porte à polémique.

- Le rejet du PS, de Hollande et son gouvernement, des institutions (abstention record aux dernières élections municipales partielles, aux européennes et départementales).

- La difficulté qu'ils rencontrent d'imposer le "dialogue social" pour appliquer leur politique antisociale.

- La multiplication des conflits sociaux qui tendent à se prolonger ou à se radicaliser.

- Détourner l'attention qui se porte vers la Grèce et le rejet majoritaire de l'UE.

- La résistance des peuples qui refusent d'abdiquer leur souveraineté.

Sur le plan politique proprement dit, les choses se compliquent, crise du capitalisme et du régime oblige.

Chercher un point d'appui le plus à droite possible auquel le parti de l'ordre (Les Républicains) pourrait se rallier afin d'entretenir le consensus qui existe entre eux à défaut d'unité nationale, scénario éculé et temporairement épuisé depuis le 11 janvier 2015, impossible en période électorale (régionale de décembre prochain), c'est aussi lui accorder une concession ou aller sur son propre terrain qu'ils pourront exploiter ensuite en expliquant que c'est aussi un moyen de couper l'herbe sous le pied de la droite et de l'extrême droite, alors qu'en réalité il fait leur lit en adoptant leur discours et leur politique, ce qui aura au passage le mérite de déclencher une vive réaction du MoDem (Bayrou hier, lire plus loin) et éventuellement de l'UDI et de diviser le camp des Républicains, y compris au sein du PS (Dray) où certains s'efforcent de sauver les apparences, Mélenchon n'étant pas en reste pour leur venir en aide

Au-delà de la cour de récréation des institutions dans laquelle s'ébattent ces partis pour se partager le pouvoir, les postes et les prébendes qui vont avec, plus sérieusement il s'agit pour Hollande et Valls de légitimer, justifier les guerres de rapine que mènent l'impérialisme français, la militarisation de la société, l'Etat policier qui se met tranquillement en place, la mise sous surveillance de l'ensemble de la population, le budget alloué à chacun de ses secteurs de l'appareil répressif de l'Etat, pendant qu'ils appliquent leur politique tournée contre l'ensemble des travailleurs.

Maintenant il y a un autre aspect dans leur discours qu'il faut aborder.

Ils pratiquent un amalgame entre islamisme et terrorisme tout en expliquant qu'ils ne visent pas l'islam et les musulmans, alors qu'ils sont en guerre exclusivement contre des peuples ayant adopté l'islam ou majoritairement musulman, pour être plus précis contre des Etats, des nations, des pays producteurs de pétrole et/ou de gaz ou encore par lequel ils transitent et qui sont la cible des Etats-Unis depuis au moins 2001, de la Libye à l'Afghanistan en passant par le Soudan et le Mali, avec en ligne de mire l'Iran pour s'en tenir à cette région du monde. Accessoirement si on peut dire, ils convoitent les richesses de l'ensemble de l'Afrique sur lesquels lorgnent tout aussi avidement leurs concurrents des Brics.

On aura compris que la grossière précaution oratoire de Valls ne remettait pas en cause cet amalgame infâme sur lequel les médias ne s'attarderont pas évidemment, et pour cause ils se font un malin plaisir à le reproduire en boucle. Cet amalgame s'adressait à la population et avait pour fonction de lui livrer un bouc émissaire tout trouvé à ses difficultés, vers lequel elle était invitée à se tourner pour assouvir sa soif de vengeance ou sa haine au lieu de s'en prendre au patronat et au gouvernement.

Quant à la formule de Bush de la «guerre de civilisation» que Valls a reprise à son compte, elle s'adressait davantage à l'ensemble des porte-parole du néolibéralisme qui essaiment dans les médias, comme un appel à la mobilisation générale, à redoubler d'efforts pour traquer, bâillonner ou censurer les opposants à la politique du gouvernement, peut-être avant de nouveaux développements ou engagements en Irak ou en Syrie ou en Afrique. Elle signifiait que c'était l'axe de la propagande autour duquel devaient se disposer tous ceux qui entendent soutenir le gouvernement.

Valls comme Hollande ont été désignés pour représenter les intérêts de l'oligarchie financière, parce qu'ils figuraient parmi ceux qui au PS étaient habités par une ambition personnelle démesurée au point d'adopter si nécessaire la pire idéologie qui soit pour l'assouvir et en cela ils ne sont pas trompés. Cela vaut pour l'ensemble du PS puisque finalement le néolibéralisme est compatible avec sa nature, ce dont l'ensemble du mouvement ouvrier y compris son avant-garde autoproclamée est toujours incapable de tirer les enseignements.

Valls n'a pas commis d'erreur en apparaissant ouvertement comme le disciple de Bush, la crise du capitalisme nécessite qu'il monte toujours plus au créneau pour défendre ses besoins, quitte à se sacrifier et à se découvrir totalement ainsi que le PS, comme quoi la menace qui pèse sur le régime n'a jamais été aussi grand. C'est un calcul risqué et semble-t-il limité ou qu'il faut relativiser, puisque le mouvement ouvrier est toujours incapable de la moindre réaction unitaire sur une base politique correcte, de rompre résolument et définitivement avec le PS.

Le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Le Drian-Cazeneuve a identifié l'ennemi à abattre en Syrie : Bachar al-Assad et son régime, la République laïque syrienne indépendante et souveraine, et non Al-Qaïda, Al-Nosra ou l'Emirat islamique qui "font du bon boulot" (Fabius en 2012 à propos d'Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda). Il a identifié ses amis : les décapiteurs de Riad et Doha qui arment et financent les barbares et avec lesquels le gouvernement français passe de juteux contrats d'armement qui serviront à détruire la Syrie, l'Irak et le Yémen notamment. Ainsi il cautionne et porte la responsabilité des actes barbares qui peuvent être commis en France sur fond de désagrégation sociale sans fin.

Pour étayer notre analyse qui présentait plusieurs volets, poursuivons par quelques titres d'agences de presse suivis de quelques réactions politiques, et pour finir un témoignage.

Les masques tombent. La vraie nature du PS mise à nu.

- La France "en guerre contre le terrorisme" annonce Manuel Valls - Francetv info

- Attentats: Valls évoque pour la première fois une "guerre de civilisation" - AFP

- La « guerre de civilisation » de Valls réjouit la droite - LeMonde.fr

La droite s'est empressée de voir les propos du premier ministre comme un alignement sur le vocabulaire de Nicolas Sarkozy. LeMonde.fr 28.06

Une info glissée subrepticement qui tombe à point. Intox. Une minorité seulement se reconnaît encore dans le PS.

- Présidentielle: les Français préfèrent toujours Valls pour représenter le PS - L'Express.fr

Complétons le titre que nous avons trouvé, en ajoutant à défaut de mieux et sur fond d'ignorance tout de même, car il en faut encore une sacrée dose pour s'en remettre au PS, on ne peut pas l'ignorer ou leur prêter un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, c'est juste un constat, il ne faut pas se voiler la face ou se détourner de la réalité.

Ne leur jetez pas la pierre, j'en connais qui penseront tout bas qu'ils faut être sacrément cons, qu'ils se disent plutôt que tout a été fait pour qu'il en soit ainsi malgré tout, qu'ils en rejettent la responsabilité sur les dirigeants du mouvement ouvrier ce sera plus juste.

Les propos de Valls et quelques réactions qu'ils ont suscitées.

- Valls : Après les attentats sanglants de vendredi, Manuel Valls a mis en garde dimanche les Français contre « une menace terroriste majeure », s'inscrivant dans « la durée ». (La même rhétorique que Bush et Obama à la virgule près, pour justifier un état de guerre et de chaos permanent par lequel les néolibéraux anglos-saxons-sionistes espèrent soumettre le monde entier à leur joug ou imposer leur gouvernement mondial. - ndlr)

« Nous ne pouvons pas perdre cette guerre parce que c'est au fond une guerre de civilisation. C'est notre société, notre civilisation, nos valeurs que nous défendons », a déclaré M. Valls lors de l'émission « Le Grand Rendez-vous » d'Europe 1-Le Monde-iTELE. Manuel Valls. (Société qu'il s'emploie à déstabiliser, civilisation qu'il s'emploie à détruire et valeurs qu'ils

piétinent quotidiennement, il ne faut jamais l'oublier. -ndlr)

Ce n'est pas une guerre entre l'Occident et l'islam » , a-t-il insisté. Cette « bataille se situe aussi, et c'est très important de le dire, au sein de l'islam. Entre d'un côté un islam aux valeurs humanistes, universelles et de l'autre un islamisme obscurantiste et totalitaire qui veut imposer sa vision à la société », a affirmé le premier ministre. lemonde.fr 28.06 (Sauf que voilà, on lira plus loin un témoignage autorisé qui affirme que les barbares n'ont rien à voir avec l'islam. Il faut donc en déduire que Valls mène cette guerre contre "un islam aux valeurs humanistes, universelles", qui en passant n'a pas plus de place que le réformisme dans le contexte actuel ou le capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant sauf à se bercer de graves et fatales illusions. - ndlr)

- Cambadélis (PS) : « @manuelvalls a raison : les fanatiques de l'islam veulent la guerre de civilisations. Nous voulons la coexistence pacifique des civilisations ». (Complétons : A condition que l'hégémonie des puissances occidentales dont celle des Etats-Unis ne soit pas remise en cause. - ndlr)

Julien Dray (PS) : "J'ai un doute" sur l'intérêt d'user de cette expression "parce que je ne crois pas que la civilisation arabo-musulmane est une menace par rapport à la civilisation judéo-chrétienne. Je n'aurais pas utilisé cette expression", a déclaré Julien Dray, qui juge préférable de parler de "salafisme intégriste". (Vous n'y pensez pas, ce sont les amis de la France, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et d'Israël. Sinon, pourquoi ont-ils permis à tant de mosquées salafistes de se développer, financées par le Qatar et l'Arabie saoudite, si ce n'est parce que cela faisait les affaires de la classe dominante. - ndlr)

Pour l'ancien porte-parole du PS, "si nous tombons dans le piège qui nous est tendu d'être saisis par la peur, d'utiliser des raccourcis idéologiques, nous allons créer les conditions d'un affrontement qui n'a pas lieu d'être". (Mais c'est le but justement dans la cadre de la stratégie du chaos et de la guerre initiée par Bush en 2001. Qui sème la peur, la terreur sinon le gouvernement et ses porte-parole, les médias institutionnels. - ndlr)

- Sébastien Huyghe, porte-parole des Républicains : « Après avoir insulté pendant des années Nicolas Sarkozy qui le disait, Valls reconnaît enfin que nous sommes dans une guerre de civilisation ». « En parlant de ’guerre de civilisation’ le premier ministre se convertit à la lucidité, il faut maintenant qu'il se convertisse à l'action », a déclaré sur Twitter le député LR Eric Ciotti.

- Bayrou (MoDem) : « Ce n'est pas une guerre de civilisation, c'est une guerre de la barbarie contre la civilisation ». (Barbarie inititée par les Etats-Unis et ses alliés dont la France depuis les années 80. Qui a créé les talibans, puis Al-Qaïda, qui a déclaré unilatéralement la guerre à des pays qui ne les avaient pas agressés, à la Yougoslavie, à l'Afghanistan, à l'Irak, à la Libye, à la Syrie, sans parler des expéditions au Mali, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, etc. Alors qui sont les facteurs, les respondables de la barbarie sinon vos amis monsieur Bayrou. - ndlr)

Ces citations sont extraites de différents articles parus hier de l'AFP, Reuters, 20minutes.fr, Libération, Le Monde...

Témoignage qui met à mal la propagande hystérique de Valls et Hollande.

- Pour le juge Trévidic, "la religion n'est pas le moteur du djihad" - LePoint.fr

Dans un entretien au "Télégramme", le juge, qui quitte le pôle antiterroriste, est très critique face aux réponses apportées aux menaces.

Figure emblématique de la lutte contre le terrorisme depuis dix ans, Bruno Trévidic dresse un bilan plutôt sombre de la menace terroriste, mais également des réponses qui y sont apportées. Dans un entretien donné au quotidien Le Télégramme , il assure notamment que la situation aujourd'hui "est pire qu'il y a dix ans. Et même pire que lorsqu'[il a] débuté au parquet en 2000." "Le nombre de personnes atteintes de délire djihadiste est exponentiel", précise le juge. "La population concernée est plus jeune, plus diverse et aussi plus imprévisible, avec des personnes qui sont à la limite de la psychopathie", estime Bruno Trévidic, pour qui "la religion n'est pas le moteur" du djihadisme, affirmant que "c'est ce qui fait sa force". Ceux qui partent faire le djihad agissent ainsi à 90 % pour des motifs personnels : pour en découdre, pour l'aventure, pour se venger, parce qu'ils ne trouvent pas leur place dans la société... Et à 10 % seulement pour des convictions religieuses." LePoint.fr 28.06

Instrumentalisation et récupération politique par Hollande et Valls d'un acte isolé commis par un désoeuvré en quête de reconnaissance.

- Isère : Yassin Salhi plaide le "coup médiatique maquillé en acte terroriste" - LePoint.fr

Selon iTélé, l'auteur présumé de l'attentat a invoqué auprès des enquêteurs des "tensions" avec son épouse et son employeur, retrouvé décapité vendredi.

Selon les informations de Sophie Neumayer de iTélé, Yassin Salhi a indiqué, lors de ses aveux ce dimanche, aux forces de l'ordre avoir voulu se suicider, et "réaliser un coup médiatique maquillé en acte terroriste". Le père de famille a invoqué - source de

son mal-être - des "tensions avec son épouse et son employeur".

Un employé de la société de la victime a rapporté à la chaîne d'information qu'une "dispute" avait en effet éclaté entre les deux hommes quelques jours avant le drame, après que Yassin Salhi avait "laissé tomber une palette lourdement chargée en matériel informatique". LePoint.fr 28.06

Qui Mélenchon ne dégoûte-t-il pas ?

- Mélenchon n'a que "mépris" et "dégoût" pour Macron - Le Huffington Post

Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a affirmé dimanche n'avoir que "mépris" et "dégoût" pour le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, ajoutant que "des milliers d'hommes et femmes de gauche sont humiliés d'être représentés par des gens pareils".

"Ce type est sinistre. Il n'a jamais été élu, il est le résultat du fait du prince, il sort d'une banque pour arriver au pouvoir et accabler les autres de son mépris", a dit le député européen, invité de l'émission "Le Supplément" sur Canal+. (Lui il sort de 30 ans de PS pour lui servir la soupe, c'est pire en feignant le contraire ! - ndlr)

On n'en a rien à foutre de ce que pense Mélenchon de Macron ainsi que "des milliers d'hommes et femmes de gauche", ce qui nous intéresse c'est ce que vivent des dizaines de millions de travailleurs et apparemment ce n'est pas la même chose que ces gens-là.

Mélenchon gesticule en prenant au mot Macron, à savoir que le PS serait un parti de gauche, il faut être un sérieux crétin pour le croire encore ou ne pas savoir qu'il s'agit d'une imposture, dans les deux cas notre charlatan ne passe pas l'épreuve des faits. A entendre Mélenchon on pourrait croire que le PS n'a jamais été au pouvoir avant Hollande sous la Ve République, qu'il n'a jamais démontré en pratique qu'il n'était pas de gauche, alors qu'on peut le soutenir en s'appuyant sur une multitudes de faits accumulés depuis plus d'un siècle, c'est de l'ordre du déni sous forme de non-dits.

Si Marine Le Pen affirmerait être socialiste à la manière d'un Soral, je ne vois pas en quoi nous devrions nous sentir concernés, cela fait partie des gènes de l'extrême droite de se dire proche ou le porte-parole des laisser-pour-contre, des exclus du "système" pour mieux manipuler les préjugés de leurs cibles et leur inculquer le national-socialisme, nom composé, le social étant subordonné au traitement de la question nationale, donc sacrifié, c'est ce qu'on observe en Ukraine par exemple.

Une fois au pouvoir, Hitler a été un socialiste réformiste avant de devenir un nationaliste hystérique, monsieur Mélenchon devrait être conséquent avec lui-même et éprouver un pareil "dégoût" d'être un socialiste réformiste, non ? Il joue le jeu du PS qui continue de se faire passer pour un parti de gauche, tandis qu'il (le PS) soutient ouvertement la troïka contre le peuple grec que Mélenchon prétend soutenir, donc en plus il joue un double jeu, plus feutré.

Mais les Grecs ne s'en laissent pas conter selon les propos rapportés d'une responsable de Syriza qui figure dans un article plus bas dans cette page, qui expliquait "*que ce qui avait permis le succès de ce parti « de gauche », était que le Pasok (parti social-démocrate grec qui fait partie du Parti socialiste européen et de l'Internationale socialiste – ben, tiens ! –) n'était plus considéré ni désigné depuis longtemps par les Grecs comme un parti « de gauche ». Et que, tant que dans les autres pays européens, les partis socialistes qui mènent de concert la politique néo-libérale identique à celle de la droite seraient considérés comme étant la « gauche », la confusion règnerait au sein de la population.*" (« Troïka » (FMI, BCE, UE) des créanciers d'Athènes: Ce « gotha » dont les citoyens ont toutes les raisons de se méfier publié par mondialisation.ca le 23.06)

Mélenchon s'acharne à entretenir cette confusion. C'est un anti-dialecticien contrairement à ces Grecs qui ont pris conscience qu'à un moment donné le processus dialectique qui se traduisait par la transformation de la quantité en qualité s'appliquait également au Pasok, prise de conscience qui est discutable au regard de leurs motivations, qui ne vont pas jusqu'à exiger un changement de régime ou l'instauration d'une République sociale, mais c'est un autre sujet, ils y viendront par la force des choses, il faut être patient.

Cela dit nous devons saluer les progrès réalisés par ces démocrates (et ces Grecs), car il faut un certain courage politique pour caractériser le Pasok, rompre avec lui et l'affronter. Mélenchon n'a même pas commencé à caractériser le PS, se contentant d'affirmer qu'il menait une politique de droite, on peut donc mettre en doute sa rupture avec le PS et sa volonté de l'affronter, et de se demander si sa réelle motivation ne résidait pas dans le besoin d'être sous les projecteurs des médias ou de faire parler de lui pour exister; d'où cette sortie sur Macron sur un plateau de télévision réunissant les deux conditions qui servent à assouvir sa soif de reconnaissance, qui manifestement prend le dessus sur la cohérence de son engagement politique.

Les Grecs évoluent, Mélenchon régresse, c'est le sort qui est généralement réservé aux renégats.

Dossier Grec.

Annulation pure et simple de la dette, nationalisation des banques et des grandes entreprises sans indemnités, annulation de toutes les mesures imposées par la troïka au cours des dernières années, confiscation des avoirs et des biens des oligarques, fermeture de la bourse, sortie de l'euro et de l'UE, rupture avec le FMI et la Banque mondiale, la BRI, abolition de la Constitution et des institutions, appel à la mobilisation générale du prolétariat et de ses partis et organisations à constituer une Assemblée constituante ou populaire souveraine, tout le pouvoir aux travailleurs, armement du peuple pour permettre la mise en oeuvre de cette politique et assurez la paix civile, dissolution de l'armée, de la police et des forces spéciales , appel au soutien à la République sociale grecque en direction du prolétariat européen et mondial, etc.

Non, ne rêvons pas, cela ne fait pas vraiment partie du programme du gouvernement grec, il n'est pas socialiste.

Syriza s'en remet au bourreau du peuple grec

- Varoufakis: "Merkel détient la clé" pour dénouer la crise grecque - AFP

Comment le prolétariat grec pourrait-il trouver une issue politique conforme à ses intérêt, il a filé la clé à Merkel !

- Grèce: «C'est aux institutions de montrer leur bonne volonté», affirme le ministre des Finances - 20minutes.fr

Et nous qui pensions que l'issue de la situation reposait sur la mobilisation du peuple grec...

Le Parti de gauche aussi, qui peut s'en étonner ? Il ne peut pas rompre avec l'euro, encore moins avec l'UE, le capital.

- "L'Union européenne essaie de pousser la Grèce dehors", dénonce Martine Billard - Francetv info

"L'Union européenne essaie de pousser la Grèce dehors" (de la zone euro seulement, pas de l'UE, ouf! - ndlr). "Ce n'est pas le choix du gouvernement grec, ce n'est pas le choix de la population grecque", a insisté la secrétaire nationale à l'international du Parti de gauche, Martine Billard, sur France 3. Francetv info 29.06

Ce sont des agents du capital, on en a la preuve ici. Merci madame Billard pour ces précisions.

La réaction se déchaîne.

- L'imposture Tsipras - Slate.fr

- Au bord du désastre, la Grèce sur le point de basculer définitivement - Atlantico.fr

- Les Allemands sont furieux contre la Grèce - LePoint.fr

- Les Grecs font un saut dans l'inconnu, contraints de vivre avec de l'argent de poche - AFP

- Grèce : les banques seront fermées pendant une semaine - latribune.fr

Les banques grecques resteront fermées lundi 29 juin et jusqu'au 7 juillet. La décision a été prise à l'issue d'un conseil de stabilité financière tenu à Athènes dimanche 28 juin au soir avec plusieurs membres du gouvernement et le gouverneur de la Banque de Grèce (BoG) Yannis Stournaras. C'est la conséquence directe de la décision de la BCE ce dimanche de maintenir le plafond de la liquidité d'urgence (le programme ELA) disponible pour le système financier grec à son niveau de vendredi. Durant la fermeture des banques, il sera possible de retirer des petites sommes d'argent, on évoque des retraits jusqu'à 60 euros par jour et par carte bancaire, ce qui est cinq fois moins qu'à Chypre en 2013. Un contrôle des mouvements de capitaux a également été décidé. Tous les transferts à l'étranger devront être approuvés par le ministère des Finances. La Bourse d'Athènes restera également fermée ce lundi. Dimanche soir, les Grecs se sont précipités vers les distributeurs d'argent pour retirer ce qu'ils pouvaient. Dans le centre d'Athènes, la plupart des appareils étaient vides vers 23 heures.

Pas assez de liquidités disponibles

Durant tout le week-end, les retraits se sont accélérés en Grèce. Des queues se sont formées, surtout samedi matin, devant les distributeurs automatiques de billets et certains étaient vides dans l'après-midi. Depuis vendredi soir, 1,3 milliards d'euros ont été retirées des comptes grecs. Compte tenu de l'annonce du référendum sur les dernières propositions des créanciers et de l'annonce de la fin du programme d'aide au pays mardi prochain par l'Eurogroupe, la plupart des Grecs ont préféré prendre leurs précautions. Incapables de se refinancer davantage que vendredi dernier auprès de la BCE, les banques grecques risquaient

de se retrouver rapidement à court de liquidités. Les mesures annoncées visent donc à stopper l'accélération des retraits. En théorie, les Grecs, qui détiennent 14 millions de cartes bancaires, pourraient retirer jusqu'à 840 millions d'euros par jour, ce qui est encore beaucoup trop pour les banques grecques. Mais on peut imaginer que cette possibilité ne sera pas utilisée à plein. Le contrôle des capitaux empêchera la fuite de l'épargne des comptes helléniques.

Les conséquences

Ces mesures vont sans doute frapper les plus faibles, notamment les retraités qui devaient toucher leurs pensions à la fin de ce mois et qui, souvent, ne disposent guère d'une carte de retrait. Beaucoup de factures sont aussi payables aux guichets des banques en Grèce, même s'il n'y a pas de restrictions pour les virements nationaux. Pour une grande partie de la population, par ailleurs, il faudra peut-être puiser dans les réserves d'argent liquide qui ont été constituées aux cours de ces derniers mois par les retraits. Pas de panique, donc, dans l'immédiat. Concernant les touristes présents en Grèce, leur capacité de retrait pourrait ne pas être impactée. Le conseil de stabilité financière a demandé que les détenteurs de comptes étrangers puissent retirer de l'argent dans les limites fixées par leur banque. Il s'agit de préserver la saison touristique en Grèce et la BCE est tenue de fournir ces liquidités entrant en Grèce via des banques solvables. Néanmoins, les ministères des affaires étrangères britannique, néerlandais et allemand, ont invité dimanche les voyageurs se rendant en Grèce à se munir de « suffisamment d'argent liquide. »

Le précédent chypriote

Pour la deuxième fois dans l'histoire de la zone euro, après Chypre en 2013, un pays est donc coupé du reste de l'union monétaire par un système de contrôle des capitaux et de restrictions des comptes bancaires. Un euro déposé dans une banque grec aujourd'hui n'a pas la même valeur qu'un euro déposé dans une autre banque. Son usage est limité et sa détention est risquée. Le précédent chypriote a en effet de quoi inquiéter les Grecs. Dans l'île, les banques avaient été renflouées par les déposants eux-mêmes. Le contrôle des capitaux à Chypre a été entièrement levé après deux ans, en avril dernier.

Parade provisoire contre le Grexit

En théorie, ces mesures visent à conserver la Grèce dans la zone euro. La BCE n'a pas levé l'utilisation du programme ELA par les banques grecques et n'a pas rendu plus difficile cet usage en appliquant une décote supplémentaire aux garanties nécessaires pour obtenir ces liquidités. La banque centrale maintient donc une source minimale d'euros qui devraient être provisoirement suffisante aux banques grecques grâce aux mesures de restrictions des retraits mis en place. Mais il ne s'agit que d'une parade provisoire. D'abord parce que les banques ne pourront pas rester fermées indéfiniment. Ensuite, parce que la BCE risque de couper les vannes à tout moment si elle estime que les banques grecques ne sont plus viables.

Comment sauver les banques grecques ?

Les banques vont donc devoir être renflouées d'une manière ou d'une autre. Première solution : un accord est trouvé entre Athènes et ses créanciers et la BCE permet de nouveau aux banques grecques d'utiliser la dette publique hellénique pour se refinancer normalement auprès d'elle. Deuxième possibilité : la BCE impose un renflouement des banques par les dépôts, comme à Chypre. Troisième solution : la Grèce sort de la zone euro. On le voit, cette dernière option devient de plus en plus probable.

Faire tomber le gouvernement grec

Reste une dernière option, qui est peut-être celle que la BCE a en tête : le gouvernement grec pourrait sous la pression d'une fermeture continuelle des banques ne pas être en mesure d'organiser le référendum du 5 juillet (mais le décret vient d'être publié au journal officiel). Ou, s'il le fait, il pourrait être fortement sanctionné par un « oui » claire aux propositions des créanciers afin d'obtenir la réouverture des banques. Dans ces deux cas, le gouvernement Tsipras devra signer en urgence un accord avec ses créanciers afin d'obtenir un retour rapide à la normale. Politiquement, il serait alors sans doute discrédité et il tomberait. Acculé par la BCE, sa seule parade serait alors un Grexit dont la population ne veut guère. Le Grexit est exclu pour la BCE, mais le maintien de ce gouvernement l'est sans doute tout autant. On le voit : si la BCE n'a pas voulu couper directement l'ELA et pousser la Grèce hors de la zone euro, elle joue clairement le jeu de l'Eurogroupe en poussant le gouvernement grec à nouer la corde qui l'étranglera. Ceci semble fonctionner : un premier sondage estime que deux tiers des électeurs voteront en faveur du "oui." Dimanche soir dans un discours, Alexis Tsipras a, cependant, dénoncé le "chantage" de la BCE contraire, selon lui, aux "traditions démocratiques" de l'Europe. Et il a espéré que cette attitude conduirait les électeurs à voter "non" le 5 juillet prochain. latribune.fr 29.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie.

1- "Tempête du Sud" : les chefs terroristes éliminés - french.irib.ir

En Syrie, un grand nombre de commandants terroristes ont été tués et blessés lors d'une attaque de l'armée régulière contre le siège du commandement de l'opération « Tempête du Sud », situé près des silos du sud-est de Deraa.

Lors d'une réunion, censée préparer les terroristes à attaquer la ville de Deraa, un élément militaire de haut rang de la cellule d'opération d'Al-Malouk a été tué par les forces syriennes. Les commandants des groupes terroristes-takfiris du Front Al-Nosra, du Mouvement Al-Mothna, d'Alvia Al-Az et d'Al-Jaysh Al-Hor étaient aussi présents à cette réunion mais la plupart des tués de l'attaque de l'armée appartenaient au Front Al-Nosra. french.irib.ir 28.06

Fabius va se désoler...

2- La Syrie refuse tout compromis avec les pays protecteurs du terrorisme (Fayçal Meqdad) - french.irib.ir

La Syrie refuse tout compromis avec les pays protecteurs du terrorisme, a déclaré, le vice-ministre syrien des affaires étrangères, Fayçal Meqdad.

Le terrorisme est en propagation vers les autres pays arabes d'autant plus que les attaques terroristes qui sont survenues vendredi au Koweït et en Tunisie n'étaient guère loin de l'attente, a précisé, Meqdad, lors d'un entretien téléphonique avec la télévision syrienne. Le peuple syrien à Hassaka, Deir ez-Zour et Deraa est en train de lutter contre le terrorisme qui est soutenu par la Turquie, le régime sioniste et les Al-e Khalifa, a ajouté Meqdad.

L'incitation des terroristes au massacre des civils innocents est un acte qui n'épargnera pas l'incitateur, a-t-il averti. La France ainsi que les dirigeants européens et américains doivent renoncer à leur soutien aux terroristes, a indiqué, Fayçal Meqdad en faisant part de la disponibilité de son pays à contribuer à la lutte contre le terrorisme auquel sont confrontés la Syrie, l'Irak et la Tunisie. french.irib.ir 28.06

ECONOMIE

Quand vont-ils décider de faire tout péter ?

La BRI, c'est la banque centrale des banques centrales dans le monde, le gratin, le sommet de l'oligarchie financière mondiale, les banquiers qui décident du sort de l'économie mondiale et de l'humanité entière.

- La BRI et la menace des "taux d'intérêt ultra-faibles" - latribune.fr

La mise en garde est sérieuse. Dans son rapport annuel publié dimanche, la Banque des règlements internationaux (BRI) s'inquiète de la spirale des taux d'intérêt trop bas, qui alimente un endettement excessif et une croissance insuffisante.

Au cours de l'année écoulée, la chute des prix du pétrole a stimulé la croissance mondiale mais la charge de la dette et les risques financiers demeurent trop élevés et la croissance de la productivité trop modeste, pointent les économistes de l'institution suisse, considérée comme la banque centrale des banques centrales et dont le siège est à Bâle.

Plusieurs pays se financent à des taux négatifs

Pour le chef du département monétaire et économique de la BRI, Claudio Borio, "le symptôme le plus visible de ces difficultés est la persistance de taux d'intérêt ultra-faibles". "De plus, les rendements négatifs, sans précédent, qu'on observe sur certains marchés de la dette souveraine repoussent les frontières de l'impensable", a-t-il insisté lors d'une téléconférence de presse. (Au-delà de "l'impensable", tout peut arriver du jour au lendemain, la situation est imprévisible qu'ils le veuillent ou non. - ndlr)

Plusieurs pays - dont la Suisse, l'Allemagne, la France et même l'Espagne et le Portugal - ont annoncé ces derniers mois se financer à des taux négatifs, ce qui signifie que l'investisseur paie pour prêter à ces Etats, qui du coup gagnent de l'argent en empruntant sur les marchés.

Des taux directeurs plus faibles qu'au pic de la crise de 2007

Selon la BRI, en moyenne, entre décembre 2014 et fin mai 2015, quelque 2.000 milliards de dollars de titres de dette souveraine à long terme - pour la plupart émis par des Etats de la zone euro - se sont échangés dans le monde à des taux négatifs.

Les taux directeurs, nominaux et réels, sont encore plus faibles qu'au pic de la crise financière de 2007. Qui plus est, en termes réels, ils sont négatifs depuis plus longtemps qu'ils ne l'étaient restés durant la période de grande inflation des années 1970. La BRI ne cache pas son inquiétude: "une situation qui était auparavant inimaginable menace de devenir la nouvelle norme". latribune.fr et AFP 28.06

En complément

- Les taux d'intérêt sont trop bas, prévient la BRI - Reuters

Les taux d'intérêt sont trop bas à l'échelle mondiale et posent un problème de plus en plus important pour la stabilité économique et financière, prévient la Banque des Règlements internationaux (BRI) dans son 85e rapport annuel publié dimanche.

L'institution, souvent présentée comme la banque centrale des banques centrales, estime en conséquence que la normalisation des politiques monétaires devrait intervenir rapidement et souligne que la croissance mondiale est inégale, que les niveaux d'endettement sont élevés et en augmentation.

Elle relève que l'explosion de la croissance du crédit montre que les déséquilibres financiers s'accumulent à nouveau. (Quand la bulle de la spéculation financière va-t-elle éclater en somme. - ndlr)

"La prise de risque sur les marchés financiers dure depuis trop longtemps. Et l'illusion que les marchés demeureront liquides dans des situations de stress est trop répandue", avertit la BRI. (Risques inconsidérés. - ndlr)

"La probabilité de turbulences va encore s'accroître si les conditions extraordinaires actuelles sont prolongées. Plus on tend un élastique, plus il se contracte violemment." (Ou il vous pète à la figure ! - ndlr)

La BRI relève en particulier que la compréhension des anticipations d'inflation est "incomplète et que leur mesure est sujette à une incertitude considérable". (Seraient-ils au bord de la panique ? - ndlr)

Le retour à des politiques monétaires normales sera "chaotique", notamment parce que les taux d'intérêt bas ont alimenté un "modèle vicié de croissance mondiale fondé sur l'endettement", qui était précisément à l'origine de la crise financière de 2008-2009. (Tout retour en arrière semble compromis, il ne reste plus que la fuite en avant jusqu'à l'explosion finale. Bravo, hâtez-vous tout de même qu'on en finisse une fois pour toute avec le capitalisme. - ndlr)

Des politiques à long terme destinées à rendre les économies plus productives et à assurer la stabilité de l'économie mondiale et du système financier international doivent être mises en oeuvre, estime-t-elle. Reuters 28.06 (Traduction : pour rendre plus productives des économies en faillite, il faut que les gouvernements s'attaquent frontement aux acquis sociaux des travailleurs... - ndlr)

Haut de page

Le 30 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 18h30.

On a ajouté 37 articles, et on a actualisé la rubrique *Articles d'actualité* avec des articles de grandes qualités à lire et à faire lire, qui comportent des éléments et des analyses qu'on ne trouve malheureusement pas dans la littérature du mouvement ouvrier, après comment un parti pourrait-il être attiré des intellectuels en présence de dirigeants si dogmatiques, sclérosés ou corrompus, Charlie ou charlots ?

Comment entraîner ces intellectuels, pas tous mais certains sur le terrain de la lutte des classes et du socialisme dans ces conditions-là ? Nos dirigeants ne sont déjà pas foutus de s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière, c'est à désespérer !

On a besoin des têtes et des jambes pour avancer, la preuve est faite que des têtes sans jambes ou des jambes sans têtes ne mènent pas bien loin ou nulle part.

Je ne suis pas un intellectuel, mais je fais l'effort d'essayer de comprendre dans quel monde nous vivons et pourquoi nous ne parvenons pas à régler les problèmes politiques qui nous empêchent d'aller de l'avant.

On ne peut pas adhérer à un parti dont on a honte, c'est impensable, ce serait intenable... Assez !

La causerie du matin.

Vous aurez remarqué qu'on assurait, n'est-ce pas ? Allez donc voir ce qui se passe dans les portails des différents partis ou groupes...

Quel portail rend compte quotidiennement de l'actualité économique, social et politique, vous fournit des analyses sur absolument tous les sujets sans tabou, publie des milliers d'articles de sources différentes des quatre coins du monde ? Alors soutenez-nous, aidez-nous à tenir !

Il est 13h30, je déjeune et je formate la trentaine d'articles que je dois mettre en ligne.

- Ah ben dites-donc, ils en savent des choses aux renseignements !

- Je n'en reviens pas, à les entendre la veille ils ne savaient pratiquement rien ou si peu sur un individu qui vivait en France, tout en s'efforçant de le justifier pour se couvrir semble-t-il, et ne voilà t-il pas que le lendemain ils savent précisément où loger un type au fin fond de la Syrie en guerre, à croire qu'ils ont des antennes sur place ma foi, ma pauvre Germaine, j'en suis tombé sur le cul en entendant ça ! J'en suis arrivé à la conclusion qu'ils ne nous disaient pas tout ou seulement ce qu'ils voulaient bien nous dire, bref, en gros ils nous prennent pour des cons !

- Les enquêteurs ont identifié le destinataire de la photo envoyé par l'auteur du meutre commis vendredi en Isère, Yassin Salhi, comme étant un dénommé Sébastien-Younès, Français parti en Syrie en 2014 et qui se trouverait à Raqqa, dans le nord du pays. Reuters 29.06

Ils auraient pu au moins fournir le numéro et le nom de la rue où il réside avec le code postal de Raqqa pour que ses copains et ses fans puissent lui écrire, quel délire!

Autre chose.

Etre informé, c'est préférable, recommandé pour savoir de quoi on cause, sinon il est quasiment impossible de se faire une idée indépendante ou libre de la situation.

Etre armé théoriquement, c'est préférable pour pouvoir s'orienter dans la bonne direction ou dans une direction conforme aux intérêts collectifs de notre classe, ne pas se tromper de combat et d'objectif. On pourrait assimiler la théorie à la somme des connaissances acquises par un chirurgien avant d'opérer, qui guideront sa réflexion et sa main en fonction de chaque patient.

Comme quoi la théorie n'est pas une recette prête à l'emploi pour affronter n'importe quelle situation, ni forcément un système érigé en dogme, mais constitue un guide indispensable à notre action qu'il faut adapter à chaque situation, et non l'inverse qui consiste à tordre la réalité pour la faire rentrer dans le moule d'une théorie auquel cas nous ne pourrions avoir aucune influence sur la réalité puisque la perception qu'on en aurait serait déformée.

Vous retrouvez là tous les principes que nous défendons depuis des années dans ce portail en les confrontant à la réalité, chacun peut ensuite observer à l'issue de cette épreuve s'ils méritent ou non d'être retenus ou partagés.

Etre engagé politiquement va de soi dès lors qu'on a acquis la conviction que nos idées sont justes et méritent d'être partagées par le plus grand nombre, qu'il est de notre devoir et notre droit de prendre en mains notre destin, au lieu d'en laisser le soin à d'autres pour changer la société puisque c'est notre objectif.

Dictature du capital ou dictature du prolétariat.

Les représentants de la classe dominante ou le camp de la réaction ont confisqué ou étouffé la démocratie, et considèrent que consulter le peuple pour qu'il se prononce en toute connaissance de cause sur une question qui engage son avenir serait incompatible avec la démocratie. En réalité, c'est leur conception de la démocratie qui correspond de fait à sa négation ou à la dictature de l'oligarchie financières dont les défendent les intérêts qui est en cause.

Adeptes des coups tordus en tous genres et autres coups d'Etat (Ukraine récemment), ils estiment que recourir à un référendum constituerait un chantage. Un chantage à quoi ? A la dictature du capital financier dont ils sont les représentants,

qui s'estime tout puissant et devant lequel tous les Etats devraient se soumettre aveuglément ou abdiquer en faveur d'un pouvoir politique appliquant à la lettre les mesures qu'il préconise pour sauver le capitalisme de la crise qui le ronge ou de l'effondrement qui le menace.

Autrement dit, entrevoir une politique différentes de celle (d'austérité) qu'ils préconisent et qui comporterait un volet social minimum sans même remettre en cause les fondements du capitalisme et ses institutions, serait inimaginable, incensé, dangereux, illégitime, car seule la classe qui détient le pouvoir économique serait légitime ou abilitée à définir la politique qui doit être menée en Grèce et dans chaque pays.

Quels premiers enseignements politiques tirés de la situation en Grèce ?

On s'aperçoit ici qu'il ne peut pas y avoir un partage du pouvoir entre les deux seuls classes indépendantes, celle des capitalistes et le prolétariat, et que le pouvoir politique doit être subordonné au pouvoir économique et qu'il ne peut pas en être autrement, ou le pouvoir économique et politique doivent être détenus par une seule et unique classe, dans le cas contraire gouverner devient impossible et l'économie se retrouve paralysée et le régime déstabilisé.

Dès lors que le pouvoir politique est détenu par un parti censé incarné les besoins des travailleurs, il a le choix entre abdiquer devant ceux qui détiennent le pouvoir économique ou s'en emparer en socialisant les moyens de production ou les secteurs clés de l'économie qui concentre le pouvoir économique, les banques, les assurances en premier lieu, de telle sorte qu'il puisse appliquer son programme ou mener à bien sa politique sociale.

S'il se destine à gouverner dans le cadre de la Constitution et des institutions qui avaient été fondées par la classe des capitalistes pour servir ses intérêts, il se privera des moyens politiques lui permettant de conforter son pouvoir politique et de s'attaquer au pouvoir économique des capitalistes, et à un moment donné il sera conduit à perdre le pouvoir politique au profit des représentants des capitalistes.

Dit autrement, dès lors qu'il refuse d'abolir la Constitution et des institutions qui incarnent le pouvoir politique de la classe dominante, c'est comme si cette dernière détenait toujours le pouvoir politique, ce qui l'encourage à le revendiquer et à se mobiliser pour le reconquérir officiellement, qui plus est, lorsqu'il refuse d'appeler le prolétariat à la mobilisation générale et à l'aider à s'organiser avec les partis et syndicats qui soutiennent ce processus révolutionnaire pour conforter son pouvoir politique, lorsqu'il n'appelle pas à la grève générale par crainte que les travailleurs prennent possession des moyens de production ou exproprient les exploiteurs, commencent à s'emparer du pouvoir économique.

On s'aperçoit ici qu'il n'existe pas de demi-mesures entre détenir ou non le pouvoir qu'il soit politique ou économique, et qu'une classe pour gouverner doit impérativement détenir tout le pouvoir, à la fois le pouvoir politique et économique, sans partage, imposer sa dictature à la classe dominée, et cela aussi longtemps que le pouvoir économique est détenu par la même classe, ce qui signifie que depuis l'avènement du capitalisme, nous avons toujours vécu sous le joug de la dictature du capital, et que pour nous en émanciper il faut que le prolétariat s'empare du pouvoir politique et économique, de tout le pouvoir et impose sa dictature à la classe des capitalistes, d'où la seule alternative politique possible, socialisme ou barbarie capitaliste.

C'est limpide et facile à comprendre, non ?

Le problème, c'est que les masses exploitées ne sont pas préparés à un tel bouleversement de société. Elles n'ont pas conscience de l'existence de cette alternative, et lorsqu'on l'évoque, par ignorance elles craignent que ce changement radical de société ne conduise au chaos ou à une situation pire que celle que leur réserverait le capitalisme, c'est la raison pour laquelle il est impératif de les aider à se débarrasser de cette crainte infondée en élevant leur niveau de conscience politique, ce qui les aidera à prendre confiance en elles-mêmes, à affirmer leur indépendance de classe, à acquérir la conviction que leurs droits sont parfaitement légitimes et qu'ils doivent s'imposer, qu'elles seules peuvent revendiquer et incarner le sort de la société puisqu'elles représentent l'immense masse de la population, et non une infime minorité d'exploiteurs ou de privilégiés qui n'incarnent que leurs propres intérêts contre ceux de la majorité du peuple.

On lira plus loin que Syriza et le gouvernement grec continuent de situer leur politique dans le cadre du maintien de la Grèce dans l'euro et l'Union européenne, et que par conséquent ils tournent délibérément le dos à tout processus révolutionnaire aboutissant à la remise en cause du pouvoir économique de la classe des capitalistes, il faut donc en déduire qu'ils mettront le pouvoir politique qu'ils détiennent au service de cette classe et non celle des travailleurs, et que cette contradiction avec leurs discours et leurs engagements les conduiront à leur perte tôt ou tard, à moins que le prolétariat passe outre et les mette devant le fait accompli, mais on n'y croit pas trop sans réelle représentation politique pour incarner les tâches et les objectifs politiques qu'il doit se fixer pour renverser le pouvoir de la classe dominante ou s'emparer véritablement du pouvoir politique, avancer sur la voie du socialisme.

Grèce. Juncker vote oui, le peuple grec doit voter non !

Les derniers développements.

- Grèce: 17.000 manifestants disent "non" au "chantage des créanciers" - AFP

- Des milliers de Grecs sont rassemblés lundi 29 juin devant le Parlement dans le centre d'Athènes en faveur du "non" au référendum à venir, dénonçant "le chantage des créanciers", UE et FMI. Ils sont environ 17 000 manifestants, une grande majorité des sympathisants du parti de la gauche radicale Syriza au pouvoir en Grèce.

- "Non au chantage de la troïka (UE, BCE et FMI)", "Non aux memoranda (mesures d'austérité), "Nos vies n'appartiennent pas aux créanciers", sont inscrits sur les banderoles de la place athénienne.

- Il s'agit de la deuxième manifestation en faveur de la politique suivie par le gouvernement d'Alexis Tsipras, face aux créanciers depuis l'annonce dans la nuit de vendredi à samedi, de l'organisation d'un référendum dimanche sur l'acceptation ou non des mesures d'austérité proposées par les créanciers visant, selon eux, à redresser l'économie du pays. Francetv info 29.06

- Grèce : Tsipras prêt à renégocier avec les créanciers au lendemain du referendum - AFP

- Grèce : Tsipras veut un non massif pour pouvoir peser sur la suite des négociations - LeMonde.fr

Quelques heures après une manifestation qui a réuni plus de 17 000 personnes en Grèce pour soutenir la politique de son gouvernement, le premier ministre Alexis Tsipras a jugé, lundi 29 juin, que le référendum prévu dimanche - sur l'acceptation ou non des mesures d'austérité imposées par les créanciers de la Grèce, auquel il a appelé à voter non - est le meilleur moyen de « conduire à la poursuite des négociations ». Avec une majorité claire rejettant la dernière proposition des créanciers, M. Tsipras estime qu'il sera « mieux armé » pour négocier avec ces derniers.

« Notre choix est de rester dans l'euro (...) le message est que le gouvernement grec va continuer de se trouver à la table des négociations au lendemain du referendum »

Il a accusé ceux qui voient dans cette consultation, pour savoir si les Grecs approuvent ou non les propositions de leurs créanciers, une façon de sortir de la zone euro, parlant « d'intimidation » et ajoutant que si les Grecs se prononçaient pour la poursuite de l'austérité, il pourrait quitter son poste.

« Si les Grecs veulent continuer avec les plans d'austérité à perpétuité, ce qui nous empêchera de relever la tête... nous respecterons leur choix mais nous n'appliquerons pas ».

M. Tsipras s'est à nouveau dit convaincu du fait que les « institutions » ne souhaitent pas la sortie de la Grèce de la zone euro en raison du « coût considérable » qu'aurait une telle initiative.

« Je ne pense pas que leur intention soit de pousser la Grèce hors de l'euro mais de mettre fin aux espoirs qu'il puisse y avoir une politique différente en Europe ».

Il a ajouté que si les créanciers faisaient une nouvelle proposition acceptable aux yeux de son gouvernement ce lundi, Athènes rembourserait comme prévu l'échéance de 1,6 milliard d'euros due au Fonds monétaire international (FMI) mardi à minuit. Mais cette perspective semble d'autant plus éloignée qu'il a ensuite lancé : « Comment payer le FMI alors que les banques ont été menées à l'asphyxie ? » LeMonde.fr 29.06

Le camp du "oui" ou de la troïka se mobilise.

- Référendum grec: Juncker, "trahi", lance la bataille pour le "oui" - AFP

A six jours d'un référendum qui fait trembler l'Europe, le président de la Commission européenne s'est lancé lundi dans la bataille du "oui", tentant de convaincre les Grecs de ne pas tourner le dos à l'euro au moment où le pays, au bord du gouffre financier, a dû fermer ses banques.

"Un "non" voudrait dire (...) que la Grèce dit "non" à l'Europe", a lancé à Bruxelles le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, critiquant très vivement le gouvernement de gauche radicale d'Alexis Tsipras et se disant "trahi" par la Grèce.

"Je demanderai aux Grecs de voter oui", a-t-il dit, "parce que les Grecs fiers d'eux-mêmes et de leur pays doivent dire oui à l'Europe". "Il ne faut pas se suicider parce qu'on a peur de la mort", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à Bruxelles, en guise de mise au point.

"Jouer une démocratie contre 18 n'est pas une attitude qui convient à la Grèce", a lancé Jean-Claude Juncker, très tendu. "En Europe, aucune démocratie ne vaut plus qu'une autre et dans la zone euro il y a 19 démocraties, non une contre 18 et non 18 contre une".

Le gouvernement grec lui a répondu de façon lapidaire en mettant en cause sa "sincérité", qualité jugée "nécessaire" dans une négociation, selon le porte-parole du gouvernement, Gabriel Sakellaridis. AFP 29.06

Fermez le banc !

Juncker et ses semblables réalisent un amalgame ou se livrent à une manipulation en identifiant l'Europe à l'UE pour induire en erreu les Grecs qui doivent être vaccinés avec toutes les salades qui leur ont racontées depuis 6 ans, non ?

- Merkel prête à de nouvelles négociations avec la Grèce "après le référendum" - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel a affirmé lundi que la porte pour de nouvelles négociations sur un renflouement de la Grèce serait ouverte "après le référendum" que le pays a prévu d'organiser dimanche.

"Si après le référendum le gouvernement grec demandait à reprendre les négociations, naturellement nous ne nous y opposerions pas", a déclaré Mme Merkel lors d'une conférence de presse à Berlin.

Le référendum "est évidemment lié au maintien dans l'euro", a-t-elle dit, tout en prenant soin de ne pas donner de consigne de vote "aux citoyens grecs responsables".

Son ministre de l'Economie Sigmar Gabriel, lors du même point de presse consacré à la Grèce, a été plus direct, martelant que la question posée lors du référendum était "oui ou non au maintien dans la zone euro".

Le gouvernement grec "doit le dire clairement à ses citoyens", a-t-il plaidé, se plaçant sur la même ligne que le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker un peu avant lui.

"Si les Grecs embrassent le maintien (dans l'euro), les négociations devront reprendre, c'est clair", a-t-il dit.

Mais l'un et l'autre, qui venaient de s'entretenir pendant plus d'une heure à la chancellerie avec les chefs des partis et des groupes parlementaires allemands, ont souligné que les propositions mises sur la table par les institutions (FMI, BCE, Commission européenne) restaient la base de potentielles futures négociations.

Et "la position ne changera pas: solidarité et efforts vont ensemble", a dit la chancelière.

Insistant à nouveau sur la nécessité de trouver des compromis - ce qui signifie selon elle que "personne ne peut obtenir 100%" - Mme Merkel a affirmé que "la volonté (de compromis) n'était pas là côté grec".

Pour M. Gabriel, le gouvernement grec d'Alexis Tsipras veut en fait "politiquement, idéologiquement une autre zone euro" que celle qui existe aujourd'hui entre les 19 membres du bloc monétaire. AFP 29.06

Propagande des médias en faveur du "oui".

- Référendum en Grèce : campagne pour le "oui" - Francetv info

- Référendum grec: les Européens lancent la bataille pour le "oui", Tsipras relativise l'enjeu - AFP

- Crise : "Une majorité de Grecs seraient favorables à un accord avec les créanciers" - Francetv info

- Grèce: le beau combat de Jean-Claude Juncker - L'Express.fr

- Stratégie spéculative pour miser sur le «oui» au référendum grec - LeFigaro.fr

- Sarkozy appelle l'Europe à ne pas céder face au "chantage" de Tsipras - AFP

- Grèce: Fitch place 4 banques en "défaut partiel" suite au contrôle des capitaux - AFP

Dans le camps du "non".

- Deux Nobel d'économie au secours de Tsípras - libération.fr

Contre la majorité des économistes classiques, Joseph Stiglitz et Paul Krugman, chacun de leur côté, prennent la défense du Premier ministre grec qui a choisi de procéder à un référendum.

Ils voteraient «non». Joseph Stiglitz, co-prix Nobel 2001, et Paul Krugman, prix Nobel 2008, sortent une nouvelle fois du bois pour défendre, contre la majorité des économistes classiques, le choix iconoclaste du Premier ministre grec de procéder à un référendum. Dans un article intitulé «L'attaque de l'Europe contre la démocratie grecque» et publié sur le site Project syndicate, le premier se fait l'avocat du gouvernement grec dont il défend ardemment les positions.

Si un «oui» signifierait une dépression presque sans fin, peut-être un pays appauvri, un «non ouvrirait au moins la possibilité» au pays, «avec sa forte tradition démocratique, de saisir son destin dans ses propres mains», explique Stiglitz. Les Grecs pourraient gagner «la possibilité de se forger un avenir, peut-être pas aussi prospère que par le passé, mais qui serait bien plus rempli d'espoir que la torture déraisonnable du présent». L'ex-économiste en chef de la Banque mondiale l'a toujours martelé : l'austérité conduit au désastre. Aucune économie n'est jamais revenue à la prospérité avec des mesures de rigueur excessives. Et le plan des institutions du FMI, de la BCE et de l'UE pour sortir la Grèce de la crise n'est rien d'autre qu'un nouveau passeport pour renouer avec la Grande Dépression des années 30.

D'autant que, selon Stiglitz, la zone euro n'a guère de leçons à donner en termes de démocratie : «Le souci de la légitimité publique est incompatible avec les politiques de l'eurozone, qui n'ont jamais été un projet très démocratique. La plupart de ses gouvernements membres n'ont pas cherché l'approbation de leur peuple pour remettre leur souveraineté monétaire à la Banque centrale européenne.» Non pas que le professeur à l'université de Colombia figure parmi les europhobes. Au contraire. L'homme a toujours été un ardent défenseur de la construction européenne. «Mais je redoute que les forces aujourd'hui à l'œuvre sur le vieux continent, si rien ne change, ne mènent à sa destruction», confiait-il mi avril au journal le Monde. Evoquant les taux de chômage record en Grèce ou en Espagne, il n'hésitait pas non plus à assurer : «Les leaders européens sacrifient une génération entière de jeunes Européens sans se remettre en question, c'est criminel.»

«Comment a-t-on pu arriver à une telle catastrophe ?»

De son côté, Paul Krugman, économiste de gauche, rappelait dimanche sur son blog «The conscience of a liberal» (sous l'acception britannique) pourquoi il voterait non. Primo, car même si la perspective d'un Grexit l'effraie, la Troïka demande que le régime qu'elle a infligé depuis cinq ans «continue indéfiniment. Où est l'espoir là-dedans ?» Et d'ajouter : «Même une dévaluation ne créerait pas plus de chaos qu'il n'en existe déjà et elle poserait les jalons pour une éventuelle guérison.» Deuxio, voter oui reviendrait à remplacer le gouvernement de Syriza, «ce qui devrait être perturbant pour tous ceux qui croient aux idéaux européens». Nouvelle salve ce lundi de Krugman, qui s'interroge : «Comment a-t-on pu arriver à une telle catastrophe qui voit notamment une dette exploser à 170% du PIB ? A cause d'une politique d'austérité sauvage.» Pour s'en convaincre, il suffit de regarder un autre post sur le blog de Krugman, qui montre de façon édifiante la faillite des prescriptions des docteurs internationaux saignant le patient grec. libération.fr 29.06

Il ne faut pas trop en demander à Krugman et à Stiglitz qui ne sont ni marxistes ni socialistes...

Ces Etats qui soutiennent le terrorisme.

- France/Tunisie/Koweit: qui est le coupable? - french.irib.ir

- Pour Abdel Bari Atwan les attaques terroristes perpetrées vendredi à la fois contre la France, la Tunisie et le Koweït sont le résultat des politiques erronées des dirigeants des pays concernés : " Après ces trois pays, tout le monde s'attend à découvrir le quatrième pays que les terroristes envisageraient de frapper de plein fouet. On ne connait pas ce pays mais cette attaque aura sans nul doute lieu. La seule analyse à faire est la suivante : ces frappes sont les conséquences des poliiques entreprises par les trois pays concernés. La France est l'un des pays phare à soutenir intensément les opposants au régime Assad. C'est elle qui finance et arme de nombreuses milices jihadistes. Idem pour le Koweït qui n'a cessé d'assurer aux groupes terroristes en Syrie de quoi se battre. Les institutions publiques et privées koweitiennes continuent à l'heure qu'il est à financer et à acheminer des vivres et des médicaments aux terroristes. Sept hommes d'affaire et un ministre koweitien figurent d'ailleurs sur la liste noire des personnes soutenant le terrorisme.

En Tunisie, l'ex gouvernement consultait la Turquie pour faciliter le passage de 4000 jeunes tunisiens vers la Syrie pour qu'ils rallient Al Nosra e Daech . C'est cette même Tunisie qui a accueilli la première conférence des soi-disant "Amis de la Syrie" ainsi la magie s'est retournée contre le magicien et celui qui a joué avec le feu, s'y est brûlé les doigts. ce feu que la France, le Koweit et l'Arabie ont allumé ne tardera pas à s'étendre à Bahrein et à la Jordanie, voire même à la Turquie. Le projet sanglant de Daech est un projet concocté pour le monde entier, un projet apte à contaminer la planète. Ce qui étonne aujourd'hui c'est le discours de certaines personnaliés arabes qui ne se lassent de qualifer les chiites de "frères", les mêmes qu'elles traitaient de "

hérétiques" d'athées, de séfévides, ce qui constitue l'une des formes les plus abjectes d'hypocrisie. Et la question est là : Au Yémen, les chasseurs saoudiens bombardent qui ? Les médias pro saoudiens ne cessent de justifier cette campagne de bombardement au nom du meurtre de chiites qui leur semble licite. C'est ainsi qu'ils justifient l'assassinat des milliers de yéménites, chiites ....chiites contre qui ils instillent la haine via leurs médias, du matin au soir. french.irib.ir

Aux dernières nouvelles, ce serait un Saoudien qui aurait perpétré l'attentat au Koweit.

ACTUALITE EN TITRES

La menace est partout !

- La France en alerte avant une vague de chaleur exceptionnelle - AFP

Honneur à une imposture. A bas Charlie !

- Hollande décore l'urgentiste Patrick Pelloux et honore les victimes du 7 janvier - AFP

Confirmation. Aveux qui vont à l'encontre de la version officielle.

- L'auteur de l'attentat en Isère nie toute motivation religieuse - Reuters

L'auteur présumé de l'attentat commis vendredi en Isère a déclaré n'avoir eu aucune motivation religieuse et ne pas être un djihadiste, alors que l'enquête fait apparaître un lien avec un Français parti en Syrie, a-t-on appris lundi de source proche du dossier. Reuters 29.06

Il a théâtralisé son acte en s'inspirant du décor sordide que les médias servent en boucle à la population, sans faire de parallèle, comme des jeunes à une autre époque signaient parfois leurs actes d'un A comme anarchie sans forcément être anarchistes, ou du signe de la paix en réaction à la guerre du Vietnam, sans militer ou être engagés dans un parti politique pour autant.

Il est vrai et cela allait m'échapper, que dans une dictature il suffit d'emprunter une signature pour signer son crime : Allez avoue que tu es un anarchiste, un terroriste, avoue bordel, on a les moyens de te faire parler salopards...

Et puis à force de répéter en boucle que ce type-là avait commis un acte terroriste, la population va finir par le croire et par voir des terroristes partout, c'est le but recherché.

Israël réduit à un ghetto n'est pas viable et doit disparaître.

- Israël se dit prêt à construire une « barrière de sécurité » à la frontière jordanienne - LeMonde.fr

Même un simulacre de démocratie les effraie.

- Israël boycotte un débat à l'ONU sur le conflit à Gaza - AFP

Eugénisme. Empoisonnement collectif.

- Plus d'un milliard de burgers vendus en France en 2014 - Le Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie - Syrie

- "Moscou soutient Assad" (Poutine) - french.irib.ir

«Moscou ne désire pas le changement de leader, en Syrie, et il soutient Bachar al-Assad», a déclaré le président russe.

Le Président russe, Vladimir Poutine, a reçu, lundi, à Moscou, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem. Lors de cette entrevue, le Président Poutine a déclaré qu'il ne soutenait pas le changement de leader en Syrie, croyant que Bachar al-Assad devrait rester au pouvoir.

«Nous savons que les évolutions en cours, en Syrie, sont de nature très complexe, d'autant plus que la Syrie s'expose à l'agression d'un terrorisme international. Dans une condition si compliquée, la réussite dépend de divers facteurs. Une défaite militaire serait, aussi, probable, mais on est sûr que c'est le peuple syrien qui l'emportera, en dernier ressort», a déclaré Vladimir Poutine, avant d'ajouter : «Nous soutenons, toujours, la Syrie, les responsables syriens et le peuple de ce pays. Notre politique reste immuable».

Pendant les quatre dernières années, où la Syrie s'enlisait dans une crise alimentée par le terrorisme international, Moscou n'a jamais lâché le gouvernement et le peuple syriens, et a mis en garde l'Occident à plusieurs reprises contre le soutien aux groupes terroristes et à ses phénomènes néfastes. french.irib.ir 29.06

2- Yémen

- Yémen : des missiles Grade et Al-Najm Al-Sagheb, tirés sur des bases militaires saoudiennes - french.irib.ir

En riposte aux crimes continus du régime saoudien contre le peuple yéménite, les forces de l'armée et des comités populaires de ce pays ont tiré, lundi tôt dans la matinée desmissiles contre des positions et des bases militaires saoudiennes à Najran », a-t-on appris des médias yéménites.

La chaîne d'information Al-Massira a rapporté que l'armée et les comités populaires ont pilonné trois bases militaires saoudiennes, dont la base Qarn Khabash à Najran. Al-Massira a également annoncé que les forces de l'armée et les comités populaires yéménites ont attaqué par des missile Al-Najm al-Sagheb des positions militaires saoudiennes à Jizan. Les chasseurs saoudiens ont poursuivi les raids aériens contre différentes régions yéménites, et dans ce cadre, ils ont bombardé lundi à trois reprises la région d'Al-Anad dans la province de Saada.

Dans la province de Lahej une localité a fait l'objet des attaques des chasseurs saoudiens. Al-Mayadeen a aussi fait part des frappes aériennes saoudiennes contre des régions à Aden, au Sud du Yémen. french.irib.ir 29.06

ECONOMIE

1- Chine

- Un krach boursier secoue la Chine - lefigaro.fr

Les Bourses chinoises ont perdu 20 % en deux semaines et plus de 7 % hier.

Quelque 2000 valeurs en chute de près de 10 %, des indices qui s'effondrent de 7,4 % et 7,8 % en une séance… Les Bourses de Shanghaï et Shenzhen ont vécu vendredi une folle journée, la pire depuis 2008. Inquiets depuis quinze jours déjà, échaudés par une première correction mi-juin, les investisseurs, pour l'essentiel des particuliers, ont cédé à la panique. En deux semaines, les places chinoises ont déjà plongé de près de 20 %.

Dans un marché à bout de souffle après une hausse vertigineuse (+ 100 % en un an), et victimes d'une spéculation à tous crins, les investisseurs espéraient voir un soutien du gouvernement via une baisse des réserves obligatoires des banques destinée à doper le crédit. Un espoir déçu la semaine dernière, quelques jours avant l'annonce d'un important programme d'introductions en Bourse (au moins 28 nouvelles sociétés entreront sur le marché en juillet), après ceux déjà conséquents du mois de juin. «Or ces introductions, très recherchées en Chine, assèchent la liquidité, car les investisseurs doivent bloquer des sommes importantes auprès du régulateur pour avoir une chance d'obtenir des titres,» explique Haiyan Li-Labbé, chez Carmignac. Cela a donc suffi à mettre le feu aux poudres.

Désertant l'immobilier, dont les prix chutent depuis quinze mois, et les placements financiers (pénalisés par la baisse des taux d'intérêt), de nombreux ménages chinois ont décidé de placer leurs économies en Bourse, encouragés par les autorités, qui souhaitent des marchés financiers solides pour faire avancer leurs réformes. Mais pour démultiplier leurs gains, et profiter

d'une envolée boursière stupéfiante après une longue période de vaches maigres, ils ont doublé ou triplé leurs mises en empruntant auprès des brokers ou dans les circuits de financement occultes.

«Environ 5 % de la capitalisation boursière en Chine est financée ainsi à crédit», estime Haiyan Li-Labbé. Or, en cas de forte baisse, les brokers obligent leurs clients à vendre vite, à tout prix, pour limiter les pertes, quitte à alimenter un mouvement de panique et à accélérer le plongeon du marché. Celui-ci reprendra-t-il de plus belle lundi?

«Le gouvernement ne veut pas d'un krach boursier. Si besoin, il fera ce qu'il faudra pour soutenir le marché», estime Karine Hirn, associé chez East Capital à Hongkong. Mais éviter l'éclatement d'une bulle n'est pas toujours facile. En Chine, certaines petites valeurs, notamment technologiques, se paient 70 à plus de 100 fois leurs bénéfices. lefigaro.fr 29.06

Cette "bulle" finira par explosée. On se croirait à la fin des années 20 aux Etats-Unis...

Je crois avoir lu quelque part que la bourse de Mumbai en Inde avait progressé de 24% depuis le début de l'année... Les prix continuent de flamber en Inde, cigarettes et briques plus 20% d'un coup, etc. il n'y a que le prix de l'essence qui avait diminué de près de 20% qui est resté stable.

2- Liban

- Israël pille les ressources pétrolières et gazières du Liban - french.irib.ir 29.06

Le régime sioniste se démène pour faire main basse sur les ressources du pétrole et du gaz du Liban. Le quotidien libanais « As-Safir » a écrit dans un rapport que l'entité sioniste tentait d'abuser du vide politique libanais, dû à l'absence d'un président de la République (plus de 400 jours) pour s'accaparer des ressources pétrolières et gazières du Liban. « As-Safir » a ajouté que certains responsables libanais dont le président du Parlement Nabi Berri, en se déplaçant dans différents pays et en se référant à des instances internationales, essayait d'empêcher l'aventurisme du régime sioniste.

Citant des experts des questions pétrolières, le quotidien libanais « As-Safir » a écrit que le régime sioniste tentait de faire occuper les Libanais par le forage exploratoire de Karish, en vue d'accaparer le plus important et le plus grand puits de pétrole libanais « Tamar », qui se trouve à proximité des frontières maritimes libanaises. Le puits de pétrole « Karish » dispose de près de 3000 milliards de mètres cubes de gaz et un demi-milliard de barils de réserves en liquéfaction du gaz naturel. Le puits de pétrole « Tamar », avec 20.000 milliards de mètres cubes de réserves gazières est lié aux réserves pétrolières du Liban. french.irib.ir 29.06

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet 2015

CAUSERIE

Info de dernières minutes. Alexis Tsipras capitule sur toute la ligne

Selon les informations du Financial Times, Alexis Tsipras aurait finalement cédé en envoyant une dernière proposition aux « institutions », FMI, BCE et Commission européenne. Cette dernière mouture d'un accord sur le dossier grec reprendrait l'intégralité de la dernière version proposée par les européens au gouvernement Syriza. A quelques exceptions près : permettre aux îles grecques d'afficher un taux de TVA moins élevé que dans le reste du pays, repousser au mois d'octobre le début de la réforme des retraites et enfin, une poursuite temporaire de l'aide apportée aux retraités les plus pauvres.

Cette ultime proposition sera mise au délibéré des membres de l'Eurogroupe, c'est-à-dire des ministres des finances européens, ce mercredi 1 juillet à 17h30. La décision de la BCE, attendue ce jour, de continuer ou non à soutenir le système bancaire grec, faisait peser la menace d'une faillite presque immédiate des banques grecques, et ce, quelques jours avant le tenue du référendum prévu ce dimanche.

A l'annonce de la proposition formulée par Alexis Tsipras, les bourses européennes ont repris leur marche en avant, voyant ici le signal d'une réelle possibilité d'accord, et l'éloignement d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Atlantico.fr 01.07

Une première analyse à chaud

Il est 21h30 à Pondichéry

Petit exercice de dialectique appliquée à la question grecque.

Suite aux derniers développements de la crise grecque, plusieurs scénarios sont envisageables.

Pour commencer, soit le gouvernement maintient le référendum, soit il l'annule.

S'il l'annule, il imite l'ex-gouvernement dirigé par la Pasok et il est laminé.

Soit il le maintient et deux scénarios sont possibles.

Soit le oui l'emporte, parce qu'une partie des travailleurs se sont abstenus exprimant leur rejet des dernières propositions du gouvernement faites à la troïka signifiant sa capitulation pour ne pas les cautionner.

Soit le non l'emporte.

En cas de victoire du oui l'affaire est réglée, le gouvernement applique les contre-réformes souhaitées par la troïka, Syriza se disloque ou explose et est voué dans le futur à végéter ou disparaître.

En cas de victoire du non, deux scénarios sont possibles.

Soit le gouvernement n'en tient pas compte et il commet un déni de démocratie, et là encore il est voué à connaître le sort du Front de gauche en France.

Soit il en tient compte, le scénario le plus improbable, parce qu'il implique que la Grèce se tourne vers d'autres créanciers (lesquels ?) ou sorte de la zone euro, or les dirigeants de Syriza y sont farouchement opposés.

Dans tous les cas de figure, Syriza est démasqué et voué à un avenir pitoyable de pilier du régime, ce qu'il n'avait jamais cessé d'être en refusant de rompre avec les institutions grecques, l'euro et l'UE.

Il n'y a aucun avenir politique pour ce type de parti en Grèce qui pratique en permanence un double langage ou qui joue un double jeu pour finalement s'avérer incapable de rompre avec l'ordre établi.

On ne peut pas le qualifier de parti démocratique, puisqu'il vient de prouver le contraire. On ne peut pas le caractériser de parti réformiste, puisqu'il vient de démontrer l'inverse. C'est un parti de droite tout simplement, qui s'est présenté sous un faux masque, et qui face à l'épreuve des faits est démasqué. La suite demain.

La France : C'est pire que l'Inde !

- Canicule: Plus de 600.000 foyers privés d'électricité dans l'Ouest - 20minutes.fr

42°C hier midi à Pondichéry (Sud de l'Inde), 31°C ce matin à 8h et pas de coupures de courant, cherchez l'erreur. Il fait 41°C à l'heure où j'écris ces lignes, 37°C dans mon bureau, je crève littéralement !

Et il faut voir comment cela tient avec des poteaux électriques qui penchent du côté où ils vont tomber, des cables détendus, rafistolés qui menacent de se toucher ou s'écraser au sol en cas de rafales de vent et j'en passe, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils coupent systématiquement le courant dès qu'il tombe une goutte de pluie ou que le vent se lève, sinon depuis qu'ils ont mis en service la dernière centrale nucléaire, on n'a plus de coupures de courant pour ainsi dire.

Je suis contre l'énergie nucléaire et ce n'est pas moi qui aie décidé de recourir à cette forme d'énergie pour produire de l'électricté en Inde. De même que je ne suis pas un disciple de Gandhi qui préconisait d'en rester au char à boeuf ou de revenir à l'âge de pierre, contre Nerhu qui était partisan de l'industrialisation du pays en s'inspirant de l'URSS. On fait avec ce qu'on a à défaut de mieux ou en attendant mieux, on n'a pas vraiment le choix hélas !

Mélenchon déconnecté de la réalité, est-il de gauche ? Vérifions-le.

Invité de l'émission « Preuve par Trois » mardi 30 juin, Jean Luc Mélenchon. - publicsenat.fr 30.06

Soutien à l'euro et l'UE, donc à la troïka, au marché, à l'oligarchie financière.

Il exprime un regret que Juncker et les partisans de l'euro apprécieront.

- Pour le député européen, les propositions de la commission européenne sur la dette grecque « sont en train de faire sauter la zone euro et la planète financière ». Quel bonheur, enfin ! Non pour monsieur Mélenchon ce sera plutôt quel malheur ! C'est qu'il y tient le bougre !

Pas un coup d'Etat politique ou tout court pour se débarrasser du gouvernement de centre-gauche, non l'UE en est totalement incapable, même pas en Ukraine ou en Syrie...

- « Ce qui se passe est un coup d'Etat financier parce que les dirigeants de l'Eurogroupe pensaient que la Grèce céderait ».

L'idéologie rétrograde, archaïque, féodale, haineuse, barbare, salafiste, wahhabiste ou takfiris est somme toute respectable.

Lorsqu'il soutient le salafisme ou le communautarisme islamique basé sur une idéologie féodale et barbare, la charia...

- « Il ne faut pas faire de chaque salafiste un terroriste », parce que le salafisme serait tout à fait respectable, voilà où en est rendu notre renégat du marxisme, auquel il n'a jamais compris grand chose apparemment.

Quand hypocritement il imite ceux qu'il dénonce.

Mieux, il ne faut pas faire de chaque Etat salafiste (Qatar, Turquie, ajoutons l'Arabie saoudite wahhabiste) des parias, ce serait se priver d'une manne financière dont le complexe militaro-industriel-financier français et l'économie française ont trop besoin en ce moment.

- « Il est énorme de faire une procès aux salafistes en France quand on va dans leur pays pour les soutenir et leur vendre des armes, ce n'est pas sérieux ». Il dénonce à juste titre quoique avec des réserves l'hypocrisie des autorités françaises, en soutenant le prosélytisme salafiste, donc ils les imitent.

La réserve réside dans le fait qu'il ne faut pas confondre ou faire un amalgame entre les autorités de Doha, Istanbul ou Riad et les travailleurs convertis au salafisme en France, entre les idéologues de la barbarie et ceux qui sont conditionnés puis instrumentalisés pour servir leurs intérêts politiques ou la stratégie du chaos et de la déstabilisation de l'Etat de Washington.

Washington et Tel-Aviv n'ont rien à voir les guerres actuelles au Moyen-Orient.

La guerre qui se propage d'Afghanistan jusqu'au Moyen-Orient en passant par le Maghreb et une partie de l'Afrique n'a rien à voir avec la volonté des Etats-Unis de conserver leur hégémonie sur le monde, non, c'est simplement une guéguerre entre "puissances régionales", son analyse est conforme à la propande officielle, bravo monsieur le charlatan !

- « c'est une guerre entre puissances régionales, elles se font la guerre entre elles pour contrôler le Moyen Orient, ça n'a rien à voir avec le choc des civilisations », ben voyons, il vole au secours de Valls l'air de rien.

Quand il se fait gestionnaire de l'Union européenne des régions.

- « Nous sommes des opposants sérieux, nous avons des propositions ambitieuses pour les régions ». publicsenat.fr 30.06

Pour conclure par son délire mégalomaniaque habituel.

- Pour Jean Luc Mélenchon, le parti de gauche sera présent au second tour de la présidentielle en 2017.

En complément. L'art du double langage démasqué.

- «La Grèce a déconné, est-ce une raison pour faire souffrir le peuple?», s'interroge Pierre Larrouturou - 20minutes.fr

Pierre Larrouturou ex-PS est le fondateur de Nouvelle Donne.

Où se situe le lézard ? C'est très simple.

Qui "a déconné" ? Qui va "souffrir" ? Certainement pas les mêmes, et comme il n'est pas question de faire souffrir ceux qui ont "déconné" parce qu'il faudrait les affronter et Larrouturou turlututu en est incapable ou ne l'envisage pas un seul instant, à l'arrivée ce sera au peuple de grec d'endurer de nouvelles privations et souffrances et la boucle de l'imposture est bouclée.

Ces gens-là sont des malfaisants.

Comment manipuler les faits pour leur faire dire ce qui nous arrangerait ou comment les interpréter pour qu'ils soient compatibles avec notre propagande de guerre.

- Attentat en Isère: Salhi dit avoir voulu se venger d'une «humiliation» subie - 20minutes.fr

Yassin Salhi, soupçonné d'avoir assassiné et décapité son patron le 26 juin, a expliqué aux enquêteurs avoir voulu se venger d'«

une humiliation » infligée par sa future victime, et non commettre un attentat islamiste, a rapporté un avocat qui l'a assisté.

« Il explique (son acte) par la vengeance, par l'humiliation que lui aurait fait subir son employeur », a rapporté Me Michel Kohn, qui a représenté Yassin Salhi quand cet homme a poursuivi sa garde à vue à Paris après l'avoir entamée à Lyon. 20minutes.fr 30.06

- La justice convaincue du mobile terroriste de l'acte de Yassin Salhi - Francetv info 30.06

L'essentiel, c'est qu'à force de le répéter la population le croira. Lire l'article dans cette page *Ouvrage de Guy Mettan: « Une contribution importante à la démystification des relations internationales »*.

ACTUALITE EN TITRES

Après le coup de grâce les institutions ne mériteront même pas une minute de silence.

- Attentat en Isère : l'Assemblée observe une minute de silence pour la victime - Francetv info

- Manuel Valls : « Il faut honorer la mémoire de Charles Pasqua » - Public Sénat

- Décès de Pasqua: réactions attristées à droite, parfois acides mais rarement virulentes à gauche - AFP

Bravo, à vomir votre gauche ! Optez pour l'Opposition de gauche révolutionnaire.

- Pour une vraie union nationale anti-islamiste - L'Express.fr

---

Dossier grec

Propagande et charnement de la réaction sur la Grèce.

Le gouvernement grec et Syriza tiennent en permanence un double langage au peuple grec en rejetant les propositions de la troïka tout en refusant d'envisager de rompre avec l'euro et l'UE, ce qui ne peut que favoriser la division des travailleurs et affaiblir le camp du "non", non qui les obligerait s'il sortait vainqueur de ce référendum, d'envisager la sortie de l'euro dans un premier temps ou de rejoindre les 12 pays de l'UE qui ne figurent pas dans la zone euro, ce que refusent d'entrevoir les autorités grecques. Finalement ils jouent le jeu de la troïka.

- Fitch abaisse d'un cran la note de la Grèce à "CC" - Reuters

- La Grèce en défaut de paiement - Francetv info

- Le compte à rebours est lancé pour la Grèce - Francetv info

- Crise grecque : "Si le 'non' gagne dimanche, nous risquons de retourner de dizaines d'années en arrière" - Francetv info

- En Grèce, aux côtés d'un chef d'entreprise pro-Europe - Francetv info

- L'Allemagne exaspérée par la situation grecque - Francetv info

- La Grèce n'exclut pas de suspendre le référendum - AFP

La Grèce n'exclut pas de suspendre le référendum prévu dimanche sur les propositions de ses créanciers, si les négociations reprennent avec l'Union européenne, a indiqué mardi soir à Bruxelles une source européenne proche des discussions. AFP 30.06

Le gouvernement grec va jouer à ce jeu jusqu'au 5 juillet en espérant que le "oui" l'emporte, ainsi il n'aura pas besoin de justifier sa capitulation devant la troïka. Mais rien n'est joué...

Si ce sont les chiffres de la police...

- Dans la manifestation pour le "oui" au référendum : "Nous voulons la Grèce en Europe, un point c'est tout" - Francetv info

- Au moins 20 000 personnes à Athènes pour défendre le "oui" au référendum de dimanche - Francetv info

Au moins 20 000 personnes, selon la police, étaient rassemblées mardi 30 juin au soir à Athènes pour soutenir le "Oui" au référendum organisé dimanche par le gouvernement d'Alexis Tsipras.

Lundi, plus de 17 000 supporters de Syriza avaient manifesté au même endroit dans le pays pour soutenir le "Non" au référendum. Francetv info 30.06

Ce n'est pas seulement la dette de l'Etat qu'il faut annuler, mais l'Etat des banquiers qu'il faut liquider.

Pourquoi les discours les plus radicaux qu'on entend depuis des années exigeant l'annulation de la "dette publique" ne mènent-ils nulle part ou dans une impasse ?

Parce que la solution est politique et ne peu se traduire que par l'abolition de l'Etat bourgeois ou capitaliste et l'expropriation du capital, ce que les virulents détracteurs de cette dette ne peuvent envisager pour être eux-mêmes inféodés au régime capitaliste. C'est facile à comprendre, tout se tient, c'est d'une logique implacable et tout le reste est du baratin.

- La dette publique française bat un record - Francetv info

Les chiffres du premier trimestre en France sont mauvais concernant la dette publique. Celle-ci a plus augmenté que prévu : 51,6 milliards d'euros en plus. Désormais, la dette publique se chiffre à 2 089,4 milliards d'euros.

Depuis 10 ans, elle ne fait qu'augmenter. Elle est passée de 65% du PIB à 97,5% du PIB, ce qui est un record. Ces derniers mois, l'État a emprunté plus que d'habitude pour profiter des taux d'intérêt très bas sur les marchés.

Aujourd'hui, la dette publique pèse 31 515 euros par habitant. Chaque année, le seul remboursement des intérêts de la dette est colossal. C'est le deuxième poste du budget de l'État après l'Éducation nationale. Francetv info 30.06

C'est le file à la patte, le boulet de la crise du capitalisme que l'oligarchie financière fait supporter aux Etats pour les contraindre à s'attaquer aux droits ou acquis sociaux des travailleurs qui correspond à la part des profits qui échappent aux prédateurs du marché.

Ce n'est qu'une partie de l'explication, car le fonctionnement du système économique capitaliste est totalement vicié ou corrompu par les pratiques mafieuses qu'ils ont introduites dans l'économie au début des années 70 et qui ont connu un développement fulgurant et incontrôlé depuis les années 90, pour aboutir aux différentes bulles et krachs qui ont eu lieu depuis.

Le service de la dette (auquel on peut ajouter notamment le budget de la défense) est devenu si colossal, qu'il brève le budget de l'Etat des moyens lui permettant d'assurer le financement des services publics ou sociaux.

La dette publique correspond au report ou à la prise en charge, au transfert de la dette des banquiers sur l'Etat, dit autrement au financement de la dette des capitalistes par l'Etat, tandis qu'ils confisquent les profits issus de l'économie productive pour accroître leur pouvoir pas seulement sur le plan économique ou financier, mais sur le plan politique, car cela leur permet à la fois de financer et de tirer profit de la stratégie politique mise en oeuvre par l'oligarchie financière, quand ce ne sont pas les mêmes qui sont aux commandes.

La dette étrangle les Etats otages et complices de l'oligarchie financière, qui doivent impérativement se soumettre à ses diktats, sous peine d'être déstabilisés et de faire l'objet d'un brutal changement de régime orchestré par ses représentants dans chaque pays.

C'est à ce chantage permanent que se plient volontiers tous les partis politiques qui gouvernent depuis plus de 30 ans en France et en Europe et ailleurs dans le monde sous la forme de coup d'Etat, guerres civiles ou génocides. Parmi ces partis ou représentants en France figurent le PS, le MRC, le PRG, les Verts ou EELV, le PCF, Mélenchon, ce que certains appellent encore frauduleusement la gauche ou la gauche de la gauche, qui durant ces décennies étaient soutenus par le PT (POI), la LCR (NPA) et LO.

Il faut être ignorant ou naïf pour croire que cela ne laisserait pas de traces ou que plus personne ne ferait allusion à cette longue période, que ses conséquences désastreuses pour le prolétariat et le mouvement ouvrier ne parviendraient pas jusqu'à nous, alors qu'on n'a cessé de les subir jusqu'à nos jours. C'était sans doute un "bon" calcul à court terme de manoeuvriers

ou bureaucrates, mais un très mauvais à long terme, car les militants ne manqueraient pas de rechercher les causes de la crise que traverse le mouvement ouvrier et plus particulièrement son avant-garde qui en portent la responsabilité pour avoir refusé obstinément de caractériser politiquement le PS et ses satellites ou alliés comme des partis de droite et de rompre avec eux. Rappelons que le PS a été au pouvoir à trois reprises depuis mai 1981 et a géré la société pour le compte des capitalistes, sans que les rapports entre les partis et les partis avec les appareils corrompus des syndicats aient fondamentalement changé, bref, comme si rien ne s'était passé.

La dette mondiale tous acteurs économiques confondus qui s'élève à quelque 200.000 milliards de dollars témoigne de la faillite du système capitaliste, qui non seulement survie à crédit mais a déjà hypothéqué l'avenir et les besoins des générations futures qui seront forcément amenés à croître également, témoigne de l'incapacité de ce système économique à satisfaire les besoins de la population et le condamne à disparaître en même temps que sa dette.

On en est rendu à un point, semble-t-il, où non seulement il est impossible de gérer la société sans abolir cette dette faramineuse (plus de 2.000 milliards d'euros pour la France) et sans s'attaquer simultanément ou immédiatement et en profondeur aux fondements du capitalisme, dans la mesure où il est devenu sous l'effet du régime mafieux qui s'est développé en son sein un obstacle à la dois à tout nouveau développement économique et à tout progrès social. Il faut donc dorénavant envisager de le socialiser dans des proportions telles que l'ensemble de l'économie en soit totalement détachée ou que les pans de l'économie qui continueraient de fonctionner selon le mode de production capitaliste soient marginaux et dépendent entièrement du nouvel Etat ouvrier ou social, socialiste, afin que les conséquences liées à l'existence du marché mondial demeuré capitaliste soient prises en charge par la République sociale pour conserver le pouvoir en attendant que la révolution socialiste se développe dans d'autres pays, au niveau de l'Europe et du monde.

Il ne s'agirait pas de construire le socialisme dans un seul pays puisqu'il a été prouvé que c'était irréalisable, mais de se donner les moyens de tenir le plus longtemps possible dans un contexte férocement hostile à l'échelle mondiale, dans la perspective dans un premier temps des Etats-Unis socialistes d'Europe.

On vient d'observer en Grèce, qu'il n'était même pas imaginable de maintenir les salaires et les retraites au niveau actuel, alors comment envisager sérieusement de répondre aux besoins pressant de l'ensemble des travailleurs sans faire table rase du passé, sans liquider de fond en comble l'Etat et le capitalisme, passer à une société organisées sur des bases sociales radicalement différentes de celles du capitalisme, nécessitant des institutions et des superstructures nouvelles créées, dirigées et contrôlées par les travailleurs eux-mêmes qui détiendraient tout le pouvoir. C'est important de le préciser pour résister face à la réaction mondiale qui aujourd'hui se déchaîne contre la Grèce pour seulement 1,5 milliards d'euro non remboursés au FMI, somme dérisoire au regard de la dette des Etats de l'UE ou des Etats-Unis par exemple, de la capitalisation en bourse d'Apple, 1.000 milliards de dollars ou encore du "trésor de guerre" de l'Emirat islamique, 2.000 milliards de dollars.

Le combat pour l'annulation de la dette illégitime que les capitalistes ont reporté sur les Etats, doit s'inscrire dans une perspective politique beaucoup plus large que la question de savoir dans quelle société nous voulons vivre, englobant la question du pouvoir, de l'Etat. Dans le cas contraire ou si on se contentait de la traiter comme une abstraction sans remettre en cause l'existence du régime capitaliste, on en arriverait forcément à un moment donné à s'aligner sur les besoins des capitalistes et à continuer de la régler au lieu de l'abolir.

En résumé, soit on accepte de prendre en charge la dette des capitalistes qui est le produit du capitalisme en crise, ce qui revient à n'entrevoir aucune issue à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs, soit on s'y refuse en entrevoyant une issue à la crise du capitalisme au-delà du capitalisme en posant les bases sociales d'une société meilleures et plus justes.

Annuler unilatéralement la dette de l'Etat, déclarer qu'elle est frauduleuse et illégitime, refuser de la payer, exiger que les banquiers et les institutions financières qui ont extorqué des centaines de milliards d'euros à l'Etat, donc aux travailleurs, remboursent cette somme sous peine d'être nationalisés sur le champ, ce qu'ils refuseront ou ne pourront pas faire évidemment, figure au programme de la révolution socialisme, c'est le socialisme.

Cela nécessite d'avoir le courage d'affronter la classe dominante au lieu de la craindre ou de passer des compromis honteux avec elle et ses représentants. C'est s'engager résolument dans un processus révolutionnaire consuidant à terme à un changement de régime et de société qu'on a du mal à envisager à l'heure actuelle, ce qui témoigne si besoin était à quel point on avait pu être gangrené soi-même inconsciemment par l'idéologie dominante, parce qu'on avait oublié ou il ne nous était jamais venu à l'esprit que le mode de vie qu'on nous imposait depuis notre naissance était dénué de toute légitimité, pour n'avoir jamais pris conscience que rien ni personne ne pouvait justifier qu'on devrait vivre dans une société profondément injuste basée sur des inégalités aux conséquences insupportables ou dramatiques, en totale contradiction avec l'idée qu'on se faisait de la vie, de la société, qui pourraient être si agréables et sont devenus problématiques et cauchemardesques.

En guise d'épilogue, deux ou trois aspects que nous n'avons pas encore abordés.

Par le biais de comptes truqués et l'intermédiaire de Goldman Sachs ainsi que la complicité de l'UE et des gouvernements qui se

sont succédés, les marchés ont prêté des sommes importantes à la Grèce au-delà de sa capacité à les rembourser au départ à des taux d'intérêts bas, pour ensuite lui imposer des taux usuraires, au point qu'elle ne puisse plus rembourser ses prêts sans devoir s'endetter davantage, à condition de mettre en oeuvre des réformes structurelles toujours plus drastiques au peuple grec imposer par la troïka.

On pourrait dire qu'on a là sous les yeux le scénario qui va se produire à l'échelle européenne et mondiale, lorsque la Fed va décider d'augmenter ses taux directeurs qui serviront de référence à la BCE notamment.

Ce jour-là, tous les pays de l'UE, les plus faibles particulièrement, ceux du "sud", se retrouveront confrontés à la même situation que la Grèce. On peut facilement imaginer la situation sociale et politique qui va en découler simultanément dans tout un ensemble de pays rendant la gestion de l'UE totalement incontrôlable et la situation imprévisible, explosive sur le plan social, précipitant la crise politique des différents régimes. C'est un moyen que l'oligarchie financière a mis au point pour piller les ressources ou richesses d'un pays à son profit.

Un tout autre sujet mais qui est tout de même en rapport avec le précédent.

Aujourd'hui le dollar est très haut, artificiellement nous dit-on, certes, cela a pour conséquence pour les pays ayant emprunté au marché en dollar de devoir rembourser davantage sans que les taux d'intérêt n'aient augmenté. C'est un autre tour de passe-passe de l'oligarchie financière anglo-saxonne pour s'approprier les richesses des pays émergents ou en voie de développement, qui feront défaut pour financer le développement de leurs infrstructures ou qui ne bénéficieront pas à leurs population.

Un pays comme l'Inde qui a emprunté des dizaines de milliards de dollars sur le marché lorsque la parité entre le dollar et la roupie était de 1 à 45 est passé à 1 à 68, il faut donc aujourd'hui trouver ou mobiliser 68 roupies au lieu de 45 pour rembourser 1 dollar, et cela vaut pour la presque totalité des pays en Asie et en Afrique qui sont ainsi rackettés et pillés le plus légalement du monde par les Américains.

A chaque situation, l'oligarchie financière anglo-saxonne adapte les instruments qui vont lui permettre de vampirer les économies du monde entier, tandis que tous les gouvernements rampent devant eux, sauf la Russie, la Chine et quelques Etats de moindre importance dont les échanges demeurent malgré tout soumis à la dictature du dollar.

Quel gouvernement aura le courage de dénoncer cette formidable machination et de rompre avec les Etats-Unis ? Certainement pas le gouvernement grec, ni le gouvernement indien évidemment.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Riyad, pris pour cible des "Scud" d'Ansarallah - french.irib.ir

Dans un communiqué, émis par l'armée yéménite, celle-ci affirme avoir pris pour cible d'un double missile la base aérienne d'Al-Salil, située à Wadi al-Dawassar, au coeur de la région de Riyad. Les médias arabes, dont Sky News et l'agence de presse officielle yéménite, Saba, ont confirmé cette information.

Le général de brigade Charaf Loghman, Porte-parole de l'armée yéménite, a affirmé que les deux engins se sont abattus, avec une très haute précision, sur leur cible. "Il s'agit d'une attaque, qui s'effectue, en représailles aux raids aériens criminels de l'armée saoudienne. dans notre dernier communiqué, nous avons annoncé avoir visé, déjà, les bases aériennes de Khaled Ben Abdel Aziz, à Khamis Machit, attaque qui a coûté la vie à plusieurs commandants saoudiens, américains et israéliens, présents sur la base.

C'est un acte qui se voulait un message : "Cessez de tyraniser le peuple yéménite", mais les saoudiens n'ont pas pris au sérieux notre message", lit-on, dans ce communiqué. "Aujourd'hui, le tir des missiles "Scud" contre la région de Riyad transmet un autre message : "Il est grand temps que les Saoudiens tirent leçon de leurs erreurs, sinon ils seront bien surpris, et nos suprises seront multiples". Sky News prétend que les missiles n'ont infligé aucun dégât à la base aérienne en question, car ils "ont été interceptés". Les médias pro-Riyad refusent, évidemment, de dévoiler le vrai bilan des pertes que l'armée saoudienne subit. french.irib.ir 30.06

Ce communiqué peut exagérer les faits en l'absence de confirmation d'autres sources... La propagande de guerre fait rage des

deux côtés et il faut s'en méfier comme de la peste, elle concerne au moins un ou deux articles sur trois, c'est pour dire, je ne les mets pas en ligne évidemment.

Haut de page

Le 2 juillet 2015

CAUSERIE

Il fait 42°C, il n'y a pas de coupure de courant mais la tension est tombée à 170 volts au lieu de 220, du coup je ne peux pas remplir le réservoir d'eau le moteur tournerait trop lentement et cela me coûterait une fortune en électricité, comme quoi financièrement ma situation est compliquée.

On a ajouté quelques articles.

Apparemment, les portails où l'on s'approvisionne en articles, publient de plus en plus d'articles sans intérêt ou qui font la part belle à la propagande de tel ou tel gouvernement ou leurs auteurs se colportent en VRP de tel ou tel régime, ce qui peut gravement induire en erreur les lecteurs.

Le problème, c'est de trouver le temps de tous les lire avant de les mettre en ligne, et de faire la part des choses entre la qualité des infos qu'ils contiennent et le niveau de la propagande diffusée par leurs auteurs, qui doit être inférieure à l'intérêt que présentent leurs infos, dans le cas contraire il est préférable de ne pas les publier. Trouver la bonne mesure n'est pas le problème car on a acquis une solide expérience en la matière, c'est le temps !

A propos du site.

Environ 3.100 connexions à notre portail en juin, je me base sur le nombre de connexions à la page d'accueil du site en soustrayant mes propres connexions et celles des moteurs de recherche (approximativement). C'est peu, très peu, trop peu.

22.000 téléchargements au format pdf. Je me demande si ce chiffre est fiable, bien qu'au regard du nombre d'articles mis en ligne mensuellement et du nombre de connexions au site, cela se tient, c'est relativement peu aussi.

Quelques connexions à la Réunion, bravo !

Quand de soi-disant trotskystes sèment la terreur, ils servent les intérêts de qui ? La classe dominante.

Quand on vous disait qu'il y avait aussi des psychopathes parmi nous, quoique là je m'avance peut-être un peu, je ne connais pas ces gens-là et je ne pense pas que j'y gagnerais quelque chose à les connaître, ils se présentent comme des trotskystes, c'est à vous dégoûter du trotskysme, question : est-ce intentionnel ? On peut se poser la question en effet, car je suis trotskyste et à ma connaissance on ne se ressemble pas du tout, mais alors pas du tout.

Les États-Unis et les puissances de l'OTAN accélèrent les préparatifs pour une guerre nucléaire - Thomas Gaist - wsws. org - publié par Mondialisation.ca 30.06

Si après cela vous n'êtes pas tétanisé, c'est que vous étiez encore plus cinglé qu'eux sans le savoir ! Leurs articles sont publiés notamment par le portail canadien Mondialisation.ca.

Tsipras vote oui et appelle à voter non.

Tsipras a envoyé une lettre aux créanciers de la Grèce dans laquelle il exprimait son accord avec la totalité des nouvelles contre-réformes qu'ils voulaient imposer au peuple grec et que le gouvernement grec avait rejetées précédemment, en les amendant à la marge, ce qui revient à une capitulation totale face à la troïka. Et pour faire bonne mesure, simultanément Tsipras appelle à voter non au référendum, car dit-il la victoire du non signifierait "une forte pression" pour continuer les négociations, alors qu'il a déjà fait savoir à la troïka qu'il acceptait toutes ses conditions.

Autrement dit, Tsipras a voté oui avant le référendum auquel il appelle à voter non, sachant que dans tous les cas de figure il n'affrontera pas la troïka. Il a appelé à ce référendum suite aux pressions exercées par la gauche de Syriza et par les travailleurs qui refusent catégoriquement de nouveaux sacrifices.

On notera que bien que le gouvernement ait capitulé devant la troïka, celle-ci a refusé de reprendre les négociations avec les autorités grecques, ce qui signifie que la décision de la troïka est idéologique ou politique, elle exige que le gouvernement abdique, cesse de critiquer les mesures d'austérités adoptées par ses prédécesseurs et de relayer certaines revendications sociales des travailleurs grecs, elle n'a jamais digéré la défaite de la Nouvelle Démocratie, le parti de l'ordre officiel.

Extraits de quelques articles de presse.

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a annoncé mercredi 1er juillet à la télévision qu'il était prêt à revenir à la table des négociations, tout en appelant son peuple à voter "non" lors du referendum de dimanche.

L'Eurogroupe s'est aligné sur la position la plus ferme, celle de Berlin, qui refuse toute discussion avant le référendum. Francetv info 01.07

- Grèce : discussions rompues avec la zone euro jusqu'au référendum - Francetv info

Ce mercredi, Alexis Tsipras a maintenu son appel à voter "non" au referendum de dimanche 5 juillet qui porte sur les demandes des créanciers, tout en assurant vouloir négocier avec eux un troisième plan d'aide.

Mais, "il n'y aura pas de troisième plan d'aide à la Grèce, en tout cas avant le référendum de dimanche", explique Pascal Verdeau en citant Angela Merkel. Il indique ensuite que François Hollande est plus nuancé. Le président de la République a appelé à un accord "tout de suite" avant d'emboîter le pas à la chancelière. "Il n'a plus vraiment la main", affirme le journaliste.

De son côté Alexis Tsipras appelle à voter "non" "pour se donner un moyen de pression supplémentaire".

Dans une réunion à huis clos, Jean-Claude Juncker s'est exclamé : "Toute cette énergie pour un désastre, c'est inacceptable. Nous étions presque d'accord sur les chiffres, il manquait 60 millions d'euros."

L'oligarchie financière et les médias à la manoeuvre.

- Grèce: Moody's abaisse la note en raison des "risques" liés au référendum - AFP

L'agence d'évaluation financière Moody's a abaissé mercredi la note de la dette grecque en pointant du doigt le "risque supplémentaire" que le référendum prévu dimanche ferait peser sur les créanciers privés du pays. AFP 01.07

- Les Grecs s'inquiètent à l'approche du referendum - Francetv info

- Les Slovaques en ont assez de payer pour les Grecs - Francetv info

Quand on est animé de mauvaises intentions forcément inavouables, vaut mieux en faire porter la responsabilité à quelqu'un d'autre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Bienvenue en Françafrique.

- La troublante tournée africaine de Hollande... - leparisien.fr

Confronté à la menace terroriste, le chef de l'Etat, attendu ce soir au Bénin, première étape d'une mini-tournée sur le continent noir, est désormais contraint de composer avec certains autocrates africains.

Demain, le chef de l'Etat est ainsi attendu en grande pompe en Angola par le président José Eduardo dos Santos, au pouvoir depuis... 1979. Et, le lendemain, direction Yaoundé, où le président du Cameroun, Paul Biya, règne depuis bientôt trente-trois ans.

« Ces poignées de main sont une erreur et même une faute, car la démocratie et l'alternance, c'est aussi pour les Africains », dénonce l'ex-secrétaire d'Etat franco-togolais Kofi Yamgnane, qui n'a pas oublié les proclamations du candidat Hollande lors de la campagne présidentielle de 2012, notamment celle du 22 janvier. « Présider la République, c'est ne pas inviter les dictateurs en grand appareil à Paris », avait alors lancé le candidat PS au meeting du Bourget. Ce qui n'empêchera pas le Congolais Denis Sassou Nguesso (au pouvoir depuis 1997) de faire coup double le 7 juillet à Paris, où il sera reçu par François Hollande

mais aussi par le Premier ministre, Manuel Valls... Comme si les bonnes intentions du début du quinquennat avaient désormais du plomb dans l'aile.

Mais voilà, comme Nicolas Sarkozy en son temps, Hollande s'est mué en « chef de guerre », l'obligeant à réviser son logiciel africain.

Le sous-sol riche d'hydrocarbures de l'Angola ? « Ce pays a un petit côté Qatar africain, difficile de passer à côté », poursuit le même diplomate. Surtout à un moment où la diplomatie économique fait figure de priorité pour François Hollande, désormais converti à un principe : la realpolitik. leparisien.fr 01.07

Déni de démocratie et corruption. Rien ni personne ne doit résister aux desiderata de l'oligarchie.

Le Conseil de Paris donne son feu vert à la construction de la tour Triangle - AFP

Elle dressera peut-être sa silhouette imposante à la Porte de Versailles début 2020: après l'avoir rejeté en novembre, le Conseil de Paris a finalement approuvé mardi le projet de tour Triangle, grâce au revirement de plusieurs élus de la droite et du centre.

Le projet a réuni 87 voix pour et 74 contre. Deux élus ne se sont pas exprimés.

En novembre, il avait été rejeté de peu à la faveur d'une alliance de circonstance entre l'UMP, le groupe UDI-MoDem et les Verts - les UMP et les UDI s'étant rangés depuis la campagne des municipales à l'avis de Nathalie Kosciusko-Morizet, hostile à un projet de tour "isolé" qu'elle compare volontiers à la mal-aimée tour Montparnasse.

D'autres immeubles de grande hauteur verront le jour à la lisière de Paris, à Clichy-Batignolles (XVIIe), Massena (XIIIe) et Bercy-Charenton (XIIe), a rappelé la maire de Paris Anne Hidalgo.

Porte-parole du groupe UDI-MoDem, Yann Wehrling a dénoncé le "mépris" d'Anne Hidalgo pour le Conseil de Paris "qui a voté contre ce projet, qu'on fait revoter sans réelle raison qui se tienne, et qu'on prend pour une bande d'imbéciles quand on ose nous parler d'un nouveau projet".

Auprès de la presse, Nathalie Kosciusko-Morizet s'est étonnée de la "volte-face" de certains UDI "dans des conditions et pour des motifs qui restent à préciser".

"Les conditions financières qui sont faites (...) sont très favorables (à) Unibail, mais (elles) ne sont pas favorables aux Parisiens, et nous ne sommes pas là pour défendre les intérêts d'un promoteur immobilier", a-t-elle protesté. AFP 30.06

Votre mode de vie doit être soumis aux besoins du marché.

- La tradition du cadeau «Merci maîtresse» est devenue un véritable marché - LeFigaro.fr

- Cahier de vacances : un succès d'édition qui suscite toujours le débat - LeFigaro.fr

- Un parc d'attractions capitaliste à Londres - Francetv info

C'est un étrange parc d'attractions qui fait travailler les enfants. Celui-ci se situe à Londres. À l'entrée de Kidzania c'est une liasse de billets qui est distribuée. Le pays a tout du monde réel. À l'intérieur, les bambins peuvent y exercer une soixantaine de métiers différents, comme médecin urgentiste, journaliste radio ou livreur. Dans cette mini société, certaines entreprises françaises sont présentes.

Les concepteurs assurent faire une mission pédagogique. "On leur enseigne les valeurs de la vraie vie. Il s'agit d'apprendre aux enfants de la prochaine génération que rien ne tombe du ciel", promet Joel Cadbury, directeur général de Kidzania Londres. Francetv info 01.07

Dès le plus jeune âge les enfant doivent adopter un comportement conforme aux exigences du capitalisme, aussi vaut mieux formater leur esprit le plus tôt possible, quelle horreur !

ACTUALITE EN TITRES

Dans la série, un autre monde est possible. Savent-il où nous avons tous envie de les envoyer ?

- François Fillon voudrait bien envoyer Nicolas Sarkozy dans l'espace - Francetv info

Quand un aristocrate se recycle dans le banditisme.

- Descente au manoir: un vicomte mis en examen pour extorsion et blanchiment - AFP

En famille la familiarité est de mise.

Le député européen du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, parle d'un " républicain qui n'avait pas peur" et raconte un souvenir : "Je le croise une fois dans un couloir et je lui dis : 'Dis donc Charles, c'est toi qui ..." Francetv info 01.07

Non, vous ne rêvez pas, Mélenchon était si proche de Pasqua qu'il l'appelait par son prénom et ils se tutoyaient les bougres. François passe-moi le sel s'il te plaît, Manuel peux-tu me passer le poivre, Nicolas veux-tu du pain, adorable, n'est-ce pas ? Non, ne cherchez pas, on ne fait pas partie de leur monde.

Décadence du régime. Dans le registre ils ont un sexe à la place du cerveau.

- Sans contrefaçon, je suis fille et garçon - Liberation.fr

Ce que nous dénonçons, ce ne sont pas les droits auxquels peuvent prétendre les homosexuels ou les transsexuels, entre nous, on s'en tape complètement car on a vraiment autres choses de beaucoup plus importantes à penser ou régler, non, c'est la surmédiatisation dont ils font l'objet dans la cadre de la guerre psychologique que la classe dominante mène contre la classe ouvrière pour l'humilier et la rabaisser du fait de ses préjugés archaiques en la matière qui lui ont été inculqués par ceux qui les dénoncent ou sont instrumentalisés par la classe dominante.

Dans la série à qui le tour. Haro sur les étudiants ! Le sport est une contrainte, l'alcool l'inverse !

- Des étudiants plus portés sur l'alcool que sur le sport, selon la LMDE - L'Express.fr

Dans une société équilibrée, on pourrait préciser mentalement, les hommes et les femmes se livreraient à des activités manuelles et intellectuelles, artistiques, ils seraient bien portants et épanouis, ils respireraient le bien-être et la joie de vivre, tout l'inverse de leur société pourrie. Ils n'auraient pas besoin de faire du sport pour rester physiquement en forme et de se soûler la gueule pour oublier leur condition.

On picole pour ne pas y penser et on fait du sport pour l'oublier, et comme cela revient au même en somme et qu'on n'en voit pas le bout, vaut mieux opter pour l'activité la moins fatigante. C'est une connerie, soit, mais qu'est-ce que ne nous fait pas faire comme conneries leur société de merde, non ?

L'imposture ou l'hypocrisie élevée au rang de méthode de gouvernance.

Comment reporter sur la population la responsabilité des conséquences des actes qu'on a commis et qu'on est incapable d'assumer. Mode d'emploi.

- Le gouvernement défend de nouveaux droits pour les étrangers en France - LeFigaro.fr

- Expulsion, déchéance, gels des avoirs : les moyens légaux contre l'islamisme - LeFigaro.fr

- Les Français disent stop aux migrants - Libération.fr

Dans un sondage réalisé par Viavoice pour Libération, la moitié des Français estime que le pays devrait accueillir moins de migrants. Libération.fr 01.07

- Calais: une étude pointe les risques d'un dispositif humanitaire «trop généreux» - Liberation.fr

Ceux qui nous gouvernent sèment le chaos, la guerre et la désolation dans bon nombre de pays, puis comme ils sont incapables d'en assumer les conséquences, ils les reportent sur la population qui n'y est pour rien et qui refuse tout autant de les assumer puisqu'elle n'en est pas responsable, qui n'en a pas les moyens il faut préciser, ce qui est somme toute logique, en règle générale chacun est prêt à l'admettre volontiers, chacun assume la responsabilité de ses actes et refusent de prendre en

charge celle des autres sous peine de crouler sous un tas de responsabilités impossibles à gérer. Sauf que là l'hypocrisie la plus sordide est de mise.

Elle est orchestrée par la pseudo-gauche et extrême gauche à vomir qui accuse la population de ne pas être à la hauteur de la situation et de manquer d'humanisme, de générosité, de tolérance, alors qu'elle fait elle-même l'objet de l'intolérance, du manque de générosité et d'humanisme de la part de ceux qui ont créé cette situation abominable. On aura compris qu'à défaut d'avoir la volonté et le courage de se donner les moyens d'affronter la classe dominante, elle s'attaque à plus faible qu'elle en s'en prenant aux masses. Après ils s'étonnent que les masses se réfugient dans l'abstention ou refusent de voter pour leurs partis décomposés, à juste titre.

Entre les masses ignorantes et conditionnées par les représentants du régime et ces soi-disant militants de gauche ou d'extrême gauche qui sont censés les représenter pour avoir acquis un niveau de conscience supérieur, en principe ou théoriquement car ce n'est évidemment pas le cas, si on devait accuser quelqu'un de réacs, ce dont bien des militants ne se gènent pas envers les travailleurs qui ne pensent pas comme eux, on adresserait ce compliment à ces derniers de préférence, partant du principe que chacun doit assumer ses responsabilités et qu'il n'existe pas de dérogation, en les renvoyant au principe qu'ils appliquent eux-mêmes aux travailleurs, cela s'appelle retour à l'envoyeur ou le coup du boomerang.

Les dernières mesures liberticides.

- La cigarette désormais interdite dans les aires de jeu - LeFigaro.fr

- Adieu oreillettes, bonjour kit mains libres ! - Francetv info

L'utilisation d'oreillettes au volant devient interdite mercredi 1er juillet. Francetv info 01.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE

- L’Europe, transformée en colonie de Washington - french.irib.ir

Les Etats-Unis et leurs alliés ne pouvaient tolérer la création d'une union entre la Russie et l'Europe. Ils ont transformé l'UE en une colonie impuissante de Washington, écrit, mardi 30 juin, le quotidien italien, "Il Giornale". Selon "Il Giornale", les USA et leurs alliés ont créé une confrontation artificielle avec Moscou, et ont, ainsi, transformé l'UE, en une colonie impuissante de Washington, obligeant le Kremlin à se rapprocher d'une Chine de plus en plus puissante. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont poussé les autres pays à imposer des sanctions contre la Russie, à mobiliser les troupes de l'OTAN et à créer une ambiance de guerre froide. «Pourquoi l'ont-ils fait?», s'interroge le quotidien. "Il Giornale" estime que cela n'a pas la moindre relation avec la peur d'une éventuelle attaque russe contre l'Ukraine, la Pologne et les pays Baltes.

En réalité, selon le quotidien, la Russie voulait créer une union économique et politique avec l'Europe, lui livrant ses ressources naturelles, en échange de technologies permettant de développer les pays d'Asie centrale, qui avaient fait part de l'Union soviétique. Ces pays sont, également, riches en pétrole et en gaz, tandis que leur population est, en majorité, islamique. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne pouvaient pas se permettre une telle évolution des événements, car «les pays islamiques et le pétrole, c'est leur affaire, et ils ne tolèrent aucune concurrence», assure "Il Giornale". «Les Anglais, les Américains et leurs alliés arabes se considèrent comme les maîtres du monde», souligne le quotidien.

La Russie est obligée de conclure des accords avec la Chine, qui monte en puissance, tous les jours. Quant à l'Europe, elle se retrouve sans gouvernement, sans armée et sans possibilité de prendre ses décisions propres. «Elle s'est transformée en une colonie acariâtre, remplie de migrants islamiques, et qui risque de devenir, bientôt, non plus, un allié, mais un fardeau, comme on le voit avec l'Italie et la Grèce», conclut le journal. french.irib.ir 30.06

2- Syrie

- Syrie : La Ligue arabe change de cap - french.irib.ir

La Ligue arabe fait volte-face vis-à-vis de la Syrie: son secrétaire général a annoncé, devant la presse, que le gouvernement syrien membre de la Ligue. Nabil al-Arabi, Le Secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi s'est déclaré prêt à rencontrer

les autorités syriennes.

« Le dossier de la crise syrienne fait la priorité de la rencontre avec Serguei Lavrov », a réaffirmé, Nabil al-Arabi, au moment de quitter le siège de la Ligue arabe au Caire, à destination de Moscou pour participer à la réunion du comité des Nations Unies sur les droits des Palestiniens, selon le site Cham Times.

Le secrétaire général de la Ligue Arabe a annoncé qu'il était prêt à rencontrer à tout moment le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem. french.irib.ir 01.07

3- Arabie saoudite

- Arabie : l'aéroport de Najran tombe - french.irib.ir

Les forces du mouvement des "Libérateurs de Najran" ont repris ce mercredi le contrôle de l'aéroport de cette province dont ils exigent l'indépendance. des centaines d'effectifs du mouvement indépendentiste ont pris d'assaut l'aéroport situé dans le sud de l'Arabie et ont réussi à s'en emparer au terme de très violents combats avec les militaires du régime des Al e Saoud qui ont choisi de se retirer.

Une trentaine de soldats saoudiens ont été tués et blessés, affirment des sources locales. le mouvement a aussi annoncé le crash d'un hélicoptère de l'armée saoudienne. Les " Libérateurs de Najran" avaient promis de prendre le contrôle de l'aéroport de cette province annexée par l'Arabie saoudite. Le groupe a proclamé son existence il y a plus de deux semaines et il jouit du soutien des tribus de Najran qui accusent Riyad d'avoir transgressé tous les accords passés . french.irib.ir 01.07

ECONOMIE

Russie

- La Russie coupe ses livraisons de gaz à l'Ukraine - AFP

La Russie a confirmé mercredi avoir cessé ses livraisons de gaz à l'Ukraine au lendemain de l'échec de leurs négociations, nouvelle étape dans la guerre énergétique que se livrent les deux pays au risque d'inquiéter l'Union européenne.

Cette décision acte l'échec de la réunion tripartite entre Russes, Ukrainiens et Européens qui s'est close mardi soir à Vienne sans accord entre Moscou et Kiev sur les prix du gaz russe et au terme de laquelle la compagnie publique ukrainienne Naftogaz a annoncé la suspension de tous ses achats de gaz à la Russie.

"A partir de 10 heures du matin le 1er juillet, les livraisons de gaz à l'Ukraine ont cessé", a confirmé mercredi Gazprom, rappelant qu'elle ne fournirait Kiev que sur la base d'un paiement de ses livraisons à l'avance.

Le PDG du géant russe, Alexeï Miller, a en outre annoncé dans un communiqué que le mécanisme de tarification pour l'Ukraine ne serait pas modifié avant fin 2019, date d'expiration du contrat actuel.

Ce désaccord ne devrait toutefois pas sérieusement affecter l'approvisionnement des pays européens, dont près de 15% de la consommation de gaz passe par le territoire ukrainien, Naftogaz ayant promis de continuer à assurer le transit vers l'UE.

"Les livraisons de gaz pour les besoins de l'Ukraine, c'est un accord. Le transit du gaz vers l'Europe, c'en est un autre. La situation actuelle n'affectera aucunement le transit vers l'Europe", a confirmé à l'AFP un porte-parole de l'opérateur ukrainien Ukrtransgaz.

Gazprom et Naftogaz sont engagés depuis plusieurs années dans un bras de fer énergétique sur le prix du gaz russe livré à l'Ukraine, un différent aggravé depuis l'arrivée d'un gouvernement pro-occidental à Kiev début 2014 et par le conflit dans l'Est du pays.

Alors que Moscou avait accordé aux autorités prorusses déchues des réductions sur le prix du gaz, elle les a annulées auprès du nouveau gouvernement, provoquant de fait une forte augmentation des tarifs dont l'Ukraine a refusé de s'acquitter.

Lors des négociations à Vienne, la Russie a proposé de maintenir son tarif pour l'Ukraine à 247,18 dollars pour 1.000 m3 de gaz jusqu'à fin septembre, soit un rabais estimé à 40 dollars par rapport au prix que Moscou pouvait appliquer en fonction d'accords antérieurs.

Selon le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, qui a déploré une décision "malheureuse" des autorités ukrainiennes, Kiev a refusé la proposition russe, exigeant un rabais de 86 dollars.

"Nous sommes surpris par les annonces de nos collègues ukrainiens, qui s'attendaient à un gros rabais", a déclaré M. Novak peu après la fin des pourparlers. "Ces décisions ne peuvent être, à mon sens, que politiques. Il n'y a aucune (motivation) économique derrière elles", a-t-il ajouté.

Bruxelles souhaitait que les négociations aboutissent à un accord "qui couvre au moins la période de l'hiver, jusqu'à fin mars", révèle une source européenne. Un tel "paquet hiver" avait déjà été conclu en octobre 2014 via une médiation européenne, alors que, faute de paiement, Moscou venait de couper provisoirement la livraison de gaz à Kiev. Cet accord portant sur les années 2014 et 2015 avait été temporairement prorogé en mars, pour expirer le 30 juin.

Selon M. Novak, l'Ukraine a besoin de 19 milliards de m3 de gaz pour la saison automne-hiver mais ne dispose que de 12,5 milliards de m3 de réserves.

"Il y a des risques de prélèvement de gaz depuis les tuyaux de transit qui fournissent les clients européens", a-t-il prévenu, en référence aux précédentes "guerres du gaz" en 2006 et 2009, lorsque la Russie avait accusé l'Ukraine de siphonner les gazoducs traversant son territoire au détriment des Européens.

L'Ukraine, qui reste massivement dépendante de son grand voisin pour son approvisionnement énergétique, compte pour sa part de plus en plus sur des livraisons de gaz fourni via l'Europe centrale et provenant notamment de Norvège.

Un responsable de Naftogaz a affirmé mercredi que le pays serait capable de s'approvisionner en gaz européen à hauteur de 50 à 60 millions de m3 par jour, soit suffisamment pour la prochaine saison. Les analystes de la banque VTB Capital estiment toutefois qu'il est "peu probable" que ce gaz soit moins cher que le gaz russe.

Gazprom estime en outre que ces livraisons sont souvent illégales parce qu'elles peuvent porter sur du gaz venant initialement de Russie, qui est ensuite revendu à l'Ukraine par d'autres pays européens.

"L'Ukraine va augmenter ses achats de gaz en Europe et devrait être relativement tranquille pour un moment. Mais lorsque viendra l'hiver, se passer du gaz russe sera très problématique", prédit l'expert ukrainien Vladimir Saprykine. AFP 01.07

Haut de page

Le 3 juillet 2015

CAUSERIE

La causerie de juin est disponible au format pdf (Adobe Reader), 228 pages, soit un peu plus de 7,5 pages par jour d'infos et d'analyses.

Il se peut qu'on réduise la cadence en juillet et août pour que je puisse enfin terminer mes travaux.

A cause de la chaleur et de la baisse de tension, le compresseur de mon réfrigérateur ne fonctionne pas normalement, il a complètement dégivré hier alors qu'il faisait 42°C. J'avais un petit frigidaire en appoint qui pouvait fonctionner sous une basse tension, aux alentours de 165 volts au lieu de 220, parce qu'il ne comportait pas de congélateur, mais je l'ai donné avant-hier à la fille de Selvi ! J'étais plutôt gêné avec la chaleur qu'il faisait de posséder deux réfrigérateurs dont un dont je ne me servais pas, alors qu'elle n'en avait pas avec ses enfants, pour un peu il va falloir que j'en rachète un autre alors que je n'ai pas de fric. D'où mon appel pressant à la générosité de mes lecteurs, ce n'est franchement pas un luxe un frigidaire.

Et sur les coups de 5 heures ce matin, j'ai dû mettre en route le moteur qui m'alimente en eau pour remplir le réservoire de 2.000 litres qui était presque vide. J'ai réussi à le remplir en une heure et depuis ils ont coupé le courant. Chaque jour c'est le casse-tête. Je pourrais le résoudre en faisant changer le compteur électrique et en ajoutant deux phases, deux alimentations supplémentaires indépendantes en 220 volts, mais pour cela il faut payer en plus l'installation d'un poteau électrique, soit au total 30.000 roupies (380 euros environ), mais là encore je n'ai pas ce fric.

Actualiser le site quotidiennement et analyser la stuation ou réfléchir sérieusement à un tas de questions, c'est possible à condition de ne pas avoir l'esprit occupé à penser à tous un tas de problèmes domestiques. S'il vous plaît, faites-moi savoir s'il existerait

un portail ou blog comparable aux nôtres.

Dossier grec

L'affrontement entre la troïka et le peuple grec a pris la tournure d'un soutien à l'euro et à l'UE de la part des syndicats et des pseudo-partis de gauche et d'extrême gauche en France, tandis qu'en Grèce Syriza se fissure et est au bord de l'explosion, pendant que les staliniens du KKE appellent à mettre un bulletin nul dans l'urne dimanche lors du référendum ce qui revient à favoriser la victoire du oui.

Nous savons qu'il n'y a rien de tel qu'une proposition, un appel ou un soutien ambigu ou comportant des contradictions pour faire douter ou diviser ceux à qui il s'adresse, car il manifeste l'indécision, le manque de cohérence ou le peu de sérieux de leurs auteurs prêts à capituler à la première occasion, alors que le mot d'ordre de retrait, rejet, abolition ou abrogation pur et simple d'un texte, d'une loi ou d'une mesure présente l'avantage d'être clair, rassembleur et mobilisateur, car il se situe exclusivement sur le terrain de classe des travailleurs au lieu d'y associer celui de leur ennemi, le personnel de l'AP-HP avec ses organisations vient d'en faire la démonstration.

La première attitude caractérise la collaboration de classe. A ce titre Alexis Tsipras a frappé très fort en annonçant par exemple qu'il acceptait le report de l'âge du départ à la retraite de 65 à 67 ans comme le réclamait la troïka, en reportant le décret d'application en octobre prochain au lieu d'adopter cette mesure immédiatement, concession insignifiante que lui a refusé la troïka, qui exige par principe que Tsipras prenne en charge les besoins de l'oligarchie financière ou s'en fasse le porte-parole, au lieu d'apparaître comme celui des travailleurs même de manière très limitée ou symbolique, partant du principe que conformément à la hiérachie des pouvoirs en place, les représentants de l'oligarchie financière disposent du pouvoir discrétionnaire de décider quelle politique doit appliquer impérativement le gouvernement grec, en fait tous les gouvernements corrompus de l'UE.

En résumé, dès lors qu'un gouvernement accepte de se placer sous la coupe des institutions supranationales de la troïka qui entendent lui dicter leur politique, il en devient l'agent et ne peut pas incarner les besoins des travailleurs puisqu'ils sont incompatibles avec ceux de l'oligarchie financière que représente la troïka.

Tous les forces de la réactions ainsi que leurs agents dans le mouvement ouvrier se mobilisent pour faire triompher le oui au référendum de dimanche prochain en Grèce, défendre l'euro et l'UE qui incarne la dictature du capital, allant même jusqu'à expliquer que la victoire du non ne signifierait pas forcément la sortie de la Grèce de la zone euro, encore moins de l'UE, comptant sur le gouvernement pour contourner cet obstacle ou piétiner les résultats de ce scrutin, après n'avoir pas cessé depuis le mois de janvier de renier les uns après les autres les engagements qu'avait pris Syriza envers ses électeurs, au point de convaincre de nombreux dirigeants européens tel que Sapin hier (ainsi que les marchés), que ce référendum n'était finalement pas une si mauvaise initiative, puisque quel que soit le résultat dimanche soir, ils savent qu'il se retournera contre le gouvernement grec et Syriza pour être incapables de rompre avec l'euro et l'UE ou qu'à terme ils en sortiront laminés, s'il n'entraîne pas la chute du gouvernement précipitant des élections anticipées.

Si le oui l'emportait, le gouvernement grec se transformerait ouvertement en porte-parole de la troïka, et si c'était le non qui était majoritaire, il n'aurait pas d'autre choix que d'adopter la même attitude moyennant des manoeuvres maladroites et autres tours de passe-passe sémantiques pour faire croire le contraire aux travailleurs qui ne seraient pas dupes, à l'arrivée ce serait comme si les élections législatives de janvier dernier n'avait jamais eu lieu ou la même politique antisociale en pire continuerait d'être imposée aux travailleurs grecs.

Cette expérience prouve qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs sans rompre avec les institutions nationales, européennes et internationales du capital, qu'il n'existe pas d'autres alternatives, dit autrement, soit s'accommoder du capitalisme en crise et ses institutions et en accepter toutes les conséquences désastreuses pour les travailleurs et l'ensemble de la population, soit faire table rase du passer et envisager un autre modèle de société ou passer au socialisme.

Un dernier mot.

On lira plus loin qu'hier le ministre de la Défense, Panos Kammenos, a tenu en présence de Tsipras lors d'une conférence de presse commune à rassurer les forces armées grecques sur leur avenir ou ses effectifs en affirmant défendre leurs intérêts contre la troïka, message qui pourrait signifier que les militaires commenceraient à s'agiter ou pourraient jouer un plus grand rôle dans les jours ou les mois à venir en Grèce, sans que pour le moment on en ait eu confirmation, mais cela paraît plausible au regard du passé. En tout cas, c'est la première fois à notre connaissance que l'armée est nominativement citée lors d'une déclaration d'un membre du gouvernement, ce qui nous fait dire qu'il n'y a pas de fumée sans feu et qu'il couve peut-être dans les casernes, reste à savoir dans quelle direction, à l'heure qu'il est nous n'en savons rien.

Le rejet de l'austérité et le maintien dans la zone euro sont inconciliables sans pour autant rompre avec l'UE.

- Kouvelakis: "L'Europe a déclaré la guerre à la Grèce" - nouvelobs.com

Pour Stathis Kouvelakis, membre du comité central de Syriza, le déroulement de la crise grecque "signe la fin d'une certaine idée de l'Europe", dont il dénonce le caractère "antidémocratique".

La Grèce doit-elle ou non accepter les propositions de l'Union européenne sur la restructuration de sa dette ? Les Grecs se prononceront par référendum ce dimanche 5 mai.

Le Premier ministre Alexis Tsipras appelle les citoyens à voter "non", dans le but de maintenir la pression et d'obtenir un meilleur accord avec les créanciers.

Pour Stathis Kouvelakis, membre du comité central de Syriza et professeur de philosophie politique au King's College de Londres, ce référendum n'est pas un coup de poker mais "un acte politique courageux". Il dénonce les chantages de l'Eurogroupe. Entretien.

Pourquoi le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a-t-il décidé un référendum ?

- Alors qu'il avait signé de sa propre main les dernières propositions présentées aux institutions européennes, celles-ci ont voulu le soumettre à un exercice d'humiliation en lui demandant d'aller encore plus loin, au-delà de ce qui était politiquement gérable par lui : il était devenu clair que son propre parti, sa majorité parlementaire et une partie croissante de la société n'étaient pas prêts à faire davantage de concessions.

Comment en est-on arrivé là ?

– Il n'y a pas eu de négociations. Le terme est inadéquat pour décrire ce qui s'est passé. Les institutions européennes ont gardé la même ligne depuis le début : imposer à Tsipras un plan d'austérité, le forcer à rester dans un cadre identique à celui de ses prédécesseurs et montrer ainsi que les élections en Europe, a fortiori quand c'est un parti de gauche radicale anti-austérité qui gagne, ne changent rien aux politiques qui sont suivies.

Ce qu'on appelle des négociations n'a été qu'un piège mortel qui s'est refermé sur Tsipras. Son erreur, c'est de ne pas l'avoir compris à temps. Il pensait qu'en poussant les discussions le plus loin possible les Européens finiraient par se résoudre au compromis plutôt que de prendre le risque d'une rupture. Mais ils n'ont rien cédé, alors même que lui a perdu beaucoup : il a fait d'énormes concessions, l'opinion publique s'est habituée à l'idée qu'un accord était possible, les caisses publiques sont vides.

N'a-t-il pas aussi fait l'erreur de croire qu'il pouvait obtenir moins d'austérité tout en restant dans l'euro ?

– Je fais partie de la tendance, au sein de Syriza, qui pense depuis le début que vouloir concilier le rejet de l'austérité et le maintien dans la zone euro est contradictoire. Or on a vu, dès que la Banque centrale européenne a décidé en février de couper le principal moyen de financement des banques grecques, que ce n'était pas possible. L'arme monétaire a servi de moyen de pression sur la Grèce afin de la forcer à renoncer à sa politique anti-austérité.

Le dernier épisode de ce chantage, c'est lorsque l'Eurogroupe, en refusant de prolonger le programme actuel, a contraint Tsipras à fermer les banques cette semaine. Le but est politique : en prenant les Grecs en otage et en créant une situation de panique, notamment dans les classes moyennes et aisées, il s'agit soit de forcer le gouvernement à ne pas aller jusqu'au référendum, soit de dicter les conditions de son déroulement et de favoriser le camp du oui. L'Europe a déclaré la guerre à la Grèce.

La société grecque semble très divisée…

– Oui, deux tendances s'affrontent. Le camp du non s'appuie sur une partie de la population très affectée par l'austérité, qui perçoit les exigences de la troïka comme une volonté d'humilier la Grèce. Mais le camp du oui, renforcé par la peur que suscite la fermeture des banques, est aussi en train de se structurer. Nul doute que ce référendum est un acte politique courageux. Les décisions importantes sont toujours risquées. On avait fini par oublier au fil du temps que la politique s'est rapetissée en Europe.

"La fin d'une illusion sur l'Europe"

Quels sont les scénarios possibles à l'issue du référendum ?

– Une victoire du oui serait une défaite majeure pour Tsipras et le contraindrait sans doute à organiser de nouvelles élections. Mais une victoire du non renforcerait sa détermination face aux institutions européennes en lui donnant un mandat différent de celui du 25 janvier : il s'agirait désormais de rompre avec l'austérité, quelles qu'en soient les conséquences – y compris si cela signifie sortir du cadre européen. Lorsqu'il a annoncé la tenue du référendum, c'était la première fois que le mot "euro" ne figurait pas dans son discours. Ce n'est pas un hasard.

Est-ce l'acte de décès de l'Europe ?

– Tout le déroulement de la crise grecque signe la fin d'une certaine idée, ou plutôt d'une illusion entretenue au sujet de l'Europe. Son caractère antidémocratique qui ne respecte que la loi du plus fort, son néolibéralisme qui méprise tout contrôle démocratique sont perceptibles par tous désormais. Tous ont pu se rendre compte que, même si Syriza n'a cherché qu'une rupture partielle avec les politiques d'austérité, une rupture modérée, pragmatique, et sans remettre en question les fondamentaux du cadre européen, l'affrontement a été ultraviolent. Simplement parce que ce gouvernement n'était pas prêt à capituler face au diktat néolibéral.

Même si l'Europe parvient à vaincre la résistance des Grecs, elle paiera, je crois, un prix très lourd pour son attitude. Car la Grèce n'est que la pointe avancée de la crise européenne : le projet communautaire est de moins en moins soutenu par les opinions publiques. nouvelobs.com 02.07

Les rats quitent le navire institutionnel en perdition.

- Quatre élus grecs se désolidarisent de la coalition au pouvoir - Reuters

Le référendum prévu dimanche sur l'accord de sauvetage de la Grèce "réformes contre argent frais" a entraîné les premières fissures dans la coalition qui soutient le gouvernement du Premier ministre grec Alexis Tsipras.

Quatre députés du parti des Grecs indépendants (droite souverainiste) dont Syriza, le parti de la gauche radicale du Premier ministre, a besoin des voix pour gouverner, ont fait défection en 24 heures en demandant de voter "oui".

"Bien que ces mesures soient douloureuses - je ne sais même pas si les Grecs pourront les supporter - un 'non' débouchera sur la (réintroduction de) la drachme, ce qui signifierait la destruction immédiate du pays, chose à laquelle je ne peux pas consentir", a déclaré Costas Damavolitis à la télévision grecque.

Un autre dissident, Vassilis Kokkalis a déclaré pour sa part qu'il n'avait pas été élu pour fermer les banques et a appelé à l'annulation du référendum. Son collègue Dimitris Kammenos a déclaré que le rôle de la Grèce en Europe n'était "pas négociable".

Ces défections ne sont pas suffisantes pour mettre en danger le gouvernement à trois jours d'une consultation qui pourrait décider de l'avenir du pays au sein de la zone euro.

Mais Alexis Tsipras et le chef des Grecs indépendants, Panos Kammenos, ont fait en sorte de ressouder la coalition, qui ne tient depuis le début que par un refus partagé de l'austérité imposée par les créanciers étrangers.

Costas Damavolitis a été exclu de son groupe parlementaire et a ensuite renoncé à son siège.

Puis Alexis Tsipras et Panos Kammenos, qui est également ministre de la Défense, ont fait une démonstration d'unité lors d'une conférence de presse commune lors de laquelle Tsipras a réaffirmé qu'il serait ferme contre toute tentative de ses créanciers de réduire les forces armées grecques. Reuters 02.07

Résultats tronqués d'un sondage en faveur du oui

- Un premier sondage donne le "oui" vainqueur au référendum grec - Le Huffington Post

- Un sondage donne le «Oui» vainqueur au référendum grec... seul problème, il n'est pas fiable - Slate.fr

47,1% en faveur du «Oui» contre 43,2% de «Non» au référendum grec selon un sondage de l'institut GPO, forcément ça ne pouvait que faire parler. Seulement voilà, non seulement cette enquête d'opinion n'était pas destinée à la publication pour le moment mais en plus il y avait de bonnes raisons à cela, explique-t-on chez GPO:

«C'est à l'insu de GPO, et sans le concours de l'entreprise, que certains résultats, fragmentaires, concernant les intentions de vote au référendum du 5 juillet de son départements de recherches ont été rendus publics dans les médias.»

«Fragmentaires», un mot qui, ici, ne peut signifier qu'une chose: ce sondage réalisé auprès de 1.000 personnes est inutilisable et ses résultats non fiables. Un détail qui ne l'a pas empêché de se retrouver relayé sur Internet.

S'il s'agissait, pour certains, en publiant ces chiffres de montrer une progression du «Oui» à la question de savoir si la Grèce doit

ou non adopter le plan d'aide de ses créanciers, l'initiative est d'autant plus déplorable que ce n'est pas la première fois qu'un sondage donne le «Nai» («Oui») vainqueur. A vrai dire, le «Oui» et le «Non» se piquent la tête dans les études d'opinion depuis qu'Alexis Tsipras a annoncé sa volonté de consulter celle du peuple.

Le Telegraph rappelle que les deux premiers sondages donnaient le «Non» gagnant (57% le 27 juin, 54% le 28) avant que la tendance ne se mette à vaciller à compter de l'entrée en vigueur du contrôle des capitaux: ainsi le 29 juin, la réponse positive était largement en tête avec 57%, soit une avance plus importante que dans le vrai-faux sondage du 2 juillet. Le «Non» l'emportait pourtant à nouveau dans l'enquête suivante. Slate.fr 02.07

Les médias aux ordres de la troïka inquiets.

- Les interrogations de la presse européenne sur le référendum grec - Liberation.fr

La date fatidique de la consultation se rapproche et les médias se font de plus en plus anxieux concernant les conséquences d'une victoire du «non». Liberation.fr 02.07

Manifestations en Grèce.

- Grèce : «Nous voulons l'Europe des peuples, pas l'Europe des banquiers» - 20minutes.fr

Des milliers de soutiens du parti communiste (KKE), 6 000 selon la police, ont manifesté dans le centre d'Athènes jeudi soir, le parti appelant à s'opposer au gouvernement en votant nul au référendum de dimanche. Le secrétaire général du parti communiste grec, Dimitris Koutsoumbas, dont les partisans agitaient des drapeaux rouges place Syntagma, devant le Parlement, a déclaré qu'il distribuerait des bulletins non officiels à glisser dans l'enveloppe dimanche à ses partisans, ne souhaitant se positionner ni en faveur du gouvernement, ni en faveur de l'Europe.

Par ailleurs, quelque 1 200 des militants de la gauche anti-parlementaire se sont retrouvés devant l'université. Vers 21 heures, des centaines de manifestants anti-européens, dont de nombreux jeunes, ont marché sur une avenue proche du Parlement.

Dans un autre quartier de la capitale, environ un millier de personnes ont répondu à l'appel de l'ancien Premier ministre socialiste (Pasok) Georges Papandréou, à la tête d'un nouveau parti rival du Pasok et qui appelle à voter oui au référendum.
A Thessalonique, dans le nord du pays, les partisans du oui, mené par le maire Yannis Boutaris, étaient environ 4 000, selon la police. 20minutes.fr et AFP 02.07

Manifestations en France

- Paris: Des milliers de personnes manifestent leur «solidarité» avec le peuple grec - 20minutes.fr

« Avec les Grecs, unis contre l'austérité. Refusons les diktats de la finance », proclamait la banderole en tête de cortège. Jeudi soir, entre 2.800 et 3.000 personnes, selon les estimations de la police, ont défilé à Paris pour manifester leur « solidarité » avec le peuple grec. Quatre syndicats - CGT, FO, FSU, Solidaires – avaient appelé à ce rassemblement.

« Mettre la Grèce en banqueroute peut être une très sévère punition infligée aux Grecs, mais c'est aussi une catastrophe pour la zone euro et pour la planète financière », a-t-il ajouté. « Personne n'arrive à comprendre pourquoi, pour 1,5 milliard d'euros, on va déclencher une catastrophe financière de cette ampleur ».

Derrière une banderole commune des quatre syndicats organisateurs, proclamant « soutien au peuple grec, non à l'austérité », ont défilé les numéros un de FO et de la CGT, Jean-Claude Mailly et Philippe Martinez.

Ce dernier a expliqué vouloir « que les choix que font un peuple » pour « une autre politique », soient « respectés ».

« Ca fait cinq ans que les Grecs supportent une cure d'austérité sévère », a souligné Jean-Claude Mailly. « Les Grecs ne veulent pas sortir de l'euro, mais ils veulent sortir de l'austérité. Il y a des solutions qui peuvent être trouvées », mais « il faut sortir des schémas libéraux, voire néo-libéraux, en vigueur actuellement au niveau européen ».

D'autres manifestations similaires se déroulaient au même moment en France, comme à Toulouse où 300 personnes étaient rassemblées. 20minutes.fr 02.07

En complément.

- Bayrou: un non au référendum grec enclencherait "la sortie de la Grèce de l'euro" - AFP

- Bartolone qualifie de "faute" le refus allemand de négocier avec les Grecs avant le référendum - AFP

- Hollande: si le non l'emporte en Grèce, "on rentre dans une forme d'inconnu" - AFP

- "Si c'est le oui, la négociation peut très facilement s'engager. Si c'est le non, on rentre dans une forme d'inconnu. C'est aux Grecs de répondre", a déclaré M. Hollande, répondant à une question lors d'une conférence de presse au Bénin, dans le cadre d'une tournée africaine.

- "Hier (mercredi), il y avait l'espoir d'un accord" qui puisse faire "tomber le référendum", a fait valoir M. Hollande. Mais "dans le même temps", le Premier ministre grec Alexis Tsipras a "réaffirmé" son appel à voter non au référendum de dimanche.

- "Les ministres des Finances ont conclu qu'il fallait attendre le référendum" pour en tirer "les conséquences", a expliqué M. Hollande. AFP 02.07

Au passage Hollande n'est qu'une marionnette activée depuis Bruxelles et Washington qui a moins de pouvoir que son ministre des Finances, autant dire aucun.

Les barbares sont aussi faibles et lâches que leurs parrains.

- Le Captagon, une drogue au service du jihad - liberation.fr

Des groupes terroristes comme l'Etat islamique ou Al-Nusra utilisent cette substance pour inhiber la peur de leurs combattants.

Le 28 juin, Seifeddine Rezgui ouvre le feu sur la plage d'un hôtel touristique de Sousse, en Tunisie. Il fait 38 morts et une trentaine de blessés, avant d'être abattu par un policier.

D'après une source citée par le Daily Mail, l'autopsie prouve que le jeune homme était alors sous l'emprise de drogue, «identique à celle que l'Etat islamique (EI) donne aux personnes faisant des attaques terroristes». Le groupe terroriste produit et utilise en effet le Captagon pour rendre les combattants le plus opérationnel possible au moment des combats.

Faire disparaître la crainte et la fatigue, tels sont les deux effets principaux du Captagon. Le psychiatre Ramzi Haddad indique à Reuters que cela crée «une sorte d'euphorie» : «Vous ne dormez pas, vous ne mangez pas, vous avez de l'énergie.» Des effets qui s'expliquent par les substances qui composent cette drogue.

Le Captagon est produit à partir de la fénéthylline, une molécule amphétaminique, parfois mixée avec de la caféine. Cette combinaison stimule la dopamine et améliore la concentration de l'individu, selon le psychiatre libanais Elie Chédid, interrogé par L'Orient-Le Jour. C'est d'ailleurs en raison de ces vertus que le Captagon a été un temps utilisé comme médicament, notamment pour traiter la narcolepsie et l'hyperactivité, avant d'être considéré comme substance addictive et interdit dans plusieurs pays dès les années 1980.

Depuis 2011, la fabrication du Captagon au Liban, jusque-là principal producteur, se serait largement délocalisée vers la Syrie. La majeure partie des pilules est désormais élaborée dans ce pays, selon un responsable de l'unité de contrôle des drogues libanais interrogé par Reuters. Celles-ci sont ensuite transportées par bateau ou voiture de la Syrie vers le Liban et la Jordanie. liberation.fr 02.07

Pour un peu les tribunaux de leurs commanditaires pourraient les juger irresponsables de leurs actes monstreux, pourquoi pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie saoudite

- Nouvelle attaque balistique contre une base saoudienne - french.irib.ir

Dans un communiqué l'armée yéménite fait etat d'une nouvelle attaque aux missiles contre la base militaire de al Mossareha à al Najm al Saqeb à Jizan. Selon al Mayadeen, un certain nombre de soldats saoudiens ont été tués et blessés.

Hier soir, l'armée saoudienne a confirmé la mort du général Mohamad Ben Ali Al Malid, un des effectifs de l'armée terrestre au cours d'une attaque aux missiles contre une base militaire. Les yéménites ont affirmé vouloir poursuivre leurs tirs de missiles jusqu'à ce que les raids saoudiens cessent. french.irib.ir 01.07

Haut de page

Le 5 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry, 15h30.

On a actualisé la rubrique Articles d'actualité. Je ferme l'ordinateur, les nouveaux articles seront mis en ligne demain matin, il fait 40° C dans mon bureau, je n'en peux plus ! Peut-être un mot ce soir.

Pondichéry, 14h30. Un second complément à la causerie de ce matin.

Il est impossible de rompre avec l'euro sans rompre avec l'UE et il est impossible de romrpe avec l'UE sans rompre avec le capital.

Question : Qui y est prêt ?

Enfumage, imposture, opportunisme, la liste des articles mis en ligne ou sur le point de l'être, dont les auteurs ont voulu nous faire croire que le gouvernement grec était au côté des travailleurs ou que la sortie de l'euro ou de l'UE était impossible.

Cette liste est non exhaustive, pour établir celle des articles relativement convables, procédez par soustraction, ils se comptent sur les doigts d'une main.

Les articles ayant alimenté les illusions dans Syriza ou le gouvernement grec et servant les intérêts de la troïka :

- Tsipras : Leur plan était de mettre fin à l'espoir d'une autre politique en Europe
- La tactique de Tsipras pour résister aux pressions de la mafia financière
- La vraie question posée au référendum grec est la sortie de l'euro
- Le courage d'Achille, la ruse d'Ulysse
- Grèce, l'heure de vérité (Jacques Sapir)
- Grèce : Le jour d'après…(Anastase Adonis)
- La Troïka tente d'asphyxier la Grèce quoi qu'il en coûte (Ariel Noyola Rodríguez)
- La Grèce est-elle sur le point d'abandonner l'euro ? (Ariel Noyola Rodríguez)
- La tactique de Tsipras pour résister aux pressions de la mafia financière (System failure)
- Que notre non résonne dans toute l'Europe (Alkis Antoniasdis)
- Syriza donne une leçon magistrale de démocratie au monde
- Référendum pour une éventuelle sortie de la Grèce de l'Eurozone
- De nouveau, la Grèce peut sauver l'Occident
- Que l'étincelle grecque embrase toute l'Europe !
- Alexis Tsipras : « La liberté demande de la vertu et de l'audace »
- Le pays de la démocratie
- 25 vérités d'Alexis Tsipras sur le chantage du lobby financier international (Salim Lamrani)
- Après l'effondrement des pourparlers sur la dette, l'UE menace de pousser la Grèce à la faillite (Alex Lantier - WSWS)
- Les pourparlers de crise sur les menaces de l'UE contre la Grèce s'effondrent (Alex Lantier - WSWS)
- Grèce : petit guide contre les bobards médiatiques (Collectif pour un audit citoyen)

Vous pouvez noter dans un fichier le nom des auteurs de ces articles ou celui de leur organisation ou parti. Certains de ces articles n'ont pas encore été mise en ligne ou ne le seront pas. J'ai aussi zappé certaines déclarations de Tsipras à qui on n'a pas à servir la soupe.

Au passage, honte aux soi-disant partis ouvriers qui n'ont pas communiqué ces informations et/ou analyses à leurs militants et

aux travailleurs. Vous avez le droit de vous interroger sérieusement sur leurs réelles intentions.

Pondichéry, 13h30. Un dernier point sur la Grèce.

En réalité, ce référendum a été une opération conçu pour permettre au gouvernement d'appliquer les mesures de la troïka et pas autre chose, c'était une formidable escroquerie politique dans laquelle la troïka a marché à fond en adoptant une attitude résolument hostile au gouvernement grec, en sachant qu'il était prêt depuis janvier à capituler en rase campagne, ce qu'il a eu l'occasion de démontrer partiellement à plusieurs reprises ces six derniers mois.

Il a été organisé pour marginaliser ceux qui étaient sur une ligne radicale à l'intérieur et à l'extérieur de Syriza, qui se traduisait par leur volonté d'affronter la troïka, tandis que des couches de travailleurs et de militants, d'autres partis et des organisations manifestaient régulièrement en mettant en avant leur refus de tous nouveaux sacrifices en appelant le gouvernemnt à respecter le mandat que lui avaient donné les électeurs en janvier, ce qu'il était incapable de faire, ainsi pris entre ses contradictions il se retrouvait paralysé, c'est donc pour débloquer cette situation et satisfaire les attentes de la troïka qu'ils ont monté le coup de ce référendum. Tout se tient, non ? Les infos publiées ce matin le confirme.

La causerie du matin

Je n'ai pas pu actualiser le portail hier à cause de la chaleur (43°C) et une baisse de tension (160 volts au lieu de 200) incompatible avec le fonctionnement de l'onduleur de l'ordinateur. J'aurais pu basculer sur les batteries et l'UPS qui délivre du 220 volts, mais j'ai préféré rester connecter au réseau électrique et alimenter le nouveau réfrigérateur pour qu'il fasse du froid rapidement afin de ne pas perdre la totalité des denrée alimentaires qui étaient précédemment dans le vieux frigidaire HS, j'avais justement été faire mes courses de la semaine la veille et il était plein.

Il y a des limites aux sacrifices pour des prunes à la fin, de même que je m'interroge encore sur le bien-fondé de poursuivre cette activité politque qui ne sert à rien ou si peu, face à des partis dits ouvriers faillis ou corrompus ayant pris en otage les militants et le prolétariat, sans le soutien de centaines de militants et travailleurs.

Je suis à ma connaissance le seul à proposer cette formule qui pourraît bien disparaître, et je ne parle même pas du refus des lecteurs de me soutenir financièrement à part quatre militants, rien ne les y oblige évidemment, ils doivent considérer que ma situation n'est pas aussi difficile que cela et que je pourrais faire indéfiniment des sacrifices, ils se trompent lourdement s'ils le pensent.

C'est au détriment de ma situation que j'ai continué d'actualiser ce portail, car en ne m'occupant pas de mes affaires cela m'a causé d'énormes problèmes qui m'ont coûté énormément d'argent notamment, et comme je suis parvenu au point où je ne peux plus m'offrir ce genre de luxe, je pourrais prendre la décision de mettre fin à cette expérience. Les belles pensées et la bonne conscience de mes lecteurs suffisent peut-être à assurer leur survie, pas la mienne. A chacun ses responsabilités.

On ajoutera de nouveaux articles plus tard.

Dernière info sur la Grèce.

Le ministre grec des Finances torpille les résultats du référendum quels qu'ils soient.

- Varoufakis prédit un accord sur la Grèce lundi dans tous les cas - Reuters

Le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, a déclaré à un journal allemand s'attendre à parvenir à un accord avec les créanciers de son pays lundi, quel que soit le résultat du référendum de dimanche.

"Je m'attends à ce que nous ayons un accord lundi. Et cela ne dépendra pas du fait qu'une majorité vote 'oui' ou 'non' lors du référendum", a-t-il dit au Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung selon des extraits de l'entretien publiés samedi.

"N'écoutez pas ceux qui disent que l'offre n'est plus sur la table: bien sûr qu'elle y est toujours, puisque c'est ce qu'ils veulent", a-t-il ajouté à propos des propositions des créanciers. Reuters 04.07

Dans ces conditions, pourquoi aller voter, cela ne servira strictement à rien, c'est Varoufakis qui l'a proclamé.

A ceux qui se demandaient encore dans quel camp était Syriza, ils ont la réponse. Ce référendum était une farce cynique adressée au peuple grec. La suite plus loin le confirmait déjà.

Dossier grec

Le référendum grec devait uniquement servir de caution au gouvernement pour poursuivre la politique antisociale de ses prédécesseurs à défaut de rompre avec l'euro et l'UE, en en faisant endosser la responsabilité par les travailleurs, dès lors il devait avoir davantage la valeur d'un plébiscite pour ou contre le maintien en place du gouvernement dirigé par Tsipras. Comment en sommes-nous arrivé cette conclusion ? C'est simple à comprendre.

Ce référendum n'était pas destiné à permettre au peuple grec de se prononcer pour ou contre la politique d'austérité que voulait lui imposer la troïka, puisque Tsipras lui a déjà fait savoir dans une lettre qu'il lui a adressée qu'il acceptait de reporter l'âge du départ à la retraite notamment, il n'était pas destiné non plus à lui permettre de se prononcer sur le maintien ou non de la Grèce dans la zone euro et l'UE, puisque Tsipras n'a cessé de répéter que ce n'était pas l'objet de ce référendum, alors pourquoi d'autre sinon obtenir le soutien du peuple grec à la poursuite des négociations avec la troïka dans les mêmes conditions que précédemment puisqu'elle a déjà précisé qu'elle n'accepterait aucun compromis sur les réformes structurelles qu'elle entend imposer à la Grèce.

On en a eu la confirmation hier après que le ministre des Finances ait annoncé qu'il démissionnerait si le oui l'emportait sans qu'on sache si Tsipras l'imiterait, ce dernier ayant annoncé qu'en cas de victoire du non il était favorable à la reprise des négociations avec la troïka tout en sachant qu'elle demeurera inflexible sur la politique qu'elle a définie, ce qui reviendra à capituler sans forcément commettre un déni de démocratie pour les raisons indiquées plus haut, bref, ce référendum s'apparentait davantage à une basse manoeuvre contre le peuple grec qui en aucun n'était destiné à s'exprimer sur son avenir puisque ce référendum n'avait pas d'autre objet que se prononcer sur la survie ou la chute du gouvernement.

Dans le camp du oui.

- Le référendum en Grèce, une première depuis 40 ans - Lexpress.fr

- Sortie de la Grèce de l'euro : "Il faut passer par une procédure de révision" - LePoint.fr

- La Grèce demeurera un problème européen, estiment Delors et Lamy - Reuters

- Grèce : "Si le peuple grec dit oui, Tsipras est obligé de partir" estime Sarkozy - Francetv info

- Grèce: forte pression de l'UE et du FMI à l'approche du référendum - AF

- Grèce: forte pression de l'UE et du FMI à l'approche du référendum - AF

- Grèce : un référendum sous la pression de l'asphyxie économique - latribune.fr

Le "oui" progresse dans les sondages avant le référendum de dimanche. Une évolution logique au regard de l'accélération de la dégradation économique cette semaine.

Le référendum du dimanche 5 juillet en Grèce sur les propositions des créanciers du 25 juin et leur proposition de soutenabilité de la dette va se tenir dans des conditions désastreuses sur le plan économique. Mais ce vote aura lieu dans une situation bien particulière. Le refus de l'Eurogroupe le 27 juin de prolonger le programme d'un mois, comme le demandait Athènes et la décision de la BCE dimanche 28 juin de ne pas relever le plafond des liquidités d'urgence disponibles pour le secteur financier grec, ont conduit à une asphyxie complète de l'économie. Lundi, le gouvernement grec a décidé de fermer les banques, de limiter les retraits à 60 euros quotidiens par carte et d'imposer un contrôle des capitaux. La Grèce est depuis dans un état d'asphyxie économique.

Un référendum hors standard ?

De nombreux observateurs se sont émus des conditions dans lesquelles ce référendum a été organisé. On a estimé que les huit jours de campagne ont été insuffisants et que les documents sur lesquels les Grecs devaient se prononcer n'étaient pas disponibles. Le Conseil de l'Europe a considéré que ce référendum ne remplissait pas les « standards européens » du vote. Le Conseil d'Etat grec doit se prononcer sur sa constitutionnalité ce vendredi. Mais derrière ces éléments juridiques, on oublie que les créanciers ont fait campagne en Grèce en faveur du « oui » à leurs propositions avec des moyens autrement plus puissants.

Un désastre économique

Le premier moyen est donc l'accès à l'aide à la liquidité d'urgence, le programme ELA de la BCE. Cette dernière n'entend pas provoquer un Grexit. Elle a donc maintenu l'accès à l'ELA sans le couper. Une attitude confirmée mercredi 1er juillet au soir. Mais ce gel est un moyen de pression formidable sur la population. L'asphyxie de l'économie grecque est chaque jour plus évidente. Les entreprises grecques ont été exclues du système électronique de transferts intra-zone euro Target 2. Ceci conduit à

une impossibilité quasi-totale d'importer. Des pénuries de nourriture, d'essence et de médicaments ont été signalées, notamment dans les îles. Dans les banques, on commence à manquer de billets pour alimenter les automates. Retirer les 60 euros autorisés devient difficile. Selon le Daily Telegraph, il ne resterait que 500 millions d'euros de liquidités disponibles dans les banques grecques. L'économie grecque s'effondre. Selon Paul Mason, envoyé spécial de Channel 4 en Grèce, le chiffre d'affaires dans le commerce de détail non alimentaire a reculé de 30 % à 50 % en cinq jours.

Pour beaucoup d'électeurs, la question n'est donc pas de voter pour ou contre les propositions, mais pour ou contre le retour à la normale en apaisant la fureur des créanciers et de la BCE. Le « oui » ne peut donc que profiter de cette asphyxie économique organisée.

Des entreprises favorables au « oui »

Dans cette situation, beaucoup d'entreprises font plus ou moins ouvertement campagne pour le « oui » afin d'obtenir ce retour à la normale. Selon la chaîne publique ERT, certains chefs d'entreprises inciteraient ouvertement leurs employés à voter « oui », d'autres feraient dépendre le paiement des salaires ou le maintien des emplois d'un vote positif. Rien d'étonnant à cela : sans rétablissement rapide de la liquidité dans l'économie et de la capacité d'importer, ces entreprises pourraient rapidement disparaître. D'autant que la situation économique du pays était déjà dégradée. Dès lors, l'argument du « non » pour rejeter l'austérité devient naturellement fragile. Mieux vaut sans doute pour beaucoup une nouvelle cure d'austérité à un arrêt total de l'économie.

Des médias privés très engagés pour le « oui »

Le deuxième moyen de pression est plus classique. Les médias grecs privés se sont quasiment tous lancés dans une campagne pour le « oui. » Des statistiques récentes montraient que le temps accordé sur les chaînes privés aux manifestations du « non » le 29 juin était anecdotique : 8 minutes contre 47 minutes pour celle du « oui » le 30 juin. Ces médias sont prêts à toutes les manipulations.

Le tabloïd Press Star a ainsi utilisé en une jeudi 2 juillet la photo d'un vieil homme portant quelques pains pour illustrer le malheur des retraités grecs. Une photo qui s'est révélé être celle d'un survivant du... tremblement de terre turc de 1999.

L'enjeu défini par les institutions

Un jeu sur la peur que les créanciers n'hésitent pas à utiliser, eux aussi. La BCE a ainsi ouvertement fait du référendum un vote pour ou contre l'euro. Outre son action sur l'ELA, les déclarations mardi 30 juin au matin de Benoît Cœuré, membre français du directoire de la BCE, a mis fin par une simple reconnaissance de la possibilité du Grexit à l'irréversibilité officielle de l'euro. Dès lors, les électeurs grecs, favorables, selon les derniers sondages, à 81 % au maintien dans la zone euro sont prévenus. Le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem a abondé dans ce sens, tandis que le président du parlement européen Martin Schulz a promis un nouveau départ pour la Grèce « une fois l'ère Syriza terminée. » Autrement dit, les électeurs sont prévenus : un « non » signifierait le maintien de l'asphyxie économique, la sortie de l'euro et la mise au ban de l'Europe. Le refus des créanciers de poursuivre les négociations comme Alexis Tsipras l'avait proposé a encore augmenté la pression sur les électeurs en leur laissant entendre qu'il ne pourrait pas y avoir de nouvelles négociations en cas de « non. »

Le « non » en position de faiblesse

En face, le camp du « non » a bien peu d'arguments à faire valoir : Alexis Tsipras lundi 29 juin et Yanis Varoufakis jeudi 2 juillet ont mis leur mandat dans la balance. On tente aussi de glorifier le « non » en rappelant le fameux « non » du général Metaxas à l'ambassadeur d'Italie le 28 octobre 1940 qui est devenu une fête nationale en Grèce. Un moyen d'en appeler à la dignité du peuple grec face aux pressions. Mais c'est en réalité bien peu au regard de la situation et l'argument d'une position plus forte pour négocier en cas de « non » perd de la crédibilité face aux conditions matérielles. Même dans le camp gouvernemental, l'unité est mise à mal. Quatre députés des Grecs indépendants ont ainsi choisi de voter « oui » et, selon la presse grecque, la droite de Syriza commence à douter. Le choix des Grecs semble être désormais celui-ci : conserver l'actuel gouvernement élu pour rejeter le système traditionnel de partis clientélistes et se diriger vers le chaos économique ou rétablir la normalité économique en sacrifiant Alexis Tsipras. Nul ne peut blâmer des Grecs déjà lassés par cinq ans de souffrances de faire le second choix. Mais il convient de ne pas oublier que ce choix se fait avec un pistolet sur la tempe dont on entend déjà le cliquetis.

Le oui a le vent en poupe

Et de fait, la stratégie des créanciers fonctionne. Le « oui » a clairement le vent en poupe et progresse. Un sondage réalisé par Alco et publié ce vendredi donne le « oui » gagnat d'une courte tête avec 44,8 % des intentions de vote contre 43,4 % pour le « non » et 11,8 % d'indécis. Un autre, réalisé par l'Université de Macédoine, donne encore le « non » en tête à 43 % contre 42,5 % pour le « oui » et 14,5 % d'indécis. L'écart est donc minime, mais la dégradation économique est si forte que le besoin de retour à la normale va sans doute peser très lourd dimanche. Reste une matière à réflexion pour l'Europe. Comment est-il possible d'appliquer de tels moyens de pression sur un vote dans un pays de l'Union européenne ? Comment justifier que tous les moyens soient

bons pour arracher un vote "acceptable" alors que la solution, une renégociation de la dette, est à portée de main ? L'Europe risque de rester durablement marquée par ce précédent. latribune.fr 03.07

Dans le camp du non.

- Grèce: 25.000 pro-non (dont Tsipras) et 20.000 pro-oui (dont Nikos) manifestent à Athènes - 20minutes.fr

- A Athènes, le camp du « non » se rassemble contre la « peur » - LeMonde.fr

Réunis place Syntagama, au pied du Parlement, quelque 25 000 Grecs sont venus soutenir le premier ministre Alexis Tsipras dans son ultime effort, à 48 heures du référendum. LeMonde.fr 04.07

- Référendum: Tsipras appelle à voter non pour "vivre avec dignité en Europe" - AFP

- Avant le référendum en Grèce, Tsipras rejette les mises en garde - Reuters

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras s'est voulu rassurant vendredi à propos du référendum de dimanche, estimant que l'avenir de la Grèce dans la zone euro n'était pas lié au vote et que les négociations avec les créanciers internationaux de la Grèce se poursuivraient après la consultation.

Dans une allocution télévisée au dernier jour de la campagne référendaire, Alexis Tsipras a de nouveau appelé les Grecs à voter "non". Le chef du gouvernement de la gauche radicale estime qu'un rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur la dette de la Grèce publié jeudi, qui estime que la dette grecque ne pourra être remboursée sans annulation massive, justifie le rejet par son gouvernement des propositions des créanciers du pays.

"Ce qui est en jeu dimanche n'est pas l'adhésion de la Grèce à l'Europe, ce qui est en jeu est (de savoir) si le chantage nous conduira à accepter la poursuite d'une politique que les créanciers eux-mêmes reconnaissent comme une impasse", a lancé le chef du gouvernement.

"Ce qui est en jeu dimanche est de donner ou non notre consentement à la mort lente de l'économie."

Les dirigeants européens ont à l'inverse mis en garde contre une victoire du "non" du référendum. "Si les Grecs votent 'non', la position grecque en sortira considérablement affaiblie", a estimé vendredi le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, lors d'une conférence de presse.

Il s'est refusé à dire si les créanciers internationaux rouvriraient des négociations dans ce cas de figure.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, a pour sa part réaffirmé au quotidien Bild que la Grèce avait "besoin" de réformes mais que les négociations seraient "très difficiles".

Malgré les déclarations de plusieurs dirigeants européens qui estiment qu'un "non" traduira la volonté des Grecs de sortir de la zone euro, le Premier ministre grec estime que les Européens rechercheront un compromis plutôt que de laisser son pays reprendre la drachme.

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF), le plus important des créanciers de la Grèce, a constaté vendredi que cette dernière était en défaut sur les prêts que lui a accordés la zone euro faute d'avoir remboursé un prêt du Fonds monétaire international (FMI) mardi, ajoutant se réserver le droit de réclamer à Athènes le remboursement anticipé de 130,9 milliards d'euros.

Dans son rapport publié jeudi, le FMI estime à 50 milliards d'euros sur les trois prochaines années les besoins de financements supplémentaires de la Grèce. Le Fonds ajoute que la Grèce aura besoin d'une prolongation des prêts accordés par l'Union européenne et d'une vaste annulation de dette si sa croissance économique est moins forte que prévu et si certaines réformes ne sont pas mises en oeuvre. Reuters 04.07

ACTUALITE EN TITRES

L'extrême droite s'est trouvé un nouveau candidat.

- Manuel Valls investit les thèmes identitaires en vue de 2017 - AFP

De la place de l'islam en France à la référence à la "guerre de civilisation", Manuel Valls entend être très présent sur les thèmes identitaires, que le FN et les Républicains de Nicolas Sarkozy ne se priveront pas selon lui d'exploiter en vue de 2017.

"La question des valeurs et de l'identité sera au coeur de la campagne présidentielle", explique le Premier ministre à ses visiteurs à Matignon.

L'usage pour la première fois par le Premier ministre, dimanche, de l'expression -controversée ou du moins ambiguë- de "guerre de civilisation", a nourri des critiques d'une partie de la gauche, qui y a vu un alignement sur Nicolas Sarkozy voire sur la pensée néoconservatrice américaine.

"Je m'étonne toujours de ces débats à gauche, comme il y a quelques années autour des mots "nation" ou "patrie"", répond M. Valls, en rappelant les "bonnes intuitions" de Ségolène Royal, qui avait largement utilisé le drapeau français et la Marseillaise lors de la présidentielle de 2007. AFP 03.07

Décadence, acharnement, lâcheté.

- Inscription à l'état civil d'enfants nés de GPA à l'étranger: décision de la Cour de cassation - AFP

- A l'Hyper Cacher, défier chaque jour les fantômes du 9 janvier - AFP

- Une communauté musulmane qui se replie sur elle-même - Francetv info

- Riss : "Des dessinateurs ont peur de travailler à Charlie Hebdo" - Francetv info

L'Etat dans le rôle du racketteur

- Radars automatiques : de simples "pompes à fric" ? LePoint.fr

Selon une enquête de l'hebdomadaire "Auto Plus", 52 % des radars ne seraient pas placés sur des routes "dangereuses" mais plutôt sur des routes "rentables". LePoint.fr 03.07

A bas l'Union européenne, rupture !

- UE: 67% des Français considèrent qu'Angela Merkel a "le plus d'influence" AFP

Alors qu'en 2003 les Français étaient 61% à voir dans la construction européenne « une source d'espoir » et 50% encore en décembre 2011, ils ne sont plus que 26% aujourd'hui. Soit une chute de 24 points en moins de quatre ans! Une perte de confiance qui tourne au véritable désamour. AFP 03.07

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Un consensus pas surprenant contre la jeunesse.

Un homme de gauche qui fait consensus à droite, ce n'est pas courant. Ce vendredi 3 juillet, plusieurs personnalités du parti "Les Républicains" ont félicité le député socialiste Malek Boutih. Celui-ci vient en effet de rendre un rapport à Manuel Valls sur la radicalisation des jeunes Français et dont Le Figaro a publié le contenu.

Intitulé "Génération radicale", le rapport porte sur "l'analyse et la prévention des phénomènes de radicalisation et du djihadisme en particulier". "Le succès des recruteurs djihadistes auprès des jeunes repose sur l'adhésion à un projet politique entrant en résonance avec leurs préoccupations internationales et leur rejet de la société démocratique occidentale, plus qu'à une doctrine religieuse fondamentaliste", indique ainsi Malek Boutih au Figaro. HuffPost 03.07

Où est le lézard ou pourquoi Bruno Le Maire, Roger Karoutchi et Frédéric Lefebvre se reconnaissent-ils dans ce rapport du PS ? Parce qu'il travestit et enjolive la société pourrie dans laquelle nous vivons et dont ils partagent la responsabilité en affirmant que les jeunes rejetteraient la démocratie, alors qu'en réalité ce sont eux qui en sont les pires ennemis, ce qu'ils ne peuvent pas reconnaître évidemment, il leur est facile de décréter que les jeunes refuseraient d'adopter la démocratie qui de fait n'existe pas.

Ce que ces jeunes rejettent, ce n'est pas la démocratie mais bien plutôt l'absence de démocratie qui se traduit par le chômage de masse, la précarité généralisée, la pauvreté et l'absence de perspective dans cette société nauséabonde en pleine décomposition, et qui par inconscience ou ignorance les conduit à adopter une voie suicidaire.

Hollande agent de la NSA et de Washington.

- La France refuse d'accueillir le fondateur de Wikileaks Julian Assange -- AFP

La France a rejeté vendredi une demande d'asile du fondateur de Wikileaks, l'Australien Julian Assange, reclus depuis trois ans à l'ambassade d'Equateur à Londres, une semaine après la révélation via son site internet d'un espionnage américain de présidents français.

"Compte tenu des éléments juridiques et de la situation matérielle de M. Assange, la France ne peut pas donner suite à sa demande" de venir dans ce pays, a indiqué l'Elysée dans un communiqué.

"La situation de M. Assange ne présente pas de danger immédiat", a aussi fait valoir la présidence, en soulignant que le fondateur de Wikileaks "fait en outre l'objet d'un mandat d?arrêt européen".

Julian Assange a exprimé le souhait de venir en France dans une lettre adressée jeudi au président François Hollande et publiée vendredi dans le quotidien français Le Monde.

"Seule la France se trouve aujourd'hui en mesure de m'offrir la protection nécessaire contre, et exclusivement contre, les persécutions politiques dont je fais aujourd'hui l'objet", écrit-il dans cette missive où il se décrit comme "un journaliste poursuivi et menacé de mort par les autorités" américaines "du fait de (ses) activités professionnelles".

"Je n'ai jamais été formellement accusé d'un délit ou d'un crime de droit commun, nulle part dans le monde, y compris en Suède et au Royaume-Uni", fait-il valoir.

Selon Baltasar Garzon, son avocat, Assange "n'a jamais demandé l'asile en France". Il s'est borné avec sa lettre à répondre à une invitation récente d'un groupe de défense des droits de l'homme français à se rendre en France, a précisé l'avocat sur le compte Twitter de Wikileaks.

Le fondateur de Wikileaks, 44 ans depuis ce vendredi, vit reclus depuis trois ans dans l'ambassade d'Equateur en Grande-Bretagne pour échapper à une demande d'extradition vers la Suède, où deux femmes l'accusent d'agression sexuelle et viol, ce qu'il a toujours démenti.

Sa demande d'être accueilli en France intervient après la révélation la semaine dernière de la mise sur écoute de présidents français pendant plusieurs années par l'agence du renseignement américain NSA.

"L'ampleur du scandale et les réactions qui ont suivi nos dernières révélations ont confirmé le bien-fondé de notre démarche (...) Ces révélations ont été faites au péril de notre vie", argumente Julian Assange.

"En m'accueillant, la France accomplirait un geste humanitaire mais aussi probablement symbolique, envoyant un encouragement à tous les journalistes et lanceurs d'alerte qui, de par le monde, risquent leur vie au quotidien pour permettre à leurs concitoyens de faire un pas de plus pour la vérité", estime-t-il.

L'idée d'accorder l'asile au fondateur de Wikileaks a été relancée en France par cette affaire des écoutes "présidentielles".

Elle est défendue en ce moment par une pétition d'une trentaine de personnalités aussi diverses que l'économiste Thomas Piketty, le cinéaste Jacques Audiard, les acteurs Vincent Cassel et Mathieu Kassovitz ou encore l'ex-footballeur Eric Cantona.

Electron libre du gouvernement socialiste, la ministre de la Justice, Christiane Taubira, a elle-même affirmé le 26 juin qu'elle "ne serait pas choquée" d'un tel accueil, exclu un jour auparavant par le Premier ministre Manuel Valls pour qui cette question "ne se posait pas".

Julian Assange fait d'ailleurs référence dans sa requête à Mme Taubira: "Elle a ouvert une voie qui, je l'espère, ne se refermera pas".

A l'appui de sa requête, Julian Assange revendique ses "liens" personnels avec la France. "De 2007 jusqu'à la perte de ma liberté en 2010, j'y ai résidé (...) Mon plus jeune enfant et sa mère sont Français. Je n'ai pas pu les voir depuis maintenant cinq ans", écrit-il.

Le fondateur de Wikileaks s'épanche aussi sur sa réclusion forcée au sein de l'ambassade équatorienne à Londres avec "cinq mètres carrés et demi pour (ses) usages privatifs", privé d'"accès à l'air libre", "de toute possibilité de (se) rendre à un hôpital" ou de "faire de l'exercice".

"Ma vie est aujourd'hui en danger, M. le Président, et mon intégrité, physique comme psychologique, est, chaque jour qui passe, un peu plus menacée", plaide-t-il dans sa lettre. AFP 03.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Arabie saoudite

- Le ministre saoudien de la Défense blessé - french.irib.ir

Mohamed Ben Salman, le ministre saoudien de la Défense, a été blessé, lors des attaques au missile, menées par les forces yéménites.

Le ministre saoudien de la Défense et successeur du prince héritier saoudien, Mohamed Ben Salman Ben Abdelaziz Al-e Saoud, a été blessé, lors d'une attaque au missile, menée par l'armée yéménite contre la base militaire Al-Salil, a rapporté, le site d'information Middle East Panorama.

Mohamed Ben Salman, ainsi que des officiers français de haut rang et des personnalités militaires des pays arabes et étrangers, étaient présents, sur la base d'Al-Salil, lorsqu'un missile "Scud" de l'armée yéménite s'est abattu sur cette base.

Selon un quotidien sioniste, cette attaque a infligé de lourds dégâts matériels et des pertes en vie humaine, mais les Saoudiens tentent de faire le black-out sur cette information. french.irib.ir 02.07

2- Syrie

2.1- Attaque contre la Syrie : Ankara recule - french.irib.ir

"La Turquie n'envisage pas d'opération militaire, du jour au lendemain, en Syrie, pour protéger sa frontière", a affirmé son Premier ministre Ahmet Davutoglu, alors que des rumeurs d'intervention sont évoquées par la presse.

"Personne ne doit s'attendre à ce que la Turquie entre demain ou dans un avenir proche, en Syrie. Cela relève de la spéculation", a-t-il dit, lors d'un entretien à la chaîne privée, Kanal 7, jeudi soir. Le chef du gouvernement turc a indiqué que la Turquie n'attendra pas demain, en cas de menace sur sa sécurité intérieure, pour agir, mais que, dans les conditions actuelles, il n'est pas question d'une intervention unilatérale.

Depuis plus d'une semaine, les médias turcs affirment que le gouvernement envisage une opération militaire, en Syrie, pour repousser loin de ses frontières les terroristes de Daech, et empêcher la progression des forces kurdes, qui détiennent, désormais, une grande partie de la zone frontalière avec la Turquie. french.irib.ir 02.07

2.2- Les Kurdes syriens ont-ils lâché Assad? - french.irib.ir

Les médias atlantistes de la région ne cessent de mettre les avancées des Kurdes syriens, sur le compte de la coalition arabo-occidentale, qui les aiderait, face aux avancées de Daech. Est-ce vrai?

Les Kurdes syriens, fidèles alliés d'Assad, agiraient-ils dans le sens de la création d'un Etat kurde, et ce, au détriment de la souveraineté syrienne? Mohamad Issa, expert syrien des questions internationales, coupe court à toutes ces suggestions : "La résistance populaire de la ville de Hassaka a, très puissamment, repoussé l'assaut de Daech. En effet, Daech a eu recours, cette fois, à une nouvelle tactique. Il a refusé de mobiliser, comme précédemment, de grosses troupes, pour prendre d'assaut la ville, et a fait l'appel à l'aide du renseignement américain et occiental et israélien. Les critères de l'offensive de Daech contre cette ville prouvent les liens viscéraux entre Daech, d'une part, et la CIA et le Mossad, de l'autre; d'où, d'ailleurs, le succès de Daech à s'infiltrer dans Hassaka. Daech, expert en guerre médiatique et psychologique, a tenté, en recourant à ses méthodes habituelles, d'épuiser les forces armées syriennes. De les surprendre. Or, les Kurdes syriens en étroite collaboration avec les militaires syriens, ont réussi de faire face, à une vitesse extraordinaire, aux tactiques de Daech. Les forces syriennes, kurdes et

arabes ont, très rapidement, identifié la nature des tactiques de Daech. Les cellules terroristes de Daech, à Hassaka, ont été prises de court, très rapidement. Les succès militaires des forces syriennes, des comités populaires et des Kurdes syriens, ajoutés à la victoire décisive du Hezbollah, à Qalamoun, prouvent une chose : les acquis militaires de la Résistance ont démontré sa capacité à assurer les combats de rue, ainsi que les combats en montagne. Quant à l'armée syrienne, elle a prouvé détenir des atouts "surprise", qu'elle est à même de mettre en avant, en temps voulu. Les assauts contre Hassaka ne dureront pas longtemps.

C'est faux de dire que Hassaka tombera ou que les attaques de Daech lui briseront le dos...Hassaka sera sécurisée, avec l'aide des Kurdes syriens. Les liens entre les Kurdes syriens et Assad sont indéfectibles : à preuve, la visite du ministre syrien de la Défense, à Hassaka. french.irib.ir 03.07

3- Palestine occupée.

Assassinat ordinaire pour un jet de pierres.

- officier israélien tue un jeune Palestinien en Cisjordanie- Reuters

Cisjordanie (Reuters) - Un officier de l'armée israélienne a tué par balles un jeune Palestinien qui lançait des pierres à proximité d'un poste de contrôle, vendredi en Cisjordanie occupée, a-t-on déclaré de sources palestinienne et israélienne.

Un témoin palestinien et une porte-parole militaire israélienne ont déclaré que le Palestinien faisait partie d'un groupe qui lançait des pierres en direction d'un véhicule de l'armée, près de Kalandiya, important poste de contrôle situé entre Jérusalem et la ville cisjordanienne de Ramallah.

Selon ce témoin, le véhicule militaire israélien s'est arrêté et des soldats en sont descendus et ont tiré sur le jeune, âgé de 17 ans selon un responsable médical à Ramallah. Reuters 03.07

ECONOMIE

OCDE

- En pleine crise grecque, l'OCDE tire la sonnette d'alarme sur les dettes - AFP

L'OCDE a mis en garde vendredi contre l'"impact négatif sur l'économie" du haut niveau des dettes publiques, et jugé que celle de la Grèce ne devrait à long terme pas dépasser 35% du Produit intérieur brut, au lieu de quelque 180% aujourd'hui.

"En grande partie due à une croissance atone, la dette publique a fortement augmenté durant la récente crise pour atteindre 111% du Produit intérieur brut (PIB) en moyenne, dans l'ensemble de l'OCDE, en 2013: le niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale", a relevé Catherine Mann, chef économiste de l'Organisation de coopération et de développement économique, en présentant un rapport à l'occasion des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence (sud de la France).

"Nos travaux montrent que de tels niveaux de dette ont un impact négatif sur l'économie", a-t-elle indiqué, appelant les gouvernements à adopter des "objectifs de dette prudents à moyen terme".

L'OCDE, qui rassemble 34 pays développés, a établi les niveaux de dette publique au-delà desquels les Etats se trouvent en "zone de danger", et estimé que la zone euro devait être particulièrement prudente.

"Pour les pays avancés de l'OCDE, le seuil de dette (au-delà duquel les effets néfastes pour l'économie apparaissent) se trouve dans un intervalle compris entre 70% et 90% du PIB", tandis que pour ceux de la zone euro, il descend à entre "50% et 70% du PIB", selon l'Organisation.

Les pays membres de l'union monétaire se doivent d'être plus prudents parce que "contrairement à d'autres, ils ne peuvent utiliser la politique monétaire pour soutenir leur propre croissance", explique Mme Mann à l'AFP, en rappelant toutefois que ces pourcentages sont des niveaux recommandés à long terme.

Les traités européens interdisent en théorie des niveaux de dette de plus de 60% du PIB, mais ce critère est très peu respecté.

L'OCDE met à part le cas de certains pays européens particulièrement fragiles, ainsi la Grèce et l'Irlande où le "niveau prudent d'endettement" s'établit selon elle à 35% du PIB. Or la dette grecque atteint environ 180% aujourd'hui.

Cette publication a une résonance particulière alors que l'Europe attend avec fébrilité les résultats d'un référendum dimanche en Grèce sur les objectifs de rigueur budgétaire fixés au pays par ses créanciers.

La Grèce demande que ses créances, détenues essentiellement par des Etats et organisations internationales, soient rééchelonnées ou partiellement effacées, jusqu'ici sans succès.

Le FMI est allé dans ce sens, en appelant à alléger le fardeau de la dette grecque.

Mme Mann a elle rappelé qu'en novembre 2013 déjà l'OCDE avait estimé qu'en cas de dégradation économique en Grèce, il faudrait "réfléchir sérieusement à une assistance supplémentaire pour rendre la dette (grecque) soutenable".

L'Allemagne, où l'opinion publique verrait d'un très mauvais oeil toute remise de dette à la Grèce, a répondu sèchement vendredi à ces recommandations, en particulier celle du FMI.

"On ne peut aucunement en tirer comme conclusion qu'une restructuration de la dette est nécessaire", a dit le porte-parole du ministre des Finances Wolfgang Schäuble. AFP 03.07

Haut de page

Le 6 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h12.

La température est montée à 40°C dans mon bureau fenêtres et porte ouvertes, un ventilo à fond en direction de l'ordinateur sans ses carters pour qu'il ne chauffe pas trop, je le bichonne !

La tension est tombée à 160 volts, j'avais sauvegardé mon boulot quand l'onduleur a décroché. J'ai été coupé le courant pour continuer de travailler tranquillement sur les batteries, c'est toute une organisation. Il faut juste que je pense à remonter la manette du disjoncteur, ouais ici on n'en est pas encore rendu au disjoncteur électronique !

Un rappel. Si ce portail vous apporte quelque chose ou vous rend service, soutenez-le financièrement, même avec une somme modique, 20, 30, 40 euros en roupies indiennes c'est plus consistant, 1.600, 2.400 ou 3.200 roupies.

Vous ne trouverez nulle part aujourd'hui une analyse politique aussi complète sur la Grèce par exemple. Vous trouverez de beaux articles bien léchés dans les jours à venir qui vous mèneront en bateau ou vous induiront en erreur, correspondant aux convictions politiques de leurs auteurs, mais ne reflétant pas forcément la réalité de la situation ou l'intégralité de la situation qui déborde du cadre étroit grec évidemment, ce qui n'est pas le cas ici puisque l'on prend même en compte les facteurs qui font défauts et qui par leur absence influe sur la situation ou son évolution prévisible, sans lesquels on ne peut pas comprendre comment et pourquoi elle se développe dans une direction et pas une autre.

On combine les facteurs économiques, sociaux et politiques qui influent sur la lutte des classes, l'ensemble constituant la situation réelle ou le processus dialectique en cours. On ne se contente pas de commenter l'actualité politique comme des perroquets en se basant sur les facteurs repris en choeur par les uns et les autres.

Merci d'avance pour votre précieux soutien. On se prive sur tout pour survivre, à la manière grecque si vous voulez, et la formule mettre du beurre dans les épinards n'a jamais aussi bien porté son nom. Appelez cela la solidarité internationaliste ou ouvrière comme vous voudrez.

On a ajouté 39 articles.

Un petit complément sur la Grèce.

- La victoire sans appel du non aux mesures antisociales de la troïka est une victoire pour l'ensemble du prolétariat européen contre l'oligarchie financière, le capital...

- Les tâches que le prolétariat grec doient accomplir : Se mobiliser, s'organiser afin de présenter ses revendications au gouvernement en exigeant qu'ils les satisfassent...

- Attention à ne pas prêter au peuple grec un niveau de conscience politique qu'il n'a pas encore atteint. Lui expliquer que si ses revendications sociales ne peuvent pas être satisfaites dans le cadre des institutions en vigueur, il doit s'en débarrasser et prendre le pouvoir en créant ses propres organismes indépendants de pouvoir politique... C'est la perspective politique qu'il doit se donner pour se donner les moyens de rompre avec l'euro et la troïka, l'Otan et l'Onu...

Sur la situation en Grèce. Extrait d'un article publié par Le Grand Soir le 4 juillet.

Regardez où en est le peuple grec en Mars 2014 (express.be) : « 34,6% de la population vit dans la pauvreté ou dans l'exclusion sociale, ou est susceptible d'y glisser (chiffres 2012).

- Depuis le début de la crise, le revenu disponible des ménages a chuté de 30%.

- 34,8% des ménages grecs ont des arriérés à l'égard de l'Etat, des banques, de la sécurité sociale ou d'autres services publics.

- Plus de 40% pensent qu'il ne seront pas en mesure de remplir leurs obligations financières cette année.

- Le Service public de fourniture d'électricité coupe l'approvisionnement électrique de près de 30.000 familles et entreprises chaque mois en raison de factures impayées.

- Depuis le début de la crise, le chômage a augmenté de 160%. Près de 3,5 millions d'employés travaillent pour soutenir 4,7 millions de chômeurs et d'inactifs.

- Les chômeurs reçoivent une indemnité de chômage de 360 euros pendant les 12 premiers mois de leur chômage. En conséquence, seulement 15% des 1,4 millions de chômeurs reçoivent des prestations. Les travailleurs indépendants (25% du nombre total de personnes actives) n'ont pas droit à ces prestations.

- Les transferts sociaux devraient être réduits de 18% cette année. Le budget de la santé a été réduit de 11,1% entre 2009 et 2011. Aucun pays de l'OCDE n'a réalisé une coupe aussi importante sur ce budget.

- La pension moyenne de base se monte à moins de 700 euros, et depuis 2010, elle a été réduite d'un quart. Il est prévu que ce montant soit encore réduit de moitié sur les prochaines années.

- Pour 48,6% des ménages, la pension est la principale source de revenus.

- Selon une étude de l'Université d'Athènes, 12,3% des Grecs souffrent de dépression clinique. Ils n'étaient que 3,3% en 2008.

- Environ 800 000 personnes vivent sans accès aux soins de santé et dans certaines régions, des organisations humanitaires telles que Médecins du Monde ont dû se substituer au système de santé national pour fournir des soins et des médicaments aux personnes les plus vulnérables.

- La réduction du nombre de seringues et de condoms disponibles pour les toxicomanes a provoqué une forte hausse des cas d'infection au VIH, les faisant passer de 15 en 2009 à 484 en 2012.

- Les chercheurs notent également une augmentation de 21% du nombre d'enfants mort-nés, qu'ils ont attribuée aux restrictions d'accès aux soins prénatals.

- La mortalité infantile a augmenté de 43% entre 2008 et 2010.

- Enfin, le taux de suicide est également en hausse, et alors qu'on en avait compté 400 en 2008, on a dénombré 500 cas de suicides en 2011. » Fin de l'extrait.

Edifiant, n'est-ce pas ? C'est la raison pour laquelle rien ni personne ne pouvait empêcher la victoire du non dimanche. Hier soir je me suis dit en comparant les revenus en Grèce et en Inde, que certaines couches de travailleurs en étaient rendues au même point en Grèce qu'en Inde, à ceci près que les prix sont beaucoup plus élevés en Grèce, donc la situation encore plus dramatique, surtout avec des besoins beaucoup plus développés qu'en Inde.

Personnellement je suis plus près de la situation des Grecs pour avoir un revenu très bas et un mode de vie plus proche d'un Grec

ou un occidental qu'un Indien puisque j'ai davantage de besoins, je fume, je bois de l'alcool, je mange de la viande et des légumes, j'ai un ordinateur, un climatiseur, tout cela revient cher, c'est peu de choses en réalité parce que je me passe de bagnole, de télé, d'un tas d'appareils dont je n'ai pas besoin, j'achète le stricte nécessaire, je ne prends jamais de vacances et je ne suis pas allé en France depuis 13 ans, je n'ai même pas le téléphone international chez moi pour téléphoner à ma mère, trop cher.

Tenez je suis allé à la banque samedi matin et j'ai appris que le taux d'intérêt qui rémunère mon petit capital est passé de 9,05% à 8,25%, j'ai fait un rapide calcul cela va représenter à partir du mois d'août une baisse mensuelle de revenu de 1,500 roupies, bref, on va s'appauvrir un peu plus, comme quoi je ne raconte pas de blague.

La causerie du matin

On mettra en ligne de nombreux nouveaux articles plus tard dans la journée.

Le mot du jour après le référendum grec : Soyons lucide ou restons-le en toute circonstance.

Vidéo

Christophe Oberlin: « Aucun bâtiment détruit n'a été réparé à Gaza »
https://www.youtube.com/watch?v=tIIRB-oO3nk

Sortez vos mouchoires

- En bordure de Gaza, les Israéliens ont appris à vivre avec les tirs de roquettes - AFP

Dossier grec

Voter non allait de soi puisque ce scrutin permettait aux travailleurs d'infliger une défaite politique à leur pire ennemi la troïka, le capital financier qui trône au sommet du capitalisme mondial, et la manière dont ses résultats seraient interprétés et récupérés était une autre question, tout en sachant que d'une manière ou d'une autre le peuple grec en sera dépossédée dans les conditions actuelles, dans la mesure ou Syriza et le gouvernement grec n'entendent pas rompre avec l'euro et l'UE, mesures qui devraient s'inscrire dans le prolongement des résultats de ce scrutin qui a signifié le refus par les travailleurs grecs de nouveaux sacrifices, mais qui hélas demeureront à l'état virtuel ou de devenir en l'absence d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses grecques pour poursuivre le processus politiqueengagé qui aurait pu sinon aboutir à l'avènement d'une République sociale ou un Etat ouvrier, premier maillon des Etats-Unis socialistes d'Europe ou la fédération des République sociale d'Europe, on en est loin...

La réaction avait mobilisé toutes ses troupes.

Les médias ont mené une propagande acharnée, tonitruante, hystérique, féroce en faveur du oui, tout comme le patronat, tous les gouvernements de l'UE et bien entendu la troïka. Jusqu'à la dernière minute ils prévoiront des résultats "*serrés*" coïncidant avec ceux trafiqués des instituts de sondages qui ne sont plus que des instruments de manipulation des consciences au service du néolibéralisme.

La suite plus loin à partir des faits, déclarations, commentaires.

Quelques heures avant...

- Référendum grec : l'heure du choix a sonné ! - Francetv info

- Référendum grec : Tsipras joue son avenir politique - Francetv info

- Sur l'île grecque d'Hydra, les hôteliers déplorent un référendum « perdant-perdant » - LeMonde.fr

- Les Grecs votent, "coincés entre le loup et le lion" - AFP

Immédiatement après ils embrayaient sur le même registre.

- Avec la victoire du non, la Grèce entre dans une zone grise - AFP

Mauvais perdant, hargneux, menaçant.

- Alexis Tsipras est "un menteur et un vrai démagogue" selon Xavier Bertrand - Francetv info

- Le président du Parlement européen Martin Schulz commente la victoire du "non" au référendum grec.

"Le Premier ministre Alexis Tsipras pense être en meilleure position pour les négociations, mais je pense qu'il se trompe. Il y a 18 autres membres de l'UE qui étaient d'accord avec les propositions [formulées aux Grecs]. Les Grecs ont dit non, c'est la démocratie. Il appartient maintenant au gouvernement grec de faire des propositions qui arrivent à convaincre les autres gouvernements européens (...). Je pense que le quotidien des Grecs va empirer de jour en jour." AFP 05.07

Les résultats du référendum.

- Référendum grec: le non l'emporte avec 61,31%, selon des résultats quasi-définitifs - Francetv info

Jusqu'au bout, les sondages ont annoncé un résultat serré. Mais le camp du "non" a pourtant remporté une large victoire (61,31%) lors du référendum sur l'avenir de la Grèce, dimanche 5 juillet. Le "oui" n'a recueilli que 38,69%, selon les résultats quasi-définitifs publiés par le ministère de l'Intérieur. Le taux de participation a atteint 62,5%, alors qu'un minimum de 40% était nécessaire pour assurer la validité du scrutin.

C'est une victoire politique pour le gouvernement de la gauche radicale d'Alexis Tsipras, qui a soutenu le non pour "renforcer son pouvoir de négociation avec l'Europe" et conclure un accord avec les créanciers sur l'avenir financier de la Grèce. Lors d'une allocution télévisée, le Premier ministre grec a d'ailleurs assuré que cette fois, "la dette sera sur la table des négociations" avec ses créanciers internationaux. Mais ces résultats précipitent la Grèce, mais aussi l'Union européenne, dans l'inconnu. Et le ministre de l'Economie allemand a déjà indiqué que de nouvelles négociations avec la Grèce sont "difficilement imaginables".

Un sommet exceptionnel de la zone euro se tiendra mardi soir pour discuter de la situation de la Grèce. Francetv info 06.07

En complément. Tsipras rassure le marché.

- Référendum grec : Tsipras écarte l'idée d'une "rupture avec l'Europe" - Francetv info

- Grèce : Alexis Tsipras veut retourner rapidement à la table des négociations - LeMonde.fr

Cadeau au camp du oui !

- La Grèce propose une amnistie fiscale sur les avoirs en Suisse - Reuters

En famille. Ce n'est pas Macron qui le contredira.

- Grèce: si le non gagne, il faudra reprendre des discussions estime Macron - AFP

Emmanuel Macron a jugé dimanche que "quelle que soit" l'issue du référendum en Grèce, les Européens devaient "reprendre des discussions politiques" avec le pays. AFP 05.07

Le Premier ministre Alexis Tsipras et le président grec Prokopis Pavlopoulos rassurent la troïka

- "Le mandat que vous m'avez confié n'est pas celui d'une rupture avec l'Europe, mais un mandat pour renforcer notre position aux négociations", a réagi le Premier ministre Alexis Tsipras, lors d'une allocution télévisée. Un Eurogroupe et un sommet de la zone euro sont prévus mardi.

Lors d'un entretien avec Alexis Tsipras, le président grec Prokopis Pavlopoulos a indiqué que la Grèce "a été et sera toujours membre de l'Union européenne et de la zone euro", selon le quotidien grec Kathimerini. AFP 05.07

Commentaires d'internautes grecs sur le blog grec okeanews.fr

1- "Le journaliste est tellement dégoûté qu'il n'a même pas pris le soin d'écrire son article ni même de ponctuer sa phrase unique d'un point ! Je l'entends d'ici penser "pourtant...on a tout fait pour leur embrumer le cerveau."."

Alors soyez conséquent et boycotter les médias institutionnels, je m'en passe depuis 6 mois et ils ne me manquent pas. Ce

qui manque à la population c'est le courage, la détermination ou la volonté de tirer les enseignements de ses expériences, peut-être parce qu'il lui manque un guide pour lui ouvrir la voie...

2- "Trop souvent l'on nous présente le néo-libéralisme comme un principe unique et universel, quelque chose qui irait dans le sens de l'Histoire, comme une sort de fatalité. C'est rigoureusement faux, il ne s'agit que d'une construction idéologique fabriquée de toutes pièces par des technocrates afin de servir les intérêts d'une petite élite, de quelques grandes familles. Et comme d'autres idéologies, il ne peut se maintenir que par la foi de ses adeptes, et celle que lui accordent les masses silencieuses, et à présent le fragile édifice est en train de se fissurer."

Cette "fatalité" n'est pas brisée, pour qu'elle le soit il faut rompre avec l'euro et l'UE... et le capital.

3- "Bravo au peuple grec qui nous rend un peu de notre dignité... vue la tronche que vont tirer nos élites et nos énarques ça ne fait que confirmer le bien fondé de ce résultat..."

4- "Si le non l'emporte c'est le signe que la désinformation et le bourrage de crane du lobbying de la finance perd de son influence."

Sous le poids des privations ou de sacrifices insupportables, c'est normal.

Pas si vite, la désinformation va continuer de faire des ravages dans tous les autres domaines, parce que le peuple grec sera incapable de tirer tous les enseignements de cette expérience en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou communiste qui les exprimeraient et les mettraient à sa portée.

On a pu observer que les masses étaient sujettent à l'amnésie ou qu'au fil du temps elles perdaient progressivement la mémoire de ses expériences passées, qu'elles avaient tendance à régresser pour retourner à son état d'ignorance initial, d'où la nécessité de les réarmer théoriquement et politiquement en permanence. Ceci s'applique aux nouvelles générations de préférence.

5- "Quand on pense ce que disaient la plupart des médias français, vendredi, aidés de leurs instituts de sondages foireux..."

Mais c'est cela être Charlie !

6- "Si le non l'importe, cela veut dire que l'embargo bancaire décrété par Draghi, et toute la propagande anti-grecque, anti-Tsipras, pro-austérité... digne des années 30, auront été vaines et que le peuple aura résisté aux pressions extérieures."

Parce qu'il est acculé, les conditions objectives (leur condition de vie déplorable) finissent par l'emporter sur les conditions subjectives (sondages et médias, discours des partisans du oui).

7- "La souveraineté du peuple face au diktat des créanciers. Tsipras n'a fait que revenir aux fondamentaux de la démocratie athénienne d'autrefois, dans sa terre natale, pour mettre les exigences des créanciers devant l'esprit de la délibération et de la consultation. C'est le miracle grec qui a engendré la démocratie, la philosophie... Stoïciens et stoïques!"

Que d'illusions ! Un conseil, ne croyez pas aux miracles !

8- "Juncker propose que la Grèce soit gouvernée par des technocrates européens, il aime la démocratie celui-là."

9- "Si le non l'emporte qu'il soit un exemple pour les populations d'Europe encore sous le joug des banques. Que les peuples soient souverains !"

Un peuple souverain sans direction incarnant réellement ses besoisn risque de s'égarer, c'est même inévitable...

En famile. Mimétisme. Quand ils remettent le sort du peuple grec entre les mains de ses pires ennemis, les chefs d'Etat et les autorités de l'UE, vassaux ou porte-parole de la troïka ou de l'oligarchie financière.

Au «Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI», Jean-Luc Mélenchon a appelé de ses vœux la réunion d'une «conférence européenne des dettes souveraines» à l'initiative de la France, dans le cadre d'une «gestion apaisée» du dossier. Rappelant que la Grèce ne veut pas quitter la zone euro, comme l'a toujours dit le premier ministre grec... lefigaro.fr 05.07

Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, dans un communiqué : J'appelle à la tenue d'une conférence de la zone euro dédiée à la restructuration des dettes souveraines, dont la gestion, rééchelonnée, pourrait faire l'objet d'une politique commune". (communiqué) AFP 05.07

Consensus. Le peuple grec doit continuer de régler la dette des banquiers quoi qu'il arrive.

- Référendum grec: réactions politiques en France - AFP

Grille de lecture.

- Vous constaterez que Les Républicains, l'UDI, le MoDem, le PS, le MRC, le PRG, Debout la France et le FN tiennent le même discours : les Grecs doivent continuer de régler cette dette qui n'est pas la leur, c'est nous qui précisons.

- Parmi eux à l'instar du Front de gauche et EELV, certains réclament un aménagement de la dette publique grecque et non son annulation pure et simple.

- Tous à l'exception du NPA cité plus bas et du FN appellent à de nouvelles négociations entre le gouvernement grec et la troïka ou s'en remettent à Hollande qui n'a cessé de soutenir la troïka contre le peuple grec, alors qu'on en connaît déjà le contenu ou les contours dévoilés quelques jours avant le référendum par Tsipras, qui dans une lettre adressée à la troïka indiquait qu'il était prêt à accepter toutes ses conditions, y compris le report de l'âge du départ à la retraite de 65 à 67 ans et l'augmentation de la TVA à condition que la première mesure soit reportée au mois d'octobre prochain, et que la seconde fasse l'objet d'amendement à la marge, ce qui reviendrait si un tel accord était conclu sur cette base dans les jours à venir, qu'il trahirait le mandat qui lui a été confié ce dimanche par les travailleurs grecs qui se sont prononcés majoritairement pour le rejet pur et simple des ces mesures antisociales.

- Tsipras osera-t-il ouvertement réaliser un tel déni de la démocratie ? A-t-il le choix dès lors qu'il n'entend pas rompre avec l'euro, l'UE, le capital ? Il faut rappeler que c'est l'intransigeance ou le refus catégorique de la troïka d'accepter le moindre aménagement ou amendement aux dernières mesures qu'elle avait soumises au gouvernement grec, qui avait conduit ce dernier à recourir à un référendum.

Cela dit, elle pourrait finalement les accepter puisqu'un tel accord signifierait sa victoire sur le non ou la volonté exprimée par le peuple grec, compte tenu que son contenu est entièrement tourné contre les travailleurs grecs au profit des créanciers de la Grèce.

C'est ce qui nous a amené à affirmer dans une précédente causerie que finalement ce référendum n'avait été qu'une vaste mascarade orchestrée par Tsipras avec la complicité de la troïka pour enfumer le peuple grec et lui faire endosser la responsabilité des décisions que pourraient prendre le gouvernement contre ses intérêts.

Maintenant que la troïka ait cru un instant qu'elle pourrait obtenir la victoire du oui par le biais d'un matraquage médiatique et de sondages truqués, c'est possible et logique car dans ce cas-là cela aurait contraint Tsipras à démissionner, s'en débarrasser étant son objectif politique afin d'installer un gouvernement de technocrates à sa solde, solution avancée par Juncker, dans le cas contraire si le non l'emportait, la situation ne serait pas aussi catstrophique que cela, car il ne lui resterait plus qu'à reprendre les conditions qui figuraient dans la lettre que Tsipras lui avait adressée.

On s'aperçoit ici que quel que soit les résultats de ce référendum, les deux scénarios que la troïka avait imaginés lui étaient favorables, et qu'il n'y avait pas lieu pour elle de s'inquiéter, ajoutons, au-delà des déclarations enflammées et alarmistes des partisans et des représentants de la troïka qui faisaient partie de cette cynique comédie pour tromper les naïfs ou le peuple grec sur ses véritables intentions, qui évidemment demeureraient inchangées puisque les conditions n'existaient pas pour la contraindre à en changer ou envisager que les Grecs rompent avec l'euro et l'UE.

Autres enseignements à tirer des résultats de ce référendum.

C'est une défaite pour les staliniens du KKE qui avaient appelé à voter nul, et qui va alimenter la crise dans leurs rangs. Encourager par cette défaite de la troïka qui va alimenter la lutte des classes, on peut prévoir que les travailleurs grecs vont se mobiliser pour faire pression sur le gouvernement pour exiger qu'ils satisfassent leurs revendications, ce dont il sera incapable puisqu'ayant choisi de satisfaire celles de la troïka.

Un dernier élément. Dans un sondage grec récent, en cas d'élections législatives anticipées le Pasok (le PS grec) était donné aux alentours de 3,5% alors qu'il faut 3% pour entrer au parlement, ce qui signifie que le Pasok est liquidé. Or, on nous a toujours expliqué, les trotskystes du POI notamment, qu'il était indispensable au mouvement ouvrier, etc. la preuve est faite du contraire et qu'une nouvelle fois leur théorie et stratégie étaient foncièrement erronées, ce qui nous fait dire au regard du nombre de fois où ils nous ont sorti des théories et stratégies foireuses que leur légitimité à se réclamer du trotskysme était pour le moins douteuse ou usurpée, à force la quantité se transformant en qualité il faut bien en tirer des leçons politiques, c'est la moindre des choses nous semble-t-il, eux ils en seront toujours incapables pour estimer représenter la vérité incarnée qui rime désormais ouvertement avec leur faillite politique.

Réactions politiques à la victoire du non au référendum grec dimanche:

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS: "Une seule solution: la négociation" (Twitter).

Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale: "Pour tous les amoureux de l'Europe, la sortie de la Grèce de la zone euro ne peut être considérée comme une option. Dès demain, les négociations doivent impérativement reprendre entre le gouvernement d'Athènes et les institutions créancières. (...) Si l'Europe s'entête dans ses dérives, les effets récessifs des politiques d'austérité continueront à produire le ressentiment populaire au sein de nombreux pays. Plus que jamais, il y a urgence européenne. J'appelle à la tenue d'une conférence de la zone euro dédiée à la restructuration des dettes souveraines, dont la gestion, rééchelonnée, pourrait faire l?objet d'une politique commune". (communiqué)

Jean-Marc Ayrault, ancien Premier ministre: "Les Européens doivent se retrouver vite pour trouver ensemble la voie d'un accord fondé sur la solidarité et la responsabilité " (Twitter)

Arnaud Montebourg, ancien ministre PS: "Hommage au peuple grec qui sait défendre non seulement son juste intérêt mais également l'intérêt de tous les Européens". (Twitter)

Jérôme Guedj, ancien député PS "frondeur": "Je dis BRAVO au peuple grec d'avoir montré la voie et d'avoir dit qu'il est possible de tenir tête à ces règles" (sur twitter)

Pouria Amirshahi, député PS "frondeur": "La France doit saisir le moment pour choisir une stratégie enfin assumée de réorientation. La France a jusqu'ici adopté une stratégie de médiatrice. Il est temps désormais que le Président de la République choisisse un chemin : celui attendu par les français qui lui avaient confié le mandat en 2012". (communiqué).

Jean-Luc Laurent, président du Mouvement républicain et citoyen: "Il faut cesser d'abreuver le continent de fausses informations sur la situation de la Grèce mais il faut aussi prendre en compte l'impossibilité pour les Etats européens d'assumer les solidarités, les contraintes et les interdépendances qu'implique une monnaie unique. Prenons une année pour réinitialiser l'Euro en transformant la monnaie unique actuelle en une monnaie commune". (communiqué)

Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche: "La réponse du peuple grec aux négociations européennes sur la crise de leur dette nationale doit être entendue et impose la réouverture d'une nouvelle négociation équilibrée. Si le devenir de l'Union européenne passe par la prise en compte de la volonté des peuples, il revient aussi à Alexis Tsipras de ne pas oublier la vocation européenne de son pays qui a, dans les dernières décennies, beaucoup bénéficié de l'Union. Le PRG voit par ailleurs, dans la victoire du non, un désaveu du positionnement allemand et demande que le Président de la République française prenne la tête des discussions". (communiqué)

Eva Joly, ancienne candidate EELV à l'élection présidentielle de 2012: "Bravant les pressions des partisans de l'orthodoxie budgétaire, le peuple grec a dit non à l'austérité et au dogmatisme, pas à l'Europe" (Twitter)

Cécile Duflot, député EELV de Paris: "Les dirigeants européens seront regardés par l'histoire. Il ne faut pas lui manquer et retrouver le chemin de la solidarité et du respect". (sur Twitter)

Jean-Luc Mélenchon, ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle: "C'est la victoire d'une méthode et l'échec d'un projet sournois et calamiteux. La crise a été provoquée de manière absolument délibérée par l'Eurogroupe. (...) Il y a une tentative de putsch contre (Alexis) Tsipras, c'est un coup d'état financier et j'assume mon propos. (...) Le jeu est fini, vous avez perdu, cette fois-ci c'est le non. (...) Maintenant il faut parler sérieusement du fait que les dettes souveraines en Europe ne sont pas remboursables, il faut une conférence européenne des dette souveraines". (sur LCI/RTL/Le Figaro)

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF: "Le peuple grec vient de refuser, avec un "OXI" écrasant (59,7%) l'ultimatum lancé par les créanciers (...) Les chantages financiers et mesquineries politiques n'auront pas eu raison du souffle de dignité et de liberté qui a envahi le berceau de la démocratie. (...) Je mets en garde contre toute nouvelle entreprise de pression politique et financières sur le peuple grec. Le respect des choix souverains des peuples doit être la règle à l'avenir, et le point de départ des futures négociations". (communiqué)

André Chassaigne, président du groupe Front de gauche à l'Assemblée: "Le peuple grec a courageusement dit "Non" aux diktats de la Troïka, "Non" à l'Europe de l?austérité générale et absolue, "Non" à l'Europe des financiers (...) Il revient au président de la République François Hollande de faire entendre une autre voix, celle de la raison et de la solidarité avec le peuple grec. C'est pourquoi, dans la perspective des prochaines échéances et négociations européennes, il lui revient de rappeler qu'il n'hésitera pas à user de son veto en cas de tentative d'exclusion de la Grèce de la zone euro". (communiqué)

Nouveau parti anticapitaliste (NPA): "Le NPA salue la volonté du peuple grec d'en finir avec l'austérité permanente, qui ne sert qu'à remplir les coffres forts des banques et de la finance mondiale. (...) Pour le NPA ce vote met à l'ordre du jour la mise en oeuvre d'une politique anticapitaliste par l'annulation de la dette, l'expropriation des banques, la renationalisation des

services publics privatisés, l'augmentation des salaires et des pensions de retraite en s'appuyant sur les mobilisations du monde du travail pour imposer la rupture des négociations biaisées avec la Troika et faire cesser la dictature de la BCE". (communiqué)

François Fillon, ancien Premier ministre (Les Républicains): "C'est le choix d'un peuple souverain qui doit en assumer toutes les conséquences. La réponse de l'Union Européenne doit d'abord être celle de l'unité. C'est à la France et à l'Allemagne de prendre les initiatives nécessaires pour assurer l'unité et la cohérence de la zone euro. Les discussions avec le gouvernement grec doivent être guidées par deux principes : 1/La Grèce est en Europe et tout doit être fait pour qu'elle y reste. L'Europe est une famille dont l'unité est la clé de l'avenir. 2/Le maintien de la Grèce dans l'euro ne doit pas conduire à bafouer tous les engagements pris par les états membres, à réduire à néant les efforts réalisés par l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande et à faire supporter aux peuples européens des charges aussi injustes qu'indues". (communiqué)

Dominique Bussereau, député Les Républicains: "Si le non l'emporte ce n'est pas la victoire de la gauche extrême mais une défaite de la Grèce moderne et un risque de chaos" (sur Twitter)

Nathalie Kosciusko-Morizet, vice-présidente déléguée des Républicains: "Il semble se confirmer que les Grecs ont voté non au référendum organisé aujourd'hui. Ce choix, je le regrette. Mais c'est la décision souveraine des Grecs. Elle ne peut pas être remise en cause. En revanche, nous devons redire avec force que le référendum grec engage les Grecs, et seulement eux. Il n'engage pas les Français. Ni les autres Européens. Ce n'est pas aux Français d'assumer le choix que viennent de faire les Grecs. (...) François Hollande n'a pas de mandat pour imposer aux Français une nouvelle pression fiscale, étalée sur des décennies pour satisfaire aux caprices de Monsieur Tsipras. Aussi je demande que toute nouvelle concession soit soumise à l'approbation du Parlement". (communiqué)

Eric Woerth (Les Républicains): "La Grèce a vraiment choisi de sauter dans l'inconnu(..), et je pense qu'il faut qu'il y ait beaucoup d'initiatives de la part de la zone euro, sans la Grèce, pour regarder quelles conséquences tirer, et il faut à ce moment poser la question de savoir si on accompagne la Grèce vers sa sortie de l'euro, puisque qu'elle l'a décidée ce soir. (...) Et personne n'a voulu humilier le peuple grec, mais en même temps, les autres peuples ne doivent pas être humiliés non plus". (sur BFM-TV)

Hervé Morin, président du Nouveau centre: "Si le non l'a vraiment emporté, les Grecs ont fait un choix et il leur appartient maintenant de l'assumer. (...) Il n'appartient pas aux autres peuples européens de faire les efforts que les Grecs ne veulent pas faire. Je suis donc favorable à la sortie de la Grèce de la zone euro qui malheureusement risque de connaître le même chaos qu'ont connus les Chiliens ou les Argentins à d'autres époques. (...) La leçon grecque doit en revanche nous conduire à remettre les institutions européennes sur la table afin qu'à une monnaie unique correspondent les institutions politiquement intégrées et donc à des politiques économiques et fiscales communes". (communiqué)

François Bayrou, président du MoDem: "Le "non" au référendum en Grèce présage de jours bien difficiles pour la Grèce et pour l'Europe. Par ce "non", nous sommes entrés dans la zone des tempêtes. (...) La question majeure pour l'économie d'un pays, c'est de savoir si la confiance règne. Or la Grèce a fait un pas de plus vers une période de grave et durable incertitude. Une telle déstabilisation ne présage rien de bon et débouche, contrairement aux promesses, sur une sortie plus ou moins brutale de ce pays de la zone euro". (communiqué)

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France: "Ce soir, Debout la France célèbre avec joie et fierté la victoire du peuple grec, digne et courageux. (...) La démocratie a gagné. Elle a gagné contre la terreur des pseudo-experts, contre l'esprit vichyste qui règne à Bruxelles, Paris et Berlin qui non contents d'avoir mené la Grèce au désastre, préfèrent la voir détruite plutôt que de reconnaître ses erreurs. (...) Un plan B existe. François Hollande n'a aucun mandat des Français pour continuer à gâcher nos impôts dans des plans incapables de redresser la Grèce". (communiqué)

Marine Le Pen, présidente du FN: "C'est un Non de liberté, de rébellion face aux diktats européens qui veulent imposer la monnaie unique à tout prix, via l'austérité la plus inhumaine et la plus contre-productive. C'est un Non de liberté face à la propagande abjecte. Ce Non est donc une excellente nouvelle, qui montre que les peuples n'entendent pas se faire piétiner sans réagir par les tenants fanatiques de l'Union Européenne. C'est aussi l'espérance pour le contribuable français de ne plus avoir à sortir une nouvelle fois le chéquier pour verser quelques milliards supplémentaires dans le trou sans fond de la dette grecque et de l'euro". (communiqué)

Florian Philippot (Front national): "C'est le début de la fin de la zone euro, on a démontré que l'Union européenne n'est pas irréversible, et c'est la première fois dans l'Histoire que cette machine infernale trouve un peuple face à elle soutenue par un gouvernement, pour le plus grand bonheur des peuples". (sur BFM-TV) AFP 05.07

En complément.

Mélenchon porte-parole zélé de l'euro et de l'UE.

Vous comprendrez pourquoi en choeur les médias institutionnels favorables au "oui" lui ont offert généreusement une tribune hier.

- Mélenchon appelle la France à "empêcher l'expulsion de la Grèce de la zone euro" - AFP

Le voilà une énième fois qui s'en remet à Hollande, à croire qu'il aurait pu faire un bon Premier ministre...

Renversant !

- Présidentielle de 2017 : Jean-Luc Mélenchon prêt à être candidat «par devoir» - 20minutes.fr

Mélenchon - L'ancien candidat du Front de Gauche à la présidentielle de 2012 a redit ce dimanche son désir d'être candidat pour « renverser la table »… 20minutes.fr 05.07

Comment, après en avoir profité si longtemps elle ne serait plus bonne ? Trop bien gavé, en vieillissant on finit par avoir des aigreurs d'estomac et on accuse ceux qui vous ont si bien nourri d'en être responsables, ingrat, va !

EELV n'est pas en reste et vole au secours de l'UE.

- Grèce: Cosse accuse Hollande de n'avoir "pas été à la hauteur de l'enjeu" - AFP

Elle a fustigé "chaque dirigeant européen qui préfère cultiver son petit égoïsme national plutôt que de se battre pour que l'Europe reste l'Europe". "Nous voulons que la Grèce reste dans l'euro", a lancé Mme Cosse. AFP 05.07

Le HuffPost lâche le morceau ou confirme notre analyse :

- ... voter "non signifie mettre la pression pour un meilleur accord." Oui à l'Europe, mais pas n'importe laquelle (Le HuffPost 05.07), autant dire que les arguments avancés par Emmanuelle Cosse (secrétaire nationale d'EELV) sont du domaine de l'imposture en emboîtant le pas à Tsipras "il faut remettre la finance à sa place et batailler" (AFP 05.07), c'est le refrain qu'on entend depuis des décennies et qui a permis à l'oligarchie financière de renforcer considérablement son pouvoir sur l'UE, puisque la totalité des chefs d'Etat et de gouvernement lui sont acquis, y compris Tsipras qui est en train d'en faire la démonstration.

Les tractations de marchands de tapis vont pouvoir reprendre.

- Grèce : les options de la BCE - latribune.fr

Lundi 6 juillet, la BCE va se réunir pour examiner la demande de relèvement du plafond des liquidités d'urgence de la Grèce. Une réunion cruciale. Revue des options.

Le « non » grec, franc, clair et massif pose désormais un problème d'envergure à la BCE. Lundi 6 juillet, le conseil des gouverneurs de l'institution de Francfort va se réunir pour examiner une nouvelle fois la demande de la Banque de Grèce déposée ce dimanche de relever le plafond de la liquidité d'urgence mis à la disposition des banques helléniques dans le cadre du programme ELA. Or, de cette décision dépend très concrètement l'avenir de la Grèce dans la zone euro. Quelles sont les options possibles ?

Première option (la plus probable) : ne rien faire

La première option est que la BCE considère qu'il n'y a pas de changement. C'est l'option qui est jugé la plus crédible ce soir. La possibilité d'un accord reste la même qu'avant le « non », les négociations continuent et la BCE tient à en attendre l'issue. Elle maintient donc l'accès à l'ELA à son niveau actuel. Rien de changé, donc. Mais en réalité, le processus de sortie de la Grèce de la zone euro a déjà commencé avec le gel du niveau de l'ELA la semaine passée. Progressivement, la Grèce se détache de l'euro. Les transactions électroniques sont interrompues et, ce dimanche soir, Yanis Varoufakis, le ministre grec des Finances a annoncé l'émission de titres de créances de l'Etat ayant valeur monétaire (les « IOU »), qui ne sont rien moins qu'une monnaie parallèle. Autrement dit, un gel de l'ELA continue le processus de divorce entre la Grèce et la zone euro.

Deuxième option (possible) : augmenter les décotes sur les collatéraux

Mais le Conseil des Gouverneurs de la BCE peut considérer qu'il reste un espoir d'accord compte tenu de la réunion de l'Eurogroupe et des dirigeants de la zone euro mardi 7 juillet, mais aussi des déclarations d'Alexis Tsipras appelant à des discussions. Comme cet espoir n'est pas certain, cependant, il peut estimer que la valeur des titres déposés par les banques grecques en garantie (collatéraux) pour obtenir les crédits de l'ELA (rappelons que cet argent n'est pas « donné » aux banques) est dégradée puisque le risque de défaut grec est plus élevé. Une grande partie de ces titres sont en effet soit des titres de l'Etat

grec, soit des titres garantis par l'Etat grec.

En conséquence, le CG de la BCE rejettera alors la demande de la Banque de Grèce et durcira les conditions pour avoir accès aux liquidités de l'ELA en abaissant la décote appliquée pour le calcul de la valeur des collatéraux. Dans ce cas, la capacité d'emprunt des banques grecques va se réduire. Compte tenu de l'état des banques grecques, cette décision conduirait encore à un durcissement de la situation sur le terrain, sans doute avec de nouvelles restrictions pour les retraits et des relations financières encore plus difficile entre la Grèce et le reste du monde. Dans ce cas, la BCE n'expulse pas la Grèce de la zone euro, mais elle met la pression davantage sur le gouvernement grec et les Européens pour trouver une solution rapidement. Mais elle prendra le risque d'un « Graccident » si le manque de liquidité conduit à une détérioration de la situation intenable.

Troisième option (peu probable) : couper l'ELA

La troisième option de la BCE serait que le Conseil des Gouverneurs considère que ce « non » réduit à néant toute possibilité d'accord. Il suivrait donc l'avis du vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel qui considérait dimanche soir « qu'Alexis Tsipras a détruit les derniers espoirs d'entente. » Dans ce cas, le défaut est inévitable et les collatéraux des banques grecques ne valent plus rien. L'ELA ne peut donc plus être poursuivie. Les banques grecques se retrouvent alors immédiatement en état de faillite, incapable de fonctionner. Athènes devra alors réagir vite. Il est possible de renflouer les banques avec les dépôts, mais c'est très douloureux socialement et cela ne règle pas le problème de liquidité des banques. La Grèce devrait sans doute nationaliser les banques, mais là encore, il faudra régler le problème de la liquidité. L'émission d'une nouvelle monnaie deviendrait incontournable. La BCE aura expulsé de facto le pays de la zone euro. C'est une option peu vraisemblable compte tenu des négociations encore en cours. Surtout, couper l'ELA nécessite une majorité des deux tiers au Conseil, ce qui est sans doute difficile à obtenir.

Quatrième option (peu probable) : relever le plafond de l'ELA

La dernière option est celle où le Conseil des Gouverneurs considère que le « non » a renforcé la possibilité d'un accord et donne satisfaction aux demandes de la Banque de Grèce. Dans ce cas, les banques grecques pourraient rouvrir rapidement, mais les restrictions aux guichets pourraient rester en place pour éviter une hémorragie des dépôts. Ce serait le scénario le plus favorable à la Grèce et qui écarterait tout risque de Grexit dans l'immédiat. Mais c'est aussi le moins probable compte tenu des réactions au « non » entendu en Allemagne. La BCE ne peut prendre une telle décision avant les réunions de mardi.

Comment éviter le Grexit ?

On le voit, la possibilité d'une sortie de la Grèce de la zone euro reste très élevée. L'option la plus favorable serait celle d'un gel de l'ELA lundi 6 juillet, d'une ébauche d'accord le lendemain et, mercredi, d'un relèvement du plafond de l'ELA par la BCE. Mais le jeu politique européen n'étant pas si simple, la situation peut à tout moment déraper. D'autant, on l'aura compris, que la Grèce glisse progressivement vers la sortie de l'UEM. Surtout, il n'est pas à exclure que les 18 décident de provoquer l'expulsion de la Grèce en ruinant toute possibilité d'accord. Déjà, ce dimanche soir, Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe a jugé « regrettable » le résultat du référendum. Si aucun accord n'est possible, la situation de la BCE deviendra intenable. Elle ne pourra plus guère utiliser l'ELA. Mais elle est tenue - on l'oublie souvent - par les traités à assurer la « stabilité monétaire de la zone euro. » Or, la Grèce est encore dans la zone euro et couper l'ELA pour expulser la Grèce pourrait mettre en cause cette stabilité. La BCE est désormais en première ligne, mais elle est face à une impasse. latribune.fr 05.07

Aucun scénario de sortie de l'UE, normal.

ACTUALITÉ DU JOUR

La France sous occupation militaire

- Vigipirate s'adapte et s'installe dans la durée - AFP

Il faudra faire avec et tant pis pour les allergiques à l'uniforme: Vigipirate, avec ses militaires arme au poing à chaque coin de rue, est à un niveau très élevé depuis les attentats de janvier et va durer en s'adaptant au gré des événements.

C'est une habitude: dans les grandes agglomérations, on les voit souvent partir, fusil d'assaut en main, dans des véhicules lourds siglés Vigipirate. Les militaires gagnent les endroits qui leur ont été dédiés pour la surveillance du jour. Lieux touristiques, gares, églises ou synagogues, où ils sont en permanence de faction, dormant parfois sur place.

Le gouvernement le martèle depuis les attentats parisiens de janvier: tant que la menace terroriste est à son niveau "très

élevé", Vigipirate durera. Pas question de lever la garde, dit-il.

"Rationaliser l'emploi des forces est une priorité", pointe aussi le porte-parole de Beauvau, Pierre-Henry Brandet, qui "salue" l'engagement depuis six mois "de plus de 120.000 policiers, gendarmes et militaires mobilisés". AFP 05.07

Une démocratie militaire, quoi ! Sous l'égide du PS et ses satellites et alliés ou la pseudo-gauche.

Tunisie. L'état d'urgence en réponse à la mobilisation sociale.

- Tunisie : l'usage très politique de l'état d'urgence - lepoint.fr

Samedi 4 juillet, 14 h 20. La présidence de la République tunisienne annonce que l'état d'urgence a été décrété sur décision de Béji Caïd Essebsi, huit jours après le carnage commis par Seifedinne Rezgui à l'hôtel Riu Imperial Marhaba, qui a fait 38 morts. Au 17e jour du ramadan, la Tunisie renoue avec ce texte voulu par Habib Bourguiba le 26 janvier 1978. Le décret 78-50 compte onze articles. Il donne d'importants pouvoirs aux gouverneurs (l'équivalent des préfets). À eux d'interdire les rassemblements, les grèves, la circulation des personnes et des véhicules, d'assigner à résidence des individus… Bref, l'état d'urgence est une boîte à outils qui confère de très larges pouvoirs.

À noter que le premier point évoqué fut celui des grévistes et de "la désobéissance civile" de ceux qui coupent les routes et bloquent la production. lepoint.fr 05.07

FIFA. Déballage. Sarkozy et Platini corrupteur et corrompu.

- Mondial au Qatar : Blatter charge Sarkozy (et Platini) - LeMonde.fr

Alors qu'il a annoncé, le 2 juin, qu'il remettrait son mandat lors d'un congrès électif extraordinaire prévu entre décembre 2015 et mars 2016, le Suisse Joseph Blatter continue à se répandre dans la presse. Dans un entretien au journal allemand Welt am Sonntag, le président de la Fédération internationale de football accuse la France et l'Allemagne d'être intervenues politiquement avant le vote d'attribution, le 2 décembre 2010, des Mondiaux 2018 et 2022, respectivement à la Russie et au Qatar.

« Avant l'attribution des Mondiaux au Qatar et en Russie, il y a eu deux interventions politiques », insiste le patron de la FIFA, qui est actuellement ébranlé par la litanie d'affaires de corruption qui secouent l'institution. Le dirigeant de 79 ans charge ainsi nommément l'ancien président français Nicolas Sarkozy et Christian Wulff, son homologue allemand de l'époque. « Messieurs Sarkozy et Wulff ont essayé d'influencer le vote de leur représentant [le patron de l'UEFA, Michel Platini, et l'ex-icône allemande Franz Beckenbauer]. C'est pourquoi nous avons maintenant une Coupe du monde au Qatar » , avance l'Helvète.

En décembre 2012, lors du Doha Goals, forum mondial du sport organisé dans la capitale qatarie, Nicolas Sarkozy s'était publiquement félicité de la victoire du richissime émirat gazier à l'issue du processus d'attribution du Mondial 2022. Il avait ailleurs milité pour une « adaptation » du calendrier du tournoi planétaire, qui aura lieu de novembre à décembre 2022, en raisons des fortes chaleurs estivales au Qatar. « Ceux qui l'ont décidé [de confier l'organisation du Mondial au Qatar] doivent prendre leurs responsabilités pour cela », insiste le Suisse, qui dit avoir été contraint « d'accepter » le vote de quatorze des vingt-deux membres du Comité exécutif de la FIFA en faveur de l'émirat.

Selon « Sepp » Blatter, la Fédération allemande de football (DFB) aurait reçu la consigne de voter pour le Qatar en raison « d'intérêts économiques ». « Regardez les entreprises allemandes !, pointe le Suisse. Deutsch Bahn [la compagnie ferroviaire allemande], Hochtief [entreprise de BTP allemande] et beaucoup d'autres compagnies avaient des projets au Qatar bien avant que la Coupe du monde soit attribuée. » Platini visé

En accusant Nicolas Sarkozy d'avoir influencé le vote en faveur du Qatar, le président de la FIFA charge surtout son ancien allié et conseiller Michel Platini, le président français de l'Union des associations européennes de football (UEFA), qui hésite à briguer sa succession lors du prochain congrès de la Fédération internationale. L'ex-numéro 10 des Bleus avait notamment prié Blatter de démissionner avant sa réélection pour un cinquième mandat, le 29 mai.

« Je ne dirai jamais qu'ils ont acheté le Mondial, c'était la poussée politique aussi bien en France qu'en Allemagne », avait déjà lancé, en mai 2014, le patron de la FIFA à la Radio-Télévision suisse. M. Blatter faisait ainsi allusion à un déjeuner organisé à l'Elysée le 23 novembre 2010, soit dix jours avant l'attribution du Mondial 2022 au richissime émirat, par Nicolas Sarkozy. Ce jour-là, l'émir du Qatar, Al-Thani, et son premier ministre, ainsi que Sébastien Bazin, représentant de Colony Capital, alors propriétaire du Paris-Saint-Germain, et Michel Platini étaient réunis autour de la table du président français.

Planifiée six mois avant le rachat du PSG par le fonds d'investissement qatari QSI (le président du PSG, Nasser Al-Khelaïfi, est un proche de Nicolas Sarkozy), cette réunion alimente depuis les suspicions de collusion d'intérêts. D'autant que Michel Platini a reconnu avoir voté en faveur du Qatar lors de l'attribution du Mondial 2022, le 2 décembre 2010, à Zurich. A posteriori, Blatter

avait estimé que le choix de confier l'organisation du tournoi planétaire à l'émirat gazier avait été une « erreur ».

Le 3 juin 2014, le journal The Daily Telegraph, relatait que Michel Platini avait rencontré « en secret » le qatari Ben Hammam, l'ex-patron de la confédération asiatique de football et ancien vice-président de la Fédération internationale, accusé par le Sunday Times d'avoir versé plus de 5 millions de dollars (3,7 millions d'euros) de pots-de-vin à des membres de la FIFA. Le quotidien britannique faisait état d'un petit déjeuner pris en commun par les deux dirigeants en novembre 2010, quelques jours avant le vote d'attribution du Mondial 2022 au Qatar. Le patron de l'UEFA se trouvait directement visé, alors que son fils, Laurent, dirige en France Burrda Sports, l'équipementier sportif du Qatar. lemonde.fr 05.07

ACTUALITE EN TITRES

Provocation criminelle des suppôts de Riad et Doha.

- Le bikini, l'accessoire indispensable pour un été réussi - Francetv info

Quand l'Etat sioniste adopte l'Emirat islamique et l'assume.

- Nucléaire : en cas d'accord, l'Iran serait « beaucoup plus dangereux que l'EI » estime Israël - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- Un raid aérien saoudien fait 30 morts dans le nord du Yémen - Reuters

Des frappes aériennes de la coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite ont tué une trentaine de civils sur un marché du nord du Yémen, rapporte dimanche l'agence de presse des Houthis alors que le médiateur des Nations unies est attendu à Sanaa pour des négociations avec les miliciens chiites en vue d'une trêve.

Les Houthis ont de leur côté tiré des roquettes en direction de positions de l'armée saoudienne, ajoute Saba, évoquant la destruction de plusieurs véhicules blindés, dont un char, et la mort d'au moins un soldat saoudien. Reuters 05.07

- L'Etat islamique pourrait supplanter Al Qaïda au Yémen - Reuters

Faire monter d'un cran la barbarie pour briser la résistante des Yéménites, le choix adopté par Washington, Tel-Aviv et Riad.

1.2- Arabie: Un drone saoudien abattu à Zamar - french.irib.ir

Un drone d'espionnage saoudien a été abattu dans la province yéménite de Zamar . les images mettant en scène les restes de ce drone ont été largement diffusées sur les réseaux sociaux. ce sont les unités de la défense anti aérienne de l'armée et des comités populaires yéménites qui ont abattu l'appareil. Al Mamam.net, un site yéménite qui publie ces images ne peut confirmer cette information. french.irib.ir 05.07

2- Turquie

- Erdogan reconnaît avoir soutenu Al-Qaïda, en Syrie - french.irib.ir

Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, a reconnu soutenir, avec la coopération du Qatar et de l'Arabie, les terroristes d'Al-Qaïda, en Syrie, terroristes qu'il appelle «modérés».

«Si ce n'était le soutien de Riyad, d'Ankara et de Doha aux terroristes, qu'ils appellent «modérés», ces derniers n'auraient pas pu réaliser ce qu'ils appellent des « acquis», a écrit le quotidien turc, "Hürriyet".

«Les pays voisins amis ont pris part à la réalisation des acquis des opposants syriens. L'Arabie, le Qatar et la Turquie ont coopéré avec les Etats-Unis et les autres pays, dans la formation et l'armement des opposants "modérés"», a déclaré Erdogan, à son retour d'Allemagne et de Belgique.

Récemment, soutenus par la Turquie, les groupes terroristes takfiris, en Syrie, dont le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, ont attaqué les villes d'Idlib et de Jisr al-Choghour, tuant nombre d'habitants, dont des Druzes. Ces groupes ont pris le contrôle de ces localités. french.irib.ir 05.07

ECONOMIE

Chine

1- L'économie chinoise menacée par une grave crise boursière - latribune.fr

L'ouverture ce lundi des Bourses de Shanghai et Shenzhen permettra de voir si les mesures prises par les autorités chinoises sont suffisantes pour stopper la chute de quelque 30% des indices. Il s'agit d'éviter la panique des millions de petits porteurs qui ayant emprunté pour acheter des actions se délesteraient en masse de leurs titres.

La semaine à venir pourrait être décisive pour les marchés boursiers chinois après la série de mesures sans précédent adoptées ces derniers jours pour tenter d'endiguer la chute des cours, qui menace de déstabiliser la deuxième économie mondiale.

Le gouvernement attend l'ouverture des Bourses de Shanghai et Shenzhen lundi matin pour voir si ces mesures suffiront à interrompre un mouvement qui les a fait chuter de 30% en trois semaines, ou si les investisseurs individuels qui ont emprunté en masse pour spéculer sur les actions continueront de vendre.

La hausse sera de courte durée

Une enquête réalisée sur internet par le distributeur de fonds eastmoney.com ce week-end, à laquelle ont répondu plus de 100.000 personnes, montre que les investisseurs croient à un rebond de plus de 5% lundi. Mais bon nombre d'entre eux estiment que la hausse sera de courte durée. "Il va falloir que la banque centrale ouvre les vannes en grand pour nous ramener à 4.500 points à Shanghai", a déclaré un gérant de fonds local, interrogé par l'agence Reuters.

L'indice phare de la Bourse de Shanghai, qui évoluait à plus de 4.700 points le 25 juin, a perdu 22% depuis, terminant vendredi à 3.684 points. Le marché actions chinois avait auparavant plus que doublé en un an, malgré les signes multiples de ralentissement de la croissance et la dégradation des résultats des entreprises cotées, une évolution qui a conduit de nombreux observateurs, y compris les autorités boursières, à conclure que l'évolution du marché était exagérée.

Le mouvement de baisse amorcé mi-juin a dans un premier temps été présenté comme une correction "saine" mais il est rapidement apparu qu'il était incontrôlable.

Baisse surprise des taux d'intérêt

Une baisse surprise des taux d'intérêt par la banque centrale dimanche dernier, l'assouplissement des règles en vigueur en matière d'opérations sur marge (c'est-à-dire financées par l'emprunt) et d'autres mesures dites de "stabilisation" n'ont pas suffi à rassurer les investisseurs et à freiner les ventes : sur la semaine écoulée, le marché a encore chuté de 12%.

Mais désormais, les plus hautes autorités du pays semblent perdre patience, comme l'ont montré les annonces successives des deux derniers jours : samedi, les principales sociétés de courtage du pays ont promis d'acheter pour au moins 120 milliards de yuans (17,4 milliards d'euros) d'actions et de ne pas les revendre tandis que l'indice composite de Shanghai ne serait pas remonté à 4.500 points.

Quelques heures plus tard, 28 entreprises ont annoncé simultanément le report de leur projet d'introduction en Bourse, des décisions sans doute prises à l'initiative des autorités.

Dimanche, la Commission de contrôle boursier (CSRC) a annoncé que la banque centrale allait fournir des liquidités à la China Securities Finance Corp, une société publique de financement d'opérations sur marges. De son côté, le groupe public d'investissement Central Huijin a dit avoir commencé à acheter des fonds indiciels (ETF) et promis qu'il continuerait de le faire.

Les montants qui seront injectés trop faibles?

Ce bouquet de mesures vise avant tout à montrer aux millions d'investisseurs individuels, qui assurent environ 85% des transactions sur les marchés actions chinois, que les autorités soutiennent la Bourse. Mais rien ne garantit qu'il suffira à interrompre la baisse de celle-ci. Pour Li Feng, trader de Fortune Securities, les montants que les courtiers et les gérants de fonds ont promis d'injecter dans le marché sont faibles par rapport à celui des positions sur marges qui restent à déboucler. Certains analystes estiment que les prêts sur marges, formels et informels, pourraient représenter environ 4.000 milliards de yuans. latribune.fr 05.07

2- Krach : 28 entreprises chinoises suspendent leur introduction en Bourse - latribune.fr

La chute de 30% de l'indice de la Bourse de Shanghai entraîne l'annulation des introductions initialement prévues. Les autorités enquêtent sur une éventuelle manipulation et s'inquiètent des conséquences sur l'économie du pays.

Vingt-huit entreprises chinoises ont annoncé simultanément samedi la suspension de leur projet d'introduction en Bourse, sur fond de baisse rapide des marchés actions dans le pays. Les sociétés concernées ont expliqué que leur décision de reporter leur entrée en Bourse à Shanghai ou à Shenzhen était due à "une volatilité de marché relativement élevée".

Un marché qui avait doublé de valeur en sept mois

Les autorités boursières chinoises ont indiqué qu'elles allaient mené une enquête pour savoir s'il y avait eu une manipulation du marché . Nombre de stratégistes de sociétés financières comme BlackRock, Credit Suisse et Bank of America, avaient alerté sur le risque de bulle des marchés actions en Chine, qui attirent quelque 90 millions d'investisseurs individuels.

Arrestation d'un homme soupçonné de colporter des rumeurs

Par ailleurs, les autorités chinoises ont arrêté un homme soupçonné d'avoir fait circuler une rumeur selon laquelle des personnes auraient sauté du haut d'immeubles en réponse au krach boursier, rapportait dimanche la télévision publique. L'homme, âgé de 29 ans et dénommé Tian, a été interpellé pour "conduite désordonnée", précise la CCTV.

Il aurait écrit vendredi 3 juillet sur les réseaux sociaux qu'un certain nombre de personnes, "à cause du krach boursier, ont sauté du haut des immeubles du quartier financier de Pékin", quartier commercial du centre de la capitale où de nombreux établissements financiers ont leur siège.

Un message effacé par la censure?

Il n'était pas possible dimanche de trouver le message en question sur internet. Il pourrait avoir déjà été effacé par la censure, très stricte sur ce qui peut être dit sur les réseaux sociaux chinois.

Le gouvernement et les autorités financières ont rapidement mis en place un fonds de stabilisation. Ils redoutent qu'une chute du marché ne déstabilise le système financier et ne fragilise plus encore une croissance économique déjà ralentie., qui pourrait être inférieure à 7% cette année. latribune.fr 05.07

Haut de page

Le 7 juillet 2015

CAUSERIE

J'attends la fin de l'épisode grec pour suspendre mon activité politique pour 2 ou 4 semaines, le temps de faire les travaux chez moi qui attendent depuis maintenant 6 mois. Durant cette période on se contentera d'alimenter en articles les différentes rubriques. Je pense que cela laissera indifférent nos lecteurs tout comme ma situation.

En attendant j'ai un peu bâclé la causerie d'aujourd'hui.

Ce sont ceux qui nous gouvernent et sont ultra minoritaires et illégitimes, qui avaient appelé à voter oui au référendum de 2005, qui recourent au 49.3, qui ont versé des centaines de milliards aux banquiers, capitalistes et actionnaires transformés en dette publique, qui appellent à bombarder la Syrie, qui soutiennent le bombardement du Yémen par l'Arabie saoudite, qui sont les

amis indéfectible de l'Etat théocratique, raciste, génocidaire d'Israël, qui soutiennent le régime néonazi de Kiev, etc. qui donnent des leçons de démocratie au peuple grec et à la terre entière.

A entendre leurs déclarations depuis dimanche soir ainsi que celles des représentants de la troïka spécialistes en coup d'Etat, on a l'impression qu'aucun référendum n'a eu lieu en Grèce ou ils se comportent en vainqueurs légitimes pour continuer à imposer leur diktat au gouvernement et au peuple grec qui devraient s'y soumettre, au nom de quoi, de qui, de l'orthodoxie néolibérale qui sert les intérêts de l'oligarchie financière et qu'incarnent l'euro et l'Union européenne.

Ils y sont encouragés par Syriza et le gouvernement grec qui le jour même annonçait une amnistie pour les riches évadés fiscaux et la démission du ministre des Finances dont la troïka et le gouvernement allemand réclamaient la tête, deux mesures contraires au mandat que le peuple grec leur a renouvelé dimanche lors du référendum, signifiant qu'ils n'avaient pas l'intention d'en tenir compte ou de le respecter.

Demeurer sous le joug de l'euro et de l'UE, c'est légitimer le pouvoir de l'oligarchie financière, c'est donc se priver des moyens pour la combattre et la vaincre, c'est capituler ou s'en faire les agents, telle est la véritable nature de Syriza et du gouvernement grec.

Cette expérience prouve qu'il n'existe pas de politique alternative à celle de la troïka adoptée par tous les gouvernements des pays de l'UE, hormis celle qui consisterait à rompre avec le capital, ses représentants ou ses institutions, à avancer sur la voie du socialisme.

Ce qu'on ne veut pas admettre ou comprendre, c'est que la stratégie politique néolibérale adoptée par l'oligarchie financière et appliquée par ses représentants est la seule réponse possible à la crise du capitalisme pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme et permettre aux capitalistes de conserver leur pouvoir et privilèges, leur domination de classe sur les exploités.

Cette stratégie s'articule sur deux axes qui se combinent pour parvenir à leurs objectifs politiques.

Le premier consistait à amarrer l'Etat et l'économie de chaque pays au marché et à ses besoins au détriment de ceux de leur population au moyen de la dette qui ne cesserait d'enfler au fil du temps, en socialisant les pertes et les dettes des banquiers et des capitalistes tout en leur accordant le privilège de conserver leurs profits et de percevoir les intérêts de la dette publique, dont les banquiers privés détenaient le pouvoir de fixer les taux qui seraient supérieurs à ceux qui leur seraient concédés par les banques centrales, permettant ainsi à l'oligarchie financière de s'octroyer une rente à vie, de s'approprier ou de piller par ce biais les richesses produites dans chaque pays, de réaliser un hold up permanent sur l'ensemble de l'économie pour orienter la direction dans laquelle elle devait évoluer, ce qui leur permettrait de s'en assurer le contrôle total ainsi que du pouvoir politique.

Cela devait se traduire par l'adoption de politiques d'austérité dans chaque pays qui allaient rendre encore plus vulnérables les Etats en les affaiblissant une fois devenus entièrement dépendants du marché pour se financer, tout en les dépossédant de leur pouvoir politique au profit d'institutions supranationales mis en place par les oligarques, qui allaient s'en servir pour alimenter, contenir et manipuler les facteurs qui sont à l'origine de la crise du capitalisme, fin de justifier la liquidation des droits sociaux des travailleurs pour mieux les asservir au capitalisme, travailleurs qui se retrouvant sans droits et privés de représentation politique seront réduits à l'état d'esclaves.

Le second consistait à exploiter les contradictions du capitalisme en faillite pour s'en débarrasser à terme ainsi que la lutte des classes, en profitant de la faillite, de la dislocation, de la corruption ou de la neutralisation du mouvement ouvrier international, en recourant à des instruments financiers et des pratiques de type mafieux pour amplifier le processus aboutissant à la concentration du capital ou parvenir à s'accaparer la majorité des richesses produites dans le monde au profit d'une ultra minorité d'ultra riches, de telle sorte que personne ne soit plus en mesure de pouvoir contester leur pouvoir ou de rivaliser avec eux, ce qui devait leur permettre de recourir à des moyens politiques relevant de la dictature ou du fascisme puisque en dehors de tout contrôle démocratique, n'hésitant pas à parrainer la pire des barbaries, violant tous les traités signés par les Etats depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, s'accordant le statut de puissance mondiale au-dessus des Etats, de gouvernement mondial dictant sa politique à ses sujets telle une monarchie absolue ou une dictature implacable basée sur des Etats policiers.

Dans le cadre du capitalisme mondialisé où les législations et les travailleurs du monde entier sont mis en concurrence, il n'y a pas de place pour des réformes sociales dans les pays où les coût de la main d'oeuvre (incluant les acquis sociaux) et de la production sont parmi les plus élevés au monde, où la législation demeure encore trop favorable aux travailleurs, ce qui se traduit par un chômage de masse dans ces pays, la précarité sociale généralisée, la paupérisation de couches entières du prolétariat.

Dans ces pays il est impossible d'envisager un changement de régime et de mettre en oeuvre une politique sociale favorable aux travailleurs en demeurant sous le joug du capitalisme mondialisé et ses institutions, sans les affronter et rompre avec eux. Allons plus loin. Sortir de l'euro et rompre avec l'UE ne résoudrait aucun des problèmes auxquels serait confronté un gouvernement ouvrier révolutionnaire puisqu'une large partie de l'économie demeurerait dépendante du marché mondial.

Dans un monde entièrement dominé par la finance ou l'argent, où tout bien et service sont voués à faire l'objet de marchandisation et

à se retrouver soumis aux lois que leur impose le marché, la marge de manoeuvre d'une République sociale se trouverait extrêmement réduire dans un environnement aussi hostile ou belliqueux, au point qu'il est permis de se poser une question qui semblera évidemment farfelue à la plupart des lecteurs, à savoir que face à un régime économique et politique mafieux régit par des lois rédigées par et pour l'oligarchie financière (Traités transpacifique et transatlantique par exemple) en dehors de tout cadre démocratique (Union européenne), en cas de menace d'un coup d'Etat ou d'une intervention militaire extérieure on pourrait en arriver à décréter l'abolition de la monnaie, brisant ainsi tous les rapports sur lesquels repose la stratégie néolibérale, le pouvoir de la classe dominante, le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, sans attendre que le socialisme se développe puisque les conditions s'y opposeraient, de telle sorte qu'aucun retour en arrière ne serait plus possible.

On nous rétorquera que les conditions ne seraient pas davantage réunies pour passer à un tel modèle de société, que cela engendrerait un chaos et une désorganisation de l'économie indescriptible, ce qui serait vrai si la population n'y était pas préparée, ce qui serait faux dans le cas contraire. Autre argument en faveur de cette stratégie, le fait qu'il est beaucoup plus facile à un travailleur lambda d'imaginer une société sans rapports marchands, que le long processus semé d'une multitude d'obstacles conduisant au socialisme, puis au communisme, qui nécessite de comprendre comment fonctionne des pans entiers de l'économie et la manière dont cela se traduit sur le plan institutionnels.

La suppression de la monnaie serait l'antithèse exacte de la financiarisation à outrance de l'économie.

Question : Alors pourquoi l'oligarchie financière pourrait-elle en arriver à défendre cette thèse, et nous nous n'aurions pas le droit ou nous devrions nous interdire de défendre une thèse diamètralement opposée, de quel droit, s'y opposer témoignerait de notre soumission à l'ordre établi, plutôt qu'envisager un ordre social universel basé sur la valeur d'usage de chaque marchandise, bien ou service, au lieu de sa valeur d'échange qui incarne et perpétue les rapports sociaux à la base de toutes les inégalités et injustices qui se sont développés dans la société au point de la rendre invivable.

Cela peut paraître complètement utopique et on en a parfaitement conscience, mais quelle autre arme pourrait-on dégaîner contre la dictature du marché mondial pour la briser nette, avant qu'elle ne nous écrase dans un bain de sang ? Tout le monde comprend que c'est l'argent et ceux qui le détiennent qui détiennent le pouvoir et dictent notre destin, nous pourrissent la vie au quotidien, même le plus ignorant des travailleurs le sait pertinemment, l'argent est devenu le mal absolu, qui ruine une vie, détermine le sort d'un peuple, pour lequel on déclenche des guerres, engendre des famines, des génocides, pour lequel on est prêt à se battre, à renier ses valeurs et principes, à s'avilir et à perdre sa dignité.

Ce n'est pas nouveau, certes, c'est juste depuis que la monnaie existe, mais tout comme le capitalisme ou l'exploitation de l'homme par l'homme elle n'existe pas de toute éternité, et de nos jours le niveau atteint par le développement des forces productives permet d'en faire l'économie ou de l'envoyer au musée de la préhistoire de la civilisation humaine.

C'est la première fois je crois que j'expose (brièvement) cette théorie, que j'avais en tête depuis déjà plusieurs années, mais que je n'osais pas vous soumettre par crainte de passer pour un vulgaire aventurier. Elle ne remet pas en cause les enseignements du marxisme dans la mesure où elle intègre la lutte des classes et le développement des forces productives, elle se situe dans le cadre de la stratégie politique du combat de la classe ouvrière pour s'emparer du pouvoir politique dans un contexte inédit qui nécessite d'adopter les moyens lui permettant de conserver le pouvoir, car le plus dur reste à faire quand on est parvenu au pouvoir, ce qu'on a du mal également à imaginer, or c'est préférable face à un ennemi déterminé et cynique, puissant, organisé et prêt à tout pour reprendre le pouvoir, ce qui serait irresponsable ce serait de se bercer d'illusions sur la capacité des peuples à réaliser leur révolution prolétarienne et socialiste en un temps record.

Pour revenir à l'actualité dont on ne s'est pas vraiment écarté, la troïka et les chefs d'Etat de l'UE force le gouvernement grec à fermer les banques, l'Etat va se retrouver à court d'argent pour faire face à ses obligations, en cessation de paiement, et bien face à ce chantage intolérable pour le faire tomber qu'il décrète que les banques ne rouvriront pas et que la monnaie ou l'argent est aboli et que dorénavant la population s'en passera et ne s'en portera que mieux, tout en fournissant à la population le mode d'emploi pour qu'elle adopte un comportement adéquate, disciplinée ou responsable, sachant qu'immédiatement toutes les questions qui lui empoisonnaient l'existence et qui étaient liées à l'argent ou plutôt l'absence ou l'insuffisance d'argent sont résolues, se nourrir, se vêtir, se loger, s'éclairer, se déplacer, communiquer, se soigner, trouver un emploi, prendre sa retraite, profiter enfin de la vie, etc.

C'est juste une question d'organisation et de communication qui est à la portée d'une population éduquée, qui a été scolarisée, civilisée et qui est parfaitement capable de faire la part des choses et de comprendre où se situe son intérêt.

ACTUALITÉ DU JOUR

Plus de pauvres et davantage d'esclaves.

- Encore 800 millions de "très pauvres" dans le monde, note l'Onu - Reuters

Quelque 800 millions de personnes à travers le monde vivent toujours dans une situation d'extrême pauvreté et souffrent de la faim en dépit des progrès remarquables permis par les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), ont déclaré lundi les Nations unies.

Le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a ainsi été réduit de plus de moitié en 25 ans, passant de 1,9 milliard en 1990 à 836 millions aujourd'hui, souligne l'Onu dans un rapport d'évaluation des huit objectifs définis dans la Déclaration du millénaire en 2000.

Les dirigeants mondiaux doivent adopter une nouvelle série d'objectifs de développement lors d'un sommet en septembre à New York, dans le but d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici à 2030. Reuters 06.07

Plus du double compte tenu de la flambée de l'inflation au cours des 25 dernières années dans les pays en voie de développement ou émergents, alors que les salaires n'ont pas suivi.

En Inde, il y a 25 ans on pouvait survivre ou s'en sortir compte tenu qu'on avait de faibles besoins, pratiquement sans travailler puisqu'un salaire permettait de faire vivre une famille de 5 à 8 personnes enfants inclus, alors qu'aujourdhui avec un salaire et parfois deux on peine à faire vivre une famille de 3 ou 4 personnes enfants inclus tellement les prix ont flambés et les besoins se sont multipliés.

Il y a 25 ans, plus de 90% de la population se déplaçait à pied, en vélo ou en bus, aujourd'hui 75% se déplace en mobylette ou en moto achetée à crédit. Il y a 25 ans, plus de 99% de la population n'avait pas le téléphone, la télévision, aujourd'hui 75% possède au moins un téléphone et une télévision. Etc. etc. etc. Ces nouveaux besoins ou ses besoins satisfaits ont un coût, à eux tous ils doivent représenter entre 60 et 75% des revenus d'une famille, il faut ajouter les frais scolaires et parfois le loyer quand il y a deux revenus dans un foyer, et à l'arrivée pour se nourrir et se vêtir ou des dépenses disons récréatives il reste tout au plus 10% à 15% pour se nourrir ou faire face aux aléas de la vie.

Un indien qui travaille dispose d'un salaire beaucoup plus élevé qu'il y a 25 ans, mais il lui en faut toujours plus pour survivre et finalement demeurer toujours aussi pauvre, avec en prime d'être exploité davantage ou d'y avoir perdu en liberté et étant désormais arrimé au marché. Une famille qui réussissait à vivre avec un revenu de 1.000 roupies il y a 25 ans, n'y parvient plus aujourd'hui avec un revenu de 6.000 roupies pour vous donner un ordre de grandeur.

Dossier grec

Harcèlement, pression, chantage, menace. Ils ne supportent pas leur défaite ou la démocratie

- Les Européens laissent à Tsipras victorieux une mince chance de négocier - AFP

- Grèce : le non "ne nous rapproche pas d'une solution", estime Dijsselbloem - AFP

La victoire du non au référendum en Grèce "ne rapproche pas (l'Europe) d'une solution" avec Athènes, a estimé lundi le chef de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem, selon lequel la présence grecque dans la zone euro dépendra des nouvelles propositions d'Athènes.

"Les résultats du référendum sont clairs et (...) ne nous rapprochent pas d'une solution", a dit aux journalistes M. Dijsselbloem, qui est également ministre néerlandais des Finances, avant des discussions avec avec son Premier ministre Mark Rutte. AFP 06.07

BCE . Le « nœud coulant » reste en place.

- Grèce : la BCE durcit encore le ton - latribune.fr

La BCE refuse de relever le plafond de l'ELA pour les banques grecques et réclame désormais plus de garanties. Un avertissement à Athènes.

La BCE a donc décidé l'offensive. L'institution de Francfort a choisi de répondre au « non » des électeurs grecs dimanche 5 juillet aux propositions des créanciers par la menace. L'accès des banques grecques à l'aide à la liquidité d'urgence (programme ELA) a certes été maintenu à son niveau de mercredi dernier, soit 89 milliards d'euros, mais le Conseil des Gouverneurs a durci le ton. Il a refusé l'augmentation de 3 milliards d'euros demandée par la Banque de Grèce et surtout, dans son communiqué, la BCE indique que « la décote appliquée aux collatéraux a été ajustée. »

Décote plus forte sur les collatéraux

Que signifie cette phrase ? Pour obtenir les crédits de liquidité d'urgence, les banques grecques déposent des titres en garanties. Une décote est appliquée à ces titres en fonction de leur valeur et du risque qu'ils contiennent. Schématiquement, pour obtenir 100 euros de liquidité, une banque devra déposer deux titres d'une valeur de 100 euros si la décote est de 50 % (cet exemple est fictif). Plus la décote est élevée, plus la banque doit donc déposer des titres en garanties. C'est ce qui s'est passé ce lundi 6 juillet au soir. La BCE demande désormais plus de garanties aux banques grecques. Elle rappelle que « la situation financière de la Grèce a un impact sur les banques grecques car elles utilisent beaucoup de collatéraux basées sur l'Etat grec pour avoir accès à la liquidité d'urgence. » Du coup, la BCE a estimé que le « non » réduisait la possibilité d'un accord. Elle a donc revu à la baisse la situation des banques grecques et demandé plus de garanties.

Quel durcissement ?

Quelle est l'ampleur de ce durcissement ? Nul ne le sait, car le niveau des décotes n'a pas été publié. Selon le site « zero hedge », il serait de 45 % sur les titres d'Etat grecs. Le Financial Times, de son côté, estime, sans citer de sources, qu'« on s'attend à ce que les quatre banques grecques disposent d'assez de collatéraux pour pouvoir renouveler leurs prêts. » Si cela est vrai, la BCE montre sa mauvaise humeur, mais la situation sur le terrain reste la même. Les banques grecques vont pouvoir disposer d'un niveau de liquidité suffisant pour agir dans le cadre défini depuis le 29 juin : des banques fermées, un contrôle des capitaux strict, des retraits limités à 60 euros par jour.

Menace

Le durcissement des conditions d'accès à l'ELA serait donc neutre ? Pas tant que cela. En durcissant la décote, le Conseil des Gouverneurs envoie un message à Athènes et aux créanciers. Si un accord n'est pas rapidement trouvé, un nouveau durcissement est possible. Et donc l'épuisement des collatéraux ne saurait tarder. Dans ce cas, la faillite des banques grecques deviendra inévitable, enclenchant un mécanisme très dangereux pouvant aller jusqu'à l'expulsion de fait de la Grèce de la zone euro.

La pression sur Athènes

En réalité, c'est surtout Athènes qui est sous pression. Le gel du plafond de l'ELA le 28 juin a placé le pays dans une situation difficile et l'a mis en marge de la zone euro. Désormais, les relations financières entre la Grèce et le reste de la zone euro sont très réduites, les paiements électroniques vers l'étranger sont impossibles, limitant les importations et empêchant une partie des exportations. Plus cette situation perdure, plus elle est dangereuse pour l'économie hellénique. La décision de ce lundi 6 juillet réduit à néant le désir du premier ministre grec de rouvrir rapidement les banques exprimé par téléphone ce lundi à Mario Draghi. Selon les banquiers grecs, les établissements resteront donc sans doute fermés toute la semaine. La semaine dernière, le cash commençait à manquer en Grèce, la situation ne devrait pas s'améliorer, bien au contraire. Si les collatéraux manquent, il faudra sans doute encore réduire les retraits autorisés aux guichets.

Possibilité d'un futur contrôle du gouvernement grec

Enfin, en durcissant la décote, le Conseil des Gouverneurs de la BCE sous-entend qu'un relèvement du plafond, s'il intervient suite à une promesse d'accord restera nécessairement plus limité qu'auparavant puisqu'il faudra plus de collatéraux pour en profiter. La BCE agit donc d'ores et déjà comme le gardien futur d'un éventuel accord, s'il devait en avoir un. Le « nœud coulant » reste en place, et il ne se desserrera que si la Grèce exécute les réformes promises. Une surveillance sans doute encore plus efficace que celle de l'ancienne troïka, mais dont on peut se demander s'il relève du rôle de la BCE.

Situation paradoxale

On n'est cependant encore loin d'un nouvel accord. L'eurogroupe et le Conseil européen du mardi 7 juillet permettront d'en savoir un peu plus. En attendant, la position de la BCE est assez inconfortable et ambiguë. La BCE ne peut, en théorie, donner des fonds ELA à des banques non solvables. Elle considère donc que les banques grecques restent solvables. Mais plus elle resserre les conditions de l'ELA et plus elle limite leur accès à ce programme, et moins leur solvabilité est garantie. La BCE prend donc le risque de provoquer une faillite qu'elle devra ensuite, selon les traités, prendre comme prétexte pour couper l'ELA. Et donc provoquer l'expulsion de la Grèce de la zone euro... Numéro d'équilibriste

En réalité, sa position est très politique. Si les banques grecques sont solvables, il faut leur donner les moyens de le rester. Si elles ne le sont pas, il faut couper l'ELA. Mais la BCE ne veut pas être celle qui appuiera sur la gâchette. Elle veut donc éviter de couper l'ELA. Mais elle veut un accord en faisant céder le gouvernement grec, car elle souhaite aussi ménager les créanciers. Elle exerce donc une pression croissante sur Athènes pour que le gouvernement grec signe les conditions des créanciers. Pour cela, elle a placé la Grèce dans une position financière périlleuse qui pourrait lui échapper. Un numéro d'équilibriste dangereux. latribune.fr 06.07

Commentaire d'internautes

1- "Le gouvernement grec devrait mettre en demeure ses collègues européens de respecter le Traité de Lisbonne qui interdit à la BCE de couper les liquidités. En cas de refus, le gouvernement grec pourrait déclarer l'état d'urgence, confisquerait la Banque centrale de Grèce et éditerait lui-même des euros (il dispose de plaques pour imprimer des billets de 20 euros). Simultanément, il se retournerait contre le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi pour ne pas avoir fourni à la Grèce les moyens de sa stabilité. Etrange que cet élément juridique soit tu."

2- "L affaire grecque en cours aura au moins permis à beaucoup de gens d ouvrir les yeux sur la nature réelle de l'Union Européenne :

- La BCE est tout sauf indépendante, comme le proclament ses statuts; d'ailleurs, elle se trouve bizarrement à Francfort.

L Euro, n est qu'un Euro-Mark ou Deutsche Mark élargi à un système de pays à la vassalite plus ou moins lâche.

- Les dirigeants de l'UE, ne sont pas élus, n'ont de compte à rendre à personne (Juncker ne va pas démissionner à l'issue de sa gestion catastrophique), ils sont royalement payés avec notre argent et bénéficient de nombreux avantages, souvent indécents et de jolies retraites après 15 années de service, toujours payée par nous.

L'Union Européenne n'est pas ou plus un projet pacifique : on en a la preuve tous les jours et notablement dans les crédits alloués au gouvernement nationaliste ukrainien (au sein duquel on a des vrais chemises brunes pour le coup).

Les États-Unis interfèrent sans cesse dans l'UE, par leurs agents d'influence disposés à tous les niveau de la structure. Ils désirent le maintient de la zone Euro, car leur but est d'unifier les systèmes monétaires Dollar (ALENA) et Euro, suit au grand marché transatlantique (vous avez aime le feuilleton grec, vous allez adorer le mexicain...)"

Deux camps qui incarnent deux mondes irréconciliables.

- Grèce : « Le pire viendra après », craint-on dans la banlieue cossue d'Athènes - LeMonde.fr

- 8 jeunes grecs sur 10 ont dit "non", symbole d'une jeunesse européenne qui se cherche - Le Huffington Post

Quand un banquier du PS et ministre de l'extrême droite néolibérale se risque à un amalgame ordurier.

- Macron: le FN est "une forme de Syriza à la française, d'extrême droite" - AFP

Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a estimé lundi à Marseille que le FN était "une forme de Syriza à la française, d'extrême droite", tout en assurant ensuite sur Twitter qu'"aucune confusion (n'était) possible" entre ces deux partis.

"Le Front national n'est que le visage d'un populisme", a déclaré dans un premier temps M. Macron, interrogé sur la montée du FN en région Paca lors d'une rencontre organisée dans les locaux du quotidien régional La Provence à l'occasion d'une visite à Marseille: "Il est, toutes choses égales par ailleurs, une forme de Syriza à la française, d'extrême droite. Mais, d'ailleurs, vous voyez cette coagulation des contraires se faire: qui adore Syriza chez nous? M. Mélenchon et Mme Le Pen. Avec qui s'allie M. Tsipras en Grèce? Avec son extrême droite souverainiste". AFP 06.07

C'est la rhétorique que l'on retrouve dans la bouche des animateurs de think tanks néoconservateurs ou néolibéraux qui essaiment dans les médias institutionnels. Sans cette proximité ou sans être sous leur influence, il n'aurait jamais sorti une telle monstruosité, il ne l'aurait pas trouvé tout seul. Quelle ordure !

Les médias du Palais ne désarment pas non plus.

- Grèce : le pays plus que jamais divisé - Francetv info

Au lendemain de la victoire du "non" au référendum, une équipe de France 3 est allée à la rencontre d'un chef d'entreprise grec. Francetv info 06.07

Les agences de presse, tout comme les médias publics, sont devenus les porte-parole attitrés des patrons, des chefs d'entreprise, des capitalistes contre le reste de la population.

Ils incarnent le vieux monde qu'il faut balayer.

- Grèce : retour sur la réunion d'urgence du couple franco-allemand - Francetv info

François Hollande recevait ce soir, lundi 6 juillet à l'Élysée, Angela Merkel pour discuter du résultat du référendum grec. Cette réunion vise à afficher la stabilité du couple franco-allemand. Autour de la table, le chef de l'État et la chancelière allemande se sont mis d'accord pour tenir un même discours. "La porte est ouverte aux discussions. Il revient maintenant au gouvernement d'Alexis Tsipras de faire des propositions sérieuses, crédibles pour que cette volonté de rester dans la zone euro puisse se traduire. Mais il n'y a plus beaucoup de temps, il y a urgence", a déclaré François Hollande.

Pour Angela Merkel, les conditions pour renégocier ne sont pas réunies. Elle en appelle donc à la responsabilité des Grecs. "Nous avons déjà fait preuve de beaucoup de solidarité avec la Grèce. La dernière proposition était très généreuse", a-t-elle déclaré. La chancelière allemande insiste aussi sur le fait que l'Europe compte 18 autres partenaires, et que demain il faudra aussi compter avec eux. Francetv info 06.07

Commentaire d'un internaute

- ""*des propositions sérieuses et crédibles"*

En clair, accepter ce qu'impose les créanciers depuis le début...

Encore plus clair, ce que le peuple a rejeté au référendum."

La réaction se divise.

- J. Attali. Agir vite pour sauver l'euro - L'Express.fr

- Giscard propose de mettre la Grèce "en congé de l'euro" - AFP.

- Juppé appelle l'UE à "organiser" la sortie de la Grèce de l'euro "si c'est son souhait" - AFP .

L'ex Premier ministre Alain Juppé (Les Républicains) a estimé lundi que l'Union européenne devait aider la Grèce à sortir "sans drame" de la zone euro si tel était vraiment le voeu des électeurs grecs, souhaitant qu'elle puisse y rester "mais pas à n'importe quel prix".

"Il est très important de bien stabiliser la zone euro, de ne pas la fragiliser (...) Il faut que les règles et les disciplines qui la gouvernent soient respectées par tout le monde", a déclaré M. Juppé à des journalistes à Bordeaux, au lendemain du rejet du plan des créanciers par les électeurs grecs.

Selon le maire de Bordeaux, "il faut faire preuve de sang-froid et chercher des solutions durables (...) pour que la Grèce reste dans la zone euro, mais pas à n'importe quel prix".

"La Grèce n'est plus en mesure aujourd'hui d'assumer les disciplines de la zone euro. Chercher à l'y maintenir à tout prix, par des arrangements de circonstance, fragiliserait l'ensemble du système", analysait un peu plus tôt Alain Juppé dans un billet publié sur son blog.

"Nous devons l'aider à organiser sa sortie, sans drame. Ce qui ne veut pas dire qu'elle doit aussi sortir de l'Union", ajoutait-il.

"Si la Grèce refuse les disciplines et les règles de la zone euro", il faut l'aider à en sortir, "si c'est son souhait", a-t-il ensuite expliqué, pressé par des journalistes de préciser ses propos. AFP 06.07

- Grèce: Guaino (LR) salue "le retour du peuple" dans le débat européen - AFP .

Le député des Yvelines Henri Guaino (Les Républicains) a salué lundi le retour "du peuple" dans le débat européen et se prononce, contrairement à Alain Juppé, pour le maintien de la Grèce au sein de la zone euro.

Le non grec est qualifié par l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy d'un "non à l'arrogance" et à "l'intimidation". Désormais, "il va falloir choisir entre la poursuite d'une intégration qui se fait contre les peuples et une coopération qui se fait avec les peuples", a poursuivi le député.

"Si la Grèce sort, ce ne sera pas sans conséquences. Faire sortir la Grèce, vous croyez que ça ne laissera pas de trace? C'est ouvrir une brèche", a estimé le député Les Républicains, disant craindre une contagion aux autres pays fragiles de la zone euro.

- Woerth (LR): "coup de force de Tsipras", Hollande doit être "ferme" - AFP

Eric Woerth, conseiller politique de Nicolas Sarkozy, a qualifié de "coup de force" du Premier ministre grec Alexis Tsipras la victoire du non au référendum dans son pays et demandé à François Hollande d'être "particulièrement ferme" lors des négociations à venir.

"On est entre deux maux. C'est une victoire à la Pyrrhus, un coup de force de M. Tsipras. C'est un coup de poker sur le dos de son peuple, un chantage", a déclaré sur RTL M. Woerth, ancien ministre du Budget.

Selon lui, "revenir à la table des négociations est toujours possible, il faut évidemment continuer à discuter mais pas à tout prix, et je demande à M. Hollande d'être particulièrement ferme sur le sujet".

Une sortie de la Grèce de la zone euro ne serait "pas très grave, parce que la Grèce pèse pas grand chose. Mais sur plan des principes, c'est grave", a également estimé M. Woerth, député de l'Oise et délégué général au projet des Républicains.

"La seule voie de négociation, de discussion, c'est "on maintient les réformes nécessaires". Les Grecs ne peuvent pas avoir de retraites quasiment plus importantes que celle des Allemands. Donc on maintient les réformes et puis on discute du calendrier d'une nouvelle restructuration de la dette grecque", a-t-il poursuivi. AFP 06.07

Qui a remporté le référendum ? Apparemment les créanciers de la Grèce. Le gouvernement donnent des gages à la troïka

- Grèce: Tsipras sacrifie Varoufakis pour se rapprocher des créanciers - AFP

- Grèce : Euclide Tsakalotos succède à Yanis Varoufakis - Francetv info

Devenu indésirable par les partenaires européens, le ministre des Finances grec a donné sa démission lundi 6 juillet au matin. Francetv info 06.07

- Démission surprise de Yanis Varoufakis - Francetv info

Le ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, vient d'annoncer sa démission. "C'est un nouveau développement bizarre dans cette crise grecque", commente le journaliste Laurent Desbonnets, en direct d'Athènes. Yanis Varoufakis était un grand défenseur du "non", c'est donc une victoire pour lui puisque 61,3% des Grecs ont voté dans ce sens au référendum.

Il démissionne parce qu'il dit lui-même qu'il est la bête noire des Européens et que son attitude pouvait bloquer les négociations", explique le journaliste.

"Peu de temps après l'annonce des résultats du référendum, on m'a informé d'une certaine préférence de certains membres de l'Eurogroupe, et de "partenaires" associés, (...) pour mon "absence" des réunions; une idée que le Premier ministre (Alexis Tsipras) a jugée potentiellement utile à l'obtention d'un accord. Pour cette raison je quitte le ministère des Finances aujourd'hui", a-t-il expliqué sur son blog. (AFP)

Or, il veut un accord à Bruxelles. Alexis Tsipras, le Premier ministre, lui a dit que son départ pourrait faciliter les choses, c'est pourquoi le ministre des Finances grec a donné sa démission. Reste à savoir si cela suffira à relancer les négociations avec l'Union européenne. En Grèce, "l'urgence est désormais la réouverture des banques", rapporte Laurent Desbonnets. Francetv info 06.07

La vermine n'est pas en reste

Yannick Jadot, eurodéputé d'Europe Ecologie - Les Verts, salue une démission qui a surpris tout le monde : «Varoufákis était un sacrifice nécessaire, Tsípras a eu l'intelligence de le sortir. Dans l'Eurogroupe, il y a trop de haine entre des ego et des personnalités. Ce départ permettra, j'espère, de retrouver des éléments de confiance et de la rationalité dans les négociations.» Car après une semaine de point mort dans les négociations, il est temps de reprendre les discussions, prévient l'élu écologiste : «Il doit y avoir un accord, il ne faut pas laisser les Grecs s'effondrer. Il ne faut pas d'entaille dans une zone euro qui ne cicatrisera pas.»

Le Parti de gauche prend le parti des créanciers de la Grèce.

Coordinateur politique du Parti de gauche, Eric Coquerel estime lui aussi qu'il faut retourner à la table des discussions : «Il faut rouvrir les négociations de suite, et mettre en place un moratoire et une réorganisation de la dette.»

Le PC s'en remet au bourreau du peuple grec.

Porte-parole du Parti communiste, Olivier Dartigolles espère voir enfin la France intervenir pour secourir la Grèce : «Hollande doit arrêter d'être docile derrière Merkel. Il faut qu'il assume enfin ses responsabilités politiques, et qu'il parle haut et fort.» Liberation.fr 06.07

Le PS singe Merkel

- Michel Sapin: "C'est au gouvernement grec de faire des propositions" - AFP

- Grèce: pour Cambadélis (PS), il faut "négocier dans la solidarité" - AFP

- Le Foll presse la Grèce de faire de "nouvelles propositions" - AFP

Quand Mailly se fait porte-parole de l'euro et prône la dette à vie pour les Grecs

- Référendum grec: "Un tournant dans l'Histoire européenne" selon Mailly - AFP

Pour Jean-Claude Mailly, le non grec exprime "deux choses": "Il faut arrêter avec l'austérité" et, "dans le même temps, vouloir rester dans l'euro".

"Cette équation, elle peut être résolue" et "des solutions sont possibles", a tranché le leader syndical. "Cela doit concerner bien évidemment la dette du pays: si ce n'est une restructuration, au moins un étalement assez long pour permettre à la Grèce d'en sortir". AFP 06.07

ACTUALITE EN TITRES

Quelle crise ! Pas de conscience.

- Les ventes de voitures en hausse de 14,3% en Europe de l'Ouest - Reuters

Les ventes de voitures neuves ont bondi de 14,3% sur un an en juin en Europe de l'Ouest, la hausse étant supérieure à 10% sur les grands marchés que sont la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne. Reuters 06.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Des bombes anti-bunker US attendent l'Iran - french.irib.ir

Le "Seattle Times" vient de l'annoncer : en cas de la défaite de la diplomatie, dans le dossier nucléaire iranien, la Maison Blanche envisagerait d'avoir recours aux bombes anti-bunkers, capables, non pas de détruire le programme nucléaire iranien, mais de le maîtriser. Les bombes anti-bunker, fabriquées par Boeing, sont les bombes les plus puissantes, après les bombes nucléaires. Ce sont des bombes, qui pèsent 5 fois plus que toutes les autres bombes américaines. "Ainsi, les Etats Unis sont en passe de concevoir des bombes capables de percer les fortifications les plus solides de l'Iran, sous la terre, tout en négociant un accord nucléaire avec les iraniens. Les bombes anti-bunker ont été fabriquées, au bout de 10 ans d'efforts, et elles viennent d'être testées, au Nouveau Mexique. Ces engins sont, donc, capables de détruire les cibles les plus profondément ensevelies, sous la terre, dans une zone, baptisée "White Stand Missil Rang".

Ces essais ont été effectués, simultanément à l'optimisation des systèmes de téléguidage et des systèmes électroniques, pour éviter des ondes parasites ennemis. Ces bombe,s jamais utilisées, dans un conflit, font partie des armes stratégiques, à valeur dissuasive, et visent à empêcher l'Iran de développer son programme nucléaire, en cas de l'échec des pourparlers.

Certes, Barack Obama et Dempsey évoquent le peu d'effet qu'auraient des frappes aériennes contre les sites nucléaires iraniens, n'empêche que la Maison Blanche a, toujours, sur la table, l'option militaire, par palier, contre l'Iran, en cas de la défaite des pourparlers nucléaires.

Le plan des frappes aériennes US contre l'Iran comprend le tir de missiles téléguidés, les raids des chasseurs furtifs contre les sites nucléaires de Natanz, d'Arak et de Fordow. Le largage des bombes anti-bunker demande la mise en marche des bombardiers B2, puisque ces bombes pourront pénétrer le sol à une profondeur de 200 mètres, mais de telles frappes provoqueront une rès grande instabilité, puisque l'Iran tirera des centaines de missiles, dans la foulée, pourra viser Israël ou des bases US, dans le Golfe. french.irib.ir 05.07

2- Yémen

- Les vraies capacités d'Ansarallah: la CIA rapporte. - french.irib.ir

Selon le site Sadaa press, qui mentionne un récent article de Washington press, "Ansarallah va de succès en succès, au milieu d'un silence médiatique total".

"Les forces d'Ansarallah et de l'armée yéménite ont détruit quelques 98 bases militaires saoudiennes, en 100 jours de guerre contre le Yémen. Ce sont les missiles "Scud" et "Grad", qui sont, souvent, utilisés contre les cibles militaires, situées au coeur du territoire saoudien, à quoi s'ajoutent des combats frontaliers étendus dans les villes saoudiennes.

Ce sont des succès énormes que Riyad occulte, soigneusement, par crainte d'une révolution, qui pourrait être déclenchée, en Arabie saoudite, affirme le journal, citant un rapport de la CIA. "Les bases saoudiennes détruites se trouvaient, à Najran, à Assir, à Zahran et à Khamis, mais Riyad continue à le nier". "Ansarallah et l'armée yéménite se sont, également, emparés de 76 bases militaires saoudiennes ou les ont pris d'assaut. Et là, de grandes quanitités d'armements ont été saisies.

Parmi les dégâts que les combattanst d'Ansarallah ont infligé à l'armée saoudienne, le rapport cite, aussi, la destruction des bases balistiques et de défense aérienne saoudiennes, l'élimination de 36 pilotes et de 39 officiers saoudiens. Le bilan des pertes saoudiennes, en 100 jours de guerre, s'élève à 2.326 soldats, à 36 officiers et à 22 généraux tués, dont Mohamad al-Chaalan, le commandant en chef de l'armée de l'air saoudienne. La garde nationale yéménite a pu tuer des centaines de Saoudiens, les blesser ou les capturer. 602 chars, 57 blindés, 303 unités militaires saoudiennes ont été détruits ou endommagés, pendant ces 100 jours de guerre".

Le rapport de "Washington post" évoque des " combattants de l'ombre", ceux d'Ansarallah, qui, d'une redoutable efficacité, ont fait chanceler l'armée saoudienne. french.irib.ir 06.07

3- Turquie - Syrie

3.1- Turquie: l'armée examine l'option militaire en Syrie - french.irib.ir

L'armée turque a convoqué pour la semaine prochaine les commandants des troupes stationnées le long de la frontière avec la Syrie afin d'étudier la possibilité d'une intervention militaire sur le territoire voisin, rapporte dimanche le journal "Hurriyet".La Turquie a renforcé ses défenses militaires depuis la semaine dernière le long de la frontière, en y déployant des chars, des missiles anti-aériens et des troupes, après une intensification des combats au nord de la ville syrienne d'Alep.

Ces mouvements ont suscité des spéculations sur les intentions du gouvernement turc d'intervenir afin de repousser les terroristes de Daech et stopper l'avancée des forces kurdes, qui ont gagné du terrain sur les daechistes dans cette région. Mais Ankara a écarté toute idée d'action immédiate sur le territoire syrien. Cependant, selon "Hurriyet", les forces armées turques (TSK) ont ordonné aux commandants des troupes déployées le long de la frontière de se présenter au quartier général à Ankara pour discuter des détails d'une telle intervention. Le déploiement de plus de 400 véhicules blindés, transportant des troupes, ainsi que le rôle de l'armée de l'Air en soutien à une telle intervention figureraient aussi à l'ordre du jour de cette réunion, précise le journal sur son site web.

Par ailleurs, le commandant des forces spéciales turques a visité les frontières communes avec la Syrie et s’est entretenu avec les garde-frontières qui y sont stationnés. french.irib.ir 06.07

3.2- Alep: la monnaie turque remplacera celle de la Syrie - french.irib.ir

Acharnée, dans ses tentatives de porter atteinte à la Syrie, la coalition des opposants syriens, en coopération avec la Turquie, a l’intention de remplacer, à Alep, la monnaie syrienne, par celle de la Turquie.

C'est le groupe, qui se dit "le conseil local d'Alep", qui l'a proposé, a-t-on appris du quotidien extra-régional "Ash- Sharq al-Awsat", sous protectorat de l'Arabie.

Selon le rapport d'"Ash-Sharq al-Awsat", l'objectif du "conseil d'Alep" consiste à faire pression sur le gouvernement syrien, ce qui, selon les prétentions des responsables dudit conseil, accélèrera le renversement du gouvernement syrien.

Selon les analystes, dont Nasser Qandil, chaque jour qui s'écoule de la crise syrienne, le rôle majeur de la Turquie, en soutien aux terroristes, dans le Nord-syrien, apparaît au grand jour. french.irib.ir 06.07

4- Israël

- Israël et ses secrètes transactions d'armes avec les pays - french.irib.ir

Le fait qu'Israël n'aime pas beaucoup la transparence, sur ses politiques et ses transactions d'armements, trahissent la ruse des responsables israéliens, lorsqu'ils prétendent que Tel-Aviv refuse de vendre des armements aux pays impliqués dans la guerre civile.

Selon le journaliste chevronné israélien, Yossi Melman, Israël a une part de 10% du commerce d'armes, dans le monde, et de ce fait, tire de gros revenus de la vente d'armes. Pourtant, la révélation des liens entre Israël et les régimes despotiques, qui violent les droits de l'Homme de la pire manière, pourrait venir s'ajouter au bilan, déjà, lourd et noir de ce régime, en termes de violations des droits de l'Homme. C'est pourquoi Tel-Aviv préfère arranger ses transactions d'armes avec beaucoup de pays africains ou latino-américains, de façon indirecte, et en recourant aux sociétés privées, dont le nombre tourne autour de 220.

Selon le numéro de dimanche du quotidien "Haaretz", le ministre de la Guerre de ce régime insiste sur le fait que ses relations sécuritaires avec le Soudan du Sud, plus précisément, les informations, sur la vente d'armes au Sud-Soudan, restent secrètes, d'autant plus que le Soudan est aux prises avec une guerre civile ; beaucoup d'abominables crimes pourraient s'y produire, sans que personne n'en sache rien.

De même, la revue économique "Globes" s'est attardée sur les exportations d'armements israéliens à destination du continent noir, pour dire qu'elles ont accusé, en 2014, une croissance de 40%. Les chiffres publiés par le ministère de la Guerre du régime sioniste montrent, aussi, que le volume des exportations d'armement israéliennes, à destination des pays africains, est passé de 107 millions de dollars, en 2010, à 318 millions de dollars, en 2014. french.irib.ir 06.07

5- Egypte

- Egypte : 241 terroristes tués, au Nord du Sinaï - french.irib.ir

Au moins, 241 terroristes, ont été tués, depuis le lancement, mercredi dernier, des opérations des forces sécuritaires et militaires égyptiennes, au Sinaï.

«L'armée égyptienne a eu de sérieux affrontements avec les éléments du groupe terroriste Daech, dans la région de Cheikh Zaveid et au Nord du Sinaï, tandis que les chasseurs F-16 de la force de l'armée de l'air égyptienne ont frappé les lieux d'affluence des terroristes», a écrit, sur sa page Facebook, le porte-parole militaire de l'armée égyptienne. De même, les forces sécuritaires égyptiennes ont arrêté 4 fugitifs et 29 personnes suspectées d'activités terroristes.

Toujours, selon le porte-parole de l'armée, 21 soldats égyptiens ont été tués, au cours de ces affrontements. Les opérations d'envergure de l'armée égyptienne, au Sinaï, ont été lancée, après 15 attaques terroristes simultanées contre les bases de l'armée, à Cheikh Zaveid, attaques, qui ont causé la mort de 64 soldats égyptiens. french.irib.ir 06.07

Haut de page

Le 8 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h22.

On a ajouté 30 articles.

On a ajouté un dossier Grèce pour que vous puissiez retrouver facilement les articles depuis février 2015.

Ne m'en demandez pas plus, il fait 43°C à l'ombre., 40°C dans la pièce où je bosse, un travail de forçat... et ingrat !

La causerie du matin.

On commence le formatage des nouveaux articles qui seront en ligne d'ici deux heures, il est 13h31 à Pondichéry.

Pendant qu'ils vendent des armes à l'Arabie saoudite, qui servent à bombarder le Yémen ou sont livrés aux barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat ismatique qui massacrent les peuples libyens, irakiens, syriens...

- "Paris ne vendra aucune arme à Pékin" (Le Drian) - french.irib.ir

«Paris ne vendra aucune arme à Pékin, en raison des embargos d'armements dont il fait l'objet», a déclaré le ministre français de la Défense, suite à la décision de l'Elysée de ne pas vendre ses navires de classe "Mistral" à la Russie.

Lors d'un point de presse conjoint avec son homologue américain, Ashton Carter, le ministre français de la Défense, Jean-Ive Le Drian, a rejeté les rumeurs, selon lesquelles la France vendrait ses navires de guerre à la Chine. Dans ce droit fil, le ministre français de la Défense a déclaré, au micro de l'édition chinoise de la VOA, que la France respectait l'embargo sur les armements dont la Chine fait l'objet.

La France faisait partie des membres de l'Union européenne, qui ont mis en application l'embargo sur les armements contre la Chine, en 1989. french.irib.ir 07.07

On aura compris que le PS et le gouvernement français sont totalement alignés sur Washington, ce n'est pas un scoop mais une confirmation qu'il fallait relever pour que personne ne puisse dire qu'il ne le savait pas ou que leur positionnement aurait été occasionnel ou fortuit, ce qui n'est pas le cas, il est permanent.

ACTUALITE EN TITRES

En famille ou quand une loi de droite rédigée par un parti de droite satisfait la droite.

- Loi Macron: la droite ne déposera pas de motion de censure - AFP

La tyrannie religieuse ou le Maroc à l'heure de Riad ou de ses barbares.

- Marrakech: Cinq jeunes arrêtés pour ne pas avoir respecté le jeûne du ramadan - 20minutes.fr

On passe plus de temps avec ses collègues de travail...

- Travail: 44 % des Français sont tentés par une relation extra-professionnelle - 20minutes.fr

Pour avoir bossé dans 45 boîtes, je peux affirmer qu'ils sont très loin du compte, mais cette sous-évaluation peut s'expliquer par le fait qu'un salarié sur deux ou deux sur trois ne bénéficient pas de conditions permettant ce genre de relations, car dès lors qu'elles sont réunies, ils n'hésitent pas à recourir à cette relation pour mettre un peu de piment dans leur existence routinière ou carrément changer de partenaire.

Cela m'est arrivé une seule fois, mais à cette époque (1974-75) j'étais jeune et célibataire, j'avais 19 ans, je bossais au Gan comme gratte-papier et j'étais sorti avec Françoise qui avait 15 ans de plus que moi. Elle était agent de maîtrise, c'était une intellectuelle, je lui dois cinq minuscules brochures sur la philosophie qu'elle m'avait donnés suite à nos discussions pour m'encourager à poursuivre mon développement intellectuel naissant qui allait me conduire au marxisme deux ans plus tard, par chance ces brochures ont échappé au tsunami de 2004. Bien que sans nouvelles d'elle depuis, j'ai toujours une petite pensée pour elle 40 ans plus tard. Et dire que celle qui allait devenir ma première épouse quelques années plus tard m'accusera de ne pas être sentimental...

La pire des tentations sera lorsque j'étais délégué syndical, j'aurais pu sortir avec près d'une dizaine de femmes dont certaines voulaient même faire leur vie avec moi, et j'ai toujours refusé parce qu'il n'y avait pas de place dans ma vie pour une

autre femme que celle qui partageait mon existence... qui me trompera quelque temps plus tard et me larguera.

J'ai le défaut ou la faiblesse d'être généralement fidèle à mes principes ou à mes valeurs, à mes idées, ce dont peuvent profiter des gens pas toujours bien intentionnés à mon égard ou hypocrites sans en tirer le moindre bénéfice à l'arrivée, bien au contraire. J'ai réussi à me persuader il y a fort longtemps qu'il ne pouvait pas en être autrement, et mon expérience ou en observant le sort qui avait été réservé à celles qui avaient abusé de ma confiance n'a fait que le confirmer.

Cela dit, chacun demeure libre de faire sa vie comme il l'entend. Il arrive que la règle du jeu soit faussée à la base et que ni l'un ni l'autre n'en aient conscience, que l'un ou l'autre ou les deux se leurrent sur la nature de leur relation ou ce qu'ils en attendent. Pour le reste, la société qui s'emploie à nous pourrir l'existence au quotidien, se fera un malin plaisir à ronger ou détruire les relations les plus solides, saines ou sincères, mille fois hélas pour n'avoir jamais cessé d'y penser depuis 26 ans ! Il est exceptionnement rare dans la vie que se présente deux fois la même opportunité (et pas seulement dans ce domaine), alors lorsqu'elle est gâchée et qu'on a conscience de ce qu'on a perdu et que c'est irréversible, pour le restant de nos jours, on ne parvient jamais à s'en remettre totalement.

Dossier grec

Du côté des tyrans de la troïka.

- La BCE assurera la liquidité minimale d'Athènes jusqu'à dimanche - Reuters

La Banque centrale européenne assurera la liquidité minimale à la Grèce jusqu'à ce que les membres de la zone euro se prononcent sur un projet d'accord ce week-end, a déclaré mardi François Hollande à Bruxelles. Reuters 07.07

- Un scénario détaillé de "Grexit" tout prêt, selon Juncker - Reuters

Des mesures destinées à alléger le fardeau de la dette grecque pourraient être évoquées si un accord est conclu cette semaine, mais un scénario détaillé prévoyant une sortie de la zone euro a été préparé... Reuters 07.07

Les derniers développements

- Grèce : les grands partis derrière Alexis Tsipras - Francetv info

Deux jours après la victoire du "non" au référendum grec, la position d'Alexis Tsipras est plus que jamais renforcée. La plupart des grands partis se sont rangés derrière lui et ont signé un texte commun. "C'est toute l'audace d'Alexis Tsipras. À défaut de trouver un accord avec ses créanciers, il le trouve ici, en Grèce, avec ses ennemis politiques", rapporte Clément le Goff, qui précise que "socialistes, conservateurs - à l'exception de l'extrême droite -, tous sont tombés d'accord sur un texte commun pour la poursuite des négociations".

Le Premier ministre, Alexis Tsipras, se pose donc en rassembleur de la nation. "Il veut donner l'image d'une Grèce soudée, unie derrière lui, et cela deux jours seulement après un référendum qui a divisé le pays", poursuit le journaliste de France 2. Francetv info 07.07

- Crise grecque : tractations en cours à Bruxelles - Francetv info

Mardi 7 juillet, aux alentours de 20 heures, le sommet des chefs d'État de la zone euro est en cours à Bruxelles. Il fait suite à la victoire du "non" au référendum grec, le dimanche précédant. "Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras est arrivé sans aucune proposition écrite et concrète de réformes. Cela ressemble un peu à un camouflet. C'était quand même un conseil extraordinaire pour rien", explique Maryse Burgot en direct de Bruxelles. "Dans le même temps ici on explique qu'Alexis Tsipras avait quand même un ton très constructif. Il n'avait pas son ton habituel. Ce serait même avec une certaine modestie qu'il aurait demandé un nouveau programme d'aides à ses homologues européens", poursuit la journaliste.

Pas sûr que cela suffise pour amadouer les Européens les plus réticents, dont les Allemands. "Il faut maintenant que Tsipras fasse des propositions concrètes, il a quelques heures pour le faire. On est donc repartie pou une nouvelle série de réunions dans les prochains jours avec une nouvelle convocation de l'Eurogroupe dans quelques jours et sans doute un nouveau conseil extraordinaire, dimanche à Bruxelles", conclut Maryse Burgot. Francetv info 07.07

- Pourquoi le gouvernement grec est arrivé les mains vides à l'Eurogroupe - latribune.fr

Le nouveau ministre des Finances grec n'a rien proposé de neuf à l'Eurogroupe de ce mardi dont la réunion a tourné court. Une stratégie qui vise à placer au centre la question de la dette.

Le gouvernement grec tente d'imposer ses propres priorités. Ce mardi 7 juillet, les créanciers avaient une fois de plus fixé leur calendrier en prévoyant un Eurogroupe avant le conseil européen. Autrement dit, la logique financière devait continuer à primer sur la logique politique. L'idée était donc la même qu'au cours des dernières semaines : engluer la Grèce dans des discussions financières techniques qui devront être validées au niveau des chefs d'Etat ensuite. Avec cette méthode, aucun accord satisfaisant pour Athènes n'était possible puisqu'Alexis Tsipras n'entend signer un texte technique qu'après un engagement sur la dette. Or, cet engagement ne peut se prendre qu'au niveau politique. Voilà pourquoi Athènes a annoncé déposer une demande d'aide complète au MES (mécanisme européen de stabilité) demain, incluant sans doute une restructuration de la dette.

Pas de propositions

Le gouvernement grec a donc contourné la difficulté. Le nouveau ministre des Finances, Euclide Tsakalotos, est arrivé à l'Eurogroupe sans nouvelle proposition concrète, se contentant d'évoquer la proposition présentée le 1er juillet dernier (laquelle, rappelons-le, n'était pas si éloignée de la proposition du 25 juin rejetée par les électeurs grecs). L'Eurogroupe a donc été dans l'incapacité de s'exprimer. Du coup, les chefs d'Etats et de gouvernements ne pourront pas discuter sur des éléments techniques. Et c'est exactement là où Alexis Tsipras voulait en venir : entamer un dialogue au niveau politique, incluant la question de la dette. Le premier ministre grec va ainsi rencontrer Angela Merkel et François Hollande avant le Conseil.

Comment discuter avant de poser la question de la dette ?

Car, en réalité, les discussions techniques sans ce préalable sont absurdes : établir des objectifs d'excédents et des mesures à prendre sans discuter de la dette revient à enterrer la question puisque, précisément, ces objectifs sont basées sur la nécessité de rembourser intégralement la dette. Il faut donc d'abord discuter de ce point crucial, notamment de la question de la dette détenue par la BCE (Banque centrale européenne) qui doit être remboursée en juillet et août de cette année (6,7 milliards d'euros), mais aussi en 2016 (2,3 milliards d'euros) et en 2017 (6,3 milliards d'euros). Athènes propose une reprise de cette dette par le MES, une décision qui relève du niveau politique.

Attentes absurdes des chefs d'Etats et de gouvernements

Evidemment, cette manœuvre peut échouer. Les chefs d'Etat peuvent se montrer irrités et rejeter tout dialogue ce mardi soir. Mais ce comportement semblerait étrange. Comment imaginer qu'un gouvernement qui vient d'être conforté par le « non » massif au référendum arrive sans vouloir parler de la dette et en présentant un plan encore plus strict que le précédent ? Là aussi, une telle attente semble loin de la réalité. Alexis Tsipras va donc, comme il l'a promis dès dimanche soir, mettre la question de la dette sur la table. Il y a fort à parier qu'il ne soit pas entendu. Mais son mandat renouvelé le 5 juillet l'obligeait à agir ainsi. latribune.fr 07.07

Les médias ou la propagande au service de la troïka.

- Arrêtons le discours lénifiant après le vote grec - LePoint.fr

Le référendum n'aura pas seulement des conséquences financières. Le risque d'un soulèvement populaire provoqué par les pénuries et la situation en Méditerranée est réel. LePoint.fr 07.07

Au Point il joue la carte du chaos et rêve d'un règlement à la Maidan...

- Grèce: une sortie de l'euro pas exclue pour la Commission européenne - AFP

- Pour la presse allemande «les Grecs ont voté pour le Grexit » - LeFigaro.fr

- Grèce: «Malgré la victoire du non, la marge de manœuvre de Tsipras est très faible» - 20minutes.fr

- Tsipras au piège des solutions blague et des promesses magiques - Slate.fr

- L'Europe attend les propositions de la Grèce - Francetv info

L'Eurogroupe et les chefs d'État de la zone euro patientent. Des nouvelles propositions d'Alexis Tsipras dépend la réouverture des négociations. Francetv info 07.07

Si la délégation grecque est arrivée les mains vides mardi à la réunion de l'Eurogroupe, c'était parce qu'elle estimait que la question de la dette devait être mise sur le tapis, ce que refuse la troïka et l'Allemagne notamment.

Donc Francetv info se fait le porte-parole de la troïka en accordant la priorité aux propositions des Grecs au lieu de la dette qui est

la priorité du gouvernement grec, histoire ensuite d'accuser les Grecs de faire preuve de mauvaise volonté, sous-entendant qu'il est normal que ce soient les Grecs qui fassent de nouvelles concessions et non la troïka qui n'a pas à prendre en compte les besoins exprimés par le gouvernement grec, et que par conséquent en cas d'échec des "négociations" entre les deux parties, ce serait les Grecs qui en porteraient la responsabilité et non la troïka que protège Francetv info de toute critique à venir.

Francetv info, c'est la voix de l'Etat, des institutions française, du gouvernement, au même titre que l'Insee ou l'AFP, l'Agence Française de la Propagande officielle qui est devenu une officine du néolibéralisme.

La question grecque alimente la crise des partis de droite et d'extrême droite.

Au parti de l'ordre

- La Grèce divise Les Républicains - Le Huffington Post

- Politique: Carlos Da Silva juge Alain Juppé triplement «irresponsable» de prôner la sortie de la Grèce de l'euro - 20minutes.fr

- Villepin: "la Grèce retrouve sa fierté" grâce à Tsipras - AFP

Chez son supplétif.

- "Position unanime des socialistes" pour le maintien de la Grèce dans la zone euro - AFP

- Marie-Noël Lienemann (PS): "le temps est venu de dire non" à l'Allemagne - AFP

Et leur complément naturel.

- Comment Marine Le Pen a tourné casaque sur la dette grecque - L'Express.fr

En février elle était alignée sur la troïka, et après le 5 juillet et que le vent est tourné en Grèce, elle est favorable à un "aménagement" de la dette grecque...

L'extrême droite est le champion toutes catégories en terme d'opportunisme ou de populisme, jouant avec l'amnésie du peuple pour mieux flatter ses attentes et mieux le berner à l'arrivée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis.

- «Si je suis élue Présidente, nous attaquerons l'Iran» - french.irib.ir

Vendredi, l'aspirante présidente des États-Unis, Hillary Clinton, s'est adressée à une audience, triée sur le volet, au Dartmouth College, au cours d'un évènement programmé de sa campagne électorale. Elle a menti, en appelant l'Iran «une menace à l'existence d'Israël… J'espère que nous serons capables de sceller un accord, la semaine prochaine, et de mettre un couvercle sur son programme nucléaire». «Même si un tel accord se produit, nous aurons, toujours, des problèmes majeurs avec l'Iran. Ils sont les sponsors en chef du terrorisme mondial. Ils utilisent des proxy, comme le Hezbollah, pour semer la discorde et créer des insurrections, qui déstabilisent les gouvernements. Ils prennent, aussi, de plus en plus le contrôle d'un nombre de nations, dans la région, et ils posent une menace existentielle, pour Israël. Nous avons tourné notre attention vers le travail avec nos partenaires, pour essayer d'endiguer et de prévenir l'agressivité continuelle de l'Iran».

Fait : Les services de renseignement américain et israélien ont tous deux dit que le programme nucléaire de l'Iran n'avait aucun composant militaire. Aucune preuve ne vient suggérer que Téhéran veut même en avoir un. Beaucoup de preuves indiquent le contraire. En tant qu'aspirante à la présidence, en 2008, Clinton avait dit, à la convention annuelle de l'AIPAC, (NdT : le puissant lobby israélo-sioniste, aux États-Unis) :«Les États-Unis se tiennent aux côtés d'Israël, aujourd'hui, et pour toujours. Nous avons des intérêts communs… des idées communes… des valeurs communes. J'ai une volonté de fer, pour maintenir la sécurité d'Israël. Nos deux nations luttent contre une menace commune, contre la menace de l'extrémisme islamique. Je soutiens, fermement, Israël et son droit à l'auto-défense, et je pense que l'Amérique devrait aider cette défense.Je suis impliquée

à assurer qu'Israël maintienne un avantage militaire, pour faire face à ces menaces. Je suis, profondément, concernée par la menace croissante que représente Gaza et la campagne de terreur, menée par le Hamas».

Une telle campagne n'existe simplement pas. Les seules menaces auxquelles doit faire face Israël sont celles qu'il invente. Clinton a répété de vieux mensonges fatigués, disant que la charte du Hamas «appelle à la destruction d'Israël. L'Iran menace de détruire Israël». «Je suis en faveur d'étiqueter la Garde Révolutionnaire Iranienne, (NdT : Gardiens de la Révolution/Pasdarans), pour ce qu'elle est : une organisation terroriste. Il est impératif que nous devenions, à la fois, dur et intelligent, pour gérer l'Iran, avant qu'il ne soit trop tard».

Elle soutient une «réplique massive», si l'Iran attaque Israël, disant à cette époque : «Je veux que les Iraniens sachent que moi, présidente, nous attaquerons l'Iran. Dans les 10 prochaines années, pendant lesquelles ils pourraient, stupidement, considérer lancer une attaque contre Israël, nous serons capables de, totalement, les oblitérer». Elle approuve l'utilisation de cluster bombs, d'agents toxiques et d'armes nucléaires, dans les théâtres de guerre, menées par les USA. Elle appelle ces armes de la dissuasion qui «maintiennent la paix». Elle fut une des seuls six sénateurs démocrates opposés au blocage du déploiement des systèmes de missiles non testés, des armes de première frappe, entièrement, offensives. french.irib.ir 07.07

2- Syrie

- Damas réagit aux déclarations d'Obama concernant une transition du pouvoir, en Syrie - french.irib.ir

L'ambassadeur de Syrie, en Russie, a, vivement, critiqué les déclarations du président des Etats-Unis concernant une transition du pouvoir, en Syrie, et le départ du Président Bachar al-Assad.

L'ambassadeur de Syrie, à Moscou, Riyad Haddad, a déclaré, mardi, qu'aucune puissance, même, les Etats-Unis, n'a le droit de s'ingérer, dans les affaires intérieures de la Syrie.

Riyad Haddad a rejeté les déclarations du Président Barack Obama, qui a proposé une transition politique, en Syrie, ainsi que la formation d'un nouveau gouvernement, accompagnée de la démission du Président Bachar al-Assad. "Personne n'a le droit de demander la démission du Président Assad, élu, démocratiquement, par la majorité des Syriens", a ajouté Riyad Haddad. Il a, ensuite, souligné que les sondages montrent que plus de 60% des Syriens sont pour le maintien au pouvoir du gouvernement du Président Bachar al-Assad. french.irib.ir 07.07

3- Yémen

- Yémen : un bateau de guerre anéanti - french.irib.ir

Selon le site d'information Lahaj News , " les forces spéciales de l'armée yéménite ont pris pour cible lundi un bateau de guerre égyptien qui attaquait Sanaa é " le bateau a été pulvérisé alors qu'il se trouvait aux larges de Zaba, port saoudien. Selon une source bien informée au sein de l'armée yéménite , les forces spéciales faisaient partie de la garde nationale. Elles ont réussi à surmonter les obstacles et à faire exploser un bateau de guerre égyptien au port de Zaba.

Les sources saoudiennes n'ont pas osé confirmer cette attaque et se sont contentés d'affirmer qu'un missile venu " de nulle part et tiré on ne sait pas par qui " a détruit " un bateau égyptien". Est -ce le fait d'un missile? Les sources bien informées soulignent qu'un commando de l'armée yéménite ont pu pénétrer dans les eaux territoriales, monter à bord du bateau et le plastiquer ". Ce bateau avait participé au pilonnage des zones civiles yéménite. Il a explosé avec les membres de son équipage à bord. french.irib.ir 07.07

ECONOMIE

BRICS

- BRICS : le taux du commerce intérieur augmente de 70% - french.irib.ir

Le ministre russe du Développement économique a annoncé qu'en 2014, le taux des échanges commerciaux, à l'intérieur du BRICS, s'est élevé à 291 milliards de dollars.

Alexeï Oulioukaev a déclaré que le taux des échanges commerciaux entre les pays du BRICS a augmenté de plus de 70%, en six ans, passant de 168 milliards de dollars, en 2008, à 291 milliards de dollars, en 2014. Le ministre russe a ajouté que ces chiffres indiquent que le BRICS suit une politique économique satisfaisante. Le BRICS regroupe les cinq grandes

puissances économiques émergentes : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. french.irib.ir 07.07

Haut de page

Le 9 juillet 2015

CAUSERIE

On a mis un peu d'ordre dans la page d'accueil du site, les articles de juin des différentes rubriques ont été archivés. Je répondrai dans la journée aux courriels que j'ai reçus. Je dois aller en ville acheter le matériel pour faire mes travaux. J'attends de voir comment évolue la situation en Grèce pour mettre le site en stand by pendant quelques semaines comme cela a été annonçé. Je dois avoir terminé impérativement mes travaux avant la prochaine mousson.

A partir de septembre quand la température déclinera, je finaliserai mes plantations, sous 40°C ou plus actuellement toutes mes plantes crèveraient, pour le moment elles poussent dans des sacs plastiques de riz ou de ciment remplis de terre et de compost abrités par une bâche spécialement conçue pour l'agriculture ou l'horticulture qui ne laisse passer que 10% des rayons du soleil, cela dit à cause de la chaleur je dois les arroser deux fois par jour. En prime hier soir on a mangé le premier concombre. Au moins là mes efforts sont récompensés...

Le site sera actualisé dans l'après-midi ou demain car il n'y a pas d'infos urgentes ou importantes, à part peut-être Macron qui vient de révéler qu'il était monarchiste !

Vous ignoriez peut-être que le PS était compatible avec la monarchie, maintenant vous le savez. Cela vous fait une belle jambe, n'est-ce pas ? Ne le prenez pas sur ce ton, demandez-vous plutôt comment on a pu l'ignorer si longtemps, comment et pourquoi les uns et les autres se sont employés à camoufler sa véritable nature de droite et s'en sont finalement toujours accommodés.

La suite plus tard.

Haut de page

Le 10 juillet 2015

CAUSERIE

Voilà qui pourrait nous servir d'introduction à la causerie du jour. (rédigé hier matin)

Et pendant ce temps-là, dans un rapport de 24 pages le Pentagone détaille sa Stratégie Militaire Nationale, (SMN), pour 2015 et promet à tous les peuples la guerre, toujours plus de guerres, toujours plus longues, plus atroce, la guerre sans fin.

Et vous croyez qu'il y aurait un Etat, un chef d'Etat, un Premier ministre, un gouvernernement, un parlement qui par le monde appellerait à rompre ses relations avec l'impérialisme américain : Aucun !

Et pendant ce temps-là, le Parlement européen complice de la Commission européenne adopte un nouveau volet du projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) qui aura pour conséquence de soumettre tous les Etats de l'UE à la dictature des multinationales américaines et autres, de brader le peu de souveraineté qu'il reste aux peuples de l'UE.

Et vous croyez qu'il y aurait un Etat, un chef d'Etat, un Premier ministre, un gouvernernement, un parlement qui appellerait à rompre avec l'UE, l'euro, la BCE : Aucun !

Mais l'heure est à l'euphorie après le non massif au référendum grec, qu'il nous soit permis de ne pas partager cet enthousiasme dans la mesure où nous ne percevons aucune recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines.

Dans la vie ou sur le plan politique, on peut vivre une multitude d'expériences sans en tirer profit pour autant, pour demeurer incapable d'en tirer le moindre enseignement. Il faut qu'elles se traduisent par une modification pratique de notre comportement pour espérer ne pas les avoir vécues pour rien ou en pure perte dans l'avenir, ce qui doit se traduire sur le plan politique par notre engagement dans un parti, dans le cas contraire le bénéfice qu'on pouvait en retirer s'épuisera rapidement du fait

qu'on demeurera inconsciemment soumis à l'inertie de l'histoire qui tend en permanence à nous tirer en arrière. Comme quoi l'absence d'un tel parti est cruel !

Des millions de travailleurs ont participé un jour à la lutte de classes, à des grèves ou manifestations, réunions ou meetings, sans pour autant que leur niveau de conscience politique ne progresse, pire encore, des centaines de milliers se sont organisés dans des partis ouvriers pour les quitter par la suite sans avoir davantage progressés, ce qui témoigne que ces expériences ne leur ont servi strictement à rien ou n'ont pas permis à notre cause de progresser, il en va de même des millions de travailleurs qui sont syndiqués. Dans 9 cas sur 10, l'adhésion à un syndicat n'a pas plus de valeur politique qu'un abonnement à la piscine du coin.

On est donc en droit d'affirmer qu'il existe un sérieux problème au niveau de la conception de la lutte de classes qui a été adoptée par tous les partis ouvriers, qui est obsolète ou n'est pas adaptée à notre époque ou à la société, au monde dans lequel nous vivons en 2015. Ils refusent de l'admettre, ils rejettent cette conclusion qui pourtant coule de source en se basant uniquement sur les faits, ils ne veulent pas en entendre parler.

Cette obstination à ne pas regarder la réalité en face est suicidaire, car elle n'augure rien de bon pour la suite, croire ou faire croire le contraire serait se leurrer ou tromper travailleurs et militants.

Si on suivait leur raisonnement jusqu'au bout, on en arriverait à la conclusion qu'un adulte n'a pas à se mettre à la portée d'un enfant pour lui faire comprendre quelque chose, et que ce serait plutôt à l'enfant de se mettre au niveau des adultes, alors qu'il en est incapable du fait de son peu d'expérience de la vie. Peu importe la manière dont l'enfant y parviendra pensent-ils, de gré ou de force ou simplement par mimétisme sans développer la moindre conscience, seul le résultat immédiat compte à leurs yeux sans se soucier de sa véritable valeur, jusqu'au jour où surpris ils s'apercevront qu'elle était pour ainsi dire nulle pour déboucher sur une situation conflictuelle, délétère, incompréhensible, quasi inextricable ou sans issue autre que l'affrontement ou l'indifférence car totalement désarmé pour l'affronter.

Qui ne tire pas des enseignements de chaque expérience vécue est condamné au pire à régresser, au mieux à végéter ou à stagner au même stade d'ignorance et de soumission à l'ordre établi, dans ces conditions aucune progression de son niveau de conscience n'est envisageable, sauf à se leurrer soi-même.

Tirer des enseignements de chaque expérience vécue, c'est acquérir la garantie que chaque acquis ne finira pas par s'estomper ou disparaître au fil du temps, dans la mesure où il s'inscrit dans le cadre d'un processus dynamique, dialectique, qui suit son cours, et au cours duquel on sera amené à vivre de nouvelles expériences qui participeront à leur tour à l'élévation de notre niveau de conscience, pour atteindre un niveau tel que tout retour en arrière, toute rechute deviendra impossible pour peu qu'on soit suffisamment sincère et honnête, qu'on ait développé ces qualités qui nous immunisent contre la vanité ou l'opportunisme, car il s'agit de progresser sur tous les plans à la fois pour être digne des idées qu'on incarne et de la société à laquelle on aspire à vivre, qui dans le cas contraire n'inspireront confiance à personne.

Avez-vous manifesté la moindre confiance en Tsipras ? Si oui, c'était une grave erreur politique. Si non, c'est que vous vous en êtes tenus aux faits, bravo !

Le coup de poignard dans le dos du peuple grec par Tsipras.

Tsipras, le 29 janvier 2013 à Washington à l'institut néolibéral Brookings : « *Nous nous sommes accoutumés au fait de voir des politiciens qui disent une chose… avant d'être élu et une chose différente une fois au pouvoir, (...) nous ne disons que des choses auxquelles nous croyons et que nous allons essayer d'appliquer (...).* »

Avant de passer aux derniers développements, je vous soumets le texte que j'avais rédigé hier matin.

Le premier ministre grec Alexis Tsipras s'emploie à convaincre les chefs d'Etat de l'UE inféodés à l'oligarchie financière et les représentants de la troïka, que la politique d'austérité qu'ils ont imposée ces derniers années a eu des conséquences dramatiques pour le peuple grec comme s'ils ne le savaient pas et n'en étaient pas responsables ou encore ne s'en foutaient pas éperdument puisque c'était leur objectif, faire payer aux travailleurs grecs la crise du capitalisme ou les dettes des banquiers grecs, au lieu de décréter l'annulation de la dette de l'Etat et procéder à la nationalisation des banques et des grandes entreprises. En aparté, la même conclusion s'impose lorsqu'on vous trimballe à un ministère...

Le noeud coulant de la dette passé au cou de tous les Etats a été conçu pour les étrangler et les forcer à mettre en oeuvre les réformes structurelles voulues par l'oligarchie financière, qui détient le pouvoir de le refermer au cas où les Etats ne s'exécuteraient pas, sans que les Etats puissent le desserrer puisqu'ils ont abdiqué le pouvoir d'émettre leur monnaie et ne sont plus maîtres de leur budget.

Nous espérons que la Grèce va être exclue de la zone euro ou être contraint à la quitter, car cela ne suffira pas pour rétablir la situation économique de la Grèce, sans compter que ses créanciers exigeront toujours d'être payés. Même la sortie de l'UE

n'y suffirait pas, sans compter les sanctions et les mesures de rétorsion qui s'abattraient sur elle. On se rendra compte alors, que la thèse selon laquelle il suffisait de rompre avec l'euro et l'UE pour qu'un changement de politique puisse avoir lieu était pure charlatanerie ou illusion, sans simultanément s'attaquer aux fondements du capitalisme qui sont à l'origine de sa crise. (Apparemment, on pourrait être privé de ce scénario qui promettait d'être plein d'enseignements. - ndlr)

Rappelons que ces fondements reposent sur les inégalités entre les classes qui n'ont cessé de s'accroître et qui se sont traduites par la concentration des richesses entre les mains d'une infime minorité de riches ou d'ultra riches capitalistes, tandis les besoins des masses exploitées n'ont cessé de s'accroître également. La confiscation des richesses produites par les oligarques va de pair ou est le pendant de la confiscation du pouvoir politique par des partis à leur solde, elle en est même le corollaire indispensable pour contenir la crise du capitalisme et neutraliser la lutte des classes à leur profit, afin d'imposer leur nouvel ordre mondial sans lequel le capitalisme finirait par s'effondrer.

Tout au long de l'histoire du capitalisme nous avons assisté une multitude de fois au même scénario ou plutôt à la même mise en scène lors de chaque crise ou dépression, qui devait se solder par une plus grande concentration du capital pour contrebalancer les effets de la baisse tendancielle du taux de profit qui mine l'existence du capitalisme pendant ou à l'issue d'une guerre. Aujourd'hui ils exploitent à fond la crise du capitalisme dans le contexte d'un gigantesque endettement de l'économie mondiale qui ne leur laisse aucune marge de manoeuvre, aussi sont-ils contraints de recourir à des méthodes autoritaires pour imposer leur politique à tous les Etats.

Quand ils font dépendre ce qu'ils appellent la croissance d'une hausse de la productivité qui n'est pas envisageable indéfiniment ou au même rythme qu'autrefois et alimente la baisse tendancielle du taux de profit, et de la consommation qui ne peut que stagner ou baisser du fait du chômage de masse et de la menace qui pèse sur chaque salarié du secteur privé, ils témoignent de leur incapacité à résoudre la crise actuelle du capitalisme ou que les moyens employés précédemment sont devenus inopérants, et qu'il leur faut donc procéder autrement en orchestrant l'effondrement du capitalisme sans pour autant que la perspective d'une nouvelle expansion du capitalisme n'en découle, puisqu'ils ont déjà hypothéqué ou consommé les profits qu'il y aurait eu lieu d'en attendre, ils sont donc obligés de s'attaquer violemment aux besoins élémentaires de la population, à l'ensemble des acquis sociaux du prolétariat dans une toute autre perspective politique garantissant leur domination de classe qu'ils savent menacée par les lois de fonctionnement qui régissent le capitalisme, d'où la nécessité pour eux de les contourner ou de s'en émanciper en recourant à des méthodes financières mafieuses, ce dont ils peuvent se permettre puisqu'aucun gouvernement n'osera les dénoncer après avoir corrompu tous les partis institutionnels.

J'ai lu dans un article qu'un conseiller important du gouvernement grec au cœur des négociations avec Bruxelles s'était livré à plusieurs journalistes, et qu'au cours de cet interview il avait expliqué que Tsipras et Varoufakis avaient débarqué en ayant une vision iddylique des institutions européennes, ils croyaient qu'il suffirait de faire preuve de bonne volonté ou d'afficher leurs bonnes intentions pour que l'Eurogroupe, la troïka et le gouvernement allemand en fassent de même ou qu'ils partageaient les mêmes intérêts. Grave erreur, terrible illusion, alors que Tsipras et Varoufakis sont des gens apparemment sérieux et possédant des qualités intellectuels indiscutables, alors qu'ils connaissaient sur le bout des doigts la nature des problèmes auxquels la Grèce était confrontée depuis des années, ils semblent malgré tout ne pas avoir compris pourquoi leurs interlocuteurs adoptaient une position aussi intransigeante ou féroce envers le peuple grec ou qu'ils refusaient tout compromis, exactement comme s'ils (Tsipras et Varoufakis) ignoraient la nature exacte de la crise actuelle du capitalisme telle qu'on l'a exposée brièvement plus haut, ne comprenant pas que l'attitude intransigeante de leurs interlocuteurs n'était pas motivée par leur volonté d'en finir avec cette crise mais bien plutôt de l'instrumentaliser dans une perspective purement politique qui s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie politique mondiale arrêtée par l'oligarchie financière anglo-saxonne, de la même manière qu'on ne peut pas comprendre le développement de la situation au Moyen-Orient et l'acharnement des Américains sur la Syrie qui ont décidé d'avoir la peau d'Assad, si on n'a pas à l'esprit cette stratégie globale qui ne supporte pas la moindre concession ou contradiction, qui nécessite que tout obstacle ou opposant soit éliminé par n'importe quel moyen, y compris en recourant à la pire des barbaries.

La crise du capitalisme a atteint le stade où sa résolution même temporaire et en grande partie artificielle (en recourant au crédit) ne se traduira pas par de nouveaux progrès sociaux, cette époque est définitivement révolue, mais bien par une dégradation constante des conditions de travail et d'existence de l'ensemble des travailleurs, ajoutons sur fond de haines, de chaos généralisés et de guerres sans fin, c'est le prix à payer par tous les peuples pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui ne doit profiter qu'à une infime partie de la population qu'incarne le néolibéralisme.

Dès 1971 les Américains ont commencé à court-circuiter le fonctionnement normal du capitalisme en réalisant un hold up sur l'économie mondiale dès lors attelés à une monnaie de singe, le dollar. Ils ont poursuivi en créant des instruments financiers de plus en plus perfectionnés pour pomper les économies des classes moyennes et les ruiner. Simultanément ils ont procédé à la dérégulation de la finance pour pouvoir se livrer à une multitude de magouilles pour s'assurer le contrôle des taux de change, des taux d'intérêts, du cours des matières premières, des actions ou de la bourse, ils ont développé les marchés dérivés et autres instruments spéculatifs pour camoufler leurs malversations, ils ont procédé à la dérégulation du commerce mondial à leur avantage ou pour mieux piller les richesses de tous les continents, et pour qu'il ne manque rien à l'appel ils ont fait en sorte que tous les Etats dépendent du marché pour se financer, de telle sorte qu'ils s'endettent jusqu'à l'asphyxie, de manière à les affaiblir et pouvoir dicter la politique qu'ils devaient appliquer sous peine de leur couper le robinet et de les mener à la faillite s'ils résistaient à leur diktat. A l'arrivée on a le schéma complet, parfait, d'une dictature mondiale qui s'est mise en place ou imposée par un groupe de banquiers anglo-saxons et internationaux hypers puissants au-dessus des peuples et des Etats, disposant d'un pouvoir quasi illimité et sans concurrent, hormis la lutte de classe du prolétariat mondial qui n'en est pas encore

rendu au stade de pouvoir revendiquer le pouvoir politique pour décider de son destin, puisqu'il n'est pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction politique.

Messieurs Tsipras et Varoufakis ignoreraient-ils tout cela ? Comment peut-on engager la responsabilité de tout un peuple en en étant inconscient ? Nous avions écrit un jour qu'il était faux ou creux de croire et répéter sans cesse que la politique américaine était uniquement dictée par la volonté des Américains de conserver leur hégémonie sur le monde, c'est une formule qui ne vaut rien ou ne veut absolument rien dire si on ne la replace pas dans le cadre du développement du capitalisme qui le conduit à sa propre faillite, on ne peut pas comprendre que ne pouvant pas y échapper et ses représentants en ayant parfaitement conscience, ils feront en sorte de trouver les moyens de s'émanciper de ce cadre pour assurer leur survie ou garantir leurs privilèges, quitte à enfreindre les règles du capitalisme sur le plan économique, puis tous les traités qu'ils avaient signés sur le plan politique, qu'ils étaient prêts à transformer la société ou l'humanité en un gigantesque camp de travail forcé ou de concentration sans foi ni loi autres que celles qu'ils auraient édictées, tenez les traités transatlantique et transpacifique les préfigurent ou en sont la trame et l'aboutissement, la réalisation grandeur nature.

Mais apparemment cela n'a pas suffit à messieurs Tsipras et Varoufakis qui s'imaginaient pouvoir avoir des relations courtoises, diplomatiques, d'égal à égal avec les représentants de l'oligarchie financière qui avaient de toute évidence d'autres intentions en tête pour adopter une telle disposition.

On rajoutera ce matin, que pour s'employer à convaincre ou feindre de convaincre serait sans doute plus juste les chefs d'Etat de l'UE inféodés à l'oligarchie financière et les représentants de la troïka, Tsipras était : soit un crétin, ce que l'on ne pense pas, soit un vendu, ce qui est le plus vraisemblable pour ne pas dire qu'on en a l'intime conviction depuis le début, rappelez-vous le discours rassurant qu'il avait tenu en 2013 aux Etats-Unis :

- Devant l'assistance rassemblée par le groupe de réflexion néolibéral Brookings Institute de Washington. « *J'espère vous avoir convaincu que je ne suis pas aussi dangereux que certains le croient* », on veut bien le croire !

« *Y a-t-il une raison valable pour que quelqu'un craigne la gauche en Grèce aujourd'hui ?* » a demandé Tsipras à son auditoire au milieu de ses remarques de mardi. « *J'ai entendu la personne qui s'exprimait avant moi dire que je représente la gauche radicale [c'est la traduction du nom de son parti, ndt]… Mais en quoi sommes nous réellement radicaux ? Les alarmistes vous diront que notre parti va arriver au pouvoir, déchirer nos accords avec l'Union européenne et le FMI, faire sortir notre pays de la zone euro, rompre tous les liens de la Grèce avec l'occident cultivé – civilisé, puis transformer la Grèce en une nouvelle Corée du Sud.* » Il assuré à ses auditeurs que le « *but [de SYRIZA] est de sauver le pays et de maintenir le pays dans la zone euro.* »

Sa principale proposition, à laquelle il a fait référence à plusieurs reprises dans ses remarques, est, pour reprendre ses termes, une « *coupe* » pour les créanciers publics de la Grèce, principalement la Banque centrale européenne (BCE) et les pays de la zone euro, similaire à l'annulation partielle de la dettes imposée aux banques et aux prêteurs privés en octobre 2011 qui a réduit de moitié les intérêts attendus des emprunts grecs.

Les remarques de Tsipras montrent clairement que SYRIZA n'a aucune intention de répudier la dette grecque ou de déchirer l'accord sur les mesures d'austérités passé entre Athènes et ce que l'on appelle la troïka (Commission européenne, FMI, et BCE), ils veulent simplement en renégocier les termes.

Tsipras s'est vu demander par un des membres du public pourquoi le peuple grec devrait s'attendre à quelque chose de différent de la part de SYRIZA par rapport à ce que fait le Premier ministre Samaras « *qui était initialement opposé à l'accord et qui maintenant le soutient.* »

« *Nous nous sommes accoutumés au fait de voir des politiciens qui disent une chose… avant d'être élu et une chose différente une fois au pouvoir,* » a-t-il répondu, « *comme vous le voyez, nous ne disons que des choses auxquelles nous croyons et que nous allons essayer d'appliquer. Nous ne disons rien de complètement fou.* »

- Après la réunion de Tsipras au FMI, l'agence a publié un bref communiqué qui reconnaît que Lipton (le n°2 du FMI. - ndlr) et le dirigeant de SYRIZA « *ont eu une discussion constructive et sincère sur les défis économiques auxquels la Grèce est confrontée.* », on aura compris qu'il ne pouvait pas être à la fois "*sincère*" avec le FMI et le peuple grec, on savait d'avance qui il tromperait.

Au sein de la classe dirigeante à Washington, il y a eu des déclarations d'approbation pour la performance de Tsipras aux Etats-Unis, laquelle a été accueillie comme un virage à droite supplémentaire de la part de SYRIZA. « Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus socio-démocrate, » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. Lombardi, toujours d'après leJournal, a dit que la tournée américaine de Tsipras « souligne le passage de SYRIZA à une position plus équilibrée, politiquement mature, qui pourrait rassembler plus de soutien en Grève et est plus acceptable vue de l'étranger. »

Un article affiché sur le site Web de l'institut Brookings déclare également : « Dans un pays où les gauchistes ont historiquement étés incendiaires, prompts à la violence, et agressivement anti-américains, M. Tsipras se révèle chaleureux, courtois, pragmatique

et pressé d'entendre le point de vue américain. [...] Il a parlé chaleureusement des appels à la justice sociale lancés par le président Obama lors de son discours d'investiture. »

Effectivement, dans son discours de mardi, il a loué la politique du gouvernement Obama et du conseil de d'administration de la Banque fédérale américaine, tout en donnant une image édulcorée de la situation sociale aux Etats-Unis. « L'une des choses que je remarque ces deux derniers jours que j'ai passé aux Etats-Unis [...] c'est que l'Amérique est un pays qui ne se trouve pas dans un état de dépression comme l'est la Grèce, » a-t-il dit. « Je n'ai vu aucun commerce fermé. Je n'as vu aucun visage triste. Je n'ai vu aucun signe de désespoir nulle part. L'Amérique a échappé à la misère après 2008. » (Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI - mondialisation.ca 02.02.2013)

Les quelque 93 millions d'Américains au chômage ou contraints à occuper des emplois à temps partiel, les quelque 40 millions sans couverture maladie, les millions de travailleurs et leurs familles qui ont perdu leur maison et se sont retrouvés à la rue depuis 2008, etc. Tsipra n'en a pas croisé un seul, ils n'existaient pas plus pour lui que pour les banquiers ou le FMI, ce témoignage et le reste de sa prestation aux Etats-Unis en 2013 ne laissaient aucun doute sur sa nature sociale et ses intentions futures.

C'est parce que nous avions conservé à l'esprit ces déclarations de Tsipras, que nous n'avons manifesté aucun enthousiasme en direction de Syriza et du gouvernement grec depuis février dernier. Nous savions que le dénouement approchait depuis l'annonce de ce référendum qui verrait Tsipras et Syriza tomber le masque de l'imposture, du populisme.

Nos lecteurs ne devraient pas en être surpris. Quelle chance ils ont franchement !

Nous avons appelé à voter non au référendum du 5 juillet, sans réserves, en précisant cependant qu'aucune illusion n'était permis dans la politique adoptée par Tsipras et son gouvernement qui s'inscrivait dans la continuité de la politique de leurs prédécesseurs, à aucun moment nous n'avons manifesté le moindre doute sur leur refus d'affronter le capital au-delà de leurs discours démagogiques, y compris en cas de victoire du non. Nous avons été jusqu'à oser caractériser Syriza de parti de droite pour ne laisser place dans la tête de nos lecteurs au moindre doute sur ses réelles intentions présentes et à venir. Un parti de gauche, c'est un parti qui rompt avec la troïka, dans le cas contraire c'est un parti de droite, fastoche à retenir non ?

Avons-nous eu raison ou tort ? Apparemment les faits nous donnent raison sans la moindre ambiguïté.

Avions-nous raison d'écrire que Tsipras avait déjà voté oui en appelant à voter non quelques jours avant le référendum du 5 juillet, vous vous en souvenez, n'est-ce pas ? Tsipras venait d'envoyer (le 26 juin) une lettre à la troïka dans laquelle il capitulait sur toute la ligne.

Avons-nous eu raison de ne pas nous enthousiasmer outre mesure le soir du 5 juillet après l'annonce des résultats de ce référendum ?

Ce n'est pas seulement Alexis Tsipras qui vous a pris pour des demeurés, mais tous les vendus qui ont entretenu le suspens sur ses réelles intentions.

Dans le n°359 d'Iformations ouvrières, Marc Gauquelin, un trotskyste, sans rire, a osé écrire à propos du peuple grec ; "*Il est possible qu'il ait été sensible, sur le moment, aux envolées lyriques du discours d'Alexis Tsipras, mais on peut déjà imaginer que la magie du verbe ne durera pas*", alors que le contenu de la lettre qu'il avait adressée à la troïka quelques jours à peine avant le référendum indiquait sans l'ombre d'un doute sa décision de capituler quel que soit les résultats de ce référendum tuant ainsi dans l'oeuf "*la magie du verbe*" pour qui avait des yeux et des oreilles et était capable de s'en servir pour s'en tenir aux faits, ce qui n'est manifestement pas le cas ici.

Ce qui est en cause ici, ce n'est pas trop les illusions colportées dans un parti et un gouvernement attelés au capitalisme et à ses institutions, mais celles prêtant aux travailleurs grecs la capacité de déjouer les plans cyniques de ce parti et du gouvernement, alors qu'ils n'ont cessé de démontrer depuis cinq ans qu'ils étaient incapables de se doter d'une nouvelle direction politique incarnant strictement leurs intérêts, et qui plus est d'inverser le cours des choses ou d'empêcher que la politique destructrice de la troïka ne s'applique.

Faire preuve d'optimisme alors que rien ne s'y prête, relève de la manipulation des faits pour faire croire aux militants que quelles soient les conditions existantes tout serait possible, ce qui va à l'encontre de la volonté indispensable de partir de la réalité telle qu'elle est pour mener le combat dans la perspective de réunir les conditions politiques qui permettraient aux travailleurs d'affronter le régime dans les meilleures conditions possibles, pour espérer pouvoir lui infliger de réelles défaites et avancer vers son renversement.

En lisant que "*les relais grecs du capital financier, qui bénéficient de la complicité de la vieille classe politique corrompue (...) ont été jusque-là épargnés*" par le gouvernement de Tsipras (Communiqué du POI après le référendum en Grèce du 5 juillet 2015), on pourrait se laisser aller à imaginer que Tsipras fort du résultat du référendum pourrait cesser d'épargner les banquiers et capitalistes grecs, or s'il n'en avait jamais eu l'intention au cours des cinq derniers mois, dès lors on ne voyait pas

pourquoi soudainement il cesserait de les épargner, sauf à ménager le gouvernement grec et entretenir des illusions dans ses intentions, alors que les choses étaient parfaitement claires, sauf pour le POI apparemment.

Que les travailleurs s'appuient sur la victoire du non pour se mobiliser et exiger que le mandat qu'ils ont confié au gouvernement soit respecté est une autre question ou facette de la situation.

Tsipras et Syriza, en trahissant le mandat du peuple grec, vont à l'opposé lui envoyer un message de désespoir, démoralisant, démobilisateur. Il va alimenter la crise au sein de Syriza, coalition faite de bric et de broc conçue depuis le départ pour prendre le relais du Pasok et de la Nouvelle Démocratie pour le compte des créanciers de la Grèce, Syriza est vouée désormais à exploser et décliner avant de disparaître.

Au passage, cette expérience prouve (si nécessaire) aux travailleurs que ce genre de coalition ou mouvement hétéroclite n'a aucun avenir et ne correspond pas au type de formation politique dont ils doivent se doter pour s'emparer du pouvoir politique, et que seul un parti ayant inscrit dans son programme et combattant quotidiennement pour la rupture avec l'euro et le capitalisme, l'ensemble des institutions nationales, européennes et internationales du capital, pouvait incarner leurs intérêts et permettre d'atteindre ensemble ces objectifs politiques, car fondé sur les enseignements de la lutte de classe du passé et armé de la théorie marxiste, guides ou instuments sans lesquels il est impossible de résoudre les questions sociales en suspens et d'entrevoir sérieusement un changement de société ou d'avancer sur la voie du socialisme.

- Grèce : Alexis Tsipras propose une capitulation aux créanciers - latribune.fr

Le plan proposé au MES par la Grèce ce jeudi 9 juillet ressemble de près au projet du 26 juin. Une victoire posthume du "oui" au référendum qui devra être compensé par une restructuration de la dette.

Alexis Tsipras rend les armes. Ce jeudi 9 juillet à 21 heures, le gouvernement grec a remis au Mécanisme Européen de Stabilité (MES) un plan de « réformes » détaillé afin d'obtenir un financement de 50 milliards d'euros sur trois ans.

Excédents à réviser ?

Globalement, ce plan (que l'on peut retrouver ici en intégralité) est assez proche du projet du 26 juin, version légèrement modifiée de celle du 25 juin présentée par les créanciers et rejetée par les électeurs grecs le 5 juillet. C'est donc un plan sévère, prévoyant un excédent primaire (avant service de la dette) de 1% en 2015, 2 % en 2016, 3 % en 2017 et 3,5 % en 2018. Mais Athènes précise qu'elle demande à réviser le « chemin » de ces excédents au regard des « récentes développements économiques. »

Les économies proposées

Pour parvenir à ces objectifs, il sera imposé un taux normal de TVA de 23 %, notamment sur les restaurants et un taux réduit de 13 % sur les hôtels, l'alimentation de base et l'énergie. La décote de 30 % dans les îles sera progressivement supprimée en partant des îles les plus riches. Si les objectifs sont atteints, elle sera maintenue dans les îles les plus pauvres. Une revue aura lieu fin 2016.

Concernant les retraites, la proposition grecque prévoit une réduction des dépenses de 0,25 % à 0,5 % du PIB en 2015 et de 1 % du PIB en 2016. L'âge de départ à la retraite sera de 67 ans en 2022. Le gouvernement demande que la suppression du complément de retraite pour les plus fragiles, l'EKAS soit reportée à fin 2019 au lieu de fin 2018. Mais sa suppression commencera immédiatement par les 20 % qui touchent le plus. La retraite complémentaire sera gelée jusqu'en 2021. Les cotisations santé des retraités seront portées de 4 % à 6 %.

La Grèce propose d'achever la dernière réforme des retraites de 2010 et d'aller plus loin avec une nouvelle réforme. Le point essentiel de cette nouvelle réforme vise à réduire au maximum les départs à la retraite anticipée. Pour cela, le gouvernement compte sur un système de pénalités. (francetvinfo.fr 09.07)

Le programme prévoit par ailleurs des réformes ambitieuses (mais acceptée par le gouvernement depuis longtemps) de l'administration fiscale, notamment. Les réformes du marché du travail seront mise en place en accord avec les standards de l'OCDE qui sont acceptés par Athènes. Enfin, des hausses de taxes et d'impôts sont prévues : sur les sociétés (de 26 % à 28 %), sur les compagnies maritimes ou le luxe. Davantage de privatisations sont aussi proposés. Les dépenses militaires sont réduites de 100 millions d'euros en 2015 et de 200 millions d'euros en 2016. Moins que ce que demandaient les créanciers. En tout, les mesures s'élèvent à 13 milliards d'euros sur trois ans, soit en moyenne plus que les 8 milliards d'euros de la proposition de Syriza du 22 juin.

De nombreuses mesures fiscales techniques sont prévues. Les agriculteurs devraient subir ces nouvelles mesures d'austérité, avec une notamment une baisse des subventions sur le diesel. Les propositions prévoient également de relever immédiatement les taxes sur les produits de luxe et la publicité à la télévision.

Victoire posthume du « oui » ?

Politiquement, la pilule sera difficile à faire accepter par Syriza, le parti au pouvoir. La Vouli se réunira pour voter le texte en procédure d'urgence (jadis honnie par Syriza) vendredi. Le texte proposé ressemble, il est vrai, à une victoire posthume du « oui » puisque le plan légèrement modifié du 25 juin est désormais proposé par Alexis Tsipras. Selon le Guardian, le premier ministre interpréterait ce « non » de dimanche avant tout comme le renouvellement de son mandat, qui le renforcerait dans sa capacité à prendre le « meilleur parti » pour le pays. Or, faute de liquidités, l'économie grecque se meurt rapidement. La situation s'aggrave de jour en jour. Et le premier ministre ne veut pas prendre le risque, ni l'initiative, d'un Grexit. Il doit donc faire des concessions importantes.

Ceci convaincra-t-il la gauche du parti, qui peut représenter 70 des 149 députés de Syriza ? C'est loin d'être sûr. Et déjà, selon Proto Thema, le ministre de l'Energie Panagiotis Lafanzanis, représentant de l'aile gauche, et le chef des Grecs Indépendants, Panos Kammenos, ont refusé de signer le projet de loi. Certes, pour le faire accepter, Alexis Tsipras disposera de quelques atouts : il n'y aurait pas de coupes dans les salaires et (presque pas) dans les retraites, ce qui préserve une importante « ligne rouge » du gouvernement hellénique. Par ailleurs, Alexis Tsipras pourrait tenter de négocier deux concessions importantes dimanche lors du sommet européen.

Un plan d'investissement

La première est un plan d'investissement. Selon nos informations, Athènes demanderait que le « plan » de 35 milliards d'euros promis par Jean-Claude Juncker, qui n'est en réalité que le déblocage des fonds structurels et agricoles actuellement bloqués par la commission européenne, serait rapidement mis à disposition du pays afin de créer un « choc positif » pour compenser les effets des mesures d'austérité. Ce point est important, car même si ces fonds ne sont pas réellement nouveaux, leur injection rapide et massive offre une possibilité qui n'était pas incluse dans les précédents mémorandums. Mais l'effet macroéconomique de ces fonds et leur capacité à « compenser » les mesures prises sont loin d 'être acquis.

Question de la dette

La seconde concession serait évidemment une restructuration de la dette à long-terme. Sans cette concession majeure, il semble impossible que Syriza ne se divise pas. Et il n'est pas sûr que le plan grec soit acceptable même pour Alexis Tsipras. Le texte déposé à la Vouli prévoit de rendre la dette "soutenable" après 2022, donc sur la partie due aux Etats européens. Reste à savoir si les créanciers accepteront d'évoquer le sujet. Ce jeudi 9 juillet, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a concédé qu'une restructuration était nécessaire, mais il a prévenu que, selon lui, les traités laissaient peu de marge de manœuvre.

Quelle majorité ?

Bref, il n'est pas certain que le parti suive Alexis Tsipras. La question est désormais de savoir ce qui se passera si ce texte n'est adopté qu'avec les voix des partis du centre et de droite, donc les partis du « oui. » Alexis Tsipras dissoudra-t-il la Vouli ou entrera-t-il en coalition avec ces partis pour former une « union nationale » ? Le premier cas risque de bloquer les négociations et de déclencher le Grexit. Le second serait une victoire politique complète pour Bruxelles et Berlin qui ont ce schéma en tête depuis plusieurs mois (sa première mention date d'avril dernier dans un article du Financial Times). Grâce à l'asphyxie financière du pays, les créanciers auront donc réussi à effacer le résultat politique du référendum du 5 juillet.

Menace du Grexit

Mais il n'est pas certain que ce texte soit accepté par les créanciers. Angela Merkel avait demandé des "efforts supplémentaires" lundi 6 juillet en précisant que le plan devait désormais être plus "dur" qu'avant le référendum. Mais avec une telle proposition qui s'apparente à une capitulation, Alexis Tsipras fait des concessions considérables qui ne sont acceptables que dans le cas d'une révision du stock de dettes. Si les créanciers veulent aussi éviter le Grexit, ils doivent donc désormais faire un geste sur le dossier de la dette. Que fera le premier ministre grec si ce plan ne s'accompagne pas d'un engagement sur la dette ? Nul ne le sait, mais la menace du Grexit n'a pas disparu. latribune.fr 09.07

Ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir avec Tsipras.

Sur la question de l'effacement de la dette, Angela Merkel, en visite en Bosnie est restée ferme : "J'ai déjà dit qu'il était hors de question de réduire la dette. Je n'ai pas changé d'avis entre hier et aujourd'hui", a déclaré la chancelière allemande. Même son de cloche du côté de la directrice du FMI, Christine Lagarde : "On ne peut pas appliquer un traitement privilégié à tel ou tel pays pour telle ou telle raison". Francetv info 09.07

Comme quoi la suite était écrite d'avance. Info d'avant-hier.

- Alexis Tsipras prêt à faire de nouvelles propositions à l'Europe - Francetv info

Désormais, le scénario d'un Grexit (sortie de la Grèce de la zone euro) n'est plus écarté. "Je suis contre la sortie de la Grèce de la zone euro, mais je ne pourrai rien faire pour l'empêcher si le gouvernement grec ne fait pas ce qu'on attend d'un gouvernement", a déclaré Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne.

La Grèce devrait s'engager à réformer son régime de retraites et sa fiscalité. Avant demain minuit, Alexis Tsipras devra présenter ses propositions écrites. Les ministres des Finances les étudieront samedi. Dimanche, le sort de la Grèce devrait se jouer, à l'occasion d'un sommet européen des 28 pays membres de la zone euro. Francetv info 08.07

Révélateur. L'union nationale autour de Tsipras... et pour cause.

- Alexis Tsipras réussit à unifier l'Europe... contre lui - Atlantico.fr

Il a reçu tous les chefs des partis de l'opposition parlementaire à l'exception d'Aube Dorée, qui lui ont assuré de leur soutien, lu dans un article hier.

Aucun gouvernement des pays de l'UE ne représente le peuple, tous incarnent la stratégie néolibérale de l'oligarchie financière.

En Complément.

- Les banques grecques resteront fermées jusqu'à lundi - Reuters

Les banques grecques resteront fermées jusqu'à lundi prochain et le plafond de retrait sera maintenu d'ici là à 60 euros par jour et par personne, a annoncé mercredi le ministère des Finances. Reuters 08.07

Ce sont les mêmes qui imposent ces mesures : Washington et ses oligarques.

- Grèce : les banques resteront fermées jusqu'à lundi - Francetv info

- Ses ports bloqués, le Yémen traverse une grave crise humanitaire - Reuters

Un article bon à jeter à la poubelle... comme beaucoup d'autres.

Combien ont spéculé sur l'issue de la crise grecque sans tenir compte de la nature de Tsipras, de Syriza et du gouvernement grec ? On nous avait même affirmé que le nouveau ministre des Finances grec Euclide Tsakalotos était encore plus marxiste que le précédent et qu'il falait s'attendre à ce qu'il adopte une position intransigeante envres la troïka, quel enfumage, quel manque d'a propos ou de perspicacité !

- Pourquoi la Grèce n'a pas intérêt à négocier le Grexit - latribune.fr

La sortie de la Grèce de la zone euro devient un scénario de plus en plus probable. Mais qui appuiera sur la gâchette ? La réponse à cette question n'est pas seulement rhétorique, mais aura aussi des conséquences légales.

Le Grexit est-il inéluctable ? Ce mercredi 8 juillet, rien n'est joué. La Grèce joue son rôle de bon élève. Elle a transmis une demande officielle de soutien de 50 milliards d'euros au Mécanisme européen de Stabilité (MES) pour une durée de trois ans. Mardi soir, le Conseil européen a demandé à Athènes de lui proposer un plan de « réformes ». La Commission a précisé que ce plan devra arriver à Bruxelles avant jeudi, minuit. S'il est validé, ce plan permettra de débloquer un financement relais, puis de débloquer les fonds du MES. Dans ce cas, la BCE pourrait alors rétablir pleinement le pays dans la zone euro en redonnant de l'air aux banques. Et la Grèce resterait dans l'euro, pour l'instant du moins.

Sans accord dimanche, le Grexit inévitable

Mais si ce n'est pas le cas ? Si le énième plan grec ne convient pas, alors les créanciers européens semblent décider à lâcher la Grèce. Donald Tusk, le président du Conseil européen, a parlé de « dernière chance. » Ce mercredi matin, le gouverneur de la Banque de France a prévenu que sans espoir d'un accord politique, le robinet de l'ELA (fourniture de liquidité d'urgence) sera coupé. Dès lors, la Grèce n'aura plus accès au moindre euro. Une telle option, si elle n'est pas encore sûre, est loin d'être exclue. Mardi soir, Angela Merkel a prévenu qu'elle souhaitait des conditions plus dures que celles prévues dans les propositions rejetées par le peuple grec le 5 juillet. Ceci ressemble à une punition du peuple grec pour son « mauvais » vote de dimanche. Punition, on le comprend, a priori difficilement acceptable par le gouvernement hellénique.

Une austérité acceptée à Athènes

Il est malaisé de dire à la lecture de la lettre du ministre des Finances grec Euclide Tsakalotos si cette exigence allemande sera respectée. Le texte fait par de la volonté de prendre des « mesures fiscales et des mesures sur les retraites » dès la semaine prochaine, mais sans fournir de détails. Et Alexis Tsipras pourrait faire avaler la pilule d'un plan sévère à son peuple. Après tout, depuis le « non » de dimanche, il est devenu incontournable en Grèce. N'ayant plus guère d'adversaire à sa hauteur, il peut prétendre que ce nouveau mémorandum permettra de réaliser les réformes véritables que les Grecs attendent : la destruction du clientélisme et l'amélioration de l'efficacité de l'Etat. Il peut aussi expliquer que c'est le prix à payer pour rester dans l'euro, ce que souhaite encore l'immense majorité des Grecs.

La volonté grecque de discuter de la dette

Ceci serait peut-être acceptable - non sans mal cependant - si le gouvernement obtenait un engagement ferme à ouvrir des discussions sur la restructuration de la dette. Ce sera là sans doute l'argument suffisant pour faire voter un plan drastique à la Vouli, le parlement grec. Et c'est sans doute sur ce point que se jouera le Grexit. Dans sa demande au MES, Euclide Tsakalotos a indiqué que la « Grèce salue une opportunité (« welcomes an opportunity ») d'explorer d'éventuelles mesures à prendre pour que la dette publique devienne soutenable et viable sur le long terme. » Un texte certes assez vague, mais qui prouve la détermination grecque à aborder cette question dans le cadre du plan du MES.

Le refus de la restructuration des créanciers

Or, aucun créancier ne veut aborder ce point. Jean-Claude Juncker a évoqué une vague promesse d'ouvrir les discussions sur la dette en octobre, une fois les réformes engagées. Mais cette promesse ne saurait satisfaire Athènes. Elle serait encore moins engageante que celle de novembre 2012 qui n'a pas été respectée. Surtout, la probabilité du respect de cette promesse est très faible. Ce mercredi, un porte-parole du ministère allemand des Finances a expliqué que Berlin « n'était prêt ni à une décote classique sur la dette, ni à un reprofilage », donc à une révision du taux d'intérêt et de la maturité de la dette. Bref, le gouvernement allemand préfère prendre le risque de perdre tout que de négocier la dette. Et cela rend désormais très difficile un accord.

Sortie négociée ?

Dès lors, la question du Grexit doit s'accompagner d'une autre interrogation : celle de la forme que prendra ce Grexit qui, rappelons-le, n'est pas prévu par les traités. Depuis mardi soir, un scénario circule dans les cercles européens : en cas d'échec des négociations, les créanciers européens pourraient proposer à la Grèce une « sortie négociée » de la zone euro, moyennant une aide financière. Ce scénario permettrait de traiter de tous les sujets qui fâchent et de solder la question grecque en Europe. Mais comment négocier un Grexit ? La réponse la plus simple serait le recours à l'article 50 du traité de fonctionnement de l'UE (TFUE) qui permet de négocier la sortie de l'UE d'un pays... à sa demande. Or, il est pratiquement impossible que la Grèce accepte une telle procédure.

Un Grexit « par nécessité », le choix d'Athènes ?

Pourquoi ? D'abord parce que, en Grèce, personne ne veut quitter la zone euro, encore moins l'Union européenne. Alexis Tsipras ne cesse de le marteler et il n'acceptera pas de négocier cette sortie. Dans ce cas, une expulsion sous la pression de la BCE peut lui sembler un meilleur choix, politiquement, mais pas seulement. Si, en effet, la Grèce ne prend aucune initiative pour sortir de la zone euro, mais est contrainte de modifier sa monnaie par la force de la nécessité, parce qu'elle n'a plus accès à l'euro, elle n'aura aucune raison de quitter l'UE. Elle pourra même toujours prétendre alors être membre de la zone euro, temporairement incapable d'utiliser cette monnaie. Une sorte de « mise entre parenthèse » qui peut durer longtemps, mais qui aura l'avantage de préserver l'adhésion à l'UE et les promesses d'Alexis Tsipras.

Vide juridique

La Grèce profiterait alors d'un vide juridique : les traités ne prévoient pas ce cas : que faire, lorsque toutes les banques d'un pays sont inéligibles au financement de la BCE ? Or, c'est précisément ce qui est sur le point d'arriver en Grèce. Faute d'euros, les entreprises commencent à échanger des bons ayant une valeur monétaire de facto (ce que l'on appelle des « scrips »). Pour éviter que l'économie ne sombre, le gouvernement pourrait nationaliser les banques, émettre des créances ayant valeur monétaire et réquisitionner la banque centrale. C'est un plan évoqué, selon The Telegraph, par le cabinet grec. Tout ceci est interdit par les traités, mais nécessité faisant loi, Athènes peut prétendre y être contraint par la décision de la BCE de couper l'ELA.

Des sanctions contre la Grèce ?

Comment réagira alors l'UE ? Sanctionner la Grèce ne sera pas simple. Il faudra avoir recours en effet à l'article 7 du traité de l'Union européenne qui permet de suspendre d'un certain nombre de droits les Etats membres lorsqu'est avérée « l'existence

d'une violation grave et persistante » des « valeurs européennes » énoncées à l'article 2. Or, ces valeurs ne sont pas économiques, mais politiques. Donc, l'article 7 est inutilisable. Quand bien même il le serait, il faut l'unanimité du Conseil pour imposer une sanction. Or, la Grèce a un atout : Chypre. Si le gouvernement chypriote n'a guère de sympathie pour celui d'Athènes, on voit mal Nicosie sanctionner le « grand frère » grec au nom de l'hellénisme. Bref, la Grèce a toutes les raisons de ne pas quitter l'UE. Et donc de ne pas négocier sa sortie.

Redénominer la dette grecque

De plus, si la Grèce refuse la sortie de la zone euro, mais y est contrainte de facto, elle espère pouvoir imposer une redénomination de sa dette en nouvelle monnaie. En effet, Athènes pourra prétendre qu'on l'a « contrainte » à changer de monnaie. Dans ce cas, comment exiger de la Grèce qu'elle remboursât en devises sa dette ? Ceci risque évidemment de conduire également à un combat juridique sévère, les créanciers voyant dans cette redénomination un défaut. Mais, là encore, ce serait un moyen pour la Grèce de prétendre être dans son droit et de ne pas cesser les paiements. De plus, le maintien dans l'UE rendront les sanctions économiques des créanciers à l'égard de la Grèce très difficiles. Imposer un embargo et des saisies envers un Etat membre de l'UE sera-t-il possible ? Il y aura là sans doute de quoi plaider. Et donc gagner du temps.

Tenter l'accord jusqu'au bout

En conséquence, la Grèce a tout intérêt à ne pas négocier sa sortie et à se laisser expulser. Aussi le gouvernement grec est-il très soucieux de montrer jusqu'au bout sa détermination à trouver un accord. Il va donc sans doute jeudi faire de nouvelles concessions et respecter autant qu'il le peut les procédures. Son but va être de ne pas pouvoir être accusé de déclencher le Grexit. Il va donc laisser les créanciers le pousser vers une sortie qu'il pourrait ne pas accepter, tout en en tirant profit le plus possible. latribune.fr 08.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Nostalgie de l'Ancien Régime. Oligarchie absolue ou la négation de la démocratie

- Macron, plus royaliste que socialiste ? - Francetv info

- Emmanuel Macron: "Il nous manque un roi" en France - L'Express.fr

Emmanuel Macron serait-il pour le retour de la monarchie en France? Une interview accordée au journal hebdomadaire Le 1, qui paraît ce mercredi, sème le doute. Le ministre de l'Economie soutient que les Français n'ont jamais vraiment voulu décapiter Louis XIV. Mais il va même plus loin en affirmant qu'il "nous manque un roi".

L'ex-banquier d'affaires allègue que la démocratie comporte un absent, "la figure du Roi". "La démocratie comporte toujours une forme d'incomplétude car elle ne se suffit pas à elle-même", affirme-t-il. Pour démontrer son propos Emmanuel Macron tente d'opérer une analyse de l'Histoire de France: "La Terreur a creusé un vide émotionnel, imaginaire, collectif : le roi n'est plus là! On a essayé ensuite de réinvestir ce vide, d'y placer d'autres figures : ce sont les moments napoléonien et gaulliste, notamment". L'Express.fr 08.07

Un monarque qui concentre tous les pouvoirs et qui a droit de vie et de mort sur ses sujets, voilà en concentré la définition de la démocratie des représentants de l'oligarchie financière qui vise l'établissement d'une monarchie absolue.

Il y a quelque temps dans une interview au Wall Street journal, un oligarque s'était épanché et avait déclaré qu'on pouvait se poser la question de la légitimité du suffrage universel qui diluait la démocratie, en confiant au peuple ignard la responsabilité de se prononcer sur des questions qui le dépassaient et n'étaient pas vraiment de son ressort, et que dans ces conditions c'était plutôt à un groupe restreint de personnes ou à une élite disposant d'un puissant pouvoir ou de compétences reconnues que devait revenir la décision d'engager le présent et l'avenir de la société.

Avec l'adoption du traité transatlantique ils atteindront pratiquement cet objectif, à ceci près que la lutte des classes continuera et que les nantis finiront par devenir la bête immonde à abattre dans le monde entier, ensuite nos lecteurs cesseront de nous reprocher d'employer un discours outrancier, qui à côté de celui des néolibéraux paraîtra peu cruel, car nous nous destinons à éliminer la capacité de nuisance des oligarques en renversant le pouvoir politique pour instaurer une République sociale qui se passera de leurs service, pour la bonne raison que les banquiers seront déchus de leur statut et n'auront pas plus de pouvoir qu'un simple citoyen, rendu à ce stade ils ne représenteront plus aucune menace pour la société.

Ils ne pouvaient pas trouver mieux comme porte-parole qu'un vulgaire parvenu et une

menteuse professionnelle pour porter la croix.

- "Ne touchez pas à nos églises!": Sarkozy cosigne un appel dans Valeurs Actuelles - L'Express.fr

"Ne touchez pas à nos églises!", répond Valeurs Actuelles à la "provocation" de Dalil Boubakeur. Le recteur de la mosquée de Paris a récemment proposé de transformer les églises désaffectées en mosquées. C'est une "offense", estime l'écrivain Denis Tillinac en lançant un appel contre cette initiative. Appel signé notamment par l'ex-chef de l'Etat Nicolas Sarkozy, Eric Zemmour, Elisabeth Lévy, Charles Beigbeder, Jeannette Bougrab ou encore Sophie de Menthon.

L'hebdomadaire s'appuie sur un sondage exclusif réalisé par l'Ifop, selon lequel 67% des Français sont "opposés à ce que les églises vides ou abandonnées soient transformées en mosquées". La proportion est encore plus forte chez les catholiques (72%), pourtant de moins en moins nombreux à fréquenter les 45 000 églises de France. Et chez les sympathisants du parti Les Républicains (81%) et du FN (83%).

- Caroline Fourest: l'après-Charlie Hebdo et comment transformer les victimes en bourreaux - Slate.fr

Comme quoi, pour que cette chienne de garde de l'idéologie néolibérale ne puisse pas revendiquer notre statut de bourreau lorsque nous l'aurons réduite au silence, il faudra l'exterminer !

Le traité qui signera la déchéance de nos droits.

- Traité transatlantique : les députés européens accordent un soutien sous condition - Francetv info

Le Parlement européen a apporté, mercredi 8 juillet, un soutien conditionnel au projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), un traité de libre-échange que l'Union européenne négocie depuis deux ans avec les Etats-Unis. Il se déclare favorable à un accord "approfondi, global, ambitieux, équilibré et de qualité en matière de commerce et d'investissement" dans une résolution adoptée par 436 voix contre 241 et 31 abstentions.

Le Parlement n'intervient pas dans les négociations avec les Etats-Unis, qui sont menées par la Commission européenne au nom des Etats membres, mais il disposera d'un pouvoir d'approbation, et donc d'un droit de veto, sur l'accord final. Son refus d'inclure dans le futur traité un mécanisme d'arbitrage privé, dit ISDS (Investor-state dispute settlement), voulu par les Américains pour régler les différends entre les investisseurs et les Etats, pourrait constituer une pierre d'achoppement dans la poursuite des négociations.

Un amendement sur les tribunaux d'arbitrage

Selon un amendement voté mercredi matin, le Parlement accepte à la place "un nouveau système de règlement des litiges (...) où les affaires éventuelles seront traitées dans la transparence par des juges professionnels indépendants, nommés par les pouvoirs publics, en audience publique, et qui comportera un mécanisme d'appel". Fruit d'un compromis entre les groupes politiques de centre-droit et de centre-gauche, ce mécanisme reste dangereux aux yeux de certains socialistes, dont ceux de la délégation française, des écologistes, de la gauche radicale et de l'extrême droite.

Le Collectif Stop Tafta (acronyme français pour désigner le TTIP) estime que "les eurodéputés n'ont pas souhaité rejeter l'inclusion d'un mécanisme de règlement des différends Investisseurs-Etats dans l'accord futur". Selon le collectif, cela "donnera aux entreprises étrangères le droit exclusif d'attaquer des États"

"Tout comme sur la gestion de la crise grecque, l'Union européenne s'obstine dans une direction désavouée par les opinions publiques européennes" selon Jean-Michel Coulomb, du Collectif Stop Tafta.

L'organisation s'appuie sur une consultation publique organisée par la Commission elle-même où 97% des avis exprimés étaient contre ce mécanisme. Francetv info et latribune.fr 08.07

Cet épisode montre que le TTIP doit être rejeté et qu'il n'est pas amendable.

100% réactionnaire.

- Royaume-Uni : le gouvernement coupe dans les prestations sociales - Francetv info

Un budget "100% conservateur", résument les médias. Le ministre des Finances, George Osborne, a présenté, mercredi 8 juillet, sa feuille de route pour le Royaume-Uni, avec de fortes coupes budgétaires au niveau des prestations sociales. Une manière de réduire la place de l'Etat, comme l'avait promis David Cameron lors de la dernière campagne des législatives de mai

dernier, rappelle le journal Les Echos.

Les crédits d'impôt pour les familles et les travailleurs aux revenus modestes sont fortement réduits. L'objectif du gouvernement est de réduire la facture liée à ces prestations sociales de 12 milliards de livres par an, soit d'environ 10 %. Francetv info 08.07

ACTUALITE EN TITRES

Macron 49-3 roi des Francs, pardon de l'euro.

- Loi Macron : un troisième 49-3, pour faire définitivement adopter la loi - LeParisien.fr

Effectivement, en France comme en Grèce les travailleurs doit refuser toute "charge supplémentaire".

- Grèce : Fillon refuse toute «charge supplémentaire pour les contribuables français» - LeFigaro.fr

- 3,8 milliards d'euros supplémentaires pour la Défense - Public Sénat

Guerre psychologique ou le règne de la terreur.

- Harcèlement dans les transports: «Dorénavant, il n'y aura plus de tolérance, plus d'indifférence, plus d'yeux fermés» - 20minutes.fr

- Le journal «La Nouvelle République» condamné pour harcèlement sexuel - Liberation.fr

Un coup de pouce financier pour les smicards, pas vraiment. Vive l'armée !

- Un coup de pouce financier pour les soldats de l'opération Sentinelle - Francetv info

Les 7 000 militaires engagés dans cette opération intérieure d'ampleur inédite en France vont notamment voir leur indemnité pour service en campagne (ISC) augmenter de 150 euros pour trente jours de mission et de plus de 200 euros pour un déploiement de six semaines, avec effet rétroactif au 7 janvier.

"Ils ont des journées difficiles, ils restent là quatre, cinq, six semaines, parfois plusieurs fois dans l'année, donc ils méritent la reconnaissance de la nation", a souligné Jean-Yves Le Drian.

En complément.

- Défilé du 14 juillet : les premières répétitions ont débuté - Francetv info

- Le Génie parachutiste, un régiment unique en France et en Europe - Francetv info

On vous fera grâce de ces articles que je n'ai pas lus non plus, on en connaît le contenu nauséabond s'inscrivant dans la logique de la propagande de guerre de l'impérialisme français et de l'Otan.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Toute dernière défaite us en Syrie - french.irib.ir

Un journal américain revient sur la stratégie US en Syrie et la toute récente défaite américaine face à la Résistance. "Au mois de mai 2014 Obama a fait état de nouveaux efforts des Etats Unis pour former et armer les rebelles modérés anti-Assad. Le mois

suivant il a réclamé 500 millions dollars au congrès pour financer le départ de 5000 effectifs US en Syrie où ils auraient du former les rebelles en question pour les trois années à venir. Or les experts ont relevé tout de suite deux défauts. La nouvelle force est beaucoup plus petite pour pouvoir changer quoi qu'il soit à la donne et paralyser la puissance multiforme d'Assad.

L'administration a en effet pris prétexte de Daech et sa guerre contre cette organisation pour justifier la taille de la force précitée. A l'heure qu'il est le président est en train de récolter les fruits de ses actions incomplètes et à moitié faites. Dimanche le chef du Pentagone a présenté un rapport catastrophique de l'état dans lequel se trouve la force en question. Un an après la decision présidentielle seuls 60 syriens ont été entraînés dans le cadre de cette force.et ce alors qu'israël et la Jordanie donnent Assad finissant, et Daech capable déjà de s'emparer de Damas.

C'est donc une défaite totale pour un président qui ne cesse d'affirmer avoir fondé sa strategie irako-syrienne sur la formation des forces locales contre Daech. Selon Ashton Carter, les 3500 militaires US déployés en Irak n'ont réussi qu'à entrainer 8800 militaires irakiens et peshmarghas. De surcroit le nombre des sunnites à avoir été entraînés est à peine 1300 écrit le journal sans oser avouer la raison de cette défaite qui est la suivante : les tribus sunnites d'Irak et de Syrie refusent de coopérer avec les USA. Ils refusent de prendre les armes contre Bagdad et Damas, en d'autres termes Daech, cette invention américaine, a servi plutôt à souder sunnites et chiites syriens et irakiens qu'à les diviser. french.irib.ir 08.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

- Pour les syndicats, la loi Macron enterre le CDI et les prud’hommes - libération.fr

Avocats, magistrats et représentants des salariés dénoncent l’inconstitutionnalité du plafonnement des dommages et intérêts pour licenciement abusif, instauré par le projet de loi pour la croissance, définitivement adopté vendredi.

C’est une alliance un peu improbable qui se dessine pour contrer le projet de loi Macron, de retour à l’Assemblée nationale ce jeudi 9 juillet. Vent debout contre le plafonnement des indemnités en cas de licenciement injustifié instauré par le texte du ministre de l’Economie – qui sera adopté le 10 juillet par 49.3 – le syndicat de la magistrature (SM) et le syndicat des avocats de France (SAF) ont décidé d’adresser un «mémoire» au Conseil Constitutionnel. Leur but ? Profiter du recours des parlementaires Les Républicains, qui devraient demander aux Sages de se prononcer sur l’inconstitutionnalité de l’ensemble du texte, pour attaquer ce dispositif qui «bouleverse le droit du licenciement». Et ce même si juristes et députés de droite ne se battent pas vraiment pour les mêmes raisons…

«Si l’enjeu du litige est trop faible, personne ne saisira le juge.»

Soutenus dans leur démarche par les principaux syndicats de salariés (CGT, CFDT, CGT-FO, CFE-CGC, Unsa et Solidaires), avec qui ils ont lancé une pétition, le SAF et le SM dénoncent les conséquences de cette barémisation, ajoutée au texte après les annonces du Premier ministre du 9 juin. Elle consiste à fixer dans la loi les plafonds d’indemnités allouées par les tribunaux prud'homaux lors de licenciements abusifs. Ces plafonds augmentent en fonction de l’ancienneté du salarié et de la taille de l’entreprise. Ainsi, selon le barème, un salarié avec moins de deux ans d’ancienneté dans une entreprise de moins de 20 salariés peut espérer obtenir au maximum une indemnité équivalant à trois mois de salaire. L’indemnité d’une personne licenciée et ayant 2 à 10 ans d’ancienneté dans une société de 20 à 299 salariés d’ancienneté sera de 4 à 10 mois de salaire. Elle atteindra 6 à 12 mois de salaire si la société compte plus de 300 salariés. Un dispositif à plusieurs vitesses que l'exécutif justifie par la volonté de doper l'emploi dans les PME, en levant les soi-disant freins à l'embauche. Mais, pour le SAF et le SM, ce système créera «une rupture sans précédent avec le droit du licenciement et le principe de réparation intégrale».

Moins favorable aux salariés dans sa première version, le barème a été revu à la hausse par les rapporteurs socialistes de la commission spéciale de la loi Macron, le 11 juin. Mais ces retouches, jugées insuffisantes, n’ont pas convaincu les avocats et les magistrats qui craignent également que ce dispositif ne soit plus dissuasif pour les employeurs. «Si les indemnités sont trop faibles, personne ne saisira le juge. A partir de là, l’employeur a un faible risque de contentieux, puisque peu de salariés risquent de l’attaquer, et le cas échéant, les condamnations seront faibles. L’employeur peut alors licencier sans véritable motif et le droit du travail est réduit à une déclaration de bonnes intentions», dénonce le SAF. Pour Florian Borg, son président, «cela signe la fin du CDI et potentiellement des prud’hommes». Marie-Andrée Seguin, déléguée CFDT, à ses côtés lors d’une conférence de presse commune, évoque «une véritable impunité patronale et un possible effet d’aubaine pour se débarrasser des salariés anciens à moindre coût». Pour Frédéric Paré, de la CGT, c’est «une trahison du salariat par un gouvernement dit de gauche».

Pour un même préjudice, l’indemnité variera du simple au double.

Les juristes dénoncent notamment le recours au critère du nombre de salariés pour définir les plafonds applicables. Ce dernier créerait une «rupture d'égalité» puisque, à ancienneté égale, pour un même préjudice, l'indemnité variera du simple au double. Mais, selon ses détracteurs, le dispositif ne pénalisera pas que les salariés, puisqu'il égratigne aussi le pouvoir du juge. «Un véritable séisme», selon Patrick Henriot du SM, inquiet de voir «la mission du juge réduite de moitié par cette mesure scandaleuse du point de vue du droit de la responsabilité, de la justice sociale et de la logique économique». Avec le barème, il deviendra notamment impossible pour les juges de prendre en compte la situation réelle des salariés injustement licenciés et les difficultés propres à chaque cas (l'âge, la situation familiale, les qualifications…). Ainsi, «un salarié d'une entreprise de 19 salariés, licencié à 55 ans, ayant 9 ans d'ancienneté, un emprunt immobilier, des enfants à charge (étudiants), ne retrouvant pas d'emploi après 5 ans de recherche active, ne pourra obtenir qu'entre 2 et 6 mois de salaire», notent-ils.

Au-delà du Conseil constitutionnel, l'affaire pourrait aller jusqu'à la Cour de Justice de l'Union européenne pour non-respect des directives européennes, selon les syndicats. Mais le juridique ne sera pas le seul champ de bataille. Si l'article venait à être appliqué, juristes et syndicats trouveront «de nouveaux moyens pour obtenir de justes dommages et intérêts, notamment au civil pour discrimination, harcèlement ou encore préjudices d'image», prévient Marie-Andrée Seguin, de la CFDT. Pas sûr, alors, que l'objectif de désengorgement des tribunaux réussisse… libération.fr 09.07

Haut de page

Le 11 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry, 18h

Finalement on a trouvé le temps d'atualiser la rubrique *Articles d'actualité*.

On reviendra demain sur certains articles qui valent vraiment le coup.

Pondichéry, 16h47

On a ajouté 37 articles dont une grande partie sur la situation en Grèce. Les spéculations vont bon train... On attend au tournant ceux qui nous avaient assuré qu'on allait voir ce qu'on allait voir avec Syriza au pouvoir...

Si j'en trouve le temps, on établira la liste des auteurs des articles publiés par les différents portails où nous nous approvisionnons en articles qui nous ont raconté n'importe quoi, des intellectuels, des professeurs, des bac +10, il en faut beaucoup plus pour nous impressionner, encore plus pour nous induire en erreur.

On ne peut pas, on n'a pas le droit d'épargner ceux qui parce qu'ils refusent de rompre avec l'UE et le capital et de l'assumer passe leur temps à colporter des illusions et à induire en erreur leurs lecteurs, travailleurs et militants. Les derniers masques tombent. Lisez la suite qui le confirme.

On actualisera la rubrique *Articles d'actualité* ce soir ou demain matin.

Après avoir constaté que le portail national du POI était "*en travaux*" depuis plusieurs semaines, on vient d'apprendre qu'une lutte interne aurait éclaté au sein du courant communiste internationaliste (CCI) ou trotskyste qui de facto dirige le POI. On a mis en ligne l'article de la tendance Claire du NPA qui évoque cette crise du POI pour les militants que cela intéresse.

La causerie du matin.

On pouvait guère imaginer pire déni de démocratie, pire mépris du peuple, pire imposteurs que Tsipras et Syriza, les clones du Front de gauche ou Die Linke, Podemos ne faisant que les imiter.

On poursuivra demain ou lundi, je dois aller en ville faire des courses pour la semaine à venir.

Syriza, Die Linke, Front de gauche, Podemos. Populisme. Un déni en appelle un autre et ainsi de suite.

Ce sont des démagogues, des manipulateurs, et nombreux sont ceux qui ont feint de l'ignorer parce que cela les arrangeait, tous ceux qui avaient misé le moindre espoir dans Tsipras et Siriza, intellectuels et opposants soi-disant déclarés à la troïka, se sont

avérés être inconsistants, des vendus, et ils se sont définitivement discrédités aux yeux des travailleurs qui n'ont plus aucune raison de leur accorder la moindre confiance, ce qui n'est pas pour nous déplaîre, car il y a urgence à se détourner de ces charlatans ou agents du capital se présentant sous un faux masque, pour construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire en Grèce, mais aussi en France, Espagne, Allemagne, etc.

Ils ne s'y trompent pas.

- Les Bourses européennes en forte hausse à la mi-séance - Reuters

Les Bourses européennes continuent, vendredi à la mi-séance, de saluer - tout comme l'euro et les obligations du Sud de l'Europe - les signes d'accélération des tractations entre la Grèce et ses créanciers. Reuters 10.07

- Retour de l'euphorie en Bourse cette semaine, dans la perspective d'un accord sur la Grèce - LeFigaro.fr

- Confiante sur la Grèce, Wall Street finit la semaine par une nette hausse - AFP

- Les Bourses européennes résolument optimistes au sujet de la Grèce - AFP

- Grèce: les créanciers jugent "positive" la nouvelle proposition du gouvernement - AFP

Les créanciers de la Grèce (UE, BCE, FMI) qui ont examiné vendredi la nouvelle proposition soumise par le gouvernement d'Alexis Tsipras l'ont jugée "positive", y voyant "une base de négociation" en vue d'un troisième plan d'aide d'un montant de 74 milliards d'euros, a appris l'AFP de source européenne.

"Les trois institutions sont convenues de donner une évaluation positive à la proposition de réforme transmise hier (jeudi soir) par le gouvernement grec", a précisé cette source dans la soirée. Cette proposition, qui fait renaître l'espoir d'un accord évitant à Athènes la sortie de l'euro, sera examinée samedi par les ministres des Finances de l'union monétaire réunis à Bruxelles.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a de son côté défendu vendredi soir, devant le parlement à Athènes, sa proposition d'accord faite aux créanciers du pays, tout en admettant qu'elle contient des mesures "difficiles" et "loin" du "pacte électoral" de la gauche radicale. AFP 10.07

Les partisans déclarés de la troïka votent les propositions de Tsipras à la troïka.

- Grèce: Le Parlement donne son feu vert à la proposition d'accord avec les créanciers - 20minutes.fr

Le Parlement grec a donné dans la nuit de vendredi à samedi son feu vert à la proposition d'accord soumise aux créanciers du pays par le gouvernement d'Alexis Tsipras qui a cependant enregistré les défections de plusieurs députés de son parti, selon un décompte de l'AFP.

Le Premier ministre, qui avait fait de ce vote un choix de «haute responsabilité nationale», a recueilli 251 votes positifs sur un total de 300 députés pour aller négocier samedi avec les créanciers du pays (UE, BCE, FMI) sur la base de la proposition qu'il a mise sur la table jeudi soir. Mais il a enregistré les défections d'environ dix députés de son parti de gauche radicale Syriza qui se sont abstenus ou, pour deux d'entre eux, ont voté contre ce plan d'accord. 20minutes.fr 11.07

Le masque de Syriza est tombé.

- Alexis Tsipras disait non à l'austérité, pourtant les propositions du Premier ministre grec vont aujourd'hui dans le sens des créanciers.

Aujourd'hui Alexis Tsipras est dans une position délicate vis-à-vis de son parti : "cinq mois à peine après son élection, Alexis Tsipras risque d'avoir besoin des voix de l'opposition, car dans son parti, le parti Syriza des députés ont annoncé qu'ils allaient voter contre", souligne le journaliste. "Un comble après son succès au référendum", souligne le journaliste. "La rumeur ce soir à Athènes c'est que si jamais il ne devait pas avoir de majorité dans son propre camp, il pourrait alors demander un nouveau vote pour l'obtenir."

Le premier ministre est aussi dans une position délicate vis-à-vis des Grecs qui ont dit non à l'austérité et se retrouvent aujourd'hui avec des propositions de mesures très dures. Francetv info 10.07

Le peuple grec ne capitulera pas.

- Les déçus du non expriment leur désarroi, place Syntagma à Athènes - LeMonde.fr

Il y a trois semaines, Myrto Kalogeropoulou défilait avec engouement, place Syntagma dans le centre d'Athènes, pour soutenir son gouvernement. Il y a deux semaines, la jeune femme de 31 ans manifestait avec fierté pour appeler à voter oxi (« non ») au référendum du 5 juillet. Vendredi 10 juillet au soir, toutefois, au milieu de la grande foule, place de la Constitution, cette électrice de Syriza avait perdu son enthousiasme.

Comme Myrto, ils étaient environ 7 000 à s'être réunis au pied du Parlement grec pour rappeler leur volonté de dire non aux mesures de rigueur pour la Grèce. Tous n'ont pas caché leur colère contre le « nouveau mémorandum », qu'ils jugent trop austère.

« Ces mesures relèvent d'une trahison, lâche Myrto Kalogeropoulou, pourtant membre de la force politique Syriza depuis 2004. C'est la mort de notre parti. »

Elle l'assure : « Nous allons vers des divisions au sein de notre force politique. Les mesures d'austérité ont détruit le pays. Les nouvelles propositions de Tsipras détruisent l'espoir né ces dernières semaines. » La jeune femme estime toutefois que cette période « de lutte » n'a pas été vaine. « Le référendum nous a rendus exigeants, il y a eu une effervescence politique, maintenant, nous allons nous battre jusqu'au bout, avance-t-elle. Nous allons continuer à protester pour que cet accord ne passe pas. » A quelques mètres d'elle, dans la foule, Angelos, 24 ans, est aussi déçu. « Nous nous sommes battus, on pensait que ce vote avait une valeur ! Je suis surpris, nous n'avons pas reculé mais Tsipras si, explique cet électeur de la gauche radicale. »

Christos Ioannidis partage ce sentiment de colère, en observant ce rassemblement au goût amer. Il arbore sur sa poitrine, un badge « Oxi ». Cet adhérent Syriza de 58 ans affirme toutefois qu'il n'est pas là pour « dénoncer » son gouvernement qui « n'a pas eu le choix ». Il veut « rappeler [son] opposition à l'austérité pour laquelle nous avons voté. Aujourd'hui c'est comme si notre voix ne comptait pas. Nous le disons haut et fort, on a voté non, au risque d'aller à la lutte contre l'Europe ». Ce chômeur se dit en revanche plus « pessimiste » sur la suite des tractations : « Bien sûr que ces propositions passeront dimanche, ce sont les suggestions de Jean-Claude Juncker [président de la Commission européenne], pourquoi les créanciers refuseraient-ils ? » Christos prédit toutefois « des conséquences, ici dans la rue ».

Au-dessus de la foule, des drapeaux du PAME flottent en masse. Venus en grand nombre, les partisans du syndicat du Parti communiste ont crié leur colère. Fait rare, les communistes, les trotskistes léninistes d'Antarsya et quelques petits groupes d'extrême gauche, forces politiques d'ordinaire divisées, ont manifesté aux côtés de Syriza vendredi soir. « L'actualité veut cela, c'est une coïncidence », insiste Giorgia Taztaz, retraitée communiste. « Syriza est fini ! », renchérit à quelques mètres Charalambos Tsavimos, un retraité de 60 ans, remonté. « Du jour au lendemain, Tsipras a décrété que les mesures d'austérité étaient viables, s'emballe le communiste, pendant des semaines on nous a fait croire à une résistance ! Tout retombera dimanche. » LeMonde.fr 10.07

- Les Grecs choqués par les propositions du gouvernement - Francetv info

"Non, c'est non", c'est le nouveau slogan affiché ce 10 juillet sur les banderoles des manifestants grecs, qui protestent contre les dernières propositions du gouvernement pour rester dans la zone euro. Pour eux, ces mesures sont toujours synonymes d'austérité. "Les privatisations, toutes les hausses de TVA, les coupes dans les pensions des retraités, tout ça c'est juste un nouveau plan de rigueur", estime une jeune femme au micro de France 2.

"Tsipras s'est moqué de nous"

Ces propositions, similaires à celles recommandées par les créanciers de la Grèce, ne conviennent pas à une population qui a majoritairement dit "non" aux mesures proposées par l'UE. "Sous la pression de tout le système européen, Tsipras n'a fait que reculer", estime un manifestant. Les salariés de la restauration sont ainsi très en colère face à l'idée d'une hausse de la TVA dans ce secteur. "Je me sens trahi, parce que selon moi Tsipras s'est moqué de nous, et il ne peut rien faire", s'insurge ainsi un cuisinier. Francetv info 10.07

- Grèce : le peuple se sent désabusé et manifeste contre une nouvelle politique d'austérité - Atlantico.fr

Les Grecs demandent en effet à Alexis Tsipras de respecter le Non qu'ils ont été plus de 60% à prôner le 5 juillet dernier lors du référendum annoncé par le premier ministre. Car si certains admettent qu'il faudra de toute façon se serrer la ceinture, d'autres se disent trahis et désabusés. "Qu'on ait voté oui ou non, on se doutait bien que ça finirait comme ça, a déploré une productrice de radio grecque, selon Francetv Infos. On n'avait aucune idée des mesures que proposerait Tsipras après le scrutin. On n'avait pas besoin de savoir. Rien n'a changé finalement." Atlantico.fr 10.07

Syriza ne supporte pas la vérité.

"Propagande", "mensonges"... ce vendredi, la matinale de BFMTV en a pris pour son grade, en direct, de la part d'une militante de Syriza, le parti de gauche radicale au pouvoir en Grèce. huffingtonpost.fr 10.07

Les adhérents, militants, sympathisants de Syriza qui soutiennent encore Tsipras ou la direction de Syriza doivent effectivement mentir effrontément pour défendre leur capitulation devant la troïka et assumer le mépris du résultat du référendum de dimanche dernier, bref, ils ne peuvent que s'enfoncer davantage dans le déni des faits qui les trahissent en se contredisant sans cesse. Que cela fasse le bonheur des porte-parole de la troïka et qu'ils en deviennent hystériques n'a rien d'étonnant, c'est le lot réservé à tous les imposteurs une fois démasqués.

Vérifions que nous ne faisons pas dans le procès d'intention et que nous nous en tenons aux faits.

- Un programme de compromis qui reprend les demandes des créanciers - Le Huffington Post

Depuis le début des négociations, la Grèce est prête à de nombreuses concessions en échange d'un allègement de sa dette. On ne peut donc pas parler d'une capitulation du gouvernement grec. Alexis Tsipras jouera pourtant une partie serrée pour faire voter le texte au Parlement, où cette demande d'allègement de la dette devra convaincre l'aile gauche de Syriza d'adouber un texte qui sera certainement voté grâce aux voix de l'opposition. huffingtonpost.fr 10.07

- Grèce : les propositions d'Alexis Tsipras proches de celles des créanciers - Francetv info

Les nouvelles mesures proposées par le Premier ministre grec vont parfois plus loin que celles rejetées par référendum le 5 juillet. Francetv info 10.07

- Grèce : l'Allemagne se méfie toujours - Liberation.fr

Les politiques restent circonspects, mais le SPD salue le revirement de Tsípras. La presse, elle, est un peu plus ouverte. Même le «Bild», très anti-grec, salue les nouvelles propositions tout en se réjouissant qu'elle aient été inspirées par l'ex-Troïka. Liberation.fr 10.07

- A quoi aura servi le référendum grec? - L'Express.fr

Cette fois, les propositions d'Alexis Tsipras sont arrivées à l'heure sur la table des créanciers de la Grèce. Mais la proximité du document avec le texte qui avait été soumis à référendum interpelle.L'Express.fr 10.07

- Grèce : Tsipras a repris l'essentiel des propositions de la « troïka » - LeMonde.fr

Impossible de jouer au jeu des sept erreurs entre les propositions de Tsipras et celles de la « troïka » tant elles se ressemblent. LeMonde.fr 10.07

- Grèce : Bruxelles étudie les propositions d'Alexis Tsipras - Francetv info

Un document de 13 pages qui soulage Bruxelles. "Les propositions sont suffisamment détaillées, rien de bien étonnant puisque le texte grec reprend quasiment mot pour mot la plupart des demandes des créanciers", rapporte Julien Duperray en direct d'Athènes. Francetv info 10.07

- Les Grecs divisés après l'annonce des propositions d'Alexis Tsipras - Francetv info

Les mesures annoncées sont à l'opposé des promesses du Premier ministre qui avait pourtant appelé les Grecs à voter "non" au référendum de dimanche dernier. En Une des journaux grecs ce matin à Athènes, les nouvelles mesures proposées par Alexis Tsipras. Ces dernières provoquent des réactions contrastées. Des mesures d'austérité contre lesquelles les Grecs avaient voté ily a seulement cinq jours. "Qu'ils dansent tous ensembles maintenant, tous dans le même panier", lance une Athénienne au micro de France 2. "J'étais sûre que ça se terminerait comme ça. Malheureusement on n'avait pas trop le choix", confie une seconde.

Ce matin, ce sont les partisans du "oui" au référendum, pourtant perdants qui sont les plus contents. "Ses mesures auraient dû être prises dès le début. Tsipras se moque du peuple", déplore un passant. Les restaurateurs eux s'inquiètent de l'augmentation de la TVA. Ici, on dénonce un chantage des créanciers. "Ça va tuer le secteur, ce n'est pas possible. Le peuple a voté, et on a dit 'non' à ces mesures. Tsipras n'a pas le choix parce que l'Europe ne lui laisse pas le choix", explique le restaurateur. Beaucoup semblent maintenir leur confiance en leur Premier ministre, mais se désolent que leur vote n'ait pas été entendu. Francetv info 10.07

- En Grèce, la santé paie le prix fort de l'austérité - Francetv info

Le PS soutient Tsipras contre le peuple grec.

- Grèce : Quand la France envoie ses hauts fonctionnaires à Athènes pour aider les négociateurs grecs - Atlantico.fr

- Grèce: Valls "salue" des propositions "solides, sérieuses, complètes et crédibles" d'Athènes - AFP

Les faussaires à la manoeuvre.

- Benoît Hamon sur la Grèce : « Aujourd'hui madame Merkel et la politique austéritaire ont perdu et je m'en réjouis » - Public Sénat

- Pouria Amirshahi : Tsipras "fait preuve de responsabilité politique" - Francetv info

En France la réaction saluera en choeur l'héroïque conversion de Tsipras à l'austérité illimitée.

- Nathalie Kosciusko-Morizet: "Il ne faut pas que la Grèce devienne la CGT de l'Europe"" - L'Express.fr

La vice-présidente du parti Les Républicains a salué vendredi matin les propositions présentées par le gouvernement grec à ses créanciers, au micro de France Info.

La vice-présidente du parti Les Républicains (LR) qualifie de «bonnes nouvelles» les concessions du Premier ministre grec, qui a finalement accepté la plupart des exigences de ses créanciers.

Le député du parti Les Républicains de Paris Pierre Lellouche a affiché son accord avec Emmanuel Macron, qui avait admis que le FN était un «Syriza à la française». Selon lui, «Tsípras et le gouvernement grec, c'est comme si, en France en ce moment, vous aviez un gouvernement composé de Mélenchon et de Le Pen».

Pour le député du parti Les Républicains (LR) du Nord Gérarld Darmanin, «Monsieur Tsípras est un gauchiste». Or «qu'est-ce qu'un gauchiste ? C'est quelqu'un qui veut faire sauter la société, donc il va à mon avis continuer à jouer avec les nerfs des Européens, des créanciers, des Etats, des responsables politiques, et il va s'amuser à cela pour faire sauter un système institutionnel qu'il souhaite combattre.» L'Express.fr 10.07

La tyrannie de la dette ne connaît pas de frontières.

- A Porto Rico, asphyxié par la dette, la population subit l'austérité - AFP

Depuis huit ans, Porto Rico souffre d'une importante contraction de son économie et le pays est aujourd'hui asphyxié par une dette de plus de 72 milliards de dollars qu'il ne peut rembourser.

Beaucoup de magasins sont situés sur le Paseo de Diego, une des principales artères commerçantes du quartier de Rio Piedras, mais celui-ci montre désormais un visage de désolation, avec de nombreuses boutiques fermées et peu de clients.

Rosaura Guzman, qui possède un commerce d'alimentation tout proche, acquiesce: "Avant, un samedi je gagnais 1.000 dollars, mais maintenant c'est pas plus de 300 dollars", se désole-t-elle.

Les entreprises et commerçants souffrent particulièrement depuis le 1er juillet et l'augmentation de la taxe à la consommation de 7 à 11,5%. Le gouvernement espère augmenter par ce biais ses recettes fiscales et remédier à sa pénurie de liquidités.

Le gouverneur de Porto Rico, Alejandro Garcia Padilla, a annoncé la semaine passée qu'il n'y avait pas assez d'argent pour payer la dette, et a demandé à tous les secteurs "beaucoup d'efforts et de sacrifices".

En raison de son statut particulier (Etat libre mais territoire des Etats-Unis depuis 1898), Porto Rico ne peut bénéficier de la loi américaine sur les faillites, qui a permis à plusieurs grandes villes comme Detroit de stabiliser leurs finances ces dernières années.

Par conséquent, le gouvernement portoricain entamera à partir de lundi des négociations délicates avec ses créanciers pour obtenir un moratoire sur sa dette et éviter un défaut de paiement.

La crise couve depuis plusieurs années à Porto Rico, rappelle José Villamil, analyste à San Juan.

Depuis le début des années 2000, "ce qui est arrivé c'est que chaque gouvernement a retardé les mesures nécessaires", et le trou dans les finances s'est agrandi, explique-t-il.

Aujourd'hui la dette de Porto Rico a été rétrogradée à un niveau qui ne lui permet même plus d'accéder au marché obligataire.

"Le principal problème, c'est que le pays a une économie qui n'est plus en mesure de générer de la croissance", poursuit M. Villamil.

Porto Rico est entré dans "un cercle vicieux avec l'émigration, l'austérité et des hausses d'impôts", a reconnu le gouverneur Garcia Padilla.

Celui-ci prévoit des consultations avec les différents secteurs de l'économie pour mettre au point un plan d'ajustement et tenter un redressement.

Mais la tâche sera ardue: "La question la plus difficile est de savoir comment relancer l'économie et cela prendra du temps", conclut José Villamil. AFP 10.07

ACTUALITE EN TITRES

Quincaillerie.

- General Motors rappelle près de 780.000 véhicules en Amérique du Nord - AFP

Un aveu qui n'est pas un scoop.

- Aubry interpelle l'exécutif : «Le social-libéralisme est une impasse» - LeParisien.fr

Pourquoi cette sortie ?

Pour faire croire qu'au sein du PS il exiterait des militants ou dirigeants qui seraient sociaux-libéraux ou plutôt néolibéraux ou néoconservateurs, et d'autres qui ne le seraient pas, alors qu'Aubry en ralliant Cambadelis, Hollande et Valls au dernier congrès du PS a prouvé que quel que soit le discours que tiennent les uns et les autres, ils sont tous inféodés à l'idéologie dominate, le néolibéralisme.

La sortie d'Aubry consistait à faire croire à la plèbe que le PS ne se réduisait pas à la politique qu'il applique au sommet de l'Etat, de manière à tenter d'entretenir le doute sur ses intentions futures ou entretenir l'illusion qu'il pourrait appliquer une autre politique, ce que plus personne ne croit, peu importe, il faut essayer de sauver les apparences puisque le PS ne tient que grâce à elles.

Ajouter de l'imposture à l'imposture, ils n'ont pas le choix, ils en sont tous rendus là.

Quand Hollande invite un narco président corrompu jusqu'à l'os.

- Défilé du 14-Juillet: La venue du président mexicain fait grincer des dents - 20minutes.fr

Tout et son contraire.

- Le réveil de l'industrie a-t-il sonné ? - La Tribune

- Défaillances d'entreprises en hausse à fin avril en France - Reuters

On se disait bien qu'ils avaient au moins un point commun.

- Les policiers désormais autorisés à porter barbe et tatouages - 20minutes.fr

- Les stripteaseurs travaillent surtout pour être désirés, pas pour l'argent - Slate.fr

Auraient-ils quelque chose à nous cacher ?

- Les singes se cachent pour souffrir (dans les laboratoires) - Slate.fr

Le nombre d'expérimentations sur les primates a augmenté aux États-Unis ces dernières années. Dans la plus grande opacité. Slate.fr 10.07

- Le géant pétrolier Exxon savait pour le changement climatique dès 1981, et l'a caché - Slate.fr

Si c'est Rockefeller qui en a décidé ainsi, c'est que cela va se faire...

Iran : comment une coalition de think tank et autres anciens diplomates américains se sont offert l'accord sur le nucléaire de la République islamique

Une coalition de groupes en faveur de la paix, de think tank et d'anciens diplomates américains d'envergure aurait été financée par plusieurs millions de dollars de la famille Rockefeller, afin de promouvoir un accord avec l'Iran sur le dossier nucléaire. Et les Américains semblent avoir remporté la bataille des négociations. atlantico.fr 10.07

ACTUALITÉ DU JOUR

La réaction estivale à l'oeuvre.

La loi Macron est officiellement adoptée depuis hier après-midi.

- Loi Macron: un amendement sur les déchets radioactifs glissé au dernier moment - L'Express.fr

L'amendement, contre lequel EELV se battait activement, a été introduit à la dernière minute dans la loi Macron. Il entérine "le projet Cigeo" qui autorise, d'ici 2025, l'enfouissement des déchets radioactifs les plus dangereux à 500 mètres sous terre.

De quoi rendre les écologistes verts de rage. Quelques heures avant l'adoption de la loi Macron -grâce au 49.3, donc sans le vote des députés- une série d'amendements a été injectée dans le texte.

Sauf que l'un d'entre eux, à l'initiative du sénateur Les Républicains Gérard Longuet, entérine le projet Cigeo, qui autorise l'enfouissement de déchets radioactifs à 500 mètres sous terre, à Bure, dans la Meuse.

Jeudi matin, le président (PS) de la commission spéciale, François Brottes, a tenu à défendre "l'amendement Longuet". L'Express.fr 10.07

- Comment la réforme territoriale renforce régions et intercommunalités - LeMonde.fr

Assemblée et Sénat sont parvenus à un accord, jeudi 9 juillet, sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République. LeMonde.fr 10.07

- Langues régionales : l'exécutif veut le projet de loi pour le 31 juillet - Liberation.fr

Au fait, le gouvernement vous souhaite de passer de bonnes vacances, ne vous occupez de rien, on s'en charge à votre place...

Leur société généreuse et développée vous rabaisse à l'état de rebut..

- Les Français engagés dans la lutte contre la solitude - LeFigaro.fr

Une étude révèle que la solitude est devenue une inquiétude « majeure » pour 80 % des Français. LeFigaro.fr 10.07

- Cinq millions de Français en proie à la solitude - 20minutes.fr

La solitude concerne en 2013 12% des Français de plus de 18 ans, un phénomène en constante aggravation, surtout chez les plus jeunes et les plus âgés, révèle mercredi une enquête de la Fondation de France. De toutes les générations, celle des 75 ans et plus est la plus touchée par le phénomène puisqu'une personne âgée sur quatre est seule. 20minutes.fr 10.07

Finir ainsi, c'est profondément injuste, dégueulasse, leurs familles qui les ont abandonnés trouveront encore le moyen de se donner bonne conscience, c'est si facile.

S'occuper d'un vieux, c'est contraignant, cela prend du temps et nécessite parfois des sacrifices qu'on n'est pas prêt à faire. Chacun tient avant tout à son petit confort, chacun n'a-t-il pas déjà son lot de difficultés à supporter, alors en rajouter... Ils oublient que ce sont leurs parents, ceux qui les ont élevés, qui ont fait aussi d'importants sacrifices pour eux autrefois.

C'est le même état d'esprit qui prévaut chez ceux qui profitent des droits sociaux qui ont été acquis par les générations précédentes au cours de la lutte des classes, et qui ne se sentent pas concernés quand il s'agit de les défendre ou qui trouveront toujours un bon prétexte pour ne pas s'engager dans le combat politique.

Chacun commente volontiers les travers de cette société pourrie, la misère du monde, mais bien peu sont prêts à s'engager pour la changer ou pour mettre un terme à toutes les injustices cruelles qu'elle engendre, cela ne leur portera pas chance, assurément.

Schengen est un produit de l'UE.

Grille de lecture.

Et dire que ceux qui veulent conserver les accords de Schengen, la pseudo-gauche et extrême gauche, les internationalistes prolétariens sans rire, les gauchistes, sont les mêmes qui prétendent défendre la souveraineté des Etats contre l'Europe des régions, ils ne sont plus à une contradiction près.

Nous nous prononçons pour la libre circulation des hommes mais pas sous n'importe quelles conditions, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe, et non dans celui de la dictature néolibérale de l'UE qui étouffe les libertés démocratiques et avec laquelle Schengen est compatible pour ne profiter finalement qu'aux capitalistes qui l'ont conçu.

Croire que Schengen aurait été conçu par les néolibéraux pour le bien-être de la population européenne est un leurre qui relève de l'ignorance ou de la mystification. L'enfer est pavé de bonnes intentions qui n'ont jamais fait une conscience politique.

Cela sera peut-être incompréhensible à la plupart de nos lecteurs ou des militants, si nous ne soutiendrions aucune mesure sociale prise par un gouvernement sous le régime de la Ve République ou par l'Union européenne, ce n'est certainement pas pour soutenir les accords de Schengen. Nous nous situons au côté des travailleurs, et nous estimons que seuls leurs revendications et leurs combats pour les faire aboutir sont légitimes, autrement dit en aucun cas nous estimons légitime le régime en place et ses représentants auxquels nous nions le droit de représenter les intérêts des travailleurs.

Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes et leurs partis ou organisations pour régler leurs problèmes, sur leur mobilisation, et en aucun cas sur leurs ennemis, sauf à entretenir la pire des confusions sur leurs réelles intentions et tromper délibérément les travailleurs.

- Les Français et les Européens veulent supprimer les accords de Schengen - Francetv info

Selon une enquête publiée ce vendredi 10 juillet, une majorité d'Européens est favorable à la suppression des accords de Schengen.

Des demandeurs d'asile qui se multiplient en Europe et une opinion publique de plus en plus opposée à leur accueil. Selon un sondage Ifop/Le Figaro, paru aujourd'hui, plus de la moitié des Européens veulent contrôler eux-mêmes leurs frontières et mettre fin aux accords de Schengen. C'est le cas pour 53% des Allemands, ou encore 63% des Britanniques mais c'est en France que le rejet est le plus important : 7 Français sur 10 souhaitent leur fin.

Un ras-le-bol qui touche toutes les familles politiques. 53% des sympathisants socialistes rejettent aussi Schengen. En 2015, les demandes d'asile ont augmenté de 58% en Europe, au cours des cinq premiers mois. Selon le sondage, les Européens rejettent aussi massivement la répartition des migrants par quota, que pourrait imposer Bruxelles. Francetv info 10.07

Le capitalisme rime avec pauvreté pour l'immense majorité de la population.

La vaste majorité, 71% de la population mondiale, reste pauvre ou dispose de très bas revenus, d'après une récente étude du Pew Research Center.

Le «revenu moyen», que gagne 13% de la population mondiale, est de 10$ à 20$ par jour (9 à 18EUR). Soit environ entre 270 à 540 euros par mois. C'est moins que le seuil de pauvreté français fixé à 828 euros.

Cette relative prospérité s'est limitée à quelques régions du globe: la Chine, l'Amérique du Sud et l'Europe de l'Est. Peu de changement en revanche en Inde, en Asie du sud-est, en Afrique et en Amérique centrale. Slate.fr 10.07

Haut de page

Le 12 juillet 2015

CAUSERIE

Au fait, à ceux qui ne s'en seraient pas encore aperçus, il s'agit d'une lutte à mort engagée par l'oligarchie financière dépositaire de l'avenir du système d'exploitation de l'homme par l'homme contre les exploités et opprimé du monde entier. Qui en doute encore ?

Incompréhension ou méprise.

- Les Grecs en veulent moins à Alexis Tsipras qu'aux créanciers de la Grèce. Ils estiment en effet que ces derniers ont tout fait pour pousser leur premier ministre à accepter leurs exigences, qui vont dans le sens contraire du programme de Tsipras. Francetv info 11.07

Or comme le programme de Tsipras était un couteau sans lame, il conduisait infailliblement à la situation actuelle qui devait permettre à la troïka de garder l'initiative ou l'avantage sur le gouvernement grec, malgré les apparences trompeuses fournies par le référendum qui s'inscrivait dans le cadre de la capitulation annoncée de Tsipras.

Puisque Syriza, tout comme le Front de gauche ou Podemos, n'entend pas rompre avec l'euro et l'UE, encore moins avec le capital, l'Otan et l'Onu, son programme se situait forcément sur le même terrain que la troïka, qui dès lors allait en profiter pour exiger que Tsipras capitule sur toute la ligne à ses exigences jusqu'à adopter les propositions de la troïka, ce dont Tsipras vient de faire la démonstration. La troïka encouragée par cette capitulation annoncée et qui s'est confirmée depuis, va logiquement exiger encore plus de sacrifices du peuple grec que Tsipras va accepter finalement.

Quand nous affirmions à propos des rapports entre les syndicats ou les partis dits ouvriers en France et le gouvernement ou le patronat qu'accepter de s'asseoir à la même table pour "négocier" constituait déjà une trahison des intérêts des travailleurs, on passait pour des extrémistes, des gauchistes. Or les faits nous ont donné raison, car accepter ce principe signifiait que les syndicats ou les partis dits ouvriers se situaient d'emblée sur le terrain de la collaboration de classes, et qu'en s'interdisant de se situer sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat les représentants du capital savaient qu'ils avaient à faire à des traîtres ou des complices, qui après moultes gesticulations ou vociférations destinées à leurs troupes pour faire diversion, finiraient par adopter des mesures opposées aux intérêts des travailleurs. Et c'est effectivement ce qui se passe infailliblement lors de chaque réunion, conférence, etc. auxquelles ils participent, qu'elles se terminent ou non par des accords n'y changeant rien ou n'ayant que peu d'importance, puisque en se situant sur le terrain de la collaboration de classes, ils savent que les syndicats ou les partis dits ouvriers ne feront rien pour empêcher leur politique de s'appliquer ou ils ne mobiliseront pas leurs troupes et les masses pour s'y opposer. La troïka connaît Tsipras et les dirigeants de Syriza, elle sait de quoi ils sont capables, elles connaît leurs limites, elle sait qu'ils ne rompront jamais avec l'euro, encore moins avec l'UE, elle sait qu'ils font partie de la famille des représentants du capital et qu'ils ne sont pas à proprement parler leur ennemi, sauf quand épisodiquement ou temporairement ils tiennent des discours en apparence radicaux que les travailleurs peuvent interpréter en leur faveur, alors qu'en réalité il n'en est rien.

Ces partis politiques de droite reposent sur l'arnaque ou la supercherie qui consiste à prétendre qu'ils vont satisfaire les besoins des exploités, mais sans s'en donner les moyens, ce qui revient de fait à les abandonner ou ne jamais les satisfaire. Comment procèdent-ils plus précisément ? C'est très tordus, sournois et malhonnête.

Ils prétendre qu'ils s'attaqueront à tout un ensemble de questions sans jamais se donner les moyens de les résoudre autrement qu'à la manière des représentants du capital.

Ils partent du constat que chaque militant ouvrier peut faire de la situation afin de mettre en confiance les travailleurs, ils iront même si nécessaire pour paraître plus crédibles ou sérieux jusqu'à identifier les causes des difficultés que les travailleurs rencontrent et cibler ceux qui en sont les responsables, pour finalement se contenter de mesures impossibles à mettre en oeuvre sans s'attaquer au capital et ses institutions, donc qu'ils n'appliqueront jamais, pour se rabattre le moment venu ou lorsqu'ils sont au pouvoir sur des mesures uniquement compatibles avec le régime en place, ce qui revient à appliquer tout ou partie du programme d'un parti de droite au nom des travailleurs. Elle est là l'imposture.

Ils s'emploieront par la suite à expliquer, tout comme leurs homologues du parti de l'ordre, que la situation ne permettait pas de mettre en oeuvre une autre politique ou qu'ils n'y sont pour rien les malheureux, parce que pour eux le capitalisme demeure

l'horizon indépassable devant lequel ils se soumettent, à défaut d'avoir la volonté politique de l'affronter directement ou d'appeler les masses à la mobilisation générale pour renverser le régime en place.

A les entendre ils ne capituleraient pas, ils se conformeraient à la situation, or qu'est-ce que c'est que la situation sinon les rapports existant entre les classes qui reposent sur la domination de classe des capitalistes et qu'ils n'entendent pas remettre en cause, elle est justement là la capitulation ou la compromission avec le régime quoi qu'ils en disent, dès lors qu'ils refusent de briser ces rapports pour les inverser en faveur de la classe des exploités, il demeure impossible de satisfaire leurs revendications sociales.

Le Parti de Gauche ou le déni permanent. Pour qui roule-t-il ? La troïka.

Il ne leur reste plus par la suite qu'à tenter de camoufler leur capitulation ou protéger leur véritable nature sociale. C'est à quoi s'est employé avant-hier le secrétaire national du Parti de Gauche Guillaume Etiévant, car son parti qui s'est impliqué au côté de Syriza et de Tsipras est directement visé par l'accusation de capitulation.

Il ne pouvait que rejeter maladroitement cette accusation de " traitre" formulée par les médias et au-delà, qui concerne "toute l'autre gauche" qui serait ainsi "salie", dont le Parti de Gauche, en expliquant que l'accord proposé par Tsipras à la troïka le 9 juillet ne constituait pas une "rupture avec la stratégie jusqu'à présent déployée par Tsipras" et qu'il contenait "au final peu de reculs par rapport à la position du 22 juin" qui en soit était déjà une capitulation sur les retraites, la TVA, les privatisations, etc.

En résumé, l'entourloupe consistait ici à faire croire que Tsipras n'aurait pas capitulé le 9 juillet en faisant référence à ses propositions du 22 juin qui elles étaient alignées sur celles de la troïka. Ce n'est pas très fin, mais bon, ils sont acculés et ils ne peuvent pas s'en sortir autrement qu'en procédant à un déni de la réalité qui va enraîner cet escroc encore plus loin, et c'est là que cela devient intéressant car il en arrive à revendiquer les termes dans lesquels Tsipras avait capitulé le 22 juin, ce qui est somme toute logique, après avoir nié qu'il s'agissait d'une capitulation il en fait des mesures (repousser l'âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans par exemple) pour ainsi dire progressistes ou indolores pour les travailleurs qui pour un peu les réclameraient, lisez pour vous en convaincre, c'est édifiant, mais pas surprenant de leur part :

- "Sur la TVA c'est la même chose (Enfin une bonne nouvelle, l'augmentation de la TVA, l'impôt le plus injuste qui soit - ndlr)

Sur le marché du travail c'est la même chose également (Chouette, cela aurait pu être pire ! - ndlr)

L'excédent budgétaire primaire prévu est plus élevé, mais c'est grâce à une hausse des impôts et pas à une baisse des dépenses (Elles ont déjà tellement baissé que les hôpitaux ne peuvent plus fonctionner normalement et nécessirait une hausse des dépenses... Chut, ce n'est pas à l'ordre du jour, la troïka y est farouchement opposée. - ndlr)

Les privatisations vont se poursuivre mais c'était déjà prévu dans la position du 22 juin (Ah ben si c'était prévu, il faut le prendre comme une avancée sociale sans doute ! - ndlr)

Le vrai recul concerne la réforme des retraites (mesures d'économies de 0,25 à 0,5% du PIB sur les retraites dès 2015 et 1% à partir de 2016), mais il faut noter que jusqu'en 2019 le système d'aide aux retraites les plus faibles est maintenu (Quelle chance encore, les retraités apprécieront. - ndlr)

Et ce laquais de la troïka d'en conclure sur un air apparemment satisfait, que puisque "Syriza poursuit la même stratégie qu'avant" le référendum sur lequel il s'asseoit, ce serait lui intenter un vilain procès d'intention qu'en conclure qu'il aurait totalement capitulé devant la troïka, les travailleurs grecs devraient au contraire être rassurer, soulager par cette annonce qui n'engage que son auteur, car la stratégie adoptée par Syriza depuis six mois était déjà marquée du sceau de la compromission avec la troïka, de la capitulation, de la trahison. En résumé, Syria est irréprochable pour avoir adopté après le référendum la ligne de capitulation sur laquelle il était avant, Guillaume Etiévant lave plus blanc que blanc !

Ensuite il va s'enfoncer un peu plus en se faisant scélérat, cela aussi devient inévitable à un moment donné, si ce n'est pas Syriza et Tsipras qui sont responsables de la situation actuelle et coupables de refuser de rompre avec l'euro (et l'UE), c'est forcément quelqu'un d'autre, le peuple grec, pardi ! Car c'est lui qui tient à l'euro, "Tsipras n'a pas de mandat pour sortir de l'euro", on ne peut donc pas l'accuser de faire des propositions à la troïka qui soient conformes au maintien de la Grèce dans la zone euro, même si elles sont entièrement tournées contre le peuple grec, c'est nous qui le précisons, car le Parti de Gauche s'en fout royalement, l'essentiel c'est qu'à tout prix la Grèce demeure dans la zone euro, et tant pis si pour cela les intérêts des travailleurs doivent passer à la trappe. Vous avez là résumé la nature de ce parti incarnant les besoins du capital, Guillaume Etiévant vient d'en faire la démonstration.

Après le bâton, la carotte empoisonnée de la dette des banquiers qui pour le Parti de Gauche ne doit pas être tout bonnement annulée mais doit faire l'objet d'un "rééchelonnement", car que quoi qu'il arrive le peuple grec doit la régler, l'oligarchie financière l'exige, c'est ainsi et personne n'y peut rien.

Voilà comment on se comporte en parti du capital en prétendant être un parti de gauche.

L'adresse de cet article pour que vous puissiez vérifier qu'on n'a pas interprété de travers son contenu : http://www.guillaumeetievant.com/2015/07/10/tsipras-ne-capitule-pas-il-poursuit-sa-strategie ou http://www.legrandsoir.info/tsipras-ne-capitule-pas-il-poursuit-sa-strategie.html

Comme quoi le PG est bien le parti que nous avons décrit :

- Le PG demande à Hollande "d'apporter son plein soutien" aux propositions de la Grèce - AFP

Ce gens-là sont de furieux démagogues, à croire qu'à l'issue de la visite de Merkel à l'Elysée il y a quelques jours, Hollande n'aurait pas signifié qu'il s'alignait sur la position de l'Allemagne. C'est toujours le même principe scélérat, faire croire que tout serait possible, tous les partis y recourent pour duper les ignorants, les naïfs et ceux qui espèrent ainsi en tirer profit.

C'est la "***France de Pétain qui est au pouvoir***".

Au PG il ne s'en sont pas encore aperçu, ils ne sont pas les seuls...

- Pour Emmanuel Todd, l'Europe "se suicide sous direction allemande" - Francetv info

Emmanuel Todd estime que l'Europe est actuellement " contrôlée par l'Allemagne et par ses satellites baltes, polonais, etc" et qu'elle est "devenue un système hiérarchique, autoritaire". "On est en train sans doute d'assister à la troisième autodestruction de l'Europe", estime-t-il, rappelant les précédentes : "Il y a d'abord eu la guerre de 14, puis la deuxième guerre mondiale." Il en conclut que "l'Europe est un continent qui, au XXe sie`cle, de façon cyclique, se suicide sous direction allemande."

Et la France dans tout ça ? "Les deux tiers de la France profonde sont du côté de l'Europe du sud", juge Emmanuel Todd, qui se risque au point Godwin lorsqu'il en vient à la position de François Hollande dans le dossier. "S'il laisse tomber les Grecs, il part dans l'Histoire du côté des socialistes qui ont voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Si les Grecs sont massacrés d'une façon ou d'une autre avec la complicité de la France, alors on saura que c'est la France de Pétain qui est au pouvoir." Francetv info 11.07

Le dénouement approche.

Lu hier soir dans le portail grec okeanews.fr :

- Huge problems for Tsipras, if true: 79% dislike proposals, 74% see them breaking Oxi, 51% expect elections.

Traduction : Enormes problèmes pour Tsipras : Si c'est vrai 79% rejettent ses (dernières - ndlr) propositions (à la troïka - ndlr), 74% y voit un déni du non, 51% réclament de nouvelles élections.

Cet internaute devait faire référence à un sondage ? Dans un dernier sondage Syriza serait crédité de 39%, avec 20 points d'avance sur la Nouvelle Démocratie, ce qui signifie qu'en cas de nouvelles élections la situation demeurerait la même, je l'avais écrit en début de semaine.

La troïka va donc tout faire pour casser la dynamique enclenchée autour de Syriza qui ne se dément pas jusqu'à présent puisque son objectif est de se débarrasser de Tsipras et son gouvernement.

Des tyrans dont les intentions sont forcément honnêtes.

- Incertitude autour des négociations sur la Grèce à l'Eurogroupe Reuters

- L'Eurogroupe a du mal à faire confiance à la Grèce - Francetv info

L'étranglement jusqu'à la mort.

- Berlin penserait à une suspension de la Grèce de la zone euro Reuters

L'Allemagne envisage une sortie temporaire de la Grèce de la zone euro, d'une durée de cinq ans, si le pays n'améliore pas ses propositions de réformes, a indiqué une source européenne au fait des discussions, même si le sujet n'a pas été abordé samedi lors d'une réunion de l'Eurogroupe à Bruxelles.

"Il y a deux alternatives: soit une amélioration des propositions, ou un "Grexit" temporaire", a affirmé cette source à l'AFP, citant un document de préparation allemand en circulation, mais qui n'a "pas été distribué" samedi aux ministres des Finances de la zone euro.

"C'est un papier de préparation interne", a souligné cette source, confirmant des informations du quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung (FAZ).

Ce document aurait été transmis aux autres Etats membres car les propositions de réformes avancées par Athènes ne sont pas suffisantes aux yeux de Berlin. "Il manque des domaines de réformes importants", aurait écrit le ministère allemand des Finances, cité par la FAZ. Reuters 11.07

- Varoufakis: l'Allemagne veut un Grexit pour intimider les Français - AFP

Les médias faussaires recourent à la propagande de la terreur pour faire capituler le peuple grec.

- L'Eurogroupe se poursuit, plus d'efforts demandés à la Grèce - LeParisien.fr

- Grèce: les banques en sursis, même en cas d'accord avec les créanciers - AFP

- Grèce : non, il n'y a pas de pénurie dans les magasins, assurent les Grecs - Francetv info

Le référendum a aggravé la situation économique, juge l'hebdomadaire. La croissance économique grecque a d'ailleurs commencé à s'effondrer après l'arrivée de Syriza au pouvoir, avance le magazine.

Une femme pousse son chariot de course devant les rayonnages désespérément vides d'un supermarché. La photo illustre un article de l'hebdomadaire britannique The Economist qui pointe "les conséquences économiques de Syriza", le parti de gauche radicale au pouvoir en Grèce. Les Grecs sont-ils victimes d'une pénurie ? Et est-ce la faute de leur gouvernement ? Le débat fait rage entre le magazine et des internautes grecs, sur Twitter, samedi 11 juillet.

Scandalisés par cette analyse, mais aussi par la photo l'accompagnant, de nombreux internautes grecs, accompagnés par des journalistes étrangers basés à Athènes, ont réagi sur Twitter, en publiant des photos des rayons de leurs supermarché remplis de nourriture. Francetv info 11.07

- Grèce : l'Eurogroupe se réunit dans un climat de méfiance - latribune.fr

Les ministres des Finances de la zone euro doivent rendre samedi leur avis sur les nouvelles réformes proposées par le gouvernement grec en échange d'un troisième programme d'aide internationale. Les négociations seront "extrêmement difficiles", a déjà prévenu le ministre allemand Wolfgang Schäuble.

"Nous allons avoir des négociations extrêmement difficiles". En ces termes le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a défini la mission de l'Eurogroupe qui se réunit ce samedi après-midi à Bruxelles. Une mise en garde qui refroidit partiellement les espoirs d'un accord entre la Grèce et ses créanciers, suscités par les nouvelles propositions du gouvernement d'Alexis Tsipras.

Connu pour être partisan d'une ligne très dure vis-à-vis d'Athènes, Wolfgang Schäuble a en effet expliqué estimer que les propositions de réforme avancées par Athènes pour demander un nouveau plan de renflouement "sont loin d'être suffisantes", avant d'ajouter:

"Nous ne pouvons pas avoir confiance dans des promesses".

Le conservateur allemand a mis en cause la responsabilité du gouvernement grec de gauche radicale, arrivé au pouvoir en janvier. "A la fin de l'année, nous avions un espoir" pour une reprise en Grèce "mais ces derniers mois, cet espoir a été réduit à néant d'une manière incroyable", a-t-il affirmé.

Dijsselbloem aussi sceptique

L'expression de méfiance du ministre allemand faisait écho à celles d'autres membres de l'Eurogroupe. "Il y a un gros problème de confiance", a notamment déclaré le patron de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem en arrivant à la réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles.

"Est-ce qu'on peut faire confiance au gouvernement grec pour qu'il fasse ce qu'ils promettent dans les prochaines semaines, (les prochains) mois ou (les prochaines) années ?", s'est-il interrogé.

"Plusieurs gouvernements, dont le mien, ont de sérieux doutes sur l'engagement du gouvernement grec et sur sa capacité à mettre en oeuvre (les réformes)" a pour sa part estimé le secrétaire d'Etat aux Finances néerlandais Eric Wiebes. "Les propositions auraient été bonnes dans le cadre du deuxième programme d'aide, mais j'ai peur qu'il soit insuffisant pour lancer un troisième programme", a même déclaré le slovaque Peter Kazimir.

Sapin évoque la nécessité d'un calendrier précis

"Il faut des réformes mises en oeuvre rapidement, c'est la clé de tout (...) pour débloquer un programme, pour traiter la question de la dette", considère le Commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici, insistant sur "la volonté de mettre en œuvre les choses". Le ministre français Michel Sapin a par ailleurs laissé entendre que les créanciers allaient demander un calendrier précis et serré des réformes:

"Si on veut accord durable, il faut que les Grecs apportent des réponses sur quand ils vont décider, comment, à quel moment et à quel rythme".

Un peu plus optimiste s'est montrée la patronne du Fonds monétaire internationale, Christine Lagarde, qui à son arrivée samedi à Bruxelles a déclaré:

"Nous sommes ici aujourd'hui pour faire beaucoup de progrès".

Après la réunion cruciale de l'Eurogroupe de samedi, un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne est prévu dimanche. latribune.fr 11.07

Au chevet de la zone euro.

- 26 profs de la London School of Economics contre la politique d'austérité menée en Grèce - Liberation.fr

Le Nobel Christopher Pissarides comme les Français Camille Landais et Gabriel Zucman proposent un plan d'action pour faire repartir la croissance dans le pays et empêcher sa sortie de la zone euro.

Bien que des progrès aient été réalisés, des réformes structurelles supplémentaires doivent être mises en œuvre, en particulier dans le domaine de la lutte contre la corruption, de la collecte des impôts, et de l'organisation du marché du travail et de celui des biens et des services, mais aussi des retraites et de la TVA. Il est important que le gouvernement grec reconnaisse qu'il reste du chemin à accomplir, et qu'il formule des propositions crédibles sur ces questions. Liberation.fr 11.07

De qui sont-ils les porte-parole ? A qui s'adressent leur "plan" ? Quelle est leur "priorité absolue" ?

- La priorité absolue pour chacune des parties est de remettre l'économie grecque sur le chemin d'une croissance durable. Cela est utile pour les Grecs, bien sûr. Mais cela doit aussi permettre de réduire les risques d'un nouvel emballement des marchés financiers dans la zone euro.

De qui sont-ils les porte-parole ? De l'oligarchie financière ou ses représentants, la troïka.

A qui s'adressent leur "plan" ? Aux marchés financiers auxquels ils adressent leur soutien.

Quelle est leur "priorité absolue" ? Protéger les intérêts de l'oligarchie financière.

Quel est leur objectif ?

- "Eviter un «Grexit»", empêcher une sortie de la Grèce de l'euro disent-ils. Ce sont des partisans acharnés de l'euro.

Comment y parvenir ?

- A condition que le gouvernement grec agisse "de manière responsable", bref qu'il capitule devant la troïka, merci c'est déjà fait.

Pourqui s'inquiètent-il ?

- La "poursuite à ce rythme des politiques d'austérité budgétaires" est "surtout néfaste aux créditeurs".

Réponse : les créanciers, la troïka et les Etats tels l'Allemagne et la France qui rackettent l'Etat grec, le peuple grec.

Qui doit casquer ? Pas les mêmes évidemment.

- ..."le meilleur moyen de minimiser les pertes potentielles liées à la crise grecque dont leurs contribuables devraient assurer la charge finale"

Réponse : Les contribuables, les travailleurs grecs et de l'UE.

Et au final qu'est-ce qui les motivait ?

- ... "l'absence de reprise grecque signifie l'impossibilité de dégager des excédents budgétaires pour rembourser les créditeurs."

Réponse : Les prédateurs de la finance et les Etats qui les ont imités qui saignent le peuple grec, alors que la Grèce leur a déjà versé 210 milliards d'euros d'intérêts.

ACTUALITÉ DU JOUR

OCDE et FMI : Haro sur la classe ouvrière !

Normal, ils y sont incités par l'attitude du gouvernement favorable aux capitalistes et l'adoption de la loi Macron, pas suffisant selon eux.

- «Le contrôle pousse les chômeurs à accepter des emplois de faible qualité» - Liberation.fr

- Chômage : pour le FMI les réformes sont encore trop timides en France - latribune.fr

Dans un document publié vendredi, le Fonds monétaire international prône plus de flexibilité dans les accords en entreprise sur le temps de travail et les salaires. Pour revenir au rythme de créations d'emplois d'avant crise, il préconise aussi une réforme du Smic et un renforcement des incitations des chômeurs au retour à l'emploi.

Après l'OCDE jeudi, c'est au tour du Fonds monétaire international (FMI) d'appeler la France à renforcer le contrôle des chômeurs pour les inciter à rechercher plus activement un emploi. Dans les conclusions de sa revue annuelle de l'économie française publiée vendredi 10 juillet, le Fonds souligne que, "si une reprise solide est en cours", des rigidités structurelles continuent de peser sur les perspectives à moyen terme de l'économie française. Et la nécessité de s'y attaquer est d'autant plus grande que, selon le fonds, la croissance potentielle de l'Hexagone est "fondamentalement plus faible qu'avant la crise".

Des incitations au retour à l'emploi des chômeurs jugées insuffisantes

Même avec la reprise actuelle, qu'il juge durable, l'économie française restera ainsi confrontée à un taux de chômage élevé qui ne diminuera que très graduellement, selon le FMI. De 10,3% (y compris l'outre-mer) au premier trimestre 2015, il ne reviendrait qu'à 9% à l'horizon 2020, encore bien au-delà de son plus bas de 7,1% de début 2008.

Pour permettre le retour au rythme de créations d'emplois d'avant crise, le FMI souhaite donc notamment une réforme d'ampleur du marché du travail. Dans ce contexte, il salue les mesures prises par le gouvernement pour baisser le coût du travail ou, plus récemment, diminuer les incertitudes juridiques autour des licenciements, ainsi que sa volonté d'améliorer le dialogue social.

Mais pour réduire le chômage encore plus vite, le FMI prône d'aller plus loin, en introduisant plus de flexibilité dans les accords en entreprise sur le temps de travail et les salaires, en adoptant une réforme du Smic et en renforçant les incitations des chômeurs au retour à l'emploi. Outre le système d'indemnisation "généreux" des chômeurs français, le FMI relève en effet que ses bénéficiaires manquent d'incitations pour retrouver rapidement un travail, que le système de sanctions n'est pas très contraignant et que son application n'est pas stricte.

Les mesures de la loi Macron saluées

Le FMI encourage d'autre part le gouvernement à maintenir l'élan des réformes favorables à la croissance initiées par la loi Macron votée vendredi, en s'attaquant aux obstacles bureaucratiques qui nuisent à l'activité des petites entreprises et aux barrières qui entravent la concurrence dans les services.

S'agissant de la remise à niveau des finances publiques de la France, il souligne que le rythme de réduction des déficits doit être "assez ambitieux" pour que les objectifs à moyen terme soient facilement atteints, y compris celui du ratio dette/PIB, et ce "sans nuire outre mesure à la reprise". Il recommande que le gouvernement s'appuie pour cela sur des mesures structurelles "identifiées par une large revue des dépenses à tous les niveaux de l'administration". latribune.fr 11.07

ACTUALITE EN TITRES

A croire que la loi Macron n'a pas été adoptée deux jours plus tôt.

- Le PG demande à Hollande "d'apporter son plein soutien" aux propositions de la Grèce - AFP

- François Hollande et son rôle dans le dossier grec - Francetv info

- Grèce: un accord entre Athènes et ses créanciers serait un succès pour la France - AFP

La nausée. La propagande de guerre et un cauchemar.

- Rencontre avec les "soldats de l'image" de l'armée française - Francetv info

Depuis 100 ans, l'armée française filme elle-même les combats qu'elle mène. Francetv info 11.07

- Les entreprises rêvées des étudiants - Francetv info

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Turquie:vers une zone no fly en Syrie? - french.irib.ir

Au terme de deux jours d'intenses discussions la délégation militaire us a réussi à obtenir de ses hôtes turcs l'ouverture de la base aérienne d'Ingirlic. Cette base limitrophe de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie devrait ainsi s' ouvrir aux vols de la soi disante coalition us contre Daech sur le sol syrien.

Selon les analystes cette décision serait un prélude à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie. Selon les sources proches des discussions, en échange de l'ouverture de cette base aérienne, à la fois limitrophe de la Syrie, de l'Iran et de l'Irak, la Turquie a obtenu l'assurance de ne pas avoir à traiter avec les kurdes syriens du PYD ni en Irak et ni en Syrie : " Les Etats Unis auraient promis à Ankara de ne pas déployer les kurdes du PYD ni à l'ouest de l'Euphrate ni à Jermana en Syrie sur les frontières turques". La base aérienne en question est située à huit kilomètres de l'est de Adana au sud de la Turquie. french.irib.ir 11.07

2- Liban

- Le Hezbollah abat un drone israélien - french.irib.ir

Un drone du régime sioniste s'est écrasé samedi matin sur la corniche du port de Tripoli, au Liban-nord, a-t-on rapporté de sources concordantes.

Un communiqué de l'armée libanaise a confirmé que l'appareil est israélien. "Vers 8h30 du matin, un drone appartenant à

l'ennemi israélien est tombé dans le port de Tripoli", a indiqué l'armée libanaise. Des militaires se sont rendus sur place afin de mener l'enquête et transporter l'engin. Le communiqué ne donne pas plus de détails mais il souligne que les forces de l'armée ont fait le nécessaire. french.irib.ir 11.07

Haut de page

Le 13 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h30

Dernières infos sur la Grèce

Le gouvernement grec a sans surprise capitulé sur toute la ligne.

- La zone euro adopte un plan de sortie de crise pour la Grèce - Reuters

Les dirigeants européens ont durci de manière conséquente le plan de réformes approuvé samedi par le parlement grec et qui reprenait déjà de nombreuses exigences des créanciers, pourtant rejetées par les citoyens grecs dimanche 5 juillet lors d'un référendum.

La pilule est amère pour Alexis Tsipras, qui avait fait de la lutte contre les politiques d'austérité son cheval de bataille. Privatisations, coupes budgétaires, libéralisation du marché du travail et de pans entier de l'économie attendent la Grèce.

Mais son gouvernement de gauche radicale a cependant réussi à éviter lors des négociations, avec le soutien de la France, qu'un fonds regroupant des actifs publics grecs destinés à être privatisés soit domicilié au Luxembourg.

"L'accord est difficile mais nous avons coupé court au mouvement de transfert d'actifs publics à l'étranger. Nous nous sommes épargnés un étranglement financier et un effondrement du système bancaire", a dit Alexis Tsipras à la presse.

Ce fonds, ont précisé plusieurs dirigeants, permettra de rembourser la dette à mesure que les actifs seront cédés. La moitié de sa valeur, soit 25 milliards d'euros, servira aussi à la recapitalisation des banques grecques. Reuters 13.07

Mystification. C'est Washington qui a dicté la conduite de l'Eurogroupe et non Hollande son laquais.

- Pourquoi Hollande a voulu un accord à tout prix - Le Huffington Post

- Grèce: Valls dit sa "fierté" de Hollande sur la gestion des négociations - AFP

- Pourquoi Washington presse l'Europe de sauver la Grèce - franceinfo.fr

Le dossier grec, ce sont aussi les pressions extérieures à l'Europe, notamment de la part des Etats-Unis. Washington s'investit beaucoup dans ce dossier, pour des raisons évidentes sur les plans géopolitique et économique.

Pas besoin d'espionner les conversations téléphoniques des uns et des autres : Washington est officiellement en veille permanente sur le dossier grec. Barack Obama suit le situation au jour le jour, notamment grâce à son secrétaire d'Etat au Trésor, Jack Lew.

La dernière conversation officielle date de dimanche 12 juillet dans l'après-midi. Jack Lew a apporté son entier soutien au Premier ministre grec Alexis Tsipras. Washington défend bec et ongles l'option d'une restructuration de la dette grecque, n'hésitant pas à aller contre l'avis de beaucoup de pays européens opposés à une telle restructuration. On frôle l'ingérence dans les affaires européennes. franceinfo.fr 13.07

Pondichéry 15h

Dernières infos sur la Grèce.

- Spiegel appelle le document de l'Eurogroupe "le catalogue des cruautés". Twitter - okeanews.fr 13.07

On ne connaît pas le contenu de l'accord trouvé entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec, mais tout laisse à penser qu'il a capitulé sur toute la ligne, ce qui était prévisible. Reste à savoir comment les travailleurs grecs vont digérer ce "*catalogue des cruautés*".

- Le Sommet de l'Eurogroupe, au terme d'une négociation marathon, est parvenu lundi au petit matin à s'accorder pour négocier un troisième plan d'aide internationale à la Grèce.

Les Parlements nationaux qui doivent voter sur le projet d'aide européenne à la Grèce le feront probablement cette semaine, a espéré lundi le patron de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem.

"Dans les prochains jours, mardi ou mercredi, les Grecs légiferont. Le plan dans son ensemble devra être approuvé, mais aussi les premières actions" exigées par les créanciers, a déclaré M. Dijsselbloem à la presse à l'issue d'un sommet de l'Eurgroupe validant un projet de troisième plan d'aide à la Grèce.

"Une fois que cela a été fait, nous aurons un Eurogroupe téléphonique, probablement mercredi, qui sera le signal pour les autres Parlements (...) mercredi, jeudi ou vendredi", a-t-il ajouté, soulignant que les Parlements étaient bien évidemment souverains.

"Quand ils auront fait cela, nous aurons alors une décision plus formelle" pour démarrer les négociations, a précisé M. Dijsselbloem. AFP 13.07

- L'euro remonte face au dollar après l'annonce d'un accord sur la Grèce - AFP

Tsipras: "Nous avons livré jusqu'au bout un combat juste" - AFP

Le gouvernement grec a "livré jusqu'au bout un combat juste", qui a débouché sur un "accord difficile" mais garantissant la "stabilité financière" et la relance en Grèce, a déclaré lundi le Premier ministre grec, Alexis Tsipras.

"La grande majorité du peuple grec va soutenir cet effort (...) nous continuerons à nous battre" pour "les réformes radicales dont la Grèce a besoin", a-t-il ajouté, à l'issue de dix-sept heures de négociations pour le renflouement du pays. AFP 13.07

- Grèce: Hollande salue une "décision historique" de l'UE - AFP

Le président français François Hollande a salué dans l'accord conclu lundi à Bruxelles "une décision historique" qui "permet à la Grèce de rester dans la zone euro", soulignant en même temps "le choix courageux" du Premier ministre grec, Alexis Tsipras.

"La crédibilité de l'Europe aurait été atteinte s'il n'y avait pas eu d'accord aujourd'hui", a affirmé le président français, à l'issue d'un sommet exceptionnel de la zone euro. Il a fait valoir que l'accord, conclu au terme de dix-sept heures de négociations marathon, comprenait "un reprofilage de la dette" d'Athènes "par un allongement des échéances, des maturités et par une négociation des intérêts". AFP 13.07

« Le sommet de la zone euro a trouvé un accord à l'unanimité. Sommes tous prêts pour un programme d'aide pour la Grèce via le mécanisme européen de stabilité (MES), avec des réformes sérieuses et un soutien financier », a annoncé Donald Tusk, président du Conseil européen sur son compte Twitter, peu avant 9 heures. AFP 13.07

La causerie du matin

La servilité de Tsipras et du gouvernement grec semble sans limite face aux prédateurs du peuple grec pour refuser d'avancer sur la voie de la rupture avec le capital, du socialisme. Qu'on ne compte pas sur nous pour l'épargner. On n'imitera pas tous ces vendus qui volent à son secours et font eux-mêmes dans le déni en ayant une mémoire sélective.

Vous avez peut-être lu des dizaines d'articles sur la situation réelle de la Grèce, vous savez donc où sont passés les quelque 340 milliards d'euros que la troïka ou les Etats de l'UE ont prêté aux autorités grecs depuis 5 ou 6 ans. Vous savez que la Grèce a déjà remboursé plus de 200 milliards d'intérêts à ses créanciers sans que sa dette diminue, au contraire elle n'a cessé d'augmenter...Vous savez que Tsipras détient des arguments chocs et sans appel contre la troïka, contre l'oligarchie financière, qu'il pourrait en faire publiquement le procès et que cela aurait des répercussions explosives au niveau mondial.

Question : Pourquoi ne les utilise-t-il pas ? Pourquoi ne les répète-t-il pas lors de chaque déclaration ou réunion ? Pourquoi ne diffuse-t-il pas aux médias le rapport établi par le Comité pour la vérité sur la dette grecque qui a conclu à l'illégitimité de la

dette grecque ? Pourquoi ne se sert-il pas de son contenu pour refuser tout nouveau sacrifice au peuple grec ? Pourquoi accepte-t-il le rôle inconfortable (sic!) ou ingrat d'otage et complice de la troïka ? Parce qu'il la craint, parce qu'il n'a pas le courage de l'affronter, parce qu'il est incapable de se situer sur le terrain du socialisme.

Quand vous êtes atteint de la lèpre et que la gangrène a commencé à vous ronger, vous avez le choix entre vous débarrasser du membre atteint ou laisser la gangrène gagner la totalité de votre corps pour finalement en périr. Faire le choix du capitalisme au détriment du socialisme vous conduira infailliblement à la même issue fatale.

Autre aspect de la situation.

Parmi les âmes charitables qui volent au secours de Tsipras, il y a ceux qui veulent sauver l'euro, là les choses sont très claires, et puis il y a ceux qui veulent s'en débarrasser en conservant l'UE. Or les mesures antisociales qui figurent dans les propositions de l'Eurogroupe ou de la troïka correspondent à celles inclues dans différents traités européens dont celui de Lisbonne, elles correspondent à la politique suivie par l'UE depuis Maastricht et depuis adoptée par la plupart des Etats, comme par exemple le report de l'âge du départ à la retraite.

Demeurer sous le joug de l'UE, c'est accepter de retranscrire dans la législation nationale de chaque pays les directives européennes concoctées par la Commission européenne qui sont toutes tournées contre les travailleurs.

Partant de là on comprend que rompre avec l'euro sans rompre avec l'UE ne servirait strictement à rien ou ne changerait rien, ne permettrait pas davantage de changer de politique, surtout sachant que dorénavant c'est la Commission européenne qui supervise les budgets nationaux selon le principe de subsidiarité, allant jusqu'à infliger des sanctions financières aux Etats qui osent braver l'orthodoxie néolibérale. Allons plus loin.

Au-delà, quand bien même vous battriez votre propre monnaie qu'elle serait immédiatement déclarée hors la loi ou sans valeur par le marché qui domine l'économie mondiale. Et il y a fort à parier que pas un Etat n'accepterait de commercer avec vous sous peine d'être aussitôt sanctionné par le marché dont son économie dépend, y compris les braves Russes ou Chinois dans lesquels certains placent aveuglément leurs espoirs, et il ne pourrait pas compter sur le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, l'Argentine ou Cuba qui peinent déjà à s'en sortir en subissant en permanence le harcèlement des Américains.

Vous auriez les quelque 200 Etats du monde contre vous et aucun allié sûr. Il faudrait alors prendre des mesures économiques pour tenir le temps que d'autres peuples se soulèvent et prennent le pouvoir sous peine du retour au pouvoir de l'Ancien Régime capitaliste.

Sinon, en cas de situation désespérée, il resterait la dernière solution que j'ai avancée il y a quelques jours, qui par le bouleversement encore plus radical qu'il entraînerait dans la société pourrait procurer un électrochoc salutaire au niveau mondial : abolir d'un coup la monnaie, l'argent, après y avoir préparé la population, ce serait préférable, même indispensable.

Que pourrait faire la finance contre cette mesure qui lui retirerait d'un coup tous ses pouvoirs et privilèges, réduirait sa capacité de nuisance sur la société à néant ? Rien, absolument rien, elle se retrouverait totalement désarmée contre une population qui pour rien au monde n'envisagerait de revenir en arrière, car elle aurait rapidement compris quels avantages elle pourrait tirer d'une société libérée de cette contrainte synonyme d'inégalités et d'injustices.

Cette solution peut sembler aberrante ou farfelue au premier abord, pas plus que se retrouver sous une dictature mondiale contre laquelle nous serions totalement impuissants, non ? Honnêtement, qui aurait cru il y a encore quelques décennies en arrière que cela pourrait finir par se produire un jour ? Vous préférez quoi ? Aurions-nous vraiment le choix, cela mérite qu'on y réfléchisse, vous ne trouvez pas ?

Qu'est-ce qui est sérieux et cohérent, souhaitable, qu'est-ce qui correspond aux aspirations de la population, vivre dans une société ou un monde totalement financiarisée où tous les biens et services sont voués à la marchandisation, ou vivre dans un monde où seule la valeur d'usage à le droit de citer, où l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu ?

On va nous rétorquer que c'est là sauter bien des étapes de la lutte des classes pour nous débarrasser du règne de la nécessité au profit de celui de la liberté ou forcer le cours des choses. Ce ne serait pas la première fois que cela se produirait au cours de l'histoire du capitalisme, la Commune de Paris et la révolution russe de 1917 en étaient des exemples à leur manière, certes qui se sont mal terminés parce que les conditions objectives ou subjectives n'étaient pas remplies pour qu'il en soit autrement, ce qui ne serait pas le cas aujourd'hui du fait à la fois du formidable développement des forces productives réalisé depuis et du degré d'éducation des masses qui n'a rien à voir avec leur niveau d'arriération au milieu du XIXe siècle ou au début du XXe, elles ont acquis les moyens de s'élever rapidement ou pour ainsi dire immédiatement à un niveau de conscience supérieur, dès lors qu'on leur en offre la possibilité, comprendre où se situent vos intérêts est à leur portée ou ne pose aucun problème insurmontable.

Les masses demeurent ignorantes parce que le cadre dans lequel elles évoluent s'y prête, faites-le sauter ou changer-le et

vous verrez de quoi elles sont capables. C'est exactement ce qui se passe lorsqu'elles se mettent en mouvement et balaient d'un coup les obstacles qui les empêchaient de progresser depuis des décennies ou des siècles, ce qui paraissait encore impossible la veille ou passait pour une utopie devient réalité.

Désormais nous aborderons la situation et son évolution à venir sur la base de cette stratégie politique incluant cette alternative, puisqu'ils sont inséparables pour parvenir à notre objectif. On voit d'ici les sceptiques ou les pessimistes sourirent, nous ils nous donnent plutôt envie de pleurer avec leurs théories foireuses ou leur dogmatisme qui nous a conduit où nous en sommes, nos détracteurs se réjouirent en se disant que Tardieu délirerait, peut-être sous le coup de la chaleur excessive qui sévit en Inde ces derniers semaines. Qu'ils se détrompent, on a mûrement réfléchi à notre sujet et on ne s'est jamais senti aussi bien et équilibré dans notre tête. Eux refusent de faire le bilan ou l'inventaire de la lutte de classe du XXe siècle et plus particulièrement depuis 1940, nous nous en avons tiré toutes les conséquences ainsi que du développement du capitalisme, qui après avoir atteint le stade de l'impérialisme est entré en putréfaction sous l'effet inévitable de la financiarisation de l'économie et de la société, qui n'offre pas d'autres alternatives politiques aux travailleurs que la déchéance dans un monde livré au chaos et la guerre en demeurant sous le joug du capitalisme puisque toute option institutionnelle même au-delà du régime en place serait sans doute vouée à l'échec ou s'en émanciper définitivement.

Notez bien qu'on ne remet pas en cause la stratégie du socialisme à laquelle nous demeuront attaché, on tient seulement compte du fait que parvenu au pouvoir il serait pratiquement impossible de le conserver sans passer le moment venu à l'étape supérieure en brisant net ce sur quoi repose le capitalisme et le système de l'exploitation de l'homme par l'homme en supprimant la monnaie, le nerf de la guerre de notre ennemi, tout se tient en somme ou tout est dans l'ordre des choses. Cela n'a rien à voir avec l'anarchisme qui nie la nécessité de constituer un Etat ouvrier et de se battre dans cette perspective pour parvenir ensuite au règne de la liberté. Nous partageons peut-être le même objectif, mais pas les moyens d'y parvenir.

Un dernier mot.

On ajoutera plus tard quelques articles sur la Grèce notamment.

Je rencontre un problème de connexion depuis deux jours qui m'interdit de télécharger ou d'envoyer des fichiers volumineux, parfois je n'arrive même pas à ouvrir ma boîte aux lettres. On a essuyé un gros orage hier soir avec des coupures d'électricité à répétition toute la nuit, du coup j'ai très peu dormi et je suis claqué.

Comment soutiennent-ils la troïka en s'efforçant de prouver le contraire

Il y a ceux qui veulent sauver l'euro, le PCF, le PG, la pseudo-gauche institutionnelle, et puis il y a ces intellectuels ou économistes qui dénoncent l'euro pour mieux voler au secours de l'Union européenne, et qu'ont-ils en commun à part être incapable de rompre avec l'euro et l'UE, ils en appellent à Hollande, le valet de Washington, Bruxelles et Berlin sans tenir compte des prises de position de Moscovici et Sapin notamment.

Le désaccord entre Hollande et Merkel porte uniquement sur la meilleure manière de faire rendre george au peuple grec, d'un coup ou sur la durée, en l'étouffant à petit feu ou en lui portant le coup de grâce. Pas sûr qu'il accepte de se sacrifier encore et plus longtemps pour les banquiers, jusqu'où et jusqu'à quand avant qu'il ne se soulève pour balayer le régime en place, telle est la question qui doit hanter tous les esprits à Bruxelles, Franckfort et Washington

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne qui était prévu dimanche a été annulé in extremis, et a été remplacé par une énième réunion de l'Eurogroupe et des ministres des Finances de la zone euro témoignant de la crise qui secoue les sommets de l'UE face à la résistance du peuple grec qu'incarne de manière déformée le gouvernement grec en proie à ses propres contradictions.

Après six mois de tergiversations et de compromis partielles avec la troïka et avoir officiellement capitulé les 22 et 25 juin derniers en reprenant à son compte les exigences de la troïka, le gouvernement grec par la voix de Tsipras quatre jours à peine après le référendum qui a vu le rejet massif des propositions de la troïka inclues correspondant à celles que le gouvernement grec lui avait adressées le 25 juin, le 9 juillet il a cru bon d'aller encore plus loin dans le reniement de ses engagements pris envers le peuple grec en amplifiant les concessions à la troïka, pour finalement s'entendre dire qu'elles étaient encore insuffisantes.

Désormais la troïka, l'Eurogroupe et les chefs d'Etat de l'UE exigent que le gouvernement grec abdique parce qu'il ne serait pas digne de confiance ou manquerait de "crédibilité", témoignant qu'au-delà de la faillite à laquelle ils avaient conduit la Grèce, il s'agissait d'une lutte idéologique pour se débarrasser d'un gouvernement qui avait élu sur la base de la résistance à la troïka et son refus de se soumettre à son diktat, gouvernement qui présente la tare insupportable d'incarnee le refus du peuple grec de subir plus longtemps des mesures injustes qui l'ont réduit à la pauvreté et à la précarité, même si Tsipras et son gouvernement ont déjà cédé aux exigences de la troïka, ils estiment qu'à la faveur de la mobilisation du prolétariat grec ils pourraient avoir la faiblesse de cesser d'appliquer les contre-réformes qu'ils se sont engagés à appliquer, alors qu'un gouvernement dirigé par la Nouvelle Démocratie et les débris du Pasok, l'équivalent des Républicains en France, ou une coalition de type union nationale serait plus approprié pour mener à bien le programme que la troïka a conconté pour le peuple grec, mieux encore un gouvernement

de technocrates désigné directement par Bruxelles et ayant l'aval de la troïka, qui courcircuiterait les institutions grecques, dont le parlement où il existe une majorité de députés de Syriza, bref, de suspendre ce qui restait de démocratie en Grèce au profit d'un régime dictatorial dont les représentants n'auraient aucun rapport avec le peuple grec ni aucun compte à lui rendre, de telle manière qu'il obéirait aveuglément à la troïka ou bénéficierait de sa confiance ou de son crédit, ce que la troïka et les chefs d'Etat de l'UE refusent au gouvernement de Tsipras.

On retiendra qu'un gouvernement et un parlement élu au suffrage universel ne sont pas crédibles aux yeux des représentants de l'oligarchie financière, dès lors qu'ils entendent se mêler de leurs affaires ou contester à la marge leur politique de contre-réformes qui doit être appliqué à la lettre, considérant que seul un gouvernement et un parlement soumis à leur dictature serait digne de confiance et de crédibilité, témoignant au passage que toute trace de démocratie serait dorénavant incompatible avec la survie du capitalisme, et que la société qu'ils entendent imposer à l'ensemble de la population devrait être gérée comme une entreprise selon les lois du marché qu'ils ont eux-mêmes édictées à leur profit, la population étant ravalée au rang de serf ou esclave salarié d'une ploutocratie disposant du pouvoir de vie ou de mort sur ses sujets devenus corvéables à merci comme sous l'Ancien Régime.

Pour avoir accepté de se fondre dans les institutions du capital en place au lieu de les liquider, Syriza devait être amené a accepté les rapports qui existaient précédemment entre les autorités grecques et la troïka, c'est ce dont il fait la démonstration sous nos yeux. Pourquoi ? Parce qu'il ne peut pas exister d'issue politique favorable aux travailleurs dans le cadre de la Constitution en vigueur qui doit être abrogée, en dehors de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat grec créant ses propres organes indépendant de pouvoir, scénario qui ne faisait manifestement pas partie du programme de Syriza.

C'est au prolétariat grec avec les partis ouvriers et les organisations, les tendances et courants du mouvement ouvrier qui combattent à ses côtés pour la rupture avec l'euro, l'UE et les institutions grecques, le capital, que revient la tâche politique de mobiliser et organiser les masses en leur proposant de constituer une assemblée constituante souveraine ou une assemblée populaire souveraine représentative de toutes les couches des masses exploitées, peu importe ici son appellation, qui sera chargée de rédiger une nouvelle Constitution et d'élire un gouvernement en son sein pour la représenter et exécuter la politique pour laquelle ses délégués auront été élus, prendre toutes les mesures que la situation impose en commençant par la rupture avec l'euro et l'UE, l'Otan et l'ONU, puis en procédant à l'expropriation des banquiers et des capitalistes des entreprises clés de l'économie du pays sans leur verser un centime d'euro, à la répudiation de la dette publique et à l'annulation des dettes contractées par les travailleurs des couches les plus défavorisées et des couches moyennes, à l'annulation de toutes les mesures anti-ouvrières prises depuis 6 ou 10 ans par tous les gouvernements qui se sont succédés, à l'annulation de toutes les mesures adoptées en faveur des capitalistes, à l'arrêt des privatisations et à la renationalisation de toutes les entreprises ou tous les services publiques qui ont été privatisées durant cette période, à la réintégration de tous les fonctionnaires licenciés, à la mise à la retraite anticipée de tous les travailleurs de plus de 50 ans tout en abaissant la durée hebdomadaire du travail à 30 heures de manière à éradiquer le chômage dont celui de la jeunesse...

C'est seulement en procédant de la sorte que la République sociale grecque pourrait obtenir le soutien de toutes les couches exploitées de la société pour faire face aux menaces de la réaction à l'intérieur et à l'extérieur du pays et la contrecarrer avec succès, en appelant les travailleurs et leurs organisations en Europe et dans le reste du monde à les soutenir et à les imiter dans la perspective d'une fédération des Républiques sociales d'Europe, d'une République sociale universelle pour vaincre définitivement le capitalisme ou l'éradiquer de la surface de la terre, avancer sur la voie du socialisme qui doit conduire à terme à en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour illustrer ce qui a été dit plus haut, on a relevé quelques déclarations qui ne laissent aucun doute de la part de leurs auteurs sur leurs réelles et mauvaises intentions envers le peuple grec.

- La chancelière allemande : «La valeur la plus importante, à savoir la confiance et la fiabilité, a été perdue» avec Athènes. (Le Parisien 12.07)

- Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a expliqué que les propositions de réforme avancées par Athènes pour demander un nouveau plan de renflouement "sont loin d'être suffisantes", avant d'ajouter : "Nous ne pouvons pas avoir confiance dans des promesses".

- Le chef de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem a tenu exactement le même discours en arrivant à la réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles : "Il y a un gros problème de confiance".

- Le commissaire européen Pierre Moscovici. « Il existe une base étant entendu que le gouvernement grec doit faire plus et à court terme et à moyen terme ».

- «La Grèce doit faire la démonstation qu'elle est prête à engager des réformes rapidement» insiste François Hollande, apparemment Mélenchon (PG) et Laurent (PCF) sont sourds... quand cela les arrange.

Wolfgang Schäuble a ensuite vendu la mèche :

- "A la fin de l'année, nous avions un espoir" pour une reprise en Grèce "mais ces derniers mois, cet espoir a été réduit à néant d'une manière incroyable", car il n'a jamais digéré la défaite du parti qu'il soutenait, la Nouvelle Démocratie ou le parti de l'ordre officiel ou de la troïka.

Ils font donc monter les enchères.

Ils font donc monter les enchères jusqu'au point où Athènes se retrouve face au dilemme suivant : soit capituler au-delà des concessions déjà entérinées par Tsipras, soit assumer la rupture avec la troïka qui se traduirait par une sortie de l'euro à laquelle le gouvernement grec ne s'est pas apparemment préparé ou est incapable de faire face pour n'avoir jamais envisagé une sortie de l'euro, encore moins de l'UE.

- "Plusieurs gouvernements, dont le mien, ont de sérieux doutes sur l'engagement du gouvernement grec et sur sa capacité à mettre en oeuvre (les réformes)" a pour sa part estimé le secrétaire d'Etat aux Finances néerlandais Eric Wiebes. "Les propositions auraient été bonnes dans le cadre du deuxième programme d'aide, mais j'ai peur qu'il soit insuffisant pour lancer un troisième programme", a même déclaré le slovaque Peter Kazimir.

Parmi ces gouvernements figure évidemment le gouvernement français qui exige que les contre-réformes planifiées par la troïka soient appliquées avant tout accord sur la dette ou tout déblocage de fonds de la part de la BCE, de l'Eurogroupe ou du FMI.

"Il faut des réformes mises en oeuvre rapidement, c'est la clé de tout (...) pour débloquer un programme, pour traiter la question de la dette", considère le Commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici, insistant sur "la volonté de mettre en œuvre les choses". Le ministre français Michel Sapin a par ailleurs laissé entendre que les créanciers allaient demander un calendrier précis et serré des réformes:

"Si on veut accord durable, il faut que les Grecs apportent des réponses sur quand ils vont décider, comment, à quel moment et à quel rythme". (source : La Tribune 11.07)

La surenchère des dirigeants de l'UE porte désormais sur un abandon total de la souveraineté de la Grèce.

Les négociateurs européens veulent qu'un certain nombre de réformes demandées à la Grèce soient votées au Parlement avant d'entamer formellement les négociations.

Le projet de communiqué stipule que des changements dans la TVA, les retraites et l'indépendance de l'office statistique en Grèce doivent intervenir avant l'ouverture d'une procédure formelle sur un nouveau plan de sauvetage.

La Grèce doit aussi renforcer son programme de privatisations et une décote sur la dette grecque est exclue, ajoute le document.

En outre, la Grèce devrait accepter de transférer 50 milliards d'euros d'actifs publics dans un fonds de garantie.

Wolfgang Schäuble a proposé le transfert à l'étranger du siège du fonds chargé de gérer les revenus des privatisations pour s'assurer que ceux-ci servent exclusivement au remboursement de la dette. Reuters 12.07

- Ce qu'exige l'Eurogroupe, des abandons de souveraineté aux dates de soldes - Le Huffington Post

Syriza persiste à coopérer avec la troïka, alors que ses dirigeants en connaissent parfaitement les intentions.

- L'Allemagne veut humilier la Grèce, dit Syriza - Reuters

Les exigences posées par l'Allemagne pour octroyer une nouvelle aide à la Grèce lors de la réunion de l'Eurogroupe visent à humilier Athènes et ont pour véritable objectif de renverser le gouvernement d'Alexis Tsipras, a estimé dimanche un responsable du parti Syriza au pouvoir.

"Ce qui se passe, c'est que l'on veut humilier la Grèce et les Grecs ou renverser le gouvernement Tsipras", a déclaré à la chaîne Mega TV Dimitrios Papadimoulis, qui est également vice-président du Parlement européen. Reuters 12.07

Les derniers développements

- Pas de base pour négocier avec Athènes, dit un projet de texte - Reuters

Les ministres des Finances de la zone euro ne voient toujours de base pour l'ouverture de négociations pour un troisième plan d'aide à la Grèce, peut-on lire dimanche dans un projet de communiqué de l'Eurogroupe.

Ce texte n'a pas été validé par les grands argentiers de la zone euro et pourrait être transmis en l'état aux chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro qui se réunissent à 16h00 à Bruxelles pour prendre le relais de leurs ministres des Finances.

"L'Eurogroupe (...) est parvenu à la conclusion qu'il n'y a pas encore de base pour commencer les négociations sur un nouveau programme", constate le document obtenu par Reuters.

Les négociateurs européens veulent qu'un certain nombre de réformes demandées à la Grèce soient votées au Parlement avant d'entamer formellement les négociations.

Le projet de communiqué stipule que des changements dans la TVA, les retraites et l'indépendance de l'office statistique en Grèce doivent intervenir avant l'ouverture d'une procédure formelle sur un nouveau plan de sauvetage.

La Grèce doit aussi renforcer son programme de privatisations et une décote sur la dette grecque est exclue, ajoute le document.

En outre, la Grèce devrait accepter de transférer 50 milliards d'euros d'actifs publics dans un fonds de garantie.

L'incertitude quant à l'issue du sommet de la zone euro dimanche reste totale, de nombreux pays estimant que le gouvernement d'Alexis Tsipras ne dispose pas de la crédibilité nécessaire pour bénéficier d'une nouvelle aide européenne.

Ce dernier a toutefois fait approuver par le Parlement grec samedi un programme de réforme proche de celui proposé par les créanciers et rejeté par référendum en Grèce dimanche dernier.

Une partie des dirigeants européens redoutent qu'après l'obtention des fonds, le gouvernement grec n'interrompe la mise en oeuvre des privatisations et des réformes promises à ses créanciers, comme celle des retraites ou de la fiscalité. Reuters 12.07

- L'Eurogroupe estime qu'Athènes a besoin de 82 et 86 milliards - Reuters

L'Eurogroupe, au terme de deux jours de réunion, a soumis aux dirigeants de la zone euro un document qui évoque l'ouverture possible de négociations sous conditions pour un nouveau plan d'aide à la Grèce d'un montant de 82 à 86 milliards d'euros.

Le texte que Reuters a pu consulter énumère une longue liste de conditions - apparemment déjà acceptées, pour la plupart, par la Grèce - pour le déblocage de cette aide.

Sur le montant total, sept milliards seraient versés avant le 20 juillet et 20,5 milliards avant la mi-août pour permettre aux pays de faire face à des échéances immédiates de prêts dus à la Banque centrale européenne et à ses autres créanciers.

Fin juin, la Grèce a fait défaut sur un prêt de 1,6 milliard d'euros dû au Fonds monétaire international. Le 20 juillet, il doit rembourser 3,5 milliards d'euros à la BCE.

Parmi les conditions figure l'adoption par le Parlement grec, d'ici le 15 juillet, d'une série de réformes sur la fiscalité et les retraites. Les députés grecs avaient déjà apporté samedi leur soutien aux réformes proposées par le Premier ministre Alexis Tsipras.

En cas de désaccord, un passage d'inspiration allemande mais entre crochets, et donc non accepté par l'Eurogroupe, envisage "qu'il soit proposé à la Grèce des négociations rapides sur une sortie temporaire de la zone euro, avec une possible restructuration de la dette".

Cette formulation fait écho à un document présenté samedi à l'Eurogroupe par Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances. Reuters 12.07

- Grèce: les créanciers veulent (encore) plus de réformes - La Tribune

Les ministres des Finances de la zone euro ont donné à la Grèce jusqu'à mercredi pour faire voter des lois et des réformes, condition préalable à l'ouverture de négociations sur un nouveau plan d'aide, a annoncé dimanche le ministre finlandais Alexander Stubb. Le plan d'aide a été estimé entre 82 et 86 milliards d'euros.

Article publié à 13h02, mis à jour à 19h15.

Les partenaires européens de la Grèce ont demandé dimanche 12 juillet au gouvernement grec d'améliorer ses propositions de réformes et de prouver sa bonne foi en adoptant vite de premières mesures, lors de la reprise des négociations sur un troisième plan d'aide. La France ainsi que les experts des "institutions" -Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international- ont donné un premier avis favorable vendredi .

"Il y a une très bonne proposition sur la table (...) mais qui a une conditionnalité élevée, sur trois points", a déclaré le ministre finlandais Alexander Stubb. Et de détailler :

"Un, l'adoption de lois d'ici le 15 juillet. Deux, des conditions dures sur par exemple les réformes du marché du travail ou des retraites, la TVA ou les impôts. Trois, des mesures sévères aussi sur par exemple les privatisations.

Les ministres des Finances de la zone euro ont donné à la Grèce jusqu'à mercredi pour faire voter des lois et des réformes, condition préalable à l'ouverture de négociations sur un nouveau plan d'aide.

Plus de 80 milliards d'euros d'aide

Un éventuel nouveau programme d'aide à la Grèce est évalué entre 82 et 86 milliards d'euros, selon le document final de l'Eurogroupe, dont l'AFP a obtenu copie, et qui va maintenant être examiné par les chefs d'État et de gouvernement, également réunis à Bruxelles.

"L'Eurogroupe prend note du fait qu'un eventuel programme aurait besoin de financements compris entre 82 et 86 milliards d'euros (...). L'Eurogroupe invite les institutions (Commission européenne, FMI, BCE, ndlr) à explorer les possibilités de réduire cette enveloppe" par la fiscalité ou les privatisations, selon ce document.

Plus tôt dans la journée, le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne a été annulé afin de dégager l'agenda des 19 dirigeants de la monnaie unique. Incertitude totale et manque de confiance

De nombreux pays estiment que le gouvernement du Premier ministre Alexis Tsipras ne dispose pas de la crédibilité nécessaire pour enclencher le processus formel d'un nouveau plan de sauvetage, même si le parlement grec a approuvé samedi un programme de réforme proche de celui proposé par les créanciers et rejeté par référendum en Grèce.

"Le principal obstacle pour aller de l'avant est le manque de confiance", a déclaré à son arrivée à l'Eurogroupe le ministre italien des Finances, Pier Carlo Padoan.

Même au sein de la Commission européenne, des avis divergents s'expriment, entre optimisme et pessimisme. Dans ces conditions, les dirigeants de la zone euro pourraient reporter encore d'une semaine leur prise de décision sur un nouveau plan d'aide, laissant la Grèce, au bord de l'effondrement économique et financier, dans l'expectative.

De nombreuses questions restent par ailleurs en suspens, comme le montant de l'aide dont la Grèce aura besoin pour faire la jonction entre ses besoins financiers immédiats et l'adoption du nouveau plan, qui prendra au moins quelques semaines. latribune.fr 12.07

La troïka et les gouvernements de l'UE : Des tueurs à gage.

- La zone euro demande des gages à Athènes - Reuters

Les partenaires européens de la Grèce ont demandé dimanche des gages à Athènes pour restaurer une confiance brisée par des années de promesses non tenues, un préalable à un nouveau plan de sauvetage indispensable.Reuters 12.07

Toujours le même scénario : Sauver les banques d'un côté, de l'autre réduire à néant les droits sociaux des travailleurs et confisquer la souveraineté de la Grèce au profit... d'un paradis fiscal, d'un fonds au Luxembourg (Institution for Growth) !

La zone euro dévoile une liste de ses nouvelles exigences.

Parmi les engagements réclamés à Athènes figure le vote «d'ici le 15 juillet» par le Parlement grec d'un premier volet des mesures promises par Athènes. Le gouvernement grec de gauche radicale devra aussi accepter «de dures conditions» en ce qui concerne «la réforme du marché du travail et du système de retraites, la fiscalité et la TVA».

Voici une partie des mesures proposées à la Grèce pour obtenir un accord :

- Une réforme des retraites
- Un retour de la Troïka à Athènes (UE, BCE, FMI)
- Moderniser la TVA et élargir la base de collecte de l'impôt
- Adoption d'un code de procédure civile pour rationaliser le système judiciaire
- Redressement des banques
- Création d'un fonds qui servirait d'hypothèque. Il serait basé au Luxembourg.

Si la Grèce veut obtenir une nouvelle aide, elle devra faire adopter ces mesures avant le 15 juillet (mercredi) selon le document transmis par l'Eurogroupe. leparisien.fr 12.07

On aura compris qu'il s'agissait d'imposer «de dures conditions» en ce qui concerne «la réforme du marché du travail et du système de retraites, la fiscalité et la TVA» aux travailleurs grecs, tandis qu'aucune condition ne serait exigée des banquiers, normal, ce sont eux qui détiennent le pouvoir.

La réaction du gouvernement grec aux dernières propositions de l'Eurogroupe.

- Grèce : Athènes refuse le plan actuel mais veut un accord rapide - LeParisien.fr

La réunion de l'Eurogroupe, suspendue samedi vers minuit sans résultat, s'est achevée ce dimanche après-midi à Bruxelles sans un accord formel dans un climat de défiance. L'Allemagne a durci le ton tandis que la France joue l'apaisement et tente d'empêcher une sortie de la zone euro.

Méfiants sur la capacité d'Alexis Tsipras à mener les réformes promises, l'Autriche, Chypre, la Finlande, la Slovaquie, et surtout l'Allemagne réclament plus d'efforts à la Grèce, un calendrier précis de mise en œuvre des réformes et des garanties à Athènes en échange d'un nouveau plan de renflouement.

Un plan de réformes a été proposé par l'Eurogroupe à la Grèce, comportant notamment des réformes sur la TVA et les retraites. Les chefs d'Etat européens souhaiteraient que la Grèce vote ces mesures d'ici à mercredi 15 juillet. Mais dans la soirée, Athènes a estimé que ce plan était «très mauvais». Dans le même temps, une source gouvernementale grecque fait part de ses inquiétudes : un accord urgent est réclamé car les liquidités commencent à manquer en Grèce. LeParisien.fr 12.07

- Le gouvernement grec pourrait poursuivre Goldman Sachs - LePoint.fr

Le gouvernement grec d'Alexis Tsipras pourrait poursuivre la banque américaine Goldman Sachs dans l'affaire du maquillage des comptes grecs en 2001-2002 destiné à aider Athènes à rester dans l'euro. À lire la une du quotidien britannique The Independent de samedi citant des sources de bonne foi, les autorités grecques examinent la possibilité de saisir les tribunaux pour tenter de récupérer la commission colossale de plus de 600 millions de dollars (538 millions d'euros) gagnée par la filiale européenne de l'établissement new-yorkais sur cette transaction qui a aidé la Grèce à camoufler sa dette à ses partenaires européens. Ironie du sort, l'équipe Syriza serait conseillée dans ce dossier par… un ancien banquier de Goldman Sachs – dont le nom n'a pas été divulgué -, expert des dettes souveraines.

En traînant Goldman Sachs devant les tribunaux, Athènes suivrait l'exemple du fonds souverain libyen qui lui réclame 800 millions de dollars détournés sous le régime Kadhafi devant la Haute Cour de Londres.

En 2001-2002, dans la foulée de l'entrée de la Grèce dans l'euro, le gouvernement socialiste grec de Costas Simitis choisit Goldman Sachs pour l'aider à réduire le service de sa dette. Pourquoi refuser pareil mandat hautement rémunérateur, parfaitement légal, même s'il s'agit dans les faits d'enjoliver les comptes publics afin de dissimuler l'ampleur de ces déficits ? Une associée anglo-grecque du bureau de Londres, Antigone Loudiadis, experte des produits financiers complexes, met au point un mécanisme appelé « credit derivative swaps » ou « CDS souverains » dans le jargon. Grâce à cette transaction, Loudiadis aurait reçu un bonus de 12 millions de dollars. Goldman Sachs affirme avoir prévenu Eurostat, l'organisme européen chargé de surveiller la comptabilité des États, du montage financier grec. À l'époque patron d'Eurostat, le baron Michel Vanden Abeele a toujours nié avoir été informé par la banque.

« Les normes de transparence auraient dû être meilleures »

En 2005, la National Bank of Greece (NBG) devient le partenaire de la Grèce sur les marchés financiers. Goldman Sachs se contente du rôle de banque-conseil. La NBG, avec l'aide de Goldman Sachs, crée une société basée dans la City, baptisée Titlos. La coentreprise est installée dans les bureaux de Wilmington Trust et Services, compagnie spécialiste de la finance offshore, en particulier dans l'enregistrement de sociétés dans le paradis fiscal américain du Delaware. En transformant les CDS souverains de 2001 en une obligation à vingt ans, Titlos parvient à transférer, ni vu ni connu, la dette grecque du bilan du pays à celui de la NBG. Les Européens ont préféré regarder ailleurs. Et les Grecs, eux, ont pu continuer à vivre à crédit.

Goldman Sachs n'a jamais oublié cette opération rémunératrice. La preuve, à l'automne 2009, Gary Cohn, le numéro deux de la banque, accompagne une délégation d'investisseurs à Athènes pour rencontrer officiels et analystes. John Paulson, le patron du fonds spéculatif américain éponyme, est présent. Grand vainqueur de la crise en pariant contre les banques, Paulson est un gros client de Goldman Sachs qui effectue l'essentiel des transactions de son hedge fund. Cohn propose au nouveau Premier ministre grec, George Papandréou, de lui vendre un instrument financier permettant de débudgétiser une partie de la dette du service de santé grec. Paulson serait prêt à s'associer à l'entreprise. Le chef du gouvernement socialiste refuse.

Le 23 février 2010, la commission des finances de la Chambre des communes interroge Gérald Corrigan, l'un des principaux dirigeants de Goldman Sachs. Il reconnaît l'aide que la firme a apportée au truquage des comptes grecs, « avec le recul, c'est clair que les normes de transparence auraient dû être meilleures ». Mais à l'écouter, la banque d'affaires américaine est un bouc émissaire. En effet, d'autres institutions financières - à commencer par JP Morgan - ont permis à des pays de la zone euro, à l'instar de l'Italie ou de la Belgique, de « maquiller » leur dette sans provoquer une telle curée. LePoint.fr 12.07

La propagande de la terreur continue inlassablement sur fond d'imposture.

- A Athènes, l'angoisse et le désespoir des Grecs - Francetv info

- «Allez expliquer aux agriculteurs qu'il faudra encore payer pour la Grèce» - Liberation.fr

Et ceux qui soutiennent la main des bourreaux du peuple grec.

- Le PS invite le SPD à cesser la "surenchère" sur la Grèce - Reuters

- Grèce: le SPD soutient la position de Hollande, assure Cambadélis - AFP

Qui croire l'AFP ou Reuters ? Ce serait mal poser la question, Cambadélis a l'art de la manipulation dans le sang. En réalité, il est possible que le SPD soutienne Hollande qui de son côté ne s'opposera pas à Merkel, mais cela Cambadélis ne peut pas l'avouer.

- Grèce: le PCF appelle la France à soutenir Athènes "jusqu'au bout" - AFP

Le PCF a appelé dimanche à "soutenir la Grèce jusqu'au bout" à Bruxelles, "alors que le gouvernement grec a formulé (...) un compromis acceptable par toutes les parties".

"La France ne doit pas plier et soutenir la Grèce jusqu'au bout", affirme le PCF dans un communiqué. "Un engrenage destructeur visant le Grexit se met en place alors que le gouvernement grec a formulé, dans le calme et avec une grande humilité, un programme de réformes et un plan de financement viables, un compromis acceptable par toutes les parties".

"Ainsi, le représentant de la coalition gouvernementale droite/extrême droite Finlandaise menace d'un veto tout nouveau plan d'assistance financière à la Grèce. Et Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand, joue les discussions de couloir autour d'un document de travail "off the table" qui préconise la sortie de la Grèce de l'Eurozone pendant 5 ans", déplore le PCF.

"La France a, certes tardivement, joué un rôle positif pour la conclusion d'un accord. Elle ne doit pas plier et le faire jusqu'au bout en soutenant les propositions grecques par tous les moyens diplomatiques jusqu'au veto, au cas où le grexit serait l'hypothèse retenue par l'Eurogroupe", estime le parti.

La zone euro très divisée tentait dimanche à Bruxelles d'arracher un accord sur un sauvetage financier de la Grèce pour arrimer le pays dans la monnaie unique, après l'impasse des discussions qui ont forcé l'annulation d'un sommet des 28 pays de l'Union européenne. AFP 12.07

Quand on vous le disait que grâce à Hollande et maintenant Laurent, le peuple grec obtiendrait des propositions "positives"...

Vidéo

Marie-France Garaud: Jean Monnet, un agent américain, payé pour détruire les états européens (10 mai 2013)
https://www.youtube.com/watch?v=1Atyvt9TlcQ

ACTUALITE EN TITRES

Propagande de guerre. Vous allez aimer l'armée.

- Les forces antiterroristes à l'honneur du défilé du 14-Juillet - Reuters

- Armée française: la Légion étrangère toujours plus mythique et convoitée - AFP

- Le travail de l'ombre des forces spéciales - Francetv info

Ces hommes interviennent partout dans le monde, souvent dans la clandestinité. France 2 se penche sur l'action des forces spéciales. Francetv info 12.07

Participera-t-il au défilé du 14 juillet au côté du président mexicain Pena Nieto ?

- Mexique : évasion d'un baron de la drogue - Francetv info

Histoire de gens d'arme. Une société toujours plus liberticide.

- Une conductrice verbalisée à Toulouse pour avoir porté des tongs au volant - Francetv info

La Dépêche du midi, samedi 11 juillet. Selon le quotidien, la jeune femme a été contrôlée sur une route départementale du côté de Toulouse (Haute-Garonne).

"C'était une femme qui me contrôlait. J'avais ouvert ma porte, et là elle a regardé mes pieds et elle m'a dit : 'Je suis obligée de vous verbaliser, vous n'avez pas le droit de conduire avec ce type de chaussures qui ne sont pas tenues au niveau du pied. Cela fait partie des nouvelles dispositions du 1er juillet'", raconte la conductrice dans les colonnes du quotidien.

Comme le rappelle La Dépêche du midi, l'article R.412-6 du Code de la route ne proscrit pas explicitement le port de tongs au volant mais permet aux forces de l'ordre de verbaliser tout comportement qui "empêche le conducteur de se tenir constamment en position d'exécuter toutes les manœuvres qui lui incombent". Francetv info 12.07

Commentaires d'internautes.

1- "J'habite sur l'Ile de La Réunion où 99% de la population (dont moi) vivent, conduisent, dansent, courent en permanence avec ces tongs (on appelle ça "savate 2 doigts" ici, c'est très imagé). Que l'État verbalise donc ici aussi, tous ses déficits seront ainsi comblés !"

2- "Il faut muter cette gendarme aux Antilles, elle aura du boulot, car ici, c'est la majorité qui conduit ainsi. Mais les lois de la République sont-elles les mêmes partout?"

3- "Dans les DOM, on conduit tous les jours en tongue....et aucun gendarme ne trouve à redire !"

4- "Répression . Racket . Harcèlement . Qui osent dire que les gendarmes sont la pour notre sécurité ?"

En Inde, les gouvernements de l'Etat du Tamil Nadu et du territoire de Pondichéry viennent de décréter le port du casque obligatoire pour tous les conducteurs et passagers de deux roues à moteur, y compris les mobylettes.

Par contre il est toujours autorisé de monter à 5 sur une moto de 100cm3 ou à 3 ou 4 sur une mobylette, de rouler pour les poids lourds et les autocars avec des pneus usés jusqu'à la corde ou plus lisses qu'un oeuf, rechappés et rafistolés avec des boulons, il faut le voir pour le croire, sans lumière, sans rétroviseur, avec un chargement dépassant en hauteur de deux mètres le toit des remorques des poids lourds, sans parler du tonnage qui est limité uniquement par la puissance ou l'état du moteur des camions...

Cette mesure, le port du casque obligatoire a été annoncé courant juin avec entrée en vigueur le 1er juillet. Depuis, moins de 10% des Indiens roulent avec un casque sans que la police verbalise, pas assez nombreux pour verbaliser tous les contrevenants dont votre serviteur évidemment, trop dangereux aussi, elle se ferait lyncher !

Il y plus d'un an, ils avaient décrété que tous les véhicules devraient dorénavant être équipés de plaques d'immatriculation comportant une puce ou une sorte de vignette, pourquoi je n'en sais rien au juste, depuis 1 Indien sur 10 a procédé au remplacement de ses plaques minéralogique et la police est totalement impuissante contre cette désobéisance civile, j'en fais partie

là encore, on résiste comme on peut à la tyrannie !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie :Palmyre vers la libération - french.irib.ir

L'armée et les forces populaires ont entamé une nouvelle série d'opérations contre les terroristes dans différents endroits en Syrie.

L'armée syrienne poursuit ses opérations pour libérer la ville historique de Palmyre, située dans la province de Homs, le centre de la Syrie. L'armée et les forces populaires sont à moins d'un km de cette ville.

Et ce alors que les positions des terroristes dans la ville de Zabadani sont toujours attaquées par l'armée syrienne.

L'armée a lancé de vastes attaques contre les positions des terroristes de Daech dans les quartiers d'al-Harra, d'al-Gharibiya, de Qalaa al-Zahra, d'al-Mahata et d'al-Ara, appartenant tous à la ville de Zabadani. Sur le plan politique, le président du Parlement syrien a affirmé que sans une coordination entre Syrie et Irak, la lutte contre le terrorisme serait impossible. french.irib.ir 12.07

2- Yémen

- Yémen : les attaques saoudiennes se poursuivent - french.irib.ir

Malgré l'annonce de la trêve au Yémen, l'armée saoudienne a pris différentes régions yéménites, pour cible de ses attaques aérienne et d'artillerie.

Selon la chaîne Al-Masirah, les attaques de l'artillerie de l'armée saoudienne de samedi après-midi ont infligé des pertes et des dégâts aux civils yéménites. Les chasseurs saoudiens ont repris le bombardement de la région d'Al-Qomach dans la province de Saada, tandis que le bombardement des régions frontalières de la province de Hajjah se poursuit encore, ajoute la chaîne Al-Masirah. La chaîne Al-Alam aussi a rapporté que les Saoudiens avaient frappé par missiles et roquettes les régions frontalières dans la province yéménite de Hajjah.

Dans le même temps, certaines sources disent que les forces yéménites se sont affrontées aux terroristes d'Al-Qaïda et aux éléments du parti Al-Islah dans la région d'Al-Hassab de Taez. L'Arabie saoudite a intensifié les attaques contre le Yémen, alors que l'ONU a annoncé un cessez-le-feu humanitaire depuis vendredi dernier jusqu'à la fin du mois de ramadan, pour le secours et l'aide humanitaire. french.irib.ir 12.07

3- Palestine occupée

- Cisjordanie : 800 oliviers arrachés par les sionistes - french.irib.ir

En Cisjordanie, les colons sionistes continuent de se livrer à des actes de vandalisme. Les colons sionistes ont arraché quelque 800 oliviers, qui se trouvaient, dans la cité de Deir Estia, près de Salfite, au Nord de Cisjordanie. Les maisons et les biens des Palestiniens sont, régulièrement, attaqués par les colons sionistes, dans différentes régions de la Cisjordanie. french.irib.ir 12.07

Haut de page

Le 14 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 18h. On a ajouté 22 articles.

Le fichier des causeries de juillet a été créé pour ceux qui veulent lire celles du début du mois. J'ai corrigé une erreur dans le fichier de juin.

Un grand merci aux ramassis d'opportunistes, de révionnistes, de sectaires ou dogmatiques hystériques qui sévissent dans le mouvement ouvrier et qui nous ont conduit à la situation actuelle. Cette terrible défaite du peuple grec est à mettre au compte du POI, NPA, LO et leurs satellites, toutes tendances ou courants confondus pour qu'il n'y ait ni jalousie ni méprise, plus qu'au FdG dont on est censé connaître la nature réactionnaire.

On n'est ni surpris ni dégoûté par la capitulation annoncée de Tsipras, on se pose seulement de sérieuses questions sur la capacité des exploités à se doter d'une nouvelle direction digne de ce nom. Tous les partis ouvriers (et leurs satellites) qui existent aujourd'hui en France sont corrompus par le capital, il n'y a rien à en attendre, pour croire le contraire après en avoir fait la démontration pendant plus d'un demi-siècle, il faut être un furieux opportuniste ou avoir abandonné l'objectif du combat politique du mouvement ouvrier, le combat pour le socialisme.

La médiocrité de pensée de nos intellectuels à notre époque à de quoi laisser pantois, y compris ceux de ces partis ouvriers.

Rien à ajouter.

Comment Mélenchon et le Front de gauche font le lit du Front national.

C'est leur victoire et une terrible défaite pour les prolétariats grec et européen.

- Wall Street finit en nette hausse, rassurée par la Grèce avant les résultats - AFP

- Les marchés terminent en hausse après l'accord sur la Grèce - Reuters

- La Bourse de Paris commence la semaine avec le sourire - AFP

Tout est dit ici : "Alexis Tsipras faisait campagne contre les mesures d'austérité. Aujourd'hui, il doit les faire accepter. Cruel scénario" selon l'envoyé spécial de France 2 à Athènes. Francetv info 13.07

Et comme dans ce cas de figure les imposteurs ne peuvent assumer les faits qui les trahissent, il leur faut trouver un bouc émissaire vers lequel détourner l'attention ou se livrer à des tours de prestidigitation généralement maladroits et révélateurs de leur véritable nature peu enviable pour tenter de retourner la situation en leur faveur et berner leur auditoire.

Jean-Luc Mélenchon en a fait sa ligne de conduite abjecte, en laissant à Marine Le Pen le soin ou l'avantage de rétablir les faits et d'en tirer profit, et il ne pouvait pas en être autrement puisque l'histrion du régime ne peut que se réfugier dans un déni de la réalité pour finalement apparaître comme un faussaire ou un ignoble falsificateur, ce qui permettra au passage aux éditorialistes à la solde du régime de procéder à un amalgame dont Mélenchon porte la responsabilité pour en être à l'origine de par son attitude.

Pour bien comprendre comment notre imposteur est pris à son propre piège, écoutons ce qu'à dit encore Marine Le Pen : - Il y aura "une facture pour les Français de 16 milliards d'euros d'endettement supplémentaire, pris dans la poche des contribuables français, jetés dans le feu de la dette", selon la dirigeante d'extrême droite. François Hollande "ment aux Français en laissant penser que cette opération sera indolore pour eux. Pouvons-nous nous permettre ce nouvel endettement ? Nous cumulons déjà 2 000 milliards d'euros de dette". Francetv info 13.07

Effectivement, puisque ce ne sont pas des banquiers qui vont être mis à contribution pour renflouer les banquiers grecs et l'économie de la Grèce, cela signifie que ce sera aux travailleurs de casquer à leur place, comme toujours dans le passé.

Cela Mélenchon ne peut pas le dire contrairement à Le Pen. Pourquoi ? Parce qu'il est idéologiquement subordonné à l'euro et à l'UE tout en apparaissant sous un faux masque, tandis que la représentante de l'extrême droite n'a pas besoin de masque pour apparaître telle qu'elle est, elle assume être d'extrême droite et populiste si vous voulez, alors que Mélenchon ne peut pas assumer être finalement de droite ou son imposture permanente. Ils n'ont pas les mêmes rapports au régime, ceux de l'extrême droite sont moins complexes et lui offrent plus de souplesse.

Chacun de leur côté incarne la crise du régime auquel ils sont inféodés et volent à son secours en partageant jusqu'à un certain point les mêmes analyses, leur divergence portant uniquement sur les moyens à mettre en oeuvre pour le sauver qui remonte à leurs origines distinctes, Mélenchon provenant du mouvement ouvrier qu'il a trahi, Le Pen de la grande bourgeoisie.

- Jean-Luc Mélenchon. Le député européen du Front de gauche soutient toujours Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, mais il

s'en prend à Angela Merkel : "On voit se dessiner un nouveau visage de l'Europe, fait de brutalité et d'omnipotence du gouvernement allemand. Le gouvernement allemand est le problème de l'Europe".

Marine Le Pen, elle, considère que cet accord aggrave la situation de la Grèce et tacle l'euro. "La réalité, c'est que les Grecs passent à l'abattoir. Ce troisième plan ne vise pas à aider les Grecs mais bien plutôt à aider les banques, une nouvelle fois, et à maintenir quoi qu'il en coûte l'euro", estime la présidente du Front national. francetvinfo.fr 13.07

C'est malheureux ou triste à dire, mais c'est madame Le Pen qui dit la vérité et non Mélenchon qui la camoufle tout en lui laissant ainsi un boulevard, du coup les travailleurs critiques envers l'euro et l'UE et qui prendront connaissance de leurs discours, se reconnaîtront davantage dans le FN que dans le PG qui verse dans la xénophobie ou adopte une position propre à l'extrême droite.

C'est ainsi que Mélenchon est responsable de la confusion des genres ou tend la perche aux adeptes d'amalgames pourris en tous genres entre la gauche ou l'extrême gauche et l'extrême droite.

Le PG et le PCF peuvent vociférer autant qu'ils veulent, ils ne pourront pas face à la multitude de déclarations relayant la capitulation ou la trahison de Tsypras et Syriza faire en sorte qu'elles ne parviennent pas aux oreilles des travailleurs et qu'ils en tirent toutes les conséquences politiques en se détournant de cette coalition hétéroclite corrompue au sens politique du terme qu'est le Front de gauche.

- Grèce: Mélenchon critique un accord arraché "un revolver sur la tempe" - AFP

- Grèce : « Alexis Tsipras a négocié le pistolet sur la tempe » selon le sénateur PCF Eric Bocquet - Public Sénat

Après l'accord obtenu à Bruxelles sur la Grèce, le sénateur PCF du Nord, Eric Bocquet, estime que le premier ministre grec « n'avait pas d'autre choix dans l'urgence ». Il estime cependant que cet accord « dur » met Alexis Tsipras « en difficulté ». « L'Europe est complètement en lambeau » après cette crise, estime le sénateur communiste. Public Sénat 13.07

A retenir.

Il n'existait pas pas "d'autre choix" pour qui entendait se soumettre ou capituler face à la troïka, d'où la nécessité absolue de rompre avec la troïka.

Vous aurez remarqué que Bocquet se lamente sur le sort de l'Europe "en lambeau", l'UE en fait, mais il n'a pas un mot pour les travailleurs grecs. Qui représente-t-il au juste ? Vous avez là la réponse qui vaut pour Mélenchon.

La partie était truquée et les différents protagonistes en avaient parfaitement conscience

- Sommet européen : une fumée blanche, mais âcre - latribune.fr

L'accord entre la Grèce et ses créanciers signe l'échec de la stratégie d'Alexis Tsipras. Il permet à l'Allemagne de renforcer son statut de leader européen, et à la France de gagner du temps.

La Grèce reste dans la zone euro. C'est le principal enseignement de l'accord trouvé par les chefs d'Etat de la zone euro la nuit dernière. Il restera à en voir l'application, le diable se trouvant dans les détails. En attendant, si la fumée blanche tant espérée réjouit nombre d'Européens, elle a cependant un goût âcre.

Tabou brisé

Pour la première fois, le tabou de la sortie d'un membre de la zone euro a été brisé. Surtout, l'Allemagne, par la voix de Wolfgang Schaüble, son ministre des Finances, soutenue par plusieurs pays du nord et de l'est de l'Europe, n'a jamais aussi clairement affirmé sa vision : la réussite de la construction européenne implique le respect des règles sous peine d'être expulsé du cercle.

On peut ne pas partager la vision « ordolibérale » de Wolfgang Schaüble mais c'est celle qui désormais domine au sein de la zone euro. Pour ses défenseurs, elle serait le meilleur garant pour le Vieux Continent pour affronter l'implacable compétition imposée par la mondialisation.

Menace à peine voilée à l'égard de la France

Et si la Grèce reste dans le cercle, la menace est à peine voilée à l'égard de l'Italie et de la France, régulièrement critiquées pour

leur incapacité à tenir leurs budgets et à mettre en application les réformes structurelles exigées par Bruxelles.

On est donc bien loin de l'image radieuse et béate d'une Union européenne stable et solidaire. La crise est passée par là. Celle de 2007, et celle de 2010. L'UE est désormais une association de pays membres où chacun agit en adoptant une approche propre en termes de coûts et bénéfices, en essayant de tirer le meilleur aux dépens des autres. Rien de nouveau, c'était déjà la position de l'ancien Premier ministre britannique Margaret Thatcher : « I want my money back . » Mais le Royaume-Uni n'était pas et n'est toujours pas dans la zone euro.

Un jeu dur

Un jeu dur, mais désormais clair, dans lequel l'Allemagne a imposé sa logique. Dans ces conditions, les rapports de forces sont exacerbés, et ceux qui sont en position de faiblesse en paient un prix élevé.

Alexis Tsipras est donc le grand perdant de ce week-end. Lui qui s'est fait élire pour mettre fin à l'austérité est revenu ce lundi avec un accord qui met davantage son pays sous tutelle, avec un programme de réformes et de mesures encore plus sévère que celui qu'il a refusé de signer auparavant. Mais avec un système bancaire exsangue, et une partie de la population qui sombre encore davantage dans la pauvreté, il n'avait pas véritablement le choix.

Syriza risque de se diviser

Ce choix, il aurait pourtant pu l'avoir, s'il avait eu dans sa manche le joker d'une sortie de la Grèce de la zone euro, comme le préconisait son ex-ministre des Finances, Yanis Varoufakis, et le soutenait une partie du peuple grec en votant « non » au référendum. Mais on ne brise pas un tabou si facilement, et il aurait fallu s'y préparer. La position d'Alexis Tsipras apparaît désormais des plus fragiles, entre son parti qui risque de se diviser, et une opposition qui a l'occasion, avec le soutien de Bruxelles et de Berlin, de revenir dans le jeu.

La peur de la hausse des taux français

Quant à François Hollande, il peut se targuer d'avoir été la cheville ouvrière de l'accord en prétendant rapprocher les positions de l'Allemagne et de la Grèce, ou plutôt en faisant accepter les positions de la première par la seconde. Mais au delà du succès politique, cet accord a une vertu plus « concrète » pour le président de la république : elle épargne à la France quelques turbulences sur les marchés financiers que n'auraient pas manquer d'entraîner un « grexit » et qui se serait traduit immanquablement par une hausse des taux d'emprunt (et son fameux « spread » avec le taux allemand) pour la France.

Surtout, dans une zone euro plus « intégrée », Paris aurait, à coup sûr, dû encore accélérer le rythme des « réformes » pour mériter sa place dans un club de plus en plus « exclusif. » Dans un contexte économique toujours difficile, la France avait absolument besoin que la Grèce reste dans la zone euro, même à un prix élevé. Finalement, cet accord s'inscrit dans la philosophie des accords précédents : gagner du temps... latribune.fr 13.07

- Ce qu'exige l'Eurogroupe, des abandons de souveraineté aux dates de soldes - Le Huffington Post

Quelques réactions de travailleurs, syndicats et partis grecs opposés à l'accord conclu entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec.

- A Athènes, l'amertume générale règne chez les partisans du "non" Ariane Nicolas - Francetv info

- "Cet accord, c'est la catastrophe ! La Grèce est humiliée. Nous sommes humiliés."

- "Tout ça pour ça... Alexis Tsipras avait fait beaucoup de promesses avant son élection, pour garantir moins d'austérité. Il ne les a pas tenues, il doit démissionner."

- Parent de trois enfants, "tous au chômage", ce couple plutôt aisé, habitué à voter à droite, est prêt à tenter une sortie de la zone euro "pour en finir avec l'étranglement financier". "Ce que l'Allemagne a fait, c'est inqualifiable. La Grèce n'a plus rien à faire dans la zone euro".

- Alexandros, ingénieur à la retraite, estime comme elle que le retour à la drachme est souhaitable, "vue la situation actuelle". "Les gens ont déjà faim. Je préfère qu'ils aient faim sans dépendre de l'Allemagne, plutôt qu'ils aient faim avec l'Allemagne au pouvoir dans leur propre pays."

- "Ils ne nous laisseront même pas notre caleçon. On est tous conscients qu'ils ont coincé Tsipras, ils lui ont mis la pression. Cet accord est contraire à ce que Tsipras avait promis. Ces mesures détruisent nos îles, le tourisme, l'agriculture et

l'économie maritime", déplore un jeune homme.

- "Non, je ne suis pas soulagée. On est toujours au bord du précipice. C'était une chance pour nous de ne plus être soumis à l'Europe", confie-t-elle.

- Chez les partisans du "non", l'amertume semble générale. Comment pourrait-il en être autrement ? Les concessions faites par Alexis Tispiras à Bruxelles correspondent peu ou prou aux exigences rejetées par 61,3% des votants lors du référendum du 5 juillet.

Les concessions faites par Alexis Tispiras à Bruxelles correspondent peu ou prou aux exigences rejetées par 61,3% des votants lors du référendum du 5 juillet. Au sein du parti Syriza, pourtant sorti renforcé après la consultation nationale, c'est l'abattement. "Tsipras a validé les propositions de Jean-Claude Juncker. Je ne vais pas mentir, c'est un échec pour nous", déplore Angeliki, coordinatrice de Syriza dans le quartier populaire d'Alimou, dans le sud de la capitale.

Rétrospectivement, ces millions de voix qui sont allées au "non" révèlent leur aspect disparate, voire leur incohérence. Daphné tente de résumer cette difficulté dans une pirouette verbale : "On était à 100% contre le 'oui', on n'était pas à 100% pour le 'non'." francetvinfo.fr 13.07

- S'ils ne vont pas tous jusqu'à établir des parallèles douteux (notamment avec le régime nazi) de nombreux internautes se sont indignés samedi soir, le 12 juillet, face aux exigences du plan présenté par l'Eurogroupe, dont Berlin est désigné comme le principal initiateur. Des dizaines de milliers de messages avec le hashtag (mot-clé) #ThisIsACoup ("c'est un coup d'Etat") ont ainsi fleuri sur Twitter pour voler au secours de la Grèce.

Parmi cette vague de messages, la position de l'Allemagne est tour à tour assimilée à du terrorisme, à du néo-colonialisme ou à une humiliation de la Grèce: - Djihadisme : Une attaque terroriste revendiquée par l'UE et l'eurogroupe est en train de faire 11 millions de victimes. ; - Quand l'UE décide d'exiger l'abandon de la souveraineté d'un de ses propres membres ; - Humilier un peuple en lui imposant des mesures aussi brutales cela porte un nom : Diktat. ; - Ce n'est pas un sommet européen ! C'est une nuit des longs couteaux, pour une vente à la découpe de la Grèce. huffingtonpost.fr 13.07

- Grèce : les fonctionnaires appelés à une grève de 24 heures, mercredi - francetvinfo.fr

Le syndicat des fonctionnaires grecs a appelé, lundi 13 juillet, à une grève de 24 heures, mercredi, jour probable du vote au Parlement de nouvelles mesures de rigueur décidées en échange d'un nouveau prêt sur trois ans à la Grèce.

"Nous appelons à une grève de 24 heures, lors du vote de l'accord antipopulaire, et à des manifestations à 19 heures sur la place Syntagma", à Athènes, indique le syndicat Adedy. Le syndicat des collectivités locales Poe-Ota a également appelé à une grève de 24 heures mercredi. francetvinfo.fr 13.07

Alexis Tsipras peut compter sur le soutien de la Nouvelle Démocratie, du Pasok et ses satellites.

Alexis Tsipras va désormais devoir convaincre son parlement.

Le Premier ministre grec va aussi devoir convaincre la population qui avait majoritairement voté contre l'austérité.

"il paie ses dizaines de milliards d'euros très chers", observe le journaliste François Lenglet qui explique que la Grèce sera désormais gérée par les Européens. "Ils vont même y faire voter des lois !", ajoute-t-il.

Dans le couple franco-allemand, pas de perdant. "Chacun des deux a préservé son tabou : pour la France, c'était l'intégrité de la zone euro - la Grèce n'est pas sortie -. L'Allemagne refusait absolument que la dette grecque soit effacée; elle ne sera que réaménagée", rappelle-t-il. Francetv info 13.07

- Les "Grecs indépendants" ne soutiennent pas le plan d'aide - Reuters

Le petit partenaire de la coalition au pouvoir en Grèce, Anel (Grecs indépendants), a déclaré lundi soir qu'il ne pouvait pas soutenir les termes du troisième plan d'aide à Athènes, mais a laissé entendre qu'il resterait au gouvernement dirigé par Alexis Tsipras.

"L'accord parle de 50 milliards d'euros de garanties concernant les biens publics, de modifications de lois comportant la confiscation d'habitations (...) Nous ne pouvons pas accepter cela", a déclaré Panos Kammenos, chef de file d'Anel et également ministre de la Défense.

Alexis Tsipras s'était tourné vers la petite formation souverainiste en janvier pour former son gouvernement, Syriza, son parti de gauche anti-austérité n'ayant pas à lui seul la majorité absolue au parlement.

En vertu des termes de l'accord, les députés grecs devront se prononcer d'ici mercredi sur une série de réformes, notamment la hausse de la TVA et la réforme des retraites. Reuters 13.07

Révélation. Varoufakis a été limogé.

- Varoufakis s'explique sur son départ surprise - 20minutes.fr

L'ancien ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, a révélé, dans un entretien publié lundi, avoir démissionné après avoir été mis en minorité, le soir du référendum, sur sa ligne dure prévue face à la BCE après la fermeture des banques grecques.

L'économiste au fort tempérament, qui assurait avant le référendum qu'il démissionnerait en cas de victoire du oui, avait assez inexplicablement démissionné au lendemain de la victoire à 61,1 % du non, le 5 juillet. Officiellement, il avait jeté l'éponge parce que les créanciers ne l'aimaient pas et que le Premier ministre Alexis Tsipras jugeait son départ « utile » pour un accord.

La défaite de la ligne dure

Mais dans un entretien au magazine britannique New Statesman, réalisé juste avant l'accord de lundi matin pour négocier une nouvelle aide à l'économie grecque, il révèle avoir en fait perdu à quatre contre deux lors d'une réunion de cabinet après la victoire du non, au cours de laquelle il prônait une ligne dure.

Les banques grecques sont fermées depuis le 29 juin, pour éviter une hémorragie de l'épargne, alors que la Banque centrale européenne a cessé d'ajuster le plafond de son aide d'urgence à ces établissements. Varoufakis, persuadé d'avance que cette situation « voulue par la BCE pour sceller un accord » allait se produire, avait prévu « un triptyque » d'actions pour y répondre : « émettre des IOUs » (phonétiquement « I owe you », « je vous dois », des reconnaissances de dettes en euros) ; « appliquer une décote sur les obligations grecques » détenues par la BCE depuis 2012, pour réduire d'autant la dette, et « prendre le contrôle de la Banque de Grèce des mains de la BCE ».

Cela laissait, selon lui, entrevoir une possible sortie de la Grèce de l'euro mais avec la certitude, explique-t-il, qu'il n'y avait de toute façon aucun moyen légal de la pousser dehors. Le tout pour faire peur et obtenir un meilleur accord des créanciers, selon lui. Il a émis cette suggestion plusieurs fois entre le 29 juin et la victoire du non. « Mais ce soir-là, regrette-t-il, le gouvernement a décidé que la volonté du peuple, ce "non" retentissant, ne devait pas être le déclencheur de cette approche énergique (…) au contraire cela allait mener à des concessions majeures à l'autre camp ». 20minutes.fr 13.07

Dans les coulisses de cette pseudo-négociation.

- Grèce : l'ancien ministre Yanis Varoufakis dévoile les secrets des négociations - francetvinfo.fr

Une semaine après avoir annoncé sa démission du gouvernement d'Alexis Tsipras, l'ancien ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, lève le voile sur les derniers mois de négociations européennes, dans un article publié, lundi 13 juillet, par le magazine britannique New Statesman (en anglais). Selon ses propos enregistrés jeudi 9 juillet, l'Eurogroupe est "complètement" contrôlé par l'Allemagne.

Selon Yanis Varoufakis, un accord portant sur "trois ou quatre réformes" aurait pu être conclu avec les créanciers dès l'arrivée de Syriza au pouvoir, en janvier. Mais les créanciers "voulaient parler de tout", c'est-à-dire "de rien". L'ancien ministre estime que les créanciers ont fait miroiter un compromis à la Grèce, en retardant l'échéance. "Ils rejetaient nos propositions, mais ne proposaient rien de leur côté", affirme-t-il.

En fin de compte, les créanciers ont émis des propositions "intenables, totalement non-viables et toxiques", "le genre de propositions que vous faites à l'autre camp lorsque vous ne voulez pas d'un accord". La conclusion de l'économiste est lapidaire : "Nous avons été piégés."

"Un refus clair d'engager des discussions économiques"

Yanis Varoufakis ne se remet pas du manque d'ouverture de ses homologues de l'Eurogroupe. "Il y avait un refus clair d'engager des discussions économiques, dénonce-t-il. Vous mettez en avant un argument sur lequel vous avez vraiment travaillé, qui est cohérent, et vous avez juste droit à des regards vides. C'est comme si vous n'aviez rien dit. Vous auriez chanté l'hymne national suédois, vous auriez eu la même réponse."

L'Allemagne à la baguette, la France seule résistante

Lors des réunions des ministres des Finances de la zone euro, un homme "contrôle complètement" les débats, selon Yanis Varoufakis : "le ministre des Finances de l'Allemagne", Wolfgang Schäuble. "C'est comme un orchestre très bien huilé dont il serait le chef."

L'ancien ministre grec indique qu'un seul pupitre sonne faux : celui de Michel Sapin. "Seul le ministre français émettait des sons qui étaient différents de la ligne allemande, et ces sons étaient très subtils, se souvient-il. On sentait qu'il devait utiliser un vocabulaire très judicieux pour ne pas avoir l'air de s'opposer." Et à la fin, c'est l'Allemagne qui gagnait, forcément ? Oui, "le ministre français cédait toujours".

Des "ennemis" inattendus

Dans le huis clos des sessions de l'Eurogroupe, la Grèce n'a pas reçu le soutien de gouvernements de pays comme le Portugal, l'Espagne, l'Italie ou l'Irlande, pourtant eux aussi très endettés. Bien au contraire, ils étaient "ses ennemis les plus énergiques", assure Yanis Varoufakis. "Si nous avions réussi à négocier un meilleur accord, cela les aurait anéantis politiquement : ils auraient eu à expliquer à leurs citoyens pourquoi ils n'avaient pas négocié comme nous." francetvinfo.fr 13.07

A retenir.

- La mystification de la "résistance" de la France face à l'Allemagne (Grèce : François Hollande revendique sa victoire - Francetv info 13.07) : Oui, "le ministre français cédait toujours".

- Aucun Etat n'a soutenu la Grèce.

Le contenu de l'accord

- Grèce: le contenu de l'accord - AFP

En voici les principaux points:

AVANT TOUTE CHOSE

"Vu le besoin de rétablir la confiance", considérée comme rompue par le gouvernement de gauche radicale d'Alexis Tsipras, la Grèce doit "légiférer sans délai".

D'ici mercredi, elle doit "rationnaliser le système de TVA et élargir sa base pour augmenter ses revenus", "améliorer la soutenabilité du système de retraites", "assurer l'indépendance de l'institut statistique ELSTAT", "mettre en place une Autorité fiscale indépendante et un mécanisme de réduction automatique des dépenses en cas de ratage des objectifs budgétaires".

Ces mesures sont impératives pour commencer à discuter d'un plan d'aide.

En sus, d'ici le 22 juillet, la Grèce doit "adopter un code de procédure civile" et transposer en droit grec une directive sur le renflouement des banques.

REFORMES

Outre ces préalables, le gouvernement grec doit "sérieusement renforcer ses propositions de réformes" s'il veut obtenir un accord.

Les créanciers exigent "un ambitieux programme de réformes des retraites", "des reformes plus importante du marché intérieur", notamment dans le domaines des soldes, des pharmacies, des boulangeries, de l'ouverture des commerce le dimanche...

Ils veulent aussi la privatisation du réseau de transport électrique (ADMIE).

Ils exigent une "modernisation" et un "examen rigoureux" du marché du travail afin d'"aligner les politiques de l'emploi sur les standards internationaux et européens".

Enfin, les créanciers veulent un "renforcement du secteur financier".

GESTION DES PRIVATISATIONS

Le gouvernement doit aussi "mettre en oeuvre un programme de privatisation plus développé", à travers la création d'un fonds ad hoc qui a fait l'objet d'âpres négociations.

"Les actifs grecs de valeur seront transférés à un Fonds indépendant qui les monnétisera par des privatisations ou d'autres moyens".

Ce Fonds devra générer 50 milliards d'euros, dont 50% serviront à recapitaliser les banques grecques au bord de l'asphyxie financière. 12,5 milliards serviront au désendettement et 12,5 milliards pour des investissements.

Ce Fonds sera basé en Grèce et sera géré par les autorités grecques sous la "supervision" des autorités euroépennes.

FONCTION PUBLIQUE

La Grèce devra "moderniser (...) l'administration grecque" et notamment la "dépolitiser" à travers un programme spécifique. La Grèce doit présenter ses projets sur ce point d'ici lundi prochain.

LE RETOUR DES INSTITUTIONS

La Grèce doit "normaliser les relations avec les Institutions (Commission, BCE, FMI, ndlr), y compris lors du travail sur le terrain à Athènes". Ces institutions sont honnies par le gouvernement Syriza et ses sympathisants.

De plus, elles auront un droit de regard sur certains projets de lois ou de référendum.

ANNULATION DE CERTAINES MESURES DE TSIPRAS

La Grèce devra revoir certaines des mesures adoptées par le gouvernement d'Alexis Tsipras qui sont contraires aux engagements des précédents gouvernements grecs.

82 A 86 MILLIARDS

L'ensemble de ce troisième programme pourrait représenter de 82 à 86 milliards d'euros. Les Institutions sont invitées à voir comment elles pourraient réduire l'enveloppe des financements.

GERER L'URGENCE

Les chefs d'Etat et de gouvernement demandent à l'Eurogroupe de trouver une solution transitoire pour permettre à la Grèce de faire face à ses besoins urgents de financements (12 milliards d'euros d'ici mi-août) et pour lui permettre de payer ce qu'elle doit, notamment au FMI.

BANQUES

Les créanciers estiment qu'il faut prévoir de 10 à 25 milliards d'euros pour les banques, en cas de recapitalisation ou de liquidation.

DETTE

"L'Eurogroupe est prêt à évaluer, si nécessaire, des mesures additionnelles (allongement des délais de grâce et des maturités)", seulement si la Grèce a respecté ses engagements.

FMI

Le FMI continuera d'être associé au programme grec, y compris au delà de l'échéance de mars 2016, date à laquelle il devait s'achever. AFP 13.07

Tsipras a vendu le sort du peuple grec à l'oligarchie financière

- "L'accord équivaut à une mise sous tutelle du pays" - francetvinfo.fr

François Lenglet, éditorialiste à France 2 et spécialiste des questions économiques, décrypte cet accord.

Comment interpréter cet accord ? "En réalité, la Grèce a accepté cette nuit une mise sous tutelle financière, administrative et

politique. C'est un transfert de souveraineté sans précédent qui a été obtenu d'Athènes, en contrepartie de son maintien dans l'euro."

Quels espoirs de croissance pour la Grèce ? "On ne comprend pas comment l'économie peut repartir avec des mesures d'économies aussi violentes, et alors que le potentiel du pays a été anéanti par cinq ans de crise. Il semble qu'avec cet accord, on a gagné du temps, mais qu'on n'a pas réglé la crise grecque durablement."

Bientôt de nouveaux plans d'aide ? "C'est très probable qu'il faille un quatrième, et peut-être un cinquième plan, car l'euro est une monnaie trop forte pour l'économie grecque. Conserver la Grèce dans l'euro, c'est donc admettre la nécessité de transferts financiers réguliers, quand bien même les Grecs auraient fait tous les efforts souhaitables pour remettre en ordre leurs comptes." francetvinfo.fr 13.07

- « La Grèce est mise sous tutelle mais ce n'est pas du tout une humiliation » selon le sénateur LR Jean Bizet - Public Sénat

- La Grèce paye son accord au prix fort (et il ne règle rien sur le fond) - Le Huffington Post

"Ils ont crucifié Tsipras", lâche un ponte de la zone euro au Financial Times en quittant le Sommet européen. Après un week end passé aux enfers, le premier ministre grec n'est pas sûr de ressusciter à son retour en Grèce.

Suite à la conclusion d'un pré-accord ce lundi, Alexis Tsipras doit désormais convaincre son Parlement d'enregistrer une foule de réformes majeures avant mercredi. En lieu et place des cris de soulagement des dirigeants européens à Bruxelles, il s'expose à des critiques virulentes à Athènes.

Le syndicat grec des fonctionnaires, Adedy, a d'ores et déjà appelé à une grève de 24 heures mercredi, jour probable du vote de cet "accord anti-populaire" au Parlement. Il s'agit de la première grève depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza en janvier.

Crucifixion, humiliation, capitulation... A juste titre, la "victoire" d'Alexis Tsipras est décrite en Grèce dans des termes peu flatteurs : Manolis Glezos, MEP Syriza, ancien résistant : “La fumée blanche de l'Eurogroupe venait des cendres de la Grèce.”

La Grèce s'est privée de tout moyen de revenir en arrière en acceptant d'importants abandons de souveraineté.

L'accord est très clair: "Le gouvernement [grec] devra consulter et s'accorder avec les institutions [la troïka] sur tout projet de loi dans les domaines concernés, dans un délai adéquat avec de la soumettre à la consultation publique ou au Parlement."

Hausse des taxes d'un côté, baisse des revenus de l'autre, la Grèce se dirige droit vers une nouvelle dépression économique. "Ce sont des mesures qui renforceront sans aucun doute la récession", a admis Alexis Tsipras ce matin. C'est pourtant ce qui était reproché aux précédents plans d'aide. Depuis 2010, le PIB grec a perdu 20%. "On repart sur le même problème de solvabilité", prévient Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque.

Alexis Tsipras a bien obtenu des compensations. Mais là encore, les remèdes n'en sont pas vraiment. Le plan d'aide de 86 milliards d'euros? Il lui permettra d'honorer ses créanciers, mais fera grimper sa dette publique à plus de 400 milliards d'euros, soit 225% du PIB. Et ce chiffre augmentera à mesure que le PIB baissera...

Quant aux 50 milliards de recette issues des privatisations (aéroports régionaux, ports du Pirée et de Thessalonique...), le montant laisse perplexe. "Depuis 2011, elles ont rapporté un peu moins de 6 milliards. Je ne vois pas où ils vont les trouver", reconnaît Christopher Dembik, de Saxo Banque. La question est pourtant cruciale puisque la moitié des revenus doit être allouée à la recapitalisation des banques grecques.

Selon The Economist Intelligence Unit, la probabilité d'un Grexit est toujours de 60% avant 2019. "Il n'y a aucune garantie que la région n'en soit pas au même point dans six mois", détaille son analyse. huffingtonpost.fr 13.07

Et les farouches réactionnaires en rajoutent ou se félicitent, ils ont de quoi !

- Manuel Valls, premier ministre: " Accord ! Moment historique. La Grèce, c'est l'Europe. La France a joué son rôle jusqu'au bout !" AFP

- Le Parti socialiste, "La France par la voix du président de la République a joué un rôle central avec sagesse et détermination. Le peuple grec n'est pas au bout de ses souffrances mais il a maintenant un avenir. Et cet avenir est en Europe. L'Europe a su rester fiable tout en étant solidaire. Cela appelle d'autres avancées dans la construction européenne. Le Parti socialiste, qui remercie les socialistes européens pour leurs prises de position, au final communes, entend jouer tout son rôle pour que l'Europe fasse un nouveau pas politique vers plus de coordination et d'harmonisation" (communiqué) AFP

- Accord Eurogroupe-Grèce : un "moment historique" pour Bruno Le Roux (PS) - Francetv info

- Didier Guillaume, président du groupe PS au Sénat: "Cet accord était dans l'intérêt de la Grèce et de l'Europe, donc de la France. (...) Le compromis trouvé est un signe important de solidité de l'Europe, aucun pays n'est abandonné. (...) Je suis fier que la France ait contribué à aboutir à cette grande conclusion, qui doit donner un nouvel élan au projet européen" (communiqué)"

- Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts: "on a un accord et quel que soit son contenu, il faut saluer cet accord qui permet d'échapper au pire. AFP

- Europe : "Une défense commune serait une arme puissante" - LePoint.fr

Le député PS Nicolas Bays crée une association parlementaire pour promouvoir l'Europe de la défense et un Buy European Act. LePoint.fr 13.07

- Interrogé par l'AFP, le patron des députés Les Républicains Christian Jacob se félicite lui aussi que "l'accord (se soit) fait aux conditions très strictes de l'Allemagne et d'une grande partie des pays de l'UE". M. Jacob compte plaider mercredi, lors de la réunion de groupe des députés LR pour adopter une position vis-à-vis du vote annoncé par M. Hollande à l'Assemblée, en faveur de cet accord, qui va "dans le bon sens". AFP

- "Nous nous félicitons qu'un accord ait pu être trouvé (...), conforme à ce que Les Républicains souhaitaient", a salué Eric Woerth (Les Républicains)

- Yves Jego, député de la Seine-et-Marne (UDI) : "Le Grecsin est infiniment préférable au Grexit Il faut maintenant d'urgence un véritable Gouvernement économique de la zone Euro". AFP

- Consigny : la Grèce est l'avenir de la France - LePoint.fr

- HL - Pourquoi il fallait - et il faut toujours - sauver la Grèce - LePoint.fr

Et la palme du cynisme revient à qui de droit.

- Hollande salue le «courage» de Tsípras - Liberation.fr

ACTUALITE EN TITRES

Des tueurs.

- Terrorisme : de nouvelles armes plus puissantes pour la police du quotidien LeFigaro.fr

Les pistolets-mitrailleurs Beretta dont sont dotées les patrouilles vont être remplacés d'ici la mi-2016 par 4000 nouvelles carabines 9 mm et 4000 autres modèles de calibre 5.56 mm qui ont la particularité de traverser des gilets pare-balles

CZ tchèque, Glock autrichien, Heckler & Koch allemand ou encore Colt américain: au total, une dizaine de fournisseurs potentiels ont été identifiés, pour des tarifs allant de 1500 à 4000 euros l'unité. LeFigaro.fr 13.07

Après avoir manipulé leurs agents ou les avoir poussés à passer à l'action, il ne leur reste plus qu'une seule option pour les empêcher de parler : Les liquider ! Il existe plusieurs méthodes et tout un arsenal pour neutraliser des "terroristes", entre leur tirer dans les jambes ou les bras, les gazer, etc. si l'Etat décide de ne pas y recourir et préfère les tuer, c'est qu'il a forcément quelque chose d'inavouables à cacher à la population directement ou en lien avec l'activité de ces "terroristes.

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Afghanistan: 33 morts dans l'attentat de dimanche - AFP

- De nouveaux raids de la coalition font 21 morts au Yémen - Reuters

- Une roquette fait quatre morts et 15 blessés à Benghazi en Libye - Reuters

- Cameroun : au moins 11 morts dans un double attentat-suicide - Libération.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand Washington ne supporte plus la liberté de ton de la presse russe.

- Moscou dénonce le gel du compte à Londres d'une agence de presse officielle russe - AFP

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé lundi le gel du compte bancaire de l'agence de presse officielle russe Rossia Segodnia à la banque Barclay's de Londres, en demandant aux autorités britanniques d'"éclaircir d'urgence la situation".

"L'agence n'a reçu aucun préavis (...) et n'a pas été informée de ce qu'il est advenu des moyens financiers qui se trouvaient sur ce compte" gelé le 8 juillet 2015, a indiqué le ministère dans un communiqué, en liant cet incident aux sanctions occidentales visant le directeur de l'agence Dmitri Kisselev, connu pour ses positions antiaméricaines.

"Cette situation entrave les activités de la plus grande agence de presse russe sur le territoire britannique", a souligné le ministère.

"La partie russe a demandé aux autorités britanniques d'éclaircir d'urgence la situation concernant le gel du compte de l'agence Rossia Segodnia", a-t-il ajouté.

Présentateur controversé pour ses diatribes souvent incendiaires et farouche pourfendeur des valeurs occidentales, Dmitri Kisselev est visé depuis l'année dernière par des sanctions de l'Union européenne pour sa "propagande soutenant le déploiement des forces russes en Ukraine".

L'Union européenne, tout comme Washington, a adopté une série de sanctions contre la Russie après l'annexion par Moscou de la péninsule ukrainienne de Crimée en mars 2014, et en raison de son soutien présumé aux séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine.

Les personnes visées par les sanctions sont interdites d'entrée sur le territoire de l'UE et leurs actifs dans les pays membres doivent être gelés.

Pour sa part, M. Kisselev a accusé lundi les autorités britanniques de "censure" et d'"entrave directe au travail des journalistes".

"De quelle liberté de la presse et de démocratie peut-il s'agir si dans ce pays on ne laisse pas travailler l'une des plus grandes agences de presse mondiales?", s'est-il insurgé dans un communiqué.

Rossia Segodnia englobe notamment l'agence de presse publique Ria Novosti et le service international multimédia Sputnik, créé en 2014 avec l'objectif de lutter contre "la propagande agressive" de l'Occident et de fournir une "interprétation alternative" des évènements dans le monde. AFP 13.07

Quand les fascistes terrorisent la population ukrainienne avec le soutien de Kiev.

- Ukraine : des scènes de guerre dans l'Ouest illustrent la faiblesse du gouvernement - AFP

Tirs au lance-grenades, voitures de police calcinées, ultranationalistes armés repliés dans les montagnes : les scènes de guerre qui ont touché une petite ville ukrainienne près de la frontière avec l'UE affaiblissent les autorités pro-occidentales de Kiev, déjà confrontées à un sanglant conflit dans l'Est.

Le président Petro Porochenko a demandé aux forces de l'ordre de désarmer "les groupes armés illégaux" qui "déstabilisent la situation à 1.000 km du front de l'Est" au cours d'une réunion de son "cabinet de guerre" convoquée deux jours après une fusillade meurtrière entre les forces de l'ordre et des militants lourdement armés du mouvement ultranationaliste Pravy Sektor (Secteur Droit) à Moukatchevé, à 50 km des frontières slovaque et hongroise.

Cette crise, qui a choqué l'opinion publique en Ukraine, est loin d'être réglée.

Sur le terrain, les soldats du ministère de l'Intérieur traquaient à bord de blindés les ultranationalistes qui se sont retranchés dans les montagnes avec leurs armes de guerre et refusent de se rendre, faisant fi de l'ordre présidentiel, a constaté un photographe de l'AFP sur place.

Plusieurs manifestations antigouvernementales et en soutien à Pravy Sektor ont été organisées dimanche dans plusieurs grandes villes d'Ukraine, avec la menace ouverte de bloquer les routes afin d'empêcher l'arrivée de renforts de police à Moukatchevé.

Du "chantage", estime l'analyste politique indépendant Volodymyr Fessenko, qui juge néanmoins les membres de cette puissante organisation paramilitaire "capables de déclencher un conflit armé à l'intérieur du pays".

- 'État extrêmement faible' -

"Nous avons un État extrêmement faible, dont le fonctionnement peut être entravé par une quinzaine de personnes", confie à l'AFP sous couvert de l'anonymat un haut responsable ukrainien chargé des questions de sécurité.

Si un banal conflit lié au trafic illégal de cigarettes entre deux personnalités politiques régionales pourrait avoir été à l'origine de la fusillade, celle-ci est révélatrice des problèmes auxquels est confrontée l'Ukraine.

"Les affrontements à Moukatchevé témoignent d'une crise systémique : réformes inexistantes, corruption omniprésente et flux d'armes incontrôlé", souligne Anatoli Oktyssiouk, analyste du centre des études politiques à Kiev.

Le recours à des armes de guerre aux portes de l'UE pour régler un conflit de cette nature semble aussi constituer un mauvais présage pour un rapprochement entre l'Ukraine et l'Union européenne et l'introduction d'un régime sans visas, déjà à maintes reprises repoussée.

S'y ajoute le problème du retour à la vie civile des volontaires qui combattent depuis plus de quinze mois aux côtés des troupes ukrainiennes contre les séparatistes prorusses, dans un conflit qui a fait plus de 6.500 morts.

"Il y a actuellement en Ukraine beaucoup d'hommes armés qui se considèrent comme des héros et tentent de prendre le pouvoir avec leurs fusils", estime la source chargée des questions sécuritaires.

Pravy Sektor, qui revendique 10.000 militants et plusieurs centaines de combattants dans l'Est, est l'unique formation paramilitaire ukrainienne qui ne soit intégrée ni au ministère de l'Intérieur, ni à celui de la Défense.

Leur chef, Dmytro Iaroch, a été élu député en octobre puis nommé en avril conseiller du chef de l'état-major des armées ukrainiennes dans une tentative des autorités d'intégrer ses milices.

Il s'est rendu à Moukatchevé et a affirmé lundi "oeuvrer avec les services de sécurité ukrainiens à stabiliser la situation".

- Un mouvement 'incontrôlable' -

Pravy Sektor revendique l'héritage controversé des nationalistes ukrainiens qui ont combattu pendant un temps aux côtés des nazis contre "l'occupation soviétique" pendant la Deuxième guerre mondiale, ce qui lui vaut d'être qualifié de "fasciste" par les médias publics russes et les habitants des régions prorusses de l'est de l'Ukraine.

Le mouvement avait acquis une grande popularité auprès des manifestants sur le Maïdan à Kiev en radicalisant la contestation qui s'est soldée au bout de trois mois par un bain de sang et a entraîné la chute du régime prorusse de Viktor Ianoukovitch.

Aujourd'hui, "Pravy Sektor est devenu pratiquement incontrôlable. Si le conflit n'est pas réglé de façon diplomatique, il y aura des risques pour le pouvoir à Kiev avec des conséquences imprévisibles", estime l'expert Anatoli Oktyssiouk.

Ces dernier événements rappellent un autre bras de fer qui a eu lieu en mars entre le président Porochenko et Igor Kolomoïski, oligarque aux méthodes douteuses qui avait néanmoins réussi à stopper en tant que gouverneur les élans séparatistes de la région de Dnipropetrovsk, frontalière de la zone des troubles dans l'est, en finançant des bataillons de volontaires.

Il avait été limogé après une opération de type paramilitaire qui avait vu des hommes armés apparemment liés au milliardaire pénétrer dans les locaux de groupes publics pétroliers à Kiev dont il revendiquait le contrôle. AFP 13.07

A retenir.

Le conseiller du chef de l'état-major des armées ukrainiennes Dmytro Iaroch est toujours en fonction, il faut donc en conclure que Porochenko couvre les exactions commises par la milice fasciste Pravy Sektor. Ajoutons, avec la bénédiction de Washington, Bruxelles et Paris qui soutiennent le régime néonazi de Kiev.

Et dire qu'il y en a qui en attendaient des merveilles pour les Grecs. Eh oui ! il faut faire le parallèle sinon on sera incapable d'apprécier la situation à sa juste valeur ou telle qu'elle existe... Des dirigeants d'un gouvernement ou d'une institution ne peuvent pas à la fois soutenir un régime fasciste et les revendications sociales d'un peuple, il faut être cohérent et sérieux.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Assad ne tombra plus ...(Cheikh Naïm Qassem) - french.irib.ir

Le secrétaire général adjoint du Hezbollah libanais, évoquant la poursuite de la lutte contre les terroristes, a estimé que la Syrie avait surmonté la phase dangereuse et que sa chute n'était plus possible.

" Notre première priorité, c'est de combattre Israël; les groupes takfiris ne sont qu'un des nombreux instruments d'Israël et notre lutte contre les takfiris fait partie intégrante de notre plan pour confronter le régime israélien", a souligné Cheikh Qassem. " Quand nous luttons en Syrie, nous soutenons en effet la Résistance au Liban et les éléments de la Résistance qui sont à nos côtés, tout cela signifie à vrai dire la lutte contre Israël", a-t-il encore indiqué.

Le sous-secrétaire général du Hezbollah a fait remarquer que les terroristes étaient aujourd'hui pris en piège dans les hauteurs d'Ersal et la région de Zabadani à Rif-Damas; qu'ils y étaient coincés. " Nous sommes arrivés à une phase où les terroristes sont paralysés et c'est une phase extrêmement importante", a-t-il ponctué. french.irib.ir 13.07

1.2- Syrie : 200 daechistes tués à Raqqa - french.irib.ir

L'attaque de haute précision des chasseurs-bombardiers de l'armée syrienne contre les positions des terroristes takfiris de Daech dans la province de Raqqa, s'est soldée par la mort de 200 d'entre eux.

Après avoir été informée des réunions et des agissements des forces du groupe takfiri Daech dans la province de Raqqa au Nord-est du pays, l'armée de l'Air syrienne a lancé plusieurs raids aériens précis, couronnés de succès contre leurs positions.

D'importants éléments terroristes, accompagnés de leurs trois adjoints, tous d'origine saoudienne, figuraient parmi les morts.

Selon une autre dépêche, les forces de l'armée syrienne ont repoussé une vaste attaque des groupes terroristes sur la colline Al-Cheikh Khattab dans la banlieue d'Idlib. Selon la chaîne Al-Mayadeen, les forces de l'armée syrienne et de la Résistance libanaise ont pris le contrôle du quartier Al-Zalah, au Sud d'Al-Zabadani. Selon Al-Mayadeen l'armée syrienne et les comités populaires ont dominé les hauteurs d'Al-Maqalee et des montagnes donnant sur le Sud du triangle de Tadmor. french.irib.ir 13.07

2- Irak

- Erbil appelé à respecter l'accord pétrolier avec Bagdad - french.irib.ir

Le porte-parole du bureau de Premier ministre irakien a demandé que la région du Kurdistan irakien respecte l'accord pétrolier Erbil-Bagdad.

Saad al-Hadisi, porte-parole du bureau du Premier ministre irakien, a déclaré dimanche à l'agence de presse Al-Maalouma, que la région du Kurdistan irakien devrait éviter de prendre des décisions unilatérales sans consulter ses partenaires politiques.

Saad al-Hadisi a ajouté que la région du Kurdistan irakien n'avait pas livré à la compagnie nationale de pétrole d'Irak le brut qui est destiné à être exporté et qui, selon l'accord et la loi du budget irakien, est estimé à 550.000 barils par jour. Le Kurdistan irakien doit livrer sa part de production de brut déterminée, au gouvernement central pour l'exportation, tout en recevant sa part de 17% du budget. En juin dernier, la région du Kurdistan irakien a livré au gouvernement central, 150.000 barils par jour, alors que

selon l'accord pétrolier, elle doit livrer 550.000 barils par jour.

Selon Heysam al-Jobouri, membre de la commission des finances au Parlement, le Kurdistan irakien vend tous les jours des centaines de barils de brut illégalement aux parties étrangères. La crise pétrolière entre Erbil et Bagdad a toujours été un défi pour eux. Ce défi a créé alors une crise politique dans le pays. La démarche arbitraire de la région du Kurdistan irakien qui vend le brut sans en verser les revenus au Trésor du gouvernement central, est à l'origine d'une double souveraineté en Irak où certaines parties exploitent la situation pour assurer leurs intérêts personnels. Cette attitude de la région du Kurdistan irakien a aussi affecté l'économie du pays. Plus de 90% du budget irakien dépend des revenus pétroliers et tout désordre dans les exportations du brut, pourrait engendrer des problèmes pour le développement du pays. Le 2 décembre 2014, Erbil et Bagdad ont signé un accord pour régler la crise pétrolière. Tous les Irakiens espéraient ainsi que le conflit politique s'achèverait et que l'interaction remplacerait la divergence qui portait atteinte à l'unité et l'intégrité territoriale. Les ennemis aussi auraient tenté de profiter de ce conflit. L'Irak devra aujourd'hui relever des défis sur les scènes politique, sécuritaire et même économique. Par conséquent, l'unité et la solidarité nationale sont des éléments principaux pour que les Irakiens l'emportent sur le terrorisme de Daech ainsi que sur la crise économique due à la guerre et à la baisse du prix du brut. french.irib.ir 13.07

3- Canada

- L'implication du Canada, dans le renversement de l'ancien gouvernement ukrainien, révélée. - french.irib.ir

Le gouvernement du Canada et l'ambassade de ce pays, à Kiev, ont joué un rôle important, dans le changement de gouvernement, en Ukraine, et sont accusés d'avoir aidé les opposants, au cours des violences de 2014.

Selon la chaîne d'information CBS, des informations, récemment, publiées, montrent que, pendant les jours menant à la chute du gouvernement de Viktor Ianoukovitch, en Ukraine, l'ambassadeur du Canada, à Kiev, a servi de base aux opposants anti-gouvernementaux.

Selon ce rapport, certains alliés européens du Canada, en confirmant cette information, ont annoncé que l'ambassade canadienne, à Kiev, avait autorisé les protestataires à se rendre, dans la résidence diplomatique, et à diriger, librement, l'opération contre le gouvernement d'alors, en Ukraine. En d'autres termes, le Canada aurait joué un rôle actif, dans le changement de régime, en Ukraine.

Bob Fuller, ancien diplomate canadien et conseiller des trois précédents Premiers ministres, au Canada, a critiqué la politique étrangère de Stephen Harper, avertissant que le gouvernement Harper s'était livré à un jeu dangereux, exposant le Canada au risque d'une confrontation avec une Russie dotée d'armes nucléaires. french.irib.ir 13.07

Haut de page

Le 15 juillet 2015

CAUSERIE

Un mouvement politique éclectique, une coalition de partis hétéroclites, de courants ou tendances poursuivant des objectifs différents ou diamétralement opposés recourent à la même méthode que l'idéologie néolibérale conduisant à la dillution de la pensée, à son appauvrissement, à sa paralysie, sa fossilisation...

Mais qu'est-ce qu'on peut lire comme conneries sur le Net, c'est effarant !

Lu dans le blog de Philippe Marlière (http://blogs.mediapart.fr/blog/philippe-marliere) à propos de l'ex-ministre des Finances grecs limogé par Tsipras, Yanis Varoufakis.

- "*Yanis Varoufakis s'est révélé un opposant tenace aux coups de force de la Troïka*", tu parles, il s'est débiné et il a attendu que l'affaire soit bouclée entre l'Eurogroupe et Tsipras pour l'ouvrir ! "*Cependant, Varoufakis ne va pas devenir un opposant de Tsipras*", encore heureux il ne manquerait plus que cela ! Car Varoufakis en sait des choses, même qu'il ferait preuve d'une perspicacité impressionnante, jugez plutôt :

- "*Si la Grèce n'est pas expulsée de la zone euro, Varoufakis sait que le gouvernement va devoir faire des concessions importantes pour tenter d'arracher l'essentiel : la restructuration de la dette, condition sine qua non pour sortir le pays de l'endettement et de l'austérité ad vitam aeternam*", alors que ces "*concessions importantes*" vont conduire au contraire à une augmentation de la dette grecque et se traduire par l'austérité à vie pour le peuple grec, je ne fais que répéter ici les

propos extraits d'un rapport du FMI qui pour une fois s'en est tenu aux faits (lire la causerie d'hier).

Le gouvernement grec à "*arracher l'essentiel*"... en oeuvrant pour les banquiers, uniquement pour ces prédateurs, bravo, mission accomplie ! J'ai failli écrire mandat respecté, puis je me suis ravisé après m'être demandé si Philippe Marlière savait exactement quel mandat Tsipras avait l'intention d'appliquer, certainement pas celui que lui avait donné le peuple grec.

Mais bon, que vaut le point de vue d'un pauvre type (autodidacte) paumé au fin fond de l'Inde à côté d'un intellectuel au cursus qui impressionnera les faibles d'esprit ? De la merde, si, si, osons le dire puisque nos lecteurs les mieux intentionnés le pensaient si fort que je l'ai entendu. J'ai passé le stade de me faire la moindre illusion, cela aide en politique je vous assure, à condition toutefois de n'avoir aucune ambition personnelle, là c'est plus rare à trouver !

Qui est Philippe Marlière ?

Philippe Marlière est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociales de l'Institut universitaire européen de Florence. Depuis 1994, il est professeur de sciences politiques à l'University College de Londres.

Après vingt ans passés au Parti socialiste (PS), il décide en 2009 de rejoindre le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Il indique que le référendum de 2005 sur le projet de constitution européenne et le ralliement de la direction du PS au camp du « oui » a motivé son choix de quitter ce parti. Il quitte le NPA deux ans plus tard.

Fondateur en juin 2014 avec Liêm Hoang-Ngoc du « club des Socialistes affligés », qui cherche à regrouper des socialistes opposés à la politique menée par François Hollande et ses gouvernements, il rejoint en février 2015 le mouvement Ensemble, membre du Front de gauche et regroupant différentes traditions dont des courants issus du NPA. (wikipedia.org)

Décidément on ne se refait pas !

Cela dit c'est bien rémunéré, "*ses recherches actuelles portent sur le Front de gauche*" (wikipedia.org), passionnant, comme quoi il n'y a pas que les banquiers et les actionnaires qui gagnent bien leur vie à ne rien faire ou à nous la pourrir.

Des intellectuels de ce type, il y en a des centaines qui sévissent sur le Net et qui ont juré la perte du mouvement ouvrier. Retenez que Mediapart en est un creuset presqu'inépuisable, vous savez ce média alternatif, indépendant, patati patata. On y reviendra demain.

La mystification de Hollande et des médias aux ordres démasquée.

L'ancien ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis :

- Quand "Doc Schaüble" s'agitait, "le ministre français des finances finissait toujours par plier et se taire". lexpress.fr 14.07

Ou encore, relevé par un internaute :

- "Le véritable chef d'orchestre de l'accord a été encore une fois Washington : le secrétaire au Trésor Jacob Lew a passé les 72 dernières heures au téléphone, avec Tsipras, Juncker et Merkel pour imposer un accord."

Pour qui gouvernent Tsipras et le gouvernement grec ?

Tsipras fait preuve de courage selon Laurent (PCF), mais il manque singulièrement de volonté !

On vient d'apprendre que l'Etat grec avait remboursé mardi 148 millions d'euros à des créanciers privés japonais qui s'enrichissent sur le dos du peuple grec, mais il n'a pas trouvé les moyens de couper court aux restrictions financières imposées à la population en maintenant les banques fermées... à défaut de les avoir nationalisées.

La réaction néolibérale pavoise et elle a de quoi.

- Dette grecque : "Il y a deux façons de conquérir une nation et de la réduire en esclavage. Une façon est par l'épée, l'autre est par la dette" - Atlantico.fr

- Grèce: le triomphe absolue de la vieille «Tina» - Slate.fr

«Ce n'est pas la pensée, c'est la réalité qui est unique», a lâché, un jour de grande inspiration, Alain Minc. L'essayiste prolifique

qui conseille les puissants voit certainement dans les derniers développements de la crise grecque la preuve flagrante de la profondeur de son jugement.

Margaret Thatcher l'avait elle-même bien dit et répété dès les années quatre-vingt:

«There is no alternative» (TINA).

Il n'existe pas d'alternative sérieuse au capitalisme mondialisé, au néolibéralisme et aux dures disciplines qu'il impose.

La capitulation après la victoire

Le gouvernement de gauche radicale grec conduit par Alexis Tsipras prétendait mener une politique sortant des clous de l'austérité imposée par l'endettement massif de son pays et par les règles européennes. Il a finalement capitulé piteusement quelques jours seulement après avoir cherché à forcer le destin en s'assurant d'un vaste soutien populaire.

Les 61% de «non» des électeurs grecs au plan des créanciers européens n'auront servi à rien face à l'inflexibilité de l'Allemagne et de ses alliés. Joueur de poker aventureux muni de cartes désastreuses, Tsipras a bel et bien été contraint d'accepter des mesures pires que celles qu'il avait refusé avant cette consultation démocratique.

Yannis Varoufakis, le ministre grec des Finances qui avait démissionné au lendemain du référendum faute de pouvoir convaincre Tsipras de maintenir une orientation ferme au risque de sortir de l'euro, n'a pas de mots assez durs pour critiquer l'accord arraché au matin du 13 juillet.

La quasi-mise sous tutelle de la Grèce par ses créancier lui fait parler d'une «nouvelle forme d'occupation postmoderne». Varoufakis souligne «l'humiliation» de parlementaires grecs contraints de voter dans la précipitation des lois contraires à leurs engagements électoraux. Et il prédit sombrement que l'austérité aggravée qui résultera de ce plan «renforcera l'extrême droite» dans son pays.

Une leçon pour pas mal de monde

Preuve est désormais magistralement administrée que la zone euro ne peut tolérer une politique différente de celle que les tenants de la stabilité monétaire exigent. L'extrême dureté du gouvernement allemand tient sans doute également à la volonté d'en faire à leçon, de manière très politique, à beaucoup de monde.

L'échec cuisant de Syriza douche bien des espoirs en Europe

L'échec cuisant de Syriza douche bien des espoirs en Europe. En Espagne, le mouvement Podemos, qui s'était déclaré solidaire du pouvoir grec, en sera immanquablement affaibli dans son projet de réorienter les choix économiques et sociaux de son pays. La gauche de la gauche, en France, voit s'éteindre une petite lumière qui ravivait ses espoirs.

La leçon, à un autre niveau, vaut sans doute même pour le pouvoir français. «A la différence des Allemands, nos dirigeants n'ont jamais vraiment compris ou voulu comprendre que l'union économique et monétaire impliquait des politiques de compétitivité productive et de rigueur budgétaire», regrette l'éditorialiste libéral de L'Opinion, Rémi Godeau. En la matière, on n'en fait jamais assez.

Un drame pour le projet européen

Les partisans de la forme actuelle de construction européenne auraient toutefois grand tort de se réjouir de la mise au pas grecque. La «zone euro» a, lors de cette crise, pris la forme d'une camisole de force neutralisant brutalement la volonté populaire. L'assimilation entre l'euro et l'austérité pour de nombreux pays est plus aveuglante que jamais.

La puissance allemande impose sa logique dans l'Europe d'aujourd'hui

Le jeu conciliateur de la France ne peut masquer la prédominance de l'Allemagne. Ce sont bel et bien ses intérêts et ses conceptions, partagées il est vrai par beaucoup d'autres pays de l'Union, qui ont prévalu. La puissance allemande impose sa logique dans l'Europe d'aujourd'hui. Son dessein est moins enthousiasmant et plus disciplinaire qu'il ne l'a jamais été. L'économiste américain Paul Krugman affirme même que cette crise est en train de «tuer le projet européen».

François Hollande, expert en réconciliateur formel des contraires, se félicite d'avoir tout de même pu éviter le «Grexit», brandi comme une menace par Angela Merkel. Encore faudrait-il être certain de la viabilité de l'accord du 13 juillet. Celui-ci sera très difficile à digérer par la majorité qui soutenait le gouvernement Tsipras à Athènes. D'ores et déjà, les «Grecs indépendants» (alliés de la

droite souverainiste) ont fait part de leur rejet de ce nouveau plan auquel devrait également s'opposer une part non négligeable des parlementaires de Syriza.

Tsipras risque d'être contraint de recomposer en catastrophe ses soutiens à la Vouli en étant désormais soutenu par l'opposition de droite. Jusqu'à quand restera-t-il lui-même à la tête d'un gouvernement sans majorité cohérente? De vives protestations sont prévisibles en Grèce. Ces soubresauts, qui peuvent prendre une forme violente, entraveront-ils l'adoption des mesures très contraignantes imposées aux Grecs?

De nouvelles tergiversations de la part d'Athènes donneraient des arguments à ceux qui n'ont pas abandonné l'idée de se délester de ce qu'ils considèrent comme le fardeau grec. Après la phase de soulagement, ce mauvais accord, qui n'évoque que très vaguement le rééchelonnement de l'insoutenable dette grecque, pourrait se transformer en bombe à retardement. slate.fr 14.07

A retenir : "Il n'existe pas d'alternative sérieuse au capitalisme mondialisé, au néolibéralisme et aux dures disciplines qu'il impose", autre que le socialisme, l'avènement d'une République sociale rompant avec l'euro, la troïka, le capital et l'ensemble de ses institutions à l'issue du soulèvement révolutionnaire des masses exploitées.

Il est certain qu'il n'existe pas d'alternatives au capitalisme en demeurant soumis à sa dictature, d'où la nécessité de le renverser ou de l'abolir. Tous ceux qui prétendent le contraire sont des charlatans, des aventuriers, des traîtres, des agents du capital.

Et il n'est pas dit que cette République sociale prise dans l'étau du "capitalisme mondialisé", financiarisé serait plus juste ou précis, en arrive à abolir la monnaie pour le briser net, présentant l'avantage d'interdire tout retour en arrière...

Parole d'internautes

1- "*Passage en force de mesures rejetées massivement par les citoyens, mise sous tutelle d'un pays souverain, la démocratie est bel et bien en train de disparaître en UE.*"

Elle est officiellement morte en 1992 avec le traité de Maastricht, ou n'a jamais réellement existé que pour la minorité de parasites qui détiennent le pouvoir si vous vous en tenez à sa définition.

2- "*Alexis Tsipras a inventé un nouveau genre politique : organiser un référendum pour bien s'assurer qu'une majorité de votants est contre les réformes que l'on va quand même lui imposer une semaine après.*

Jamais, au grand jamais, les grands médias complices n'ont demandé avant l'élection comment ils pourraient concilier ainsi leur programme avec le traité sur l'Union européenne (TUE) et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), dont l'article 121 pose le principe que c'est à la Commission européenne de fixer les « Grandes Orientations de Politique Economique » de chaque État membre."

Attention, on va vous accuser de faire dans la théorie du complot ! Vous n'imaginiez tout de même pas que les médias aux ordres allaient vous révéler le pot aux roses.

3- "*L'économie et les travailleurs grecs n'ont jamais vu le bénéfice de l'endettement de leur pays ! Après la crise financière de 2008, le gouvernement en place a décidé, comme en France, de venir au secours de ses banquiers. Les grandes banques et les fonds de spéculation mondiaux se sont alors jetés sur les obligations grecques à forte rentabilité. Et les plans d'austérité contre le peuple et les travailleurs grecs se sont succédé.*

Puis la BCE est venue racheter leurs obligations « pourries » grecques aux mêmes gros banquiers. Ce faisant, elle a transformé une dette "toxique" envers des financiers privés en une dette publique envers les millions de contribuables de la zone €… que personne a averti et auxquels on a rien demandé !

C'est ça la "dictature des marchés" que Mme Merkel et MM Hollande, Draghi, Mme Lagarde...veulent faire respecter !"

Votre argumentation est juste mais incomplète. Reste à savoir pourquoi ils agissent de la sorte, crise du capitalisme oblige qui conduit l'artistocratie financière a passé à la vitesse supérieure pour concentrer le capital entre ses mains et détenir le pouvoir politique, sans partage évidemment, sinon à quoi cela servirait-il ?

Les Etats doivent leur céder leur pouvoir politique, et les capitalistes doivent admettre que pour conserver leurs privilèges menacés par la crise du capitalisme ils doivent se placer sous l'égide de la finance et adopter son système économique mafieux, quitte à perdre leurs indépendances déjà relatives ou disparaître s'ils résistent ou s'y opposent. Ainsi va la stratégie du nouvel ordre mondial...

4- "*Marrant comme Tsipras devient un dirigeant "responsable", "crédible", un "capitaine" ... depuis qu'il a avalé la pilule.*

A moins que l'AFP fasse de l'humour ? Capitaine de pédalo le Tsipras ?"

Ils ne sont plus à cela près depuis longtemps !

5- "*1°) Syriza était bel et bien un leurre.*

... dès l'accession au pouvoir d'Alexis Tsipras le 26 janvier dernier, le gouvernement Syriza « d'ultra-gauche » s'est révélé n'avoir été qu'un leurre, médiatisé et mis en place par le système pour détourner le peuple grec de la seule solution libératrice possible : la sortie de l'UE et de l'euro.

Le leurre Tsipras, qui avait tenté d'être élu à la présidence de la Commission européenne en octobre 2014, avait toujours dit qu'il resterait dans l'Union européenne et dans l'euro. Il a tenu parole et seuls les naïfs ou les complices peuvent en être surpris.

Ce faux opposant a obéi comme prévu à l'oligarchie euro-atlantiste qui l'avait porté au pouvoir en le médiatisant à outrance, même si cela se fait au détriment des intérêts les plus fondamentaux de la Grèce et au risque de voir s'aggraver encore drastiquement la situation catastrophique dans laquelle se débat le peuple grec.

2°) L'accord a été imposé par les États-Unis, malgré de nombreux gouvernements européens hostiles

Certains médias français complaisants ont présenté François Hollande comme le « sauveur de l'euro », qui aurait imposé ses vues conciliatrices à la très rigide Angela Merkel.

Cette analyse est risible. Dans cette affaire comme dans toutes les autres, le pauvre François Hollande n'a été qu'une marionnette, qui ne pèse qu'une plume.

Le véritable chef d'orchestre de l'accord a été encore une fois Washington : le secrétaire au Trésor Jacob Lew a passé les 72 dernières heures au téléphone, avec Tsipras, Juncker et Merkel pour imposer un accord.

Les partis de gauche du sud de l'Europe, qui continuent de soutenir Syriza, se servent de l'Allemagne comme de bouc émissaire pour mieux cacher deux éléments bien plus décisifs qu'ils se refusent d'exposer à leurs électeurs :

– le rôle de Washington dans la prétendue « construction européenne »
– et l'impossibilité technique d'avoir une monnaie identique pour 19 économies différentes."

L'impossibilité tout court d'appliquer une autre politique sans rompre avec le capitalisme, ce qui signifierait se retrouver harcelé de toutes parts, asphyxié de tous les côtés jusqu'à rendre gorge... à moins rendu à ce stade fatidique d'abolir la monnaie.

Abolition des institutions nationales grecques ! Au diable le parlementarisme bourgeois !

- M. Tsipras doit pouvoir compter sur le soutien des voix des partis de l'opposition, essentiellement le Pasok (sociaux-démocrates), la Nouvelle Démocratie (conservateurs) et Potami (centre-gauche). francetvinfo.fr 14.07

On comprend pourquoi au cours des six derniers mois derniers Tsipras ne s'est pas attaqué à la Constitution et aux institutions grecques, parce qu'elles lui convenaient et il comptait se fondre dedans pour gouverner pour le compte du capital comme ses prédécesseurs du Pasok.

Cette Constitution et les institutions ont été crées par le capital pour servir ses intérêts que représentent les partis qui devaient être amenés à gouverner, aucun parti combattant pour leur abolition n'étant destiné à accéder au pouvoir dans ce cadre qui n'a pas été prévu à cet effet puisque les règles du jeu institutionnel édictées leur seraient toujours défavorables.

Un accord qui sera adopté grâce aux partis de la réaction.

Pour certains des partisans d'Alexis Tsipras, l'accord arraché au terme d'une nuit de négociations lundi matin constitue une trahison de la volonté populaire exprimée dans les urnes le 5 juillet, quand 61% des Grecs ont dit "non" à l'austérité.

Toutefois le gouvernement, comme l'avaient exigé lundi les autres Etats membres de la zone euro, s'est plié aux demandes de ces derniers en soumettant mardi en début de soirée au Parlement un premier projet de loi, portant notamment sur la TVA et l'introduction d'une règle d'or budgétaire.

"Cet accord va passer avec les voix de l'opposition, pas avec celles du peuple", a prévenu le ministre de l'Energie Panagiotis Lafazanis, un des plus à gauche du parti Syriza, vent debout contre le texte.

De fait, Nouvelle Démocratie (conservateurs), Pasok (socialistes) et Potami (centre gauche) ont promis qu'ils voteraient la loi.

Vendredi, au moment du vote sur le principe des négociations, 17 députés Syriza sur 149 avaient fait faux bond à M. Tsipras, en votant non, s'abstenant ou étant absents. Et 15 autres avaient indiqué voter oui, mais avec l'idée de voter non au moment du vote des mesures proprement dites.

Sans qu'on puisse savoir ce qui s'était décidé au sein du parti dans la journée, M. Tsipras n'a pas paru particulièrement préoccupé en tout cas par les questions internes à Syriza.

"Il faut d'abord assurer le programme, et la stabilisation de l'économie, après on aura le temps de s'occuper des procédures du parti", a-t-il dit.

Au passage, il a salué son allié de droite souverainiste au sein de la coalition au pouvoir, Panos Kammenos, "resté à ses côtés".

Il a taclé en revanche l'ex-ministre des Finances Yanis Varoufakis, "un excellent économiste, mais pas forcément un bon politique".

Dans la nuit de lundi à mardi, la Grèce a une nouvelle fois échoué à honorer un paiement au FMI.

L'Etat grec a néanmoins réussi mardi à rembourser 148 millions d'euros à des créanciers privés au Japon. Une goutte d'eau par rapport à une dette totale de près de 312 milliards d'euros. Mais Athènes continue à honorer autant que possible sa dette privée, car un défaut au secteur privé peut entraîner des conséquences beaucoup plus graves qu'aux créanciers publics. Francetv info 14.07

Un accord scélérat qui ne passe pas.

- Grèce : un lendemain difficile pour Alexis Tsipras - Francetv info

Le Premier ministre grec doit convaincre son propre camp alors que beaucoup condamnent ce texte. "Ici à Athènes bruissent les plus folles rumeurs. Rumeur de démission du Premier ministre, rumeur de remaniement du gouvernement. Pour l'instant, rien de tout cela, mais une chose est certaine : Alexis Tsipras doit faire face à une fronde au sein de son propre parti", rapporte Clément Le Goff.

À l'aile gauche de Syriza, une quarantaine de députés ont déjà annoncé qu'ils se prononceront contre les nouvelles mesures demandées par les créanciers. Le texte devrait être adopté grâce à l'opposition. "On l'a appris en fin d'après-midi, mais Alexis Tsipras va envoyer un message à la nation ce soir à la télévision", souligne le journaliste de France 3. Un message attendu par le peuple grec puisqu'il ne s'est pas exprimé depuis son retour de Bruxelles. Francetv info 14.07

- Grèce: Varoufakis dénonce un "nouveau traité de Versailles" - L'Express.fr

L'ancien ministre grec des Finances, qui a démissionné il y a une semaine, exprime sa colère et son dépit sur son blog et dans des entretiens à plusieurs médias.

"Un nouveau traité de Versailles hante l'Europe". Yanis Varoufakis, qui avait déjà utilisé l'expression à l'occasion du premier "plan de sauvetage" de la Grèce en préparation au printemps de 2010, souligne-t-il sur son blog, ce mardi, que "si cette allégorie était alors pertinente, elle l'est plus encore aujourd'hui."

Dans le même billet, l'économiste estime qu'au regard de la façon dont les 28 ont traité le Premier ministre grec Alexis Tsipras, "jamais auparavant l'Union européenne n'avait pris une décision qui sape à ce point le projet d'intégration européenne."

"La déclaration du Sommet Euro d'hier matin n'a rien à voir avec l'économie, ni avec aucune préoccupation pour le type de programme de réforme à même d'aider la Grèce à sortir du bourbier où elle se trouve. C'est purement et simplement la manifestation d'une politique d'humiliation en action", ajoute l'ancien ministre des Finances d'Alexis Tsipras.

"L'annulation complète de la souveraineté nationale"

La déclaration des chefs d'Etat de la zone euro, lundi matin, "équivaut à l'annulation complète de la souveraineté nationale" grecque, dénonce Yanis Varoufakis. "les Européens, y compris ceux qui se fichent complètement de la Grèce, devraient en tirer

les leçons", ajoute-t-il. L'ancien ministre a utilisé les mêmes termes dans une interview à la radio ABC, où il met en garde contre la montée de l'extrême droite: "Syriza, a généré tant d'espoir en Grèce ... Si nous trahissons cette espérance et nous soumettons à cette nouvelle forme d'occupation postmoderne, je ne vois pas d'autre issue que le renforcement |des néonazis] d'Aube dorée. Ils hériteront du manteau de la campagne anti-austérité. C'est tragique."

- Accord de Bruxelles : les Grecs inquiets des privatisations annoncées - Francetv info Les employés de la Compagnie grecque d'électricité (CGE) sont inquiets. Si leur entreprise est encore détenue en majorité par l'État grec, cela ne saurait durer après l'accord trouvé lundi à Bruxelles. Un accord qui stipule qu'au moins une filiale de 3 500 salariés de la CGE devrait être vendue. Alexis Tsipras avait pourtant promis de geler toutes les velléités des créanciers de toucher au secteur de l'énergie.

Dès ce mercredi, ils manifesteront contre l'accord négocié à Bruxelles en général, et la privatisation de l'électricité en particulier. Francetv info 14.07

- Grèce : dans les îles, la hausse de la TVA ne passe pas - Francetv info

Le panier de crabes de la pseudo-gauche à la manoeuvre.

- Grèce : le Front de gauche se divise sur le vote au Parlement - Liberation.fr

L'accord sur la Grèce provoque des remous au sein du Front de gauche. Alors qu'un débat et un vote symbolique ont lieu mercredi à l'Assemblée nationale et au Sénat, les différentes composantes de la gauche radicale ne sont pas d'accord sur la position à adopter.

Dès lundi après-midi, dans un communiqué, le Parti de gauche (PG), qui n'a aucun député, a appelé les parlementaires à voter non.

Mais le Front de gauche ne parle pas d'une seule voix. Au Parlement, le Parti communiste penche, pour le moment, sur un vote favorable. Selon le porte-parole Olivier Dartigolles : «Tout ce qui peut aider et soutenir le gouvernement grec, nous allons le faire. Il faut être solidaire avec Tsípras.» Malgré un accord qu'il juge «mauvais», le patron des députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (qui rassemble surtout des députés communistes), André Chassaigne, s'est positionné en faveur du oui. «On évite le pire, on évite l'exclusion de la Grèce de la zone euro, on évite l'asphyxie financière. Il faut voir le point positif de cet accord», a-t-il déclaré, ce lundi sur LCI.

Mais sa collègue, la députée communiste Marie-Georges Buffet a annoncé lundi soir vouloir s'opposer au texte. Une position identique à celle de François Asensi qui a annoncé qu'il ne voterait pas l'accord conclu. Joint par Libération, le député-maire de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) «refuse de légitimer cet accord. Il asphyxie complètement le pays grec, l'humilie et pille ses ressources». liberation.fr 14.07

La veille Pierre Laurent (PCF) avait osé affirmer qu'en capitulant Tsipras avait fait preuve de "courage", on peine à imaginer quel destin aurait attendu le peuple grec s'il en avait manqué ! Laurent s'est laissé aller à parler de ce qu'il ne connaissait pas, car le courage est une qualité qui fait défaut au Front de gauche, sauf quand il s'agit de voler au secours du régime ou de l'UE auxquels ils tiennent tant.

Mélenchon a frappé encore plus fort en soutenant Tsipras mais pas l'accord qu'il a passé avec l'Eurogroupe et que Tsipras s'est engagé à appliquer à la lettre. (Grèce : un accord contraint qu'il ne faut pas soutenir - legrandsoir.info 13.07). Là il a dépassé le stade de l'imposture pour sombrer dans un délire dont lui seul a le secret. Quel charlatan !

- Martin Schulz plaide pour un "gouvernement européen" - AFP

Martin Schulz, dirigeant du SPD, est le président du Parlement européen.

ACTUALITE EN TITRES

Au détriment de tous les pays du Moyen-Orient, sauf Israël.

- Accord nucléaire : un accord historique pour les États-Unis et l'Iran - Francetv info

Ils sont loin d'être tirés d'affaire.

- Zone euro: la production industrielle en baisse en mai - AFP

- La Chine évite un vrai krach boursier mais va en payer le prix - AFP

- Pétrole : la Banque d'Algérie tire la sonnette d'alarme - La Tribune

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Syrie : nouvelles victoires de l'armée et de la Résistance, à Zabadani - french.irib.ir

En Syrie, l'armée et les combattants de la Résistance ont réussi à libérer un autre secteur de la ville de Zabadani, dans le Sud du pays.

Selon la chaîne Al-Alam, les combattants de la Résistance et les unités de l'armée syrienne ont pris le contrôle du quartier Al-Soltani, dans le Sud-Est de la ville de Zabadani, occupée par les terroristes. Un grand nombre de terroristes ont été tués, lors des opérations conjointes de l'armée syrienne et des combattants du Hezbollah libanais, à Zabadani. Les forces de l'armée syrienne ont commencé leur progression vers le quartier d'Az-Zahra, au Sud de la ville de Zabadani. french.irib.ir 14.07

2- Les opérations singulières de l'armée syrienne, à Idlib - french.irib.ir

Des sources syriennes ont fait part des opérations spéciales de l'armée syrienne contre les groupes terroristes, dans la banlieue d'Idlib, et de la mort de nombre de terroristes, dans la banlieue d 'Alep et de Homs.

Les forces de l'armée syrienne ont lancé des opérations spéciales contre les repaires et positions des groupes terroristes de Jaïsh al-Fath, dans la banlieue d'Idlib.

Selon une source militaire, les opérations militaires étaient focalisées sur les repaires et des positions des terroristes du Front Al-Nosra et d'Ahrar al-Cham, dans les villages d'Om Jarin et de Qaraa al-Ghazal, dans la localité d'Abou al-Dhohour, dans la banlieue Est d'Idlib. Les terroristes en question jouissent du soutien financier de l'Arabie.

Lors de ces opérations, nombre de terroristes ont été tués ou blessés, tandis que leurs véhicules et équipements militaires étaient anéantis.

Hier, lors des opérations, menées par l'armée syrienne contre les repaires des terroristes takfiris, liés à Jaïsh al-Fath, dans différents endroits de la province d'Idlib, au moins, 36 d'entre eux ont été tués. french.irib.ir 14.07

Haut de page

Le 16 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 15h56.

On a ajouté 14 articles.

Le Front de gauche, c'est quoi ?

Un parti bourgeois de privilégiés pour les privilégiés, il est étranger au mouvement ouvrier, à lire plus loin : "*Syriza est le produit d'une classe moyenne instruite, opulente, hautement privilégiée,« éduquée dans le postmodernisme* "

Cela valait déjà hier et avant-hier pour le PS et ses satellites.

Quelques passages à retenir.

1- Dettes publiques : Au-delà de la mise en scène... - Liliane Helf-Khawam - legrandsoir.info 15.07

La réalité pure et dure est que les financiers privés et transnationaux ont pris le pouvoir politique. Ces financiers qu'hier il fallait soit-disant sauver de la faillite avec les maigres deniers publics et qui depuis ont fait exploser leurs indicateurs boursiers et leurs bonus. Ces financiers qui font ployer la Grèce, la France, l'Espagne et un bon nombre de pays sous les conséquences de leur sauvetage. Ces financiers qui sont partis poursuivre leurs malveillances ailleurs sur la planète et qui en ce moment-même font boire la très grosse tasse à l'Asie. Ces financiers insatiables qui en veulent toujours plus et qui ne sont limités par aucune règle morale ou éthique. Ces financiers qui confondent stratégie et gains, humanité et austérité, loyauté et trahison, justice et iniquité. Ce sont en réalité ces individus qui tirent les ficelles derrière les scènes médiatiques.

Ils ne s'exposent pas – encore – en direct. Ils utilisent des personnalités politiques qui peuvent être acceptées par l'inconscient collectif du peuple qu'ils honnissent.

Pourtant ce sont eux les boss. Leur dictature est déjà en place grâce à un circuit financier unique de très haute performance et qui passe au-dessus des Etats-Nations. La loi nationale est la leur. Aucun vote, référendum ou autre élection ne leur résistent. Il leur suffit de fermer le robinet et le pays est asphyxié.

(...)

Ces gigantesques dettes publiques sont l'assise qui a permis à certains acteurs de la finance transnationale de s'approprier le monde en le financiarisant.

En conclusion, la crise des peuples est le moteur de croissance de l'industrie financière transnationale. En réalité, une bonne partie des dettes publiques est en fait totalement illégitime et injustifiée. Le processus qui permet le siphonnage du peuple par la finance transnationale que parce que certaines élites ont trahi leur mission de représentants du peuple.

Les dettes publiques ne font qu'effondrer les Etats pour mieux instaurer un Etat transnational en mains exclusives des financiers privés. Qui veut pour ses enfants de cet avenir qui mène assurément à l'esclavage ? Quel est l'homme ou la femme d'Etat qui va aujourd'hui se lever et s'y opposer avec tous les risques que cela comporte ?

En tout cas pas Alexis Tsipras...

2- Contre un accord odieux et l'agression du peuple grec : Soutien total aux grèves de ce 15 juillet : Résistance ! - Le Front Syndical de Classe - legrandsoir.info 15.07

Pour rompre avec l'austérité, pour s'opposer aux contre-réformes, au démantèlement de tous les conquis sociaux issus du rapport des forces de la Libération il sera nécessaire de rompre avec l'Union européenne et sortir de l'euro.

3- Le problème de la Grèce n'est pas seulement une tragédie. C'est un mensonge - Arrêt sur info - Arrêt sur info 15.07

« Le parti anti-austérité remporte une victoire éclatante », déclarait le Guardian dans sa Une du 25 janvier. « Radicaux de gauche », voilà comment le journal qualifiait Tsipras et ses camarades étonnamment éduqués. Ils portaient des chemises à cols ouverts, le ministre des finances roulait sur une moto et était décrit comme « une rock star de l'économie ». C'était une façade. Ils n'étaient radicaux en aucun point de cette étiquette clichée, et n'étaient pas non plus « anti-austérité ».

(...)

Dans leurs voyages aux cours des puissantes Bruxelles et Berlin, Tsipras et Varoufakis ne se sont présentés ni comme radicaux, ni comme « gauchistes », ni même comme d'honnêtes sociaux-démocrates, mais comme deux arrivistes suppliants, avec leurs demandes et leurs plaidoyers. Sans sous-estimer l'hostilité qu'ils affrontaient, il est juste de dire qu'ils n'ont fait preuve d'aucun courage politique. Plus d'une fois, le peuple grec a entendu parler de leurs « plans d'austérité secrets » dans des fuites, dans les médias : comme dans une lettre en date du 30 juin publiée dans le Financial Times, dans laquelle Tsipras promettait aux dirigeants de l'UE, à la banque centrale européenne et au FMI, d'accepter leurs demandes élémentaires les plus vicieuses — qu'il a maintenant acceptées.

Lorsque l'électorat grec a voté « non », le 5 juillet, contre ce type même d'accord putride, Tsipras a déclaré « d'ici lundi

le gouvernement grec sera à la table des négociations après le référendum, avec de meilleures conditions pour le peuple grec ». Les Grecs n'avaient pas voté pour de « meilleures conditions ». Ils avaient voté pour la justice et la souveraineté, comme ils l'avaient fait le 25 janvier.

Au lendemain de l'élection de janvier, un gouvernement réellement démocratique et, oui, radical, aurait empêché le moindre euro de quitter le pays, aurait répudié la dette « illégale et odieuse » — comme l'a fait l'Argentine, avec succès — et aurait expédié un plan pour quitter l'écrasante Eurozone. Mais il n'y a pas eu de plan. Il n'y a eu qu'une volonté d'être « à la table » à la recherche de « meilleures conditions ».

La véritable nature de Syriza a rarement été examinée, et expliquée. Pour les médias étrangers il ne s'agit que d'un parti « gauchiste », ou « d'extrême gauche », « intransigeant » — les termes trompeurs habituels. Certains des supporters internationaux de Syriza ont atteint, de temps à autre, des niveaux d'acclamations qui rappellent l'ascension de Barack Obama. Bien peu se sont demandés : qui sont ces radicaux ? En quoi croient-ils ?

(...)

Les leaders de Syriza sont des révolutionnaires d'un certain type — mais leur révolution est l'appropriation perverse et familière des mouvements sociaux-démocrates et parlementaires par des libéraux s'apprêtant à accepter la folie néolibérale et l'ingénierie sociale dont le vrai visage est celui de Wolfgang Schauble, ministre des finances allemand, et bandit impérialiste. Comme le parti travailliste d'Angleterre et ses équivalents parmi les anciens partis sociaux-démocrates comme le parti travailliste d'Australie, se décrivant toujours comme « libéraux », voire « de gauche », Syriza est le produit d'une classe moyenne instruite, opulente, hautement privilégiée,« éduquée dans le postmodernisme », comme l'écrit Alex Lantier.

Pour eux, la classe est l'innommable, et encore moins la lutte prolongée, peu importe la réalité des vies de la plupart des êtres humains. Les personnalités de Syriza sont très soignées ; ils ne mènent pas la résistance à laquelle aspirent les gens ordinaires, comme l'électorat grec l'a si bravement démontré, mais visent de « meilleures conditions » pour le statu quo vénal qui enchaine et punit les pauvres. Une fois associé à la politique identitaire et ses distractions insidieuses, la conséquence n'est pas la résistance, mais l'asservissement. La vie politique « Mainstream » (grand public) en Angleterre illustre bien cela.

Ceci n'est pas inévitable, ce n'est pas un fait accompli, si nous nous réveillons du long coma postmoderne et rejetons les mythes et les tromperies de ceux qui prétendent nous représenter, et si nous combattons.

La causerie du matin

Quel boulot !

Vous ne voulez toujours pas me soutenir financièrement ? Pouvez-vous m'adresser les coordonnées d'un ou d'autres portails équivalents, s'il vous plaît, je vous en supplie pour que je puisse enfin me reposer un peu ou faire mes travaux, fermer le mien si nécessaire, je ne plaisante pas ?

On ajoutera des articles plus tard dont le dernier rapport du FMI sur la Grèce.

Quelques réflexions politiques... l'air de rien.

1- Abolir la monnaie ou passer du règne de la nécessité à celui de la liberté sans passer par une étape transitoire, finira par s'imposer à tous les peuples soumis à la dictature implacable de l'oligarchie financière, celle-ci ne leur laissant pas d'autres alternatives, elle est en train de créer les conditions subjectives qui conduiront les peuples à adopter cet objectif.

2- Quand on lit les réactions de travailleurs grecs, on s'aperçoit que l'abandon de l'euro ne leur posait pas vraiment un problème contrairement à ce que s'acharnent à affirmer les médias notamment. On entend souvent dire ces derniers jours : "*si c'était à refaire, si c'était pour en arriver-là, pour être humiliés de la sorte, valait mieux encore sortir de la zone euro...*". En réalité, il suffisait de leur expliquer pour qu'ils en comprennent la nécessité, idem pour l'UE et le la suite. Tâche que ne pouvait assumer un parti lié au capital, évidemment.

3- Les vieux dirigeants ou militants ont une petite santé qui les conduit à mettre de l'eau dans leur vin à tout propos, quand ils n'ont pas le cerveau ramoli et les neurones oxydés.

4- Les Américains ont transposé leur modèle basé sur l'endettement de l'Etat à l'ensemble des pays de l'UE et au-delà, après que le FMI et la Banque mondiale aient fait de même en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Notre conception matérialiste de l'histoire

- D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde.
La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure – les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, – les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., – les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré. Nous faisons notre histoire nous-mêmes, mais, tout d'abord, avec des prémisses et dans des conditions très déterminées.

Entre toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques, etc., voire même la tradition qui hante les cerveaux des hommes, jouent également un rôle, bien que non décisif. (Lettre d'Engels à Joseph Bloch du 21 spetembre 1890)

Rien n'a changé.

... la presse quotidienne et le télégraphe qui répand ses inventions en un clin d'oeil dans tout le globe fabriquent plus de mythes en un jour qu'on ne pouvait en fabriquer autrefois en un siècle (et ces veaux de bourgeois les gobent et les diffusent). (Lettre de Marx à Kugelmann du 27 juillet 1871)

Rien n'a changé à part le volume des "mythes" issus de la propagande officielle relayée par les médias.

Qui a dit à propos de qui ?

"Ces ragamuffins [coquins] se composent, pour la moitié, ou pour les 2/3 de maquereaux et autres types de même acabit." (...) Ce sont dess"blacklegs [escrocs]...

Réponse : K. Marx à propos de la section française de l'Internationale, lettre à Kugelmann du 5 décembre 1868.

Et à partir de la IIe Internationale (SFIO) jusqu'à nos jours qui verront les sociaux-démocrates monter au créneau et participer au pouvoir pour sauver le régime capitaliste, les disciples de ces "maquereaux" et "escrocs" iront jusqu'à se prostituer eux-mêmes.

A propos du POI et ses satellites.

Cet article m'a été inspiré par celui publié par Vincent Présumey sur un blog de Mediaprt *Crise au POI, Parti ouvrier indépendant*

Syriza, ce type de parti était condamné dès sa création, nous n'avons cessé de le répéter à propos du PT puis du POI calqué sur la SFIO, précisant que ses dirigeants seraient amenés à privilégier son ou ses courants les plus droitiers s'ils n'étaient pas déjà majoritaires, et qu'à la première occasion ou au premier coup de canon il capitulerait ou se disloquerait.

Cette capitulation pourrait être le fait de sa direction, à moins que tous les courants ou toutes les tendances de ce parti capitulent pour sauver son appareil dans lequel ils sont impliqués au détriment de la cause qu'il prétendait représenter.

La crise qui a éclatée au sein du POI en est l'illustration également.

Son courant majoritaire trotskyste à force de reniements et de compromis avec les représentants du régime et les appareils pourris des syndicats, en est arrivé à perdre sa majorité au sein de ce parti au profit de réformistes bourgeois issus du PS ou de syndicalistes pour lesquels la défense de leurs statuts privilégiés de fonctionnaire est une fin en soi au détriment du combat pour le socialisme. Schivardi avait affirmé qu'il y avait quelque 4.000 adhérents du POI qui étaient issus du PS, pendant que le courant trotskyste ne parvenait pas à recruter ou à renouveler ses troupes atteints ou s'émiettait au fil du temps pour cause de démission et limite d'âge ou décès. Au final, c'est la majorité du courant trotskyste qui a basculé dans le réformisme au contact de ces milliers d'adhérents venus du PS, du PCF, de l'anarcho-syndicalisme, de la Libre pensée notamment, remettant en cause la direction hégémonique du POI exercée par une minorité de trotskystes, situation renfermant tous les ingrédients d'une crise ou d'une explosion à terme, car contradictoire avec l'exercice idémocratique d'un parti ouvrier.

Les dirigeants trotskystes d'hier et d'aujourd'hui du POI prétendaient depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours incarner l'héritage du trotskysme et du marxisme, et force est de constater qu'ils n'en ont jamais été à la hauteur pour avoir été incapable de

construire un nouveau parti communiste ou un parti sur le modèle du parti bolchevik de Lénine, pire, pour avoir rompu avec le principal enseignement de la révolution russe de 1917 ou le léninisme dont Trotsky dira qu'il était concentré dans l'expérience du parti bolchevik, au profit d'un parti du type SFIO qui a suffisamment démontré qu'il n'était pas apte à conduire les masses exploitées à l'affrontement avec la classe dominante, mais qu'au contraire il n'avait cessé de capituler et de trahir les travailleurs et la cause du socialisme.

Le paradoxe si on peut dire ou plutôt l'ironie de l'histoire a fait que la minorité trotskyste qui prétend privilégier la construction du POI sur une ligne politique axée contre l'UE et accessoirement la Ve République, contrairement à la majorité souhaitant mettre l'accent sur le travail en direction des syndicats, est justement celle qui n'a cessé de s'encanailler avec la social-démocratie dégénérée et les appareils syndicaux corrompus, définissant au lendemain de la Seconde Guerre mondiale une stratégie (de front unique) entièrement tournée vers l'aristocratie ouvrière et les syndicats que revendique aujourd'hui la majorité.

La crise actuelle du courant trotskyste du POI est le prix à payer de son révisionnisme et de ses méthodes de fonctionnement bureaucratiques, pour ne pas dire pire et permettre aux militants trotskystes de participer à cette discussion ou à ce combat politique, qui au mieux se résoudra par la fondation d'un véritable parti communiste ou au pire qui conduira à la dislocation de ce courant politique, sans évidemment qu'on le soutienne tel qu'il existe aujourd'hui, car la refondation et le rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire restée fidèle au socialisme et au marxisme demeure notre priorité et celle du mouvement ouvrier.

Cette crise du POI signe la faillite de la stratégie de front unique adoptée par ses dirigeants actuels et leurs prédécesseurs au détriment d'une ligne politique tournée résolument vers le prolétariat, dont ses couches les plus défavorisées. Les deux courants trotskystes qui s'affrontent revendiquent toujours cette stratégie suicidaire ou qui ne peut que mener à une impasse politique et une crise dans leurs rangs, puisqu'elle est vouée à l'échec sur toute la ligne, leur incapacité à construire le parti en est l'illustration si nécessaire, du coup on est en droit de se demander s'il y a lieu d'en attendre quelque chose, on en doute fortement pour vouer un culte à cette stratégie.

On arrêtera là pour aujourd'hui, précisons toutefois à destination de ceux qui ont lu l'article de Vincent Présumey sur le POI, qu'il n'y figurait aucune analyse critique de la stratégie adoptée par les dirigeants de l'OCI au POI qui est la cause de la crise actuelle de son courant trotskyste et au-delà au sein du POI. Pourquoi ? Mais parce qu'il la partage. La suite va vous éclairer.

Dans la série où va se nicher l'opportunisme. Quelle perspicacité !

Le référendum décidé par Tsipras était à la base une escroquerie politique dans la mesure où la population était appelée à se prononcer pour ou contre les nouvelles mesures d'austérités exigées par la troïka en échange d'un nouveau prêt à la Grèce, sans que soit précisé si l'octroie de ce prêt était conditionné (impérativement) au maintien ou non de la Grèce dans la zone euro, le terme euro ne figurant même pas dans la question sur laquelle devait se pronononcer les électeurs. Une imposture par défaut en somme.

Pour Tsipras et la troïka, il allait de soi que ce prêt ne pourrait être consenti à la Grèce que dans le cadre de son maintien dans la zone euro, et qu'en cas de revirement de Tsipras favorable au maintien de la Grèce dans la zone euro, il lui serait refusé et il serait sanctionné par l'éviction de la Grèce de la zone euro, le blocage de tout fonds provenant de la BCE ou du FMI entraînant la paralysie de l'économie grecque, sans compter que tous les créanciers privés exigeraient le remboursement immédiats de leurs prêts octroyés à la Grèce, la fermeture des banques aux caisses vides, au lock-out orchestré par le patronat, à la surenchère spéculative sur les obligations grecques organisée par le marché, bref, à la mise en faillite du pays et au chaos généralisé propre à favoriser un coup d'Etat de la réaction appuyée par l'extrême droite et des militaires, à défaut d'appeler les travailleurs grecs à la mobilisation générale et à s'emparer du contrôle des secteurs clés de l'économie, de procéder à l'expropriation des banquiers...

Tout cela Tsipras n'était pas sans le savoir, ce qui nous fait dire qu'il s'est appuyé sur la propagande hystérique de la réaction et les sondages truqués en escomptant une victoire du oui qui lui aurait évité de jouer la mauvaise comédie qui s'en suivit, poussant l'imposture jusqu'à faire croire qu'il aurait été humilié par les dirigeants de l'Eurogroupe, alors que dès le 25 juin il leur avait fait savoir qu'il était prêt à capituler sur toute la ligne.

Avec ce référendum, il a joué avec le sort du peuple grec d'une manière sordide, en évitant de situer publiquement dans quel contexte politique seulement il serait en mesure de rejeter les mesures d'austérités qu'exigeait la troïka, alors qu'il savait pertinemment que les conditions ne seraient jamais réunies puisqu'il y était opposé. Ainsi, il a agit sciemment en agent de la troïka qui a joué le jeu jusqu'au bout sachant qu'il n'y aurait qu'un seul gagnant à l'arrivée, l'oligarchie financière.

N'importe quel analyste ou dirigeant expérimenté était en mesure de faire cette analyse, dès lors évoquer une "victoire pour la démocratie" était pour le moins hâtif, voire incongru ou relevant d'une vision bornée ou à courte vue, purement institutionnelle et qui hélas ne devait pas sortir de ce cadre étriqué dans laquelle la démocratie est étouffée en Grèce. Comment cela ? Pardi, parce que Syriza n'a jamais eu l'intention de desserrer l'étau dans laquelle elle étouffe, il vient d'en faire la démonstration en la foulant aux pieds, non ?

Pur argument démagogique de propagandiste à deux balles, sorti de son contexte ou sans lendemain, car sans perspective politique autre que la dénonciation, donc stérile dans la situation actuelle. Il fallait être lucide ou le rester et ne pas s'emballer au risque de faire naître des illusions trompeuses.

Simultanément à l'annonce de la tenue d'un référendum sur les mesures d'austérités exigées par la troïka, Tsipras lui adressait une lettre rendue publique dans laquelle il indiquait qu'il confisquerait le résultat de ce référendum en cas de victoire du non puisqu'il annonçait son intention de capituler face à ses exigences, et pour pousser le cynisme plus loin en appelant à voter non.

Dès lors peu importait le résultat à venir de ce référendum puisque personne ne pourrait empêcher Tsipras de violer la volonté du peuple qui se serait exprimée en donnant la victoire au non, à partir de ce moment-là il était du devoir d'un militant ou d'un dirigeant ouvrier de ne manifester aucun enthousiasme en cas de victoire du non qui serait immédiatement confisquée.

La victoire du non pouvait seulement servir de levier aux travailleurs grecs pour se mobiliser, se mettre en grève, s'organiser, etc. afin d'exiger avec leurs partis et organisations que leur volonté soit respectée, sans appeler à ce stade à chasser Tsipras puisqu'ils n'y étaient pas prêts.

Il fallait leur expliquer que dans l'état actuel des choses, leur victoire demeurait virtuelle tant qu'elle ne s'était pas concrétisé en pratique ou tant que le gouvernement n'avait pas déclaré que dans l'avenir il n'appliquerait pas une politique d'austérité. En procédant de la sorte on n'émettait aucune illusion dans le gouvernement et on permettait aux travailleurs de poursuive le processus engagé avec leur vote non sans sombrer dans la démagogie d'un côté, ou dans le gauchisme de l'autre.

- Victoire pour la démocratie, Victoire pour le monde du travail, défaite pour tous les défenseurs de l'ordre établi ... - Vincent Présumey - 05.07 (blogs.mediapart.fr/blog/vincent-presumey?)

A croire qu'il n'avait pas lu la lettre de Tsipras du 25 juin adressée à la troïka dans laquelle il capitulait face à ses exigences, ou annonçait que lors des prochaines négociations avec la troïka il ne tiendrait pas compte du résultat du référendum même si le non l'emportait, et c'est bien ce qui s'est passé dans la nuit du 12 au 13 juillet.

C'était aussi méconnaître Tsipras et Syriza, leur programme, la nature de ce parti qui n'a rien de gauche, attelé à l'euro, l'UE, l'Otan, l'ONU... C'était également occulté les six derniers mois pendant lesquels ils n'ont cessé de renier leurs engagements électoraux allant même jusqu'à poursuivre les privatisations.

Bref, tant de dénis donne le vertige, on se demandera comment un tel aveuglement est-il possible, et notez bien que monsieur Présumey est loin d'être le seul à pratiquer ce genre d'exercices. C'est même le point commun de la presque quasi-totalité des articles que nous avons lus et mis en ligne sur la question grecque, plus ceux que je me suis interdit de publier relevait de la propagande ou parce que leur orientation réactionnaire l'emportait sur l'intérêt qu'ils pouvaient représenter pour les lecteurs.

Le traitement de l'information par les médias tend à privilégier les réactions émotionnelles que peut éveiller un évènement chez la population, afin qu'elle adopte la version officielle ou une interprétation conforme aux besoins du régime, au détriment de la réflexion qui conduirait à situer l'événement en question dans un contexte plus large permettant de comprendre la dynamique qui en était à l'origine et de concevoir sa portée ou ses conséquences prévisibles.

Le coeur à ses raisons que la raison ignore dit-on, sauf qu'à penser avec son coeur au lieu de son cerveau on demeure ignorant ou on est induit en erreur.

La démocratie consisterait donc à reporter l'âge du départ à la retraite en Grèce de 65 à 67 ans, à poursuivre les privatisations, à augmenter encore l'impôt le plus injuste, la TVA, à faire payer aux travailleurs la dette des banquiers bien au-delà de la Grèce, etc. On continue ?

Vincent Présumey n'a-t-il pas eu connaissance que sur les 340 milliards d'euros qui ont été prêtés à la Grèce, seulement 20 milliards d'euros ont été destinés à l'économie grecque, tout le reste a été versé sous forme d'intérêts ou de remboursement de prêts au marché, aux créanciers de la Grèce, au FMI, aux différents Etats ayant souscrit des obligations de l'Etat grec en pratiquant des taux usuraires, aux prédateurs qui saignent le peuple grec, tandis que la dette n'a pas diminué, pire elle devrait atteindre plus de 400 milliards d'euros après l'accord conclu lundi entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec. Est-cela la "victoire de la démocratie", la mise sous tutelle de tout un peuple par une bande de malfaiteurs de la finance qui n'a aucune légitimité, Tsipras a abdiqué la souveraineté du peuple grec, avec en lot de consolation l'euro, si cher que les Grecs en ont de moins en moins dans leur porte-monnaie. Où est donc passée la démocratie quand elle est confiquée par un gang mafieux qui met le monde à feu et à sang, étrangle les peuples, les pousse à la disette, à la famine, à s'entretuer ?

Comment peut-on concevoir qu'il serait possible de concilier cette dictature effroyable de l'oligarchie financière avec la démocratie ? C'est grotesque, un brin cynique tout de même, car c'est délibérément occulter tout un pan de la réalité indiquant clairement qu'on était en présence d'un mode opératoire qui n'avait rien de démocratique, qui puait à plein nez la tyrannie,

et surtout qui était entièrement tourné contre les intérêts des travailleurs grecs, ce qui ne pouvait pas échapper à l'oeil vigilant d'un membre du Conseil économique et social.

On se demande en quoi la régression sociale programmée par Tsipras ou Syriza serait démocratique ?

Dans cet article on ne trouvera rien sur la sortie de l'euro ou de l'UE, et il y figure des préoccupations qui ne sont pas les nôtres. Vincent Présumey raisonne en comptable de l'ordre établi quand il regrette le manque de "rationalité comptable" de la troïka que même DSK avait mentionné précise-t-il, imaginez un peu, estimant qu'elle défiait "le bon sens comptable", comme si le FMI ne s'en était pas fait une spécialité pour étrangler les peuples, légitimant au passage la troïka et l'Etat français.

Pour quoi "il faut affronter nos gouvernements ", pour qu'ils fassent preuve de "rationalité comptable", d'un "bon sens comptable" envers les travailleurs, gouvernements qui sont tous de droite ou assimilés pour ceux que cette précision incommode, tous compatibles euro (zone euro, 19 pays) et UE (28 pays), OTAN et ONU et là c'est indiscutable ?

Dans le même registre figurait cette question : "De quel droit François Hollande va-t-il demain conférer avec Angela Merkel de l'avenir de la Grèce sur lequel le peuple grec vient de s'exprimer ?", mais dans celui que lui confèrait son rôle de représentant du capital. Pourquoi devrait-on s'en émouvoir ? Pourquoi, pourrait-il en jouer un autre, c'est ce que cette démarche sous-entend ou suggère sournoisement, qui résonne étrangement après avoir dénoncé auparavant "les pauvres dénégations de M. Valls" à propos d'un désaccord entre Hollande et Merkel qui portait sur la meilleure manière de saigner le peuple grec pour redorer le blason de Hollande ou reprendre à son compte la mystification du rôle positif de Hollande dans ces "négociations", alors qu'en réalité n'avait fait que jouer le rôle de porte-parole de Washington, depuis on est en possession des détails qui le prouve.

Décidément, il semble qu'il soit impossible à la plupart des militants ou des dirigeants issus des différentes organisations trotskystes de mener leur combat politique sans verser dans le populisme ou sans se compromettre avec le régime en place.

En complément

Comment maquiller une capitulation en compromis.

- Un accord de compromis a été trouvé ce matin par les chefs d'Etats de la Zone euro. - legrandsoir.info 13.07

Grèce : "Si un accord est signé, c'est grâce au courage d'Alexis Tsipras" - Pierre Laurent - legrandsoir.info 13.07

Les dirigeants de la troïka, Hollande et Valls ont eux aussi estimé que Tsipras avait été courageux, mais pas vraiment en tant que représentant du peuple grec, là il a été plutôt lâche, non ? Pigé ? Laurent reprend à son compte ce compliment parce qu'il se situe à leur côté et non au côté du peuple grec quoi qu'il puisse dire par ailleurs.

Ces gens-là sont des professionnels en matière de manipulation des consciences, et si on ne possède pas les clés pour décrypter leurs discours on se fait berner. Quand on y réfléchit un instant c'est logique, Laurent procède comme les représentants du régime qui profitent de l'ignorance des masses, l'un des deux facteurs ou piliers sur lequel repose le régime qu'ils représentent, lui il en est un agent au sein du mouvement ouvrier tout comme son acolyte Mélenchon.

Tsipras en famille.

Schoemann (Antiquités grecques, Berlin 1835) cité par Engels dans une lettre à Joseph Bloch du 21 spetembre 1890 : "*il est connu que les mariages entre demi-frères et soeurs nés de mères différentes ne passaient pas pour inceste ultérieurement en Grèce*", Tsipras échappera au moins à cette accusation après avoir copulé avec l'Eurogroupe.

Grèce. Dilemme.

Bruno Le Maire (LR) : "une sortie de la Grèce de la zone euro présente des risques économiques et des risques politiques absolument considérables" AFP 15.07

Lepoint.fr - Les risques de déraillement dans les prochains mois ne sont donc pas négligeables, notamment parce que les mesures réclamées par le reste de la zone euro pour continuer à financer le pays devraient d'abord avoir des effets récessifs sur une économie déjà très affaiblie par plus de deux semaines de fermeture des banques. lepoint.fr 15.07

La crise finale du capitalisme à laquelle nous assistons conduira à l'instauration d'une dictature mondiale sous l'égide d'institutions supranationales sur chaque continent qui auront pour fonction de coordonner leur action et d'appliquer la politique définie par l'oligarchie financière conformément à ses besoins, une fois les Etats ayant abdiqué leur souvernaineté et les droits politiques des peuples confisqués par les représentants de l'oligarchie financière.

A moins que les peuples parviennent à se soulever pour renverser l'ordre établi afin de conquérir leur souveraineté, briser ce carcan et imposer la démocratie, ce qui est irréalisable sans un parti ouvrier révolutionnaire pour les guider et les mener à la victoire.

La satisfaction des besoins et aspirations du prolétariat est incompatible avec l'euro, l'UE, le maintien en place du capitalisme et ses institutions financières et politiques nationales, européennes et internationale. Etre de gauche ne signifie pas autres choses. Cette caractérisation n'a rien de simpliste ou n'est pas réducteur, car s'accommoder de l'un ou l'autre de ses facteurs qui correspondent aux besoins du capitalisme mondial, suffit à vous placer à ses côtés et non au côté des exploités, Tsipras vient d'en faire une démonstration éclatante.

Accepter de capituler face au capital ou demeurer soumis indéfiniment à sa dictature parvenue au stade de la barbarie ou opter pour l'aventure et le chaos serait la seule alternative affirment les représentants de la classe dominante et son armada de larbins en tous genres prétendument de gauche qui lui sont soumis.

Maintenant on n'est pas forcé de les croire ou de leur emboîter le pas pour avoir renié le droit légitime du prolétariat à revendiquer son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au profit de ses intérêts individuels qui se confonderaient avec les privilèges ou le mode de vie relativement confortable que vous accorderait le régime, car foncièrement c'est ce qui détermine le refus de rompre avec les institutions de la Ve République, l'euro, l'UE, l'Otan, l'Onu, le capital. C'est l'état d'esprit borné ou médiocre du réformiste ou du petit bourgeois qui estime que son statut ou ses privilèges sont prioritaires à ses yeux et qu'ils seront mieux représentés ou préservés dans le cadre du régime en place, d'où le soutien qu'il accorde à ses institutions, c'est l'orientation réactionnaire du mouvement ouvrier, du syndicaliste qui refuse de s'engager dans la voie du socialisme et s'accommode de la collaboration de classes.

Quelques éléments en complément de la causerie d'hier.

Ils le reconnaissent eux-mêmes. Le dette grecque ne peut qu'augmenter dans le future.

- "Il n'y a pas d'échelonnement de la dette contrairement à ce que l'on dit", a affirmé le coordinateur politique du PG, Eric Coquerel, sur iTELE. AFP 15.07

Notez bien que le PG est sur la même longueur d'onde que Merkel : pas question d'annuler la dette grecque. Ah les faits sont cruels parfois !

Coquerel est un salopard lorsqu'il procède à un amalgame ordurier entre ceux qui dénoncent la trahison de Tsipras à Le Pen et aux Sarkozystes, on l'invite à aller se faire foutre chez les Grecs qui lui réserveront sans doute un bon accueil.

Il a écrit : "*Je n'ai nul désir de joindre pas ma voix à ceux qui, dans notre « camp », crient trahison en parlant d'Alexis Tsipras. Ils ne voient pas ainsi qu'ils mêlent leur voix à celles de Le Pen et des Sarkozystes trop heureux de dénigrer l'espoir ainsi soulevé. Ce n'est pas Alexis Tsipras le problème. Ce serait confondre bourreau et victime. Le problème c'est Mme Merkel et ceux qui ont soutenu son bras qui tenait le révolver sur la tempe de Tsipras, M. Hollande en tête.*" (La Grèce n'est pas un protectorat allemand - legrandsoir.info 14.07) Nous ne publierons pas cet article, il est disponible sur le portail cité.

Oui le problème c'est Tsipras qui a confisqué le non du peuple grec du 5 juillet au profit du oui à la troïka le 13 juillet. C'est un escroc, un traître, il n'y a pas d'autre mot.

Non Mme Merkel n'est pas le problème, car ce n'est pas elle qui avait mandat de représenter les intérêts du peuple grec qui avait voté non à l'austérité le 5 juillet. Mme Merkel n'a fait que défendre les intérêts du camp qu'elle représentait, celui du capital, tandis que Tsipras a refusé de défendre les intérêts du camp qu'il était censé représenter.

Voilà la réalité, la vérité que le PG ne peut pas admettre ou regarder en face, ce qui l'oblige à utiliser les mêmes méthodes ignobles que celles utilisées par ses détracteurs et qu'il dénonçait il y a peu de temps encore. Il doit se réfugier dans le déni, déformer la réalité pour la rendre plus acceptable pour camoufler sa propre imposture.

La dette ou le coup du garrot.

- Le FMI appelle l'Union européenne à alléger la dette grecque - 20minutes.fr

Ce pré-accord prévoit une nouvelle aide de 82 à 86 milliards d'euros conditionnée à l'adoption rapide de réformes à Athènes et ne fait qu'une allusion rapide à un hypothétique allégement de la dette grecque, qui pèse environ 320 milliards d'euros.

Dans son rapport, le Fonds assure pourtant que la dette grecque est « totalement non-viable » et prévoit qu'elle approchera les 200

% de son produit intérieur brut dans « les deux prochaines années », contre un ratio d'environ 175 % actuellement.

Dans ce contexte, le Fonds estime que l'Europe n'a d'autre choix que d'alléger la dette grecque, une option âprement combattue par l'Allemagne, sans quoi l'institution de Washington se refusera à participer à l'assistance financière à la Grèce. 20minutes.fr 15.07

Endettement à durée indéterminée.

Le Point.- Le Fonds monétaire international (FMI) se montre de plus en plus pressant sur cette question. Après avoir publié une première analyse technique sur le poids de la dette grecque il y a à peine deux semaines, il a soumis une actualisation encore plus alarmiste aux Européens dimanche, en pleine négociation de l'accord. Un document évidemment passé sous silence en plein bras de fer, mais qui a finalement été publié mardi. Selon les experts de l'institution dirigée par Christine Lagarde, la dette grecque est désormais « hautement insoutenable ».

Le problème n'est pas tant l'énorme ratio de dette publique sur PIB de la Grèce (175 %) : l'essentiel de cette dette est en effet détenu par des créanciers publics moyennant des taux d'intérêt faibles et une longue période de grâce avant remboursement. Le problème vient du montant que la Grèce devra consacrer à moyen terme au remboursement de cette dette, puisqu'elle ne peut pas la renouveler sur les marchés financiers comme tous les autres pays endettés (y compris la France). Selon le FMI, il faut donc alléger massivement la dette grecque. Un effacement pur et simple étant inenvisageable politiquement, les Européens n'auront d'autre choix que de décider « une extension spectaculaire » de la période de remboursement avec une période de grâce sur les intérêts de 30 ans sur l'ensemble du stock de dettes, y compris sur le nouveau plan d'aide, considère le FMI. Une décision qui « va bien plus loin que ce qui a été envisagé jusqu'à présent », écrit-il. lepoint.fr 15.07

Quand le FMI dénonce les conséquences de la politique qu'il a lui-même imposée à la Grèce.

Grèce : bilan des critiques et perspectives d'avenir - Par Olivier Blanchard, Conseiller économique et Directeur, Département des études, FMI - Le 09 juillet 2015

À mon sens, les principales critiques peuvent être rangées dans quatre catégories :

- Le programme de 2010 n'a servi qu'à alourdir la dette et a exigé un ajustement budgétaire excessif. (L'aveu que la dette grecque n'a cessé de croître bien qu'elle ait bénéficié d'une décote de 100 milliards d'euros et déjà versé plus de 200 milliards d'euros d'intérêts à ses créanciers. - ndlr)

- Le financement accordé à la Grèce a servi à rembourser les banques étrangères. (Un pillage en règle de ses richesses par l'oligarchie financière au détriment du peuple grec. - ndlr

- Les réformes structurelles nuisibles à la croissance et l'austérité budgétaire ont provoqué une dépression économique. (Mesures exigées précédemment par le FMI. - ndlr)

- Les créanciers n'ont rien appris et ils continuent de commettre les mêmes erreurs. FMI 09.07

Pourquoi ce rapport ?

Le FMI est engagé auprès de la Grèce à hauteur de 2,6 milliards d'euros si je ne me trompe pas, ce qui est une somme dérisoire comparée aux 310 milliards d'euros que la Grèce doit à ses créanciers publics et privés. En se défaussant sur les Etats de la zone euro pour leur faire avaler une restructuration de la dette grecque que fait-il ? Il use d'un moyen de pression supplémentaire ou il recourt à un chantage pour qu'ils réalisent les réformes structurelles qu'il exige d'eux ou qu'ils s'endettent encore davantage, ce qui correspond justement aux recommandations de Washington.

En complément. Devinette. Qui tenait au maintien de la Grèce dans la zone euro ?

Hollande ? Raté !

Qui est à l'origine de la publication de ce texte pour forcer la main à l'Allemagne à accepter un accord avec la Grèce dans le cadre de son maintien dans la zone euro ? Réponse : Washington.

- Reuters raconte que les membres européens du conseil d'administration de l'institution se sont interrogés sur l'utilité de publier un tel rapport trois jours avant le référendum grec. Majoritairement pour la publication, les Etats-Unis ont finalement fait publier le texte. agefi.fr 13.07

Les derniers évènements en Grèce

- Grèce : un vote sous tension - Francetv info

Les députés grecs se prononcent ce soir, mercredi 15 juillet, sur l'accord conclu à Bruxelles, pour un troisième plan d'aide à la Grèce. Les débats sont houleux au Parlement, notamment au sein de la majorité.

"Depuis quelques heures, Alexis Tsipras enregistre les défections, à la fois dans son gouvernement et dans son propre parti", rapporte Clément Le Goff en direct d'Athènes, ajoutant que la vice-ministre des Finances a même démissionné aujourd'hui.

Pendant que les députés débattent, dans les rues d'Athènes, des Grecs manifestent contre cet accord. Ils dénoncent un coup d'État des créanciers. "On est là ce soir contre ces nouvelles mesures. Cela va être une catastrophe pour les plus pauvres, pour les intérêts du peuple grec", confie un manifestant au micro de France 2. Francetv info 15.07

Quelques heures plus tard.

Le Parlement grec a adopté jeudi une série de dures réformes demandées par les créanciers de la Grèce en préalable à un nouveau plan d'aide, malgré plusieurs défections dans le camp du Premier ministre Alexis Tsipras.

Grèce: «Alexis Tsipras va effectuer une purge au sein de son parti»

En tout, 229 députés ont validé le texte, 6 se sont abstenus et 64, dont la présidente du Parlement Zoé Konstantopoulou, ont voté contre ces mesures, notamment des hausses de TVA et une réforme des retraites.

Au total, 32 députés de Syriza, la formation de gauche radicale d'Alexis Tsipras, ont voté contre, tandis que 6 se sont abstenus lors de ce vote sous haute tension, précédé d'une manifestation anti-austérité qui a donné lieu à des incidents dans le centre d'Athènes. Le chef du gouvernement a toutefois pu compter sur les voix de son partenaire de coalition, le parti de droite souverainiste ANEL, et sur celles de l'opposition. 20minutes.fr 15.07

- La vice-ministre des Finances grecque démissionne - Le Huffington Post

Elle a annoncé ce mercredi 15 juillet, jour de vote au Parlement grec, qu'elle démissionnait de son poste pour protester contre le texte.

"Je ne vais pas voter en faveur de ce projet de loi et je crois qu'on ne peut pas rester au gouvernement si on vote contre", a indiqué la ministre aux médias, après avoir publié cette lettre adressée lundi au premier ministre lui expliquant qu'elle allait démissionner car "la solution imposée à la Grèce" par les créanciers, "n'était pas viable", selon elle.

Les mesures "vont aggraver la situation d'un peuple épuisé"

"Dans une guerre, quand les puissances de l'adversaire sont supérieures d'une façon écrasante, on peut se permettre de capituler pour reconstituer ses propres forces", écrit Nadia Valavani. "Toutefois, cette capitulation était si écrasante qu'elle ne permet pas cette reconstitution" car les nouvelles mesures, "signées par nous-mêmes vont aggraver la situation d'un peuple épuisé et ce sera la pierre tombale (du parti) pendant plusieurs années", a-t-elle ajouté.

Autre annonce de mauvais augure pour Alexis Tsipras, la démission annoncée par plusieurs médias de Manos Manousakis, secrétaire général du même ministère des Finances. Il a lui aussi décidé de démissionner en raison du vote au Parlement grec sur l'accord trouvé avec les créanciers lundi. Le Huffington Post 15.07

- Grèce : les Grecs expriment de nouveau le "non" - Francetv info

- Grèce: échauffourées à Athènes avant le vote au Parlement - AFP

Des échauffourées entre la police et des manifestants armés de cocktails molotov ont éclaté à Athènes mercredi soir à l'issue de manifestations contre le nouveau plan d'aide à la Grèce que le Parlement doit adopter avant minuit, selon des journalistes de l'AFP. Une manifestation qui avait rassemblé quelque 12.000 personnes selon la police, ont constaté des journalistes de l'AFP.

"Non aux privatisations, sauvons les ports, la (compagnie nationale d'électricité) DEI, les hôpitaux !", pouvait-on lire sur une banderole déployée devant le Parlement convoqué pour voté en procédure d'urgence l'accord trouvé lundi à Bruxelles en échange de nouveaux prêts d'environ 90 milliards d'euros et d'un rééchelonnement de la dette.

"Abolition du mémorandum, effacement de la dette", réclamait Adedy, le puissant syndicat de la fonction publique.

"Je suis là parce que le gouvernement n'a pas respecté notre vote du 5 juillet, ni ce que nous vivons depuis cinq ans. J'ai fait des études et je ne trouve pas de travail, seulement des heures mal payées", a témoigné Heleni, 28 ans, qui manifestait aux côtés de l'extrême gauche.

"Nous n'avons plus d'argent, il y a des millions de chômeurs, nous ne pourrons pas supporter un troisième plan", se lamentait Maria Dimitrae, qui a défilé dans le cortège du parti communiste KKE.

Le Premier ministre Alexis Tsipras doit faire face à une fronde politique issue de son propre parti Syriza et au mécontentement de nombreux Grecs qui s'estiment trahis par l'accord de Bruxelles, jugé encore plus sévère pour leur pays que celui qu'ils avaient rejeté par référendum le 5 juillet.

Le ministre des Finances Euclide Tsakalotos a déclaré pendant les débats parlementaires que ce n'était "pas un bon accord" mais que le gouvernement emmené par Syriza n'avait "pas eu le choix", à moins de précipiter la Grèce hors de l'euro.

Par ailleurs, une grève dans la fonction publique grecque a ralenti mercredi l'activité des transports ou des hôpitaux.

- Grèce : Yanis Varoufakis publie sa version annotée et corrosive du nouvel accord avec la troïka
- huffingtonpost.fr

L'ex ministre des finances grec Yanis Varoufakis, démis de ses fonctions au lendemain du référendum du 5 juillet, ne s'est pas résigné à prendre une retraite discrète. Au contraire. Après plusieurs interventions musclées et à quelques heures du vote du Parlement sur l'accord du 13 juillet, il a publié une version intégrale du texte, avec ses remarques et annotations corrosives.

Voici ses dix remarques les plus cinglantes à propos de cet accord qu'il a comparé au Traité de Versailles, symbole de l'humiliation de l'Allemagne à l'issue de la Première guerre mondiale, en 1919:

Et aussi: La version intégrale de l'accord annoté par Varoufakis

1. Berlin ne fait confiance qu'au FMI

"Il est attendu d'un État membre de la zone euro demandant l'assistance financière du MES qu'il adresse, lorsque cela est possible, une demande similaire au FMI. Il s'agit d'une condition préalable pour que l'Eurogroupe approuve un nouveau programme du MES. La Grèce demandera donc que le FMI maintienne son soutien (surveillance et financement) à partir de mars 2016. [Berlin croit toujours que la Commission n'est pas fiable pour 'policer' les propres plans de sauvetage de l'Europe.]

2. Une totale soumission de la Grèce est exigée

"Compte tenu de la nécessité de rétablir la confiance avec la Grèce, le sommet de la zone euro se félicite que la Grèce ait pris l'engagement de légiférer sans délai sur une première série de mesures." [la Grèce doit se soumettre elle-même à un waterboarding (technique d'interrogatoire qui simule la noyade, NDLR) fiscal, avant même qu'aucun financement ne soit proposé]

3. La hausse de la TVA, catastrophique et inefficace

"une rationalisation du régime de TVA [pour la rendre plus rétrograde, grâce à une hausse des taux qui encourage la fraude à la TVA] et un élargissement de l'assiette fiscale afin d'accroître les recettes" [infligeant un coup majeur à la seule industrie de croissance grecque - le tourisme]

4. Encore et toujours plus d'austérité

"la pleine mise en œuvre des dispositions pertinentes du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, notamment en rendant opérationnel le conseil budgétaire avant la finalisation du protocole d'accord et en introduisant des réductions quasi automatiques des dépenses en cas de dérapages par rapport à des objectifs ambitieux d'excédents primaires, après avoir sollicité l'avis du conseil budgétaire et sous réserve de l'accord préalable des institutions [le gouvernement grec, qui sait que les objectifs fiscaux imposés ne seront jamais atteint avec l'austérité imposée, doit s'engager à plus d'austérité automatique comme résultat des nouveaux échecs de la troïka]

5. Faillites en cascade

"l'adoption du code de procédure civile, qui représente une refonte en profondeur des procédures et modalités propres au système de justice civile et peut accélérer considérablement les procédures judiciaires et réduire les coûts dans ce domaine

[faillites, expulsions, et liquidation de milliers de foyers et de commerces qui ne sont plus en position de payer leur emprunt/loyer]

6. Syriza doit être humilié

"Le sommet de la zone euro souligne la nécessité cruciale de rétablir la confiance avec les autorités grecques, condition préalable pour un éventuel futur accord sur un nouveau programme du MES. À cet égard, il est essentiel que la maîtrise du processus revienne aux autorités grecques, et les engagements pris dans ce contexte devraient être suivis d'une mise en œuvre effective. [le gouvernement Syriza doit être humilié au point qu'il lui est demandé de s'imposer à lui-même une rude austérité comme premier pas vers la demande d'un autre prêt de sauvetage toxic, du genre de ceux que Syriza combat, ce pour quoi il est connu internationnalement]

7. L'asphyxie tactique des créanciers

"Afin de pouvoir servir de base à la conclusion positive du protocole d'accord, les mesures de réforme présentées par la Grèce doivent être sérieusement renforcées compte tenu de la profonde dégradation de la situation économique et budgétaire du pays au cours de l'année dernière. [le gouvernement Syriza doit accepter le mensonge selon lequel il a, et non l'asphyxie tactique de ses créanciers, causé la profonde détérioration des six derniers mois - la victime doit prendre le blâme à la place du méchant]

8. Les sommes dérisoires des privatisations

"élaborer un programme de privatisation nettement plus étoffé avec une meilleure gouvernance; des actifs grecs de valeur seront transférés dans un fonds indépendant qui monétisera les actifs par des privatisations et d'autres moyens. La monétisation des actifs constituera une source permettant le remboursement programmé du nouveau prêt du MES et générera sur la durée du nouveau prêt un montant total fixé à 50 milliards d'euros, dont 25 milliards d'euros serviront au remboursement de la recapitalisation des banques et d'autres actifs, et 50 % de chaque euro restant (c'est-à-dire 50 % de 25 milliards d'euros) serviront à diminuer le ratio d'endettement, les autres 50% étant utilisés pour des investissements. [le bien public sera vendu et les sommes dérisoires iront au service d'une dette insoutenable - avec précisément aucun reste pour l'investissement public ou privé]

9. Faire de la Grèce une technocratie inepte

"conformément aux ambitions du gouvernement grec, moderniser et considérablement renforcer l'administration publique grecque, et mettre en place, sous l'égide de la Commission européenne, un programme de renforcement des capacités et de dépolitisation de l'administration publique grecque. [Transformer la Grèce en une zone zéro-démocratie calquée sur Bruxelles, une forme de prétendu gouvernement technocratique, qui est politiquement toxique et macro-économiquement inepte]

10. Une dette insoutenable? Ca alors!

"De sérieux doutes planent sur le caractère soutenable de la dette grecque. [Vraiment? Ca alors!] Cela est dû au relâchement des politiques au cours des douze derniers mois, qui a entraîné la dégradation récente de l'environnement macroéconomique et financier du pays. Le sommet de la zone euro rappelle que les États membres de la zone euro ont, tout au long de ces dernières années, adopté une série impressionnante de mesures pour soutenir la viabilité de la dette de la Grèce, qui ont allégé le service de la dette de la Grèce et sensiblement réduit les coûts." [ce ne sont pas les plans de 'sauvetage' de 2010 et 2012 qui, en conjonction avec une austérité destructrice de PIB, ont fait grimper la dette jusqu'à des hauteurs immenses - c'est la perspective, et la réalité, d'un gouvernement qui a critiqué ces prêts... qui a rendu la dette insoutenable!] huffingtonpost.fr 15.07

En famille en France.

- Grèce : l'Assemblée nationale approuve l'accord - Francetv info

En France, 412 députés contre 69 ont voté mercredi 15 juillet l'accord européen sur la Grèce. Une majorité pour un texte qui est pourtant loin de faire l'unanimité. Une petite trentaine s'est abstenue. Au Sénat, qui votait simultanément, l'accord a été plébiscité à 260 voix contre 23.

«C'est une question qui m'obsède», confesse le communiste André Chassaigne. Lui assure que le vote contre à l'unanimité des dix députés Front de gauche était le «meilleur outil pour marquer son soutien à la Grèce». Après avoir applaudi l'accord tout juste signé, lundi matin, Chassaigne dit avoir fait volte-face en découvrant son contenu «désastreux». Pour le frondeur Pouria Amirshahi, le meilleur appui à Tsípras passe par l'abstention. Le socialiste avait lancé un appel à ses camarades recommandant de «ne pas tirer une balle dans le pied» des Grecs sans pour autant «avaliser ce coup de force arrogant». Des «copains de Syriza» qu'il a joints au téléphone lui «ont demandé de ne pas voter contre mais de faire entendre leur différence : je ne vais donc pas me faire plus grec que les Grecs». Francetv info 15.07

Les masques tombent.

- Grèce: les frondeurs PS vont majoritairement voter pour l'accord - AFP

ACTUALITE EN TITRES

La justice des tyrans arabo-sionistes.

- Pénalités de l'UMP : le parquet de Paris réclame un non-lieu - LeFigaro.fr

- La justice annule la décision de faire de Marwan Barghouti un citoyen d'honneur d'Aubervilliers - AFP

Le tribunal administratif de Montreuil (Seine-Saint-Denis) a suspendu une décision de la mairie communiste d'Aubervilliers de décerner au Palestinien Marwan Barghouti le rang de citoyen d'honneur de la ville, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Considérant que la décision de la mairie était "susceptible de porter atteinte à l?ordre public et entachée d'erreur manifeste d'appréciation", car elle "porte sur une affaire relevant de la politique étrangère de la France, en intervenant dans un conflit international" et que "la commune d'Aubervilliers (est) jumelée avec une ville de Palestine et lui apporte un soutien financier de longue date", le tribunal a décidé de la suspendre le 7 juillet.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) avait saisi le préfet de la Seine-Saint-Denis ainsi que la justice administrative, le 5 janvier, pour faire annuler une délibération du conseil municipal de la mairie communiste d'Aubervilliers qui visait à faire citoyen d'honneur ce leader palestinien, condamné à perpétuité par Israël pour son implication dans des attaques meurtrières.

Dans un communiqué, le BNCVA s'est dit "satisfait" de ce jugement annulant une décision qui décernait "au terroriste palestinien Marwan Barghouti le titre de citoyen d'honneur de la ville".

Cette municipalité de la banlieue nord de Paris entendait saluer en cet ancien secrétaire général du Fatah, "un homme de paix et de dialogue" qui "oeuvre pour résoudre pacifiquement le conflit israélo-palestinien" avait-elle indiqué au moment de la délibération en décembre 2014.

Derrière les barreaux depuis 2002, Marwan Barghouti, l'un des leaders de la deuxième Intifada (2000-2005) est devenu pour les Palestiniens l'un des symboles de la résistance à l'occupation israélienne. AFP 15.07

- Alpes-Maritimes : la famille royale saoudienne veut interdire l'accès à une plage publique pour son séjour - Francetv info

Propriétaire d'une résidence sur le littoral de Vallauris (Alpes-Maritimes), la famille royale a entrepris des travaux de clôture sur la plage publique de la ville, en vue de son séjour prochain. Le chantier a été interrompu, mercredi 15 juillet, à la demande de la préfecture.

Selon Philippe Castanet, une réunion de travail doit se tenir jeudi entre les autorités françaises et des émissaires du roi d'Arabie Saoudite. Le but : déterminer quel dispositif va être mis en place autour de la propriété pour assurer la sécurité de la famille royale.

"La plage publique devrait être totalement interdite au public le temps du séjour de la famille royale, a tout de même affirmé le sous-préfet de Grasse.

- Deux cadres de l'ETA mis en examen et écroués en France - LeFigaro.fr

6 mois pour préparer une hypothétique décapitation...

- Un attentat contre des installations militaires déjoué en France - Reuters

Quatre personnes, dont l'une était connue pour ses liens avec la mouvance djihadiste, ont été interpellées cette semaine alors qu'elles préparaient un acte terroriste contre des installations militaires françaises, a déclaré mercredi le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve.

Les quatre personnes, âgées de 16 à 23 ans et dont l'une est un ancien militaire réformé de la marine nationale, ont été arrêtées lundi "à l'aube, en quatre points différents du territoire", a dit le ministre dans une déclaration à la presse.

Les quatre suspects sont en garde à vue depuis lundi au siège de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), avait-on appris un peu plus tôt de source proche du dossier.

Les interpellations ont été effectuées par les agents de la DGSI dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte le 23 juin pour "association de malfaiteurs en vue de préparer un acte de terrorisme", a dit Bernard Cazeneuve.

De source proche du dossier, on précisait en fin de soirée que l'attentat était prévu pour janvier 2016.

Selon l'AFP, les mis en cause projetaient de décapiter un militaire gradé et de filmer la scène. Trois d'entre eux auraient reconnu leurs intentions, et la garde à vue du mineur de 16 ans aurait été levée mercredi soir, affirme Le Monde.

Le ministre a salué le "très minutieux travail" qui a précédé cette procédure. Reuters 15.07

J'avais bien envisagé de décapiter Cazeneuve... à une date qui malheureusement demeure indéterminée. Je le précise pour faciliter le boulot de la DGSI qui pourrait au moins me donner des tuyaux sur son emploi du temps, côté quincaillerie j'ai déjà ce qu'il faut sous la main, une bonne machette indienne fera l'affaire. Ici on s'en sert quotidiennement pour découper discrètement un bonhomme en morceaux sans même se donner la peine de les disperser, puisque la plupart du temps les auteurs ne seront jamais retrouvés.

Je déconne, il fallait bien qu'ils justifient l'occupation militaire du pays ou qu'ils trouvent quelque chose à se mettre sous la dent pour justifier leur "guerre contre le terrorisme" ou leur "guerre des civilisations", leur budget de guerre contre tous les peuples.

Haut de page

Le 17 juillet 2015

CAUSERIE

J'ai rajouté 4 articles que j'avais oublié de charger hier dans le serveur du portail, donc vous aviez les adresses mais ils n'étaient pas possible de les télécharger. On ajoutera des articles ce soir ou demain matin.

On a dépassé les 200 connexions à la page d'accueil du site depuis le début de la semaine avec plus de 30.000 téléchargements d'articles en une semaine.

C'est marrant tout de même, chaque fois qu'un évènement important se produit, le nombre de connexions grimpent en flèche comme si les militants savaient quel portail allait leur fournir un maximum d'informations et analyses. Bravo à vous ! car moi je ne fais que faire mon devoir ou ce que je peux.

Un complément à propos de la crise du POI.

En réalité on ne sait pas trop ce qui est en train de se passer au POI. Si j'ai bien compris deux courants s'affrontent au sein de son courant communiste internationaliste (CCI) ou trotskyste, ente ceux minoritaires qui estiment que la priorité du parti serait sa construction sur la ligne politique de la rupture avec l'UE et sous réserve avec la Ve République, et ceux majoritaires qui privilégieraient une ligne orientée vers les syndicalistes au détriment de la construction du parti.

Cette querelle d'appareil a quelque chose de surréaliste ou de stérile, dans la mesure où dès l'après-guerre le PCI avait adopté la stratégie de la majorité actuelle du CCI ou elle sera orientée dans cette direction, P. Lambert prenant la direction de la commission ouvrière ou le travail dans les syndicats. Et que ce soit les ex-lieutenants de Lambert issus de l'OCI qui incarnent la ligne trade-unioniste ou ouvertement réformiste de la fraction majoritaire est révélateur qu'en réalité les dirigeants de ce courant politique n'avaient jamais eu l'intention de construire le parti, cet épisode en sera peut-être le point d'orgue ou l'achèvement en portant le coup de grâce à l'illusion qu'il incarnait l'héritage du trotskysme ou du marxisme auquel il avait résolument tourné le dos dès la mort de Trotsky, ce dont certains vont commencer à ne s'apercevoir que 75 ans plus tard, et encore, à notre avis ils en demeureront toujours incapables, ils sont trop sclérosés et trop vieux pour admettre qu'ils se sont fourvoyés si longtemps et évoluer maintenant.

C'est Lambert qui avait initié le révisionnisme au sein de ce courant politique qui prendra la forme du front unique et dont le

contenu sera tourné vers les appareils du PS et du PCF ainsi que ceux des syndicats que ces deux partis contrôlaient et contrôlent toujours. A ce stade à partir du peu d'éléments en notre possession, il semble que les deux fractions qui s'affrontent au sein du CCI incarnent cette même stratégie ou pour être plus précis se la partagent, la majorité en direction des syndicats et la minorité en direction du Front de gauche et accessoirement ou dans une moindre mesure du PS depuis mai 2012 tout en continuant de lorgner sur les syndicats, leur fonds de commerce commun sans lequel le POI n'existerait tout simplement pas, idem pour le NPA et LO d'ailleurs.

Disons en résumé que la majorité assume son révisionnisme ou avoir définitivement tourné le dos au socialisme, alors que la minorité en demeure incapable pour avoir fait du combat contre le révisionnisme son cheval de bataille, on devrait peut-être dire son tour d'illusionnisme préféré tout en étant elle-même profondément gangrenée par le réformisme. Et puis il s'agit davantage d'une lutte entre des permanents à vie ou des bureaucrates qui ont fait carrière dans les syndicats, principalement FO mais aussi à la CGT, tous roulant pour leurs appareils corrompus et les ménageant, Informations ouvrières publiant leurs communiqués sans se donner la peine d'ajouter le moindre commentaire critique, de formuler la moindre réserve sur leurs réelles intentions au point que ses lecteurs seront amenés à les prendre tels quels, ce qui revient à les induire en erreur au profit de ces appareils.

L'accélération et l'amplification de la crise du capitalisme s'est traduite par la radicalisation et la droitisation de tous les partis des Républicains au PS en passant par le Front de gauche, il n'y avait donc aucune raison que le POI soit épargné par cette épidémie ou ne leur emboîte pas le pas, ce qui devait alimenter la crise (rampante depuis des années) en son sein qui éclate aujourd'hui. Le NPA est déjà passé par ce processus qui s'est traduit par la perte de plus de la moitié de ses adhérents depuis sa fondation, LO étant recroquillée sur elle-même telle la secte qu'elle a toujours été.

Que la crise du POI porte sur ses rapports à FO et son appareil n'a rien de nouveau, puisqu'en 2005 le secrétaire de la fédération de l'Yonne avait été viré pour avoir osé soulever cette question, par Gluckstein m'avait-il été précisé à l'époque par l'intéressé. Ce qui me fait dire que l'affrontement entre ces deux fractions du CCI porterait davantage sur les avantages qu'elles comptaient tirer de leur soumission à l'appareil de FO plutôt que la question des rapports du POI à FO qui serait en fait mal poser la question qui les déchire, une histoire sordide d'intérêt et de pouvoir l'un et l'autre étant liés, et qu'en aucun cas en dernière analyse il ne serait question d'un désaccord politique de fond, qui s'il devait exister aurait eu l'occasion de se manifester en de multitudes occasions en 30 ou 50 ans, ce qui n'a jamais été le cas entre les dirigeants de ces deux fractions du CCI, on ne voit pas pourquoi ni comment elle pourrait surgir soudain sur ce plan-là, en tout cas on n'en a pas décelé les moindres prémices dans Informations ouvrières.

Les dirigeants de ce courant politique auquel j'ai appartenu à la fin des années 70 n'ont jamais été capables de se tourner résolument vers les masses exploitées et ses couches les plus défavorisées. Ils ont commencé par se tourner vers l'aristocratie ouvrière et l'élite intellectuelle représentée par le corps enseignant et les étudiants, puis à partir de 1981 ils se sont tournés vers le PS (et ses satellites bourgeois) et le PCF, sans plus de succès, ensuite ils ont infléchi leur ligne politique en direction de leurs élus (les maires) et même au-delà de ces partis, sans davantage de succès, enfin en cause de désespoir ils sont revenus à leur terrain de prédilection, les syndicalistes dont Trotsky disaient qu'ils incarnaient la droite du parti, donc virant toujours plus à droite, car sans perspective politique et sans que le régime ne puisse dorénavant supporter ou tolérer la moindre réforme sociale leur orientation tend de plus en plus à avoir un contenu corporatiste, réactionnaire, ce qui ne gênera pas outre mesure les dirigeants du POI qui le maquilleront en actes valeureux de résistance.

Quant aux rapports détestables qu'auraient entre eux les dirigeants de ces deux fractions du CCI rapportés par Présumey, ou le fonctionnement antidémocratique de ce parti, je préfère ne rien en dire, je constate seulement qu'ils confirment tout le bien que j'en pensais et que j'avais eu l'occasion d'écrire en 2005.

Finalement je persiste et signe puisque les faits tendent à me donner raison, que Lambert était un imposteur ou il l'était devenu très rapidement, et que les partis qu'il allait contrbuer à construire étaient des partis démocratiques petits bourgeois du même type que le PG ou Syriza à la sauce trotskyste puisque telle était son origine, tout comme le NPA ou LO, qui n'ont jamais été capables de conquérir des pans entiers de la classe ouvrière dont ils se sont toujours détournés au profit de ses couches supérieures.

On n'a pas le temps ici, mais il serait intéressant de se pencher sur le sort que le régime réserva à ces couches privilégiés à partir du milieu des années 70 jusqu'à nos jours, de faire le rapprochement s'il existe, entre les offensives que les gouvernements successifs déclenchèrent contre ces diférentes couches privilégiées par le régime ou la place qu'elles occupaient dans l'appareil de production, nationalisée ou non, on y trouverait peut-être un lien (avec) ou l'origine des différentes crises que traversèrent l'OCI, le PT et maintenant le POI puisqu'ils n'ont jamais incarné d'autres couches de travailleurs. Ajoutons que ces offensives de la réaction correspondaient à différents stades de la crise du capitalisme mondiale ou du stalinisme qu'incarnera l'arrivée au pouvoir de Mitterrand, l'implosion de l'URSS, l'adoption du traité de Maastricht, le projet de TCE et le référendum de 2005, l'élection de Sarkozy, apparemment les épurations successives qui ont eu lieu au PCI puis au PT et au POI y correspondaient...

Ces réflexions politiques m'ont été inspirées en grande partie à partir de la lecture d'Informations ouvrières, dont j'ai signalé à plusieurs reprises qu'il n'y figurait aucune analyse politique de fond en dehors des refrains habituels sur l'agonie de la Ve République depuis 1958, tout au plus y figure des commentaires politiques style revue de presse de l'AFP ou des chroniques sans profondeur dignes d'un chroniqueur de Libération ou du Monde, et qu'il était devenu une sorte de feuille syndicale, un complément à FO magazine en somme, et qu'il était inutile d'y chercher la moindre trace de leur combat contre la

guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses pour formater leur conscience et les détourner de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, même le combat contre la désinformation forcenée à laquelle se livrent les médias en est absent, le tout correspondant à leur conception (figée et obsolète) de la lutte des classes et aux rapports qu'ils ont établis avec la classe ouvrière et qui n'ont jamais changé malgré les profondes transformations de la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, avec le succès que l'on sait.

Vous aurez remarqué que nous sommes demeuré relativement modéré dans nos propos, bien que nous appelions de nos voeux depuis longtemps l'éclatement du CCI-POI, espérant toujours qu'on parviendra à regrouper un jour le meilleur de l'avant-garde révolutionnaire dans un nouveau parti communiste composé de tendances comme dans le parti bolchevik qui en comptera jusqu'à une dizaine, ce qui est loin d'être gagné dès lors qu'il y a des intérêts individuels en jeu, ce qui n'est pas notre cas du fin fond de l'Inde.

A de multiples reprises désespérément nous avons appelé à faire le bilan de la lutte de classe de la seconde moitié du XXe siècle pour corriger nos erreurs ou cerner nos faiblesses, honnêtement, sans a priori ni tabou, sans esprit de vengeance ou chercher qui avait eu tort ou raison, sans se livrer à une chasse aux sorcières, sereinement, tranquillement, sérieusement, en vain jusqu'à présent. Y parviendrons-nous ? C'est le seul espoir qu'il nous reste pour sortir de la situation inextricable dans laquelle nous nous sommes mis nous-mêmes, on ne peut l'imputer à personne d'autres, dès lors à chacun ses responsabilités.

Vous pouvez nous envoyer vos contributions, nous les publierons intégralement.

Vidéo

TAFTA : Le scandaleux forcing du président Schulz au Parlement européen -11 juillet 2015
https://www.youtube.com/watch?v=qYr9ev0l3VA

Cette fois, Martin Schulz n'y est pas allé par quatre chemins. Il ne lui a pas suffi de faire le forcing pour reporter, voilà un mois, le vote sur le TTIP (Grand Traité transatlantique, ou TAFTA) le mois dernier. Aujourd'hui, interprétant librement le règlement, le président du Parlement européen est allé jusqu'à interdire le vote d'un amendement contre la clause des tribunaux arbitraux privés proposée par le Mouvement 5 Étoiles.

Le plan des grandes multinationales et des lobbies a donc réussi au sein du parlement de Bruxelles et de Strasbourg. En un mois, ils sont parvenus à convaincre la majorité des eurodéputés indécis, surtout italiens. Ceux qui, jusqu'au mois dernier, auraient voté contre la clause de la discorde.

Dans cette vidéo, l'eurodéputée Tiziana Beghin, porte-parole du Mouvement 5 Stelle, nous explique ce qui s'est passé. ilFattoQuotidiano.fr

A propos de Syriza et la situation en Grèce.

A quoi ont servi les élections législatives de janvier 2015 ?

A quoi devait servir l'accession de Syriza au pouvoir ?

Permettre de réaliser l'union nationale autour du mémorandum de la troïka ou rassembler les classes et couches moyennes, la petite bourgeois au côté de la bourgeoisie, servir le régime en place.

- Mordorandum1 : adopté par 172 députés
- Mordorandum2: adopté par 199 députés
- Mordorandum3 : adopté par 229 députés (source : Le blog grec okeanews.fr 17.07)

Bravo à Syriza et Tsipras, mission accomplie ! Ils ont fait mieux que la Nouvelle Démocratie et le Pasok réunis.

Le programme de Syriza (pas plus que celui du FdG ou de Podemos) n'incluait pas la rupture avec l'euro et l'UE, donc partant de ce constat tout le monde était censé savoir à quoi s'en tenir sur cette coalition. Syriza a été conçue pour se substituer au Pasok sur la même base programmatique en somme, puisque cette coalition n'entendait pas se donner les moyens économiques et politiques de rompre avec la politique du Pasok et de la Nouvelle Démocratie, elle devait au fil du temps et très rapidement en faire la démonstration une fois au pouvoir, ce qu'elle vient de démontrer.

Mais à la limite peu importe le contenu du progamme d'un parti politique, d'un mouvement ou une coalition rergroupant différentes formations politiques, ce n'est pas lui qui détermine sa nature sociale, mais la manière dont il le met en oeuvre au quotidien, pour le compte de qui, de quelle classe.

C'est ainsi que la SFIO puis le PS pouvaient inscrire dans leur programme l'objectif de mettre un terme à la propriété privée des moyens de production sans jamais réellement combattre pour atteindre cet objectif. Le même constat vaut pour tous les partis de l'avant-garde issus du trotskysme qui ne se sont jamais donnés les moyens de construire un nouveau parti communiste.

Si on devait tenir compte de tous les écrits ou toutes les déclarations contradictoires des dirigeants de tous les partis, on en arriverait à la conclusion qu'il serait impossible de les caractériser politiquement, et c'est bien là l'un de leurs objectifs, faire en sorte que leur opportunisme ou leur imposture ne puisse jamais être démasquée et combattue par les véritables militants socialistes, communsites ou trotskystes.

Syriza et Tsipras ont disposé de six mois pour rompre avec la troïka, et au lieu de cela ils sont allés de compromission en compromission pour aboutir au bouquet final empoisonné de cet accord avec l'Eurogroupe et la troïka, qui ne laisse plus aucun doute sur leurs réelles intentions et leur véritable nature sociale capitaliste ou de droite.

Alors que la Nouvelle Démocratie et le Pasok rejetés par la majorité du peuple grec lors des élections législatives de janvier dernier incarnaient les institutions grecques, Syriza et Tsipras auront eu le mérite de ramer pour le compte de ces institutions antidémocratiques jusqu'à s'y fondre une fois parvenus au pouvoir pour le plus grand bonheur et profit de la classe dominante.

Ce qu'elle leur reproche ou ne peut pas digérer, c'est que Syriza incarne même de façon déformée la résistance du peuple grec à sa politique coïncidant avec celle de la troïka, de telle sorte que Syriza alimente les illusions des masses grecques qu'il serait possible d'appliquer une autre politique qui leur serait favorable, alors qu'elles doivent au contraire s'inscrustrer profondément dans le crâne l'idée qu'il n'en existe pas d'autres, et qu'elles doivent se soumettre de gré ou de force à celle qu'elle leur a imposée depuis des années, au point d'apparaître comme une fatalité contre laquelle il est inutile de résister puisque personne n'en serait finalement responsable. Le néolibéralisme est une idéologie totalitaire qui ne peut souffrir aucun compromis.

Syriza et Tsipras joue donc le jeu de la classe dominante à travers cet accord scélérat, qui avait également pour but de briser nette la résistance des travailleurs grecs, au-delà même de la confiance limitée qu'ils avaient pu placer dans Syriza, puisqu'il n'existe aucun parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom en Grèce, ils vont se retrouver sans représentation politique et totalement désarmés théoriquement pour organiser leur résistance et affronter le gouvernement en place, ne pouvant pas compter sur des syndicats corrompus, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur détermination pour continuer le combat contre toute nouvelle régression sociale, donc dans les pires conditions qui soient.

Le seul espoir pour le prolétariat grec repose sur l'évolution du processus politique en cours, qui permet de clarifier et de répondre à tout un ensemble de questions politiques non résolues, dont celle du pouvoir ou de l'Etat, pour autant que les masses exploitées soient en mesure d'en tirer des enseignements politiques sur leur propre terrain de classe, ce qui va s'avérer très difficile, voire impossible en l'absence d'un parti ouvrier indépendant du régime exprimant consciemment ce processus et définissant les tâches et objectifs politiques que les travailleurs doivent se fixer, axe politique autour duquel ils pourraient se rassembler et que l'avant-garde ouvrière doit adopter et leur proposer.

Qui a osé dire ?

1- "*Je suis personnellement fier de cette bataille parce que nous nous sommes battus avec obstination pour les droits de notre peuple*".

Réponse : Tsipras (Francetv info 16.07)

Il confond le peuple et les banquiers, à moins que pour lui le peuple ne se réduise à la "*classe moyenne instruite, opulente, hautement privilégiée,« éduquée dans le postmodernisme »*". (Le problème de la Grèce n'est pas seulement une tragédie. C'est un mensonge. - John Pilger - Arrête sur Info)

2- "*Je reconnais que ces mesures budgétaires sont rudes, qu'elles ne seront pas bénéfiques pour l'économie, mais je suis forcé de les accepter.*"

Réponse : Tsipras (Reuters 16.07)

Dites plutôt pour être honnête, que vous vous êtes placé vous-même dès l'origine délibérément dans une situation conduisant à les accepter en comptant en tirer profit ou les couches de privilégiés dont vous faites partie et que vous représentez.

On comprend que votre volonté ne puisse pas aller à l'encontre de vos intérêts, quitte à sacrifier ceux de la classe ouvrière dont vous vous foutez complètement.

C'est la fête !

- Montebourg invite Varoufakis à la fête de la Rose - 20minutes.fr

Fiesta - L'ancien ministre grec des Finances sera la vedette de la sauterie annuelle de l'ancien ministre socialiste... 20minutes.fr 16.07

Les lâches. Ils sont incapables d'assumer leur imposture.

Parti de gauche. Eric Coquerel - "Beaucoup de choses auraient été préférables à cette accord", botte-t-il cependant en touche quand on lui demande s'il fallait aller jusqu'à la sortie de la zone euro. huffingtonpost.fr 16.07

Tout sauf avancer sur la voie du socialisme en rompant avec l'euro et l'UE, impensable pour le Parti de gauche si mal nommé.

Podemos. Pablo Iglesias - Les Espagnols seront invités dans les prochaines heures à se prononcer sur le plan d'aide. Les regards se tournent dès lors vers Podemos, l'allié espagnol de Syriza. Et là, surprise, c'est un soutien à Alexis Tsipras qui est adressé. "Moi comme Alexis n'aimons pas l'accord, mais c'était une situation limite: soit l'accord, soit une sortie de l'euro", a affirme Pablo Iglesias, le patron de cette formation dans la matinée du jeudi 16 juillet. Et l'eurodéputé d'enfoncer le clou dans l'après-midi avec un tweet qui laisse peu de place au suspens. "Nous soutenons ce que le gouvernement grec a approuvé", a dit encore plus clairement Íñigo Errejón, le numéro 2 du parti qui n'a pas de députés et n'a donc pas à se prononcer formellement sur le plan. huffingtonpost.fr 16.07

Leur " *limite*", ce n'est pas seulement l'euro ou l'UE, c'est le capitalisme, leur horizon indépassable.

Fuyez en courant ces partis de l'euro, pas une voix !

En complément.

"Nous savons que le meilleur atout du peuple grec serait la victoire de Podemos en Espagne et la nôtre en France. Nous y travaillons", lance Jean-Luc Mélenchon. huffingtonpost.fr 16.07

Quel cauchemar ! Il a raison Mélenchon, qu'on en finisse tout de suite avec ces partis pourris ! Imposteurs !

Podemos, Syriza, Parti de gauche : Des partis du camp de l'euro et de l'UE, de l'oligarchie financière.

- Espagne: Le gouvernement grec a gagné en «stabilité» estime le chef de Podemos - 20minutes.fr

Le chef du parti espagnol Podemos Pablo Iglesias, proche du Premier ministre grec Alexis Tsipras, a estimé jeudi que l'accord entre la Grèce et ses créanciers avait le mérite de lui offrir une « stabilité » et de permettre d'envisager une restructuration de la dette.

« Moi comme Alexis [Tsipras] n'aimons pas l'accord, mais c'était une situation limite : soit l'accord, soit une sortie de l'euro », a-t-il déclaré à des journalistes à Madrid. 20minutes.fr 16.07

Crise ouverte à Syriza ou une vulgaire comédie

108 membres du comité central du Syriza sur 201 ont signé une déclaration expliquant qu'ils rejetaient le mémorandum. "Cet accord n'est pas compatible avec les idées et les principes de la gauche, mais, au-dessus de toute autre chose, n'est pas compatible avec les besoins de la classe ouvrière. Cette proposition ne peut être acceptée par les membres et les cadres de Syriza", peut-on lire dans leur texte. huffingtonpost.fr 16.07

Déclaration de 108 (sur 201) membres du comité central du Syriza - blogs.mediapart.fr

Le 12 juillet à Bruxelles, un coup d'état a eu lieu à Bruxelles, qui a montré que le but des leaders européens était d'infliger une punition exemplaire à un peuple qui avait imaginé un autre chemin, différent du modèle néolibéral d'austérité. C'est un coup d'État dirigé contre toute notion de la démocratie et de la souveraineté populaire.

L' accord signé avec les "institutions" a été le résultat de menaces de l'étranglement économique immédiat et représente un nouveau protocole imposant des conditions humiliantes, odieuses et une tutelle qui sont destructrices pour notre pays et notre peuple.

Nous sommes conscients de l'asphyxie des pressions qui ont été exercées sur la partie grecque, nous considérons néanmoins que la fière avancée des travailleurs lors du référendum n'autorise pas le gouvernement à renoncer sous les pressions exercées par

les créanciers.

Cet accord n'est pas compatible avec les idées et les principes de la gauche, mais, au-dessus de toute autre chose, n'est pas compatible avec les besoins de la classe ouvrière. Cette proposition ne peut être accepté par les membres et les cadres de Syriza.

Nous demandons au comité central de nous réunir immédiatement et nous invitons les membres, les cadres et les députés de Syriza à préserver l'unité du parti sur la base de notre conférence, des décisions et de nos engagements en matière de programme.

Athènes, 15 juillet 2015. blogs.mediapart.fr 15.07

Les derniers développements.

- La Grèce a "satisfait" aux exigences de l'accord en vue d'un plan d'aide - AFP

La Grèce a rempli "de manière satisfaisante" les exigences de la zone euro pour lancer des négociations sur un nouveau plan d'aide, après l'aval donné dans la nuit par le Parlement à une série de réformes, a affirmé jeudi la Commission européenne.

Les institutions créancières de la Grèce, BCE, FMI et Commission, ont jugé qu'avec ce vote, les autorités grecques se sont acquittées "de manière satisfaisante et à temps" des conditions qui leur ont été posées dans l'accord conclu lundi, a déclaré la porte-parole de la Commission pour les Affaires économiques, Annika Breidthardt.

- Grèce : malgré la crise, les richesses de l'Église restent intouchables - Francetv info

- Les hausses de TVA en Grèce en vigueur à partir de lundi - Reuters

Les modifications apportées à la TVA en Grèce, dans le cadre des réformes exigées par la zone euro en contrepartie d'un troisième plan d'aide, entreront en vigueur à partir de lundi, a annoncé jeudi le ministère grec des Finances. Reuters 15.07

Autres infos

- L'Europe redonne de l'air aux banques grecques, Syriza en crise - Reuters

Ouf les banquiers peuvent respirer !

A qui doivent dire aussi merci les Grecs ? A Jeroen Dijsselbloem, dirigeant du parti travailliste (PvdA), membre de l'Internationale socialiste.

- Jeroen Dijsselbloem, le zélé allié de Wolfgang Schäuble récompensé - latribune.fr

Le ministre des Finances néerlandais, a, lundi soir, quelques heures après le « compromis » avec Athènes, obtenu sa reconduction au poste de président de l'Eurogroupe pour deux ans et demi.

Le Néerlandais est apparu comme l'alter ego du ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. Il a adopté une ligne dure qu'il a fait tenir à l'Eurogroupe avec la bénédiction du patriarche badois qui l'a alors pris sous sa protection. Il n'a pas réellement eu à se forcer.

Le président de l'Eurogroupe n'a jamais réellement été dans le camp du compromis. Début février, une émission parodique de la télévision néerlandaise montrait un Jeroen Dijsselbloem déterminé à « faire rentrer l'argent des Grecs parce que c'est mon boulot. » Puis, mis en difficulté, il appelait Angela Merkel à la rescousse. En mars, il était le premier à rejeter les « listes de réformes » proposées par les Grecs. Plus tard, il a toujours saisi l'occasion d'affirmer que les concessions grecques n'étaient pas suffisantes. Jamais il n'a utilisé son poste de président pour tenter de jouer le rôle de médiateur ou de facilitateur. Au contraire, il l'a utilisé pour imposer la ligne dure de Wolfgang Schäuble. Le but de cette dureté a été clairement établi par Jeroen Dijsselbloem en marge d'une des énièmes réunions de l'Eurogroupe : faire accepter par Athènes les « réformes » en utilisant la pression des retraits des dépôts et donc l'état des banques. La fermeté affirmée et martelée de Jeroen Dijsselbloem n'a eu de cesse de faire craindre aux Grecs un Grexit. Et c'est là qu'il a voulu en venir. Progressivement, la position grecque est devenue délicate : il fallait ou organiser la sortie de la zone euro, ou capituler.

La revanche du 30 janvier a eu lieu le 27 juin au soir lorsqu'il décide d'exclure de facto Yanis Varoufakis de la réunion de l'Eurogroupe après l'annonce du référendum et le refus de prolonger le programme de 2012. Son homologue grec lui demande

alors qui a décidé de poursuivre la réunion sans la Grèce. « Moi », répond le ministre néerlandais. L'humiliation grecque ne fait en réalité que commencer et Jeroen Dijsselbloem sera un des pires « faucons » de l'Eurogroupe. Il a ainsi rendu d'inestimables services à Wolfgang Schäuble qui a logiquement fait pression pour l'imposer pendant un nouveau mandat à la tête de l'Eurogroupe.

Il y a dans ce renouvellement toute l'image de la nouvelle zone euro qui est à naître. Un Néerlandais qui, comme en 2012, est choisi de préférence à un « latin. » Cette fois un Espagnol, jadis un Français. Wolfgang Schäuble ne veut prendre aucun risque en nommant un homme du sud qu'il juge sans doute peu fiable (avoir accepté en 2011 la nomination de l'Italien Mario Draghi à la tête de la BCE est un grand regret pour lui). D'autant que le résultat des élections espagnoles en novembre pourrait remplacer Luis de Guindos par une personnalité de la gauche espagnole... Autant donc s'appuyer sur l'existant et le sûr : un néerlandais parfaitement dévoué aux principes de l'Ordnungspolitik, la politique de l'ordre économique fondée sur la stabilité monétaire, devenu doctrine officielle de la zone euro.

Cette nomination reflète un autre échec : celle de la stratégie de la France depuis 2012. Lorsqu'il a fallu nommer début 2013 un nouveau président de l'Eurogroupe, la France a proposé Pierre Moscovici. Refusé par Berlin. Elle a alors demandé un social-démocrate. Alors, Wolfgang Schäuble a proposé Jeroen Dijsselbloem. Paris s'est empressé d'accepter, comptant sur l'affiliation du Néerlandais au parti travailliste (PvdA), membre de l'Internationale socialiste. François Hollande a sans doute espéré que la solidarité de parti conduirait le ministre des Finances des Pays-Bas à « rééquilibrer » l'Europe. Le piège de Wolfgang Schäuble s'est alors refermé sur les Français : car le ministre allemand savait parfaitement qu'un travailliste néerlandais est plus attaché à sa vision économique stricte qu'à une fantomatique alliance sociale-démocrate en Europe. Jeroen Dijsselbloem est le symbole de l'échec de la stratégie française qui a consisté à se rapprocher de l'Allemagne pour la faire fléchir progressivement. Cette stratégie a en réalité durci la zone euro.

Car, comme souvent, Wolfgang Schäuble avait vu juste. Aux Pays-Bas, Jeroen Dijsselbloem, allié au premier ministre libéral Mark Rutte, a été l'homme de la rigueur la plus sévère. Il a appliqué l'austérité avec un zèle particulier, au prix de l'effondrement de son parti qui de 22 % en 2012 n'est plus donné qu'à 9 % dans les sondages. Mais son sens de la discipline emporte tout. Pour lui, comme pour Wolfgang Schäuble, l'économie n'est pas l'affaire de l'opinion publique. Et il faut faire le bonheur des peuples malgré eux. Là aussi, c'est un élément qui a déterminé son envie de « faire un exemple » avec la Grèce.

...maintenant un subtil équilibre entre une position technique de façade et une dureté politique réelle. C'est ce qui a conduit l'Eurogroupe et Wolfgang Schäuble a le récompenser par un nouveau mandat. latribune.fr 15.07

Et dire qu'il y en a eu qui ont poussé l'opportunisme jusqu'à en appeler à Hollande (Le PCF, EELV notamment.).

A retenir aussi : Il fallait « faire un exemple » avec la Grèce. Les autres peuples de l'UE savent ce qui les attend un peu plus tôt, un pleu plus tard. En Inde on le vit déjà au quotidien et dans bien d'autres pays dans le monde...

- Les Etats-Unis plaident pour une restructuration de la dette grecque - LeMonde.fr

Les Etats-Unis surveillent de près la bataille engagée en Europe pour éviter la sortie de la Grèce de l'Union monétaire. Jack Lew, le secrétaire au Trésor américain, s'est entretenu plusieurs fois au téléphone avec Alexis Tsipras, en particulier le 12 juillet, jour du sommet de la zone euro. Depuis, il a entrepris une tournée en Europe pour rencontrer Wolfgang Schäuble à Berlin, jeudi 16 juillet, puis Michel Sapin à Paris. Au cœur de ces discussions figure la question de la restructuration de la dette grecque. L'Allemagne est contre une décote de grande envergure, qui risque selon elle d'être coûteuse pour les contribuables, mais Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, a jugé « indiscutable » la nécessité d'alléger l'endettement du pays. « La question sera quelle est la meilleure forme d'allègement », a indiqué M. Draghi.

Un point de vue que partage le Trésor américain : « Il doit y avoir une forme de restructuration », dit un de ses représentants, en marge du passage à Paris de Jack Lew. « Le FMI a été très clair là-dessus ; les Etats-unis sont aussi en faveur d'une restructuration, indique ce responsable. Il y a plusieurs instruments pour y parvenir, mais la soutenabilité de la dette est une question fondamentale. »

Le risque d'un Grexit ne « devrait pas être pris »

« La question doit être résolue, sinon elle reviendra », indique ce haut fonctionnaire américain, alors que l'accord agréé au sein de la zone euro exclut, à la demande expresse de l'Allemagne, une décote sur la dette de la Grèce, pour ouvrir timidement la porte à un simple rééchelonnement – en rallongeant les délais de remboursement, et en baissant encore les taux d'intérêts. « Le FMI a fait ses analyses et la soutenabilité de la dette est un prérequis pour lui afin de continuer à jouer un rôle », dans le cadre d'un troisième plan d'aide, prévient-on à Washington.

D'après ce représentant du Trésor américain, l'accord-cadre signé entre la Grèce et ses créanciers constitue cependant « une très bonne chose », dans la mesure où il cherche à éviter la sortie de la Grèce de la zone euro, un pays dont « la situation géopolitique demeure très importante ». « Personne ne sait ce qu'aurait signifié un Grexit ; c'est un risque qui ne devrait pas être

pris », estime-t-il, en se réjouissant du vote, survenu mercredi soir, du Parlement grec en faveur du programme : « Un gage de sérieux. »

Désormais, la solution doit passer par une « combinaison » de différents éléments pour régler enfin, selon ce haut fonctionnaire américain, « des problèmes qui ne sont pas nouveaux » : assainissement budgétaire, réformes, soutien à la croissance et à l'investissement, sans oublier la restructuration de la dette. LeMonde.fr 16.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Dictature. La grève hors la loi en Grande-Bretagne.

- Grande-Bretagne : l'offensive de Cameron contre les syndicats - Francetv info

Jeudi 9 juillet, une grève des employés du métro avait paralysé Londres. Le Premier ministre britannique David Cameron a décidé depuis de sévir, durcissant encore un peu plus un droit de grève déjà très encadré outre-Manche. "Ces employés sont bien payés", a notamment déclaré le chef du gouvernement anglais.

Il fallait déjà passer par le vote pour battre le pavé. Le projet de loi du Premier ministre va encore plus loin. Dans le secteur public, il faudra en effet désormais 50% de participation au vote, et l'approbation de 40% de l'ensemble des employés.

Le préavis de grève sera porté à 14 jours, pour que les chefs d'entreprise puissent faire appel à des intérimaires. Les piquets de grève seront interdits à proximité des lieux de travail. De quoi affaiblir fortement les syndicats, encore puissants outre-Manche. Francetv info 16.07

Après l'Espagne, cette info est d'une gravité exceptionnelle.

Une mise en scène trop bien réglée.

- Attentat déjoué : qui sont les suspects en garde à vue ? - Francetv info

- Attentat déjoué : l'instigateur présumé était sous surveillance - Francetv info

- Nadine Morano : Cazeneuve "devrait faire preuve de plus de discrétion" - Francetv info

- Attentat déjoué: "Ne pas cacher la vérité aux Français", plaide Cazeneuve - AFP

- "Nous faisons face à une menace terroriste inédite", déclare Manuel Valls en marge du Tour de France - Francetv info

La menace vient du gouvernement français qui soutient Al-Nosra ou la branche syrienne d'Al-Qaïda en Syrie qui "fait du bon boulot" (Fabius, décembre 2012), qui soutient l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, la Jordanie, Israël qui arment, financent, entrainent l'Emirat islamique.

- Hollande accusé de récupérer politiquement le risque terroriste - Reuters

- Les Républicains et le FN dénoncent une instrumentalisation politique - Le Huffington Post

- «La notion de projet d'attentat n'existe pas en droit pénal» - Liberation.fr

Pour l'avocat et président d'honneur de la Fédération internationale de droits de l'homme, Patrick Baudouin, l'intention compte désormais plus que les éléments matériels pour caractériser un acte terroriste.

La notion de «projet d'attentat» existe-t-elle en droit pénal ?

La notion n'existe pas sous cette forme en droit pénal. Il n'y est pas question de «projet» en tant que tel, mais d'accumulation d'indices montrant la préparation d'un acte de terrorisme. Il s'agit de chercher une intention plutôt qu'un projet, qui suppose des éléments matériels avec des plans déterminés. Il suffit pour les enquêteurs de rassembler des échanges par Internet, des phrases ambiguës, des souhaits pour parler d'une intention, même sans éléments matériels.

D'où provient cette expression ?

Elle est insidieusement entrée dans le terrain politique, et dans l'opinion publique, puis dans le champ juridique, sans être reprise telle quelle dans les jugements ou les procédures. Un projet supposerait une définition précise avec une programmation. Or il peut rester extrêmement vague, fondé sur des intentions.

La notion est donc très élastique ?

C'est une remise en cause du fondement du droit pénal. Il faut, ou plutôt il fallait jusqu'à aujourd'hui, un début d'élément matériel. De plus en plus, on bascule dans un délit d'intention. L'association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste, intégrée dans le code pénal en 1996 aux lendemains des attentats de Saint-Michel, a dévié sur la simple prise en compte de l'élément intentionnel. Tarnac en est un bon exemple. C'est une déviation par rapport au droit pénal.

Le juge Marc Trévidic décrit de la façon suivante l'association de malfaiteurs dans son premier livre : «Un outil très efficace mais dangereux pour les libertés individuelles. On réprime non l'acte de terrorisme pas encore commis, mais la préparation de cet acte.»

L'intention est-elle pénalisée d'une manière similaire dans d'autres matières pénales ?

Non, cela n'existe que pour le terrorisme en France.

Comment l'expliquer ?

Nous sommes là au cœur du débat entre liberté et sécurité, au cœur de toutes les dérives. Au lieu d'avoir une réponse rationnelle, au lieu de comprendre les causes du terrorisme, non pour l'excuser mais pour l'appréhender et trouver des solutions, on est allés dans le sens d'une répression qui s'affranchit des libertés individuelles, qui restreint les libertés. La définition très laxiste et «fourre-tout» du terrorisme a permis de faciliter les poursuites au détriment du droit pénal. Tous les étudiants apprennent pourtant sur les bancs de la faculté que le droit pénal est d'interprétation stricte…

Il y a un mouvement d'ensemble : on joue sur le texte d'incrimination lui-même, qui risque dès lors d'être utilisé contre des innocents, et on renforce les mesures de surveillance, comme le gouvernement vient de le faire avec la loi sur le renseignement. Cela procède d'un tout, et porte atteinte à l'état du droit en matière terroriste. Je suis d'ailleurs troublé que ces annonces interviennent au moment où le Conseil constitutionnel examine ce texte de loi. Cela ajoute une pression supplémentaire, consciente ou inconsciente.

Nous avons encore peu d'éléments sur le projet, il faudra voir et vérifier. On ne peut pas avaler et avaliser tout ce qu'on nous dit. On perd la raison, et surtout, on nous la fait perdre. Liberation.fr 16.07

Etats-Unis. Assassinat ordinaire en toute impunité.

- La vidéo choc de policiers américains abattant un homme désarmé - Lefigaro.fr

Les images, qui datent de juin 2013, ont été rendues publiques mardi sur décision de justice. On y voit trois policiers de la ville de Gardena, près de Los Angeles, abattre un homme désarmé qui était innocent. Ils ont été blanchis.

Des images qui font froid dans le dos. La vidéo date de juin 2013 mais a été rendue publique par une décision de justice le 14 juillet dernier. On y voit trois policiers de la ville de Gardena, près de Los Angeles, appelés pour un vol de vélo, arrêtant des hommes. L'habitacle de leur véhicule est équipé de caméras, qui filment la scène, sous deux angles différents. Les suspects, de dos, désarmés, lèvent les bras en l'air. L'un d'eux, Ricardo Diaz Zeferino avance, les mains en l'air, pour montrer qu'il est désarmé. Soudain il retire sa casquette. Un instant, sa main droit disparaît. Le mouvement agite les policiers, extrêmement nerveux, qui font feu et abattent l'homme, touché à huit reprises.

Sur la vidéo on entend le policier crier «Les mains en l'air. On va vous tirer dessus.». Zeferino abaisse et lève ses mains. «Fais ça encore une fois, et on te tire dessus», crie le policier. Zeferino lève à nouveau les mains, et trois policiers font feu. Dans un premier temps, la centrale avait annoncé aux policiers un braquage, ce qui pouvait laisser croire que les hommes étaient armés. En réalité, il s'agissait d'un vol de vélo, dont les suspects n'étaient pas coupables. Au contraire ces derniers étaient à la recherche du voleur, Zeferino étant le frère de l'individu qui s'était fait voler sa bicyclette.

La justice de Los Angeles a blanchi les policiers, concluant qu'ils n'avaient pas commis de crime. Ils n'ont subi aucune mesure disciplinaire pour leur acte. La ville de Gardena a dû régler le litige, versant 4,7 millions de dollars à la famille de la victime et

à son ami blessé. Le juge Stephen V. Wilson, qui a ordonné la publication de la vidéo, a affirmé que l'argent de l'indemnisation ayant été pris sur les deniers publics, la vidéo avait un caractère informatif pour les citoyens.

Mais après la diffusion de la vidéo, plusieurs experts s'interrogent sur la légitimité d'un tel acte. «Difficile de voir quelle menace planait sur ces policiers», affirme ainsi Geoffrey Alpert, professeur de criminologie à l'université de Caroline du Sud, au Los Angeles Times.

Comme le souligne le journal, plusieurs questions se posent: «Les policiers ont-ils agi par réflexe? Ont-ils tous tiré en même temps, percevant la même menace, ou bien le premier tir de l'un d'entre eux a entraîné les autres à ouvrir le feu? Les tirs étaient-ils oui ou non justifiés?»

La vidéo, vue des millions de fois depuis sa diffusion mardi a rouvert le débat sur la «nervosité» des policiers et l'usage excessif de la force létale dans leurs interventions, dans un pays où les bavures policières sont quotidiennes. Depuis le début de l'année, au moins 385 personnes ont été tuées par les forces de l'ordre aux États-Unis, soit plus de deux par jour, selon un décompte du Washington Post datant de mai 2015. Lefigaro.fr 16.07

Bref, aux Etats-Unis quand on appercevez des policiers, soit vous changez de trottoir, soit vous tirez le premier pour sauver votre peau ! Je plaisante, à peine.

Commentaire d'un internaute

- "Quand on est pauvre aux USA, même si on n'a commis aucun crime.

On ne sera jamais élu.

On pourra être accessoirement tué ou emprisonné pour rien, la justice n'existant réellement que pour les riches.

On n'aura pas accès à la santé, ni aux quartier décents.

Résultat, 92 millions d'américains n'ont aucun travail, bien qu'ils soient en age de travailler. 50 millions d'entre eux ne survivent que de bons alimentaires, alors que pour la moitié d'entre eux ils ont un travail.

Mais c'est pourtant ce modèle qu'ils veulent absolument nous imposer en Europe, en privatisant absolument tout, en nous soumettant au dieu de la finance et de la banque..."

ACTUALITE EN TITRES

Réaction sur toute la ligne. Une justice de classe.

- Tour Triangle : le vote de novembre du Conseil de Paris annulé - Liberation.fr

- Vallauris : une plage publique privatisée pour le roi d'Arabie saoudite - Francetv info

- Béziers: la justice valide la crèche de Noël de Robert Ménard - L'Express.fr

Il est minuit dans le siècle.

- La facture d'électricité augmentera de 2,5% au 1er août - Francetv info

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Cinq morts dans une fusillade au Tennessee - Reuters

- Le Japon se prépare à étendre les missions de son armée - LeFigaro.fr

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, l'armée nippone pourrait intervenir à l'étranger. LeFigaro.fr 16.07

- Egypte: Daesh revendique l'attaque au missile d'un patrouilleur - 20minutes.fr

Terrorisme - Un bateau de la marine égyptienne a pris feu ce jeudi lors d'affrontements avec des combattants djihadistes. 20minutes.fr 16.07

- Une double explosion fait au moins 49 morts au Nigeria - LeMonde.fr

- Explosion d'une voiture à Ryad, un mort, deux blessés - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etat-Unis

- Le Pentagone menace l'Iran de frappe militaire. - french.irib.ir

Dans un communiqué émis à l'occasion de la conclusiondes pourparlers nucléaires, le Pentagone menace l'Iran de frappes militaires. Le ministère américain de la Guerre assure ses alliés à savoir Israël et l'Arabie saoudite de son intention ferme de prendre l'Iran pour cible de son action militaire, le cas échéant. Le texte a été publié à peine quelques heures après l'annonce de la fin des pourparlers. "Nous sommes prêts à maintenir nos positions à assurer la sécurité de nos alliés, même en recourant à la voie des armes.

Le communiqué souligne : "nos forces militaires quelques dizaines de milliers déployés au Moyen Orient sont prêtes à opérer quand et où cela est nécessaire. bien que les Etats Unis aient affirmé leur disponibilité à en découdre avec l'Iran, le Pm sioniste a très violemment réagi à la conclusion des pourparlers Iran/5+1 y voyant une grave erreur historique. french.irib.ir 15.07

Russie

- Daech, en Ukraine, pour combattre Poutine - french.irib.ir

Selon le journal "Ruskaia planta" Daech aurait envoyé des dizaines de ses terroristes, en Ukraine, où il devront se battre contre les indépendantistes et les forces pro-russes.

La milice Aslan Maskhadov, soutenue par les Etats Unis compte désormais des dizaines de combattants, en Ukraine. Cette milice est composée d'une trentaine de groupes takfiris, placés sous le commandement de la CIA, affirment les sources russes. french.irib.ir 16.07

Syrie

- Zabadani: la stratégie de "piège" - french.irib.ir

Le Hezbollah et l'armée syrienne ont continué leur progression dans la localité de al Zalah dans la ville de Zabadani et de là, vers la région de al Soltani tout en réussissant à nettoyer ces localités. Une semaine après le début des opérations à Zabadani, les trois axes du sud de l'ouest et de l'est de la ville sont le théâtre de très violents affrontements. Mardi soir les combattants du hezbollah ont expurgé al Soltani, seulement quelques heures après avoir nettoyé al Zalah.

Les terroristes de Ahrar al Chaam, du front Al Nosra ont déserté al Soltani avant d'envoyer leurs terroristes dans la localité dite de Bargh pour tenter de reprendre le contrôle de alnsoltani. la place de Bargh avait été toutefois piégée par les combattants du Hezbollah qui attendaient l'arrivée des miliciens. Des dizaines d'entre eux ont été pulvérisés dans l'exploson des dizaines de mines plantées sur le terrain.

Avec la chute d'al Soltani, la voie d'approvisionnement des terroristes entre le sud et le centre d'al Soltani a été coupée. De très volents combats opposent les terroristes entre eux sur la nécessité ou pas de se rendre aux forces syriennes. De nombreux terroristes ayant cherché à fuire les combats ont été exécutés par leurs complices. french.irib.ir 15.07

Malaisie

- Malaisie : "MH370", abattu par un missile israélien - french.irib.ir

Le résultat de l'enquête, menée par les experts, sur le crash de l'avion de ligne malaisien, qui s'est écrasé, lors de son survol de la ville de Donetsk, le 17 juillet de 2104, prouve qu'un missile, de fabrication israélienne, est à l'origine de ce crash.

«L'examen de l'épave de cet avion prouve que ce missile aurait explosé, à proximité du nez de l'appareil, avec un impact principal, au niveau du premier pilote. Selon cette version, la partie droite de la cabine aurait été arrachée du fuselage. Le point de l'impact du missile», selon l'agence de presse russe, Sputnik. french.irib.ir 16.07

Haut de page

Le 18 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h03.

On a ajouté 8 articles.

Un bref complément à la causerie de ce matin.

Confirmation. Encore une mystification éventée.

On comprend mieux pourquoi toutes les puissances occidentales se sont ruées sur l'AIIB. Nous étions sceptique ou incrédule à cette annonce, par expérience on n'a pas cru un instant que la Chine oserait remettre en cause la suprématie du dollar, tout comme elle n'a pas intérêt à son effondrement. Pas de bol pour ceux qui s'enflamment pour la nouvelle "*Route de la Soie*" qui a tout l'air d'un marécage.

- Protagoniser la yuanisation de l'économie mondiale - Le Réseau Voltaire 17.07

Extraits. Au sujet de la coopération financière, les BRICS ont annoncé les détails sur la nouvelle banque de développement et sur l'accord pour un fonds de prévoyance. Toutefois, le modus operandi des deux institutions a révélé qu'aucune ne favorise le processus de « dé-dollarisation » mondiale. Les crédits pour la nouvelle banque de développement des BRICS sont libellés en dollar, la même chose se produira concernant la liquidité fournie au Fonds de prévoyance, qui aura également besoin de l'aval du Fonds monétaire international (FMI) pour agir comme stabilisateur de l'équilibre des paiements entre les pays des BRICS. (...)

Les opérations d'investissement dans les infrastructures (AIIB, pour son sigle en anglais), dans le Fonds pour la « Route de la Soie » et dans la nouvelle banque de développement des BRICS auront lieu en dollars.

Par conséquent, bien qu'il soit vrai que le montant des ressources disponibles pour les trois institutions (240 milliards de dollars) défie le pouvoir du FMI et de la Banque mondiale, en même temps il soutient à son tour sur ses épaules l'empire du dollar, pierre angulaire du système monétaire international établi en 1944. (Le Réseau Voltaire 17.07)

L'article en entier figure dans la rubrique économique.

La causerie du matin

On ajoutera des articles d'ici quelques heures, il est 14h10 et je dois déjeuner.

L'homme, l'intellectuel, le militant sont si perfectibles qu'ils ne s'en rendent pas compte eux-mêmes.

Arthur Schopenhauer - " Les personnes ordinaires ont un profond respect pour les experts en tout genre. Ils ignorent que la raison pour laquelle on fait profession d'une chose n'est pas l'amour de cette chose, mais de l'argent qu'elle rapporte. Et que celui qui enseigne une chose la connaît rarement à fond, car s'il l'étudiait à fond il ne lui resterait généralement pas de temps pour l'enseigner. (C'est la raison pour laquelle le gouvernement et les médias recourent si souvent à de soi-disant experts. Voilà également qui pourrait s'adresser à tous les donneurs de leçons qui noyautent et s'emploient à pourrir le mouvement ouvrier. - ndlr) [...]

Il n'y a aucune opinion, si absurde soit-elle, que les Hommes ne sont pas prêts à accepter dès lors qu'on réussit à les convaincre que c'est une vue généralement admise. [...] Comme l'a écrit Sénèque : « Chacun préfère croire plutôt que juger. » (Traduire : Réfléchir - ndlr) [...] Il est particulièrement étrange que l'universalité d'une opinion ait autant de poids lorsque par l'expérience on sait que son acceptation n'est guère qu'un processus imitatif sans aucune réflexion. (L'homme à partir de sa naissance ne fait qu'imiter son entourage tel que n'importe quel animal, ce n'est qu'ensuite ou au fil du temps qu'il acquierra des facultés intellectuelles lui permettant de réfléchir, tandis que ses jugements se conformeront généralement à ceux de son entourage ou ceux communément admis dans le milieu où il évolue, et rares seront ceux qui parviendront à acquérir une réelle liberté de pensée ou de jugement au cours de leur vie. - ndlr), [...] Or le caractère universel d'une opinion n'est une preuve ni même un critère de probabilité de son exactitude. (Qui oserait remettre en cause la version officielle du 11 septembre 2001 figurant désormais dans les manuels scolaires. Pas même nos dirigeants. - ndlr) [...] Ce que l'on appelle l'opinion générale est, somme toute, l'opinion de deux ou trois personnes et il est aisé de s'en convaincre lorsque l'on comprend comment l'opinion générale se développe. " (Opinion générale que les plus farouches partisans de la laïcité, des athées ou des rationalistes, ont adopté en croyant comme des curés la parole divine de G.W. Bush, un exemple parmi tant d'autres - ndlr) (Arthur Schopenhauer, L'art d'avoir toujours raison, 1830)

L'homme en général, l'intellectuel et le militant en particulier devraient faire preuve de modestie au lieu de se croire supérieur aux autres ou de s'attribuer des capacités qu'ils ne possèdent pas ou qu'ils n'ont pas développées.

- "Rien n'égale pour l'homme le fait de satisfaire sa vanité, et aucune blessure n'est plus douloureuse que de la voir blessée. Cette satisfaction de la vanité naît principalement du fait que l'on se compare aux autres, à tout point de vue, mais surtout au point de vue des facultés intellectuelles. (Qui fera défaut au dernier des crétins qui ne se posera pas cette questin qu'il jugerait inutile. L'intelligence étant décidément la faculté la plus mal répandue au sein de l'espèce humaine, il vaudrait mieux estimer le degré d'ignorance de la population (et des militants) à partir du crétinisme ou ce qui lui est le plus familier, avec tout le respect qu'on lui doit tout de même ou sans faire preuve de condescendance pour autant. - ndlr) C'est justement ce qui se passe effectivement et très violemment dans toute controverse. D'où la colère du vaincu, sans qu'on lui ait fait de tort, d'où son recours à ce dernier expédient, à ce dernier stratagème. (L'attaque personnelle qui consiste en insultes, calomnies, etc. ce que l'on déteste. - ndlr) [...]

Toutefois, en tant que joute de deux esprits, la controverse est souvent bénéfique aux deux parties car elle leur permet de rectifier leurs propres idées et de se faire aussi de nouvelles opinions. Seulement, il faut que les deux adversaires soient à peu près du même niveau en savoir et en intelligence. Si le savoir manque à l'un, il ne comprend pas tout et n'est pas au niveau. Si c'est l'intelligence qui lui manque, l'irritation qu'il en concevra l'incitera à recourir à la mauvaise foi, à la ruse et à la grossièreté. (Caroline Fourest par exemple. - ndlr) [...]

La seule parade sûre est donc celle qu'Aristote a indiquée : ne pas débattre avec le premier venu mais uniquement avec les gens que l'on connaît et dont on sait qu'ils sont suffisamment raisonnables pour ne pas débiter des absurdités et se couvrir de ridicule. Et dans le but de s'appuyer sur des arguments fondés et non sur des sentences sans appel ; et pour écouter les raisons de l'autre et s'y rendre ; des gens dont on sait enfin qu'ils font grand cas de la vérité, qu'ils aiment entendre de bonnes raisons, même de la bouche de leur adversaire, et qu'ils ont suffisamment le sens de l'équité pour supporter d'avoir tort quand la vérité est dans l'autre camp. Il en résulte que sur cent personnes il s'en trouve à peine une qui soit digne qu'on discute avec elle. Quant aux autres, qu'on les laisse dire ce qu'elles veulent car desipere est juris gentium (c'est un droit des gens que de délirer...)." (Arthur Schopenhauer, L'art d'avoir toujours raison, 1830)

Effectivement, lorsqu'on essaie de discuter avec un interlocuteur censé être à un niveau intellectuel lui permettant de saisir notre argumentation, du fait qu'il s'identifie aux idées qu'il soutient ou parce qu'elles sont inséparables de sa personnalité ou encore personnifient son statut, ses intérêts individuelles, sa vanité lui commandera de rejeter les idées qui ne sont pas conformes aux siennes, et si votre interlocuteur à la conviction par son statut ou son expérience d'être supérieur intellectuellement à vous, au mieux il vous laissera vous exprimer poliment sans vraiment vous écouter, au pire il vous coupera la parole tout en affectant une attitude dédaigneuse car il vous méprise.

C'est la dernière version qui prévaut généralement chez les intellectuels, les dirigeants des partis ouvriers et la plupart des militants à l'esprit étroit et borné. C'est la réaction des faibles d'esprit qui atteignent à un moment donné de leur vie un certain niveau intellectuel et qui s'en satisfont, et qui par la suite s'interdisent d'évoluer ou de progresser. Il ne leur viendra pas à l'esprit que leur niveau de connaissance est relatif et présente bien des lacunes ou imperfections, il en va de même de leurs convictions qui relèvent davantage de la posture ou de l'imposture.

Le meilleur moyen d'y échapper consiste encore à tout reprendre à zéro régulièrement ou à considérer que rien n'est acquis définitivement sans présumer des conclusions auxquelles on parviendra, ce qui nécessite d'accepter de se remettre en cause de fond en comble et de considérer que l'on n'a rien à perdre, exercice qui sera hors de portée de la plupart des privilégiés et des parvenus, ceci expliquant cela.

L'honnêteté, la sincérité, le courage, la modestie, le respect de la réalité et des autres, la passion de la vérité sont autant de qualités ou de principes que devraient posséder les hommes et tout particulier nos dirigeants à qui manifestement ils font

défaut aujourd'hui, ils montrent ainsi le pire des exemples qui soient aux militants, et donnent une image détestable du mouvement ouvrier dont ils sont davantage les fossoyeurs que les représentants légitimes. On ne supporte pas le mensonge et l'hypocrisie, on les combat.

Nous personnellement, nous avons fait étalage de nos lacunes, faiblesse et erreurs à maintes reprises dans différentes causeries pour ne pas avoir à y revenir ici.

Nous concluerons en disant qu'il est remarquable ou logique de constater qu'il ne suffit pas de développer ces qualités ou ces principes pour gagner l'estime ou la confiance des gens (ou des militants), qui préfèrent généralement la compagnie de personnes (ou de dirigeants) leur ressemblant ou chez lesquelles ils font précisément défaut, ensuite ils s'étonneront d'avoir des relations détestables avec les gens en général ou en arriveront à détester la terre entière, en dehors toutefois d'un cercle restreint où ils cultivent des relations médiocres et superficielles qui finalement leur conviennent mieux.

Vous me direz que cela n'encourage pas vraiment à développer ces qualités ou principes si malgré tout elles conduisent à une telle incompréhension ou à une forme d'ostracisme injuste que l'on devra supporter en silence. Les renier une fois acquis serait un suicide moral, qui serait le signe annonciateur d'une régression intellectuelle sans fin et d'une déchéance morale bien pire encore qu'on préfèrera éviter.

Il est certain que sur ce plan-là on va de désillusion en désillusion dans la vie pour avoir considéré sincérités des rapports qui ne l'étaient pas ou avoir eu la faiblesse de s'acharner à le croire, généralement on n'avait pas le choix de procéder autrement, sauf à avoir développé une tendance paranoïaque. La vanité qui fait bon ménage avec l'hypocrisie ne profite qu'un temps à ceux qui en font usage, ce qui les empêche pas d'y tenir

Dossier grec

Ils passent aux aveux... trop tard !

Le renflouement des banques institutionalisé.

- L'accord prévoit que la directive européenne sur le renflouement des banques soit transposée dans la législation grecque. Cela veut dire que la prochaine crise bancaire sera à la charge au moins partielle des déposants.

Inimaginable. La rupture avec l'euro s'accompagnerait d'une annulation partielle ou totale de la dette.

- La Grèce ne peut sortir de l'euro sans répudier ses dettes. Une dépréciation de la drachme se traduirait en effet immédiatement par une augmentation du poids de la dette exprimée en euros au-delà de l'insoutenable. C'est ce que tout le monde craint, dans le monde bancaire comme dans le monde politique qui lui est lié. L'attachement des Français à éviter le Grexit tient à la valeur d'exemple que cette première sortie engendrerait.

Un accord conçu par les banquiers pour les banquiers. Rien n'est réglé.

De manière très explicite, le protocole d'accord avec la Grèce ferme toute porte dans la voie d'une remise des dettes : « le sommet de la zone euro souligne que l'on ne peut pas opérer de décote nominale sur la dette ». C'est donc l'impasse. atlantico.fr 14.07

Le tonneau des Danaïdes.

- Le simple service des intérêts de la dette oblige à diminuer le niveau de vie des grecs de 4,3 % en 2015. A la fin de l'année, ils seront contents : ils auront payé les intérêts sur la dette mais seront toujours aussi endettés !

Pour que le condamné souffre plus longtemps.

- La proposition dont se réjouit le Président François Hollande est celle d'un reprofilage de la dette. En termes plus traditionnels, il s'agit d'un moratoire, sous la forme d'un allongement de la durée de maturité des prêts. A supposer que l'Eurogroupe l'accepte, ce qui n'est pour l'heure qu'une hypothèse, il s'agit simplement de desserrer un peu l'étreinte pour que le condamné souffre plus longtemps. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que la baisse du montant des échéances, intérêts et principal, soit telle qu'elle génère un mouvement de croissance conséquent.

Les "fruits de la croissance" ne doivent bénéficier qu'aux créanciers.

La clé de la solvabilité, on l'aura compris, c'est une croissance nominale supérieure au montant des intérêts à payer en pourcentage du PIB. En supposant que, pour une fois, les prévisions de la Commission de Bruxelles s'avèrent exactes, la

croissance de 2016 serait de 3,66 %. Il faudrait donc que le poids des intérêts soit ramené en dessous de ce chiffre pour que la Grèce puisse commencer à rembourser le principal. Et encore, cela suppose que les fruits de la croissance ne bénéficient pas à la population, mais seulement aux créanciers ! atlantico.fr 14.07

Un cas pathologique. Comment justifier la bassesse humaine et être incapable de l'assumer ?

Lâchement en l'imputant à d'autres tout en expliquant qu'elle serait une fatalité, en somme une imperfection à mettre au compte de la nature humaine.

L'absence de volonté face à une proposition allant à l'encontre de nos intérêts ne serait pas la manifestation d'une personnalité vile et basse dès lors que le contexte la contraindrait à agir de la sorte, elle serait alors imputable à un élément extérieur si puissant qu'il serait préférable de s'y soumettre plutôt que l'affronter. La lâcheté et l'hypocrisie seraient ainsi légitimées, alors autant dire que ceux qui les dénonceraient n'auraient aucune légitimité et ne doivent surtout pas être écoutés.

- Pour Manolis Kosadinos, médecin psychiatre de 56 ans, représentant de la section de Syriza en France : "La France est obligée de s'agenouiller" face au ministre allemand des Finance, Schäuble. libération.fr 17.07

Seuls des représentants de l'oligarchie financière ou leurs complices peuvent s'abaisser à adopter ce genre de comportement, dans le cas de Hollande rien de plus naturel, dans le cas d'un soi-disant représentant du peuple, c'est indigne, misérable et condamnable.

Manolis Kosadinos - Après la chute du mur de Berlin, et dans les années qui ont suivi, les idéologies de la gauche radicale sont tombées comme un château de cartes.

Il a dû vouloir dire par là qu'à partir de cette époque les satellites du Kremlin avaient adopté l'attitude des partis sociaux-libéraux qui consistait à soutenir leur propre bourgeoisie, mais heureusement que Syriza était là avec son "*projet alternatif*" dont on vient de voir qu'il était en réalité une imposture, et tous les travailleurs auront compris que s'il y a "*encore des questions très importantes, cruciales pour la vie de chacun qui ne sont pas réglées*" elles devraient l'être dès lors dans le cadre du capitalisme, plus précisément de l'euro et de l'UE avec lesquels Syriza est incapable de rompre, autrement dit ils ne devront compter ni sur Syriza (Le Front de Gauche ou Podemos) pour les régler, ni sur les "*forums européens et mondiaux*" dont l'activité se résume à avoir "*des discussions transnationales*", paroles sans lendemain en totale contradiction avec leurs actes à l'instar des partis sociaux-néolibéraux et staliniens dont leurs membres sont issus le plus souvent et qui servent de modèle à leur forfaiture criminelle.

En famille. Le PCF en défenseur acharné de l'euro.

Le PCF s'emploie à colporter des illusions dans le PS, dont il demeure un allié électoral ou un allié tout court du gouvernement.

- Grèce: "la France n'a pas joué le rôle qu'elle devait jouer", selon le PCF AFP

"La France n'a pas joué le rôle qu'elle devait jouer. Elle a pendant cinq mois laissé les Grecs seuls face au chantage des créanciers et de l'Allemagne, elle est rentrée très tardivement dans le débat, c'est vrai en jouant un rôle pour éviter le Grexit, mais en laissant l'Allemagne dicter toutes ses conditions", a affirmé M. Laurent sur Sud Radio.

"Ce qu'elle a fait au dernier moment montre que sa voix compte. Mais qu'elle l'utilise autrement pour peser dans le débat européen. (...) Les Français doivent élever le ton face aux dirigeants allemands actuels et face à certains dirigeants des institutions européennes", a insisté le sénateur de Paris.

Pour M. Laurent, le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, "est un irresponsable qui depuis le début n'a jamais cherché aucun accord avec la Grèce et n'a qu'un objectif qui est l'expulsion de la Grèce de la zone euro. (...) C'est un homme dangereux", a affirmé le responsable communiste. AFP 17.07

En fait le plus dangereux pour les travailleurs, c'est encore Laurent et Mélenchon, quoiqu'ils ne les écoutent pas.

Car la France a parfaitement joué son rôle et Wolfgang Schäuble également, l'un pour le compte de l'impérialisme américain ou de l'oligarchie anglo-saxonne à l'origine de l'euro, l'autre pour le compte de l'impérialisme allemand, chez les staliniens depuis l'implosion de l'URSS c'est la soumission à Wahington qui a remplacé celle au Kremlin.

Ah ben voilà qu'ils y tiennent maintenant ! Leur cauchemar en réalité.

- Le Grexit est en marche - latribune.fr

- Le Grexit évité mais pour combien de temps… Puisque la dette grecque n'est pas remboursable ? - atlantico.fr

Derniers développements.

- Remaniement en Grèce avant le coup d'envoi des négociations sur un nouveau plan - AFP

Le Premier ministre grec a remanié vendredi soir son gouvernement en écartant les ministres opposés aux réformes exigées par les partenaires de la Grèce qui ont débloqué des fonds pour couvrir ses besoins financiers les plus pressants, en prélude aux négociations sur une aide massive de plus long terme.

Alexis Tsipras a évincé les trois ministres frondeurs qui avaient voté jeudi contre l'adoption de ce train de mesures controversées, tout en confortant à son poste Euclide Tsakalotos, son ministre des Finances, apprécié de ses homologues de la zone euro.

Parmi les sortants figurent le ministre de l'Energie et des Infrastructures Panagiotis Lafazanis et la ministre adjointe aux Finances Nadia Valavanis, qui avait présenté sa démission.

Le chef du gouvernement de gauche radicale avait vertement critiqué jeudi soir l'attitude des 32 députés dissidents de Syriza, estimant que le parti était sorti "meurtri" de cette fronde qui le rend désormais otage de l'opposition.

Ce remaniement, le premier d'envergure depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir il y a six mois, s'apparente à une reprise en main et a valeur de message adressé aux créanciers, qui continuent à douter de la volonté - et de la capacité - de l'exécutif grec de tenir ses engagements. AFP 17.07

ACTUALITE EN TITRES

Une bonne nouvelle tout de même.

- Les ventes de luxe en ligne ont bondi de 50% en 2014 - La Tribune

Une "***tête pensante***" de 17 ans...

- Projet d'attentat : les apprentis djihadistes passent aux aveux - LeFigaro.fr

- Attentat déjoué : la tête pensante serait le plus jeune des suspects - Francetv info

Après trois jours de garde à vue, les trois jeunes suspects ont été présentés à un juge d'instruction ce vendredi 17 juillet, dans l'après-midi, en vue de leur mise en examen.

L'instigateur est le plus jeune des trois. Âgé seulement de 17 ans, il réside dans la région de Valenciennes.

Le jeune homme était sous surveillance. Il y a quelques mois, sa mère avait signalé aux cellules de renseignement qu'il voulait partir en Syrie. Les policiers découvrent alors qu'il est en lien avec un Français qui a rejoint le groupe État islamique et qu'il lui demande de frapper en France. Francetv info 17.07

Ils nous prennent vraiment pour des abrutis. Les quelque 1.800 Français qui sont partis en Syrie combattre au côté de l'Emirat islamique avaient des copains ou des relations en France, ils sont tous susceptibles d'être restés en contact avec l'un ou l'autre et de se voir proposer de commettre des agressions ou des attentats en France sans pour cela qu'ils passent forcément à l'acte même s'ils étaient tentés par ce genre d'actions, sinon ils s'en produiraient plusieurs par semaine, ce qui n'est pas le cas.

Chasseurs de prime. Chasseurs de tête.

- Sécurité routière: 600 euros de prime pour les policiers qui verbalisent le plus - 20minutes.fr

Les CRS et motards chargés d'assurer la sécurité sur les routes de France sont toujours classés en fonction du nombre d'amendes dressées, selon un document officiel publié ce vendredi par le journal Auto Plus.

Les policiers sont-ils encore poussés à verbaliser davantage?

Ce document, émanant du « sommet de la police nationale, classe les brigades routières (neuf compagnies autoroutières CRS et 22 unités de motards) en fonction du nombre de PV qu'elles distribuent.

Selon le magazine, « pour chaque prune distribuée, les différentes brigades sont créditées d'un nombre de points précis ». A la fin de la période de douze mois, les deux compagnies et les deux unités qui ont accumulé le plus de points sont gratifiées d'une prime annuelle. Avant d'être reversée entre les policiers.

Le journal avance que le gain pour chaque agent est d'environ 600 euros. 20minutes.fr 17.07

Stratégie du chaos et de la guerre

- Irak: au moins 35 tués dans l'explosion d'une voiture piégée - AFP

- Nigeria: 13 morts dans trois attentats-suicides dans le nord-est - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

Précision. On a mis en ligne cet article, parce que ce matin figuraient de nombreux articles de presse annonçant triomphalement la reprise d'Aden par les forces restées fidèles au président déchu Mansour Hadi. Il y a 24 heures de décalage entre les deux infos, la suite demain.

- Aden : nouvelle défaite de Riyad - french.irib.ir

Le vaste plan d'attaque des partisans de Riyad contre Aden a échoué.

L'attaque, qui avait été lancée, avec l'aide des Saoudiens et des Emiratis, et qui visait à favoriser le retour du Président en fuite, Hadi, à Aden, s'est heurtée à une très violente contre-attaque de l'armée yéménite et d'Ansarallah. Trois mois après le début de l'offensive saoudienne contre le Yémen, l'Arabie saoudite cherche à prendre l'initiative, dans les régions du Sud yéménite, via leurs éléments inféodés. Faute d'une force terrestre digne de ce nom, l'Arabie saoudite utilise, donc, ses " fidèles", à Aden.

Le journal libanais, "Al Akhbar", revient sur cette attaque, en soulignant l'insistance avec laquelle Riyad a tenté, depuis le premier jour de la guerre contre le Yémen, de prendre le contrôle d'Aden et d'en faire un havre de paix, pour Mansour Hadi. Mais Aden n'est pas la seule cible de Riyad. Les Al-e Saoud lorgnent, aussi, du côté de Hadramout. Aussitôt, la trêve annoncée, la coalition, dirigée par Riyad, l'a violée. Cette coalition cherche, en effet, à changer les équations politiques et militaires, au Yémen. L'allié émirati de Riyad a envoyé armes et effectifs, dans ce pays, façon d'aider les élements pro-saoudiens.

Quant aux médias, à la solde du régime des Al-e Saoud, l'heure est au grand matraquage : ces médias évoquent, à tort et à travers, le retour "imminent" de Hadi et de son équipe, à Aden, et c'est sur fond de cette rumeur que les miliciens pro-Riyad ont multiplié, ces derniers temps, leurs assauts contre l'aéroport d'Aden. L'aéroport a été, momentanément, occupé, d'ailleurs, par ces éléments, avant d'être repris par les forces d'Ansarallah. Selon "Al-Akhbar", l'armée et les forces d'Ansarallah ont lancé une très violente attaque, dans la nuit de mercredi à jeudi, contre l'aéroport d'Aden, aéroport, bombardé une centaine de fois, durant ces dernières heures, par l'aviation saoudienne : or, ces assauts n'ont rien pu faire et les mercenaires saoudiens se sont vus contraints de reculer.

Les miliciens semblent se préparer à lancer une nouvelle opération : plusieurs chars et véhicules blindés et des armements semi-légers viennent d'être déployés, sur les côtes d'Al-Barigha ... Riyad va-t-il réussir à reprendre Aden? Le premier acte du plan a, lamentablement, échoué. french.irib.ir 16.07

ECONOMIE

Chine

Pas de bol pour les Grecs qui ne pourront pas en faire autant pour être demeurés prisonniers de l'euro par la volonté de Tsipras et Syriza.

- La banque centrale de Chine va injecter 48 milliards de dollars - Reuters

La banque centrale chinoise va injecter 48 milliards de dollars (44 milliards d'euros) dans la première institution financière spécialisée du pays, la Banque chinoise de développement (BCD), dans le cadre de la réforme du secteur bancaire destinée à combattre le ralentissement de l'activité, a-t-on appris de deux sources proches du dossier.

Les autorités chinoises avaient dit en avril qu'elles allaient réformer les trois grandes institutions financières spécialisées du pays -- la BCD, la Banque chinoise pour l'import -export et la Banque chinoise pour le développement de l'agriculture -- afin de soutenir l'activité et de financer l'expansion à l'international des entreprises chinoises.

L'injection de capitaux par la banque centrale dans la BCD se fera par une conversion de dettes en fonds propres, explique-t-on de mêmes sources.

Contactées par Reuters, aucune des parties prenantes n'a souhaité faire de commentaires.

Créée en 1994, la BCD est chargée du financement des grands projets d'infrastructure en Chine et à l'international.

Le Conseil d'Etat, l'équivalent du gouvernement, a appelé la BCD à "accroître son soutien aux domaines stratégiques et aux secteurs en difficulté."

En juin, le régulateur bancaire chinois avait décidé de considérer les obligations émises par la BCD pour se financer comme exemptes de risque en soulignant le fort soutien des autorités à l'établissement qui totalise plus de 10.300 milliards de yuans d'actifs (1.570 milliards d'euros).

Au début du mois de juillet, la banque centrale avait prolongé 25 milliards de dollars de prêts bonifiés au taux de 3,1% à la BCD afin de soutenir une croissance défaillante. Reuters17.07

Haut de page

Le 19 juillet 2015

CAUSERIE

Loving you Sunday morning (Scorpions), après un petit exercice de Kama Sutra et un massage ayurvédique à l'huile de sésame pure pour bien commencer la journée, on est en pleine forme !

Loving you ne s'adresse pas à vous puisque j'ai cru comprendre que vous ne m'aimiez pas beaucoup, vous préférez sans doute les gens mal intentionnés qui passent leur temps à vous raconter des histoires à dormir debout tout en faisant preuve de démagogie, c'est votre droit et je le respecte, dommage.

2495 connexions à la page d'accueil du site depuis le 1er juillet.

Crise du POI. Les interviews par Karim Landais de dirigeants exclus ou démissionnaires du PCI ou de l'OCI ont été téléchargés des centaines de fois durant la même période, ainsi que d'autres articles ou documents en relation avec ces formations politiques.

Pour qu'il n'y ait pas de jaloux.

Crise du NPA. La tendance Claire du NPA a mis en ligne le 8 juillet un article relatant la crise qui sévit au sein du NPA *Un CPN paralysé à cause du refus persistant de constituer une nouvelle majorité*.

Dans les deux cas on remarquera que c'est aussi une crise de la démocratie qui s'exprime dans ces partis, à croire que celle du régime les atteint directement, le plus surprenant (ironiquement) c'est que ce soit dans les mêmes termes, le régime est devenu incompatible avec la démocratie et ces partis aussi.

Dit naïvement, on se demandera comment des gens aussi intelligents peuvent avoir été aussi idiots pour avoir sabordé l'héritage du trotskysme et du marxisme.

Ne me prenant pas pour ce que je ne suis pas contrairement à leurs dirigeants, j'avais estimé qu'en l'absence d'un dirigeant de la trempe de Marx, Engels, Lénine ou Trotsky ou possédant leurs qualités, ce devrait être un collectif de dirigeants qui devrait diriger le parti et non un chef affublé de sa cour, qui plus est lorsque leurs motivations finissent davantage par relever d'intérêts personnels avec lesquels ceux du parti devraient corrompre ou seraient finalement sacrifiés, ce qui se traduirait toujours dans un tel parti monolithique par l'impossibilité de le construire.

On nous rétorquera peut-être que c'est justement ce qu'ils ont fait en dotant leur parti d'un bureau national de quelque 50 membres, à ceci près que la manière dont il fonctionnait, son ordre du jour et l'orientation des débats dont on a eu quelques aperçus dans Informations ouvrières, prouvaient que la quasi totalité des questions directement reliées à la situation politique en France et dans le monde, à la question de la construction du parti, aux rapports du parti avec la classe, entre les classes et à l'intérieur des classes, etc. des questions en rapport avec la ligne politique et la stratégie à adopter que nous avons abordées dans notre portail depuis des années, n'y ont jamais figuré et n'ont par conséquent jamais été traitées, aucune discussion sérieuse sur ces thèmes capitaux n'ont jamais eu lieu à notre connaissance, elles se bornaient toujours à traiter des questions en relation avec la situation sociale telles qu'on peut les rencontrer dans n'importe quel syndicat, alors qu'apparemment le POI était un parti politique, mais qui ne traitait pas de politique, d'idéologie, toutes les questions d'ordre théorique étant systématiquement évacuées au profit de quelques dirigeants s'étant finalement octroyés tous les pouvoirs dans ce parti. A suivre.

Dossier grec

Tsipras et Syriza. Les imposteurs démasqués.

Nous ne vous tromperons pas.

1- « Nous n'avons ni l'intention ni la possibilité de vous tromper. De soustraire aujourd'hui votre vote et l'utiliser après les élections comme chèque en blanc. Et nous n'avons pas la possibilité de vous tromper parce que SYRIZA c'est vous » avait déclaré pourtant avec force Alexis Tsipras le 17/01/2015 (http://syriza-fr.org/2015/01/28/le-cadre-de-programme-gouvernemental-de-syriza/)

Nous représentons le peuple.

2- « Nous ne nous appuyons ni sur des entrepreneurs ni sur des banquiers ni sur des propriétaires de médias. Nous nous appuyons sur vous. Ni sur l'oligarchie, ni sur les grandes familles. Sur le peuple souverain » (Ibid)

La politique d'austérité appartient au passé.

3- « Le peuple grec souverain a délégué aujourd'hui un mandat clair, fort, et sans ambiguïté. La Grèce tourne la page. La Grèce laisse derrière elle la politique désastreuse de l'austérité ». (http://syriza-fr.org/tag/alexis-tsipras/page/4/)

Il faut être mentalement déséquilibré, un crétin fini, un féroce opportuniste ou un pro-capitaliste assumé pour soutenir Tsipras et Syriza. Idem pour le Front de gauche et Podemos.

Les derniers développements

- Grèce: pas finalisé, déjà critiqué, les fragilités du nouveau sauvetage - AFP

Le nouveau sauvetage de la Grèce n'est pas finalisé mais il a déjà du plomb dans l'aile: des acteurs clés du dossier - Athènes, Berlin et le FMI - en critiquent les grands axes et doutent de ses chances de succès.

Le scepticisme ambiant, qui dépasse de loin le simple cercle des économistes, devra être dissipé lors des négociations à venir sur les modalités du plan d'aide, dans la foulée de l'accord-cadre conclu lundi à Bruxelles.

Sans surprise, c'est d'Athènes que viennent d'ores et déjà les plus fortes réserves. L'accord arraché in extremis lundi impose au pays une nouvelle cure d'austérité (hausse de la TVA, coupes dans les retraites...) et une quasi-mise sous tutelle économique.

L'encre de sa signature à peine sèche, le Premier ministre Alexis Tsipras évoque aussitôt "un texte auquel (il) ne croit pas" même s'il a permis d'éviter à son pays une sortie désordonnée de la zone euro.

"J'ai dit que j'étais en désaccord avec de nombreux éléments du texte", ajoute-t-il mercredi devant son Parlement.

Son ministre des Finances Euclide Tsakalotos est sur la même ligne: "Je ne sais pas si nous avons fait le bon choix", dit-il devant les élus.

Le chemin semble donc bien long avant que les autorités ne "s'approprient" ce plan de réformes, comme le souhaite la dirigeante du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde.

Ce n'est un secret pour personne: Berlin, premier créancier de la Grèce, a freiné des quatre fers avant de parapher l'accord-cadre, mettant même sur la table le scénario d'un "Grexit" de 5 ans.

Face au Bundestag vendredi, la chancelière allemande Angela Merkel a certes défendu ce texte, présenté comme la seule alternative "au chaos" même si ses conditions sont "dures pour les gens en Grèce".

Mais d'importants doutes subsistent et la dirigeante a reconnu que personne ne pouvait "les balayer de la main".

Son ministre des Finances était allé plus loin jeudi en évoquant de nouveau l'hypothèse d'un "Grexit" temporaire.

"Nous ne le pourrions pas, nous ne le voulons pas (...). Mais ce serait peut-être la meilleure solution", a déclaré Wolfgang Schäuble.

"Beaucoup le disent, y compris en Grèce", a-t-il poursuivi, semant le doute sur la pertinence même d'un nouveau sauvetage du pays après ceux de 2010 et 2012

Associé à ces plans d'aide, le FMI a, lui, sorti les griffes et menacé de laisser les Européens entre eux s'ils ne réduisaient pas la dette de la Grèce, jugée "totalement non-soutenable".

Interrogée sur le point de savoir si le plan ébauché lundi était viable sans un allègement de la dette, Christine Lagarde a été directe. "La réponse est assez catégorique: "non"", a-t-elle dit.

Sous couvert de l'anonymat, un haut responsable du FMI juge d'ailleurs l'accord avec la Grèce pas "vraiment concret" et laissant de "nombreuses questions" en suspens.

Les Européens semblent certes se rallier les uns après les autres aux exigences du FMI sur la dette, mais les doutes du Fonds ne se limitent pas à cette question.

Selon l'institution de Washington, les objectifs budgétaires assignés à la Grèce, qui sous-tendent l'accord de Bruxelles, sont ainsi quasiment hors de portée.

Pour mémoire, Athènes est censé dégager à terme --et maintenir-- un excédent primaire (hors charge de la dette) équivalant à 3,5% de son produit intérieur brut.

"Peu de pays y sont parvenus. L'annulation de réformes cruciales du secteur public déjà en place (...) soulève des doutes sur la capacité de la Grèce à atteindre cet objectif", écrit le Fonds dans un rapport publié mardi.

Une autre institution de Washington a donné de la voix.

Groupement des plus grandes banques du globe, l'Institut pour la finance internationale (IIF) juge que l'accord fait une nouvelle fois l'erreur de faire primer l'assainissement budgétaire sur le redémarrage de l'économie.

"Le programme devrait accorder beaucoup plus d'attention à des mesures de soutien de la croissance et pas seulement chercher à atteindre un excédent primaire à n'importe quel prix", écrit cette organisation qui avait été associée à la restructuration de la dette grecque de 2012. AFP 18.07

- Grèce: le gouvernement remanié rouvre les banques lundi - AFP

Les banques grecques rouvriront lundi avec des contraintes très légèrement assouplies mais les contrôles de capitaux restent globalement maintenus, selon un décret publié samedi après la mise en place d'un gouvernement remanié.

Les retraits restent limités, à 420 euros pour sept jours, mais il sera possible de retirer cette somme d'un seul coup ou de la fractionner, selon les besoins.

Le contrôle des capitaux aurait déjà coûté 3 milliards d'euros à la Grèce, hors secteur du tourisme, selon le journal de centre-droit Kathimerini.

Athènes va bénéficier d'un versement d'urgence de 7 milliards d'euros, mais il va être vite englouti. Le pays doit rembourser plus de 4 milliards d'euros à la BCE dès lundi et régler une ardoise conséquente auprès du Fonds monétaire international. AFP 18.07

Sans rire, la BCE va verser 7 milliards d'euros à la Grèce qui vont lui revenir à hauteur de 4 milliards d'euros et le FMI devrait recevoir 1,4 ou 1,7 milliard d'euros je n'ai plus la somme exacte en tête, bref il restera à la Grèce autour d'1 milliard d'euros qui serviront en partie à verser les intérêts arrivés à échéance d'emprunteurs privés, et retour à la case départ...

- Faute d'argent, les Grecs sacrifient leurs obsèques - Francetv info

C'est une conséquence de la fermeture des banques : les Grecs ne peuvent plus payer les obsèques de leurs proches. Francetv info 18.07

Adressez la note aux croque-morts de Syriza.

- Crise grecque : DSK dénonce le «diktat» allemand - leparisien.fr

Ses conditions ? «Proprement effrayantes pour qui croit encore en l'avenir de l'Europe.» D'un trait de plume, le spécialiste des questions économiques balaie les discussions du week-end dernier, jugeant ce qui s'est passé «fondamentalement néfaste, presque mortifère». Pourquoi un jugement si lapidaire de DSK, qui va jusqu'à parler de «diktat»? Selon lui, «la coalition des créanciers conduite par les Allemands» a voulu «saisir l'occasion d'une victoire idéologique sur un gouvernement d'extrême gauche au prix d'une fragmentation de l'Union». En clair, elle a préféré écraser Tsipras et Syriza qu'honorer la «solidarité européenne».

«A compter nos milliards plutôt qu'à les utiliser pour construire, à refuser d'accepter une perte -pourtant évidente- en repoussant toujours un engagement sur la réduction de la dette, à préférer humilier un peuple parce qu'il est incapable de se réformer, à faire passer des ressentiments -pour justifiés qu'ils soient- avant des projets d'avenir, nous tournons le dos à ce que doit être l'Europe», assène Strauss-Kahn. L'ex-favori de la présidentielle de 2012, stoppé net par l'affaire du Sofitel de New York, insiste : «Un fonctionnement de la zone euro dans lequel vous, mes amis allemands, suivis par quelques pays batliques et nordiques, imposeriez votre loi sera inacceptable pour tous les autres.»

«Les règles de saine gestion», martèle DSK, «il faut les faire respecter dans la démocratie et le dialogue, par la raison, pas par la force». Lui souhaite «un projet politique», pour une Europe capable de «voir loin, refuser les mesquineries, jouer son rôle dans la mondialisation, un mot continuer à façonner l'Historie». leparisien.fr 18.07

A retenir : Non pas cette "dénonciation", mais son orientation pour «un projet politique» de l'UE, qui à terme se traduirait par la perte totale de souveraineté des Etats qui composent l'UE, de telle sorte qu'il ne serait même plus possible aux différents peuples de se retourner contre leurs institutions nationales pour les renverser, puisque ce ne serait plus que des coquilles vides, autrement dit, ils lutteraient contre un ennemi invisible, hors de leur portée, inatteignable, impossible à vaincre, cela en serait fini avec la perspective de notre émancipation et avec le socialisme.

J'ai cru comprendre que l'oligarchie financière anglo-saxonne à l'origine de la construction de l'UE était contre une Europe politique, préférant sans doute gouverner à partir d'institutions qui lui sont entièrement dévouées comme le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale ou le CFR (Council Foreign Relation) ainsi qu'une multitude de think tanks liés aux médias qu'ils contrôlent.

Ce qui est somme toute logique, puisque pour concentrer tout le pouvoir politique et économique et gouverner, il vaut mieux recourir à des institutions occultes n'ayant de compte à rendre à personne, surtout pas aux peuples directement concernés par leurs décisions.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le PS candidat au poste d'avant-garde de la réaction en Europe (et dans le monde).

- Hollande: la France prête à constituer "une avant-garde" dans l'UE - AFP

La France est prête à participer "à une organisation renforcée" de la zone euro et à constituer "avec les pays qui en décideront, une avant-garde" dans l'Union européenne, déclare François Hollande dans une tribune publiée par le Journal du Dimanche.

"La zone euro a su cette semaine réaffirmer sa cohésion avec la Grèce. La qualité de la relation franco-allemande y a été pour beaucoup. L'esprit européen a prévalu", écrit le président de la République dans un dossier du Journal du Dimanche consacré à l'ancien ministre et président de la Commission européenne Jacques Delors, qui fête lundi ses 90 ans.

"Mais nous ne pouvons en rester là. J'ai proposé de reprendre l'idée de Jacques Delors du gouvernement de la zone euro et d'y ajouter un budget spécifique ainsi qu'un Parlement pour en assurer le contrôle démocratique", ajoute le chef de l'Etat.

"Partager une monnaie, c?est bien plus que vouloir une convergence. C'est un choix que 19 pays ont fait parce que c'était leur intérêt. Nul gouvernement d'ailleurs depuis quinze ans n'a pris la responsabilité d'en sortir", poursuit François Hollande.

"Ce choix appelle une organisation renforcée et avec les pays qui en décideront, une avant-garde. La France y est prête parce que, comme Jacques Delors nous l'a montré, elle se grandit toujours quand elle est à l'initiative de l'Europe", estime-t-il.

Interrogé dans le même numéro du Journal du Dimanche, Jacques Delors lui-même juge que le système actuel de l'Union européenne et de la zone euro "n'est plus gouvernable". "Cela ne peut plus durer. Il faut refonder cette Union économique et monétaire. Vont-ils le faire? Il y a eu un vice de construction au départ. Il y a eu aussi des bêtises et une incapacité de l'eurozone à y mettre fin", analyse Jacques Delors.

Selon lui, "dans la situation actuelle, on a évité le pire. Mais l'Europe n'est pas une puissance morale, je dis morale au bon sens du terme. Il faut reconstituer cette puissance morale qui a fait la force de l'Europe en d'autres périodes, comme au moment de la chute du mur de Berlin". AFP 18.07

Leur divergence porte sur la question de savoir si tous les peuples de l'UE ou de la zone euro doivent être mis à contribution ou non pour rembouser les dettes que certains Etats ne peuvent plus honorer ou mutualiser les dettes des Etats, ce qui présenterait l'avantage selon les sommets de l'oligarchie financière dont Hollande se fait le porte-parole, de s'attaquer aux plus nantis, par exemple au nom de la solidarité ou de l'équité, ce que refuse l'Allemagne dont l'économie dépend aussi en grande partie de sa consommation intérieure qui peine déjà à se stabiliser ou à croître compte tenu de la paupérisation grandissante de pans entiers du prolétariat allemand soumis au carcan d'Hartz IV.

Ceux qui ont encensé a des degrés divers Hollande après sa prestation contre la Grèce, parmi lesquels des partis et des économistes ou personnalités qui se disent de gauche, se sont faits en réalité eux-mêmes les porte-parole de l'oligarchie financière. Les dénoncer et les combattre fait aussi partie de notre devoir de militant ouvrier.

En complément. Le président des nantis.

- Prix de la viande : François Hollande en appelle au patriotisme des consommateurs - Francetv info

Le président de la République a sollicité les consommateurs français pour tenter de sortir de la crise la filière française de la viande. Le président demande aux Français d'aider la production locale en payant un peu plus chère leur viande. Francetv info 18.07

Quand on pense qu'il y a des travailleurs et des retraités qui n'ont déjà pas de quoi manger de la viande tous les jours...

Normal pour une monarchie germanique.

- Elizabeth II, un passé familial toujours embarrassant - libération.fr

La vidéo publiée par le Sun vendredi ravive le souvenir d'un membre de la famille royale britannique, un peu encombrant, proche du parti nazi.

Cette vidéo est loin d'être un scoop. Elle vient s'ajouter aux nombreux documents qui confirment qu'Edward VIII avait des affinités avec les membres du parti nazi. Quand ce petit film est tourné, en 1933, Edward n'est pas encore roi. Il monte sur le trône en janvier 1936 avant d'abdiquer en décembre de la même année afin de pouvoir épouser une Américaine divorcée, Wallis Simpson.

L'année suivante, le couple - devenu duc et duchesse de Windsor - rend visite à Adolf Hitler, à Munich. Leur rencontre est immortalisée par une photo, une poignée de main tristement historique, sur laquelle l'ancien roi du Royaume-Uni et sa femme apparaissent tout sourire. À la mort du Fürher en 1945, le sulfureux Edward VIII aurait même lâché qu'Hitler n'était pas «un homme mauvais».

Edward VIII a toujours été accusé d'être un sympathisant nazi, jusqu'à sa mort en 1972. Mais des archives historiques, dévoilées soixante ans après son abdication, révèlent que son implication aurait pu aller beaucoup plus loin. Sa femme,

Wallis Simpson, aurait elle aussi été très proche du parti nazi.

Dans un des documents sortis du placard en 1996, un informateur écrit que «les Allemands attendent le soutien du duc et de la duchesse de Windsor, cette dernière voulant devenir reine à tout prix. Les Allemands négocient avec elle». Cette note indique également que «les Allemands» en question avaient l'intention de faire d'Edward VIII «une sorte de marionnette», selon The Independent, et de l'installer sur le trône en cas d'invasion. Le duc et la duchesse seraient ainsi devenus un couple royal nazi.

Comment la famille royale gère ce passé embarrassant ?

Le problème de cette vidéo, c'est qu'elle implique Elizabeth II, malgré elle. Le rédacteur en chef du Sun a beau assurer que cette publication n'a pas pour but de compromettre la reine, elle gêne et agace la famille royale, qui cherche à effacer à tout prix ses liens avec le nazisme. Quand la princesse Elizabeth épouse Philip Mountbatten, en 1946, une grande partie des proches de ce dernier n'assiste pas à la noce : ses soeurs ont épousé des princes proches du parti nazi.

La maisonnée royale préfère alors rompre avec cette branche de la famille. Et quand le Sun publie une photo du Prince Harry en 2005 affublé d'un costume d'Hitler, Buckingham Palace s'empresse de reconnaître l'erreur de jeunesse du «joyeux luron». libération.fr 18.07

Om mani padme um, que la guerre soit avec nous

- Le Dalaï Lama fête son 80e anniversaire avec George W. Bush au Texas - agoravox.fr

Une photo a été prise aux États-Unis le 1er juillet 2015 et a été mise en ligne sur la page Facebook du Dalaï Lama.

En voici la légende : « Sa Sainteté le Dalaï Lama en train de rire après avoir soufflé les bougies du gâteau présenté par le président Bush et sa femme en l'honneur de son 80e anniversaire à venir, au cours d'un déjeuner au Centre présidentiel George W. Bush à Dallas (Texas) aux États-Unis, le 1er juillet 2015. » agoravox.fr 09.07

- L'aura du dalaï-lama de plus en plus forte à travers le monde lefigaro.fr

La cote de popularité du dalaï-lama, prix Nobel de la Paix en 1989, est en hausse. Le chef religieux tibétain est considéré comme la personnalité qui incarne le mieux la lutte pour la paix et la non-violence dans le monde.

Il a soufflé ses 80 bougies le 5 juillet 2015. Tenzin Gyatso, plus haut chef spirituel du bouddhisme tibétain, continue à faire briller le titre de dalaï-lama, qu'il détient depuis 1950. Des sondages réalisés par YouGov et, plus récemment par l'Ifop, le confirment.

Plus récemment, ce responsable religieux a fait l'objet d'un sondage réalisé par l'Ifop pour Campagne Internationale pour le Tibet, une ONG membre de la Fédération internationale des droits de l'homme. Cette enquête évalue les regards internationaux portés sur le dalaï-lama, en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Elle a été effectuée sur 5996 personnes entre le 25 juin et le 3 juillet 2015.

Les cinq pays questionnés ont répondu que le dalaï-lama était la personnalité qui incarne le mieux la lutte pour la paix et la non-violence dans le monde. Ils ont tous une bonne opinion du dalaï-lama, à 80% aux Pays-Bas, 90% en Allemagne, 92% en France et 95% en Italie. Ce pourcentage augmente depuis mars 2014, date où il atteignait les 89% d'opinions positives pour la France et 88% en l'Allemagne.

La France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et les États-Unis s'accordent pour considérer que l'humilité est le trait de caractère qui qualifie le mieux la personne du dalaï-lama. Les personnes interrogées aux Pays-Bas ont mis en avant le courage. La tolérance est la troisième qualité citée par les sondés.lefigaro.fr 18.07

Commentaire d'un internaute.

- "Peut-on m'expliquer s'il vous plait pourquoi "la personnalité qui incarne le mieux la lutte pour la paix et la non-violence dans le monde" décide de fêter ses 80 ans avec George W. Bush, ancien président des USA qui a engagé une guerre illégale en Irak, décidée sans autorisation du Conseil de Sécurité des Nations Unies et en violation du droit international, et pour des motifs mensongers (les prétendues « armes de destruction massive de Saddam Hussein). Un homme qui est donc responsable d'au moins 1 million de morts de civils irakiens.

Rechercher sur google "Dalai Lama anniversaire Bush" et vous trouver une photo du Dalaï Lama en train de rire après avoir soufflé les bougies du gâteau présenté par le président Bush et sa femme.

Bref, on se moque de nous, une fois de plus."

Si nous en sommes encore à la préhistoire de l'humanité, les hommes faisant encore inconsciemment leur histoire, il faut donc vous attendre à ce que l'histoire que vous ont racontée ceux qui vous gouvernent ou qui figure dans les manuels scolaires ou d'histoire ne correspondent qu'à leur interprétation romancée, faussée ou manipulée de la réalité, car quel intérêt aurait-il franchement à vous dire la vérité ou à vous éclairer sur votre propre condition pour vous permettre de vous en émanciper, ce n'est vraiment pas leur objectif puisque l'ignorance du peuple qu'ils entretiennent de la sorte, constitue la meilleure garantie ou condition qui soit pour qui'ils conservent leur pouvoir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

- Yémen: des ministres en exil rentrent à Aden "libérée" des rebelles - AFP

Plusieurs ministres yéménites, jusque là réfugiés en Arabie saoudite, ont fait leur retour à Aden, après l'annonce par le gouvernement en exil de la libération de la ville portuaire jusqu'alors aux mains des rebelles houthis.

Le ministre a assuré que les rebelles chiites soutenus par l'Iran avaient été boutés hors de la ville, à l'exception de "quelques groupes assiégés qui refusent de capituler".

Vendredi, le gouvernement yéménite basé à Ryad avait annoncé que les forces loyalistes, qui ont lancé mardi leur première offensive à Aden depuis l'entrée fin mars des rebelles dans la ville, en avaient chassé les houthis et leurs alliés.

"Le gouvernement annonce la libération de la province d'Aden", avait écrit sur sa page Facebook le chef du gouvernement, Khaled Bahah.

Mais la situation est toujours instable et de féroces combats se poursuivaient samedi dans le quartier d'al-Tawahi, toujours aux mains des rebelles selon des témoins.

Un porte parole de la rébellion a pour sa part qualifié l'annonce du gouvernement de "guerre psychologique" et de "tentative de remonter le moral" des milices pro-gouvernementales.

"L'avancée dont ils se vantent ne dépasse pas quelques kilomètres ici et là sur les lignes de front, où ils ont par ailleurs subi de lourdes pertes", soutient le porte-parole dans un communiqué publié par l'agence de presse proche de la rébellion.

Les forces pro-gouvernementales ont pu compter sur le soutien des frappes de la coalition arabe menée par l'Arabie Saoudite, ainsi que sur l'arrivée de combattants entraînés et équipés par le royaume saoudien.

Les avions de la coalition ont visé samedi des positions rebelles dans l'est d'Aden, tuant 25 combattants, a indiqué une source militaire. Un bilan que l'AFP n'est pas en mesure de vérifier.

Les forces loyalistes ont enregistré plusieurs autres avancées. Elles ont lancé une attaque contre la base aérienne d'Al-Anad située dans la province de Lahj et tenue par les Houthis et leurs alliés, des militaires restés fidèles à l'ancien président Ali Abdallah Saleh.

Lors de l'opération, 47 rebelles, dont des officiers de la Garde républicaine pro-Saleh ont été capturés, a affirmé Qaed Nasser, porte parole de la milice de la Résistance populaire. Cette dernière, opposée aux Houthis, rassemble des combattants pro-gouvernementaux, des tribus sunnites et des sécessionnistes sudistes.

Plus à l'est, les forces pro-régime ont également repris pied à Bayhan, ville située dans la province méridionale de Chabwa, selon la même source. AFP 18.07

2- Syrie

- Des miliciens kurdes accusent l'Etat islamique d'avoir utilisé un gaz toxique - LeMonde.fr

Les djihadistes de l'Etat islamique ont eu recours à un gaz toxique les 28 et 29 juin au cours d'offensives menées dans la province d'Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, ont accusé samedi 18 juillet les miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG).

La nature de ce gaz n'a pu être déterminée précisément, selon Redur Xelil, porte-parole de la milice. Aucun combattant des YPG n'y a succombé parce que tous ceux qui ont été exposés ont été rapidement hospitalisés, a-t-il poursuivi. Selon le New York Times, qui cite le responsable de l'organisation Conflict Armament Research, qui a participé à l'enquête, il pourrait s'agir de chlorine.

La milice kurde enquête avec l'aide d'une équipe d'experts étrangers, dit-elle dans un communiqué. Elle ajoute avoir découvert des masques à gaz sur des combattants de l'EI au cours du mois écoulé, ce qui, selon elle, « confirme qu'ils sont prêts et équipés pour utiliser des armes chimiques sur la ligne de front ».

L'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui dresse un bilan quotidien du conflit à l'aide d'un réseau d'informateurs locaux, dit lui aussi disposer de documents montrant que l'Etat islamique a utilisé un gaz le 28 juin près du village de Tel Brak.

Douze combattants kurdes y ont été exposés, poursuit-il. L'Observatoire ajoute sans plus de détails qu'une autre attaque au gaz survenue à Hassaké, chef-lieu de la province du même nom, lui a été signalée. LeMonde.fr 18.07

3- Israël

- 47% des Israéliens favorable à la guerre contre l'Iran - french.irib.ir

Selon le journal israélien," Maariv", les habitants des territoires occupés sont favorables, à 47%, à une action militaire contre l'Iran. Le sondage, repris par le journal, pose la question suivante : Etes-vous d'accord ou pas avec une offensive militaire contre l'Iran, pour l'empêcher de se doter de la bombe atomique? 47% des sondés répondent par l'affirmative, contre 37%, qui refusent l'idée d'une guerre israélienne contre l'Iran. 18% des personnes interrogées refusent de répondre.

L'enquête d'opinion, publiée vendredi, donne à 71%, le nombre de ceux des israéliens, qui croient que l'accord nucléaire Iran/5 +1 aidera l'Iran à fabriquer la bombe atomqiue. Quelques heures après l'annonce de la conclusion des pourparlers Iran /5+1, le Premier ministre sioniste, Benyamin Netanyahu, a annoncé ne pas reconnaître cet accord, qu'il ne respecterait pas, et qu'il pourrait, très facilement, violer, en recourant à l'option militaire contre l'Iran.

Le régime sioniste dispose de plus de 250 ogives nucléaires et n'est signataire d'aucun traité international interdisant l'usage de l'arme atomique. french.irib.ir 18.07

Israël est une création de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui comme elle bénéficie du statut privilégié au-dessus des autres nations du monde et de tous les peuples d'imposer sa loi au reste du monde qu'il ne respecte pas lui-même. C'est un Etat hors la loi ou d'exception conçu sur la base d'un mythe qui pour justifier son existence doit recourir à la force, exactement comme les Etats-Unis pour conserver son hégémonie sur le monde.

Haut de page

Le 21 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry, 17h47.

On a ajouté 27 articles.

J'ai pris quelques notes pour la causerie de demain qui s'annonce savoureuse, je veux dire productive.

Les opportunistes de la pseudo-gauche radicale sont démasqués, impossible de changer de politique sans rompre avec l'euro et l'UE, la situation s'éclaircit vous ne trouvez pas ? Tous les partis dits ouvriers sont en crise et menacent d'éclater, c'est excellent, il suffisait d'être patient, ce qui pourrait déboucher sur une recomposition du mouvement ouvrier sur une base politique saine, il faut l'espérer. On a été dirigé par des imposteurs, des usurpateurs, des magouilleurs, des gens profondément malhonnêtes et sans principes qui ont passé leur temps à se faire passer pour ce qu'ils n'étaient pas et en avaient parfaitement conscience, il est

tant d'en finir une fois pour toute.

N'attendez rien des partis qui existent aujourd'hui, ils ont tous failli politiquement et leurs méthodes de fonctionnement étaient détestables. Comment pourrait-on avoir confiance dans des dirigeants qui nous ont trompés, trahis ? Il faut construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, des dizaines de milliers de travailleurs ou de militants sincères et honnêtes, restés fidèles au socialisme ou y aspirant seraient prêts à le rejoindre pour peu qu'il serait basé sur le marxisme et qu'il entreprendrait immédiatement d'élever le niveau théorique et de conscience de ses militants, qu'il attacherait une importance particulière à la formation et au respect de chaque militant, qu'il mènerait le combat contre la classe dominante sur tous les plans et tous les fronts à la fois pour que l'idéologie dominante cesse d'avoir une emprise sur eux, on sait ce qu'il faut faire et ne pas faire, il suffit d'en avoir la volonté. On a tout le matériel disponible sous la main, tout les arguments qu'il faut pour briser la propande officielle et celle des opportunistes de malheur, on dispose d'une expérience formidable que l'on peut mettre en valeur pour peu qu'on renoue avec les enseignements que les marxistes nous ont légués, certes on a des faiblesses et des lacunes, mais dès lors qu'on le décide, collectivement aucune difficulté ne peut nous arrêter, aucun problème ne demeurera sans réponse adéquate.

La classe n'a jamais été aussi instruite ou éduquée dans le passé, comment ne pourrions-nous pas avoir confiance en sa capacité à se hisser au niveau du socialisme ou des tâches historiques qu'elle doit accomplir ? Il semblerait que les militants n'en soient pas encore capables pour avoir suivi des dirigeants faillis et corrompus et n'en aient pas conscience, ce n'est pas irrémédiable pour peu qu'ils fassent preuve de bon sens ou écoutent un autre discours que ceux de leurs dirigeants.

Il faut tout reprendre à zéro calmement, sans précipitation, honnêtement, sincèrement, sérieusement, et nous sommes certains d'y arriver, de corriger le tir et de renouer avec le socialisme. Encore faut-il ne pas négliger le facteur psychologique qui peut facilement nous jouer des tours car il touche directement à notre inconscience, cela nous concerne tous sans exception. Aussi doit-on soigner nos rapports entre militants, avec les travailleurs que nous rencontrons, apprendre à les écouter, à les respecter, à progresser ensemble, un parti qui négligerait un seul militant, qui mépriserait un travailleur ne serait pas digne de la cause pour laquelle il combat, chacun devrait graver ce principe dans son cerveau.

Le socialisme et le communisme sont l'idéal humaniste le plus élevé qui soit, à condition d'en être digne, il exige un comportement irréprochable ou qui tend à l'être, serait-il si difficile que cela que d'être honnête, sincère, loyal, ajoutons modeste par dessus tout ? C'est l'incompréhension qui domine les rapports humains, on devrait se poser la question de savoir pourquoi au juste, et ne pas en dormir jusqu'à temps d'avoir trouvé une réponse satisfaisante. A suivre.

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard.

Je vous remercie de ne m'apporter aucun soutien, c'est sympathique et encourageant ! Dois-je vous souhaiter la même chose ? Surtout n'en veuillez pas aux gens qui vous témoignent indifférence ou mépris, vous vous feriez du mal inutilement. Et surtout ne criez pas à l'injustice, un peu de dignité tout de même.

J'avais évoqué plusieurs initiatives lors de causeries précédentes que je comptais prendre, auxquelles je n'ai pas eu le temps de donner suite, peut-être parce que je n'y croyais pas moi-même. Mais bon, on se dit qu'il faut tout essayer et que cela ne coûte rien tant qu'on ne se compromet pas. Parfois il faut des mois avant qu'une idée mûrisse et qu'on détermine si elle vaut le coup d'être retenue ou non.

Parmi ces proposition, lancer un appel international en direction du mouvement ouvrier et des intellectuels qui le soutiennent pour exiger un changement de régime aux Etats-Unis, pourrait avoir une répercussion mondiale importante qui pourrait favoriser la recomposition du mouvement ouvrier américain et son avant-garde...

Tous les appels qu'on a pu lire ces derniers temps à l'initiative d'intellectuels se situaient sur le terrain de la capitulation devant l'oligarchie financière ou l'impérialisme américain ou encore l'Union européenne. Seul l'appel à rompre avec l'OTAN présentait pour nous un certain intérêt.

Réflexion politique

Deux questions déterminantes.

- Les conditions objectives sont-elles réunies pour que le capitalisme mondial s'effondre ?

- Si oui, pourquoi ne s'effondre-t-il pas et quelles en sont les conséquences sur le plan politique ?

Les réponses à ces questions détermineront la stratégie à adopter par l'avant-garde révolutionnaire face à l'offensive généralisée

de l'oligarchie financière, ainsi que son intervention dans la lutte des classes, l'ensemble de ses rapports aux différentes classes et à l'Etat conformément au programme de la révolution socialiste mondiale.

Maintenant tout dépendra de savoir à quoi on fera référence en terme de conditions objectives et ce qu'on en retiendra.

On peut se contenter de la définition qu'en avaient donnée les marxistes à une autre époque fort éloignée de la nôtre, et décréter que les forces productives ont cessé de croître sans tenir compte des nuances que les marxistes avaient introduites eux-mêmes à cette conclusion qui de nos jours ne jouent plus qu'un rôle secondaire. Dans ce cas-là on ne sortira pas de l'état névrotique obsessionnel et irrationnel dans lequel étaient tombés les trotskystes.

Ce facteur incluait chez Marx les travailleurs en tant que tels ou leur force de travail, la démographie mondiale ayant été exponentielle au cours du XXe siècle et particulièrement au cours de sa seconde moitié, on ne peut donc pas en déduire que les forces productives auraient eu tendance à décroître durant cette période. Ce n'est qu'un aspect de cette question que nous avons déjà traitée dans des causeries précédentes ou des articles, qui a le mérite d'être incontestable, sauf à nier la réalité. Cela ne remet pas en cause la destruction massive de forces productives lors de crises, dépressions, famines, génocides, guerres, ou tout simplement au quotidien.

On peut aussi aller plus loin, partant du constat que le capitalisme mondial aurait dû s'effondrer depuis le début des années 70 allant de crise en crise jusqu'à entrer en crise permanente, et se demander comment malgré tout il est toujours parvenu à s'en sortir sans pour autant que cette crise ne soit réglée. Question à laquelle on ne pourra répondre qu'en prenant en compte un nouveau facteur capital, à savoir le système financier mafieux que l'oligarchie financière anglo-saxonne a créé (et contrôle) et qui lui a offert une nouvelle marge de manoeuvre quasi inépuisable pour maintenir à flot le régime capitalisme tout en en sapant les bases car le sachant condamné sinon à s'effondrer. On fait référence ici à la planche à billets à laquelle la Fed et la BCE, accessoirement la BoA et la BoJ peuvent recourir de manière illimitée sans contrepartie ou valeur, de la monnaie de singe qu'ils ont introduite dans l'économie à hauteur de dizaines de milliers de milliards de dollars.

Cela a eu plusieurs conséquences dont nous retiendrons ici la plus déterminante pour la suite du combat du mouvement ouvrier.

Dès lors que l'économie ne dépendait plus uniquement des lois de fonctionnement du régime capitaliste incluant les bases sociales sur lesquelles il reposait, la lutte des classes allait être contrariée, dénaturée, corrompue, et le mouvement ouvrier allait s'avérer impuissant à lutter contre ses conséquences politiques notamment, qui allaient se trouver être travesties ou présentées avantageusement par la classe dominante et ses larbins de gauche, telle l'Union européenne indissociable de nos jours de l'euro, au point que la majorité des peuples les adopteront ou s'ils les rejettent ne voient pas l'intérêt qu'ils auraient d'en sortir ou de s'en passer, bref, des économies moribondes et un système économique en faillite ont réussi à passer cette épreuve grâce au soutien ou à la neutralité de leur peuple, alors qu'elles ont engendré un monstre, l'UE et l'euro, destiné à les engloutir ainsi que leurs droits ou acquis sociaux sans qu'ils puissent s'y opposer efficacement.

Ce système économique mafieux a permis de réaliser un hold up sur la démocratie après avoir fait l'objet d'un consensus des partis de droite et de gauche soumis à son diktat.

En fait, ce système économique mafieux a permis entre autres de contourner l'obstacle que représentaient les conditions objectifs parvenues à maturité et qui auraient dû se traduire par un effondrement généralisé du capitalisme qui n'a jamais eu lieu au cours des 70 dernières années. Pour avoir refusé de prendre en compte ce facteur, Lambert et Gluckstein en étaient arrivés à la conclusion que les conditions objectives n'étaient pas mûres, révélant au passage leur incompréhension de la situation économique qui allait déterminer la politique des différents gouvernement durant cette longue période, qui devait se traduire par l'adoption d'une stratégie erronée sur des bases faussées dès le départ.

Ce qu'il faut bien comprendre et les Grecs sont en train d'en faire l'amère expérience, c'est qu'une fois que les peuples allaient adopter l'UE et l'euro ou laisser leurs gouvernement les embringuer dans ce processus mortifère ou toxique, ils allaient se retrouver piégés au point de ne plus pouvoir imaginer en sortir ou rompre avec l'euro et l'UE, autrement dit ils allaient accepter de lier leur sort à ces deux facteurs qui avaient juré d'avoir leur peau sans qu'ils en aient conscience, pire encore, allant jusqu'à estimer que les rejeter plongerait la société dans le chaos, alors que ces deux facteurs avaient été justement conçus pour mieux les asservir en engendrant le chaos dans toute la société, jusqu'à remettre en cause l'ensemble de leurs droits sociaux et politiques ou les bases sur lesquelles reposait la civilisation humaine.

On ne pouvait imaginer pire confusion consistant à se placer au côté de ses bourreaux.

Je ne sais pas si vous vous souvenez de la vidéo que nous avions mis en ligne il y a un peu plus d'un an, dans laquelle une inspectrice de la Fed était auditionnée par une commision du Congrès américain, qui réclamait à la Fed des explications sur les 9.000 milliards de dollars qu'elle avait créés sans l'autorisation du Congrès ni celle du gouvernement, et qui avait répondu embarrassé que compte tenu de l'emploi qu'elle comptait en faire il avait été impossible d'en faire la publicité, pour finalement expliquer que 7.000 milliards de dollars avaient été destinés à soutenir les places financières en Europe de manière occulte (mais pas désintéressée évidemment), ne sachant pas elle-même où était passé le reste de cette somme et ne pouvant

fournir aucun détail sur la ventilation de ces 7.000 milliards de dollars sans doute trop compromettant pour les Goldman Sachs, JP Morgan et Cie. ainsi qu'un grand nombre d'acteurs économiques en Europe. Aucun gouvernement ou parlement de l'UE ne demandera des explications complémentaires au gouvernement américain ou à la Fed après cette révélation, le Parlement européen se contentera de celles fournies par les Américains et enterrera l'affaire..

Précisons que cette vidéo traduite en français avait été tournée en direct au sein du Congrès américain, il ne s'agissait pas d'un témoignage réalisé après coup ou de propos rapportés qui aurait pu être contestés par la suite, son authenticité garantissait les propos tenus par les différents intervenants et ne laissait place à aucune autre interprétation que celle que nous venons de reproduire ici.

Ceci pour en arriver à la conclusion qu'il était devenu obsolète de s'appuyer sur ce facteur objectif pour déterminer l'évolution à venir de la situation, et qu'il fallait se concentrer dorénavant sur le facteur subjectif qui n'était pas parvenu à maturité, le niveau d'organisation et de conscience des masses exploitées si on voulait parvenir à créer les conditions politiques favorables au renversement du régime en place.

Or les trotskystes, toutes tendances et courants confondus, ont décidé de s'en tenir au vieux shéma du capitalisme devenu obsolète du fait de l'introduction au sein de l'économie de ce système financier occulte et mafieux, refusant de modifier leurs rapports à la classe ouvrière, aux différentes classes et aux institutions, leur conception de la lutte de classe, refusant de prendre en compte les nouveaux rapports établis au sein de la classe des capitalisme au profit de l'oligarchie financière, pour finalement s'avérer incapables de se rassembler et de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ou un véritable parti communiste, allant de crise en crise jusqu'à aujourd'hui.

Après la disparition de Trotsky, le trotskysme allait devenir un courant opportunisme et réformiste du mouvement ouvrier qu'un discours radical devait servir à camoufler, et depuis il n'a pas changé.

Finalement, il a davantage accompagné la social-démocratie dégénérée et le stalinisme plus qu'il ne les a combattus, stratégie révisionniste qui sera gravée dans le marbre et qu'incarnera le front unique sans principe en direction de leurs dirigeants, sans tenir compte des modifications quantitatives et qualitatives qui allaient intervenir entre le PS et le PCF avec le régime et les travailleurs, sans parler des modifications importantes qui allaient intervenir au niveau de la composition du prolétariat, au niveau de la société profondément transformée par l'apparition de nouvelles technologies pour satisfaire de nouveaux besoins dont ils ne tiendront pas davantage compte, la lutte des classes étant la lutte des classes qu'on se le dise, déclaration péremptoire et creuse, comme si rien n'avait changé depuis le XIXe siècle. Vous connaissez la suite.

Tout cela pour dire qu'à la base on trouve une analyse de la situation et de son évolution erronée, qu'ils répéteront en boucle jusqu'à nos jours. Ils ménageront le PS, puis le PCF, sans parler des dirigeants syndicaux avec lesquels ils s'encanailleront, ils ne cesseront de vouloir leur faire jouer un rôle pour lequel ils n'avaient pas été conçus ce que leur évolution confirmera à une multitude de reprises sans qu'ils en tiennent compte non plus, comme si l'horloge de la lutte de classe s'était soudain arrêtée quelque part vers le IVe congrès de l'Internationale communisme ou lors de la publication du *Programme de transition* en 1938, régression politique qui allait les amener à bazarder les acquis de la révolution russe de 1917 et leurs partis, et pour certains se retrouver un siècle et demi en arrière pour justifier leur adaptation à la République démocratique bourgeoise, leur capitulation en réalité.

Pour finir, depuis quelques jours je lis ou relis certains vieux documents rédigés par des trotskystes de différents courants qui tous m'ont laissé perplexe.

Ces gens-là sont coupés de la réalité que vivent quotidiennement les travailleurs, ils ignorent le combat idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre le prolétariat pour briser sa résistance, ils ignorent également la formidable entreprise de propagande et de désinformation des médias qui sévit du matin au soir quotidiennement pour conditionner les masses, ils sont totalement incapables de tenir un discours en direction du prolétariat que celui-ci pourrait saisir, bornés ou sclérosés au dernier degré ils vivent dans une bulle... qui finit un jour par éclater !

Ceux qui critiquent ces partis présentent généralement les mêmes travers (en plus accentués encore) pour en être issus, sans n'être jamais parvenus aux racines du révisionnisme du trotskysme ou du marxisme. Cela vaut pour les intellectuels démocrates ou qui se prétendent de gauche, qui ne sont jamais parvenus à comprendre que ce n'était pas le socialisme ou le marxisme qui aurait échoué en URSS ou en Chine, confondant encore le socialisme qu'ils méconnaissent et le stalinisme dans ses différentes applications dans le monde, histoire de justifier leur propre subordination au capitalisme qu'ils maquillent maladroitement en accusations stériles conduisant systématiquement à s'y adapter ou dans une impasse politique, ce qui revient au même en pratique.

Du fait de l'absence de perspectives politiques mettant à l'ordre du jour le renversement du capitalisme, de l'embourgeoisement et de la corruption du prolétariat et ses organisations et partis, ils en sont arrivés à abandonner l'essentiel, à savoir que les droits, aspirations ou besoins de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes sont parfaitement légitimes et doivent servir exclusivement de guide à l'action du mouvement ouvrier en dehors de toutes

autres considérations, ce qui permettait à n'importe quelle époque ou circonstance de poser la question du pouvoir et de l'Etat qui ne pouvait être résolue que par les travailleurs eux-mêmes, ce qui nécessitait de leur part un haut degré de conscience et d'organisation indépendant de l'Etat et du capitalisme, conditions qui seront toujours battues en brèche ou négligées soit au nom du front unique, soit en recourant au prétexte fallacieux qu'il fallait commencer par créer les conditions d'un rapport de forces favorables aux travailleurs avant de pouvoir poser la question du pouvoir, du gouvernement ou de l'Etat ouvrier, de la République sociale, les travailleurs n'étant pas mûrs pour entendre un tel discours selon eux, occultant le fait que des millions rejetaient les institutions et honnissaient le régime en place, ce qui n'était manifestement pas le cas des couches sociales qu'ils représentaient, et qui présentaient la particularité de figurer parmi les plus favorisées par le régime et les plus enclines à le soutenir plutôt qu'à envisager de le renverser, versant finalement dans le social-patriotisme, le souverainisme, le corporatisme ou l'affairisme qu'une multitude de compromis passés avec les représentants de la classe dominante allaient sanctionner. Tous rechercheront à passer des alliances avec les partis corrompus du mouvement ouvrier et même au-delà, sans parler des directions pourris des syndicats, les institutions auxquelles ils participeront tous jusqu'à nos jours, qu'ils justifieront par le besoin de faire connaître leurs programmes ou leurs formations politiques, en réalité simple opération de marketing ou destinée à récolter des fonds de l'Etat.

On retiendra qu'aucun n'a essayé de populariser les idées du socialisme dont ils se réclament, tournant le dos à la lutte contre le stalinisme qui aurait miraculeusement disparu au début des années 90, alors qu'il continue de sévir partout dans le monde, y compris en France, idem contre la social-démocratie dégénérée ou social-impérialisme devenue social-néolibérale vers laquelle ils ne cesseront de lorgner, fréquentable à leurs yeux (A en vomir, n'est-ce pas ?), etc. dans ces conditions la dégénérescence des courants trotskystes devait mener à l'état de putréfaction auquel ils sont parvenus. A suivre.

Hollande bombarde le Yémen.

- France/USA bombardent Aden - french.irib.ir

Le directeur de la chaîne de télévision yéménite, Al-Massira, a fait part de la participation des navires de guerre français et américains au bombardement de la côte Sud du Yémen. Ibrahim al-Dilmi, Directeur de la chaîne de télévision yéménite, Al-Massira, a démenti, ce dimanche, l'occupation, par les terroristes, d'Aden, située dans le Sud du Yémen. «Les avions de combat et navires multinationaux, notamment, ceux des Etats-Unis et de la France, ont pilonné les côtes d'Aden, ainsi que les autres villes yéménites», a-t-il ajouté. «L'Arabie continue, toujours, d'attaquer différents endroits, au Yémen. Les ennemis se sont focalisés sur Aden, pour, ainsi, détourner l'attention de l'opinion publique des crimes qu'ils commettent, dans d'autres endroits», a ajouté Al-Dilmi.

L'anéantissement des positions des terroristes d'Al-Qaïda, dans plusieurs provinces et endroits yéménites, et le fait de se libérer de la domination des Etats-Unis et de l'Arabie, font partie des acquis du peuple yéménite, malgré les attaques qu'il subit. french.irib.ir 19.07

Alors camarades trotskystes, on le fait quand ce putain de front unique avec le PS, hein, dites-nous tout ? Cela ne vous tente plus ? Ah ben alors, qu'est-ce qui vous arrive ? Le PS est resté fidèle à lui-même (au colonialisme), le masque en moins, est-ce cela qui vous gênerait tant, que votre opportunisme soit démasqué par la même occasion ? Ah, c'est la règle du jeu ! Vous avez perdu et vous êtes mauvais joueurs par dessus le marché. Attention, vous allez encore vous enfoncer ou aggraver votre cas. Votre double jeu est terminé, il n'a que trop duré.

Parole d'internaute

- "L'UE approuve tout ce que les USA approuvent. Tout comme l'embargo sur la Russie par exemple. Et pendant que les pays européens (dont la France) perdent des milliards d'euros par mois à l'exportation, les exportations américaines vers la Russie ont augmenté de 18%. Eh oui ! Reste une question, jusqu'à quand allons-nous accepter d'être à ce point roulés dans la farine par les étatsuniens ?"

Réponse : Indéfiniment une fois que le traité transatlantique de libre-échange USA-UE aura été signé.

Amoralité. Un oxymore criminel ou la question qui tue.

- Au-delà de la performance, pourquoi il est possible d'envisager une finance "morale" - Atlantico.fr 19.07

A travers ce constat, " *Il est important de poser ces principes, même si leur réalisation peut apparaître utopique* " Pierre de Lauzun, l'auteur de *La finance peut-elle être au service de l'homme?*, ne croit pas un mot à la fable qu'il a racontée dans cet article. Peu importe, provenant du Directeur général délégué de la Fédération Bancaire Française cela sonne comme un aveu des plus cyniques quand on pense aux conséquences inhumaines qu'entraîne la dictature de la finance sur l'ensemble de la société et responsable des guerres qui ravagent le Moyen-Orient.

L'essentiel était de poser cette question, et de légitimer la finance en rappelant qu'elle bénéficiait de "*la reconnaissance publique de principes*"... démagogiques, d'un consensus entre tous les partis institutionnels, ce qui vaut en Grèce vaut dans tous les pays de l'UE.

Quand la démocratie pervertie est morte, cela ne leur coûte rien de lâcher quelques vérités qui seront vécues par les travailleurs et les militants comme autant de coups de massue pour achever de les démoraliser, cela fait partie de leur guerre psychologique.

ACTUALITE EN TITRES

Etat policier et racket d'Etat.

- Un radar de chantier a flashé 2.500 fois par jour - 20minutes.fr

Quelques infos sur la Grèce

- À Athènes, des manifestants se dressent contre le travail dominical - LeFigaro.fr

- Grèce: Merkel répète son opposition à une réduction de la dette - 20minutes.fr

Pour la chancelière allemande, cette pratique ne peut avoir lieu «dans l'union monétaire». 20minutes.fr 19.07

- Quelle forme pourrait prendre la restructuration de la dette grecque? - AFP

Une semaine après l'accord aux forceps sur un troisième plan d'aide à la Grèce, un consensus semble se dégager peu à peu parmi les créanciers d'Athènes sur la forme que pourrait prendre la restructuration de la dette grecque.

Pas de "hair cut", mais un allongement de la période de grâce, un rééchelonnement des échéances et une baisse des taux d'intérêt: voici le scénario de plus en plus probable, au vu des exigences des partenaires d'Athènes. AFP 19.07

Ils évoquent un échelonnement de la dette grecque sur 40 ans, autant dire à durér indéterminée ou à vie...

Et les hommes aussi...

- Sexisme: Pour un sénateur de droite, les femmes «sont là pour faire des enfants» - 20minutes.fr

- Les propos « discriminants » du sénateur JF Mayet suscitent la polémique - Public Sénat

Ca baigne les affaires...

- Hélicoptères : Lockheed rachète Sikorsky pour 9 milliards de dollars - La Tribune

- Lockheed rachète Sikorsky pour 9 milliards de dollars - Reuters

- Morgan Stanley bat le consensus grâce au trading - Reuters

... pas pour tout le monde.

- Le taux du Livret A baissé à 0,75% le 1er août, un nouveau plus bas historique - AFP

- Barclays pourrait supprimer 30.000 emplois - AFP

On est jamais mieux placé que par soi-même.

- Un conseiller économique d'Obama nommé chef économiste du FMI (officiel) - AFP

L'Américain Maurice Obstfeld, un des conseillers économiques du président Barack Obama, a été nommé économiste en chef

du Fonds monétaire international, a annoncé l'institution lundi. AFP 20.07

Stratégie du chaos et de la guerre

- Turquie : au moins 30 morts dans une attaque attribuée à l'Etat islamique - LeFigaro.fr

- Egypte: 7 soldats, 59 jihadistes tués dans des combats au Sinaï - AFP

- Cinq attentats coordonnés visent le Hamas et le Djihad islamique à Gaza - 20minutes.fr

- Algérie: une dizaine de soldats tués dans une attaque jihadiste - AFP

- Irak : la veille de l'Aïd, attentat de l'EI sur un marché, 90 morts, dont 15 enfants - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Appel à la délation ou après le terrorisme et le racisme d'Etat, la xénophobie d'Etat.

Le fautif de tous vos maux ils l'ont trouvé : L'étranger.

- Les étrangers vont-ils être fliqués ? - 20minutes.fr

Banque, prof, EDF, Internet, tous seront bientôt obligés de briser le « secret professionnel » pour informer la préfecture sur leurs clients étrangers en situation régulière ou non. Ce 20 juillet en début de soirée, les députés doivent examiner le projet de loi porté par Bernard Cazeneuve, sur le droit des étrangers. Officiellement proposé pour faciliter la vie des étrangers sur le sol français, un amendement du projet de loi contre la fraude porte atteinte à leur vie privée.

Ce texte prévoit la création d'un « droit de communication » qui permettra au préfet de consulter « sans que s'y oppose le secret professionnel autre que le secret médical » des informations sur les personnes demandant ou possédant un titre de séjour auprès des écoles, des établissements de santé, des banques, mais aussi d'EDF ou encore de la sécurité sociale. Le but serait de vérifier les informations déclarées par le réquérent dans les établissements concernés pour lutter contre la fraude.

L'article 8 du projet de loi, une autre nouveauté. Il va autoriser le préfet à contrôler, à tout moment, que l'étranger qui dispose d'une carte de séjour « respecte toujours les conditions fixées pour la délivrance de cette carte.» 20minutes.fr 20.07

Résistance passive

- La colère des éleveurs ne retombe pas - Francetv info

Les agriculteurs continuent de bloquer les accès à Caen et au Mont-Saint-Michel. Ils dénoncent la faiblesse des prix de leurs productions. Francetv info 20.07

- Elevage: les raisons de la colère - AFP

Lait, porc ou boeuf, le monde de l'élevage étranglé par les dettes et l'effondrement des cours crie sa colère et cible distributeurs et transformateurs. Au-delà, la crise est aussi alimentée par un contexte général défavorable à toutes les filières.

Q: Quels sont les prix actuellement payés aux producteurs ?

R: Les prix du porc ont atteint 1,38 euros le kilo contre un objectif visé de 1,40 euro pour couvrir les coûts de production. Pour le boeuf, abatteurs et distributeurs s'étaient engagés le 17 juin à augmenter de 5 centimes par semaine jusqu'à 4,50 euros le kilo. On en est loin: les prix n'ont gagné que 7 centimes au total.

Le lait est actuellement payé 300 euros/tonne (soit 30 centimes/litre). Il faudrait qu'il atteigne 340 euros pour couvrir les coûts de production.

Q: Comment sont fixés les prix ?

Les prix des produits de l'élevage se fixent chacun selon un mécanisme propre à la France, mais peuvent être influencés par les cours mondiaux.

Les prix du porc sont fixés au marché au cadran de Plérin, en Bretagne (60% de l'élevage français), qui sert de référence nationale.

Les cours hebdomadaires du boeuf sont établis par l'organisme public FranceAgriMer qui fait une moyenne à partir des prix d'achat déclarés par les abatteurs à l'entrée des établissements. De fait, l'industriel fait le prix. Mais une enseigne de supermarchés peut aussi passer commande à prix fixe pour une promotion par exemple: la pression sur l'abatteur est alors répercutée à l'éleveur.

Le lait dépend d'un système complexe: la moitié environ des éleveurs travaillent sous contrat quinquennal avec des entreprises privées. Le prix peut être réajusté selon la qualité du lait produit. L'autre moitié livre son lait aux coopératives qui fixent les prix d'achat à partir des cotations de l'industrie (beurre, poudre de lait, fromages) et de la toute-puissante coopérative Fonterra... en Nouvelle-Zélande, premier exportateur mondial de lait.

Q: Qui sont les fautifs: industrie ou distributeurs ?

R: Les deux grands acteur se renvoient la balle. La grande distribution assure qu'elle a respecté les engagements pris ces dernières semaines sur le prix de la viande mais que l'argent ne va "pas dans la poche des éleveurs".

Le médiateur des relations commerciales agricoles remettra mercredi au ministre de l'Agriculture un rapport qui établira les responsabilités.

Q: Augmenter les cours suffira-t-il?

R: Une augmentation permettrait aux éleveurs de souffler, sans sortir les milliers d'exploitations du marasme en raison de leurs difficultés de trésorerie et d'endettement - un milliard d'euros selon la FNSEA. Les producteurs souhaitent bénéficier d'une "année blanche" qui suspendrait le paiement des intérêts - l'Etat prendrait alors le relais.

Q: L'embargo russe et la crise grecque: circonstances aggravantes ?

R: L'embargo russe décrété en août 2014 sur les produits agroalimentaires occidentaux a surtout touché le lait et ses produits transformés, donnant le signal de la dégringolade. Mais en engorgeant le marché européen, il a contribué à faire chuter tous les cours.

La situation en Grèce a également impacté la filière bovine: la France qui fournit un tiers des approvisionnements grecs (environ 55.000 t par an) a ressenti durement la fermeture des banques. Mais les professionnels n'imaginent pas que les Grecs "arrêtent de manger".

Q: Qui sont les concurrents des éleveurs français?

R: Pour le porc, les éleveurs désignent les Espagnols, les Néerlandais et surtout les Allemands qui emploient dans les abattoirs une main d'oeuvre venue des pays de l'Est aux conditions des pays d'origine, sans charges sociales. L'instauration récente d'un salaire minimum, n'entrera en vigueur qu'au 1er janvier 2016.

Q: La France importe-t-elle beaucoup de viande?

R: La France a importé l'an dernier près de 380.000 tonnes de viande bovine, soit l'équivalent de 20% de sa production. Dans la restauration collective (cantines...) et les restaurants, 70% de la viande est importée, alors qu'en Allemagne, 70% de la viande consommée dans les restaurants est produite localement.

Sources: FNSEA (le premier syndicat agricole), Jeunes Agriculteurs (JA), Fédération nationale bovine, Fédération nationale porcine, Institut de l'Elevage. AFP 20.07

- Des buralistes en colère neutralisent des radars en Gironde - Reuters

- Les personnels de bord des trains Thello pour Venise en grève - AFP

- MyFerryLink: le port de Calais brièvement bloqué lundi - AFP

- Radio France: Mathieu Gallet à nouveau face aux syndicats pour un CE tendu - AFP Trois mois après la grève historique à Radio France, son patron, Mathieu Gallet, se retrouve mardi face aux syndicats pour leur soumettre un plan qui envisage 350 départs. AFP 20.07

Des conditions de détention "bien pire que la mort" au pays de la démocratie.

- Etats-Unis: Djokhar Tsarnaev dans une prison comparée à l'enfer sur terre - AFP

Condamné à mort pour les attentats de Boston, Djokhar Tsarnaev, 21 ans, vit désormais à l'isolement dans une prison américaine ultra-sécurisée, décrite par certains comme l'enfer sur terre.

La prison fédérale de sécurité maximale de Florence (ADX), unique aux Etats-Unis, abrite dans une zone désertique montagneuse du Colorado (ouest) des condamnés pour terrorisme et les criminels considérés comme les plus dangereux du pays, mafieux ou membres de gangs notamment.

Il y a rejoint 417 détenus qui vivent tous en cellule individuelle de béton de 7,7 m2, avec une fenêtre de 10 cm de large sur 120 cm de haut, d'où il est impossible de se repérer.

Ils y sont enfermés généralement de 22 à 24 heures par jour, leurs repas glissés par une fente en bas de la porte de leur cellule.

S'ils en sortent, c'est les pieds et les mains enchaînés, escortés par au moins deux gardiens, selon un rapport d'Amnesty International publié l'an dernier.

Leur seule "récréation" extérieure est passée, seul, dans une cage vide, à peine plus grande que leur cellule, entourée de murs, d'où ils peuvent apercevoir le ciel. Ils peuvent aussi, en alternance, faire de l'exercice, toujours seul, dans une petite salle équipée d'une unique barre de traction.

Ces "sorties" sont limitées à 10 heures par semaine par plage de deux heures, selon le rapport d'Amnesty de juillet 2014, intitulé "Emmuré", qui estime que de telles conditions de détention "ne respectent pas les standards internationaux pour un traitement humain des prisonniers". Ils peuvent pendant des jours n'entendre que "quelques mots", souligne le rapport.

Un ancien gardien, Robert Hood, a décrit cette prison extrêmement silencieuse, ouverte en novembre 1994, comme "une version propre de l'enfer". "C'est bien pire que la mort", a-t-il estimé.

"C'est une version high tech de l'enfer", raconte aussi à l'AFP Jamie Fellner, spécialiste des prisons américaines chez Human Right Watch à New York, qui l'a visitée deux fois. "ADX est moderne, propre, bien gérée. Tout brille. Mais à l'intérieur, vous avez des centaines d'hommes isolés en permanence, privés de contacts sociaux ordinaires avec les autres".

"Il est difficile de décrire l'intensité implacable de la surveillance à laquelle ils sont soumis", ajoute-t-elle.

Dans cette "Alcatraz des Rocheuses", le jeune musulman d'origine tchétchène ne pourra recevoir que quelques rares visites, derrière une paroi transparente. Il aura droit à deux conversations téléphoniques mensuelles, de 15 minutes maximum, avait témoigné à son procès un ancien responsable fédéral des prisons, Mark Bezy. Son courrier sera limité, systématiquement ouvert et analysé.

Selon Amnesty, de nombreux détenus ne supportent pas ces "conditions d'une dureté inacceptable".

En 2012, un expert Craig Haney avait témoigné au Congrès qu'un "pourcentage choquant" étaient malades mentaux, "souvent très atteints".

Selon une plainte, "Cunningham v. Federal Bureau of Prisons", déposée en 2012 contre le Bureau des prisons, "de nombreux prisonniers à ADX gémissent interminablement, crient, cognent contre les murs de leur cellule. Certains se mutilent avec des rasoirs, des éclats de verre, des os de poulet aiguisés (...) avalent des lames de rasoir, des coupe-ongles... D'autres ont des conversations délirantes avec des voix qu'ils entendent dans leur tête, oublieux de la réalité". La plainte précise que les tentatives de suicide sont fréquentes.

D'autres prisonniers arrêtent de manger, sont alors nourris de force. Entre 8 et 10 prisonniers de l'unité H ont ainsi observé une grève de la faim en février 2014, selon Amnesty. AFP 19.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- - L'armée yéménite a repris l'aéroport d'Aden - french.irib.ir

Après 2 jours d'affrontements, l'armée yéménite, épaulée par les comités populaires, liés au Mouvement d'Ansarallah, ont à réussi à reprendre aux terroristes d'Al-Qaïda et partisans de Mansour Hadi, l'aéroport d'Aden. Simultanément à la multiplication des raids aériens des avions de combat saoudiens contre le Yémen, les affrontements se sont intensifiés, dans la province d'Aden, tandis que ces avions prenainent, à maintes reprises, pour cible, l'aéroport international de cette ville, afin d'ouvrir la voie aux éléments de ce groupe terroriste, soutenu par l'Arabie.

A la suite de l'intensification des frappes aériennes, l'armée yéménite et les comités populaires du Mouvement d'Ansarallah ont entamé, sur ordre d'Abdelmalek al-Houthi, le Chef de ce Mouvement, les opérations, pour reprendre l'aéroport d'Aden, en avançant vers la localité de Mansoura, afin d'empêcher l'infiltration accrue de terroristes d'Al-Qaïda, pro-Hadi, dans la ville d'Aden. french.irib.ir 18.07

1.2- La guerre des nerfs de Riyad et de ses allies à Aden - french.irib.ir

L'armée yéménite et les forces de résistance populaires liées à Ansarallah ont fait échouer les agissements des mercenaires de l'Arabie à Aden, au sud du Yémen.

Les sources proches du président yéménite en fuite et d'Al-Qaïda avaient prétendu vendredi que la ville d'Aden n'était pas sous le contrôle du mouvement Ansarallah et de l'armée yéménite. Il a été aussi annoncé que plusieurs ministres du cabinet en fuite étaient rentrés de l'Arabie à la ville stratégique d'Aden.

Mardi dernier,des hommes armés, en collaboration avec les éléments d'Al-Qaïda ont lancé une opération pour récupérer la ville d'Aden. Soutenant les déclarations du cabinet yéménite en fuite, l'Arabie a déclenché une guerre médiatique et prétendu que la ville d'Aden n'était plus sous le contrôle d'Ansarallah et de l'armée et que ces derniers avaient subi un échec cuisant. Et ce alors que selon les sources yéménites, l'armée et les forces populaires yéménites ont repris samedi, après d'âpres affrontements avec les terroristes d'Al-Qaïda, le contrôle de l'aéroport international d'Aden. Comme le porte-parole du mouvement populaire Ansarallah, Mohammed Abessalam a annoncé, l'ennemi n'avait enregistré aucune victoire au Yémen et l'Arabie tente de compenser sa défaire militaire au Yémen par des tapages médiatiques.

Le bras de fer dans la ville stratégique d'Aden est d'une importance majeure et on peut prétendre que la partie qui règne sur cette ville, pourra orienter les échanges politiques et économiques de tout le pays. On peut même dire que l'Arabie et ses alliés ont surtout attaqué le Yémen, il y a 4 mois, pour s'accaparer la ville portuaire d'Aden. Lorsque les forces du mouvement populaire Ansarallah, après avoir pris le contrôle de Sanaa, capitale, se sont mises à avancer vers la ville stratégique d'Aden, alors que les membres du cabinet et le président s'étaient enfuis à Riyad, l'agression saoudienne a commencé.

Aden joue alors un rôle de premier plan dans les évolutions yéménites et son contrôle est une question vitale pour l'Arabie et ses mercenaires. Les Ale Saoud et Al-Qaïda ont tenté d'occuper à tout prix la ville d'Aden afin de compenser leur défaire militaire. Les tapages médiatiques, les affrontements à Aden et la diffusion des informations sur l'échec des Houthis dans cette ville sont tous dans le cadre de la guerre des nerfs parrainée par l'Arabie qui souhaite annoncer sa victoire dans un pays où ses mercenaires n'ont aucune popularité. Les assassins des enfants et des femmes yéménites ne peuvent jamais se faire aimer par le peuple révolutionnaire du Yémen. La récupération de l'aéroport international d'Aden constitue alors un échec cuisant pour les Ale Saoud qui ont tenté de dominer les évolutions au Yémen et d'isoler les Houthis. french.irib.ir 20.07

2- Irak

2.1- L'opération saoudo-jordanienne contre l'armée irakienne - french.irib.ir

Les rapports de renseignements depuis Bruxelles, citant des sources diplomatiques européennes font part de l'intervention saoudo-jordanienne dans les raids aériens contre l'armée et les forces populaires irakiennes.

Selon l'IRNA citant radio "Austen" (de l'Europe), les informations et renseignements envoyés depuis Bruxelles affirment que l'opération conjointe menée par les chasseurs saoudiens et jordaniens contre l'armée irakienne et les forces populaires était une opération secrète, effectuée après l'accord avec le commandement des forces de la soi-disant coalition internationale anti-Daech.

Selon la même source, ces bombardements visaient à entraver la progression des forces irakiennes vers les régions et les villes occuées par Daech et ses alliés parmi les partisans de l'ex-régime irakien de Saddam. french.irib.ir 20.07

2.2- Irak : le siège du commandement de l'opération de Daech détruit, à Ramadi - french.irib.ir

Le commandant de la police fédérale irakienne a fait état de la destruction du siège du commandement de l'opération du groupe terroriste Daech, à Ramadi.

Selon l'agence de presse Tasnim, citant des sources médiatiques irakiennes, le général Shaker Jowdat a affirmé qu'une équipe de renseignement de la police fédérale d'Irak, en coordination avec les unités d'artillerie et les chasseurs de l'armée, était parvenue à raser le commandement de l'opération de Daech, à Ramadi.

Il a ajouté que, lors de cette mission, des dizaines d'éléments du groupe terroriste takfiri de Daech avaient été tués ou blessés. «Pas moins de sept véhicules appartenant aux Daechistes ont été anéantis», a affirmé le commandant de la police fédérale irakienne. french.irib.ir 20.07

3- Bosnie

- Quand Daesh met la main sur un village isolé en Bosnie - 20minutes.fr

L'organisation de l'Etat islamique d'Irak et de Syrie s'est offert en secret un bastion dans un village isolé en Bosnie-Herzégovine. Selon les révélations du quotidien The Mirror publiées samedi soir, reprises le lendemain par le Dailymail, le terrain entouré de forêts se trouverait près du village d'Osve. Les services de renseignements bosniaques sont persuadés que l'organisation djihadiste cherche ainsi à créer une base pour attaquer l'Europe occidentale.

La Bosnie, une place de choix pour Daesh

Les terrains achetés par l'Etat Islamique possèdent plusieurs atouts : en premier lieu, leur proximité avec la mer Méditerranée qui permet une accessibilité évidente depuis la Syrie, l'Irak et l'Afrique du Nord en traversant illégalement la Grèce, la Turquie, la Macédoine et la Serbie.

Le petit village d'Osve est situé dans une colline, à près de 100 kilomètres de Sarajevo : inconnu des GPS, il est acccessible par des routes sinueuses et étroites pour les voitures. La discrétion y est donc assurée et la vue imprenable sur les alentours. La vente illégale d'armes en place depuis le conflit des années 1990 est également un atout pour Daesh, qui entend entraîner ses nouvelles recrues djihadistes loin de la communauté internationale.

Les acheteurs seraient Harun Mehicevic, un sympathisant de Daesh qui aurait fui la Bosnie pour l'Australie dans les années 90 où il est devenu l'un des hommes les plus dangereux du pays ; Jasin Rizvic et Osman Kekic, deux hommes qui combattent en Syrie ; mais aussi Izet Hadzic, un leader musulman qui a été arrêté par les services de sécurité de la Fédération de Bosnie-Herzégovine.

Les services de sécurité pointent un réel risque : cette zone bosniaque pourrait être une base pour des « attaques terroristes dévastatrices pour l'Ouest ». Osve n'est pas le premier village aux mains de Daesh : il y a cinq mois, les forces anti-terroristes bosniaques ont aperçu pour la première fois leur drapeau sur les maisons de Gornja Maoca près de Srebrenik (nord du pays). Des descentes de police ont plusieurs fois été réalisées dans ce village en raison des liens soupçonnés avec des groupes radicaux.

Aujourd'hui, les résidents des villages voisins à Osve entendent régulièrement des tirs et voudraient bien quitter la région le plus rapidement possible. Les habitants dépeignent des endroits « beaux mais incroyablement dangereux ». Ils évoquent également la difficulté pour vendre leurs maisons pour pouvoir partir. Ils ont confié aux enquêteurs du Mirror craindre que leur village ne soit « un nid à terroristes ». 200 ressortissants bosniaques dans les rangs de Daesh

Au cours des derniers mois, 12 combattants de l'EI qui avaient été entraînés à Osve, sont partis pour la Syrie, et 5 d'entre eux auraient été tués. Mais ils étaient loin d'être les premiers Bosniaques à partir : selon un rapport sur le djihadisme en Bosnie intitulé « The Lure of the Syrian War: The Foreign Fighters », 156 hommes et 36 femmes seraient partis en Syrie, accompagnés de 25 enfants entre 2013 et 2014. Au total, 48 étaient rentrés chez eux en janvier dernier.

Selon les estimations des services de renseignements, depuis 2012, environ 200 ressortissants bosniaques seraient partis rejoindre les rangs de Daesh en Syrie et en Irak. Une trentaine seraient morts et quarante rentrés en Bosnie.

Selon les auteurs du rapport, la Bosnie serait « mal préparée pour combattre la menace ». Le directeur du Centre d'Études de Sécurité de Sarajevo, Armin Krzalic, confiait que « les Bosniaques qui sont allés se battre pour l'État Islamique seront traités comme une menace à la sécurité ».20minutes.fr19.07

C'est la Turquie ou Israël au milieu de l'Europe...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- La France, ses hommes, ses femmes ... et ses statistiques - latribune.fr

L'Insee dresse un panorama synthétique de la France dans le domaine économique, social et culturel, notamment.

La France... Ses hommes, ses femmes, ses enfants, ses paysages...et le reste. En quelques pages, l'Insee dresse un inventaire précis de la France et de ses 66,3 millions d'habitants. Dans certains domaines, des améliorations sont palpables. Dans d'autres, la situation s'est dégradée. Voici, point par point, un état des lieux.

Quelles sont les améliorations ?

Population

L'espérance de vie atteignait 75,2 ans pour les hommes en 2000. En 2014, elle était passée à 79,2 ans. Celles des femmes a également progressé. Elle s'élevait à 82,8 ans en 2000 et à 85,4 ans en 2014.

Les naissances progressent. Il y en avait 793.000 en 2000 et 820.000 en 2014.

Environnement

La France a réduit ses émissions de gaz à effet de serre en millions de tonnes d'équivalent CO2. Celle-ci est passée de 557 à 490 millions entre 1990 et 2012

La production totale de déchets par habitant a reculé. Elle s'élevait à 7,1 tonnes en 2006. Elle atteignait 5,3 tonnes en 2012. Cette même année, 7,9 milliards de tonnes de déchets étaient recyclés, contre 3,7 milliards en 2000.

En 2000, la France consacrait 28,35 milliards d'euros pour protéger l'environnement. En 2012, ces dépenses s'élevaient à 47,5 milliards d'euros.

Enseignement-recherche

La part des bacheliers dans une génération s'élevait 43,5% en 1990 et à 73,7% en 2013.

La dépense intérieure d'éducation s'élevait à 68 milliards d'euros en 1990. En 2013, elle atteignait 144,8 milliards d'euros.

Les dépenses de recherche et de développement des entreprises ont explosé entre 2001 et 2012, passant de 20,7 à 30 milliards d'euros sur la période.

Economie - Finances

Le PIB par habitant atteignait 18.181 euros en 1990 et 32.227 en 2014.

La France accueillait 52,5 millions de touristes en 1990, 77,2 millions en 2000 et 84,7 millions en 2013. Les recettes liées au tourisme atteignaient 15,9 milliards d'euros en 1990, 35,7 en 2000 et 42,7 en 2013.

En revanche, dans certains domaines, la situation s'est dégradée

C'est notamment le cas dans l'Environnement

Plus écologique, le transport fluvial ne décolle pas. Il régresse même ! Il représentait 2,6 % du transport de marchandises en 1990 et 2 % en 2000 et 2,3 % en 2013. Son développement fait pourtant partie des priorités de chacun des candidats aux élections présidentielles dans le domaine écologique...

Santé

La consommation de boissons alcoolisées, de tabac et de stupéfiants a progressé. Elle s'élevait à 3,3 milliards d'euros en 1990 et à 3,6 milliards d'euros en 2014.

Le nombre de médecins généralistes pour 100.000 habitants recule. L'Insee en recensait 162 en 1990, comme en 2000, et 155 en 2014.

Enseignement-recherche

Le taux de scolarisation a reculé en 2000 et 2012. Il atteignait 96,5% à 16 ans en 2000 et 93,4 ans douze ans plus tard.

Emplois- revenus - salaires

Le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) s'élevait à 1,890 millions en 1990. En 2014, le chômage touchait 2,813 millions de personnes.

Le taux de chômage des 15-24 ans atteignait 15,1% en 1990 et 23,2 % en 2013.

Le taux de pauvreté progresse. Il atteignait 13,8 % de la population en 1990 et 13,9 % en 2012. Il avait reculé entre 1990 et 2000. Cette année-là, il s'élevait à 13,6 %.

Economie - Finances

Le déficit public a progressé entre 2000 et 2014. Il s'élevait à 1,3 % du PIB en 2000 et à 4 % en 2014.

Le taux de couverture de la balance commerciale était de 96,3 % en 1990. Il s'est replié à 94 % en 2014.

La construction de logements a nettement reculé. Si 207.000 logements individuels ont été mis en chantier, puis 247.000 en 2000, il n'y en avait que 157.000 en 2012. En 1990, le logement représentait 20,6 % de la consommation des ménages. Cette part s'élevait à 26,8 % en 2014.... Les ménages paient durement la pénurie de logements.

Le poids des constructeurs automobiles français est en chute libre. En 1990, ils ont vendu 1,4 million de voitures en France, contre 994.000 en 2014.

Le secteur électronique a souffert au cours de ces dernières années. La fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques s'élevait à 110,3 milliards d'euros en 2000 et à 80,3 milliards d'euros en 2014.

Que faut-il retenir de cette batterie de statistiques ? A moins d'un an et demi des prochaines élections présidentielles, pourrait-elle éclairer d'un jour nouveau la feuille de route de l'exécutif ? Peut-être. On peut s'attendre à ce que le gouvernement intensifie son action dans la lutte contre le chômage - François Hollande ne se représentera pas à sa propre succession si le nombre de chômeurs ne recule pas - et dans la protection de l'environnement. Paris organisera la prochaine conférence sur le climat en décembre. Des décisions devraient être prises et des mesures devraient être annoncées. latribune.fr 20.07

ECONOMIE

1- Or et matières premières

- Trois explications à la chute brutale de l'or - latribune.fr

Tombé sous les 1.100 dollars l'once dans les échanges asiatiques, l'or a pâti de la remontée du dollar, des réserves aurifères chinoises moins importantes que prévu et de l'accalmie du marché grec notamment. Mauvaise période pour les

matières premières. Elles ont connu une baisse exceptionnelle lundi 20 juillet. L'index de Bloomberg qui les regroupe est tombé à son plus bas depuis juin 2002. Le cours de l'or, notamment, a connu une dégringolade. Le prix du métal jaune a baissé brusquement lundi dans les échanges asiatiques, tombant vers 01h30 GMT (11h30, heures française) à 1.072,35 dollars l'once, son plus bas niveau depuis le 11 février 2010. Aux États-Unis, l'once chutait à 1.110 dollars à 6h13 (12h13, heure française).

"La glissade de l'or a été déclenchée par un mouvement vendeur sur la bourse de l'or à Shanghai", expliquent des analystes de Commerzbank. Le Financial Times rapporte en effet que le vendredi 17 juillet est une journée record en terme de vente d'or. Trois explications à cette chute brutale du métal précieux.

Des taux américains appelés à grimper, un dollar fort

Une remontée des taux au deuxième semestre 2015 se précise si l'on en croit les dernières déclarations de Janet Yellen. Ainsi, le dollar a réagi et atteint lundi à 12 heures un peu plus haut depuis trois mois à 0,92 euros. La monnaie verte n'avait pas atteint un tel niveau depuis avril.dernier. "Une augmentation des taux d'intérêts devrait renforcer le dollar, provoquant plus de sortie de fonds des matières premières et des métaux", analyse pour Bloomberg Vattana Vongseenin, membre du Phillip Asset Management.

Pour rappel, une hausse du billet vert tend à rendre moins attractifs les achats de métaux libellés en dollar, car ceux-ci sont plus onéreux pour les investisseurs munis d'autres devises.

Des réserves chinoises moins importantes que prévues

Après six ans de silence, la Chine, premier producteur mondial d'or, a dévoilé vendredi 17 juillet le montant de ses réserves d'or. Pékin a révélé que les réserves avaient augmenté de 57% à 1.658 tonnes. Le cours du métal jaune a baissé de 1% ce jour-là. Selon Chen Shao de Macquarie Capital Securities Limited, cela a pu avoir un effet sur la chute des cours du précieux métal :

"Les réactions du marché pourraient s'expliquer car l'augmentation des réserves est plus faible qu'attendue." Pour Barclays, "les réserves d'or révélées par la Chine montrent que le pays ne compte pas augmenter ses réserves tant que cela, ce qui coupe une forte source de demandes."

L'accord en Grèce et le marché boursier chinois redressé

Enfin, l'accalmie du côté de la Grèce avec l'accord pour un troisième plan d'aide, la réouverture des banques grecques, ainsi que la la chute des marchés boursiers chinois jugulée ont poussé à la baisse de l'or, analyse Barclays. En effet, une accalmie des marchés implique que l'or sert moins de valeur refuge. latribune.fr 20.07

Les banksters tel Barclays spéculent à la fois à la hausse et à la baisse...

Chine

- Chine : la dette des entreprises atteint un point critique - latribune.fr

Les fortes chutes des valeurs boursières chinoises ont particulièrement retenu l'attention en juin. Mais la dette des sociétés chinoises atteint plus de 16.000 milliards de dollars (15.000 milliards d'euros) soit 160% du PIB: elle représente le double de la dette des entreprises américaines.

Cet endettement augmenterait encore de 77% durant les cinq prochaines années pour atteindre 28.800 milliards de dollars, estime l'agence de notation Standard & Poor's.

Les risques "d'un robinet à crédit ouvert"

Les interventions de Pékin ont eu jusqu'à présent des visées plutôt macroéconomiques pour soutenir une croissance dont le rythme serait cette année le plus lent depuis un quart de siècle.

La Banque populaire de Chine a réduit les taux par quatre fois depuis novembre, abaissé le ratio des réserves obligatoires et supprimé le plafonnement des crédits considérés en rapport des dépôts.

Certes, le gouvernement souhaite que ces mesures bénéficient surtout aux PME et aux segments innovateurs de l'économie mais, fait remarquer Louis Kuijs (RBS), "lorsque les robinets du crédit sont ouverts, le risque est que l'argent aille à des sociétés ou des entités à problèmes". Or, les banques chinoises ont octroyé pour 1.280 milliards de yuans (190 milliards d'euros) de nouveaux prêts en juin, plus que les 900,8 milliards de yuans de mai.

Difficile de mesurer le financement de l'économie réelle

Les différentes mesures prises ont eu surtout pour effet d'abaisser les coûts financiers à court terme et de stimuler le prêt spéculatif en Bourse. De fait, il est difficile de voir dans quelle mesure les prêts bancaires servent réellement à financer des investissements profitables à l'économie réelle alors que les coûts d'emprunt à long terme restent élevés et que les banques hésitent à prendre des risques.

La dette des entreprises industrielles représente une proportion sans cesse plus grande de leur bénéfice. L'étude Thomson Reuters montre qu'en 2010, la dette des entreprises spécialisées dans les ressources naturelles représentait 2,8 fois leur bénéfice brut. A la fin 2014, le rapport était de 5,3 fois. Pour les sociétés de l'énergie, le rapport est passé de 1,1 à 4,4 fois et pour les industrielles de 2,5 à 4,2 fois.

Des prêts qui alimentent des entreprises publiques inefficaces

Gao Hong, l'un des responsables des investissements de l'équipementier ferroviaire Jinxi Axle, lequel a vu son rapport de la dette au bénéfice tripler à 10,25 de 2010 à 2014, explique que la société a toutes les peines du monde à trouver des projets d'investissement rentables, préférant ainsi investir dans des produits bancaires à court terme à rendement garanti.

"Le risque de ces programmes (d'investissement) est tellement élevé et le taux de rendement si faible qu'il vaut mieux pour nos investisseurs que nous achetions des produits bancaires. L'an passé, nous avons dégagé des profits grâce à la vente d'actions CNR", a-t-il dit.

Pour l'essentiel, les nouveaux prêts alimentent des entreprises publiques notoirement inefficaces. "On prête pour financer des projets de grands travaux et certains peuvent être faits par des entreprises publiques dont l'endettement augmente en conséquence", dit Tao Wang (UBS). "Les prix baissent et le chiffre d'affaires se tasse; dans un tel contexte, on ne peut pas ordonner un désendettement sur le champ, qui aboutirait à un atterrissage en catastrophe".

Une gestion périlleuse

Orienter le crédit vers les entreprises les plus efficaces, là où il aurait le plus d'impact sur l'économie, serait plus facile si on laissait disparaître les canards boiteux, de manière à ce que les marchés puissent valoriser la dette plus aisément.

Les autorités souhaitent que le marché joue un plus grand rôle de ce point de vue mais sans en assumer réellement les conséquences, renflouant dans les faits les sociétés en difficulté comme ce fut le cas l'an passé lorsque Shanghai Chaori Solar Energy Science and Technology fit défaut sur un remboursement d'emprunt.

Il a fallu une série de mesures sans précédent pour enrayer la chute des marchés boursiers chinois, qui représentent un peu plus de 8.000 milliards de dollars et sont réservés à une minorité de Chinois relativement aisés. S'attaquer à la dette des entreprises est une tâche d'une toute autre envergure.

"Gérer le marché de la dette est sans doute plus périlleux que gérer la Bourse parce que ce marché est plus gros (...) et l'aléa moral est un problème de poids", selon David Cui, consultant pour la Bank of America. latribune.fr et Reuters19.07

Haut de page

Le 22 juillet 2015

CAUSERIE

Il y avait peu d'infos intéressantes, aussi nous les intègrerons dans la causerie de demain, et puis je n'ai qu'une tête et deux yeux bien fatigués.

A la place nous vous proposons de quoi alimenter votre réflexion politique.

Le capitalisme, c'est la théorie de la paupérisation appliquée aux peuples du monde entier.

Ceux qui s'accomodent du capitalisme ou estiment qu'il faudrait juste corriger ses excès pour le rendre humain sont des ignorants, des escrocs ou des charlatans, parce qu'ils nient que ses lois de fonctionnement sont déterminées à la fois par les rapports

sociaux qui sont à l'origine de ce système économique et par son développement une fois soumis à ces rapports, rapports qui sont conçus de telle manière qu'ils profitent à ceux qui détiennent le pouvoir économique ou les moyens de production. C'est ainsi que le système capitaliste fonctionne pour satisfaire uniquement ou en priorité les besoins des privilégiés au détriment du reste de la population, et ces lois de fonctionnement sont aussi incontournables une fois qu'on les a adoptées que deux et deux font quatre et ne feront jamais autre chose.

Le système économique capitaliste fonctionne comme tout système selon ses propres règles ou lois, dont il ne peut se passer ou qu'il ne peut transgresser sous peine de se nier lui-même ou d'éclater, de disparaître. Et ses auteurs, partisans ou ceux qui en tirent profit ne pourront en justifier l'existence autrement qu'en se référant à ces règles ou lois qui en assurent le fonctionnement ou en les soutenant, en les revendiquant.

Ces règles ou lois étant le produit de rapports (sociaux) établis entre différents facteurs, elles ne peuvent fonctionner pour autant que ces facteurs demeurent liés entre eux ou évoluent dans des limites bien déterminées au-delà desquelles les conditions de l'existence même de ce système serait remise en cause. Ces limites agissent comme des contraintes que ce système s'impose lui-même et auxquels il ne peut échapper, car elles sont inhérentes aux contradictions qui sont à la base des rapports sociaux qui en sont à l'origine.

Le développement des forces productives est à l'origine de l'aliénation des producteurs aspirant à leur émancipation des lois de la nature qui s'imposent à eux, contradiction inhérente à la nature de l'homme venant au monde ignorant et à l'évolution de la civilisation humaine qui en découlera de manière inconsciente, dont l'objet consistera à transformer son environnement ou à se doter des instruments nécessaires pour satisfaire ses besoins sans jamais maîtriser le processus dialectique à l'oeuvre.

On a là tous les éléments ou facteurs qui permettent de comprendre sur quoi repose cette contradiction et les termes dans lesquels elle peut se résoudre, vers quelle issue elle tend, soit en développant à l'extrême les antagonismes qu'elle comporte en adaptant ces règles ou lois au fur et à mesure que les forces productives se développent sur la base du respect des rapports sociaux d'exploitation établis, ce qui s'est traduit par l'adoption de modes de production successifs basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, soit en profitant de la crise ou de l'extrême tension sociale auxquelles conduit inévitablement cet antagonisme de classe pour briser ses rapports sociaux ou s'émanciper des règles ou lois qui les régissaient, afin de libérer les forces productives qui étouffaient dans le carcan du mode de production et en imposer un qui ne serait plus basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, mais sur la satisfaction des besoins sociaux de la population, à condition toutefois que le développement des forces productives aient atteint un niveau permettant de satisfaire les besoins de tous les homme, condition réunie depuis un siècle si l'on s'en tient aux besoins des hommes tels qu'ils existaient à l'époque et non tels qu'ils existent de nos jours, argument qui pouvait être contesté autrefois, mais qui n'est plus de mise de nos jours.

Ce qu'il faut retenir, outre qu'il existe une issue (politique) aux contradictions au-delà du système économique capitaliste, c'est que le législateur agissant pour le compte de la classe détenant le pouvoir économique, adapte les règles et les lois qui le régissent en fonction de l'évolution de ses contradictions qui s'imposent à lui et à la classe qu'il représente, pour assurer la pérennité de leur système économique. Ce que Marx avait découvert et avait exprimer ainsi : "Toutes les lois que les économistes ont exposées, depuis Quesnay jusqu'à Ricardo, sont établies dans la supposition que les entraves qui enchaînent encore la liberté commerciale n'existent plus. Ces lois se confirment au fur et à mesure que le libre-échange se réalise.", autrement dit, ces lois s'imposent aux tenants même du capitalisme, et lorsqu'elles feront l'objet d'une traduction législative elles pourront apparaître comme le produit de la volonté des capitalistes de s'enrichir davantage ou guidés uniquement par une avidité insatiable, alors qu'en réalité elles sont uniquement dictées par le développement du capitalisme, elles ne font que s'y adapter car le capitalisme se développe en dehors de tout processus conscient, conformément à un processus dialectique qui leur échappe, et c'est seulement après coup lorsqu'ils prennent conscience de son orientation, qu'ils réagissent ou ajustent les lois pour en gérer les conséquences sur l'ensemble de la société... à leur profit évidemment.

On a là l'explication de l'irrationalité ou l'inanité des discours portant sur le cours ou les excès du capitalisme qu'il faudrait réformer ou corriger, dans la mesure où cela revient à nier qu'il correspond à un système mû par ses propres régles ou lois qui s'imposent à lui et à tous ses acteurs, dans des limites bien déterminées au-delà desquelles, soit il entre en putréfaction, soit il éclate en libérant les forces (productives ou sociales) qu'il retenait prisonnier ou qu'il avait entrepris de détruire, pour céder la place non pas à un nouveau système se mordant la queue ou refermé sur lui-même, mais permettant à l'humanité entière d'accéder à un niveau de développement illimité ou supérieur et harmonieux, une fois débarrassé des chaînes de l'exploitation qui l'entravaient, permettant à l'homme de faire pour la première fois consciemment sa propre histoire.

On s'aperçoit ici (si nécessaire) que le socialisme est une théorie élaborée, scientifique et sérieuse qui ne repose pas sur du vent.

On aura noté au passage que l'ignorance ou l'inconscience n'a cessé de jouer un rôle déterminant au cours du développement de la civilisation humaine, et ce n'est pas un hasard si ce facteur continue de nos jours de remplir un rôle prépondérant de pilier du régime en place ; Il en est le meilleur allié, d'où la nécessité de le combattre de toutes nos forces pour parvenir à changer la société.

On aura compris que le capitalisme et le socialisme sont mus par des rapports et objectifs inconciliables, soit conserver le système économique existant, s'y adapter ou s'en accommoder en espérant en tirer profit individuellement, sans tenir compte des conséquences désastreuses que sa survie implique pour le reste de la population (mondiale), allant même jusqu'à remettre

en cause le développement acquis au cours des siècles précédents par la civilisation humaine, soit combattre pour s'en débarrasser à l'échelle nationale, européenne, mondiale, et entrevoir enfin le règne de la liberté et de la paix universelle pour tous les peuples, une fois celui de l'exploitation de l'homme par l'homme source de toutes les inégalités sociales et de toutes les injustices qui les accompagnent abolie.

Il n'y a là rien d'extraordinaire, de mystérieux, de spéculatifs, il s'agit de savoir si on souhaite se mouvoir dans un système qui voue les peuples aux chaos et à la guerre ou si on souhaite tirer un trait dessus et passer à autre chose.

Ce qui est étonnant en revanche, au premier abord seulement, mais cela est peut-être dû à la médiocrité de nos dirigeants qui ont donné une image épouvantable du socialisme, c'est que les travailleurs continuent de privilégier ou de plébisciter un système économique qui correspond à un processus inconscient et irrationnel en contradiction avec les objectifs que devrait se donner la société ou leurs besoins, comme si leur esprit critique faisait totalement défaut, alors que la logique la plus élémentaire permet de saisir qu'il est condamné à disparaître d'une manière ou d'une autre, soit en donnant naissance à un monstre d'injustice ou de cruauté ne répondant plus à aucun rapport, à aucune règle ou loi établies jusqu'à présent autre qu'un vulgaire règlement de police ou d'un camp de concentration rédigé par les représentants de l'oligarchie financière trônant au sommet de la pyramide du pouvoir, soit en disparaissant à l'occasion d'un soulèvement révolutionnaire donnant naissance à une République sociale.

Ce comportement ou cette absence de discernement s'explique par la faiblesse de leur niveau de conscience du fonctionnement du capitalisme et de la société entretenue méticuleusement et avec persévérance par la confrérie réunies des opportunistes, réformistes, renégats, révionnistes, traîtres ou vendus en tous genres qui sévissent au sein du mouvement ouvrier ou en dehors en prétendant s'exprimer au nom des peuples exploités et opprimés.

Dans la vie de tous les jours, nous sommes tous amenés à porter des appréciations sur la rationalité ou l'irrationalité de certains actes ou comportements, de certaines idées, sans jamais y avoir réfléchi sérieusement auparavant ou en avoir tiré des enseignements pratiques, sans jamais s'être demandé ce qui en réalité guidait nos jugements, comme si nous avions réellement développé les facultés nécessaires afin de nous le permettre, alors que ce n'est pas le cas généralement, considérant que ce serait un droit absolu ou quasi divin, un droit inné en somme qui ne répondrait à aucune règle, totalement arbitraire et qui devrait se soustraire à la critique, même lorsqu'il conduit à des situations absurdes ou dramatiques pour soi ou pour ses proches, ses semblables, le dénoncer vous vaudra d'être taxé d'intolérant, de dictateur, atteignant là le comble de l'ignorance qui s'ignore poussée à son paroxysme, ne craignant pas le ridicule qui ne tue pas comme chacun sait, quoiqu'il arrive qu'il soit fatale, ici en l'occurrence.

Je suis d'avis que pour élever le niveau de conscience des travailleurs, il faut partir de leurs expériences quotidiennes de l'existence, la meilleure école qui soit, et en tirer des enseignements que l'on transposera à la société et au capitalisme, ce qui ne devrait poser aucun problème insurmontable puisque c'est le même processus inconscient qui est à l'oeuvre ou qui les domine. Il est complètement délirant de s'adresser aux travailleurs comme le font nos dirigeants, sans tenir compte du constat qu'ils ne possèdent pas les facultés nécessaires pour saisir leurs discours qui s'adressent en réalité à une élite intellectuelle ou des militants, ce que ne sont pas plus de 90% des travailleurs.

Prendre conscient qu'on a passé son temps à faire sa vie inconsciemment ou sans avoir réellement conscience de sa condition, ou prendre conscience que c'est un processus inconscient qui a déterminé le cours ou le sort du capitalisme ou de la société jusqu'à présent, on ne voit pas où il y aurait une difficulté à assimiler l'un sans convenir de l'autre, hormis la vanité qui conduit à manquer de sincérité, d'honnêteté et de modestie, défauts qui seront rapidement neutralisés dès lors qu'on montre l'exemple et qu'on fait preuve de persévérance.

Voici maintenant ce qui m'a inspiré ce passage, comme quoi le marxisme demeure une source inépuisable d'inspiration.

Karl Marx : Discours sur la question du libre-échange. Extraits.

LVOG (La voix de l'Opposition de gauche) - Le travail bon marché.

Ce discours, prononcé à la séance publique du 7 Janvier 1848 de l'Association démocratique de Bruxelles est conforme au texte de la brochure originale publiée à Bruxelles en 1848, aux frais de l'Association.

K. M. - Quand il faudra moins de frais pour mettre en mouvement la machine qui produit les marchandises, les choses nécessaires pour entretenir cette machine qui s'appelle travailleur, coûteront également moins cher. Si toutes les marchandises sont à meilleur marché, le travail, qui est aussi une marchandise, baissera également de prix, et, comme nous le verrons plus tard, ce travail marchandise baissera proportionnellement beaucoup plus que les autres marchandises. Le travailleur, comptant toujours sur l'argumentation des économistes, trouvera que le franc s'est fondu dans sa poche, et qu'il ne lui reste plus que cinq sous.

Là-dessus les économistes vous diront : eh bien, nous convenons que la concurrence parmi les ouvriers, qui certes n'aura pas diminué sous le régime du libre-échange, ne tardera pas à mettre les salaires en accord avec le bas prix des marchandises.

Mais d'autre part le bas prix des marchandises augmentera la consommation; la plus grande consommation exigera une plus grande production, laquelle sera suivie d'une plus forte demande de bras, et à cette plus forte demande de bras succédera une hausse de salaires.

Toute cette argumentation revient à ceci : le libre-échange augmente les forces productives. Si l'industrie va croissant, si la richesse, si le pouvoir productif; si, en un mot, le capital productif augmente la demande du travail, le prix du travail, et, par conséquent, le salaire, augmente également. La meilleure condition pour l'ouvrier, c'est l'accroissement du capital. Et il faut en convenir. Si le capital reste stationnaire, l'industrie ne restera pas seulement stationnaire, mais elle déclinera, et, en ce cas, l'ouvrier en sera la première victime. Il périra avant le capitaliste. Et dans le cas où le capital va croissant, dans cet état de choses que nous avons dit le meilleur pour l'ouvrier, quel sera son sort ? Il périra également.

L'accroissement du capital productif implique l'accumulation et la concentration des capitaux. La centralisation des capitaux amène une plus grande division du travail et une plus grande application des machines. La plus grande division du travail détruit la spécialité du travail, détruit la spécialité du travailleur et, en mettant à la place de cette spécialité un travail que tout le monde peut faire, elle augmente la concurrence entre les ouvriers.

Cette concurrence, devient d'autant plus forte, que la division du travail donne à l'ouvrier le moyen de faire à lui seul le travail de trois. Les machines produisent le même résultat sur une beaucoup plus grande échelle. L'accroissement du capital productif, en forçant les capitalistes industriels à travailler avec des moyens toujours croissants, ruine les petits industriels et les jette dans le prolétariat. Puis, le taux de l'intérêt diminuant à mesure que les capitaux s'accumulent, les petits rentiers qui ne peuvent plus vivre de leurs rentes seront forcés de se lancer dans l'industrie pour aller augmenter ensuite le nombre des prolétaires.

Enfin, plus le capital productif augmente, plus il est forcé de produire pour un marché dont il ne connaît pas les besoins, plus la production précède la consommation, plus l'offre cherche à forcer la demande, et, en conséquence, les crises augmentent d'intensité et de rapidité. Mais toute crise, à son tour, accélère la centralisation des capitaux et grossit le prolétariat.

Ainsi, à mesure que le capital productif s'accroît, la concurrence entre les ouvriers s'accroît dans une proportion beaucoup plus forte. Le rétribution du travail diminue pour tous, et le fardeau du travail augmente pour quelques-uns.

LVOG - Le capitalisme tend inexorablement vers la diminution du coût de la force de travail.

K. M. - ...toute la doctrine de compensation que les free-traders établissent, revient à ceci : Vous autres, milliers d'ouvriers qui périssez, ne vous désolez pas. Vous pouvez mourir en toute tranquillité. Votre classe ne périra pas. Elle sera toujours assez nombreuse pour que le capital puisse la décimer, sans avoir à craindre de l'anéantir. D'ailleurs, comment voulez-vous que le capital trouve un emploi utile, s'il n'avait pas soin de se ménager toujours la matière exploitable, les ouvriers, pour les exploiter de nouveau ? Mais aussi, pourquoi poser encore comme problème à résoudre, l'influence que la réalisation du libre-échange exercera sur la situation de la classe ouvrière ? Toutes les lois que les économistes ont exposées, depuis Quesnay jusqu'à Ricardo, sont établies dans la supposition que les entraves qui enchaînent encore la liberté commerciale n'existent plus. Ces lois se confirment au fur et à mesure que le libre-échange se réalise.

La première de ces lois, c'est que la concurrence réduit le prix de toute marchandise au minimum de ses frais de production. Ainsi le minimum de salaire est le prix naturel du travail. Et qu'est-ce que le minimum du salaire ?

C'est tout juste ce qu'il faut pour faire produire les objets indispensables à la sustentation de l'ouvrier, pour le mettre en état de se nourrir tant bien que mal et de propager tant soit peu sa race.

Ne croyons pas pour cela que l'ouvrier n'aura que ce minimum de salaire, ne croyons pas, non plus, qu'il aura ce minimum de salaire toujours.

Non, d'après cette loi, la classe ouvrière sera quelquefois plus heureuse. Elle aura parfois plus que le minimum; mais ce surplus ne sera que le supplément de ce qu'elle aura eu, moins que le minimum, dans le temps de stagnation industrielle. Cela veut dire que, dans un certain laps de temps qui est toujours périodique, dans ce cercle que fait l'industrie, en passant par les vicissitudes de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise, en comptant tout ce que la classe ouvrière aura eu de plus et de moins que le nécessaire, on verra qu'en somme elle n'aura eu ni plus ni moins que le minimum; c'est-à-dire la classe ouvrière se sera conservée comme classe après bien de malheurs, de misères et de cadavres laissés sur le champ de bataille industriel.
Mais qu'importe ? La classe subsiste toujours et, mieux que cela, elle se sera accrue.

Ce n'est pas tout. Le progrès de l'industrie produit des moyens d'existence moins coûteux. C'est ainsi que l'eau-de-vie a remplacé la bière, que le coton a remplacé la laine et le lin, et que la pomme de terre a remplacé le pain.

LVOG - La force de travail discount.

K. M. - Ainsi, comme on trouve toujours moyen d'alimenter le travail avec des choses moins chères et plus misérables, le minimum du salaire va toujours en diminuant. Si ce salaire a commencé à faire travailler l'homme pour vivre, il finit par faire vivre l'homme d'une vie de machine. Son existence n'a d'autre valeur que celle d'une simple force productive, et le capitaliste le traite en conséquence.

LVOG - La liberté de qui et pour qui.

K. M. - Messieurs, ne vous en laissez pas imposer par le mot abstrait de liberté. Liberté de qui ? Ce n'est pas la liberté d'un simple individu, en présence d'un autre individu. C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur."

LVOG - Vive la crise du capitalisme !

K. M. - Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat.

En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange."

Vous avez l'habitude d'entendre tous les dirigeants du mouvement ouvrier sans exception se morfondre, pleurer hypocritement à chaudes larmes sur le triste sort que les capitalistes réservent aux travailleurs, voyez-vous, à les entendre ils voudraient bien leur épargner toutes ces souffrances inutiles et injustes, alors qu'elles font partie de la règle du jeu de la lutte des classes à laquelle se référait Marx pour justement les conduire à se dresser contre le régime en place, condition sans laquelle ils n'auraient aucune raison de vouloir affronter le régime ou si peu, ce que les dirigeants du mouvement ouvrier ne souhaitent vraiment pas vous l'aurez bien compris. Ce n'est pas un détail insignifiant, c'est juste le signe qu'on a à faire à des agents du capital ou des traîtres.

F. Engels : Le panslavisme démocratique.

LVOG - En régime capitaliste, les discours basés sur des "*catégories plus ou moins morales*" sont appelés à servir les intérêts du régime et rien ni personne d'autres. C'est un exercice purement démagogique dans lequel excelle les imposteurs, le Front de gauche notamment.

F. E. - « Justice », « humanité », « liberté », « égalité », « fraternité », « indépendance » - jusque-là nous n'avons rien trouvé d'autre dans le manifeste panslaviste que ces catégories plus ou moins morales; elles sonnent bien, certes, mais, dans des questions historiques et politiques elles ne prouvent absolument rien. La « justice », l'« humanité », la « liberté » peuvent bien exprimer mille et mille fois telle ou telle exigence; si la chose est impossible, elle ne se produit pas et reste malgré tout un « songe creux »."

Le « songe creux » des démagogues et autres charlatans qui s'emploient à pourrir le mouvement ouvrier...

Il y a des trotskystes décomposés qui tiennent absolument à rivaliser avec la pire réaction.

Comment procèdent-ils ?

En faisant feu de tous bois : déni de la réalité, fabulation ou falsification des faits, crasse ignorance de la situation, et pour finir amalgame.

Nous avons mis en ligne plus de 1.100 articles traitant de la situation en Syrie depuis 2011.

La lecture de ces articles rédigés par des dizaines d'auteurs d'origines très diverses, dont une grande partie d'entre eux vivent en Syrie ou au Moyen-Orient, témoigne qu'il n'y a jamais eu de révolution ou de processus révolutionnaire digne de ce nom en Syrie, une fable inventée de toutes pièces par ceux qui avaient déjà inventé de grossiers mensonges pour envahir l'Afghanistan et l'Irak, puis bombarder la Libye, chacun les a encore à l'esprit, n'est-ce pas ?

C'est cette histoire largement éventée et grotesque depuis que nous servent ces gens-là sans craindre le ridicule, au nom du trotskysme dont ils se font ici les fossoyeurs.

Dès lors on comprend pourquoi le président turc Erdogan, qui joue un rôle clé dans la déstabilisation de l'Irak et de la Syrie comme base arrière d'Al-Qaïda, Al-Nosra et de l'Emirat islamique pour le compte de l'impérialisme américain et d'Israël, a permis que se tienne à Istanbul une "*réunion internationale de soutien à la révolution syrienne*" dont les composantes luttent pour affaiblir la République laïque arabe syrienne au profit des seules forces qui pourraient renverser le régime de Bachar al-Assad ou parvenir au pouvoir, les barbares déjà cités.

Partant du constat qu'Erdogan est prompt à utiliser n'importe quel moyen pour se débarrasser d'opposants à sa politique devenus trop encombrants, on est en droit d'affirmer qu'il a accepté que cette réunion se tienne dans son pays parce qu'elle servait ses intérêts, affaiblir la résistance du peuple syrien qui combat les barbares supplétifs de l'Otan et du Pentagone au côté de l'armée nationale syrienne, la diviser.

Que cette initiative revienne aux "*partis de gauche participant au Forum social mondial*" n'a rien d'étonnant, puisqu'il est financé par les participants du Forum de Davos, banquiers et multinationales, Coca Cola, Fondation Ford, etc. Forum social mondial est le temple de la contre-révolution mondiale.

Rappels pour montrer aux lecteurs qu'on ne leur raconte pas d'histoires.

- Bernard Cassen, président d'ATTAC.

Dans une interview à l'Agence France Presse, le 3 novembre (2001), il déclare : "Jamais le président américain George W Bush n'a été aussi proche de nos positions (…). On peut dire globalement que les gouvernements occidentaux se rapprochent de plus en plus de nous. " (Pendant qu'il bombardait l'Afghanistan, quelle ordure ! - LVOG)

Le lendemain, « les principaux alliés européens des États–Unis se sont réunis à Londres dans la plus grande improvisation autour du Premier ministre britannique, Tony Blair, et ont réaffirmé leur "totale solidarité" avec Washington dans la guerre en Afghanistan » (AFP). Dans ce pays, les bombardiers géants américains B 52 sont entrés en action. La presse parle du "lourd tribut payé par la population afghane ", tandis que le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, affirme que "les bombardements ne peuvent être plus précis" (Libération, 6 novembre). Cela n'empêche : les "gouvernements occidentaux se rapprochent de plus en plus de nous", martèle le président d'ATTAC. (IO semaine du 7 au 13 novembre 2001 - n°512)

- Le Forum social mondial s'est tenu du 25 au 30 janvier 2001 sous les projecteurs médiatiques, couvert par un véritable feu d'artifice de louanges planétaires, avec, comme "symbole fort", le "grand débat vidéo" reliant Davos (le forum économique) à Porto Alegre (le forum social). (La Vérité n°28 - avril 2001)

- Président du conseil scientifique d'ATTAC, René Passet, professeur d'économie politique à Paris-1 :

S'adressant au méga-spéculateur George Soros et aux autres représentants des multinationales présentes à Davos, M. Cassen les enjoignait "à redescendre sur terre. Êtes-vous prêts à vous placer non plus du point de vue de la finance et des multinationales, mais du point de vue des sociétés, nous vous demandons simplement de revenir avec nous, dans la société, et non pas de continuer à voir la société comme une ressource pour vous, pour vos spéculations, pour vos profits. "

- M. Jean-Marie Messier, P-DG de Vivendi Universal qui déclarait à Davos : "Si je suis invité l'an prochain à Porto Alegre, j'irai certainement" -, et les milliers de salariés de ce groupe capitaliste, dont un article du Financial Times annonçait le même jour qu'ils faisaient l'objet d'un vaste programme de licenciements signé Jean-Marie Messier. (ibid)

- Le secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan : Dans une lettre au gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul, Olivio Dutra, M. Annan souhaitait "tout le succès possible au forum", qui, selon lui, s'inscrivait parfaitement dans la continuité du "Sommet du millénaire des Nations unies, et la déclaration officielle adoptée par la réunion démontre que souligner les bénéfices inégaux de la globalisation et mettre en place des actions urgentes pour améliorer partout la vie des hommes sont parmi les plus hautes priorités de la communauté internationale". (IO semaine du 15 au 21 janvier 2003- n°572)

- Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, deux jours avant l'ouverture des deux forums, le 21 janvier, à l'Assemblée nationale, avait déclaré : "Le gouvernement participera également au Forum de Davos et au sommet de Porto Alegre, avec les parlementaires, aux côtés des associations qui veulent défendre la place de l'homme dans la mondialisation." (ibid)

- Le président Jacques Chirac a mandaté son ministre de l'Éducation, Luc ferry, au Forum social mondial de Porto Alegre, "étape incontournable pour tout gouvernement de droite ou de gauche", note Le Parisien (24 janvier). (ibid)

- Coca–Cola, qui siège au conseil d'administration de la fondation Ford, qui finance par centaines de millions de dollars le Forum social mondial de Porto Alegre, fait partie des 34 "partenaires stratégiques" du Forum économique mondial de Davos. De même, Afsaneh Beschloss, présidente et P–DG de la banque d'affaires américaine Carlyle, ancienne haut fonctionnaire de la Banque mondiale, est membre du conseil d'administration de la fondation Ford, partenaire du Forum de Porto Alegre. Mais elle participe également au forum de Davos. (ibid)

- James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, a adressé un salut chaleureux aux délégués du Forum social mondial de Porto Alegre qui vient de s'achever, sous le titre "Un monde meilleur est possible", clin d'œil appuyé au slogan de ce forum ("Un autre monde est possible"). Et pourtant, la Banque mondiale, avec le Fonds monétaire international, n'étrangle–t–elle pas les pays

du monde entier? (IO semaine du 5 au 11 février 2003 – n°575)

Ces rappels remontent à la source du Forum social mondial pour qu'on en comprenne bien la nature foncièrement réactionnaire, le reste depuis est à l'avenant.

On devrait peut-être reproduire les déclarations très instructives de leurs dirigeants qui depuis ont fait leur chemin, pour briser la mystification à la quelle ils se livrent de nos jours parfois sous de nouveaux masques, Nikonoff par exemple avec le M'PEP.

- Appel pour le soutien à la révolution syrienne (http://www.gsi-qi.org/?p=3637) - Groupe Socialiste Internationaliste (GSI) - 29 mai 2015.

En continuité avec les activités tenues pour le soutien à la révolution syrienne lors du Forum social mondial (FSM) en mars 2013, des forces et des partis de gauche participant au FSM de cette année 2015 ont jugé nécessaire de confirmer et de souligner leur soutien à cette révolution et s'engagent à déployer tous les efforts nécessaires pour l'organisation d'un rassemblement à Istanbul, au mois de juillet de cette année, réunissant toutes les forces et les partis de gauche, les organisations sociales, les syndicats et les mouvements de solidarité qui soutiennent la révolution syrienne et qui sont prêts à défendre le peuple syrien dans sa lutte pour la révolution et son droit à démolir le régime sanguinaire d'al-Assad.

Nous considérons que ce qui se passe depuis mars 2011 est une véritable révolution en Syrie qui se maintient encore malgré toute la violence et les atrocités menées par le pouvoir syrien contre le peuple révolté...

La Syrie a été submergée par des forces fondamentalistes qui ont combattu le peuple et qui ont essayé d'imposer un pouvoir non moins atroce et sanguinaire que celui d'al-Assad. (...)

La révolution syrienne se confronte à toutes les forces impérialistes qui essayent avec persévérance de la détruire. Au même moment, différents secteurs se prétendant de gauche soutiennent le régime d'al-Assad et condamnent la révolution en la considérant comme une conspiration. Ils oublient que l'objectif principal est d'effrayer les peuples pour les dissuader de se rebeller et de se révolter, alors que le monde vit une crise qui implique une propagation des révolutions loin des pays arabes.

Le peuple syrien lutte pour se débarrasser du régime et pour instaurer une nouvelle situation qui lui permette de survivre.

(...)

Malgré toutes les difficultés et les complications, la révolution syrienne continue.

Nous sommes contre les partis de l'opposition qui ont nui à la révolution et qui ont lié leur politique aux forces régionales et aux pays impérialistes. Nous appelons les groupes de gauche et les syndicats à soutenir les masses mobilisées pour la fondation d'une Syrie libre, démocratique et laïque.

Pour tout cela, nous appelons à une réunion internationale de soutien à la révolution syrienne les 11 et 12 juillet 2015 à Istanbul, Turquie. (GSI - 29 mai 2015)

Ce sont des cinglés, irrécupérables, parvenus à un stade de putréfaction avancée, fossilisés. A les entendre, il n'aurait fallu soutenir aucun mouvement anticolonialiste ou nationale en Afrique ou au Moyen-Orient qui n'étaient pas vraiment dirigés par des enfants de choeurs, des militaires très souvent.

Dans la série les imposteurs démasqués, Podemos.

- L'illusion Podemos - Arrêt sur Info 17.07

Extraits. La plupart de ces propositions (souveraineté populaire, revalorisation des salaires et des retraites, sortie de l'Otan, arrêt de la privatisation des services publics..) sont totalement incompatibles avec les traités européens. Ce programme n'aurait de sens que si Podemos incluait la sortie de l'Espagne de l'UE et de l'euro. Or, Podemos ne le propose pas, élude la question cruciale de l'euro, et milite au contraire pour une plus grande intégration européenne.

L'incompatibilité entre les divers points du programme de Podemos est, depuis le 25 janvier 2015 et l'élection de Syriza en Grèce, brillamment démontrée, au dépend du peuple Grec, par l'U.E. et la Troïka vis-à-vis du programme dit « de Thessalonique » de Syriza.

Cette structure est fortement soutenue par les médias. En effet, sans organisation, ni histoire, ni financement, Podemos était très présent dans tous les médias pour la campagne des européennes de 2014, ce qui lui a permis d'obtenir 7,98 % et 5 députés.

Le vocabulaire employé par Podemos explique en grande partie son succès : comme le dit Pablo Iglesias, il est proche des « gens », accessible, loin de toute « idéologie ». La « caste » est l'ennemie. C'est 1% des gens : les partis, les bureaucrates, les financiers, etc. sont contre les « citoyens », les autres 99 % : les gens honnêtes, profs de fac, petits patrons, chômeurs, professions libérales, etc.

La caste est identifiée au pouvoir politique, aux élites traditionnelles associées aux partis et aux syndicats. Les « mauvais » patrons, liés au pouvoir, les financiers, les bureaucrates, ternissent l'image des patrons « honnêtes ». Du côté des « citoyens », tout le monde est beau, gentil et bienvenu. Face aux « patrons voyous », les patrons honnêtes, qui créent de l'emploi, travaillent dur. Face aux « partis corrompus », un mouvement neuf, vierge de toute souillure. Face aux « experts dominants », les experts critiques.

L'emploi par Podemos des mots « caste » et « citoyen » a une haute teneur politique, il nous ramène deux siècles en arrière. Les termes « caste » et « citoyen » servent de voile idéologique à la classe dominante, pour masquer les vrais antagonismes de classe en occultant l'Homme concret, l'exploité, le dominé. Marx soulignait que le concept de « citoyen » ou d' « humain », dans la société bourgeoise, était l'universalité abstraite, les droits formels, la fausse conscience, l'hypocrisie idéologique de la démocratie des riches. Podemos se veut le représentant de la société civile ; le peuple, contre la « société politique » ; les partis.

Cette mystification naît de la négation des rapports économiques et sociaux de production, des antagonismes entre les classes dominantes et les classes dominées. Sur le plan de l'efficacité, l'organisation issue des Indignés a été remise en cause, discutée et modifiée lors du congrès fondateur d'octobre 2014. Finalement, c'est bien la forme « parti » qui s'est imposée, comme étant le meilleur outil pour prendre le pouvoir.

Alors pourquoi un tel engouement pour Podemos ?

Ce nouveau parti est la traduction politique d'une puissante volonté populaire de balayer la classe politique espagnole. Podemos surfe sur le « mouvement des Indignés » de 2011 dont il reprend quelques aspirations, les slogans et la confusion idéologique.

Podemos appelle à une « convergence des gauches », et pour cela, Iglesias devra discuter avec le PSOE pour conclure des pactes et des gouvernements en région. En ne remettant pas en cause la participation de l'Espagne à l'UE et à l'euro, en reprenant les arguments de Syriza, Podemos s'est engagé dans une impasse que nous connaissons déjà en Grèce.

En complément. En famille, toujours en Espagne.

- Espagne: la gauche dirige la majorité des régions - AFP

La gauche dirige depuis mardi la majorité des régions d'Espagne suite aux alliances formées notamment avec le parti de gauche radicale Podemos depuis les élections régionales du 24 mai. AFP 21.07

Comme Die Linke avec le SPD en Allemagne ou le Front de gauche en France avec le PS ou EELV dans des centaines de communes.

Grèce. Alexis Tsipras meilleur gestionnaire du memorandum que ses prédécesseurs..

- Grèce: le nouveau défi d'Alexis Tsipras, faire face aux rebelles de son parti - AFP

"Je lis des déclarations héroïques mais il n'y a aucune proposition alternative" au plan des créanciers, a lancé Alexis Tsipras mardi à ses collaborateurs, selon une source gouvernementale.

Plus de la moitié des 201 membres du comité central, organe principal du parti, mais qui ne comprend que cinq ou six députés, avaient réclamé la semaine dernière "la convocation immédiate de l'organe pour protéger son unité".

"L'accord constitue un coup d'État contre le gouvernement grec, avec comme objectif l'extermination exemplaire d'un peuple qui avait imaginé qu'il pourrait y avoir une autre voie en dehors du modèle néolibéral de l'austérité extrême", indiquait le communiqué.

"La distance politique et psychologique est claire entre les dissidents des différents courants et le gouvernement", dit M. Zachariadis. "Il faut qu'on décide ce qu'on veut, soit se séparer, soit continuer ensemble", dit-il.

Pour Vassiliki Georgiadis, professeur de sciences politiques à l'Université Panteion d'Athènes, "la rupture avec les députés issus surtout de la Plateforme de gauche - l'aile dure gauchiste du parti dont certains membres s'étaient même prononcés pour la sortie de la Grèce de la zone euro - serait la seule solution".

Syriza a été élu fin janvier en promettant la fin des politiques d'austérité et de nombreux électeurs et partisans du Syriza se sentent "trahis" après le nouveau paquet de mesures de rigueur.

Vassiliki Georgiadis pense qu'Alexis Tsipras doit simplement poursuivre son mandat en s'appuyant sur les partis d'opposition pour passer les lois "difficiles".

"Ce n'est pas le premier gouvernement minoritaire en Europe", dit-elle, en opposition à certains analystes qui prédisent "des élections anticipées" à l'automne.

"La politique est utile quand c'est pour l'intérêt du peuple, même au prix de faire un pas en arrière", a estimé pour sa part lundi la nouvelle porte-parole du gouvernement, Olga Gerovassili, rejetant également l'éventualité des élections anticipées. AFP 21.07

Confondre à ce point-là "l'intérêt du peuple" avec celui des banquiers, c'est faire preuve d'un cynisme au moins égal à celui de la troïka.

Sans complexe, vous avez le droit de tirer la chasse derrière tous ces partis pourris.

Heureusement qu'il existe des voix venues d'ailleurs ou assez inattendues pour nous remonter le moral.

A ceux qui rejettent toute idéologie, toute doctrine, toute théorie, tout parti, tout programme, tout drapeau.

Et dire que c'est un ex-conseiller de Ronald Reagan qui donne raison à Karl Marx et Lénine "*nous voyons ici est l'impossibilité d'un changement pacifique*", et nous donne raison au passage, vive la révolution socialiste internationale !

- Grèce : Du bruit et de la fureur qui signifient beaucoup - Paul Craig Robert - Arrêt sur Info 17.07

Extraits. Sans idéologie pour la soutenir, la gauche européenne est morte, exactement comme le parti démocrate aux États-Unis. Avec la mort de ces partis politiques, le peuple n'a plus du tout de voix. Un gouvernement dans lequel le peuple ne peut faire entendre sa voix n'est pas une démocratie. Nous le voyons clairement en Grèce. (Le gouvernement grec dirigé par Syriza est une dictature du capital, il fallait le dire. - ndlr)

Une semaine après que le peuple grec s'était exprimé de manière décisive dans un référendum, son gouvernement l'ignore et compose avec le 1%. (Les ultra riches qui concentrent entre leurs mains la moitié des richesses mondiales. - ndlr)

Le parti démocrate américain est mort avec la délocalisation des emplois, qui a détruit la base financière du parti qui se trouvait dans les syndicats des usines. La gauche européenne est morte avec l'Union soviétique. (Donc les partis dits de gauche sont en réalité de droite. Il faut toujours aller au bout d'une analyse sinon à quoi bon, c'est du bavardage. - ndlr)

L'Union soviétique était le symbole de l'existence d'une alternative socialiste au capitalisme. L'effondrement soviétique et la fin de l'Histoire ont privé la gauche d'un programme économique et l'ont laissée, au moins en Amérique, s'occuper de questions sociales telles que l'avortement, le mariage homosexuel, l'égalité des genres et le racisme, ce qui a sapé le soutien traditionnel de la gauche, la classe ouvrière. La lutte des classes a disparu dans la guerre entre hétérosexuels et homosexuels, Blancs et Noirs, hommes et femmes. (Tiens donc, ce serait la classe dominante américaine qui a juré d'avoir la peau de la lutte des classes, qui serait à l'initiative de ces opérations qui avaient pour objectif de diviser la classe ouvrière, et auxquels la pseudo-gauche et extrême gauche ont emboîté le pas en France, à peine croyable! - ndlr)

Aujourd'hui où les peuples occidentaux sont confrontés à un réasservissement et où le monde est confronté à une guerre nucléaire comme résultat de la prétention des néoconservateurs à être le peuple choisi par l'Histoire pour exercer l'hégémonie mondiale, la gauche américaine est occupée à haïr le drapeau des Confédérés. (Opération diversion pour tenter de redorer son blason terni à jamais, sa collusion avec l'oligarchie financière n'est plus un secret pour personne aux Etats-Unis. - ndlr)

La chute du dernier parti européen de gauche, Syriza, signifie qu'à moins que des partis plus déterminés émergent au Portugal, en Espagne et en Italie, le relais passera aux partis d'extrême-droite – au parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni de Nigel Farage, au Front national de Marine Le Pen en France, et aux autres partis qui défendent le nationalisme contre l'extermination nationale au sein des pays membres de l'Union européenne. (Logique, les antécédents ne manquent pas en effet en la matière. - ndlr)

Syriza ne pouvait pas réussir une fois qu'il avait échoué à nationaliser les banques grecques en réponse à la détermination de l'UE de les mettre en faillite. Le 1% grec a les banques et les médias, et l'armée grecque ne montre aucun signe qu'elle va se rallier au peuple. Ce que nous voyons ici est l'impossibilité d'un changement pacifique, comme l'ont expliqué Karl Marx et Lénine. Arrêt sur Info 17.07

Eh oui, il ne reste plus qu'à préparer la révolution prolétarienne et socialiste, bravo !

La "*gauche européenne est morte*" non pas le jour où l'URSS a implosé, mais le jour où le PCI est devenu MPPT, PT, POI, la LCR, le NPA, reniant le léninisme ou les enseignements de la révolution russe de 1917, LO passant des caves du Crédit Lyonnais à celles tout aussi obscures de l'Education nationale. C'est à croire qu'ils n'attendaient que cela pour tourner le dos définitivement au socialisme.

En réalité elle était déjà dans un état comateux depuis des décennies pour avoir été incapable de se doter d'une nouvelle direction à temps, avant justement que cette échéance formulée dans les années 30 par Trotsky ne se réalise ou plus tôt encore par Lénine et Trotsky.

Sans plaisanter, les militants peuvent remercier Paul Craig Robert pour la finesse de son analyse qu'ils ne trouveront pas dans la littérature insipide du POI, du NPA et de LO.

Haut de page

Le 23 juillet 2015

CAUSERIE

On a ajouté 15 articles.

On a laissé de côté quelques infos par manque d'intérêt et de temps.

La trahison de Tsipras et Syriza alimente les discussions entre militants à travers toute l'Europe et bien au-delà. Ils savent dorénavant à quoi conduisent tous les partis ou toutes les coalitions de courants ou partis constuits sur ce modèle qui ressemblait à celui de la SFIO ou qu'ils n'ont rien à en attendre de bon.

Quelques réflexions politiques.

1- Vous nous faites chier avec vos droitsdelhommistes ! Ce n'est pas un argument, mais le rejet violent que nous inspire la manipulation des consciences par des gens soi-disant de gauche.

2- Pour que la guerre rapporte davantage, il suffisait de la privatiser, il fallait y penser.

3- D'où viennent les manifestations d'orgueil et d'arrogance dont font étalage les chefs d'Etats ou de gouvernements des puissances occidentales ?

Obama dans son discours de West Point du 28 mai 2014 :

- « Je crois de tout mon être au caractère exceptionnel des États-Unis d'Amérique ».

« L'Amérique doit toujours être au premier rang sur la scène mondiale ».

- « Ce leadership aura toujours pour pilier les militaires ».

Il n'y a rien qui vous choque dans cette déclaration d'un despote planétaire ?

Même avec la meilleure volonté du monde, nombreux sont les Américains qui ne reconnaissent pas le "caractère exceptionnel des États-Unis d'Amérique" pour lesquels ce serait plutôt un cauchemar au quotidien, au point qu'on en soit à penser qu'il n'évoquait pas l'Amérique et la population américaine, mais seulement ceux pour lesquels il gouverne, l'oligarchie financière anglo-saxonne qui figure bien au "au premier rang sur la scène mondiale" dans son domaine, le complexe militaro-industriel-financier américain sans lequel les Etats-Unis de serait pas le "pilier" de l'ordre mondial ou du chaos généralisé ce qui signifie la même chose.

Que ce discours ait été prononcé dans une académie militaire ne doit pas détourner notre attention des véritables donneurs d'ordres qui ne sont pas les militaires du Pentagone, encore moins Obama, certains sont des intermédiaires avec le

gouvernement, d'autres de simples exécutants, jamais des décisionnaires. Sachant qu'ils gèrent les Etats-Unis comme une entreprise privée, la hiérarchie de la pyramide du pouvoir doit toujours être scrupuleusement respectée, un principe auquel tiennent plus que tout les oligarques, qui assure la cohésion de leur construction et qu'aucun militaire ne s'aviserait de transgresser.

4- Entre eux ils se soutiennent.

Le peuple grec "a donné mandat à un Premier ministre qui a présumé de ses forces face à une troïka" (Professeur Chems Eddine Chitour 21.05)

Le pauvre Tsipras, on devrait le plaindre en plus. Chems Eddine Chitour publie des articles sans le portail mondialisation.ca, notamment.

Nous n'avons pas publié les articles de Tsipras, Mélenchon, Coquerel, Laurent et quelques autres auteurs moins connus, car ils constituaient des manuels de trahison.

5- Le XXIe siècle ou le règne de la terreur financière.

Le 30 mai 2008, quelques mois avant que Lehman Brothers ne fasse faillite, et que la banque AIG ne soit renfloué, AIG sortait un rapport intitulé « Europe – pilotée ou Poussée ».

Voici la réponse qu'on y trouvait à la question *Qu'est-ce que veut l'Europe ?* :

– Questions environnementales : accroître le contrôle sur les pays membres – idée avancée de la gouvernance mondiale

(On se disait bien que les sommets de la classe dominante ne s'étaient pas emparés de cette question par hazard et qu'elle avait une idée derrière la tête. Une idée fixe et pas n'importe laquelle, qui n'était pas sortie de la tête de ceux qu'ils appellent les "complotistes", alors que ce sont eux qui ne peuvent révéler les véritables intentions qui se cachaient derrière cette question, en faire un levier (supplémentaire et contraignant) pour soutenir l'idée de la nécessité d'instaurer un gouvernement mondial qui leur serait totalement dévoué, au-dessus des Etats et des peuples privés de leur souveraineté ou de tout droit politique. - LVOG)

– Terrorisme : utiliser l'excuse pour un plus grand contrôle de la police et des problèmes judiciaires – accroître l'étendue de la surveillance

(Gouvernance mondiale qui serait de fait une dictature mondiale, et devrait coïncider avec l'instauration d'Etats policiers, ce qui passerait par le contrôle de l'ensemble de la population pour étouffer dans l'oeuf toute vélléité de rébellion ou de révolution. Le financement et l'armement d'organisations terroristes (ou fascistes) par les Etats, l'instrumentalisation du terrorisme par les Etats, le recours au terrorisme d'Etat si nécessaire, devait faciliter l'adoption de lois liberticides restreignant les libertés individuelles au nom de la sécurité des citoyens. - LVOG)

– Crise financière mondiale : tuer deux oiseaux (marché libre et économie Anglo-saxonne) avec une seule pierre (Organisme de Régulation à l'échelle Européenne – les tentatives de la gouvernance financière mondiale)

(Le système financier mafieux et tentaculaire qui allait se mettre en place à partir du début des années 70 n'avait pas pour objectif de sauver le système capitaliste en crise qu'ils savaient condamné d'avance, mais à permettre à l'oligarchie financière de s'emparer du pouvoir politique pour imposer un modèle de société qui ne reposerait plus sur le système économique capitaliste et les rapports sociaux qui le sous-tendent, mais sur un règlement de police dénommé jésuitement traité déterminant la place (le numéro ou le matricule) que chacun occuperait dans la société sans pouvoir la contester, face à une ploutocratie mondiale toute puissante disposant du droit de vie ou de mort sur ses sujets, ainsi que celui de s'émanciper de toute règle ou tout rapport économique contraignant qu'ils adapteraient en fonction de la situation ou de leurs besoins une fois la lutte des classes neutralisée ou ligotée. C'est la stratégie politique néolibérale. - LVOG)

– UEM : créer une crise pour forcer l'introduction du « gouvernement économique européen »

(Union Economique Monétaire destinée à interdire tout retour en arrière une fois adoptée par un Etat, comme on vient de le voir avec la Grèce dès lors qu'on tourne le dos au socialisme. - LVOG)

En résumé, les questions environnementales, du terrorisme (et de la guerre puisque les deux sont liés), de la crise financière mondiale et de l'Union Economique Monétaire devaient se combiner pour former l'architecture d'une stratégie conduisant à l'instauration d'une dictature mondiale gouvernée par les représentants de l'oligarchie financière.

En complément. A qui profite l'exploitation de la question climatique ? A ceux qui la financent, pardi !

Soixante-cinq prix Nobel se sont réunis sur l'île de Mainau, au lac de Constance, dans le sud de l'Allemagne, à l'occasion de la rencontre annuelle des lauréats du prix Nobel parrainée par la fondation Lindau.

Parmi les donateurs de la réunion de la fondation Lindau figurent Lockheed Martin, la Deutsche Bank, UBS, Bayer, Merck, Novartis et Microsoft.

La question des changements climatiques était à l'ordre du jour. Il s'agissait essentiellement d'une rencontre scientifique qui n'a donné lieu à aucune déclaration ni à aucun débat scientifique sur des questions plus larges de guerre et de paix.

La « Déclaration de Mainau de 2015 sur les changements climatiques » compare la menace que posent les changements climatiques à celle que posait la guerre nucléaire à l'apogée de la guerre froide. mondialisation.ca 21.07

6- Bravo Charlie !

On s'étouffe, selon Michel Sérac (POI-CCI) Informations ouvrières serait un "*phare*"... éteint ou de recul, "*un journal indépendant*"... de l'aristocratie ouvrière liée au régime, "*un lanceur d'alerte prolétarien*"... qui notamment 14 ans après le 11 septembre 2001 continue de soutenir la version de G.W. Bush, vaut mieux en rire qu'en pleurer, pathétique.

7- Confirmation. Le gouvernement grec pro-sioniste.

- Tsipras cède aux sirènes sionistes. - french.irib.ir

Alors que l'attention se focalise sur l'aspect économique de la politique du gouvernement Tsipras, une négociation plus discrète a eu lieu, ce week-end. Le ministre de la Défense grec, Panos Kammenos, (Président et fondateur du Prti souverainiste Anel, «Les Grecs indépendants», (proche de Debout la France), a conclu un accord, à Tel-Aviv, avec son homologue grec israélien, Moshe Yaalon, (photo des deux hommes ci-contre).

Les deux pays ont signé un document SOFA, (Status of forces agreement), qui permet à Tsahal de se déployer, en Grèce, et à l'armée hellène, de faire de même, sur le territoire israélien. Avec les États-Unis, c'est le second accord de ce type, signé par le régime sioniste. Moshe Yaalon s'est réjoui de l'attitude d'Athènes : «Nous apprécions, grandement, la coopération sécuritaire, qui se traduit par l'entraînement de nos soldats et officiers, sur le territoire grec. Nos États partagent des intérêts communs, car ils doivent faire face aux conséquences de l'accord, signé la semaine dernière, entre les grandes puissances et l'Iran. »

M. Kammnos n'a pas manqué de marquer son allégeance au pouvoir sioniste : «Le peuple grec est très proche du peuple israélien. Concernant notre coopération militaire, nos relations sont excellentes, nous continuerons à les entretenir et poursuivrons les entraînements communs. Le terrorisme et le Jihad ne frappent pas que le Proche Orient, mais également, les Balkans et l'Europe. C'est la guerre. Nous étions, également, très proches d'Israël, pour tout ce qui est relatif au programme de missiles de l'Iran. Nous nous trouvons à la portée de ces missiles. Si un missile iranien se dirige vers la mer Méditerranée, cela peut signifier la fin de tous les pays de la région». french.irib.ir 21.07

En complément. Avec les remerciements de Syriza qui légitime Israël.

- La Knesset condamne à 20 ans de prison les lanceurs de pierres - french.irib.ir

En vertu d'une loi, adoptée par le Parlement du régime sioniste, quiconque jettera des pierres en direction des véhicules de ce régime, sera condamné à 20 ans de prison.

Les Palestiniens, qui jettent des pierres en direction des véhicules du régime sioniste, dans le but de prendre pour cible ses passagers, seront condamnés à une peine de prison de 20 ans de prison, a annoncé la Knesset, en adoptant une loi.

Les groupes palestiniens ont condamné cette loi. «Cette loi est démentielle», a déclaré le directeur du centre palestinien des droits de l'Homme. L'adoption de cette loi constitue une violation extrême, par le régime sioniste, des droits des Palestiniens.

Bien que les actes d'Israël deviennent, de jour en jour, plus coercitifs, cependant, cela n'affecte en rien la volonté des Palestiniens de lutter contre Israël. french.irib.ir 21.07

8- Vous aurez remarqué que dans tous les pays depuis la fin du XIXe siècle à nos jours, chaque fois qu'un parti ouvrier ou dit de gauche a des élus parlementaires ou que certains de leurs dirigeants ou cadres participent aux institutions, la plupart du temps ils deviennent incontrôlables ou forment un parti dans le parti, ils se droitisent à une allure fulgurante et finissent par capituler systématiquement devant le régime en place, à quelques exceptions près qui confirment la règle.

De là à penser que le mot d'ordre *A bas le parlementarisme bourgeois* qu'on n'entend plus depuis belle lurrette (y compris chez les trotskystes) aurait dû être maintenu, au lieu d'arpenter les allées du pouvoir ou de se livrer au jeu institutionnel qui corrompt ceux qui y participent, nuit plutôt que sert notre cause... Certains partis ouvriers osent encore prétendre être indépendants, alors qu'en réalité ils sont liés au régime de mille et une manière. On assiste à un misérable jeu de chaises musicales, ceux qui hier accusaient leurs collègues des autres partis de trahison en viennent à trahir à leur tour une fois qu'ils sont au pouvoir et ainsi de suite.

ACTUALITÉ DU JOUR

Françafrique. Une rencontre politico-mafieuse.

- En visite à Paris, le président du Mozambique écarte les « affaires », priorité au business - lemonde.fr

Les affaires écartées, place à la diplomatie économique

Un sujet qui aurait pu créer un contentieux entre les deux pays mais qui a n'a pas constitué un point de l'agenda est l'assassinat du constitutionaliste franco-mozambicain Gilles Cistac. Cet avocat, originaire de Toulouse, a été abattu en plein centre de Maputo le 3 mars, et d'aucuns parmi les médias d'opposition et la société civile soupçonnent des motivations politiques.

Les assassinats de type politico-mafieux sont rarement élucidés au Mozambique. Mais du côté des autorités françaises, on évite de politiser cette affaire et on s'en remet entre les mains de la justice mozambicaine, indique une source diplomatique. Dès avril dernier, la police de Maputo a annoncé la détention de deux suspects présumés. Depuis, aucune avancée n'a été rapportée par les autorités. Et les partis d'opposition fustigent ce silence soudain des autorités. lemonde.fr 21.07

L'Agence Française de Propagande de la Ve République en famille.

- La sénatrice Les Républicains Nicole Duranton nommée au conseil supérieur de l'AFP - AFP

La commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication du Sénat a nommé mercredi la sénatrice Nicole Duranton (Les Républicains, LR) membre du conseil supérieur de l'Agence France-Presse, a-t-elle annoncé.

Un député siège également à ce conseil supérieur chargé de garantir la pérennité de l'AFP et de veiller au respect de ses obligations fondamentales. La commission des Affaires culturelles de l'Assemblée nationale a nommé la semaine dernière à ce poste Michel Françaix (PS). Celui-ci a été à l'origine de la réforme adoptée début avril par le Parlement visant à améliorer la gouvernance de l'agence.

Le conseil supérieur doit notamment nommer cinq personnalités qualifiées au sein du conseil d'administration et remettre un rapport annuel au Parlement sur la situation de l'AFP. AFP 22.07

Le PS aura privatisé jusqu'aux chiottes publiques!

- Colère chez les employées des toilettes publiques parisiennes - lefigaro.fr

Le contrat de leur société, Stem Propreté, avec la mairie de Paris, est arrivé à échéance le 30 juin dernier. Suite à un appel d'offre lancé par la ville, le marché a été repris par la filiale française du prestataire néerlandais 2theloo. Mais voilà 21 jours que les ouvrières n'ont pas été appelées à reprendre le travail. Selon le syndicat propreté Feets-Fo, la filiale française du groupe, Sarivo Point WC, ne souhaiterait pas conserver les postes des employées de la STEM. Un choc pour les ouvrières des «lavatories» des lieux touristiques parisiens dont certaines s'occupent du confort des usagers depuis plus de trente ans.

«Puisque le type de contrat change, l'entreprise ne se trouve pas dans l'obligation de reprendre les salariés», explique une responsable de la Direction de la Voirie et des Déplacements de la Ville de Paris, avant de souligner: «Nous leur avons fortement recommandé de reprendre les ouvrières mais nous ne pouvons rien faire de plus». L'accès au petit coin coûtera désormais 80 centimes. lefigaro.fr 22.07

Tirez la chasse derrière le PS !

Commentaire d'un internaute.

- "Alors Madame le Maire, on préfére s'occuper de JO à plusieurs milliards plutôt qu'être proche des soucis et problèmes du peuple de Paris?"

ACTUALITE EN TITRES

Une question qui a au moins le mérite d'alimenter l'illusion droite-gauche institutionnelle.

- Droit des étrangers : le débat se poursuit à l'Assemblée sur fond d'opposition droite-gauche - LeFigaro.fr

On ne choisit pas un média financier d'extrême droite au hasard.

- Copé choisit "Valeurs actuelles" pour sa première "carte postale" - Le Huffington Post

Corruption.

- Corse: Paul Giacobbi, le président du conseil exécutif, mis en examen - 20minutes.fr

- Le président du conseil départemental du Var (Les Républicains) mis en examen - 20minutes.fr

- La justice confirme l'interdiction de sortie du territoire imposée à Patrick Balkany - 20minutes.fr

Même en les vidant complètement, rien ne dit qu'elles pourraient accueillir tous les représentants du régime, ceux qu'on aurait épargnés.

- Les prisons françaises toujours surpeuplées avec 66.864 détenus - 20minutes.fr

Leur mondialisation conduit dans le mur.

- La Tunisie érige un mur à la frontière avec la Libye - Francetv info

Pour se protéger des terroristes, le gouvernement tunisien a décidé d'employer les grands moyens. Francetv info 22.07

Secret de polichinelle.

- Ankara nie soutenir tacitement l'Etat islamique - Reuters

En complément

- "Ankara prépare son intervention militaire, en Syrie" - french.irib.ir

L'analyste politique turc, Faik Bulut, estime que le gouvernement d'Ankara ne cessera pas son aide aux groupes armés, en Syrie, et finira par organiser une intervention militaire directe contre ce pays. Selon l'agence de presse russe, Spoutnik, l'analyste turc, Faik Bulut, a déclaré que le gouvernement d'Ankara essaiera d'instrumentaliser l'attentat meurtrier à la bombe, dans la ville turque de Suruç, près de la frontière syrienne, pour justifier son intervention militaire directe, en Syrie, afin de créer une «zone tampon», à l'intérieur du territoire syrien, prétendant vouloir, ainsi, empêcher les groupes terroristes de mener des attentats, à l'intérieur de la Turquie.

Faik Suruç a déclaré que, depuis longtemps, le gouvernement turc essaie de préparer le terrain à une intervention militaire turque, en Syrie, et de convaincre les Etats-Unis et les pays membres de la coalition anti-Daech de la nécessité de l'établissement d'une «zone tampon» entre la Syrie et la Turquie.

Ce chercheur turc a prévu, pourtant, que les opérations militaires éventuelles de la Turquie, à l'intérieur du territoire syrien, se solderont par un échec total. Plus de 130 personnes ont été tuées ou blessées, lors d'un attentat-suicide, lundi, dans la ville turque de Suruç. french.irib.ir 21.07

Il aura au moins le soutien du GSI (trotskyste) !

Stratégie du chaos et de la guerre

- Nigeria: probablement plus de 40 morts après des explosions à Gombe - AFP

- L'explosion d'une voiture piégée fait 20 morts à Bagdad - Reuters

- Deux attentats suicides font au moins 13 morts au Cameroun - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

1.1- Ukraine : Pravy Sektor défie le gouvernement et Petro Porochenko - euronews.com

Le groupe paramilitaire ultra-nationaliste Pravy Sektor (Secteur droit) a manifesté à Kiev. Environ 3 000 se sont rassemblés sur Maïdan, place symbole de la chute de Ianoukovitch dans laquelle ces exrémistes ont eu un rôle important.

Pravy Sektor a annoncé qu'il comptait organiser des états-majors dans toutes les régions d'Ukraine en vue d'un référendum appelant les citoyens à se prononcer sur le degrés de confiance qu'ils ont dans le gouvernement actuel.

Le chef de Pravy Sector, qui siège au parlement, Dmytro Iarosh, a expliqué sa démarche :

"Nous constatons que le système de l'époque Ianoukovitch a été transformé. Néanmoins, les principaux problèmes de notre société comme la corruption ou le manque de respect envers la justice et la police sont toujours les mêmes. Nous pensons que le nouvel Etat ukrainien devrait être bâti sur d'autres bases que celles-ci."

La semaine dernière, le président Petro Porochenko a demandé le désarmement de Pravy Sektor après l'attaque de Moukatchevé.

Dmitry Iarosh n'est pas allé dans son sens et, au contraire, a réclamé la démission du ministre ukrainien de l'Intérieur et la poursuite des protestations à Kiev où des nationalistes radicaux sont postés devant des bâtiments administratifs.

"Pravy Sektor veut organiser ce référendum contre le gouvernement et le président parce qu'il veut se montrer politiquement actif et prêt à défier un gouvernement qui déçoit ses attentes après des mois de combats dans l'est de l'Ukraine contre les pro-russes" a ajouté notre chef du bureau de Kiev, Sergio Cantone. euronews.com 22.07

1.2- Ukraine : le Président Porochenko veut désarmer Pravy Sektor - euronews.com

Tirs au lance-grenades, voitures de police calcinées, ultranationalistes de Pravy Sektor armés repliés dans les montagnes tout près des frontières de l'Union européenne… Ces scènes de guerre ont poussé le président ukrainien Petro Porochenko à lancer le désarmement, je cite, "des groupes armés illégaux" qui "déstabilisent la situation à un millier de kilomètres du front de l'Est".

Il y a deux jours, une fusillade entre forces de l'ordre et militants (deux morts, plusieurs blessés) à une cinquantaine de kilomètres des frontières slovaque et hongroise a provoqué une crise qui est loin d'être réglée.

"Ces actions discréditent les véritables patriotes ukrainiens. Aucune force politique ne devrait et n'aura un quelconque bras armé", a déclaré Porochenko.

Pravy Sektor a en effet deux députés au parlement ukrainien, mais son chef n'a pas encore donné l'ordre à ses troupes de déposer les armes. Aux alentours de Kiev, d'autres unités armées de Pravy Sektor ont même dressé des barrages pour empêcher les renforts policiers de gagner la petite ville de Moukatchevé, lieu de la fusillade.

Origine de la fusillade ?

Selon une source au sein des forces de l'ordre interrogée par l'AFP, la fusillade de samedi a éclaté lors d'une rencontre

des ultranationalistes avec des “criminels” locaux cherchant à se “partager les sphères d’influence” dans cette région, plaque tournante du juteux trafic des cigarettes.

Pravy Sektor a de son côté affirmé avoir été attaqué par des “bandits” affiliés à un député qualifié de “trafiquant de drogue” et accusé les policiers d‘être à la solde d’un homme politique prorusse.

Qu’est-ce-que Pravy Sektor (Secteur Droit) ?

Pravy Sektor revendique 10 000 militants et plusieurs centaines de combattants dans l’Est. C’est l’unique formation paramilitaire ukrainienne qui ne soit intégrée ni au ministère de l’Intérieur, ni à celui de la Défense.

Son chef, Dmytro Iaroch, a été élu député en octobre, puis nommé en avril conseiller du chef de l‘état-major des armées ukrainiennes dans une tentative des autorités d’intégrer ses milices.

Il s’est rendu à Moukatchevé et a affirmé lundi “oeuvrer avec les services de sécurité ukrainiens à stabiliser la situation”.

Plusieurs manifestations antigouvernementales et en soutien à Pravy Sektor ont été organisées dimanche dans plusieurs grandes villes d’Ukraine.

Pravy Sektor se dit “nationaliste, mais pas fasciste” tout en étant ouvertement homophobe.

Il revendique l’héritage controversé des nationalistes ukrainiens qui ont combattu pendant un temps aux côtés des nazis contre “l’occupation soviétique” pendant la Deuxième guerre mondiale, ce qui lui vaut d‘être qualifié de “fasciste” par les médias publics russes et les habitants des régions prorusses de l’est de l’Ukraine.

Le mouvement avait acquis une grande popularité auprès des manifestants sur Maïdan à Kiev en radicalisant la contestation qui s’est soldée au bout de trois mois par un bain de sang et a entraîné la chute du régime prorusse de Viktor Ianoukovitch. euronews.com 14.07

2- Cambodge

- Au Cambodge, des opposants condamnés à 20 ans de prison, le fragile dialogue politique menacé - AFP

Des opposants ont été condamnés mardi à 20 ans de prison pour une manifestation assimilée à une "insurrection" au Cambodge, menaçant une amorce de dialogue entre le régime autoritaire et l'opposition.

"Le tribunal a condamné trois d'entre eux à vingt ans de prison pour avoir mené une insurrection", lors d'une manifestation violemment réprimée en juillet 2014, a annoncé leur avocat Sam Sokong. "Huit autres ont été condamnés à sept ans de prison", a-t-il ajouté.

Le groupe de défense des droits de l'Homme Licadho a précisé que seul un des neuf avocats s'était rendu au tribunal mardi, les autres ayant décidé de boycotter la procédure.

Les manifestations de juillet 2014 avaient marqué le point culminant de la contestation des législatives de juillet 2013.

Les membres du Parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP) refusaient alors de siéger, comme tous leurs collègues de l'opposition contestant le résultat des législatives, entachées de fraudes massives, selon eux, en faveur du parti au pouvoir.

La police avait utilisé des gaz lacrymogènes pour mettre un terme à des affrontements à coups de bâtons et de pierres entre manifestants et gardiens de Freedom Park, lieu symbolique des manifestations, fermé par des barbelés depuis plusieurs semaines.

La manifestation avait fait des dizaines de blessés, gouvernement et opposition se renvoyant la responsabilité des violences.

Dans ce pays à la solide tradition de répression violente, les forces de l'ordre n'avaient pas hésité en janvier 2014 à ouvrir le feu sur des ouvriers du textile en grève, faisant quatre morts. Toute manifestation avait ensuite été interdite à Phnom Penh et Freedom Park fermé par des barbelés en mai par des autorités déterminées à mettre fin à des mois de manifestations.

Les protestataires de juillet 2014 réclamaient la réouverture du parc. Les trois meneurs condamnés à vingt ans de prison sont Meach Sovannara, candidate aux législatives de 2013 pour le CNRP, Oeur Narith, assistant parlementaire de la députée Mu

Sochua, et Khin Chamreun, leader du mouvement de jeunesse du CNRP.

Avec ces condamnations extrêmement sévères, même pour le Cambodge, le régime de Phnom Penh prend le risque de déterrer la hache de guerre avec l'opposition.

Pour l'heure, le porte-parole du CNRP Yem Ponharith tente de minimiser l'affaire, se bornant à "regretter ces condamnations, tout en poursuivant la culture du dialogue".

Le Premier ministre Hun Sen, qui tient le pays d'une main de fer depuis trente ans, a depuis un an tenté d'afficher sa volonté de dialogue avec Sam Rainsy, le chef du CNRP.

L'opposition a de son côté accepté de rentrer dans le rang en cessant fin juillet 2014 de boycotter le parlement.

Le 11 juillet, Sam Rainsy et Hun Sen s'affichaient encore avec un repas de famille conjoint.

Mais le 13 juillet, les députés d'opposition ont boycotté le vote d'une loi controversée sur les ONG défendue par le gouvernement. Le CNRP avait justifié son geste par le refus d'une loi qui "permettra de faire pression" sur les organisations et les individus.

La sévérité du jugement de mardi est un retour de bâton pour cette bravade, selon Am Sam Ath, de la Licadho, dénonçant "une affaire politique".

Andrea Giorgetta, responsable de la Fédération internationale des droits de l'Homme (Fidh) en Asie du sud-est, s'interroge lui aussi sur "le lien avec le fait que l'opposition ait quitté le parlement la semaine dernière".

"La "culture du dialogue" est morte et enterrée" avec cette condamnation "disproportionnée", ajoute Andrea Giorgetta, interrogé par l'AFP. AFP 22.07

3- Yémen

- Armée/Ansarallah reprennent le contrôle d'Aden - french.irib.ir

«L'armée yéménite et les forces populaires ont pris le contrôle d'une grande partie de la ville d'Aden», a annoncé Abdelmonem al-Adeli, haut membre d'Ansarallah.

«Actuellement, l'aéroport d'Aden est sous le contrôle total des forces de sécurité yéménites», a-t-il précisé. Il est à noter que les éléments de Mansour Hadi avaient, récemment, prétendu, en déclenchant une guerre psychologique, qu'ils avaient pris le contrôle d'Aden et de son aéroport. Ces évolutions interviennent, alors que les attaques barbares des Saoudiens contre les infrastructures du Yémen se poursuivent. french.irib.ir 21.07

4- Syrie

4.1- Les Emirats veulent normaliser avec Assad - french.irib.ir

Les Emirats envisagent d'envoyer une délégation de haut niveau, à Damas, pour discuter de l'ouverture de l'ambassade émiratie, en Syrie. Aux Emirats, les discussions vont bon train, sur le nécessaire appui au régime d'Assad, face au péril takfiri. La Tunisie veut, aussi, normaliser avec Assad, pour des motifs similaires. Les analystes voient, à travers cette décision, un signe d'éloignement vis-à-vis de Riyad french.irib.ir 21.07

4.2- Zarif insiste sur la lutte régionale contre le terrorisme, lors d'une rencontre avec De Mistura - french.irib.ir

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohamamd-Javad Zarif, en soulignant le règlement politique de la crise en Syrie, a averti que le soutien au terrorisme était le principal facteur de la persistance de la crise et de l'extrémisme dans la région. Interview avec George Elm, analyste politique libanais:

Q/ Lors de sa rencontre avec l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, le ministre iranien des Affaires étrangères a estimé que le terrorisme était le principal facteur de la persistance de la crise en Syrie. Dans quel contexte replacez-vous le déplacement de De Mistura en Iran?

R/ Etant donné le fait que De Mistura est chargé de trouver une solution à la crise syrienne; sa visite en Iran est bien naturelle. Et il

est aussi naturel que le règlement de cette crise commence par la lutte contre le terrorisme en Syrie. A mon avis, la lutte contre le terrorisme sera le prélude à toute autre solution censée trouver un épilogue à la crise syrienne et tant que ce problème ne sera pas réglé, toute démarche signifierait tomber dans un cercle vicieux. J'espère donc qu'il aura une feuille de route claire et précise à cette fin.

Q/ Vu l'extension du terrorisme dans la région et tout récemment en Turquie, l'Iran a, à maintes reprises, insisté sur l'impératif de la lutte contre le terrorisme, via une coopération régionale. Qu'en pensez-vous?

R/ On s'y attendait peut-être. Après la récente explosion, le président turc, Reçep Tayyib Erdogan, a bien réalisé que la fourniture des moyens aux groupes terroristes pour lancer des attaques en Syrie en vue de renverser le gouvernement de ce pays, avait entraîné des conséquenes catastrophiques pour son gouvernement. Or, les pays qui ont soutenu le terrorisme, soit en livrant des aides financières et militaires soit en facilitant le transfert des terroristes, paieront tôt ou tard le prix de leur soutien. Car le terrorisme n'a pas d'identité et pourrait s'attaquer à tout. Je voudrais évoquer la proposition d'il y a quelques semaines du président russe, Vladimir Poutine. Il avait évoqué l'idée de la formation d'une coalition arabe pour la lutte contre le terrorisme. A mon avis, cette proposition devrait être sérieusement prise en considération, bien que sa réalisation soit difficile. Mais à vrai dire, la lutte contre le terrorisme nécessite une coopération régionale sérieuse. french.irib.ir 22.07

5- Arabie saoudite

- Najran s'insurge contre les Al-e Saoud - french.irib.ir

La ville de Najran, en Arabie saoudite, a, massivement, manifesté, le vendredii de L'Aid al Fitr contre la poursuite du bombardement du Yémen par Riyad.

Des milliers d'habitants de la ville sont descendus, dans la rue, juste après la prière du vendredi, en scandant des slogans contre le régime des Saoud. Des manifestants ont fait marche sur une des bases militaires saoudienne, à Najran, base dont les soldats se sont mis à tirer en l'air, pour éviter un assaut des manifestants. Jizan et Najran, deux régions pétrolières saoudiennes, sont le théâtre, ces jours-ci, de manifs anti-Saoud. french.irib.ir 20.07

Haut de page

Le 24 juillet 2015

CAUSERIE

On est débarrassé du Front de gauche après l'épisode misérable Syriza.

Défense du marxisme. Faire passer le socialisme "***dans la langue***", c'est possible.

V.I. Lénine - La plate-forme électorale du P.O.S.D.R. - 1912

- Il fut un temps - pas si lointain - où le cri de guerre de : à bas l'autocratie ! semblait trop avancé pour la Russie. Mais le parti ouvrier social-démocrate de Russie l'a lancé, les ouvriers d'avant-garde l'ont repris et l'ont fait résonner dans tout le pays ; en l'espace de deux ou trois ans, il est passé dans la langue. Au travail donc, camarades ouvriers et citoyens de Russie qui ne voulez pas que notre pays s'embourbe définitivement dans le marasme, la barbarie, la servitude et la misère effroyable dans laquelle sont plongées des dizaines de millions de personnes ! Les social-démocrates de Russie, les ouvriers de Russie parviendront à faire passer dans la langue le cri de : à bas la monarchie tsariste ! Vive la république démocratique de Russie !

Quel gauchiste ce Lénine, quel furieux opportuniste, pensez donc, il n'avait même pas attendu que "*les ouvriers d'avant-garde*" crient *A bas l'autocratie* pour que le bolcheviks en fassent leur "*cri de guerre*" !

A bas la ploutocratie, à bas les institutions de la Ve République relais de la politique anti-ouvrière de la troïka ! Vive la République sociale de France ! Vive la fédération des Républiques sociales d'Europe ! Vive la République sociale universelle !

Quel parti ouvrier va reprendre ces mots d'ordre ? Aucun, voyons, ils sont tous réformistes, trade-unionistes ou corporatistes !

ACTUALITE EN TITRES

Tandis que la France bombarde le Yémen en violant le droit dont ils se réclament.

- « Les parlementaires français en Crimée sont en dehors du droit international », pour Jean-Marie Le Guen (PS) - Public Sénat

Ils appliquent leur programme.

- Le Parlement entérine une simplification des règles du dialogue social - 20minutes.fr

- Les députés votent la loi controversée sur l'immigration - Reuters

Charrette et bonus.

- Telecom Italia annonce préparer 1.700 suppressions de postes - Reuters

- Les salariés de Virgin Mobile écoeurés par le bonus "immoral" de leurs patrons - Francetv info

En Grèce.

- Grèce: Les institutions créancières «satisfaites» après le vote du Parlement - 20minutes.fr

Les institutions créancières de la Grèce ont décerné jeudi un satisfecit à Athènes, après le vote par le Parlement grec d'un second volet de mesures exigées dans le cadre de l'accord conclu le 13 juillet afin de négocier un troisième plan d'aide au pays.

« La première évaluation de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI est que les autorités grecques ont mis en œuvre le deuxième volet de mesures dans les temps et d'une manière globalement satisfaisante », a affirmé une porte-parole de la Commission, Mina Andreeva, sur son compte Twitter.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras, appartenant à la gauche radicale, a fait adopter dans la nuit de mercredi à jeudi ces mesures exigées par les créanciers : il s'agit d'une réforme de la justice civile et de la transposition au droit grec d'une directive européenne sur le renflouement des banques. 20minutes.fr 23.07

- Grèce: les discussions sur le plan d'aide s'annoncent "difficiles", prévient le FMI - AFP

Le FMI a estimé jeudi que les discussions sur un nouveau plan d'aide à la Grèce s'annonçaient "difficiles" et nécessiteraient, au préalable, un engagement "concret" et "précis" des Européens à alléger la dette du pays. AFP 23.07

Que cherche le FMI ? Mettre en difficulté les gouvernements de l'UE pour qu'ils recapitalisent à nouveau leurs banques et présentent ensuite la note à leur population, les étranglent un peu plus...

- Grèce: les dépenses de l'Etat se sont effondrées au premier semestre - AFP

Les dépenses de l'Etat grec se sont effondrées au premier semestre 2015, selon des statistiques du ministère des Finances parues jeudi qui révèlent aussi un excédent budgétaire hors charge de la dette. AFP 23.07

Leur dernières chasses aux sorcières. Hystérie patriotique.

- Bruno Le Maire : « Les consommateurs sont prêts à acheter français » - LeParisien.fr

- Crise des éleveurs : Valls annonce que la restauration collective d'Etat consommera "local" - Francetv info

- Elevage: en Mayenne, "100% des produits servis dans les collèges" seront d'origine française - AFP

- Crise des éleveurs : comment la ville de Loon-Plage joue la carte du "manger local" - Francetv info

- Les produits dérivés des partis politiques, pas vraiment branchés Made in France - 20minutes.fr

Etat policier. Le contraire nous aurait fort étonné.

- Le ministère de l'intérieur contre l'interdiction du Flash-Ball - LeMonde.fr

C'est le minsitre du parti de l'ordre que voulez-vous...

La revanche haineuse.

- L'interdiction de sortie du territoire de Patrick Balkany, confirmée - 20minutes.fr

- Les trois propositions de loi de Balkany contre les médias - Le Huffington Post

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils sont bien en guerre contre la civilisation. Acharnement thérapeutique ignoble.

- Les médecins de Vincent Lambert font marche arrière - Francetv info

Les médecins de Vincent Lambert ont finalement décidé de saisir la justice pour désigner un représentant légal du patient et demander sa mise sous protection. Effondrée, l'épouse de Vincent Lambert attendait une décision de l'hôpital... Il n'y en aura pas.

Faut-il le maintenir en vie ou cesser les traitements ? Les médecins qui avaient le dernier mot aujourd'hui ont finalement choisi de ne pas décider. Ils dénoncent la pression sur leur service et les tensions familiales qui les empêchent de trancher sereinement. Francetv info 23.07

Voilà qui s'applique très bien au corps médical en général (notamment, vous pouvez ajouter les corps de métier qui bénéficient d'un statut privilégié dans la société et dont les officiants sont censés être habités par une vocation ou remplir une mission.) :

- « Les personnes ordinaires ont un profond respect pour les experts en tout genre. Ils ignorent que la raison pour laquelle on fait profession d'une chose n'est pas l'amour de cette chose, mais de l'argent qu'elle rapporte. » (Arthur Schopenhauer, L'art d'avoir toujours raison, 1830)

En complément.

L'Inde est un pays exotique, possédant une riche culture (ouiais, basée sur les castes ou l'apartheid !) la plus grande démocratie du monde, sans rire, patati patata, au point que lorsqu'on doit se faire soigner on y réfléchit à deux fois ou on a comme une hésitation, une angoisse qui vous étreint soudain, et pour cause.

- Inde : 49 morts suspectes autour d'un scandale de triche sans précédent - lefigaro.fr 21.07

Plus de 2 000 personnes sont impliquées dans une affaire de corruption sans précédent qui a éclaté à Bhopal, en Inde. Plus de 150 enquêteurs tentent de comprendre les tenants et aboutissants de l'affaire, et d'élucider les 49 décès suspects qui seraient liés à l'affaire. L'affaire a été baptisée «Vyapam», acronyme hindi du «Madhya Pradesh Professional Examination Board», la structure chargée du recrutement des fonctionnaires dans le pays, et a déjà entraîné l'arrestation de plus de 2 000 personnes. Pire encore, 49 décès suspects seraient liés au scandale, comme le rapporte le Courrier International .

Suicide, accidents ou décès suspects, le quotidien indien Times Of India tient une liste effrayant des morts reliées à l'affaire Vyapam. Un stagiaire de la structure retrouvé mort dans un lac, un policier poursuivi dans l'affaire retrouvé pendu, le doyen d'une faculté de médecine décédé dans un hôtel de Delhi ou encore un journaliste qui s'écroule et meurt alors qu'il interview les parents d'une jeune femme dont le nom était cité. Autant de morts étranges dont le lien avec l'affaire de corruption semble évident. Dans son édition du 7 juillet, le Times of India parle d'une véritable «danse de la mort». Une hécatombe qui découle de l'éclatement de l'affaire.

L'achat de bonnes notes serait monnaie courante en Inde depuis le début des années 90. Mais la révélation de l'affaire Vyapam dévoile un véritable système de corruption et de racket organisé. Comme l'explique le journal Le Monde ,le scandale qui implique toutes les couches de la société indienne, est de grande ampleur: plus de sept millions d'étudiants en auraient bénéficiés! Un intermédiaire reliaient ces étudiants prêts à payer pour leurs diplômes aux élus profitant de l'argent récolté en taxis, billets d'avions et chambres d'hôtels en échange de leur silence, et de quelques services ou nominations frauduleuses.

En 2013, le scandale éclate. Une vingtaine de candidats à une école de médecine sont démasqués: ils sont en fait des médecins payé par des étudiants pour passer le concours à leur place. Face à l'ampleur de la tricherie, une enquête est lancée. C'est à partir des premières arrestations et témoignages que les morts suspectes commencent. Mais à partir du début du mois de juillet 2015, les décès de personnes liées à Vyapam s'enchaînent: des policiers, étudiants ou professeurs accusés d'avoir participé décèdent dans leur cellule, un journaliste qui enquêtait sur l'affaire est retrouvé sans vie, tout comme le doyen de la faculté de médecine de Jabalpur retrouvé mort dans sa chambre d'hôtel alors qu'il venait de transmettre des informations sur le système de corruption. Des lanceurs d'alertes mettent même en cause Shivraj Singh Chouhan, le chef du gouvernement de l'Etat du Madhya Pradesh. Ce lundi 20 juillet, sa démission a été réclamée au Congrès indien.

En réaction à ces décès suspects, la cour suprême indienne a forcé le Bureau central d'investigation du pays, spécialisé dans les affaires de corruption, à ouvrir une nouvelle enquête. Une quarantaine d'enquêteurs viennent d'être envoyé à Bhopal pour recommencer l'investigation. lefigaro.fr 21.07

Combien parmi ces étudiants en médecine n'ayant pas suivi la totalité de leur cursus, n'ayant pas le niveau pour le poursuivre leurs études jusqu'au bout se sont vu attribuer leur diplôme de médecin et officient aujourd'hui ?

Un vieil avocat m'a expliqué l'année dernière que la plupart des étudiants estimaient comme acquis leur diplôme, dès lors qu'ils avaient payé très cher leurs cours à l'université ou qu'il était inclu dans leur inscription, que c'était un dû en somme et non la consécration de leurs connaissances acquises. J'ai eu l'occasion d'enseigner le français à deux médecins indiens qui depuis officient en France. Ce serait bien si un médecin français, un bon médecin, ce qui est extrêmement rare, voulait bien venir s'établir à Pondichéry ! Un dentiste aussi pendant qu'on y est.

On a du mal à imaginer les rapports détestables qui peuvent exister dans un pays livré à la corruption généralisée qui commence par le haut de la société pour finir par atteindre toutes ses couches.

En bas, si vous prenez un ouvrier qui a fait un travail de merde et que vous lui reprochiez, il ne comprendra pas ce que vous lui reprochez, vous lui avez versé un salaire en échange d'un travail, il a terminé le boulot alors de quoi vous plaigniez vous. Par exemple, tous les murs de votre maison présentent des fissures moins de six mois après sa construction. Et alors, c'est sans doute dû à la mauvaise qualité du ciment ou à la différence de température, lui il n'y est pour rien. Si vous l'accusez d'avoir bâclé son boulot, il va s'emporter, vous insulter et devenir violent, car c'est vous qui avez tort, vous l'avez payé pour faire un travail, vous ne l'avez pas payé pour faire un bon travail, vous saisissez la nuance ? Pour qu'il fasse un bon travail il fallait le payer plus cher ou employer un autre ouvrier, le laisser travailler à son rythme, bref dépenser le double... sans garantie d'obtenir un meilleur résultat comme j'ai pu le constater plus d'une fois. Et n'allez pas croire qu'il aurait cette mentalité parce qu'il estimerait que vous êtes plus riche que lui, pas du tout, il se comportera de la même manière avec un Indien qui a tout juste de quoi survivre, y compris son frère ou son meilleur ami, il n'y a pas de petit profit, quoi. Et puis, il a toujours raison, allez vous faire foutre, c'est comme cela que cela se termine disons 9 fois sur 10.

Une autre petite histoire indienne bien dégueulasse pour vous écoeurer un peu plus à l'idée de vivre dans un tel monde, celui que vous allez devoir affronter demain en France, il faut bien que vous vous mettiez en condition.

L'autre jour la soeur de Selvi (ma compagne), qui vit dans le même village que nous, s'est retrouvée un soir sans électricité, la pauvre femme est dépressive et n'avait vraiment pas besoin de cela.

Elle s'adresse au bureau d'électricité pour que quelqu'un vienne reconnecter les fils de son compteur au poteau électrique situé devant sa maison. Un employé fonctionnaire se déplace et lui déclare que ces fils sont en mauvais état et qu'il ne peut pas les raccorder, il faut qu'elle les change et ensuite seulement il procèdera au raccordement. Sauf qu'Adilakshmi n'a pas un sou pour acheter ces fils ni pour payer un électricien ni le bakchich de ce fonctionnaire.

En fait, ce n'est pas qu'il ne pouvait pas raccorder ces fils, c'est qu'il ne voulait pas, car il aurait suffit qu'elle lui verse 150 ou 200 roupies pour qu'il reconnecte immédiatement et provisoirement les fils. Adilakshmi a un salaire de 175 roupies par jour et elle est endettée à vie à cause de la dot qu'elle a versée lors du mariage de ses deux filles, du coup il ne lui reste pour vivre que 1.000 roupies par mois, 12 euros environ, la misère quoi.

Je n'ai pas été au courant immédiatement des déboires d'Adilakshmi sinon je lui aurais donné cet argent. Elle est restée une semaine sans électricité, alors qu'il faisait une chaleur à crever à cause de cette ordure de fonctionnaire. Des histoires comme celle-là, depuis 20 ans que je vis en Inde, j'en ai de quoi remplir plusieurs volumes, c'est d'ailleurs ce qui me rend malade ou nerveux, car j'ai beaucoup de mal à supporter ces témoignages d'indifférence et de cruauté à l'égard de la souffrance des plus pauvres.

Ce fonctionnaire est un pauvre type, son salaire doit être environ le double de celui d'Adilakshmi, davantage encore en comptant les bakchichs, il vit confortablement assurément, il ne fait qu'imiter ses supérieurs hiérarchiques et ceux qui le gouvernent, ses proches, son entourage, etc. Il a toujours baigné dans ce milieu corrompu qu'est la société indienne, dans sa propre famille, ses parents, etc. il n'a jamais connu rien d'autres, alors il ne voit pas pourquoi il devrait se comporter autrement, mieux,

honnêtement, humainement (expression intraduisible pour lui), pire, il estime qu'il faudrait vraiment être un crétin pour se faire racketter ou voler à longueur de temps par des commerçants, entrepreneurs ou services administratifs ou le premier venu sans faire de même.

Je signe et je persiste, l'Inde est un cauchemar, le mondialisme avant l'heure en quelque sorte.

Traité de libre-échange USA-UE oblige

- Le Conseil national des barreaux, à la botte des multinationales ? - liberation.fr

L'avocat William Bourdon reproche au CNB de défendre les «grands groupes» au détriment des «victimes», quant aux responsabilités des multinationales sur les conditions de travail.

Le Conseil national des barreaux (CNB) est l'organe suprême des avocats français. Est-il aussi le «porte-voix des seuls cabinets d'affaires représentant l'intérêt de quelques grands groupes oubliant par là même les communautés de victimes» ? L'accusation – lourde – est portée par un récent courrier de Me William Bourdon, avocat et fondateur de l'association Sherpa (dédiée à la défense des droits de l'homme à travers le monde), au CNB. En cause, une législation à venir portant sur la responsabilité des multinationales.

Depuis le drame du Rana Plaza en avril 2013, l'effondrement d'une usine textile au Bangladesh provoquant la mort de 1 138 ouvriers, les donneurs d'ordre occidentaux sont sur la sellette : ils ne peuvent plus se retrancher derrière la sous-traitance. Au printemps dernier, l'Assemblée nationale adoptait en première lecture une loi relative au «devoir de vigilance» des multinationales, les obligeant à mettre en place des «plans de prévention» en matière d'atteinte aux droits de l'homme ou à l'environnement. Faute de quoi leur responsabilité pourrait être engagée.

Une petite avancée, symbolique car guère contraignante, mais néanmoins saluée par la plupart des ONG (Amnesty, Peuples Solidaires, Fondation Nicolas Hulot…), Sherpa passant illico aux travaux pratiques en portant plainte contre le français Vinci pour «travail forcé, réduction en servitude», à propos de chantiers au Qatar en vue du mondial 2022. Car les conditions de travail des ouvriers asiatiques dans l'émirat (175 euros par mois, 1 200 morts à ce jour) ne font guère rêver.

C'est sur ces entrefaites que le CNB a pris position, dans une résolution adoptée à l'unanimité de ses membres, où il invite le Parlement français à «suspendre le processus législatif» sur la responsabilité des multinationales en matière de sous-traitance. Au motif d'un texte similaire à venir au plan européen, initié par le parlement de Strasbourg mais que Bruxelles tarde à traduire en actes : «Ces normes contraignantes doivent nécessairement se faire à l'échelle européenne pour des raisons de compétitivité, d'efficacité et de cohérence.» (Elles ne verront jamais le jour ou elles seront édulcorées parce qu'elles seraient incompatibles avec le traité de libre-échange USA-UE rédigé par les représentants des multinationales, qui a été conçu de telle sorte que personne ne puisse contester leur pouvoir au détriment des intérêts des citoyens et des Etats. - LVOG)

Le Medef n'aurait pas dit mieux, et tans pis si la France n'est plus fer de lance en matière de droits de l'homme. (C'est tout Libération : Le Medef et l'UE "fer de lance en matière de droits de l'homme", il fallait oser le dire, c'est fait ! - LVOG) «Toute avancée du droit est source de distorsion, attendre une harmonisation entre différentes législations suppose d'assumer un renoncement, tonne Me Bourdon à l'adresse du CNB. Il est donc fâcheux de sembler s'opposer à la régulation d'une mondialisation dont les effets négatifs ne vous sont évidemment pas méconnus.» (Voilà ce qui arrive lorsque l'on verse dans le philistinisme à vouloir "réguler" la mondialisation au lieu de la rejeter. - LVOG) Quand l'avocature suprême, elle, assure veiller scrupuleusement à une «juste corrélation» entre le pouvoir économique des multinationales et leur responsabilité juridique. (Elle est la voix de son maître ou des puissants de ce monde, rien de plus naturel en somme. - LVOG) liberation.fr 23.07

L'heure d'Erdogan le populiste Frère musulman pourrait avoir sonné.

Joe Biden, vice-président des Etats-Unis, le 2 octobre 2014 à l'université de Harvard, mettait en cause nommément la Turquie dans le financement et l'armement des organisations terroristes dont l'Emirat islamique :

« La Turquie et les pays du Golfe voulaient renverser Bachar Al-Assad et pour cela ils ont mené une guerre par procuration entre les sunnites et les chiites, et ils ont fourni des centaines de millions de dollars et des dizaines de milliers de tonnes d'armes à tous ceux qui acceptent de lutter contre Bachar Al-Assad. » précisant que « les gens qui ont reçu ces sommes et ces armes étaient des militants du Front Al-Nosra et d'Al-Qaïda sans compter d'autres éléments extrémistes venant d'autres régions du monde ».

On se souvient de l'épisode lorsque Erdogan avait interdit aux réfugiés kurdes syriens de passer la frontière séparant la Turquie et la Syrie pour se rendre à Kobané combattre l'Emirat islamique. On se souvient des cargaisons d'armes destinées à l'Emirat islamique en Syrie passant la frontière turque sous les yeux des autorités de ce pays, on peut ajouter les témoignages et déclarations de différents partis turcs et diverses personnalités dénonçant la collusion entre Erdogan et l'Emirat islamique entre autres, etc. etc. etc.

Erdogan, bien que la Turquie fasse partie de la coalition militaire mise en place par les Américains pour soi-disant combattre Al-Qaïda et l'Emirat islamique en Irak et en Syrie, s'est toujours refusé à y participer. Mais après l'accord conclu entre Washington et Téhéran il aurait pu sentir le vent tourner et craindre être exclu de tout règlement politique de la question irakienne et syrienne au profit de l'axe Tel-Aviv Riad. A cette normalisation en cours vient s'ajouter l'annonce de la réouverture prochaine de l'ambassade des Emirats arabes unis à Damas qui signifie un tournant à 180° de leurs relations avec les autorités syriennes. On peut ajouter la tentation affichée par les Américains de présenter Al-Qaïda ou Al-Nosra comme des interlocuteurs fréquentables et sérieux au détriment de l'Emirat islamique qui deviendrait l'objectif à abattre en Syrie et en Irak.

Bref, continuer de soutenir l'Emirat islamique contre la volonté des Américains pourrait coûter très cher à Erdogan, dont le pouvoir est de plus en plus contesté en Turquie. Le soutien politique de la Turquie à la politique américaine au Moyen-Orient devrait l'amener à renforcer sa coopération économique avec l'Iran pour palier au fort ralentissement de l'économie turque.

Cela dit, il pourrait cesser de soutenir l'Emirat islamique au profit d'Al-Qaïda ou Al-Nosra si les Américains lui en donnait l'ordre. Si l'Emirat islamique est responsable de l'attentat de Suruç, personne ne sait qui l'a réellement commandité, les Américains, les Saoudiens ou les Israéliens, et dans quel objectif politique, qui visait-il exactement, les Kurdes pour qu'ils se retournent contre Erdogan, ce qui entraînerait une plus grande déstabilisation du pays en proie à des violences permanentes depuis plusieurs mois, pour lui forcer la main, c'est plus vraisemblable après l'annonce hier qu'il acceptait que les Américains se servent de la Turquie comme base arrière pour bombarder l'Emirat islamique en Syrie.

- Ankara nie soutenir tacitement l'Etat islamique - msn.com

Au lendemain de l'attentat de Suruç qui a déclenché la colère de la minorité kurde, la Turquie a rejeté mardi les accusations selon lesquelles Ankara aurait tacitement soutenu par le passé les opérations de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie. msn.com 22.07

Et deux jours plus tard :

- La Turquie autorise les Etats-Unis à frapper l'EI depuis ses bases - LeMonde.fr

- La Turquie bombarde des positions de l'EI en Syrie après la mort d'un de ses soldats - AFP

L'Agence Française de Propagande et de désinformation de l'Otan et du Pentagone n'a pas hésité à affirmer dans cet article :

- La Turquie est jusque-là restée l'arme au pied face à l'EI. (Ni soutien ni combat contre EI. - LVOG)

- Ankara a toujours catégoriquement réfuté les allégations de complaisance avec les groupes extrémistes qui combattent le régime de Damas, sa bête noire. AFP 23.07

Qu'on se le dise, et pour faire plus vraisemblable encore, il poursuivait en donnant la parole... à Erdogan pris une multitude de fois en flagrant délit de mensonge.

Si nous prenions le pouvoir, parmi les premiers décrets que nous prendrions, il y en aurait un qui concernerait la dissolution de l'AFP, ce qui priverait les médias de la réaction de leur principale source d'informations, par ailleurs Reuters, Associated Press et Euronews seraient interdits de territoire.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Aden : le centcom émirati, pulvérisé. - french.irib.ir

L'armée yéménite a pris pour cible de ses missiles le centre de commandement des officiers émiratis, à Aden, éliminant plusieurs officiers, agents de renseignement des Emirats et d'autres pays du Conseil de coopération du golfe Persique! Selon Al-Mayadeen, qui rapporte cette information, ces officiers opéraient, en coordination avec les généraux saoudiens, et pour apporter de l'aide aux mercenaires pro-Hadi et aux terroristes d'Al-Qaïda, à Aden.

La ville d'Aden est le théâtre de très violents combats, depuis une semaine, entre les miliciens pro-Riyad et Al-Qaïda, d'une part, les forces yéménites et Ansarallah, de l'autre. Les avions saoudiens bombardent, sans répit, les positions yéménites. Les commandos sénégalais et soudanais, aux côtés des militaires émiratis, multiplient des assauts contre les forces yéménites. En dépit d'une campagne médiatique, grossièrement mensongère, Aden n'est pas tombée entre les mains des pro-Hadi et pro-Riyad. french.irib.ir 23.07

Voilà du concret par rapport aux infos des derniers jours, où on avait plutôt l'impression désagréable de subir la propagande des deux camps en présence.

Haut de page

Le 25 juillet 2015

CAUSERIE

Comment expliquer que ceux qui vouent un culte au capitalisme d'Etat ne soient pas foutus de faire l'éducation politique des fonctionnaires ou des salariés des entreprises publiques ?

On ne trouvera aucun article dans la littérature des syndicats et des partis ouvriers traitant cette question, comme si ces agents ou salariés du secteurs publics n'avaient finalement pas de patrons, de la même manière que jamais n'est rappelé le rôle du capitalisme d'Etat au côté des capitalistes ou pour servir leurs intérêts et non ceux des travailleurs.

L'Etat "providence" incarnerait la démocratie pour les révisonnistes liés aux appareils vendus des syndicats, qui gèrent des pans entiers de la société au côté des représentants du capital et régulent les rapports entre le capital et le travail permettant de garantir la "paix sociale" et d'assurer la stabilité du régime. C'est la principale fonction de l'Etat "providence" et des rapports établis entre patronat et gouvernement d'un côté, et représentants des travailleurs de l'autre, qu'aucun parti ouvrier ne dénoncera, sans doute au nom de la défense des services publics.

Pendant des décennies et des décennies on les a entendu vanter les vertus du service public comme s'il était réellement au service des travailleurs ou de la population, dans ces conditions on comprend pourquoi les fonctionnaires ne sont pas vraiment portés à s'attaquer à un Etat aussi exemplaire, sans parler du statut privilégié qu'il leur accorde qui finit de les corrompre ou les subordonner au capitalisme.

Dans ces conditions, la conscience de classe des fonctionnaires ne pourra être que médiocre. Or, c'est chez eux qu'on trouve le plus de syndiqués, sans doute parce qu'il leur est possible de se syndiquer sans risquer de perdre leur emploi et pour avoir compris le bénéfice individuel qu'il pouvait en tirer, et non pour avoir acquis un niveau de conscience politique supérieur aux travailleurs du secteur privé contrairement à la fable que les opportunistes répètent en boucle depuis 70 ans parce qu'ils en ont fait leur fonds de commerce et pour justifier leur ligne politique qui n'a rien de socialiste ou de révolutionnaire pour être le pendant de celle du Medef.

Les dirigeants syndicaux qu'ils ménagent ou devant lesquels ils se couchent, ne sont-ils pas des chauds partisans de la reprise économique, de la "croissance" par la consommation au même titre que le patronat ou le gouvernement dans leurs déclarations, qu'ils déclinent sous forme de revendications se situant exclusivement dans le cadre du régime, et vous savez pourquoi, le plus hypocritement du monde pour épargner de nouvelles souffrances aux travailleurs ou adoucir leur condition d'exploitation, qu'ils n'entendent manifestement pas remettre en cause contrairement à leurs déclarations sans lendemain ou que leurs pratiques quotidiennes démentent.

Le capitalisme d'Etat avait pour fonction de mettre à la disposition des capitalistes des infrastructures ou des services au niveau national, afin de favoriser le développement du capitalisme et de les soulager de certaines charges qu'il n'avait pas les moyens d'assumer et d'entretenir par la suite, du fait qu'elles nécessitaient de mobiliser des moyens financiers considérables et du personnel en très grande nombre, qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation, des transports, communication, etc.

Après que la concentration du capital eut atteint un niveau colossal au fil du temps, les capitalistes sont désormais en mesure d'acquérir et gérer la quasi-totalité des entreprises publiques ou des secteurs des services ainsi privatisés ou voués à la privatisation. Cela serait une grave erreur de croire que la fonction publique fonctionnait en autarcie ou ne recourait pas au marché pour fonctionner, la plupart du matériel, des biens d'équipement ou des services proviennent du secteur privé, autrement dit des entreprises capitalistes auxquelles elle passe commande comme tout acteur privé et leur permettant de réaliser des profits. La rentabilité de tous les secteurs de la fonction publique n'étant pas garantie, elle débouchera sur un déficit public qui sera financé en recourant une fois de plus au marché, tout comme l'Etat y recourt pour se financer. C'est là qu'on s'aperçoit à quel point l'Etat est lié au capitalisme par une multitude de ramifications et d'intérêts qui les rend complémentaire et non ennemi.

Pour illustrer ce propos on pourrait prendre un article paru dans le n°361 d'Informations ouvrières.

Il commençait par un rappel historique sans qu'il vienne à l'esprit de l'auteur que si la "*structure administrative*" de l'Etat ne sert plus à "*gérer les affaires du roi*", elle sert à gérer ceux de la nouvelle classe parvenue au pouvoir, celle des capitalistes, à moins de vouloir nous faire croire que les gouvernants qui se sont succédés depuis plus de deux siècles étaient de braves philanthropes pensant avant tout au bien-être du peuple, seul un nanti peut le penser pour ne pas être vraiment concerné.

C'est d'ailleurs à cette conclusion qu'on pourrait parvenir une fois la fonction publique parée de tous les atouts de la vertu ou élevée au statut d'institution humaniste, ne "*facilite (-t-elle pas) la vie des Français*", n'est-elle pas "*un outil formidable*", un "*un formidable régulateur sociétal*" surtout pour "*l'emploi ou pour les Français de condition modeste*", qu'on en reste confondu en présence d'un tel enthousiasme... de fonctionnaire hospitalié syndiqué qui défend son statut mais pas seulement, son employeur, son patron, l'Etat patron que l'on peut combattre, certes mais sans toutefois le remettre en cause, car "*nous ne sommes plus en 1871, époque de la Commune de Paris, mais retrouvons l'énergie de nos ancêtres, construisons, si possible, un avenir sur la base d'une révolution pacifique, comme l'ont fait d'autres pays*", on se demandera lesquels, il devait faire référence à la Bolivie ou au Venezuela qui comptent toujours un taux de pauvreté effroyable tournant autour de 40 ou 50%, pays, dans lesquels il faut dire les fonctionnaires sont particulièrement choyés par le pouvoir.

Pour bien comprendre à quoi et à qui on a à faire, précisons que cette intervention se situait "*Conformément à la « feuille de route » suivie après l'assemblée-débat nationale du 6 juin, des assemblées locales se sont tenues et se tiennent. Dans l'une d'elles, à Paris 13e, participaient, entre autres, des syndicalistes hospitaliers...*", passons sur le fait pour le moins révélateur que le POI en panne d'imagination se croit obligé de reprendre une expression employée en 2003 par l'ONU "*pour qualifier le plan de paix alors envisagé par les grandes puissances pour le Moyen-Orient*" entre l'Etat sioniste et les Palestinien (roadmap en anglais traduit par feuille de route)? et depuis passé dans le langage institutionnel, présidents et ministres la sortant à tout bout de champ, qu'il en arrive à publier ce genre d'article dont la chute "*une révolution pacifique*" qui laisserait en place l'Etat capitaliste, ne signifie rien d'autre que l'abandon du combat politique pour renverser l'Etat, le régime en place, ce qui n'a finalement rien d'étonnant puisque ce parti n'a rien de socialiste. Tout se tient parfaitement.

Dites-nous en quoi ce fonctionnaire syndiqué aurait-il un niveau de conscience politique ?

Il faut préciser encore que le passage le plus long que nous avons reproduit, a fait l'objet d'un encadré dans la même page d'Informations ouvrières pour que les lecteurs comprennent bien qu'il correspond à la ligne politique du POI, car les dirigeants du POI incapables d'assumer leur capitulation et pour la maquiller, on prit depuis longtemps l'habitude de recourir à des tiers pour faire passer leur politique réformiste, c'est là qu'on prend connaissance de leurs véritables intentions.

En guise d'épilogue.

Une jeune Grecque manifestant le 23 juillet place Syntagma : "" (Les mesures contenues dans le troisième mémorandum) (AFP 24.07)

Mauvaise adresse mademoiselle. L'oligarchie financière a imposé trois mémorandums à la Grèce dans le cadre des institutions en place en Grèce, c'est aussi dans ce cadre qu'on eu lieu des élections de janvier dernier et le référendum du 5 juillet. Vous voyez où cela a conduit de demeurer subordonnée aux institutions? Il ne pouvait pas en être autrement dans le cadre de ces institutions du capital dont vous n'avez absolument rien à attendre. On ne vous l'avait pas dit et on ne vous en veut pas évidemment, ce serait stupide et injuste. Vous êtes comme ces millions de travailleurs et jeunes en Grèce et dans tous les pays de l'UE qui ignorent qu'il faut commencer par se débarrasser des institutions nationales pour ensuite pouvoir mettre en oeuvre une autre politique rompant avec le capitalisme, rompre avec l'UE et l'euro, l'Otan et l'Onu.

A propos de la Grèce

Si vous avez lu les articles que nous avons mis en ligne sur la Grèce, vous aurez remarqué que personne ne s'était attardé sur deux facteurs.

Le premier, les 40% d'abstention au référendum du 5 juillet. En tenant compte de ce facteur ainsi que les votes blancs et nuls, le non a recueilli moins de 35% des électeurs inscrits, ce qui relativise cette "victoire".

Le second, la composition sociale des différentes classes en Grèce, sachant qu'il y a 20 à 25% d'entrepreneurs individuels, auxquels il faut ajouter les TPE, les commerçants et artisans, les classes moyennes, a eux seuls au total ils doivent représenter environ 50% du tissu social, davantage si on ajoute les patrons des moyennes et grandes entreprises et les paysans, ce qui signifie que les travailleurs salariés d'une entreprise privée et les fonctionnaires seraient minoritaires ou représenteraient à peine la moitié des classes sociales en Grèce.

Le plus consternant ou grotesque fut la cohorte d'intellectuels à la bonne conscience ou donneurs de leçons, qui ont manifesté

leur désappointement après que le 13 juillet Tsipras eut officiellement capitulé devant la troïka, alors qu'ils n'étaient pas sans savoir pendant les six mois écoulés depuis que Syriza avait remporté les élections législative et formé le gouvernement, à aucun moment Tsipras n'avait témoigné la moindre volonté de s'attaquer aux banques et aux grandes entreprises, aux privilèges de l'Eglise et des armateurs ou de rompre tout simplement avec la troïka et ses mémorandums.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, j'ai envie de dire que tous ces philistins se foutent éperdument du sort du peuple grec et des travailleurs en général pour avoir adopté un tel comportement opportuniste.

En famille. Syriza et le gouvernement se vautrent dans la fange.

Le ministre (marxiste, si, si, il y tient le salopard) des Finances Euclide Tsakalotos vient d'envoyer une lettre à la "*Chère directrice générale du FMI*", une vraie histoire d'amour apparemment (berk !), sans doute depuis qu'elle réclame l'annulation partielle de la dette grecque et que les médias se sont empressés d'interpréter comme un "*geste de bonne volonté politique*, comme si cela pourrait suffire, sachant qu'une capitulation en appelle une autre et ainsi de suite jusqu'à ce que mort s'en suive, du peuple grec évidemment pas du spéculateur et fortuné Tsakalotos.

Même dans les petites choses insignifiantes sans y être obligé, ils rampent comme des vers de terre face à la troïka, c'est à cela qu'on reconnaît les gens insignifiants ou qui n'ont aucune dignité, les usurpateurs, les lâches.

Ce n'est pas tout, on a appris qu' Alexis Tsipras et les leaders des principaux partis politiques grecs se sont retrouvés autour d'un déjeuner ce vendredi au palais présidentiel à Athènes. (AFP 24.07)

Sans rire, Tsipras et Tsakalotos vont raconter que le FMI est devenu l'allié du peuple Grec, ils en sont capables.

- La Grèce fait un geste vers le FMI - AFP

En demandant officiellement vendredi l'aide du FMI, la Grèce a coché une nouvelle case sur la liste dressée par ses créanciers, au moment même où les préparatifs d'un nouveau sauvetage du pays semblaient patiner.

Se pliant à une demande formulée le 13 juillet lors d'un sommet sous haute tension par les autres Etats de la zone euro, le ministre des Finances Euclide Tsakalotos écrit: "Nous voulons vous informer que nous demandons un nouveau crédit du Fonds monétaire international", dans une lettre publiée vendredi.

Le gouvernement grec, dominé par le parti de gauche radicale Syriza, souhaitait au départ se passer de tout nouveau plan d'aide du FMI, considéré comme un trop fervent partisan de la rigueur.

Mais Athènes avait dû faire marche arrière face à l'Allemagne notamment, qui tenait à ce que l'institution de Washington, impliquée depuis 2010 dans les deux sauvetages successifs de la Grèce, reste à bord.

Le Fonds et le gouvernement grec sont en revanche d'accord pour réclamer un allègement de la dette de la Grèce, que l'office statistique européen Eurostat vient d'évaluer à un montant représentant environ 170% du Produit intérieur brut.

Formellement, l'aide du Fonds à la Grèce court encore jusqu'au printemps 2016, et une nouvelle demande n'était pas nécessaire.

Le courrier de M. Tsakalotos à Christine Lagarde, qui commence par "Chère directrice générale du FMI", apparaît donc surtout comme un geste de bonne volonté politique.

La lettre est publiée alors que le processus de négociation d'un troisième plan d'aide faisant intervenir le FMI, les Etats de la zone euro et la Banque centrale européenne (BCE) semblait patiner vendredi.

Alors qu'Athènes a déjà validé plusieurs étapes, notamment deux votes sur des réformes qui ont coûté une partie de sa majorité parlementaire au Premier ministre Alexis Tsipras, le flou subsistait sur l'arrivée dans le pays de hauts fonctionnaires de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI.

L'équipe chargée d'évaluer l'économie grecque et les réformes, qui n'avait plus mis les pieds depuis près d'un an en Grèce en raison d'une hostilité grandissante envers cette "troïka", est attendue "dans les prochains jours".

Une source ministérielle grecque avait d'abord annoncé son arrivée vendredi.

D'autres sources proches du dossier ont elles évoqué des problèmes "logistiques" autour de la venue de ce groupe

désormais pudiquement appelé "les institutions". Son retour sera un symbole lourd de sens dans un pays qui a massivement rejeté l'austérité par référendum le 5 juillet.

"On discute encore du lieu car il faut trouver un endroit accessible, près des ministères", a souligné l'une des sources.

L'enjeu de ce nouveau cycle de réunions est la finalisation, d'ici au 20 août au plus tard, du troisième plan d'aide dont le principe a été accepté dans la douleur le 13 juillet.

La Grèce, dont les caisses sont vides, doit rembourser plus de trois milliards d'euros à la BCE le 20 août, puis 1,5 milliard au FMI en septembre.

Le calendrier est extrêmement serré. Il faut en moins d'un mois définir des actions prioritaires à mettre en oeuvre, décider du calendrier de versement et trouver un accord sur la trajectoire budgétaire de la Grèce, retombée en récession au premier trimestre, selon une source proche des discussions.

Au cours de ce processus, le montant exact du plan d'aide, évalué pour l'instant à 82 à 86 milliards d'euros, pourrait être révisé.

Une partie de cette somme doit servir à recapitaliser les banques grecques, qui ont rouvert lundi après trois semaines de fermeture, mais dans un cadre très contraint.

La Grèce a en effet interdit les sorties de capitaux, sauf paiement de factures et quelques urgences. Le pays limite aussi les retraits au distributeur pour protéger des établissements fragilisés par une fuite massive de dépôts, ainsi que par l'accumulation de prêts non remboursés.

"Une première injection de capital" dans les banques grecques "serait souhaitable pour stabiliser le secteur" dès la mi-août, a estimé le gouverneur de la Banque de France Christian Noyer, également l'un des dirigeants de la BCE, dans un entretien au journal Le Monde paru vendredi. AFP 24.07

L'Arabie Saoudite ou la fabrique du terrorisme international encensée par Hollande-Valls-Fabius-Le Drian.

- Wikileaks révèle les dessous de la stratégie saoudienne pour exporter l'islamisme partout sur la planète - Atlantico.fr

Selon quotidien américain The New York Times, qui trié et étudié des dizaines de milliers de documents diplomatiques saoudiens révélés par le site WikiLeaks, l'Arabie Saoudite investit "des milliards de pétrodollars dans des organisations islamiques à travers le monde, pratiquant une diplomatie du chéquier". Le New York Times s'est intéressé à 60 000 documents, en attendant les 400 000 supplémentaires qui sont en attente de publication selon WikiLeaks. Ces fuites diplomatiques révèlent notamment que l'Arabie Saoudite dépense des sommes colossales pour combattre l'Iran chiite.

Selon le quotidien américain, cité par Courrier International, il s'agit d'un "système d'influence que les autorités saoudiennes ont mis en place et financé par l'argent des pétrodollars. Riyad a notamment accordé des moyens financiers à des prédicateurs à l'étranger, construit des mosquées, des écoles, des centres et soutenu des campagnes pour contrer des responsables et des médias à l'étranger qui étaient susceptibles de s'opposer à l'agenda du Royaume".

D'après Usama Hasan, chercheur en études islamiques à la fondation Quilliam à Londres, cité par new York Times, "il s'agit de milliers et de milliers d'organisations militantes et religieuses (...) directement ou indirectement financées par eux" à travers le monde. Atlantico.fr 24.07

- Le royaume des secrets gênants : ce que les nouvelles fuites Wikileaks nous apprennent sur l'Arabie saoudite - Atlantico.fr

Les documents divulgués par le site WikiLeaks exposent au grand jour la grande duplicité du royaume saoudien et, par ricochets, met à mal un certain nombre d'États occidentaux, en particulier les Etats-Unis, qui ont fait de Riyad, depuis des décennies, un partenaire privilégié de leur politique étrangère dans la région du Moyen-Orient. En effet, comment, d'un côté, dénoncer les violations flagrantes et continues des droits de l'homme des acteurs étatiques et non étatiques de la région, et, de l'autre, prendre langue avec un pays, l'Arabie saoudite en l'espèce, qui elle-même viole les droits de l'Homme les plus élémentaires ? L'alliance Arabie saoudite-Etats-Unis apparaît ainsi de plus en plus comme contre-nature et très largement dictée, pour les seconds, à la fois par des considérations économiques et de pragmatisme politique.

La France est également éclaboussée, il est vrai tout aussi indirectement. En effet, il est difficile de justifier auprès de l'opinion publique française la vente de rafales à un pays dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne brille pas par son

attachement scrupuleux aux droits de l'Homme qui s'opposent au contraire à son idéologie.

...un État qui applique une vision très littéraliste et, partant, répressive de la religion, et qui n'hésite pas, par ailleurs, à s'appuyer sur la diplomatie de chéquier pour soigner son image à l'étranger. Il faut reconnaître que la diplomatie de chéquier procède d'une relation clientéliste où il y a un patron ou des patrons et un ou plusieurs obligés. En d'autres mots, si clientélisme saoudien il y a, la clientèle en accepte les termes. La responsabilité est par conséquent largement partagée.

... la France, qui dénoncent le radicalisme ou le "djihadisme", d'un côté, et, de l'autre, ferment les yeux sur les actions très discutables du régime saoudien qui cultive un paradigme religieux très proche de celui de Daech, à la différence près que l'Arabie Saoudite est un pays reconnu sur le plan international tandis qu'il n'en est rien, et pour cause, s'agissant de l'organisation de l'État islamique. atlantico.fr 22.06

Eh voilà comment des néolibéraux sombrent dans le "conspirationnisme" !

En complément

- Nouvelle interruption de travaux illégaux près de la villa du roi saoudien à Vallauris - AFP

Les services municipaux de Vallauris Golfe-Juan ont de nouveau constaté vendredi des travaux illégaux, les troisièmes en moins de deux semaines, à proximité de la propriété du roi Salmane d'Arabie saoudite, a indiqué à l'AFP Michelle Salucki, maire (UDI) de cette commune des Alpes-Maritimes.

"Il s'agissait d'une passerelle métallique vissée aux rochers permettant de faciliter le passage sur une portion escarpée du sentier du littoral, indique l'élue. J'ai aussitôt fait dresser un constat et alerté la préfecture". La préfecture a fait interrompre les travaux et fait procéder ce vendredi midi au démontage de l'installation.

La venue sur la côte d'Azur du monarque, qui devrait être accompagné de près d'un millier de Saoudiens dont 700 de sa suite, pour une visite privée, est prévue ce week-end, sans plus de précisions.

Il y a quelques jours, des ouvriers avaient déjà tenté de poser une grille pour interdire l'accès à la plage publique qui longe la demeure royale, travaux interrompus aussitôt par l'autorité préfectorale.

Une autre installation, consistant cette fois en une dalle de béton coulée sur le sable pour accueillir un ascenseur permettant l'accès direct de la villa à la plage, avait également été interdite dans un premier temps, avant de recevoir une autorisation de l'Etat à la condition expresse qu'elle soit démontée à la fin de la visite privée du roi.

Une pétition en ligne depuis neuf jours contre la "privatisation" de la plage publique de la Mirandole, voisine de la villa saoudienne, avait recueilli vendredi à la mi-journée près de 53.000 signatures. AFP 24.07

La Turquie bombarde les Kurdes en prétendant s'attaquer à l'Emirat islamique.

Les médias de l'Otan porte-parole d'Erdogan

- La Turquie engage la guerre contre les jihadistes, deux raids aériens en Syrie - AFP

- La Turquie bombarde la Syrie, Daech dans le viseur - euronews.com

- La Turquie déclare la guerre aux jihadistes de l'Etat islamique - Francetv info

- La Turquie déclare la guerre aux djihadistes, deux raids aériens en Syrie - 20minutes.fr

- Nouveaux bombardements turcs contre l'EI - LeMonde.fr

- La Turquie bombarde des bases de l'État islamique - LeFigaro.fr

- Des positions de Daech bombardées par la Turquie - Le Huffington Post

Impossible de pousser le déni plus loin et plus longtemps.

- Des avions turcs bombardent des rebelles kurdes du PKK en Irak - AFP

Des avions turcs ont bombardé des positions militaires du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans l'Irak voisin vendredi soir, a annoncé un porte-parole du PKK.

"A environ 23H00 (20H00 GMT) ce soir (vendredi), des avions militaires turcs ont commencé à bombarder nos positions près de la frontière, avec l'accompagnement d'importants tirs d'artillerie", a déclaré à l'AFP ce porte-parole, Bakhtiar Dogan.

Les frappes ont visé les positions du PKK dans les montagnes du nord de la province de Dohuk, située dans la région autonome du Kurdistan en Irak, a ajouté ce porte-parole.

Le PKK, interdit en Turquie, dispose de plusieurs camps d'entraînement dans la province de Dohuk, qui est aussi frontalière des régions kurdes de Syrie.

Le porte-parole du PKK a ajouté que les avions turcs avaient survolé sans frapper les montagnes de Qandil, une zone au nord de la capitale du Kurdistan irakien Erbil, utilisée comme refuge par la direction politique du PKK.

Si elles se confirment, les frappes turques en Irak contre le PKK interviendraient le même jour que les premières opérations turques contre le groupe Etat islamique en Syrie.

Ces premiers raids aériens de la Turquie marquent un tournant dans la politique syrienne du régime islamo-conservateur turc, longtemps accusé par ses alliés de fermer les yeux, voire de soutenir les organisations radicales en guerre contre le régime de Damas. AFP 24.07

- La Turquie constitue le principal point de passage des recrues djihadistes vers la Syrie. 20minutes.fr 24.07

Si ce sont eux qui le disent maintenant, c'est que cela doit être vrai !

On soupçonne Erdogan de préparer un coup tordu contre la Syrie, cette opération n'est qu'une mise en scène qui le préfigure.

ACTUALITE EN TITRES

Toujours Charlie !

- Le Parlement tunisien adopte une nouvelle loi antiterroriste - LeMonde.fr

Le régime néonazi de Kiev tombe le masque.

Hollande, Valls et le PS ont fustigés les parlementaires français qui ont commis le crime horrible de se rendre en Crimée, en revanche ils n'ont pas condamné la décision du régime de Kiev d'interdire les partis dits communistes, les partis fascistes et néonazis demeurant autorisés.

Le PS depuis un siècle a toujours épousé le camp de la guerre et du fascisme au détriment du socialisme, il n'y a donc aucune raison qu'il déroge aujourdhui à cette règle qui suffit pour caractériser sa véritable nature de parti de l'ordre.

Et dire qu'il y en a qui avaient rejoint ce parti et y sont restés parfois pendant plus de 30 ans en l'ignorant. Vous croyez pareille sornette ? Ou alors ils s'en foutaient, ce qui revient au même, assurément puisqu'ils l'assument indirectement en affirmant ne pas renier leur engagement passé au PS, mieux ou pire plutôt, ils en sont fiers !

- Haro sur les partis communistes en Ukraine - euronews.com

Le ministre ukrainien de la Justice a interdit ce vendredi l'activité de trois mouvements communistes dont le Parti communiste d'Ukraine, selon l'agence espagnole EFE. "C'est un moment véritablement historique", a déclaré le chef du Conseil de sécurité nationale et de défense ukrainien. euronews.com 24.07

- Gérard Depardieu, une menace pour la sécurité nationale en Ukraine? euronews.com

L'acteur français Gérard Depardieu, désormais citoyen russe, est sur une liste noire de 567 personnalités culturelles dont les oeuvres ne seront plus diffusées ou exposées en Ukraine.

Parce que Depardieu a fait des commentaires anti-ukrainien qui n'ont pas plu du tout à Kiev : Comme en août 2014, au festival de cinéma Baltic Pearl, à Riga en Lettonie : "J'aime la Russie et l'Ukraine, qui fait partie de la Russie", avait dit l'acteur, cinq mois après l'annexion de la Crimée. euronews.com 22.07

On se fout de Depardieu, ce qui nous interpelle, c'est cet oukase qui témoigne qu'on est bien en présence d'une féroce dictature ou d'un régime absolutiste que soutient Washington, Bruxelles et Paris.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- La Tunisie va rouvrir son consulat en Syrie - french.irib.ir

Des sources médiatiques proches des responsables syriens ont annoncé qu'après des années de ruptures de relations avec la Syrie, la Tunisie envisage de rouvrir son consulat dans ce pays.

« Ibrahim al-Fawari est le candidat au poste de consultat tunisien à Damas », ont annoncé ces sources. D'ici quelques jours il se rendra accompagné de l'équipe diplomatique, à Damas », ont ajouté ces sources.

Les responsables des deux pays ne se sont pas encore prononcés sur cette nouvelle, ce alors que les relations des deux parties avaient été coupées dans la foulée du déclenchement de la crise en Syrie. french.irib.ir 24.07

1.2- Des chars turcs et des F-16 entrent en Syrie - french.irib.ir

Des tirs à la frontière syro-turque entre l'armée et des membres des groupes armés ont eu lieu, près de la ville frontalière de Kilis.

Un soldat turc a été tué, et un autre, blessé. L'armée turque a bombardé la région syrienne, d'où étaient partis les tirs. Selon des sources locales, quatre chars de l'armée turque ont avancé, dans le territoire syrien, et tiré sur des positions des groupes armés, dans la province d'Alep, dans le Nord du pays. Pour le moment, certaines sources disent que l'armée turque a bombardé les positions du groupe terroriste de Daech. french.irib.ir 23.07

2- Irak

- Irak: les daechistes s'entretuent - french.irib.ir

Les affrontements et les divergences au sein du groupe terroriste takfiri Daech, dans la ville de Mossoul, au nord-irakien ont fait 45 tués parmi les terroristes.

« La semaine dernière lors d'affrontements déclenchés, dans la ville d'Al-Baadj, en raison des divergences sur le partage des butins de guerre et des otages, 45 terroristes ont été tués », a-t-on appris du site d'information Emirats 24, citant les témoins oculaires.

Les divergences au sein de Daech ont, à maintes reprises, débouché sur la mort des dizaines d'entre eux.

Dans le même temps, Hakem al-Zalami, le Président de la commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien a fait part de la mort du principal fournisseur en argent des auteurs des actes terroristes et principal élément de leur transfert à Bagdad.

« Il a été tué par les forces du renseignement irakien dans la localité d'Al-Shaab, dans le Nord de Bagdad », a-t-il ajouté.

Les forces de sécurité ont démentelé la bande terroriste auteur des récentes explosions à Bagdad. french.irib.ir 24.07

ECONOMIE

1- Matières premières et surproduction

- Une production trop abondante pénalise les matières premières - lefigaro.fr

Au-delà de l'or, la chute du prix des matières premières est générale. L'indice Bloomberg, qui abrite plus de vingt produits, du zinc au pétrole en passant par l'or, le cuivre, le café et le sucre, affiche un plongeon de 27 % sur un an et il se retrouve à son plus bas niveau depuis treize ans.

Ces chutes sont particulièrement marquées pour les produits clés pour l'économie que sont le minerai de fer ou le cuivre. Le prix du fer est passé de 120 ou 130 dollars à 50 ou 60 dollars en un an et demi. Le cuivre a suivi une pente moins brutale mais tout aussi significative. Son prix a été divisé par deux, à 5300 dollars la tonne, depuis début 2011. À qui imputer cette dégringolade du prix des matières premières? À la baisse de la demande chinoise, pointent bon nombre d'experts, combinée à la nette hausse ces dernières années des capacités de production des matières premières. La chute de la Bourse de Shanghaï depuis quelques semaines a fait souffler un véritable vent de panique sur les marchés des matières premières, particulièrement dépendants de la demande chinoise. Baisse de la demande en Chine

Le déclin du prix des matières premières remonte à 2013 selon Olivier Eugène, gérant matières premières chez Axa IM. «Entre 2002 et 2012, la demande, tirée par la Chine et les marchés émergents, a connu une forte croissance. En même temps, les capacités de production se sont étoffées. Depuis, le ralentissement de la croissance chinoise, confrontée à une offre abondante, a entraîné un surplus, en particulier sur le minerai de fer», explique Olivier Eugène. Pour le gérant d'Axa IM, l'univers des matières premières retrouve «une situation similaire à celle qui existait avant que la Chine se mette massivement en marche, avec des surplus de production dans le gaz, le pétrole, l'aluminium, etc.».

Le mouvement est accentué par la perspective de voir la banque centrale américaine (Fed) relever ses taux avant la fin de l'année, ce qui constituerait son premier mouvement haussier depuis neuf ans. Cette prévision alimente la hausse du dollar (0,91 euro jeudi) et on retrouve la corrélation classique entre billet vert fort et matières premières faibles, souligne Philippe Chalmin, professeur à l'université de Paris Dauphine et président de l'Institut Cyclope.

Le second semestre 2015 devrait être assez négatif pour les matières premières, juge l'économiste. Pour la fin de l'année 2015 et pour 2016, l'une des inconnues principales est la croissance chinoise. Mais celle-ci ne devrait pas poser de problème si elle ne descend pas au-dessous de 7 %, pronostique-t-il.

Inutile, en revanche, de s'attendre à un repli de la production. Les capacités sont là et certains grands acteurs sont décidés à utiliser leur capacité de produire à bas coût pour contrer la concurrence. C'est le cas, notamment, des géants du minerai de fer Rio Tinto ou BHP Billiton, qui aimeraient éliminer des producteurs de minerais basés en Afrique ou en Chine, souligne Philippe Chalmin. lefigaro.fr 24.07

2- Brésil

- Brésil : le real touche un plus bas en 12 ans, à 3,34 reais pour un dollar - AFP

Le real brésilien a clôturé vendredi à 3,34 pour un dollar, son niveau le plus bas depuis 12 ans, après la révision à la baisse cette semaine par le gouvernement des prévisions d'excédent budgétaire primaire pour cette année.

Le real atteint son niveau de mars 2003, quand il cotait 3,65 reais pour un billet vert.

"La réduction des objectifs budgétaires a eu un impact très négatif sur le marché. Il y a la crainte que les agences de notation abaissent la note du Brésil", a commenté Angelo Larozi, analyste chez Walpires.

"Ce scénario, ajouté à la situation politique, a exercé des pressions sur le real", a-t-il poursuivi.

Le gouvernement de la présidente de centre-gauche Dilma Rousseff affiche des records d'impopularité, alimentés par la crise économique et le scandale de corruption Petrobras, qui touche essentiellement les partis de la coalition au pouvoir.

Sur la semaine, le real s'est déprécié de 4,4%. Sur l'année, la dévalorisation a été de 20,3%. En 2014, la devise brésilienne avait perdu 13% de sa valeur face au dollar.

Mercredi, le gouvernement brésilien a réduit à 0,15%, au lieu de 1,1%, son objectif d'excédent budgétaire primaire pour 2015, face à l'aggravation de la crise et à la baisse des recettes fiscales. Certains analystes estiment que le pays, qui devrait être en

récession cette année, ne renouerait avec la croissance qu'en 2017.

Il va en outre soumettre au Parlement de nouvelles économies budgétaires à hauteur de 8,6 milliards de réais (2,66 mds USD) qui porteront le montant total des coupes à 79,4 mds de réais (24 mds USD) en 2015.

Haut de page

Le 27 juillet 2015

CAUSERIE

On a un tas d'articles à ajouter, ce sera pour demain car j'ai des réparations à faire en urgence chez moi, on a essuyé une mini-tornade hier soir.

L'Europe "***sous occupation militaire américaine***" pour le compte du "***capital financier***".

- Coup d'état militaire US pour « Euro-débacle » - Arrêt sur Info 22.07

Par Finian Cunningham (Né à Belfast, Irlande, en 1963, Finian Cunningham est un éminent journaliste, expert en affaires internationales.)

Extraits. L'analyste politique américain Randy Martin, qui écrit sur crookedbough.com estime que la classe dirigeante US avait prévu l'agitation qui se fait jour en Europe à propos de la Grèce.

« La crise grecque dure depuis cinq ans et même plus », dit Martin. « Vous pouvez parier que Washington a déjà dressé ses plans sur la manière d'administrer l'Europe, politiquement et financièrement, si la situation exige cette intervention. Et une telle situation devient de plus en plus visible, presque au jour le jour. »

Il dit encore : « N'oubliez pas que l'alliance militaire des 28 membres de l'OTAN n'est rien d'autre que le pouvoir militaire US externalisé sous diverses mascarades européennes. Les différentes formations de l'OTAN sur le territoire européen ne sont à l'évidence qu'une occupation militaire de l'Europe par les États-Unis. » Et il ajoute : « C'est exactement ce que les perspicaces représentants du gouvernement russe font remarquer depuis longtemps. »

Depuis l'éclatement de la crise en Ukraine, due au coup d'état qu'y ont fomenté les États-Unis en février 2014, les médias occidentaux retentissent des criailleries américaines à l'agression russe contre l'Europe. Mais, comme l'indique Martin, la fable d'une menace russe est si usée qu'on commence à en voir la trame. Il n'y a aucune preuve d'infiltration russe en Ukraine, aucune preuve d'agression russe envers l'Europe, et Moscou a toujours avec raison qualifié ces allégations de « fantaisistes ».

Ce qui amène à conjecturer que la militarisation américaine de l'Europe a un tout autre but : le muselage d'une Union Européenne soumise à de croissantes pressions intérieures causées par son effondrement économique.

Ce qu'on appelle « la crise de la dette grecque » n'est en réalité qu'un symptôme de l'effondrement systémique du capitalisme occidental. (...)

Mais ce scénario d'effondrement économique et de chaos social que nous voyons se dérouler en Grèce va plus que probablement se répéter dans d'autres pays de l'UE à cause de la nature systémique de la crise. Les créanciers institutionnels de l'UE que cornaque l'Allemagne veulent donner un avertissement au reste de l'Europe en mettant la Grèce aux fers.

Cependant, l'austérité poussée à l'extrême ne peut que conduire à la révolte sociale, pas seulement en Grèce, mais dans toute l'Europe. (...)

Ce à quoi nous assistons en ce moment en Europe, c'est à l'émergence d'un « gouvernement » autocratique centralisé, soumis aux diktats de la finance capitaliste, dont le rôle est d'imposer l'austérité aux populations sans avoir obtenu d'elles aucun mandat démocratique. Le centre administratif technocratique de cette oligarchie banquière en Europe est Berlin, à son tour assujetti à l'administration technocratique de Washington, elle-même contrôlée par Wall Street. Ce que nous avons connu jusqu'à présent sous l'appellation de gouvernements nationaux souverains ne sera plus désormais qu'un ramas de fonctionnaires au service de l'« élite » banquière mondiale.

Or, le contrôle d'un gouvernement par des intérêts privés exemptés de toute responsabilité démocratique est la définition même du fascisme. Comme le fait remarquer l'analyste Randy Martin « Ce qui est en train de se mettre en place en Europe et plus encore aux États-Unis est l'assujettissement complet des gouvernements au capital financier. Loin de tout jargon creux, il n'est pas exagéré de dire que nous sommes, en Occident, en train de succomber au fascisme financier.

L'administration technocratique de l'Europe sous la férule des banquiers ne peut qu'engendrer toujours plus de protestations populaires et de troubles civils. Quand les politiciens US parlent de « débâcle » et leurs généraux de « protéger l'Europe », ce qu'ils disent en réalité, c'est qu'ils veulent « protéger l'Europe de ses propres peuples en colère ». La Russie n'est que l'épouvantail qu'on agite pour justifier l'occupation militaire américaine de l'Europe et les diktats du capital relayés par Berlin.

L'ironie de tout cela, c'est que 70 ans après la défaite du fascisme en Europe, l'Europe, ayant accompli un tour complet, se retrouve en présence du même phénomène. Sauf que, cette fois, les totalitaires nazis sont américains. Arrêt sur Info 22.07

Il est impossible de combattre efficacement un ennemi tant qu'il n'a pas été identifié ou démasqué. Donc la première chose qui devrait être faite à partir des faits et non des programmes des uns et des autres qui font figure d'intentions, devrait consister à mettre en lumière la véritable nature sociale des différents partis politiques pour savoir lesquels représentent les intérêts du capital et ceux qui incarnent ceux du travail, afin que les travailleurs ne manifestent aucune illusion dans les partis du capital, subordonnés ou vendus au capital, et se situent sur leur propre terrain de classe au lieu d'atterrir sur celui de leur ennemi de classe.

Tout devrait être entrepris pour éviter toute confusion dans la tête des travailleurs entre ses véritables amis ou les partis sur lesquels ils peuvent compter et ses ennemis déclarés ou avançant masqués.

Certes les "totalitaires nazis sont américains", mais ils ont pour complices tous les gouvernements de l'UE dont certains sont étiquetés à droite (Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne, Portugal, etc.) et d'autres catalogués à gauche (France, Italie, Grèce.) ce qui suffit amplement à prouver qu'ils sont tous de droite ou même d'extrême droite pour soutenir le régime néonazi de Kiev ou la politique ultra réactionnaire des néolibéraux.

Dès lors tous les partis qui participent à ces gouvernements, tous les partis qui n'y participent pas mais soutiennent ces gouvernements, tous les partis qui refusent d'affronter ces gouvernements, qui rêvent d'en faire partie ou qui regrettent de ne pas en faire partie (la palette des opportunistes est large et ne manque pas d'imagination !), qui refusent de rompre avec les partis qui y participent et qui trouvent leur prolongement dans les appareils corrompus des syndicats, tous les partis qui d'une manière ou d'une autre participent aux institutions et légitiment de la sorte ces gouvernements, ne méritent pas la confiance des travailleurs ou doivent être résolument rejetés par eux, pour avoir résolument décidé de mettre en oeuvre une politique tournée contre leurs intérêts, de sciemment les tromper par des discours démagogiques ou refuser de mettre en oeuvre tous les moyens à leur disposition pour mobiliser dans l'unité le prolétariat sur une ligne politique dirigée contre l'Etat ou les institutions du capital, à commencer par les institutions nationales dans chaque pays.

A l'arrivée il ne reste plus grand monde ou plus personne malheureusement, la responsabilité en revient totalement aux intéressés qui n'ont eu de cesse dans le passé de prétendre que des partis de droite était de gauche pour finalement justifier leur collaboration de classes qu'ils étaient incapables d'assumer. Quelle crédibilité peuvent avoir de tels partis ? Certains vous diront qu'ils combattent quotidiennement au côté des travailleurs... Certes, mais sur quelle ligne politique interviennent-ils ? Sur celle du réformisme qui subordonne les travailleurs au capital, leur intervention dans la lutte des classes a un relent corporatiste pour refuser de la lier à la question du pouvoir ou de l'Etat qu'ils ménagent de la sorte.

Chacun aura pu observer qu'aucun parti ne menait réellement un combat politique, tout mot d'ordre, toute propagande ou agitation contre le régime en place qui permettrait de rallier les travailleurs les plus déterminés ou conscients étant systématiquement écartés, ne fait l'objet d'aucune campagne nationale, leur objectif affiché étant de faire "reculer" le gouvernement en dehors de toute perspective politique rompant avec le capitalisme et ses institutions, prétextant hypocritement qu'il ne serait pas à l'ordre du jour dans le contexte actuel, alors qu'il cristalise ou concentre toutes les contradictions du régime, tout en proposant une issue à la crise du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs ou de résoudre la question du pouvoir qui se trouve posée à travers leur mobilisation pour défendre leurs acquis sociaux.

Au lieu d'aider à élever le niveau de conscience politique des travailleurs, au lieu de les aider à se situer sur un terrain politique au-delà du capitalisme qui coïnciderait avec leur indépendance de classe, qu'ils prétendent incarner ou défendre notez bien, ils se contentent d'agir en bon gestionnaire du capitalisme avec lequel les revendications sociales qu'ils défendent sont compatibles, ce qui se traduit par leur refus de rompre avec les appareils pourris des syndicats, dont la politique consiste à contenir les revendications des masses exploitées tout en empêchant la centralisation des multiples conflits sociaux qui éclatent afin d'éviter tout affrontement direct entre les classes.

De nombreux militants en sont arrivés à se demander s'ils avaient bien encore à faire à des partis politiques ou s'il s'agissait de simples auxiliaires des syndicats, puisque leur activité se concentre exclusivement sur ce plan-là. J'ai cru comprendre que cette question agitait tous les partis dits ouvriers en crise, sans qu'elle ne soit jamais ouvertement ou publiquement évoquée ou débattue dans leur littérature, leurs dirigeants considérant que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier n'ont pas à se mêler

de leurs affaires internes comme si finalement cela ne les concernait pas, gérant leur parti à la manière de patrons d'une entreprise privée, ce qui a de quoi décourager les militants les plus résolus à rejoindre de tels partis. C'est peut-être fait pour puisqu'ils ne supportent pas la moindre contestation dans leurs rangs.

Entre nous, nos ennemis doivent bien se marrer en observant le pitoyable spectacle que nous offrent le POI, le NPA et LO. Réformer ces partis s'avèrera aussi impossible que le PS ou le PCF autrefois, il n'y a aucune illusion à avoir en la matière.

Il faut donc construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur le modèle du parti bolchevik incluant le droit de tendance et le centralisme démocratique, qui ne peuvent être réellement appliqués ou respectés qu'à partir du moment où la majorité des militants partagent sincèrement la même stratégie et les mêmes objectifs politiques, les mêmes moyens pour les atteindre, dans le cas contraire toute tentative de ce genre serait vouée à l'échec.

Chaque tendance doit être représentée dans les instances du parti en fonction du nombre de militants qu'elle regroupe, et la direction doit mettre à leur disposition les moyens leur permettant de diffuser leurs idées ou programmes dans les publications du parti, y compris celles destinées aux travailleurs, afin que tous les militants puissent en prendre connaissance et en discuter librement.

C'est seulement si cette condition est remplie que le centralisme démocratique pourra s'appliquer ou que l'ensemble des militants l'adopteront et le respecteront, y compris ou en premier lieu leurs dirigeants qui n'auront dès lors pas crainte de se retrouver en minorité, comme ce fut le cas si souvent pour Lénine dans le parti bolchevik.

Il faut bien comprendre que les désaccords qui peuvent exister entre militants au point de donner naissance à différentes tendances ne doivent porter que sur les modalités permettant d'avancer vers les objectifs politiques que tous les militants partagent ou ont adoptés en rejoignant le parti, et qu'en aucun cas elles devraient exprimer des désaccords sur ces objectifs et les moyens de les atteindre, ces objectifs et ces moyens exprimant la nature du parti, les contester reviendrait à se mettre hors parti ou à rompre avec lui. Ces désaccords peuvent porter sur le choix de la tactique à adopter ou les tâches du parti.

On admettra que certains militants les contestent et refusent de les adopter, auquel cas avec leur consentement il leur sera dévolu de participer à d'autres activités du parti, le parti n'intervenant pas sur un axe unique pour mener son combat sur tous les fronts contre le régime et ses représentants, politique, idéologique, psychologique, chacun trouvant ainsi sa place dans le parti et combattant malgré tout dans la même direction, au lieu de se séparer sans cesse au moindre désaccord de militants honnêtes, sincères et acquis (en principe ou théoriquement) au socialisme, ce qui a abouti aux partis passoires que nous avons toujours connus et qui constituent les modèles à ne pas imiter.

Cela implique d'admettre que tous les militants, cadres ou dirigeants n'ont pas connu les mêmes expériences au cours de leur existence ou proviennent d'horizons différents, et donc portent un regard différent sur la société, l'interprètent pas forcément exactement de la même manière ainsi que les enseignements de la lutte de classes du passé.

Quant à l'organisation des masses laborieuses, il faut prévoir à côté du parti un cadre souple dans lesquelles il serait possible de les associer à notre combat sans exiger qu'ils adhèrent au socialisme à cette étape puisqu'ils en sont encore incapables. Une structure qui ressemblerait au POI en plus démocratique, où chaque courant ou tendance qui s'y exprimerait pourrait en assurer la direction, là encore, ce qui impliquerait que les uns et les autres recourraient à des moyens loyaux pour convaincre les militants ou les participants à cet organisme et non de basses manoeuvres d'appareil qui sont à bannir définitivement. Cette structure politique serait entièrement autonome du parti, et ceux qui craindraient d'en perdre le contrôle devraient juste se demander pourquoi ils devraient en arriver à manifester une telle crainte, qui n'aurait aucune raison d'exister dès lors qu'ils auraient eu le comportement approprié pour ne pas en arriver à cette extrémité là.

Le principal problème auquel nous faisons face depuis 70 ans avec tous les partis ouvriers existant, c'est que leurs dirigeants n'ont jamais été capables de se remettre en cause pour s'être toujours comportés en prophètes à la parole divine, parfaits, infaillibles, détenant la vérité tout en prétendant le contraire évidemment, n'admettant jamais leurs faiblesses, leurs lacunes, leurs erreurs et ne les corrigeant pas davantage cela va de soi, donnant l'illusion d'être des démocrates discutant (en apparence seulement) d'égalité à égalité avec chaque militant, alors qu'en réalité ils n'ont jamais tenu compte des critiques qui leur étaient adressées dont certaines étaient justifiées et d'autres non, pour finalement demeurer inamovibles malgré leurs échecs répétitifs, situation qui deviendra intenable à la longue ou nourrira des ressentiments à leur égard, pour finir par éclater en crise ouverte un jour ou l'autre et perdre à nouveau des centaines ou des milliers de militants qui s'étaient investis sincèrement dans leur parti et ainsi de suite.

N'agissent de la sorte que des dirigeants qui n'ont pas les qualités ou les capacités requises pour diriger un parti, qui utilisent n'importe quel moyen y compris sournois, déloyaux et malhonnêtes ou pire encore pour conserver leur statut ou place, alors que leur force de dissuasion devrait être exclusivement d'ordre logique ou dialectique pour convaincre les militants de partager leur point de vue.

Quand je m'adresse aux lecteurs, j'essaie de m'exprimer le plus clairement ou le plus simplement possible, j'argumente au maximum mes positions ou idées pour les partager avec le plus grand nombre, j'y reviens parfois à plusieurs reprises sous des

angles différents à partir de l'actualité sociale ou politique qui nourrit ma réflexion, et cela pendant des semaines ou des mois sans jamais prétendre avoir épuisé définitivement un sujet ou une question, rectifiant parfois ma propre interprétation de la situation, reconnaissant mes erreurs et les corrigeant publiquement. J'explique comment j'ai procédé, d'où m'est venue une idée, comment j'en suis arrivé à telle ou telle conclusion, je déroule devant les lecteurs le processus dialectique de ma réflexion qui peut évidemment comporter des erreurs ou des lacunes, de telle sorte qu'ils puissent en profiter également parce que personne n'est parfait ou infaillible, l'essentiel étant de demeurer tendu vers notre objectif ou de ne pas s'en écarter, encore moins d'en changer.

Les lecteurs comprennent inconsciemment ou spontanément que nous ne sommes pas animés de mauvaises intentions ou que nous n'avons rien à leur cacher, que nous oeuvrons sincèrement et loyalement pour notre cause commune et que je n'ai aucun intérêt personnel dans cette histoire, partant du principe qu'ils sont assez intelligents ou honnêtes pour s'en apercevoir même si je sais pertinemment que ce n'est pas toujours le cas, peu importe l'essentiel étant de montrer l'exemple quitte à se faire taper dessus, ce qui a peu d'importance dès lors qu'en amont on a fait le travail qu'on devait faire, on n'a rien à craindre, on ne craint pas la confrontation des idées ou les critiques, la polémique, au contraire, on encourage les uns et les autres à les exprimer car on peut en tirer un précieux enseignement lorsqu'elles sont formulées à bon escient. Cela nous force à progresser, à nous remettre en cause, à réfléchir encore et encore, à nous poser de nouvelles questions parfois en repartant de zéro, mes lecteurs ne m'écrivant pas, je suis obligé d'imaginer leurs objections, j'essaie de ne rien laisser au hasard, ce qui n'est pas toujours facile en étant totalement isolé, situation qui m'est imposée et avec laquelle je dois faire au mieux.

Et au lieu de penser à la place de nos lecteurs, on les invite plutôt à penser par eux-mêmes, c'est la raison pour laquelle on est si expansif et non pour tenter de les convaincre de quoi que ce soit à leur insu, chacun disposant du même matériel et de la même méthode pour réfléchir demeure libre d'adopter telle ou telle idée ou position, qui une fois acquise aura une plus grande valeur que d'adhérer à une idée sans en comprendre les tenants et les aboutissants ou de répéter les discours de dirigeants.

On a écrit à plusieurs reprises dans le passé qu'on ne voulait pas que les militants partagent nos positions sans les avoir compris ou sans être capables de reproduire le raisonnement, la démonstration ou l'analyse qui nous a permis d'arriver à telle ou telle conclusion, que nous ne voulions surtout pas qu'ils nous accordent aveuglément leur confiance sous prétexte qu'on paraissait honnête et sincère car cela ne suffit pas pour produire une analyse correcte ou ne pas commettre d'erreurs, nous partons du principe que si nous sommes parvenus à comprendre un certain nombre de choses et à progresser, n'importe quel travailleur ou militant en est capable pourvu qu'il dispose des moyens pour y parvenir, notre travail consistant uniquement à l'aider à avancer dans cette voie sans rien lui imposer. Comment pourrions-nous avoir confiance dans la classe et nous comporter autrement ?

Contrairement aux donneurs de leçons, nous partageons nos expériences pour que l'on puisse progresser ensemble, ce qui apparemment n'est pas très bien compris par nos lecteurs, qui estiment sans doute que cela ne vaut pas la peine d'entrer en contact avec moi parce que je n'aurais rien d'autres à leur proposer, ce en quoi ils ont raison et tort à la fois, dans la mesure où nous aurions peut-être pu collaborer ensemble pour construire quelque chose ou avoir une influence sur certains partis en attendant des jours meilleurs, faire en sorte que La voix de l'Opposition de gauche prenne la forme d'un véritable courant politique du mouvemet ouvrier au lieu de demeurer le champ d'expression d'un seul militant, même si je sais qu'un certain nombre de militants partagent l'essentiel de mes idées. Vous m'épargnez du travail supplémentaire, mais je ne m'en réjouis pas, on n'aura pas tout essayé, tant pis.

Dossier grec

Tsipras et Syriza ont ramené la troïka en Grèce et la légitiment.

Si la troïka est légitime, c'est que le gouvernement grec ne l'est pas.

- Grèce: les représentants des créanciers à Athènes la semaine prochaine - AFP

Les équipes techniques des créanciers de la Grèce (UE, BCE et FMI) doivent commencer à arriver à Athènes ce week-end mais les chefs de mission n'arriveront que d'ici à jeudi, a déclaré samedi soir une source du ministère grec des Finances.

Il y a plus d'un an que les responsables de l'UE, de la BCE et du FMI - la "troïka" souvent honnie par les Grecs - n'étaient pas allés en Grèce.

La gauche radicale du chef du gouvernement Alexis Tsipras, au pouvoir depuis fin janvier, avait au départ promis de mettre fin à la rigueur et de ne plus laisser les représentants des institutions revenir en Grèce. Il a cependant été contraint de faire marche arrière après l'accord du 13 juillet pour s'assurer d'un nouveau prêt et éviter le risque d'une sortie de la zone euro. AFP 25.07

- La Grèce prête à rouvrir sa Bourse après un mois de fermeture - Reuters

Un porte-parole de la Bourse d'Athènes a annoncé vendredi qu'une proposition de rouvrir le marché avait été présentée à la

Banque centrale européenne (BCE) pour son avis avant une décision du ministre grec des Finances.

Un accord rapide du gouvernement grec pourrait permettre à la Bourse de rouvrir dès lundi même si une source directement informée de la situation précise qu'aucune date n'a été fixée.

"Nous ne savons pas encore si elle va rouvrir lundi", a-t-elle dit. "Nous le saurons (...) dans les heures à venir."

La Bourse d'Athènes est fermée depuis le 29 juin. Reuters 25.07

Comme quoi on peut très bien se passer de la Bourse, la fermer définitivement.

- L'incroyable "plan B" de Varoufakis - latribune.fr

L'ancien ministre grec des Finances aurait envisagé de pirater ses propres serveurs afin de créer un système bancaire parallèle, selon le quotidien grec Ekathimerini. Il aurait même eu un feu vert de principe d'Alexis Tsipras avant l'élection de Syriza.

Varoufakis aurait eu un plan B pour le moins explosif. Il aurait en effet impliqué de pirater la plateforme de l'administration fiscale grecque dans le but de créer un système bancaire parallèle en cas de faillite. Ce plan figure dans la retranscription d'une conversation attribuée à Yanis Varoufakis, l'ex-ministre des Finances en Grèce et Norman Lamont, qui fut également en charge des Finances mais au Royaume-Uni, publiée ce dimanche par le quotidien Ekathimerini. Des responsables de hedge funds auraient également assisté à cette téléconférence qui aurait eu lieu le 16 juillet, soit une semaine après la démission de Yanis Varoufakis.

Feu vert de Tsipras

Selon ces propos rapportés, l'ancien ministre qui a démissionné après le référendum de juillet aurait notamment déclaré:

"Le Premier ministre, avant qu'il deviennent Premier ministre, avant que nous (Syriza) ne gagnions l'élection en janvier, m'avait donné le feu vert pour imaginer un plan B."

Ce plan aurait consisté à créer un système permettant de transférer des fonds directement des contribuables aux organisations ou entreprises créancières de l'Etat en cas de tarissement des fonds voire de fermeture des banques. Il est notamment écrit dans cet article:

"Prenons par exemple le cas où l'Etat devrait un million d'euros à un laboratoire pharmaceutique pour l'achat de médicaments (...) Nous pouvions immédiatement créer un transfert numérique vers le compte de la compagnie grâce à son numéro fiscal et nous lui donnions un code pour l'utiliser comme un mécanisme de paiement parallèle pour n'importe quel versement (...) vers n'importe quel autre fichier fiscal à qui elle devrait de l'argent ou bien pour régler ses propres impôts à l'Etat. Cela aurait créé un système bancaire parallèle au moment où les banques étaient fermées à cause de l'action agressive de la Banque centrale européenne visant à nous étrangler."

Nouvelles drachmes

Ce système initialement libellé en euro aurait même pu être rapidement transformé afin d'utiliser les nouvelles "drachmes" en cas de "Grexit" effectif. Seulement, une fois aux commandes, l'ex-ministre aurait constaté que la direction générale des impôts étant régie de fait par un représentant de la Troïka (BCE, Commission européenne et FMI), il n'était pas possible de tester ce plan sans éveiller les soupçons. Yanis Varoufakis aurait alors envisagé de pirater son propre système fiscal. Il aurait consulté secrètement un ami expert en informatique et professeur à l'université américaine de Columbia à ce sujet.

"Vous ne devez pas répéter cela, c'est totalement entre nous", aurait demandé l'ancien ministre grec à ses interlocuteurs selon les documents de Ekatherimini. Si l'information venait à fuiter, "je nierais l'avoir dit", est-il encore attribué à l'ancien ministre. Explications attendues outre-Manche

Un responsable du quotidien britannique The Telegraph indique ce dimanche avoir contacté le principal intéressé. Il écrit sur Twitter:

"Je viens de discuter avec Varoufakis de ces allégations. Kathim [le quotidien grec] ne lui a jamais parlé. Il s'expliquera dans le Telegraph"

Just spoke to Varoufakis about these claims. Very odd situation. Kathim never spoke to him. Will explain in Telegraph http://t.co/9J0sd5VTps

— A Evans-Pritchard (@AmbroseEP) 26 Juillet 2015

Un deuxième plan?

De son côté, le site du quotidien grec signale que le parti d'opposition Nouvelle Démocratie organisera lundi une réunion extraordinaire pour évoquer ces révélations. l'agence Reuters ajoute que le centriste To Potami et les socialistes du Pasok feront de même.

Le sujet semble pris d'autant plus au sérieux dans la classe politique grecque qu'un autre programme de secours aurait été préparé, cette fois par l'ancien ministre de l'Energie, Panagiotis Lafazanis. Dans une interview à l'édition dominicale de RealNews Daily, ce dernier déclare avoir proposé de réquisitionner les fonds de la Banque centrale grecque en cas de Grexit. Il a toutefois nié une affirmation du Financial Times selon laquelle il envisageait même d'arrêter le gouverneur de cette institution, Yannis Stournaras, en cas de résistance de sa part. 1000 personnes pour un plan?

Malgré ce plan surprenant, c'est un tout autre scénario qui s'est finalement produit, avec une fermeture des banques suivie d'un référendum et finalement d'une capitulation de la part du Premier ministre Alexis Tsipras. Des envoyés de la Troïka, de retour après des mois d'absence, doivent d'ailleurs démarrer leurs travaux à Athènes à partir de mardi 28 juillet.

Pourquoi ce plan B - s'il a réellement existé - n'a-t-il pas été mené à son terme? Dans cet entretien restranscrit, Yanis Varoufakis, clame qu'il comptait sur une équipe composée d'un millier de personnes afin de le faire aboutir. Faute d'accord de la part du chef du gouvernement, il n'aurait pu réunir ces effectifs. latribune.fr 26.07

Cet article pourrait confirmer ce que nous avions gardé sous le coude en attendant d'en savoir davantage.

- Crise grecque : Alexis Tsipras aurait sollicité Vladimir Poutine pour fabriquer des drachmes - Francetv info

Le Premier ministre grec voulait introduire une nouvelle drachme et financer l'impression de cette nouvelle monnaie avec l'aide de la Russie, affirme le journal grec To Vima, un média de référence politiquement plutôt à droite, cité par le quotidien suisse Le Temps, jeudi 23 juillet.

Athènes a demandé un prêt de 10 milliards de dollars à la Russie pour imprimer les nouvelles drachmes, confirme le site d'information Greek Reporter (en anglais). "En somme, le gouvernement Tsipras aurait demandé à la Russie de financer un 'Grexit'", estime de son côté le blog Zerohedge (en anglais), spécialisé dans la finance à Wall Street. Pour qu'un pays puisse imprimer sa propre monnaie, il a besoin de réserves dans une monnaie forte.

L'idée d'introduire une nouvelle drachme "a été examinée par des technocrates et des employés du ministère grec des Finances qui auraient étudié le modèle de scission de la Tchécoslovaquie en 1993 et l'introduction de la couronne slovaque", selon Greek Reporter.

Mais Vladimir Poutine a refusé d'accorder ce prêt. La réponse du président russe, formulée la nuit même du référendum grec du 5 juillet, n'aurait comporté qu'une avance de cinq milliards de dollars, liée à l'accord signé entre les deux pays sur le transit du pipeline South Stream à travers la Grèce, ajoute Le Temps. "La nouvelle a suscité suffisamment d'émoi en Grèce pour que 17 parlementaires issus des rangs de la droite conservatrice (Nouvelle Démocratie) adressent une lettre à Alexis Tsipras afin de savoir si ces allégations étaient correctes", ajoute le quotidien suisse. Francetv info 24.07

Imposture. N'est pas démagogue qui veut assurément.

- Jacques Sapir «François Hollande, contradictions et démagogie» - Arrêt sur Info

Jacques Sapir : "Si l'on voulait réellement démocratiser la zone euro cela peut se faire..."

Sans rire, ce sapien sapien se prononce à la fois pour la sortie de l'euro... et pour la "*démocratiser* ! Ne cherchez pas l'erreur il n'y en a pas, les masques de l'opportunisme tombent les uns après les autres voilà tout.

- Détournement de fonds : poursuite pénale contre des membres de l'ancienne administration du TAIPED - okeanews.fr

Une poursuite pénale contre les membres du conseil des experts du fonds de privatisation (TAIPED) a été engagée pour détournement de fonds et malversation avec une perte qui s'élève à 580 millions d'euros.

Une poursuite pénale a été engagée à la suite d'une instruction préliminaire ordonnée par la Procureure contre la Corruption, Mme Eleni Raïkou, suite à une plainte qui avait été déposée par des avocats du Pirée soulevant la question de savoir dans quelle mesure l'exploitation, par le TAIPED (NdT : Fonds pour l'exploitation du patrimoine public de l'État grec), de 28 immeubles appartenant à l'État grec avait été à l'avantage de celui-ci [voir ici pour les détails de l'affaire].

La transaction litigieuse a été achevée en mai 2014, sur proposition unanime du conseil des experts et sur décision du conseil d'administration du TAIPED.

Deux contrats de vente ont été établis assortis de 28 contrats de re-location pour une durée de 20 ans, pour le compte de l'Etat grec, les autres parties étant l'Etat grec et deux attributaires (Eurobank Properties, ATHNKI Pangaia). Le prix total s'élevait à 261 millions d'euros tandis que l'Etat s'engageait de verser, tous les ans, des loyers qui, pour la première année, s'élevaient à 25,5 millions d'euros.

Selon les conclusions du Parquet, qui comptent 200 pages, bien qu'ils auraient pu proposer des modifications des termes de la transaction, de manière à ce que l'exploitation du patrimoine soit à l'avantage de l'État, les membres du conseil des experts ont rendu un avis unanime au conseil d'administration disant que la procédure suivie était avantageuse, alors qu'il a été prouvé qu'elle ne l'était pas et qu'elle menaçait de causer à l'État une perte s'élevant à 580 millions d'euros au moins.

Dans les conclusions, il est fait état de sous-estimation de la valeur raisonnable des immeubles. L'État a donc encaissé un prix inférieur. En outre, il semblerait qu'il n'y a pas eu d'estimation correcte de la plus-value future des immeubles, en raison de la modification de l'utilisation des terres.

À l'issue de l'instruction, une poursuite pénale a été engagée pour :

a) malversation, combinée à la loi 1608/50 relative aux prévaricateurs, avec perte qui s'élève à 580 millions d'euros, contre les membres du conseil des experts du TAIPED ;

b) détournement de fonds (combiné à la loi 1608/50) contre trois membres du conseil d'administration du TAIPED.

Les membres du TAIPED ne peuvent pas être poursuivis pour malversation. En effet, selon les statuts du TAIPED, lorsque les actes ou les omissions des membres du TAIPED sont approuvés par le conseil scientifique et ont été évalués par la Cour des Comptes, ils ne portent aucune responsabilité pénal ou civile.

Néanmoins, ils sont poursuivis pour abus criminel de biens sociaux.

S'agissant de cet acte, il a résulté de l'instruction que, bien que les membres du TAIPED étaient tenus de créditer la somme perçue dans le cadre de cette vente dans un délai de dix jours, sur le compte spécial du Trésor, (la somme étant majorée des intérêts correspondants), celle-ci n'a pas été versée dans les délais et ne fut majorée des intérêts qui s'élevaient à 100.000 euros.

L'instruction se poursuit. okeanews.fr 22.07

- Un "Armateur grec bien connu" accusé d'être à la tête d'un racket criminel - okeanews.fr

Un procureur d'Athènes accuse un armateur bien connu et l'un de ses associés d'être à la tête d'un racket qui a impliqué chantage et extorsion d'autres entrepreneurs.

L'homme est bien connu en Grèce. En fait, il est devenu largement connu quand il a investi dans plusieurs médias il y a près d'une décennie. Avant cela, pratiquement aucun Grec ne connaissait le jeune armateur - en dehors de ses collègues armateurs, bien sûr.

Il y a deux ans, l'homme a passé 8 mois de prison pour un présumé cas de détournement de fonds. Il a été libéré en attendant son procès. L'armateur est maintenant à nouveau visé par les autorités judiciaires. Mardi, un procureur d'Athènes a porté une série d'accusations graves contre lui et l'un de ses proches collaborateurs.

Après une longue enquête menée par quatre procureurs, les autorités accusent maintenant l'"armateur bien connu" d'être à la tête d'un racket criminel. Les charges comprennent le chantage, l'extorsion, des menaces, des écoutes téléphoniques illégales, des passages à tabac et même une tentative d'homicide commis par l'associé de l'armateur.

Selon le rapport du procureur, les victimes se plaignaient de comportement violent du gang. Parmi eux se trouvait un avocat qui aurait été "brutalement" battus et des hommes d'affaires bien connus qui ont subit le comportement criminel de l'organisation et ont été exposés à de l'extorsion, à des menaces et à des dommages corporels.

L'homme d'affaires et son associé, identifié comme VR et AP dans le rapport, font face à des accusations d'être à la tête d'une organisation criminelle et d'avoir agit comme des complices moraux d'une série de crimes commis par les employés. Ces derniers font face à des accusations de tentative d'homicide pour avoir causé des lésions corporelles graves et de détention d'armes.

Les conclusions du procureur affirment également que la "task force" de l'organisation qui a commis des crimes de toutes sortes, a été créée par d'anciens policiers et "hommes de main" de nationalité étrangère.

Alors que les premières fuites sur l'affaire ne nommaient pas cet "armateur bien connu" et son associé, plus tard, les initiales ont été donnés à la presse. Certains sites comme The Toc et Zougla ont rendu les noms public immédiatement.

Ce mercredi, l'avocat de l'"armateur bien connu" a déclaré aux médias que son client Victor Restis n'a rien à voir avec l'affaire. Selon l'avocat, le rapport du procureur a été divulgué à la presse avant que son client et ses avocats n'aient été informés. "Le procès va confirmer que mon client n'a rien à voir avec les accusations," a dit l'avocat dans une déclaration. okeanews.fr 22.07

- Grèce : multiples pertes pour l'État suite à la vente de 28 biens immobiliers - okeanews.fr

La vente de 28 biens immobiliers de l'État par le biais du TAIPED par les gouvernements précédents s'avère particulièrement préjudiciable pour l'État et très avantageuse pour les sociétés – filiales de banques qui les ont achetés. Bien que toutes les procédures semblent légales, l'affaire est entre les mains de la Procureure de la Corruption. Rien que le fait que, selon la loi, les sociétés n'ont pas eu à verser un seul euro au titre d'impôt pour la mutation des 28 biens immobiliers, montre bien que les transactions réalisées dans le cadre des mémorandums sont très loin de respecter la notion de protection de l'intérêt public.

L'affaire en bref

En septembre 2011, par arrêté ministériel, le gouvernement Papandréou (avec Evangelos Venizélos comme ministre des finances) a transféré au TAIPED 28 propriétés appartenant à l'État en vue de leur exploitation pour assurer des recettes destinées au remboursement de la dette (loi 3985/2011). Il s'agit de bâtiments et d'installations qui appartenaient, entre autres, aux ministères de la réforme de la fonction publique, de la santé, de l'éducation, de la culture, au Trésor et au Secrétariat général des systèmes informatiques, à la Direction générale de la Police d'Athènes et à l'Agence statistique nationale.

Afin de vendre ces immeubles mais d'éviter le déménagement de tous ces services, on a opté pour la méthode de la vente et de la relocation (sale and lease back), c'est-à-dire, la vente à un particulier et la location des mêmes bâtiments par l'État. Les 28 immeubles ont été répartis entre deux portefeuilles de 14 unités chacun (A et B) et, puis, il y a eu appel à manifestation d'intérêt.

La procédure fut achevée le 18 octobre 2013 (gouvernement Samaras - Vénizélos). Le conseil d'administration du TAIPED avait atteint un accord avec Ethniki Pangaia, à l'époque filiale de la Banque nationale (à présent elle est rachetée par une société néerlandaise). Concernant le portefeuille B, l'accord était conclu avec la filiale d'Eurobank, Eurobank Properties.

Conseillers du TAIPED et acquéreurs : même chose

Dans la réalité des mémorandums de la domination de la politique néolibérale où la concurrence est érigée en panacée, les filiales de la Banque nationale et d'Eurobank ont été retenues pour les portefeuilles de 14 immeubles chacun, alors que des « sociétés - sœurs » étaient les conseillers du TAIPED à toutes les étapes de la procédure : il s'agit de NBG Securities SA et Eurobank Equities Investment Firm, respectivement. Ceux qui étaient rémunérés pour fournir des conseils étaient également ceux qui, en fin de compte, ont profité de ce marché.

Les termes déficitaires des contrats

Les deux contrats ont été conclus selon les mêmes termes et toujours selon la législation adoptée à cet effet. Le prix qu'Ethniki Pangaia a été appelée à payer s'élevait à 115,5 millions d'euros pour le paquet A, et, respectivement, pour le paquet B d'Eurobank Properties, à 145.810.000 d'euros. Les contrats prévoient que les bâtiments seront à nouveau loués à l'Etat qui versera, pour 20 ans, des loyers s'élevant à 1/10, approximativement, de la valeur des biens (c'est-à-dire, au total, environ 11,5 millions pour le paquet A et 14,5 millions pour le paquet B). En d'autres termes, si les termes sont mis en œuvre, les filiales des banques auront amortis l'acquisition en 10 ans et, en 20 ans, auront doublé leur mise. À nos frais, de toute évidence.

Les contrats prévoient également que les sociétés filiales des banques (dorénavant propriétaires) ne peuvent pas, dans ce délai de 20 ans, résilier les contrats pour des raisons qui ne sont pas prévues aux contrats. Et que, se passe-t-il une fois les 20 ans passés ? L'État peut les racheter au prix marchand courant. Ainsi, non seulement il aura payé près de 600 millions d'euros ans ces vingt ans, après avoir reçu moins de la moitié de cette somme, mais, en plus, il sera appelé à payer une seconde fois et, ce, à des prix marchands, le rachat de bâtiments dont il était jadis le propriétaire. Combien plus préjudiciable cette transaction pouvait-

elle être pour l'État ?

Ils ne paient pas un centime au titre d'impôt de mutation et d'impôt sur les loyers perçus

En fait, le préjudice pour le Trésor ne s'arrête pas là. Les deux Loueurs ont bénéficié d'une disposition supplémentaire. Comme l'explique l'avocat du Pirée qui a porté plainte, Me Yannis Kardaras, les transactions ont eu lieu selon la loi 2778/1999 qui prévoit que le rachat est exempté de tout impôt, taxe ou droit. S'agissant de 28 immeubles, il est clair que les pertes de recettes pour le Trésor sont particulièrement substantielles.

Une disposition qui « lie » les mains de l'État

Les contrats comportent une clause qui, en réalité, « lie les mains » de tout gouvernement futur qui tenterait d'amender les termes des accords. Selon cette clause, si l'État grec introduit une législation imposant la réduction obligatoire du loyer payable, le Loueur procèdera à une augmentation du loyer annuel de manière à ce qu'il touche toujours la somme convenue dans le contrat. Ben, oui, ces gens savent assurer leurs arrières...

L'implication de la Cour des comptes

La décision de la Cour des comptes (acte n° 275/2013) était encourageant, puisque, fondée sur le fait que conseillers et acquéreurs avaient des intérêts identiques, d'une parte, et sur la clause prévoyant le réajustement des loyers afin que les Loueurs ne perdent pas un seul euro à cause de législations futures, la Cour a décidé que ces contrats ne pouvaient pas être conclus.

Et, alors que cet acte semblait remettre les choses en cause, la 6 chambre de la Cour des comptes annule cet acte considérant qu'il « ne ressort par de faits réels prouvant que les investisseurs retenus ont acquis un avantage par le biais des conseillers financiers du TAIPED, bien que ces sociétés de conseil appartiennent aux mêmes groupes que les investisseurs retenus ». La 6e chambre a également rejeté l'argument selon lequel la clause prévoyant le réajustement des loyers engage les gouvernements futurs qui voudraient défendre l'intérêt public.

Cette décision a été publiée le 28 février 2014 et ne peut plus être attaquée parce que le délai concerné a expiré. Les transactions concernant les deux portefeuilles ont eu lieu.

Et, maintenant ?

Les avocats, Me Yannis Kardaras, Me Yannis Vrellos et Me Evangelos Tsourounis ont déposé plainte auprès du Parquet de la Cour d'annulation (Areios Pagos) et analysent tous les paramètres de l'affaire et montrent que la transaction n'était pas à l'avantage du Trésor. L'affaire est en cours d'instruction [voir ici pour les derniers événements]. okeanews.fr 22.07

ACTUALITE EN TITRES

Etudiants mobilisés au Chili.

- Manifestation contre le gouvernement à Valparaiso - euronews.com

Les manifestants réclamaient une nouvelle réforme du système éducatif chilien à Valparaiso. euronews.com 24.07

Vive Charlie !

- La Tunisie légalise la peine de mort pour les crimes terroristes - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Turquie : mort d'un policier dans des affrontements avec des manifestants à Istanbul - LeMonde.fr

- Proche-Orient: Heurts à Jérusalem, la police israélienne entre dans la mosquée d'Al-Aqsa - 20minutes.fr

- Au moins 55 morts dans un raid aérien saoudien à Taiz au Yémen - Reuters

- Douze morts dans un attentat dans une piscine en Irak - Reuters

- Cameroun : 20 morts dans un nouvel attentat suicide à Maroua - Francetv info

- Nigeria: 14 morts, dans un attentat-suicide, dans le Nord-Est - french.irib.ir

- Somalie : six morts dans un attentat contre un hôtel de Mogadiscio - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. La voix de Rockefeller ou de la Commission Trilatérale.

- Parlementaires français en Crimée: «Une équipée ridicule», estime Elisabeth Guigou - 20minutes.fr

La présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée ne mâche pas ses mots. Elisabeth Guigou (PS) a qualifié samedi d'«équipée ridicule» le voyage en Crimée de dix parlementaires français, principalement du groupe Les Républicains.

Vendredi, Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, avait déjà estimé que c'était «une honte que ces dix parlementaires se rendent en Crimée sans avoir le moindre rapport avec les autorités ukrainiennes». 20minutes.fr 25.07

La honte, voilà quelque chose qui ne peut atteindre Le Roux supporter du régime néonazi de Kiev. C'est tout le PS.

Une conscience qui ne dépasse pas le niveau alimentaire.

- Les enseignants se détournent de François Hollande - Reuters

Les enseignants, jusqu'ici électorat très largement acquis à la gauche et au Parti socialiste, sont en train de se détourner de François Hollande pour rallier les extrêmes et le centre, selon un sondage OpinionWay publié samedi par le Figaro.

Sur 588 enseignants interrogés par cet institut du 17 au 22 juillet, seulement 21% voteraient aujourd'hui pour le chef de l'Etat au premier tour de l'élection présidentielle, soit 23 points de moins que lors du scrutin de 2012.

Ce n'est pas l'adversaire malheureux de François Hollande en 2012, Nicolas Sarkozy, aujourd'hui président du parti Les Républicains (LR) qui profite de cette érosion (il ne rallierait que 13% du vote enseignant, comme il y a trois ans).

Les principaux bénéficiaires sont le président centriste du MoDem, François Bayrou (26%, +10 points), le dirigeant du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon (18%, +3), l'écologiste Eva Joly (8%, +3), la présidente du Front national, Marine Le Pen (6%, +2), et même le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan (4%, +3).

Parmi les sondés, 76% se disent mécontents de l'action du chef de l'Etat dans le domaine de l'éducation.

Sa ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, fait encore moins bien, avec 77% d'avis négatifs. Reuters 25.07

Il faut être lucide, c'est une formidable mystification que de prétendre ou de croire que les enseignants auraient un niveau de conscience supérieur au reste du prolétariat parce que leur fonction serait de transmettre des connaissances. En réalité, ils ont été formatés au cours de leur cursus universitaire pour devenir des serviteurs de l'Etat en échange d'un statut privilégié, leur mission ne consistant pas à former des hommes et des femmes libres, mais de bons esclaves du régime à leur image, qui cependant ne bénéficeront pas des mêmes avantages, ce qui les laissera indifférents et on verra plus loin pourquoi.

Ils ont l'état d'esprit individualiste du petit bourgeois satisfait de lui-même et qui en impose aux autres, ils ont en général l'esprit plus borné qu'on ne le croit, corporatiste, et leurs motivations sont souvent inavouables. Qu'ils accordent leurs suffrages à des imposteurs est dès lors tout naturel ou le confirme. Leur inconscience politique démontre qu'ils ne comprennent rien ou pas grand chose au développement de l'humanité et au fonctionnement de la société, alors qu'ils sont en sont un des maillons essentiels. La fonction qu'ils occupent et leur statut leur accordent une liberté très éloignée de la condition ouvrière soumis à une oppression permanente, qui les conduit à s'adapter à la société plutôt que la combattre pour la changer. Qu'un grand nombre de dirigeants de partis ou d'élus soient issus du corps enseignant en est le prolongement, ils participent à la stabilité du régime qu'ils légitiment.

S'agissant d'intellectuels et cela ne s'applique pas qu'aux enseignants, ayant acquis un certain nombre d'instruments logiques qui participent à leur mode de pensée et qu'ils mettent en pratique quotidiennement, il faut en déduire que manifestement ils ne les maîtrisent pas ou ne s'en sont jamais servis pour nourrir leur réflexion sur la société ou mener à fond leurs analyses qui demeurent surfaites ou superficielles, au point de se traduire par des illusions pire que celles que véhiculent les couches les plus défavorisées du prolétariat, qui elles sont dépourvues de ces moyens pour progresser, mais qui en revanche sont directement en prise avec le système d'exploitation et les conduit à rejeter le régime et ses institutions, aussi est-il pour le moins incongru d'évoquer les illusions des intellectuels dans la mesure où ils se complaisent plutôt dans un mode de pensée qui fait leur affaire ou les arrange selon un consensus établi et entretenu avec le régime que ce sondage confirme.

Ayant à faire à des travailleurs qui ont l'habitude de réfléchir, on se demandera pourquoi au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours leur niveau de conscience politique n'a pas progressé, pourquoi des centaines de milliers d'entre eux ne sont pas parvenus à comprendre le fonctionnement du capitalisme et de la société pour s'élever au niveau du socialisme, sans doute parce qu'aucun parti ouvrier ne s'était fixé cet objectif politique qui valait également pour les centaines de milliers d'ouvriers les plus déterminés ou avancés ou encore les militants des partis ouvriers qui n'ont jamais reçu une formation adéquate.

On ne peut donc pas leur jeter la pierre ou les juger, pas plus que les fonctionnaires ou les travailleurs en général qui sont victimes ou otages de partis ouvriers faillis ou traîtres au socialisme.

Nous savons que ce genre de discours passent très mal auprès de nombreux militant plus prompts à verser dans l'ouvriérisme, qui se contentent des apparences au détriment de la réalité qu'ils ne veulent pas regarder en face sous tous ses aspects, par crainte d'être confrontés à leurs propres contradictions ou opportunisme qu'ils préfèrent entretenir que combattre pour justifier leur ligne politique qui les conduit dans une impasse.

Cela nous laisse totalement indifférent, car nous savons que ce que nous affirmons ici correspond à la réalité, pour avoir enseigné nous-même et avoir été en contact avec un grand nombre d'enseignants, avoir milité à leur côté, et si je n'ai pas cité les témoignages que j'avais reçus d'enseignants sous forme de courriels au cours des dernières années, c'était parce qu'il nous paraissait plus honnête et plus productif de se baser sur notre propre expérience et observation plutôt que de faire dans la facilité qui aurait consisté à exploiter ces témoignages auxquels les critiques auraient été adressées par la suite, préférant les assumer car nous n'avons pas l'habitude de nous dérober à nos responsabilités ou d'imiter le comportement hypocrite de nos dirigeants que nous dénonçons ou condamnons par aiilleurs, quelque part il faut être cohérent jusqu'au bout quitte à être incompris, calomniés, etc. l'essentiel pour nous demeurant de partir des faits ou de la réalité au lieu de la fuir ce qui nous interdirait de combattre pour changer la société.

On doit adopter en toute occasion un mode de pensée et un comportement qui soient en adéquation avec les idées qu'on prétend défendre ou représenter, les principes ou les valeurs auxquels on prétend être attachés, dans le cas contraire à quoi bon ou on verse dans l'imposture. Et dès lors qu'on en a pris conscience, quelle que soit l'attitude qu'on décidera d'adopter, on devra l'assumer entièrement, c'est à cet exercice que nous nous sommes livré ici en espérant avoir été à la hauteur de notre idéal, qui nous commande de lutter contre toute forme d'ignorance pour avancer sur la voie de la liberté.

Plutôt cradingue la capitale du tourisme mondial

- Paris, ville sale ? - Francetv info

Alors que de nombreux touristes se promènent dans les rues de Paris au moment de l'été, la ville est loin d'être un exemple de propreté. La capitale française a été classée 24e au palmarès des villes les plus propres du monde.

Et pour cause, des centaines de détritus sont massés au pied de la Tour Eiffel. "Tout n'est pas sale, mais ici sous la Tour Eiffel, il y a beaucoup de déchets", constate une touriste chinoise, au micro de France 2. (La Chine un des pays les plus crades de la terre, elle l'avait déjà oublié. - LVOG) "Paris c'est joli mais là, à ce que je vois, ce n'est pas très propre", souligne encore une passante. (Cela détonne dans un quartier chic ou les habitants ne sont habitués à vider eux-mêmes leurs poubelles. - LVOG)

Au pied de la basilique du Sacré-Cœur, un rat se faufile entre les jambes de touristes : "Ce n'est pas habituel de voir ça dans une grande ville", commente un voyageur. (A croire que c'était la première fois qu'il foutait les pieds dans une grande ville celui-là ! - LVOG)

Dans les jardins du Trocadéro, le constat n'est pas plus réjouissant : en effet, les restes de pique-nique se retrouvent sur les pelouses et même dans les ruisseaux. Francetv info 25.07

L'argent corrompt tout.

- À Vallauris, la manne des Saoudiens calme un peu la contestation - AFP

Vraiment ?

- Vallauris : plus de 120.000 signatures contre la plage privée du roi saoudien - LeFigaro.fr

Une contre-pétition a également été mise en ligne, appelant à «soutenir les Saoudiens pour des raisons évidentes de sûreté d'Etat et pour les retombées économiques». Elle a recueilli pour le moment une centaine de signatures.

Les policiers gardent l'accès à la plage de même qu'au sentier du littoral qui longe la villa. La navigation en mer devant cet endroit est également interdite par la préfecture depuis samedi midi. Ces mesures devraient rester en vigueur le temps du séjour du monarque, une bonne partie du mois d'août. LeFigaro.fr 26.07

Entre le droit et le roi, le petit monarque français a tranché pour les parrains des barbares, normal.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Bachar al Assad décrète une amnistie pour les déserteurs - Reuters

Le président syrien Bachar al Assad a décrété une amnistie générale pour les déserteurs de l'armée qui se sont soustraits au service militaire obligatoire, rapporte samedi la télévision syrienne.

L'amnistie concerne tous les déserteurs qu'ils soient en Syrie ou à l'étranger, selon le décret.

Depuis le début du soulèvement contre son régime en mars 2011, le président syrien a procédé à plusieurs amnisties. Reuters 25.07

La guerre des puissances occidentales contre la Syrie aurait déjà fait 80.000 morts dans les rangs de l'armée syrienne sur un effectif de 200.000 soldats en 2011 et 70.000 auraient désertés. Ainsi affaiblie après une telle hécatombe, n'importe quelle armée du monde se serait disloquée, mais pas l'armée syrienne étrangement, à croire qu'elle serait soutenue par le peuple syrien, on ne voit pas d'autres explications plausibles, simple constat.

1.2- Syrie: Kurdes et régime avancent à Hassaké, où l'EI recule - AFP

L'armée syrienne et les forces kurdes avançaient dimanche à Hassaké, les jihadistes du groupe Etat islamique étant désormais confinés dans deux petits secteurs de cette grande ville du nord-est de la Syrie, selon une ONG et les médias officiels.

"C'est pour l'armée et les forces nationales la dernière étape avant de pouvoir déclarer qu'Hassaké est entièrement sécurisée", a déclaré le gouverneur de la province à l'agence officielle Sana.

Dans le même temps, les forces kurdes ont pris le contrôle total du quartier de Nachwa Gharbié, isolant encore plus les jihadistes.

"Les forces de l'EI ne sont désormais plus que dans deux petits quartiers, Charia et Zouhour", a déclaré le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

La ville de Hassaké est le chef-lieu de la province éponyme, où les habitants sont arabes, kurdes, turkmènes ou assyriens notamment. AFP 26.07

Commentaires d'internautes.

1- "Ankara bombarde qui exactement ?"

Les Kurdes de préférence et peut-être au passage quelques infrastructures indispensables à la population syrienne...

2- "Un mensonge de taille se dégage de cet article : s'il était vrai que l'armée syrienne était si inhumaine vis-à-vis des civils

comment expliquer qu'ils retournent en masse vers les zones reconquises par cette même armée?"

3- "L'OSDH représente les rebels intégristes (les mercenaires) et non le peuple syrien."

Basée à Londres, l'OSDH est une création du MI5, des services de renseignement de l'impérialisme britannique, ce qui n'a pas empêcher l'Agence Française de Propagande d'écrire que "*cet organisme basé en Grande-Bretagne et s'appuyant sur un large réseau de sources en Syrie*" qui n'est pas reconnu par les Syriens eux-mêmes, pure fabrication à défaut d'une opposition politique structurée face au gouvernement syrien, d'ailleurs si elle existait, ils se seraient empressés de la mettre en avant, or tel n'est pas le cas depuis 2011.

1.3- La Syrie continue à cacher des armes chimiques - Atlantico.fr

Un an après la fin officielle du programme de démantèlement de l'arsenal chimique syrien, "personne ne devrait être étonné d'apprendre que le régime syrien triche", déclare Robert Ford, ambassadeur américain en Syrie, cité par le Wall Street Journal. Atlantico.fr 25.07 En matière de fabulation, ils ne désarment pas.

Robert Ford, l'adjoint de John Negroponte en Irak, le maitre d'oeuvre de l'opération «Contras» au Nicaragua, une référence pour les réacs d'Atlantico.fr et le Wall Street Journal.

- «Les escadrons de la mort ont commencé mi-mars 2011 leurs activités en Syrie, sous la supervision directe de Robert Ford, ex-ambassadeur de Washington à Damas, a indiqué le Global Research. (french.irib.ir 06.08.13)

- Au troisième jour des pourparlers du second tour à Genève l'ex ambassadeur US en Syrie Robert Ford s'est mis à menacer Damas.

L'homme qui traine un bilan catastrophique avec ses faux rapports , ses fausses tactiques et information joue en effet la fin de sa carrière en dirigeant de facto la délégation de l'opposition... (french.irib.ir13.02.14)

1.4- Zone no fly en Syrie:US/Turquie d'accord - french.irib.ir

Selon le journal turc Hurriyat la Turquie et les Etats Unis sont tombés d'accord sur l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne sur les frontières syro turques. Cette zone serait située sur la ligne sécuritaire frontalière entre Mara et Jerablos longue de 90 kilomètres. La zone a une profondeur de 40 à 50 kilomètres et elle pourrait s' elargir à l'avenir. Le prétexte invoqué par Ankara qui vient d'ouvrir sa base aérienne Ingirlic aux Etats unis est évidemment l'infiltration de Daech. les avions us de la coalition envisagerait de lancer des raids de reconnaissance et de combat en temps vouluncontre les position de Daech. Les avions turcs ne font pas partie de la coalition mais ils pourraient euxcaussi mener des raids le cas echeant. Les unités d'artillerie turques passeront elles aussi à l'action.

Hurriyat ajoute. "Les avions syriens ne sont pas autorisés à entrer dans cette zone et en cas d'infiltration ils seront visés"Cela fait deux ans que la Turquie tente d'instaurer une zone no fly dans le nord de la Syrie pour provoquer un démembrement de la Syrie. french.irib.ir 24.07

1.5- Raids contre la Syrie: les terroristes saluent Erdogan - french.irib.ir

L'agression aérienne de la Turquie contre la Syrie, sous prétexte de la lutte contre les éléments de Deach, a été saluée par les groupes terroristes, en Syrie, qui estiment qu'ainsi, le terrain sera propice, pour le rétablissement d'une zone d'exclusion aérienne, dans la région frontalière.

Citant une source militaire, le quotidien "Ash- Sharq al-Awsat" a rapporté que les groupes armés, en Syrie, ont l'intention de profiter des affrontements entre la Turquie et Daech, pour se reconstruire.

Selon ce quotidien, les groupes armés, en Syrie, ne peuvent pas créer un groupe similaire au groupe terroriste Jaïsh al-Fath.

"Ash-Sharq al-Awsat" a prétendu qu'il est, encore, trop tôt, pour parler d'une coopération entre Ankara et ces groupes. french.irib.ir 25.07

2- Liban

- Liban: Daech pulvérisé, à Raas Baalbek - french.irib.ir

La Résistance islamique libanaise a pris pour cible de son artillerie lourde et de ses roquettes téléguidées, les poches takfiries, sur

les hauteurs de Baabek. Les combattants du Hezbollah ont éliminé les terroristes de Daech et d'Al-Nosra, à Raas Baabek. Deux véhicules appartenant aux terroristes ont, également, été détruits. french.irib.ir 25.07

3- Yémen

- Au moins 55 morts dans un raid aérien saoudien à Taiz au Yémen - Reuters

Au moins 55 personnes ont péri et plusieurs dizaines ont été blessées dans un raid aérien mené par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite sur la ville de Taiz, dans le centre du Yémen, rapporte samedi l'agence de presse Saba, proche des miliciens houthis.

L'attaque aérienne a visé le quartier de Mokha a dit une source citée par Saba ajoutant que le bilan risque de s'alourdir. Reuters 25.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Bulgarie

- Grogne des agriculteurs en Bulgarie - euronews.com

Excédés, les agriculteurs bulgars ont manifesté ce vendredi à travers le pays contre l'ordonnance H-18. Elle les oblige à installer d'ici le 31 août des appareils notamment de mesure de carburant sur les machines agricoles. Objectif du gouvernement : limiter la contrebande de carburant. Les agriculteurs affirment qu'ils n'ont pas les moyens de payer ces appareils. euronews.com 24.07

2- Bolivie

- Bolivie: la ville minière de Potosi s'enfonce dans la crise - AFP

Près de trois semaines après le début d'un mouvement de contestation, Potosi, ville minière et touristique du sud de la Bolivie en proie à la pauvreté et à l'exclusion, s'enfonce dans une crise qui a eu des répercussions jusqu'au coeur de la capitale La Paz.

Potosi, avec ses 200.000 habitants, reste coupée du monde, des milliers de grévistes bloquant les routes et affectant ainsi la distribution de produits alimentaires à la population dans une des régions les plus pauvres de ce pays.

Le mouvement, auquel se sont joints des grévistes de la faim, s'est amplifié avec la multiplication de barrages, dont celui sur la voie ferrée reliant Uyuni à Oruro, deux villes importantes du sud de la Bolivie.

Les dirigeants du Comité civil de Potosi (Comcipo) à l'origine du mouvement sont depuis deux semaines à La Paz dans l'espoir de parler au président socialiste Evo Morales, qui a refusé jusqu'à présent de les recevoir.

Une première réunion entre trois ministres et 52 délégués de la société civile de Potosi a eu lieu samedi au ministère de l'Intérieur à La Paz, selon le ministre Carlos Romero. "Pour commencer, nous avons une liste de 26 points que nous avons identifiés", a indiqué le ministre de la présidence Juan Ramon Quintana. Il s'agit de sujets concernant le gouvernement national, le pouvoir local à Potoso et dans d'autres municipalités, selon lui.

Cependant le leader de la Comcipo, Johnny Llally, a posé comme condition préalable à toute négociation la libération de quatre de la cinquantaine de manifestants arrêtés cette semaine, et notamment d'un journaliste.

Après l'échec en début de semaine de nouvelles tentatives de discussions, des centaines de mineurs originaires de Potosi armés de bâtons de dynamite ont semé la panique à La Paz, au cours de violents affrontements avec la police antiémeutes, qui a procédé à une cinquantaine d'arrestations.

Les explosions de dynamite ont causé de graves dommages à plusieurs locaux officiels, notamment à l'ambassade d'Allemagne.

Située à 4.000 mètres d'altitude, Potosi, inscrite au patrimoine de l'humanité par l'Unesco, a été au XVIe siècle le plus grand complexe industriel du monde grâce aux gisements d'argent et d'étain du Cerro Rico.

Les manifestants réclament notamment la construction d'une fabrique de ciment, des projets de restructuration de la mine de Cerro Rico, affectée par l'exploitation artisanale, la construction d'un aéroport international et d'hôpitaux spécialisés.

Selon le politologue Carlos Cordero, "le problème sous-jacent est en fait la lutte désespérée de la population de Potosi pour sortir de la pauvreté et de l'exclusion".

"Le pays a connu un boom économique ces dernières années", dit-il à l'AFP, "mais Potosi estime être passé à côté de cette prospérité".

"Ce que nous demandons au président, c'est qu'au lieu de jouer au football, il dialogue avec le département de Potosi", a pour sa part lancé Johnny Llally.

Le président Morales, ancien leader syndical des producteurs de coca, garde en effet ses distances et n'hésite pas à jouer au football devant les caméras à l'occasion de ses déplacements à l'intérieur de la Bolivie.

"Il ne manquera pas de traîtres, mais les gens vont continuer à nous soutenir", a assuré M. Morales jeudi.

Auparavant, il avait insinué que "certains Chiliens" alimentaient le conflit dans le but de faire de l'ombre à la récente visite du pape François en Bolivie, qui a encouragé le dialogue entre La Paz et Santiago sur un différend maritime centenaire les opposant.

Le ministre des Mines, Cesar Navarro, a averti qu'après une grève prolongée, la Bolivie risquait de voir dans "quelques jours la compagnie minière Manquiri arrêter ses opérations à Potosi".

La grève a paralysé cette mine de Manquiri, filiale de la société américaine Coeur d'Alene Mines, et menace les activités du groupe San Cristobal, propriété de Sumitomo Metal, société japonaise de production de zinc et de nickel. AFP 25.07

Haut de page

Le 28 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h30

On a ajouté 29 articles.

Relevé dans un article mis en ligne dans cette page.

Double pensée

Tsipras développe ici une procédure de double pensée qui consiste à annuler un énoncé en même temps qu'il est prononcé, tout en maintenant ce qui a été préalablement donné à entendre. Ainsi, le citoyen doit avoir la capacité d'accepter des éléments qui s'opposent, sans relever la contradiction existante. Il possède alors deux visions incompatibles. Énoncer en même temps une chose et son contraire, produit une désintégration de la conscience. Il n'est plus possible de percevoir et d'analyser la réalité. Dans l'incapacité de mettre l'émotion à distance, on ne peut plus qu'éprouver le réel, lui être soumis et non le penser et de l'organiser.

(Tsipras participe à la guerre psychologique contre les masses au côté de la classe dominante. C'est un processus assimilable à la désintégration shizoïde de la personnalité analysée par W. Reich, la personne qui en est victime n'est plus en mesure de saisir la réalité, y devient étranger ou s'en éloigne avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer pour elle et son entourage... - LVOG)

Le déni de l'opposition entre les deux propositions empêche toute représentation. Cette procédure est nommée clivage par la psychanalyse. Elle interdit tout jugement et entraîne une indifférenciation des éléments de la réalité. La dé-construction de la faculté de symboliser empêche la formation d'une mémoire et s'oppose ainsi à la constitution d'un nous. Nous transformant en monades, le discours a alors un effet de pétrification face à la toute puissance des institutions européennes et enferme dans la psychose : aucune autre politique n'est possible.

(En politique, cela relève du double langage qui là a été produit simultanément et ne pouvait par conséquent échapper à ses interlocuteurs ou aux personnes auxquelles il s'adressait, qui sera sans effet car ils auront eu le réflexe salutaire de le rejeter et de le traduire en jugeant son auteur incohérent, peu sérieux, indigne de confiance. - LVOG)

George Orwell a déjà décrit dans 1984, le dispositif de « double pensée » qui consiste à « retenir simultanément deux opinions qui s'annulent, alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. » Il avait déjà identifié ces « principes de l'asservissement » qui destituent l'individu de toute capacité de résistance, qui ont pour fonction d'effacer chez le sujet « tout souvenir de l'existence d'un désir possible de résistance »

(Cela nécessite de procéder par abstraction, mais dès lors qu'on replace les "deux opinions" dans leur contexte respectif, les deux affirmations peuvent être analysées ou traitées séparément de telle sorte que lorsqu'on les rapproche les véritables intentions de son auteur soient dévoilées.

Aucune manipulation des consciences ne résiste à une analyse critique menée à fond. Notre devoir est de se livrer à ce travail de décryptage et de le mettre ainsi que nos conclusions à la disposition des travailleurs et des militants. - LVOG)

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard, il est 14h25 et je n'ai pas encore déjeuné.

1929 ou 2008 à la chinoise.

La capitalisation de Bourse de Shanghai est passée en un an de 500 à 6 500 milliards de dollars, avant de perdre 30%, soit 3 000 milliards de dollars partie en fumée entre le 20 mai et le 10 juillet.

Qui a perdu cette somme colossale ? On nous dit que 98% étaient des petits investisseurs, la classe moyenne et les couches supérieures de la classe ouvrière, soit 100 millions de Chinois ayant souscrit un compte bancaire destiné aux investissements en bourse. (Source : Libération 27.07)

Le Chinois qui a acheté une action 10 dollars le 1er mai 2014 qui était montée à 20 dollars le 1er mai 2015 s'effondre de 30% entre mai et juillet 2015, s'il la revend en juillet 2015 une fois sa cote tombée à 14 dollars, il aura quand même gagné 4 dollars sur chaque action, soit une plus-value de 40% en un an. Quant à ceux qui auront acheté la même action quand elle avait atteint 20 dollars avant qu'elle ne tombe à 14 dollars, ils auront perdu 6 dollars par action, soit 30% de leur mise. Et s'ils se sont endettés dans la même proportion, d'ici peu ils se retrouveront comme ces millions d'Américains pris à la gorge en 2008 incapables de rembourser leurs emprunts, et qui se sont retrouvés à la rue et endettés jusqu'au cou par dessus le marché.

Personnellement, une banque d'Etat rémunère à 9,05% mon petit capital et cela me suffit pour vivre sans travailler depuis 20 ans en Inde. Il y a quelques années encore ce taux d'intérêt tournait autour de 12 ou 13%.

Hier soir je me suis fait la réflexion suivante : toi avec ton capital ridicule tu engranges tout juste de quoi survivre, imagine un peu celui qui pratique de même avec un capital de millions ou milliards de roupies, il s'enrichit de manière considérable sans rien faire ni produire quoi que ce soit, et cerise sur le gâteau sans prendre le moindre risque, tandis que l'immense majorité des travailleurs indiens triment comme des esclaves pour un salaire misérable en comparaison du coût de la vie qui a terriblement augmenté au cours des deux dernières décennies, sans garantie d'avoir encore un boulot le lendemain ou dans les mois à venir.

Et ils appellent cela la démocratie !

Extraits de lectures commentés.

Briser les mystifications. L'intelligence la plus développée n'est pas là où on le croit habituellement

- A la différence d'autres architectes, les savants ne dessinent pas seulement des châteaux en l'air, ils construisent un certain nombre d'étages habitables avant de poser la première pierre de l'édifice. (Karl Marx : Contribution à la critique de l'économie politique)

Il en va ainsi pour la plupart des intellectuels et ceux qui, parce qu'ils ont atteint un certain niveau de développement intellectuel se croient autorisés à donner un avis sur tout et rien, ou qui estiment être légitimes pour porter un regard autorisé sur des choses qu'ils n'ont jamais étudiées ou qu'ils ne connaissent pas ou très superficiellement.

La vanité est un défaut universelle comparée à la modestie qui n'est pas vraiment la qualité la mieux répartie dans le monde, tout comme l'intelligence qui sans conscience n'a finalement aucune valeur.

Un simple constat.

- Marx démontre simplement par l'histoire, et ici résume brièvement, les faits que voici : de même qu'autrefois la petite entreprise par son évolution a nécessairement engendré les conditions de son anéantissement, c'est-à-dire de l'expropriation des petits propriétaires, de même aujourd'hui le mode de production capitaliste a engendré également lui -même les conditions matérielles qui le feront nécessairement périr. Le processus est un processus historique, et s'il est en même temps dialectique, ce n'est pas la faute de Marx, si contrariant que cela soit pour M. Dühring. (Friedrich Engels (1878) : Anti-Duhring)

Contrairement à ce que débitent les ennemis du marxisme, Marx et Engels n'ont rien inventé, ils n'en ont pas eu besoin, ils ont simplement mis en lumière à partir des faits, les contradictions qui participent au processus du développement de la nature et de la société, processus au cours duquel les facteurs en présence entretiennent des rapports logiques appelés aussi dialectiques, dont l'ensemble constitue les lois du développement de la nature et de la société. Voilà en quoi consiste la théorie marxiste.

C'est une interprétation de la nature et de la société, matérialiste parce qu'elle part des faits et non des idées qu'en ont les hommes, dialectique parce qu'elle prend en compte l'ensemble des rapports qui ont contribué à leur développement, voilà en quoi consiste le matérialisme dialectique et historique. Rien de mystérieux, de sorcier ou de diabolique dans tout cela, n'est-ce pas ? Alors pourquoi tant de haine envers le marxisme ?

Mais parce qu'il fournit une interprétation de la société qui pemet aux exploités et aux opprimés d'agir pour la changer ou de mettre un terme au règne de la nécessité reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui profite à une infime minorité de privilégiés.

Partant du constat qu'il n'existe que deux manières possibles d'interpréter la réalité, une basée sur les faits, le matérialisme, l'autre reposant sur les idées qu'on peut en avoir, l'idéalisme, se détourner du marxisme ou le rejeter revient infailliblement à adopter l'autre et unique interprétation possible, l'idéalisme, qui conduit à des discussions infinies sur le sexe des anges, situation impropre à la compréhension de la réalité et par conséquent à toute action pour changer la société. Cette détestation du marxisme de la part des représentant de la classe dominante est donc idéologique avant tout. Pourquoi ?

Mais parce que le sytème économique en vigueur et le régime politique qui en découle, reposent sur l'ignorance des masses exploitées du fonctionnement du capitalisme et de la société, la classe dominante n'a donc aucun intérêt à ce que le peuple laborieux comprenne pourquoi et comment il est maintenu en servitude pour s'émanciper.

Tous les ennemis du marxisme sont des ennemis du prolétariat ou oeuvrent pour le compte de la classe des exploiteurs et des oppresseurs afin qu'elle conserve son pouvoir.

Tout rapport est constitué d'un ensemble de facteurs qui comporte sa négation, et va évoluer dans une direction ou une autre selon le comportement ou l'évolution de ces différents facteurs ; dans le cas du capitalisme ce rapport prendra la forme de la barbarie ou retournera à son état primaire ou élémentaire qui prédominait jadis ou il y a peu encore, ou sur les bases de son propre développement ou des acquis de la civilisation humaine élever ç un niveau supérieur donner naissance au socialisme.

Les deux possibilités existent. Partant de là, dès lors qu'on en a pris conscience on a le choix entre opter pour une voie cauchemardesque, suicidaire, synonyme de chaos et de guerres sans fins et qui sera fatale à la civilisation humaine à laquelle correspond la survie du capitalisme, ou bien adopter le marxisme ou le socialisme afin de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de tous les maux de l'humanité, et atteindre enfin le règne de la liberté (et de la paix) auquel tous les hommes aspirent légitimement.

Le développement des forces productives correspond à un processus dialectique.

- Tous les peuples civilisés commencent par la propriété en commun du sol. Chez tous les peuples qui dépassent un certain stade primitif, cette propriété en commun devient, au cours de l'évolution de l'agriculture, une entrave pour la production. Elle est abolie, niée, transformée en propriété privée après des stades intermédiaires plus ou moins longs. Mais à un stade plus élevé du développement de l'agriculture atteint grâce à la propriété privée du sol elle-même, c'est inversement la propriété privée qui devient une entrave pour la production, - comme c'est aujourd'hui le cas aussi bien pour la petite que pour la grande propriété foncière. On voit surgir avec un caractère de nécessité la revendication qui tend à ce qu'elle soit niée également, à ce qu'elle soit retransformée en propriété commune. Mais cette revendication ne signifie pas la restauration de l'ancienne propriété en commun primitive, mais l'établissement d'une forme bien plus élevée et plus développée de propriété collective qui, bien loin de devenir une barrière pour la production sera, au contraire, la première à la libérer de ses entraves et à lui permettre la pleine utilisation des découvertes chimiques et des inventions mécaniques modernes. (ibid)

Chaque élément à l'état naturel est le produit de contradictions en constante évolution ou transformation et comporte sa négation, c'est cette loi du mouvement qui rend l'existence de la nature, de l'homme ou la société possible, sans laquelle rien n'existerait, pas même l'univers. Prendre en considération ce processus dialectique ou adopter le marxisme permet d'interpréter le fonctionnement de la nature et de la société ou d'accéder à un niveau de compréhension ou de conscience supérieur indispensable pour changer le monde.

C'est ce processus dialectique sur le plan historique que Marx et Engels ont déroulé pour qu'on en saisisse la substance, afin de pouvoir nous libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. Refuser d'adopter le marxisme, c'est se priver des moyens pour conquérir notre émancipation du capitalisme et verser dans l'opportunisme, l'aventurisme ou le charlatanisme.

Quand le socialisme devient une science.

- A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes-animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes-animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement ; et ce fut la cause de l'inégalité.

Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

“ Tous les progrès ultérieurs [au delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution. ” (La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.) (...)

En fait la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée.(ibid)

L'animal et l'humain sont présents en chacun de nous et peuvent produire le meilleur ou le pire selon les conditions auxquelles ils sont soumis. On attribuera le pire à ce qui ressort de l'animal, et le meilleur à ce qui relève de l'humain.

Dans les deux états se trouvent mêlés des facteurs objectifs et subjectifs dont les rapports détermineront lequel des deux l'emportera sur l'autre à chaque stade du développement de l'humanité, soit en tentant de lui faire faire un pas en arrière ou de maintenir artificiellement des rapports dont les bases objectives se dérobent sous ses pieds, soit en la portant à faire un pas en avant. Ceci nécessite une précision.

Durant la période qui va de l'esclavagisme au capitalisme en l'incluant, l'homme s'est employé à modifier ses rapports à la nature en se contentant de passer d'un mode de production à un autre une fois que les forces productives eurent atteint leurs limites dans le cadre du mode de production ou des rapports sociaux de production en vigueur, sans toutefois maîtriser le processus dialectique auquel il participait ou qui se déroulait sous ses yeux, qui renfermait déjà ou qui devait conduire à sa négation à l'étape suivante de la lutte des classes, on en veut pour preuve que toute cette histoire a été ponctuée par une multitude de guerres ou l'humain était nié ou absent au profit de l'animal qui gouvernait ou aspirait à gouverner. Et chaque fois ce fut à une minorité de la population que le pouvoir échut, une minorité d'exploiteurs, esclavagistes, seigneurs ou féodaux, capitalistes. Chez cette minorité, c'est l'animal qui a toujours dominé sur l'humain parce que son pouvoir n'avait rien de légitime et relevait d'une forfaiture, c'était aussi le seul moyen de le conserver jalousement.

La classe minoritaire qui était parvenue au pouvoir en s'appuyant sur la plèbe, s'était empressée de l'opprimer pour conserver ses privilèges qu'elle ne pouvait pas partager dans la mesure où le développement des forces productives n'avait pas atteint un niveau permettant un partage des richesses entre tous les membres de la société, en aurait-elle eu l'intention qu'elle aurait été stopée nette dans son élan au regard de sa situation sociale qui aurait régressé. Et comme elle n'en avait pas les moyens objectifs, elle ne devait pas davantage réunir les conditions subjectives pour passer de l'animal qu'elle demeurait à l'humain qu'elle ne pourra qu'entrevoir sans jamais l'atteindre dans le cadre d'une société reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'un et l'autre étant incompatible.

C'est seulement la lutte de classe des exploités et des opprimés et les succès qu'ils remporteront, qui donneront un aspect humain à la classe dominante et à la société qui est à son image, surfait, précaire, usurpé en somme, du fait que la lutte de classe des masses laborieuses portait en germe l'abolition du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou en constituait la négation en pointillés. Et si c'est seulement rendu au stade du capitalisme à condition de le renverser que l'humain peut prétendre l'emporter définitivement sur l'animal, c'est parce qu'il a développé sa négation, le prolétariat révolutionnaire, qui contrairement aux classes qui l'ont précédé n'a donné naissance à aucune nouvelle classe sociale, n'en exploite ni opprime aucune, ne correspond pas à une minorité mais à la majorité de la population dont le destin de la société toute entière ou l'humanité dépend désormais.

Et ce n'est pas un hasard si c'est seulement rendu à ce stade final du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'est le capitaliste ou l'impérialisme stade suprême du capitalisme, que des penseurs de génie ont conçu la théorie qui permettrait à l'homme de s'émanciper du règne de l'exploitation et de l'oppression, ou sont parvenus à rassembler les conditions subjectives une fois que les conditions objectives étaient réunies pour permettre la satisfaction des besoins de l'humanité toute entière, rendant l'objectif de la liberté réalisable ou à porter de mains pour peu qu'on tienne compte du processus dialectique qui avait permis à la civilisation humaine de se développer.

Et lorsque la classe dominante démontre qu'elle ne peut parvenir aux mêmes conclusions, à savoir partager le pouvoir et les richesses produites entre tous les membres de la société, elle signifie par là qu'elle est incapable de saisir le développement du processus historique qui l'a porté au pouvoir dans sa totalité et son devenir, dans sa globalité qui inclut sa négation qu'elle ressent comme une frustration intolérable de ses droits, du coup elle s'accroche désespérément au pouvoir avec lequel elle s'identifie maladivement, quitte à recourir à la barbarie pour le conserver.

Elle témoigne ainsi qu'elle est incapable de dépasser le stade de l'animal et que c'est bien malgré elle qu'elle a pu remplir un rôle progressiste au cours de la période ascendante du capitalisme toujours émaillée de guerres coloniales ou de rapine. Sa nature ou l'origine de son pouvoir demeureront toujours incompatibles avec l'humain, contrairement au prolétariat qui en est le dépositaire ou le garant pour peu qu'il se libère de son influence ou rompe avec elle.

On aurait pu dire que la part d'animalité ou d'humanisme qui est en nous est proportionnelle à notre niveau de conscience, et que par conséquent le socialisme incarne l'idéal humaniste au plus haut degré.

Personne n'y échappera.

- Qu'est-ce donc que la négation de la négation ? Une loi de développement de la nature, de l'histoire et de la pensée extrêmement générale et, précisément pour cela, revêtue d'une portée et d'une signification extrêmes; loi qui, nous l'avons vu, est valable pour le règne animal et végétal, pour la géologie, les mathématiques, l'histoire, la philosophie, et à laquelle M. Dühring lui-même, bien qu'il se rebiffe et qu'il regimbe : est obligé à son insu d'obéir à sa manière. (ibid)

Personne ne peut y échapper, pas plus qu'à ses contradictions. C'est la raison pour laquelle opter pour le mensonge, l'hypocrisie ou l'imposture est ridicule et vain, car un jour ou l'autre ils seront démasqués ou ils se démasqueront eux-mêmes, tenez, comme Tsipras et Syriza par exemple.

Aux petits bourgeois "grognons".

- Le but de la classe ouvrière, c'est de chasser du pouvoir la bourgeoisie, de détruire ses instruments d'oppression et de contrainte, de créer ses propres organes de dictature ouvrière afin d'écraser la résistance de la bourgeoisie et de transformer le plus rapidement possible tous les rapports sociaux dans le sens communiste. Celui qui, sous prétexte d'anarchisme, n'admet pas ce but — la dictature du prolétariat — n'est pas un révolutionnaire, mais un petit bourgeois grognon. Pour celui-là pas de place parmi nous. D'ailleurs, nous aurons à revenir plus tard sur ce sujet.

Sans parti communiste, la réaction a le champ libre.

Ainsi, la tâche du prolétariat consiste à détruire le régime bourgeois au moyen de la dictature révolutionnaire. Mais, comme vous le savez, au sein même de la classe ouvrière, tous les éléments ne sont pas également conscients. Le but à atteindre par la révolution n'apparaît clairement dans toute son ampleur qu'à la minorité révolutionnaire la plus consciente du prolétariat. Ce qui fait la force de cette minorité, c'est que plus elle agit avec fermeté, résolution et assurance, plus elle trouve de soutien dans la masse ouvrière innombrable demeurée en arrière. Mais pour que ces millions d'ouvriers retenus artificiellement par le capitalisme, l'église, la démocratie, etc., dans la vase des préjugés, ne dévient pas de la route et trouvent l'expression qui convient vraiment à leurs aspirations intégrales, il est indispensable que la classe ouvrière ait à sa tête, dans toutes les manifestations de sa vie les meilleurs et les plus conscients de ses membres et que ces derniers demeurent inébranlablement fidèles à leur drapeau, prêts, s'il le faut, à donner leur vie pour la cause.

Syndicalistes révolutionnaires de France, votre point de départ était bon, quand vous constatiez que, seuls, les syndicats embrassant les grandes masses ouvrières ne suffisent pas pour faire la révolution et qu'il faut une minorité directrice pour éduquer cette masse et lui fournir, dans chaque cas, un programme d'action concret, net et précis.

Comment doit être composé ce groupe d'initiative ? Il est clair qu'il ne peut être constitué par un groupement professionnel ou territorial. Il ne s'agit pas de métallurgistes, de cheminots, ni de menuisiers avancés, mais des membres les plus conscients du prolétariat de tout un pays. Ils doivent se grouper, élaborer un programme d'action bien défini, cimenter leur unité par une rigoureuse discipline intérieure, et s'assurer ainsi une influence directrice sur toute l'action militante de la classe ouvrière, sur tous les organes de cette classe, et avant tout sur les syndicats.

Comment appellerez-vous cette minorité directrice du prolétariat groupée en un bloc homogène par le programme communiste et brûlant d'entraîner la classe ouvrière à l'assaut décisif de la citadelle capitaliste ? Nous l'appelons le parti communiste. (L. Trotsky - Lettre à un syndicaliste français à propos du parti communiste.)

On ne peut combattre et vaincre une dictature que par une dictature, comme seule une armée de combattants conscients, armés théoriquement et disciplinés peut organiser et entraîner les masses au combat pour venir à bout d'un ennemi très

bien organisée.

Rejeter la dictature du prolétariat revient à se soumettre à la dictature du capital. Rejeter la dictature du prolétariat, qui ne signifie pas autre chose que l'exercice du pouvoir par le prolétariat, revient à lui interdire d'accéder au pouvoir au profit de la classe des capitalistes, c'est se faire l'agent de la classe dominante, se soumettre à l'ordre établi.

La dictature du prolétariat est l'expression de la démocratie exercée par la majorité contrairement à la dictature du capital qui est l'expression de la domination de classe d'une infime minorité. C'est la forme du pouvoir que doit adopter le prolétariat pour réprimer, mater, anéantir la capacité de nuisance de la réaction qui luttera à mort pour conserver son pouvoir illégitime.

ACTUALITE EN TITRES

Dans la catégorie des déchets qu'a produits le capitalisme, Séguéla tient le haut de l'affiche.

- Pour Jacques Séguéla, « même si on est clochard, on peut arriver à mettre de côté 1.500 euros » - 20minutes.fr

Parole d'un tyran.

- Obama défend les valeurs et les intérêts des Etats-Unis en Afrique - LeMonde.fr

- Obama: l'Ethiopie doit "faire plus" en matière de démocratie - AFP

- Barack Obama souhaite plus de liberté politique en Ethiopie - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le sionisme envahit les médias

- Patrick Drahi va racheter NextRadioTV, avec la chaîne BFMTV et la radio RMC - huffingtonpost.fr

L'homme d'affaires Patrick Drahi, patron d'Altice (SFR, Numericable), a annoncé ce 27 juillet le rachat du groupe de média NextRadioTV (BFMTV, RMC) à son PDG Alain Weill.

Avec ce dernier rachat, Patrick Drahi étend son emprise sur le secteur des médias français. Troisième fortune de France, il a déjà racheté en juin 2014 le quotidien Libération et en février 2015, L'Express et une douzaine d'autres magazines. Il est à la tête du cinquième pôle de presse magazine français. Il détient aussi la chaîne israélienne d'information en continu i24news et le groupe israélien de télévision et de téléphonie mobile Hot.

A chaque fois, Patrick Drahi s'est révélé un expert en montage financiers complexes. L'essentiel de ses opérations sont montées en LBO, c'est-à-dire en ayant recours à un très fort endettement.

Outre la presse, il s'est forgé en quelques années un empire dans les télécoms, en France comme à l'international: propriétaire de Numéricable, il a acquis SFR en mars 2014 pour 13,4 milliards d'euros, puis Portugal Telecom en décembre 2014 pour 7,4 milliards d'euros, et l'américain Suddenlink Communications pour 9,1 milliards de dollars. huffingtonpost.fr 27.07

Quand ils ont cassé le thermomètre qui mesurait le taux de chômage pour empêcher qu'il ne monte davantage.

- Emploi: le chômage continue de tutoyer les sommets en juin - AFP

Le chômage reste à des sommets: Pôle emploi recensait en juin 3,55 millions de chômeurs en métropole, une statistique toutefois obtenue à partir de données plus affinées que les mois précédents, rendant tout comparaison impossible.

A compter de cette publication, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux connaître

la situation des demandeurs d'emploi, ce qui conduit à faire changer de catégorie certains demandeurs d'emploi.

Avec cette nouvelle donne, l'opérateur a comptabilisé 3,82 millions de demandeurs d'emploi en incluant l'Outre-mer, et 5,70 millions en y ajoutant ceux ayant exercé une activité réduite au cours du mois, a annoncé lundi le ministère du Travail.

"Ce n'est pas un changement de modalité de calcul. On continue à mesurer le nombre de demandeurs d'emploi sur les listes de Pôle emploi de la même manière", a-t-on indiqué à Pôle emploi.

De nouveaux recoupements de données ont permis de mieux repérer des personnes en formation, en service civique ou en contrat aidé. Sur le mois de juin, le ministère évalue à environ 25.000 personnes au total le nombre de personnes sorties des catégories A, B et C (sans activité ou avec une activité réduite).

Selon le cabinet du ministre du Travail François Rebsamen, jusque-là, "des demandeurs d'emploi n'étaient pas classés dans les bonnes catégories". Le changement assure "des chiffres plus fiables".

Il s'agit du deuxième mois consécutif où les chiffres de Pôle emploi ne sont pas interprétables.

En sept ans et demi, plus de 1,50 million de chômeurs supplémentaires ont franchi le seuil d'une agence Pôle emploi en métropole, dont environ 630.000 depuis l'élection de François Hollande. AFP 27.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

1.1- - Frappes turques: l'OTAN, en réunion d'urgence - french.irib.ir

L'OTAN vient de tenir une réunion d'urgence, à l'appel de la Turquie. Cette réunion est destinée à examiner les dernières évolutions liées aux frappes aériennes turques contre la Syrie et l'Irak. De concert avec les Etats Unis, la Turquie bombarde, depuis trois jours, le Nord de la Syrie; il a menacé d'abattre les avions syriens volant dans le ciel d'Alep. french.irib.ir 26.07

1.2- Agression turque: la réaction de Damas - french.irib.ir

Le gouvernement de Damas a condamné les récents raids aériens, menés par les avions de combat turcs contre le sol syrien, exigeant le respect de la souveraineté nationale de la Syrie. «Ces dernières années, sous prétexte de la lutte contre le terrorisme, la Turquie agresse le sol syrien», a déclaré Fayçal Meqdad, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères.

«Nous n'admettons aucun agissement de la Turquie, à l'intérieur du territoire syrien, et Ankara doit répondre de la violation de la souveraineté nationale syrienne», a affirmé Fayçal Meqdad, en allusion à la pénétration de l'armée turque, dans le Nord de la Syrie, sous prétexte de lutter contre le terrorisme.

Après les frappes des avions de combat turcs contre la Syrie, les autorités turques ont prétendu qu'Ender Arslan, un leader du Parti travailliste kurde, (PKK), avait été tué, lors de ces attaques, mais le PKK ne s'est pas, encore, prononcé, à ce sujet.

Ces derniers jours, la force aérienne de l'armée turque a pris pour cible les positions du PKK, dans le Nord de l'Irak.

Le PKK a annoncé qu'en raison des raids aériens de l'armée turque contre les positions des Kurdes, dans le Nord de l'Irak et la Syrie, il avait mis fin au cessez-le-feu.

«L'attaque de la Turquie contre l'Irak et la Syrie s'explique par les échecs de Daech et des terroristes, dans ce pays», a affirmé Alaeddine Boroujerdi, le Président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangères du Majlis islamique d'Iran.

«Aujourd'hui, le Turquie est devenue l'exécuteur des diktats des Etats-Unis, dans la région, d'autant plus que ses militaires ont, pratiquement, pris en charge la guerre, par procuration, américaine, pour massacrer les Musulmans», a ajouté Boroujerdi.

Ces derniers jours, les avions de combat turcs ont attaqué, sous prétexte de la lutte contre Daech, le sol syrien. La Turquie est l'un des protecteurs de ce groupe terroriste takfiri, d'autant plus qu'elle a autorisé les Etats-Unis à former ces terroristes, sur son territoire.

Dès le début du déclenchement de la crise, en Syrie, Damas s'est déclaré prêt à coopérer, dans la région, avec les Nations Unies et tous les pays, qui souhaitent contribuer à la lutte contre le terrorisme.

Les autorités syriennes sont d'avis que la mission de Staffan de Mistura, l'émissaire des Nations Unies, pour la Syrie, n'a pas échoué. french.irib.ir 26.07

1.3- Des frappes turques auraient touché des milices kurdes syriennes - Reuters

La milice kurde syrienne de l'YPG (Unités de protection du peuple) a accusé lundi l'armée turque d'avoir bombardé ses positions, illustration de la stratégie difficile choisie par la Turquie, qui a décidé à la foi de combattre l'Etat islamique en Syrie et les insurgés kurdes en Irak.

Longtemps réticente à assumer son appartenance à la coalition menée par les Etats-Unis contre l'EI, la Turquie a changé de stratégie la semaine en se lançant dans des frappes à la fois contre l'EI en Syrie et contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak et tout en autorisant l'accès de ses bases aériennes aux avions de la coalition.

La Turquie a ainsi à nouveau bombardé les camps du PKK dans le nord de Irak dans la nuit de dimanche.

Avec cette reprise des actions militaires contre le PKK, dont l'insurrection contre l'Etat turc lancée il y a 30 ans était en partie menée à partir du nord de l'Irak, certains se demandent si le véritable objectif d'Ankara est de contrôler les ambitions territoriales kurdes plutôt que de lutter contre l'EI.

Dans un communiqué, l'YPG a accusé des chars d'avoir tiré du territoire turc sur ses positions dans un village du nord de la Syrie proche de la ville de Djarablous, tenue par l'EI. L'YPG parle de plusieurs chars qui ont tiré du territoire turc au lieu de viser les "terroristes". "Cette agression doit cesser", ajoute l'YPG.

Selon la version d'un haut responsable du gouvernement turc, l'armée turque a riposté après avoir été sous le feu de tirs en provenance de l'autre côté de la frontière dimanche soir. Mais il a dit qu'on ne savait pas quel groupe était concerné et a affirmé que l'YPG n'était pas une cible.

"L'opération militaire en cours cherche à neutraliser les menaces imminentes pour la sécurité nationale de la Turquie et continue à viser l'Etat islamique en Syrie et le PKK en Irak", a dit ce responsable. Il a ajouté qu'Ankara menait une enquête sur cette affaire.

"Le PYD (l'aile politique de l'YPG, NDLR), ainsi que d'autres, ne figure pas parmi les objectifs de l'effort militaire en cours", a-t-il ajouté.

L'YPG a poursuivi son avancée contre l'EI dans le nord de la Syrie lundi, s'emparant d'une localité près de l'Euphrate, dans le but de couper ses voies d'approvisionnement, ont indiqué l'OSDH et le porte-parole des YPG, Redour Xelil.

Le PYD apparaît pour l'instant comme le seul partenaire notable sur le terrain de la coalition internationale montée par les Etats-Unis contre l'EI dans le nord de la Syrie. Il reçoit l'appui aérien des Etats-Unis dans ses combats contre l'EI.

Mais le groupe kurde a des liens avec le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Les deux entités ne partagent pas seulement la même idéologie mais aussi leurs combattants, le PKK ayant attiré des combattants kurdes syriens dans ses camps du nord de l'Irak et des Kurdes turcs dans les rangs du PYD.

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a déclaré lundi que le PYD pourrait "avoir une place dans la nouvelle Syrie" s'il ne porte pas atteinte aux intérêts de la Turquie, s'il rompt toute relation avec le gouvernement du président syrien Bachar al Assad et coopère avec les forces d'opposition.

Les raids contre le PKK risquent de mettre un terme au délicat processus de paix engagé par le gouvernement et les séparatistes kurdes à la fin 2012 pour mettre fin à une insurrection qui a fait 40.000 morts depuis 1984. Le PKK a déclaré la semaine dernière que le processus de paix n'avait plus aucun sens.

Les forces de sécurité turques ont interpellé ces derniers jours 900 personnes soupçonnées d'appartenir à l'Etat islamique, aux sympathisants kurdes du PKK et au DHKP/C (Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple). Selon la presse, la vaste majorité des personnes interpellées sont des Kurdes et des membres de l'extrême-gauche et non des membres de l'EI.

Lundi, 500 policiers ont ratissé le quartier de Haci Bayram à Istanbul. Ils ont appréhendé 15 membres présumés de l'EI, dont 11 ressortissants étrangers, selon le quotidien Yeni Safak.

Des opérations ont également été menées dans la ville d'Adiyaman, dans le Sud-Est à majorité kurde, où 19 personnes soupçonnées de liens avec le PKK ont été arrêtées, ajoute-t-il. Reuters 27.07

2- Grande-Bretagne

"Nous sommes prêts à bombarder les positions des terroristes, en Syrie et en Libye" (David Cameron) - french.irib.ir

Le Premier ministre britannique s'est dit prêt à décréter le recours aux raids aériens contre les positions des Takfiris, en Syrie et en Libye, pour écarter les menaces terroristes contre le territoire britannique. Selon Reuters, le Premier ministre britannique, David Cameron, a durci le ton, ce lundi, contre le groupe Daech, pour dire qu'il est prêt à émettre l'ordre des attaques aériennes contre les positions des paramilitaires takfiris, en Libye et en Syrie, pour empêcher que les rues des villes britanniques ne soient frappées par les attentats terroristes.

En déplacement, en Indonésie, David Cameron a déclaré aux journalistes qu'il espérait pouvoir créer une alliance politique, pour écarter la menace qu'il a appelé «la secte de la mort». «Si notre peuple est menacé, dans les rues du pays ou si la Grande Bretagne se sent menacée, nous serons capables d'écarter cette menace, en prenant des mesures immédiates», a-t-il précisé. french.irib.ir 27.07

3- Ukraine

- Ukraine: Washington favorable à la zone tampon - french.irib.ir

Le gouvernement américain a favorablement accueilli la création de la zone tampon à Lougansk dans l'Est de l'Ukraine. C'est au cours d'un contact téléphonique avec le président ukrainien, Petro Porochenko, que le vice-président américain, Joe Biden a salué la proposition de Kiev quant à la création d'une zone tampon, exempte d'armements militaires, sur un rayon de 30 km à l'est de l'Ukraine dans la province de Lougansk. Sur cette zone tampon, il sera interdit de lancer d'obus de char ou obus de mortier ou d'artillerie tandis que les armements qui existaient déjà seront transférés vers les régions avoisinantes.

La création de cette zone a été réalisée, avec la médiation de l'Organisation de sécurité et de coopération de l'Europe (OSCE) et la Russie, entre le gouvernement de Kiev et les opposants armés. Le groupe de contact a adopté, le 21 juillet lors d'une réunion à Minsk sur la situation en Ukraine, le texte de l'accord de retrait progressif des chars, des blindés et des armes d'un calibre inférieur à 100mm; les rapports font pourtant part de la poursuite des heurts dans l'Est de l'Ukraine. Les responsables de Donetsk ont annoncé, dimanche, que l'armée ukrainienne a violé en ces 24 dernières heures à 40 reprises le cessez-le-feu. Kiev et les opposants s'accusent toujours de violation de l'accord de Minsk, obtenu avec la médiation franco-allemande, au mois de février et dans le but d'établir la trêve dans l'est de l'Ukraine. Entre temps, n'oublions pas que la Maison Blanche doit entamer d'ici la fin 2015, l'entraînement des forces de l'armée ukranienne, ce qui s'ajoute à l'entraînement, déjà effectué, par les Etats-Unis, pour les forces de la Garde nationale ukrainienne. Or, justifiant cette nouvelle mission de formation de militaires, le porte-parole du département d'Etat américain, Mark Toner a souligné que cela s'effectuera à la demande de Kiev, dans le cadre de leurs coopérations d'ordre défensif.

Ainsi, l'ensemble des aides sécuritaires américaines à l'Ukraine, depuis 2014 serait de 244 millions de dollars. Toner a prétendu que cette entraînement ne signifie pas une offre d'armes de destruction massive mais qu'il s'inscrit dans le cadre du renforcement de la sécurité de l'Ukraine. C'est en effet depuis le printemps 2015 que les forces américaines déployées en Europe ont commencé à former les forces de la Garde nationale de l'Ukraine. french.irib.ir 27.07

ECONOMIE

Chine

- Le grand plongeon de la bourse de Shanghai - libération.fr

Elles montraient quelques signes de reprises. Mais voilà qu'elles s'effondrent (à nouveau). Comme si les mesures prises par les autorités chinoises étaient in fine sans effet sur les places financières de Shanghai et Shenzhen. Baisse des taux d'intérêt, interdiction aux investisseurs ayant plus de 5% d'une entreprise cotée de se débarrasser de leurs actions, injonction aux maisons de courtage les plus importantes d'investir une vingtaine de milliards de dollars sur les marchés, histoire de soutenir

les cours… ou encore opérations de police lancées contre des ventes d'actions à découvert. En vain. Rien ne rassure les petits porteurs chinois de la bourse de Shanghai qui n'ont qu'un objectif : vendre leurs actions tant qu'il est temps de minimiser les pertes. De quoi accélérer la chute des cours boursiers. Telle est la spirale dans laquelle s'enfoncent les marchés financiers chinois.

Lundi, en l'espace d'une seule séance, l'indice de la bourse de Shanghai a cédé 8,48%, illustrant à merveille les limites de l'action gouvernementale pour contenir la panique boursière dans la deuxième économie mondiale. L'indice composite shanghaïen a perdu 345 points, à 3725, dans un volume d'affaires de près de 722 milliards de yuans, (105 milliards d'euros). Quant à la place de Shenzhen, elle perdait 7% dans un volume d'échange de près de 670 milliards de yuans (97 milliards d'euros). Du jamais vu depuis 2007… Entre le 20 mai et le 10 juillet, la Bourse de Shanghai a perdu 30%, soit 3 000 milliards de dollars (environ 2 700 milliards d'euros) qui se sont envolés, plongeant les investisseurs et les autorités dans la panique.

Nouveau sport national «Le gouvernement ne parvient pas à restaurer la confiance car les mauvaises nouvelles économiques s'accumulent sur la Chine. Mais, surtout, tout le monde se réveille et réalise à quel point les places financières de Shanghai et Shenzhen, dont la valeur a doublé en moins d'une année, ont été portées essentiellement par la fuite en avant de la spéculation», note un analyste financier. Certes, les récents chiffres du gouvernement révélant une baisse de 0,3% des bénéfices des grandes entreprises industrielles et un fléchissement de la production manufacturière en juillet expliquent ce nouvel accès de panique des investisseurs chinois à l'égard de Shanghai. Mais en partie seulement. Pour nombre d'observateurs, c'est donc la spéculation boursière, nouveau sport national, qui est en train de se retourner contre le gouvernement. La Chine apparaît de plus en plus comme un cas d'école, dans lequel l'euphorie pour les marchés financiers semble s'être transformée en une véritable bombe à retardement. Des chiffres ? La place de Shanghai pesait un peu moins de 500 milliards de dollars l'année dernière. Il faudra moins d'un an pour que cette dernière connaisse une croissance exponentielle la propulsant dans la cour des très grandes places financières mondiales. Sa capitalisation atteignait début mai (quelques jours avant son premier krach) près de 6 500 milliards de dollars. Aucune place financière n'avait connu telle progression en si peu de temps. Grâce aux faveurs du gouvernement, la Chine compte plus de petits investisseurs que les membres inscrits au Parti communiste chinois. Ils sont plus de 100 millions, dont 98% sont des petits investisseurs. Et ce sont eux qui, jusqu'au début du mois de mai, se sont précipités auprès de banques et autres maisons de courtage pour emprunter des sommes aussitôt (ré)investies sur les marchés de Shanghai. Jusqu'au début de l'année, ils étaient environ 50 000 Chinois à ouvrir chaque semaine un compte bancaire destiné aux investissements en bourse. Sur la seule dernière semaine de mai, leur nombre atteint les 4,5 millions.

Un modèle de développement en question

Si l'Europe a les yeux rivés vers la Grèce, le reste du monde les a braqués sur Chine depuis la première grosse chute boursière de Shanghai au début du mois. Et pour cause, la Chine, que beaucoup présentent comme le sauveur de la croissance mondiale, pourrait devenir la zone la plus instable du monde. C'est du moins ce que craignent les observateurs. Il y a la crise boursière mais aussi les statistiques officielles de Pékin, notamment sur la croissance économique, jugées toujours moins fiables. Alors que le produit intérieur brut progresse de 7% par an selon les données publiées, beaucoup estiment – à l'instar de Citigroup, par exemple – la croissance en réalité limitée à 5%. Une progression qui serait plus cohérente avec d'autres indicateurs, tels que l'évolution de la consommation d'électricité du pays ou encore celle du rythme de circulation de containers et autres trains de marchandises. Même les comptes publiés par les sociétés cotées sont sujets à caution. Enfin, les investisseurs nationaux et internationaux doutent de plus en plus du caractère soutenable du modèle de développement de la Chine.

Ce modèle fondé sur une main-d'œuvre bon marché tournée (presque) exclusivement vers des produits d'exportation semble nettement moins porteur qu'il ne l'était jusqu'ici. Face à d'autres pays émergents comme l'Inde, la Chine s'avère moins compétitive. Un ralentissement des exportations qui s'est ressenti dès 2008, lorsque explose la crise des subprimes et qu'advient la chute de Lehman Brothers. Pour éviter le pire, Pékin a alors donné l'ordre aux banques locales de distribuer un maximum de crédit pour favoriser l'investissement. En un an, la Chine va ainsi injecter dans les rouages de l'économie l'équivalent de 30% du PIB sous forme de crédit. Une «manne» financière qui va aussitôt alimenter une bulle immobilière. L'année 2012 sonne la fin de l'euphorie immobilière. Les Chinois vont réaliser l'ampleur du désastre provoqué par cette spéculation et prendre conscience de ces millions de mètres carrés d'immeubles vides parce qu'invendables. Il faut alors faire vite : vendre pour récupérer autant que possible tout ou partie des investissements. La crise immobilière aurait pu mettre fin à un système de spéculation immobilière alimenté par le crédit bancaire. En vain. De l'immobilier, la spéculation va se déplacer vers le marché des actions des entreprises cotées.

Effets collatéraux

La suite ? Comme le FMI ou l'OCDE, la plupart des grands instituts de conjonctures économiques se veulent rassurants, estimant que les secousses boursières de Shanghai et Shenzhen ne sont qu'une illustration de plus des démesures que connaît la Chine. Bref, l'ampleur des mouvements boursiers, si importants soient-ils, devrait être sans conséquence sur l'économie réelle. Car qu'adviendrait-il de la Chine si la panique boursière finissait par affecter ce fameux effet richesse ?

A l'autre bout du monde, les Américains en savent quelque chose. Par deux fois, ils ont appris le sens de cette notion économique. Une première fois en 2000, lorsque explose la bulle internet. Une seconde en 2008, lorsque s'effondrent les crédits subprimes. De quoi s'agit-il ? Quand tout va bien, lorsqu'ils voient le cours de leurs actions s'envoler, la plupart des ménages éprouvent un sentiment d'enrichissement. Persuadés d'être plus aisés, ils consomment plus que de raison. A la simple

vue du décompte de la valeur de leurs portefeuilles boursiers, les banques leur déroulent le tapis rouge. Toutes sont disposées à consentir à ces ménages financiarisés de nouveaux crédits. Jusqu'au jour où les indices boursiers commencent à piquer du nez. Ce jour-là, les ménages qui voient fondre la valeur de leurs actions n'ont plus qu'un seul objectif : se débarrasser au plus vite de leurs actions. Dépensiers hier, ils deviennent aussitôt prudents à l'extrême, au risque de planter un peu plus l'économie. Certes, pour l'instant, la Chine n'est pas encore dans ce type de configuration. Mais si cela devait être le cas dans les prochaines semaines, alors les effets collatéraux pourraient se propager sur le système bancaire chinois avant qu'une onde de choc ne finisse par toucher le reste du monde. libération.fr 27.07

Haut de page

Le 29 juillet 2015

CAUSERIE

On va réussir à finir le mois de juillet en ayant dépensé 2,08 euros par jour et par personne, comme quoi question organisation et budget on tient la route.

A propos du port obligatoire du casque pour les conducteurs et passagers de deux roues à moteur sur le territoire de Pondichéry et l'Etat du Tamil Nadu en vigueur depuis le 1er juillet 2015.

Les deux premières semaines de juillet on a vu timidement quelques casques apparaître, jamais sur la tête d'un passager, puis cela s'est tassé les deux semaines suivantes au point que j'en suis arrivé à la conclusion que les rares indiens qui en avaient acheté un ne le portent plus après avoir constaté que plus de 90% n'en portaient toujours pas.

Tous les jours des centaines de motocyclistes passent (gratuitement pour les 2 et 3 roues) plusieurs fois au portique de la quatre voies reliant Pondichéry à Chennai en passant par Tindivanam - qu'on ne peut pas vraiment appeler une autoroute, où se trouvent stationnés des policiers qui contôlent l'intérieur des véhicules, y compris les bus, mais ils ne contrôlent pas les motos.

Ils avaient interdit de monter à plus de deux personnes sur un deux roues à moteur, mais chaque fois que tu sors tu en croises qui sont 3,4,5 sur une moto de 100 cm3 ou un scooter sans que la police ne verbalise.

Les Indiens pratiquent la désobéissance civile, c'est une forme de résistance contre l'oppression qui me va très bien.

J'avais écrit ces lignes hier soir avant de prendre connaissance de l'article ci-dessous.

A croire que le portail néolibéral sioniste Slate.fr est en cheville avec les renseignements généraux.

- Pourquoi l'ancien comptoir français de Pondichéry est l'un des endroits où l'on se suicide le plus au monde - Slate.fr

Le taux de suicide du territoire reste, pour la troisième année consécutive, le plus élevé de l'Inde. Il atteint 35,6 pour 100.000 habitants, selon les derniers chiffres du National Crime Records Bureau (NCRB) datés de 2013, quand la moyenne nationale est de 11 (21,1 d'après l'OMS, qui utilise un mode de calcul différent). Si on pousse la comparaison avec des pays, le chiffre approche des records mondiaux, puisque seuls le Guyana (ex-Guyane anglaise) et la Corée du nord affichent des taux plus élevés.

Pondichéry garde pourtant une seule étiquette en Inde et en France. Celle d'une enclave paisible, devenue une destination touristique de premier plan grâce, entre autres, à ses vestiges de l'histoire coloniale. Le territoire a été un comptoir français entre 1673 et 1954, date de restitution à l'Inde, devenue indépendante en 1947.

La «ville blanche» conserve ainsi des traces fascinantes: immenses villas colorées, noms des rues en français, un calme ahurissant, le képi des policiers, le lycée français... «Mais ça, c'est une toute petite partie. Beaucoup idéalisent Pondichéry. Ce n'est pas le paradis que l'on décrit», conteste Revathy, une étudiante. Le reste de la ville est profondément indien. Bouillonnant, sale, rutilant.

En ce sens, Pondichéry n'échappe pas aux caractéristiques typiques du suicide en Inde, le pays où les 15-29 ans se donnent le plus la mort, selon l'OMS. Si les statistiques indiquent que les «problèmes familiaux» sont responsables de 57,5% des suicides dans l'ancien comptoir français, la réalité est plus nuancée, d'autant que la catégorie est très fourre-tout. «Le suicide est un mélange complexe de plusieurs causes, psychiques et sociales», rappelle Ravi Rajkumar, professeur au département de psychiatrie de l'institut Jipmer. A l'instar d'un patient à risque, Pondichéry cumule des facteurs, tant nationaux que locaux.

L'exemple du jeune Vishal symbolise la pression considérable sur la réussite scolaire en Inde, la croyance dans les diplômes étant

très profonde. Elle s'observe d'abord dans la rue. Mi-mai, à Pondichéry, l'école le Petit Séminaire a placardé, à côté de son portail, une affiche géante avec les résultats et photos de ses meilleurs élèves. D'autres instituts se vantent en se payant des pages entières dans les quotidiens.

«La pression est forte de la part des établissements, qui veulent les meilleurs élèves, et aussi des familles par leur exigence de réussite», indique Kasi Kumar, psychologue. Les parents dépensent des sommes vertigineuses pour la scolarité des jeunes, avec notamment beaucoup de cours particuliers. Le marché de l'éducation privée en Inde pourrait atteindre 115 milliards de dollars en 2018.

Et pour les moins bons, il reste le poids de l'échec. La stigmatisation. Plusieurs suicides de lycéens ont été notés après les résultats du mois dernier. Comme chaque été. Dans les coursives silencieuses de l'Université de Pondichéry, une histoire, datant de quelques années, revient souvent. Celle d'une jeune étudiante qui termine huitième à ses examens. Des bonnes notes. Insuffisant pour elle, qui se donne la mort. «Les données sur le suicide et l'éducation suggèrent [...] que l'éducation est un facteur de risque, si l'on exclut les formations les plus prestigieuses qui débouchent directement sur une carrière», résume le sociologue français Roger Establet dans Le Suicide en Inde au début du XXIe siècle.

Les sociologues invoquent Durkheim et sa notion clé. Dans une Inde tiraillée entre traditions patriarcales et mondialisation en accélérée, «de nombreux suicides résultent de la perte de repères et donc d'anomie», selon B.B. Mohanty, professeur au département de sociologie de l'Université de Pondichéry. L'ancien comptoir français est d'ailleurs un bel exemple de cette situation. «On est dans une aire semi-urbaine [1,2 million d'habitants, ndlr], entre le côté tranquille de la campagne et la poussée des grandes villes. Bangalore [considérée comme la "Silicon valley indienne"] a connu une même étape de développement il y a quelques années. Et avait aussi un taux de suicide énorme», souligne Ravi Rajkumar.

Les Etats du sud de l'Inde, plus développés, comme le Tamil Nadu, le Kerala et donc le territoire de Pondichéry, ont ainsi les taux de suicide les plus élevés depuis de longues années. La transition et la digestion de ces mutations prend du temps. «On est en train de basculer dans une autre société. Ce n'est pas encore complètement fait», philosophe Revathy. L'étudiante, assise au milieu d'une cour paisible de la fac, complète: «Mais pour l'instant, elle reste toujours très inégalitaire envers les femmes.»

Ce n'est pas un scoop: les Indiennes sont victimes de nombreuses violences et discriminations. «Et c'est partout. A l'école, au travail. Puis, il y a la pression autour du mariage. Si la famille n'a pas assez d'argent pour payer la dot, cela peut mener à un suicide», poursuit la jeune femme de 22 ans. Alors que les hommes se suicident beaucoup plus que les femmes en Occident, «l'écart entre les taux masculins et féminins est très faible [en Inde], fluctuant de 1968 à 2008 entre 1,4 et 1,6», écrit Roger Establet. Pondichéry n'échappe pas à cette tendance, même si les femmes restent moins touchées que dans d'autres Etats.

A côté de Revathy, un ami à elle, Vimal, prend ses airs de gros durs. «Pondichéry est connu pour une chose dans toute l'Inde: l'alcool.» Il n'a pas tort. Se poivrer est très simple, avec des magasins spécialisés à chaque coin de rue et des taxes quasi nulles. Il n'est pas rare de voir des types tituber. Et pour tous, c'est une des causes de l'effrayant taux de suicide de Pondichéry. Dans les zones à l'écart du centre-ville, plus rurales, 42% des hommes de plus de 25 ans sont accros.

«L'alcoolisme est un véritable problème ici. Une majorité de ceux qui survivent à une tentative de suicide nous révèlent être dépendants», affirme Susan Solomon, psychiatre à l'institut médical de Pondichéry (Pims). Elle et ses confrères évaluent à environ 1/3 les suicides «conclus» sous l'influence de l'alcool. «Une situation d'alcoolisme est nocive aussi pour la famille, encore plus en cas de violence. Il y a des cas de suicide parce qu'un proche était alcoolique», ajoute Ravi Rajkumar.

Au-delà d'une simple opposition «ville blanche/ville noire», Pondichéry possède d'autres contradictions. Des jeunes viennent de tout le pays pour leurs études supérieures, réputées pour leur qualité. Problème: l'économie n'est pas celle d'une mégalopole et il n'y a pas assez de jobs pour les dizaines de milliers d'étudiants qui sortent diplômés chaque année. «On n'a pas de données exactes sur le chômage, mais on estime qu'il est plus élevé que la moyenne nationale, vu notre statut de Territoire, avec beaucoup d'emplois publics», indique un professeur du département d'économie de l'Université de Pondichéry.

«Ce n'est pas ici que je trouverai du travail. Et les postes ne sont pas forcément attractifs financièrement. Les salaires passent souvent sous la barre des 10.000 roupies [environ 140 euros, ndlr]. Pour un même poste, on sera mieux payé dans une grande ville comme Chennai ou Bangalore», souffle Divya, 21 ans. Le projet de smart city, auquel la France contribuera, pourra-t-il changer la donne? «Il y a plus de concurrence aujourd'hui. Je sais que j'aurai dix fois plus de mal à trouver un travail que mon père», pense Akshaya, 17 ans, résumant le sentiment général. Et ceux qui restent à l'écart du marché de l'emploi peuvent vite entrer en dépression.

Ces soucis économiques ou personnels, les Pondichériens n'en parlent pas. Un trait de caractère bien ancré dans le sud du pays, et encore plus intense dans l'ancien comptoir. «A Pondichéry, les gens paraissent moins stressés et moins agressifs que dans le reste du pays. Mais ça ne veut pas dire que tout va bien pour eux! Ils n'expriment pas leurs sentiments et négligent donc leurs intérêts», estime le psychiatre Ravi Rajkumar.

Le jeune Akshaya, élève à l'Ashram Sri Aurobindo, pousse le raisonnement plus loin. «Entre parents et enfants, il y a peu de

dialogue. Les jeunes parlent peu de leur vie personnelle, de leurs problèmes avec eux. Et même avec leurs amis. Il y a beaucoup de tabous», assène-t-il. Les colères et les frustrations restent à l'intérieur. Elles se retournent contre l'individu lui-même, ce qui favorise les dépressions et suicides, selon les médecins.

Et lorsque certains prennent la décision de se confier, il n'y a pas grand monde vers qui se tourner. Il n'y a qu'une seule helpline à Pondicherry: Maitreyi, perdue dans les dédales de la «ville noire», au-dessus d'un magasin de saris. «On fonctionne seulement les après-midi, on est vingt bénévoles. Deux par après-midi», déclare le psychologue Kasi Kumar, également membre de l'association.

Selon lui, un manque familial s'ajoute à ce manque de structures. La notion même de communauté a faibli. «La famille nucléaire devient la norme. Avant, on vivait plus sur le modèle des joint families. Il y avait plus d'anciens, qui pouvaient guider les jeunes, être des relais», argumente-t-il, s'appuyant sur les chiffres: le territoire de Pondichéry est l'un des endroits où la taille de la famille est la plus réduite et où l'on compte le plus faible nombre d'adultes par foyer.

«Les autorités ont toujours considéré que le suicide est un problème individuel et non social», continue Kasi Kumar. Pondichéry a-t-il été négligé parce que trop petit? «C'est pourtant un phénomène présent ici depuis des décennies. Il faut faire quelque chose. Certes, Pondichéry n'est qu'un Territoire, mais il y a quand même 1,2 million d'habitants, et l'unité de mesure, par 100.000 habitants, rend les données pertinentes», répond Ravi Rajkumar.

Face à ces chiffres et cette situation alarmante, les solutions arrivent timidement. Dans l'Etat du Tamil Nadu, entourant Pondichéry, les relais sont plus forts et les ONG locales expérimentent. Pour contrer l'empoisonnement, premier moyen par lequel on se donne la mort en Inde, les pesticides sont stockés dans des casiers fermés à clé dans certaines zones rurales. Personne ne peut y accéder hormis les agriculteurs. Le nombre de suicides a ensuite baissé sensiblement.

La cour de Madras a ordonné en octobre dernier la formation de comités d'experts afin de répondre au taux de suicide élevé des étudiants à Pondichéry. Depuis plusieurs années, le gouvernement local subventionne des études conduites par les médecins et les chercheurs de la ville. La tâche reste colossale.

«On estime que le taux de suicide est sous-reporté. Les études montrent qu'il y en aurait sept fois plus, en moyenne, ici comme ailleurs», explique la psychiatre Susan Solomon. Pour une raison simple: tenter de se suicider est un crime en Inde. Avec son lot de stigmatisations, en plus de possibles conséquences judiciaires. Le gouvernement central a annoncé la suppression de cette disposition. Un premier pas modeste mais indispensable. slate.fr 29.07

Il y a à boire et à manger dans cet article.

Je mets rarement les pieds dans le quartier blanc de Pondichéry, je n'ai rien à y faire.

Quand je vous disais que les Indiens étaient terriblement malheureux, je n'exagérais pas.

Tenter de se suicider est un crime en Inde au niveau des institutions, mais pas du peuple. Il y a deux semaines, Adilakshmi, la soeur de Selvi, en faisant le geste de se passer une corde autour du cou nous a répété qu'elle préfèrerait en finir une fois pour toute que de continuer à vivre un cauchemar, sa vie quotidienne sans espoir qu'elle s'améliore un jour. En 25 ans, je n'ai pas compté le nombre d'Indiens qui se sont suicidés dans mon entourage, plus d'une dizaine, contre trois en France en 35 ans.

L'Inde est passé du système corporatiste des castes au libéralisme au début des années 90 après pratiquement 43 ans de stagnation économique depuis son indépendance. Le "miracle" du libéralisme se réduira en fait à la libéralisation du crédit qui se traduira par l'endettement des trois quart de la population sur fond d'inflation galopante, la revalorisation du statut des classes moyennes et des fonctionnaires qui apparaissent comme une couche particulièrement avantagées de la classe ouvrière de par ses privilèges dont les deux jours de congés hebdomadaire, se répercutera au niveau du chômage et des salaires de la classe ouvrière, sans pour autant que leurs conditions de travail s'améliorent, bien au contraire, quant à leurs conditions de vie elles sont demeurées extrêmement précaires ou elles se sont mêmes détériorées.

Le développement économiques de l'Inde a été pour ainsi dire annulé par la hausse de la démographie conduisant à l'appauvrissement de chaque famille et à leur éclatement, une fois partagé entre leur nombreuse fratrie l'héritage familiale, la part revenant à chacun de ses membres diminuant au fil du temps sans pouvoir constituer un capital suffisamment important pour espérer en tirer un revenu, généralement le lopin de terre attribué à chaque enfant devait être vendu et l'argent qu'ils avaient pu en tirer vite dilapidé ou investi dans une activité qui ne leur permettrait pas de vivre décemment. Depuis il sert aussi à acquérir des biens d'équipement ou de consommation dont ils ne peuvent évidemment tirer aucun revenu, au contraire, ils deviennent une charge financière qui vient s'ajouter à leurs dépenses alimentaires sur lesquelles ils doivent rogner, en apparence on pourrait croire qu'ils sont moins pauvres qu'autrefois, alors qu'en réalité ils le sont tout autant ou davantage encore.

Dans ce contexte défavorable, les parents transforment leurs enfants scolarisés en forçat dans l'espoir qu'ils décrochent un jour un emploi bien rémunéré et qu'ils se souviendront plus tard ou une fois atteints leurs vieux jours des sacrifices qu'ils ont faits

pour payer leurs études, ce en quoi ils se font des illusions bien souvent. Leur but n'est pas l'épanouissement de leurs enfants ou qu'ils choisissent un métier ou un cursus en fonction de leurs aspirations, mais uniquement pour le statut social et l'argent qui ira avec, c'est pour eux un moyen comme un autre et souvent le seul, d'espérer s'enrichir après s'être saignés pendant de longues années pour leurs rejetons. Et une fois atteint cet objectif, on s'apercevra que leur niveau de conscience n'a pratiquement pas évolué par rapport au pauvre type qui n'a pas été scolarisé ou qui a déserté l'école très tôt, au mieux ont-ils acquis des connaissances dans le domaine dans lequel ils s'étaient spécialisés sans avoir évolué par ailleurs ou alors plutôt dans la mauvaise direction, leur ambition ne faisant que renforcer leur individualisme déjà débridé au point que seuls leurs intérêts existeront à leurs yeux tout en témoignant un mépris cruel envers les plus faibles. Bien entendu, certains sortent du lot, mais ils sont rares, au mieux ils vont singer maladroitement le mode de pensée des occidentaux en plus grotesque, caricatural, sans en connaître les méfaits, les pièges et les dangers.

De nombreux enfant scolarisés dans des établissements privés et issus de familles ayant tout juste de quoi survivre, vont s'imaginer en cotoyant la progéniture des classes moyennes, qu'ils pourront poursuivre plus tard leurs études pour devenir médecin, avocat ou ingénieur, alors que leurs parents n'auront jamais les moyens de leur payer ces études très coûteuses, leur désillusion n'en sera que plus cruelle pour eux. Pire encore pour les filles qui seront rapidement casées ou mariées, leur parents espérant tout de même en tirer un bon parti en faisant valoir qu'elles sont mieux éduquées que la moyenne. On en revient toujours à un calcul froid et sordide dont les enfants font les frais.

Le bien-être ou la qualité de vie sont accessoires pour un Indien à côté de son statut social ou le paraître l'emporte sur tout autre critère. Ce qui le caractérise surtout, c'est l'absence de logique et ce n'est pas un paradoxe au pays du karma ou loi de l'enchaînement des causes à effets dont chacun porterait la responsabilité et qu'ils n'ont jamais vraiment assimilée, comment le pourraient-ils en l'absence de toute éucation ou transmission du savoir par leurs parents qui le plus souvent étaient incultes, voire analphabètes, leurs préoccupations étant purement pragmatiques ou matérielles, au pays du soi-disant développement spirituel ce n'est pas davantage un paradoxe, compte tenu que dans le meilleur des cas il était totalement déconnecté de la réalité ou de leur condition pour finalement demeurer au stade virtuel ou du devenir, l'inertie de leur histoire profondément marquée par l'obscurantisme et des superstitions les tirant sans cesse en arrière, empêchant toute structuration de leur pensée et de leur mode de vie voués à stagner, à respecter ou épouser les coutumes les plus archaïques qui soient. Célébrer le mantra, c'est comme adopter la méthode Coué qui n'a jamais fait progresser personne.

L'épanouissement personnelle ou intellectuelle, la culture, les arts et le progrès social ont toujours été le privilège de castes privilégiés, d'une élite très restreinte concentrant tout le pouvoir entre ses mains, tandis que le peuple était appelé à végéter, à se crever à la tâche pour les servir, voué au dénuement le plus total tout au long de son existence. Rien ou si peu de choses ont changé pour la plupart des Indiens depuis l'époque des maharajahs ou des nababs, qui ont été remplacé par les potentats locaux dont certains deviennent députés ou ministres pour s'enrichir davantage uniquement. L'immense majorité d'entre eux sont des mafieux corrompus qui disposent de milices privées intimidant la population et se livrant à des assassinats sans qu'ils ne soient inquiétés par la justice. Dans ces conditions les rapports sociaux demeurent semi-féodaux et le mode de pensée de la population n'évolue pas au même rythme que le développement économique qui ne sert qu'à les maintenir dans un état d'asservissement moyenâgeux sur fond de préjugés profondément ancrés dans leur inconscience, ajoutons, dont les bonnes consciences occidentales (Les ongistes) voudraient les délivrer sans pour autant s'attaquer aux rapports sociaux qui en sont à l'origine, ce qui en fait une entreprise particulièrement réactionnaire, comme en France ou ailleurs.

Ce qui explique également pourquoi le mode de pensée et de vie des Indiens ne parviennent pas à évoluer, tiens au fait qu'en étant livrés à la précarité généralisée ou privés de droits, pour ainsi dire dès leur naissance ils ne sont pas liés seulement à leur famille ou ils tombent immédiatement sous la dépendance de leur milieu d'origine qui existe sous la forme d'un réseau de relations tissées par les générations précédentes comme les mailles d'un filet dans lesquelles ils sont pris et auxquelles ils peuvent difficilement échappés sous peine de se retrouver totalement isolés ou confrontés à des difficultés auxquelles ils ne pourront pas faire face par eux-mêmes, sauf s'ils ont de l'argent bien entendu, et encore, ils devront alors être très généreux.

Bref, l'Indien dispose d'encore moins de liberté qu'un Français ou un Occidental tout en étant livré à des rapports détestables, des conditions épouvantables qui n'ont rien à voir avec la démocratie. Il est sans cesse tiraillé entre les puissants facteurs du passé qui tendant à le tirer en arrière et auxquels il demeure enchaîné, avec lesquels il continue de s'identifier, j'ai envie de dire à défaut de mieux, c'est un cercle vicieux, et la modernité ou le progrès social qui correspondent à ses profondes aspirations et auxquels il peine à accéder ou sont sources de désillusions et d'une forme d'esclavage qui n'a rien à envier à celle qu'il a toujours connu, avec peut-être moins de liberté encore ou davantage de contraintes en échange d'un maigre amélioration de sa condition. A suivre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Mystification. Le masque tombe. Le FN pas un parti de l'"***establishment***", vraiment ?

Mardi la cour d'appel de Versailles a estimé que le Front national a "violé" ses règles internes en organisant un congrès

par correspondance. (source : AFP 28.07)

Autrement dit, c'est la justice qui décide si son congrès est légitime ou pas, si ses instances ont violé ses statuts et non les membres de ce parti, ses dirigeants se pliant au verdict rendu par les représentants de la Ve République.

La voix de la réaction assumée.

La crise, le chômage, le chaos, la guerre : C'est le peuple le responsable et non la classe qui détient le pouvoir.

- Crise de la viande et du lait: le consommateur a aussi sa part de responsabilité - Slate.fr

Le rôle du consommateur qui privilégie le low-cost n'est pas neutre dans les crises du monde agricole. Slate.fr 28.07

A l'avenant.

- Jacques Séguéla est un génie du trolling depuis toujours Slate.fr

Le despotisme mondial à l'oeuvre.

- L'UE réclame la libre circulation des marchandises en France - Reuters

- Grèce : la BCE donne son feu vert à la réouverture de la Bourse - La Tribune

- L'Otan assure la Turquie de sa solidarité face à l'EI et aux rebelles kurdes - AFP

- Les Etats-Unis vont libérer Pollard, qui espionnait pour Israël - Reuters

Quand la France assume son statut de monarchie constitutionnelle.

- Vallauris : les femmes CRS ne sont pas du goût du roi d'Arabie saoudite - LePoint.fr

L'hebdomadaire Marianne affirme que le roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud a demandé qu'une femme CRS soit écartée du dispositif de surveillance de la plage. Un émissaire du roi a été envoyé lundi pour demander à la fonctionnaire de ne pas être présente à l'heure du bain des hommes de la famille saoudienne.

La CRS a finalement été retirée du dispositif de sécurité de la plage pour être affectée à celui du parc automobile... LePoint.fr 28.07

Célébration du communautarisme le plus nauséabond de la planète : le sionisme.

- Les Olympiades juives s'ouvrent pour la première fois à Berlin - LeFigaro.fr

La 14e édition des Jeux olympiques juifs se déroule en Allemagne.

Le président de la fédération juive allemande organisatrice, Alon Meyer, parle déjà «des Jeux de la réconciliation». «Pour beaucoup d'entre nous, il est difficile d'appeler notre maison ce pays qui commence par la lettre A», rappelle toutefois Rebecca Gop. Elle s'exprime au nom des juifs berlinois dans le magazine interne de ces olympiades, lequel pose la question: «L'Allemagne peut-elle être une patrie pour les Juifs?».

Lors de cette 14e édition, 2300 athlètes juifs venus de 36 pays vont se rencontrer, rapporte le quotidien israélien Haaretz, qui dénombre 19 sports au programme.

Le but est de battre la plus grande fête de shabbat organisée à Tel-Aviv l'an dernier.

Les Olympiades sont ouvertes à tous, gratuites et très sécurisées, rapporte le quotidien Haaretz. La sécurité est la priorité première, selon Lena von Hooven, la porte-parole des Jeux. LeFigaro.fr 28.07

Contre le droit au retour. Comment caser leurs déchets sur une île déserte au beau milieu d'un océan.

- Migrants: un millionnaire veut créer un nouveau pays pour accueillir tous les réfugiés - Le HuffPost

Le "problème" migratoire devient de plus en plus incontrôlable. Mais Jason Buzi, un entrepreneur millionnaire israélien qui vit à San Francisco dit avoir trouvé la solution.

Selon lui, la réponse à tous ces problèmes serait la création d'un nouveau pays où les populations fuyant leur nation d'origine pourraient trouver refuge. Cela deviendrait leur "maison".

Cette idée pourrait permettre d'accueillir des millions d'immigrés. Sa "nation de réfugiés" comme il l'appelle, permettrait à la population de trouver "un endroit pour vivre en sécurité et [où ils] pourront travailler comme tout le monde" a-t-il expliqué au Washington Post.

Il propose des solutions assez simples réparties en quatre catégories :

- Demander à des Etats développés de léguer des parties de leurs terres non-utilisées, pour y implanter les populations déplacées. (S'ils n'en veulent pas chez eux, ce n'est pas pour les "implanter"... - LVOG)

- Acheter une île inhabitée comme il en existe des centaines en Indonésie.

- Prendre en charge un pays existant déjà mais peu peuplé comme la Dominique faisant partie de l'archipel des Caraïbes, pour y emmener les exilés.

- Construire une île au milieu de l'océan.

James Hathaway, directeur du programme d'asile des réfugiés à l'Université de droit du Michigan, ne l'est pas du tout, lui. Car le spécialiste de la question voit dans ce projet utopique un écueil majeur: la crainte que ce pays ne devienne "un camp de prisonniers de grande envergure". Le HuffPost 28.07

Comment soutenir les barbares en bombardant leurs ennemis au nom de la démocratie.

- L'Otan assure la Turquie de sa solidarité avant tout face à l'EI - AFP

- Turquie : bombardements de l’armée contre les rebelles kurdes - LeMonde.fr

- Erdogan juge impossible de continuer les discussions avec le PKK - Reuters

Voilà qui doit rendre Erdogan un peu plus dingue.

- Soldats et kurdes syriens chassent leur ennemi jihadiste d'une ville clé - AFP

L'armée et les forces kurdes syriennes, alliées de circonstances face à un redoutable ennemi commun, ont porté un coup dur au groupe jihadiste Etat islamique (EI) en le chassant mardi de Hassaké, une ville clé du nord-est du pays en guerre.

- Syrie : l’armée à deux pas du Triangle de Palmyre - french.irib.ir

« L’armée syrienne est à quelque centaines de mètres de la localité stratégique du Triangle de Palmyre et elle n’est qu’à trois kilomètres des sites historiques de Palmyre », a-t-on appris de la chaîne de télévision Al-Mayadeen. Epaulée par les unités de commandos et les comités populaires, l’armée régulière de la Syrie poursuit sa progression vers Palmyre après avoir pris le contrôle de l’Ecole Al-Sawaqa et des champs d’alentours. L’armée est arrivée à quelque centaines de mètres du Triangle de Palmyre, une localité très stratégique, et elle n’est qu’à trois kilomètres des sites historiques de Palmyre après sa vaste offensive contre la localité d’Al-Bayarat et les champs qui l’entouraient.

Malgré la percée considérable de l’armée syrienne et les 40 kilomètres qu'elle a pu libérer en deux semaines, la bataille de Palmyre s'annonce longue. L’armée a lancé son opération de libération à partir du front de droite et de gauche de la Route internationale de Palmyre tandis que le groupe terroriste Daech a renforcé ses lignes de logistique en créant des barrages et en déposant des bombes. A Al-Zabadani, les rangs des terroristes, actifs en banlieue de Damas sont sur le point de s’effondrer tandis que l’armée et les forces de la Résistance ont assiégé la ville. french.irib.ir 28.07

ACTUALITE EN TITRES

Déliquescence du régime.

- Une proposition de loi pour renforcer la protection des animaux domestiques - AFP

- Chômage : le gouvernement a-t-il triché avec une nouvelle méthode de calcul ? - Francetv info

- Le gouvernement lancera les privatisations des aéroports de Nice et Lyon à la rentrée - AF

- Les Verts veulent la circulation alternée automatique - Reuters

- Consigny - Le chômage est consubstantiel au socialisme - LePoint.fr

- Philippot (FN) ne peut pas imaginer que la justice "aille dans le sens d'un déni de démocratie" - AFP

Le meilleur moyen de se faire virer pendant sa période d'essai.

- Poser des vacances au début de son contrat de travail ? - Francetv info

A croire qu'ils ne savent pas comment cela se passe dans une entreprise privée.

Le DRH. On vous offre généreusement un emploi, et vous à quoi pensez-vous, à vos vacances ! Mon cher monsieur, je suis au regret de vous dire que dans ces conditions nous ne sommes pas faits pour nous entendre, adieu donc et bonne chance, fin de l'entretien.

Je connais la musique pour avoir bossé dans plus de 45 boîtes dans le privé. Au moment des entretiens d'embauche et pendant la période d'essai, j'étais d'une hypocrisie sans fond, je me faisais passer pour un passionné du travail prêt à travailler le samedi et le dimanche si nécessaire, un serviteur docile... Et ensuite j'ouvrais ma grande gueule ou je leur menais une vie de chien... et ils me viraient peu de temps après ! Sans me vanter, cela marchait à tous les coups, y compris la sortie programmée avant qu'ils ne m'embauchent, ce qu'ils ignoraient et me faisait bien marrer ! Rira bien qui rira le dernier, disait Lénine.

Les ONG sont à la démocratie, ce que les oligarques sont au social.

- En Russie, les ONG étrangères comme russes dans le collimateur des autorités - AFP

Nous abolirions leur statut et nous les interdirions tout simplement. Leur personnel salarié serait intégré dans la fonction publique en fonction de sa compétence.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Ayelet Shaked, la «Dame de fer» d'Israël - libération.fr

La ministre de la Justice, numéro 2 du parti d'extrême droite Foyer juif, s'apprête à faire passer une loi extrêmement sévère contre les «crimes palestiniens».

Le véritable homme fort du gouvernement israélien n'est pas Benyamin Nétanyahou. C'est la ministre de la Justice, Ayelet Shaked, 39 ans, une mère de famille laïque de Tel-Aviv devenue numéro 2 du parti d'extrême droite Foyer juif. Lorsqu'elle a été nommée à la tête de ce ministère sensible dans la foulée des législatives anticipées du 17 mars dernier, nombre de magistrats, d'avocats, et de chroniqueurs judiciaire, la considéraient comme une ravissante idiote.

Une potiche chargée d'être le porte-voix du leader de son parti, Naftali Bennett.

Ils se trompaient. Car depuis son entrée en fonction, Ayelet Shaked a considérablement durci la législation répressive israélienne. A peine entrée dans ses meubles, elle a réintroduit et fait voter par la Knesset un projet de loi aggravant les peines de prison pour les lanceurs de pierres. Celles-ci sont donc passées de huit ans maximum à dix ou vingt ans, selon les cas. Pour accélérer la procédure, les autorités judiciaires n'auront pas à démontrer que les inculpés étaient «mus par une intention de nuire». Le seul fait d'avoir été vu avec une pierre en main, ou pris sur le fait, suffira à motiver la condamnation.

C'est sévère mais ce n'est rien à côté de ce qui s'annonce, car Ayelet Shaked veut aller encore plus loin dans la répression. Elle a d'ailleurs marqué un point en faisant adopter lundi, par un comité ad hoc du gouvernement, un autre projet de loi encore plus dur que le précédent. Un texte qui étend la notion d'«organisation terroriste» aux fondations caritatives musulmanes opérant en Cisjordanie, à Jérusalem-Est, ainsi que dans les villes et villages israéliens.

Les associations «complices de terrorisme»

«Tout le monde sait que le Hamas, le Jihad islamique et les Frères musulmans, transfèrent de l'argent aux terroristes par le biais de ces ONG prétendument caritatives, dit-on au cabinet de la ministre. Si nous voulons lutter efficacement contre ces tueurs, nous devons tarir leurs sources de financement.» Lorsque ce projet de loi aura été adopté par la Knesset, des peines de sept, dix, quinze, voire vingt ou vingt-cinq ans de prison frapperont les «complices de terrorisme». Les cadres et responsables des associations, mais également les militants et les bénévoles. Tous ceux qui auraient, par altruisme et pour respecter les préceptes de leur religion, recueilli ou transféré des fonds dans le cadre d'une association considérée comme «suspecte».

La loi concoctée par Ayelet Shaked compte 137 articles. Elle est en la matière la plus longue et la plus fouillée de l'histoire législative de l'Etat hébreu. Et puisque ce projet a été endossé par le gouvernement, il sera voté sans rechigner à la rentrée parlementaire. Majorité contre opposition.

Parmi les nouvelles mesures répressives envisagées figure également le renforcement des conditions de détention des «terroristes condamnés à une ou plusieurs fois la perpétuité», ainsi que le durcissement de la procédure conduisant éventuellement à une réduction de peine.

En effet, pour le moment, chaque détenu peut demander à voir sa peine réduite après avoir purgé sept ans. Or, dans le nouveau texte, il faudra attendre quinze ans. De toute façon, même s'ils obtiennent une réduction à ce moment-là, les «terroristes» condamnés à plusieurs fois la perpétuité (ce qui est souvent le cas avec les Palestiniens) ne pourront pas espérer sortir avant d'avoir purgé quarante ans de détention. Au lieu de trente actuellement.

Ultra-nationaliste décomplexée

Cette disposition restrictive cadre avec la ligne du Foyer juif selon laquelle un Palestinien en prison doit y rester le plus longtemps possible. En 2011, estimant que leur pays «faisait preuve de faiblesse», Bennett et Ayelet Shaked s'étaient d'ailleurs opposés à ce que mille «terroristes ayant du sang sur les mains» soient échangés contre Gilad Shalit, un caporal de l'armée israélienne enlevé par le Hamas en 2006.

Ultra-nationaliste décomplexée, Ayelet Shaked est plus qu'une simple ministre de la Justice : c'est une militante qui affiche son penchant pour la répression des «crimes palestiniens» et pour le développement des «communautés de Judée-Samarie» (les colonies juives de Cisjordanie).

Parfois surnommée la «Dame de fer», cette battante a, en tout cas, l'intention d'appliquer le programme électoral du Foyer juif jusqu'au dernier mot. Quitte à ignorer les avis de la Cour suprême et à se brouiller avec le Conseiller juridique du gouvernement, comme c'est le cas actuellement. libération.fr 28.07

Notre soutien au peuple palestinien est inconditionnel contre l'Etat génocidaire sioniste.

Israël, c'est la poursuite du IIIe Reich !

Haut de page

Le 30 juillet 2015

CAUSERIE

Au fait, le dollar ne s'est toujours pas effondré, et on n'a pas encore entendu le premier coup de canon de la Troisième Guerre mondiale, c'est franchement con pour ceux qui en avaient fait leur fonds de commerce. Les démagogues professionnels qui avaient parié sur Syriza se sentiront moins seuls !

Vous me direz que cela ne résout pas notre problème, certes, on en est encore à la phase préliminaire d'élimination des théories foireuses des opportunistes et autres populistes qui s'étaient employés à embrouiller les choses au lieu de les éclaircir pour empêcher qu'on y voie plus clair.

La situation inextricable dans laquelle nous nous sommes mis, est le produit d'une conception de la lutte de classe qui fut profondément opportuniste au cours de la seconde moitié du XXe siècle de la part de l'avant-garde du mouvement ouvrier. Soit on l'admet et l'espoir de la corriger est encore permis, soit on s'y refuse et notre cause est perdue d'avance.

Qui de la vanité du petit bourgeois ou de la vérité désintéressée l'emportera, telle est la question qui est soumise à chaque militant, cadre et dirigeant. Cela mérite de prendre le temps d'y réfléchir tranquillement, librement.

Quelques réflexions politiques

Les intellectuels ne sont pas ce qu'on croit et les ouvriers n'ont pas à être complexés.

Ceux qui ont émis des illusions sur Tsipras et Syriza et qui ont commis nombres d'articles depuis le 12 juillet dernier connaissaient parfaitement leur origine, leur nature, leur parcours politique et leur programme, leurs réelles intentions qui n'avaient rien à voir avec un parti ouvrier idépendant, encore moins un parti révolutionnaire. Tous savaient pertinemment qu'ils n'avaient pas l'intention de rompre avec l'euro et l'UE, et que par conséquent ils s'apprêtaient à capituler devant la troïka, ce qu'en réalité Tsipras et Syriza n'avaient cessé de démontrer depuis qu'ils étaient parvenus au pouvoir en janvier 2015.

Un intellectuel thésaurise ou amasse des connaissances tel un trésor précieux dont il est jaloux, et dont sa vanité le portera à en faire étalage en toute occasion, histoire d'en imposer aux naïfs ou aux esprits faibles qui l'écouteront bouche bée, et en déduiront qu'il était forcément bien placé ou le plus qualifié pour traiter un sujet ou analyser une situation, alors qu'en réalité la plupart du temps il s'avère incapable d'employer ses connaissances à bon escient.

Les choses simples s'énoncent simplement dit-on, mais ce ne sera pas le cas d'un intellectuel qui se doit de les compliquer ou de les embrouiller au possible pour se distinguer des manants et autres gueux qui osent le concurrencer sur son propre terrain, histoire de se rendre indispensable et de légitimer son statut largement usurpé, qui doit bien servir à quelque chose, témoignant en pratique par son discours sa reconnaissance envers le régime auquel il est soumis en échange des privilèges qu'il lui accorde, un échange de bons procédés entre gens du même monde en somme.

Rendre son discours compréhensible au plus grand nombre pour élever le niveau de conscience de la population ne fait manifestement pas partie de ses objectifs, être reconnu par ses pairs lui suffira amplement, poussant un long soupir de satisfaction en posant le point final de son article. Tâche accomplie s'exclamera-t-il à lui-même, comme s'il avait contribué à faire avancer la civilisation.

Etaler sa science, émailler son propos de moultes références historiques ou littéraires sera assurément du meilleur effet sur ceux qui ne possèdent pas les connaissances requises pour en comprendre les rapports ou la signification, un savant, que Marx prenait pour un âne, doit forcément savoir de quoi il parle pense le benêt ou l'igorant facilement manipulable, qui boira ses paroles assénées avec une telle assurance ou conviction, que quiconque s'aviserait de les critiquer serait automatiquement taxé d'idiot ou écarté de la discussion.

Un intellectuel perçoit la situation à travers le prisme déformant de sa condition qui inclut l'ensemble de ses expériences, dont il n'a pas conscience en dehors des avantages qu'elle lui confère et auxquel il est attaché. Il n'est donc pas le mieux placé pour la décrire objectivement dans toutes ses manifestations ou sans la déformer. Le recourt à des citations, formules ou aphorismes sert à combler ce déficit de légitimité, exercice auquel font appel les démagogues en tous genres.

A l'arrivée, ses analyses et surtout ses conclusions seront largement influencées par ses intérêts individuels qui se confondent le plus souvent consciemment ou non avec ceux du régime qui le nourrit. Et il lui faudrait prendre conscience de l'ensemble de l'évolution de l'humanité depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours pour qu'il en soit autrement ou saisir le processus dialectique à l'oeuvre qui conduit le monde à la barbarie ou au socialisme, ce dont il sera incapable généralement pour demeurer enfermé dans un système de pensée où ses connaissances sont soumises à un cloisonnement qui les rend impropre à toute évolution ou compréhension de la réalité dans sa totalité. Ne s'interdisent-ils pas de penser au-delà du capitalisme qui n'a pas existé de toute éternité, bien qu'Onfray ait décrété le contraire pour tenter de contourner cet obstacle qui rabaisse l'intellectuel au rôle de simple spectateur de son époque ou d'un vulgaire commentateur, ce qui vous l'aurez bien compris est indigne de l'élite de la société et de l'ambition qui la dévore.

Quand on les observe et qu'on les compare aux couches les plus arriérées de la société, on se demande lesquels des deux déploient le plus d'imagination ou d'efforts pour exister, ce qui peut se comprendre de la part des arriérés que la société ignore ou méprise, et qui ont besoin de cette compensation psychologique pour combler ce déficit social, tandis que l'intellectuel, qui bénéficie de la reconnaissance sociale de la société, sera guidé par la crainte de la perdre au point de s'avilir pour la conserver ; s'abaisser au rang de l'ouvrier qui se laisse aller à exprimer sans retenu mais ô combien justement ce qu'il pense de la société, lui est insupportable.

Chez l'intellectuel, tout part de lui ou sa petite personne, chez l'ouvrier tout part de la société qui lui en fait baver quotidiennement. Ils ne sont donc pas fait pour s'entendre, à moins que l'intellectuel se mette au niveau de l'ouvrier puisque l'ouvrier en est incapable, un peu comme un médecin qui se met au niveau de son patient quand il lui explique de quelle maladie il est atteint.

A propos de Tsipras

Tsipras est issu de Synaspismós (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie), essentiellement composé d'une branche dissidente du KKE (Parti communiste grec) favorable à l'intégration de la Grèce à l'Union européenne.

Synaspismósse ralliera le mouvement de l'eurocommunisme, apparu dans les années 1970 en Europe occidentale, puis glissera graduellement vers le réformiste, en 2000 il perdit un grand nombre de ses adhérents partisans d'une entente avec le PASOK, une de ses dirigeantes historiques, Maria Damanaki, rejoindra les rangs du PASOK, en janvier 2004, confirmant sa dérive progressive vers la social-démocratie qui depuis est totalement achevée. (Source : ladocumentationfrancaise.fr - Grèce. Le Synaspismos, tiraillé entre social-démocratie et anarchisme par Dimitri Kitsikis - 12.01.2010)

Doit-on tenir compte ou non dans notre stratégie de l'existence d'un système économique mafieux ?

J'ai lu dans un article que l'ensemble de l'économie spéculative représenterait 100 fois le PIB mondial (quelque 70.000 milliards de dollars), soit autour de 7 millions de milliards de dollars, vous avez bien lu 7 millions de milliards de dollars, en comparaison les 200.000 milliards de dollars de l'endettement mondial sont ridicules.

Comment en sont-ils arrivés là ?

- Ils fabriquent des billets de banque tels des faux-monayeurs, par milliers de milliards qu'ils se distribuent.

- Ils fabriquent de la monnaie par le biais du crédit ou de la dette par une simple écriture comptable.

- Ils fabriquent des instruments financiers permettant de camoufler des actifs pourris.

- Ils bénéficient de l'optimisation fiscale qui leur permet de ne pas payer d'impôts ou très peu.

- Ils manipulent les cours de change entre les monnaies.

- Ils manipulent les taux d'intérêts

- Ils ont mis au point des logiciels leur permettant d'optimiser au maximum la spéculation en temps réel à la nanoseconde près.

- Ils manipulent les taux (et les stocks) des matières premières

- Ils ont monté des sociétés écrans off-shore où ils blanchissent l'argent de tous les trafics.

- Ils pratiquent le délit d'initié en continu.

- Ils truquent leurs bilans.

- Ils sont juge et partie lorsqu'ils ne peuvent plus étouffer les conséquences de leurs malversations.

- Ils ne passeront jamais par la case prison.

- Etc.

Tricheurs, menteurs, manipulateurs, escrocs, voleurs, gangsters, l'oligarchie financière devant laquelle tous les chefs d'Etat et

de gouvernement se prosternent incarne à elle-seule toutes les moyens malhonnêtes qu'on peut imaginer et au-dela encore pour accroître son pouvoir dans l'espoir qu'il sera éternel.

Bref, la liste plus haut n'est pas exhaustive, mais suffisamment explicite pour en déduire qu'on est en présence d'un système mafieux tentaculaire parfaitement légal, qui n'a plus rien à voir avec le fonctionnement du capitalisme classique. Tous les facteurs et rapports sont ainsi faussés qu'on l'admette ou non. Et quelle en est la conséquence ?

Un pouvoir quasi absolu ou devenu tyrannique et qui s'impose à tous les Etats sans exception. Toutes les institutions financières ou politiques qu'ils ont créées y sont soumis, ce qui incluent tous les partis de droite ou de gauche. Voilà pourquoi on ne peut pas être de gauche en soutenant l'une ou l'autre de ces institutions ou en y participant.

Pourquoi la conception de la lutte de classe qui prévalait autrefois est inopérante aujourd'hui ? Parce qu'elle s'emploie à nier ce constat ou ce qui vient d'être dit. En faussant l'ensemble des facteurs et rapports qui déterminaient la marche du capitalisme, c'est également la lutte des classes qui s'en trouve faussée ou plutôt, qui met à l'ordre du jour avec une acuité particulière la nécessité d'abolir les rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme, et de rompre avec l'ensemble de ses institutions soumises à ce traitement mafieux.

On aura compris que dans ce contexte, une fois parvenu au pouvoir il serait impossible d'envisager conserver un jour de plus des institutions totalement corrompues ou dont c'est devenu la raison d'être, soit on les abat et on les remplace par d'autres organismes, soit on supprime ce qui en est à l'origine ou ce avec quoi elles s'identifient, la monnaie ou l'argent.

La question serait de savoir si le socialisme serait toujours la réponse appropriée au capitalisme, dans la mesure où le capitalisme a été supplanté par un système financier mafieux ne répondant plus aux lois de fonctionnement du capitalisme, il en est même la négation à terme, ou s'il faudrait passer rapidement ou directement au communisme qui incarne la négation de la finance ou toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Notre idée ou raisonnement ne consiste pas à vouloir à tout prix sauter l'étape du socialisme ou à la déclarer caduque, on s'interroge seulement sur le bien-fondé d'une perspective politique sachant qu'à l'échelle mondiale il existe un facteur déterminant, la finance, dont l'emprise sur l'économie (et la société) est totale et le pouvoir illimité, sauf par la lutte de classe des travailleurs sur tous les continents que justement l'oligarchie financière se destine de neutraliser, si bien que la monnaie ou l'argent avec lesquels se confond le pouvoir de la finance représenteraient un danger mortel pour la révolution socialiste au point qu'il vaudrait peut-être mieux les abolir avant qu'elle ne puisse nous anéantir en asservissant tous les peuples, or on ne peut vaincre qu'à l'échelle mondiale, en abolissant l'argent on leur retirerait l'herbe sous les pieds en les empêchant de se servir de ce facteur dans les autres pays contre notre République sociale...

En parlant du communisme, on évoque la suppression des classes et des Etats, des frontières, des partis politiques et de la démocratie qui n'auraient plus aucune raison d'être, mais on oublie l'argent ou la monnaie qui disparaîtraient du même coup. Plus on se rapproche d'un extrême, plus l'extrême opposé ou sa négation tend à devenir plausible. C'est à notre avis une question à laquelle il faut réfléchir. A suivre.

Quel cauchemar !

- L'Inde, pays le plus peuplé du monde en 2022 - Le Monde.fr

Dans moins de sept ans, la population de l'Inde devrait dépasser celle de la Chine. Beaucoup plus tôt que prévu. Selon le nouveau rapport des Nations unies, « Perspectives de la population mondiale : révision 2015 », publié mercredi 29 juillet, la Chine et l'Inde aujourd'hui au coude-à-coude avec respectivement 1,38 milliard et 1,31 milliard d'habitants (soit 19 % et 18 % de la population mondiale) devrait l'une et l'autre compter avant 2022 1,4 milliard d'individus.

Mais, passé ce cap, la croissance de la population chinoise devrait se stabiliser jusqu'en 2030 avant de se mettre doucement à décliner, pour retomber à 1 milliard à la fin du siècle, tandis que celle de la population indienne se poursuivrait, passant à 1,5 milliard en 2030 à 1,7 milliard en 2050 et à 1,65 milliard en 2100.

A la fin du siècle, la population planétaire franchira les 11 milliards.

Si la croissance de la population mondiale se poursuit, son rythme se ralentit, constatent néanmoins les démographes de l'ONU. De 1,84 % il y a dix ans, sa progression annuelle n'est plus « que » de 1,18 %, soit de 83 millions de personnes par an. De 7,3 milliards en 2015, elle devrait cependant encore gagner au cours des quinze prochaines années plus d'un milliard d'individus, pour atteindre 8,5 milliards en 2030, puis 9,7 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100.

Le rythme de croissance de la population mondiale dépendra étroitement de l'évolution de la fécondité, soulignent les démographes de l'ONU, qui tablent sur une baisse de celle-ci y compris en Afrique, constatant qu'elle a déjà reculé ces dernières années

dans pratiquement toutes les régions du monde. De 4,7 enfants par femme aujourd'hui, le taux de fécondité sur le continent africain devrait tomber à 3,1 en 2050, et à 2,2 d'ici à la fin du siècle.

En dépit de ce recul attendu de la fécondité, plus de la moitié de la croissance de la population mondiale d'ici à 2050 devrait concerner l'Afrique. Au milieu du siècle, la population du Nigeria devrait dépasser celle des Etats-Unis (388,8 millions), avec 398,5 millions d'habitants, faisant de ce pays la troisième nation la plus peuplée de la planète. L'Angola, le Burundi, la République du Congo, le Malawi, le Mali, le Niger, la Somalie, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie pourraient, eux, d'ici à 2100, voir leur population quintupler.

A l'opposé, l'Europe est la seule région de la planète qui connaîtra un recul – continu – de sa population. Aujourd'hui sous le seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femme) dans bien des pays du continent, le taux de fécondité européen devrait se redresser, en passant de 1,6 enfant par femme en moyenne en 2015 à 1,8 enfant par femme en 2050, mais cela n'empêchera pas la baisse de sa population. Le Monde.fr 29.07

Et la théorie de l'eugénisme dans tout cela? Elle pourrait se réaliser par étouffement !

La question la plus stupide du jour : une chaîne privée peut-elle avoir une "information indépendante" ?

- Canal + : Bolloré aurait empêché la diffusion d'une enquête sur le Crédit Mutuel - leparisien.fr

D'après Mediapart, le patron du groupe Vivendi aurait censuré une enquête sur le Crédit mutuel par un coup de fil à Rodolphe Belmer, alors directeur général de la chaîne.

Tout comme UBS ou HSBC, le Crédit mutuel est soupçonnné d'avoir organisé un vaste système d'évasion fiscale via ses filiales suisse et monégasque. Comme le rappelle Mediapart une enquête judiciaire pour soupçons de fraude fiscale a été ouverte fin 2014 contre le groupe bancaire français, propriétaire de nombreux quotidiens régionaux tels que Le Progrès, Le Dauphiné libéré ou L'Est républicain.

«En quinze ans, je n'avais encore jamais vécu une censure aussi franche et brutale», a déclaré Jean-Pierre Canet, rédacteur en chef du documentaire travaillant pour la société KM Production et cité par le site d'information. «Aucune concertation ni aucune négociation n'a été possible avec la direction ou l'actionnaire principal de Canal +». Aucun commentaire n'a en revanche été fait par Vivendi, le Crédit mutuel ou le porte-parole de Vincent Bolloré.

Depuis cette affaire, KM Production a appris que Canal + mettait fin à son contrat de production du «Grand Journal», sa principale source de revenu. «C'est une lame de fond, Vincent Bolloré prend le contrôle de Canal+ et dégage les représentants historiques de la chaîne. Mais c'est une vraie question de savoir si une chaîne privée, détenue par des industriels ayant des intérêts divergents, peut avoir une information indépendante», s'est inquiété Jean-Pierre Canet.

Quant au documentaire, il sera bel et bien diffusé à l'automne à la télévision. Ce ne sera pas sur Canal + mais sur France 3, dans le cadre de 'l'émission «Pièces à conviction». leparisien.fr 29.07

Syriza en proie avec ses contradictions.

- Tsipras prêt à des élections pour garantir la nouvelle aide à la Grèce - AFP Le Premier ministre grec Alexis Tsipras envisage de recourir à des législatives anticipées pour regagner une majorité parlementaire mise à mal par la contestation par une partie de ses troupes du plan d'aide en cours de négociation avec les créanciers du pays.

"Si nous n'avons pas de majorité parlementaire, nous serons contraints à des élections", a déclaré mercredi M. Tsipras, dans une interview à la radio Sto Kokkino.

Au pouvoir depuis seulement six mois, il a précisé être "le dernier à vouloir des élections".

Mais il a pris acte de la division au sein de Syriza, le parti de la gauche radicale qu'il dirige, dont plus de 30 des 149 députés ont voté, les 15 et 22 juillet, contre les premières réformes demandées par les créanciers de la Grèce.

Désormais, et malgré le soutien de 13 députés du parti de droite souverainiste Anel avec lequel gouverne Syriza, le Premier ministre ne dispose plus du seuil minimum de 151 députés (sur 300) pour appliquer le nouvel accord sans le soutien de trois partis d'opposition (Nouvelle Démocratie, Pasok, Potami) qui lui apportent à chaque fois leurs 106 voix.

Si le Premier ministre n'arrive pas à reprendre sa majorité en main lors du prochain vote, le congrès exceptionnel de Syriza, que M. Tsipras veut convoquer "début septembre", lancera la recomposition interne du parti en vue d'élections, sans doute à l'automne.

Un comité central de Syriza doit se réunir jeudi et probablement décréter la tenue du congrès.

Reste à savoir quelle sera la ligne de conduite du courant contestataire, qui affirme représenter les voix du "non" à l'austérité, vainqueur du référendum du 5 juillet.

"Celui que ne respectera pas les décisions collectives (du parti, ndlr) devra rendre son siège" de députés, a prévenu Tsipras.

La ligne d'Alexis Tsipras reste majoritaire au sein du parti et il est toujours populaire dans l'opinion publique. Mais le chef du gouvernement a aussi dit être conscient de l'aggravation des difficultés économiques. AFP 29.07

OTAN de Daech.

- Soutenue par l'OTAN, la Turquie intensifie ses frappes contre le PKK - euronews.com

La Turquie a poursuivi ce mercredi ses raids aériens contre les rebelles kurdes, frappant fort dans le nord de l'Irak et le sud-est de la Turquie.

L'opposition soupçonne le président de vouloir alimenter un sentiment anti-kurde dans la perpective d'éventuelles élections anticipées. euronews.com 29.07

Dans un communiqué publié lundi, François Hollande a réaffirmé sa détermination à lutter, aux côtés d'Erdogan contre «toutes les formes de terrorisme». Pour la militante féministe, cette position «valide l'équation 'PKK = Daech'que veut faire passer Ankara, pour diaboliser les Kurdes». lefigaro.fr 29.07

ACTUALITE EN TITRES

Le piège tendu à la Russie a foiré.

- MH17: Moscou met son veto à l'ONU à la création d'un tribunal spécial - AFP

Décompostion d'un régime...

- Migrants à Calais : les renforts de gendarmes et CRS déjà à l'oeuvre - Francetv info

- À Paris, la chasse aux pickpockets s'organise - Francetv info

- La guerre de tranchées continue entre Jean-Marie Le Pen et sa fille Marine - AFP

- Le Foll annonce le renforcement de la lutte contre la bactérie Xylella Fastidiosa en Corse - AFP

- Les robots-soldats ne remplaceront pas les hommes - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Jordanie

- La Jordanie demande le dialogue entre les arabes et l'Iran - french.irib.ir

Nasser Juda, le ministre jordanien des Affaires étrangères, et Amr Moussa, ancien secrétaire général de la Ligue Arabe ont souhaité, ce mercredi, le dialogue entre les arabes et l'Iran, après l'accord nucléaire entre Téhéran et les 5+1.

« Nous voulons opter pour le dialogue et nous disons que l'accord nucléaire pourra ouvrir la porte au dialogue sur différentes questions », a affirmé, Nasser Juda en accueillant favorablement l'accord nucléaire. « Bien que nous ayons des difficultés avec l'Iran, cependant ce pays n'est pas notre ennemi et il ne doit pas l'être », a, pour sa part, déclaré, Amr Moussa, ancien secrétaire général de la Ligue Arabe. french.irib.ir 29.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Salvador

- Au Salvador, les « maras » sèment la terreur dans les transports et battent les records d'homicides en un mois - Le Monde.fr

Depuis deux jours, les habitants du Salvador n'osent plus prendre les transports en commun, de peur d'affronter les représailles des cartels, qui ont la mainmise sur le pays. Des membres de maras, ces groupes criminels à l'œuvre en Amérique latine et en Amérique centrale, ont abattu, mercredi 29 juillet, un septième chauffeur de microbus, au motif qu'il ne respectait pas la grève des transports qu'ils imposent pour faire pression sur les autorités.

Selon la police, le chauffeur a été criblé de balles alors qu'il faisait le plein dans une station-service de la périphérie de San Salvador. Avant lui, un autre chauffeur avait été tué dimanche et cinq autres lundi. Mercredi, sous une forte surveillance policière et militaire, des milliers de Salvadoriens se déplaçaient à bord de camions militaires pour se rendre au travail ou à l'école.

Faire pression sur le gouvernement

Les maras imposent cette grève pour exiger des autorités de négocier avec eux un allégement de la répression qui s'exerce sur leurs activités et assurer des conditions d'emprisonnement moins difficiles à leurs membres. Mais, jusque-là, le gouvernement a toujours refusé d'engager le dialogue avec ces gangs, dont les guerres de territoire sont à l'origine de la montée de violence qui embrase le pays depuis plusieurs années, jusqu'à en faire un des pays les plus violents d'Amérique centrale.

« Sous aucun prétexte notre gouvernement n'est disposé à dialoguer avec les criminels, que cela soit bien clair, nous n'allons pas négocier et nous allons les poursuivre, les capturer et les présenter devant la justice », a martelé mardi le président Salvador Sanchez Ceren. « Nous ne laisserons pas impunis les meurtres de chauffeurs, policiers, soldats et travailleurs salvadoriens », a lancé pour sa part le procureur Luis Martinez, qui a qualifié ces gangs de « terroristes ».

Six cent trente-cinq homicides en un mois

Le Salvador, petit pays situé entre le Honduras et le Guatemala, a en effet enregistré quelque 635 homicides en seulement un mois, essentiellement en raison des règlements de comptes opposant les divers gangs du pays. Soit une moyenne de 20 morts par jour. Les autorités affirment qu'il s'agit, pour les maras, d'un moyen supplémentaire de menacer le gouvernement après le transfert de quelque 2 600 membres de cartels emprisonnés.

« Il s'agit du mois le plus violent depuis [la fin de la guerre civile en Amérique centrale en] 1992, et nous savons que nombre d'homicides n'ont pas été déclarés », s'inquiète Miguel Fortín Magaña, directeur de l'Institut de la médecine légale.

Il faut garder à l'esprit que, comme la plupart des cartels d'Amérique centrale, les deux principaux gangs du pays, la Mara Salvatrucha et la Mara Barrio, ont pour habitude d'enterrer leurs victimes dans des fosses communes. Les cadavres sont ainsi souvent découverts bien après le crime. Or les homicides sont toujours imputés l'année de la découverte des corps, indépendamment de la date à laquelle ils ont été commis, comme le rappelle cette note de blog, ce qui fausse les statistiques.

Il n'en reste pas moins que le Salvador enregistre l'un des taux d'homicides les plus élevés du monde et d'Amérique centrale, avec, en 2014, 61 victimes pour 100 000 habitants. Si la tendance observée au cours du premier trimestre de 2015 se maintient, le solde macabre devrait atteindre 4 500 victimes d'ici à la fin de l'année, soit un taux de presque 70 victimes pour 100 000 habitants, supérieur à son niveau de 2011, d'avant la trêve entre les maras. lemonde.fr 29.07

ECONOMIE

Koweït

- Le torchon brûle entre l'Arabie et le Koweït - french.irib.ir

La diffusion d'un document a intensifié les divergences entre l'Arabie et le Koweït sur un champ pétrolier commun

Le ministre koweïtien du Pétrole a écrit à son homologue saoudien pour demander une reprise de la production dans un champ pétrolier commun, affirmant que le Koweït risquait de subir de "lourdes pertes" en raison de l'arrêt, rapporte mardi la presse koweïtienne.

"J'appelle votre excellence à reprendre la production dans le champ commun de Khafji et attire votre attention sur le fait que l'arrêt de la production et de l'exportation va causer au Koweït de lourdes pertes qu'il incombe au gouvernement saoudien de prendre en charge", a souligné Ali al-Omair dans sa lettre à son homologue saoudien Ali al-Nouaïmi, selon le quotidien Al-Raï.

Dans sa missive envoyée début juillet, M. Omair relève aussi, selon Al-Raï, que l'arrêt de la production viole un accord vieux de 50 ans.

A la suite de l'impasse survenue dans les négociations avec Riyad visant à régler les divergences sur la souveraineté des zones pétrolifères, le gouvernement koweitien qui partage des champs pétroliers communs avec l'Arabie a saisi un tribunal international. french.irib.ir 29.07

Haut de page

Le 31 juillet 2015

CAUSERIE

On a corrigé la faute de frappe dans le texte figurant sur la photo de la réunion de l'OTAN. On a ajouté 16 articles.

Nous sommes tombé sur un article très intéressant mais très long (Le pouvoir communicationnel de la classe des élites contre la démocratie), que nous allons mettre en ligne dans cette page en le présentant sous la forme de plusieurs parties en fonction des thèmes abordés, pour que les lecteurs puissent le lire et retenir l'essentiel, y réfléchir tranquillement, il figurera également en entier au format pdf.

Ce pourrait être une nouvelle rubrique lorsque des articles trop longs présentent un intérêt certain, encore devrais-je trouver le temps de l'actualiser.

A retenir pour comprendre la politique américaine.

Nous savons que les États-Unis recherchent avant tout la sécurité de leurs investissements répartis dans l'ensemble du monde et celle de leur accès aux matières premières stratégiques de même qu'aux ressources énergétiques. Ils le font généralement avec succès, mais quand ils rencontrent un obstacle majeur ils ont recours à la déstabilisation de la gouvernance des États souverains et à la guerre (Chossudovsky - Mondialisation.ca).

Articles mis en ligne dont on ne peut pas partager l'orientation politique.

Jules Dufour : les Grècs craignaient "*le pire avec le retrait du pays de l'ensemble européen*", l'UE. (Un automne noir pour les Européens : Coups d'état des pouvoirs financiers).

Si la politique de régression sociale généralisée de l'UE à laquelle tous ses pays membres doivent se soumettre sous peine de sanctions n'est pas le "*pire*", alors qu'est-ce que c'est ? Voilà à quelle aberration on arrive lorsqu'on demeure soi-même soumis à l'UE.

Michael Husson : "*pour un audit et une restructuration décisive des dettes publiques*" (Grèce: les vraies causes de la dette publique», une étude décapante).

Autrement dit, cet auteur est sur la même ligne que le FMI, inutile d'en dire davantage c'est suffisamment explicite, pas question d'annuler la dette grecque, le peuple grec doit payer pour les banquiers.

On retrouve ces orientations politique dans 99% des articles mis en ligne dans ce portail, normal leurs auteurs ne sont pas marxistes.

On pourrait ajouter Maxime Vivas ou l'imposture du *Socialisme du XXIe Siècle* ou la *révolution bolivarienne*, qui n'a jamais remis en cause le capitalisme au Venezuela et qu'illustre à sa façon l'article *Varoufakis voulait contourner son administration. Chavez l'avait fait.*.

ACTUALITE EN TITRES

Quand le PS banalise à nouveau ou s'empare de la sémantique de l'extrême droite.

- Elevage: l'appel à la préférence nationale "respecte les règles européennes" indique Le Foll AFP

En dictature. Pour Libération, personne ne doit affronter l'oligarchie toute puissante.

- Aurélie Filippetti porte plainte contre Paris Match - Reuters

- Chère Aurélie Filippetti, évite les procès, ça te perdra ! - Liberation.fr

C'est la rédaction de Libération qui lui a adressé ce conseil qui sonne comme une menace si elle persistait à s'attaquer à la presse de l'oligarque Dassault, dorénavant dans ce pays tout le monde doit se soumettre en silence au pouvoir de l'oligarchie et de ses médias.

La cruauté sans limite d'un gouvernement d'extrême droite.

- Israël autorise l'alimentation de force des prisonniers - LExpress.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La destruction de la classe en cours.

- Hausse de 8,6% des auto-entrepreneurs en 2014 - Reuters

Un total de 982.000 auto-entrepreneurs étaient recensés fin 2014 en France, soit 78.000 de plus qu'un an plus tôt, selon les données publiées jeudi par l'Acoss, l'agence centrale des organismes de Sécurité sociale.

Sur le total, un peu plus de 58% (574.000) étaient économiquement actifs fin 2014, une proportion quasi stable sur un an.

Ils ont déclaré un chiffre global pour le quatrième trimestre de 1,9 milliard d'euros, en hausse de 6,7% sur un an, soit une moyenne de 3.290 euros (-1,7%) par tête. Reuters 30.07

Que des travailleurs au chômage soient poussés dans cette voie en désespoir de cause on peut le comprendre, chacun tente de s'en sortir comme il peut car il faut bien vivre ou survivre d'une manière ou d'une autre, la société ne leur offre pas vraiment le choix, à ceci près qu'en adoptant le mode de pensée d'un patron ou d'un capitaliste ils ne seront pas vraiment portés à se rapprocher du socialisme et étant encore plus enchaînés au capitalisme, comme en Grèce qui compte 20 à 25 auto-entrepreneurs.

Quand le climat refuse de se soumettre au lobby néolibéral

- Météo: Un record de froid enregistré en Bretagne ce jeudi matin - 20minutes.fr

Seulement 1,7 degré à l'aube de ce jeudi matin dans le petit village de Guiscriff, dans le Morbihan en Bretagne. A Pontivy, à l'intérieur des terres dans le Morbihan, la température n'a pas dépassé les 5 degrés au lever du soleil et ne sera que de 6 degrés ce vendredi. 7 degrés à Rennes.

Si la France a dû subir des températures automnales toute cette semaine, cette tendance ne devrait pas durer. « A partir de demain et franchement ce week-end, les températures vont remonter, et cela même en Bretagne », ajoute le prévisionniste. Un pic de chaleur devrait être constaté ce lundi : les températures vont monter jusqu'à 35 degrés. A Rennes, il fera un peu moins chaud,

environ 25 degrés dans l'après-midi. 20minutes.fr 30.07

Gageons qu'ils ne retiendront dans quelques jours que le "pic de chaleur" pour justifier leur thèse foireuse du réchauffement climatique qui a la même fonction que celle de la guerre des civilisations...

Enrichissez-vous ! L'objectif inavouable de la politique du gouvernement.

- De nombreux fonds PEA ont gagné plus de 25 % cette année - LeFigaro.fr

Alors que l'indice phare de la Bourse de Paris gagne environ 16 % depuis janvier, Dorval Manageurs (Dorval Finance), numéro un du classement des fonds «actions françaises» selon Europerformance, s'est envolé, lui, de 28 % environ. Il est talonné par Sycomore Francecap (Sycomore AM), en hausse de 26 %, et par R Conviction France, de Rothschild & Cie Gestion (+25,60 %). LeFigaro.fr 30.07

Et quand des salariés de Manitou BF exigent une augmentation générale des salaires d'1,8%, le patronat hurle au scandale, et lorsqu'il s'agit d'augmenter le smic d'1% supplémentaire le gouvernement déclare que cette revendication est incompatible avec la situation économique, on aura compris pourquoi.

Infos sur la Grèce.

Grèce: Syriza décide de la tenue d'un congrès extraordinaire en septembre - AFP

Le comité central du parti de gauche radicale Syriza a voté jeudi soir en faveur de la tenue d'un congrès extraordinaire en septembre, une proposition du Premier ministre Alexis Tsipras afin de définir une position commune vis-à-vis de l'accord avec les créanciers du pays, a-t-on appris auprès du parti.

Alexis Tsipras, également dirigeant de Syriza, a fait cette proposition à l'ouverture de la réunion du comité central du parti, dont certains membres s'étaient opposés à l'accord que le gouvernement avait signé le 13 juillet avec ses créanciers sur un nouveau prêt à la Grèce, accompagné de mesures de rigueur.

"Nous sommes le premier gouvernement de gauche radicale en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Soit ce gouvernement continue grâce aux députés de gauche, soit il tombe à cause des députés de gauche, qui pensent que ce gouvernement a justement cessé d'être de gauche'', a déclaré Alexis Tsipras devant les cadres du parti.

(Votre gouvernement est illégitime, après que l'accord que vous avez passé avec la troïka le 13 juillet dernier fut adopté par la Vouli (le parlement grec) grâce aux voix des députés de la Nouvelle Démocratie et du Pasok notamment qui furent chassés du pouvoir par le peuple lors des élections législatives de janvier 2015. Syriza est minoritaire ou n'a plus de majorité au parlement, et le gouvernement ne tient que grâce au soutien des partis officiels de droite, la Nouvelle Démocratie et le Pasok, ainsi il ne s'agit pas d'un "gouvernement de gauche radicale" mais un gouvernement de droite. Il est toujours bon de remettre les choses à la place qui leur revient. - LVOG)

Après plus de douze heures de réunion, le comité central du Syriza a accepté la proposition du Premier ministre en rejetant celle de "la Plateforme gauche", un courant influent de gauche dure au sein du Syriza ainsi que celle d'autres groupes dissidents, qui s'opposent à l'accord avec les créanciers. Les dissidents souhaitaient un congrès le plus tôt possible avant même la finalisation de l'accord avec les créanciers.

"Une majorité a voté en faveur de la tenue d'un congrès extraordinaire en septembre", a indiqué à l'AFP, Costas Zachariades, membre du comité central, composé de 201 membres.

La date exacte du congrès n'a pas été pour le moment précisée.

Si sa ligne l'emporte, Tsipras pourra exiger des opposants le respect des décisions de la majorité et une discipline de vote au Parlement.

(La majorité des députés de Syriza votera à nouveau pour le second volet du dernier mémorandum de la troïka soutenu par Tsipras parce qu'ils tiennent davantage aux privilèges liés à leur fonction de député, plutôt qu'à la cause du peuple qu'ils prétendaient incarner, ce sont de vulgaires affairistes à l'image de la Nouvelle Démocratie et du Pasek, doublés d'imposteurs scélérats. A vomir ! - LVOG)

"Si certains pensent qu'un autre Premier ministre, un autre gouvernement peut faire mieux, qu'ils le disent ouvertement', a-t-il lancé à l'adresse de ses opposants internes.

(Dans le cadre des institutions du capital en place en Grèce, impensable, il faudrait commencer par les abolir... - LVOG)

Alexis Tsipras a également fait une autre proposition pour que s'exprime la voix des contestataires: une consultation interne au parti qu'il a appelée "référendum" et ce, dès dimanche.

"Je n'ignore pas qu'il existe (...) des camarades qui disent que le parti doit prendre des décisions avant la validation de l'accord (avec les créanciers, ndlr), précisément parce qu'ils veulent annuler cet accord (...). Je propose donc de traiter cette question immédiatement (...) en organisant un référendum au sein du parti dimanche", a-t-il suggéré.

L'idée d'un référendum au sein du parti sur la poursuite ou non des discussions entre le gouvernement et les créanciers du pays a finalement été rejetée. (lemonde.fr 30.07)

(Normal, la majorité des adhérents et des dirigeants de Syriza sont des opportunistes, des ex-staliniens ou sociaux-démocrates dégénérés repentis, ils ont la mentalité misérable du renégat petits bourgeois subordonné au capitalisme pour n'avoir jamais adhéré au socialisme. - LVOG)

Les frondeurs de Syriza refusent en effet d'attendre, comme le souhaite Tsipras, que soit finalisées les négociations en cours avec les représentants de l'UE et du FMI pour clarifier l'équilibre des forces au sein du parti.

(Le fonctionnement de Syriza est antidémocratique dans la mesure où sa direction a refusé que son congrès se tienne avant le 20 août, date butoir avant laquelle le gouvernement et le Parlement devront avoir adopté les nouvelles mesures d'austérité préconisées par la troïka, ce qui reviendra à mettre les adhérents de Syriza devant le fait accompli. - LVOG)

Plus d'une dizaine de membres du comité central ont démissionné à l'issue de la réunion du comité central, selon Costas Zachariades.

"Si nous n'avons pas d'objectif commun, il n'y plus de raison de coexister (...) S'appuyer sur les votes des autres partis et poursuivre avec cette dualité interne ne peut continuer éternellement", a ajouté Tsipras, montrant sa détermination à régler les divisions au sein de son parti.

Mercredi, Alexis Tsipras s'est même dit prêt à organiser des élections législatives anticipées avec de meilleures chances de marginaliser les contestataires et de regagner une majorité parlementaire unie autour du soutien au troisième plan de sauvetage des créanciers UE et FMI. AFP 30.07

Dorénavant Tsipras assume être officiellement le porte-voix de l'UE et du FMI et c'est très bien ainsi, au moins la situation s'éclaircie. Face à l'ultimatum de la direction de Syriza, on se demande ce que foutent encore les maoïstes et trotskystes dans ce parti, sinon le légitimer ainsi que sa politique tournée contre le peuple grec.

En complément.

Wikipedia - En 2015, sont effectivement membres de SYRIZA les partis et organisations politiques suivantes.

- Citoyens actifs , un parti socialiste démocratique et patriote.
- Groupe politique anticapitaliste, parti trotskiste.
- Association des citoyens de Riga (Velestinli), un parti à la fois internationaliste et patriote, défendant les idées de démocratie, d'écologisme et de justice sociale
- Synaspismós (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie), parti socialiste démocratique, écosocialiste, eurocommuniste et féministe
- Organisation communiste de Grèce (KOE) : parti maoïste.
- Plateforme communiste de Syriza : section grecque de la Tendance marxiste internationale à l'idéologie trotskiste.
- Mouvement social démocratique (DIKKI) : parti nationaliste de gauche, socialiste et eurosceptique.
- Écosocialistes de Grèce : parti écosocialiste et écologiste.
- Gauche ouvrière internationaliste (DEA) : parti révolutionnaire de sensibilité trotskiste.
- Mouvement pour l'Unité d'action de la gauche (KEDA) : parti marxiste-léniniste.
- Nouveau combattant : parti socialiste démocratique.
- Groupe de la gauche radicale - Roza : parti luxemburgiste et féministe.
- Radicaux : parti socialiste démocratique et patriote.
- Rouge : parti trotskyste
- Gauche écologique, communiste et rénovée (AKOA) : parti socialiste démocratique, eurocommuniste et écologique.
- Union du centre démocrate (EDIK) : parti radicalisme et social-libéralisme.
- Mouvement unitaire : parti socialiste démocratique.
- Ainsi qu'un certain nombre de militants de gauche indépendants.

La SFIO en quelque sorte, le modèle de parti à rejeter catégoriquement.

- Grèce : sans allègement de la dette, le FMI refuse de participer au plan d'aide - latribune.fr

Le FMI persiste et signe. Alors que les discussions sur les modalités d'un nouveau plan d'aide à la Grèce se poursuivent à Athènes, le FMI a conditionné sa participation à un allègement de la dette par les Européens.

Cette fois, le FMI a mis ses menaces à exécution. Dans un rapport publié le 14 juillet, l'institution financière de Washington plaidait pour un allègement de la dette,et expliquait que sa participation au plan d'aide était loin d'être acquise.

"Nous avons été très clairs sur le fait que (...) nous avons besoin d'une solution concrète et ambitieuse au problème de la dette", pour accorder de nouveaux prêts à Athènes, précisait alors un haut cadre du FMI en dévoilant ce rapport.

Mais le jeudi 30 juillet, le FMI hausse le ton. Un des responsables de l'institution a assuré que l'institution financière de Washington ne participera pas au plan d'aide à la Grèce tant que les Européens n'auront pas consenti à un allègement de la dette, qui frôle désormais les 180% du PIB du pays.

Pas d'aide sans allègement de la dette

"Le FMI n'y participera qu'une fois que ces deux conditions seront remplies", indique ce haut responsable du Fonds monétaire international sous couvert d'anonymat. Il précise que ces conditions ne seront pas remplies avant plusieurs mois.

Les Européens sont dans le viseur du FMI, mais les Grecs ne sont pas épargnés. Si un train de réformes complet n'est pas adopté, l'institution financière ne s'engagera pas dans ce troisième plan d'aide, évalué entre 82 et 86 milliards d'euros, martèle-t-on à Washington.

Pourtant, la semaine dernière, la Vouli, le Parlement grec a voté une série de réformes imposées par les créanciers du pays : hausse de la TVA, réforme de la justice civile, réforme des retraites, privatisations. Pas de quoi satisfaire pour l'instant le FMI.

Mercredi, lors d'une conférence de presse, Christine Lagarde, la directrice du fonds monétaire international (FMI) a une nouvelle fois déclaré qu'"une dose de restructuration de la dette est inévitable", ajoutant que "pour que la Grèce réussisse et qu'un quelconque programme aboutisse, une restructuration de la dette doit avoir lieu".

L'allègement de la dette n'est pourtant pas à l'ordre du jour. Si la France soutient cette idée, Berlin de son côté y est farouchement opposé.

A Athènes, les jours sont comptés

Pourtant en Grèce le temps presse. Certes, le 17 juillet, le pays a obtenu un prêt relais de 7,16 milliards d'euros par le Mécanisme européen de stabilité financière (MESF). Ce montant a permis à Athènes de rembourser ses dettes au FMI et à la BCE pour un total de 6,65 milliards d'euros.

Autant dire qu'il ne reste plus grand chose de cette aide d'urgence, uniquement destinée à rembourser les créanciers. Et Athènes sait que de nouvelles échéances de remboursement se rapprochent à grands pas. Le pays doit rembourser 3,2 milliards d'euros à la l'institution financière de Francfort le 20 août.

Malgré cette déclaration qui ressemble une nouvelle fois à un ultimatum, le FMI a assuré que sa participation aux négociations en cours à Athènes était maintenue. latribune.fr 30.07

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 20h32.

On a ajouté une douzaine d'articles dans la rubrique politique et le dossier Grèce.

La causerie du matin.

On ajoutera plus tard quelques articles, notamment sur la Grèce en relation avec ce qui suit.

Les mésaventures de l'ex-ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, font l'objet d'un certain nombre d'articles, qui comme d'habitude passent à côté de l'essentiel, à savoir qu'il est victime du refus du gouvernement de s'attaquer aux institutions en place qui maintenant menacent de le traduire en justice pour haute trahison. Cela n'arriverait pas si au lieu de se fondre dedans comme l'avait fait le Pasok avant Syriza, ce dernier les avait abolies.

Au passage sans le vouloir Syriza valide le marxisme auquel sont étrangers ses dirigeants, y compris Yanis Varoufakis, qui prône comme une nécessité la destruction de fond en comble de l'Etat bourgeois ou des capitalistes au profit d'un Etat ouvrier ou une République sociale ou socialiste, en observant ce qui se passe en Grèce on comprend immédiatement pourquoi cette décision s'impose pour avancer sur la voie de la rupture avec le capitalisme ou du socialisme.

Encore un aspect de la situation ou un enseignement de la lutte des classes à coté duquel sont passés tous les partis, qui rechignent ou refusent l'idée de devoir affronter directement la classe dominante, alors que c'est indispensable pour changer la société, de nos jours on devrait peut-être dire changer de société, tant celle dans laquelle nous vivons est nauséabonde et incarne le contraire de nos aspirations (une grenouille passe sous la table...)

Certains ont mis l'accent sur l'euro, plus timidement sur l'UE, moins encore sur la nationalisation de la banque centrale grecque et de toutes les banques, aucun sur l'Etat grec ou les institutions devant lesquelles ils se prosternent tous au lieu d'envisager de les renverser. Ils ne sont pas socialistes voilà tout. Ils sont quoi alors ? L'inverse ou le contraire.

Vidéos.

Maastricht mensonges et propagande

https://www.youtube.com/watch?v=DZaiDLbVjxo

Puissante et incontrôlée - La Troïka
https://www.youtube.com/watch?v=wXurytR1IAk

L'enquête « Puissante et incontrôlée : la troïka » du journaliste allemand Harald Shuman dissèque l'organisme le plus puissant en Europe, bien que constitué de hauts fonctionnaires non élus : la Troïka. Celle-ci a imposé des mesures d'austérité partout en Europe, jusqu'à provoquer de véritables catastrophes socio-économiques et sanitaires, comme en Grèce. Fruit d'un an d'investigation, le reportage dresse un bilan de ces politiques sur les peuples et mène une enquête sur les prises de décisions arbitraires et le fonctionnement anti-démocratique de la Troïka.

Bravo, objectif atteint ! Ils s'y seront tous mis de l'extrême droite à l'extrême gauche.

- L'immigration, principale préoccupation des Européens, selon un sondage de l'UE - 20minutes.fr

Quand tu vis dans un pays, celui où tu es né, si les conditions que tu rencontres ne te conviennent pas, tu as le choix entre les subir et t'en accommoder et résister, te rebeller contre ceux qui en sont responsables, l'Etat et les capitalistes, pour les améliorer ou les changer, tout en assumant tes responsabilités.

Tu as donc le choix entre deux comportements, l'un qui consistera à essayer de t'en sortir par tes propres moyens en recourant à des solutions individuelles, l'autre qui consistera à tenter de t'en sortir sur un terrain de classe. Dans le premier cas tu tourneras le dos au mouvement ouvrier, dans le second tu le rejoindras.

Le mouvement ouvrier a pour mission de défendre les droits collectifs des travailleurs comme classe sociale et non comme individus atomisés dans la société. Il agit dans le cadre de la lutte des classes sur la base de la reconnaissance de l'antagonisme qui existe entre les classes, et en organisant les travailleurs il contrarie la concurrence à laquelle ils sont livrés et qui entrave ou constitue un handicap à leur combat. Il n'a pas à chercher ou à proposer des solutions individuelles aux difficultés que rencontrent chaque travailleur qui découlent de la condition que lui a réservée le régime.

Le mouvement ouvrier part du constat que ce sont les conditions sociales collectives imposées par la classe des capitalistes à la classe ouvrière, qui détermine la condition individuelle de chacun de ses membres, d'où sont engagement sur le plan collectif et non individuel qui dénote une absence totale de conscience de classe.

Le mouvement ouvrier n'a pas vocation à prendre en charge la situation individuelle de chaque travailleur qui ne concerne qu'eux-mêmes.

Le mouvement ouvrier incarne la prise de conscience des travailleurs au stade élémentaire et parfois à un niveau supérieur de l'antagonisme qui existe entre les classes, dont l'issue repose sur le rassemblement ou l'unité de la classe des exploités contre celle des exploiteurs, son existence constitue donc un progrès politique. Et pour s'affirmer, déboucher sur des réalisations pratiques ou atteindre ses objectifs, il doit convaincre de le rejoindre le plus grand nombre possible de travailleurs qui rompront avec leur isolement ou cesseront de chercher des réponses individuelles à des questions qui sont en réalité d'ordre collectif. Quand malgré tout des travailleurs s'enferment dans un shéma suicidaire qui consiste à tenter de d'en sortir par eux-mêmes sur le plan individuel, le mouvement ouvrier ne pourra rien pour eux sur ce plan-là. Cela vaut pour les travailleurs d'un pays comme pour ceux qui choisissent le chemin de l'immigration que le mouvement ouvrier n'encouragera en aucun cas.

Par contre il interviendra lorsque ces immigrés se retrouveront confronter à la répression de la part de l'Etat du pays où ils ont atterri, le considérant responsable du sort indigne qui leur est souvent réservé, car étant engagé dans le pillage des richesses de leur pays natal et soutenant son régime, deux facteurs qui combinés sont à l'origine de leur immigration sans qu'on ait à en rechercher les motivations individuelles qui passent dans ce cas-là au second plan.

Maintenant, dans un pays confronté à un chômage de masse et où sévit une grave crise du logement ou sociale en générale, il sera complètement irresponsable de favoriser l'immigration légale ou illégale, qui conduira à une situation périlleuse ou dramatique pour ces immigrés, inextricable en général, sans parler des tensions qu'elles créeront au sein de la classe ouvrière en alimentant ses préjugés racistes ou xénophobes qui feront l'objet d'une récupération par l'extrême droite.

Constatant que l'immigration illégale a été favorisée par la politique des puissances occidentales ou les mesures prises par la classe dominante qui en tire profit sur les plan économique et politique, la réponse à cette question doit prendre en compte l'ensemble des facteurs ou acteurs en présence sur le plan politique, et non répondre à des motivations d'ordre individuel, émotif ou sentimental, ce qui contribuerait davantage à la décomposition du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière compte tenu qu'une telle réponse conduirait à un affrontement entre les différentes couches d'exploiter ou alimenterait le communautarisme contre lequel la majorité de la population se dresserait aboutissant à une atmosphère insupportable de pogrom. Cette question doit donc être traitée à différents niveaux

Dans ces conditions, s'agissant en général du sort des immigrés illégaux, le mouvement ouvrier n'a pas à statuer sur une question qui est du ressort strictement individuel de chaque immigré. Il ne peut pas ou il ne doit pas se substituer à l'Etat défaillant en règle général avec ses propres citoyens ou s'engager à satisfaire leurs besoins alors que ce n'est pas de son ressort et qu'il n'en a pas les moyens. Il n'y a aucune raison de privilégier les besoins d'un immigré par rapport à ceux d'un travailleur indigène qui ne le comprendrait pas ou qui estimerait être victime d'une injustice.

En temps qu'immigré depuis près de 20 ans en Inde, lorsqu'en vertu de mon statut d'étranger on m'accorde un privilège par rapport à un Indien je le refuse. C'est une question de principe et de respect. Quand on m'a expliqué il y a quelques années qu'il n'y aurait plus de postes de prof de français à l'Alliance française pour des Français, car il y avait suffisamment d'Indiens formés pour occuper ces postes, j'ai répondu que c'était très bien ainsi sans exprimer la moindre amertume ou le moindre ressentiment. J'étais le dernier Français en poste et ils m'ont viré peu de temps après.

Contrairement à bien des militants et particulièrement les tiers-mondistes ou gauchistes qui traitent cette question sur le plan individuel et émotif, emboîtant ainsi le pas aux représentants de la classe dominante qui préfèrent de loin ce plan-là à celui de la lutte de classes, j'ai toujours refusé de faire passer en premier mes intérêts individuels, et encore moins de les faire prendre en charge par quiconque, j'en assume les conséquences, je ne vois donc pas pourquoi j'agirais autrement envers des gens qui ont privilégié leurs intérêts individuels à leurs risques et périls qu'ils connaissaient parfaitement.

Et s'ils sont expulsés dans leur pays d'origine, ils n'en mourront pas pour autant, ils se retrouveront seulement confrontés à nouveau aux mêmes difficultés que les membres de leur classe subissent quotidiennement, dont certains résistent, s'organisent, combattent, tandis que d'autres s'en remettent à des solutions individuelles sans pour autant être épargnés par la politique du gouvernement de leur pays.

On nous dira que c'est affreux, il y a bien pire en réalité, qu'on nous épargne ce discours pitoyable et populisme, qui ne sert qu'à couvrir la soumission à l'ordre établi de leurs auteurs, leur refus hypocrite de l'affronter ou leur incurie politique qui consiste à réduire la situation à un de ses aspects uniquement.

Je vis dans un pays où il est extrêmement difficile de se faire une place dans la société, et pourtant l'immense majorité des Indiens y parviennent, et bien les immigrés qui seront explusés n'auront qu'à faire de même que le restant de leur classe, ils trouveront bien les moyens de survivre, après tout ils y étaient bien parvenus avant d'immigrer, non ?

Le mouvement ouvrier n'est pas une auberge espagnole, un club de rencontre, une paroisse ou encore moins une ONG, il semble qu'ils y en aient beaucoup qui les confondent, et quand ils ne se situent par sur le terrain de la morale qui a les faveurs de la classe dominante, c'est très maladroitement qu'ils tentent en vain de se situer sur le terrain politique après avoir soutenu les guerres de rapine menées par les gouvernements successifs contre la Libye par exemple ou avoir soutenu la candidature de Hollande, qui a poursuivi la même politique impérialiste à l'origine d'un afflux massif et continu d'immigrés vers la France et l'Europe, au final leur opportunisme se double d'une inconsistance des plus cynique que nous condamnons. Ils instrumentalisent cette question pour se faire passer pour des gens de gauche ou d'extrême gauche afin de faire oublier leur incurie politique, leurs trahisons. Il y a quelque chose d'indécent dans leur attitude qui nous dégoûte profondément. Qu'ensuite ils pensent le plus mal de nous ou nous calomnient en déformant ou tronquant nos propos nous laissera totalement indifférent.

Le propre du petit bourgeois, c'est d'estimer qu'à partir du moment où il a formulé un besoin, il doit être satisfait sans tenir compte du contexte économique, social ou politique, il s'en fout, cela ne l'intéresse pas ou alors il le détournera à son profit sans tenir compte des conséquences éventuelles qui en découleront, il s'en tape complètement, surtout il évitera toutes les questions que nous nous posons ici, il les balaiera du bras en se contentant d'éructer qu'elles sont secondaires, inappropriées ou hors sujet, c'est un adepte forcené du 49.3, tels maîtres, tels disciples !

Au fait, l'antiracisme, le PS y avait pensé avant vous pour se faire passer de gauche. Vous croyez que cela les aurait fait réfléchir, pensez-vous, à croire qu'ils en sont devenus incapables, en tous cas ils s'efforcent de le démontrer.

En guise d'épilogue.

Le problème ce n'est pas l'homophobie, le racisme ou la xénophobie, ce sont l'idéologie et les rapports sociaux qui sont à l'origine des préjugés des masses. Cela le devient quand on est incapable ou lorsqu'on refuse de combattre l'idéologie de la classe dominante et les rapports sociaux existant, on en vient à s'en prendre aux masses au lieu de s'en prendre à la classe dominante et son Etat. Cette confusion qui conduit à se tromper d'ennemi et qu'entretiennent les représentants de la classe dominante réjouit cette dernière qui en tire profit sur le plan politique.

Ne cherchez pas ce genre d'explications dans la littérature des partis ouvriers, un militant m'a écrit que ce n'était pas de leur ressort, franchement on se demande alors à quoi ils peuvent bien servir.

En complément. Ils sont cossus, repus et amers : A la mer!

- Paris : haro sur les barbecues du dimanche à la Muette - LeParisien.fr

Les pique-niques familiaux, d'accord, les « regroupements de plus en plus nombreux », avec sono géante et rôtisseries, ça non. Le coup de colère du maire du XVIe, Claude Goasguen (LR) suffira-t-il à apaiser les dimanches de l'été sur la pelouse de la Muette ? L'élu vient de saisir le préfet de police, et compte sur son intervention rapide contre des nuisances qui rendent amers les habitants du cossu boulevard Suchet. LeParisien.fr 01.08

ACTUALITE EN TITRES

Concours de réacs.

- Après Hollande, Manuel Valls tente de rassurer les entrepreneurs - Reuters

- Reconnaissance des langues régionales: Taubira présente un projet de révision constitutionnelle - AFP

- Ile-de-France: Wallerand de Saint-Just (FN) veut baisser le budget de la culture de 35 millions d'euros - AFP

Heureusement encore qu'il y a des ratés.

- OMC: nouvelle échéance manquée pour avancer dans le Cycle de Doha AFP

- La chute du pétrole sabre les profits des pétroliers américains - Reuters

Sur fond de lutte de classes.

- Tunisie: l'état d'urgence prolongé au nom de la "guerre contre le terrorisme" - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Projet de Partenariat transpacifique.

- Pas d'accord sur le projet de Partenariat transpacifique - Reuters

Un nouveau cycle de discussions sur le projet d'accord de libre-échange transpacifique a échoué vendredi en raison notamment d'un blocage entre le Japon et l'Amérique du Nord sur le secteur de l'automobile et de l'insistance de la Nouvelle-Zélande sur le commerce des produits laitiers.

La protection des brevets dans le domaine pharmaceutique est aussi à l'origine de difficultés entre les pays impliqués.

Le Partenariat transpacifique (TPP) que négocient douze nations irait du Japon jusqu'au Chili et représenterait 40% de l'économie mondiale.

En dépit de l'échec des discussions qui se sont tenues pendant quatre jours sur l'île de Maui, à Hawaï, les ministres du Commerce des pays concernés se sont dits confiants sur la possibilité de parvenir à un accord.

"Nous avons au cours de cette réunion déblayé le terrain bien plus que lors de tout autre de nos précédentes réunions ministérielles", a déclaré le ministre néo-zélandais Tim Groser. "Il apparaît clairement qu'il existe un ou deux sujets vraiment difficiles, et l'un d'eux porte sur les produits laitiers", a-t-il ajouté.

La Nouvelle-Zélande refuse d'entériner un accord qui n'ouvrirait pas significativement les marchés des produits laitiers.

Selon le ministre australien du Commerce, Andrew Robb, 98% de l'accord est réglé mais le problème tient aux quatre grandes économies du futur bloc commercial : Etats-Unis, Canada, Japon et Mexique.

Le TPP, s'il est conclu, sera le plus important traité de libre-échange depuis une génération, d'une portée comparable à l'Alena qui lie les Etats-Unis, le Canada et le Mexique depuis vingt ans.

Vu de Washington, il doit être l'incarnation économique de la stratégie du "pivot", ou rééquilibrage géopolitique vers l'Asie-Pacifique, et une occasion de contrebalancer l'influence qu'exerce la Chine sur cette région du globe.

Les discussions d'Hawaï, auxquelles 650 négociateurs ont pris part, étaient présentées comme la dernière chance de conclure un accord à temps pour qu'il soit adopté cette année par le Congrès des Etats-Unis.

A partir de janvier prochain, alors que débuteront les primaires en vue de l'élection présidentielle de novembre 2016, la pré-campagne électorale risque de compliquer la donne.

Mais le ministre japonais de l'Economie, Akira Amari, a estimé qu'une seule réunion supplémentaire pourrait permettre de débloquer la situation. Il a ajouté qu'elle pourrait se tenir d'ici la fin du mois. Reuters 01.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

1.1- La Haye examine les crimes de guerre d'Erdogan - french.irib.ir La Haye amorce l'examen du dossier des crimes de guerre du gouvernement Erdogan en Syrie.

Les magistrats de la Cour pénale internationale, CPI, ont commencé à examiner un dossier qui accuse Recep Tayyip Erdogan, président turc, Ahmet Davutoglu, Premier ministre, Efkan Ala, ancien ministre de l'Intérieur, et Hakan Fidan, ancien directeur des services spéciaux turcs, d'avoir commis des crimes de guerre en Syrie.

Cette plainte a été soumise à La Haye par le Parti démocratique du peuple (HDP). Recep Tayyip Erdogan est accusé d'avoir alimenté les terroristes en fonds et en armements, de les avoir incités indirectement à la guerre contre la Syrie, et d'avoir été impliqué dans le commerce illicite du pétrole syrien, vendu par les groupes terroristes. Erdogan est également accusé d'avoir fermé les yeux sur la circulation des terroristes via les frontières de la Turquie. french.irib.ir 31.07

1.2- Turquie: la rébellion kurde pilonnée par l'aviation et indésirable en Irak - AFP

La Turquie a affirmé samedi avoir infligé un coup sévère à la guérilla kurde du PKK en pilonnant pendant une semaine ses bases du nord de l'Irak et va poursuivre les raids, poussant les autorités du Kurdistan irakien à demander aux rebelles de partir pour épargner les civils.

Depuis les premières frappes des F-16 turcs le 24 juillet, 260 combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués et près de 400 blessés, a indiqué l'agence gouvernementale de presse Anatolie.

Selon Anatolie, le frère du leader du parti prokurde de Turquie Selahattin Demirtas, devenu la cible politique numéro un du président Recep Tayyip Erdogan, a été blessé dans ces attaques.

L'enrôlement de Nurettin Demirtas dans les rangs de la guérilla est régulièrement dénoncé par le pouvoir comme étant un signe supplémentaire de la "collusion" entre le PKK et le parti prokurde HDP. Le pouvoir turc poursuit de son côté une offensive judiciaire contre les leaders kurdes, M. Demirtas étant notamment visé par une enquête pour "troubles à l'ordre public" et "incitation à la violence". Il a estimé samedi que son parti était désormais menacé d'interdiction.

M. Demirtas a accusé le président Erdogan de "déstabiliser" la Turquie dans le seul but d'organiser des législatives anticipées destinées à effacer le scrutin du 7 juin, qui avait privé le parti AKP au pouvoir de la majorité absolue en raison notamment du bon score du HDP. AFP 01.08

2- Irak

- Irak : 1.332 morts, dans des attentats terroristes, en juillet (ONU) - french.irib.ir

Le bureau de représentation de l'ONU, à Bagdad, a annoncé, samedi, qu'au mois de juillet, 1.332 Irakiens ont été tués, dans des violences et des attentats terroristes, dans tout le pays. Selon l'Associated Press, au moins, 844 civils, figurent, sur la liste des morts, tandis que le nombre des forces de sécurité, de soldats et des membres des forces populaires, tués dans les violences ou les attentats terroristes s'élève à 488. Selon un premier bilan de l'ONU, le nombre des victimes était de 2.108, en juillet.

Le plus grand nombre de victimes appartient à Bagdad, la capitale, où 335 personnes ont été tuées, dans les violences et les attentats. Au mois de juin, 1.466 personnes ont été tuées, en Irak, dans les violences et les attentats terroristes, selon la représentation des Nations unies, à Bagdad. french.irib.ir 01.08

3- Syrie

- Syrie: Riyad s'insurge contre Washington - french.irib.ir

Les miliciens du Front Al-Nosra, branche d'Al-Qaïda, en Syrie, ont lancé, vendredi, à l'aube, une attaque contre le siège du nouveau groupuscule syrien de miliciens, formés par les Etats-Unis, dans le Nord du pays, suivie de heurts, qui ont fait 11 morts.

Cette attaque intervient, au lendemain du rapt de huit d'entre eux, dont leur chef Nadil al-Hassan, revendiqué par le Front Al-Nosra, mais démenti par le ministère américain de la Défense. "Al-Nosra a attaqué, à l'aube, le siège de la Division 30, aux environs de la ville d'Aazaz, dans le Nord de la province septentrionale d'Alep", a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, (OSDH). Cinq miliciens d'Al-Nosra et de formations alliées, ainsi que six autres aidant les membres de la Division 30 à défendre le siège, ont été tués, dans les affrontements ayant suivi l'attaque, a précisé cette ONG. Selon l'OSDH, les combats se poursuivaient, sans que les assaillants n'aient pu, jusqu'à présent, s'emparer du QG. "Al-Nosra veut prendre les armes données, par Washington, aux rebelles". Selon l'AFP, au moins, 54 membres de la Division 30, sont entrés, en Syrie, à la mi-juillet, équipés de 30 véhicules tout-terrain, d'armes et de munitions, de fabrication américaine. Huit d'entre eux, dont un commandant, ont été enlevés par Al-Nosra, dans un village de la province d'Alep, selon l'OSDH.

Sur sa page Facebook, la Division a dénoncé l'enlèvement du colonel Nadim Hassan et de ses compagnons, et demandé "aux frères du Front Al-Nosra de les libérer, immédiatement". Le ministère américain de la Défense a démenti le rapt. "Je peux vous confirmer qu'aucun membre de la Nouvelle Force Syrienne n'a été enlevé". Par "Nouvelle Force Syrienne" (New Syrian Force, en anglais), les autorités américaines désignent les miliciens qu'ils ont entrepris de former, pour lutter contre la milice wahhabite takfiriste Daech, (Etat islamique -EI). Le groupe devrait atteindre le nombre de 5.400, pour la première année du programme, financé à hauteur de 500 millions de dollars. french.irib.ir 31.07

4- Palestine occupée

- Cisjordanie : les braises du conflit attisées par les colons - Libération.fr

- Un bébé palestinien brûlé vif dans une attaque d'extrémistes israéliens - AFP

- Un jeune Palestinien tué par des tirs de l'armée israélienne - Reuters

En colère, des milliers de personnes ont participé ce vendredi aux funérailles du petit garçon palestinien d'un an et demi brûlé vif dans l'incendie de sa maison à Douma, en Cisjordanie. L'incendie a bien été allumé par des colons israéliens, ont confirmé la police et le gouvernement de l'Etat hébreu.

"C'est un crime de guerre et un crime contre l'humanité, a déclaré le président palestinien Mahmoud Abbas. Nous ne nous tairons pas tant que la colonisation continuera. Tant que l'occupation se poursuivra, il y aura de tel crimes. Nous préparons un dossier sur ce crime et d'autre crimes que nous voulons porter devant la Cour pénale internationale et personne ne nous en empêchera." euronews.com 31.07

- Echauffourées après une journée meurtrière dans les Territoires palestiniens - AFP

Vendredi, traditionnelle journée de mobilisation chez les Palestiniens, des manifestations ont rendu hommage au bébé devenu symbole de la violence des colons, responsables de 11.000 attaques ces 10 dernières années selon l'Autorité palestinienne.

Ces défilés ont ensuite dégénéré en affrontements avec les forces israéliennes.

Un autre adolescent a été tué par l'armée israélienne, cette fois à Gaza, l'armée expliquant qu'il s'était approché trop près du mur séparant Israël de l'enclave palestinienne. AFP 01.08

Arabie saoudite

5.1- L'Arabie saoudite menace d'occuper le Koweït - french.irib.ir

Le ministre saoudien de la Défense, le Prince Mohammed Ben Salman, a menacé d'occuper le Koweït, disant que, non seulement, le puits de pétrole de «Khafji», mais encore, le Koweït, tout entier, faisait partie du territoire saoudien. Selon le site d'information Panorama Ash-Sharq al-Awsat, des sources, dans les pays arabes du golfe Persique, ont tenu à faire allusion à la réaction vive de Mohammed Ben Salman aux allégations du Koweït, selon lesquelles il rattraperait les dégâts, dus à l'arrêt de l'exploitation du gisement pétrolier de Khafji, par l'Arabie saoudite, avant d'ajouter : «Mohammed Ben Salman a dit lors d'une réunion : "Nous avons sauvé le Koweït du joug de Saddam, et, maintenant, qui est-ce qui osera le libérer de nos mains ? Le Koweït n'a aucune raison de se considérer supérieur à nous. C'est un pays, dont la superficie est un quart de la celle de Riyad».

Par ailleurs, le journal koweïtien «Al-Ray» a écrit : «La divergence pétrolière entre le Koweït et l'Arabie saoudite est entrée dans une nouvelle phase». La réponse catégorique du ministre koweïtien du Pétrole à la lettre de son homologue saoudien, dans laquelle il a attribué à Riyad la responsabilité de tout dégât matériel, dû à la fermeture du gisement pétrolier de Khafji, est à l'origine de la recrudescence des dissensions entre ces deux pays arabes. french.irib.ir 01.08

5.2- Arabie: le QG de la garde frontalière de Najran attaqué - french.irib.ir

L'armée et les forces populaires yéménites ont attaqué par missile le centre de commandement de la garde frontalière de Najran en Arabie.

Les comités populaires yéménites ont tiré11 missiles sur le centre militaire Al-Qaem et 6 autres sur le centre militaire de Jallah à Jazan, a-t-on appris de Farsnews, citant l'agence officielle yéménite Saba.

Selon cette information les roquettes Katioucha tirés par l'armée et les forces populaire sur Al-Khouba à Jazan ont causé la coupure d'électricité dans cette localité.

Dans ce droit fil, le centre de commandement de la garde frontalière saoudienne et la base militaire Aaleb à Zahran Assir ainsi qu'une cimenterie dans la localité de Hajar ont été la cible des attaques aux missiles et à l'artillerie de l'armée et des forces populaires yéménites. french.irib.ir 31.07

6- Yémen

- Yémen : Al-Qaïda attaque l'armée yéménite - french.irib.ir

Au Yémen, des dizaines de militaires de l'armée ont perdu la vie dans un assaut des groupes terroristes contre l'Est.

Vendredi, les éléments d'Al-Qaïda ont fait exploser une bombe au passage des militaires de l'armée yéménite dans la province de Hadramaout. Six personnes ont été tuées et 36 autres blessées.

Dans le même temps, les avions de combat de l'Arabie saoudite ont bombardé, à plusieurs reprises, les localités d'Al-Achraf et de Sarouh, situées dans la province de Maareb et la localité de Radeh, dans la province de Saada. En représailles à ces frappes aériennes, l'armée régulière et les comités populaires yéménites ont pris pour cible de leurs roquettes la base militaire d'Al-Khoubeh, située dans une zone frontalière d'Arabie saoudite. Aucune nouvelle sur le bilan des éventuelles pertes de cette attaque ne nous est encore parvenu.

Par ailleurs, des membres des tribus de la province de Damar sont descendus dans la rue, afin de condamner les crimes des Ale Saoud contre les civils yéménites. Ils ont également annoncé leur disponibilité à faire face aux agresseurs saoudiens. Les manifestants ont exprimé leur soutien aux décisions d'Abdelmalek Badreddine, un responsable du mouvement d'Ansarallah face aux agressions étrangères. french.irib.ir 31.07

ECONOMIE

1- Ukraine

- Le FMI verse un nouveau prêt à l'Ukraine malgré les doutes sur la dette - AFP

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé vendredi le versement à l'Ukraine d'un nouveau prêt massif en dépit des incertitudes sur la "soutenabilité" de la dette du pays et du conflit persistant dans l'Est séparatiste.

Le conseil d'administration du Fonds, qui représente ses 188 Etats-membres, a donné son feu vert au déblocage immédiat de 1,7 milliard de dollars dans le cadre d'un plan d'aide accordé en mars à Kiev et qui avait fait grincer des dents au sein de l'institution.

Au total, le Fonds s'était engagé à prêter à Kiev 17,5 milliards de dollars sur quatre ans en contrepartie de mesures drastiques visant à redresser les finances ukrainiennes, plombées par la récession et la perte d'une partie du territoire au profit des séparatistes pro-russes.

Le nouveau versement, après le déblocage en mars d'un premier prêt de 5 milliards de dollars, vise à "remettre l'économie sur le chemin du rétablissement", a assuré le FMI.

"La nouvelle tranche (d'aide, ndlr) va promouvoir la croissance de l'économie et rassurer les marchés financiers dans le pays et sur le globe", s'est félicité le ministère ukrainien des Finances dans un communiqué.

Mais la tâche s'annonce herculéenne. "D'importantes réformes structurelles et institutionnelles restent nécessaires pour corriger les déséquilibres économiques" en Ukraine, a commenté le numéro 2 du FMI David Lipton.

Privé de ses poumons industriels dans l'est, le pays est en plein marasme: son produit intérieur brut devrait plonger à nouveau cette année (-9,5% selon le gouvernement ukrainien) et sa dette s'envoler à près de 135% de son PIB, selon des économistes.

Or le FMI l'a répété pour justifier sa réticence à continuer de renflouer la Grèce: il ne peut prêter à un pays que s'il juge sa dette "soutenable avec une très forte probabilité".

Pour résoudre ce casse-tête et satisfaire les Etats-Unis --son principal actionnaire--, le FMI a sommé l'Ukraine d'engager une discussion avec ses créanciers privés afin d'obtenir une réduction de sa dette d'environ 15 milliards de dollars.

Mais les difficiles tractations se sont pour l'heure révélées infructueuses et font peser la menace d'un défaut de paiement ukrainien, qui risquerait de faire fuir encore davantage les investisseurs.

Tout en saluant le prêt du FMI, les Etats-Unis ont d'ailleurs vendredi "exhorté les créanciers (...) à parvenir à un compromis en temps utile avec les autorités ukrainiennes", a déclaré le secrétaire américain au Trésor Jacob Lew.

Menés par le fonds d'investissement américain Franklin Templeton, ces créanciers trainent toutefois des pieds et ne sont pour l'heure prêts qu'à accepter une décote de 10% quand Kiev en attend 40%.

"C'est un dialogue difficile", avait reconnu mercredi la patronne du FMI Christine Lagarde tout en affirmant que son institution serait prête à continuer à aider le pays même en cas de défaut.

Aux termes de ses règles internes, le FMI peut ainsi continuer à assister financièrement un pays qui a fait défaut vis-à-vis de créanciers privés, à condition notamment qu'il applique les réformes exigées de lui.

C'est ce dernier point qui, selon le Fonds, justifie l'apparente mansuétude dont l'Ukraine bénéficierait par rapport à la Grèce.

Récusant tout "deux poids deux mesures", le FMI a ainsi relevé qu'il s'agissait de pays et "de circonstances très différentes" et insisté sur les "engagements" de Kiev, pointant en creux le manque de coopération des autorités d'Athènes.

Depuis l'éviction de l'ancien président Viktor Ianoukovitch au début 2014, le FMI peut, à Kiev, s'appuyer sur un gouvernement pro-occidental (néonazi - LVOG) bien plus enclin à appliquer de douloureuses réformes, dont une hausse des prix du gaz.

L'institution peut notamment compter sur la ministre ukrainienne des Finances, Natalie Jaresko, une ancienne membre du département d'Etat américain qui a reçu la nationalité ukrainienne la veille de sa prise de fonctions à Kiev.

"L'Ukraine est un cas incroyablement encourageant", avait également estimé Mme Lagarde, relevant la détermination des autorités à "changer le visage" du pays en dépit d'une situation sécuritaire très compliquée. AFP 31.07

No comment, c'est suffisamment clair!

2- Israël

- Le régime sioniste et ses revenus astronomiques du trafic d'armes - french.irib.ir

Les actes inhumains d'Israël ne se résument pas en ses crimes de guerre car ce régime n'hésite pas à fouler aux pieds les règles internationales sur l'interdiction de la vente d'armements aux régimes et aux miliciens répressifs et criminels. Selon les chiffres, Israël se trouve en tête de la liste des régimes qui envoient des armements aux zones en conflit et aux pays en proie à une guerre civile.

Le régime sioniste vend généralement ses armes aux organisations criminelles qui les emploient pour la répression des civils. Israël compte parmi les plus grands initiateurs de crimes de guerre et de crimes contre humanité. Le régime sioniste envoie des armements en République d'Azerbaïdjan, au Sud-Soudan et au Rwanda et donne des formations militaires aux militaires de la Garde présidentielle au Cameron, au Togo et en Guinée Equatoriale, ayant des régimes apartheid et non-démocratiques à leur tête. Israël donne aussi des leçons de massacre, de répression et de pillage aux régimes dictatoriaux. Certaines grandes compagnies israéliennes dont Rafael s'occupent des activités toutes particulières dans ce domaine. Plus de 100 compagnies et 300 instituts du régime sioniste sont impliqués dans aide et assistance aux régimes despotiques qui veulent étouffer la voix de protestation de leur peuple. Ce soutien porte de grands intérêts à ces compagnies qui sont travaillent toutes sous la supervision du ministère de la Sécurité d'Israël.

Le régime sioniste, qui s'abstenait durant de longues années, de révéler des informations sur l'exportation de ses produits militaires, a été récemment contraint, par un magistrat, de s'exprimer sur les réalités. Il n'est donc plus caché à personne que le ministère de la Sécurité du régime sioniste reconnaît 360 sources, 150 compagnies et cinq pays impliqués dans l'exportation d'armes.
Les industries militaires du régime sioniste exploitent les évolutions en cours en Palestine, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza afin d'accroître son trafic d'armes destinées aux régimes despotiques et aux groupes criminels et séparatistes. A présent, 130 pays, dont le nom n'a jamais été annoncé, sont les destinations d'armements israéliens. Selon les chiffres, les exportations en armements du régime sioniste a dépassé les trois milliards de dollars en 2008 pour atteindre les huit milliards de dollars en 2015. french.irib.ir 01.08

Haut de page

Le 3 août 2015

CAUSERIE

L'antidote à parkinson et alzheimer, à la lobotomie, à la sclérose qui menace tout militant (parfois très jeunes, hélas!), c'est ici ! Et dire qu'il y en a qui nous le reproche ! Vous aurez compris pourquoi ! C'est abominable, on est incurable, on l'assume.

Allez les neurones, au boulot, non pas de vacances !

Défense du marxisme. Extraits de lectures commentés.

Socialisme de juristes. - F. Engels et K. Kautsky - Novembre-Décembre 1886

Extrait.

"*La lutte de cette classe ascendante (la bourgeoisie - ndlr) contre les seigneurs féodaux et la monarchie absolue qui les protégeait alors, devait nécessairement, comme toute lutte de classes, être une lutte politique, une lutte pour la possession de l'Etat, et c'était nécessairement une lutte pour la satisfaction de revendications juridiques : ce fait contribua à consolider la conception juridique du monde.*

Mais la bourgeoisie engendra son double négatif, le prolétariat, et avec lui une nouvelle lutte de classes, qui éclaté avant même que la bourgeoisie eût entièrement conquis le pouvoir politique. De même que, naguère, la bourgeoisie dans sa lutte contre la noblesse avait, par tradition, traîné la conception théologie du monde pendant un certain temps encore, de même au début le prolétariat a repris de son adversaire les conceptions juridiques et a cherché à y puiser des armes contre la bourgeoisie. Les premières formations politiques prolétariennes comme leurs théoriciens, demeurent absolument sur le « terrain juridique » à la seule différence que leur terrain juridique n'était pas le même que celui de la bourgeoisie. D'une part la revendication de l'égalité était étendue : l'égalité juridique devait être complétée par l'égalité sociale ; d'autre part, des propositions d'Adam Smith — selon qui, le travail est la source de toute richesse, mais le produit du travail est la source de toute richesse, mais le produit du travail doit être partagé par le travailleur avec le propriétaire foncier et le capitaliste —, on tirait la conclusion que ce partage était injuste et devait être soit aboli, soit au moins modifié au profit des travailleurs. Mais le sentiment qu'en laissant cette question sur le seul terrain « du droit » on ne pourrait nullement éliminer les méfaits engendrés par le mode de production du

capitalisme bourgeois et surtout par la grande industrie moderne, conduisit déjà les plus importants esprits, chez les premiers socialistes — Saint-Simon, Fourier et Owen — à délaisser complètement le terrain juridico-politique et à déclarer que toute lutte politique était stérile.

Ni l'une, ni l'autre de ces conceptions ne suffisait à exprimer de façon satisfaisante ni à résumer totalement les aspirations de la classe ouvrière à l'émancipation qu'avaient engendrées la situation économique. La revendication de l'égalité, tout comme la revendication du produit total du travail, se perdaient dans d'inextricables contradictions dès qu'on cherchait à les formuler en détail sur le terrain juridique et ne touchaient pas ou peu au nœud du problème, la transformation du mode de production. Refusant la lutte politique, les grands utopistes refusaient du même coup la lutte de classes et par là refusaient du même coup la lutte de classes et par là refusaient le seul mode d'action possible pour la classe dont ils défendaient les intérêts. Ces deux conceptions faisaient abstraction de l'arrière-plan historique à qui elles étaient redevables de leur existence ; elles faisaient appel toutes les deux au sentiment ; l'une faisait appel au sentiment du droit, l'autre au sentiment d'humanité. Elles donnaient toutes les deux à leurs exigences la forme de vœux pieux dont il était impossible de dire pourquoi ils se seraient réalisés juste à ce moment et non mille ans plus tôt ou plus tard.

Pour la classe ouvrière dépouillée, par la transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste, de toute propriété sur les moyens de production, et constamment reproduite par le mécanisme du système de production capitaliste dans cet état héréditaire de prolétarisation, l'illusion juridique de la bourgeoisie ne peut suffire à exprimer totalement la situation où elle se trouve. Elle ne peut prendre elle-même une connaissance complète de cette situation que si elle regarde les choses dans leur réalité, sans lunettes teintées de couleurs juridiques. C'est à cela que l'aida Marx avec sa conception matérialiste de l'histoire, en démontrant que toutes les représentations juridiques, politiques, philosophiques, religieuses, etc. des hommes dérivent en dernière instance de leurs conditions de vie économiques, de leur manière de produire et d'échanger les produits. Il fournissait là au prolétariat la conception du monde correspondant à ses conditions de vie et de lutte ; à l'absence de propriété des travailleurs ne pouvait correspondre que l'absence d'illusions dans leur tête. Et cette conception prolétarienne du monde fait maintenant le tour du monde… ".

Elle a arrêté de faire "*le tour du monde*" depuis longtemps et on se demande quand elle redémarrera enfin.

La force de travail se développe inconsciemment et engendre sa négation dès lors qu'elle échappe à celui qui la produit, elle s'aliène et lui devient étranger au point de s'opposer à lui, et il ne se la réapproprie qu'en l'arrachant à celui qui lui avait confisqué par sa lutte de classe et la conscience qu'il acquiert de l'ensemble de ce processus dialectique ainsi mené à son terme.

L'homme comme composante de la nature y trouve à l'état naturel de quoi assurer sa subsistance de façon aléatoire, alors que ses besoins sont quotidiens ou permanents. En baignant tout entier dans la nature, à son contact il va se livrer à une multitude d'observations et d'expériences dont il va se servir pour la transformer afin de pouvoir satisfaire ses besoins ou garantir sa subsistance ainsi que celle de son espèce. Avant l'homme, c'est la nature qui fut le premier producteur selon un processus matérialiste et dialectique et non céleste ou livré au hasard des caprices de forces obscures bienfaisantes ou malveillantes qui lui seraient extérieures (d'où sont issues les religions).

L'homme n'a fait qu'imiter la nature, et partant de là tout son développement historique devait emprunter la même conception matérialiste que découvrit Marx qui demeure valable de nos jours. Dit autrement, l'homme n'a fait qu'imiter la nature en ignorant les lois auxquelles elle était soumise et qui devaient s'appliquer à son développement historique jusqu'à nos jours. Il aura fallu attendre que cycle historique parvienne à maturité pour que les hommes en prennent conscience.

Ce processus matérialiste et dialectique pourrait se résumer en des lois naturelles et logiques qui déterminent le comportement d'un ensemble de facteurs ou de forces, qui mis en rapport entretiennent des relations contradictoires dont l'issue (ou le produit) détermine à son tour leur devenir.

La mise en oeuvre de ses facteurs ou forces ainsi que leurs effets, conséquences ou produits précèdera la prise de conscience qu'en auront les hommes graduellement au fur et à mesure de leur développement et non l'inverse. Il en prendra conscience partiellement quand leurs contradictions auront atteint un niveau au-delà duquel tout nouveau développement serait impossible et nécessitait l'intervention consciente de l'homme, afin de leur fournir un cadre plus vaste dans lequel elles pourraient continuer de s'exprimer.

A chaque étape de ce développement historique, l'homme ne prendra conscience que des conditions correspondant au stade où ces contradictions étaient parvenues, à aucun moment il ne sera en mesure d'acquérir une claire compréhension de l'ensemble de ce processus historique et de son évolution passée et future, il faudra attendre que ces contradictions aient produit tous les effets qu'on pouvait en attendre ou qu'elles aient atteint le stade ultime de leur développement pour qu'elles parviennent à la conscience des hommes dans leur totalité ou que la conception matérialiste de l'histoire soit découverte par Marx, au stade du capitalisme qui contenait en germe son ultime développement, l'impérialisme sous la domination de l'oligarchie financière, au-delà duquel aucun nouveau développement ne serait envisageable sans à nouveau briser le cadre (mode de production) dans lequel ses forces (productives) finiraient par étouffer et s'auto-détruire. Il faudrait dès lors que la force qui a assuré le développement du capitalisme ou de l'humanité, la classe ouvrière et la paysannerie, réalisent les conditions permettant de faire sauter les obstacles qui s'opposent à l'avènement de ce nouveau cadre permettant un développement illimité des forces qu'il

contenait une fois libérées des entraves ou des contradictions qui en dictaient inconsciemment la marche jusqu'alors, conditions qui coïncident avec la lutte de classe du prolétariat ayant elle-même atteint sa maturité ou ayant acquis un niveau de conscience supérieur à toutes les autres classes dans le passé, englobant l'ensemble du processus historique pour en assurer le devenir, à défaut de le voir périr.

On aura constaté que ce fut toujours une minorité des hommes qui se saisirent du développement économique pour le porter à un niveau supérieur ou firent le droit, détenaient le pouvoir politique et l'Etat, tandis que la majorité des hommes s'y soumettaient ou le subissait sans en avoir conscience. Une fois rendu au stade de l'impérialisme dominé de nos jours par l'oligarchie financière, qui témoigne un peu plus chaque jour que la bourgeoisie a épuisé son rôle historique, c'est à la classe la plus nombreuse de la société que revient la tâche historique d'assurer consciemment le développement économique futur de l'humanité, et sachant que l'ensemble ou la majorité de cette classe n'atteindra jamais le niveau de conscience correspondant à cette tâche, il revient à ses éléments les plus avancés et conscients de la guider pour qu'elle la réalise et en prenne conscience au cours du processus révolutionnaire, d'où la nécessité de constuire un puissant parti ouvrier révolutionnaire rassemblant l'ensemble de ces forces les plus conscientes.

Nous n'avons jamais dit autre chose, contrairement aux idées ou propos qu'on nous impute qui relevaient d'une lecture partisane ou du procès d'intention. Vous aurez compris qu'une telle analyse ne s'improvise pas et qu'elle n'est pas donnée à tout le monde. Elle fait partie du combat idéologique que nous menons contre la classe dominante, afin d'aider à élever le niveau de conscience des travailleurs et des militants à la hauteur des tâches historiques que le prolétariat doit accomplir.

J'ai reçu un courriel dans lequel son auteur estimait que le combat idéologique n'était pas vraiment indispensable, encore moins le combat contre la guerre psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs et qu'il doit mépriser sans doute, c'est à croire que les trotskystes ignoreront toujours comment fonctionnent un ouvrier, apparemment cela ne les intéresse pas, et on se demande avec qui et avec quoi ils comptaient faire la révolution une fois délaissés des pans entiers de la situation capable d'influencer l'orientation politique des travailleurs et des militants, y compris les trotskystes si on en juge par les résultats auxquels ils sont parvenus.

On peut douter sérieusement du niveau de conscience des trotskystes si j'en juge par le courriel que j'avais reçu un jour d'un vieux militant du courant communiste internationaliste (CCI), qui m'avait écrit qu'au bout de 40 ans de militantisme il était toujours incapable de penser par lui-même et que c'était uniquement depuis qu'il lisait mes causeries ou articles qu'il avait l'impression d'avoir réalisé des progrès dans ce domaine, j'imagine qu'il est loin d'être un cas isolé au CCI.

Contrairement à ces militants qui ne cessent de répéter les mêmes formules ou se gargarisent de citations apprises par coeur qui leur servent de point de repères sans jamais développer leur contenu, de telle sorte que ceux qui les adopteront les répèteront à leur tour sans se poser de questions et auront l'impression d'avoir progressé, alors qu'en réalité ils en seront restés au même point, nous rejetons cette pratique en mettant en oeuvre la méthode du marxisme afin que chacun puisse se l'approprier et véritablement progresser, sans que nous prétendions la maîtriser au point de l'appliquer dans tous les domaines. Au moins nous faisons cet effort, qui à notre avis n'est pas inutile. On nous le reproche, c'est un comble franchement !

On n'a pas parodié Marx et Engels, on a présenté les conclusions de leurs travaux sous un angle très personnel à partir de notre propre expérience de la vie comme dirait Trotsky (à propos du degré de conscience atteint par Lénine alors qu'il était en exil et relativement isolé). On déteste par dessous tout qu'on nous impose de quelle manière on doit penser sans qu'on sache ni pourquoi ni comment; ce qui relève d'un état d'esprit bureaucratique, autoritaire ou limité. Ce qui caractérise ce genre de militants, c'est l'absence de toute personnalité et partant de là d'esprit critique aiguisé. C'est aussi ce genre de militants qui vous fera un procès pour avoir employé une expression plutôt qu'une autre et qui déterminera le jugement qu'ils porteront sur vos analyses comme si elles se réduisaient à un seul terme.

Marx et Engels précisait que le développement économique s'était toujours frayé un chemin quelle que soit l'interprétation qu'avaient pu en donner les hommes ou les formes qu'ils lui avaient donné à travers les superstructures de la société qui en étaient le reflet déformé et inconscient, et donc que le niveau de conscience de la classe qui détenait le pouvoir ou qui aspirait au pouvoir, en réalité leur absence de conscience du processus historique à l'oeuvre, ne constituait pas un obstacle décisif au développement économique, ce facteur pouvait en ralentir la marche ou le contrarier temporairement sans pouvoir l'entraver en dernière analyse compte tenu qu'il s'imposait à eux et qu'ils avaient tout intérêt à s'en saisir pour en tirer un maximum de profit et consolider leur pouvoir.

Qu'en est-il de nos jours, voilà ce qui intéresse les travailleurs et les militants. Sous l'égide de l'oligarchie financière et de sa stratégie politique néolibérale, le développement économique (et la lutte des classes qui y est liée) a pris une toute autre tournure que celle qui prévalait jusqu'au début des années 80, dans la mesure où il est devenu synonyme de régression sociale généralisée et d'un état de guerre permanent contre la classe ouvrière sur toute la surface de la terre, au point de saper l'idée même que le capitalisme pourrait être porteur dans le futur d'un nouveau développement économique, autrement dit il est en train de saper les bases sociales sur lesquelles il reposait entrainant dans sa course folle à l'abîme ou au chaos l'ensemble de l'humanité, processus avec lequel il s'identifie et qui signifie que le rôle historique de la bourgeoisie est totalement et définitivement achevé.

Sauf que les travailleurs et la plupart des militants n'en ont absolument pas conscience, nous y reviendrons plus loin. En

attendant, comme autrefois ou sous les régimes précédents, on constate que le développement économique se poursuivit sans qu'aucun des acteurs au pouvoir ou en situation de revendiquer le pouvoir (les partis dits ouvriers institutionnels) en aient conscience.

Et si on s'interroge sur le contenu de ce développement économique et ses contradictions, on s'aperçoit qu'ils n'engendrent pas un nouveau cadre (mode de production) dans lequel les forces (productives) citées plus haut pourraient se développer, le développement de l'agriculture et de l'élevage avait donné naissance à la classe des marchands des villes qui allaient former la bourgeoisie, favoriser l'expansion de la manufacture ou donner naissance au mode de production capitaliste sur lequel la bourgeoisie s'appuiera pour s'emparer du pouvoir politique. Pour être plus précis, ce sont les capitalistes qui à travers la concentration du capital et la rationalisation poussée à l'extrême de la production réalisent eux-mêmes partiellement le nouveau mode de production que la classe ouvrière devrait adopter, et non cette dernière qui ne dispose d'aucun pouvoir sur le plan économique ou politique, de telle sorte qu'elle ne peut pas en prendre le contrôle et le transformer conformément à ses besoins ou pour les satisfaire. Les capitalistes réalisent les conditions favorisant l'émergence d'un nouveau mode de production au détriment des travailleurs qui n'en ont pas conscience, et ne peuvent pas en prendre conscience en luttant uniquement sur le plan économique ou social.

Car si la classe des capitalistes tire son pouvoir de la place qu'elle occupe au sein du mode de production, c'est le pouvoir politique qui en est le garant en dernier lieu. C'est lui qui à travers l'Etat, la Constitution et ses institutions assure par le biais du droit (et l'appareil répressif judiciaire, policier et militaire de l'Etat) la pérennité du mode de production en vigueur ou justifie son existence, lui donne une base légale que chacun est sommé de respecter. Le pouvoir politique ne sert aux capitalistes qu'à conserver leur pouvoir économique ou l'accroître, c'est la raison pour laquelle c'est sur le plan politique que l'on doit combattre pour renverser le capitalisme en lui otant ainsi toute légitimité, toute justification d'ordre juridique.

Le pouvoir politique des capitalistes se trouve concentré dans l'Etat, la Constitution et ses institutions. Il a pour tâche de permettre au développement économique de se poursuivre, donc de lever les obstacles à son développement qui se traduit de nos jours par la dérégulation généralisée de tous les rapports établis précédemment entre les différentes classes et parfois même au sein de ses classes dans tous les domaines ou touchant toutes les superstructures de la société et pas seulement sur le plan économique ou financier, entraînant une régression sans précédent de la civilisation humaine dans son ensemble. C'est l'Etat ou les représentants de l'oligarchie financière au pouvoir qui sont les exécutants dociles et zélés de cette politique, qui a pour unique objectif de permettre la poursuite du développement économique sous l'égide de la finance quelles qu'en soient les conséquences sociales dramatiques pour les travailleurs. C'est donc contre l'Etat et ses institutions, sa Constitution qu'il faut concentrer notre combat politique, car il cristalise toutes les contradictions du capitalisme, au lieu de s'en tenir à des revendications sociales dépourvues de toute orientation politique.

Ceux qui privilégient le militantisme dans les syndicats (organisant moins de 5% des travailleurs sans parler que l'immense majorité de leurs adhérents n'ont absolument aucune conscience de classe.) au détriment du combat politique, n'ont manifestement pas compris grand chose ou rien du tout aux rapports existant entre l'économie et la politique, de quelle manière leurs pouvoirs sont liés et s'articulent pour permettre à la classe dominante de conserver son hégémonie sur la société.

De l'Etat et du droit

Friedrich Engels : Lettre à Conrad Schmidt (27 octobre 1890)

- "*Dans un Etat moderne, il faut non seulement que le droit corresponde à la situation économique générale et soit son expression, mais qu'il soit aussi une expression systématique qui ne se frappe pas elle-même au visage, du fait de ses contradictions internes.*"

Aux abrutis de gauchistes et à ceux qui osent se réclamer du marxime, qui exigent que tel ou tel pays sous-développé adopte le droit ayant cours dans les pays développés... au nom de la morale, de la démocratie, du socialisme s'il vous plaît ! On sent qu'Obama le tyran en redemande quand il s'adresse aux Africains...

Refuser le combat sur le plan idéologique, c'est abdiquer!

Friedrich Engels : Lettre à Conrad Schmidt (27 octobre 1890)

- "*En ce qui concerne les régions idéologiques qui planent plus haut encore dans les airs, la religion, la philosophie, etc., elles sont composées d'un reliquat — remontant à la préhistoire et que la période historique a trouvé avant elle et recueilli — de… ce que nous appellerions aujourd'hui stupidité. A la base de ces diverses représentations fausses de la nature, de la constitution de l'homme lui-même, des esprits, des puissances magiques, etc…, il n'y a le plus souvent qu'un élément économique négatif ; le faible développement économique de la période préhistorique a comme complément, mais aussi ça et là pour condition et même pour cause, les représentations fausses de la nature. Et bien que le besoin économique ait été le ressort principal du progrès dans la connaissance de la nature et qu'il le soit devenu de plus en plus, ce n'en serait pas moins du pédantisme de vouloir chercher des causes économiques à toute cette stupidité primitive. L'histoire des sciences est l'histoire de*

l'élimination progressive de cette stupidité, ou bien encore de son remplacement par une stupidité nouvelle, mais de moins en moins absurde. Les gens qui s'en chargent font partie à leur tour de sphères particulières de la division du travail et ils s'imaginent qu'ils travaillent sur un terrain indépendant.

Et, dans la mesure où ils constituent un groupe indépendant au sein de la division sociale du travail, leurs productions, y compris leurs erreurs, réagissent sur tout le développement social, même sur le développement économique. Mais avec tout cela ils n'en sont pas moins eux-mêmes à leur tour sous l'influence dominante du développement économique."

Stupidité primitive qui est parvenue jusqu'à nous sous la forme de philosophes, historiens, économistes, scientifiques ou chercheurs en tous genres, enseignants, bref les intellectuels en général... Stupidité nouvelle ou moins absurde à son époque seulement, car depuis leur état n'a fait qu'empirer ! Il faudrait compléter en précisant : plus absurde jusqu'au caricatural puisqu'ils en viennent à justifier un régime synonyme de chaos, guerre et barbarie. Mais bon, cela ne les empêche pas de vivre relativement confortablement, c'est l'essentiel pour eux...

On a trouvé au moins un défenseur de la dialectique.

Friedrich Engels : Lettre à Conrad Schmidt (27 octobre 1890)

- "*Ce qui manque à tous ces messieurs, c'est la dialectique. Ils ne voient toujours ici que la cause, là que l'effet. Que c'est une abstraction vide, que dans le monde réel pareils antagonismes polaires métaphysiques n'existent que dans les crises, mais que tout le grand cours des choses se produit sous la forme d'action et de réaction de forces, sans doute, très inégales, — dont le mouvement économique est de beaucoup la force la plus puissante, la plus initiale, la plus décisive, qu'il n'y a rien ici d'absolu et que tout est relatif, tout cela, que voulez-vous, ils ne le voient pas ; pour eux Hegel n'a pas existé…*"

Etes-vous susceptible ? Si oui cela tombe bien, le passage suivant vous concerne.

Friedrich Engels - Lettre à Borgius - Londres, 25 janvier 1894.

"*Je vous prie enfin de ne pas prendre, dans ce qui précède, les mots au pied de la lettre, mais de considérer l'ensemble de ma réponse*"

Cela s'adresse à nos lecteurs en général. Très souvent, à la fin de ses correspondances Engels ajoutait ce genre de mises en garde ou conseils. Il devait craindre d'être incompris ou qu'on lui prête des intentions qui lui étaient étrangères.

Il avait au moins l'avantage de savoir à qui il s'adressait, ce qui n'est pas mon cas, d'où l'absence de cette précaution chez moi qui ne servirait à rien, je sais que la plupart de nos lecteurs sont hyper susceptibles, mais j'ignore pourquoi au juste, donc je n'en tiens pas compte, je dis ce que je pense, après cela passe ou cela casse, ce n'est pas mon affaire. Je ne tiens pas à me faire des relations sur des bases faussées ou hypocrites, ce n'est pas vraiment mon genre.

J'ai déjà suffisamment de mal, non pas pour mettre de l'ordre dans mes idées, mais pour les exprimer clairement, pour ne pas me préoccuper outre mesure de la manière dont elles seront perçues, disons qu'en dehors des rares fois où j'y mets la forme pour ne pas heurter inutilement la sensibilité à fleur de peau des lecteurs, le reste du temps je me laisse aller volontiers, c'est plus naturel, et puis je ne suis pas un intellectuel, c'est pratique comme argument, je plaisante évidemment, vous ne me croyez pas, vous avez tort car en réalité je dois tout à des intellectuels et je leur serais éternellement reconnaissant.

Et vous aurez remarqué, le tout dans la bonne humeur.

Ils le disent eux-mêmes. Alors, rupture ou soumission?

"Les marges de manœuvre d'un gouvernement national sur le plan de la politique économique et sociale sont considérablement amoindries, sinon réduites à néant aux marges de l'UE et de l'Eurozone." slate.fr 02.08

La gauche (de la gauche ou dite radicale) qui refuse de rompre avec l'euro et l'UE est morte, cela dit il ne faut pas l'enterrer trop vite, son cadavre bouge encore, alors faisons en sorte qu'il cesse de remuer...

Les représentants de la classe dominante en jouissent chaque fois qu'ils y pensent, ils le peuvent en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Vous savez pourquoi on est dans cette merde ? Parce qu'à plusieurs reprises au cours des 70 dernières années on a eu l'occasion d'assurer la relève de tous ces partis dits de gauche, autrefois le PS et le PCF, maintenant le Front de gauche, et chaque fois on ne s'y était pas préparé. Autant dire que tous les partis qui devaient assurer la relève ont fait lamentablement

faillite, POI, NPA, LO.

Ils le disent eux-mêmes. Sous le règne de l'oligarchie, la démocratie est un leurre.

- Les Etats-Unis, un système oligarchique - french.irib.ir

Plus se rapprochent les élections présidentielles américaines, plus s'impose la question de l'argent et son influence sur la vie politique aux Etats-Unis.

"Le système de gouvernement aux Etats-Unis est oligarchique, corrompu et non-démocratique.", ce sont les termes utilisés par le 39ème président américain, Jimmy Carter au sujet du rôle que joue l'argent dans les élections américaines. Selon Carter qui critique cette situation, les pots-de-vin politiques, sans limites, ont porté préjudice à l'ordre politique américain.

Les sondages montrent qu'aux élections américaines, ce ne sont pas les électeurs qui décident mais les riches qui sont les principaux preneurs de décision. A titre d'exemple, aux Présidentielles 2012, les deux candidats républicain et démocrate ont dépensé un trillion 161 milliards de dollars. Et parmi eux, Barack Obama a remporté les élections grâce aux 269 milliards de dollars qu'il avait dépensé plus que son rival Mitt Romney. Aux élections présidentielles, du Congrès, des gouverneurs et des postes d'états, les candidats de ces deux partis ont dépensé des centaines de millions de dollars, assurés par les grandes compagnies américains, 67% pour les Démocrates et 82% pour les Républicains. On prévoit d'ailleurs plus d'aide financière aux QG électoraux en 2016. Ainsi, les nantis et les grandes compagnies et lobbies pourront investir, aussi immense qu'ils veulent, en les partis et candidats qu'ils souhaitent pour obtenir, plus tard, des concessions envisagées aux gagnants des élections, qui se sentent, bien sûr, redevables envers ces derniers.

Rappelons, par exemple, d'innombrables cas où les premiers fournisseurs d'argents des candidats à la Présidentielle, ont été désignés en tant que ministre ou ambassadeur, bien qu'ils aient été, pour la plupart, dépouvus d'expérience et de compétence nécessaire. Or, les pots-de-vin offerts aux hommes politiques, ne se limitent pas seulement au temps des élections. Il n'est pas rare aux Etats-Unis de voir un lobby qui, en dépensant des frais colossaux aux congressistes ou à des responsables du gouvernement, a changé leur vote en faveur de leurs clients qui sont en effet les grandes compagnies et les nantis américains qui comptent quelques 400 familles qui détiennent, à elles seules, autant de richesse que la moitié de la population américaine estimée à 315 millions. Ce sont les mêmes, qui en dépensant des sommes colossales, influent les hommes politiques aux Etats-Unis dont l'ordre politique aurait dû être démocratique, selon le voeu des leaders de la révolution de 1776.

Le système oligarchique qui règne actuellement ce pays a remplacé le principe du "règne du peuple au peuple et pour le peuple" par le principe du "règne des aristocrates au peuple et pour les aristocrates". C'est la réalité évidente qui a même fait réagir l'un des présidents de ce même pays. french.irib.ir 02.08

A chacun son Mélenchon, Tsipras, Iglesias... et leurs cercueils !

- Jeremy Corbyn fait souffler un vent de gauche -et de panique- sur le Parti travailliste - AFP

Soutenu par les principaux syndicats britanniques dans la course à la direction du Labour, donné gagnant par les sondages, Jeremy Corbyn fait souffler un vent de gauche mais aussi de panique sur un parti traumatisé par sa déroute aux législatives de mai.

Il y a quelques semaines encore, le politicien de 66 ans, réputé discret, faisait figure de candidat fantoche, uniquement autorisé à concourir pour illustrer la variété des courants au sein du Parti travailliste.

Mais sa popularité inattendue, qui éclipse largement celle de ses trois concurrents quadragénaires, donne désormais des sueurs froides aux dirigeants du Labour qui voient en lui, s'il est finalement désigné le 12 septembre, un épouvantail à électeurs en raison de ses idées jugées extrémistes.

Pour la presse britannique, le député de Islington-Nord (Londres) depuis 1983 est ce que le Royaume-Uni compte de plus proche de Syriza, le parti d'extrême gauche grec. (Syriza de gauche, de la gauche de la gauche, d'extrême gauche, il va finir par être marxiste-léniniste-trotskyste ma foi ! On aura compris que si vous en avez après le régime ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut vous pencher mais de l'autre côté. Lequel, mais l'extrême droite voyons ! - LVOG)

"Vous ne gagnez pas avec un programme à gauche de la gauche", a mis pour sa part en garde la semaine dernière l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair, principal artisan du recentrage du parti dans les années 1990. Sortant de sa réserve coutumière, il a même suggéré que ceux dont le coeur battait pour Corbyn devaient envisager "une transplantation cardiaque". (On ne lui suggèrera rien, car même une transplantation cérébrale ne servirait à rien dans son cas. - LVOG)

Mais pour les jeunes et les syndicats, le socialisme sans compromis de l'ancien militant anti-apartheid est au contraire ce qui peut arriver de mieux à un parti dont ils jugent que le discours actuel diffère peu de celui des conservateurs de David Cameron. (Et

la politique de Tsipras diffère peu de celle de Samara son prédécesseur. - LVOG)

"Nous pensons que le temps du changement est arrivé", a déclaré Dave Ward, secrétaire général du syndicat CWU qui vient de lui apporter son soutien après Unite et Unison, les deux principales organisations du pays. Selon lui, Corbyn constitue "l'antidote (...) au virus" du blairisme. (Puisqu'il en est ainsi, essayez-le, ensuite vous passerez peut-être à quelque chose de plus sérieux, c'est tout le mal qu'on peut leur souhaiter, renouer véritablement avec le socialisme. - LVOG)

Premier surpris par l'ampleur de son succès, Jeremy Corbyn, silhouette longiligne et cheveux et barbe poivre et sel, l'endosse désormais sans complexe.

Son premier rassemblement, le 9 juillet, avait attiré 350 personnes tandis que 800 étaient attendues ce week-end à Liverpool.

"Qu'il gagne ou perde, Corbyn a apporté de l'enthousiasme dans cette campagne, sinon très ennuyeuse", estime le quotidien The Guardian.

"Les autres candidats sont de second plan, pour être honnête aucun n'est vraiment inspirant", estime Iain Begg, professeur de sciences politiques à la London School of Economics, tout en soulignant lui aussi que le Labour n'a aucune chance aux législatives de 2020 avec Corbyn à sa tête. "Il a un discours qui date d'il y a 30 ans". (Le capitalisme date bien du XVIIIe siècle en Grande-Bretagne... - LVOG)

L'homme ne cache pas lorgner sur ce qui se passe dans le sud de l'Europe. (Jeremy Corbyn le militant et l'élu a régressé d'un cran pour n'être plus qu'un homme, c'est tout l'AFP. - LVOG)

"J'ai été en Grèce, j'ai été en Espagne. C'est très intéressant de voir que les partis sociaux-démocrates qui ont accepté l'austérité et l'ont appliquée finissent par perdre de nombreux membres et soutiens", a-t-il déclaré au Daily Mirror. (Encore un qui lorgne dans la mauvaise direction. - LVOG)

Ce qu'il veut lui: mettre fin à l'austérité, faire payer davantage d'impôts aux entreprises et aux plus riches, renationaliser le rail et l'énergie, réinstaurer la gratuité des universités, démanteler les sous-marins nucléaires Trident... (Sans mobiliser les masses ? La classe dominante lui interdira et puis c'est incompatible avec l'appartenance à l'UE et l'Otan avec lesquelles cela nous étonnerait qu'il envisage de rompre. - LVOG)

"Stéréotype du gauchiste nord-londonien", selon l'hebdomadaire de gauche New Statesman, il est végétarien, ne boit pas d'alcool, cultive son propre jardin et se déplace à vélo. La légende veut qu'il ait divorcé de la deuxième de ses trois épouses car elle voulait envoyer leurs enfants dans une école privée et pas publique. (Bref, ils le dépeignent déjà comme un fanatique, un exentrique pour le déconsidérer auprès des masses. - LVOG)

Né en 1949 à Chippenham, dans le Wiltshire, d'un père ingénieur électricien et d'une mère professeur de mathématiques, tous deux militants pacifistes, Jeremy Corbyn a été journaliste et représentant syndical avant d'être élu pour la première fois à la Chambre des Communes en 1983 où il s'est montré particulièrement rebelle face aux consignes de vote de son parti. (Issu d'une couche supérieure de la classe ouvrière et intellectuelle, il a fait carrière dans le même parti que l'abjecte Blair pendant plus 32 ans, un Mélenchon en perspective ou je me trompe, à suivre. - LVOG)

"Je représente ma circonscription depuis 32 ans, et j'y ai été élu huit fois par des gens très divers", dit-il pour faire taire les sceptiques. AFP 02.08 (C'est quoi "des gens très divers", cela inclut-il de bons bourgeois ? Un type qui vous sort ce genre d'arguments sera suspect au premier abord. Pourquoi ? Mais parce qu'il en tire sa légitimité. - LVOG)

Haut de page

Le 5 août 2015

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles demain.

Si l'actualité reste aussi calme les jours suivants, on en profitera pour faire les travaux chez moi, et dire qu'un abruti m'a écrit que je devais m'emmerder pour écrire autant de conneries, alors que ces travaux attendent depuis le mois de janvier dernier, il y a vraiment des militants dégueulasses avec le mal de chien que je me donne, cela ne vous étonnera pas, le monde est à leur image, hideux.

Savez-vous pourquoi la plupart des gens et des militants ont l'esprit aussi obtus ou borné ? Parce qu'ils ne réfléchissent pas par eux-mêmes ou si peu, ils n'ont jamais appris, même à l'université, ce sont des primates qui pensent par procuration, on pense à leur place et ils ne s'en rendent même pas compte. Ici, chacun est encouragé à penser librement par lui-même, c'est le meilleur service qu'on puisse rendre à quelqu'un. Et non qu'il pense comme nous, vous saisissez la différence, n'est-ce pas ?

C'est peut-être un peu compliqué au départ, il suffit de se demander pourquoi je pense ceci ou cela et de se le répéter jusqu'à temps de trouver une réponse satisfaisante, après un bon entraînement on progresse très vite. Faut-il encore y trouver un intérêt ou en avoir la volonté. Vous pouvez aussi avaler un livre en quelques heures ou vous arrêter à chaque phrase pour réfléchir, ce sera plus long, vous pourrez aussi vous arrêter à la première page et lire la suite plus tard à un rythme plus soutenu... si vous voulez en achever la lecture, mais ce n'est pas toujours obligatoire, surtout en cas de relecture.

On croit que l'essentiel consisterait à lire un tas de livres, c'est une méprise, car on peut en avoir lu des milliers et n'avoir jamais progressé ou n'avoir rien retenu qui mériterait d'être mis en pratique, or c'est le but, c'est hélas le cas de la plupart des intellectuels.

Vous aurez remarqué que petit à petit nous avons réorienté le portail en direction des travailleurs, alors qu'initialement il était dédié aux militants.

Autre chose.

Au fait, les Américains n'ont plus de fric pour financer leurs guerres, vous avez lu cela dans un tas d'articles, n'est-ce pas ? Et même qu'ils auraient réduit l'effectif de l'armée américaine. En voilà une affaire !

Et pourtant on avait l'impression qu'ils n'avaient jamais été aussi omniprésents partout dans le monde. Comment font-ils alors ? Nous aurait-on raconté des blagues ? Il faut croire si on s'en tient à une simple observation. Comment font-ils, ils recourent à des armées privées telle Balckwaters, des supplétifs tels Al-Qaïda ou l'Emirat islamique. Et pour les finances ? C'est simple ils font casquer leurs obligés bourrés de pétro-dollars en échange de leur protection et de l'impunité de leurs crimes et le tour est joué, fastoche ! Ils mettent aussi à contribution les pays de l'OTAN, desquels ils exigent qu'ils augmentent leur budget consacré à l'OTAN.

Et les auteurs de ces articles, ils ne le savent pas, ils ne le voient pas ?

Que voulez-vous que je vous réponde. Ils s'en foutent, ils écrivent tout et son contraire, apparemment leur objectif n'est pas de vous aider à comprendre comment fonctionne la société ou le monde pour les changer, quand ils n'en tirent pas directement leurs moyens de subsistance, ils ont les yeux rivés sur leur nombril et ils n'en décrochent pas.

Autre chose.

Je ne publierai plus et je ne répondrai plus aux courriels qui me sont adressés et qui sont du domaine de la propagande, émaillés de calomnies ou qui relèvent du procès d'intention, cela ne présente un intérêt pour personne et nous ferait perdre notre temps déjà si limité.

L'éditorial du journal d'un parti est censé incarner et transmettre sa ligne politique. Nous allons expliquer pourquoi nous ne pouvons pas adopter celle du POI.

La tendance trotskyste la plus droitière qui incarne la continuité de la stratégie de P. Lambert a pris le pouvoir au sein du POI. Et cela se reflète immédiatement dans le contenu du n°362 d'*Informations ouvrières* qui s'adresse à la petite bourgeoisie ou classes moyennes ainsi qu'à l'aristocratie ouvrière, et où est exclue l'immense majorité des travailleurs dont ses couches les plus défavorisées, ce qui a pour conséquence de tourner le dos résolument au combat politique et idéologique contre l'Etat qui cristalise toutes les contradictions du régime ou la crise du capitalisme

Apparemment depuis le début juillet les trois secrétaires nationaux du POI n'ont plus le droit de citer dans Informations ouvrières, c'est le principe démocratique du droit de tendance qui est ainsi bafoué, recourant aux mêmes méthodes que les staliniens, ce qui n'étonnera aucun ex-militant de l'OCI-PCI-PT dont je fais partie.

"*Les éleveurs, eux, aspirent à des rémunérations dignes*" une fin en soi pour tout démocrate petit-bourgeois qui ne concerne pas les quelque 10 millions de travailleurs pauvres auxquels il faut ajouter les 5 ou 6 millions de chômeurs et près de la moitié des 14 millions de retraités, une masse négligeable pour le POI, dont la dignité est incompatible avec le maintien du régime en place et exige l'instauration d'une République sociale, orientation politique qui est à l'opposé de celle du POI.

Ensuite "le refus des élus pousse leurs organisations traditionnelles à s'y opposer" à la contre-réforme territoriale, là encore une fin

en soi, comprenez, pour ses nostalgiques d'un temps révolu on vivait si bien sous la Ve République avant toutes ces contre-réformes, on cormprendra dès lors pourquoi la politique du POI n'est pas axée contre l'Etat ou le régime qu'ils s'emploient à épargner, qu'ils craignent d'affronter en réalité, ce n'est pas leur objectif politique. Pour le camoufler ils vont s'en prendre au gouvernement

Dès lors il est normal qu'ils s'adressent à Hollande, Laurent, Mélenchon et les « frondeurs » et qu'ils leur fassent la leçon, autrement dit il faurdrait en attendre autre chose. Ainsi ils s'emploient à distiller des illusions criminelles dans les ennemis de la classe ouvrière, c'est une manière comme une autre de soutenir le régime sans en avoir l'air.

Hollande, le malheureux, il n'aurait pas toute sa tête, il "*oublie les malheurs et les efforts du peuple grec*", entendez par là que son excellence devrait les prendre en compte, n'est-il pas toujours de gauche comme le PS pour le POI, tout se tient décidément.

Le POI donne un coup de barre à droite en recadrant sa ligne politique en direction de l'Union européenne qui "*viole la démocratie*", sans blague, elle est depuis sa naissance l'expression de sa négation, tout comme la Ve République qui en revanche a totalement disparu des tablettes du POI, en dehors de ses méfaits d'hier passés en revue ici ou là à la manière d'un historien dans des articles à caractère descriptif et non argumentatif ou militant ou d'un commentateur de la presse bourgeoise, et qui n'ont aucune valeur d'analyse.

Vous n'y trouverez plus depuis le n°360 d'*Informations ouvrières* "*qu'il n'y a aucun changement de politique à attendre dans le cadre des institutions de la Ve République et de l'Union européenne — auxquelles ont prêté allégeance tous les dirigeants de tous les partis institutionnels, de droite comme de gauche.*" (IO n°352, éditorial de D. Gluckstein) ou encore, que « *la défense des intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie, (...) exige le démantèlement des institutions de la Ve République et de l'Union européenne, qui sont là pour garantir le système de la propriété privée des moyens de production* » (IO n°352, page 8, Bulletin du comité départemental de Meurthe-et-Moselle du POI).

L'orientation politique impulsée par Glucsktein et son courant était déjà plus correcte, d'où notre retenu les mois précédents à la critiquer, à ceci près qu'elle ne se traduisait pas dans les fait, car elle aurait nécessité de réorienter les tâches politiques du POI en direction de la classe ouvrière au lieu de s'adresser à ses couches supérieures ou privilégiées, aux syndicalistes et aux élus, à une élite intellectuelle en somme.

Réorientation posant de nombreux problèmes au sein du POI, au point qu'elle soit impossible à réaliser dont Gluckstein et son courant porte la responsabilité pour la raison qui vient d'être évoquée, autrement dit il a été avec son courant victime de ses propres faiblesses, contradictions et errements, qui ont favorisé la résistance de ses adversaires au sein du POI, et si ceux-ci l'ont finalement emporté, c'est parce que leur orientation droitière faisait justement l'économie du combat politique, qui pour être mené sérieusement nécessitait que l'ensemble ou la majorité des militants du POI partagent la même conception de la société et les mêmes objectifs politiques, ce qui n'était manifestement pas le cas, la leur étant issue du réformisme bourgeois et non du marxisme.

Sur le plan économique cela ne vaut guère mieux ou c'est pire encore, normal puisque c'est ce qui conditionne la lutte des classes.

On nous dit que "*l'euro n'est pas qu'une monnaie, mais aussi une politique économique d'austérité*", comme le franc sous Barre ou Mitterrand

C'est tout ce qu'on veut, sauf une stratégie politique dictée par l'oligarchie financière pour asservir et exploiter davantages les masses laborieuses

La chute ou la conclusion est à l'avenant

- "*Militons pour la vitale rupture avec les institutions de l'Union européenne, source d'ennuis pour Hollande, Merkel et autres...*", comme si la rupture avec l'UE (et avec l'euro) pourrait suffire pour appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs, quelle illusion monstrueuse ! surtout dans le cadre de la Ve République dont il n'est nullement question ici.

- "*Pour aider le peuple grec, les travailleurs d'Europe agissent dans leurs propres nations, contre leurs propres gouvernements*" comme si le problème était le gouvernement et non le régime en place qu'incarnent les institutions de la Ve République, l'Etat. En Grèce, les travailleurs ne devraient-ils pas être comblés, ils ont élu une nouvelle majorité et les voilà flanqués d'un nouveau gouvernement, non ? Non, pas vraiment, ah ben ça alors comme c'est étrange, à croire que leur problème se situait ailleurs, pas de bol, ils avaient eux aussi des opportunistes comme dirigeants. Et vous croyez qu'au POI ils en tireraient un enseignement, pensez-vous, pas plus qu'au PCF :

PKK: Laurent (PCF) demande à Hollande d'agir - AFP 04.08

Après qu'il eut enterré vivant les Grecs... et que Laurent s'en soit félicité.

Informations ouvrières a consacré trois pages dont sa couverture aux agriculteurs, sept autres pages aux fonctionnaires (enseignants, hospitaliers, EDF), et à des élus, aucune aux dizaines de millions de travailleurs et leurs familles du secteurs privés, aucune au combat contre la guerre idéologique et psychologique que mènent les représentants du régime contre l'ensemble des travailleurs, aucune en défense du marxisme, aucune sur le socialisme, bref, en tant qu'ouvrier ou militant ouvrier pour le socialisme il ne nous concernait pas.

- "*Il est vrai que jusqu'ici tous les marxistes estimaient, et des milliers de faits le confirment, que les petits patrons sont les plus dénués de scrupules, les pires exploiteurs des ouvriers salariés...*" (Lénine : la révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky)

Cela n'a pas changé depuis, ils sont même prêts à nous faire bouffer de la merde pour s'en sortir, chut !

Comme tout parti réformiste petit bourgeois, le POI se penche à propos des agriculteurs sur les méfaits qui accompagnent la concentration du capital ou de la production sans mentionner que ce processus fait partie de l'évolution du capitalisme et qu'il est impossible d'y échapper autrement qu'en le renversant. Tout au plus en régime capitaliste on peut lutter pour en atténuer les effets en attendant la prochaine offensive de la réaction sans jamais en voir le bout, tandis que votre condition continuera de se dégrader invariablement.

Autrement dit, cette orientation politique droitière ne consiste qu'à retarder les échéances auxquelles les travailleurs n'échapperont pas les uns après les autres un jour ou l'autre, au lieu de leur oter toute illusion en la matière en inscrivant leur combat dans une perspective révolutionnaire incluant la chute du régime ou la prise du pouvoir politique par les travailleurs de manière à résoudre définitivement leurs diffultés, objectif qui manifestement n'est pas celui du POI.

Il ne faut jamais oublier que le POI est censé construire le parti dont la classe ouvrière aura besoin pour prendre le pouvoir, et organiser les éléments les plus conscients parmi les travailleurs, ce qui ne semble pas vraiment être le cas à la lecture de cet éditorial rédigé par un transfuge du PCF, si je ne trompe pas.

Les trotskystes n'avaient déjà plus de tête depuis que Trotsky était mort, maintenant il semblerait que la gangrène menace ce qui reste du tronc sous les coups de butoir du néolibéralisme pour nier ou refuser de prendre en compte sa stratégie politique, qui en rapport avec la crise du capitalisme bouleverse tous les rapports sociaux établis jusqu'à menacer les fondements du capitalisme auxquels elle nous ramène ainsi que chaque mouvement sociaux, on doit ajouter la question de l'Etat qui est omniprésente du fait qu'il représente les intérêts des capitalismes, à notre époque ceux spécifiques de l'oligarchie financière.

On en veut pour preuve que c'est l'Etat qui met en oeuvre la politique de l'UE dictée par les besoins de l'oligarchie financière, que c'est l'Etat qui s'attaque aux droits sociaux des travailleurs, que c'est l'Etat qui prive les travailleurs de tout droit politique, que c'est l'Etat qui les réprime, les gouvernements qui se succèdent n'étant que les exécutants temporaires et serviles de cette politique réactionnaire.

Aider les travailleurs à prendre conscience du rôle de l'Etat pour les dresser contre, en particulier les fonctionnaires dont il est le patron ou l'employeur, pour l'abattre et le remplacer par un Etat ouvrier ou une République social ou socialiste, devrait être la priorité d'un parti ouvrier réellement indépendant de l'Etat et déterminer son orientation politique.

Le POI et avant lui le PT ont recruté des milliers de militants sur l'orientation politique actuelle opportuniste du POI, qui a conduit au succès que l'on sait, sans rire, dont ses militants et sympatisants se raccrochent désespérément ou se gargarisent. Peu importe quel que soit le courant du CCI (courant communiste internationaliste ou trotkyste du POI qu'ils soutiennent, partant du constat que les deux courants qui s'affrontent incarnent en réalité la même politique que leurs dirigeants ont mis en oeuvre ensemble au cours des décennies précédentes, en fait depuis 1945, les plus droitiers souhaitant l'amplifier jusqu'à la caricature en direction des syndicalistes dont dépendraient le sort de la classe ouvrière, du socialisme ou de la révolution socialiste mondiale, sans rire encore une fois, ils voudraient les enterrer qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, tandis que l'autre courant (minoritaire) se débat dans des contradictions inextricables pour refuser d'admettre ou assumer ses erreurs du passé afin de revoir sa copie, l'un n'allant pas sans l'autre évidemment, il est logiquement réduit à l'impuissance ou à colporter des mots d'ordre stériles, autant dire qu'il n'y a rien à attendre de l'un comme de l'autre dans ces conditions.

On poursuivra une autre fois. Terminons en ajoutant qu'après avoir soutenu la thèse foireuse de l'imminence de la révolution pendant des décennies jusqu'au début des années 80, puis avoir admis 28 ans plus tard que les conditions objectives n'étaient pas remplies pour une révolution, tout en continuant de proclamer que tout était possible, à part le pire on se demande bien à quoi devaient s'attendre sérieusement les travailleurs, question que ces dirigeants ne se sont sans doute jamais posés, on comprend qu'à l'arrivée leurs militants ne sachent plus très bien où ils en sont ou se fassent berner une fois de plus par ces aventuriers.

L'AFP fer de lance de la désinformation ou la propagande de guerre des Etats-Unis et de l'OTAN

L'Arabie saoudite.

- ...l'Arabie saoudite dirige une coalition arabe qui mène depuis fin mars au Yémen des frappes aériennes contre les rebelles chiites Houthis, afin d'empêcher cette rébellion soutenue par l'Iran de s'emparer de tout le pays.

Depuis quand le Yémen serait-il une province de l'Arabie saoudite ? Pourquoi l'Arabie saoudite serait-elle plus légitime qu'un autre Etat pour s'immiscer dans les affaires intérieurs d'un Etat indépendant et souverain, le Yémen dans le cas présent ?

- Dimanche au Caire, John Kerry avait une nouvelle fois accusé "l'Iran (d'être) engagé dans des activités déstabilisatrices dans la région".

Ce qui n'est pas le cas des Etats-Unis et d'Israël qui en réalité en sont à l'origine.

La Syrie.

Comment l'Agence Française de Propagande de l'Otan interprète la situation en Syrie en la falsifiant.

- En Syrie, l'Iran est le principal allié régional du régime du président Bachar al-Assad, alors que l'Arabie saoudite soutient l'opposition.

L'Arabie saoudite soutient qui au juste dès lors que l'immense majorité des Syriens soutient Bachar al-Assad qui incarne la souveraineté de la Syrie ? Depuis quand un régime dictatorial soutiendrait-il un peuple ?

- Déclenché par la répression par le régime d'un mouvement de contestation pacifique en mars 2011, le conflit opposait à l'origine l'armée aux rebelles syriens. Mais il est devenu complexe avec l'implication d'autres groupes rebelles, des forces kurdes et des jihadistes comme Al-Qaïda et le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

En réalité le gouvernement syrien n'a jamais réprimé le "mouvement de contestation pacifique" en 2011, il a employé la force contre des éléments armés qui s'étaient infiltrés dans ce mouvement et qui avaient mitraillé policiers et militaires syriens faisant de nombreux morts et blessés parmi eux, réaction qu'aurait eu n'importe quel gouvernement dans le monde.

Pourquoi l'AFP maintient-elle cette version frauduleuse des faits ? Pour faire porter à Assad la responsabilité de la suite des événements en Syrie, après l'avoir fait passer pour un tyran sanguinaire qu'il faut absolument éliminer conformément à l'objectif déclaré des Américains, car il serait le principale obstacle au rétablissement de la paix civile en Syrie, et non les Américains et leurs alliés qui soutiennent les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique qui massacrent la population civile et détruisent le pays.

ACTUALITE EN TITRES

Vive l'anarchie qui ne profite qu'au marché !

- Bertrand (LR): les Français "en ont marre de la réglementation matin, midi et soir" - AFP

En famille. Quand les vassaux flattent leur empereur ou un déferlement de bassesses.

- Obama lance son plan contre la «grande menace» du changement climatique - Libération.fr

- Barack Obama dévoile un plan ambitieux pour le climat - Reuters

- L'UE salue le plan Obama et ses «efforts sincères» pour réduire les émissions de carbone - 20minutes.fr

- Plan climat: Le «courage» d'Obama salué par la classe politique française - 20minutes.fr

- Climat: Hollande salue le plan Obama "contribution majeure" à la COP21 - AFP

- Changement climatique: Cambadélis (PS) salue le plan Obama - AFP

Le questionnaire Yahoo :

Faites-vous confiance aux États-Unis pour lutter contre le réchauffement climatique ?

Résultat : 81% (6561 votes) répondent non.

Question en option qu'on rajoute et qui va de soi : Faites-vous confiance à ceux qui ont confiance dans la volonté des États-Unis de lutter contre le réchauffement climatique ?

Résultat prévisible: 81% (6561 votes) répondent non.

On est bien en présence de deux camps antagoniques qui n'ont rien en commun, sinon de se livrer à une lutte à mort.

Après le chômage et le terrorisme, les incendies sont aussi appelées à "***durer***".

Le développement durable du chaos et de la guerre tout azimut. A croire qu'ils sont liés par la même logique ou poursuivent le même objectif politique.

- Incendies en Californie : "c'est parti pour durer" - Francetv info

On est bien en présence de psychopathes hystériques.

Tout le monde n'est pas vraiment logé à la même enseigne

- Les croisières se démocratisent - Francetv info

L'année dernière, les Français ont été 593 000 à embarquer pour un séjour en croisière.

Les croisières représentent un marché colossal, près de 40 milliards d'euros. "C'est en plein boom", nous explique Laurent Desbonnets. "Dans les années 80, c'était encore réservé à une élite, moins de 50 000 croisiéristes. La démocratisation est toute récente, à partir des années 2000". Francetv info 04.08

- Avec "Août Secours Alimentaire", les plus démunis ne sont pas oubliés pendant l'été - Francetv info

Dans tous les pays ils trafiquent les chiffres du chômage.

- Le nombre de chômeurs baisse pour le 6e mois de suite en Espagne - Reuters

Le nombre d'Espagnols inscrits au chômage a reculé en juillet pour le sixième mois consécutif, mais comme l'écrasante majorité des embauches a été le fait de contrats temporaires, il est prématuré de dire que le marché du travail de la quatrième puissance économique de la zone euro est réellement en voie d'amélioration.

Selon des données publiées mardi par le ministère du Travail, 93% des quelque 1,8 million de contrats de travail établis en juillet sont temporaires. Reuters 04.08

Un objectif qui n'a rien d'a nodin.

- Irak : 1 500 écoles détruites dans la province d'al-Anbar - LeMonde.fr

Selon les derniers chiffres des Nations unies, plus de 70 % des enfants déplacés à cause des combats en Irak n'ont plus accès à l'éducation. LeMonde.fr 03.08

Ils ne se sont pas contentés de remettre en cause l'existence de tout un peuple par les bombes, ils se sont employés minutieusement à détruire celui des générations à venir pour qu'il ne s'en remette jamais.

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand un disciple devance les voeux de son maître.

- L'UE espère un accord avec les USA en 2016 sur le TTIP - Reuters

Les négociateurs de l'Union européenne espèrent conclure en 2016 "dans un scénario optimiste" un nouvel accord de libre-échange avec les Etats-Unis, a déclaré mardi la commissaire au Commerce, Cecilia Malmström.

Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), au centre de discussions complexes entre les deux rives de l'Atlantique, engloberait un tiers du commerce mondial et serait le plus important accord de ce type jamais conclu.

Dans la foulée de la dixième session de pourparlers qui a eu lieu le mois dernier, la commissaire européenne doit rencontrer en septembre à Washington le représentant américain au Commerce, Michael Froman, pour préparer de nouvelles négociations prévues pour octobre et décembre.

Le Parlement européen a formellement accordé le mois dernier à Cecilia Malmström un mandat lui permettant de poursuivre ces négociations, après un compromis prévoyant la création d'un nouveau tribunal européen appelé à trancher d'éventuels différends liés au TTIP.

Certains des nombreux opposants européens au TTIP voient dans ce projet une menace pour l'indépendance juridique de l'UE et disent craindre de voir des multinationales multiplier les recours contre les règles communautaires, notamment en matière d'alimentation et de protection de l'environnement.

Cecilia Malmström a déclaré que l'objectif était désormais d'élaborer une nouvelle procédure de règlement des conflits.

"Nous allons nous écarter des tribunaux privés pour aller vers des juges pré-désignés et présélectionnés, afin d'améliorer la transparence et de nous doter d'un système d'appel", a-t-elle précisé. Reuters 04.08

Des "*juges pré-désignés et présélectionnés*" par qui, des Etats totalement soumis aux multinationales et aux banquiers ? Ils nous prennent pour des demeurés.

Peu importe en réalité, puisque la règle du jeu sera faussée à la base. Comment cela ? Cette juridiction d'exception aura à statuer dans le cadre de ce traité qui délimitera les droits des différents protagonistes, au profit des multinationales et au détriment des Etats ou des citoyens, elle aura donc à juger si les règles établies par ce traité ont bien été respectées et en aucun cas elle n'aura la possibilité de les remettre en cause, d'où le seul mot d'ordre correct : Retrait du TTIP !

Que "***rayonne***" le pouvoir discrétionnaire des riches.

- L'Arabie saoudite doit 3,7 M€ aux Hôpitaux de Paris - LeParisien.fr

L'Arabie saoudite est donc débitrice d'une dette de 3,7 M€ auprès de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Le chiffre a été confirmé hier après-midi au « Parisien » - « Aujourd'hui en France » par l'AP-HP.

Réclamer auprès d'un Etat étranger « implique de passer par le Quai d'Orsay, décrypte un spécialiste des grands contrats d'armement. C'est prendre le risque de froisser des susceptibilités... et de s'asseoir sur des accords à plusieurs milliards d'euros ». Bref, les comptables de l'AP-HP ne doivent pas trop compter sur les politiques pour taper du poing sur la table. Exemple récent de juteux accords ? Fin juin, Paris et Riyad ont signé des contrats d'une valeur de 10,8 Mds € ! Comparativement, les 3,7 millions dus par l'Arabie sont une goutte d'eau.

Comme indiqué dans nos éditions du 17 juillet, la dette cumulée (sur l'ensemble des années) des pays étrangers à l'égard de l'AP-HP culminait à 118,6 M€ fin 2014. L'AP-HP entend réagir. « Maintenant que nous avons recensé toutes les dettes, nous allons revoir les conventions de dispenses d'avances de frais avec certains pays et exiger des prépaiements », expliquait-on hier à l'AP-HP. Car les riches patients étrangers peuvent aussi permettre de renflouer les caisses des hôpitaux. Depuis 2012, l'AP-HP a décidé de surfacturer de 30 % les soins programmés auprès des non-résidents, ce qui lui a rapporté l'an dernier 10 M€ de recettes supplémentaires.

L'Arabie saoudite n'est pas le seul mauvais payeur auprès de l'AP-HP. Sur le podium : l'Algérie (31,6 M€ d'impayés), le Maroc (11 M €) et, plus surprenant... les Etats-Unis (5,7 M€). Viennent ensuite la Belgique (4,9 millions), la Tunisie (4,7 millions) et l'Italie (4,1 millions). Dans ce classement, l'Arabie saoudite (3,7 M€) n'arrive qu'en 7e position. Suivent ensuite (pour des montants compris entre 1 et 3 M€) le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal, le Koweït, le Cameroun, le Gabon et le Sénégal.

L'AP-HP, fleuron de la médecine française, n'est pas le seul établissement tricolore confronté à ces pratiques. Les Hospices de Lyon, l'Assistance publique des hôpitaux de Marseille ou encore le CHU de Nice... ont également leurs lots d'impayés, selon la Fédération hospitalière de France. Un problème à gérer avec doigté. « L'objectif est que la médecine française continue de

rayonner à l'international, souligne-t-on à l'AP-HP. Pas de dissuader des patients de venir se faire soigner en France. » LeParisien.fr 04.08

Et pendant ce temps-là, ils font la chasse aux fraudeurs parmi les travailleurs qui n'ont pas les moyens de se soigner normalement.

La politique américaine dictée par les marchands d'arme.

Comment créer les conditions favorables au juteux commerce des armes ? En multipliant les guerres et les menaces de guerre.

- John Kerry tente de rassurer les pays du Moyen-Orient inquiets de l'accord iranien - LeFigaro.fr

- Washington va "accélérer" ses ventes d'armes aux pays du Golfe face à l'Iran - AFP

Les Etats-Unis vont "accélérer" leurs ventes d'armes aux pays arabes du Golfe, a annoncé lundi le secrétaire d'Etat John Kerry, les monarchies sunnites s'inquiétant des ambitions régionales de leur rival iranien chiite et de l'accord sur le nucléaire.

"Nous sommes tombés d'accord pour accélérer certaines ventes d'armes qui sont nécessaires et qui ont pris trop de temps par le passé", a déclaré M. Kerry lors d'une conférence de presse au Qatar.

"Nous sommes tombés d'accord pour engager des formations très particulières (...) pour échanger et partager des renseignements", a poursuivi le chef de la diplomatie américaine.

Il a également évoqué une poursuite des discussions entre les Etats-Unis et leurs alliés du Golfe, engagées à Camp David en mai, sur l'intégration des systèmes de missiles balistiques des pays de la région, ainsi que "l?augmentation du nombre d'exercices" militaires conjoints.

"Ce sont quelques exemples de la manière dont nous pensons que la sécurité de la région peut être renforcée et la coopération améliorée", a plaidé John Kerry au côté du ministre des Affaires étrangères du Qatar Khaled al-Attiya. AFP 04.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1 - Lavrov condamne le projet américain de nouveaux bombardements en Syrie - AFP

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergei Lavrov a dénoncé comme "contre-productives" les mesures supplémentaires annoncées par Washington pour défendre ses alliés combattant en Syrie.

"Il est contreproductif d'annoncer publiquement que des groupes armés entraînés aux Etats-Unis (...) seront sous la protection de l'aviation de la coalition" internationale qui intervient en Syrie sous la houlette de Washington, a déclaré M. Lavrov lors d'une conférence de presse au Qatar.

Il a également critiqué le fait que "pour protéger ces groupes, cette aviation serait autorisée à frapper n'importe quelle force qui pourrait - je dis bien pourrait -- être considérée comme une entrave à l'action de ces groupes".

M. Lavrov a indiqué avoir évoqué la question lors d'une réunion inédite avec ses homologues américain et saoudien, John Kerry et Adel al-Jubeir, organisée lundi à Doha pour parler essentiellement du conflit syrien.

Un peu plus tôt, le porte-parole de la Maison Blanche Josh Earnest avait indiqué que la Syrie "ne doit pas interférer" avec les actions des forces formées par les Américains pour combattre le groupe Etat islamique. A défaut de quoi, "des mesures supplémentaires" pourraient être prises pour les protéger, a-t-il ajouté laissant planer la menace de frappes aériennes contre les forces du président Bachar al-Assad.

M. Lavrov s'est également dit "très inquiet au sujet (...) du désastre humanitaire" en Syrie, ajoutant être "en faveur d'une cessation immédiate de toute intervention extérieure dans la crise syrienne", une critique qui semble également destinée

à Washington. AFP 03.08

1.2- Syrie:Riyad jette l'éponge - french.irib.ir

Selon le journal al Qods al Arabi, Riyad vient de décider de dissoudre la milice "Jay al I'd la ma" faute de résultats sensibles.

La milice en question n'a pas été à même de réaliser les objectifs saoudiens sur le terrain en Syrie, d'où la décision du chef de cette milice d'annoncer un cessez le feu avec l'armée syrienne. french.irib.ir 02.08

1.3- L'armée syrienne a déjoué les complots - french.irib.ir

Le complot israélo-américain a été déjoué avec l'endurance et le dévouement du peuple et de l'armée syrienne, a indiqué le ministre syrien de la Défense.

Le général de division, Fahad Jassem al-Farij, ministre syrien de la Défense a rappelé, samedi, lors d'une intervention à l'occasion du 70ème anniversaire de la fondation de l'armée syrienne : « L'armée syrienne a prouvé être en mesure de la tâche et de la mission qui lui ont été confiées. » « Les événements auxquels sont engagés la Syrie et toute la région s'inscrivent dans le cadre des anciens et nouveaux complots israélo-américains, qui visent, tous, à démembrer les pays de la région et à y semer le chaos et la violence, et cela en soutenant les terroristes takfiris quels qu'ils soient Daech ou al-Nosra ou n'importe quel autre groupe terroriste. », a averti le ministre syrien de la Défense. french.irib.ir 02.08

1.4- Syrie : les victoires de l'armée et les échecs répétés de Jaïsh al-Fath - french.irib.ir

Les opérations de l'armée syrienne, dans la banlieue d'Idlib, continuent, dans la banlieue d'Idlib, avec les victoires consécutives des forces militaires syriennes et les échecs répétitifs de la coalition «Jaïsh Al-Fath», dirigée par le Front Al-Nosra.

Selon Farsnews, dans ce droit fil, l'armée syrienne a réussi de libérer la cité de Fourou, au Sud de la région d'Al-Sarmaniya, de la mainmise de la coalition terroriste de Jaïsh Al-Fath, dirigée par le Front Al-Nosra, et à en reprendre le contrôle. Dans le même temps, les forces de l'armée syrienne poursuivent leurs opérations militaires, dans la banlieue d'Idlib, et leurs avancées vers les trois cités d'Al-Alman, de Kanab et d'Al-Sarmaniya, situées près de Fourou.

A en croire une source, sur le terrain, en Syrie, l'attaque contre la citée de Fourou s'est effectuée, depuis 3 axes, avec l'appui logistique de l'aviation et de l'artillerie syriennes, et au cours de laquelle des dizaines de terroristes takfiris ont été tués ou blessés, tandis que d'autres prenaient la fuite. - french.irib.ir 03.08

2- Yémen

- Yémen: les forces blindées saoudiennes, en débandade - french.irib.ir

Selon la chaîne Al-Massira, les unités blindées de l'armée saoudienne se sont retirées des régions frontalières avec le Yémen, suite aux attaques aux missiles de ces derniers jours de l'armée Yémenite et d'Ansarallah. Dimanche, une vingtaine de missiles ont été tirés contre une importante base militaire, à Jazan.

Le retrait des unités blindées des bases saoudiennes confirme les informations, selon lesquelles les bases militaires saoudiennes tombent les unes après les autres entre les mains des forces yémenites, et le commandement saoudien s'avère incapable d'empêcher les désertions de masse. french.irib.ir 03.08

3- Irak

- Les plus importantes installations de Daech, détruites à Mossoul - french.irib.ir

L'armée irakienne a fait part de l'anéantissement des installations appartenant au groupe terroriste Daech, à Mossoul.

La Chaîne Al-Mayadeen, citant l'armée irakienne, a annoncé la destruction des plus importantes installations de Daech, dans des raids aériens, sur le Sud de Mossoul. En outre, le comité sécuritaire du Conseil provincial de Diyala a déclaré que le chef des groupuscules clandestins, liés à Daech, avait été capturé, à Baaqouba. french.irib.ir 03.08

4- Qatar

- Qatar: le conseiller de l'émir, enlevé - french.irib.ir

L'armée libre qatarie vient de proclamer son existence!!

Sur sa page twitter, l'ALQ revendique l'enlèvement du conseiller de l'émir qatari Tamim. "Notre objectif consiste à expurger le Qatar de la sale occupation des Américains". Le conseiller de Tamim serait un ex-député de la Knesset, Azmi Bachara. Le général Salem Fahad al-Mari, qui se dit le porte-parole de cette armée, affirme : "Notre armée est une force composée d'officiers et de soldats qataris. Nous nous félicitations de l'adhésion de chaque Qatari à notre armée, pour expurger le Qatar de la sale présence des Americains". "J'appelle tous mes cousins, dans les pays du Golfe, à nous venir en aide". - french.irib.ir 03.08

5- Algérie

- Que fait le Mossad, en Algérie? - french.irib.ir

Un haut officier du Mossad vient de l'annoncer: Israël oeuvre, depuis 2011, pour embringuer l'Algérie dans le tourbillon du "Printemps arabe". Selon le quotidien algérien, "Fajr", citant le livre d'un haut officier du Mossad, Yuchi Allor, Israël cherche de nouveaux alliés.

"Les éléments liés au Mossad sont présents, dans la région des tribus. Leur chef s'appelle Farhat Mohani. Cet agent israélien a pour mission de "séparer" la région tribale de l'Algérie et d'y ouvrir l'ambassade israélienne. Une autre mission consisterait à espionner les pays de la région, dans le sens des intérêts d'Israël. french.irib.ir 02.08

6- Mexique

- Des milliers de Mexicains dans la rue après l'assassinat d'un journaliste - euronews.com

Des milliers de personnes ont manifesté hier dans plusieurs grandes villes du Mexique pour exiger que justice soit rendue après la mort de Ruben Espinosa. Le corps de ce photographe a été retrouvé vendredi dans la capitale mexicaine aux côtés de ceux de quatre femmes, dont la militante des droits de l'Homme Nadia Vera.

"Plus de 100 journalistes ont été tués ici, c'est pour cela que le Mexique est devenu le deuxième ou le troisième pays le plus dangereux au monde pour les journalistes. Et malheureusement, c'est dans l'État de Veracruz que l'on trouve le plus de cas", souligne Jose Reveles, journaliste.

"Si vous dites la vérité, ils vous tuent. Ceux qui n'ont pas été achetés sont tués. Ils nous font disparaître. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Dites-moi ? Je n'en sais rien", se lamente Cristina Guerrero, elle aussi journaliste.

Plusieurs manifestants accusent le gouverneur de Veracruz, où travaillait Ruben Espinosa, d'être responsable des violences qui ont causé la mort de 13 journalistes depuis 2010 dans son seul État. euronews.com 03.08

ECONOMIE

Grèce

- La Bourse d'Athènes plonge de 16% après 5 semaines de fermeture forcée - latribune.fr

Aussitôt rouverte, la place grecque encaissait d'importantes pertes et s'enfonçait de 23% - la plus importante baisse depuis 1987. Les investisseurs s'attendaient à cette pénible remise en route.

La Bourse d'Athènes a terminé lundi en baisse de 16,23%, une chute historique selon l'opérateur boursier, pour sa réouverture après cinq semaines de fermeture liée à l'instauration d'un contrôle des capitaux en Grèce.

L'indice ATHEX a clos à 668,06 points, récupérant légèrement, au fil de la journée, de son ouverture par un plongeon de 22,82%. Selon l'opérateur boursier grec, la dernière chute d'une telle ampleur remonte à décembre 1987 avec des pertes de 15,3% sur une séance.

Les valeurs bancaires amputées du tiers de leur valeur

Les valeurs bancaires ont été particulièrement pénalisées avec un plongeon d'environ 30%, qui traduit la grande vulnérabilité

du secteur en attente urgente de recapitalisation après des retraits de plus de 40 milliards d'euros depuis décembre.

Les acteurs du marché prévoyaient cette remise en route difficile après une interruption des opérations boursières depuis le 26 juin sur fond d'impasse dans les négociations entre la Grèce et ses créanciers, UE et FMI, sur la reprise du financement du pays.

Dans la nuit du 26 au 27 juin, le Premier ministre grec de gauche radicale Alexis Tsipras avait procédé à l'annonce surprise d'un référendum sur les nouvelles mesures d'austérité proposées à son pays. Des échanges limités pour les locaux

Devant le risque de panique bancaire prolongée et d'un effondrement des banques, le gouvernement avait décrété le 29 juin un contrôle des capitaux et la fermeture à la fois des banques, qui ont finalement rouvert le 20 juillet, et de la Bourse.

Les échanges ont repris lundi avec des limitations pour les investisseurs locaux. Ces derniers ne peuvent pas financer l'achat de titres avec l'argent de leurs comptes bancaires en Grèce, restant ainsi soumis au contrôle des capitaux encore en vigueur dans ce pays. Ils peuvent en revanche se servir de comptes à l'étranger ou effectuer des transactions en liquide. Une interdiction des ventes à découvert pour limiter la spéculation à la baisse était également en vigueur lundi.

Les investisseurs étrangers -qui détiennent environ 60% de la capitalisation boursière sur le marché grec- ne sont pas concernés par ces restrictions.

Sur le front macroéconomique, l'enquête mensuelle de l'institut Markit sur le secteur manufacturier, publiée lundi, montre que l'activité industrielle a atteint en juillet son plus bas niveau historique avec l'effondrement des carnets de commandes, conséquence de trois semaines de fermeture totale des banques. Bruxelles estime que l'économie grecque devrait se contracter de 2% à 4% cette année. latribune.fr 03.08

Haut de page

Le 6 août 2015

CAUSERIE

La causerie de juillet est disponible au format pdf, 241 pages, pas vraiment des vacances et pas vraiment de quoi se faire chier pour répondre à un courriel. Après il s'étonne que je ne lui réponde pas...

J'écoute des sonates de Beethoven en formatant la causerie du jour, cela me change de Steve Vai ou Satriani, et je tiens à rester de bonne humeur, il fait 40°C, temps splendide comme d'habitude, je suis seul, au calme, on entend le chant des oiseaux perchés dans les tamariniers immenses en fleur, dès que je décroche les yeux de l'écran je me retrouve en pleine nature et je dirais même que parfois j'envie ceux qui ont la chance de pouvoir en profiter.

Hier on a récolté le troisième concombre, qu'est-ce qu'on s'emmerde franchement ! Avant-hier après-midi j'ai mis pas moins de 3 heures pour creuser cinq trous ridicules (de 40 cms de coté et 60 de profondeur) dans le jardin pour y replanter des hibiscus et des oeillets d'Inde, en plein soleil à la barre à mine de deux mètres de long qui doit bien peser pas loin de 20 kilos pour entailler les 40 centimètres de cailloux compressés qui recouvrent le terrain avant d'atteindre la terre composée d'argile, bordel, qu'est-ce qu'on s'emmerde ! Surtout que j'ai encore une trentaine de plantes ou arbres à replanter, mais bon il n'y a que la petite partie du jardin située derrière la maison qui soit aussi rocailleuse.

Je dois encore mastiquer les 10 fenêtres de la maison, car chaque fois qu'il pleut on est inondés, c'est chouette pour une maison neuve ! Il faut aussi isoler les deux auvents, car lorsqu'il pleut la pluie ruisselle le long des murs, rebondit sur le rebord en ciment des fenêtres (en aluminium) et pénètre dans la maison, au point qu'on se retouve à patauger dans la flotte, et puis on est obligé de fermer toutes les fenêtres, du coup on crève de chaud ! Il faut aussi remettre un coup de peinture sur les murs extérieurs de la maison, finir de peindre le mur qui entoure le jardin, la grille d'entrée en train de rouiller. Il faut aussi installer une tuyauterie pour amener l'eau directement dans les différentes partie du jardin, 40 mètres de tuyau à raccorder et 4 vannes à installer. Et surtout je dois couvrir la terrasse de la maison, un boulot monstre. J'ai tout le matériel, reste à trouver le temps pour faire le boulot. J'allais oublier la moto qui commence à tomber en ruine, je n'ai pas encore réussi à trouver une chaîne, je vais encore perdre du temps à chercher le magasin qui en aurait une en stock. Je dois aller au consulat de France pour renouveler ma carte de Français résident en Inde. Et puis le dentiste, car de ce côté-là aussi cela tombe en ruine. Et j'en oublie encore...

Qu'est-ce qu'on s'emmerde décidément ! Je voudrais bien trouver le temps de lire aussi, de me reposer un peu, juste un tout petit peu.

Il est 13h, je vais préparer ma salade de crudités.

On ajoutera de nombreux articles plus tard ou demain, je m'emmerde tellement que je n'ai pas le temps de tout faire.

Conditionnement et déconstruction antisociale du savoir. Les abstentionnistes doivent êtres des transsexuels !

- Existe-t-il un gène du vote de gauche ou du vote de droite? - AFP

De gauche, de droite, conservateur, libéral: et si tout ça nous était transmis par nos parents? Une étude réalisée par Richard P. Ebstein, de l'Université de Singapour, publiée mardi dans la revue de la Royal Society britannique met en évidence un lien entre génétique et préférences politiques.

Depuis plusieurs années, l'idée que des facteurs biologiques comme les gènes puissent en partie influencer nos idées politiques fait son chemin et passionne autant politologues, psychologues et grand public qu'il ne les divisent.

La plupart de nos caractères, comme la couleur de la peau, la taille, dépendent de notre génome. Et s'il existait un gène du vote de gauche ou du vote de droite ?

Pour les chercheurs, le gène DRD4, qui joue un rôle dans la transmission de la dopamine, pourrait intervenir dans nos choix politiques et ce, en particulier chez les femmes. La dopamine influe sur des fonctions neurologiques comme la mémoire, l'apprentissage, la créativité.

Nos affinités politiques pourraient ainsi être liées à la variante de ce gène dont on est porteur.

L'étude tempère toutefois ces résultats, soulignant que les tendances politiques de chacun dépendent aussi de facteurs conjoncturels et éducatifs. "Tous ces facteurs doivent être pris en compte pour comprendre les différentes sensibilités politiques", soulignent les chercheurs, tout en notant que "la biologie ne peut être ignorée". AFP 05.08

A croire qu'ils sont aux abois et qu'ils ne savent plus quoi inventer pour assurer la pérennité du régime capitaliste ou se persuader qu'il aurait encore un avenir. Cette opération relève de la guerre idéologique que mène sans répit et dans absolument tous les domaines la classe dominante pour soumettre la majorité de la population à son idéologie ou la légitimer, donner un vernis démocratique au règne du despotisme.

Etre de droite ou de gauche ne serait pas déterminé par votre condition sociale et l'interprétation que vous en faites, ce serait inné chez vous, vous seriez biologiquement programmé pour être de gauche ou de droite de manière héréditaire, et comme c'est l'idéologie de droite qui est dominante et qu'être de gauche de nos jours est très confus ou plutôt vidé de sa substance au profit d'idées de droite, il est légime qu'elle s'impose.

Allons plus loin.

A quoi bon tenter de prendre conscience de votre condition, à quoi bon se rebeller contre l'interprétation majoritaire qu'en font ceux qui la partagent et qui par ignorance sont de droite ou véhiculent des idées de droite, si vous êtes voué génétiquement à être de droite vous ne pouvez pas aller contre votre nature. On pourrait appeler cela un hymne à la droite, au néolibéralisme.

Comment procèdent-ils ? Par amalgame interposé, entre le caractère qui se façonne au cours des toutes premières années de notre exstence au contact du monde extérieur, et qui pourra évoluer plus tard en fonction de nos expériences et l'interprétation qu'on en fera, et la couleur de la peau ou la taille d'une personne qui dépend de critères génétiques transmis d'une génération à l'autre mais qui peuvent aussi dépendre de facteurs aléatoires, tous nos gènes n'étant pas forcément une copie conforme de ceux de nos parents.

Le caractère intègre des facteurs sociaux contrairement à la couleur de la peau ou la taille d'une personne. Ce sont ces facteurs sociaux que les auteurs de cette "étude" se sont employés à effacer ou à réduire à la portion congrue de "facteurs conjoncturels et éducatifs" sur lesquels il était préférable de ne pas s'attarder, car en prendre conscience présente une menace pour l'ordre établi.

La crise du capitalisme ou plutôt ses conséquences qui accablent les travailleurs, seraient une fatalité contre laquelle il serait inutile de lutter, de même si vous êtes né dans une famille de droite (pour faire bref), vous êtes condamné à être de droite et à le demeurer le restant de vos jours, autant dire que cette soi-disant étude n'a absolument rien de scientifique ou n'a aucun rapport avec la réalité, sinon pour la torturer afin de justifier une thèse frauduleuse inavouable, mais cependant trop grossière pour être pris au sérieux, sauf par l'AFP, l'agence de propagande du régime, normal.

Dans un registre similaire dans lequel ils poursuivent le même objectif.

La nature vous a attribué un sexe à votre naissance, et plus tard vous serez naturellement porté à être attiré par le sexe opposé afin qu'ils s'accouplent, disons que c'est le schéma général qui prévaut parmi la population des deux sexes et garantit sa reproduction. Mais comme il arrive que des membres des deux sexes se livrent à des pratiques sexuelles qui s'écartent de ce schéma, ce qui apparaissait jusqu'à présent comme une fatalité doit disparaître au profit d'une thèse ne consistant pas à intégrer ces pratiques homosexuelles dans la nature de chaque sexe ou qui pourraient se développer en réaction à certains facteurs d'ordre social, mais à décréter qu'elles figureraient sur un plan d'égalité avec des rapports hétérosexuels, de telle sorte que la norme qui prévalait au sein de la population et qui privilégiait des rapports sexuels entre les deux sexes ne soit plus qu'une option comme une autre dès la naissance, ce qui revient à surévaluer ce qui au départ relèvait de l'exception ou n'existait qu'à l'état potentiel, c'est un peu comme si on attribuait arbitrairement à des exceptions la même valeur qu'à une règle qui dès lors perdrait toute signification.

On retrouve ici la même négation précédente, qui consistait à évacuer les rapports sociaux qui dans la majorité des cas sont à l'origine du développement de l'homosexualité ou le fait de voter à droite ou à gauche pour reprendre les termes de cet article.

Etrangement, pour ceux qui le découvrent seulement, on retrouve la même tentation de la réaction qui consiste à présenter les exploités et les exploiteurs sur un même pied d'égalité ou oeuvrant au bien-être de la communauté ou encore, qui seraient liés par des intérêts communs au point qu'on pourrait les confondre, pour en conclure qu'ils seraient inséparables, ce qui correspond à la définition de la collaboration de classes qui conduit au corporatisme.

On s'aperçoit ainsi que toutes leurs campagnes et leur propagande en faveur de droits nouveaux pour telle ou telle communauté, l'intérêt qu'ils prétendaient accorder au comportement social ou politique de la population, correspondaient en réalité à un seul et unique objectif : Faire passer à la trappe les rapports sociaux qui sont à l'origine du mode de pensée et du comportement des membres des différentes classes sociales afin d'effacer les frontières qui les séparent et neutraliser la lutte des classes.

L'anti-sexisme : Une entreprise antisociale.

- Climatisation : pourquoi les femmes ont si froid - LePoint.fr

La polémique commence lorsqu'une journaliste du Washington Post se demande, dans un article publié la semaine dernière, si la climatisation n'est pas sexiste. En effet, les femmes ajustent leurs tenues à la saison estivale là où les hommes continuent à porter leurs fidèles costumes-cravates.

Une étude néerlandaise, réalisée par Boris Kingma et Wouter van Marken Lichtenbelt et reprise par le New York Times , révèle que la climatisation est basée sur plusieurs facteurs comme la température ambiante, l'humidité, mais aussi... la chaleur produite par l'homme.

Une femme se sentira à l'aise dans un environnement à environ 25 °C là où un homme préférera les températures avoisinant 21 °C.

« Les modèles de confort thermique doivent être ajustés au métabolisme de base actuel en incluant les valeurs pour les femmes », rappelle Boris Kingma. Au-delà de la problématique féminine, l'étude, initialement publiée dans le journal Nature Climate Change , rappelle qu'il y a aussi une véritable préoccupation écologique. LePoint.fr 05.08

Rien d'étonnant à ce que ce soit le Washington Post et le New York Times qui répercutent une "étude" encore destinée à opposer les deux sexes. Quel acharnement, vous ne trouvez pas ?

Et dire qu'il y en a qui estiment qu'il ne faudrait leur accorder aucune importance, on se demandera alors pourquoi la classe dominante se donnerait autant de mal pour disloquer tous les rapports sociaux qui prévalaient jusqu'à nos jours si elle n'y trouvait pas un intérêt politique.

Tout doit être un prétexte à l'accusation de sexisme afin de dresser les deux sexes l'un contre l'autre, au moins pendant ce temps-là les travailleurs ne penseront pas à se dresser contre la classe des exploiteurs, encore faut-il disposer d'arguments pour alimenter les grieffes que chacune des communautés des deux sexes pourrait opposer à l'autre, voilà à quoi ils s'emploient en permanence puisque c'est devenu une obsession chez eux.

Créer un climat d'affrontement permanent nauséabond à l'intérieur de la classe des exploités (ou même de chaque classe pour mieux les contrôler) à partir des conditions particulières propres à chacun de ses membres, de manière à leur interdire de se rassembler sur la base des conditions sociales qu'ils partagent, voilà leur objectif.

On pourra nous rétorquer que ces tentatives sont finalement désuètes et vouées à l'échec, pas tant que cela si on en juge par la dislocation du mouvement ouvrier ou la multiplication des organisations ou associations sur lesquelles elles ont débouché

dans lesquels s'investissent des millions de travailleurs, alors qu'ils désertent syndicats et partis ouvriers, pendant que dans chaque pays les inégalités sociales atteignaient un niveau record sans que les masses trouvent la voie de la mobilisation générale pour s'y opposer, simple constat.

On ne peut comprendre les véritables intentions qui se cachent derrière ces opérations ou leur finalité, qu'à partir du moment où on prend en compte l'ensemble des facteurs qui composent la situation, ainsi que la stratégie politique adoptée par la classe dominante puisqu'elles ont vocation à servir ses intérêts.

C'est la raison pour laquelle nous ne participons pas à ces campagnes, et nous dénonçons, nous combattons ces entreprises de déstabilisation et de dislocation de notre classe, en démontant les mécanismes auxquels ils recourent pour mieux l'asservir. Que la pseudo-gauche et extrême gauche y participent, témoigne que leur faillite politique s'est mue en collaboration de classes pour en arriver à se tromper d'ennemi.

Vivre toujours plus mal pour travailler toujours plus.

- Une boisson pour s'alimenter en perdant moins de temps à manger - Slate.fr

Soylent, la boisson nutritive censée remplacer nos repas, va désormais être vendue sous une nouvelle forme: des petites bouteilles de liquide beige, visant à économiser encore plus de temps et d'énergie.

Soylent est une boisson nutritive visant à remplacer les repas et à économiser temps, argent et énergie, en éliminant un certain nombre de plaisirs de la table jugés bien trop encombrants et chronophages. Ce liquide, selon les points de vue absolument terrifiant ou génial, nourrit beaucoup de travailleurs de la Silicon Valley n'ayant pas le temps de s'arrêter pour un vrai déjeuner...

«Bientôt, vous n'aurez même pas à quitter votre bureau pour mélanger la poudre avec de l'eau. Vous n'aurez qu'à siroter cette boue beige et continuer à travailler.» Slate.fr 05.08

Le néolibéralisme ou la dégénérescence de la civilisation humaine...

ACTUALITE EN TITRES

Parole d'une vichyste.

- Nadine Morano sur les migrants qui fuient leur pays : "Heureusement qu'on n'a pas fait pareil en 39-45 !" - Francetv info

En soutenant le régime néonazi de Kiev, elle démontre qu'elle aurait fait pire encore !

Après la chasse aux sorcières, les appels à la délation des opposants au régime, voici venu le temps des justiciers.

- Plus de 200.000 personnes demandent "justice" pour la chienne enterrée vivante - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- La force aéroportée russe prête à coopérer avec l'armée syrienne - french.irib.ir

« La force aéroportée russe est prête à aider l'armée syrienne », a annoncé le commandant de la Force aéroporté russe, Vladimir Shamanov.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Moscou capitale russe, Vladimir Shamanov a souligné : « Si la force aéroportée russe reçoit un ordre du gouvernement afin de coopérer avec l'armée syrienne elle l'exécutera et accomplira sa mission ».

« La Russie et la Syrie entretiennent des relations amicales et un grand nombre d'experts syriens ont passé des formations militaires en ex-Union soviétique et l'actuelle Fédération de la Russie », a-t-il ajouté.

« Les Etats-Unis en connivence avec leurs alliés ont formé le groupe terroriste « la nouvelle Syrie » et annoncent que si l'armée syrienne attaque ce groupe terroriste ils y interviendront manu militari et lui accorderont un soutien par air», a-t-il conclu. french.irib.ir 05.08

1.2- "Moscou menace l'Occident. - french.irib.ir

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a déclaré qu'en représailles aux pays, qui imposent des sanctions contre la Russie, le gouvernement russe pourra allonger sa liste de sanctions contre ces pays.

Selon l'agence Itar-Tass, lors de la réunion du Conseil des ministres, mardi, à Moscou, Dmitri Medvedev a demandé aux responsables du gouvernement russe d'étudier la possibilité de l'intensification des sanctions contre les pays qui imposent des sanctions à la Russie, en soulignant que les noms d'autres pays pourront être intégrés, dans la liste des représailles de Moscou, selon un décret présidentiel de Vladimir Poutine.

En réaction aux sanctions occidentales, la Russie a interdit l'importation des produits agro-alimentaires de plusieurs pays. La tension est montée entre l'Occident et la Russie, depuis le début de la crise, en Ukraine, et les deux parties ont subi d'importants dommages économiques et commerciaux, en raison de leurs sanctions bilatérales. french.irib.ir 04.08

1.3- Quand Poutine tempête contre Erdogan - french.irib.ir

La Russie a stigmatisé la politique de deux poids deux mesures de la Turquie envers certains pays dont la Syrie et l'Egypte, mettant en garde le président turc, Recep Tayyip Erdogan.Selon Moscou Times, après avoir convoqué l'ambassadeur d'Ankara à Moscou, Ümit Yardim, le président russe, Vladimir Poutine s'est adressé à lui en ces termes : « Dites à votre président dictateur qu'il ira en enfer avec ses bien aimés terroristes de Daech et que je vais transformer la Syrie en la Stalingrad de Recep Tayyip Erdogan ». Vladimir Poutine, négligeant les protocoles diplomatiques en convoquant, en personne, Ümit Yardim, l'avertit que Moscou romprait toutes ses relations diplomatiques avec Ankara si ce dernier continuerait de soutenir les terroristes de Daech.

Vladimir Poutine a ensuite stigmatisé la politique étrangère d'Ankara et son rôle dévastateur en Syrie, en Irak et au Yémen en soutenant les terroristes d'Al-Qaïda et les miliciens pro-saoudiens. Lors de ce tête-à-tête électrique, Poutine s'est mis en colère en disant que Recep Tayyip Erdogan condamne le coup d'état militaire en Egypte sous prétexte de la démocratie alors qu'en même temps, il ferme les yeux sur les activités terroristes visant à renverser le président syrien.

« La Russie ne lâchera jamais le gouvernement légitime de la Syrie et elle coopérera avec les alliés de la Syrie, c'est-à-dire l'Iran et la Chine, afin de trouver une solution politique censée mettre fin à la crise en Syrie », a-t-il affirmé. french.irib.ir 05.08

2- Ukraine

- Ukraine : le chef d'état-major russe placé sur la liste des fugitifs à arrêter - euronews.com

Valery Gerasimov et dix autres militaires russes sont accusés par les services de sécurité ukrainiens "d'avoir organisé un conflit armé dans le pays en particulier l'été dernier dans la région d'Ilovaysk". Selon Kiev, plus de 360 soldats ont été tués et 180 autres sont portés disparus dans cette opération. Une enquête pénale a été ouverte dès l'an dernier.

"Du 8 au 23 août 2014, sous les ordres de Gerasimov, les positions de l'armée ukrainienne ont été systématiquement attaquées avec des missiles et des lances-roquettes Grad, Smerch et Ouragan en provenance du territoire de la Fédération de Russie. Et cela a été confirmé par des preuves", affirme Anatoliy Matios, le procureur militaire en chef de l'Ukraine.

Gerasimov est par ailleurs sur la liste des personnalités russes sanctionnées par l'Union européenne.

Le Ministère russe de la Défense a immédiatement réagi en dénonçant "des accusations de Kiev qui ne sont pas fondées et qui ne sont que des allégations, car il n'y pas de troupes russes dans le sud-est de l'Ukraine".

"Le bureau du Procureur général de l'Ukraine est déterminé à tout faire pour commencer dès que possible le procès par contumace du chef d'État-major de la Russie. Mais cela pourrait être problématique, car il n'y a pas de précédent en Ukraine pour ce type de procès par contumace et pour crimes de guerre", précise notre correspondante, Maria Korenyuk. euronews.com 05.08

3- Yémen

- Yémen : l'armée contrôle la base d'Al-Anad - french.irib.ir

« La base aérienne d'Al-Anad est sous le contrôle de l'armée yéménite », a déclaré le porte-parole de l'armée. Selon la chaîne de télévision Al-Mayadeen, le général de brigade Sharaf Ghaleb Luqman, porte-parole de l'armée yéménite, a démenti, lundi soir, la chute de la base aérienne d'Al-Anad, située dans la province de Lahij. « Les agresseurs tentent de suggérer que la base aérienne serait tombée entre les mains des miliciens pro-Hadi tandis que les militaires de l'armée yéménite contrôlent la base Al-Anad», a-t-il ajouté.

« Les intérêts des agresseurs sont les mêmes que ceux du groupe terroriste d'Al-Qaïda; l'objectif de l'Arabie en attaquant la base d'Al-Anad est de soutenir les terroristes», a expliqué le porte-parole de l'armée yéménite. Lundi, des dizaines de terroristes ont été tués et blessés lors de violents combats entre l'armée et les comités populaires d'une part et les terroristes d'Al-Qaïda et les miliciens pro-Hadi de l'autre. Les affrontements se poursuivent toujours aux alentours de cette base stratégique. french.irib.ir 04.08

4- Arabie saoudite

- L'Arabie, complice d'Al-Qaïda. - french.irib.ir

Mue par des visées impérialistes, l'Arabie sème le chaos au Moyen-Orient, dans le but de faire éclater des guerres civiles dans d'autres pays, selon le journal américain, "The National Interest".

L'analyse, reprise par la chaîne Al-Alam, affirme que l'Arabie et ses alliés ont commis d'innombrables crimes au Yémen, en ciblant les civils et qu'elles ont créée ainsi une crise humanitaire aussi bien au Yémen que dans tout le Moyen-Orient afin de réaliser leurs vœux, la crise qui a poussé la Communauté mondiale à réagir pour en réduire les impacts tragiques.

L'Arabie s'était engagée d'allouer une aide de 274 millions de dollars au Yémen alors qu'elle n'a même pas donné un seul centime. Par contre, elle continue à soutenir et financer les groupes terroristes actifs au Yémen, poursuivant en même temps les bombardements les zones civiles. Plus regrettable : le blocus du Yémen a pratiquement rendu impossible les opérations de secours et l'acheminement des aides humanitaires aux populations sinistrées. «Le blocus du Yémen et la rupture des communications avec le monde extérieur ont exposé à la mort les civils. Voilà le résultat de l'intervention militaire saoudienne au Yémen dont plus de 80% de la population ont un besoin des aides humanitaires.», déplore "The National Interest".

Le point qui mérite réflexion, c'est le fait que l'Hadramout, la seule province contrôlée entièrement par Al-Qaïda, n'a pas été la cible des attaques saoudiennes ! Pourquoi ? Pourquoi l'Arabie a-t-elle laissé tranquille l'Hadramout ? s'interroge justement "The National Interest" dans son analyse. La réponse est évidente: Riyad se sert d'Al-Qaïda en tant qu'outil et base de ses opérations à l'Hadramout. Donc, pas une seule attaque contre l'Hadramout ! Les terroristes d'Al-Qaïda peuvent en toute liberté mener leurs opérations et attentats, grâce à l'appui et le soutien de leurs protecteurs dont l'Arabie. Le journal américain déduit ainsi que le bombardement du Yémen par l'aviation saoudienne n'a eu d'autre résultat que le renforcement des groupes extrémistes et terroristes. french.irib.ir 05.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Grèce

- Grèce : nouvelle manifestation anti-austérité sur fond de négociations intensifiées avec les créanciers - euronews.com

Des centaines de personnes ont défilé dans les rues du centre d'Athènes à l'appel des communistes pour dénoncer l'austérité renforcée qui se prépare pour Septembre alors que des "élections anticipées" sont évoquées pour l'automne.

"Il est plus qu'évident, qu'à la rentrée, ceux qui auront eu la chance de partir en vacances, se retrouveront avec de nouvelles taxes, de nouvelles réductions de salaires, de nouvelles mesures contre les ouvriers. Et il est évident que le peuple doit dire un Non tonitruant", estime ce manifestant.

Une manifestation qui intervient alors que les discussions entre le gouvernement Tsipras et ses créanciers FMI-BCE-Union européenne s'accélèrent. Le ministre grec de l'Économie, George Stathakis s'est dit confiant quant à la conclusion d'un accord dans les dix prochains jours. Ligne similaire à son Premier ministre Alexis Tsipras.

Athènes et ses créanciers doivent aboutir au plus tard le 20 août à un compromis sur un nouveau plan d'aide de plus de 80 milliards d'euros afin que la Grèce rembourse ses futures échéances.

En attendant, certaines professions maintiennent la pression sur le gouvernement. En pleine saison touristique, les contrôleurs aériens ont cessé le travail pendant quelques heures pour exiger la mise en place d'une autorité indépendante aux standards européens. euronews.com 05.08

2- Italie

- Italie : les poubelles envahissent les rues de Rome - francetvinfo.fr

À Rome, le dysfonctionnement ne touche pas seulement le ramassage des ordures. La voirie est également très mal entretenue. Les transports en commun, souvent bondés, accumulent les retards. Quant à l'aéroport international de Fiumicino, deux incendies se sont déclenchés ces dernières semaines provoquant une pagaille monstre. francetvinfo.fr 05.08

L'Italie, c'est l'Inde de l'Europe ! Les points de comparaison sont nombreux, je n'ai pas le temps de m'y attarder ici.

3- Irak

- Manifestations monstres contre le gouvernement irakien sur fond de canicule - euronews.com

Des milliers d'Irakiens manifestent depuis plusieurs jours dans les grandes villes du pays pour dénoncer la corruption qui mine, selon eux, le gouvernement de Haïder al-Abadi.

Hier encore plusieurs d'entre eux sont descendus, notamment, dans les rues d'Amara pour exprimer leur colère. Les coupures d'électricité à répétition et le manque de fiabilité dans la distribution de l'eau potable inquiètent particulièrement la population alors que les températures atteignaient, la semaine dernière encore, les 50 degrés.

Les manifestants cherchent à comprendre à qui profite les ventes du pétrole en Irak, second pays importateur de l'OPEP derrière l'Arabie Saoudite. euronews.com 04.08

Haut de page

Le 7 août 2015

CAUSERIE

On n'a eu le temps d'ajouter de nouveaux articles (rien de bien passionnant en réalité), ce sera pour demain.

Dorénavant le soir je lis ou je me détends en regardant un film sur Internet ou en visionnant un concert de hard rock, je suis obligé de me coucher tôt à cause de Selvi qui prend son coulot à 7h30, sauf le dimanche, loving you Sunday morning, loving la grasse matinée jusqu'à... 8h au lieu de 5 plombes.

C'est le genre de sujet qu'on aurait abordé avec Trotsky

Où va la France ? - L. Trotsky (Recueil de textes d'octobre 1934 à novembre 1938)

1- "*Le document le plus autorisé sur la question des "revendications immédiates" est la résolution programmatique du Comité central du Parti communiste. (Voir l'Humanité du 24 février:) Nous nous arrêterons à ce document. L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.*

La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout. Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale.

Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment.

C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir."

2- "*A la grève générale du 12 février, qui ne poursuivait aucune "revendication immédiate", participèrent des millions d'ouvriers et d'employés. Cependant, à la défense contre l'offensive du capital n'a participé jusqu'à maintenant qu'une fraction infime de ce même chiffre.*"

3- "*Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses: elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.*"

4- "*Mais même dans le cas d'une lutte gréviste étendue il serait criminel de se borner à des revendications économiques partielles.*"

5- "*Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie, il y eut une seule fraction de la social-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles: ce fut ceux qu'on appela les "économistes". Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre: "A bas l'autocratie!" jusqu'à l'apparition d'une "situation révolutionnaire". Lénine jugea les "économistes" comme de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait préparer activement une situation révolutionnaire même en période de mouvement gréviste.*"

6- "*A l'école de Lénine, il faut apprendre la méthode d'action et non pas changer le léninisme en citations et en recettes, bonnes pour tous les cas de la vie.*"

7- "*La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'Etat. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes: la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation.*"

Trotsky témoigna le 18 décembre 1938 un doute qu'il aurait pu formuler deux ans plus tôt, sans toutefois l'assumer entièrement. Ce que l'on peut comprendre dans la mesure où il était davantage imputable à la situation qui présentait une terrible faiblesse sur laquelle il ne s'attardera pas, celle de l'avant-garde révolutionnaire ou l'absence d'un véritable parti communiste, qui devait déterminer finalement l'issue inévitable du mouvement révolutionnaire des masses initié en 1934 et qui s'était amplifié en mai-juin 1936.

La classe ouvrière et ses éléments les plus avancés qui se reconnaissaient à cette époque dans la SFIO (dégénérés) et le PC (stalinisé), ne seraient pas en mesure de se débarrasser dans un lapse de temps aussi court des illusions qu'elles avaient placées dans ces partis (et le Front populaire) compte tenu de la faiblesse des effectifs de l'avant-garde et les errèments de ses dirigeants

8- "*Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée.*"

9- "*La bourgeoisie a-t-elle raison dans son diagnostic ? Le danger immédiat est-il réellement passé pour elle ? Autrement dit, la révolution est-elle réellement remise à un avenir indéterminé, c'est-à-dire plus lointain? Ce n'est nullement démontré.*"

Alors qu'en réalité cela ressortait de la situation, ce que Trotsky se refusera à admettre. On connaît la suite.

On retrouvera comme une constante jusqu'à nos jours cette tendance chez les trotskystes à ce genre d'optimisme béat ou

jusqu'au-boutiste ou irrationnel contredit par la situation, qui se répercutera sur leur comportement, qui consistera à accorder davantage d'importance à des arguments théoriques tirées d'enseignement de la lutte de classes du passé qu'ils plaqueront sur la réalité ou qu'ils substitueront à la situation et aux rapports entre les classes ou au sein de celles-ci, généralisant la situation à partir de leurs propres expériences ou de celles de quelques pans isolés de la classe ouvrière.

Inutile de s'apesantir ici sur la manière dont cela s'est répercuté en pratique. Disons que ce déni de la réalité ne pouvait que renforcer les tendances au dogmatisme et au culte de la personnalité parmi les trotskystes et leur interdire de contruire le parti au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours.

On comprend le dilemme ou l'embarras dans lequel Trotsky a du se trouver à cette époque, entre la nécessité de développer une perspective révolutionnaire tout en sachant qu'elle n'avait aucune chance d'aboutir du fait que les conditions subjectives n'étaient manifestement pas mûres, et la tentation de se rabattre sur une stratégie purement défensive qui aurait eu des relents de capitulation ou plutôt aurait pu être interprétée de la sorte, alors qu'adopter une stratégie offensive en 1936 devait forcément s'accompager d'illusions dans la capacité des masses (et de l'avant-garde) à accomplir certaines tâches politiques auxquelles elles n'étaient pas préparées.

Trotsky avait tranché ce dilemme en optant pour une stratégie offensive qui correspondait aux tâches que le prolétariat devait accomplir et nous la partageons entièrement, cela dit il faut convenir qu'il arrive que l'histoire nous joue un vilain tour et qu'il soit impossible d'adopter une autre stratégie sachant qu'elle est vouée à l'échec temporairement ou pour une durée indéterminée.

Ce qu'on lui reprochera en revanche, c'est de n'avoir pas été suffisamment explicite sur cette question précisément, faiblesse ou erreur que ses "héritiers" ne cesseront de reproduire par la suite, pire, qu'ils théoriseront jusqu'à en faire un principe de fonctionnement de leur parti auquel tous leurs militants devront se plier en s'abstenant de toute critique sous peine d'expulsion.

C'était un peu comme si on avait prétendu qu'un unijambiste pourrait courir le 100 mètres en moins de 10 secondes à condition de lui fournir une chaussure adaptée à son pied. Il parviendrait certes à les parcourir un jour, mais certainement pas en moins de 10 secondes. Il serait plus prudent et juste d'affirmer qu'il aurait les moyens de parcourir ces 100 mètres pour peu qu'il s'entraîne sans lui fixer un temps à réaliser, l'essentiel étant qu'à partir de sa condiion il se donne les moyens d'y parvenir.

Depuis ils n'ont pas changé, ils ont décrété qu'il fallait "préparer la grève générale dès septembre" 2015, et malheur à ceux qui oseraient émettre des doutes sur la réalisation de cet objectif, qui pour eux serait acquis d'avance, alors que rien n'indique que les masses y seraient prêtes ou que les conditions subjectives pour qu'elle ait une chance d'aboutir soient réunies, précision qu'ils refuseront d'aborder pour adopter une sorte de fuite en avant désespérée des plus aventuriste prétendant qu'elle pourrait aboutir à un "gouvernement ouvrier, un nouveau gouvernement de la Commune", rien de moins, vaut mieux en rire qu'en pleurer.

Dans la fable du lièvre et la tortue, lequel partait vraiment avec un handicap, la tortue que rien ne pouvait dévier de son objectif bien qu'apparemment désavantagée par sa condition, ou le lièvre qui allait présumer de ses chances légitimes de l'emporter pour finalement être battu ?

Nous n'adopterons pas la méthode de nos détracteurs qui consiste à mépriser les propositions qui leur sont soumises et qui incluent des arguments ou des facteurs qu'ils n'ont pas pris en compte, au contraire, nous incluons dans notre analyse que la situation sociale et politique en France puisse conduire à poser la question de la grève générale, des comités d'action, du gouvernement ouvrier ou de la République sociale ou de l'Etat, du pouvoir politique, mais nous nous refusons de prétendre que les conditions seront remplies demain ou après-demain pour atteindre ces objectifs, au regard de la faiblesse du niveau d'organisation et de conscience des masses exploitées que reflète l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays ou l'absence tout court de direction, mais aussi des conditions objectives ou matérielles dans lesquelles se trouvent la majorité des travailleurs qui font obstacles à leur rassemblement ou unité pour se dresser contre le régime, autant de facteurs qui nous interdisent d'avoir la moindre illusion dans la réalisation de ces objectifs, qui toutefois ne sont pas sans intérêt dans l'immédiat, dans la mesure où ils préfigurent la voie que devra emprunter un jour ou l'autre le prolétariat pour s'emparer du pouvoir politique, à condition qu'ils soient présentés comme tels pour construire le parti, ce qui implique que cette stratégie ne s'inscrive pas dans le but d'atteindre un objectif immédiat ou réalisable à court terme, auquel cas elle serait porteuse d'illusions et conduirait à la démoralisation et à la démobilisation des travailleurs ou militants qui auraient pu y adhérer ou la partager, mais incarne les tâches historiques que le prolétariat doit impérativement acccomplir pour se libérer du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, abattre le capitalisme et ses institutions, comme un idéal qu'on épousera et qu'on n'abandonnera sous aucun prétexte, ce qui permettra de résoudre la question du parti passoire, l'objectif à terme étant de disposer d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire intervenant dans la lutte de classes et ancré dans toutes les couches exploitées et même au-delà, condition à remplir impérativement pour avoir une chance de vaincre notre ennemi, puisque c'est notre but et non de lui infliger des reculs ou de stopper provisoirement son offensive, reste à savoir si nous sommes réellement d'accord sur l'objectif à atteindre et la manière de l'atteindre, rien n'est moins sûr en l'état actuel des choses semble-t-il, puisqu'aucun parti ne partage cette stratégie.

Il faut préciser que ces citations de Trotsky et la stratégie qu'il avait définie à l'adresse de l'avant-garde et du prolétariat, s'inscrivaient dans le cadre de la situation qui prévalait en France en 1936 et qu'il avait caractérisée de pré-révolutionnaire, puis révolutionnaire.

Mes contradicteurs reprenant à leur compte la même stratégie, il faut en déduire qu'ils estiment que la situation serait pré-révolutionnaire en France au mois d'août 2015, ce dont on peut douter fortement, ils ont peut-être raison sur ce point, peu importe.

Et si j'ai reproduit ces passages de Trotsky sans avoir eu le temps de relire entièrement *Où va la France ?*, c'était juste pour montrer qu'ils comportaient de multiples contradictions avec la politique développée par le POI que mes détracteurs partagent apparemment. A ma connaissance, ces militants n'étant pas organisés au POI ni dans aucune structure, on se demandera comment ils comptent faire pour mettre en pratique cette stratégie et quel parti ils comptent construire, surtout sachant que le courant qui incarnait cette stratégie recentrée sur la question de la construction du parti a été évincé de la direction du POI, autrement dit la direction actuelle du POI loin d'avoir adopté cette stratégie la combat. De là à penser que le POI ne peut pas incarner cette stratégie, on est légitimement en droit de le penser, non, sauf une fois de plus à nier ces contradictions ou à se réfugier dans un déni de la réalité.

Vous aurez remarqué que j'ai employé un ton mesuré, je me suis fait violence en vérité. Car que faut-il penser de militants, qui dès lors qu'on ne partage pas leurs positions ou qu'on les critique se permettent de déformer vos propos ou vous calomnient, en adoptant de pareille méthode ne démontrent-ils pas qu'ils sont incapables de défendre loyalement leurs positions, quel crédit leur accorder ? Ces bac +10 se croient-ils tout permis ? Le dernier en date m'a envoyé deux fois le même courriel en me reprochant de ne pas l'avoir mis en ligne, j'y ai fait référence plus haut, qu'il s'estime heureux. Comme on est de bonne humeur et parfaitement détendu, comme d'habitude, on n'en dira pas plus.

En aparté, ces derniers jours, en relation avec cette polémique j'ai relu la correspondance et plusieurs ouvrages des marxistes dont j'ai extrait des passages significatifs que je reproduirai dans une prochaine causerie si je trouve le temps de les commenter, ils apportent des précisions précieuses sur les questions que nous venons d'aborder qui vont toutes dans le même sens que Trotsky.

En oligarchie, la critique et la démocratie doivent être muselées.

- Sournoise comme une féministe - Slate.fr

De plus en plus de critiques de livres, de films, de séries, qualifient ces œuvres «d'insidieusement» féministes. Une tendance qui, explicitement, ne sert pas la cause des femmes.

La culture grand public s'est enfin rendu compte que le féminisme était savoureux, et nous ferions mieux de nous en réjouir plutôt que de regarder avec suspicion et en plissant les yeux le glorieux soleil levant de l'égalité des genres. Slate.fr 06.08

Le portail Slate.fr est tout à fait dans son rôle de chien de garde de l'idéologie néolibérale, lorsqu'il dénonce les journalistes américains qui égratignent des "oeuvres" - un grand mot pour des scripts ou scénarios d'une médiocrité accablante, qui pour être au goût du jour de la propagande officielle et être diffusées recourent à un féministe caricatural ou de bas étage, avec lequel ils se sentent obligés de prendre leur distance pour ne pas se ridiculer eux-mêmes semble-t-il tellement l'entreprise est grotesque.

Le féminisme n'a rien à voir avec les droits des femmes travailleuses qui se situent sur le terrain de la lutte des classe et dont il entend les détourner.C'est la véritable raison d'être de ce "glorieux soleil" à l'époque de la réaction sur toute la ligne ou du déchaînement de barbarie par l'impérialisme américain.

Dossier sur la Grèce

Assurèment, il n'y en aura pas pour tout le monde.

- La Grèce rembourse 186 millions d'euros au FMI - AFP

La Grèce a remboursé jeudi 186,3 millions d'euros au FMI et évité ainsi un nouveau défaut de paiement vis-à-vis de l'institution, en pleine négociation sur un troisième plan d'aide au pays. AFP 06.08

Ouf !

- La Bourse d'Athènes gagne à la clôture 3,65%, après le plongeon du début de semaine - AFP

- Grèce : pourquoi le nouveau plan d'aide est déjà un échec - latribune.fr

Les négociations sur le troisième mémorandum ont débuté ce mardi à Athènes entre le gouvernement grec et ses créanciers. Mais la logique du plan dessinée le 13 juillet apparaît déjà comme caduque en raison de l'effondrement de l'économie grecque.

Les discussions entre le gouvernement grec et ses créanciers commencent ce mardi 4 août. Au menu : le programme de privatisation et la recapitalisation des banques. Le gouvernement grec semble désireux d'aller assez vite. Selon sa porte-parole Olga Gerovasili, la rédaction du futur troisième mémorandum devrait débuter mercredi et être achevé avant le 18 août, date à laquelle il devrait être soumis au parlement. Cette date sera le dernier délai possible pour pouvoir débloquer un nouveau prêt d'urgence de l'UE qui permettra à la Grèce de rembourser les 3,2 milliards d'euros qu'elle doit le 20 août à la BCE. Il faut donc aller vite.

Situation économique catastrophique

Or, rien n'est simple. Car un nouvel élément vient désormais rendre les négociations encore plus périlleuses. La situation économique grecque est désormais clairement catastrophique. L'indice PMI d'activité manufacturière pour juillet est passé de 46,9 à 30,2, un niveau dramatiquement faible qui annonce une forte récession. La fermeture des banques, le contrôle des capitaux et lle quasi-isolement du pays du reste de la zone euro, conséquence du gel le 28 juin des liquidités d'urgence accordées par la BCE au système financier grec sont autant de raisons de cet effondrement. Selon une étude de l'association des PME grecques, les pertes de recettes de ces dernières ont atteint 48 % durant les trois premières semaines de juillet. Près d'un tiers des PME interrogées ont vu leurs recettes reculer de plus de 70 %. La consommation a été réduite de moitié. Le pire demeure que cette situation risque de ne pas être simplement temporaire.

Les banques encore sous pression

Ce mois de juillet risque en effet de peser lourd durablement. D'abord, une telle chute de l'indice PMI présage d'une explosion du nombre de faillites, donc d'une progression des prêts non remboursés aux banques, les « non performing loans » (NPL) ou créances douteuses. Les analystes de RBS estiment que les NPL vont progresser de 20 % au deuxième trimestre, mais ceci ne prend pas en compte la situation de juillet. Cette situation va encore peser sur le bilan de banques déjà très fragilisées par les 40 milliards d'euros de retraits effectués depuis décembre dernier. Une telle situation ne va, du reste, guère inciter les déposants à replacer leurs fonds dans les banques grecques, bien au contraire, on pourrait même avoir une poursuite du phénomène de retrait. Autrement dit, les banques vont encore dépendre largement de la liquidité d'urgence de la BCE, le programme ELA et cela pour un temps encore considérable.

Et le besoin de recapitalisation des banques va encore grimper.

Quels besoins de recapitalisation ?

Or, ceci va avoir des conséquences importantes. Cette recapitalisation se fera par deux moyens : la participation des créanciers et des actionnaires, puis un prêt du Mécanisme européen de Stabilité (MES), prêt qui sera garanti, puis remboursé par le produit des privatisations logés dans un « fonds indépendant. » Une enveloppe de 10 à 25 milliards d'euros est prévue par le MES. Si cette enveloppe est insuffisante, il n'y aura pas d'autres options que de faire payer les déposants, comme à Chypre en avril 2013. Les analystes de RBS et de Fitch estiment que l'enveloppe prévue sera suffisante. Mais il y a un risque certain que la dégradation conjoncturelle continue à alimenter la crainte d'une ponction sur les dépôts, alimentant ainsi les retraits et donc les besoins de recapitalisation... Bref, l'option d'un scénario « à la chypriote », devenu officiel avec l'union bancaire européenne, va faire peser un risque non seulement sur les banques grecques, mais sur la conjoncture grecque. La Grèce va rester durablement une économie de « cash » et une économie dominée par la peur. La recapitalisation des banques ne pourra, au mieux, que freiner le phénomène, pas l'inverser.

De nouvelles exigences inévitables des créanciers

Mais, même sans scénario « à la chypriote », l'augmentation certaine du besoin de recapitalisation des banques grecques va naturellement aiguiser les appétits de privatisation des créanciers afin de venir couvrir le prêt du MES. Le gouvernement grec n'échappera pas à une finalisation rapide des ventes en cours (les aéroports régionaux, convoités par l'allemands Fraport, le Port du Pirée, lorgné par un groupe chinois ou encore l'ancien aéroport d'Athènes d'Elliniko, objet d'un vaste et ambitieux projet immobilier), mais les créanciers vont sans doute exiger le lancement accéléré de nouvelles privatisations. Compte tenu de la situation, Athènes n'est guère en mesure de discuter. Mais la dégradation de la conjoncture va encore réduire la valeur des biens vendus. Et donc, immanquablement, il faudra prévoir où trouver d'autres sources de revenus pour le « fonds indépendant. » La réponse sera soit de nouvelles ventes bradées, soit de nouvelles taxes. Deux mauvaises solutions, évidemment. La logique de l'accord du 13 juillet est donc déjà en difficulté et les négociateurs ne manqueront pas de s'apercevoir rapidement qu'ils discutent sur des hypothèses erronées.

Une économie sous pression

En réalité, tout dépendra de l'évolution conjoncturelle du pays. Mais les perspectives sont sombres. Le contrôle des capitaux est là pour longtemps à la fois pour assurer les recettes fiscales et préserver les banques. Un tel contrôle limite naturellement les investissements étrangers. Les seules ressources dont il pourra disposer dans ce cadre seront les 35 milliards d'euros de fonds européens bloqués jusqu'ici par la Commission. Une somme sur le papier rondelette, près de 20 % du PIB, mais il

reste beaucoup d'incertitudes sur son utilisation et le rythme de cette utilisation. Donc sur son impact macro-économique. D'autant qu'il s'agit d'argent qui aurait dû être injecté déjà depuis plusieurs mois. On compensera donc en partie un triple manque à gagner : celui créé par le contrôle des capitaux, celui créé par le blocage précédent de ces fonds et celui de l'impact macroéconomique des mesures exigées par les créanciers (hausse e la TVA, relèvement de la cotisation santé pour les retraités et de la cotisation retraite pour les salariés) sur la demande intérieure. Dans de telles conditions, l'économie grecque devrait se contracter cette année et l'an prochain. Eric Dor, directeur des Etudes économiques de l'IESEG, prévoit une contraction de 1,37 % en 2015 et 0,92 % en 2016. Certains prévoient une récession plus profonde. Il est vrai que la chute du PMI manufacturier en juillet laisse présager d'une destruction encore plus sévère d'un outil industriel grec déjà peu dense.

Objectifs caducs et aveuglement des créanciers

D'ores et déjà tout est en place pour que le scénario des années 2010-2014 se reproduise. Comme le souligne Eric Dor, les objectifs fixés par les créanciers en termes d'excédent budgétaire primaire (hors service de la dette) de 1 % du PIB cette année et de 2 % l'an prochain sont absolument caducs. La contraction du PIB rend les recettes moins fortes et les dépenses plus élevées. C'est l'effet multiplicateur qui a été et est encore sous-estimé par les créanciers de la Grèce qui n'y voient qu'une stratégie pour éviter de réduire les dépenses publiques. Et comme les créanciers ne croient pas à cet effet, ils verront dans la non-réalisation des objectifs de la Grèce de la mauvaise volonté et réclameront de « nouveaux efforts » qui conduiront à de nouveaux effets négatifs. Sans compter que, dans une économie dominée par le cash, face à un Etat qui va se retirer encore davantage, face à une baisse des revenus, construire une administration fiscale efficace et faire rentrer l'impôt seront de vraies gageures pour l'Etat. Inévitablement, en 2016, on se retrouvera avec de nouveaux besoins de financement non couverts de l'Etat grec, notamment le remboursement de la BCE en 2017 de 5,3 milliards d'euros.

Un plan politique, punitif et ignorant les erreurs du passé

Compte tenu de la situation macro-économique de la Grèce, le plan imposé par les créanciers semble donc d'ores et déjà voué à l'échec. Certes, les 35 milliards d'euros européens viendront en atténuer les effets négatifs dans des proportions inconnues, mais le risque majeur est celui d'une spirale négative s'autoalimentant. L'idée d'une rapide correction après la conclusion du mémorandum semble exclue. Le contrôle des capitaux, l'état des banques et l'austérité rendent ce scénario peu probable. En réalité, ce plan apparaît plus que jamais pour ce qu'il est : une décision politique, punitive, loin de toute réalité économique, ignorant les erreurs du passé. Les négociations hâtives qui vont construire le troisième mémorandum ne sauraient corriger ces défauts structurels. On comprend les hésitations du FMI à participer à un tel plan.

Que peut Alexis Tsipras ?

Dans ces conditions, que peut espérer le gouvernement d'Alexis Tsipras dans sa nouvelle logique « coopérative » ? Le temps réduit de la négociation, l'état de l'économie et ses besoins pressants de financement ne lui laissent guère de marge de manœuvre dans l'immédiat. Il faudra sans doute accepter l'essentiel des conditions des créanciers, même si la question des privatisations peut donner lieu à quelques tensions. L'ambition principale du gouvernement ne peut, dans ce cadre, que porter sur le fardeau futur de la dette. Toute renégociation de la dette due à court terme est exclue, mais Athènes peut espérer que les prêts de ce nouveau paquet aient une maturité de 30 ans avec une période de grâce de 10 ans pour le paiement des intérêts, comme l'a proposé Georges Stathakis, le ministre grec de l'Economie. Ceci pourrait s'accompagner d'un rééchelonnement de la dette déjà due à partir de 2020 qui sera négocié à partir de novembre. La valeur actualisée de la dette en serait réduite. RBS estime qu'une maturité de 30 ans appliquée à tous les prêts permettrait de réduire la valeur présente nette de la dette de 28 %. Il n'est pas sûr que cela suffise cependant à rendre la dette soutenable sans vraie stratégie de croissance, surtout s'il faut un nouveau plan d'aide dans quelques années. Rappelons que la restructuration de 2012 a été rendue inutile par la même politique exigée par ce troisième plan aujourd'hui. Plus que jamais, les créanciers jouent d'abord contre eux-mêmes en jouant contre la Grèce. latribune.fr 04.08

ACTUALITE EN TITRES

Parole du parrain des cimetières de Srebrenica, Kaboul, Bagdad, Tripoli...

- Kouchner : « La France doit être généreuse » pour les migrants - LeParisien.fr

Slendeur et décadence de la civilisation humaine. Quand l'exhibitionnisme les exite.

- Facebook: Les couples qui s'affichent tiennent plus longtemps - 20minutes.fr

Qu'on se le dise.

- Marseille: un quinquagénaire lié au grand banditisme abattu par balles - AFP

La délinquance a changé de braquet.

- Baisse spectaculaire de la délinquance à Marseille - Francetv info

La permissivité, qui est le pendant de la corruption au niveau des institutions et du système financier mafieux qui tous deux bénéficient de l'impunité, doit y être pour quelque chose.

A moins que...

- Marseille: Un détenu se suicide à la prison des Baumettes - 20minutes.fr

- Jeune abattu à Nanterre: «Avant, ça tirait dans les jambes. Hier, c'était dans la tête» - 20minutes.fr

L'UE ou le mouroir social.

- Migrants : plus de 200.000 arrivées en Europe via la Méditerranée depuis janvier - LeFigaro.fr

- Peut-être plus de 200 morts dans un naufrage en Méditerranée - Reuters

Voilà ce qui les exaspère : Leur impuissance.

- Où Poutine est-il encore populaire? - Slate.fr

En Russie, Vladimir Poutine est plus populaire que jamais: 87% de taux de satisfaction en août, le plus haut niveau relevé depuis six ans, selon un sondage du centre indépendant Levada. Slate.fr 06.08

Il ne lâche pas le morceau pour autant, le harcèlement est permanent.

- Des hackers russes attaquent des courriels du Pentagone - AFP

Un coup les Chinois, un coup les Coréens du Nord, un coup les Russes, il ne manque plus que les Vénézuéliens, les Boliviens, les Cubains...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1 - Le Pentagone autorise des frappes contre l'armée syrienne - french.irib.ir

Selon le quotidien britannique « Times », le département américain de la Défense a donné l'ordre d'attaques les forces de l'armée syrienne aux pilotes américains.

C'est la première fois que le Pentagone a donné l'ordre à ses pilotes de guerres de prendre pour cibles les forces de l'armée syrienne, lors de leurs opérations.

Le Pentagone a précisé qu'au cas d'une attaque de la part des forces de l'armée syrienne contre les terroristes formés et armés par les Etats-Unis, les pilotes de guerre américains devront attaquer les forces de l'armée syrienne. Le quotidien britannique rappelle que malgré cet ordre, le gouvernement américain prétend toujours qu'il n'est pas en guerre contre le gouvernement de Damas.

Les terroristes formés et armés par les Etats-Unis ont formé un nouveau groupe de 60 guerriers. Après l'attaque de vendredi des terroristes du Front al-Nosra contre ce groupe, les Etats-Unis ont décidé d'offrir à ce groupe leur soutien aérien. Ce

nouveau groupe terroriste se situe actuellement au centre de la stratégie du président des Etats-Unis Barack Obama qui prétend vouloir renforcer la position de ce nouveau groupe face aux terroristes de Daech en Syrie. french.irib.ir 05.08

1.2- Syrie : les combats s'intensifient, à Zabadani - french.irib.ir

Les combats s'intensifient, à Zabadani, dans la province de Damas, entre l'armée et les groupes terroristes. Jeudi, les forces de l'armée syrienne et les combattants de la Résistance ont progressé, à l'intérieur de la ville de Zabadani. Après de violents affrontements, 15 membres du groupe terroriste du Front Al-Nosra se sont rendus aux soldats syriens, qui ont pris en main le contrôle d'un quartier de la ville.

Dans le même temps, les avions de l'armée syrienne ont bombardé les centres de rassemblement des terroristes, dans la banlieue de Damas. Des dizaines de terroristes, dont l'un de leur chef, Abou Ali Kharita, ont été tués, dans ces bombardements, selon des sources locales. Les unités de l'armée et les forces de la défense populaires ont repoussé l'attaque massive des terroristes de Daech contre la cité d'Al-Qurateyn, dans l'Est de la province de Homs. Les avions de la coalition internationale anti-Daech ont bombardé, pour leur part, les positions des terroristes, à Raqqa, à Deir ez-Zor et à Hassaka. 51 terroristes de Daech auraient été tués, dans ces raids aériens.

Et, enfin, à Al-Rabiyeh, au Nord de Lattaquié, l'armée syrienne a pris pour cible plusieurs véhicules des terroristes transportant des armes et des munitions. Des dizaines de terroristes de Daech ont été tués et blessés, lors de cette attaque. french.irib.ir 06.08

2- Arabie saoudite

- Arabie saoudite : attentat, dans une mosquée, 17 morts - french.irib.ir

Un attentat-suicide, dans une mosquée, fréquentée par les forces de sécurité, en Arabie saoudite, dans la ville d'Abha, dans la province d'Assir, dans le Sud de l'Arabie saoudite, a fait 17 morts.

Les victimes seraient des membres des forces de l'ordre. L'attentat est l'une des attaques les plus meurtrières ayant visé, ces dernières années, les forces de sécurité saoudiennes.

Auparavant, les observateurs avaient mis en garde contre l'insécurité et l'instabilité, à l'intérieur du royaume saoudien, suite aux interventions de Riyad, dans les affaires intérieures de plusieurs pays de la région, notamment, après les raids aériens du régime saoudien contre le Yémen, et la complicité de Riyad avec des éléments douteux, à l'intérieur de ce pays. french.irib.ir 06.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

L'AFP briseur de grève.

- Privés de métro, Londoniens et touristes face au chaos pour se déplacer - AFP

Des millions d'usagers ont affronté d'interminables files d'attente jeudi à Londres pour tenter de prendre un bus ou un train alors que le métro affichait portes closes en raison d'un mouvement de grève lié à l'introduction d'un service de nuit le weekend.

Malgré les 250 bus supplémentaires mis en service par la régie des transports en commun de la capitale britannique, Transport for London (TfL), le réseau de bus était débordé et bloqué par les embouteillages.

Avec 800 kilomètres de bouchons enregistrés à l'heure de pointe jeudi soir, l'impact était cependant moins important que lors de la précédente grève, avant les vacances scolaires, où plus de 1.200 kilomètres de bouchons avaient été recensés.

De nombreux Londoniens ont opté pour la marche, comme le prouvaient les trottoirs bondés du centre de Londres.

Cette deuxième grève en un mois porte sur la mise en place d'un service de nuit les vendredi et samedi soirs, dont les syndicats craignent qu'il mette en péril l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle ainsi que la sécurité du réseau.

Vieille promesse du maire de Londres Boris Johnson, le service nocturne doit démarrer le 12 septembre pour coïncider avec l'ouverture de la Coupe du monde de rugby qui aura lieu du 18 septembre au 31 octobre en Angleterre.

Alors que les syndicats réclament désormais le report pur et simple du lancement du service, Boris Johnson a déclaré jeudi qu'il n'était pas arc-bouté sur la date du 12 septembre.

"Je veux que cela commence à l'automne", a-t-il dit. Mais "je ne vais pas autoriser plus d'argent. La plupart des gens reconnaîtrait que l'offre (faite aux salariés du métro) est très généreuse", a-t-il ajouté.

Le gestionnaire du métro de la capitale britannique London Underground propose une hausse de salaire de 2% cette année puis de 1% (ou équivalente de l'inflation si celle-ci est plus élevée) pour 2016 et 2017, ainsi qu'un bonus exceptionnel de 500 livres (environ 700 euros) à l'ensemble du personnel travaillant la nuit.

"Nos membres ont rejeté la dernière offre car ils sont forcés d'accepter les nouveaux emplois du temps sans accord et sans engagement ferme sur l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle pour les conducteurs", a expliqué le secrétaire général du syndicat Aslef, Mick Whelan.

Les syndicats doivent se réunir la semaine prochaine pour décider de la poursuite du mouvement, avec la possibilité d'une nouvelle grève, de 48 heures cette fois. AFP 06.08

Haut de page

Le 8 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h45.

On a ajouté 35 articles, reste ceux d'Arrêt sur info que je dois formater en pdf, et surtout lire en diagonal, car ils publient de nombreux articles sans intérêt ou qui relèvent davantage de la propagande pure plutôt que de l'information, or on n'a pas besoin de leur propagande de petit bourgeois soumis au capitaliste, comme dans tous les portails du même genre d'ailleurs, on est déjà sevré à en avoir la nausée avec les articles que l'on publie.

Méfiez-vous particulièrement de ces gens qui se veulent soudainement radicaux, Attac et Cie. (par exemple, Eric Toussaint, porte-parole du CADTM international), qui vous veulent du bien et vous induiront systématiquement en erreur, ne leur accorder absolument aucun crédit, aucun de ces portails et aucun des auteurs qu'ils publient n'incarne le socialisme à l'heure actuelle, certains semblent évoluer à gauche, mais dès qu'ils sont mis aux pieds du mur, ils se remettent à ramper devant le capitalisme avec lequel décidément ils ne parviennent pas à rompre, la question grecque est révélatrice de ce point de vue là. Je ne joue pas au professeur qui distribue les bons et les mauvais points, on vous met en garde simplement en présence de démagogues qui s'ignorent ou non, certains en font même profession comme Sapir, Piketty, etc. ensuite libre à vous d'en penser ce que vous voulez ou de vos faire manipuler, vous aurez été prévenu.

Ici, contrairement à eux, on ne tient qu'un seul et unique langage et il est parfaitement clair et identifié... Mieux encore on vous fournit la méthode pour le vérifier vous-même, vous pourrez difficilement espérer mieux et trouver mieux, mais si toutefois cela arrivait, informez-nous qu'on en fasse profiter tous nos lecteurs, nous n'avons aucun intérêt distinct des vôtres, en 10 ans vous avez dû vous en convaincre ou alors je serais un piètre pédagogue

Bon dimanche, et n'oubliez pas *loving you Sunday morning* à glisser tendrement dans l'oreille de votre conjoint ou conjointe pour passer un bon dimanche et plus... Et si la vie ou la mort vous avait séparés, ayez une pensée pour lui ou pour elle pour tout le bien qu'il ou elle vous a procuré.

La causerie du matin

On ajoutera des dizaines de nouveaux articles dans quelques heures.

Hier soir, je me suis contenté de télécharger quelques articles, ensuite j'étais crevé et je me suis un peu détendu.

Décapant, magistral, phénoménal, *I just wanna rock* en ouverture du concert parisien de Joe Satriani en 2010. Quel virtuose, quel génie, quelle imagination, quelle maîtrise de la guitare et du son... Quelle grâce aussi, quelle envolée mélodieuse, quel rythme endiablé, on touche là à la perfection, c'est l'idéal réalisé. Cela nous attire, nous séduit, nous donne forcément envie quand on est socialiste, on adhère à 100%. On se dit que l'homme recèle des facultés qu'on ignore, sublimes, c'est dans cet homme-là

que l'on croit quand on est socialiste, dans lequel on a la foi comme disait Marx, passer à côté, c'est passer à côté de l'essentiel dans la vie, et peut-être parfois se montrer injuste envers nos semblables qui n'ont pas eu la chance de découvrir et développer ces facultés.

Nous non plus et il est trop tard maintenant, ce n'est pas un drame en soi, on en profite par procuration pour peu qu'on sente vibrer en nous cette fibre qui nous porte toujours plus haut pour avoir tout de même adopté un idéal, car sans idéal on est moins que rien ou la vie n'a aucun sens. Partager cet idéal, voilà ce qui nous stimule au plus haut point.

Ma compagne Selvi qui est illettrée et profondément arriérée adore Joe Satriani, Steve Vai, Michael Angelo Batio, Stevie Ray Vaughan, Slash, encore des génies, etc. Mon père, qui était à peine moins arriéré, avait un faible pour la musique classique et particulièrement pour les grands opéras qui lui procuraient un peu de bonheur dans sa vie terne et routinière de menuisier en bâtiment. Il l'écoutait religieusement le dimanche matin, il était transporté ailleurs et oubliait les multiples difficultés dues à sa condition misérable qui l'accablait le reste du temps. Il en avait parfois la larme à l'oeil, ne comprenant pas pourquoi le destin s'acharnait ainsi sur lui, alors qu'il ne l'avait pas mérité. A la fin il lui arrivait de sourire sans savoir à qui ou à quoi, peut-être éprouvait-il un peu de bonheur, aussi désuet que cela puisse apparaître, cela lui faisait du bien et ne faisait de mal à personne, paix à son âme de païen puisqu'il n'était pas croyant.

Il y en a qui déteste la jeunesse, je me demande comment ils font quand on la voit rassemblée et unie dans une salle de spectacle ou un stade immense à Paris, Los Angeles, Rio, Séoul ou n'importe quel coin du monde, debout, chantant, hurlant, dansant les bras en l'air ou frappant dans ses mains, les yeux pétillant de bonheur, je me dis qu'elle vaut mille fois mieux que la société pourrie qui la juge sans cesse et la méprise. Vive la jeunesse, la classe ouvrière et le socialisme ! Ces jeunes (et moins jeunes) qui aux quatre coins du monde s'enflamment pour cette musique, prouvent qu'elle est une et indivisible, internationaliste, éprises des mêmes valeurs universelles. Quand je trépasserai, je demanderai qu'on passe l'Internationale et November Rain de Guns N Roses.

I just wanna rock and socialism !

Je vous laisse, je vais déjeuner dans la bonne humeur en me repassant ce concert génial.

Passons à la politique.

Qu'il y ait des syndicalistes qui défendent les droits ou acquis des travailleurs, c'est un fait que personne ne peut contester et ne doit négliger, cela ne signifie pas pour autant qu'ils mèneraient leur combat dans une perspective politique correcte, ceux-ci sont ultra minoritaires au sein des syndicats, dans le cas contraire ceux qui détiennent les appareils des syndicats ne seraient pas ce qu'ils sont, des agents du capital, ou ils auraient déjà été délogés.

Il y a surtout des syndicalistes qui conçoivent leur mission dans le cadre des rapports établis entre le capital et le travail qu'ils n'entendent pas modifier ou avec lesquels ils s'identifient, au point d'être devenus au fil du temps des bureaucrates gestionnaires de ces rapports au côté du patronat ou de l'administration.

En cumulant tous les mandats possibles qui leur permettent de s'absenter de leur poste de travail, ils ne travaillent plus qu'à mi-temps ou moins encore, si on compte les heures de réunions avec le représentant de la direction de l'entreprise ou de l'administration qui ne sont pas décomptés des heures de délégations, sans parler des dépassements des horaires de délégations que le patron tolère lorsqu'il est en présence de syndicalistes plutôt dociles. Il suffit aussi que votre supérieur hiérarchique, qui est censé contrôler vos absences, vous ait à la bonne pour que vous lui foutiez la paix, pour qu'il ne soit pas trop regardant sur la manière dont vous lui rendez compte de vos départs et de vos arrivées à votre poste de travail et j'en passe.

J'en ai fait l'expérience au point que je n'étais même plus compté dans l'effectif du service où j'étais censé travailler ou plutôt, on ne m'affectait plus de charge de travail, car ne sachant pas à l'avance si j'aurais le temps de l'assumer. Autrement dit pour moi le travail était devenu une occupation optionnelle, et je n'étais soumis à aucun rendement, j'avais acquis un statut privilégié de travailleur détaché... de son poste de travail, ce dont je ne me rendis pas compte immédiatement, c'est en m'apercevant que je ne travaillais pour ainsi dire plus que j'ai réalisé quel privilège bénéficiait un délégué syndical cumulant tous les mandats et les hroraires de délégations qui allaient avec. Je ne m'en étais pas aperçu, parce que j'étais totalement investi dans mes mandats au côté des travailleurs et je ne voyais pas le temps passé ni comment je le remplissais, j'avais l'impression de fournir un travail car ne quittant que très rarement l'entreprise, mais pas pour mon employeur.

Et il faut bien avouer qu'à la longue on s'y habitue, on y prend goût comme toutes les bonnes choses, on n'a pas vraiment envie de revenir à la situation antérieure. Si je m'appliquais à user de ce statut privilégié pour accomplir ma mission dans le respect de mon mandat envers les travailleurs, j'imagine aisément que ce n'est pas le cas de nombreux syndicalistes, qui ayant pris conscience de ce privilège, y tiennent plus qu'à leur mission ou leur mandat, au point de devenir un facteur de corruption. A ce stade, le syndicalisme n'est plus au service des travailleurs, il l'est davantage au service de notre intérêt individuel avec lequel il finit par se confondre, au point qu'on fera tout pour conserver notre statut. Qu'il soit menacé d'une manière ou d'une autre nous portera à réagir.

Or, on nous dit que des syndicalistes qui hier refusaient l'unité et faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour minimiser la mobilisation des travailleurs, y seraient favorables et monteraient en première ligne, comme si soudainement la situation sociale se serait dégradée, alors qu'en réalité elle n'a cessé de se détriorer depuis plus de 30 ans, d'où notre scepticisme sur leurs véritables motivations.

N'auraient-il pas plutôt senti le vent tourné à la faveur de la criminalisation et de la répression croissante des mouvements sociaux et des syndicalistes en France et en Espagne notamment, des graves atteintes portées au droit de grève en Grande-Bretagne et ailleurs, de la remise en cause des institutions représentatives des travailleurs en France, ensemble de mesures ou lois qui finalement porte atteinte à leur statut et remet en cause leurs existences ou les privilèges auxquels ils sont tant attachés ? C'est la question qu'on est en droit de se poser, non ?

Qu'ils se radicalisent ou se gauchissent, c'est une chose, reste à savoir pourquoi et pour quoi. Vous me direz que cette question est secondaire au regard de l'effet d'entraînement que peut avoir l'unité des syndicats auprès des travailleurs, dont elle favorisera la mobilisation, encore faut-il se demander compte tenu de leurs arrières-pensées ou de leurs antécédents qui les portaient plutôt jusquà présent à collaborer avec le gouvernement ou le patronat, si une fois de plus ils ne déserteront pas ou ne trahiront pas au moment décisif laissant travailleurs et syndicalistes de base désemparés de telle sorte qu'ils n'en tireront aucun profit, tandis que le gouvernement et le patronat s'en réjouiront, autrement dit tout cela n'aura servi strictement à rien une fois de plus, car il existe une multitude d'expériences similaires dans le passé qui ont toutes abouti au même résultat, que la mobilisation des travailleurs ait été couronnée de succès ou non important peu puisqu'elle s'inscrivait dans aucune perspective politique.

Ceci pourrait conforter l'idée ou le principe, que l'on a aucune concession à faire en tant que militant ouvrier révolutionnaire au cours de notre intervention dans la lutte de classes sur la stratégie politique que l'on a adoptée. A savoir, que le combat pour des revendications sociales immédiates devait se situer dans une perspective politique ouvrant la voie à une solution politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts fondamentaux et collectifs de la classe ouvrière, dont les travailleurs devaient se saisir pour se dresser contre le régime ou dans la perspective de l'émancipation du salariat que préfigure la prise du pouvoir, partant du constat que l'ensemble des besoins ou aspirations des travailleurs ne seront jamais satisfaits sous un régime capitaliste, et que par conséquent toute lutte sur des revendications partielles devait s'inscrire dans cette perspective politique, ce qui permet de recruter des travailleurs au parti lors de ces batailles sur une ligne politique correcte et non sur des illusions réformistes.

Elever le niveau de conscience politique des travailleurs et des militants n'a pas d'autre signification que les aider à combiner revendications sociales et politiques, sachant qu'au cours de leur mobilisation et de leur affrontement avec le régime, ils seront portés à mettre au premier plan ces revendications politiques, condition indispensable pour entrevoir sa chute et la prise du pouvoir par les masses exploitées, avancer sur la voie du socialisme.

C'est pour avoir réalisé la dichotomie ou la séparation entre le combat syndical et le combat politique au tout début du XXe siècle (Le congrès d'Amiens de la CGT en 1906 dont le n°363 Informations ouvrières à la page II de son complément vient de chanter les louanges, les syndiqués s'engageant à "ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors" comme si les appareils vendus allaient se gêner, double langage, quelle duperie !) que le mouvement ouvrier se retrouvera finalement privé de toute perspective poiltique et était voué à la dégénérescence que chacun peut constater. Car en réalité c'est à partir de ce congrès que les syndicats, à l'époque la CGT, cesseront de combattre dans la perspective d'abattre le capitalisme, se contentant de lutter pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre du régime en place, et quand plus tard le capitalisme entrera dans une phase de crises sans fins incompatibles avec toute réforme sociale, on découvrira ou on feindra de découvrir hypocritement que les syndicats en étaient arrivés au fil du temps à s'accommoder du capitalisme et qu'ils ne manifesteraient plus jamais l'intention de mobiliser les masses en vue du renversement de l'ordre établi auquel ils se sont adaptés ou intégrés au point d'en être devenus des piliers, des garants, contrairement à leur engagement ou leur déclaration de principe qui demeurera lettre morte, qu'ils renieront en pratique pour être plus précis.

Notre propos ne consiste pas à nier l'autonomie des syndicats et des partis, mais à mettre en lumière comment et pourquoi les syndicats en sont arrivés à abandonner l'objectif du combat du mouvement ouvrier que partage théoriquement les partis ouvriers, à savoir liquider le capitalisme, ce qui figurait ainsi dans la Charte d'Amiens, le syndicalisme "prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste", en introduisant une clause disons apolitique ou contre-révolutionnaire dans le syndicalisme qui permettra notamment à l'appareil stalinien de la CGT de mener la chasse aux sorcères contre les syndicalistes fidèles au socialisme ou au communisme, plus tard à l'ensemble des appareils des syndicats se réclamant ou non de la Charte d'Amiens, tandis qu'ils étaient liés à des partis subordonnés au régime, de renforcer l'emprise de ces partis sur les syndicats, les militants combattant ces partis seront chassés des syndicats ou marginalisés, lorsqu'ils ne succombreront pas à leur tour au réformisme qui est la négation du socialisme, pour y demeurer ou même grimper dans la hiérarchie des syndicats.

Depuis des lustres la Charte d'Amiens ne sert plus que de caution morale à des appareils totalement corrompus et acquis au capitalisme pour camoufler leur véritable nature d'agents du régime. La remettre au goût du jour revient à servir la soupe à ces appareils ou à camoufler leur véritable rôle d'obstacle au développement de la lutte de classe des travailleurs au profit du régime en place, tout en prétendant accessoirement les combattre pour qu'on ne vienne pas les accuser d'en être les complices.

On pourrait terminer en revenant aux appréciations ou avertissements que nous portions au début de cet article.

Si j'ai bien compris, il faudrait se fier les yeux fermés au comportement de syndicalistes acquis soudainement aux bienfaits de l'unité d'action, alors qu'ils la combattaient encore la veille, sous les yeux attendris des appareils qui demeurent impassibles ou qui n'y voient pas d'inconvénients à ce stade, puisqu'ils conservent le contrôle de leurs syndicats et comptent bien le conserver ; cela pourrait même leur rendre un fier service dans la mesure où ils redorent ainsi leur blason à moindre coût, ce qui leur servira ensuite à briser plus facilement la mobilisation des travailleurs si elle devenait une menace pour le régime en mettant au pas ces syndicalistes, si c'est nécessaire ou si ces derniers n'ont pas déjà capitulé entre temps pour conserver leur mandat de délégué syndical.

Nous ne sommes pas contre la réalisation de l'unité, y compris avec de tels "syndicalistes", encore faut-il être lucide et savoir dans quelles conditions et sur quelle ligne politique, dans quel objectif politique, qu'est-ce qu'on est en droit d'en attendre sans se faire la moindre illusion, si c'est uniquement pour faire reculer le gouvernement, cela n'aura aucune valeur et cela aura été en pure perte de temps et d'énergie une fois de plus, si c'est pour dresser les travailleurs contre l'Etat et se donner les moyens de construire le parti, cette démarche sera constructive ou positive, il ne semble pas à l'heure qu'il est que ce soit celle adoptée par le POI (ou un autre parti ouvrier), il semblerait même qu'il la combatte au sein de leur propre parti.

Depuis que la chimie moderne a identifié les différents matériaux qui composaient l'univers, l'alchimie a été reléguée au musée de la préhistoire des sciences primitives ou en devenir, ce qui n'empêche pas certains de croire encore en la transmutation du plomb en or qui viole les lois de la dialectique de la nature, auxquelles les hommes sont également soumis, ce qui leur joue de bien vilains tours pour les ignorer.

Il est à craindre qu'en adoptant une stratégie dont on ne contrôle pas certains facteurs décisifs, on s'embarque encore dans une aventure sans lendemain ou qui sera grosse en désillusions. On nous rétorquera que dans certaines circonstances on n'a pas le choix, argument qui peut être retenu dans certains occasions mais qu'on ne retiendra pas ici, car on a toujours le choix d'adopter une stratégie politique indépendante des facteurs qui s'y opposent justement ou qui s'opposent à l'objectif politique qu'on s'est fixé, et l'ignorer ou ne pas en tenir compte peut conduire à favoriser une stratégie contraire à nos intérêts.

Alors que jusqu'à présent l'économie des pays dits développés reposait en grande partie (autour de 70%) sur la consommation interne qui correspondait à un certain niveau de vie, désormais elle dépend davantage des exportations, ce qui a été rendu possible par la réduction du coût du travail et une multitude d'avantages fiscaux consentis aux entreprises, phénomène amplifié par la dévaluation de l'euro par rapport au dollar.

Ce qu'ils appellent la nouvelle croissance a pour origine et conséquence la paupérisation de couches entières du prolétariat réduites à l'état de précarité sociale ou d'indigence.

La Tribune - La politique de dévaluation interne, en ravageant les structures de l'économie portugaise, a davantage ouvert l'économie portugaise et les exportations représentent désormais 40 % du PIB contre 27 % avant la crise. Le retour de la croissance chez le voisin espagnol, notamment, tire donc les exportations et la croissance. La faiblesse de l'euro favorise les ventes de produits portugais désormais fort bon marché en dehors de la zone euro. latribune.fr 07.08

ACTUALITE EN TITRES

Hymne au populisme le plus crasse, criminel et cynique.

- Bernard-Henri Lévy est "sincère", selon le journaliste Jean-François Kahn - Francetv info

Et en prime la France bombarde le Yémen...

- François Hollande : "La France peut s'honorer d'avoir une citoyenne comme Isabelle Prime" - Francetv info

Peoplisation de la politique ou la politique au-dessous du niveau du caniveau.

- Placé, Mélenchon, NKM: Pourquoi les politiques se livrent-ils à «Closer»? - 20minutes.fr

La démocratisation pour les riches... passe par la délinquance fiscale.

- En France, les expatriations ont augmenté de 40% en 2013 - Francetv info

De plus en plus de contribuables dont le revenu annuel dépasse 100 000 euros quittent la France. Ils étaient 3 744 en 2013, c'est

40% de plus que l'année précédente. Un record.

Les foyers soumis à l'impôt de solidarité sur la fortune sont aussi de plus en plus nombreux à partir. 714 départs ont été recensés en 2013, soit 15% de plus qu'en 2012. Ces exilés gagnent en moyenne 266 000 euros par an. Francetv info 07.08

...et la démocratisation pour les pauvres... passe par l'autobus !

- Les voyages à petits prix se démocratisent - Francetv info

Autobus, trains low cost, covoiturages... Les prix sont imbattables, mais pour quel confort ? Francetv info 07.08

Quand les droits de l'homme riment avec la dictature du marché

- John Kerry conditionne le rythme du rapprochement avec le Vietnam aux droits de l'Homme - euronews.com

Etats-Unis. En oligarchie vous êtes prié d'aller "vous faire foutre".

- Débat républicain: Pourquoi la stratégie «I don't give a fuck» de Donald Trump a fonctionné - 20minutes.fr

Traduction. I don't give a fuck : Je n'en ai rien à foutre.

Leur vieux monde

- Bangladesh : un blogueur défenseur de la laïcité assassiné à coups de machettes - euronews.com

- Un journaliste brésilien tué par balle dans un studio de radio - LeMonde.fr

- L'EI aurait exécuté 2.000 Irakiens dans la province de Ninive - Reuters

- Kaboul ensanglanté par les attentats: 35 morts en 24 heures - AFP

- Prise d'otages dans un hôtel au Mali, six morts - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie : l'armée est à l'offensive - french.irib.ir

L'armée syrienne est passée à l'offensive, sur plusieurs fronts, mettant en déroute les groupes terroristes, coalisés, sous la houlette de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie saoudite.

Selon la chaîne libanaise, Al-Manar, en lançant une offensive fulgurante, dans la région de Sahl al-Ghab, une région stratégique, au Nord de la province de Hama, Sahl al-Ghab, Palmyre, Zabadani, l'armée syrienne est à l'offensive.

Elle montre une grande capacité à manœuvrer et à attaquer. En quelques heures, seulement, «l'armée de la conquête», formée autour du groupe terroriste du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, et des ultra-salafistes d'Ahrar al-Cham, a perdu presque toutes les positions qu'elle avait occupées, la semaine dernière. Sahl al-Ghab est une région, hautement, stratégique, car elle commande l'accès à la province de Lattaquié et ouvre la voie vers Hama.

D'après la chaîne libanaise, avançant sur plusieurs axes, sous une intense couverture assurée par l'aviation, l'artillerie et les lance-roquettes multitubes, des milliers de soldats syriens, appuyés par des unités de l'Armée de défense nationale et les comités populaires, formés d'habitants d'Idleb et de Hama, ont repris la quinzaine de collines occupées par les extrémistes. Elle s'est, également, emparée des villages de Ziyadiyé, Kherbet Naqous et Mansoura, ainsi que de la centrale électrique de Zeyzoun.

L'avant-garde de l'armée syrienne est arrivée aux abords de la localité de Sermaniyé, à 7 kilomètres, seulement de la ville stratégique de Jisr al-Choughour, dont la prise, par les terroristes, en mai, avait alimenté tous les pronostics, sur la chute prochaine du régime syrien. french.irib.ir 06.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Uruguay

- Uruguay : les raisons d'une grève générale - latribune.fr

Ce petit pays d'Amérique latine a connu une journée de grève générale le 6 août. Un défi pour le gouvernement de gauche qui doit faire face à un net ralentissement économique.

Des magasins fermés, des taxis à l'arrêt, des transports publics inexistants. Ce sont quelques-unes des scènes qui ont marqué la grève générale du 6 août qui a touché l'ensemble du territoire uruguayen. Le syndicat à l'appel de qui avait été lancé le mouvement, PIT-CNT a évoqué un « succès », tandis que les centrales patronales se lamentaient sur le coût de cet arrêt de travail généralisé, le premier depuis sept ans dans ce petit pays d'Amérique du sud de quelques 3,42 millions d'habitants, coincé entre les deux géants argentins et brésiliens.

L'Uruguay a une longue tradition de grève générale. La plus longue et la plus mythique fut celle de juin 1973 qui, lors de l'instauration du régime militaire, dura deux semaines et se solda par l'arrestation des principaux leaders syndicaux. C'est aussi une grande grève générale qui décida, onze ans plus tard, la junte à organiser la transition vers la démocratie.

Révolte syndicale

Mais la situation actuelle n'a pas grand-chose à voir avec ces épisodes historiques. A la suite de la très grave crise bancaire de 2002, c'est la gauche qui est arrivée au pouvoir en Uruguay en 2005 avec la coalition Frente Amplio (FA). L'an passé, l'ancien président du Frente Amplio de 2005 à 2010 Tabaré Vázquez, a été réélu à la présidence en remplacement du président José Mujica, ancien guérillero du mouvement de guerrilla urbaine Tupamaros, élu en 2010. En théorie, donc, le gouvernement de Montevideo est assez proche de la principale centrale syndicale qui, du reste, par la voix de son leader Fernando Pereira, a eu soin de préciser que son mouvement ne « portait pas contre le gouvernement, mais des mesures que le gouvernement a prises et qui nous semblent aller dans un sens opposé aux avancées démocratiques défendues par le gouvernement. »

La belle décennie de l'Uruguay

Une rhétorique qui, cependant, ne résiste guère aux faits. Le gouvernement de Tabaré Vázquez est confronté à des choix douloureux face au ralentissement économique qui touche l'ensemble des pays émergents et, particulièrement, le sud-est de l'Amérique du sud. Le bilan de la gauche au pouvoir entre 2005 et 2015 est pourtant très flatteur. Après la crise de 2002, le pays a rapidement repris son envol. Sa croissance a atteint en moyenne 5 %, atteignant 8,4 % en 2010 et 7,3 % en 2011. Le pays a bénéficié d'un contexte très favorable : la hausse du prix des matières premières agricoles, sa première source d'exportation et de revenus et l'appétit des investisseurs étrangers pour les pays émergents. A cela s'est ajoutée une politique de redistribution très active des gouvernements du FA, ce qui a soutenu la consommation des ménages. En conséquence, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat du pays a plus que doublé depuis 2002, passant de 9.174 dollars à 20.556 dollars, selon le FMI. C'est aujourd'hui le troisième pays le plus riche d'Amérique latine derrière l'Argentine et le Chili.

Dégradation conjoncturelle

Mais, comme partout ailleurs dans la région, la situation s'est dégradée depuis 2012. Le tarissement du commerce mondial, la baisse des prix des matières premières, puis du flux de capitaux a réduit la croissance qui, en 2014 n'était plus « que » de 3,3 % et ne sera, avec la récession du voisin brésilien et la stagnation du voisin argentin, que de 2,8 % cette année, toujours selon les projections du FMI. Certes, ces chiffres de croissance ont de quoi faire pâlir d'envie plus d'un pays, y compris dans la région (le Chili ou l'Equateur feront moins bien), mais c'est un ralentissement très sensible pour l'Uruguay. Et surtout pour le budget de l'Etat.

Maîtriser le déficit

Depuis 2010, les dépenses de l'Etat progressent plus vite que les recettes. Ces dernières sont passées de 28,7 % à 30,1 % du PIB, alors que les recettes progressaient de 29,6 % à 33,5 % du PIB. Or, l'Uruguay est encore un pays relativement très endetté

pour la région avec une dette publique qui va représenter 64,8 % du PIB cette année. Le gouvernement qui, jusqu'en 2011, était parvenu à réduire cette dette en dégageant des excédents primaires (hors services de la dette) qui avaient atteint jusqu'à 2 % du PIB, est désormais revenu en déficit primaire en 2014 à hauteur de 0,5 % du PIB. Rien de très alarmant, mais l'administration de Tabaré Vázquez entend maîtriser le mouvement et revenir à l'équilibre primaire, sans cependant se jeter dans une austérité féroce.

La baisse du peso

A ceci s'ajoute une inquiétude, elle bien plus préoccupante : l'inflation. Comme la plupart des autres pays émergents, l'Uruguay subit le retrait des investisseurs des monnaies locales. Et comme le pays affiche une balance des paiements encore très déficitaires (4,3 % du PIB en 2014), le peso uruguayen a beaucoup reculé face au dollar étatsunien. Le 17 mai 2013, il fallait 18,9 pesos pour un dollar. Le 3 décembre dernier, il en fallait 23,3, soit 23,2 % de plus. Ce 7 août, le dollar s'échangeait contre 28,4 pesos uruguayens. La dépréciation de la monnaie de la République orientale (nom officiel de l'Uruguay) a donc atteint 50,2 % par rapport à mai 2013 et de 19,5 % par rapport à décembre dernier.

L'inflation s'enflamme

L'impact sur l'inflation a été important. L'objectif de la banque centrale d'une croissance des prix de 3 à 7 % n'est plus tenu depuis 2012. Depuis avril, le taux d'inflation annuel est reparti au-dessus de 8 % et a atteint en juillet 9 %, ce qui a défavorablement surpris les analystes. Le gouvernement entend donc maîtriser la croissance des salaires afin de mettre fin aux « effets de second tour » qui font perdre une partie de la compétitivité gagnée par les exportateurs par la dépréciation monétaire. Aussi reste-t-il fort discret sur ses intentions concernant le salaire des fonctionnaires dans ses projets budgétaires qui seront présentés le 31 août prochain. Le gouvernement soutient aussi les revendications patronales dans le cadre des négociations salariales annuelles : des hausses de 6 à 10 % des salaires sur trois ans.

Conflits sociaux généralisés

Le risque est évidemment de comprimer le pouvoir d'achat et de devoir encore ralentir la croissance, sans compter, évidemment, les effets politiques pour un gouvernement du Frente Amplio. Et c'est en réalité ce message qu'a voulu envoyer le syndicat PIT-CNT au gouvernement. Fernando Pereira réclame une indexation des salaires sur l'inflation et désormais attend la réaction du gouvernement. Mais le ministre des Finances Danilo Astori, a indiqué qu'il n'entendait pas modifier ses positions. Si les partenaires sociaux ne se mettent pas d'accord, le gouvernement appliquera sa proposition de hausses des salaires. Les conflits risquent donc de se poursuivre et Fernando Pereira a promis une année entière de conflit social. Selon l'Université catholique d'Uruguay citée par Bloomberg, le pays a déjà perdu 504.000 jours de travail au premier semestre, du jamais vu depuis les années 1990.

Défi pour les gauches latino-américaines

Le conflit uruguayen met en avant les difficultés auxquelles les gouvernements de la gauche latino-américaine vont devoir faire face dans le contexte du ralentissement de l'activité et de la baisse des monnaies face au dollar. Comment maintenir une politique de soutien aux ménages sans revenir aux risques inflationnistes et d'endettement du passé ? Car, si en Uruguay comme ailleurs en Amérique latine, on se méfie des remèdes « libéraux », on reste traumatisé par les crises de 2002 et par l'hyperinflation des années 1980. Ce défi est particulièrement intéressant dans un pays où l'expérience du Frente Amplio a été un succès permettant d'allier une croissance équilibrée et une redistribution des revenus. Mais le contexte actuel pourrait mettre à mal l'unité et la politique du parti du président Tabaré Vázquez. latribune.fr 07.08

2- Irak

- Des milliers d'Irakiens manifestent contre la corruption - AFP

Des milliers d'Irakiens ont manifesté vendredi à Bagdad et dans le sud du pays contre la corruption et la vétusté des services publics dont celui de l'électricité fréquemment coupée.

"Nous mettrons les corrompus dehors", ont scandé les protestataires sur la place Tahrir dans la capitale irakienne, alors que des manifestations similaires ont eu lieu ces dernières semaines dans le pays.

"Vous tous, tous ensemble, au tribunal, vous êtes tous des voleurs", "Vendredi après vendredi, nous mettrons les corrompus dehors", a crié la foule en agitant des drapeaux irakiens.

Des manifestants étaient venus avec un cercueil recouvert de tissu noir symbolisant ce qu'ils considèrent comme la "mort" de la conscience du Parlement et des hommes politiques, et le "décès" des services publics.

Des manifestations ont également eu lieu à Nassiriyah, Bassora, dans le sud du pays, ainsi qu'à Najaf, Kerbala et Hilla dans le

centre, pour réclamer les mêmes exigences, selon des journalistes de l'AFP sur place.

A Bassora, des milliers de personnes se sont rassemblées, criant "Non aux partis". Sur une pancarte on pouvait lire: "Il est temps pour vous de partir, vous les corrompus".

Ces manifestations dans le sud chiite irakien, la base électorale de nombreux partis, portent en elles un sérieux défi pour le gouvernement, majoritairement chiite.

Depuis plusieurs semaines, à Bagdad et dans d'autres villes, de telles manifestations sont organisées contre la mauvaise qualité des services publics, et particulièrement les coupures d'électricité, qui laissent les Irakiens sans courant plusieurs heures par jour par des températures dépassant les 50° Celsius.

Les manifestants, majoritairement des Irakiens laïcs, accusent la corruption et l'incompétence de la classe politique d'être la cause de la vétusté des services publics. latribune.fr 07.08

ECONOMIE

1- Portugal

- L'économie portugaise reste très vulnérable - latribune.fr

Un rapport du FMI s'inquiète des fragilités de l'économie du Portugal. Le poids de la dette, la faiblesse de la croissance et le secteur bancaire sont au coeur de ces inquiétudes. Mais il propose après les élections la poursuite de l'austérité.

Pendant les six mois de crise qui ont opposé la Grèce à ses créanciers européens, le Portugal a souvent été présenté comme un « modèle », un « anti-Grèce », ayant mené de « courageuses réformes » et récoltant aujourd'hui les fruits abondants de ses efforts. L'argument avait été présenté, notamment par le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, à l'appui de la méfiance vis-à-vis de tout gouvernement grec.

Les raisons de la croissance

Ce jeudi 6 août, le FMI est venu, dans son rapport de contrôle « post-programme » sur le Portugal, jeter un seau d'eau froide sur ceux qui se sont livrés à de telles célébrations. Certes, le Portugal va mieux qu'au cœur de la crise. Après 0,9 % de croissance en 2014, son économie devrait progresser de 1,6 % en 2015. En réalité, ce phénomène n'est pas propre au Portugal et est aisément explicable.

Comme ailleurs dans la périphérie de la zone euro, l'austérité s'y est adoucie, notamment après la déroute des partis de gouvernement aux municipales de 2013 qui avait failli provoquer l'éclatement de la coalition entre les Sociaux-démocrates du PSD (centre-droit) et le Parti populaire (droite). Mécaniquement, une pression budgétaire moindre conduit à soulager la croissance. Le FMI s'en désole, du reste, regrettant que « l'ajustement budgétaire a ralenti » et prévoyant un déficit de 3,2 % du PIB cette année contre un objectif de 2,8 % du PIB.

D'autres phénomènes expliquent ce retour de la croissance. La politique de dévaluation interne, en ravageant les structures de l'économie portugaise, a davantage ouvert l'économie portugaise et les exportations représentent désormais 40 % du PIB contre 27 % avant la crise. Le retour de la croissance chez le voisin espagnol, notamment, tire donc les exportations et la croissance. La faiblesse de l'euro favorise les ventes de produits portugais désormais fort bon marché en dehors de la zone euro.

Enfin, la politique de la BCE a permis une forte baisse des taux et une amélioration de la distribution de crédit au secteur privé non financier. En mai, ces crédits n'étaient inférieur que de 0,8 % à leur niveau d'il y a un an contre une baisse de 3,8 % en janvier. Tout ceci a permis une reprise de l'investissement qui devrait progresser de 4,5 % cette année. On le voit cependant, cette croissance est d'abord supportée par des facteurs cycliques et est donc d'une grande fragilité.

Une croissance insuffisante

Du reste, au regard des efforts consentis par les Portugais depuis 2010, le bilan final semble particulièrement décevant. Malgré ses « réformes », le Portugal est incapable de générer une croissance structurelle forte. Et c'est un réel échec pour la politique du gouvernement et de la troïka que le FMI reconnaît implicitement en prédisant que la croissance va s'affaiblir à partir de 2016, faute de vraie dynamique interne. Les prévisions de l'institution de Washington ne font guère rêver : 1,5 % en 2016, 1,4 % en 2017... A ce rythme, le pays n'aura retrouvé son niveau de richesse de 2009 qu'en... 2020.

Une véritable décennie perdue pour une des pays les plus pauvres d'Europe occidentale. Le Portugal est en effet, à l'exclusion de la Grèce, le pays le plus pauvre de l'UE avant l'élargissement de 2005. Selon Eurostat, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat est inférieur de 22 % à la moyenne de l'UE, contre 28 % en Grèce. En 2009, cet écart était de 19 %. Dans la zone euro, le Portugal affiche un PIB par habitant supérieur aux Pays baltes et à la Slovaquie, mais inférieur à Chypre ou à la Slovénie. A un tel niveau de richesse, une croissance de 1,6 % semble bien insuffisante.

Une dette publique intenable

Mais la faiblesse de la croissance portugaise pose surtout un problème de dette. Et c'est ce qui inquiète le plus le FMI. « Le poids de la dette publique et privé va probablement réduire les perspectives de croissance à moyen terme lorsque les effets du cycle vont s'affaiblir », souligne le rapport. C'est que l'économie portugaise est prise dans un double étau. D'abord, la dette publique. Comme la Grèce, Chypre, l'Espagne ou l'Irlande, le Portugal est victime de la stratégie européenne de « sauvetage. »

Pour éviter la faillite au pays, on a ajouté de la dette à la dette en réclamant une politique austéritaire qui a réduit le PIB. La dette publique portugaise s'est donc alourdie, passant de 83,6 % du PIB en 2009 à 130,2 % en 2014. Un niveau évidemment intenable et qui plonge le pays dans un « péonage » de la dette, autrement dit dans une obligation de ponctionner une partie insoutenable de sa production de richesse pour le remboursement de sa dette publique.

Pour illustrer ce phénomène, il suffit de rappeler qu'en 2015, le FMI prévoit un excédent primaire du budget portugais, hors service de la dette, de 1,6 % du PIB, mais un déficit public de 3,2 % du PIB. Près de 5 % du PIB auront donc été « perdus. » Dans de telles conditions, la croissance ne peut être que réduite. Or, plus elle est faible, plus le poids de la dette est intenable. En 2017, le FMI prévoit encore un ratio de dette de 122 % du PIB. Croire que le Portugal peut sortir de ce cercle vicieux sans réfléchir à sa dette est évidemment un doux rêve (auquel se livre du reste le FMI).

Le poids de la dette privée et la faiblesse du secteur bancaire

Mais le Portugal a un autre problème d'endettement, celui de la dette privée qui demeure considérable. « L'ajustement » austéritaire, en comprimant la demande, n'a pas réellement permis un désendettement rapide des agents privés, notamment en raison de la réduction de leurs bases de recettes. Les procédures sont plus souples que pour le secteur public et la dette privée, selon la Banque du Portugal, a un peu reculé entre 2011 et 2015 en rapport avec le PIB, mais elle s'élève encore au montant considérable de 237 % du PIB. En ajoutant la dette publique et celle des sociétés publiques, on atteint un niveau d'endettement vertigineux pour l'économie portugaise : 402,2 % du PIB en mars 2015. Là encore, ce niveau est intenable à moyen terme, surtout avec une croissance moyenne de 1,5 % du PIB.

Or, cette question renvoie à une autre : la faiblesse du secteur bancaire portugais. On se souvient que l'an passé, Lisbonne a dû venir en aide à Banco Espirito Santo à hauteur de 5 milliards d'euros. Et le taux de créances douteuses (Non Performing Loans, NPL) du système bancaire portugais atteint le niveau très élevé de 12,3 % et, selon le FMI, « il grandit. » Rien d'étonnant à cela compte tenu du poids de la dette privé. Bref, les banques sont fragiles et, en cas de problème, l'Etat ne peut guère leur venir en aide en reprenant à son compte une partie de ces immenses créances. Mais tout ceci signifie que le Portugal est en équilibre instable. Il est un pays vulnérable à un choc externe ou à un ralentissement de la croissance, mais aussi sur un chemin qui, à moyen terme, est intenable par ses propres forces.

Une baisse du chômage fragile

Le meilleur succès du pays est sans doute la réduction du chômage. Au deuxième trimestre 2015, le taux de chômage a reculé de deux points par rapport à la même période de 2014 à 11,9 %. Cependant, outre l'effet cyclique, cette baisse s'explique aussi par un recul de la population active, de 0,8 % sur un an, alimenté par l'émigration et le vieillissement de la population, qui amplifie le mouvement. Surtout, cette progression de l'emploi s'explique par des emplois temporaires, donc bel et bien liés à la cyclicité de la reprise. Sur les 66.200 nouveaux emplois créés par le Portugal en un an, 58.700 sont des emplois temporaires, soit 88,7 % du total ! L'embellie sur l'emploi est donc aussi précaire que ces contrats.

La dangereuse recette du FMI : poursuivre l'austérité

Au final, le Portugal reste donc une économie très vulnérable et très faible. Le FMI le reconnaît, mais, comme dans le cas grec, il propose encore d'amplifier l'austérité. L'institution de Washington propose au gouvernement qui sortira des urnes de continuer à garantir son accès au marché par une politique qui assure la confiance des investisseurs, autrement dit par des mesures supplémentaires de consolidation budgétaire. « Il sera essentiel de reprendre la course des réformes structurelles quand un nouveau gouvernement sera formé », explique le FMI. Et d'ajouter qu'il faudra des « mesures crédibles pour réaliser l'ajustement budgétaire. »

Une conclusion logique du point de vue d'un FMI qui refuse d'envisager pour le Portugal une restructuration de sa dette, mais qui est des plus contestables. Le Portugal peut-il se permettre d'affaiblir à nouveau sa croissance alors même que la « reprise »

est insuffisante ? Le pays a sans doute besoin de « réformes » qui ne soient pas négatives pour la croissance, mais il a aussi besoin, comme la Grèce, de reconstruire ses structures économiques et, surtout, d'en finir avec le poids d'une dette intenable. Ce que le FMI propose, c'est une nouvelle fuite en avant dans l'illusion de la soutenabilité de la dette portugaise.

L'enjeu des élections du 4 octobre

Que choisiront les Portugais en octobre ? La crise n'a pas fait émerger au Portugal de mouvement fort de contestation comme en Espagne ou en Grèce. L'actuelle coalition de centre-droit semble profiter de l'amélioration de la conjoncture et de la capitulation de Syriza en Grèce. Selon le dernier sondage Aximage, du 17 juillet, l'écart entre l'alliance PSD-PP et le Parti socialiste (PS) d'Antonio Costa, qui prétend adoucir l'austérité, s'est fortement réduit à 0,2 point en faveur du PS (38 % contre 37,8 %). Rien n'est donc joué, mais il faut souligner deux éléments.

D'abord, la coalition PSD-PP est, malgré sa remontée, en chute libre par rapport aux 49 % de 2011. Ensuite, trouver une majorité absolue sera très difficile. Mais le blocage pourrait profiter au PS qui pourrait ainsi s'appuyer sur la « tolérance » de la coalition CDU formée autour du parti communiste, le PCP. Cette coalition enregistre dans ce sondage une forte baisse à 7,5 % des intentions de vote contre plus de 10 % dans les précédentes enquêtes (sans doute un effet Syriza), mais il pourrait néanmoins être l'arbitre du duel PSD-PS. Dans ce cas, le Portugal osera-t-il prendre franchement une autre voie ? Le pourra-t-il sans poser la question du poids de sa dette ? On pourrait alors entendre parler du Portugal cette automne. latribune.fr 07.08

2- Brésil

- Brésil : l'inflation ralentit en juillet mais reste à un niveau élevé de 9,56% sur 12 mois - AFP

L'inflation au Brésil a ralenti un peu en juillet par rapport à juin mais continue sur un rythme élevé de 9,56% sur 12 mois, selon des données officielles publiées vendredi.

La hausse de l'inflation est due en particulier à l'escalade des coûts de l'énergie électrique, qui ont grimpé de 4,17% en juillet en raison d'un réajustement des tarifs dans quelques unes des plus grandes agglomérations du géant émergent d'Amérique latine. Le prix de l'énergie a augmenté de 57,83% sur 12 mois et de 47,65% depuis le début de l'année.

Après quatre années de faible croissance, le Brésil est frappé de plein fouet par une crise économique qui devrait se traduire par une contraction du Produit intérieur brut (PIB) de 1,49%, selon une estimation officielle, alors que l'inflation continue de grimper.

Le gouvernement a adopté depuis le début de l'année des mesures d'austérité pour tenter d'enrayer la dégradation des comptes publics.

La Banque centrale a relevé sept fois de suite son taux directeur, actuellement à 14,25% l'an, pour lutter contre l'inflation. AFP 07.08

Haut de page

Le 9 août 2015

CAUSERIE

Pas Charlie ? Normal, il dénonçait la corruption...

Brésil : un journaliste abattu en studio, deux suspects arrêtés - euronews.com

Au Brésil, la police a arrêté 2 hommes soupçonnées d'être impliqués dans le meurtre d'un journaliste. Gleydson Carvalho a été abattu jeudi à bout portant dans son studio de radio dans le nord du pays. Les médias brésiliens affirment que le journaliste avait reçu des menaces en raison de ses prises de position politique, notamment contre la corruption. euronews.com 09.08

Que craignent-ils ? La révolution prolétarienne.

Donald Tusk, le président européen, a déclaré au Monde : « À mon avis, l'atmosphère aujourd'hui est très similaire à 1968 en Europe. Je sens un état d'esprit, peut-être pas révolutionnaire, mais d'impatience. Mais quand l'impatience devient un sentiment collectif, elle peut conduire à une révolution. Le chômage massif des jeunes est peut-être la raison la plus claire et visible. » Le Monde 13.07

ACTUALITE EN TITRES

Monarchisme et sionisme vont si bien ensemble.

Le PS ne sait plus quoi inventer pour manifester son soutien à l'Etat génocidaire d'Israël. Un mur vaut bien une plage. Une famille brûlée vive dont un bébé de 18 mois ne méritait que le mépris de la part de ces salopards immondes.

Le 7 juin 2014, Anne Hidalgo, la maire PS de Paris en présence de Hollande honorait la monarchie britannique en rebaptisant le Marché aux fleurs Elizabeth II sur l'Ile de la Cité.

Un peu plus d'un an après elle récidivait cette fois en mettant à l'honneur l'Etat sioniste venant une nouvelle fois d'illustrer la barbarie qui le caractérise depuis sa naissance.

- Des milliers de Palestiniens aux funérailles du père du bébé brûlé vif - AFP

Et au même moment la maire PS de Paris annonçait : «Tel-Aviv sur Seine», le 13 août dans le cadre de l'opération Paris Plages, alors que Paris est jumelé avec 33 villes dans le monde, mais pas Tel-Aviv, c'est donc un choix idéologique que les auteurs ne peuvent pas assumer tellement il est naturel chez eux. Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas, c'est conforme à la nature du PS.

«Tel-Aviv sur Seine» devrait faire l'objet de manifestations culturelles et autres célébrant la bonne entente entre la France et Israël , mais "aucun échange avec des Israéliens humanistes n'y est prévu, encore moins un débat sur la situation du peuple palestinien" selon la conseillère de Paris Danielle Simonnet (Parti de Gauche) qui a réclamé l'annulation de cette initiative.

Le premier adjoint de la mairie de Paris Bruno Julliard a répondu à la polémique, appelant notamment à ne pas faire "l'amalgame entre la politique brutale du gouvernement israélien et Tel Aviv". (source : AFP 09.08)

Tel Aviv incarne la bonne conscience des petits bourgeois de la gauche israélienne, tout comme Paris celle de ses homogogues, qui tous tiennent avant tout à profiter du mode de vie confortable que leur accorde généreusement les régimes en place en Israël et en France conquis à la sueur et au sang de leurs victimes innocentes sans que cela ne les embarrasse plus que cela.

Leur vieux monde décomposé. Cela tire dans tous les coins !

- Ferguson : des coups de feu en marge d'un rassemblement pour Michael Brown - lefigaro.fr

- Un étudiant noir non armé tué par la police près de Dallas - Reuters

- Haïti: violents incidents et retards lors des élections législatives - AFP

- Un journaliste azéri battu à mort pour avoir critiqué le comportement d'un footballeur - LeMonde.f

- Burundi: intenses échanges de tirs dimanche soir à Bujumbura - AFP

- Un activiste recherchant les 43 étudiants disparus au Mexique abattu près d'Acapulco - LeMonde.fr

- Cisjordanie : Tsahal tue un Palestinien après une attaque contre un Israélien - LeMonde.fr

- Hôtel attaqué au Mali: 13 morts dont 5 contractuels de l'ONU et 4 soldats maliens - AFP

- Attentats en série à Kaboul: plus d'une quarantaine de morts - euronews.com

L'Empire à l'offensive. Déstabilisation de gouvernements et manipulation des masses.

- Venezuela : pénuries, pillages, manifestations politiques - euronews.com

- Brésil : Dilma Rousseff boit le bouillon, au son des casseroles - euronews.com

- Les soutiens-gorge manifestent à Hong Kong - euronews.com

- Manifestations monstres contre le gouvernement irakien sur fond de canicule - euronews.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Que cherche Tsipras à Moscou? - french.irib.ir

Les Premiers ministres russe et grec ont discuté des coopérations bilatérales dans divers domaines dont l'énergie et l'économie.

Jeudi, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration du nouveau canal de Suez, Dimitri Medvedev et Alexis Tsipras se sont entretenus et décidé d'augmenter leurs contacts pour lancer les préparatifs de la 9e commission conjointe des deux pays en novembre 2015. Cette rencontre est dans le sens de la consolidation des relations entre les deux pays. La Russie et la Grèce ont traditionnellement de bonnes relations. La Grèce n'a jamais soutenu les sanctions économiques que l'UE a imposées à la Russie.

Le premier ministre grec, Alexis Tsipras, n'a pas suivi l'approche de l'UE face à Moscou suite à la crise ukrainienne. L'UE a imposé des sanctions politique, économique et militaire à la Russie. Mais Athènes a continué ses bonnes relations avec ce pays. En avril 2015 le Premier ministre grec a visité la Russie où il a exprimé son intérêt pour participer à la construction du gazoduc liant la Russie à l'Europe via la Turquie. Cette proposition a reçu le bon accueil du président russe, Vladimir Poutine. Etant donné les tensions entre l'Europe et la Russie, l'initiative de Tsipras a gêné l'UE dont les hautes autorités ont critiqué Athènes.

Par ailleurs les Russes ont tenté ces dernières années de rompre la position unie de l'UE dans l'espoir de briser le régime des sanctions. C'est dans ce cadre que Moscou a mis à son ordre du jour l'élargissement des relations avec certains membres de l'UE dont la Grèce.

Contrairement à l'approche générale de l'Europe, Alexis Tsipras souhaite développer ses relations avec la Russie, ce qui déplaît au reste du continent vert.

Alors que l'UE tente de s'éloigner de la Russie, le Premier ministre grec se rapproche des Russes. Il demande la fin des sanctions contre la Russie et l'essor des relations sur divers plans.

On s'attend à ce que la Grèce se dirige de plus en plus vers la Russie, du fait des tensions avec la Troïka internationale sur la base des conditions aides financières, et Moscou a déjà ouvert les bras. french.irib.ir 08.08

2- Russie

2.1- USA/UE n'ont aucune volonté d'éradiquer Daech(Tchurkin) - french.irib.ir

Le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vitaly Tchurkin a annoncé que l'absence de volonté chez les Etats-Unis et les pays occidentaux pour coopérer avec le gouvernement syrien dans la guerre contre Daech, affaiblit les efforts déployés dans le sens de la lutte contre le terrorisme.

Cité par Sputnik News, Tchurkin a rappelé : "Nos alliés occidentaux ne voient aucune nécessité de se focaliser sur la menace que représente le terrorisme en Irak et en Syrie, ni sur une action commune anti-Daech." Tchurkin a rappelé que l'idée de la formation d'un "Front de la lutte contre le terrorisme" avait été avancé par son pays, mais q'aucun effort commun de la part de la Communauté mondiale n'a été constaté dans ce sens, étant donné que les Etats-Unis et les pays occidentaux n'ont pas l'intention de collaborer avec le gouvernement syrien pour éradiquer Daech.

Le représentant de la Russie à l'ONU a formulé ses déclarations après la prise de votes au Conseil de sécurité sur le mécanisme, permettant de déterminer la partie qui a utilisé des matières chimiques en Syrie. french.irib.ir 09.08

2.2- Russie: des missiles S-400, déployés au Kamtchatka - french.irib.ir

Les S-400 sont déployés, près des villes de Petropavlovsk-Kamtchatski, Elizovo et Vilioutchinsk. «Des missiles sol-air russes S-400 seront, prochainement, mis en état opérationnel, au Kamtchatka», a annoncé, mardi, à Vladivostok, le Porte-parole de la région militaire de l'Est, Roman Martov.

"Les équipes de service et le poste de commandement des missiles sol-air S-400 seront mis en état opérationnel et protègeront l'espace aérien russe, dans le Nord-Est du pays", a indiqué M. Martov.

Le S-400 Triumph, (code OTAN: SA-21 Growler), est un système de missiles sol-air de longue et moyenne portée, destiné à abattre tout type de cible aérienne: avions, drones et missiles de croisière hypersoniques. Le système est capable de tirer, simultanément, 72 missiles, sur 36 cibles, à une distance de 400 km. french.irib.ir 07.08

3- Syrie

3.1- Syrie : Zabadani nettoyé par Armée/Hezbollah - french.irib.ir

En Syrie, les militaires de l'armée et les combattants de la Résistance libanaise ont progressé à l'intérieur de la ville de Zabadani, à l'issue de violents combats les opposant aux terroristes. Selon les sources militaires syriennes, l'armée et les forces de la Résistance ont repris le contrôle de la place Al-Kournish, après avoir récupéré le quartier où se trouvait la mosquée de Bardi, dans le sud-ouest de Zabadani. Les forces syriennes et les combattants de la Résistance ont ensuite progressé à partir de deux directions : Al-Zatout et Bardi.

Les combattants du Hezbollah libanais ont fait prisonniers trois éléments du groupe terroriste des Ahrar Al-Cham, au cours des affrontements ayant eu lieu près de la place d'Al-Mahta, située dans l'est de Zabadani. L'armée syrienne est également arrivée à reprendre le contrôle de nouveaux secteurs du quartier Salmane Al-Halabi, appartenant à Alep. Par ailleurs, un certain nombre de terroristes ont été tués et blessés lors d'une attaque de l'armée contre leurs positions en banlieue-ouest de Hama. A Daria, les militaires de l'armée ont réussi à faire des progressions près de la place de Sharida après avoir repris le contrôle d'une série d'importants bâtiments. french.irib.ir 09.08

3.2- Syrie: le plan de 4 pays arabes, pour "aider" Assad. - french.irib.ir

Un activiste saoudien a fait part, sur son compte twitter, du plan conjoint de l'Egypte, des Emirats arabes unis, de la Jordanie et d'Oman, pour aider le gouvernement syrien, dans sa lutte contre le terrorisme.Mojtahaed, activiste saoudien, connu, pour ses révélations sur les réalités cachées par les Al-e Saoud, a précisé que l'Arabie s'est opposée à ce plan. Selon le cyberactiviste, la récente rencontre entre le chef du bureau de la sécurité nationale syrienne et le ministre saoudien de la Défense visait, en effet, à convaincre Mohammad ben Salman du bien fondé de ce plan. Damas aurait recommandé à son chef de sécurité de se comporter, avec une grande flexibilité, face à Ben Salman. Selon Mojtahed, Ben Salman aurait promis de ne pas compromettre le plan précité, même en cas d'une adhésion tardive de Riyad. L'hésitation de Ben Salman s'expliquerait, surtout, par des rapports des renseignements turcs et americains, qui prédisent, constamment, la chute d'Assad.

«Alors que l'Egypte, les Emirats, la Jordanie et Oman envisagent d'aider le gouvernement syrien, l'Arabie, la Turquie, le Qatar et les Etats-Unis s'acharnent, toujours, sur la formation d'hommes armés, prétendument, "modérés", en Syrie», a ajouté Mojtahaed, en allusion à la divergence entre les pays arabes, à propos du dossier syrien. Le plan en question est mis en avant, dans le contexte, où une rencontre tripartite entre Moscou, Riyad et Washington, a eu lieu, à Doha, et que les informations font état des efforts d'Oman, pour s'entremettre entre l'Arabie et la Syrie. french.irib.ir 08.08

4- Israël

- Israël menace les savants atomistes iraniens - french.irib.ir

Le ministre de la Guerre du régime sioniste, Moshe Yaalon a menacé les savants atomistes de la RII. Lors d'une interview avec le quotiden allemand "Der Spiegel", le ministre de la Guerre du régime sioniste, en menaçant les savants iraniens, a prétendu qu'il est tout à fait évident que le programme nucléaire de l'Iran doit être, finalement, gelé, de n'importe quelle façon. Répétant les allégations des autres responsables du régime sioniste au sujet de l'accord nucléaire Iran/5+1, Moshe Yaalon a qualifié d'erreur historique, cet accord avec l'Iran.

A la question du journaliste allemand qui voulait savoir s'il y aura davantage d'attentats à la vie des savants atomistes iraniens, Moshe Yaalon a répondu : "Israël n'est pas responsable de la durée de la vie des savants atomistes de l'Iran." Le régime sioniste est déjà impliqué dans l'assassinat des savants iraniens. Quatre savants atomistes de l'Iran sont tombés en martyre ces dernières années, tués par les éléments du groupuscule terroriste des Monafeghin, en collaboration avec les services d'espionnage de la région et de l'Occident dont celui du régime sioniste, le Mossad. french.irib.ir 07.08

5- Irak

- Daech et ses alliés seront éliminés bientôt (G. Firouzabadi) - french.irib.ir

Le groupe terroriste de Daech et ses allié seront éliminés dans les évolutions à venir, a averti le chef d'état-major es forces interarmes iranienne.

Le général de division Seyyed Hassan Firouzabadi, le chef d'état-major des forces armées de la RII a brossé un tableau clair des développements en cours de la région et des politiques et scénaris déjoués des ennemis de l'islam pour dire: " Le gouvernement central irakien a obtenu d'importants acquis et victoires permettant la stabilisation de la souveraineté nationale et la sauvegarde de l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Irak, face à Daech et les ennemis du peuple irakien." Le général de division, Firouzabadi a ensuite averti le peuple irakien, faisant allusion aux agissements et sabotages exercés dans le pays: "Le peuple irakien, sunnite ou chiite, doit être vigilant car certaines manques et lacunes sont artificielles. L'appel lancé aux manifestations, qui est provoqué par certains groupes particuliers, et parfois non-musulmans, l'explosion des lignes de transfert d'électricité via l'Iran à l'Irak ainsi que des autres sabotages visent tous à suggérer que le gouvernement central irakien est incapable de gérer les affaires du pays."

Le chef d'état major de l'armée iranienne a poursuivi ses déclarations, en rappelant au peuple irakien que toute révolution réussie a connu de tels sabotages et tergiversations. " Le peuple révolutionnaire irakien doit faire preuve, de plus en plus, de la retenue et aider le gouvernement central à surmonter les problèmes, battre l'ennemi et parvenir au progrès."a-t-il fait savoir. french.irib.ir 09.08

On ignore si les manifestations actuelles dirigées contre le gouvernement irakien sont spontanées ou téléguidées par les Américains ou les deux à la fois, car il est insupportable de vivre sans électricité par 50°C.

6- Japon : des manifestations contre la réforme de l’armée - euronews.com

Des centaines de manifestants, dans les rues de Nagazaki, ont protesté contre la réforme de l’armée japonaise. Le premier Ministre Shinzo Abe veut renforcer le rôle des Forces d’auto-défense, sur la scène internationale, contrairement à la Constitution du pays, inchangée depuis 70 ans.

Un manifestant : “S’ils modifient la Constitution, alors le Japon sera en mesure de mener des guerres d’agression et de tuer des gens innocents. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire.” euronews.com 09.08

ECONOMIE

Banques

- Les banques européennes affichent des profits au plus haut depuis 2011 - La Tribune

Les dix plus grandes banques du Vieux Continent ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d’euros, au deuxième trimestre 2015. La politique monétaire accommodante de la BCE commence à se faire sentir sur la demande de crédits.

D'une crise grecque à l'autre, les banques européennes, qui viennent de clore leur "saison des trimestriels", ont bien changé. En 2011, marchés et régulateurs les exhortaient à réduire leur exposition aux pays à risque de la zone euro, alors en pleine crise des dettes souveraines. Sous peine, sinon, de déclencher une nouvelle crise bancaire. Quatre ans et moult réductions de leurs bilans plus tard, les dix plus grandes banques européennes, en termes d'actifs, ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d'euros, au deuxième trimestre. Il faut remonter à 2011, précisément, pour retrouver pareil niveau de résultat, selon les données de l'agence Bloomberg.

La Société générale, avec un bénéfice net de 1,35 milliard d'euros, affiche même sa meilleure performance depuis 2007, avant l'éclatement de la crise financière. Et chacune des dix plus grandes banques européennes a enregistré au moins une croissance à deux chiffres de son résultat net. "Les résultats des banques européennes ont été bons, au deuxième trimestre. Certes, ils ont bénéficié de pas mal d'éléments exceptionnels, comme des cessions d'actifs, mais ils sont clairement à un bon niveau, en particulier grâce à un coût du risque [provisions pour risques d'impayés ; Ndlr] en forte baisse dans beaucoup de pays", confirme Jérôme Legras, responsable de la recherche au sein de la société de gestion Axiom Alternative Investments.

Une reprise progressive de la croissance en Europe

Si le coût du risque a autant diminué, c'est grâce à une amorce de reprise économique au sein de la zone euro. "Le climat économique s'améliore progressivement en Europe", a affirmé Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale, lors

d'une conférence téléphonique, le 5 août. "Après une stagnation de 2012 à 2014, l'activité économique est un peu meilleure en France, où nous prévoyons une hausse de 1,2% du PIB, cette année", renchérit François Pérol, président du directoire de BPCE (Banque Populaire Caisse d'Epargne). Conséquence de cette amélioration de la conjoncture économique, les crédits sont enfin repartis à la hausse depuis mars, après des mois de recul. Au 30 juin, les encours de crédit des Banques Populaires et des Caisses d'épargne affichaient ainsi une hausse de 2,7% par rapport à l'année précédente.

Une progression qui ressort à 2,2% pour le Crédit agricole, en France, et à 1,3% et à 0,8%, respectivement, pour les réseaux de la Société générale et de BNP Paribas dans l'Hexagone. Preuve que la politique monétaire ultra-accommodante de la BCE commence enfin à alimenter la demande de crédit. Moins chez les entreprises, cependant, que chez les ménages, comme le montrent le rebond du crédit à la consommation et l'accélération du crédit immobilier, la faiblesse des taux ayant entraîné une vague de renégociations de prêts à l'habitat. Une faiblesse des taux longs sur lesquelles les banques avaient alerté en début d'année, redoutant les conséquences de l'aplatissement de la courbe des taux sur la marge d'intérêt tirée de leur activité de transformation [les banque se financent à court terme et prêtent à long terme ; Ndlr].

La question de l'environnement de taux

"L'évolution des taux a des conséquences à long terme sur la profitabilité des banques. Sur un trimestre, cela ne va quasiment rien changer. Il y a ainsi eu un effet négligeable des taux sur les résultats opérationnels des banques, au deuxième trimestre", indique Jérôme Legras, chez Axiom. Mais quid des prochains mois ? "La remontée des taux longs (observée depuis début mai) aura un effet plutôt positif sur la marge d'intérêt des banques. Par ailleurs, elle ne devrait pas peser sur les volumes de crédit. D'abord, parce que les taux, comme les volumes, partent d'un niveau très bas. Ensuite, parce que la remontée des taux est plutôt le signe d'un redémarrage de l'économie", poursuit Jérôme Legras.

La banque de détail n'a pas été le seul moteur des résultats trimestriels des établissements européens. La banque de financement et d'investissement (BFI) en a été un autre, qui a notamment profité de la volatilité sur les marchés engendrée par la crise grecque. Enfin, les banques européennes doivent également leurs bons résultats au tour de vis donné à leurs frais de gestion. Lequel va se poursuivre, face à la hausse des coûts engendrée par la réglementation et par les litiges, sans oublier la nécessité d'une plus grande compétitivité face aux "pure players" de la finance digitale : la Société générale a annoncé un nouveau plan d'économies de 850 millions d'euros, et, d'après Bloomberg, BNP Paribas plancherait sur une réduction de 20% des coûts de sa BFI, d'ici à 2019. latribune.fr 09.08

Haut de page

Le 10 août 2015

CAUSERIE

Pourquoi rend-on compte quotidiennement de ce qui se passe sur le champ de bataille du Moyen et Proche-Orient ?

Pour que personne n'oublie que le confort et la paix dont il profite à un prix que paient très lourdement ou cruellement d'autres peuples, mais aussi pour que la bonne conscience du petit bourgeois qui sommeille en nous ne soit jamais épargnée ou en paix une seconde, car la guerre que notre ennemi mène à l'extérieur du pays n'est que le prolongement de celle qu'il conduit à l'intérieur contre son propre peuple, c'est la même guerre sur fond d'intérêts économiques et géostratégiques.

Un aveu sans remords a autant de valeur qu'un mensonge assumé : Nul !

- Europe : Mea Culpa - Jean Ortiz - legrandsoir.info 08.08

Au bout d'un demi-siècle de politique antisociale systématiquement dirigée contre les travailleurs, l'universitaire Jean Ortiz s'aperçoit soudain que l'UE n'était pas ce qu'il croyait. Quelle imposture de stalinien en mal de repères une fois ceux du réformisme avec ses illusions trompeuses et criminelles remisés au musée du capitalisme en putréfaction.

Cet aveu pour le moins tardif ou de circonstance qui s'accompagne d'un appel à rompre avec l'UE n'est qu'une simple posture sans conséquence pratique, le PCF n'envisageant pas pour autant de rompre avec le PS, son allié électoral privilégié, PS qui soutien à fond la politique néolibérale de l'UE.

Constatant que les derniers développements en Grèce ont abouti à ce que "le vernis « européiste » a craqué" et que "les masques sont tombés, on comprend que le soutien inconditionnel du PCF à l'UE devenait pour le moins embarrassant. Le discours d'Ortiz tient du double langage.

Il ne renie pas pour autant le soutien passé du PCF à l'UE depuis Maastricht en 1992 (notamment), soit 23 ans plus tôt lorsqu'il déclare : "Nous venons de souffrir un échec sur une stratégie qui atteint ses limites, qui s'avère inefficace et en porte-à-faux avec les besoins de progrès social, de démocratie participative, de souveraineté", tout comme il s'avèrera incapable de caractériser la nature de l'UE. Pendant plus d'un demi-siècle l'UE incarnera la régression sociale généralisée, la négation de la démocratie et de la souveraineté des peuples et c'est seulement maintenant qu'il s'en aperçoit ou feint de s'en rendre compte. On en veut pour preuve qu'en prônant la démocratie participative, il privilégie la collaboration de classes au détriment de la lutte des classe, la démocratie participative consistant en une forme de partage et d'exercice du pouvoir, fondée sur le renforcement de la participation des citoyens à la prise de décision politique" dans le cadre du régime en place, qui se traduit par la participation à la gestion de la crise du capitalisme et en faire porter les conséquences aux travailleurs, définition du corporatisme. Et quant à la souveraineté, de qui, de l'Etat ou du peuple ? Si c'est de l'Etat, Ortiz et le PCF ayant abandonné la dictature du prolétariat qui coïncide avec l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière, il ne peut s'agir ici que de l'Etat des capitalistes auquel il faudrait accorder plus de marge de manoeuvre pour mieux exploiter le peuple ou le maintenir en servitude, l'aristocratie à laquelle appartient Ortiz espérant en tirer un meilleur profit pour elle-même.

En répétant à deux reprises "longtemps j'ai cru que" l'UE était autre chose que ce qu'elle était véritablement sans aller jusqu'à préciser quoi au juste, on a là le cheminement intellectuel d'un démagogue professionnel qui voudrait nous faire croire qu'il en aurait pris soudainement conscience, alors qu'il va profiter de cette occasion pour détourner l'attention des lecteurs et militants de son parti vers l'Allemagne, au lieu de caractériser la nature systémique de la crise grecque qui révèle le niveau de putréfaction irréversible atteint par le système économique capitaliste.

Pendant des décennie l'UE était une "création à (ses) yeux artificielle" va-t-il jusqu'à affirmer, alors qu'elle fut avant tout politique, mais apparemment ce n'est pas sur ce terrain qu'il se situe, le malheureux a vécu le 13 janvier grec comme un "traumatisme ressenti" qui l'a "beaucoup secoué" et l'a fait beaucoup "souffrir", au point d'avoir "mal à la Grèce, gageons qu'il s'en remettra aussi bien que Tsipras qu'il ne condamnera pas précise-t-il, normal puisqu'ils sortent du même tonneau du populisme en vérité.

En dehors de lieux communs, on ne trouvera guère d'analyse de l'enjeu de la lutte de classes qui est en train de se jouer entre les représentants de l'oligarchie financière anglo-saxonne et le peuple grec soumis à son talon de fer ou sa stratégie de gouvernance mondiale.

C'est l'Allemagne qui serait le "coupable", pas la France de Hollande, on s'en doutait déjà un peu, c'est la "chancelière allemande" qui aurait orchestré "l'occupation de la Grèce", dorénavant ce pays se retrouverait "sous la botte allemande", sous l'emprise des " trusts allemands", de " cette "Europe allemande", tandis que "la BCE, le FMI, l'UE, l'OMC ... remplacent désormais les « marines », les « G'Is », l'armée allemande" toujours prête à assumer la relève au cas où, c'est nous qui le précisons tellement cela semble aller de soi en poussant son raisonnement à fond, disons que cela est fortement suggéré aux lecteurs pour les détourner du combat contre leurs propres institutions nationales, la Ve République à laquelle participe le PCF.

C'est l'Allemagne qui serait le "coupable", et non l'évolution et l'orientation inexorable du capitalisme en crise et ses contradictions dont tous les peuples subissent les conséquences dramatiques, capitalisme et ses partis ou institutions avec lequel il faudrait rompre pour changer la société, ce qui est évidemment inenvisageable sérieusement lorsqu'on milite au PCF.

De là à prendre son cas pour une généralité pour camoufler sa propre capitulation, c'est ce qu'il va s'employer à faire en affirmant que les déboires subits par les autorités grecques aurait été un "traumatisme ressenti par tous les militants de gauche", alors qu'ils étaient parfaitement prévisibles et qu'il avait fallu une certaine dose de complicité avec la troïka pour avoir imaginé un seul instant un traitement différent ou un traitement de faveur, on évitera de parler d'illusions tant la nature de la troïka et les intérêts qu'elle représente sont antinomiques avec ceux du peuple grec et en particulier sa classe ouvrière, ce qui ne devait avoir échappé à aucun militant, qui plus est à un professeur d'université en pleine crise de "conscience".

Un professeur d'université qui sait pertinemment ce qu'il dit et fait, et qui loin de faire preuve de modestie comme le laisserait penser cet aveu, termine en affirmant qu'il ne veut "être manipulé que par (sa) conscience" avec laquelle il s'entend finalement si bien.

Ce qu'Ortiz et le PCF ont renié : La dictature du prolétariat, le pendant de la dictature du capital.

Lénine : la révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky. Extraits.

1- "La question de la dictature du prolétariat est celle de l'attitude de l'État prolétarien à l'égard de l'État bourgeois, de la démocratie prolétarienne envers la démocratie bourgeoise. C'est clair comme le jour, n'est-il pas vrai ?"

Renier ou rejeter la dictature du prolétariat conduit forcément à s'accommoder de la dictature du capital.

2- "Que ce soit là le fond même de la doctrine de Marx, tout le monde le sait."

3- "... la formule : « dictature du prolétariat » n'est qu'une énonciation historiquement plus concrète et scientifiquement plus exacte

de cette tâche du prolétariat : « briser » la machine d'État bourgeoise, tâche dont Marx et Engels, compte tenu de l'expérience des révolutions de 1848 et plus encore de celle de 1871, ont parlé de 1852 à 1891, soit pendant quarante ans."

Le "socialisme du XXIe siècle" en est très loin, il en est même la négation.

4- "La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi.

La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi.

Et c'est cette vérité toute simple, claire comme le jour pour tout ouvrier conscient (représentant la masse, et non les couches supérieures de cette canaille petite-bourgeoise achetée par les capitalistes, que sont les social-impérialistes de tous les pays), c'est cette vérité évidente pour tout représentant des exploités en lutte pour leur affranchissement, et indiscutable pour tout marxiste, que nous sommes obligés de « conquérir de haute lutte » sur le savantissime M. Kautsky !"

Pourquoi l'Etat bourgeois renforce-t-il et perfectionne-t-il sans cesse son appareil répressif, sinon pour en faire usage contre la classe ouvrière, contre la révolution prolétarienne...

5- "...la dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la violence exercée contre la bourgeoisie; et cette violence est nécessitée surtout, comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite (notamment dans la Guerre civile en France et dans la préface de cet ouvrage), par l'existence du militarisme et de la bureaucratie."

Bureaucratie qui inclut la dictature de la troïka de nos jours

6- "L'indice nécessaire, la condition expresse de la dictature, c'est la répression violente des exploiteurs comme classe et par suite la violation de la « démocratie pure », c'est-à-dire de l'égalité et de la liberté à l'égard de cette classe.

C'est ainsi, et seulement ainsi, que la question peut être posée au point de vue théorique." Fin des extraits.

On ne peut poser cette question de cette façon-là sur le plan théorique, qu'à partir du moment où on a conscience de la manière dont les différentes classes (ou l'Etat) au pouvoir dans le passé ce sont servies de la violence pour conserver leur pouvoir contre le peuple ou parfois contre une classe minoritaire menaçant la classe dominante au pouvoir.

Cette question est liée au développement du capitalisme, des classes et des Etats qu'il faut étudier et intégrer dans la théorie qu'on adopte, donc à partir des faits ou de la réalité, et non à partir d'un vague sentiment sans consistance qui nous porterait à adopter ou rejeter aveuglément le recours à la violence au cours du processus révolutionnaire.

Demain on poursuivra avec la démocratie.

Pas Charlie ? Normal, il dénonçait la corruption...

Brésil : un journaliste abattu en studio, deux suspects arrêtés - euronews.com

Au Brésil, la police a arrêté 2 hommes soupçonnées d'être impliqués dans le meurtre d'un journaliste. Gleydson Carvalho a été abattu jeudi à bout portant dans son studio de radio dans le nord du pays. Les médias brésiliens affirment que le journaliste avait reçu des menaces en raison de ses prises de position politique, notamment contre la corruption. euronews.com 09.08

Que craignent-ils ? La révolution prolétarienne.

Donald Tusk, le président européen, a déclaré au Monde : « À mon avis, l'atmosphère aujourd'hui est très similaire à 1968 en Europe. Je sens un état d'esprit, peut-être pas révolutionnaire, mais d'impatience. Mais quand l'impatience devient un sentiment collectif, elle peut conduire à une révolution. Le chômage massif des jeunes est peut-être la raison la plus claire et visible. » Le Monde 13.07

Qu'en pensez-vous ?

ACTUALITE EN TITRES

Monarchisme et sionisme vont si bien ensemble.

Le PS ne sait plus quoi inventer pour manifester son soutien à l'Etat génocidaire d'Israël. Un mur vaut bien une plage. Une famille brûlée vive dont un bébé de 18 mois ne méritait que le mépris de la part de ces salopards immondes.

Le 7 juin 2014, Anne Hidalgo, la maire PS de Paris en présence de Hollande honorait la monarchie britannique en rebaptisant le Marché aux fleurs Elizabeth II sur l'Ile de la Cité.

Un peu plus d'un an après elle récidivait cette fois en mettant à l'honneur l'Etat sioniste venant une nouvelle fois d'illustrer la barbarie qui le caractérise depuis sa naissance.

- Des milliers de Palestiniens aux funérailles du père du bébé brûlé vif - AFP

Et au même moment la maire PS de Paris annonçait : «Tel-Aviv sur Seine», le 13 août dans le cadre de l'opération Paris Plages, alors que Paris est jumelé avec 33 villes dans le monde, mais pas Tel-Aviv, c'est donc un choix idéologique que les auteurs ne peuvent pas assumer tellement il est naturel chez eux. Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas, c'est conforme à la nature du PS.

«Tel-Aviv sur Seine» devrait faire l'objet de manifestations culturelles et autres célébrant la bonne entente entre la France et Israël , mais "aucun échange avec des Israéliens humanistes n'y est prévu, encore moins un débat sur la situation du peuple palestinien" selon la conseillère de Paris Danielle Simonnet (Parti de Gauche) qui a réclamé l'annulation de cette initiative.

Le premier adjoint de la mairie de Paris Bruno Julliard a répondu à la polémique, appelant notamment à ne pas faire "l'amalgame entre la politique brutale du gouvernement israélien et Tel Aviv". (source : AFP 09.08)

Tel Aviv incarne la bonne conscience des petits bourgeois de la gauche israélienne, tout comme Paris celle de ses homogogues, qui tous tiennent avant tout à profiter du mode de vie confortable que leur accorde généreusement les régimes en place en Israël et en France conquis à la sueur et au sang de leurs victimes innocentes sans que cela ne les embarrasse plus que cela.

Leur vieux monde décomposé. Cela tire dans tous les coins !

- Ferguson : des coups de feu en marge d'un rassemblement pour Michael Brown - lefigaro.fr

- Un étudiant noir non armé tué par la police près de Dallas - Reuters

- Haïti: violents incidents et retards lors des élections législatives - AFP

- Un journaliste azéri battu à mort pour avoir critiqué le comportement d'un footballeur - LeMonde.f

- Burundi: intenses échanges de tirs dimanche soir à Bujumbura - AFP

- Un activiste recherchant les 43 étudiants disparus au Mexique abattu près d'Acapulco - LeMonde.fr

- Cisjordanie : Tsahal tue un Palestinien après une attaque contre un Israélien - LeMonde.fr

- Hôtel attaqué au Mali: 13 morts dont 5 contractuels de l'ONU et 4 soldats maliens - AFP

- Attentats en série à Kaboul: plus d'une quarantaine de morts - euronews.com

L'Empire à l'offensive. Déstabilisation de gouvernements et manipulation des masses.

- Venezuela : pénuries, pillages, manifestations politiques - euronews.com

- Brésil : Dilma Rousseff boit le bouillon, au son des casseroles - euronews.com

- Les soutiens-gorge manifestent à Hong Kong - euronews.com

- Manifestations monstres contre le gouvernement irakien sur fond de canicule - euronews.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Que cherche Tsipras à Moscou? - french.irib.ir

Les Premiers ministres russe et grec ont discuté des coopérations bilatérales dans divers domaines dont l'énergie et l'économie.

Jeudi, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration du nouveau canal de Suez, Dimitri Medvedev et Alexis Tsipras se sont entretenus et décidé d'augmenter leurs contacts pour lancer les préparatifs de la 9e commission conjointe des deux pays en novembre 2015. Cette rencontre est dans le sens de la consolidation des relations entre les deux pays. La Russie et la Grèce ont traditionnellement de bonnes relations. La Grèce n'a jamais soutenu les sanctions économiques que l'UE a imposées à la Russie.

Le premier ministre grec, Alexis Tsipras, n'a pas suivi l'approche de l'UE face à Moscou suite à la crise ukrainienne. L'UE a imposé des sanctions politique, économique et militaire à la Russie. Mais Athènes a continué ses bonnes relations avec ce pays. En avril 2015 le Premier ministre grec a visité la Russie où il a exprimé son intérêt pour participer à la construction du gazoduc liant la Russie à l'Europe via la Turquie. Cette proposition a reçu le bon accueil du président russe, Vladimir Poutine. Etant donné les tensions entre l'Europe et la Russie, l'initiative de Tsipras a gêné l'UE dont les hautes autorités ont critiqué Athènes.

Par ailleurs les Russes ont tenté ces dernières années de rompre la position unie de l'UE dans l'espoir de briser le régime des sanctions. C'est dans ce cadre que Moscou a mis à son ordre du jour l'élargissement des relations avec certains membres de l'UE dont la Grèce.

Contrairement à l'approche générale de l'Europe, Alexis Tsipras souhaite développer ses relations avec la Russie, ce qui déplaît au reste du continent vert.

Alors que l'UE tente de s'éloigner de la Russie, le Premier ministre grec se rapproche des Russes. Il demande la fin des sanctions contre la Russie et l'essor des relations sur divers plans.

On s'attend à ce que la Grèce se dirige de plus en plus vers la Russie, du fait des tensions avec la Troïka internationale sur la base des conditions aides financières, et Moscou a déjà ouvert les bras. french.irib.ir 08.08

2- Russie

2.1- USA/UE n'ont aucune volonté d'éradiquer Daech(Tchurkin) - french.irib.ir

Le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vitaly Tchurkin a annoncé que l'absence de volonté chez les Etats-Unis et les pays occidentaux pour coopérer avec le gouvernement syrien dans la guerre contre Daech, affaiblit les efforts déployés dans le sens de la lutte contre le terrorisme.

Cité par Sputnik News, Tchurkin a rappelé : "Nos alliés occidentaux ne voient aucune nécessité de se focaliser sur la menace que représente le terrorisme en Irak et en Syrie, ni sur une action commune anti-Daech." Tchurkin a rappelé que l'idée de la formation d'un "Front de la lutte contre le terrorisme" avait été avancé par son pays, mais q'aucun effort commun de la part de la Communauté mondiale n'a été constaté dans ce sens, étant donné que les Etats-Unis et les pays occidentaux n'ont pas l'intention de collaborer avec le gouvernement syrien pour éradiquer Daech.

Le représentant de la Russie à l'ONU a formulé ses déclarations après la prise de votes au Conseil de sécurité sur le mécanisme, permettant de déterminer la partie qui a utilisé des matières chimiques en Syrie. french.irib.ir 09.08

2.2- Russie: des missiles S-400, déployés au Kamtchatka - french.irib.ir

Les S-400 sont déployés, près des villes de Petropavlovsk-Kamtchatski, Elizovo et Vilioutchinsk. «Des missiles sol-air russes S-400 seront, prochainement, mis en état opérationnel, au Kamtchatka», a annoncé, mardi, à Vladivostok, le Porte-parole de la région militaire de l'Est, Roman Martov.

"Les équipes de service et le poste de commandement des missiles sol-air S-400 seront mis en état opérationnel et protègeront l'espace aérien russe, dans le Nord-Est du pays", a indiqué M. Martov.

Le S-400 Triumph, (code OTAN: SA-21 Growler), est un système de missiles sol-air de longue et moyenne portée, destiné à abattre tout type de cible aérienne: avions, drones et missiles de croisière hypersoniques. Le système est capable de tirer, simultanément, 72 missiles, sur 36 cibles, à une distance de 400 km. french.irib.ir 07.08

3- Syrie

3.1- Syrie : Zabadani nettoyé par Armée/Hezbollah - french.irib.ir

En Syrie, les militaires de l'armée et les combattants de la Résistance libanaise ont progressé à l'intérieur de la ville de Zabadani, à l'issue de violents combats les opposant aux terroristes. Selon les sources militaires syriennes, l'armée et les forces de la Résistance ont repris le contrôle de la place Al-Kournish, après avoir récupéré le quartier où se trouvait la mosquée de Bardi, dans le sud-ouest de Zabadani. Les forces syriennes et les combattants de la Résistance ont ensuite progressé à partir de deux directions : Al-Zatout et Bardi.

Les combattants du Hezbollah libanais ont fait prisonniers trois éléments du groupe terroriste des Ahrar Al-Cham, au cours des affrontements ayant eu lieu près de la place d'Al-Mahta, située dans l'est de Zabadani. L'armée syrienne est également arrivée à reprendre le contrôle de nouveaux secteurs du quartier Salmane Al-Halabi, appartenant à Alep. Par ailleurs, un certain nombre de terroristes ont été tués et blessés lors d'une attaque de l'armée contre leurs positions en banlieue-ouest de Hama. A Daria, les militaires de l'armée ont réussi à faire des progressions près de la place de Sharida après avoir repris le contrôle d'une série d'importants bâtiments. french.irib.ir 09.08

3.2- Syrie: le plan de 4 pays arabes, pour "aider" Assad. - french.irib.ir

Un activiste saoudien a fait part, sur son compte twitter, du plan conjoint de l'Egypte, des Emirats arabes unis, de la Jordanie et d'Oman, pour aider le gouvernement syrien, dans sa lutte contre le terrorisme.Mojtahaed, activiste saoudien, connu, pour ses révélations sur les réalités cachées par les Al-e Saoud, a précisé que l'Arabie s'est opposée à ce plan. Selon le cyberactiviste, la récente rencontre entre le chef du bureau de la sécurité nationale syrienne et le ministre saoudien de la Défense visait, en effet, à convaincre Mohammad ben Salman du bien fondé de ce plan. Damas aurait recommandé à son chef de sécurité de se comporter, avec une grande flexibilité, face à Ben Salman. Selon Mojtahed, Ben Salman aurait promis de ne pas compromettre le plan précité, même en cas d'une adhésion tardive de Riyad. L'hésitation de Ben Salman s'expliquerait, surtout, par des rapports des renseignements turcs et americains, qui prédisent, constamment, la chute d'Assad.

«Alors que l'Egypte, les Emirats, la Jordanie et Oman envisagent d'aider le gouvernement syrien, l'Arabie, la Turquie, le Qatar et les Etats-Unis s'acharnent, toujours, sur la formation d'hommes armés, prétendument, "modérés", en Syrie», a ajouté Mojtahaed, en allusion à la divergence entre les pays arabes, à propos du dossier syrien. Le plan en question est mis en avant, dans le contexte, où une rencontre tripartite entre Moscou, Riyad et Washington, a eu lieu, à Doha, et que les informations font état des efforts d'Oman, pour s'entremettre entre l'Arabie et la Syrie. french.irib.ir 08.08

4- Israël

- Israël menace les savants atomistes iraniens - french.irib.ir

Le ministre de la Guerre du régime sioniste, Moshe Yaalon a menacé les savants atomistes de la RII. Lors d'une interview avec le quotiden allemand "Der Spiegel", le ministre de la Guerre du régime sioniste, en menaçant les savants iraniens, a prétendu qu'il est tout à fait évident que le programme nucléaire de l'Iran doit être, finalement, gelé, de n'importe quelle façon. Répétant les allégations des autres responsables du régime sioniste au sujet de l'accord nucléaire Iran/5+1, Moshe Yaalon a qualifié d'erreur historique, cet accord avec l'Iran.

A la question du journaliste allemand qui voulait savoir s'il y aura davantage d'attentats à la vie des savants atomistes iraniens, Moshe Yaalon a répondu : "Israël n'est pas responsable de la durée de la vie des savants atomistes de l'Iran." Le régime sioniste est déjà impliqué dans l'assassinat des savants iraniens. Quatre savants atomistes de l'Iran sont tombés en martyre ces dernières années, tués par les éléments du groupuscule terroriste des Monafeghin, en collaboration avec les services d'espionnage de la région et de l'Occident dont celui du régime sioniste, le Mossad. french.irib.ir 07.08

5- Irak

- Daech et ses alliés seront éliminés bientôt (G. Firouzabadi) - french.irib.ir

Le groupe terroriste de Daech et ses allié seront éliminés dans les évolutions à venir, a averti le chef d'état-major es forces interarmes iranienne.

Le général de division Seyyed Hassan Firouzabadi, le chef d'état-major des forces armées de la RII a brossé un tableau clair des développements en cours de la région et des politiques et scénaris déjoués des ennemis de l'islam pour dire: " Le gouvernement central irakien a obtenu d'importants acquis et victoires permettant la stabilisation de la souveraineté nationale et la sauvegarde de l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Irak, face à Daech et les ennemis du peuple irakien." Le général de division, Firouzabadi a ensuite averti le peuple irakien, faisant allusion aux agissements et sabotages exercés dans le pays: "Le peuple irakien, sunnite ou chiite, doit être vigilant car certaines manques et lacunes sont artificielles. L'appel lancé aux manifestations, qui est provoqué par certains groupes particuliers, et parfois non-musulmans, l'explosion des lignes de transfert d'électricité via l'Iran à l'Irak ainsi que des autres sabotages visent tous à suggérer que le gouvernement central irakien est incapable de gérer les affaires du pays."

Le chef d'état major de l'armée iranienne a poursuivi ses déclarations, en rappelant au peuple irakien que toute révolution réussie a connu de tels sabotages et tergiversations. " Le peuple révolutionnaire irakien doit faire preuve, de plus en plus, de la retenue et aider le gouvernement central à surmonter les problèmes, battre l'ennemi et parvenir au progrès."a-t-il fait savoir. french.irib.ir 09.08

On ignore si les manifestations actuelles dirigées contre le gouvernement irakien sont spontanées ou téléguidées par les Américains ou les deux à la fois, car il est insupportable de vivre sans électricité par 50°C.

6- Japon : des manifestations contre la réforme de l’armée - euronews.com

Des centaines de manifestants, dans les rues de Nagazaki, ont protesté contre la réforme de l’armée japonaise. Le premier Ministre Shinzo Abe veut renforcer le rôle des Forces d’auto-défense, sur la scène internationale, contrairement à la Constitution du pays, inchangée depuis 70 ans.

Un manifestant : “S’ils modifient la Constitution, alors le Japon sera en mesure de mener des guerres d’agression et de tuer des gens innocents. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire.” euronews.com 09.08

ECONOMIE

Banques

- Les banques européennes affichent des profits au plus haut depuis 2011 - La Tribune

Les dix plus grandes banques du Vieux Continent ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d’euros, au deuxième trimestre 2015. La politique monétaire accommodante de la BCE commence à se faire sentir sur la demande de crédits.

D'une crise grecque à l'autre, les banques européennes, qui viennent de clore leur "saison des trimestriels", ont bien changé. En 2011, marchés et régulateurs les exhortaient à réduire leur exposition aux pays à risque de la zone euro, alors en pleine crise des dettes souveraines. Sous peine, sinon, de déclencher une nouvelle crise bancaire. Quatre ans et moult réductions de leurs bilans plus tard, les dix plus grandes banques européennes, en termes d'actifs, ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d'euros, au deuxième trimestre. Il faut remonter à 2011, précisément, pour retrouver pareil niveau de résultat, selon les données de l'agence Bloomberg.

La Société générale, avec un bénéfice net de 1,35 milliard d'euros, affiche même sa meilleure performance depuis 2007, avant l'éclatement de la crise financière. Et chacune des dix plus grandes banques européennes a enregistré au moins une croissance à deux chiffres de son résultat net. "Les résultats des banques européennes ont été bons, au deuxième trimestre. Certes, ils ont bénéficié de pas mal d'éléments exceptionnels, comme des cessions d'actifs, mais ils sont clairement à un bon niveau, en particulier grâce à un coût du risque [provisions pour risques d'impayés ; Ndlr] en forte baisse dans beaucoup de pays", confirme Jérôme Legras, responsable de la recherche au sein de la société de gestion Axiom Alternative Investments.

Une reprise progressive de la croissance en Europe

Si le coût du risque a autant diminué, c'est grâce à une amorce de reprise économique au sein de la zone euro. "Le climat économique s'améliore progressivement en Europe", a affirmé Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale, lors d'une conférence téléphonique, le 5 août. "Après une stagnation de 2012 à 2014, l'activité économique est un peu meilleure en France, où nous prévoyons une hausse de 1,2% du PIB, cette année", renchérit François Pérol, président du directoire de BPCE (Banque Populaire Caisse d'Epargne). Conséquence de cette amélioration de la conjoncture économique, les crédits sont enfin repartis à la hausse depuis mars, après des mois de recul. Au 30 juin, les encours de crédit des Banques Populaires et des Caisses d'épargne affichaient ainsi une hausse de 2,7% par rapport à l'année précédente.

Une progression qui ressort à 2,2% pour le Crédit agricole, en France, et à 1,3% et à 0,8%, respectivement, pour les réseaux de la Société générale et de BNP Paribas dans l'Hexagone. Preuve que la politique monétaire ultra-accommodante de la BCE commence enfin à alimenter la demande de crédit. Moins chez les entreprises, cependant, que chez les ménages, comme le montrent le rebond du crédit à la consommation et l'accélération du crédit immobilier, la faiblesse des taux ayant entraîné une vague de renégociations de prêts à l'habitat. Une faiblesse des taux longs sur lesquelles les banques avaient alerté en début d'année, redoutant les conséquences de l'aplatissement de la courbe des taux sur la marge d'intérêt tirée de leur activité de transformation [les banque se financent à court terme et prêtent à long terme ; Ndlr].

La question de l'environnement de taux

"L'évolution des taux a des conséquences à long terme sur la profitabilité des banques. Sur un trimestre, cela ne va quasiment rien changer. Il y a ainsi eu un effet négligeable des taux sur les résultats opérationnels des banques, au deuxième trimestre", indique Jérôme Legras, chez Axiom. Mais quid des prochains mois ? "La remontée des taux longs (observée depuis début mai) aura un effet plutôt positif sur la marge d'intérêt des banques. Par ailleurs, elle ne devrait pas peser sur les volumes de crédit. D'abord, parce que les taux, comme les volumes, partent d'un niveau très bas. Ensuite, parce que la remontée des taux est plutôt le signe d'un redémarrage de l'économie", poursuit Jérôme Legras.

La banque de détail n'a pas été le seul moteur des résultats trimestriels des établissements européens. La banque de financement et d'investissement (BFI) en a été un autre, qui a notamment profité de la volatilité sur les marchés engendrée par la crise grecque. Enfin, les banques européennes doivent également leurs bons résultats au tour de vis donné à leurs frais de gestion. Lequel va se poursuivre, face à la hausse des coûts engendrée par la réglementation et par les litiges, sans oublier la nécessité d'une plus grande compétitivité face aux "pure players" de la finance digitale : la Société générale a annoncé un nouveau plan d'économies de 850 millions d'euros, et, d'après Bloomberg, BNP Paribas plancherait sur une réduction de 20% des coûts de sa BFI, d'ici à 2019. latribune.fr 09.08

Haut de page

Le 11 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 13h45.

Crise du POI (CCI). On a ajouté quelques pages des 4 derniers numéros d'Informations ouvrières dans la rubrique Tribune libre que l'on a réintroduite à cette occasion. Cela répond à un besoin exprimé par plusieurs militants.

Il est un fait que leur portail national n'est plus actualisé depuis plus d'un mois, et pour avoir été sur quelques portails locaux du POI, j'ai pu constater qu'ils n'étaient plus actualisés non plus, ils ont dû recevoir des consignes d'en haut ou sont au garde-à-vous, quelle ambiance ! Internet étant devenu le canal obligé par lequel chacun signale son existence et ses activités, par lequel passe l'information et la propagande, etc., c'est comme si le POI n'existait plus en somme.

Vous comprendrez qu'il ne serait pas correcte de mettre l'intégralité de leur journal en ligne quoiqu'on pense du POI. Je tiens à la disposition des militants les numéros antérieurs (3 derniers mois).

Actuellement le nombre de connexions journalières à la page d'accueil de notre portail tournent entre 120 et 258. Désormais on prend uniquement en compte ce critère qui est le plus sûr. Par contre j'ignore si ce sont les mêmes travailleurs ou militants qui s'y connectent et à quelle fréquence. Peu importe, on continue, avec votre soutien ce serait mieux encore car mes revenus déjà maigres vont encore diminuer.

Hier je suis allé à la banque pour renouveler le compte rémunéré sur lequel j'ai déposé mon petit capital (35.000 euros environ), et j'ai appris que les intérêts annuels étaient passés de 9,05% à 8%, autrement dit avec Selvi nous aurons encore 2.000 roupies (26 euros environ) de moins par mois pour survivre. En fait l'inflation en Inde n'a pas diminué, les prix continuent de flamber depuis des années, la Bourse à Mumbai (ex- Bombay) aussi, par contre ils ont baissé la rémunération des comptes bancaires, en revanche on voit de plus en plus de grosses cylindrées sur les routes, BMW, Audi, Mercedes et 4x4 en tous genres, normal !

Chaque mois Selvi verse une partie de son salaire à sa fille Kavida, 3.000 roupies, vivant au total à 7 ou 8 personnes dans une maison délabrée de moins de 25m² et qui prend l'eau, j'ai décidé de lui verser 100.000 roupies de mon capital pour qu'elle puisse avec son époux finir de construire leur nouvelle maison, qui sinon ne sera jamais terminée car ils ne pourront jamais disposer de cette somme, en échange de quoi Selvi ne leur versera plus que 2.000 roupies par mois pendant 8 ans, sans intérêt évidemment.

Les belles paroles ou les bonnes intentions c'est une chose, les mettre en pratique en est une autre, la preuve que c'est possible.

Faites comme moi, soyez solidaire, internationaliste, aidez-nous, ce sera pour la bonne cause !

La causerie du matin, il est 11h45 à Pondichéry.

On nettoirera la page d'accueil du portail dans quelques heures et on ajoutera de nouveaux articles. Pour bien faire je devrais tous les lire mais je n'en ai pas le temps malheureusement.

La situation politique étant dans une impasse du fait de l'absence d'une direction à la tête du mouvement ouvrier international, ces articles et leurs auteurs tournent en rond et se mordent la queue, ils s'épandent en lieux communs ou se répètent sans cesse et ne présentent souvent qu'un intérêt mineur.

Parfois j'en mets en ligne juste pour montrer l'inconsistance de ces intellectuels qui refusent obstinément de se situer sur le terrain du socialisme, et où cela les conduit, dans une impasse ou à se soumettre à ceux qu'ils dénoncent ou prétendent combattre. D'autres fois parce qu'ils comportaient une info intéressante susceptible de compléter nos connaissances ou notre argumentaire contenue dans une seule et unique phrase, le reste étant insignifiant ou à jeter. Les faits ou données étant tellement dillués ou difficilement accessibles, on n'a pas vraiment le choix et il faut faire avec ce qu'on trouve et la manière dont les choses nous sont présentées, même si cela ne nous convient pas, c'est cela ou se passer de ces données qui nous aident à comprendre la situation.

Vidéo

Obama demande une autre guerre en Irak justifiée par des mensonges.
https://www.youtube.com/watch?v=I36EsfNnUbM

John Pilger - Les Nouveaux Maîtres du Monde (2001)
https://www.youtube.com/watch?v=A-Hk-bQTGY8

Dans ce documentaire John Pilger analyse le système économique dominant et le fossé qui se creuse entre les plus riches et les plus pauvres. Il s'intéresse particulièrement aux institutions qui dominent l'économie mondiale comme la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International ou encore l'Organisation Mondiale du Commerce, et aux millions de gens qui, sous leurs autorités et leur règlements, se retrouvent au chômage et à la rue.

Pour analyser les véritables conséquences de la mondialisation, John Pilger se rend en Indonésie – pays que la Banque mondiale qualifiait de modèle jusqu'à l'effondrement de son économie en 1998 – où des marques de renommée internationales comme Nike, Gap, Adidas ou Reebok font produire dans des usines et par une main d'œuvre sous-payée des produits qu'ils vendront 250 fois plus cher qu'ils ne payent un employé à le faire.

Il y rappelle aussi l'histoire trop souvent occultée du massacre d'un million de membres du parti communiste en 1965 en Indonésie, ordonné par le dictateur général Suharto, qui fut soutenu par nombre d'hommes d'affaires et de politiciens occidentaux. Un rapport de la CIA datant de 1968 affirme que ce massacre est « l'un des plus tragiques du XX° siècle, mais aussi l'un des plus ignorés ».

ACTUALITE EN TITRES

Mission accomplie : Le chômage de masse bat tous les records!

- Chômage : en partance du gouvernement, François Rebsamen estime "avoir bien fait" son travail - Francetv info

Acharnement des parrains du terrorisme.

- Le parquet de Paris fait appel dans l'affaire Tarnac - Reuters

Le parquet de Paris fait appel de l'abandon par la juge d'instruction chargée du sabotage présumé de lignes TGV en 2008 de la qualification "terroriste". Reuters 10.08

La surexploitation : C'est grandiose et quel bonheur!

- Job d'été : travailler pour grandir et se faire plaisir - Francetv info

Mais où sont donc passés les Charlie ?

- Plus aucun film de Gérard Depardieu ne sera diffusé en Ukraine - Le Huffington Post

... mais à Tel-Aviv-sur-Seine !

- Paris-Plages: La mairie de Tel Aviv salue le «courage» de la maire de Paris - 20minutes.fr

Le conseiller du maire de Tel-Aviv Eitan Schwartz a salué lundi le «courage» de la maire de Paris Anne Hidalgo, qui a refusé d'annuler une journée «Tel Aviv sur Seine» prévue jeudi à Paris sur les quais aménagés comme chaque été en plage. «Nous saluons le courage de Mme Hidalgo qui rejeté les pressions et tentatives de faire annuler cet événement», a déclaré Eitan Schwartz à l'AFP. «Nous nous réjouissons de la coopération avec la mairie de Paris qui reste aux côté de ses amis», a-t-il ajouté.

Réagissant aux appels au boycott, Eitan Schwartz a estimé que «le modèle de la mairie de Paris de construire des ponts entre les peuples est le bon pour faire avancer la cause de la paix». «Tout appel à boycotter Israël est une forme d'antisémitisme», a-t-il conclu. 20minutes.fr 11.08

Commentaire d'un internaute.

- "On a boycotté l'Afrique du sud, personne n'appelait ça du racisme."

Vous n'avez pas compris semble-t-il : Quand ils réalisent un amalgame entre antisionisme et antisémitisme, c'est parce qu'ils sont sionistes et racistes ... sauf par exemple envers les richissimes ploutocrates du Golfe, ce qui démontre que ce principe répond avant tout à des préoccupations d'ordre financier ou économique. Ils ne sont racistes qu'envers les ennemis de l'Etat sioniste, ils n'étaient pas racistes envers les tenants de l'apartheid en Afrique du Sud qui entretenaient de bonnes relations avec les autorités israéliennes.

On pourrait allez plus loin et affirmer que le racisme est à la base du sionisme ou s'identifie avec lui. Raciste, ce que sont à des degrés divers tous ceux qui se disent juifs et entendent respecter à la lettre les préceptes du judaïsme qui proscrit tout mariage entre un juif et un membre d'une autre origine ou appartenant à une autre communauté sous peine de bannissement ou d'excommunication. Cela vaut également chez les musulmans dans une moindre mesure. Et chez les chrétiens évidemment.

Les trois monothéismes incarnent l'intolérance, et lorsque certains de leurs membres tombent sous l'influence du nationalisme, ils justifieront l'existence de régimes despotiques préservant soi-disant leurs intérêts ou tendront vers le fascisme dont ils assumeront également les crimes.

En Inde ou dans l'hindouisme, la discrimination se fait en premier par l'argent, ensuite par la couleur de la peau, et si au moins le premier principe est respecté le second n'a plus qu'une valeur secondaire dans toute combinaison matrimoniale, par contre il demeurera présent au quotidien entre ses membres, j'en sais quelque chose puisque ma compagne Selvi qui est très foncée de peau en a fait une fixation, un complexe depuis pratiquement sa naissance. Et la caste ? Elle passe généralement à la trappe, les intérêts économiques priment sur toute autre considération ou rapport.

Boycott !

- Plus mauvaise audience de son histoire pour TF1 en juillet - AFP

- La télé américaine pas en forme - Liberation.fr

Stratégie de la guerre et du chaos.

- Turquie : 5 policiers et 1 soldat tués dans des attaques, et attentat contre le consulat US d'Istanbul Stuart - AFP

- Près de 60 morts en Irak dans deux attaques à la bombe - Reuters

- Deux morts en Haïti durant la journée de vote de dimanche - LeMonde.fr

- Attentat suicide à l’aéroport de Kaboul : au moins 5 morts - euronews.com

En dictature oligarchique.

- Les Etats-Unis "profondément inquiets" des arrestations de dissidents à Cuba - AFP

- Etats-Unis: l'état d'urgence décrété à Saint Louis après la fusillade de Ferguson - AFP

- Une famille de huit personnes massacrée dans le Texas - euronews.com

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Consensus en soutien à la fraude fiscale du CAC40.

- Comment le Sénat a enterré un rapport gênant pour François Hollande sur le Crédit d'impôt recherche - 20minutes.fr

Le rapport préparé par la sénatrice (PCF) Brigitte Gonthier-Maurin sur le détournement du Crédit d'impôt recherche (CIR) ne verra jamais le jour.

Ce n'est pas un scoop : le Crédit d'impôt recherche (CIR), dispositif censé inciter les entreprises à accroître leurs dépenses en matière de recherche et développement (R & D), fait l'objet de fraudes et d'optimisation fiscale.

Mais de quel ordre exactement ? C'est ce qu'a cherché à savoir la sénatrice (PCF) Brigitte Gonthier-Maurin. Si elle a obtenu une réponse, celle-ci ne sera pas rendue publique : son rapport ne verra jamais le jour.

Comme le révélait Le Monde début juin, son enquête intitulée « La réalité du détournement du CIR » a été rejetée par les 21 membres de la commission d'enquête du Sénat, le mardi 9 juin. En prenant cette décision, ces sénateurs, qui appartiennent à plusieurs bords politiques (LR, UDI et PS), empêchent de facto la publication du rapport. Un fait que n'accepte pas Brigitte Gonthier-Maurin qui revient sur l'affaire ce lundi dans les colonnes du Parisien-Aujourd'hui en France.

Bien-sûr, la sénatrice savait le sujet délicat. « Le président de la République avait affirmé que le CIR serait sanctuarisé quoi qu'il arrive », explique-t-elle. Pas question donc de proposer sa suppression. Ce qui aurait aussi déplu à la droite. Car si le CIR a été créé en 1983 par le gouvernement de Pierre Mauroy, il a été remodelé en profondeur en 2008 sous le gouvernement de François Fillon.

C'est d'ailleurs depuis cette époque que son coût explose : en 2007, le gouvernement pensait que sa réforme allait doubler la dépense fiscale chaque année. Elle l'a en fait plus que tripler. Ainsi, en 2010, le CIR représentait une dépense fiscale de 5,5 milliards d'euros, contre 1,5 en 2008… Et la dépense atteindrait désormais 6 milliards d'euros.

Et pourtant, son impact est limité. Selon l'Inspection générale des finances, l'effet multiplicateur de ce dispositif est seulement de un. C'est-à-dire que lorsque le CIR offre 1 euro à une entreprise, celle-ci accorde 1 euro de dépenses supplémentaires à sa R & D, alors que le gouvernement Fillon tablait sur trois à quatre euros… Quant aux créations d'emplois de chercheurs, elles ne sont pas au rendez-vous. Un dispositif très peu surveillé

Dans ce contexte, le CIR devrait donc être très surveillé. Ce n'est pas le cas : « Moins de 2 % du CIR est contrôlé », assure Brigitte Gonthier-Maurin. Qui avait formulé plusieurs recommandations pour améliorer le dispositif.

Mais qui fraude le CIR et comment ? D'après la sénatrice, l'optimisation fiscale serait, et ce n'est pas une surprise, surtout le fait des grands groupes. Le CIR est un avantage fiscal qui permet aux entreprises de déduire de leurs impôts 30 % de leurs dépenses de R & D pour les premiers 100 millions d'euros de dépenses et 5 % pour les dépenses supplémentaires. Certains groupes créeraient donc des filiales pour contourner le plafond des 100 millions d'euros et bénéficier en permanence du taux de 30 %.

Pire, certaines de ces filiales seraient localisées dans des paradis fiscaux. Elles exploiteraient donc les brevets trouvés et les redevances qui en découlent, sans rien reverser à l'Etat français. « En clair, le brevet est issu du CIR français, mais l'argent qu'il rapporte ne revient pas en France », détaille Brigitte Gonthier-Maurin dans Le Parisien-Aujourd'hui en France. La sénatrice, qui est tenue au secret professionnel et ne peut donc révéler les noms des fraudeurs, assure toutefois que ce système permet à des cadors du CAC 40 de n'acquitter aucun impôt en France… 20minutes.fr10.08

A qui profite la crise ou comment ils la manipulent pour s'enrichir davantage encore.

- Berlin a économisé 100 milliards grâce à la crise de la dette - Reuters

L'Allemagne a économisé 100 milliards d'euros depuis 2010 en raison de la baisse de ses coûts d'emprunt liée à la crise européenne de la dette, montre un rapport publié lundi.

L'instabilité en zone euro a conduit les investisseurs à se réfugier vers les obligations d'Etat allemandes, faisant baisser leurs rendements, lit-on dans le rapport de l'institut Leibniz pour la recherche économique.

Le fait de devoir payer moins d'intérêts a permis au gouvernement d'économiser plus de 3% de produit intérieur brut, faisant plus que compenser le coût de la crise de la dette pour la première économie d'Europe, selon le rapport.

L'étude établit clairement le lien entre les pics de la crise de la dette en zone euro et les fluctuations des rendements des Bunds allemands, qui ont par exemple chuté lorsque le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a décidé en juin d'organiser un référendum sur les réformes demandées par ses créanciers.

Les obligations d'Etat d'autres pays, dont la France, les Etats-Unis et les Pays-Bas, ont bénéficié du même phénomène mais dans des proportions moindres, indique le rapport. Reuters 10.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

- Netzpolitik : le parquet allemand abandonne l'enquête pour trahison - euronews.com

Soulagement en Allemagne. Le parquet fédéral a annoncé ce lundi l'abandon de l'enquête pour trahison visant le site d'information Netzpolitik et deux de ses journalistes. Une enquête lancée après la publication des documents confidentiels sur un projet de renforcement de la surveillance des communications électroniques. Elle avait été ouverte puis suspendue par le procureur général Harald Range qui a été retiré de son poste la semaine dernière.

"Il reste beaucoup de questions, soulignait ce lundi Markus Beckedahl, l'un des deux journalistes initialement visés. Même si le procureur Range a été sacrifié, beaucoup de personnes ont dû prendre la décision de commencer cette enquête. Et nous, nous n'avons pas fini d'éclaircir cette affaire".

Une affaire qui a provoqué un torrent de protestations notamment de la part des médias et de responsables politiques. Le soulagement était partiel ce lundi, le procureur ayant précisé que l'enquête se poursuivait pour violation du secret professionnel. euronews.com 10.08

2- Etats-Unis -Syrie

- Washington a décidé d'attaquer les forces gouvernementales, en Syrie - french.irib.ir

La Maison Blanche a annoncé que les avions américains prendront pour cible les forces gouvernementales, en Syrie, pour soutenir les opposants armés, si elle le juge nécessaire.

Le gouvernement américain, qui se référait à une loi de 2001 du Congrès des Etats-Unis, pour la lutte contre le terrorisme, afin de justifier ses raids aériens contre les positions de Daech, en Syrie, annonce, maintenant, qu'en vertu de l'article 2 de la Constitution américaine, les forces américaines auraient le droit de bombarder les positions des forces gouvernementales syriennes, sur le territoire syrien, pour soutenir les groupes terroristes que Washington qualifie de «modérés».

La prise de cette décision, par la Maison Blanche, intervient, alors que les terroristes, formés par les Etats-Unis, entrent, progressivement, en territoire syrien, et que les affrontements entre eux et les forces gouvernementales semblent de plus en plus probables. french.irib.ir 09.08

3- Russie

3.1- La Douma russe critique les Etats-Unis pour vouloir dominer le monde - french.irib.ir

Le président de la chambre basse du Parlement russe (Douma) a souligné que les Etats-Unis tentaient de dominer le monde et que leur politique étrangère avait été planifiée pour atteindre cet objectif.

Selon l'agence de presse IRNA, dans un entretien avec un journal russe Sergueï Narychkine président de la Douma russe a ajouté que les Etats-Unis espéraient que le dollar maintiendrait son statut en tant que seule devise mondiale et qu'ils auraient accès à d'autres ressources et richesses naturelles d'autres pays du monde. « C'est la raison pour laquelle, les Etats-Unis ont préparé et publié une nouvelle liste des organisations et des personnes juridiques russes, ordonnant à leurs banques de ne pas coopérer avec elles », a-t-il indiqué.

Sergueï Narychkine a tenu à faire allusion à la place fragilisée des Etats-Unis sur l'échiquier international, affirmant que le droit exclusif de son pays à imprimer des billets de dollar n'aiderait pas ce pays à surveiller la circulation monétaire mondiale, d'autant plus que le contrôle entier de l'Otan, les écoutes de hauts dirigeants étrangers et les pressions sur l'Union européenne, ne pourraient pas sauver les Etats-Unis. Le président de la Douma russe a jugé que les Etats-Unis étaient le colonisateur du 21e siècle qui ne ménageait sur aucun effort pour coloniser d'autres pays. french.irib.ir 10.08

3.2- Poutine menace Riyad. - french.irib.ir

Selon le site proche du renseignement de l'armée sioniste, la Russie aurait redoublé de pressions, sur Riyad, pour qu'il accepte son plan de paix, pour la Syrie. "Moscou userait, en ce moment, de menaces, pour faire fléchir Riyad", dit le site. "Selon les sources arabes, qui se réfèrent à la visite du 11 août du ministre saoudien des A.E, les Russes auraient engagé une véritable démonstration de force, pour convaincre les Américains et mettre au pas les saoudiens. La Russie irait présenter aux Saoudiens le dernier plan Russie/USA, et si Riyad refuse ce plan, Moscou remettra, tout bonnement, l'avant texte d'une résolution au Conseil de sécurité, condamnant la guerre contre le Yémen et appelant à un retrait saoudien de ce pays". french.irib.ir 09.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- En Inde, la police tente de contenir des manifestants en Inde sous une pluie violette - euronews.com

Des manifestants sont touchés, ce lundi, par une eau colorée à Srinagar, la capitale d'été de l'Etat indien du Jammu-et-Cachemire.

La police a fait usage d'un canon à eau pour disperser des fonctionnaires qui réclamaient leur dû alors qu'ils n'ont pas été payés depuis plusieurs mois. Ils demandaient aussi une régularisation des emplois temporaires. Des dizaines de personnes ont été arrêtées pendant la manifestation. euronews.com 10.08

ECONOMIE

1- Etats-Unis

- Le milliardaire américain Warren Buffett s'offre sa plus grosse acquisition - AFP

Le milliardaire américain Warren Buffett lâche les cordons de la Bourse: il va s'offrir pour 37,2 milliards de dollars l'équipementier aéronautique Precision Castparts, fournisseur des avionneurs Boeing et Airbus, signant ainsi sa plus grosse acquisition.

C'est le prix le plus élevé (dette comprise) que M. Buffett, un des investisseurs les plus admirés et respectés de la planète, âgé de 84 ans, ait jamais eu à payer pour acquérir une entreprise via son holding Berkshire Hathaway.

Cette opération, qui doit être finalisée au premier trimestre 2016, renforce l'intérêt de Warren Buffett pour la vieille économie et éclipse, par sa valeur, le rachat pour quelque 26 milliards de dollars en 2009 de 77,4% de la compagnie ferroviaire Burlington Northern Sante Fe, rebaptisée BNSF Railway. Cette dernière transaction, qui était estimée à 36,7 milliards de dollars en y incluant la dette, était jusqu'ici la plus grosse prise de l'homme d'affaires.

"Ceci nous sort du marché des grosses proies pour douze mois et plus mais nous allons continuer à acheter des petites choses dans les six prochains mois", a déclaré Warren Buffett sur la chaîne de télévision financière américaine CNBC.

Fondée en 1953, Precision Castparts, basée à Portland (Oregon, nord-ouest), fabrique des pièces détachées pour l'aéronautique mais aussi l'énergie (conduites et tuyaux de canalisation) ainsi que des alliages métalliques. Ses plus gros clients sont le conglomérat General Electric (GE) et les avionneurs Boeing et Airbus.

Elle a réalisé, lors de son exercice 2014/15 clos fin mars, un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards de dollars pour un bénéfice net de 1,53 milliard.

L'aéronautique représente 70% des revenus du groupe, qui produit des pièces telles que boulons, écrous, attaches et tubes et comptait déjà Berkshire Hathaway comme actionnaire avec une participation de 3%.

A Wall Street, la transaction était saluée puisque le titre bondissait de plus de 19% vers 15H00 GMT lundi. Il avait perdu environ 20% depuis le début de l'année, Precision souffrant indirectement du plongeon des prix du pétrole qui affecte ses clients du secteur énergétique.

M. Buffett fait le pari que la demande des avions de ligne, dopée par le renouvellement et la modernisation de flottes des compagnies aériennes sur fond de prix bas du pétrole, va rester forte et pérenne.

Le trafic aérien devrait croître de 4 à 5% par an lors des vingt prochaines années, selon les estimations de la banque Sterne Agee.

Boeing et Airbus ont des carnets de commandes garnis leur garantissant des années de production ininterrompue et ont même augmenté récemment le rythme de production dans leurs usines.

"Precision Castparts profite des fortes barrières à l'entrée sur son segment", explique l'analyste Peter Arment chez Sterne Agee.

Ce positionnement lui assure de longs contrats, selon M. Arment, parce que sa maîtrise des alliages de nickel et titane, utilisés dans les disques-aubes des compresseurs de réacteurs d'avions, est appréciée.

Precision est "le fournisseur de choix de l'industrie mondiale de l'aéronautique, l'un des secteurs des Etats-Unis qui exporte le plus", souligne d?ailleurs Warren Buffet, qui a acquis ces dix dernières années de nombreuses entreprises dans le secteur industriel.

Il a mis la main sur l'équipementier Marmon Holdings, le fabricant israélien d'outillage Iscar et le groupe de chimie Lubrizol.

Son holding détient plus de 80 participations, avec un portefeuille d'actifs allant des assurances (Geico) à la restauration (Dairy Queen), en passant par des participations dans des marques devenues populaires comme Coca-Cola, IBM ou encore la banque californienne Wells Fargo.

Warren Buffett avait lui-même souligné en février que ses activités allaient "des sucettes aux avions".

Le milliardaire qui souhaite que son entreprise conserve un matelas de sécurité de 20 milliards de dollars va puiser dans le trésor de guerre de 66,59 milliards de dollars de Berkshire Hathaway pour financer l'acquisition de Precision Castparts.

Le holding a enregistré une baisse de 37% de son bénéfice net au 2e trimestre, selon ses résultats présentés vendredi dernier, en raison d'une baisse de la valeur de ses investissements et de pertes dans le secteur de l'assurance.

2- Argentine

- Dette: l'Argentine marque une victoire devant la justice américaine - AFP

Une cour d'appel américaine a renversé lundi un verdict d'instance permettant à des créanciers de l'Argentine de se regrouper pour attaquer en justice le pays afin de récupérer la totalité de leurs créances.

La haute juridiction rappelle avoir limité, dans une décision antérieure, le nombre de plaignants pouvant attaquer Buenos Aires pour récupérer leur mise.

De ce fait, elle a donné des "instructions spécifiques" au juge d'instance, qui semble ne pas les avoir suivies en accédant à la demande de détenteurs d'obligations argentines voulant constituer une action judiciaire en nom collectif contre le pays.

Concluant que le juge d'instance a commis une erreur en ne suivant pas ses instructions, la cour d'appel rejette les actions initiées par les plaignants.

Cette décision ne concerne pas les fonds spéculatifs NML Capital et Aurelius, rétifs depuis 13 ans à accorder toute remise de dette à l'Argentine. La bataille judiciaire entre les deux parties a entraîné en 2014 un défaut partiel du pays.

Une manche de ce bras de fer doit se jouer ce mercredi devant un tribunal new-yorkais: NML accuse Buenos Aires de ne pas dévoiler tous ses actifs à ses créanciers et réclame par conséquent des sanctions.

Les fonds spéculatifs, gros créanciers de l'Argentine, sont à la chasse des avoirs du pays dans le monde entier. En 2012, NML avait déjà obtenu la saisie d'une frégate de la Marine argentine par la justice ghanéenne.

L'Argentine, tombée en faillite en 2001, a restructuré sa dette en 2005 puis en 2010. Si 93% de ses créanciers avaient accepté l'offre de remboursement partiel de Buenos Aires, les 7% restants l'ont refusée, réclamant le remboursement de la totalité de leur dû, plus intérêts.

La justice new-yorkaise a fixé en juin à près de 7 milliards de dollars l'obligation de remboursement de l'Argentine à ces fonds, dits "vautours".

Les tribunaux américains ont qualité parce que certaines obligations émises par l'Argentine avaient des clauses stipulant que des disputes devaient être réglées en fonction des lois new-yorkaises en la matière.

3- Inde

- Le taiwanais Foxconn investit 5 milliards de dollars en Inde - latribune.fr

Hausse des salaires, contestation sociale... la Chine n'est plus la destination prioritaire de la production high-tech mondiale. Le géant mondial qui fabrique les produits Apple, Sony, Nokia, se tourne vers l'Inde, qui met en oeuvre une politique très volontariste pour attirer les entreprises étrangères sur son territoire.

Ce n'est pas la première fois que le taiwanais Foxconn cherche à réduire sa dépendance à la Chine où il emploie environ 1 million de personnes. En février 2014, il envisageait d'étendre son implantation en Indonésie. Mais, samedi 8 août, c'est l'Inde que le leader mondial de la sous-traitance électronique a désigné comme pays destinataire de ses investissements : 5 milliards de dollars sur cinq ans, dans l'Etat de Maharashtra (ouest du pays). Le fabricant de l'iPhone, de l'iPad (Apple) et autres Playstation (Sony) ou tablettes N1 (Nokia) ouvrira plusieurs usines spécialisées dans la fabrication de semi-conducteurs à destination du marché local et pour l'exportation. Il y établira aussi des unités dédiées à l'innovation et à la recherche. Selon Subash Desai, ministre de l'Industrie de Mahasrastra, cité par le journal Time of India, ces nouvelles capacités d'assemblage emploieront plus de 50.000 personnes.

Faire face à la hausse des salaires chinois

La production de Foxconn était jusqu'alors principalement localisée à Shenzhen, hypercentre de la high-tech asiatique. Mais l'augmentation du coût de la main d'œuvre, couplée à de nombreux troubles sociaux dans les usines chinoises (un nouveau suicide a été enregistré la semaine dernière), ont décidé le constructeur taïwanais à s'implanter en Inde.

D'ailleurs, face à l'augmentation des salaires chinois, le fabriquant a déjà initié un plan d'action : fin juin, le sous-traitant d'Apple annonçait un plan robotique industriel, le Foxbot, dont l'objectif est d'automatiser 30 % de sa production chinoise d'ici à 2020. Pour cela, le groupe s'est associé au géant de l'Empire du Milieu, Alibaba, à travers un fonds de 236 millions de dollars.

L'investissement de Foxconn en Inde répond également à l'émergence relative d'une classe moyenne dans un pays qui devrait devenir l'Etat le plus peuplé du monde d'ici à 2022 avec 1,4 milliard d'habitants. Ces prévisions ouvrent de nouvelles perspectives commerciales pour Foxconn et les marques internationales de mobiles et tablettes.

"Make in India", le programme pour attirer les investisseurs étrangers

Mais l'attrait de Foxconn pour l'Inde s'explique aussi par une politique volontariste du gouvernement local. Outre le prix du pétrole en baisse, les réformes déjà effectuées permettront au pays, selon le FMI, de dépasser la Chine en termes de croissance en 2015 et 2016 (7,5 %).

De plus, à l'approche des élections, le Premier ministre sortant Narendra Modi a lancé un nouveau programme intitulé « Make in India ». Celui-ci vise à attirer davantage d'investisseurs étrangers.

Ainsi, l'engagement de Foxconn ne devrait pas se limiter à cette unique opération. Le fabricant est en pourparlers avec d'autres Etats indiens pour mettre en place des unités de production et cherche également à forger des partenariats avec d'autres entreprises, dans le marché des smartphones le plus dynamique au monde, avec 952 millions de connexions mobiles.

1 million d'emplois créés à terme par Foxconn en Inde

Foxconn, l'un des plus grands employeurs privés au monde avec 1,3 million de personnes pendant les périodes de pointe, ambitionne donc, d'ici à 2020, de créer 1 million d'emplois en Inde. Il compte pour cela sur les nombreuses marques de smartphones travaillant avec lui, et notamment Nokia, qui vient d'annoncer son retour sur le marché mobile en 2016, une fois que le contrat de non-concurrence signé entre le Finlandais et Microsoft arrivera à échéance.

D'autres entreprises s'implantent progressivement en Inde. L'américain General Motors a annoncé un investissement de 1 milliard de dollars dans la construction d'usines automobiles à Maharashtra, tandis que le sidérurgiste sud-coréen Posco a précédemment engagé plus de 12 milliards de dollars pour construire une usine dans l'État d'Orissa.

Quant à Huawei, l'un des leaders mondiaux du marché des smartphones, il a récemment obtenu l'approbation du ministère des Affaires intérieures indien pour lancer la fabrication dans ce pays. latribune.fr 10.08

Commentaire d'un internaute.

- "En France, un employé qui reçoit un Smic coute 2,4 Smic - Il faut être dingue pour ouvrir une société. Je me demande pourquoi il n´y a pas déjà 20 millions de chomeurs."

Haut de page

Le 12 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h02

On a ajouté 26 articles pour commencer, la suite plus tard ou demain matin.

En commençant à classer les articles de juillet, je me suis aperçu que j'avais commis une grosse connerie en effaçant par erreur les adresses des articles consacrés à la Grèce de septembre 2013 à juin 2015, je vais devoir les rechercher et y passer une heure ou plus !

Qui a dit ?

- "*Ce n'est pas dans cette Europe que nous, ou Gonzales, ou Papandreou, ou Giscard d'Estaing, ou Helmut Schmidt etc, nous sommes engagés. Nous avons besoin de retrouver le sens de l'"être Européen " et de trouver des voies pour recréer le rêve démocratique de prospérité partagée.*" ? Il ne manquait plus que Delors ! Quel cauchemar en vérité, mais apparemment pas pour tout le monde !

Réponse : Yanis Varoufakis (Syriza), l'ex-ministre grec des Finances du gouvernement de Tsipras présenté par les médias comme un "*universitaire marxiste*", sans rire, histoire d'avilir le marxisme, il en a vu d'autres, c'est raté !

On ne mettra pas en ligne la restransciption de cet interview (C'est un programme voué à l'échec -Arrêt sur Info 04.08) car il n'en vaut pas la peine, on a là de quoi le caractériser politiquement si c'était encore nécessaire, ces gens-là sont des imposteurs, des petit bourgeoisagents du capital et rien d'autres.

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard. Il est 15h et je n'ai pas encore déjeuné.

Un autre camarade vient de m'envoyer un courriel pour me demander de lui adresser des numéros antérieurs d'Informations ouvrières, si vous êtes également intéressés faite-moi le savoir rapidement, je ferai un envoie groupé pour gagner du temps.

Vous aurez remarqué que notre ennemi ne s'embarrasse pas de scrupules pour passer les peuples au rouleau compresseur du néolibéralisme, ses porte-parole radicalisant leur discours et l'assumant. Il fait feu de tout bois dans sa propagande et soutient le fascisme en Ukraine, les barbares de l'Emirat islamique et d'Al-Qaïda qui sont ses créatures, le parrain turc du terrorisme international, l'état génocidaire d'Israël, etc. Et il estime parfaitement légitime le terrible traitement qu'il impose au peuple grec ainsi que les moyens qu'il a déployés pour y parvenir avec la complicité de Syriza et du gouvernement grec.

Bref, il déploie toute sa politique comme si en face il n'existait plus aucun ennemi pour s'y opposer (à part le polétariat désarmé ou sans direction), tant ceux qui sont censés incarner les besoins des travailleurs sont corrompus ou sont acquis à sa cause ou refusent de le combattre sur tous les fronts préférant lui laisser le champ libre, cela inclus la ribambelle d'intellectuels qui se disent de gauche ou qui prétendent s'y opposer, alors qu'en réalité ils ne font que commenter sa politique ou l'accompagner en lui prodiguant des conseils ! Parler de leur part de résistance semble inapproprié ou indécent dans ces conditions-là.

Question : Doit-on les imiter ? Pour rien au monde ! Doit-on imiter notre ennemi ? Dans une certaine mesure assurément, nous devons développer toute notre politique car c'est la seule réponse sérieuse et efficace qu'on puisse lui opposer. Honte à ceux qui se camouflent derrière de faux prétextes pour refuser de défendre le socialisme, parce qu'ils n'osent pas avouer qu'ils n'y croient pas ou plus ou dans les masses exploitées ce qui revient au même.

Cela nous coûte très cher en sacrifice de continuer ce portail, cela m'a pris 7 heures pour actualiser le site aujourd'hui, et ce n'est pas terminé, je crois que la plupart de nos lecteurs n'en ont pas vraiment pris conscience, si nous le faisons malgré tout, c'est parce qu'on ne peut pas admettre que le socialisme devrait disparaître ou demeurer une utopie.

Le mouvement ouvrier et son avant-garde se sont remis dans le passé de bien des défaites dans des conditions encore plus difficiles qu'aujourd'hui, car chaque jour nous apporte son lot de défaites partout dans le monde sur fond de résistance héroïque des peuples qui refusent d'être réduit en esclavage. A nous d'avoir la volonté, la force, le courage et l'audace de relever ce défi, de démontrer que nous en avons la capacité, si nous en sommes capables, nous vaincrons tous les obstacles qui se dressent sur la route du socialisme et nous terrasserons notre ennemi, il n'existe pas d'autre alternative ou capituler.

L'article qui suit n'est pas vindicatif, au contraire il se veut constructif pour qui le lira entièrement, un message d'espoir aussi.

J'avais prédit que le POI exploserait au premier coup de canon puisqu'il était construit sur le modèle de la SFIO, qui avait scissionné après la révolution russe et dans la foulée de la fin de la Première guerre mondiale et la capitulation de sa direction pour donner naissance au PC au congrès de tour de 1920.

C'est l'échec de la stratégie mise en oeuvre pour construire le POI qui a servi de catalyseur à cette crise qui dépasse de loin le courant communiste internationaliste ou trotskyste, au point que décédé le secrétaire nationale du POI Claude Jenet (ex-PS) ne fera l'objet d'aucun hommage nécrologique dans Informations ouvrières, un simple oubli sans doute ou déjà l'expression de cette crise.

L'effondrement du trotskysme ne date pas d'hier, il remonte avant même la disparition de Trotsky, le 20 août 1940. La dislocation de la IVe Internationale en gestation au début des années 50 était dès lors prévisible sur des bases opportunistes sur fond de manoeuvres d'appareils dignes des méthodes staliniennes que Trotsky avait toujours condamnées et combattues. La faiblesse des sections de la IVe Internationale et leur dislocation à l'issue de la Seconde Guerre mondiale avaient été décrites et prédites par Trotsky qui connaissaient bien leurs dirigeants et qui ne se faisaient aucune illusion sur leur niveau théorique ou leur assimilation du marxisme qui présentait de graves lacunes, répondant à Zeller dans un entretien qu'il fallait bien faire avec ce qu'on avait sous la main à défaut de mieux. Partant de là, absolument personne n'aurait dû s'ériger en héritier de Trotsky ou alors cela déboucherait sur une ignoble et fatale forfaiture, et c'est malheureusement ce qui allait se produire.

Des dirigeants trotskystes de premier plan, qui sans être de la trempe de Trotsky ou Lénine disposaient de qualités indéniables, ils furent les uns après les autres exclus ou poussés à la démission du PCI à l'occasion de manoeuvres déloyales et sournoises orchestrées par P. Lambert, qui se considérait comme l'héritier naturel de Trotsky et le seul maître à bord, alors que manifestement il ne possédait pas et il ne possédera jamais les qualités requises pour diriger un tel parti, aussi bien sur le plan politique qu'humain.

Le POI devait coïncider avec l'achèvement de son oeuvre de liquidation du trotskysme. J'ai même écrit qu'il avait assassiné une seconde fois Trotsky, je persiste et signe.

Il s'y employera minutieusement et avec une persévérance remarquable, dès lors qu'il aura acquis le contrôle de son parti qu'il mettra au service de la social-démocratie dans un premier temps, ce qui à terme devait se traduire par un appel à voter Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1981, qui précédera de quatre ans la liquidation du PCI au profit du PT (en passant par le MPPT de 1985 à 1991) appelé à se substituer au PS en direction de la petite bourgeoisie, des classes et couches moyennes ou à reprendre le flambeau du réformisme, cette fois ouvertement. Ce que Lambert ira jusqu'à revendiquer en se déclarant favorable à des réformes sans aucune considération (ou réserves) sur le régime qui les appliquerait et s'en trouverait ainsi légitimé, surtout sans se soucier le moins du monde des conséquences que cela entraîneraient sur l'état d'esprit

des masses exploitées qui seraient de la sorte un peu plus amarrées au capitalisme et qui en revanche se détourneraient davantage du socialisme, partant de là compliquerait un peu plus la tâche de la construction du parti, dont nous avons estimé il y a dix ans qu'elle n'avait jamais été réellement son objectif (pas plus à Krivine ou à Laguiller notez bien).

On nous étorquera que les trotskystes étaient si faibles et marginaux qu'ils n'étaient pas en mesure d'influencer les masses dans un sens ou un autre et que c'est là leur faire un procès d'intention... Or la question n'est pas celle-ci mais ce que pouvait représenter le trotskysme au sein du mouvement ouvrier malgré la faiblesse de ses troupes et que l'orientation révisionniste de ses dirigeants allait contribuer à pourrir en s'adaptant à leur manière au régime ; le réformisme étant la négation du socialisme ou de la révolution socialiste pour laquelle ces trotskystes prétendaient combattre par ailleurs, en réalité, ils la mettront au service du régime.

En liquidant le PCI, Lambert ne rompait pas seulement avec le léninisme et le trotskysme, il rompait avec le marxisme, qui chez lui ne dépassera jamais le stade de formules lapidaires ou sorties de leurs contextes ou encore qu'il distillera sous la forme de vulgaires syllogismes inventés de toutes pièces, qui lui serviront à justifier son révisionnisme et à continuer de se faire passer pour un trotskyste auprès d'intellectuels brillants qui n'en demandaient pas davantage car eux-mêmes gangrenés par l'opportunisme.

Jamais Lambert et son parti ne seront en mesure de s'adresser aux couches les plus exploités du prolétariat, y préférant l'aristocratie ouvrière, les syndicalistes et les fonctionnaires, les intellectuels, le milieu estudiantin composé essentiellement dans les années 60-70-80 de rejetons de la petite bourgeoisie et des classes moyennes, et pour finir par lorgner en direction des élus et cadres du PS et du PCF, sans oublier les libres penseurs et les francs-maçons, s'éloignant ou se coupant toujours plus des masses exploitées, ce fut une constante chez lui, mais pas seulement, chez tous les dirigeants de l'OCI-PCI dont aucun ne sera issu des rangs de la classe ouvrière du secteur privé.

La composition de ces partis successifs, PCI, puis OCI, PCI, MPTT, PT et enfin POI, devait déterminer finalement leur orientation politique de plus en plus droitière, allant jusqu'à adopter Jaurès qui était la négation de Marx, en passant par la réhabilitation de Bakounine sous l'influence des anarcho-syndicalistes dont A. Hébert, à la barbe de Marx et Engels qui l'avait expulsé de l'Association Internationale des travailleurs ou la Ière Internationale, ou encore en voyant dans des dirigeants de partis en Algérie (Messali Hadj) ou en Yougoslavie (Tito) des marxistes, pure invention qui sera ensuite démentie par les faits sans que Lambert s'en offusque ou que son statut ne soit remis en cause. De la même manière sa théorie foireuse de l'imminence de la révolution tiendra en haleine plusieurs générations de militants qui s'y épuiseront avant de lâcher prise et de disparaître dans la nature, sans que Lambert ne soit inquiété à son poste de dirigeant indéboulonnable pendant plus de 50 ans.

Et lors de l'oraison funèbre prononcée par D. Gluckstein après le décès de P. Lambert, Gluckstein déclarera que les conditions objectives n'étaient pas mûres, ce qui devait servir à l'exonérer de tout accusation d'aventurisme au cours des années précédentes plutôt que pour dédouaner Lambert de toute responsabilité puisque ce dernier n'était plus là pour en répondre devant leurs militants et cadres. Ce qui signifiait que le tandem Lambert-Gluckstein ainsi que tous les dirigeants qui les avaient suivis avaient failli, ils n'avaient pas été capables d'analyser la situation correctement pendant des décennies, et qu'à partir de là leur ligne politique et leur stratégie avaient été erronées sans qu'ils ne l'admettent évidemment puisqu'ils sont infaillible et refusent d'assumer leurs erreurs, en fait cet argument devait servir uniquement à justifier leur incapacité à construire le parti. D'un côté Gluckstein maintiendra que les forces productives avaient cessé de croître et que les conditions étaient plus que mûres pour passer au socialisme conformément au Programme de transition dont il se réclamait, pour d'un autre côté affirmer exactement le contraire, si cela ne s'appelle pas le double langage on se demande ce que c'est. Cet argument devait aussi lui servir à justifier l'orientation réformiste de son parti en direction des élus du PS et du PCF ainsi que les syndicalistes

C'est dans la foulée de cette imposture que Lambert nommera son dauphin, D. Gluckstein issu de la LCR, au grand dam des autres dirigeants trotskystes de son parti qui ne le digèreront jamais et prennent leur revanche aujourd'hui. Passons sur les exclusions ou désertions qui ont lieu dans ce parti tout au long de ces années de 1984 à nos jours, puisque finalement elles n'ont eu aucun impact sur son appareil totalement contrôlé par le tandem Lambert-Gluckstein.

Ils s'en accommoderont d'autant plus facilement que c'était semble-t-il un de leurs objectifs internes, faire en sorte que les militants restés fidèles au trotskysme ou plutôt qui entendaient rester fidèles au Programme de transition fondateur de la IVe Internationale tel qu'ils l'interprétaient et devenus trop encombrant ou posant trop de questions dégagent au profit de membres plus dociles et plus facilement manipulables issus du PS ou du PCF ou l'un de leurs satellites ou encore des syndicalistes ne possédant aucune base théorique du marxisme, de manière à pouvoir mener leur barque comme ils l'entendaient, une fois que Lambert avait décidé de transformer ouvertement son parti en un parti réformiste démocratique petit bourgeois, les références au marxisme devaient se faire de plus en plus rares ou n'être plus qu'anecdotiques, tandis que le léninisme et le trotskysme deviendraient tabous, était enterré.

Les militants, cadres et dirigeants du PT puis du POI du courant communiste internationaliste étaient priés de s'adapter à ces virages droitiers successifs ou d'aller voir ailleurs, mais comme ailleurs il n'existait aucun autre parti susceptible de faire leur affaire, une partie d'entre eux capituleront face au diktat de Lambert et sa cours, tandis que des milliers de militants démissionneront au fil du temps, au point selon les dires de Schivardi que ce courant trotskyste deviendra minoritaire au sein du POI, même si en terme de courant il demeurera celui qui organisera le plus de militants, quoique apparemment il fut supplanté par les militants issus du PS sans qu'ils soient forcément organisés dans le courant socialiste du POI, le CCI continuant de contrôler l'appareil, le journal et la caisse !

Des militants et ex-militants du CCI m'ont écrit tout cela dans des courriels au cours des dernières années, affirmant avoir avalé des couleuvres jusqu'à en avoir la nausée tout en étant impuissant à y changer quoi que ce soit, ce qui me désolait sincèrement pour eux. Je ne les a jamais poussés à s'exprimer davantage car je déteste ce procédé, j'ai toujours privilégié les déclarations spontanées honnêtes et sincères, dont parfois la signification ou la portée échappaient à leurs auteurs, mais que l'on pouvait identifier et traduire facilement avec un peu d'entraînement en connaissant la boutique pour avoir milité à l'OCI à la fin des années 70.

Peut-on espérer sans se faire d'illusions, que la crise que traverse le POI-CCI prenne la même tournure que la scission de la SFIO en 1920 qui donna naissance au PC, pas vraiment encore un parti communiste selon Lénine et Trotsky, disons qui pouvait le devenir sous certaines conditions qui finalement ne seront jamais remplies, ainsi si cette scission intervenait elle pourrait donner naissance à une recomposition du mouvement ouvrier devenue plus qu'indispensable et urgente face aux tâches qui attendent le prolétariat et son avant-garde.

Dans plusieurs causeries j'avais exprimé le souhait que le POI éclate (le NPA et LO également), à l'époque pour certains militants j'ai dû passer pour un vulgaire agent du régime en place, leur pire ennemi, alors que je n'étais animé par aucune mauvaise intention envers les militants du CCI, bien au contraire, quelque part j'avais estimé que cet éclatement se produirait forcément un jour ou l'autre sous les coups de butoir du néolibéralisme qui ne laisserait intact aucun parti construit sur des bases opportunistes, j'ai peut-être eu le tort de le formuler un peu trop tôt ou ouvertement, donc je ne leur en veux pas.

J'avais dénoncé les méthodes de fonctionnement qui me semblaient malsaines au sein du PT pour en avoir fait aussi l'expérience, et je n'imaginais pas qu'elles ne pouvaient pas avoir une origine politique et qu'un jour ou l'autre elle remonterait inévitablement à la surface jusqu'à empoisonner totalement la vie de ce parti, c'était mon diagnostic, je n'ai jamais cru à la construction du PT ou du POI.

En écrivant ces lignes, il y a des trucs que j'ai vécus qui me reviennent à l'esprit et on terminera par là aujourd'hui. Quand j'ai rejoint l'OCI en 1978, en fait j'avais milité durant l'année 77 en étant hors parti, j'étais coursier en mobylette, je n'avais pas un revenu fixe et ma condition d'existence était misérable au point de ne pas toujours manger à ma faim. J'étais assurément le militant de l'OCI le plus démuni, le plus pauvre issu d'une famille d'ouvriers pauvres. Je me suis retrouvé entouré de militants qui ne partageaient pas vraiment ma condition. Je cumulais tous les handicaps, je vivais seul, sans diplôme et sans formation, avec un salaire aléatoire et misérable, logé dans le privé et connaissant des difficultés pour payer mon modeste loyer (à Clichy-sur-Seine), sans un sou, habillé au puce de Saint-Ouen ou Montreuil, ayant des parents trop pauvres pour me venir en aide, je ne pourrais même pas assister au concert de Frank Zappa quand il passera à Paris car je n'avais pas de quoi me payer un billet. Tandis que tous mes camarades de parti étaient fonctionnaires (Prof, Sécu, Alloc, SNCF, etc.), agents municipaux, cadres ou cadres supérieurs dans le privé, directeurs, ingénieurs, sans oublier deux permanents d'Informations ouvrières, etc. à l'exception d'un ou deux dont un maçon yougoslave, Milane, qui deviendra fou plus tard, bref, quelque part nous n'appartenions pas tout à fait au même monde ou nous n'avions pas vraiment les mêmes préoccupations quotidiennes, la mienne se résumait à tenter de survivre dans des conditions extrêmement pénibles.

Aussi n'abordions-nous jamais ce sujet ou ce genre de discussions, je gardais en moi toutes les frustrations qui m'étaient imposées par mon mode de vie que je n'avais pas choisi ou dont je n'étais pas responsable, je le subissais en silence que seule ma rage de jeune militant révolutionnaire soulageait, je me sentais plus seul que jamais en vérité et très vulnérable. Et si quelques camarades se sont employés à soulager en partie mes difficutés en m'invitant au restaurant, c'était parce que j'étais un activiste comme eux et j'avais été pris en charge par mon responsable de secteur qui avait besoin de quelqu'un pour porter ses valises comme l'ont dit, plutôt que par sympathie désintéressée, ce que j'ignorais à l'époque, il se montra particulièrement généreux envers moi jusqu'au jour où je démissionnerai de l'OCI et nos relations s'arrêteront aussi nettes le jour même, puisque finalement sur le plan personnel nous n'avions tissé aucun véritable rapport d'amitié, nos relations étaient pour ainsi dire purement professionnelles ou de circonstances, d'ailleurs il deviendra plus tard un zélé permanent du parti, un bien triste sort auquel j'ai échappé sans le savoir et dont je lui suis gré.

Je n'avais pas imaginé ce genre de rapports dans le parti où je militerai, en réalité je n'y avais jamais réfléchi, inconsciemment je m'attendais à mieux, à un franche esprit de camaraderie, à ce qu'on partage ensemble davantage de choses, à ce qu'on forme une véritable famille dont tous les membres seraient soudés, solidaires sans pour autant en attendre quelque chose sur le plan matériel, car cela ne faisait pas partie de mon éducation ou de mes principes à l'instar de mon père.

Maintenant je sais que les militants sont des hommes comme les autres avec leurs faiblesses et leurs défauts, mais aussi leurs qualités et leurs valeurs, et qu'il ne faut pas en attendre plus que ce qu'ils peuvent donner, toute ressemblance avec une jolie femme serait assurément d'un mauvais goût qui serait immédiatement condamnée par les féministes hystériques qui sévissent dans nos rangs. Cela dit plus sérieusement, il me semble qu'entre les deux attitudes on peut concevoir qu'il pourrait exister un juste milieu dès lors qu'on partage le même idéal et qu'on est censé y resté attaché, de sorte qu'on fasse tout ce qui est en notre pouvoir pour que chacun se sente bien dans le parti et progresse, ce qui implique qu'on accorde aussi de l'attention à ce que vit chaque militant quotidiennement au lieu de l'abandonner à son triste sort ou aux difficultés qui l'accablent et peuvent interférer avec son activité politique, qu'il abandonnera un jour ou l'autre s'il n'en tire rien sur le plan personnel ou pire si c'est devenu entre temps une source de tracas supplémentaires, d'autant plus que la révolution étant repoussée à une date

indéterminée, en attendant il faut faire preuve de beaucoup de patience et s'armer théoriquement pour tenir le coup jusqu'au bout, il faut se serrer les coudes entre militants du même parti. Lorsqu'on a l'impression que le parti est une substance vide ou creuse comparable à ce qu'est votre vie ou qui ne vous apporte rien, il arrivera forcément un moment où on claquera la porte. Il n'y a que les militants qui en tirent profit d'une manière ou d'une autre qui y resteront ou qui estiment que leurs convictions ou leur idéal leur commandent d'y rester, ce qui ne concernera qu'une minorité de militants dans l'état actuel des choses.

Je m'attendais à rencontrer des gens à l'esprit ouvert, et c'est tout le contraire qui s'est produit, en pire très souvent par crainte d'être jugé et de se ridiculiser de nombreux militants hésitaient à s'exprimer, car tout propos ou comportement était interprété et devait être justifié sur le champ. Et puis avant de commencer à militer j'étais extrêmement naïf, je n'aurais jamais imaginé devoir me battre un jour dans mon propre camp et rencontrer autant d'adversité et de haine (surtout de la part de militants d'autres partis). Ce fut pour moi une découverte fort désagréable pour ne pas dire terriblement choquante ou traumatisante, d'autant plus quand on est jeune et qu'on a vécu jusqu'alors des relations insouciantes avec des jeunes de notre âge dont on avait tiré beaucoup de satisfactions, inconsciemment on s'attendait à vivre le même genre de relations ou tout du moins en tirer une égale satisfaction, ce qui ne sera jamais le cas.

Je croyais que parce qu'on se battait contre le même ennemi, on chercherait toujours en cas de désaccord à se comprendre et qu'on y parviendrait par des moyens loyaux et honnêtes, qu'on aurait cette intelligence. J'ignorais à quel point le combat politique pourrait être dur sans aucune compensation en retour (tel qu'il était conçu dans ce parti), à vrai dire, lorsque je cesserai de militer soudainement après des années d'activisme effrené, ce fut un réel soulagement sans même que je me pose la question. C'était davantage comme si je m'étais délesté d'un coup d'un fardeau devenu de plus en plus insupportable, me posant plus de problèmes qu'il n'en résolvait, donc une décision salutaire sur laquelle je ne reviendrai pas pour avoir mal vécu cette expérience par ailleurs enrichissante, sans que j'ai progressé d'un pas sur le plan politique. En réalité je n'analyserai cette expérience que des décennies plus tard en renouant avec le militantisme, enrichi de l'expérience de la vie et de nombreuses lectures et études qui me permettront d'y voir plus clair.

C'est toute cette expérience et les enseignements que j'en ai tiré que j'essaie de partager à travers ces causeries. Je n'ai pas besoin de me raconter, je connais mon histoire par coeur ou presque pour l'avoir décortiquée à de multiples reprises. S'il m'arrive encore d'y revenir ce n'est ni par nostalgie ou parce que j'éprouverais des remords ou j'aurais l'impression d'être passé à côté de quelque chose, le passé est le passé, je me dis seulement qu'étant perfectible on peut encore espérer progresser ou s'améliorer en analysant cette histoire chaque fois sous un oeil différent après avoir vécu de nouvelles expériences.

Et ce n'est pas davantage une sorte de thérapie, car je n'ai pas besoin de revivre les émotions ou pulsions refoulées du passé pour les sublimer comme dirait un psychanalyste, afin de me délivrer de je ne sais quel complexe, quelle fixation ou quel blocage inconscient qui affecterait l'équilibre de mon comportement mental, j'ai eu l'occasion de m'en défaire si c'était nécessaire en ayant une vie amoureuse et sexuelle normal ou épanouie, je crois que ce sont des marqueurs qui témoignent suffisamment de mon état psychologique et mental que j'estime satisfaisant ou équilibré, sans qu'ils suffisent pour le définir, car il existe à côté des tendances à la névrose et à la psychose un autre état de conscience qui coïncide justement avec l'équilibre entre ces deux tendances, et il est admis ou déclaré normal qu'une de ces tendances l'emporte sur l'autre à différents moments de notre vie sans qu'il y ait à en conclure forcément en un penchant pour l'une ou pour l'autre, tout est une question de degré, c'est dialectique assurément, vous voyez que le marxisme peut aider à progresser dans bien d'autres domaines que la politique...

On ne se formalise pas pour un excès, mais on s'inquiète quand il devient la norme, là le penchant est avéré et peut devenir une menace pour soi ou pour les autres, selon que l'on développe une schizophrénie ou une paranoïa qui peuvent être hystériques ou obsessionnelles ou les deux à la fois, les quatre à la fois et là vous êtes totalement déconnecté de la réalité, vous tombez sous l'emprise de la folie. Vous ne trouvez pas que l'on retrouve tout cela dans la propagande néolibérale ? Ils veulent rendre folle la population pour qu'elle ait envie de s'étriper ou qu'elle se cloître chez elle à quatre tours par crainte d'être étripée, c'est terrible, c'est un mécanisme dévastateur qui broie tout sur son passage, d'où la réponse que nous apportons à leur guerre idéologique et psychologique contre le peuple.

On peut employer le substantif peuple, dans la mesure où il broie toutes les classes à l'exception de certains pans du capitalisme et de l'élite intellectuelle qui sert ses intérêts. Cela me semble justifier, sans jamais oublier les couches les plus défavorisées de la société contrairement à tous les partis. On n'agite pas ces couches les plus défavorisées comme un fétiche, elles sont dans le besoin quasi absolu, ce qui signifie qu'elles peuvent être très combatives et ne pas rechercher seulement des solutions individuelles à leurs difficultés.

Nous sommes le nombre, nous sommes la force, nous sommes le pouvoir, voilà ce que le prolétariat doit s'approprier dans la perspective de conquérir son émancipation sociale et ensuite atteindre la liberté. C'est une argumentation très simple à la portée de n'importe quel travailleur, c'est comme l'idée qu'il faut un changement de régime, elle sous-entend qu'il ne resterait plus deux pierres debout des institutions qui nous ont conduits au bord de l'abîme en nous engageant malgré nous dans des guerres, massacres, génocides, etc.

Je pense que ce mot d'ordre devrait être mis en avant car il cristalise l'ensemble des contradictions du capitalisme et la seule issue politique possible conforme aux besoins et aspirations des travailleurs, la tâche politique qu'ils doivent accomplir pour pouvoir les satisfaire. Changer de régime, c'est à la fois se débarrasser du capitalisme et l'ensemble de ses institutions

nationales, européennes et internationales, c'est avancer sur la voie du socialisme.

Un dernier mot.

Le passage où j'ai traité rapidement de mon expérience à l'OCI peut être incompréhensible ou choquant à bien des militants, pour avoir oublié de préciser qu'il ne suffisait pas d'adopter le socialisme, mais qu'il fallait être digne de le représenter, ce qui impliquait que chaque militant qui s'en réclamait prenait sur lui de s'améliorer ou d'avoir un comportement qui soit en conformité avec ses idées ou ses convictions, et qu'il s'engageait à faire les efforts nécessaires sur le plan personnel pour y parvenir, partant du constat que cela n'allait pas de soi ou que ce n'était pas inné ou un don de la nature, et que son attitude serait sans cesse jugée par les travailleurs et les autres militants.

Chaque militant incarnant le parti dans lequel il militait, il était indispensable qu'il fasse son éducation et que le parti l'aide à y parvenir, ce qui n'a rien à voir avec un lavage de cerveau ou un embrigadement particulier, bien au contraire puisqu'à la base il s'agit de l'aider à acquérir une méthode d'analyse et un esprit critique qu'il se forgera et qu'il appliquera à lui-même sans qu'on ait besoin de le faire rentrer de gré ou de force dans un moule, l'idée étant que chacun progresse librement en fonction de ses expériences et de ses connaissances sans y être contraint par une quelconque autorité, pas même celle du parti qui doit forger des militants conscients, et non des bénis oui-oui obéissant aveuglément aux ordres de ses nouveaux maîtres.

Bien peu de militants ont conscience de tout cela, même après des décennies de militantisme ou qui l'ont oublié, alors que cela devrait faire partie de la définition de fonction du militant ouvrier socialiste et révolutionnaire lorsqu'il rentre dans le parti.

ACTUALITÉ DU JOUR

Concentration de la production et baisse du coût du travail où l'évolution naturelle du capitalisme mondial

- Pourquoi le porc français est-il moins compétitif ? - Francetv info

Ce lundi 10 août, deux industriels majeurs de la filière porcine ont refusé d'acheter du porc français qu'ils estiment trop cher. Le cochon français est aujourd'hui boudé par les industriels. Depuis plus de 10 ans, la filière ne se porte plus très bien. Le problème réside principalement dans le fait que le porc français est l'un des plus chers d'Europe : 1,55 euro le kilo, contre 1,32 euro le kilo en Allemagne et même 1,23 euro au Danemark.

En France, les élevages sont beaucoup plus petits, et donc moins rentables que dans le reste de l'Europe, avec 200 truies en moyenne dans l'Hexagone, contre 560 au Danemark et plus de 1 200 Espagne. Il faut aussi faire avec une main-d'oeuvre plus chère. L'Allemagne emploie beaucoup d'étrangers. Ils sont payés en moyenne 10 euros de moins de l'heure que les travailleurs français. La France est à ce jour le troisième producteur européen, avec 24 millions de porcs élevés, soit deux fois moins que l'Espagne. Francetv info 11.08

Dans l'article plus loin sur la Chine on lira qu'"*endettement, inégalités, faiblesse de la consommation des ménages, surcapacités*" ont forcément des conséquences économiques (et sociales) et qu'il arrive forcément un moment où l'orientation de ces facteurs a une répercussion sur chacun d'entre eux et sur l'ensemble de l'économie, qui se retrouve étranglée ou à cours de marge de manoeuvre, tendant à ralentir, à stagner, à être paralysée et finalement exploser, pas forcément là où on l'attend d'ailleurs, ce sont les économies (et surtout les peuples) les plus faibles ou les plus corrompus qui en feront les frais en premier dans une économie mondialisée.

Nous ne sommes pas opposé à la mondialisation de l'économie par les capitalistes dans la mesure où elle précipite la fin de ce système économique, nous en combattons les conséquences dans la perspective d'une République sociale universelle, qui permettrait à tous les peuples de réorganiser la production à l'échelle mondiale sur la base de leurs leurs besoins sociaux afin de pouvoir les satisfaire, vivre en harmonie et en paix.

Etre contre la mondialisation est réactionnaire, car cela reviendrait à interdire aux peuples des pays sous-développés ou en voie de développement d'atteindre le niveau de vie moyen des peuples des pays développés ou à ces pays de s'industrialiser, de développer leurs infrastructures, etc., sous prétexte que leur développement se ferait de manière anarchique entraînant de graves conséquences sur l'environnement ou qui ne profiterait pas vraiment à ces peuples, soucis qui apparamment ne préoccupent pas vraiment ces "opposants" à la mondialisation ou les adeptes de la décroissance lorsqu'il s'agit du peuple du pays où ils vivent, là ils ont su s'accommoder du capitalisme en fonction du profit qu'il pouvait en attendre sur le plan personnel, ce qui ne sera pas le cas de la majorité des travailleurs évidemment dont ils ne partagent pas la cause.

En famille contre le peuple grec.

- Grèce : le peuple victime du nouveau plan d'aide ? - Francetv info

Ce mardi 11 août, la Grèce a trouvé un accord avec ses créanciers pour la mise en place d'un troisième plan d'aide à hauteur de 85 milliards d'euros. Mais cela ne se fera pas sans certains sacrifices. Pour la population, "c'est tout sauf une bonne nouvelle", témoigne Alexia Kefalas. "Le coup de massue est tombé le 12 juillet dernier quand Alexis Tsipras a dit 'oui' à un accord quelles que soient les conditions, alors que les Grecs venaient de voter 'non' à l'austérité. C'est la continuation de ce qu'ils appellent 'une trahison'", poursuit la journaliste en direct d'Athènes.

Grâce à cet accord, le spectre de la sortie de la zone euro s'éloigne, mais celui de l'austérité revient. Les promesses électorales d'Alexis Tsipras semblent désormais bien loin. Il s'était engagé par exemple à augmenter le salaire minimum à 751 euros par mois.

Aujourd'hui, les 85 milliards d'euros vont surtout servir "à rembourser les emprunts, à payer les fonctionnaires et payer les retraites", rapporte encore la journaliste.

Toutefois, le problème de la dette grecque est loin d'être réglé alors que son montant s'élève aujourd'hui à 320 milliards d'euros. Pour le FMI, il faudra, quoiqu'il arrive renégocier cette dette "qui va encore grimper, jusqu'à 200% du PIB".

Ce nouveau plan d'aide doit d'abord permettre à Athènes de payer une échéance de 3,4 milliards d'euros due à la Banque centrale européenne, le 20 août. Quant aux banques grecques, exsangues du fait de la dégradation économique et des retraits massifs des citoyens, elles ont un besoin urgent de recapitalisation.

C'est toute la question et les économistes sont plutôt sceptiques. "Il y a un certain nombre de pièges qui pourraient faire dérailler l'accord dans les prochains mois et relancer les craintes d'un 'Grexit'", une sortie de la Grèce de la zone euro, notent les analystes d'ABN Amro.

Beaucoup d'économistes prévoient une baisse du PIB grec de 3 à 4% cette année. Pour l'éviter, il va falloir une cure d'austérité qui pourrait "être contre-productive" pour la croissance. "Le plan repose sur des prévisions pour l'économie et les finances publiques qui relèvent quasiment du fantasme", assure Jonathan Loynes, de Capital Economics.

Selon lui, ce nouveau plan d'aide "ne permettra ni de régler les problèmes économiques et budgétaires profonds de la Grèce, ni d'assurer son avenir au sein de l'union monétaire". Francetv info 11.08

Système financier mafieux. Délit d'initié généralisé par des pirates informatiques à la solde de l'oligarchie financière.

- Etats-Unis: des traders empochent jusqu'à 100 millions de dollars grâce à des hackers ukrainiens - AFP

Les autorités américaines ont engagé des poursuites judiciaires mardi contre des traders sans scrupules, qui ont engrangé jusqu'à 100 millions de dollars en obtenant illégalement des informations confidentielles sur des entreprises comme Boeing et Netflix avec l'aide de hackers ukrainiens.

Le gendarme de la Bourse, la SEC, accuse deux hackers ukrainiens et une trentaine de courtiers américains et internationaux dont deux fonds parisiens, Omega 26 et Guibor, d'avoir engrangé 100 millions de dollars de gains illégaux.

"Les accusés ont perpétré une fraude internationale en "hackant" les serveurs d'au moins deux services de communiqués de presse et en volant (...) des informations portant sur les résultats d'un nombre d'entreprises cotées qui n'étaient pas encore disponibles pour le grand public", fustige la SEC dans sa plainte.

Dans une action parallèle, neuf personnes ont été inculpées par les antennes du New Jersey (est) et de Brooklyn (New York) du département de la Justice (DoJ), qui les accusent d'avoir empoché plus de 30 millions de dollars de gains illégaux, selon l'acte d'accusation consulté par l'AFP.

La fraude, mise en place en février 2010 jusqu'en mai 2015, était basée sur des cyberattaques contre trois sociétés américaines et canadienne de publication des communiqués d'entreprise: Business Wire, PR Newswire et Marketwired.

Les fraudeurs présumés ont ainsi pu obtenir avant tout le monde des informations sensibles sur des opérations de fusions-acquisitions et autres investissements des sociétés ciblées, affirme la justice américaine.

La liste des entreprises visées comprend des grands noms de la vieille et de la nouvelle économie américaine et des sociétés symboliques.

Parmi elles, on retrouve l'avionneur Boeing, le fabricant des engins de chantier Caterpillar, le conglomérat industriel Honeywell, le chimiste DuPont, le constructeur automobile Ford, la compagnie aérienne Delta Air Lines, le groupe informatique Hewlett Packard (HP), le groupe de vidéo en ligne Netflix, le fabricant d'armes Smith & Wesson ou encore Bank of America, deuxième banque américaine en termes d'actifs.

Le mécanisme était simple: les traders donnaient aux hackers une liste des entreprises qui les intéressaient en précisant le type d'informations recherchées.

Les hackers pénétraient le système informatique des sociétés de diffusion des communiqués, obtenaient ceux-ci et les transféraient aux courtiers.

Ces communiqués sont gardés secrets jusqu'à leur publication simultanée, pour donner -- du moins en théorie -- la même information en même temps à tous les investisseurs en Bourse.

Quelque 150.000 informations ont été volées, selon la justice américaine. Les fraudeurs présumés communiquaient par courriel et via des messageries instantanées.

Forts de leur avantage, les traders incriminés pouvaient alors parier à la baisse ou à la hausse sur les titres des sociétés ciblées bien avant que les informations ne soient publiques.

Cinq des neuf personnes inculpées ont été arrêtées mardi en Georgie (sud), en Pennsylvanie (est) et à New York, a indiqué à l'AFP un porte-parole du ministère de la Justice.

Les deux hackers vivent en Ukraine et sont âgés de 23 et 27 ans. Le plus jeune Oleksandr Ieremenko opère avec l'alias "Aleksander Eremenko", selon les régulateurs américains, tandis que le plus âgé Ivan Turchynov répond à "Turchynov".

Treize des courtiers mis en cause par le gendarme de la bourse vivent aux Etats-Unis et près de vingt sont basés en Russie, Ukraine, aux îles Vierges, îles Caïmans, Malte, Chypre et aux Bahamas.

Les deux fonds français, Omega 26 et Guibor S.A, ayant profité de ces vols illégaux de données sont basés à Paris. Ils ont spéculé pour leur propre compte et non au nom de leurs clients, précise la SEC.

Un des comptes de Guibor a été utilisé pour exécuter des opérations ayant rapporté 3,5 millions de dollars. Quant à Omega 26, un de ses comptes lui a rapporté 2,1 millions de dollars.

La SEC a obtenu le gel des actifs de certains des courtiers.

Les autorités américaines ont accentué récemment leurs contrôles, après une recrudescence d'attaques informatiques contre les entreprises. AFP 11.08

Commentaire d'un internaute

- "La fraude, mise en place en février 2010 jusqu'en mai 2015", la justice américaine est aussi rapide que la française.

Sûrement la partie émergée de l'iceberg des fraudes financières, comme si ces poursuites judiciaires allaient décourager les autres."

Les traders évoluent dans une banque ou une entreprise financière qui les a embauchés dans le cadre de la définition de fonction dont ils ont eu connaissance ou qu'ils ont approuvée, et qui détermine précisément le contenu de leur poste de travail ainsi que les tâches qu'ils doivent accomplir.

Ils travaillent comme tout salarié sous l'autorité de leur hiérarchie qui veille à ce que les moyens mis à leur disposition servent à atteindre les objectifs que leur a fixés la direction de l'entreprise.

On n'imagine pas un seul instant un trader ayant pris sur lui de se livrer à des pratiques frauduleuses qui pourraient porter atteinte à l'image de son entreprise et de ses dirigeants si elles venaient à être découvertes et à faire l'objet de poursuites judiciaires. C'est ce qu'on voudrait nous faire avaler, alors que des sommes colossales sont en jeu, c'est une fois de plus nous prendre pour des demeurés.

Maintenant, la population n'ayant en général aucune notion d'économie, on comprend à qui s'adresse ce genre d'artifices conçus

pour faire croire que les gangsters de la finance n'échapperaient finalement pas à la justice ou que le capitalisme serait un modèle d'impartalité en matière de justice, alors qu'aucun banquier dans le monde n'est à ce jour en prison, encore s'en trouverait-il un qu'il aurait tout simplement été éliminé par des concurrents plus puissants.

ACTUALITE EN TITRES

Haro sur le Brésil !

- Moody's abaisse la note du Brésil mais relève sa perspective - AFP

L'agence de notation financière américaine Moody's a abaissé mardi de Baa2 à Baa3 la note de la dette souveraine du Brésil mais relevé sa perspective à "stable". AFP 11.08

A lire : C'est le moment de dénoncer au monde le coup d'état en cours au Brésil (Blog da Cidadania) - legrandsoir.info 09.08
(On mettra cet article en ligne cet après-midi)

Ils ne sont pas à une provocation ou à un délire près.

- Kerry accuse la Chine et la Russie de lire "très probablement" ses emails - AFP

Kerry transformé en médium, ils nous auront tout faits !

Le procédé consiste ici à lancer en tête de proposition une accusation gratuite qui ne sera pas démentie par la suite, mais qui au contraire fera l'objet d'une réserve précédée par un superlatif (très) qui aura pour vertu d'accentuer cette accusation, histoire que ceux qui en prendront connaissance lui attribuent la valeur d'une vérité ou la substitue à la réalité, sans qu'ils aient connaissance des éléments qui leur permettraient de porter un jugement sur la validité de l'accusation portée par Kerry ou pouvoir déterminer si elle ne tenait pas de la fabulation, d'une supercherie pour les tromper et les amener à supporter les Etats-Unis.

Qu'on ne vienne jamais nous parler de l'indépendance de l'AFP, on deviendrait féroce !

- La Géorgie accuse la Russie de déplacer la frontière en Ossétie du sud - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Les USA démentent un accord sur une "zone de sécurité" en Syrie - Reuters

A peine deux heures plus tôt Reuters titrait : Accord Turquie-USA sur une zone de sécurité en Syrie.

La Turquie a annoncé mardi avoir conclu avec les Etats-Unis un accord sur la création d'une "zone de sécurité" dans le nord de la Syrie dans le cadre de leur campagne contre l'organisation Etat islamique (EI), mais le département d'Etat américain a démenti l'existence d'un tel accord.

Le ministère turc des Affaires étrangères a publié un communiqué dans lequel Feridun Sinirlioglu déclare: "Le contrôle et la protection de cette région débarrassée de (l'EI) seront assurés par les forces d'opposition syrienne et la défense aérienne et le soutien nécessaire pour ce faire (...) seront fournis par les Etats-Unis et la Turquie."

Interrogé sur ces informations, Mark Toner, porte-parole du département d'Etat américain, a répondu: "Il n'y a aucun accord sur quelque zone que ce soit."

Il a ajouté ne pas avoir eu connaissance des déclarations officielles turques et ne pas pouvoir les commenter.

"Nous avons été assez clairs en disant qu'il n'y avait aucune zone, aucun sanctuaire, ce n'est pas de cela que nous parlons. Ce dont nous parlons, c'est d'un effort soutenu pour chasser l'EI de la région", a-t-il poursuivi lors d'un point de presse. Reuters 11.08

Complétons : "chasser l'EI de la région" pour le remplacer par Al-Nosra, les terroristes "modérée" formés par les Américains, Britanniques, Français...

2- Le message d'Assad à Riyad - french.irib.ir

Selon Rai al Youm, Assad aurait transmis via le chef de son bureau de sécurité nationale un message aux dirigeants saoudiens. "Assad aurait demandé à Riyad des preuves concrète de leur bonne foi. Il lui faut en effet renoncer au renversement d'Assad ainsi qu'au soutien aux terroristes. "Pour Assad" le soutien au terrorisme va à rebours de la lutte contre le terrorisme" une seconde rencontre devrait avoir lieu entre le responsable syrien et le ministre saoudien de la défense. french.irib.ir 10.08

3- Le président Bachar al-Assad, un partenaire fiable pour éradiquer Daech (Sergueï Lavrov) - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dit que le président syrien, Bachar al-Assaed est un partenaire fiable pour la communauté internationale pour éradiquer l'organisation terroriste de Daech.

Dans une interview télévisée, le chef de la diplomatie russe a critiqué la position ambiguë du gouvernement américain en ce qui concerne la lutte contre les terroristes de Daech, et a affirmé que le président Bachar al-Assad est un partenaire incontournable pour ceux qui voudraient se battre réellement et de manière sérieuse contre Daech, le terrorisme et l'extrémisme. Sergueï Lavrov a insisté sur l'importance de l'abandon des approches sélectives dans la lutte contre Daech, et a ajouté que ce groupe terroriste est un danger réel pour la communauté internationale.

En effet, avec les dernières opérations de Daech en Arabie saoudite et au Koweït, il est clair que le terrorisme extrémiste ne connaît plus aucune frontière, et qu'une action commune de la part de tous les pays serait le seul mécanisme concret qui reste pour éradiquer ce groupe terroriste dans la région. Au-delà des politiques douteuses de certains gouvernements arabes et occidentaux dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, les gouvernements syrien et irakien ont montré qu'ils sont le fer de lance de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, en s'appuyant sur le soutien populaire.

En Syrie, le gouvernement du président Bachar al-Assad et l'armée mènent la guerre contre les terroristes les plus dangereux du monde depuis plus de quatre ans. Cependant, les pays qui prétendent se battre contre Daech et qui forment une coalition internationale pour le combattre, se mettent devant les activités du gouvernement et de l'armée de la Syrie pour se battre contre les terroristes au lieu de les soutenir. C'est dans ce cadre que les Etats-Unis a décidé d'offrir sa couverture aérienne aux rebelles qu'ils qualifient de « modérés » et qu'ils ont formés eux-mêmes dans les camps d'entraînement en Jordanie et en Turquie.

Le gouvernement américain ne cesse de diviser les terroristes en deux groupes de bons et de méchants, afin de justifier ses aides de toutes sortes, à l'aide des pays comme la Turquie et l'Arabie saoudite, pour former et armer les groupes rebelles qui se battent contre le gouvernement du président Assad et non pas contre les terroristes. Ce comportement ambigu des Etats-Unis et de leurs alliés régionaux n'aident en rien la paix et la sécurité régionale voire internationale. L'infiltration des membres de Daech à l'intérieur du territoire saoudien en est un exemple. Comme l'a souligné le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, pour éradiquer le terrorisme, il faut une action collective, en accordant la place centrale au gouvernement syrien qui a prouvé qu'il est un partenaire fiable dans la lutte antiterroriste depuis plus de quatre ans. french.irib.ir 10.08

4- Syrie: Moscou réitère son soutien à Assad - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères a souligné que le président syrien était un partenaire important et fondamental, dans la lutte contre le terrorisme.

Selon la chaîne Al-Akhbariya, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, interviewé par une chaîne de télévision russe, a dénoncé, vigoureusement, les positions de l'administration américaine et ses critères ambivalents, dans la lutte contre le groupe takfiri-sioniste de Daech. "Le gouvernement de Damas est disposé à prendre part aux efforts internationaux, dans la lutte contre Daech", a-t-il affirmé. L

e patron de la diplomatie russe a rappelé que la communauté internatioale avait reconnu la Syrie, comme un partenaire fiable, lors du démantèlement des armes chimiques. Lavrov a condamné les positions et allégations de Washington, selon lesquelles des armes chimiques se trouvaient, toujours, sur le sol syrien. Il a invité les Etats-Unis à éviter de formuler des accusations, sans fondement, et à évoquer, exclusivement, les réalités.

Le premier diplomate russe a par ailleurs dénoncé la nouvelle campagne de Washington, et l'utilisation de chasseurs-bombardiers, pour soutenir les terroristes, formés et entraînés, en Turquie. french.irib.ir 10.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Pérou

- Pérou: un mort dans des affrontements entre police et ouvriers près d'une mine - AFP

Une personne a été tuée et une vingtaine d'autres blessées à La Oroya, au nord-est de Lima, dans des affrontements entre policiers et ouvriers de la mine de Doe Run Peru, qui ont entamé mardi une grève illimitée.

"Apparemment, la victime est décédée d'une blessure par balle à la poitrine", a indiqué à Canal N Martin Ordoñez, responsable de la Santé pour la région de Junin, où se trouve La Oroya.

La grève des mineurs a démarré mardi, des centaines d'employés bloquant les routes pour demander au gouvernement de réduire les exigences environnementales empêchant, selon eux, l'entreprise de fonctionner dans sa totalité et d'attirer de nouveaux investisseurs.

En raison de ce mouvement, plusieurs centaines de bus et de poids lourds étaient à l'arrêt sur l'autoroute "Central", qui relie la capitale péruvienne au centre du pays.

Doe Run Peru, propriété du groupe américain Renco, gère à La Oroya, dans les Andes centrales, un complexe métallurgique incluant une raffinerie de métaux, responsable de nombreux problèmes de pollution.

L'entreprise, qui produit notamment du cuivre, du plomb et du zinc, avait dû stopper son activité en juin 2009, car elle ne respectait pas les règles environnementales.

Egalement handicapée par des problèmes financiers, elle avait repris ses opérations, de manière partielle, en juillet 2012.

La ville de La Oroya, qui compte 30.000 habitants, vit de la mine depuis plus d'un siècle. Elle est considérée comme l'une des villes les plus polluées au monde par les gaz produits par le raffinement des métaux.

Le Pérou, qui possède un riche sous-sol, est le deuxième producteur de cuivre et le cinquième producteur d'or de la planète.

Son secteur minier est considéré comme l'un des plus dynamiques et constitue le pilier de son économie, mais il a été secoué par de nombreux conflits sociaux et environnementaux ces derniers mois. AFP 11.08

ECONOMIE

1- Italie

- Rome lance l'introduction en Bourse de la Poste italienne - Reuters

Le Trésor italien a annoncé mardi la privatisation de 40% du capital de la Poste italienne dans le cadre d'une introduction en Bourse dont la procédure débutera mi-octobre.

Cette IPO sera achevée dans les deux semaines suivant son lancement, précise le Trésor dans un communiqué.

L'Etat italien espère récupérer jusqu'à 4 milliards d'euros de cette privatisation partielle de Poste Italiane, destinée au redressement des comptes publics du pays. Reuters 11.08

2- Chine

- La Chine entre dans la guerre des monnaies - latribune.fr

Le cours pivot du yuan face au dollar a été abaissé de 2 %. Une dévaluation présentée comme technique par Pékin, mais qui traduit le manque d'alternative du pays pour relancer sa croissance.

La Chine a donc décidé de dévaluer le yuan ce 11 août de près de 2 % face au dollar des Etats-Unis. Le mouvement n'est pas anodin. C'est tout simplement la plus forte évolution quotidienne du renminbi (RMB, « monnaie du peuple », nom officiel de la monnaie chinoise) depuis 1994.

Le régime de change du yuan

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut comprendre le régime de change du yuan. Entre 1994 et 2005, la Chine a adopté un système de taux de change fixe face au dollar étasunien, un « ancrage » (« peg » en anglais). La Banque centrale chinoise, la Banque populaire de Chine (connu sous son acronyme anglais de PBoC), assurait le taux officiel via un strict contrôle des changes. Lorsque le développement chinois s'est accéléré, au début des années 2000, ce système s'est révélé inadapté. Il a fallu s'ouvrir davantage pour attirer les investisseurs étrangers. En 2005, la Chine a donc décidé d'adopter le « flottement contrôlé » de sa monnaie. Désormais, le yuan peut évoluer dans une fourchette par rapport à un « cours central » défini lui-même sur un « panier » de grandes devises. Ce système a été suspendu pendant la crise entre 2008 et 2010. Mais en 2014, la fourchette de variation a été élargie de 1 % à 2 % quotidiens.

Ajustement technique ?

L'ambition de Pékin est de faire du renminbi une devise internationale, de transaction, mais aussi de réserve. L'ambition est économique, mais aussi clairement géopolitique. Il s'agit de faire de l'ombre au maître dollar. Pour cela, la Chine a engagé une libéralisation progressive de l'accès au yuan. Et la dévaluation de ce 11 août est présentée comme un moyen de renforcer ce mouvement. En effet, cette nouvelle fixation du cours du yuan a pour but de permettre, à partir de ce jour, de favoriser un prix « dépendant de l'offre et de la demande et des mouvements des grandes monnaies. » Comme le cours central était de plus en plus éloigné du cours de marché, en raison de l'affaiblissement de l'économie chinoise et de la perspective d'une remontée des taux de la Fed, la PBoC ramène ce cours à sa valeur de marché pour permettre au nouveau système de bien fonctionner. C'est donc, officiellement, une mesure « exceptionnelle » visant à favoriser une nouvelle étape vers une évolution guidée par le marché du yuan.

Entrer dans le panier des DTS du FMI La Chine peut espérer que ce mouvement favorise une de ses obsessions : faire entrer le yuan dans le très restreint club des monnaies formant la « monnaie » du FMI, les droits de tirage spéciaux (DTS, en anglais SDR). Ce serait faire du « billet rouge » une monnaie de référence mondiale. Aujourd'hui, le cours du DTS est déterminé par quatre monnaies seulement : l'euro, le dollar des Etats-Unis, la livre sterling et le yen japonais. L'institution de Washington a promis de réviser le panier des DTS en septembre 2016. Pour entrer dans ce club fermé, il faut avoir une place importante dans les transactions internationales et être « librement utilisable. » La réforme pourrait donc aider, si cet ajustement est effectivement « unique. » Mais une autre réalité, bien moins réjouissante, pourrait se dissimuler derrière cet « ajustement » du renminbi.

Marasme économique

La réalité, c'est que l'économie chinoise est en plein marasme. Certes, les chiffres officiels font encore rêver la planète entière avec une croissance de 7 % visée, mais beaucoup ne prennent guère au sérieux le niveau de cette croissance et préfèrent s'en tenir à la tendance. Laquelle est clairement à la baisse. Et le front des exportations est particulièrement inquiétant. En juillet, les exportations ont reculé de 8,3 % sur un an contre une baisse de 1,5 % attendue par les analystes. Dans un pays encore largement dépendant des exports, ce chiffre est plus qu'inquiétant. D'autant que le pays subit encore une baisse notable du crédit, du moins en ce qui concerne les crédits aux entreprises non-financières et aux particuliers. A cela s'ajoute la tourmente boursière qui a fait perdre à la Bourse de Shanghai près d'un tiers de sa valeur en trois mois.

Où trouver de la croissance ?

La PBoC intervient activement depuis novembre pour relancer l'activité : elle a baissé son taux directeur de 5,6 % à 4,85 %, mais rien n'y fait. La Chine est en réalité prise en tenaille entre des injonctions contradictoires. Il lui faut de l'investissement et de la dette pour soutenir sa croissance, mais de nombreux secteurs comme la métallurgie, le secteur minier ou le secteur solaire sont déjà en surcapacité et, souvent, surendettés. Le même phénomène se produit avec les gouvernements locaux, avides consommateurs de grands projets sans réel intérêt économique et désormais croulant sous les dettes. Par ailleurs, pour favoriser le rééquilibrage de l'économie vers la consommation, l'inflation faible est une bonne nouvelle, mais elle pénalise l'activité industrielle et l'investissement, tout en rendant le poids de la dette plus lourd. Les prix à la production ont reculé en juillet de 5,4 %.

Bref, la solution la plus simple est de relancer l'économie par les exportations afin d'importer de la croissance qui permettra de créer un socle « sain » pour l'investissement tout en réduisant le poids de la dette par la reprise de l'inflation. Or, ceci était impossible avec un cours central du yuan particulièrement élevé par rapport aux grandes monnaies émergentes comme le

real brésilien, la roupie indienne ou le rand sud-africain, mais aussi par rapport aux monnaies asiatiques comme le won coréen et les dollars de Singapour et Taiwan.

Le risque pris par la PBoC

On comprend donc mieux le mouvement de ce 11 août qui, comme le notent les équipes de RBS, « illustre les défis croissants de la Chine. » Car l'argument de la libéralisation ne tient pas réellement. Si la Chine n'avait pas bougé pendant si longtemps sur le front de sa monnaie, alors que l'on savait déjà que la Chine ralentissait et que la Fed pensait relever ses taux, c'est précisément parce qu'il voulait instiller dans l'esprit des investisseurs l'idée que le yuan était une monnaie stable et fiable. Le mouvement de dépréciation autoritaire de la monnaie chinoise remet précisément en cause ces efforts, même si la rhétorique officielle peut se montrer rassurante.

La Chine se lance dans la guerre des monnaies

En réalité, la Chine se jette à son tour dans la guerre des monnaies et répond à la Banque du Japon, à la BCE et à la dépréciation rapide de plusieurs monnaies émergentes. Compte tenu de la place de la Chine dans l'économie mondiale, cette dévaluation accompagnée d'une évolution plus conforme à la situation du marché tend à favoriser une dépréciation continue de la monnaie. Les investisseurs sont, du reste, prévenus : si la situation ne s'améliore pas, la BPoC pourra toujours « ajuster » à nouveau le niveau du yuan. Car cette dévaluation de 2 % ne règle pas la question du fort taux de change réel du pays. Le marché va sans doute anticiper cette volonté chinoise d'avoir une monnaie faible, ce qui est précisément le but de la manœuvre.

Impact sur les matières premières

Les conséquences de cette offensive chinoise sur l'économie mondiale risquent d'être importantes. Et négatives, dans l'ensemble. Cette dévaluation du yuan va d'abord peser sur les cours des matières premières libellées en dollars, déjà déprimés par le ralentissement chinois et la surcapacité dans l'empire du milieu. Les économies qui dépendent de ces matières premières vont en subir le choc direct. Ce sera notamment le cas de l'Australie, du Canada, des pays du Moyen-Orient et du Brésil. Ce dernier cas est particulièrement préoccupant, car la récession brésilienne emporte l'ensemble des économies d'Amérique latine, même les plus solides comme l'Uruguay, par exemple.

Affaiblissement des marchés émergents

De plus, un peu plus compétitive, la Chine pourrait prendre des parts de marché à ses concurrents directs, émergents principalement. Bref, l'Asie émergente risque aussi de souffrir de cette décision qui, comme toute dévaluation, favorisera la production interne plutôt que la production extérieure. Il y a fort à parier que plusieurs pays réagissent en cherchant à déprécier à leur tour leur monnaie. Cette course risque, au final, d'affaiblir l'ensemble de la zone émergente, seule vraie ressource de croissance jusqu'en 2012 pour les économies avancées, particulièrement pour la zone euro dont la seule stratégie à long terme consiste dans l'amélioration de la compétitivité externe. Par ricochet, les croissance européennes et américaines risquent donc de pâtir de cette décision.

Défi pour la zone euro

Du reste, pour la zone euro, cette dévaluation est un défi. Elle va accentuer la pression déflationniste, ce qui devrait fortement déplaire à une BCE qui tente de redonner de l'air inflationniste à l'économie de la région. Il va donc falloir maintenir, voire intensifier la politique de rachats d'actif pour faire encore baisser l'euro. La zone euro est donc à son tour contrainte de s'engager plus avant dans la guerre des monnaies.

Le plus inquiétant est sans doute que ce mouvement ne règlera pas entièrement les maux structurels (endettement, inégalités, faiblesse de la consommation des ménages, surcapacités) dont souffre l'économie chinoise. En réalité, tant que la Chine dépendra de sa demande extérieure pour sa croissance, elle ne sera pas un élément de stabilité pour la croissance mondiale.

Il y a donc fort à parier qu'il n'y aura pas de relance chinoise venant compenser les effets de la dévaluation sur le commerce mondial. Une fois terminé le rattrapage actuel de la demande intérieure de la zone euro, compter sur un moteur chinois et émergent sera décidément bien délicat. latribune.fr 11.08

Haut de page

Le 13 août 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles.

Réquisitoire sans appel contre les ONG : la "Cinquième colonne" du capital contre le mouvement ouvrier.

- La Cinquième colonne de Washington en Russie et en Chine - Paul Craig Roberts - Arrêt sur Info 12.08

Il a fallu deux décennies à la Russie et à la Chine pour comprendre que les organisations pour la démocratie et les droits humains opérant au sein de leurs pays étaient des organisations subversives fondées par le Département d'État et une collection d'institutions américaines privées organisées par Washington. Le but véritable de ces organisations non gouvernementales (ONG) est de faire progresser l'hégémonie de Washington en déstabilisant les deux pays capables de résister à l'hégémonie US. Arrêt sur Info

Cette caractérisation des ONG peut nous convenir car elle s'étend au-delà de ces ONG spécifiques et s'applique à toutes les ONG financées par des Etats occidentaux ou des fondations, instituts, etc. liées à l'oligarchie financière anglo-saxonne et ses alliés internationaux.

A propos de la crise du POI et du trotskysme

- La Crise de l'Humanité...et La Crise du CCI-POI - demainlegrandsoir.org 06.08

Ce texte est le résultat d'une discussion collective. Les rédacteurs sont pour la plupart d'anciens militants de l'OCI. Naturellement, le club est prêt à publier d'autres contributions

Le CCI, héritier de l'OCI a explosé. Avec une minorité et une majorité. De nombreux camarades s'interrogent, au premier chef des anciens du mouvement lambertiste, quelles sont les divergences politiques ?

Un mot sur « l'état de l'union ».

Le CCI, sa projection le POI, est une organisation qui végète, la plupart des adhérents-militants sont des vieillards. Le CCI est devenu une maison de retraite. Il n'y a pas de jeunes, c'est d'ailleurs normal dans une organisation qui n'a plus d'orientation politique dans la jeunesse.

Voilà des années que le CCI n'a plus d'existence à l'université, dans les lycées, bref le CCI est une organisation fatiguée, qui ne recrute plus dont la plupart des militants actifs sont des cadres syndicaux. Essentiellement dans Force Ouvrière.

Et la plupart de ces cadres syndicaux s'alignent, grosso modo sur le bureau confédéral. Les rapports d'activités sont votés, sans état d'âmes…Récemment, IO a organisé une réunion nationale de syndicalistes essentiellement des militants du CCI plus quelques élus…900 militants réunis, pas de quoi crier victoire.

L'OCI n'a jamais atteint l'objectif des 10.000, à partir d'une base de 4 à 5000 militants dans les années 80.

Le CCI a officiellement 2000 militants. Lorsque la scission sera effective, définitive, dans chaque camp des dizaines de militants voteront avec leur pied en abandonnant la politique.

Des camarades étudient les textes produits par les uns et les autres, tentent de discerner les bases politiques de cette explosion.

En fait, l'origine de cette scission n'est pas dans les textes, mais dans les actes : un affrontement brutal, violent entre deux groupes de permanents. La bagarre est menée par les responsables de chaque côté de l'appareil.

Les arguments ?

Ils nous interdisent de créer une tendance clame les minoritaires, les « suspendus ». C'est vrai. La majorité applique à Sedjouk et ses camarades le traitement qu'en commun ils ont infligé à ceux qui voulaient créer une tendance : Stéphane Just, Broué, Langevin. Panthou, Pedro Carrasquedo, les militants du CRI, et tout ceux exclus qui n'ont pas eu le temps de s'exprimer. À partir de l'exclusion de Balazs Nagy, l'OCI est devenu progressivement mais irréversiblement une machine à exclure par les moyens de violences verbales et physiques. Comme les staliniens. Stéphane Just après son exclusion expliquait à qui voulait l'entendre, en se passant la main sur la nuque.

Heureusement que nous n'avons pas exercé le pouvoir…

Donc la minorité est dans la posture de la « victime ». Les « majoritaires » autour de Lacaze, Schapira, Dan etc sont les « méchants ». Ils refusent la démocratie ouvrière. Évidemment. Ils font circuler un texte d'attaques abominables contre Sedjouk (Gluckstein - LVOG), ce qui n'est pas très fraternel. Les haines de ceux qui ont « travaillé » dans les mêmes bureaux pendant 35, 40 ans sont terribles. Jusqu'alors, rien que de très banal. Un acte politique majeur mérite d'être souligné dans cette tragi-comédie. À peine la minorité était-elle « suspendue » que les dirigeants du CCI ont changés les serrures des locaux ! La « crise de l'humanité » et la …serrurerie.

L'appareil contre l'appareil avec des méthodes d'appareil !

Brutalité, violence, calomnie…et protection du « capital » puisque les immeubles payés par les militants de l'AJS et de l'OCI valent un sacré magot ! Cet acte représente le véritable texte politique illustrant cette scission : la caisse, les locaux, les titres de journaux… Le débat n'aura pas lieu. D'aucune partie. Car le terreau de cette scission, c'est l'échec. L'échec du parti des 10.000. L'échec de l'appréciation des Fronts Populaires dernières ressources avec le fascisme.

L'échec de l'entrée massive des militants trotskystes dans FO puisque le mouvement ouvrier allait s'organiser sur un « nouvel axe » avec la crise fatale du stalinisme.

L'échec de la politique dans l'UNEF aboutissant au départ de tous les étudiants trotskystes offrant le syndicat étudiant sur un plateau à …François Mitterrand.

Échec dans la lutte pour la reconstruction de la IVème Internationale. Par exemple le PT algérien lié au gouvernement négociant avec son ministre de l'intérieur les….résultats aux élections.

Échec de l'appréciation politique internationale des années 80, 90 selon laquelle nous étions entrés dans l'époque de l'imminence de la révolution alors que la mondialisation organisait l'une des plus importantes agressions historique contre la classe ouvrière en Europe et aux Etats-Unis. La mondialisation c'est la contre-révolution.

Échec de l'appréciation politique française depuis les années 70. « L'agonie de la Vème République s'approche du spasme mortel (…). Oui vraiment il faut être aveugle, ou ne pas vouloir voir, pour ne pas se rendre compte que l'agonie de la Vème république s'approche de son stade fatal et que s'avance la crise révolutionnaire etc etc » [La Vérité - Juin 1979 - Stéphane Just - Congrès de l'OCI]

C'est évidemment l'accumulation de ces échecs jamais discutés qui est à l'origine de cette scission. Au bout du bout, c'est l'absence de démocratie à l'intérieur de l'organisation qui explique l'actuelle scission. On discute de comment appliquer la ligne, jamais de la ligne elle-même. C'est le célèbre objectif – résultat. Et partout à l'étranger, la même structuration disciplinaire accordant les pleins pouvoirs à la direction au nom du centralisme démocratique aboutit au même résultat ! Scission, explosion...

Paranoïa et secret. Ces caractéristiques ne sont pas exagérées. La divergence lorsqu'elle s'affirme, lorsque les militants qui l'expriment ne veulent pas céder à la direction est immédiatement caractérisée, de la pire des manières : pression de la bourgeoisie, clique sans bases politiques, voire militants manipulés par l'Élysée quand ce n'est pas pire…

Secret. Quid par exemple de l'affaire Jospin ? Dans les années 70, un travail de fraction dans le PS avait été décidé. L'OCI pensant être en mesure de jeter les bases du PR directement. Inutile comme dans les années trente, préconisé par Trotsky, d'entrer drapeau déployé, dans la SFIO pour se lier aux meilleurs éléments prolétariens...

Non. Le nouveau PS ne valait pas cette politique. La direction décida, mis en œuvre un travail de fraction. Les militants qui ne pouvaient pas avoir d'activité publique et qui l'acceptaient entraient dans le PS pour s'y implanter. L'objectif était clair : au moment ou les masses s'affronteraient au gouvernement du Front Populaire, les militants trotskystes formeraient un courant avec les socialistes qui résisteraient à cette politique et convergerait vers le PR en construction… C'est ainsi que Lionel Jospin comme plusieurs dizaines d'autres rejoignit le PS.

Les camarades pouvaient accepter des responsabilités, sauf bien sûr, celles qui pouvaient les amener à mettre en œuvre la politique d'un gouvernement bourgeois d'union de la gauche. Cette politique valait pour tous les militants en fraction au PS.

En 1981, coup de théâtre !

Le Bureau politique décide que Lionel Jospin acceptera la proposition de François Mitterrand, de devenir 1er secrétaire du Parti Socialiste. Concrètement, cela signifie que L. Jospin a mis en œuvre la politique de François Mitterrand contre les salariés !

Ainsi, l'orientation est battue en brèche. Le travail dans le PS se transforme en espionnage politique. Les militants en fraction sont désemparés.

Les militants de l'OCI n'en savent rien. Lorsqu'après une tribune libre de Jacques Kirsner et François Chesnais cet épisode sera rendu publique, l'OCI n'en dira mot. Jospin s'expliquera publiquement. A minima. Pas un mot de l'OCI pour les militants…

La politique du secret transforme les militants en soldats sourds, muets, aveugles chargés de tenir les objectifs sans disposer des informations, des explications possible. Le secret, c'est la négation de la démocratie ouvrière. Le CCI-POI est en crise. La presse publie des informations…Sauf IO ! Circulez il n'y a rien à voir !

La IVème Internationale fondée par Trotsky se fixait pour objectif de bâtir le parti mondial de la révolution ses sections. La lutte contre la bourgeoisie et le stalinisme fondait sa stratégie.

La révolution n'a jamais été à l'ordre du jour dans les pays industrialisés. À la libération pendant un bref moment on a put penser que la question du pouvoir serait posé (Italie). L'appareil stalinien est parvenu à maintenir l'ordre, rôle déterminant dans la reconstruction des états. La IVème Internationale n'a joué qu'un rôle mineur dans toute cette période. C'est sur le terrain de la lutte contre le stalinisme que le mouvement trotskyste a joué un rôle significatif. Le meilleur de l'action de l'OCI.

Mais nul part, malgré la mobilisation révolutionnaire des masses en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, la révolution politique ne l'a emporté. Pire, en URSS le prolétariat atomisé par les pertes colossales de la seconde guerre, la surexploitation et la terreur policière n'a joué aucun rôle dans la lutte contre l'appareil, accompagnant même la bureaucratie qui à la chute du mur s'unissait au capital étranger, expropriait les conquêtes d'octobre 17, privatisant à tout crin créant une nouvelle bourgeoisie de parvenus.

Une nouvelle période historique s'ouvrait. Le programme de la IVème rédigé par Trotsky n'était plus efficient. Pour reprendre une de ses formules - lorsqu'il envisageait un échec de la révolution mondiale – il faudra, disait-il, tout « recommencer ».

Repenser l'état du monde.

Il fallait engager un débat pour préciser la signification actuelle du socialisme après les terribles échecs historiques. En fait, la défaite de la révolution d'octobre pèse sur la conscience des masses : à l'échelle mondiale : quelle alternative opposer à la mondialisation ?

Sur ces questions, la plupart des organisations de la IVème Internationale sont restées muettes. L'OCI a refusé d'admettre les nouvelles conditions historiques à l'échelle internationale. Répétant les mêmes analyses.

Elle a, comme un disque usé, repassé en boucle le programme de Transition tout en menant une politique ultra opportuniste, sur les plans politiques et syndicaux.

Le lambertisme s'affirmera comme le molletisme du mouvement trotskyste.

Ce sont quelques uns de ces problèmes qu'il faut exposer, débattre. Le CCI a refusé de faire face à cette réalité se réduisant progressivement à un appareil occupé – comme tous les appareils – à défendre ses – petits – privilèges.

Le numérique va bouleverser les conditions de l'exploitation capitaliste… Le numérique et les nouvelles générations d'automates, va modifier les conditions de la production capitaliste provoquant de véritables saignées parmi les salariés. C'est l'huber-économie. Mais le numérique va également modifier les conditions de l'exercice du pouvoir politique. La révolution industrielle du 19ème et du 20ème siècle avait forgé le pouvoir centralisé du capital et du mouvement ouvrier. Les socialistes, les communistes s'étaient organisés dans cette verticalité (centralisme démocratique). Le numérique met à l'ordre du jour l'horizontalisme. La forme des regroupements politiques, des nouvelles formations révolutionnaires s'en trouvera radicalement métamorphosée.

Ni la minorité ni la majorité ne veulent de bilan politique, de véritable débat. Le plus probable c'est qu'il ne sortira rien de positif de cette crise peut-être fatale. Espérons que quelques militants chercheront à établir les véritables racines de cette situation.

Le CCI après l'OCI a vécu avec un corps de permanents énorme par rapport à sa puissance militante. Actuellement pour 2000 militants 20 à 30 permanents ! Ils sont en première ligne dans les affrontements actuels. Et cependant ils sont également d'une certaine manière des victimes de ce système. Qu'on imagine : la plupart d'entre eux ont 35 ans, 40 ans de « métier »…

Terrible. Totalement coupés de la réalité sociale ces ratés sont les dirigeants du mouvement. Ils vivent sur une autre planète que les salariés, les militants :

Papa, c'est quoi ton métier ?

Révolutionnaire professionnel…

La crise du CCI est l'une des manifestations de la décomposition des organisations léguées par l'histoire du mouvement ouvrier. Pour toutes ces raisons plus quelques autres, sa crise s'inscrit dans une fin de partie. « Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques ». En effet. demainlegrandsoir.org

Voilà qui confirme en grande partie l'appréciation politique que nous portions sur ce courant politique et son parti. Il manque toutefois la caractérisation du PS qui est déterminante. A suivre.

Dans la poubelle d'un média dit indépendant ou alternatif privé .

- Crise finale au POI, ou le lambertisme en voie d'extinction - Stéphane Alliès - mediapart.fr 18.07

Stéphane Alliès. Fan de sport (allez Montpellier!), admirateur du Tour de France et adorateur de ris de veau, je couvre l'actualité des partis de gauche pour Mediapart, après des passages à Libération, lefigaro.fr et 20minutes.fr… J'ai aussi co-écrit une biographie de Jean-Luc Mélenchon, parue en janvier 2012 (Le Plébéien, Robert Laffont)

En voilà un qui est bien placé pour parler de ce qu'il ne connaît pas.

Sa biograhie sommaire est révélatrice d'un esprit assurément développé et tout à fait approprié pour traiter ce genre de sujet. Qu'il ait atterri chez Mediapart, qui lui accorde une rubrique où les ignares peuvent débiter à loisirs leurs niaiseries ou étaler leur talent de démagogue n'a rien d'étonnant, car on ne peut pas dire que cela corresponde à une promotion mais plutôt une tentative désespéré d'illustrer sa médiocrité dans un exercice où tous les coups sont permis d'autant plus qu'il ne risque pas d'être contredit par ceux qu'il mettra en cause.

Réflexion d'un ex-militant et cadre de l'OCI

Je suis retourné sur Mediapart pour lire les nouveaux commentaires qu'avaient ajoutés des militants à la suite de l'article de Vincent Présumey sur la crise du POI, et cela m'a rappelé de mauvais souvenirs.

Chaque fois que nous étions amenés à nous prononcer sur une question, on avait le choix entre adopter le point de vue de la direction ou le rejeter, mais en aucun cas de s'abstenir. Il était fortement recommander de ne pas le rejeter sous peine d'être par la suite harcelé jusqu'à temps qu'on adopte la position de la direction ou qu'on soit conduit à démissionner dans une ambiance devenue exécrable. Donc en réalité, un seul point de vue ne pouvait s'exprimer réellement à l'OCI, celui de ses dirigeants.

Le problème, c'est que les militants ne disposaient pas de tous les éléments pour prendre position. Par exemple, on se prononça sur l'affaire Berg à partir du seul chef d'accusation de la direction de l'OCI, tandis qu'on n'aura pas la version de Berg qu'aucun militant ne connaissaît, du coup en cellule plusieurs militants étaient gênés et ne sachant pas quoi en penser voulaient s'abstenir. Le responsable de secteur qui y participait leur répondit que c'était impossible, qu'ils devaient voter pour ou contre l'exclusion de Berg, leur faisant comprendre que s'ils votaient contre ils se retrouveraient pour ainsi dire les complices de Berg ou qu'ils mériteraient le même traitement, à l'arrivée tous les militants de ma cellule votèrent l'exclusion de Berg, disons sur parole.

J'ai déjà évoqué cet épisode dans une précédente causerie il y a déjà quelque temps, si je le cite à nouveau ce n'est pour y revenir, c'est parce qu'on retrouve cette méthode qui relève du diktat ou du centralisme bureaucratique dans la totalité du fonctionnement de ce parti, dans les rapports qui existent entre ses dirigeants et ses cadres ou militants de base, et qui transparaît jusque dans la manière dont ils présentent sa politique, il suffit de lire Informations ouvrières pour en être convaincu.

Si vous lisez attentivement ce journal, vous vous apercevrez que lorsque les dirigeants du POI rendent compte de la position qu'ils ont adoptée, leurs analyses relèvent en fait de la propagande pure et ne permettent pas de comprendre la situation, encore moins comment ils en sont arrivés à adopter de telles positions, qui ne sont étayées que par des arguments qu'ils ont soigneusement sélectionnés après avoir écarté un certain nombre de faits qui ne seront donc pas portés à la connaissance de leurs lecteurs ou qui pourraient contredire leurs analyses, de telle sorte que ces lecteurs ou militants seront amenés, soit à partager le point de vue qui était exprimé dans Informations ouvrières sans qu'ils sachent réellement pourquoi ou aveuglément, puisqu'il leur manquait un certain nombre d'éléments qui composaient la situation pour se faire librement leur propre idée ou satisfaire leur esprit critique, soit à le rejeter sans savoir davantage pourquoi hormis la fâcheuse impression qu'on cherchait peut-être à les manipuler ou qu'on ne leur avait pas réellement tout dit, un peu comme on reste sur sa faim sans pouvoir se prononcer ou préférant s'abstenir par crainte de se tromper, ce qui revient au même ou à perdre son temps.

Dit autrement, à partir d'une poignée de facteurs qu'ils retiennent, tous les autres sont systématiquement occultés, et comme la

plupart des lecteurs n'ont pas forcément ces facteurs en tête ou ne leur accordent pas la même importance, l'incompréhension entre les deux sera totale. Ce sont de piètres pédagogues, ce qui n'a rien d'étonnant puisque leur objectif n'est pas d'élever le niveau de conscience des travailleurs et des militants, ils le disent eux-mêmes, ils considèrent que c'est accessoire. En somme cela revient à dire : qui m'aime me suivre et merde à tous les autres !

A l'opposé, nous estimons qu'il est indispensable de développer devant les lecteurs le processus intellectuel ou dialectique qui nous a conduit à rejeter certaines positions et à en adopter certaines, de manière à ce qu'ils parviennent à adopter la méthode qui nous sert à interpréter la société ou le monde pour pouvoir s'en servir par la suite au cours de leur combat politique ou de leur existence tout simplement. Cela implique de partir des faits sans en retrancher qui auraient une certaine importance pour comprendre les rapports qu'ils entretiennent et leur évolution, ensuite d'évaluer les différentes hypothèses qui dès lors en découlent ou qui permettent de les expliquer, sachant qu'une seule sera retenue et les autres rejetées une fois qu'on aura pris la peine de les étudier sérieusement.

Ils interprètent la situation à partir de principes qu'ils ont gravé dans le marbre ce qui les amènent à répéter sans cesse les mêmes refrains de manière obsessionnelle sans même s'en apercevoir, par exemple à les entrendre la Ve République serait à l'agonie depuis plus d'un demi-siècle en nous annonçant sa mort tous les quatre matins, exactement comme les charlatans qui prévoient la chute du dollar ou la Troisième Guerre mondiale. Ils ne prennent pas la peine d'expliquer la situation, cela non plus ne doit pas intéresser les travailleurs et les militants. On pourrait prendre l'exemple de l'intervention contre la Libye pour l'illustrer.

C'est par principe qu'ils avaient condamné le bombardement de la Libye de Khadafi sans jamais expliquer quelle était la situation réelle en Libye ni par quel subterfuge Sarkozy allait le justifier, de sorte que ceux qui ne connaissaient pas ce principe, ne le comprenait pas, ne le partageait pas ou ne l'adoptait pas étaient plutôt portés à soutenir le gouvernement français, c'est extrêmement grave, cela pour montrer à quoi peut mener des esprits aussi sclérosés ou l'opportunisme. Personnellement, ignorant ce qui se passait réellement en Libye, je m'étais dit au départ que ces bombardements permettraient peut-être aux Libyens de se débarrasser de Kadhafi ou à la lutte des classes de se développer en Libye, et lorsque j'eus pris connaissance de ce qui se tramait réellement en lisant des articles publiés par des médias dits alternatifs, je m'empressais de corriger mon erreur sur la base des faits, leurs tenants et leurs aboutissants qui ensuite me permettaient de faire le lien avec ces principes que je partage étant internationaliste.

En lisant Marx et Engels attentivement et en étudiant sérieusement leurs oeuvres, si les conditions sont favorables vous aurez toutes les chances de devenir marxiste ou socialiste, d'assimiler la méthode qui vous permettra d'interpréter le monde dans lequel nous vivons ou d'en comprendre le fonctionnement, ce qui ne sera pas le cas en lisant la littérature du POI (du NPA ou LO), encore moins de transmettre ou partager ces connaissances.

Quand la propagande, des slogans, des arguments à l'emporte-pièce ou des principes, un dogme (qui peut changer en fonction des besoins de leur appareil) tient lieu de méthode pour analyser la situation (et diriger un parti), non seulement vous serez incapable de la comprendre, mais vous ne progresserez jamais, vous vous leurrerez vous-même comme j'ai pu le faire autrefois.

J'ai l'avantage d'être passé par tous les stades pour en parler à mon aise, du jeune militant qui se leurrait sur son niveau de conscience politique, au petit cadre qui en imposait en répétant ce qu'il avait appris par coeur en demeurant incapable de réfléchir par lui-même, au militant parvenu à un âge avancé, qui après avoir cessé de militer pendant deux décennies est parvenu à renouer avec le marxisme et du même coup à acquérir un esprit critique qu'il s'emploie à cultiver ou améliorer, je dois avouer que ma situation actuelle est plus confortable et que pour rien au monde je ne retournerais en arrière car ce serait régresser au lieu de progresser toujours et encore, c'est une obsession.

L'article que nous avons reproduit plus haut résume assez bien ce qu'était ce courant trotskyste et rejoint en grande partie nos conclusions, à ceci près que je ne suis pas du tout convaincu que "le numérique met à l'ordre du jour l'horizontalisme" au détriment du type de parti qui avait permis la victoire de la révolution russe de 1917, j'y vois là une concession à la mode des réseaux sociaux qui passera aussi vite que le Front de gauche voué à végéter ou disparaître également. Qu'il faille adapter à notre époque les enseignements de la lutte des classes du passé, c'est évident et nous n'avons cessé de le répéter, à partir d'une analyse minutieuse de la composition de chaque classe et leurs rapports en fonction de notre objectif qui demeure inchangé : la prise du pouvoir politique par les masses exploitées. Cette analyse non plus vous ne l'aurez jamais trouvée dans Informations ouvrières, c'est pourquoi il était permis de se demander d'où ils sortaient leur politique, et je rejoins les auteurs de cet article quand ils affirment que le principe qui prévalait au CCI (à l'OCI-PCI) était : "On discute de comment appliquer la ligne, jamais de la ligne elle-même".

Leur réquisitoire accablant est malheureusement juste, pointant l'absence de discussions et de démocratie dans ce parti, l'inverse de ce que je prône, en vain, ne nous laissant pas le choix entre un suicide individuel ou collectif en présence d'intellectuels hautains ou imbus de leur petite personne pour ne pas dire pire encore.

Ce qui m'étonne toutefois, c'est que que jusqu'à présent je n'avais jamais lu de telles analyses. Il semblerait que ces militants aient réalisé en grande partie l'inventaire de la lutte de classe des trotskystes du passé, ce qui est encourageant pour la suite.

C'est sur cette base politique que doit s'ouvrir la discussion entre nous, que l'on partage ou non la totalité de leurs analyses important peu à ce stade puisque nous en sommes réduit à tout recommencer de zéro ou presque.

Les fossoyeurs du trotskysme et leur fond de commerce cynique ou le WSWS en sauveur suprême des peuples... ou plutôt du capitalisme.

- Le discours d'Obama sur l'Iran et le spectre d'une troisième guerre mondiale - Par Bill Van Auken

Les dirigeants du WSWS utilisent la méthode qui relève de la manipulation psychologique des masses employée par les représentants du capital, qui consiste à jouer sur l'effet de psychose créé par la menace d'un danger imminent ou d'une guerre mondiale, pour que les masses ignorantes se rassemblent autour de leurs chefs qui trônent à la tête de l'Etat afin qu'ils les protègent, pendant qu'ils appliquent leur programme antisocial ou impérialiste et les capitalistes vaquent tranquillement à leurs affaires.

Dans le cas du WSWS, étant donné qu'il leur est impossible d'attirer vers eux les trotskystes auxquels cet article ne s'adressait pas particulèrement ou qui ne le liront pas, je parle des trotskystes ou des militants ouvriers qui n'appartiennent pas à leur mouvance, il faut donc en déduire qu'il s'adressait à leurs propres adhérents s'il en existe, aux intellectuels qui lisent leur prose ou encore aux travailleurs lambdas qui par hasard se connecteraient sur leur portail, et qu'il roule pour le compte de l'impérialisme américain dont la propagande de guerre (idéologique et psychologique) hystérique est devenue permanente.

ACTUALITE EN TITRES

Des prostitués juges et parties.

- Amnesty International propose de décriminaliser la prostitution, y compris les proxénètes - Francetv info

Ces "proxénètes" sont les véritables patrons d'Amnesty International, les oligarques.

Quand le "socialisme du XXIe siècle devient compatible avec l'Empire du chaos et de la guerre.

- La Bolivie tend la mains aux États-Unis - euronews.com

Après Cuba, la Bolivie souhaite rétablir des relations diplomatiques à haut niveau avec les États-Unis. Le président bolivien, Evo Morales, a reçu hier le chargé d'affaires américain à La Paz, Peter Brenann. En 2008, la Bolivie avait expulsé l'ambassadeur des États-Unis qu'elle accusait de complot. euronews.com 12.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand un Etat policier fait dans la provocation antisémite pour satisfaire son sionisme fanatique.

- Valls apporte son "soutien total" à "Tel Aviv sur Seine" - AFP

- «Tel Aviv sur Seine» : 500 policiers mobilisés, la polémique continue - Liberation.fr

Le maire de Tel Aviv, Ron Huldai, a déclaré mercredi qu'il comptait sur la "sagesse" de son homologue parisienne, Anne Hidalgo, pour assurer le bon déroulement des festivités "Tel Aviv sur Seine", sources de polémique en France.

Bruno Julliard, adjoint chargé de la Culture, a souligné l'importance de donner la parole à une ville comme Tel Aviv.

"Il faut mettre en avant ceux qui défendent des valeurs qui sont proches des nôtres", a-t-il déclaré à Reuters TV.

Eytan Schwartz, conseiller pour les Affaires étrangères à la mairie de Tel Aviv, s'est déclaré pour sa part "touché" par la décision des autorités françaises de maintenir l'événement. "Nous avons des amis en France et il est inspirant de voir qu'ils sont à nos côtés", écrit-il sur son compte Facebook. Reuters 12.08

En complément

- Paris : Paris: Les drones policiers serviraient pour de réelles interventions - 20minutes.fr

- La Garde Républicaine patrouille sur les plages de la Somme - Francetv info

Ils se croyaient tout simplement chez eux aux Etats-Unis comme d'autres en Israël.

- McDonald's s'excuse d'une note interdisant à des salariés de nourrir des sans-abri - AFP

"Signée de "la direction", elle indique qu'il est "formellement interdit de procurer de la nourriture aux clochards", notamment les repas dont bénéficient gracieusement les salariés", poursuit 60 millions de consommateurs.

"Il s'agit d'un +avantage en nature personnel [qui] ne doit profiter qu'au salarié en question. McDonald's n'a pas vocation de nourrir tout (sic) les affamés du territoire", ajoute-t-elle, précisant que "le document se termine par une menace explicite de licenciement pour les salariés qui enfreindraient la consigne".

Selon la chaîne de restauration rapide, "suite à un incident grave avec deux sans-abri le soir du 25 juillet devant le McDonald's d'Hyères, le restaurant a affiché des consignes pour prévenir ces incidents et préserver la sécurité de ses clients". AFP 12.08

Chez eux, la haine des pauvres est idéologique.

Plusieurs municipalités aux Etats-Unis ont pris des arrêtés agrémentés de lourdes sanctions envers ceux qui ne les respecteraient pas interdisant de faire l'aumône aux clochards. Le gérant de ce McDonald's a dû se croire permis de les imiter.

Quand je travaillais comme magasinier chez Flow Laboratories S.A dans les années 70, une prtite entreprise (ou une agence) qui tournait avec 5 ou 6 personnes seulement, j'avais des patrons américains. J'avais posé depuis longtemps mes vacances d'été au début du mois de juillet si je me souviens bien, mon épouse également où elle travaillait. La veille de partir en congés ils m'ont signifé que je devais reporter mes congés, j'ai refusé et j'ai été viré sur le champ !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Grèce : la difficile équation politique d'Alexis Tsipras - latribune.fr

Alors que la Vouli votera vendredi 14 août sur l'accord technique trouvé concernant le 3e mémorandum, les questions de la dissolution et la rupture au sein de Syriza se posent ouvertement. Un casse-tête pour Alexis Tsipras.

L'accord « technique » trouvé mardi 11 août sur le troisième mémorandum grec ne résout pas l'impossible équation politique à laquelle est confronté le Premier ministre grec Alexis Tsipras. Non que le texte, soumis sans doute vendredi matin à la Vouli, la chambre unicamérale du parlement grec, soit menacé d'être repoussé. Bien au contraire, l'appui acquis d'avance des trois partis du centre et de droite (Potami, Pasok et Nouvelle Démocratie), toujours prompts à accepter les conditions des créanciers, lui assure une majorité. Mais précisément parce que ce texte, comme les mesures d'austérité adoptées en juillet, devront en passer par une alliance de fait avec ses partis.

La majorité d'Alexis Tsipras sur ces textes n'est pas sans rappeler celle des gouvernements précédents qu'il a tant dénoncés : c'est une majorité « d'union nationale » que les créanciers utilisent pour s'assurer un parlement docile.

Situation politique paradoxale

Depuis le 13 juillet et l'acceptation de la logique de la troïka, le Premier ministre hellénique est dans une situation politique paradoxale et inconfortable. Officiellement, le gouvernement est toujours soutenu par Syriza qui reste un parti uni disposant -avec ses alliés souverainistes de droite, les Grecs Indépendants (ANEL)- d'une majorité absolue au parlement. Mais cette situation

est désormais largement fictive. En effet, sur les questions relevant du mémorandum, le gouvernement dépend désormais du vote - acquis par principe - de l'opposition de centre et de droite.

Opposition de la plateforme de gauche

Une partie des élus de Syriza, proche ou membre de la plateforme de gauche, qui regroupe l'opposition interne à la ligne définie par le Premier ministre ne soutient plus, sur ces questions, le gouvernement par son vote.

Le 15 juillet, 39 des 146 députés Syriza n'avaient pas voté en faveur des mesures d'austérité, dont 32 explicitement contre. Le 23 juillet, ce chiffre était de 36, lors d'un second vote sur de nouvelles mesures.

Néanmoins, la plateforme de gauche refuse de participer au renversement de ce gouvernement dont ses membres ont été écartés et dont elle rejette désormais l'essentiel du programme d'action. Quant à Alexis Tsipras, il ne cesse de critiquer cette opposition interne. Ce numéro d'équilibriste des deux parties ne saurait durer. Le troisième mémorandum peut-il réunifier Syriza ?

Les conditions du mémorandum, plus modérées que prévu, seront-ils en mesure de ramener une partie des élus de la plateforme de gauche dans le giron gouvernemental ou, du moins, dans une position plus « neutre », notamment par l'abstention ? C'est peu probable. Certes, Alexis Tsipras peut prétendre avoir arraché quelques concessions, comme l'adaptation des objectifs budgétaires pour 2015 et 2016, mais on voit mal les députés de la plateforme de gauche applaudir à ce résultat. Car ce mémorandum contraint le pays à s'engager dans des réformes de libéralisation et dans des privatisations et a été obtenu au prix de nouvelles mesures d'austérité.

Du reste, le mémorandum maintient le pays dans une logique récessive et dans ce « péonage » de la dette (autrement dit, la récolte des richesses du pays au bénéfice des créanciers) qui a été dénoncé par l'économiste et député de la plateforme de gauche Costas Lapavitsas. Bref, la logique des « gains marginaux », désormais adoptés par le gouvernement, a peu de chance de séduire sur sa gauche.

Le maintien de l'ambiguïté ?

En théorie, le gouvernement pourrait maintenir longtemps cette ambiguïté. D'une certaine façon, le maintien d'une opposition de gauche au sein de Syriza permet de maintenir une alternative au sein du parti. Pour Alexis Tsipras, l'avantage est double. Sans remettre en cause sa position à Maximou, le Matignon grec, cette opposition permet de continuer à conserver au sein du parti les mécontents. Elle permet aussi de disposer d'un moyen de pression pour Alexis Tsipras face aux créanciers. Si ces derniers demandent trop de concessions, le Premier ministre hellénique dispose toujours de la possibilité de revenir à la confrontation en s'appuyant sur l'existence d'une ligne pro-Grexit et anti-austérité au sein de Syriza.

Utiliser la fenêtre de tir actuelle

En réalité, cette situation n'est pas tenable. Pour le moment, le gouvernement bénéficie d'un soutien encore important dans l'opinion qui est surtout soulagée de voir la perspective d'une accalmie à la crise bancaire et d'un coup d'arrêt à la dégradation de la conjoncture. Le gouvernement peut jouer sur ses acquis du mémorandum du 11 août pour convaincre de son utilité et de la pertinence de sa stratégie du « moindre mal. » Mais cette lune de miel, qui n'est pas sans rappeler celle du Pasok de 2010, ne saurait durer. Les effets des mesures d'austérité et de la reprise de la récession, qui devrait durer au moins pendant un an, vont rapidement se faire sentir. Dans l'état de légitime exaspération du peuple grec, il n'est pas certain que le discours d'un gouvernement Syriza « rempart contre les créanciers » tienne longtemps.

Le gouvernement devenu impopulaire prendra alors le risque de voir le parti lui échapper et la plateforme de gauche prendra de plus en plus d'importance au sein de Syriza et du groupe parlementaire. Le gouvernement a adopté la logique des créanciers : la reprise aura donc lieu « plus tard », à « moyen terme », après les « réformes. » Il lui faut donc du temps et de la stabilité pour tirer profit de sa politique et tenir durant les années difficiles. Dès lors, il convient d'utiliser rapidement la fenêtre de tir actuelle pour mettre au pas Syriza et acquérir une majorité parlementaire stable pour les cinq prochaines années.

Les deux options d'Alexis Tsipras

Dans ce cas, Alexis Tsipras dispose de deux options. Soit il agit vite pour jouer sur le soulagement populaire, soit il attend novembre et les négociations sur la dette pour tenter de rallier une partie de la minorité de gauche en jouant sur un éventuel succès sur ce terrain. La première option est sans doute la plus probable, dans la mesure où Syriza tient un congrès début septembre et où, le 1er octobre, les retraités vont voir leurs retraites grevées de la hausse rétroactive sur trois mois des cotisations santé de deux points. En réalité, plus il attend, plus le gouvernement s'expose à la colère d'un peuple replongé dans la récession et l'austérité. Et il le sait. Les élections ont donc toutes les chances d'avoir lieu en septembre, sachant que la procédure légale pour les déclencher est complexe.

La chambre actuelle est en effet issue d'une chambre dissoute et ne peut être dissoute avant un an dans les conditions normales (article 41-4 de la constitution). Le seul moyen est que deux gouvernements aient démissionné (article 41-1). Alexis Tsipras devra alors démissionner et demander au président de la république la nomination d'un gouvernement de transition qui sera renversé ou qui démissionnera rapidement. Dans ce cas, l'élection devra se faire dans les 30 jours. Autrement dit, dans l'option rapide, les nouvelles élections auront lieu les 20 ou 27 septembre, au mieux.

Le scénario visée par le Premier ministre

Le scénario pourrait alors être le suivant : Alexis Tsipras provoque la dissolution de la Vouli, renforce son pouvoir au sein de Syriza lors du Congrès qui valide sa ligne et constitue des listes électorales composées de « fidèles. » Il mène sa campagne sur une thématique du « moindre mal » : un gouvernement Syriza permet de réformer le pays, de combattre le clientélisme et la corruption et de maintenir les exigences des créanciers. Il en apportera pour preuve l'accord du 11 août. Avec cette ligne, il espère pouvoir écarter et la gauche, qui pourrait rejeter le pays dans la crise bancaire, et la droite, qui est incapable de résister aux créanciers, et finalement obtenir la majorité absolue.

Le dilemme de la plateforme de gauche

Face à un tel scénario, que fera la plateforme de gauche ? Rester dans Syriza serait accepter sa marginalisation. Il faudra donc songer à rompre et créer un nouveau parti. Une perspective qui ne semble guère les attirer pour le moment, malgré plusieurs démonstrations de force. Quitter le premier parti du pays n'est sans doute pas chose aisée. D'autant que, selon un sondage récent, 79 % des électeurs de Syriza jugent que la division au sein du parti est une mauvaise chose. Rassembler les opposants au gouvernement dans une démarche de rupture ne sera donc pas évident et beaucoup pourront choisir la marginalisation au sein de Syriza. Trouver un leader

Certes, la plateforme de gauche peut s'appuyer sur une organisation politique existante : Syriza est une coalition électorale à l'origine et les partis de gauche qui la forme existent encore, notamment le KOE (Organisation communiste grec) et le DEA (Gauche ouvrière internationaliste). Mais ces partis ne disposent pas de leaders populaires pour porter un nouveau parti et beaucoup de membres de la plateforme de gauche ne sont pas membre de ces partis. Ils sont membres de Synaspismos, l'organisation d'Alexis Tsipras au sein de Syriza. Rompre avec ce parti ne sera pas simple. Il faudra, de plus, trouver un leader pour faire face à la campagne d'Alexis Tsipras qui ne manquera pas de jouer sur la nécessité de la stabilité.

Deux personnes sont capables de jouer ce rôle : la présidente du parlement Zoé Kostantopoulou et l'ancien ministre des Finances Yanis Varoufakis.

Le deuxième choix serait sans doute le plus porteur pour le nouveau parti. Son « plan B » de mise en place d'une monnaie parallèle et sa démission le 6 juillet font de lui un leader naturel de l'opposition à la stratégie d'Alexis Tsipras.

Mais Yanis Varoufakis veut-il jouer ce rôle ? Rien n'est moins sûr. Depuis sa démission le 6 juillet dernier, il évite soigneusement de critiquer ouvertement la position d'Alexis Tsipras tout en publiant des textes critiques contre les créanciers et leur logique. Le 23 juillet, il avait voté pour les mesures proposées par le gouvernement après avoir voté contre le 15 juillet. De plus, il est certes très populaire en Grèce, mais assez peu au sein de la gauche de Syriza qui est méfiante face à son engagement européen affiché et son passé de conseiller de George Papandréou. Or, la gauche de Syriza va sans doute y regarder à deux fois avant de choisir un leader dont le profil est somme toute proche de celui d'Alexis Tsipras.

Quant à Zoé Kostantopoulou, sa position de présidente du parlement en fait aussi une chef naturelle de l'opposition de gauche. Sa mauvaise humeur affichée face au gouvernement depuis le 13 juillet et le rapport sur la légalité de la dette qu'elle a demandé à une commission « de la vérité sur la dette » lui donnent une légitimité. Elle n'est cependant pas appréciée de tous, notamment pour une tendance autoritaire. Elle peut néanmoins jouer un rôle de premier plan si Yanis Varoufakis ne saute pas le pas. Profiter du mécontentement ?

Reste à savoir si une opposition prônant la rupture et le Grexit sera capable non seulement de peser sur le prochain parlement. Aucun sondage n'a pour le moment testé cette option qui, il est vrai, est difficile à étudier dans la mesure où les contours d'un nouveau parti sont loin d'être définis.

Un récent sondage de la société Bridging Europe soulignait cependant le haut niveau de déception des électeurs grecs et des électeurs de Syriza vis-à-vis du choix d'Alexis Tsipras : 73% des Grecs rejette l'accord avec les créanciers. Surtout, 36% des Grecs interrogés étaient prêts à revenir à la drachme, contre 41% qui refusaient cette option et 23% d'indécis.

Une gauche anti-euro disposerait donc d'un potentiel de voix dans cette masse d'autant plus forte que plus aucun parti en Grèce ne réclame la sortie immédiate du pays de la zone euro, même le Parti communiste (KKE) et les néo-nazis d'Aube Dorée, estiment qu'il faut attendre. Il y a donc ici un potentiel important. Le scénario noir pour Alexis Tsipras

Et c'est ici que se situerait le scénario noir pour Alexis Tsipras. Que la gauche de Syriza finisse par s'organiser et par concentrer l'opposition au choix du 13 juillet de façon claire, par un positionnement en faveur du Grexit, défendu ouvertement par Costas Lapavitsas.

Beaucoup d'électeurs n'étant pas dupes des effets du troisième mémorandum, ils choisiraient de rompre immédiatement avec sa logique. Dans ce cas, ce parti peut empêcher Alexis Tsipras d'obtenir la majorité absolue, le contraignant à aller chercher un allié du côté du centre et de la droite. Auquel cas, les nouvelles élections ne lui auront rien apporté. Ce sera un retour à la situation actuelle en pire puisqu'il devra compter avec une opposition de gauche amenée à profiter de l'échec du mémorandum et qu'il dépendra encore davantage du centre et de la droite pour se maintenir au pouvoir.

Dès lors, maintenir la plateforme de gauche au parlement pourrait apparaître comme un moindre mal. En réalité, ce dilemme d'Alexis Tsipras traduit la difficulté de son positionnement politique après le 13 juillet. latribune.fr 12.08

2- Etats-Unis - Pakistan

- Les Etats-Unis interrompent leur aide financière au Pakistan - french.irib.ir

Le département américain à la Défense a annoncé qu'il interromprait à partir de 2015 ses aides financières au Pakistan en tant que l'un de ses alliés.

La question de l'aide financière au Pakistan a été examinée lors de la session spéciale des hautes autorités du département américain à la Défense et les participants sont arrivés à la conclusion que les aides financières de Washington ne devraient pas se poursuivre.

Depuis 2001, les Etats-Unis octroyaient une aide au Pakistan pour coopérer dans la guerre en Afghanistan. Jusqu'à présent 13 milliards de dollars ont été versé sous cette forme à Islamabad.

En 2014, après le retrait d'une partie des forces américaines de l'Afghanistan, il avait été convenu que les aides financières de ce pays au Pakistan soient interrompues, mais elles ont été renouvelées encore pour un an supplémentaire. french.irib.ir 12.08

3- Syrie

- Syrie : vers une trêve à l'initiative irano-turque - french.irib.ir

Un cessez-le-feu est mis en vigueur dans le nord-ouest de la Syrie, à l'initiative de l'Iran et de la Turquie, a fait état la chaîne Al-Mayadeen.

Un cessez-le-feu de 48 heures a débuté ce mercredi à Zabadani, Kefraya et Foua en Syrie, a-t-on appris de la chaîne Al-Mayadeen. Les pourparlers visant à trouver une issue censée mettre fin aux conflits, devront commencer dès que les éléments armés installés à Zabadani s'y retirent en contrepartie de l'évacuation des habitants de Kefraya et de Foua.

Le mouvement Ahrar al Cham, fait partie des groupes armés terroristes qui en tant que l'une des parties négociatrices envisage de retirer ses éléments de Zabadani. Cela dans des conditions où l'armée régulière syrienne et les forces de la Résistance contrôlant la région d'Al-Mohattah dans la ville de Zabadani, en ont pris le contrôle de onze bâtiments et poursuivent leur progression vers le centre de la ville. french.irib.ir 12.08

ECONOMIE

1- Chine

1.1- "La dévaluation du yuan peut être une bonne nouvelle pour l'Europe" - francetvinfo.fr

La Chine a créé la surprise. Le pays a décidé, mardi 11 août, de dévaluer sa monnaie à hauteur de 2%. Une décision qui doit permettre de relancer l'économie chinoise. Le pays connaît en effet un ralentissement de sa croissance. Ses exportations ont même reculé de 8,3% en juillet 2015.

Une annonce qui a eu un effet négatif sur les Bourses mondiales. Mardi, à New York, le Dow Jones a cédé 1,21% et le Nasdaq 1,27%. Mercredi, la Bourse de Paris a terminé en baisse de 3,4% quand le Dax allemand a perdu 3,27% et le FTSE-100, à Londres,

a fini la journée sur une chute de 1,40%.

Pourtant, pour Jean-Joseph Boillot, conseiller du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), la dévaluation du yuan est une bonne nouvelle pour l'économie européenne.

Francetv info : Pourquoi la Chine a-t-elle pris la décision de dévaluer sa monnaie ?

Jean-Joseph Boillot : La dévaluation du yuan vise à empêcher le ralentissement trop rapide de la croissance du pays. Cette décision intervient alors que la conjoncture internationale se révèle plus dégradée que prévu. Ce contexte participe à la baisse des exportations chinoises, qui portent l'économie du pays depuis plus de trois décennies.

Par ailleurs, les autorités chinoises ont sous-estimé le ralentissement de leur économie. Elles sont donc dans l'obligation de réagir pour espérer atteindre leur objectif de 7% de croissance pour l'année 2015. Pour le moment, celle-ci est plutôt aux alentours de 5%. Une croissance insuffisante pour que la Chine puisse rattraper les pays développés.

Cette action peut-elle vraiment relancer l'économie chinoise ?

La décision des autorités chinoises de dévaluer la monnaie peut avoir des conséquences positives comme négatives. Le secteur des exportations chinoises devrait retrouver un peu d'optimisme. Cette décision va relancer le commerce extérieur du pays et faire diminuer les stocks qui sont devenus trop importants. La dévaluation de la monnaie chinoise va également favoriser les produits locaux car, de fait, les importations vont devenir plus chères pour les entreprises et les ménages chinois.

Mais il est difficile de savoir si les effets positifs espérés prendront le dessus. Car cette dévaluation monétaire peut aussi entraîner des phénomènes négatifs pour le pays. L'inquiétude pourrait grandir en Chine, et notamment au sein des entreprises. Il y a un risque de créer de l'attentisme. D'ailleurs, le choix de l'effet de surprise pour annoncer la dévaluation de la monnaie permet de limiter les réactions psychologiques négatives.

Les effets pourraient être positifs pour la Chine. Mais qu'en est-il pour les autres pays ?

Le principal risque est de créer des turbulences sur les marchés financiers. Les acteurs économiques peuvent se demander s'il s'agit d'un mouvement durable vers une guerre des monnaies ou s'il s'agit d'un ajustement ponctuel opéré par la Chine.
Les entreprises étrangères qui travaillent sur le marché chinois pourraient connaître un ralentissement de leur activité. Le prix des composants qu'ils importent en Chine pour satisfaire leur production va augmenter. Peugeot et BMW semblent déjà être touchés.

L'Europe doit-elle s'inquiéter de cette dévaluation ?

Il ne faut pas céder à la sinistrose. La dévaluation du yuan est une bonne nouvelle pour l'Europe, si elle tire parti des signaux qui viennent de l'économie chinoise. Le ralentissement de l'économie chinoise est très lié au retournement du marché des matières premières, dont les prix ont chuté de moitié. Cette baisse importante va se traduire par une augmentation durable du pouvoir d'achat des ménages européens.

A noter que l'Europe se retrouve plus compétitive face à l'économie chinoise du fait du ralentissement de cette dernière. Mais encore faut-il qu'elle ne cède pas à l'inquiétude car cela pourrait freiner la reprise économique européenne. C'est un cercle vicieux. francetvinfo.fr 12.08

1.2- La Chine annonce une nouvelle dévaluation du yuan, le FMI applaudit - euronews.com

Shi, trader chinois:

“La dévaluation du yuan est bon pour nos exportations de marchandises. Mais les prix seront plus élevés quand nous voyagerons à l‘étranger. C’est comme ça. Est-ce que c’est bon ou mauvais ? C’est bon et mauvais en même temps. En tout cas cela réduit la pression pour nos exportations. “

Les exportations chinoises se sont encore effondrées en juillet. Pour les autorités il s’agit ode mieux tenir compte des fluctuations de l’offre et de la demande sur le marché.

Geoff Lewis, économiste indépendant et stratège du marché:

“ Le problème est que nous avons été habitué à voir le yuan comme une monnaie stable. Mais le taux de change restera fixe et encadré, malgré tous les discours sur l‘élargissement et la libéralisation du marché des changes. La Chine a fixé son nouveau taux de change. Le dollar américain en sortira renforcé, et la Chine aussi alors qu’elle perd en compétitivité.”

Cette décision chinoise serait surtout liée aux efforts pour que le yuan devienne, auprès du FMI, l'une des grandes monnaie mondiales de référence. Il y en a pour l'instant 4. Le FMI a d'ailleurs salué cette nouvelle dévaluation. euronews.com 12.08

Haut de page

Le 14 août 2015

CAUSERIE

J'ai formaté les adresses d'une trentaine d'articles que je mettrai en ligne demain matin, j'ai pris le temps de les lire.

Ce matin j'ai dû aller faire des courses, car demain et après-demain ce sera férié ici pour cause d'Independance Day, le 15 dans toute l'Inde débarrassée du Raj britannique, le 16 dans le Territoire de Pondichéry débarrassée de l'impérialisme français.

En fait je ne suis pas sûr de bosser demain, car j'attends qu'on me prête une brouette pour transporter la terre et le fumier qui sont entreposés dans le jardin juste devant la porte d'entrée de la maison depuis des mois, dans la partie du jardin située derrière la maison où j'ai installé une petite pépinière. Il a fait 43°C aujourd'hui.

A propos de l'article ***La Crise de l'Humanité... et La Crise du CCI-POI .***

Je me suis réjoui de lire cet article sur les dirigeants trotskystes du CCI-POI qui finalement les décrivait comme de furieux mégalomanes, de vulgaires charlatans, des escrocs ou des manipulateurs professionnels, des individus particulièrement malfaisants, effectivement des ratés. Cela vaut également pour la LCR (NPA) et LO, mais les concernant c'était déjà largement admis ou ils étaient déjà parvenus à un niveau caricatural ou grotesque que chacun pouvait observer. On y reviendra car il y a matière à discussion dans cet article qui est le bienvenu, un soulagement même.

Je me suis retenu jusqu'à présent de dire tout le mal que je pensais réellement du soi-disant trotskysme après la disparition de Trotsky, dorénavant plus rien ne me retiendra, et je me contrefous d'avance des critiques et calomnies qui me seront adressées, je les balancerai à la poubelle systématiquement sans me donner la peine de les lire et encore moins d'y répondre. Comme dirait l'autre, on a été abusé par des gens sans scrupule, mais alors à un degré incroyable, ce qui montre à quel point on était vulnérable ou faible et on pouvait se leurrer soi-même.

Cela me fout hors de moi, je vais avoir 60 ans et jamais au cours de ma vie je n'ai agi de la sorte envers quelqu'un, sauf mes patrons bien entendus, mais là c'était légitime, on va les broyer. Vous êtes témoins que pendant longtemps on a espéré en attendre encore quelque chose, par faiblesse ou à défaut de mieux, alors qu'on n'en pensait pas moins à voix basse, j'ignore si c'était une erreur politique, en attendant vous aurez pu constater que je ne les ai pas épargnés non plus, en fait je les considérais comme des imposteurs agissant pour leur compte personnel et pas davantage, j'en étais absolument convaincu depuis dix ans. Quand on lit cet article il y a quelque chose qui saute aux yeux, vous vous dites que ce n'est pas possible de commettre autant d'erreurs, deles reproduire systématiquement, d'engranger autant d'échecs, de se livrer à de telles méthodes détestables et ne pas en avoir conscience, c'est impossible sauf à les prendre pour des arriérés ce qu'ils ne sont pas, des filous assurément.

Un moment donné je m'étais demandé si je n'étais pas le seul à le penser et si je n'exagérais pas, cela me mettait fort mal à l'aise je dois avouer, finalement le portrait et le bilan qu'en ont tracés ces ex-militants de l'OCI n'a fait que confirmer les conclusions politiques auxquelles j'étais parvenues.

Cela dit, les auteurs de cet article posent plus de questions qu'ils n'en résolvent, et le début de réponses qu'ils y apportent ne sont pas forcément les bonnes pour mal les poser à notre avis, par exemple sur la mondialisation quand ils affirment que c'est la contre-révolution, ce qui est plutôt léger ou incomplet, en fait c'est la forme que doit emprunter le développement du capitalisme au stade de l'impérialisme, et qui revêt un contenu idéologique et politique particulièrement réactionnaire ou incompatible avec l'exercice de la démocratie.

La mondialisation du capitalisme s'inscrit dans le prolongement d'un processus historique parvenu à son stade ultime et que Marx avait décrit dans Le Capital. Dit autrement, la contre-révolution est l'expression politique du contenu que revêt la mondialisation, et elle répond à des impératifs économiques engendrés par les contradictions et la crise du capitalisme. Si la mondialisation est bien de nos jours ou depuis les années 70 le produit du développement antérieur du capitalisme et obéit aux mêmes lois de fonctionnement du capitalisme, c'est dans un contexte économique et social différent de celui qui existait lors de l'avènement de ce mode de production et à un stade différent du développement des forces productives qui prévalait au début du XXe siècle.

La mondialisation du capitalisme à marche forcée depuis les années 70 comportait quatre volets, financier, social, politique et militaire.

Le premier coïncidait avec la nouvelle accumulation du capital depuis l'après-guerre qui avait conduit à la crise de la fin des années 60 et du début des années 70, elle se traduira par un transfert massif de capitaux principalement en Asie et l'émergence des quatres Dragons et des cinq Tigres asiatiques.

Le second coïncidera non seulement avec la délocalisation ou le transfert de pans entiers de secteurs industriels vers ces pays émergents, il s'accompagnera d'un transfert de technologie ou favorisera le développement de nouvelles forces productives dans des conditions plus favorables aux capitalistes qui pourront ainsi palier temporairement à la baisse du taux de profit dans les pays économiquement les plus développés, ce qui engendrera un chômage de masse et servira de moyen de pression pour faire baisser le coût du travail en occident.

Le troisième coïncidera avec la prise du pouvoir politique par l'oligarchie financière via l'Union européenne qui avec la BCE et l'euro disposera des leviers financiers suffisant pour décourager, étrouffer ou briser nette toute velléité de résistance de la part d'un gouvernement occidental. La Grèce vient de l'illustrer à sa manière.

Le quatrième coïncidera avec la reprise de guerres incessantes à partir du début des années 90, puis une nette accélération et une amplification à partir du 11 septembre 2001 pour aboutir en 2015 au redéploiement militaire de l'OTAN et ses alliés sur tous les continents, alimentant le complexe militaro-industriel et permettant de réaliser de juteux profits sur fond d'enjeux géostratégiques ou géopolitiques, afin de préserver l'hégémonie mondial de l'impérialisme américain, et surtout permettre de franchir de nouvelles étapes vers l'établissement d'un gouvernement mondial conformément à la stratégie politique néolibérale adoptée par l'oligarchie financière anglo-saxonne qui domine le capitalisme mondial.

La mondialisation du capitalisme est le produit à la fois de son propre développement et de ses contradictions qui peuvent être analysés séparément, mais qui demeurent inséparables pour en comprendre l'évolution et les convulsions.

Et quant à la volonté des capitalistes qui l'ont adoptée, elle n'en est que le produit ou la conséquence pour préserver leurs privilèges ou leur domination de classe, dont dépend la survie de leur système économique ou plutôt le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme d'où ils tirent leur pouvoir.

Et si la lutte de classe que mènent les capitalistes est devenue ces derniers temps si âpre, féroce, cynique, cruelle, barbare, c'est parce que la mondialisation rendue à son terme doit coïncider avec l'abdication des masses laborieuses de tous leurs droits sociaux et politiques ou la neutralisation de leur lutte de classe, avec la défaite définitive du socialisme condamné à demeurer à jamais au stade d'utopie, conditions indispensables pour se défaire des oripeaux du vieux système capitalisme avant qu'il ne s'effondre sur lui-même, c'est la seule réponse qu'ils ont trouvée ou imaginée face à sa crise qui les menace, passer à un ordre dictatorial mondial qu'ils qualifient de nouvel ordre mondial, alors qu'il n'est que la caricature grotesque et poussée à l'extrême du vieil ordre mondial capitaliste dont ils peinent à se défaire et rien ne dit qu'ils y parviendront un jour, désolé monsieur Warren Buffett.

La mondialisation n'est que la traduction du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme dans lequel la finance joue le premier rôle et concentre le pouvoir économique et politique. Mais elle doit faire face à la résistance qu'offre le système capitaliste lui-même dont elle ne peut se séparer d'un coup, qu'elle ne peut pas régimenter ou contrôler entièrement, soumettre à des lois qui vont à l'encontre de l'existence même d'un grand nombre de capitalistes menacés de disparition, à la résistance des peuples qui aspirent à une vie meilleure, à leur lutte de classe qu'elle tente par tous les moyens de dévoyer, de disloquer pour parvenir à ses fins avec l'aide de ces agents infiltrés dans le mouvement ouvrier.

Depuis le début des années 70 et les années suivantes, la mondialisation n'incarne plus seulement le développement du capitalisme à l'échelle mondiale selon ses lois de fonctionnement bien que les rapports sociaux de production soient demeurés inchangés, elle a basculé dans le mondialisme qui caractérise le basculement dans une autre société et l'adoption d'un nouveau système économique entraînant un bouleversement idéologique, système mafieux qui parce qu'il défie les lois de l'économie capitaliste se traduit par un chaos généralisé broyant à des degrés divers tous les peuples qui y sont exposés, y compris par la guerre.

C'est assurément (notamment) ce tournant que les trotskystes n'ont pas été capables de discerner ou délibérément n'ont pas voulu prendre en compte, parce qu'il les aurait forcé à revoir entièrement leur copie et qu'ils n'y tenaient pas. A suivre.

Les jours suivants nous essayerons d'aborder les différentes questions abordées dans cet article, si j'en trouve le temps.

ACTUALITE EN TITRES

Un criminel de guerre psychopathe et camé jusqu'à la gueule parmi les conseillers de Hollande et Sarkozy.

Arielle Dombasle à propos de Bernard-Henri Lévy :

"Quand je vois son regard extraordinairement fixe comme ça, il y a une espèce de chose avec un horizon très lointain et dur… Je me dis : 'Ah, là, il y a de la chimie qui est passée par là'"

De là, le journaliste (Complément d'Enquête axé sur Bernard-Henri Lévy, France 2) demande dans détour si Bernard-Henri Lévy se drogue. Ce à quoi son épouse rétorque : "Il a recours, je vous le dis, à des armes", laissant entendre qu'il s'agit bel et bien de substances illicites. non-stop-people.com 08.08

J'ai trouvé ce lien dans un article publié par le portail suisse Arrêt sur Info.

Il n'a pas la cote. Pas de problème on va procéder à l'alimentation forcée pour la faire remonter.

- Crise du porc: nouvelle suspension de la cotation, les éleveurs en appellent à Valls - AFP

- Les cantines de Chalon-sur-Saône peuvent, pour l'instant, supprimer les menus sans porc - Liberation.fr

Toujours plus réacs et antisociaux.

- Pécresse juge "scandaleuse" la polémique autour de "Tel-Aviv sur Seine" - Francetv info

- Nadine Morano s'est trouvée un point commun avec Barack Obama - Le Huffington Post

Vous savez quoi ? Ils sont gauchers, quel niveau de connerie et de bassesse !

- Vers un non-remboursement des médicaments jugés les moins indispensables - Liberation.fr

A défaut de pouvoir changer de genre, essayez le changement de régime, de société.

- Transidentité : «Nous sommes dans une société plus conservatrice qu'elle ne veut se l'avouer» - Liberation.fr

Quel privilège!

- Alcool : les Français boivent moins mais mieux - Francetv info

Selon une étude, les Français consomment moins d'alcool et attachent davantage d'importance à la qualité de leurs boissons. Francetv info 13.08

Ah ben voilà pourquoi les prolos n'ont plus assez de fric pour vivre, les profiteurs ont troqué la vinasse, vous savez le litron avec les petites étoiles, pour le Meursault, le Vosne Romanée, le Volnay !

Et dire qu'en Inde j'en suis réduit à la flotte, quelle misère ! Et dire que mes lecteurs n'ont même pas pitié, c'est dégueulasse, je plaisante, j'ai de quoi compenser sur place et gratos en plus, ah ben voilà, je suis un privilégié et merde alors ! Je ferai une folie le 11 septembre prochain pour fêter mes 60 balais, sans doute un vin australien à 10 ou 12 euros, le Dom Pérignon millésimé attendra ! Eh oui, j'ai aussi vécu cela autrefois, la grande vie ! Je n'en garde aucune nostalgie, sauf envers la femme que j'aimais mais c'est une autre histoire...

ACTUALITÉ DU JOUR

Il faut bien que le complexe militaro-industiel allemand serve à quelque chose...

- Berlin redouble ses ventes d'armes aux régimes despotiques du monde arabe - french.irib.ir

Les médias allemands et européens critiquent Berlin pour avoir redoublé ses exportations d'armes et d'équipements militaires vers

les pays arabes gouvernés par des régimes dictatoriaux.

Le quotidien autrichien « Courrier » a publié mardi un article intitulé « Le commerce macabre de l'Allemagne », consacré à l'augmentation de l'exportation d'armements allemands.

« En 2015, les industries militaires allemandes ont battu le record d'exportations, car Berlin leur a autorisé de vendre des armes et des équipements militaires aux pays arabes du sud du golfe Persique », peut-on lire dans cet article.

Dans une autre partie de cet article, l'auteur rappelle que l'Allemagne est le quatrième grand exportateur d'armes et d'équipements militaires dans le monde, derrière les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Mais il paraît qu'en 2015, l'Allemagne pourra même espérer d'améliorer sa place sur cette liste.

La politique officielle de Berlin consiste à limiter les exportations d'armements, mais cette année Berlin a déjà autorisé la vente d'armements jusqu'à 3.3 milliards d'euros, chiffre qui est égale à l'ensemble des ventes d'armements de l'Allemagne en 2014.

Si on y ajoute la vente d'armements aux pays membres de l'OTAN, ce chiffre s'élèvera en 2015 à près de 6.35 milliards d'euros.

Le quotidien autrichien « Courrier » ajoute : « La question n'est pas seulement celle de l'augmentation des exportations allemandes d'armements et d'équipements militaires, mais aussi celle des pays qui les achètent. Plus de la moitié de ces armements sont exportées vers les pays qui ne sont membres ni de l'Union européenne ni de l'OTAN, et ne sont pas les alliés de l'Allemagne. »

Ainsi, l'exportation d'armements allemands vers les pays instables du monde arabe et de l'Afrique du nord a doublé en 2015 par rapport à l'année précédente, pour se chiffrer à 587 millions d'euros. Les monarchies pétrolières du sud du golfe Persique dont le Qatar et l'Arabie saoudite se montrent très enthousiastes pour les armements allemands.

Après la Grande-Bretagne et Israël, l'Arabie saoudite est le troisième grand client des armements fabriqués en Allemagne. Or, les militants des droits de l'Homme mettent en doute les contrats d'armements avec Riyad, évoquant la complicité des Saoudiens dans la répression des mouvements démocratiques dans les pays voisins dont Bahreïn et le Yémen. En tout état de cause, Berlin rejette ces accusations et annonce qu'il n'autorisera pas la vente de chars d'assaut à l'armée saoudienne. Le gouvernement allemand prétend que tous les armements vendus aux pays arabes sont des armes défensives. french.irib.ir 13.08

Haut de page

Le 15 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 10h02.

On a ajouté 41 articles.

Il a beaucoup plu hier soir et je dois modifier mon emploi du temps. Je dois cuisiner, du poulet à la noix de coco et des pommes de terre au gingembre, une salade de concombre au yahourt, cumin et coriande fraîche, plus du riz évidemment ! Menu qu'on va se farcir à la mémoire de la fin de l'occupation britannique, Independance Day oblige ! C'est mieux qu'un vulgaire chemin de croix pour dévoyer les esprits, comme quoi parfois soigner son estomac a du bon !

En fait Selvi (ma compagne) a un appétit de moineau et je l'imite de plus en plus, pas par mesure d'économie mais parce que je deviens vieux semble-t-il. Il fait tellement chaud qu'on se remplit l'estomac de flotte et ensuite on n'a plus très faim.

J'arrête là, le fils de Selvi et deux de ses cousins viennent d'arriver pour faire un peu de peinture.

La suite demain ou lundi.

Haut de page

Le 17 août 2015

CAUSERIE

Le portail iranien d'où nous extrayons la plupart de nos infos sur le Moyen-Orient, a fait peau neuve et a changé d'adresse, french.irib.ir est devenu francophone.sahartv.ir. Apparemment ils ont procédé à un grand nettoyage dans la foulée de l'accord conclu avec les Américains.

D'un dogmatisme à un autre.

De l'imminence de la révolution à l'imminence de la grève générale, on retrouve la même mégalomanie galopante, le même aventurisme à l'oeuvre sur fond de reniement assumé, dont il ne faudrait pas leur tenir grief, car à défaut de "*grand soir*" la lutte des classes continue, ouf nous voilà rassuré ou sauvé... à moins qu'ils ne tentent de se sauver eux-mêmes !

Voilà quel lieu commun leur sert d'analyse, car à aucun moment ils n'évoqueront l'orientation politique qui animait les mouvements sociaux qui ont eu lieu les derniers mois ou celle des syndicalistes qu'ils ont réunis le 6 juin dernier, il ne valait mieux pas puisqu'elle répondait à des préoccupations de type corporatiste à défaut de se situer dans une perspective politique qui romprait avec le régime, ce qu'on ne leur reprochera pas d'ailleurs (à ces travailleurs), mais qui constitue une faute politique pour un parti qui prétend organiser les travailleurs dans la perspective (en principe seulement) d'en finir avec le régime.

Vous aurez pu constater qu'aucun dirigeant du courant majoritaire le plus droitier du CCI-POI ne prenait le risque de se mettre en avant dans Informations ouvrières, ces manoeuvriers professionnels n'auront aucun mal à manipuler notamment par des flatteries des transfuges du PS ou du PCF ou des syndicalistes qui dorénavant rédigent l'éditorial d'Informations ou diffusent leur ligne politique qu'ils n'auront eu aucune difficulté à leur inculquer, puisqu'elle compatible avec le PS et le PCF au point d'être partagée au moins en parole par certains courants de ces partis liés au régime, ce qui n'est pas une contradiction puisque tous n'étaient en réalité des socialistes qu'en parole et des réformistes bourgeois en acte. Lambert a eu raison de liquider le PCI, car ils étaient faits pour s'entendre.

On baigne en pleine démagogie et hypocrisie, où à défaut de l'assumer la perfidie se fait sournoise et lâche, car vue de l'extérieur la crise du POI ne doit pas transparaître, la démocratie qui pendant si longtemps leur a servi de caution politique et morale doit impitoyablement être étouffée.

Tout au long de ces décennies les révisionnistes ou fossoyeurs du trotskysme n'ont fait que recourir à la méthode Coué ou d'auto-persuasion pour justifier leurs lieux communs qui leur tenaient lieu d'analyses, que le transfuge du PCF qui a rédigé le dernier éditorial d'Informations ouvrières a poussé jusqu'à la caricature en recourant à un syllogisme reposant sur un postulat tout droit sorti de son imagination afin de mieux embrouiller l'esprit des militants sur le thème de l'unité auquel aspirent tous les militants, mais pas dans n'importe quelle condition ou sur n'importe quelle orientation politique en ce qui nous concerne pour ne pas faire naître des illusions inutiles dans leurs têtes ou les tromper.

La ligne politique développée par le POI consiste à s'appuyer sur les contradictions qui existent entre les exigences du capitalisme et les difficultés que rencontrent ses représentants pour les satisfaire, faille du régime à partir de laquelle ils nourrissent des illusions dans le régime à défaut de vouloir l'affronter en espérant en retirer des miettes pour certaines catégories sociales qui constituent leur fond de commerce et qui coïncide avec celui de leur appareil.

Le syllogisme en question était le suivant : La réalité, c'est que la classe ouvrière sait créer l'unité dans ses organisations, elle est donc capable de continuer sur ces principes d'unité et d'indépendance. Leur ligne politique repose entièrement sur cette interprétation réductrice de la réalité, qui tient en fait du lieu commun et relève de la pure spéculation, dès lors qu'ils occultent les facteurs qui composent la réalité et s'y opposent, et qui pour cette raison doivent être occultés ou niés sous peine de dévoiler le caractère opportuniste.

Pour lancer ce mécanisme il fallait commencer par affirmer que l'unité était un phénomène nouveau qui ne serait apparu que ces tous derniers mois, pure invention, et qu'il faudrait favoriser coûte que coûte, et devait se justifier par le fait qu'il avait décrété que "le grand soir" était renvoyé aux calendes grecques après avoir martelé le contraire pendant des décennies sur fond d'agonie de la Ve République qui n'en finissait plus ravalée au second plan au profit du gouvernement, de même que la crise du capitalisme qui se retrouve réduite désormais au capital financier, simple pirouette ou tour de passe-passe pour justifier une ligne politique qui n'est pas axé contre le capitalisme et l'Etat qui auraient encore de beaux jours devant eux. C'est une manière comme une autre de s'aligner sur le mouvement spontané des masses bourré d'illusions ou d'adopter le réformisme en le justifiant par l'abandon du combat pour la révolution socialiste auquel il n'est plus question de se préparer et de préparer les travailleurs.

On comprend pourquoi il leur répugne d'analyser les rapports entre les classes et tout particulièrement ceux qui existent au sein du prolétariat, en tenant compte de l'évolution de sa composition qui n'a jamais été aussi hétérogène, atomisée ou disloquée, comme en Grèce où eurent lieu une multitude de grèves générales depuis cinq ou six ans qui ont toujours débouché sur une impasse politique ou un échec, Syriza et son gouvernement qui survit grâce à l'union nationale ou le soutien des partis officiels

de l'ordre, la Nouvelle Démocratie et le Pasok, en est le point d'orgue ou la traduction pour ne s'être jamais donné d'objectifs politiques ou n'avoir jamais été orientées contre les institutions nationales et la Constitution grecque que le peuple grec doit abattre, pire, pour les avoir ménagées en vue de d'y fondre ou de gouverner dans ce cadre conçu par la classe dominante pour servir ses intérêts, ce à quoi Tsipras s'applique avec persévérance. En réalité, il n'y a jamais vraiment eu de grève générale en Grèce, tout comme il n'y a jamais eu réellement de révolution en Tunisie ou en Egypte, peu importe pour eux, en tordant la réalité dans tous les sens on arrive toujours par lui faire dire ce qu'on en attendait.

Il existe deux méthodes pour résoudre un problème en général ou pour aborder la situation. Soit on remonte jusqu'à son origine pour en comprendre le mécanisme ou le fonctionnement dans la perpective d'agir dessus ou de renverser les rapports qui y président pour l'éradiquer ou inverser ces rapports, soit on se contente de traiter ses conséquences, auquel cas ce problème ne sera jamais réellement résolu ou cette situation réapparaîtra à la première occasion qui lui sera favorable.

La première correspond au marxisme, la seconde aux révisionnistes du marxisme ou aux fossoyeurs du socialisme qui ont adopté le réformisme. La première part des faits tels qu'ils se présentent à un moment donné ou qu'on a déterminés pour remonter à des faits plus anciens qui en sont la source, faits qui sont toujours imbriqués dans un ensemble de rapports qui ont évolué au cours du temps, tandis que la seconde s'en tient partiellement à des faits présents tels qu'ils se présentent à nous, mais dont on ignorera l'historique qui nous renseigne sur leur nature pour en comprendre la signification qui nous demeurera pour cette raison obscure.

Or le but de la lutte de classe du prolétariat, c'est justement de prendre conscience de ce processus historique pour l'influencer ou que la classe des exploités soit en mesure de réaliser les tâches historiques que le développement du capitalisme lui impose pour s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au lieu de s'adapter au capitalisme qui va la broyer ainsi que ses droits à un moment donné.

Ces deux méthodes correspondent à deux idéologies avec lesquelles s'identifient deux classes différentes, la classe ouvrière et celle des capitalistes ainsi que leurs besoins respectifs qui sont irrémédiablement antagoniques ou inconciliables.

L'objectif d'un parti ouvrier qui prétend combattre pour le socialisme n'est pas de rendre le capitalisme plus supportable aux travailleurs, auquel cas ils n'auraient évidemment aucune raison de passer un jour à l'action pour le renverser, mais de les aider à prendre conscience de leurs conditions afin de parvenir à briser les chaînes qui les ont forgée.

Ces deux méthodes correspondent donc également à deux orientations politiques contradictoires qui s'excluent mutuellement ou qui ne peuvent pas cohabiter dans le même parti, d'où la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur les bases du marxisme uniquement, aucun compromis n'est envisageable en la matière, avant même de devenir un principe non négociable. Seuls des démagogues ou des faussaires peuvent prétendre le contraire puisque les deux méthodes ne correspondent pas ou ne poursuivent pas le même objectif politique.

Alors que recouvre l'exercice qui consiste à prétendre le contraire ? Forcément il nécessite de camoufler ses véritables intentions qui sont inavouables, en recourant à une multitude d'artifices maladroits ou grossiers que l'on peut facilement identifier avec un peu d'expérience. Par exemple préparer un "congrès ouvert" qui se veut démocratique "en faisant vivre le « tous ensemble »" où l'éclectisme est de mise, le bouillon insipide des staliniens que la sémantique trahit, autrement dit où toutes les théories et orientations politiques se valent y compris les plus opportunistes qui seront forcément favorisées puisque les plus nombreuses et les plus répandues, ce sont celles qui requièrent le moins d'efforts et qui sont les plus économiquement avantageuses pour ceux qui les défendent, pour n'avoir pas acquis un niveau de conscience supérieure et dont ce n'est pas particulèrement l'objectif non plus. A un stade élémentaire, il faut ignorer la nature de l'homme et ses faiblesses pour croire un instant à un tel processus, surtout après qu'il eut échoué pendant plus de trente ans, ce qui signifie au passage n'en avoir tiré absolument aucun enseignement.

La crise du POI est le produit de la crise du capitalisme que ses dirigeants ont été incapables d'analyser à fond et qui se répercute à l'intérieur de leur parti, pire encore pour n'avoir cessé de se lamenter sur ses conséquences, affirmant que leur objectif était d'en minimiser l'impact sur les travailleurs, or c'est seulement lorsqu'ils sont durement frappés par les mesures adoptées par les représentants du capital qu'ils sont amenés à passer à l'action, à chercher une issue à la crise du capitalisme dont ils sont les principales victimes, autrement dit l'obectif du combat du POI était d'épargner aux travailleurs les conditions qui conduiraient à leur radicalisation et à leur soulèvement contre le régime afin finalement de garantir en échange de quelques concessions accordées à certains pans de la classe ouvrière, le maintien du rapport de forces existant entre les classes qui demeure favorable à la classe dominante.

A notre avis, la question qu'on devrait se poser et qu'on a déjà évoqué à de multiples reprises, serait de savoir si on doit adopter une conception de la lutte des classes uniquement axée sur les revendications sociales immédiates des travailleurs au détriment de tout objectif politique sous prétexte que la majorité d'entre eux ne seraient pas mûrs pour s'en saisir ou que la révolution ne serait pas à l'ordre du jour, ou si au contraire ces deux aspects de la lutte de classe doivent être liés et trouver leur expression concrète dans la construction du parti ou y être subordonnée, étant donné qu'il est le seul objectif stratégique à notre portée et dont nous sommes comptables ou responsables, pour incarner consciemment l'ensemble du processus incluant la question de l'Etat ou du pouvoir politique qui en est l'aboutissement.

Pour que cette question en vienne à être posée signifie que la place et le rôle du parti n'ont manifestement pas été assimilés par ces dirigeants ou ont été négligés, à moins qu'ils aient abandonné les enseignements de la révolution russe, alors que la réalité s'est chargée de les remettre à l'ordre du jour ou leur impose malgré eux, au point d'être incapable de la poser correctement dans des conditions pourtant favorables, mais qu'ils estiment au contraire difficile pour justifier de s'en détourner par avance ou l'enterrer définitivement, d'où la crise ouverte qui sévit dans leur parti qui quelque part les dépasse ou à laquelle ils ne comprennent pas vraiment l'origine, qu'ils demeureront incapables de résoudre favorablement pour refuser d'admettre qu'elle n'a jamais cessé de parcourir ou hanter leur courant politique ou le trotskysme depuis la mort de Trotsky (ou bien avant) ou qu'ils se sont fourvoyés durant tant de décennies ou toute leur vie, ce qui on peut le concevoir, est pratiquement et généralement impossible à assumer.

On ne pouvait pas analyser la situation sociale et politique et le développement de la crise du capitalisme et de ses institutions sans tenir compte qu'ils étaient profondément influencés par l'absence du parti ou que les masses étaient pratiquement totalement désarmées pour les affronter, sans direction politique, et que par conséquent quoiqu'on fasse il ne fallait pas s'attendre à autres choses qu'une suite interminables de défaites dévastatrices et démoralisatrices alimentant la dégénérescence du mouvement ouvrier et son avant-garde appelés à se recroqueviller sur eux-mêmes ou à se scléroser, au lieu de renouer avec le socialisme ou s'ouvrir en direction des millions de travailleurs les plus défavorisés qui n'ont rien à perdre et à espérér dans le régime en place, et dont les rudes conditions d'existence les poussaient irrésistiblement à rompre avec les partis et institutions du capital, préférant se tourner vers les couches les plus favorisées qui demeurent totalement subordonnées au capitalisme ou auxquelles leurs illusions les poussent à s'y adapter dans la mesure où elles y trouvent leur compte.

La question était que faire une fois acquis le constat que la révolution était renvoyée à une date indéterminée ou dans l'attente de jours meilleurs. Quelle stratégie adoptée ? Question qu'ils ont toujours refusé de poser, à croire qu'elle était déjà résolue. C'était une manière comme une autre de s'en débarrasser à bon compte, en tenant en parole un discours radical pendant des décennies pour sauver les apparences, pendant qu'en acte on s'adaptait au capitalisme en adoptant le réformisme, et c'est sur cette base pourrie qu'ils fondèrent le PT puis le POI qui était voué à connaître le même échec que tous les autres partis bâtis sur le même modèle, puisque cette stratégie allait entrer en contradiction violente avec les derniers développements de la crise du capitalisme qui exigeaient la liquidation systématique de tous nos droits ou acquis sociaux.

Seul un véritable coup de force pouvait donner naissance à un tel parti une fois liquidé le PCI. De la même manière qu'il n'y avait rien à en attendre, il n'y a rien à espérer de la crise actuelle du POI qui se réduit à une bataille de chiffonniers entre différentes fractions de son appareil pour en conserver le contrôle.

L'orientation droitière en direction des syndicats adoptée par la majorité du CCI-POI n'est pas le produit de leur analyse de la situation, mais des besoins de leur appareil soumis à l'érosion continue des effectifs de leur parti dont ils accusent d'être responsable le courant minoritaire du CCI-POI qui jusqu'à présent impulsait la politique du POI. En relisant les derniers éditoriaux publiés par D. Gluckstein et le communiqué des secrétaires nationaux (Gérard Schivardi, Jean Markun, Daniel Gluckstein) du POI du 31 mars 2015, et en les comparant aux derniers éditoriaux rédigés par des transfuges du PS ou du PCF ou des syndicalistes, on s'aperçoit qu'ils avaient adopté la même ligne politique trade-unioniste, épurée de tout objecif politique qui en filigramme figurait dans les éditoriaux de Gluckstein et dans ce communiqué qui mentionnaient "le rejet des institutions de la Ve République" ou "les institutions pourrissantes de la Ve République" ainsi que "la décomposition des partis qui, historiquement, plongent leurs racines dans le mouvement ouvrier", autant de facteurs qui on l'aura compris peuvent heurter des syndicalistes issus de ces partis ou qui ont conservé des liens avec eux et qui n'entendent pas rompre avec la Ve République.

Finalement le courant majoritaire du CCI-POI dans lequel doivent se reconnaître les autres courants du POI, ne fait que pousser à l'extrême la politique liquidatrice impulsée autrefois par le tandem Lambert-Gluckstein, d'où l'impossibilité du courant minoritaire du CCI-POI conduit par Gluckstein de se défendre puisqu'il se retrouve dépouiller de tout argument, hormis celui foireux d'incarner la continuité de la politique de Lambert qui a l'instar des autres partis ouvriers ne s'est jamais donné les moyens de sa politique pour construire le parti, politique qui ne dépassait pas le stade de l'incantation stérile à laquelle il avait réduit le combat pour le socialisme au profit de la défense de la république et de la démocratie, bref, cette querelle d'appareil revient à déterminer quel courant sera le mieux placé pour achever l'oeuvre de Lambert de liquidation du trotskysme, et le plus droitier semble logiquement le mieux placé pour finir la sale besogne.

Dès lors effectivement la direction du POI a raison, cette querelle de bureaucrates corrompus ne concerne pas les travailleurs, le mouvement ouvrier, les militants de l'avant-garde révolutionnaire qui entendent demeurer fidèle au marxisme et au socialisme, au léninisme et au trotskysme.

On ne pouvait pas terminer sans poser une dernière question incontournable en relation avec les précédentes.

Le socialisme repose sur deux facteurs objectif et subjectif, le processus historique auquel correspond le développement du capitalisme qui constitue la base matériel du socialisme, et le refus des masses exploitées de subir leur condition ou d'être ravalées à l'état d'esclave.

Faut-il attendre que les conditions de la majorité des travailleurs se dégrade au point de devenir insupportables pour qu'ils

se soulèvent contre le régime, auquel cas on risque d'attendre encore fort longtemps ou indéfiniment, ou bien sans attendre d'atteindre cette situation extrême qui ne constitue pas pour autant un gage de victoire, existe-t-il un moyen d'élever le niveau de conscience de pans entiers du prolétariat de telle sorte qu'il soit possible d'envisager sérieusement un changement de régime et de société, partant du constat que pas un travailleur n'est réellement épargné par la crise du capitalisme, et qu'à des degrés divers la décomposition de la société les affecte également ou les contraint à renier leurs propres principes ou valeurs au point qu'il est devenu impossible de donner un sens à leur vie, dont ils tirent finalement peu de satisfactions ou seulement éphémères, superficielles ?

La première condition n'est manifestement pas remplie, il faut aussi compter sur la faculté de l'homme à s'adapter à des situations extrêmes au-delà de ce qu'on peut imaginer en temps normal plutôt qu'à les combattre, quant à la seconde elle reste à prouver pour n'avoir jamais rien tenter pour la développer, pas à partir de rien ou de zéro puisque les masses n'ont jamais été aussi éduquées et instruites qu'aujourd'hui, à l'opposé elles disposent encore d'avantages qui leur permettent d'atténuer les coups que leur porte le capitalisme, reste savoir laquelle de ces deux tendances l'emportera, mais sachant que leur condition ne peut que se dégrader dans l'avenir et qu'il leur deviendra de plus en plus difficile de ne pas subir directement et violemment les conséquences de la crise du capitalisme qui n'épargnera personne, on peut raisonnablement penser qu'à un moment donné elles chercheront une issue politique à cette crise, ce qui est déjà le cas de nombreux travailleurs appartenant aux couches moyennes qui l'ont subie de plein fouet.

Mais pour recruter ces travailleurs, les gagner au socialisme et surtout les conserver, il faut cesser de leur faire miroiter des objectifs politiques qui ne pourront pas être atteints du jour au lendemain ou dans un avenir proche, il faut rompre avec la méthode qui consiste à se donner des tâches en vue de résultats immédiats sachant qu'on va forcément encore subir un tas de défaites qui pourraient avoir raison des éléments les plus déterminés ou les plus convaincus, il faut cesser de leur faire croire que tout serait possible, ce qu'ils prennent à la lettre inconsciemment bien souvent et se traduit par des illusions dévastatrices.

Non, il faut s'adresser honnêtement à ces travailleurs et leur dire en face où nous en sommes et où nous voulons aller, par quels moyens, en mettant en quelque sorte ce défi entre leurs mains, de manière à ce qu'ils aient parfaitement conscience de la situation. C'est le point de départ pour partir d'une base saine et construire un parti sur aucune méprise, aucune illusion, parti qui pour se développer doit reposer sur la prise de conscience de ses militants que le capitalisme n'a pas d'avenir hormis le chaos, la guerre et la barbarie et dont l'issue peut conduire au socialisme, objectif qui ne correspond pas à une lubie ou à une idée farfelue mais repose sur une analyse scientifique du développement historique du capitaliste qui porte en lui sa propre négation, objectif qui demeure tout à fait à notre portée du fait que nous sommes la majorité de la population, une force invincible dès lors qu'elle est rassemblée, organisée, en ordre de bataille, elle peut vaincre tous les obstacles qui se dressent sur le chemin menant à son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il faut mettre en avant l'argument selon lequel il n'existe pas de satisfaction supérieure à titre individuel dans la vie, à l'élévation de notre niveau de conscience du monde dans lequel nous vivons, dès lors qu'il se traduit par l'adoption d'un comportement qui en toute occasion respectera nos principes ou valeurs partagés universalement auxquels nous sommes profondément attachés, de telle sorte que quelle que soient les difficultés que l'on rencontrera au cours de notre existence, on disposera toujours d'un point de repère fiable sur lequel nous reposer, on demeurera toujours fidèle à nos idées, à nos convictions, à notre idéal qui donnera un sens à notre vie dont nous n'aurons jamais à rougir ou que nous ne regretterons jamais, avec lequel aucun concurrent ne peut rivaliser puisqu'il incarne la libération de l'humanité du joug de l'exploitation et de l'oppression, le bien-être et la paix universelle.

Ma compagne Selvi vient de commencer à apprendre à écrire et lire à 45 ans, c'est moi qui vais lui servir de professeur, quelle chance d'avoir un tel pédagogue, n'est-ce pas ? Je plaisante. Elle est très enthousiaste, je dirais même que cela la ravit, elle en éprouve d'avance un immense bonheur, une grande satisfaction, la vie lui en a peu offerte depuis sa naissance la malheureuse, au point que ce matin elle a profité des dix minutes de libre qu'il lui restait avant de partir travailler pour faire quelques lignes d'écriture qu'elle m'a soumises ensuite.

Si elle a toujours réussi à survivre en étant illettrée jusqu'à présent, elle l'a toujours ressenti comme une frustration au point d'en faire un complexe d'infériorité ajouté à bien d'autres dont elle a beaucoup de mal à se défaire. Vaincre un de ces complexes pourrait l'aider à envisager par la suite ces autres complexes sous un nouvel angle pour tenter de s'en débarrasser et ainsi de suite. N'ayant pas grand chose dans sa vie à quoi se raccrocher, alors se donner les moyens de pouvoir lire va remplir son existence et lui donner un nouveau sens, sans en attendre des miracles, mais c'est déjà un premier pas, essentiel vers d'autres évolutions.

Un enfant éprouve un plaisir immense quand il parvient à lire un mot ou à poser deux cubes l'un sur l'autre, et un adulte éprouve de la satisfaction lorsqu'il arrive par ses propres moyens (il faut insister particulièrement sur cet aspect) à réaliser quelque chose avec ses mains ou à comprendre quelque chose avec sa tête. Leur plaisir est d'autant plus grand quand ils le partagent avec quelqu'un. Dans mon cas, avec ma première épouse on l'a tellement partagé avec notre fille qu'elle est devenue institutrice.

Et lorsqu'on adhère à un parti, tout reste à faire, on peut se dire socialiste, communiste ou trotskyste ou tout ce qu'on veut, au départ cela ne correspond pas à grand chose, on découvre le marxisme, il faut ensuite l'étudier et c'est seulement plus tard qu'on commencera à le maîtriser plus ou moins, avant cela on se leurrera sur nos propres capacités à interpréter librement le monde. Cela dit, en accédant au marxisme on va adopter une interprétation du monde qui va révolutionner notre mode de pensée

et se répercuter sur notre mode de vie, car jamais plus on ne pensera comme avant pour peu qu'on fasse preuve de persévérance et de détermination. Et pour que la boucle soit bouclée il restera encore à l'appliquer à nos expériences passées pour en tirer des enseignements pratiques et cesser de reproduire les mêmes erreurs, ce qui sera une source de grande satisfaction personnelle.

Personnellement je n'ai jamais entendu un tel discours sur le marxisme ou le socialisme dans la bouche d'un de nos dirigeants qui en ont fait une théorie insipide, un dogme à jeter finalement aux chiens.

Je pense qu'un travailleur plus évolué que Selvi et qui a acquis des connaissances qui ne lui servent pas à grand chose, aura à coeur de les rassembler et de les mettre au service de l'idéal humaniste le plus élevé que l'homme peut se donner pour peu qu'on l'y encourage ou qu'on lui communique le bonheur qu'on en éprouve soi-même.

L'homme est capable du meilleur comme du pire dit-on, je ne suis pas certain que jusqu'à présent on lui ait offert réellement l'opportunité de prouver qu'il était capable du meilleur.

Mon article est un peu décousu comme très souvent, parce que je dois faire plusieurs choses à la fois et je dois m'y reprendre à plusieurs fois pour le rédiger, l'essentiel est d'en retenir la substance et l'orientation.

Pour revenir à l'éditorial du dernier numéro d'Informations ouvrières j'avais noté aussi ceci que je vous livre en vrac, cela ne vaut même pas le coup d'être mis en forme tellement c'est minable.

- "*d'Informations ouvrières, journal du POI*". Non, c'est uniquement le journal d'une clique de permanents-bureaucrates du CCI-POI et de ceux qui leur font allégeance.

- "*et tribune libre de la lutte des classes.*" Tu parles, jamais de la vie, seuls des articles ayant franchi la censure instaurée par les dirigeants de l'appareil qui contrôlent le POI seront publiés, dès lors qu'ils ne contiennent aucun élément susceptible de contredire leur ligne politique. Contrairement à l'Humanité du début du XXe siècle ou de la Pravda du temps de Lénine qui publiaient des articles issus de différentes tendances, ils ne publieront jamais des articles défendant une autre ligne politique que la leur, encore moins la critiquant. Ces gens ont l'art de se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, ils en ont fait un métier et carrière.

- "*ce combat pour l'indépendance des organisations ouvrières*" leur sert de prétexte pour servir la soupe aux appareils pourris qui contrôlent les syndicats qui n'ont rien d'indépendant depuis plus d'un demi-siècle et qui leur rendent bien, en fait ce "combat" ne sert que les intérêts des permanents du POI qui ont fait carrière dans les syndicats.

- "*congrès ouvert*" "*l'unité jusqu'à la grève générale*", une aberration totale, une pure fiction, un os à ronger pour occuper leurs troupes désemparées face à la tournure critique que prend la situtation. Sans rire, même les dirigeants corrompus des syndicats peuvent à un moment donné gauchir leur discours pour conserver le contrôle de leurs syndicats. Chaque fois lors des grèves auxquels ils font allusion (Radio France, les enseignants, les infirmières) les appareils ont fait voler en éclat l'unité au premier recul ou simulacre de recul de la part du gouvernement, comme chaque fois depuis, depuis quand déjà, 1936, 1968, bah c'est si loin qu'on peut remettre cela sans que personne ne s'aperçoive de quoi que ce soit !

- "*dans le respect des opinions de chacun*", alors qu'ils ne sont même pas foutus de respecter les "*opinions*" de leurs propres militants ou pire les calomnies.

Leur analyse de la situation est incomplète, tronquée donc forcément erronée, leur analyse des rapports existant entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière est inexistante, elle se réduit à quelques catégories professionnelles et ils ignorent toutes les autres qu'ils méconnaissent ou dont ils sont totalement coupés, du coup les tâches qu'ils lui assignent ne correspondent à rien de ce qu'elle peut vivre au quotidien, ils continuent d'ignorer la stratégie politique de l'oligarchie financière ainsi que les institutions qu'elle a créées, alors que c'est à partir de là que va être planifier et orchestrer son offensive contre le prolétariat mondial ou tous les peuples.

Qui a dit ?

« *Il est vrai que contrairement aux salafistes, les Portugaises se sont bien intégrées en France. Très vite, elles ont appris à se raser* ».

Réponse : Le furieux sioniste Alain Finkielkraut a commis cette délicatesse.

Dossier sur la Grèce

Le Front de gauche, c'est la mort lente par asphyxie... mais pas pour tout le monde.

- La Grèce plus que jamais sous la tutelle de ses créanciers - AFP

Le nouveau plan d'aide de 86 milliards d'euros à la Grèce, qui a obtenu vendredi le feu vert des ministres des Finances de la zone euro, ne laisse que très peu de marge de manoeuvre au gouvernement d'Alexis Tsipras. AFP 15.08

- Accord sur la Grèce : la dette n'est toujours "pas viable", selon le FMI Francetv info avec - AFP

- Grèce: Merkel salue le changement d'attitude du gouvernement Tsipras - AFP

Le gouvernement du Premier ministre de la gauche radicale, Alexis Tsipras, "a compris que le pays ne pouvait se redresser que si des réformes sont vraiment engagées", a-t-elle jugé.

Elle a néanmoins insisté sur "les nombreuses étapes" qui restent à passer pour la Grèce dans la mise en place du catalogue très pointilleux de réformes à engager pour bénéficier d'oxygène financier. Il s'étend notamment d'un vaste programme de privatisations, au prix du kilo de pain, en passant par la durée de vente du lait pasteurisé.

Il faut de nouvelles réformes difficiles si l'on "veut voir la lumière au bout du tunnel", a insisté la chancelière conservatrice alors que la population, déjà douloureusement touchée par six années de rigueur sans résultat tangible, va devoir consentir encore de lourds sacrifices. AFP 15.08

- Grèce: le 3e plan d'aide doit être "le bon", selon Sapin - AFP

- Accord de l'Eurogroupe: "Un aboutissement pour la Grèce qui a fait les efforts attendus" - AFP

L'accord obtenu vendredi soir par les ministres des Finances de la zone euro sur un troisième plan d'aide à la Grèce est "un aboutissement pour la Grèce qui a fait les efforts attendus", a estimé le président François Hollande. AFP 15.08

- Grèce : Alexis Tsipras accepte un nouveau "noeud coulant" - latribune.fr

Les conditions fixées par l'Eurogroupe et le nouveau mémorandum place le gouvernement grec dans une situation de surveillance renforcée.

Lors du prochain débat sur la question de confiance qu'il pose à la Vouli, le parlement hellénique, le premier ministre Alexis Tsipras pourra défendre quelques succès obtenus lors de la semaine qui s'achève ce 15 août.

Ce que Tsipras a obtenu

D'abord, l'ajustement des objectifs budgétaires fixés par le mémorandum. Au lieu de 1 % du PIB d'excédent primaire, hors service de la dette, fixé le 13 juillet, la Grèce a obtenu le droit de dégager un déficit primaire de 0,25 % du PIB. Dans un « non paper » (communiqué de presse non officiel) publié mardi 10 août, le ministère des Finances grec mettait en exergue le fait que ces objectifs étaient bien plus favorables que ceux négociés par le gouvernement précédent. Mais la croissance prévue est entretemps passée de 3 % à une contraction de 2,3 %, ce qui « neutralise » ce succès.

Ensuite, le gouvernement grec pourra s'appuyer sur des succès ponctuels, notamment l'abandon de l'idée de privatisations rapides ou le rétablissement du forfait hospitalier de 5 euros. Enfin, Alexis Tsipras ne manquera pas de souligner qu'en obtenant le feu vert de l'Eurogroupe le 14 août au soir, il a remporté un succès évident face à un Wolfgang Schäuble qui, ces derniers jours, proclamait qu'il voulait prendre son temps.

La logique de la troïka continue

Mais, progressivement, ces succès semblent bien minces, à mesure que l'on découvre à la fois le détail du mémorandum et du mode de fonctionnement de ce dernier. En réalité, les créanciers sont parvenus à obtenir ce qui était, un de leurs objectifs principaux : continuer à agir comme si l'élection du 25 janvier (et, désormais, le référendum du 5 juillet) n'avait pas eu lieu.

Ainsi, on a assisté ce vendredi 14 août à Bruxelles, a la répétition de l'axiome qui a présidé aux précédents mémorandums et aux « sauvetages » des autres pays périphériques de la zone euro : plus de dettes assure la soutenabilité de la dette si l'on fait des « réformes. » Le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a pu ainsi affirmer que « la soutenabilité de la dette peut être atteinte sans coupes dans le stock de dette par l'application d'un programme ambitieux. » Notons que les dirigeants européens semblent désormais les derniers à croire à leurs propres discours. Vendredi soir, le FMI a publié un communiqué d'une rare clarté qui précisait que la « soutenabilité de la dette grecque ne pouvait pas être atteint par ses propres moyens. » Autrement dit, Jeroen Dijsselbloem rêve tout haut.

Reste que, du point de vue grec, l'acceptation de cette logique est fort dangereuse. Elle signifie que, si le programme dérape, notamment parce que la récession sera plus forte que prévu, ou parce que les réformes « structurelles » envisagées n'auront pas l'impact optimiste qui leur a été attribuée, il faudra prendre des « mesures additionnelles » allant dans le même sens. Autrement dit, malgré les apparences, la logique de l'ancienne troïka persiste. Or, le risque est réel : le projet de mémorandum souligne que, « sans les mesures prévues », le déficit structurel grec aurait été de 1,5 % du PIB en 2015. L'effort grec doit donc atteindre 1,25 point de PIB en moins de six mois avec un PIB en chute libre. Il est donc encore considérable.

Le « nœud coulant » replacé

En réalité, derrière les embrassades de l'Eurogroupe entre le ministre grec des Finances Euclide Tsakalotos et Jeroen Dijsselbloem, derrière les félicitations de Michel Sapin au gouvernement grec et les applaudissements des mesures prises depuis le 13 juillet par Alexis Tsipras dans le communiqué de l'Eurogroupe, se cache une nouvelle version du fameux « nœud coulant » jadis dénoncé par le premier ministre grec dans les négociations du premier semestre. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer le fonctionnement de la libération des fonds du mémorandum.

Officiellement, la première tranche libérée sera ainsi de 26 milliards d'euros sur les 86 prévus en tout. Mais en réalité, cette « première tranche » sera libérée au compte-goutte. 10 milliards d'euros seront mis à disposition immédiatement pour recapitaliser les banques. Un second versement de 13 milliards d'euros sera versé au 20 août. Il permettra de rembourser le prêt relais de juillet, les arriérés de paiement de l'Etat grec gelés ces derniers mois et la créance de la BCE. Cette somme disparaîtra donc immédiatement. Les 3 milliards d'euros restant seront, précise le communiqué de l'Eurogroupe, « versés en une ou plusieurs fois en fonction de la mise en œuvre des mesures clés » du mémorandum.

On voit que la confiance des créanciers envers la Grèce est extrêmement relative et qu'en réalité les créanciers maintiennent à chaque instant la capacité de bloquer le versement des sommes. En réalité, cela va plus loin. Si les objectifs ne sont pas atteints, les créanciers se réservent le droit de réviser la conditionnalité. Ce droit est inscrit noir sur blanc dans le projet de mémorandum dès le premier paragraphe : « la conditionnalité sera révisé sur une base trimestrielle en prenant en compte les progrès réalisés sur les trimestres précédents. Dans chaque revue, les mesures spécifiques de politique et d'autres instruments pour atteindre les grands objectifs fixés et le calendrier. » Cette phrase est essentielle, car elle donne aux créanciers la possibilité de demander aux Grecs de nouvelles mesures pour tenir « le calendrier » et atteindre les « objectifs. » La division des tranches versées en « sous tranche » et les revues permettront donc de maintenir la tutelle sur le gouvernement grec en le menaçant de défaut en permanence.

Le risque de « nouvelles mesures »

Le mémorandum assure donc non seulement le maintien d'un « nœud coulant » autour du cou d'Athènes, mais il maintient aussi le risque d'une « spirale infernale » de l'austérité dans laquelle le pays sous programme est contraint d'atteindre des objectifs trop ambitieux en prenant des mesures encore plus drastiques qui réduisent la richesse nationale et rendent les objectifs encore plus inatteignables. C'est ce qui s'est passé entre 2010 et 2014 en Grèce, mais les créanciers ont affirmé que c'est le manque de mise en œuvre des réformes qui a réduit la croissance grecque, pas le programme lui-même. Ils demeurent fidèles à cette logique que Syriza (mais pas seulement, le gouvernement Samaras y résistait aussi depuis l'été 2014) cherchait précisément à renverser. De ce point de vue, Alexis Tsipras prend donc un risque considérable : celui de devoir encore rajouter de l'austérité à l'austérité.

La question du Fonds de privatisation

On soulignera aussi un autre signe de défiance des créanciers : le Fonds de privatisation qu'Alexis Tsipras avait réussi le 13 juillet à « rapatrier » en Grèce alors que Wolfgang Schäuble voulait le placer au Luxembourg, sera sous étroite surveillance européenne. L'Eurogroupe l'a répété : ce Fonds sera certes géré par la Grèce, mais « sous la supervision des institutions européennes compétentes. » La nature de cette supervision sera donc à préciser dans les mois qui viennent, puisque ce Fonds sera installé en début d'année prochaine. On peut se douter qu'elle sera étroite puisque l'Eurogroupe a réclamé que « la législation pour établir le Fonds soit adopté en accord avec les institutions européennes. » L'autonomie grecque sera donc très faible. Or, une grande partie de la richesse de l'Etat grec sera transféré à ce fonds, notamment les participations dans les banques. Il y a donc fort à parier que ces actifs transférés échappent entièrement au contrôle autonome du gouvernement qui se contente de se concentrer sur des objectifs chiffrés. Si donc les « ventes rapides » ont bien été rejetées explicitement par l'Eurogroupe, la gestion de ce Fonds risque d'échapper au contrôle du gouvernement.

Pas de décote sur la Grèce

Reste qu'Alexis Tsipras peut prétendre que ces concessions auront pour but d'obtenir une restructuration de la dette hellénique, un des principaux objectifs de son parti. Mais, en réalité, il semble déjà avoir perdu sur ce plan également. En effet, l'Eurogroupe a, le 14 août, encore une fois exclu explicitement tout « haircut », c'est-à-dire toute décote nominale dans le stock de dettes. Or, le stock de dettes grec va encore augmenter avec ce troisième plan qui ajoute 86 milliards d'euros et les intérêts au stock existant. Rappelons que le deuxième mémorandum, alors même que le plan de participation du secteur privé avait annulé 105 milliards d'euros de dettes, a augmenté de près de 50 points de pourcentage de PIB le ratio d'endettement du pays. Cette fois,

le nouvel endettement est moins important, mais il n'y a pas de coupes dans le stock de dettes et l'effet récessif des mesures proposées est encore à constater. En 2012, cet effet avait été sous-évalué par les mêmes services que ceux qui ont travaillé cette fois à l'établissement de la soutenabilité de la dette.

Une restructuration a minima contre une obéissance parfaite

Bref, le FMI semble avoir raison de réclamer une décote « considérable » (dont il s'exclut lui-même cependant). Et Alexis Tsipras ne semble pas, comme on l'a vu, en mesure d'imposer cette décote. Vendredi 14 août, Jeroen Dijsselbloem n'a donc proposé qu'un nouvel étalement, comme en novembre 2012, du remboursement des intérêts et du principal. Ceci réduit certes, la valeur nette actualisée de la dette grecque, mais laisse une épée de Damoclès considérable sur l'économie du pays pendant des décennies. Mais c'est tout ce qu'Alexis Tsipras peut espérer pour l'instant.

Or, pour obtenir ce « cadeau », il va devoir faire montre d'une grande obéissance vis-à-vis des créanciers. C'est le sens de « l'attente » de la fin de la première revue. « Nous verrons si de nouvelles mesures sur la dette sont nécessaires en octobre », a affirmé Jeroen Dijsselbloem. Or, ce qui sera vrai sur la dette grecque en octobre l'est déjà en août. La réalité, c'est que ces mesures seront une « récompense » pour le bon comportement du gouvernement grec. Ce sera, en réalité, le signe de la tutelle du pays. Et de son maintien à moyen terme, puisque les mesures seront sans doute insuffisantes.

Dans ce cadre, quel pourra être le sens des prochaines élections grecques - si elles ont lieu ? Le gouvernement grec, quel qu'il soit, est tenu dans une telle dépendance, que son autonomie est extrêmement limité. Reste le pari qui pourrait être celui d'Alexis Tsipras : un phénomène de rattrapage de l'économie après le coup d'arrêt de l'été qui masquerait les effets des mesures d'austérité et permettrait de dégager des marges de manoeuvre. latribune.fr 15.08

- Grèce : la BCE s'est-elle comportée comme un "fond vautour" ? - latribune.fr

La Grèce se démène encore pour pouvoir rembourser le 20 août 2015 son échéance vis-à-vis de l'Eurosystème. Une dette qui a pesé lourd dans les événements récents, mais dont la légitimité soulève beaucoup de questions.

Un des éléments déterminants de l'épilogue de la crise grecque a été la double épée de Damoclès de la dette due à la BCE les 20 juillet et 20 août. Encore à présent, l'échéance du 20 août représente un moyen de pression sur le gouvernement grec qui a contraint le parlement à débattre toute la nuit pour pouvoir obtenir un financement avant cette date.

Ces deux échéances, de 3,2 et 3,4 milliards d'euros représentaient un obstacle absolument infranchissable pour les finances publiques grecques. Mais, alors qu'un défaut sur le FMI était un phénomène connu et documenté (même si l'ampleur du défaut grec du 30 juin était inédite), un défaut sur la banque centrale européenne était un fait inconnu qui aurait posé un défi inédit à la zone euro. Et sans doute la BCE et les dirigeants européens sont heureux de pouvoir éviter un tel incident.

La BCE, créancier principal à moyen terme

Mais à quel prix ? Celui du troisième mémorandum et d'un nouvel épisode de récession pour la Grèce. Car sur les 86 à 90 milliards d'euros prévus par le nouveau plan, près de 13,5 milliards d'euros sont destinés à rembourser le capital des dettes détenues par l'Eurosystème, le système des banques centrales de la zone euro d'ici à fin 2018. La BCE et les banques centrales nationales sont ainsi solidairement les premiers créanciers de la Grèce d'ici à 2020, devant le FMI. Le mémorandum a donc d'abord pour vocation de permettre à Athènes de rembourser l'Eurosystème.

Doute sur sa légitimité

Cette dette est cependant particulière à plus d'un titre. Le comité sur la vérité de la dette publique convoqué par la présidente du parlement grec Zoé Kostantopoulou et dont le rapport préliminaire a été remis le 16 juin dernier, avait émis de sérieux doutes sur sa légitimité et sa légalité. Le coordinateur scientifique, le Belge Eric Toussaint, insiste encore aujourd'hui sur le caractère « illégitime » de cette dette. Il est vrai, que ces créances de la BCE sont très particulières.

Le programme SMP

Cette dette a été acquise sur le marché secondaire dans le cadre du programme SMP (Securities Market Programme) lancé en mai 2010, après la décision de lancer un premier plan de soutien à la Grèce par le conseil européen. Ce programme a duré plus de deux ans et a été stoppé en septembre 2012 avec l'annonce officielle du programme OMT par Mario Draghi. Dans le cadre du SMP, la BCE et les banques centrales nationales ont racheté près de 210 milliards d'euros de titres dont 55 milliards d'euros de titres grecs. Au 7 août 2015, l'Eurosystème détenait encore 130,6 milliards d'euros de titres achetés dans le cadre du SMP, dont 23,5 milliards d'euros de titres grecs.

Le but officiel du programme SMP et son échec

Selon le communiqué de la BCE du 10 mai 2010, alors dirigée par Jean-Claude Trichet, l'ambition de ce programme de rachat était de « faire face au mauvais fonctionnement du marché des titres en améliorant sa liquidité et sa profondeur » et de « restaurer la bonne transmission de la politique monétaire. » De ce point de vue, le programme SMP a lamentablement échoué. Il n'a aucunement empêché la crise de la dette souveraine en Europe qui s'est aggravée à l'été 2011, puis encore au printemps 2012. Ce programme peu ambitieux et peu clair n'a pas permis de contenir la contagion et n'a pas été capable de restaurer l'accès au marché des pays « sous programme », alors même que la condition de son application était une politique de rigueur budgétaire, comme le souligne le communiqué de mai 2010. L'échec du programme SMP - qui est aussi celui des plans mis en œuvre en zone euro à partir de 2010 - éclate au grand jour lorsque Mario Draghi doit le remplacer par une arme autrement plus dissuasive : l'OMT qui prévoit des rachats « illimités. »

L'autre objectif du programme SMP

Pour autant, Eric Toussaint souligne que l'ambition de ce programme n'était peut-être pas celui affiché en mai 2010 par Jean-Claude Trichet : « le programme SMP a surtout permis aux grandes banques de la zone euro de vendre leur dette grecque à bon compte. » Selon lui, la BCE a permis aux banques qui se retrouvaient « coincées » avec des titres grecs sur un marché fermé de trouver preneurs et donc de réduire leur exposition au risque grec. Ceci est cohérent avec les informations parues à l'époque, selon lesquelles les banques avaient réclamé une telle intervention. Le SMP a donc été un des canaux privilégiés par lequel il y a eu un transfert du risque privé vers les institutions publiques. Ceci rendrait la dette détenue par la BCE sujette à caution pour Eric Toussaint. « Il y a un problème de légitimité dans la mesure où cette dette n'a pas été utilisée dans l'intérêt général européen par une institution chargée de le préserver, mais pour un intérêt particulier », souligne-t-il.

L'utilisation du programme SMP pour imposer la politique d'austérité

Rappelons cependant que beaucoup estiment que le sauvetage des banques vis-à-vis du risque grec s'inscrit bien dans la sauvegarde de l'intérêt général. Ce qui, alors, cependant, est contestable, c'est que l'achat et la détention de ces titres a été une véritable arme pour la BCE pour faire pression sur la Grèce et contraindre ses gouvernements à appliquer une politique austéritaire qui, in fine, a réduit le PIB et rendu insoutenable le poids de la dette publique. Ainsi, à plusieurs reprises, la BCE a utilisé la suspension du programme SMP pour faire pression sur l'exécutif grec et l'obliger à appliquer des mesures voulues par la troïka (dont la BCE était membre).

Autrement dit, en considérant même que le transfert de créances privées vers la BCE était légitime, son usage en a été plus que contestable. « On reste frappé par le lien direct entre les conditions du programme SMP et la politique adoptée par la Grèce entre 2010 et 2015 », souligne Eric Toussaint. Pour lui, du reste, la conditionnalité adoptée par la BCE dès le 10 mai dans le cadre du programme SMP est contraire à son principe d'indépendance, puisqu'il fait dépendre une action de la BCE d'une action politique d'un Etat membre. De ce point de vue, la légalité même de cette dette pourrait être discutée.

Le refus de la BCE de participer au programme PSI

Mais cette dette détenue par la BCE est surtout contestable au regard du plan de contribution du secteur privé (appelé en anglais PSI), autrement dit de la restructuration de la dette grecque privée de mars 2012. Cette restructuration prévoyait l'échange des titres existants contre des titres ayant une valeur faciale 53,5 % plus faible. La BCE s'est toujours montrée opposée à cette restructuration et elle a obtenu de l'Eurogroupe qu'elle ne soit pas concernée. La position de la BCE a été d'affirmer qu'elle ne pouvait accepter une restructuration d'une dette souveraine d'un Etat membre qu'elle détient puisque ceci serait contraire à la fois à sa position d'indépendance et à son interdiction prévue par les traités de faire du financement monétaire de la dette publique. La BCE a donc été exemptée de participation au PSI en tant qu'agent « public. »

Une position contestable

Reste que cette position, à l'époque unanimement approuvée ou presque, était fort contestable. En achetant des titres sur le marché secondaire, la BCE agit comme un agent privé : elle touche les intérêts et attend le remboursement du principal. Elle était détentrice de contrats qui ont été touchés par la restructuration lorsqu'ils étaient dans les mains d'investisseurs privés. Et même parfois dans les mains d'investisseurs publics, puisque le fonds de pension grec a été contraint d'apporter ses titres publics dans le cadre du PSI, et a perdu près de deux milliards d'euros dans l'opération. Autrement dit, la justification de la non-participation de la BCE au PSI est très hasardeuse.

Le traitement des Holdouts

En réalité, la BCE s'est comportée comme un Holdout, autrement dit comme un de ces fonds qui refusent la restructuration des dettes publiques. Du reste, pour écarter tout danger de voir contester le comportement de la BCE, la Grèce n'a pas appliqué la menace qu'elle avait formulée avant l'opération PSI de contraindre les Holdouts à une conversion forcée. Selon le comité sur la vérité de la dette publique grecque, les investisseurs qui ont refusé le PSI ont « été remboursés sur la base du montant nominal. » Les fonds du deuxième mémorandum ont donc servi à rembourser les fonds qui ont refusé le PSI et, précise le rapport, «

dont beaucoup étaient connus pour être des fonds vautours », ces fonds qui rachètent à vil prix des dettes publiques pour en viser le remboursement au pair. Le rapport souligne qu'entre mai 2012 et la fin de cette année, pas moins de 3,615 milliards d'euros ont été remboursés à ces Holdouts par la Grèce. Du coup, nul ne peut contester l'exigence de la BCE de réclamer à présent le remboursement de sa dette. Pourquoi ne pas la payer lorsque l'on a payé les Holdouts ?

La BCE, un « fond vautour » ?

Faut-il en conclure, comme Eric Toussaint, que la BCE s'est comportée dans cette affaire comme un « fond vautour » ? Pour le coordinateur du comité de vérité sur la dette publique, la BCE a utilisé cette créance pour faire pression sur les gouvernements grecs. « A chaque étape de la crise grecque, la BCE a joué un rôle déterminant pour imposer les politiques d'austérité qui ont mené au caractère insoutenable de la dette grecque », explique-t-il. Autrement dit, comme les fonds vautours utilisent leurs titres pour exercer sur les pays émetteurs des pressions juridiques (comme on le constate par exemple avec l'Argentine), la BCE a utilisé les titres acquis dans le programme SMP pour exercer une pression politique sur la Grèce. Même si cette dette n'est qu'une partie des moyens de pression utilisés par la BCE (l'ELA est un moyen bien plus efficace), la dette due les 20 juillet et 20 août a été un élément important du dénouement de la crise actuelle.

La décision de reverser les bénéfices sur la détention des titres grecs

Sauf que, l'Eurosystème a accepté une forme de restructuration. En décembre 2012, la BCE a accepté de reverser les bénéfices réalisés sur la détention des dettes grecques au gouvernement grec. C'est une concession importante. La BCE a en effet racheté des titres dévalués sur le marché à des taux importants. Le remboursement au nominal avec le versement régulier des intérêts permet à l'Eurosystème d'encaisser d'importants bénéfices. Selon l'association Jubilee Debt Campaign, le total des bénéfices réalisés s'élèvera d'ici à 2028, date du dernier remboursement dû, à 22 milliards d'euros.

Un reversement « volontaire » et conditionnel

Cette décision a notamment permis de verser 2 milliards d'euros au budget grec en 2013. Mais cette magnanimité de la BCE a beaucoup de limites : elle est tout d'abord « volontaire », et donc n'est nullement contraignante pour l'Eurosystème, notamment pour les banques centrales nationales dont certaines estiment que ce retour n'est pas légitime. Ce système de reversement n'est donc pas très clair, ni très transparent et l'on ignore si l'ensemble des bénéfices sera reversé effectivement.

Mais surtout, la BCE, n'étant pas contrainte à ce renversement, elle utilise ce « cadeau » comme une autre forme de pression : elle n'a ainsi toujours pas reversé les 1,9 milliard d'euros de bénéfices réalisés sur l'exercice 2014 à Athènes, malgré le besoin criant qu'en avaient les autorités grecques. Bien au contraire, elle a utilisé ce versement comme un moyen de pression supplémentaire, ce qui semble valider le point de vue d'Eric Toussaint.

Une mauvaise affaire pour la Grèce

Enfin, ce système de reversement volontaire ne saurait remplacer pour la Grèce le bénéfice d'une restructuration qui aurait eu lieu en 2012. Ainsi, entre 2012 et 2015, la Grèce a remboursé 29 milliards d'euros à l'Eurosystème, tandis qu'elle « récupérait » 2 milliards d'euros (et peut-être d'ici la fin de l'année 3,9 milliards d'euros). Pour payer la différence, la Grèce a dû s'endetter via le FESF jusqu'en 2054. Il en sera de même à partir de cette année puisque les sommes versées à la BCE le seront grâce aux moyens versés par le MES dans le cadre du troisième mémorandum.

Du reste, la BCE détenait en mars 2012, selon les estimations les plus courantes, 56,2 milliards d'euros de titres grecs. Une participation au PSI aurait réduit la valeur nominale de cette dette de 30,22 milliards d'euros cette dette. On est déjà au-delà de la valeur estimée du reversement. Bref, la Grèce a clairement perdu, politiquement et financièrement, dans l'attitude de la BCE.

Sans doute inattaquable en droit, la position de l'Eurosystème vis-à-vis de cette dette acquise entre 2010 et 2012 est cependant très fortement contestable sur le plan des principes. Le refus de participer au PSI et l'utilisation de cette dette comme un moyen de pression pour mener une certaine politique économique mettent en lumière la très mauvaise volonté et l'approche très biaisée de la BCE dans cette affaire grecque. Autrement dit : loin d'être évidente, le remboursement de la dette due par la Grèce le 20 août était très contestable du point de vue de l'intérêt de la Grèce et de celui des créanciers publics. latribune.fr 14.08

ACTUALITE EN TITRES

Pire que la tyrannie, Otan des barbares.

- Libye: l'EI a "décapité" 12 personnes à Syrte - AFP

- Méditerranée: 40 migrants meurent asphyxiés dans la cale d'un bateau surchargé - AFP

C'est tout ce qu'elle a retenu, c'est déjà pas mal !

- Isabelle Balkany : "Je n'y suis pour rien si j'allais en Rolls à l'école !" - Francetv info

Tout est dans l'ordre des choses.

- Des riches plus nombreux et plus riches, au vu de leur ISF - Francetv info

Et ce n'est pas fini :

- EDF pourra bien demander à être indemnisé pour les fermetures de réacteurs - AFP

Sur quelques dizaines de milliards, cela valait vraiment le coup.

- BNP Paribas paiera 115 millions d'euros dans l'affaire de manipulation de changes - La Tribune

Et les banksters évitent la prison...

La réaction pavoise.

- Royaume-Uni : l'éclatante réussite - LePoint.fr

Tout est bon pour vous surveiller et réprimer

- Sécurité routière : "On assiste à un relâchement des comportements" - Francetv info

- Sur les routes, les gendarmes renforcent leurs contrôles - Francetv info

Face à la hausse du nombre de tués sur les routes et aux comportements dangereux des automobilistes, les gendarmes sévissent. Francetv info 14.08

- Téléphone au volant : bientôt la verbalisation par caméra ? - LePoint.fr

Offensive de l'Empire du chaos et opération déstabilisation.

- Pékin doit poursuivre les réformes pour éviter un ralentissement de l'économie, prévient le FMI - AFP

Les autorités chinoises doivent poursuivre les réformes pour orienter leur économie vers un plus grand rôle des marchés afin d'éviter un ralentissement plus prononcé de la croissance, a prévenu vendredi le Fonds monétaire international. AFP 15.08

- L'Equateur paralysé par une grève générale - euronews.com

- Manifestations dans tout le Brésil contre Dilma Rousseff - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre sans fin

- 40 morts dans une nouvelle tragédie en Méditerranée - La Tribune

- Un Palestinien abattu après avoir attaqué un soldat israélien en Cisjordanie - AFP

- Brésil : 19 personnes assassinées dans une série de fusillades à Sao Paulo - Francetv info

- Affrontements à Syrte et Benghazi en Libye, 42 morts Reuters -

- Onze morts dans un attentat à la voiture piégée à Bagdad - LeMonde.fr

- Pakistan: un ministre provincial parmi les morts d'un attentat suicide - AFP

- Un attentat suicide fait au moins 3 morts au Nigeria - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

- Les militaires britanniques retournent en Afghanistan - francophone.sahartv.ir

Un journal britannique a annoncé le retour en Afghanistan des forces spéciales de l'armée de la Grande-Bretagne pour coopérer avec les forces américaines dans les opérations nocturnes et la lutte contre les Talibans et le groupe terroriste Daech.

« Les forces spéciales de l'armée britannique sont retournées en Afghanistan», a écrit le quotidien britannique Mirror.

« L'objectif de l'expédition de ces forces en Afghanistan est de lutter contre Daech et les Talibans », a poursuivi ce quotidien.

« Les forces spéciales de l'armée britannique sont chargées de planifier et de diriger les opérations anti-terroristes en Afghanistan », selon ce rapport. francophone.sahartv.ir 16.08

2- Brésil

- Manifestations dans tout le Brésil contre Dilma Rousseff - AFP

Des milliers de Brésiliens manifestaient dimanche à travers le pays pour réclamer de nouvelles élections ou la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff, embourbée dans une triple crise économique, politique et de corruption.

Les organisateurs - des mouvements citoyens de droite soutenus par une partie de l'opposition - ont appelé à manifester dans plus de 200 villes de ce grand pays émergent d'Amérique latine.

Les manifestants réclament la démission où l'ouverture d'un processus parlementaire de destitution de la présidente Rousseff, 64 ans, qui a entamé son deuxième mandat en janvier après une difficile réélection en novembre.

La présidente a vu en l'espace de quelques mois sa popularité chuter brutalement à un niveau historiquement bas de 8%.

Elle est confrontée à une triple tempête: la récession économique qui l'a conduite à adopter des mesures d'austérité impopulaires; les révélations dévastatrices du scandale de corruption autour du géant public pétrolier Petrobras qui éclabousse son Parti des travailleurs (PT) et d'autres partis alliés; enfin une crise politique aiguë qui menace de faire voler en éclats sa fragile majorité parlementaire.

"Nous allons protester jusqu'à la fin. Jusqu'à ce que la présidente tombe. Elle doit s'en aller définitivement et laisser ce pays en paix et libéré de cette mafia du PT", a déclaré à l'AFP Patricia Soares, une fonctionnaire de 43 ans qui défilait à Brasilia.

"Nous sommes dans la rue pour montrer notre indignation, notre insatisfaction avec la situation politique et économique du pays et contre la corruption du gouvernement", abondait à ses côtés Luana Alves, une fonctionnaire de l'administration judiciaire âgée de 38 ans. AFP 14.08

3- Syrie

3.1- Plan anti syrien des USA après la mort de Daech - french.irib.ir

Selon la commission pour la sécurité et la défense du parlement irakien, " un plan terroriste se trame en ce moment contre l'Irak et la Syrie, un plan qui vise les intérêts de ces deux Etat une fois le dossier de Daech clos". Al Sumeiria News qui reprend le communiqué du parlement irakien, affirme : " de nouvelles pages devront s'ouvrir après que celle de Daech aura été

fermée. certaines parties ont formé près de 50000 jeunes et adolescents extremistes pour les envoyer en Syrie et en Irak. ces jeunes ont été formés près des frontières algériennes pour que Daech ait effectivement un descendant " affirme cette source. french.irib.ir 13.08

3.2- Six MIG-31 russes livrés à Damas - francophone.sahartv.ir

La Russie vient de livrer six MIG-31 à l'Etat syrien. selon Al Mayadeen, ces appareils ont été livrés à Damas dans le cadre d'un contrat militaire signé il y a trois ans entre la Syrie et la Russie.

Ces MIG-31 sont déployés à l'aéroport de Meza dans le rif de Damas. le convoi militaire exporté à la Syrie contiendrait aussi des dizaines de missiles Kornet , des obus de 350 mm. Selon les analystes politiques, en livrant ce nouveua convoi d'armements à damas, la Russie riposte à la décision turco-américaine de créer une zone d'exclusion aérienne dans le nord syrien. francophone.sahartv.ir 16.08

3.3- Syrie: les terroristes pro Ankara s' entretuent - french.irib.ir

L'explosion de deux voitures piégées a visé la réunion des chefs de la milice terroriste de Ahrar al Chaam à rif d'Idleb. Cette attaque revendiquée par Daech a eu lieu moins de 48 heures après un communiqué de Ahrar al Chaam comme quoi cette milice s'etait mise sous le commandement conjointAnkara/ Washington pour combatre Daech.

Il y a deux jours Ahrar al Chaam s'en est pris a l'aide de Lashgar de Sultan Morad , une milice pro turque et pro americaine, aux positions de Daech dans le nord d'Alep. les qaidistes et les nosratistes de Ahrar al Chaam a annoncé son soutien aux agissements de la Turquie dans le nord de la Syrie. la première explosions a tué quatre terroristes de Ahrar al Chaam à rif de Hama. La seconde explosion a coûté la vie aux six commandants de Ahrar al Chaam.

Ces explosions ont provoqué de très fortes divergences dans les rangs des terroristes pro Ankara qui s' accusent mutuellement de trahision. french.irib.ir 14.08

3.4- Israël veut soigner les Nosratistes sur le sol syrien - french.irib.ir

A la suite de la révélation faite par le secrétaire général du Mouvement de la Résistance islamique du Hezbollah sur le traitement dans les territoires occupés de la Palestine des terroristes du Front al-Nosra les sionistes ont fait part du changement de leur décision de vouloir soigner désormais les terroristes sur le sol syrien. Nous avons l'intention de renforcer les dispositifs de sécurité sur nos frontières et ensuite nous autoriserons seulement les civils à pénétrer en Israël et si les combattants (terroristes d'al-Nosra) seront soigné sur le sol syrien » a déclaré, un commandant militaire. « J'affirme que nous n'avons pas jamais donné même une balle aux membres du Front al-Nosra, et qu'il n'ont jamais joui de notre soutien militaire », a-t-il prétendu. french.irib.ir 13.08

4- Yémen

- L'Arabie envoie une grande quantité d'armements au Yémen - francophone.sahartv.ir

Le régime des Ale Saoud a acheminé des armes lourdes et des équipements militaires vers la province de Shabwa, dans le Sud-Est du Yémen, afin de soutenir les miliciens pro-Hadi.

Une nouvelle cargaison d'armes lourdes et une importante quantité de munitions et d'équipements militaires ont été envoyées par l'Arabie saoudite à la province yéménite de Shabwa dans l'objectif de renforcer les miliciens pro-Hadi.

En outre, un certain nombre de chars, de lance-roquettes, d'artilleries et de détecteurs de mines sont arrivés mardi dernier dans le port de Balhaf. Selon les sources militaires, près de 1500 guerriers yéménites ont récemment reçu des entraînements militaires en Arabie saoudite. francophone.sahartv.ir 16.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Equateur

- L'Equateur paralysé par une grève générale - euronews.com

En Amérique du Sud, l'Equateur paralysé par une grève générale. La principale organisation indigène du pays a appelé à un "soulèvement" contre le Président Rafael Correa. Parti d'Amazonie, le cortège a parcouru 800 kilomètres à pied pour rallier Quito, la capitale.

Ils ont rejoint une grande manifestation organisée par une opposition hétéroclite, constituée de partis de droite, de syndicats de travailleurs, de retraités, de médecins et d'avocats. Des heurts ont éclaté avec les forces de l'ordre.

Les manifestants exigent le retrait d'une série d'amendements qui permettent à Rafael Correa de se présenter pour un nombre illimité de mandats. Ce ras-le-bol intervient alors que les droits fondamentaux des Équatoriens sont régulièrement bafoués : censure des médias, répression brutale des manifestations.

Au pouvoir depuis 2007, le président de l'Equateur a dénoncé une campagne de déstabilisation et une tentative de coup d'État. euronews.com 14.08

C'est évident.

2- Ghana

- Ghana : les médecins en grève deux semaines de plus - euronews.com

Les médecins ghanéens ont décidé de prolonger de deux semaines leur grève, alors que le président de leur syndicat (GMA) avait quelques heures plus tôt prédit la fin du mouvement. Ils réclament au gouvernement de meilleures conditions de travail, en particulier sur le plan financier. Le salaire de base d'un médecin est d'un peu plus de mille euros. Beaucoup prennent en complément des patients en privé, ce qu'une grande partie de la population ne peut pas s'offrir, ou exercent dans des institutions religieuses.

Le gouvernement est sous pression du Fonds monétaire international (FMI) et sa marge est par conséquent faible pour faire face à des revendications salariales, comme celles des médecins. euronews.com 15.08

ECONOMIE

1- Arabie saoudite

- L'Arabie au seuil de la faillite - french.irib.ir

« L'Arabie au seuil de la faillite », a affirmé le célèbre expert arabe en examinant la situation politique et économique de l'Arabie.

« En raison de la mauvaise gestion des fonds, des dépenses non-ciblés, de la conclusion des lourds contrats d'armement pour des raisons politiques et du fait de ne pas prendre aucun engagement, l'Arabie est en train de plonger dans une situation économique désagréable qui semble-t-il pousser ce pays vers la faillite », a écrit, ce jeudi, Abdelbari Atwan, dans l'éditorial de Raialyoum.

« Les recherches occidentaux montrent que dans le but de porter des coups à l'économie de l'Iran et d'affaiblir la Russie pour son soutien à la Syrie, l'Arabie s'est livré en 2014 à un risque dangereux conduisant à la baisse de 55% du prix du pétrole mais ses résultats était inverse pour Riyad, a précisé Atwan.

« Cette année l'Arabie a accusé un déficit budgétaire de plus de 145 milliards de dollars. Les experts ont estimé le cout de la récente guerre contre le Yémen sans prendre en compte les dommages éventuels qu'elle infligera à l'avenir à ce pays, à 45 milliards de dollars. Environ3 millions de chômeurs saoudiens reçoivent une allocation mensuelle. Pour ce qui du règlement des questions du monde arabe, l'Arabie doit non seulement remonter de 45 ans à l'époque de la politique de non-ingérence de Malek al-Fayçal mais encore elle doit mettre en application des politiques d'austérité similaires à celles d l'époque de ce dernier, a souligné Atwan. french.irib.ir 13.08

2- Israël

- Le premier contrat d'armement d'Israël avec les régimes arabes - francophone.sahartv.ir

Le régime sioniste a signé son premier contrat d'armement avec un pays arabe.

Le régime sioniste vend 12 drones de type Heron TP et Skylark à l'armée jordanienne. Il s'agit du premier contrat d'armement signé par le régime sioniste avec un pays arabe. Les responsables jordaniens disent avoir décidé de signer ce contrat d'armement afin de renforcer les capacités militaires de l'armée de l'Air royale et de lutter contre le terrorisme. Le drone de type Heron TP est

d'une vitesse de 370 kilomètres et il est capable de voler dans une altitude de 14 kilomètres. Ce drone peut parcourir 7, 400 kilomètres en 70 heures. Le drone Skylark ne pèse que 7 kilogrammes et il sera remis aux services d'espionnage de la Jordanie. Ce type de drone est capable d'accomplir les opérations militaires et d'espionnage dans le même temps.

Le régime sioniste a assuré à la Jordanie que ces drones sont capables de s'infiltrer dans la profondeur de 200 kilomètres du territoire irakien. Les responsables sionistes et jordaniens se sont abstenus de se prononcer sur le montant de ce contrat. francophone.sahartv.ir 16.08

Haut de page

Le 19 août 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'ajouter de nouveaux articles, je dois finir d'installer la tuyauterie dans le jardin, car j'en ai marre de porter les seaux tous les soirs et Selvi est trop fatiguée.

A propos de la crise du POI-CCI.

Après lecture de quelques documents internes au POI-CCI parvenus à notre connaissance, nous en concluons que les reproches adressés au courant minoritaire par le courant majoritaire sont justes, tout comme ceux adressés au courant majoritaire par le courant minoritaire, autrement dit ils ont faux tous les deux !

Le courant minoritaire reproche au courant majoritaire d'axer le combat du POI en direction des syndicats ou de faire une trop grande place au travail dans les syndicats, de substituer en fait les syndicats au parti ou de vouloir leur faire jouer le rôle qui revient au parti, ce qui est juste.

Et le courant majoritaire reproche au courant minoritaire d'axer le combat du POI sur le terrain politique à partir d'arguments dogmatiques plaqués sur la réalité ou n'en tenant pas compte, ce qui est juste également en grande partie.

En résumé la direction majoritaire est engagé dans, je cite : "la bataille pour construire « l'appareil politique de la lutte »" constitué de syndicalistes, tandis que la tendance minoritaire souhaite "le retour à une politique de construction du parti ".

Quand on lit les documents de la direction majoritaire on s'aperçoit qu'elle tend à vouloir faire jouer aux syndicalistes un rôle dans la lutte de classe qui ne peut pas être le leur du fait même du terrain (économique) sur lequel ils interviennent.

Ainsi, comment un mouvement initié par des syndicats pourrait-il "porter le fer dans les fondements du système d'exploitation et de l'État bourgeois qui le garantit" (Résolution adoptée par la DN du 27 juin 2015), alors qu'ils correspondent à des objectifs politiques qui débordent du cadre étroit du syndicalisme ou qui ne font par partie de leur mission ou du terrain sur lesquels interviennent les syndicats, place qui revient au parti qui lutte sur le terrain politique, contre les institutions et l'Etat.

De confusion en lieu commun ils véhiculent les pires illusion dans les syndicats en écrivant que "seul le développement de la lutte des classes, appuyé sur l'appropriation par les masses de leurs organisations de classe (...) était concrètement en mesure d'ouvrir la voie à une issue politique gouvernementale conforme aux exigences des masses.", comme si la question du pouvoir ou des conditions à remplir pour satisfaire les besoins sociaux des travailleurs se réduisait à un changement de gouvernement.

Ou encore " Sans écarter le moins du monde le nécessaire travail de propagande permettant l'appropriation par l'avant-garde en train de se dégager des enseignements du marxisme en la matière —, nous avons estimé que, pour libérer cette avant-garde du poids du chantage que les directions font peser sur elle, il fallait l'aider à forger pratiquement les outils qui permettent à la lutte des classes d'ouvrir des brèches dans le dispositif des directions inféodées." sans qu'elles soient subordonnées à des objectifs politiques qui relèveraient de la génération spontanée contrairement aux enseignements du marxisme. Ils ont manifestement "écarté" les leçons que les bolcheviks avaient tirées de la révolution de 1905.

En réalité l'unité et le soulèvement de la classe ne peuvent se réaliser qu'autour de mots d'ordre politique, sur la base d'objectifs politiques qui concentrent l'ensemble de la situation et ses contradictions. L'obstacle à l'unité ou au rassemblement de la classe et de son avant-garde repose justement sur l'absence d'objectifs politiques au-delà des difficultés ou situations particullères que rencontre le prolétariat plus hétérogène que jamais, qui sans orientation politique n'a aucune raison de se mobiliser ou d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme, de renouer avec l'espoir qu'il est possible de changer la société.

Ils font une fixation quasi névrotique sur les appareils des syndicats qui organisent une infime minorité de travailleurs, et ignore totalement l'état d'esprit des masses qui découle de l'absence de perspective politique au-delà du capitalisme, ce qui est pratique pour ne pas avoir à se poser la question d'où elle vient ou à quoi cela tient qu'elles reçoivent des coups sans réagir ou si peu, alors que les syndicats n'ont aucune influence sur elles, hormis les quelques pourcents qui militent dans les syndicats. Ces dirigeants sont à la base des fonctionnaires, ensuite ils ont fait carrière dans les syndicats et pour eux le reste de la classe ouvrière n'existe pour ainsi dire pas, en conséquence la lutte de classe se réduirait au milieu dans lequel ils ont toujours baigné et dont ils ne sont jamais sortis au cours de leur vie, et pour finir ils n'ont fait qu'y adapter leur combat politique réduit en pratique au trade-unionisme.

Et tout les militants de leur parti devraient comme un seul homme leur emboîter le pas.

On les imagine discuter avec des travailleurs sur la base de cette ligne politique, puisqu'ils n'ont rien d'autres à leur proposer, alors que plus de 95% d'entre eux ne sont pas concernés par "le combat pour abattre l'obstacle politique dressé sur la voie de la classe, incarné par la soumission des directions" des syndicats "au cadre des institutions réactionnaires de la Ve République et de l'l'Union européenne", on nage en plein délire... qu'ils reprochent à la tendance minoritaire !

Il y a pire encore, la « vie du parti » ne devrait plus être organisée par sa direction et autour de la politique qu'elle a définie, non, elle devrait être "organisée autour de l'animation des discussions sur les positions exprimées dans le journal par les cadres ouvriers qui ont les leviers entre les mains", autrement dit ce seraient ces syndicalistes extérieurs à leur parti qui se substitueraient à leurs dirigeants, mieux, et les militants du POI ne débattraient pas démocratiquement des "propositions" qui leur seraient proposées par leurs dirigeants auxquelles se substitueraient celles de ces syndicalistes véhiculant des tas d'illusions dans le régime et ses institutions qui incarneraient, sans rire " « l'authentique représentation politique de la classe ouvrière » en construction.".

Voilà " le « tournant » qu'il nous fallait impérativement opérer pour sortir le POI de la « stagnation » et réussir un Ve Congrès du POI véritablement « ouvert »." écrivent-ils, qui va assurément se solder par une nouvelle hémorragie au sein de leur parti, à croire que ce serait le but recherché après avoir perdu 50% de leurs adhérents (4.700 défections) depuis la fondation du POI.

Mais que ces militants se rassurent, ils continueront de trouver dans Informations ouvrières des rubriques consacrées "à la propagande pour les vieux idéaux auxquels nous refusons de renoncer et qui doivent trouver leur équilibre dans le « nouvel IO », propagande plaquée, inutilisable, déconnectée de la situation et du combat politique indispensable contre l'Etat, vieux réflexe de dogmatiques dont les "vieux idéaux" sont relégués au magasin des souvenirs de jeunesse auxquels ils ont cessé de croire depuis belle lurrette.

Le socialisme est ainsi ravalé au rang des "vieux idéaux" que l'on casera ici ou là s'il lui reste de la place histoire de faire bonne figure ou entretenir l'illusion qu'on a encore à faire avec des trotskystes, quel mépris !

Maintenant, comme nous l'avons dit en préembule, les critiques ou reproches formulés par la direction majoritaire à l'encontre de la tendance créée par D. Gluckstein et une vingtaine de dirigeants du POI-CCI, nous semble justifiés, à ceci près qu'ils en profitent pour écarter toute perspective politique ou tout objectif politique que leur cher "avant-garde" syndicaliste refuse de se saisir. C'est ainsi qu'ils ont écrit à propos de Gluckstein que " ses appels à la Constituante, campagne contre l'Union européenne, développement du POI sont complétement en –dehors du temps. Est-ce cela qui correspond aux nécessités de la lutte des classes aujourd'hui ? Cela répond-t-il aux questions : Quoi faire, comment faire, que pouvons-nous faire ? Sa politique est de l'idéologie coupée des masses purement et simplement", ce qui n'est pas totalement faux répétons-le.

En réalité les deux types de revendications sociales et politiques devraient s'articuler au lieu de s'exclure, ce qu'ils confirme en prétendant que "nous ne pouvons formuler un mot d'ordre gouvernemental, ni encore la question du pouvoir. C'est un fait, le reste n'est que gesticulation.", ce qui relève du révisonnisme ou de la mauvaise volonté, car de tout temps il est possible de poser la question du pouvoir sans qu'il soit forcément agrément d'un "mot d'ordre gouvernemental", il suffit de relire les textes de Lénine datant de la fin du XIXe siècle pour en avoir confirmation si nécessaire.

Tout mauvais coup porté aux travailleurs par la classe dominante, toute revendication sociale insatisfaite, tout recul de nos droits ou acquis, toute répression d'un mouvement social conduit à poser la question du pouvoir pour peu qu'on ait acquis les bases de la dialectique qui préside au processus historique auquel participe la lutte des classes. C'est le b.a-ba du marxisme.

Quand on cherche à comprendre la situation en France, dans quel monde nous vivons, infailliblement cela nous mène à poser à la question du pouvoir, de l'Etat, des institutions du capital, même la discussion sur des questions les plus alimentaires de la vie quotidienne nous y conduit, toutes les questions dites sociétales, portant sur les thèmes de campagne développés par le PS notamment, le racisme, l'homophobie, la xénophobie, etc, et pour cause elles sont mises en avant par les représentants de l'Etat, tous les préjugé des masses portent l'empreinte de l'Etat, des rapports entre les classes...

Ils reprochent à Gluckstein (Seldjouk) de faire une fixation sur le parti : " Dans ces textes, Seldjouk parle « Aussi, aujourd'hui dépouiller de fait le POI de tous ses attributs de parti… » , « sans poser le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et donc de la nécessité d'un parti ? », « comment un parti ouvrier qui ne mène pas de campagne, sous des formes adaptées sur

la question du pouvoir serait-il un parti ? ».", il a raison sur ce point. On peut légitimement se poser la question de savoir quel parti on construit, sur quelle base politique il recrute en évacuant la question du pouvoir et la place et le rôle du parti qui parce qu'ils deviennent accessoires sont incompréhensibles et ne méritent finalement aucun intérêt, en dehors toutefois du rôle qu'il peut tenir dans les syndicats dont il est devenu un appendice, un courant que leurs dirigeants ne voient pas forcément d'un mauvais oeil pour accorder leur confiance et des postes de permanents aux dirigeants du POI-CCI qui leur servent à la fois de rabatteurs et de caution de gauche sans pouvoir pour autant s'emparer de leurs appareils ou les déstabiliser au point d'en perdre le contrôle.

On arrêtera là pour auourd'hui.

Derrière cette polémique d'appareil, ce qui est en cause à plusieurs origines, d'une part l'analyse de la situation et du développement de la crise du capitalisme, et d'autre part l'interprétation des enseignements du marxisme.

Vous n'avez pas trouvé curieux que tous les militants extérieurs au POI-CCI aient refusé de prendre partie ou de s'exprimer sur les origines politiques de cette crise ? Manque de courage ou ils n'y comprennent rien pour être issus de ce courant. Les réponses à ces questions figurent en plus étayées dans les critiques de ce parti et de sa politique que nous avons formulées lors de causeries précédentes.

On ne pouvait pas terminer sans une brève citation d'actualité pour flatter les fétichistes :

1- "Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique." (L.Trotsky - Où va la France ?)

Et ils eurent même de zélés disciples...

Il y en a qui ont l'art de lire ce qu'ils veulent bien lire au point de lire ce qu'un auteur n'a jamais écrit. Pire, ils vont même jusqu'à lui imputer ce qu'il a dénoncé. Comment ? Ils ont l'art de trouver dans un texte ce qui n'y figure pas ou ils le déforment de manière à faire dire à son auteur le contraire de qu'il a exprimé. Une autre méthode consiste à ignorer les autres textes que l'auteur a produits sur le même thème en plus développé, donc plus difficile ou impossible à attaquer. C'est très facile d'attribuer à quelqu'un des intentions qui n'ont jamais été les siennes dès lors qu'on ne recule devant aucun moyen malhonnête.

Voici deux courriels que j'ai reçus il y a déjà quelques jours. Ils ont été rédigés par des trotskystes issus du PCI et qui se présentent comme des sympathisants du POI dont ils reprennent la ligne politique, et apparemment ils ignorent la crise qui ravage ce parti puisque cela la contrarierait.

Au départ le marxisme est une méthode pour interpréter l'existence dans toutes ses manifestations naturelles ou historiques conformément au processus matérialiste et dialectique qui les parcourent ou en sont à l'origine et que Marx a découvert. Le trotskyste qui s'inscrivait dans la continuité du léninisme correspondait à l'application de cette méthode à la société, au monde, au capitalisme, à la lutte des classes, etc.

Ainsi, à l'instar du socialisme qui en est le produit ou la projection appliqué à la lutte de classe du prolétariat, il n'a jamais été question de créer un nouveau système philosophique ou économique dans lequel la pensée ou l'histoire, l'évolution de l'humanité devrait s'ébattre et trouver ou prouver sa propre justification, sa légitimité, ce qui serait contraire aussi bien à la méthode qu'aux conclusions des travaux auxquelles Marx et Engels étaient parvenus, et qui consacrait un processus dynamique et ouvert qui devait se poursuivre indéfiniment sans obstacle impossible à surmonter, une fois débarrassé du système capitaliste qui constituait une entrave à la résolution des difficultés que la civilisation humaine rencontrait pour conquérir sa liberté ou passer au stade supérieur de son développement en faisant consciemment sa propre histoire.

Or, c'est ce qu'en ont fait les trotskystes auto-proclamés, un système de pensée, limité, fermé, monolithique, un dogme qui a créé ses propres lois de fonctionnement auxquelles la réalité doit impérativement s'adapter sous peine d'être torturée dans tous les sens ou déformée jusqu'à ce qu'elle s'y conforme.

Un système ne peut fonctionner que dès lors que les différents éléments qui le composent entretiennent des rapports dans des limites déterminées arbitrairement, ce qui signifie qu'en sont exclus tous les facteurs qui pourraient en perturber le fonctionnement ou rendre ce système caduc. Il peut fonctionner tant que l'évolution de ces éléments et leurs rapports n'ont pas atteint les limites inhérentes à leur constitution ou à leur nature, au-delà il explose, se désagrège et disparaît. Tout élément extérieur qui viendrait en perturber le fonctionnement pourra produire les mêmes effets ou le dénaturer, aussi doit-il demeurer aussi pur que possible pour assurer sa pérennité.

L'esprit de système implique donc que toute discussion ne prenne en compte que les éléments ou arguments qui y figurent, qu'un facteur parasite s'y introduise et la discussion tournera court afin de préserver ce système de pensée. D'où la tendance marquée à la névrose obsessionnelle, à la schizophrénie et à la paranoïa des tenants d'un système à court d'arguments qui se sentiront systématiquement ou en permanence menacée ou agressés. Cette tendance se transformera en penchant au fil du temps et prendra une tournure hystérique ou violente. Toute contradiction soulevée, critique énoncée, polémique ouverte, tournera systématiquement au mieux au déni, au mépris ou à l'indifférence, au pire au procès d'intention, à l'affrontement, à l'insulte ou à la calomnie en guise de rapports. C'est ainsi que la personnalité des tenants d'un système s'identifient avec lui, et plus il sera élaboré plus

Un courriel d'un militant issu du PCI.

Ci-dessous quelques éléments de réflexion:

1. L'explosion du capital financier n'est en aucun cas l'expression de la volonté d'une oligarchie mondiale désireuse de contourner les lois du capitalisme !! (Je n'ai jamais affirmé le contraire, il faudrait apprendre à lire, mais à mon avis il est un peu trop tard ! - LVOG)

Comme tout le monde elle les subit, et le monstrueux parasitisme financier, tout comme les guerres en permanence, le chômage et la précarité de masse... ne sont que l'expression de la barbarie de ce système en phase finale, barbarie qui ne pourra cesser qu'avec son expropriation. (Il ne suffit pas de nommer "le monstrueux parasitisme financier" qui relève du lieu commun, faudrait-il encore en définir la nature et la fonction précise qui n'a absolument rien à voir avec ce qu'on avait connu dans le passé. - LVOG)

2. Il ne sert à rien de répéter, en dehors d'une mobilisation révolutionnaire des masses, "à bas le capitalisme", "à bas l'Union européenne", "vive la révolution socialiste". (Ah ben alors : vive le capitalisme, vive l'Union européenne et à bas la révolution socialiste ! Cela vous ira comme cela ? - LVOG)

3. Il ne sert à rien de vouloir que le niveau de conscience des masses soit au niveau de celui du parti révolutionnaire... (Entre les deux il y a de la marge semble-t-il, non ? On se demandera pourquoi les bourgeois ont envoyé les gosses de prolétaires à l'école et qu'est-ce qu'ils ont bien pu apprendre. De quel "parti révolutionnaire" parle-t-il, il n'existe pas. - LVOG)

C'est justement pour ça qu'il faut un parti révolutionnaire qui ne peut-être que minoritaire puisque la grande masse exploitée est aliénée comme l'explique Marx et subit l'idéologie dominante de la classe capitaliste avec ses agents de droite ou de gauche et le parti n'a pas à s'épuiser dans un vain combat idéologique même si dans son journal il peut développer telle ou telle idée. (En fait il n'a jamais développé la moindre idée sur ce plan votre journal. Ensuite on se demande pourquoi les représentants de la classe dominante mène quotidiennement le combat sur ce plan-là contre les masses s'il ne devait servir à rien. Et puis c'est le produit social issu de l'exploitation de sa force de travail qui est aliéné et non les masses, il y aurait là comme une confusion entre l'aliénation sociale et mentale. Attention, c'est à y perdre la tête ! - LVOG)

4. Pour en finir avec l'Union européenne , ses institutions et ses différents gouvernements, il faut CONCRETEMENT renverser sa propre bourgeoisie....

COMMENT ? en préparant dès septembre la grève générale, en forgeant les comités d'action dont parle Trotsky en 1936 pour briser l'action contre-révolutionnaire des appareils, pour mettre en place les comités de grève élus par les assemblées générales souveraines, intégrant, tout en les soumettant, les représentants syndicaux, pour leur fédération en un comité central de grève, comité central s'érigeant en gouvernement ouvrier, nouveau gouvernement de la Commune, tendant la main aux autres classes ouvrières...pour les Etats-unis socialistes d'Europe. (Il n'a lu que les passages d'Où va la France ? de Trotsky de 1934 et 1936, s'il avait lu ceux de 1938 il se serait rendu compte que Trotsky avait surestimé la situation et la capacité des masses à accomplir ces tâches en l'absence du parti révolutionnaire. On croirait entendre un disque rayé. - LVOG)

5. Il faut considérer l'action des membres du parti (l'élément subjectif) comme partie intégrante de la situation objective (processus on ne peut plus dialectique!)... ainsi, les 1000 cadres syndicaux (CGT, CGT-FO, SUD, FSU) rassemblés lors de l'assemblée du 6 juin, organisée à l'initiative d'IO et dont la majorité ne sont pas membres du POI (On se demandera qu'est-ce qu'il en sait, il répète ce qu'en ont dit les dirigeants eux-mêmes du POI qu'il faudrait croire sur parole. - LVOG), débattant de la nécessité des comités de grève contre la tutelle des directions syndicales (A l'entendre on serait en présence de véritables syndicalistes révolutionnaires qui s'ignorent. - LVOG), ouvrent une telle perspective, notamment dans 2 des secteurs correspondant aux besoins fondamentaux des travailleurs: l'éducation et la santé (A ma connaissance le besoin fondamental des travailleurs c'est d'avoir un emploi avec un salaire décent, mais par décret on peut passer outre quand on n'a jamais eu cette préoccupation à l'esprit... et au ventre. Le secteur de l'enseignement n'a jamais cessé de rouler pour lui-même ou le régime à notre connaissance. Quant à celui de la santé, on en entend parler uniquement lorsqu'il s'agit de défendre son statut, le reste du temps il est complètement absent de la lutte de classe. - LVOG), et vont réaliser le nécessaire (Au total cela représente quoi, moins de 5% des travailleurs de ce pays, impressionnant ! - LVOG) (bien que fonctionnaires et petits-bourgeois d'après vous alors que Trotsky considère les fonctionnaires comme partie intégrante de la classe ouvrière !!) ! (Je n'ai jamais dit le contraire, j'ai seulement précisé que leur statut privilégié ne les engageait pas à s'attaquer à l'employeur qui les nourrit, d'autant plus qu'ils n'ont pas conscience de la nature exacte de leur statut de serviteur d'un Etat capitaliste. - LVOG)

Un second courriel provenant d'un autre militant.

En voilà un manuel occupé à plein temps mais qui éprouve quand même le besoin de nous raconter à longueur de colonnes sa pauvre vie ! (Personne ne vous oblige à vous connecter sur ce portail. - LVOG)

Rien à voir avec Lénine, Trotsky, les dirigeants bolcheviques qui étaient d'affreux intellectuels, ou même, horreur, une sorte d'aristocratie ouvrière (par rapport à l'ensemble du peuple russe). (On retrouve ici la même méthode employée par les néolibéraux qui recourent à la calomnie pour dénigrer leurs opposants, cela vous honore ! - LVOG)

Quant à la grève générale, n'en parlons surtout pas alors qu'elle va être à l'ordre du jour et, c'est amusant, mais en 68 ce sont les étudiants, les intellectuels, les cadres syndicaux...qui vont avoir un rôle décisif, c'est à dire des catégories honnies par le sieur Tardieu !...Pauvre de lui! (Il est vrai qu'avec une telle référence, 68, vous ne pouviez viser plus loin ou tomber plus bas. Hier c'était la révolution qui était à l'ordre du jour, et voilà qu'il nous ressert le couvert avec la grève générale ! Vous avez là l'archéotype du trotskyste formaté à l'école de P. Lambert et qui ne s'en est jamais remis, qui ne supporte pas qu'on analyse la situation et le rôle de certaines couches sociales comme l'avaient fait avant nous Marx et Engels ou même Lénine dans des termes autrement plus crus et plus violents que ceux que j'ai employés pour justement ne pas choquer la susceptibilité de certains militants, sans pour autant prétendre qu'elles ne joueraient aucun rôle au cours de la révolution, à condition que le premier rôle soit rempli par la classe ouvrière, cela lui a échappé ce qui est révélateur. - LVOG)

Un second courriel provenant du même militant

Préparer la grève générale dès septembre car il n'y a pas d'autre voie pour renverser la bourgeoisie ! (Grand dieu, comme vous y allez, quel révolutionnaire ! - LVOG)

Maintenant, il n'y a pas d'automaticité (Ouf, quel soulagement ! - LVOG)... mais les conditions objectives sont plus que mûres, elles sont complètement pourrissantes. (Il récite sa leçon. Ah ben il faudrait savoir, un jour elles sont plus que mûres et un autre elles ne le sont pas encore, ce n'est pas moi qui l'aie affirmé mais Gluckstein à la suite de Lambert. - LVOG)

D'autre part , une grève générale peut se déclencher sans parti révolutionnaire (cf 1905, 1936, 1968...); par contre c'est indispensable pour la victoire finale. (C'est très con comme truc en somme, cela ne sert à rien sans le parti, c'est bien cela ? Il y a même des grèves générales qui se produisent sur des objectifs purement politiques. Chut, personne ne doit le savoir ! L'extrême hétérogénéité de la classe ouvrière rend la grève générale sur la base de revendications sociales plutôt improbable à réaliser, voir l'exemple grec. - LVOG)

Enfin, les illusions d'alors sur le PCF, le PS, sont tombées depuis longtemps et toutes les positions syndicales que les trotskystes occupent, les milliers de cadres syndicaux disponibles...sont autant de points d'appui. (Une goutte d'eau insignifiante dans l'océan en réalité. - LVOG)

Tous les coups reçus par les masses sont autant de facteurs favorables à leur rassemblement et leur unité. (Mais voilà les dirigeants du POI ont toujours affirmé que leur combat devait servir à leur éviter ces coups, c'est la base de leur stratégie politique opportuniste et leur objectif affiché, alors il faudrait savoir. - LVOG)

On appelle cela de nos jours réaliser un copier/coller ! C'est pratique, c'est économique et cela évite de penser...

Dossier sur la Grèce

- Plan d'aide à la Grèce : Merkel peut dormir tranquille - LePoint.fr

- La privatisation d'aéroports grecs bénéficie à un consortium allemand - Le Huffington Post

Le gouvernement grec a approuvé la concession des 14 aéroports régionaux du pays au consortium allemand Fraport-Slentel pour 1,23 milliard d'euros, dans un décret publié mardi 18 août au Journal officiel. La cession de la gestion des aéroports à l'entreprise allemande pour une durée de 40 à 50 ans, approuvée par le précédent gouvernement, avait été gelée après l'élection en janvier dernier du premier ministre Alexis Tsipras.

- Alexis Tsipras privatise 14 aéroports, la majorité au bord du crash - La Tribune

Après avoir suspendu le programme de privatisation de la législature précédente, Alexis Tsipras le relance sous la pression des créanciers avec qui il a fini par s'accorder... Avec le soutien des voix de l'opposition. Sa majorité, mais également de nombreux ministres estiment que des élections anticipées sont inéluctables...

C'est une question lancinante depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir en janvier dernier. Le programme de privatisations engagé par la majorité précédente, avait été suspendu par le nouveau gouvernement d'Alexis Tsipras. Celui-ci jurant tantôt que celui-ci ne serait pas remis en cause, tantôt voulant renégocier les termes d'un tel programme dans le cadre d'une renégociation de la dette. Six mois plus tard, le voici annonçant la privatisation de 14 aéroports régionaux dans les mêmes termes que ce qui avait été décidé par la précédente législature. Le gouvernement a beau préciser que les discussions sont toujours en cours. Il semblerait néanmoins que c'est le consortium Fraport-Slentel qui met la main sur cet ensemble pour la somme de 1,23 milliard d'euros. Il versera un loyer annuel de 22,9 millions d'euros. La durée de la concession est de quarante à cinquante ans.

Les privatisations qualifiées de "crime" par Syriza

Pourtant, Syriza avait fait campagne sur ce programme de privatisations contre Antonis Samaras. Le précédent premier ministre grec avait lancé la vente de véritables bijoux de famille comme le port du Pirée, les compagnies d'électricité et de gaz, ou encore des mines d'or. En tout, c'est près de 28 privatisations d'un montant de 50 milliards d'euros qui étaient inscrites dans l'agenda. Pour le parti de gauche radical, ce programme était qualifié de "crime".

Mais à peine élu, Alexis Tsipras a soufflé le chaud et le froid sur ces privatisations tentant d'en faire une variable d'ajustement des exigences des créanciers. Dès le mois de mai, il revenait sur sa décision de suspendre la vente du port de Pirée, la première infrastructure portuaire du pays, en annonçant la cession de 51% de son capital par l'Etat. Certes, c'est moins que les 67% prévus précédemment. Il n'empêche, le gouvernement avait alors reconnu, par la voix de son porte-parole Gabriel Sakellaridis, que cette vente était une "concession" faite aux créanciers. Surtout, l'accord du 13 juillet avec les institutions (Europe, FMI), impliquait ces privatisations.

Gagner du temps

Pourtant, les privatisations ont été au cœur des discussions avec les créanciers. Si Alexis Tsipras n'a pas réussi à obtenir une révision profonde du programme, il a néanmoins obtenu un délai plus large. Un gain de temps qui devrait lui permettre de ne pas brader ses actifs. Pour les 14 aéroports régionaux, il était déjà trop tard puisque la négociation était faite. L'organisme chargé des privatisations, Taiped, a ainsi recommandé au gouvernement d'officialiser la vente à Fratport-Slentel, qui avait remporté l'appel d'offres en 2014 contre le français Vinci.

Sauf qu'en procédant à ces privatisations, Alexis Tsipras se met en porte-à-faux avec sa propre majorité. Déjà, une partie de ses députés a dénoncé cette décision à travers un communiqué : "c'est la première action du mémorandum (plan d'aide) en vue d'une vente générale de la Grèce".

Syriza au bord de l'explosion

Pour Alexis Tsipras, l'exercice du pouvoir est de plus en plus précaire. Vendredi, il avait eu, encore une fois, recours aux voix de l'opposition pour faire adopter le troisième plan d'aide qui doit rapporter 86 milliards d'euros à la Grèce. Sur 149 députés Syriza, 43 se sont abstenus ou ont voté contre. De plus en plus, la presse et même certains membres du gouvernement s'attendent à ce qu'Alexis Tsipras convoque un vote de confiance au Parlement.

"Des élections sont impératives pour des raisons de stabilité politique. Etant donné les problèmes dans la majorité (parlementaire) du gouvernement, la situation est tout sauf stable" actuellement, a considéré le ministre de l'Energie, Panos Skourletis, sur Skai TV.

Un autre ministre, Alekos Flambouraris, a jugé possible des élections anticipées pour le 20 septembre prochain, dans le cas où un vote de confiance désapprouverait Alexis Tsipras la semaine prochaine. Des élections hautement périlleuses?

Plus pessimiste, la ministre de la santé a jugé que même, dans un souci de disciplinarité, si la majorité se rassemblait pour voter la confiance à Alexis Tsipras, les élections étaient inévitables puisque certains d'entre eux persisteraient à ne pas voter les mesures du gouvernement.

Le gouvernement redoute la réaction des marchés en cas de nouvelles élections anticipées dont l'issue sera incertaine. L'absence de majorité claire contreviendra à la poursuite des réformes exigées par les créanciers. Une nouvelle crise grecque en perspective ? La Tribune 18.08

- Grèce: vers des élections dès la mi-septembre? - La Tribune

Le Premier ministre Alexis Tsipras a largement perdu sa majorité parlementaire vendredi. Des élections pourraient avoir lieu à la mi septembre.

Les élections anticipées en Grèce pourraient survenir avant le mois d'octobre. Alekos Flambouraris, ministre d'État, a expliqué

mardi 18 août sur la télé Mega que si le gouvernement n'obtient pas la confiance, "il va tomber à cause de députés de gauche, et des élections vont suivre".

Alekos Flambouraris a été très précis. Selon lui, en cas de rejet au vote de confiance, les élections seront tenues 25 jours plus tard. Un scénario possible serait un vote la semaine prochaine, et des élections le dimanche 20 septembre. À moins que tout ne se précipite dès mercredi 19 août, pour un vote le 13 septembre.

Une réunion ce mardi après-midi entre Alexis Tsipras et ses ministres en charge de l'Économie pourrait être déterminante, selon plusieurs quotidiens. Le journal Kathimerini estime pour sa part que c'est entre le 20 et le 22 août que pourraient avoir lieu "les prochains mouvements" pour décider ou non d'élections.Et laisse aussi entrevoir la possibilité d'élections repoussées à fin octobre, début novembre.

Obtenir le vote de confiance ne suffira pas forcément à Tsipras

Soulevant le risque que le chef du gouvernement obtienne le vote de confiance mais qu'ensuite les députés Syriza dissidents persistent à voter contre les mesures comprises dans le plan d'aide, le ministre de la santé Panagiotis Kouroumplis a estimé pour sa part sur Vima FM que "même si le gouvernement obtient le vote de confiance, les élections sont la seule solution pour faire face au problème avec Syriza".

Le Premier ministre Alexis Tsipras a en effet largement perdu sa majorité parlementaire vendredi dernier lors d'un vote au Parlement sur le troisième plan d'aide au pays en cinq ans, d'un montant de 86 milliards d'euros. Il l'a emporté grâce à l'opposition, mais, sur les 149 députés Syriza, 32 ont voté contre et 11 se sont abstenus. Les 13 députés du partenaire de Syriza dans la coalition (ANEL) ont voté pour. Mais si le soutien de ses troupes restait à ce niveau (119 députés sur 300) et que l'opposition cesse de le soutenir, Alexis Tsipras perdrait le pouvoir. Il devrait donc demander un vote de confiance dans les prochains jours.

ACTUALITE EN TITRES

Combien cela rapporte-t-il et à qui ?

- Gaspillage alimentaire : 7 millions de tonnes de nourriture gâchée chaque année - Francetv info

Après les consommateurs, les restaurants et les cantines sont les deuxièmes plus gros gaspilleurs avec une tonne par an. "Arrive ensuite la grande distribution responsable de la perte de 750 000 tonnes. Mais il y a aussi l'agriculture et l'industrie agroalimentaire", poursuit la journaliste de France 3. Le gaspillage alimentaire coûte entre 12 et 20 milliards d'euros en France. Francetv info 18.08

Rectifions : Rapporte à toute la filière alimentaire... mais pas forcément la même chose ou de la même manière.

Les petits producteurs sont voués à être broyés par l'agro-capitalisme tout comme les petites entreprises qui ont disparu au profit des grandes entreprises ou encore des pans entiers des couches moyennes ou de la petite bourgeoisie qui sont condamnées à se prolétariser.

On peut s'en émouvoir et verser une larme et souhaiter faire tourner la roue de l'histoire à l'envers pour revenir à une époque où les conditions objectives n'étaient pas réunies pour satisfaire les besoins alimentaire de la population mondiale ou passer au socialisme et souhaiter longue vie au capitalisme, un peu moins à ceux qui crèveront de faim.

On peut aussi à partir du constat que le développement historique du capitalisme conduit inévitablement à la concentration toujours plus grande de la production et du capital, envisager de l'abolir et planifier la production en fonction des besoins de la population à partir des forces productives existantes incluant les petites exploitations en leur donnant les moyens de pouvoir vivre décemment de leur travail, ce qui implique de s'émanciper de la tutelle des banques privées qui seraient nationalisées ou socialisées.

- Pétrole : une nouvelle baisse record - Francetv info

Le prix du baril de pétrole a atteint un nouveau record. À New York, le baril est tombé à 41 dollars, une chute spectaculaire de 60% en un peu plus d'un an. Une aubaine pour l'économie française. Compagnies aériennes, transporteurs routiers ou encore industrie chimique, la baisse du prix du pétrole va faire du bien à ces sociétés gourmandes en carburant. Francetv info 18.08

Le noeud coulant de la dette et de l'usure.

- Le marché obligataire en zone euro salue l'accord européen sur la Grèce - AFP

Les taux d'emprunt en zone euro se sont détendus lundi sur le marché obligataire, saluant le feu vert donné par la zone euro au troisième plan d'aide à la Grèce. AFP 17.08

Vraiment, pour qui ?

Le taux d'emprunt à 10 ans à 18H00 (16H00 GMT) le 17 août 2015 :

Grèce - 9,084%
Espagne - 1,940%
Italie - 1,762%
Portugal - 2,379%
France - 0,945%
Allemagne - 0,627%

En oligarchie hors zone euro :

Grande-Bretagne - 1,817%
Etats-Unis - 2,157%

Les grandes banques se voient allouer sous forme de prêts à des taux d'intérêt proches de zéro des centaines de milliards d'euros qui leur serviraont à acheter notamment des obligations grecques rémunées à 9,084%, on comprend pourquoi ces prédateurs n'ont pas envie que le bal s'arrête.

- Londres accorde des permis pour l'exploration de gaz de schiste - Reuters

Le gouvernement britannique a annoncé mardi l'octroi d'une série de nouveaux permis d'exploration de gaz de schiste, une première en sept ans, au bénéfice, entre autres, du groupe français Engie et du britannique IGas.

Au total, les 27 sites d'exploration conventionnelle et de gaz de schiste proposés ont suscité 95 dossiers de candidature émanant de 47 entreprises, a précisé Londres.

Les licences correspondantes seront formellement attribuées à l'issue de nouvelles évaluations sur une deuxième liste de 132 sites qui pourraient être proposés d'ici la fin de l'année.

Après le rejet par les autorités locales de deux demandes d'autorisation de projets de fracturation hydraulique en juin dans le nord-ouest de l'Angleterre, le gouvernement a modifié la semaine dernière la procédure de validation de ces permis. Reuters 18.08

- Deauville : un poulain vendu 2,6 millions d'euros aux ventes de yearlings - Francetv info

- Doxa néolibérale. Pour ***Le Monde*** le succès n'a pas de prix, surtout pas humain.

- Difficiles conditions de travail chez Amazon, le prix du succès ? - LeMonde.fr

Doxa du grec doxa « opinion »

- Ensemble des opinions reçues sans discussion, comme une évidence naturelle, dans une civilisation donnée.

Doxologie du grec ecclés, doxologia « glorification », de doxa « gloire ».

- Parole, discours correspondant à l'opinion dominante, à la doxa.

La Doxa (mot qui va revenir souvent), c'est l'Opinion publique, l'Esprit majoritaire, le Consensus petit-bourgeois, la Voix du Naturel, la Violence du Préjugé. On peut appeler Doxologie (mot de Leibnitz) toute manière de parler adaptée à l'apparence, à l'opinion ou à la pratique. R. Barthes, Roland Barthes, p. 51.

Dérèglement sexuel et marchandisation du sexe.

- L'Agence américaine des médicaments approuve le premier « Viagra pour femmes » - LeMonde.fr

La FDA a suivi les recommandations d'un comité consultatif d'experts favorable à la commercialisation du Flibanserin. LeMonde.fr 18.07

Question : Pourquoi tiennent-ils tant à ce que les hommes et les femmes qui avaient des difficultés à s'envoyer en l'air y parviennent artificiellement après avoir banalisé, encouragé la pornographie et la prostitution ? Serait-ce pour que les hommes et les femmes soient plus heureux ? On est en droit d'en douter fortement, n'est-ce pas ? Ne serait-ce pas plutôt parce que ce serait l'un des seuls plaisirs qu'il leur resterait accessible dans leur société décadente, un moyen de le livrer à la marchandisation puisqu'aucun acte ne devrait y échapper ?

En guerre économique... et politique.

- Russie: la chute du PIB pourrait atteindre 4% en 2015 (conseiller du Kremlin) - AFP

- Brésil : l'économie reculera aussi en 2016, selon la Banque centrale - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Attentats à Bangkok : nouvelle explosion dans la capitale thaïlandaise - Francetv info

Ce mardi 18 août, une nouvelle explosion a frappé le centre-ville de Bangkok. Une grenade a explosé à la sortie d'un métro, devant des passants. Francetv info 18.08

- Nigeria: 150 personnes mortes dans une attaque de Boko Haram dans le nord-est - AFP

- Poutine impute l'intensification des combats en Ukraine à Kiev - Reuter

- La Minusma déployée dans le nord du Mali après des combats - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Charlie ou la voix du terrorisme utile ou du Patriot Act.

- Liberté de la presse : nouvelle loi controversée en Egypte - euronews.com

Nouveau durcissement sécuritaire en Egypte. En cas d'attentats, les journalistes qui contredisent les informations officielles pourront désormais être poursuivis.

C'est la mesure la plus polémique de la loi antiterroriste qui a été ratifiée dimanche par le président Al-Sissi. Au Caire, les avis sont partagés. "La critique journalistique est une critique légitime, explique le journaliste Ayman Fayed. Mais d'un autre côté, la nécessité pour l'État de faire des lois comme celle-ci est légitime aussi, afin de combattre le terrorisme." L'expert médias Omar Hosni n'est pas du même avis. "Le terrorisme, c'est un terme large qui permet de limiter énormément la liberté de la presse, affirme-t-il. Cette loi devrait donner une interprétation plus claire et plus précise du mot terrorisme, sans restreindre les libertés. "

S'ils sont condamnés, les journalistes, y compris étrangers, risquent une amende de près de 60 000 euros – une forte somme dans un pays où un reporter ne touche que 500 euros par mois en moyenne. "Les soutiens du gouvernement considèrent cette loi comme nécessaire pour lutter contre les activités terroristes et maintenir la sécurité dans le pays, conclut notre correspondant en Egypte, Mohamed Shaikhibrahim. Au contraire, ses détracteurs craignent qu'elle menace la liberté de la presse et les droits de l'homme." euronews.com 17.08

Comment ils orchestrent la déstabilisation politique de toute l'Europe pour la faire basculer vers l'extrême droite. Mode d'emploi.

Plus de 100 000 migrants ont rejoint l'Europe au cours du mois de juillet - LeMonde.fr

Selon les chiffres de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (Frontex), 340 000 personnes ont traversé les frontières de l'Union sur les sept premiers mois de l'année : le chiffre total d'entrées en 2014 (280 000) est d'ores et déjà dépassé. En première ligne, l'Italie, la Hongrie, et la Grèce, pour laquelle le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a diffusé aussi mardi des chiffres record : entre le 8 et le 14 août, 20 843 migrants sont arrivés en Grèce, soit l'équivalent d'environ la moitié de ceux arrivés par la mer dans le pays au cours de toute l'année 2014.

L'agence Frontex confirme qu'environ la moitié de ces arrivées ont lieu en mer Egée, concernant essentiellement les îles grecques de Lesbos, Chios, Samos et Kos, où se pressent les réfugiés syriens et afghans. Dans le même temps, 20 000 Erythréens et Nigérians parvenaient en Italie au terme d'une périlleuse traversée en provenance des côtes libyennes. Aux frontières hongroises, 34 800 migrants étaient aussi détectés.

Le directeur exécutif de l'agence a appelé mardi les Etats membres de l'Union européenne à apporter leur soutien en matériel et en personnel à ces trois pays en première ligne de la crise. « C'est une situation d'urgence pour l'Europe », a-t-il déclaré. LeMonde.fr 18.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- L'ONU soutient un plan "historique" pour la paix en Syrie - Francetv info

Quand l'ONU piétine le droit du peuple syrien à l'autodétermination.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a soutenu un nouveau plan pour la paix en Syrie, lundi 17 août. Ce texte a été adopté par la Russie – une première en deux ans – et par les 14 autres membres.

Il s'agit du premier plan politique sur la Syrie à obtenir l'accord de tous les membres du Conseil. Le représentant permanent adjoint de la France à l'ONU, Alexis Lamek, a d'ailleurs qualifié cette entente d'"historique", évoquant "un message en soutien au processus politique en Syrie".

Dans son communiqué, le Conseil appelle à mettre fin à la guerre en "lançant un processus politique mené par la Syrie vers une transition politique". Celle-ci passe par "l'établissement d'un corps dirigeant de transition inclusif avec les pleins pouvoirs", qui doit être "formé sur la base d'un consentement mutuel", sans interrompre le fonctionnement des institutions gouvernementales, précise encore le texte.

Prévue pour démarrer en septembre, cette initiative doit permettre la mise en place de quatre groupes de travail sur la sécurité et la protection, le contre-terrorisme, les questions politiques et légales ainsi que la reconstruction.

Le Venezuela émet des réserves sur le plan de transition

L'ambassadeur vénézuélien auprès de l'ONU, Rafael Ramirez, a toutefois estimé que ce texte établit "un précédent très dangereux", en soutenant une transition qui, dit-il, viole le droit des syriens à l'auto-détermination. Le Venezuela, qui entretient des relations amicales avec la Syrie, s'est donc dissocié de plusieurs parties du communiqué en 16 points du Conseil. Francetv info 17.08

1.2- L'armée israélienne s'apprête à occuper la Syrie - francophone.sahartv.ir

Israël planifie d'occuper les villages druzes.

Le journal israélien "Yediot Aharonot" a fait part du plan de l'armée israélienne de débarquer sur le territoire syrien sous prétexte de la lutte contre les groupes actifs sur les hauteurs du Golan.

L'armée du régime sioniste a effectué, tout au long de ces deux dernières semaines, des exercices militaires, axés sur l'agression du territoire syrien. "Yediot Aharonot" prétend qu'il s'agit d'une réponse aux attaques éventuelles et dans le but de faire pénétrer

dans les villages frontaliers, des dizaines d'effectifs armés, équipés d'armements anti-chars et automatiques ainsi que de grenades et d'armes légères. francophone.sahartv.ir 17.08

1.3- Les terroristes se rendent à l'armée syrienne - francophone.sahartv.ir

Selon des sources syriennes, un groupe des terroristes, dans la région d'Al-Zabadani à Rif de Damas, se sont rendus à l'armée de la Syrie.

Selon l'Agence syrienne Sana, suite à l'avancée des opérations de l'armée dans la région d'Al-Zabadani, 5 membres terroristes d'Ahrar Al-Sham, ont été obligés de se rendre. Cependant Emad Khamiss, le ministre syrien de l'Energie, faisant allusion à la rentrée à la maison des réfugiés de la région Hosseiniyeh, dans la banlieue de Damas, dans le sud de la Syrie, après avoir rejoint le processus de la réconciliation nationale, a dit que le retour des réfugiés à leur maison, après trois ans, montre l'autorité du gouvernement syrien, face aux terroristes takfiris et sionistes. Khamiss qui été présent dans la région de Hosseiniyeh au moment du retour des réfugiés, a ajouté que suite au nettoyage de cette région de la présence des terroristes, la sécurité est revenue, et que la situation est désormais adéquate pour que les réfugiés reviennent à leur maison.

Aussi, il y a quelques heures, dans la région de Quneitra, dans les environs des hauteurs de Golan et à Daraa, proche de la frontière jordanienne, un certain nombre de takfiris, ont été tués dans des affrontements avec les forces de l'armée syrienne. francophone.sahartv.ir 17.08

2- Turquie

2.1- "Tous les efforts pour la formation d'un gouvernement de coalition ont échoué" (Davutoglu) - francophone.sahartv.ir

Davutoglu ne sait plus à quel saint se vouer!

«Tous les efforts, pour la formation d'un gouvernement de coalition, ont échoué», a déclaré le Premier ministre turc. Le Parti nationaliste, au Parlement turc, a, une nouvelle fois, refusé, lundi, une proposition d'alliance, selon Davutoglu, qui a dit ne plus voir de possibilité, pour la formation d'un gouvernement de coalition, à l'issue des législatives de juin. "Le chef du Parti de l'Action nationaliste (MHP, droite), Devlet Bahçeli, m'a, clairement, dit qu'il ne voyait pas de possibilité, pour la formation d'un gouvernement avec l'AKP", le Parti de la justice et du développement, au pouvoir, depuis 2002, a-t-il dit, lors d'une conférence de presse.

Lundi, Ahmet Davutoglu, le Premier ministre turc a annoncé: "J'ai tout fait, essayé toutes les formules possibles, mais il n'y pas de voie possible, pour une coalition", a reconnu M. Davutoglu, à l'issue d'une rencontre avec M. Bahçeli. "M. Bahçeli a bien spécifié qu'il refusait d'apporter son soutien à un gouvernement minoritaire (de l'AKP)", a précisé M. Davutoglu. Les négociations avaient, déjà, échoué, jeudi, avec le Parti républicain du peuple, (CHP, social-démocrate), deuxième force, au Parlement. francophone.sahartv.ir 18.08

2.2-Turquie: Washington retire ses missiles Patriot - francophone.sahartv.ir

Washington et Ankara ont annoncé dimanche le retrait des deux unités américaines de missiles Patriot déployés en Turquie depuis début 2013 sous le commandement de l'Otan.

« Ces unités vont être redéployées aux Etats-Unis pour des opérations cruciales de modernisation », selon un communiqué commun du gouvernement turc et du gouvernement américain diffusé notamment par le Pentagone.

Les deux batteries de Patriot étaient déployées à Gaziantep, au sud-est de la Turquie. Leur mission s'achèvera en octobre. Les Etats-Unis et la Turquie précisent que les batteries de Patriot et leur personnel pourront être redéployées sur place en l'espace d'une semaine, si nécessaire. « C'est une décision militaire américaine, dans un but de modernisation de l'équipement », a souligné un responsable du Pentagone sous couvert de l'anonymat.

L'Allemagne qui avait également deux batteries de missiles Patriot dans la région déployées sous commandement de l'Otan a annoncé samedi une décision similaire. Les missiles Patriot avaient été déployés en 2013 par l'Otan à la demande de la Turquie, prétextant la crise en Syrie. francophone.sahartv.ir 17.08

3- Yémen

- La sédition interconfessionnelle, arme de Riyad pour faire plier le Yémen - francophone.sahartv.ir

La destruction des lieux religieux au Yémen n'est qu'un complot de Riyad et de ses sbires pour semer des différends interconfessionnels.

Le porte-parole du ministère yéménite des Affaires pieuses évoque la destruction d'envergure des mosquées, des bureaux des affaires pieuses et des lieux religieux du Yémen par l'Arabie et ses mercenaires takfiris. «Se voyant incompétente sur les champs de bataille, l'Arabie a opté pour la politique qui consiste à détruire les mosquées et les lieux religieux dans le but de briser l'unité du peuple yéménite et semer discordes et différends claniques que confessionnels. », a fait remarquer ce porte-parole du ministère des Affaires pieuses, pour lequel la démarche de l'Arabie ressemble aux actes de Daech à Mossoul, Kirkuk et Taafar et les autres villes sous contrôle de ce groupe terroristes en Syrie. Cela intervient alors que les bureaux d'éminents oulémas yéménites ont condamné, il y a quelques temps, dans un communiqué, les attaques saoudiennes, appelant la Communauté internationale à faire arrêter ces agressions.

A noter que l'UNESCO a, à maintes reprises, condamné la destruction des sites religieux et historiques au Yémen, ce qui a en effet anéanti une partie importante des documents concernant la civilisation islamique, selon cette Organisation. Pourtant, l'Arabie bénéficie du soutien de l'ONU et de l'Occident dans toutes ses attaques. Après des frappes aériennes contre les zones d'habitation, les centres économiques et sécuritaires, l'Arabie s'est lancée, avec le soutien des groupes terroristes, dans une nouvelle guerre qui vise les centres culturels et religieux, cherchant ainsi faire pression sur les Yéménites et les faire reculer de leur endurance et leur résistance.

En tout état de cause, les répercussions des soutiens apportés à l'Arabie et ses mercenaires engagement, de plus en plus, tous les pays arabes de la région y compris l'Arabie, elle-même. Les attentats terroristes de ces derniers mois dans les mosquées en Arabie et au Koweït ainsi que des menaces proférées contre les mosquées à Bahreïn, constituent un seul exemple de cette extension du danger du terrorisme sur les territoires de ses protecteurs. Or, il s'avère plus que jamais nécessaire dans la situation actuelle, une action conjointe et unanime de l'ensemble des pays islamiques avec pour objectif de faire face aux démarches et mesures qui portent préjudice à l'image de l'Islam, des musulmans et de l'unité du monde de l'Islam, pour lutter contre le terrorisme au Yémen voire dans toute la région. francophone.sahartv.ir 18.08

ECONOMIE

Chine

- Nouveau coup de tabac à la Bourse de Shanghai - lefigaro.fr

La Bourse de Shanghai a chuté de plus de 6 % ce mardi, sa baisse la plus importante depuis trois semaines, les investisseurs s'inquiétant d'efforts à leurs yeux insuffisants de la part du gouvernement pour soutenir l'économie chinoise et les marchés.

L'indice composite shanghaïen a enregistré sa plus forte baisse quotidienne depuis le 27 juillet, lorsque l'indice avait dégringolé de 8,48 %.

Pour soutenir l'activité, la banque centrale chinoise a annoncé mardi avoir procédé à l'injection de 120 milliards de yuans (16,94 milliards d'euros) sur le marché monétaire, la plus importante injection d'argent depuis janvier 2014, selon un média officiel. Début août, un quotidien économique chinois, le Jingji Cankao Bao, avait rapporté qu'un nouveau programme de relance de l'économie par l'investissement était en préparation, pour un montant au moins équivalent à 164 milliards de dollars. Un tel programme servirait notamment aux infrastructures. Mais le doute qui plane sur son ampleur et sa réalisation ont fragilisé mardi ce secteur. lefigaro.fr 18.08

Haut de page

Le 20 août 2015

CAUSERIE

J'ai terminé la plomberie.

On ajoutera de nouveaux articles demain si j'en ai le temps, en fait j'en ai marre aussi, c'est l'overdose, ils me donnent la nausée, pas vous ? Bon, il faut bien s'informer...

Quand on observe ce qui se passe dans le monde, je me dis que les questions que nous sommes amené à traiter ici me paraissent indécentes et font hontes au mouvement ouvrier. On peut comprendre ceux qui s'en détournent même si cela ne constitue pas une bonne excuse.

Voilà qui devrait décourager un peu plus les travailleurs de s'organiser dans une structure politique ou dégoûter les militants qui n'en peuvent plus d'être livrés à qui, je n'ose pas répondre, je crois que cela relève davantage de la compétence d'un psychothérapeute ou je ne m'y connais pas.

J'ai découvert ce matin que les militants de La Commune (exclus en 1992 du Parti des Travailleurs) avaient quitté le NPA et avait constitué une nouvelle organisation ou plutôt un nouveau groupe depuis quelques mois, dans la perspective de construire... un Parti des travailleurs, bienvenue au club !

Je suis désolé de ne pas pouvoir les prendre au sérieux et de ne pas pouvoir me retenir de me marrer en lisant leur littérature qui à bien des égards est un copier/coller du POI. En caricatural, et c'est justement ce qui est intéressant, car du coup sans le vouloir ils apportent de l'eau à notre moulin.

A les entendre on serait au bord de la grève générale, donc toutes affaire cessantes il faudrait s'y préparer dans la minute qui suit. Et sur quoi cela repose ce diagnostic ? Sur les mouvements sociaux qui se sont développés au deuxième semestre de l'année 2014 jusqu'en février 2015 parmi lesquels le "mouvement des « bonnets rouges », grève des cheminots, grève des pilotes de ligne et, tout dernièrement, grève des médecins s'ajoutant à la grève-surprise des salariés de Mory-Ducros et à de nombreuses grèves locales rarement recensées...", mêlant grèves en défense des emplois à des grèves purement corporatistes de l'aristocratie ouvrière ou de la petite bourgeoisie, ainsi qu'un mouvement de type régionaliste ou poujadiste. C'est tout ce qu'ils ont trouvé pour justifier leur orientation politique, à l'instar du POI avec les enseignants et les infirmières.

Le diagnostic de La Commune remontait à février 2015, nous sommes fin août et toujours pas de grève générale, mais avec un peu de chance elle pourrait se produire un jour ou l'autre tout comme la révolution, la Troisième guerre mondiale, la chute du dollar, l'effondrement de la Bourse, etc. j'allais oublier l'agonie de la Ve République... Et même qu'on va tous mourir un jour !

Comment voulez-vous prendre au sérieux des gens pareils, franchement ? C'est une maison de fous ou quoi ? Cela doit être terrible de finir sa vie ainsi, c'est quelque chose qu'on a du mal à s'expliquer provenant de gens aussi intelligents par ailleurs, c'est comme si un jour quelque chose avait cessé de fonctionner dans leur cerveau et qu'ils ne s'en seraient pas aperçus.

A propos du POI-CCI

Pierre Lambert n'a jamais été autre chose qu'un cadavre politique dont aujourd'hui deux courants du POI-CCI se disputent l'héritage, dont à la base figurait sa collusion avec les appareils du PS et de FO, l'un appartenant à un parti politique, l'autre à un syndicat, d'où la ligne politique défendue par la tendance minoritaire représentée par D. Gluckstein en direction du PS et du PCF ou du Front de gauche, et celle de la direction majoritaire en direction des appareils des syndicats.

Comment s'attaquer à un cadavre ? Poser cette question permet de comprendre pourquoi il fut inattaquable ou plutôt, pourquoi cette mystification parfaitement planifiée le protègera, dès lors qu'il aura su s'entourer de théoriciens pour l'entretenir, ce qui ne l'empêchera pas de les virer comme des malpropres quand il n'en eut plus besoin...

Mais pour cette mystification fonctionne, il fallait scinder l'activité de son organisation en plusieurs secteurs d'intervention, de telle sorte que les militants l'ignorent ou ne se rencontrent pas ou n'échangent pas leurs expériences ou leurs impressions, surtout ne se posent pas de questions sur leurs activités réciproques une fois formatés par Informations ouvrières qui sera l'instrument de la perversion de son organisation et de ses militants qu'il mettra entièrement au service de l'appareil qu'il avait constitué, d'où la longévité de son règne sans partage à la direction de son organisation.

C'est ainsi que des militants de l'OCI-PCI croiront sincèrement se battre contre la Ve République, tandis que pendant ce temps-là d'autres à leur insu, des cadres et des dirigeants se mettaient au service du PS. Lambert pouvait tirer les ficelles des deux bouts, ce qui lui permettait de faire valoir sa popularité auprès des militants de base et de tenir ainsi l'appareil de son organisation. Au total des dizaines de milliers de militants passés par son organisation ou son parti seront victimes de ses manipulations ou abusés, dont je fais partie.

Les dirigeants de son organisation qui seront informés de ses manoeuvres et qui s'en feront les complices tout au long de ces décennies en gardant le silence, sont ceux qui aujourd'hui se disputent cette méthode antidémocratique qui a si bien fonctionné et dont Lambert sera si fier, ce sera en quelque sorte sa marque de fabrique et le seul héritage qu'il pouvait leur léguer, qui n'avait évidemment absolument aucun rapport avec le trotskysme.

La crise du POI-CCI incarne la faillite de cette méthode détestable mise à dure épreuve ou étant grippé, à l'heure où les travailleurs se détournent des partis ouvriers et cherchent à résister au rouleau compresseur du néolibéralisme sans toutefois se tourner vers

les syndicats, autrement dit les manoeuvres passées entre appareils ne suffisent plus ou ne peuvent plus fonctionner comme avant sans que les contradictions internes du POI apparaissent au grand jour et se traduisent par une hémorragie de ses effectifs réduits de moitié depuis sa fondation.

Ces méthodes d'appareil donnent un éclairage particulier sur la conception de la lutte de classe de Lambert et de ses dirigeants sans distinction, dont Lambert lui-même avait donné un aperçu dans un interview qu'il avait donné à L'Express le 4 octobre 2001. On pourrait le résumé ainsi : Si la social-démocratie était socialiste en parole et social-impérialiste en acte depuis (au moins) août 1914, la conception de la lutte de classe de Lambert était trotskyste en parole et social-démocrate en acte.

Et si la crise du POI-CCI éclate maintenant, c'est directement en rapport avec l'amplification de la crise du capitalisme qui a contraint le PS à la prendre ouvertement en charge, privant ainsi l'appareil du POI-CCI de la stratégie qu'il avait élaborée en direction du PS ou son soi-disant courant de gauche, un des éléments moteurs de la mystification dont il a été question plus haut, pire et sans que cela soit dit ouvretement et on comprendra immédiatement pourquoi, l'évolution néolibérale ou ultra droitière du PS allait poser la question des rapports que les dirigeants du POI-CCI avaient tissés ou entretenus avec ce parti pendant plusieurs décennies comme s'ils en ignoraient la véritable nature contre-révolutionnaire, rapports dont est issu le POI qui a été conçu à la base pour permettre à des militants du PS (et du PCF) de le rejoindre, et qui pour cette raison ils ne peuvent pas renier, en revanche, face à l'échec qu'a incarné cette stratégie, la majorité des dirigeants du POI-CCI s'en sont saisis pour se débarrasser de celui qui l'avait impulsée après la mort de Lambert, D. Gluckstein, après n'avoir pas supporté qu'il ait été désigné par Lambert pour lui succéder à la direction de leur parti, alors qu'il venait de la LCR, crime de lèse-majesté qu'ils n'avaient jamais digéré et dont ils s'étaient jurés de se venger, l'affaire est en cours.

Lambert ayant toujours tenu un double discours ou mené un double jeu en tirant les ficelles de tous les côtés à la fois, à la faveur de l'offensive du capital qui devait se traduire par une régression sociale généralisée rendant inopérante ou neutralisant sa stratégie, pour sauver la mise ou leur peau les différents permanents composant l'appareil du POI-CCI qui allaient prendre sa succession, allaient à leur tour tirer sur ces ficelles au bout desquels finalement il ne restait plus rien à ronger ou à se partager qu'un vieil os dégarni correspondant à l'héritage défraîchi que Lambert leur avait cédé en guise de cadeau d'adieu ou sur lequel il avait lui-même tellement puisé avant de partir pour conserver son statut, qu'elles devaient finir par casser.

Parole, parole, parole... Qui a dit ?

- "Quels que soient les «chefs» qui montent sur les épaules des travailleurs pour parler en leur nom, s'ils se disent «pour la rupture avec le capitalisme», c'est positif. Dès lors, je suis prêt à les appuyer, indépendamment des désaccords que j'ai par ailleurs avec eux. C'est ce qui a guidé notre attitude à l'égard du PS dans les années 70, jusqu'à l'appel à voter François Mitterrand dès le premier tour en 1981. Mais, en 1982, quand le PS fait le tournant de la rigueur, je le condamne. " (Jospin trotskiste: Lambert parle - L'Express 04.10.2001)

Réponse : feu Pierre Lambert.

Lambert assume avoir colporté des illusions criminelles dans le PS, précisons bien, au-delà de la période qu'il retiendra.

Lambert avait mis l'OCI au service du PS dès le congrès d'Epinay en 1971. Non pas sur la base du combat politique que le PS allait mené dans la perspective d'en finir avec capitalisme et la Ve République, mais sur la base d'intentions formulées dans un programme fourre-tout qui parce qu'il ne s'appuyait pas sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées pour réaliser son volet social n'était qu'un catalogue de bonnes intentions sans lendemain ou qui se prêtait à toutes les interprétations possibles, de telle sorte que les membres du PS et ceux qui avaient soutenu ce parti n'auraient pas à assumer les reniements de ses dirigeants pour des engagements auxquels en réalité ils n'avaient jamais réellement souscrits. C'est très tordu on en convient, mais on n'y est pour rien, c'était Lambert !

Précisons que Lambert répondait à la question : Qu'en est-il de votre stratégie d'entrisme, c'est-à-dire le fait d'avoir envoyé des militants trotskistes au sein du Parti socialiste fondé à Epinay, à partir de 1971 ?

Il assumera cette escroquerie politique et reconnaîtra sa collusion avec le PS pour la mettre en oeuvre en répondant à la question suivante de L'Express (Quel bilan pouvez-vous faire de votre aide au Parti socialiste dans les années 70-80) :"Si l'on veut tirer le bilan de cette période, cela ne se limite pas à une tactique dans le Parti socialiste.", après avoir évoqué cyniquement qu'entre 1971 et 2001 "Les travailleurs n'ont rien gagné et ont même perdu d'anciennes conquêtes. Et, dans cette évolution désastreuse, les dirigeants du PC et du PS portent une lourde responsabilité. Mais il y a eu aussi une résistance des salariés qui a contrecarré, freiné les attaques du patronat. Cela n'a pas empêché la dérive du Parti socialiste. Si nous n'avons pas gagné, ce que nous avons fait n'a-t-il pas été utile au combat de sauvegarde des intérêts de la classe ouvrière?"

Les millions de travailleurs qui n'avaient rien "gagné" ont dû apprécier ! Lambert s'en foutait, son seul objectif avait été de porter le PS au pouvoir et ensuite on verrait ce qui se passerait et ce qu'on ferait, telle était la stratégie de cet aventurier.

On s'aperçoit ici que Lambert était incapable d'analyser la situation et d'en prévoir l'évolution quand il évoque " la dérive du

Parti socialiste" qui était parfaitement prévisible au regard de sa nature de parti bourgeois, ce qu'il n'ignorait pas mais dont il n'a jamais tiré le moindre enseignement pour être demeuré fidèle au front unique ouvrier des années 20-30 élevé au rang de dogme, ce qui évitait d'avoir à définir une stratégie politique en rapport avec le développement de la situation et de la lutte des classes en France et à l'échelle mondiale et d'avoir à la défendre devant les cadres de son parti. Lambert demeurera toute sa vie un dogmatique à géométrie variable en fonction de ses propres intérêts. L'une des caractéristiques des trotskystes, partis, organisations, groupes, tendances, courants, fractions et mêmes militants inorganisés, c'est qu'ils sont incapables de caractériser le PS, ils s'y refusent catégoriquement, sinon pour conserver sa caractérisation tronquée qui date d'un siècle. Le PS à côté du PC a charpenté le mouvement ouvrier pour mieux le soumettre au capitalisme, le dénaturer ou le liquider, mais rien n'y fait, pour eux il ne figure toujours pas dans les rangs de nos ennemis. Même après avoir fusillé injustement des ouvriers.

Le PS, c'était la cinquième colonne, l'ennemi infiltrée dans les rangs du mouvement ouvrier pour mieux le pourrir de l'intérieur. C'était la voix de la petite bourgeoisie progressiste inféodée au capitalisme qui partageait les valeurs humanistes ou sociales que la bourgeoisie s'était appropriée au cours de la lutte des classes pour damer le pion au mouvement ouvrier. Le PS servira en permanence de rabatteur en se targuant de ces valeurs pour le compte du régime en place et non pour celui du socialisme qu'il combattait.

Le PS et ses dirigeants n'ont jamais été animés de bonnes intentions envers la classe ouvrière, et quand ils se placeront à ses côtés, ce sera toujours pour dévoyer son combat ou le récupérer, en tirer profit pour le compte du régime tout en redorant son blason à bon compte.

Lambert a délibérément marché dans la combine, car son intention n'était pas que les masses tournent le dos au PS et se radicalisent. Lambert s'emploiera sans cesse à ménager le PS qu'il considérait comme partie intégrante du mouvement ouvrier appelé à jouer un rôle futur au côté des travailleurs, en réalité de leurs ennemis.

A l'opposé, ayant conscience de la nature réactionnaire du PS et de ses dirigeants, à aucun moment nous n'accorderions le moindre soutien au PS (ou au PCF ou au Front de gauche ou encore à n'importe quel gouvernement de droite) parce qu'il prendrait une mesure favorable aux travailleurs, sachant qu'elle ne servirait qu'à faire passer d'autres mesures tournées contre les travailleurs, à les tromper, alors que notre devoir de militant ouvrier consiste notamment à démasquer les faux "amis" de la classe ouvrière qui constituent des obstacles à son combat politique.

Quand on prétendait que Lambert se prenait pour Trotsky, nous n'exagérions pas, la preuve.

L'Express - Ce qui signifie que votre travail «en fraction» au sein de la social-démocratie ne l'a pas empêchée de «capituler» devant le capitalisme?

Lambert - C'est vrai. Pas plus que Lénine et Trotski ne sont parvenus à empêcher le stalinisme.

A ceci près que contrairement à Lambert qui a capitulé devant la social-démocratie, Lénine et Trotski ne capituleront jamais face au stalinisme. Jospin, Cambadélis, etc. n'ont fait qu'appliquer à fond la logique de Lambert, en cela ils ont été plus honnêtes, même si ce sont de misérables crapules.

Lambert comparaissait donc la fraction de Staline dans le parti bolchevik qui aboutira à la destruction du parti bolchevik, à celle de l'OCI dans le PS qui aboutira plus tard à la liquidation de l'OCI devenu PCI au profit du PT puis du POI, c'est à croire que Lambert a fait le même boulot que Staline, non ? Il y en a qui vont hurler à la calomnie, écoutez, c'est Lambert qui s'en est vanter lui-même, soyez bon joueurs et admettez qu'il vous a bien roulés, moi aussi puisque j'ignorais ce qu'il manigeançait quand je militais à l'OCI, j'étais même un zélé admirateur de Lambert.

Lambert ne répondra pas à la question suivante

L'Express - Pourquoi Lionel Jospin refuse-t-il de dater sa rupture avec le trotskisme? Parce qu'il ne veut pas reconnaître qu'il était encore trotskiste lorsqu'il était le principal dirigeant du PS?

Lambert s'en tirera par une pirouette : Pourquoi me posez-vous cette question? C'est à lui qu'elle s'adresse.

Jospin demeurera à l'OCI encore plusieurs années après avoir adhéré au PS en 1971, selon certains ex-militants de l'OCI, il aurait cessé de payer ses phalanges (cotisations) en 1983 ou 1984, après être devenu premier secrétaire du PS en 1981 sur proposition de Mitterrand. Peu importe ce dernier point, on retiendra le manque de perspicacité de Lambert qui n'était pas à une manoeuvre près entre appareils.

On terminera en se remémorant les propos tenus par Schivardi qui avait déclaré qu'il était prêt à retirer sa candidature à l'élection présidentielle en faveur de Fabius si celui-ci se prononçait pour la rupture avec l'UE, que l'on peut mettre en parallèle avec une question similaire poser à Lambert à propos de Jospin.

L'Express - Appellerez-vous à voter Jospin au second tour de la présidentielle de 2002?

Lambert - Si Jospin dit: «Je renationalise, je retire les privatisations, plus de licenciements, confiscation des milliards de bénéfices de la spéculation», alors je vote pour lui.

Là on tombait dans la politique fiction qui n'avait pas d'autre objet que d'entretenir des illusions dans le PS, tout comme Schivardi.

Maintenant vous reliez cela à la déclaration d'hier de Cambadélis qui s'inscrit dans le même registre de l'imposture et plus rien ne vous étonnera de leur part.

ACTUALITE EN TITRES

Imposture. Et même que soutenir le régime néonazi de Kiev ou d'extrême droite israélien correspond aux " valeurs de la gauche".

- Cambadélis (PS) appelle à "réactualiser" les valeurs de la gauche - AFP

Parti à vendre aux plus offrants.

- Les Verts: Pompili "ne sait pas" si le parti pourra échapper à une scission - AFP

- Cambadélis (PS): "la mélenchonisation n'est pas l'avenir de l'écologie" - AFP

- EELV: des cadres dénoncent les alliances avec le Front de gauche - AFP

Guerre psychologique. Les pauvres vus par des nantis.

- Faut-il renoncer aux meilleurs équipements tech quand on est pauvre ? - Rue89

- En voilà une question que doivent se poser les pauvres qui peinent à survivre au quotidien !

Quelle attention digne d'intérêt. Là non plus les pauvres ne sont pas concernés.

- Prendre l'avion trop souvent est mauvais pour la santé - slate.fr

- Ce malaise personnel est généralement vécu par une petite minorité qui fait partie de l'élite sociale, et qui a donc accès à de meilleurs soins que le reste de la population. En France 5% de la population concentre 50% de la distance voyagée par toute la population. slate.fr 20.08

Guerre idéologique. Quand ils ont un sexe à la place du cerveau.

- À l'écran, pour les lesbiennes, on est encore loin de la belle saison - Slate.fr

- En réalité, le sexe ne fait pas vendre - Slate.fr

- La Maison-Blanche embauche une employée transsexuelle - L'Express.fr

Grotesque. Ah ben si c'est "prouvé" !

- C’est prouvé, le mariage fait grossir… de deux kilos - M6info

Quand ils instrumentalisent les enfants...

- A neuf ans, une Nigériane écrit un livre contre le terrorisme - euronews.com

- Le bonheur, vu par les enfants de 15 pays - euronews.com

- Une application pour aider les enfants à méditer - LeFigaro.fr

Auraient-ils décidé de sacrifier Erdogan devenu incontrôlable et trop encombrant ?

- Istanbul: un jeune de 17 ans tué dans des affrontements avec la police - AFP

- Turquie: coups de feu entendus devant les bureaux du Premier ministre à Istanbul - AFP

- Turquie : 8 soldats tués dans une attaque du PKK dans le sud-est - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre

- Tensions à Saint Louis après la mort d'un Noir tué par la police lors d'une arrestation - LeMonde.fr

- Explosion au Caire près d'un bâtiment de la sécurité d'Etat égyptien - LeMonde.fr

- Crise des migrants : des policiers britanniques vont être déployés à Calais - LeMonde.fr

- Tunisie : un policier tué par deux hommes à moto à Sousse - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

- Les commandos yéménites en Arabie saoudite - francophone.sahartv.ir

Des bases militaires saoudiennes tombent toujours

De très violents combats se poursuivent dans les provinces d'Aden, de Taëz et de Chabwa, toutes situées dans le sud du Yémen entre la coalition Al Qaida/Al Islah(Frères musulmans) d'une part et le front du sud pro Ansarallah alors que les forces d'Ansarallah et l'armée yéménite combattent l'armée saoudienne sur le sol saoudien.

Selon le journal libanais Al Akhbar, la localité de Al Barigha située à Aden est le théâtre de très violents affrontements entre les pro Hadi et leurs complices d'al Qaida et des Frères musulmans d'une part et les forces du front sud de l'autre.

Selon les sources locales, la présence des forces du front sud aux côtés d'Ansarallah a rendu les choses bien compliquées pour les pro Hadi. "Les deux parties se font âprement la guerre pour prendre le contrôle des cotes de Al Zit à Aden, seule voie de transit d'armements et d'aides à destination des forces militaires yéménites. les médias yéménites évoquent en effet la saisie des dizaines de chars émiratis par les forces d'Ansrallah qui en ont également détruit plusieurs. L'armée et les forces populaires yéménites ont réussi à prendre le contrôle de la localité de Sara à Abyn. Les attaques aux missiles d'Ansrallah contre Jizan et Najran ont fait des pertes très lourdes dans les rangs des militaires saoudiens au point tel qu'un appel général au don du sang a été lancé. Des images mettant en scène des chars et des véhicules blindés qui sont incendiés ou encore des militaires saoudiens en fuite sont largement diffusés dans les médias. Les commandos yéménites se sont emparés de près de 300 bases militaires saoudiennes et plusieurs nouvelles bases sont tombées récemment à Nijran.

Selon la chaine Al Massira, les soldats yéménites ont pour la première fois fait leur apparition dans des vidéos qui les montrent en train de s'infiltrer dans la ville de Najran. Ansaralla a très récemment annoncé être sur le point de mettre en application sa nouvelle stratégie, plus combative que défensive. francophone.sahartv.ir 19.08

2- Syrie

- De nouveaux agents du Pentagone en Syrie? - francophone.sahartv.ir

Le Pentagone retente sa chance en Syrie

Le département américain à la Défense (Pentagone) envisage d'entraîner un groupe spécial de terroristes en Syrie, par des frais colossaux. SyrieSelon Press TV, dans le cadre de ce plan, le Pentagone formera 54 terroristes syriens, avec une somme de 41 millions de dollars. Selon la CNN, ce groupe qui sera équipé des armes ultrasophistiquées et de nouveaux équipements, sera appelé

« Les nouvelles forces syriennes ». L'objectif annoncé de la formation et de l'entraînement de ce groupe spécial, opposé au président syrien Bachar al-Assad, est de vouloir combattre le groupe terroriste Daech. L'un des principaux objectifs de la formation de ce groupe est de pouvoir s'infiltrer dans les positions de Daech et les identifier, en vue d'y effectuer des raids aériens. Le secrétaire américain à la Défense avait déjà annoncé avoir l'intention de former, annuellement, 5400 terroristes, afin de lutter contre le groupe terroriste Daech et le gouvernement de Bachar al-Assad. francophone.sahartv.ir 19.08

Haut de page

Le 21 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h04

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter les infos de la veille, sachez toutefois que la CGT, FSU et Solidaires appellent à la mobilisation le 8 octobre (Reuters 20.08), à une journée d'action, quoi.

On a ajouté 45 articles.

Leur orientation ? Celle de petits bourgeois intellectuels qui doivent leur condition de vie privilégiée au capitalisme et qui lui en sont fort reconnaissant à défaut d'avoir la volonté de rompre avec lui, mais qui ne doutent de rien et se permettent de le reprocher aux représentants de la classe dominante, à la "gauche" ! Ce sont ces gens-là qui pendant des décennies ont soutenu le PS ou ses semblables dans le monde et qui ne le regrettent pas. Un conseil d'ami, prenez leurs infos et balancez le reste.

Méfiez-vous aussi des articles qui viennent de Russie (RT), s'y trouve mêlée de la propagande pro-impérialiste russe, parfois chinoise. Sans plaisanter, ils comptent sur eux pour que le capitalisme surmonte sa crise et qu'ils puissent en tirer profit ou la classe que représentent les auteurs de ces articles.

La causerie du matin

La causerie sera actualisée plus tard dans la journée.

J'ai reçu trois courriels de militants du POI. J'ai aussi observé qu'un militant du POI avait reproduit dans son blog l'intégralité de la causerie d'avant-hier, bref cela signifie qu'il y a tout de même des militants du POI qui se connectent sur notre portail et nous les saluons fraternellement.

Un autre camarade nous a informé que la tendance dirigée par D. Gluckstein avait publié le n°1 de la Tribune des travailleurs le 18/07/15, 12 pages à télécharger à l'adresse suivante :

http://www.mediafire.com/view/270jdehfgbu7ocr/tribune_de_travailleurs_n_1_du_18_07_15.pdf

Nous l'avons mis en ligne, mais nous n'avons pas eu le temps de le lire.

Revenons sur cette crise du POI-CCI qui pose de nombreuses questions politiques qu'apparemment aucun des acteurs concernés ne tient réellement à poser, encore moins à débattre devant les militants, un excercice de démocratie auquel ils n'ont pas vraiment été habitué ou qu'il leur répugne apparemment.

La question qu'on peut se poser est de savoir comment une ligne politique, qui à l'origine était destinée aux militants du POI intervenant dans les syndicats et qui aurait dû se cantonner à ce terrain d'intervention, a-t-elle pu devenir la ligne (majoritaire) de tout un parti ou s'imposer à tous les militants d'un parti dont les trois quart de ses membres ou plus encore je n'en sais rien exactement, n'ont aucune activité syndicale ou ne peuvent pas en avoir ou ne sont pas directement concernés, ne pourront pas

la mettre en oeuvre même avec la meilleure volonté du monde ?

La ligne d'intervention dans les syndicats est justifiée ou correcte, elle s'adresse à tous les syndicalistes de ce pays qui entendent se donner les moyens d'affronter le gouvernement et le patronat, tout comme celle politique davantage axée contre le gouvernement et les institutions de la Ve République dont l'ensemble des militants du POI peuvent se saisir ainsi que l'ensemble des travailleurs auxquels elle s'adresse.

A partir de là on ne comprend pas où se situe le problème au POI-CCI qui semble relever d'autres considérations que politiques ou de querelles de permanents d'un appareil incapable de trouver le discours adapté à la situation en direction de l'ensemble des travailleurs et particulièrement les plus avancés qu'il ne parvient pas à gagner, de même qu'il s'avère impuissant à stopper l'hémorragie qui ronge ses rangs ou à conserver les militants qu'ils avaient gagnés au cours des années antérieures.

Il y a certains aspects de la crise du POI-CCI qui n'ont pas encore été abordés. Par exemple, la majorité du POI-CCI fait mine de s'étonner de l'irruption de la tendance dirigée par D. Gluckstein auquel ils reprochent d'avoir préparer "son coup" à l'avance, etc. Pure hypocrisie de toute évidence, car pour réunir plus de 600 dirigeants, cadres et militants en 48 heures sur une déclaration aussi importante, il fallait que tout un travail ait été réalisé en amont depuis de nombreux mois ou même depuis plusieurs années, car on n'engage pas sa vie de militant à la légère ou sur un courriel, un SMS ou un coup de fil un dimanche matin, soyons sérieux, cet argument ne tient pas la route, il est déloyal.

Le problème, c'est qu'on ignore tout ou presque des rapports qu'entretenaient entre eux les différents dirigeants du CCI avant que cette question ne surgisse violemment, et aucun ne l'évoque ou ne tient vraiment à l'aborder comme s'ils auraient tous quelque chose à cacher ou à se reprocher, ce qu'on veut bien admettre sans le partager.

J'ai lu quelque part que Gluckstein était minoritaire dans le POI-CCI et qu'il se démenait pour gagner la majorité du CCI, jusque là rien d'anormal, n'importe qui à sa place en ferait autant semble-t-il, dans le respect des statuts qu'on a approuvés en entrant dans ce courant. Reste à savoir depuis quand il est minoritaire, à mon avis depuis qu'il a rejoint ce courant en 1981 à l'époque de l'OCI, bénéficiant de la protection de Lambert au départ, puis chapeauté par lui jusqu'à sa mort en 2008, c'est par la suite que les rapports entre les membres du CCI ont dû se détériorer rapidement, certains, dont Gauquelin n'ayant jamais digéré d'avoir été supplanté par un dirigeant provenant de la LCR et qui avaient juré d'avoir sa peau, décidèrent que l'heure de la revanche avait sonné et se saisirent des problèmes rencontrés par le POI pour les reporter sur Gluckstein, rien de plus facile et de plus efficace pour retourner la situation en leur faveur, encore fallait-il y mettre les formes pour que cette froide vengeance n'apparaisse pas au grand jour, pendant qu'en coulisses à l'insu des militants qui n'en sauront jamais rien, ils ne cesseraient de le harceler et s'employaient à lui poser des peaux de bananes pour qu'il trébuche et ramasser la mise à l'arrivée.

Donc cette crise n'est pas nouvelle. Pour bien montrer l'hypocrisie ou la malhonnêteté des dirigeants de la majorité du POI-CCI, il suffit de lire l'argument avancé par Langlade dans la lettre qu'il avait adressé à Forgue, selon lequel Gluckstein n'aurait été qu'un vulgaire arriviste qui aurait troqué son ralliement à l'OCI en 1981 en échange d'un poste de permanent, et qui aurait attendu patiemment pendant 35 ans pour réaliser un mauvais coup contre la section française de la IVe Internationale. Cet argument est minable, grotesque et indigne, car si tel avait été le cas, Lambert étant décédé en 2008, il aurait eu largement le temps en 30 ans de s'apercevoir que Gluckstein ne correspondait pas au dirigeant qu'il fallait pour assurer sa succession à la direction de son parti, et rien n'aurait été plus facile pour Lambert qui avait acquis une solide expérience en la matière de s'en débarrasser ou de lui réserver une autre fonction dans le parti, ce qu'il ne fit pas, au contraire, sans cesse il lui renouvela sa confiance, du coup on se demande comment les dirigeants de la majorité du POI-CCI peuvent encore se réclamer de Lambert dont ils n'ont jamais contesté (publiquement en tous cas) la ligne politique ou les décisions. En réalité, il semblerait que ce soit eux qui aient attendu pendant de longues années avant le décès de Lambert pour lancer leur offensive contre Gluckstein une fois Lambert trépassé.

Tout se tient en effet, sans que je prenne partie spécialement pour l'un ou l'autre des protagonistes, notez bien. L'attitude de la majorité du CCI relève du procès d'intention, qui sert aussi à couvrir le fait qu'ils partagent tous la responsabilité de l'échec du PT puis du POI, l'échec de la construction du parti pendant 70 ans, et qu'ils aient sans cesse soutenu Lambert et ses manoeuvres minables d'appareil auxquelles était subordonnée la politique de leur parti, ce qui explique pourquoi la ligne politique de leur parti et leur parti en général n'a jamais réellement été tournée vers l'ensemble des travailleurs dont leurs couches les plus défavorisées, car ces couches ou ces millions de travailleur ne pouvaient pas constituer un moyen de pression comparable à celui des appareils dont il aurait été possible de se servir à l'intérieur de leur parti.

Les liens tissés avec les appareils des syndicats et du PS, du PG et peut-être d'autres partis comme le PCF, le MRC, etc. devenaient un levier de pouvoir important à l'intérieur de leur parti pour ceux qui les contrôlaient face aux autres dirigeants qui faisaient davantage figure de figurants ou devaient leur faire allégeances pour conserver leurs postes de permanents. Cela relève d'un fonctionnement bureaucratique institutionalisé qui tient lieu de démocratie, partant de là, non seulement il n'y a rien de bon à en attendre mais il ne peut être que source de crise et de dislocation du parti. Quand ce sont des rapports entre appareils et des rapports au sein même de l'appareil du parti qui se substitue à l'analyse de la situation pour déterminer la ligne politique d'un parti, autant dire qu'il demeurera à jamais impossible de le construire.

Et puis il y a un autre aspect de cette crise qui doit être insupportable pour bon nombre de militants du POI.

Ils ont dû être nombreux à tomber des nus pour s'être retrouvés devant le fait accompli, alors qu'à part quelques bribes ici ou là de désaccords qui avaient transparus timidement dans IO les mois précédents du fait de Markun et Schivardi séparément, rien ne permettait d'imaginer son ampleur et sa tournure. Bref, une fois encore les militants sont otages de dirigeants peu scrupuleux à leur égard ou qui les méprisent, alors que cette crise devait couver depuis la mort de Lambert comme nous l'avons souligné ailleurs, et que les contours de son explosion allaient se préciser et n'était plus qu'une question de quelques mois ou semaines depuis que le gouvernement avait recouru au 49.3, mais les militants seront tenus à l'écart comme si ses enjeux ne les concernaient pas, qu'un certain nombre les dépassent on veut bien l'admettre, cela étant il s'agit tout de même de leur engagement militant qui représente parfois toute une vie. A suivre

Haut de page

Le 22 août 2015

CAUSERIE

Le dernier éditorial d'Informations ouvrières (n°365) commenté.

Cet éditorial est une caricature de ce que sont devenus les trotskystes du POI ou ce qu'ils étaient sans se l'avouer, eux seuls le savent. On touche le fond et on peut comprendre que certains militants, cadres ou mêmes dirigeants du POI-CCI s'en soient émus.

Le titre : Un gouvernement au service de l'Union européene (Claude Billot-Zeller, membre du bureau national du POI)

(Européenne, c'est mieux !

Non, le gouvernement représente la classe des capitalistes, et son rôle consiste à servir leurs besoins, à les imposer aux travailleurs au nom de l'intérêt général. Et l'UE n'est qu'un instrument créé à l'instigation de l'oligarchie financière, une institution supranationale privée destinée à se substituer aux Etats, dont le fonctionnement ou les rapports qui les structurent ont été façonnés ou demeurent tributaires du développement antérieur du capitalisme jusqu'à nos jours qui a été influencé par la lutte des classes du passé et du présent, dont il s'agit de se débarrasser ou de neutraliser.

Ainsi, l'UE a pour objectif de se substituer aux Etats avec la complicité de leurs représentants sans forcément envisager de les détruire. Elle est un des maillons ou une des étapes au niveau européen fixées par l'oligarchie financière qui domine le capitalisme, conformément au plan qu'elle a élaboré et qui à terme devrait se traduire par l'instauration d'un gouvernement mondial disposant du pouvoir politique absolu.

L'UE est un contre-pouvoir de type absolutiste ou despotique aux mains de l'industrie financière, destinée à contourner la lutte des classes ou à s'émanciper de l'influence néfaste qu'elle pourrait avoir sur les gouvernements des différents Etats. Son rôle consiste à légiférer dans tous les domaines, à superviser les budgets de chaque Etat afin de leur dicter l'orientation économique qu'ils doivent adopter conformément aux besoins de l'oligarchie financière ou du marché, réduisant à néant leur marge de manoeuvre une fois qu'ils ont accepté de s'y soumettre, ce qui implique qu'à leur tour leurs représentants cessent de tenir compte de la lutte des classes ou ne cèdent pas à la pression qu'elle pourrait exercer sur eux.

Son objectif, une fois les travailleurs dépouillés de leurs droits politiques détournés au profit de cette institution inféodée à la finance sur laquelle les travailleurs n'exercent aucun contrôle, consiste à atomiser ou individualiser leurs droits sociaux au nom de l'égalité ou de l'équité ou encore de la solidarité ou de la fraternité, de telle sorte que disparaisse la notion de classe qui servait de référence à leur résistance et à leur regroupement au sein d'organisations syndicales pour exiger des droits nouveaux ou préserver ceux qu'ils avaient acquis précédemment, ou qu'ils soient impuissants à combattre la politique que leur impose la classe dominante ou qu'ils se résignent à s'y soumettre. Ce qu'ils visent, c'est la capitulation totale, l'abdication sans réserve et sans combat de la classe des exploités et des opprimés, qui doit cesser définitivement de revendiquer des droits afin de la décourager d'espérer un avenir meilleur dans le futur.

Ce processus politique se heurte en permanence à la résistance de toutes les classes, y compris celle des capitalismes qui craignent d'être broyés par le rouleau compresseur du néolibéralisme et de disparaître, et dont les représentants des Etats sont obligés de tenir compte dans une certaine mesure. Leur acharnement contre les Etats provient de cette contradiction qui les traverse et dont ils ne peuvent s'émanciper entièrement, sous peine de déclencher une crise sociale qui pourrait se transformer en soulèvement révolutionnaire contre l'ordre établi. Les Etats demeurent sensibles à la lutte des classes ou aux rapports de force entre les classes, une faiblesse historique incurable que dénoncent sans cesse les institutions financières du capital, FMI, Banque mondial, OCDE, etc.

L'engrenage de la dette couplée à l'abandon de leur souveraineté monétaire devait en faire un formidable levier de pression pour obliger les Etats à mettre en oeuvre la politique qu'ils leur dictaient et qu'ils devaient tous finir par adopter, puisque l'intégralité de leurs représentants au sein de l'UE étaient acquis au capitalisme, et partant de ce constat il était impensable qu'ils s'y opposent ou mettent en oeuvre une autre politique qui serait forcément vouée à l'échec, du fait que l'oligarchie financière disposait du pouvoir de les démettre ou de les faire chuter en déstabilisant ou paralysant leur économie, ne leur laissant pas d'autre choix que se soumettre ou opter pour la rupture avec le capitalisme ou le socialisme, ce qui était inimaginable évidemment.

Ils ont même poussé leur avantage jusqu'à sélectionner les candidats qui devraient représenter leur stratégie politique au sein des différents partis institutionnels ou au sommet de l'Etat ou au sein des institutions nationales de chaque pays, en s'appuyant sur un réseau de médias, think tanks, personnalités et maintenant de réseaux sociaux à leurs bottes, qui auraient pour tâche d'en faire la promotion ou de vanter leurs mérites, de telle sorte qu'une fois désigné au sein de leur parti, élus ou promus à un poste ministériel ou autre au sein des institutions, ils appliquent à la lettre leur politique et l'imposent autour d'eux.

C'est ainsi qu'ils sont parvenus à imposer au sein de chaque Etat des hommes et des femmes qui leur étaient entièrement dévoués, et qui par le pouvoir dont ils disposent et le soutien qu'ils leur accordent sont pratiquement intouchables. Cela dit, à ce jeu ou du fait qu'ils s'exposent publiquement à prendre des coups et à se contredire, ils s'usent très vite et il faut sans cesse penser à leur trouver des successeurs à la hauteur des tâches qu'ils devront accomplir, exercice qui s'avèrera toujours plus compliqué au fil du temps car comportant des risques énormes, des pions qui possèdent une solide expérience et qui soient suffisamment disciplinés, dociles, manipulables et discrets, en échange de quoi une fois qu'ils auront rempli leur mission, ils leur assureront une rente à vie dans une institution ou ils les caseront au sein du conseil d'administration d'une de leurs grandes entreprises, quand ils ne les imposeront pas comme conférenciers rémunérés grassement, car ils ne sont pas ingrats envers l'élite politique qui continuera d'une manière ou d'une autre à servir leurs intérêts.

C'est ainsi que plus rien ne distingue les membres des différent gouvernements des Etats de l'UE des membres qui composent la Commission européenne, Moscovici l'illustre très bien si nécessaire et il est loin d'être le seul dans ce cas-là.

Pour conclure ce passage, c'est plus que le gouvernement qui est au service de l'UE, c'est l'Etat, l'ensemble des classes qui sont livrées pieds et mains liés pas seulement à l'UE, mais à l'oligarchie financière qui est à la survie du capitalisme, ce que l'avant-garde organisée du prolétariat est au destin de l'humanité.

- Ce gouvernement au service de l'Union européenne impose à toutes les catégories : salariés du privé ou du public, travailleurs de l'agriculture (viticulteurs, producteurs de fruits et légumes, éleveurs…), retraités, jeunesse, avec brutalité, l'austérité. Afin de toujours et de mieux servir le capital financier.

(Il faut aller plus loin. Qu'est-ce qu'incarne le capital financier ? A quoi correspond sa politique, d'où vient-elle ? Si on n'est pas en mesure de répondre à ces questions on ne peut pas comprendre la situation.

L'austérité est un moyen d'asservir les travailleurs, et elle est l'expression de la crise du capitalisme, qui en principe doit déboucher sur son effondrement et un affrontement direct entre les classes que les capitalistes préfèrent éviter, car ils redoutent autant ses conséquences incontrôlables que son issue incertaine qui est loin d'être joués d'avance ; même si les travailleurs partent avec un lourd handicap, des pans entiers du mouvement ouvrier possèdent quand même une certaine expérience de la lutte des classes et les travailleurs en général, malgré la désinformation permanente à laquelle se livrent les différents représentants de la classe dominante, en ayant accès à un vaste réseau d'informations ils ont acquis des connaissances sur le fonctionnement du capitalisme et de la société, ainsi qu'un certain esprit critique qui ne demande qu'à être orienté dans la bonne direction pour que l'avenir du régime ne pèse pas bien lourd dans la balance à l'arrivée, et cela les oligarques le savent pertinemment et le craignent plus que tout.

C'est le développement du capitalisme et ses contradictions qui sont responsables de la politique antisociale que le gouvernement applique pour sauver la mise aux capitalistes. Le gouvernement n'est qu'un simple exécutant de la politique déterminée par l'oligarchie financière, et vouloir en changer sans rompre avec le capitalisme et ses institutions financières et politiques conduirait infailliblement à poursuivre la même politique, Tsipras vient d'en faire une éclatante démonstration.

Donc la question qui est posée à travers l'offensive généralisée du capital contre l'ensemble des droits ou acquis des travailleurs, c'est celle des rapports sociaux de production qu'incarne le capitalisme en crise, qui bénéficie du concours et de la protection juridique et policier de l'Etat qu'il faut abattre. - LVOG)

Chaque jour voit restriction des droits collectifs, disparition de services publics. Exemples : ici, en Charente- Maritime, un bureau de poste (Laleu, quartier de La Rochelle) va disparaître ; pourtant, un comité s'est organisé pour son maintien ; la lutte continue. Là, dans un village, Saint-Laurent-de-La Prée, un père de famille est mort, non pris en charge par le Samu ; les syndicats (FO et CGT) pointent l'organisation des secours ! (Ou quand l'éditorial d'un parti ouvrier se transforme en rubrique des chiens écrasés, alors qu'il est censé incarner l'orientation politique impulsée par sa direction, dont doivent se saisir travailleurs et militants. - LVOG)

La pauvreté et le chômage progressent : inégalité des droits au logement, à la santé, à l'éducation, insécurité de l'emploi,

stagnation des salaires et des retraites (allongement du temps de travail). (Une énumération de lieux communs - LVOG) La démocratie s'efface, la souveraineté nationale doit disparaître. (Quelle horreur, mais c'est qu'ils y tiennent à leur Etat, celui des capitalistes notez bien, à moins que nos lecteurs se reconnaissent dedans ? Quant à la démocratie, ouf on respire elle existe ! Voilà ce qui arrive lorsqu'on ne se demande pas pour qui. - LVOG) Toutes ces forfaitures émanent de traités. (Non, elles sont le produit de la crise du capitalisme prise en charge par les représentants de l'Etat, par l'Etat que vous refusez d'affronter. - LVOG) Lesquels traités ont été votés par nos ministres (Dites plutôt les vôtres si vous y tenez tant que cela, car de notre côté nous ne nous sommes jamais reconnu dans aucun ministre sous la Ve République. Voilà ce qui arrive quand on ne se pose pas la question de savoir de quelle république il s'agit. - LVOG) ; et, mieux encore, lorsque le peuple, par les urnes, dit non, la voie de la démocratie, c'est sans importance. (Il en est encore là le pauvre ! Il veut sauver la démocratie qui se confond avec la dictature du capital, bravo ! - LVOG) Il faut appliquer les traités. (Non, il faut se soumettre au capitalisme. - LVOG)

L'UE colonialise ! (L'UE n'est qu'un intermédiaire qui n'existerait pas sans le soutien des Etats qui la compose. Donc l'UE ne colonise rien du tout, ce sont les Etats qui acceptent de se soumettre à l'UE, ce n'est pas du tout la même chose. - LVOG)

Nos acquis, gagnés au lendemain de la Libération (Cela se discute, ils ont l'objet d'un marchandage qu'il vaut mieux ne pas évoquer et on comprend pourquoi - LVOG), sont attaqués, et la liberté syndicale est en danger. (Admettons-le tant qu'on n'évoque pas le fonctionnement des syndicats. - LVOG)

L'UE n'est qu'un marché, avec un grand mépris des peuples et de la démocratie. (Encore un lieu commun. - LVOG)

L'UE veut réduire la classe ouvrière à l'état de servage, avec l'accord et l'appui de notre gouvernement. L'UE n'a jamais rien fait en faveur des classes laborieuses, sinon maintenir la pauvreté. (Comme elle est vilaine l'UE franchement ! - LVOG)

A nous d'éviter la misère. (Il doit exprimer une crainte personnelle ma foi ! C'est cela, faisons en sorte que le capitalisme soit plus supportable pour les masses et souhaitons-lui longue vie pendant que vous y êtes. - LVOG) Pourtant, les associations d'aide aux plus démunis (alimentaire et autres) doivent faire des prouesses pour répondre aux besoins. (Ouf, la pression sur le régime va être supportable ! - Eux aussi ils sont tombés sous le charme désuet de ces associations, ouvriérisme oblige. - LVOG) L'Etat s'est déchargé sur les associations, qui doivent maintenant rechercher les fonds nécessaires pour répondre à la demande : jusqu'à quand ? (Quelle préoccupation ! Camarades, vous pouvez leur faire un don si le coeur vous en dit. - LVOG)

Ce gouvernent livre notre République à l'UE, (Décidément après "nos ministres", c'est à croire qu'il s'identifie avec le régime en place qu'il prétend combattre, quelle cruelle confusion ! C'est qu'il y tient à la Ve République, encore bravo ! - LVOG) laisse faire et accélère son démantèlement. (C'est à croire qu'il aurait une autre mission à remplir. Ce militant est bourré d'illusions que le POI s'emploie à colporter. Excellent. Après que personne ne vienne nous reprocher que de nous acharneri contre ce parti, ils s'emploient eux-mêmes à le démolir. - LVOG) Notre République n'est plus une, indivisible et laïque, (Il est en pleine crise d'identification. On comprend ensuite pourquoi toute discussion avec ce genre de militants est impossible puisqu'attaquer sa politique sera vécu comme une attaque personnelle. - LVOG) - afin de garantir nos droits collectifs. Nos trente-six mille communes et la démocratie communale doivent disparaître. (Il récite sa leçon apprise par coeur, on s'ennuie à la fin. - LVOG)

Politique de droite, politique de gauche : pas de différence, puisque les gouvernements successifs font voter des lois qui doivent donner satisfaction aux traités de l'UE. (Encore une chance que ce soit des partis de droite et de gauche qui se succèdent au gouvernement. Au moins on peut encore entretenir des illusions dans les partis de gauche. - LVOG) Et, lorsqu'il y a doute sur le résultat du vote, le 49-3 en permet l'application immédiate. Et la Confédération européenne des syndicats (CES), en accord, chante la même partition. L'UE protége le monde de la finance (avec ses institutions). (Non, elle en est l'émanation, c'est la finance au pouvoir. - LVOG)

Le POI est un parti nécessaire et indispensable à la classe ouvrière (Vous avez raison d'insister on pourrait en douter. - LVOG), aux plus modestes (Là vous causez de ce que vous ne connaissez pas au POI, il suffit de lire votre journal pour en être convaincu depuis plus de 50 ans. - LVOG) , pour toutes celles et tous ceux qui espèrent, attendent de pouvoir vivre dans la dignité et en finir avec le régime d'exploitation. (Pure illusion, inconsciente ou cynique, on ne devrait jamais rejoindre un tel parti en espérant que cela contribuera à améliorer notre condition personnelle. C'est exactement l'erreur qu'ont commis des dizaines de milliers de travailleurs qui avaient rejoints l'OCI (ou le PT-POI), la LCR (ou le NPA), en réalité ils ont été induits en erreur par leurs dirigeants. Le socialisme est un idéal qui découle d'une analyse scientifique du développement du capitalisme, qui ne pourra se réaliser que si et si seulement certaines conditions sont remplies sans qu'on sache quand elles le seront et si elles le seront de notre vivant, peu importe. Ravaler le socialisme à une revendication alimentaire, c'est n'y avoir rien compris, c'est l'avilir, c'est insupportable, c'est une insulte aux militants désintéressés, honnêtes et sincères qui se battent pour le socialisme. Le socialisme, c'est avant tout une méthode pour interpréter le monde ou l'ensemble des manifestations de la nature, qui lorsqu'on l'adopte bouleverse notre manière d'interpréter la société ou le regard que l'on porte sur le monde extérieur et nous-même, nous transforme à jamais et donne un sens à notre vie, je peux même affirmer que lorsqu'on ne milite pas ou plus, elle continue à structurer notre pensée, à influencer notre comportement quotidien pour en avoir fait l'expérience. La semaine dernière son collègue avait plaqué la même formule "marxisante" à la fin de son éditorial qui nous avait plutôt fait penser à un enterrement de première classe du socialisme. - LVOG) Ensemble, préparons le Ve Congrès ouvert. (Attention, car à force de s'ouvrir, c'est comme une huître, il arrive qu'elle absorbe n'importe quoi et qu'elle s'intoxique, parfois c'est même fatal ! - LVOG)

Soyez léniniste, ne dites pas nos ministres, notre président, notre république, nos écoles, nos routes, dites leur société, leurs ministres, leur parlement, leurs musées, etc. Depuis quand détiendrions-nous le pouvoir, depuis quand déciderions-nous de quoi que ce soit dans ce pays ou ailleurs ? Jamais, nulle part.

Sans jouer sur les mots ou s'adonner à des formules, c'est strictement la réalité et c'est cela aussi être socialiste, trotskyste, commencer par respecter la réalité, partir de la réalité. Cet éditorial est indigne de militants trotskystes, parole de trotskyste ! Cela va en faire chier plus d'un.

Une information tronquée, manipulée, orientée idéologiquement.

Commentaires d'internautes à la suite d'un article du Figaro d'hier.

1- "Est il permis de rappeler qu'aux US la police a abattu beaucoup plus de blancs que de noirs, les chiffres sont clairs, il serait donc honnête de donner ces chiffres au lieu de faire croire que les policiers US n'abattent que des noirs."

2- "Statistiques du Ministère de la Justice US et du FBI: Aux USA, 93% des noirs tués, l'ont été par d'autres noirs.

En 2012, 123 noirs ont été tués par la police avec un révolver.
En 2012, 326 blancs ont été tués par la police avec un révolver."

Pourquoi ont-ils intérêt à faire passer les Américains pour des racistes ? Pour la même raison qu'en France ils ont intérêt à faire passer chaque musulman pour un terrorisme en puissance...

Quel est le tartuffe qui a dit ?

- "*Malheureusement Mr Tsipras a oublié son programme*"

Réponse : Olivier Besancenot (NPA), hier soir sur Soir 3. (AFP 21.08

Le crétin de service, quoi !

Des centaines de commentateurs en France et des milliers dans le monde ont qualifié Tsipras d'imposteur, mais Besancenot ne s'en est pas encore aperçu, à moins qu'il ne veuille pas faire de tort au Front de gauche vers lequel le NPA lorgne.

Dossier grec

La troïka applaudit des deux mains, cherchez l'erreur. Non, il n'y en a pas, désolé pour Besancenot ! On n'a pas le temps d'analyser les derniers développements en Grèce.

- Démission de Tsipras : les Grecs fatigués et perdus - Francetv info

Hier, jeudi 20 août, le Premier ministre grec a annoncé sa démission ainsi que l'organisation de prochaines élections législatives d'ici un mois.

"La plupart des Grecs que j'ai rencontrés ne sont pas surpris, mais déçus, parce qu'après plusieurs semaines de turbulences économiques et politiques, ils comprennent que l'instabilité en Grèce va continuer", rapporte Elisa Perrigueur, en direct d'Athènes.

Les Grecs sont fatigués et perdus. Certains sont en colère contre Syriza. "La seule chose qui est sûre pour le moment, c'est que la rentrée sera difficile avec l'application du nouveau mémorandum", rapporte la journaliste de France 2.

Mais Alexis Tsipras conserve tout de même une partie de son électorat, qui ne voit pas du tout dans la signature de ce mémorandum une trahison, mais au contraire une stratégie. Syriza est actuellement donné favori aux prochaines élections. De son côté, Bruxelles accepte la décision du Premier ministre. Francetv info 21.08

- Grèce : les députés contestataires créent un nouveau parti - Francetv info

L'annonce d'Alexis Tsipras a plutôt bien été accueillie par les créanciers européens. Ils considèrent qu'Alexis Tsipras renforcé peut aider à mettre en place des mesures douloureuses. L'ancien ministre de l'Énergie a pour sa part pris la tête des députés grecs contestataires. Il a immédiatement annoncé la création d'un nouveau parti qui se présentera aux élections prévues aux

alentours du 20 septembre. Francetv info 21.08

- Grèce : des députés de Syriza claquent la porte du parti - Francetv info

25. C'est le nombre de députés de Syriza qui ont décidé de faire scission et de créer un nouveau parti au lendemain de la démission du Premier ministre Alexis Tsipras. Une démission qui s'accompagne de nouvelles élections, prévues pour le 20 septembre. Francetv info 21.08

- Grèce : quelle majorité pour Alexis Tsipras ? - Francetv info

Ce vendredi, un nouveau parti a fait son apparition sur l'échiquier politique grec, il s'agit de l'Union populaire. "Un parti issu de gens déçus d'Alexis Tsipras. Si ce matin la victoire d'Alexis Tsipras semblait presque certaine, assez confortable, maintenant cette annonce change la donne. Il n'est pas exclu qu'Alexis Tsipras n'obtienne pas la majorité absolue à laquelle il aspirait (...)", souligne aussi Angélique Kourounis. Francetv info 21.08

- Grèce : Alexis Tsipras et sa stratégie du "partir pour mieux revenir" - Atlantico.fr

- Grèce : le nouveau coup de poker d'Alexis Tsipras - LeMonde.fr

- Tsipras demande des élections pour raffermir sa base - AFP

"Maintenant que la phase difficile (de négociations) est terminée", "je voudrais soumettre à votre jugement ce que nous avons accompli", a déclaré M. Tsipras lors d'un courte allocution télévisée vers 20h30 locales (17h00 GMT).

Disant avoir "la conscience tranquille", et assurant avoir "résisté aux pressions et aux chantages", il est ensuite allé présenter sa démission au président de la République, Prokopis Pavlopoulos.

Selon son entourage, M. Tsipras souhaiterait que le scrutin se tienne le 20 septembre.

Lors du vote de ce plan, le 14 août au Parlement, l'opposition l'a soutenu. Mais 43 des 149 députés de Syriza, son parti de gauche radicale, fidèles à leurs idées, et pour certains, favorables à un retour à la drachme, ne l'ont pas suivi, votant contre ou s'abstenant.

M. Tsipras, dont le nombre de soutiens (en comptant ceux de son allié ANEL) est ainsi tombé à 119 sur 300 députés, ne pouvait pas rester dans cette situation.

Populaire malgré ses revirements, auprès d'une population qui déteste généralement les deux principaux partis d'opposition, Nouvelle Démocratie (droite) et Pasok (socialistes), et lui accorde de ne guère avoir eu de solution de remplacement à ce qu'il a accepté des créanciers du pays, le Premier ministre espère bien ainsi rénover sa base.

Il dispose d'un atout-maître : pour cette deuxième élection en moins de 18 mois, la loi grecque dispose que les partis ne soumettent pas au vote des députés individuels, mais des listes par partis composés par les états-majors de ces derniers.

C'est ainsi que M. Tsipras pourra se débarrasser des plus virulents à sa gauche, sans aucun doute l'ancien ministre de l'Energie Panagiotis Lafazanis, leader des contestataires, et certainement la puissante et pointilleuse présidente du Parlement Zoé Konstantopoulou.

Dès jeudi soir, Iskra, le site de M. Lafazanis, peu avare de redondances, a accusé M. Tsipras d'être dans "la panique, la peur, l'embarras et l'inquiétude" pour agir ainsi.

En revanche, dès avant l'annonce officielle, le responsable du cabinet du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, Martin Selmayr, a tweeté : "des élections anticipées en Grèce peuvent être le moyen d'élargir le soutien" au plan d'aide.

Les créanciers ne cacheraient ainsi pas leur joie à la perspective de voir M. Tsipras allégé de ses anciens amis.

Marcel Fratzscher, économiste allemand qui conseille Sigmar Gabriel, le ministre de l?Economie allemand, a considéré également que ces élections sont "une bonne nouvelle économique". Selon lui "il y a de bonnes chances qu'elles amènent au pouvoir un gouvernement plus compétent et davantage pro-européen". Il a mis en garde toutefois contre les dangers "du vide politique à court terme".

L'agence Moody's craignait de son côté pour "la bonne mise en place du programme", voyant "un risque sur les prochains versements d'argent". Reuters 21.08

- Le chef de l'opposition grecque convoqué par le président - Reuters

Conséquence de la démission d'Alexis Tsipras, le président de la République grecque, Prokopis Pavlopoulos, rencontrera vendredi matin le chef de file de Nouvelle démocratie (ND, droite), principale formation de l'opposition, pour lui confier le mandat de former un nouveau gouvernement, a-t-on appris auprès de la direction du parti.

Mais la tâche qui attend Vangelis Meimarakis semble vouée à l'échec compte tenu des rapports de force au Parlement issu des élections du 25 janvier dernier et l'on se dirige plutôt vers de nouvelles élections autour du 20 septembre.

Sur les 300 sièges que compte la Vouli, Syriza, le parti de Tsipras, en détient 149 et ses alliés des Grecs indépendants (Anel, droite souverainiste) 13. Nouvelle démocratie dispose de 76 élus, les centristes de To Potami (La Rivière) en ont 17, comme la formation néo-nazie Aube dorée. Suivent le Parti communiste (KKE) avec 15 élus et le Pasok avec 13 députés.

La Constitution grecque prévoit une procédure relativement complexe pour l'organisation d'élections anticipées lorsque celles-ci doivent se tenir moins de douze mois après le scrutin précédent.

En théorie, le président de la République ne peut pas convoquer immédiatement un nouveau scrutin mais doit d'abord consulter les dirigeants des autres partis pour voir s'ils sont en mesure de former un gouvernement.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces consultations que des élections seront organisées.

Même si les chances sont minces de trouver une majorité dans un délai de quelques jours, le chef de file de Nouvelle démocratie s'est dit prêt à tenter de relever le défi. "Je considère qu'il relève de mes obligations politiques et de ma responsabilité d'épuiser toutes les options au cas où le Parlement pourrait offrir une solution", a déclaré Vangelis Meimarakis devant la presse. Reuters 21.08

ACTUALITE EN TITRES

Enfin une bonne nouvelle.

- Les perspectives pour l'économie mondiale s'assombrissent - Reuters

- Les inquiétudes relatives à la croissance mondiale font plonger les marchés - AFP

Les inquiétudes concernant la croissance mondiale ont lourdement pesé vendredi sur les marchés financiers avec l'essoufflement du moteur chinois qui se précise, une économie européenne encore hésitante et la perspective floue d'une remontée des taux

Le Dow Jones est tombé vendredi à son plus bas niveau de l'année à Wall Street, chutant de plus de 3,10% à la clôture, soit plus de 500 points, le Nasdaq cède 3,44%, face aux craintes pour l'économie mondiale. AFP 21.08

Quelle misère va s'écrier l'éditorialiste d'Informations ouvrières !

A l'époque du fascisme à visage humain, démocratique...

- Jean-Marie Le Pen, exclu du FN, continuera à se battre en justice - AFP

Il n'a pas compris pourquoi le régime néonazi de Kiev était qualifié de démocratique par l'OTAN et les gouvernements des puissances occidentales et bien au-delà...

La corruption commence par là.

- Juppé: "Il faut mettre le paquet" sur l'école primaire - AFP

- Alain Juppé veut augmenter de 10% les salaires des enseignants du primaire - Francetv info

Un monde gouverné par des cinglés ou le cycle infernal de la dictature.

- Les radars pour vélos arrivent en ville - Francetv info

À Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), un radar pas comme les autres vient d'être installé. Il cible les cyclistes. "En vélo c'est compliqué de savoir à quelle allure on est", témoigne l'un d'eux au micro de France 3. Ici, la machine est préventive et non répressive. Le radar indique la vitesse. Au-delà de 20 km/h, il demande de ralentir.

La municipalité a décidé d'installer cet appareil, car cet été, sur le carrefour très fréquenté par les vacanciers, deux accidents impliquant des piétons et des cyclistes se sont produits. "Un moyen de ralentir les vélos avant d'arriver sur les passages piétons", explique Albert Calamuso, adjoint à la Tranquillité publique.

Les données récoltées, comme le nombre de passages et les vitesses seront collectés pour améliorer la tranquillité de tout le monde. Francetv info 20.08

Pour cautionner leur guerre idéologique tout azimut, quand ils n'instrumentalisent pas les préjugés archaïques de la population, ils se servent de son comportement individualiste dont la société telle qu'ils l'ont façonnée est responsable, pour justifier toujours plus sa mise sous surveillance et le recours à des lois toujours plus liberticides ou répressives.

Après avoir déstabilisé ou détruit tous les rapports qui existaient dans la société qui permettaient à ses membres hétérogènes de vivre ensemble en se respectant mutuellement, ils édictent de nouveaux règlements destinés à encadrer la moindre humaine tout en restreignant un peu plus les libertés individuelles soumises à un carcan permanent, de telle sorte qu'à l'arrivée la population perd toute indépendance du fait qu'elle doit se conformer à un règlement qui lui est imposé au lieu de réfléchir librement aux meilleurs moyens d'établir des rapports normaux entre citoyen, ainsi petit à petit, insidieusement ils dépossèdent la population de tout esprit critique qu'elle ne doit surtout pas développer, de crainte qu'elle s'en serve un jour pour remettre en cause l'ordre établi.

Ils infantilisent et culpabilisent la population, ils la considèrent incapable de gérer les rapports les plus élémentaires au profit du législateur qui concentre tous les pouvoirs, jusqu'à s'insérer dans les rapports qui ne sont pas de son domaine mais qu'il entend encadrer, formater, régimenter, imposer, tandis que ceux qui mènent l'humanité à l'abîme peuvent continuer d'agir en toute impunité, ceci étant fait pour cela.

Capri, c'est fini !

- Le port de Capri est à vendre ! - LePoint.fr

Crise politique ouverte en Turquie.

- La Turquie appelée le 1er novembre à des élections anticipées - La Tribune

Opération déstabilisation des Etats.

- Plus de 2.000 réfugiés acheminés par ferry au port grec du Pirée - Reuters

- L'État d'urgence décrété en Macédoine - Francetv info

- Macédoine: grenades assourdissantes contre des migrants - AFP

Il y avait la dette et le dollar ou son clone l'euro pour soumettre les peuples ou liquider leur souveraineté, les soumettre au joug du néolibéralisme, ils viennent d'ajouter un facteur supplémentaire de déstabilisation politique destiné à diviser la population et faire en sorte que ses différentes couches s'affrontent pendant qu'ils appliquent leur politique ultra réactionnaire.

Ils instrumentalisent les conséquences de leur politique impérialiste néocoloniale en escomptant en tirer profit sur le plan politique en servant sur un plateau un argument à l'extrême droite ou ayant le don d'alimenter la xénophobie et le racisme, dont ils sont de la sorte les responsables. Et tous ceux qui prétendre combattre contre le racisme tout en refusant de rompre avec leurs institutions s'en font les complices consciemment ou non, consciemment s'agissant des dirigeants de la pseudo-gauche et extrême gauche.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille chez les imposteurs.

Grille de lecture.

Leurs véritables intentions ne sont guidées que par leur ambition ou des intérêts purement personnels qui coïncident avec leur soumission à l'ordre établi qui les a façonné, dont ils détiennent uniquement leur légitimité ou auquel ils sont redevables de leur mode de vie confortable à l'instar des représentants de la classe dominante dont finalement ils font partie sous des étiquettes diverses pour tromper les travailleurs et les tenir à distance du socialisme dont ils sont les fossoyeurs.

Rappelons que Varoufakis partagent la conception de l'Union européenne de Giscard ou des "pères fondateurs" de l'UE qui se trouvaient à Washington, c'est lui-même qui l'a déclaré lors d'un entretien que nous avions mentionné dans une précédente causerie. J'ai retrouvé l'interview en question, il a dit "Ce n'est pas dans cette Europe que nous, ou Gonzales, ou Papandreou, ou Giscard d'Estaing, ou Helmut Schmidt etc, nous sommes engagés. Nous avons besoin de retrouver le sens de l' "être Européen " et de trouver des voies pour recréer le rêve démocratique de prospérité partagée.".

Varoufakis n'a pas voulu sauver le peuple grec, mais l'euro et l'UE, il n'a jamais dit autre chose.

- Mélenchon va rencontrer Varoufakis dimanche à Paris - AFP

- Montebourg-Varoufakis : le jeu des sept ressemblances - Rue89

En famille recomposée, pardon, décomposée.

- Régionales : EELV ne sait à quelle gauche s'allier - LeMonde.fr

- Régionales: Placé rejette des alliances "contre-nature" avec le Parti de gauche - AFP

Le sénateur écologiste Jean-Vincent Placé a réitéré vendredi ses attaques à l'encontre d'une éventuelle alliance "contre-nature" PG/EELV pour les régionales dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie.

"Je ne comprends pas du tout les ressorts", a déclaré Jean-Vincent Placé à son arrivée aux journées d'été des écologistes, qui se tiennent de jeudi à samedi près de Lille.

"On était déjà dans une division avec le PS et le PCF et, en plus, on va chercher une alliance contre-nature, incompréhensible", a-t-il dénoncé.

"Le pire n'est jamais absolument certain. On va voir ce qui se passe le 12 septembre dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie et en Paca", a-t-il dit.

Ce jour-là, les militants EELV de la région sont appelés à se prononcer sur une alliance avec le Parti de gauche.

"C'est vrai que si dans ces régions aussi essentielles pour la gauche et que nous gouvernons d'ailleurs -nous sommes dans les exécutifs sortants et nous y travaillons très bien depuis plusieurs mandats- on se retrouvait avec cette stratégie complètement suicidaire d'alliance avec l'extrême gauche qui fracture encore plus la gauche alors qu'elle a besoin d'unité et de rassemblement, nous aurions des conclusions à en tirer", a-t-il dit.

"Mais j'espère que la raison reprendra le dessus", a ajouté Jean-Vincent Placé.

Interrogé pour savoir si ces "conclusions" pourraient être une scission d'EELV comme il l'avait évoquée la veille sur le site lemonde.fr, Jean-Vincent Placé a éludé: "On verra ça le moment venu".

Les écologistes ont choisi de se présenter en autonomie vis-à-vis du PS dans toutes les régions. Dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie et en Paca où le FN pourrait être au second tour, les écologistes sont en discussion avec des composantes du Front de gauche dont le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

Une démarche contre laquelle se sont érigés plusieurs parlementaires, dont la députée de Picardie Barbara Pompili et le sénateur Jean-Vincent Placé.

"Je ne suis pas content. Ces journées d'été exclusivement tournées sur un affichage de relation d'accord avec l'extrême gauche ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux", a également dit le sénateur de l'Essonne.

"La priorité écologique est de plus en plus présente pour tout le monde (...) et je pensais qu'après les discussions qu'on avait eues avant l'été, on aurait des discussions" axées sur "l'écologie, l'environnement, la transition énergétique", a-t-il regretté.

- Mélenchon s'invite avec fracas dans les débats électoraux des écologistes - AFP

"Les Verts ont choisi de faire des listes autonomes mais, dans six régions sur 13, ils s'unissent à nous. Ils disent une chose et en font une autre! En plus, ils veulent partout avoir la tête de liste et compter le score pour EELV: c'est sectaire", a lâché M. Mélenchon dans un entretien à Sud-Ouest publié au deuxième jour de l'université d'été d'Europe Écologie-Les Verts.

Et d'aller jusqu'à demander "à (s)es amis de n'être dans aucune liste plutôt que de subir cette annexion".

"Jean-Luc le dit avec ses mots, mais il est vrai qu'il faut tout reconsidérer, repartir dans un climat plus respectueux", abonde Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, invité comme chaque année aux universités d'été des écologistes près de Lille.

"Il est bien évident que, quand on propose le rassemblement, il faut rappeler à EELV qu'il n'est pas obligé de reconstituer ce qu'il a reproché au PS : le rassemblement ne doit pas être un ralliement", glisse-t-il.

"Ce sont des accords de partis sur le fond!", rétorque Sandrine Rousseau, tête de liste EELV pour le Nord-Pas-de-Calais/Picardie, pour qui "on n'est pas du tout dans le "qui mange qui"".

La veille, le Parti de gauche avait d'ailleurs appelé ses alliés du Front de gauche et ses partenaires d'EELV et de Nouvelle donne à se "rencontrer dans les prochains jours" en vue des élections régionales de décembre.

"Nous pensons que ces rassemblements doivent se faire autour d?un label national commun", jugeaient Éric Coquerel et Danielle Simonnet, coordinateurs politiques du PG.

Vendredi, la secrétaire nationale d'EELV Emmanuelle Cosse leur a adressé une fin de non-recevoir, estimant qu'il n'y a pas de discussions nationales, parce qu'il n'y en a pas pour les régionales. Il n'y en a pas eu avec le PS. Il n'y (en) aura pas non plus (...) avec le Parti de gauche".

"Ce n'est pas moi qui prends la décision, ce n'est pas Jean-Vincent Placé non plus, ce sont les militants!" répond Sandrine Rousseau en rappelant que la veille, la ministre de la Santé Marisol Touraine invitée aux journées des écologistes et qui appelait à un rassemblement avec le PS dès le premier tour a été huée par la salle.

Laurent Fabius , invité à participer à une plénière sur la COP 21 a bénéficié d'un accueil plus serein. Peut-être parce qu'il n'a pas abordé la question des régionales.

"On travaille très bien ensemble" pour la préparation de la COP 21, a-t-il déclaré à la presse, soulignant le "rôle important" des écologistes qui, "depuis très longtemps, appellent notre attention sur les questions d'environnement et en particulier les questions de climat". AFP 21.08

Et c'est reparti avec une journée d'action.

- CGT, FSU et Solidaires appellent à la mobilisation le 8 octobre - Reuters

La CGT, FSU et Solidaires ont appelé jeudi à une journée de mobilisation interprofessionnelle le 8 octobre et invité les autres syndicats et les organisations de jeunesse à travailler sur des initiatives communes lors d'une réunion fin août.

Les trois syndicats mettent au premier rang de leurs revendications une augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux et du point d'indice des fonctionnaires.

Ils demandent en outre une réduction du temps de travail, la pérennisation et l'amélioration de la protection sociale et la protection des services publics.

"Cédant aux pressions des puissances financières, au Medef, aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité", dénoncent les trois syndicats dans un communiqué.

"Accompagnées par une bataille idéologique inédite, des politiques pour l'emploi se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale qui vont impacter tous les salarié(e)s", ajoutent-ils. Reuters 21.08

En revendiquant le "modèle social" qui a permis au capitalisme d'assurer sa pérennité, ils témoignent leur totale soumission au régime en place.

Rompre avec les appareils corrompus des syndicats devrait figurer dans les statuts d'un véritable parti ouvrier pour en garantir au moins théoriquement l'indépendance, dans le cas contraire c'est laisser la porte ouverte à toutes sortes de manoeuvres d'appareils dans le dos des travailleurs et des syndicalistes ou des militants du parti ouvrier.

Quand on observe la conception de la lutte de classe adoptée par les différents partis dits ouvriers tout au long des 70 dernières années, on devrait se demander à qui elle a réellement profité et dans quelle perspective politique elle s'inscrivait, on s'apercevrait que tout au long de la seconde moitié du XXe siècle que des millions de travailleurs ont été sacrifiés sur l'autel du consensus passé entre les représentants de la classe dominante et ceux de la petite bourgeoisie, des classes moyennes, des couches supérieures de la classe ouvrière ou l'aristoratie ouvrière assurant ainsi la stablité sociale et politique du régime, au lieu de prendre en compte en priorité les besoins des couches défavorisées abandonnées à leur triste sort et orienter leur combat vers l'émancipation du capital ou le renversement du capitalisme.

La collusion avec les appareils vendus des syndicats est incompatible avec une politique indépendante conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs, c'est les trahir et trahir en même temps le socialisme.

En gros on pourrait résumer la lutte des classes des partis ouvriers au cours de la seconde moitié du XXe siècle à un combat animé uniquement par le désir de voir les propres revendications immédiates de leurs membres satisfaites pour améliorer leur mode de vie ou de travail sans se soucier du reste, sans avoir développé la moindre conscience politique du processus historique dans lequel leur combat s'inscrivait, et on en veut pour preuve que quelques décennies plus tard, lorsque la réaction passa à l'offensive généralisée contre l'ensemble de nos acquis ou droits sociaux, surpris ou pris au dépourvu, ils furent totalement impuissants à la combattre et empêcher qu'ils soient remis en cause les uns après les autres, tout simplement parce que leurs dirigeants avaientt fait en sorte que le niveau de conscience politique de leurs militants n'atteignent jamais ce niveau ce qui permettait de continuer de les manipuler comme cela avait toujours été le cas, tandis que ces dirigeants conservaient le contrôle de leurs appareils et de leurs troupes, ce qui pour eux constituait l'essentiel.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : des dizaines de militaires syriens tués - francophone.sahartv.ir

Attentats en série à la voiture piégée.

En Syrie, l’explosion d’une bombe, dans le Sud, a laissé une trentaine de morts. Une voiture piégée a explosé, mercredi, non loin d’un hôpital militaire, dans la ville de Harasta, à Rif-Damas, au Sud de la Syrie. Pas moins d'une trentaine de militaires syriens ont été tués, tandsi que d'autres étaient blessés, dans cet attentat, a rapporté la chaîne d’information Sky News.

Une autre voiture piégée a explosé, hier, mercredi dans la ville de Kameshli, dans la province de Hassaka, au Nord-Est de la Syrie, incident qui s’est soldé par la mort de plus 50 personnes, tandis que de 70 autres étaient blessées.

Le siège des forces de sécurité kurdes, situé à proximité de la place d’Al-Sanaa, était visée dans cette attaque. Le groupe terroriste Daech a revendiqué cet attentat terroriste. francophone.sahartv.ir 20.08

1.2- Golan syrien bombardé par Israël: cinq civils tués - francophone.sahartv.ir

Le Golan syrien, cible des attaques sionistes.

Les chasseurs du régime sioniste ont pilonné des régions du Golan syrien, tuant, ainsi, pas moins de cinq civils. Selon le site d’information libanais, Al-Khabar Press, citant l’armée syrienne, les avions de combat du régime occupant Qods ont ouvert le feu sur une voiture particulière, entraînant la mort de civils.

Un responsable de l'armée israélienne a prétendu, pour sa part, que les individus tués étaient responsables de l'attaque au missile d'hier contre un village, dans les territoires occupés. La télévision officielle syrienne a, aussi, rapporté que les chasseurs-bombardiers du régime sioniste avaient attaqué, la nuit dernière, une base, dans la région de Quneitra. francophone.sahartv.ir 21.08

1.3- Aides militaires d'Ankara au Front al-Nosra en Syrie - francophone.sahartv.ir

Des sources d'information révèlent les aides militaires du gouvernement turc au groupe terroriste du Front al-Nosra en Syrie.

Des médias turcs ont révélé de nouveaux les aides militaires du gouvernement turc au Front al-Nosra, groupe terroriste qui est la branche syrienne d'al-Qaïda.

Selon la chaîne Al-Alam, les aides militaires et les armements sont envoyé en Syrie pour les terroristes du Front al-Nosra par l'intermédiaire du comité de secours, des droits de l'Homme et des libertés.

Ce comité qui dépend du gouvernement d'Ankara a envoyé récemment 14 camions en Syrie. Neuf de ces camions étaient accompagné des journalistes qui ont couvert les nouvelles des aides humanitaires d'Ankara aux Syriens, tandis que 5 autres camions étaient surveillés, jusqu'à la destination finale par les agents du renseignement turc qui ont remis les camions et leurs cargaison aux membres du groupe terroristes du Front al-Nosra.

Le quotidien britannique « Times » a écrit à son tour que le gouvernement d'Ankara a annoncé vouloir se battre contre les terroristes de Daech en Syrie, afin de pouvoir envoyer ses aides au groupe terroriste d'Ahrar al-Cham. Les membres de ce groupe terroriste reçoivent régulièrement des armes et des munitions que la Turquie leur envoie. « Times » a ajouté que la semaine dernière, les chefs d'Ahrar al-Cham ont émis une fatwa qui autorise la coopération de leurs effectifs avec les Etats-Unis et la Turquie. francophone.sahartv.ir 20.08

1.4- Syrie : l'ultime message de Poutine à Obama - francophone.sahartv.ir

Poutine ne laissera pas tomber Assad.

Debkafile, le site proche des milieux du renseignement de l'armée sioniste revient sur l'événement, qui constitue un message clair de Poutine à l'adresse d'Obama et d'Erdogan.

"Le déploiement des MIG-31 intercepteurs de la Russie, dans l'aéroport militaire de Mez, à Damas, constitue un message de Moscou, à l'adresse des Etats Unis et de la Turquie : "La Russie soutiendra, jusqu'au bout, Assad, et s'opposera, fermement, à la formation d'une zone d'exclusion aérienne ou toute implication directe des Américains et des Turcs, dans la guerre, en Syrie". Et Debka d'ajouter : "La Russie vient de livrer six MIG-31 à la Syrie, qui sont déployés, dans l'aéroport de Mez , situé près de Damas. C'est le signe de la ferme volonté de Moscou d'apporter son soutien à la Syrie et de mobiliser, si nécessaire, sa force militaire, pour défendre son allié".

Et Debka de poursuivre : " La décision de livrer des MIG-31 à Assad a été prise par la plus haute instance décisionnelle russe, à savoir, Vladimir Poutine, et ce, alors que les Etats Unis, la Tuqruie et l'Arabie saoudite et l'Iran semblent se diriger vers une solution politique de la crise syrienne; les MIG, des Antonov et des missiles, qui viennent de débarquer, cette semaine, en Syrie, ne sont pas, uniquement, un signe de soutien, mais font partie d'une opértaion de sauvetage d'Assad". "Les MIG-31 russes rivalisent, en effet, avec les F-16 américains, qui sonrt déployés sur la base aérienne turque d'Ingirlik, depuis le 9 août, et qui en décollent, à destinantion de la Syrie . Poutine veut faire comprendre à Obama qu'il est, parfaitement, prêt à déployer davantage de chasseurs, pour le contrer, lui et Erdogan, et qu'il ne les laissera pas faire ce qu'ils veulent d'Assad et de son régime". francophone.sahartv.ir 20.08

1.5- Une seconde base militaire russe sur le sol syrien - francophone.sahartv.ir

Le journal "Al-Qods al-Arabi", citant des sources bien informées a écrit que Damas était d'accord avec une seconde base militaire russe, sur le territoire syrien.

Une source bien informée a déclaré dans un entretien avec "Al-Qods al-Arabi" que la Syrie avait demandé à la Russie de créer une nouvelle base militaire, dans la ville portuaire de Jabala. Ce sera, après la base de Tartous, la deuxième base militaire russe en Syrie. Selon cette source, Damas a donné son aval à la construction de cette deuxième base qui sera plus moderne et plus importante que la base de Tartous. "Al-Qods al-Arabi" a écrit que le président syrien Bachar al-Assad avait annoncé, dans un entretien avec une chaîne russe, en mars dernier, que les possibilités de la construction d'une base militaire russe en Syrie existaient.

Le chef de l'Etat syrien avait dit que son pays attendait une telle proposition et qu'il l'accepterait bien sûr. Le président syrien avait affirmé que vu le rôle important de la Russie dans le rétablissement de la stabilité mondiale, plus la présence de la Russie est renforcée dans la région, plus la stabilité régionale sera garantie. « La décision de Moscou de vouloir construire une nouvelle base en Syrie signifie le fait que la Russie respecte son engagement envers sa coalition stratégique avec Damas et qu'elle ne permettra jamais que le régime syrien soit renversé. Car son alliance avec la Syrie est liée à la nature militaire et politique actuelle de la Syrie, qui s'inscrit, à vrai dire, dans la lignée de l'ère de l'ancien président syrien Hafiz Assad », a conclu "Al-Qods Al-Arabi". francophone.sahartv.ir 21.08

2- Irak

2.1- Irak : Daech utilise des armes américaines, israéliennes, turques et saoudiennes. - francophone.sahartv.ir

Le porte-parole des forces populaires irakiennes a déclaré que les terroristes de Daech utilisent des armes en provenance des pays étrangers dont les Etats-Unis, Israël, la Turquie et l'Arabie saoudite.

Ahmad al-Assadi a déclaré que dans la province irakienne de Salaheddin, la progression des forces irakiennes est relativement lente en raison de la nécessité du nettoyage de toutes les cachettes des terroristes de Daech et de la présence des populations civiles dans de nombreuses zones.

« Notre stratégie consiste à infliger le maximum de dégâts aux ennemis et à réduire le taux des dégâts parmi nos forces », a-t-il ajouté. Al-Assadi a déclaré que Daech a utilisé un drone à la raffinerie de Baiji. Ce drone a été abattu par les forces populaires irakiennes.

Quant à l'opération de la libération de la province d'al-Anbar, Ahmad al-Assadi a déclaré que les forces militaires et les forces populaires sont arrivées à 5 Km de la ville de Ramadi, chef-lieu de la province d'al-Anbar, tandis que la ville de Faloudja est encerclée entièrement par les forces irakiennes. francophone.sahartv.ir 20.08

2.2- Irak : la Coalition internationale, complice de Daech - francophone.sahartv.ir

La Coalition anti-Daech, un obstacle devant la victoire des forces irakiennes.

Dans la conjoncture où les forces irakiennes poursuivent leurs opérations anti-Daech, un membre de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien a accusé la Coalition internationale anti-Daech d'avoir fourni aux terroristes des armes sophistiquées.

Hassan Salem, un membre de la Coalition de la sécurité et de la défense du Parlement irakien, a déclaré : «Les forces de la Coalition internationale anti-Daech alimentent les terroristes takfiris en armes sophistiquées, dans différentes régions de l'Irak, et cela constitue le plus grand obstacle à la libération des zones occupées par Daech». Et d'ajouter : «Il revient à Bagdad de faire pression sur la Coalition internationale, pour qu'elle mette fin à la fourniture d'armements modernes aux terroristes de Daech, et, aussi, à ses tergiversations, qui sont à l'origine du ralentissement de la progression des forces irakiennes, dans les opérations de libération des zones occupées par Daech».

Les responsables irakiens qualifient de mensongère, la lutte de la soi-disant Coalition anti-Daech contre les terroristes, dénonçant la faible volonté de cette Coalition d'éradiquer les terroristes. Dans la foulée, Karim al-Nouri, le Porte-parole de la Force de la défense populaire, a déclaré : «Malgré les tergiversations intérieures et extérieures, dans la lutte contre les terroristes, les forces de la Défense populaire et les militaires de l'armée poursuivent leurs efforts, pour rétablir la paix et la sécurité, dans différentes régions de l'Irak, jusqu'à ce que ces dernières soient purifiées, entièrement, de la présence des terroristes takfiris. En ce qui concerne la situation, à Al-Anbar, Karim al-Nouri a expliqué : «Les forces irakiennes ont lancé des opérations d'envergure, sur divers fronts de la province d'Al-Anbar, afin de resserrer l'étau autour des terroristes. La province d'Al-Anbar sera, bientôt, émancipée de la main des terroristes».

Par ailleurs, Salim al-Jobouri, le Président du Parlement irakien, a réitéré l'impératif de la réalisation des réformes, au sein des systèmes militaires et sécuritaires, afin de pouvoir mieux lutter contre les terroristes. Il a, ensuite, fait part de l'adhésion de 3.000 forces volontaires aux rangs des combattants qui luttent contre Daech. «La victoire, face au groupe terroriste Daech, nécessite une faible unité politique et militaire. Sur le terrain, un drone appartenant au groupe terroriste Daech a été abattu, jeudi, dans la province d'Al-Anbar.

Evoquant le lourd bilan des morts, dans les rangs de Daech, Nouman Abd al-Zoubaï, un haut gradé de l'armée, a fait part des affrontements en cours, aux alentours de Ramadi, Chef-lieu de la province d'Al-Anbar, dans l'Ouest de l'Irak. Les forces irakiennes sont arrivées à abattre un drone de reconnaissance de Daech, dans la localité d'Al-Baghdadi, dépendant d'Al-Anbar. Moïn al-Khazemi, un commandant de haut rang de la Force de la défense populaire, a confirmé les lourds dégâts et pertes en

vie humaine infligés aux terroristes, à Al-Anbar et à Ramadi, en 24 heures. Il a, ensuite, déclaré que la phase finale de l'opération de libération de Ramadi serait lancée, dans un proche avenir. Du côté des terroristes, ils ont rendu publiques, sur les réseaux sociaux, des images montrant la destruction des objets antiques des musées de la province de Ninive, située dans le Nord d'Irak. francophone.sahartv.ir 21.08

3- Yémen

3.1- Le premier aveu américain sur le Yémen - francophone.sahartv.ir

L'Arabie saoudite fait usage de bombes à fragmentation

Un responsable du ministère américain de la Défense a déclaré que l'Arabie saoudite s'était dérobée, jusqu'ici, à signer le traité de l'interdiction des armes à sous-munition, et qu'elle ne cessait de se servir de bombes à fragmentation "made in US", au Yémen.

Selon l'agence de presse Tasnim, le Département d'Etat américain n'a pas, encore, répondu aux questions, sur l'utilisation des bombes à fragmentation, dans l'agression contre le Yémen, mais un responsable du Pentagone, ayant requis l'anonymat, a annoncé, dans un entretien avec "USA News", que le régime des Al-e Saoud avait fait usage de bombes à fragmentation, dans ses raids aériens sur le Yémen. Le colonel Steve Warren, ancien porte-parole de l'armée américaine, avait souligné, dans une interview, réalisée en mai, que le Pentagone était en train d'examiner des rapports, selon lesquels l'Arabie saoudite aurait utilisé des bombes à sous-munition, dans son offensive contre le Yémen, appelant toutes les parties à respecter les lois internationales sur les droits de l'Homme, en vue de réduire, a minima, le nombre de victimes civiles.

Les bombes à fragmentation, dans des endroits où les civils sont dispersés, pourraient faire des victimes, des années plus tard, après les attaques. francophone.sahartv.ir 21.08

3.2- Yémen: Un hélicoptère Apach saoudien abattu - francophone.sahartv.ir

Les forces de l'armée yéménite et des comités populaires ont abattu un hélicoptère saoudien à coup d'un missile sol-air.

Selon la chaine yéménite Al Maseera, lesforces natio ales yéménites composées de l'armée et d'Ansarallah l'hélicoptère de type Apach a été abattu à al Khoya dans la province de Jizan. Le commandement des garde-frontières saoudiens à Jizan a egale7 été pris pour cible des missiles Grad . Le post frontalier se trouvait à Zahran Assir . Cinq autres missiles Grad ont été tirés contre la base de al Hajaz , dans cettd même localité. francophone.sahartv.ir 21.08

Haut de page

Le 23 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h13.

Depuis une semaine, Selvi (45 ans, ma compagne) a commencé à apprendre à écrire sa langue maternelle, le tamoul. Elle maîtrise les 12 voyelles, dont les 5 accentuées dont la graphie est différente. Tous les matins et tous les soirs dès qu'elle a un moment elle fait des pages d'écriture et elle s'applique à écrire correctement. On vient de faire un test de mémorisation ou de reconnaissance de ces lettres qu'elle a passé avec succès.

Elle est enthousiaste comme une petite fille qui va à l'école pour apprendre quelque chose. C'est moi qui l'aie motivée à fond, je lui ai communiqué ma soif insatiable d'acquérir des connaissances pour penser librement. Je l'encourage, je lui donne des conseils, je la guide et surtout je lui impose une certaine discipline sans laquelle rien n'est possible.

Je suis un professeur implacable mais souple, pas d'ordres ou d'exercices dont elle n'aurait pas compris au préalable la logique ou le bienfondé, je ne suis pas un maton et je n'ai pas un esprit policier ou dominateur, d'oppresseur ou encore de dictateur en herbe, j'ai en horreur les donneurs de leçons qui généralement sont de piètres pédagogues, mais plutôt des démagogues ou des dogmatiques, vous avez vu où cela nous a mené en politique, au désert théorique ou presque.

On nous dit qu'il ne sert à rien de vouloir élever le niveau de connaissance ou de conscience des masses exploitées et qu'on parviendra à prendre le pouvoir avec une armée de zombis, arriérés, décomposés, dégénérés. C'était sans doute valable jadis quand des barbares devaient succéder au pouvoir à des barbares, qu'un seul mot suffisait à soulever et à transformer en

hordes sanguinaires dévastant tout sur leur passage et massacrant tout ce qui bougeait, je ne crois pas que cela serait le meilleur moyen d'avancer sur la voie du socialisme.

Que cette réflexion vienne d'intellectuels, démontre simplement qu'ils n'ont jamais été capables de prendre du recul sur leur propre expérience de la vie ou qu'ils n'ont jamais su l'analyser.

Il fut une époque qui n'est pas très éloignée de la nôtre, où la société n'était pas saturée d'informations en tous genres, où il était beaucoup plus difficile ou impossible d'accéder à certaines connaissances, où élever son niveau de connaissance nécessitait beaucoup plus de volonté et d'efforts que de nos jours. Saturé d'informations du matin au soir, les masses ne peuvent y demeurer indifférentes, elles se les approprient en partie ou par bribes, elles en discutent, y réfléchissent parfois et se forgent des convictions justes ou erronées, polémiquent, se déchirents, bref il est impossible d'affirmer qu'elles n'auraient aucune influence sur elles (jusqu'à se faire manipuler) ou qu'elles s'en détourneraient, qu'elles y demeureraient insensibles.

Partant de là et en examinant notre propre parcours sachant qu'on vient de très très loin, il est clair que le niveau de conscience de l'immense majorité des masses peut progresser relativement vite, dès lors qu'on leur en donne les moyens sans attendre le déclenchement de la révolution ou qu'un processus révolutionnaire voie le jour auquel cas on pourrait attendre encore longtemps.

Si personnellement j'ai réussi à élever mon niveau intellectuel en partant pratiquement de zéro pour finalement arriver à lire et comprendre des articles de vulgarisation dédiés à la mécanique ou à la physique quantique par exemple, je n'ai jamais eu la prétention de rivaliser avec les physiciens. Donc lorsque mes détracteurs me reprochent de vouloir porter le niveau de consciences des masses au niveau du programme de la révolution socialiste, je me dis qu'ils me font un mauvais procès d'intention ou qu'ils détournent mes intentions, peut-être parce qu'ils ont une conception élitiste et archaïque de la lutte de classe, pour n'avoir pas intégré l'évolution de la société qui a eu lieu lors de la seconde moitié du XXe siècle qui a influencé le comportement des masses et plus particulièrement leur mode de pensée, qui à défaut de déboucher sur une claire vision de la société pour pouvoir la changer, les a soustrait malgré elles à l'ignorance profonde dans laquelle elles baignaient jusqu'alors, et qu'une fois enclenché ce processus, elles allaient s'avérer demandeur ou vouloir s'instruire davantage, d'où le nombre croissant de jeunes accédant aux études supérieures, la multiplication des bibiolthèques municipales très fréquentées, etc.

Il ne faut pas grand chose pour stimuler ce processus et lui permettre de franchir de nouvelles étapes. Certes, cela peut apparaître comme une tâche ingrate pour celui qui ne sait pas comment s'y prendre. C'est la même chose avec l'éducation d'un enfant quand on tend à réfléchir à sa place au lieu de tenir compte des besoins qu'il exprime, il suffit de l'observer et d'avoir la patience de l'écouter pour l'aider à progresser, éveiller sa curiosité.

On oublie souvent que cette curiosité est pratiquement innée à la condition humaine et sans laquelle la civilisation humaine n'aurait jamais vu le jour. Elle fait partie de son patrimoine génétique qui doit l'élever de la plus profonde ignorance à la connaissance, puis à la maîtrise de sa condition, une fois qu'il en aura pris conscience pour s'émanciper du règne de la nécessité qui guide ses pas depuis sa naissance jusqu'à la conquête de sa liberté qui en sera l'ultime étape. Entre la découverte de ses doigts de pied qui remuent indépendamment de sa volonté et la complète maîtrise de sa condition, il existe de nombreuses étapes que l'homme peut franchir tout au long de son existence pour peu que les conditions lui soient favorables, et lorsque ce n'est pas le cas, c'est à nous de faire en sorte de créer les conditions qui lui permettraient de venir à bout de cet obstacle temporaire, non pas artificiellement mais en partant de ses propres expériences dont il n'a pas su jusqu'à présent tirer tous les enseignements qui auraient pu l'éclairer sur sa condition, autrement dit tous les matériaux nécessaires à son évolution existent, ils sont simplement enfouis sous un fatras d'idées préconçues et erronées ou encore de préjugés que la classe dominante lui a inculqués et dont il faut l'aider à se débarrasser.

On peut démonter un à un tous les arguments que nos détracteurs nous opposent, y compris celui que progresser n'intéresserait pas les travailleurs, que seules des questions d'ordre sociale ou politique les concerneraient. Quand Marx et Engels organisaient au milieu du XIXe siècle des réunions publiques auxquelles participaient des ouvriers (des menuisiers par exemple) sur le thème du travail, salaire, profit, et qu'ils leur expliquaient le fonctionnement du capitalisme, cela n'avait aucun rapport avec une question sociale ou politique particulière, encore moins avec celle d'une catégorie professionnelle donnée, et ces réunions rencontraient un fier succès parce que ces ouvriers avaient soif de connaissance, ils voulaient comprendre pourquoi leur condition d'existence était si terrible tandis que celle de leur maître était dorée pour mieux pouvoir les combattre par la suite ou faire valoir leurs droits légitimes. Prenons un exemple, je ne pense pas qu'une réunion sur le thème du fonctionnement de l'industrie financière ou de la monnaie aurait un rapport ou serait perçue comme telle par les infirmières qui se mobilisent pour défendre leurs conditions de travail. Et pourtant c'est la gageure qu'avait accompli Marx et Engels il y a un siècle et demi en arrière avec des ouvriers qui étaient loin d'avoir atteint le niveau de développement de nos infirmières. Et pourquoi organisaient-ils ces réunions ? Pardi, mais pour gagner ces ouvriers au socialisme, au parti ouvrier révolutionnaire !

Plus près de nous, bien que cela ne s'adresse pas forcément aux mêmes mêmes couches de travailleurs, le M'PEP et Onfray (qui n'est pas vraiment notre tasse de thé) rencontrent un certain succès en reprenant cette méthode. Sans parler des centaines de milliers de travailleurs et jeunes qui se connectent sur des portails ou des blogs d'informations pour essayer de comprendre dans quel monde ils vivent, ce qui témoigne de leur volonté à progresser.

Comme je le dis souvent, on peut nier tous ces arguments tirés de la réalité, on peut tout nier, mais dans ce cas-là je ne vois

pas vraiment comment on va aller de l'avant. Le déni n'a jamais constitué un argument, il est vain et puéril, infantile même, mais bon, il paraît qu'en vieillissant on retournerait en enfance à nos dépens. Il interdit de fait toute discussion sérieuse, cela va de soi.

Et décréter que la guerre idéologique et psychologique que mène en permanence, frénétiquement la classe dominante en direction des masses n'aurait aucune importance, aucun effet ou aucune influence sur son comportement et son mode de pensée est une aberration totale, une contrevérité qui exprime le refus obstiné de se tourner résolument vers elles. Elle sert à les conditionner pour les détourner de la lutte de classes, pour les empêcher de prendre conscience de leur condition et trouver la voie de leur émancipation. Elle influe donc directement sur la lutte des classes qu'on le veuille ou non. Elle est le ver qui va pourrir de l'intérieur le fruit qui ne demande qu'à mûrir, afin que celui qui en est porteur n'en profite jamais, elle participe à l'aliénation, à l'asservissement des masses et c'est pour cette raison que nous la combattons férocement.

On peut préférer s'adresser à des élus du PS ou du PCF qui assument le passé épouvantable de ces partis ou qui préfèrent l'ignorer ou encore s'abstiendront d'en faire état parce qu'ils le partagent ou le revendiquent, à des responsables syndicaux qui tiennent leur mandat de directions traitres ou corrompus et qui s'en accommodent fort bien, c'est peut-être plus valorisant pour un militant, mais jusqu'à preuve du contraire on ne voit pas très bien où cela peut nous mener à part une impasse politique, puisque c'est là que nous a conduit cette expérience qui dure depuis plus de 30 ans. Nous ne tirons pas la légitimité de notre combat d'éléments extérieurs au socialisme, nous la tenons des masses exploitées pour peu qu'on se tourne résolument vers elles... A suivre.

On a ajouté quelques nouveaux articles.

L'homo Sapir dans tous ses états ou le masque de l'imposture sans cesse renouvelée.

Sapir : « *Varoufakis a prouvé qu'une autre politique est possible* ».

Vraiment, il a fallu qu'il recourt à la méthode Coué pour s'en convaincre.

"*Il est donc évident que Yanis Varoufakis cumule les caractéristiques qui devraient en faire un exemple pour une certaine gauche.* "

Qu'il est préférable de ne pas caractériser si elle vous ressemble. Sapir est une caricature en soi. Il passe son temps à écrire des articles en sélectionnant certains facteurs qu'il met en scène et à commettre des analyses qui seront démentis par les faits avant que l'encre de son dernier ne soit sèche. Cela ne le gêne pas le moins du monde. La contradiction ou le ridicule n'ont aucune emprise sur lui apparemment, en voici un exemple.

Vous avez retenu ce qu'il avait dit précédemment, qui est infirmé par l'intéressé lui-même, Varoufakis, l'ex-ministre des Finances de Tsipras et membre de Syriza. Il persiste et signe à affirmer qu'il a toujours été contre la sortie de l'euro et qui plus est de l'UE, mais Sapir a lu le contraire, où, mystère !

- Varoufakis (Yanis Varoufakis : « Nous avons trahi la grande majorité du peuple grec ! » - Arrêt sur Info 21.08):

Propos recueillis à Athènes par Pavlos Kapantais.

Varoufakis – Je crois que nous avons trahi la grande majorité (62%) du peuple grec. En même temps, il est évident que ce résultat n'était pas un mandat de sortie de la zone euro. Comme Alexis Tsipras, j'ai toujours été opposé à ce scénario, même si je critique avec virulence l'architecture de l'eurozone. (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)

Etiez-vous matériellement prêt à sortir de l'euro ?

Varoufakis – C'est une question intéressante pour la zone euro dans son ensemble. Le problème, c'est qu'on ne peut pas envisager sérieusement une éventuelle sortie d'un pays de la zone euro. Car dès que la discussion commence, le mécanisme est enclenché et aussitôt les banques du pays concerné s'écroulent. Par conséquent, il est tout simplement impossible d'avoir un plan B opérationnel. (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)

Alexis Tsipras n'a donc jamais sérieusement envisagé ce scénario?

Varoufakis – Je crois que cela n'a jamais été envisagé, ni par Tsipras, ni par moi. " (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)

Pensez-vous que l'administration et l'Etat grec sont capables de se réformer ?

Varoufakis – Evidemment ! Il ne faut pas être négatif. Depuis une vingtaine d'années, il y a eu de nombreux progrès. (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)

Varoufakis, fils d'un grand industriel, est un petit bourgeois réactionnaire comme Tsipras et il s'emploie à le justifier, point barre. Quand on a flirté un jour avec le marxisme et qu'on lui a tourné le dos pour s'engager dans une autre voie politique, il est rare qu'il en soit autrement dans l'avenir, surtout quand personnellement on n'a aucun intérêt à renouer avec lui.

La causerie du matin.

Réaction à chaud sur un des aspects des derniers développements de la situation en Grèce. Vous pouvez nous envoyer tous les articles ou documents que vous trouvez sur la Grèce, merci de la part de nos lecteurs qui sont de plus en plus nombreux, il y a eu 328 connexions à la page d'accueil du portail avant-hier.

Le programme de la nouvelle plateforme de gauche grecque l'Unité populaire regroupant 13 ou 14 partis ou organisations dont nous avons eu un bref aperçu, pose plusieurs questions.

- Que représentent ces partis ou organisations ?

- Qui organisent-ils, sont-ils profondément ancrés dans toutes les couches des masses laborieuses ?

- Quelle est leur capacité de mobilisation dans la jeunesse ?

- Par quels moyens comptent-ils pouvoir appliquer leur programme ?

Il manque deux éléments capitaux dans leur programme :

- La rupture avec les institutions grecques conçues par et pour le capital, l'abrogation de la Constitution.

- L'appel à la mobilisation générale du prolétariat grec et sa jeunesse devant s'accompagner de la constitution de comités d'action ou d'assemblée populaire à travers tout le pays représentant toutes les couches de travailleurs et leurs organisations et partis luttant à leur côté pour le socialisme.

C'est la tâche la plus urgente à réaliser, regrouper, rassembler les travailleurs avec leurs organisations et partis, afin qu'ils se dotent d'une représentation politique indépendante de l'Etat des capitalistes dans la perspective de le renverser et de prendre le pouvoir.

Sans cette résolution clairement exprimée à marcher vers la rupture avec le capitalisme et ses institutions, vers le socialisme, il sera impossible de réaliser l'unité de la classe et d'atteindre ces objectifs politiques. Ces comités d'action doivent lier les principales revendications sociales urgentes des travailleurs aux moyens et objectifs politiques dont ils doivent se doter ou qu'ils doivent se fixer (la liquidation de l'ensemble des institutions grecques et la prise du pouvoir) pour les atteindre afin de pouvoir satisfaire ces revendications sociales.

Cela doit déboucher dans un premier temps sur une situation de double pouvoir. Ces comités d'action devront élire leurs délégués à l'Assemblée nationale populaire ou Assemblée constituante souveraine, qui constituera l'embryon du nouveau pouvoir, du nouvel Etat ouvrier. L'Assemblée nationale populaire aura pour mandat d'élire le gouvernement révolutionnaire et de définir le programme d'actions ainsi que les tâches ou les moyens à mettre en oeuvre pour le réaliser au niveau national.

Il est clair que sans la mobilisation des masses révolutionnaires et leur organisation, aucun de ces objectifs ne pourra être atteint.

La crise grecque devait déboucher à un moment ou un autre sur la recomposition du mouvement ouvrier et le rassemblement de son avant-garde sur la base du socialisme, bien qu'on puisse formuler de sérieuses réserves sur les intentions réelles des dirigeants des 13 ou 14 partis ou organisations qui ont constitué l'Unité Populaire. Syriza était voué à l'éclatement depuis que Tsipras avait bafoué les résultats du référendum du 5 juillet dernier.

Reste à savoir s'il existe en Grèce une organisation ou un parti qui incarne réellement le socialisme et qui pourrait se développer au cours du processus révolutionnaire qui vient de s'ouvrir pour en conquérir la direction avec les autres tendances ou courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier, car le chemin sera semé d'embuches avant de réunir les conditions politiques permettant le renversement du régime en place.

Je dois avouer à ce stade mon ignorance en la matière, je n'ai pas suffisamment d'éléments en ma possession pour m'avancer plus loin. Ce serait bien que des camarades nous fournissent des informations ou leurs avis que l'on partageraient avec nos lecteurs.

Dors et déjà, les derniers développements en Grèce vont alimenter la crise qui traverse tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier en France et dans tous les pays de l'UE.

J'ai relevé un commentaire d'un militant du PG qui en donne un premier aperçu (Du blog de Matthias De Lozzo sur Mediapart)

- " *Je milite au PG et concrêtement, pour les rassemblements citoyens en vue des régionales. C'est le même mouvement.*

Je soutenais Syriza, je me suis trompé (Xipetotec a en partie raison, nous n'avons pas seulement été "trahis", nous avons péché par aveuglement. Les indices existaient). Aujourd'hui, je soutiens UP."

Mais il reste aveugle au fait que Mélenchon n'est rien d'autre que le Tsipras français, un imposteur, ce qu'il vient de démontrer en s'alliant avec des partis de droite pour les prochaines élections régionales, outre EELV, Nouvelle Donne, Cap 21 de Corinne Lepage issue de l'UMP.

La scission de Syriza pourrait entraîner celle du PG et la dislocation du Front de gauche, peut-être pas à ce stade, mais à terme en fonction des prochains développement si l'Unité Populaire obtenait le soutien de la majorité des masses populaires grecques.

La scission de Syriza va également alimenter la crise au sein du PCF dont les dirigeants continuent de soutenir l'UE et l'euro. Et elle pourrait se répercuter au sein du POI également en crise, sa direction auto-proclamée et la tendance du POI-CCI créée par D. Gluckstein ayant déjà publié des analyses divergentes sur l'interprétation de la situation en Grèce. Idem au NPA dont la direction avait porté la même appréciation sur la trahison de Tsipras que Mélenchon que contestent un grand nombre de ses militants.

Maintenant, si on peut se fier à l'évolution des positions adoptées par les militants de base de ces partis qui correspond à une réelle prise de conscience de la situation en Grèce et du rôle de chacun de ses protagonistes, on n'accordera aucun crédit aux revirements de position d'un Mélenchon ou d'un Laurent qui prennent le train en marche pour ne pas se couper de leur base ou se retrouver en minorité dans leur propre parti.

On terminera par une vidéo d'Eric Toussaint, qui est membre du Conseil scientifique d'ATTAC France et le porte-parole du CADTM International. Cette vidéo est intitulée *Eric Toussaint témoigne sur la capitulation du gouvernement Tsipras* - Arrêt sur Infos 20.08. (Lien : https://www.youtube.com/watch?v=SBJphlckEdg)

Cette vidéo est un extrait de la conférence organisée le 13 août 2015 à Lasalle par le Collectif cévenol de solidarité avec le peuple grec. L'intégralité de cette conférence est disponible à l'adresse suivante : https://www.youtube.com/watch?v=ZAZHGwS0BZk&feature=youtu.be

Ce qui est intéressant dans cet extrait, c'est qu'on y voit ATTAC capituler à son tour ou Toussaint se démener pour convaincre les 130 participants à cette conférence, qu'il existe une solution à la crise grecque sans rompre avec l'UE et sans sortir de l'UE. On peut donc en déduire que les dirigeants d'ATTAC n'échapperont pas à la discussion entre leurs adhérents sur la plate-forme politique de l'Unité Populaire qui comporte la sortie de l'UE et la rupture avec l'euro.

En réalité, c'est l'intrégralité du mouvement ouvrier qui va se saisir de cette question, et les militants vont interpeller leurs dirigeants pour qu'ils prennent clairement position pour la rupture avec l'euro et la sortie de l'UE. On peut donc estimer que la recomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde en Grèce va se répandre à travers toute l'Europe, à des degrès et des rythmes divers en fonction de leur composition et des conditions sociales qui existent dans chacun des 29 pays de l'UE.

Un internaute avait posté ce commentaire à la suite de cette vidéo qui confirme ce que nous venons de dire :

- "*Toussaint aborde largement ce sujet dans sa dernière conférence. On y apprend même que Pierre Laurent lui-même était plutôt opposé à cet audit (public de la dette grecque - LVOG) car la position du PGE n'est pas (ou plus) l'annulation de la Dette.*

La position de Toussaint est elle-même ambigue puisque le CADTM ne propose pas a priori une annulation (sinon l'audit n'aurait aucun intérêt), mais de lier cet audit à un moratoire sur le paiement. Ce qui lui a valu les critiques du KKE et d'Antarsya. Bien entendu Varoufakis était absolument contre le moratoire car il considérait que les Grecs devaient payer le FMI rubis sur l'ongle, quitte à se "saigner" (Varoufakis a utilisé cette expression). Et c'est exactement la politique qui a été suivie jusqu'au bout par le gouvernement grec."

Ces derniers développements ou la crise qui mûrit au sein du mouvement ouvrier grec, était prévisible et nous l' attendions depuis plus d'un an. Nous savions que la position de Syriza était intenable à terme et qu'il exploserait une fois placé aux pieds du mur, nous connaissions les réelles intentions de Tsipras depuis son voyage à Washington, nous avons relaté tout cela dans plusieurs causeries dans lesquelles nous n'avions manifesté aucune illusion dans Tsipras ou Syriza. Et dès le 13 juillet 2015, nous ne nous sommes pas contenté d'affirmer que Tsipras avait capitulé face à l'Eurogroupe ou la troïka, nous avons précisé qu'il n'avait jamais eu l'intention d'adopter une autre attitude.

Cependant, au regard de la composition de Syriza qui regroupait notamment différentes organisations d'extrême gauche se réclamant du trotskysme ou du maoïsme, nous nous sommes dits qu'il était préférable de ne pas tirer tout de suite à boulets rouges sur cette coalition hétéroclite, et que lorsque l'heure de vérité sonnerait les contradictions qui le traversaient finiraient par être intenables et seraient exposées au grand jour par ses différents acteurs, et que par conséquent il valait mieux le ménager temporairement en faisant preuve de patience sans pour autant taire nos désaccords évidemment. Puisque Syriza était sur la bonne voie pour se retrouver à la tête de l'Etat grec et qu'il était évident que cette expérience s'avèrerait dévastatrice pour sa direction ou son courant majoritaire, il valait mieux laisser les travailleurs grecs le porter au pouvoir puisque c'était le souhait qu'ils exprimaient ou cela correspondait à leur niveau de conscience politique.

En résumé, sans soutenir ouvertement Syriza au cours de l'année écoulée nous avons fait preuve de retenu, car nous savions que la crise grecque était vouée à s'amplifier du fait de l'absence de volonté de ses dirigeants de la résoudre conformément aux besoins des travailleurs, et que la conscience des masses étaient destinée à mûrir, ces deux facteurs devait précipiter l'accélération des évènements ou le dénouement de cette crise politique qui devait se transformer en crise révolutionnaire.

Et si nous n'avons pas fait la même analyse avec le Front de gauche, c'est parce que sa composition était totalement différente de celle de Syriza, placé essentiellement sous la tutelle de staliniens et de sociaux-démocrates corrompus, rien ne pourrait jamais en sortir qui soit favorable à la refondation du mouvement ouvrier ou à la recomposition ou au rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire du fait qu'elle en était absente. Nous nous étions posé la question de l'opportunité tactique de soutenir le Front de gauche lors des élections de 2012, puis au regard du constat précédent et ayant diagnostiqué que le PS pourrait gouverner en se passant du Front de gauche, nous avons décidé de ne pas le soutenir et de continuer de démasquer sa nature contre-révolutionnaire.

Dossier grec

Unité populaire, nouveau parti de la gauche radicale grecque ! - agoravox.fr

Stathis Kouvelakis

25 députés de Syriza ont quitté le groupe parlementaire de leur parti pour créer un nouveau groupe sous le nom d'Unité Populaire. La plupart de ces députés sont affiliés à la Plateforme de gauche de Syriza C'est une évolution majeure dans la politique grecque, mais aussi pour la gauche radicale, en Grèce et au niveau international.

Athènes, le 21 août 2015

Tôt dans la matinée [le 21 août 2015], 25 députés (1) de Syriza ont quitté le groupe parlementaire de leur parti pour créer un nouveau groupe sous le nom d'Unité Populaire. La plupart de ces députés sont affiliés à la Plateforme de gauche [de Syriza], mais d'autres également se sont joints comme Vangelis Diamantopoulos ou Rachel Makri, une proche collaboratrice de Zoe Kostantopoulou. C'est une évolution majeure dans la politique grecque, mais aussi pour la gauche radicale, en Grèce et au niveau international.

Trois éléments doivent être soulignés.

- Le premier est que "Unité Populaire" est le nom du nouveau front politique qui regroupera les treize organisations de la gauche radicale qui ont signé le texte du 13 août appelant à la constitution du Front du Non. Ce Front est, par conséquent, le premier résultat concret d'une recomposition au sein de la gauche radicale grecque. Une recomposition qui tire les leçons de ces cinq dernières années et bien sûr, de l'expérience de Syriza au pouvoir et de la catastrophe qui en résulte. Mais le but du Front est plus large que ça, c'est de donner une expression à ces forces sociales qui ne se reconnaissent pas nécessairement comme faisant partie de la gauche mais veulent se battre contre l'austérité, les mémorandums et le retour de la Troïka via le nouveau mémorandum.

- Le deuxième est que l'objectif du front est de constituer l'expression politique du Non, comme il a été exprimé dans les élections de janvier et lors du référendum du 5 juillet. Les principales lignes programmatiques sont la rupture avec l'austérité et les mémorandums, le rejet de toutes les privatisations et la nationalisation sous contrôle social des secteurs stratégiques de l'économie, en commençant par le système bancaire, l'annulation de la majeure partie de la dette grecque (en commençant par l'arrêt immédiat du remboursement) et, plus largement, un ensemble de mesures radicales qui feront pencher l'équilibre des forces en faveur des travailleurs et des classes populaires et qui ouvrira le chemin de la reconstruction progressiste du pays, de son économie et de ses institutions.

Ces objectifs ne peuvent être réalisés sans sortir de la zone euro (2), comme la récente catastrophe l'a abondamment démontré, et sans rompre avec l'ensemble des politiques institutionnalisées par l'UE. Le Front luttera également pour un combat internationaliste unitaire autour d'objectifs communs à l'échelle européenne et internationale et appuiera la sortie de l'OTAN, la

rupture des accords existants entre la Grèce et Israël et l'opposition radicale aux guerres et interventions impérialistes. Ce programme de transition se place dans la perspective d'un socialisme du 21ème siècle.

- Le troisième est que ce nouveau groupe parlementaire est maintenant le troisième en taille au parlement grec, devant Aube Dorée, le parti néonazi. Cela signifie que, dans les prochains jours, son dirigeant, Panagiotis Lafazanis, aura un mandat de constituer un gouvernement qui durera pendant trois jours, comme le stipule la Constitution grecque. Après la démission du gouvernement Tsipras ce mandat est maintenant entre les mains du deuxième parti du Parlement, la Nouvelle Démocratie, principal parti d'opposition de droite. Ce laps de temps sera utilisé par l'Unité Populaire pour déclencher un vaste débat et la mobilisation de toutes les forces sociales qui veulent combattre l'austérité et les mémorandums, les précédents ainsi que le nouveau.

Le programme du parti et l'ensemble de ses soutiens parmi lesquelles des personnalités de la gauche grecque, ce qui devrait être assez impressionnant, seront rendus publics en début de la semaine prochaine. agoravox.fr 21.08

Notes

(1) - Les députés signataires sont : Panagiotis Lafazanis, Stathis Leoutsakos, Kostas Isichos, Rachel Makri, Kostas Lapavitsas, Dimitris Stratoulis, Evgenia Ouzounidou, Thanasis Petrakos, Stefanos Samoilis, Athanasios Skoumas, Yannis Stathas, Alexandra Tsanaka, Despina Charalambidou, Eleni Psarea, Thomas Kotsias, Aglaia Kyritsi, Vasilis Kyriakakis, Michalis Kritsotakis, Ioanna Gaitani, Litsa Amanatidou, Yannis Zerdelis, Kostas Delimitros, Ilias Ioannidis, Zisis Zannas and Vangelis Diamantopoulos. La presse grecque spécule sur la possibilité que quatre autres député-e-s rejoignent les 25 premiers signataires.

(2) - Lors de la conférence de presse organisée le 21 août dans le Parlement, Panagiotis Lafazanis, ancien ministre de l'Energie du gouvernement a expliqué que « si pour annuler le mémorandum il s'avère nécessaire de nous orienter vers la sortie de l'euro, nous le ferons », ajoutant qu'une telle sortie sera « préparé ».

- Grèce : les « frondeurs » de la Syriza lancent leur propre parti - lemonde.fr

La Syriza a fait long feu. Après que les déchirements internes au parti ont provoqué la démission du premier ministre grec, Alexis Tsipras, la frange la plus à gauche de la Coalition de la gauche radicale (Syriza) a annoncé, vendredi 21 août, la création d'un nouveau parti indépendant, baptisé « Unité populaire », et la constitution d'un groupe parlementaire formé de vingt-cinq anciens députés du parti Syriza.

Cette nouvelle formation sera dirigée par l'ancien ministre de l'énergie Panagiotis Lafazanis, 63 ans. Celui-ci avait pris la tête de la fronde contre le troisième plan de renflouement financier de la Grèce négocié par Alexis Tsipras, assorti de nouvelles mesures d'austérité. L'adoption de ce plan contre l'avis d'une quarantaine des cent quarante-neuf députés Syriza avait fait perdre au premier ministre sa majorité.

Panagiotis Lafazanis a accusé Alexis Tsipras d'avoir décidé « l'organisation d'élections anticipées, ce qui est antidémocratique », et d'avoir cédé par peur aux pressions des créanciers, l'Union européenne et le Fonds monétaire international. « Qui gouverne la Grèce, Juncker [président de la Commission européenne] ou Merkel [la chancelière allemande] ? », a-t-il lancé vendredi lors d'une conférence de presse. L'ancien ministre a affirmé que son objectif était d'en finir avec l'austérité, quitte à faire sortir la Grèce de la zone euro.

« Le pays ne tolère pas d'autres mesures d'austérité, s'il le faut nous allons procéder à la sortie de la zone euro, ce qui n'est pas un désastre, d'autres pays en Europe sont hors de la zone euro, il ne faut pas avoir peur ou diaboliser. »

Troisième parti au Parlement

Ni Yanis Varoufakis, ancien ministre des finances qui avait été poussé à la démission au début de juillet, ni Zoé Konstantopulou, présidente du Parlement, ne figurent dans la liste des « frondeurs ». Tous deux avaient pourtant été très critiques envers l'attitude d'Alexis Tsipras lors du vote du troisième plan d'aide.

Avec son effectif de vingt-cinq députés, Unité populaire deviendra la troisième formation du Parlement, derrière Syriza, en l'état actuel des choses, et le parti de droite Nouvelle Démocratie, mais devant le parti centriste To Potami et le parti d'extrême droite Aube dorée, qui comptent dix-sept élus chacun.

Un scrutin probable le 20 septembre

Selon la Constitution, Unité populaire devrait donc être consulté pour former un gouvernement de coalition. En effet, la démission du premier ministre entraîne automatiquement la procédure dite des « mandats exploratoires » : les trois premiers partis en nombre

de députés sont appelés, l'un après l'autre, à tenter de trouver une solution politique dans un délai de trois jours. Le président Prokopis Pavlopoulos a déjà rencontré le président de Nouvelle Démocratie, Evangelos Meimarakis, pour lui confier cette mission.

Il n'y a que très peu de chance pour que ce processus aboutisse, tant le paysage politique grec est fragmenté. Plusieurs médias grecs indiquaient déjà que le scrutin pourrait avoir lieu dès dimanche 20 septembre, soit huit mois à peine après l'arrivée au pouvoir de Syriza. Pour l'électeur grec, il s'agira de la cinquième élection en six ans. lemonde.fr 21.08

ACTUALITE EN TITRES

En famille à la mangeoire avec la vermine

- Parti de gauche, Cap21, Nouvelle Donne…: Pourquoi se sont-ils alliés à EELV pour les régionales? - 20minutes.fr

Aux côtés des membres d'EELV, on trouve sur ces listes des représentants du Parti de gauche, de Cap21, de Nouvelle Donne ou encore d'Ensemble, qui ont trouvé dans une alliance avec les écologistes le moyen de peser dans les élections locales.

Avec à la clé la possibilité d'avoir des mandats : « EELV est un poids lourd en Ile-de-France avec 52 conseillers régionaux sortants, explique François Damerval, membre de Cap21, le parti de Corinne Lepage, en tête de liste dans l'Essonne. Pour nous, le rassemblement représente une chance d'être élu. » 20minutes.fr 22.08

Tirez la chasse !

- Une appli de messagerie pour chasser l'ennui des toilettes - Slate.fr

Je n'ai pas précisé avec quel calibre !

L'OTAN orchestre la déstabilisation de tous les pays de l'UE...

- En Allemagne, des heurts éclatent à l'ouverture d'un centre pour réfugiés - LeMonde.fr

- Plusieurs milliers de migrants pénètrent de force en Macédoine - Reuters

- Méditerranée: jusqu'à 3.000 migrants à la dérive sur 18 bateaux - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Afghanistan: un nouvel attentat suicide fait 12 morts à Kaboul, dont trois étrangers - AFP

- Plusieurs milliers de migrants pénètrent de force en Macédoine - Reuters

- Yémen: raids et combats font plusieurs dizaines de morts à Taëz - AFP

- Le jeune noir tué par la police à St. Louis touché dans le dos - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Daech utilise des obus de mortier chimiques - francophone.sahartv.ir

Les inspecteurs spéciaux de l'armée américaine ont annoncé que les restes des obus de mortier tirés par le groupe terroriste

Daech, contenaient des matières chimiques.

Auparavant, de multiples rapports du gouvernement syrien avaient fait part de l'utilisation par le groupe takfiri Daech d'armes chimiques et ses rapports avaient été remis au Conseil de sécurité des Nations Unies. Selon une autre dépêche, la Maison Blanche a prétendu, vendredi que dans les raids aériens américains contre les positions de Daech, en Irak, Fadhil Ahmad al-Hayali, haut assistant du chef du groupe terroriste Daech, avait été tué.

Ces allégations interviennent alors que de hauts responsables irakiens ont affirmé à plusieurs reprises que la coalition internationale anti-Daech n'avait pas effectué d'opération considérable contre les terroristes et qu'elle acheminait ainsi ses aides en armement aux terroristes. francophone.sahartv.ir 22.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Valognes: près de 2.000 personnes manifestent contre la fermeture des urgences - AFP

Près de 2.000 personnes ont manifesté samedi matin à Valognes (Manche) pour exprimer leur opposition à la fermeture, depuis le 6 août, du service des urgences de l'hôpital de cette localité de Normandie, a constaté un correspondant de l'AFP.

Parmi les manifestants, au nombre de 2.500 selon les organisateurs, de 1.700 selon la police, figuraient environ 150 élus locaux, venus notamment des communes limitrophes de Valognes, elles aussi concernées par la fermeture. Les députés Philippe Gosselin (Les Républicains) et Stéphane Travert (PS) étaient également présents.

Après s'être rassemblés devant la mairie, les participants ont marché en silence dans les rues de la localité derrière la banderole de l'Association citoyenne de défense du centre hospitalier, coorganisatrice avec la municipalité de la manifestation.

Quelques drapeaux des syndicats qui s'opposent à la fermeture étaient également visibles dans le cortège.

Arrivés devant l'hôpital, les manifestants ont observé une minute de silence dédiée à "tous les usagers des urgences".

La mesure de fermeture, le 6 août, du service des urgences de Valognes, commune située à 30 km au nord de la célèbre plage du Débarquement Utah-Beach, a été prise, à titre temporaire, par l'Agence régionale de santé (ARS) qui la justifie par une pénurie de médecins empêchant, selon elle, un bon fonctionnement du service.

Mais les opposants, qui dénoncent un "manque de concertation", redoutent que cette fermeture soit définitive. Ils évoquent notamment un projet gouvernemental visant à fermer tous les services d'urgence accueillant moins de 15.000 patients par an. En 2013, ceui de Valognes en a accueilli 13.000.

Dans un courrier vendredi au maire (DVD) de Valognes Jacques Coquerel, transmis à l'AFP par l'ARS, la ministre de la Santé Marisol Touraine a assuré "qu'aucune considération budgétaire n'est entrée en ligne de compte dans les décisions de suspension d'activité", et qu'elle a demandé à l'ARS, en lien avec l'hôpital, de "garantir (la) réouverture (du service des urgences) dans les meilleures conditions, et ce dès le mois de septembre".

Même si le Service mobile d'urgences et de réanimation (SMUR) de l'hôpital a déjà repris son activité dès le 15 août, la mobilisation ne faiblit pas.

Une centaines d'élus, dont 65 maires et le député Philippe Gosselin, ont écrit à Mme Touraine pour pointer les dangers pour la population d'une telle mesure, obligeant les habitants concernés (60.000 au total) à se rendre aux urgences à Cherbourg, à 25 minutes en voiture de Valognes.

Ils y soulignent notamment que la zone concernée connaît en période estivale un afflux important de touristes, notamment sur les plages du Débarquement, et que c'est aussi à la gare de Valognes que sont déchargées les matières nucléaires retraitées par Areva dans son usine de la Hague, qui concentre, à 26 km de là, le plus de matière radioactive en Europe.

Par ailleurs, une pétition s'opposant à la fermeture a déjà recueilli 10.000 signatures. Ses initiateurs espèrent en rassembler le double d'ici sa remise à l'ARS à Caen le 11 septembre.

Enfin, six communes et le syndicat CGT ont déposé le 20 août, devant le tribunal administratif de Caen, un recours en référé contre la fermeture des urgences. La date d'audience n'est pas encore connue. AFP 21.08

Haut de page

Le 24 août 2015

CAUSERIE

On nous avait vendu M. Kadhafi, S. Hussein et B. Al-Assad comme d'horribles dictateurs, alors qu'en réalité il avait élevé le niveau de développement de leur pays et le niveau ou la qualité de vie de la population à un degré à faire palir d'envie la population de pays comme la France ou les Etats-Unis.

Cela paraît démentiel et c'est pourtant la vérité.

On a fait l'objet d'une falsification de la réalité ou de l'histoire de la part des dirigeants du mouvement ouvrier notamment, dont on ne cesse jour après jour de découvrir l'ampleur monstrueuse, et c'est uniquement par le biais de médias dits alternatifs présents sur le Web qui diffusent des informations qui ont pu paraître également dans des ouvrages ou des publications dans différentes langues et souvent non traduits en français, qu'on parvient à réunir tous les éléments et toutes les preuves matérielles qui nous permettent de comprendre comment fonctionne ce qu'on pourrait appeler sans exagérer un gigantesque complot contre les peuples destinés à les maintenir dans l'ignorance et à manipuler leur conscience, cela inclut absolument tous les partis ouvriers et leurs satellites ou les formations qui en sont issus, car on a pris la précaution de le vérifier avant de lancer une telle accusation.

Pour ne pas être soupçonnés d'en faire partie, de gré ou de force sous la pression des événements ou malgré tout lorsque certaines informations parviennent à filtrer ou à passer l'épreuve de la censure et à devenir publiques à l'occasion de la guerre de communication que se livrent différents protagonistes, ou encore au fil du temps bien que plus rarement, lorsque la divulgation d'une information ne présente plus aucun intérêt ou aucun risque politique, ils lâchent quelques bribes ou quelques vérités qui souvent passeront inaperçues ou auxquelles personne ne portera réellement attention au point de les relier à des événements appartenant dorénavant au passé et réputés sans portée, donc qui ne modifieront pas la signification qu'on avait pu en donner précédemment et s'avèreront pour ainsi dire inutile à celui qui en prendra connaissance.

C'est en observant (et en suivant attentivement) des événements et la manière dont ils ont été traités sur le champs ou au cours des jours suivants, puis semaines après semaines, mois après mois, années après années et qu'on les relie aux dernières informations qui sont parvenues jusqu'à nous, qu'on se forge l'intime conviction qu'on est en présence d'une formidable entreprise de désinformation généralisée que ne soupçonnent pas les travailleurs et les militants, et qui correspond à la définition d'une conspiration tournée contre eux. J'emploie volontairement ces termes avec énormément de précautions sachant l'instrumentalisation dont ils font l'objet pour ne pas passer pour un adepte de la théorie du complot qui sert à nous détourner de la réalité, ils correspondent hélas fidèlement à la signification qui en est donnée habituellement ou généralement admise.

C'est à peine croyable, c'est quelque chose qu'on a du mal à concevoir ou imaginer tellement elle est contraire à nos principes et elle nous est étrangère. Du coup, on se dit qu'il est impossible de partager la moindre interprétation d'un évènement qui se serait produit il y a des dizaines d'années ou davantage sans rechercher d'autres sources d'information traitant du même sujet et recouper leurs contenus pour ne pas se faire manipuler, autrement il faut prendre ces informations au conditionnel ou ne leur donner qu'une valeur temporaire, relative, s'il arrive qu'on soit amené à y faire référence ou à s'en servir dans une démonstration ou une argumentation.

Personnellement, je considère que c'est le comble de la malhonnêteté de ne pas diffuser certaines informations capitales à la compréhension de la situation ou qui permettrait d'interpréter correctement un événement, parce que cela correspond à un choix délibéré destiné à tromper les travailleurs et les militants pour leur faire adopter une position finalement sans principe et qui ne servira que les intérêts de ceux qui auront recouru à cette méthode méprisable.

Partant de ce constat, on accordera une confiance zéro à absolument tous les partis sans exception. Certains parmi nous hurleront encore au scandale en lisant ces lignes, qu'ils s'en prennent à leurs dirigeants qui sont indignes de nous représenter, qu'ils les virent ou les mettent au pas, qu'ils se donnent les moyens de les contrôler car apparemment ils sont hors de tout contrôle, ce qui pour moi est quelque chose d'inimaginable dans un parti ouvrier ; qu'ils s'en accommodent est de leur unique responsabilité et non de la nôtre qui consiste à dire ce qui est et à dénoncer ceux qui passent leur temps à nous tromper, à nous mentir délibérément.

Que je puisse me tromper et cela m'arrive, c'est normal, je ne peux pas traiter seul les informations venant des quatre coins du

monde, je n'ai pas le temps de faire des recherches pour recouper chaque information, je m'étais planté sur la Libye, puis j'ai rectifié le tir, publiquement. S'agissant de l'actualité quotidienne j'essaie de trouver différentes sources d'information qui traitent d'un même sujet en faisant attention qu'elles ne relèvent pas de la propagande, ou je dois me demander qu'est-ce qui relève de l'information et qu'est-ce qui relève de la propagande, qui consiste à mettre en relief ou l'inverse certains facteurs plutôt que d'autres en fonction de son orientation politique, celle de son journal ou portail.

Mais la question qu'on a abordé est beaucoup plus grave que cela, puisqu'elle ne concernait pas l'interprétation des faits mais la rétention de l'information, le refus de porter à notre connaissance certains faits qui pourraient modifier notre appréciation de la situation ou nous aider à mieux la comprendre. On entend souvent dire que tout serait embrouillé et qu'il serait extrêmement difficile de s'y retrouver, etc. non seulement c'est fait exprès, mais ils en sont tous, chacun y met la main à la pâte, c'est cela qui est complètement dingue. Plus loin je reviens sur la Libye, mais prenez l'affaire grecque, depuis que Syriza avait le vent en poupe jusqu'à sa minable capitulation du 13 juillet dernier et les semaines qui ont suivies jusqu'à ce 24 août 2015, on aura eu le droit à absolument tout de la part de tous les partis, pour finalement que des médias alternatifs diffusent des informations sur ses principaux dirigeants qui ne laissaient aucun doute sur leur nature et leurs réelles intentions, mais même avant cela ils avaient publié certains faits (le voyage de Tsipras à Washington) qui permettaient de se forger une conviction inébranlable sur cette question précise, que les partis occulteront jusqu'à ce jour notez bien.

Il fallait donc analyser les développements de la situation en Grèce depuis janvier 2015, lorsque Syriza a remporté les élections législatives, en tenant compte de ces données précieuses pour diagnostiquer l'évolution probable de la situation sans colporter la moindre illusion dans Syriza ou sa volonté ou non de rompre avec la troïka, sur l'interprétation du référendum du 5 juillet dernier et ses résultats, etc. au contraire ils ont été jusqu'à occulter la lettre de capitulation que Tsipras avait envoyé à la troïka 10 jours avant, tout cela pour soutenir la tenue de ce référendum et ses résultats parce qu'ils en avaient décidé ainsi, faussant ainsi l'analyse qu'on pouvait en faire. Si vous prenez la Syrie, vous aboutirez au même constat en mille fois pire et ainsi de suite.

Et le plus dingue, car là cela dépasse l'entendement, c'est qu'ils n'ont même pas conscience que les militants disposent tous d'Internet et connaissent tous les principaux portails d'information alternatifs, donc qui peuvent vérifier eux-mêmes ce qu'on vient de dénoncer, qui peuvent s'apercevoir que leur parti ne joue pas le rôle qui devrait être le sien, que leurs dirigeants se foutent d'eux comme s'ils les ignoraient, à croire qu'ils en sont restés non pas au boulier comme me l'avait dit un jour Christian Eyschen (Kovacs pour les intimes du POI-CCI), mais à l'époque de l'ORTF de papa et maman ou grand-papa et grand-maman.

Au moment où la recomposition du mouvement ouvrier se précipite, on aurait préféré sa refondation, mais bon on est bien obligé de partir de la réalité ou de faire avec ce qui est, il nous a semblé qu'il était important d'insister sur cette question, l'honnêteté absolue de nos dirigeants sur lesquels les militants doivent avoir un moyen de contrôle, un peu dans l'esprit de ce qu'avait formulé Trotsky (en 1938 ou 39 dans un entretien avec des dirigeants américains si je ne me trompe pas) envers les intellectuels qui devraient être contrôlés par les ouvriers du parti, car ils avaient la fâcheuse tendance à s'écarter des intérêts fondamentaux des travailleurs et du marxisme.

Tout se sait un jour ou l'autre. Bon, d'accord, vous me direz que la vérité est révolutionnaire et qu'il n'existe pas ou plus de parti révolutionnaire donc tout le monde s'en fout, tout le monde peut se permettre de raconter tout et n'importe quoi sans que cela porte à conséquences. Détrompez-vous si vous le pensez, car même si c'est une pratique largement répandue, le jour où on s'aperçoit qu'on nous a trompé, généralement on le prend très mal, c'est un argument suffisant pour ne plus obéir à des ordres, refuser de se plier à une discipline, on peut estimer que cela revient à avoir violé les statuts du parti, dorénavant on ne se fiera plus à qui que ce soit, pas même à nos dirigeants qui ne le méritent pas, etc. donc c'est loin d'être sans conséquences pour la vie et le fonctionnement d'un parti.

Personnellement je pars du principe que dès lors qu'on m'a trompé une fois, c'est qu'on a déjà eu l'occasion de me tromper et qu'il n'y a aucune raison que cela cesse du jour au lendemain, je claque la porte ou je romps mes relations avec la personne en question, car non seulement j'ai été manipulé mais j'aurais manipilé d'autres travailleurs ou militants, rien que cette idée est totalement inadmissible, insupportable. On se trompe, on en a connaissance, on corrige, on s'excuse, cela fait partie de la vie, mais là il s'agit de tout à fait autre chose.

Deux commentaires d'internautes qui m'ont inspiré en partie pour rédiger l'article précédent.

- "*Ce qui est vraiment hallucinant avec internet c'est que celui qui cherche la vérité la trouve vraiment facilement. En multipliant les sources on peut vraiment se faire un tableau d'ensemble aisément, si on a l'esprit et les yeux ouverts. Ce qui m'hallucine personnellement c'est que cela intéresse très peu de gens...*"

La question est dès lors de savoir pourquoi. Parce que la population est habituée à ce qu'on pense et décide à sa place. Mais aussi parce qu'elle n'en ressent pas la nécessité, quelque part elle se satisfait de son sort. Et puis à quoi cela lui servirait-il, plus prosaïquement qu'est-ce qu'elle aurait à y gagner, je parle matériellement ou financièrementn rien, or c'est la seule chose qui l'intéresse vraiment. Sans perspective politique, sans espoir de pouvoir changer la société, sans idéal, à quoi bon, non ?

- "*C'est vrai ce n'est pas facile mais nous devons tous à un moment remettre en question notre conditionnement... Les égos se braquent à cette idée mais il y a l'égo et il y a la conscience !*"

La conscience passe après des principes ou des facteurs individuels et rustres comme l'ambition, le statut social, les biens matériels. Et puis le conditionnement est pratique, car à la portée de la main, économique, puisqu'il ne nécessite aucun effort, confortable, car en terrain connu, rassurant, parce que partagé par le plus grand nombre.

Penser ne suffit pas contrairement à ce que pense la majorité des gens qui finalement se laissent vivre ou pensent par procuration, il faut apprendre à penser et cela ne s'improvise pas, cela nécessite d'être motivé par quelque chose, d'avoir un objectif à atteindre abstrait ou matériel, au mieux un idéal.

L'égo domine la conscience et témoigne qu'elle n'est pas parvenue à maturité...

Quelques vidéos

1-Syrie : Fabriquer la contestation
https://www.youtube.com/watch?v=84YzV9gTf_I

Le documentaire «Fabriquer la contestation » décrit la guerre psychologique devant conduire au renversement du gouvernement syrien par des puissances étrangères. Il montre comment les médias ont contribué directement à l'effusion de sang en Syrie.

Réalisé en 2012 par les journalistes Lizzie Phelan et Mostafa Afzalzadeh ce documentaire comprend :

– La preuve de faux rapports diffusés / publiés par CNN, BBC, Al Jazeera et d'autres

– Des entretiens avec des Syriens: un acteur, un artisan, un journaliste, un résident de Homs et un militant qui ont tous été touchés par la crise.

– Il dé-construit les principales allégations présentées par divers acteurs, à savoir que le gouvernement syrien aurait systématiquement réprimé des manifestations pacifiques perdant ainsi sa légitimité

– Il montre comment de telles allégations sont étayées par des preuves insuffisantes et ne sont que de la propagande devant servir les intérêts de la politique étrangère des pays engagés dans la déstabilisation de la Syrie.

Manufacturing Dissent est un documentaire anglophone sur la guerre psychologique menée par les médias principaux pour faciliter le renversement du gouvernement syrien selon l'agenda occidental. Il montre comment les médias ont contribué directement à l'effusion de sang en Syrie.

Le documentaire dé-construit les principales allégations présentées par ces acteurs , à savoir que le gouvernement syrien aurait systématiquement réprimer des manifestations pacifiques perdant ainsi sa légitimité. Il montre comment de telles allégations sont étayées par des preuves insuffisantes et ne sont donc que de la propagande pour servir les intérêts de la politique étrangère de leur pays.

Ce documentaire comprend :

- La preuve de faux rapports diffusés / publiés par des gens comme CNN, BBC, Al Jazeera et d'autres

- Des entretiens avec un échantillon de la population syrienne : un acteur, un artisan, un journaliste, un résident de Homs et un militant qui ont tous été touchés par la crise.

Produit par les journalistes Lizzie Phelan et Mostafa Afzalzadeh.

2- Kadhafi, la vérité d'une journaliste qui se trouvait sur place
https://www.youtube.com/watch?v=32AsOAEA_sc

(Ce que la gauche et l'extrême gauche, la totalité des partis dits ouvriers sans exception ont honteusement censuré lors de bombardement de la Libye par l'OTAN, parce que cela ne cadrait pas avec leur caractérisation de Kadhafi et le régime en place en 2011.

En fait, c'est un peu plus compliqué. On y viendra plus loin. - LVPG)

Et pour rappel avant la destruction du pays. Ce qu'offrait la politique sociale du Colonel Kadhafi au peuple libyen :

1- L'électricité à usage domestique est (était) gratuite !

2- L'eau à usage domestique est (était) gratuite !

3- Le prix d'un litre d'essence est de 0,08 EUROS !

4- Le coût de la vie en Libye est beaucoup moins élevé que celui qui prévaut en France. Par exemple, le prix d'une demi-baguette de pain en France est d'environ 0,40 Euros, tandis qu'en Libye il est de 0,11 Euros !

5- Les banques libyennes accordent des prêts sans intérêts !

6- Les citoyens n'ont pas d'impôts à payer, et la TVA n'existe pas !

7- La Libye est le dernier pays dans la liste des pays endetté ! La dette publique est à 3,3% du PIB ! En France, elle est à 84,5% ! Aux US, 88,9% ! Aux Japon à 225,8%

8 – Le prix pour l'achat d'une voiture (Chevrolet, Toyota, Nissan, Mitsubishi, Peugeot, Renault…) est au prix d'usine (voitures importées du Japon, Corée du sud, Chine, Etats-Unis…) !

9- Pour chaque étudiant voulant faire ses études à l'étranger, le « gouvernement » attribue une bourse de 1627,

11 Euros par mois !

10- Tout étudiant diplômé reçoit le salaire moyen de la profession du cursus choisi s'il ne trouve pas d'emploi !

11- Lorsqu'un couple se marie, l'« État » paie le premier appartement ou maison (150 mètres carrés) !

12- Chaque famille libyenne, sur présentation du livret de famille, reçoit une aide de 300 euros par mois !

13- Il existe des endroits nommés « Jamaiya », où on vend à moitié prix les produits d'alimentation pour toute famille nombreuse, sur présentation du livret de famille !

14- Pour tout employé dans la fonction publique, en cas de mobilité nécessaire à travers la Libye, l' « État » fournit une voiture et une maison gratuitement. Et quelque temps après, ces biens sont à lui.

15- Dans le service public, même si la personne s'absente un ou deux jours, pas de déduction de ces jours sur son salaire, et pas de justificatif de maladie.

16- Tout(e) citoyen(ne) libyen(ne) n'ayant pas de logement peut s'inscrire auprès d'un organisme d' « État », et il lui en sera attribué un sans qu'il ou elle n'avance aucuns frais, et sans crédit. Le droit au logement est fondamental, en Libye. Et un logement doit appartenir à celui qui l'occupe.

17- Tout citoyen libyen souhaitant faire des travaux dans sa maison peut s'inscrire auprès d'un organisme d' « État », et ces travaux seront effectués gratuitement par des entreprises de travaux publics choisies par l' « Etat ».

18- Le souci de l'égalité entre hommes et femmes prévaut, et les femmes ont accès à des fonctions importantes et à des postes de responsabilité.

19- Chaque citoyen(ne) libyen(ne) peut s'investir activement dans la vie politique et dans la gestion des affaires publiques, aux niveaux local, régional et national, dans le cadre d'un système de démocratie directe (cela va des Congrès populaires de base, permanents, jusqu'au Congrès général du peuple, le grand congrès national qui se réunit une fois par an) : sur 3,5 Millions d'adultes, 600 000 citoyens participent activement à la vie politique !

20- La Libye est la première réserve pétrolière d'Afrique !

21- La Libye contient 1800 km de côtes sur la méditerranée et a un des taux d'ensoleillement les plus élevés au monde !

22- Les soins médicaux sont gratuits !

23- L'éducation secondaire et universitaire est gratuite. Le taux d'alphabétisation est supérieur à 90% !

24- Il y a des subventions sur toutes les denrées alimentaires de bases (ex : un kg de pâtes acheté 1€ à un producteur tunisien, le gouvernement libyen le revend 0,50€ aux Libyens) !

25- La Libye participe ardemment au développement de l'Afrique, à son indépendance vis-à-vis des occidentaux et leur système monétaire dictatorial. C'est plus de 60 milliards de dollars que l'état libyen était prêt à investir dans 25 pays d'Afrique pour donner du travail à des millions d'Africains.

26- La Libye est le septième fond souverain financier dans le monde ! Les réserves fiduciaires sont supérieures à celle de la Russie, par exemple. Fin

Si on s'en tient à la ligne politique réformiste du mouvement ouvrier français et son avant-garde, la Libye de Kadhafi, c'était le socialisme réalisé ! Ne vous marrez pas je suis très sérieux, c'est peut-être pour cela qu'ils n'ont cessé de le présenter comme un tyran, vous saisissez le lien, n'est-ce pas ?

Passons à un petit exercice pratique.

Dialogue fictif entre un philosophe, un militant et un ouvrier.

Le philosophe - Kadhafi est un tyran qui martyrise son peuple.

Le militant - Parfaitement d'accord.

L'ouvrier - Je prends note que vous êtes d'accord, Kadhafi est un horrible dictateur.

Le philosophe - C'est pourquoi nous avons décidé de bombarder ce qui incarne son pouvoir pour le contraindre à quitter le pouvoir, afin qu'il cesse de nuir à son peuple et de menacer la communauté internationale.

Le militant - Non, c'est uniquement au peuple libyien d'en décider.

L'ouvrier - Ce serait préférable en effet, on n'a pas à interférer dans les affaires intérieures d'un pays qui ne concernent que sa population.

Le philosophe - Sauf que sous le régime policier du colonel Kadhafi c'est impossible, inimaginable.

L'ouvrier - Evidemment, vu sous cet angle cela se discute, ce serait en somme réaliser une oeuvre salutaire de le débarrasser de ce tyran.

Le philosophe - Tout à fait, au XXIe siècle on ne peut pas laisser un peuple se faire massacrer sans réagir, sinon à quoi bon avoir des principes humanistes ou se réclamer de la démocratie et de la liberté.

Le militant - Il n'en demeure pas moins que la Libye est un Etat indépendant et souverain et que c'est au peuple libyen de décider de son destin et du sort qu'il réserve à Kadhafi.

Le philosophe - Dites donc, vous semblez accorder plus d'importance au sort de ce tortionnaire qu'à celui de son peuple.

Le militant - Pas du tout, l'autodétermination des peuples est un principe que personne n'a le droit de violer.

Le philosophe - Donc selon vous Kadhafi devrait continuer de violer la démocratie et de tyranniser son peuple impunément et indéfiniment.

Le militant - Je n'ai jamais prétendu une chose pareille, vous déformez ma pensée.

Le philosophe - Pas du tout, vous vous méprenez, je ne fais qu'interpréter ce que signifierait le maintien de ce boucher au pouvoir

pour son peuple qui mérite mieux. Notre devoir de démocrate nous impose de venir en aide à ce peuple menacer d'extermination parce qu'il a commencé à se soulever contre son dictateur.

L'ouvrier - Si c'est le peuple qui veut s'en débarrasser et que cette menace est sérieuse, cela paraît logique qu'on se porte à son secours, car c'est respecter la volonté de ce peuple.

Le philosophe - Notre militant se fait bien silencieux tout d'un coup.

Le militant - Non, je réfléchissais. En réalité il s'agirait plutôt de mettre la main sur son pétrole ou de piller les richesses de la Libye.

Le philosophe - Je m'attendais à cette répartie, mais mon pauvre, ce sont déjà des multinationales étrangères qui exploitent le pétrole libyen.

Le militant - Effectivement, mais ce sont des multinationales occidentales qui l'exploitent et elles ne veulent pas être supplanter par des multinationales russes ou chinoises

L'ouvrier - Je crois qu'on s'écarte de notre sujet et je ne comprends pas où vous voulez en venir.

Le militant - C'est pourtant simple à comprendre, c'est pour des raisons économiques qu'ils veulent faire cette guerre.

Le philosophe - Si c'était le cas, ils n'auraient pas attendu si longtemps, ils auraient pu prendre comme prétexte les actes terroristes de Kadhafi pour l'éliminer, ils auraient eu le soutien de la communauté internationale.

Le militant - Sauf que la situation internationale ne s'y prêtait pas. Et puis le peuple libyen n'était en rien concerné ou menacé d'un nouveau massacre.

Le philosophe - Vous avez en partie raison, sauf qu'aujourd'hui c'est du sort de ce peuple dont il s'agit et il y a urgence à intervenir pour éviter un bain de sang.

L'ouvrier - En résumé, vous faites le même constat et vous vous réclamez tous les deux de principes ou valeurs que vous partagez, mais vous n'êtes pas d'accord sur la manière de les appliquer tout en étant d'accord sur leurs objectifs.

Le philosophe - Vous avez tout compris ou presque. J'estime qu'on ne peut pas laisser un peuple se faire massacrer d'où la nécessité d'une intervention militaire, alors que monsieur estime que le peuple libyen a le chef d'Etat qu'il mérite et qu'il n'a qu'à s'en prendre qu'à lui-même s'il lui a réservé un sort aussi horrible, et s'il s'avère incapable de l'écarter du pouvoir, en attendant des jours meilleurs qu'il en subisse les conséquences, on ne peut rien pour lui.

L'ouvrier - Cette idée m'est insupportable, et au-delà de tous les arguments que j'ai entendus c'est celui qui emporte ma conviction, on ne peux pas laisser faire une chose aussi abominable sans réagir.

Le militant - Pour moi ce qui est insupportable, c'est qu'un Etat décide de bombarder un peuple...

Le philosophe - Je vous interrompts, excusez-moi, personne n'a jamais dit qu'il fallait bombarder le peuple libyen, mais uniquement les forces loyalistes fidèles à Kadhafi ou ses infrastructures militaires, et si dans la bataille le bourreau y laissait sa tête ce serait un immense soulagement pour tous les Libyens.

L'ouvrier - Cela me semble pertinent, cela vaut le coup d'essayer, au mieux un tyran sera éliminé, au pire il en sortira affaibli, dans les deux cas c'est le peuple libyen qui sera gagnant. Ce scénario est mesuré et me va très bien.

Le philosophe - Mais où est donc passé notre militant ?

L'ouvrier - Il aura profité que nous allumions une cigarette pour disparaître discrètement.

Le philosophe - C'est qu'il devait être à court d'arguments.

L'ouvrier - Ce que je n'ai pas bien compris chez lui, c'est qu'il partageait votre constat, mais il pensait que la meilleure solution était encore d'abandonner le peuple libyen à son triste destin.

Le philosophe - Comme quoi il a des principes à géométrie variable ou manque singulèrement de cohérence.

L'ouvrier - J'ai eu l'occasion de constater à de multiples reprises au cours de ma vie, que c'était le principal défaut de la plupart des militants, et dès qu'ils sont coincés ils changent de sujet ou vous parlent d'économie, vous au moins vous savez ce que vous voulez et vous n'avez pas cherché à m'embrouiller, vos arguments se tiennent et je les partage.

Le philosophe - Tiens le revoilà. Mais où étiez-vous passé ?

Le militant - J'ai eu une envie pressante à soulager. Où en étions-nous déjà ?

Le philosophe - Je crois que nous avions épuisé notre sujet, non ?

Le militant - Et vous en concluez quoi ?

Le philosophe - Mais que votre principe d'autodétermination des peuples est purement idéologique, car une fois croulant sous les bombes de Kadhafi, je ne vois pas comment il pourrait trouver la force ou les moyens de le renverser, c'est une idée saugrenue, ridicule que d'ailleurs monsieur ne partage pas.

L'ouvrier - Assurément, il va se faire massacrer c'est tout, il n'y a rien à ajouter, alors il faut à tout prix empêcher cela.

Le philosophe - Vous voyez où mènent votre théorie, même un simple ouvrier ne peut y adhérer.

Le militant - C'est bien triste.

L'ouvrier - Comment cela, mais je ne suis pas triste du tout, je ne vous permets pas...

Le militant - Je voulais dire, c'est dommage.

Le philosophe - C'est dommage pour le colonel Kadhafi que vous voulez épargner ou pour le peuple libyen que vous voulez laisser massacrer, c'est à se demander quels intérêts vous représentez.

L'ouvrier - Ne vous chamaillez pas, vous avez sans doute tous les deux les meilleures intentions du monde, mais il y a forcément un moyen meilleur que l'autre de les mettre en pratique en fonction des circonstances, voilà tout. Et puis l'essentiel c'est que le peuple libyen en sorte gagnant, non ?

Le militant - Il en sortira perdant.

Le philosophe - Si ce dictateur se maintenait au pouvoir cela ne ferait aucun doute en effet.

L'ouvrier - Je crois qu'on n'avancera plus maintenant, vous vous répétez et cela me fatigue à la longue.

Morale de cette expérience.

Le philosophe est satisfait d'avoir pu convaincre notre ouvrier de partager ses idées criminelles sur la Libye, et le malheureux militant a le sentiment d'avoir été incompris pour avoir été impuissant à faire prévaloir un principe que ses deux interlocuteurs ne partageaient pas.

Pourquoi notre pauvre militant en est-il arrivé là ? Par pure dogmatisme, mais pas seulement, par ignorance.

En réalité son dogmatisme était le produit de l'ignorance dans laquelle l'avaient laissé ses dirigeants. Et pourquoi ses dirigeants ont-ils agi de la sorte avec lui ? Mais pardi parce qu'ils sont les dirigeants ! Pour conserver le pouvoir qu'ils exercent sur leurs militants ou en garder le contrôle, eux seuls doivent posséder les éléments pour analyser la situation, et en contre-partie ils leurs enseignent un certain nombre de principes élevés au rang de dogmes à partir desquels ils doivent défendre leur ligne politique. Et s'ils leur arrivent de recruter des travailleurs lors de batailles, ce sera sur la base de ces principes et non sur une claire compréhension de la situation puisqu'ils en sont incapables.

C'est ainsi que se constituent des partis composés de militants obéissants et disciplinés qui obéissent aux ordres de leurs chefs sans avoir conscience que c'est au détriment de leur liberté de pensée ou du développement de leur esprit critique qui ne leur servira à rien dans de tels partis, puisqu'on leur déconseillera de poser trop de questions qui seront jugées inutiles ou inopportunes pour ne pas dire qualifiées d'opportunistes pour n'avoir qu'à réciter les prières que leurs dirigeants ont concocté pour eux, jusqu'au jour où ils en auront marre ou s'en apercevront et iront voir ailleurs.

Notre militant a commis plusieurs erreurs dont finalement il n'est pas responsable.

La première a été de qualifier Kadhafi de tyran en ignorant la réalité de la Libye et ce qu'il avait fait pour son peuple.

En acceptant de partager ce constat avec le philosophe, il s'est placé lui-même sur son terrain qui ne pouvait que lui être défavorable par la suite. Car une fois qu'on a mis le doigt dans cet engrenage, on doit en assumer toutes les conséquences, et il est pratiquement impossible d'en sortir sans se contredire, d'en sortir indemne sans être broyé au passage par une argumentation qui repose somme toute sur une mystification qu'il n'aura pas pu dénoncer, puisqu'il était lui-même convaincu que Kadhafi était un horrible despote et que cet argument l'emportait sur tous les autres ou toutes ses réalisations. Erreur fatale, car les puissances occidentales visaient le peuple libyen et ses intérêts à travers Kadhafi.

Dès lors qu'il s'en tenait à l'argument selon lequel Kadhafi était un tyran qu'il avait mis en avant d'emblée, toute tentative de s'opposer par la suite à son renversement par n'importe quel moyen serait vouée à un échec, manquerait de pertinence, de cohérence, et ce n'était certainement pas en faisant référence à un principe fort juste au demeurant, qu'il pourrait inverser le cours de la discussion en sa faveur.

Sa seconde erreur aura été de ne pas avoir pu répondre à l'argument selon lequel une partie du peuple libyen tentait de se soulever contre Kadhafi, alors qu'il s'agissait d'une pure falsification des faits qu'il ignorait, une pure machination, c'est donc son ignorance qui lui a joué un vilain tour. Or c'est cet argument clé qui allait servir à enclencher cette guerre et à la légitimer, sans lequel elle n'aurait pas pu avoir lieu.

Sa troisième erreur, qui résulte des deux premières, consistera lorsque le philosophe lui fera remarquer qu'il ne s'agissait pas de bombarder le peuple libyen mais de le libérer d'un dictateur, à ne rien trouver d'autre à lui opposer que son principe internationaliste prolétarien particulièrement stérile compte tenu des considérations précédentes.

Alors pourquoi notre pauvre militant en est-il arrivé là demandions-nous au départ, mais parce qu'il ignorait que le soi-disant soulèvement en cours à Benghazi était une manipulation de l'OTAN et de la CIA allié aux barbares d'Al-Qaïda qui menaçait l'intégrité de la Libye. Ensuite, parce qu'il ignorait que bien que dirigée par une main de fer par Kadhafi, la Libye était le pays le plus développé de la région et une large partie de la rente pétrolière du pays avait profté aux développements des instrastructure de la Libye et au peuple libyen, qui était loin d'être le plus mal loti ou le plus malheureux d'Afrique.

En conclusion, parce qu'il ignorait pratiquement tout sur la Libye et son histoire, ainsi que la situation qui y prévalait en 2011, il ne lui restait plus qu'à s'en remettre à un principe, qui présenter de la sorte allait forcément apparaître spontanément inconsistant ou contre-productif, comme plaqué sur la réalité au point d'y sembler étranger ou relevant de l'inconscience caractérisant le drame ou l'impuissance dans laquelle se trouvait le peuple libyen pour se défendre lui-même contre la soi-disant menace à laquelle il était incapable de faire face donnant ainsi un argument à son détracteur qui n'avait plus qu'à s'enfoncer dans cette faille pour le présenter comme un ennemi du peuple libyen ou un complice de son bourreau perdant toute crédibilité auprès de notre ouvrier, qui préfèrera se ranger à la version du philosophe qui lui semblait plus cohérente ou convainquante, plus sérieuse.

En réalité, nos dirigeants n'estiment pas seulement inutile d'élever le niveau de conscience des travailleurs, ils appliquent ce principe à leurs militants qui de la sorte ne progresseront jamais à de rares exceptions près.

3- La situation en Ukraine à la fin août 2015
https://www.youtube.com/watch?v=gqWgM6UlKNg

Xavier Moreau est un analyste installé en Russie depuis 14 ans. Il est l'auteur de la « Nouvelle Grande Russie » et l'un des intervenants principaux du site d'analyses politico-stratégiques stratpol.com.

4- Négociations pour éliminer Poutine - Eugène Fedorov
https://www.youtube.com/watch?v=torbT_XhS9w

Il ressort des discours officiels du gouvernement des États-Unis et de ceux d'oligarches russes que des négociations sont en cours en vue de l'extradition de Poutine et de la dissolution de la Fédération de Russie.

ACTUALITE EN TITRES

Quand l'OTAN submerge l'Europe pour mieux la soumettre au modèle américain.

- Les garde-côtes italiens ont secouru 4.400 migrants en 24 heures en Méditerranée - AFP

- Plus de 7000 migrants sont arrivés en Serbie en une nuit . - LeParisien.fr

- Des milliers de migrants avancent vers l'UE, Berlin évoque "le plus grand défi européen" - AFP

Politique fiction en deux actes ou comment "démocratiser" l'Union européenne.

Acte I

- UE: Mélenchon et Varoufakis discutent d'"une conférence sur un plan B" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, cofondateur du Parti de gauche (PG), et Yanis Varoufakis, ex-ministre grec des Finances, ont discuté de l'organisation d'une conférence européenne "du plan B", c'est-à-dire d'une sortie de l'euro pour une politique anti-austérité, dimanche matin lors d'une rencontre à Paris.

Après un entretien d'une vingtaine de minutes, Yanis Varoufakis a déclaré à la presse avoir parlé avec M. Mélenchon "de l'importance de démocratiser l'Europe à nouveau". "C'est la priorité numéro un pour tous les européens", a souligné l'ancien ministre du gouvernement Syriza d'Alexis Tsipras. AFP 23.08

Les académiciens qui ont entrepris de toiletter le dictionnaire français il y a de cela de nombreuses décennies, n'en étaient même pas à la moitié de l'alphabet il y a une ou deux décennies si je me rappelle bien. Eux ils en sont arrivés à la lettre B, donc pour connaître des jours meilleurs vous pourrez attendre encore longtemps, et je ne parle même pas du socialisme dont ils n'ont rien à foutre, mais cela vous le saviez déjà.

Acte II et fin... prématurée comme leurs acteurs.

- Montebourg rêve d'un parti socialiste "bien différent" - AFP

L'ex-ministre de l'Economie Arnaud Montebourg a affirmé qu'il rêvait "que le parti socialiste soit bien différent", même s'il en est toujours membre, dimanche lors de la fête de la rose de Frangy-en-Bresse.

"Je suis toujours membre du PS, j'ai acquitté ma dernière cotisation, même si je rêverais que ce parti soit bien différent, ou autre", a déclaré M. Montebourg lors d'une conférence de presse au côté de son invité d'honneur Yanis Varoufakis, ex-ministre des finances du gouvernement grec d'Alexis Tsipras. AFP 23.08

"Différent, ou autre", quand je dis qu'ils n'en ont rien à foutre, je n'exagère vraiment pas.

Haut de page

Le 25 août 2015

CAUSERIE

Offensive de la réaction ou hymne à l'Etat sioniste génocidaire.

Grille de lecture.

Quand la propagande sert de trame à une analyse ou quand l'auteur manifeste un soutien sans borne au sionisme, lorsqu'il se livre à des amalgames grossiers qui transpirent la malhonnêteté intellectuelle ou son intention de manipuler ses lecteurs transparaît, évidemment se lamente Slate.fr qui soutient farouchement Israël, cela ne fait pas "*sérieux*" et forcément il manque son objectif, pire il fournit des arguments aux ennemis de l'Etat sioniste pour le combattre.

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'on n'a même pas besoin d'établir le lien qui existe entre le néolibéralisme dont Pierre-André Taguieff est un idéologue ou un porte-parole et le sionisme, il s'en charge lui-même. Ensuite on ne pourra pas ou plus nous (et bien d'autres) accuser de l'avoir inventé.

- De l'antisionisme à l'antisémitisme - Slate.fr

Une France antijuive ? Regards sur la nouvelle configuration judéophobe de Pierre-André Taguieff

Extraits. Après «Regards sur la nouvelle configuration judéophobe», le livre a un autre sous-titre, «antisionisme propalestinisme, islamisme». Comme il l'explique en introduction, l'envers de ce propalestinisme qui est apparu au grand jour en juillet 2014 pendant la dernière guerre à Gaza est «la diabolisation d'Israël». Pour les militants de cette cause, «les Juifs sont devenus les sionistes» et un sioniste est «tout individu soupçonné d'être un défenseur de l'État d'Israël». Peu importe que ces individus reconnaissent l'existence d'Israël dans les frontières d'avant 1967 et condamnent la colonisation en Cisjordanie et Jérusalem-Est, ils sont des sionistes et, le succès des thèses complotistes aidant, ces sionistes sont considérés comme tout puissants, infiltrés au plus haut niveau dans la plupart des pays occidentaux.

Si le premier chapitre décrit «l'antisionisme radical», ce n'est que bien plus tard, dans une section intitulée «clarifier le langage», que l'auteur explique que les antisionistes radicaux ont pour but «l'élimination de l'État juif». Pour eux, il ne s'agit pas de s'opposer au sionisme, vu historiquement comme émergence d'un nationalisme juif, mais bien plus de s'opposer à une «entité sioniste» imaginaire décrite dans le faux le plus célèbre, les Protocoles des Sages de Sion, rédigé en 1901-1902 et aujourd'hui encore largement diffusé sur les sites antisémites. Dans les dernières pages du livre, on lit encore qu'après le «judéocide» nazi, les antisionistes radicaux rêvent d'un «israélicide».

...l'intellectuel néoconservateur qui met des guillemets à «théorie du genre» reprend à son compte un vocabulaire politique assez marqué, notamment «gauchiste», pour discréditer les antiracistes de gauche et même «néo-gauchisme».

Sur les liens qui unissent les Juifs français avec Israël, Taguieff semble adopter un parti pris. Pour preuve de l'attrait d'Israël pour les Juifs français, il commente les chiffres sur le nombre de Français qui font leur alya –actuellement un peu plus de 1% des Juifs français, ce qui ne correspond pas vraiment, heureusement, à une vision d'exode– mais il omet d'évoquer les cas de «yerida», ceux qui rentrent en France (environ un tiers). S'il existe indubitablement une France antijuive issue d'un antisionisme radical, ce qui est la thèse centrale du livre, il serait honnête de reconnaître que cette vague antijuive est liée à l'importation du conflit israélo-palestinien et que le Crif a sa part de responsabilité, lorsque par exemple pendant la Guerre de Gaza de 2008/2009, son président déclare sans la moindre étude à ce sujet que 95% des Juifs de France soutenaient l'opération menée par l'armée israélienne.

Dans certains passages, le livre souffre d'approximations. Au sujet des incidents à proximité de la synagogue de la rue de la Roquette en juillet 2014, l'auteur considère qu'il s'agissait «d'une tentative d'intrusion violente», alors que la réalité est bien plus complexe, impliquant la Ligue de Défense Juive.

Le tableau qui est fait de la situation en Israël est lui aussi trompeur. Citant Eric Marty, Pierre-André Taguieff estime que les Arabes israéliens ont «les mêmes droits politiques, sociaux, sanitaires, économiques, éducatifs que les Juifs». Comment peut-on être si mal informé, par exemple, pour ce qui concerne le droit d'acheter des terres ou simplement d'obtenir des bourses d'étude? Sur ces sujets, l'auteur se fait plus polémiste que chercheur. Lorsqu'il répond aux propos haineux sur le «peuple élu» relayés par des antisionistes radicaux, il ajoute «Faut-il préciser qu'aujourd'hui, depuis la fin 2012, les Palestiniens sont le peuple élu par l'ONU?».

Lorsqu'il s'en prend à Tariq Ramadan, au «Parti des Indigènes de la République» ou au «BDS», ce mouvement appelant à boycotter et sanctionner Israël tout en retirant les investissements dans ce pays, il est également convaincant, même si ce dernier sujet, éminemment actuel, aurait pu donner lieu à de plus amples commentaires. Le BDS a trois principales revendications: le retour aux frontières d'avant 1967, la fin des discriminations et le droit au retour des réfugiés palestiniens en Israël ainsi que leurs descendants. Ce dernier objectif, d'ailleurs rejeté par l'Autorité palestinienne, est incompatible avec tout accord de paix.

Mélangeant les genres, l'auteur utilise aussi son livre pour s'attaquer aux «gauchistes» et à «l'extrême gauche». Dans une même ligne, Noam Chomsky, Etienne Balibar, Norman Finkelstein et Dominique Vidal sont ainsi qualifiés de «Juifs antijuifs» ou antisémites participant tous à une «industrie antisioniste». Même chose pour Les Guignols de l'Info ou Nicolas Bedos: «large faisceau de provocateurs professionnels jouant les esprits libres, de Jean-Marie Le Pen à Robert Faurisson, en passant par Dieudonné, Alain Soral et Thierry Meyssan, sans oublier les versions édulcorées à goûter en famille (les Bedos père et fils, Les Guignols de l'Info, les néo-pétomanes de toutes obédiences, etc.).»

Le correspondant de France 2 à Jérusalem, Charles Enderlin, est aussi pris implicitement à parti lorsque Taguieff dénonce la «mise en scène médiatique de la "mort du petit Mohammed al-Durah"» et Stéphane Hessel n'est considéré que comme le «maître incontesté de l'indignation sélective» alors qu'il peut exister de bonnes raisons pour des Juifs français (dont l'auteur de ces lignes), de se sentir particulièrement attentifs à la politique menée par «l'État juif».

Une fois le livre refermé, on comprend mieux la haine antijuive qui déferle en France, et pour cela ce livre est salutaire, mais certains règlements de compte nuisent au sérieux de l'ensemble. Slate.fr 24.08

Causeries novembre 2014

- La diffusion de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme se réalise au début de la décennie 2000 par la publication du livre de Pierre-André-Taguieff, La nouvelle judéophobie. Selon lui « l'emploi euphémisé d' « antisionisme » implique la substitution de cette expression à cette autre qui, trop explicite ou « directe », serait disqualifiante : antisémitisme ».

La dénonciation des crimes israéliens ne serait rien d'autre que la réactivation des vieux mythes antisémites : « Dans la propagande « antisioniste », le peuple palestinien est transfiguré en peuple de « héros » et de « martyrs », jusqu'à être christifié en peuple d'enfants martyrs ce qui réactive le vieil imaginaire antijuif du meurtre rituel. » (michelcollon.info - 25.10.2014)

Voir aussi les causeries du 15 février et du 18 novembre 2013 ou le portail : https://anticons.files.wordpress.com

---

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse ou la vie. Le casino perd patience et confiance.

- Chute spectaculaire de l'ensemble des marchés boursiers - Francetv info

Une à une les bourses ont dévissé ce lundi 24 août. Shanghai jusqu'à -8%. Le mouvement est parti de Chine pour s'étendre à toute l'Asie puis l'Europe et les États-Unis. Le Dow Jones a perdu 3,55%, le Nasdaq 3,82% en fin de séance.

En Europe, après avoir cédé à la panique dans l'après-midi, perdant plus de 8% en séance, la Bourse de Paris a fini en baisse de 5,35%. Francfort a chuté de 4,70% tandis que Londres a dégringolé de 4,67%, Madrid de 5,01% et Milan de 5,96%.

A Tokyo, l'indice Nikkei a terminé la journée en baisse de 4,61%, à un plus bas de six mois.

Hong Kong a reculé de 5,17%, et Sydney de 4,09%, un plus bas en deux ans.

L'Eurostoxx 50 s'est pour sa part inscrit en repli de 5,35%.

À la clôture, le repli est partout de 5% en moyenne. Les marchés s'inquiètent du ralentissement de la consommation chinoise, de Londres à Séoul en passant par Francfort. Francetv info 24.08

En complément.

- La Bourse de Tokyo chute encore à l'ouverture - LeMonde.fr

L'indice Nikkei a reculé de plus de 3,5 % dans les premiers échanges de ce mardi. LeMonde.fr 25.08

A court d'idées... mais pas de pétrole

- Le pétrole sous les 40 dollars pour la première fois depuis 2009 - AFP

Le cours du baril de référence, le "light sweet crude" (WTI), pour livraison en octobre a perdu 2,21 dollars à 38,24 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), soit la première fois depuis février 2009 qu'un contrat de référence termine une séance à moins de 40 dollars. AFP 24.08

Le terrorisme, la crise économique, le chômage de masse ou le chaos, la guerre civile, la guerre, planifiés pour durer.

- L'afflux de migrants, une "situation exceptionnelle qui va durer", selon François Hollande - Francetv info

C'est le monde tel qu'ils le conçoivent ou l'avenir qu'ils réservent aux futures générations...

Ils l'ont créé eux-mêmes en détruisant la Libye, la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan.

- Allemagne : Hollande et Merkel dénoncent un climat anti-migrants - euronews.com

Gastronomie du condamné. Bush à la hollandaise ou la guerre de classe à tous les menus.

Hollande en chef de "guerre des civilisations".

- Thalys: quand François Hollande reprend la rhétorique du "bien" et du "mal" - AFP

- «Héros» du Thalys : le discours très américanisé de Hollande - LeParisien.fr

«Votre héroïsme doit être pour nous une source d'inspiration. Face au mal qui est là, qui s'appelle le terrorisme, il y a le bien, celui de l'humanité. C'est celui que vous incarnez», a notamment déclaré le chef de l'Etat lors de son discours à l'Elysée.

Une rhétorique qui, quoique nettement plus mesurée, fait un lointain écho à «l'axe du mal» défini en 2002 par l'ancien président George W. Bush, dans lequel figuraient la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran. 20minutes.fr 24.08

Des GI's qui incarnent l'humanité, il fallait oser le dire, c'est fait. Et ils vont être décorés par Obama !

Psychose collective ou l'instrument d'un régime en crise, maintenu artificiellement en survie.

- "La spirale anxiogène": vivre avec la menace d'attentats - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Le PS dans ses oeuvres.

A droite toute vers un Etat toujours plus policier.

- Thalys: Alain Vidalies (PS) «préfère qu'on discrimine plutôt que de rester spectateur» - 20minutes.fr

Le secrétaire d'Etat aux Transports sur Europe 1 : «A chaque fois qu'on parle de fouille aléatoire, quelqu'un dit "oui, mais ça risque d'être discriminatoire". Eh bien, écoutez, moi, je préfère qu'on discrimine, effectivement, pour être efficace plutôt que de rester spectateur.» 20minutes.fr 24.08

Exagérions-nous en affirmant dans de précédentes causeries que le PS était le complément naturel de l'extrême droite, de la même manière que le Front populaire est l'antichambre ou fascisme si vous préférez ? A sa manière le député PS du Cher, Yann Galut, l'a confirmé hier sur les "réseaux sociaux" : «On ne peut accepter qu'un ministre se résigne à anticiper des discriminations». (libération.fr 24.08)

Sursaut de dignité de la part d'un dirigeant du PS croyez-vous ? Détrompez-vous, il continuait en demandant à Valls de «rétablir ce qu'est la République : égalité.» (id), qu'il n'a de cesse de piétiner. En conclusion on s'aperçoit qu'il ne s'agissait que d'une posture ou une imposture de plus, puisque c'est le seul registre dans lequel les membres du PS interviennent et qui les caractérise si bien.

Le PCF n'a pas été en reste. Par la voix de son porte-parole, Olivier Dartigolles, a dit :«Quand un ministre justifie la discrimination pour lutter contre le terrorisme, il ne parle plus au nom de la République.» (id) à laquelle il tient autant qu'au régime avec lequel elle se confond au point d'épouser les contours de l'idéologie dominante néolibérale, sans que cela le gêne le moins du monde le reste du temps puisqu'il le revendique.

Le tour de passe-passe de Dartigolles consistait ici à faire en sorte que les travailleurs croient que Hollande et ses ministres incarneraient la République et ses principes ou valeurs en temps normal, bref qu'ils étaient tout à fait respectables ou fréquentables, ce que l'on peut comprendre à quelques mois d'une nouvelle échance électorale ou le PCF sera encore allié au PS. Ce ne sont pas des alliés naturels pour des prunes, il y en a qui ont tendance à l'oublier parmi nous ou ne tirent pas les conclusions politiques qui s'imposent malheureusement.

Chasse aux sorcières, appel à la délation, délit de sale gueule, restriction aux libertés individuelles, atteinte aux droits démocratiques, lois liberticides, surveillance généralisée, limitation du droit de grève, criminalisation du mouvement ouvrier, etc. quand on pense que cette politique nauséabonde est mise en oeuvre par un parti que le mouvement ouvrier et son avant-garde ont toujours soutenu, auquel ils étaient associés, liés, et qu'ils refusent toujours de caractériser de droite à l'exception de certains tendances ou certains courants ultra minoritaires, on se dit que si les militants de ces partis ne ressentent pas un fort

malaise et ne condamnent pas la politique qui a été menée par leurs partis dans le passé, c'est qu'ils sont morts politiquement.

Leurs dirigeants ont eu une multitude d'occasions de rompre définitivement avec le PS depuis 2012 (pour ne pas remonter plus loin ici), de cesser de lorgner vers leurs élus ou militants, s'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils sont eux-mêmes corrompus par l'idéologie du régime, ce sont des traitres ou des imposteurs.

Contrairement à l'idée reçue selon laquelle avoir un pied de chaque côté de la barricade profiterait à celui qui l'a érigée, en réalité seul le régime en bénéficiera. La preuve, il est toujours en place et l'avant-garde du mouvement ouvrier est décomposée, disloquée, totalement marginalisée.

Le PS, l'appendice ou l'aiguillon de l'extrême droite.

- Ciotti veut le renforcement de la sécurité dans les transports ferroviaires - AFP

Un fait divers élevé de fil en aiguille au rang d'acte terroriste par les représentants de l'Etat et le PS, qui exploitent ou instrumentalisent chaque fait divers susceptible de s'inscrire dans leur stratégie de "lutte contre le terrorisme " de manière à justifer petit à petit l'instauration d'un Etat policier destiné à mater le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, recevra le soutien du parti de l'ordre officiel (LR) ainsi que celui d'extrême droite (FN), dont finalement il sert les intérêts en cautionnant sa théorie raciste et xénophobe.

Le PS fer de lance du racisme et du communautarisme depuis plus de 40 ans.

- Au pouvoir, le FN expulserait «4 millions de Français musulmans», selon Jean-Christophe Cambadélis - 20minutes.fr

Cambadélis désigne aux masses arriérées et aux classes moyennes le bouc émissaire à tous leurs maux : Le musulman, l'Arabe ou l'Africain principalement.

Ce discours outrancier ne repose sur aucun autre élément que celui que Cambadélis crée de toutes pièces pour l'occasion, tout en sachant qu'en intervenant sur un média (RTL) destiné principalement aux couches populaires en manque de repères, il vise les couches les plus vulnérables de la société qui prendront au premier degré son discours en l'interprétant à leur manière, comme un appel à chasser «4 millions de Français musulmans» du pays ou à soutenir le FN dont ce serait l'objectif, en référence au principe de la "préférence nationale" mis sans cesse en avant par le parti d'extrême droite.

Cambadélis pourra toujours nier que telle n'avait pas été son intention, et qu'il n'était pas responsable de l'interprétation que les auditeurs auraient pu faire de son discours, et le tour est joué, il est blanc comme neige, fermer le banc.

L'opération consistait à mystifier les auditeurs de RTL pour mieux manipuler leur conscience dans une direction donnée ou faire monter le FN ou lui apporter des voix. Ensuite, quelques jours ou semaines plus tard, il dénoncera la montée de l'extrême droite en fustigeant ces masses arriérées qu'il accusera de verser dans le racisme.

Au-delà, il pourra entonner le même refrain qu'aux Etats-Unis, consistant à affirmer que le racisme est profondément ancré dans la société malgré tous les combats qu'ils ont menés pour l'enrayer, donc ils n'en sont pas responsables une fois encore, et qu'il faut continuer à lutter contre ce fléau et ainsi de suite, pour détourner les travailleurs de la lutte des classes ou faire en sorte que les différentes couches du prolétariat et des classes moyennes qui sont également visées s'entre-déchirent.

Quand la grande famille de la "***gauche***" s'agrandit... à l'extrême droite.

Grille de lecture.

- Et dire que la veille j'ai titré une info : *L'homo Sapir dans tous ses états ou le masque de l'imposture sans cesse renouvelée.*, à croire que j'ai le pif de plus en plus aiguisé, et je ne possède pas les dons d'un médium !Trotsky disait que parfois il fallait se fier à son "pif", ma foi, c'est que je dois être trotskyste ! Cela dit on a encore du boulot à faire...

- Sapir est dangereux et abjecte, c'est un populiste professionnel particulièrement apprécié par la pseudo-gauche et certains parmi la pseudo-extrême gauche décomposée. C'est sa marque de fabrique le populisme.

C'est le genre de type qui d'une semaine sur l'autre peut changer trois fois de position sans que cela le dérange le moins du monde, puisque finalement il demeure fidèle au capitalisme. Il participe à la dislocation du mouvement ouvrier, il est donc normal que Libération lui offre une tribune.

- Il revenait à la "gauche" de rendre le FN respectable, fréquentable. Autant dire qu'on baigne en pleine imposture.

- Jacques Sapir : «On ne peut plus nier que le FN ait changé» - Liberation.fr

Figure bien connue parmi les économistes «hétérodoxes», Jacques Sapir a jeté un pavé dans la mare en appelant vendredi à la constitution d'un «front de libération nationale» anti-euro. Pour cet ancien soutien du Front de gauche devenu une référence des milieux souverainistes, cette alliance devra dépasser le clivage gauche droite et ne pourra se dispenser d'un rapprochement avec le Front national.

Comprenez-vous les réactions troublées à votre proposition d'un «front de libération nationale» comprenant notamment le FN ?

Je trouve qu'il y a beaucoup de mauvaise foi dans les cris d'orfraie qui sont poussés. D'abord, je ne dis pas qu'il faut faire une alliance maintenant avec le Front national : j'évoque même un possible parti «issu du FN». Le Front national peut continuer à évoluer ou pas, c'est cela qui déterminera une éventuelle alliance. (Ce type là est un ignare ou une ordure d'après vous ou les deux à la fois ? - LVOG)

Vous revendiquez-vous toujours de gauche ?

Bien sûr, sans ambiguïté. Que des gens ne comprennent pas, c'est leur problème. Mais la situation politique a pivoté en raison de ce qui s'est passé en Grèce. La question de l'euro va imposer des alliances qui vont transcender la distinction entre gauche et droite. Je discute donc aussi avec des gens de l'UMP. Sur certains sujets, la position du Front de gauche me semble la plus intéressante. Sur la souveraineté, je suis en accord avec Debout la France [parti de Nicolas Dupont-Aignan, ndlr]. Liberation.fr 24.08

Commentaire d'un internaute

- "*Quel effondremement de la pensée et du sens éthique. Sapir, je me fous de savoir si vous vous pensez de gauche ou de droite. En revanche je sais que vous n'avez rien de gauche ni historiquement ni éthiquement ni politiquement. Bonne route avec les fafs!*"

Vous êtes encore trop bon !

Quand Libération surinterprète les intentions de Mélenchon, c'est que ses patrons y ont intérêt.

Grille de lecture.

La veille (le 23) dans un entretien donné au Journal du Dimanche, Yánis Varoufákis avait déclaré "*À Frangy, je lancerai un réseau européen de progressistes*", indiquant par là qu'il choisissait le PS et non le PG pour faire cette annonce, tout un symbole dont la signification politique ne pouvait échapper à personne, sauf à Mélenchon évidemment, qui en réalité n'y voyait aucune contradiction, il n'est plus à cela près notre carriériste.

Mieux encore, Varoufákis estimait "*qu'il y a de bonnes personnes dans le gouvernement français*", au hasard, Macron, Fabius, Le Drian, on se pert en conjecture, et il confirmait son attachement à l'UE dont les " *citoyens doivent se réapproprier le cours européen*" comme s'il pouvait être redressé ou l'UE avait servi un jour les intérêts des travailleurs ou pouvait être réformé, illusion criminelle s'il en est.

Plus fort encore, apparemment cette fois en direction de la troïka, il affirmait "*Il faut relancer le dialogue et rétablir ce qui a été complètement perdu : la démocratie.*, car il ne s'adressait pas au peuple qui lui n'a jamais perdu l'esprit de la démocratie ou y demeure attaché même s'il n'en a pas une notion aussi précise qu'il le faudrait.

- Grèce : Mélenchon rompt avec Aléxis Tsípras - Libération.fr

La fin de l'idylle entre Tsípras et Mélenchon ? Depuis la signature de l'accord pour un troisième plan d'aide – et les mesures d'austérité qui vont avec – le chef de file du Parti de gauche prend ses distances avec le Premier ministre grec. Ce lundi après-midi, le député européen, en compagnie des deux coordinateurs politiques du PG (Eric Coquerel et Danielle Simonnet), a tenu une une visio-conférence avec Panayótis Lafazánis, responsable du tout nouveau parti grec Unité populaire, composé de vingt-cinq anciens députés de l'aile gauche de Syriza qui ont fait scission. Issus de treize organisations de la gauche radicale grecque, ils sont opposés au troisième plan de renflouement financier de la Grèce approuvé par la Vouli (le Parlement grec), le 14 août dernier.

«Nous nous sommes parlés à leur demande, ils souhaitaient nous expliquer leur situation dans leur «front anti-mémorandum», précise à l'issue de la réunion Eric Coquerel. Ils portent la question du programme originel de Syriza, et nous allons les soutenir pour les prochaines élections.» Mais il tient à préciser: «Ce n'est pas un discrédit sur Tsipras»

Pourtant le responsable d'Unité populaire, Panayótis Lafazánis, est particulièrement remonté contre Aléxis Tsípras. Il l'accuse d'avoir décidé «l'organisation d'élections anticipées, ce qui est antidémocratique» et d'avoir flanché devant la pression des créanciers. «Qui gouverne la Grèce, [Jean-Claude] Juncker [président de la Commission européenne, ndlr] ou [Angela] Merkel [la chancelière allemande] ?», a-t-il lancé lors d'une conférence de presse le 21 août.

Dans une interview à Sud-Ouest, parue vendredi, Jean-Luc Mélenchon reproche également à Tsípras d'avoir cédé face aux créanciers : «On vote, c'est bien. La voix du peuple est toujours la solution aux problèmes d'un pays. Mais encore faut-il respecter ses décisions. Les Grecs ont voté non au plan européen, et Tsipras l'a pourtant signé.» Parlant désormais ouvertement de «souveraineté nationale» ou «d'indépendantisme français» face à l'euro, Jean-Luc Mélenchon a également rencontré dimanche, la nouvelle idole de la gauche contestataire, Yánis Varoufákis. Avant que ce dernier ne rejoigne Arnaud Montebourg pour la Fête de la rose à Frangy, ils ont évoqué la tenue d'une conférence européenne du «Plan B», c'est-à-dire une sortie de l'euro en cas d'échec des négociations pour changer la politique européenne.

Le ministre grec démissionnaire critique désormais ouvertement Aléxis Tsípras. Mais dimanche, lors de la Fête de la rose, Yánis Varoufákis a déclaré qu'il ne rejoindrait pas le parti Unité populaire pour les élections législatives prévues le 20 septembre : «Nous partageons de nombreuses similitudes et sympathies. Je les apprécie et je pense qu'ils me veulent avec eux. Mais sur le plan politique, nous sommes éloignés. Ce ne serait pas une combinaison judicieuse.» libération.fr 24.08

Comme à l'accoutumée Mélenchon et ses acolytes ont tenu un double langage ou se sont livrés à un nouveau tour de prestidigitation des plus tordus, consistant à rompre avec Tsipras (tout en le ménageant) qui incarne le maintien de la Grèce dans la zone euro ainsi que la soumission de Syriza et du gouvernement grec à la troïka ou à l'Eurogroupe, en soutenant l'Unité populaire qui envisage la rupture avec l'euro, tout va bien ou presque jusque là, mais c'est après que cela se gâte, tout en s'affichant avec Yánis Varoufáki opposé à la sortie de l'euro et refusant de rejoindre l'Unité populaire.

On retiendra également : «On vote, c'est bien. La voix du peuple est toujours la solution aux problèmes d'un pays. » ou la révolution citoyenne par les urnes cher à ce charlatan, qui dans le passé dans aucun pays du monde ne s'est traduite par un changement de régime.

Or c'est justement la question qui est posée à tous les peuples et au prolétariat principalement, au mouvement ouvrier internationale, à l'avant-garde : sans changement de régime vos conditions de travail et d'existence ne cesseront de se dégrader, le chaos, la guerre et la barbarie de gagner du terrain, c'est le message qu'il faut faire passer à chaque travail ou militant, cela doit être notre axe de combat politique.

Nous n'avons cessé de dénoncer la politique opportuniste qui consistait à mettre l'accent sur la rupture avec l'euro et l'UE, alors que cette rupture ne règlerait rien, et qu'il fallait au contraire axer notre combat contre les institutions de la Ve République qui cautionnent et légitimisent à la fois le régime capitaliste et l'UE.

Il est parfaitement clair qu'aucune rupture avec le capitalisme et avec l'UE ne peut avoir lieu dans le cadre de la préservation des institutions de la Ve République, jamais en se plaçant sous le joug de la Ve République il ne sera possible de faire un pas en direction du socialisme.

Le problème pour les diirgeants du mouvement ouvrier et de son avant-garde, c'est qu'adopter cette ligne politique de rupture avec les institutions de la Ve République, implique la rupture avec tous les appareils qui les soutiennent, donc ceux corrompus des syndicats, or ils s'y refusent obstinément.

Les appareils des syndicats ont troqué leur indépendance en échange d'une multitude des liens qu'ils entretiennent avec les institutions et le patronat au sein de dizaines d'organismes, et sont devenus ainsi des rouages de l'Etat qui les subventionnent, les corrompt de fait.

Dès lors il est totalement inconcevable qu'un parti ouvrier puisse définir une ligne politique indépendante de l'Etat sans rompre avec ces appareils, et sans vraiment les combattre cela va de soi.

Franchement, il faut être décidément bien naïf pour croire que les appareils syndicaux auraient octroyé des postes de permanents à des dirigeants de partis politiques, s'ils n'avaient pas reçu en échange la garantie que jamais ils ne remettraient en cause leur légitimité qui repose sur une forfaiture. Cela remonte aux années 50. Vous avez vu où cela nous a mené. Absolument rien ne permettait de justifier la collusion avec ces appareils pourris ou le PS pendant de si nombreuses décennies, sinon l'abandon du combat pour le socialisme. On nous l'a présenté comme un levier pour construire le parti et 70 ans plus tard ce parti n'existe pas.

C'est le genre de questions qu'apparemment malheureusement peu de militants se posent. On touche là à l'origine de la dégénérescence du mouvement ouvrier et de son avant-garde qui permet de comprendre pourquoi nous n'avons jamais été capables de construire le parti. La caractérisation politique du PS et des appareils des syndicats et la rupture avec eux est le minimum syndical, tant qu'on ne voudra pas l'admettre, on ne s'en sortira pas. br>

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

1.1- Israël importe du Kurdistan irakien 75% de son pétrole - francophone.sahartv.ir

Le quotidien britannique "Financial Times" a annoncé dimanche que le Kurdistan irakien exporterait d'énormes quantités de brut vers la Palestine occupée. A en croire le Financial Times, durant ces derniers mois, Israël a importé quelque 75% de son brut à partir de la région du Kurdistan.

D'après le rapport du quotidien britannique, qui se base sur les informations du secteur des transports, des sources commerciales et des informations collectées par les satellites sur le déplacement des tankers, les raffineries, les compagnies pétrolières israéliennes ont acheté plus de 19 millions de barils au Kurdistan irakien en l'espace de 3 mois. Pendant cette période, plus d'un tiers de la totalité du brut produit au Kurdistan irakien a été exporté vie le port turc Ceyhan.

Cependant, les responsables kurdes démentent ces informations.

Un haut conseiller du chef du gouvernement régional du Kurdistan a réagi à cette nouvelle en ces termes: « Une fois que nous livrons le pétrole aux commerçants, peu importe quelle en sera la destination. Notre priorité est de gagner de l'argent pour soutenir les Peshmergas dans la lutte contre Daech et pour payer les salaires des fonctionnaires ». francophone.sahartv.ir 24.08

1.2- Pétition pour arrêter Netanyahu en Grande-Bretagne - francophone.sahartv.ir

Le nombre des citoyens britanniques qui signent une pétition exigeant l'arrestation du Premier ministre du régime sioniste à Londres, atteint déjà le chiffre de 80.000. Selon l'agence de presse Fars, la pétition, préparée il y a quelques semaines, par les militants anti-guerre et placée sur le site web du Parlement britannique, demande l'arrestation de Benyamin Netanyahu dès son arrivée à Londres. Elle porte la signature de près de 80.000 citoyens. Damin Moran, fondateur de l'initiative, évoquant l'attaque de l'an dernier d'Israël contre la bande de Gaza, a indiqué : « Conformément aux lois internationales, Netanyahu doit être arrêté dès son arrivée en Grande-Bretagne en raison du massacre de plus de 2.000 civils en 2014. Il s'agit des crimes de guerre ». En Grande-Bretagne, la loi oblige le gouvernement de donner suite à toute pétition, signée par plus de 10.000 personnes. Le gouvernement de Londres qui ne s'exprimait pas là-dessus, a finalement réagi et dans un communiqué officiel, il a rejeté la demande des signataires de cette pétition. Le communiqué prétexte qu'en respect des lois, les chefs d'Etat et les hauts responsables étrangers sont titulaires de l'immunité, notamment judiciaire, sur le territoire britannique. francophone.sahartv.ir 24.08

2- Liban

Au tour du Liban ?

2.1- Liban : nouvelle nuit d'émeutes à Beyrouth euronews.com

Le centre de Beyrouth portait ce matin les marques des affrontements qui ont opposé à nouveau cette nuit des policiers à des manifestants. Les violences ont éclaté à l'issue d'un nouveau rassemblement visant à dénoncer l'incapacité du gouvernement à garantir les services publics, comme l'enlèvement des ordures ménagères. Placée sous le slogan ''Vous puez'', la manifestation a, comme la veille, dégénéré. Plusieurs dizaines d'individus ont jeté toutes sortes de projectiles dont des pierres et des bouteilles sur les forces de l'ordre qui ont répliqué avec des canons à eau et des gaz lacrymogènes. Des dizaines de personnes ont été blessées dont de nombreux policiers.

Cible des critiques, le Premier ministre Tammam Salam a menacé de démissionner, tout en dénonçant ''le dépotoir politique''. Le Liban est confronté à une grave crise institutionnelle : privé de chef d'État depuis plus d'un an, le pays est dirigé par un gouvernement d'union nationale, qui est tiraillé par de profondes divisions. euronews.com 24.08

2.2- La crise des ordures enfle à Beyrouth, plus de 70 blessés dans de nouveaux heurts - AFP

La crise des déchets s'est aggravée dimanche à Beyrouth où des affrontements ont à nouveau éclaté entre la police et des manifestants, faisant plus de 70 blessés et accentuant la pression sur un gouvernement libanais paralysé par de profondes divisions.

Au lendemain de heurts ayant fait au moins 16 blessés, de nouvelles violences ont eu lieu en fin de journée lors d'un rassemblement dénonçant l'impéritie du gouvernement à trouver une issue à la crise des ordures ménagères qui envahissent les rues depuis des semaines.

Selon le secrétaire général de la Croix-Rouge, Georges Kétané, 43 manifestants ont été hospitalisés pour suffocation ou fractures. Deux cents autres ont été incommodés et pris en charge sur place.

Par ailleurs, 30 membres des forces de l'ordre ont été blessés, dont un grièvement, selon une source de sécurité.

Les échauffourées se poursuivaient vers 20H00 GMT, mais avec moins d'intensité.

Le rassemblement était de nouveau organisé à l'appel du mouvement citoyen "Vous puez", qui s'est désolidarisé des heurts et a insisté sur le caractère pacifique de la protestation.

Les violences, dans l'élégant centre de Beyrouth, ont été déclenchées par quelque 200 jeunes, dont certains avaient le visage couvert. Ils ont jeté des projectiles --pierres et bouteilles remplies de sable-- sur les forces de l'ordre et tenté de retirer les barbelés derrière lesquels étaient massés les policiers. Certains ont mis le feu à une moto et essayé de constituer une mini-barricade avec des tables et panneaux en bois.

La police a alors fait usage de canons à eau et de gaz lacrymogènes. Des tirs ont également été entendus.

"Nous n'avons rien à faire avec ce groupe et cette violence", a affirmé à l'AFP un porte-parole du collectif "Vous puez", Joey Ayoub.

Dans l'après-midi, des milliers de personnes, des jeunes en majorité, s'étaient réunies dans une atmosphère bon enfant près du Sérail, le siège du Premier ministre. Des gens de tous milieux et de toutes confessions, fustigeant l'incompétence du gouvernement, scandaient notamment "Liberté" ou "Le peuple veut la chute du régime", mot d'ordre associé aux manifestations du début de la révolution en Syrie en 2011.

"Nos parents se sont fait la guerre, mais ici nous sommes des Libanais, chrétiens et musulmans, manifestant tous ensemble pacifiquement pour demander nos droits", a déclaré à l'AFP Alexandra al-Hajj, 20 ans.

Les ministres doivent "régler le problème des déchets, de l'eau, de l'électricité. Ce sont nos droits élémentaires", réclamait Gemma Souleimane, une mère de famille de 40 ans d'Abra (sud).

En première ligne dans cette crise, le Premier ministre Tammam Salam avait appelé, plus tôt dimanche, au calme et tendu la main aux manifestants. "Je suis disposé à vous écouter et à m'asseoir avec vous", avait-il lancé lors d'une conférence de presse.

M. Salam a reconnu que le problème des ordures était la goutte d'eau ayant fait déborder la colère de l'opinion. "Mais la question est beaucoup plus importante que cette goutte d'eau. C'est la question des ordures politiques dans ce pays", a lancé le Premier ministre considéré comme un modéré adepte du compromis.

Il a appelé le Conseil des ministres à se réunir rapidement pour trouver une solution à la crise, dénonçant les divisions politiques paralysant les institutions.

M. Salam a par ailleurs estimé qu'une "force excessive contre la société civile et contre le peuple" avait été employée pour disperser la manifestation de samedi et souhaité que les responsables soient "punis".

"Notre demande la plus urgente est que les policiers et les soldats rendent des comptes", avait affirmé pour sa part M. Ayoub.

Samedi soir, la manifestation avait dégénéré quand un groupe de protestataires avait lancé des projectiles sur les forces de sécurité qui avaient fait usage de grenades lacrymogènes et de canons à eau.

Sur des vidéos postées par des manifestants, on voit des membres des forces de sécurité tirer en l'air et battre des protestataires.

Pour la première fois depuis la fin de la guerre civile (1975-1990), le Liban est sans chef de l'Etat depuis plus d'un an. Le Parlement est paralysé par les divisions, elles-mêmes exacerbées par les dissensions sur la guerre en Syrie.

Le pays est écartelé entre la coalition menée par le puissant Hezbollah chiite et soutenue par Damas et Téhéran, et celle dirigée par l'ex-Premier ministre sunnite Saad Hariri, appuyée par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite.

2.3- Au Liban, une manifestation populaire pour « la chute du régime » - Réseau Voltaire

Alors que le « communauté internationale » célèbre la prétendue démocratie libanaise, le pays s'enfonce dans le règne des anciens « seigneurs de la guerre ». L'État ne remplit plus aucune de ses fonctions régaliennes, à l'exception de la monnaie. L'économie vit sous la perfusion des subventions étrangères aux partis politiques communautaires, qui eux-mêmes en redistribuent une partie à leur communauté, et avec l'argent sale attiré par ce paradis fiscal. Le 23 août, des dizaines de milliers de manifestants ont appelé à un changement de régime.

par Thierry Meyssan

C'est un phénomène inattendu : le 23 août au soir, des dizaines de milliers de Libanais se sont réunis face au Sérail (résidence du Premier ministre) sans y être appelés par des leaders politiques, confessionnels ou syndicaux. Aucun service de transport n'avait été organisé, contrairement à toutes les autres manifestations depuis une décennie. Les Libanais répondaient spontanément à l'appel de l'association « Vous puez ! », constituée à l'occasion de la crise des déchets.

Le rassemblement qui avait débuté avec des slogans sur la crise des déchets s'est poursuivi par celui du « printemps arabe » : « Le Peuple veut la chute du régime ! ». À l'issue de provocations, les Forces de l'ordre ont réprimé la manifestation faisant 70 blessés.

Depuis un mois, le gouvernement n'est plus en mesure d'assurer le ramassage des ordures. À la suite de divers accords, la capitale et plusieurs villes ont été nettoyées, mais pas toutes. Les solutions d'urgence arrivent à saturation et la crise est sur le point de recommencer à Beyrouth tandis que certains villages sont déjà transformés en décharges publiques. Cette crise s'ajoute à celles de l'électricité et de l'eau. Le gouvernement n'est en mesure d'assurer que 4 heures d'électricité par jour et ne fournit plus d'eau claire. Les Libanais sont contraints de louer des générateurs et de se faire livrer de l'eau dans des cuves à domicile pour pouvoir se laver, alors que leur pays est potentiellement le « château d'eau du Levant ».

Toutes les familles bourgeoises ont des domestiques venus d'Afrique ou d'Inde. La loi organise l'esclavage domestique en faisant obligation au maître de confisquer les papiers d'identité de son « employé ». Jusqu'à il y a deux mois, les domestiques n'avaient pas le droit d'entretenir de relation amoureuse sans l'autorisation de leur maître.

En dix ans, depuis le retrait de la « Force de paix » syrienne accusée d'occuper le pays, l'État se désagrège lentement. Progressivement, chaque Libanais se replie sur sa communauté et ne peut plus en contester ni le leadership, ni la politique. Il n'y a plus de président de la République depuis un an et le précédent, le général Michel Sleiman, avait été élu en violation de la Constitution et intronisé en l'absence de son prédécesseur par l'émir du Qatar. Il n'y a plus non plus de gouvernement, mais juste des réunions épisodiques des ministres qui se chamaillent sans être en mesure de prendre de décision.

Dans tous les cas de conflit, y compris celui des déchets, l'origine réside dans de vastes escroqueries. Les scandales sont quotidiens, mais ne choquent plus et ne sont plus réprimés. De nombreux ministres et parlementaires étalent publiquement leur corruption. Le pays compte le plus grand nombre de milliardaires par habitant, tandis que le petit peuple s'enfonce dans une terrible misère.

Les partis politiques sont presque tous confessionnels, leurs leaders sont héréditaires, et leur financement assuré par des États étrangers. En règle générale, on ne paye pas de cotisation d'adhésion à un parti politique, mais on est rémunéré par lui pour participer à chacun de ses meetings.

L'Armée est la seule institution consensuelle, mais elle ne peut agir qu'avec le soutien des leaders politiques et n'intervient donc que pour réprimer le terrorisme sur le territoire national. La désignation du nouveau chef d'état-major a donné lieu à de vives critiques qui semblent mettre fin à ce statut de l'Armée. La Défense nationale est principalement assurée par une prestigieuse organisation privée, la branche militaire du Hezbollah, qui est parvenue avec une poignée de volontaires à mettre en déroute l'Armée israélienne en 2006, mais dont la branche politique commence à être atteinte par la corruption générale.

Dans le cadre du cessez-le-feu régional découlant des négociations sur le nucléaire iranien, les grandes puissances évoquent un nouveau partage du pays, ce qui assurerait la paix civile mais ne ferait qu'accroître les difficultés quotidiennes des Libanais. D'autres étudient l'option d'un coup d'État militaire, tant la situation paraît sans issue. La seule solution supposerait un vaste changement institutionnel —mettant fin au système confessionnel imposé par les Français— basé sur le principe « un homme, une voix », et garantissant les droits des minorités.

Le Liban, État artificiel créé par les Britanniques et les Français, était considéré jusqu'à la guerre civile (1975-90) comme la « Suisse du Moyen-Orient ». Réseau Voltaire 24.08

Haut de page

Le 26 août 2015

CAUSERIE

On a ajouté 11 articles. La causerie plus tard dans la journée.

Pondichéry, 17h16, le boulot est terminé.

Syriza. La théorisation de l'imposture assumée.

- Sia Anagnostopoulou « En Grèce et en Europe, nous sommes plutôt au début de la lutte qu'à la fin » - legrandsoir.info -25.08

Répétons-le, quand on affirme que Syriza et Tsipras ont trahi le peuple grec ou capitulé face à l'Eurogroupe, il faut préciser que ce constat est incomplet, c'est un racourci qui ne reflète qu'une partie de la réalité, car en réalité la nature de Syriza et Tsipras ainsi que leurs expériences passées indiquaient clairement qu'ils ne rompraient jamais avec l'euro et l'UE à moins qu'on les y force, parce qu'ils incarnaient les intérêts des classes moyennes et de la petite bourgeoisie dont ils sont issus (y compris la grande bourgeoisie, Varoufakis est issu d'une famille d'industriels) inféodés au capitalisme qui avaient tiré profit de l'euro et avaient été relativement épargnées par l'UE et les gouvernements précédents.

Sia Anagnostopoulou qui est une députée de Syriza, s'est livré à un exercice dans cet article qui consistait en gros à dire après nous ou sans nous le déluge, comme si le dernier mémorandum accepté par Tsipras et Syriza était autre chose ou n'y conduisait pas. Elle le présente comme un moindre mal inévitable pour le peuple grec avec un cynisme qui rivalise avec celui de l'Eurogroupe. Elle le (le mémorandum) cautionne et le revendique.

Partant de là, il est inutile de commenter davantage son article. Il est préférable de le lire pour prendre la mesure du degré de démagogie auquel ils sont capables de recourir pour tromper les travailleurs, sans faire d'amalgame, à côté Hollande et Sarkozy sont des amateurs, il n'y a que l'extrême droite pour arriver à un tel niveau de populisme. Ils y sont contraints pour demeurer enfermés dans le cadre du régime en place dont la survie et les intérêts dictent dès lors l'attitude infâme qu'ils adoptent, pour refuser de l'affronter et de rompre avec lui.

On retrouve chez Syriza et ses semblables en Allemagne, Espagne et France notamment la même supercherie que celle à laquelle se livrent la social-démocratie dégénérée et leurs acolytes staliniens qui consiste à dire : nous avions de bonnes intentions, mais on ne nous a pas permis de les appliquer, nous sommes désolés, nous n'y sommes pour rien, préparons les conditions qui permettront de les réaliser renvoyées à une date indéterminée qui ne verra jamais le jour, parce qu'ils ne s'en donneront jamais les moyens pour être des agents du régime en place.

Socialisme en parole, impérialiste en acte disions-nous autrefois à propos de la social-démocratie, cela s'applique parfaitement à Syriza, Podemos, Die Linke et le Front de gauche, à ceci près qu'il n'y a plus rien de socialiste dans leur discours. Ce sont des sociaux-démocrates, mais comme le stade de l'impérialisme en putréfaction est incompatible avec le social et la démocratie, leur discours qui peut faire illusion un instant est en réalité totalement vidé de sa substance sociale, c'est un couteau sans lame.

L'article suivante qui a été rédigée par une Athénienne confirme tout ce qui vient d'être dit à sa manière si besoin était.

Sans le soutien de la classe dominante et ses médias, parce que la Nouvelle Démocratie et le Pasok étaient totalement discrédités et n'étaient plus en mesure d'assumer la mise en oeuvre d'un énième mémorandum, jamais Syriza n'aurait réussi à se hisser au premier plan de la scène politique dans le cadre des institutions en vigueur, qui dès lors devrait gouverner pour le compte des oligarques.

Ces gens-là sont les pires ordures qui soient, car ils n'ont jamais eu l'intention d'affronter la classe dominante, et ils savaient qu'en refusant de l'affronter il leur faudrait continuer d'appliquer la politique antisociale de leurs prédécesseurs. Ce sont des gens profondément malhonnêtes, de minables manipulateurs, des falsificateurs ou des faussaires, de vulgaires escrocs qui finalement ne roulent que pour leurs propres intérêts qui se confondent avec ceux des capitalistes. Cela vaut pour les dirigeants de Die Linke, de Podemos et du Front de gauche.

Syriza, Front de gauche, Podemos, Die Linke ou un "***clou dans le cercueil***" du mouvement ouvrier.

- Syriza: Le clou dans le cercueil de la gauche ? - Arrêt sur Info 22.08

Article rédigé par Christine qui vit à Athènes, source, le portail grec okeanews.fr : http://www.okeanews.fr/20150821-syriza-le-clou-dans-le-cercueil-de-la-gauche

Syriza était la composition de plusieurs tendances mais n'avait jamais atteint les pourcentages électoraux du PC « original ». Pas suffisamment « droit » pour attirer les communistes. Le centre-gauche était occupé par un autre grand de la scène, le Pasok, ou mouvement socialiste panhellénique. Syriza a longtemps « vivoté » sur la scène politique grecque, faisant toujours partie du Parlement, sans faire d'étincelles.

Puis, le Papandréou Junior est arrivé avec le premier mémorandum sous le bras. Les choses ont commencé à bouger. Les gens ont commencé à bouger. À protester. À se mobiliser. Et, là, alors que Syriza aurait pu jouer un rôle de protagoniste, il a quand-même poursuivi sur sa lancée de comparse… pire, encore, il a tout légitimé…

J'ai souvent entendu des gens qui s'étaient trouvés place Syntagma, à l'époque, expliquer comment ceux de Syriza ont joué aux pompiers… ils ont tout fait pour éteindre la flamme qui s'était allumée dans l'âme des indignés. « Attendez un peu, nous viendrons au pouvoir, et tout changera »… Si l'on ajoute la répression par la police, le mouvement s'est essoufflé et s'est retiré (de la place, mais pas du reste de la vie, heureusement…)

(...)

Depuis cinq ans, le pays est déchiré en petits morceaux que l'on s'efforce de monter les uns contre les autres : les employés du privé contre les fonctionnaires, les boulangers contre les supermarchés, les élèves contre les enseignants, les étudiants contre leurs profs… les pauvres contre les riches et vice-versa. Et qu'est-ce que Syriza fait ? Il attend ! Il attend que le pouvoir lui tombe entre les mains comme un fruit mûr tomberait de l'arbre…

(...)

Et voilà que, maintenant, l'Europe est ouvertement néolibérale.

(...)

Et Syriza dans tout ça ? Oh, L'Europe est notre maison commune, l'euro est notre monnaie commune. Bon, elle n'est pas toujours commode l'Europe, mais on finira bien par s'arranger…

En tout cas, Syriza ne perdra pas le temps d'essayer d'expliquer aux gens ce qui se passe. Il n'indiquera pas quel est l'ennemi dans cette guerre que nous vivons. Car il s'agit bien d'une guerre.

(...)

À chaque fois qu'un débat important a lieu au Parlement, à l'occasion d'un énorme projet de loi, je me dis : « Ils ne vont pas rester-là, à participer à ce cirque ! Ils vont sortir de la Vouli et vont rejoindre les gens ! »

Mais, non…Jamais ! Au grand jamais ! On a bien droit à des discours mais c'est si peu de choses face à la tragédie qu'on vit…

Et, puis, arrive le moment fatidique. Les vieux partis ont épuisé leur potentiel. Ils ne pourront plus rien faire passer au Parlement. Les « partenaires » le savent bien. L'élection du nouveau président de la République est l'occasion toute donnée. Puisque Syriza n'est pas d'accord, nous allons aux urnes. Élection nationale, donc, pour un nouveau gouvernement. Les gens en ont marre, sont dépassés, souffrent. Tsipras apparaît comme la solution. Il est jeune, il ne fait pas partie du système politique pourri (?), il a des idées (?), il propose un programme de lutte contre la crise humanitaire qui frappe le pays. Veiller sur les plus démunis, redonner l'électricité et l'eau à tous ces foyers sombres et froids et à sec. Et, puis, merde ! Les Grecs sont un peuple fier ! On ne peut pas accepter que madame Merkel, madame Lagarde, monsieur Shäuble nous disent ce que nous devons faire !!! Nous sommes un État souverain ! Nous allons prendre soin des nôtres !

Mais, voilà, il y a un « hic »… vous ne pouvez pas faire de la politique sociale en DÉPIT de l'Union européenne AVEC le fric de l'Union européenne ! Or, c'est bien ce que répond Tsipras quand on lui demande où il trouvera l'argent pour son programme anticrise humanitaire annoncé à Thessalonique. Il puisera dans les fonds du « Cadre stratégique national de référence » ! Je me dis « c'est pas possible qu'il dise une chose pareille ! » et, surtout « ce n'est pas faisable ! Les « partenaires » ne débloqueront jamais ces fonds ! »

Mais il insiste. Tout comme il insiste sur son intention de « déchirer le mémorandum dans la cour de la Vouli et d'annuler les mémorandums en UNE loi, dans UN article » !

Ah, bon ?!

« Nous négocierons avec nos partenaires européens. Nous formons une famille (qui s'entre-bouffe, oui), ce sont des gens raisonnables (oui : 1 euro + 1 euro = 2 euros), ils comprendront et deviendront plus flexibles. Ils ne pourront pas refuser notre offre ! » Et c'est là que Tsipras dit que « Madame Merkel acceptera notre offre, et elle le fera en plein jour ! » (elle l'aurait fait en pleine nuit que ça n'aurait dérangé personne, j'imagine…)

Et c'est parti pour la campagne électorale. Et ça commence à voyager dans tous les sens : Europe, États-Unis, Texas, participations à des tables rondes un peu partout… Dans le pays, ça a des rencontres avec tout le monde, église, police, pompiers, armée… D'anciens du Pasok commencent à frapper à la porte de Syriza… Et, je me rends compte que tous sont les bienvenus… Mais, bon sang, comment peut-on s'entendre avec des gens qui ont voté tous les mémorandums et dont on sait qu'ils ne peuvent pas décrocher du fauteuil du pouvoir ?!

Et, pourtant, tout est possible. « La politique est l'art du faisable »… c'est mettre la barre bien bas, pour un parti de gauche… Ah, je ris ! Me suis prise au piège… ce n'est pas comme ça, la Gauche !

Mais, voilà, la Gauche européenne est ravie… Podemos en Espagne, Die Linke en Allemagne, la Gauche en France, Sean Fein en Irlande : on embrasse Alexis et on l'encourage… Sauraient-ils quelque chose que moi j'ignore ?

Et, voilà-t-y pas qu'il est également le bienvenu à cette assemblée en Italie, à la Villa d'Este et s'assied à la même table que Baroso, Trichet, Mario Monti et d'autres types du même genre…

Ah ! Je vois ! Il veut ronger le « système » de l'intérieur… y a pas d'autre explication…

(...)

« La gauche radicale » vous dites ?! On parle bien de Syriza, là ?! De ce parti qui a indirectement soutenu tout ce qui se passe dans le pays depuis cinq ans ?! Ah, bon… c'est ÇA, la gauche radicale ?!

OK, j'ai compris, vous vous foutez des Grecs ! Vous savez quelque chose que j'ignore. Vous savez aussi que les « vieux partis » ne peuvent plus rien pour vous. Alors, vous faites semblant de ne pas vouloir de Syriza, d'avoir peur de Syriza, d'avoir en horreur Syriza et les bouleversements qu'il va apporter, pour que les gens ici n'hésitent pas un moment avant de mettre le petit papier dans l'urne. Fins filous que vous êtes !

Ma mère me demande : « On vote quoi, alors ?! » « Ben, on vote Syriza, mais, je te le dis, on les surveille de près ceux-là, je ne leur fait pas confiance ! Pour l'instant, il s'agit de faire partir la peste de la nouvelle démocratie et du pasok ! Après, on verra bien ! » (oh, pour ça, on est servi, maintenant, n'est-ce pas ?).

Syriza est élu ! La joie ! Le bonheur ! « Enfin, notre voix va se faire entendre et pourra changer quelque chose » se disent les gens… bon nombre d'entre eux… « On va aller en Europe et on ne se couchera pas devant la troïka et autres monstres ! » Histoire de renforcer le tout, on va gouverner avec les Hellènes indépendants. Bon, ce sont des conservateurs, un p'tit peu racistes, des fois, mais ce sont des patriotes et ils sont dur comme fer contre les mémorandums et l'austérité. Ça, l'austérité, leur président, connaît pas… puis, il croule sous le fric, lui… mais, il sait parler…. Et puis, il aime bien l'armée… on lui passe le ministère de la défense. Bien fait pour lui… (il passera des accords avec Israël, il achètera des avions de chasse aux USA, il promettra une bonne partie du pétrole de la mer Égée aux américains, et c'est bon ainsi…)

(...)

Mais, voilà… les négociations n'avancent pas comme prévu… tout compte fait, les « institutions » ne sont pas si raisonnables que ça. Il faut poursuivre le même programme. L'austérité est là pour rester…

(...)

Les jours passent… les mois passent… Varoufakis avait dit dans une interview, avant Noël, que si nous osions proposer des changements au mémorandum, les « partenaires » y mettraient le paquet. Ils n'hésiteraient pas à fermer les robinets de la liquidité de la BCE. Ben, c'est chose faite ! On poireaute devant les distributeurs pour le billet quotidien de 50 euros. Le pays est asphyxié. Syriza savait que ça pouvait arriver. Mais il n'avait rien fait pour se préparer, pour préparer le pays, les gens.

« L'Europe c'est notre maison commune. Nous allons en faire une maison meilleure pour les peuples d'Europe, contre les banquiers ! »

Je me sens de plus en plus mal à l'aise, surtout face à toutes celles et ceux avec qui je discute sur Twitter : ils semblent tellement heureux de voir un Varoufakis et un Tsipras se dresser contre les « institutions »… ils se révoltent face aux procédés et

aux mots employés par elles… Je sens bien qu'à travers la Grèce bien d'autres peuples espèrent que l'Europe soit finalement modelée autrement… (mais, depuis combien de décennies, à chaque élection européenne, des partis ne nous promettent-ils pas « une meilleur Europe » ?!)

Ça bloque. Ça ne débloque pas. Nouvelle stratégie. Référendum. Alors, là, on s'en est donné à cœur joie, n'est-ce pas ?! La question est moitié en grec, moitié en anglais. On n'y pige pas grand-chose. Mais, les gens savent. La question est simple : vous voulez l'austérité ou pas ? La réponse est « pas »… enfin… « OXI ». Alexis demande qu'on vote « non ». Ce sera une arme de la plus haute puissance de frappe, dit-il…

Que le ciel leur est tombé sur la tête, c'est clair. Un petit Alexis est sorti le soir même sur nos écrans et, en prestidigitateur averti, nous a transformé le « non » en « oui ». Et il a pris ce « oui » sous le bras, pour s'en aller à Bruxelles… Ce coup-ci, les « partenaires », « institutions », « créanciers » et tutti quanti vont trembler ! Le peuple a parlé… mais on l'a mal traduit…

Oh, il n'est nullement menaçant Alexis. Jean-Claude est tellement content de le retrouver ! Il en a les canines qui poussent… et y a pas que les siennes…

« Si vous avez une alternative à me proposer, faites-le ! », clame-t-il quand il arrive après le calvaire de 19 heures qu'il vient de grimper… (Nous le grimpons depuis cinq ans et demi ce calvaire, mais, ça, c'est une autre histoire, n'est-ce pas ?) C'est donc que lui-même n'a rien d'autre à proposer. Évidemment. Négocier en laissant toutes ses armes fondre l'une après l'autre (pas quitter l'euro, pas quitter l'UE, rembourser le FMI rubis sur ongle, avec un tout pitit-tout pitit retard de rien du tout, après avoir gratté les fonds de tiroir…) on ne représente aucune menace ! Alors, on ne négocie pas. On obéit. C'est tout,

Oh, on a beau s'en fâcher, dans certaines des « composantes » de Syriza. On a beau voter « contre » au Parlement, ça passe avec l'appui de ceux de l'autre bord qui, même à l'opposition, ne pensent qu'à servir leurs maîtres d'antan… dans l'espoir de regagner leurs sièges anciens.

Zoé a beau être outrée, s'insurger contre le gouvernement qui ne s'est pas servi des armes qu'elle lui a si bien et avec tant de peine préparées grâce aux travaux de la commission pour la vérité sur la dette publique. Elle a invité des gens du monde entier pour affûter les armes. Non seulement il ne s'en est pas servi mais il a qualifié l'idée d'illusion.

Alors, Syriza a-t-il menti ? Ou bien était-il vraiment SI naïf ? Je ne me lancerai pas dans des théories de complots. Je regarde les choses et les résultats à l'aide de la Raison : quand on part au combat, on choisit ses armes et on prend celles dont l'ennemi a le plus peur ou celles qui peuvent lui porter le coup le plus dur. Comment appelle-t-on celui qui avertit l'ennemi en lui disant : « OK, je viens combattre, mais je compte sur vous pour que vous ne me frappiez pas trop fort parce que j'ai laissé de plein gré toutes mes armes chez moi » ?

On se demande « mais, aurait-il pu mieux faire face à ces monstres de créanciers ?! » Oh, oui, qu'il aurait pu mieux faire. Dire qu'ils n'avaient pas le temps de se préparer, c'est leur accorder un alibi de bêtise : six mois avant les élections, MOI-même j'étais certaine qu'ils seraient élus. Imaginez, alors, quelles étaient les informations dont eux-mêmes disposaient. Ils devaient arriver aux élections équipés d'un plan B, mais aussi C, et D, et E… En tant que parti de la Gauche ils étaient TENUS de disposer d'une ALTERNATIVE, n'est-ce pas ? !

Alors, le 3e mémorandum est là. Il paraît que bientôt nous aurons à nouveau des élections (Syriza ne peut plus continuer à légiférer en comptant sur l'appui des « anciens pourris »…) Une très bonne chose s'est produite dans tout ça : les peuples d'Europe on pu voir se dérouler devant eux une énorme tragédie (dont ils ne connaissent pas encore la véritable portée) et savent que cette Europe et cette monnaie n'apporte rien de bon. Les masques sont tombés. Une très mauvaise chose s'est produite : les gens, dorénavant, entendront le terme « Gauche » et cracheront par terre, pour montrer leur mépris, ou sur leur poitrine, pour dire « loin de nous, ce mal » !

(La conclusion devait être désabusée, désastreuse car s'éloignant de la lutte des classes. Voilà comment ces salopards des Fronts de gauche ou de la gauche dite radicale en Europe s'emploient à briser les espoirs des travailleurs qu'il est possible de changer la société. Ce sont les pires fossoyeurs de la lutte de classe du prolétariat, leur ennemi n'est pas le capitalisme, mais la révolution socialiste, ils n'en ont jamais eu d'autres, c'est ce qu'il faut se graver dans le cerveau et expliquer aux travailleurs. - LVOG)

Peut-être que, le moment est venu de ne plus réfléchir en termes de Gauche et de Droite. Peut-être que le moment est venu réfléchir en termes d'humanité, d'égalité, de fraternité. En ces termes qui ne permettent pas de tergiverser et de composer dans le genre « centre-droite », « social-démocratie » et autres « fruits mixtes »… On est humain ou on ne l'est pas, on est égal ou on ne l'est pas, on est frères où on ne l'est pas… Arrêt sur Info 22.08

La pauvre femme en perd la tête, c'est terrible !

Et vous voudriez qu'on ménage Mélenchon et le Front de gauche, ceux qui tournent autour ? Ne comptez pas sur nous.

Quand Le Monde se fait le porte-voix de G. Soros ou Washington.

On retrouve le duo média-ONG qui ont les mêmes commanditaires ou le triptyque infernal de la réaction.

- François Hollande enterre la diplomatie des droits de l'homme - LeMonde.fr

Parce que cela aurait existé un jour ?

Ce qu'il y a de pratique dans le cas présent en prétendant que Hollande serait devenu pourri, c'est qu'on continuera d'ignorer qu'il l'était déjà avant, cela permettra inconsciemment d'entretenir l'illusion qu'il pourrait bien ne pas l'être dans l'avenir ou si les conditions étaient différentes ou plus favorables, qui sait ?

A l'arrivée on aura évité de remonter à son comportement ou à son engagement originel dans lequel était déjà inscrite ou tracée son évolution future ou ce qu'il ne manquerait pas de devenir, de sorte qu'on ne parviendra pas à comprendre sa véritable nature, est-il de gauche, est-il de droite, l'a-t-il toujours été, le restera-t-il, peut-il le redevenir, etc. toutes les hypothèses se valent, rien n'est tranché, chacun y trouvera son compte, alors que vivent les illusions destinées à lui profiter et à bénéficier au régime en place.

Qui a rédigé cet article ?

Jean-Marie Fardeau, directeur de Human Rights Watch en France.

Qui pilote Human Rights Watch ?

Wikipedia. Le journaliste néerlandais Paul Treanor affirme que HRW est « une entreprise conjointe de George Soros et du Ministère américain des affaires étrangères » . Ainsi, l'organisation elle-même annonçait en 2010 recevoir 100 millions de dollars de George Soros via l'Open Society Institute.

HRW est financé à 75% par le gouvernement américain. Et le rédacteur en chef de la revue Foreign Affairs, James F. Hoge Jr, est le présidente de son conseil d'administration.

Et quel était le contenu de cet article ? Son auteur reprochait à Hollande d'avoir rencontré un certain nombre de chefs d'Etat ou de s'être rendu dans certains pays où des opposants seraient maltraités ou emprisonnés, notamment à Cuba. Mais quand c'est Obama qui se livre à ce genre d'exercice, HRW n'y voit rien à redire.

HRW dans ses oeuvres... de guerre.

- L'attaque du marché de Douma: un prétexte fabriqué pour intervenir en Syrie ? - Arrêt sur Info 23.08

Extrait. Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch, a fait entendre son soutien à une guerre à grande échelle sur la Syrie au nom de l'humanitarisme. Roth a appelé à plusieurs reprises à l'intervention contre le gouvernement légal de la Syrie, ayant récemment tweeté des déclarations telles que: "Comme à Sarajevo, l'attaque du marché de Douma pourrait finalement forcer Assad à cesser de viser les civils?" (@KenRoth, 16 Août). L'insinuation de la déclaration est tout à fait claire: il devrait y avoir une intervention militaire, comme lors de la guerre des États-Unis-OTAN sur la Yougoslavie et plus tard la Serbie, afin d'arrêter le "massacre" de civils. Il convient de noter que ce tweet a été publié dans les heures suivant les nouvelles de l'incident à Douma, longtemps avant toute enquête.

Roth, et par extension son organisation Human Rights Watch, discrédite encore un peu plus les quelques ruines d'impartialité que lui et HRW auraient pu conserver avec des tweets ineptes tels que: "les meurtres du marché de Douma montrent comment Assad choisit de mener cette guerre: délibérément contre des civils" (@KenRoth, 16 Août), une allégation évidemment partial, et tout à fait sans fondement. Roth ne pouvait avoir absolument aucune connaissance des identités des morts ou des motivations du gouvernement syrien quand il a publié ce tweet le jour même de l'attaque. Il se révèle ici comme étant ni plus ni moins un laquais de l'impérialisme, un faucon de guerre se faisant passer pour un défenseur des Droits de l'Homme.

Cette malhonnêteté n'est cependant pas nouvelle pour Roth et HRW. Comme cet auteur l'a fait valoir précédemment, HRW est une organisation totalement discrédité qui a à plusieurs reprises publié ouvertement de fausses allégations au sujet de la guerre en Syrie afin de justifier une intervention des USA et de l'OTAN. On doit évidemment rappeler le risible, et maintenant complètement discrédité rapport 2013 de HRW titré: "Attaques sur Ghouta: analyse de l'utilisation présumée d'armes chimiques en Syrie", lequel rapport prétendait à tort que le gouvernement syrien avait mené l'attaque infâme à l'arme chimique du 21 Août 2013. Arrêt sur Info 23.08

Il ne s'agit pas ici pour nous de ménager Hollande, mais de montrer comment ce genre d'ONG est utilisée par l'oligarchie américaine pour discréditer des chefs d'Etat ou faire pression sur eux pour qu'ils s'alignent totalement ou sans condition sur leur politique. A moins qu'ils aient déjà décidé de se débarrasser de Hollande, mais à notre avis se serait prématuré, car en un an et demi il peut encore faire le sale boulot qu'un autre gouvernement aura bien du mal à faire par la suite.

L'enseignement moral et civique sera désormais obligatoire à l'école - Francetv info

- " ...nous repoussons toute prétention de nous imposer quelque dogmatisme moral que ce soit comme loi éthique éternelle, définitive, désormais immuable, sous le prétexte que le monde moral a lui aussi ses principes permanents qui sont au-dessus de l'histoire et des différences nationales.

Nous affirmons, au contraire, que toute théorie morale du passé est, en dernière analyse, le produit de la situation économique de la société de son temps.

Et de même que la société a évolué jusqu'ici dans des oppositions de classes, la morale a été constamment une morale de classe ; ou bien elle justifiait la domination et les intérêts de la classe dominante, ou bien elle représentait, dès que la classe opprimée devenait assez puissante, la révolte contre cette domination et les intérêts d'avenir des opprimés.

Qu'avec cela, il se soit en gros effectué un progrès, pour la morale comme pour toutes les autres branches de la connaissance humaine, on n'en doute pas. Mais nous n'avons pas encore dépassé la morale de classe. Une morale réellement humaine, placée au-dessus des oppositions de classe et de leur souvenir, ne devient possible qu'à un niveau de la société où on a non seulement vaincu, mais oublié pour la pratique de la vie, l'opposition des classes." (Friedrich Engels (1878) : Anti-Duhring - Chapitre IX :: La morale et le droit.. Vérités éternelles)

ACTUALITE EN TITRES

La précarité de l'emploi les emballe.

- L'intérim connaît une belle embellie - Francetv info

- L'intérim continue sa progression - Francetv info

- L'intérim connaît une belle progression - Francetv info

Les représentants de la classe dominante expriment-ils un souhait ou est-ce un constat ou les deux à la fois ?

- Valls comme Hollande seraient éliminés dès le 1er tour de la présidentielle - AFP

Le terrorisme d'Etat par procuration.

- Thalys: "Nous devons nous préparer à d'autres assauts", affirme Hollande - AFP

En semant le chaos et la guerre ils ont réduit à néant l'espoir des peuples d'une vie meilleure, sachant qu'en réaction parmi les éléments les plus vulnérables de la société, un certain nombre d'entre eux seront tentés de recourir à des solutions individuelles, extêmes ou violentes, qu'ils pourront dénoncer par la suite, ce qui leur fournira un prétexte pour justifier le renforcement de l'arsenal judiciaire et policier, militaire pour les prévenir.

En restaurant la monarchie absolue sous l'égide de l'oligarchie financière.

- Thalys : comment lutter contre "les fourmis" du terrorisme - LePoint.fr

Il suffit de le regarder !

- Claude Guéant: "Il y a des gens qui ont plus une allure de délinquant que d'autres" - L'Express.fr

Par exemple l'ex-secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, que Goldman Sachs vient d'embaucher...

De la mégalomanie à la mythomanie

- 2017 : Mélenchon se dit plus capable que Hollande d'être au second tour - Liberation.fr

Le second tour ? «Je crois que je peux y être. Mais lui non.» Lui, c'est François Hollande. Selon Mélenchon, le président de la République «ne sera même pas candidat, il ne pourra pas se représenter. Le monde entre en turbulence. Un minimum de bon sens va peut-être pousser les socialistes à penser que cet homme-là n'est pas taillé à la mesure des événements.». Liberation.fr 25.08

On pouvait lire dans cet article, que Libération avait consacré pas moins de "douze pages" à cet entretien.

Quelle tribune ! Gratuite ? Pas vraiment, plus haut on rappelait que c'était la classe dominante et les médias grecs qui avaient fait la courte échelle à Syriza pour le hisser là où il est aujourd'hui, et que ce n'était pas sans arrière-pensées... On en a là la démonstration avec le Front de gauche en France.

ACTUALITÉ DU JOUR

La "neutralisation" du chef de guerre Hollande serait une mesure de salut public.

- Une solution politique en Syrie passe par la "neutralisation" de Bachar Al-Assad, estime François Hollande - Francetv info

"La Russie s'y est associée, un dialogue peut donc être engagé, faut-il en fixer les conditions : la première, c'est la neutralisation de Bachar Al-Assad", a-t-il souligné. La seconde est "d'offrir des garanties solides à toutes les forces de l'opposition modérée, notamment sunnites et kurdes" (Révélateur : Il a "oublié" les chiites ! - LVOG). La troisième, a conclu François Hollande, est de "mêler toutes les parties prenantes à la solution", notamment les pays du Golfe et l'Iran. (Selon Hollande, les pays du Golfe, marionnettes de Washington et Tel-Aviv qui recrutent, armes, financent, entraînent les barbares devraient être "parties prenantes à la solution" de la crise syrienne qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer et entretiennent depuis 2011, au moins on sait quelle partie il représente. Au passage il ignore également que la Russie est opposée à toute solution politique impliquant le départ d'Assad et qu'elle vient de constituer une Commission russo-syrienne, lire l'article du Réseau Voltaire.- LVOG)

Les propos du président français «constituent une ingérence flagrante dans les affaires intérieures et montrent que la France contribue à verser le sang syrien», a réagi une source officielle au ministère syrien des Affaires étrangères, citée par l'agence syrienne officielle Sana. «Le gouvernement français doit savoir (..) que tant qu'il maintiendra ces positions, nous n'accepterons aucun rôle de la France dans une solution politique», a-t-on ajouté de même source. Francetv info et Liberation.fr 25.08

- Dupont-Aignan (DLF): pour vaincre Daech il faut "arrêter de combattre Assad" - AFP

Daech et Al-Qaïda font partie de la réponse de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste à la crise du capitalisme. Cela ne coûte rien à Dupont-Aignan et à tous ceux qui adoptent la même position, dans la mesure où ils n'envisageront jamais de rompre avec le capitalisme qui a produit Daech et Al-Qaïda.

Le gouvernement se range au côté du Medef et annonce la poursuite de son offensive antisociale contre les travailleurs.

Comme c'est étonnant que les droits et acquis des travailleurs n'inspirent pas "confiance" aux patrons et au marché, et qu'ils soient leurs cibles permanentes que relaie le gouvernement, n'est-il pas "pro-business" ?

- Marché du travail: le gouvernement veut "restaurer la confiance" affirme Le Guen - AFP

Le gouvernement souhaite réformer le marché du travail pour "restaurer la confiance entre salariés et entreprises", a déclaré mardi le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen.

L'objectif du gouvernement est de "rendre plus simple, plus lisible, plus transparent (le code du travail), de façon à restaurer la confiance qui doit exister entre les salariés et l'entreprise", a déclaré M. Le Guen sur France Info.

Le secrétaire d'Etat a dit attendre des propositions "audacieuses" de la part de Jean-Denis Combrexelle, chargé par Manuel Valls de remettre d'un rapport sur l'articulation entre la loi et les accords collectifs. AFP 25.08

Valls : "l'ampleur du soutien" du gouvernement aux entreprises "ne sera pas remis en cause". On n'en a jamais douté.

- La lettre de Valls au patronat la veille de l'université d'été du Medef - Le Huffington Post

À la veille de l'université d'été du Medef, le premier ministre veut rassurer le patronat tout en lui rappelant ses devoirs. Manuel Valls assure en effet que "l'ampleur du soutien" du gouvernement aux entreprises "ne sera pas remis en cause"

Un autre chantier consiste à "continuer de bâtir notre modèle de 'flexisécurité' à la française", en misant sur le "dialogue social à tous les niveaux, notamment dans l'entreprise". Manuel Valls, qui avait présenté en juin des mesures en faveur des TPE-PME, juge nécessaire de "repenser la façon d'élaborer une réglementation du travail devenu trop complexe". Le Huffington Post 25.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Israël a déployé "la Boule de cristal" sur les frontières avec le Liban et la Syrie - francophone.sahartv.ir

Le régime sioniste a déployé le système de contrôle et de surveillance "la Boule de cristal" sur les frontières de la Palestine occupée avec le Liban et la Syrie, ont fait par des responsables de ce régime. Les responsables israéliens ont annoncé qu'ils ont débuté les travaux du déploiement du système de contrôle et de surveillance « la Boule de cristal », dans le Nord, sur les frontières de la Palestine occupée avec le Liban et la Syrie, a annoncé Maariv, le quotidien du régime d'Israël.

« Ce système est l'un des systèmes les plus sophistiqués dans le monde, permettant à l'armée israélienne d'améliorer son système de collecte de renseignements et de développer son fonctionnement opérationnel face aux menaces et à la récente tension sur les frontière avec le Liban et la Syrie », ont ajouté les responsables israéliens.

"Le système « la boule cristal » utilise des dispositifs de détection installés dans différents endroits réduisant ainsi le délai nécessaire pour répondre par les forces israéliennes aux menaces diminuant particulièrement les incidents opérationnels", a écrit Maariv.

"Les travaux de l''installation de ce système dans la zone opérationnelle de la 91ème division sur les frontières avec le Liban ont pris fin. Après c'est au tour de la frontière avec la Syrie", a ajouté la même source. francophone.sahartv.ir 25.08

2- Iran

- Téhéran dénonce l'attaque contre les journalistes en Syrie - francophone.sahartv.ir

La porte-parole du ministère iranien des AE a dénoncé l'attaque contre les journalistes et les civils en Syrie. Selon l'agence de presse Tasnim, suite à une attaque contre le journaliste iranien, Mohammad Hassan Hosseini, qui a été blessé par les obus mortiers tirés par les takfiris, dans la région de Lattaquié, Marzieh Afkham, porte-parole de la diplomatie iranienne, a dénoncé les actes des terroristes contre les civils dont les journalistes et émis l'espoir que M. Hosseini, qui se trouve en Syrie depuis longtemps pour assurer la couverture médiatique des événements, retrouve sa santé.

De même Hossein Amirabdollahian, vice-ministre iranien des AE chargé du département arabo-africain, a condamné dans un message l'acte des terroristes qui ont blessé le journaliste de l'IRIB en Syrie. Il a également fustigé le silence des milieux médiatiques internationaux et insisté sur la nécessité du soutien international aux journalistes dans les régions touchées par les crises. francophone.sahartv.ir 25.08

3- Libye

- Le Qatar et la Turquie soutiennent les terroristes en Libye - francophone.sahartv.ir

Le Qatar et la Turquie continuent à soutenir les groupes terroristes extrémistes en Libye, ont annoncé les autorités libyennes. Abdallah al-Tahani, le premier ministre libyen et Khalifa Haftar, le commandant de l'armée libyenne et des forces de l'armée nationale de ce pays ont critiqué la poursuite par le Qatar et la Turquie du soutien aux terroristes.

L'armée libyenne lutte au nom du monde entier contre le terrorisme, a déclaré Haftar, lors d'une conférence de presse à Aman, capitale jordanienne en faisant allusion à l'embargo sur les armes imposé à la Libye. La situation à Syrte, dans le Nord de la Libye, occupé par les daechistes tournera bientôt en faveur de l'armée libyenne, a souligné Haftar. francophone.sahartv.ir 25.08

ECONOMIE

La crise du capitalisme et la finance.

- La Grande catastrophe financière à venir - francophone.sahartv.ir

A quand l\'effondrement du système financier mondial?

Egon Von Greyerz, membre du conseil d'administration de Goldbroker.com - Fondateur de MAM, Matterhorn Asset Management AG (MAM), et de GoldSwitzerland, Egon von Greyerz a rejoint le conseil d'administration de Goldbroker.com, en Novembre 2012.

EvG a débuté sa carrière, en tant que banquier, puis, a passé 17 ans, en tant que directeur financier et vice-président de Dixons Group Plc. Depuis les années 90, il a été impliqué, activement, dans les activités d'investissement financier, dont le conseil en opérations de fusions/acquisitions et en allocation d'actifs pour les fonds familiaux privés. Cela l'a conduit à créer MAM, en 1998, une société de gestion d'actifs basée sur le principe de la préservation du patrimoine. EvG fait, régulièrement, des apparitions médiatiques, (CNBC, BBC...) et participe à des conférences, à travers le monde. EvG avait prévu les problèmes actuels de l'économie mondiale, il y a plus de 10 ans. En 2002, quand le prix de l'once d'or était de 300 $, MAM a recommandé à ses investisseurs de placer 50% de leurs actifs en or physique, stocké hors du système bancaire.

"La plupart des gens ignorent, totalement, que 2007-2008 n'était qu'un avant-goût de ce que nous allons, bientôt, connaître. Les 60.000 milliards $ supplémentaires de crédit et de monnaie imprimée depuis, ainsi que la baisse des taux d'intérêt à zéro, ont donné au monde l'impression que tout va pour le mieux, à nouveau.

Je vais être très clair : rien ne va bien. Huit ans après le début de la Grande crise financière, l'économie de la bulle spéculative s'est, maintenant, étendue, jusqu'à la deuxième plus grande économie, la Chine. La Chine a augmenté sa dette, de façon exponentielle, en la faisant passer de 2.000 milliards $ à 28.000 milliards $, depuis le début de ce siècle. Une grande partie de cette dette a servi à financer des «éléphants blancs» et des villes fantômes. Il serait surprenant que le total des mauvaises dettes de la Chine soit inférieur à 10.000 milliards $, lorsque tout cela prendra fin.

Cette bulle a, aussi, infecté la plupart des marchés émergents. Avec une augmentation massive des dettes, un dollar plus fort et les prix des matières premières qui s'effondrent, presque toutes les économies émergentes sont au bord du précipice. Comme Michael Snyder, du Economic Collapse Blog, l'a, récemment, fait remarquer, 23 Bourses mondiales sont, actuellement, en train de s'effondrer. Parmi ces 23, 22 sont des économies émergentes, et la 23ème est la Grèce, qui, définitivement, n'est pas émergente, mais qui s'enlise dans la Méditerranée. Mais ne croyez pas que cette épidémie n'affectera que les économies émergentes… Non, cette contagion s'étend, déjà, vers l'Ouest, et nous verrons, bientôt, des marchés boursiers s'effondrer, ce qui étonnera beaucoup de personnes et provoquera une panique, dans l'économie mondiale. Cet automne pourrait marquer le début de la fin de cette expérience, vieille de cent ans, de manipulation et de répression du système financier, par les banquiers et les banques centrales.

La Grande crise financière de 2007-2009 va se transformer en Grande catastrophe financière. Cela pourrait se traduire par une remise à zéro majeure, mais, plus probablement, par un effondrement de l'économie mondiale, du système financier et du système mondial politique. Et cela ne se fera pas sans heurts. Cela prendra beaucoup de temps et il y aura des faillites de pans majeurs du système financier, même de plusieurs pays.

Cela provoquera, aussi, des troubles sociaux, une hausse des conflits, de la pauvreté et de la famine. Je suis conscient que ces prédictions sont alarmistes et ressemblent à un scénario d'Apocalypse. J'espère sincèrement me tromper.
Mais, malheureusement, le risque que cela se réalise, au moins, partiellement, est très grand, après cent ans d'excès, dans un monde bâti sur aucune fondation solide, mais plutôt, sur un océan de dette et de monnaie imprimée. Tous ces prix Nobel d'économie, ces banquiers centraux, et les gens ordinaires se rendront compte, dans la douleur, que les morceaux de papier sans valeur, qu'ils appellent "monnaie", ne peuvent pas créer de richesse véritable et durable.

Pour les quelques privilégiés, qui ont un patrimoine à protéger, il est essentiel de posséder de l'or et de l'argent en-dehors du système bancaire. À la fin de cette remise à zéro, il est à souhaiter que l'on assiste à l'émergence d'un monde fondé sur la récompense du vrai travail et du vrai investissement, ayant de réelles valeurs éthiques et morales, ainsi qu'un système monétaire sain. Mais le chemin pour y arriver sera long et difficile. francophone.sahartv.ir 25.08

Source: GoldSwitzerland

Les faux-monayeurs auraient donc créé 60.000 milliards $ supplémentaires de monnaie de singe depuis 2007-2008, par prudence pour ne pas passer pour un charlatan, à défaut de chiffres précis et vérifiables je m'étais arrêté modestement à 20 ou 30.000 milliards $, j'étais donc en-deça de la réalité.

Question : A quelle époque depuis que le capitalisme existe, avant et après que Le Capital eut été rédigé par Marx et Engels, le capitalisme avait-il procédé de la sorte ? Jamais il n'avait créé de la monnaie fiduciaire sans équivalent correspondant en or, en argent ou en biens matériels.

Donc au lieu de s'évertuer en pure perte de temps et d'énergie à vouloir analyser le fonctionnement du système économique capitaliste et sa crise à partir des seuls facteurs qui prévalaient autrefois, avant 1971 qui a marqué le point de départ de la désindexation du dollar de l'économie réelle ou productive, on ferait bien d'intégrer ce facteur, cela nous permettrait peut-être de comprendre pourquoi le capitalisme ne s'est pas encore effondré, et comment il sert de levier à la mise en oeuvre de la stratégie politique de l'oligarchie financière. Il en est le pivot ou la main invisible qui frappe et vole à son secours chaque fois qu'il est menacé d'effondrement, pour finalement permettre à leur plan de franchir une nouvelle étape...

Haut de page

Le 27 août 2015

CAUSERIE

On n'a qu'une poignée d'articles à ajouter, on verra cela demain.

Dossier grec.

Confirmation. Tsipras a perdu son référendum.

- Le blogueur grec Pitsirikos donne sa vision de la situation actuelle concernant Yanis Varoufakis. - okeanews.fr 24.07

J'avoue lorsque j'ai appris la démission de Varoufakis, j'ai pensé que c'était un truc décidé entre Tsipras et lui.

Que vouliez-vous que je pense alors que le lendemain du NON qui gagne avec 61,3%, le premier ministre demande la démission de son ministre de l'économie ?

Je me mets à penser alors que Tsipras a fait le référendum en pensant que le OUI gagnerait et qu'il s'est juste fait avoir !

Et là tout est dévoilé.

Varoufakis est présenté comme un adorateur de la drachme et un traître bien que tout le monde sache que la position de Varoufakis état le maintien dans la zone Euro. Pitsirikos. 24.07

Au passage, on a confirmation que Varoufakis pour lequel s'enflamme Mélenchon, n'a jamais envisagé de rompre avec l'euro, et que son "plan B" s'inscrivait bien dans le cadre du maintien de la Grèce dans la zone euro.

Tsipras avait misé sur la victoire du oui, c'est ce que j'avais affirmé le 1er juillet et je crois bien avoir été le seul à cette date là.

Compte tenu de la situation économique de la Grèce étranglée par une dette illégitime conduisant à sa paralysie et à la banqueroute, face à l'intransigeance de l'Eurogroupe et de la troïka, face au refus du peuple de céder à de nouveaux sacrifices, en présence d'une contestation de plus en plus virulente également de l'aile gauche de son parti qui avait dû lui indiquer clairement qu'elle ne soutiendrait pas le gouvernement si Tsipras endossait un nouveau mémorandum, Tsipras a opté pour un référendum en espérant que le oui l'emporterait, de telle sorte qu'en étant mandaté par le peuple pour signer un nouveau mémorandum avec la troïka, il s'épargnerait l'accusation d'avoir capitulé ou d'avoir trahi le peuple grec qui l'avait porté au pouvoir en janvier dernier, auquel il pourrait faire porter la responsabilité des conséquences de ce mémorandum, ce qui du même coup permettrait de mettre au pas l'aile gauche de Syriza et de renforcer ou de resserer sa majorité parlementaire pour qu'elle adopte comme un seul homme les mesures dictées par la troïka.

Mais voilà, malgré une campagne médiatique hystérique en faveur du oui et la fermeture des banques orchestrée depuis la BCE, c'est le non qui l'a emporté le 5 juillet, du coup toute la stratégie conçue par Tsipras à partir du référendum s'est écroulée, et il est apparu clairement au peuple grec une semaine plus tard, après l'accord conclu avec l'Eurogroupe, qu'il l'avait trahi ou plutôt que finalement il était fait du même bois que la Nouvelle Démocratie ou le Pasok subordonnés à l'oligarchie financière.

Dès lors la crise au sein de Syriza devait s'amplifier jusqu'à la rupture ou la scission précipitant l'annonce d'élections législatives anticipées, le gouvernement n'ayant plus de majorité à la Vouli (le Parlement grec) ou devant compter sur les voix de la Nouvelle Démocratie, de To Potami et du Pasok pour faire passer le mémorandum que Tsipras avait signé le 13 juillet avec l'Eurogroupe.

Reste maintenant à savoir comment le peuple grec se comportera lors des prochaines élections législatives annoncées provisoirement pour le 20 septembre prochain, va-t-il une nouvelle fois porter ses voix sur Syriza ou au contraire les reporter sur l'Unité populaire, personne ne semble en mesure de le dire aujourd'hui, à moins qu'une grande partie des travailleurs et de la jeunesse se réfugient dans l'abstention qui avait atteint 36% lors des législatives précédentes, là encore un facteurs qui a été passé sous silence ou n'a pas été pris en compte dans les analyses.

En jetant un coup d'oeil aux résultats des élections législatives de janvier 2015 et en les comparant à ceux de 2012, on s'aperçoit que Syriza avait amélioré son scrore de 591042 voix, tandis que le Pasok en avait perdu 466542, le Mouvement des socialistes démocrates (KIDISO) de Geórgios Papandréou issu du Pasok n'en recueillait que 152 230 et la Gauche démocrate (DIMAR) s'écroulait littéralement passant de 384 986 voix à 30 074, autrement dit Syriza avait remporté les élections législatives du 25 janvier grâce aux voix venues de partis qui n'avaient rien de gauche ou liés au capital. Dès lors la suite était prévisible. (source : https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_l%C3%A9gislatives_grecques_de_janvier_2015)

Donc claironner que Syriza, Tsipras et son gouvernement tenaient leur mandat du peuple grec ou des travailleurs ne correspondait pas à la réalité ou relevait d'une interprétation erronée pour ne pas avoir pris en compte tous les facteurs en présence, délibérément il faut préciser.

Là encore en France tous les partis dits ouvriers ont failli lamentablement. Les militants peuvent ou plutôt doivent s'interroger sur les réelles capacités de leurs dirigeants ou leurs véritables intentions et en tirer les leçons qui s'imposent, dont la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Pour rappel, nos analyses et positions

Causerie du 1er juillet 2015

Info de dernières minutes. Alexis Tsipras capitule sur toute la ligne.

- Selon les informations du Financial Times, Alexis Tsipras aurait finalement cédé en envoyant une dernière proposition aux « institutions », FMI, BCE et Commission européenne. Cette dernière mouture d'un accord sur le dossier grec reprendrait l'intégralité de la dernière version proposée par les européens au gouvernement Syriza.

A l'annonce de la proposition formulée par Alexis Tsipras, les bourses européennes ont repris leur marche en avant, voyant ici le signal d'une réelle possibilité d'accord, et l'éloignement d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Atlantico.fr 01.07

Dossier grec.

Le gouvernement grec et Syriza tiennent en permanence un double langage au peuple grec en rejetant les propositions de la troïka tout en refusant d'envisager de rompre avec l'euro et l'UE, ce qui ne peut que favoriser la division des travailleurs et affaiblir le camp du "non", non qui les obligerait s'il sortait vainqueur de ce référendum, d'envisager la sortie de l'euro dans un premier temps ou de rejoindre les 12 pays de l'UE qui ne figurent pas dans la zone euro, ce que refusent d'entrevoir les autorités grecques. Finalement ils jouent le jeu de la troïka.

La Grèce n'exclut pas de suspendre le référendum prévu dimanche sur les propositions de ses créanciers, si les négociations reprennent avec l'Union européenne, a indiqué mardi soir à Bruxelles une source européenne proche des discussions. AFP 30.06

Le gouvernement grec va jouer à ce jeu jusqu'au 5 juillet en espérant que le "oui" l'emporte, ainsi il n'aura pas besoin de justifier sa capitulation devant la troïka. Mais rien n'est joué...

Causerie du 2 juillet

Tsipras a envoyé une lettre aux créanciers de la Grèce dans laquelle il exprimait son accord avec la totalité des nouvelles contre-réformes qu'ils voulaient imposer au peuple grec et que le gouvernement grec avait rejetées précédemment, en les amendant à la marge, ce qui revient à une capitulation totale face à la troïka. Et pour faire bonne mesure, simultanément Tsipras appelle à voter non au référendum, car dit-il la victoire du non signifierait "une forte pression" pour continuer les négociations, alors qu'il a déjà fait savoir à la troïka qu'il acceptait toutes ses conditions.

Autrement dit, Tsipras a voté oui avant le référendum auquel il appelle à voter non, sachant que dans tous les cas de figure il n'affrontera pas la troïka. Il a appelé à ce référendum suite aux pressions exercées par la gauche de Syriza et par les travailleurs qui refusent catégoriquement de nouveaux sacrifices. Fin de l'extrait.

Nous voulions juste montrer à nos lecteurs que nous ne leur racontons pas n'importe quoi ou que nous ne nous livrons pas à une réécriture de nos propres interprétations ou analyses, nous espérons qu'ils apprécieront, mais il est vrai que parfois on se demande s'ils ne s'en fouteraient pas un peu. Qu'ils comparent aussi les moyens et le personnel dont disposent leur parti et les miens avant de se prononcer, et qu'ils ne nous en veuillent pas d'avoir des faiblesses ou de commettre des erreurs qui ne sont jamais intentionnelles.

On peut ajouter qu'il nous arrive de ne pas être toujours en mesure de fournir des analyses en temps voulu ou rapidement, par manque de temps ou en absence de suffisamment d'éléments pour fournir des analyses cohérentes ou sérieuses, mais que dès que les conditions le permettent on s'y emploie, contrairement à nos dirigeants qui répèteront sans cesse les mêmes analyses tronquées et défectueuses, c'est à croire qu'il existe une incompatibilité entre nous qui va bien au-delà de désaccords politiques, nous ne partageons manifestement pas les mêmes principes ou valeurs et nous ne traitons pas les militants ou les travailleurs de la même manière.

Si des militants ne supportent pas cette critique, ils ne peuvent pas m'en vouloir de dire la vérité ou de la rétablir, ce serait le comble, qu'ils s'en prennent plutôt à leurs dirigeants qui n'en sont pas capables, ils en portent seuls la responsabilité. On comprend dès lors que lorsqu'un différent survient entre des dirigeants, ils en viennent rapidement à l'insulte ou à la calomnie entre autres. Cela montre simplement qu'ils ont une étrange conception de leurs responsabilités envers leur parti et leurs militants, que l'on ne partage pas, qu'ils ne respectent pas en somme.

Derniers développements

- Grèce : Tsipras exclut de former un gouvernement d'unité nationale - AFP

Le Premier ministre grec sortant Alexis Tsipras, qui a démissionné de ses fonctions, ouvrant la voie à des élections anticipées, a exclu mercredi de former un gouvernement d'unité nationale avec les partis de droite ou de gauche s'il n'obtient pas de majorité lors du scrutin sans doute organisé le 20 septembre.

«Je ne vais pas devenir un Premier ministre qui coopère avec la Nouvelle Démocratie (droite)», le Pasok (socialistes) ou To Potami (centre-gauche)», a-t-il assuré lors d'un entretien à la chaîne de télévision Alpha, le premier depuis sa démission la semaine dernière. «Si nous n'avons pas la majorité (absolue à l'issue des élections), je ne vais pas coopérer avec (les partis) des précédents gouvernements», a-t-il insisté.

«Nous n'allons pas coopérer avec l'ancien système», a-t-il ajouté. «Nous n'allons pas faire revenir ceux que le peuple a fait sortir par la porte» à l'issue des élections législatives du 25 janvier qu'il avait remportées haut la main.

Alexis Tsipras, s'est dit «triste de cette guerre civile» au sein de son parti. «Chacun a droit d'avoir des positions différentes (...), on sera jugé pour nos choix», a-t-il souligné. Le Premier ministre reste populaire en Grèce, mais en l'absence de sondage récent, il est difficile de voir s'il serait en mesure d'obtenir une majorité absolue au prochain scrutin ou s'il devra se trouver un allié gouvernemental.

Il a une nouvelle fois justifié sa décision d'accepter les conditions imposées par les créanciers de la Grèce par la nécessité d'éviter «un conflit civil» à son pays. «La sortie de la zone euro aurait été un désastre économique», a-t-il notamment jugé. liberation.fr et AFP 26.08

- Grèce: le gouvernement Syriza s'engage à faire avancer les privatisations - AFP

Le vaste plan de privatisations, prévu dans l'accord récent entre Athènes et l'UE, sera réalisé "comme convenu", a assuré mercredi le ministre grec de l'Economie sortant Georges Stathakis.

"Les accords convenus sont convenus et seront appliqués", a indiqué le ministre lors d'une conférence de presse portant sur le bilan de son portefeuille.

Les ports du Pirée et de Thessalonique, mais aussi la compagnie de chemin de fer et le gestionnaire du réseau passeront dans le privé.

Mercredi, 53 membres sur les 201 du comité central du Syriza ont quitté le parti pour joindre également l'Unité populaire. AFP 26.08

- Alexis Tsipras assouplit sa position sur la dette grecque - Reuters

Le Premier ministre grec sortant, Alexis Tsipras, a dit mercredi qu'il accepterait un allègement de la dette grecque s'il était réélu le mois prochain sans pour autant exiger les effacements qu'il réclamait jusqu'à présent.

Alexis Tsipras, qui espère revenir au pouvoir avec une majorité absolue, a déclaré à la chaîne de télévision Alpha TV qu'il privilégiait l'allongement des échéances de remboursements et la diminution des taux d'intérêt.

Il n'a cependant à aucun moment évoqué l'effacement d'une partie de la dette qu'il avait promis de réclamer lors de sa précédente campagne électorale et à laquelle s'oppose l'Allemagne, principale contributrice aux différents programmes d'aide accordés à la Grèce. Reuters 26.08

ACTUALITE EN TITRES

Rouge, pair et perte ou quand la bulle de la spéculation immobilière éclate.

On a lu dans un article que 20% des immeubles construits ces dernières années demeuraient désespérément vides, au point qu'il existait en Chine des villes fantômes qui ont poussé comme des champignons.

- La Bourse de Shanghai dégringole encore de 7,63% - Le Huffington Post

La Bourse de Shanghai dégringolait de plus de 6% mardi à l'ouverture, après s'être déjà effondrée la veille de façon spectaculaire, dans un marché affolé par l'affaiblissement persistant de l'économie chinoise et suspendu à d'éventuelles interventions des autorités.

La place shanghaïenne avait terminé lundi sur une chute de 8,49%, sa plus forte baisse journalière en plus de huit ans. Et elle avait déjà abandonné plus de 11% la semaine dernière. La Bourse de Shanghai a désormais effacé tous ses gains de l'année, s'enfonçant sous son niveau du 31 décembre 2014.

Après s'être envolés de 150% en l'espace d'un an, les marchés chinois avaient lourdement trébuché à partir de mi-juin, et ils continuent de creuser leurs pertes. Et ce en dépit d'interventions répétées par le gouvernement -notamment via des achats massifs de titres par des organismes publics. Le Huffington Post 26.08

Leur baromètre, c'est le Medef !

- Un an après son arrivée à Bercy, pourquoi Emmanuel Macron reste populaire - 20minutes.fr

Vraiment ?

- Emmanuel Macron indésirable aux universités d'été du PS - 20minutes.fr

- Macron, indésirable à La Rochelle, espéré au ministère du Travail par le Medef - LeParisien.fr

Macron au ministère du Travail : C'est Vichy !

Poutine enlève ton masque.

- Une touriste française grièvement blessée par un ours en Russie - Francetv info

En voilà une info, où va se nicher leur propagande de guerre !

En famille, amen.

- Monseigneur Rey : « On ne peut pas ignorer le Front national » - LeFigaro.fr

Haut de page

Le 28 août 2015

CAUSERIE

Depuis le 1er août il y a eu plus de 4400 connexions à la page d'accueil de notre portail, et vous avez été plus de 900 à télécharger le n°1 de la Tribune des travailleurs de la tendance du POI-CCI.

Nous mettons à disposition de nos lecteurs et des militants tous les documents qu'on nous adresse ou ceux qui sont facilement accessibles sur le Net en rapport avec la crise du POI.

On nous a fait un procès d'intention pour avoir lié à la nécessité d'organiser les travailleurs, celle d'élever leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société ainsi que leur conscience politique, à croire que ce dernier point devrait être réservé à une élite qui jusqu'à preuve du contraire a fait faillite.

Donc qu'il nous soit permis de ne pas tenir compte de ses jugements à l'emporte-pièce, dont les conclusions sont incompatibles avec les enseignements de la révolution russe de 1917, qui comme le précisera Trotsky coïncidaient avec le parti bolchevik ou le léninisme, mais aussi avec le combat inlassable que Lénine mènera dès les toutes premières années du XXIe siècle jusqu'en 1917 sur ces deux axes politiques intrinsèquement liés.

Les extraits de Que faire ? de Lénine rédigé en 1902, donc en dehors de toute situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaires, que nous reproduisons, constituent un démenti cinglant à l'orientation politique adoptée par la majorité du POI-CCI, qui en réalité s'inscrit dans le prolongement de celle appliquée par l'ensemble de ce courant politique depuis la mort de Trotsky en 1940 quand on se penche un peu plus près dessus, et qui a abouti notamment à la liquidation de la FEN et à l'établissement d'un lien organique entre leur appareil et celui de FO...

Le trotskysme n'a fait que servir de caution à des dirigeants qui s'étaient donnés comme (seul) objectif de porter le PS au pouvoir, et auquel finalement leurs activités tant syndicales que politiques étaient subordonnées, conformément au réformisme bourgeois des social-démocrates Bernstein, Dühring et Cie. qui de réforme enréforme devait contraindre le capitalisme à réaliser le socialisme, en rupture avec le socialisme scientifique de Marx et Engels.

La crise actuelle du POI-CCI, c'est la crise du réformisme qui était condamné à mort et devait entrer en putréfaction dans les années 70, s'accélérer dans les années 80, et annonçait la contre-offensive du capital pour liquider toutes les réformes qu'il avait dû consentir à la classe ouvrière lors de la période précédente, les uns et les autres revendiquant sa dépouille pour tenter de le réanimer ou de le maintenir artificiellement en vie.

Les syndicats incarnant mieux que quiconque le réformisme ou le trade-uniniosme, c'est sur la question de leur rôle et des rapports à entretenir entre leur parti avec leurs appareils et leurs diverses instances, dirigeants et cadres, que la crise du POI-CCI se développera, sans qu'aucun n'envisage de rompre avec les appareils syndicaux corrompus.

Les militants de base de ce parti ne se sont jamais rendus compte qu'ils étaient ainsi manipulés par des cadres et dirigeants qui tiraient profit personnellement de la ligne politique qu'il avait adoptée devenus permanents à vie de syndicats vendus ou dans leur parti, comme ils ignoreront jusqu'au bout que Jospin en faisait partie ou que leurs dirigeants côtoyaient des dirigeants ou des ministres du PS, qu'on leur présentait comme des social-traîtres ou leurs pires ennemis.

Pendant que les militants de base non-syndiqués se battaient sur le plan politique, derrière l'appareil raflait la mise et mettait notre parti au service de FO et du PS, s'agissant du PS Lambert le déclarera à L'Express dont je n'invente rien. A aucun moment on ne saura combien de permanents comptait notre parti, combien étaient permanents dans FO ou dans d'autres syndicats, du coup à aucun moment on ne s'interrogera sur leurs relations avec l'appareil de FO notamment, dont rien ne transpirait dans Informations ouvrières ou la Vérité (organe théorique du POI-CCI), à aucun moment on ne se demandera si le temps passé et l'énergie dépensée par ces dirigeants et cadres dans les syndicats ne l'étaient pas au détriment de leur travail politique ou de la construction du parti, plus tard j'en arriverai à la conclusion que ce n'était pas véritablement leur objectif en reliant entre eux tous les matériaux que j'allais rassembler de 2002 à 2005.

Que ce soit un membre du Conseil économique et social et environnemental, Vincent Présumey, qui prenne leur défense relayé par

le groupe La Commune (issue de ce courant politique) par le biais du support Mediapart, est plutôt cocasse à l'heure où le gouvernement envisage à nouveau d'intégrer au Sénat cette institution de collaboration de classes. Qu'un tel média lié au PS et au régime les héberge doit être un honneur pour eux. On abordera peut-être un jour prochain les deux derniers articles de Présumey qui ne présente pas un grand intérêt, hormis qu'on sait dorénavant qu'il est également abonné au Canard enchaîné, on a les chaînes qu'on veut bien se donner...

Il y a un aspect des causes de la crise du POI-CCI que nous n'avons pas encore évoquée et qui à noire avis est déterminante.

On a évoqué un désaccord sur leurs rapports aux syndicats et leurs appareils, l'absence de ligne politique, leur combat politique se réduisant à des slogans, mais on ne s'est pas encore penché sur le troisième facteur qui compose la réalité, la situation économique, l'orientation du capitalisme et son développement depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours.

Lambert et Gluckstein avaient avoué à demi-mot que finalement il n'y avait pas compris grand chose pour être bref. Cela ne les intéressait pas apparemment. Ils devaient considérer que ce facteur était un sous-produit de la lutte des classes ou il ne devait avoir qu'une influence secondaire dessus, alors qu'en réalité il allait s'avérer déterminant, dans la mesure où l'orientation du capitalisme de plus en plus placé sous la tutelle de l'industrie financière allait considération influencer et modifier les rapports entre les classes au profit de la classe dominante dès la fin de l'URSS. En fait, ce sera dès le début des années 70 que l'oligarchie financière anglo-saxonne allait mettre en place un dispositif qu'elle allait développer au fil des décennies suivantes, qui était appelé à faire pression sur les Etats, à les étrangler littéralement au moyen de la dette dès lors qu'ils avaient acceptés de se soumettre au marché (1973) et allaient perdre ainsi leur souveraineté, qui allait se solder par leur abdication politique face à la finance devenue toute puissance, dont désormais étape par étape (Maastricht, BCE, euro, demain le traité transatlantique) ils allaient appliquer méticuleusement la politique incarnée par l'offensive contre tous les acquis ou droits sociaux des travailleurs, la mise en place de politiques d'austérité, etc.la marge de manoeuvre des différents gouvernements étant réduite à néant.

Le réformisme qui avait pu faire illusion pendant 30 ans avait vécu, place à la dictature de fer de l'oligarchie financière.

Bien entendu, cela allait s'accompagner de multiples mobilisations du mouvement ouvrier et pratiquement autant de défaites, puis l'affaiblissement des syndicats qui allaient perdre des millions de syndiqués, tandis que les ONG et autres associations financées par l'Etat ou de généreux donateurs allaient pousser comme des champignons, les travailleurs allaient progressivement se détourner du PS et du PCF, tous les partis ouvriers allaient entrer en crise, le PCI allait être liquidé au profit du MPPT, puis du PT et enfin le POI, la LCR allait donner naissance au NPA qui depuis est en voie de dislocation également, de nouveaux partis allaient émerger, le PG notamment, Nouvelle Donne tout récemment, tous les deux issus du PS, sur le plan syndical, Sud et Unsa allait voir le jour, la Fen disparaissaît, etc. et tout cela traduisait de profonds bouleversements en cours des rapports entre les classes qui n'allaient pas être analysés comme tels, car toute analyse sérieuse ou remontant aux origines de ces profondes modifications aurait mis en évidence l'attitude opportuniste ou la dérive droitière de tous ces partis liés de près ou de loin à la classe ouvrière ou au mouvement ouvrier au cours de la période précédente, ce qui pour leurs dirigeants étaient inconcevables et on aura compris pourquoi.

Leur stratégie politique s'avèrera erronée parce que leur analyse de l'évolution du capitalisme l'était également. Pourquoi ? Parce qu'ils refuseront obstinément de prendre en compte la stratégie politique de l'oligarchie financière qui reposait sur le développement de facteurs économiques qui ne figuraient pas dans Le Capital, qui allaient fausser le fonctionnement du capitalisme et partant de là toute analyse économique sur laquelle reposait la stratégie et les tâches politiques à adopter et à fixer au prolétariat. En violant les règles de fonctionnement du capitalisme, ils allaient fausser les rapports entre les classes en leur faveur et apparaître tout puissant, à côté l'implosion de l'URSS sera un évènement secondaire, qui, comme on l'a souligné plus haut, ils avaient déjà intégré près de deux décennies auparavant.

Pendant près de 40 ans ils soutiendront la théorie de l'imminence de la révolution qui allait s'avérer foireuse, ils affirmeront durant toute cette période que les conditions objectives étaient plus que mûres, pour finalement décréter l'inverse en 2008 (Gluckstein lors de l'oraison funèbre de Lambert), bref, on en est logiquement arrivé à la conclusion qu'on était en présence d'aventuriers ou de gens qui s'étaient pris pour ce qu'ils n'étaient pas à notre insu.

Et rien n'a changé depuis, et la crise du POI-CCI ne changera rien puisque les uns et les autres sont convaincus d'avoir raison, selon eux ils n'ont commis aucune erreur, mais là il ne s'agissait pas d'erreurs, mais de la manifestion de leur incapacité à intégrer le marxisme pour interpréter la situation sous tous ces angles, y compris économique, or c'est l'économie qui détermine la politique, avant tout celle de la classe dominante contre laquelle nous nous brisons les dents parce qu'on n'en comprend ni l'origine ni le développement ni l'objectif politique.

On aurait presque envie de s'excuser d'introduire ce facteur dans notre analyse, mais si on procède autrement on ne peut pas comprendre la situation et les rapports entre les classes, l'état et le niveau de conscience des masses exploitées.

Ils en sont restés au schéma classique de l'économie et de la conception de la lutte des classes, comme si finalement tout s'était déroulé fidèlement à ce qu'ils avaient lu autrefois dans des livres ou leurs expériences passées qui avaient eu lieu dans des conditions totalement différentes. Ils ne pouvaient pas en tirer des leçons puisqu'ils continuent de le nier.

Un tel aveuglement, un tel acharnement à s'écarter de la réalité a de quoi préoccuper sérieusement les militants, car on ne s'en sortira jamais en continuant de la sorte.

On n'a pas le temps de formuler ici un diagnostic sur l'évolution prochaine du capitalisme mondial. Tout ce qu'on peut dire au regard des dernières informations qui nous sont parvenus sur les rapports entre les Etats-Unis et la Russie ou ce qui se passe en Russie, c'est qu'elle va prochainement tomber dans le giron de l'oligarchie financière internationale regroupée autour de l'oligarchie financière anglo-saxonne, c'est une question de quelques années seulement tout au plus, ensuite le tour de la Chine viendra, elle tombera comme un fruit mûr dans le panier de la mariée du gouvernement mondial ou de la dictature mondiale, et si nous ne les avons pas stoppés avant, nous pourrons dire adieu définitivement au socialisme.

Ce qui est étonnant, c'est que des gens aussi intelligents que nos dirigeants et bien des cadres du mouvement ouvrier car cela ne concerne pas seulement le POI, ne parviennent pas à se ressaisir, à admettre qu'ils se sont fourvoyés, on ne veut pas les juger, on ne leur en veut même pas, on ne leur demande aucun compte, la virulence de nos propos fait partie de la polémique ou du combat politique, nous n'exigeons la tête de personne, nous essayons de comprendre pourquoi ils persistent à nier l'évidence.

Dossier grec.

Il faut avant tout protéger les institutions.

- Une juge nommée Premier ministre de transition en Grèce par Renee Maltezou et Deepa Babington - Reuters

La présidente de la Cour suprême grecque, Vassiliki Thanou, a été nommé jeudi Premier ministre par intérim pour diriger le pays jusqu'aux élections législatives anticipées le mois prochain, après la démission d'Alexis Tsipras.

(Rien de telle qu'une représentante de l'appareil judiciaire des institutions grecques du capital dans le cadre duquel se sont inscrits tous les mémorandums adoptés à ce jour, pour préparer le terrain au prochain gouvernement, qui aura pour mission d'assumer la poursuite de la même politique réactionnaire et d'assurer la stabilité du régime et des institutions auxquelles il se soumettra forcément à défaut de les affronter et de rompre avec elles. - LVOG)

Choisie par le président Prokopis Pavlopoulos, cette magistrate de 65 ans est une opposante affichée aux mesures d'austérité mises en oeuvre ces dernières années. Elle s'était notamment opposée ouvertement à la réduction des salaires des juges et des auxiliaires de justice. Elle avait déjà été la première femme à présider l'union des magistrats et des procureurs avant d'être nommée à la tête de la Cour suprême.

(Une opposante à la Tsipras, quoi. - LVOG)

Le gouvernement qu'elle est chargée de diriger restera en place au moins jusqu'au scrutin du mois prochain, qui pourrait avoir lieu le 20 septembre.

(Est-à dire qu'il pourrait être reconduit par la suite sans tenir compte des résultats de ce scrutin ? C'est ce que suggère l'AFP. - LVOG)

"Je suis particulièrement heureuse de recevoir la première femme Premier ministre de l'histoire de la démocratie grecque, ce qui constitue une étape importante", lui a déclaré Alexis Tsipras lors de la cérémonie de passation de pouvoirs dans la résidence du chef du gouvernement.

(Pendant que le peuple grec pleure, Tsipras est heureux, bref, le cynisme en prime. - LVOG)

La nomination de Vassiliki Thanou clôt une semaine de négociations infructueuses, les dirigeants des principaux partis d'opposition ayant tenté en vain de former une coalition gouvernementale, conformément au droit que leur confère la Constitution en cas de démission d'un Premier ministre durant la première année de son mandat.

Alexis Tsipras, issu du parti de gauche Syriza, a présenté sa démission la semaine passée et ni Nouvelle Démocratie (ND), le principal mouvement de la droite grecque, ni Unité populaire, le nouveau parti créé par des "frondeurs" de Syriza, ne sont parvenus à s'assurer une majorité pour éviter de nouvelles élections.

Le gouvernement qui entrera en fonctions après le scrutin de septembre devra assumer la mise en oeuvre du nouveau plan d'aide négocié avec les créanciers du pays, qui prévoit le versement de 86 milliards d'euros en trois ans en échange de nouvelles réformes.

(On imagine que l'ensemble des médias grecs vont marteler le même message jusqu'au 20 septembre, ce qui devrait

persuader logiquement plus d'un Grec d'aller voter, car après la forfaiture de Syriza et Tsipras nombreux seront ceux qui refuseront d'accorder la moindre confiance à un parti sur la base de promesses. A moins que sous la pression de leur condition qui n'a cessé de se dégrader et se disant que cela ne leur coûtera rien au point ils en sont après l'expérience amère de Syriza, leurs voix se reportent sur les partis qui ont manifesté leur refus d'appliquer le nouveau mémorandum adopté par Tsipras. - LVOG)

La composition du cabinet Thanou doit être annoncée officiellement vendredi. Plusieurs médias ont rapporté que le portefeuille des Finances serait confié à George Chouliarakis, un haut responsable de l'équipe qui a négocié l'accord avec les créanciers.

Aucun sondage majeur n'a été publié au cours des dernières semaines pour évaluer l'état des forces en présence mais il semble qu'Alexis Tsipras demeure populaire dans l'opinion publique.

Dans un entretien à la chaîne de télévision Alpha TV mercredi, le Premier ministre sortant a répété que son parti ne ferait pas alliance avec Nouvelle démocratie ou avec les socialistes du Pasok qui ont, à tour de rôle, gouverné le pays pendant plusieurs décennies.

(Alors qu'il s'est déjà allié avec eux au Parlement pour faire passer son mémorandum... Il ne faut surtout pas se fier à ses déclarations, dans la mesure il est capable de renier sa parole du jour au lendemain, Tsipras est une marionnette entre les mains de la troïka. - LVOG)

Il a également exclu une alliance contraignante avec les centristes de To Potami, qui soutiennent une position pro-européenne.

(Alors que le mémorandum qu'il a accepté est pro-européen. - LVOG)

Alexis Tsipras a estimé que les divergences étaient "très importantes" avec ces trois partis qui incarnent, selon lui, "l'ancien système partisan". Seule la formation d'extrême droite des Grecs indépendants apparaît comme une alliée possible, si elle parvient à avoir des élus.

(Les divergeance de Tsipras avec la Nouvelle démocratie, le Pasok et To Potami, portent uniquement sur la meilleure tactique à adopter pour appliquer les mesures préconisées par la troïka, tout en contenant les masses grecques afin de préserver le régime en place. - LVOG

Ces propos ont suscité de vives critiques dans l'opposition, dont des responsables ont reproché à Tsipras d'exercer un chantage sur les électeurs en leur donnant l'impression qu'ils devaient choisir entre lui et le blocage politique.

(Le mandat de Tsipras et de Syriza que lequel les électeurs auront à se prononcer est clair : Leur donner les moyens d'appliquer à la lettre les exigences de la troïka contenues dans le mémorandum qu'il a adopté le 13 juillet dernier dans le cadre des institutions grecques en place. - LVOG)

"Hier, M. Tsipras s'est livré à une énorme provocation en disant aux citoyens: 'quel que soit votre vote, je ne coopérerai pas'", a déclaré le chef de file de To Potami, Stavros Theodorakis, à la chaîne Mega TV. Reuters 27.08 (Il est vrai que venant d'un collaborateur de la troïka, son discours a forcément les vertus de la vérité absolue ! Syriza gouvernera avec n'importe quel parti de droite ou d'extrême droite hormis Aube Dorée s'il obtient la majorité des voix exprimées le 20 septembre prochain, Tsipras pourra à nouveau expliquer qu'il était contre avant les élections, mais qu'il y est forcé du fait de la situation qui lui impose, car lui il continue d'y être opposé et le tour est joué. - LVOG)

Quand Tsipras reçoit le soutien de Moscovici ou de la Commission européenne.

- Moscovici: Tsipras a fait des "choix courageux", "confiant" dans les électeurs grecs - AFP

Le commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici s'est dit jeudi "confiant" dans le fait que les électeurs grecs "voudront confirmer l'engagement européen du pays et le respect du programme", accepté par Alexis Tsipras au prix de "choix courageux".

"Je n'ai pas à me prononcer sur le fond mais je suis confiant dans le fait que les électeurs grecs vont donner une majorité pour que les réformes se poursuivent, pour que les engagements soient tenus", a déclaré M. Moscovici interrogé par la chaîne française iTélé.

Pour lui, le Premier ministre grec Alexis Tsipras avait "sans aucun doute besoin de ces élections (...) parce qu'il fallait qu'il ait une majorité cohérente avec des choix qu'il a faits qui étaient des choix courageux mais qui n'étaient pas ceux sur lesquels il avait été initialement élu".

"Je n'ai pas de doute que les électeurs grecs voudront confirmer l'engagement européen du pays et le respect du programme", a-t-

il ajouté.

Evoquant les "pas de géants" faits selon lui en Grèce "depuis juin-juillet", il a estimé qu'"une confiance s'est installée" entre les institutions européennes et le gouvernement grec, issu du parti de la gauche radicale Syriza.

Interrogé sur la nouvelle négociation qui va s'ouvrir quant à la soutenabilité de la dette grecque, l'ancien ministre français des Finances a parlé de la période d'"octobre-novembre". Il a répété qu'"aucun Etat membre n'(était) prêt à éliminer, à effacer de la dette grecque".

Citant des "solutions techniques", il a évoqué "l'allongement des maturités" ou "la réduction de la charge de la dette grecque".

Il a surtout dit "souhaiter ardemment que le Fonds monétaire international soit à bord du prochain programme". AFP 27.08

ACTUALITE EN TITRES

Casino. Faites chauffer la planche à billets.

- Les marchés se relancent, en mettant de côté les craintes sur la Chine - AFP

Les places financières mondiales ont retrouvé des couleurs jeudi, bénéficiant du soutien des banques centrales, ce qui permettait d'apaiser les inquiétudes nourries par le ralentissement chinois. AFP 27.08

Quand les droits légitimes des travailleurs sont incompatibles avec le régime en place, il doit disparaître.

- Moscovici : réformer le marché du travail, la "clé" pour l'emploi - LePoint.fr

Les droits des travailleurs qui existent encore constituent des obstacles à leur exploitation effrénée ou illimitée de la part des capitalistes qui les renverrait aux conditions de travail qui prévalaient au début du XXe siècle si ces droits venaient à disparaître.

C'est la raison pour laquelle ils ne sont pas négociables, et nous rejetons toute conciliation, tout "dialogue social" avec le patronat et le gouvernement de la part des syndicats, qui ne sert qu'à brader les droits des travailleurs.

Hollande est rassuré.

- L'aile gauche du PS prévient qu'elle va "continuer à peser" - AFP

Jusqu'à présent ils les surexploitaient sans l'assumer, désormais ils peuvent le revendiquer ouvertement.

- Des patrons allemands veulent embaucher les migrants - Francetv info

Ils auront le soutien de la pseudo-gauche et extrême gauche, des gauchistes, des ouvriéristes, des tiers-mondistes, des droitdelhommismes qui tous encouragent l'immigration illégale, bref tout ce que compte de racailles le mouvement ouvrier et les parasites qui sont venus se greffer dessus pour précipiter sa dégénérescence.

Quand ils prennent leurs désirs pour la réalité, tout peut arriver, le pire seulement.

- Les avertissements anonymes sur un 11-Septembre français se multiplient - Slate.fr

La cinquième colonne des maîtres du monde qui l'ont conduit là où il en est.

- Francs-maçons: Daniel Keller réélu Grand Maître du Grand Orient de France - AFP

Le ghetto de l'OTAN.

- L'Estonie va ériger une clôture à sa frontière avec la Russie - LeMonde.fr

L'UE, une institution génocidaire.

- Au moins 30 migrants sont morts dans le naufrage d'un bateau au large de la Libye Francetv info avec - AFP

- Migrants : découverte macabre dans un camion en Autriche - Francetv info

Les corps de dizaines de migrants ont été découverts dans un camion abandonné en Autriche. Francetv info 27.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Une "preuve d'amour" : Le Medef a son ministère.

- Emmanuel Macron, invité de l'université d'été du Medef - Francetv info

Le ministre de l'Économie a été accueilli sous les applaudissements à l'université d'été du Medef ce jeudi 27 août.

Le ministre de l'Économie a été accueilli à bras ouverts. Ici, ses détracteurs se font rares. L'ancien banquier d'affaires a la cote auprès des chefs d'entreprise, ils apprécient son style et ses premières mesures. "Jeune, dynamique, entreprenant et à l'image des ministres dont la France a besoin", confie l'un d'entre eux au micro de France 3.

Le chouchou des patrons.

Une idylle sur laquelle Emmanuel Macron a bien l'intention de surfer. "Vous avez l'amour, mais vous avez les preuves d'amour", a déclaré le ministre de l'Économie devant un auditoire conquis. Mais quand on aime on se dit tout alors la coqueluche des entrepreneurs n'a pas hésité a les bousculer : "Votre responsabilité, c'est de prendre votre part de ce mouvement de transformation de notre économie parce que nous savons que si nous n'anticipons pas le changement dont je parle, nous le subirons demain". Le ministre demande notamment aux entreprises de ne pas tarder à investir. Pas de quoi contrarier le Medef. Francetv info 27.08

Démolition en règle de l'Education nationale. L'école publique gratuite appartient au passé.

- Éducation : les activités périscolaires, un coût pour les familles - Francetv info

Avec la réforme des rythmes scolaires, certaines communes ont choisi de mettre les familles à contribution pour financer les activités périscolaires. À Leers (Nord), les parents de Jean, 7 ans, ont appris au début de l'été qu'ils allaient devoir payer dès la rentrée prochaine pour leurs deux enfants. Les trois heures d'activités périscolaires étaient gratuites jusqu'à présent. Au total, le coût est de 230 euros. "Les 230 euros je préfère les mettre pour que mon fils fasse du foot et de la piscine l'année prochaine plutôt que pour qu'il fasse du coloriage", s'indigne Adeline Rotsaert, au micro de France 3.

Même chose pour Valérie Wyart, mère célibataire de deux enfants. Elle va devoir débourser 290 euros pour l'année. "C'est une assez grosse somme. À cause de ça, je vais devoir rogner sur d'autres activités entre autres culturelles", déplore-t-elle. Francetv info 27.08

Formater les esclaves de demain soumis aux lois du marché. L'idéologie dominante enseignée à l'école.

La réserve citoyenne va voir le jour à la rentrée - Francetv info

Près de 5 000 personnes ont accepté de transmettre leur expérience et les valeurs de la République aux élèves.

C'est l'une des grandes nouveautés de la rentrée scolaire. Plus de sept mois après les attentats de Paris, une réserve citoyenne a été créée. L'idée ? Que chacun puisse transmettre son expérience et les valeurs de la République directement auprès des élèves dans les écoles, collèges et lycées. Au total, près de 5 000 personnes ont répondu à cet appel.

Avocats, metteurs en scène, directeurs de musée…Ils se sont engagés à donner de leur temps. Comme Guillaume Agullo, directeur d'un musée de la résistance et de la déportation, ils iront parler avec les élèves. "Lorsqu'il y a par exemple, dans les classes, des paroles racistes, des paroles antisémites, on ne peut plus se contenter d'avoir une réaction, d'avoir des réponses qui s'étaleraient durant des semaines ou des mois. Il faut apporter d'autres réponses, apporter d'autres messages, dans la semaine qui a suivi l'incident", souligne Guillaume Agullo.

Manuel Carius, avocat, va également se lancer dans l'aventure. Pour lui, impossible de vivre ensemble sans connaître la loi. Il entend alors partager sa connaissance du droit, fondement de la vie en collectivité. Francetv info 27.08

En famille à la mangeoire. Un clonage n'est jamais parfait.

- De Rugy, Placé, Lambert : ces écologistes coincés entre EELV et le PS - Francetv info

- De Rugy quitte les Verts: «Les écologistes ont besoin du PS pour exister» - 20minutes.fr

- De Rugy quitte EELV et sa "dérive gauchiste", scission des écologistes enclenchée - AFP

François de Rugy, l'un des leaders d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), a claqué la porte de son parti en l'accusant de "dérive gauchiste", aggravant la crise qui touche un mouvement écologiste profondément divisé sur la participation au gouvernement et l'alliance avec le Front de gauche aux régionales.

"Son positionnement, c'est pas entre gauchisme et écologie, mais entre écologie et François Hollande, et finalement (de Rugy) a choisi", a taclé David Cormand, proche de Cécile Duflot. AFP 27.08

- Crise à EELV : Christophe Cambadélis dénonce la «mélenchonisation rampante des écologistes» - 20minutes.fr

Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, a vu dans ce départ une "conséquence de la mélenchonisation rampante des écologistes", à qui il a solennellement demandé de "revenir sur leur vote d'une alliance avec Jean-Luc Mélenchon dans cinq régions". 20minutes.fr 27.08

Haut de page

Le 30 août 2015

CAUSERIE

On n'a pas eu le temps d'ajouter certaines infos qu'on intègrera dans la causerie de demain.

On a trois ou quatre sujets de causerie sur le feu qu'on vous soumettra dans les jours à venir. On ajoutera de nouveaux articles demain matin.

A maintes reprises nous avons évoqué ces articles, on pourrait ajouter qu'ils ne servent qu'à justifier les positions ou les idées de leurs auteurs et à leur donner bonne conscience sans finalement avoir d'autres objectifs, c'est la raison pour laquelle ils peuvent en changer si facilement sans que cela les interroge ou les gêne le moins du monde.

En attendant, quelques questions que nos dirigeants ne permettront pas aux militants de débattre, en vain car ils n'ont pas besoin de leur autorisation pour se les poser et dorénavant Internet leur fournit les matériaux dont ils ont besoin pour alimenter leur réflexion pour peu qu'ils en aient la volonté, là c'est une autre question.

- Faudrait-il participer à des actions ponctuelles contre l'UE au côté de Dupont-Aignan, Chevènement et d'autres partis ou personnalité dès lors que le FN n'y serait pas associé ?

- Que faut-il penser du tournant du PG qui envisage dorénavant de rompre avec l'euro ? On sait qu'il est purement opportuniste ou de circonstance suite à la "trahison" de Syriza du 13 juillet dernier, mais est-ce suffisant pour refuser de s'associer ponctuellement au PG et plus largement au Front de gauche s'il adoptait la même position, qui relève de la bonne intention à ce stade il faut le préciser?

- Pourquoi le POI, le NPA et LO ne mettent-ils jamais en débat dans leurs jounaux un cetain nombre de questions politiques qui intéressent tous les militants ou qu'ils se posent en laissant s'exprimer des avis contradictoires qui permettraient de confronter différentes idées qu'elles soient d'ordre tactique ou stratégique ?

N'auraient-ils pas confiance dans la capacité des militants et des travailleurs à faire preuve de discernement et à adopter les positions qui sont conformes au socialisme ou aux intérêts de leur classe ? Ont-ils au moins confiance en eux-mêmes, leurs

positions sont-elles si vulnérables, indéfendables, craindraient-ils qu'ils échouent si elle étaient livrées à l'épreuve de la libre critique ?

Si les positions que nos dirigeants ont adoptées sont les bonnes ou qu'ils sont convaincus qu'elles correspondent aux intérêts des travailleurs, pourquoi alors sont-ils incapables de les défendre autrement qu'en affirmant qu'ils ont raison ? Pourquoi ne peuvent-ils pas les justifier autrement qu'en recourant à ce moyen qui consiste à empêcher toute réflexion ou à rejeter a priori tout argument qu'ils n'auraient pas retenu sans qu'on sache pourquoi, ce qui revient à interdire toute discussion libre, loyale et sincère ? S'ils sont réellement animés de bonnes intentions et qu'ils sont en mesure de le prouver, que craignent-ils donc ?

Les réponses à ces questions figurent dans leurs énoncés.

ACTUALITE EN TITRES

Quand on est de droite, on ne risque pas de finir à gauche.

- Manuel Valls : "A force d'aller à gauche toute, on finit à droite" - Francetv info

...la preuve : Ce sera à celui qui sera le plus réac.

- Bartolone choqué par la présence de Marion Maréchal-Le Pen à une réunion catholique - AFP

Les francs-maçons préfèrent les réunions avec des patrons, des militaires...

... ou encore...

- Dupont-Aignan tend la main à Chevènement, "la plus gaullienne des personnalités de gauche" - AFP

Non mais sans blague, même le chef des armées est de gauche sous la Ve République...

Qu'il coule et son équipage avec !

- Valls se pose en commandant du navire socialiste à l'approche de régionales délicates - AFP

Si le PS ne subira pas dans l'immédiat le sort du Pasok qui avoisine les 4% d'intentions de vote, il le doit à Syriza mais pas seulement, les classes moyennes et la petite bourgeoisie française n'ont pas encore subi le même sort que leurs homologues grecs...

Au fait, on nous a toujours dit que le mouvement ouvrier avait absolument besoin du PS, que de toutes manières il était incontournable et qu'il ne disparaîtrait pas... Le Pasok vient de prouver le contraire. Mais alors c'était encore un conte à dormir debout pour justifier la collusion ou le front unique avec le PS des révisionnistes ? Il faut croire. Un de plus et la liste n'est close.

En famille. Quand on est de droite, il faut l'assumer jusqu'au bout en prenant exemple sur Hollande, Valls, Fabius et Macron.

Tout comme le réformisme, l'écologisme politique est une mystification. Ils ont comme fond commun : la soumission à l'ordre établi à défaut de l'affronter.

Il y a un penchant qui ne "dévie" pas : Celui pour la gamelle des affairistes !

- Jean-Vincent Placé quitte à son tour Europe Ecologie-Les Verts - Reuters

- EELV en plein délitement avec le départ de Placé et Rugy - AFP

"On voit bien que la dérive qui est à l'oeuvre chez EELV c'est une dérive où l'écologie se perd dans la gauche radicale, etc. Aujourd'hui nous allons pouvoir refonder un mouvement authentiquement écologiste", a encore déclaré M. Placé, promettant de "rassembler". AFP 28.08

Il y a ceux qui assument leur imposture, et il y a ceux qui estiment qu'il faut la pousser encore plus loin en la renouvelant sans cesse.

- EELV: pour Cohn-Bendit, Placé et de Rugy veulent "un strapontin au gouvernement" - AFP

Cela tombe bien, un remaniement devrait intervenir dans les semaines à venir a annoncé Bartonole.

- Mélenchon salue la "clarification de la droite des Verts" - AFP

On nous avait fait le coup de la gauche du PS, Mélenchon nous fait celui de la gauche de la vermine...

Sans la rampe de lancement médiatique dont ont bénéfié Mélenchon et le PG et les tribunes qu'ils lui offrent généreusement, ils n'existeraient pas. Pourquoi ont-ils bénéficié d'un tel traitement ? Devinez, apparemment parce qu'ils ont immédiatement reconnu un des leurs et qu'ils pourraient facilement l'instrumentaliser, non ?

En famille. L'union des charlatans et des imposteurs où le meilleur plan.

Bien qu'ayant démontré en 1914, puis en 1936 et en 1939 qu'il était un parti inféodé au capital, le PS continuera de se faire passer pour un parti ouvrier ou de gauche et il sera reconnu comme tel par les conciliateurs et les révisionnistes trotskystes jusqu'en mai 2012.

EELV est un parti de droite purement institutionnel qui n'existe que grâce à la volonté du PS, sans lequel il n'aurait aucune représentation parlementaire, aucun député ni sénateur, tout au plus quelques conseillers municipaux comme le POI, le NPA ou LO.

Il est utile au régime dans la mesure où il détourne de la lutte des classes et des questions sociales auxquelles sont confrontés les travailleurs, donc des partis ouvriers, certaines couches supérieures et moyennes du prolétariat ainsi que certains pans des classes moyennes, qui sont appelés à chercher des réponses à leurs préoccupations dans le cadre du régime en place, qui de ce fait ils soutiennent où auquel ils demeurent subordonnés. EELV comme appendice du PS rame pour le régime quelles que soient les divergences qui existent entre ses adhérents.

Leur seul objectif est d'obtenir une amélioration de leur condition de vie sous le régime capitaliste auquel il collabore ouvertement, conformément à l'attitude du petit bourgeois dont les intérêts sont purement individualistes, point commun qu'ils partagent avec les adhérents du PS et le PG ou le FdG.

- Régionales : le Parti de gauche espère s'allier dans cinq régions avec EELV - LeMonde.fr

- Mélenchon : « L'union de l'opposition de gauche va s'accélérer » - LeParisien.fr

Mélenchon n'a pas la même définition que nous de l'opposition de gauche puisqu'il considère que Hollande (et le PS) est de gauche et nous qu'il est de droite.

Pour lui cela signifie figurer dans le même camp que Hollande mais plus à gauche ou réformer le régime pour le rendre plus présentable seulement, puisque plus supportable est devenu impossible, donc le réformer également. Tandis que pour nous cela signifie tout simplement être de gauche ou combattre pour un changement de régime, ce à quoi est opposé Mélenchon.

Quand Trotsky a intitulé son courant politique opposé à Staline l'Opposition de gauche, il n'envisageait pas un changement de régime en Russie, mais de se débarrasser du stalinisme. Mélenchon non plus n'envisage pas un changement de régime, sauf que le régime qui existe en France n'a rien à voir avec celui qui existait en Russie en 1930, donc Mélenchon recourt à cette formulation en déformant son contenu et en la détournant de son objectif.

- Mélenchon en rajoute une couche sur la dissolution de l'Assemblée - Le Huffington Post

Il a sorti que Hollande allait provoquer des élections législatives anticipées au lendemain des élections régionales, et qu'il comptait tirer partie de la cohabitation pour se faire réélire, comme si cela était encore possible, quel tartufe celui-là ! On vit vraiment dans un monde de dingues...

- Le Plan B fait l'unanimité au Parti de gauche - Liberation.fr

A l'occasion de son université d'été qui se tient ce week-end à Toulouse, le Parti de gauche s'est interrogée sur la façon de mener les négociations anti-austérité avec les institutions européennes. Liberation.fr 29.08

Tout un programme : Négocier avec les institutions européennes qui incarnent et ne peuvent incarner que la dictature de

l'oligarchie financière, c'est déjà capituler, c'est refuser de les affronter, car c'est leur attribuer un rôle dans la résolution des questions auxquelles sont confrontées les travailleurs, qui ne peuvent trouver de réponses que sur leur propre terrain de classe, donc en totale contradiction ou opposition avec celui du capital.

Un véritable parti ouvrier (ou un véritable syndicat ouvrier) impose sa politique au capital en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire et l'organisation des travailleurs.

J'ai lu l'article de Libération, aucun des intervenants n'a appelé à rompre avec l'euro. Statis Kouvelaki pour l'Unité populaire aura été le plus loin dans cette voie en affirmant selon le journaliste de Libération : que les institutions européennes à ses yeux (étaient) impossibles à réformer de l'intérieur, ce qui laisse en réalité bien des questions sans réponses. Peut-être espère-t-il les réformer de l'extérieur ?

La lecture d'interviews de plusieurs militants du PG présents dans la salle est aussi instructive.

Tous étaient préoccupés par le meilleur moyen de relancer l'économie pour mieux vivre en régime capitaliste, ce qui n'a rien de surprenant, leur réflexion est motivée par cet unique objectif qui témoigne d'une part qu'ils se situent purement sur un terrain individuel et non politique, d'autre part leur profonde ignorance du stade de développement auquel est parvenu le capitalisme en crise. Ne leur jetons pas la pierre, leur réflexion mûrit lentement...

En famille quand on se tire dessus c'est avec des balles à blanc, sinon on s'offre mutuellement asile.

- Une majorité politique fragilisée - Francetv info

Après les propos d'Emmanuel Macron qui ont semé le trouble au PS et la famille écologiste qui vole en éclats, la majorité apparaît fragilisée. Francetv info 28.08

Vraiment ?

- Macron corrige le tir sur les 35 heures après le recadrage de Valls - Francetv info

- Gérald Darmanin (LR) offre l'asile à Emmanuel Macron - LeParisien.fr

Il est tout juste bon à être enfermé, assurément ! C'est touchant cet esprit de famille tout de même. Au passage, comme quoi la "majorité" n'est pas si "fragilisée" que cela, c'est une grande famille.

- Jean-Christophe Cambadelis : "Pas de polémique avec Macron (...) l'incident est clos" - Public Sénat

Commentaire d'un interbaute

- "*Dernier sondage en date*

Sondage : les sympathisants PS préfèrent Macron à Cambadélis (ODOXA)

ODOXA la nouvelle venue, Gaël Sliman et Céline Bracq, jusqu'alors respectivement directeur général adjoint et directeur du département opinion de BVA, - BVA : groupe Bolloré et Rothschild.

Et oui Rothschild, la banque d'où vient Macron."

Vont-ils en faire des indics ou des barbares ?

- A Garges-lès-Gonesse, des jeunes des cités rénovent un commissariat - Francetv info

- Des vacances à la Légion étrangère - Francetv info

Pendant une semaine, dix jeunes Marseillais vivent loin de chez eux et découvrent la rigueur de la Légion étrangère. Francetv info 28.08

L'Etat policier est en place ou la France militarisée, occupée.

- Billets nominatifs, patrouilles renforcées...: les propositions européennes pour répondre à l'attaque du Thalys - LeFigaro.fr

- Fouilles des bagages et patrouilles armées: la France va renforcer la sécurité des trains - AFP

Nouvelle extraterrestre.

- Un milliard de terriens sur Facebook - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Quand les instituts de sondages bourrent les urnes.

- La Grèce aux urnes le 20 septembre, Syriza en tête des sondages - AFP

- Grèce : Syriza est en tête des sondages - latribune.fr

Le parti d'Alexis Tsipras reste en tête des sondages, même si son score se tasse. Les dissidents du parti de gauche radicale qui ont créé leur propre parti recueillent 3,5% des intentions de vote. Nouvelle Démocratie (droite) rassemble 19,5% des votes et réduit l'écart avec Syriza.

Le parti Syriza du Premier ministre grec Alexis Tsipras, qui a présenté sa démission la semaine passée, demeure en tête des intentions de vote pour les élections législatives anticipées du 20 septembre, selon deux sondages rendus publics vendredi.

Syriza perd 3 points dans le sondage ProRata

Une enquête d'opinion de l'institut ProRata pour le journal Efimerida Ton Syntakton crédite la formation de gauche de 23% des intentions de vote devant les conservateurs de Nouvelle Démocratie (19,5%).

Le parti Unité populaire, créé la semaine passée par des frondeurs de Syriza opposés au nouveau plan de renflouement financier de la Grèce, n'est soutenu que par 3,5% des 1.000 personnes interrogées.

Les Grecs indépendants, qui participaient à la coalition conduite par Tsipras, obtiendraient 2% et ne franchiraient pas le seuil des 3% nécessaires pour obtenir des élus au parlement.

La précédente enquête de ProRata, publiée début juillet, montrait une avance plus substantielle pour Syriza avec 26% contre 15% à Nouvelle Démocratie.

Les Grecs veulent rester dans la zone euro

Ce sondage révèle que 64% des personnes interrogées estiment qu'Alexis Tsipras, arrivé au pouvoir à la faveur de la victoire de son parti aux élections de janvier, a eu tort de provoquer une nouvelle échéance électorale.

En revanche, 68% des Grecs sont favorables au maintien de leur pays au sein de la zone euro à tout prix, même si cela signifie plus d'austérité.

"Les réponses à ces deux questions conduisent à la conclusion que ces élections anticipées auront un coût pour l'(ancien) Premier ministre et pour Syriza", estime le journal.

Un tiers des électeurs qui avaient soutenu le parti de gauche lors du scrutin de janvier affirment ne pas être certains de le faire à nouveau le mois prochain.

Le sondage montre enfin que 25,5% des personnes interrogées se disent indécises.

Ecart plus étroit dans un autre sondage

Dans une enquête Metron Analysis, Syriza est crédité de 29% des voix, devant Nouvelle Démocratie à 27,8%, le parti d'extrême droite Aube dorée (8,3%) et les centristes de Potami (6,7%). Unité populaire recueillerait 4,1% des intentions de vote.

Les Indépendants n'atteindraient pas le seuil de 3% et ne seraient pas représentés à la Vouli. latribune.fr 28.08

A retenir.

"25,5% des personnes interrogées se disent indécises", et si ce scrutin ressemble au précédent de janvier dernier où 38,49% s'étaient abstenus ou avaient voté blanc ou nul, dès lors le taux d'abstention pourrait dépasser les 50%. Dors et déjà on peut affirmer que le prochain gouvernement sera minoritaire ou illégitime, il reposera sur une majorité parlementaire héréroclite de circonstance qui aura pour unique tâche d'empêcher les masses de trouver la voie de la rupture avec l'euro et l'UE ainsi que les institutions grecs.

Syriza est crédité de 23% à 29% alors qu'il avait atteint 36,34 % en janvier 2015, il perdrait donc entre 13,34% et 7,34% qui ne se reporteraient par sur l'Unité populaire, mais dont la moitié ou les trois quart basculeraient sur d'autres partis ou dans l'abstention. Ils manquent de nombreux partis dont le KKE et le Pasok donc on ne peut pas aller plus loin dans notre analyse.

En tout état de cause Syriza n'obtiendra pas la majorité absolue à la Voli (le parlement grec), donc il se retrouvera dans la même situation qu'aujourd'hui. Les dirigeants de Syriza pourront toujours justifier le recours à l'union nationale, en expliquant qu'en répartissant leurs voix sur différents partis pro-UE les Grecs avaient plébiscité cette forme de gouvernance. Si on s'en tient à ces sondages, cela pourrait correspondre à l'état d'esprit de la majorité de la population dont finalement le niveau de conscience n'a que très peu évolué en 6 ans.

On aura noté également que l'extrême gauche ou l'avant-garde du mouvement ouvrier était plus disloquée que jamais, car à ceux qui composent l'Unité populaire, il faut ajouter le Parti révolutionnaire des travailleurs (EEK), Organisation communiste internationaliste de Grèce OKDE et d'autres organisations, groupes ou groupuscules dont certains avaient participé aux élections de janvier 2015.

Depuis ils ont pondu un nouveau sondage.

- Grèce: le scrutin s'annonce serré entre Syriza et la droite - AFP

A vingt-deux jours des législatives anticipées, l'écart entre le parti de la gauche radicale Syriza et la droite se réduit, le parti d'Alexis Tsipras ne devance que d'un à trois points son adversaire principal, la Nouvelle-Démocratie (ND - droite), selon deux sondages publiés samedi.

Syriza est crédité de 25% des intentions de vote contre 22% pour la ND, selon l'étude de l'Université de Macédoine publiée par le quotidien libéral Kathimerini.

Selon un deuxième sondage publié par le journal centriste Parapolitika et effectué par l'institut Metron Analysis, l'écart entre les deux adversaires n'est que d'un point, 22,2% pour Syriza et 21,2% pour la ND.

Les néonazis d'Aube dorée, dont les dirigeants et cadres sont poursuivis en justice pour des crimes, arrivent en troisième position avec 6,5% dans deux des trois sondages, publiés depuis vendredi.

Celui de Kathimerini montre toutefois que la troisième place pourrait être obtenue par le Parti communiste KKE (6%) ou par To Potami (6%), un parti de centre gauche créé il y a deux ans par un journaliste après l'effondrement des socialistes du Pasok.

Le Pasok n'obtient que 4,1% à 4,5% des intentions de vote alors que le taux des indécis atteint 22% ou 15,5%, selon respectivement Metron Analysis et l'étude universitaire.

Dans les deux sondages de samedi, comme dans celui de vendredi, les Grecs indépendants Anel, parti souverainiste qui s'était allié avec Syriza pour permettre à ce dernier de former un gouvernement en janvier, n'arrive pas à obtenir le plafond obligatoire de 3% pour entrer au Parlement.

En revanche les dissidents du Syriza, le parti eurosceptique L'Unité populaire, est crédité de 5% selon l'étude universitaire et de 3,1%, selon Metron Analysis. AFP 29.08

Commentaire d'un internaute

- "*Les sondages. Je rappelle que le référendum était sensé être serré avec léger avantage pour le oui et ce fut à 61% non. Alors les sondages 0 information 100% manipulation.*

Les gérants de Bruxelles se poilent, puisque de toute façon les élus ne seront que les valets de LEUR politique."

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre 2015

CAUSERIE

J'ai bâclé la fin cette causerie après m'être demandé si je devais ou non actualiser le portail...

Je trouve plus de satisfaction dans les cours d'alphabétisation que je donne quotidiennement à ma compagne Selvi (46 ans) illettrée qui fait des progrès remarquables, au point qu'elle maîtrisera sa langue écrite d'ici quelques semaines. On a terminé les voyelles et les consonnes, reste à apprendre l'association des deux à l'intérieur des mots qui donne lieu à de nouveaux signes. Et c'est là que les choses se compliquent.

En français le "i" par exemple s'écrit "i" indistinctement en début, au milieu ou en fin de mot associé à une consonne. En tamoul il fait appel à un graphème ou une lettre différente si vous préférez, il ne s'écrit pas de la même manière. Plus difficile encore, la voyelle peut nécessiter deux graphèmes ou signes, par exemple le "o", un sera placé avant la consomme et l'autre après, et selon que le "o" correspond à un son court ou long, le premier signe sera différent. Pire encore, selon la consonne avec laquelle la voyelle formera une syllabe, ce signe ou graphème sera différent. En résumé le "i" sera représenté par au moins 5 ou 8 graphèmes différents, je ne les ai pas comptés, j'écris et je lis le tamoul depuis 25 ans. Je ne maîtrise pas le tamoul pour n'avoir jamais appris la syntaxe faute de temps, et pour tout dire, je ne suis pas vraiment doué pour les langues.

Une trentaine de nouveaux articles sont à mettre en ligne, on verra cela ce soir ou demain.

La polémique sert à éclaircir les questions théoriques et politiques. Lénine y recourut abondamment dès 1900 et jusqu'à sa mort en 1924.

Ceux qui refusent de s'y livrer ou qu'elle révulse ne souhaitent pas que les militants et les travailleurs y voient plus clair, ils préfèrent se retrancher derrières des principes, des formules ou des citations obsolètes ou stériles parce qu'ils craignent la confrontation des idées, il faudrait les croire sur parole. On leur posera une seule question : A qui profite la confusion extrême qui règne dans le mouvement ouvrier ou dans la tête des travailleurs ? Au régime et à ses représentants.

Voilà comment des militants parvenus à 70, 80 ans ou plus n'ont finalement jamais évolué, sans même s'en apercevoir cela va de soi. On en est désolé pour eux et pour notre cause, d'autant plus qu'ils continuent de louer leurs dirigeants qui ne le méritent vraiment pas, pour nous avoir conduit à la situation inextricable dans laquelle nous nous trouvons. Si au lieu de s'identifier à des idées qu'apparemment ils n'ont jamais maîtrisées, ils s'en étaient tenus au principe selon lequel elles ne nous appartiennent pas, peut-être auraient-ils été mieux disposés pour les partager, car après tout c'est aussi à cela que sert notre combat politique, non ?

L'homo Sapir était un clone. De qui, devinez ?

- La coupable attraction de Jacques Sapir pour le Front national - Sébastien Crépel - (http://www.humanite.fr) - legrandsoir.info 29.08

- Jacques Sapir pousse la provocation jusqu'à invoquer pour son « front » l'exemple du Conseil national de la Résistance (CNR), qui rassemblait « des communistes aux militants de l'Action française » (AF). À cela près que le CNR – dans lequel l'AF, ralliée à Pétain, n'a jamais siégé, à la différence du PCF – unissait des sensibilités politiques diverses dont étaient précisément exclus les ancêtres idéologiques du FN, dans un but commun : chasser le fascisme, et appliquer un important programme démocratique, économique et social approuvé par ses composantes.

Grossier mensonge de stalinien, sans aller chercher dans les archives ou je ne sais où, en réponse à un courriel, le fondateur du Réseau Voltaire, Thierry Meyssan, qui se réclame du CNR, m'avait répondu : "*C'est une constante de notre association que de reprendre la théorie de Jean Moulin qui allia au sein du Conseil de la Résistance aussi bien l'extrême droite que l'extrême gauche à l'exception de ceux qui avaient trempé leurs mains dans le sang des Républicains espagnols.*" (18.07.13)

Le Grand Soir est le rendez-vous des staliniens d'hier, d'aujourd'hui et de demain, tout comme le PCF.

Idées reçues.

- Tsipras a capitulé un "revolver sur la tempe". Faux, il n'a jamais eu d'autres intentions, c'est un social-démocrate. La différence avec l'Unité populaire ? Aucune, en dehors du fait que Tsipras a eu le temps de le prouver.

- La crise de 2008 éclata soudainement. Faux, elle fut programmée, puis instrumentalisée.

- Les Etats-Unis n'ont plus les moyens de leur politique impérialiste. Faux, ils financent en plus une armée privée et consacrent des centaines de milliards de dollars à mettre au point de nouvelles armes nucléaires.

- Le PS est un parti de gauche comportant un courant de droite. Faux, c'était un parti de droite comportant un courant de gauche. Idem pour EELV. Gauche au sens réformiste qui de nos jours signifie de droite.

- Si le capitalisme s'en sort, c'est parce que le mouvement ouvrier est gangrené. Faux, c'est parce qu'il fait tourner la planche à billets ou recourt à des méthodes financières mafieuses. L'un sert à faire oublier l'autre, c'est pratique.

- Si le capitalisme s'en sort, c'est grâce au consensus qui s'est instauré. Faux, c'est parce que le prolétariat n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction politique. L'un sert à faire oublier l'autre, c'est pratique.

Etes-vous atteint de sclérose ?

Penser par procuration en faisant parler les morts ne permet pas forcément de résoudre les questions de notre époque ou d'aller bien loin.

Saint Marx ou le devin.

Il fut une époque où face aux critiques dont faisait l'objet Marx nous répondions qu'il n'avait pas commis d'erreurs, ce qui en vérité était faux et grotesques puisque Engels a été obligé de réécrire la presque totalité du deuxième volume du Capital, passons, nous affirmions que Marx avait formulé des pronostiques qui ne s'étaient pas réalisés dans les délais qu'ils avaient fixés parce qu'ils ne pouvaient pas prévoir à quel rythme se développeraient dans l'avenir les contradictions du capitalisme, ce qui était une explication passablement correcte quoique sujette à réserve j'ajouterais depuis.

Aujourd'hui, il suffit d'affirmer que Marx n'a pas pu prévoir de quelle manière se réaliserait la financiarisation totale de l'économie et quels instruments l'oligarchie financières créerait pour y parvenir, dans quelle proportion elle étendrait son pouvoir à toute la société et comment elle s'emparerait du pouvoir politique, etc. pour qu'on nous sorte que c'est impossible et que Marx le devin l'avait décrit, ce qui relève de l'hallucination ou du culte de la personnalité. Si Marx avait prédit qu'une ou plusieurs monnaies domineraient les autres à l'échelle mondiale, il n'a jamais prédit qu'une seule monnaie deviendrait hégémonique au point de s'affranchir un jour de son équivalent en or, actions ou obligations ou tout autre actifs. Si Marx avait attaché une importance particulière au développement du crédit, il n'a jamais prévu que l'endettement global mondial atteindrait des sommes aussi faramineuse. Comment l'aurait-il pu puique les instruments qui allait le permettre n'existaient pas à son époque. On pourrait multiplier les exemples et on arriverait aux mêmes conclusions.

Nos détracteurs feraient mieux d'avouer que leurs dirigeants n'ont pas été capables d'écrire la suite du Capital ou qu'ils n'en ont pas eu la volonté, ce serait plus honnête. On aura compris qu'ils n'ont pas pu faillir puisque c'étaient des marxistes et que Marx

avait absolument tout prévu avant de tirer sa révérence. Mais comme il est avéré que ces dirigeants se sont fourvoyés (dans le meilleur des cas), on devrait peut-être en conclure que Marx était en réalité un piètre économiste qui les a induits en erreur, fournissant ainsi un argument aux ennemis du marxisme. Dites-nous, je me demande qui défend réellement le marxisme, vous et vos dirigeants ou moi ?

- "*Bien sûr que Marx avait prévu et anticipé l'importance décisive du rôle destructeur de l'argent ! Dès "l'idéologie allemande"!*".

L'argent ne devait pas seulement avoir un "rôle destructeur", observation qui relève une fois de plus du lieu commun à la portée de n'importe quel crétin depuis que la monnaie existe, il devait étendre son pouvoir tentaculaire à l'ensemble des secteurs économiques et des activités humaines de manière à s'assurer le contrôle des différents agents économiques ou sociaux, au moyen de méthodes et instruments de type mafieux que devait accompagner une idéologie tout aussi envahissante, corrompante et dévastatrice, dont on nous dit qu'il serait inutile de la combattre, alors qu'elle en était le corollaire ou le complément naturel, de sorte que ceux qui tiennent ce discours s'en font les complices, à défaut d'avoir la volonté de les combattre en se réfugiant derrière une analyse et une conception de la lutte des classe obsolète dont Marx, Engels, Lénine ou Trotsky leur servent uniquement de caution.

Apparemment vous êtes fâché avec la dialectique.

Lorsque les banquiers de la Fed (et la BCE) fabriquent des dizaines de milliers de milliards de dollars sans équivalent ou qui reposent sur du vent et qu'ils se les distribuent, on n'est plus dans le cadre de la monnaie créée par une banque centrale correspondant à une somme en or ou en argent, actions ou obligations qu'elle posséderait, ni même dans le cadre de l'argent que les clients des banques auraient déposé sur différents comptes et qui servirait au banquier de garantie, car il n'y suffirait pas au regard des sommes gigantesques dont il est question, ces conditions sont dépassées ou ne s'appliquent pas, on est passé à un cran supérieur quantitativement et qualitativement et nos banquiers sont devenus de faux-monnayeurs. D'autant plus que s'ils ont procédé comme en 1929 au lieu d'intervenir après l'effondrement de Wall Street et d'injecter des capitaux dans l'économie productive, ils sont intervenus avant qu'il ne se produise en intervenant encore plus massivement de 2008 à nos jours pour sauver les banques et leur système financier, afin d'éviter que cette crise n'atteigne les fondements du capitalisme ou se traduisent par des centaines de millions de chômeurs supplémentaires dans le monde, ce qui au passage devait leur permettre d'une part d'éviter un affrontement direct avec la classe ouvrière à l'issue incertaine, et d'autre part d'accroître encore leur pouvoir politique.

Si Marx a effectivement décrit le fonctionnement de la banque centrale des Pays-Bas qui servit de modèle à celle d'Angletterre qui existait à son époque, il n'a pas pu prévoir comment la Fed qui sera créée en 1913 étendra ses activités et son pouvoir. Comme une banque centrale avait malgré tout existé auparavant aux Etats-Unis, on veut bien admettre qu'il avait pu l'ébaucher ou l'entrevoir, mais pas au-delà, il ne pouvait pas prévoir quelles en seraient les conséquences sur l'ensemble du système capitaliste, comment finalement la financiarisation de l'économie contribuerait à modifier profondément et durablement les rapports entre les classes et influerait sur la lutte des classes au détriment de la classe ouvrière.

En résumé, ils n'ont pas seulement violé les lois de fonctionnement de l'économie capitaliste en se dotant de nouveaux instruments financiers et en recourant à des méthodes mafieuses (Libor, etc.) pour éviter son effondrement soudain et brutal, en procédant de la sorte ils sont parvenus à modifier les rapports entre les classes accélérant la décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde, ce qui devait leur permettre de poursuivre leur offensive généralisée contre le prolétariat sans que celui-ci ne puisse s'y opposer efficacement, et de franchir de nouvelles étapes vers la réalisation de leur objectif politique final, la prochaine étant notamment l'adoption du traité transatlantique de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE.

Pour avoir sous-estimé ou avoir refusé d'admettre cet aspect politique de la stratégie de l'oligarchie financière dans leurs analyses, la combinaison ou le lien qui existait entre les mesures financières qu'elle allait adopter et leurs répercussions sur le plan politique, les dirigeants du mouvement ouvrier se priveront des moyens de la combattre efficacement ou de construire le contre-pouvoir, dont le parti qui nous fait tant défaut, qui auraient permis dans un premier temps de freiner ou stopper cette offensive du capital, et de commencer à réunir les conditions qui aurait permis raisonnablement d'entrevoir à court ou moyen terme le renversement du régime en place, à condition de mener le combat politique dans la perspective politique d'un changement de régime et non celui de vouloir faire reculer le gouvernement qui relève du pur opportunisme.

Les dirigeants du mouvement ouvrier et de son avant-garde sont inconséquents ou manquent singulièrement de rigueur pour avoir tourné le dos au marxisme ou au matérialisme dialectique. Ils n'ont manifestement pas tiré toutes les conséquences du fait que les banques centrales sont intervenues pour sauver en priorité l'industrie financière et que c'était accessoirement qu'ils ont sauvé le système capitaliste ou uniquement parce que la chute de l'une aurait entraîné la chute de l'autre, et qu'à aucun moment l'oligarchie financière n'a manifesté l'intention de relancer l'économie, ils n'ont fait que le constater sans se demander au juste pourquoi et quelle allait en être la traduction politique.

En réalité l'oligarchie financière n'a fait qu'appliquer sa stratégie politique, mais comme nos dirigeants refusent d'admettre qu'une telle stratégie existerait, là encore ils en sont restés au schéma en partie obsolète décrit par Marx et Lénine, qui toutefois annonçait l'orientation qu'emprunterait le capitalisme mondial qu'ils n'ont pas voulu prendre en compte, si en voulait une preuve, on pourrait faire référence à leur idéalisation de la classe ouvrière et plus particulièrement de ses couches supérieures

qu'ils considèrent comme l'avant-garde du mouvement ouvrier, alors que Lénine considérait qu'elles étaient les pendants de l'aristocratie financière à l'époque de l'impérialisme ou les plus aptes à verser dans le réformisme ou à être corrompues par l'idéologie de la classe dominante. Après on se demandera qui a tourné le dos au marxisme ou au léninisme, eux ou nous, on laissera nos lecteurs en juger librement.

Toute analyse sera faussée dès lors que son auteur refuse de prendre en compte l'ensemble des facteurs et rapports qui composent la situtation, nous n'avons cessé de le répéter depuis des années, en vain apparemment, car c'est bien de cela qu'il s'agit ici. Vous en voulez un exemple supplémentaire, je vous livre la dernière réflexion que je me suis faite ce matin. Ils se gargarisent avec les réformes obtenues lors des "Trente glorieuses", alors qu'en réalité elles furent le meilleur moyen de corrompre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, elles qu'elles devaient précipiter leur perte ou en être le cercueil, vous avouerez que pour faire preuve d'un tel aveuglement qui frôle l'hystérie actuellement au POI, il faut avoir un grave problème politique à résoudre.

- "*La "dictature mondiale de l'oligarchie financière" est en complète contradiction avec l'analyse léniniste de l'impérialisme!*"

Vous croyez que cela leur viendrait à l'idée de se demander qui gouverne le monde si ce n'est pas l'oligarchie financière anglos-saxonne et sa composante internationale, qui les Etats, un Etat, lequel, des institutions, une institution, laquelle ? Non, car pour eux personne ne gouverne vraiment le monde, personne ne détermine l'orientation du capitalisme mondial, personne n'est aux commandes, personne ne décide quelle stratégie et quelle politique doivent appliquer les différents gouvernements, personne n'a le pouvoir de les dicter aux différentes institutions, mais étrangement ils et elles adoptent exactement les mêmes à la virgule près ou répondent aux mêmes critères, aux mêmes objectifs, c'est étrange n'est-ce pas. Et ils ne peuvent même pas prétendre qu'ils ou elles adopteraient la même politique en ayant des objectifs divergents, puisqu'on s'aperçoit à l'arrivée queleur politique favorise la concentration du capital et du pouvoir entre les mains de l'oligarchie financière, y compris en Russie et en Chine, les régimes en place dans ces deux pays sont désormais en sursis, cela non plus ils ne peuvent pas l'admettre car leur théorie foireuse tomberait à l'eau.

Vouloir analyser le stade auquel est parvenu l'impérialisme à partir des rapports économiques qui existaient à l'époque de Lénine ou Marx, c'est comme vouloir réaliser une greffe du coeur avec les connaissances et les instruments qui prévalaient il y a un siècle ou un siècle et demi en arrière, c'est une aberration qui ne peut sortir que d'esprits totalement sclérosés, fatale.

Pour mieux mesurer ce degré de fossilisation irréversible, je vous livre la conclusion à laquelle était parvenu mon correspondant :

- "*Aucun changement en 2008, pas plus avant qu'après, dans l'analyse du capitalisme pourrissant et de la destruction massive de forces productives faite par Gluckstein et le CCI !*"

Amen ! On aura compris que de 1848 à 2008, soit au cours des 160 dernières années écoulées, le capitalisme n'a pas changé et tous les rapports au sein de la classe des capitalistes et entre les classes n'ont jamais évolué, bravo!

A ce niveau là, c'est assurément incurable. Le trotskysme après la mort de Trotsky n'a été qu'une caricature du marxisme élevé au rang de dogme ou fétiche stérile, voilà la conclusion à laquelle je suis parvenu.

Dogmatisme pour l'éternité. Suite de l'article précédent.

Trotsky tout comme Lénine considéraient impossible les Etats-Unis d'Europe sous l'égide du capitalisme, plus largement encore Lénine estimait inconcevable l'union des capitalistes à l'échelle mondiale.

Toute la propagande des dirigeants trotskystes en direction de leurs militants a reposé sur ces conclusions, qui devaient servir à justifier théoriquement leur ligne politique axée contre l'UE.

Maintenant, était-ce à dire qu'ils ne se réaliseraient jamais ? C'est ce que les esprits sclérosés ou dogmatiques pratiquant le culte de la personnalité affirment. Etait-ce cependant justifié ? Il ne faut écarter aucune hypothèse, contrairement à eux qui ont tendance à prendre à la lettre ce qui figure dans les livres lorsque cela correspond à leus désirs ou justifie leur ligne politique.

Lénine s'étaient exprimés sur cette question il y a près d'un siècle ou plus de 75 ans en ce qui concerne Trotsky. Il nous faut admettre que le monde et le capitalisme ont depuis connu de profondes transformations qu'il nous faudra bien prendre en compte dans notre analyse et sa conclusion si l'on ne veut pas imiter nos détracteurs. La question est de savoir sur quels facteurs et sur quels rapports reposaient les analyses de Lénine et Trotsky. On doit donc commencer par déterminer quels étaient ces facteurs et rapports et définir de quelle manière ils ont évolués, dans quelle direction, etc.

On ne fait qu'aborder ici succinctement cette question qui nécessiterait un long développement, disons qu'on livre en substance la conclusion à laquelle nous sommes parvenus en se contentant d'énoncer sur quels facteurs ou rapports elle repose.

Il semblerait que la résistance des travailleurs et l'existence du mouvement ouvrier organisé aient été les principaux

facteurs interdisant la réalisation des Etats-Unis d'Europe et l'instauration d'un gouvernement mondial, car l'établissement de ces deux institutions sous-entendaient qu'elles reposeraient sur le moins social en vigueur au sein des pays de l'UE et ensuite dans le monde qui serait imposé à l'ensemble des travailleurs, ce qui à son tour sous-entendait qu'ils n'auraient pas les moyens de se mobiliser victorieusement contre la remise en cause de leurs acquis ou droits sociaux supérieurs à ceux des travailleurs des autres pays, donc ce qui incluait au préalable que l'essentiel de leurs droits sociaux soient liquidés et que leur capacité à se mobiliser soit neutralisée d'une manière ou d'une autre, de l'intérieur du mouvement ouvrier ou en recourant à la force comme en Ukraine en ce moment par exemple, ce qui incluait à son tour qu'il existe un consensus entre tous les partis institutionnels incluant les ex-partis ouvriers et que le prolétariat ne soit pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction.

On observera qu'à ce stade, cette condition a été remplie dans une large mesure.

Pour continuer sur le plan politique, on remarquera qu'à travers les différentes institutions de l'UE qu'ils ont créées, ils se sont donnés les moyens de spolier les droits politiques des travailleurs qui non seulement n'ont plus aucune représentation politique au niveau des institutions nationales, mais celles-ci ont été vidées de leur substance ou sont désormais totalement inféodées à celles de l'UE, à la Commission européenne principalement. Et lorsqu'on observe que 80% des lois ou mesures que le Parlement français adoptent correspondent aux directives dictées par la Commission européenne, et qu'on ajoute que même le budget de l'Etat doit désormais faire l'objet de l'accord de la Commission européenne pour être adopté, on a là la preuve que l'Etat français a renoncé à sa souveraineté au profit de cette institution supranationale, donc en conclusion il a abdiqué son pouvoir politique au profit de l'UE.

Dans ces conditions les travailleurs ne peuvent plus s'opposer à une loi antisociale ou à une mesure politique qui ont été adoptées à l'origine ailleurs qu'en France, à Bruxelles. Ce constat est valable à condition et à condition seulement qu'on refuse d'admettre que l'Etat français, les institutions existent et fonctionnent toujours et qu'elles ont les moyens de rejeter ces lois et mesures dictées par la Commission européenne, et c'est parce qu'on a refusé d'axer son combat politique contre les institutions de la Ve République qui servent de relais à l'établissement de la dictature européenne et de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur cet axe politique, qu'on a laissé le champ libre à l'UE et aux souverainistes, aux nationalistes et à l'extrême droite.

Cette politique axée sur l'UE, non seulement elle ne devait pas permettre de doter le prolétariat d'une nouvelle direction politique, elle devait aboutir à une crise au sein de ses partisans, qui se traduira une nouvelle fois par la dislocation des militants de l'avant-garde du mouvement ouvrier, tandis que les travailleurs demeureront désarmés politiquement, désemparés ou démoralisés.

Pendant ce temps, notre ennemi continuera d'affûter ses armes contre le mouvement ouvrier, ce qui se traduira par une régression sociale généralisée, la mise en oeuvre d'une politique d'austérité de plus en plus violente à l'instar de la Grèce ou du Portugal, dans une moindre mesure en Italie jusqu'à présent.

Le cas de la Grèce est significatif à plus d'un titre, car on s'aperçoit que le contenu des différents mémorandums qu'ils ont imposés au prolétariat grec ont conduit à réduire leur niveau de vie au niveau des pays les plus pauvres de l'UE ou les pays se situant dans sa périphérie et même au-delà, au point que les revenus des couches inférieures de la classe ouvrière grecque rivalisent dorénavant avec ceux de pays comme la Roumanie, la Pologne ou même la Chine et l'Inde, après avoir nivelé les rémunérations (et les retraites) vers le bas, programme qu'ils rêvent d'imposer aux travailleurs de toute l'UE, pas à la totalité des travailleurs car ils ont encore besoin de conserver des couches et des classes moyennes pour écouler leurs marchandises, à l'ensemble des travailleurs les moins qualifiés, les travailleurs manuels qui exécutent des tâches répétitives quotidiennement ou qui se trouvent en bas de l'échelle sociale, justement ceux dont se détournent syndicats et partis ouvriers qui leur préfèrent les couches supérieures, les intellectuels parce qu'ils seraient plus aptes à se mobiliser pour défendre leurs avantages ou leurs statuts ou parce qu'ils auraient encore quelque chose à perdre, ceux qui en réalité sont les plus inféodés au capitalisme, parce qu'ils tirent encore quelques satisfactions à titre individuel de leur condition.

Leurs armes seront l'euro (ou le dollar et la planche à billets), la BCE, la dette, la soumission au marché, au talon de fer de l'oligarchie financière dont la Commission européenne incarne les intérets sur le plan politique. On peut ajouter le FMI, et demain le traité transatlantique de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE.

Toutes ces institutions (et bien d'autres) fondées dans la foulée de Bretton Woods à l'issue de la Seconde Guerre mondiale n'existaient donc pas à l'époque où Lénine et Trotsky s'étaient prononcés sur les Etats-Unis d'Europe et la mondialisation. Elles ont été créées pour atteindre ces objectifs politiques, soumettre les peuples du monde entier à une seule et même idéologie, les Etats à une seule et unique stratégie mondiale pour assurer la continuité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme avec lequel se confond leur domination de classe, plus que pour préserver le vieux système capitaliste parvenu en bout de course et qu'ils savent condamnés à l'effondrement du fait qu'il repose sur des inégalités entre les classes qui ne peuvent aller qu'en s'accroissant dans le futur, concentration du capital et pouvoir toujours plus grand entre quelques mains oblige.

Sachant que le développement du capital se traduirait encore et toujours par de nouvelles crises toujours plus dévastatrices et aux conséquences imprévisibles ou incontrôlables, ils avaient le choix entre recourir aux moyens classiques pour réduire temporairement ces crises inévitables, attendre que de gigantesques faillites et dépressions voient le jour en causant du jour au lendemain un désastre social menaçant leur régime ou la guerre, qui dans un contexte marqué par l'existence d'armes chimiques, biologiques et nucléaires comportait un risque encore plus grand jusqu'à menacer leurs propres existences

ou transformer une partie de la terre en un no man land permanent, qui resterait à jamais gravé dans les mémoires et risquerait du même coup de servir de repoussoir à leur propagande en direction des peuples auxquels ils devaient encore imposer le reste de leur plan.

Ou alors, ils devaient procéder par étapes, morceau par morceau, couche par couche ou classe par classe, et patiemment construire la superstructure financière et politique mondiale qui permettraient de venir à bout de la résistance de tous les peuples sur lesquelles ils n'auraient absolument aucune emprise, et c'est bien le cas avec la troïka ou la totalité des institutions qu'ils ont fondées depuis 1944, y compris l'ONU.

Ils allaient bénéficier du soutien inestimable de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme pour réaliser pas à pas leur plan. Ils allaient parvenir à finir de corrompre le mouvement ouvrier et le prolétariat amarrés solidement plus que jamais au capitalisme, au point d'éloigner la menace de la révolution socialisme renvoyée à une date indéterminée, la décomposition ou la dégénérescence de l'avant-garde incapable d'assurer la continuité du marxisme ou de renouer avec les enseignements de la lutte de classe du passé légués par les marxistes, leur laissant pour ainsi dire le terrain libre pour poursuivre leur offensive tout azimut.

Le prolétariat dès lors ne devait plus remporter aucune victoire politique, et si malgré tout cela se produisait, elle serait aussitôt annulée par décret ou en recourant à un subterfuge sans qu'il puisse s'y opposer, témoignant du niveau de la puissance politique atteint par ses ennemis.

Il faudrait aussi se demander comment et pourquoi ils ont conçu les différentes étapes de leur plan.

L'UE a été conçue comme un instrument pour niveler vers le bas les conditions de travail et d'existence des travailleurs, tout ce qui a un contenu social de près ou de loin en fait, mais aussi pour favoriser les multinationales ou les trusts, les banques, sans toutefois parvenir à une harmonisation fiscale dont au contraire ils allaient profiter pour éliminer les capitalistes les moins compétitifs ou les absorber ou encore payer moins d'impôts sur les bénéfices, sans parvenir non plus à se doter d'un pouvoir politique fédéral, auquel sont opposés les Américains depuis le début et qui entendent continuer à modeler pas à pas la construction européenne à leur image pour en conserver le contrôle.

Ils pourraient bien cependant avancer sur le volet politique une fois et une fois seulement que le traité transatlantique aura été adopté et sera entré en application, car à partir de ce moment-là les Etats constitueront le seul obstacle encore capable (en principe) de résister ou de s'opposer, de contester le pouvoir des multinationales, aussi serait-il préférable qu'ils cèdent la place à un Etat fédéral qui leur serait totalement inféodé, qu'il émane de l'UE ou du suffrage universel n'ayant aucune importance puisque les peuples auraient le sentiment que le pouvoir politique leur ayant (déjà) totalement échappé, ils n'auraient aucun moyen de faire entendre leurs voix ou même de comprendre ce qui est en train de se tramer dans leur dos, de telle sorte que ce ne serait plus qu'une formalité.

Resterait à régler le compte des différents capitalistes récalcitrant au cours qui leur serait imposé par l'oligarchie financière et qui verra un grand nombre d'entre eux disparaître, ce qui ne devrait pas constituer un obstacle insurmontable compte tenu qu'ils ne bénéficieront d'aucun soutien populaire une fois les masses exploitées réduites au servage.

L'UE devenue une copie conforme des Etats-Unis, pour ainsi dire intégrée aux Etats-Unis, son président et les membres de son gouvernement seraient sélectionnés à Washington en accord avec les différents gouverneurs des Etats de l'UE qui ne pourraient que s'y soumettre. Tout comme pour le reste du monde, la politique qu'elle adopterait et son sort seraient réglés lors des réunions du groupe Bilderberg ou au sein de la Commission trilatérale également chapeautée par Rockefeller, dont le Pentagone et la CIA ainsi que l'OTAN sont les bras armés.

Nos détracteurs préfèrent dans leur analyse ignorer l'existence du groupe Bilderberg ou de la Commission trilatérale qui inclut des participants du monde entier, y compris des Russes et des Chinois. Ils versent dans le déni parce que ces institutions ne figurent pas dans leur théorie d'un autre âge, parce qu'ils n'en comprennent pas la signification ou la fonction et par conséquent la portée et les objectifs. Quelle crédibilité peuvent avoir de telles analyses ? Aucune à nos yeux.

Mais pourtant, c'est bien lors des réunions de ces institutions qui rassemblent les membres les plus puissants ou influents de la planète qu'est adoptée l'orientation économique et politique qui déterminera leur intervention dans tous les secteurs d'activité de la société, leurs rapports avec l'ensemble des acteurs économiques, politiques et sociaux. On se demandera comment il serait possible de combattre la classe dominante tout en occultant volontairement sa stratégie politique et ses institutions qui se trouvent au sommet du capitalisme mondial. Cela n'est pas sérieux ou relève de l'aventurisme de toute évidence.

Croyez-vous que sur cette base le mouvement ouvrier et son avant-garde pourrait se reconstruire sur des bases saines ? Il faut être naïf ou demeuré pour le croire un seul instant, jamais nous ne parviendrons à réaliser un pas en avant vers notre objectif.

Du coup je m'interroge sur la pertinence de continuer à me ruiner la santé à actualiser ce portail pour finalement rien.

J'ai acquis la conviction qu'il n'y avait absolument rien à attendre de ces générations de dirigeants ou cadres, qui ont été corrompus par le réformisme et/ou le stalinisme, l'idéologie de la classe dominante. Je parle de tous ces dirigeants issus des partis qui existaient avant ou ont vu le jour depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils n'incarnent pas la classe ouvrière et le socialisme, mais l'aristocratie ouvrière soumise à l'ordre établi, la plupart en ont conscience et sont des imposteurs. Vous allez peut-être penser que j'en vois partout, que voulez-vous que j'y fasse, j'en suis mille fois désolé, ils l'ont suffisamment démontré, mais là encore on peut très bien fermer les yeux et le nier, on peut tout nier, c'est si facile, c'est d'autant plus difficile à admettre quand on leur ressemble.

Apparemment on n'appartient pas au même monde.

Il y a des gens qui savent tout et on tout compris mieux que tout le monde, qui sont imbus de leur petite personne et qui veulent imposer leurs idées aux autres. Personnellement j'appartiens à la catégorie qui préfère partir du principe que je ne sais rien et que j'ai tout intérêt à commencer par réfléchir et à me poser des questions avant de leur donner des réponses qui me tombent toutes cuites dans la bouche et qui finalement n'ont rien résolu du tout, eux ils parviennent à se convaincre du contraire bien que la réalité les contredise, moi je n'y arriverai jamais et franchement je n'y tiens pas.

En observant que les personnes qui se connectent sur ce portail n'ont rien à foutre de son auteur, je me suis dit que le compte à rebours avant de prendre la décision finale d'arrêter ou non ce portail courra jusqu'au 11 septembre, date à laquelle j'aurai 60 ans.

Quel est l'imposteur qui a osé remettre le couvert ?

- "*J'aimerais bien que ce soit la même chose au PS et que la droite s'en aille du PS*".

Réponse : Mélenchon dans un discours en clôture de l'université d'été du PG.

Car il estime que le PS serait de gauche, normal puisqu'il en est issu sinon ce serait avoué qu'il est de droite.

En fait tous ces partis pourris que sont le PG, Syriza, Podemos, etc. issus de partis sociaux-démocrates ou écologistes, ce qui revient au même, ont été fondés pour prendre le relais des partis sociaux-démocrates rejetés par les travailleurs pour à l'aide d'artifices assurer la survie des illusions qui avaient si bien fonctionnées pendant de nombreuses décennies pour le compte du régime en place, sous une autre étiquette et avec de nouveaux dirigeants.

Ces partis sont des partis sociaux-démocrates aussi dégénérés que ceux dont ils ont pris la place comme vient de le démontrer Syriza. Quant aux dirigeants de l'Unité populaire, en reprenant l'appelation du parti d'Allende qui avait ouvert la voie à Pinochet et au fascisme au Chili, ils ont indiqué d'emblée quelle était la nature de leur coalition dont il n'y a rien de mieux à en attendre.

M. Mélenchon a balayé l'idée de "Front de libération nationale" réunissant la gauche et la droite, formulée par l'économiste Jacques Sapir. "Honte à ceux qui essayent de nous embrigader dans un camp qui n'est pas le nôtre", a-t-il répliqué. AFP 30.08

Sapir n'a fait que logiquement tenir compte de la nature du Front de gauche qui se réclame du Front populaire et du Conseil National de la Résistance, son extension pendant la Seconde Guerre mondiale, poussant la collaboration de classes initiée par le Front populaire avec le Parti radical jusqu'à l'extrême droite avec l'Action française notamment.

Non monsieur Mélenchon, Sapir n'a pas commis d'erreur. Mais alors, est-ce à dire qu'ils figureraient effectivement dans le même camp ? Celui du maintien de l'ordre établi, sans l'ombre d'un doute, flanqué des staliniens franchement qui pourrait en douter une seconde ?

La gamelle en famille sur tous les fronts.

- Mélenchon appelle à "élargir" le Front de gauche pour éviter la "macronite" - AFP

Le co-fondateur du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a appelé dimanche à "élargir" le Front de gauche, notamment aux frondeurs du PS et aux écologistes, pour éviter une "macronite" de la gauche, en clôture de l'université d'été du parti à Toulouse.

A trois mois des élections régionales, "il faut se rassembler", a lancé M. Mélenchon. AFP 30.08

- Front de gauche: Mélenchon et Laurent (encore) en désaccord - lexpress.fr

"Depuis deux ans, le PCF et le PC ne prennent même plus la peine de faire leur rentrée politique conjointement", note Le Monde qui revient sur cette rentrée dispersée, ce lundi.

A Toulouse, le Parti de Gauche (PG) menait son "remue-méninges" annuel alors que le rapprochement avec EELV se précise dans plusieurs régions pour le scrutin de la fin de l'année.

Le leader du Parti communiste (PCF), lui, sourit moins. "Le Front de gauche ne peut pas, pour quelques postes, être la roue de secours d'une EELV qui chercherait à sauver les meubles", après le départ médiatique de François de Rugy et Jean-Vincent Placé

Cette fois, outre la question stratégique des accords avec EELV pour les élections régionales, ils se sont trouvés une nouvelle pomme de discorde: Syriza. Si Pierre Laurent semble toujours soutenir Alexis Tsipras et son plan A, Jean-Luc Mélenchon opte pour le plan B et brûle l'idole autrement adorée de la gauche radicale européenne.

"La Fête de l'Humanité, qui se tient du 11 au 13 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), pourrait être un nouveau théâtre de divisions", avertit Le Monde. En effet, Pierre Laurent accueillera des représentants de Syriza, alors que Jean-Luc Mélenchon annonce la venue de Yanis Varoufakis, ex-ministre grec des Finances qui n'en finit plus de dénoncer la "reddition" d'Alexis Tsipras cet été. Il n'y a pas qu'en France que la gauche et la gauche de la gauche se morcelle. lexpress.fr 31.08

Le consensus ne doit connaître aucune faille. Twitter, la bonne conscience ou la limite des bonnes intentions des imposteurs.

- Pour Jean-Christophe Cambadélis, la gauche va mal à cause de Twitter - Francetv info

"Dans l'univers médiatique tel qu'il est (...) tout le monde veut être repris. Y compris les élus socialistes, souligne Jean-Christophe Cambadélis. Je leur ai dit que nous participions, ainsi, de l'émiettement, de la fragmentation de la gauche."

Mais comment Twitter participe-t-il à l'émiettement de la gauche ? "Aujourd'hui, les socialistes veulent être dans l'espace public par l'intermédaire des tweets et un tweet n'est repris que s'il attaque sa propre formation, insiste le chef des socialistes. Ceci donne à la gauche une dimension chaotique qui n'est pas ce qu'il se passe dans les réunions mais qui est ce que vous êtes obligés, parce que c'est une réalité, de prendre en compte." Francetv info 30.08

Merci de cette précision, en réunions ils sont tous d'accord, mais lorsqu'ils se retrouvent sur le terrain face aux travailleurs, ils sont mal à l'aise, ils essuient des critiques virulentes, et pour ne pas avouer que ce sont des vendus et ne pas se couper de leurs électeurs ils répercutent sur twitter leurs critiques qu'ils font semblant de reprendre à leur compte, mais même cela est insupportable pour Cambalédis qui estime qu'ils doivent trouver les moyens de vendre la politique réactionnaire du PS aux travailleurs.

En complément. Toujours la gamelle.

- Cambadélis à «BFM Politique» : le PS est «social-écologique» - LeParisien.fr

- Régionales: Valls appelle à l'union avec les écologistes au 1er tour "partout en France" - AFP

Quand ils "***roucoulent***" en famille.

Ils sont aux anges !

- Les roucoulades de Manuel Valls et Pierre Gattaz - Slate.fr

Au-delà des postures habituelles, le Premier ministre et le président du Medef ont affiché des objectifs convergents pour promouvoir le travail, améliorer la compétitivité des entreprises et alléger les contraintes administratives.

Quelle belle rentrée, qui voit le chef du gouvernement et le patron des patrons partager les mêmes objectifs et s'inscrire dans les mêmes dynamiques pour stimuler la croissance économique.

Dans une tribune aux Échos dont il a repris les thèmes à l'université d'été du PS à La Rochelle, Manuel Valls a encouragé l'effort, l'initiative et la prise de risque pour promouvoir le travail. Dans son discours à l'université d'été du Medef, Pierre Gattaz a insisté sur le goût de l'effort et le sens du mérite pour défendre le travail, en ajoutant l'audace et le courage pour les entrepreneurs. Les entendant tous deux, un martien en transit pourrait penser que ces deux hommes partagent les mêmes idées sur la valeur travail, «valeur centrale de la gauche», a souligné le ministre de l'Économie Emmanuel Macron.

D'autant que, sur les politiques à mener pour soutenir l'économie, ils se rejoignent encore. Le patron des patrons dénonce-t-il une fiscalité «parmi les plus élevées d'Europe» et «totalement dissuasive pour l'investissement»? Il faut la réformer, répète-t-il

en boucle, en commençant par une réduction des dépenses publiques, qui est «la mère de toutes les réformes».

Or, Manuel Valls lui fait écho en présentant la baisse de la fiscalité parmi les objectifs prioritaires, parce qu'«une fiscalité et un coût du travail élevé, ce sont aussi des entreprises moins compétitives dans une économie mondialisée». Et lui-aussi considère que, pour faire baisser la pression fiscale, il faut «maîtriser la dépense publique».

Même constat, même projet. Pas de fausse note, apparemment.

Même chose sur la compétitivité: on ne peut que constater la convergence de Manuel Valls et de Pierre Gattaz. Celui-ci a d'ailleurs salué la mise en œuvre par le président de la République et le gouvernement du Pacte de responsabilité à hauteur de 41 milliards d'euros, amorçant la nécessaire baisse des charges qui pèsent sur les entreprises.

Un inhabituel hommage patronal à l'action du gouvernement socialiste, même si le patron des patrons juge que l'effort sur la fiscalité n'est pas encore suffisant, et si le Premier ministre –qui assure que le soutien aux entreprises ne sera pas remis en cause malgré des pressions contraires à gauche– réplique en demandant au patronat de tenir ses engagements en matière d'investissement et d'embauche.

Chacun à sa place, les deux hommes expriment bien les mêmes souhaits pour atteindre le même objectif. Rien que de très normal pour notre martien, qui n'en est pas à son premier passage sur Terre: il se souvient que l'an dernier, le même Manuel Valls avait proclamé devant les mêmes patrons «J'aime l'entreprise». Après les grandes déclarations, les travaux pratiques.

Rassurer le patron des patrons

Il reste bien des points noirs, comme le poids des contraintes administratives et la réglementation du travail. Justement, comme par hasard, alors que Pierre Gattaz dénonce «une complexité administrative asphyxiante» et un «marché du travail trop complexe et trop rigide», Manuel Valls regrette que l'économie soit «entravée par des réglementations excessives ou trop complexes» et propose de «repenser la façon d'élaborer la réglementation du travail».

Comment? Entre autres, en laissant «plus de liberté aux entreprises et aux salariés pour prendre les décisions les mieux adaptées pour eux», indique le Premier ministre dans sa tribune. Et en donnant plus de place aux accords d'entreprises qu'à la loi en matière de droit du travail. Avec plus de souplesse pour les entreprises et un dialogue social redynamisé, a-t-il répété à La Rochelle, quitte à heurter certains militants socialistes, qui l'ont sifflé.

De quoi rassurer le patron des patrons, qui veut «favoriser l'accord d'entreprise ou de branche par l'inversion de la hiérarchie des normes» et qui reconnait qu'«un certain consensus est en train d'apparaître parmi les responsables politiques ainsi que d'éminents juristes, de droite comme de gauche, autour de cette nécessaire évolution».

À écouter les uns et les autres, le martien a pu repartir rassuré sur la qualité des relations entre un gouvernement dont le chef revendique son positionnement social-démocrate et un patronat qui, tout en reconnaissant une certaine complicité passée dans certaines dérives imputées à l'État, espère en la victoire d'une France «réunie, rassemblée et apaisée avec elle-même». Quel bel acte de foi! Slate.fr 31.08

En complément. Macron s'y verrait bien.

- Macron plaide pour un commissaire en charge d'un gouvernement économique de la zone euro - 20minutes.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

La classe dominante a désigné ses candidats favoris.

- Un sondage donne Valls et Juppé favoris pour d'éventuelles primaires - Liberation.fr

L'ennemi à abattre.

- Valls insiste sur la nécessité de réformer le droit du travail - AFP

Et ses fossoyeurs.

- PCF : "Il ne faut pas bazarder le code du travail" - AFP

- Gérard Filoche : «Manuel Valls ne connaît rien au code du travail» - Public Sénat

Ils pourraient au moins arrondir au chiffre supérieur...

- Le patron d'Alcatel quitte le groupe avec jusqu'à 13,7 millions de prime - Francetv info

Racket. Et la réponse : Boycott !

- La présidente de France Télévisions veut étendre la redevance aux ordinateurs et smartphones - LeMonde.fr

Cela fait 8 mois que je me passe de télévision, un vrai bonheur !

Ainsi va la réaction.

- Xavier Bertrand appelle à "désarmer" les gens du voyage - Le Huffington Post

- Conflit d'intérêts: un conseiller du secrétaire d'Etat aux Anciens combattants démissionne - L'Express.fr

- Près de 10% des services d'urgences menacés de disparition selon un rapport remis à Touraine - 20minutes.fr

- L'éthylotest anti-démarrage, une arme pour lutter contre la mortalité sur les routes ? - Francetv info

Ils ont l'art de créer de nouveaux besoins ou de satisfaire les lobbies...

Obsession d'esclavagiste ou quand servage rime avec sevrage.

- Voici que manger au bureau pour être plus efficace - Le Huffington Post

C'est l'avenir qu'ils vous réservent, réjouissez-vous ! Chut, il ne faut pas combattre leur idéologie, vous avez juste le droit de l'avaler, bon appétit de la part d'un soi-disant trotskyste !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Ukraine : ce qu'on sait des heurts qui ont fait un mort et 90 blessés devant le Parlement de Kiev

Des heurts ont fait une centaine de blessés et un mort lundi 31 août devant le Parlement de Kiev, en Ukraine. Le ministère de l'Intérieur a accusé des membres du parti d'extrême-droite Svoboda d'être à l'origine de ces violences. Celles-ci ont éclaté après le vote des députés accordant davantage d'autonomie aux "républiques populaires" séparatistes pro-russes de Donetsk et de Lougansk. francetvinfo.fr 31.08

2- Grèce

- Elections en Grèce : Tsipras mise sur "la majorité absolue" - latribune.fr

L'ancien Premier ministre grec Alexis Tsipras a appelé dimanche les Grecs à lui donner "un mandat fort, une majorité absolue" lors des législatives du 20 septembre, un objectif qui semble difficile à atteindre malgré l'avance de Syriza dans les sondages.

Dans un entretien à l'hebdomadaire Realnews sur l'enjeu de ces élections législatives dans trois semaines, Alexis Tsipras, qui brigue un second mandat, s'est montré déterminé: "C'est simple, clair et démocratique: nous demandons un mandat fort, une majorité absolue pour le gouvernement de Syriza" pour les quatre prochaines années.

Et d'ajouter: "C'est une occasion de sortir du bipartisme droite Nouvelle-Démocratie (ND) et Pasok (socialistes)", les deux formations qui ont dominé la vie politique grecque durant "les quarante dernières années (...). C'est crucial de ne pas revenir en arrière et de faire un bond en avant".

En devançant de 1 à 3,5 points, selon les sondages des instituts grecs, son principal adversaire la ND, Syriza a peu de chances d'obtenir une majorité absolue lors de ce scrutin anticipé. Il serait ainsi contraint de chercher des alliés pour former un gouvernement de coalition comme il l'avait fait après sa victoire le 25 janvier, où il avait raté cette majorité absolue à deux sièges près.

Seul un sondage, effectué par le Think Tank Bridging Europe, donne jusqu'ici un avantage clair de huit points à Syriza (26,8%) face à ND.

En finir avec "le vieux système"

Alexis Tsipras a déjà exclu toute coopération avec les partis "du vieux système politique", en soulignant que seul le parti souverainiste des Grecs indépendants Anel, son partenaire gouvernemental pendant huit mois, pourrait jouer ce rôle.

En revanche, la ND, le Pasok et To Potami (centre-gauche) se sont dits prêts à une coopération avec d'autres. "Assurer la stabilité politique pour les années cruciales à venir et procéder à des coopérations des puissances politiques saines du pays est une condition nécessaire pour parer aux problèmes actuels", a souligné de son côté le dirigeant de la droite, Vanguélis Méïmarakis, dans un message télévisé.

La dirigeante du Pasok, Fofi Gennimata, qui vient d'annoncer une coopération entre son parti et celui de la Gauche démocratique Dimar, a accusé Alexis Tsipras de ne pas vouloir "coopérer" alors qu'il a admis avoir commis "des erreurs".

La majorité des Grecs se disent favorables à un gouvernement de coalition ayant comme partenaire majoritaire Syriza (22%) ou la ND (21,4%), selon un sondage de l'institut MRB pour Realnews.

Confronté à une scission de son parti, Alexis Tsipras a démissionné le 20 août pour "permettre au peuple grec de le juger". Malgré sa promesse de mettre un terme à l'austérité en Grèce, il a signé en juillet à Bruxelles un accord avec ses créanciers européens sur la poursuite de la rigueur, en échange d'un nouveau prêt.

Interrogé sur les raisons pour lesquelles "il n'a pas demandé pardon au peuple grec", Alexis Tsipras a rétorqué: "Pourquoi faut-il que je demande pardon ?". "J'ai lutté de toute mon âme pour rester fidèle au mandat du peuple grec", dont la majorité ne souhaite pas la sortie du pays de l'euro, une menace brandie par les créanciers, UE et FMI, a-t-il justifié.

L'engagement d'Athènes de réaliser des "réformes pour assainir son économie" était une condition nécessaire pour les créanciers avant la signature de l'accord sur un prêt de 86 milliards d'euros sur trois ans.

Alexis Tsipras a répété qu'"il avait dû faire face à une guerre économique" et qu'"il n'avait pas finalement réussi à gagner sur tous les monstres, à corriger tous les problèmes du pays que le vieux système politique a provoqués", comme la corruption.

La priorité, selon le nouveau programme de Syriza élaboré ce week-end lors d'une réunion du parti, est la réalisation des engagements tout en cherchant des mesures compensatoires pour "contre-balancer les conséquences négatives" sans toutefois compromettre le plan signé avec l'Europe.

Les principaux axes du nouveau programme sont: la restructuration productive mettant l'accent sur le secteur agricole, le renforcement du système bancaire, la lutte contre la corruption, la protection de l'emploi et de l'environnement. La question de la dette, qui culmine à quelque 170% du PIB, figure également au programme. latribune.fr 30.08

A retenir. Pourquoi ces élections anticipées ? Ce que nous avions déjà affirmé : légitimer un gouvernement d'union nationale.

3- Venezuela

- Crise ouverte entre le Venezuela et la Colombie - euronews.com

Manifestation de soutien à Nicolas Maduro dans les rues de Caracas.

Le président vénézuélien a pris ces derniers jours des mesures controversées en décidant de fermer plusieurs pans de la frontière avec la Colombie, estimant que ces zones étaient infestées de paramilitaires colombiens. Il a également ordonné

l'expulsion de plus d'un millier de personnes.

"La mesure que le président a prise de fermer la frontière, je crois que c'est juste, parce qu'il doit nous protéger, nous les Vénézuéliens, de ces problèmes, de tout ce qui se passe à la frontière, donc il devait prendre cette mesure", estime un manifestant qui travaille dans le bâtiment. "Mais c'est vrai que c'est dur parce que nous sommes deux pays frères".

Les deux pays ont également rappelé leurs ambassadeurs.

La crise est née la semaine dernière suite à une embuscade à la frontière qui a fait 4 blessés côté vénézuélien., une embuscade que Nicolas Maduro a attribué à des paramilitaires colombiens.

Dans ce climat de tensions, des milliers de Colombiens ont quitté le Venezuela, volontairement ou non.

Ils seraient 6000 dans des camps de réfugiés improvisés.

"Quoi qu'il arrive, c'est trop tard pour une solution diplomatique", estime cette femme dont la maison a été détruite. "A quoi ça sert quand tout s'est déjà produit, quand tout ce qu'on avait a déjà été détruit. Ce n'est pas juste et c'est excessivement cruel pour nous les Colombiens".

Certains observateurs au Venezuela, notamment à l'Institut vénézuélien d'études sociales et politiques, voient dans la fermeté du président Maduro une manoeuvre politique avant les législatives du mois de décembre, dont son parti n'est pas favori. euronews.com 29.08

4- Syrie

- Lavrov : les syriens décideront de leur sort eux-même! - sahartv.ir

Le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a insisté sur le droit à l'autodétermination du peuple syrien, pour dire que Moscou croit en la compétence des Syriens pour décider du sort de leur propre pays.

Selon l'agence Irna, le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov qui recevait ce lundi à Moscou un groupe de leaders des opposants syriens a aussi affirmé que pour combattre les groupes terroristes en Syrie et appliquer l'accord obtenu le 30 juin 2012 à Genève, il faudrait que les groupes d'opposition syriens s'unissent et avancent sur un chemin constructif. « La Russie soutient le droit à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie et reste confiante en la compétence des Syriens, pour décider de leur sort et résoudre les gros problèmes auxquels est aux prises leur pays », a réitéré le Chef de la diplomatie russe. Sergueï Lavrov a aussi fait allusion à la menace du terrorisme, ajoutant : « Aujourd'hui, il y a une entente sur le fait que le statu quo au Moyen-Orient et en Syrie doit changer ; sur ce fond, la Russie appuie les solutions politiques qui ne permettent pas l'intervention étrangère, pour résoudre les problèmes de la Syrie. » sahartv.ir 31.08

5- Yémen

5.1- Yémen: le sud saoudien s'embrase - sahartv.ir

De très violents combats opposent les forces yéménites aux militaires saoudiens en plein coeur d'Arabie.

Selon Al Mayadeen, les combattants de l'armée yéménite et les forces populaires ont déplacé les combats en plein sol saoudien en réponse à la campagne de bombardement saoudienne contre les différentes regions au Yémen. De très violents combats se poursuivent en ce moment à Najran. D'après Russia Today, les forces d'Ansarallah ont pris le contrôle de plusieurs bases militaires à Najran où des dizaines de soldats saoudiens auraient été tués. "Les batteries de missiles yéménites sont intactes. Si Riyad continue à poursuivre ses raids il devra s' attendre à de nouvelles surprises", a affirmé Ahmad Hamed, le ezsponsable médiatique d'Ansarallah. sahartv.ir 30.08

5.2- Jizane: Riyad perd une nouvelle base militaire - sahartv.ir

L'armée et les forces populaires yéménites ont pris le contrôle de la zone mllitaire "Machaal" dans la province de Jizane.au cours de cette opération plusieurs militairew saoudiens ont été tués et des véhicules blindés et des chars ont été détruits. Le sud saoudien s' est embrasé depuis que Riyad a lancé le 26 mars dernier une campagne de bombardement sans répit contre le Yémen. sahartv.ir 31.08

5.03- Yémen : le carnage se poursuit.- sahartv.ir

Les frappes de l'aviation saoudienne contre le Yémen ont fait des morts et des blessés, parmi les civils.

Lundi, les avions de chasse de l'aviation saoudienne ont bombardé un marché, situé dans la localité de Sarwah, relevant de la province de Ma'rib, au centre du Yémen. Quatre personnes ont été tuées, et 13 autres, blessées, dont des enfants. Par ailleurs, quatre membres d'une famille yéménite ont été tués, lors d'une frappe aérienne de l'Arabie saoudite et de ses alliés contre la localité de Wadi-Saad, située dans le Sud de la province de Saada. Par ailleurs, un couple yéménite a trouvé la mort, suite au tir d'un obus de mortier sur sa maison, à Taëz, dans le Sud du Yémen.

Selon les sources militaires, dans la province de Ma'rib, l'unité balistique de l'armée yéménite a tiré des roquettes sophistiquées anti-blindé, sur le centre de commandement de la troisième zone militaire de la province de Ma'rib, contrôlée par Al-Qaïda. L'armée et les comités populaires du Yémen ont pris le contrôle entier de la région de Baadan, située dans la province d'Ibb. Par ailleurs, les unités d'ingénierie de l'armée yéménite ont réussi à faire atterrir un avion de reconnaissance de l'Arabie saoudite, dans la province de Jizan. sahartv.ir 31.08

5.4- Le Soudan déclare la guerre contre le Yémen - sahartv.ir

A la demande de l'Arabie, le gouvernement soudanais vient de déclarer la guerre contre le Yémen, et a annoncé qu'il enverra des forces militaires pour une intervention terrestre au Yémen. Selon l'agence de presse officielle koweïtienne, le président soudanais Hassan Omar el-Béchir qui a rencontré samedi à Khartoum le président démissionnaire et en fuite yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi a déclaré qu'il est prêt à expédier un contingent de 6.000 soldats au Yémen pour des opérations militaires contre l'armée et les forces populaires yéménites.

Le président El-Béchir dont le pays est membre de la coalition formée par l'Arabie saoudite contre le Yémen a qualifié de légitime le gouvernement démissionnaire de Mansour Hadi, et s'est dit prêt à le soutenir. Soutenu par les Etats-Unis, le gouvernement saoudien à lancé une offensive militaire contre le Yémen le 26 mars pour faire revenir Mansour Hadi au pouvoir. Jusqu'à présent des milliers de Yéménites ont été tués lors des attaques de l'armée saoudienne et des mercenaires de Riyad. sahartv.ir 30.08

6- Liban

- A Beyrouth, le réveil citoyen LeMonde.fr

Une marée de drapeaux rouge et blanc a envahi samedi 29 août la place des Martyrs, dans le centre de Beyrouth. Plusieurs dizaines de milliers de Libanais, venus de tout le pays, de confessions et d'origines sociales variées, ont crié leur dégoût d'un système politique, tellement paralysé et vicié de l'intérieur, qu'il semble être en phase terminale.

Organisé par le collectif « Tala'at Rihatkum » (« Vous puez » en arabe), en réaction à la crise du ramassage des ordures qui empoisonne la vie des Beyrouthins depuis un mois, l'évènement a fait siffler les oreilles de la classe dirigeante libanaise, jugée très largement corrompue et incompétente.

La capitale du Liban n'avait pas connu de rassemblement aussi important depuis la méga-manifestation du 14 mars 2005, au lendemain de l'assassinat de Rafik Hariri, pour réclamer le départ des troupes d'occupation syriennes. Si l'affluence enregistrée reste évidemment modeste par rapport aux centaines de milliers de Libanais qui s'étaient mobilisés en ce jour historique, la force de la manifestation de samedi tient au fait qu'elle répondait à un appel de la société civile et non de partis politiques, comme c'est généralement le cas au Liban.

L'autre réussite des organisateurs, décriés par une partie de la presse, pour les violences qui ont émaillé les précédentes manifestations, réside dans le fait que ce nouveau rassemblement, quoique plus massif, s'est déroulé dans le calme, hormis quelques heurts sans gravité à la fin. Instruits par leurs déboires passés, les militants de « Vous puez » avaient recruté 500 volontaires pour assurer le service d'ordre, en concertation avec la police anti-émeutes.

« On est venu parce qu'on a compris que cette manifestation serait mieux organisée », raconte Alya, une étudiante chiite, le visage voilé, qui passe en revue ses doléances : « Le chômage, la corruption, le rationnement de l'eau et de l'électricité, le clientélisme… La liste n'en finit pas. Rendez-vous compte : depuis la fin de la guerre civile [en 1990], nos dirigeants n'ont toujours pas été fichus de nous fournir 24 heures de courant chaque jour. A croire que nous habitons la Somalie. »

La solution selon elle : mettre à bas le système confessionnel, héritage du mandat français et de l'accord de paix de Taëf, à la fin de la guerre civile, qui répartit les postes au sein des institutions sur une base communautaire. La principale disposition est celle qui attribue aux maronites la présidence de la République, aux sunnites, la fonction de premier ministre et aux chiites, la présidence du Parlement. Au sein du Parlement, 50 % des sièges sont réservés aux chrétiens et 50 % aux musulmans.

Dans les propos de la plupart des manifestants, l'abolition du confessionnalisme revient comme un leitmotiv. LeMonde.fr 31.08

7- Malaisie

- Les Malaisiens se mobilisent massivement contre leur Premier ministre - euronews.com

C'est une marée humaine qui s'est formée à Kuala Lumpur en Malaisie. Des dizaines de milliers de Malaisiens se sont rassemblées ce samedi pour réclamer de grandes réformes et le départ du Premier ministre Najib Razak, soupçonné de corruption. Ils étaient jusqu'à 80 000 à braver l'interdiction de la police selon des médias locaux. La manifestation a été organisée par le mouvement Bersih, qui veut dire propre en malais. euronews.com 29.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili : tensions entre militants mapuches et chauffeurs de camions - euronews.com

À Santiago, la police chilienne tentait ce jeudi de séparer deux groupes : des militants mapuches et des chauffeurs de camions protestant contre les attaques ciblant leurs véhicules. Les chauffeurs accusent les Améridiens mapuches de la région d'Araucania de mettre le feu à leurs camions. Les Mapuches réclament l'expulsion des compagnies forestières de leur territoire ancestral. euronews.com 30.08

ECONOMIE

1- Ukraine

- L'Ukraine efface une partie de sa dette publique et la restructure euronews.com

L'Ukraine a donc trouvé un accord avec ses créanciers sur la restructuration de sa dette publique au terme de cinq mois de difficiles négociations.

L'accord qui écarte la menace d'un défaut de paiement prévoit l'effacement de 20% de cette dette, soit environ 3,6 milliards de dollars.

L'annonce qui a été faite au conseil des ministres à Kiev jeudi , a été relayée le même jour au parlement ukrainien par le premier ministre.

"Le gouvernement d'Ukraine a effacé pratiquement quatre milliards de dollars de dettes, a affirmé le premier ministre Arsenyk Yatsenyk. Dans les quatre prochaines années, l'Ukraine ne remboursera pas le principal de sa dette".

En effet l'accord signé par Kiev avec ses créanciers prévoit l'allongement de quatre ans de la durée du remboursement des sommes restantes.

"Ce type de réduction des obligations que l'Ukraine doit rembourser est très important affirme Anna Derevyanko de European Business Association; parce qu'on voit qu'alors il y a plus d'opportunités à l'intérieur du pays pour stabiliser la situation macroéconomique, d'obtenir plus de financements pour le développement de l'économie; plus d'opportunités pour donner des signaux positifs à la communauté internationale des affaires et des investisseurs".

L'Ukraine a une dette obligataire de 3 milliards de dollars avec Moscou. Jeudi le chef de l'exécutif ukrainien a déclaré officiellement que la Russie n'obtiendra jamais de meilleures conditions que les autres créanciers. L'important dans cet accord signé jeudi, c'est la possibilité pour Kiev de continuer à emprunter sur les marchés et l'économie pour l'Ukraine de 11 milliards de dollars réalisée en quatre ans. euronews.com 28.08

2- Chine

2.1- Pour stimuler son économie, Pékin enterre la limite des prêts bancaires - latribune.fr

Confrontée au ralentissement de sa consommation intérieure, et dans la foulée d'une lourde chute de la Bourse de Shanghai, la Chine a décidé de lever une vieille obligation aux banques de limiter leurs prêts par rapport aux dépôts.

Opération relance. Samedi, la Chine a abandonné l'obligation qu'elle avait imposé aux banques depuis deux décennies de limiter leurs prêts par rapport aux dépôts, a annoncé l'agence Chine nouvelle. La loi votée en 1975 qui limitait les prêts à 75 % des dépôts a été amendée par le comité permanent du Congrès national du peuple chinois, lequel assure le pouvoir législatif. Cette modification rentrera en vigueur le 1er octobre prochain, a annoncé l'agence officielle.

Cet amendement intervient après que la Banque populaire de Chine, la banque centrale, ait annoncé mardi dernier qu'elle réduisait ses taux d'intérêt de référence afin de réduire les fonds que les banques doivent conserver. Cette décision a été vue comme une tentative de stimuler les prêts et de soutenir l'économie chinoise en difficulté.

Ouvrir le pays au système financier

La banque centrale a également annoncé l'élimination d'un plafond sur les taux d'intérêt pour les dépôts à terme d'une durée de plus d'un an. Les mesures prises par la Chine pour libéraliser les contrôles de taux d'intérêts sont interprétées comme destinées à ouvrir le pays au système financier.

Seconde économie mondiale, la Chine affronte un fort ralentissement de sa consommation intérieure et les autorités sont sous pression afin de prendre des mesures pour la soutenir. La bourse de Shanghai a récemment connu des vicissitudes et lourdement chuté entrainant les autres bourses mondiales derrière elle. latribune.fr 29.08

A lire : Déstabilisation économique, effondrement financier et manipulation de la Bourse de Shanghai? - mondialisation.ca 28.08

2.2- Le pouvoir chinois accuse un journaliste d'avoir causé le chaos sur les marchés boursiers - Le Monde.fr

Un journaliste du magazine « Caijing » a été mis en détention après la récente tempête boursière chinoise, pour diffusion de fausses nouvelles sur les titres et les marchés à terme. STR / AFP

Un journaliste économique a « avoué » avoir provoqué « la panique et le désordre » sur les marchés boursiers chinois et infligé des « pertes énormes au pays », ont rapporté les médias d'Etat chinois, dimanche 30 août.

Wang Xiaolu, un journaliste du magazine Caijing, a été mis en détention après la récente tempête boursière chinoise, pour diffusion de fausses nouvelles sur les titres et les marchés à terme, selon l'agence officielle Chine nouvelle.

M. Wang, dans un article publié en juillet, affirmait que l'autorité de réglementation des valeurs mobilières étudiait la possibilité d'une sortie des fonds publics du marché. La commission de régulation des marchés financiers chinoise (CSRC) avait rapidement démenti les écrits du journaliste, les qualifiant d'« irresponsables ».

Selon l'agence, le journaliste a « avoué » que ses « fausses informations » avaient « provoqué la panique et le désordre à la Bourse, sérieusement sapé la confiance dans les marchés et infligé d'énormes pertes au pays et aux investisseurs ». Mais le magazine Caijing a, dans un communiqué posté sur son site Internet, affirmé qu'il « défend[ait] le droit des journalistes à faire leur devoir conformément à la loi ».

Chine nouvelle a également fait état de la détention d'un officiel de l'organisme de surveillance des marchés chinois et de quatre hauts responsables du plus important courtier pour des « infractions » sur le marché boursier. Sanctions pour publications de « rumeurs » sur Internet

Liu Shufan, un responsable de la CSRC, est soupçonné de délit d'initié, de corruption et de falsification de tampons officiels – dans ce dernier cas pour établir un faux certificat de divorce et faire de faux certificats fiscaux pour sa maîtresse. Il aurait lui aussi « avoué ». Les médias gouvernementaux chinois rapportent régulièrement ce qu'ils présentent comme des confessions de suspects dans des affaires importantes.

L'agence a également rapporté que 197 personnes avaient été sanctionnées lors d'une campagne spéciale de la police contre les rumeurs sur Internet sur les marchés boursiers chinois, les récentes explosions meurtrières de Tianjin et d'autres « événements importants ».

Aucun détail n'a été fourni sur les sanctions, mais, selon Chine nouvelle, les crimes reprochés incluent l'affirmation qu'un homme s'était donné la mort à Pékin en raison de la crise boursière, la falsification du nombre des victimes de Tianjin et la diffusion de rumeurs « séditieuses » sur les célébrations en Chine du 70e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale. Le Monde.fr avec AFP 31.08

La Chine comme la Russie compte de nombreux médias acquis à la cause des Américains quand ce ne sont pas des agents qu'ils ont recrutés, et dont la fonction est de déstabiliser l'Etat ou le gouvernement.

3- Arabie saoudite

- Le séisme pétrolier en Arabie - sahartv.ir

Riyad a fini par le reconnaitre : la chute de près de 50 pourcent du prix du baril le pousse à compresser ses dépenses

Selon deux sources anonymes citées par Bloomberg des experts travaillent en ce moment à Riyad pour rétrécir tant que faire se peut les dépenses budgetaires en 2016. Riyad risque de réduire de 10 pourcent ses recettes budgétaires estimées à 102 milliards dollars. "Riyad tentera pour autant de préserver le secteur public et ses fonctionnaires" "plus de 90 pourcent de l'économie saoudienne dépend des recettes pétrolières. Et la baisse de 50 pourcent du prix du baril ne va pas sans contracter les dépenses et ce d'autant plus que la guerre contre le Yémen a viré au cauchemar, faisant grimper les dépenses publiques. Le FMI prévoit un déficit budgetaire de 20 pourcent pour le royaume wahhabite. Ce déficit budgetaire ralentira le taux de croissance en Arabie saoudite, prédisent les analystes. sahartv.ir 30.08

Haut de page

Le 2 septembre 2015

CAUSERIE

Il est 14h07 à Pondichéry, d'ici demain matin on ajoutera une trentaine d'articles ou plus, j'ai pris le temps de les parcourir rapidement et il me reste à formater les adresses et une vingtaine de fichiers au format pdf.

Je ne peux pas mettre en ligne le dernier numéro d'Informations ouvrières parce que ma connexion est trop lente, je dois attendre le 5 septembre pour pouvoir le télécharger. Je ne vais tout de même pas débourser plus de fric, alors que personne ne veut soutenir financièrement ce portail, en dehors des 4 camarades qui m'ont versé 160 euros depuis le 1er janvier, il y a des limites à tout.

La crise grecque fait tomber les masques et alimente la réflexion du mouvement ouvrier. Qu'est-ce qu'être de gauche de nos jours, voilà une question qui sera de plus en plus amenée à régler nos comptes avec les opportunistes de tous poils.

Qu'on ne nous reproche pas de l'avoir posée trop tôt, puisqu'en réalité c'est la crise du capitalisme qui la pose et elle ne date pas d'hier ou du 13 juillet dernier, n'est-ce pas ?

L'imposture de la soi-disant gauche est en train d'éclater au grand jour, mais cela ne résoudra aucune question politique dès lors qu'aucun parti ouvrier n'incarne le socialisme et n'inspire confiance, comment le pourraient-ils, ils sont tous eux-mêmes en crise et en proie à des contradictions qui révèlent leur opportunisme...

On se marre bien en observant les contorsions auxquelles se livrent les uns et les autres : sortir de l'euro, oui, non, peut-être, pourquoi pas, et après... mais cela ne suffira pas, cela ne règlera rien, cela ne garantit rien. Faudra-t-il sortir de l'UE, oui, non, peut-être, pourquoi pas, et après... mais cela ne suffira pas encore. Il faut construire un rapport de force, à quel niveau, européen, voyons... avec qui, tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté, là les choses se gâtent sérieusement ou partent en vrille. Plus ils avancent dans cette voie, plus des questions surgissent qui les mettent en porte-à-faux, révèlent leurs propres contradictions, dévoilent leur véritable nature contre-révolutionnaire. Du coup il leur faut s'arrêter en chemin, c'est la pire des solutions évidemment car elle révèle leur inconséquence, leur charlatanisme, leur capitulation face au régime et à l'UE ou leur refus de les affronter...

Ils sont tous pleins de bonnes intentions, mais lorsque l'heure sonne de les mettre en pratique, il s'avère que c'était un leurre, une vaste tromperie ou fumisterie, car à aucun moment ils n'avaient envisagé et ils n'envisageront de se donner les moyens nécessaires pour appliquer la politique qu'ils prônent, pensez-vous il leur faudrait affronter le régime qu'ils ont toujours soutenu en réalité. Jusque là ils pouvaient faire illusion auprès de ceux qui étaient hermétiques à nos arguments ou qui étaient naïfs au point de les croire sur parole, dorénavant cette marge de manoeuvre est en voie d'extinction, les illusionnistes sont tout nus. On les attend au tournant pour les achever, s'ils ne chutent pas tout seuls au rythme où se développe la crise grecque, demain en Espagne et en France.

En guise d'épilogue. Au regard de tous les matériaux dont on dispose pour les caractériser, le fait que les militants ne s'en servent pas montre à quel point ils sont incohérents, inconsistants, c'est comme s'ils n'avaient eux-mêmes aucun principe et acceptaient de

se faire balader, ne tiraient aucune leçons des événements, des expériences qu'ils ont vécues, à croire qu'ils manquent de repères et qu'ils ont un niveau théorique misérable. Se sont-ils interrogés sur le sens de leur engagement militant ? Ce serait étonnant ou alors un jour seulement et puis plus rien au cours des années ou des décennies suivantes.

Il faut dire que toutes les interprétations que leur ont servies leurs dirigeants et qu'ils ont prises pour paroles d'évangile étaient faussées ou erronées, ce qui permet de l'expliquer en grande partie. Ce ne sera pas le cas en principe des militants qui se connectent depuis des années sur notre portail, en principe, en principe seulement, sinon ils auraient adopté un autre comportement à notre égard. C'est leur problème et non le nôtre. Ils ont rejeté en bloc toutes nos propositions, c'était leur droit. Maintenant qu'ils ne viennent pas nous dire que nous nous serions contentés de bonnes ou de belles paroles. On n'a pas tout essayé et c'est dommage.

Lu dans un article.

- "Nihil humani a me alienum put, rien d'humain ne m'est étranger, était la maxime favorite de Marx."

Le régime, l'UE, leur société, leur monde livré à la pire des barbaries ne peuvent que nous apparaître étrangers puisqu'ils n'ont rien d'humain ou le sont si peu, de moins en moins. Ils l'étaient par défaut sous la pression de la lutte de classe du prolétariat, qui seul demeure légitime pour le revendiquer

Pourquoi cette restriction ? Parce que les démocrates et les petite bourgeois ont une conception de l'humain sélective, ils ne sont pas dignes de confiance. Marcher séparément, frapper ensemble, c'est la seule association que l'on peut ou doit envisager avec eux sur des questions particulières.

La culture des illusions criminelles par des intellectuels de "gauche".

1- La première démarche ne serait-elle pas pour les gouvernements européens de cesser de jouer à l'apprenti sorcier au Moyen-Orient en attisant les conflits et de persuader leur allié étasunien de faire de même ? Deuxièmement, pour le plus long terme, le temps ne serait-il pas venu pour les dirigeants africains de se pencher sur le problème chronique de surpeuplement, source d'une migration à sens unique ? Rodrigue Tremblay - mondialisation.ca

2- Ce qu'il faut surtout, c'est que la gauche sorte la France de l'hégémonie néolibérale. Mauris Dwaabala - legrandsoir.info

---

ACTUALITE EN TITRES

Quand il n'existe pas de solution idéale au naufrage du capitalisme.

- Nouveau signe de faiblesse de l'économie chinoise, peurs sur les marchés - AFP

- La récession frappe le Canada - La Tribune

- La croissance de l'économie indienne ralentit plus que prévu - Reuters

- Le Brésil, septième économie mondiale, est entré en récession - AFP

- Le Dow Jones perd 2,81% et le Nasdaq abandonne 2,92% - Reuters

- Les Bourses européennes entament septembre en net repli - Reuters CAC 40 : le pire mois boursier depuis septembre 2011 - LeFigaro.fr

Le temps des regrets et la débâcle annoncée.

- Hollande regrette que la gauche française ne soit pas "mature" - Reuters

Elle était blette depuis longtemps et passer à droite pourtant, chut ! Vous aurez remarqué que parmi tous ceux qui s'en prennent à Hollande, au gouvernement ou au PS, aucun n'admet qu'ils sont de droite.

- Régionales : les socialistes craignent une déroute - LeFigaro.fr

À trois mois du dernier scrutin avant la présidentielle de 2017, la gauche, qui détient jusqu'à présent la quasi totalité des régions, redoute un nouveau vote sanction. LeFigaro.fr 01.09

- Trois ans après, Hollande regrette d'avoir supprimé la hausse de la TVA décidée par Sarkozy - Francetv info

Défense de la Ve République. Il serait trop compromettant de mettre en lumière les "convictions" qu'ils partagent.

- Mélenchon à Chevènement: non au "rassemblement des Républicains des deux rives" - AFP

Le co-fondateur du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon a sèchement refusé mardi le "rassemblement des Républicains des deux rives" que lui a proposé Jean-Pierre Chevènement avec Arnaud Montebourg et Nicolas Dupont-Aignan pour regagner les électeurs du Front national.

M. Chevènement a proposé une rencontre à l'Assemblée sur le thème "Europe et souveraineté" à MM. Montebourg, Dupont-Aignan et Mélenchon dans un entretien au Journal du Dimanche. Objectif: préparer "une alternative républicaine", avec également les philosophes Régis Debray et Michel Onfray. (Des nietzschéens qui n'ont rien à envier aux métaphysiciens néolibéaux qui pratiquent le négationnisme appliqué au développement de la civilisation humaine, qu'ils s'emploient également méticuleusement à déconstruire pièce par pièce jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien à part une confusion générale en guise de connaissance, en somme la théorie du chaos chère aux néolibéraux. - LVOG)

Le leader du Parti de gauche estime que ce rassemblement "des Républicains des deux rives" produirait de la "confusion" avec l'idée "selon laquelle tous les défenseurs de la souveraineté populaire seraient voués à se retrouver unis alors même que leurs convictions écologiques et sociales s'opposent en tous points".

"Je te propose de participer à la conférence européenne pour le plan B dont nous donnerons le départ, Oskar Lafontaine, Yanis Varoufakis et moi à la fête de l'Humanité", conclut M. Mélenchon en citant l'ancien co-président du parti anti-austérité Die Linke en Allemagne et l'ex-ministre de l'Économie grec. AFP 01.09

Propagande d'Etat nostalgie de l'Ancien Régime.

- Histoire de France : il y a 300 ans, le 1er septembre 1715, le Roi Soleil s'éteignait - Francetv info

-300 ans après la mort du Roi Soleil, le château de Versailles vous fait revivre les derniers jours de Louis XIV sur Twitter. Francetv info 01.09

L'Etat patron des patrons voyoux.

- L'Etat épinglé pour 50 000 emplois au noir - L'Express.fr

Le ministère de la Justice emploie à lui seul 40 000 personnes, selon un rapport d'inspection interministérielle pour l'emploi. L'Express.fr 01.09

Charlie business.

- Charlie Hebdo: Maryse Wolinski sortira un livre "contre-enquête" en janvier - AFP

Mais où sont donc passés les Charlie ?

- Délit d'opinion: KLM a banni la pianiste Valentina Lisitsa – Boycottez KLM - arretsurinfo.ch

Le 26 août la compagnie KLM a exclu la pianiste Ukrainienne Valentina Lisitsa de sa liste musicale de vol pour ses opinions politiques critiques à l'égard du régime de Kiev. Chacun peut réagir en achetant ses CD, en boycottant KLM, en partageant cette information. arretsurinfo.ch 01.09

Le régime turc aux abois.

- Turquie : la police réprime violemment une manifestation contre l'offensive anti-kurdes - LeMonde.fr

- Turquie : nouvelle offensive du régime d'Erdogan contre la presse - AFP

- Perquisitions en Turquie dans des sociétés proches d'un opposant - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Haro sur le Code du travail et l'ensemble du droit du travail encore favorable aux travailleurs !

- Faut-il réformer le Code du travail ? - Francetv info

- 39 heures par semaine : le Code du travail remis en cause ? - Francetv info

Smart a annoncé ce mardi 1er septembre qu'un référendum sera organisé au sein de l'entreprise afin de déterminer si un retour provisoire aux 39 heures se fera. Francetv info 01.09

Un think tanks néolibéral monte au front.

- Droit du travail: l'Institut Montaigne veut des accords d'entreprise plus forts que la loi - L'Express.fr

Depuis plusieurs semaines, la question du code du travail revient sur toutes les bouches, gouvernement, majorité, opposition mais aussi think tank comme l'Institut Montaigne dernièrement.

Donner plus d'importance aux accords d'entreprise plutôt qu'au code du Travail. C'est l'une des propositions que soumet le libéral Institut Montaigne dans le débat qui s'ouvre en ce moment sur le droit du travail.

Une étude du libéral Institut Montaigne préconise de faire primer les accords d'entreprise ou de branche sur le Code du travail. En effet, alors que le gouvernement multiplie les déclarations (tout en pesant les mots) le modèle actuel est jugé "peu performant" par les auteurs de l'étude.

Intitulé "Sauver le dialogue social: priorité à la négociation d'entreprise", l'étude dénonce "la construction législative, jurisprudentielle et doctrinale du droit du travail (...) historiquement datée". Le modèle actuel, "dominé par un État législateur encore omniprésent", a fait la preuve de son inefficacité et doit être révisé de manière radicale, selon l'Institut. (Le marché qui n'est évidemment "omniprésent" a fait preuve de son efficacité pour ceux qui en sont les porte-parole. - LVOG)

Faire de l'accord d'entreprise "la norme de droit commun"

Selon l'Institut Montaigne, la France devrait s'inspirer de ses voisins allemand, autrichien ou italien, où "une forte logique d'autonomie" est accordée aux partenaires sociaux qui "déterminent eux-mêmes la majeure partie des règles du droit du travail au niveau des branches, des régions ou des entreprises", affirme l'étude. En ce sens, il faut "revoir profondément la hiérarchie des normes en droit du travail", en faisant de l'accord d'entreprise "la norme de droit commun" régissant les relations de travail.

"Ce n'est qu'à défaut d'accord d'entreprise que l'on devrait appliquer les accords de branche, d'une part, et, d'autre part, qu'à défaut d'accord de branche et d'accord d'entreprise que les textes du Code du travail (lois et règlements) devraient s'appliquer", détaille l'institut.

Le gouvernement a fait savoir à plusieurs reprises qu'il envisageait de donner plus de place aux accords d'entreprise qu'à la loi, suscitant l'inquiétude des syndicats. Dimanche devant des militants du Parti socialiste réunis à La Rochelle, le Premier ministre Manuel Valls a ainsi appelé à "revoir en profondeur la manière même de concevoir notre réglementation" en matière de droit du travail, défendant le fait de donner "plus de latitude" aux employeurs et aux salariés "pour décider eux-mêmes". Un rapport du haut fonctionnaire Jean-Denis Combrexelle doit être remis en septembre pour faire des propositions en ce sens. lexpress.fr 01.09

Le patron de droit divin et le travailleur taillable et corvéable à merci...

Mais pour quoi tous nos acquis ou droits sont-ils si vulnérables ? Mais parce qu'ils figurent dans le cadre des institutions qui incarnent le régime dans lesquelles les dirigeants du mouvement ouvrier les ont enfermés et auquel ils sont soumis à défaut de le combattre, bref, parce que leur indépendance est une pure illusion ou escroquerie.

Soit le mouvement ouvrier correspondait à un niveau d'organisation élevé des travailleurs, auquel cas il était possible de les appeler

à se mobiliser en masse pour défendre leurs acquis ou droits, ce qui nécessitait évidemment d'avoir porté leur niveau de conscience à un niveau supérieur ou de situer leur combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme ou le socialisme, car on ne peut pas maintenir un haut degré d'organisation ou de mobilisation lorsque le combat pour des revendications démocratiques bourgeoise est une fin en soi, sans perspective politique, sans espoir de changer la société.

Soit le mouvement ouvrier organisé était incapable ou refusait de s'engager dans cette voie et il était amené à s'affaiblir au point qu'il lui deviendrait impossible de mobiliser les masses exploitées lorsque la classe dominante passerait à l'offensive contre tous leurs droits, sans qu'elles puissent s'y opposer efficacement pour avoir perdu de vue son droit à revendiquer un changement de régime.

En famille. Les barbares qui n'en seraient pas vraiment représentés à l'Assemblée nationale.

Laurent Fabius du PS défend Al-Nosra, la branche d'Al-Qaïda en Syrie, et Alain Marsaud député LR représente l'Emirat islamique ou à chacun ses barbares, l'esprit de la Ve République est sauvegardé.

- Selon ce député, Daech pourrait être "un élément stabilisateur" au Moyen-Orient - Le Huffington Post

Alain Marsaud, député LR des Français établis hors de France, estime en effet que le groupe terroriste pourrait contribuer à la stabilisation du Moyen-Orient, rapporte Le Lab.

Invité sur le plateau du Talk du Figaro ce mardi 1er septembre, celui qui est par ailleurs membre de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, explique en effet que les Occidentaux devraient peut-être regarder d'un autre œil l'autoproclamé État islamique.

"Je me demande même si Daech n'est pas un élément stabilisateur de la région", indique-t-il. Et ce dernier d'évoquer la création d'un "sunniteland"...

Alain Marsaud dit néanmoins regretter les méthodes du groupe jihadiste. "Ça se fait dans la violence, dans l'exagération, dans ce que certains appellent 'la barbarie' mais le terme est utilisé n'importe comment", a-t-il déclaré assurant que les pays de la coalition ont "besoin de cet État sunnite". Une relative indulgence des atrocités commises par Daech pour le moins déplacée au regard des saccages archéologiques, des viols, des exécutions ou autres abominations prisées par l'organisation islamiste. Le Huffington Post 01.09

- Etat islamique : nouveau témoignage d'une jeune femme devenue esclave sexuelle, "Ces hommes ne sont pas des humains" - Atlantico.fr

- Syrie: les jihadistes de l'EI "ont tué Palmyre" - AFP

En complément.

- La Coalition anti-Daech n'est qu'un grand mensonge (Al-Zohbi) - sahartv.ir

« La Coalition internationale anti-Daech était un grand mensonge dont la défaite a été prouvée à maintes reprises », a déclaré le ministre syrien de l'Information.

Devant une délégation politique néerlandaise et belge, le ministre syrien de l'Information, Omran Al-Zohbi, a appelé les pays européens à entreprendre des mesures au niveau social et parlementaire dans l'objectif de dénoncer les groupes terroristes. « Les groupes terroristes ne font pas de distinction entre les pays et tout retard dans la lutte contre les groupes terroristes leur permettra d'étendre leur champ d'opérations et d'influence », a déclaré Omran Al-Zohbi, avant d'ajouter : « La Coalition internationale anti-Daech était dès sa formation un grand mensonge dont l'échec et l'approche sélective ont été à maintes reprises approuvés par divers événements ». sahartv.ir 01.09

Guerre idéologique. Au nom de la femme devraient être bannis 95% de la population.

- En France, les bébés héritent majoritairement du nom du père - 20minutes.fr

Basée sur les statistiques de l'état civil, l'analyse révèle que si 83 % des bébés nés en 2014 portent le seul nom de leur père, cette proportion s'élève à 95 % pour les enfants nés au sein d'un couple marié. A l'inverse, seuls 7 % reçoivent uniquement le nom de leur mère. Un enfant sur dix porte les noms accolés de ses deux parents, comme le permet la loi depuis 2005. Cette transmission dépend du statut matrimonial des parents, de leur pays de naissance et aussi de leur région de résidence. 20minutes.fr 01.09

Cela signifie que 95 % de la population condamne la prétention du PS, de la pseudo-gauche et extrême gauche féminisées à bouleverser les rapports existant entre les sexes qui est le reflet des rapports sociaux en vigueur.

Que les rapports entre les hommes et les femmes réflètent les rapports entre les classes au profit de la classe et du sexe dominant est logique puisque nous vivons toujours sous le même régime. Que ces rapports se traduisent par des préjugés archaïques l'est tout autant, puisque c'est la classe dominante qui a montré l'exemple et les a inculqués à l'ensemble de la société.

La classe dominante considérant son pouvoir quasi héréditaire et ces rapports pour ainsi dire éternels, pour justifier et assurer la pérennité de son hégémonie sur les autres classes ou le reste de la société elle devait leur imposer.

Et si dorénavant les néolibéraux s'attaquent à ces rapports dans le cadre de sa stratégie du chaos, c'est uniquement pour déstabiliser, diviser et affaiblir toutes les classes qui résistent à leur politique, et lorsque des représentants des différentes classes y compris celle des capitalistes se rassemblent pour s'y opposer, ils font d'une pierre deux coups.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Japon

- Japon : forte mobilisation contre les lois de défense d'Abe - euronews.com

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans tout l'archipel comme ici à Tokyo pour s'opposer à une réinterprétation de la constitution pacifiste imposée après la Seconde Guerre mondiale par les Américains.

Une majorité grandissante du peuple nippon craint de voir son pays pris au piège d'un conflit lointain. Un attachement profond à la paix et un refus très net de la guerre comme l'explique cette professeure d'université : "si je devais décrire le Japon avec une phrase, je dirai "une nation pacifique". Il est inimaginable de détruire la paix, c'est irréaliste de jeter cette crainte sur cette nation".

"Le Japon ne doit pas devenir un pays qui mène une guerre et le Japon doit construire de bonnes relations avec ses voisins asiatiques", estime cette manifestante.

Le Premier ministre conservateur Shinzo Abe justifie son choix en mettant en avant les menaces croissantes qui entourent le Japon et ses habitants et le soutien éventuel à l'allié américain.

La montée en puissance de la Chine inquiète de plus en plus avec son budget militaire qui augmente à toute allure avec des différends qui opposent les deux puissants voisins, comme celui des îles Senkaku, des îlots inhabités contrôlés par Tokyo, mais revendiqués par Pékin. euronews.com 30.08

2- Syrie

- Sissi au secours d'Assad/Hezbollah? - sahartv.ir

Sissi aurait envoyé des armes, en Syrie.

Debka, site proche du renseignement de l'armée israélienne, ainsi que le "Jerusalem Post", prétendent que les relations Damas et Le Caire se seraient normalisées.

Dans deux rapports séparés, ces deux sources affirment que l'Egypte aurait envoyé, à trois reprises, des convois d'armements, en Syrie. "Le gouvernement égyptien a repris, secrètement, ses relations avec la Syrie, via la signature d'un contrat avec la Russie de Poutine. Sissi aurait expédié des missiles à Damas". Et Debka d'ajouter : "Le premier convoi d'armements contenant des missiles sol-sol serait arrivé, à Zabadani, ville stratégique, où l'armée syrienne et le Hezbollah combattent, depuis des semaines, les terroristes takfiris. «Les missiles en question et d'autres armements seraient arrivés, dans le port de Tartous, à bord de cargos ukrainiens. Ces cargos se seraient rendus, en Syrie, en provenance de Port Said.

Le Caire continue à s'opposer à la politique arabe contre la Syrie. L'Egypte s'oppose, aussi, à la poltique turque et israélienne, face à la Syrie".

Selon Debka, "la récente visite des dirigeants émirati, jordanien, en Russie, s'est soldée par les efforts de Bogdanov, censés pousser ces États à être plus flexibles". "Al-Qods al-Arabi" va, aussi, de son commentaire : " Sissi voit la Syrie et l'Egypte, dans le même camp contre le terrorisme. L'Egypte n'a pas interrompu ses coopérations sécuritaires avec la Syrie". Le journal se réfère, ensuite, au refus des Etats Unis de soutenir Le Caire, face au terrorisme, et le désir du Caire de se battre contre ce fléau, aux côtés des Syriens". sahartv.ir 01.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- L'intersyndicale appelle à la grève le 17 septembre contre la réforme du collège - 20minutes.fr

Plusieurs syndicats hostiles à la réforme du collège pour 2016 appellent les enseignants à une grève le 17 septembre, a-t-on appris mardi auprès du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. «La grève est actée dès aujourd'hui», a déclaré à l'AFP Frédérique Rolet, cosecrétaire générale du Snes. «Deux organisations ont demandé un délai pour consulter leurs instances sur une manifestation nationale en octobre», souhaitée par une majorité, a-t-elle ajouté, à l'issue d'une réunion de l'intersyndicale composée des organisations Snes-FSU, Snep, FO, CGT, Snalc et SUD.

Une nouvelle journée d'action...

1.2- - Rentrée scolaire : qui sont les enseignants ? - Francetv info

855 000 enseignants ont repris le chemin de l'école ce mardi 1er septembre au matin, mais qui sont-ils ? La plupart travaillent dans le public. 86% contre 14% dans le privé. Ces enseignants sont deux fois sur trois des enseignantes. On compte en effet 68% de femmes, pour 32% d'hommes.

Face aux élèves, ce sont surtout des quadras. Les 40-50 représentent à eux seuls 38% des effectifs. En primaire, un professeur passe 27 heures par semaine devant ses élèves. Dans le secondaire, son collègue certifié en passe 18, mais c'est sans compter le temps de correction des copies. Le salaire moyen des enseignants s'élève à 2 475 euros net mensuels, soit un peu plus de deux fois le SMIC. Cet écart avec le SMIC s'est réduit pour certains professeurs. Aujourd'hui, un enseignant certifié en fin de carrière gagne l'équivalent de 2,6 SMIC. Il y a 40 ans, ce même professeur gagnait un peu plus de 4,2 fois le salaire minimum. Enfin, 28% des professeurs de plus de 35 ans ont un conjoint lui aussi salarié de l'Éducation nationale. Enseigner serait donc un peu une affaire de famille. Francetv info 01.09

On comprend un peu mieux pourquoi le mouvement ouvrier et son avant-garde sont si gangrenés...

Haut de page

Le 3 septembre 2015

CAUSERIE

On a ajouté 61 articles, il en reste une vingtaine d'Arrêt sur Info à formater.

En attendant la causerie du jour cet après-midi ou demain matin.

Après avoir détruit les infrastructures de la Syrie, détruit son économie, ravagé son patrimoine culturel, massacréson peuple, le temps est venu d'organiser l'exode de sa main d'oeuvre pour empêcher la Syrie de se relever de cette épouvantable tragédie.

Et pendant ce temps-là les salopards de la pseudo-gauche et extrême gauche et autres parasites tiers-mondistes sans oublier les syndicats corrompus jusqu'à l'os qui soutiennent cette guerre impérialiste à laquelle participe le gouvernement français, volent au secours des réfugiés syriens en se faisant passer pour des internationalistes, alors qu'en réalité ils sont coresponsables de ce drame épouvantable qu'ils instrumentalisent en rivalisant de cynisme avec Hollande et les chefs d'Etat de l'UE.

Cette pourriture ne risque pas de dénoncer ceux qui organisent cette exode massive, les Américains avec la bienveillance de

leurs alliés occidentaux, puisqu'ils sont incapables de développer ou de leur opposer une politique indépendante pour soutenir leur entreprise contre le peuple syrien. Et après ils osent prétendre lutter contre l'extrême droite qui va profiter de cette situation dans toute l'Europe, alors qu'en réalité par leur silence ils s'en font les complices.

Du coup on peut comprendre l'audace de Sapir qui voyait bien réuni sous le même drapeau le Front de gauche et le Front national, il n'a fait en partant des faits que pousser à l'extrême le consensus qui existe de l'extrême droite à l'extrême gauche pour préserver le régime en place et l'UE.

Les ennemis du peuple syrien qui combat les armes à la main dans les milices populaires armées par l'Etat syrien pour sauver sa souveraineté, sont les ennemis du prolétariat international.

Une chose est certaine, si ces vendus n'avaient pas idolâtré et soutenu, encouragé l'immigration illégale, sans doute que les Américains n'auraient pas osé recourir à ce moyen qui alimente la xénophobie et dresse les peuples les uns contre les autres. Les Américains savent que le mouvement ouvrier est profondément décomposé et qu'ils peuvent le manipuler à leur guise, ils ont acquis de longue date une certaine expérience pour avoir détruit le mouvement ouvrier américain, celui en France et en Europe prend exactement le même chemin, il est sur la bonne voie.

Après plus de quatre ans et demi de guerre, trop c'est trop !

L'Unité populaire mérite bien son nom.

- Revenons sur les objectifs et les moyens de la gauche radicale. Dire que « ma meilleure amie politique... reste et demeura notre Constitution ! » (4), comme on peut le lire sur le blog de Panagiotis Grigoriou de la gauche de la 'gauche radicale', c'est vraiment se leurrer sur le sens des combats dans l'Histoire (5) et refuser de prendre la responsabilité de la rupture. C'est le retour à la case départ, la case Tsípras. Et en s'obstinant à donner des arguments là où il faudrait développer une force créatrice d'un monde nouveau on tourne en rond sans avoir rien appris des expériences passées. Car le pouvoir grec s'est heurté au mur à cause de cette conception 'institutionnaliste'. Et la gauche de 'gauche radicale' qui suivra en fera autant si elle reste dans cette voie. (6)

L'expansion d'une attitude de rupture par rapport au système économique et social pourrait apporter des solutions. Mais des solutions qui restent pour l'instant sont totalement invisibles pour ceux qui sont aveugles dans cette direction. faut-le-dire.over-blog.com 20.07

(4) http://www.greekcrisis.fr/2015/07/Fr0449.html#deb

(5) tant mieux si cela peut aider en certaines circonstances que d'avoir la constitution avec soi. Ce n'est pas une aide négligeable mais loin d'être notre meilleure amie ce serait plutôt une ...liaison dangereuse !

(6) Note ajoutée le 30 juillet 2015 > Antonis Ntavanellos : "Nous devons aussi penser à l'importance d'une forme particulière [de] gouvernance, qui envisage le gouvernement de gauche, non plus comme un moyen pour la poursuite de la lutte pour le but proclamé, pour notre but fondateur, mais comme une fin en soi ; même quand il nous conduit, ou il nous conduira rapidement, à nous trouver en conflit avec les intérêts et les besoins du monde du travail." Dans les propos de ce militant et cadre de Syriza le constat est clair : le gouvernement de la gauche radicale est dans l'impasse totale. Il ajoute assez lucidement : "Il est maintenant clair que ce programme ne peut être instauré que lorsqu'il est combiné avec une volonté de conflit, aussi bien face aux forces dominantes grecques et leurs institutions que face à l'UE, à la zone euro, au programme propre à l'euro." On est maintenant loin de la volonté de négociation et de conciliation avec la finance qui a prévalue pendant ces six derniers mois. Encore un effort... pour être révolutionnaire !

Haut de page

Le 4 septembre 2015

CAUSERIE

Pondichéry, 16h09.

On a ajouté 21 articles.

Gaucheritude ou l'art de tordre la réalité. Tout est possible sans rompre avec l'euro et l'UE, le capitalisme.

- Le bouleversement dans la représentations des possibles. - Jacques Généreux - legrandsoir.info 03.09

En fait un entretien retranscrit datant de 2012

Question d'un participant à une conférence (?) :

- Est-ce que ce vous n'êtes pas en train de nous dire qu'on pourrait sortir de l'application des traités sans quitter l'Union, sans quitter Maastricht, sans quitter l'euro ?

Jacques Généreux est un économiste qui a quitté le PG depuis.Nous avons mis en ligne cet entretien car en terme d'opportunisme c'est un modèle du genre. On pourra y puiser des arguments pour la rupture avec l'euro et l'UE, mais ce qu'on retiendra, c'est qu'effectivement cette rupture est inenvisageable sans s'appuyer sur le soulèvement révolutionnaire du prolétariat seul à même d'affronter et de vaincre la machine à broyer du capital et ses institutions.

Pour se détendre un instant.

Lu en page 3 du dernier numéro (367) d'Informations ouvrières (POI) : *Crise politique : tous les partis institutionnels sont frappés*... à croire que le POI en fait partie. Le reste est à l'avenant, on y reviendra dans les jours qui viennent quand j'aurai réussi à télécharger le numéro précédent plus volumineux.

La causerie du matin.

On ajoutera des articles dans l'après-midi.

Dialogue imaginé entre deux ouvriers plutôt arriérés comme on en rencontre beaucoup, à propos de l'afflux de réfugiés syriens.

Rappel, l'auteur de ce portail. est un ouvrier français immigré en Inde depuis août 1996 et vivant avec une femme indienne.

- Mais de quoi ils vont vivre puisqu'il n'y a déjà pas de travail ?
- Le gouvernement va les nourrir, loger, blanchir et leur filer du fric par dessus le marché.
- Et comme toujours c'est nous qui allons casquer.
- Pardi, qui tu voudrais que ce soi ?
- Ils vont peut-être leur filer un boulot.
- J'imagine d'ici la gueule du mec au chômage depuis trois ans et qui voudrait bien bosser.
- Il va avoir la rage.
- Et ce sera normal. Ils vont peut-êre aussi leur trouver un logement.
- Alors qu'il y a des millions de mal logés qui attendent un logement depuis des années.
- Eux aussi ils vont trouver cela dégueulasse qu'on les fasse passer en priorité.
- A chaque fois on nous dit qu'il n'y a pas de fric, pas de boulot et pas et logement, et hop d'un seul coup ils en trouvent, ils se foutent de notre gueule.
- Et comment !
- C'est encore un coup politique pour foutre la merde.
- Ils vont aller se faire foutre lors des prochaines élections.
- Et comment, plutôt deux fois qu'une.
- Ils nous prennent pour des cons et le plus fort c'est quils nous traitent de racistes quand on pose des questions.
- T'as raison, alors qu'ils font tout pour que les gens le deviennent et après ils leur reprochent.
- Ce sont des ordures de la pire espèce, si tu veux mon avis.
- Ils passent leur temps à nous mentir. Tiens d'ailleurs on se demande comment des centaines de milliers de personnes peuvent débarquer du jour au lendemain avec femmes et enfants à des milliers de kilomètres de chez eux, il y a un truc là-dessous, ça ne colle pas.
- T'as raison, je me suis fait la même réflexion avec Pauline.
- Ils veulent que les Français deviennent racistes qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.
- Il faut croire qu'ils y trouvent leur compte ces enfoirés.
- En attendant on continue d'en prendre plein la gueule pour pas un rond.
- C'est peut-être fait pour ça.
- Tu crois ?
- T'as une meilleure explication à proposer ?
- Non. En fait je n'y comprends rien, tout est embrouillé dans ma tête.
- Ca aussi c'est fait exprès pour mieux nous rouler dans la farine.
- Pour qu'on se foute sur la gueule tu veux dire. Tiens, c'est ce qui m'est arrivé hier avec mon fils.
- Avant toutes ces guerres il n'y avait pas ces problèmes-là.
- T'as raison, qu'est-ce qu'ils ont été foutre la merde dans tous ces pays-là sinon pour le pétrole ou je ne sais quoi.

- Ouais, c'est encore une histoire de pognon qui nous dépasse nous les petits.
- Un jour tu verras que c'est nous qu'ils enverront à la guerre.
- On a quand même du bol d'être épargnés, pour un peu on devrait les remercier.
- Ils ne demandent pas mieux.
- Qu'ils aillent faire la guerre où ils veulent je m'en tape finalement, mais je ne veux pas en subir les conséquences, j'ai déjà suffisamment de problèmes sur le dos.
- A qui le dis-tu !
- Finalement on se plaint toujours mais on n'est pas si malheureux que cela en France.
- T'as raison mais cela pourrait ne pas durer avec leurs conneries.
- D'ici là profitons des jours qui passent et on verra bien ce que nous réservera l'avenir.
- Tu vois ce que c'est de penser, on se fait du mal pour rien.
- T'as raison trinquons à nous et ne nous occupons pas du reste c'est trop triste.
- Santé !

Question : Pourquoi en France aucun parti ouvrier n'a-t-il pris l'initiative politique de mener une campagne nationale contre l'engagement de la France au côté des barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique en Syrie ? Pour ménager les gouvernements successifs depuis 2011 avec lesquels ils partageaient la même analyse en mettant un signe d'égalité entre Assad et ces barbares. On est ou on n'est pas internationaliste prolétarien ! Cela évite de réfléchir.

C'est marrant, quand il s'agit de syndicalistes, là ils trouvent les moyens de se mobiliser. Idem hier lorsqu'ils s'agissaient de militants de droite ou tous pro-capitalistes emprisonnés en URSS ou un de ses satellites. Mais là ils pouvaient bénéficier de la neutralité du parti de l'ordre et du soutien du PS qui menaient le même combat. Y avait-il des intentions inavouables derrière leur combat contre le stalinisme ? Chut ! C'est à croire qu'ils ont toujours pris les problèmes par le mauvais bout.

Dislocation d'un peuple.

La guerre menée par les Etats-Unis et ses alliés n'ayant pas suffit à vaincre le peuple syrien, sa dislocation planifiée a été conçue pour tenter d'atteindre cet objectif.

Essayons d'être succinct et précis.

S'agissant de l'afflux massif de réfugiés syriens, on est en présence d'un exode organisé par la Turquie pour affaiblir davantage l'Etat syrien, et justifier de nouvelles mesures contre Assad qui en serait responsable dans le but d'aboutir à la partition de la Syrie.

Situation entièrement fabriquée conformément à une stratégie élaborée pour favoriser les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique oeuvrant pour le compte de l'impérialisme américain et accessoirement ses alliés occidentaux sans oublier Israël qui en sont les seuls bénéficiaires, au détriment du peuple syrien qui en est la prinicipale victime et des peuples en Europe, qui en réaction à la grave crise sociale qui les frappent et contre laquelle ils sont incapables de faire face du fait de la corruption et de la division du mouvement ouvrier et de son avant-garde, sont implicitement encouragés à verser dans le racisme et la xénophobie et à pencher vers l'extrême droite qui leur tient le discours qu'ils veulent entendre, tout en ignorant ou en n'ayant pas conscience des arrière-pensées et des objectifs poilitiques qui en sont les tenants et les aboutissants.

- Migrations: l'espace Schengen "réduit en miettes", selon le MAE slovaque - AFP

L'espace Schengen de libre circulation est "réduit en miettes" par le flux incontrôlé de migrants sur le continent européen, a estimé mercredi le ministre slovaque des Affaires étrangères Miroslav Lajcak.

"En fait, Schengen est réduit en miettes. Les migrants passent absolument librement à travers les pays qui sont responsables d'en protéger les frontières", a déploré M. Lajcak.

"En temps normal, il est difficile d'obtenir un visa Schengen, alors que maintenant des dizaines de milliers de personnes y circulent sans aucun contrôle. Alors, est-ce qu'on a ce Schengen ou non?", a lancé le chef de la diplomatie slovaque, à l'issue d'une réunion du gouvernement de Bratislava. AFP 02.09

Précisons, espace Schengen soutenu par les républicains, les démocrates et l'ensemble du mouvement ouvrier, gauchistes et tiers-mondistes inclus, sans rire au nom de la libre circulation des hommes, comme si les auteurs de Schengen étaient animés de bonnes intentions à leur égard.

Situation entièrement fabriquée disions-nous, partant notamment du constat que des frontières terrestres réputées quasiment infranchissables hier sont devenues soudainement perméables ou des passoires ; chacun se souvient que les kurdes syriens réfugiés en Turquie s'étaient vus dans l'impossibilité de passer la frontière pour rejoindre Kobané livré aux carnages des barbares de Daesh, quand ces frontières terrestres n'ont pas compètement disparu pour favoriser l'immigration

illégale massive sur décision de l'UE, donc des multinationales ou du patronat. On fera le même constat à propos des frontières maritimes, sachant qu'une armada de navires de guerre des pays de l'OTAN stationnent en permanence en Méditerranée, sans parler de leurs satellites qui survolent cette région 24h/24, et qui sont en mesure de détecter tout déplacement dans cette zone ou à partir des côtes syriennes mais qui étrangement sont devenus aveugles. A eux seuls ces deux arguments que l'on peut appliquer à la Libye, suffisent à démontrer qu'on est en présence d'un plan mis en oeuvre par les Américains et leurs alliés.

- "Cette image fait le tour du monde, elle doit aussi faire le tour des responsabilités" estime Hollande - Atlantico.fr -

- Valls: la photo du petit Syrien mort noyé montre "l'urgence d'agir" - AFP

- Vallaud-Belkacem: la photo de l'enfant noyé "insoutenable" mais il faut la montrer - AFP

- NKM qualifie d'"insoutenable" la photo de l'enfant noyé et appelle à "l'urgence" - AFP

- Le sort d'Aylan émeut toute l'Europe jusqu'à David Cameron, très critiqué pour son manque d'implication dans sa gestion de la crise des migrants. Francetv info 03.09

- Erdogan accuse les Européens d'avoir fait de la Méditerranée «un cimetière de migrants» Libération.fr

On peut observer que les assassins des peuples syrien et irakien sont ceux qui se présentent comme leurs généreux bienfaiteurs ou sauveurs, tels Hollande, Cameron, Erdogan, etc. qui n'hésitent pas à exploiter cyniquement un élément de la tragédie que vivent ces peuples que leurs médias se sont employés à monter en épingle, pour finalement en faire supporter les conséquences pour ne pas dire en reporter la responsabilité sur les peuples de l'UE, dont ils fustigeront les préjugés qu'ils jugeront détestables, car divisés sur l'attitude à adopter face à ce déferlement d'étrangers sur le sol de leurs pays. Ils justifieront leur attitude en expliquant que le peuple syrien a été pris en otage par Assad qui serait à l'origine de cette guerre, argument mensonger, de manière à forcer les peuples de l'UE à condamner Assad et à adhérer à leur objectif qui était de le chasser du pouvoir, afin de poursuivre leur guerre contre la Syrie et parvenir à leur fin.

Le Figaro a confirmé ce qui vient d'être dit ou il a lâché le morceau à sa façon en titrant hier : "*La photo de cet enfant syrien «puise sa force dans le débat médiatique»*", alors qu'en réalité cette photo a été conçue pour alimenter un "*débat médiatique*" qu'ils ont déclenché eux-mêmes, qu'ils contrôlent, manipulent, instrumentalisent, exploitent politiquement.

Hollande a indiqué hier lors d'une conférence de presse de quelle manière il comptait exploiter l'émoi suscité par l'exode de ces populations en déclarant à propos de "*ces victimes futures si nous ne faisons rien*", donc en ayant en ligne de mire Assad qui selon lui en serait responsable: "*Je considère qu'aujourd'hui, ce qui a été engagé ne suffit plus. Il faut aller plus loin (…) Il est temps d'agir. Nous avons agi, nous allons agir*" (Francetv info 03.09), ce qui pourrait précéder une nouvelle offensive des puissances occidentales contre la Syrie, histoire d'y préparer psychologiquement la population française afin qu'elle y adhère.

Ils n'auront pas perdu de temps ou un sondage sur mesure commandé par le ministère de la Guerre.

- Les Français approuvent les opérations extérieures - LePoint.fr

Les opérations conduites par l'armée de l'air contre Daesh en Irak sont approuvées à 74 %, selon un sondage Ipsos commandé par le ministère de la Défense. LePoint.fr 04.09

On notera également que tous à l'instar de M. Le Pen axeront leur discours contre Daesh en épargnant Al-Nosra. La confirmation ci-dessous et plus loin.

Les masques tombent ou quand des barbares nous gouvernent.

- Ces nouveaux alliés qu'il faudrait peut-être se résoudre à accepter pour vaincre l'Etat islamique - Atlantico.fr

Un cran de plus dans le populisme et le cynisme a été franchi pour formater les consciences, les culpabiliser, les manipuler.

- Après le choc de la photo d'Aylan Kurdi, les initiatives se multiplient en France en faveur des réfugiés Francetv - info

- Ceux qui accueillent les migrants à bras ouverts - Francetv info

- Aide aux réfugiés: un site internet pour l'hébergement chez l'habitant - AFP

- En crise, la France se crispe et sa tradition d'asile faiblit - AFP

- Crise des migrants : la majorité des Français s'oppose à l'accueil de nouveaux réfugiés - Atlantico.fr

- 56% des Français opposés à l'accueil de migrants et réfugiés dans l'Hexagone - 20minutes.fr

- Migrations: la xénophobie profite de l'inertie de l'Europe - Slate.fr

- Migrants : la situation divise les Italiens - Francetv info

Diviser les travailleurs, alimenter la xénophobie et fournir sur un plateau un argument à l'extrême droite disions-nous plus haut, on en a la preuve ici.

- Marine Le Pen : «Daech, c'est la responsabilité de Sarkozy, BHL et Hollande» LeParisien.fr

LeParisien.fr - Donc, quand c'est Daech qui persécute, cela ne compte pas?

Le Pen- Mais Daech c'est la responsabilité de Nicolas Sarkozy, de Bernard Henri-Levy, de François Hollande.... C'est-à-dire de tous ceux qui ont contribué à déstabiliser ces pays et à permettre à la barbarie de prospérer. La responsabilité de nos dirigeants, c'est l'image de ce petit garçon mort. LeParisien.fr 03.09

Commentaires d'internautes

1- "Je ne l'aime pas mais elle a raison."

2- "C'est une réalité. Insupportable pour certains que ça soit Marine qui le dise. Mais c'est pourtant une réalité. Nous n'avions jamais eu d'immigrés Lybiens et Syriens avant que BHL aidé de ses potes Sarko et Hollande aillent tout détruire là bas."

3- "Madame le Pen . je ne peux pas la blairer, mais force est de constater qu'elle a raison sur les responsables de cette tragédie."

4- "Le pire c'est qu'elle a raison.

Bush a flingué l'Irak avec le succés que l'on sait.
Sarko a flingué la Lybie et c'est le souk désormais Daesh y est installé.
Hollande a voulu flinguer la Syrie et Daesh est installé.
Le drame de tout cela c'est que les politiques ne veulent pas se déjuger.
Or aujourd'hui, il n'y a pas 36 solutions sur l'échelle des salops en Syrie, Bachar est le moins pire, alors il faut l'aider à dégommer Daesh et les Djihadistes rebelles.
Je n'aime pas Poutine, mais lui a pris cette décision. il faut aussi savoir prioriser ses ennemis et prendre des décisions."

Leur propagande de guerre en titres.

- Rép. tchèque: polémique sur l'inscription de numéros sur les mains des migrants - AFP

- La police tchèque renonce à l'inscription de numéros sur les mains des migrants - 20minutes.fr

- En Hongrie, Viktor Orbán poursuit sa campagne anti-migrants - Libération.fr

- Hongrie : des migrants syriens, expulsés d'un train, refusent d'être emmenés par la police - Francetv info

- Des réfugiés débarquent par milliers au Pirée, pression accrue sur le nord de l'Europe - AFP

- Plus de 100.000 demandeurs d'asile arrivés en Allemagne en août - Reuters

- A la demande de l'Allemagne, l'Italie va renforcer les contrôles frontaliers - LeMonde.fr

- À Calais, des migrants ont bloqué les voies des Eurostar - Francetv info

- Migrants sur les voies de l'Eurostar : 700 passagers bloqués une nuit près de Calais - LeFigaro.fr

- Italie : 780 migrants débarquent en Sardaigne - euronews.com

- GB: La crise des migrants va peser sur le référendum sur l'appartenance à l'UE - AFP

- Les accords de Schengen au coeur de la crise migratoire - LeFigaro.fr

- UE: la Commission propose de répartir 120.000 réfugiés de plus - AFP

Qui a dit ?

- "*Je croyais que c'était le PS qui soutenait le gouvernement, pas le Medef. Il y a une crise politique : M. Hollande n'a pas la majorité pour faire une politique qui n'est pas celle qu'il a annoncée*"

Réponse : Alain Juppé hier sur France Inter.

C'est la preuve que le PS et Hollande sont mieux placés que vous et LR pour faire le sale boulot au côté du Medef, car ils profitent de la neutralisation du mouvement ouvrier en pouvant compter sur le soutien des dirigeants des syndicats, qui contrairement à vous monsieur Juppé sont de gauche comme vous nêtes pas censé l'ignorer, n'est-ce pas ?

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Le voile de l'imposture est tombé.

- Le mea culpa de Hollande réjouit la droite, consterne la gauche - Reuters

Minoritaire et illégitime, sans soutien populaire pour continuer d'appliquer son programme réactionnaire, Hollande et son gouvernement ainsi que le PS doivent se débarrasser de tout faux semblant et apparaître au grand jour tels qu'ils sont vraiment, des représentants du capital, ce qui leur vaudra en retour le soutien du parti officiel de l'ordre et du Medef avant qu'ils ne s'en débarrassent à leur tour.

Quant à ceux au sein du mouvement ouvrier qui ont troqué le socialisme au profit de la collaboration avec un parti aussi réactionnaire que le PS pendant plus de 50 ans, de quelle légitimité peuvent-ils encore se réclamer ?

N'oubliez jamais une chose : qui n'a pas de passé n'a pas de futur, donc refuser de se pencher sur la lutte de classe du passé de chaque courant politique, c'est se priver de se donner les moyens de résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui et s'interdire d'y trouver des réponses adéquates, cela revient à n'avoir aucun avenir, c'est être déjà mort politiquement.

Delors non plus n'était pas socialiste

- Cambadélis: Emmanuel Macron, "notre Delors à nous" - AFP

"C'est notre Delors à nous. Vous savez comment fonctionnait François Mitterrand avec Jacques Delors? Il en faisait un allié nécessaire pour les secteurs de l'opinion qui pouvaient être intéressés par ce qu'il disait", a commenté le responsable socialiste.

"Il n'est pas socialiste (...) mais il est dans un gouvernement socialiste", a-t-il rappelé.

"Je pense que c'est un homme qui parle à une partie de l'électorat, mais pas obligatoirement à tout l'électorat (...) Il faut qu'il parle, mais qu'il parle à bon escient et à ceux qui sont en capacité de l'écouter", a souligné aussi le Premier secrétaire du PS. AFP 02.09

On aura compris de quelle "partie de l'électorat" du PS dont il parle, celle des petits et grand bourgeois, des nantis en tous genres qui espèrent être épargnés par la politique antisociale du gouvernement ou qui ont lié leur sort à celui du capitalisme que représente le PS.

En complément. Et hop un sondage de circonstance !

- Hollande stable, Valls en baisse, Macron en hausse, selon un sondage - AFP

Recyclage des déchets.

- Placé, De Rugy et Bennahmias créent un nouveau parti: l'Union des démocrates et écologistes - 20minutes.fr

Intox.

- La polémique Combes illustre la difficulté de l'Etat à contrôler les abus des patrons - AFP

Cazeneuve ou la réaction assumée.

- Cazeneuve pour un fichier européen de passagers aériens avant fin 2015 - AFP

- Bernard Cazeneuve présent aux obsèques du gendarme tué dans la fusillade de Roye - LeFigaro.fr

La justice de l'Etat sioniste.

- Mort d'Arafat: les juges français rendent un non-lieu dans l'enquête pour "assassinat" - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Code du travail. En famille pour un autodafé

Ils en deviennent hystérique.

- Faut-il brûler le code du travail ? - LeMonde.fr

- Le Code du travail bientôt aux oubliettes ? - M6info

Attention sujet sensible : la réforme du Code du travail. Et une idée plutôt de droite commence à faire son chemin à gauche. M6info 03.09

- Les plaidoyers pour un code du travail à la carte se multiplient - AFP

Donner "la main" aux entreprises et salariés pour assouplir le code du travail: l'idée a fait son chemin. Pour avancer sur ce chantier très sensible, le gouvernement dispose des propositions de deux think tank, l'un réputé libéral, l'autre de gauche.

Le Premier ministre l'a redit dimanche: il souhaite "revoir en profondeur la manière même de concevoir notre réglementation" en matière de droit du travail, en donnant la possibilité aux employeurs et représentants des salariés de "décider eux-mêmes".

Pour cela, Manuel Valls attend d'ici la fin du mois les préconisations de la commission pilotée par l'ancien directeur du Travail Jean-Denis Combrexelle. Sans attendre, l'Institut Montaigne et Terra Nova ont versé cette semaine leur pierre à l'édifice. Tous deux appellent à secouer le droit du travail français en faisant primer l'accord collectif sur la loi.

"Renverser la hiérarchie des normes, c'est bien de cela qu'il s'agit", revendique le juriste Jacques Barthélémy, l'un des deux co-auteurs avec l'économiste Gilbert Cette de "Réformer le droit du travail", à paraître jeudi aux éditions Odile Jacob.

Dans cette réflexion menée pour Terra Nova, proche du PS, ils dressent le même constat que l'ancien garde des Sceaux Robert Badinter, qui avait relancé en juin le débat sur "l'obésité" du code du travail: la "complexité et l'abondance" du droit social actuel découragent les employeurs d'embaucher.

Pour "sécuriser" les employeurs, MM. Cette et Barthélémy prônent d'aller plus loin avec un accord collectif s'imposant au salarié. Celui-ci n'aurait plus son mot à dire que sur quelques "éléments substantiels absolus" de son contrat, tels que le salaire horaire et

le niveau de qualification.

La durée du travail et donc le salaire mensuel pourraient eux être modifiés sans son accord. Et en cas de refus, le salarié serait licencié pour motif "sui generis", et non économique.

Au Medef, on se "réjouit" de voir que "l'idée de privilégier les accords d'entreprise - proposée par une partie du patronat depuis longtemps - prospère". La sortie quasi simultanée des rapports "d'un think tank classé plutôt libéral et un autre de gauche" montre "une convergence gauche/droite", le signe que "le pays est mûr", souligne l'organisation patronale auprès de l'AFP.

"Il faut pouvoir faire de la norme sur mesure", "passer de la régulation par l'Etat à la régulation par l'accord", poursuit un responsable du Medef, repoussant les craintes de "dérégulation" exprimées par la CGT et FO.

Le numéro un de la CFDT Laurent Berger pousse lui à aller de l'avant car le code du travail est devenu "illisible".

"Il y a un besoin de régulation" et "il n'est pas interdit de dire que l'entreprise est un de ces niveaux (de régulation), à condition qu'on préserve une norme sociale minimale si l'entreprise ne joue pas le jeu de la négociation", estime-t-il.

Le sujet devrait animer la prochaine conférence sociale des 19 et 20 octobre. Ouvert à une négociation interprofessionnelle dans la foulée, le Medef encourage le gouvernement à ne pas reculer en cas d'échec car "il faut aller vite".

Manuel Valls devra pour cela convaincre sa majorité dont une partie a déjà exprimé ses réticences. AFP 02.09

En complément. Surenchère et quand les instituts de sondages entrent en piste.

- Gérard Larcher favorable à « la suppression des 35 heures » - Public Sénat

- Temps de travail : 71 % des Français prêts à laisser leur entreprise le fixer - LePoint.fr

Et qui était à l'origine de ce sondage manifestement truqué ? : Un sondage CSA réalisé pour Les Échos , Radio Classique et l'Institut Montaigne. Ceci explique cela.

- En Inde, 150 millions de grévistes à propos du code du travail - Reuters

Près de 150 millions d'Indiens ont répondu mercredi à un appel à la grève contre le projet de réforme du code du travail du Premier ministre Narendra Modi dans le cadre d'un plan de relance de la croissance économique qui marque le pas.

Le plan de relance gouvernemental suscite une vive hostilité et le chef du gouvernement a déjà dû renoncer il y a quelques jours à une réforme de la propriété foncière favorable aux entreprises, dont les détracteurs estiment qu'elle aurait fait du tort aux agriculteurs.

La grève d'une journée organisée mercredi à l'appel de dix grands syndicats visait spécifiquement le projet d'assouplissement du code du travail. L'association des Chambres de commerce et d'industrie indiennes a évalué à 3,3 milliards d'euros le coût des arrêts de travail. Des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont notamment éclaté à Calcutta, où une trentaine de personnes ont été arrêtées.

Le Premier ministre indien souhaite assouplir les conditions d'embauche et de licenciement pour stimuler l'emploi et relancer la croissance. Ses projets visent en outre à limiter le droit de grève, mais propose d'élargir la sécurité sociale à l'économie informelle, secteur composé de millions de petites entreprises au statut juridique flou. Reuters 03.09

Comment recenser des centaines de millions de travailleurs qui ne bénéficient d'aucun contrat de travail pour les taxer, voilà l'objectif de Modi car il se fout bien de leur sort. Même la plupart de ceux qui ont un emploi stable n'ont même pas de feuilles de paie, ils ne sont enregistrés nulle part, ils n'existent pas, ils n'ont aucun droit.

- Au Royaume-Uni, le nombre de "contrats zéro heure" ne faiblit pas - latribune.fr

Les contrats de travail extrêmement flexibles sont monnaie courante au Royaume-Uni. Mercredi 2 septembre, l'Office national de la statistique (ONS) estime le nombre de personnes employée dans le cadre d'un contrat dit "zéro heure" à 744.000, soit 2,4% de la population active, au deuxième trimestre, contre 624.000 un an plus tôt.

Pour rappel, ces contrats sont sans garantie d'horaire ou de salaire minimal. Ils sont particulièrement répandus dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, des services aux personnes et de l'éducation.

Une partie de cette hausse serait liée au fait que certaines personnes ont pris conscience du fait qu'elles étaient employées dans le cadre d'un contrat "zéro heure", explique l'ONS.

Car en réalité, toujours selon une étude de l'ONS conclue en s'appuyant sur le nombre de contrats et non les déclarations des salariés cette fois-ci, le nombre d'emplois offert aux conditions "zéro heure" avoisine les 1,5 million, selon les derniers chiffres de janvier.

En 2013, dans une étude publiée le 5 août, le Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD) affirmait qu'un million de personnes étaient employées via des contrats "zéro heure" au Royaume-Uni. Soit 3 à 4% de la masse salariale du pays. Les chiffres avancés par le CIPD, une association spécialisée dans les ressources humaines, étaient quatre fois plus élevé que celui calculé, en 2012, par l'Office national des statistiques.

Un chômage en baisse, mais une précarisation du travail qui progresse

Certains économistes expliquent ainsi le recul du chômage à 5,6%, -qui a baissé ces deux dernières années plus rapidement qu'ailleurs en Europe- avant tout par le développement des travailleurs indépendants et d'autres formes de travail sans garantie.

L'OCDE, bien que satisfaite des réformes économiques du gouvernement de David Cameron, observait dans une note en février que le marché du travail s'est fortement précarisé en raison de cette forte flexibilité.

La secrétaire général de la fédération syndicale Trades Union Congress, Frances O'Grady, a d'ailleurs déclaré en réaction à la dernière publication de l'ONS que "les contrats 'zéro heure' constituent un rappel douloureux du fait que le marché britannique du travail est à deux vitesses". latribune.fr 02.09

A qui la faute sinon aux dirigeants vendus du Trades Union Congress !

Une potiche en guise de ministre du Travail.

- Qui est Myriam El Khomri, nouvelle ministre du Travail ? - Francetv info

"J'avais des rêves d'être comédienne, de scène", confie-t-elle

La voilà désormais en charge de l'un des plus gros ministères, celui du Travail. Si elle est titulaire d'un DESS de droit public, elle n'est pas une spécialiste du droit du travail. Francetv info 02.09

Elle a le même regard et sourire miévreux que Belkacem, qui caractérise un égocentrisme et une ambition dévorante, qui suinte l'arrogance et le mépris, surtout la médiocrité.

Commentaire d'un internaute

- "Ce qui est fou, c'est qu'elle est ministre du travail sans jamais avoir travaillé de sa vie. Elle est passé de sa fac de droit à la politique : pas une seconde au turbin."

C'est la vérité, à 37 ans elle n'a jamais travaillé de sa vie et elle n'est pas la seule dans ce cas-là. Cela concerne également une partie des députés et des partis politiques, donc certains de leurs dirigeants ou permanents auront travaillé moins de 10 ans au cours de leur vie, on ne citera pas de noms, vous devez les connaître.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

- Grèce: Le parti de Tsipras dépassé pour la première fois par la droite dans les sondages - 20minutes.fr

Les Grecs interrogés se prononcent majoritairement pour un gouvernement de coalition, alors que l'ex-Premier ministre a appelé les électeurs à lui donner «un mandat fort, une majorité absolue»...

C'est une première. A dix-huit jours des élections législatives anticipées en Grèce, la droite est créditée d'une légère avance sur le parti de gauche radicale Syriza, dans un sondage diffusé mercredi soir sur la chaîne de télévision MEGA.

Le principal parti d'opposition, la Nouvelle Démocratie (ND-droite) recueille selon ce sondage 25,3% des intentions de vote contre 25% pour le parti d'Alexis Tsipras. L'ex-Premier ministre, qui a démissionné le 20 août, reste toujours populaire (41,9%). Mais le dirigeant de la ND, Vangélis Meïmarakis recueille désormais plus d'avis favorables (44,3%) que lui contrairement aux précédents sondages.

Les Grecs seraient favorables à un gouvernement de coalition

Les néonazis d'Aube dorée, dont les dirigeants et cadres sont poursuivis en justice pour des crimes, arrivent en troisième position avec 5,5%. Les dissidents du parti Syriza, qui ont formé le parti eurosceptique Unité populaire sont crédités de 4% des intentions de vote aux législatives anticipées, le troisième scrutin depuis le début de l'année.

Les personnes interrogées se prononcent également majoritairement pour un gouvernement de coalition (58,9%) alors qu'Alexis Tsipras, dont la démission après la scission de son parti a ouvert la voie aux élections anticipées du 20 septembre, a appelé les électeurs grecs à lui donner «un mandat fort, une majorité absolue». 20minutes.fr 02.09

Quel soulagement pour Tsipras, car figurer dans l'opposition parlementaire ce n'est pas mal non plus comme situation, à peu de choses près les prébendes se valent !

Japon

- Japon : forte mobilisation contre les lois de défense d'Abe - euronews.com

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans tout l'archipel comme ici à Tokyo pour s'opposer à une réinterprétation de la constitution pacifiste imposée après la Seconde Guerre mondiale par les Américains.

Une majorité grandissante du peuple nippon craint de voir son pays pris au piège d'un conflit lointain. Un attachement profond à la paix et un refus très net de la guerre comme l'explique cette professeure d'université : "si je devais décrire le Japon avec une phrase, je dirai "une nation pacifique". Il est inimaginable de détruire la paix, c'est irréaliste de jeter cette crainte sur cette nation".

"Le Japon ne doit pas devenir un pays qui mène une guerre et le Japon doit construire de bonnes relations avec ses voisins asiatiques", estime cette manifestante.

Le Premier ministre conservateur Shinzo Abe justifie son choix en mettant en avant les menaces croissantes qui entourent le Japon et ses habitants et le soutien éventuel à l'allié américain.

La montée en puissance de la Chine inquiète de plus en plus avec son budget militaire qui augmente à toute allure avec des différends qui opposent les deux puissants voisins, comme celui des îles Senkaku, des îlots inhabités contrôlés par Tokyo, mais revendiqués par Pékin. (Le budget de la Défense américain est de l'ordre de 610 milliards de dollars, alors que celui de la Chine est de 216 milliards de dollars pour une population quatre fois plus nombreuse. - LVOG)

Autre menace prise très au sérieux par les autorités nippones, la Corée du Nord et son régime dictatorial imprévisible qui pèsent sur toute la région. (Parce que les Etats-Unis avec toutes les guerres qu'ils ont menées en violation des lois internationales qu'ils avaient signé ne serait pas un "régime dictatorial". - LVOG) euronews.com 30.08

Syrie

- Syrie : les terroristes utilisent des obus de mortier "toxiques" - sahartv.ir

Les terroristes de Jeish al-Fatah ont fait usage d'obus de mortier « toxiques » lors de leurs attaques contre les habitants de Fawaa et de Kfarya.

Selon l'agence de presse iranienne Fars, les habitants chiites des deux cités de Fawaa et de Kfarya, dans la province d'Idlib, continuent de résister aux attaques des terroristes de Jeish al-Fatah.

Le quotidien syrien "Al-Watan" a rapporté que les membres du groupe terroriste Jeish al-Fatah ont eu recours aux substances toxiques pour briser la résistance des habitants de ces deux cités.

Mardi soir, les forces populaires qui résistent aux terroristes, venant d'occuper le village d'Al-Sawaqiya, ont brisé la ligne défensive des terroristes et ont saisi un char et une quantité d'armes et de munition des terroristes. Après l'attaque surprise des forces populaires, les terroristes ont rapidement quitté la zone. Plusieurs d'entre eux ont été tués lors de l'attaque des forces populaires syriennes. sahartv.ir 03.09

Yémen

- Les oulémas yéménites condamnent les crimes américano-saoudiens - sahartv.ir

L'association des oulémas du Yémen a condamné les attentats terroristes de mercredi soir à Sanaa, les qualifiant de complicité des terroristes avec les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. L'association des oulémas yéménites a publié jeudi un communiqué qui dénonce les liens entre le réseau des organisations terroristes avec le gouvernement américain, les services secrets des Etats-Unis et le régime de Riyad.

Le communiqué demande à l'armée et aux forces populaires yéménites d'intensifier leurs opérations sur le nord du nord en représailles aux agressions contre les villes et les populations civiles.

Par ailleurs, le Conseil de l'union des forces tribales a publié, à son tour, un autre communiqué pour condamner les attentats terroristes de mercredi soir à Sanaa, en appelant toutes les forces tribales du Yémen à s'unir et à résister aux agressions étrangères.

Au cours des attentats terroristes de mercredi soir contre un mosquée dans le nord de la capitale yéménite, des dizaines de civils qui s'y étaient réunis pour la prière collective, sont tombés en martyre. sahartv.ir 03.09

ECONOMIE

Communauté des Etats indépendants (CEI).

- Le dollar US supprimé des échanges économiques de la CEI - sahartv.ir

Le président russe Vladimir Poutine a remis à la Douma le projet d'un accord visant à supprimer le dollar américain des transactions économiques des pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Selon cet accord le dollar US sera supprimé sur les marchés des pays de la CEI, a-t-on appris de kommersant ru.

Cette question a été proposée auparavant par le président russe, sur laquelle se sont accordés un certain nombre des membres de la CEI.

De même le président russe a présenté à la Douma le projet de loi sur la suppression du dollar américain et l'euro dans les pays de l'union d'Eurasie et au Tadjikistan en vertu duquel les pays membres de cette Union et le Tadjikistan effectueront leurs transactions de devise sans avoir recours au dollar. Sur ce fond la Russie, le Kazakhstan, l'Arménie, la Biélorusse et le Tadjikistan se sont entendus de supprimer le dollar et l'euro dans leurs transactions commerciales et d'utiliser désormais une autre monnaie qui serait le rouble russe. sahartv.ir 02.09

Haut de page

Le 5 septembre 2015

CAUSERIE

Le mot du jour : Transformisme.

Rien à voir avec le darwinisme, bien que, plus proche du travestissement, du déguisement.

Les derniers développements de la situation en Grèce à 15 jours des élections législatives devraient vous passionner, si, si, sans jeu de mot douteux. Plus loin vous lirez un article de La Tribune qui devrait vous combler, je ne dis pas dans quel sens histoire d'entretenir le suspens... qui n'en est pas vraiment un comme chacun sait.

Citation du Grand Robert - À ses débuts, le transformisme partait d'un postulat, aujourd'hui démontré amplement : des espèces voisines (ou tout au moins ayant en commun certains caractères) doivent avoir une même origine. Issues d'une seule et même souche (et donc initialement identiques), elles ont peu à peu divergé au cours des temps. Le transformisme se fonde ainsi sur la notion de parenté qui rapproche certaines espèces et ressort des tableaux de classification. Jacques Ruffié, De la biologie à la culture, p. 27.

Tous les partis ouvriers ou qui prétendent exprimer les besoins des classes populaires ont été construits à la base par des intellectuels membres de la petite bourgeoisie ou appartenant aux classes moyennes, qui finalement vont s'avérer n'avoir jamais rompu avec leur classe originelle avec laquelle devaient se confondre leurs intérêts, puisque à part quelques exceptions ils vont tous finir par trahir la cause qu'ils prétendaient incarner.

L'étiquette de leur parti aura servi à camoufler pendant des décennies ou parfois toute une vie leurs véritables intentions ou leur imposture ou tout simplement les limites de leur engagement politique. Jusqu'au jour où la réalité les rattrape et les masques tombent. Il arrive que l'histoire s'emballe et que cela se produise plus rapidement qu'ils ne l'avaient prévu.

Ils se désolent : Leur propagande hystérique se retourne contre eux.

Grille de lecture.

Vous avez pu oberver qu'ils avaient opté pour une attitude décomplexée, Macron déclarant son amour pour le patronat, Valls pour l'entreprise (et Israël), Hollande pour les multinationales, Cazeneuve pour la police, Fabius pour les barbares du Front Al-Nosra, Le Drian pour tous les dictateurs de la planète pour leur refourguer des armes dès lors qu'ils sont des alliés des Américains, etc. Ils ont mobilisés l'ensemble des médias, leurs think tanks, leurs réseaux sociaux et toute une floppée d'intellectuels et d'"*experts*" qui en rajoutent une grosse couche quotidiennement dans l'espoir de venir à bout de la bête, nous quoi, le peuple opposé à l'oligarchie... La machine à broyer les masses (et leurs droits) en marche, à l'offensive sur tous les fronts social, politique, idéologique, psychologique, à croire qu'elle est réglée sur la planche à billets de la Fed et de la BCE qui ne connaît pas de répit.

Ils espéraient en agissant ainsi, qu'un tel matraquage viendrait à bout des résistances les plus coriaces, et finirait par démoraliser l'ensemble de la population qu'ils pourraient tondre par la suite comme des moutons. Eh bien c'est raté ! Il s'avère qu'elle en a profité pour prendre du poil de la bête et refuse de s'avouer vaincue d'avance en profitant d'une faille dans leur mécanisme bien huilé de corruption des consciences que Goebbels ou Friedman n'auraient pas renié.

C'était en fait méconnaître la psychologie de masse qui agit par mimétisme, et dont on ne peut pas toujours prévoir dans quelle direction elle va s'orienter ou comment elle va évoluer. Ils ont affiché un comportement décomplexé en se disant qu'en agissant de la sorte ils allaient faire plier les masses, les écraser littéralement, les masses les imitent en leur faisant un pied de nez, quelle audace, elles en ont plus que nos dirigeants soit dit en passant ! Elles profitent du peu de liberté dont elles disposent pour n'en faire qu'à leur tête en faisant mentir de Gaulle qui les prenaient pour des veaux.

Vous vous permettez bien des écarts ou excès, vous faites comme si nous n'existions pas, et bien nous aussi leur ont-elles rétorqué. Du coup ils en sont désemparés, horrifiés, un peu comme s'ils avaient pris soudain conscience qu'ils avaient épuisé toutes leurs cartouches en vain, et qu'ils pressentaient le moment arrivé où ils allaient prendre les prochaines balles, on comprend leur inquiétude.

Comme quoi au passage nous ne ramons pas dans le désert et notre travail ou ce portail sert quand même à quelque chose, à son modeste niveau j'entends. Je vous laisse lire un bref extrait de cet article savoureux de Slate.fr et on se retrouve plus loin.

- L'expression «théorie du complot» ne fait plus peur - Slate.fr

Apposer les termes «théorie du complot» à côté d'une idée ne rend pas les gens plus méfiants. Quand une personne évoque la piste de «théories du complot», on pourrait s'attendre, en toute logique, à une réaction de méfiance de la part de ses interlocuteurs.

Or, ce n’est visiblement pas le cas: l’expression «théorie conspirationniste», ce n’est plus ce que c’était! - Slate.fr 04.09

Mon dieu, mon dieu, c'est horrible, tout fout le camp, les gens ne respectent plus rien, la chienlit nous guette décidément ! Ils n'ont pas compris qu'ils inspirent la méfiance aux masses, ils se croyaient tout puissants et voilà qu'elles les rappellent à la réalité. Quelle cruelle désillusion le sort leur réserve !

Cela pourrait bien être le but recherché. Pourquoi ? D'une part parce que ce sont ceux qui dénoncent ces théories qui en sont souvent les auteurs, d'autre part parce qu'en y amalgamant des infos ou faits recueillies par des journalistes d'investigation qui se revendiquent indépendants, cela permet de les discréditer ainsi que leurs travaux de recherche de la vérité qui est le pire ennemi de la classe dominante, puisque c'est par l'ignorance dans laquelle elle maintient l'immense majorité de la population qu'elle peut la manipuler et appliquer sa politique, conserver son pouvoir.

Et comme ces théories sont dénoncées essentiellement par des médias aux ordres ou corrompus dont la population met de plus en plus en doute l'impartialité ou des représentants des partis institutionnels qu'elle rejette, il n'y aucune raison à ce qu'elle accorde davantage de crédit aux versions officielles que les uns et les autres leur servent qu'à ces théories qui les remettent en cause à tort ou à raison.

Ce retour de bâton qui frappe l'ensemble des médias (et le gouvernement) est la conséquence de la désinformation hystérique ou tapageuse et grotesque à laquelle ils se livrent en permanence, qui a pour fonction de relayer la propagande du régime et de conditionner la population pour qu'elle le soutienne ou adhère à la politique de ses représentants, ce dont de plus en plus gens prennent conscience en s'informant auprès d'autres sources, et quand nous vient spontanément à l'esprit pour le meilleur et le pire, on retiendra le meilleur qu'on ne peut pas nier ou effacer arbitrairement, ils en fournissent la preuve ici.

A force d'en faire trop, par exemple accuser quelqu'un (y compris un gosse!) de complotisme pour seulement avoir osé poser des questions que les médias (ou le gouvernement) n'avaient pas soulevées suite à un événement, ils ont perdu toute crédibilité et ils sont en train de se couper de pans entiers de la société, dont les membres essaient de penser par eux-mêmes pour comprendre la situation et agir dessus, ce qui pour la classe dominante représente un véritable cauchemar.

Pour déterminer quels sont les acteurs qui sont dignes de confiance et ne pas se faire manipuler par des illuminés ou des agents du néolibéralisme, on peut se fier à quelques critères.

Tout d'abord on doit savoir qui s'exprime et avoir des éléments biographiques sur l'auteur d'un article qui nous renseigneront sur sa personnalité et ses réelles intentions, le mieux c'est encore qu'il les affiche lui-même. Ensuite, il faut vérifier qu'il fournit les sources de ses informations pour que chaque lecteur qui le désirerait puisse les vérifier ou les recouper avec d'autres sources pour s'assurer de leur authenticité. Au-delà, toute affirmation doit être étayée, argumentée, tout amalgame doit être justifié, le lecteur doit pouvoir distinguer ce qui relève de l'interprétation des faits par l'auteur ou par une tierce personne qu'il cite dans un article des faits eux-mêmes, toute allégation ou supposition, spéculation ou projection devra être présentée comme telle et être accompagnée d'un minimum d'indices ou d'explications, pour que le lecteur n'en arrive pas à des conclusions hasardeuses ou qui iraient au-delà de ce que les faits portés à sa connaissance permettent d'entrevoir ou de diagnostiquer, de pronostiquer raisonnablement, bien que cette notion soit volatile, etc.

Ceux qui sont au pouvoir et leurs larbins en tous genres complotent en permanence contre la population en lui mentant, en lui cachant la vérité. Ils tronquent, déforment, falsifient à souhait la réalité, lorsqu'elle ne leur convient pas ou lorsqu'elle est nuisible aux intérêts de la classe dominante, lorsqu'elle révèle leurs réelles intentions, leurs véritables natures, celle du régime, et pour que les travailleurs ne prennent pas conscience que l'interprétation qu'ils leur servent ne correspond pas à la réalité ni à leurs intérêts, rien de tel que de proclamer théorie du complot toute question ou analyse qui favoriserait cette prise de conscience, tout fait qui y contribuerait s'il parvenait à leur connaissance ou s'ils en tenaient compte, de manière à ce qu'ils demeurent dans l'ignorance et ne rompent pas avec les institutions, le régime et ses représentants.

Quant à ceux qui estiment qu'il serait inutile d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience et qui n'ont que la lutte à la bouche ou des formules antédiluviennes à leur servir, les faits se chargent de démentir leur élucubration de fonctionnaires de la pensée.

ACTUALITE EN TITRES

Le capitalisme : un produit fini défaillant.

- Nissan rappelle 300.000 voitures aux USA, 28.000 au Canada - Reuters

- Fiat Chrysler rappelle des véhicules pour sécurité informatique - Reuters

Ils ont ajouté l'horreur à l'horreur pour faire fuir la population terrorisée et déstabiliser l'Europe.

- Un an de bombardements n'a pas ébranlé l'État islamique - LeFigaro.fr

- Migrants : l'Europe cherche des solutions - Francetv info

- Les pays du Nord restent opposés à l'accueil des réfugiés. - Francetv info

- Ces associations qui proposent aux Français d'héberger des réfugiés chez eux - LeFigaro.fr

Le comble du populisme et de l'abjection.

- John Kerry ému face au "Huffington Post" quand il évoque l'enfant syrien noyé - Le Huffington Post

- Migrants : le PS bat le rappel pour accueillir davantage de réfugiés - LeParisien.fr

- Fleur Pellerin annonce «un rassemblement pour changer de regard sur l'immigration» - LeParisien.fr

- Migrants : le Cardinal Vingt-Trois fustige ceux qui brandissent «l'épouvantail d'une invasion» - LeFigaro.fr

Leur société transformée en chasse à l'homme.

- La chasse aux automobilistes sans assurance est lancée - Francetv info

Le nombre d'automobilistes sans permis est en augmentation, celui des automobilistes sans assurance aussi. Francetv info 04.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand Libération rappel Le Figaro à l'ordre

Un conseil aux lecteurs en plusieurs étapes.

- Lisez l'article de Libération et arrêtez-vous avant le dernier paragraphe.

- Interprétez ce que vous venez de lire et gardez-le en mémoire.

- Ensuite lisez attentivement le dernier paragraphe et arrêtez-vous à nouveau.

- Demandez-vous ce qu'il faut penser du contenu du dernier paragraphe sans faire référence aux paragraphes précédents.

- Pour finir, reliez votre première interprétation à celle du dernier paragraphe et tirez-en une ou des conclusions.

- Ensuite seulement lisez mon explication, voyez si elle concorde avec la vôtre ou ce qui diffère entre les deux, si tel est le cas, sur quel point précisément.

Ce serait intéressant qu'à la suite de cette exercice vous nous livriez votre commentaire ou analyse, ce que vous en aurez retenu et s'il vous aura été utile ou non.

- Les Français opposés aux 35 heures, vraiment ? - liberation.fr

Un sondage laisserait penser que les salariés seraient contre la durée légale du travail. Une interprétation largement abusive.

Les Français pour la fin des 35 heures ? C'est le résultat fracassant d'un sondage publié ce vendredi par les Echos. Ou du moins son interprétation. Ainsi, selon le quotidien économique, «il n'y a pas d'équivoque», 71 % des personnes interrogées souhaitent «revenir sur la durée légale du travail, les fameuses 35 heures». Pas d'équivoque ? Justement, si… Car à aucun moment, dans ce sondage, n'est mentionnée la «durée légale», et encore moins «les 35 heures».

La question commandée par les Echos se limite en effet à demander : «Selon vous, faut-il laisser les entreprises fixer librement le temps de travail, par accord avec leurs salariés ?» Question qui, par sa formulation même, n'invite pas vraiment le Français lambda à répondre par la négative. Qui a envie de s'opposer au «librement», qui plus est «par accord avec les salariés» ?

D'autant que la proposition n'est pas très éloignée de ce que prévoit déjà la législation actuelle…

Mais à aucun moment, donc, le quotidien ne suggère de supprimer la durée légale. Ni n'explique, de surcroît – pour un public pas forcément au fait des arcanes d'un code du travail que tout le monde ou presque s'accorde ces derniers temps à juger incompréhensible –, ce que cette suppression entraînerait, à savoir la fin de la majoration (à 25 %) des heures supplémentaires pour ceux qui en font.

Nicolas Fert, de l'institut CSA, cité dans l'article, se sent même obligé de préciser: «toutes les personnes interrogées ne mesurent peut-être pas concrètement les conséquences dans leur cas particulier». On peut même imaginer - soyons fous - que certains envisageraient de négocier une durée du travail inférieure aux 35 heures... Tout en conservant, au niveau national, une durée légale à 35 heures. Ou encore de réclamer une durée supérieure, pour bénéficier d'heures supplémentaires majorées, comme c'est déjà le cas dans de nombreuses entreprises.

Bref, l'insertion de la formulation «suppression de la durée légale» ou encore «suppression des 35 heures» n'aurait peut-être pas changé le résultat final, mais elle aurait au moins permis d'en arriver à la conclusion qui en est aujourd'hui – prématurément – tirée. Jusqu'à la caricature pour le Figaro, qui a ainsi titré, sur son site web : «Les Français se disent prêts à renoncer aux 35 heures». Avec, en sous-titre : «Les sympathisants de droite comme de gauche accepteraient une modification de la durée légale du travail». Et le rédacteur d'imaginer, un peu plus loin dans l'article: le «sondage [...] montre que les Français eux-mêmes sont prêts à travailler davantage». Autrement dit, de la question initiale - «faut-il laisser les entreprises fixer librement le temps de travail?» - on en arrive aux «Français veulent travailler plus». Manip, quand tu nous tiens... liberation.fr 04.09

Cet article ne change rien à l'orientation réactionnaire de Libération qu'il a apparemment des difficultés à assumer, ce qui peut se comprend en prétendant pencher à gauche. Bien au contraire. Comment cela ? C'est simple à comprendre.

On observera que l'auteur de l'article ne prend ses distances avec l'interprétation du Figaro que pour mieux la reprendre à son compte, lorsqu'il dit qu'une formulation plus claire "n'aurait peut-être pas changé le résultat final", finalement il lui reproche d'avoir péché par excès de zèle et livré "prématurément" une conclusion qu'il partage et qui malheureusement s'avère si grotesque que tout le bénéfice qu'ils pouvaient espérer de cette opération tombe à l'eau.

Comment un acte de corruption a été requalifié en chantage.

- Le journaliste soupçonné d'avoir fait chanter le roi du Maroc conteste devant le juge toute «intention de chantage» - 20 Minutes

Commentaire d'un internaute.

- "*Accepter de ne pas publier un brulôt contre de l'argent, si ce n'est pas du chantage, c'est quoi ?*"

Non, cela s'appelle être corrompu.

Les journaliste Catherine Graciet et Éric Laurent ont admis avoir cédé à une offre financière alléchante ce qui en fait des corrompus, acte méprisable s'il en est qui n'était pas illégal ou susceptible de poursuite judiciaire. L'affaire aurait dû en rester là ou ne jamais éclater, sauf que le monarque marocain a voulu maquiller cette offre en chantage, afin de donner une tournure criminelle à cette affaire et que des poursuites soient engagées contre les deux journalistes, reste à savoir pourquoi.

Parce qu'ils ont refusé sous la menace de livrer leurs sources en échange de l'abandon de la plainte qu'il avait déposée contre eux, tout en persistant à vouloir publier leur livre.

En famille. Le masque de l'imposture est tombé, fermer le banc de la récréation. Personne ne réanimera le cadavre de la gauche réformiste.

Grille de lecture.

Ce qu'on a appelé la gauche caractérisait en fait des partis démocrates petits bourgeois réformistes liés au régime capitaliste et qui étaient étrangers au socialisme ou figuraient parmi ses ennemis, donc de la classe ouvrière dont le socialisme incarne les intérêts.

On appréciera à sa juste valeur l'entreprise qui a consisté pendant des décennies en France et dans tous les pays en Europe à vouloir associer ces partis réactionnaires au combat de la classe ouvrière pour mieux la trahir et l'asservir au capitalisme et ses institutions à l'arrivée, d'où leur accession au pouvoir un jour ou l'autre dans pratiquement tous les pays de l'UE, avant qu'ils ne soient relayés dans l'opposition parlementaire ou se retrouvent marginalisés ou menacés de disparition comme c'est le cas en Grèce par exemple, pour avoir trahi leurs engagements électoraux ou les illusions que les travailleurs avaient encore en eux ou le plus souvent, qu'ils avaient portés au pouvoir en désespoir de cause, en se disant qu'ils avaient fait le choix le moins pire,

pour s'apercevoir rapidement qu'en réalité ils allaient poursuivre et même amplifier la politique antisociale du parti officiel de l'ordre tournée contre eux.

Une fois le parti officiel de l'ordre disqualifié, son supplétif de gauche devait prendre le relais pour assurer la continuité des institutions et du régime, et une fois celui-ci à son tour rejeté par la majorité des travailleurs, il fallait à la classe dominante trouver une solution de rechange, c'est ainsi que naquirent les différentes moutures du Front de gauche en Europe, ne serait-ce que temporairement à défaut de mieux, de manière à ce que la situation rentre rapidement dans l'ordre ou que l'un des deux partis qui incarnent ses intérêts revienne au pouvoir, c'est ce à quoi s'applique Tsipras et Syriza dorénavant auquel qui le titre d'agents du capital n'était ni usurpé ni exagéré.

Les faits sont parfois cruels, car cet épisode traduit la faillite de la stratégie politique adoptée par la soi-disant avant-garde organisée de la classe ouvrière en direction de ces partis et des partis staliniens pendant 70 ans. On n'a pas fini d'en payer les conséquences désastreuses pour le prolétariat, puisque l'ensemble des partis ouvriers rejettent cette interprétation qui repose exclusivement sur les faits et la situation actuelle, qui se caractérise par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, la dislocation de l'avant-garde ouvrière, la profonde division du mouvement ouvrier, la démoralisation de milliers de militants qui ont cessé le combat sur le plan politique. On ne pourra pas faire l'économie de cet inventaire que vous le vouliez ou non.

- Grèce : Alexis Tsipras prêt à s'allier avec le Pasok - La Tribune

L'ancien premier ministre a affirmé être prêt à gouverner avec le parti socialiste si celui-ci se débarrasse de ses anciens ministres. Un tournant dans l'histoire de Syriza, effectué sous la pression des sondages.

C'est un tabou important que vient de briser Alexis Tsipras. Jeudi 3 septembre, pour la première fois, Alexis Tsipras a ouvert la possibilité à une alliance avec le Pasok, le parti social-démocrate, alliance qu'il excluait jusqu'ici. L'ancien premier ministre a cependant expliqué dans cette interview diffusée sur la chaîne de télévision Kontra TV qu'une telle alliance ne serait pas inconditionnelle. Pour s'allier avec Syriza, le Pasok devra se débarrasser de ses « poids » a indiqué Alexis Tsipras.

« Poids » qui chargeraient le Pasok

Quels sont ces « poids » ? Principalement l'ancien chef du parti, Evangelos Venizelos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères dans le gouvernement d'Antonis Samaras de juin 2012 à janvier 2015. Un autre « poids » cité par Alexis Tsipras est Andreas Loverdos, ancien ministre du travail de George Papandréou et de Lukas Papadimos de 2010 à 2012. En réalité, Alexis Tsipras voudrait s'allier avec un Pasok débarrassé de tous les ministres qui ont appliqué l'austérité réclamée par les créanciers entre 2010 et 2015.

Tournant

Jusqu'à présent, Alexis Tsipras refusait toute alliance avec les « partis de l'establishment », tant ceux qui avaient appliqué l'austérité, le Pasok et le parti conservateur Nouvelle Démocratie (ND), ainsi que le parti centriste To Potami (« la rivière »), poulain de Bruxelles et des oligarques grecs. Mais si son ambition officielle demeure de reconduire l'alliance avec le parti de droite souverainiste des Grecs Indépendants (ANEL), il doit s'adapter à une nouvelle réalité. Les dernières enquêtes d'opinion traduisent en effet un recul net de Syriza et semble considérer qu'ANEL aura beaucoup de peine à atteindre les 3 % des suffrages exprimés nécessaires pour entrer à la Vouli.

Incarner la stabilité

La situation est donc changée. Si Syriza arrive en tête, même assez largement, il n'aura pas de capacité à former un gouvernement. Sur sa gauche, ni le parti Communiste (KKE), ni les dissidents de Syriza de l'Unité Populaire ne sont des alliés possibles. En revanche, Nouvelle Démocratie peut compter sur une coalition quasi certaine avec le Pasok et To Potami s'il arrive à glaner les 50 sièges sur 300 promis au premier parti du pays. Si la droite arrive en tête, elle a donc plus de chance de former un gouvernement et c'est un argument que le leader de ND, Evangelos Meimarakis, n'a pas hésité ces jours-ci à souligner. La droite dispose donc d'un bonus à la stabilité. Or, dans une Grèce fatiguée par six mois de négociations et cinq ans d'austérité, c'est un argument qui peut peser lourd. Alexis Tsipras doit donc rééquilibrer sa position sur ce point. D'où son ouverture au Pasok qui pourrait être le prélude à un élargissement à To Potami, parti qui, après tout, n'a pas participé non plus à l'austérité des années 2010-2015.

Conditions de pure forme

Car, les conditions posées par Alexis Tsipras sont de pure forme. La future coalition au pouvoir après les élections du 20 septembre sera en charge d'appliquer le troisième mémorandum signé en août dernier par Alexis Tsipras. Vouloir s'allier avec un parti « vierge » de toute austérité passée est donc une simple coquetterie. D'autant qu'Evangelos Venizelos a quitté la tête du Pasok, confiée à Fofi Yennimata, une universitaire de 50 ans. Du reste, C'est aussi considérer que la ligne politique passée du

Pasok et son application depuis 2009 n'est que le fruit de certaines personnalités qui ont exercé le pouvoir. Mais Alexis Tsipras oublie que le Pasok est, comme Nouvelle Démocratie, un des piliers d'un système clientéliste qui a conduit la Grèce au bord du gouffre. Sans compter que c'est le Pasok de Konstantinos Simitis, premier ministre de 1996 à 2004, qui a poussé la Grèce à entrer dans la zone euro.

Vers une « pasokisation » de Syriza ?

En réalité, le Pasok n'a guère changé. Il reste un parti « pro-mémorandum » fondé sur une logique de clans. Fofi Yennimata est, d'ailleurs, la fille d'un des fondateurs du parti, Yiorgos Yennimata, cinq fois ministre sous Andreas Papandréou. Avec le Pasok, la volonté réformatrice de Syriza, qui constituait le cœur de son programme de Thessalonique d'août dernier, ne peut qu'être remise à plus tard. Plutôt que de changer réellement le fonctionnement de la société grecque pour la rendre plus égalitaire et plus juste, une telle alliance sera tentée, comme les précédentes, de s'en tenir aux objectifs comptables par le mémorandum et par la troïka. Cette ouverture d'Alexis Tsipras vers le Pasok traduit en réalité l'évolution de Syriza qui, en acceptant les conditions des créanciers, est entré dans le jeu « normal » de la politique grecque. Progressivement, les différences entre Syriza et le Pasok risquent de devenir très réduites. L'ancien parti des Papandréou a, lui aussi, tout en se proclamant de « gauche », appliqué une politique d'austérité dictée par les créanciers. Depuis le début de la campagne, le seul argument de Syriza est celui de défendre un gouvernement « de gauche » en Grèce.

Pari risqué

Ce mouvement d'Alexis Tsipras est donc fort risqué. Pour pouvoir prétendre à la capacité d'assurer la stabilité politique, il met en danger ce qui restait de fort dans le programme de Syriza, autrement dit sa capacité de parti « neuf », capable de rénover le pays et de le réformer réellement. Il prend donc le risque de rajouter de la déception à la déception. Or, l'électorat de Syriza est, selon une enquête de GPO, particulièrement déçu. La moitié seulement des électeurs de Syriza en janvier voteront à nouveau pour ce parti le 20 septembre. C'est le plus faible taux de mobilisation après celui d'ANEL. Il n'est pas certain que le « recentrage » de Syriza et son ouverture vers le Pasok séduisent davantage ces déçus.

Les dangers du transformisme grec

En Italie, il existe un mot pour désigner ce qui se passe en Grèce aujourd'hui : le transformisme. Ce phénomène traduit le recentrage de tous les partis et, une fois le débat électoral factice achevé, la réduction de la politique à la seule lutte pour l'occupation des postes de gouvernement. Ce transformisme a ruiné le parlementarisme italien du début des années 1920 et de l'après-guerre et a provoqué de forts mouvements protestataires. Sous la pression des créanciers, la métamorphose de Syriza est une dernière étape de ce transformisme. Mais la Grèce a besoin de tout sauf de cette évolution qui ne va conduite qu'à renforcer la méfiance envers l'Etat et à fragiliser la démocratie hellénique. Outre les conséquences économiques du troisième mémorandum qui s'annoncent désastreuses, ses conséquences politiques semblent également devoir être fort négatives. La Tribune 04.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Guatemala

- Guatemala : à l'avant-veille des élections, l'ex-président en prison - AFP

La campagne électorale au Guatemala s'est conclue vendredi dans un climat d'ébullition populaire tandis que son ex-président, tout juste démissionnaire, passera le week-end en prison avant d'être à nouveau entendu pour des soupçons de corruption.

Redevenu simple justiciable, Otto Pérez, accusé de diriger un vaste réseau de corruption au sein des douanes, a passé cinq heures devant le juge, après une première nuit en garde à vue.

L'ancienne vice-présidente, Roxana Baldetti, est aussi incarcérée dans cette affaire, accusée d'avoir touché, entre mai 2014 et avril 2015, 800.000 dollars en pots-de-vin et des cadeaux en nature, tout comme Otto Pérez, via un réseau qui aurait détourné 3,8 millions sur la même période.

Un scandale révélé grâce au travail en commun du parquet et de la Commission de l'ONU contre l'impunité (Cicig), unique au monde.

"Monsieur le juge, pour 800.000 dollars, je ne vais pas mettre en jeu (...) ma dignité", a clamé Otto Pérez, rappelant son parcours militaire, assurant de son honnêteté, mais refusant de répondre aux questions, pendant une heure.

Dans l'après-midi, le magistrat a suspendu l'audience jusqu'au mardi suivant, quand il décidera de son éventuel placement en détention provisoire.

D'ici là, l'ex-général de 64 ans restera à la prison militaire de Matamoros et ne pourra donc pas voter dimanche.

"Je me sens triste", a-t-il simplement répondu aux journalistes avant de quitter le tribunal.

Dimanche, au premier tour des élections présidentielle, législatives et municipales, les bureaux de vote ouvriront à 07H00 (13H00 GMT), avec 7,5 des 15,8 millions d'habitants appelés aux urnes. La campagne s'est officiellement arrêtée vendredi à la mi-journée.

Les premiers résultats devraient être connus après 21H00 (03H00 GMT lundi), les deux candidats à la présidentielle qui arriveront en tête devant se départager le 25 octobre.

"Voter, c'est faire que le Guatemala rugisse plus fort", proclament des affiches illustrées d'un jaguar dans les rues de la capitale, actuellement en pleine saison des pluies.

Le scrutin survient dans un climat inhabituel, des milliers de Guatémaltèques ayant réclamé, en vain, son report, tout comme ils exigeaient ces derniers mois le départ d'Otto Pérez, à la tête de l'Etat depuis 2012.

Ce dernier, dont le mandat courait jusqu'au 14 janvier, a finalement démissionné mercredi, remplacé par son vice-président Alejandro Maldonado, qui a reçu vendredi les honneurs d'un défilé militaire.

Mais les manifestants, qui protestent pacifiquement chaque semaine depuis avril, demandent d'aller plus loin, exigeant un changement de système politique.

"Dans ces conditions, nous ne voulons pas d'élections", scandaient, au son des tambours, 500 personnes réunies devant le tribunal, en majorité des indigènes en tenue traditionnelle, des militants des droits de l'homme et des étudiants.

Blanca Escobar, une indigène de 33 ans, confiait à l'AFP : "S'il y a des élections, tout va rester pareil, le cercle de la corruption continuera".

Dans une conférence de presse, la militante indigène Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix 1992, a salué "le moment historique que vit le Guatemala", mais prévenu qu'"il faut continuer à combattre l'impunité".

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, plaide quant à lui pour "un environnement pacifique" le jour du vote, dans un pays où 6.000 morts violentes sont enregistrées chaque année.

Signe d'un renversement de situation, l'humoriste Jimmy Morales, candidat de droite sans expérience politique, a pris la tête de la course à la présidentielle, selon un sondage publié jeudi.

A 46 ans, il est crédité de 25% des suffrages, dépassant Manuel Baldizon (droite, 22,9%), le favori jusqu'alors, et la social-démocrate Sandra Torres, ex-Première dame (18,4%).

Pessimiste, Manfredo Marroquin, directeur de l'ONG Accion Ciudadana, branche locale de l'organisation anticorruption Transparency International, rappelle que l'achat des votes est monnaie courante au Guatemala.

Les voix sont acquises via la distribution de sacs d'aliments ou des tirages au sort pendant les meetings, pour offrir des motos ou des bicyclettes à une population en majorité pauvre, raconte-t-il.

"La grande majorité des partis politiques n'ont (...) aucun plan concret" pour lutter contre la corruption, qui leur apporte "50% (de leur) financement", dénonce aussi Jonathan Menkos, directeur de l'Institut centraméricain d'études fiscales (Icefi). AFP 04.09

2- Tadjikistan

Stratégie du chaos. Opération déstabilisation à mettre au compte des Etats-Unis.

- Tadjikistan : huit policiers et neuf assaillants tués dans des affrontements près de Douchanbe AFP

Huit policiers et neuf assaillants ont été tués vendredi dans deux attaques près de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, les autorités accusant le vice-ministre de la Défense et l'opposition islamique modérée de les avoir organisées.

Une première fusillade a éclaté à l'aube devant "le bâtiment central du ministère de la Défense", à Douchanbé, puis une deuxième s'est produite devant un poste de police à Vahdat, à dix kilomètres à l'est de la capitale, a déclaré le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Jusqu'à présent, le bilan, établi par une source au sein de la police, faisait état de huit policiers tués et cinq autres blessés. Le ministère de l'Intérieur, qui n'avait pas souhaité alors confirmer des pertes dans ses rangs, avait indiqué que deux assaillants avaient aussi été tués.

Mais dans la soirée, les autorités tadjikes ont annoncé la mort de huit policiers et de neuf personnes ayant participé aux attaques.

Les assaillants tués "ressemblent à des civils mais il n'est pas exclu que parmi eux se trouvent des membres des forces de l'ordre", a déclaré à l'AFP le porte-parole de la police, affirmant qu'ils avaient été dirigés par le vice-ministre de la Défense Abduhalim Nazarzoda.

Au cours de la première attaque, M. Nazarzoda "a induit en erreur les forces du ministère de la Défense en les dupant de par sa position de vice-ministre de la Défense", explique le ministère.

Il "a participé activement et mené personnellement cette attaque terroriste du début jusqu'à la fin", a assuré le ministère tadjik de l'Intérieur, annonçant l'avoir relevé depuis de ses fonctions.

Au cours de l'attaque, le vice-ministre était accompagné de trois officiers de haut rang, a indiqué une source policière à l'AFP.

Sept assaillants ont été arrêtés mais l'ancien vice-ministre est toujours en fuite, a précisé le ministère, ajoutant qu'une perquisition avait permis de découvrir une cache d'armes à son domicile.

Selon le ministère, pendant la sanglante guerre civile entre le pouvoir pro-communiste et des rebelles islamistes qui a fait 150.000 morts entre 1992 et 1997, M. Nazarzoda combattait au sein de l'opposition unifiée qui réunissait démocrates et islamistes.

Toujours d'après le ministère, le vice-ministre avait ensuite obtenu un poste de haut-fonctionnaire à la faveur d'une amnistie prévue par des accords de paix signés en 1997 et ayant marqué la fin des combats.

Le ministère affirme que M. Nazarzoda a ensuite rejoint le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan (IRPT), seul parti islamique légal dans l'ancienne république soviétique.

Ce parti a été interdit la semaine dernière par les autorités qui l'accusent d'avoir des liens avec l'organisation Etat islamique. Après cette décision, les analystes avaient dit craindre une radicalisation de l'opposition.

Peu après les fusillades, les internautes tadjiks ne pouvaient plus accéder aux réseaux sociaux américain Facebook et russe Odnoklassniki, ainsi qu'à la plateforme de partage de vidéos Youtube.

"Même si nous ne savons pas encore ce que signifient ces événements, ils sont peut-être les signes avant-coureurs de violences à venir", a déclaré l'ambassade des Etats-Unis au Tadjikistan, annonçant sa fermeture.

Les autorités assurent que plus de 600 Tadjiks se sont rangés aux côtés de l'EI en Irak et en Syrie depuis son apparition.

Parmi eux, l'ancien responsable des forces spéciales de la police tadjike, le colonel Goulmourod Khalimov, a rejoint au printemps dernier l'EI en Syrie, et menacé le gouvernement de futures attaques. AFP 04.09

3- Syrie

3.1- Syrie : nouvelle victoire stratégiques de la Résistance? - sahartv.ir

Les forces de l’armée syrienne ont repris le contrôle des hauteurs stratégiques de Jab al-Ahmar à Sahl el-Ghab. Selon le rapport du journaliste de Farsnews depuis Damas, les avions de combat syriens ont pilonné intensément les positions des groupes terroristes de la coalition de Jaysh al-Fath dirigée par le groupe terroriste du Front al-Nosra, dans différents endroits de Rif d’Idlib et dans la localité de Sahl el-Ghab tuant des dizaines de terroristes dont des officiers turcs.

Des officiers turcs ont été blessés aux alentours de station électrique de Ziron, à Rif d'Idlib, et ils ont été transférés sur le sol turc via le point de passage de Bab al-Haway, ont fait part dans ce droit fil des sources bien informées. Les opérations de la force aérienne de l'armée syrienne sont intervenues alors que les forces terrestres de l'armée ont repris, lors des opérations dans la localité de Sahl el-Ghab le contrôle des hauteurs stratégiques de Jab al-Ahmar surplombant cette localité. sahartv.ir 04.09

3.2- Syrie: les militaires russes combattent à Lattaquié - sahartv.ir

Les militaires russes combattent aux côtés des soldats syriens, selon Times

A en croire le journal britannique Times les militaires russes se seraient directement engagés dans les combats en Syrie. Le journal se réfère à une chaine de tv syrienne et en diffuse des images pour etayer ses allégations. Ces images seraient tirées d' une vidéo de trois minutes mettant en scène un véhicule blindé, l'un des plus avancés que possède l'armée russe avec à son bord des militaires parlant russe. Selon Times, " ces militaires aideraient Bachar Assad à combattre les éléments armés sur les hauteurs de Lattaquié".

Times va jusqu'à suggérer que "les voix russes donnaient des ordres" . Le journal britannique insinuent evidemment l'implication directe de la Russie dans la protection de la bande côtière du nord de la Syrie où se situe le port de Tartous" sahartv.ir 04.09

4- Yémen

L'AFP est en deuil et ne le cache pas.

- Journée noire pour la coalition arabe dans la guerre au Yémen - AFP

Les Emirats arabes unis et Bahreïn ont perdu vendredi respectivement 45 et cinq soldats, leurs plus grosses pertes depuis qu'ils se sont engagés au Yémen dans une coalition sous commandement saoudien qui peine à venir à bout de rebelles chiites Houthis.

Depuis le début fin mars, des raids aériens de la coalition pour soutenir le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi face aux rebelles, les Emirats arabes unis ont perdu un total de 52 soldats.

Malgré cette tragédie, le prince héritier d'Abou Dhabi, cheikh Mohamed Ben Zayed Al-Nahyane, commandant en chef des forces armées, a souligné dans un tweet "la détermination" de son pays à poursuivre son "soutien aux frères yéménites contre l'injustice et l'agression".

Un deuil national de trois jours a été décrété aux Emirats, dont l'aviation a déclenché dans la soirée une série de raids contre des positions rebelles et des sites militaires à Marib, Sanaa, Saada (nord), fief des Houthis, et Ibb (centre), selon Wam.

La présidence yéménite a annoncé que cinq soldats bahreïnis avaient également péri dans l'explosion.

La crise yéménite a figuré au menu des entretiens du président américain Barack Obama avec le roi Salmane d'Arabie saoudite, qui effectue sa première visite officielle aux Etats-Unis depuis son accession au trône en janvier.

Issus de la minorité zaïdite chiite, les Houthis étaient partis il y a plus d'un an de leur fief de Saada, dans le nord du Yémen, s'emparant en janvier de la capitale Sanaa et progressant de manière fulgurante dans le reste de ce pays.

Les forces antiHouthis, aidées par les frappes de la coalition, ont repris ces derniers mois des provinces du sud et tentent de reconquérir notamment la capitale Sanaa.

Si le commandement des forces émiraties n'a pas précisé les circonstances dans lesquelles étaient morts les soldats, des sources militaires yéménites ont évoqué une explosion "accidentelle" dans un entrepôt de munitions sur une base militaire dans la région pétrolière de Safer, à quelque 250 km à l'est de Sanaa.

Des renforts militaires, dont des chars, d'autres blindés, des lance-roquettes, des démineurs, des transports de troupes ainsi que des hélicoptères Apache, avaient été convoyés cette semaine sur cette base par la coalition, ont dit ces sources militaires.

"Ces renforts en matériel mais aussi en hommes font partie des mesures prises dans le cadre de la contre-offensive des forces loyalistes et de la coalition pour avancer vers Sanaa", a expliqué l'une d'elle sous le couvert de l'anonymat.

Pour leur part, les Houthis ont affirmé avoir tiré un missile balistique de type Tochka sur "un camp militaire à Safer", "tuant des

dizaines d'officiers et de soldats parmi les mercenaires de l'agression saoudienne", une allusion à la coalition arabe.

Dans un communiqué cité par l'agence de presse Saba contrôlée par les Houthis, un responsable du ministère de la Défense à Sanaa a ajouté que les assaillants avaient touché des Apache, détruit des blindés "émiratis" et "incendié des dépôts d'armes".

Le ministre de l'Intérieur du gouvernement Hadi en exil, Abdo al-Houzaifi, interrogé par l'AFP, a affirmé que l'explosion à Safer était "accidentelle car les munitions étaient mal entreposées".

L'explosion a été provoquée par "la chute d'un missile sol-sol, tiré par les rebelles", a déclaré pour sa part à l'AFP une source militaire yéménite pro-Hadi.

Le ministre d'Etat émirati des Affaires étrangères, Anwar Gargash, cité par le quotidien Gulf News de Dubaï, a aussi évoqué la thèse d'un missile sol-sol.

L'aviation de la coalition a intensifié ses raids contre des cibles militaires à Sanaa, provoquant des explosions, cependant que huit rebelles ont été tués dans des combats avec des forces loyalistes à Baïda (centre) et neuf autres à Taëz (sud-ouest), selon des témoins.

Dans le même temps, les forces loyalistes, "appuyées par des hélicoptères Apache, ont bombardé dans la nuit des positions rebelles dans (...) la province de Marib où les Houthis disposent de poches de résistance", a déclaré le ministre de l'Intérieur. AFP 04.09

Le nombre de victimes des bombardements de cette coalitiion américani-saoudo-arabo-sioniste dépasse les 5.000 morts, dont la plupart sont des civils.

5- Arabie saoudite

- Arabie: le régime saoudien attaque Al Awamiya - sahartv.ir

Les medias locaux en Arabie font état des attaques sporadiques des forces de sécurité saoudiennes contre les populations d'Al Awamiya, région à majorité chiite de l'est .

Selon des cyber activistes saoudiens les forces de sécurité ??? auraient ouvert le feu sur les habitants. Le régime des al Saoud auraient tenté d'assassiner ce vendredi le frère d'un activiste politique assassiné repondant au nom de Abdellah al Madad. . Selon ce rapport toutes les entrées de la ville d'Al Awamiyah auraient été fermées ce vendredi. sahartv.ir 04.09

ECONOMIE

Chine

L'oligarchie pro-américaine à la manoeuvre en Chine ?

- La Chine sanctionne trois sociétés, coupables d'avoir fait plonger les marchés - latribune.fr

Des amendes de près de 453 millions de yuans d'amendes ont été infligées à trois sociétés chinoises, dont une liée à Alibaba, pour des actions illégales sur les marchés. Ces activités seraient, d'après le régulateur du marché chinois, à l'origine de la chute des Bourses, dont celle de Shanghaï.

Le régulateur du marché chinois a infligé des amendes à trois compagnies, dont Hundsun, liée à Alibaba, totalisant 453 millions de yuans (71 millions de dollars) pour s'être livrées à des "activités boursière illégales" qui seraient à l'origine de la chute des Bourses.

Une économie au ralenti

Cette démarche intervient au moment où les autorités chinoises déploient des efforts intenses pour renflouer les marchés financiers après que l'indice de Shanghai a plongé de 30% en trois semaines depuis la mi-juin après avoir progressé de 150% en un an.

La baisse continue des marchés vient se greffer sur des inquiétudes quant à un ralentissement de la croissance chinoise,

deuxième économie du monde, qui ont secoué les Bourses mondiales.

La Commission de régulation du marché des actions (CSRC) a également confisqué un total de 151 millions de yuans de "revenus illégaux" appartenant aux sociétés Hundsun Network Technologies Service Co, Mecrt Corp, et Hithink RoyalFlush Information Network Co, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Les dirigeants "avertis"

Ces trois sociétés avaient créé des systèmes permettant d'investir en Bourse sans s'identifier, ce qui leur permettait de réaliser des profits en fournissant "sciemment" des logiciels à des clients non avertis, a expliqué la CSRC. Ces agissements ont "durement perturbé le marché des actions", souligne-t-elle.

La CSRC avait lancé ses investigations en juillet. Elle a indiqué avoir infligé des amendes et averti les dirigeants des trois compagnies. La filiale du géant du commerce en ligne Alibaba Ant Financial détient 20% de Hundsun Technologies.

Hundsun Technologies a terminé en baisse de 3,14% à la Bourse de Shanghai tandis que, à l'inverse, Hithink RoyalFlush Information Network a gagné 2,19% à la Bourse de Shenzhen mercredi, dernier jour d'activité avant une fête chômée. latribune.fr 04.09

Haut de page

Le 6 septembre 2015

CAUSERIE

Quelques titres glanés sur le portail Panamza

Histoire d'exciter un peu plus nos détracteurs auxquels nous avons décidé de ne plus répondre.

Avertissement. Ce portail est animé par un antisioniste qui verse dans l'antisémitisme si j'ai bien compris. Mais au regard de son travail d'investigation ou la somme d'informations (sourcées) qu'il met à disposition, il serait dommage de s'en passer. Personne n'est obligé de partager son penchant, ses analyses ou ses conclusions.

- Thalys : la version officielle est contredite par le témoignage d'une passagère.

En réalité par tous les passagers à l'exclusion d'un seul qui a cru entendre quelque chose qui ressemblait à une détonation...

- Premier à décorer les « héros » du Thalys, le maire d'Arras co-dirige un puissant lobby américain.

- La nouvelle patronne de Thalys avait travaillé pour le renseignement militaire américain.

- L'étrange connexion d'Éric Laurent avec Kroll, la « CIA de Wall Street ».

Si j'ai bien compris, le fin mot de cette affaire serait que les sionistes se seraient servis de ce journaliste comme moyen de pression sur le roi du Maroc, pour qu'il ne soit pas tenté de prendre ses distances avec Israël ou de remettre en cause leur coopération. Car qui figure derrière Kroll, je vous le donne en mille ? Benyamin Netanyahou.

En fait l'accusation de chantage portée contre Éric Laurent devait servir à en camoufler un autre, les sionistes se sont servis de lui, à moins qu'ils l'aient acheté puisqu'on est en présence d'un journaliste véreux.

Parole d'internaute

- "Le seul argument qui va rester à la droite, c'est qu'il vaut mieux l'original que la copie...".

Idem entre l'extrême droite et l'extrême gauche.

Les Charlie étaient dans la rue en famille hier ou quand le drapeau du colonisateur français en Syrie et de

la Turquie d'Erdogan flotte sur la place de la République à Paris

- Un internaute : "*De telles manifestations contre l'État Islamique n'ont jamais été organisées dans les rues de France.*"

Et pour cause : pour le PS et Hollande et leur armée de valets de la pseudo-gauche et extrême gauche Assad ou Daesh, la République arabe laïque syrienne et l'Etat islamique c'est du pareil au même. Même la laïcité à laquelle ils se prétendent attachés est un principe bidon en réalité pour eux. Si vous prenez à la lettre leurs discours, vous n'avez pas fini de vous faire manipuler. Un exemple.

Dans Informations ouvrières (n°367 page 14) Marc Gauquelin a osé affirmer que feu P. Lambert "*a réussi ce qu'il s'était fixé pour objectif, c'est-à-dire sortir le trotskysme du ghetto, l'engager, l'implanter, en faire un élément constitutif de la classe ouvrière, de son mouvement*", alors qu'en réalité avec à peine 2.000 militants dont la plupart ont atteint ou dépassé largement l'âge de la retraite, il est demeuré marginalisé, ignoré par 99% de la classe ouvrière.

Lucien Gauthier s'illustrera par un tour de passe-passe qui consistera à faire passer le POI pour le parti de Lénine et Information ouvrières pour le journal du parti bolchevik, afin de justifier la stratégie adoptée par le POI-CCI autour de son journal, alors qu'en réalité le POI n'a rien d'un "parti ouvrier révolutionnaire" et ne contribuera jamais à sa construction, et il semblerait que plus d'un siècle plus tard il serait peut-être tant de se rendre compte que la société a beaucoup évolué et que la place du journal ne peut pas être la même qu'en 1902 : "*en 1902, dans Que faire ?, Lénine établissait la place du journal dans la construction du parti révolutionnaire, la place d'une organisation délimitée : non pas un parti fourre-tout, mais un parti organisé, un parti ouvrier révolutionnaire.*", l'antithèse du POI ou l'aveu que ces soi-diant courants n'existent pas ou se réduisent au sien, au CCI, et encore à la clique qui le dirige ! Bref, plus borné, névrosé, sclérosé, manipulateur, tu meurs ! Sans déconner, rien sur ces deux articles qui couvrent une page entière, il y aurait de quoi en écrire des dizaines, on a franchement mieux à faire.

Revenons à notre sujet du jour qui présente plus d'intérêt et que le POI occultera sans doute.

- Migrants: Plus de 10.000 personnes manifestent en France pour l'accueil des réfugiés - 20minutes.fr

«Pas en notre nom». Plus de 10.000 personnes se sont rassemblées samedi dans toute la France, et notamment à Paris, pour dénoncer les «politiques répressives» à l'encontre des migrants et soutenir les réfugiés en réponse à un appel citoyen lancé sur les réseaux sociaux.

Ce rassemblement, intitulé «Pas en notre nom - #RéfugiésMigrantsDignité», «est né d'une discussion sur Facebook, de gens qui se demandaient comment faire pour exprimer quelque chose spontanément (...) dire non aux politiques migratoires répressives qui conduisent à la mort de milliers de personnes et oui à l'accueil», a expliqué l'un des organisateurs, l'auteur et réalisateur Raphaël Glucksmann, fils du philosophe André Glucksmann.

L'appel sur Facebook de ce collectif citoyen a été relayé par plusieurs associations, comme SOS Racisme ou la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra).

Des représentants de partis de gauche, socialistes, communistes et écologistes, avaient annoncé leur intention de se joindre à la manifestation. Le Front de gauche, le Nouveau Parti anticapitaliste et le syndicat étudiant Unef étaient également présents. 20minutes.fr et AFP 05.09

- Raphaël Glucksmann : "Oui, il faut accueillir les réfugiés" - msn.com

L'instrumentalisation de l'immigration est une constante du mouvement ouvrier et de son avant-garde ayant pourris de l'intérieur au même rythme que le capitalisme et le dernier épisode ne fait que le confirmer.

Pour justifier leur position politique, ils se livrent à un amalgame entre les différentes périodes depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours marquées par un important flux migratoire vers l'Europe subi ou souhaité par les différents Etats dû à des causes diverses comme les guerres de rapines ou coloniales et le besoin de manoeuvres ouvrières pour répondre aux besoins du développement du capitalisme.

Confusion extrême ou quand le révisionnisme qui oscille entre opportunisme et gauchisme mène à la pire collusion avec la réaction.

Aujourd'hui il s'agit de tout autre chose. Ce qu'ils ne veulent et ne peuvent pas admettre pour avoir adopté la même interprétation de la situation en Syrie et la même position que le camp de la réaction (PS, EELV, UDI, MoDem, LR) qui exige le départ d'Assad qui laisserait la voie libre aux barbares d'Al-Nosra ou de l'Emirat islamique, selon que Washington mise sur l'une ou l'autre de ces organisations de mercenaires sanguinaires pour réaliser ses objectifs, et se traduirait par le chaos à durée indéterminée pour le peuple syrien qui serait ainsi sacrifié, bref, pour avoir adopté la version de l'impérialisme américain de 2011 qui consistait à affirmer qu'Assad porterait la responsabilité de la situation en Syrie pour avoir réprimé violemment une révolution pacifique

ou modérée, et que l'apparition d'Al-Nosra et de Daesh en serait la conséquence, dont l'exode d'une partie de la population en contact ou sur la route de ces barbares, ils ne peuvent plus faire marche arrière ou se déjuger, et ils ne peuvent que s'embourber davantage dans leurs contradictions qui les amènent logiquement à soutenir une entreprise pilotée depuis Washinton et Ankara, qui consiste à déstabiliser les Etats de l'UE pour que leurs dirigeants cèdent aux exigences américaines, augmentent leur budget militaire et s'engagent davantage au côté des Américains dans cette guerre contre les peuples du Proche-Orient, voilà ce que le mouvement ouvrier et son avant-garde (sic) cautionnent.

Hier ils en sont logiquement arrivés à manifester à l'appel d'un porte-parole du néolibéralisme ou de Washington, un clone de BHL, Raphaël Glucksmann, membre du think tanks néoconservateur Cercle de l'Oratoire.

- Pour leur première action (du Cercle de l'Oratoire - LVOG), ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre ». (Le Monde du 8 novembre 2001)

- « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'anti-américanisme qui régnait en France au lendemain du "11-Septembre". Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« "Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006)

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce. Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- « Ce qui m'a toujours plu chez Bernard, comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (La Croix, 18/09/2012)

Ils ont manifesté au côté de ce chien mêlé au gouvernement néonazi de Kiev, jugez plutôt.

ojim.fr - ... membre des différents cercles néo-conservateurs français (Cercle de l'Oratoire, revue Le Meilleur des Mondes) qui soutiennent la politique belliciste des États-Unis dans le monde (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, Géorgie, Ukraine, etc…) ojim.fr

wikipedia.org - Il est l'époux d'Eka Zgouladze, vice-ministre de l'Intérieur puis ministre de l'Intérieur en Géorgie sous la présidence de Mikheil Saakachvili . Après avoir reçu la nationalité ukrainienne en décembre 2014, elle est nommée quelques jours plus tard vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk.

Raphaël Glucksmann est présenté comme un des « conseillers officieux » du président géorgien Saakachvili , qu'il a interviewé pour un livre paru en 2008. wikipedia.org

Précisons, Saakachvili marionnette de Washington nommé gouverneur d'Odessa par Porochenko. Odessa où des dizaines de militants ouvriers avaient brulé vifs ou avaient été exécutés par les milices fascistes du régime ukrainien il y a un peu plus d'un an.

Hier ils ont manifesté à l'appel des assassins de ces militants ouvriers, voilà où ces soi-disant trotskystes ou révolutionnaires en sont arrivés, en fait des aventuriers, des charlatans, des imposteurs qui militent pour défendre uniquement leurs propres intérêts corporatistes.

ojim.fr - ...le premier ministre géorgien Irakli Garibachvili, « il est bien dommage que des personnes [Zourab Adeïchvili et Ekaterina (Eka) Zgouladze] que nous poursuivons en justice et qui sont recherchés par Interpol se soient confortablement installées dans le gouvernement ukrainien. Cela ne tardera pas à nuire aussi bien au gouvernement qu'à l'image de marque de l'Ukraine. » (« Tbilissi reproche à Kiev de promouvoir des personnes recherchées par Interpol », fr.sputniknews.com, 20/12/2014).

ojim.fr - Raphaël Glucksmann et sa femme Ekaterina "Eka" Zgouladze ne sont pas américains et pourtant ils ont systématiquement suivi et mis en œuvre dans leurs responsabilités au sein des gouvernements géorgiens ou ukrainiens, dans leur activité militante (Étude sans frontière) ou médiatique, la ligne politique des États-Unis.

On n'a pas le temps de se pencher sur tous les partis aussi on se contentera de deux exemples.

GMI - "Liberté de circulation, d'installation et d'emploi pour tous les travailleurs migrants et leurs familles !".

D'un côté ils partagent la politique de Hollande et son gouvernement qui est responsable de la guerre en Syrie et qui s'était prononcé en faveur du bombardement de ce pays à l'instar de l'Afghanistan, de l'Irak et de la Libye, mais aussi de la situation en France avec ces 6 à 8 millions de chômeurs, ces plus de 3 millions de mal logés, ces 120.000 clochards renommés SDF, etc. De l'autre, ils réclament que le gouvernement fournisse un logement et un emploi) ces dizaines de milliers de migrants manipulés depuis Washingtion.

On assiste donc à une fuite en avant effrénée dans le populisme et le cynisme, imitant les représentants de la classe dominante.

NPA - Quotas : poker menteur sur le dos des réfugiés 04.09

Extraits. "Parce que, depuis quelques mois, la donne des politiques migratoires a radicalement changé. Jusqu'alors, les variations plus ou moins subtiles autour du thème unique «maîtrise des flux» suffisaient à donner le ton. Mais voilà, l'enchaînement des événements – guerres, massacres, persécutions – induit par un désordre mondial croissant fait que le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants qui se pressent aux frontières de l'Europe parce que, pour tout simplement survivre, ils n'ont pas d'autre choix a littéralement explosé. Les digues ont craqué.

Il n'y a donc dans la situation actuelle qu'un motif d'espoir : le début de revirement de ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion. A nous de faire que de l'émotion à l'indignation et de l'indignation à la révolte, la prise de conscience se fasse que ce sont bien les frontières qui tuent. "

Les menteurs ne sont pas toujours ceux qu'on croit. Sur une photo qui illustrait un article de 20minutes on pouvait apercevoir distinctement des drapeaux du NPA hier lors de la manifestation parisienne des néoconservateurs, donc ils ne pourront pas dire par la suite qu'ils n'en étaient pas.J'ignore la liste complète des partis ou organisations y ont participé.

Ces abrutis du NPA n'ont manifestement pas compris ou plutôt ne veulent pas comprendre, que le "revirement de ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion" était justement l'objectif de cette manipulation planifiée depuis Washington, pour que la population soutienne le chef de guerre Hollande qui devrait annoncer l'amplification de l'engagement militaire de la France au côté des Américains contre la Syrie et son peuple qui combat pour sa souveraineté.

Et ce sont les mêmes qui scandent qu'il n'y a pas d'argent pour l'école ou l'hôpital alors qu'il y en a pour la guerre... que le NPA soutient !

La désinformation à la base de cette opération.

- Aylan et sa famille, morts d'avoir voulu fuir la guerre - L'Obs

Vraiment ?

Témoignage de la tante, Fatima, du garçonnet mort noyé quand ses parents ont voulu passer de Turquie en Grèce (Kos).

C’est le Wall Street Journal qui révèle que la famille Kurdi ne fuyait pas la guerre. Elle vivait déjà depuis trois ans en Turquie, et le père des enfants voulait aller en Allemagne se faire refaire les dents dans un 1er temps, ils n'avaient pas eu de visa pour aller au Canada.

Jeune syrien mort noyé, son père voulait des implants dentaires...
https://www.youtube.com/watch?v=FPr2WOGSMtI

Guerre psychologique et conditionnement des masses. Ils ont assurément de la suite dans les idées.

- Lutte contre Daech : Paris envisage des frappes aériennes en Syrie - LeParisien.fr

La décision a été prise ce vendredi en conseil restreint de défense à l'Elysée : Paris envisagerait de mener des frappes aériennes contre les jihadistes du groupe Etat islamique en Syrie, selon une information du «Monde». «Il ne serait pas aberrant d’avoir de la continuité dans notre action, là où on équipe, on forme, on soutient par ailleurs des forces», a expliqué au Monde une source de haut niveau.

Fruit d'un processus nécessairement long, étant données ses implications logistiques, cette option de frapper en Syrie interviendrait en pleine crise des migrants, dont les drames humains ont trouvé un écho particulièrement fort cette semaine auprès des citoyens. Ce samedi, des manifestations sont ainsi organisées dans tout le pays. Cet élan de solidarité a été précipité par la diffusion jeudi d'une photo de Aylan, un enfant syrien de 3 ans retrouvé mort sur une plage turque.

Reste à connaître l'échéance des premiers raids de l'aviation française. Reste surtout à savoir quel sera le sentiment des Français quant à ces opérations. LeParisien.fr 05.09

Cette opération s'inscrit manifestement dans la continuité du 11 septembre 2001 et du 7 janvier 2015, et comme l'ensemble du mouvement ouvrier et de son avant-garde ont soutenu les versions officilelles qui nous avaient été servies, il est normal

qu'ils récidivent et soutiennent une nouvelle fois le régime. Exagère-t-on lorsqu'on affirme qu'ils sont tous corrompus ? Ils n'ont de cesse d'en faire la démonstration, de plus en plus ouvertement plus les manipulations auxquelles se livrent le PS et le gouvernement s'avèrent outrancières.

L'Agence Française de propagande de l'Otan récompensée pour avoir mis la main à la pâte.

- Perpignan: le photographe de l'AFP Bülent Kiliç Visa d'Or News - AFP

Le photographe de l'AFP Bülent Kiliç a été récompensé du Visa d'Or News samedi à Perpignan pour son travail sur le passage de réfugiés à la frontière turco-syrienne en juin. AFP 05.09

Il y a quelques mois c'était Charlie qui avait été honoré aux Etats-Unis, le mimétisme est parfait, bravo !

Une viidéo

Vladimir Poutine : «la crise migratoire en Europe était inévitable»
https://www.youtube.com/watch?v=CHErdbAGvVQ

Elle ne dure que 2 minutes.

- Les Etats-Unis refusent d'accueillir les réfugiés - sahartv.ir

Malgré l'intensification de la crise migratoire au Moyen-Orient, les Etats-Unis n'ont aucun programme pour accueillir des réfugiés, selon l'agence e presse russe Sputnik.

Le Président du Comité international de sauvetage a demandé aux Etats-Unis d'héberger 65.000 réfugiés syriens d'ici la fin de 2016 mais Josh Ernest le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré en réponse que son pays fournirait le budget nécessaire pour le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies (UNHCR) mais il n'accueillerait pas les réfugiés syriens.

Josh Ernest a également salué la gestion de la crise par les autorités de l'UE. Les spécialistes de la garde-frontalière des Etats-Unis sont prêts à aider les pays européens pour sauver les réfugiés de la noyade, a-t-il ajouté. sahartv.ir 05.09

Quelle mise en scène !

ACTUALITE EN TITRES

Qui a dit ?

- "Il y a quelque chose que je suis très attaché"

Réponse : La Talonnette à La Baule samedi.

Qu'il soit nul en syntaxe n'est pas un scoop. On est attaché à quelque chose, il fallait donc employer à laquelle en présence d'un verbe transitif indirect ou intransitif, et non que réservé aux verbes transitifs directs, qui ne sont pas séparés du complément d'objet direct par une préposition.

Il ne pouvait pas en rester là, et parmi les choses auxquelles il est attaché, un lapsus révélateur qui a valeur d'aveu.

"Dans l'identité française à laquelle je crois, il y a quelque chose auquel je suis très attaché, c'est que la France, de toute éternité, a toujours été du côté des opprimés et toujours été du côté des dictateurs, toujours été du côté de celui qui était jeté en prison car il croyait dans ses idées".

"La France a toujours été du côté des dictateurs"? L'ancien président qui s'exprimait sans lire de notes, comme l'a remarqué LCP, est sans doute allé un peu vite dans la présentation de ses idéaux. huffingtonpost.fr 05.09

Ils sont très forts quand ils veulent, car le rectificatif apporté par Huffington Post revient à admettre que les dictateurs figurent bien parmi les idéaux de Sarkozy... sauf Assad apparemment ! On n'en a jamais douté.

Viva la troïka !

- Christine Lagarde ferait une bonne présidente pour 50% des Français - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Aux Etats-Unis, la rage contre la classe politique est très forte (sauf les jours d'élection) - slate.fr

Les électeurs américains en ont marre de la manière dont on gouverne leur pays. Mais vont-ils faire quoi que ce soit pour que cela change?

Que l'on observe le paysage politique américain et une chose saute aux yeux: les électeurs sont furieux. D'un côté, ils sont exaspérés par Barack Obama, l'immigration et l'apparente impuissance de leurs élus. De l'autre, ils sont énervés par Wall Street, les inégalités économiques et un gouvernement qui –selon eux– est à la solde de ploutocrates milliardaires.

Cette colère, fait remarquer Philip Rucker du Washington Post, est essentielle pour comprendre l'imbroglio actuel, une époque où la politique américaine est en venue à ressembler à un épisode caricatural d'À la Maison Blanche. Tout l'été, le magnat de l'immobilier et vedette de la télé-réalité Donald Trump aura été au centre de l'attention médiatique et (ce n'est pas une coïncidence) jouit désormais d'une belle avance dans la course à l'investiture républicaine.

Des candidats fabriqués

Parallèlement, le sénateur du Vermont Bernie Sanders –qui s'auto-qualifie de socialiste en marge de l'échiquier politique américain– est le principal adversaire d'Hillary Clinton dans le critérium démocrate et semble pouvoir l'emporter dans le New Hampshire. Voici ce qu'écrit Rucker, en s'appuyant sur les analyses de stratèges et autres spécialistes des campagnes électorales:

«Aujourd'hui, il y a un besoin d'authenticité réelle en politique, déclare Tad Devine, stratège démocrate et conseiller de Sanders. Les gens ont le sentiment que les candidats sont trop fabriqués, qu'il n'y a pas suffisamment de spontanéité. Ils veulent quelqu'un qui, même s'ils ne vont pas être d'accord avec, va leur dire les choses telles qu'ils les voient, qui va se mettre réellement au niveau des électeurs. C'est ce que j'observe chez Bernie et chez Trump aussi, je crois bien. C'est tout à fait manifeste.»

Il cite aussi le sondeur républicain Whit Ayres, conseiller auprès du sénateur Marco Rubio (Floride).

«Il y a un malaise, un inconfort et une angoisse que ressentent beaucoup de gens. Ils ont peur sur un plan économique, ils ont peur de ce qui se passe avec nos adversaires et cela les met très, très mal à l'aise quant à l'avenir du pays et au chemin que semblent emprunter les politiques.»

Records d'impopularité

À bien des égards, on nage en plein cliché. Dans un tel environnement –semblable à celui de 2012 et des primaires républicaines, où des candidats comme Herman Cain et Newt Gingrich ont pu eux aussi attirer un moment les projecteurs– que les électeurs en aient marre du statu quo est la seule explication sensée. En même temps, cela n'est pas vrai pour autant. Certes, Sanders et Trump jouissent aujourd'hui d'une étonnante popularité, mais quel est le niveau réel d'exaspération des électeurs américains? En ont-ils vraiment marre du statu quo, ou est-ce simplement du bruit et de la fureur qui ne veut rien dire?

Lors des élections de 2014, sur les 416 candidats se présentant à leur propre succession, 396 ont été renvoyés à Washington

À en juger par ce que j'entends, la réponse est oui, les électeurs sont énervés, si ce n'est outrés. À peine 19% des Américains font confiance à Washington pour «faire ce qu'il faut» la plupart du temps ou tout le temps. Et les 81% restants sont plus que sceptiques. Idem en ce qui concerne le Congrès. En 2014, selon l'institut de sondages, 15% des Américains avaient une opinion favorable du Congrès –soit le second plus bas historique en quarante ans de mesures. Le record date de l'année précédente, où seulement 14% des Américains étaient en accord avec le Congrès. Et dans un sondage CNN effectué

l'année dernière, avant les midterms, 30% des Américains se disaient «très énervés» par la direction prise par le pays, tandis que 38% se disaient «relativement énervés».

Dans l'isoloir, le mainstream l'emporte

Mais au lieu de se fier aux sondages, qu'on en juge par ce que l'on voit et, plus précisément, par la manière dont les électeurs agissent. Les Américains ont beau visiblement détester les politiciens, ils ne semblent jamais prêts à expulser les bons à rien. Lors des élections de 2014, sur les 416 candidats se présentant à leur propre succession, 396 ont été renvoyés à Washington, soit un taux de réélection de 95%. En 2012, les chiffres étaient de 90% pour la Chambre des représentants, et 91% pour les sénateurs –contre 85% et 84% en 2010. Il vous faut remonter à 1986 pour trouver une campagne sénatoriale qui se solde par un taux de réélection s'éloignant des 80%. Pour la Chambre, c'est encore pire: depuis 1964, au moins 80% des candidats ont été réélus.

La situation est un peu différente avec la présidentielle, mais les Américains n'ont jamais souffert d'un manque d'alternatives ou d'options inhabituelles. Et pourtant, dans toutes les élections présidentielles depuis 1972 –que ce soient les primaires ou l'élection générale–, les électeurs ont toujours opté pour les candidats mainstream pour diriger les partis et le pays.

Ce qui ne veut pas dire que les électeurs ne soient pas sincères dans leur colère ou leur mépris pour Washington. Mais cela laisse entendre, fortement, que cette colère n'a que peu de puissance performative –quand les choses se gâtent et que les Américains doivent choisir un président, pas seulement exprimer leur mécontentement–, ils s'orientent vers ce qu'ils connaissent. Les électeurs américains ont-ils les nerfs? Oui. Est-ce que cela aura des conséquences électorales? Probablement pas. slate.fr 05.09

On en est arrivé au même point en Europe. En fait ce n'est pas nouveau.

Le parlementarisme bourgeois a évolué en un siècle ou plus, mais vous croyez que les dirigeants du mouvement ouvrier s'en seraient aperçus et qu'ils en auraient tiré des leçons ? Pensez-vous, ils n'ont jamais modifié d'un iota leurs rapports aux institutions ou leur conception de la lutte de classe. Et vous avez vu où cela nous a mené.

Ils sont littéralement obnubilés par les jeux institutionnels et les manoeuvres d'appareils, ils y ont subordonné la lutte de classe, en fait ils avaient faux sur toute la ligne.

Syrie

- Syrie: les terroristes continuent de se rendre à l'armée syrienne - sahartv.ir

Les sources d'informations ont annoncé qu'un nombre de terroristes s'étaient rendu à l'armée syrienne au sud du pays.

Les forces de l'armée syrienne et les combattants du Hezbollah libanais poursuivent leur opération de nettoyage dans la ville de Zabadani à Rif-Damas. 4 membres d'Ahrar-al Cham, lié au groupe terroriste du Front al-Nosr, branche d'al-Qaïda en Syrie, se sont rendus ce matin aux forces syriennes. 1200 hommes armés avaient déjà déposé leurs armés et s'étaient rendus aux forces de l'armée à l'ouest de la région du Qalamoun dans la banlieu de Rif-Damas. Par ailleurs, les unités d'artillerie et la force de l'air syriennes ont pilonné les positions des groupes armés au centre de Zabadani et dans la ville de Mazaya près de la ville stratégique.

D'autre part, au moins 47 éléments takfiris dont 27 daeshistes ont été tués dans des affrontements entre les groupes terroristes dans la ville de Marea dans la province d'Alep. sahartv.ir 05.09

Irak

- Daech :Le Kurdistan irakien appelle l'Iran au secours - sahartv.ir

Le ministre des Affaires étrangères de la région du Kurdistan irakien a appelé à l’aide, la RII pour faire face aux attaques chimiques du groupe terroriste-takfiri de Daech.

Selon Fars News, Falah Mustafa Bakir a déclaré vendredi à Arbil que l’utilisation, par le groupe terroriste Daech, des armes chimiques constituait un sérieux danger, appelant tous les amis du Kurdistan irakien à l’aider dans ce domaine.

Selon Press TV, le ministre des Affaires étrangères du Kurdistan irakien a affirmé que la RII disposait de nombreuses expériences dans le domaine de la lutte contre les armes chimiques et que la région du Kurdistan irakien avait besoin de l’aide de Téhéran, dans ses combats contre Daech. Louant les relations amicales Téhran-Arbil, Falah Mustafa Bakir a souligné que les deux parties plaidaient pour l’essor des relations bilatérales.

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) s'est déclarée préoccupée, le mois dernier, des rapports portant sur l'emploi par Daech des armes chimiques, en Irak. sahartv.ir 05.09

Haut de page

Le 7 septembre 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h23.

On a ajouté une trentaine d'articles.

Un petit supplément alimenté par la lecture de ces articles, à délecter attentivement.

Non-dits qui en disent long

- Avez-vous remarqué qu'aucun parti, aucune organisation ou association bien intentionné envers les réfugiés syriens notamment qui déferlent sur l'Europe, n'ont exigé que ce soit les Etats qui recrutent, financent, arment ou entraînent les barbares qui combattent le peuple syrien qui les accueillent dans leur pays ?

- Pour quelle raison les réfugiés syriens refusent-ils, contre toute logique apparente, de séjourner en Hongrie ou ailleurs, ne serait-ce qu'en petit nombre,? c'est parce que ceux qui les encadrent, dont le voyage avec des passeurs à des taux élevés ne peuvent être payés qu'avec un financement externe, et le sont, nous le supposons par une probabilité très forte, par des O.N.G dépendant du NewEndowment for Democracy, soit du gouvernement américain, ont des consignes de déstabilisation à appliquer, comme il l'ont fait en Syrie, en Ukraine et partout où le voudra le désordre organisé.

C'est une tromperie de croire ces réfugiés livrés à eux -mêmes.Ils ne peuvent se déplacer que parce qu'ils sont conduits. (La stratégie humanitaire américaine - sahartv.ir 05.09)

La question qu'il ne faut surtout pas poser.

Et si l'on commençait par imposer à Israël le droit au retour des réfugiés Palestiniens ?

Qui a dit ?

- « les entreprises [...] sont des êtres qui ont leurs propres [...] sentiments, peurs et rêves » ;

- « Avec un simple geste, les dirigeants peuvent renforcer les individus grâce à leur lumière intérieure, afin de les aider à avancer et à changer, afin de faciliter la manifestation de la mission qui attend en chacun de nous » ;

- « Il semble de plus en plus que le temps n'a rien à voir avec le progrès et le développement. Il est de plus en plus évident que c'est sur la densité de conscience que nous devons nous concentrer » ;

- « Que voyez-vous quand vous excluez le temps de toutes les équations ? » ;

- « Imaginons simplement qu'à la place de l'unité de temps, nous percevions et ressentions le monde à travers la densité de conscience » ;

- « [Il faut être] en contact avec notre identité, notre moi supérieur, et vivre en accord avec les lois de la nature » ;

- « Je vous invite à regarder à travers la densité de conscience. Je vous invite à ouvrir votre perception » ;

- « la direction intérieure [leadership within] n'a pas grand-chose à voir avec le temps mais avec quelque chose qui est au-delà de notre façon présente de mesurer, cela a à voir avec la densité de conscience » ;

- « Quand les conditions sont bonnes, quand il y a le bon niveau d'énergie présente, le bon niveau de densité de conscience, des choses se produisent. Le changement se produit, la transformation se produit. Pensez-y. »

- « La concentration […] est une énergie mâle » ;

- « La créativité [est] une énergie femelle » ;

- « Nous sommes tous des créatures magnifiques, nous avons seulement besoin d'une occasion de briller » ;

- « Nous ne pouvons plus concevoir et prendre des décisions rationnellement, nous devons être sensibles en nous servant de notre corps comme d'une antenne et saisir toutes ces informations autour de nous pour les intégrer de façon subconsciente au processus décisionnel. N'est-ce pas ? L'intuition est donc devenue la source de la création de valeur. »

Réponse : Extraits des vidéos de Violeta Bulc, commissaire européenne (slovène) responsable du secteur des transports. (Violeta Bulc : chamane, mystique et... commissaire européen - legrandsoir.info 03.09

Mais qui est cette Commissaire européenne?

En 2008, Violeta Bulc a obtenu un diplôme de l' « Académie chamanique » en Écosse. C'est elle-même qui le précise dans le CV présent sur le site Internet de Vibacom, la société de conseil en organisation et management d'entreprise qu'elle a fondée en 2000. Cette formation en chamanisme dépend du Centre spirituel de retraite holistique Lendrick Lodge.

Lendrick Lodge est en fait la filiale européenne de l'École d'éducation transpersonnelle Sundoor située en Californie.

Violeta Bulc a obtenu à l'École Sundoor, toujours en 2008, un certificat de formatrice en « croissance et développement personnels » ainsi qu'une habilitation à être instructrice de marche sur le feu (en fait, plutôt sur braises).

Comme si ça ne suffisait pas, Vibacom, la société de Violeta Bulc, a soutenu financièrement l'École Sundoor.

On note cependant que la mention des « diplômes spirituels » de Mme Bulc a disparu des documents de présentation disponibles sur les sites institutionnels de l'Union européenne.

Dans un jargon mystico-poétique, elle propose une théorie de la « conscience » fondée sur « l'intuition » et « la nature » (les concepts ne sont jamais clairement définis)...

Violeta Bulc est entrée en politique très récemment ; le 19 septembre 2014, elle intègre le gouvernement mené par le Premier ministre slovène Miro Cerar avec la fonction de « ministre sans portefeuille responsable du Développement, des Projets stratégiques et de la Cohésion ». Elle est également nommée vice-Premier ministre le 2 octobre. Violeta Bulc a rejoint la Commission Juncker à la suite du rejet par 112 députés européens de la candidature d'Alenka Bratušek, ancien Premier ministre slovène. La prestation de cette dernière lors de son audition par deux commissions parlementaires avait été jugée peu convaincante.

Nos vaillants révolutionnaires qui se réclament de Robespierre et qui se trompent de République.

Extrait du discours que Robespierre prononça à la Convention le 25 décembre 1793 :

- « *le but du gouvernement constitutionnel est de conserver la République ; celui du gouvernement révolutionnaire est de la fonder (…) Le gouvernement révolutionnaire doit au bon citoyen toute la protection nationale ; il ne doit aux ennemis du Peuple que la mort. Ces notions suffisent pour expliquer l'origine et la nature des lois que nous appelons révolutionnaires (…). Si le gouvernement révolutionnaire doit être plus actif dans sa marche et plus libre dans ses mouvements que le gouvernement ordinaire, en est-il moins juste et moins légitime ? Non ; il est appuyé sur la plus sainte de toutes les lois : le salut du Peuple* ». (Terrorisme de la misère, misère du terrorisme ! - Arrêt sur Info 01.09)

N'est pas révolutionnaire qui veut !

Décidément le trotskysme (POI-CCI) n'est plus ce que c'était... du temps de Trotsky seulement. Et je ne parle pas de ces démocrates ou républicains qui sont également des faussaires.

L'inspirateur (aspirateur) de l'homo Sapir ou comment sauver l'Union européenne.

- Pour une alliance de fronts de libération nationale, par Stefano Fassina - Arrêt sur Info 05.09

Le choix est un choix dramatique. La route de la continuité est l'option explicite des "grandes" coalitions conservatrices et des dirigeants "socialistes" (en France et en Italie, par exemple). La route de la discontinuité peut-être la seule pour tenter de sauver l'Union Européenne, de revitaliser les démocraties bourgeoises et d'inverser la tendance de la dévaluation du travail. Pour une désintégration gérée de la monnaie unique, nous devons construire une large alliance de fronts de libération nationale, à partir des zones euro de la périphérie méditerranéenne, composée de forces progressistes ouvertes à la coopération avec l'aile droite démocratique des partis souverainistes. Arrêt sur Info 05.09

No comment !

A demain si vous le voulez bien. Au fait, pas le temps de vraiment s'emmerder, n'est-ce pas ?

La causerie du matin

Des paroles aux actes.

Je propose un décret qui stipulerait que les centaines de milliers de migrants, réfugiés, immigrés illégaux seront hébergés, nourris, blanchis, pris en charge intégralement financièrement par les adhérents des partis, organisations, associations qui leur apportent leur soutien, et cela pour une durée indéterminée quel que soit leur niveau de revenu ou leur situation. En cas de refus leur habitation serait réquisitionnée et leur compte bancaire bloqué, assorti d'une amende de 10.000 euros et la suspension de leurs droits civics pendant 10 ans.

Il serait normal que les bonnes consciences qui ne coûtent rien quand il s'agit de reporter la survie du capitalisme sur le dos du prolétariat soient mises à contribution et qu'elles soient récompensées pour leurs si généreuses intentions.

Le populisme a envahi l'espace politique, alors ne serait-il pas normal de placer leurs auteurs face à leurs responsabilités ?

Cette proposition est une provocation évidemment pour montrer que les positions adoptées par tous ces partis, toutes ces organisations ou associations ont pour origine des intentions inavouables car leurs dirigeants savent pertinemment quels sont les tenants et les aboutissants de ce genre d'opération qui relève de la guerre psychologique que mène la classe dominante pour faire adhérer la population à ces entreprises guerrières au Proche-Orient.

En réalité, ils n'en ont strictement rien à foutre du sort des peuples du Proche-Orient comme de tous les peuples en général, ils rament pour le régime en manipulant les masses en jouant sur la fibre émotive pour qu'elles plébiscitent le bombardement annoncé de la Syrie par l'impérialisme français.

Le procédé est particulièrement ignoble, abjecte, cynique, et témoigne non seulement qu'ils sont liés au régime en place qu'ils prétendent par ailleurs combattre, mais qu'ils sont prêts si nécessaire à user des mêmes méthodes démagogiques pour tromper les travailleurs et leur faire porter la responsabilité d'une situation pour laquelle ils n'y sont pour rien, à la place de ceux qui nous gouvernent et qui auront ainsi les mains libres débarrassés de ce fardeau et pourront appliquer tranquillement leur politique de brigandage, de destruction et de massacre.

Une fois que le gouvernement se sera engagé dans le bombardement de la Syrie, de ses infrastructures de préférence, quelle valeur ou légitimité, quelle portée aura toute réprobation exprimée par les mêmes populistes de gauche et d'extrême gauche des conséquences sur la population civile avec sa cohorte de victimes innocentes ? Aucune, elle relèvera du double jeu ou langage habituel, de l'imposture permanente qui les caractérisent et qui a achevé de pourrir le mouvement ouvrier qu'ils auront livré pieds et mains livrés à ses ennemis. Pire encore, ils abandonneront à leur triste sort les masses qui les auront soutenus en proie à des remords qui se transformeront en complexes de culpabilité, en leur expliquant qu'elles en étaientles seules responsables car personne ne les avait contraint à les suivre ou à adopter cette position et la boucle de l'infamie sera bouclée.

Dans ce contexte de guerres impérialistes menées à l'initiative des Etats-Unis, la première revendication politique, le premier mot d'ordre que devrait adopter le mouvement ouvrier en direction des représentants de la Ve République, ne devrait-il pas être d'exiger la rupture des relations avec les Etats-Unis et tous les Etats ou institutions qui continueraient de participer à ces guerres ou de les soutenir, dont l'UE, l'OTAN, l'ONU ?

Sachant qu'ils s'y refuseraient, cela permettrait aux travailleurs de comprendre que tous ceux qui rejetteraient cette exigence politique partagent en réalité les besoins de la classe dominante, des capitalistes, de l'oligarchie financière, qui sont à l'origine de toute ces guerres qui ont été conçues pour garantir la pérennité de l'hégémonie de l'impérialisme américain sur le monde et la survie du système capitaliste qui exige la liquidation de tous leurs acquis ou droits sociaux.

Ainsi il leur serait facile d'établir le lien qui existe entre la politique antisociale que leur imposent les représentants de la

classe dominante à l'intérieur du pays, et la politique guerrière qu'ils mènent à l'extérieur du pays ou contre tous les peuples au Moyen et Proche-Orient, en Asie et en Afrique et qu'ils les appellent à soutenir, pour s'en désolidariser ou les condamner au même titre qu'il condamne la politique d'austérité qu'ils leur font subir tout aussi injustement.

Cette stratégie permettrait à la fois d'axer le combat de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier à la fois contre le capitalisme et son oligarchie financière, leurs institutions nationales et internationales, sans oublier tous ceux qui les représentent ou y participent, avec en conclusion ou en ayant comme tâche politique la nécessité ou l'objectif de rassembler les conditions politiques pour parvenir à un changement de régime qui ne pourrait être réalisé que par les travailleurs eux-mêmes avec les partis ou tendances du mouvement ouvrier qui les représentent et mèneraient ce combat à leur côté pour atteindre ces objectifs politiques.

Voilà une réponse aux capitulards qui ont décrété qu'il ne serait pas possible aujourd'hui de poser clairement la question du pouvoir ou de l'Etat.

Populisme sans frontière

- Le Premier ministre turc critique l'Europe, qualifiée de "forteresse chrétienne" - AFP

- Le pape appelle chaque paroisse d'Europe à accueillir une famille de réfugiés - AFP

- Des évêques français, qui accueillent déjà des réfugiés, saluent l'appel "réaliste" du pape - AFP -

- Migrants : les stars françaises se mobilisent - M6info

- Réfugiés: le grand rabbin de France appelle à "un sursaut civique et humain" - AFP

Envers la population de Gaza qui subit un blocus total de la part de l'Etat sioniste ?

Voilà ce qui s'appelle "un sursaut civique et humain"

- Netanyahou ordonne le lancement de la construction d'une clôture - sahartv.ir/in

Avec la Jordanie, lire l'article plus loin

Et l'objectif politique de cette opération

Un internaute : "*Il faut toujours une très bonne excuse pour déclencher des opérations militaires ou des opérations humanitaires, toucher les gens par l'émotion pour avoir l'appui du peuple.*

- Xavier Bertrand plaide pour « une action militaire totale contre Daech » - LeFigaro.fr

- Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin pour des frappes en Syrie - Liberation.fr

- Bruno Le Maire : « Je plaide pour que la France passe à l'offensive en Syrie » - LeMonde.fr

Quand le champion des populistes se veut "sensé".

- Réfugiés/Syrie: Mélenchon contre des frappes, dénonce "l'hypocrisie" des discours - AFP

"Ce n'est plus Bachar al-Assad qu'il veut bombarder, c'est Daech. Comment? Daech étant par définition une organisation infiltrée dans les populations civiles", a commenté M. Mélenchon sur France 5.

"On commence par discuter avec ceux qui font la guerre, c'est-à-dire notamment avec Bachar al-Assad. (La guerre à qui, puisqu'il a toujours prétendu que c'était à son propre peuple qu'Assad faisait la guerre. Une manière comme une autre de désigner une fois de plus Assad comme responsable de cette guerre. Avec un tel opposant ses commanditaires et Hollande peuvent dormir tranquille. - LVOG) L'attitude des Russes est beaucoup plus sensée que celle de n'importe qui", a-t-il développé. "Cet été, les Russes ont reçu sans les Occidentaux la totalité des protagonistes de cette zone".

Il a par ailleurs dénoncé "la profonde hypocrisie" des discours sur l'accueil des réfugiés.

"Cette année, l'Allemagne va recevoir 800.000 réfugiés, tant mieux, bravo, car il faut accueillir ces gens-là", a déclaré à l'AFP l'auteur au printemps d'un pamphlet anti-allemand, "Le Hareng de Bismark".

"C'est une décision qui présente une grande dose d'opportunisme", a-t-il tempéré plus tard sur France 5 reprenant ses habituelles diatribes contre la chancelière chrétienne-démocrate Angela Merkel. "Cette femme par sa politique est responsable de l'exil massif d'un million d'Espagnols entre 2010 et 2013. Et la voici qui prend sa mine sucrée et dit: maitenant nous allons accueillir du monde. Cela tombe d'autant mieux qu'il leur manque du monde".

"Mais l'année prochaine ? Encore 800.000 ? Bien sûr que non. La solution c'est de s'attaquer aux causes, c'est-à-dire les guerres et l'agression économique que l'Union européenne fait peser sur toute une série de pays", selon l'ex-candidat à l'Elysée. AFP 06.09 (Personne n'a mis en cause la Turquie qui a ouvert en grand ses frontières pour que ces centaines de réfugiés se déversent vers l'Europe, donc qui est à l'origine de ce chaos planifié de concert avec Washington. Et pour cause aucun ne veut affronter les Etats-Unis, pas même Mélenchon. - LVOG)

Au-delà des précisions que nous venons de fournir, où se situe ici le double langage habituel de cet histrion du régime ?

Quand il dit " la solution c'est de s'attaquer aux causes, c'est-à-dire les guerres", tout en passant soigneusement sous silence à la fois les causes de ces guerres et qui en est à l'origine, à qui elles profitent, autant dire que l'art de brasser du vent ou de parler pour ne rien dire lui tient lieu de stratégie politique pour ne pas déranger ceux qui détiennent le pouvoir.

Pendant ce temps- là dans l'indifférence générale.

- Cisjordanie: la mère du bébé palestinien brûlé vif succombe à ses blessures - AFP

Riham Dawabcheh, la mère d'Ali Dawabcheh, un nourrisson palestinien de 18 mois brûlé vif dans l'incendie de leur maison imputé à des extrémistes juifs, a succombé à ses blessures dans la nuit de dimanche à lundi, ont indiqué l'hôpital israélien où elle était soignée et sa famille.

Le 31 juillet, des hommes masqués ont jeté des cocktails Molotov par les fenêtres de la maison des Dawabcheh dans le village de Douma, entouré de colonies dans le nord de la Cisjordanie occupée. Ali Dawabcheh, 18 mois, a été tué dans l'incendie. Huit jours plus tard, son père Saad Dawabcheh a succombé ses blessures. Ahmed, quatre ans, l'autre enfant de la famille, est, lui, toujours hospitalisé.

"Riham Dawabcheh est décédée dans la nuit", a indiqué à l'AFP une porte-parole de l'hôpital Tel Hashomer de Tel-Aviv, où la jeune institutrice de 26 ans avait été admise avec des brûlures au troisième degré couvrant 80% de son corps. AFP 06.09

Opération déstabilisation de l'Empire du chaos et de la guerre.

Quand un Etat se retrouve déstabilisé suite à la publication d'un rapport émis par une commission spéciale de l'ONU (Cicig), on peut raisonnablement se dire que l'impérialisme américain est derrière.

- Outré par la corruption, le Guatemala mise sur un candidat atypique - AFP

Les Guatémaltèques ont placé dimanche un acteur comique sans expérience politique en tête du premier tour de l'élection présidentielle, selon des résultats partiels, espérant secouer un système rongé par la corruption, avec un ex-dirigeant en garde à vue.

Selon ces résultats officiels portant sur 39,53% des suffrages, le comédien et animateur de télévision Jimmy Morales, 46 ans, candidat du parti FCN-Nacion (droite), totalise 26,20% des voix.

Il devance l'homme d'affaires millionnaire Manuel Baldizon, 45 ans, à 18,67%, porté par le parti Liberté démocratique (Lider, droite).

Si ces résultats se confirment, MM. Morales et Baldizon seraient amenés à se départager le 25 octobre.

L'ex-Première dame Sandra Torres, 59 ans, soutenue par l'Union nationale de l'espoir (UNE, social-démocrate), serait éliminée, à 17,36%.

"La participation totale va être à 68-70%", a indiqué à l'AFP Julio Solorzano, magistrat du Tribunal suprême électoral (TSE), un chiffre similaire à celui de 2011.

Le vote s'est déroulé dans le calme et a déjoué les craintes d'abstention liées au climat d'exaspération historique de la population, qui n'a cessé de manifester depuis avril.

Entré en politique récemment, M. Morales, animateur d'une émission humoristique à la télévision, acteur et producteur de cinéma, a percé de manière spectaculaire ces derniers mois sur la scène politique nationale, mais sans programme concret.

De son côté, Manuel Baldizon, avocat qui a fait fortune dans le tourisme, le transport et l'immobilier, a longtemps été favori des enquêtes d'opinion.

Mais les scandales de corruption et de blanchiment d'argent touchant six députés de son parti et son propre candidat à la vice-présidence ont entraîné un fort rejet de la part des manifestants ces derniers mois.

Le pays "est un exemple pour l'Amérique latine" en se mobilisant de manière "pacifique", s'est félicité le chef de la mission d'observation électorale de l'Organisation des Etats américains (OEA), Juan Pablo Corlazzoli.

Les Guatémaltèques ont désigné également leurs 158 députés et 338 maires, tandis qu'un scrutin symbolique était organisé en parallèle auprès de 320.000 enfants, appelés à "choisir" leur futur président.

Dans ce pays où 53,7% de la population vit sous le seuil de pauvreté selon la Banque mondiale, la révélation en avril du scandale de corruption touchant les plus hauts niveaux de l'Etat avait outré les Guatémaltèques, qui supportent au jour le jour un système public de santé et d'éducation en pleine débâcle, faute de moyens.

La chute de M. Pérez a donc été accueillie par des scènes de liesse populaire.

Cet ex-général de 64 ans, qui passe un long week-end à la prison militaire de Matamoros, en garde à vue, retrouvera mardi le juge, qui doit décider de son éventuel placement en détention provisoire.

Il est accusé, tout comme son ancienne vice-présidente Roxana Baldetti, déjà en prison, d'avoir dirigé un vaste réseau de corruption au sein des douanes.

En offrant des ristournes sur les taxes d'importation à des hommes d'affaires, principalement chinois, ils auraient empoché chacun 800.000 dollars en pots-de-vin entre mai 2014 et avril 2015, pendant que le réseau détournait 3,8 millions.

Et tandis que Mme Baldetti percevait des chèques directement à son nom, M. Pérez recevait lui un hélicoptère en cadeau, en plus des pots-de-vin, selon l'accusation.

Un scandale révélé grâce au travail d'enquête conjoint du parquet et d'une commission spéciale de l'ONU contre l'impunité (Cicig), unique au monde.

Beaucoup exigent désormais une refonte du système politique pour le purger de la corruption, source de 50% du financement des partis selon l'Institut centraméricain d'études fiscales (Icefi).

Mais aucune des demandes de réformes, pour empêcher la réélection des maires et députés, modifier la gestion des partis et permettre le vote à l'étranger (1,5 million de Guatémaltèques vivent notamment aux Etats-Unis, pour une population de 15,8 millions), n'a été entendue.

Prenant les devants, le président par intérim Alejandro Maldonado, à ce poste jusqu'au 14 janvier, a plaidé dimanche pour une réforme de la loi électorale et des partis politiques (LEPP) avant le second tour. AFP 06.09 Manifestation en Moldavie pour exiger la démission du président Anatoli GOLIA - AFP

- En Moldavie une foule énorme réclame la démission du président - euronews.com

La démission du président et la tenue d'une élection présidentielle anticipée, voilà ce qu'ont réclamé des dizaines de milliers de personnes dans le centre de Chisinau, en Moldavie. Entre 50.000 et 100.000 manifestants, c'est beaucoup de monde dans un pays de seulement 3,5 millions d'habitants. Ils manifestent contre le président, qui n'a pas su empêcher la disparition d'un milliard de dollars des coffres des trois principales banques : le président Nicolae Timofti est accusé de ne pas lutter de manière efficace contre la corruption. Le milliard qui s'est envolé, c'est un tiers du PIB de cette ex-république soviétique.

"Même le retour du milliard volé ne va pas satisfaire le peuple. dit Arcadie. Il faut changer le pouvoir actuel, et il faut des élections anticipées."

“Nous voulons appartenir à l’Union européenne, nous voulons que nos enfants grandissent ici, ajoute Lubia. Il faut changer le pouvoir actuel, et il faut des élections anticipées.”

Car la Moldavie rêve aussi d’intégration européenne, malgré les intimidations de Moscou. Les manifestants promettent de rester dans la rue, certains avaient déjà commencé à installer des tentes sur la place centrale de la ville. euronews.com 06.09

ACTUALITE EN TITRES

Décadence de fin de règne.

- Versailles : «Le Vagin de la Reine» d'Anish Kapoor vandalisée dans le parc du château - LeParisien.fr

Ils osent appeler cela de l'art, c'est une insulte à la civilisation humaine et à ce qu'elle a pu produire de plus élevé, de plus sublime au cours des millénaires passés qu'ils ont décidé de réduire à l'état de barbarie ou de détruire à l'instar de Palmyr en Syrie qui demeurera leur oeuvre.

Intox.

- Lagarde exhorte la Fed à bien réfléchir avant de relever ses taux - La Tribune

La preuve.

- Le G20 prône la prudence sur les taux mais épargne la Fed - Reuters

Les chefs d'Etat des puissances occidentales ont ménagé la Chine lors de cette réunion du G20, alors en contrepartie les autres chefs d'Etat dont les Chinois ont accepté d'épargner la Fed.

Je n'ai pas abordé ce sujet, car après avoir lu trois articles sur le G20 il n'y avait même pas de quoi commettre le plus petit commentaire à la lecture de la déclaration qui devait le conclure. Apparemment ce qu'ils se sont dits ne devait pas être porté à la connaissance de la plèbe qu'ils méprisent et qu'il s'agit de tondre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Du moment que cela peut rapporter, il tiennent tous à en être mais sans trop se mouiller.

Comment reconstruire ou recomposer les forces qui servent de piliers au régime pour continuer de tromper le peuple et lui interdire tout avenir au-delà du capitalisme.

Podemos est une grotesque caricature du Front de gauche et de Syriza, plus proche de Die Linke qui gouverne des landers avec le SPD lui-même associé à la CDU.

- Outre Mélenchon, Iglesias (Podemos) inspire aussi Hamon et les frondeurs du PS - AFP

L'ex-ministre de l'Education Benoît Hamon a salué dimanche des "convergences" avec la formation anti-libérale espagnole Podemos, à l'issue d'une rencontre de plusieurs frondeurs du Parti socialiste et du leader de Podemos, Pablo Iglesias, dimanche à Paris.

M. Hamon a envisagé un texte commun dans les prochaines semaines avec le candidat de Podemos au poste de chef du gouvernement espagnol, qui avait rencontré le matin le cofondateur du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon.

"Le rapport de force évolue. Il faut une force politique capable de faire contre-poids aux forces libérales, conservatrices et sociales-libérales", a déclaré à l'AFP M. Hamon

M. Hamon a rencontré dimanche pendant plus d'une heure Pablo Iglesias et une délégation de Podemos avec plusieurs députés

du secteur critique du Parti socialiste, dont Laurent Baumel et Pouria Amirshahi, ainsi que le député européen Guillaume Balas.

Un "manifeste" ou une "plate-forme commune" "donnerait du poids à notre ligne politique", a ajouté M. Hamon, mentionnant l'émergence en Europe des forces de l'autre gauche comme le Britannique Jérémy Corbyn qui devrait prendre dans les prochains jours la tête du Labour. (Comment rendre cohérente une ligne politique sans dévoiler leurs réelles intentions qui les trahit dès qu'ils ouvrent la bouche ou la mission impossible. - LVOG)

"Iglesias estime que la simple radicalité conduit dans le mur. La simple contestation de la BCE ne suffit pas", a ajouté le député Pouria Amirshahi. (Comme quoi, voilà l'aveu qu'ils n'ont jamais eu la volonté de l'affronter et qu'ils en sont des agents. - LVOG)

Le matin, M. Iglesias avait évoqué la Grèce avec Jean-Luc Mélenchon alors que le leader de la gauche radicale Alexis Tsipras a convoqué de nouvelles élections le 20 septembre estimant ne plus avoir de majorité après avoir accepté un nouveau plan d'aide et de rigueur de ses partenaires et créanciers européens.

A cette occasion, M. Mélenchon, qui s'était rapproché des frondeurs de Syriza, a tempéré sa prise de distance d'avec Alexis Tsipras: "Il n'y a pas de rupture personnelle avec Alexis Tsipras. Il y a un désaccord politique. Nous pensons qu'une bataille a été perdue, mais pas la guerre. Si un autre gouvernement de l'autre gauche l'emporte, par exemple en Espagne nous pensons que l'étau autour de la Grèce va se desserrer". AFP 06.09

L'"*autre gauche*" qui se définit elle-même pro-euro, pro-UE, pro-OTAN, il faut l'avoir à l'esprit en écoutant Mélenchon. Il leur faut renouveler cette droite qui se faisait passer pour la gauche, afin d'interdire qu'une véritable gauche n'émerge, c'est-à-dire en rupture avec l'euro, l'UE, l'OTAN, l'ONU et le capitalisme.

Exagérions-nous vraiment en traitant Mélenchon d'aventurier, de charlatan ? Il ne cesse d'en faire la démonstration.

Pourquoi ce "revirement" envers Tsipras ? Parce qu'il a dû avoir connaissance des derniers sondages qui donnent Syriza battu le 20 septembre prochain, mais emporté par son opportunisme débridé il n'a pas dû lire la suite du feuilleton, dans ce cas de figure la Nouvelle Démocratie serait sans doute obligée de s'allier à Syriza pour gouverner, car même en comptant sur l'apport des voix des petits partis de droite à la Vouli (parlement grec), il lui serait difficle, voire impossible d'obtenir la majorité.

Pas de problème, si le cas échéant la Nouvelle Démocratie gouvernait avec Syriza, Mélenchon sortirait un argument bidon de son chapeau pour le justifer et s'en sortir les cuisses propres auprès de ses troupes de petits bourgeois ou de zombies. Et lorsque les masses grecques se mobiliseraient contre le gouvernement, Mélenchon changerait de pied aussi sec et s'afficherait au côté des travailleurs grecs et ainsi de suite.

Alléchant. Salariés jetables avec en prime 15 milliards d'euros sur trois ans pour les patrons.

- L'Italie crée 100.000 nouveaux emplois, en partie grâce au "Jobs Act". - AFP

Le Jobs Act, une loi ardemment défendue par le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, mais rejetée par les syndicats et une partie de la gauche, est en vigueur depuis le mois de mars.

Elle prévoit la possibilité de licencier plus facilement un salarié, au moins pendant les trois premières années de contrat, et accorde pendant cette même période des exemptions de charges sociales aux entreprises qui embauchent à durée indéterminée.

Le Jobs Act a surtout permis de convertir des emplois précaires ou à durée déterminée en contrats à durée indéterminée, mais sans réelle création de postes, dénonce l'opposition.

Pour être favorisé, "le contrat à durée indéterminée doit avoir un coût moins élevé que tous les autres contrats", a souligné le ministre.

"L'engagement du gouvernement à mettre de l'argent en faveur du contrat à durée indéterminée est en train de changer l'évaluation que les entreprises font sur comment embaucher", et cette donnée qualitative aura des effets quantitatifs, a assuré de son côté le ministre italien des Finances, Pier Carlo Padoan, également présent à Cernobbio.

L'opposition dénonce aussi le coût du Jobs Act, plus de 15 milliards d'euros sur trois ans, la durée de l'exonération de charges en cas d'embauche. AFP 06.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

Mexique : le rapport sur la disparition des 43 étudiants d'Iguala contredit la version officielle - euronews.com

Les dépouilles des 43 étudiants disparus de Iguala n'ont pas été incinérés dans une déchetterie. C'est la conclusion du rapport publié hier par un groupe international indépendant après six mois d'enquête. Un rapport qui contredit la version officielle du gouvernement. Selon Mexico, les jeunes enlevés l'an dernier par la police locale, ont été remis au cartel des Guerrerros Unidos avant d'être tués et brûlés. Leurs cendres auraient ensuite été dispersées dans une rivière. Un scénario improbable pour Carlos Martín Beristain, membre de la commission d'enquête. "Les preuves recueillies dans la végétation, les conditions de la décharge, de l'incendie, indiquent que l'intensité minimale d'un feu nécessaire à la crémation de 43 corps n'a pu avoir lieu dans la déchetterie de Cocula."

Les familles des disparus n'ont jamais cru en la version officielle et réclament une enquête sur les agissements de la police fédérale et de l'armée dans la nuit du 26 au 27 septembre 2014. D'après le rapport, les forces de l'ordre surveillaient de près ces étudiants connus pour leur militantisme de gauche. euronews.com 07.09

Syrie

- Damas en colère contre les déclarations des autorités britanniques - sahartv.ir/in

Le ministère syrien des Affaires étrangères a qualifié d'hideux et de contraires aux lois permettant les pays à se défendre, le déni du droit de la Syrie à la lutte contre le terrorisme. Par deux lettres séparées, l'une à l'adresse du secrétaire général des Nations Unies et l'autre destinée au président du Conseil de sécurité, le ministère syrien des Affaires étrangères a protesté contre la multiplication des déclarations interventionnistes de certaines autorités britanniques et leur ingérence dans les affaires intérieures syriennes. "Les déclarations de certaines autorités britanniques mettent en exergue la volonté de l'Occident notamment celle de la France et de la Grande-Bretagne de retourner à l'époque du colonialisme et ce alors que les peuples du Moyen-Orient, de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine souffrent toujours des retombées des politiques colonialistes de la Grande-Bretagne", indiquent les lettres. sahartv.ir/in 06.09

Israël

- Netanyahou ordonne le lancement de la construction d'une clôture - sahartv.ir/in

Le Premier ministre du régime sioniste a ordonné, dimanche, le lancement de la construction d'une clôture à la frontière avec la Jordanie.

Le Premier ministre du régime sioniste, Benyamin Netanyahou, a annoncé qu'Israël commence aujourd'hui à construire une clôture à la frontière avec la Jordanie allant même jusqu'aux collines du Golan occupé. « La construction d'une clôture à la frontière avec la Jordanie vise à empêcher l'infiltration des migrants illégaux. La première partie de cette clôture commence par la ville d'Ilat et traverse la localité de Tamna et elle se poursuivra ensuite jusqu'au Golan », a-t-il ajouté. sahartv.ir/in 06.09

Haut de page

Le 8 septembre 2015

CAUSERIE

On a ajouté 16 articles, et on a actualisé la *Tribune libre*. Ce sera tout pour aujourd'hui.

Par son silence sur l'ignoble manipulation de la conscience des masses à laquelle se livrent les représentants de la classe dominante et les médias institutionnels à partir de l'instrumentalisation des conséquences abominables des guerres auxquelles la France participe au Proche-Orient (notamment) depuis des années, le mouvement ouvrier et son avant-garde s'en font les complices et en partagent l'infâme responsabilité. Les explications qu'ils fournissent sont en-dessous de tout ou ne sont pas à la hauteur de la situation et du drame terrible qui est en train de se nouer sous nos yeux impuissants hélas !

En prétendant combattre un ennemi qu'ils s'emploient à épargner par ailleurs, ils entendent interdire aux travailleurs de se

rassembler pour se dresser contre le régime que finalement ils soutiennent.

Il est malheureux encore une fois que ce soit des intellectuels qui sont étrangers au mouvement ouvrier qui s'élèvent pour dire la vérité ou dénoncer cette ignoble et cynique supercherie sur fond de propagande de guerre.

Ils ont achevé de se décrédibiliser à jamais. Camarades, il faut tourner la page et construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire qui n'aura aucune tache sur son drapeau, dont nous pourrons être fier, les partis ouvriers qui existent aujourd'hui nous font honte, honte à leurs dirigeants corrompus! Un malheur en appelant un autre, la plupart des militants n'y croient plus, ils ne croient plus que des dirigeants soient capables d'être honnêtes tout simplement et de le rester, c'est dramatique. Il faut se ressaisir ou garder espoir. Ce n'est quand même pas une tâche surhumaine de s'en tenir fermement à des principes, merde !

L'info qui fait mentir Mélenchon une fois de plus.

- "Ce n'est plus Bachar al-Assad qu'il veut bombarder, c'est Daech. Comment? Daech étant par définition une organisation infiltrée dans les populations civiles", a commenté M. Mélenchon sur France 5. AFP 06.09

- Les F 16 attaquent les positions de Daech en Irak - sahartv.ir

Lors de leurs recentres attaques contre le groupe terroriste Takfiri Daech, les forces irakiennes ont à 15 reprises utilisé des F16.

Le ministre irakien de la défense a annoncé que depuis le début du mois en cours, a utilisé à 15 reprises les F16 contre les positions de Daech. Les avions de combat F 16 figurent parmi les armes intelligentes que nous utilisons lors de nos attaques contre le groupe terroriste Takfiri Daech, a affirmé Anwar Hama Amin, un commandant militaire de la force aérienne irakienne. sahartv.ir 07.09

Les militaires syriens procèdent de même quotidiennement en prenant soin d'éviter de massacrer la population civile.

Mélenchon suggèrerait-il à Hollande qu'il faudrait que le gouvernement français envoie des troupes au sol en Syrie ?

Contre-propagande.

- Un enfant sur une plage - Francis Guiraudou - legrandsoir.info 06.09

Une plage en bord de méditerranée
Allongé sur le sable, un tout petit enfant
Il est étendu sur le ventre
Sa tête est enfouie dans le sable
Il ne dort pas , il est mort
Pourtant pas une photo n’a fait le tour du monde
Pas une photo en première page des journaux
Pas une larme des médias sur les antennes
Pas un mot des politiques
C’est vrai, j’oubliais les raisons de ce silence
Ce n’était qu’un tout petit enfant
Mais il s’agissait d’un enfant Palestinien
Abattu sur une plage de Gaza
Pas un reportage sur son enterrement
Pas un scoop sur ces parents
Ceux-ci n’avaient même pas un petit bateau gonflable à disposition
Encore moins de gilet de sauvetage
Il ne pouvait pas s’échapper
Pour aller où d’ailleurs ?
Nos grands donneurs de leçons
Nos grands dirigeants européens
Ne se sont pas levés pour s’indigner
Car il ne s’agissait que d’un tout petit enfant Palestinien
Donc pas de quoi indigner le monde entier
N’est-ce pas ?
Personne n’a revendiqué son droit à la vie
Qui était prêt à l’accueillir ?

Obama encense les bourreaux que Hollande soutient.

- Quand les assassins d'enfants sont encensés. - sahartv.ir

«Quelle honte!», serait peut-être la réaction la plus appropriée à celle du président américain à la mort des militaires émiratis, en guerre contre les civils yéménites, massacrés, exterminés par la coalition arabe !

Lors d'un contact téléphonique avec le prince héritier Cheikh Mohammad Ben Zaed, le président des Etats-Unis, Barack Obama a présenté ses condoléances à l'occasion de la mort des 45 militaires émiratis, lors des affrontements avec les forces populaires yéménites dans l'est du Yémen.

Obama est allé plus loin en appelant « martyrs » ces assassins agresseurs! Absurde… le président américain compatit à la douleur des familles des militaires émiratis, alors qu'il est resté de marbre devant la tragédie des civils yéménites dont plus de 6600 pour la plupart des femmes et enfants sont massacrés depuis le 26 mars 2015, dans les raids aériens de la coalition arabe dirigée par les Saoud, sans oublier le blocus maritime, terrestre et aérienne que ce régime a imposé à ce pauvre pays qu'est le Yémen.

Les Etats-Unis et les chancelleries européennes, qui se posent en avocat des droits de l'Homme, observent un silence de mort devant le massacre du peuple yéménite, alors qu'ils n'ont ni honte ni hésitation pour signer de nouveaux contrats militaires avec l'Arabie et les autres Emirats du golfe Persique dont les Emirats arabes unis. N'oublions pas que c'étaient justement les bombes américaines et européennes qui ont été larguées par l'aviation saoudienne sur les civils yéménites.

Les Etats-Unis et les gouvernements européens ne cessent de répéter qu'ils défendent la démocratie, sans hésiter pour autant de fouler aux pieds toutes les valeurs humaines et éthiques et tous les principes de la démocratie et de la liberté, pour faire avancer leurs politiques au Moyen-Orient dont ils convoitent les pétrodollars. Leur soutien aux régimes despotiques tels que l'Arabie intervient alors qu'ils pointent du doigt d'autres Etats pour la violation de la démocratie. N'est-ce rien que de l'hypocrisie et du mensonge à l'Occidentale ?

Les condoléances qu'a présentées Obama au prince héritier des Emirats arabes unis pour la mort des agresseurs émiratis, les mêmes qui ont pénétré le Yémen non pas pour la paix mais pour la guerre, traduisent de la meilleure manière les réalités du monde hypocrite de ces gens pour qui les valeurs humaines et morales ne sont que des instruments au service de leurs propres intérêts. sahartv.ir 07.09

Haut de page

Le 9 septembre 2015

CAUSERIE

Fin.

Avec trois jours d'avance j'ai arrêté ma décision, le 11 septembre j'aurai 60 ans, l'âge de la retraite, n'est-ce pas ? Cela fera 11 ans que j'actualisais ce portail, c'est aussi le 11 septembre 2001 que j'avais repris le chemin du militantisme après une interruption de 20 ans, aussi j'arrêterai là cette expérience.

Je pense que je n'ai plus rien à en attendre et vous non plus pour avoir toujours refusé de lier des relations avec moi.

Ma conclusion sur le trotskysme après la mort de Trotsky : C'était une mystification.

N'allez pas croire que ma décision serait motivée par la crise du POI-CCI dont je n'ai absolument rien à foutre.

Je verrai par la suite comment je peux poursuivre une activité militante.

Ce sera le mot de la fin.

Haut de page

Le 11 septembre 2015

CAUSERIE

J'ai rectifié les liens vers les n°365 à 367 d'Informations ouvrière et le n°368 est disponible 4 pages et ce sera largement suffisant.

Le POI a pubié un communiqué dans lequel il reprend à son compte le constat établi par Hollande (Merkel, Juncker, Obama, etc) pour justifier le bombardement de la Syrie, à savoir que l'exode de réfugiés syriens serait spontanée et non orchestrée par Ankara et Washington, autant dire que cela revient à cautionner sans le revendiquer la politique coloniale du gouvernement que le POI prétend combattre. Cette accusation est extrêmement grave, elle repose sur les faits, je n'ai rien inventé et chacun peut le vérifier, hélas !

La collusion avec le régime est une constante de ce courant politique (en réalité tous les partis qui se définissent comme l'avant-garde et les satellites qui gravitent autour sans exception) si vous avez observé attentivement la position qu'il a adoptée lors de chaque événement marquant ou l'interprétation qu'il en a faite, reprenant systématique à son compte les versions officielles à partir desquelles les différents gouvernements conditionnent les masses exploitées pour les faire adhérer à leur politique et avoir les mains libres pour les appliquer tranquillement. Vous pouvez remonter au début du XXe siècle, je l'ai vérifié mais je vous engage à le faire vous-même si vous n'en êtes pas totalement convaincu.

N'ayant pas l'ambition de remédier à cette situation, n'en ayant pas les moyens en vivant en Inde, n'ayant pas les capacités pour diriger un parti, n'obtenant pas le soutien de centaines de militants pour tenter de démarrer un nouvelle structure politique, réduit à l'impuissance et constatant que le mouvement ouvrier et son avant-garde sont totalement corrompus sans qu'émerge la moindre petite étincelle de contestation, j'ai décidé d'arrêter définitivement cette activité politique. Mon diagnostique est sans appel ou sans recours, je considère que dans ces conditions la barbarie est en bonne voie pour vaincre et le socialisme relayé au rang des utopies irréalisables, ce que je pressentais depuis des années, mais je voulais en avoir le coeur net comme l'on dit, c'est uniquement pour cette raison que je me suis obstiné à continuer, en vain, dont acte.

Peut-être que des jours meilleurs viendront un jour ou que des nouvelles générations de militants renoueront avec le marxisme et assureront la relève, si je suis encore de ce monde je mettrai alors mon expérience à leur service s'ils l'acceptent, en attendant, à contrecoeur je disparais.

L'abonnement au serveur courant jusqu'à la mi-décembre, après cette date ce portail disparaîtra du Net.

Je vous souhaite malgré tout une bonne continuation.

Fraternellement.

Haut de page

Le 18 septembre 2015

CAUSERIE

J'ai commencé la rédaction d'une causerie sur l'actualité qui sera mise en ligne demain ou d'ici lundi, désormais on ne prend pas le temps de vivre, on a tout simplement rompu avec les contraintes qu'on s'imposait et à tous les niveaux on s'en porte bien mieux.

Le journal de la tendance du POI-CCI *La Tribune des travailleurs* a été téléchargée 3.700 fois ce qui témoigne que de nombreux militants sont à la recherche d'un autre parti que ceux qui existent aujourd'hui, mais je ne suis pas du tout certain que le parti qui pourrait voir le jour à l'issue de cette scission (en cours) du POI comblera leurs attentes, personnellement je suis absolument convaincu du contraire à mon grand regret compte tenu des antécédents de ces dirigeants que l'on ne peut pas ignorer, désolé.

Il y en a qui prennent leurs désirs pour la réalité, ce n'est pas notre cas, on préfère rester lucide en toute occasion, cela évite bien des désillusions par la suite.

Haut de page

Le 19 septembre 2015

CAUSERIE

Au regard du peu de réactions qu'a suscité la suspension de l'actualisation de ce portail, en tout et pour tout j'ai reçu un seul et unique (très long, en fait plusieurs du même militant) courriel, force est de me dire que j'aurais dû prendre cette décision depuis des années. Maintenant vous vous êtes peut-être dit que je vous avais déjà fait le coup à deux ou trois reprises pour finalement continuer et que j'étais un farceur, donc il n'était pas utile de se formaliser pour si peu ou de réagir, sauf que là c'était sérieux !

Mes lecteurs étaient à l'image de la société en somme, rien de surprenant, une simple confirmation hélas ! En réalité ce sont eux qui ont décidé par leur attitude qu'il était inutile de continuer car étant fixé personnellement sur ce que nous étions en droit d'en attendre depuis longtemps, c'est leur responsabilité et non la mienne qui est en cause parce que j'étais prêt à sacrifier encore des années de ma vie, ce que je n'ai pas à prouver pour en avoir suffisamment témoigné au cours des années précédentes où j'ai travaillé comme un forçat sans recevoir le moindre soutien ou si peu. A moins de s'entêter inutilement ou d'être un mégalomane, il arrive forcément un moment où la quantité doit se transformer en qualité sous peine de se putréfier, ce qui franchement ne me tentait pas vraiment, d'où ma décision qui est cohérente.

J'ai peut-être commis l'erreur dès le départ de ne pas avoir été suffisamment audacieux pour n'avoir pas envisagé la possibilité de constituer un véritable courant politique organisé, peut-être parce que j'estimais ne pas en avoir les capacités, d'autant plus que je ne pouvais pas rencontrer les militants ou les travailleurs qui auraient été intéressés par une telle démarche et organiser ce courant avec eux en vivant en Inde.

Il faut qu'ils comprennent qu'à mon âge et dans ma situation, si j'étais rentré en France je me serais retrouvé immédiatement face à des difficultés matérielles indescriptibles pour survivre, au point que j'aurais dû y consacrer tout mon temps et cesser du coup toute activité politique ou presque, sauf qu'à ce niveau pour construire quelque chose de sérieux il n'aurait pas été concevable de militer en dilettante, là non plus dans cette perspective personne ne s'est proposé de m'aider, donc les choses auraient forcément mal tourné et tout le monde y aurait perdu à l'arrivée, j'estime donc avoir pris la bonne décision. Ce que je vous raconte là n'est pas du baratin pour tenter de me justifier, la preuve, au cours de ma vie j'ai travaillé dans plus de 45 entreprises, j'ai déménagé plus de 25 fois, plus jeune j'ai même été scolarisé dans un nombre incroyable d'écoles, j'ai été marié deux fois et je viens de recommencer ma vie avec une troisième femme, etc. donc je n'ai jamais vraiment été du genre à m'endormir sur mes lauriers comme l'on dit ou à hésiter à opérer un tournant dans ma vie qui me fut imposé ou provoqué ou non, je les ai toujours assumés. Il n'y avait donc en l'occurrence aucune raison à ce que je me défile face à mes responsabilités une fois de plus. Finalement, je le répète, ce sont les militants qui se connectaient régulièrement sur ce portail et qui affirmaient partager la plupart de mes idées ou positions, qui ont décidé que je devais rester en Inde, se contentant de tirer profit de mon activité politique qui ne devait déboucher sur rien ou aucune structure organisée. De mon côté j'étais prêt à abandonner des conditions d'existence relativement confortables en Inde, tandis que ces militants n'étaient pas prêts à se livrer à une nouvelle expérience ou à accepter la moindre concession sur les désaccords que nous pouvions avoir, en somme par leur comportement ils m'ont donné raison, je n'ai donc rien à me reprocher de ce côté-là ou à regretter.

Ceux qui se réjouissent de la disparition de ce portail et surtout de ce courant politique ignoraient sans doute qu'il avait de multiples fonctions, dont celle de retenir certains travailleurs tentés par l'extrême droite pour leur avoir démontré qu'il était possible d'être de gauche sans pour autant faire la courte échelle à l'extrême droite comme le font la pseudo-gauche et extrême gauche, extrême droite à laquelle je n'ai jamais rien concédé cela va de soi.

Il se peut que ce portail continue à exister, et la page d'accueil telle qu'elle se présente aujourd'hui pourrait en préfigurer le cadre et le contenu qui se concentrerait sur l'essentiel, la crise du capitalisme et la crise de la direction du prolétariat qui en est le pendant notamment, partant du constat que le système capitaliste tel qu'il existe de nos jours et tel qu'il fonctionne en prenant en compte la totalité des facteurs qui entrent en jeu ne correspond plus tout à fait à ce qu'il était il y a encore 45 ans, et les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes ne sont plus tout à fait adaptés à la situation actuelle ou à la société qui a connu de profondes transformations en un siècle ou un siècle et demi ou aux rapports qui existent entre les classes, bien que les fondements du capitalisme n'aient pas été modifiés et que la lutte des classes continuent.

C'est pour avoir refusé de prendre en compte ces transformations ou modifications et s'être accroché désespérément à des schémas en partie obsolètes qu'on en est arrivé à une profonde confusion ou à une situation en apparence inextricable ou sans issue, disons les choses telles que nous les pensons vraiment. Aucun dirigeant, aucun parti ouvrier n'a été à la hauteur des tâches que l'évolution du capitalisme et de la lutte des classes imposaient à l'avant-garde révolutionnaire du mouvement ouvrier après la fin de la Seconde Guerre mondiale, tous se sont fourvoyés ou ont trahi, tous ont formulé des théories et développé des analyses qui se sont avérées erronées à l'arrivée, aucun n'a été en mesure d'assurer la continuité du marxisme ou du socialisme.

La déliquescence du POI, du NPA et la fossilisation de LO est là pour en témoigner, laissons de côté les groupes ou groupuscules issus de ces partis qui sont aussi ou plus décomposés encore. Tous se sont présentés comme les héritiers de Trotsky sur l'activité duquel il y aurait beaucoup à dire avant comme après la révolution d'Octobre, au point de se demander si

c'était vraiment le meilleur modèle à suivre ou la meilleure référence pour assurer la continuité du marxisme, sans aller jusqu'à nier ou renier les leçons qu'il a pu nous laisser et dont nous aurions tort de ne pas profiter. De la même manière que nous ne ferons pas du léninisme un dogme ou un schéma à reproduire à l'identique au XXIe siècle, mais en conservant l'essentiel de ses enseignements qui demeurent valables de nos jours, reste à déterminer lesquels et à se mettre d'accord sur cette question déterminante. Quant au marxisme, il constitue l'essentiel de notre héritage à condition d'en maîtriser la méthode, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. J'estime que le refus ou l'incapacité de mener le combat sur tous les plans (politique, idéologique, psychologique) contre l'entreprise de désinformation permanente et la propagande forcenée à laquelle se livrent les représentants de la classe dominante, est en quelque sorte un aveu qui confirme mon diagnostique.

Donc au lieu de se prendre pour ce qu'on n'est pas et de faire dire aux maîtres du marxisme tout et son contraire ou n'importe quoi en guise ou plutôt à défaut d'arguments, on ferait bien de commencer par faire oeuvre de modestie et d'honnêteté, en commençant par admettre le constat brossé rapidement plus haut, préalable incontournable pour résoudre les questions qui se posent à nous si nous voulons oui ou non aller de l'avant. Lénine a reconnu à de multiples reprises avoir commis un nombre invraisemblable d'erreurs, des milliers ira-t-il jusqu'à dire, cela est également valable pour Trotsky ou davantage encore, question : et combien en avons-nous reproduites inconsciemment ou non, combien ? Ceci est également valable pour les penseurs géniaux et inégalés que furent Marx et Engels. Tous l'ont reconnu modestement, sauf nos dirigeants qui n'ont jamais possédé leurs capacités et de loin, de très loin, mais qui se prenaient pour leurs égaux, un comble ! Oui, c'est de fond en comble qu'il faut revoir notre copie pour poursuivre notre combat politique et vaincre notre ennemi, ce que plus aucun dirigeant n'ose évoquer de nos jours, à croire qu'ils n'y croient plus et la plupart des militants non plus.

Nous ne prétendons pas vouloir réécrire l'histoire de la lutte des classes, nous prétendons que l'interprétation qui en a été donnée par les uns et les autres était fausse ou falsifiée et qu'il est plus que tant de rétablir la vérité des faits. Comment cela direz-vous, auriez-vous la prétention incroyable d'être le seul à l'interpréter fidèlement en partant des faits ? Cette question ne m'était pas venue à l'esprit je dois avouer, mais maintenant je me dis pourquoi pas, après tout c'est bien ce qu'on fait Marx et Engels en démontant toutes les théories foireuses qui existaient à leur époque pour finalement élaborer le socialisme scientifique, qu'ont-ils fait de si extraordinaire sinon interpréter le fonctionnement du capitalisme, de la société, de la nature, selon la méthode du matérialisme dialectique et historique, ils ont fourni une nouvelle interprétation des faits en contestant toutes celles qui prévalaient jusqu'alors et dont aucune n'était satisfaisante ou répondait aux questions que la civilisation humaine avait à résoudre pour sortir définitivement l'humanité du stade de la barbarie ou du règne de la nécessité, alors pourquoi devrait-on s'interdire de les imiter constatant qu'une nouvelle fois nous nous retrouvons dans une impasse dramatique qui n'est que le produit d'interprétations manifestement erronées ? Et quand Lénine revint en Russie au début du mois d'avril 1917 après de longues années passées en exil et apparemment coupé de la réalité que vivait le peuple russe, il proposa aux dirigeants du comité central du parti bolchevik une interprétation de la situation en Russie tellement différente de la leur qu'il n'y en eut pas un seul pour la soutenir, et puis moins d'un mois plus tard tous ou presque s'y étaient ralliés. Qu'on imagine un instant l'attitude de Lénine et sa portée immense, il aurait suffit qu'il renonce à son interprétation de la situation (qui déterminait les tâches du parti, la préparation de l'insurrection.) ou qu'il se rallie à celle de la majorité des dirigeants bolcheviks pour que la révolution d'Octobre n'ait pas lieu ou pour que le développement du processus révolutionnaire en cours soit détourné de son objectif politique.

Je ne prétends pas me hisser à la hauteur de Marx, Engels ou Lénine, par contre j'ai acquis la conviction que sur des questions capitales pour l'avant-garde révolutionnaire du mouvement ouvrier j'avais proposé des réponses qui valaient la peine d'être étudiées ou retenues après qu'elles eurent été validées par les faits pour la plupart d'entre elles, tandis que d'autres méritaient d'être étayées, vérifiées. J'en suis arrivé au constat que pour avoir voulu à tout prix interpréter la situation à partir des enseignements des marxistes mal assimilés ou détournés de leurs objects, ce qui revenait à forcer la réalité en voulant absolument qu'elle coïncide avec la théorie, nous nous sommes détournés de l'un et de l'autre, et à partir de ce moment-là pour justifier cette interprétation erronée de la situation il était inévitable que nos dirigeants recourent à des méthodes autoritaires et bureaucratiques détestables pour l'imposer ou pour interdire toute réelle discussion dans leur parti dès lors condamné à se décomposer.

Personnellement à plusieurs reprises j'ai agi à l'opposé de cette méthode et les lecteurs en sont témoins, j'ai deux exemples qui me reviennent à l'esprit, le premier sur la Libye où j'ai rectifié le tir dès que j'ai eu connaissance de la situation réelle dans ce pays, le second se rapporte à ce qu'ils appellent les réseaux sociaux auxquels on aurait voulu faire jouer un rôle positif dans la lutte des classes avant de prendre connaissance de leur véritable nature profondément réactionnaire. C'est en présence des faits (nouveaux) que j'ai opéré ces revirements et non pour me livrer à je ne sais quel manoeuvre dans le dos de mes lecteurs que j'ai toujours tenu informé de l'évolution de mes convictions.

Ce qui m'étonne le plus, c'est qu'ils soient demeurés insensibles à toute approche sincère, loyale, honnête des questions portées à leur connaissance comme si c'était monnaie courante, à croire que pour eux ce serait secondaire ou sans importance, alors que j'y attache une extrême importance, je dirais même que c'est ce qui détermine mon attitude vis-à-vis de ces dirigeants ou de tous les partis, c'est une question de principe non négociable dans la mesure où tout traitement malhonnête de la situation recouvre infailliblement un problème politique inavouable ou qu'on ne souhaite pas aborder, comportement incompatible avec celui d'un dirigeant d'un parti ouvrier ou avec l'exercice de la démocratie dans le parti. Mais après tout cela ne m'a étonné qu'à moitié pour avoir constaté le même travers parmi mes proches qui préfèraient la compagnie des menteurs, des hypocrites ou des malhonnêtes entre autres, considérant que finalement nous nous valions tous, à croire qu'ils ont une bien piètre opinion d'eux-mêmes cela dit en passant. Assurément, un tel manque de discernement ou une telle confusion, un tel manque de confiance en soi et dans les autres ou dans ce qu'ils ont de meilleur ne permet pas d'évoluer dans la vie, je me demande même comment

cela est-il vivable, un cauchemar !

C'est bien parce que je ne partageais pas cette mentalité que j'ai continué d'actualiser le site pendant de longues années, parce que j'estimais qu'à un moment donné les militants prendraient conscience qu'ils étaient en présence de quelque chose de différent de tout ce qu'ils avaient rencontré jusque là et que cela valait le coup de s'associer à cette expérience. S'il n'en fut pas ainsi, c'est peut-être parce que les militants ne croyaient pas ou plus dans le socialisme, peut-être moins encore dans les masses exploitées dont ils font partie. Il est vrai aussi que nous partions avec un sérieux handicap hormis le fait que je vis en Inde, construire quelque chose à partir d'en bas ou de militants de base s'annonçait compliqué, tous les partis ouvriers ayant été fondés par des bourgeois ou des intellectuels ce que nous n'étions pas, mais on pouvait tenter le coup et se dire qu'en rassemblant des centaines, puis des milliers de travailleurs ou militants partageant l'essentiel de nos idées, un ou des cadres ou dirigeants auraient pu nous rejoindre et prendre en charge la rédaction des statuts et du programme de notre courant politique, nous aurions pu définir ensemble une ligne politique d'intervention dans la lutte de classes, etc. sauf qu'il ne nous a pas été permis d'en faire l'expérience.

En relisant le paragraphe précédent deux idées me sont revenues à l'esprit qui tendent à démontrer que ma démarche n'avait rien de farfelu.

A savoir que depuis près d'un demi-siècle les bourgeois et les intellectuels ne sont plus les seuls à accéder aux connaissances, l'ensemble de la classe ouvrière a été scolarisée, et avec la multiplication des moyens d'information elles sont davantage accessibles qu'autrefois à toutes les couches de la société sans distinction, aussi est-il permis de penser qu'un ouvrier peut très bien acquérir un niveau de conscience égal ou supérieur à celui d'un intellectuel et peut très bien figurer parmi les dirigeants d'un parti.

Ensuite, fort est de constater que la quasi-totalité des intellectuels sont de droite ou des réactionnaires, tout en prétendant être de gauche pour certains, version Hollande ou Valls, Chevènement ou Laurent (sic!), les rares exceptions confirmant la règle, règle qui d'ailleurs s'imposera hier comme avant-hier, car lorsqu'on nous reproche injustement de faire le procès des intellectuels, c'est à bon escient à la suite de Marx que nous les critiquons. Mieux encore, ces crétins d'intellectuels qui nous font ce procès d'intention et qui expliquent que si la révolution russe a dégénéré c'était parce que la direction des partis ouvriers était trop faible dans les autres pays, n'était pas suffisamment préparée ou avaient trahi dans les années 20, 30 et 40, ils oublient de préciser qu'ils s'agissaient d'intellectuels essentiellement car les masses étaient prêtes à mener le combat pour en finir avec les régimes en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, etc. ce sont les intellectuels qui ont failli et non la classe ouvrière, donc finalement l'argument selon lequel les intellectuels seraient indispensables à notre combat est un argument d'appareil, obsolète, car il ne tient pas compte de l'évolution de la société, une fois de plus. On pourrait enfoncer le clou et leur répondre que les intellectuels dans leur immense majorité partageaient aussi avec les banquiers la terrible responsabilité des deux guerres mondiales qu'ils ont soutenues entraînant derrière eux la plèbe ignorante à la boucherie. Vous constaterez également que ce sont ces intellectuels qui se disent marxistes ou trotskystes qui sont les plus prompts à ignorer les rapports qui existent entre les classes, qui justement constituaient un des aspects déterminants des analyses de Marx, Engels et Lénine, pas étonnant ensuite qu'ils n'aient produit que des théories plus foireuses les unes que les autres et qu'on en soit rendu là.

Quant aux intellectuels qui ne sont pas organisés dans un parti et que nous avions contactés, dont nous avions mis en ligne de nombreux articles, leurs idées servent davantage à faire tourner leur business ou à se donner bonne conscience plutôt qu'à servir notre cause, c'est notamment la raison pour laquelle nous ne mettrons plus leurs articles en ligne. En quelque sorte ils constituent un contre-exemple à ne pas imiter, on veut dire par là qu'ils se contentent de diffuser des idées et estiment avoir fait leur boulot, alors qu'en réalité tout reste à faire, et c'est justement là qu'ils désertent, car passer à l'exercice pratique signifierait affronter directement notre ennemi, lui déclarer la guerre, rompre résolument avec lui, or ils en sont totalement incapables, leur engagement n'a finalement pas plus de valeur que celui d'un actionnaire du CAC40 qui se dit républicain ou démocrate de nos jours.

J'avais envisagé de m'adresser à eux (en France et dans d'autres pays), j'avais commencé à rédiger une lettre que j'avais d'ailleurs pratiquement terminée, je l'avais particulièrement soignée, j'y avais mis les formes, j'y avais consacré des soirées entières, je m'étais vraiment cassé la tête pour éliminer toute faille ou faiblesse dont ils auraient pu profiter pour rejeter l'initiative que je leur proposais, j'avais évité soigneusement toute question pouvant portée à polémique, j'avais essayé d'être le plus concis et précis possible en choisissant minutieusement chaque argument, j'étais parvenu à un résultat satisfaisant pour ne pas dire parfait, ce qui est rare chez moi, le thème était la nécessité d'envisager un changement de régime aux Etats-Unis sans autres précisions ou objectifs, j'estimais qu'il pouvait être consensuel et rassembler des centaines ou des milliers d'intellectuels à travers le monde, mais pas seulement, que le mouvement ouvrier pourrait se saisir de cet appel et le relayer à l'échelle internationale, cette lettre devait servir de support à la rédaction de cet appel qui selon moi devait être rédigé par des intellectuels connus ou reconnus ce que je ne suis pas évidemment, bref, et au dernier moment j'ai douté du bien-fondé de cette initiative et j'ai laissé tomber. En fait je vous ai imités !

Quelques idées en vrac à creuser.

1- Quand la contre-révolution a gagné le mouvement ouvrier.

Les socialistes étaient en réalité des antisocialistes, les communistes étaient en fait des anticommunistes, et les trotskystes étaient des antitrotskystes. Quant aux syndicalistes, ceux qui se disent apolitiques, socialistes, communistes, trotskystes, ils militent principalement pour faire aboutir leurs revendications personnelles ou maintenir leur niveau de vie, conserver leurs statuts privilégiés, ce sont en réalité pour la plupart des individualistes, des corporatistes qui s'ignorent ou non, ils n'ont aucun idéal, leur humanisme est une posture purement alimentaire, vulgaire. N'y voyez surtout pas un début de conscience politique, ce serait commettre une erreur fatale.

Notre conclusion : Le mouvement ouvrier doit être refondé sur la base du marxisme ou du socialisme.

2- Dorénavant, compte tenu que nous ne publierons plus les articles en provenance de médias dits alternatifs, lorsque nous ferons référence à tel ou tel fait vous devrez nous croire sur parole ou rechercher ces faits par vous-même.

On consacrera ce portail à des questions théoriques et politiques d'actualité uniquement.

3- Nous reviendrons plus tard sur le traitement honteux que les partis dits ouvriers ont réservé à la question des réfugiés syriens, car il témoigne, soit de leur incompréhension de la situation, soit de leur volonté de ménager Hollande, on optera davantage pour la seconde version et vous allez comprendre pourquoi immédiatement.

Tenez, si vous ne l'avez lu nulle part, certainement pas dans les publications du POI, du NPA ou de LO ou leurs satellites, savez-vous pourquoi l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne sont en train de faire marche arrière sur la Syrie et particulièrement sur Assad, et pourquoi simultanément ils sont en train de fermer leurs frontières ? Parce que lorsque des journalistes interrogent des réfugiés syriens la plupart disent fuir les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique et non Assad ou son régime, pire, il y en a qui ajoutent que c'est la moindre des choses de les accueillir en Europe puisque l'UE soutient ces barbares, évidemment cela la fout mal, cela ne colle pas du tout avec la propagande de l'OTAN qu'ils martèlent depuis 2011 en direction des peuples en Europe pour justifier leur guerre au Moyen-Orient et obtenir leur soutien.

Pourquoi ces partis ne relaient-ils pas ces arguments ? Mais parce qu'ils ont tous opté dès le départ pour la version de la révolution pacifique, modéré en Syrie, réprimée dans le sang par l'horrible dictateur Assad, une pure invention ou falsification des faits fabriquée à Washington que tous les gouvernements occidentaux n'ont eu de cesse de reprendre en choeur. C'est là qu'on s'aperçoit de la collusion qui existe entre ces partis et le régime qu'ils prétendent combattre par ailleurs, ainsi l'imposture est dévoilée. Partant de là, des faits et rien d'autres notez bien, il n'y a rien à attendre de ces partis totalement corrompus. Qu'ils éclatent, qu'ils disparaissent, on ne demande pas mieux et que les militants, cadres et dirigeants sincères et honnêtes qui refusent de se reconnaître dans ces partis pourris et entendent demeurer fidèle au socialisme se rassemblent pour fonder un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, nous les soutiendrons.

4- Un autre aspect de la question des réfugiés syriens.

Soudainement un flot ininterrompu de réfugiés en provenance de Syrie se déversent en Europe dont la France, et voyez-vous sans que personne ne sache d'où ils venaient au juste et pourquoi maintenant et pas hier ou avant-hier, alors que nous savons qu'ils viennent de Turquie où la plupart d'entre eux s'étaient réfugiés parfois depuis plus de trois ans, c'est l'interprétation falsifiée des faits par le POI qui a adopté une nouvelle fois la version officielle concoctée par Washington ou l'OTAN.

Ce que les valeureux "trotskystes" n'ont pas dit pour ne pas froisser Hollande qui soutient la Turquie (OTAN), base arrière des barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple.

D'où sortons-nous cela ? On pourrait faire référence à plusieurs articles publiés par plusieurs médias alternatifs qui le mentionnaient, mais on a mieux avec la dernière déclaration de Hollande qui prouve d'une part que nous n'inventons rien, et d'autre part là en l'occurrence, qu'il vaut mieux écouter ce que dit Hollande qu'Informations ouvrières pour avoir une idée de l'évolution de la crise syrienne et ses conséquences en France même.

- Le sommet européen de mercredi doit aider la Turquie à faire en sorte que les réfugiés présents sur son sol puissent y rester en attendant une issue au conflit en Syrie, a déclaré jeudi à Modène (nord) le président français François Hollande. AFP 17.09

5- Par décret, la dernière lubie ou idée foireuse des aventuriers : il faut préparer la grève générale.

Grande-Bretagne.

- Angela Eagle, chargée du commerce au Labour, a fustigé « une attaque idéologique et partisane des conservateurs contre les syndicats, alors que le nombre de jours de grève a chuté de 90 % en deux décennies ». AFP 15.09

Ne nous faites pas chier avec votre "attaque idéologique", les trotskystes ont décrété qu'il ne valait pas la peine de combattre sur ce plan-là, qu'on se le dise, laissez le terrain libre à la réaction dans ce domaine, telle est leur position, au nom du socialisme

de préférence.

Voyez-vous, ils n'ont pas encore intégré les transformations qu'a connues la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ils doivent considérer que la propande de la classe dominante continue de se faire principalement par bouche à oreille comme au début du XXe siècle, et que par conséquent il n'y a pas lieu de lui accorder davantage d'importance. Pour eux les formidables moyens développés par la classe dominante pour conditionner les masses n'existent pas, on se demande même s'ils ont réalisé qu'une partie du temps libre dont dispose aujourd'hui encore le prolétariat sert justement à formater leur conscience et à les détourner des questions qui les concernent directement pour mieux les abrutir et les soumettre à la dictature du capital. On se demandera dans quel monde ils vivent ces gens-là.

En France.

- Mais malgré ces conflits qui s'enchaînent cette année, il y a du changement. Entre 2005 et 2011, le magazine The Economist calcule que le nombre de jours de grève pour 1.000 employés est tombé de 164 à 77. Un constat que partage Bernard Vivier, qui dirige l'Institut supérieur du travail. franceinfo.fr 23.06.2014

L'embourgeoisement du prolétariat combiné à l'absence d'issue politique dans les années 80-90 dont le réformisme est le produit en somme.

6- Ce n'est pas le centralisme démocratique qui a tué l'avant-garde révolutionnaire, mais le centralisme bureaucratique.

La lutte de classe du prolétariat connaît des périodes de flux et de reflux. En période de reflux ou de paix sociale relative, on pourrait penser qu'elle serait propice à la discussion et au règlement de questions théoriques restées en suspens, histoire d'armer les militants et de renforcer la cohésion du parti... Eh bien pas du tout ! Nos manoeuvriers professionnels feront en sorte que les militants soient sur les dents pour cause de troisième guerre mondiale imminente, puis de révolution imminente, puis de grève générale imminente, etc. dans ces conditions l'heure est en permanence à l'action centralisée, à la discipline de fer et non à la discussion, mais alors quand est-ce qu'il serait possible de discuter tranquillement, sereinement, loyalement entre camarades ? Jamais, qu'on se le dise une fois pour toute ! Et je ne caricature pas, hélas !

Haut de page

Le 21 septembre 2015

CAUSERIE

Un parti de gauche (une organisation ou un groupe), c'est un parti qui combat pour un changement de régime et qui n'est lié à aucun parti de droite, à aucune institution incarnant le régime en place, pas même les appareils vendus des syndicats. Selon vous, après mûre réflexion, cela existe-t-il encore en France et en Europe (ou ailleurs dans le monde) ?

Notre réponse est non, mais personne ne vous oblige à partager ce simple constat.

Dès lors quel parti incarne-t-il le socialisme ou la continuité du marxisme ?

Notre réponse : aucun et ce n'est pas nouveau !

Cela vous surpend-il ? Si oui, vous n'êtes pas au bout de vos désillusions et de vos peines !

Revenons aux fondamentaux du marxisme, c'est juste une question de vie ou de mort, politique... pour commencer !

En famille. Il est des leurs...

Les résultats des élections législatives en Grèce du 20 septembre.

Syriza : 35,47% des suffrages exprimés. (- 330.000 voix par rapport au 25 janvier 2015)

Nouvelle Démocratie (ND) : 28,05%

Pasok : 6 à 7 %

KKE : 5,5 à 6,5 %

To Potami : 4 à 5 %

Aube dorée : 6,96%

Grecs Indépendants (ANEL) : 3,5 % (allié de Syriza au gouvernement et au parlement)

La participation au scrutin a baissé de près de sept points par rapport à janvier, tombant de 63,6 à

Quelques réactions du camp de la réaction auquel appartient Syriza

La Commission européenne a salué lundi l'élection du Premier ministre grec sortant Alexis Tsipras.

Le patron de l'Eurogroupe des ministres des Finances de la zone euro Jeroen Dijsselbloem s'est fendu d'un tweet de félicitations à Tsipras

Dès l'annonce des premiers résultats, M. Tsipras s'est entretenu au téléphone avec Martin Schulz, le président du Parlement européen, le président français François Hollande et le chancelier autrichien Werner Faymann.

"une oeuvre d'art de la stratégie politique", a salué lundi matin le président du Parlement européen, le social-démocrate allemand Martin Schulz.

Alexis Tsipras envisage de former un conseil national de politique européenne qui intégrerait des représentants d'autres partis siégeant au Parlement. "Nous allons demander à toutes les forces politiques de soutenir nos efforts", a dit un cadre de Syriza.

Tsipras et son parti ont en outre réduit au silence les frondeurs qui avaient refusé l'accord avec les "institutions" et créé leur propre parti, Unité populaire, sous la houlette de l'ancien ministre Papagiotis Lafazanis.

Malgré le soutien de Yanis Varoufakis et de l'ex-présidente du Parlement Zoe Konstantopoulou, ce nouveau mouvement n'a pas franchi dimanche le seuil des 3% indispensable pour entrer au Parlement. AFP 20.09

A retenir.

Syriza et le gouvernement sont ultra minoritaires dans le pays avec 19,6% des électeurs auxquels il faut encore retirere les votes blancs et nuls.

Cela n'a pas empêché Hollande de commettre cette déclaration :

«C'est un succès important pour Syriza, pour Tsipras et pour la Grèce qui va connaître une période de stabilité avec une majorité solide et avec des dirigeants, et notamment Alexis Tsipras qui a courageusement défendu ses positions et notamment l'accord conclu au Conseil européen le 13 juillet», a déclaré lors d'une conférence de presse à Tanger (Maroc) François Hollande. 20minutes.fr 20.09

Tsipras a recouru à ces élections pour se débarrasser des aventuriers ou populistes réformistes de Syriza qui ont formé l'Unité populaire, et ainsi renforcé l'ancrage à droite de son parti.

Qui cherche à imposer une autre politique même sans remettre en cause le capitalisme dans le cadre des institutions en place est systématiquement écarté, broyé ou victime de ses propres illusions. La leçon ou la correction est méritée et nous laisse indifférent.

Que fallait-il attendre d'un parti qui avait fixé pour cadre de son combat politique les institutions en place auxquelles il acceptait de se soumettre ? Rien et la preuve en a été faite, cela vaut pour le Front de gauche en France, allié électoral d'EELV, lui-même allié au PS qui est de droite. Cherchez l'erreur, il n'y en a pas !

La majorité des travailleurs se sont largement abstenus ou n'ont pas voté pour Syriza...

Syriza est un parti de droite acclamé dorénavant par la troïka, tout est dans l'ordre des choses.

La lutte de classe va continuer en Grèce dans des conditions encore plus difficiles.

A propos de la crise du POI ou des conciliateurs trotskystes.

A bas le parlementarisme bourgeois !

Une analyse politique étrangère au marxisme.

On nous a toujours fourni la même explication, à savoir que cela traduisait la poussée de la lutte de classe du prolétariat, sa résistance, sa volonté ou tout du moins son impatience à voir satisfaites ses revendications sociales, son aspiration à vivre dans une société plus juste ou meilleure... car voyez-vous pour un peu on aurait pu croire qu'il aspirait au contraire, sans que cela ne perturbe le moins du monde les auteurs de pareilles platitudes qui avaient valeur d'analyse profonde et sérieuse, n'est pas marxiste qui veut, n'est-ce pas ?

Analyse qui tenait du lieu de commun ou qui ne dépassait le stade du constat superficiel de la situation, mais qui pourtant devait servir de support à l'élaboration d'une ligne politique et de tâches, qui dès lors ne devaient jamais permettre d'atteindre les objectifs politiques mis en avant par leurs auteurs, ce qui ne devait pas non plus les gêner plus que cela puisqu'en réalité ils en poursuivaient d'autres inavouables ou que leurs militants ne devaient pas soupçonner.

La formule consacrée selon laquelle de manière déformée le résultat d'élections traduisait les rapports existant entre les classes et à l'intérieur des classes, devait servir à masquer le degré de subordination au capitalisme des masses exploitées ou leur niveau d'ignorance de son fonctionnement qu'il était préférable d'ignorer. Pour comprendre pourquoi il est nécessaire de revenir en arrière.

Les trotskystes affirmaient avant des élections présidentielles ou législatives ou en période électorale, que porter au pouvoir les partis se réclamant de la classe ouvrière qui en réalité en étaient les ennemis alimenteraient la crise du régime et des institutions et se traduirait par une amplification de la lutte de classe du prolétariat, qui désillusionné se retournerait contre ces partis et chercherait une issue politique conforme à ses intérêts en se tournant vers le ou les autres partis dits de l'avant-garde révolutionnaire, or les choses ne se sont jamais passées de la sorte sans qu'ils n'en tirent le moindre enseignement depuis les années 30, y compris Trotsky qui fut un fervent participant de cette stratégie opportuniste sinon son auteur.

Pour justifier et imposer cette politique aventurière aux militants, ils la théorisèrent sous la forme du front unique ouvrier sans tenir des rapports de force en présence, sans tenir compte de la manière dont se présentaient les différents facteurs composant la situation, et dont l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire implanté dans les masses constituait l'élément central ou primordial à partir duquel aurait dû être élaborée une stratégie politique indépendante.

En réalité, l'arrivée au pouvoir de la SFIO ou PS et du PCF de devait pas ouvrir la voie à une situation révolutionnaire mais exactement l'inverse. En fait cette étape de la lutte des classes ne devait pas coïncider avec une offensive de la classe ouvrière, parce qu'elle était le point d'aboutissement d'un processus dans des conditions données qui traduisait l'impasse politique dans laquelle se trouvait le mouvement ouvrier et le prolétariat. Autrement dit l'analyse que nous ont fournie les trotskystes était totalement erronée ou une pure vue de l'esprit.

L'analyse qui allait déterminer leur position avant chaque élection ne correspondant pas à la réalité, et celle qu'ils allaient adopter après chaque élection serait tout aussi erronée et ne permettrait pas davantage de construire le parti. A ce stade on s'aperçoit qu'ils ont eu faux sur toute la ligne en dehors de lieux communs élevés au rang de vérité absolue repris volontiers par les représentants de la classe dominante, puisque sans conséquence sur les rapports entre les classe à venir, on pourrait même ajouter qui s'en trouvaient ainsi renforcés au profit de la classe détenant le pouvoir.

L'arrivée au pouvoir du PS avec ou sans le PCF qui le soutiendrait de l'extérieur a donc été présenté comme le produit de la radicalisation des masses exploitées sans se demander vraiment dans quelles conditions politiques, et fait révélateur qui a été minutieusement occulté ou minimisé, sans prendre la mesure de la signification de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, alors que ce facteur traduisait le rapport réel existant entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière, autrement dit l'élément qui devait occuper une place déterminante au cours de la lutte des classes ne figurait pas dans leur analyse ou il y figurait uniquement justifier leur stratégie et non comme un élément permettant de comprendre la situation, situation à partir de laquelle il aurait été possible de définir une autre stratégie qui ne soit pas basée sur des calculs ou des manoeuvres d'appareils soumis au cadre des institutions.

Leur analyse s'inscrivait dans le cadre des institutions, pire, en guise de politique indépendante en réalité elle ne devait pas déborder de ce cadre qu'incarnaient ces piliers du régime, le PS et le PCF. Cela devait leur servir à masquer un autre aspect de la réalité qu'ils allaient être incapables d'aborder, la subordination des masses au capitalisme que traduisait leur participation à ces élections, sans pour autant que leur abstention soit réellement ou forcément le produit d'une prise de conscience de leur condition ou du rôle et de la nature des institutions, elle exprime davantage le rejet d'une politique contraire à leurs intérêts qu'elles continuent de concevoir dans le cadre du régime en place plutôt que l'adhésion à une politique qui se situerait au-delà

du capitalisme et ses institutions, imaginer autre chose serait se leurrer ou se convaincre de quelque chose qui n'existe pas.

Donc l'arrivée au pouvoir de ces partis constituait le point d'arrivée ou l'aboutissement d'un processus plutôt que le point de départ ou le commencement d'un nouveau processus politique, mieux encore, il allait être exactement l'inverse en annonçant une nouvelle offensive de la réaction profitant de cette confusion que les trotskystes entretinrent consciencieusement.

L'arrivée au pouvoir de ces partis devait être la conclusion du front unique parce qu'il ne pouvait pas en exister d'autres. Si vous reprenez chronologiquement les différentes étapes par lesquelles sont passés les différents partis trotskystes après mai 81 vous en aurez confirmation, jusqu'à la crise qui les mine aujourd'hui et qui préfigure leur dislocation inévitable.

La combinaison de la participation aux institutions par le biais des élections et du front unique allait s'avérer fatale à l'avant-garde de la classe ouvrière, au mouvement ouvrier et au prolétariat qui dès lors devaient se soumettre au régime en place et à ses institutions, les partis dits de gauche qui en réalité étaient tous de droite ainsi que les appareils des syndicats qui en sont des agents.

On aura compris que le refus obstiné de caractériser politiquement le PS et le PCF comme des partis de droite, capitalistes, était rendu indispensable pour développer une telle politique rompant avec le marxisme ou le socialisme. A défaut de pouvoir réfuter cet argument qu'ils qualifieront de gauchiste ou pour justifier leur politique, ils iront jusqu'à prétendre hypocritement que cela aurait conduit à se couper des masses pour en fait mieux camoufler qu'en près de 70 ans ils ne sont jamais parvenus à lier de profondes relations avec le prolétariat que traduit l'inexistence du parti dont les dirigeants trotskystes portent la responsabilité.

De la même manière, en réalité c'est peut-être de là qu'il faudrait partir pour comprendre comment le révisionnisme a complètement gangrené l'avant-garde révolutionnaire, l'absence complète d'analyses des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, sur quoi ces rapports reposaient, de quelle manière ils se présentaient, comment ils avaient évolué à l'instar du capitalisme mondial au cours du XXe siècle, quelles étaient les conditions du prolétariat, de ses différentes couches, leur composition, leur degré de soumission au capitalisme, quels liens elles entretenaient avec lui, quels avantages elles en tiraient, comment cela se traduisait-il sur leurs rapports aux différents partis, aux institutions, aux syndicats, au sein de l'ensemble de la superstructure du régime qui inclut d'autres acteurs intervenant dans la lutte des classes, une multitude d'organisations ou associations toutes plus ou moins liées aux partis qui constituent les piliers du régime, comment ces rapports en relation avec leur condition d'existence allaient infuencer leur interprétation de la société et de l'ensemble de ces acteurs politiques, leur état d'esprit et leur niveau de conscience, déterminer ou dicter leur réaction ou leur absence de réaction, leur volonté ou leur absence de volonté de chercher une issue politique, agir sur leur capacité à résister à l'offensive de la réaction, quel contenu et quelle orientation elles allaient lui donner, dans quelle condition et comment elles allaient vivre et subir la guerre idéologique et psychologique que la classe dominante leur mène sans répit, quelle emprise elle allait avoir sur elles, comment cela allait-il se traduire en terme politique, etc. La même démarche devait être effectuée avec les classes moyennes et celle des capitalistes, leurs différentes couches qui n'ont pas forcément les mêmes intérêts, comment vivaient-elle l'hégémonie de l'idéologie néolibérale, comment cela se traduisait-il sur le plan politique, etc.

Se gargariser de la crise que traversent tous les partis, les institutions et le régime, le capitalisme qui relève une fois de plus du lieu commun en guise d'analyse, ne permet pas de comprendre quel est précisément l'état du rapport de force qui existe entre les classes qui inclut l'ensemble des acteurs politiques, où en sont les masses et ses différentes couches, conduit à s'adresser à elles dans un discours dans lequel elles ne peuvent pas se reconnaître puisqu'il ne correspond pas à la manière dont elles vivent leur condition, tout au plus consiste-t-il à alimenter leurs illusions dans le régime incompatible avec la démocratie et la satisfaction de leurs besoins.

La crise grecque a mis en relief que la question déterminante n'était pas la rupture avec l'UE ou l'euro ou même avec les institutions nationales du capital, mais la nécessité de rompre avec le capitalisme avec laquelle la politique axée sur les revendications sociales immédiates des travailleurs ou tournée vers les syndicats entre en contradiction, car la rupture avec le capitalisme cristalise ou concentre toutes les questions sociales et politiques que les travailleurs ont à résoudre, et qui à elle-seule pour recevoir des réponses conformes à leurs besoins pose la question du pouvoir, de l'Etat, quelle classe produit les richesses et de fait participe au fonctionnement de la société, et par conséquent quels rapports établir avec les institutions qui représentent le capital et ses besoins, quel destin il s'agit de leur réserver, par quoi les remplacer, qui doit détenir le pouvoir, comment avancer dans cette voie, comment préparer les conditions qui permettront de s'emparer du pouvoir politique.

C'est au tout début des années 70 que l'oligarchie financière allait lancer son offensive généralisée à l'échelle mondiale pour s'emparer du pouvoir en réponse à la nouvelle crise du capitalisme qui allait lui servir à précipiter la fin de l'URSS et ses satellites, orienter l'immense masse de capitaux qu'elle avait accumulés au cours de la période antérieur vers le marché asiatique... On a donc bénéficié d'une période de plus de 40 ans pendant laquelle on aurait pu éduquer les masses au fonctionnement et aux méfaits du capitalisme en prévision de ce qui les attendaient de manière à ce qu'elles y soient préparées et puissent affronter dans les meilleures conditions possibles les politiques d'austérité qui leur seraient imposées dès le milieu des années 70, amplifiées à partir des années 80 jusqu'à nos jours, sauf qu'on n'en a rien fait, supposant sans doute que ce serait inutile ou qu'elles n'y comprendraient rien.

Comprendre que tous les partis de droite comme de gauche ou d'extrême droite étaient tous soumis à la finance et que sachant que le seul objectif de l'industrie financière était et demeure d'enrichir toujours plus ses représentants, partant de là il était facile

d'expliquer aux travailleurs que ces partis ou les institutions ne pouvaient pas servir leurs intérêts ou que l'intérêt général dont se réclamaient ces partis se confondait en fait exclusivement avec les besoins des banquiers ou du marché et qu'il ne pouvait pas en être autrement, de la même manière qu'ils sont responsables de toutes les guerres dans le monde dont ils tirent des profits gigantesques, ou du chaos actuel dans lequel ils ont plongé l'humanité et dont ils comptent tirer des profits politiques ou accroître leur hégémonie, leur pouvoir sur le reste de la société.

Sur Internet on trouve des milliers d'articles ou de vidéos qui expliquent cela très simplement, de telle sorte que n'importe quel travailleur peut comprendre en grande partie dans quel monde il vit, sans toutefois pouvoir s'en saisir puisqu'il y manque toujours la partie pratique qui lui permettrait d'entrevoir la possibilité de changer la société ou le monde. Que ces faits et ces explications ne lui soient pas donnés par un parti ouvrier en dit long sur leur incurie, ou à quel point leur objectif n'est pas de favoriser l'élévation du niveau de conscience politique des travailleurs, dès lors on comprend pourquoi ils s'en détournent ou ils ne leur inspirent pas confiance, à raison il faut bien dire.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit, j'ai un exemple caricatural sous la main qui témoigne qu'on peut se prétendre trotskyste et être complètement sclérosé sans s'en apercevoir, cela va de soi.

Dans un courriel, un trotskysme m'avait reproché de m'en prendre aux intellectuels tout en me rappelant qu'ils étaient tout de même à l'origine de toutes les révolutions, qu'il était donc impossible de s'en passer, etc. Ma critique ou mon constat s'adressait uniquement aux intellectuels concernés et non à l'ensemble des intellectuels auxquels je me suis adressé une multitude de fois dans ce portail sachant que certains d'entre eux s'y connectaient pour lire mes causeries. Qu'il se soit senti visé ne concerne que lui et n'engage pas ma responsabilité, je n'y peux rien si quelque part il aurait quelque chose à se reprocher qu'il ne parvient pas à assumer.

Le même intellectuel trotskyste estimait inutile de répondre à l'offensive contre les masses menée par la classe dominante et l'élite intellectuel à son service qui officie quotidiennement dans les médias sur le plan idéologioque et psychologique, précisant que c'était un prolétariat arriéré qui avait fait la révolution russe...

Il n'est pas nécessaire de sortir d'une grande école ou d'être bardé de diplômes pour discerner au premier coup d'oeil les contradictions que renferme un tel raisonnement ou absence de réflexion il serait plus juste de dire. Car si les intellectuels ont pu jouer un rôle déterminant au côté de la classe ouvrière dans certaines circonstances précises, il faut bien noter que cela demeure des cas exceptionnellement rares et particulièrement limités et que le reste du temps ils s'avèraient être des réactionnaires.

Quant aux masses arriérées, chacun sait qu'elles sont aussi capables du pire comme du meilleur, et s'agissant de la révolution russe, force est de constater à l'instar des intellectuels précisément qu'elles ont épousé la ligne de moindre résistance dès que la situation s'y prêtait ou elles peuvaient opérer un virage à droite à 180°, dès lors que le processus révolutionnaire qui les avait portées à se dépasser avait cessé de souffler ou s'estompait pour s'en remettre au dernier qui avait parlé ou à celui qui parlait le plus fort, ce qui était inévitable compte tenu qu'on ne trimballe pas un tel niveau d'arriération toute sa vie ou pendant de longue décennie depuis notre naissance pour s'en débarrasser du jour au lendemain quelle que soit l'expérience à laquelle on a participé, quels que soient les bouleversements sociaux et politique auxquels on a été directement mêlé, il en faut beaucoup plus pour briser l'inertie de l'histoire qui a tendance constamment à nous tirer ou nous ramener en arrière et que l'on traîne comme un boulet, nous conduit à régresser au lieu de progresser, surtout quand la situation s'y prête ou qu'on ne perçoit pas quel intérêt on aurait à adopter une autre attitude, qui plus est lorsqu'elle réclame de notre part de nouveaux efforts ou sacrifices, on se laisse aller à adopter la solution la plus économique qui nous tend les bras ou qui s'offre à nous sans se poser la question d'en connaître les conséquences auxquelles dans l'immédiat on se refuse à penser, encore faudrait-il en avoir les moyens, ce qui n'est pas le cas. On a affirmé que les bolcheviks avaient pu s'emparer du pouvoir parce que leur propagande avait sapé les bases du régime tsariste, ce qui est exact, mais cela ne signifiait pas pour autant que le prolétariat russe aurait été en mesure d'en comprendre toutes les implications, loin de là, il ne fallait pas lui demander l'impossible dans ces conditions-là, et personne parmi nous ne l'accusera d'avoir été responsable du stalinisme ou de la dégénérescence du parti bolchevik et de la révolution russe, de même qu'il ne nous viendrait pas à l'idée d'en accuser la poignée de marxistes qui dirigeaient le parti bolchevik et la révolution.

Par contre, ce qui est criminel, c'est de ne pas en avoir tiré les enseignements politiques et de ne pas avoir adapté notre conception de la lutte de classe en conséquence, de ne pas avoir combiné, mieux, subordonné notre intervention dans la lutte des classes ou l'organisation des masses à la nécessité impérieuse d'élever leur niveau de conscience politique, sans évidemment prétendre atteindre la totalité des masses, de telle sorte qu'elles allaient finalement demeurer vulnérables à la propagande de la réaction (y compris ou surtout de gauche), aux flatteries et aux promesses sans lendemain en tous genres de leur ennemi.

Cela devait concerner également les intellectuels qui allaient se retrouver confrontés au même traitement, alors que les prétextes ne manquaient pas de leur côté pour qu'ils se défilent, il n'en fallait pas davantage pour qu'ils se détournent du socialisme et le justifie par l'incurie des dirigeants du mouvement ouvrier empêtrés dans leurs contradictions ou pire encore. Pourquoi à ce jour seulement une minorité insignifiante d'intellectuels se sont-ils tournés vers le socialisme, sinon parce que nos dirigeants en ont fourni un témoignage incohérent ou en ont donné une image détestable, repoussante.

Les trotskystes, qui ne possédaient manifestement pas les capacités des marxistes, ont troqués l'analyse impartiale de la situation au profit de la propagande en tronquant au passage la réalté ou en la réécrivant au fur et à mesure, pour uniquement justifier

leurs positions ou leurs idées et préserver leurs appareils au détriment de la cause qu'ils étaient censés servir et incarner. Que devait-il en sortir à l'arrivée ? Vous l'avez sous les yeux.

On a eu plus de quatre décennies pour enseigner aux travailleurs et aux militants le fonctionnement de l'économie capitaliste, qui oserait prétendre que si on s'était résolument attelé à cette tâche pendant ces nombreuses années ils en seraient encore au même point ou au même niveau d'ignorance, ils n'auraient pas progresser ?

Pour terminer aujourd'hui, je vais me livrer à une digression ou vous livrer une expérience personnelle que je suis en train de vivre et qui est riche en questionnements, en surprises aussi.

A sa demande, j'ai entrepris d'apprendre à lire et écrire le tamoul à ma compagne Selvi qui est illettrée et qui a 46 ans. On a commencé depuis près d'un mois déjà et j'ai constaté hier qu'elle n'avait pratiquement pas progressé. Je pensais qu'elle pourrait apprendre par coeur toutes les lettres de l'alphabet en un rien de temps, pour n'avoir cessé de les visualiser depuis sa naissance, et puis c'est sa langue maternelle, et bien pas du tout, cela s'avère beaucoup plus compliqué que prévu. Alors j'ai essayé de comprendre ce qui clochait dans la pédagogie que j'avais adoptée. Il faut avoir à l'esprit qu'elle a vécu 46 ans en se passant de la lecture et de l'écriture, de la langue ou de l'expression écrite. Son cerveau a été formaté et fonctionne donc depuis de très nombreuses années en s'étant passé de ce moyen de communication. Comment fonctionne-t-il ? A vrai dire je n'en sais rien, je le découvre un peu chaque jour, et il fonctionne selon des normes tellement différentes des miennes en apparence qu'il n'est pas facile de suivre le cheminement de sa pensée, je ne sais pas si on peut parler de développement ou de réflexion dans son cas tellement ils semblent être demeurés à un stade élémentaire.

Maintenant, la pauvre femme comme des centaines de millions d'autres en Inde, se retrouve confrontée à une société connaissant de rapides et brutaux changements qu'elle subit sans rien y comprendre, beaucoup de choses changent autour d'elle sans qu'elle sache ni pourquoi ni comment ni quelles conséquences ils auront dans le futur sur son mode de vie. Son cerveau n'a pas évolué pour autant, sans parler des superstitions et de la religion auxquelles elle demeure attaché et qui contribuent à la maintenir dans une profonde ignorance que d'un autre côté je m'emploie à combattre, rassurez-vous à un rythme compatible avec son état, sinon ce serait de la tyrannie, laissons cela à la pseudo-gauche et extrême gauche pourries qui entendent libérer les masses de leurs préjugés archaïques pour mieux leur faire épouser ceux du néolibéralisme. Non, je respecte cette femme dont je suis si différent, comme je respecte chaque travailleur.

Ce qu'il s'agit de lui apprendre, c'est de penser à partir d'autres instruments que ceux qu'elle a toujours utilisés jusqu'à présent ou apprendre à les manier pour gagner en indépendance ou liberté, afin de se défaire d'un terrible complexe d'infériorité qui l'accable ou la rend malheureuse à en pleurer, je n'exagère rien et j'en suis extrêmement peiné. Comment apprendre à penser à travers des signes scripturaux au lieu de se servir exclusivement de langue orale, ou comment passer de la langue orale à la langue écrite pour concevoir ou exprimer sa pensée ou retranscrire une idée, procédé compliqué, barbare au premier abord, bien qu'il soit régi par des règles qui dès lors qu'on les possède ont une valeur civilisatrice, vous hausse quelque part d'un coup au niveau de la civilisation humaine actuelle pour le meilleur et le pire, conservons ici le meilleur.

Cela n'est pas du tout évident. J'avais péché par excès d'optimiste me basant sur un enfant qui apprendrait à lire et à écrire, en fait les choses ne se passent pas du tout de la même manière. Pourquoi ? Parce qu'elle a appris à penser différemment ou en se passant de la lecture et de l'écriture. L'architecture de son cerveau n'a rien à voir avec celui d'un enfant. Quelles différences fondamentales existe-t-il entre eux ? Ses 46 années au cours desquels son mode de pensée a été façonné uniquement sur la base des expériences qu'elle a vécues et qui étaient forcément très limitées, son développement intellectuel reposait uniquement sur ces expériences et le peu de connaissances qui lui ont été transmises par ses parents eux-mêmes illettrés, des connaissances purement pratiques comme par exemple apprendre à faire cuire du riz, mimétiques qu'elle a apprises en regardant les autres faire et en les imitant, à la limite on pourrait dire qu'à aucun moment la réflexion ou la logique ne devait entrer en jeu, du coup elle en est totalement dépourvue et c'est bien là que se situe la principale difficulté. Le lien entre un signe ou une lettre et sa traduction orale, la représentation écrite d'un son est quelque chose qu'elle doit assimiler et elle a toutes les difficultés du monde à y arriver.

N'allez pas croire qu'elle serait particulièrement idiote ou débile, pas du tout, elle trimballe derrière elle une expérience passée qui présente des caractéristiques particulières et qui constitue un obstacle à son évolution, en partant du principe que l'écriture a représenté un progrès pour la civilisation humaine, ce que personne ne mettra en doute évidemment, elle-même en a parfaitement conscience, ce qui prouve qu'elle est parfaitement capable de progresser. Nous allons surmonter cet obstacle en combinant l'apprentissage de l'alphabet, il faut savoir que l'alphabet tamoul comporte 234 lettres différentes (plus 4 du hindi), avec des exercices pratiques de lecture quotidiens, de mémorisation et de logique. Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, le comportement en général des masses se caractérise par une absence de logique élémentaire, y compris chez les intellectuels. Et dire qu'il y en a qui m'impute de vouloir élever le niveau de conscience des masses au niveau du socialisme, ce qui serait grotesque, comme si j'ignorais d'où elles partaient, passons.

Tout cela pour dire qu'il n'est pas concevable d'imaginer un instant qu'il serait possible à tout un peuple ou à la majorité de la population d'un pays de se débarrasser de ses habitudes, de ne serait-ce que modifier quelques aspects de son mode de pensée sans y être contraint ou sans que cela prenne un certain temps...

Pour revenir à ce nous avions dit plus haut, nous avons eu plus de 40 ans pour initier les masses au fonctionnement de la société et du capitalisme, durée suffisamment longue pour espérer quelques progrès, ou alors cela signifierait que ce serait impossible en toutes circonstances, et dans ce cas-là il faut en tirer les conséquences et en déduire que l'humanité serait condamnée à vivre sans cesse en guerre et que le socialisme n'était qu'une utopie qui avait germé dans la tête de quelques rares penseurs géniaux et qu'il aurait dû être condamné à ne jamais en sortir puisque irréalisable. Selvi étant décidée plus que jamais à savoir écrire et lire, et de mon côté ayant la volonté de l'aider à y parvenir, j'ai envie de dire juste pour prouver que c'est possible dès lors qu'on aura trouvé la didactique appropriée à sa condition, c'est du domaine de la dialectique et c'est un objectif à notre portée. Personnellement j'avais appris en un éclair le tamoul il y a 25 ans alors que je ne suis vraiment pas doué pour les langues. Je précise que les trois enfants de Selvi sont bilingues anglais tamoul, car cette femme qui a élevé seule ses enfants tenait absolument à ce qu'ils sachent lire et écrire pour mieux s'en sortir qu'elle plus tard, comme quoi elle a du mérite et inspire le respect.

Et puis qu'on évite de nous faire un procès d'intention, quand nous envisageons d'élever le niveau de conscience des masses, on pense à quelques centaines de milliers de travailleurs manuels ou intellectuels, puis plus tard quelques millions, ce qui serait largement suffisant pour construire le parti et entraîner le reste du prolétariat au combat, s'emparer du pouvoir politique.

Demain ou dans les jours qui viennent on essayera de publier quelque chose à partir des documents du POI-CCI qui sont parvenus à notre connaissance.

Je répondrai brièvement au camarade qui m'a déjà envoyé trois courriels et dont je le remercie. Je lui confirme que je n'ai reçu aucun autre courriel, comme quoi tout le monde se fout de ce que l'on fait ou écrit ou que ce portail disparaisse, je considère qu'il fonctionne désormais pour uniquement deux militants, c'est peu et très encourageant !

Haut de page

Le 25 septembre 2015

CAUSERIE

Je fais les travaux urgents que j'avais laissés en plan chez moi depuis le début de l'année, et je n'ai pas le temps d'écrire quoi que ce soit qui n'ajouterait rien à ce qui a déjà été dit dans ce portail depuis 2008.

Juste un élément de réflexion politique à creuser.

L'hégémonie ou plutôt le pouvoir dictatorial qu'exerce l'oligarchie financière sur le plan économique sur toutes les classes de la société à l'échelle mondiale, se caractérise par la mise en place de structures financières fonctionnant selon le modèle du verticalisme, auquel correspond de plus en plus ouvertement l'organisation politique de la société ou le fonctionnement des différentes institutions politiques dans chaque pays ou au niveau international créés par le capital. Or sur le plan politique le verticalisme porte un nom, le fascisme.

Les partis, les organisations liées à des partis politiques ou financées par l'Etat, les intellectuels qui à titre personnel s'expriment et refusent de rompre avec le capitalisme et ses institutions sont les complices de la mise en place d'un système politique frayant la voie au fascisme ou empruntant déjà certaines de ses méthodes pour gouverner... A suivre

Haut de page

Le 26 septembre 2015

CAUSERIE

Les intellectuels qui publient des articles dans les portails Le Grand Soir, Arrêt sur Info, Mondialisation et le Réseau Voltaire (notamment) sont Charlie ou compatibles avec Charlie dans la mesure où aucun ne remet en cause l'ordre établi.

Les chiens de garde de la pensée marxiste veillent !

Vous avez dit mimétisme ?

Un courriel reçu d'un "trotskyste" ex-militant de l'OCI et sympathisant du POI-CCI.

- "*La distinction "parti de gauche-parti de droite" n'a rien de marxiste pour quelqu'un qui se veut partisan de Lénine et Trotsky, la véritable distinction est celle entre "partis ouvriers- partis bourgeois- partis ouvriers bourgeois.*"

Tout d'abord on a envie de répondre : qu'est-ce qu'on en a à foutre de ce qui est marxiste ou pas sachant que ceux qui le décrètent sont en général d'épouvantables dogmatiques complètement sclérosés qui se prétendent marxistes, ce qui n'engage qu'eux-mêmes et n'a aucune signification à nos yeux surtout quand leur attitude démontre le contraire ou en est indigne.

Il en va ainsi de tous ces militants et particulièrement des intellectuels qui parce qu'ils se croient arrivés s'autorisent à donner des leçons à tout le monde. Le cerveau de ces militants a été formaté, conditionné de telle manière que leur mode de pensée est incapable d'évoluer ou d'intégrer l'ensemble des facteurs qui composent la réalité, et qui eux sont soumis à des forces ou des pressions extérieures qui influenceront ou modifieront les rapports qu'ils entretiennent. Partant de là on peut décider de les intégrer ou non dans notre analyse de la situation et d'en donner une interprétation qui sera ou non fidèle à la réalité, tronquée, déformée en fonction de nos réelles intentions ou nos objectifs en admettant qu'une partie sont inconscients.

Les légendes ou mythes qu'ils colportent en font partie, par exemple sur les relations entre Lénine et Trotsky qui furent épouvantables jusqu'au décès de Lénine. Pourquoi l'avoir occulté ? Pour ne pas avoir à en rechercher les causes politiques qui contrarieraient la politique qu'ils avaient adoptée après la mort de Trotsky jusqu'à nos jours, politique qu'aurait condamné Lénine et peut-être Trotsky lui-même. Les dirigeants de ce courant politique et leurs militants se prétendent marxistes, alors qu'au lieu de s'en tenir aux faits, à tous les faits, en sélectionnant ceux qui les intéressaient et en occultant ceux qui remettraient en cause leur ligne politique ou leurs position, ils ont prouvé qu'ils n'agissaient pas en marxistes mais en bureaucrates ou disciples en fonction des besoins d'un appareil monolithique. A l'opposé Marx et Engels entretinrent toujours des relations chaleureuses, fraternelles, plus qu'amicales, familiales, d'une loyauté et d'une sincérité exemplaires qui en font un modèle indépassable à ce jour, un idéal qui nous inspire le plus grand respect.

Nous avions déjà indiqué qu'une des caractéristiques des trotskystes étaient de se prendre pour ce qu'ils n'étaient pas, pas seulement sur le plan quantitatif où à une poignée à les entendre ils influenceraient le cours de la lutte des classes, on aurait envie de leur répondre apparemment pas dans la bonne direction au regard des résultats obtenus, mais aussi sur le plan qualitatif pour se croire dépositaire d'un héritage et s'estimer supérieurs aux autres militants, ce qui se mérite ou demande à être prouvé, or les faits ont amplement démontré exactement le contraire là aussi.

Ces gens-là vivent dans une bulle, un système qu'ils se sont créés qui n'a qu'un rapport éloigné avec la réalité, et cet exemple est là pour en témoigner. Tous les acteurs font référence à la droite et à la gauche, alors pourquoi devrions-nous nous en priver ou ne pas aller sur leur terrain, pourquoi, parce qu'il forcerait nos braves trotskystes à reconsidérer leur caractérisation du PS qu'ils ont soutenu pendant de longues décennies et continuent de le faire de manière plus hypocrite ou sournoise, par exemple sur la question de la Syrie en adoptant l'interprétation que le PS avait faite des événements qui s'étaient produits dans ce pays en 2011 et qui selon Hollande et Fabius justifiaient de bombarder la Syrie, ce que le POI pouvait ensuite condamner sans que cela ne porte à conséquence, l'essentiel résidant dans la version des faits qu'ils partageaient et qui constituait de fait les bases d'un consensus bien réel existant entre le POI (le NPA et LO) et le PS. On ne pouvait pas analyser la position du POI sans tenir compte de ces deux éléments contradictoires qui n'étaient pas vraiment à l'avantage du POI car ils démontraient leur collusion d'intérêts qui évidemment n'avait rien de marxiste ou de trotskyste. On pourrait faire la même analyse sur la Libye, l'Afghanistan, l'URSS, l'Allemagne, l'Algérie, la Yougoslavie, l'Espagne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, Cuba, etc. chaque fois à la base on trouve une analyse tronquée, falsifiée des faits. Pendant près de 15 ans Lénine ne cessera de répéter que Trostky n'était pas digne de confiance, on peut facilement imaginer que cela allait s'incrustrer profondément dans le cerveau des bolcheviks.

Les données qui suivent sont tirées d'articles, ouvrages ou vidéos qui j'espère sont fidèles à la réalité. Trotsky trahira Lénine à au moins deux reprises à des moments déterminants pour l'existence du parti bolchevik et la révolution socialiste mondiale, lorsqu'il refusera en 1922 et en 1923 de porter à la connaissance des dirigeants bolcheviks la lettre que lui avait remis Lénine dans laquelle il demandait la destitution de Staline, et c'est seulement lors du XIIe Congrès du Parti bolchevik en mai 1924 qu'elle sera lue, donc après la mort de Lénine survenue quatre mois plus tôt, .lettre qui sera interprétée par nos valeureux trotskystes comme le testament politique de Lénine en faveur de Trotsky, alors qu'absolument rien dans son contenu (ainsi les rajouts auxquels procédera Lénine entre janvier et mars 1923) ne permettait d'aboutir à une telle conclusion qui est une pure fabrication. Leurs relations étaient si détestables que, tandis que Lénine était alité pendant près d'un an entre 1922 et 1923, puis connut une brève amélioration suivie d'une rechute qui lui sera fatale, Lénine et Trotsky logeait chacun à un bout de la Place Rouge, à aucun moment pendant un an Trotsky ne rendra visite à Lénine. C'est stupéfiant n'est-ce pas? C'est comme si vous aviez votre frère gravement malade ou en train de crever au bout de votre rue et que vous l'ignoriez totalement, je ne sais pas ce que vous en pensez mais il faut être animé par une haine farouche pour agir de la sorte ou ce qui lui ressemble, qui d'une manière ou d'une autre devait reposer sur de solides arguments, politiques pour le cas qui nous occupe ici, et qui à notre avis aurait dû faire l'objet d'un questionnement approfondi pour en comprendre réellement l'objet ou la nature, c'était la moindre des choses quand on se prétend trotskyste ou incarner l'héritage du trotskysme, du bolchevisme ou du léninisme. Le léninisme n'étant pas vraiment la tasse de thé des trotskystes on comprend mieux pourquoi ils ont monté cette légende autour de Trotsky. Mais bon, la réalité finit toujours par rattraper les faussaires, la crise du POI-CCI est là pour nous le rappeler si nécessaire.

Pour revenir à notre sujet dont nous nous sommes écarté, quand les représentants de la classe dominante évoquent quotidiennement la droite et la gauche, si vous être marxiste, vous êtes prié de ne pas vous en mêler ou de parler d'autres choses, laissez-leur le terrain libre, le terrain libre à toutes les manipulations possibles et inimaginables qui présenteront l'avantage de ménager le PS toujours qualifié de gauche, et ainsi vous participerez à l'entreprise qui consiste à continuer de tromper travailleurs et militants sur la nature d'un pilier du régime qu'il s'agit de ménager à tout prix.

Cette caractérisation des partis en fonction de ces critères présente l'avantage de situer de quel côté de la barricade ils se situent, c'est cela qu'on voudrait nous interdire de faire, trancher définitivement la question de la nature sociale de chaque parti en fonction des intérêts qu'ils défendent réellement en pratique et non sur le papier ou sur le plan théorique qui peut donner lieu à toutes sortes d'interprétations ou de manipulations malhonnêtes. En cela, c'est tout à fait conforme au marxisme puisque nous partons des faits et leurs enchaînements pour ensuite en proposer une signification ou la portée, que l'on ne forcera personne à partager ou à adopter les yeux fermés.

J'ai relévé quelques titres de presse des trois derniers jours qui démontrent l'actualité de ces critères que nos trotskystes voudraient enterrer, la liste n'est pas exhaustive, elle provient des infos publiées par Yahoo uniquement.

- Pour Noël Mamère, « à gauche, tout est à reconstruire » - LeMonde.fr
- Emmanuel Macron est un atout pour la gauche, selon 64% des sympathisants PS - Francetv info
- Emmanuel Macron, «un handicap pour la gauche» selon la moité des Français - 20minutes.fr
- "J'ai un cœur, il bat à gauche" Sarkozy trouve "insupportable" le débat sur les quotas de migrants - Francetv info
- Régionales: les sympathisants de gauche très favorables à des listes d'union, selon un sondage - AFP
- Régionales: le PS organise un référendum sur l'union de la gauche - Reuters
- Réforme institutionnelle à Paris : la droite d'accord sur le principe, mais… - Public Sénat
- Macron: une figure de la gauche lance un site macron-demission.fr - AFP
- Front de gauche: les parlementaires veulent rebâtir une gauche "en voie d'implosion" - AFP
- Derrnière l'unité pour les régionales, la droite cache mal les rivalités de la primaire - LeMonde.fr
- Au PS Ile-de-France, on dissèque les villes de droite - Liberation.fr

Les marxistes non plus ne rechignaient pas à utiliser ces critères :

- Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir ? Quelle est l'opposition qui, à son tour, n'a pas renvoyé à ses adversaires de droite ou de gauche l'épithète infamante de communiste ? (Le manifeste du Parti Communiste (2e paragraphe) - Marx-Engels)

- Et en bas, dans le prolétariat et dans la paysannerie, surtout chez les paysans pauvres, la majorité des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks est «à gauche ». (Les tâches de la révolution - 9 et 10 octobre 1917 - Lénine)

- Pivert se trouva pris à l'improviste par ces événements car, en dépit de tout, il continuait à rester un ami de « gauche » auprès de Léon Blum, c'est-à-dire auprès du pire agent de l'ennemi de classe [4]. Le rythme des événements ne s'adapte pas au rythme de l'indécision centriste. D'autre part, les centristes couvrent toujours leur désaccord avec la politique révolutionnaire en invoquant le « rythme », la « forme » ou le « ton ». Vous pouvez retrouver cette manière centriste de jouer à cache-cache avec les faits et les idées dans toute l'histoire du mouvement révolutionnaire. (Lettre à Daniel Guérin - 10 mars 1939 - Léon Trotsky)

Vous avez oublié les centristes, les partis de gauche oscillant entre opportunisme et gauchisme, partis démocratiques petits bourgeois pouvant évoluer à gauche ou susceptibles d'adopter des positions conforment au socialisme.

Nous pouvons retenir les deux types de critères pour caractériser les partis politiques, que l'on utilisera selon le contexte ou l'auditoire auquel on s'adresse, mais aussi du but recherché dans notre discours. Nous emploierons celui qui nous semble le mieux adapté en fonction des circonstances pour désigner les partis afin d'éclairer les travailleurs sur leur véritable nature.

L'actualité politique fait quotidiennement référence à la droite et la gauche, c'est le discours qui parvient aux oreilles des travailleurs et qu'ils commentent, il semble donc plus avisé, opportun et cohérent d'en tenir compte au lieu de leur substituer des catégories qui ne leur disent pas forcément quelque chose, allez donc demander à un travailleur ce que signifie un parti ouvrier bourgeois ou un parti centriste, je vous parie ce que vous voulez que pas un sur mille ne sera capable de vous répondre.

Et c'est bien parce qu'ils ne savent pas ce que signifie être de gauche qu'ils baignent dans une telle confusion politique, aussi est-il de notre devenir de les aider à y voir plus clair en reprenant les termes qu'ils utilisent, même si cela n'est pas très "marxiste", peu importe ils ne le sont pas non plus ! L'essentiel c'est qu'ils comprennent qui est leurs amis et qui figurent parmi leurs ennemis quelles que soient leur étiquette, leur passé, leur origine, leur programme ou leur déclarations sur la base des faits.

Le Front de gauche est l'allié d'un parti bourgeois EELV lui-même allié à un parti de droite, le PS, qui gouverne pour l'oligarchie financière, tous ont gouverné sous un président de droite, Chirac, question : Peut-on être de gauche dans ces conditions ? Evidemment non, dans le cas contraire ou si on avait la moindre hésitation pour répondre à cette question ou si

l'on refusait de se prononcer, cela reviendrait à dire que finalement cela ne veut rien dire ou cela n'a pas d'importance, cela reviendrait à affirmer qu'il est impossible de trancher cette question ou d'y répondre ou que toute connaissance en la matière comme dans bien d'autres domaines d'ailleurs serait impossible, par exemple on ne saurait plus très bien si un hominidé pourvu d'un sexe masculin serait un mâle ou un homme, et si celui pourvu d'un sexe féminin serait une femelle ou une femme sous prétexte que la reproduction génétique présente des anomalies rares et qu'aucune classification ne serait possible dès lors qu'on occulterait les particularités qui permettaient de les distinguer jusqu'à présent et de ranger dans une catégorie ceux qui présentaient les mêmes signes distinctifs. Cette démarche est identique à celle des néolibéraux qui ont adopté le nihilisme comme philosophie ou plutôt métaphysique qui conduit à la déstructuration de la pensée et du savoir devenus inutiles à l'heure du marché devenu le maître tout puissant auquel tout ce qui existe sur terre doit se soumettre indistinctement et inconditionnement.

Nous employons volontiers la caractérisation de droite et de gauche parce qu'elle est économique, pratique, simple à comprendre, quand on entend que la gauche fait la même politique que la droite pour finalement continuer d'affirmer que la gauche et la droite ne serait pas la même chose parce que les deux sont nécessaires à la stabilité du régime en place, qu'il nous soit permis d'aller plus loin ou jusqu'au bout de ce raisonnement et d'affirmer que s'ils font la même politique, sachant que Les Républicains et l'UDI ne sont pas de gauche et ne peuvent pas être ou devenir de gauche, cela signifie que les partis de gauche sont en réalité de droite, voilà tout, ce qui est fidèle à la définition originelle à laquelle on se réfère et qui remonte à la fin du XVIIIIe siècle ou à la Révolution démocratique bourgeoise de 1789 en France.

Les partis qui ne militent pas pour un changement de régime, pour renverser le capitalisme, s'en débarrasser, sont de droite, peu importe leur origine, leur passé, leur composition, leur programme, leur étiquette.

Le PS fut un parti ouvrier, il devint un parti ouvrier bourgeois et pour terminer il devint un parti bourgeois, un parti de droite. Le PC fut une parti ouvrier, il devint un parti ouvrier bourgeois et de nos jours il présente toutes les caractéristiques d'un parti bourgeois dans la mesure où il soutient le PS (vous aurez encore l'occasion de le vérifer en décembre prochain si nécessaire) un régime tendant vers le fascisme.

A la radicalisation de la classe dominante qui a adopté le verticalisme en économie en se soumettant totalement à l'oligarchie financière correspond le verticalisme en politique qui porte un nom bien précis, le fascisme, auquel les différents gouvernements et les différentes institutions en France et en Europe empruntent déjà les méthodes et les formes à des degrés divers, avant d'en épouser plus ouvertement les contours et le contenu. Dans ce contexte politique lourd de menace pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, il semble recommandé, pour ne pas dire qu'il est obligatoire, de déterminer clairement dans quel camp se situe chaque parti afin que les travailleurs sachent parfaitement à quoi s'en tenir et ne se trompent pas d'ennemi ou ne se mobilisent pas contre leur camp.

La notion de parti ouvrier bourgeois ou traitre était valable autrefois, lorsqu'il pouvait encore exister matière à douter des réelles intentions d'un tel parti ou lorsqu'il existait des facteurs qui à cette époque lointaine étaient susceptibles d'alimenter des illusions dans un tel parti chez les travailleurs, mais après un siècle ou près d'un siècle d'expériences non seulement le doute n'est plus permis, mais il est facile de démontrer sur la base des faits en moins de deux minutes quelle est leur véritable nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire qui n'a jamais varié depuis qu'ils étaitent passés avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade.

Faire référence à cette notion de nos jours est insensé, pire, c'est de nature à alimenter de nouvelles illusions dans ces partis, c'est donc rendre le pire des services qui soit aux travailleurs, c'est desservir notre cause.

Pourquoi les trotskystes s'accrochent-ils à cette notion de parti ouvrier bourgeois ? Pour justifier le recours au front unique, et ce n'est pas un hasard si dans ce courriel notre correspond embrayait justement sur ce sujet, car ils sont incapables de définir une autre stratégie ou tout simplement une ligne politique indépendante du PS et du PCF ainsi que des appareils corrompus des syndicats qui constituent des piliers du régime en place.

Il existe plus de 45 millions de travailleurs, étudiants et retraités dans ce pays auxquels un parti ouvrier peut s'adresser, mais non pour eux il n'existe que les syndiqués, et encore puisque pour la plupart d'entre eux leur adhésion à un syndicat à la même valeur qu'un abonnement à Télérama ! Ces militants ne veulent pas comprendre malgrè la crise du POI qui le met en lumière et qui est le produit de 70 ans de révisionnisme du marxisme, que ces dirigeants se servent du front unique uniquement pour mettre en valeur leur appareil et se servir de monnaie d'échange pour monayer des avantages auprès des appareils des syndicats, des campagnes que leur parti mène sur le thème du front unique, en se servant de leurs militants qui rament de fait pour le compte de ces appareils, qui en sont les seuls bénéficiaires, l'inexistence du parti révolutionnaire en étant le pendant.

Le front unique a servi à camoufler le refus de définir une ligne politique indépendante des appareils et du régime, voilà la véritable origine de la crise du POI-CCI. Ils ont pu le camoufler tant qu'il y avait "du grain à moudre", tant que le capitalisme pouvait s'accommoder de quelques réformes ou redistribuer une partie de ses profits, mais cette époque est définitivement révolue, et ce qui éclate au grand jour c'est l'opportunisme ancrée au sein de ce courant politique depuis la mort de Trotsky, qui se traduit par l'érosion des effectifs de ce parti et de ce courant jusqu'à sa dislocation. C'est la véritable nature peu enviable de Lambert, Gluckstein, Gauquelin et Cie qui est mise à nu.

Quelque part il faut être cinglé pour croire qu'un programme et une tactique élevée depuis au rang de stratégie (ce sont eux qui l'ont affirmé), uniques, vieux de près d'un siècle pour le front unique ou 77 ans pour le progamme seraient demeurés valables jusqu'à nos jours, alors que le mouvement ouvrier (notamment) a connu des bouleversement considérables entre temps, c'est complètement dingue d'imaginer un instant un truc pareil, et c'est parce que c'était absolument fou que les dirigeants de ce courant devaient forcément recourir à des méthodes bureaucratiques pour les imposer à leurs militants ou diriger leur parti en interdisant toute discussion sur la tactique, la stratégie ou le programme une fois fossilisés.

La version du front unique de ce courant politique (POI-CCI ou lambertisme) était frauduleuse, une escroquerie politique qui devait servir les intérêts de son appareil. Il lui permit de tisser des liens organiques avec l'appareil de FO, plus récemment de la CGT, qui en échange leur octroyèrent des postes de permanents dans leurs différentes instances qu'ils ne devaient plus quitter jusqu'à la retraite, une fois casés au sein de ces appareils pourris ils allaient prendre du galon et représenter leur syndicat auprès du gouvernement ou du patronat en bons petits soldats de ce qu'il faut bien appeler les institutions. C'est là qu'on mesurera la scélératesse de leur discours en faveur de l'indépendance des syndicats. Je crois que si on n'a pas compris qu'ils n'avaient pas plus de principes que les membres du gouvernement, du patronat ou des dirigeants des syndicats, on peut encore se faire berner pendant longtemps.

A propos de ma démarche et du parti

Cet article a été rédigé il y a plusieurs jours, je l'ai terminé ce matin.

Je voulais écrire quelques lignes sur plusieurs sujets d'actualité, puis je me suis aperçu qu'ils avaient déja été traités par des auteurs d'horizons très divers à titre personnel, des institutions ou des ONG, aussi me suis-je dit à quoi bon perdre mon temps à ajouter mon petit commentaire ou une analyse.

J'ai ressenti un malaise à vrai dire et comme ce n'est pas la première fois que cela se produit en pareille circonstance, je me suis demandé pourquoi et je crois avoir trouvé l'explication. En fait cela nous ramène à l'activité politique que j'ai menée au cours des années précédentes qui en grande partie comblait une lacune, celle des partis dits ouvriers qui ne font pas leur boulot ou sont en dessous de tout. Petit à petit j'en suis arrivé à traiter tous les sujets au-delà de ce que j'avais envisagé au début, au point de singer ceux qui n'ont rien d'autres à faire et qui s'en satisfont, ce qui n'a jamais été mon cas évidemment. Du coup une bonne partie de mon activité faisait double ou triple emploi avec ce qui existait déjà ailleurs.

J'ai même poussé le vice jusqu'à reproduire des milliers d'articles inutilement, sans doute histoire de palier l'absence de soutien de la part de mes lecteurs ou d'intellectuels, non pas pour faire illusion ou tromper qui que ce soit, mais pour donner plus de consistance à ce portail, espérant secrètement que cela déboucherait un jour ou l'autre sur quelque chose, alors que je n'aurais jamais eu le temps de me consacrer à autre chose en continuant de la sorte. Finalement j'ai réalisé que j'avais perdu beaucoup de temps inutilement, stupidement peut-être car en vain.

J'ai cru qu'à moi tout seul je pourrais faire le boulot d'un parti ou le boulot qu'ils ne font pas et que les militants le comprendraient et me supporteraient, qu'ils préfèreraient se connecter sur mon portail plutôt que ceux des médias alternatifs qui leur sortaient par les yeux de la tête car il y a vraiment de quoi, entre nous on peut se le dire, il faut avoir le moral pour se les coltiner, mais ce que je n'avais pas imaginé, c'est qu'ils me mettraient dans le même sac et me témoigneraient le même mépris, sans tenir compte que contrairement aux auteurs de ces articles je me situais sur le terrain de la lutte des classes ou que mes analyses étaient reliées au socialisme que je m'employais à défendre autant que notre classe sans rien concéder à notre ennemi.

J'ignore de quelle manière vous réagissez à la situation, au constat que ces gens qui rédigent ces articles qui nous sont si précieux pour s'informer, se sont substitués au mouvement ouvrier et surtout à son avant-garde pour ainsi dire inexistante, impotente, vide, creuse, sans profondeur, sans argument, sans intérêt, on pourrait ajouter sans idéal.

Personnellement cela me choque parce que je suis attaché au mouvement ouvrier, si je n'en avais rien à foutre je me contenterais de cette situation en me satisfaisant de mourir un jour moins con, une souffrance en moins à endurer ce qui quelque part mériterait le respect et présenterait un certain intérêt. Quand on dit qu'on n'a pas le choix dans la vie, c'est assez hypocrite, car j'aurais très bien pu rester à faire la sieste sous les cocotiers, plutôt que m'user la santé devant un écran.

Si un parti ouvrier couvrait tous les terrains sur lesquels s'expriment ces intellectuels, il gagnerait en crédibilité, d'autant plus que cela l'obligerait à se situer sur celui du socialisme, il y gagnerait donc en cohérence, ce que réclament les intellectuels ou ce dont ils ont besoin, ils adhèrent à un système, ils en ont besoin pour penser car en fait ils ne sont pas plus libres que vous ou moi, à ceci près que nous n'avons pas besoin d'un système pour penser, qu'ils aient absolument besoin d'un système pour penser n'est pas sans danger, la crise du POI le prouve.

Chaque fois que les médias rendent compte d'un évènement ou abordent une question, ils y mêlent systématiquement la réaction d'ONG qui seraient les représentants légitimes de la population donc des travailleurs qui en constituent l'immense majorité, éclipsant les partis ouvriers relayés aux oubliettes, non pas qu'ils n'existeraient pas mais parce qu'ils ne réagissent pas

ou leurs réactions ne présentent habituellement aucun intérêt.

Prenez la manière dont ils ont traité les évènevements survenus en France en janvier dernier, l'exode massif de réfugiés vers l'Europe, le 11 septembre 2001, les questions liées aux droits de certaines couches ou communautés de la population, et vous constaterez qu'ils n'ont fait que relayer la propagande officielle, ils se sont tous allignés dessus, y compris la situation en Syrie ou en Irak, chaque fois ils ont participé au consensus impulsé par les représentants de l'Etat témoignant que leur indépendance était une escroquerie politique.

C'est ce constat qui a motivé mon acharnement à vouloir transmettre la vérité ou la réelle signification de ces évènements qui ont eu des conséquences politiques énormes par la suite, refusant de collaborer au conditionnement des masses auquel tous les partis sans exception ont participé par leur silence ou leurs prises de position insupportables.

On s'aperçoit ici que la propagande ou l'idéologie de la classe dominante a littéralement envahi jusqu'au sommet de tous les partis dits ouvriers, partant de ce constat comment peut-on imaginer un instant qu'ils pourraient être à la fois au service de notre cause, il faut être profondément hypocrite ou un opportuniste enragé pour le croire.

Parce que je ne suis pas un manoeuvrier professionnel ou je ne tourne pas autour du pot pour traiter un sujet, j'ai peut-être manqué d'habileté pour présenter mes idées et mes positions et ma démarche, ainsi que mes propositions qui sont demeurées largement incomprises, alors qu'elles avaient pour seul objet de relier tous ces évènements à la lutte des classes, puisque nous ne nous sommes jamais écarté de ce terrain qui à lui seul permet de répondre à toutes les questions que pose la situation aux travailleurs et aux militants. A ma connaissance je suis le seul militant à m'être exprimé sur la totalité des faits portés à notre connaissance et à les avoir inclus dans mon analyse de la situation, y compris le goupe Bilderberg, la Commission Trilatériale, etc. des institutions de l'oligarchie financière qui fonctionnent selon les principes d'un gouvernement mondial, puisque ce sont elles qui dictent la politique qu'adopteront ensuite l'ensemble des institutions et gouvernements des pays les plus industrialisés et influenceront les autres que nos trotskystes le veuillent ou non.

Bien que n'étant affilié à aucun parti ou ne partageant nullement les positions adoptées par les différents partis, groupes ou groupuscules, syndicats, j'ai eu honte de faire partie du mouvement ouvrier, aussi je me suis dit qu'il n'était pas possible de laisser les choses dans cet état épouvantable et qu'il fallait faire quelque chose pour sortir de cette médiocrité si on voulait sauvegarder la dignité du mouvement ouvrier, bien évidemment à ma mesure et sachant que mon action serait forcément limitée, qu'il fallait à tout prix réhausser le niveau de la discussion ou de la réflexion dans le mouvement ouvrier, montrer aux militants qu'il existait une autre conception de la lutte des classes que celles adoptées par tous les partis, que d'autres rapports étaient possibles avec les différentes classes et leurs représentants, les institutions, en recourant avec plus ou moins de bonheur à la méthode du marxisme pour clarifier un certain nombre de questions qui concernaient l'ensemble des travailleurs et des militants.

J'ai pensé que les militants y seraient particulièrement sensibles et qu'ils apprécieraient cette démarche, à tort semble-t-il, qu'ils en saisiraient la nécessité, la valeur et la portée, et qu'ils comprendraient que face à ces fossoyeurs du mouvement ouvrier il fallait qu'une voix s'exprime et représente le socialisme, en vain, comme si la bonne conscience pouvait se satisfaire indéfiniment de multiples mensonges et manoeuvres pourries et ne pas finir par être rongée à son tour au point de sombrer dans le désespoir ou être gagné par un pessimisme ravageur annonciateur des défaites à venir.

Nous nous en sommes tenu aux faits, or il semblerait que cela ne soit pas suffisant ou que les militants accordent davantage d'importance à autres choses, à quoi, on se le demande, c'est à eux de se poser la question et d'y répondre. On pourrait penser qu'ils se satisfont de la situation actuelle pour avoir cessé de croire qu'elle pourrait évoluer favorablement si on s'y prenait autrement sans se l'avouer de préférence. Ils croulent sous la domination de l'oligarchie ou du néolibéralisme que les partis ouvriers sont incapables de combattre ou plutôt refusent d'affronter, au point de se recroqueviller sur eux-mêmes ou de s'en remettre à des vieilles formules devenues obsolètes ou toutes aussi impuissantes qu'ils distillent et qui ne conduisent qu'à la démoralisation et la démobiisation des militants une fois conquis par le pessimisme ambiant, ce qui est inévitable dans de telles conditions. Si vous avez suivi la polémique à laquelle se livrent les deux tendances du POI-CCI, vous aurez observé qu'ils se répondent à coup de citations des marxistes qui n'ont aucune valeur, comme si finalement ils ne pouvaient faire appel à aucun argument convaincant pour défendre leur position respective, normal puisqu'ils sortent du même tonneau au contenu avarié ou devenu frelaté.

Nous connaissions ce danger pour en avoir été témoin à travers les courriels de militants que nous avions reçus. C'est ce qui en partie à motiver notre démarche et notre acharnement à poursuivre. Nous ne voulions pas laisser le terrain libre à la réaction sur tout un tas de questions d'actualité qui alimentaient les discussions entre les travailleurs, sans avoir choisi ces questions la plupart du temps notez bien, elles nous ont presque toujours été imposées, aussi devions-nous les affronter et y répondre, au lieu de se défiler pour contrecarrer la propagande idéologique du régime et armer les militants, cela nous a semblé indispensable au moment où le verticalisme était en train de s'instaurer en politique comme en économie, il porte un nom, le fascisme ou le totalitarisme qui sied si bien au néolibéralisme.

Absolument à aucun moment nous n'avons voulu imposer à quiconque nos idées ou notre méthode pour analyser la situation ou des questions particulières, partant du principe qu'elles ne nous appartenaient pas et que nous n'en étions que les porte-parole ou

les dépositaires, jamais nous ne sommes tombé dans le travers qui aurait consisté à s'identifier à ces idées ou à les personnaliser pour finir par y être attachées au point de cesser de réfléchir ou refuser de les remettre en cause, au contraire, on n'a pas cessé de remettre sur le tapis un certain nombre de questions que nous avons été amenés à traiter sous des angles différents, y compris ceux qui nous étaient imposés pour vérifier la validité des réponses que nous y avions formuléesprécédemment et les corrigeant si nécessaire.

N'étant pas de formation un intellectuel, j'ai dû fournir des efforts extraordinaires que les militants ne soupçonnent pas pour venir à bout de certaines questions ou les traiter avec un maximum de cohérence possible, émettre une multitude d'hypothèses qu'il fallait ensuite évaluer sans savoir à l'avance où cela nous entraînerait, ce qui devait par la suite nécessité un investissement colossale, car je n'avais pas les réponses toutes prêtes aux centaines de questions que nous allions devoir nous poser, je n'y étais pas davantage préparé que vous, il allait falloir faire des recherches, se documenter, lire un tas d'articles, etc. contrairement à beaucoup de gens ou de militants qui s'expriment spontanément sur tout et rien comme s'ils avaient tout étudié à fond ou connaissaient les réponses à toutes les questions qu'on allait leur soumettre, y compris celles qu'ils ne se sont jamais posés, un vrai miracle, laïc sans doute, pour en réalité se contenter de lieux communs, de principes déconnectés de la situation ou ne répondant pas aux question posées, ce qui a l'art de satisfaire les militants qui ont une très haute opinion d'eux-mêmes ou sont habitués à agir comme s'ils possédaient la vérité avec laquelle ils s'identifient contrairement à nous. Ce mode de pensée ou ce comportement est incompatible avec le développement d'un esprit critique ou libre, avec toute évolution des idées, or c'est indispensable pour aborder (et comprendre) une société et un monde en pleine mutation ou connaissant de profonds bouleversements.

Cela aboutit à un dialogue de sourds, à l'absence de toute discussion. En fait de discussion, les militants ne se sont pas rendus compte qu'on leur imposait un cadre (rigide et étroit) dans lequel ils devaient discuter, ils ont confondu les interprétations où s'exprimaient parfois des variantes ou des désaccords sur la manière d'appliquer une politique avec une véritable discussion sur la situation. Où avez-vous lu une analyse politique qui prenait en compte les transformations intervenues dans chacune des classes, dans la société ou le monde depuis les années 40 puis 70, puis 2000, qui faisait référence à la démographie mondiale avec ses nombreuses conséquences sur le capitalisme, à la composition des différentes classes, de quelle manière elle avait évoluée, etc. ? Personnellement nulle part. Or c'était le devoir de soi-disant marxistes !

Pour terminer provisoirement sur ce sujet, je ne prétends pas être marxiste ou je ne sais quoi, cela ne m'intéresse pas, je n'entends pas donner des leçons de marxisme, j'essaie d'appliquercette méthode pour interpréter la situation, tant bien que mal et en commettant des erreurs, or c'est semble-t-il la seule chose que retiennent les militants à tort ou à raison d'ailleurs témoignant une attitude doctrinaire dont il ne sortira jamais rien de bon car cela contribue à la dislocation de l'avant-garde au lieu de la rassembler.

Si réellement la démocratie pouvait s'exprimer dans nos rangs, nous pourrions venir à bout de ces obstacles, encore faudrait-il en revenir aux principes élémentaires du marxisme et leur accorder une place privilégiée qui serviraient de socle à une plate-forme politique commune. Je suis certain qu'une telle démarche aurait le soutien de l'immense majorité des militants de l'avant-garde qu'ils soient ou non organisée, dès lors que le droit de tendance serait appliqué dès la fondation d'un nouveau parti et non bafoué ou imposé par des dirigeants. Chaque militant révolutionnaire aurait sa place dans un tel parti qui ne serait pas ouvert à tous les vents, car la plupart des militants et cadres sont sincères et honnêtes et capables d'évoluer si on leur en fournit les moyens, si on en a la volonté, encore faut-il que ce soit notre objectif et qu'on s'y tienne, sinon, subordonner sa politique à la construction du parti demeurera toujours un leurre ou une imposture.

Personnellement je n'ai rien contre tel ou tel militant, cadre ou dirigeant que j'ai pu critiquer, je constate seulement que ce n'est pas leur cas pour des raisons parfois obscures ou qu'ils seraient bien en peine de nous expliquer sérieusement.

La discussion s'avère d'autant plus difficile que je prétends que l'ensemble des courants trotskystes se sont fourvoyés depuis la mort de Trotsky. Comment admettre qu'on aurait reproduit les mêmes erreurs pendant une aussi longue période sans tomber systématiquement dans le travers policier qui consiste à vouloir à tout prix à en faire porter la responsabilité sur tel ou tel dirigeant, à tort ou à raison, au lieu de s'en tenir à leur nature politique qui serait suffisante dans un premier temps. Et quand bien même une analyse mettrait en relief la responsabiité d'un dirigeant ou remonterait jusqu'à lui, l'essentiel s'il était encore en vie ne consisterait pas à lui faire un procès mais à permettre à tous les militants d'avoir accès à cette analyse qui figurerait parmi d'autres y compris celle de ce dirigeant par exemple, de telle sorte que chaque militant partage ou non, soutienne ou non librement tellement telle ou telle analyse, au lieu de leur dicter quelle analyse ils doivent absolument adopter et en faire une condition pour qu'ils restent dans le parti.

Soit chaque intervenant aurait confiance dans ses propres arguments et dans la capacité des militants de discerner parmi tous ceux qui leur seraient soumis, ceux qui seraient cohérents et sérieux tout en étant conformes au socialisme (ou aux besoins du parti en construction), soit ces dirigeants, cadres ou militants seraient animés par d'autres intentions et ils seraient immédiatement démasqués et remis à leur place ; en fait ce ne serait même pas nécessaire si leurs opposants avaient suffisamment étayé leur argumentation et répondu loyalement à toutes les objections de leurs adversaires, par avance ou suite aux questions qu'ils leur auraient été posées et auxquelles ils auraient répondu clairement. Faudrait-il encore que ces analyses soient rédigées de telle sorte que les militants qui ont le niveau théorique ou politique les moins développés puissent les comprendre une fois exposées et explicitées, là encore on en revient à la méthode de Marx que tous les partis ont abandonné en tournant le dos à la classe qui ne se compose pas uniquement d'intellectuels. C'est là également qu'on se rend compte que tout

est à revoir de fond en comble.

A quoi bon prétendre que la discussion dans le parti serait libre, si dans le même temps une grande partie des militants n'ont pas les moyens de saisir ce dont on leur parle et qu'on ne fait rien pour remédier à cette situation. Ils demeureront manipulables et seront manipulés par des dirigeants peu scrupuleux, et au bout du compte on sera en présence d'un parti pourri voué à la décomposition ou à disparaître, c'est le sort qui a été réservé au POI, au NPA et à LO et c'est normal dans ces conditions-là. Oui on souhaite ardemment la fin de tels partis, on le revendique, on l'assume totalement.

Certains militants vont peut-être mal le prendre, parce qu'ils sont habitués à prendre tout de travers et à voir des ennemis partout, ils ne se rendent pas compte qu'on oeuvre en réalité pour remettre sur le bon chemin l'avant-garde et non pour la liquider, en cela nous ne sommes pas leur ennemi mais au contraire le meilleur ami qui soit, la situation actuelle est un cauchemar au quotidien et il faut absolument et rapidement trouver les moyens d'en sortir, par le haut et non par le bas en cessant le combat ou en désertant. Nous en appelons au discernement des militants, à ce qu'il y a de meilleur en eux pour revenir au socialisme et construire le parti.

Personnellement j'ai toujours été animé par cette bonne intention, c'est elle qui a guidé mon combat politique au cours de toutes ces années, je n'ai jamais eu d'autres ambitions car je n'ai aucun ennemi dans nos rangs. Beaucoup de miitants n'ont semble-t-il pas compris la lucidité parfois un peu crue ou difficile à avaler à laquelle j'ai recouru en analysant la situation ou certains aspects de la réalité, qui n'avait pour seul objectif de leur ôter toutes illusions inutiles et leur éviter bien des désillusions par la suite, parfois dévastatrices ou fatales.

Oui la vérité demeure révolutionnaire et pour l'avoir oublié on le paie un jour très cher. La vie ne s'arrête pas là pour autant, chacun peut se ressaisir, notre cause n'est pas perdue d'avance, toute expérience passée même malheureuse n'aura pas été vaine si on en tire tous les enseignements pour la suite de notre combat.

Le combat politique est apre, ingrat par certains côtés et procure peu de satisfactions personnelles, sauf qu'on ne combat pas pour des intérêts personnels mais pour une cause collective, commune à tous les exploités ou oppprimés dans le monde. L'actualité sociale et politique est triste à mourir, déprimante à souhait, c'est certain, aussi devons-nous faire avec et chaque militant doit pouvoir trouver son bonheur ailleurs, sinon à la longue c'est intenable et c'est normal. On doit se soutenir mutuellement, faire preuve de camaraderie ou prendre le contre-pied de cette société en pleine décomposition.

La véritable nature de l'ONU. Le XXIe siècle ou temps des barbares et de leur suppôts.

- Le real brésilien au plus bas, la banque centrale impuissante - Reuters

- Pérou: enquête contre la Première dame pour blanchiment d'argent - AFP

En passant, néolibéraux et sionistes se partagent les banques et les multinationales, les médias, ils ont infiltré tous les gouvernements occidentaux, tandis que les Américains ont lancé une offensive politique contre l'Equateur et le Pérou, doublée d'une offensive financière contre le Brésil, trois pays dont les régimes sont qualifiés de centre gauche qui devraient basculer dans le giron américain à court terme en attendant le tour du Venezuela, la Bolivie, etc. Cette offensive sur l'Amérique latine qui est un des partenaires de la Russie intervient au moment où les Américains peinent à faire chuter Poutine, ceci pourrait expiquer cela en partie, s'attaquer aux alliés les plus faibles de la Russie et de la Chine pour les affaiblir ou tenter de les isoler.

Bref, le "socialisme du XXe siècle" a du plomb dans l'aile, ce qui était prévisible ou déjà écrit dans la mesure où il est confronté à des contradictions qui ne pourront être résolues que par la chute de ces régimes à défaut d'adopter le socialisme. Autrement dit la seule conclusion a en tiré, c'est que seule le socialisme demeure une alternative au capitalisme. Cela devrait alimenter tous les partis qui se réclamait de ce "socialisme du XXe siècle" dont le NPA déjà en crise.

Tenez une dernière info sur la barbarie.

- Israël élargit l'autorisation de tirs à balles réelles contre les lanceurs de pierres - AFP

- Les chasseurs israéliens ont violé le ciel libanais - sahartv.ir

- ONU : l'Arabie saoudite prend la tête du Conseil des droits de l'homme et provoque la colère des associations - francetvinfo.fr

Faisal bin Hassan Trad, ambassadeur de l'Arabie Saoudite à l'ONU, qui représente l'un des pays les plus répressifs du globe, a pris, lundi 21 septembre, la tête du panel du Conseil des droits de l'homme.

La publication de sa nomination a immédiatement provoqué la colère des défenseurs des droits humains. En tête, l'ONG UN

Watch, qui juge, dans un communiqué (en anglais) "scandaleux que les Nations unies choisissent un pays qui a décapité plus de personnes que l'Etat islamique" pour ce poste-clé.

Faisal Trad prend en effet la tête d'un groupe de cinq diplomates, dont le rôle est notamment de choisir les experts, chargés d'observer et rapporter les atteintes aux droits de l'homme dans le monde. Or, l'Arabie saoudite a exécuté au moins 80 personnes depuis le début de l'année 2015, et "détient sans doute le pire des records en matière de liberté religieuse et de droits des femmes", poursuit UN Watch. Ls minorités (ethniques, religieuses, sexuelles) et les opposants politiques y sont également sévèrement traités et régulièrement condamnés.

Dans son dernier rapport, Amnesty international précise en outre que "les autorités ont pris pour cible la communauté des défenseurs des droits humains, petite mais active, et elles ont utilisé les lois antiterroristes pour réprimer ses activités pacifiques qui visent à dénoncer et à combattre les violations des droits humains". francetvinfo.fr 21.09

- Un Saoudien de 21 ans condamné à la décapitation et à la crucifixion - Francetv info

Ali Mohammed Al-Nimr va être "décapité puis son corps attaché à une croix et laissé [jusqu'à] pourrissement", relate L'International Business Times (en anglais).

Ali Mohammed Al-Nimr, un chiite, "neveu de l'un des plus fervents opposants au régime", d'après Le Figaro, a été mis en prison alors qu'il n'avait que 17 ans. Il est principalement accusé d'avoir participé, en 2012, à une manifestation contre le régime. Condamné à mort le 27 mai 2014, le jeune homme a épuisé ses voies de recours, précise Slate.

Sauf que le procès est critiqué. Le quotidien libanais Al-Akhbar (en arabe), opposé au régime saoudien, évoque "un procès secret qui a empêché l'aide d'un avocat pour le défendre". "La cour semble avoir fondé sa décision sur des « aveux » qui, selon Ali Al-Nimr, lui ont été extorqués sous la torture et au moyen d'autres formes de mauvais traitements ; elle a refusé d'examiner ses allégations", écrit Amnesty International. Francetv info 22.09

UN Watch, qu'est-ce que c'est ? Un lobby sioniste.

Située à Genève, UN Watch dispose du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies. Ainsi l'organisation participe-t-elle activement aux travaux de l'instance internationale dans le domaine des droits de l'Homme. Par ailleurs, UN Watch est affiliée à l'American Jewish Committee (AJC).

Parmi ses fondateurs et administrateurs :

- Fondé en 1993 par Morris Berthold Abram et Président de la Conference des Présidents des principales organisations juives américaines American Jewish (Chairman of the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations) de 1986–1989. Conseiller de Jimmy Carter puis Bill Clinton. Il publiait régulièrement des articles dans le New York Times, l'International Herald Tribune et The Washington Post notamment . (Source : wikipedia.org)

- Présidé par M. l'ambassadeur Alfred H. Moses, ancien Ambassadeur des Etats-Unis en Roumanie et ex-président de l'American Jewish Committee.

- David A. Harris (co-président), Directeur exécutif de l'American Jewish Committee. (source : unwatch.org)

Ses cibles privilégiés : les ennemis des Etats-Unis, le Soudan, la Chine, le Venezuela, Cuba et la Russie :

- UN Watch has been active in combating human rights abuses in Democratic Republic of the Congo and Darfur, and has been vocal against abuses in regimes such as China,[Venezuela, Cuba and Russia, often using its allotted time at the UNHRC to allow for dissidents and human rights activists to speak. (wikipedia.org)

UN Watch vue par Israpresse ou un média sioniste.

Israpresse - A sa tête (d'UN Watch -ndlr), Hillel Neuer, qui cherche par tous les moyens à corriger l'image souvent biaisée d'Israël. Alors que les Nations Unies viennent d'adopter le rapport du Conseil des Droits de l'Homme, publié le 22 juin dernier, UN Watch vient d'établir un rapport alternatif à celui de l'ONU.

Israpresse s'est entretenu avec Anne Hertzberg, la conseillère juridique d'UN Watch.

Pour Ann, la guerre de Gaza n'a pas été entièrement comprise par le rapport Schabas. Nulle part ne détaille-t-on les arsenaux du Hamas et leur emplacement, ni l'aide humanitaire envoyée vers Gaza, encore moins le financement de cette guerre. Voila

les raisons principales qui ont poussé les représentants de cette ONG à établir un rapport alternatif et à aller protester au siège Conseil des Droits de l'Homme à Genève.

...le travail de UN Watch est de délégitimer toutes les instances qui portent un jugement sur Israël et les contrer en apportant toutes les preuves nécessaires. Outre le rapport sur l'opération « Bordure Protectrice », UN Watch met un point d'honneur à comparer Israël à ces pays qui violent systématiquement les droits de l'homme et passent entre les filets des condamnations de l'ONU, comme la Syrie par exemple, membre non inquiété du CDH.

Hillel Neuer nous confie que pas moins de 80% des résolutions adoptées par le CDH n'étaient autre que des condamnations dirigées contre Israël ! En réponse au rapport de l'ONU, UN Watch a publié un rapport épais, basé sur celui publié par le ministère des Affaires étrangères israélien qui dément avec des photos, des témoignages de dizaines d'experts et d'observateurs et des preuves balistiques, les accusations énoncées contre Tsahal selon lesquelles il s'agit d'une armée immorale qui se moque des droits de l'homme. israpresse.net 06.07.15

Le 6 mai 2008 l'AFP affirmait qu'UN Watch était champion de la défense des droits de l'homme dans le monde (as a group which "champion[s] human rights worldwide" (wikipedia.org), cela ne s'invente pas !

Lire aussi du 27 septembre 2013 : La campagne de trop de UN Watch - letemps.ch : http://www.letemps.ch/Page/Uuid/7b28ac04-26e6-11e3-9b72-0f712b3a963c/La_campagne_de_trop_de_UN_Watch#

En complément

- Jeune saoudien menacé d'exécution: Washington se dit "profondément préoccupé" - AFP

- Décapitation d'un jeune Saoudien : l'appel de François Hollande - M6info

Commentaires d'internautes qui ne s'en laissent plus compter.

1- Mais Hollande et ses sbires ne condamnent pas, ne se disent pas horrifiés, choqués par ce crime abject (formules préférees de ces ordures). Il est vrai qu´il ne faut pas molester le patron.

2- il n'a pas voulu vendre les Mistral à la Russie pour leur conflit avec l'Ukraine mais il va les vendre à l'Egypte financer par l'Arabie saoudite qui est à la tête des droit de l'homme et qui exécute à tout va , ont voient par là où sont les intérêts de hollande et de sa clique et dans tous les sens du terme

3- "Je demande à l'Arabie saoudite de renoncer à l'exécution du jeune Ali Mohammed al Nimr". C'est vraiment un appel a minima, pour ne pas dire du bout des levres.

4- Il aurait peut être mieux fait de l'ouvrir quand Fabius a voté en faveur de l'Arabie Saoudite à l'ONU !

5- François Hollande veut se faire passer pour le bon samaritain aux yeux de la populace qui ne comprend toujours pas que ceci est une vaste manipulation supplémentaire...Monsieur Hollande se moque bien du sort de cette personne.

6- Ce même Hollande qui a déroulé le tapis rouge sur la Côte d'Azur a ce monstre.

7- Mais il n'appelle pas trop fort non plus et ne s'opposera pas à ce que l'Arabie Saoudite dirige le conseil des Droits de l'Homme à l'ONU... Après tout il vénère le même Dieu que les Saoudiens : le Dieu Dollar !

8- Et depuis le 21 septembre, l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à l'ONU est à la tête du Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU et personne n'en parle ni ne bronche!

9- Il doit être en position de force Flanby, sachant que c'est l'Arabie Saoudite qui va aider l'Egypte pour l'achat des Mistrals.

10- Le 11 janvier, lors de la marche (pour la liberté d'expression) se trouvait Nizar al-Madani, numéro deux de la diplomatie de Riyad...

A présent, les dignitaires veulent exécuter un jeune qui a manifesté (et fait preuve de sa "liberté" d'expression).

11- Au moment ou notre "je suis charlie" s'exprime, le gamin est en prison depuis 2012 pour ce qui n'est, au final, qu'un délit d'opinion.

12- J'espère qu'hollande en a profité pour réclamer à Salmane tout ce qu'il doit à la sécurité sociale Française.

13- François Hollande c'est il inquiéter des 134 décapitations depuis le premier Janvier 2015 en Arabie Saoudite , et les curés et les journalistes français et les associations se sont ils inquiéter

14- Ce monde est pourri, l'Arabie saoudite qui est l'une des pires dictatures qui soit est préside l'organisation des droits de l'homme...! Et pourquoi pas la Corée du Nord, ou l'Afghanistan ? Je suis certaine que le Troisième Reich aurait été honoré de présider cette institution de charlots ! Si ce jeune opposant est exécuté par ces barbares, la notion même de "droits de l'homme" n'aura plus jamais aucun sens et elle sera associée par définition à la dictature et la barbarie !

Encore une question que les partis dits ouvriers ne poseront pas. Pourquoi ? Devinez, pour ne pas contredire Hollande.

Et lorsque Hollande sera contraint de changer de position sur la Syrie, revirement en cours après une déclaration de Fabius concédant qu'Assad pourrait rester en place jusqu'à la fin de son mandat, alors que jusqu'à présent il devait absolument dégager, et bien ce jour-là ses vulgaires laquais seront eux-mêmes contraints d'adopter la nouvelle position de Washington.

Et leurs militants ainsi manipulés dans tous les sens dans tout cela, ils en penseront quoi ? Comme d'habitude, ils diront amen à leurs dirigeants ou ils en profiteront pour foutre le camp.

Qui est derrière la crise migratoire, en Europe? - sahartv.ir

Selon les sources israéliennes, ce serait Ankara à l'origine de la crise migratoire, "critique, provoquée dans le stricte objectif de pousser l'OTAN à renverser Assad".

"Le Premier ministre israélien Netanyahu se vante d'avoir bloqué toute infiltration des immigrés clandestins en Israël, via l'Egypte. Et il fustige vertement Barack Obama pour l'échec de sa politique moyen-orientale, que traduit dans les faits la crise migratoire" affirment les sources haut placées en Israël citées par Al-Monitor. "Si Obama avait bombardé Assad, il n'y aurait eu aucun des phénomènes qui assaillent, en ce moment, l'Europe. En effet, l'homme qui est derrière la crise migratoire n'est personne d'autre que l'ex-PM turc Erdogan et actuel président. Il y a quatre ans, la Turquie a été le premier pays à avoir ouvert ses portes aux réfugiés syriens, (ndlr : au nombre desquels se mêlaient bon nombre de terroristes takfiris). Ce fut à cette même époque que Erdogan a tourné le dos à Assad, jusqu'alors son allié stratégique, pour devenir son ennemi numéro un. Erdogan a continué à loger de plus en plus de réfugiés syriens, dans des camps dressés près des frontières. Il l'a fait, pour la simple et bonne raison qu'il veut convaincre l'OTAN de diriger ses frappes avec plus grande précision contre Assad et ses forces. Erdogan en est à se désespérer des dirigeants occidentaux. Ils ne l'écoutent pas, ce qui le contraint à avoir recours à des stratagèmes tels que Daech.

La plupart des journaux turcs font d'amples révélations, sur les liens étroits entre MIT - renseignement turc et Daech", affirme le journal, citant un haut responsable israélien, qui requiert l'anonymat et qui ajoute : "Erdogan finance Daech, d'une part, et soutient les réfugiés syriens, de l'autre. Erdogan croit qu'un nombre croissant de réfugiés est de nature à persuader la communauté internationale, (ndlr : OTAN), à instaurer une zone d'exclusion aérienne, dans le Nord de la Syrie. Erdogan compte, en effet, sur un afflux massif de réfugiés, dont le nombre atteint les deux millions, pour obliger les pays membres de l'OTAN à passer à l'action contre la Syrie.

La Turquie a tout fait, d'abord, pour bloquer le transit maritime des immigrés vers l'Europe. Mais les choses ont changé depuis : depuis que l'OTAN s'est refusé à s'engager, directement, dans le conflit, pour renverser Assad, et que Daech s'est avéré incapable de satisfaires aux exigences géostratégiques d'Erdogan, ce dernier a décidé d'exercer des pressions sur l'Europe et de lui rendre la vie dure. Ces dernières semaines, la Turquie a ouvert les vannes des réfugiés à destination de l'Europe, et les sources bien informées n'écartent pas la possibilité que les Turcs aident désormais aussi bien Daech que les passeurs. Fabius a suspendu les activités de sa propre consule, à Bedroum, quand il a appris que cette dernière vendait des bateaux pneumatiques aux réfugiés. Il est désormais sûr et certain que l'afflux des réfugiés vers l'Europe n'aurait jamais eu lieu, si Erdogan ne l'avait pas voulu. Cela fait quatre ans qu'Erdogan accueille les réfugiés syriens dans l'espoir de pouvoir les utiliser, pour renverser Assad. Mais Assad est toujours là, indéfectible. Erdogan veut créer une pression "humaine", au coeur de l'Europe, et obtenir de l'Europe ce que celle-ci lui a refusé, tout au long de ces quatre dernières années... sahartv.ir 21.09

Les militants du POI, du NPA et de LO auront-ils une larme à l'oeil pour sauver le soldat Erdogan ? C'est pire que des couleuvres que leurs dirigeants leur ont imposées d'avaler, les pires crimes commis contre des populations innocentes et sans défense !

En complément

- Bousculade près de La Mecque, plus de 700 pèlerins tués - Reuters

- Washington et Moscou reprennent langue sur la Syrie, possible remise en selle d'Assad - AFP

Mais aussi l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche et même que les Britanniques et les Turcs n'y seraient plus opposés. Bientôt il ne restera plus qu'Hollande pour soutenir les barbares... et tous ceux qui avaient aligné leur discours sur celui de Hollande, NPA en tête. C'est marrant, parfois on en arrive à se demander si l'extrême gauche n'aurait pas pris la place de l'extrême droite, non ? On se demande comment des militants ouvriers peuvent militer dans un tel parti.

Allez on enfonce le clou.

- Migrants : 30 % des réfugiés se feraient passer pour des Syriens afin d'obtenir l'asile en Allemagne - atlantico.fr 25.09

Il y en a même qui débarquent avec leurs chiens ou leurs chats, j'ai vu les photos, on appelle cela des réfugiés de confort.

Un petit dernier pour accompagner le cercueil de la gauche et de l'extrême gauche dans sa dernière demeure ou la poubelle du capitalisme.

- Syrie : des rebelles formés par les Etats-Unis ont remis des munitions à Al-Qaïda - lemonde.fr

Des rebelles syriens formés par l'armée américaine ont remis une partie de leur équipement et munitions au Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, a reconnu vendredi 25 septembre le commandement des forces américaines au Moyen-Orient (Centcom). lemonde.fr 26.09

Quelques infos en bref...

- Pour Sarkozy, si Macron « pense ce qu'il dit, il doit quitter le gouvernement et nous rejoindre » - LeMonde.fr

Erreur, il est tout à fait à sa place au PS qui ne se distingue plus du parti de Sarkozy. Mieux, il rendra de plus grands services à l'oligarchie financière en restant au PS...

En visite à Londres le matin même, le ministre de l'Economie avait pourtant lancé une nouvelle pique à l'adresse des fonctionnaires en lançant: «Les jeunes générations veulent devenir entrepreneurs, pas fonctionnaires ou politiciens» devant des patrons français et britanniques, rapporte le Figaro. Ceci après ses déclarations selon lesquelles le statut des fonctionnaires n'est «plus adapté au monde tel qu'il va» et, «surtout, n'est plus justifiable compte tenu des missions», selon des propos rapportés par Les Echos. LeMonde.fr 22.09

C'est la parole d'un patron...

- Journée sans voiture: « L'attachement des jeunes pour la voiture reste fort » - 20minutes.fr

Ils parlent bien des millions de jeunes au chômage ou qui sont livrés à la précarité...

Eux s'en sortent bien...

- Les rémunérations des grands patrons repartent à la hausse - Francetv info

- Volkswagen : le patron démissionnaire pourrait toucher plus de 58 millions d'indemnités - Francetv info

Et sans rire ils ne sont pas les seuls...

- Les écarts de niveau de vie auraient un peu diminué en 2013 selon l'Insee - Francetv info

Intox évidemment. A moins que les riches soient devenus moins riches, mais apparemment il semblerait que ce serait le contraire...

- Etats-Unis: Volkswagen face à une montagne judiciaire - AFP

- Total accusé aux USA d'avoir manipulé un marché du gaz naturel - Reuters

Quand l'oligarchie financière américaine dicte sa loi au monde entier... Ils font office de justiciers planétaires, mais comment cela est-ce possible se demande le naïf. Parce que ce sont eux qui gouvernent déjà grand benêt. Chut, le gouvernement mondial tient de la théorie du complot, il n'existe pas... Vraiment ?

- Arbitrage Tapie: non-lieu requis en faveur de Christine Lagarde - AFP

C'est leur justice !

- À 87 ans, il est jugé pour avoir aidé sa femme à mourir - Francetv info

Jean Mercier, 87 ans, est jugé depuis aujourd'hui, mardi 22 septembre, pour non-assistance à personne en danger. Il y a quatre ans, il avait aidé sa femme gravement malade, à mettre fin à ses jours. Elle et lui s'étaient jurés le moment venu de s'entraider.

Sa femme avec qui il vivait depuis 55 ans était dépressive. Elle souffrait d'une maladie osseuse et voulait en finir. Il l'a aidé. C'est lui qui lui a tendu les médicaments qui ont conduit à sa mort. Francetv info 22.09

Pauvre monsieur, on est de tout coeur avec vous. Encore une forme de barbarie, leur justice évidemment...

- 50 millions pour sauver le haras du Pin, Versailles du cheval - AFP

Ah ben alors, ils en ont du fric... cela dépend pour quoi...

- Les universités françaises sont surchargées - Francetv info

Les amphithéâtres sont saturés. Étudiants assis par terre, ordinateur sur les genoux. En France, les amphithéâtres des universités sont saturés. Francetv info 21.09

Entre 2015 et 2019 le budget total de la Défense sera de €162,4 milliards d'euros...

- 30% des collégiens ne sont pas vraiment «Charlie». Mais l'école française ne les y aide pas tellement - Slate.fr

Une étude menée dans les quartiers prioritaires apporte quelques éléments pour mieux appréhender l'ampleur de ce rejet, et en comprendre les raisons. Slate.fr 22.09

A bas Charlie ! Je vous laisse le choix des armes... Comme quoi les collégiens font le lien entre leur propagande nauséabonde et leur soutien à des dictateurs en Egypte, en Israël, etc.

- Le FMI inquiet des 1.000 milliards d'euros de créances douteuses en Europe - AFP

La prochaine bulle qui éclatera ?

Haut de page

Le 29 septembre 2015

CAUSERIE

Le nombre de connexions au portail s'emballent sans que je puisse déterminer pourquoi puisqu'il n'est plus actualisé quotidiennement et que j'en ai réduit le contenu drastiquement.

On va continuer tranquillement, et quand il n'y aura pas de sujets d'actualité importants ou que je puisse traiter, on pourra reproduire des extraits d'articles publiés par des médias dits alternatifs que l'on commentera ou qui serviront de base à des analyses ou à développer des idées. On doit trouver un mode de fonctionnement plus souple ou moins contraignant que l'actualité quotidienne qui dévorait tout mon temps et toute mon énergie, m'épuisait à la longue.

L'essentiel demeure de mettre en pratique la méthode du matérialisme dialectique afin que chacun parvienne à la maîtriser, condition indispensable pour forger librement ses propres convictions, cela me concerne également. C'est un très bon exercice où il est impossible de tricher, c'est là qu'on s'aperçoit si on a bien retenu sa leçon ou si on a progressé, cela peut être un objet de satisfaction personnelle sain à mon avis puisqu'il servira aux autres ou à notre cause. Quand je parle de leçons, il s'agit de celles des marxistes évidemment.

Former, armer les nouvelles générations de militants parmi lesquelles émergeront des cadres et des dirigeants assurant la continuité du marxisme et du socialisme devrait figurer parmi les priorités d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire, modestement nous essayons d'y contribuer.

Comment entretenir un mythe à coup d'oukases.

Quelques titres d'articles de presse des deux derniers jours.

- La droite oppose son unité aux divisions de la gauche - Reuters
- Paris : Régionales: Pécresse vante «l'union de la droite et du centre» face à «une gauche déboussolée» - 20minutes.fr
- Régionales : Pécresse réunit les ténors de la droite et du centre - LeFigaro.fr
- Marine Le Pen prédit contre elle une alliance droite-gauche - LeFigaro.fr
- Devant le MoDem, Barnier plaide pour une « alliance sincère » entre la droite et le centre - LeFigaro.fr
- L'aile gauche du PS pas emballée par le référendum Cambadélis - Liberation.fr
- Nadine Morano et la « race blanche »: La droite condamne mais ne sanctionne pas - 20minutes.fr
- Quand la droite ironise et félicite Emmanuel Macron - 20minutes.fr

Je vous propose la lecture commenté d'un courriel qu'un lambertiste m'a envoyé, il s'agit de la même personne qui me harcèle depuis des années et que certains parmi vous connaissent bien.

Avant d'y venir, nous avons vu dans une précédente causerie que ce trotskyste vilipendait l'usage des critères de gauche et de droite au profit du parti ouvrier, du parti ouvrier bourgeois et du parti bourgeois. Il y revient dans ce présent courriel et c'est son droit.

Et nous leur remerçions, vous allez comprendre tout de suite pourquoi en lisant cet extrait de *L'impérialisme et la scission du socialisme* publié par Lénine en 1916. On se retrouve ensuite pour un bref commentaire.

Lénine - C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. (...). Nous n'avons pas la moindre raison de croire que ces partis puissent disparaître avant la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'embrasera, plus brusques et plus vigoureux seront les tournants et les bonds de son développement, et plus grand sera, dans le mouvement ouvrier, le rôle joué par la poussée du flot révolutionnaire de masse contre le flot opportuniste petitbourgeois. Le kautskisme ne représente aucun courant indépendant ; il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisànt l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier. (...)

L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX° siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX° siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste !

Nous ne pouvons — et personne ne peut — prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste, en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les « défenseurs de la patrie » dans la guerre, impérialiste ne représentent qu'une minorité. Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est d'aller plus bas et plus profond, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte. En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait lés intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. Fin.

Intéressant n'est-ce pas, car vous aurez constaté que Lénine fera à l'intar d'Engels fera un usage de la formule du parti ouvrier bourgeois exactement à l'inverse de ce qu'en feront tous les courants trotskystes qui recheront constamment à se concilier les opportunistes au lieu de les combattre.

On a la preuve ici indiscutable que la politique adoptée par les courants trotskystes depuis 1940 ont constamment tourné le dos au marxisme, au socialisme, au léninisme, aux masses de travailleurs les plus exploités au profit de ses couches supérieures qui sont en réalité le fond de commerce de l'opportunisme et qui le demeureront jusqu'à la révolution et même au-delà comme la révolution d'Octoble l'a prouvée. Comment s'étonner ensuite que tous ces partis soient complètement décomposés.

On a aussi la preuve que Lénine n'avait pas vraiment la même conception du front unique que nos valeureux trotskystes, ni même la même conception de la lutte de classe, alors de là à ne pas avoir la même conception du parti, cela allait de soi. Tout finit par s'expliquer. On reviendra sur cette question.

Le courriel commenté de ce lambertiste.

- Tous ces développements pour expliquer qu'il faut faire comme la bourgeoisie et la petite bourgeoisie c'est à dire reprendre la distinction "gauche-droite" qui n'en est pas une puisque gauche comme droite défendent la société capitaliste ! Rappelons simplement que les Trotskystes ne votent ni PS ni PCF depuis 1984 c'est à dire depuis plus de 30 ans ! (Pure fabulation, grossier mensonge, l'hypocrisie étant la norme chez les imposteurs, tous les trotskystes sans exception (POI-CCI (ex-PT-CCI, ex PCI), NPA (ex-LCR), LO) ont appelé à "battre la droite", à "chasser la droite", à "infliger une défaite à la droite", etc. il suffit de consulter les archives de ces partis ou de la presse nationale pour le vérifier pour ceux qui auraient un doute ou mauvaise mémoire. - LVOG) Et le PS devait donc être un parti bourgeois depuis 1914 c'est à dire le vote des crédits de guerre, le pire imaginable !(pas plus Lénine que Trotsky ou Rosa Luxemburg ne le pensaient....Etrange pour des marxistes....mais c'est vrai, c'était des intellectuels, les pauvres ! (Ou comment tenter de me faire passer pour un anti-intellectuel, pathétique ! Un parti ouvrier bourgeois pouvait être un parti de droite, mais cela ne lui a pas effleuré l'esprit. Ce qui est pour le moins "étrange", c'est qu'un "trotskyste" en 2015 sachent mieux que les marxistes ce qu'ils pensaient de la social-démocratie dégénérée pour leur faire dire ce qu'il veut et l'imputer à ce courant politique du mouvement ouvrier.

Pour rappel. Les Partis communistes virent le jour après la faillite politique et la scission de la social-démocratie qui jusqu'alors organisait la classe ouvrière. Dès lors tous les militants ouvriers de la social-démocratie n'adhérèrent pas comme un seul homme au Parti communiste, une grande partie d'entre eux restèrent à la SFIO, ce sera la Seconde Guerre mondiale au cours de laquelle ce parti disparaîtra pour ainsi dire qui finira de le vider de sa substance ouvrière qui s'épuisera complètement au cours des décennies suivantes.

Avant la Seconde Guerre mondiale la tactique adoptée par les marxismes vis-à-vis de la SFIO fut justifiée par sa composition et non par la nature de son appareil, qu'un trotskyste n'arrive pas à le concevoir n'a rien d'étonnant puisque ses dirigeants ont toujours adopté une position inverse à celle des marxistes qui consistera à privilégier les manoeuvres d'appareils jusqu'à en faire la marque de fabrique de Lambert et du lambertisme. C'est cette confusion permanente qu'ils iront jusqu'à théoriser, qui les conduiront à subordonner l'activité de leur parti aux appareils du PS et du PCF sans oublier ceux des syndicats, qui se traduira par leur appel à voter Mitterrand dès le premier tour en 1981. Ils persisteront en s'adressant aux dirigeants et députés du PS et du PCF qui détenaient la majorité à l'Assemblée nationale pour qu'ils rompent avec leur politique antisociale, occultant une nouvelle fois leur nature ou la faisant passer au second plan, alors qu'en réalité c'était elle qui dictait leur politique réactionnaire comme pilier du régime. Ils iront jusqu'à prétendre que leur politique (de front unique) était dictée par les illusions des travailleurs dans ces partis pour la justifier, alors qu'en fait elle devait servir à camoufler leur refus de déterminer une politique indépendante de ces partis et leurs appareils en alimentant des illusions dans ces partis, dont ils comptaient récupérer une partie de leurs élus, cadres ou dirigeants, et ainsi pouvoir achever leur tournant droitier qui se solderait par la liquidation pure et simple de leur parti qui incarnait (théoriquement) les enseignements de la révolution russe ou le léninisme, abandonner la construction du parti dans la perspective de la révolution socialiste passant à la trappe. - LVOG)

Quand on lit ou relit *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* publié par Lénine en 1916, on s'aperçoit qu'un facteur revient en permanence : l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier lié à l'impérialisme. On conçoit dès lors pourquoi Lénine est délaissé par nos trotskystes. Quelques extraits nous permettront d'en avoir un aperçu.

L'origine de l'opportunisme est économique. Voici une analyse de l'impérialisme débouchant sur un pronostique d'actualité ou que les faits ont en partie validé.

Lénine - La perspective du partage de la Chine provoque chez Hobson l'appréciation économique que voici : "Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait alors prendre l'apparence et le caractère qu'ont maintenant certaines parties des pays qui la composent : le Sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions d'Italie et de Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées

de gens riches - à savoir : de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transports et dans l'industrie travaillant à la finition des produits manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient, et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut."

"Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupées à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. Que ceux qui sont prêts à tourner le dos à cette théorie" (il aurait fallu dire : a cette perspective) "comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation. Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable que pourrait prendre ce système si la Chine était soumise au contrôle économique de semblables groupes de financiers, de "placeurs de capitaux" (les rentiers), de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu, afin de les consommer en Europe. Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable.

Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront. "

L'auteur a parfaitement raison : si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat. La signification des "Etats-Unis d'Europe" dans la situation actuelle, impérialiste, a été ici très justement caractérisée.

Il eût fallu seulement ajouter que, à l'intérieur du mouvement ouvrier également, les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays, "jouent" avec système et continuité, précisément dans ce sens. L'impérialisme, qui signifie le partage du monde et une exploitation ne s'étendant pas uniquement à la Chine, et qui procure des profits de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat; par là même il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide.

(Vous noterez qu'en 1916 , Lénine estimait que "*les opportunistes (étaient) momentanément vainqueurs dans la plupart des pays*", alors qu'ils le sont toujours un siècle plus tard.

Pour être plus précis, il faudrait dire qu'ils ont continué d'assurer leur hégémonie sur le mouvement ouvrier jusqu'à la crise du capitalisme de la fin des années 60 et du début des années 70, qui s'est traduite par l'avènement du néolibéralisme qui va conditionner la politique de la social-démocratie dégénérée devenue social-libérale et contribuer à la couper des masses exploitées, le PCF assurant le relais pour garantir la stabilité du régime en place, avant qu'il ne soit grillé à son tour et que d'autres partis ou formations politiques issus du PS ou du PCF prennent le relais, les Verts, le MRC, puis plus tard le PG, Nouvelle Donne, etc. l'ensemble de ces partis reposant sur "la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat", qui au lieu de disparaître s'est étendue à de vastes couches du prolétariat et devait les éloigner un peu plus du socialisme, d'autant plus que le combat des trotskystes pour des réformes sociales ne sera pas subordonné au combat politique pour élever le niveau de conscience des travailleurs et les organiser dans la perspective du renversement du régime en place, considérant que la condition d'exploité et d'opprimé était finalement supportable et ne constituait pas l'objectif de leur combat politique, dès lors que l'amélioration du sort des travailleurs (pas tous loin de là!) était compatible avec l'existence du capitalisme et qu'il fallait s'en accommoder à défaut de conditions propices à la révolution socialistes renvoyées aux calendes grecques ou abandonnées.

L'arrivée au pouvoir de Mitterrand, du PS et du PCF, devait sonner le glas du réformisme bourgeois, elle signifiait la fin d'une période, qui allait se traduire par le renforcement du rapport de forces au profit de la classe dominante, et inaugurait une nouvelle période marquée par l'offensive généralisée du capitalisme contre tous les droits des travailleurs sans qu'ils n'y soient préparés, totalement désarmés sur le plan politique et organisationnel, sans direction. Comment auraient-ils pu imaginer que les droits ou acquis que les capitalistes leur avaient octroyés ou qu'ils leur avaient concédés dans le cadre de la lutte des classes allaient se retourner contre eux, avaient servi à les corrompre, les endormir, les affaiblir, les neutraliser, pour finalement les rendre impuissants à résister au rouleau compresseur du néolibéralisme qui pas à pas allait réaliser tous ses objectifs ou presque, morceau par morceau, tel le dépeçage de la Sécu, du Code du travail, des entreprises ou secteurs économiques nationalisés, etc. les militants étant incapables de comprendre ce processus pour être eux-mêmes profondément gangrenés par le réformisme bourgeois.

Les trotskystes ont intégré dans leur conception de la lutte de classe "la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat", pire, il l'ont adoptée au point d'en faire le fond de commerce de leurs partis, et ce sont elles qui se rebellent à travers la direction du POI-CCI qui chargent les syndicats de défendre ces couches privilégiées avec lesquelles

se confondent leurs dirigeants, la direction du POI-CCI prétendant être mieux à même de représenter ses intérês que la tendance minoritaire de Gluckstein, leur querelle ne dépasse pas ce niveau-là ou cet enjeu qui ne nous concerne pas à vrai dire.

Maintenant on doit se poser une question. Si "la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat" existe depuis plus d'un siècle, il n'en demeurait pas moins que des millions et millions de travailleurs figuraient parmi les couches inférieures durant toutes ces décennies et aucun parti n'a été capable de les organiser, pire, ils s'en sont détournés rendant toute issue politique impossible, tandis qu'ils allaient parvenir à attirer des dizaines de milliers d'éléments les plus avancés parmi les couches supérieures qui déserteront ensuite leurs partis suite à leur opportunisme, qui pourrait se résumer à leur refus de se tourner résolument du côté des masses les plus exploitées et de réaliser le lien entre toutes ces couches du prolétariat, ciment de leur unité pour avancer ensemble et combattre le régime, construire un véritable parti ouvrier et non un parti de nantis. Les trotskystes n'ont pas combattu l'opportunisme, ils ont contribué à le renforcer.

Que disait Hobson quand il affirmait que : " *Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable.*

Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront. ", sinon qu'il ne fallait exclure aucune probabilité, y compris celle qui se traduirait par une alliance des capitalistes à l'échelle de l'Europe et au-delà de l'oligarchie financière mondiale, qui se concrétiserait par la mise en place des institutions adaptées à la nécessité d'assurer la pérennité de leur pouvoir, Hobson insistant sur le fait que c'était la "direction" dans laquelle s'orientait "*à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale*" et que "*si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront* ", ce qui fut effectivement le cas, ce que les trotskystes refusent toujours obstinément d'admettre, pour en être restés à l'antagonisme entre les différents capitalistes dans le monde et à l'hégémonie mondiale exercée par une puissance, hier la Grande-Bretagne, depuis les Etats-Unis, schéma qu'ils ont décrété indépassable contrairement à Lénine notez bien, schéma rendu intenable du fait de la crise du capitalisme qui a subsisté en partie jusqu'à nos jours, mais qui tend de plus en plus à être dépassé par une internationale de l'oligarchie financière qui impose sa loi à tous les gourvernements, à tous les Etats, à tous les régimes, à toute la planète à travers les institutions qu'elle a créées à cet effet, comment peut-on encore nier cette oriention, cette "direction" prise par le capitalisme mondial qui correspond à la mise en place d'un pouvoir ou un gouvernement mondial, dictatorial, ce qui ne signifie nullement qu'elle serait parvenue à ses fins, disons qu'elle est sur la bonne voie pour atteindre son objectif politique et réduire tous les peuples en servage. Et le néolibéralisme incarne cette stratégie politique et ses objectifs. - LVOG)

Lénine- "L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les Etats, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la "lutte pour les territoires économiques "."

(Depuis qu'ont été écrites ces lignes, ces rapports se sont considérablement renforcés dans la "direction" indiquée plus haut, et ils ont été étayés par des institutions politiques et financières régionales, continentales ou internationales oeuvrant à leur renforcement. Et que cela se réalise au profit des "groupements capitaliste" les plus puissants, cela va de soi. - LVOG)

Lénine - "A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du XIXe siècle et le début du XXe."

(On notera que cette "*décomposition*" du mouvement ouvrier britannique fut plus que "*momentanée*", c'est le moins que l'on puisse dire, elle s'est étendue à l'ensemble du mouvement ouvrier international et elle y est profondément ancrée de nos jours.

Lénine aurait-il commis là pour la seconde fois la même erreur de diagnostique ou aurait-il péché par excès d'optimisme dans le prolétariat, aurait-il sous-estimé le degré de corruption des chefs du mouvement ouvrier ou leurs faiblesses ? Peut-être avait-il conçu qu'en cas de victoire de la révolution prolétarienne dans un pays soumis à la guerre impérialiste, nous sommes en 1916 donc en pleine Première Guerre mondiale, d'autres pays suivraient et les partis communistes seraient en mesure de prendre la direction du mouvement ouvrier, ce qui ne fut malheureusement pas le cas. En Russie l'Etat s'effondra littéralement contrairement aux autres pays en Europe à l'exception de l'Allemagne, ce qui devait fournir l'occasion au parti bolchevik de s'emparer du pouvoir.

De là surgit une question : Mais en dehors de cette situation exceptionnelle, existent-ils d'autres conditions qui seraient favorables au déclenchement d'une révolution prolétarienne ou faut-il absolument qu'une guerre impérialiste éclate et dure des années avec son lot de destruction et de morts ?

Comme on l'a déjà dit dans des causeries précédentes, ce n'est pas parce que le prolétariat se serait embourgeoisé et les couches et classes moyennes ou la petites bourgeoisie bénéficieraient de conditions d'existence supérieurs au reste de la population ou tireraient quelques satisfactions de leur condition qu'elles pèteraient forcément la joie de vivre, car quelle que soit leur

condition elles ne l'ont pas choisie, elle leur est toujours imposée avec son lot d'obligations et d'humiliations, de sacrifices aussi, un cadre est encore plus l'esclave de son patron qu'un ouvrier on a tendance à l'oublier, un prof exerce dans des conditions difficiles, certains sont dépressifs, d'autres s'interrogent sur le sens réel de leur "mission".

En réalité, pas un exploité ne choisit son mode de vie, sa formation, son métier, l'emploi qu'il occupe, le lieu où il habite, encore moins son emploi du temps qui lui est imposé jusqu'à sa mort, car même la retraite il n'a pas le droit de la prendre quand il se sent diminué physiquement ou usé, quand il en profitera ce sera avec en ligne de mire son cercueil. Sa liberté est un leurre même si son revenu est un multiple du smic, qu'il a une grande maison, une belle voiture, etc. quand s'achève ses courtes vacances il n'a qu'un regret, c'est qu'elles ne durent pas plus longtemps et qu'il lui faille attendre un an pour en profiter à nouveau. Bref, il ne peut pas foncièrement être satisfait du sort que lui réserve le capitalisme, sans parler de son entourage, sa propre famille, ses enfants, ses amis, dont il partage les déboires ou les difficultés qui le peine ou l'attriste. A tout considérer, il aspire naturellement à vivre dans une autre société, meilleure, plus juste, il a une toute autre conception de la vie et quelque part la sienne lui fait horreur ou ne lui apporte que des satisfactions superficielles et éphémères. Il n'en parle pas toujours ou il n'y pense pas en permanence car ce serait à devenir fou ou à se tirer une balle dans la tête. Il occulte volontiers cette question à défaut de toute perspective politique cohérente et sérieuse, ce qui n'en fait pas obligatoirement un individualiste, un hypocrite ou un sale type, non il est forcé d'adopter cette attitude pour tenir le coup, pour trouver le courage de continuer à vivre tout simplement.

On peut donc concevoir qu'il pourrait être sensible à une politique qui prendrait en compte sa condition et qui lui laisserait entrevoir que changer la société est parfaitement réalisable, dès lors qu'on s'en donne les moyens politiques et qu'il prend conscience qu'il figure parmi ces moyens, qu'il est l'élément clé de la situation pour peu qu'il en décide, qu'il s'organise, qu'il étudie comment fonctionne réellement la société.

Dans le cas contraire, si on décrète que c'est une vue de l'esprit, rien alors n'est possible. Or l'expérience prouve exactement le contraire, puisque ce sont des éléments du prolétariat qui dans le passé et même le présent ne figuraient parmi les couches les plus défavorisées, qui se mobilisaient, qui avaient rejoint des partis ouvriers et que ces partis avaient été incapables de conserver. Donc ce n'est pas ce constat ou cette théorie qui serait inadapté à la situation, mais bien ces partis et leurs dirigeants qui portent la responsabilité du rejet qu'il inspire à la majorité des travailleurs et de l'absence du parti ouvrier révolutionnaire.

On peut aussi en conclure que l'homme serait foncièrement mauvais ou pourri, et qu'en dehors de lui rien n'existerait, on se demandera alors comment il est capable du meilleur dès lors qu'il est placé dans des conditions favorables. Ce sont justement ces conditions qu'il s'agit de créer, de mettre à sa portée pour qu'il modifie sa perception faussée de la société, ce devrait être la responsabilité de notre parti au lieu de le juger ou de l'accuser injustement ce qui ne fait que l'enfoncer dans son erreur.

Au passage, je n'ai jamais pensé autrement de l'ensemble des travailleurs sans distinction de condition matérielle contrairement à ce que prétendent mes détracteurs. - LVOG)

Lénine - L'opportuniste allemand Gerhard Hildebrand, qui fut en son temps exclu du parti pour avoir défendu l'impérialisme et qui pourrait être aujourd'hui le chef du parti dit "social-démocrate" d'Allemagne, complète fort bien Hobson en préconisant la formation des "Etats-Unis d'Europe occidentale" (sans la Russie) en vue d'actions "communes"... contre les Noirs d'Afrique, contre le "grand mouvement islamique", pour l'entretien "d'une armée et d'une flotte puissantes" contre la "coalition sino-japonaise", etc.

(On croirait ces lignes écrites hier ou spécialement pour notre époque, n'est-ce pas ? - LVOG)

Lénine- "Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle."

(On pourrait en dire de même des trotskystes. - LVOG)

Lénine- "Kautsky a rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un "idéal réactionnaire", la "démocratie pacifique", le "simple poids des facteurs économiques", car cet idéal rétrograde objectivement du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste, il est une duperie réformiste." (On retrouve cet "idéal rétrograde" dans la formule de l'union libre des Etats ou des nations libres d'Europe avancée par Gluckstein dès lors qu'au préalable ne figure pas la liquidation du capitalisme. - LVOG

Lénine- "Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche

d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme, liaison qui s'est manifestée en Angleterre plus tôt et avec plus de relief que partout ailleurs du fait que certains traits impérialistes de développement y sont apparus beaucoup plus tôt que dans les autres pays. Il est des auteurs, L. Martov par exemple, qui se plaisent à escamoter la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme existant au sein du mouvement ouvrier, - chose qui, aujourd'hui, saute aux yeux - par des raisonnements d'un "optimisme de commande" (dans la manière de Kautsky et de Huysmans) à l'exemple de ceux-ci : la cause des adversaires du capitalisme serait sans espoir si le capitalisme avancé, précisément, conduisait au renforcement de l'opportunisme ou si les ouvriers précisément les mieux payés, se montraient enclins à l'opportunisme, etc. Il ne faut pas se leurrer sur la valeur de cet "optimisme", c'est un optimisme à l'égard de l'opportunisme, un optimisme qui sert à masquer l'opportunisme. En réalité, la rapidité particulière et le caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme ne sont nullement une garantie de sa victoire durable, de même que le prompt développement d'une tumeur maligne dans un organisme sain ne peut qu'accélérer la maturation et l'élimination de l'abcès et la guérison de l'organisme. Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.'

(Cette "*liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme existant au sein du mouvement ouvrier*", s'est matérialisée ou s'exprime depuis 1947 par les liens organiques tissés par les lambertistes avec l'appareil de FO et les anarcho-syndicalistes depuis le début des années 50 et qui ne se sont jamais démentis jusqu'à nos jours. Le refus de défendre une politique indépendante du PS et du PCF ainsi que des appareils vendus des syndicats pour construire le parti, exprime cet "*optimisme*" démesuré dans la toute puissance du capitalisme que sert à masquer leurs discours sur son agonie, celle du régime et des institutions de la Ve République qui à les entendre étaient appelés à disparaître tous les quatre matins depuis plus d'un demi-siècle. Franchement, sérieusement, comment voulez-vous attirer vers un tel parti des intellectuels, des membres des couches ou classes moyennes qui ont un niveau de développement intellectuel supérieur à la moyenne de la population qui traiteront avec mépris de telles "*phrases creuses ou mensongères*". - LVOG)

Reprenons la suite de ce courriel fort instructif.

- Tous ces développements pour reprendre l'explication stalinienne " le trotskysme cet antiléninisme", Lénine ennemi de Trotsky.... Pauvre, pauvre Tardieu !

(Me voilà relégué au rang de stalinien en guise d'argument en réponse à ceux que j'ai avancés, bravo, vous êtes digne de vos maître à penser ! On ne se refait pas décidément.

Ils n'ont que le mot "*ennemi*" à la bouche dès qu'il s'agit de caractériser ceux qui ne pensent pas exactement comme eux ou tout simplement pour caractériser des relations conflictuelles qui font partie de la vie. Ce penchant à la paranoïa (et à la calomnie) est un des traits du lambertiste que ses militants ont adopté. On en veut pour preuve qu'ils continuent d'adopter des blases ou surnoms, la terminologie qu'employaient les militants dans la clandestinité à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, secret de polichinelle, infantilisme grotesque qui ne les dérange pas, à croire qu'ils ne parviendront jamais à maturité. Là encore comment un tel courant politique peut-il inspirer le sérieux à un travailleur intellectuel ou pas qui est mentalement équilibré ? - LVOG)

Tous ces développements après avoir expliqué vouloir la fermeture de son site!

(Au lieu de s'empresser à le croire, il aurait dû attendre un peu ! Et puis rien ne m'obligeait à lui dire tout ce que je pensais, surtout sachant qu'il en ferait forcément un mauvais usage. Non mais on se marre. Je sais que je suis un cauchemar pour eux et j'avoue humblement que c'est mérité, ce qui ne serait pas le cas si je passais mon temps à raconter des conneries, les militants se détourneraient de ce portail une fois pour toute et n'y reviendraient pas et ils auraient raison dans ce cas-là. Vous êtes témoin qu'à intervalles réguliers je conseillais aux lecteurs que mon discours indisposait d'aller voir ailleurs, car personne ne les obligeait à s'y connecter.

Je n'ai cherché à retenir personne, c'est peut-être un tort et j'en ai peut-être trop fait en la matière, cela se discute. Je m'adresse à des travailleurs qui ont envie de réfléchir et de progresser, qui comme moi sont prêts à reconsidérer chaque analyse, chaque théorie, chaque formule, chaque principe, chaque position, etc. sans a priori ou tabou, ce qui j'en conviens n'est pas donné à tout le monde de le supporter car cela aboutit souvent à remettre en cause bien des idées reçus ou erronées que l'on se trimballe parfois depuis des décennies, mais il n'y a pas de honte à en avoir, chacun peut se tromper ou se fourvoyer, la modestie ne s'applique pas qu'aux autres on a aussi le droit à l'erreur dans la vie, sauf peut-être quand on se prend pour Dieu, non sans déconner, lisez plutôt la fin de ce courriel qui relève de l'Evangile selon saint Lambert - LVOG):

- Tous ces développements depuis des années pour aboutir à un tel résultat sans même comprendre la persistance de cette solitude entretenue par la fameuse théorie "Moi contre le reste du monde ! " Moi, moi, moi, qui ne suis pas un intellectuel, ni un trotskyste, ni même un marxiste....j'ai la science infuse...je suis Dieu...." Effectivement, non seulement Dieu est seul mais Dieu est une illusion!"

(Me voilà sauvé dites-donc, j'existe contrairement à Dieu ou cette illusion, quel crétin !

Vous voyez à quoi cela sert d'être modeste en présence de gens animés de mauvaises intentions, ils vous piétinent et ils sont contents d'eux-mêmes. N'en profitez pas pour décréter que la modestie serait une faiblesse car ce serait commettre une terrible et fatale erreur.

Il y a deux façons de se comporter face à l'adversité ou en présence de provocations. Soit vous vous taisez provisoirement et vous prenez le temps d'affuter votre réponse et votre adversaire en tirera la conclusion hâtive qu'il vous a vaincu, grave erreur d'appréciation dont il fera les frais quand vous lui tomberez dessus, soit vous répondez sur le champ et vous risquez de vous emporter et par conséquent de vous décrédibiliser, de vous ridiculisez. Le temps passant et devenu vieux, j'ai opté pour la première attitude.

Ce qui fait chier au plus haut point mes détracteurs, c'est que je suis à l'aise sur tous les terrains, et je mélange allégrement expériences ou appréciations personnelles avec des analyses politiques sans m'être posé un instant la question de savoir si cela présentait des avantages ou des inconvénients, disons que cela m'est venu naturellement, c'est sans doute un défaut à leurs yeux, ils préfèrent la compagnie des hypocrites (dans ma famille aussi...), c'est cela qu'ils ne supportent pas, les gens qui sont naturels et qui ont une personnalité qui ne rentre pas dans leur moule qui forme des zombies, des bénis oui-oui, qui entonnent ni Dieu ni maître... pour en réalité les remplacer. - LVOG)

Cinq courriels reçus.

1- Bonjour,

Je lis et consulte votre site depuis cet été avec beaucoup d'intérêt. Nombre de vos observations, commentaires, rejoignent voir même ont précédé le constat que j'ai pu tiré de mon expérience au sein de mon syndicat de Solidaires, ou de mon vécu comme sympathisant du POI au cours de la dernière année.

J'avais fondé quelques espoirs dans ce parti, mais j'ai été assez vite refroidi. Je crois vous en avoir déjà parlé.

Quand à mon syndicat, j'ai démissionné de mon poste de secrétaire de section, n'étant plus en accord, avec les décisions prises en haut lieu, comme par exemple cette énième journée de mobilisation décidée avec la CGT et FSU pour le 8 octobre. Journées sans lendemain, qui au lieu d'armer les travailleurs, les rendent pieds et poings liés à leurs adversaires, faute que ces mobilisations ne sont jamais construites pour durer mais pour faire soupape de sécurité et donner un peu de mou aux éléments les plus résolus.

Je me suis syndiqué à SUD, en partie pour le D de démocratique, et force est de constater que l'ensemble de ces journées sont, sinon imposées par le haut, du moins jamais construites par en bas.

Mais l'objet de mon message, n'est pas uniquement de faire part de ma situation personnelle, qui n'a pas grand intérêt.

A lire vos « causeries », vous employez souvent la troisième personne du pluriel, comme si vous vouliez indiquer que vous vous exprimez au nom d'un collectif. J'imagine que celui-ci est plutôt un collectif « imaginaire », car il ne me semble pas que vous soyez membre d'une organisation quelconque. En tout cas, vous ne vous en revendiquez pas comme tel. Vous trouverez sans doute cette remarque inutile…mais bon.

(L'emploie de "on" ou de "nous" est davantage conforme à mes principes, c'est une formule inclusive ou indéfinie qui témoigne que mes idées ne m'appartiennent pas, et ce n'est pas un effet de style. Ce qui est important ce sont les idées et non la personne qui les émet ou les porte, c'est aussi une manière de se mettre en retrait, je n'ai aucune raison ou légitimité particulière pour me mettre au premier plan. Et puis, je me vois mal employer une formule du type "moi je" dont j'ai horreur. Contrairement aux apparences peut-être, je suis plutôt quelqu'un d'effacé, autrefois timide et complexé, je n'ai jamais cherché à prendre la place de quelqu'un ou à me prendre pour ce que je n'étais pas et c'est très bien ainsi.)

Plus concrètement et sur le fond, dans votre causerie d'hier, vous mettez en cause, justement, plusieurs partis de n'avoir pas pris la mesure de l'évolution du capitalisme, entre autre sa « dérive" financière. On ne peut nier que la part de la finance n'a cessé de croitre depuis 30-40 ans, mais dans un autre temps, je pense que l'on sur-estime sa nature et son origine. La crise dite financière ne serait-elle pas plutôt l'expression d'un Capital qui chercherait un moyen d'assurer son auto-valorisation, ce qui est son essence même. Puisqu'il a de plus en plus de difficulté à le réaliser (en créant de la valeur) par le Travail qui ne cesse de diminuer compte tenu du machinisme grandissant, les profits alimentent le capital fictif.

(Je pense au contraire que la place et le rôle de la finance ont été systématiquement sous-estimés depuis quand déjà, depuis peut-être que Lénine a publié L'impérialisme stade suprême du capitalisme. La question est dialectique mais pas seulement, elle est politique. Ce que vous dites de la crise financière me paraît juste, elle est la partie émergée de la crise du capitalisme. On peut ajouter que l'oligarchie financière l'instrumentalise à des fins également politiques pour atteindre des objectifs économiques dans des proportions inégalées dans le passé dont il faut tenir compte.)

Aussi, la lutte contre l'oligarchie financière ne peut trouver sa réponse que dans l'économie réelle, et en luttant pour réduire considérablement le temps de travail, et par la-même la soumission au travail contraint. Ce qui est évidemment le projet politique qui devrait soutenu par un parti révolutionnaire.

C'est évidemment un peu raccourci, mais c'est l'enseignement que j'ai tiré de mes lectures de Marx, dont il faut bien avouer, reste trop peu ou pas du tout connu, même des militants. Ou encore ont-ils lu des bribes, des résumés tronqués, sans parler de ceux qui ont dénaturé sa pensée.

Aussi, je ne peux que vous conseillez, même si c'est un peu osé de ma part, la consultation du site http://www.demystification.fr, où vous trouverez les ouvrages d'un auteur fort intéressant, Tom Thomas.

(Je connais ce portail. J'ignore qui il est vraiment, si c'est son vrai nom, ce qu'il fait et comment le joindre.)

Cordialement

2- Bonsoir,

J'ai lu dans une de vos dernières « causeries » que vous pourriez arrêter d'alimenter votre site dans les prochains jours. Je peux comprendre que cette tâche soit lourde, fastidieuse et que vous en retiriez peu de reconnaissance. D'autant qu'il est fatiguant de rappeler les mêmes nécessités de combat politique, de militer pour quelque chose que l'on ne voit jamais venir…

(C'est surtout épuisant physiquement, je parle des yeux principalement. Je n'ai pas besoin de "reconnaissance", j'ai conscience de ce que je fais ou de ce j'écris, tout comme j'ai confiance en moi ou dans mes convictions. J'ai aussi conscience de mes lacunes et de mes faiblesses que j'ai toujours à l'esprit, cela aide à rester modeste ou à sa place. Compte tenu qu'il y a toujours de nouveaux militants qui se connectent sur le portail, je suis obligé de me répéter, ils peuvent toujours télécharger les causeries des années précédentes, mais c'est fastidieux, ils ont autres choses à faire et je le comprends.

Vous m'avez mal lu ou je me suis mal exprimé, je n'attends rien ou je ne milite pas pour quelque chose de particulier hormis le socialisme qui viendra le moment voulu ou jamais. J'ai expliqué à plusieurs reprises qu'on ne devait pas rejoindre un parti dans un autre but que le construire, et que cela permettait également de donner un sens à sa vie et qu'il ne fallait pas attendre autre chose de notre engagement politique, ce qui impliquait de progresser personnellement. C'est aussi la raison pour laquelle l'activisme forcené est à bannir. Aucun militant ne devrait sacrifier sa vie et celle de ses proches pour le parti car la situation ne l'impose pas. Le militantisme devrait être une activité comme une autre qui s'insère dans la vie quotidienne de chaque travailleur, ce serait le meilleur moyen de le rendre supportable et de démontrer aux autres travailleurs qu'on peut prendre en main son destin sans tout sacrifier pour autant, ce qui en tout état de cause ne va qu'un temps. On ne doit pas être conduit à changer de vie ou de fréquentations parce qu'on a rejoint un parti, c'est aberrant, je suis malheureusement passé par là autrefois et je le regrette.

J'ai compris qu'il ne servait à rien de courir après deux lièvres à la fois, car c'était le meilleur moyen de n'en attraper aucun. Il y en a qui courent après des résultats immédiats qui s'évaporeront dans la nature quelque temps après à l'instar de nos acquis ou de la Grèce par exemple, ou encore des militants recrutés lors d'une bataille sur la base d'illusions qu'on entretiendra, jusqu'au moment où ils disparaîtront également dans la nature, je ne vois pas quel intérêt cela peut présenter à l'arrivée sinon qu'on en est toujours à la case départ et que le parti ne se construit pas. Les dirigeants de tous les partis s'en foutent tant qu'ils continuent de recruter, mais quand ce n'est plus le cas, la crise éclate dans leur parti et ils s'accusent mutuellement d'en être responsables, voyez ce qui est en train de se passer au POI qui l'illustre très bien.)

Néanmoins, je dois dire que je serai, et sans doute pas le seul, à regretter l'arrêt de votre site bien que je puisse avoir un point de vue sensiblement différent sur certain sujet. Tout en partageant quand même la majeure partie de votre analyse quant à la nécessité de fonder une organisation indépendante des « pouvoirs" en place, et orientée vers l'émancipation définitive de la classe ouvrière.

(Que voulez-vous que je vous dise, vous-même vous vous manifestez tardivement, je ne peux pas forcer les lecteurs ou militants à m'écrire et à me soutenir, chacun est libre d'agir comme il l'entend, à chacun ses responsabilités, j'ai pris les miennes, j'ai fait ce que je pouvais et je ne pouvais pas en faire plus, mieux peut-être, on peut toujours faire mieux heureusement. Partager l'essentiel en étant sincère et honnête, c'est déjà un acquis. Quant au reste, c'est la vie !)

Je pense que mon avis ne penchera guère sur votre décision, mais je tenais à vous le dire.

Autre point; vous indiquez une adresse où l'on peut envoyer une contribution financière. Ne serait-il pas possible d'avoir votre compte IBAN ? ce qui me permettrait de vous transférer directement sur votre compte de l'argent. Eventuellement aussi de manière plus récurrente.

Sincères salutations

PS: ne vous est-il jamais venu à l'idée de vous installer à Cuba ? Même si ce n'est pas la panacée du socialisme, peut-être que l'on s'en rapproche plus ?

(Je n'aime pas le rhum et je ne suis pas un partisan du castrisme... ni de la castration politique !)

3- Bonsoir,

Je vous remercie du temps que vous avez accordé pour répondre à mon message.

J'ai bien noté l'adresse où envoyer ma contribution.

Je comprends que vous ayez envie de tourner la page, de pouvoir vous consacrer à d'autres activités personnelles.

Je crois aussi que nous ne devons jamais surestimé notre poids individuel pour changer le cours des choses. Trop peu s'investissent et portent sur leurs épaules la lourde tache d'essayer d'éclairer ses semblables, avec sa propre subjectivité, aussi. Il faut faire le minimum que l'on peut en discutant avec ses amis, collègues, proches, rencontres et en essayant de leur montrer les multiples facéties d'un monde que l'on veut nous présenter d'une certaine manière. En apprenant tout simplement aux gens à utiliser leur cerveau, leur capacité d'analyse.

A votre manière, vous y avez contribué, et cela restera tant que les infos que vous avez mis en ligne seront disponibles. Toutes les « causeries » ne seront pas vaines, je suis sûr que de nombreux militants y puiseront des éléments de réflexion, tout comme moi, pour changer de comportement, de mode d'actions, et surtout de direction.

Votre tache était ambitieuse, mais votre distance de la France vous a certainement fermé la porte de pouvoir entretenir un réseau de militants sur le terrain. Je maintiens qu'Internet ne peux pas tout, c'est un média très réactif (trop même), mais qui ne peut remplacer l'action véritable, les assemblées, les réunions.

Vous souhaitant bonne continuation.

(Je n'ai surtout reçu le soutien d'aucun cadre ou dirigeant avec lequel j'aurais peut-être pu combiner mon activité et la sienne sur le terrain. Je me serais contenté de ce rôle de second plan. On n'a rien pu démarrer hélas, sinon on aurait pu envisager si nécessaire le financement de mes voyages en France, cela aurait été aux militants de le décider.)

4- Salut camarade,

Juste pour te dire que je te soutiens dans ta démarche pour construire le parti.

J'écris ce mail sur un téléphone, donc je ne peux pas faire long.

Je ne suis pas un intellectuel comme toi, et je ne me considère pas comme faisant partie d'une avant-garde. Ceux qui te donnent des leçons de marxisme me saoulent. Je te lis depuis des années maintenant, et je peux te dire que j'ai davantage progressé sur le plan dialectique avec certains de tes écrits qu'avec informations ouvrières ou les réunions du POI. Même avec des camarades qui pour certains ont des mandats syndicaux important de mon OS.

A la décharge des membres de mon comité du POI, il y a quelques années, les membres du CCI à la création du POI, voulaient laisser animer le bureau et le comité par des nouveaux adhérents non Trotskystes comme moi. N'étant ni enseignant, ni fonctionnaire, impossible de le faire. Le CCI a été obligé d'animer seul le comité et il s'est enquilosé. Que des débats autour de Il depuis des années, et seul à poser des questions de fond sur la stratégie du parti.

Bref ce que je vois autour de moi c'est qu'il n'y a presque plus de débat au POI, et dans les OS FO et CGT. A part de bons petit soldats, les autres ont du mal à se faire entendre. Alors que le mot d'ordre devrait être le débat, encore le débat, toujours le débat !

Donne moi une adresse pour que je te donne la cotisation que je versais jusqu'àlors au POI.

Fraternellement

S. Futur ex-adhérent du POI

Non Trotskyste, non léniniste, non je ne sais quoi D'autre, Socialiste

Même pour faire chier certains doctrinaires ultra-gauchiste !

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mémes et non l'oeuvre d'une soi-disant avant garde.

5- A propos du parti.

Ce qui me fonde c'est l'existence de 1 milliard d'ouvriers dans le monde, expérimentés dans leur lutte pouvant entraîner les autres contre une direction centralisée mais non homogène dans sa lutte contre ces ouvriers ; alors c'est vrai, c'est le bordel organisationnel dans le POI, mais l'essentiel c'est qu'on se réunit, qu'on n'est pas des demeurés qui attendent l'évangile de tel ou tel dirigeant, personnellement je demande qu'est ce que veut dire appareil politique de la lutte formule non explcitée le 6 juin pour un millier qui attendait une perspective, POI ou pas, c'est ce que je vais développer aux camarades pour la préparation du congrès, il faut bien partir de quelque chose quand la lutte exaspérée va surgir ; je comprends que tu sois loin de nous et que tu ne nous vois pas nous démener mais nous sommes bien vivants.

Salutations.

Je te souhaite d'obtenir les réponses à toutes tes questions, n'hésite pas à nous en faire.

De toute évidence, tous les militants du POI ne me considèrent pas comme leur ennemi ou ne font pas preuve d'un manque singulier de discernement. A aucun moment je ne les ai considérés comme tels, pas plus les militants du NPA, de LO ou du Front de gauche.

On a pris la fâcheuse habitude d'entrevoir les rapports dans le mouvement ouvrier sous un angle conflictuel., belliqueux, haineux. Si je rencontrais un militant de la CFDT, au lieu de me dire, tiens voilà un jaune, un collabo, un agent du capital, un représentant du Medef, je lui demanderais de m'expliquer sa politique, ensuite je lui exposerais la manière sans chercher à le convaincre de quoi que ce soit et sans porter d'appréciations subjectives, de sorte que la discussion demeure ouverte et qu'elle ne devienne pas agressive, laissant les arguments s'opposés les uns aux autres en me disant qu'à l'arrivée les meilleurs l'emporteront un jour ou l'autre, si j'ai véritablement confiance dans mes convictions et que je suis sincère, cela ne devrait poser aucun problème.

Je suis peut-être con, mais je crois dans le pouvoir de la sincérité et de l'honnêteté, même s'ils ne sont pas souvent ou forcément récompensées ou simplement reconnues comme telles, encore que, faut-il être patient. C'est comme le marxisme, c'est un guide pour l'action, il ne faut pas en espérer davantage, sauf à être déçu par la suite. Cela peut t'éviter de te casser la gueule dans la vie, ce n'est déjà pas mal.

Ce qu'on ignore ou ce à quoi on ne pense pas, c'est que la sincérité et l'honnêteté figurent parmi les conditions pour analyser la situation sans être tenté de la déformer, on en aura donc une interprétation aussi juste que possible qui nous permettra de nous orienter dans la vie comme en politique en évitant de commettre bien des erreurs. Et quand bien même par la suite nous serions malgré tout en bute à des difficultés, qui ne l'est pas, il faudrait les imputer à la société et non à notre attitude, la pire confusion ou erreur consisterait alors à en changer ce qui nous conduirait à devenir un sale type, puisque nous deviendrions leur contraire, c'est-à-dire hypocrite et malhonnête. Et quant à ceux qui entendent en tirer profit à votre insu pour manifestement avoir épousé la personnalité de ce sale type, l'expérience prouve que cela ne leur portera pas davantage chance que ceux qui se réjouissent du malheur des autres.

Notre mode de pensée et les principes ou valeurs que l'on a adoptés entretiennent des rapports réciproques ou interagissent les uns sur les autres, ce que l'on peut comprendre sans faire appel à la morale qui sert à justifier les actions les plus élevées et les plus viles selon les cas. Au lieu de porter des jugements à l'emporte-pièce, on ferait mieux de se demander pourquoi et comment on en arrive à adopter un certain comportement et à partager certaines idées, à commencer par soi-même, ensuite quand on sera parvenu à répondre à ces questions, on pourra se les poser à propos des travailleurs ou des militants qu'on rencontrera, cela nous permettra de découvrir certaines facettes de notre personnalité qu'on ignorait.

Freud affirmait que la vie était une lutte permanente, et ce n'est pas nous qui le contredirons. Marx affirmait que la lutte des classes était l'un des deux moteurs du développement de la civilisation humaine, et on n'a aucune raison de le démentir. C'est donc sur les deux tableaux qu'il nous faut combattre tout au long de notre existence, qu'il faut nous armer. Sacrifier l'un des deux aspects de ce combat, conduit à les saper tous les deux.

Toute pédagogie en direction des masses devraient comporter ces deux volets, ne serait-ce que pour leur montrer qu'on n'est pas différents des autres travailleurs, et qu'au lieu de les accabler, on fait tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à prendre en mains leur destin pour changer la société. A suivre.

Syrie. Contre-propagande.

- Syrie : Les mythes de la propagande médiatique (New Orient News) - Ghaleb Kandil - legrandsoir.info 27.09

1. Le mythe des migrants fuyant le régime syrien.

Un mythe tombé devant le fait que la majorité de ceux qui sont prouvés faire partie de l'exode de citoyens syriens venait des zones contrôlées par les groupes terroristes.

Ainsi, depuis que le père de l'enfant Aylan a déclaré que sa famille fuyait l'enfer de DAECH, la fièvre de l'exploitation médiatique de son petit corps étendu sur une plage de Turquie s'est relativement calmée d'elle-même, sans la moindre enquête sérieuse pour mettre un terme à la désinformation première, sans jamais admettre que ces gens fuyaient les terroristes takfiristes soutenus par les États occidentaux et, à plus forte raison, sans jamais mettre en lumière les millions de déplacés qui ont préféré rester dans leur pays en rejoignant les zones contrôlées par l'État syrien accusé de tous les maux.

La vérité a quand même explosé devant les caméras des chaînes européennes quand des réfugiés syriens ont ouvertement déclaré que leur tragédie était la conséquence du terrorisme, certains allant jusqu'à dire que les États occidentaux avaient détruit leur pays en leur expédiant les terroristes qui les avaient poussés à l'exil et qu'en conséquence, ils avaient le droit d'exiger accueil et assistance pour leur propre sécurité. Un état d'esprit qui n'a pas pu échapper aux observateurs et qui pourrait expliquer le revirement de certains États européens en direction de Damas.

2. Le mythe d'une discrimination de la part du régime Syrien.

Un mythe fondé sur l'idée que cet exode, concernant une certaine catégorie de Syriens résidant dans les campagnes et favorables aux terroristes, allégerait le fardeau de l'État syrien ; idée scabreuse, pour ne pas dire raciste, en totale contradiction avec la réalité syrienne.

L'État syrien continue à assumer, autant que possible, toutes ses obligations dans toutes les régions du pays, même celles qui sont actuellement sous le contrôle des organisations terroristes, prenant à sa charge une vaste opération de secours et de soutien aux millions de déplacés à l'intérieur du pays. C'est la conception même du président Bachar al-Assad qui, depuis le début des événements, a donné ses instructions et veille à ce que les salaires et les produits subventionnés continuent à être régulièrement distribués à tous les citoyens, notamment à ceux qui sont piégés dans les zones où sévissent les terroristes, et s'acharne à poursuivre les réconciliations [Mousalaha] pour récupérer ceux qui se sont compromis dans la « rébellion armée » selon une vision globale axée sur la libération de toute la Syrie du fléau terroriste.

3. Le mythe de la Syrie « utile ».

Un mythe censé s'appliquer aux régions densément peuplées, pour nourrir sciemment un autre mythe tournant autour de la partition prétendument inévitable du pays, en régions dites « utiles » contrôlées par l'État syrien et régions supposées « inutiles » dont les territoires et les habitants seraient livrés aux terroristes takfiristes.

Un mythe qui a pour objectif de faire croire aux habitants des régions supposées « inutiles », qu'ils sont euxmêmes inutiles afin qu'ils se résignent à l'idée d'avoir été abandonnés par leur État, leur Armée et leur Président, qui n'ont jamais cessé de résister et se battent pour récupérer chaque pouce du territoire, quel que soit le coût de la victoire.

Un mythe qui est d'autant plus criminel lorsqu'il est repris par des Syriens inconscients du piège tendu par la propagande colonialiste et du service rendu à l'ennemi.

Un mythe qui est d'un non-sens absolu lorsqu'il s'agit d'une patrie et que c'est justement dans les régions supposées « inutiles » que se concentrent les ressources agricoles et pétrolières, ainsi que d'importants centres industriels, sans parler des joyaux de l'histoire de l'humanité et de la civilisation, ni de la mémoire de leurs habitants qui ont contribué à l'histoire de la Syrie libre, indépendante et souveraine. legrandsoir.info 27.09

En complément.

- Quand les USA fournissent des armes à Al-Qaïda - euronews.com 25.09

- Syrie: le maintien d'Assad n'est plus tabou - AFP

Les deux fidèles alliés de Damas, la Russie et l'Iran, apparaissaient dimanche en position de force pour imposer aux Occidentaux leur stratégie visant à faire de la lutte contre les jihadistes en Syrie la priorité absolue, en maintenant en place le président Bachar al-Assad.

A la veille de l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies, les présidents russe Vladimir Poutine et iranien Hassan Rohani ont, dans des interviews télévisées, poussé leurs pions pour imposer leur vision de la gestion du conflit syrien face à des Américains et Européens ébranlés par la crise des réfugiés et la menace terroriste.

Vladimir Poutine, qui doit rencontrer lundi à New York en tête-à-tête son homologue américain Barack Obama -une première depuis plus de deux ans-, a ainsi levé le voile sur la nouvelle coalition qu'il entend mettre en place pour lutter contre les jihadistes de l'Etat islamique.

"Nous avons proposé de coopérer avec les pays de la région", a-t-il déclaré sur la chaîne CBS. "Nous essayons d'établir une sorte de cadre de coordination, nous aimerions avoir une plateforme commune pour une action collective contre les terroristes", a-t-il expliqué.

Moscou est à l'offensive depuis plusieurs semaines sur le dossier syrien, en renforçant considérablement sa présence militaire dans le fief du régime dans le nord-ouest de la Syrie et en multipliant les initiatives: dimanche, Bagdad a ainsi annoncé que l'Irak, la Russie, l'Iran et la Syrie avaient décidé de créer un centre de renseignement dans la capitale irakienne, pour lutter plus efficacement contre l'EI.

Ces initiatives russes inquiètent les Etats-Unis et leurs alliés européens, qui semblent de plus en plus mis devant le fait accompli par Moscou, au moment où leur propre stratégie militaire contre l'EI paraît patiner.

"Nous sommes juste en train de commencer à essayer de comprendre quelles sont les intentions de la Russie en Syrie et en Irak, et d'essayer de voir s'il y a des moyens de trouver une issue bénéfique", a reconnu dimanche un haut responsable du département d'Etat américain.

Washington et une soixantaine de pays européens et arabes sunnites pilotent depuis un an une coalition militaire qui frappe des bastions de l'EI en Syrie et en Irak. La France, qui participe aux opérations en Irak, a pour la première fois dimanche effectué des frappes en Syrie contre un camp d'entraînement de l'EI à Deir Ezzor (est), au nom de la "légitime défense". Une annonce solennellement confirmée par François Hollande à New York.

Mais toutes ces opérations militaires n'ont pas empêché l'organisation jihadiste de consolider ses positions, ni n'ont ruiné son pouvoir d'attraction : près de 30.000 jihadistes étrangers se sont rendus en Syrie et en Irak depuis 2011, selon des responsables du renseignement américains cités par le New York Times, le double de la précédente estimation il y a un an.

Devant cette impasse sur le terrain et après plus de quatre ans d'une guerre qui a fait plus de 240.000 morts et des millions de réfugiés, Moscou et Téhéran ont également réaffirmé sans ambages que le régime de leur allié Bachar al Assad était le seul rempart contre le terrorisme.

Exploitant les tergiversations occidentales sur le sort du président syrien --dont le départ immédiat et sans condition fut longtemps réclamé--, le président iranien a affirmé qu'il existait désormais un large consensus international pour son maintien au pouvoir.

"Je pense qu'aujourd'hui tout le monde a accepté que le président Assad devait rester (au pouvoir) afin de combattre les terroristes", a déclaré M. Rohani sur CNN. "En Syrie, notre premier objectif est de combattre les terroristes et de les défaire, et nous n'avons pas d'autre solution que de renforcer l'autorité centrale et le gouvernement comme les principaux centres de pouvoir", a-t-il insisté.

Le message commence à passer, depuis quelques semaines. Washington, Londres, Berlin et même Paris, ne posent plus le départ immédiat de M. Assad comme préalable à toute négociation, la chancelière allemande Angela Merkel étant même allée jusqu'à dire qu'il faudrait aussi discuter avec lui.

Même les Etats-Unis ont assoupli leur position : il y a une semaine, John Kerry concédait que le calendrier de la sortie de M. Assad était négociable.

Quant à Paris et Londres, ils répètent que Bachar ne peut pas faire partie de "l'avenir" de la Syrie, mais restent flous sur le calendrier et les modalités de son départ. AFP 27.09

- François Hollande redit à l'Onu que Bachar al Assad doit partir - Reuters 28.09

La famille s'aggrandit encore, elle va enfanter un monstre ou d'un front à l'autre.

- François Meunier, du Front de gauche au Front national - liberation.fr

Il y a moins de deux semaines, François Meunier, conseiller municipal Front de gauche d'Antony (Hauts-de-Seine), n'avait encore d'yeux que pour le Parti communiste sur son compte Twitter : Un lien renvoyait vers le discours de Pierre Laurent à la fête de l'Huma, les unes du quotidien éponyme y étaient fréquemment reprises, et l'homme tançait le discours «ultralibéral et réactionnaire» de la chanteuse Françoise Hardy, invitée de l'émission On est pas couchés. Quelle ne fut pas la surprise de nombreux habitants d'Antony (61 000 habitants), de découvrir, dimanche matin à la lecture du Parisien, le ralliement de leur élu au… Front national.

Soyons nombreux ce week-end à la fête de l'Humanité. Rendez-vous sur le stand d'Antony pour partager un moment de fraternité.

— François Meunier (@FraMeunier) 10 Septembre 2015

L'Europe et la France doivent arrêter de multiplier les entraves à l'accueil des réfugiés http://t.co/7O8fm4FHiE #PCF via @CNPCF

— François Meunier (@FraMeunier) 4 Septembre 2015

Tête de liste Front de gauche aux municipales de mars 2014 – il avait obtenu 9% des suffrages (le FN n'avait pas de candidat) –, François Meunier entend même monter un groupe frontiste au sein de la ville remportée par Jacques-Yves Sénant, investi sous la bannière de feu l'UMP. Au Parisien, Meunier a expliqué que le FN était désormais le seul parti «à défendre la classe ouvrière […], le dernier à avoir une analyse marxiste de la société et encore un discours sur la lutte des classes.» L'électrochoc est survenu avec la crise grecque : «C'était l'occasion pour le Front de gauche de rompre avec la politique européenne, mais il n'a pas été à la hauteur», s'emporte-t-il, précisant «qu'[il] n'aurait jamais adhéré au FN si Jean-Marie Le Pen était encore là.» Il conclut : «Force est de constater qu'aujourd'hui, ce discours antisémite a disparu. Certains peuvent penser que c'est une stratégie politique. Moi, je ne le crois pas.» Reste que les électeurs qui l'ont élu sous l'étiquette du Front de gauche ont aujourd'hui une sacrée couleuvre à avaler. liberation.fr 27.09

Question : Comment peut-on passer d'un parti dit de "la gauche de la gauche" à un parti d'extrême droite, sinon que le soi-disant parti de gauche ne le serait pas vraiment ? Cela vaut pour bien d'autres partis dont certains de leurs membres ont atterri au fil des ans au FN ou au PS notamment.

Que leurs militants n'hurlent pas à la calomnie ou qu'ils n'essaient pas de s'en sortir en expliquant que leurs partis ou leurs dirigeants n'y seraient pour rien ou encore leurs politiques, il a forcément fallu qu'ils développent des idées ou qu'ils adoptent des positions communes à l'extrême droite tout en cultivant des intentions inavouées sur leurs réelles intentions ou qui n'étaient pas incompatibles avec l'orientation politique de l'extrême droite, pour qu'à un moment donné ces membres les adoptent une fois qu'ils avaient constatées qu'elles étaient partagées par l'extrême droite qui les revendiquaient ouvertement. En fait ils auront préféré une certaine forme d'honnêteté, même nauséabonde, à l'hypocrisiie légendaire de leurs diirigeants.

Vous comprenez pourquoi nous ne passons absolument rien aux opportunistes, pour qu'on ne puisse pas nous accuser d'avoir favorisé le passage de certains militants de la gauche ou de l'extrême gauche à l'extrême droite, à mon avis cela ne risque pas d'arriver avec notre portail ou notre courant politique est vigilant et intransigeant en la matière.

Confirmation. Ils ont tiré un trait (provisoirement ?) sur La Talonnette.

Si ce sont les porte-parole du néolibéralisme qui le disent, ils sont bien placés pour en parler...

- Nicolas Sarkozy, cet artiste passé de mode qui s'obstine à creuser le même répertoire - slate.fr

Un an après son retour sur l'air du «large rassemblement», l'ancien et aspirant futur président de la République tient des discours sidérants, pour ne pas dire délirants

C'est entendu, il est de coutume de dire un peu n'importe quoi du haut d'une tribune politique. Les militants adorent qu'on les emmène dans un monde imaginaire et les leaders raffolent d'être acclamés en retour. Mais il y a tout de même des limites, surtout lorsqu'on est un ancien président de la République qui aspire à le redevenir.

Or, Nicolas Sarkozy multiplie, ces derniers temps, des discours sidérants pour ne pas dire délirants. Et pas simplement devant ses troupes. Ses propos tenus devant le think tank libéral Choiseul 100, «engagé dans cette aventure exaltante qui consiste à interroger la grammaire des relations économiques mondiales», sont révélateurs d'une inquiétante intempérance.

Loghorrée réactionnaire

«Notre modèle n'est pas mis en cause, il va simplement être balayé, car la France s'est arrêtée en 1789», a osé le président d'un parti qui a choisi de se nommer Les Républicains. On se contenterait d'en sourire si tout son propos, pourtant adressé à

une assemblée a priori raisonnable, n'était structuré autour d'une rhétorique réactionnaire extrême.

Sarkozy veut restaurer un leadership sans faille, en finir avec le «principe de précaution écologique» comme avec le paritarisme social. Il naturalise comme jamais les inégalités sociales en comparant implicitement les pauvres aux «chauves». Et se permet de traiter par le mépris les populations les plus reléguées: «Les banlieues doivent arrêter de culpabiliser la France.»

L'excès sarkozyen n'est pas limité à la question «des millions et des millions» de migrants qui «poussent» pour forcer la porte de l'Europe. Il prend la forme d'une prophétie quasi-révolutionnaire (ce qui ne l'empêche pas de prôner le retour au cumul des mandats). Il va falloir «chambouler très fort la France», prévient «l'ex» que son ancien Premier ministre accusait de timidité réformatrice quand il siégeait à l'Elysée.

Donnée en meeting le 27 septembre, l'explication est très simple: «Je ne crois pas possible de réformer notre pays, il faut le refonder». Et accrochez-vous: «En 1958, le général De Gaulle s'est retrouvé dans une situation où il fallait réinventer des institutions, réinventer une monnaie, réinventer un projet. Nous allons nous retrouver dans cette situation-là.» Préparons-nous à la VIème République et à la sortie de l'euro, si l'on comprend bien...

Logiciel non mis à jour

Cette logorrhée est pourtant à mille lieues du sage discours tenu par le même Sarkozy, il y a seulement un an, lors de son retour à la vie publique. Pour construire une «alternative véritable», il promettait d'agir «avec le souci du plus large rassemblement, la volonté d'apaiser les tensions».

L'objectif était alors de créer «les conditions d'un nouveau et vaste rassemblement qui s'adressera à tous les Français, sans aucun esprit partisan, dépassant les clivages traditionnels qui ne correspondent plus aujourd'hui à la moindre réalité». Tout cela pour se contenter de repeindre la bannière de l'UMP et d'enfermer ce parti dans un discours de droite sectaire et outrancier.

Le candidat battu en 2012 n'a visiblement pas tiré profit de ses deux années de retraite officielle pour mettre à jour son logiciel. Cet homme intuitif mais peu rigoureux souffre sans doute de n'être point entouré et conseillé comme il le fut en ses périodes fastes. Emmanuelle Mignon ne le chaperonne plus comme en 2007. Henri Guaino et Patrick Buisson ne sont plus là pour lui insuffler la bonne parole. Il ne lui reste que des réflexes conditionnés et des procédés d'estrade.

Obsession du rang

Sarkozy ressemble ainsi à ces artistes passés de mode, qui s'obstinent à creuser toujours le même répertoire sans se rendre compte que la magie n'opère plus. Moins le succès est au rendez-vous, et plus il devient susceptible et agressif. Le nombre d'adhérents de son parti régresse alors qu'il était persuadé que son divin retour serait salué d'une puissante vague d'arrivées. Les sondages pour la primaire de droite le donnent au coude à coude avec Alain Juppé, bien loin de ses propres pronostics d'il y a quelques mois.

Ces difficultés imprévues n'améliorent pas son caractère. «Moi, j'ai tout pris», aime à répéter Sarkozy. Sa soif de pouvoir, contrariée par les épreuves de l'heure, se traduit par une obsession de son rang qui le rend parfois insupportable.

Vexé que son nom apparaisse dans la même taille que celui des autres leaders de la droite dans le carton d'invitation au meeting de Valérie Pécresse, le président Sarkozy a exigé une deuxième mouture. Il s'est ensuite vengé en arrivant en retard audit meeting et en parlant en dernier, après la candidate LR en Ile-de-France, contre les usages.

Agacement patronal

La crédibilité de l'actuel discours sarkozyen est, enfin et surtout, sujette à caution. L'ex-président a beau régulièrement prétendre qu'il a «changé», les Français gardent de lui et de son action passée une vision fort précise. L'électorat du FN ne comprend toujours pas pourquoi il serait plus efficace demain qu'hier dans les domaines de l'insécurité et de l'immigration qui lui importent.

Du côté du patronat, on observe des signes d'agacement croissants à l'égard d'un homme aux foucades imprévisibles. «Sarkozy, je n'y crois plus», dit plus d'un grand dirigeant. Des rencontres entre l'ancien chef de l'Etat et ses anciens soutiens dans les cercles économiques en viennent à être annulées par défaut de croyance en son étoile.

A coup sûr, la grande bourgeoisie dispose, avec Alain Juppé et François Hollande, de personnalités offrant de meilleures garanties de stabilité. Quant à l'électorat de droite, il risque fort de se saisir de la primaire pour garantir l'alternance qu'il désire ardemment.

Or ces électeurs considéreront sans doute, et à bon droit, qu'une candidature Sarkozy favoriserait plus la réélection de Hollande que celle de Juppé. L'exercice de la primaire, on l'a vu chez les socialistes, est soumis à un principe d'opportunisme. Si les

militants sont séduits par le plus radical, les électeurs préfèrent celui qui est le plus susceptible de leur apporter la victoire finale. A condition, bien sûr, que la primaire de droite se déroule sans trop de fraudes. slate.fr 28.09

La 3ème Guerre mondiale n'aura pas lieu

Les faucons libéraux et les néoconservateurs ne sont pas parvenus à provoquer l'affrontement avec la Russie pour lequel ils avaient été formés durant la Guerre froide. C'est en définitive la voix de la raison qui a prévalu. Alors que l'on négocie discrètement une sortie de la crise ukrainienne, la Russie et la Chine s'apprêtent à convaincre les États-Unis et leurs alliés de participer à une alliance globale contre le terrorisme islamique. Après 5 ans de tension, le projet de prise de pouvoir par les Frères musulmans —le « Printemps arabe »— et de proclamation d'un califat échouent, la paix est sauvée.

par Thierry Meyssan

En une semaine tous les dirigeants occidentaux, les uns après les autres, ont renoncé à l'objectif qu'ils poursuivent collectivement depuis bientôt 5 ans : renverser la République arabe syrienne et son président démocratiquement élu, Bachar el-Assad.

Force est de constater que si tout change depuis la signature de l'accord 5+1 avec l'Iran, ce n'est pas simplement à cause de la volonté du Guide de la Révolution ni du président Poutine, mais aussi parce qu'elles sont coordonnées avec celle de la Maison-Blanche.

Au cours du premier semestre 2012, les États-Unis et la Russie avaient constaté l'ineptie du projet de prise de pouvoir par les Frères musulmans —le « Printemps arabe »— et imaginé un nouveau partage du « Proche-Orient élargi » qu'ils avaient commencé à concrétiser avec la conférence de Genève. Mais le président Obama s'était avéré incapable d'honorer sa parole. Une semaine plus tard, François Hollande appelait les « Amis de la Syrie » à relancer la guerre, puis Kofi Annan démissionnait avec éclat de ses fonctions de médiateur, tandis que la France, le Qatar, la Jordanie et Israël lançaient l'opération « Volcan de Damas » et assassinaient les chefs du Conseil national syrien de sécurité.

Très vite, il apparaissait que la secrétaire d'État Hillary Clinton, le directeur de la CIA David Petraeus et le nouveau directeur des Affaires politiques de l'Onu Jeffrey Feltman tiraient les ficelles depuis le début. Il fallut attendre la fin de la campagne électorale états-unienne et la réélection de Barack Obama pour qu'il parvienne à arrêter —au sens policier du terme— le général Petraeus et à renvoyer Hillary Clinton. Feltman, quand à lui restait dans l'ombre et poursuivait le sabotage de la politique de la Maison-Blanche en assurant aux uns et autres, via ses subalternes Lakhdar Brahimi et Staffan de Mistura, que la République serait vaincue et qu'elle serait contrainte tôt ou tard à une reddition totale et inconditionnelle.

La politique d'Obama (apaisement avec la Russie et pivot des troupes US vers l'Extrême-Orient) fut brutalement réduite à néant par la réussite de la « révolution colorée » en Ukraine, en novembre 2013. Cette opération, qui achevait le processus de destruction de l'Ukraine et d'isolation de la Russie débuté dès la dislocation de l'URSS, avait été déclenchée à l'insu de la Maison-Blanche. Les États-Unis préparent leurs opérations secrètes des années à l'avance et les déclenchent lorsqu'ils en ressentent l'opportunité politique. Cette fois quelqu'un en a donné l'ordre sans en référer au Conseil de sécurité nationale US. Le résultat fut une crise sans précédent, l'indépendance de la Crimée qui refusait le coup d'État, son rattachement à la Fédération de Russie, la révolte du Donbass et de Lougansk, les sanctions occidentales contre Moscou et les sanctions en retour de la Russie contre les Occidentaux. Bref, l'interruption de toutes les relations Ouest-Est.

Étrangement, le président Obama semblait se laisser imposer par ses « faucons » une politique qu'il n'avait pas choisie. Cependant, il poursuivait en secret les négociations qu'il avait débuté avec l'Iran, au début de son second mandat. Les choses trainant en longueur, il fallut attendre juillet 2015 pour parvenir à un accord [1].

Depuis cette date, nous assistons à un dégel entre Washington et Moscou, à une solution de la crise ukrainienne —les accords de Minsk II trouvent un début d'application tandis que la Russie a signé, le 26 septembre, un accord de fourniture de gaz à l'Ukraine —, et à un retournement politique au Proche-Orient. Nous nous retrouvons, de facto, dans la position où nous étions le 30 juin 2012, lors du Communiqué de Genève.

Sauf que durant ces trois années, la Syrie a été largement détruite et a perdu plus de 200 000 âmes, les Frères musulmans ont proclamé le califat pour lequel ils mènent le jihad depuis 1928 et leur ambition menace désormais toute la région.

Quoi qu'il en soit, la Résistance du Peuple syrien et de ses alliés —notamment le Hezbollah— et la détermination de l'Iran et de la Russie ont donné au président Obama le temps de devenir maître chez lui. L'ancien bras droit de David Petraeus, le général John Allen, qui avait réussi à échapper à la purge de novembre 2012, vient d'être renvoyé. Il commandait la Coalition « anti »-Daesh. Et les documents de travail de Jeffrey Feltman circulent parmi les membres du Conseil de sécurité.

Des hommes courageux et sages ont évité que ce conflit artificiel, le « Printemps arabe », ne dégénère en Troisième Guerre mondiale.

À retenir :

- Le « Printemps arabe » visait à placer les Frères musulmans au pouvoir dans le monde arabe. Réagissant à leur échec, certains Frères ont proclamé le califat avec Daesh.

- Les faucons libéraux et les néo-conservateurs veulent provoquer la guerre contre la Russie. Pour cela, ils ont favorisé le « Printemps arabe », se sont ultérieurement opposés à la paix en Syrie, puis ont organisé la révolution colorée en Ukraine, avant de soutenir Daesh en Irak et en Syrie.

- Le président Obama aura eu besoin de trois ans pour faire le ménage dans son administration —et encore, il n'a pas fini—.

- Il existe un accord entre Barack Obama, Vladimir Poutine et l'ayatollah Ali Khameneï pour rétablir la paix au Proche-Orient.

Note.

[1] Dans des articles antérieurs, j'ai déjà analysé cet accord comme une catastrophe pour la Résistance anti-impérialiste sur le long terme, et comme une pause pour la région à court terme. Mais ceci est une autre histoire. Ndla. Réseau Voltaire 28.09

On ne peut pas se contenter de l'affirmation selon laquelle il s'agirait d'"*une autre histoire*", et évidemment on ne partagera pas l'analyse selon laquelle Obama, Poutine et Khameneï seraient "*des hommes courageux et sages*", pourquoi pas Rockefeller pendant qu'il y est, qui apparemment a apporté un soutien décisif à Obama contre les autres oligarques tout aussi va-t-en-guerre, alors qu'on avait appris qu'Exxon était impliquée dans la revente du pétrole extorqué à la Syrie et à l'Irak par les barbares de l'Emirat islamique.

ACTUALITE EN TITRES

Ah ben voilà pourquoi je n'ai plus ma place en France !

- Des propos de Morano sur la France, "pays de race blanche", font polémique - AFP

Chouette, il annonce la couleur !

- Sarkozy prévient qu'un "effort d'une ampleur inégalée" attend les Français - L'Express.fr

Le nouveau masque du néolibéralisme adopté par le PS qui ne trompera personne.

- Valls donne un nom à son action: le social-réformisme - AFP

Médias cancres ou en voilà qui détestent l'école.

- Comment lutter contre l'ennui à l'école ? - Francetv info

Au total, 70 % des collégiens disent s'embêter, souvent ou tout le temps, en cours. Francetv info 27.09

Le talon de fer du conditionnement et de la désinformation généralisée.

- Drahi et Bolloré, nouveaux hommes de fer des médias - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Un régime toujours plus liberticide, policier.

- La chasse aux mégots est ouverte - Francetv info

À Paris, jeter votre mégot de cigarette pourrait désormais vous coûter cher. A partir du 1er octobre, une amende de 68 euros pourra être infligée aux mauvais élèves, rapporte une équipe de France 3. Pour cela, une centaine d'inspecteurs vont arpenter les rues et distribuer des contraventions.

"Moi-même en tant que fumeuse, je trouve ça bien, ça va permettre à tout le monde de faire attention", lance une jeune femme. Francetv info 27.09

Les médias institutionnels ou porte-parole de la propagande officielle s'emploient dans la plupart de leurs articles à justifier les mesures ou lois adoptées par le gouvernement à l'aide de témoignages réels ou fabriqués, qui servent à la fois à les cautionner et au-delà à en faire porter la responsabilité à la population.

C'est une méthode de conditionnement comme une autre pour imposer une politique réactionnaire et faire croire qu'elle serait légitime dès lors que le peuple en serait à l'origine ou qu'elle correspondrait au mandat qu'il aurait confié au gouvernement. En fait, c'est une vulgaire machination qui relève de l'escroquerie pure et simple.

- Quatre collégiennes écopent d'une amende pour un cri dans un parc - Francetv info

Quatre collégiennes de 11 à 12 ans ont eu le droit à une amende de 68 euros, pour avoir hurlé dans un parc de Toulon (Var), rapporte le quotidien Nice Matin, dimanche 27 septembre.

Sur leurs vélos, deux policiers municipaux l'entendent et font demi-tour, jusqu'aux collégiennes. Après leur avoir demandé leurs papiers d'identité, ils décident de les verbaliser pour "émission de bruit portant atteinte à la tranquillité du voisinage (cris, hurlements) punie et réprimée par l'article R623-2 du code pénal."

Les collégiennes, de toute manière, n'auront pas à régler leurs amendes. En effet, les policiers ne peuvent pas verbaliser des mineurs de moins de 13 ans, car la loi ne leur reconnaît pas de reponsabilité pénale. Francetv info 27.09

Si ces gosses détestent la police et la société et deviennent plus tard des délinquants il ne faudra pas chercher pourquoi.

Nous aussi nous les détestons, à la différence que nous savons pourquoi et nous sommes capables de canaliser cette haine contre notre ennemi de classe et non aveuglément dans n'importe quelle direction ou contre n'importe qui ou quoi.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Autriche

- Percée de l'extrême-droite en Autriche - latribune.fr

La FPÖ, alliée du FN au parlement européen, a doublé son score lors des élections régionales de Haute-Autriche dimanche, à plus de 30 % des voix. Ce parti avait mené une campagne agressive contre l'accueil des réfugiés.

L'Autriche va-t-elle devoir faire face à une forte poussée de l'extrême-droite. Les résultats des élections régionales dans le Land de Haute-Autriche ce dimanche 27 septembre envoie, en tout cas, un message préoccupant. Dans cet Etat très conservateur, dominé depuis la guerre par le parti de droite classique ÖVP qui y a toujours obtenu plus de 42 % des voix, le parti d'extrême-droite FPÖ du très xénophobe Hans-Christian Strache, proche du FN français et qui siège dans son groupe au parlement européen, a fait une percée remarquée.

L'extrême-droite au-dessus de 30 %

La FPÖ a ainsi obtenu, selon le sondage de la télévision publique ÖRF, 30,2 % des voix, soit près du double des 15,3 % obtenus au cours du scrutin de 2009. Il se retrouve ainsi en deuxième position, juste derrière l'ÖVP qui n'a mobilisé que 36,2 % des voix, son plus bas niveau de l'après-guerre dans ce Land et près de onze points de moins qu'en 2009. Les sociaux-démocrates de la SPÖ sont relégués à la troisième place avec 18,4 % des voix, soit 6 de moins qu'en 2009. C'est, là aussi, la première fois depuis 1945 que la SPÖ n'est pas un des deux premiers partis de ce Land.

Campagne agressive

Ce qui inquiète beaucoup d'observateurs, c'est que la FPÖ avait mené une campagne très agressive contre l'accueil des réfugiés qui ont rejoints depuis quelques semaines l'Autriche via la Hongrie et la Slovénie, parfois en cherchant à rejoindre l'Allemagne ou la Suède, parfois pour s'installer dans le pays. Les Autrichiens avaient fait preuve de beaucoup de solidarité, mais le gouvernement fédéral avait aussi montré des signes de dépassement. Surtout, la FPÖ a pu utiliser la crainte dans les régions rurales et les petites agglomérations d'un « afflux massif » de réfugiés. Selon un sondage sorti des urnes, 61 % des électeurs de Haute-Autriche ont pris leur décision en relation avec le sujet des réfugiés.

Un contexte déjà favorable à la FPÖ

Le paysage politique autrichien était déjà, il est vrai, favorable à la FPÖ avant cette crise des réfugiés. Les difficultés de la « grande coalition » à dynamiser une croissance en berne et à faire face au scandale bancaire de Hypo Alpe Adria jouaient en faveur du discours de rejet des deux grands partis porté par Hans-Christian Strache. Mais la crise des réfugiés semblent avoir conduit beaucoup d'électeurs conservateurs et sociaux-démocrates à rejoindre les rangs de l'extrême-droite. Au niveau national, le dernier sondage Unique Research publié le 19 septembre donne 10 points d'avance à la FPÖ devant la SPÖ avec 33 % des intentions de vote. L'ÖVP n'arrive que troisième avec 21 % des voix. En 2013, la FPÖ avait glané 20,5 % des voix.

Elections à Vienne le 11 octobre

Les prochaines élections régionales à Vienne, le 11 octobre seront un nouveau test de la situation politique autrichienne. La capitale est un bastion traditionnel de la SPÖ et des Verts. Mais, là encore, la FPÖ, qui avait déjà gagné 25 % des voix en 2010, devrait progresser. Le dernier sondage, publié samedi 26 septembre, lui attribue 34 % des intentions de vote contre 38 % à la SPÖ. Les Verts, stables à 12 %, passeraient devant l'ÖVP, en voie de disparition dans la capitale avec 8 % des voix (13 % en 2010). Bref, la FPÖ commence donc à s'implanter comme un parti majeur dans toute l'Autriche et pourrait bien devenir incontournable en 2017 pour la formation du prochain gouvernement.

Alliances avec la FPÖ ?

La question est désormais de savoir si la FPÖ peut rejoindre une coalition gouvernementale. Au printemps, la SPÖ du Land de Burgenland avait provoqué un scandale national en constituant une coalition régionale avec la FPÖ. En Haute-Autriche, l'éditorialiste du quotidien viennois Der Standard estime que l'alliance entre l'ÖVP et la FPÖ est possible. Les dirigeants conservateurs locaux ne l'avaient pas exclue, mais l'ampleur du vote d'extrême-droite change la donne. Reste que les Conservateurs, débordés sur leur droite, seront tentés de renouveler l'expérience du chancelier Wolfgang Schüssel qui, en 2000, s'était allié avec la FPÖ de Jörg Haider pour l'affaiblir par la pratique du pouvoir. Un pari qui avait provoqué la colère de l'Europe et qui n'avait que temporairement réussi, car il avait débouché sur la prise du pouvoir de « l'aile dure » de la FPÖ. Mais si la FPÖ gouverne avec les grands partis au niveau régional, il sera difficile de l'exclure du gouvernement fédéral en 2017, surtout s'il a une telle avance.

Panique dans les grands partis

En attendant, il faut se préparer à des mouvements de panique dans les grands partis autrichiens. Ni les Sociaux-démocrates, ni les Conservateurs ne semblent épargnés par l'exode des électeurs vers la FPÖ. Le danger serait d'avoir un durcissement du gouvernement de « grande coalition » pour donner des gages aux électeurs tentés par l'extrême-droite. La politique de Vienne vis-à-vis des réfugiés pourrait donc se durcir. Et l'ÖVP pourrait jouer dans la surenchère pour ne pas perdre pied avant des élections prévues dans deux ans. D'où un risque de déstabilisation de la coalition. L'Autriche pourrait bientôt donner (aussi) des maux de tête aux Européens. latribune.fr 27.09

2- Espagne

- Pourquoi les indépendantistes catalans vont utiliser leur majorité parlementaire - latribune.fr

Les deux listes favorables à l'indépendance catalanes auront la majorité absolue au parlement. Mais ils n'obtiennent que 47,8 % des voix. La crise est-elle terminée ? Le résultat des élections régionales catalanes va sans doute laisser ouverte plusieurs interprétations. Selon les résultats portant sur 96 % des suffrages dépouillés, la liste commune favorable à l'indépendance, Junts pel Sí, arrive en tête et obtient 39,6 % des voix et 62 sièges. Avec l'autre liste indépendantiste, celle du parti de gauche CUP qui obtient 10 sièges et 8,2 % des voix, les députés favorables à l'indépendance seraient donc 72 au prochain parlement. Autrement dit, la majorité absolue de 68 sièges serait dépassée, grâce à l'appui de la CUP qui a affirmé qu'elle ne freinerait pas le processus de sécession, même si elle refuse de participer au gouvernement.

L'indépendance minoritaire en voix

En revanche, les listes indépendantistes n'obtiendraient pas la majorité des voix, mais seulement 47,8 % des suffrages exprimés.

Ce résultat était très important, car les indépendantistes avaient voulu que le scrutin soit « plébiscitaires », autrement dit qu'il est la forme d'un référendum de substitution puisque les tentatives d'organiser un tel référendum se sont heurtées sur le refus juridique des institutions espagnoles. Sur ce terrain référendaire par substitution, les Catalans ont donc dit « non » à l'indépendance par 52,2 % des voix.

Ciudadanos en tête dans le camp unioniste

Dans le camp unioniste, le grand vainqueur est Ciudadanos (C's), le parti des Citoyens, qui a obtenu 17,9 % des suffrages, contre 7,5 % en 2012, et 25 sièges contre 9 en 2012. Cette forte poussée s'explique par la capacité de ce parti à avoir concentré le vote unioniste, notamment au détriment du Parti Populaire (PP) de Mariano Rajoy qui subit une véritable déroute, avec seulement 8,5 % des voix contre 13 % en 2012 et 11 sièges. La venue vendredi pour le dernier meeting de campagne de Nicolas Sarkozy n'aura guère permis de freiner la chute du PP. A gauche, les socialistes du PSC (12,8 % et 16 sièges) et l'alliance entre Podemos et la Gauche Unie réalisent de mauvais scores. Cette dernière alliance, notamment, fait moins bien que la seule Gauche Unie en 2012 (8,9 % contre 9,9 % en 2012). C'est donc une nette défaite qui s'explique par la forte poussée de la CUP indépendantiste qui gagne 5 points et 7 élus.

Le processus de séparation sera-t-il lancé ?

Que va-t-il se passer à présent ? Certes, Junts Pel Sí n'a sans doute pas obtenu le triomphe de l'indépendantisme qu'il souhaitait. Son score est assez décevant puisque ses deux principaux partis, ERC et CDC, avaient 68 députés en 2012. Mais les deux listes indépendantistes obtiennent plus de 2 millions de voix, plus que le "oui" à la consultation du 9 novembre sur l'indépendance. Et si l'absence de majorité de voix ne donne pas le droit à ses listes à lancer une déclaration unilatérale d'indépendance, l'existence d'une majorité parlementaire grâce à la poussée de la CUP autorise le lancement du programme des partis sécessionnistes : une feuille de route débouchant sur un référendum sur l'indépendance d'ici 18 mois. La tête de liste de Junts Pel Sí, Raul Romeva a ainsi indiqué dimanche soir à Barcelone que « nous disposons d'une légitimité pour faire ce que nous voulons faire. » Si l'indépendance n'a pas eu la majorité ce dimanche 27 septembre, le programme indépendantiste a nettement gagné.

En réalité, le programme de Junts Pel Sí n'est pas celui de la rupture immédiate. C'est celui d'une rupture négociée et sanctionnée démocratiquement par un référendum. Ces élections plébiscitaires n'avaient pas vocation à déboucher immédiatement sur l'indépendance, mais bien à ouvrir la voie à un référendum reconnu par Madrid et l'Europe, comme en Ecosse voici un an. Il s'agissait d'obliger Madrid à sortir de sa position purement juridique qui lui permet un refus complet d'écouter cette volonté des Catalans de se prononcer sur leur avenir institutionnel.

Pourquoi un référendum peut être nécessaire

Mais ce référendum est-il encore nécessaire ? L'échec en voix des indépendantistes ce dimanche ne sanctionne-t-il pas la volonté de la Catalogne de demeurer au sein de l'Espagne ? Rien n'est moins sûr, car ces élections, fussent-elles plébiscitaires, ne sont pas l'équivalent d'un référendum « chimiquement pur. »

Parmi les listes que l'on classe dans le camp du « non », les différences sont notables sur le futur institutionnel de la Catalogne. Ciudadanos, le PP et le PSOE souhaite le statu quo, mais la gauche unioniste et les Démocrates-chrétiens (qui ont obtenu 2,5 % des voix) favorisent une évolution institutionnelle de la Catalogne et sont favorables à un référendum. Le « non » n'est donc pas un « bloc » et s'il existe aussi des différences dans le camp du « oui », ces différences ne portent pas sur la création de l'Etat catalan, mais sur sa gestion. Autrement dit, le résultat du « référendum plébiscitaire » n'est pas si clair qu'il y paraît. Le « non » de ce 27 septembre n'est pas un accord pour le statu quo qui n'obtient que 40 % des voix.

Deuxième élément : malgré une campagne axée vers l'indépendance, nul ne peut affirmer que tous ceux qui ont voté pour les partis unionistes ne voteraient pas, dans un référendum pour l'indépendance. La présence d'une liste commune regroupant le centre et le centre-gauche a pu détourner quelques indépendantistes de Junts Pel Sí qui n'approuvaient pas cette alliance. Dans ce cas, ils ont pu choisir de voter pour un parti unioniste, plus proche de leurs convictions politiques. Compte tenu de la faiblesse de l'écart entre le « oui » et le « non », le doute autoriserait une « vérification » via un véritable référendum. C'est pourquoi les Indépendantistes vont pouvoir justifier l'application de leur programme.

La balle dans le camp de Madrid

La balle est désormais dans le camp de Madrid. Mariano Rajoy peut « continuer comme avant » et s'appuyer sur la majorité unioniste des voix pour maintenir sa politique sourde aux demandes catalanes. Il peut continuer à s'appuyer sur le Tribunal Constitutionnel pour briser juridiquement le mouvement catalan. Mais, jusqu'ici, cette stratégie n'a contribué qu'à renforcer l'indépendantisme, qui était ultra-minoritaire jusqu'en 2010. En agissant ainsi, il refuserait de reconnaître le désaveu qu'il a personnellement reçu ce dimanche. Le score du PP est un désaveu contre sa politique catalane, au-delà des options unionistes ou indépendantistes.

En ignorant le message des Catalans, Mariano Rajoy engagera aussi un bras de fer direct avec le gouvernement catalan. Or, l'élection de ce dimanche révèle un danger : la polarisation extrême de la vie catalane, incarnée notamment par la poussée de la CUP et de Ciudadanos, autrement dit de deux partis hostiles aux compromis sur la question de l'indépendance. Pour empêcher l'aggravation de la situation, Madrid doit donc s'ouvrir au dialogue. Les Catalans sont devenus indépendantistes après la décision du Tribunal Constitutionnel de rejeter le nouveau statut catalan, approuvé par les Catalans et les Cortès espagnols en 2006. Madrid doit pouvoir proposer un moyen de renforcer l'autonomie et la démocratie en Catalogne.

C'est cependant peu probable qu'il en soit ainsi, Mariano Rajoy n'a pas fait preuve de souplesse et il sera tenté de jouer l'unionisme comme un argument pour sa campagne nationale avant les élections du 20 décembre en Espagne. Dès dimanche soir, il a salué "la défaite fracassante" des indépendantistes. Autrement dit, entre le gouvernement espagnol et catalan, le fossé va continuer à se creuser et la crise catalane ne fait donc sans doute que commencer.

La responsabilité de l'Europe

C'est donc à l'Europe de se pencher sur la question. Là encore, les institutions européennes et les Etats européens auraient tort de s'en tenir à ce résultat en voix pour fermer le dossier. Ce serait oublier un peu vite la responsabilité européenne dans cette crise catalane. Car l'austérité imposée à l'Espagne dès 2011 a joué un rôle certain dans cette poussée indépendantiste. La poussée de la CUP le rappelle : beaucoup de Catalans voient désormais dans l'indépendance un moyen de défendre leur Etat-providence menacé par la politique de Madrid imposée par la « culture de stabilité » de la zone euro. Cette « culture de la stabilité » montre une nouvelle fois qu'elle est une source d'instabilité. Et c'est bien là où l'Europe ne peut se contenter de traiter l'affaire de Catalogne comme une simple affaire intérieure. Si la crise s'accroît, alors l'UE ne devra pas hésiter à intervenir. Elle devra cesser de regarder ailleurs en espérant qu'il ne se passera rien.

Les résultats complets sont disponibles sur le site du gouvernement catalan. latribune.fr 27.09

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2015

CAUSERIE

On a laissé de côté quelques sujets d'actualité qu'on traitera d'ici la prochaine actualisation du portail dans quelques jours.

Que traficote le gouvernement ?

- La France participe au trafic des migrants - voltairenet.org

Fabrice Leggeri, directeur de Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, a mis en garde dès le 1er septembre face à un vaste trafic de vrais-faux passeports syriens.

Le ministre allemand de l'Intérieur, Thomas de Maizières, a vivement dénoncé ce trafic permettant à des migrants économiques venus du monde entier de se faire passer pour des réfugiés politiques syriens.

Le ministre a souligné que beaucoup ne parlaient pas arabe.

Jusqu'au début de la guerre contre la Syrie, les authentiques passeports syriens n'étaient pas imprimés en Syrie, mais par l'Imprimerie nationale française. De facto, la seule puissance capable de fabriquer de vrais-faux passeports syriens est la France. voltairenet.org 28.09

Affirmation contestable, mais on peut admettre qu'effectivement la France est bien placée...

En complément.

Parole des parrains des barbares.

- Syrie: réhabiliter Assad, "une faute morale", selon Valls - AFP

La Syrie dut "affronter un cycle meurtrier d'attentats (1978-82), jusqu'à la défaite de la branche militaire de l'organisation (des Frères musulmans - ndlr), à Hama." (Le Réseau Voltaire 30.09)

Tiens, c'est étonnant la "gauche" et l'extrême gauche, les lambertistes ainsi que les historiens officiels en avaient donné une toute autre version et l'ont toujours maintenue, la même qu'ils nous serviront 30 ans plus tard à partir de 2011. La "faute morale" ne viendrait-elle pas plutôt de là, de tous ces faussaires ?

La vérité est révolutionnaire, c'est con, les faits falsifiés, c'est décidément trop con pour qu'on marche dans leur combine pourrie.

En famille. Putain de ta race !

Valls sur les propos de Morano: "Marianne n'a pas de race, pas de couleur" - AFP

Elle tient de la prostituée... votre République impériale !

Qu'a-t-elle dit au juste ?

- À l'origine, une déclaration de l'élue samedi soir sur la plateau de "On n'est pas couché". Invoquant le général de Gaulle, l'élue avait alors déclaré : "La France est un pays aux racines judéo-chrétiennes. La France est un pays de race blanche, dans laquelle on accueille aussi des personnes étrangères". Francetv info 29.09

« Je n'ai rien dit qui soit raciste. J'ai cité les propos du général de Gaulle et j'admets parfaitement que la France d'aujourd'hui soit multiculturelle. » lefigaro.fr 29.09

Effectivement il n'y a rien de raciste là-dedans, et si elle l'était pas ailleurs, cela ne transparaît pas ici.

Quand s'éteindra la race des imposteurs...

Après les propos de Morano, la gauche de la gauche réclame l'adoption du texte supprimant le mot "race" de la loi - Francetv info

Un rappel à ceux qui ont la mémoire courte ou sélective ou qui trop jeunes ne connaissent pas la véritable histoire (hideuse) du PCF, principale composante du Front de gauche.

Une question à laquelle les lecteurs pourront répondre librement après cette lecture instructive : Exagérions-nous en les traitant d'imposteurs ?

- Le PCF et le colonialisme français - par Robert Paris - matierevolution.fr 10.07.2015

Extraits. En mai 1935, le président du Conseil, Pierre Laval, se rendait à Moscou et signait un pacte d'assistance franco-soviétique. Staline déclara alors qu'il approuvait la politique de défense de la France. Immédiatement, le PCF cessa toute activité et propagande anti-militariste, adoptant le drapeau tricolore et La Marseillaise.

Avec le retour au nationalisme français en 1935, le PCF renoue avec « la nécessité de la défense nationale française » soutenue par Staline après son pacte avec Laval. En découle le soutien au colonialisme français au nom de « l'intérêt supérieur de la nation française »…

En donnant pour raison que les colonies pourraient tomber entre les mains de Hitler et de Mussolini, le PCF s'opposa à l'indépendance des colonies.

Dans la question coloniale, le Front Populaire de 1936 continua exactement la même politique que ses prédécesseurs. L'un des éléments de cette politique resta une répression violente. Dès que, dans la foulée du développement des luttes ouvrières en France, des grèves se développèrent dans les colonies, ce même Marius Moutet télégraphia aux autorités coloniales indochinoises de la façon la plus claire : « Vous maintiendrez l'ordre public par tous les moyens légitimes et légaux, même par poursuites. Ordre français doit régner en Indochine comme ailleurs ». Les affrontements furent sanglants en Tunisie où la gendarmerie ouvrit le feu contre les grévistes des mines de potasse en mars 1937. Il y eut 19 morts et 27 blessés. Et ce ne fut pas la seule grève réprimée. Un an plus tard, la police tira sur une manifestation organisée par le mouvement nationaliste, le Néo-Destour : au bout de quatre heures d'affrontements on releva, d'après les chiffres officiels, 22 morts et 150 blessés. Selon le Néo-Destour, la répression avait fait 200 morts.

Non seulement la direction du Parti Communiste, partie prenante du Front Populaire, ne s'opposa pas à la politique coloniale mise en oeuvre par les socialistes, mais au contraire elle la soutint sans jamais marchander ses efforts pour la faire admettre à ses propres militants : : « Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme ».

En Algérie, le Parti Communiste Algérien menait d'ailleurs une campagne contre les courants nationalistes et expliquait : « Concevoir l'indépendance de l'Algérie sans l'alliance franco-algérienne, en face d'un fascisme international agressif et assoiffé de conquêtes coloniales, c'est fou et criminel... C'est faire le jeu du fascisme international que de se livrer à des provocations en réclamant l'indépendance ».

Maurice Thorez affirme dans son discours au congrès du PCF de décembre 1937 :

« Si la question décisive du moment c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer par exemple l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini et d'Hitler… Créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ? «

Le 11 février 1939, à Alger, Maurice Thorez prononce un discours qui tourne le dos à la revendication d'indépendance de l'Algérie. L'Algérie ne serait qu'une « nation en formation, dans le creuset de vingt races ». H exalte le rôle de la France.

« Il s'agit bien, n'est-il pas vrai, de lutter pour le salut de la démocratie et de la paix dans l'honneur et la dignité de notre France à tous [...] », lance-t-il à son auditoire. « Nous avons dit et nous répétons : unir tous les hommes qui veulent vivre libres, sans distinction de races ni de religions, tous les Français de France et tous les Français d'Algérie. Quand je dis Français d'Algérie, je vous entends tous ici présents, vous les Français d'origine, les Français naturalisés, les Israélites, et vous aussi les Musulmans arabes et berbères, tous les fils, sinon par le sang, du moins par le cœur de la Grande Révolution française qui ne faisait aucune distinction entre les races et les religions quand elle affirmait que la République française était une et indivisible. Unir enfin autour du peuple de France continuant sa marche historique vers le progrès et réalisant sa grande mission de liberté et de paix dans le monde, tous les peuples de bonne volonté [...] Où est maintenant dans votre pays la race élue, celle qui pourrait prétendre à la domination exclusive, celle qui pourrait dire : cette terre a été la terre de mes seuls ancêtres et elle doit être la mienne ? Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française. Ne trouverait-on pas ici parmi vous peut-être, les descendants de ces anciennes peuplades numides civilisées déjà, au point d'avoir fait de leurs terres le grenier de la Rome antique ; les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Église catholique saint Augustin, l'évêque d'Hippone, en même temps que le schismatique Donat ; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de tous ceux qui, pendant plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant de vestiges comme ces ruines de Tébessa et de Madaure que nous visitions il y a quelques jours. Sont ici maintenant les fils des Arabes venus derrière l'étendard du Prophète, les fils aussi des Turcs convertis à l'Islam venus après eux en conquérants nouveaux, des Juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là se sont mêlés sur votre terre d'Algérie, auxquels 8C sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français, et quels Français ! Les Français de toutes nos provinces, mais en particulier les Français des terres françaises de Corse et de Savoie, ceux de la terre française d'Alsace venus pour ne pas être Prussiens. Il y a une nation qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races. »

L'alliance de la Russie stalinienne avec les impérialismes occidentaux (USA et GB) va supposer l'alliance du PCF avec De Gaulle et le soutien des gouverneurs coloniaux à De Gaulle amène le PCF à soutenir ouvertement le colonialisme français au Tchad comme en Algérie.

Si la propagande stalinienne présente les dirigeants de la « résistance » comme oeuvrant pour la liberté des peuples, la réalité est tout autre : ils oeuvrent ouvertement pour la remise en place de la France bourgeoise, impérialiste et coloniale.

La constitution de 1946 de l' « Union Française », union prétendant regrouper la métropole et les territoires coloniaux, en témoigne :

« Le président de la République française est président de l'Union française dont il représente les interêts permanents… L'Assemblée de l'Union française, composée de représentants élus (…) a un rôle consultatif. (!) »

Toute la politique du PCF va se placer dans le cadre de cette hypocrite « union » qui attache les peuples colonisés à leur colonisateur.

L'empire colonial français, hypocritement appelé « Union française », est défendu par le PCF. Dans les « Cahiers du communisme » d'avril 1945, on peut lire : « A l'heure présente, la séparation des peuples coloniaux avec la France irait à l'encontre des intérêts de ces populations. »

Le PCF ne parle plus, à propos des colonies que de cette « union » qu'il appelle au printemps 1945 : « union féconde », « union fraternelle ».

Les Cahiers du communisme de février 1945 affirment que « La revendication ouverte de la séparation d'avec la France irait trop loin dans la voie de la liberté. »

En septembre 1946, un député du PCF à l'assemblée déclarait : « Fondons l'Union française sur l'adhésion libre et volontaire des pays qui la composent. »

La liberté, en somme,… de se résigner à l'esclavage !

Mais comment le rapport entre oppresseur et opprimé pourrait-il être un rapport de confiance ?

Dans les colonies françaises, à la fin de la deuxième guerre mondiale, la politique du PCF au pouvoir consistera donc à aider au rétablissement de l'empire colonial français. Comme en témoignent, par exemple, ces extraits du « Programme d'action gouvernementale » présenté par le PCF (édité par les Cahiers du communisme de novembre 1946) :

« Mais on commettrait une lourde erreur en ne discernant pas, parmi les puissances capitalistes, celles qui, les plus avancées dans la voie de la démocratie, permettront aux peuples coloniaux d'aller, dans les conditions les plus favorables, vers la liberté et le progrès. (…) La question de la reconnaissance du droit à la séparation ne doit pas être confondue avec l'utilité de la séparation dans de telles conditions (…) et cela se comprend puisque le mouvement national est intimement lié au mouvement démocratique en général. (…) A l'heure actuelle, face aux visées impérialistes, l'intérêt commun des peuples d'Outre-mer et du peuple français sont de rester unis. (…) Toute tentative de sortie de l'Union française ne pourrait qu'amener, avec une pseudo-indépendance, illusoire et momentanée, le renforcement de l'impérialisme. »

Un député PCF proclamait : « nous affirmons d'abord que la République française, métropole et territoires d'outremer, est une et indivisible ». (...)

La politique préconisée pour l'après-guerre fut tout aussi colonialiste. La politique du PCF est exposée dans une brochure publiée fin 1944 qui s'intitulait Au service de la renaissance française. Tout un programme ! Le texte affirmait tout net que « Pour la France, être une grande puissance et tout simplement continuer d'être, c'est la même chose » . Et de préciser : « Notre pays est une puissance des cinq parties du monde et ne découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être au profit d'autres grands États, en abdiquant en leur faveur une part de sa souveraineté sur les territoires ou sur les richesses... »

La conclusion s'imposait : « le gouvernement maintiendra jalousement l'intégrité des territoires sous pavillon français et l'intégrité des richesses françaises en capital ».

Au Vietnam et en France, les staliniens (français comme indochinois) défendent la dépendance de l'Indochine par rapport à la France.

En mars 1946, les troupes françaises reviennent au Vietnam. Loin de combattre le retour des troupes française, Ho Chi Minh va les accueillir, espérant toujours que celles-ci vont accepter de le mettre à la tête d'un territoire autonome lié à la France.

« Une indépendance prématurée du Vietnam risque de ne pas être dans la ligne des perspectives soviétiques et embarrasserait l'URSS dans ses efforts pour gagner la France en tant qu'alliée. » écrit le PCF, dans un document transmis au Viet Minh par le Groupe culturel marxiste (lié au PCF) de Saigon le 25 septembre 1945 et publié par Harold Isaacs dans « Pas de paix en Asie ». (...)

En juillet 1946, le Vietminh représenté par Pham Van Dong et Ho Chi Minh, encore en négociations avec la France à Fontainebleau, est aidé par des troupes françaises pour achever sa purge et en finir avec les militants trotskystes. Ho déclare alors sur son alliance avec la France : « nos libertés démocratiques seront octroyées et garanties par nos alliés démocratiques. »

C'est seulement après le bombardement massif du port de Haiphong, qui fait 6000 morts en novembre 1946, que les nationalistes vietnamiens se trouveront contraints d'admettre qu'il va falloir se battre avec l'impérialisme français. En décembre 46 c'est l'attaque des troupes françaises qui reprend possession du Vietnam et contraint les nationalistes à la lutte armée à Hanoï qui est occupée par l'armée française.

Tout au long des événements sanglants de Madagascar en 1947, de l'insurrection et de la répression coloniale, les principales organisations malgaches comme françaises n'ont pas pris le parti des insurgés. Le Parti communiste français ne risquait pas de le faire puisqu'il participait au pouvoir colonial français qui écrasait la révolte.

En juin 1947, au onzième congrès du PCF à Strasbourg, Maurice Thorez conclue : « A Madagascar, comme dans d'autres parties de l'Union Française, certaines puissances étrangères ne se privent pas d'intriguer contre notre pays. »

A Madagascar, l'attitude des organisations de gauche ne vaut pas mieux. Le 8 avril, ils envoient à Ramadier, président du Conseil, le télégramme suivant : « Les comités et groupes suivants, France combattante, Union rationaliste, CGT, Ligue des droits de l'homme, Groupes d'études communistes, Fédération socialiste, soucieux de traduire l'opinion de tous les Français et Malgaches unis dans un sincère désir de construire une véritable Union française, profondément indignés des troubles actuels, s'inclinent devant les victimes, condamnent toute la réaction factieuse, approuvent les mesures prises par l'autorité civile et lui font

confiance pour rétablir l'ordre dans la légalité démocratique et poursuivre l'œuvre constructive vers une véritable union. »

L'opposition démocratique malgache, elle, avait été accusée d'avoir organisé la révolte, accusation totalement infondée en ce qui concerne sa direction. Les dirigeants du M.D.R.M (Mouvement démocratique de rénovation malgache) n'étaient nullement politiquement de taille à vouloir une insurrection contre le colonialisme français. Il s'agissait tout au plus de politiciens libéraux. Mais il fallait bien que le pouvoir trouve des coupables ayant manipulé les masses malgaches. Dès le lendemain de l'insurrection des 29-30 mars, ses dirigeants sont arrêtés et torturés. Le MDRM avait déclaré : « Les événements du 30 mars apparaissent comme le fait d'éléments ou de groupes isolés de la population ayant agi spontanément sous la pression des souffrances endurées et des persécutions subies. » M de Coppet, Haut commissaire à Madagascar, déclare : « Le M.D.R.M est le responsable des troubles à Madagascar. La preuve de la préméditation des crimes est établie, c'est là un coup préparé minutieusement et de longue date. » Le 26 mars, le M.D.R.M collait une affiche appelant les populations au calme. Pourtant, le 7 mai, déjà 13.000 militants de ce parti sont arrêtés et torturés et les députés sont inculpés de crime et d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Il en résultera dix condamnations à mort et trois aux travaux forcés à perpétuité, qui se rajoutent à plus de cent mille morts. Même après l'indépendance, la mainmise de l'impérialisme français se maintiendra, notamment avec la mise en place de la dictature de Tsiranana.

A Paris, à la suite de la pression des états généraux de la colonisation française, les parlementaires – dont ceux du PCF – votaient et faisaient approuver la constitution colonialiste de la quatrième république. L'assimilation était la règle : Madagascar était intégrée d'office, en tant que territoire d'outre-mer, dans la République française « une et indivisible » ; les Malgaches étaient désormais « citoyens français ».

Dans la métropole, les dirigeants du mouvement ouvrier ne manifestent visiblement aucune sympathie vis-à-vis des insurgés, mais prononcent au contraire une condamnation sans appel. L'une des plus sanglantes intervention militaire de l'impérialisme français commence sous un gouvernement à direction socialiste, auquel, jusqu'au 5 mai, participe largement le PCF. Ce dernier occupe, entre autres, le ministère de la Défense nationale (François Billoux). (…) Le Parti communiste, remarquait Le Monde du 18 avril, n'avait (….) Manifesté aucune opposition catégorique à l'envoi de renforts comme à la répression des émeutes. » (…) Tandis que Madagascar n'arrivait plus à enterrer ses morts, le chef du groupe parlementaire PCF invoquait le « courant de liberté » que représentait l'impérialisme français, appelait à l'union sacrée pour défendre les droits de son pays à opprimer d'autres peuples : « Je le dis, et c'est là note sentiment profond : la France a des positions dans le monde, tous les Français et j'ajoute tous les peuples associés, nous avons intérêt que la France puisse maintenir ses positions. Mais nous serions bien aveugles si nous ne tenions pas compte de ce fait important, à savoir que les positions françaises dans le monde sont terriblement convoitées. » (débat au parlement le 9 mai 1947)

Il en allait de même en Algérie.

Après le débarquement des alliés au Maghreb, le 8 novembre 1942, et la publication du Manifeste de la liberté en février 1943, les communistes français et algériens dénoncèrent les revendications portées par l'ensemble du mouvement national algérien. Selon eux, il s'agissait de « faux nationalistes » et de « fils rejetons de féodaux ou de gros bourgeois rétrogrades ». Ces « faux nationalistes » étaient accusés « d'avoir abandonné le bourricot nazi pour monter le bateau de la Charte de l'Atlantique ». Dans L'Humanité du 25 octobre 1944, Dumois dénonçait ceux qui réclamaient l'indépendance de l'Algérie et « la bande d'apaches et de malfaiteurs qui, à la solde du fascisme et sous couvert de religion, suscitait des incidents anti-alcooliques ». Par ces termes racistes et insultants, l'auteur visait les militants nationalistes du PPA et de l'Association des oulémas qui menaient une campagne contre la consommation d'alcool auprès de la population algérienne.

Alors que le Parti Communiste Français, qui participe au gouvernement, soutient le colonialisme, le PCA déclare :

« Frères musulmans, le peuple de France lutte contre tes ennemis : le fascisme et les trusts qui oppriment l'Algérie en même temps qu'ils trahissent la France (…) dans cette lutte, une France nouvelle se crée, qui n'aura rien de commun avec celle d'hier. (…) Ton intérêt propre est donc d'aider cette France nouvelle à se créer, à se forger, car c'est le chemin de salut pour toi. » (extrait de « Le PCA au service de la population d'Algérie », rapport de Amar Ouzegane à la conférence centrale du PCA à Alger le 23 septembre 1944).

Plus grave encore, à partir du printemps 1945, l'accusation de collusion avec le fascisme ne servit plus uniquement à justifier la répression menée contre les dirigeants nationalistes, mais aussi à légitimer des crimes de masse contre l'ensemble de la population algérienne. Le très colonial principe de responsabilité collective permettait le glissement d'une répression « ciblée » contre des militants politiques organisés, à un vaste châtiment collectif contre la masse informe des colonisés.

Suite à la répression des manifestions du 1er mai 1945 à Alger, Oran et Blida, qui avait fait plusieurs morts, la CGT et le Parti communiste accusèrent le PPA d'avoir fomenté « une provocation ». Dans un tract diffusé le 3 mai 1945, le Parti communiste rappelait que le 1ier mai 1945 avait été une « grandiose journée » de « lutte républicaine et anti-fasciste » perturbée par « des hommes à la solde de l'ennemi » qui « ont fait couler le sang innocent ». Le tract ajoutait que la « provocation » venait « du PPA qui prend ses mots d'ordre à Berlin chez Hitler ». Selon les communistes, le Parti du peuple algérien était « le parti qui applique en Algérie les mots d'ordre que donnent les hitlériens à la radio nazie ».

La justification de la répression sanglante des manifestations du 1er mai 1945 par l'administration coloniale, et l'association des militants nationalistes révolutionnaires algériens au nazisme, ouvraient la porte à la légitimation d'un crime de masse d'une toute autre ampleur : les massacres du nord-constantinois survenus après les manifestations du 8 mai 1945. Durant près de deux mois, des milliers d'Algériennes et d'Algériens de tous âges furent victimes de la politique éradicatrice menée par un gouvernement français, qui comportait en son sein toutes les tendances politiques ayant participé à la résistance à l'occupation nazie. En effet, ces terribles massacres furent l'œuvre du Gouvernement provisoire de la République française. En raison de cette configuration politique, la répression ne pouvait se faire qu'au nom de la lutte contre des « agitateurs hitlériens » et autres « suppôts du fascisme », contre qui l'emploi de la force devenait totalement légitime.

Les émeutes et les pogromes de 1945 en Algérie (Sétif et le Constantinois) sont l'occasion pour le PCF de traiter les nationalistes et les révoltés de fascistes.

Le 8 mai 1945, dans toute l'Algérie, devait être célébré l'armistice. Des cérémonies officielles avaient été prévues. La population, épuisée par la guerre, révoltée contre le colonialisme français, n'entendait pas revenir sous sa coupe à la fin de la guerre. Le jour de l'armistice, eurent lieu dans plusieurs villes des manifestations d'ampleur et de forme diverses. A Bône et Didjelli, les manifestations se joignirent au cortège officiel et déployèrent leurs propres banderoles. Des défilés analogues furent organisés à Batna, Biskra, Kenchela, Blida, Berrouaghia et Bel-Abbès. A Saïda, la mairie fut incendiée. A Alger, les fidèles n'assistèrent pas à la cérémonie officielle de la Grande Mosquée. Les incidents les plus graves eurent lieu à Sétif et Guelma. A Guelma, peu de musulmans avaient assisté aux cérémonies officielles : les comité des AML organisait sa propre manifestation avec des mots d'ordre tels que « Vive la démocratie ! », « A bas l'impérialisme ! », « Vive l'Algérie indépendante ! ». La police tira sur la foule. A Sétif, un cortège de quinze mille personnes se dirigeait vers le monument aux morts afin d'y déposer une gerbe, arborant pour la première fois le drapeau algérien vert et blanc. Les manifestants brandissaient des pancartes et des banderoles : « Démocratie pour tous ! », « Libérez Messali ! », « Libérez nos leaders emprisonnés ! », « Vive la victoire alliée ! », « Vive l'Algérie indépendante ! », « A bas le colonialisme ! », « Pour une Constituante algérienne souveraine ! ». La police ouvrit le feu à la suite d'un ordre du sous-préfet de retirer pancartes et banderoles. Ces manifestations furent le point de départ d'un soulèvement qui s'étendit à la Kabylie des Babords, se propagea dans une grande partie de la région du Constantinois. Des messagers allaient dans les campagnes, les villages les plus reculés, pour faire le récit des manifestations de Sétif et Guelma et de leur répression.

Dirigée par le général Duval, la répression du soulèvement du Constantinois fut d'une sauvagerie indescriptible. Dans un message à l'ONU, Messali Hadj dira des événements du Constantinois qu'ils « ont coûté plus de quarante mille victimes au peuple algérien. » (…) Comment ces massacres furent-ils justifiés par les autorités et acceptés par l'opinion de la métropole ? La version officielle du gouvernement de l'Algérie, version qui fut également celle des trois partis politiques au pouvoir sous la tête gaulliste (MRP, SFIO et PCF) était la suivante : le soulèvement du Constantinois était un « complot fasciste » accompli par des « agents hitlériens ». L'armée n'était dépêchée que pour « poursuivre l'action patriotique de nettoyage ».

Le 11 mai 1945, « L'Humanité » relatait les événements du 8 en rapportant la déclaration du gouvernement général : « Des éléments troubles d'inspiration hitlérienne se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation hitlérienne. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre. »

En publiant sans réserves ces propos sous le titre : « A Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire », le quotidien du PCF accréditait la version de l'administration coloniale. Le 12 mai, le Comité central du PCF, prenant une position sans nuances, recommandait explicitement une répression rapide et impitoyable.

Il publiait immédiatement la révolution suivante : « Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. »

L'Humanité du 19 mai 1945 enfonce le clou :

« Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les meneurs hitlériens ayant participé aux évènements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont essayé de tromper les masses musulmanes, faisant aussi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France. »

Sur une distance de 150 kilomètres, de Sétif à la mer, la loi martiale fut proclamée. La troupe reçut l'ordre de tirer sans sommation « sur le burnous ». Tout arabe ne portant pas le brassard réglementaire était abattu (témoignage de Charles-André Julien dans « L'Afrique du Nord »). Les légionnaires furent autorisés à massacrer toute la population arabe de Sétif et même ailleurs, où aucune manifestation n'avait eu lieu. A Villard, pendant deux jours, une batterie de 75 bombarda les douars environnants. A Saint-Armand, les soldats eurent pour mission de raser tous les villages se trouvant à 15 kilomètres des centres de colonisation. Périgotville et Chevreuil furent entièrement détruits. L'aviation bombardait et mitraillait à l'intérieur, tandis que les navires de guerre canonnaient des villages côtiers. D'après ce que reconnut le général Weiss, il y eut, en quinze jours, vingt actions aériennes contre la population. Les avions détruisirent 44 mechtas (groupe de maisons pouvant aller de 50 à 1000 habitants). La marine intervint devant Bougie et à Djijeli. Le croiseur Dugay-Trouin, venu de Bône, fut employé au bombardement des environs de Kerrata. Le douar Tararest fut rasé. Des douars entiers disparurent. A Guelma, la réaction viscérale de la

population européenne, sous l'initiative du sous-préfet, mena à l'organisation d'une milice.

Le comité de vigilance, qui recrutait et contrôlait la milice, comportait une forte majorité de combattants de la « France combattante », y compris deux responsables du Parti communiste algérien, ainsi que le secrétaire de l'Union locale de la CGT. Dans ce qui fut l'une des opérations de représailles les plus meurtrières de mai 1945, les miliciens massacrèrent entre 500 et 700 « musulmans ». Le mouvement syndical de la métropole, par l'intermédiaire de son principal représentant, la CGT, adopte des positions voisines du PCF afin de « souligner l'action courageuse et magnifique des organisations syndicales d'Algérie pour empêcher que le mouvement ne s'étende à d'autres régions. »

La révolte a éclaté en 1945 en Algérie, alors que les travailleurs et les masses populaires ne disposent d'aucune organisation favorable à une révolution sociale renversant le colonialisme. Le plus important parti dans les masses populaires, algériennes comme pied-noires, est le Parti Communiste Algérien.

Le parti communiste français, en France comme en Algérie, va dénoncer la lutte d'indépendance comme « fasciste ». L'Humanité affirmait : « A Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire » : « Des éléments troubles d'inspiration hitlérienne se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation hitlérienne. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre ».

L'Humanité du 12 mai 1945 dénonçait les organisations nationalistes en écrivant : « les instruments criminels de la grosse colonisation sont le MTLD et le PPA et ses chefs, tels Messali et les mouchards à sa solde, qui, lorsque la France était sous la domination nazie, n'ont rien dit et rien fait et qui, maintenant, réclament l'indépendance. Ce qu'il faut, c'est châtier impitoyablement les organisateurs de troubles ».

Le 6 mai 1945, la France avait fait débarquer en Syrie, où elle gardait des bases militaires, des renforts de troupes, ce qui provoqua de violentes réactions populaires, et le 8 mai, le jour même de l'armistice, il y eut des attaques contre les garnisons françaises. Le 28 mai tous les postes français furent attaqués à Damas. Le gouvernement français répondit en faisant bombarder la capitale syrienne, faisant près de 500 morts dont 400 civils.

L'Humanité du 29 mai 1945 proposait à la classe ouvrière française l'explication suivante des événements de Syrie : « Des informations concordantes émanant de diverses sources permettent d'affirmer que des éléments doriotistes agissant dans divers milieux et de divers côtés ont joué un rôle particulièrement important dans ces regrettables événements. »

Le 30 mai 1945, l'Humanité analysait de même les événements de la façon suivante : « Ces désordres ont été organisés par des agents doriotistes du PPF en Syrie qui ne cherchent qu'à nuire à l'entente des peuples de France, de Syrie et du Liban ».

Ainsi, l'organe de la SFIO, Le Populaire, daté du 12 mai 1945, écrivait :

« Des troubles se sont produits, des villages ont été occupés avec la complicité du parti populaire arabe [pour le Parti du peuple algérien], des agents hitlériens encore très nombreux et enfin de sectes religieuses qui cherchent leur mot d'ordre auprès des agitateurs panarabes du Caire ». Dans son édition du 12 mai 1945, L'Humanité appela à « châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de mains qui ont dirigé l'émeute ». Le 31 mai 1945, le journal communiste recommandait de « punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux évènements de mai 1945, et les chefs pseudo-nationalistes ». Le PCF, pour qui l'aspiration à l'indépendance restait totalement étrangère à la population algérienne, se félicita des sanctions prises contre Messali Hadj, Ferhat Abbas et le cheikh Bachir El Ibrahimi, ainsi que de la dissolution des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML).

Le 12 mai, L'Humanité annonce des troubles en Algérie, spécialement à Sétif ; elle signale « le rôle de quelques éléments provocateurs au sein de la population algérienne [...] ; la population affamée a été poussée à des violences par des provocateurs bien connus de l'administration. » Le 13, un communiqué du gouverneur général de l'Algérie met en cause « des éléments d'inspiration et de méthodes hitlériennes ». Regrettant que toute la responsabilité soit rejetée sur les musulmans, l'organe central du PC commente : « Qu'il y ait, parmi eux, quelques hitlériens, c'est d'autant plus évident que le chef pseudo-nationaliste Bourguiba était en Allemagne au moment de la capitulation hitlérienne et vient d'arriver dans un pays d'Afrique du Nord. »

Le 15, L'Humanité réitère : « Les agents provocateurs sont parfaitement connus de l'administration algérienne »

Le 16, une note du ministère de l'Intérieur, reproduite dans la presse, rejette la responsabilité des événements sur le PPA et sur l'AML. L'Humanité commente : « Le communiqué accuse les Amis du Manifeste d'avoir poussé à la révolte. En supposant qu'il y ait du vrai dans cette affirmation, pourquoi donc le gouvernement général a-t-il autorisé la parution du journal de cette organisation (Égalité) dont nous possédons le numéro du 4 mai ? Le directeur des affaires indigènes tient donc à ce qu'on fasse appel à la révolte. » Le Parti communiste algérien, qui restait formellement indépendant mais qui, dans les faits, s'alignait intégralement sur la politique du Parti communiste français, reprenait mot pour mot le vocabulaire antifasciste de ses camarades parisiens. Sa presse reproduisait intégralement les analyses du PCF, qui faisaient office de directives politiques

à suivre. Dans le numéro du 17 mai 1945 de Liberté, « Un appel de la délégation du PCF en Afrique du Nord » n'hésitait pas à faire de la surenchère colonialiste et répressive :

« Ce qu'il faut faire tout de suite : châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs des troubles. Passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de répression, il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays ».

Pour le PCA, qui ne faisait finalement que suivre le PCF, les manifestations nationalistes n'étaient que des « complots hitlériens », et toutes les répressions, même les plus sanglantes, devenaient automatiquement légitimes.

Le 19 mai, L'Humanité prend la défense des musulmans, du moins de ceux des campagnes, en ces termes : « Les musulmans des campagnes [...] n'ont pas pris la moindre part aux agissements d'une poignée de tueurs à gages dont les chefs sont connus comme mouchards. » Et elle indique la solution : « Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes, faisant ainsi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France. »

Le 20 mai, le comité central du PCF, réuni en session extraordinaire, s'adresse au Parti communiste algérien. Selon lui, les événements montrent que « les provocations des 100 seigneurs de la terre, des mines et de la banque, disposant d'agents directs ou inconscients dans certains milieux musulmans qui se prétendent nationalistes, ont pu être déjouées partout où le PC algérien possède des organisations puissantes. Le PC algérien remplit ainsi sa grande tâche de rassembler les populations algériennes sans distinction de race ni de religion dans la lutte contre les traîtres et les diviseurs et dans une alliance étroite avec le peuple de France contre l'ennemi commun, le fascisme. »

Dans les colonnes de Fraternité, du 17 mai 1945, les socialistes blâmèrent ceux qui « avaient sali la grande heure de la Victoire des démocraties » et estimèrent que « la grande masse des populations musulmanes n'avait pas encore atteint le degré d'évolution minimum nécessaire pour justifier les revendications du Manifeste ; le fait que les élites dirigeantes aient organisé et déclenché ce mouvement n'indique pas non plus que celles-ci ont une maturité politique ».

De son côté, le Parti communiste français dénonçait l'action « d'agents secrets hitlériens et d'autres agents camouflés dans des organisations, qui se prétendent démocratiques, au service de l'impérialisme fasciste ».

Suivant la ligne politique du PCF, le 31 mai 1945, le premier secrétaire du Parti communiste algérien dénonça « la collusion criminelle des faux nationalistes du PPA avec la Haute Administration non épurée et les soutiens du fascisme ». L'organe du PCA, Liberté, évoquait un « complot fasciste », dont les militants du PPA étaient les principaux agents.

Certains cadres du PCA n'hésitèrent pas à se rendre en délégation auprès du gouvernement général pour appuyer la répression. Le numéro du 17 mai 1945 de Liberté donnait un compte-rendu précis d'une rencontre entre une délégation du PCA et le chef du cabinet politique et diplomatique du gouverneur général. Le compte-rendu expliquait que la délégation de cadres communistes s'était « entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA, du PPF et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques… Cette coalition criminelle, après avoir tenté vainement de faire couler le sang… Elle a souligné que le but recherché par cette coalition criminelle est de provoquer une guerre civile] ». Non satisfait de ce type d'appel aux meurtres, à Guelma, au nom de la lutte contre le fascisme, certains communistes participèrent directement à la répression en organisant des milices chargées d'appuyer les forces coloniales.

Si la situation était révolutionnaire en Algérie à la fin de la deuxième guerre mondiale, en Algérie comme sur une bonne partie de la planète, l'inexistence de partis révolutionnaires était aussi très générale et détruisait l'essentiel des possibilités de la situation. La révolte a éclaté en 1945 en Algérie, alors que les travailleurs et les masses populaires ne disposent d'aucune organisation favorable à une révolution sociale renversant le colonialisme. Le plus important parti dans les masses populaires, algériennes comme pied-noires, est le Parti Communiste Algérien.

Il va dénoncer la lutte d'indépendance comme « fasciste ». Le PPA, parti nationaliste de Messali Hadj, qui avait des origines communistes (L'Etoile Nord-africaine), choisit tactiquement de jouer le jeu des élections dans le cadre colonial, comme l'avait fait l'Association du Manifeste et de la Liberté de Ferhat Abbas. Même sa frange paramilitaire, l'Organisation Spéciale, dirigée par Ben Bella et Aït Ahmed, plus portée sur l'action directe comme le montrera son évolution en FLN, affirme qu'il ne fallait pas faire la révolution sociale, pas de soulèvement en masse, en 1945. Le rapport de l'OS en 1947 sur l'analyse des événements de 1945 dans le Constantinois et dans toute l'Algérie, dont voici quelques extraits, est édifiant sur le caractère contre-révolutionnaire de la petite bourgeoisie nationaliste radicale :

En août 1947, le ministre PS Depreux rédige un statut pour l'Algérie qui instaure deux collèges électoraux : le premier comprend les « citoyens français de plein droit » et 58 000 « citoyens de statut local » parmi les « musulmans » ; le second réunit 1 300 000 « musulmans » qui élisent une Assemblée algérienne. Une voix d'Européen vaut ainsi huit voix d'Arabes. Le PCF s'abstient :

« Dans le moment présent, « l'indépendance » de l'Algérie constituerait à la fois un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Algérie et dans le monde : les communistes condamnent cette position fausse… Nous sommes en effet convaincus que l'Union française, malgré toutes les imperfections… donne actuellement aux peuples d'Outre-mer la seule possibilité de marcher sûrement à la conquête de la liberté et de la démocratie. » (Cahiers du communisme, septembre 1947, p. 869)

Rappelons l'article de Léon Feix, dans les Cahiers du communisme de septembre 1947. L'indépendance de l'Algérie n'y est pas considérée comme souhaitable, ni même comme inévitable : elle est présentée comme une solution fausse, une thèse condamnable, que les communistes doivent rejeter :

« La thèse de l'indépendance immédiate de l'Algérie, préconisée par le Parti du Peuple algérien (PPA) conduirait aux pires déboires. La situation actuelle de l'Algérie, pays colonial dont l'économie a été volontairement maintenue dans un état arriéré, le ferait passer immédiatement sous la coupe des trusts américains. » Et plus loin : « Les communistes ne sauraient soutenir la fraction du mouvement national algérien qui préconise pour ce pays l'indépendance immédiate, car cette revendication ne sert pas les intérêts de l'Algérie et de la France. »

En 1954 commence la guerre d'Algérie.

Le 2 Mars 1956, le Bureau politique du P.C.F. publie une déclaration qui sera à la base de la lutte du P.C.F. à un moment où il escompte sortir de l'isolement : « Nous sommes pour l'existence et pour la permanence des liens politiques, économiques et culturels, particuliers entre la France st l'Algérie... »

En janvier 1956, la coalition de « Front républicain », composée essentiellement de socialistes et de radicaux, gagna les élections avec 30% des voix et 170 députés, grâce à une campagne pour « la paix en Algérie ». Le dirigeant du Parti Socialiste Guy Mollet se retrouva à la tête du gouvernement avec le soutien du Parti Communiste (qui représentait 26% des voix et 150députés). Pourtant si Guy Mollet prétendait que « l'objectif de la France, la volonté du gouvernement c'est avant tout de rétablir la paix », il ajoutait également : « Dans l'immédiat, le potentiel militaire des forces déployées en Algérie ne peut encore être diminué. Les besoins des troupes seront satisfaits et leur relève assurée. » Mais le PCF fit comme s'il n'avait pas entendu.

Le 12 mars 1956, les pouvoirs spéciaux furent votés avec l'apport du PCF. Ce vote signifiait pourtant la suspension de toutes les libertés individuelles en Algérie et l'intensification de la répression.

Le 11 avril 1956, le gouvernement du socialiste Guy Mollet décidait de rappeler 70000 soldats du contingent « disponibles » pour intensifier la guerre contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance. Le service militaire passait de 18 mois à 27 mois.

Les manifestations de rappelés commencèrent dans les jours qui suivirent cette décision. La plupart de ces soldats avaient un travail et n'avaient aucune envie de quitter leur famille, ni de risquer de se faire tuer pour une guerre dont ils pensaient qu'elle ne les concernait pas. Ils bénéficiaient souvent du soutien d'une partie de la population. Parfois, dans une usine, quand un ouvrier recevait sa feuille de route, les ouvriers débrayaient en signe de protestation.

Comme en 1955, les rappelés tentaient de bloquer les trains, refusaient de monter, saccageaient la gare, insultaient les officiers et, une fois dans le train, tiraient les sonnettes d'alarme pour l'arrêter. Ce fut le cas le mercredi 18avril à Vauvert dans le Gard, où un millier de personnes bloquèrent l'autorail qui devait emmener les douze rappelés de la commune. Des faits similaires se produisirent le 3mai à Lésignan, le 10mai à Saint-Aignan-des-Noyers dans le Loir-et-Cher, le 17mai au Mans. Le 18mai, à Grenoble, des milliers de manifestants s'opposèrent au départ d'un train de rappelés. Le même jour, 700rappelés mettaient à sac la gare de Dreux aux cris de « Lacoste au poteau » (Lacoste était le ministre socialiste résident à Alger), « Mollet au poteau ».

Dans les ports aussi des mouvements eurent lieu, le 24 mai au Havre, le 28 mai à Saint-Nazaire où 8000 ouvriers débrayèrent et manifestèrent à la gare avec 200 rappelés du contingent. Et cela continua durant tout le mois de juin et au début juillet. Partout, on assistait à peu près au même scénario : des manifestants accompagnaient les rappelés en bloquant les voies, en coulant du ciment dans les aiguillages ou en décrochant les attelages des voitures. Souvent suivaient des affrontements avec les CRS.

Les casernes connurent aussi des troubles. Le 19 mai, les soldats rappelés du 92e RI forcèrent les grilles de la caserne de Montluçon à près de 800. Le même jour, à Évreux, cinq cents rappelés du 9erégiment d'infanterie coloniale manifestèrent dans les rues et à l'intérieur de la caserne aux cris de : « Pas d'envoi de disponibles ! », « Paix en Algérie ». Le 8 juillet encore, au camp de Mourmelon, trois mille rappelés conspuèrent leurs officiers et prirent le contrôle du camp et du dépôt d'armes.

Ces explosions étaient aussi brèves que soudaines, et les rappelés finissaient par partir. Hormis quelques rares cas de soldats qui refusèrent de combattre, ils se retrouvèrent pris dans l'engrenage de cette « sale guerre » coloniale. Et de 200000 hommes début 1956, les troupes en Algérie passèrent à 450000 en juillet 1956, et à 500000 en 1957.

Les rappelés se battaient sans soutien des syndicats, ni des partis. De ce fait, une fois l'explosion de colère passée, ils ne

savaient pas quoi faire de plus. Certes, il se trouva nombre de militants ouvriers, de syndicalistes, de militants du Parti Communiste pour initier ces mouvements, et même pour les organiser. Mais ces militants étaient aussi livrés à eux-mêmes.

Ne parlons pas du Parti Socialiste qui était au pouvoir et dont le dirigeant, Guy Mollet, avait pris l'initiative d'intensifier la guerre. Mais le PCF, qui condamnait la guerre en parole, dans les colonnes de l'Humanité, n'entreprit rien pour gêner le gouvernement. Son vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, que le PCF justifia par la nécessité de préserver l'unité entre ouvriers communistes et socialistes, signifiait clairement qu'il comptait lui laisser carte blanche pour faire la guerre. En fait, le Parti Communiste voulait se préserver des chances pour gouverner à nouveau avec les socialistes.

Même sa propagande était limitée. Le PCF réclamait la « paix en Algérie », des « négociations pour un cessez-le-feu » et dénonçait la répression. L'Algérie était une « nation en formation ». Il parlait du « fait national algérien ». En un mot, il ne prenait pas clairement position pour l'indépendance immédiate et sans condition de l'Algérie. Le Parti Communiste ne chercha pas à appuyer les manifestations, à les coordonner, à donner des perspectives concrètes à tous ces militants qui tentaient de réagir comme ils le pouvaient. Ce faisant, il écœura nombre de militants ouvriers français, parmi les rappelés en particulier, qui se sentaient à juste titre « lâchés ».

Au plus fort des manifestations des rappelés, on pouvait lire dans l'Humanité daté du 30 mai 1956 : « Ce qu'il faut faire ? On l'entend journellement dans les gares, on le lit sur les murs : c'est négocier avec ceux qui peuvent faire taire les armes, avec ceux contre qui on se bat. Dans les jours à venir, des millions de Français s'emploieront à le faire savoir aux députés. » Voilà tout ce que proposait le PCF, l'organisation de délégations auprès de députés qui soutenaient Guy Mollet dans sa politique de répression !

Le Parti Communiste fit encore moins appel au reste de la classe ouvrière, qui seule pouvait paralyser l'effort de guerre. Là encore, il laissait les militants livrés à eux-mêmes.

Le PCF ne prit pas non plus d'initiatives en ce qui concernait la solidarité avec les travailleurs algériens en France, ou pour défendre les militants algériens contre la répression. Il laissa les travailleurs algériens réagir seuls, sans soutien des travailleurs français, contribuant à creuser le fossé entre travailleurs algériens et travailleurs français. Ce fut le cas le 5juillet 1956, lorsque les travailleurs algériens furent appelés à faire une journée de grève générale en Algérie et en France. L'Humanité en fit le compte rendu : 3000 ouvriers algériens en grève à Renault, 1100 chez Panhard, également à Citroën, à Chausson. La liste était longue, mais le PCF n'avait pas appelé les travailleurs français à les rejoindre dans cette grève. L'attitude générale de la CGT, liée au PCF, fut identique.

Dans son discours à l'Assemblée du 20 Mars 1957, L. Casanova résume clairement cette politique : « Notre parti tient compte des données de fait complémentaires que voici, d'abord l'existence entre la France et l'Algérie de liens historiques concrets. Ensuite, la présence sur le sol d'Afrique, depuis plusieurs générations d'une population algérienne d'origine française et européenne dont les intérêts n'ont rien à voir avec le colonialisme. Enfin, l'assistance dont les peuples nouvellement émancipés ont besoin pour combler le retard que le régime colonial leur a imposé ».

A partir de telles prémisses, le P.C.F. se prononce (Fajon, 13-4-56) « pour l'existence de liens durables entre la France et l'Algérie dans l'ordre politique, économique et culture ! au sein d'une véritable Union Française ».

En 1956, dans les Cahiers du Communisme, L. Feix explicite les fondements doctrinaux de l'attitude du P.C.F. :

« Certains dirigeants nationalistes préconisent la fusion des trois pays au sein d'un Maghreb arabe ou musulman, lié à tous les pays arabes ou musulmans, depuis le Maroc jusqu'au Pakistan. C'est là une vieille idée de la Ligue arabe, reprise et impulsée par les milieux bourgeois dirigeants du Caire et de Karachi... Voilà longtemps que Lénine et Staline ont montré le caractère forcément réactionnaire des courants basés sur la race ou la religion. Il est tout naturel que les Algériens, les Tunisiens, les Marocains éprouvent les uns pour les autres des sentiments fraternels. Il est également naturel qu'ils éprouvent une grande sympathie pour les peuples du Proche et du Moyen-Orient, tant en raison de la communauté de religion et de la similitude de langue, que du soutien qu'ils ont reçu de ces peuples au cours de ces dernières années. Mais cela ne justifie pas une communauté politique contre laquelle jouent tant d'éléments historiques, géographiques, économiques et autres. Une autre voie est possible ou mieux, encore possible, pour les peuples d'Afrique du Nord : la voie de l'Union Française ».

« S'il est possible pour les Français en Alsace et en Lorraine d'avoir un statut religieux spécial... pourquoi l'ayant admis une fois dans l'esprit de l'unité française, ne pourrions-nous le consentir pour la même raison aux musulmans d'Algérie ? »

« Unir tous les hommes qui veulent vivre libres... tous les Français de France et tous les Français d'Algérie, les Français naturalisés, les israélites et vous aussi les musulmans arabes et berbères, tous les fils unis par le sang, du moins par le cœur de la grande révolution française ».

« Le droit au divorce n'entraîne pas l'obligation de divorcer », affirme M. Thorez qui conclut à la nécessité de l'union.

Le PCF, comme la CGT, ne firent vraiment rien pour tenter d'arrêter cette guerre coloniale. En s'appuyant sur cette mobilisation des mois de mai et juin 1956, il aurait pourtant peut-être été possible d'y parvenir. L'immense majorité des rappelés voulait simplement ne pas partir. Mais, avec le soutien du reste de la classe ouvrière, il y avait peut-être une possibilité d'empêcher l'impérialisme français de mener à bien la répression contre le peuple algérien. En tout cas, même si cette tentative n'avait pas été couronnée de succès, cela aurait au moins permis que les travailleurs algériens n'aient pas le sentiment de ne rien avoir à attendre de la classe ouvrière française.

Les grandes organisations se réclamant de la classe ouvrière se firent de fait une fois de plus les complices de l'impérialisme français. matierevolution.fr 10.07.2015

Edifiant, n'est-ce pas ? Quelle monstrueuse mystifcation !

Questions : comment les trotskystes ont-ils pu appeler au front unique de ces partis, la SFIO et le PC bourreaux des peuples colonisés par l'impérialisme français ? Que dire de ceux qui se réclament du Front populaire et du Conseil national de la résistance dont furent issues les gouvernements coloniaux d'après-guerre et la IVe République impériale ? En appelant, en soutenant, en encourageant le massacre de ces peuples qui luttaient pour leur indépendance, ces partis n'ont-ils pas agi résolument en ennemis de la classe ouvrière internationale ?

Dès lors il fallait engager une lutte à mort contre ces partis et leurs dirigeants, les traiter en ennemis sans faire d'amalgame avec leurs militants, qui simplement en prenant connaissance des faits pouvaient comprendre ou non ce discours et cette tactique peu importe, l'essentiel était de proposer aux travailleurs une stratégie qui se situait sur le terrain de leur indépendance de classe... Les lambertistes et les pablistes en décidèrent autrement en s'encanaillant avec cette pourriture de la SFIO et du PC, vous connaissez la suite.

Quand on explique qu'il faut faire l'inventaire de la lutte de classe depuis les années 40, vous comprenez pourquo... Et cela ne représente qu'un bref épisode de la lutte des classes des 75 dernières années, le reste est à l'avenant, dès lors il ne faut pas s'étonner qu'on en soit rendu là, c'était inévitable dans de telles conditions.

ACTUALITE EN TITRES

La dilution du pouvoir politique a ses limites.

- Pourquoi la société civile n'émerge pas dans la vie politique française - 20minutes.fr

En voilà un grand malheur ! Qu'est-ce que c'est la "société civile" ? Des gens inconscients du processus dialectique et historique qui est à l'origine du développement du capitalisme et de la civilisation humaine pour ne jamais l'avoir étudié à fond, et qui entendent à la fois les modeler à leur image et imposer leur modèle au peuple. Ils appartiennent à la race vulgaire autoproclamée des mégalomanes, des aventuriers, des apprentis sorciers de malheur, des collabos ! Quelle légitimité ont-ils ? Aucune. Qui représentent-ils ? Personne à part eux-mêmes. D'où sortent-ils ? De nulle part, ce sont des parasites sélectionnés et instrumentalisées par le régime pour le servir, comme les journalistes, les ONG, les instituts de sondages, les dirigeants des syndicats, les spécialistes ou experts en tous genres qui sévissent dans les médias aux ordres, etc.

Ils se désolent de ne pas pouvoir substituer la "société civile" aux partis politiques dont l'existence est incompatible avec la dictature néolibérale. Des technocrates et des juristes désignés par l'oligarchie financière feraient très bien l'affaire pour gouverner un monde peuplé de serfs serviles et impuissants. Sauf qu'ils ne l'entendent pas ainsi, et même que l'illusion de la "société civile" n'y changera rien.

On devrait les remercier de poser à leur façon la question du parti.

Alors qu'il s'emploie à le démolir pièce par pièce...

- Le PS dénonce l'attaque de Sarkozy contre le modèle français - Reuters

Non mais alors, c'est qui le patron ! L'Etat des capitalistes.

- Rémunération des fonctionnaires: le gouvernement passe en force - AFP

Le gouvernement a choisi mercredi de passer en force sur le projet d'accord sur la rémunération et les carrières des fonctionnaires, déclenchant la fureur des syndicats non signataires, CGT, FO et Solidaires, majoritaires aux élections. AFP 29.09

Quelle affaire !

Pas la guerre !

- Le lycée est trop coûteux selon la Cour des comptes - Francetv info

---

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Pérou

- Pérou : mort de quatre opposants à un projet minier - LeFigaro.fr

Le gouvernement péruvien a décrété l'état d'urgence dans six provinces pour 30 jours. Des affrontements meurtriers ont opposé les forces de l'ordre à des manifestants qui dénoncent le méga-projet de Las Bambas.

L'état d'urgence a été décrété au Pérou dans quatre provinces de la région d'Apurimac (Cotabambas, Grau, Andahuaylas et Chincheros) et deux de Cusco (Chumbivilcas et Espinar). Cette décision fait suite à la mort d'au moins quatre personnes par balle lors de manifestation ces jours derniers; 14 autres ont été blessées dont 12 gravement qui ont dû être conduits à l'hôpital de Cusco. Pendant trente jours, la plupart des droits constitutionnels sont suspendus, notamment le droit de réunion, l'inviolabilité des domiciles privés et la liberté d'expression. L'armée sera associée à la police nationale pour maintenir l'ordre.

La mine la plus importante du pays

Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre se sont déroulés alors que les représentants des communautés indigènes de la région ont décidé un mouvement de grève illimitée pour protester contre un méga-projet minier d'extraction de cuivre, Las Bambas.

Il s'agit de la mine la plus importante du pays. La concession a d'abord été obtenue en 2006 par Xstrata Cooper, une compagnie chinoise. En 2010 une étude d'impact environnemental est réalisée et validée par l'Etat péruvien.

En 2013, Xstrata et l'australien Glencore fusionnent. La législation chinoise anti-concentration oblige le nouveau conglomérat à se séparer du projet Las Bambas. Celui-ci est repris par le chinois MMG. Le dossier commence à s'envenimer. Alors qu'il était prévu un «mineroduc» pour transporter le minerai, MMG décide de construire des usines de traitement du minerai sur place, assurant que les eaux utilisées seront correctement retraitées grâce à des usines d'assainissement spécialement dédiées. Mais les populations craignent une pollution du Rio Chalhuahuacho qui arrose de nombreuses régions. La mine de Las Bambas est située à 4000 mètres d'altitude. Du coup, le projet concerne de nouvelles régions. Une seconde étude d'impact est demandée mais les autorités l'estiment inutile.

Par ailleurs, une ligne électrique et une route destinée aux poids lourds de grande capacité doivent traverser les régions de Grau, Chalhuahuacho, Mara et Ccapacmarca pour lesquels «aucune étude d'impact n'a été organisée» selon les associations locales de défense de l'environnement.

L'exploitation minière de Las Bambas devrait commencer au premier semestre 2016. C'est pour empêcher ce démarrage sans nouvelle étude d'impact que les communautés de la région ont décidé d'observer une grève illimitée.

L'industrie minière est fondamentale dans l'économie péruvienne. Elle représente 11% de PIB, 50% des ressources en devises et 20% des rentrées fiscales. Sur le site de Las Bambas, 10 milliards de dollars ont été investis. Les réserves de cuivre estimées sont de 6,9 milliards de tonnes. MMG espère extraire 450.000 tonnes de métal par an. D'autres grands projets miniers ont récemment été développés au Pérou: Toromocho avec un investissement de 3,5 milliards de dollars, Constancia, 1,4 milliards de dollars, et Cerro Verde avec 4,6 milliards de dollars d'investissements. lefigaro.fr 29.09

ECONOMIE

Traité transatlantique

- Traité transatlantique : la fin de l'arbitrage ? - latribune.fr

La très contestée procédure d'arbitrage prévue dans la futur traité transatlantique ne verra donc pas le jour. Mais cela change-t-il vraiment quelque chose? Par Hervé Guyader, Avocat au Barreau de Paris

Bien consciente que cette question de l'arbitrage ISDS (Investor-State Dispute Settlement), opposant investisseurs et Etats dans le cadre du projet de traité transatlantique, continue de cristalliser l'acrimonie la plus vive d'une grande partie des ONG, la Commission européenne a décidé, mercredi 16 septembre, de présenter un nouveau mode de règlement des litiges.

Exit donc l'arbitrage désigné comme manquant de transparence et jugé trop peu démocratique et place à un système institutionnalisé comprenant un tribunal de première instance et une chambre d'appel, le tout composé de magistrats professionnels.

Que cela va-t-il changer ? Rien ! (Normal, les magistrats sont tous corrompus ou acquis au néolibéralisme, comme le Congrès des Etats-Unis ou les parlementaires français ! - LVOG)

Définir deux degrés de juridictions pour un arbitrage est tout à fait possible. Le droit français prévoit, par exemple, que les parties puissent en décider ainsi dans la convention d'arbitrage (article 1489 du Code de procédure civile).

Quant à la présence de magistrats professionnels, cela ne va pas changer grand-chose quand on prend la peine de regarder la composition actuelle des tribunaux arbitraux, tant internes qu'internationaux, qui ne comprennent que des professionnels du droit à la compétence et à l'expérience irréprochables. En cas d'instauration d'une justice institutionnelle, nul doute que ce sont ces mêmes professionnels qui seraient appelés à siéger !

Petits arrangements entre amis

De tout ceci ne reste que l'image de petits arrangements entre amis qui perdure au mépris le plus évident de la réalité et de la pratique des conflits internationaux qui sont bien davantage le lieu de luttes féroces que de conciliabules feutrés.

Quant au contrôle démocratique de la justice, dans un pays organisé autour de la séparation des pouvoirs, et prônant une justice indépendante (ce qu'elle est sans le moindre conteste) (Un "petit arrangement" de la part de l'auteur de cet article ! - LVOG), il est difficile de percevoir comment pourrait prendre corps ce contrôle.

Le pire est encore que si certains députés socialistes paraissent se satisfaire de cette proposition, d'autres, comme certains députés écologistes, n'y voient qu'une opération d'enfumage et semblent aller plus loin, vers l'abolition de cette justice internationale.

Ceci pose deux graves problèmes que nous avons déjà pu soulever :

- Comment organiser le règlement des différends commerciaux internationaux dans le cadre du TTIP ?

- Si la réponse à cette idée consiste à ce que le juge saisi soit celui du siège du défendeur, donc la France, comment fera-t-on quand les entreprises françaises auront à aller plaider un dossier dans un pays figurant dans les listes des justices les plus corrompues et inféodées au pouvoir (Russie, Chine...) ? (Au fait les scandales des taux de change trafiqués, le Libor, les subprimes, etc. quels pays étaient en cause ? - LVOG)

Le commerce international impose d'avoir une vision globale et à très long terme, éléments incompatibles avec les impératifs médiatiques des politiques dont les réélections se jouent en peu de temps et obligent à ces positions caricaturales.

Hervé Guyader - Avocat au Barreau de Paris - Docteur en droit - Président du Comité Français pour le Droit du Commerce International latribune.fr 30.09

Accord commercial transpacifique (TPP)

- L'accord commercial transpacifique (TPP) pourrait-il être conclu cette semaine ? - latribune.fr

Les représentants de 12 pays riverains du Pacifique se réunissent à compter de mercredi à Atlanta pour tenter de parvenir à une entente sur un vaste accord commercial, connu sous son acronyme TPP (Trans Pacific Partnership).

Leur dernière réunion à Hawaï en juillet s'était conclue sur un échec.L'administration Obama, qui a mis tout son poids derrière ce

vaste accord commercial -connu sous son acronyme TPP (Trans Pacific Partnership)-, veut à présent essayer de surmonter les divisions entre les négociateurs.

À compter de ce mercredi 30 septembre à Atlanta (Georgie, sud), les représentant des 12 pays riverains du Pacifique (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Etats-Unis, Vietnam) se réunissent pour tenter de conclure un accord. La Chine fait toutefois figure de grande absente, reflet des réticences des Etats-Unis face à la politique commerciale de ce pays alors que Pékin tente de son côté d'organiser sa propre zone commerciale. latribune.fr 30.09

Haut de page

Le 2 octobre 2015

CAUSERIE

Ma compagne Selvi n'est pas rentrée depuis deux jours pour cause de décès familial, du coup j'ai pris la liberté de consacrer plus de temps à notre portail, au grand désespoir de certains ! Il a encore fait 40°C à l'ombre.

Je rencontre un problème avec mon ordinateur, j'ai l'impression que le disque dur pourrait lâcher, par précaution j'ai sauvegardé la quasi-totalité de son contenu sur des clés USB.

J'ai enfin peint la grille d'entrée qui donne sur le chemin qui mène chez nous, j'ai aussi posé les moustiquaires avant la mousson et l'arrivée d'une nuée de moustiques. Pas de quoi vraiment s'emmerder!

Je continue de télécharger un tas d'articles que je n'ai même pas le temps de lire et j'ai encore des travaux à faire, il y en a même auxquels j'ai définitivement renoncé, par exemple enlever la peinture qui se trouve sur les chassis en aluminium des fenêtres, pas le temps et puis je m'en fous, on a un toit sur la tête, la maison est propre et en ordre, c'est l'essentiel ! Hygiène et discipline qui vaut aussi pour l'esprit...

Congrès de la CES en famille. Hollande et Juncker leur ont gâché la fête !

Sur le portail du groupe La Commune.

Congrès de la CES avec la présence de Hollande, La Commune communique...

DEHORS HOLLANDE ET JUNCKER DU 13e CONGRES DE LA CES !

Après le supplice infligé aux masses grecques, la CES a décidé d'ouvrir la tribune de son 13e Congrès à François Hollande, à Jean-Claude Juncker, Président de la Commission Européenne, et à Martin Schulz, Président du Parlement européen. Par les décisions anti-ouvrières qu'ils nous imposent, nous estimons que ces politiciens sont nos ennemis et qu'ils n'ont absolument rien à faire dans un congrès syndical.

Paris, le 25 septembre 2015

Syndicat CGT des Archives de France

Ils sont injustes, François Hollande, Jean-Claude Juncker et Martin Schulz sont tout à fait à leur place à la tribune d'un congrès de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) qui est une émanation de l'UE pour tous servir les mêmes intérêts, y compris l'ensemble des syndicats qui ont adhéré à la CES qui n'ont rien d'indépendant.

D'un côté La Commune explique qu'il n'est pas possible de réformer l'UE qui est une création de l'oligarchie financière, ce qui est correct, et de l'autre ce qui l'est déjà beaucoup moins, ils veulent foutre dehors Hollande et Juncker du congrès de la CES qui est elle-même une créature de l'UE, pourquoi, pour entretenir l'illusion que la CES serait autre chose ou pourrait servir d'autres intérêts ? Qui entendent-ils ainsi ménager, les syndicats pourris qui y participent ? Il faut croire. La CES serait-elle plus fréquentable sans Hollande, Juncker et Schulz?

Contrairement à La Commune on trouve excellent que François Hollande, Jean-Claude Juncker et Martin Schulz participent au congrès de la CES, après cela plus personne ne devrait avoir de doute sur la nature de la CES, non ? Le devoir de

militants ouvriers ne devrait-il pas être d'aider les travailleurs et les militants à se débarrasser des illusions qu'ils auraient pu placer dans des institutions, des organisations ou des dirigeants qui servent les intérêts du capital ? Apparemment non.

On a envie de leur dire qu'on a les syndicats qu'on mérite, y compris la CES qui ne mérite pas de figurer parmi les syndicats ouvriers. Où va se nicher l'opportunisme, n'est-ce pas ?

Ah ces lambertistes, ils sont incorrigibles !

Décidément il n'y en aura pas un pour rattraper les autres, on comprend pourquoi de nombreux militants désespèrent ou sont totalement démoraliser.

Qui a télécommandé la polémique sur Morano ? Les propagandistes de guerre contre la Russie : L'Elysée.

- A Moscou, Nadine Morano répète que la France est un "pays de race blanche" - AFP

Fondatrice du groupe parlementaire "Pour un nouveau dialogue avec la Russie" au Parlement européen, l'ancienne ministre déléguée a également salué les frappes russes en Syrie.

"La première étape est de ramener la stabilité en Syrie pour que les populations déplacés puissent rentrer chez elles. On ne peut pas ramener cette stabilité sans avoir la Russie avec nous", a-t-elle déclaré, ne voyant pas d'autre "interlocuteur crédible en Syrie" que son président Bachar al-Assad.

Elle a par ailleurs regretté les sanctions économiques contre la Russie "qui ont apporté de très graves désagréments à nos peuples". AFP 01.10

En complément. Quand l'Etat terroriste français vole au secours de ses protégés d'Al-Nosra en Syrie.

- Syrie : pourquoi les véritables cibles des frappes russes demeurent floues - Francetv info

- Syrie: "c'est Daech qu'il faut viser et pas d'autres", réclame le président Hollande - AFP

- Fabius : « la lutte contre le terrorisme ne doit pas servir de prétexte pour remettre Assad en selle » - LeMonde.fr

Syrie. Qui fait les grands titres de l'actualité politique ou comment fonctionne leur propagande de guerre.

Donner la parole à différents acteurs triés sur le volet pour falsifier la réalité ou lui faire dire ce que l'on veut. Mode d'emploi.

Titre. Un portail néolibéral. Accuser Poutine d'être fou, permet ensuite de condamner sa politique en Syrie qui ne peut être que l'oeuvre d'un fou sans évoquer le moindre fait ou la moindre preuve à l'appui.

- La Syrie, le pari fou fou fou de Poutine - Slate.fr

1- Des "observateurs occidentaux" anonymes appelés en renfort. Prétendre que la majorité des Russes qui soutiennent Poutine pourraient le lâcher et opter pour la sagesse.

- Selon certains observateurs occidentaux, le président russe prend des risques inconsidérés vis-à-vis de son opinion publique en intervenant au Moyen-Orient.

2- Une journaliste à la manoeuvre. Donner la parole à une journaliste pour lancer cette nouvelle offensive contre Poutine.

- C’est en tout cas le sens de l’analyse d’Amanda Taub dans Vox. Selon la journaliste, la nouvelle initiative militaire du président russe est hautement aventureuse, car il se retrouve désormais pris au piège d’un possible désamour de son électorat et de la frustration des élites russes.

3- De qui est-elle la porte-parole, qui représentaient ces "observateurs occidentaux" et Slate.fr ?

- Sous-titre d'un paragraphe sans intérêt : Les élites financières remontées.

Enfin, on est remonté à la source, à la bonne heure !

4- Pour finir, les menaces.

- ...son intervention en Syrie pourrait avoir des répercussions intérieures ou frontalières graves en ravivant le conflit latent entre le pouvoir central et les populations musulmanes du Caucase. Slate.fr 01.10

Ils savent de quoi ils causent puisque ce sont leurs amis qui les financent et les arment.

Pour rappel, Fabius en décembre 2012 : Al-Nosra, la branque syrienne d'Al-Qaïda, fait du bon boulot.

- La Russie bombarde Al-Qaïda en Syrie, les chancelleries et les médias occidentaux s'indignent...- Guillaume Borel - arretsurinfo.ch 01.10

La Russie a mené mercredi 30 septembre une première série de raids aériens, comme l'y autorisent ses accords de coopération militaire avec la Syrie. Selon Moscou, son aviation aurait effectué 20 sorties et touché 8 cibles terroristes. La France avait auparavant mené des bombardements aériens dimanche 27 septembre, en dehors de tout cadre légal, contre un camp d'entraînement de l'Etat Islamique dans l'est de la Syrie, selon les propos du président François Hollande. Toujours selon le président français, cette attaque aurait été « sans conséquences pour la population civile ».

Le gouvernement syrien a dénoncé à cette occasion une « violation du droit international », les bombardements ayant été menés sans l'autorisation de l'état syrien.

Pour justifier la légalité de l'action française, le président Hollande a ainsi invoqué la « légitime défense » et l'article 51 de la charte des nations unies, en faisant référence aux attentats de janvier 2015 à Paris qui auraient été « commandités » par l'Etat Islamique. Or, à l'époque, le pouvoir exécutif français avait décrit les terroristes comme des « loups solitaires » radicalisés via le réseau Internet, ce qui lui avait permis de faire voter la « loi sur le renseignement », un « Patriot Act » à la française, étendant considérablement les pouvoirs et les dispositifs de surveillance des services de police. Il faut également souligner que les auteurs de l'attaque contre le journal Charlie Hebdo, n'avaient jamais séjourné en Syrie mais avaient été formés par la branche d'al-Qaïda au Yémen, comme le montrait un précédent article sur ce sujet. J'avais avancé à cette époque que le choc causé dans l'opinion publique française par les attentats avait permis l'instauration du régime politique de la « guerre au terrorisme » qui se caractérise par une limitation des libertés intérieures, et particulièrement de la liberté d'expression et d'information, la surveillance de masse des populations, et une politique extérieure néo coloniale multipliant les expéditions armées. Le recours au principe de la « légitime défense » comme justification aux raids aériens en Syrie, malgré l'absence de liens tangibles entre les auteurs des attaques terroristes de Paris et l'Etat Islamique, constitue la démonstration que cette mécanique est bien à l'œuvre.

Les actions de la coalition internationale luttant contre l'Etat Islamique sont donc à mettre en perspective avec la doctrine néocoloniale de la « guerre au terrorisme » en Syrie, qui visent à un changement de régime et à l'instauration d'états faibles et balkanisés, assimilables à des protectorats. La lutte contre l'EI a ainsi été prise comme prétexte par la France et le Royaume-Uni afin de mener une guerre aérienne sur le territoire syrien, conduisant de facto à une « no-fly zone » telle qu'elle est réclamée par la coalition, et particulièrement la Turquie, depuis plus d'un an. C'est en effet ce scénario de zone d'exclusion aérienne qui avait permis la victoire des groupes armés soutenus par l'occident en Libye en 2011.

L'entrée de la Russie dans le conflit ce mercredi est cependant venue bouleverser ce scénario. La présence de 12 SU-25 russes, de 16 hélicoptères d'attaque et de transport à l'aéroport de Lattaquié et leur entrée en action dans l'espace aérien syrien, ont rendu caduque l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne de facto au profit des groupes armés soutenus par la coalition.

Le secrétaire d'état américain John Kerry en panique s'est donc précipité vers son homologue russe Sergei Lavrov actuellement à l'ONU, dans le but de convoquer une réunion « entre militaires, aussi vite que possible, afin d'éviter tout incident entre leurs aviations en Syrie ».

Encore plus gênant pour les États-Unis et leurs alliés, les premières frappes aériennes russes ont ciblé un groupe rebelle soutenu par la coalition.

Selon le média israélien i24news :

« Quatre avions de combat russes ont visé des bases de Jaich al-Fatah (« l'Armée de la conquête ») à Jisr al-Choughour et à Jabal al-Jawiya (dans la province d'Idleb) et ont frappé aussi des positions de groupes armés, des bases et des dépôts d'armes à Hawach dans la province de Hama », a indiqué cette source. « L'Armée de la conquête » regroupe notamment le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, et des groupes islamistes comme Ahrar al-Cham. »

Les responsables occidentaux ont donc logiquement dénoncé une attaque « ne visant pas l'Etat Islamique » en laissant aux médias le soin d'imaginer qu'elle pouvait être la cible réelle…

Le ministre français des affaires étrangères Laurent Fabius déclarait ainsi que « les frappes russes n'ont pas visé Daech ». Une source diplomatique française citée par le journal régional La Nouvelle République affirmait également : « Ce n'est pas sur Daech qu'ils (les Russes) ont frappé, c'est sans doute sur les groupes d'opposition, ce qui confirme qu'ils sont davantage dans le soutien au régime de Bachar al-Assad que dans la lutte contre Daech. »

Le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a également estimé que « les frappes ne visaient probablement pas l'Etat Islamique ».

Les médias aux ordres et qui sont maintenus depuis la crise ukrainienne dans une hystérie anti-russe permanente entretenue par les responsables politiques occidentaux, ont immédiatement interprété ces déclarations comme la preuve que la Russie avait frappé « l'opposition modérée » [il n'y a pas d'opposition armée modérée en Syrie -Ndlr] soutenue par la coalition, et ont ainsi pu se livrer à leur passe-temps favori : la russophobie primaire.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova affirmait ainsi que son pays faisait l'objet « d'une guerre de l'information suite à sa décision d'effectuer des frappes aériennes contre les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Syrie. »

Le journal Le Monde comme à son habitude, était en première ligne et annonçait :

« Les frappes aériennes menées par la Russie mercredi ont surtout visé les forces rebelles opposées au président Bachar Al-Assad. »

Tous les grands médias francophones ont repris la narrative occidentale affirmant que l'aviation russe ne bombardait pas l'Etat Islamique de manière à suggérer que la Russie ciblait en réalité l'« opposition modérée » en soutient au « boucher » Bachar-al-Assad. Il y a cependant une manipulation de l'opinion publique dans cette narration, qui consiste à passer sous silence la cible réelle de l'action militaire russe…

En effet, l'« opposition modérée » (dont le président syrien Bachar-al-Assad répète depuis plus d'un an qu'elle est en réalité constituée de groupes djihadistes salafistes) prétendument visée par l'aviation russe mercredi, était constituée de la branche syrienne d'Al-Qaïda, le Front al-Nosra, ainsi que de plusieurs autres groupes radicaux réunis au sein d'une entité appelée « l'armée de la conquête ». Selon le journal Libération, cette coalition djihadiste serait une création de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et du Qatar, qui assureraient également son financement.

Il est donc délicat pour les responsables politiques occidentaux d'évoquer ouvertement l'« opposition modérée » qu'ils soutiennent, cela pourrait conduire à révéler que cette dernière n'est qu'un mirage médiatique derrière lequel se cachent Al-Qaïda et des groupes salafistes, dont le but est similaire à celui de l'Etat Islamique : l'instauration d'un califat islamique.

La Russie bombarde al-Qaïda en Syrie, voilà donc ce qui a tant indigné les chancelleries et les médias occidentaux mercredi… arretsurinfo.ch 01.10

Et dire qu'ils ont été jusqu'à instrumentaliser l'histoire ignoble ce gosse échoué sur une plage en Turquie, et leur complice Erdogan a été jusqu'à ouvrir ses frontières pour engendrer un exode massif soudain de réfugiés se répandant en Europe pour justifier le bombardement de la Syrie par la France.

- Des troupes chinoises, en Syrie? - sahartv.ir

Selon Debkafile, un porte-avion chinois aurait traversé le canal de Suez, pour se rendre à Tartous.

Il y a des nouvelles, selon lesquelles autour de 3.500 combattants Ouïghours, (Chinois musulmans), ont été rassemblés, en Syrie, par le Turkistan Islamic party, (TIP), près de la frontière turque, sous l'égide des services de renseignement turcs, dans l'intention de les faire participer à la bataille des Jihadistes contre Assad. C'est un aspect de plus de la politique, à la fois, erratique et extrémiste, que la Turquie mène, sous la direction d'un Erdogan de plus en plus coupé des réalités de son pays, (la Turquie), et des conditions de désordre, qui s'y répandent, à cause des remous, causés par la politique turque, en Syrie, et contre les Kurdes.

La présence de ces Ouïghours a, évidemment, résonné, comme un très grave signal d'alerte, dans la direction chinoise, explique Christina Lin, expert de l'Université John Hopkins, sur son blog de "Times of Israel", le 20 septembre 2015. Il en résulte, selon Lin, que l'on se trouve, désormais, devant la possibilité d'une intervention militaire chinoise, en Syrie, si Assad le demandait. Les Chinois suivent, en général, avec rigueur, le principe de non-intervention, sauf, lorsque leur sécurité nationale est en jeu. De telles actions, indirectement, déstabilisantes, pour les provinces musulmanes de Chine, représentent, effectivement, une menace, pour la sécurité nationale chinoise, exactement, de la même façon que les Tchétchènes, présents en Syrie, au nom du Jihadisme, représentent une menace similaire contre la sécurité nationale de la Russie.

La Syrie ne cesse de se transformer en un chaudron multinational, où la plupart des puissances vont se trouver de plus en plus impliquées, jusqu'à bouleverser l'Ordre international... En effet, d'un autre côté, les perspectives, évoquées par Lin, peuvent se faire avec l'habillage d'une intervention chinoise, en Syrie, du légalisme de l'OCS, (Organisation de Coopération de Shanghai), où la Syrie est observatrice et veut devenir membre, de même que l'Égypte. Le conflit syrien pourrait, dans les mois qui viennent, voir une transformation radicale de l'OCS en alliance militaire, maintenant que la Chine et la Russie ont pris la mesure du danger jihadiste. «... Maintenant que le TIP a établi une base, en Syrie, et qu'il augmente son influence et son recrutement, grâce à ses sponsors turcs, la Chine va devoir appliquer sa recommandation 2 013 : «Prendre les armes contre le Turkestan oriental, (ETIM), avant que la menace ne s'étende» et déployer des troupes, en Syrie.

La non-ingérence ne signifie pas ne pas défendre ses intérêts. Certains experts considèrent, peut-être, que le principe de non-ingérence de la Chine l'empêche d'agir. Mais le principe de non-ingérence de la Chine porte davantage sur l'ingérence, dans la politique intérieure des autres pays, comme les Etats-Unis et l'Occident ont l'habitude de le faire, en violant la souveraineté d'autres pays, pour renverser les régimes autocratiques qui leur déplaisent. La politique de non-ingérence ne signifie pas l'inaction, en cas de menace, sur la sécurité et les intérêts de la Chine. La Chine n'a pas de difficulté à prendre des mesures, lorsque ses intérêts fondamentaux sont menacés – c'est-à-dire, la violation de sa souveraineté, son intégrité territoriale, son développement économique et la survie de son régime.

Lors du Sommet de l'Asie sur la sécurité, organisé par l'International Institute for Strategic Studies, (IISS), en 2011, le ministre chinois de la Défense, Liang Guanglie, a parlé des intérêts fondamentaux de la Chine, en ces termes : «Nos intérêts essentiels incluent tout ce qui touche à la souveraineté, la stabilité et le mode de gouvernement. La Chine suit, maintenant, une course socialiste. Toute tentative de rejeter cette voie, menace les intérêts fondamentaux de la Chine. De même, toute tentative d'encourager une partie de la Chine à faire sécession menace les intérêts fondamentaux de la Chine liés à notre territoire, notre espace maritime et aérien. Ensuite, tout ce qui a rapport au développement économique et social national de la Chine touche, également, les intérêts fondamentaux de la Chine».

Si le TIP continue de consolider son pouvoir, au sein de l'Armée de conquête, un ramassis de Jihadistes de différentes filiales d'Al-Qaïda et d'extrémistes salafistes, le Xinjiang pourrait devenir le prochain Afghanistan, et se mettre à ressembler à la zone Afpak, (Syrie / Irak), avec des forces militantes et des zones de refuges transnationales, qui attirent des combattants étrangers et qui jouissent du soutien matériel et diplomatique de la Turquie et d'autres puissances extérieures, dont l'idéologie et les intérêts sont semblables.

En outre, le régime d'Assad est, toujours, le gouvernement légal de la Syrie, reconnu par l'ONU, en dépit du fait qu'il ne tient qu'1/3 de son territoire. Si Assad demande et permet à la Russie, la Chine et d'autres membres de l'OCS de l'aider, militairement, ce serait conforme au droit international. Ceci diffère des frappes aériennes actuelles de la coalition anti-ISIS, dirigée par les Etats-Unis, en Syrie, qui opère, sans mandat de l'ONU, ni autorisation du gouvernement souverain, bien qu'elle bénéficie, dans une certaine mesure, d'une autorisation implicite du régime Assad, pour combattre ISIS. En 2014, le Britannique, David Cameron, a hésité à participer à des frappes aériennes, en Syrie, parce qu'il craignait, précisément, de violer le droit international. Du fait qu'Erdogan mène une guerre islamiste, par procuration, contre la Chine, les Kurdes, Assad, Sisi et Netanyahu, via les affiliés d'Al-Qaïda, l'Armée de conquête, les Frères musulmans et le Hamas, il n'est pas étonnant qu'à la fois, la Syrie et l'Egypte, aient demandé à rejoindre L'Organisation de Coopération de Shanghai, (OCS), en juin de cette année». sahartv.ir 30.09

ACTUALITÉ DU JOUR

L'accord commercial trans-Pacifique ou une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial

- Les négociations commerciales trans-Pacifique prolongées - AFP

Les discussions sur l'accord commercial trans-Pacifique (TPP) ont dû être prolongées jusqu'à vendredi afin de parvenir à un compromis sur les sujets de friction (pièces détachées automobiles, produits laitiers..) et arracher un accord.

Un sénateur américain, le républicain Orrin Hatch, a verti que le Congrès pourrait refuser de ratifier un éventuel accord s'il ne protégeait pas suffisamment les intérêts des Etats-Unis.

"Personne (...) ne devrait être pressé de conclure les négociations si cela signifiait un résultat moins qu'optimal pour notre pays", a-t-il affirmé dans un communiqué.

L'administration démocrate américaine a obtenu pour négocier cet accord la procédure dite du "Trade Promotion Authority" (TPA) qui obligera le jour venu le Congrès à se prononcer pour ou contre le texte de tout l'accord commercial, sans pouvoir l'amender. La Maison Blanche avait dû, pour y parvenir, affronter une rébellion dans son propre camp démocrate.

Engagés en 2008, les pourparlers rassemblent l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam. Washington souhaite également conclure un accord rapidement pour éviter que le débat sur sa ratification n'intervienne en pleine campagne présidentielle l'an prochain.

Les organisations de la société civile dénoncent le secret qui entoure ces négociations et le fait qu'elles portent, comme un autre accord en cours de négociation entre les Etats-Unis et l'Union européenne (le TTIP), sur la mise en place de structures judiciaires extra-territoriales pour les litiges entre investisseurs et entreprises des pays signataires. AFP 01.10

Contrairement à la "société civile" bien policée, ne collaborant pas avec les représentants des banquiers et des multinationales que nous estimons illégitimes sachant qu'ils ne sont animés que par la quête du profit au détriment du bien-être et des besoins des producteurs et de la population en général, nous ne dénonçons pas ces négociations, nous exigeons l'abandon pur et simple de ce projet de traité.

Concentration des richesses et le pouvoir mondial.

- La fortune des 400 Américains les plus riches atteint 2 340 milliards de dollars - lemonde.fr

Bill Gates reste la première fortune américaine, selon le dernier palmarès publié, mardi 29 septembre, par le magazine Forbes. Vingt-deux ans que cela dure pour le fondateur de Microsoft. Ses parts dans le leader mondial du logiciel ne comptent toutefois que pour 13 % de sa richesse, qui est évaluée à 76 milliards de dollars (67,5 milliards d'euros).

Son dauphin, l'investisseur Warren Buffett, le fondateur de Berkshire Hathaway, est lui aussi fidèle à son poste de numéro deux depuis 2001, avec une fortune de 62 milliards. Toutefois derrière, les milliardaires de l'Internet montent en flèche. Jeff Bezos, le fondateur du géant de l'e-commerce Amazon, et Mark Zuckerberg, celui du réseau social Facebook, font pour la première fois leur entrée dans les dix premiers du classement avec des fortunes respectives de 47 milliards et 40,3 milliards de dollars. M. Bezos est le milliardaire qui a fait le bond le plus spectaculaire en un an avec une progression de sa fortune de 16,5 milliards, qui le propulse à la quatrième place.

La plus belle progression en pourcentage revient toutefois à Travis Kalanick, le fondateur d'Uber, qui a doublé sa fortune en un an pour la porter à 6 milliards de dollars. L'entrepreneur profite de la valorisation stratosphérique de sa société de voitures de transport avec chauffeur (VTC), qui dépasse maintenant les 50 milliards. C'est toute la limite de ce classement : une bonne partie des patrimoines est composée de titres de sociétés, dont la valeur est par définition fluctuante.

Malgré la stabilité de la tête du classement, 25 milliardaires y ont fait leur entrée cette année. Parmi eux, les deux cofondateurs de Snapchat, l'application de partage de photos et de vidéos sur téléphone mobile : Evan Spiegel, 25 ans, qui est désormais le plus jeune milliardaire américain, et Bobby Murphy, 27 ans.

La barre pour entrer dans ce club des 400 Américains les plus riches est de plus en plus élevée. En 2015 il fallait disposer d'un patrimoine de 1,7 milliard de dollars, pour 1,5 milliard l'an dernier. De fait, 35 fortunes ont disparu du classement. Pour ceux qui y figurent encore, leur richesse globale a augmenté de 50 milliards en un an pour atteindre 2 340 milliards de dollars. Dans l'ombre des inégalités, rien de neuf non plus. lemonde.fr 30.09

ACTUALITE EN TITRES

Seulement ?

- Paris : Au moins 950.000 personnes mal logées en Ile-de-France - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

- Les députés parachèvent la loi renseignement en légalisant les activités de la DGSE - AFP

Les députés ont adopté jeudi une proposition de loi pour légaliser la surveillance des communications internationales, c'est-à-dire l'activité de la DGSE, qui resteront soumises à moins de contrôle que les interceptions effectuées en France.

Le texte a été débattu seulement en présence de huit députés.

La proposition de loi, qui doit encore être votée au Sénat, vise à remédier à ce point car "il serait paradoxal, à l'heure où nombre de risques qui naissent à l'étranger menacent de se matérialiser sur notre territoire, que les services de renseignement français ne puissent pas assurer la surveillance des communications internationales", font valoir les auteurs du texte, les socialistes Patricia Adam et Philippe Nauche, respectivement présidente et vice-président de la commission de la Défense.

Ces interceptions à l'étranger seront nettement moins encadrées que celles effectuées en France. Le Premier ministre n'aura pas besoin de solliciter l'avis préalable de la nouvelle Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Le député écologiste Sergio Coronado a cependant fait remarquer que des Français établis à l'étranger pourraient éventuellement être soumis à cette surveillance internationale. AFP 01.10

Je sens que je vais devenir parano dans mon trou en Inde !

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Des centaines de personnels dans la rue contre "la casse de l'hôpital public" - AFP

Des centaines de personnels hospitaliers se sont rassemblés jeudi dans toute la France pour protester contre le projet de loi santé de Marisol Touraine et la "casse de l'hôpital public", les infirmiers-anesthésistes réclamant en outre des revalorisations salariales, ont constaté des journalistes de l'AFP.

A Paris, une centaine d'agents de l'Assistance-Publique Hôpitaux de Paris (AP-HP) se sont retrouvés en début d'après-midi devant le Sénat, qui examine actuellement le projet de loi, pour dénoncer "la casse de l'hôpital public", répondant à l'appel national à la grève lancé par les syndicats CGT, FO et SUD.

Le texte de Marisol Touraine, qui prévoit des regroupements hospitaliers, se traduira par un "démantèlement de l'hôpital de proximité", redoute Rose-May Rousseau (CGT).

Le taux de participation (grévistes absents) constaté par le ministère des Affaires sociales s'est élevé à 1,85%, a indiqué jeudi soir la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Le taux de mobilisation, incluant le personnel physiquement absent et le personnel assigné soutenant le mouvement, a lui atteint 5,35%, a précisé la Direction à l'AFP .

De même source, à titre de comparaison, le taux de participation dans le cadre du mouvement du 22 septembre s'élevait à 1,14% et le taux de mobilisation à 5,06%.

Quelque 300 personnes ont également manifesté à Caen, devant l'Agence régionale de santé (ARS), dans une région où plusieurs services hospitaliers sont ou se disent menacés de fermeture.

A Marseille, entre 100 et 200 personnes se sont également rassemblées devant la préfecture, et une centaine d'autres à Nice. La situation financière des hôpitaux de la cité phocéenne, critique, vient d'être dénoncée dans un rapport de l'Igas, pointant une gestion dispendieuse de 2012 à 2014.

"Le salaire d'un infirmier-anesthésiste en début de carrière, dans un établissement public, approche les 1.800 euros net et peut atteindre 2.800 en fin de carrière. Nous demandons au moins 700 euros de plus afin que notre revenu soit aligné sur celui des attachés d'administration hospitalière", explique Vincent Porteous, responsable CGT et infirmier anesthésiste à Lille. AFP 01.10

1,85% de grévistes ou 5,35% mobilisés soutenant ce mouvement, sans rire, pour les lambertistes il y aurait comme un parfum de grève générale dans l'air en France. Dans quel monde ces gens-là vivent-ils ? Est-ce grave docteur ?

2- Le "plan B" d'Air France: réduction de l'activité et licenciements - AFP

Le "plan B" d'austérité qu'Air France devrait mettre en ?uvre après l'échec des négociations avec ses syndicats sur de nouvelles mesures de productivité, prévoit "une réduction de l'activité" en 2016 puis 2017 et des licenciements secs, une première.

Quels sont les impacts attendus en matière d'emploi et de stratégie industrielle? Voici les grandes lignes du plan de restructuration, tel qu'il se dessine jusqu'à présent.

La direction d'Air France envisage de réduire son offre long-courrier de 10%, ce qui se traduira par des fermetures de lignes et le retrait d'avions. Une dizaine d'appareils pourrait quitter la flotte long-courrier.

Dans ce secteur qui faisait autrefois sa force, la compagnie tricolore a perdu des plumes face à la montée en puissance des compagnies asiatiques et, surtout, du Golfe (Emirates, Qatar Airways, Etihad). Son réseau long-courrier est actuellement déficitaire pour moitié, Air France vise 80% de lignes rentables en 2017.

La direction a également évoqué un report de la livraison des Boeing 787, un avion de toute dernière génération très prisé par les pilotes.

Le "plan B" prévoit des milliers de suppressions de postes dans toutes les catégories de personnel, entre 3.000 et 8.000 selon les estimations des syndicats. Dans le scénario le plus "optimiste", 300 pilotes, 700 hôtesses et stewards, et 2.000 personnels au sol quitteraient l'entreprise, a indiqué à l'AFP une source syndicale. La direction refuse de commenter ces chiffres.

Des plans de départs volontaires devraient être ouverts, notamment au sol, mais la direction envisage aussi de procéder à des licenciements secs, comme chez les personnels navigants. Au sol, le secteur de la maintenance (Direction générale industrielle) et du "hub" de Roissy devaient échapper à un plan social. Les syndicats redoutent en revanche des licenciements dans les escales, notamment à Marseille et Nice.

Même dans son "plan A", la direction prévoyait des départs contraints au sol, "dans les secteurs où l'écart de coûts par rapport au marché est tel qu'il menace la pérennité de l'activité", comme elle l'a annoncé lors du dernier CCE fin septembre.

Sous le précédent plan de restructuration "Transform", entre début 2012 et fin 2014, Air France avait réduit sensiblement ses effectifs (-5.524 CDI et CDD, dont 4.171 au sol), mais toujours en faisant appel au volontariat et aux départs non remplacés. En ajoutant les filiales (Hop!, Transavia France, etc.), le groupe avait perdu plus de 6.400 salariés en trois ans. AFP 01.10

ECONOMIE

1- FMI

- Le FMI voit la croissance mondiale ralentir - Reuters

La croissance mondiale ralentira cette année du fait du déclin prolongé des économies émergentes avant de repartir timidement en 2016, a déclaré mercredi Christine Lagarde.

La croissance repart en zone euro ainsi qu'au Japon et demeure robuste aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, a-t-elle dit mercredi dans un discours de présentation du rapport du FMI sur la croissance mondiale attendu le mois prochain.

"La moins bonne nouvelle est que les économies émergentes devraient enregistrer un déclin de leurs taux de croissance pour la cinquième année consécutive", a-t-elle ajouté.

Elle a prévenu mercredi que les prix des ressources de base, qui jouent un rôle primordial pour de nombreuses économies émergentes, pourraient se maintenir à un niveau bas pendant une "période prolongée".

L'ancienne ministre française de l'Economie a exhorté les pays émergents à diversifier leur économie et a estimé que certains étaient mal préparés à affronter les remous financiers que pourrait entraîner un relèvement par la Réserve fédérale de ses taux d'intérêt. Reuters 30.09

Quand la Fed relèvera ses taux, l'économie des pays émergents s'effondrera, pas celle des Etats-Unis qui en profitera, d'autant plus si la Fed continue continue à faire tourner la planche à billets. Et puis si cela permettait d'engendrer des désordres sociaux et

de fragiliser la stabilité politique de certains pays comme par exemple le Brésil, il y a fort à parier que l'oligarchie financière anglo-saxonne pourrait en profiter pour parvenir à ses fins ou s'assurer le contrôle politique de ces pays, c'est son obejctif à l'échelle de la planète il ne faut jamais l'oublier.

2- France

- En France, encore 32 usines perdues en six mois - lemonde.fr

Les données publiées vendredi 2 octobre par l'observatoire de l'investissement Trendeo sont parlantes : au premier semestre 2015, les annonces de fermeture d'usine ont une nouvelle fois été plus nombreuses que celles d'ouverture. Trente-deux usines ont été perdues en six mois, sans amélioration par rapport aux périodes précédentes. Depuis le début de la crise, en 2009, la France compte environ six cent trente usines de moins, selon les pointages de Trendeo.

Dernier exemple en date : mercredi 30 septembre, l'usine d'électronique de l'américain Jabil à Brest (Finistère) a fermé définitivement ses portes, à l'issue d'une longue agonie. Longtemps propriété d'Alcatel, le site créé en 1971 avait compté plus de 1 000 salariés. Désormais, il est vide. Le terrain est à vendre.

En termes sociaux, les créations d'emplois dans l'ensemble de l'économie ont dépassé les suppressions au premier semestre, pour la première fois depuis la fin de 2012, estime Trendeo. Mais, dans l'industrie manufacturière et l'énergie, le solde reste clairement négatif (– 8 780 postes), et s'est même légèrement dégradé en un an. Autant dire que « l'amélioration générale de l'économie reste très fragile », comme le commente David Cousquer, le gérant de Trendeo. lemonde.fr 01.10

Doit-on s'en émouvoir ou condamner ces fermetures d'entreprises ? Evidemment puisqu'il s'agit de produire les mêmes marchandises dans des conditions d'exploitation qui sont pires qu'en France. Dans tous les cas de figure le traitement qu'ils réservent aux travailleurs est inhumain et devrait être condamné, pas un seul travailleur ne devrait rester sur le carreau, principe qui est étranger à tous les syndicats.

On nous dira que parfois c'est la fatalité et que personne n'y peut rien, par exemple si une usine produisait des postes à lampes qui sont devenus obsolètes fermait. Et alors ? Soit le patronat, soit l'Etat ou les deux ensemble devraient proposer un emploi à chaque travailleur menacé de perdre le sien. Pourquoi aucun syndicat ni aucun parti n'a mené campagne sur ce thème qui serait digne des origines ou des fondements du mouvement ouvrier ? Parce que ce serait incompatible avec l'existence du régime en place ? Mais sur quel terrain le mouvement ouvrier combat-il, celui des droits et des besoins de la classe ouvrière ou celui des capitalistes ? Il est révélateur qu'on en soit arrivé à se poser ce genre de questions, non ?

Que vaut la dénonciation du syndicalisme rassemblé dans ces conditions-là ? Que valent les discours en faveur d'un syndicalisme de lutte de classe quand on n'est même pas foutu de faire preuve de ne serait-ce qu'un début d'indépendance vis-à-vis du capital ? Il faut croire que le combat classe contre classe reste à inventer ou à réinventer. Avis à nos nombreux camarades syndicalistes qui ont là matière à réflexion... et action. Tenez, voilà ce qui devrait figurer en toutes lettres sur le panneau d'affichage de votre syndicat dans votre entreprise.

Haut de page

Le 3 octobre 2015

CAUSERIE

Dossier Syrie

Honte à tous ceux qui parmi le mouvement ouvrier pour ménager Hollande ont occulté le soutien qu'il apportait au Front Al-Nosra et à l'Emirat islamique, alors qu'ils étaient en possession des mêmes informations que nous !

- Syrie: l'Onu avoue s'être trompée en disant que les frappes russes tuent des civils - sputniknews.com
- Arrêt sur Info 01.10

A la suite d'attaques médiatiques contre la Russie, le porte-parole du secrétaire général de l'Onu a dû démentir l'authenticité des récentes déclarations de l'organisation.

Selon Farhan Haq, porte-parole du secrétaire général de l'Onu, les récentes déclarations du service de presse de l'Onu, affirmant que les frappes de l'aviation russe contre les positions de l'EI faisaient des morts parmi les civils syriens, n'étaient fondées que sur

les informations de médias et d'organisations non gouvernementales.

« Nous avons reçu des messages de groupes civiles, y compris +White Helmets+ et des médias », a-t-il déclaré en répondant à la demande de préciser sur quelles données a été basée la récente affirmation du porte-parole du service de presse de l'Onu.

Ici, il s'agit du porte-parole du secrétaire général de l'Onu, Stéphane Dujarric, qui avait annoncé auparavant que « selon les données des messages initiales, près de 33 citoyens innocents auraient pu être victimes d'attaques dans la région de Homs ». Selon lui, le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon « est informé que la Russie effectue des frappes aériens sur la ville de Homs et probablement sur d'autres lieux en Syrie ».

Le ministère russe de la Défense a déclaré mercredi que l'Armée de l'air russe n'effectuait pas de frappes sur les infrastructures civiles syriennes et qu'elle n'avait engagé que des opérations militaires contre l'EI en Syrie.

Plus tôt, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a commenté les déclarations de plusieurs médias occidentaux qui affirmaient que l'opération militaire lancée par Moscou faisait des morts parmi les civils syriens, en précisant qu'il s'agit d'une attaque médiatique. Selon Mme Zakharova, la Russie fait l'objet d'une guerre de l'information car il n'y a eu aucune confirmation officielle de cette information. sputniknews.com 30.09

Quand les parrains des barbares d'Al-Nosra (Al-Qaïda en Syrie) volent à leur secours.

- Frappes russes en Syrie: Seules 5% cibleraient Daesh, affirme la Grande-Bretagne - 20minutes.fr

- Obama critique des frappes russes en Syrie « contre-productives » - LeMonde.fr

- Syrie : "Les frappes doivent concerner uniquement" l'Etat islamique, dit Hollande à Poutine - Francetv info

- Jens Stoltenberg : «L'Otan est préoccupée par l'attitude de la Russie en Syrie» - LeFigaro.fr

La Russie poursuit ses raids, l'Occident appelle à frapper uniquement l'Etat islamique - AFP

"J'ai rappelé au président (Vladimir) Poutine que les frappes devaient concerner Daesh et uniquement Daesh" (l'acronyme arabe de l'EI), a déclaré le président français François Hollande, qui a discuté de la Syrie avec son homologue russe en marge d'un sommet sur l'Ukraine à Paris.

"Nous avons tous les deux insisté sur le fait que l'EI est l'ennemi que nous devons vraiment combattre", a renchéri la chancelière allemande Angela Merkel, qui a également eu un entretien bilatéral avec Vladimir Poutine.

La Russie, alliée historique du président Bachar al-Assad, effectue depuis mercredi des raids sur la Syrie au nom de la lutte "contre le terrorisme". Mais l'Occident et les pays arabes la soupçonnent de concentrer ses attaques sur les autres opposants au régime syrien, à un moment où Bachar al-Assad semble fragilisé sur le terrain.

Les Russes ne prétendent pas frapper exclusivement l'EI, mais assurent qu'un certain nombre de leurs bombardements ont touché les positions jihadistes.

Vendredi soir, le ministère russe de la Défense a ainsi indiqué que six nouvelles frappes avait visé l'EI dans la journée, dans les provinces d'Idlib (nord-ouest) et de Hama (centre).

Une source sécuritaire sur le terrain a également signalé des frappes dans ces provinces, où est surtout présent le groupe Al Nosra, branche syrienne d'Al Qaïda qui se bat à la fois contre l'EI et contre le régime syrien.

Le gouvernement russe a en outre révélé qu'un premier raid avait eu lieu jeudi sur la province de Raqa, fief de l'Etat islamique.

"Nous demandons instamment à la Fédération de Russie de mettre immédiatement fin à ses attaques contre l'opposition et la population civile syrienne et de concentrer ses efforts sur le combat contre Daech", est-il écrit dans une déclaration commune des Etats-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne, de France, d'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie. AFP 02.10

L'Arabie saoudite et le Qatar qui recrutent, financent et armes les barbares qui s'entraînent en Turquie avant d'être envoyés en Syrie et en Irak pour massacrer leurs populations...

Voilà qui constitue un aveu de leur collusion avec les barbares.

- Face à la progression du groupe Etat islamique, les Etats-Unis et une coalition d'une soixantaine de pays ont entamé il y a un an des raids en Irak et en Syrie sur les fiefs de ces jihadistes. La Turquie puis la France ont commencé récemment à mener des frappes sur le sol syrien. AFP 02.10

Alors que les Américains et leurs alliés n'ont fait qu'une bouchée de S. Hussein et de M. Kadhafi qui disposaient d'une armée beaucoup plus puissante que celle des mercenaires de l'Emirat islamique, voilà qu'une coalition militaire ayant une puissance de feu capable de réduite la planète en cendre en quelques jours serait impuissante à venir à bout au bout d'un an d'une bande de va-nu-pieds fanatisés, qui peut croire un instant une telle fable sordide ? Personne de sensé.

Alors que signifie le consensus qui existe entre la classe dominante et le mouvement ouvrier qui tiennent le même discour,s sinon qu'ils figurent dans le même camp et combattent le même ennemi : les peuples syriens et irakiens qui résistent héroïquement à cette guerre coloniale pour préserver leur souveraineté.

Allons plus loin. Sur cette question comme bien d'autres qui ont une portée immense sur le plan politique, il faut en tirer les enseignements politiques qui s'imposent. Tout d'abord dénoncer la position adoptée par les partis ouvriers, ensuite s'en désolidariser, et enfin la combattre pour rendre sa dignité au mouvement ouvrier, qui à juste titre n'inspire pas réellement confiance aux travailleurs.

Chaque militant doit se faire un honneur de défendre l'intégrité du mouvement ouvrier qu'il représente, dont ses dirigeants sont les fossoyeurs pour le compte du régime en place en se faisant les complices du massacre de notre classe en Syrie et en Irak. C'est une affaire de dignité, une question de principe devant laquelle aucun militant n'a le droit d'hésiter ou de se défiler, sous peine de violer son engagement politique et d'être indigne de la cause qu'il prétend servir. En résumé, à chacun de choisir dans quel camp il entend combattre.

Vous comprendrez qu'on ne peut pas admettre que des militants refusent d'aborder sérieusement cette question ou de la traiter par dessus la jambe sous des prétextes aussi divers que falacieux ou hypocrites, car il s'agit d'une guerre de rapine particulièrement cruelle que subissent des peuples innocents qui durent depuis près de 5 ans s'agissant la Syrie, 12 ans pour l'Irak.

Que cela vienne bousculer leur petit confort ou la routine dans laquelle ils se sont installés depuis des décennies, on veut bien le concevoir. Et bien justement, il est plus que tant d'y mettre un terme définitif ou de rompre avec cette fâcheuse habitude qui tend finalement à s'accommoder des pires crimes commis par notre ennemi de classe, dès lors qu'ils ne se dérouleraient pas sous nos yeux ou qu'on n'en subirait pas directement les conséquences.

A une autre époque le mouvement ouvrier s'est accommodé du colonialisme et des guerres impérailistes qu'il a été jusqu'à soutenir et justifier, tandis qu'il en partageait les profits avec l'impérialisme qui l'a ainsi acheté, gangrené, littéralement pourri de l'intérieur pour ne pas dire pire encore, non mais il faut mesurer jusqu'où il a pu être entraîné dans l'abjection et la capitulation pour en comprendre la portée politique réelle qui se répercute jusqu'à nos jours, car le mouvement ouvrier tel qu'il existe aujourd'hui en est directement le produit, donc la position infâme qu'il adopte maintenant aura forcément des répercutions négatives pour la classe ouvrière au cours des années et des décennies à venir, les militants doivent en avoir conscience et bien réfléchir avant d'adopter une position sur la Syrie, notamment.

Si par malheur ils décidaient de cautionner la mystification qui est à l'origine de cette guerre ou de ces guerres ou la version officielle justifiant la guerre contre la Syrie et son peuple consistant à accuser Assad d'en être responsable, alors qu'en réalité il n'avait fait que répondre à une provocation armée de djihadistes takfiristes destinée à liquider la République laïque arabe syrienne au profit d'un régime régit par l'idéologie wahhabite à la botte des Américains et des Israéliens, ils seraient mort politiquement.

L'argument selon lequel ce serait soutenir Assad dont le régime ne serait pas démocratique ne résiste pas à l'examen de la situation par un esprit libre qui leur répondrait, que les régimes des pays (principalement le Qatar et l'Arabie saoudite) qui ont agressé la Syrie et qui dès 2011 ont avancé le même argument sont plutôt des modèles de régimes féodaux, archaïques, dictatoriaux, particulièrement barbares, quant à leurs parrains occidentaux qui n'ont cessé de guerroyer au XXe siècle sur tous les continents et qui ont pour alliés le Qatar et l'Arabie saoudite, on ne peut pas dire que leurs régimes impérialistes flanqués d'un vernis démocratique vaudraient mieux. Le moins que l'on puisse dire, c'est que tous ces Etats impérialistes qui prennent leurs ordres à Washington et Tel-Aviv sont particulièrement mal placés pour donner des leçons de démocraties et de liberté aux autres Etats ou peuples du monde, et que partager leur position sur la Syrie s'inscrirait en rupture avec la tradition internationaliste du mouvement ouvrier révolutionnaire, qui dans le passé prenait la défense des pays dominés contre les pays dominants qui les agressaient ou les envahissaient, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou que conquérir leur souveraineté et leur indépendance face à tous les impérialistes.

Par conséquent nous soutenons la résistance de la République arabe syrienne avec laquelle se confond l'indépendance de la Syrie et la souveraineté du peuple syrien, sachant que l'Etat syrien ou le régime en place ne correspondent pas à un Etat ouvrier ou à un régime socialiste, observant qu'ils bénéficient du soutien de l'immense majorité du peuple syrien toutes communautés et classes confondues, nous ne sommes en rien responsable du fait qu'Assad qui incarne les intérêts de la bourgeoisie syrienne

se retrouve à la tête d'une armée de libération nationale contre les agresseurs de la Syrie, et si à un moment donné il représente la résistance du peuple syrien tout entier, ironie de l'histoire ou paradoxe qui n'est pas le premier et ne sera pas le dernier qui nous sera imposé et avec lequel nous devons composer en attendant des jours meilleurs qui passent par la fin de cette fuerre ou le rétablissement de la paix en Syrie.

Toute proportion gardée on pourrait citer deux exemples.

Quand Trotsky fondera l'Armée rouge pour assurer la défense de la révolution russe, du nouvel Etat ouvrier, il n'eut pas d'autre choix que se tourner vers l'armée du tsar qui avait été chassé du pouvoir en février 1917, ainsi que ses généraux qui en prirent la direction, alors que précédemment ils avaient tourné leurs armes contre le peuple russe et la révolution.

Lors de la Commune de Paris, avant que le Conseil de la Commune ne soit élu, l'Association internationale des travailleurs ralliera le Comité central de la Garde nationale le 23 mars 1871, alors qu'il avait refusé quatre jours auparavant de marcher sur Versailles où était réfugié Tiers et son gouvernement, décision tragique tandis que le soulèvement parisien avait commencé.

Si la guerre est la poursuite de la même politique par d'autres moyens, elle impose des conditions au mouvement ouvrier qu'il n'a pas choisies puisque ne détenant pas le pouvoir, l'obligeant à suspendre momentanément son programme rendu inapplicable en la matière tant les rapports entre les classes s'en trouvent bouleversés temporairement, au point parfois que leurs intérêts se rejoignent ou de devoir faire cause commune contre un ennemi qui menace leur existence, il en fut ainsi lors de la Seconde Guerre mondiale, ce qui ne signifiait pas pour autant que la lutte des classes avaient disparu, confusion qu'entretiendront les partisans du Front populaire à l'issue de la guerre et par la suite pour liquider le mouvement révolutionnaire qui avait commencé à se dessiner...

Maintenant il existe une marge entre combattre pour la souveraineté du peuple qui de fait concerne toutes ses composantes, et subordonner son combat aux intérêts de la classe dominante. Si des esprits étroits et bornés s'efforcent d'effacer cette marge, c'est peut-être parce qu'ils y ont un intérêt, à part se ralier à ceux de la classe dominante on ne voit pas très bien ce qui pourrait motiver leur comportement.

On doit admettre que la question se poserait autrement si la Syrie avait été un pays développé comparable à la France ou si une puissante avant-garde révolutionnaire avait existé en Syrie, ce qui n'était pas le cas. On ne définit pas une position politique à partir d'une situation hypothétique, mais à partir de la situation réelle et des rapports qui existent entre les classes dans un pays, dans le cas contraire effectivement on peut adopter n'importe quelle politique et la justifier, mais cela demeure du domaine de la fabulation et de l'opportunisme.

Il faut reconnaître qu'en cas de guerre, la marge de manoeuvre du mouvement ouvrier s'en trouvera fortement réduite pour ne pas dire neutralisée et ses revendications passeront au second plan. Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans répétons-le, sauf pour ceux qui ont du mal à s'imaginer ce que signifie vivre dans un pays en guerre depuis de longues années.

Cela impose des compromis qu'on aurait estimé inimaginables avant guerre, c'est ainsi, et je ne crois pas figurer parmi les militants habitués à tenir ce genre de discours, qui ne remet absolument pas en question nos principes, notre programme révolutionnaire et notre objectif politique, bien au contraire. Par exemple, à aucun moment nous ne marchanderions auprès des représentants de la classe dominante notre soutien ou notre participation au combat pour nous libérer du joug de l'envahisseur, contrairement aux staliniens qui s'en servirent pour assurer la paix sociale en France en 1945 et collaborer à la reconstruction de l'Etat et du capitalisme français au sein des institutions au côté des gaullistes et de la SFIO.

Entre capituler ou se vendre à l'ennemi et assumer lucidement une position qui doit nous servir de levier pour poursuivre notre combat politique sur un terrain de classe indépendant, c'est tout ce qui sépare le traitre du militant ouvrier révolutionnaire.

Vous noterez aussi qu'on n'a jamais fait l'apologie d'Assad, de Poutine ou de Xi, pas même de Chavez ou Morales.

A l'heure où les esprits s'échauffent pour un oui ou un non, faire preuve de mesure, de nuance ou de discernement semble un exercice bien compliqué pour de nombreux militants qui ont tendance à tout confondre ou ne savent plus très bien où ils en sont.

Qu'on soit d'accord ou non, l'essentiel demeure l'orientation qui se dégage de notre engagement politique, à aucun moment nous n'avons lâcher le fil du socialisme. Les militants devraient s'en tenir à l'affirmation selon laquelle la vérité est révolutionnaire et que ceux qu'elle insupporte ont sans doute quelque chose à leur cacher ou à se reprocher ou encore ne sont pas très clairs.

Le discours officiel se décline à différents niveaux.

- Le Royaume-Uni soutient-il le régime de Bachar al-Assad ? C’est ce qu’affirme l’Iran News daily, le journal en langues perse et anglaise de Téhéran. «Le Premier ministre, David Cameron, a été cité dans les médias après avoir dit qu’Assad pouvait faire partie d’un gouvernement de transition en Syrie», explique le quotidien, qui laisse entendre qu’à défaut de s’engager en terre

syrienne, le gouvernement britannique encourage la Russie à le faire. liberation.fr 02.10

Quand le discours des banquiers des barbares qui bombardent le Yémen est grâcieusement relayé par les médias français.

- L'Arabie Saoudite, déjà en conflit avec la République islamique d'Iran sur le sol yéménite, ne voit pas d'un bon œil l'engagement de la Russie en Syrie. «Il n'y a pas de preuves qui attestent de la présence de Daech dans les zones bombardées par la Russie et ce sont des civils innocents qui ont été tués», soutient encore vendredi le quotidien Arab News. Le journal, qui relaie l'actualité du royaume wahhabite, rapporte aussi les propos du représentant saoudien à l'ONU, qui souligne le paradoxe russe de vouloir éradiquer le terrorisme en Syrie tout en soutenant d'autres groupes terroristes comme le Hezbollah libanais. liberation.fr 02.10

Tandis que l'Arabie saoudite a déjà massacré plus de 6.000 Yéménites dont la plupart sont des "civils innocents", comme par exemple dernièrement en bombardant une cérémonir de mariage causant 130 morts.

Et l'Agence Française de Propagande de répéter inlassablement depuis 2011 la version des faits fabriquée à Washington et reprise par la totalité des partis du mouvement ouvrier pour justifier l'agression de l'OTAN et ses alliés du Golfe contre la République arabe syrienne :

- Depuis le début de l'insurrection en Syrie, brutalement réprimée par le régime, plus de 240.000 personnes sont mortes et quatre millions ont quitté le pays, occasionnant une crise migratoire majeure. AFP 02.10

Le tout étant imputable à l'horrible tyran Bachar Al-Assad.

Nous invitons les militants des différents partis et syndicats à exiger sans délai des explications de la part de leurs dirigeants dont le discours intolérable implique l'ensemble de leurs militants.

- Daech fuit Raqqa, de peur des frappes russes - sahartv.ir

Des milliers de Daechistes fuient, en ce moment, la ville de Raqqa, bastion de Daech, dans la foulée des frappes très violentes de l'aviation russe.

Selon le site An-Nashra, des centaines de membres de familles des terroristes daechistes ont quitté Raqqa, pour l'Irak, et les miliciens ne sont plus trop visibles, dans les rues de la ville. Le village de Tal al -Saman, dans le Nord de Raqqa, est vidé de ses gardiens daechistes, et les rues sont désertes. Les chasseurs russes ont, violemment, bombardé les villages d'Al Mairiyan, d'Al-Bouamar et d'Al-Boulayl, où se positionnent les terroristes de Daech. Le bilan des raids de mercredi s'avère, particulièrement, lourd. Les raids russes contre Daech ont ceci de particulier qu'ils visent à anéantir Daech, et non pas, à le maîtriser, comme c'est le cas des frappes sporadiques des Etats Unis et de leurs alliés. sahartv.ir 02.10

- Syrie: les terroristes ont évacué leurs positions à Idlib - sahartv.ir

Après l'attaque des avions de combat russe contre leurs positions, les terroristes de Jaysh al-Islam et ceux du Parti al-Turkistani ont pris la fuite.

Les avions de combat russes poursuivent toujours les raids dans la province d'Idlib.

Le ministère russe de la Défense a annoncé que lors de 18 opérations, les chasseurs russes avaient pris pour cible 12 positions de Daech, anéantissant totalement les centres de commandent et d'entrainement de ce groupe, près de Raqqa.

Jeudi dans la soirée, dix attaques précises ont été menées contre sept positions des terroristes », a annoncé le général Igor Konachkov, Porte-parole du ministère russes de la Défense. "La nouvelle génération des avions de combat russe Sukhoï 34 sont capable de prendre pour cible les terroristes sur tout le territoire syrien.", a ajouté ministère russe de la Défense. sahartv.ir 02.10

- La Chine, prête à apporter sa contribution au bombardement de Daech - sahartv.ir

A en croire Debka , le site proche du renseignement militaire israélien, les chasseurs chinois iront bombarder, dans peu de temps, les positions de Daech, en Syrie.

"La Chine aurait envoyé un message à la Russie, faisant part de sa disponibilité à bombarder les positions de Daech avec ses avions J-15, qui décolleront de son navire de guerre, mouillant, récemment, au large de la Syrie, dit Debka, citant des sources de renseignement anonymes. "Bagdad aurait proposé, lui aussi, à la Russie d'ouvrir l'une de ses bases aériennes aux chasseurs russes, pour que ces derniers bombardent Daech".

Selon Debka, la Russie jouit, dans ses raids aériens, du soutien de cinq alliés : l'Iran , la Chine, l'Irak, la Syrie et le Hezbollah. sahartv.ir 02.10

- Syrie: Moscou rejette l'appel à la cessation du bombardement des positions des terroristes - sahartv.ir

La Russie a répondu négativement à l'appel lancé par les pays qui soutiennent Daech pour cesser les bombardements contre les positions des terroristes en Syrie, prétendant qu'ils tuent les civils !

La Russie a annoncé que cette opération ne s'arrêtera pas et que ses attaques s'intesifieront, visant tous les centres et positions de Daech sur tout le territoire syrien. Cité par l'IRNA, le général Igor Konachenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense a annoncé que pour plus de succès dans les opérations, la Russie utilise ses chasseurs stratégiques et puissants Sukhoi 34 qui visent la cible, avec une précision maximale, même de distance de 250 km et dans toutes les conditions météorologiques. Rappelant que les attaques seront menées d'une altitude de plus de 5000 mètres, Konachenkov a précisé qu'avec une telle approche, nous pouvons détruire toutes les installations de Daech partout en Syrie. « La destruction des centres importants militaires et d'entraînement de ce groupe près de Raqqa en viennent à l'appui. », a-t-il ajouté.

A peine avait été diffusée la nouvelle du lancement des attaques de l'aviation russe, que l'Arabie a prétendu la mort des civils syriens dans les bombardements des positions des terroristes par les chasseurs russes, allégations à laquelle le président russe Vladimir Poutine a répondu que des informations sur la mort des civils ont été publiées avant que les avions russes ne décollent.

L'armée russe a lancé, à la suite de la demande officielle de la Syrie et après avoir reçu l'aval du parlement syrien, de vastes bombardements contre les positions des terroristes en Syrie dont et surtout les daechsites.

Selon les dernières dépêches d'importants coups durs ont été jusqu'à présent assénés aux terroristes ; ceux qui étaient déployés à Idlib se sont déjà retirés de la zone. Au lendemain des bombardements russes contre les positions des terroristes, deux navires russes, accompagnés des unités de commandos ont été expédiés vers la Syrie avec la mission d'assurer la sécurité de la base maritime de Tartous et la base aérienne de Lattaquié. sahartv.ir 02.10

- Bientôt, une délégation syrienne, au Caire - sahartv.ir

Selon une source haut placée égyptienne, une délégation sécuritaire syrienne est attendue, au Caire, et elle a pour mission celle de convaincre les pays arabes de cesser leurs efforts contre la Syrie.

L'information est reprise par le journal koweitien, "Al-Jarida", qui fait part des rencontres, qui auront lieu entre les membres de cette délégation et les responsables sécuritaires égyptiens. "Alors que la Russie a commencé ses opérations anti-terroristes, en Syrie, cette délégation syrienne a pour but de convaincre l'Egypte de rejoindre la Russie et la Syrie. La délégation projette, aussi, de convaincre les pays arabes de cesser leurs hostilités et de ne plus s'opposer au maintien du Président Assad au pouvoir, en qualité de Président légitime de Syrie".

A en croire, toujours, ce journal, "la Russie aurait demandé, pour la première fois, à l'Egypte de faire office de médiateur entre Riyad et Damas. La Russie aurait appelé, aussi, aux pays arabes de ne pas se battre contre Assad, tant que les terroristes takfiris ne seront pas, entièrement, éliminés, en Syrie. Moscou serait même prêt à garantir une solution pacifique, en Syrie, une fois ce pays expurgé de la présence des terroristes".

La source égyptienne, toujours, citée par le journal, évoque la rencontre, mi-octobre prochain, entre les représentants du Caire, d'une part, et les représentants de Damas, et de l'opposition anti-Assad, de l'autre. Une délégation, composée des représentants des pays arabes, participerait, aussi, à cette rencontre, qui devrait déboucher sur l'avant texte d'une résolution à présenter au Conseil de sécurité, où il serait question de résoudre la crise syrienne à l'amiable. sahartv.ir 02.10

Tsipras avait bien parié sur la victoire du oui au référendum du 5 juillet 2015.

Nos dirigeants sont en dessous de tout, incapables du moindre pronostique ou trop lâches, trop corrompus. Lors du référendum du 5 juillet en Grèce, nous nous étions mouillé en affirmant que Tsipras l'avait organisé en espérant que le oui l'emporterait, depuis par différents canaux nous en avons eu confirmation. Le dernier témoignage de Yanis Varoufakis (ex-ministre des Finances) est encore plus précis.

Il était l'invité de Boursorama mercredi 30 septembre dans l'émission Ecorama animée par David Jacquot.

Arrêt sur Info - Interrogé sur sa démission du 6 juillet dernier, Yanis Varoufakis a expliqué : « Fin avril début mai, j'ai vu qu'Alexis fléchissait sous la pression. Il accordait des concessions qu'il n'aurait pas dû faire. Une fois qu'on fait des concessions

alors que le camp adverse n'en fait pas, on commence à baisser les bras et à rendre les armes. Le deuxième moment important de déception a eu lieu après le référendum. J'espérais que le résultat du référendum le dynamiserait, moi-même j'étais dynamisé ! (…) Mais quelques semaines avant le référendum, l'esprit de conquérant avait disparu et certaines personnes de notre cabinet (…) considéraient que le référendum pouvait être une solution de fuite. Ils espéraient que l'on échoue. Certains ont été déçus de la victoire [du non]. La nuit du référendum, je suis entré dans le bureau [d'Alexis Tsipras], et il était abattu, complètement déprimé, alors que moi j'étais enthousiaste. Le peuple grec a été courageux et a dit non à la Troïka, malgré la fermeture des banques et malgré la propagande des médias. J'ai été déçu à tel point que j'ai démissionné ». Arrêt sur Info 02.10

Quant au charlatan Mélenchon qui s'est encanaillé avec Varoufakis, voyons de quoi il en retourne par l'intéressé lui-même, cela évitera toute polémique sur l'interprétation qu'on pourrait en faire.

Yanis Varoufakis - « Sortir de l'euro pour retourner à la drachme, c'était quelque chose de trop idéologique pour moi. L'euro est une devise atroce, mal conçue, et qui ne peut pas résister à la pression de l'économie moderne. Mais il faut réparer cette devise (…). Il faut éviter la fragmentation de l'euro ».

« Il faut créer un mouvement pan-européen pour démocratiser notre euro. C'est ce sur quoi je vais travailler », a terminé l'ancien ministre. Arrêt sur Info 02.10

Après la "*démocratisation*" de l'UE, de la BCE, celle de l'euro, au moins on sait dans quel camp il se situe, pas le nôtre.

Alors qu'ils ont démontré que leur régime était incompatible avec l'exercice de la démocratie.

Comment dissoudre le peuple ? Impossible. Comme cela s'avère impossible, pourquoi ne pas dissoudre les institutions et leur en substituer d'autres, à moins qu'il suffise de les vider de leur substance au profit d'institutions supranationales... indéodées au marché par exemple.

- Comment redonner la parole au peuple ? - Francetv info

Lequel ? Celui du 29 mai 2005 en France ? Celui du 5 juillet en Grèce ?

- Réformer les institutions peut-il permettre de donner plus de pouvoir aux citoyens ? Alors qu'un projet parlementaire prévoit de simplifier l'organisation du système représentatif, Cynthia Fleury, philosophe et psychanalyste, analyse la place du peuple dans le modèle actuel. "Il y a un immense déficit de confiance entre les Français et leurs institutions".

Elle note cependant qu'il y a aujourd'hui "des outils" pour redonner la parole au peuple. "Ce n'est pas améliorer la représentation politique, c'est améliorer la participation plus directe, c'est inventer la citoyenneté capacitaire". Dans son ouvrage consacré au pouvoir, elle insiste sur le fait de "montrer que la société des individus, qui est sans cesse décriée, n'est pas nécessairement une société de l'individualisme, mais de l'individuation". Francetv info 02.10

Améliorer la participation, c'est le corporatisme, la voie ouverte au fascisme.

C'est quoi "inventer la citoyenneté capacitaire" ? Rétablir le vote censitaire qui avait cours sous le régime féodal ?

Une définition du Grand Robert.

Suffrage capacitaire : système dans lequel l'exercice du droit de vote est subordonné à un certain degré d'instruction.

Est-ce à ce suffrage que cette vendue fait allusion ?

Au moins cela aurait le mérite d'éliminer les couches les plus défavorisées ou arriérées du prolétariat au profit des classes supérieures qui tirent profit du régime et le soutiennent logiquement, naturellement. Cela aboutirait à un régime aristocratique, tout se tient, cela correspond au projet de l'oligarchie financière, un hasard sans doute.

Machination et conditionnement. Comment instrumentaliser la montée du fascisme auquel les partis institutionnels font la courte échelle.

Les Républicains: Pour 60% des Français, la polémique sur les propos de Morano est le signe que le parti court après le FN - 20minutes.fr

Le résultat de ce sondage risque de faire grincer des dents à droite. 60 % des Français estiment que les propos tenus par

Nadine Morano, au sujet de la France qualifiée de «pays de race blanche», « sont le signe que la plupart des responsables du parti Les Républicains partagent désormais des positions proches de celles du FN », selon un sondage Odoxa pour iTELE et Paris Match publié vendredi soir.

Un peu moins d'un Français sur deux pense qu'il faudrait l'exclure de son parti : seulement 47 % des Français souhaiteraient voir Nadine Morano exclue de son parti, contre 52 % qui ne lui souhaitent pas une telle sanction.

« C'est sans doute le signe que les Français estiment que la sanction déjà prise (consistant à l'exclure de la liste Les Républicains dans sa région Alsace - Lorraine -Champagne-Ardenne) était suffisante », suggère Odoxa. 20minutes.fr 02.10

Ici ce sont les "Français" qui font office de société civile... 99,99% doivent ignorer qui est Morano et ce qu'elle pense vraiment, peu importe, tout est bon pour mettre en avant le FN. Serait-ce qu'ils estimeraient les partis de l'ordre (Les Républicains et le PS) sur le point d'être dans l'impossibilité de continuer à gouverner ? En attendant d'en arriver à cette extrémité ou de recourir au fascisme, il est normal qu'ils tentent de préserver l'"honorabilité" des partis de l'ordre.

En famille ils appelleront à voter PS au second tour.

- Régionales: les communistes valident l'accord avec EELV et le PG en Midi-Languedoc - AFP

Les militants communistes de la région Midi-Pyrénées/Languedoc-Roussillon ont approuvé jeudi soir l'accord avec les écologistes et le Parti de gauche pour les régionales des 6 et 13 décembre prochains, a-t-on appris vendredi auprès des représentants locaux du parti.

C'est "une confirmation que l'accord proposé sur le choix politique correspond au rassemblement qu'il nous faut", s'est réjouie Mme Vieu.

"Je me suis réveillé ce matin tête de liste communiste et tête de liste écologiste", s'est félicité Gérard Onesta (EELV) auprès de l'AFP.

Le Front de Gauche (7% d'intentions de vote dans toute la France) et EELV (3%) ne partent pour l'instant ensemble au premier tour que dans deux régions sur 13, Provence-Alpes Côte d'Azur et Languedoc-Roussilllon/Midi-Pyrénées. AFP 02.10

Nous appelons à boycotter ces élections qui se situent dans le cadre de la régionalisation décidée par l'UE.

ACTUALITE EN TITRES

Il faudra encore attendre...

- Etats-Unis: de mauvais chiffres de l'emploi éloignent la perspective d'une hausse des taux - AFP

Haut de page

Le 5 octobre 2015

CAUSERIE

Deux courriels reçus.

1- Camarade,

J'ai relu la causerie sur ce mail de ce syndiqué de SUD sur sa remarque sur le "nous " que tu emploies souvent . En fait, tu y avais répondu, mais je ne pense pas pour autant que cette réflexion sur le "nous" soit totalement erronée.

A la prochaine camarade.

2- Salut camarade,

(...) Mon soutien est à mon sens normal, lorsque je vois la somme de travail que tu as effectué sur ton site depuis toutes ces années. Et pour le côté financier, c'est pour cela que même si ce que tu fais encore sur ton portail est considéré par toi ne plus être actualisé, ce site internet et le matériel informatique que tu utilises à un coût. Moi, je suis mal à l'aise de participer à son financement seulement maintenant. Merci pour l'adresse pour l'envoi. Je l'ai mis à la poste avant d'écrire ce mail. J'essayerai d'envoyer tous les 3 mois à ta mère ma cotisation.

Concernant la liberté d'expression, et notamment parmi ceux qui représentent officiellement le milieu ouvrier, je me rends compte avec le temps que nombreux, en devenant des permanents syndicaux ou permanents politiques ou presque permanents, de part le "grade" qu'ils on acquit dans leur OS ou parti, sont grisés qu'ils le veuillent ou non par leur statut acquis, quand bien même ils jurent ne pas avoir changé. En fait, ils deviennent au sens sociologique du terme des agents dominants, tout comme ceux qu'ils sont sensés combattre. Cela me rappelle un échange écrit que j'ai eu avec certains d'entre eux. Ensuite avec le recul, je prends conscience que, que ce soient les dirigeants historiques du mouvement ouvrier qu'ils prennent en exemple ou dont ils se réclament, non uniquement pour la réflexion et l'analyse des circonstances et des moments qu'ils ont vécu, mais de l'attitude que ces dirigeant historiques ont eu , quelque part, mon discours sera peut-être même pour toi trop subversif, mais que ce soit Lénine ou Trotsky, c'était tout sauf de gentils camarades révolutionnaires avec une rose à la boutonnière. Comment en aurait-il pu en être autrement ? Trotsky, fondateur de l'armée rouge et le plus tenace des opposants à Staline vers la fin avant son expulsion d'URSS, la violence a longtemps fait parti de son quotidien. Ce que ces dirigeants du mouvement ouvrier oublient, c'est que c'était dans le cadre d'une guerre civile et qu'il y avait des ennemis puissants en face d'eux. Eux, se comportent parfois de la même manière avec certains de leurs camarades, alors que nous ne sommes ni dans le contexte d'une guerre civile, ni dans le cadre d'une séquence révolutionnaire. Ils ne se rendent plus compte de la disproportion de leur comportement. Lénine et Trotsky étaient des hommes, donc comme tout homme, ils ont fait de graves erreurs envers certains de leurs semblables, mais dans un contexte de guerre civile. N'étant pas "Trotskiste", et ne voulant pas l'être, me tournant davantage vers Marx, Engels, Luxembourg, et un peu Lénine et Trotsky, c'est peut-être cela qui fait de moi quelqu'un de moins violent dans mes rapports militants.

Ce que tu écris dans ton mail sur certaines de tes expériences vécues avec cet ex-PCF et Eyschen abonde dans mon sens. Bref, tous ce que tu m'as écris me fait du bien, ça rompt l'isolement sur cette réflexion, et confirme que j'ai eu raison il y a des années de ne pas accepter de participer à des Groupement d'Étude Révolutionnaire, car je suis un "sensitif" parfois, et je sentais que certains pouvaient pousser la doctrine à l'extrême.

Pour ce qui concerne le mail dans lequel tu voulais revenir dans ton passé, tu as eu raison de ne pas me l'écrire. Ce qui m'intéresse, c'est cette expérience que tu as acquis maintenant. Nous avons tous eu un parcours de vie qui nous amène à ce que nous sommes maintenant.

Toi qui te prétend ne pas être un intellectuel, je pense que tu fais preuve d'un excès de modestie. Car quand je vois tous le temps que j'ai mis pour écrire ce mail, en essayant de faire des phrases qui puissent être le plus compréhensibles qui soient et sans trop de fautes d'orthographe, je me demande quel niveau d'écriture et de pensée serait à la hauteur de celui qui serait considéré par toi comme étant celui d'un intellectuel ???

(C'est simple, je considère comme intellectel celui qui en a acquis le statut. Ce n'est pas parce que j'ai obtenu un tout petit diplôme universitaire en science du langage à 45 ans que je suis devenu un intellectuel, pour n'en avoir fait profession que pendant une très brève période, par contre comme tu l'as constaté, ces études de linguistique m'ont été utile pour la suite et j'ai su en faire un bon usage à travers mes causeries. J'ai appelé cela causeries un peu par dérision, je ne voulais justement pas passé pour un intellectuel, cela aurait été malhonnête de ma part; au-dessus du bavardage, la réflexion en plus ou la conscience, des instants de lucidité qu'on a envie de partager. Je ne considérais davantage Marx et Engels comme des penseurs plutôt que des intellectuels. - J-C T)

Et oui , ce que je trouve aussi d'inquiétant, c'est qu'apparemment la plupart des militants ne trouvent rien à y redire ou acceptent ce genre de traitement indigne. Sans doute certains d'entre eux n'ayant pas encore les moyens rhétoriques et l'art du discours, plient sous cette domination pour "la bonne cause" pour laquelle ils militent à un plus petit niveau.

Merci pour ton mail, car en effet, il a été une source supplémentaire avec quelques rencontres du moment pour me faire garder le moral, et m'accrocher à re-militer un peu dans le cadre syndical à un petit niveau, si le collectif militant reste motivé. C'est toujours ça.

Je me doute que ton quotidien en Inde est bien différent de notre environnement de vie en France. Je te souhaite bon courage pour ces taches qui t 'attendent pour affronter cette mousson. Au fond, quelque part ces quelques lignes montrent une fois de plus que tu es "resté humain" comme le dit l'expression, et qui fait que les quelques lecteurs que tu as, même si ils ne sont pas suffisants pour permettre une perspective d'organisation de notre parti, reviennent quand même se connecter sur ton site pour te lire. Car je pense que certains d'entre eux doivent se dire que toi vivant en Inde, comment arrives-tu à avoir cette analyse de la situation en France. Même si ta réflexion est globale et sur les événements du monde. Estomaqués, ils doivent revenir lire ce que tu as pu de nouveau analyser et "prédire" (je ne trouve pas le mot juste) de la situation.

Pour conclure, tu auras peut-être remarqué, mais j'ai écris notre parti. Ce fameux "nous". Je me souviens que tu avais reçu un mail dont la personne se demandait pourquoi tu utilisais toujours le "nous". Elle a bien fait de le souligner car je ne m'en était pas rendu compte. Ce "nous" est évident pour moi maintenant. A partir du moment où il n'y a pas de profonds désaccords entre toi et tes lecteurs, au contraire de certains détracteurs, et qu'il se reconnectent sur ton site pour te lire de nouveau ou envoyer un mail. Et bien nous formons de facto une communauté d'intérêt, donc tu nous inclus dans ton collectif, et c'est donc un "nous" qui s'exprime. Tu n'écris pas un journal intime. Au fond, cette remarque à laquelle tu n'as pas répondu, me fait comprendre que quelque part, tu essayes depuis le début de revenir aux origines du communisme. Ne plus jamais penser avec le "je" mais avec le "nous". Un "nous" qui est tout de même bien complexe au fond. Ce "nous", cet agent historique qui serait capable de renverser l'ordre capitaliste.

Je te souhaite aussi de garder le moral.

Fraternellement

Tout cela me touche énormément, j'ai envie de dire que c'est trop et ce n'est pas de la fausse modestie que je considère malhonnête. J'essaie d'être naturel ou le plus sincère possible voilà tout. Bon, cela ne m'a pas vraiment réussi ou je n'en ai tiré aucun profit personnel, hormis que ma situation aurait pu être pire encore, car quelque part je pense que c'est l'honnêteté qui m'a sauvé la mise pour ne pas dire la vie.

Franchement dans mon trou en Inde où je vais crever seul, qu'est-ce que j'aurais à gagner à raconter des conneries ? J'aurai passé des dizaines de milliers d'heures devant un écran juste pour satisfaire mon égo ou ma mégalomanie, au lieu de profiter du soleil et de la vie sous les cocotiers, quel militant peut imaginer un truc pareil ?

Finalement je suis heureux d'appartenir à cette "communauté d'intérêt" que tu évoques, c'est un honneur d'en faire partie, à nous d'en rester digne et de la faire croître. On vit une époque qui se caractérise par la médiocrité des rapports humains et c'est bien triste, c'est très injuste aussi, cruel.

Ce qui est très frappant, c'est de voir autour de nous les gens qu'on connaissait gagner les uns après les autres par cette médiocrité ambiante et s'en accommoder tout en reprochant aux autres d'en être responsables. On peut en déduire que cela n'augure rien de bon dans l'avenir, comme on peut se dire que c'est uniquement un mauvais moment à passer, et qu'il faut être patient en attendant des jours meilleurs.

Grâce à toi et à d'autres camarades qui m'ont écrit, j'ai bien compris que mon travail n'avait pas été complètement vain, pour être tout à fait honnête, parfois j'aurais préféré l'oublier d'où mes tergiversations. Je te remercie infiniment d'avoir consacré autant de temps à m'écrire, cela a rompu l'isolement dans lequel j'étais et qui me pèse beaucoup. Bonne continuation.

Vidéo. Si vous avez 12 minutes à perdre.

Meeting du POI, 26 Septembre 2015. L'intervention de Daniel Gluckstein
https://www.youtube.com/watch?v=TfXOF4ZINIM

Cette vidéo de 12 minutes ne présente absolument aucun intérêt ! Tout comme les n°370 et 371 d'Informations ouvrières que nous hésitons à mettre en ligne.

Pour Gluckstein ce serait l'UE qui serait responsable de toutes les mesures ou lois appliquées ou adoptées en France et en Europe, or c'est faux, car d'une part c'est le gouvernement en place, d'autre part c'est le capitalisme qui les exige.

Ensuite il a eu la malencontreuse idée de prendre le cas de la Grèce en exemple, sommée a-t-il dit par tous les partis, toutes les organisations et institutions de se soumettre à l'UE après le référendum du 5 juillet.

C'était faire l'impasse sur le fait que Syriza et Tsipras étaient parvenus au pouvoir dans le cadre des institutions nationales grecques fondées par le capital pour servir ses intérêts et qu'elles ne pouvaient en aucune manière en servir d'autres, surtout pas ceux des travailleurs grecs, qu'ils avaient gouverné pendant plus de 5 mois depuis le 26 janvier 2015 en s'accommodant de ces institutions et de la Constitution en vigueur dans ce pays, ce qui signifiait qu'ils faisaient leur tous les traités signés par leurs précédesseurs, et pour finir que le mémorandum que Tsipras allait signer le 13 juillet était conforme à l'esprit des institutions et de la Constitution grecque.

Comme on le voit ici, c'est uniquement dans le cadre du capitalisme et ses institutions nationales que s'est inscrite la politique de Syriza et du gouvernement dirigé par Tsipras, ce sont eux qui ont fixés les limites dans lesquelles ils acceptaient de gouverner conformément à la Constitution grecque qu'ils ont respectée scrupuleusement. C'est leur soumission totale au capitalisme et à ses institutions qui a dicté leur politique ou leur conduite et rien d'autres. On pourrait ajouter conformément à la nature sociale de Syriza qui est un parti bourgeois.

Et si les institutions grecques et tous les partis qui y participent y compris Syriza ont délégué une grande partie de leur pouvoir à l'UE, au FMI ou au marché, à l'oligarchie financière, cette décision politique n'était pas à mettre au compte de l'UE, du FMI, du marché ou de l'oligarchie financière.

Alors que signifie inverser les rôles ou les responsabilités comme l'a fait Gluckstein, sinon ménager les institutions nationales grecques (ou françaises).

A l'opposé de cette politique opportuniste, nous insistons sur la nécessité d'axer le combat politique dans chaque pays de l'UE contre les institutions nationales qui entérinent la politique de l'UE et adoptent tous les traités de l'UE, de manière à la fois à briser le consensus qui existe ou plutôt l'alliance qui a été établie entre les partis qui siègent au sein de ces institutions nationales et l'UE, ainsi que les rapports de classe qu'incarnent ces instiutions de façon à pouvoir remettre en cause les fondements du capitalisme ou entrevoir la possibilité de mettre en oeuvre une politique favorable aux travailleurs qui rompt avec la domination de classe du capital.

Les institutions nationales dans chaque pays de l'UE incarnent le pouvoir de l'oligarchie financière pour le compte du capitalisme mondial dominé par sa branche anglo-saxonne ou occidentale, financièrement et militairement la plus puissante. Elles n'incarnent rien d'autres, il n'y a donc pas lieu d'en attendre autres choses quelle que soit la configuration que peuvent prendre les évènements ou le développement des rapports entre les classes, qui ne peuvent évoluer que dans le cadre de ces institutions ou en dehors de ce carcan une fois brisé par le soulèvement révolutionnaire des masses. Que cette question ne soit même pas posée devrait interroger tous les militants qui cherchent à comprendre comment sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Répétons-le pour la énième fois, la révolution prolétarienne et le gouvernement qui en serait issu briseraient les institutions nationales et aboliraient la Constitution en vigueur, ce qui entraînerait de facto l'annulation de tous les traités adoptés par les gouvernements antérieurs avec l'UE, l'ONU, l'OTAN, de tous les accords signés avec les institutions financières internationales, les banquiers, la question de la dette de l'Etat étant ainsi résolue, etc.

La militarisation de la société et du monde coïncide avec celle de l'oligarchie financière.

- Si la libre concurrence, comme régulateur de la production et de la répartition, fut remplacée dans les champs principaux de l'économie par le système des trusts et des monopoles, plusieurs dizaines d'années avant la guerre, le cours même de la guerre a arraché le rôle régulateur et directeur aux groupements économiques pour le transmettre directement au pouvoir militaire et gouvernemental. La répartition des matières premières, l'exploitation du naphte de Bakou ou de Roumanie, de la houille du Donetz, du froment d'Ukraine, l'utilisation des locomotives, des wagons et des automobiles d'Allemagne, l'approvisionnement en pain et en viande de l'Europe affamée, toutes ces questions fondamentales de la vie économique du monde ne sont plus réglées par la libre concurrence, ni même par des combinaisons de trusts ou de consortiums nationaux et internationaux. Elles sont tombées sous le joug de la tyrannie militaire pour lui servir de sauvegarde désormais. Si l'absolue sujétion du pouvoir politique au capital financier a conduit l'humanité à la boucherie impérialiste, cette boucherie a permis au capital financier non seulement de militariser jusqu'au bout l'Etat, mais de se militariser lui-même, de sorte qu'il ne peut plus remplir ses fonctions économiques essentielles que par le fer et par le sang. (Ie congrès de l'Internationale Communiste - 1919)

De nos jours, l'OTAN, le Pentagone, la CIA, l'armée américaine et les coalitions militaires qu'elle contribue à constituer occasionnellement et dont elle prend le commandement, ainsi que les armées de mercenaires issus du lumpenprolétariat international dont Al-Qaïda et l'Emirat islamique qu'elle a contribue à former, armer, financer, etc., sont les bras armés de l'oligarchie financière anglo-saxonne afin de réaliser ses besoins sur le plan économique et politique.

La concentration du capital et du pouvoir politique, la rationalisation effrenée de la production, la marchandisation des besoins sociaux, la destruction massive de forces productives, l'exploitation à outrance des richesses de notre planète, l'établissement d'une société policière, la précarisation et la paupérisation de couches toujours plus nombreuses de la population livrée aux lois du marché et réduite en servage, la militarisation du monde, sont l'aboutissement d'un processus historique parvenu au stade de la putréfaction et menaçant à terme l'existence de la civilisation humaine ou sapant les bases sur laquelle elle s'est constituée et développée au fil des millénaires depuis le passage au néolithique, où l'homme entreprit de façonner la nature en fonction de ses besoins.

La division du travail et de la société en classes sociales qui en découlera permettra à l'humanité de sortir du stade de la sauvagerie et de réaliser des progrès gigantesques pour finalement y retomber quelques millénaires plus tard, pour n'avoir pas réussi (jusqu'à présent) à franchir l'ultime étape de ce cycle historique lui permettant de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, qui nécessitait l'abolition de ces classe sociales et du mode de production ainsi que les institutions politiques qui en découlaient.

Si la question à l'ordre du jour du mouvement ouvrier et la tâche historique que le prolétariat a à accomplir coïncide effectivement avec la nécessité de supprimer les classes sociales, dont l'existence constitue désormais une entrave à tout progrès social, c'est en otant le pouvoir politique et économique à la classe qui a mené l'humanité au chaos et aux guerres que nous connaissons de nos jours qu'on pourra franchir une étape décisive vers notre émancipation de toute forme d'exploitation et d'oppression, et qui

dans un premier temps nous permettra de mettre en oeuvre une politique conforme aux besoins et aspirations des travailleurs et des peuples.

Quelle est cette "***clique mondiale triomphante***" ? Que préfigurait-elle dès le début du XXe siècle ?

- ...l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Ligue des Nations, au moyen d'une armée « internationale » et d'une flotte « internationale » pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres, mais, toujours et partout, enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés des autres parties du monde s'emparera-telle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ? (Ie congrès de l'Internationale Communiste)

Effectivement nous somme en train de devenir ou nous sommes déjà devenu "*l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante*". Qui dit "*clique*" dit un nombre restreint de personnes détenant réellement le pouvoir, et qui dit "*clique mondiale*" dit en réalité ceux qui gouvernent le monde, ce qui certains continuent de nier.

Ensuite on peut toujours nier que l'établissement d'un gouvernement mondial ne serait pas l'objectif de cette "*clique mondiale*", on a envie de répondre à ces négationnistes que c'est à eux de prouver que le monde ne s'oriente pas dans cette direction et non à nous qui l'affirmons sur la base des faits.

Ils peuvent aussi se tromper. On est en 1919.

- Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les ouvriers à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre, l'ont obligé à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capital se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible. (I° congrès de l'Internationale Communiste)

Par malheur pour l'humanité ce fut possible 20 ans plus tard !

Dans ce passage on pourrait remplacer la guerre par la crise du capitalisme.

Les dirigeants syndicaux collaborent en permanence avec le régime en imposant aux travailleurs toujours et encore de nouveaux sacrifices en réduisant leurs revendications à une peau de chagrin, en capitulant face aux exigences du capital sous prétexte de la crise du capitalisme tandis que les plus riches continuent d'accroître leur fortune et leur pouvoir au détriment des exploités, ce qui revient à en reporter la responsabilité sur les travailleurs et à leur en faire payer le prix fort.

Ainsi la crise du capitalisme prise en charge par les dirigeants corrompus des syndicats sert à restreindre ou limiter la lutte de classe du prolétariat, tandis que la classe dominante en profite pour amplifier son offensive contre tous les droits des travailleurs.

En réalité, le capitalisme financier n'a cessé d'être en guerre depuis le début du XXe siècle jusqu'à nos jours contre le prolétariat mondial.

La Seconde Guerre mondiale était à peine terminée qu'il allait se lancer immédiatement dans de nouvelles guerres, Indochine, Corée, Algérie, indiquant par là que la guerre n'avait résolu aucune des contradictions auxquelles le capitalisme avait été confronté avant-guerre, et qu'il ne pourrait plus dorénavant se passer de l'économie de guerre tant sur le plan économique que politique, ce qui à terme condamnait la moindre expression démocratique qui pouvait naître du rapport de force entre les classes, pour finalement aboutir à une dictature mondiale dont l'oligarchie financière prendrait la direction, après s'être considérablement enrichie grâce à ces guerres pour en avoir tiré profit de tous les côtés à la fois tout en renforçant et étendant toujours davantage son pouvoir politique, de sorte qu'elle pourrait dorénavant imposer pas à pas sa stratégie néolibérale à tous les Etats et leur dicter ses exigences sans rencontrer la moindre opposition des partis institutionnels acquis à la cause du capitalisme, pendant que la résistance du prolétariat ne se manifesterait plus que dans le cadre (carcan) étroit et rigide du capitalisme et ses institutions auquel les dirigeants du mouvement ouvrier allaient accepté de se soumettre, pour lui fermer toute perspective politique au point de parvenir à le contenir ou de le neutraliser, entraînant sa propre déchéance ou décomposition avec en ligne de mire sa putréfaction ou sa dislocation comme classe, condition indispensable pour que l'ordre néolibéral règne en maître absolu.

L'ordre néolibéral mondial a été conçu pour assurer la survie du système de l'exploitation de l'homme par l'homme au profit d'une infime minorité d'oligarques, de telle sorte qu'il ne peut souffrir la moindre contestation, la moindre opposition, l'exercice de la démocratie avec lequel il est incompatible, il est par nature impérialiste et dictatorial et nécessite qu'un consensus sans faille s'établisse entre les représentants des différentes classes sociales.

Les militants ouvriers socialistes révolutionnaires doivent développer une politique indépendante de tous ces partis, qui si elle parvenait à entamer ou briser ce consensus n'en fait pas pour autant un objectif politique, compte tenu que l'ensemble des masses exploitées se détournent de ces partis ou ont conscience qu'elles n'ont rien à en attendre, sous absolument aucun prétexte nous ne devrions développer une politique qui aboutirait à pousser les travailleurs vers ces partis ou faire en sorte qu'ils nourrissent de nouvelles illusions dans ces partis, au contraire nous devons tout faire pour qu'ils s'en éloignent le plus possible et qu'ils cherchent une issue à la crise du capitalisme sur leur propre terrain de classe.

Si ce consensus éclatait sous la pression de la mobilisation massive des travailleurs, ce qui manifesterait au passage leur degré d'indépendance vis-à-vis des partis institutionnels et du capitalisme, nous devrions tout faire pour qu'elle s'affirme en prenant une forme organisée rassemblant toutes les couches exploitées. Notre rôle consisterait alors à les aider à vaincre les obstacles qui les empêcheraient de réaliser cette tâche, en leur indiquant dans quelle direction elles doivent résoulement orienter leur combat, contre l'Etat et les institutions pour les renverser et s'emparer du pouvoir politique.

A aucun moment la politique de l'avant-garde révolutionnaire ne devrait être déterminée en fonction de la conduite ou du rôle que pourraient jouer dans l'avenir les partis institutionnels incluant le PS et le PCF, ainsi que leurs satellites. Sous l'éclatement de ce consensus ces partis s'en trouveraient fragilisés au point de les menacer de dislocation, attention, ce qui ne signifierait pas qu'ils disparaîtraient pour autant, il leur serait de plus en plus difficile de remplir leur fonction de remparts du régime face à la mobilisation révolutionnaire des masses, il serait donc inconcevable de leur attribuer un autre rôle ou de proposer aux travailleurs une issue politique à laquelle ils participeraient.

Cela signifie en résumé, que l'on ne peut pas concevoir lutter pour construire le parti et pour le socialisme sans rompre dès maintenant avec la totalité des partis et des appareils syndicaux ou autres institutions qui se situent au côté des capitalistes, de l'autre côté de la barricade.

C'est lorsqu'en 1914 la SFIO passa avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie, qu'elle devint à son tour à la fois un parti de droite et un parti ouvrier bourgeois. Si vous avez lu attentivement, vous aurez remarqué que ne figuraient pas ces deux caractérisations dans les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste (IC ou IIIe Internationale) rédigées en grande partie par Lénine ou sous sa direction entre 1919 et 1922, alors que dès 1916 Lénine y faisait référence, en tout cas concernant celle de parti ouvrier bourgeois.

On peut en trouver une explication dans celle du Ier congrès de l'IC : « Si la IIIe Internationale n'était pas fondée par la Conférence siégeant à Moscou, cela créerait l'impression que les Partis communistes sont en désaccord, ce qui affaiblirait notre situation et augmenterait la confusion parmi les éléments indécis du prolétariat de tous les pays.» (...) « La constitution de la III ° Internationale est donc un devoir historique absolu, et la Conférence communiste internationale siégeant à Moscou doit en faire une réalité. ». Sachant que ces Partis communistes étaient tous issus de la social-démocratie et que leur unité ou rassemblement dans le cadre de la IIIe Internationale était un "devoir historique absolu", on peut concevoir facilement qu'il aurait été particulièrement maladroit d'évoquer avec insistance l'origine de leurs dirigeants dont la plupart avaient hésité un long moment avant de rompre avec la social-démocratie. Cette concession apparente ou de circonstance n'entamait en rien les principes auxquels était attaché Lénine, dès lors qu'il allait s'avérer intraitable avec toutes les manifestations d'opportunisme dont avaient fait preuve les dirigeants de la social-démocratie qualifiés de "bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière", vous avouerez qu'une telle caractérisation valait amplement celle de parti de droite ou de parti ouvrier bourgeois. Et le *Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier !* se terminera en réaffirmant que "*la lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.*", ce qui ne laissait place à aucune hésitation ou au moindre doute sur le camp dans lequel figurait dorénavant la social-démocratie, dont la SFIO, en passant, ce dont les staliniens se souviendront plus tard et utiliseront pour soutenir leur propre impérialisme ou la bureaucratie du Kremlin qui oeuvrait pour le compte du capitalisme mondial.

Quant au front unique auquel les trotskystes n'ont manifestement rien compris ou qu'ils ont falsifié, on pouvait lire dans la résolution du IVe congrès de l'IC : "A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier.", donc manifestement la SFIO ne figurait pas parmi les partis ouvriers auquel s'adressait le front unique pour faire partie de "la coalition ouverte ou masquée bourgeoise", ce qui constitue une condamnation sans appel de la tactique puis de la stratégie adoptée par les trotskystes par la suite, avant comme pendant ou après la Seconde Guerre mondiale.

Il était précisé quelques lignes plus tôt concernant les pays où "la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre", que "le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique, mot d'ordre ou gouvernement ouvrier dans lequel évidemment il n'était pas question d'envisager la présence de la social-démocratie (on ajourerait aujourd'hui le Front de gauche dont le PCF) ou de lui faire jouer un rôle puisqu'elle figurait dans la coalition formée par la bourgeoisie, sinon cela aurait été comme vouloir inclure le versaillais Thiers dans le gouvernement de la Commune de Paris !

Dans son article publié en décembre 1916 dans le n° 2 du « Recueil du Social-Démocrate », Lénine en citant Marx et Engels précisait sur quelle base devait reposer l'attitude à avoir vis-vis de ces "partis ouvriers bourgeois" et des syndicats qui leur

étaient inféodés, qui s'inscrira en totale contradiction avec les facteurs que les trotskystes allaient retenir pour justifier les relations qu'ils allaient entretenir avec ces partis et les syndicats :

Lénine - L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX° siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX° siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc. Fin de l'extrait.

Qui depuis s'est imposé dans tous les pays.

On pourrait enfoncer le clou en ajoutant que le combat des lambertistes pour l'indépendance des syndicats coïncide de fait avec la défense des "intérêts de la minorité" de privilégiés qu'ils organisent, et ne vise en aucune manière à "affranchir" les masses du capitalisme, puisque cela ne figure dans la propagande d'aucun courant ou aucune tendance des syndicats tous partis ouvriersconfondus. Je serais curieux de savoir sur combien de panneaux d'affichage syndicaux en France figure cet objectif et la manière de l'atteindre, à notre avis aucun et c'est bien là que se situe le problème.

Le développement de la lutte de classes à partir des années 30 jusqu'à nos jours en se traduisant par le renforcement et la diversification de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier au détriment du marxisme ou du socialisme, n'a que trop confirmé - malheureusement on a envie de dire - l'exactitude de l'analyse formulée par Lénine en 1916.

Elle constitue à elle seule une réfutation sans appel du lambertiste, et qui plus est du pablisme ou encore des relations que LO a tissées avec les appareils des syndicats inféodés au PS ou au PCF.

Défense du marxisme.

Nous invitons les lecteurs et militants à lire et relire, étudier très attentivement les lignes qui suivent, ils y trouveront les instruments leur permettant de faire l'inventaire et la critique du mouvement ouvrier et particulièrement de son avant-garde depuis 1940 ou même bien avant, en réalité depuis la mort de Lénine en 1924 ainsi que la période qui concerne cet article.

L'impérialisme et la scission du socialisme - V. Lénine - Rédigé en octobre 1916 et publié en décembre 1916 dans le n° 2 du « Recueil du Social-Démocrate ».

Extraits. Le prolétariat est un produit du capitalisme, du capitalisme mondial et pas seulement européen, pas seulement impérialiste. A l'échelle mondiale, que ce soit cinquante ans plus tôt ou cinquante ans plus tard,- à cette échelle, c'est une question de détail,- il est bien évident que le « prolétariat » « sera » uni, et qu'en son sein la social-démocratie révolutionnaire vaincra « inéluctablement ». Il ne s'agit pas de cela, messieurs les kautskistes, il s'agit du fait que maintenant, dans les pays impérialistes d'Europe, vous rampez à plat ventre devant les opportunistes, qui sont étrangers au prolétariat en tant que classe, qui sont les serviteurs, les agents de la bourgeoisie, les véhicules de son influence; et s'il ne s'affranchit pas d'eux, le mouvement ouvrier restera un mouvement ouvrier bourgeois. (Et c'est ce qu'il est resté en renforçant cette tendance. - LVOG) Votre propagande en faveur de l' « unité » avec les opportunistes, avec les Legien et les David, les Plékhanov ou les Tchkhenkéli, les Potressov, etc., revient objectivement à favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier. (Quand on voit comment ils ont traité la question syrienne, on en arrive à cette conclusion là concernant nos dirigeants. - LVOG)

(...)

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait :

« En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoise, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. »

Dans sa lettre à Sorge du 21 septembre 1872, Engels fait savoir que Hales a provoqué au Conseil fédéral de l'Internationale un grand esclandre et a fait voter un blâme à Marx pour avoir dit que « les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus ». Marx écrit à Sorge

le 4 août 1874 :

« En ce qui concerne les ouvriers des villes (en Angleterre), il y a lieu de regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. C'eût été le plus sûr moyen de se débarrasser de cette racaille. »

Dans sa lettre à Marx du 11 août 1881, Engels parle des « pires trade-unions anglaises, qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés ». Dans sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882, Engels écrivait :

« Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale. Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des conservateurs et des radicaux libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. »

Le 7 décembre 1889, Engels écrit à Sorge :

« ... Ce qu'il y a de plus répugnant ici (en Angleterre), c'est la « respectabilité » (respectability) bourgeoise, qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers ... même Tom Mann, que je considère comme le meilleur de tous, confie très volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire. Lorsqu'on fait la comparaison avec les Français, on voit ce que c'est que la révolution.»

Dans une lettre du 19 avril 1890 :

« le mouvement (de la classe ouvrière en Angleterre) progresse sous la surface, il gagne des couches de plus en plus larges, et surtout parmi la masse inférieure (souligné par Engels) jusque-là immobile. Le jour n'est pas loin où cette masse se retrouvera elle-même, où elle aura compris que c'est elle, précisément, qui est cette masse colossale en mouvement».

Le 4 mars 1891 :

« l'échec de l'union des dockers qui s'est désagrégée; les « vieilles » trade-unions conservatrices, riches et partant poltronnes, restent seules sur le champ de bataille »...

Le 14 septembre 1891 : au congrès des trade-unions à Newcastle, ont été vaincus les vieux unionistes, adversaires de la journée de huit heures, « et les journaux bourgeois avouent la défaite du parti ouvrier bourgeois » (souligné partout par Engels)...

Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième édition (1892) de La situation des classes laborieuses en Angleterre. Il y traite de « l'aristocratie de la classe ouvrière », de la « minorité privilégiée des ouvriers », qu'il oppose à la « grande masse des ouvriers ». « La petite minorité privilégiée et protégée » de la classe ouvrière bénéficiait seule des « avantages durables » de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868; « la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée »... « Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée ... »

Les membres des « nouvelles » unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés, « ont un avantage inappréciable : leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des « respectables » préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des « vieux unionistes » mieux placés » ... Les « prétendus représentants ouvriers », en Angleterre, sont des gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...

C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste.

(...)

La. bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste peut, économiquement, soudoyer les couches supérieures de « ses » ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par an, car son surprofit s'élève probablement à près d'un milliard. Et la question de savoir comment cette petite aumône est partagée entre ouvriers-ministres, « ouvriers-députés » (rappelez-vous l'excellente analyse donnée de cette notion par Engels), ouvriers-membres des comités des industries de guerre, ouvriers-fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., etc., c'est là une question secondaire. (Nos détracteurs n'ont plus qu'à en conclure que Marx, Engels et Lénine étaient de farouches ennemis de la classe ouvrière, des employés et particulièrement des fonctionnaires. - LVOG)

(...) Le monopole du capital financier actuel est furieusement disputé; l'époque des guerres impérialistes a commencé. Autrefois l'on pouvait soudoyer, corrompre pour des dizaines d'années la classe ouvrière de tout un pays. Aujourd'hui, ce serait invraisemblable, voire impossible ; par contre, chaque « grande » puissance impérialiste peut soudoyer et soudoie des couches moins nombreuses (que dans l'Angleterre des années 1848 à 1868) de l'« aristocratie ouvrière ». Autrefois, un « parti ouvrier bourgeois », selon l'expression remarquablement profonde d'Engels, ne pouvait se constituer que dans un seul pays, attendu qu'il était seul à détenir le monopole, mais en revanche pour longtemps. Aujourd'hui, « le parti ouvrier bourgeois» est inévitable et typique pour tous les pays impérialistes; mais, étant donné leur lutte acharnée pour le partage du butin, il est improbable qu'un tel parti puisse triompher pour longtemps dans plusieurs pays. (Et pourtant ! - LVOG) Car les trusts, l'oligarchie financière, la vie chère, etc., en permettant de corrompre de petits groupes de l'aristocratie ouvrière, écrasent, oppriment, étouffent et martyrisent de plus en plus la masse du prolétariat et du semi-prolétariat.

D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites « à perpétuité » vivant sur le corps du reste de l'humanité, à « s'endormir sur les lauriers » de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. (Il s'est perfectionné depuis et les dirigeants syndicaux en sont fiers, Mélenchon et Laurent aussi ! - LVOG)

D'autre part, la tendance des masses, opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera désormais inéluctablement l'histoire du mouvement ouvrier. Car la première tendance n'est pas fortuite : elle est économiquement « fondée ».

La bourgeoisie a déjà engendré et formé à son service des « partis ouvriers bourgeois » de social-chauvins dans tous les pays. (A ceci près de nos jours qu'aucune tendance du mouvement ouvrier n'organise les éléments les plus déterminés des masses dans la perspective de "jeter bas la bourgeoisie", ils ont tous capitulé ou sont tous idéologiquement corrompus. - LVOG)

(...)

Sur la base économique indiquée, les institutions politiques du capitalisme moderne - la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. - ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et « d'obédience bourgeoise »,- voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ouvriers bourgeois ». (Notez bien les "représentants" et les "partisans des « partis ouvriers bourgeois »" ou ceux qui ne peuvent pas s'en passer ce qui revient au même. - LVOG)

Le mécanisme de la démocratie politique joue dans le même sens. Il n'est pas question, au siècle où nous sommes, de se passer d'élections; on ne saurait se passer des masses; or, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, on ne peut entraîner les masses derrière soi sans un système largement ramifié, méthodiquement organisé et solidement outillé de flatteries, de mensonges, d'escroqueries, de jongleries avec des mots populaires à la mode, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, pourvu qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie. (Ici le "or" avait valeur d'objection, il signifiait que la participation aux élections ou au parlementarisme n'était pas une obligation, et que soutenir la gauche c'était plutôt se compromettre qu'autre chose. Lénine rejetait l'argument falacieux selon lequel il fallait absolument participer aux élections pour ne pas "se passer des masses" ou les appeler à voter pour tel ou tel parti ou candidat... A partir du moment où les trotskystes considéraient que l'avènement de la Ve République correspondait à un "coup d'Etat permanent", pour être cohérent avec ce constat à aucun moment ils n'auraient dû participer à une élection ou soutenir un parti ou un candidat y participant. - LVOG)

(...)

Et y a-t-il une grande différence entre Lloyd George et les Scheidemann, les Legien, les Henderson et les Hyndman, les Plékhanov, les Renaudel et consorts ? Parmi ces derniers, nous objectera-t-on, il en est qui reviendront au socialisme révolutionnaire de Marx. C'est possible, mais c'est là une différence de degré insignifiante si l'on considère la question sur le plan politique, c'est-à-dire à une échelle de masse. (Eh oui, c'est à l'échelle des masses que l'on évalue les rapports que l'on doit avoir avec les partis et les institutions ! Et c'est vers les masses qu'il faut se tourner résolument et non vers les élus du PS ou du PCF, les républicains, les démocrates, les intellectuels, les cadres syndicaux, l'aristocratie ouvrière, ne parlons des francs-maçons !. - LVOG) Certains personnages parmi les chefs social-chauvins actuels peuvent revenir au prolétariat. Mais le courant social-chauvin ou (ce qui est la même chose) opportuniste ne peut ni disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire. Là où le marxisme est populaire parmi les ouvriers, ce courant politique, ce « parti ouvrier bourgeois », invoquera avec véhémence le nom de Marx. On ne peut le leur interdire, comme on ne peut interdire à une firme commerciale de faire usage de n'importe quelle étiquette, de n'importe quelle enseigne ou publicité. On a toujours vu, au cours de l'histoire, qu'après la mort de chefs révolutionnaires populaires parmi les classes opprimées, les ennemis de ces chefs tentaient d'exploiter leur nom pour duper ces classes. (Ajoutons et leurs militants. - LVOG)

C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. (Avez-vous régulièrement un tel discours dans les journaux du POI, du NPA ou de LO ? Vous connaissez tous la réponse. - LVOG)

(...)

Nous n'avons pas la moindre raison de croire que ces partis puissent disparaître avant la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'embrasera, plus brusques et plus vigoureux seront les tournants et les bonds de son développement, et plus grand sera, dans le mouvement ouvrier, le rôle joué par la poussée du flot révolutionnaire de masse contre le flot opportuniste petit bourgeois. Le kautskisme ne représente aucun courant indépendant; il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. (On pourrait en dire de même du POI, du NPA et de LO, alors que leurs courants politiques existent depuis plus d'un demi-siècle. - LVOG) Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisànt l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier. (C'est exactement ce à quoi se sont efforcés avec acharnement les trotskystes depuis 1940. - LVOG) Les masses ne suivent plus les social-chauvins déclarés; Lloyd George a été sifflé en Angleterre dans des réunions ouvrières; Hyndman a quitté le parti; les Renaudel et les Scheidemann, les Potressov et les Gvozdev sont protégés par la police. Rien n'est plus dangereux que la défense déguisée des social-chauvins par les kautskistes. (Sous le masque du trotskysme par exemple. - LVOG)

L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! (Décidément, encore une troublante similitude avec les trotskystes. - LVOG) Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX° siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires.

Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation (Les trotskystes justifieront justement leurs rapports avec le PS et le PCF et le front unique en avançant cet argument rejeté par Marx, Engels et Lénine. - LVOG) que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX° siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste ! (Tactique à laquelle la totalité des trotskystes tourneront résolument le dos. - LVOG)

(...)

En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait lés intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers (Nos détracteurs en font partie, ceci explique sans doute cela. - LVOG), propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes. (En tous temps on peut lutter pour le socialisme et la révolution, allez dire cela aux opportunistes qui parlent en notre nom. Non, tout compte fait c'est inutile et ce serait une perte de temps, ils sont incurables. - LVOG)

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.

(Un siècle nous séparant de cet article, depuis l'opportunisme a emprunté une multitude de masques, aux partis politiques issus des IIe, IIIe et IVe Internationale, il faut ajouter les ONG et les associations en tous genres à but dit humanitaire ou social qui sont censées soulager la misère des masses et qui en réalité ne font qu'en prolonger les souffrances ou perpétuer l'agonie. Terminons sur une note optimiste, en espérant que la crise qui traverse tous les partis ouvriers et les scissions auxquelles elle donnera lieu, permettront de refonder l'avant-garde révolutionnaire sur la base du marxisme et du socialisme, espérons que de nouvelles générations de militants sauront se délivrer du poison mortel de l'opportunisme et renoueront avec la tradition révolutionnaire du prolétariat du début du XXe siècle. - LVOG)

ACTUALITE EN TITRES

Recyclage des déchets du néolibéralisme

Jean-Marc Sylvestre qui était en charge de l'information économique sur TF1 et LCI jusqu'en 2010 puis sur i>TÉLÉ, et qui présente également une émission sur la chaine BFM Business, a été recruté comme éditorialiste par le portail néolibéral Atlantico.fr.

Désinformation et propagande néolibérale à l'état pur garantie, à conseiller à ceux qui n'ont pas encore compris ce que cela signifie. Attention au choc tout de même !

Comment préparer les esprits à l'émergence du fascisme. Sans le dire de préférence

- La démocratie peut-elle encore résister à la crise ? - Atlantico.fr

Cet article est justement signé Jean-Marc Sylvestre.

On y reviendra demain une fois qu'on l'aura analysé et commenté. Un vrai bijou, un régal, une caricature plus qu'une oeuvre d'art, mais tout y est. Un véritable mode d'emploi pour décrypter et démonter pas à pas la stratégie néolibérale, comprendre comment elle fonctionne, quelles sont ses objectifs, pour mieux la combattre.

Je ne peux pas résiter à l'envie de vous livrer ce morceau de bravoure qui figure à la fin de son article et que l'on pourrait intituler : Soumettez-vous à l'ordre établi, c'est la fatalité qui vous l'ordonne et personne d'autre !

Jean-Marc Sylvestre - La démocratie ne pourra évidement survivre que si le personnel politique arrête de mentir sur la situation économique, sur la façon de produire de la richesse, sur les contraintes qui sont les nôtres et auxquelles, quoi que l'on fasse, nous n'échapperons pas.

Les scénarios de rupture qui nous sont proposés, à droite comme à gauche, sont inapplicables. Ils font rêver un moment mais l'opinion publique n'en veut pas. En Grèce, en Espagne, et sans doute en France, la majorité des peuples ne voudra pas se couper de l'Euro, de l'Europe, des entreprises, des banques et des marchés. La majorité des peuples ne voudra plus jamais refermer les frontières.

Cela a le mérite de la clareté. La voix des peuples par un porte-parole des banquiers ripoux. A suivre.

Pour vous faire patienter, un commentaire d'un internaute abonné à Atantico.fr il faut préciser.

- "50 % des richesses entre les mains de moins de 1 %.

En tant qu'économiste, vous ne pouvez ignorer que le principal élément qui a influencé la situation politique et sociale de notre monde dans ces dernières décennies, c'est la concentration de plus en plus forte des richesses et du pouvoir entre les mains d'une oligarchie de plus en plus réduite. Dans tous les pays du monde, le chiffre est le même : plus de 50 % des richesses entre les mains de moins de 1 % de la population. Pour la plupart des simples commentateurs, ce chiffre reste abstrait : il faut dire que cela paraît tellement inimaginable ! Mais vous mr Sylvestre, la propagande, le rideau de fumée qui doit, à tout prix, cacher cette réalité inacceptable, c'est votre gagne-pain !"

Il faut bien vivre que voulez-vous, il s'en trouve toujours pour vendre leur âme au diable en échange d'une sinécure !

Au casino, faites vos jeux rien ne va plus... durer encore très longtemps.

- La Banque mondiale abaisse ses prévisions pour l'Asie de l'Est - Reuters

FIFA. Les véritables commanditaires de toute l'affaire. Toujours les mêmes...

- Les sponsors de la Fifa demandent à Blatter de démissionner - Le Huffington Post

- FIFA : Blatter défie les géants Coca-Cola, Visa, McDonald's... qui veulent son départ - La Tribune

France. Par décret, cela ne s'invente pas !

- Bientôt davantage de donneurs d'ovocytes et de sperme - Liberation.fr

Bientôt il n'y aura plus que nos excréments à livrer à la voracité du marché. Bon, on leur cèdera volontiers jusqu'à ce qu'ils s'en étouffent et en crèvent, charogne !

On ne le dirait pas !

- Les Français ne cessent de grandir ! - M6info

ACTUALITÉ DU JOUR

Quelle belle intention, "faire revenir aux urnes" les électeurs de "gauche" ou comment ramer pour le PS.

Sans rire, doubler par la droite, ils craignent d'être éliminés ou de faire les frais de l'alignement de Hollande et du PS sur le néolibéralisme.

- Face à l'initiative de Cambadélis (PS), des militants de gauche lancent un contre-référendum - AFP

"Il n'y a pas de risque de victoire de je ne sais qui au premier tour", a expliqué à l'AFP M. Bayou qui, au lieu de "culpabiliser les électeurs" de gauche, entend "les faire revenir aux urnes". AFP 04.10

M. Bayou est le porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV)

Il s'affole au regard des conséquences électorales prévisibles de la politique du gouvernement et du PS :

Face à la question soumise par le PS ("face à la droite et l'extrême droite, souhaitez-vous l'unité de la gauche et des écologistes aux élections régionales?"), celle posée par ces militants sera: "Face à la droite et l'extrême droite, souhaitez-vous que le gouvernement tienne ses engagements et mène une politique de gauche?". AFP 04.10

Tiens donc, parce que Hollande et le PS auraient tenu d'autres engagements (promesses) pendant leur campagne électrale, pas à notre connaissance. A quel moment ont-ils proposé une "politique de gauche", donc qui romprait avec le capital, les institutions et l'UE ? Jamais.

Mais bon, il faut bien continuer de faire croire que ce serait possible, l'escroquerie habituelle... pour tenter de limiter les dégâts lors des élections régionales de décembre. Puisque vous marchez dans la combine de Cambadélis, il ne vous en tiendra pas rigueur.

Oiseau de mauvais augure.

Comment faire qu'une politique de gauche serait possible sans rompre avec le capitalisme, la Ve République, l'euro et l'UE. Pour qui rament-ils ? On vient de vous le dire ! Pendant plus d'un demi-siècle les lambertistes nous ont expliqué qu'il existait un courant de gauche au sein du PS, on ne l'a jamais trouvé ou il ne s'est jamais manifesté. Dénoncer cette imposture fait partie du devoir d'un militant ouvrier socialiste révolutionnaire.

- Nouvelle gauche socialiste: "l'hirondelle qui annonce le printemps" au PS pour Mélenchon - leparisien.fr

La création officielle dimanche de la Nouvelle gauche socialiste (NGS), regroupant des socialistes demandant un "changement de cap", représente l'"hirondelle qui annonce le printemps" et la "clarification" devant avoir lieu au PS, a estimé Jean-Luc Mélenchon.

"Les amis de la NGS sont en quelque sorte l'hirondelle qui annonce le printemps (...), c'est-à-dire la clarification qui doit avoir lieu au PS, comme elle a lieu en ce moment à EELV entre la gauche et la droite de ces organisations", a estimé devant l'AFP le porte-voix du Parti de gauche. (On croirait entendre Tsipras, vous ne trouvez pas ? - LVOG)

"Pour le PS, a-t-il développé, c'est le début d'un processus de clarification qui va permettre aux socialistes qui sont réellement socialistes de se regrouper entre eux et à ceux qui sont des sociaux-libéraux ou des libéraux tout court de rester entre eux, comme MM. Macron, Valls et autres". (Mélenchon inféodé à l'euro et à l'UE, à l'Otan et à l'Onu est sans aucun doute autorisé

à déterminer qui est socialiste et qui ne le serait pas ! - LVOG)

Auraient-il pu rejoindre le Parti de gauche? "Je trouve normal que ces socialistes veuillent d'abord être entre socialistes mais j'observe avec un immense plaisir, (qu') ils tendent immédiatement la main et participent aux activités et aux regroupements que le FG impulse", a-t-il répondu. (Comme quoi ils sont tout aussi corrompus. - LVOG)

La NGS "montre que parmi les socialistes, il n'y a pas seulement la déception à l'égard du gouvernement, mais des gens qui ont décidé de s'organiser pour reconstruire avec nous ou en convergence avec nous et d'autres, les écologistes, une gauche digne de ce nom", a commenté Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, également présent. (De quoi est-il "digne" Laurent à part appeler à voter pour les candidats du PS au second tour des élections régionales en décembre prochain ? - LVOG)

"La diversité des forces à rassembler est réelle et il faut trouver un chemin de rassemblement qui respecte cette diversité. La création de NGS peut être utile à permettre l'engagement de nombreux déçus du socialisme dans ce chemin convergent", a-t-il ajouté. (Merci on savait depuis le milieu des années 20 que le PCF en faisait partie. - LVOG)

"On a un gouvernement qui est totalement macronisé", a renchéri Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble! (Front de gauche). "Avec une politique menée au nom de la gauche et qui est une politique de droite". leparisien.fr 04.10 (L'essentiel c'est de continuer à prétendre que le PS serait de gauche. D'ailleurs tous ceux qui s'y refusent se gardent une porte de sortie pour le soutenir le moment venu, nous ne sommes pas dupes. - LVOG)

Qui vous écoute, vous surveille... complote contre la démocratie.

- La loi sur le renseignement, une menace pour la liberté de la presse - latribune.fr

Selon l'Association de la presse judiciaire, les journalistes "pourront être victimes" d'écoutes téléphoniques ou de recueil en masse de données "sans même qu'ils en soient informés puisque par nature cette surveillance et ces captations sont secrètes".

Selon l'Association de la presse judiciaire (APJ), la loi sur le renseignement "porte atteinte aux droits et libertés des journalistes". Elle a saisi la justice européenne.

L'Association de la presse judiciaire (APJ) a annoncé samedi avoir saisi la justice européenne contre la loi controversée sur le renseignement, qui menace selon elle la liberté de la presse et le secret des sources. L'APJ "a déposé une requête devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)" contre la loi relative au renseignement, qui "porte atteinte aux droits et libertés des journalistes, dont le sacro-saint secret des sources", a indiqué l'association dans un communiqué sur son site.

Cette action intervient le jour même de l'entrée en vigueur de la loi, annoncée par François Hollande deux mois après les attentats de janvier qui ont fait 17 morts. Cette loi vise à encadrer l'activité des services spécialisés en leur donnant des moyens supplémentaires face aux nouvelles technologies ainsi qu'un cadre légal.

Mais pour l'APJ, "l'ingérence secrète que prépare le gouvernement, par le biais d'écoutes téléphoniques ou de recueil en masse de données, aura pour conséquence d'affecter le droit à l'information de notre société démocratique". En effet, les journalistes "pourront être victimes de ces violations sans même qu'ils en soient informés puisque par nature cette surveillance et ces captations sont secrètes", ajoute l'association.

Des techniques d'espionnage élargies

De la prévention d'attentats à l'espionnage économique, le texte définit un large éventail des missions des services de renseignement ainsi que le régime d'autorisation et de contrôle de techniques d'espionnage (écoutes, pose de caméra ou de logiciel-espion, installation chez les opérateurs de télécommunications de dispositifs pour collecter les données de connexion, etc.).

Fin juin, le Parlement avait adopté définitivement la loi à une large majorité gauche-droite, mais avec des voix dissidentes dans presque chaque groupe. Face à la controverse, François Hollande avait annoncé qu'il saisirait lui-même - fait inédit - le Conseil constitutionnel pour apporter la "garantie" que ce texte est "bien conforme" à la Constitution. "Malgré l'aval constitutionnel de la loi, l'APJ ne peut et ne doit rester inerte devant un tel projet gouvernemental, quels que soient les objectifs affichés", a pourtant indiqué le communiqué de l'APJ. latribune.fr 03.10

Dossier Syrie

Comment préparent-ils psychologiquement la population à un revirement de la position française sur la situation en Syrie.

- Syrie : 54% des Français pour une alliance avec Bachar al-Assad face à l'EI - Francetv info

- Le Caire soutient l'intervention russe en Syrie - LeMonde.fr

- Erdogan dénonce les frappes russes en Syrie - sahartv.ir

- Bachar al-Assad appelle les Occidentaux à soutenir l'armée russe Francetv info

Ce dimanche après-midi en tout cas, du président turc au Premier ministre britannique en passant par la chancelière allemande, ou encore Manuel Valls, tous ont réitéré leur refus de participer à l'opération russe, temps que Bachar al-Assad reste aux commandes. Francetv info 04.10

A part Valls, ils disent tout et son contraire à quelques jours d'intervalle...

La désinformation est permanente.

Francetv info - Les Occidentaux reprochent à la Russie d'avoir ciblé davantage les opposants au régime d'Assad plutôt que les islamistes

Reuters - La Russie a commencé mercredi dernier des frappes aériennes en Syrie contre des objectifs de la rébellion opposée à son allié, le président syrien Bachar al Assad.

- Pour Fabius, il faut "taper Daech" et "les groupes considérés comme terroristes" - AFP

Les frappes aériennes en Syrie doivent se concentrer sur le groupe Etat islamique (EI) et tous "les groupes considérés comme terroristes", dont Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, a affirmé lundi le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius.

Il faut "taper Daech (acronyme en arabe de l'EI) et les groupes considérés comme terroristes", notamment Al-Nosra, a-t-il déclaré sur la radio Europe 1. L'appel vendredi du président François Hollande à son homologue russe Vladimir Poutine à frapper "Daech et uniquement Daech" était "une formule rapide", a-t-il admis. AFP 04.10

A lire en se souvenant que Fabius avait déclaré en décembre 2012 qu'Al-Nosra "faisait du bon boulot"...

- Les dessous des bombardements russes en Syrie - voltairenet.org

Alors que la Douma délibérait de l'autorisation d'intervention aérienne russe en Syrie, le Web a été submergé par des photos et des vidéos des dégâts que l'aviation russe allait commettre contre des populations civiles.

Les bombardements n'ayant eu lieu qu'ultérieurement, ces photos et ces vidéos sont soit des éléments empruntés à d'autres contextes, soit des faux fabriqués pour l'occasion.

Cette campagne d'intoxication a été organisée par l'association Syria Civil Defense, désormais dénommée White Helmets. Basée en Turquie, elle déclare disposer d'environ 2 500 « volontaires » rémunérés, présents en Syrie aux côtés des « rebelles ». Elle tire ses revenus de dons anonymes, mais admet avoir été financée par les États-Unis, le Royaume-Uni et le « Conseil national syrien » (lui-même actuellement financé par le Qatar, la Turquie et la France). Il n'est pas possible d'identifier la ou lesquelles de ces composantes ont financé cette nouvelle opération.

Les White Helmets ont déjà produit des vidéos montrant des bombardements de l'Armée arabe syrienne avec des barils d'explosifs ; une intox largement relayée par l'OSDH et devenue parole d'Évangile malgré son absurdité : l'Armée arabe syrienne dispose de bombes russes autrement plus précises et n'a donc aucune raison de fabriquer de tels barils.

Le porte parolat du secrétaire général des Nations Unies, qui avait repris les allégations des White Helmets a présenté ses excuses à la Russie pour ne pas les avoir vérifiées.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a au contraire dénoncé des bombardements russes « qui frappent des résistants et des civils ».

Rappelons que les médias qui ont relayé cette propagande de guerre commettent un crime contre la paix au sens des résolutions pertinentes des Nations unies [1].

Le président Vladimir Poutine a dénoncé ces « attaques informationnelles ».

Les bombardements russes ont visé Al-Qaïda (Front Al-Nosra) et Ahrar Al-Sham (une organisation terroriste syrienne, fondée avant le début de la guerre en Syrie par des Frères musulmans dont certains étaient des cadres d'al-Qaïda). Ces deux organisations sont abondamment financées par trois États : la Turquie, l'Arabie saoudite et la France.

Il semble que ces cibles aient été choisies pour mettre en garde la Turquie et exiger le retrait immédiat de ses commandos du territoire syrien.

Le 23 septembre dernier, le président Recep Tayyip Erdogan s'était rendu à Moscou pour l'inauguration de la plus grande mosquée d'Europe. Il avait alors rencontré son homologue russe. De retour dans son pays, il avait déclaré que le départ du président el-Assad n'était plus un préalable au règlement de la crise syrienne, mais Moscou exigeait plus. La Russie a alors décerné des brevets de lutte anti-Daesh au PKK, laissant entendre qu'elle pourrait soutenir le parti kurde turc contre son gouvernement. voltairenet.org 02.10

[1] « Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre devront rendre des comptes », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 14 août 2011.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

- Portugal : le succès électoral très relatif de l'austérité - latribune.fr

La coalition au pouvoir arrive en tête, mais ne parvient pas à obtenir la majorité absolue et perd plus de 11,5 points par rapport à 2011. La gauche est majoritaire, mais divisée. La formation du futur gouvernement s'annonce difficile.

La coalition conservatrice au pouvoir au Portugal arrive en tête ce dimanche 4 octobre lors des élections générales, mais ne parvient pas à remporter la majorité absolue. L'alliance « Portugal à Frente » (PàF) du premier ministre Pedro Passos Coleho, qui regroupe les deux partis au pouvoir de centre-droit, le parti social-démocrate (PSD) et le centre démocrate social (CDS-PP), a obtenu 38,55 % des voix sur 99,23 % des voix décomptées. En sièges, alors qu'il reste 4 députés à élire sur 230, PàF obtient 104 députés à l'Assemblée de la République, le parlement unicaméral du Portugal, soit 12 sièges de moins que la majorité absolue. C'est un très bon score compte tenu de la politique d'austérité menée depuis 2011 par le gouvernement portugais, mais il convient de se souvenir que cette alliance électorale perd près 11,7 points et 22 députés par rapport à 2011 où elle avait été majoritaire dans le pays avec 50,4 % des voix et 132 sièges.

La gauche devant, mais divisée

La gauche, elle, cumule, tous partis confondus, 52,18 % des voix. C'est d'autant plus vrai si l'on ajoute les petits partis de gauche sans représentation parlementaires (PCTP maoïste ou Livre, avec près de 1,9 % des voix ensemble). La gauche obtiendrait aussi la majorité des sièges (122 sur 230). Mais elle est très divisée et ceci lui aura coûté beaucoup de sièges. Le parti socialiste (PS), le principal parti d'opposition du pays, n'est pas parvenu, avec son leader Antonio Costa, à s'imposer comme une vraie alternative. Il obtient 32,38 % des voix et 85 députés, ce qui est nettement plus qu'en 2011, lorsqu'il avait glané 28,1 % des voix et 74 sièges. Si ce n'est pas suffisant pour dépasser PàF, c'est une nette progression. La gauche radicale progresse également en passant de 13,1 % à 18,5 % des voix, mais elle est divisée. Le Bloc des Gauches, gauche radicale non communiste, est le grand vainqueur de la soirée en passant de 5,2 % et 8 députés en 2011 à 10,2 % et 19 députés en 2015. Parallèlement la CDU, l'alliance menée par les verts et le parti communiste, progresse aussi de 7,9 % et 16 députés à 8,3 % et 17 sièges. S'il n'a aucune mesure avec la réaction de certains autres pays, le Portugal a connu une poussée anti-austérité non négligeable (+ 5 points), si l'on prend en compte le fait que la gauche radicale était déjà en 2011 une des plus fortes d'Europe. A noter qu'un autre parti de gauche, le parti animaliste (PAN) obtient un siège et 1,4 % des voix.

Une « victoire » très relative pour la droite

Il n'y a donc pas réellement de « victoire » de la droite ce dimanche, mais une division de la gauche. Cette « victoire » du premier ministre sortant doit d'autant plus être relativisée que les Portugais se sont montrés particulièrement déçus par l'action politique elle-même. Cette désillusion se constate dans la progression de l'abstention qui passe de 42 % à 44 %, un record historique, tandis que les blancs et nuls restent à un niveau très élevé (3,75 % contre 4 % en 2011). En tout, la coalition

au pouvoir a perdu 650.000 voix en quatre ans (sur 99,23 % des bulletins décomptés). L'alliance PSD-CDS-PP ne parvient pas même à conserver les voix du seul PSD en 2011. Il ne peut donc être question de victoire. Du reste, la principale déception du premier ministre sortant sera de manquer la majorité absolue, malgré la constitution d'une coalition électorale bâtie pour cet objectif et un système électoral qui offre une nette prime au parti arrivé en tête. Là encore, ceci doit permettre de relativiser la victoire de la droite portugaise.

Quel gouvernement ?

La constitution du prochain gouvernement sera cependant une gageure. La gauche est majoritaire au parlement, mais sera-t-elle capable de constituer un gouvernement ? Sans doute pas. Le PS aura du mal à construire avec la gauche radicale une majorité alternative. Le BE et la CDU s'étaient dits ouverts à une telle alliance, mais avec des conditions qui risquent d'être difficiles à accepter pour le PS, notamment sur la dette et la trajectoire budgétaire. Ces deux thèmes risquent de heurter la sensibilité « européenne » du centre-gauche portugais. Et Pedro Passos Coelho sera appelé à tenter sa chance en premier. Faudra-t-il alors que le PS s'allie avec la droite pour « adoucir » la politique gouvernementale dans une « grande coalition » ? Mais comment s'allier avec un Pedro Passos Coelho qui s'est fait le champion de l'austérité ? Se contentera-t-il de « surveiller » un gouvernement de droite minoritaire et à sa merci ? C'est le pari du premier ministre sortant qui a déclaré que "plus de 70 % du parlement adhérent aux règles de base de l'Europe." Il va donc tenter de former un gouvernement minoritaire au nom de l'Europe. Mais sa position sera fragile et on ne peut pas exclure que les Portugais retournent aux urnes rapidement. Une chose est sûre : l'austérité a bien aussi déstabilisé politiquement le Portugal. latribune.fr 04.10

Comme quoi il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme dans le cadre des institutions nationales portugaises, qui plus est conforme aux besoins des travailleurs...

Haut de page

Le 6 octobre 2015

CAUSERIE

Juste un mot.

Je n'ai pas pu démarrer l'ordinateur avant cet après-midi. Beaucoup de sueur et de bricolage pour essayer de trouver d'où venait la panne, peut-être de l'alimentation ou de la sortie de la carte mère. A un moment donné, j'avais laissé l'interrupteur de l'alimentation sur "on" et quand j'ai branché le cordon d'alimentation, j'ai alors entendu un léger déclic qui ressemble à celui produit par une étincelle, j'ai appuyé sur le bouton principal et la machine est repartie ! Après je n'ai pas osé l'éteindre jusqu'à l'heure où j'écris ces lignes, il est 22h30. J'ai passé le reste de l'après-midi à finir de sauvegarder la presque totalité du disque dur sur des clés USB, parfois en double car une clé USB peut lâcher.

Si dans les jours qui viennent le portail n'était pas actualisé pendant plusieurs jours, cela signifierait que je suis vraiment en rade. Je basculerai alors sur le portable de secours, sauf qu'il est pratiquement vide et je devrais charger tous les logiciels qui me sont utiles en temps normal, bref, au moins une journée entière de boulot. Le problème, c'est que je ne peux me fier à aucun informaticien, et quant aux boîtes d'informatique, ce sont des truands ! Ils traitent le client comme de la merde, c'est juste une pompe à fric. L'informaticien que je connaissais a quitté Pondichéry. Il me dépannait, mais il avait été incapable de me donner de bons conseils, et chaque fois il foutait le bordel dans mes logiciels. Bref, quand tu as un problème, tu n'es pas dans la merde et c'est pour tout pareil, je ne vous raconte pas, c'est à devenir fou !

Pendant que je chargeais les clés USB, j'en ai profité pour préparer une causerie, en grande partie axée sur la Syrie qui nous tient particulièrement à coeur, quel acte de résistance héroïque, quel bel exemple pour tous les peuples ! Et dire qu'il y en a qui passe leur temps à le souiller...

Allez lire l'article qui figure dans le portail de La Commune, à la virgule près ils reproduisent la propagande de Washington, c'est terrible de tomber aussi bas. Je me demande ce que cela leur rapporte, je ne saisis pas. Les Américains avaient indiqué que les Russes avaient bombardé des zones occupées par des civils et fait de nombreuses victimes en produisant des images, avant même que les bombardiers et les chasseurs russes aient décollé, très fort n'est-ce pas ? Plus tard ils publieront un démenti, et l'ONU après que ces bombardement eurent lieu publieront un communiqué indiquant que seules des positions tenues par les barbares avaient été bombardées par les Russes, depuis l'affaire qui n'en était pas une s'est tassée. Ils vont nous rendre dingues, il faut être très vigilant pour s'y retrouver.

J'en profite pour rectifier une erreur de ma part. Je ne croyais pas trop à cette histoire de réchauffement climatique due à l'activité humaine, cela me semblait cousu de fil blanc, et en tombant il y a quelques jours seulement sur un excellent article dans

le portail suisse Arrêt sur Info, j'ai changé d'avis sur cette question, l'argument qui m'a convaincu, c'est que 97,5% des scientifiques qui l'ont étudiée sont parvenus à la même conclusion, qui plus est des scientifiques et chercheurs du monde entier, y compris des Russes et des Chinois qui n'ont pas spécialement intérêts à être d'accord avec leurs homologues occidentaux, surtout Américains.

En réalité je n'avais pas adopté de position définitive, je penchais pour un coup de bluff des occidentaux pour augmenter le coût de l'industrialisation des pays émergents et la ralentir.

A demain...

Haut de page

Le 7 octobre 2015

CAUSERIE

Par chance l'ordinateur a bien voulu démarrer ce matin...

La page d'accueil du portail a été visité 7345 fois en septembre, avec un pic de 407 visites le 28.

Le n°1 de La Tribune des Travailleurs a fait l'objet de 7.100 visites, par contre elle n'a été téléchargée que 273 fois, à croire que la plupart des militants n'ont pas vraiment remarqué de différence avec le supplément à FO magazine ou à La Vie ouvrière, entendez Informations ouvrières.

Si comme quelques camarades vous décidiez de me soutenir financièrement, hier un employé de la banque m'a fourni le code SWIFT (SYNBINBB031) pour réaliser un virement international, et le numéro de mon compte bancaire est 96012200027130, à l'ordre de Tardieu Jean-Claude, la banque (d'Etat) se nomme SyndicateBank, à Pondichéry, Inde. Sinon envoyer un chèque à l'ordre de ma mère Tardieu Lise, 26 rue Diderot, Rueil 92500.

On ne se refait pas.

Le groupe La Commune (ex et futur lambertistes) s'est faite un honneur de publier un article particulièrement infâme ou digne de la propagande états-unienne sur la situation en Syrie, dont nous reproduisons des extraits. Vous n'aurez pas de mal à en trouver la trame. L'intégralité figure dans leur portail.

Voilà enfin la preuve qu'Assad serait un épouvantable dictateur.

- Depuis ce jour de mars 2011 où la police de la ville de Doree au sud de Damas a torturé des gamins ayant gribouillé des inscriptions hostiles à Assad et après que le chef local de la milice du dictateur a dit aux parents : « Oubliez vos enfants, faites-en d'autres ! », le pays est à feu et à sang.

Une puissance en particulier aurait des intérêts dans la région, laquelle, mais la Russie voyons !

- La Syrie est devenue le terrain où chaque puissance régionale ou internationale avance ses pions avec l'intention d'étendre sa sphère d'influence et de se servir de la situation pour monnayer des contreparties (exemple : la Russie au détriment de l'Ukraine via la position de Poutine en Syrie, renforcée par les frappes aériennes récentes qui épargnent Daech).

Qui épargnerait Daech, Obama, Erdogan, Hollande, Cameron ? Non, devinez.

- Assad et Poutine épargnent Daech

Il y a aussi l'intensification de la guerre dans laquelle Assad épargne Daech et massacre les civils et les restes de l'opposition armée.

Si l'un de ces gouvernements, ou celui d'Obama, avait vraiment voulu éliminer Daech, il avait tout loisir de commencer par Assad qui a lâché sesarmes chimiques sur les habitants de Goutaa, à l'est de Damas en août 2013.

Ils ne diront pas qu'ils sont aussi armés par Assad !

- Les seuls à lutter contre Daech sont les Kurdes

Pourquoi la base navale russe de Tortus ne deviendrait-elle pas américaine, simple suggestion ?

- Tous les impérialistes seraient prêts à négocier un départ d'Assad tout en conservant les autres piliers du régime, « solution» qui vise au statu quo, confortable pour Poutine qui garderait ainsi la base navale de Tortus sur la façade méditerranéenne de la Syrie...

Il faut armer les "rebelles modérés". Tiens, on a déjà entendu cela quelque part... Ah oui à Washington !

- Que ceux qui luttent à la fois contre Assad et Daech aient le droit de se procurer tout l'armement nécessaire pour en finir !

Et pour finir le mythe du Printemps arabe à la sauce syrienne.

- Que ceux qui magouillent pour sauver Assad et (ou) son régime se souviennent que la chaîne révolutionnaire qui a secoué le joug des tyrans du Proche et Moyen Orient depuis 2011 n'est pas interrompue et que, si la Syrie est le territoire d'une guerre affreuse, c'est parce quel'élan révolutionnaire du peuple en 2011 n'a pas été soutenu par les vautours qui affichent leur prétendu attachement à la découverte à la démocratie et aux droits des peuples !

Mohand Kebaïli, le 21 septembre 2015

Sur notre portail nous avons mis en ligne plus de 12.000 articles en provenance de tous les continents et reflétant des courants de pensée très divers, mais jamais, ô jamais nous n'avons publié un article aussi abjecte, sauf peut-être parfois en le démontant au passage.

J'ai l'avantage sur ces gens-là d'avoir été lambertiste sans le savoir et d'avoir cessé de l'être très rapidement (au bout de 3 ans, il y a maintenant 34 ans), donc sans jamais l'avoir vraiment été, je laisse le soin aux militants d'en juger, sur pièces évidemment.

Après avoir privatisé les profits, pourquoi ne pas privatiser la démocratie ?

- La démocratie peut-elle encore résister à la crise ? - slate.fr

Grille de lecture.

A lire le titre le lecteur serait porté spontanément à croire que l'auteur de cet article serait un partisan de la démocratie, alors qu'il est le porte-parole de ses pires ennemis. En réalité sa conception de la démocratie se confond avec la dictature de l'oligarchie financière ou du marché.

On retrouve la rhétorique habituelle des néolibéraux qui appellent les peuples à se soumettre à l'ordre mondial que l'oligarchie financière est en train de leur imposer et contre lequel il serait inutile de tenter de résister.

Comment procède-t-il pour vendre sa propagande ? Il va opposer l'aspiration légitime du peuple à la liberté individuelle (liberté de chacun) et à la démocratie, qui serait menacée par nos droits ou acquis sociaux collectifs, les partis politiques, les institutions ou l'Etat, et non le marché auquel il adhère.

Dès lors, l'exercice qui consiste à appeler "le personnel politique" à faire preuve de "transparence" et de "vérité", aura pour seul objectif de conduire le lecteur à accepter le monde tel qu'il a été façonné par l'oligarchie financière, partant du postulat, selon lequel le cours qu'a emprunté l'économie mondiale depuis les années 90-2000 correspondrait à la "vérité" ayant une valeur absolue et éternelle, dans la mesure où il coïncidait avec "ce qui (était) souhaitable et ce qui (était) possible" et qu'il n'existait pas d'autre voie par laquelle elle aurait pu se développer.

En raccourci, le monde actuel financiarisé est la vérité, et tout ce qui entend le contester ou pire le renverser n'est que mensonge.

Parmi ces "vérités" figurent l'Euro, l'Europe, les entreprises, les banques et les marchés dont "la majorité des peuples ne voudra pas se couper" car ils sont les garants de leur bonheur (Une "France prospère, sans chômage, avec un avenir à offrir à ses enfants, avec une classe moyenne qui n'aurait pas de problème pour payer son loyer ou ses traites", sans "problèmes de cohabitation entre les communautés"), pour peu toutefois que "le personnel politique" qui gouverne alternativement conçoive que ces facteurs contribuent à "la façon de produire de la richesse" et qu'il serait dorénavant impossible de s'en passer, même s'ils comportent des "contraintes" auxquelles "nous n'échapperons pas", alors autant les adopter... plutôt que les combattre.

Il suggère à "la "majorité des peuples occidentaux" auquel il se substitue, de faire la part entre ce qui est "souhaitable et ce qui

est possible" et de faire preuve de cohérence pour ne retenir que ce qui serait possible, autrement dit ce qui leur est dicté par la classe dominante, et de se faire à l'idée que leurs besoins ou aspirations devrons demeurer dans le futur du domaine du "souhaitable" ou de l'utopie en les assimilant au passage aux "populismes et tous les extrémismes" que le lecteur est appelé à condamner, pour son bien puisque ce genre d'escrocs est naturellement rempli de bonnes intentions à son égard.

La démonstration des néolibéraux part du principe qu'ils ont gagné la guerre de classe et que leur ennemi ne peut que se soumettre à leur volonté.

Cela rejoint ce qu'on a pu lire dans différents articles, qui indiquaient justement qu'ils n'essayaient pas d'imposer leur idéologie monstrueuse par la force, car l'effet escompté s'estomperait au fil du temps ou une fois que la pression qu'ils imposaient à leur ennemi serait retombée d'un cran ou se ferait moins sentir avec le risque qu'il se rebelle à nouveau, alors qu'en recourant à la suggestion et à la persuasion ou pour être plus précis en faisant appel à un moyen plus pernicieux encore et plus efficace telles que l'auto-suggestion et à l'auto-persuasion, cet effet va s'inscruster profondémenent dans son cerveau et se traduira par un comportement qui participera à la modification de sa personnalité, de telle sorte que les personnes façonnées psychologiquement par cette idéologie finiront par s'identifier avec elle, au point d'en devenir autant de porte-parole au sein de toutes les couches de la société, et parvenu à ce stade de conditionnement il leur sera très difficile de se libérer de ce carcan qu'elles se seront imposées malgré elles ou inconsciemment, les plus faibles allant même jusquà se fanatiser, ce qui en feront éventuellement d'excellents candidats pour le fascisme.

Le néolibéralisme est une idéologie d'extrême droite pour en avoir déjà fait la preuve, dans le sens où elle a pour objectif de briser ou disloquer tous les rapports existant dans la société qui sont issus de la lutte des classes, et particulièrement ceux qui témoignaient un rapport de force favorable aux exploités et aux opprimés dans le passé, dont il reste des traces à travers nos acquis ou droits qu'il s'agit pour eux de liquider, d'où leur insistance à privilégier le présent quite à l'enjoliver, et la haine qu'ils vouent à tout ce qui a un rapport avec le passé qu'il faudrait bazarder car jugé archaïque ou dépassé, le présent présentant l'avantage d'être favorable à la classe dominante qui arbore pour cette raison un air triomphant et provocateur qu'elle appelle le peuple à partager avec elle, une manière comme une autre de répandre dans toute la société son venin mortel, la chasse aux péjugés qu'ils avaient précédemment inculqués au peuple en fait partie

On s'aperçoit ainsi qu'ils ne mènent pas seulement leur combat sur le plan politique, mais qu'ils recourent à une combinaison de moyens idéologiques et la psychologiques pour parvenir à leurs fins. Ils savent que ce sont les principales faibesses des hommes et ils en usent sans modération pour mieux les asservir.

Le néolibéralisme est farouchement antidialectique et antimatérialiste, dans la mesure où il nous invite à nous tourner uniquement vers le présent tel qu'il se présente à nous ou qui à lui-seul suffirait à interpréter le monde, ce qui présente l'avantage d'éliminer tous les facteurs qui n'y apparaîtraient pas clairement ou qui sont temporairement relayés au second rang en les occultant tout simplement, de sorte qu'ils en arrivent à la conclusion qu'il n'existerait aucune autre interprétation et voie pour assurer le développement de la civilisation humaine. D'où l'importance démesurée qu'ils accordent aux évènements immédiats auxquels chacun est sommé de réagir sur le champ (sous peine d'avoir un comportement suspect!), sachant que la dictature de l'immédiateté ne laisse place à aucune réflexion qui pourrait êre compromettante et à laquelle les réseaux dits sociaux servent de relais, ils ont été conçus spécialement à cet effet, sans toutefois pouvoir éviter que ceux qui s'en servent en fassent un autre usage.

Maintenant, si la dialectique et le matérialisme sont leurs ennemis, c'est parce qu'ils incarnent un processus historique qui les dépasse ou qu'ils ne peuvent pas totalement maîtriser, et qui à tout moment rique de les submerger ou d'emporter leur idéologie de pacotille, c'est aussi à l'opposé le facteur sur lequel repose le socialisme, d'où la nécessité de s'armer de la méthode du matérialisme dialectique pour interpréter la situation, la société et le monde dans lesquels nous vivons.

Toute chose ou situation ou encore rapport est le produit de contradictions qu'il faut tout d'abord apprendre à repérer ou faire ressortir, puis à exploiter pour avancer dans la direction dans laquelle on a décidé de s'orienter pour atteindre notre objectif.

De nos jours, on peut constater que peu de voix s'élèvent pour témoigner de ces contradictions de manière cohérente ou sérieuse, et qui plus est pour en tirer l'ultime conclusion qui s'impose, la nécessité de mettre un terme au capitalisme. Ils ne peuvent pas empêcher que ces voix existent et s'expriment, même si elles demeurent inaccessibles au plus grand nombre.

C'est aux militants ouvriers révolutionnaires de faire en sorte qu'elles se multiplient, car personne d'autres ne le fera à leur place. Cela fait partie intégrante de nos tâches politiques, au point qu'il est incevable d'intervenir dans la lutte des classes sans mener conjointement et systématiquement notre combat sur les plans idéologique et psychologique, contre tous les efforts que notre ennemi déploie et toutes les formes de conditionnement des consciences auxquelles il recourt en direction des travailleurs pour les corrompre et finalement les convaincre que toute résistance serait vaine. On ne peut pas concevoir lutter pour mobiliser et organiser les travailleurs, et laisser le champ libre à ceux qui s'emploient à saper nos efforts, à abaisser leur niveau de conscience afin de les détourner de la lutte des classes. Ce n'est pas une question de principe, cela tient de la logique la plus élémentaire, dès lors qu'on s'est fixé un objectif et qu'on s'y tient.

Slate.fr - En France, comme ailleurs, c’est le principe même de la démocratie qui est en danger. La question est de savoir

comment elle doit résister à la crise : protéger cet outil de liberté et de progrès et l'empêcher de craquer partout.

La démocratie ne fonctionne pas bien mais nous n'avons pas d'autres moyens sauver la liberté de chacun. Le fonctionnement de la démocratie est en difficulté dans la plupart des grands pays occidentaux qui sont inventeurs de ce système. Et ceux qui la défendent avec le plus de conviction sont parfois ceux qui la fissurent ou la mettent en risque. (Traduire : c'est le peuple sous l'effet des conséquences de la crise du capitalisme que la classe dominante lui impose qui en rejettant les partis institutionnels acquis au capitalisme met en danger la démocratie que ces partis incarnaient jusqu'à présent ou le marché de dupes avec lequel elle se confondait jusqu'à présent et qui fonctionne de moins en moins bien, ce dont l'auteur de l'article se désole. - LVOG)

Qui est responsable ? Les hommes politiques eux-mêmes, qui ont fait de la politique un travail, le système constitutionnel qui a tendance à nécroser le fonctionnement du pouvoir et empêcher l'équilibre pacifique entre le pouvoir politique et les contrepouvoirs. (Il exprime le regret que les "hommes politiques" du régime n'aient pas été capables jusqu'à maintenant de domestiquer toutes les composantes du mouvement ouvrier, ce qui est un leurre, sauf sous un régime fasciste ou les plus serviles sont intégrés à l'Etat et les plus rebelles éliminés et que les représentants de la classe dominante s'empresse de qualifier de démocratique, comme à Kiev par exemple. - LVOG)

Les explications sont nombreuses et résonnent allègrement dans les amphithéâtres de Sciences Po. (On sait désormais à qui s'adressait cet article, aux ratés dans son genre qui pourront sévir demain dans les partis de l'ordre ou les médias. - LVOG) Les diagnostics s'amoncellent aussi chez les libraires avec l'arrivée d'une moisson d'essais sérieux ou cyniques, partisans ou inquiétants par des personnalités de la société civile ou des intellectuels qui descendent dans l'arène pour alerter ou inquiéter les foules : Éric Zemmour, Alain Finkielkraut, Nicolas Hulot, Jacques Attali, Michel Onfray, Thomas Piketty, Bernard-Henri Lévy... (Que des individus particulièrement malfaisants d'extrême droite ou qui reprochent au gouvernement de ne pas savoir s'y prendre ou encore de manquer de courage pour imposer au prolétariat des mesures encore plus réactionnaires... que le marché réclame - LVOG)

A priori, ceux qui vendent des mauvaises nouvelles, des ruptures ou des retours sur le passé se vendent presque mieux que tous ceux qui essaient de semer des solutions et de l'espoir et font commerce de réalisme et de pragmatisme. (Entre deux impostures, c'est celle qui repose sur les conditions objectives auxquelles sont confrontées les classes moyennes qui l'emportent. Nous, nous les rejetons toutes les deux puisqu'elles servent les intérêts de la même classe, celle des capitalistes. - LVOG)

Les intellectuels et les chercheurs français sont partagés (On se doutait bien que les ouvriers et les employés ne se connectaient pas sur le portail Slate.fr ! - LVOG). Il y a ceux, nombreux, qui considèrent que le monde court à la catastrophe et qu'il faut faire machine arrière, et vite. C'était mieux avant ! Avant l'euro, avant l'Europe, avant les nouvelles technologies. On connait la chanson. (Et pourtant c'est vrai, puisque l'avènement de l'euro et de l'UE version maastrichienne devait correspondre avec la mise en oeuvre de mesures conduisant à une régression sociale généralisée et à la décomposition accélérée de la société. Et effectivement, les nouvelles technologies ont immédiatement été mise au service de cette noble cause, démocratique évidemment. - LVOG)

Et puis il y a ceux, moins nombreux mais tout aussi convaincants, qui pensent que l'on ne changera pas le monde mais qu'il faut épouser et accompagner les évolutions, les assumer et en tirer toutes les opportunités possibles. En chinois, la crise se traduit par "opportunité". (Une ode à l'opportuniste effrené, débridé ou ce qu'il peut y avoir de plus misérable en l'homme ainsi conduit à flatter ce qu'il y a de pire en lui. Quand on pense qu'ils en ont fait un objectif stratégique, il y a de quoi en être effrayé. - LVOG)

Le monde politique se partage aussi entre ces deux grandes familles. Les anciens et les modernes. (Traduire par anciens, ceux qui estiment que le progrès social doit être partagé, certes de manière très inégale et injuste, et par moderne, les ultra réactionnaires que sont les néolibéraux, l'avenir de l'humanité ! - LVOG) Et la ligne de partage passe au travers des grandes familles traditionnelles. La gauche est coupée en deux. La droite est coupée en deux. (Le néolibéralisme est destiné à broyer toutes les classes et couches de la société, hormis celles qui se situent tout en haut de la pyramide qui concenre le pouvoir économique et l'élite intellectuelle à son service. - LVOG)

Face à cette situation, le système démocratique est incapable de dégager des majorités fortes et responsables, capables de faire bouger les choses. La politique protège en permanence le statut quo en essayant, le moins possible, de bouleverser les situations acquises. Cette situation délétère, sans lignes directrices, a trouvé dans la mutation des structures économiques des raisons de s'enraciner. (Il est impossible de balayer d'un coup les rapports sociaux issus de la lutte des classes depuis deux siècles, sauf encore une fois en recourant au fascisme, à croire qu'il l'appelle de ses voeux, vous ne trouvez pas ? - LVOG)

La démocratie s'est révélée incapable de générer un pouvoir susceptible de dégager les moyens pour sortir de la crise. La raison en est simple.

Pendant un demi-siècle, de l'après-guerre à l'an 2000, la démocratie a fonctionné assez bien parce que la croissance économique permettait aux responsables politiques de délivrer les promesses qu'ils faisaient pour être élus. (C'est un raccourci qui évite de faire référence à la lutte des classes qu'il doit honnir, les fascistes aussi puisqu'ils l'abolissent brutalement. Encore ? - LVOG)

Pendant toute la IVe République, et pendant la Ve jusque dans les années 1990, les candidats au pouvoir présentait une offre politique qui correspondaient à la clientèle qu'ils voulaient séduire. Cette offre politique était faite de promesses, de cadeaux et de "toujours plus", pour reprendre le livre célèbre de François de Closet. (Non la lutte des classes n'est pas un "cadeau", pas plus que nos acquis ou droits, ce serait plutôt une pochette pleine de mauvaises surprises pour vous et vos maîtres quand de gré ou de force ils doivent partager leurs profits pour assurer la stabilité du régime ou prendre le risque de tout perdre.- LVOG)

A partir des années 1975/1980, les chocs pétroliers ont un peu changé les conditions d'exercice du pouvoir. Les prix de l'énergie ont cannibalisé le pouvoir d'achat, limer les moyens et rendus les promesses politiques plus difficiles à délivrer. D'autant que pendant les trente glorieuses, les responsables politiques ont mis en place un modèle social extrêmement généreux. Ils ont signé des "traites" sur le très long terme avec des systèmes de retraites ou d'allocations qui se sont révélés de plus en plus difficiles à rémunérer. (Voilà enfin l'ennemi débusqué, celui qu'il faut abattre... pour que vive la démocratie, entendez par là l'oligarchie. - LVOG)

A partir de l'an 2000, qui commence en 1980/90, le monde change. Les frontières s'effondrent, les hommes, les produits et les capitaux circulent librement ou presque. La mondialisation modifie la géographie des richesses et bouge les systèmes de production. L'économie se retrouve dans le cadre d'un système unique et mondial de fonctionnement : le système d'économie de marché. Dans ces années-là, la révolution technologique, mais pas seulement, va encore accélérer les changements.

Le résultat au niveau du management politique est très simple. Le cadre classique de l'Etat-Nation a été débordé par les effets de la mondialisation. En clair, une décision politique, prise à l'issue d'un processus démocratique légitime ne s'applique qu'à l'intérieur des frontières. Alors que la vie quotidienne d'un pays dépend à plus de 50% des échanges et des influences extérieurs. Le pouvoir politique ne peut plus s'exercer face aux marchés sauf à travailler avec les marchés. (Quel bonheur, les marchés ont vampirisé, puis conquis, corrompus, achetés le pouvoir politique ! Cela ne change rien à notre affaire : il ne reste plus qu'à le renverser par une révolution et renvoyer les marchés d'où ils viennent ! - LVOG)

Le monde politique se retrouve aujourd'hui sans argent pour honorer les promesses électorales, à l'image de François Hollande ou Alexis Tsipras. (C'est que quelqu'un a fait main basse sur le magot ! Quelle aubaine, ce sont les marchés qui détiennent dorénavant les clés du coffre-fort ! - LVOG) Les citoyens, les entreprises et les opinion publiques ont besoin de produits, de services, de partenaires qui sont étrangers au pays et sur lesquels les décisions politiques qui sont prises n'ont pas d'empruntes légales. (A croire que la France ne serait pas une puissance coloniale et qu'elle s'en serait passée depuis le XVIIIe siècle ! - LVOG)

Tous ceux qui, aujourd'hui, viennent nous dire que l'on peut se passer des autres, que c'était mieux hier, se trompent complètement. Nous ne pouvons pas nous passer de pétrole ni des produits fabriqués en Chine. Nous ne pouvons pas nous passer des 100 millions de touristes que nous recevons chaque année, nous ne pouvons pas nous passer de voyager. Et sur les 5 millions de Français qui se sont expatriés, beaucoup regrettent de ne pas avoir pu mener leur projets dans leur propre pays. Les riches partent parce que le poids de la fiscalité est trop élevé. (Les malheureux, ils n'ont cessé d'amasser des fortunes au cours des précédentes décennies, mais il est vrai qu'ils n'en ont jamais assez et qu'ils trouveront toujours de misérables larbins pour prendre leur défense. - LVOG)

Les jeunes diplômés partent parce qu'ils ne trouvent pas de boulot. Et dans ceux qui n'ont pas de diplômes, beaucoup tournent en rond dans leur village parce que l'écosystème n'est pas en mesure d'attirer de nouvelles usines pour remplacer celles qui ont été délocalisées.

La France fabrique des fonctionnaires pour faire tourner l'appareil d'Etat, les collectivités locales et l'hôpital. La France fabrique des chômeurs, exporte des BAC+7 et importe des BAC-5 qu'elle ne réussit pas à intégrer. Kafkaïen ! Depuis 1990, la France a été incapable de s'adapter à la mondialisation, à l'économie de marché et au progrès technologique. (Bref, le système économique est à bout de souffle ! Tout cela pour en arriver là. - LVOG)

En bref, la classe politique a été incapable de formater un système de production performant et capable de financer le développement de ce pays, d'affronter la compétitivité et le monde tel qu'il est. (Et comme tous les pays en sont au même point avec leur lot de chômeurs, de diplômés qui ne trouvent pas de travail, cela confirme qu'il faut changer de mode de production. - LVOG)

Aucun responsable politique n'a eu assez de courage ou de force pour imposer des réformes structurelles qui s'imposaient. Aucun n'a su faire la pédagogie de ces réformes qui auraient donné du grain à moudre à toute la société. (Aux riches qui seraient devenus plus riches surtout. - LVOG)

La société s'est figée dans des problèmes sociétaux ou d'identité. Elle s'est fracturée dans des polémiques graves mais négatives sur la protection de ses valeurs. Et pendant ce temps, elle s'est calfeutrée dans ses avantages acquis. (Ah quelle saloperie, la précarité et la pauvreté de masse c'est quand même mieux ! - LVOG)

Imaginez une France prospère, sans chômage, avec une classe moyenne qui n'aurait pas de problème pour payer son loyer ou ses traites. Imaginez une France avec un avenir à offrir à ses enfants. Dans cette France-là, les problèmes de cohabitation entre

les communautés ne seraient pas aussi brulants et les questions d'identité et de valeurs ne feraient évidemment pas le jeu quotidien des banlieues. (Il feint d'ignorer qu'elles ont été instrumentalisées parce que le régime n'était plus en mesure de satisfaire les besoins élémentaires de la population pour tenter de faire passer les mesures structurelles qu'il appelle de ses voeux. - LVOG)

La démocratie ne pourra évidement survivre que si le personnel politique arrête de mentir sur la situation économique, sur la façon de produire de la richesse, sur les contraintes qui sont les nôtres et auxquelles, quoi que l'on fasse, nous n'échapperons pas. (Contraintes pour les uns, pour ceux qui produisent les richesses, et liberté pour les autres, ceux qui les accaparent. - LVOG)

Les scénarios de rupture qui nous sont proposés, à droite comme à gauche, sont inapplicables. Ils font rêver un moment mais l'opinion publique n'en veut pas. En Grèce, en Espagne, et sans doute en France, la majorité des peuples ne voudra pas se couper de l'Euro, de l'Europe, des entreprises, des banques et des marchés. La majorité des peuples ne voudra plus jamais refermer les frontières. (Lesquelles, ici elles sont fermées, sont pour les nantis. - LVOG)

En revanche, la majorité des peuples occidentaux ne veut sans doute plus qu'on lui raconte des histoires. (Surtout les vötres ! - LVOG) Ils veulent les vrais chiffres, les faits réels et surtout la cohérence entre ce qui est souhaitable et ce qui est possible. (Qui détermine ce qui est souhaitable ou possible et pour qui ? Ceux qui sont destinés à en profiter, donc pas la majorité des peuples puisqu'ils ne détiennent aucun pouvoir. - LVOG) Si l'offre politique moderne ne passe pas par la transparence et par la vérité, elle ouvre la voie à tous les populismes et tous les extrémismes. C'est-à-dire que l'on va accélérer, une fois encore, le risque d'étouffer la démocratie. slate.fr 03.10 (Vous ne pouvez pas espérer un avenir meilleur que celui que l'on vous a réservé, voilà la vérité à laquelle vous devez vous faire sous peine qu'il soit pire encore. Peuple de serfs, rendez-vous, soumettez-vous et soyez heureux ! - LVOG

Quand l'ONU se met à l'heure du réformisme.

- «Dire que les Etats sont surendettés, c'est un argument purement idéologique» - liberation.fr

Selon le dernier rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, un ralentissement de l'économie ne pourra être évité si les pays riches continuent de faire de l'austérité budgétaire.

Selon le dernier Rapport sur le commerce et le développement 2015, publié ce mardi soir par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced ou Unctad en anglais), les pays riches doivent, pour relancer leur économie, stimuler la demande, d'une faiblesse chronique, en augmentant les dépenses publiques et en relevant les salaires. Les experts de la Cnuced estiment que les pays développés ne sont pas, comme l'affirment nombre d'économistes, dans une «phase de stagnation séculaire». Ils assurent que les pays riches ont globalement négligé le rôle de la diminution de la part salariale et du creusement des inégalités dans la contraction de la demande et de l'investissement privé. Alfredo Calcagno est responsable de la division macroéconomie et développement de l'agence onusienne. Dans un entretien à Libération, il estime que seuls les Etats peuvent relancer l'économie mondiale. Et ce malgré le niveau des dettes publiques qui affectent la plupart des budgets nationaux.

Comment se porte l'économie mondiale?

Plutôt mal. Son taux de croissance ne devrait pas dépasser les 2,4% cette année. Nous sommes bien loin des 4% d'avant la crise de 2008. Les politiques monétaires accommodantes adoptées par la plupart des grandes banques centrales restent inopérantes. Pire encore, les décideurs de la plupart des pays riches restent convaincus qu'il faut poursuivre des politiques de restrictions budgétaires. Sans compter que les salaires ont baissé en moyenne de 10% dans l'ensemble des pays dits développés.

Ce serait la conjugaison de ces trois facteurs qui explique donc la faiblesse de la croissance mondiale?

Oui, essentiellement. Mais cette faiblesse reflète surtout une demande globale atone. La plupart des pays se sont enfermés dans un cadre de raisonnement qui a impliqué l'adoption de politiques économiques inefficaces. Autrement dit, que ce soit en Europe ou ailleurs, nous voyons que la majorité des dirigeants politiques ont tenté de compenser l'insuffisance de leur demande intérieure en misant sur les marchés extérieurs. Or, cette tentative de reconquête d'une croissance interne par le biais des exportations peut fonctionner pour un pays, ou même un petit nombre de pays, et cela à condition que d'autres augmentent leur demande. Mais ce n'est pas la réalité. Nous nous retrouvons dans une inconsistance globale car tout le monde freine en même temps.

Pourquoi estimez-vous que l'instabilité financière ne cesse de prendre de l'ampleur?

Au lendemain de la crise, en 2008 et 2009, la plupart des pays ont adopté des politiques budgétaires expansionnistes. Il s'agissait alors de tout faire pour éviter un emballement de la crise. Et de tout faire pour soutenir l'activité économique. On connaît la suite. A peine étaient-ils rassurés par l'accalmie de la crise financière que la plupart des pays développés se sont lancés dans des politiques d'austérité budgétaires. Un peu plus tard, ce sont les politiques monétaires qui prenaient la relève. Mais dès le début de cette prétendue thérapie, nous avons mis en garde contre les dangers de ces politiques monétaires qualifiées d'accommodantes.

Pourquoi ?

Pour la simple raison qu'une politique monétaire ne suffit pas, à elle seule, à sortir une économie de la dépression. Même si les taux d'intérêt des banques centrales restent bas et la quantité de monnaie mise à la disposition des banques commerciale augmente, ces dernières refusent de prêter. Et pour cause : la plupart en profitent pour diminuer le niveau de leur risque financier. Le problème c'est qu'en face de ces banques, nous avons aussi des entreprises et des ménages qui ne veulent pas s'endetter davantage. Nous savons que l'émission de monnaie des banques centrales, tant en Europe, au Japon, qu'aux Etats-Unis a été multiplié par deux ou trois. Et pourtant, l'encéphalogramme de l'économie réelle reste désespérément plat. Elles ont beau déverser des tonnes de monnaies dans les rouages des banques, il ne se passe rien. Ou si peu...

Il n'y a donc pas eu de transmission de la politique monétaire à l'économie réelle...

Exactement. Les banques centrales ont déversé des centaines de milliards d'euros ou de dollars pour des résultats, en termes de croissance, insignifiants. Les effets de ces politiques monétaires sont d'autant plus préoccupants qu'ils n'ont cessé de déstabiliser le système financier international.

Comment?

D'une façon assez simple. Il y a une forte corrélation entre la largesse des politiques monétaires pratiquées par les grandes banques centrales et l'envolée des indices boursiers. Les indices des grandes places financières se sont déconnectés de la réalité économique. Ce n'est pas une première. Nous n'avons pas tiré les leçons des excès d'une dérive de la financiarisation de l'économie mondiale. De la même manière nous voyons à quel point les pays en développement et les pays émergents sont liés aux politiques monétaires des banques centrales, notamment de la Fed aux Etats-Unis. En clair, l'argent de la Fed a pris le chemin des pays émergents au point d'apprécier leur monnaie. L'ennui, c'est qu'au moindre retournement, comme une possible hausse des taux aux Etats-Unis, se traduit par une fragilisation de ces économies.

Que fallait-il faire?

Augmenter les dépenses budgétaires, et ce d'abord dans les pays riches. N'en déplaise à ceux qui ne cessent de nous affirmer le contraire. Même le FMI en convient désormais, le multiplicateur budgétaire est très élevé. En clair, augmenter les dépenses publiques d'un euro se traduit par une hausse du PIB de près de 1,5 euro. Et c'est ce mécanisme d'augmentation de la demande publique qui permet de relancer la demande et, in fine, d'augmenter les recettes fiscales, permettant ainsi d'honorer le remboursement des dettes publiques. De plus, une coordination des politiques favorables à la hausse des revenus entraînerait une augmentation de la demande, créerait des débouchés pour les investissements privés et aurait des retombées plus larges...

Mais quel pays pourrait se permettre une telle politique de relance keynésienne vu les niveaux d'endettement de la plupart des Etats?

L'argument qu'on nous oppose est toujours le même: "les Etats sont surendettés, ils n'ont plus la moindre marge d'endettement". Ceux qui nous rebattent les oreilles avec ce genre d'argument purement idéologique oublient une chose. A côté des Etats, certes endettés, les ménages le sont tout autant. Idem pour les entreprises. Dans une telle situation d'endettement généralisé, qui d'autre que les Etats pourrait jouer le rôle de moteur de la relance? Une nouvelle impulsion de relance doit être pilotée par les Etats. Il y a un déficit de demande au niveau mondial. On ne peut pas faire comme si le monde n'avait pas besoin de construire de nouvelles infrastructures. En outre, comment imaginer que l'on puisse réellement basculer dans une économie décarbonée sans que les Etats n'aient un rôle moteur sur le plan financier. Tout est question de choix. Tout dépendra du choix des investissements publics. Ceux qui nous disent qu'il existe un horizon indépassable en termes de pourcentage d'endettement public se trompent. L'histoire nous prouve le contraire. Et faut-il rappeler qu'un Etat n'est pas un ménage? Il faut penser l'investissement public dans son double rôle d'offre et de demande.

C'est-à-dire?

Lorsqu'on investit, on crée de la demande et, en même temps, on augmente les capacités d'offre tout en restructurant les économies et en faisant des changements qualitatifs. L'endettement public n'empêche pas les réformes de structure qui sont nécessaires. Malgré les taux d'endettement relativement importants des Etats, il est encore possible de jouer sur le levier de la dette à condition que l'allocation des investissements publics se fasse sur des secteurs d'avenir. Et encore une fois, la transition énergétique est de ce point de vue formidable car elle ne se limite pas au simple financement des éoliennes. Certes, l'endettement public serait augmenté dans un premier temps. Mais il faut raisonner de manière dynamique et imaginer ce que pourrait générer une relance publique via des secteurs d'avenir. Retrouver une croissance c'est se donner la possibilité de se désendetter.

Les dettes publiques sont pourtant considérées comme de plus en plus insoutenables...

Ce qui fait l'insoutenabilité des dettes, c'est le manque de croissance et non pas un quelconque niveau de pourcentage de dette. Il faut penser la dette publique non pas avec un chiffre magique du genre "on peut pas dépasser 90% de la dette par ce qu'ensuite c'est l'apocalypse économique"… Ce qui nous faut maintenant, c'est un déclencheur. Et ce déclencheur, ce sont les Etats. liberation.fr 06.10

En gros, la dette des Etats ou la rente des banquiers continuerait de croître, jusque là tout va bien, et momentanément ils augmenteraient les salaires pendant qu'ils en profiteraient pour mener les réformes de structures qu'ils n'ont pas pu mener à bien jusqu'à présent, c'est presque inespéré, tandis que le chômage baisserait légèrement avec en prime des emplois précarisés sur la base de l'ANI, le patronat ne réclame pas mieux.

Et l'impôt sur les bénéfices des entreprises, on n'y touche pas. Et l'optimisation fiscale, on n'y touche pas.

Il ne resterait plus à la Fed de remonter ces taux pour que l'inflation grignote ou annule de fait les augmentations de salaires et le tour serait joué. Que resterait-il de ce mécano bancal ? Les réformes de structures adoptées en toute hâte avant que le soufflé ne retombe et des emplois jetables à la première occasion, sans oublier la dette publique qui aurait gonflé au point de justfier de nouvelles contre-réformes et ainsi de suite.

ACTUALITE EN TITRES

Social

C'est la direction d'Air France et le gouvernement qui en portent la responsabilité.

- Air France: poussée de violence après l'annonce de 2.900 postes menacés - AFP

- Soutien (presque) unanime à la direction d'Air France - Le Huffington Post

- La majorité des syndicats en appellent au gouvernement - 20minutes.fr

A notre bourreau ! Pas étonnant de la part de provocateurs professionnels et de vendus.

Autres infos.

- Grève des éboueurs à Paris: Retour à la normale de la collecte des ordures - 20minutes.fr

- La grève des médecins prend de l'ampleur - AFP

Le patronat complice de l'idéologie wahhabite.

- Islam : prier au travail, une revendication plus importante que le port du voile - Liberation.fr

Gageons qu'ils prient pour la prospérité de l'entreprise qui les emploient et que leur patron ait une bonne santé, afin qu'il puisse continuer de les exploiter et de s'enrichir sur leur dos...

Intox

- Économie : vers la fin de l'évasion fiscale des grands groupes ? - Francetv info

Maintenant qu'ils se sont enrichis considérablement, d'une part il ne faudrait pas que de nouvelles multinationales en profitent et les imitent, d'autre part ils ont acquis une telle puissance qu'ils sont en mesure de dicter leur loi au secteur d'activité qu'ils représentent.

- Transfert de données personnelles vers les USA : vous pouvez désormais porter plainte - Francetv info

Cela n'engage à rien ! Comment le savoir ? Contre qui porter plainte ?

- Réfugiés: l'UE cherche, difficilement, un "contrat de confiance" avec la Turquie - AFP

- Les Européens cherchent l'aide de la Turquie pour endiguer le flot de réfugiés - LeFigaro.fr

Si vous reliez le 11 septembre 2001, les invasions et/ou bombardements de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie sans oublier Gaza, la partition du Soudan, les "Printemps arabes", les provocations armées des takfiris en Syrie en 2011, divers attentats attribués à Al-Qaïda un peu partout dans le monde, Charlie et le 11 janvier 2015, la photo du gosse syrien retrouvé noyé sur une plage turque, l'exode massif de réfugiés syriens depuis un mois, chaque fois vous remonterez aux mêmes commanditaires et à ceux qui ont profité de ces évènements, les mêmes.

- L'US Army admet avoir bombardé par erreur l'hôpital MSF à Kunduz - Reuters

- Le Pentagone "regrette profondément" la mort de 22 personnes dans un hôpital afghan de MSF - AFP

- Le bombardement de l'hôpital de Kunduz met en lumière l'hypocrisie des frappes étasuniennes - moonofalabama.org - legrandsoir.info - 04.10

Kaboul, le 3 octobre 2015 : A 2h10 heure locale, samedi 3 octobre, le centre de traumatologie de Médecins Sans Frontières (MSF) à Kunduz a été bombardé à plusieurs reprises de manière continue et a été très gravement endommagé.

Depuis que les combats ont éclaté lundi, MSF a soigné 394 blessés. Lorsque l'attaque aérienne a eu lieu ce matin, il y avait 105 patients et leur personnel soignant ainsi que plus de 80 membres du personnel international et national de MSF présents sur les lieux.

MSF cachait des « terroristes » : voilà ce que prétendent les officiels. Les gens de l'hôpital étaient « des individus qui menaçaient la force (la coalition, ndt) », affirme l'armée américaine.

Une vidéo prise après les événements montre que la clinique de MSF est un seul, grand bâtiment avec une grande cour entourée par un mur. Elle n'a pas été bombardée accidentellement, par une « bombe non guidée », elle a été frappée exprès par de nombreuses bombes « intelligentes ».

MSF International @MSF

Toutes les camps du conflit, y compris Kaboul et Washington, avaient été informés et ils connaissaient les coordonnées GPS précis de nos installations dans #Kunduz

MSF International @MSF

L'emplacement précis de notre hôpital #Kunduz communiqué à tous les camps à plusieurs reprises au cours des mois passés, y compris le 29/9

MSF International @MSF

Les bombardements se sont poursuivis pendant 30 minutes après que les responsables militaires américains et afghans à Kaboul et Washington aient été informés de la proximité de l'hôpital.

Le nombre total de morts augmente d'heure en heure et certains affirment qu'il s'élèvera à plus de 50 personnes.

Pendant ce temps, les États-Unis et les Saoudiens se disputent pour savoir lequel d'entre eux est responsable d'avoir ciblé un mariage au Yémen dans une attaque aérienne qui a fait plus de 130 morts. moonofalabama.org

La tribune enivrante des médias aux ordres.

- Mélenchon défend le vin comme "produit de civilisation" aux sources de la lutte sociale - AFP

A défaut de combattre le régime il s'approprie tous les symboles de la lutte passée du prolétariat qui lui serviront de caution pour continuer sa sale besogne.

Guerre idéologique.

Le mal est partout, le mâle doit disparaître ou retour à l'époque antérieure au paléolithique.

- Maman cuisine, papa bricole : du sexisme dans les manuels de CP - LeFigaro.fr

A quoi s'en prennent-ils, sinon à la division du travail qui a été établie voilà des lustres entre les hommes et les femmes, et qui fut une source de progrès social pour l'humanité. Sauf que de nos jours il n'est plus question que de régression sociale généralisée, aussi ont-ils décrété que tous les rapports établis entre les sexes devaient être chamboulés de manière autoritaire.

J'écris cela en me marrant car personnellement je ne suis pas vraiment concerné. C'est ma compagne qui travaille et c'est moi qui reste à la maison, mieux, c'est moi qui me tape les tâches ménagères dont la cuisine... au risque de me féminiser, non là je déconne, je laisse cela à l'extrême gauche décomposée et impuissante.

En Inde, c'est interdit tout court, y compris de se tenir par la main dans la rue.

- En Indonésie, s'embrasser après 21 heures est désormais interdit par la loi - LeFigaro.fr

Ah ces peuples arriérées, décidément ils sont la lie de l'humanité ! Ce sont eux qui sont responsables de l'état détestable du monde, et qui plus est ce sont des musulmans, quel horreur !

La loi en Inde, c'est qu'un homme n'a pas le droit de toucher une femme en public, même entre époux. Des jeunes passent outre discrètement au risque parfois de se faire lyncher.

Dossier sur la Syrie et l'Irak

- Syrie: Washington avoue qu'il n'y a que des terroristes dans la zone d'action russe - sputniknews.com

Selon l'État-major américain, « il n'y a personne, sauf les terroristes » dans la zone d'action de l'aviation russe en Syrie, a annoncé le chef adjoint de l'Etat-major général des forces armées russes Andreï Kartapolov.

Le militaire a également ajouté que l'attaché militaire américain en Irak avait été l'un des premiers informés du début de frappes aériennes russes. Moscou a demandé de retirer du territoire des opérations militaires en Syrie tous les instructeurs, les conseillers et les employés payés par l'argent du contribuable américain, et d'arrêter les vols américains.

Les frappes aériennes russes ciblent les sites militaires, les centres de communication, les transports, ainsi que les stocks d'armes, de munitions et de combustibles appartenant à l'EI. Les cibles sont déterminées sur la base des données fournies par les services de renseignement russes et syriens, notamment par la reconnaissance aérienne. sputniknews.com - arretsurinfo.ch 03.10

- Les divergences internes frappent les daechistes - sahartv.ir

Les sources bien informées font part des divergences internes au sein du groupe terroriste Daech.

La poursuite des opérations militaires de l'armée irakienne épaulée par les forces populaires, l'entrée sur la scène de la Russie et les échecs successifs du groupe terroriste ont poussé finalement les dirigeants daechistes à limoger Abubakr al-Bagdadi et donner ses pouvoirs à un conseil consultatif. Al-Bagdadi a réagi à cette démarche et il a ordonné l'exécution de certains chefs terroristes. Résultat : une divergence parmi les daechistes.

Les éléments terroristes devront désormais s'affronter les uns aux autres que ce soit en Syrie ou en Irak. La possession des gisements de pétrole et les trésors nationaux de la Syrie et de l'Irak constituent une autre raison des conflits internes dans les rangs des daechistes. sahartv.ir 05.10

- La Russie respecte les frontières de la Turquie - sahartv.ir

« La Russie a contacté la Turquie via les canaux diplomatiques et lui a promis de respecter ses frontières », a déclaré le Premier ministre turc. « Moscou nous a annoncé que la violation de l'espace aérien turc par un chasseur russe n'était qu'une erreur qui ne se produira plus », a déclaré Ahmed Davutoglu, Premier ministre turc. « Nous avons contacté la Russie via les canaux diplomatiques et Moscou nous a promis de respecter nos frontières. Cet incident relève d'un malentendu et il n'aura plus lieu », a précisé Davutoglu. sahartv.ir 05.10

- L'Otan et les Etats-Unis condamnent l'incursion russe en Turquie - Reuters

- La Russie part en campagne pour écraser les Forces d'Al-Qaïda de la CIA - moonofalabama.org - arretsurinfo.ch

Avec quelques 125 frappes en trois jours, la campagne de bombardements russe poursuit sa progression. Les médias américains sont maintenant obsédés par l'idée que la Russie utilise peut-être des bombes « muettes » au lieu des « bombes barils » syriennes. C'est leur nouveau thème de propagande. Mais les vidéos de la base aérienne russe montrent qu'au moins une partie des avions sont armés de bombes KAB-500S-E guidées par satellite (GLONAST) qui sont des bombes «intelligentes» très précises. (D'autres photos et vidéos de la base aérienne russe montrent que la base est très confortable avec ses quartiers climatisées, sa tente mess, ses Gulaschkanonen (cuisines roulantes, ndt), sa boulangerie, sa blanchisserie etc. Cette base n'est pas une installation temporaire improvisée.)

De plus, en quoi est-il plus humain de tuer les gens avec une bombe précise qu'avec une «bombe stupide» ou une «bombe baril » ? Gaza a été bombardée par les Israéliens avec des bombes intelligentes (made in USA). Cela n'a pas conduit à moins de destructions ou de tueries. La bombe saoudienne (made in USA) qui vient d'être larguée sur un mariage au Yémen en assassinant 130 personnes, était aussi une bombe «intelligente» et elle est tombée exactement là où on voulait qu'elle tombe.

La plupart du temps, les Russes ont bombardé, comme je l'ai décrit plus tôt, le couloir qui mène à la frontière turque et qui est aux mains d'al-Qaïda, d'Ahrar Al Shams et des mercenaires de la CIA. Ils ont également bombardé Raqqa, la capitale syrienne de l'État islamique, et tué une douzaine de combattants. En réponse, l'État islamique a annulé la prière du vendredi à Raqqa, craignant apparemment que toute l'assemblée des combattants ne soit bombardée.

Amusant. Les États-Unis ont affirmé pendant toute l'année dernière qu'ils bombardaient sérieusement l'État islamique. Mais les prières du vendredi n'avaient jamais été annulées auparavant. Peut-on en conclure que l'État islamique ne croyait pas ce que disaient les États-Unis, mais craint maintenant que les Russes ne fassent réellement ce qu'ils disent ?

L'armée de l'air syrienne s'était abstenue de larguer des bombes près de la frontière turque, craignant, à juste titre, que la Turquie n'abatte un avion syrien. Mais la Russie peut maintenant le faire. Le bombardement au sol est maintenant réalisé par des avions d'attaque au sol construits pour ça, les Su-24, Su-25 et Su-34 et qui sont couverts par des avions de chasse Su-30M armés de missiles R-27 air-air de moyenne à longue portée, extrêmement véloces qui volent au-dessus d'eux. Ils abattraient tout avion turc qui tenterait d'attaquer les bombardiers russes. C'est juste pour être sûr qu'il ne vienne pas une idée idiote à M. Erdogan.

La campagne aérienne est également bien coordonnée avec les forces gouvernementales syriennes sur le terrain. Voilà un extrait d'un article payant du Wall Street Journal :

[D]es milliers de rebelles se sont regroupés dans plusieurs enclaves au nord de Homs, dans des villes comme al-Rastan et Talbiseh. Des avions de guerre russes ont frappé des cibles civiles et militaires dans ces deux villes et dans cinq villages environnants, a déclaré Rashid al-Hourani, un officier de l'armée syrienne de la région qui a fait défection aux rebelles en 2012.

Il a déclaré que les frappes aériennes avaient été suivies d'un barrage de tirs d'artillerie à partir de plusieurs positions proches où des milices chiites et alaouites pro-régime ainsi qu'un groupe soutenu par l'Iran connu sous le nom de Brigade Ridha, s'étaient massées au cours des derniers jours.

L'armée syrienne va bientôt attaquer en coordination avec l'armée de l'air russe et va essayer de reprendre le nord du territoire, le long de l'autoroute M4 et M5. Cela permettrait de lancer une attaque plus large jusqu'à la frontière turque. Des renforts de troupes au sol en provenance d'Iran, d'Irak et du Hezbollah sont en chemin ou déjà arrivés. Nous assistons à la préparation d'une bataille plus importante.

Le Guardian lance la rumeur que les Etats du Golfe vont contrecarrer le mouvement russe en fournissant davantage d'armes:

Le mouvement de la Russie risque clairement d'être contrecarré par les pays qui soutiennent les rebelles. Selon un analyste indépendant, cette tentative aurait peut-être déjà commencé, avec les Qataris qui envoient — avec l'accord de l'Arabie saoudite — des avions remplis d'armes à des bases aériennes turques. « Je m'attends à un énorme afflux d'armes dans le nord pour tenter d'enrayer toute attaque terrestre du régime », a déclaré l'analyste.

« Les enjeux sont très élevés. »

Et les avions russes volent très haut. La plupart volent habituellement au-dessus de 5000 mètres et aucun missile de défense aérienne portatif (MANPAD) ne peut les atteindre. Les gens qui sont bombardés ne voient, ni n'entendent même pas les avions qui arrivent. Cela va changer avec les attaques de l'armée syrienne, et un soutien au sol plus direct sera nécessaire, mais les avions qui seront alors utilisés sont des Su-25 et Su-34 construits à cet effet et qui ont des cockpits blindés.

La base aérienne russe est protégée par une défense aérienne moderne installée au sol et sur les navires russes qui se trouvent dans la mer toute proche. Elle est protégée sur le terrain par environ 1250 marines russes. Elle contiendrait des munitions et autres fournitures pour au moins trois mois. Personne ne risque de prendre cette base et la campagne de la Russie à la légère. Pour s'y attaquer, il faudrait des forces très importantes et cela entraînerait presque inévitablement une guerre plus large avec la Russie qui est une superpuissance nucléaire. La Syrie est la sœur de la Russie (vidéo) et elle sera défendue.

L'administration Obama a donc décidé qu'elle n'interférerait pas avec les attaques russes contre les mercenaires de la CIA et leurs frères d'armes d'al-Qaïda. On trouve bien quelques déclarations inquiètes et provocatrices mais c'est juste des rodomontades.

Mais les candidates pour les prochaines élections présidentielles ne sont pas aussi avisées. Toutes les deux, Hillary Clinton et Carly Fiorina, ont appelé à la création pas les Etats-Unis d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie du Nord ce qui engendrerait évidemment une guerre avec la Russie et de ses alliés. Ces deux femmes veulent attaquer les forces russes pour défendre Al-Qaïda !

Note: Le pays qui doit décider qui vole ou non sur la Syrie est la Russie. Chers électeurs américains, s'il vous plaît ne laissez plus jamais ces maniaques s'approcher du pouvoir.

Les mercenaires de la CIA en Syrie – 10 000 hommes entraînés, armés et payés grâce à un programme secret – coopèrent directement avec al-Qaïda et les terroristes du genre d'Ahrar Al Shams. Le NYT le reconnaît enfin dans ces deux articles aujourd'hui. Le premier dit:

Les combattants avançant sur ce front [nord] ne venaient pas de l'Etat islamique, mais de l'armée de conquête, un groupe qui comprend une filiale d'Al-Qaïda connue sous le nom de Front Nusra et d'autres groupes islamistes, ainsi que plusieurs groupes plus laïques qui ont été secrètement armés et entraînés par les États-Unis.

Le second article est consacré à l'armée de conquête:

L'alliance se compose d'un certain nombre de factions souvent islamistes, dont le Front Nusra, la filiale syrienne d'Al-Qaïda; Ahrar al-Sham, un autre grand groupe; et les factions rebelles plus modérées qui ont reçu en secret des armes des services de renseignement des États-Unis et de leurs alliés.

Les groupes qui se battent ensemble dans l'armée de conquête partagent évidemment leurs armes, leurs munitions et d'autres fournitures. Ils ont aussi très probablement des idéologies similaires. La CIA, sous Obama, le général Petraeus et Brennan, arment sciemment Al-Qaïda en Syrie et depuis un bon moment. Le NYT avait souligné, l'année dernière, que les mercenaires de la CIA travaillaient avec les islamistes, mais cet article était lénifiant et présentait cette collaboration comme quelque chose de peu d'importance. Il est également tout à fait étonnant que, dans entre l'article de 2014 et le deux article d'aujourd'hui, aucun article du NYT sur la Syrie n'ait mentionné cette collaboration. Le NYT s'est au contraire concentré sur la clownerie du Pentagone des « cinq rebelles modérés » qui était une simple diversion.

Le Pentagone fait semblant de ne rien savoir des personnes touchées par les bombardements russes sur les positions d'Al-Qaïda:

Q: McCain dit qu'ils ont frappé les rebelles soutenus par la CIA. Vous, les gars, vous avez sans doute les mêmes infos. Savez-vous si c'est vrai ou pas ? Où tout cela en est-il?

COL. WARREN: Eh bien – encore une fois, Tom, je dirais que nous ne pensons pas qu'ils appartenaient à ISIL. Vous savez, qui soutient qui, vous savez, c'est… — Je ne vais pas entrer là-dedans. Non, je ne vais pas parler de ça, surtout qu'il s'agit de… — vous savez, ce n'est même pas d'une agence du Département de la Défense dont il s'agit là..

Je prends cela comme une confirmation.

Les Israéliens reconnaissent maintenant aussi qu'ils travaillent avec al-Qaïda:

Nusra et quelques milices locales sont en charge de la plus grande partie de la frontière de 100 km avec Israël du côté syrien du plateau du Golan. Au cours des dernières années, Nusra a légèrement édulcoré son idéologie militante sous l'influence du Qatar et de l'Arabie saoudite qui lui apportent un appui financier.

Nusra est en contrôle de la plus grande partie de la frontière, mais a respecté jusqu'à présent l'accord tacite de ne pas retourner ses armes contre l'Etat juif.

Nusra contrôle la frontière parce qu'Israël l'a aidé en tirant sur l'armée syrienne chaque fois que Nusra en avait besoin. L'article du Jerusalem Post, que je viens de citer, est également intéressant par rapport au fameux plan d'Odet Yinon car il confirme que

le renseignement militaire israélien préside à la fragmentation des nations du Moyen-Orient en petites entités dirigées par des seigneurs de guerre :

Il y a quelques années, la communauté du renseignement a commencé à réévaluer la réalité chaotique qui émergeait au Moyen-Orient. Sur des plans élaborés par le Département de la recherche du MI, on peut voir que les états sont remplacés par des organisations…

C'est aussi ce qui est prévu pour la Syrie. Mais avec la coalition qui se forme maintenant pour reprendre les territoires syriens, ce plan pourrait bien échouer. moonofalabama.org

- Vers une zone d'exclusion aérienne "russe" en Syrie - sahartv.ir

La Russie crée une zone d'exclusion aérienne sur la Syrie) seulement, les chasseurs dotés d'un radar à balayage électronique sont capable de traverser la barrière des missiles russes

"Pour mener des frappes aériennes contre les localités en Syrie, la Turquie, la Grande-Bretagne et Israël n'ont d'autre choix que de coopérer avec la Russie sinon des risques de collision et de combats aériens augmentent sensiblement". " Sans donner aucun consigne, la Russie semble travailler à la création d'une zone d'exclusion aérienne au dessus d'une majeur partie du territoire syrien qui s'étendrait du nord d'Israël soit sur les hauteurs du Golan au sud de la Turquie où se trouvent la base des avions de combats américains , en passant par le Chypre qui abrite la grande base militaire britannique. De surcroit le porte-avion Moskova dotés de 64 missiles antiaériens sophistiqués S300 s'est accosté dans le port de Lattaquié. cet arsenal ne laisse aucun autre choix à la Turquie, à la Grande-Bretagne, à Israël et à la Jordanie que celui de mener des frappes aériennes en coordination avec la Russie ". " seuls les avions de combats dotés d'un radar à balayage électronique seraient aptes à perforer le bouclier anti missile S300"."La force aérienne israélienne, celle de la Grande-Bretagne, de la Jordanie ou encore de la Turquie ne possèdent pas ces avions. De plus les missiles S300 ont une portée de 150 Km et sont capable d'abattre des missiles de croisière et des avions", ajoute le site qui revient sur les entretiens de Poutine avec Netanyahu à ce sujet : "Lors d'un entretien avec le Premier ministre israélien à Moscou, le président Poutine avait promis de ne pas autoriser l'accès des missiles S 300 à l'armée syrienne mais Poutine n'a pas promis à Netanyahu de ne pas déployer ces missiles sur les navires de guerre russes qui naviguent en ce moment en Méditerrané et au large de la Syrie et d'Israël". et Debka de conclure : "les frappes aériennes de la Russie ne se limiteront pas à une seule région et elles s'étendront à d'autres régions. il est évident que les missiles S300 ont multiplié les options stratégiques des forces russes non seulement dans le combat contre Daech mais aussi dans la guerre contre les adversaires de la Russie"'. sahartv.ir 06.10

- Moscou pourrait attaquer Daech en Irak.... - sahartv.ir

La présidente de la Chambre haute de Russie a déclaré mardi, que l'armée russe pourrait étendre ses frappes aériennes vers l'Irak, si Bagdad le voulait.

Valentina Matvienko, présidente de la Chambre haute de Russie a déclaré mardi, que Moscou était prête à attaquer les positions des terroristes de Daech en Irak. « La Russie pourrait examiner une action militaire en Irak si Bagdad la demandait, ors Moscou n'a encore reçu aucune demande officielle », a expliqué Mme Valentina Matvienko. sahartv.ir 06.10

- Daech, instrument des riches du Wall Street pour déstabiliser le Moyen-Orient - sahartv.ir

Daech et ses protecteurs parmi les régimes alliés des Etats-Unis sont l'instrument des riches du Wall Street pour déstabiliser le Moyen-Orient.

C'est une analyse de l'expert politique américain, Caleb Maupin selon lequel, les groupes terroristes semblent ne pas avoir des points communs, si on les étudie sur fond des évolutions historiques dans le monde ; ils se ressemblent toutefois, poursuit Maupin, lorsqu'on tient compte de leurs visions et programmes, dans les conditions actuelles, notamment dans le domaine des relations économiques. Selon Maupin, tous ces éléments sont, apparemment, contre l'ordre économique des riches du Wall Street et les établissements bancaires de l'Europe de l'ouest. Ils prétendent vouloir une économie qui fonctionne pour tout le monde et un commerce international selon les principes humains alors qu'ils foulent aux pieds tous ces principes et violent le droit à vie des populations. Et cela sans oublier qu'ils sont tous financés et stipendiés par les mêmes riches auxquels ils se disent opposés.

Pour l'analyste Caleb Maupin la lutte actuelle contre Daech en Syrie est en effet une guerre entre deux différentes visions économiques et deux divers ordres éthiques. « Personne ne peut nier l'implication des Etats-Unis dans la formation de Daech. Les Etats-Unis ont commencé par bombarder l'Irak pour y semer le chaos, allant peu à peu vers la déstabilisation de la Syrie. N'oublions pas les milliards de dollars que les Etats-Unis ont dépensés, avec tous leurs alliés arabes et européens, dans le cadre du projet de changement de régime politique en Syrie. L'analyste américain poursuit ainsi : « Ils font tout, au nom des droits de l'Homme, présentant Bachar Assad comme un ennemi et un diable alors qu'ils apportent des aides financières aux organisations extrémistes et violentes. Il existe, indubitablement, un grand nombre de terroristes d'origine tchétchène parmi les terroristes actifs en Syrie, ce qui prouve les aides financières américaines, apportées tout au long de ces dernières décennies,

aux sunnites extrémistes au Caucase du nord ainsi qu'aux parties méridionales de l'ex-Union soviétique. Ainsi Maupin conclut que la plupart des activités des réseaux sociaux en soutien à Daech, sont alimentées par l'Arabie, la Turquie et la Jordanie, c'est-à-dire les alliés des Etats-Unis. sahartv.ir 06.10

- Ce que Moscou a torpillé en Syrie? - sahartv.ir

Selon "The Financial Times", Moscou a torpillé les plans américains d'établir une zone d'exclusion aérienne, en Syrie, après avoir lancé, mercredi dernier, une opération militaire contre les positions du groupe takfiriste-wahhabite l'EI ou Daech.

Les représentants de la coalition, dirigée par Washington, sont presque parvenus, la semaine dernière, à conclure un accord, sur la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, en Syrie. Les alliés visaient, ainsi, à faire cesser les bombardements, par l'armée du Président Bachar el-Assad, de la "zone résidentielle civile", affirme un interlocuteur du journal. Selon la source, ces plans de la coalition, visant à empêcher Bachar al-Assad de recourir à l'aviation, ont forcé la Russie à s'engager, dans la crise syrienne, et à entamer des frappes aériennes contre les positions de l'EI; en Syrie. Néanmoins, l'Armée de l'air russe a entrepris une opération militaire contre l'EI, en Syrie, à la demande du président syrien, en total accord avec les principes du droit international.

En outre, le Président russe, Vladimir Poutine, avait indiqué, à plusieurs reprises, que le groupe terroriste Etat islamique ne pourrait pas être chassé de Syrie, sans le concours des forces armées du pays. Moscou a, également, démenti les allégations des fonctionnaires américains l'accusant d'avoir attaqué, non l'EI, mais des insurgés syriens, soutenus par Washington. "Un cas bien connu: la première information sur les frappes aériennes contre de présumées fausses cibles est apparue, avant même le décollage des avions. Dans ce cas-là, tout est transparent. Et le ministère (russe, ndlr) de la Défense donne une information exhaustive", a remarqué le Porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

En outre, M.Peskov a exprimé ses doutes, sur l'existence d'une "opposition modérée", en Syrie. "Pourtant, jusqu'à ce jour, on aurait du mal à trouver quelqu'un qui puisse expliquer ce que signifie opposition modérée. Et Vladimir Poutine s'est, d'ailleurs, beaucoup intéressé à cela, et a demandé en quoi une opposition "modérée" pouvait se distinguer d'une opposition non-modérée", a remarqué M.Peskov. sahartv.ir 06.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie - Etats-Unis

- Poutine met à nu Washington - reseauinternational.net

Mercredi dernier (28 septembre 2015), le monde a vu la différence entre la Russie et Washington. L'approche de Poutine est basée sur la vérité ; celle d'Obama est basée sur de vaines fanfaronnades et des mensonges, et Obama est à court de mensonges. En disant la vérité en ces temps d'imposture universelle, Poutine a commis un acte révolutionnaire. Se référant au massacre, à la destruction et au chaos que Washington a générés au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Ukraine, et au déchaînement de forces djihadistes extrêmes, M. Poutine a demandé à Washington : « Réalisez-vous ce que vous avez fait ? »

La question de Poutine me rappelle celle que Joseph Welch posa jadis au sénateur « chasseur de sorcières » Joseph McCarthy : « N'avez-vous aucune décence ? » On raconte que la question de Welch signa le début du déclin de la carrière de McCarthy. Peut-être la question de Poutine aura-t-elle le même impact et mettra-t-elle fin au règne de « l'exceptionnalisme américain ». Si c'est le cas, Poutine a lancé une révolution qui va renverser la soumission du monde à Washington.Poutine souligne la légalité de l'intervention de la Russie en Syrie, laquelle fait suite à la requête du gouvernement syrien. Il oppose le respect de la Russie pour le droit international à l'intervention en Syrie de Washington et de la France, deux gouvernements qui violent la souveraineté de la Syrie par leur action militaire non sollicitée et illégale.

Le monde voit que ce sont Washington et ses vassaux qui « violent les normes internationales », et non la Russie. La suffisance moralisatrice qui cache les actions intéressées et unilatérales de Washington se révèle aux yeux de tous. Washington compte sur son arsenal de mensonges. L'appareil de désinformation médiatique de Washington n'en pouvait plus d'attendre. Tout comme le journaliste télé de la BBC annonçant la destruction prématurée de la tour 7 du World Trade Center alors que le bâtiment était nettement visible, debout, en arrière-plan, le service de mensonge de Washington a annoncé les premières victimes civiles des frappes aériennes russes « avant même que nos avions n'aient décollé », a noté le président Poutine dans ses commentaires sur la guerre de désinformation menée par Washington.

En conséquence de leur soumission à Washington, les États fantoches de l'Europe sont envahis par des réfugiés des guerres

menées par Washington (et de la France de Sarkozy et Hollande – Ndlr) que l'Europe a si stupidement permises. Tandis que les Européens commencent à payer le prix de leur vassalité à Washington, les positions des partis politiques européens en seront affectées. Nouveaux partis et coalitions au pouvoir sont susceptibles de suivre une ligne plus indépendante, afin de se protéger des conséquences des énormes erreurs découlant de l'arrogance et de l'orgueil de Washington.

L'effondrement de l'Empire se profile. reseauinternational.net - arretsurinfo.ch 03.10

Palestine occupée

- Proche-Orient : la crainte d'une troisième intifada - Francetv info

Abdel Rahman Abdallah, 13 ans, est la dernière victime de ce regain de violence au Proche-Orient. Il a été mortellement touché au torse au cours d'affrontements aujourd'hui, lundi 5 octobre, avec l'armée israélienne à Bethléem (Cisjordanie). Sa mort intervient moins de 24 heures après celle d'un autre jeune Palestinien âgé lui de 18 ans et tué dimanche à Tulkarem. Ses funérailles ont eu lieu ce lundi après-midi devant plusieurs centaines de personnes qui ont réclamé vengeance.

Ces décès ont provoqué de la colère dans toute la Cisjordanie où les affrontements se sont multipliés entre les soldats israéliens et les jeunes Palestiniens. Des troubles qui rappellent les intifadas meurtrières de 1987 et 2000.

A l'origine de ces débordements, des tensions depuis 10 jours sur l'esplanade des Mosquées, entre de jeunes Palestiniens et la police israélienne, accusée d'avoir profané ce lieu saint pour les musulmans. Afin d'éviter l'escalade, Israël a interdit l'accès de la vieille ville à l'immense majorité des quelque 300 000 Palestiniens de Jérusalem-Est.

Haut de page

Le 8 octobre 2015

CAUSERIE

La situation, le prolétariat, les syndicats et les partis ouvriers sont à l'image de ce que nos dirigeants en ont fait pendant de longues décennies ou l'aboutissement de leur politique opportuniste.

Il y a un truc qui nous épate, disons d'emblée que nous ne le nions pas pour ne pas induire en erreur nos lecteurs, il y aurait une crise politique en Grèce, au Portugal, en Espagne, en France, en fait dans pratiquement tous les pays de l'UE, dans tous les partis politiques sans exception... même dans les TUC britanniques !

En fait, ce sont tous les partis institutionnels qui sont rejetés par de nombreuses couches de travailleurs, l'abstention bas des records. Mais alors pourquoi frappe-t-elle aussi les partis qui ne participent pas aux institutions ? En réalité, en y regardant de plus près on s'aperçoit qu'à différents niveaux ils y participent tous. Serait-ce pour cette raison qu'aucun parti dit ouvrier n'axerait son combat politique contre les institutions nationales de son pays ? En voilà une question intéressante, non ? Existerait-il une autre explication ? On a beau chercher on n'en trouve pas d'autres. Cela pourrait-il expliquer la division qui règne au sein de l'avant-garde ouvrière et son incapacité à rassembler ses militants ou sa dislocation ? Peut-être, on pourrait être porté à le penser, cet argument est cohérent.

Mais alors pourquoi cette situation dure-t-elle depuis des années, voire des décennies ? Sans doute parce que les militants n'en ont pas conscience. C'est fort possible, disons qu'ils n'ont jamais tiré les enseignements pratiques du rejet des institutions par les travailleurs, ils n'y ont pas été vraiment incités par leurs partis. C'est un fait, ils les orientent vers Bruxelles, le gouvernement, comme si la question était la nature du gouvernement qui saute aux yeux, même que Hollande, Valls et Macron se sont employés à le présenter comme un gouvernement patronal (pro-business) de manière à ce que le plus arriéré d'entre nous ne l'ignore pas, vers les syndicalistes, ceux qui détiennent des mandats que les dirigeants de leurq confédérationq corrompueq juqu'à la moelle leur ont confiés à condition d'en faire un bon usage, donc sans remettre en cause les liens organiques qu'ils ont tissés avec les institutions ou la réaction. C'est délibéré ? Apparemment.

Mais pourtant, il y en a bien qui prétendent vouloir abolir les institutions de la Ve République, les combattre, etc. alors pourquoi ne se saisissent-ils pas de l'occasion en or qui se présente à eux sur la base du constat que la majorité des travailleurs les rejettent ou ne se reconnaissent pas dedans, manifestent leur méfiance vis-à-vis d'elles ou tendent à rompre avec elles, s'en éloignent, etc. ? Tous ces millions de travailleurs sont en principe disposés à entendre un discours qui serait axé contre les institutions, et parmi eux il doit bien y en avoir des des dizaines de milliers qui seraient prêts à s'organiser sur cette base, à s'engager dans le combat politique ? C'est plausible à première vue.

Maintenant on vient de voir que tout était fait pour les décourager ou les détourner des institutions, ensuite il sera toujours facile de prétendre que cette orientation politique ne correspondrait pas à l'état d'esprit des travailleurs. Et les militants gobent cette explication qui ne correspond manifestement pas à la réalité. Il faut croire.

Ne serait-ce pas les mêmes militants qui prétendent qu'il ne faut pas se couper des masses ? Assurément, mais là encore on n'est pas sur la même longueur d'onde, apparemment on ne parle pas vraiment des mêmes couches du prolétariat, eux ils n'ont d'yeux que pour ceux qui participent au jeu institutionnel par le biais des syndicats et leurs journées d'action sans lendemain qu'ils ont adoptées à leur tour, alors que dans le passé ils les vouaient aux gémonies. Ce sont des représentants de l'aristocratie ouvrière ou des couches privilégiées ou supérieures du prolétariat, qui par leur condition ou leur statut ont encore quelque chose à perdre et qui finalement ne combattent que pour les préserver, tout en parlant au nom de l'ensemble des travailleurs qui servent de caution à leur orientation qui ne vise qu'à permettre à certaines couches de s'en tirer mieux que les autres ou de s'accommoder du capitalisme, celles sur lesquels s'appuie le régime pour assurer sa stabilité. Dès lors on comprend mieux pourquoi tourner leur combat contre les institutions ne les intéresse pas. C'est une explication.

A les entendre, comme les masses ne seraient pas prêtes pour les renverser, il serait inutile de les orienter ou de leur donner cet objectif. Il est vrai qu'en partant de ce principe et en tournant le dos à la réalité il est bon de le rappeler, c'est le meilleur moyen pour qu'elles n'y soient jamais prêtes. Est-ce voulu ? Tout porte à le croire.

Souvenez-vous, lors de la longue campagne qui a précédé le référendum du 29 mai 2005, lors de chaque modification apportée à la Constitution de la Ve République, lors de chaque élection marquée par un fort taux d'absention, lors de l'adoption de lois nécessitant de vérifier qu'elles étaient conformes à la Constitution, lors de la signature de traités dans le cadre de l'UE, chaque fois au cours des décennies antérieures l'occasion leur a été donnée de relier ces questions à la Constitution et aux institutions antidémocratiques de la Ve République et de mener un combat politique sur cette ligne, et chaque fois sans exception ils se dont défilés, chaque fois ils ont trouvé le moyen de passer à côté.

Franchement vous avouerez que cela n'était pas fortuit ou un accident, une fois passerait encore, mais systématiquement, personne ne peut croire un seul instant que leur attitude n'a pas été délibérée pour épargner le régime, ce serait incensé de le croire.

Bien entendu à aucun moment nous n'avons estimé qu'une de ces étapes de la vie politique française aurait pu aboutir à une crise mortelle des institutions, encore moins qu'elles auraient pu conduire à leur renversement, nous ne nous laisseront pas entraîner sur ce terrain qui n'est pas le nôtre, car nous avons une autre conception de la lutte des classes.

Nous considérons que ce sont les masses exploitées qui seules décident de passer ou non à l'action, de se mobiliser ou non, de se soulever ou non, en fonction de leurs conditions, de leurs expériences et l'interprétation qu'elles en font ou le niveau de conscience qu'elles ont acquis, personne ne peut le décider à leur place et personne ne peut les remplacer, comme personne ne peut les convaincre de quoi que ce soit si elles n'y sont pas préparées et si elles ne le décident pas elles-mêmes. Autrement dit, nous ne faisons que suivre les masses en essayant de déterminer où elles en sont pour les aider à aller de l'avant, en leur proposant des tâches et des objectifs qui auront pour unique fonction de favoriser le mûrissement de leur niveau de conscience politique sur la voie qui mène à leur émancipation du capital. En aucun cas nous ne prétendons qu'elles seraient prêtes à accomplir ces tâches ou atteindre ces objectifs, auquel cas il ne resterait plus qu'à fixer la date et l'heure de la prise du pouvoir, or nous en sommes loin. Et on profite de ce processus ou de ces batailles pour les organiser, rassembler les éléments les plus combatifs, les plus avancées, construire patiemment pas à pas le parti qui servira à les guider...

En fonction de la nature de la période dans laquelle nous nous trouvons, révolutionnaire, pré-révolutionnaire, contre-révolutionnaire, le parti s'adresse à l'ensemble de la classe en s'appuyant sur les couches de la classe ouvrière les plus combatives afin qu'elles se donnent des objectifs politiques toujours plus audacieux, et en arrivent à entrevoir ou à la conclusion que sans la rupture puis le renversement du régime en place, jamais leur condition ne s'améliorera de façon significative et durable.

Le parti mène son combat politique uniquement pour aider les masses à réaliser cette condition et à se préparer à l'affrontement direct et final avec son ennemi de classe pour le vaincre. Ce sont les masses qui réalisent cette condition, qui doivent parvenir à la réaliser, tant qu'elles n'y sont pas prêtes ce ne sont pas les meilleurs discours ou les meilleures théories du monde qui les convaincront de passer à l'action, ce serait prêcher dans le désert. Tout dépend des masses, et si cela répugne à certains de se tourner vers elles, il vaut mieux cesser de militer pour le socialisme.

Comment le POI ménage les appareils des syndicats et Hollande.

Informations ouvrières n°371. Extraits.

Page 1 - Photo d'Air France avec drapeau FO en tête.

Page 2 - Yan Legoff : "*Les syndicats, à juste titre, regrettent ces incidents*", cela tombe bien le gouvernement et le patronat aussi, l'ensemble de la réaction, parce qu'ils n'en porteraient pas la responsabilité en participant au dialogue social avec

le gouvernement et le patronat, en organisant des journées d'action, etc. Passons.

Page 3 - "*Le 30 septembre, Manuel Valls a annoncé que, malgré l'opposition majoritaire des syndicats de la fonction publique (CGT, FO, Solidaires) à son projet d'accord, ce dernier s'appliquerait malgré tout.*"

Normal, Valls sait à qui il a à faire et que ces syndicats n'appelleront pas les travailleurs à la mobilisation générale, que même s'ils y appelaient ils feraient tout pour que cette mobilisation échoue, qu'ils n'appeleront pas à une grève générale de 24h reconductible. Mais cela le POI ne le dira pas, il faut faire croire que les dirigeants de ces syndicats feraient ce qu'ils peuvent, qu'ils ne portent aucune responsabilité dans la situation actuelle, bref qu'ils sont très bien. Pourquoi ? Mais parce que le POI y est opposé et soutient le gouvernement, il joue un double jeu. En gros, quand cela ne passe pas par la voie institutionnelle à laquelle ils sont soumis, la lutte de classe doit s'arrêter.

"*Le « dialogue social » selon ce gouvernement, c'est cela : contraindre les syndicats à relayer sa politique anti-ouvrière.*". Pourquoi n'aurait-il pas été conçu à cette fin ? Le POI n'est pas opposé au dialogue social, il regrette qu'il ne serve pas les intérêts des travailleurs. Mieux encore, que signifie prétendre que les relations entre le gouvernement et ces dirigeants syndicaux vendus se résumeraient à des rapports de contrainte exercer par le gouvernement sur les syndicats, sinon faire croire qu'ils n'en seraient pas les complices ? Le POI, c'est la machine à blanchir les appareils corrompus des syndicats et cela depuis 70 ans concernant son courant lambertiste.

Et que dire du dialogue social mis en place sous de Gaulle dénommé politique contractuelle qui a fini de pourrir les syndicats et le mouvement ouvrier et de fait le prolétariat, en les attelant au capitalisme et à ses institutions. Ils ont substitué à la lutte de classe du prolétariat avec ses syndicats sur leur terrain de classe indépendant de l'Etat, des rapports de maîtres à esclaves entre représentants des exploiteurs et des exploités assis tranquillement autour d'une table pour définir quels droits sociaux étaient compatibles avec la survie du régime ou les besoins des capitalistes qu'ils ont pris en charge.

Voilà avec quoi ce sont accommodés les lambertistes en échange de postes de permanents dans l'appareils de FO notamment.

Il faut appeler les choses par leurs noms, la politique contractuelle et le dialogue social n'étaient ni plus ni moins que la mise en place de rapports basés sur le principe de l'association capital-travail ou l'antichambre du corporatisme.

Dans l'éditorial on pouvait lire : "*...il s'agit bien de « contourner » les organisations syndicales qui « empêchent de réformer »*", parce que voyez-vous leurs dirigeants y seraient opposés.

Chaque fois ils procèdent à un amalgame entre les syndicats, leurs dirigeants et leurs adhérents ou militants, de manière à ce que le rôle et la responsabilité des uns et des autres ne soient pas clairement établies, alors que la mobilisation syndicale revient uniquement aux militants qui combattent au côté des travailleurs et en aucun cas à leurs dirigeants. C'est une manière comme une autre, sournoise de ménager les appareils des syndicats, ce qui ne peut que nuire à l'action que mènent les militants.

Page 5. - Entièrement consacrée à FO.

Page 6 - Consacrée au XIIIe Congrès de la CES. Aucune condamnation de la présence de François Hollande, Jean-Claude Juncker et Martin Schultz. Aucune condamnation de la participation des syndicats français à la CES, ils n'exigeront pas qu'ils rompent avec la CES.

La blanchisseuse des appareils à l'oeuvre.

"*Le congrès de la CES, institution de l'Union européenne, peut voter à l'unanimité de vibrantes envolées sur le dialogue social européen, il n'empêche que de nombreuses centrales syndicales s'opposent, dans leur pays (comme la CGT et FO en France, à l'opposé de la CFDT ou la CGT du Portugal ou de nombreuses autres) à tout report de l'âge de départ à la retraite.*

Et il en est de même concernant le développement de l'apprentissage. C'est toute la différence entre ce que peut voter un congrès de la CES… et sa traduction dans chaque pays."

Les dirigeants de la CGT et de FO présents votent "*de vibrantes envolées sur le dialogue social européen*", mais sur le terrain ils s'y opposeraient, ben voyons, en réalité c'est la majorité des militants de ces syndicats qui s'y opposent, mais il faut faire croire là encore que ce serait ces braves dirigeants syndicaux.

Pire encore, le POI va prendre ouvertement la défense des appareils dans un article rédigé contre le Parti de l'émancipation du peuple (ex-M'PEP) accusé de jeter "*l'enfant avec l'eau sale de la baignoire. Pourquoi ? Parce que dans un tract intitulé : « Que cesse l'imposture et que vive un syndicalisme libéré de la tutelle européenne », le PEP a osé dénoncer "pêle-mêle, « la CGT, la CFDT, FO, la CFTC, l'Unsa, syndicats français membres de la CES, et la FSU ».*", quel crime d'avoir sous-entendu qu'en réalité ils se répartissaient les rôles pour finalement défendre les mêmes intérêts, pas ceux des travailleurs évidemment.

Le POI n'a pas supporté "*l'accusation majeure suivante :*

« On ne peut, à la fois, être européiste et syndicaliste, européiste et démocrate. Il faut choisir. La CES avait choisi depuis le début. »

Tout cela pour arriver à la conclusion suivante : « Le Parti de l'émancipation du peuple (ex- M'PEP) appelle les salariés à être exigeants avec leurs syndicats et invitent les syndicalistes sincères et intègres à réagir face à l'européisme et au réformisme sociolibéral.

Notre parti appelle à protester contre l'euro-syndicalisme intégré à l'UE. »". Pourquoi pas ? Qu'est-ce qui gêne tant que cela le POI? Si on comprend bien, il ne serait pas permis à un parti ouvrier de dénoncer le soutien qu'apportent les dirigeants syndicaux à l'UE et de prétendre que cette position serait incompatible avec le mandat d'un syndicalisme ouvrier ou la nécessité de demeurer indépendant du capitalisme et ses institutions pour défendre les intérêts des travailleurs. Il vaut mieux laisser carte blanche à ces salopards qui contrôlent les syndicats, à ces fossoyeurs du syndicalisme. Vous vous demandiez peut-être quel était le contenu de l'appel du POI à défendre l'indépendance des organisations de la classe ouvrière, la réponse est assez claire et se résume à la défense des appareils auxquels le POI est lié organiquemet depuis des lutres s'agissant de FO

Et comme ils sont particulièrement pourris, l'article se terminera en tournant en dérision la position adoptée par le PEP ou en tentant de le ridiculiser, méthode à laquelle recourent les faussaires : "*Tant que la CGT et FO restent membres de la CES, il n'y aurait plus rien à faire ?*", ce que le PEP n'a jamais dit, une pure falsification de ses positions. Bravo les lambertistes !

Passons directement à la page 16 car on est déjà pris d'indigestion, il ne reste plus qu'à vomir.

Michel Sérac reproduit la mystification qui a servi de propagande à Washington pour justifier la guerre contre la Syrie : "*Lorsque, en 2011, les manifestations héroïques du peuple syrien pour la démocratie furent cruellement réprimées par Bachar...*", rectifions à nouveau, au début manifestations autorisées par le régime qui se dérouleront dans le calme, suivies de manifestations au cours desquelles des takfiris abattront des policiers et des manifestants, assassinats auxquels le régime répliquera en usant de la force pour tenter de préserver la paix civile en Syrie, les faits se dérouleront exactement comme à Kiev en Ukraine (sauf que là ce sont des milices fascistes ou des agents de la CIA ou du Mossad qui serviront de snipers) ce que l'auteur de cet article n'est pas sans ignorer, provocations sanglantes qui seront le signal de départ du cycle de violences (qui dure juqu'à ce jour) et qui se soldera les semaines suivantes par l'assassinat de plus d'une centaine de policiers et de militaires syriens, ce que Michel Sérac n'est pas censé ignorer non plus.

Le POI a adopté l'interprétation falsifiée des faits présentée par Sarkozy à l'époque et reprise ensuite par Hollande, qui lui sert maintenant de caution pour bombarder la Syrie. Je crois qu'il n'y a rien à ajouter.

Mais pour que les militants comprennent bien à qui ils ont à faire, des gens qui n'ont pas plus de scrupules que Hollande, on se devait de reproduire le dernier paragraphe de cet article.

"*La classe ouvrière française et les peuples du Moyen-Orient sont attaqués par le même ennemi : le régime réactionnaire qui gouverne la France, au service du capital.*", et dire qu'il y a des militants pour marcher dans cette combine, en fait ils trouvent dans ce parti ce qui les intéresse, même ce qui n'y figure pas et se foutent du reste. On n'a décidément pas la même conception du militantisme ou de la lutte des classes, ni les mêmes principes. Au fait, vous discutez de quoi dans votre parti ? Tenez, soumettez-leur cette causerie pour voir leur réaction.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Il préfère les "géants" de Maastricht, plus conquérants, plus coloniaux, plus impérialistes.

Un couple franco-allemand « modèle réduit » pour Jean-Luc Mélenchon - Public Sénat

Le député européen (groupe confédéral de la Gauche unitaire) Jean-Luc Mélenchon n'a pas caché sa déception à la suite des discours d'Angela Merkel et de François Hollande cet après-midi au Parlement européen.

Le député européen (groupe confédéral de la Gauche unitaire) Jean-Luc Mélenchon n'a pas caché sa déception à la suite des discours d'Angela Merkel et de François Hollande cet après-midi au Parlement européen.

Il y a 26 ans, le mur de Berlin venait de tomber, le chancelier allemand Elmut Kohl et le président François Mitterrand prononçaient conjointement un discours devant les parlementaires européens sur l'avenir de l'Union. « Deux géants » pour Jean-

Luc Mélenchon comparés aux « deux modèles réduits » d'aujourd'hui qui : « ont débité cette eau tiède de deux technocrates récitant ce qu'on savait déjà. Ils ne nous ont absolument rien appris. Or, ce qu'on attendait d'eux, c'était un électrochoc, une proposition qui permette de faire redémarrer le projet européen », a-t-il déploré.

Jean-Luc Mélenchon a aussi comparé l'Union européenne à l'URSS, « une structure incapable d'aller de l'avant, glacée, auto bloquée ». Public Sénat 07.10

Quel réactionnaire, c'est vrai qu'il ne le cache plus !

On ne peut que le féliciter d'afficher ses réelles intentions qui consistent à "faire redémarrer le projet européen", au moment même où ils sont en train de finaliser leur projet de traité transatlantique qui sellera le destin des peuples de l'UE en les livrant à la voracité insatiable des multinationales anglo-saxonnes, au moment même où l'UE renouvelle son soutien à l'émir d'Istanbul qui sert de base arrière aux barbares de l'Emirat islamique qui déferlent sur la Syrie et l'Irak.

Comment peut-on revendiquer "faire redémarrer le projet européen", qui depuis sa création a été exclusivement conçu (par l'oligarchie financière américaine) contre les intérêts des travailleurs des pays de l'UE, sinon qu'on partage les intérêts de ceux qui sont destinés à en tirer profit, ce qui fait de Mélenchon un de leurs agents, ouvertement.

En encensant Kohl et Mitterrand qui ont joué un rôle crucial dans l'adoption de l'euro et la mise en place de BCE, ce charlatan confirme qu'il n'avait pas commis une erreur en votant oui lors du référendum sur le traité de Maastricht en 1992, qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie qu'il avait adoptée lorsqu'il était au PS, idéologie au profit de laquelle il allait continuer de consacrer son engagement politique en fondant le PG.

D'étranger à la classe ouvrière, il a décidé de servir ses ennemis et il tient à le faire savoir, dont acte, nous en concluons que c'est le personnage qu'il a décidé d'endosser, nous le traiterons donc ainsi dorénavant, en ennemi des travailleurs, on ne peut pas faire moins, à moins de vouloir conciler l'inconciliable, ce qu'on laissera à la ribambelle d'opportunistes qui essaiment au sein du mouvement ouvrier.

Il sera difficile à nos détracteurs de nous accuser de déviation gauchiste, dans la mesure où c'est Mélenchon lui-même qui insiste à se présenter ainsi devant les travailleurs, il en porte donc la responsabilité. Mieux, nous poussons le scrupule jusqu'à respecter à la lettre son engagement politique que nous n'avons aucune raison de dénaturer, d'ailleurs si vous avez bien observé, nous nous en sommes tenu aux faits qui sont tellement clairs que nous n'avons même pas eu besoin de les interpréter, nous n'avons fait que les situer dans leur contexte, en rappelant au passage que sa soumission au régime et à l'UE ne datait pas d'hier mais qu'elle avait bien été une constante chez lui pendant près de 40 ans, on devrait au contraire nous féliciter pour s'en tenir fidèlement aux faits.

Soyez démocrates, soyez tolérant, accordez le droit à Mélenchon d'adopter des représentants de la réaction, de la même manière que vous nous accorderez celui d'adopter les marxistes, chacun est libre de choisir son camp.

Cela signifie-t-il qu'il faudrait refuser d'envisager toute alliance de circonstance avec le PG ou le FdG ?

Tout dépendrait du contexte ou de la situation, ce qui pourrait le justifier sans que cela présente une contradiction avec ce qui a été dit précédemment, tout dépendrait de la manière dont la majorité des travailleurs percevraient ce parti et cette coalition de formations politiques, ainsi que ce qu'ils seraient en droit d'en attendre. Si la réponse était négative à ces deux questions, nous rejetterions une telle perspective, dans le cas contraire nous n'y serions pas opposés, à condition que cette initiative ne contribue pas à faire naître des illusions dans la tête des travailleurs dans ce parti ou cette coalition et qu'elle serve à construire le parti.

On nous demandera comment peut-on concevoir de s'allier temporairement sur une question précise et bien délimitée avec des dirigeants et des partis qu'on a caractérisés d'ennemis de la classe ouvrière. On répondra qu'il faut distinguer dans les rangs de nos ennemis, ceux qui peuvent ponctuellement servir des intérêts contraires à ceux de la classe qu'ils représentent, sous réserve répétons-le que la majorité des travailleurs ou de larges couches de la classe ouvrière y soient favorables.

Cela pourrait-il impliquer des dirigeants ou des partis classés officiellement à droite ? Tout dépendrait des circonstances, en période de réaction sur toute la ligne, si cela constituait un acte de résistance qui favoriserait la prise de conscience de la situation de la part des travailleurs ou de ce qui est en train de se jouer dans leur dos, nous n'y serions pas défavorables, à condition dans tous les cas de figure de conserver notre entière liberté d'expression et d'action pour transmettre aux travailleurs les enseignements qu'on pourrait en tirer pour les aider à poursuivre leur combat politique.

On nous objectera que des militants pourraient refuser de l'accepter. Assurément, tout dépendrait de la manière dont on leur présenterait une telle initiative et ce qu'ils seraient en droit d'en attendre, sachant qu'il y en aura toujours pour refuser de considérer nos arguments dès lors qu'ils ne partagent pas nos objectfs politiques. Notre position est avant tout déterminée par l'attitude des masses et leur état d'esprit pour les aider à y voir plus clair et à progresser, et non par celle ou celui des militants

qui sont en principe au service des travailleurs faut-il le rappeler, et non l'inverse, tout dépend là encore de la conception de la lutte des classes qu'on a adoptée.

Ajoutons qu'il ne faut pas non plus confondre les rapports entre les classes qu'on a adoptés, disons par principe ou conformément à leur nature contradictoire, et la vision qu'en ont les masses et qui est appelée à évoluer au cours de la lutte des classes. Notre objectif immédiat n'est pas de se saisir d'une telle initiative pour renverser les rapports existant entre les classes, mais pour concourir à les modifier en faveur des travailleurs si cela était possible et si ce la ne l'était pas, comme c'est le cas très souvent, elle contribuerait à les aider à mieux comprendre comment fonctionne la société, objectif modeste dont on se satisfera à défaut de mieux en période de contre-révolution. Vous comprendrez peut-être un peu mieux pourquoi nous répétons qu'il ne faut pas se prendre pour ce qu'on n'est pas et attendre des miracles de telle ou telle action.

Tout dépendrait en dernière analyse de l'orientation politique que nous aurions adoptée ou dans laquelle s'incrirait un tel processus, en ce qui nous concerne elle est résolument tournée contre les institutions de la Ve République dans la perspective de les renverser ou la prise du pouvoir par les travailleurs.

On peut s'associer à des initiatives avancées par des partis ou des personnalités de droite ou de la pseudo-gauche, dès lors qu'en intervenant dans la lutte des classes on s'emploie à diffuser quotidiennement les idées du socialisme pour qu'elles pénètrent dans le cerveau des travailleurs ou qu'ils se les approprient, on a du mal à concevoir pourquoi elles pourraient être une source de confusion dans la tête des militants, à moins bien sûr que leurs convictions soient mal assurées ou qu'ils jouent un double jeu à la manière d'un Mélenchon.

Ici comme ailleurs la situation est parfaitement claire pour ceux qui acceptent de la regarder en face et qui ne sont pas tentés d'y retrancher ce qui les incommode ou ce qu'ils ne comprennent pas. C'est une question d'honnêteté. Quand on a adopté une cause et qu'on s'en tient aux objectifs politiques qu'on s'est fixé, qu'aurait-on à craindre sinon d'être trahi par soi-même, dans ce cas-là il est inutile d'en chercher les causes ailleurs ou à l'extérieur.

Les marxistes préconisaient de participer au parlementarisme bourgeois qui devait être une tribune pour à la fois combattre le régime et diffuser le socialisme.

Or il s'est trouvé que chaque fois que des dirigeants des partis ouvriers y étaient élus, à de rares exceptions près qui confirment la règle, ils en profitèrent pour rompre avec le socialisme et se ranger au côté de ses ennemis, et cela depuis la fin du XIXe siècle. Quel profit en tira la classe ouvrière et le mouvement ouvrier ? Aucun près d'un siècle et demi plus tard, en dehors de les avoir enchaînés plus solidement encore au capitalisme et à ses institutions, au détriment de leur émancipation et du socialisme qui fut ainsi dévoyé au point de devenir méconnaissable. Pourquoi en sont-ils arrivés là? On pourrait répondre, parce qu'ils n'étaient pas réellement socialistes, assurément, mais aussi parce que la nature humaine est faible ou comporte bien des lacunes qui se manifestent de préférence au pire moment en favorisant des intérêts individuels compatibles avec le régime, au détriment de ceux de la collectivité qu'on était censé représenter et qu'on a abandonnée à son triste sort, disons par confort personnel, parce que c'était la voie de la moindre résistance à défaut d'avoir la volonté d'affronter en face le régime.

L'expérience du parlementarisme bourgeois par les partis ouvriers s'est révélée être une véritable catastrophe pour le mouvement ouvrier et le socialisme, à l'exception peut-être du parti bolchevik et de la Russie, je souligne peut-être parce que je ne me suis jamais penché sur cette question, tout ce que je sais c'est que cela n'a semble-t-il pas altéré la détermination de ses principaux dirigeants, mais peut-être que je m'avance trop.

Loin d'opposer entre eux les facteurs politiques et psychologiques qui concernent chacun d'entre nous , nous devons les prendre en compte sans chercher à nier les uns ou les autres, en essayant de comprendre comment ils fonctionnent et comment ils sont imbriqués de sorte qu'ils sont inséparables. Les hommes sont facilement corruptibles, ils sont capables du meilleur comme du pire, il faut donc en tenir compte avant de définir une tactique ou une stratégie, dans le cas contraire on s'exposera à bien des déboires ou des désillusions, dangereuses, cruelles, parfois fatales.

La vie est faite d'un ensemble de contradictions qu'il faut prendre en considération sous peine de nous leurrer nous-même. Généralement, ce ne sont pas ces contradictions qui posent problème en soi ou qui nous jouent de mauvais tours, mais plutôt notre incapacité à les discerner et à les traiter correctement, à déterminer dans quelle direction elles s'orientent ou pourraient s'orienter, comment elles pourraient se résoudre en tenant compte qu'elles évoluent en permanence. Ne pas discerner les contradictions que renferme la situation revient à en occulter une partie, consciemment ou non, cela n'est pas sans importance puisque les conséquences qui en découleront ne seront pas identiques. Cela est valable pour chaque activité humaine, qui plus est en politique.

La dialectique a justement pour fonction de déterminer comment évolue chaque terme que comporte une contradiction au sein de rapports soumis à de perpétuels changements, de telle sorte qu'on est en présence d'un processus dynamique appelé à connaître de profondes transformations.

La vie est une contradiction, le mouvement est une contradiction, ils sont régis par un ensemble de contradictions qui constituent

leurs lois de fonctionnement qui déterminent leur devenir, sinon la vie serait impossible ou le mouvement n'existerait pas, l'univers n'existerait tout simplement pas.

Ce qu'on appelle le matérialisme dialectique ou le marxisme a consisté à découvrir ces lois, ce processus dialectique qui régit chaque chose, chaque être, chaque facteur ou rapport, la nature et l'univers. Au-delà, il s'en est servi pour découvrir quels étaient les facteurs qui au cours des millénaires avaient participé de manière décisive au développement de la civilisation humaine, de sorte qu'en suivant leur évolution il devenait possible de définir les différentes étapes qu'elle devrait encore franchir avant de parvenir à maturité ou sorte définitivement du règne de la barbarie, à moins qu'elle en soit incapable et qu'elle soit vouée à en périr, aucune de ces deux hypothèses n'étant à exclure, on retrouve là en concentrés les termes d'une contradiction et la manière dont elle peut se résoudre sous l'action des hommes, selon qu'ils seront en mesure d'en prendre conscience ou non, au final, c'est la combinaison de conditions objectives parvenues à maturité et de conditions subjectives vouées ou non à parvenir à maturité, qui déterminera si l'humanité ou l'espèce humaine ont encore un avenir ou non.

Le matérialisme dialectique est juste une méthode ou un instrument pour interpréter le monde dans lequel nous vivons, et dont l'usage ou pas que nous en ferons déterminera l'avenir de la civilisation humaine, rien de moins.

On s'aperçoit ici qu'il n'y a rien d'extraordinaire ou de mystérieux dans le marxisme. Et ce n'est pas un hasard s'il est apparu au moment où la civilisation humaine franchissait une étape décisive qui devait lui permettre de se libérer du règne de la nécessité qui l'a vu naître ou au contraire entraîner son auto-destruction.

Tourner le dos au marxisme ou au matérialisme dialectique, c'est participer à l'auto-destruction de la civilisation humaine, ni plus ni moins.

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand les Etats terroristes bombardent des innocents

- Afghanistan: Obama présente ses excuses à MSF pour le bombardement d'un hôpital à Kunduz - AFP

- Yémen: au moins 13 morts dans le bombardement visant une fête de mariage - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie: plus de 90% des frappes russes ne visent pas l'EI ou Al-Qaïda, selon Washington - AFP

Les Etats-Unis ont affirmé mercredi que la quasi totalité des frappes de la Russie en Syrie ne visaient pas les groupes Etat islamique ou ceux proches d'Al-Qaïda mais des organisations armées syriennes modérées qui combattent le régime de Damas.

"Plus de 90% de leurs frappes auxquelles nous avons assisté n'ont pas été contre l'EI ou des terroristes affiliés à Al-Qaïda. Elle ont été en grande partie contre des groupes d'opposition", a déclaré le porte-parole du département d'Etat John Kirby. AFP 07.10

On a particulièrement apprécié "des organisations armées syriennes modérées", à croire qu'aux Etats-Unis ou en France il serait possible aujourd'hui de constituer ce genre d'organisations à condition qu'elles soient "modérées" et qu'elles combattent pour la démocratie ! Non, en fait en Ukraine... Et dire qu'il y a des abrutis pour les croire ou des salopards pour reproduire leur discours.

Il y a quelques jours les Saoudiens ont bombardé un mariage au Yémen, 130 morts, hier ils ont remis cela toujours sur un mariage, 13 morts. Les Américains bombardent en Afghanistan un hôpital isolé de toute habitation, entre 50 et 80 morts selon les sources. L'Emirat islamique et Al-Nosra ont détruit toutes les insfrastructures de la Syrie qui leur sont tombées sous la main. Questions : Qui terrorise qui ? Qui fait la guerre à ces peuples ? Vous pouvez poser vos questions à Michel Sérac, Hollande ou Obama, mais n'attendez pas de réponses, vous êtes censés les connaître...

Commentaire d'un internaute.

- "Ces modérés dont on nous rebat les oreilles, si j'en ai vu dans un ou deux documentaires c'est bien le tout et encore ils n'avaient pas l'air si modérés... s'ils existaient vraiment ça fait un moment qu'on nous les montrerait sur toutes les chaînes. Les seuls qu'on a pu voir ont été formés dans les universités américaines et sont en exil. Bref rien à voir avec le terrain. En revanche les djihadistes de tous les bords, et notamment des bords que la France soutient, ça ça foisonne avec des vidéos de leurs crimes aussi. Je suis comme saint Thomas, j'attends des preuves pour croire à l'Arlésienne."

En bref

- Syrie : Bachar Al-Assad devenu "dépendant d'autres milices" - Francetv info

Bachar Al-Assad ne peut plus remporter la guerre tout seul, il est "dépendant d'autres milices" : des chiites, du Hezbollah libanais, des forces spéciales d'Iran et de Vladimir Poutine. Francetv info 07.10

- En Syrie, le régime à l'offensive sous couverture aérienne russe - LeMonde.fr

2 - Israël

- Netanyahu donne l'ordre de liquidation des leaders de la Résistance ! - sahartv.ir

Durant l'histoire de 67 ans de l'occupation de la Palestine, le terrorisme d'Etat organisé du régime sioniste figurait toujours à l'agenda des dirigeants et des fondateurs d'Israël.

Les assassinats en série des dirigeants de l'OLP dans les décennies 1960-1970 et ceux des leaders du Hezbollah libanais, du Hamas et du Jihad islamique dans les décennies 1980-1990 à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés, sont des exemples manifestes du terroriste d'Etat du régime sioniste.

Le sioniste a toujours été à l'origine du terrorisme, d'autant plus qu'aucun responsable sécuritaire d'Israël n'a nié les opérations terroristes et les tentatives de Tel-Aviv visant à éliminer les dirigeants palestiniens. Le service de renseignement du régime sioniste, Mossad, et ses sous-ensembles Shabak, Shin Beth et les unités des Escadrons de la mort ont toujours été actifs en Palestine occupée et effectué de nombreux assassinats et opérations terroristes, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des territoires occupés. Depuis des décennies où le Mossad planifie et applique en catimini et sous la surpervision des Premier-ministres israéliens, des opérations terroristes, à l'heure actuelle, Benyamin Netanyahu a émis un décret officiel, mettant le sceau de confirmation sur l'assassinat des leaders de la Résistance palestinienne. En effet, le Premier ministre du régime sioniste a donné son aval à l'assassinat des responsables de la Résistance.

A l'issue de la réunion du cabinet sécuritaire du régime sioniste, lundi dernier, Netanyahu a déclaré que lors de cette réunion, il avait été décidé d'assassiner les leaders de la Résistance. Lors de sa récente réunion, le cabinet du régime sioniste a officiellement souligné la démolition des maisons des responsables palestiniens, l'arrestation des jeunes participant aux manifestations des Palestiniens, l'augmentation du nombre de militaires sionistes en Cisjordanie, le déploiement de 4.000 policiers supplémentaires à Qods occupée et l'assassinat des dirigeants palestiniens.

L'opération terroriste ou l'élimination physique, est l'une des méthodes habituelles des services de sécurité et de renseignement intérieur et extérieur du régime sioniste, afin d'éliminer les opposants et d'étouffer leur cri de liberté. Les groupes terroristes, même avant la création d'Israël, jouaient un rôle important dans l'application des opérations terroristes et le massacre du peuple palestinien, dans les années 1930-1940. La politique de terreur et d'assassinat a toujours été l'une des méthodes habituelles des Sionistes en vue d'occuper la Palestine et de poursuivre leur occupation.

L'enlèvement des leaders palestiniens et leur détention prolongée se poursuivaient parallèlement aux assassinats. Cheikh Ahmad Yassin, leader et fondateur du mouvement de la Résistance islamique de la Palestine (Hamas) est un exemple clair du terrorisme d'Etat d'Israël. Il se trouvait pendant une décennie dans les prisons du régime sioniste, il a été torturé et finalement sa maison a été visée par des missiles et rasé entièrement. Cheikh Yassin se déplaçait en fauteuil roulant à cause des tortures que lui avaient infligées les tortionnaires israéliens et il a également succombé sous ces mêmes pratiques barbares. sahartv.ir 07.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Belgique

- Manifestation monstre contre l'austérité à Bruxelles - euronews.com

Selon les estimations, entre 80 et 100 mille personnes sont descendues dans les rues pour dénoncer "le virage fiscal", le relèvement de l'âge de la retraite et l'orientation générale du gouvernement de Charles Michel.

"C'est pour rappeler toutes les mesures contre les travailleurs et les allocataires sociaux en préservant le capital, donc des mesures totalement injustes" explique Marc Goblet, le secrétaire générale du syndicat FGTB.

La mobilisation contre l'orientation politique a mobilisé près d'un Belge sur dix. L'augmentation des taxes sur le tabac, l'alcool et le gazole ainsi que les coupes dans le budget de la cultures sont quelques une des mesures les plus dénoncées. euronews.com 07.10

2- Etats-Unis

- Le nombre de sans-abris en hausse, état d'urgence décrété à Los Angeles - sahartv.ir

Les autorités de l'Etat de Californie des Etats-Unis ont décrété dans la ville de Los Angeles l'état d'urgence suite à l'augmentation du nombre de sans-abris.

Los Angeles compte parmi les villes les plus riches du monde. Cette fois-ci non pas pour la sécheresse ni pour l'incendie mais pour la forte augmentation du nombre de sans-abris que les responsables de Los Angeles ont déclaré l'état d'urgence dans cette ville américaine. Selon les chiffres annoncés par l'Agence de Lassa, chargée de fournir des services aux sans-abris, le nombre de sans-abris a enregistré une hausse de 12% pour atteindre les 45.000. sahartv.ir 07.10

Haut de page

Le 10 octobre 2015

CAUSERIE

J'ai préparé un sujet de causerie que j'ai adressé à deux camarades en leur demandant leur avis. Sans réponse je le mettrai en ligne lundi.

Réflexion politique

La dictature des capitalistes a succédé à celle de prélats et des seigneurs (de guerre) en se parant d'un vernis démocratique, en reconnaissance du rôle joué par la plèbe dans son avènement pour mieux la maintenir en servitude par la suite ou piétiner ses droits ou la démocratie. On a appelé ce régime une république démocratique bourgeoise pour signifier qu'elle était le produit de la lutte des classes et sanctionner la domination de classe des exploiteurs.

De nos jours, sous l'effet de la crise conjointe du capitalisme et du mouvement ouvrier, la bourgeoisie a adopté l'idéologie ou la stratégie néolibérale pour se débarrasser des oripeaux de la République, de la démocratie, et de la lutte des classes, de sorte que sa dictature impitoyable et cynique apparaît de plus en plus clairement ou crûment au grand jour.

Ses représentants et leurs zélés serviteurs se font un devoir de la soutenir à travers leurs discours sans évidemment s'en vanter, pire, en parant les mauvaises intentions qui les animent envers les masses laborieuses des vertus des principes ou valeurs qu'ils ont en fait répudiés ou auxquels ils ont renoncé pour mieux les tromper, procédé démagogique qui pour fonctionner ne peut souffrir la moindre confrontation ou contradiction, ils doivent en permanence recourir au mensonge, à la falsification des faits, au déni, à la démagogie, afin que la réalité telle qu'ils la présentent justifie leur politique et que la plèbe y adhèrent, censurant, ridiculisant, diabolisant ou criminalisant leurs opposants en dénaturant leurs intentions ou leurs propos de manière à ce qu'ils n'aient aucune emprise sur la masse des exploités dont les conditions sont inévitablement vouées à empirer, ce dont ils doivent ignorer ou admettre selon les cas.

La situation telle qu'ils la présentent est du domaine de l'imposture, dans la mesure où elle a pour unique objectif de permettre au gouvernement de mettre en oeuvre la politique dictée par les besoins des capitalistes dans les meilleurs conditions possibles, en prétendant qu'elle répondrait aux besoins de la population ou de l'intérêt général, et qu'elle serait la seule compatible avec la situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer.

La situation qui se présente sous la forme d'un diagnostic unilatéral dans le sens où il n'incarne que les besoins des exploiteurs, est appelé à être partagé par l'ensemble des acteurs sociaux ou politiques qui de bon grè se livrent à cet exercice qui relève de la collaboration de classes. Et c'est à partir de ce diagnostic partagé que les représentants des travailleurs se retrouveront assis autour d'une table au côté de ministres ou/et patrons pour défiinir de quelle manière ils vont pouvoir appliquer la politique néolibérale en tentant d'aller le plus loin possible dans le remise en cause des droits des exploités tout en tenant compte du rapport de force entre les classes qui demeure favorable à la classe dominante.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les faits l'emportent sur les discours que peuvent tenir les uns et les autres. Or les discussions qui ont lieu au sein du mouvement ouvrier ou entre les militants seront conçues de telle sorte qu'elles porteront davantage sur ces discours plutôt que sur les faits, que par ailleurs ils s'emploient à tronquer ou à falsifier lorsqu'ils y font référence, par exemple lorsqu'ils affirmeront que FO et la CGT auraient rompu avec le dialogue social, alors qu'un ministre et Mailly s'empresseront d'affirmer le contraire le jour même, information qui sera au pire volontairement ignorée ou censurée, au mieux dont la portée sera minimisée, ils ne pouvaient pas faire moins puisque quasi-quotidiennement tel ou tel ministre rencontre les différents dirgeants de ces syndicats, faisant des syndicats des rouages permanent de l'Etat, sans qu'il soit nécessaire de rappeler leur participation aux conseils d'adminstrations des entreprises nationalisées ou différentes institutions comme par exemple le Conseil économique et social et environnemental qui fonctionne comme une annexe du Sénat. Les Comités d'entreprise ont la même fonction au sein des entreprises.

En orientant la discussion entre les militants sur ces discours ou des faits qu'ils ont soigneusement sélectionnés, ils vont davantage concourir à les diviser plutôt que les unir tout en prétendant combattre pour leur unité. Unité dont il n'y aurait rien à attendre même si elle se réalisait de bas en haut, dans la mesure où elle reposerait sur le marécage de la collaboration de classes qui l'engloutirait le moment venu, avant que la mobilisation des travailleurs constitue une menace sérieuse pour le régime.

Le discours qui consiste à prétendre que les syndicats seraient indépendants est également du domaine de l'imposture, car c'est un facteur de division qui ne peut que poser problèmes aux militants ou les opposer entre eux. Cette affirmation que les syndicats seraient indépendants repose sur un amalgame entre les dirigeants syndicaux et les militants, qui consiste à ménager ou protéger les appareils corrompus des syndicats, à récupérer l'engagement sincère et honnête des militants au côté des travailleurs au profit de ces appareils qui sont liés au régime.

C'est la détermination des militants syndicaux à rejeter la politique du gouvernement et du patronat qui fixe les limites du "dialogue social" ou de la collaboration de classe, bien que les acteurs qui y participent ne soient pas obligés d'en tenir compte ou passeront outre. Cette limite sera d'autant plus repoussée et la collaboration classe sera perçue de manière toujours plus déformée et donc acceptée par les militants, selon un ensemble de critères qui auront une emprise ou une forte influence sur eux, tels la manière dont se développe la crise du capitalisme et des institutions et l'interprétation qu'ils en font, le niveau de l'offensive de la réaction ou de ses prétentions, la composition de leur syndicat, les couches qu'ils représentent ou les conditions dans lesquelles se trouve celle à laquelle ils appartiennent, et évidemment comment ils perçoivent leurs dirigeants, etc.

Plus ils auront l'impression qu'il n'existe aucune issue à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs, plus ils seront portés à s'y adapter, à modérer leurs revendications et à accepter des concessions qui se traduiront par une nouvelle régression sociale dont ils se feront les complices. Sans s'en apercevoir ou inconsciemment leur comportement sera dicté par le diagnostic qu'ils partagent avec le gouvernement, le patronat et leurs dirigeants syndicaux, même si ces derniers prétendaient le contraire puisque dans la pratique quotidienne ils se comportent de la sorte.

Certains militants résisteront sous la pression des masses, mais sans toutefois être capables de donner une orientation politique correcte à leur intervention dans la lutte des classes, dès lors qu'ils sont eux-mêmes gangrenés par le réformisme, et lorsqu'ils sombreront dans le gauchisme ils ne feront qu'exprimer cette incompréhension du processus historique dans lequel s'inscrivent l'ensemble des facteurs énumérés dans le paragraphe précédent qui nécessite la rupture avec le régime, ses représentants (dont leurs dirigeants syndicaux) et les institutions, le patronat.

C'est ce processus historique avec lequel se confond le développement du capitalisme, qui dicte l'attitude des différents acteurs de la lutte des classes, et donc également celui des militants qu'ils en aient ou non conscience, processus historique qui évoluera dans une direction ou une autre en fonction du comportement de certains facteurs et leurs rapports. Tout dépendra en dernier lieu du terrain de classe sur lequel interviendront ces différents acteurs. S'ils se situent sur celui de la classe dominante, c'est celle-ci qui conservera l'initiative ou consacrera sa domination de classe, qui verra son pouvoir conforté ou renforcé. En revanche, si les exploités qui constituent la majorité de la population parvenaient à se doter de représentants qui mènaient leur combat politique exclusivement sur leur terrain de classe, les conditions seraient ainsi créées pour inverser les rapports existant entre les classes et il serait alors possible d'entrevoir une autre issue à la lutte des classes, comme quoi la barbarie n'est pas une fatalité et le socialisme pas forcément une utopie irréalisable ou impossible à matérialiser.

Les cadres ou dirigeants de partis ouvriers qui sont parvenus à se faire une place au soleil au sein des appareils des syndicats vendus ont trahi le socialisme ou ils y étaient étrangers dès le départ. Il n'a jamais été dit nulle part par aucun dirigeant marxiste du XIXe ou du début du XXe siècle que le but du parti de l'avant-garde révolutionnaire aurait consisté à conquérir la direction des syndicats en achetant ou marchandant des places dans leurs différentes instances en échange de je ne sais quelle concession, qui reviendrait à renier le terrain de classe sur lequel ils devaient mener leur combat ou l'abandon de l'objectif du

combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc l'abolition du capitalisme.

Il est parfaitement clair que si nos dirigeants étaient restés strictement sur cette orientation politique, menant âprement le combat contre tout compromis avec les représentants de l'Etat ou les capitalistes, jamais les appareils des syndicats liés au capitalisme ne leur auraient octroyé de pareilles avantages, de la même manière qu'un militant qui mènerait ce combat dans l'entreprise qui l'emploie serait définitivement grillé ou n'évoluerait jamais dans la hiérarchie, il serait plutôt viré à la première occasion, j'en parle en connaissance de cause.

C'est la réalité, soit on accepte d'être corrompu, soit on s'y refuse, il n'existe pas de troisième voie. Les militants ont tort de refuser de l'admettre ou de ne pas en tenir compte. Qu'est-ce qu'ils s'imaginent ? Quand des représentants du régime vous offre une promotion, c'est soit parce que vous possédez les qualités professionnelles requises selon la définition qu'ils en font qui inclut que vous ferez un bon collaborateur ou porte-parole de leurs intérêts, soit pour vous corrompre ou vous convaincre de ne pas adopter un comportement contraire à leurs intérêts en échange d'avantages matériels, ce qui revient au même et vaut également pour les partis. Il faut être bien naïf pour croire autre chose.

On aurait pu se demander si la participation des dirigeants des trois courants trotskystes aux appareils pourris des syndicats avait permis de faire un pas vers le socialisme, l'inexistence du parti suffira à répondre par la négative.

On terminera par une note personnelle. Il m'est arrivé plus d'une fois d'être définitivement grillé ou de perdre mon boulot uniquement pour avoir exposé une idée, pour avoir juste ouvert la bouche, le plus souvent lors de conversations anodines ou à bâtons rompus qui se voulaient libres ou sans enjeu apparemment, par exemple lors d'un pot, y compris en dehors de l'enceinte de l'entreprise.

J'étais catalogué par mes employeurs comme rebelle, opposant, communiste, et finalement leur ennemi dont il fallait se débarrasser, car ils estimaient que me fournir un travail et un salaire c'était trop, c'était se compromettre ou favoriser le sort de quelqu'un qui avait juré d'avoir la peau des patrons, inacceptable. Il y en eut un qui poussa le vice jusqu'à m'envoyer six lettres recommandées accompagnées d'autant d'entretients avant licenciement, qui m'expliqua droit dans les yeux que, soit il parvenait à me briser et je conserverai mon emploi, soit il finirait par me virer, ce qu'il fit après la septième lettre à l'issue de notre entretien qui fut aussi infructueux que les précédents. Il me demandait d'accepter des conditions que je jugeais inacceptables et qui plus est étaient incompatibles avec mes principes.

Vous comprenez pourquoi je me suis réfugé en Inde, parce qu'après avoir travaillé chez pratiquement tous les principaux revendeurs Canon de la région parisienne (j'étais technicien SAV), j'étais grillé. Et si finalement j'ai quand même réussi à m'en sortir, c'est parce que je suis resté fidèle à mes idées, je l'ai payé très cher mais je ne le regrette pas. Vous comprendrez pourquoi je ne peux pas accepter que certains en fassent un commerce.

Les marxistes ont sacrifié leur vie à notre cause, donc je ne pouvais pas faire moins. Voilà quel était mon état d'esprit qui n'a jamais changé depuis. Et s'il nous faut admettre à la suite de Lénine qu'on soit parfois contraint de faire des concessions à notre ennemi, à condition seulement qu'elles ne portent pas sur les principes auxquels nous resteront indéfectiblement attaché.

Quand est-ce que les Etat-Unis furent une démocratie ? Jamais.

Liste (non exhaustive) des dictatures ou des régimes autoritaires soutenus par les Etats-Unis depuis son indépendance. (wikipedia.org)

Amérique latine :

1. Porfirio Díaz (Mexico) (1876–1911)
2. Institutional Revolutionary Party (Mexico) (1929–2000)
3. Juan Vicente Gómez (Venezuela) (1908–35)
4. Manuel Estrada Cabrera (Guatemala) (1898–1920)
5. Jorge Ubico (Guatemala) (1931–44)
6. Fulgencio Batista (Cuba) (1952–59)
7. Rafael Trujillo (Dominican Republic) (1930–61)
8. Efraín Ríos Montt and the rest of the military junta in Guatemala (1954–86)
9. Revolutionary Government Junta of El Salvador (1979–82)
10. Hugo Banzer (Bolivia) (1971–78)
11. National Reorganization Process (Argentina) (1976–83)
12. Brazilian military government (1964–85)
13. Somoza family (Nicaragua) (1936–79)
14. François Duvalier (Haiti) (1957–71)
15. Jean-Claude Duvalier (Haiti) (1971–86)
16. Omar Torrijos (Panama) (1968–81)

17. Manuel Noriega (Panama) (1983–89)
18. Alfredo Stroessner (Paraguay) (1954–89)
19. Augusto Pinochet (Chile) (1973–90)

Asie :

1. Syngman Rhee (South Korea) (1948–60)
2. Park Chung-hee (South Korea) (1961–79)
3. Chun Doo-Hwan (South Korea) (1979–88)
4. Ngo Dinh Diem (South Vietnam) (1955–63)
5. Lon Nol (Cambodia) (1970–75)
6. Yahya Khan (Pakistan) (1969-71)
7. Mohammad Reza Pahlavi (Iran) (1941–79)
8. Ferdinand Marcos (Philippines) (1965–86)
9. Muhammad Zia-ul-Haq (Pakistan) (1978–88)
10. Saddam Hussein (Iraq) (1982–90)
11. Suharto (Indonesia) (1967–98)
12. Truong Tan Sang (Vietnam) (2011–present)
13. Islam Karimov (Uzbekistan) (1990–present)
14. Pervez Musharraf (Pakistan) (1999–2008)
15. Ali Abdullah Saleh (Yemen) (1990–2012)
16. Emomalii Rahmon (Tajikistan) (1994–present)
17. Gurbanguly Berdimuhamedow (Turkmenistan) (2006–present)
18. House of Saud (Saudi Arabia) (1945–present)
19. Hamad bin Isa Al Khalifa (Bahrain) (1999–present)
20. Hamad bin Khalifa Al Thani (Qatar) (1995-2013)
21. Qaboos bin Said al Said (Oman) (1970–present)
22. Hashemite Dynasty (Jordan) (1951-present)
23. United Arab Emirates (1994-present)

Afrique :

1. King Hassan II, predecessors and successors (Morocco) (1777–present)
2. Gaafar Nimeiry (Sudan) (1969–85)
3. Samuel Doe (Liberia) (1980–90)
4. Apartheid South Africa (1948–94)
5. Meles Zenawi (Ethiopia) (1991–2012)
6. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Equatorial Guinea) (1979–present)
7. Mobutu Sese Seko (Democratic Republic of the Congo) (1965–97)
8. Hissène Habré (Chad) (1982–90)
9. Hosni Mubarak (Egypt) (1981–2011)
10. Idriss Déby (Chad) (1990–present)
11. Yoweri Museveni (Uganda) (1986–present)
12. Zine El Abidine Ben Ali (Tunisia) (1987–2011)
13. Paul Kagame (Rwanda) (2000–present)

Europe :

1. Francisco Franco (Francoist Spain) (1936–75).
2. Greek military junta (1967–74)
3. António de Oliveira Salazar (Portugal) (1932-74)
4. Turkish military junta (Turkey) (1980-91)

Dossier Syrie

- L'armée syrienne avance, l'Otan s'inquiète des opérations russes - AFP

Elles sont trop efficaces apparemment...

La Russie a « violé » l'espace aérien turc parce que la Turquie a « déplacé » sa frontière. - moonofalabama.org - Mondialisation.ca, 06.10

Extraits. Les avions russes en Syrie « ont violé l'espace aérien turc » nous répètent les agences médiatiques. Mais un

précédent rapport montre que cette affirmation est probablement fausse et que ce sont les Etats-Unis qui poussent la Turquie à diffuser cette propagande. (...)

Il se peut bien, en effet, qu'un avion russe ait légèrement franchi la frontière en manoeuvrant. Mais la vraie raison pour laquelle le responsable militaire américain et la Turquie peuvent se plaindre de ces « violations », est que la Turquie a unilatéralement « déplacé » la frontière turco-syrienne de 8 km au sud :

La Turquie maintient une zone tampon de 8 km à l'intérieur de la Syriedepuis juin 2012, depuis qu'un missile syrien de défense aérienne a abattu un avion de chasse turc qui s'était égaré dans l'espace aérien syrien. En vertu des nouvelles règles d'engagement mises en vigueur depuis, l'armée de l'air turque considèrera toute cible qui se trouve à moins de 8km de la frontière turque comme un ennemi et agira en conséquence.

Si les règles d'engagement syrien « déplaçaient » la frontière nord de la Syrie jusqu'à la mer Noire, est-ce que tout avion volant en Turquie orientale violerait l'espace aérien syrien ? Personne ne peut croire à de telles absurdités et c'est la raison pour laquelle personne ne devrait accepter ces idioties américano-turques. Les avions russes n'ont pas à respecter la « nouvelle » frontière turque mais seulement la frontière légale. moonofalabama.org 06.10

Obama accuse la Russie de s'en prendre aux « bons terroristes » - Mondialisation.ca 02.10

Abondamment confirmé dans de nombreux textes mais rarement abordé dans les reportages, l'État islamique en Irak et en Syrie (EIIS) est une création des services secrets des USA, dont les membres sont recrutés, entraînés et financés par ce pays et ses alliés dont la Grande-Bretagne, la France, l'Arabie saoudite, la Turquie, Israël et la Jordanie.

Jusqu'à récemment, l'EIIS était connu sous le nom d'Al-Qaïda en Irak (AQI). Ce n'est qu'en 2014 que le groupe est devenu l'État islamique (État islamique en Irak et en Syrie, État islamique en Irak et au Levant).

Washington a reconnu la détermination de Moscou, mais voilà maintenant qu'Obama se plaint que les Russes prennent pour cible les « bons terroristes » soutenus par Washington. Information privilégiée

Extrait du Wall Street Journal (WSJ) :

D'après des responsables étasuniens, les frappes aériennes russes en Syrie ont visé des rebelles soutenus par la CIA

Un des secteurs touchés est une position tenue principalement par des rebelles financés, armés et entraînés par la CIA et les alliés.

Un élément d'information important rapporté tacitement dans cet article du WSJ est que la CIA soutient des terroristes pour parvenir à un « changement de régime » en Syrie, ce qui implique des opérations de renseignement clandestines dans le territoire syrien : « L'agence d'espionnage étasunienne arme et entraîne des rebelles en Syrie depuis 2013 pour combattre le régime d'Assad. » (WSJ, le 30 septembre 2015; soulignement ajouté. Note de l'auteur : un soutien tacite est fourni depuis le début de la guerre en mars 2011.)

Ce qui précède est connu et confirmé, mais à peine rapporté dans les médias institutionnels.

Le front Al-Nosra : « les bons terroristes »

Le Pentagone, qui reconnaît maintenant candidement que la CIA soutient des groupes affiliés à Al-Qaïda à l'intérieur de la Syrie, dont le front Al-Nosra, déplore du même souffle que la Russie aurait pour cible les « bons terroristes » qui sont soutenus par Washington :

Une des frappes aériennes [russes] a touché une position tenue principalement par des rebelles soutenus par la CIA et les services de renseignement alliés, d'après des responsables étatsuniens (…).

Sur les sept secteurs qui, d'après les médias nationaux syriens, ont été pris pour cible par les frappes russes, seulement un, qui se trouve à l'est de Salamiyah, dans la province de Hama, a une présence avérée de combattants de l'État islamique. Les autres secteurs sont largement dominés par des factions de rebelles modérés ou des groupes islamistes comme Ahrar al-Sham et le front Al-Nosra, affilié à Al-Qaïda. (WSJ, le 30 septembre 2015; soulignement ajouté.)

Le front Al-Nosra, qui est effectivement affilié à Al-Qaïda, est une organisation terroriste « djihadiste » responsable d'innombrables atrocités. Depuis 2012, Al-Qaïda en Irak et le front Al-Nosra, avec le soutien des services secrets des USA, travaillent de concert à diverses menées terroristes à l'intérieur de la Syrie.

Ce qui ressort des nouveaux développements, c'est que le gouvernement syrien a fixé ses propres priorités en vue de la campagne aérienne antiterroriste russe, qui consistent essentiellement à frapper le front Al-Nosra, qui est décrit comme le bras armé terroriste de l'Armée syrienne libre (ASL).

Washington a qualifié le front Al-Nosra d'organisation terroriste au début de 2012. Ce qui ne l'a pas empêché de soutenir Al-Nosra et les soi-disant « rebelles modérés » en leur fournissant des armes, un entraînement, un soutien logistique, des recrues, etc. Ce soutien était fourni par l'intermédiaire de ses alliés du golfe Persique, dont le Qatar et l'Arabie saoudite, et entrait par la Turquie et Israël. .

Fait ironique, dans une décision du Conseil de sécurité de l'ONU rendue en mai 2012, « le front Al-Nosra en Syrie a été mis sur la liste noire en tant qu'alias d'Al-Qaïda en Irak », autrement dit, de l'EIIS : une décision qui se traduira par l'imposition de sanctions contre le groupe, dont un embargo sur les armes, une interdiction de voyager et le gel des avoirs, ont expliqué les diplomates.

La mission étasunienne auprès de l'ONU a affirmé qu'aucun des 15 membres du Conseil ne s'était opposé à l'ajout du front Al-Nosra comme alias d'Al-Qaïda en Irak ce jeudi.

Le front Al-Nosra, l'une des forces armées les plus efficaces dans la lutte contre le président Bachar al-Assad, a prêté allégeance le mois dernier au chef d'Al-Qaïda Ayman al-Zawahri. (Al Jazeera, mai 2012)

Voilà maintenant que la Russie est blâmée pour s'en prendre à une entité terroriste qui est non seulement sur la liste noire du Conseil de sécurité de l'ONU, mais qui a des liens avec l'État islamique en Irak et en Syrie (EIIS).

Quelle est la portée de ces accusations?

Pendant que les médias rapportent que la Russie soutient la campagne antiterroriste, dans les faits, la Russie combat (indirectement) la coalition USA-OTAN en soutenant le gouvernement syrien contre les terroristes, qui se trouvent à être les fantassins de l'alliance militaire occidentale, qui comptent des mercenaires et des conseillers militaires occidentaux dans leurs rangs.

Concrètement, la Russie combat des terroristes soutenus par les USA.

La vérité inavouable, c'est qu'en fournissant une aide militaire à la Syrie et à l'Irak, la Russie s'en prend (indirectement) aux USA.

Dans cette guerre par procuration, Moscou va soutenir ces deux pays dans leur lutte contre l'EIIS, qui est soutenu par les USA et ses alliés. Mondialisation.ca 02.10

Les kurdes syriens rallient Poutine - sahartv.ir

Les kurdes syriens soutiennent les frappes russes contre Daech

Le chef de l'Union démocratique et numéro deux du comité de coordination national des kurdes syriens, Saleh Moslem s' est entretenu avec le vice ministre russe pour le Moyen Orient, Michael Bougdanov de toutes dernières évolutions en Syrie. Les kurdes syriens affirment être en parfaite coordination avec la Russie dans des combats lancés contre les terroristes takfiris. sahartv.ir 09.10

Ceux qui ont lu la causerie du 7 octobre et le passage consacré à l'article digne de l'Otan qu'avait publié le groupe La Commune dans son portail, se souviennent ce que son auteur avait écrit pour justifier sa position envers Assad qu'il mettait dans le même sac que les barbares que "*Les seuls à lutter contre Daech sont les Kurdes*", pas de bol, le voilà démasqué !

De notre côté nous avions souligné qu'Assad avait armé les Kurdes ou qu'il les considéraient davantage commes des alliés. Comme quoi...

La Chine soutient une solution politique à la crise syrienne - sahartv.ir

« La Chine soutient depuis toujours une solution politique à la crise syrienne et appelle à la tenue d'une nouvelle conférence de Genève sur la Syrie », a déclaré jeudi la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Hua Chunying.

« Nous avons pris note de l'annonce par la Russie que sa campagne militaire était menée à l'invitation du gouvernement syrien et visait à lutter contre le terrorisme », a affirmé Mme Hua lors d'une conférence de presse, alors qu'elle répondait à une question demandant si la Chine soutenait les attaques aériennes russes menées depuis le 30 septembre contre les terroristes de Daech en Syrie.

« La Chine reste convaincue qu'une solution politique est le meilleur moyen de mettre fin aux troubles en Syrie et appelle à la tenue rapide d'un dialogue politique d'égal à égal, inclusif et ouvert sur ce dossier », a-t-elle noté. sahartv.ir 08.10

Washington divisé sur la débâcle syrienne, par Patrick Martin - sahartv.ir

La virulence des récriminations entre l'administration Obama et ses opposants républicains du Congrès, celles, au sein des deux Partis démocrate et républicain, et dans l'appareil militaire et du renseignement lui-même, est la marque d'une débâcle, en train de s'intensifier, pour l'impérialisme américain.

La dernière volée de critiques a été déclenchée, à Washington, par une déclaration, jeudi, de l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton, favorite pour l'investiture démocrate, à l'élection présidentielle de 2016, qu'elle favorisait l'imposition d'une «zone d'exclusion aérienne», pour protéger les forces islamistes luttant contre le gouvernement Assad et soutenues par les États-Unis. Clinton a fait sa déclaration, le lendemain des premières frappes aériennes russes, depuis la base, nouvellement, créée, près de la ville portuaire de Lattaquié, un bastion d'Assad.

Le Président russe, Vladimir Poutine, avait déclaré que ces frappes visaient à détruire l'État islamique, (EI), et d'autres groupes fondamentalistes islamiques, qu'il avait traités de «terroristes», selon l'usage instauré par le gouvernement américain, sous George W. Bush, et repris, ensuite, par Obama. Parmi ceux ciblés par les bombes russes, il y a, à la fois, l'EI, et les différents groupes islamistes, qui ont reçu des armes et d'autres aides américaines, soit, directement, de la CIA, soit d'alliés des États-Unis, comme l'Arabie saoudite et le Qatar. Parmi ces derniers, il y a le Front Al-Nosra, un groupe puissant, affilié à Al-Qaïda, et qui fait partie du front militaire «rebelle» luttant contre Assad et soutenu par les États-Unis. Clinton avait soutenu une intervention américaine plus agressive, dans la phase initiale de la guerre civile syrienne, en 2011-2012, mais cela avait été rejeté par Obama. Jeudi, elle a déclaré, à Boston, que si elle était restée à la tête du Département d'État, «Personnellement, j'aurais maintenant préconisé une zone d'exclusion aérienne et des corridors humanitaires, pour tenter d'arrêter le carnage au sol et depuis l'air».

L'intervention militaire russe donne, cependant, une autre dimension à une telle politique. Une «zone d'exclusion aérienne» devrait être imposée, non seulement, contre ce qui reste de l'armée de l'air d'Assad, mais aussi, contre la Russie, une puissance militaire de pointe, qui a stationné des armes anti_aériennes sophistiquées autour de sa nouvelle base syrienne. Une telle opération comporterait le risque d'un affrontement militaire immédiat entre les deux puissances nucléaires que sont la Russie et les États-Unis.

Obama a, publiquement, rejeté le conseil de Clinton, lors de sa conférence de presse, vendredi, après avoir, d'abord, dénoncé ce qu'il a appelé «les idées boiteuses» et «le tas de charabia» des critiques, au Congrès, de la politique américaine, en Syrie. Interrogé pour savoir s'il incluait Clinton, dans les idées «boiteuses», il a dit que non, mais a déclaré qu'il ne soutenait pas une «zone d'exclusion aérienne» ou toute autre action militaire, qui ferait escalader le conflit. «On ne va pas faire de la Syrie une guerre, par procuration, entre les États-Unis et la Russie. Ce serait une mauvaise stratégie de notre part», a dit Obama. Dans le même temps, il a réitéré l'objectif de l'administration de chasser le régime d'Assad du pouvoir, laissant tomber le prétexte que l'EI est la cible principale de l'intervention américaine.

Clinton n'a fait que s'associer au tambour croissant venant de nombreux Démocrates et de la plupart des Républicains, au Congrès, en faveur d'une escalade, en Syrie. Une récente audition, devant la Commission des services armés du Sénat, avait vu l'ancien directeur de la CIA et l'ancien commandant, en Irak et en Afghanistan, David Petraeus, recommander un ultimatum à Assad, pour qu'il arrête d'utiliser des «bombes barils», armes rudimentaires beaucoup plus faibles que les bombes énormes, lancées, chaque jour, par l'aviation américaine, en Syrie, et la mise en œuvre d'une zone d'exclusion aérienne, si Assad refusait.

Plusieurs membres démocrates de la commission ont déclaré leur soutien à une zone d'exclusion aérienne, y compris, le sénateur de Virginie, Tim Kaine, ancien chef du Comité national démocrate, et le sénateur indépendant du Maine, Angus King, qui travaille avec les Démocrates. Le sénateur de l'Illinois, Richard Durbin, dirigeant de la minorité, a, également, soutenu une zone d'exclusion aérienne. Encouragés par ce tournant des Démocrates, des Républicains, dirigeants du Sénat, ont intensifié leurs attaques de la Maison-Blanche. Le président de la Commission sénatoriale des relations étrangères, Bob Corker, a annoncé qu'il convoquerait le secrétaire d'État, John Kerry, pour témoigner, la semaine prochaine, sur la réponse américaine à l'intervention russe, en Syrie. Il a dit à MSNBC, «En l'absence de leadership de l'Administration Obama, Poutine continue de faire ce qu'il souhaite, sans crainte de réaction, de la part des États-Unis, et, maintenant, la Russie lance des frappes aériennes, qui exacerbent la crise humanitaire».

Le plus important partisan de la guerre, au Sénat, le Président du Comité des services armés, John McCain, a déclaré, dimanche, que les États-Unis étaient, déjà, engagés, dans une guerre, par procuration, avec la Russie, en Syrie, en dépit du désaveu d'une telle politique, de la part d'Obama. Le Président russe, Vladimir Poutine, «a traité les États-Unis avec dédain et mépris», a fulminé l'ex-candidat présidentiel républicain, dans une apparition, à l'émission de CNN «l'État de l'Union». Poutine lançait des frappes aériennes et «il pénétrait, au Moyen-Orient, comme la Russie ne l'avait pas fait, depuis qu'Anwar Sadat l'a expulsée,

en 1973», a déclaré McCain. McCain a été contredit, cependant, par celui qui mène, dans les sondages, pour l'investiture présidentielle républicaine 2016, le milliardaire Donald Trump.

Celui-ci est apparu, dans plusieurs émissions du dimanche matin, et a appelé à une politique de non-intervention, en Syrie. "Il était dans l'intérêt des États-Unis, a-t-il dit, de laisser les combattants, en Syrie, s'entretuer". «Laissez l'EI et la Syrie combattre», a-t-il dit, «et laissez la Russie prendre soin de l'EI».

L'administration Obama poursuit les intérêts de l'impérialisme américain, dans la région, de façon tout aussi féroce que ses critiques, mais avec d'autres tactiques. Elle a misé sur les assassinats, par drone, les frappes aériennes, la formation militaire et l'acheminement de matériel militaire, par ses mandataires, Arabie saoudite et Qatar. Son prédécesseur avait misé sur l'intervention directe de centaines de milliers de troupes terrestres américaines.

Aucune des deux tactiques n'a réussi à soumettre le Moyen-Orient à l'impérialisme américain, mais a infligé une destruction terrible, causé la mort de centaines de milliers de personnes et créé des dizaines de millions de réfugiés. Les lignes de fracture, créées par la débâcle, en Syrie, (comme, en Irak, et ailleurs), traversent, non seulement, les deux partis politiques de l'aristocratie financière, mais aussi, l'appareil militaire et de renseignement lui-même.

Si Petraeus parle, pour une faction de cet appareil, la direction actuelle du Pentagone, elle, est, catégoriquement, opposée à un engagement supplémentaire majeur de forces américaines, au Moyen-Orient. Elle pense qu'il est nécessaire de se préparer à un affrontement imminent avec la Russie, et, en particulier, avec la Chine. Selon un article du "Washington Post", samedi, il y a un conflit aigu entre, d'une part, la CIA, qui est, fortement, engagée, en Syrie, et aurait consacré 10 pour cent de son budget total à la formation de forces islamistes au combat anti-Assad, et, de l'autre, le Pentagone, dont l'effort, pour la formation des «rebelles» syriens, a été pour la forme.

L'article dit: «Un ancien haut responsable américain du renseignement a dit que l'échec des États-Unis à répondre aux frappes ou à renforcer le soutien aux unités formées par la CIA était susceptible de provoquer la colère des équipes paramilitaires de la CIA, dans la région, irritées, depuis plusieurs années, par les limites imposées par la Maison-Blanche au degré de soutien apporté aux groupes rebelles "modérés"». sahartv.ir 08.10

ACTUALITE EN TITRES

A l'heure de l'imposture universelle.

- Hollande décore Rocard le réformiste de la plus haute distinction française - AFP

Avec Delors et Attali, c'est celui qui a servi de référence à l'extrême droite néolibérale du PS.

- Le Nobel de la paix soutient le seul espoir du printemps arabe en Tunisie - AFP

- Le Nobel de la paix attribué au quartet de dialogue national tunisien - Liberation.fr

Rira bien qui rira le dernier!

- 71% des Français jugent qu'il faut encore pouvoir rire de tout - AFP

Peut-être pas avec n'importe qui...

C'est uniquement pour s'enrichir qu'ils ont mis les femmes au travail.

- La scolarisation des filles dans le monde, un potentiel de richesse économique - 20minutes.fr

Quand le développement du capitalisme fut synonyme de progrès social, ce fut toujours bien malgré lui, jamais les patrons ou les capitalistes n'ont eu réellement l'intention d'améliorer le sort de la condition ouvrière. Prêter au capitalisme des vertus humanistes ou philanthropiques est l'oeuvre de faussaires ou d'ignorants. 20minutes.fr 09.10

Le droit du travail réduit à une pochette surprise

- La Redoute : les horaires des salariés à la loterie - LePoint.fr

Commentaire d'un internaute

-"... pour passer d'un horaire de JOUR à un horaire de NUIT, il faut un avenant au contrat de travail, avenant que le salarié peut parfaitement refuser de signer. Après, c'est vrai, le patron peut le licencier, mais il doit inventer un motif, car le refus, SEUL, n'est pas suffisant."

Gageons que le patron le trouvera si vous refusez, faites confiance à leur imagination ou croyez-en mon expérience...

ACTUALITÉ DU JOUR

Craignez-vous de mourrir ? Oui. Etonnant ? Non, normal.

- Les syndicats mettent en danger Air France, selon une majorité de Français - 20minutes.fr

Deux tiers des Français estiment que les syndicats d'Air France mettent en péril la compagnie aérienne, selon un sondage Elabe pour Les Echos, Radio Classique et l'Institut Montaigne, publié jeudi. Les syndicats du personnel navigant d'Air France ont refusé un plan de productivité prévoyant de voler plus à rémunération constante.

Les syndicats d'Air France mettent-ils en danger la compagnie aérienne ? 67 % des personnes interrogées répondent « oui », 32 % « non ». 20minutes.fr 08.10

Comme dirait l'autre, posez la question c'était y répondre ! Une misérable mystification...

Quand il sera alors trop tard et que nous serons réduit définitivement en servage, il y en a qui se demanderont pourquoi personne n'a pensé à un moment donné à créer un véritable syndicat ouvrier dans lequel la majorité des travailleurs se seraient reconnus.

Pétard mouillé.

- Au sommet de l'Etat, «la crainte que ça pète quelque part» - Liberation.fr

«Tous les ingrédients sont réunis pour que la situation sociale dégénère, confie un proche du Premier ministre. La désespérance, la colère, le rejet de l'islam et des élites. Il y a aujourd'hui une vraie impatience des Français devant l'absence de résultat de nos politiques.» Pour autant, ajoute-t-il immédiatement, «on n'a aucune remontée des services de renseignement d'un risque imminent». Un conseiller du chef de l'Etat abonde : «Oui il y a la crainte que ça pète quelque part. En banlieue ou sous la forme d'un mouvement comme les bonnets rouges.» Et le même de s'inquiéter du mouvement de grève général, mercredi, de tous les syndicats policiers devant la Chancellerie. «Ça me rappelle 1983, quand les policiers avaient manifesté sous les fenêtres de Badinter», poursuit ce conseiller. Liberation.fr 09.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

1.1- L'ONU condamne les violences israéliennes contre les Palestiniens - sahartv.ir

Dans la foulée des protestations mondiales contre les violences israéliennes à l'encontre des Palerstiniens, les autorités onusiennes en les condamnant ont mis en garde contre les conséquence de ces violences.

Dénonçant dans un communiqué le massacre ces derniers jours des Palestiniens par le régime sioniste, le secrétaire général de l'ONU a déclaré que la destruction des habitations palestiniennes et l'extension de la colonisation n'auraient pour conséquence que d'étendre les violences dans les territoires occupés. Il ajoute que les affrontements de ces derniers jours, faisant nombre de tués et de blessés parmi les Palestiniens, sont un signe inquiétant illustrant le caractère incontrôlable des violences dans cette région.

Les actes israéliens sont l'exemple flagrant de crimes contre l'humanité et de génocide; "la barbarie de ces violences notamment contre le peuple de Gaza blesse le coeur de tout être humain", précise aussi le communqiué. Les crimes perpétrés par Israël montrent bien que ce régime usurpateur ne connaît aucune limite dans sa nature sanguinaire. La communauté internationale, de nos jours, en a assez de l'attitude israélienne d'ignorer les résolutions de l'ONU et les rapports des organismes liés à cette instance.Les réactions onusiennes montrent une nouvelle fois l'échec du régime sioniste et de ses protecteurs pour détourner l'attention de l'opinion publique mondiale de la question palestinienne et des droits des Palestiniens.

La région est en proie aux agissements terroristes et Israël croyait que le monde était occupé ailleurs. Les rapports de l'ONU sur les guerres déclenchées ces dernières années par le régime sioniste notamment celles de 50 jours en 2014 à Gaza, de 22 jours en 2009 et de 8 jours en 2012 indiquent bien que le régime sioniste a commis des crimes contre l'humanité. Mais ces rapports onusiens n'ont jamais eu de suivi à cause des obstructions des Etats-Unis et de certains Etats occidentaux et de la passivité du Conseil de sécurité, et ces inactions ont de plus en plus incité le régime sioniste à poursuivre ses crimes. sahartv.ir 08.10

1.2- Les violences gagnent Gaza, six Palestiniens tués - AFP

Les violences se sont étendues vendredi pour la première fois à la bande de Gaza où six jeunes Palestiniens ont été tués par des soldats israéliens, le chef du Hamas parlant de nouvelle intifada.

Au même moment, l'animosité grandissait en Israël où un juif a poignardé deux Palestiniens et deux Arabes israéliens, le premier acte de représailles contre une vague d'agressions au couteau par des Palestiniens qui s'est poursuivie vendredi.

Six jeunes de Gaza, dont un de 15 ans, ont été tués et 80 autres blessés, dont 10 grièvement, par des tirs de l'armée à l'est des villes de Gaza et de Khan Younès lors de rassemblements en solidarité avec les Palestiniens de Cisjordanie occupée et de Jérusalem-Est. Il s'agit de la journée la plus meurtrière à Gaza depuis la guerre de l'été 2014.

Des centaines de jeunes ont manifesté devant la barrière qui enferme hermétiquement le territoire. C'est la première fois depuis longtemps que des manifestations aussi importantes se déroulaient dans cette zone où les Palestiniens s'exposent aux tirs israéliens s'ils approchent trop près.

Les jeunes Palestiniens, visages recouverts du keffieh ou tête nue, parfois en simple débardeur, ont défié les soldats en lançant des cailloux à la main ou au lance-pierres, ont constaté les photographes de l'AFP.

Les soldats israéliens "ont ouvert le feu sur les principaux agitateurs quand les manifestants se sont approchés en jetant des pierres et en roulant des pneus enflammés", a expliqué l'armée.

Mohammed al-Raqab, 15 ans, Ahmed al-Hirbaoui, Chadi Daoula, Abed al-Wahidi, Adnane Abou Aliane et Nabil Charaf, 20 ans, sont les premiers Gazaouis tués depuis le 1er octobre et le début d'une escalade de violences entre Palestiniens et Israéliens.

Vendredi, le chef du mouvement islamiste dans l'enclave n'a pas hésité à parler de nouvelle intifada, du nom des soulèvements populaires de 1987 et 2000 qui ont fait des milliers de morts.

"Nous appelons à renforcer et accentuer l'intifada (...). Gaza remplira son rôle dans l'intifada de Jérusalem et elle est plus que prête à l'affrontement", a dit Ismaïl Haniyeh lors de son prêche pendant la prière hebdomadaire dans une mosquée de Gaza.

Saëb Erakat, un proche du président palestinien Mahmoud Abbas, a lui dénoncé "un nouveau massacre en Palestine" de la part d'Israël.

Si la montée des tensions a réveillé le spectre d'une troisième intifada, des analystes estiment communément qu'on n'en est pas là mais mettent en garde contre le risque qu'un incident grave ne mette le feu aux poudres pour de bon.

"Nous sommes actuellement dans une spirale qui va en s'amplifiant", a dit à l'AFP Ido Zelkovitz, expert en histoire palestinienne à l'université de Haïfa. Il a souligné le dilemme du Hamas à l'heure de décider ou non de représailles: ne pas provoquer une confrontation à grande échelle ou ne pas rester "à la traîne" d'un mouvement qui prend de plus en plus un caractère religieux.

Vendredi, des affrontements ont aussi opposé Palestiniens et soldats israéliens à travers toute la Cisjordanie, notamment près de Ramallah après les funérailles de Mohammad Halabi, 19 ans, abattu après avoir mortellement poignardé deux juifs samedi dans la Vieille ville de Jérusalem.

Hébron, Naplouse, Jénine, Qalqiliya et leurs environs ont également été secoués par des heurts.

Des Palestiniens ont aussi affronté des policiers dans le camp de réfugiés de Chouafat, à Jérusalem-Est, annexée et occupée

par Israël, où un des leurs avait été tué la veille par des tirs israéliens.

Les attaques isolées à l'arme blanche, de la part de Palestiniens pour la très grande majorité, se sont multipliées contre des Israéliens et des juifs. Quatre nouvelles agressions à l'arme blanche se sont produites vendredi et pour la première fois, l'une de ces agressions a été l??uvre d'un juif, un jeune de 17 ans qui a légèrement blessé au couteau deux Palestiniens et plus sérieusement deux Arabes israéliens à Dimona (sud d'Israël).

Il a été arrêté et a dit aux policiers avoir agi parce que "tous les Arabes sont des terroristes", selon la police.

Washington a qualifié vendredi de "terroristes" les attaques menées par des Palestiniens, tout en refusant d'avoir le même jugement concernant cette dernière agression, lors du point-presse du Département d'Etat.

En une semaine, treize attaques à l'arme blanche, dont celle de Dimona, ont été dénombrées durant lesquelles deux Israéliens sont morts et quinze blessés alors que cinq des assaillants présumés ont été tués, dont un vendredi.

Depuis le 1er octobre, date du meurtre de deux colons en Cisjordanie, les violences ont tué quatre Israéliens et quatorze Palestiniens dont cinq agresseurs présumés.

2- Turquie

- Turquie : le rédacteur en chef de Today’s Zaman sous mandat d’arrêt - euronews.com

Il ne fait pas bon critiquer le pouvoir en place en Turquie. Le rédacteur en chef du journal Today’s Zaman est le dernier à en faire l’expérience. Bülent Kenes est sous le coup d’un mandat d’arrêt. Il est poursuivi pour injures envers le chef de l’Etat à cause de tweets critiquant Recep Tayyip Erdogan. euronews.com 09.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- La «communauté éducative» recale les nouveaux programmes - Liberation.fr

Le Conseil supérieur de l'éducation a voté jeudi soir, de manière consultative, contre les nouveaux programmes du CP à la troisième, dont la première version avait électrisé le débat au printemps dernier.

Qui s’est prononcé et quelles seront les conséquences ?

La «communauté éducative», c’est qui ?

C’est ce qu’on appelle le Conseil supérieur de l’éducation (CSE), une instance qui réunit pêle-mêle les syndicats de profs, des cadres de l’Education nationale, des représentants de parents d’élèves, des étudiants, lycéens, des collectivités territoriales… Quand ils sont au grand complet, en formation plénière, ils sont 97. Ils sont amenés à se prononcer sur «les questions d’intérêt national» concernant l’éducation.

Qui a voté contre ?

Une fois le jeu des amendements terminés, les membres du CSE ont été invités à se prononcer sur la version finale (les programmes scolaires dans leur intégralité donc). Résultat : 18 voix pour, 21 contre et 12 abstentions. Le ministère précise que 51 membres étaient représentés sur les 97. Parmi les contre : le Snes-FSU (principal syndicat des enseignants du secondaire), FO, SNEP, la CGT et le Snalc. Les syndicats SE-Unsa, Sgen-CFDT, SNIA-IPR, SNPDEN ainsi que les fédérations de parents d’élèves Peep et Apel (privé) ont voté. Le SNUipp-FSU, la fédération de parents FCPE et les organisations d’étudiants Unef et Fage se sont abstenus.

Quelles seront les conséquences ?

Sur le plan du droit, aucune. Cette instance est consultative. Donc les avis rendus n’engagent pas le gouvernement. Il arrive d’ailleurs régulièrement que le CSE se prononce contre des réformes, et qu’elles soient quelques mois plus tard mises en œuvre. Les derniers programmes scolaires (ceux de 2008) avaient, par exemple, été rejetés par le CSE de l’époque…

Ceci dit, politiquement, c'est une autre paire de manches. Vendredi, en début d'après-midi, la ministre Najat Vallaud-Belkacem n'avait pas encore réagi officiellement. Ce désaveu du CSE la place dans une situation délicate. Il s'inscrit dans un contexte tendu, avec une contestation contre la réforme du collège encore vivace – une nouvelle manifestation est d'ailleurs prévue samedi, à Paris.

Au plus fort de la tempête, en mai, Najat Vallaud-Belkacem s'était appuyée sur le vote du CSE, qui s'était prononcé pour la réforme du collège (malgré l'opposition des principaux syndicats enseignants) pour asseoir la légitimité de son projet. La ministre s'était abondamment servie de ce vote pour fermer le clapet à ceux qui demandaient l'abandon du projet. «La réforme a été validée par la communauté éducative, elle s'appliquera», a-t-elle répété à plusieurs reprises. Cette fois, ce sera plus compliqué. Liberation.fr 09.10

ECONOMIE

Capital.

- Le montant 2015 des fusions et acquisitions à un niveau record - Reuters

Les fusions et acquisitions annoncées depuis le début de l'année ont atteint un niveau record en valeur, portées par l'annonce de l'OPA hostile de 100 milliards de dollars du brasseur Anheuser-Bush InBev sur son concurrent SABMiller, montrent des données de Thomson Reuters.

Leur montant est de 3.380 milliards de dollars (3.000 milliards d'euros environ), en hausse de 35% sur la période comparable de 2014. C'est également un montant sans précédent, ramené à une période écoulée depuis le début de l'année, depuis que cette statistique existe, soit 1980.

La plus grosse OPA jamais réalisée reste celle de 202,8 milliards de dollars de Vodafone sur Mannesmann en 1999.

L'année aura vu d'autres méga-fusion ou acquisition: l'OPA de 70 milliards de dollars de Shell sur BG Group en avril est ainsi la plus grosse opération du secteur de l'énergie depuis plus de 10 ans.

Warren Buffett aura lui réalisé sa plus grosse acquisition avec le rachat en août de Precision Castparts par son fonds Berkshire Hathaway. Reuters 09.10

Haut de page

Le 11 octobre 2015

CAUSERIE

On mettra les infos en bref en ligne demain.

Selvie, ma compagne, a été contrainte par son employeur, une riche italienne, de travailler ce dimanche matin. Elle a menacé de la virer sur le champ si elle refusait. Du coup je ne bosserai pas cet après-midi pour le partager avec elle. La pauvre femme était bouleversée et en pleurs. Elle n'a aucun recours évidemment, ici le Code du travail cela n'existe pas, c'est la précarité totale, rien de tel pour maintenir les esclaves en laisse.

Vous comprendrez pourquoi toutes les conneries de vos dirigeants m'exaspèrent au plus haut point... On va se les farcir histoire de se soulager un peu, comme disait Lénine à quoi bon combattre l'impérialisme si on ne combat pas simultanément l'opportunisme. A rien sinon à s'en faire les complices. Non merci !

C'est quoi l'opportunisme, tenir un double langage, jouer un double jeu. Mode d'emploi.

Nous soutenons la version des faits, selon laquelle c'est Assad qui en réprimant dans le sang des manifestations pacifiques aurait déclenché une guerre civile en Syrie, c'est lui qui porterait la responsabilité de la suite des évènements et des quelque 240.000 morts. Autrement dit, vous adoptez la version d'Obama reprise en boucle depuis 2011 par la totalité des

gouvernements occidentaux (dont ceux de Sarkozy et Hollande) et des médias institutionnels, l'UE, l'Otan, le Pentagone, la CIA, les monarchies du Golfe, la Turquie, sans oublier Al-Qaïda et l'Emirat islamique, le Conseil de sécurité de l'ONU à l'exception de la Russie.

Par ailleurs, nous exigeons que Hollande et le gouvernement français cesse de bombarder la Syrie.

Où est le lézard ?

On pourrait se borner à répondre qu'il faut vraiment être dépourvu de tout esprit critique pour faire partie de ce consensus aux intentions plus que douteuses au regard de ses participants. C'est totalement aberrant, à peine croyable qu'on puisse en arriver là, j'allais écrire à ce degré de corruption idéologique, stupéfiant tellement c'est ridicule, grotesque, il faut à la base avoir subi un lavage de cerveau pour se laisser entraîner à croire le discours d'acteurs et d'institutions aussi réactionnaires, à la réputation sulfureuse. C'est comme si on n'avait tiré absolument aucun enseignement après des années de militantisme ou qu'on avait fini par être complètement sclérosé, bref, c'est complètement dingue !

Où est le lézard ?

C'est simple. Cette version des faits a été conçue uniquement pour justifier une intervention militaire américaine ou occidentale en Syrie pour renverser Assad... Ce qui signifie qu'en la soutenant ou en la partageant en sachant ou non qu'elle a été fabriquée par Washington, vous cautionnez le bombardement de la Syrie tout en le dénonçant, ce qui n'apparaîtra pas forcément à première vue ou ce que vous pourrez contester du fait que vous ignorez que la version des faits a été falsifiée ou que vous êtes sous l'emprise de la propagande gouvernementale.

Autrement dit cette manipulation repose ou peut fonctionner à condition seulement que vous ignoriez les faits réels que l'on s'efforcera de vous cacher ou de nier, ce qui signifie qu'elle a sciemment été planifiée en partant de l'hypothèse que vous n'aurez pas accès à la version originale des faits ou que vous ne la croirez pas, ce qui veut dire que c'est intentionnellement qu'ils trompent militants et travailleurs. Je ne sais pas si vous mesurez la gravité du procédé qui relève de la supercherie organisée, préméditée.

Voilà pour le soutien du POI (NPA et LO) à la politique extérieure ou coloniale de Hollande ou de l'impérialisme américain.

Maintenant on va prendre un autre exemple plus pernicieux ou tordu qui concerne la politique intérieure.

Avec la pseudo-gauche et extrême gauche ils ont accusé en choeur Hollande de ne pas avoir respecté le mandat que les électeurs lui auraient donné en mai 2012. Qu'est-ce que cela signifiait ?

Deux cas de figure se présentaient. Soit il le respectait, soit il ne le respectait pas. S'il le respectait, ce qui sous-entend qu'il aurait tenu un discours favorable aux travailleurs, cela aurait signifé que Hollande et le PS étaient de gauche (selon leur conception de la gauche), et s'il ne le respectait pas, qu'il aurait trahi son engagement ou ses promesses électorales sans forcément en tirer la conclusion que Hollande et le PS étaient de droite puisque s'ils allaient agir de la sorte c'était seulement par faiblesse ou sous la contrainte du marché ou de la situation, seule leur politique serait susceptible d'être qualifiée de droite, alors qu'ils seraient toujours de gauche.

On s'aperçoit que dans les deux cas on est en présence d'un tour de passe-passe qui relève là encore de l'escroquerie politique. Comment cela ?

C'est simple. Vous aurez remarqué que dans les deux cas ils arrivaient à la même conclusion, Hollande et le PS sont et demeurent de gauche, c'est d'ailleurs là qu'ils voulaient en venir, autant dire qu'ils le resteront indéfiniment ou pour l'éternité et le tour est joué, amen.

Où était le lézard ?

Dans le postulat du départ qui était faux et qui consistait à affirmer que Hollande aurait détenu un mandat du peuple, alors qu'il ne pouvait détenir un mandat que des banquiers ou du CAC40, et les électeurs qui avaient voté pour lui n'avaient fait que s'illusionner ou manifester leurs illusions dans le capitalisme, dont Hollande était le meilleur représentant à leurs yeux puisqu'ils n'étaient pas plus socialistes que lui. Cette explication est conforme au contenu politique de ce que les uns et les autres appellent l'électorat de gauche.

On se demande comment Hollande aurait-il pu détenir un mandat du peuple, puisque les masses exploitées étaient incapables de se situer sur un terrain de classe indépendant, car si cela avait été le cas, elles n'auraient pas voté pour Hollande qui manifestement ne pouvait pas incarner ce terrain de classe puisqu'il incarnait celui des capitalistes. Nous faire le coup du mandat du peuple revenait à faire croire que les électeurs découvraient Hollande et le PS ou qu'ils ignoraient leurs réelles intentions. Et

s'ils avaient voté par dépit ou pour uniquement chasser Sarkozy, on ne voit pas trop ce que viendrait faire ici la question du mandat qu'ils auraient confié à Hollande et au PS, à moins que...

On peut retourner la question dans tous les sens, à l'arrivée on en arrive toujours à la conclusion qu'il y avait incompatibilité entre Hollande et un mandat du peuple ou conforme à ses intérêts. On peut aller plus loin et préciser que Hollande a été élu par la majorité de la petite bourgeoisie et des classes moyennes, par l'aristocratie ouvrière, classes et couches du prolétariat qui avaient lié leur sort à celui du capitalisme, et qui estimaient qu'elles seraient mieux traitées par Hollande que par Sarkozy, le reste du prolétariat n'ayant fait que suivre le mouvement, sans illusion ou état d'âme dans Hollande.

Finalement, prétendre que Hollande n'aurait pas respecté son mandat consistait à se faire les porte-parole des intérêts de la petite bourgeoisie, des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière qu'incarne le POI, et non la classe ouvrière qui n'avait rien à attendre de Hollande et du PS et en avait parfaitement conscience. Or, au-delà de leur appartenance au camp des capitalistes, qu'incarnaient Hollande et le PS sinon la petite bourgeoisie, les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière, le fond de commerce traditionnel du réformisme ou la négation du socialisme.

On a là le contenu politique du "mandat du peuple" de Hollande qui avait pour objectif de rappeler à son bon souvenir qui l'avaient élu, pour qu'il veuille bien avoir l'obligeance de les servir ou de ne pas se montrer trop ingrat à leur égard, quitte si nécessaire à soutenir ses guerres impérialistes en Afrique et au Moyen et Proche-Orient et la boucle de l'opportunisme lié à l'impérialisme était bouclée.

Des militants nous ont écrit qu'ils n'avaient pas progressé après avoir milité parfois pendant 40 ans au sein de ce courant politique, d'autres nous ont écrit que seules nos causeries leur avaient permis de les aider à progresser ou à répondre aux nombreuses questions qu'ils s'étaient posés et auxquels ils n'avaient trouvé aucune réponse satisfaisante ailleurs...

Mais camarades, ce sont des questions que des millions et millions de travailleurs et jeunes ont forcément été amenés à se poser compte tenu des contradictions qui surgissaient du développement de la situation elle-même, et qui parce qu'ils n'y avaient pas trouvé de réponses cohérentes ou crédibles n'ont pas pu disposer des arguments ou des moyens qui leur auraient permis de forger librement leurs convictions et de se mobiliser pour combattre la politique réactionnaire de Hollande (et avant lui de Sarkozy), ils ont été pour ainsi dire neutralisés ou réduits à l'impuissance, ce qui ne pouvait les conduire qu'à renforcer leur impression dévastatrice ou préjudiciable à notre cause, qu'il était finalement impossible de s'y opposer, pire encore, ils devaient subir la pression du camp de la réaction et pour certains abdiquer ou le rejoindre.

Certains estiment inutile ou nuisible notre démarche et la condamne. Au nom de quoi, de qui, qui sont-ils, que représentent-ils au juste dès lors qu'ils soutiennent aveuglément les pratiques que nous venons de dénoncer et que nous combattons.

Quelle démarche est légitime, celle qui consiste à nier les faits, à les tronquer, les falsifier, les inventer ou celle qui consiste au contraire à s'en tenir aux faits dans leur intégralité et à les porter à la connaissance des militants et des travailleurs pour qu'ils se forgent librement leurs convictions et en tirent des conclusions pratiques ?

Qui sont les faussaires, les manipulateurs ?

Qui a cédé à la tentation d'imposer ses idées aux autres selon vous, ceux qui nient les faits ou les réduisent à ceux qu'ils ont sélectionnés à votre insu, ou ceux qui les prennent en compte en totalité dans leurs analyses en les portant à votre connaissance?

Qui a cédé à la tentation d'imposer ses idées aux autres selon vous, ceux qui vous demandent de prendre position à partir de leur interprétation de la situation ou l'idée qu'ils s'en font, ou ceux qui vous proposent uniquement de partir des faits ?

Je vous laisse répondre librement à ces questions.

N'oubliez pas qu'à partir du moment où on aura adopté une position sur la base d'une analyse falsifiée de la réalité, pour l'imposer au sein d'un parti aux militants qui la contesteraient, on serait forcé de recourir à des méthodes autoritaires et déloyales dignes des pires fossoyeurs ou ennemis de la classe ouvrière et du socialisme, un tel parti sera voué à végéter ou à se disloquer.

Voilà une explication pour comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, libre à chacun de la partager ou de la rejeter. Et nous dirons à ceux qui seraient tentés de la rejeter, qu'ils sachent que tôt ou tard les faits qu'ils se sont employés à occulter ou à nier referont surface ou finiront par s'imposer. On leur offre ici la possibilité d'y réfléchir tranquillement sans rien exiger d'eux en retour, car nous ne sommes pas des adeptes de la chasse aux sorcières ou des séances d'autocritiques particulièrement humiliantes, et nous concevons que chacun à le droit à l'erreur, surtout à l'heure où la plus grande confusion qui soit règne au sein du mouvement ouvrier, confusion dont ils ne portent pas la responsabilité à titre individuel, mais qu'ils peuvent soit contribuer à alimenter, soit la combattre s'ils en ont le courage et la volonté.

Haut de page

Le 12 octobre 2015

CAUSERIE

Nadejda Kroupskaïa - Souvenirs sur Lénine, 1930

Extrait. Vladimir Ilitch avait essayé un moment de mener l'action à l'échelle internationale. On tint des réunions dans le petit café Zum Adler, dans une ruelle toute proche. Il y vint quelques bolchéviks russes et polonais, des socialistes suisses, quelques jeunes Allemands et Italiens. La première réunion compta environ quarante personnes. Ilitch y exposa son point de vue sur la guerre, sur la nécessité de condamner les chefs qui avaient trahi la cause du prolétariat ; il élabora un programme d'action. Quoique internationalistes, les étrangers furent interloqués par l'audace d'Ilitch. Je me rappelle le discours d'un représentant de la jeunesse suisse qui déclara qu'on ne pouvait pas se casser la tête contre un mur. Ce qui est certain, c'est que notre auditoire se mit à fondre et que, à la quatrième réunion, il ne vint plus que des Russes et des Polonais. On se sépara après quelques plaisanteries.

Nadejda Kroupskaïa était la compagne de Lénine.

C'est marrant, l'attitude de ces "*étrangers*" me fait penser à celle de nos lecteurs...

On est en guerre contre l'impérialisme et l'opportunisme que voulez-vous ! Accrochez-vous à votre petit confort matériel, bientôt ce ne sera plus qu'un douloureux souvenir...

Réflexions politiques

1- En somme, ce qu'ils ont appelé abusivement la gauche n'était en réalité que la bonne conscience de la droite qui était celle de l'extrême droite.

Et la véritable gauche (devenue introuvable ou quasi inexistante) n'avait pas besoin de bonne conscience, puisque qu'elle représentait la classe à laquelle était dévolue le tâche historique de mettre un terme au règne de la nécessité synonyme de guerres et de barbarie depuis la nuit des temps pour le compte de l'humanité toute entière.

Quant à l'extrême gauche elle viendra se greffer sur la véritable gauche lorsque qu'elle fera faillite pour finalement l'imiter.

A l'arrivée que restera-t-il de la gauche, des éléments isolés et inconsistants, incapables de s'entendre entre eux sur les tâches à réaliser ou les objectifs politiques.

2- On vous conseille la lecture attetntive ou l'étude de l'excellent dossier publié par le portail (Investig'Action) de Michel Collon *Etre ou ne pas être Charlie* ou *Les clés pour comprendre le terrorisme* que l'on résumera à une seule question posée : *Le choc des civilisations ou la lutte des classes ?*.

On a le droit de les remercier et de soutenir leur formidable travail au service de la vérité... qui demeure révolutionnaire.

On en dira de même du Réseau Voltaire qui vient de publier *Attentats de Buenos-Aires : Antonio Stiuso se réfugie aux USA* qui fournit les derniers éléments de cette enquête et confirme l'analyse qu'ils avaient fait de ces attentats dès 2006.

Sans leur travail nous serions sans cesse manipulés ou nous serions condamnés à avancer à l'aveuglette puisque les partis ouvriers ne sont pas capables de faire ce boulot, leur boulot.

Quand des intellectuels se distinguent dans le bon sens du terme, il est bon de le signaler.

Attentats de Buenos-Aires : Antonio Stiuso se réfugie aux USA - Le Réseau Voltaire

L'ancien responsable du contre-espionnage argentin —en fuite—, Antonio Stiuso, est parvenu à quitter le Brésil avec un faux passeport italien pour trouver refuge aux États-Unis, le 19 février 2015, annonce le gouvernement argentin. Interpol n'a pas commenté cette nouvelle.

Antonio Stiuso est suspecté d'avoir manipulé, puis assassiné le procureur Alberto Nisman, selon qui l'attentat commis contre l'association juive AMIA, en 1994, aurait bien été commandité par l'Iran. Cette thèse ayant été démontée, Nisman accusa

la présidente Cristina Fernández de Kirchner d'avoir été corrompue par la République islamique pour masquer les faits.

Depuis une décennie l'enquête sur les deux attentats de Buenos Aires n'a cessé de rebondir. Derniers éléments : contrairement aux premières affirmations de l'époque, l'explosion ne venait pas de l'extérieur du bâtiment, mais de l'intérieur. Le moteur de voiture que l'on a retrouvé sous les décombres et qui avait permis de remonter au diplomate iranien Moshen Rabbani et de l'accuser, avait été racheté auparavant par un agent du Mossad.

Revenant sur les premières conclusions qui accusaient l'Iran et le Hezbollah libanais, l'enquête actuelle montre que l'attentat a été commis par un groupe d'Argentins et d'agents du Mossad avec l'appui des États-Unis. Qualifié à tort d'antisémite, cet attentat a coûté la vie à 85 personnes. Le Réseau Voltaire 09.10

Washington veut réécrire les attentats de Buenos-Aires, par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 13 juillet 2006.

« Musulmanes o pista israelí ? » (La piste musulmane ou israélienne), par José Petrosino et Oscar Abudara Bini, Red Voltaire, 22 juillet 2006.

« L'AJC accuse le Hezbollah des attentats de Buenos-Aires, malgré l'arrêt de la Cour suprême argentine », Réseau Voltaire, 12 août 2006.

« Se acusa a los musulmanes de los ataques a AMIA y la embajada de Israel sin pruebas » (Les Mulsulmans accusés sans preuve d'avoir perpétrer les attentats contre l'AMIA et l'ambassade d'Israël), par Juan Gabriel Labaké, Red Voltaire, 4 septembre 2006.

L'Effroyable Imposture 2 - Manipulations et désinformations, par Thierry Meyssan, Éditions Alphée - Jean Paul Bertrand, 2007.

« Des attentats sous fausse bannière en Argentine : 1992 et 1994 », par Adrian Salbuchi, James Fetzer, Réseau Voltaire, 9 novembre 2009.

« L'attentat de Buenos-Aires (1994) aurait été fomenté par l'ex-ministre de l'Intérieur », Réseau Voltaire, 3 juillet 2013.

Rectificatif et précision.

Dans la causerie du 26 septembre 2015 en me référant notamment à des vidéos que l'historien suisse Henri Guillemin avait consacrées à Lénine et Trotsky, j'avais écrit que "Trotsky trahira Lénine à au moins deux reprises à des moments déterminants pour l'existence du parti bolchevik et la révolution socialiste mondiale, lorsqu'il refusera en 1922 et en 1923 de porter à la connaissance des dirigeants bolcheviks la lettre que lui avait remis Lénine dans laquelle il demandait la destitution de Staline, et c'est seulement lors du XIIe Congrès du Parti bolchevik en mai 1924 qu'elle sera lue, donc après la mort de Lénine survenue quatre mois plus tôt..."

Or, après avoir téléchargé et lu avant-hier un texte de Trotsky de 1932 portant sur ce qui fut appelé le testament de Lénine mis en ligne par le portail marxists.org, je me suis aperçu que Guillemin avait confondu volontairement ou non ce qui s'était réellement passé entre la fin de 1922 et le début de1923, prêtant à Trotsky ce qui sera en réalité l'attitude de Staline soutenu par Zinoviev et Kamenev.

Je reproduis le passage en question qui figure dans ce document. (Léon Trotsky - OEuvres – 1932 - Le "testament" de Lénine 31 décembre 1932 - Edité en français par la revue "Quatrième Internationale" - numéro spécial – Dossier de la "destalinisation" – hiver 1956)

Trotsky - Le document appelé testament de Lénine a été écrit en deux temps séparés d'un intervalle de dix jours : le 25 décembre 1922 et le 4 janvier 1923. Au début deux personnes seulement en connaissaient l'existence. Le sténographe M. Volodicheva, qui l'écrivit sous la dictée, et la femme de Lénine, N. Kroupskaïa. Aussi longtemps que resta une lueur d'espoir de voir Lénine se rétablir, Kroupskaïa garda le document sous clé. Après la mort de Lénine, peu de temps avant le treizième Congrès, elle remit le testament au secrétariat du Comité central afin qu'à l'occasion du Congrès il fut porté à la connaissance du Parti auquel il était destiné.

En ce temps là, l'appareil du Parti se trouvait de façon semi-officielle entre les mains de la troïka, Zinoviev, Kamenev, Staline, en réalité déjà entre les mains de Staline. La troïka s'exprima d'une manière décisive contre la lecture du testament au cours du Congrès pour des motifs nullement difficiles à comprendre. Kroupskaïa insista. A cette étape, la discussion eut lieu dans les coulisses. La question fut portée devant une réunion des anciens du Congrès, c'est-à-dire des chefs des délégations des provinces. C'est là que les membres oppositionnels du Comité central, et moi-même parmi eux, apprirent pour la première fois l'existence du testament. Après qu'une décision eut été adoptée d'après laquelle personne ne devait prendre des notes, Kamenev commença à lire le texte à haute voix. Parmi les auditeurs la tension était extrême. Mais, dans la mesure où je puis revoir

les choses de mémoire, je dois dire que ceux qui connaissaient déjà le contenu du document étaient, de loin, les plus anxieux. Fin de l'extrait.

Evidemment, je n'ai aucune raison d'émettre le moindre doute sur la sincérité du témoignage de Trotsky quand il affirma n'avoir pris connaissance de cette lettre de Lénine qu'après sa mort intervenue le 21 janvier 1924.

Encore une chance que j'aie eu l'idée d'aller voir sur ce portail si des nouveautés pouvaient m'intéresser.

Un crétin de lambertiste qui avait lu cette causerie, s'était empressé de me traiter par courriel de stalinien sans me fournir aucun élément permettant de corriger mon erreur tout à fait involontaire.

Voyez-vous contrairement aux esprits formatés au centralisme bureaucratique et pratiquant le culte de la personnalité, j'ai toujours éprouvé une confiance absolue dans l'honnêteté de Marx et Engels, Lénine et Trotsky, sans toutefois aller jusqu'à enjoliver leur personnalité et leurs rapports, encore moins être porté à adhérer aveuglément à leurs analyses sachant qu'ils avaient pu commettre des erreurs, ce qu'ils reconnurent eux-mêmes modestement d'ailleurs, sans que cela ne remettent en cause les enseignements irremplaçables de la lutte des classes qu'ils nous ont légués et qui demeurent une source d'inspiration inépuisable pour les militants communistes faut-il préciser à l'adresse des esprits particulièrement tordus toujours prompts à se livrer à des procès d'intention.

Ceci dit, dans cette causerie du 26 septembre j'avais également effleuré la question des relations qu'entretenaient Lénine et Trotsky et qui avaient été loin d'être aussi harmonieuses qu'on aurait voulu nous faire croire, aussi bien sur le plan personnel qui ne nous intéresse pas ici, que sur le plan politique que l'on retiendra seulement.

En lisant ce matin le texte de Trotsky de 1932 qui fait 17 pages, j'en ai eu confirmation par Trotsky lui-même. Jusqu'à présent je m'en étais tenu aux quelques allusions qui en témoignaient dans des articles rédigés par Lénine ou Trotsky qui dataient de différentes époques et que j'ai lus ou relus depuis 2001. J'avoue ne m'être jamais penché sur cette question que j'estimais secondaire au regard de la suite du parcours politique de Trotsky au côté de Lénine, et la lutte acharnée qu'il livrera contre le stalinisme après la mort de Lénine jusqu'à son assassinat par Staline le 20 août 1940. En gros j'en resterai à la déclaration de Lénine déclarant qu'il n'y avait pas de meilleur bolchevik que Trotsky lorsqu'il adhéra au Parti bolchevik, ce qui ne signifiait pas pour autant que Trotsky ne commettrait pas des erreurs politiques par la suite ou qu'on devait partager aveuglément toutes ces analyses, contrairement aux trostskystes qui l'ont transformé en icône fossilisée ou en ont fait un dogme indigeste.

Trotsky exprime dans ce passage un désaccord avec Lénine ou une faiblesse, je laisse le soin à chacun de l'apprécier comme il l'entend, qui confirme ce que je rappelais dans ma causerie du 26 septembre :

Trotsky - En vérité, ce qui a dû l'alarmer et l'attrister dans les derniers mois, c'est que je ne l'ai pas soutenu assez activement dans ses mesures de lutte contre Staline. Oui, c'est là le paradoxe de la situation ! Lénine, redoutant pour l'avenir une scission provoquée par les rapports entre Staline et Trotsky, exigeait de moi une lutte plus énergique contre Staline. La contradiction cependant n'est qu'apparente. C'est dans l'intérêt de la stabilité future de la direction du Parti que Lénine voulait alors condamner Staline et le désarmer. Et ce qui me retenait, moi, c'est la crainte que tout conflit aigu au sein du groupe dirigeant, alors que Lénine luttait avec la mort, ne puisse être interprété par le Parti comme une lutte pour partager ses dépouilles. Je ne veux pas soulever ici la question de savoir si mes réserves en cette occasion, étaient justes ou non, ni la question – de portée bien plus grande – de savoir s'il eut été, possible alors de conjurer le danger par des réformes organisationnelles et des déplacements de personnes. (ib) Fin de l'extrait.

Trotsky est sincère et il a pris la décision qui lui semblait être la meilleure, qu'elle fut bonne ou mauvais est une autre question, on constatera seulement qu'il avouait simplement ne pas avoir soutenu Lénine au moment même où il livrait une lutte à mort contre Staline pour le destituer de son poste de Secrétaire générale du parti ou l'écarter de la direction du parti bolchevik.

Si nous n'avons aucune raison de douter de la sincérité de Trotsky, cependant on relèvera qu'il ramènera sa décision de ménager provisoirement Staline à des "réserves", autrement dit il en minimisa la portée à un moment crucial pour le parti bolchevik et la révolution socialiste mondiale.

Lénine estimait qu'il fallait écarter au plus vite Staline pour éviter la scission du parti bolchevik, et Trotsky pensait au contraire qu'il fallait temporiser ou que ce combat était perdu d'avance Lénine mourrant, qui avait raison, on ne le saura jamais et cela n'a plus vraiment d'importance.

Les relations entre Lénine et Trotsky furent marquées par un nombre de désaccords majeurs y compris sur des questions de principes, sur le parti, la question des syndicats par exemple, autant de questions dont les lambertistes refusent de discuter, et qui réveille en eux un vieil et abominable réflexe dogmatique (sans parler des insultes ou calomnies) qui en réalité ne les a jamais quitté, mais qu'ils s'emploient à camoufler en se donnant des airs de démocrates; c'était juste ce qu'on voulait démontrer et rien de plus.

Vous me direz que ce lambertiste qui m'a écrit ne représente pas tous les militants de ce courant, et vous avez tout à fait raison de le relever, on n'en dira pas de même de ses dirigeants jusqu'à preuve du contraire.

Entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat, le POI a tranché.

Lénine : La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire (1919)

- N'avoir pas compris, en lisant Marx, que dans la société capitaliste, en chaque circonstance grave, à chaque conflit social sérieux, il ne peut s'agir que de dictature de la bourgeoisie ou de dictature du prolétariat, c'est n'avoir rien compris à la doctrine politique et économique de Marx.

A propos d'Air France quand le POI aboie avec la meute des chiens enragés de la réaction.

Informations ouvrières n°372 page 2

- "*Des incidents, en marge de la manifestation, ont eu lieu, lorsque le comité central d'entreprise a été envahi par des centaines de manifestants.* ***Les syndicats, à juste titre*** (souligné par LVOG), *regrettent ces incidents et ils posent la question : qui est responsable ?*"

La direction d'Air France, le Medef, le gouvernement, le PS, Les Républicains, l'ensemble des médias aux ordres, etc. aussi... Que le POI adopte la position des appareils pourris des syndicats témoigne de son niveau de corruption. Ils osent appeler cela un parti ouvrier indépendant, quelle imposture !

Selon plusieurs témoignages qu'on a pu lire dans différents articles de presse, ce sont les militants de CGT et de FO qui avaient chauffé à blanc le personnel présent devant le siège d'Air France.

Autant dire que la vingtaine de salariés d'Air France sur la selette pour s'être naturellement et légitimement emportée suite à la provocation de la direction annonçant 2.900 licenciements, ne doivent compter que sur eux-mêmes et leurs collègues de travail pour se défendre.

Les militants du POI sont prévenus : en cas d'affrontement violent entre des travailleurs et des patrons ou leurs représentants ou des représentants de l'Etat, ne comptez pas sur votre parti pour prendre le parti des travailleurs. Question : Pour qui roule le POI ?

Pas un seul licenciement à Air France, aucune sanction contre les salariés d'Air France, soutien inconditionnel de tous les militants ouvriers fidèles à leur classe !

Comme quoi le POI et les appareils vendus des syndicats tournent le dos à la classe ouvrière ou ne les représentent pas.

- Air France : une majorité de Français comprend les actes de violence contre la direction - latribune.fr

La majorité des Français "comprennent" les violences survenues en début de semaine lors d'un comité central d'entreprise à Air France, sans pour autant les approuver, selon un sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest Dimanche.

Interrogés sur le comportement de certains salariés en colère qui s'en sont pris à deux dirigeants de la compagnie aérienne, 54% des Français disent qu'ils comprennent, mais n'approuvent pas. 38% condamnent, 8% approuvent. latribune.fr 10.10

Notes de lecture et défense du marxisme.

1- Lénine. - Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale (Pour le IIe Congrès de l'Internationale Communiste)

Publié le 14 juillet 1920 dans le n° 11 de la revue L'Internationale Communiste

11. Quant aux Etats et nations plus arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal-paysan, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit :

1- La nécessité pour tous les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays ; et, au premier chef, l'obligation d'apporter l'aide la plus active incombe aux ouvriers du pays dont la nation arriérée dépend sous le rapport colonial et financier ;

3- La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc. ;

5- La nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés ; l'Internationale Communiste ne doit appuyer les mouvements nationaux démocratiques bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes autrement que par le nom, soient dans tous les pays arriérés groupés et éduqués dans l'esprit de leurs tâches particulières, tâches de lutte contre les mouvements démocratiques bourgeois de leur propre nation ; l'Internationale Communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés, mais pas fusionner avec eux, et maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire ;

6- La nécessité d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux larges masses laborieuses de tous les pays, et plus particulièrement des pays arriérés, la duperie pratiquée systématiquement par les puissances impérialistes qui, sous le couvert de la création d'Etats politiquement indépendants, créent en fait des Etats entièrement sous leur dépendance dans les domaines économique, financier et militaire ; dans la situation internationale actuelle, en dehors de l'union des républiques soviétiques, il n'y a pas de salut pour les nations dépendantes et faibles.

12- ....plus un pays est arriéré, et plus y sont puissants la petite production agricole, le mode de vie patriarcal et l'indigence d'esprit, ce qui confère immanquablement une grande force de résistance aux plus enracinés des préjugés petits-bourgeois, à savoir ceux de l'égoïsme national, de l'étroitesse nationale. Etant donné que ces préjugés ne pourront disparaître qu'après la disparition de l'impérialisme et du capitalisme dans les pays avancés, et après la transformation radicale de toute la base économique des pays arriérés, l'extinction de ces préjugés ne pourra être que très lente. D'où l'obligation, pour le prolétariat communiste conscient de tous les pays, de faire preuve d'une prudence et d'une attention particulières à l'égard des survivances du sentiment national des pays et des peuples opprimés depuis très longtemps, et le devoir, aussi, de faire certaines concessions dans le but de hâter la disparition de cette méfiance et de ces préjugés. Sans un libre effort vers l'union et l'unité du prolétariat, puis, de toutes les masses laborieuses de tous les pays et de toutes les nations du monde, la victoire sur le capitalisme ne peut être parachevée.

Notre position sur la Syrie est conforme à ces thèses. Vous remarquerez qu'on le constate après coup et qu'on ne s'en est pas servi avant pour se faire passer pour de "bons" communistes.

2- Lénine : Notes d'un publiciste (1920)

- ... l'homme qui se déclare « sincèrement » communiste, qui en réalité, au lieu d'une politique impitoyablement ferme, implacablement résolue, hardie, héroïque, (seule une semblable politique est conforme à la reconnaissance de la dictature du prolétariat), nuit à sa cause, par son absence de caractère, par ses hésitations, par son indécision, commet une trahison indirecte : il n'en n'est pas moins un traître. Du point de vue personnel, la différence entre le traître par faiblesse et le traître par intention et par calcul est très grande ; du point de vue politique il n'y a pas de différence, car la politique, c'est en fait le sort de millions d'hommes, qui ne se modifie pas du seul fait que des millions d'ouvriers et de paysans pauvres soient trahis par des traîtres par faiblesse ou par des traîtres par intérêts. Fin de l'extrait.

Vous observerez que depuis longtemps nous avons adopté cette conception de la politique en ayant toujours à l'esprit le sort de "millions d'ouvriers et de paysans pauvres" en France ou à travers le monde, qui n'a rien à voir avec celle de nos dirigeants qui manquent singulièrement de fermeté, de résolution, d'hardiesse, de courage, de caractère, de détermination. On ajoutera et de modestie.

3- Lénine : Lettre à Sylvia Pankhurst (1919)

- Je ne doute pas que, parmi les représentants du prolétariat, un grand nombre d'ouvriers, les meilleurs, les plus honnêtes, les plus sincèrement révolutionnaires soient ennemis du parlementarisme et adversaires de toute action au parlement. Plus la culture capitaliste et la démocratie bourgeoise sont anciennes dans un pays donné, et plus c'est là un phénomène compréhensible, car la bourgeoisie, dans les vieux pays parlementaires, a remarquablement appris le jeu de l'hypocrisie et connaît mille tours pour tromper le peuple, en présentant le parlementarisme bourgeois comme la « démocratie en général » ou la « démocratie pure », etc., en dissimulant avec habileté lés innombrables liens du parlement avec la bourse et les capitalistes, en tirant parti d'une presse vénale, en se servant de toutes les façons de l'argent, puissance du capital.

On ne peut en douter : l'Internationale Communiste et les partis communistes des divers pays commettraient une faute irréparable en repoussant les ouvriers, partisans du pouvoir des Soviets, mais qui ne consentent pas à prendre part à la lutte parlementaire. Si on pose la question d'une façon générale, théoriquement, c'est précisément ce programme, celui de la lutte pour le pouvoir des Soviets, pour la république des Soviets, qui peut et doit unir maintenant, sans conteste, tous les révolutionnaires honnêtes et sincères des milieux ouvriers. Beaucoup d'ouvriers anarchistes deviennent maintenant de sincères partisans du pouvoir des Soviets, ce qui nous prouve qu'ils sont nos meilleurs camarades et amis, qu'ils sont parmi les meilleurs révolutionnaires et

ne furent adversaires du marxisme que par malentendu ou, plus exactement, non par malentendu, mais parce que le socialisme officiel, dominant à l'époque de la seconde Internationale (1889-1914) trahit le marxisme, mutila l'enseignement révolutionnaire de Marx en général et son enseignement sur l'expérience de la Commune de Paris (1871) en particulier. Fin de l'extrait.

Rien à voir avec l'esprit borné, dogmatique, intolérant, sclérosé des "héritiers" du trotskysme qui pratiquent l'exclusion à tour de bras.

Pour Lénine la question du parlementarisme était secondaire. De nos jours elle se pose autrement ou de manière inédite par rapport à son époque, depuis que la Bourse et les médias ainsi que les instituts de sondages font les présidents et les élections, et ont réduit l'exercice de la démocratie à une alternance entre le parti de l'ordre et son supplétif avec leurs satellites respectifs.

4- Lénine : Lettre à Sylvia Pankhurst (1919)

- Le lien ininterrompu avec la masse ouvrière, l'aptitude à y entretenir une agitation constante, à prendre part à chaque grève, à répondre à toutes les interrogations formulées par la masse, c'est là l'essentiel pour le Parti Communiste, surtout dans un pays tel que l'Angleterre, où jusqu'à présent (comme d'ailleurs dans tous les pays impérialistes) seuls de petits groupes ouvriers, composés de représentants de l'aristocratie ouvrière, pour la plupart complètement et irrémédiablement pourris de réformisme, captifs des préjugés impérialistes et bourgeois, ont pris part au mouvement socialiste et en général au mouvement ouvrier. Sans lutte contre ces éléments, sans destruction totale de leur autorité, sans enracinement au sein de la masse de la conviction de leur absolue corruption bourgeoise, il ne peut être question d'un mouvement ouvrier communiste sérieux.

Ceci se rapporte à la fois à l'Angleterre, à la France, à l'Amérique et à l'Allemagne.

Les ouvriers révolutionnaires qui font du parlementarisme le point de mire de leurs attaques ont pleinement raison dans la mesure où ils expriment ainsi le rejet de principe du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise. Fin de l'extrait.

Quels partis ouvriers en France "*font du parlementarisme le point de mire de leurs attaques*" ? Aucun, puisqu'ils y participent tous. Le reste est à l'avenant.

5- Lénine : Lettre à Sylvia Pankhurst (1919)

- La république bourgeoise la plus démocratique ne fut jamais et ne pouvait être rien qu'une machine servant au capital à écraser les travailleurs, un instrument du pouvoir politique du capital, une dictature de la bourgeoisie. La république démocratique bourgeoise a promis et proclamé le pouvoir de la majorité, mais elle n'a jamais pu le réaliser tant qu'existait la propriété privée du sol et des autres moyens de production.

La « liberté » dans la république démocratique bourgeoise n'était en fait que la liberté pour les riches. Les prolétaires et les travailleurs des campagnes pouvaient et devaient s'en servir afin de préparer leurs forces pour renverser le capital, pour venir à bout de la démocratie bourgeoise ; mais en règle générale les masses laborieuses n'ont jamais pu bénéficier réellement de la démocratie en régime capitaliste. Fin de l'extrait.

Avis à ceux qui proclament son rétablissement, alors qu'elle n'a réellement existé que dans leur imagination ou leur interprétation déformée de la réalité.

Dossier Syrie.

- Syrie : Révolte ou intervention ? - Études marxistes (www.marx.be)

(Cet article m'a été envoyé par un des camarades qui soutient notre portail, il n'est pas daté mais doit déjà dater d'au moins deux ans.)

Par Marc Botenga

Le conflit en Syrie a dégénéré et est devenu l'un des drames humanitaires les plus sanglants de notre siècle : dans ce pays qui compte un peu plus de 20 millions d'habitants, il a déjà fait plus de 110 000 morts, 2 millions de réfugiés et 5 millions de déplacés internes. Comment a-t-on pu en arriver là ?

Déficit démocratique et social

Les premiers troubles éclatent entre janvier et mars 2011 et se limitent à quelques manifestations de faible envergure. À ce moment-là, il n'est pas encore question de « mouvement », mais plutôt d'une série de protestations aux causes et revendications diverses. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du mois de mars que l'on assiste dans la ville de Daraa, à

proximité de la frontière avec la Jordanie, à une première et véritable escalade de la violence. Les 18 et 19 mars, des manifestations organisées pour la libération de jeunes graffeurs, avec le soutien des réseaux religieux locaux, sont dispersées par la police avec des gaz lacrymogènes. Le 20 mars des manifestants envahissent le tribunal local et le siège du parti dominant Baas. Le gouvernement répond par l'envoi de soldats à Daraa.

L'Occident classe ces événements dans le cadre du « Printemps arabe », soutenant que les Syriens s'insurgent contre la dictature et pour la démocratie. Que le système politique en place soit peu démocratique ne fait aucun doute. Bien que, contrairement à ce qui se passe dans bien d'autres pays de la région, des élections aient été organisées, les mandats de Hafez Al-Assad et de son fils, l'actuel président Bashar Al-Assad, ont été confirmés par référendum et sans contestation. L'état d'urgence qui suspend, au nom de la sécurité nationale, de nombreux droits constitutionnels était en vigueur depuis 1963 déjà. Les Kurdes aussi s'étaient insurgés [99] . Une partie de la classe moyenne laïque instruite était depuis longtemps en faveur de réformes libérales qu'en 2005, suite à des manifestations, Bashar Al-Assad avait déjà promises. Néanmoins, le succès de la révolte dans les quartiers populaires est davantage lié aux réformes menées qu'au manque de réformes. Le parti Baas arrive au pouvoir en 1963 avec une idéologie inspirée du socialisme. Plusieurs entreprises importantes sont nationalisées, le gouvernement tente de stimuler le développement de certaines régions défavorisées et de résorber les inégalités de revenus. Mais à partir des années 90, Hafez Al-Assad applique des mesures de libéralisation, qui profitent surtout à une petite élite.

Avec l'arrivée au pouvoir de Bashar, ces réformes s'accélèrent [100] . En 2001, la Syrie légalise les banques privées. En 2004, un marché boursier commence à s'organiser. La législation relative aux impôts et à la propriété est également réformée. Le pays commence à conclure des accords de libre-échange avec les autres pays de la Ligue arabe et adhère, aux côtés de seize autres pays arabes, à la Greater Arab Free Trade Area (GAFTA). La Syrie passe des accords de libre-échange avec la Turquie, la Jordanie, la Biélorussie et la Slovaquie, et négocie un accord d'association avec l'Union européenne.

L'Union européenne et les États-Unis encouragent ce processus de libéralisation, mais pour la majorité des Syriens il ne représente pas vraiment une avancée. L'exemple des soins de santé est frappant. Depuis 2002-2003, l'UE soutient en Syrie un projet de « modernisation », autrement dit de libéralisation, des soins de santé. L'Europe ignore délibérément les bons résultats de la politique sanitaire en place et fait la promotion du modèle néolibéral à travers le programme Health Sector Modernization (HSMP). Les documents de l'UE, et notamment le programme indicatif national ou le document de stratégie de 2007, prétendent que la gratuité des soins de santé n'est pas tenable pour les Syriens. L'UE insiste sur la nécessité de développer des partenariats avec le secteur privé, une manière de promouvoir directement la privatisation des hôpitaux.

Ces trois dernières décennies, les indicateurs de santé en Syrie s'étaient pourtant considérablement améliorés. L'espérance de vie à la naissance était passée de 56 ans en 1970 à 72 en 2006, le taux de mortalité infantile de 132 pour 100 000 naissances en 1970 à 14 en 2010, et le taux de mortalité maternelle de 482 pour 100 000 naissances à 45. La Syrie devançait ainsi l'Égypte et la Jordanie, pays dont le produit intérieur brut est pourtant plus élevé [101] . Ces résultats étaient la conséquence d'une politique proposant des services de soins à la fois curatifs et préventifs, généralement gratuits, à travers un réseau de centres de santé primaire et d'hôpitaux publics. Mais aujourd'hui, « grâce » à l'UE, les soins de santé sont de plus en plus coûteux, notamment à Latakia et Daraa, et par conséquent beaucoup moins accessibles.

La libéralisation socio-économique profite à une petite élite seulement, tandis que le reste de la population doit faire face à des pertes d'emplois et des hausses de prix. Dans les villes, les plus défavorisés vont même connaître la faim [102] . Pour bon nombre de Syriens, cette politique néolibérale avait déjà eu des conséquences dommageables. Les réformes encouragées par l'UE seront la goutte qui a fait déborder le vase [103] . Surtout à un moment où les prix des denrées alimentaires et de l'essence grimpent en flèche, comme en 2011 et 2008 respectivement [104] . En renonçant à sa fonction sociale, l'État a perdu une part de sa légitimité. Les islamistes fondamentalistes, qui par les réseaux religieux mettent en place une forme de charité, vont profiter de la situation. Ingérence étrangère et un plan de paix jamais mis en œuvre

La réaction du gouvernement aux premières manifestations est triple. Primo, il y a la répression. Secundo, les autorités tentent de calmer la situation par des contacts formels et informels avec des membres de l'opposition. Bouthaina Shaaban, le conseiller de Bashar Al-Assad, insiste sur le fait que le président n'a jamais donné l'ordre de tirer sur les manifestants [105] . Le 29 mars, le gouvernement syrien démissionne en espérant calmer les manifestants. Les forces d'opposition, qui essayent de s'unir au sein du Comité de coordination national pour le changement démocratique, réclament des réformes plutôt que la démission d'Assad [106] . Tertio, les autorités demandent à la population d'exprimer son soutien à Assad : fin mai, des centaines de milliers de personnes descendent alors dans la rue dans plusieurs villes du pays, entre autres à Hama, Alep et Damas, pour témoigner leur soutien au président [107] .

Assad lève alors l'état d'urgence mais les protestations s'intensifient. Le 8 avril, à Daraa par exemple, outre 23 manifestants, 19 agents de police et des services de l'ordre sont tués [108] . L'armée syrienne coupe la ville du reste du monde. L'intervention musclée de l'armée coûte la vie à de nombreux civils, mais pousse également de nombreux soldats à déserter. L'Occident encourage cette désertion par des promesses, réelles ou non, d'aide financière. Ces déserteurs vont former quelques mois plus tard l'Armée syrienne libre, une opposition militaire organisée.

En mai, l'armée intervient aussi à Homs où il n'est plus seulement question de manifestants pacifiques. La révolte y prend une forme armée et le gouvernement peine à reprendre le contrôle de la ville. En outre, les signes d'ingérence étrangère dans le

conflit sont de plus en plus visibles. En août, Obama déclare à Washington que le président Assad doit démissionner. Les autorités syriennes s'interrogent sur le rôle de l'ambassadeur américain Robert Ford dont la présence est signalée à Hama début août, la veille d'une grande manifestation, sans qu'il y ait été autorisé [109] . La Turquie va elle aussi se retourner contre Assad.

Dès septembre, des centaines de milliers de Syriens descendent dans les rues du pays. Le 2 novembre, la Syrie accepte un plan de paix de la Ligue arabe. L'accord prévoit le retrait de l'armée, la libération des prisonniers politiques et la reprise des négociations avec les groupes de l'opposition, mais pas le départ d'Assad [110] . Les autorités syriennes vont de leur côté demander la fin de la guerre de propagande menée contre le gouvernement syrien par la télévision Al Jazeera, basée au Qatar, et Al Arabiya, pro-Arabie saoudite. La Syrie réclame aussi la fin du trafic d'armes avec les rebelles via le Liban et la Jordanie.

Cet accord n'a jamais été exécuté. La Ligue arabe rejette la faute sur la Syrie et suspend le pays. Le roi — non élu — de Jordanie réclame le départ d'Assad tandis que la Ligue, tout comme l'Occident, impose des sanctions de plus en plus sévères. En décembre, le gouvernement syrien ouvre malgré tout la porte aux observateurs arabes. L'organisation américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, fondée à l'époque de la Guerre froide pour dénoncer les violations des droits de l'homme en Union soviétique, met l'accent sur la répression du gouvernement [111] . Les chiffres cités par l'organisation en décembre 2011 sont néanmoins intéressants. Selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies, il y a eu un peu plus de 4 000 morts parmi les civils, tandis que selon un monitoring du Comité de coordination local, membre de l'opposition, le nombre de tués s'élève à 3 934. De leur côté, les autorités syriennes parlent à ce moment-là d'un peu plus de 1 100 tués parmi les membres de la police et des forces de l'ordre. Un tué sur quatre est donc un agent de police. On peut dire que la violence va déjà dans les deux sens.

Même si leur mission est interrompue fin janvier 2012 « pour des raisons de sécurité », le rapport de la mission d'observation arabe tempère l'image d'un régime massacrant son peuple. À Homs, à Daraa et à Idlib, les observateurs constatent que les rebelles recourent à la violence tant contre les soldats du gouvernement et la police que contre des citoyens innocents [112] . Le 15 janvier, Assad annonce une amnistie pour tous ceux qui, depuis le mois de mars, ont été arrêtés pour activités politiques. Concernant le retrait des soldats de l'armée nationale dans les centres des villes, le rapport est également nuancé : il reste encore des soldats, mais la plupart des véhicules militaires, chars et pièces d'artillerie lourde ont été retirés. Il y est en outre constaté que le gouvernement a conclu un accord avec les manifestants dans certaines villes comme Zabadani et Madaya. Des négociations entre Syriens sont donc toujours possibles.

Ce rapport est critiqué ou tout simplement passé sous silence par l'Occident. Ce qui n'est pas surprenant lorsqu'on sait que le 4 février, les pays occidentaux tentent de faire voter une résolution anti-Assad au Conseil de sécurité des Nations-Unies. Les nuances soulevées par le rapport ne leur convenaient pas. Mais la Russie et la Chine opposent leur veto à la résolution. Quatre jours après l'échec du vote, les Nations Unies et la Ligue arabe proposent une nouvelle mission [113] . La sécurité, la raison officielle qui avait justifié l'interruption de la précédente mission s'est-elle soudain améliorée en Syrie ? Bien sûr que non. La mission précédente avait été interrompue pour la simple raison qu'elle n'avait pas pu trouver de motif suffisant pour justifier une action contre la Syrie.

Malgré l'effusion de sang, il importe de continuer à envisager les choses avec nuance. Saraa Saleh, une Syrienne vivant en Belgique raconte : « Au début, c'est-à-dire pendant les six à douze premiers mois, on a beaucoup exagéré. La situation du pays était relativement stable. Seuls, la ville de Homs et l'est du pays connaissaient de sérieux problèmes. Tout cela n'avait pas réellement d'impact sur la vie de tous les jours [114] . »

Révolte armée et escalade

À partir de la fin de l'année 2011, la situation se dégrade rapidement. Le nombre de manifestations pacifiques diminue et on voit de plus en plus de combattants rattachés à l'Armée syrienne libre et des rebelles fondamentalistes islamiques. Les autorités syriennes sortent de plus en plus l'artillerie lourde. En quelques mois, le nombre de victimes double. Le gouvernement syrien semble néanmoins ouvert à des réformes puisqu'un référendum en vue d'une révision de la constitution est organisé. Malgré le boycott de l'opposition, 57,4 % de la population émet un vote favorable à la nouvelle constitution, qui ne stipule plus que le parti Baas est la « force motrice » de l'État et de la société.

L'envoyé spécial des Nations Unies, Kofi Annan, négocie entre-temps un cessez-le-feu, mais celui-ci est rompu en mai 2012, après le massacre perpétré dans la ville de Houla, qui coûte la vie à 108 personnes, dont 40 enfants. Les rebelles et la communauté internationale pointent immédiatement un doigt accusateur vers Assad. Le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine soulève néanmoins des questions sur base des témoignages de l'opposition pacifique [115] . Le Berliner Morgenpost écrit également que la plupart des victimes sont des Alaouites, une secte chiite à laquelle appartient aussi Assad, mais que personne à Houla n'ose parler librement, de peur de représailles de la part des rebelles armés qui contrôlent la ville [116] .

Quoi qu'il en soit, l'escalade est indéniable. Fin 2012, on parle de 50 000 tués et à la mi-2013 de 100 000 morts. Les médias occidentaux continuent de qualifier ces événements de « combat du peuple contre un tyran ». Cependant l'Observatoire syrien des droits de l'homme déclare que 43,2 % des victimes, près de la moitié donc, sont des partisans des autorités [117] . Cette escalade de la violence s'explique surtout par une augmentation de la force des rebelles armés et une réponse de plus en plus intense de la part du gouvernement. Mais d'où vient cette augmentation ?

Dès novembre 2011, on ne peut plus dire que la révolte est une affaire purement syrienne. En novembre, le Conseil national syrien est constitué au Qatar. Contrairement au Comité de coordination, le Conseil national syrien, qui deviendra plus tard la Coalition nationale syrienne, demande l'aide de l'étranger ainsi que le renversement d'Assad. De nombreux pays occidentaux reconnaissent la Coalition comme « représentant légitime du peuple syrien ». Un rapport divulgué par Wikileaks concernant une discussion au Pentagone laisse entendre que l'intervention étrangère va à ce moment-là déjà très loin [118] . Les forces d'opération spéciales de divers pays (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Jordanie et Turquie) mènent sur le terrain des missions de reconnaissance et entraînent les groupes d'opposition. L'objectif est de faire tomber l'État syrien et l'armée syrienne au moyen d'attentats et d'assassinats ciblés, et si possible sans mener ouvertement une campagne militaire. Cette dernière, dit-on, serait plus difficile qu'en Libye à cause des défenses aériennes syriennes. Sauf dans le cas où les médias se focaliseraient sur un massacre pour justifier l'intervention, les militaires jugent une intervention très improbable.

L'ancien ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, souligne que, depuis 2001 déjà, des gens sont formés par les Britanniques pour déstabiliser la Syrie [119] . En 2007, le journaliste américain Seymour Hersh affirme que les États-Unis ont organisé des opérations secrètes en Syrie et en Iran également [120] .

Selon Aram Karabet, qui a passé treize ans en prison sous Assad, le choix de l'Occident de prendre le parti des rebelles armés n'est pas innocent. Pour lui, l'objectif est clair : « la destruction des infrastructures du pays » [121] . Il ajoute que le soutien armé apporté aux rebelles et fondamentalistes islamiques les plus extrêmes, dont une partie vient de l'étranger, a privé les Syriens de leur révolution. Comme pour donner raison à Karabet, Obama annonce le 3 septembre 2013 que la première brigade de rebelles entièrement formés par la CIA va se joindre aux combattants [122] .

Cette escalade est aussi directement responsable du succès des mouvements fondamentalistes islamiques comme Jebhat Al-Nusra ou l'État islamique en Irak et au Levant. Plusieurs voix, comme celle de Haytham Manna du Comité de coordination nationale, révèlent qu'en Arabie saoudite, les États-Unis négocient aussi avec Jebhat Al-Nusra. L'aide matérielle et militaire étrangère dont bénéficie la révolte armée, décrite en Occident par des personnes comme Guy Verhofstadt, mais aussi par certaines ONG et même certains mouvements politiques de gauche comme « la solution » au conflit, ne fait donc que jeter de l'huile sur le feu et marginalise ceux qui recherchent une issue politique. Le soutien apporté aux rebelles réduit, voire anéantit, toute chance d'aboutir à une solution politique. En mai 2013, à plusieurs endroits du pays, et notamment dans la ville d'Alep, la population syrienne est d'ailleurs descendue dans la rue pour protester contre les rebelles [123] .

Jeu macabre autour des armes chimiques

L'escalade n'aboutit pas à l'effondrement de l'État syrien. Au contraire, lorsqu'en juin 2013 les rebelles sont chassés de la ville de Qussair par les autorités syriennes, les troupes d'Assad semblent reprendre le dessus. C'est alors que le 21 août, les médias se focalisent sur un massacre à l'arme chimique à Ghouta, à proximité de Damas : Assad aurait utilisé du gaz toxique contre des civils innocents. Les États-Unis proposent alors l'option d'une guerre ouverte. Bien que les autorités syriennes nient toute implication et autorisent des observateurs de l'ONU à venir à Ghouta, la France et les États-Unis refusent d'attendre les conclusions du rapport.

Ces conclusions sont publiées à la mi-septembre 2013 et confirment l'utilisation de gaz toxique, mais ne donnent aucune indication quant à l'auteur. L'organisation Human Rights Watch ainsi que les gouvernements américain et britannique accusent le gouvernement syrien tandis que la Russie, au contraire, dit être en possession d'indices sérieux démontrant que les rebelles sont derrière cette attaque. En mai 2013, Carla Del Ponte, membre de la commission d'enquête des Nations Unies sur la Syrie, avait déjà laissé entendre que les rebelles auraient utilisé du gaz toxique.

Les Américains, les Français et les Britanniques étaient-ils réellement intéressés par la vérité ? Ou bien voulaient-ils à tout prix forcer une intervention militaire ayant pour objectif soit de permettre aux rebelles de prendre le dessus, soit d'empêcher toute victoire d'Assad ? Le « non », plutôt surprenant, émis par le Parlement britannique le 30 août met le holà à tout cela [124] . Face à l'absence de soutien international, Obama se sent obligé de demander l'approbation du Congrès américain. Ce délai permet à la Russie, en accord avec les membres de l'opposition pacifique et le gouvernement syrien, de soumettre avec succès une proposition diplomatique, à savoir la destruction des armes chimiques syriennes. Le 27 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU vote à l'unanimité une résolution allant en ce sens. Débute alors le laborieux processus de localisation et de démantèlement de l'arsenal chimique syrien.

Parallèlement, la Russie, la Chine, le Comité de coordination de l'opposition syrienne et le gouvernement syrien s'efforcent de relancer les pourparlers diplomatiques à Genève en vue d'une solution politique. La Coalition nationale, comprenant qu'une attaque militaire est irréalisable à court terme, approuve à contrecœur le 22 septembre, mais fin octobre le Conseil national, son principal composant, s'oppose de nouveau à des négociations.

Le contexte international

La responsabilité de l'Occident dans l'escalade du conflit syrien est énorme. Et ce n'est pas un hasard puisque la Syrie fait partie de la stratégie à long terme des États-Unis dans cette région. À la fin de la Guerre froide, la Defense Planning Guidance

américaine formule l'objectif stratégique des États-Unis en ces termes : « Empêcher l'apparition d'un nouveau rival, qui représenterait une menace de même envergure que celle de l'Union soviétique autrefois [125] . » Ce document a servi de fil conducteur à l'élaboration de la politique étrangère de l'ex-président américain George W. Bush. Son successeur, Barack Obama, n'y a apporté aucune modification fondamentale. Selon lui, les États-Unis doivent être primus inter pares, premier parmi les pairs.

Grâce à leur croissance économique, l'Inde et la Chine pourraient jouer un rôle central sur le plan international. Même si ces deux pays sont loin d'égaler la puissance militaire américaine, leur indépendance politique pourrait représenter à terme un risque pour la position américaine sur la scène internationale. Ces deux pays ont toutefois un point faible : ils ont besoin d'énormes quantités de pétrole et de gaz, provenant généralement du Moyen-Orient : c'est là que sont en effet localisées près de la moitié des ressources pétrolières mondiales et plus de 41 % des réserves de gaz. Ce n'est donc pas un hasard si, en 2004, les États-Unis publient un plan pour un « nouveau Moyen-Orient », plan dont l'objectif est d'étendre leur contrôle sur la région au travers de réformes politiques et économiques. Les États-Unis espèrent, en cas de conflit ouvert, pouvoir couper l'approvisionnement en pétrole et en gaz de la Chine et l'Inde. Or, le principal obstacle à une domination totale sur le Moyen-Orient est la relative indépendance politique et économique de certains pays, dont la Syrie. Wesley Clark, ancien haut général américain et commandant de l'Otan, raconte comment en 2001 déjà il était tombé sur une note secrète des autorités américaines qui citait les pays concernés : « La note décrit la manière dont nous anéantirons ces sept États en cinq ans, à commencer par l'Irak, ce sera ensuite au tour de la Syrie, du Liban, de la Libye, de la Somalie, du Soudan et pour finir l'Iran [126] . » Avec les problèmes rencontrés lors de l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan, les États-Unis ont pris un peu de retard. Les révoltes arabes et la crise économique empêchent également les États-Unis de tout contrôler comme ils le voudraient. Néanmoins, entre-temps le Soudan a été scindé en deux, l'Irak et la Libye ont été ravagés par les bombes, et un embargo économique dévastateur pèse sur l'Iran.

Des pays comme le Qatar, l'Arabie saoudite et Israël ont aussi leurs propres prétentions. Le Qatar a pour projet de conquérir le marché européen depuis la Turquie où le gaz serait acheminé via l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Syrie. Le Qatar possède en effet le plus vaste gisement gazier du monde (North Dome/South Pars) qu'il partage avec l'Iran [127] . Or Assad a préféré la construction d'un gazoduc partant de l'Iran et traversant l'Irak jusqu'en Syrie [128] . Un choix mal accueilli par le Qatar. Mais aussi par l'Arabie saoudite qui a alors tenté d'acheter la Russie en lui promettant une plus grande influence au Moyen-Orient. N'y étant pas parvenue, elle menace alors les Russes de faire échouer les pourparlers de paix en Syrie et de déclencher une intervention étrangère.

Tous ces pays espèrent donc un affaiblissement de la Syrie qu'ils voudraient plus accommodante. Pour Israël surtout, qui avec le plateau du Golan occupe une partie de la Syrie, un affaiblissement de l'armée syrienne, jusqu'il y a peu l'une des armées les plus puissantes de la région, représenterait un avantage sans précédent. Ainsi, la résolution des Nations Unies sur la destruction de l'arsenal chimique syrien devrait permettre à Israël de renforcer sa position dans la région. Il convient néanmoins de souligner que la souveraineté de ces pays est pour ainsi dire inexistante. L'Arabie saoudite vend son pétrole, sa principale richesse, aux prix et quantités dictés par Washington. Le peuple saoudien n'a rien à dire à ce propos. Le Qatar, où la moindre critique sur l'émir fâche, a une superficie environ trois fois inférieure à celle de la Belgique et ne résisterait pas une seconde à une quelconque pression américaine. Quant à Israël, il reçoit chaque année des États-Unis plusieurs milliards de dollars d'aide économique et militaire destinés à assurer sa subsistance. Tout ce que font ces pays, ils le font avec le soutien de Washington ou du moins sans son opposition explicite. Certaines puissances européennes ont, elles aussi, des visées stratégiques en Syrie : l'idée de recevoir par la Syrie de plus grandes quantités de gaz du Moyen-Orient les intéresse. En même temps, la plupart des pays européens veulent éviter d'offenser les États-Unis. Mais il est clair qu'en Europe une intervention militaire suscite des réticences. Si le fait que l'opinion publique européenne est majoritairement opposée à la guerre a joué un rôle, des contradictions subsistent en Europe.

Ces contradictions concernent les intérêts stratégiques de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. La France espère depuis des années au travers des programmes d'Union pour la Méditerranée (EuroMed) rétablir son influence économique et son hégémonie dans le Bassin méditerranéen [129] . Cela explique à la fois son soutien inconditionnel aux dictateurs qui lui restent soumis, comme l'ex-président tunisien Ben Ali, et son engouement pour une guerre contre des pays indépendants comme la Libye et la Syrie : à plusieurs reprises, la Syrie avait émis des critiques au sein d'EuroMed et, de son côté, la Libye de Kadhafi n'avait pris part à aucune des activités d'EuroMed. La Grande-Bretagne a toujours entretenu des liens très forts avec les États-Unis. Pourtant le gouvernement britannique ne tenait pas à s'engager dans une nouvelle guerre après les mésaventures militaires des Britanniques en Irak, en Afghanistan et en Libye. À l'exception de l'ex-Yougoslavie et de certains projets d'énergie solaire en Afrique du Nord, l'Allemagne a des intérêts moins directs dans le Bassin méditerranéen et est plutôt tournée vers l'Europe de l'Est et la Russie. Ce qui explique son manque d'enthousiasme pour une intervention en Syrie.

Anti-impérialisme objectif et subjectif

La relation entre la Syrie d'Assad et l'Occident n'est pas sans équivoque. Pour stimuler la croissance économique, Assad a ouvert son pays aux investisseurs internationaux, il s'est également montré disposé à entreprendre des pourparlers avec l'Occident et à lui accorder des concessions : le retrait des soldats syriens du Liban en 2005 en est un exemple. Les États-Unis vont de leur côté soutenir les libéralisations et même faire l'éloge d'Assad qu'ils présentent comme un « réformateur », espérant de cette manière pouvoir contrôler la Syrie sans passer par la guerre [130] . Mais la puissante armée syrienne et l'État autonome restent un frein à leur domination absolue du Moyen-Orient. La Syrie, en effet, s'est opposée à la guerre en Irak en 2003, elle soutient toujours certains mouvements d'opposition palestiniens et cultive une alliance avec l'Iran, un des rares pays de la région à

vouloir rester indépendant de l'Occident.

Ces intérêts stratégiques expliquent pourquoi l'Occident veut mettre la main sur la Syrie. Plusieurs manières sont envisagées. Imposer des accords de libre-échange qui rendront le pays dépendant de l'étranger, telle est la voie que choisit l'Europe militairement affaiblie, les autres voies étant la corruption d'une petite élite, la déstabilisation interne, le coup d'État ou la guerre. En Syrie, les pays occidentaux ont déjà pratiquement tout essayé.

Les rapports de force internationaux compliquent toutefois les choses. La Syrie bénéficie du soutien économique et militaire de l'Iran et de la Russie, chacun de ces deux pays ayant ses propres raisons de la soutenir. L'Iran, qui a aussi entendu Wesley Clark, sait que la disparition de la Syrie en tant qu'État souverain pourrait signifier un futur bombardement de Téhéran. Pour sa part, la Russie qui possède une base militaire en Syrie et a signé des accords économiques avec ce pays veut limiter l'influence d'un Qatar et d'une Arabie saoudite proaméricains. Iran et Russie jouent un rôle fondamentalement différent de celui des États-Unis. Même si les deux défendent leurs propres intérêts, ils se profilent actuellement comme les défenseurs de la souveraineté syrienne et freinent la destruction de l'État syrien, et du Moyen-Orient, par l'impérialisme américain.

La souveraineté d'un État est fondamentale, ce n'est pas pour rien qu'elle constitue un principe de base de la Charte des Nations Unies. C'est également une condition de base de la démocratie. Aussi autoritaires que soient des pays comme la Syrie ou l'Iran, leur peuple jouit d'un avantage important par rapport aux autres peuples soumis à des régimes autoritaires comme le Bahreïn ou l'Arabie saoudite, en ce sens que la politique de leur régime se décide dans leur propre pays : les décisions fondamentales concernant les Syriens sont prises à Damas et non à Washington. Si la Syrie préserve sa souveraineté, le peuple peut espérer pouvoir mener la lutte pour le changement à Damas, dans un État en mesure de choisir sa propre voie. Autrement, il sera peut-être contraint d'aller implorer une aide alimentaire auprès des capitales occidentales.

Marc Botenga (botengam at gmail.com) est docteur en sciences politiques. Il est coordinateur à Médecine pour le tiers monde, www.m3m.be.

[99] Middle East Intelligence Bulletin, vol. 6 (2004), no 4, www.meforum.org/meib/articles/0404_s1.htm.

[100] US Department of State, 8-9-2013, www.state.gov/outofdate/bgn/syria/158703.htm.

[101] Kasturi Sen, Waleed al Faisal, « Syria Neoliberal Reforms in Health Sector Financing : Embedding Unequal Access ? », Social Medicine, vol. 6, no 3 (2012),

[102] S. Ismail, « An "Arab Spring" — and Nervous Looks at the World Bank », Economic Governance for Health, 23 avril 2011.

[103] J. Yazigi, « Syria Beyond Conflict : The Economic Test », Opendemocracy.net, 29 mai 2012

[104] Nafeez Ahmed « Peak Oil, Climate Change and Pipeline Geopolitics driving Syria Conflict », The Guardian, 13 mai 2013.

[105] Michael Slackman, « Syrian Troops Open Fire on Protesters in Several Cities », The New York Times, 25 mars 2011.

[106] « Syrian Cabinet resigns amid Unrest », Al Jazeera, 21 mars 2011.

[107] « Assad Supporters "Loyal to Nation" », Ynet News, 29 mars 2011, http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4049313,00.html.

« Syria Unrest : Pro-Assad Rallies in Damascus and Aleppo », BBC News, 29 mars 2011.

[108] « Syria Unrest : Shooting erupts in Seaport of Baniyas, BBC News, 10 avril 2011.

« At least 19 Police killed in Syria Clashes », RIA Novosti, 8 avril 2011.

[109] Elizabeth A. Kennedy et Bassem Mroue, « Syria Accuses U.S. Of Inciting Unrest », Huffington Post, 8 juillet 2011.

[110] Patrick J. McDonnell, « Syria signs Arab League Deal to pull back Military », Los Angeles Times, 2 novembre 2011.

[111] « "By All Means Necessary !" : Individual and Command Responsibility for Crimes against Humanity in Syria », Human Rights Watch, 2011, http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/syria1211webwcover_0.pdf.

[112] « Report of the Head of the League of Arab States Observer Mission to Syria for the Period from 24 December 2011 to 18 January 2012 », 27 janvier 2012, http://www.columbia.edu/~hauben/Report_of_Arab_League_Observer_Mission.pdf.

[113] « Syria : UN and Arab League consider Joint Observer Mission to try to stop Killings », United States News Centre.

[114] « Syrische Saraa Saleh : “Vechtende rebellen zijn slechte kopie van het regime” », MO, 29 décembre 2012.

[115] Rainer Hermann, « Abermals Massaker in Syrien », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 7 juin 2012.

[116] Alfred Hackensberger, « In Syrien gibt es mehr als nur eine Wahrheit », Berliner Morgenpost, 23 juin 2012.

[117] David Enders, « Assad Backers reportedly make up 43 percent of Dead in Syria », Miami Herald, 3 juin 2013, http://www.miamiherald.com/2013/06/03/3431050/assad-backers-reportedly-m....

[118] « Insight — Military Intervention in Syria, post Withdrawal Status of Forces » (7-12-2011), Wikileaks, 6 mars 2012, https://wikileaks.org/gifiles/docs/1671459_insight-military-intervention....

[119] « Roland Dumas : les Anglais préparaient la guerre en Syrie deux ans avant les manifestations en 2011 », YouTube, http://www.youtube.com/watch?v=5vz5EKlI3fQ.

[120] Seymour M. Hersh, « Is the Administration’s New Policy benefiting our Enemies in the War on Terrorism ? », The New Yorker.

[121] Aram Karabet, « La révolution syrienne a échappé aux Syriens », L’Humanité, 12 août 2013.

[122] Adam Withnall, « Syria Crisis : First CIA-trained Rebel Unit about to join Fighting against Assad Regime, says President Obama », The Independent, 3 septembre 2013.

[123] « Syrie : la population manifeste contre les rebelles à Alep », RFI, 10 juillet 2013.

[124] « Syria Crisis : Cameron loses Commons Vote on Syria Action », BBC News, 30 août 2013.

[125] Patrick E. Tyler, « U.S. Strategy Plan Calls for Insuring No Rivals Develop A One-Superpower World », The New York Times, 8 mars 1992.

[126] Wesley Clark, « Democracy Now ! » (interview, 2007), YouTube, http://www.youtube.com/watch?v=bSL3JqorkdU.

[127] Tamsin Carlisle, « Qatar seeks Gas Pipeline to Turkey », The National, 26 août 2009.

[128] Amrit Naresh, « Syria’s Transit Future: All Pipelines lead to Damascus? », OpenOil, 28 mars 2012.

[129] Union pour la Méditerranée (Euromed), http://www.eeas.europa.eu/euromed/index_fr.htm.

[130] Glenn Kessler, « Hillary Clinton’s Uncredible Statement on Syria », The Washington Post, 4 avril 2011.

- L’opposition syrienne ne participera pas aux discussions proposées par - LeMonde.fr

Pour la Coalition de l’opposition en exil, il faut notamment que les frappes russes en Syrie cessent avant toute reprise de négociations. LeMonde.fr 11.10

- Les Etats-Unis ont lancé une guerre psychologique contre la Russie - sahartv.ir

Le journaliste français Georges Malbrunot analyse la réaction des Etats-Unis et de l'UE au lancement par Moscou d'une opération aérienne contre le groupe terroriste Daech, en Syrie.

« Les Etats-Unis recourent à la guerre psychologique contre la Russie dans le conflit en Syrie en affirmant notamment que des missiles russes seraient tombés en Iran au lieu d'atteindre la Syrie », a déclaré dans une interview à Sputnik Georges Malbrunot, spécialiste du Proche-Orient au Figaro.

"Il est probable effectivement que chaque partie, comme dans la plupart des guerres (…) soit engagée dans une opération de guerre psychologique, d'intoxication pour convaincre la population dans les pays respectifs et aussi sur le terrain, que l'autre ment. C'est dans ce cadre-là qu'il faut analyser cette réaction américaine qui (…) a été démentie par la partie iranienne et par

les Russes", a indiqué M.Malbrunot.

La chaîne de télévision américaine CNN a rapporté jeudi, citant des sources anonymes, que plusieurs missiles tirés par la Flottille russe de la mer Caspienne n'avaient pas atteint les sites du groupe terroriste Daech en Syrie et s'étaient abattus sur le territoire iranien. Commentant cette information, le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov a déclaré jeudi soir que tous les missiles lancés par les navires russes depuis la mer Caspienne avaient atteint leurs objectifs en Syrie.

Selon le journaliste français, les frappes que les troupes aérospatiales russes portent contre les sites de Daech en Syrie depuis le 30 septembre ont provoqué "une espèce de mini-panique aussi bien au sein de l'Union européenne que de l'Otan, parce que l'offensive russe a pris tout le monde de court".

L'Occident s'interroge sur les intentions russes et il y a "ceux qui disent qu'il faut continuer de discuter avec Moscou et d'autres qui sont pour une position plus dure vis-à-vis de la Russie", a noté M.Malbrunot. Il a appelé toutefois à attendre les résultats de l'opération russe qui ne dure que depuis une semaine "alors que la coalition internationale depuis un an et demi pratique des frappes et n'a pas enregistré de grands succès". "Il paraît (…) qu'il y a vraiment une stratégie mise en place par Moscou en partenariat avec Damas et Téhéran pour mettre un coup d'arrêt à l'avancée des rebelles, qu'il s'agit de ceux de Daech ou des rebelles d'Al-Nosra, branche locale d'Al-Qaïda, et des autres rebelles", a conclu le journaliste.

Les troupes aérospatiales russes ont déjà porté près de 200 frappes, détruisant des postes de commandement, des camps d'entraînement, des dépôts de munitions et de combustibles appartenant à Daech, en tuant près de 300 terroristes. En plus, quatre navires de la Flottille russe de la mer Caspienne ont tiré 26 missiles de croisière Kalibr détruisant 11 sites de Daech à une distance de 1.500 km. D'après l'ambassadeur de Syrie en Russie Riad Haddad, l'aviation russe a déjà détruit près de 40% des infrastructures de Daech. sahartv.ir 10.10

- Syrie: Daech en perte de vitesse - sahartv.ir

« La capacité de combat de Daech s'est considérablement affaiblie suite aux frappes des chasseurs russes contre les installations, les centres et les camps de Daech, en Syrie », a déclaré le porte-parole du ministère russe de la Défense.

Les frappes aériennes de Russie contre les bases des groupes terroristes Daech et le Front Al-Nosra se poursuivent en Syrie. Dans la foulée, le porte-parole du ministère russe de la Défense, général Igor Konachenkov a déclaré : « Les avions de combat de l'aviation russe ont détruit, en 64 raids, 29 camps d'entraînement du groupe terroriste Daech.

Les chasseurs russes ont bombardé la base de commandement et le dépôt d'armements de Daech en banlieue de Hama et ils ont réduit à néant 29 camps d'entraînement et 23 centres défensifs et installations de Daech qui abritaient une importante quantité d'armes et d'équipements militaires ». Et d'ajouter : « Les chasseurs Sukhoi-24 ont pris pour cible l'une des installations les plus grandes de Daech dans l'Est de la banlieue d'Alep qui était munie d'artillerie et qui abritait des grands dépôts d'armements. Ladite installation a été totalement détruite ». sahartv.ir 11.10

- Syrie : un grand nombre de terroristes tués dans l'Est - sahartv.ir

En Syrie, un grand nombre de terroristes de Daech ont été tués dans l'Est, selon les sources sécuritaires. « L'aviation syrienne a bombardé, mardi soir, une repaire des terroristes de Daech, près de l'aéroport de Deir Ez-Zor. Plus de 120 terroristes ont été tués », a annoncé une source militaire syrienne.

Cette source militaire, souhaitant garder le sceau de l'anonymat, a ajouté que des dizaines de terroristes avaient été également blessés et un char, un blindé et des dizaines de véhicules munis de Douchka détruits. Samedi, l'armée régulière, appuyée par les forces de la défense populaire,a lancé une opération d'envergure contre la ville de Quneitra, dans le Sud-Ouest de la Syrie, et elle est arrivée à prendre le contrôle de la colline stratégique d'Al-Qaba, située dans cette ville. Par ailleurs, des dizaines de terroristes ont péri lors d'un bombardement aérien co-mené par les forces russes et syriennes contre leurs positions à Hama, dans l'Ouest de la Syrie. sahartv.ir 11.10

Dossier Turquie

Propagande officielle. Tous sauf le MIT (services de renseignement turcs), la CIA ou le Mossad.

- Attentats d'Ankara: Le Premier ministre suspecte le PKK, Daesh et l'extrême gauche - 20minutes.fr

Secret de polichinelle.

- Qui se cache derrière le double attentat d'Ankara ? - Francetv info

La Turquie a vécu l'attentat le plus meurtrier de son histoire, samedi 10 octobre. Au moins 95 personnes sont mortes et 246 autres ont été blessées, selon les autorités. Deux engins explosifs ont explosé quasi simultanément à Ankara, la capitale turque, près de la gare centrale, alors que des centaines de personnes se rassemblaient à l'occasion d'une manifestation pour la paix, organisée par l'opposition de gauche et prokurde afin de dénoncer la reprise du conflit entre le régime turc et les rebelles kurdes.

Aucune revendication mais plusieurs hypothèses

Pour l'instant, le double attentat n'a pas été revendiqué. Mais "quand il y a un attentat en Turquie, immédiatement le pouvoir met en cause le PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, cette région du sud-est du pays où vivent environ quinze millions de Kurdes", souligne le journaliste de France 2 Alban Mikoczy,sur le plateau du 20 heures. Cette théorie paraît d'autant moins crédible que les victimes sont pour la majorité des opposants au régime turc et souvent des jeunes prokurdes.

À trois semaines des élections

Autre piste : le groupe jihadiste État islamique qui sévit en Syrie voisine. L'organisation terroriste pourrait avoir intérêt à déstabiliser la Turquie, car le pays fait partie de la coalition occidentale qui la combat.

Dernières options : il pourrait également s'agir de radicaux nationalistes turcs, opposés aux Kurdes. "Ou pourquoi pas même les services secrets kurdes qui auraient intérêt à déstabiliser le pays, et ce à trois semaines d'élections législatives cruciales", conclut le journaliste. Francetv info 10.10

Quelques questions qu'on doit se poser.

Qui a intérêt à déstabiliser davantage la Turquie et qui y est opposé? Qui a intérêt à la chute d'Erdogan et qui le soutient ? Quel est son rôle dans la guerre en Syrie et en Irak ? Qui a intérêt à la partition de la Syrie et de la Turquie et à l'avènement d'un Etat kurde et qui n'y a pas intérêt? Qui protège Daech et qui le combat réellement ? Qui a fait de la Turquie un sanctuaire pour Daech ?

- «L'attentat d'Ankara pose le problème d'éventuelles complicités au sein de l'Etat turc» - LeFigaro.fr

- En Turquie, le président Erdogan accusé au lendemain de l'attentat d'Ankara - AFP

Des milliers de personnes ont défilé dimanche à Ankara pour conspuer le président Recep Tayyip Erdogan au lendemain de l'attentat le plus meurtrier de l'histoire de la Turquie, qui a fait au moins 97 morts à trois semaines des élections législatives.

A l'appel des mouvements qui avaient convoqué la "marche pour la paix" de samedi, plus de 10.000 manifestants se sont retrouvées dimanche matin sur une place d'Ankara proche du site de l'attentat pour rendre hommage aux victimes.

La foule a largement conspué M. Erdogan et son gouvernement, accusés de ne pas avoir, délibérément, assuré la sécurité du rassemblement de samedi. "Erdogan meurtrier", "l'Etat rendra des comptes", ont-ils scandé, encerclés par les forces de l'ordre.

"Nos coeurs saignent (...) mais nous n'allons pas agir par esprit de vengeance ou de haine", a lancé Selahattin Demirtas, le chef de file du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde). "Nous attendons le 1er novembre (date du scrutin législatif)", a-t-il poursuivi, "alors nous commencerons à oeuvrer pour renverser le dictateur". AFP 11.10

- Attentat d'Ankara: une possible implication de "cellules clandestines" de l'appareil d'Etat, selon un chercheur -AFP

Parmi les possibles responsables de l'attentat perpétré samedi à Ankara, Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), évoque l'hypothèse de "cellules clandestines" cachées dans "les rouages de l'appareil d'Etat".

Question: Qui peut être derrière l'attentat d'Ankara ?

Réponse: Les hypothèses sont au nombre de quatre. Les autorités politiques turques ont évoqué la possibilité que ce soit l'Etat islamique ou le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Je pense que ce n'est pas très crédible. Pour ce qui concerne l'Etat islamique rien n'est impossible, parce qu'on connaît leurs modalités d'action, mais je ne crois pas que ce soit aujourd'hui dans leur agenda de cibler des attentats en Turquie même.

En ce qui concerne le PKK c'est assez absurde, c'est une réaction pavlovienne des autorités turques (...) Ce ne sont pas les modalités opératoires du PKK, qui a mené des actes terroristes, mais plutôt ciblés sur des policiers, des membres de l'armée, et quasiment jamais sur des civils au milieu d'une foule. Deuxièmement, il apparaît que les manifestants qui étaient rassemblés

à Ankara sont des militants proches du HDP, le parti pour la démocratie des peuples qui est un peu la vitrine légale du PKK.

On a aussi évoqué l'existence d'un petit groupuscule d'extrême-gauche turque (...) Je ne crois pas que ce soit très crédible.

La quatrième hypothèse, c'est ce qu'on appelle en Turquie l'Etat profond, qui est composé de quelques cellules clandestines, cachées dans les rouages de l'appareil d'Etat, notamment au sein de l'armée mais aussi de la police, et dont on sait qu'il a pu commettre des attentats, des opérations de déstabilisation, (...) de façon à tenter de ressouder les rangs autour du pouvoir en place.

Je n'ai évidemment aucun élément de preuve tangible mais il y aurait une logique politique.

Q: Doit-on craindre d'autres attentats ?

C'est tout à fait possible. D'abord, il y a la polarisation de la situation politique qui est très préoccupante, très grave. A l'est et au sud-est de la Turquie on voit des scènes de guerre civile, des affrontements très violents. Quelques petites villes ont quasiment fait sécession en prononçant leur "autonomie démocratique". Il y a des villes avec des barricades érigées par des jeunes proches du PKK. On est dans une situation très préoccupante, en plus de la situation régionale en Irak, Syrie...

Il n'est donc pas du tout impossible, malheureusement, que d'autres attentats puissent être commis. Quand il y a eu l'attentat de Suruç en juillet dernier, j'avais expliqué que c'était probablement le premier attentat d'une série. Malheureusement, il y a eu une sorte de confirmation macabre hier.

Le président de la République, M. Erdogan, ne cesse d'utiliser ce que j'appelle la stratégie de la tension, c'est à dire qu'il essaie de polariser les positions politiques en Turquie.(...) Le but est d'essayer de rameuter une partie de l'électorat nationaliste pour ces prochaines élections.

Q: Les élections peuvent-elles se tenir dans un climat aussi dégradé ?

R: Pour l'instant il n'y a pas d'indices des autorités turques allant dans le sens d'une annulation mais la question est légitime. L'attentat, la tension énorme...

Il y a deux mois, à la mi-septembre, il y a eu presque 300 attaques contre des bureaux du HDP (...), un peu partout en Turquie, par des nervis armés de battes de baseball, de barres de fer. A la même période, il y a eu l'attaque du quotidien Hürriyet, un des principaux tirages en Turquie. Tout cela ne fait pas un climat très serein - c'est le moins qu'on puisse dire - pour qu'il y ait un débat contradictoire serein. (...)

Ca ne veut pas dire qu'on en soit au stade d'annulation et du report des élections (...), mais c'est une possibilité qu'on ne peut pas exclure.AFP 11.10

Pour que l'Agence Française de Propagande diffuse ce genre d'articles, c'est qu'ils ont décidé d'avoir la peau d'Erdogan ou que son cas est déjà scellé par Washington...

- Attentat d'Ankara: Censure des médias, accès limité à Internet et aux réseaux sociaux - 20minutes.fr

Alors que débutent les trois jours de deuil national décrétés par le gouvernement turc à la suite de l'attentat, encore non revendiqué, qui a fait au moins 95 morts et 246 blessés à Ankara samedi, les médias et internet font l'objet de strictes mesures de censure dans le pays.

Sur son site internet, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel turc (RTUK) avertit que « le Premier ministre a mis en place une censure temporaire des médias au sujet de l'attentat d'Ankara ». Il s'agit, précise un porte-parole du gouvernement cité par l'agence American Press, d'une interdiction de diffuser toute image des explosions, mais aussi les images « horribles », sanglantes, ou « qui créent un sentiment de panique ». Il menace de « censure complète » les médias qui ne respecteraient pas ces interdictions.

Les utilisateurs de Twitter en Turquie avaient également du mal à accéder samedi au réseau social, comme l'a annoncé l'entreprise américaine elle-même sur son compte @policy : «Des utilisateurs en Turquie ont fait part de difficultés d'accès à Twitter dans beaucoup d'endroits. Nous enquêtons et espérons bientôt le retour à la normale du service». Twitter a diffusé un tweet similaire en langue turque.

Par ailleurs, les internautes turcs rapportaient des difficultés à accéder au réseau en général. Ugurcan Taspinar, un responsable du site turc Techno Today, a affirmé au site The Verge qu'outre l'impossibilité d'accéder à Facebook et Twitter là où il se trouvait, l'accès aux emails était « limité ».

Depuis plus d'un an, le gouvernement islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002 en Turquie s'en prend régulièrement aux réseaux sociaux et à leurs utilisateurs.

Début 2014, le président Recep Tayyip Erdogan a ordonné à plusieurs reprises le blocage momentané de Twitter, Facebook ou YouTube, accusés notamment de diffuser des accusations de corruption visant son entourage. En mars, le Parlement turc a voté une disposition autorisant le gouvernement à bloquer un site internet sans décision de justice, une mesure pourtant censurée quelques mois plus tôt par la Cour constitutionnelle. 20minutes.fr 10.10

Avec la bénédiction de l'Otan, de l'UE et de Hollande.

En complément.

La Turquie viole constamment les frontières de ses voisins pour bombarder les camps kurdes en Irak où lancer des frappes aériennes contre la Syrie, sans autorisation de l'un ou de l'autre gouvernement... Mais là les gouvernements occidentaux et les médias se taisent, normal.

ACTUALITE EN TITRES

Le plus inquiétant encore serait qu'ils participent à cette énième farce cynique.

- 31% des Français prêts à voter Marine Le Pen à la présidentielle - Reuters

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Turquie : le bilan du double attentat-suicide d'Ankara passe à 95 morts - AFP

- Trois morts dans les violences au Kurdistan irakien - Reuters

- Israël: les violences font deux nouveaux morts palestiniens, la colère gronde - AFP

- Tchad: au moins 37 morts dans une nouvelle attaque de Boko Haram - AFP

- Boko Haram: un attentat-suicide frappe le Cameroun, après le Tchad - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Rassemblement de milliers de Noirs à Washington pour réclamer justice - AFP

Des milliers de Noirs se sont rassemblés samedi à Washington près du Capitole, siège du Congrès américain, pour réclamer justice au moment où une série de bavures policières a ravivé les tensions raciales.

Ce rassemblement d'hommes, de femmes et d'enfants venus d'un peu partout des Etats-Unis est organisé à l'occasion du vingtième anniversaire du "Million Man March", à laquelle seuls des hommes avaient participé et qui visait à interpeller en 1995 l'opinion et les élus sur les inégalités socio-économiques frappant les Noirs américains.

Nation of Islam est la principale organisation de cette marche. Dirigée par Louis Farrakhan et composée exclusivement d'hommes noirs, elle est controversée, considérée comme un groupe incitant à la haine selon le Southern Poverty Law Center qui suit aux Etats-Unis ce type de mouvements.

"Ce n'est pas une marche mais un rassemblement de ceux qui cherchent la justice", a lancé Louis Farrakhan près des marches du Capitale devant une foule plutôt festive regroupée sur le Mall, une grande esplanade au coeur de Washington où se trouve le Capitole.

Les tragiques faits divers des derniers mois ont inspiré un mouvement de protestation national sous la bannière "Black Lives Matter" (les vies des Noirs comptent), très présent samedi à Washington. AFP 10.10

2- Irak

2.1- Irak: découverte des équipements américains dans la raffinerie de Baïji - sahartv.ir

Les forces de l'armée et les unités populaires irakiennes ont poursuivi le processus de nettoyage des zones septentrionales de la ville de Baïji où ils ont découvert une quantité d'équipements américains dans des localités sous contrôle des terroristes.

Simultanément au nettoyage zone par zone de la raffinerie de Baïji et la débandade des terroristes de Daesh, les forces de l'armée et les unités populaires volontaires (Al-Hached al-Chaabi) ont découvert et confisqué une quantité importante d'équipements et de munitions, largués pour les terroristes de Daech, par les avions de combats et les hélicoptères de la coalition arabooccidentale, menée par les Etats-Unis.

Selon ce rapport, depuis plus d'un ans, l'administration américaine prétend que son objectif dans la création de la coalition arabooccidentale était de viser les positions de Daech, mais au cours des derniers mois, les unités populaires et l'armée irakiennes ont fait état de l'envoi des aides militaires de cette coalition à destination des éléments terroristes de Daech. sahartv.ir 10.10

2.2- Les pilotes britanniques vont-ils abattre les chasseurs russes ? - sahartv.ir

Moscou réclame une explication du ministère britannique des Affaires étrangères sur les rapports, publiés par les médias, selon lesquels Londres aurait autorisé ses pilotes à abattre les chasseurs russes, survolant le sol irakien.

Selon Sputnik, une source auprès du ministère britannique de la Défense avait, auparavant, confié à The Daily Star que les pilotes britanniques et ceux de l'Otan avaient reçu l'autorisation de tirer sur les chasseurs russes survolant le sol irakien et de les abattre même. « Les pilotes des chasseurs de l'aviation Royale sont conseillés d'éviter, à tout prix, une collision avec les jets russes mais ils ont été, en même temps, demandés d'être prêts à attaquer les jets russes si leur vie en dépend », a-t-on appris de la même source.

Alexander Yakovenko, ambassadeur russe à Londres, a déclaré à Ria-Novosti : « Nous sommes préoccupés quant à ces rapports médiatiques qui citent même les hauts membres du cabinet. Nous réclamons une explication transparente et rapide. Cette hypothèse selon laquelle les jets britanniques et russes pourraient entrer en collision dans le ciel d'Irak est totalement incompréhensible car les chasseurs russes ne sont pas impliqués dans les frappes aériennes contre les positions de Daech en Irak ». sahartv.ir 11.10

3- Yémen

- Yémen: Un drone us abattu à Saada - sahartv.ir

Au Yémen, les unités de l'armée et les forces de résistance populaire ont abattu un drone agresseur dans la province de Saada.

Selon l'agence de presse yéménite « Khabar », ce drone a été abattu simultanément aux attaques à la roquette des forces yéménites en direction du territoire saoudien. Selon une source militaire, ce drone avait été visé après avoir survolé largement la région de Kataf, dans la province septentrionale de Saada. De même, les unités de l'armée et les forces de mobilisation populaire ont largué des dizaines de missiles sur la base militaire d'Al-Zaber, à Jizan ainsi que la base d'Al-Radif, suite à quoi plusieurs militaires saoudiens ont été tués et blessés. Le bâtiment du commandement des garde-frontières saoudiens à Assir et les deux bases militaires de Najran, ont été visés par les tirs de l'artillerie et des missiles des forces yéménites.

Pour le rappel, depuis le déclenchement de l'offensive militaire de la coalition arabe, parrainée par l'Arabie saoudite contre le Yémen, des milliers de personnes dont des femmes et des enfants ont été tuées ou blessées et des dizaines de milliers d'autres déplacées. 80% des installations infrastructurelles, médicales et de services du pays ont été détruites. sahartv.ir 10.10

4- Palestine occupée

4.1- La nouvelle Intifada du peuple palestinien commence - sahartv.ir

« Actuellement, les différents groupes de la Résistance et du peuple palestiniens sont en train de mener les coordinations nécessaires pour présenter un nouvel modèle de la Résistance face aux sionistes », a affirmé le représentant à Téhéran du Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine (Hamas).

« Pour faire face à l'ennemi sioniste, le peuple palestinien opte pour de diverses initiatives. L'Intifada n'est pas seulement le jet de pierre en direction de l'ennemi. Aujourd'hui, toutes les couches de la société palestinienne, grand et petit, homme et femme se sont soulevés, tandis que les forces de la Résistance du Hamas et du Jihad islamique sont sur la ligne de front de cetteIntifada », a déclaré Khaled Qadouli, le représentant du Hamas en mettant l'accent sur l'unité et la volonté des palestiniens d'aboutir la 3ème Intifada.

« Le peuple palestinien est fidèle à son pays. Pendant un seul jour, 8 opérations-martyrs ont été menées dans différents endroits de Qods occupé et en Cisjordanie. La bande de Gaza a offert hier 8 martyrs. Cela est une Intifada », a-t-il souligné. sahartv.ir 10.10

4.2- Proche-Orient : les attaques se multiplient entre Israéliens et Palestiniens - Francetv info

Ce samedi 10 octobre, trois policiers israéliens ont été blessés au couteau, poignardés en pleine rue. L'assaillant un Palestinien a été abattu. Même scène dans la veille ville, un adolescent de 16 ans armé d'un couteau se jette sur un Israélien, lui aussi est tué. Cela fait une dizaine de jours que la tension est montée d'un cran entre Israël et les territoires palestiniens. La bande de Gaza est elle en ébullition. Deux adolescents palestiniens ont été tués ce samedi matin lors d'affrontements avec Israël.

Un engrenage

Le regain de tension a commencé mi-septembre avec l'autorisation donnée aux juifs de se rendre au Mont du Temple, site de la Mosquée Al-Aqsa. Très vite, c'est l'engrenage. Le 1er octobre un couple de colons est assassiné sous les yeux de leurs enfants. Deux jours plus tard, les premières attaques au couteau visant des juifs ont lieu. Jérusalem, Cisjordanie, Afoula, désormais, le conflit s'étend. Francetv info 10.10

4..3- Manifestation pro-palestinienne à Paris - sahartv.ir

Des centaines de personnes ont manifesté, ce dimanche, à Paris, manière de demander au gouvernement français de reconnaître un Etat indépendant palestinien.

Les manifestants ont battu le pavé depuis Chatelet vers la Place de la République, à Paris. Ils portaient les drapeaux de la Palestine et scandaient les slogans tels « liberté, liberté, Palestine », « Boycott d'Israël », « Nous sommes tous, Palestiniens ».

Cette manifestation avait été organisée par un groupe d'organisations populaires et pro-palestiniennes dont l'Association de la solidarité franco-palestinienne. Le président de cette Association a ajouté que Paris devait condamner, fermement, Israël et exiger des sanctions immédiates à son encontre. L'Assemblée nationale et le Sénat français ont demandé, en décembre 2014, au gouvernement de reconnaître un Etat indépendant palestinien. sahartv.ir 11.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Education: de milliers de manifestants défilent contre la réforme du collège - AFP

Des syndicalistes portant un cercueil, des profs de latin arborant une couronne de lauriers et quelques parents qui redoutent une "école bas de gamme": plusieurs milliers de manifestants ont défilé samedi après-midi à Paris contre la réforme du collège.

Sous un beau soleil d'automne, ils étaient un peu de plus de 8.000 selon la police, deux fois plus selon le Snes, principal syndicat du secondaire, à battre le pavé pour cette manifestation nationale derrière une banderole réclamant l'"Abrogation de la réforme, un autre projet pour le collège". AFP 11.10

Ouf, j'ai cru me réveiller en retard dimanche matin et avoir raté le début de la grève générale... Nous pourrions aussi bien dire de la Troisième Guerre mondiale puisque les articles fleurissent sur ce sujet, on en tremble déjà. Articles intéressés il faut préciser.

2- Manifestations: Les motards refusent d'être exclus des villes - 20minutes.fr

Paris, Marseille, Lille, Bordeaux, Bayonne, Lyon ou encore Caen… Des motards ont manifesté par milliers, samedi dans tout l'Hexagone, à l'appel de la Fédération française des motards en colère (FFMC). Ils se sont mobilisés contre la loi de transition énergétique permettant aux communes de mettre en place des zones à circulation restreinte excluant les deux-roues motorisés. Appel à la « désobéissance »

Les cortèges de motards ont partout défilé sous le même slogan : « Le deux-roues motorisés est une solution, pas une pollution ! » « La Mairie de Paris veut tout simplement interdire la circulation des deux-roues motorisés d'avant 2000 dans l'enceinte de la ville », et « on est en train de mettre en place l'obsolescence programmée de nos motos sous prétexte de pollution », a expliqué Jean-Marc Belotti, de la FFMC Paris-Petite couronne. L'organisation appelle donc « tout le monde à la rébellion, à la désobéissance ». 20minutes.fr 10.10

Ah ben merde, la grève générale en moto, je n'y avais pas pensé !

ECONOMIE

Allemagne

- "Stop au TTIP" : mobilisation massive à Berlin - euronews.com

Les organisateurs ne s'attendaient pas à un tel succès. Dans les rues de Berlin, ce samedi entre 100 et 250 000 personnes ont défilé pour dire "non" au futur accord de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

Cette marche était organisée à l'appel de partis politiques, d'organisations synidcales, environnementales et de défense des consommateurs. Les participants ont afflué de toute l'Allemagne.

Le TTIP autrement dit le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement est en cours de négociation. Il vise à supprimer non seulement les barrières douanières mais aussi règlementaires entre les Etats-Unis et l'Europe. euronews.com 10.10

En France, en portant Hollande et le PS au pouvoir, ils ont quasiment neutralisé le mouvement ouvrier, comme en 81...

Ceux qui ont fait la courte échelle aux sociaux-néolibéraux et aux staliniens pendant des décennies en portent la responsabilité.

Haut de page

Le 14 octobre 2015

CAUSERIE

Crise du POI, suite...

Dans la Tribune libre : Crise au POI : Défenseurs de la classe ouvrière et de la Sécurité Sociale... Lettre de Jean-Paul Gady à Lacaze suivie de Lettre de Pedro Carrasquedo à Vitoria, Jean-Paul Gady (22.09)

On apprend que le Courant communistes internationaliste escroque la Sécurité sociale depuis plus de 65 ans, qu'on a à faire à des voyous, des ordures de la pire espèce. Cela confirme tout le bien qu'on en pensait. Quelque part cela puait, mais là cela dépasse tout ce qu'on avait imaginé de plus pourri.

Allez, cela en est fini avec ce courant politique, c'est le coup de grâce.

On est en train de finaliser la causerie du jour où on va en rajouter une couche sur le POI, sur le plan politique si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

La causerie du jour et de la veille

Je vous conseille de télécharger et de lire ce document avant d'attaquer la causerie, vous comprendrez pourquoi plus loin.

- Crise au POI : Défenseurs de la classe ouvrière et de la Sécurité Sociale... Lettre de Jean-Paul Gady à Lacaze suivie de Lettre de Pedro Carrasquedo à Vitoria, Jean-Paul Gady (22.09)

Souvenez-vous, l'article est toujours en ligne, en 2005 j'avais caractérisé Pierre Lambert (et sa cour) d'imposteur. Les faits me donnent raison au-delà de ce que j'aurais pu imaginer, hélas j'aurais préféré me tromper !

De vulgaires petits escrocs. Extrait.

- "*Ce complément de retraite était l'accord passé avec tous les permanents qui avaient été déclarés comme salariés au SMIC (c'est le cas de Victoria qui a été payée comme permanente pendant 28 ans et non déclarée les 5 premières années (1976-1981), ceci afin que l'employeur (le CCI) paye le moins possible de cotisations sociales ! Ce système plus que condamnable parce que relevant de mon point de vue d'une pratique que l'on peut appeler une escroquerie à la sécurité sociale en bande organisée, perdure depuis des dizaines d'années pour des dizaines de permanents et continue à être pratiqué car l'omerta règne sur cette pratique. (...) vous vous dites être des militants ouvriers défendant les conquêtes des travailleurs, défendant l'institution ouvrière qu'est la sécurité sociale (en l'escroquant depuis des dizaines d'années ?), défendant les retraites, etc.*"

Il y a 25 ans j'ai continué de toucher des allocation chômages alors que j'étais parti vivre en Inde, mais à la différence de ces salopards, j'avais déjà travaillé et cotisé plein pot pendant une vingtaine d'années, donc j'estimais que cet argent me revenait de droit. J'ai déjà évoqué cela dans une ou plusieurs causeries. Et depuis je ne coûte rien à la Sécu, tenez ce matin j'ai déboursé 2.000 roupies pour soigner deux caries, une fortune pour moi et personne ne me remboursera.

Que les militants du NPA et de LO ne se réjouissent pas trop vite, leurs partis ne valent guère mieux même si certains l'ignorent encore, quoique là il faut vraiment le faire exprès, mieux que quoi au fait, que le PCF !

Une vidéo

Charlie, intervention en Syrie et propagande de guerre (vidéo) - Investig'Action
https://www.youtube.com/watch?v=iz1kqNrO8sA

J'ai visionné les trois quart de cette vidéo de 32 minutes, je n'ai pas pu la télécharger entièrement parce que mon ordinateur déconne.

Ce que j'ai entendu me convient parfaitement. Michel Collon se situe résolument sur le terrain de la lutte de classes et du socialisme, d'où la haine farouche que lui voue le site néoconservateur Conspiracy Watch de Rudy Reichstadt.

Enfin une bonne nouvelle, par les temps qui courent c'est si rare qu'il fallait le signaler. Bonne continuation à lui et à son équipe.

Ce texte s'adresse aux militants qui veulent comprendre pourquoi le lambertisme n'a jamais incarné la continuité du marxisme.

Je précise que ce texte a été rédigé avant de prendre connaissance de la lettre de Jean-Paul Gady à Lacaze et la réponse de Pedro Carrasquedo (La Commune) à Vitoria et Jean-Paul Gady.)

La question n'était pas de faire le procès de Trotsky ou d'accuser Lénine de quoi que ce soit, encore moins de les dresser l'un contre l'autre, on est simplement parti du constat que Trotsky avait manifesté un ultime désaccord avec Lénine en 1922, lorsqu'il refusa de le soutenir dans la "lutte à mort" qu'il avait engagée contre Staline pour l'évincer de la direction du parti bolchevik, sans présumer de l'issue de cet affrontement.

Trotsky et Kroupskaïa (la compagne de Lénine) affirmeront plus tard que le sort de cette lutte était scellé dès cette époque et que rien n'aurait pu y changer quoi que ce soit, pas même Lénine s'il avait survécu. Qu'ils aient eu raison ou tort de le penser n'est pas sans importance, et nous allons essayer d'expliquer pourquoi.

Trotsky n'avait cessé depuis 1903 de manifester des désaccords et sa méfiance envers les principes et la stratégie que Lénine avait adoptés pour conduire la révolution russe et le prolétariat au pouvoir. Il devait rallier le parti bolchevik tardivement au moment de la révolution d'Octobre. Jusque là il s'était tenu à l'écart du parti bolchevik. On est en droit de se demander quels auraient été leurs rapports si Trotsky avait rejoint le parti bolchevik au tournant des années 10, et s'il était devenu le principal dirigeant bolchevik au côté de Lénine.

On peut penser raisonnablement qu'à partir de ce moment-là auréolé du prestige et de l'autorité qu'avait acquis Lénine au sein du parti bolchevik, Trotsky en aurait bénéficié et aurait pu s'imposer comme l'héritier légitime de Lénine contre Staline ou tout autre prétendant à la direction du parti bolchevik. Sauf que les choses ne se sont pas passées du tout de cette manière-là, parce

que Trotsky n'avait pas suffisamment assimilé les enseignements de Marx et Engels sur la Commune de Paris qui servaient de ligne directrice à la stratégie de Lénine et que concentrait la place et le rôle déterminant du parti dans la révolution socialiste. Ce sera le principal argument que lui opposeront Staline et sa clique après la mort de Lénine pour l'évincer du parti bolchevik, d'avoir été un bolchevik au rabais ou de la dernière heure. Un prétexte comme un autre, certes, mais qui allait marquer les esprits au sein du parti bolchevik et dont ils allaient se servir contre lui, ce qui n'aurait pas été possible si Trotsky avait rejoint le parti bolchevik des années auparavant. On pourrait dire que si Trotsky avait occupé la place de Staline, celui-ci aurait eu toutes les peines du monde pour l'en évincer, car Trotsky en tandem avec Lénine aurait pu lutter efficacement contre la bureaucratisation du parti ou faire en sorte qu'elle ne prenne pas la forme monstrueuse qu'elle prit sous l'égide de Staline, ils leur auraient été possibles de corriger les erreurs qu'ils avaient commises et d'en limiter la portée qui allait devenir incontrôlable une fois Staline devenu secrétaire général du parti.

Il faut se replacer dans le contexte de l'époque pour l'envisager sérieusement. La Russie sortait de trois ans de guerre civile, le pays était ruiné et la production était complètement désorganisée, les masses s'impatientaient et renouaient avec les démons de l'esprit petit bourgeois qui se reflétait à l'intérieur du parti ou exerçait une énorme pression sur son appareil. Le parti avait accueilli les bras ouverts des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans, d'intellectuels et de petits bourgeois sans qu'ils aient forcément participé à la révolution ou acquis la moindre notion de ce que signifiait le socialisme, de sorte qu'ils étaient manipulables par des dirigeants sans scrupule, pire encore, c'est parmi eux que Staline et ses semblables devaient recruter les cadres qui leur seront dévoués aveuglément et leur serviront par la suite à liquider la vieille garde bolchevik. Ce fut d'autant plus une terrible erreur que le parti allait passer sous la coupe de Staline, là encore on peut imaginer qu'il en aurait pu en être autrement si Trotsky et des dirigeants de sa trempe avaient été aux commandes au côté de Lénine.

Plus tard, Staline parvint à se soumettre et à pourrir l'Internationale Communisme qu'il mit au service des intérêts de l'impérialisme au lieu de servir ceux de la révolution socialiste mondiale. Il fit avorter ou échouer toutes les révolutions ou les mouvements révolutionnaires qui allaient mûrir entre le milieu des années 20 et 30, de sorte que l'URSS resta isolée. Là encore on peut se dire que sous la direction de Trotsky les partis communistes en Allemagne, en Chine, en Espagne, et en France notamment auraient adopté une ligne politique correcte qui aurait pu permettre au prolétariat de l'emporter dans un ou plusieurs de ces pays-là et bien d'autres une fois la dynamique enclenchée, car bénéficiant de l'expérience, du soutien matériel, financier, militaire de la Russie socialiste, modifiant le rapport entre les classes à l'échelle mondiale en faveur du prolétariat ce qui aurait peut-être permis d'éviter la Seconde Guerre mondiale.

Continuons. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, certains pays d'Europe de l'ouest et centrale dont l'Etat était très affaibli devaient connaître des insurrections, des mouvements révolutionnaires ou se couvrir de soviets (comités ouvriers), auraient pu basculer dans le camp de la révolution socialiste, mais aussi en Asie et en Amérique latine, au lieu de cela, soit ils demeureront dans le camp de l'impérialisme, soit ils tomberont dans le giron de la contre-révolution stalinienne (thermidorienne). Là encore si le combat politique de l'Internationale Communiste avait été impulsé dans tous ces pays-là par Trotsky et des bolcheviks demeurés fidèles au socialisme, il est probable que certains d'entre eux seraient devenus des Etats socialistes, ce qui aurait changé la face du monde.

L'ensemble des éléments que nous avons relevés dans les quatres paragraphes précédents relatifs au rôle qu'aurait pu jouer Trotsky et l'Internationale Communiste s'il n'avait pas été placé dans une position de faiblesse par rapport à Staline sont indissociables puisqu'ils ont la même origine.

Il faut se souvenir que si Marx et Engels n'avaient pas partagé la totalité de leurs expériences et de leurs connaissances, s'ils n'avaient pas été pratiquement en osmose, si leur complicité n'avait pas été réciproque et totale, sans doute que Le Capital n'aurait jamais vu le jour ou il n'aurait jamais atteint un tel niveau de perfection. C'est ce qui a manqué entre Lénine et Trotsky sans qu'on impute la faute à l'un ou à l'autre ce qui serait ridicule, c'est la vie qui en a décidé ainsi voilà tout. Et qu'on ne vienne pas nous dire que nous accorderions trop d'importance à leur personnalité, Trotsky affirmera que si Lénine n'avait pas été présent à la tête du parti bolchevik, la révolution d'octobre n'aurait pas pu avoir lieu ou elle n'aurait jamais pu triompher. On dit parfois que personne n'est irremplaçable, et bien c'est une erreur, il arrive que ce soit le cas.

Ceci dit, on ne peut pas s'empêcher de mesurer la portée gigantesque qu'ont eu les désaccords politiques entre Lénine et Trotsky sur le cours de l'humanité et qui demeurent de nos jours encore largement incompris et qui expliqueraient en partie pourquoi nous ne sommes pas parvenus à nous doter d'une nouvelle direction.

Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas pour nous de réécrire l'histoire. On a bien compris que c'était essentiellement des désaccords politiques qui avaient été à l'origine des rapports conflictuels qu'allaient avoir Lénine et Trotsky, et non leur personnalité, rapports dont on a rappelé rapidement les conséquences qu'ils allaient avoir sur le cours de l'histoire de l'humanité.

Il se trouve, et c'est Trotsky lui-même qui le soulignera à plusieurs reprises, que lorsqu'il était en désaccord avec Lénine, neuf fois sur dix les faits donnèrent raison à Lénine. Il l'admettra plus tard, trop tard on a envie de dire, hélas ! Mais de 1893 à 1923 pour Lénine, de 1902 à 1940 pour Trotsky, pendant toutes ces années-là ils publieront chacun de leur côté des milliers d'articles et de nombreux ouvrages dans lesquels doivent figurer des erreurs ou des analyses erronées qui serviront de références théoriques aux dirigeants qui tenteront d'assurer la continuité du marxisme ou qui les reproduiront. Si on osait on extrapolerait en affirmant que s'ils avaient eu autant de désaccords sur des questions vitales du vivant de Lénine, on ne voit pas pourquoi il n'en aurait pas

été ainsi par la suite si Lénine avait vécu plus longtemps, ce qui sous-entend et on l'assume, que Trotsky a dû commettre bien des erreurs entre 1923 et 1940, que ceux qui s'intitulent trotskystes le récusent c'est leur droit, mais qu'ils nous accordent le droit de le penser en toute logique.

Là encore il ne s'agit pas de compter les points, on laissera cela à ceux qui n'ont pas dépassé le niveau d'une cour de récréation (le 87; rajouté), on cherche uniquement et sincèrement à conserver parmi les enseignements qu'ils nous ont légués, ceux qui sont vraiment utiles à notre combat politique ou dignes d'intérêt, qui demeurent valables pour notre époque. On se fout et contrefout de savoir qui a ou avait raison ou tort.

Je voudrais terminé en relevant un autre fait troublant qui rejoint ce qu'on a évoqué plus haut.

Trotsky eut beaucoup de mal à s'imposer auprès des militants à l'extérieur de la Russie après la mort de Lénine, je ne parle pas de ceux qui lui imputeront la victoire de Staline, jamais semble-t-il il ne parviendra à avoir la même autorité ou aura que Lénine parmi les militants, en dehors de ceux qui en feront une icone desséchée et deviendront les principaux dirigeants des différents courants trotskystes après-guerre, avant de se fossiliser presque immédiatement ou de disparaître.

Ceci avait-il un rapport avec cela ? Cela explique-t-il la décomposition des différents courants trotskystes qui ne sont jamais parvenus à s'entendre et qui végètent lamentablement depuis ? Pourquoi s'inspireront-ils davantage de Trotsky plutôt que Lénine ? Pourquoi ne retiendront-ils pas les enseignements de Lénine dont Trotsky s'était inspiré ? Pourquoi feront-ils de même avec la méthode que Lénine et Trotsky emprunteront à Marx et Engels ? Pourquoi finiront-ils par l'abandonner ? (Maintenant on connaît la réponse s'agissant des lambertistes. Rajouté)

Jusqu'à présent, 75 ans plus tard, nous n''avons pas été capables de résoudre la question de la direction du prolétariat mondial, nous avons misérablement échoué à construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut de nos jours, et qui par son absence est un des éléments clés pour comprendre la situation et comment se dispose la réaction, pourquoi elle a adopté un comportement décomplexé et cynique en menant son offensive contre le prolétariat mondial, comme si elle avait bien toujours un ennemi à combattre mais qu'il se trouvait désarmé et désorganisé, dans l'impossibilté de réaliser un pas en avant vers le socialisme, pendant qu'elle effectue des pas de géants vers l'établissement d'un gouvernement, d'une dictature mondiale.

L'absence du parti est dramatique. Elle cristalise toutes les contradictions du capitalisme poussées à l'extrême, qui se se sont traduites sur le plan politique par l'établissement d'un consensus entre ce qui avait été appelé à tort la gauche et la droite, processus qui au regard de la nature du PS et du PCF était tout à fait prévisible mais dont nos dirigeants n'ont pas été capables de prendre la mesure ou de mesurer les conséquences sur la lutte des classes (ou n'ont pas voulu, rajouté), ce qui témoignait du degré de confusion ou d'opportunisme auquel ils étaient parvenus.

La crise du capitalisme qui devait se manifester avec une ampleur inédite à partir du début des années 90 constituait une occasion rêvée pour construire le parti, dès lors que des millions de travailleurs allaient violemment en subir les conséquences et se radicaliser, chercher la voie de l'affrontement avec le capital, encore aurait-il fallu se tourner résolument vers eux au lieu de s'en tenir à des incantations stériles, et adopter un discours qui parte de leurs préoccupations ou de leurs conditions réelles pour qu'ils puissent s'en saisir ou se reconnaissent dedans...

Nous avons échoué sur toute la ligne face à la réaction sur toute la ligne.

Nous avons échoué à attirer les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière, nous avons échoué à attirer les intellectuels les plus sincères qui se disaient de gauche, nous avons échoué à attirer les couches de la petite bourgeoisie ou des couches moyennes, de l'aristocratie ouvrière qui allaient se prolétariser ou se paupériser, nous avons échoué à attirer les jeunes qui sentent instinctivement que la société capitaliste leur réserve un avenir cauchemardesque, nous avons échoué à attirer les couches de travailleurs qui ont été les plus durement frappés par la crise du capitalisme, etc. et à l'arrivée un certain nombre d'entre eux ont sombré dans le lumpenprolétariat, le communautarisme, l'individualisme le plus grossier, le populisme ou se sont tournés vers l'extrême droite, quand ils n'ont pas sombrés dans une dépression aux manifestations particulièrement inquiétantes, au mieux ils se sont tournés vers des formations politiques dites de gauche ou de la gauche de la gauche qui sont liées à la droite ou au régime, avant de subir désillusion sur désillusion les conduisant à cesser le combat ou à tourner le dos à la politique, à subir leur sort en silence, totalement démoralisés...

Constat sans appel que chacun peut faire de son côté et qui en somme est le bilan de la politique menée par les dirigeants du POI, du NPA et de LO, on laissera ici de côté les maoïstes et les anarchistes qui vivent sur une autre planète. On est donc resté couper des masses qu'on se destinait d'organiser, d'éduquer au socialisme, le résultat est à la hauteur de ce qu'on pouvait attendre d'une telle politique. Si on devait le nier, il faudrait admettre qu'une terrible fatalité se serait abattue sur la civilisation humaine et qu'elle ne s'en relèvera jamais, autant dire qu'elle est condamnée indéfiniment à la barbarie, eh oui puisque ces meilleurs éléments sont incapables de tirer les leçons des erreurs du passé.

On terminera sur un mot singulièrement pessimiste qui nous semble justifié, bien que cela ne soit pas dans nos habitudes, disons qu'il faut rester lucide en toute circonstance.

Ce qui est en train de se passer au Moyen-Orient pourrait effectivement déboucher sur une Troisième Guerre mondiale dans la mesure où dorénavant toutes les conditions sont réunies pour leur en fournir le prétexte, je fais référence à l'entrée en guerre de la Russie au côté de la Syrie contre les Américains et les autres puissances occidentales notamment. Il suffit d'un simple déclic, d'une simple provocation, d'un incident créé de toutes pièces qui peut se produire à tout moment et le tour est joué, en feignant bien évidemment de l'avoir prémédité.

Il faut avoir parfaitement conscience qu'au Pentagone, à la CIA et à l'Otan, donc à la Fed et à Wall Street, un cercle d'oligarques et de militaires est favorable à cette option et oeuvre en coulisse pour qu'elle se réalise. Ce sont ceux qui ont conçu et réalisé le 11 septembre 2001 ainsi que l'agenda de guerres sans fin qui devaient en découler par la suite, Maïdan et la guerre en Ukraine, les révolutions dites colorées, le Printemps arabe, les tentatives de coups d'Etat dans tout un ensemble de pays en Afrique et en Amérique latine, etc.

Ils y préparent psychologiquement la population, c'est ce qu'on peut observer quotidiennement. Ils ont fait sauter le vernis démocratique de leur dictature, dès lors qu'ils avaient acquis ou acheté la complicité de la totalité des partis institutionnels et des médias dans lesquels officient désormais des va-t-en-guerre patentés du néolibéralisme qui se livrent à une désinformation ou une propagande effrénée, de sorte qu'il ne reste pas d'autre alternative aux masses qu'y adhérer puisqu'il n'existe aucune opposition organisée crédibles vers lesquelles elles pourraient se tourner, leur donnant ainsi les moyens d'appliquer contre elles les plans les plus criminels et sordides qui soient, et en cas de doute, il ne leur resterait plus qu'à appuyer sur le bouton auquel on a fait allusion plus haut pour emporter leur adhésion et passer à l'action s'ils le jugeaient nécessaire. En quelque sorte ils détiennent le sort de l'humanité entre leurs mains et nous sommes totalement ou presque réduits à l'impuissance pour les empêcher de mettre la planète à feu et à sang, sans que personne ne puisse prédire ou contrôler les conséquences dévastatrices qui en découleraient.

Nous avons pris conscience de ce danger suite aux derniers développement de la guerre en Syrie et en Irak. Cela nous inquiète évidemment, on enrage surtout d'en être arrivé là. Si au moins un parti disait la vérité aux travailleurs, toute la vérité et pas seulement ce qui arrange leur appareil, on serait soulagé.

Il n'y a pas de quoi paniquer ou changer nos habitudes, disons qu'il faut avoir cela présent à l'esprit quelque part dans notre tête, et y réfléchir pour ne pas être pris au dépourvu si les évènements prenaient cette tournure.

Un courriel reçu et ma réponse

Salut camarade,

Quelques petites réactions rapides par-rapport à ta dernière causerie. Je ne suis plus abonné à IO depuis longtemps, mais je vais essayer d'acheter ce numéro 372 pour être bien sûr que tu as bien lu. Ils en viennent à marquer " à juste titre " que les syndicats regrettent les incidents à Air France. Cette phrase, pour reprendre un terme militaire, est un acte de haute trahison envers la classe ouvrière de la part de celui qui a écrit cela ! Même Marie-Georges BUFFET comprend la colère des salariés d'Air France et à réagit sur Facebook dès le 5 octobre en écrivant qu'elle est au côté des salariés et l'assume. A ce demander du PCF ou du POI, lequel est le plus proche de la classe des dominés!

A la prochaine camarade

S.

Bonjour S.,

Je ne comprends pas je t'ai envoyé le IO n°372 ?

Voilà l'article intégral.

- Unis

Il s’est passé quelque chose d’historique, ce 5 octobre, à Air France, qui intéresse tous les travailleurs. Les jours précédents, une campagne hystérique, à droite comme à « gauche », s’est déchaînée contre les pilotes d’Air France, accusés de faire couler l’entreprise, d’être des égoïstes au détriment de toutes les autres catégories, bref d’être « une poignée de salariés qui défendent leurs privilèges d’un autre temps » (Le Figaro, 2 octobre).

Et les personnels d’Air France, en manifestant unis, pilotes, hôtesses et stewards, agents au sol, par milliers, le 5 octobre, ont dit non à la division, non au chantage de la direction appuyée par le gouvernement ! Hôtesses, stewards et pilotes refusent de travailler cent heures de plus pour le même salaire (sachant très bien que cela ne ferait qu’accélérer les suppressions de postes). Ils

refusent, parce qu'on leur a déjà fait le même coup, il y a deux ans. Ils le savent, c'est une spirale sans fin !

Aujourd'hui, tous les syndicats (sauf la CFDT) disent non, et le gouvernement leur tombe dessus, menaçant, avec la direction, toutes les catégories de personnels de trois mille suppressions d'emplois supplémentaires, voire de licenciements secs.

Le dernier plan, qui vient à peine de s'achever, en a déjà supprimé 5 500 !

Des incidents, en marge de la manifestation, ont eu lieu, lorsque le comité central d'entreprise a été envahi par des centaines de manifestants.

Les syndicats, à juste titre, regrettent ces incidents et ils posent la question : qui est responsable ?

On parle de violence. Et le chantage de trois mille licenciements, ce n'est pas de la violence ?

Ce gouvernement, qui parle de « dialogue social », ne connaît que les « négociations » le pistolet sur la tempe, ou le passage en force, lorsqu'elles échouent.

A quelle situation cela mène-t-il ? Vers où conduit-il ainsi le pays ?

Yan Legoff

Le POI légitime le « dialogue social », la collaboration de classes qui est la négation de la lutte des classes.

Je ne l'ai pas noté dans ma causerie, Legoff se vend : le POI n'est pas contre le « dialogue social », dès lors qu'il se déroule tranquillement (sic!), il se fout bien que les dirigeants syndicaux en profitent pour brader l'essentiel de nos acquis sociaux morceau par morceau au gouvernement et au patronat en échange de quelques miettes ou "généreuses" compensations à la marge destinées à certaines couches de travailleurs histoire de les diviser... tout en scandant "unité", "unité" !

La plupart des militants ont un esprit critique peu développé ou mal aiguisé et ils se font facilement manipuler par ce genre de baratineurs professionnels. Ils sont incapables de faire preuve de discernement et de distinguer le double langage omniprésent au POI comme dans les autres partis. Autrement dit, ils prennent ce qui les intéresse ou les arrange et ils n'accordent aucune importance au reste, ils n'y prêtent même pas attention et ce ne sont évidemment pas leurs dirigeants qui vont leur reprocher, sauf que pour le gouvernement et le patronat c'est justement le reste qui compte et qui les intéresse en pratique, et dans le cas présent ils peuvent en tirer la conclusion suivante : bon, ça va, même le POI nous ménage, il ne veut pas aller jusqu'à la rupture avec les appareils de la CGT et FO, on peut y aller et continuer.

C'est somme toute normal puisque les militants du POI sont convaincus qu'ils ont fait le bon choix en adhérant à ce parti et ils ont une confiance aveugle dans leurs dirigeants sans même s'en apercevoir. Ce qu'ils ne perçoivent pas, c'est que leur discours se situe à deux niveaux, une partie leur est destinée et c'est celle qu'ils retiennent, tandis que la seconde partie est destinée aux appareils et au gouvernement ou au PS, ses satellites et alliés qui a pour fonction de leur dire : voyez comme nous sommes loyaux et dévoués, histoire de leur montrer qu'ils méritent les postes de permanents que vous nous avez confiés, etc. Cela est valable pour le NPA et LO, qui plus est pour le Front de gauche.

Dès le milieu des années 40 les dirigeants de ce courant politique ont adopté le réformisme et la collaboration de classes en scellant notamment des liens organiques avec la social-démocratie dégénérée et l'appareil de FO, on peut ajouter les anarcho-syndicalistes qui les amènera à réhabiliter Bakounine que Marx et Engels avait viré de l'Internationale. Le POI en est le produit le plus achevé après le PT, le produit de la rupture complète avec le léninisme cher à Trotsky et le marxisme, qu'à travers la figure de Jean Jaurès qu'ils mettent en concurrence avec Marx ils combattent au nom du réformisme qui a remplacé le combat pour le socialisme ou la révolution socialiste. Cela témoigne au passage qu'on ne peut pas se réclamer du réformisme et être socialiste, communiste ou trotskyste, c'est aussi irrémédiablement incompatible que le capital avec le travail.

Tu constateras en lisant les pages 1 et 2 d'Informations ouvrières (n°372) qu'il n'y figurait pas le mot d'ordre d'annulation, abandon ou retrait du plan de 2.900 licenciements. Un oubli, un hasard, qui peut le croire sérieusement ?

Un seul mot d'ordre aurait dû être avancé : mobilisation générale dans l'unité et grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de 2.900 licenciements !

Depuis j'ai affiné ou complété : Libération immédiate des 6 salariés d'Air France arrêtés! Halte aux poursuites, aucune sanction ! Grève illimitée jusqu'au retrait du plan de 2.900 licenciemente ! Renationalisation d'Air France !

Dossier Air France.

Nous avons laissé passer 48h avant de réagir parce que nous ignorions exactement ce qui s'était réellement passé le 5 octobre lors du comité central d'entreprise.

Libération immédiate des 6 salariés d'Air France arrêtés! Halte aux poursuites, aucune sanction ! Grève illimitée jusqu'au retrait du plan de 2.900 licenciemente ! Renationalisation d'Air France ! Dehors Hollande et Valls, gouvernement des travailleurs avec les partis, courants ou tendances du mouvement ouvrier qui combattent à leur côté pour le socialisme ! Abolition de la Ve République et du capitalisme, fondation d'une République sociale !

La violence qui s'est exprimée lors du comité central d'entreprise (CCE) d'Air France est l'expression légitime de l'exaspération et de l'impatience de millions de travailleurs qui ne supportent plus d'être traités comme des kleenex par ceux qui détiennent le pouvoir. Les soutenir inconditionnellement est le devoir de tout militant ouvrier.

Se réclamer du dialogue social, c'est condamné les 6 salariés qui ont été embastillés.

Nous avions prévenu les militants qu'en mettant un doigt dans cet engrenage, ils allaient y laisser plus que leur chemise, mais non, on était des extrémistes, des gauchistes.

- Air France : interpellations et gardes à vue - Francetv info

- Air France: "on est dans un Etat de droit" déclare Fillon après les interpellations - AFP

Un Etat de droite, on s'en était aperçu ! Et tous ceux qui y participent, sont-ils de droite ou de gauche ? Qui prône le renversement du régime et l'établissement d'une République sociale, un Etat ouvrier ou de gauche, quel parti a associé cette perspective au mot d'ordre du retrait du plan de licenciements, aucune sanction contre les salariés d'Air France, renationalisation d'Air France ?

- Air France: NKM (LR) plaide pour un "renouveau du syndicalisme" - AFP

C'est vrai qu'elle est particulièrement bien placée ! Comment peut-elle faire preuve d'une telle prétention en représentant le parti de l'ordre, sinon qu'elle y est encouragée par l'attitude des dirigeants syndicaux qui se livrent à un double jeu et fraient la voie à la réaction, non ?

- Des salariés d'Air France se rassemblent pour dénoncer la "criminalisation" du personnel - Francetv info

Quand les dirigeants syndicaux se conduisent comme des représentants de la direction d'Air France honnie par les salariés.

- Gardes à vue à Air France: "scandaleux" pour la CGT, "indigne" selon la FSU - AFP

Le numéro un de la CGT, Philippe Martinez, a jugé mardi "proprement scandaleuses" les arrestations des cinq salariés d'Air France soupçonnés de violences et la prolongation de leurs gardes à vue, estimant que le gouvernement avait "son mot à dire en terme de dialogue social".

"Ce qui se passe est proprement scandaleux. Des salariés sont en prison, en garde à vue. On a été les chercher chez eux à 6 heures du matin, devant leurs familles, devant leurs enfants et on a fouillé leurs maisons", s'est insurgé le secrétaire général de la CGT, lors d'une conférence de presse.

"En terme de dialogue social, le gouvernement a son mot à dire", selon M. Martinez qui a fait part de sa "colère".

Dans un communiqué, la FSU a également condamné les conditions d'une interpellation "indigne et disproportionnée", et demande "qu'aucune sanction ne soit prise contre ces salariés".(En les poignardant dans le dos plus loin... - LVOG)

"Il y a des personnalités qui ont fait des choses plus graves, qui ont détourné des millions et qui arrivent avec leur chauffeur" à leur convocation, a commenté M. Martinez, ajoutant: "il y a deux poids, deux mesures quand il s'agit de salariés, c'est profondément choquant". (Non, c'est normal, c'est la justice de classe. Ah oui, c'est vrai que Martinez est fâché avec la notion de lutte des classes ou il en a une conception plutôt patronale. - LVOG)

Sur le fond, la CGT "ne cautionne pas" l'attitude des salariés qui s'en sont pris à deux dirigeants de la compagnie aérienne la semaine dernière lors du CCE, mais "ne condamne pas non plus". (Elle laisse le soin à la "justice" de le faire à leur place, mais en affirmant qu'elle "ne cautionne pas", elle les condamne d'avance. - LVOG)

Leur geste, selon lui, "est à la hauteur de la violence sociale" du plan de suppression d'emplois.

Le syndicat FSU "condamne" également "toute forme de violence physique" mais "rappelle que la violence sociale exercée quotidiennement contre les salariés est inacceptable". (La FSU s'aligne sur la CGT. - LVOG)

M. Martinez a regretté que le Premier ministre ait "eu des mots pour les cadres d'Air France molestés, mais aucun pour les salariés", et estimé que le gouvernement avait "une forte responsabilité en la matière". AFP 13.10 (Ce genre de regrets ne peut provenir que d'un supporter de Valls. Car on ne regrette pas le comportement de quelqu'un dans lequel on ne se reconnaît pas ou qu'on a caractérisé parmi nos ennemis, ce qui n'est pas le cas de Martinez. - LVOG)

Vous aurez constaté qu'ils tiennent tous un double discours, c'est flagrant, personne ne peut le nier. Mais on peut le passer sous silence (POI) pour les ménager et faire le jeu de la direction d'Air France et du gouvernement.

- Les cinq salariés d'Air France seront jugés pour "violences en réunion" - Francetv info

En garde à vue depuis hier matin, lundi 12 octobre, les cinq salariés de la compagnie Air France seront jugés le 2 décembre prochain pour "violences en réunion". Les cinq mis en cause risquent jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende. La préméditation n'a en revanche pas été retenue.

Les cinq salariés d'Air France mis en cause appartiennent à la branche Cargo et Air France Industries. Ils ont entre 35 et 48 ans. Selon les informations de France 2, l'enquête interne de la compagnie se poursuit. Une vingtaine d'employés fait en ce moment l'objet d'une procédure de licenciement. Francetv info 13.10

Quand la vermine s'emmêle.

- Violences à Air France: François de Rugy «choqué» par les réactions de certains politiques - 20minutes.fr

Alors que Cécile Duflot (EELV), Pierre Laurent (PCF) et Jean-Luc Mélenchon dénoncent les méthodes radicales pour interpeller les salariés d'Air France soupçonnés de violences contre la direction, le député Ecologistes! François de Rugy, qui a claqué la porte d'EELV en août, se démarque. Il a estimé mardi que les incidents lors du comité central d'entreprise d'Air France le 5 octobre étaient des «violences inacceptables» et s'est dit «choqué» par les déclarations de certains «leaders politiques».

Plus généralement sur la situation d'Air France, François de Rugy a souhaité qu'«il y ait du dialogue social dans cette entreprise». «Il faut que cette entreprise gagne en compétitivité, qu'elle ait des coûts moins lourds par rapport à ses concurrents européens», a poursuivi l'ancien co-président du groupe écologiste à l'Assemblée. 20minutes.fr 13.10

C'est bien la fonction du dialogue social, il est réac et il a tout compris, bravo !

Traduisez: le dialogue social doit être mis au service de l'entreprise pour qu'elle "gagne en compétitivité", autrement dit les salariés devront accepter de nouveaux sacrifices.

En famille. Ils ont tout intérêt à garder Hollande.

- Baromètre Ipsos-"Le Point" : Macron, un nouveau leader... à droite ! - LePoint.fr 12.10

En fait à l'extrême droite, puisque le néolibéralisme est assimilable à la pire politique économique que la classe dominante entend imposer au prolétariat.

Que ce soit la politique de Hollande et son gouvernement ainsi que le PS n'a rien de surprenant, dès lors qu'on les a caractérisés de droite. Les caractériser de gauche revient à les ménager et à s'en faire les complices, cela contribue à entretenir la confusion qui profitera à l'extrême droite, qui elle apparaîtra relativement modérée et fréquentable au regard de son discours populiste et non de ses réelles intentions. Vous pourrez ensuite prétendre les combattre, mais comme votre discours sera incohérent ou bourré de contradictions, miné à la base, ce sera l'extrême droite qui raflera la mise et apparaîtra comme la véritable opposition au gouvernement.

Il y en a qui ne doutent de rien et qui voudraient que les travailleurs les prennent au sérieux, franchement ce n'est pas très sérieux.

Soyez léniniste, osez trancher et rompez avec l'opportunisme, menez le combat politique classe contre classe, refusez tout compromis avec l'ennemi et ses représentants... Bref, osez le socialisme, vous verrez qu'on n'en meurt pas, mieux, on s'en porte à merveille, c'est comme un rayon de soleil qui vient éclairer votre vie terne, routinière, sans idéal, qui n'a aucun sens ni intérêt. Il n'existe pas de meilleur remède contre la déprime, l'ennui, la solitude, la haine ou la violence aveugle, la déchéance.

En complément.

- Lyon : Macron hué à la bourse du travail par une centaine de manifestants - Francetv info 13.10

Quand ils avaient conclu leur enquête avant de l'avoir commencée.

- Ukraine: le vol MH17 abattu par un missile BUK tiré d'une zone prorusse - AFP

Les enquêteurs internationaux ont conclu que le vol MH17 de la Malaysia Airlines a été abattu en juillet 2014 par un missile sol-air de type BUK tiré d'une zone de l'est de l'Ukraine contrôlée par les rebelles prorusses, a rapporté mardi le quotidien néerlandais de Volkskrant.

L'Ukraine et les États-Unis affirment depuis lors que l'appareil a été abattu par les séparatistes grâce à un missile sol-air de type BUK fourni par la Russie. Moscou rejette fermement ces accusations et pointe du doigt les forces ukrainiennes.

Selon les sources citées par le Volkskrant, le rapport qui doit être publié mardi comporte des cartes montrant plusieurs endroits d'où le missile a pu être tiré, tous situés dans une zone contrôlée par les rebelles.

Le rapport indique quelles sont les causes du crash, mais pas qui a "appuyé sur la gâchette", un élément qui relève de l'enquête pénale.

Pourtant, deux des sources estiment que les éléments contenus dans le rapport indiquent une implication russe.

"Je soupçonne une aide de la part de militaires russes", a déclaré l'une d'elles au Volkskrant : "le BUK a de toute façon été développé et produit en Russie, et on peut partir du principe que les rebelles ne savent pas utiliser eux-mêmes un tel appareil". AFP 13.10

Des dizaines d'articles sur ce sujet sont en ligne dans le portail qui prouvent qu'on est en présence d'une imposture.

On retiendra, sans rire, qu'ils accusent la Russie sans savoir "d'où le missile a pu être tiré" ni qui a "appuyé sur la gâchette" sur la base de "soupçons", que en voilà une conclusion impartiale, à charge en vérité.

ACTUALITE EN TITRES

Quand la sémantique de la guerre envahit les médias.

- France/All-Blacks : quelle arme fatale contre le Haka ? - euronews.com 13.10

Qui attise par tous les bouts la haine, l'ultranationalisme, le patriotisme putride qui profite à l'extrême droite ?

Nostalgie.

- Le Proche-Orient de 2015 rappelle dangereusement l'Europe de 1914 - Slate.fr

La théorie foireuse (officielle) du "loup solitaire" a du plomb dans l'aile.

- Pendant les attentats, Amedy Coulibaly a reçu des instructions par mail - Francetv info

Et dire que tous les partis ouvriers, y compris le POI ont repris en choeur la version officielle de Charlie...

Peut mieux faire.

- Sondage. Elections régionales : l'abstention estimée à 55% au premier tour - Francetv info

Chut, ne dites surtout pas que cela exprimerait le rejet des institutions, les travailleurs qui n'en avaient pas vraiment

conscience pourraient le croire !

Chasse aux sorcières dans les médias.

- L'avertissement de Lagardère au "JDD" après la une sur Marine Le Pen - LePoint.fr

Proche de Nicolas Sarkozy, Arnaud Lagardère se fait rare dans la presse, mais, quand il s'exprime, cela fait toujours du bruit. En découvrant la une du JDD, dimanche dernier, le propriétaire du titre n'a guère apprécié la tonalité de celle-ci. La tête de Marine Le Pen prenait toute la page avec, à l'appui, un titre : « Un Français sur trois prêt à voter pour elle », selon un sondage Ifop. LePoint.fr 13.10

- Livre sur le climat, missive à Hollande : Verdier écarté de France 2 ? - LePoint.fr

- Larousse critiqué après avoir placé la Crimée en Russie - LePoint.fr

- Plan social à « L'Express » : adoption d'une motion de défiance contre Drahi et Barbier - LeMonde.fr

Drahi et Barbier incarnent la liaison d'extrême droite qui existe (ou la communauté d'intérêts économiques) entre le sionisme et le néolibéralisme. Ils peuvent s'inspirer du Point qui en est le produit le plus achevé parmi les médias de la presse écrite institutionnelle. D'autres concurrents rivalisent de zèle avec eux sur ce terrain-là, Le Monde, Le Figaro, Le Parisien, Le Nouvel Obs, Marianne, etc. tous en somme !

Comment légitimer les thèses de l'extrême droite.

- Propos sur la «race blanche» : La popularité de Nadine Morano en hausse 20minutes.fr

Morano compatible Les Républicains et le FN. C'est naturel chez eux puisqu'ils représentent les intérêts de la même classe sociale.

Morano a une "amie noire" a-t-elle affirmé pour se défendre de l'accusation de racisme, en fait cela ne prouve rien.

Pour rappel, le racisme et l'esclavagisme s'étaient développés en Afrique comme en Asie ou en Amérique latine avant même que les colonisateurs occidentaux n'y mettent les pieds. Et ce ne sont pas les classes dominées qui en prirent l'initiative à chaque époque et sur chaque continent, mais bien les classes dominantes. Ce sont donc elles et elles seules qui en portent la responsabilité, mais comme ils ne peuvent l'assumer sans dévoiler la nature esclavagiste de leur régime (féodal ou capitaliste), il la reporte sur les peuples qui plus est en subissent les conséquences.

- Allemagne : Pegida s'en prend à Merkel - euronews.com

- Près d'un an après son premier rassemblement, Pegida fait de nouveau recette. euronews.com 13.10

Quand ils en viennent à avouer que l'Union européenne est antidémocratique et illégitime.

- «Mon mandat ne provient pas du peuple européen», et c'est la négociatrice du TTIP qui le dit - Slate.fr

Alors de qui détient-elle son mandat, sinon de l'oligarchie financière, des banquiers et des actionnaires des multinationales.

En famille. Valls plus américain que Sarkozy. Bienvenue chez les barbares.

- A Riyad, Manuel Valls discret sur la question des droits de l'homme - LeMonde.fr

- 10 milliards d'euros de contrats entre la France et l'Arabie saoudite - Francetv info

La visite de Manuel Valls au Moyen-Orient s'achève. Ce mardi 13 octobre, le Premier ministre est en Arabie saoudite, où il a rencontré le roi.

"Manuel Valls dit lui-même que si on devait ne plus avoir de relations avec les Etats qui pratiquent la peine de mort, on ne pourrait pas travailler non plus avec certains Etats américains", conclut la journaliste de France 2. Francetv info 13.10

C'était quoi le PS qu'on (les lambertistes notamment) nous a vendu pour un parti ouvrier, ouvrier bourgeois, de gauche? La

pire réaction qui soit en vérité.

Soutien inconditionnel à la résistance palestinienne...

- Le gouvernement israélien autorise la police à boucler les quartiers arabes de Jérusalem - LeMonde.fr

- L'ONU critique un usage excessif de la force par Israël contre les Palestiniens - AFP

- “L’intifada des couteaux” en Cisjordanie, un mouvement qui échappe à toute autorité - euronews.com

- Jérusalem: au moins 2 personnes tuées dans deux attentats à Jérusalem - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Bélarus: les Etats-Unis se disent "déçus" par l'élection présidentielle - AFP

- Le « Washington Post » va faire appel de la condamnation de son correspondant en Iran - LeMonde.fr

- L'Australie va renforcer ses contrôles antiterroristes pour les mineurs - AFP

Dossier Turquie

- L’absence de revendications après l’attentat d’Ankara suscite de nombreuses questions - euronews.com

Et pour cause...

- Erdogan accusé de jouer sur la peur pour remporter les élections - euronews.com

“Le meurtrier Erdogan rendra des comptes.” Ce slogan, ce sont des avocats qui l’ont entonné. Rassemblés dans le palais de justice d’Istanbul, ils laissent éclater leur colère à l‘égard de l’homme fort de la Turquie. Et ils ne sont pas les seuls. À Ankara, des médecins ont aussi répondu à l’appel à la grève lancé par deux grands syndicats, et une manifestation a rassemblé des centaines de personnes. Deux jours après l’attentat le plus meurtrier de l’histoire du pays – qui a fait 97 morts et plus de 500 blessés – tous partagent le même scepticisme. Ils accusent le pouvoir de négligence, ou pire encore, d‘être complice de la double-attaque qui a ensanglanté la capitale samedi.

À trois semaines des législatives, c’est une stratégie de la terreur qu’ils dénoncent. A leurs yeux, Recep Tayyip Erdogan fait monter la peur pour reconquérir la majorité absolue en se présentant comme le seul garant de la sécurité. “Ce ne sont pas les bombes mais votre silence qui nous tue”, peut-on lire sur une des pancartes déposées sur le lieu de l’attentat, à la gare centrale d’Ankara. euronews.com 12.10

Ou encore... là ils commencent à brûler, encore un petit effort...

- Attentat d'Ankara: Erdogan évoque une faille du renseignement - Reuters

Ils auraient orchestré ce massacre pour que les Turcs se rassemblent autour d'Erdogan ? C'est plausible, il y a de nombreux antécédents dans le monde dans le passé...

Avec la bénédiction de l'Otan et la France.

- Les militaires turcs sur le territoire syrien - sahartv.ir

Les sources bien informées ont fait part de l’entrée des forces militaires turques en Syrie.

Les habitants des zones frontalières ont été appelés à quitter leur maisons. Cité par le website d’information Al-Ahed, Mohammed Saïd, responsable du bureau des camps de réfugiés, dans le village frontalier d’Atmé, entre la Syrie et la Turquie, qui est sous contrôle des éléments armés, a annoncé que les militaires turcs sont entrés dans la région et demandé aux habitants de ces camps de quitter la région car la Turquie entend y construire un mur de séparation de 1500 de longueur sur le sol syrien. Ainsi les maisons qui se trouvent sur le trajet de ce mur seront détruites, selon la même source. sahartv.ir 13.10

Dossier Syrie

Amnesty International au secours d'Al-Qaïda

- Syrie : Amnesty accuse les forces kurdes d'avoir commis des crimes de guerre dans des villages arabes - Le Monde.fr

- Syrie: chute de deux obus sur l'ambassade de Russie à Damas - AFP

- Echanges de tirs entre Israël et la Syrie sur le plateau du Golan - 20minutes.fr

- L'armée syrienne prépare la bataille d'Alep avec l'appui massif de téhéran - LeFigaro.fr

- Syrie : l'Union européenne menace la Russie - sahartv.ir

L'Union européenne a demandé, lundi, à la Russie de cesser, immédiatement, ses attaques aériennes visant des soi-disant opposants "modérés" en Syrie.

L'Union européenne a appelé, lundi, la Russie à cesser, immédiatement, les frappes de son aviation, qui visent l'opposition "modérée", en Syrie. De son côté, l'OTAN accuse la Russie de contribuer à la prolongation du conflit syrien, en soutenant Bachar al-Assad. "Cette escalade militaire risque de prolonger le conflit, de saper le processus politique, d'aggraver la situation humanitaire et d'augmenter la radicalisation", ont prétendu les 28 pays de l'UE, dans une déclaration, adoptée à Luxembourg, par leurs ministres des Affaires étrangères. "Le problème, c'est que les Russes ne concentrent pas leurs efforts, sur la lutte contre Daech, mais ils combattent, aussi, les groupes de l'opposition "modérée", et ils soutiennent le régime d'Assad. Cela ne fait que prolonger la guerre", ajoute le communiqué. Or, les frappes de la Coalition internationale anti-Daech ne sont pas, encore, arrivées à donner les résultats escomptés. sahartv.ir 12.10

- Plusieurs drones des terroristes abattus par l'armée syrienne - sahartv.ir

En Syrie l'armée régulière a abattu plusieurs drones des terroristes à Rif Deraa, sud. L'armée qui a détecté ces appareils aux alentours de la ville d'Arza, les a tout de suite abattus, selon la chaîne Al-Manar.

Les frappes des avions de combat russes ont chassé les terroristes de leurs positions à Alep dont plusieurs régions sont désormais sous le contrôle de l'armée.

Les forces syriennes, soutenues par l'armée de l'air ont aussi libéré la région d'Al-Atshan, au nord-est de Hama. Par ailleurs les forces de l'armée syrienne appuyées par les forces de la défense nationale ont chassé les terroristes du Front al-Nosra de la région stratégique de Tal al-Qab, près de Quneitra à l'ouest du pays. sahartv.ir 12.10

- Syrie : le pentagone largue des armes aux takfiris - sahartv.ir

"Washington et ses alliés ont remis armes et munitions à la disposition des dissidents dans le nord-syrien.", a fait état le porte-parole de l'armée américaine.

Cité par Press TV, le porte-parole du commandement central de l'armée américaine, Patrick Ryder a annoncé lundi, dans un communiqué, que les Etats-Unis et leurs alliés envoient des avions transportant armes et munitions à destination des opposants syriens dans le nord de la Syrie. « Ces avions ont à leur bord des aides et des munitions à destination des opposants syriens pour qu'ils puissent mener une série d'opérations contre les terroristes daechistes. », a dit ce porte-parole du commandement central de l'armée US.

De même, un autre responsable de l'armée américaine qui a souhaité garder l'anonymat a révélé qu'une cinquantaine de tonnes d'armes et de munitions étaient à bord de ces avions précités. sahartv.ir 13.10

- Syrie : L'appel de ralliment lancé par Moscou - sahartv.ir

La Russie appelle les pays intéressés à rallier le centre de coordination conjointe anti-terroriste, selon Press TV. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov a annoncé lundi que le centre de coordination conjointe anti-terroriste dont le siège se trouve à Bagdad, est entièrement prêt à profiter de la coopération de tous les pays qui voudraient lutter contre le terrorisme.

Lavrov a souligné lors d'une conférence de presse à Moscou, que ce centre avait déjà commencé ses activités avec la contribution de quatre pays et il salue la décision d'autres pays de se joindre à ce centre anti-terroriste.

Le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré son pays prêt à mettre en place de nouveaux centres de coordination dans la région afin de combattre le terrorisme. sahartv.ir 13.10

- Poutine critique le manque de coopération des Etats-Unis sur la Syrie - sahartv.ir

Vladimir Poutine a critiqué mardi le manque de coopération des Etats-Unis dans le conflit syrien et mis en garde contre le parachutage de munitions aux rebelles, se demandant ouvertement ce que les Américains ont dans le crâne. "Comment pouvons-nous coopérer? Je me demande ce qu'ils ont dans le crâne", a lancé le président russe à l'occasion d'un forum économique organisé à Moscou. Le chef de l'Etat russe a reproché aux Américains de ne jamais répondre quand les Russes leur demandent quelles cibles l'aviation russe doit bombarder en Syrie. "Nous leur avons dit: donnez-nous les cibles que vous considérez à 100% comme terroristes. Aucune réponse. On a réfléchi et demandé: où ne faut-il pas frapper ? Toujours pas de réponse", a déclaré M. Poutine. Il a ajouté qu'il n'y avait pas de garanties que les munitions parachutées par les Américains ne tombent pas entre les mains des terroristes.

"Ils nous disent qu'ils ont parachuté des munitions aux rebelles. Mais où sont ces rebelles ?", s'est interrogé M. Poutine au cours de ce forum retransmis à la télévision russe, précisant qu'il ne s'agissait pas d'une "question rhétorique". Il a ensuite assuré que la Russie "n'aspire pas à un quelconque leadership sur la Syrie".

Il a par ailleurs dit avoir invité Washington à mener des négociations "au plus haut sommet" de l'Etat pour "discuter du règlement du conflit syrien". Il a ensuite réitéré l'impératif de la contribution des puissances régionales comme l'Iran dans le règlement de la crise en Syrie. sahartv.ir 13.10

- Syrie: Al-Nosra appelle les jihadistes du Caucase à frapper la Russie - AFP

Abou Mohamed Al-Djoulani accuse aussi la Russie de concentrer ses frappes aériennes contre les mouvements qui luttent contre Bachar Al-Assad et d'épargner l'organisation Etat islamique qu'elle prétend combattre, un reproche également formulé à Moscou par les pays occidentaux et les puissances sunnites régionales.

« Il n'y a pas d'autre choix que de durcir le combat et de cibler les villes et villages alaouites [dans la province de] Lattaquié et j'appelle tous les groupes (…) à tirer chaque jour des centaines de missiles sur leurs villages, comme ils le font sur les villes et villages sunnites », lance le chef du Front Al-Nosra.

Au 13e jour de son intervention en Syrie, l'aviation russe a bombardé les positions de rebelles islamistes. L'objectif lancé par l'armée syrienne avec l'appui de l'aviation russe est d'avancer vers Khan Cheikhoun, un fief du Front Al-Nosra dans le sud de la province d'Idlib, et de l'encercler. AFP 12.10

Commentaires d'internautes

1- Ce qui est bizarre, c'est que tous les djihadistes (Daesh, al Nosra ...) critiquent et dénoncent l'intervention Russe, comme si l'intervention de la coalition américaine était inexistante!

Mais elle l'est, à ceci près qu'elle continue de détruire les infrastructures de la Syrie...

2- C'est pas ceux à qui les Yankees ont parachutés des armes dernièrement ?

Effectivement, et vous êtes encore très loin du compte...

3- En gros il faut taper sur Daesh et pas sur Al Qaeda... c'est à n'y plus rien comprendre... Qui eut cru, lorsque les tours jumelles s'effondraient, que 15 ans plus tard les djihadistes d'Al Qaeda passeraient pour des gars sympas qu'il faut aider !

Ce qu'on ne vous dit pas ici, c'est que ce discours ne passe pas aux Etat-Unis, car désormais une majorité d'Américains ont compris qu'Al-Qaïda ne pouvait pas être l'auteur du 11/9...

4- Rien à craindre d'Al Nosra ce sont des opposants modérés. La preuve ? La Turquie leur ouvre largement ses portes, les pays du Golfe les financent et les USA les arment.

Al Nosra et l'Emirat islamique sont l'armée supplétive de l'Otan et du Pentagone...

5- Le chef d'Al-Nosra a exactement le même discours que les dirigeants occidentaux ...

Cet affilié à Al-Qaïda est donc à leur service...

Bravo pour votre observation !

6- Je ne vois pas l'intérêt que les médias donnent une crédibilité aux gesticulations de vulgaires terroristes qui montrent là combien ils sont peu modérés.

Mais parce qu'ils les affectionnent, ils combattent dans le même camp...

7- Et alors, ils ne menacent pas la coalition internationale ?

Ah oui, j'oubliais, ils sont alliés !

Vous avez tout compris, bravo !

Haut de page

Le 15 octobre 2015

CAUSERIE

On a créé la page des causeries d'octobre où elles sont archivées depuis le 1er. On a complété et reformaté le fichier pdf des causeries de septembre qui comporte 105 pages.

Je viens de prendre connaissance d'un texte rédigé par le groupe GMI que vous pouvez télécharger (format pdf)

- Les racines de la crise du POI. (GMI) (23.09)

A plus tard, une fois que la causerie du jour sera prête. Situation exceptionnelle, mobilisation exceptionnelle, je ne voulais plus actualiser le portail quotidiennement mais l'actualité politique m'y oblige !

Haut de page

Le 16 octobre 2015

CAUSERIE

Je remercie les camarades qui m'ont envoyé des courriels, on se sent moins seul!

Je me suis défoncé pour réaliser cette causerie, je suis lessivé. En plus j'ai un gros problème avec mon ordinateur qui fonctionne au ralenti et se bloque, c'est la galère !

Selvie, ma compagne, vient de m'appeler, je pars la chercher à la sortie de son boulot, pas le temps d'ajouter un mot.

La question du jour qui tue.

Qui a donc réalisé le 11/9 puisque cela ne peut pas être Al-Qaïda à qui les Américains livrent des tonnes d'armes en Syrie et en Irak ?

La réponse est dans la question.

En famille. Les mains sales.

Manuel Valls hier au Sénat. « Le dialogue social. Le dialogue dans la société c'est de ne jamais refuser de serrer la main, le dialogue ». Il est prêt à tendre la main. publicsenat.fr 15.10

Il revient d'Arabie saoudite où il a serré la main des chefs des barbares qui massacrent les peuples afghan, irakien, libyen, syrien, yéménite...

Crise du POI

CCI-POI. Escrocs en bande organisée. Il y en a vraiment qui ne doutent de rien.

Pedro Carrasquedo (La Commune), ex-dirigeant lambertiste pendant 18 ans (et plus) :

- "*Je ne touche au titre des 98 trimestres effectués comme permanent que...177 euros et bien sûr pas un centime d indemnités. Et moi aussi mes cinq premières années de permanent ont été non déclarées : j'étais payé en liquide de la main à la main par le trésorier de l'époque Iltis) Vitoria et Jean Paul Gady ont allègrement voté notre exclusion. Ils n'ont eu aucun état d âme. Et maintenant que leurs amis de quarante ans coupent les vivres, ils s'offusquent.*

Qu'on soit bien clairs : Gady, Vitoria mais aussi Lacaze and co et Seldjouk and co obéissant sans ciller à Lambert qui était à la manoeuvre, nous ont virés avec une aumône. Je suis resté deux ans au chômage et ne dois mon salut qu'au passage de concours dans la Fonction publique. Et maintenant, Vitoria qui a quand même touché 1150 euros en plus des 750 euros pendant 11 ans se plaint de ces méthodes. De bourreaux, elle et son compagnon sont devenus victimes. Ils nous jouent les étonnés offusqués. Je les plaindrai quand j aurai le temps. Précision : Gady joue celui qui n'était au courant de rien. Vilain gros menteur."

Reproche qui vaut également pour le rédacteur de ces lignes, quel crétin ! Mieux encore.

Pedro Carrasquedo est pire, puisque s'ils n'avaient pas ouvert leur gueule, personne n'aurait su que les lambertises avaient escroqué la Sécu pendant plus d'un demi-siècle, car lui, Pedro Carrasquedo, il ne s'en était pas vanté pour en avoir profité ou l'avoir fermé. Excusez-moi, il est con au point de publier leur lettre dans le portail de la Commune, peut-être qu'elle a été publiée ailleurs, je n'en sais rien !

Et moi qui aie été jusqu'à regretter d'avoir quitté l'OCI en janvier 1981, je ferais mieux de remercier ma première épouse qui m'avait forcé à prendre cette décision (chantage au divorce)... salutaire, ce que j'ignorais à cette époque.

Pedro Carrasquedo leur en veut d'avoir balancé le pot aux roses, la goutte qui fait déborder le vase à purin du lambertisme, à croire qu'il aurait préférer ménager les escrocs qui sont à la direction du CCI quand il termine en écrivant :

- "*Clochards de la pensée, tous autant que vous êtes. Mercenaires à cent balles Vous avez fait du chantage à la retraite en échange du silence politique.*"

Il doit être jalou ma foi ! Lui il n'a pas fait de chantage et il a gardé le silence tout court, ce n'est guère mieux.

Au moins les militants du CCI d'hier et d'aujourd'hui savent dorénavant à quoi s'en tenir à propos de leurs dirigeants-permanents-à-vie.

Pour la petite histoire, un jour je m'en étais pris connement à La Commune, à croire que j'avais moi aussi conservé de sales habitudes sectaires, depuis j'ai fait le ménage.

Le lambertisme a toujours eu une politique trade-unioniste.

L'orientation de Gauquelin (Lacaze pour les intimes) ou la majorité du CCI-POI résumée ici :

En mai-juin 1968, notre politique n'a pas été sans faiblesse. La grève générale, spontanément réalisée, mettait au centre de tout la question du gouvernement, la question du pouvoir… Pendant la grève générale, nous avons, à juste titre, mis en avant le mot d'ordre de la constitution d'un comité central de la grève générale. Nous n'avons pas répondu à la question du gouvernement… Dès lors, que nous le voulions ou non, notre politique avait un caractère trade-unioniste. Nous versions dans l'illusion que la grève générale « organisée » par le CC de grève se suffirait à elle-même. De plus, nous n'avons pris aucune initiative réelle qui ouvre la voie à la réalisation de ce comité central de la grève générale. (Stéphane Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, GB, p. 11)

Un courriel reçu d'un militant du POI

Que faire ?

Camarade,

J'ai plus que ton âge, militant depuis février 1970 et se posant la même question que Lénine après la trahison de la 2ème internationale ; manifestement tu penses qu'on ne peut rien redresser dans le POI ; avons-nous été naifs ? Je vivais avec des camarades honnêtes ici, non des voyoux, présents dans toutes les diffusions, les combats syndicaux comme politiques ; personnellement je pense qu'il faut exiger un quitus financier au prochain congrès et nous n'éviterons pas une litanie de procès de la justice bourgeoise qui sera ravie de finir de détruire cette organisation parce que informée d'accords non légaux entre dirigeants et permanents par ces lettres rendues publiques, au passage l'illégalité est insupportable quand il n'y a plus d'accord politique à moins de l'ouvrir ; avait-on les moyens de savoir ? Non, si ce n'est peut-être de pas accepter de dénoncer la soi-disant violence des exploités licenciés ; alors ne plus rien faire, non , il y aura des combats et avec ce qu'on a déjà appris, on continuera au moins dans une libre discussion et le temps décidera aussi de la voie à mener en fonction du débat.

Salutations.

Je vais essayer de répondre brièvement à ton courriel, pour autant qu'il appelait une réponse.

Redresser quoi dans le POI ? As-tu lu l'article que le groupe GMI a publié sur le CCI ? Il est accablant du début à la fin, sur la base des faits il apparaît que Lambert fut un imposteur de la première heure et que tous les dirigeants qui l'ont aidé à se maintenir à la tête de l'appareil le savaient pertinemment, la plupart de ceux qu'il virera l'avoueront par la suite, en recoupant leurs affirmations et en mettant bout à bout tous les éléments qui sont parvenus à notre connaissance on aboutit à la même conlusion épouvantable que les militants et cadres ignoreront jusqu'au bout, il serait donc injuste ou stupide de les en blâmer, ils sont davantages à plaindre.

Ce serait intéressant de comparer l'attitude de Staline et la conclusion à laquelle était parvenu Lénine à son sujet, avec celle des dirigeants du CCI et ce qu'en disent certains ex-dirigeants du CCI.

Léon Trotsky - OEuvres – 1932 - Le "testament" de Lénine - 31 décembre 1932 - Edité en français par la revue "Quatrième Internationale" (numéro spécial – Dossier de la "destalinisation" – hiver 1956)

- "*Ce que Lénine découvrit en Staline sous ces nouvelles conditions, il le dit avec prudence mais tout à fait clairement dans son testament : un manque de loyauté et une tendance à l'abus du pouvoir. (...)*"

Lénine, peu à peu, en vint à perdre sa confiance morale en Staline.

Et quand à la rupture définitive avec Staline, Trotsky observera que ce fut un "*acte, unique en son genre dans la vie de Lénine*" qui "*doit avoir eu des causes psychologiques graves*".

Lénine avait fini par prendre la mesure du danger que représentait Staline, qui s'était fabriqué un personnage qui trahissait sa véritable et abominable personnalité, qui se manifestait de plus en plus ouvertement au fur et à mesure qu'il allait monter dans l'appareil du parti bolchevik, ce que Lénine ne pouvait pas manquer de relever et que de nombreux témoignages ou de nombreuse plaintes qui étaient remontés jusqu'à lui confirmaient.

Lénine qui était bourré de principes et d'une moralité à toute épreuve, n'en était pas moins très tolérant envers ceux qui ne les respectaient pas à la lettre, il connaissait trop bien la nature humaine et ses faiblesses pour ne pas accabler ceux qui ne faisaient pas preuve d'une rigueur absolue dans leur conduite, par contre il ne pouvait pas admettre qu'on affecte une attitude pour ensuite la trahir ou la mettre au service d'une autre cause inavouable ou satisfaire des intérêts purement individuels, ce qui dénotait un état d'esprit particuièrement malsain et nuisible, dangereux pour le parti, dans la mesure où on n'a aucune emprise sur elle, sinon de la démasquer pour pouvoir éliminer celui qui l'a adoptée.

Lénine qui était d'une droiture morale exceptionnelle, tout comme Trotsky, ne pouvait pas s'accommoder plus longtemps d'un personnage aussi détestable (ambitieux, prétentieux, sournois, malicieux, malhonnête, menteur, etc.) que Staline au poste de secrétaire général du parti bolchevik. Tandis que Lénine incarnait la morale la plus élevée, embrassant les intérêts de l'humanité toute entière, communiste, Staline incarnait celle du roturier devenu aristocrate, de l'imposteur dénué de scrupules, cynique, dont la morale ne devait servir que sa propre ambition.

Quand on a en tête le texte que le groupe GMI a consacré au CCI et la conclusion à laquelle ils sont parvenus pas à pas sur Pierre Lambert et qu'on la met en parallèle avec la conclusion à laquelle était parvenu Lénine (et Trotsky) sur Staline, on est saisi par la ressemblance accablante qui en ressort, au point qu'on ne s'étonne plus qu'il soit resté aussi longtemps à la direction du CCI, toute sa vie en fait, comme Staline!

Cela pose bien des questions sur lesquelles nous n'avons pas le temps de nous étendre ici, nous les avons déjà en grande partie abordées dans de précédentes causeries, notamment une. Est-ce que cela aurait changé quelque chose que les militants et cadres sachent qui étaient vraiment Lambert et ses acolytes, de quoi ils étaient capables, sachant que cela leur aurait été

présenté d'une telle manière qu'ils ne l'auraient pas cru ou n'auraient pas voulu le croire, pour ne pas dire qu'ils auraient trouvé le moyen de le justifier, exactement comme l'ont fait la plupart des militants et cadres du PC envers Staline et ses multiples crimes contre le socialisme. Lambert a usé de moyens déloyaux pour tourner le dos au trotskysme, et il a abusé des mêmes moyens pour éliminer ceux qui contestaient sa politique ou son autorité sur le parti, et la vie a continué au CCI comme si de rien n'était.

Question : L'homme est-il si faible qu'il serait incapable de tirer les leçons pratiques de ses expériences ? Il est incohérent et manque de rigueur, de discernement, de logique, il n'est pas né matérialiste et dialecticien et force est de constater qu'il peine à le devenir, il n'est pas seulement incapable d'interpréter le monde dans lequel il vit, il est incapable d'interpréter qui il est et comment il fonctionne, en fait la réalité le domine ou il passe à côté sans s'en apercevoir, exactement comme avec sa propre vie.

Comment pourrait-il prendre conscience de sa condition, alors qu'il n'est même pas foutu de prendre conscience de son ignorance ? Par la force des choses nous dira-t-on, certes, mais cela risque d'être insuffisant pour s'élever au niveau indispensable pour en changer, disons qu'au détour de conditions favorables il pourra faire preuve d'un instant de lucidité qui s'estompera une fois que ces conditions se seront volatilisées, et il retournera à son niveau de conscience antérieur qui en réalité n'avait pas progressé ou si peu qu'il ne pouvait pas se maintenir à un niveau supérieur plus longtemps, pour qu'il en soit autrement il faudrait que cette expérience s'inscrive dans la durée ou qu'elle se répète un grand nombre de fois pour qu'elle finisse par s'inscrustrer dans son cerveau ou parvienne à modifier son mode de pensée, sa manière d'interpréter la société ou le monde.

On comprend là à quel point cette question est capitale pour l'avenir de la civilisation humaine.

Les dirigeants bolcheviks n'étaient pas des crétins, les dirigeants du CCI non plus, et pourtant ils ne se sont pas conduits autrement. Ils se sont laissé acheter, corrompre, leurs faiblesses l'ont emporté sur leurs qualités, leur ignorance sur leur conscience.

Il existe une autre explication, je préfèrerais dire qu'elles se complètent. Les bolcheviks allaient subir le contrecoup de trois ans de guerre civile en Russie, de la défaite de la révolution hongroise et de la débâcle du mouvement révolutionnaire en Allemagne, le prolétariat étant vaincu dans tous les pays, l'espoir que la révolution triomphe dans un autre pays s'éloignait, l'heure était donc à la construction du "socialisme dans un seul pays" cher à Staline et au combat contre tous ceux qui s'y opposeraient, dont Trotsky.

Lambert pour garder la main sur ses troupes allait se livrer à une monstrueuse mystification pendant des décennies à l'aide de la théorie foireuse de l'imminence de la révolution qu'il n'avait pas cessé de trahir en réalité à l'insu des militants du CCI, et il ne lui restera plus qu'à la balancer ainsi que son parti (PCI) une fois qu'il était devenu évident pour tous les militants du CCI que la révolution était renvoyée à une date indéterminée, pour finalement l'abandonner au profit de la défense de la République et de la démocratie bourgeoise, et se moquer de ceux qui y croyaient encore ou les éliminer, pour bien montrer le cynisme du personnage.

Si Trotsky n'est pas parvenu à redresser le parti bolchevik qui au départ avait été construit sur des bases saines ou correctes, je ne vois ni qui ni comment il serait possible de redresser le CCI qui a été conçu à l'origine par Lambert sur des bases pourries.

Que les militants et cadres du CCI ne s'en soient pas aperçus, qu'ils aient été bernés ou qu'ils se soient illusionnés eux-mêmes pendant des décennies est assurément une expérience fort pénible à assumer, et on en est sincèrement désolé pour les militants et cadres demeurés loyaux envers le socialisme, qu'ils en aient pris conscience maintenant ne changera rien, le lambertisme était une planche pourrie qui était destinée à les engloutir et elle ne sera jamais autre chose, il faut qu'ils se fassent une raison ou se rendent à l'évidence.

Quand des militants du CCI m'écrivaient qu'ils avaient encore avalé une couleuvre, je me disais qu'ils devaient avoir une sacrée constitution, mais que le jour où le plat de consistance arriverait ils s'étoufferaient. Je n'ai pas essayé de les convaincre de quoi que ce soit, puisqu'ils ne voulaient rien entendre.

On a vu plus haut que c'était des conditions défavorables sur le plan international qui avaient conduit les dirigeants bolcheviks à basculer du mauvais côté, cela dit ni Lénine ni Trotsky et bien d'autres bolcheviks n'ont pas flanché. Pourquoi ? Parce qu'ils interprétaient la situation en marxistes, ils savaient que d'autres occasions se présenteraient d'ici peu en Europe et que rien ne justifiait d'abandonner la révolution socialiste mondiale.

En réalité, Trotsky affirmera qu'à peine une poignée de bolcheviks méritaient d'être qualifiés de marxistes, et il insistera sur le niveau d'arriération des masses russes qui profitera à Staline. Ce qui me fait dire que notre priorité devrait être de faire en sorte qu'un maximum de militants parviennent à maîtriser le marxisme et à en être dignes. Nombreux sont ceux qui se prennent pour des marxistes, alors que ce n'est pas le cas. Et quant à leur comportement dans la vie ou en tant que militant, il ne doit pas être plus brillant en général. Et notre seconde priorité devrait être de tout faire pour aider les masses à progresser afin qu'elles soient moins facilement manipulables. Je ne vois pas en quoi ces deux objectifs seraient incompatibles avec notre intervention dans la lutte des classes, la défense de tous nos droits ou acquis, un programme d'action révolutionnaire et l'organisation des masses, la construction du parti, de l'Internationale.

Si nous n'adoptons pas cette orientation et ces mesures, nous serons condamnés à connaître la même situation qu'en Grèce. Voyez où ils en sont, après tous les coups terribles qu'ils ont pris, ils n'ont toujours rien compris ou si peu. On nous dit qu'ils résistent, on veut bien le croire et ils en ont fait la démonstration à de nombreuses reprises, mais ce que l'on constate aussi, c'est qu'ils sont prompts à plier l'échine.

Complément sur les groupes CPS et GMI issus du lambertisme.

J'ai échangé une correspondance avec eux pendant une brève période il y a dix ans avant d'abandonner.

Le groupe CPS est une caricature des lambertistes nostalgique de la "belle époque" où le réformisme bourgeois auquel avait adhéré l'OCI pouvait encore faire illusion et tromper les travailleurs qui avaient cru rejoindre une organisation trotskyste.

Celui de La Commune ne vaut guère mieux. Le plus fréquentable, si on peut se permettre, c'est encore le groupe GMI qui est parvenu à se défaire des oripeaux hideux du lambertisme, je n'ai pas en tête leurs positions ou analyses sur toutes les questions qui nous intéressent, en lisant leur littérature j'ai constaté qu'ils s'adressaient essentiellement à des militants aguerris, ce qui peut s'expliquer par leur faiblesse numérique, ils cherchent avant tout à recruter des militants d'autres organisations plutôt que des travailleurs inorganisés, du coup leur discours, qui a le mérite généralement de partir des faits, ressemble davantage à un cour de théorie marxiste qui rebutera un grand nombre de militants qui ne possèdent pas les connaissances requises pour le suivre, et plus encore les travailleurs qui ne possèdent aucun repère pour s'y retrouver, bref on a l'impression désagréable d'être à nouveau en présence d'une machine à propagande bien huilée à laquelle la réalité est priée de se plier sur la base parfois d'analyses incomplètes ou de faits qui semblent volontairement écartés ou tronqués et auxquelles on est appelé à adhèrer aveuglément.

Je n'ai pas eu le temps d'étudier à fond la question, il semble que les citations des marxistes auxquels ils recourent intempestiblement sert à camoufler le refus de prendre en compte certains faits ou les transformations que la société a connues depuis plus d'un demi-siècle qui constitue leur principale faiblesse du fait qu'ils sont incapables de se mettre dans la tête et la peau d'un travailleur qui n'a jamais participé à la lutte des classes ou qui n'a jamais été organisé, et qui par conséquent ne pense pas et n'interprète pas la situation avec les yeux d'un militant, ce qui est le cas de l'immense majorité d'entre eux.

Ce sont des militants professionnels qui semblent couper de ce que vivent au quotidien les travailleurs qui subissent le matracage de la propagande officielle, qui consiste à formater leur conscience et à les détourner de la politique ou des partis politiques dont ils ont une impression négative ou épouvantable, on ne peut pas dire que c'est le genre de discours qui pourrait les ramener à la politique ou faire en sorte qu'ils s'y intéressent de plus près. Ils ont le mérite d'avoir entrepris l'inventaire de la lutte des classes des 70 dernières années que je réclame depuis des années.

Je le répète, il ne s'agit là que d'impressions qui peuvent être amenées à évoluer. Un de leurs dirigeant m'a fait comprendre un jour que mes causeries étaient de la merde, pourquoi pas, il avait le droit de le penser, mais face à ce que j'ai pris pour du mépris, j'ai estimé qu'il ne valait pas la peine que je perde mon temps avec eux. On s'est peut-être mal compris, c'est possible du fait qu'on n'avait pas suivi le même parcours, cela dit cette attitude témoignait selon moi qu'aucune discussion n'était possible en ayant un tel état d'esprit, que l'on retrouve justement chez tous les dirigeants lambertistes d'hier et d'aujourd'hui, état d'esprit incompatible avec celui que doit avoir un dirigeant ouvrier ou trotskyste.

A leur décharge ou pour atténuer le jugement négatif que je porte sur eux ou les réserves que j'ai formulées, il se peut que nous n'abordions pas de la même manière la question du parti, à savoir parti révolutionnaire ou parti de masses. On pourrait dire depuis l'époque où Engels l'avait affirmé, aucun parti communiste ne s'est construit en débauchant des militants d'autres partis ou alors ce n'était pas un parti communiste. Vous pourrez tout au plus recruter quelques poignées de militants qu'il vous faudra suivre de près, encadrer fermement et former, s'ils l'acceptent, et surtout ne leur confier aucune responsabilité avant s'être assuré qu'ils avaient bien rompu avec l'idéologie qu'ils avaient adoptée dans leur ancien parti, bref, tout le contraire de ce qu'ont fait les lambertistes. Mais dans leur cas c'était voulu dans la mesure où ils partageaient la même idéologie réformiste.

On pourrait aborder la question du parti autrement.

Sachant qu'il n'existe pas un modèle unique de parti transposable dans tous les pays, la question du parti devrait être résolue par une combinaison alliant parti révolutionnaire et parti de de masses selon un dosage variant selon les pays, la composition de la société, des classes, leur niveau de développement, etc. Peut-être que pour un pays comme la France, la bonne combinaison consisterait à adopter la forme d'un parti révolutionnaire tout en adoptant un contenu ou un discours qui s'adresserait aux plus larges masses possible, afin de recruter des militants dans toutes les couches exploitées et de tisser des liens solides avec elles, ce qui permettrait d'en faire un véritable parti ouvrier, sans évidemment renier nos principes et le programme de la révolution socialiste. Bref, cette question doit être abordée en s'inspirant des enseignements de la révolution russe de 1917, tout en tenant compte de la sociéte dans laquelle nous vivons... Un parti de masse tel que l'on conçu les lambertistes depuis 1985 est voué à l'échec, ils viennent de le prouver. Et un parti révolutionnaire qui calquerait le parti bolchevik serait voué à dégénérer, LO en est la parfaite illustration. Or il semblerait que c'est ce type de parti que le groupe GMI a adopté.

Maintenant les militants peuvent essayer de se rapprocher ou de prendre contact avec ce groupe de militants, ils verront bien de quoi ils retournent, qu'ils nous fassent part de leur expérience pour qu'on en fasse profiter les militants et les lecteurs qui se connectent à notre portail et qui sont à la recherche d'une organisation pour continuer le combat politique. Si elle était concluante et bien ce serait tant mieux, dans le cas contraire on saurait à quoi s'en tenir et on tirerait un trait dessus, nous ne sommes pas borné ou nous n'avons aucun a priori, on demande juste à juger sur pièces pour cesser d'aller de désillusion en désillusiion, ce qui nous semble légitime.

Poursuivons.

Effectivement, quelque part dans mes causeries j'ai dû sacrifier la forme mais sans jamais altérer le contenu.

J'ai essayé d'aborder les choses ou la situation sous un auttre angle que celui du militant convaincu de la justesse de ses analyses et positions ou de ses convictions, afin de les rendre accessibles au plus grand nombre, sans violer le moindre principe, sans faire la moindre concession théorique ou sur le programme de la révolution socialiste, sur le socialisme.

On a essayé de faire en sorte que chacun puisse comprendre comment fonctionnait la méthode du marxisme et sur quoi elle reposait en mêlant des exemples pris dans l'actualité sociale ou politique ainsi que dans la vie quotidienne, de manière à ce que chacun puisse l'appliquer à ses propres expériences.

Au lieu de faire du marxisme un exposé dogmatique qui le réduirait à un instrument rigide et repoussant, on a préféré montrer comment s'en servir pour interpréter les actes les plus insignifiants de la vie quotidienne, ce qui permettait à chacun d'en faire l'expérience à partir de son propre vécu, sachant qu'il est différent d'un individu à un autre. On s'est efforcé de le présenter sous une forme pratique plutôt que théorique, partant du constat que c'était bien un processus matérialiste dialectique qui parcourait chacune de nos expériences, celle de la société, de la nature, etc.

On a surtout voulu éviter soigneusement de l'imposer en observant comment le matérialisme dialectique se matérialisait (inconsciemment) dans la réalité, ce qui là encore permettait à chacun de le vérifier librement. Je crois qu'en réalité on s'est davantage adressé à des travailleurs qu'à des militants, en partant du principe que s'ils étaient perfectibles ils avaient aussi leurs propres faiblesses en tant qu'hommes ou femmes, ce qu'on a tendance à oublier, refusant de séparer leur personnalité sociale et psychologique qui agissent réciproquement l'une sur l'autre et peuvent développer des obstacles à leur progression indivuelle et à la compréhension de leur condition, à la prise de conscience qu'ils doivent prendre leur destin en mains pour changer la société. Le but était que chacun gagne en confiance en soi une fois armé du matérialisme dialectique, condition s'il en est indispensable pour se forger librement ses propres convictions, acquérir un esprit critique sans lequel il sera difficile, voire impossible de s'orienter dans la vie comme en politique dans la bonne direction ou éviter tous les écueils ou pièges que la société vous a réservés.

On ne s'est pas posé en maître du marxisme ou en dirigeant, j'ai même souvent rappelé que je n'en avais pas les capacités, car notre ambition (un grand mot pour ne pas dire un gros mot) demeurait modeste. J'ai été traité de mégalomane et bien d'autres choses encore de très désagréables pour m'être mis en avant, pour avoir déballé ma vie, cela me semblait normal au regard du type d'intervention auquel j'étais contraint, à travers un portail Internet, puisque personne ne me connaissait. Un excès de méfiance peut s'avérer aussi néfaste qu'un excès de confiance, aussi ai-je fait en sorte de mettre les lecteurs à l'aise pour ne leur imposer ni l'un ni l'autre, et j'espère qu'ils l'ont apprécié.

Comme n'importe qui je suis soumis aux mêmes contraintes en présence de portails (ou de formations politiques) dont je ne connais pas les auteurs (les dirigeants) ou leurs intentons. C'est très désagréable et spontanément j'adopte une attitude de réserve, de retenu, je prends mes distances avec ce que je lis, je suis vigilant mais pas suspicieux, bon, j'ai l'avantage de parfaitement maîtriser mon attitude ou d'en avoir pleinement conscience ce qui m'évite d'en faire éventuellement un obstacle à la compréhension des éléments qui parviennent à ma connaissance ou de les déformer, auquel cas je n'en retirerais aucun profit, ce qui serait dommage, ce n'est pas vraiment mon but. Etre concentré, attentif ou vigilant ne veut pas dire être maladivement suspicieux.

Et puis je savais pertinemment que les militants étaient aussi susceptibles que le reste de la population, j'ai eu l'occasion de m'en rendre compte à de multiples occasions, ils ont été formatés ainsi, et la pression de l'idéologie dominante qui pousse à l'excès chacun à adopter ce genre de rapport n'arrange franchement rien. C'est la raison pour laquelle j'ai essayé de jouer la carte de la sincérité, de la loyauté, de l'honnêteté, qui ne garantit évidemment pas la justesse d'une analyse ou d'une orientation politique, en me disant que cela permettrait peut-être de créer un climat de confiance propice à une large discussion entre militants, en vain. A la place j'écoperai de moqueries, de mépris, d'insultes et de calomnies. Plus d'une fois j'ai trouvé cela désespérant sans jamais penser abandonner cette méthode puisque c'était la seule que je connaissais.

Vous avouerez que les derniers développements de la crise du CCI-POI justifiait cette démarche ou me donnait raison ; quand on a la moindre responsabilité politique, on se doit d'être d'une loyauté absolue, je ne sais pas si j'ai hérité cela de mon père ou de Lénine, y compris dans la vie en général, sauf envers nos ennemis de classe auxquels on ne dévoilera pas nos réelles intentions, sauf à être stupide, ce qui m'est arrivé plus d'une fois tellement j'étais attaché à ce principe, et de le payer très cher.

Un autre courriel reçu

Salut Jean-Claude,

D'accord, mais on fait quoi maintenant politiquement ? Là est tout le problème, en dehors de ces gens d'appareil, tous ceux qui ne sont pas aussi tordus, et les militants de base ou sympathisants, etc...

Sur le plan syndical, on a la même problématique, mais si les militants dans les entreprises désertent les syndicats (avec le peu de syndiqués qui restent), où tout cela va nous mener ?

Je suis en réflexion sur ces 2 questions en ce moment, et je t'avoue que je vais encore avoir besoin de temps pour y réfléchir. D'autant plus après la vision d'une vidéo de Xavier Mathieu, un ex délégué syndical CGT de Continental qui est passé sur Canal+ il y a 3 jours. Déserter les OS, c'est laisser le champs totalement libre à cette classe dominante dont la violence envers les salariés augmente de jours en jours, je peux pas déserter même si j'engraisse des permanents syndicaux et que ma cotisation permet à en stabiliser l'appareil...voilà, chaque jour, j'y réfléchi.

Bonne journée.

La question se pose différemment selon qu'on dispose d'un mandat syndical ou non, qu'on a été élu ou non délégué du personnel ou au Comité d'entreprise sur une liste syndicale ou qu'on est seulement syndiqué. Tout dépend aussi de la taille de l'entreprise dans laquelle on travaille, du secteur d'activité à laquelle elle appartient, la composition de la section syndicale où l'on milite, combien de syndiqués comporte-t-elle...

Il ne s'agit pas de déserter les syndicats, il ne s'agit pas non plus de s'y investir au point de ne plus faire que cela ou de réduire le militantisme à son intervention sur ce plan-là au détriment de son activité politique.

La question du syndicalisme a été totalement dénaturée. La preuve en est qu'il a été détourné de son objectif initial : l'émancipation du capital. Quel militant a cela en permanence à l'esprit ? Je pense qu'il faut commencer par là pour y voir plus clair. Et à partir de là de nombreuses questions surgissent qui vont nous aider à avancer, à condition de les traiter sérieusement.

La question essentielle est-elle oui ou non de favoriser la prise de conscience des travailleurs de leur condition dans l'entreprise ou l'administration où on travaille ou de passer son temps à diffuser la politique de collaboration de classe des appareils pourris des syndicats, ce qui revient effectivement à rouler pour eux ? Pire, perdre son temps à guerroyer avec eux pour tenter de les convaincre de la justesse de nos positions, autant essayer de convaincre Macron ou ton patron de la justesse du socialisme !

Ceux qui ont obtenu des places de permanents dans les syndicats ou qui sont montés dans leurs instances ont fait allégeance aux appareils vendus, ils les ont achetées (leurs places), ils ne les ont pas conquises, ce qu'on a tendance malheureusement à oublier. S'agirait-il de les imiter ?

Les militants n'ont semble-t-il pas compris non plus ou ils ne tiennent pas compte qu'à partir du moment où des agents du capital contrôlent les syndicats, combattre pour les déloger relève de la mystification, puisqu'ils ont le pouvoir de virer tout militant qui afficherait cette prétention ou combattrait tout simplement sur une ligne politique conforme au socialisme. Ils ne peuvent promouvoir au sein de leurs instances que des militants serviles à leur égard ou qui partagent leur politique ou encore des militants qui leur sont utiles et dont ils contrôlent l'activité et peuvent bloquer l'évolution au sein de l'appareil ou les virer à tout moment s'ils le jugents nécessaire. Ils peuvent tout au plus admettre la présence de militants qui combattent réellement sur le terrain de la lutte des classes, dès lors que cela fait vivre le syndicalisme (dénaturé) qui est leur gagne pain, à condition qu'ils n'empiètent pas sur leurs prérogatives ou leur pouvoir, ce qui implique qu'il existe à la base un consensus entre eux et qu'ils tirent profit de ces rapports pour assurer la stabilité de leurs appareils liés au régime en place.

S'il apparaît inévitable que des délégué syndicaux ou des cadres situés aux échelons intermédiaires de l'appareil se radicalisent au contact des masses ou prennent en compte leurs besoins, ils n'en conservent pas moins le contrôle de l'orientation de leur syndicat qui s'exprime lors de leur rencontre avec les membres du gouvernement ou du patronat, et ce sont eux seuls qui détiennent et conservent également le pouvoir d'appeler ou non les masses à la mobilisation générale et de mobiliser ou non l'ensemble des forces de leur syndicat sur les mots d'ordre qu'ils auront déterminés. Prétendre qu'il pourrait en être autrement relève de l'imposture, y compris lors d'une crise révolutionnaire, car au même titre que les dirigeants des partis ouvriers traitres au socialisme, jamais les appareils syndicaux acquis au capitalisme ne rompront avec lui, ils préfèreraient encore liquider leurs partis et leurs syndicats plutôt que d'adopter le socialisme, c'est ce que nous enseigne la lutte des classes du passé, et c'est à se demander si elle a réellement exister puisque pratiquement tous les militants à quelques exceptions près se comportent comme s'ils l'ignoraient.

Maintenant il en serait tout autrement si les délégués syndicaux étaient élus par les syndiqués et non désignés par les appareils.

Pourquoi le législateur qui incarne les intérêts du capitalisme a-t-il accepté en accord avec les directions pourries des syndicats un tel règlement, sinon qu'il permet aux appareils acquis à sa cause de conserver le contrôle de leurs syndicats pratiquement en toute circonstance il faut le souligner. Le scénario des appareils débordés par la base est du domaine de la fable, c'est une mystification de plus que les révisionnistes du marxisme utilisent pour justifier le trade-uninonisme et masquer leur capitulation. Ce scénario ne serait valable qu'en cas de crise révolutionnaire, à condition que les masses se soient organisées indépendamment des syndicats liés au capital en les intègrant ou non dans leur organisme de double pouvoir. Ce qui signifierait pas forcément que les syndicats seraient contraints de modifier la composition de leurs instances ou de leur appareil, encore moins son orientation.

Apparemment on ne compte plus les illusions que les militants ont pu placer dans le syndicalisme ou la conception qu'ils en ont est totalement déformée, c'est à croire qu'ils en attendaient des miracles !

Les lambertistes auraient pu fonder un véritable syndicat ouvrier, mais ils ont préféré collaborer dans tous les sens du terme avec les appareils pourris. Trotsky avait envisagé cette hypothèse dès lors que les trotskystes ne pourraient pas développer leur politique dans les syndicats ou ils en seraient chassés, et si l'appareil de FO a pu s'accommoder de ces révolutionnaires de pacotille depuis sa création , c'est justement parce qu'ils avaient abandonné le combat contre son appareil et basculé eux-même dans le trade-unionisme, l'opportunisme, à partir de ce moment-là, ils n'avaient aucune raison d'en sortir et de créer un syndicat.

Rompre avec la conception frelatée, réformiste du syndicalisme, de la lutte de classes, du militantisme tout court, généralement répandue dans le mouvement ouvrier, est indispensable pour renouer avec la lutte de classe du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle, le marxisme, le socialisme.

On aurait pu se contenter de ce texte de Trotsky qui démontre que le lambertisme avait rompu avec le trotskysme ou qu'il ne l'avait jamais incarné ou qu'il y était toujours demeuré étranger. Ce texte constitue une condamnation sans appel du lambertisme depuis 1945.

L'indépendance des syndicats : cela n'a jamais existé et n'existera jamais, signé Trotsky, lisez, c'est écrit noir sur blanc.

L. Trotsky - OEuvres - octobre 1929 - Syndicalisme et communisme 14 octobre 1929.

Extraits. En période de “paix”, quand les formes les plus militantes d'action syndicale sont des grèves économiques isolées, le rôle direct du parti dans les syndicats reste au second plan. En règle générale, le parti n’intervient pas dans chaque grève isolée.

... pour tout ce qui se situe entre la grève économique locale et l'insurrection révolutionnaire de classe, on trouve toutes les formes possibles de relations réciproques entre le parti et les syndicats, les degrés variables de leadership direct et immédiat, etc. Mais en toutes circonstances, le parti cherche à gagner le leadership général en comptant sur la vraie autonomie des syndicats qui, en tant qu’organisations — cela va sans dire — ne sont pas “soumises” à lui.

Les faits démontrent que des syndicats politiquement “indépendants” n’existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l’autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l’un allant vers la socialdémocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l’ »Indépendance » du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées.

L'expression courante du syndicalisme d’autrefois est la prétendue Ligue syndicaliste. Par tous ses traits, elle apparaît comme une organisation politique qui cherche à subordonner le mouvement syndical à son influence. En fait la Ligue recrute ses membres non pas selon les principes syndicaux, mais selon ceux des groupements politiques ; elle a sa plateforme, faute de programme, et la défend dans ses publications ; elle a sa propre discipline interne dans le mouvement syndical. Dans les congrès des confédérations, ses partisans agissent en tant que fraction politique tout comme la fraction communiste. Pour faire court, la tendance de la Ligue syndicaliste se ramène à une lutte pour libérer les deux confédérations du leadership des socialistes et des communistes et pour les unir sous la direction du groupe de Monatte.

La Ligue n'agit pas ouvertement au nom du droit et de la nécessité pour la minorité avancée de combatte pour étendre son influence sur les masses ; elle se présente masquée par ce qu'elle appelle l’“Indépendance” syndicale. De ce point de vue, la Ligue s’approche du Parti socialiste qui réalise aussi son leadership sous couvert de l'expression “indépendance du

mouvement syndical". Le parti communiste, au contraire, dit ouvertement à la classe ouvrière : voici mon programme, ma tactique et ma politique, que je propose aux syndicats.

Le prolétariat ne doit jamais croire n'importe quoi aveuglément. Il doit juger par son travail. Mais les ouvriers devraient avoir une double et une triple méfiance vers ces prétendants au leadership qui agissent incognito, sous un masque qui ferait croire au prolétariat qu'il n'a besoin d'aucun leadership.

Le droit d'un parti politique d'agir pour gagner les syndicats à son influence ne doit pas être nié, mais cette question doit être posée : Au nom de quel programme et de quelle tactique cette organisation agit-elle ? De ce point de vue, la Ligue syndicaliste ne donne pas les garanties nécessaires. Son programme est extrêmement amorphe, de même que sa tactique. Dans ses positions politiques elle agit seulement au fil des événements. Reconnaissant la révolution prolétarienne et même la dictature du prolétariat elle ignore le parti et ses droits, est contre le leadership communiste, sans lequel la révolution prolétarienne risquerait de rester à jamais une expression vide.

L'idéologie de l'indépendance syndicale n'a rien de commun avec les idées et les sentiments du prolétariat en tant que classe. Si le parti, par sa direction, est capable d'assurer une politique correcte et clairvoyante dans les syndicats, pas un seul ouvrier n'aura l'idée de se rebeller contre le leadership du parti. L'expérience historique des bolcheviques l'a prouvé.

C'est aussi valable la France, où les communistes ont obtenu 1.200.000 voix aux élections tandis que la Confédération Générale du Travail Unitaire (la centrale syndicale rouge) a seulement un quart ou un tiers de ce nombre. Il est clair que le slogan abstrait de l'indépendance ne peut venir en aucun cas des masses. La bureaucratie syndicale est une tout autre chose. Elle voit non seulement une concurrence professionnelle dans la bureaucratie de parti, mais elle tend à se rendre indépendante du contrôle par l'avant-garde prolétarienne. Le slogan de l'indépendance est, par sa base même, un slogan bureaucratique et non un slogan de classe.

Après le fétichisme de l'"indépendance", la Ligue syndicaliste transforme également la question de l'unité syndicale en fétiche. Il va de soi que le maintien de l'unité des organisations syndicales a d'énormes avantages, tant du point de vue des tâches quotidiennes du prolétariat que de celui de la lutte du Parti communiste pour étendre son influence sur les masses. Mais les faits montrent que dès que l'aile révolutionnaire dans les syndicats remporte ses premiers succès, les opportunistes prennent la voie de la scission. Les relations paisibles avec la bourgeoisie leur sont plus chères que l'unité du prolétariat. C'est le constat incontestable des expériences de l'après-guerre.

Nous, communistes, avons toujours intérêt à démontrer aux ouvriers que la responsabilité du dédoublement des organisations syndicales incombe complètement à la social-démocratie. Mais il ne s'en suit pas que la formule creuse de l'unité nous serait plus importante que les tâches révolutionnaires de la classe ouvrière.

En fait l'avenir de la révolution dépend non pas de la fusion des deux appareils syndicaux, mais de l'unification de la majorité de la classe ouvrière derrière des slogans révolutionnaires et des méthodes révolutionnaires de lutte. Aujourd'hui l'unification de la classe ouvrière est seulement possible par la lutte contre les collaborateurs de classe qui se trouvent non seulement dans les partis politiques mais aussi dans les syndicats.

La question des rapports entre le parti, qui représente le prolétariat comme il devrait être, et les syndicats, qui représentent le prolétariat tel qu'il est, est la question la plus fondamentale du marxisme révolutionnaire.

Une politique correcte doit être opposée à une politique erronée. C'est dans ce but que l'opposition de gauche s'est constituée en fraction. Si l'on considère que le Parti communiste français dans sa totalité est dans un état complètement irrécupérable — ce que nous ne pensons pas — un autre parti doit lui être opposé. Mais la question de la relation du parti à la classe ne change pas d'un iota par ce fait.

L'opposition de gauche considère qu'il est impossible d'influencer le mouvement syndical, de l'aider à trouver une orientation correcte, de l'imprégner avec des slogans corrects, sans passer par le parti communiste (ou une fraction pour le moment) qui, à côté de ses autres attributs, est le laboratoire idéologique central de la classe ouvrière.

La tâche bien comprise du Parti communiste ne consiste pas seulement à gagner en influence sur les syndicats, tels qu'ils sont, mais à gagner, par le biais des syndicats, une influence sur la majorité de la classe ouvrière.

On ne s'en sortira pourtant pas en opposant les syndicats au parti (ou à la fraction) mais dans la lutte sans compromis pour changer complètement la politique du parti comme celle des syndicats.

L'Opposition de gauche doit indissolublement lier les questions du mouvement syndical aux questions de la lutte politique du prolétariat. Elle doit donner une analyse concrète du stade actuel de développement du mouvement ouvrier français. Elle doit donner une évaluation, tant quantitative que qualitative, du mouvement actuel des grèves et de ses perspectives par rapport

aux perspectives du développement économique de la France.

Une nouvelle délimitation ? De nouvelles polémiques ? De nouvelles scissions ? Ce seront les lamentations des âmes pures mais fatiguées, qui voudraient transformer l'Opposition en une retraite calme où l'on pourrait tranquillement prendre congé des grandes tâches, tout en préservant intact le nom de révolutionnaire « de gauche ». Non ! Nous leur disons, à ces âmes fatiguées : nous ne voyageons certainement pas sur la même route. La vérité n'a pourtant jamais été la somme de petites erreurs. Une organisation révolutionnaire n'a pourtant jamais été composée de petits groupes conservateurs, cherchant avant tout à se démarquer les uns des autres. Il y a des époques où la tendance révolutionnaire est réduite à une petite minorité dans le mouvement ouvrier. Mais ces époques n'exigent pas des arrangements entre les petits groupes pour se cacher mutuellement leurs péchés mais exigent au contraire une lutte doublement implacable pour une perspective correcte et une formation des cadres dans l'esprit du marxisme authentique. Ce n'est qu'ainsi que la victoire est possible.

Les derniers événements ont montré au-delà du doute que sans démarcation idéologique claire et précise de la ligne du syndicalisme, l'Opposition communiste en France n'ira pas de l'avant. Fin des extraits.

Ne cherchez pas, elle a disparu depuis... Ou si, c'est ici, ce portail, notre courant politique.

ACTUALITE EN TITRES

Enrichissez-vous !

- Wall Street finit en nette hausse avec les financières - Reuters

- La Bourse de Paris repart à la hausse , aidée par des banques centrales accommodantes - AFP

- Les banquiers, nouveaux amis du climat ? - Liberation.fr

A bas les discriminations sexuelles !

- La baisse de la TVA sur les tampons et les serviettes hygiéniques rejetée à l'Assemblée - Francetv info

Propagande de l'Otan.

- Complément d'enquête. La propagande anti-migrants de la télé hongroise - Francetv info

Ils ont un sexe à la place du cerveau. Ils en ont enfintrouvé un ... ou plutôt deux pour le prix d'un !

- État civil : le "sexe neutre" reconnu - Francetv info

Pour la première fois en France, une personne a obtenu le droit d'être de "sexe neutre" à l'État civil. Francetv info 14.10

Sur fond de servage généralisé.

- Le chiffre du 20 heures : la pauvreté dans le monde en net recul - Francetv info

Ils paient très cher et en plus il faut les nourrir...

- Baisse des subventions de l'État : les maisons de retraite protestent - Francetv info

La baisse des subventions de l'État aux départements touche également les maisons de retraite. Certaines en viennent même à rogner sur la nourriture des pensionnaires... Francetv info 14.10

Ils ne veulent pas mourir, ils vivent de plus en plus vieux, conclusion : ce sont eux qui sont responsables du déficit des caisses de retraite complémentaires. En Grèce Tsipras vient de leur coller une cotisation de 6%...

ACTUALITÉ DU JOUR

Dossier Air France.

- Violence chez Air France: «Nous sommes coupables avant d'être jugés» - 20minutes.fr

- Les salariés d'Air France poursuivis par leur direction regrettent d'avoir été "traités comme des bandits" - Francetv info

Les cinq salariés, âgés de 35 à 48 ans, seront jugés le 2 décembre devant le tribunal correctionnel de Bobigny pour des "faits de violences en réunion". Ils ont également été mis à pied jeudi à titre conservatoire, sans solde.

Les cinq hommes placés en garde à vue travaillent dans la branche Cargo de la compagnie ou à Air France Industries, notamment comme magasiniers. Francetv info 15.10

Bah saloperie d'ouvriers ! Du coup, comme de rien n'était ces ordures de dirigeants syndicaux ont repris les "négociations" avec la direction d'Air France. Et Informations ouvrières a basé toute sa propagande sur l'unité syndical et entre les différentes catégories de personnel... Elle est où l'unité pour défendre ces magasiniers ? Ah si c'était des pilotes, ce serait une autre affaire...

- «Valls-hésitation» sur Air France ? «Il n'y a pas de changement» répond Valls - publicsenat.fr

« Les violences qui ont eu lieu à Air France sont inacceptables », « il ne peut y avoir d'impunité à l'égard des actes qui méritent des sanctions judicaires et dans l'entreprise », martèle Manuel Valls. publicsenat.fr 15.10

- Air France: le plan de réduction de l'activité "en 2017 peut encore être évité", estime la direction - France24

Le conseil d'administration du groupe Air France-KLM a estimé jeudi que "le plan de réduction de l'activité en 2017" de la compagnie Air France "peut encore être évité" si la négociation avec les syndicats "aboutit rapidement", selon une déclaration écrite de la direction.

Le PDG du groupe Air France-KLM Alexandre de Juniac a "noté que, comme la direction, les organisations syndicales préfèrent un plan de croissance de l'activité dont la mise en oeuvre est conditionnée à des économies de coûts négociées plutôt qu'un plan de restructuration aux conséquences sociales plus lourdes", a ajouté le groupe, dans cette déclaration diffusée à l'issue d'un conseil d'administration du groupe.

Des consultations entre les syndicats et la direction avaient repris le 9 octobre avec les pilotes après des incidents qui avaient éclaté en marge du comité central d'entreprise (CCE) au cours duquel un plan B de "restructuration" impliquant 2.900 suppressions d'emplois avait été présenté, après l'échec d'un premier plan de productivité et de croissance "Perform 2020".

Selon le texte, M. de Juniac a rendu compte au conseil d'administration du cycle de consultations qu'il a menées avec "chacune des organisations syndicales d'Air France" et "a indiqué qu'il a pu rencontrer toutes les organisations et que cette reprise du dialogue s'est déroulée de façon sereine et constructive", a ajouté le groupe dans sa déclaration.

Le Conseil d'administration a "confirmé que le retour au plan de croissance Perform 2020 reste possible et le plan de réduction de l'activité en 2017 peut encore être évité si la négociation aboutit rapidement. Il a encouragé la direction et les organisations représentatives à poursuivre les négociations dans cet esprit", précise le texte.

Après l'échec des négociations sur "Perform 2020", fin septembre avec ses navigants, Air France a activé un "plan B" de baisse d'activité menaçant à terme 2.900 postes, dont 900 parmi les hôtesses et stewards.

Les négociations sur "Perform 2020" ont jusqu'à présent échoué sur la principale demande de la compagnie: faire voler les navigants une centaine d'heures de plus par an (+14% à 18% selon les vols), à salaire égal. AFP 15.10

Intox. Critique sur sa forme, consensus sur son contenu... au nom de la paix sociale ou de la stabilité du régime.

- Les syndicats prêts à affronter le gouvernement - Francetv info

La CGT annonce qu'elle boycottera la grande conférence sociale prévue lundi 19 octobre.

Cette décision a été prise par la direction élargie de la centrale, réunie à Limoges à l'occasion des 120 ans du syndicat. Solidaires a décidé aussi de boycotter la journée du 19 octobre. En revanche, les autres syndicats seront là. Francetv info 14.10

- La CGT justifie son boycott de la conférence sociale - lexpress.fr

Après l'annonce mercredi de sa volonté de ne pas participer à la conférence sociale, la CGT a tenu à expliquer son choix. "La CGT ne peut pas continuer de se satisfaire d'une politique qui remet en cause notre modèle social, la citoyenneté au travail et répondant exclusivement aux intérêts du patronat", affirme la centrale dans un communiqué.

Dans son communiqué, la CGT propose que "s'engagent rapidement de véritables négociations" - notamment sur "l'augmentation des salaires", "la réduction du temps de travail", "la sécurité sociale professionnelle"- "dans un contexte social apaisé et constructif, en concertation et après consultation des organisations syndicales représentatives du pays, dont la CGT".

Au ministère du Travail on précise que "la CGT a participé à toutes les réunions de préparation et d'organisation de la conférence sociale, que ce soit sur les thématiques ou sur les intervenants". Selon le ministère, "les thèmes que la CGT a demandé en négociation urgente sont précisément ceux qui sont à l'ordre du jour de la conférence sociale". lexpress.fr 15.10

Faites chauffer la colle !

Voter PS, c'est voter à droite !

- La gauche, une famille fracturée - Francetv info

A Limoges (Haute-Vienne), terre de gauche, les socialistes travaillent pour recoller les morceaux de la famille de la gauche. A partir de demain, vendredi 16 octobre, le PS organise un référendum : pour ou contre l'union de la gauche aux Régionales ?

Les socialistes, isolés et menacés à l'approche de ce scrutin, ont besoin de resserrer les rangs des électeurs de gauche. Mais le message ne passe plus. La main tendue ne trouve pas beaucoup de preneurs dans la région.

Danièle et ses camarades du Front de gauche ne veulent pas d'une alliance. Elles fustigent "la politique actuelle de Hollande et Valls", qualifiée de "vraie politique de droite". L'appel à l'union de Jean-Christophe Cambadélis ? "Il se fout de notre gueule ! C'est de la blague, c'est pathétique !", jurent-elles à France 3.

Non loin de là, les ouvriers de Porcelaine Deshoulières au Dorat sont écoeurés. Leur usine va bientôt fermer. Peu d'entre eux comptent participer au référendum. "Ils sont en train de tout faire pour que les gens votent à droite, à l'extrême droite", se désole Josiane, une ouvrière. Francetv info 15.10

Eh bien tirez-en la conclusion qu'ils sont également de droite, logique, non ?

Avec la bénédiction des courtisans de ce régime barbare, Hollande et Valls... et de l'ONU

- Un Britannique de 74 ans condamné au fouet en Arabie saoudite - LeFigaro.fr

Karl Andree a été arrêté en août 2014 à Jeddah, en Arabie Saoudite. Il transportait dans sa voiture du vin artisanal. L'alcool étant strictement interdit dans le royaume ultraconservateur, le Britannique âgé de 74 ans a depuis passé plus d'un an en prison. Seulement, bien qu'il ait purgé sa peine, Karl Andree est maintenu en détention. Il doit encore recevoir les 350 coups de fouet auxquels il a également été condamné.

Karl Andree a passé ces 25 dernières années en Arabie saoudite, où il travaillait pour une compagnie pétrolière locale. LeFigaro.fr 14.10

Et c'est l'Arabie saoudite qui donne des leçons de démocratie à la Syrie, à l'Irak et à l'Iran...

Commentaires d'internautes

1- "Et dire que Walls veut que les émirs viennent investir en France, je me pose une question, comment se fait-il que Bachar est considéré comme dictateur et que l'Arabie Saoudite est respectable ?"

2- L'alccol est autorisé dans les trois pays du Maghreb mais en Arabie saoudite c'est un cas spécial. C'est un pays qui ne connait liberté, ni démocratie ni respect pour la femme, ni liberté de conscience, ni droits de l'homme. Pourtant les pays

occidentaux ferment les yeux sur ce pays médiéval, obscurantiste et dictatorial et s'attaquent à la Syrie. Quelle hypocrisie !

3- L'hypocrisie à son paroxysme, ceux qui interdisent tout à l'intérieur sont les premiers à tout faire à l'extérieur : sexe, drogue et alcool et en grande quantité.

4- Nos grands amis saoudiens, qui président le conseil des droits de l'homme à l'ONU, si, si.

Dossier Syrie

- Syrie: Russes et Américains proches d'un accord pour éviter des incidents aériens - AFP

Les forces du régime syrien ont lancé mercredi une vaste opération pour repousser les rebelles des environs de Damas, tandis que Russes et Américains se rapprochent d'un accord pour éviter des collisions entre leurs avions dans le ciel de Syrie.

Un protocole d'accord pourrait être "signé et appliqué dans les prochains jours", a déclaré un responsable américain de la Défense à l'issue d'une troisième séance de discussion par vidéo-conférence entre Américains et Russes.

"Nous constatons le rapprochement de nos positions sur les points clés du futur document", a de son côté indiqué le ministère russe de la Défense, cité par les agences russes.

Alliée du président Bachar al-Assad, la Russie a commencé le 30 septembre à bombarder par les airs les groupes "terroristes" en Syrie, en référence à tous ceux qui s'opposent au régime, jihadistes du groupe Etat islamique (EI) aussi bien que rebelles.

Moscou a affirmé mercredi avoir frappé 40 "cibles terroristes" au cours des dernières 24 heures dans les provinces d'Alep (nord), Idleb (nord-ouest), Lattaquié (nord-ouest), Hama (centre) et Deir Ezzor (est).

La multiplication des raids accroit les risques d'incidents entre les chasseurs russes et les avions déployés par la coalition menée par les Etats-Unis et plusieurs pays occidentaux comme le Royaume-Uni et la France contre l'EI.

Moscou et Washington ont ainsi confirmé qu'au moins un avion russe et un de la coalition s'étaient retrouvés à quelques kilomètres à peine l'un de l'autre samedi, d'où la nécessité de discussions pour définir des règles dans le survol.

Le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a appelé mercredi Washington et Moscou à éviter que leur engagement en Syrie ne se transforme en conflit russo-américain.

Plusieurs compagnies aériennes comme Cathay Airways ou Air India ont suspendu ou modifié leurs vols au-dessus de l'Iran et de la mer Caspienne à la suite d'un bulletin de l'Agence européenne de sécurité aérienne émise le 9 octobre au sujet de tirs de missiles russes depuis la Caspienne vers la Syrie.

Commentaire d'internautes

1- Encore de la désinformation de l'AFP : "discussions militaires russo-américaines" selon les sources plus sérieuses, les américains ont refusé d'accueillir la délégation russe menée par Medvedev et destinée à discuter de la coopération militaire !

2- Poutine dit une chose surprenante. Nous devons encore discuter du problème des attaques aériennes d'Israël (sur la Syrie).

Avec la demande officielle du Président Assad, en conformité avec le droit international, de l'aide militaire de la Russie, la déclaration de Poutine prend une toute autre signification, surtout parce que les Russes vont déployer des défenses aériennes de pointe au-dessus de la Syrie grâce à la supériorité de leurs avions de chasse.

La liberté de mouvement d'Israël, qui attaque continuellement l'armée syrienne pour soutenir les forces de l'ISIS, que l'on sait à présent renforcées par au moins 800 commandos israéliens spécialement formés, pourrait bien être terminée.

La déclaration de Poutine, de s'occuper d'Israël et de ses attaques aériennes hors-la-loi en Syrie, a été passée sous silence par la presse mondiale. Le ton de Poutine, comme une réflexion après coup, était loin d'être bienveillant ou innocent.

3- Les avions de l'OTAN ne sont en vol que pour d'une part espionner les opérations militaires russes et d'autre part surveiller les positions des troupes de l'armée syrienne afin de transmettre ensuite ces informations à Al-Qaïda et à l'EI. Mais certainement pas pour "bombarder" l'EI.

4- Sur "La Croix", un archevêque en Syrie dénonce la protection américaine de DAESH ainsi que les frappes de missiles "ambiguës"... Il va vraiment falloir que je lise La Croix pour éviter la propagande de l'AFP?

5- En arabe un dicton dit :"pas d'aliment sans sel " . pour l' OSDH c'est : " pas de bombardement de l'armée syrienne sans mort d'enfants"...

Les chasseurs russes ont bombardé 40 positions de Daech en Syrie - sahartv.ir

Le ministère russe de la Défense a annoncé avoir bombardé 40 positions du groupe terroriste Daech en Syrie pendant les dernières 24 heures.

Dans le cadre des chiffres que présente la Russie au sujet de ses raids aériens en Syrie, le ministère russe de la Défense a annoncé que les avions de combat de la Russie avaient mené 41 raids aériens contre les terroristes de Daech. Lors de ces opérations militaires, 40 positions du groupe terroriste Daech, situées dans les provinces d'Alep, d'Idlib, de Lattaquié et de Hama, ont été prises pour cible.

La Russie a pour la première fois lancé des frappes aériennes contre les positions des terroristes en Syrie, le 30 septembre, suite à la demande officielle du gouvernement Assad. Moscou dénonce les frappes aériennes de la Coalition internationale anti-Daech et fournit quotidiennement des chiffres sur ses opérations aériennes et les cibles qui sont détruites. A ce propos, le président russe, Vladimir Poutine, critique les Etats-Unis et leur coalition, disant que personne ne sait quelles cibles ils détruisent en Syrie. sahartv.ir 14.10

L'Arabie saoudite, campée sur ses positions anti-syriennes - sahartv.ir

Le ministre saoudien des Affaires étrangères s'est opposé aux solutions pacifiques à la crise syrienne.

Selon le site d'information « Ray al-Youm », lors d'une conférence de presse avec son homologue français Laurent Fabius, à Riyad, le chef de la diplomatie saoudienne Adel al-Jubeir a déclaré que son pays s'opposait, en tout cas, à la présence du président Bachar al-Assad, sur la scène politique syrienne.

Dans une autre partie de ses propos, il a prétendu que l'offensive militaire saoudienne contre le Yémen, visait à empêcher l'agression des Yéménites contre le territoire saoudien. L'Arabie saoudite et ses alliés occidentaux ont barré la route à l'application d'une résolution de l'Onu, condamnant les crimes saoudiens contre le peuple yéménite. sahartv.ir 14.10

La réaction de la Syrie au communiqué de l'UE - sahartv.ir

Le gouvernement syrien a condamné le communiqué de l'UE, sur l'arrêt des opérations anti-terroristes russes, en Syrie.

L'UE européenne a demandé, hier, lundi, l'arrêt immédiat des opérations aériennes russes contre les positions des terroristes, qu'elle a appelé «les opposants "modérés" syriens».

«Les raids aériens russes, menés en coopération avec l'armée syrienne, conte les terroristes, sont une lutte réelle contre le terrorisme», a affirmé, ce mardi, le ministère syrien des Affaires étrangères, en condamnant le communiqué, émis par les ministres de l'UE, à l'encontre du gouvernement et du peuple de ce pays, a-t-on appris de l'agence de presse syrienne, SANA.

"Cette prise de position de l'UE met, clairement, en exergue l'alignement de certains pays membres de cette instance, sur les politiques américaines et la politique aveugle des dirigeants arabes, qui sont incapables de jouer un rôle constructif, dans le règlement de la crise syrienne", a indiqué le ministère syrien, en mettant l'accent sur la ferme volonté de ce pays.

«Le processus des évolutions, dans ce pays, prouve que les politiques de l'administration américaine et ses exécuteurs consistent à soutenir les groupes terroristes, dans le but de réaliser la stratégie hégémonique des Etats-Unis et de dominer la région», a précisé le ministère syrien des Affaires étrangères. sahartv.ir 14.10

Syrie: Russes dans l'air... Syriens, Iraniens et Hezbollah, au sol, par L.Mazboudi - sahartv.ir

L'ambassadeur de Russie en Syrie a énuméré, mercredi, la liste précise des milices visées par les bombardements de l'aviation russe, et souligné qu'à l'exception de l'Armée syrienne libre, les combattants présentés par les Occidentaux comme "rebelles" n'étaient que des "extrémistes" et des "terroristes". Depuis le début de son intervention militaire, le 30 septembre, la Russie a annoncé vouloir frapper des "cibles" de la milice wahhabite Daech, (Etat islamique), ainsi que celle des autres groupes terroristes. (Voir "Le Figaro" du 1-10-2015).

Elle a, notamment, bombardé des positions, dans le gouvernorat d'Idleb, conquis par la coalition Jaïsh al-Fateh, dont la colonne vertébrale est la branche d'Al-Qaïda, en Syrie, le Front Al-Nosra et ses alliés. Or, dès le début, dirigeants américains et européens se sont relayés, pour l'accuser de concentrer ses frappes sur les zones où Daech est absent. Avec l'EI et le Front Al-Nosra, "tout est clair: ces organisations sont reconnues comme terroristes, par tout le monde, et placées sur la liste appropriée du Conseil de sécurité de l'ONU", a rappelé Alexandre Kinchtchak, rapporte l'AFP.

L'ambassadeur russe estime, ensuite, que les autres groupes combattant l'armée régulière ou Daech font l'objet de "spéculations, de déformations et de tentatives de présenter ces groupes de bandits, comme des rebelles, membres de la branche armée de l'opposition syrienne "modérée". Selon Alexandre Kinchtchak, "au fur et à mesure que la guerre civile, en Syrie, s'est radicalisée, les soi-disant groupes rebelles "modérés" ont été, soit défaits, soit absorbés par des groupes islamistes, qui sont passés au premier plan". "Les soi-disant groupes "modérés" servent, dans la majorité des cas, de couverture politique, pour les crimes des extrémistes religieux", a-t-il affirmé. M. Kinchtchak rappelle, notamment, que Jaïsh al-Islam, la plus importante milice, dans la banlieue Est de Damas, dirigé par Zahrane Allouche, un Wahhabite pro-saoudien, est responsable de tirs de mortiers ayant fait des centaines de victimes civiles", dans la capitale syrienne. "Ce n'est rien d'autre que du terrorisme pur", a-t-il affirmé.

Parmi d'autres groupes visés par les frappes russes, figure, également, Jaïsh al-Cham, ("l'Armée du Levant", en arabe), "composé d'anciens militants du Front Al-Nosra, (...), qui ont une réputation de coupe-jarrets et les mains plongées dans le sang jusqu'aux coudes", selon M. Kinchtchak. L'ambassadeur évoque, également, comme "terroristes", les combattants d'Ahrar al-Cham, l'un des plus importants groupes rebelles, et qui a tenté, en 2015, de se présenter comme "modéré" aux yeux de l'Occident. Ce groupe fait partie, avec les Wahhabites du Front Al-Nosra, de la coalition de Jaïsh al-Fatah, (l'Armée de la Conquête).

Mardi, le Président russe, Vladimir Poutine, a déploré le manque de coopération des Américains, lorsqu'il s'agit de préciser quelles sont les cibles à 100% terroristes, et où il ne faut pas frapper, en Syrie. Le Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, avait, la semaine passée, qualifié l'Armée Syrienne libre, (ASL), de "structure-fantôme". Or, depuis quelques jours, surtout, depuis le parachutage d'armements et de munitions, par les Américains, au Nord-Est de la Syrie, de nouvelles appellations de milices ont vu le jour, et ont été relayées par des agences internationales et des média pro-saoudiens. sahartv.ir 15.10

Un dirigeant de Daech tué à Homs lors des raids aériens russe - sahartv.ir

« L'un des dirigeants de Daech a été tué à Homs lors des raids aériens menées par les avions de combat russes », a rapporté l'agence de presse russe Sputnik.

Selon ce rapport Abou Omar al-Chichani a été tué lors des raids aériens menés par les avions de combat russes.

Durant, ces 24 dernières heures, les avions de combat russes ont survolé la Syrie à 33 reprises attaquant les positions de Daech dans les provinces d'Idlib, de Hama, de Damas et de Deir Ez-Zour, a annoncé le ministère russe de la défense.

Ce jeudi, soutenue par les avions de combat russes, l'armée syrienne a entamé des opérations d'envergure à Rif de Homs.

Les avions de la force aérienne russe ont anéanti le centre de commandement de Daech dans la province d'Alep et des usines secrètes de fabrication de mines terrestres, à Idlib, a-t-on, appris de l'agence Interfax. sahartv.ir 15.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Daech, responsable de l'attaque de l'an dernier, en Sibérie (Moscou) - sahartv.ir

La Commission d'enquête de la Russie a annoncé que le groupe terroriste de Daech était l'auteur de l'attentat, commis l'an dernier, contre une mosquée, en Sibérie.

La Commission d'enquête de la Russie a annoncé, ce jeudi, dans un rapport, que le groupe terroriste de Daech était l'auteur d'une attaque, perpétrée en 2014, contre une mosquée, en Sibérie, avant de le remettre aux responsables judiciaires de ce pays, a rapporté Press TV.

D'autre part, le président du Centre de lutte contre l'extrémisme du ministère russe de l'Intérieur, dans la région de Caucase, a fait part, ce jeudi, de l'arrestation de dizaines de membres du groupe terroriste de Daech, dans les Républiques de cette région,

qui avaient participé aux opérations terroristes.

"L'identité de plusieurs terroristes de la région du Caucase du Nord de la Russie, qui s'étaient déplacés à l'étranger, en vue de participer aux opérations des groupes terroristes internationaux, a été identifiée", a-t-il ajouté.

Ce, alors que le Comité national russe de lutte contre le terrorisme a déjoué un attentat terroriste contre le réseau de transport, à Moscou, et arrêté des suspects, a rapporté, dimanche, l'agence de presse TASS. "Un engin explosif artisanal a été trouvé et désamorcé, dans une maison", a indiqué le porte-parole du Comité. "Les suspects ont été arrêtés, dans un appartement de Moscou", a-t-il ajouté. Selon les premières estimations, la bombe pourrait contenir plus de quatre kilogrammes de TNT. sahartv. ir 15.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

La politique du Front de gauche comme si vous y étiez.

- Grèce : Alexis Tsipras lance un premier train de réformes - latribune.fr

Les députés grecs devront voter samedi les premières mesures demandées par les créanciers. La stratégie du "bon élève" demeure.

Alexis Tsipras avait promis aux créanciers de la Grèce d'aller vite. Il a tenu parole. Vendredi 16 octobre, les députés grecs débattront du projet de loi unique intégrant les « actions préalables » au versement des fonds du Mécanisme européen de stabilité dont le pays a besoin en octobre, soit 2 milliards d'euros. Le vote est prévu samedi.

Hausse des taxes, surtout de la TVA

Cette loi collective regroupe de nombreuses mesures, en tout évaluées par le gouvernement grec à 4 milliards d'euros. Elle inclut la ratification de l'accord passé avec les créanciers le 13 juillet dernier et qui va déterminer l'ensemble de la politique économique du pays pour les trois prochaines années. On y trouve surtout des éléments de taxations. Certaines mesures sont conformes à l'ambition de Syriza de « mieux partager » le fardeau budgétaire comme l'augmentation du taux d'imposition des bénéfices de 26 % à 29 %, celui de la taxe sur le luxe de 5 % à 13 %, le rétablissement de la taxe sur la publicité télévisée, le relèvement de la taxe de solidarité et la contribution exceptionnelle des revenus de plus de 500.000 euros. Mais le gros du fardeau continuera à porter sur la modification de la répartition des taux de la TVA qui doit rapporter pas moins de 2,4 milliards d'euros en tout, dont 795 millions sur la seule année 2015.

La réforme des retraites lancée

L'autre grand élément de ce texte, c'est la première étape de la réforme des retraites, avec le report d'ici à 2022 de l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67 ans, la disparition prévue à la même date des retraites anticipées, le relèvement de 4 % à 6 % des cotisations maladies pour les retraites et l'introduction d'une cotisation de 6 % sur les retraites complémentaires. Ces annonces sont déjà fort douloureuses pour les retraités grecs, mais il ne s'agit que d'une première étape. Le gouvernement doit assurer des économies de 1 % du PIB par an, soit 1,8 milliard d'euros sur le système de retraite pour les prochaines années. Un comité doit déterminer des pistes et les soumettre ce jeudi au ministère du travail. Selon le quotidien grec To Vima, ce comité préconise de réduire les frais de fonctionnement et d'unifier les onze régimes existants. Il demande également des coupes plus modérées dans les retraites, alors que le gouvernement envisagerait de fortes baisses pour les retraites de plus de 1.000 euros. Le choix devra être fait dans les jours qui viennent, mais il sera impossible d'éviter de nouvelles baisses de retraites.

Quelques retouches

Le texte ne devrait pas poser de problème au gouvernement. La majorité parlementaire d'Alexis Tsipras est stable. Le premier ministre a cependant dû revenir sur une décision pour s'assurer de la fidélité de ses troupes. La taxation des revenus locatifs devait être relevée de 11 % à 15 % en dessous de 12.000 euros, et de 33 % à 35 % au-dessus. Le gouvernement y a finalement renoncé... pour l'instant. La mesure a été retirée du texte, mais elle devrait revenir dans le prochain paquet de réforme en novembre. C'est un premier signe de révolte très timide contre les créanciers. Il conviendra d'observer la réponse de ces derniers qui pourraient demander de réintroduire cette mesure ou immédiatement, ou lors du prochain « paquet » en novembre. Ce sera, en attendant, un test important pour un gouvernement qui, selon le ministre de l'Education Nikos Filis, cherche toujours à éviter le relèvement de 13 % à 23 % de la TVA sur l'enseignement privé par « des mesures alternatives. »

Obtenir la « compréhension » des créanciers

La stratégie d'Alexis Tsipras est cependant toujours la même. Du côté de l'opinion publique, affirmer que ces textes sont "mauvais", mais qu'il n'y a pas d'alternative et, du côté de la troïka, jouer parallèlement le « bon élève » pour obtenir ce qu'il est possible d'obtenir des créanciers. Son premier objectif est, évidemment, la négociation sur la dette qui aura lieu en novembre après la première revue de la troïka. Si l'idée d'une restructuration semble acquise, les conditions risquent d'être déterminées par d'autres considérations que les besoins grecs. Et Athènes veut être en position de force pour les négocier. Autre ambition : l'intégration de la Grèce dans le QE, le programme d'assouplissement quantitatif de la BCE pour réduire la récession qui s'annonce et dégager de nouvelles marges de manœuvre. Enfin, en cas de bonne surprise, Alexis Tsipras voudrait pouvoir utiliser à sa guise une partie de la « cagnotte » et il lui faudra pour cela une validation des créanciers.

Le mirage du plan européen de 35 milliards d'euros

Reste que la Grèce demeure à la merci de ses créanciers. La Commission européenne qui avait promis un « paquet exceptionnel » de 35 milliards d'euros pour la Grèce - en réalité des fonds bloqués pour raisons politiques - a annoncé le déblocage la semaine prochaine de... 800 millions d'euros. Alexis Tsipras avait beaucoup espéré de ce « plan » pour soutenir l'activité. Ce plan redevient ce qu'il n'a jamais cessé d'être : les fonds prévus pour la Grèce par le cadre budgétaire 2014-2020. Comme le plan Juncker, ce plan ne devrait guère être utile à la Grèce pour soutenir sa croissance. latribune.fr 15.10

ECONOMIE

L'Amérique latine

- L'Amérique latine attire de moins en moins d'investissements étrangers - AFP

Les investissements étrangers directs (IED) dans 16 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont chuté de 21% sur un an au premier semestre, a annoncé jeudi une commission de l'ONU, alors que la région est en plein ralentissement économique.

Ces investissements ont atteint 88,717 milliards de dollars, pâtissant de moindres dépenses dans le secteur des mines et des hydrocarbures, surtout au Brésil, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), un organisme de l'ONU dont le siège se trouve à Santiago du Chili.

Les flux d'IED avaient déjà baissé de 16% sur l'ensemble de 2014, une tendance qui s'est donc poursuivi au premier semestre 2015, dans un contexte de ralentissement général en Amérique latine.

Au Brésil, première économie de la région et septième économie mondiale, les investissements étrangers directs ont chuté de 36% entre janvier et août, dans un contexte de "chute de la demande interne" et de "perspectives négatives de croissance".

La Commission économique table sur une baisse du PIB des économies latino-américaines en 2015, de 0,3%, pour la première fois depuis 2009, en raison de la mauvaise santé de la Chine qui achète moins de matières premières.

En présentant ces prévisions, début octobre, elle avait notamment appelé la région, autrefois saluée pour sa forte croissance, à "dynamiser les investissements", "pour inverser l'actuel ralentissement de l'économie et pour retrouver une croissance soutenue et durable".

Pour se relever de cette crise, la région "doit lancer une transition vers un nouveau modèle de croissance qui s'appuie moins sur les matières premières et plus sur d'autres secteurs de l'économie, comme la productivité et les investissements", estimait il y a peu Alejandro Werner, chef du département Amérique latine au FMI, interrogé par l'AFP.

Haut de page

Le 17 octobre 2015

CAUSERIE

On a remis la rubrique *Articles d'actualité*, nous avons définitivement abandonné les autres rubriques.

Le portail ne sera pas actualisée dimanche, sauf peut-être si je recevais des courriels.

A la lecture de tous les commentaires d'internautes que l'on reproduits, on peut observer qu'on est loin d'être une minorité insignifiante à comprendre la situation, certes sans en tirer les conclusions politiques qui s'imposent, mais c'est encourageant tout de même, comme quoi il existe assurément des centaines de milliers de travailleurs disponibles pour entendre notre discours et contruire le parti, encore faudrait-il en avoir la volonté.

Un acte révolutionnaire.

- L'acte révolutionnaire de dire la vérité - Par John Pilger - Mondialisation.ca, 15 octobre 2015

George Orwell a écrit qu'à « une époque de supercherie universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire ».

Extrait. Nous vivons une sombre époque, dans laquelle la propagande de la supercherie affecte nos vies à tous. Comme si la réalité politique avait été privatisée, et l'illusion légitimée. L'ère de l'information est une ère médiatique. Nous avons une politique médiatique ; une censure médiatique ; une guerre médiatique ; des représailles médiatiques ; une diversion médiatique — une chaîne de production surréaliste de clichés et d'idées fausses.

Notre merveilleuse technologie est devenue notre amie autant que notre ennemie. A chaque fois que nous allumons un ordinateur ou prenons en main un appareil électronique — les chapelets de ce siècle — nous sommes soumis à un contrôle : à la surveillance de nos habitudes et de nos routines, et aux mensonges et à la manipulation.

Edward Bernays, qui inventa l'expression « relations publiques », un euphémisme pour« propagande », a prédit cela il y a plus de 80 ans, en qualifiant ce phénomène de « gouvernement invisible ».

Il a écrit que « ceux qui manipulent cet élément invisible de [la démocratie moderne] constituent un gouvernement invisible représentant la véritable force dirigeante de notre pays… Nous sommes gouvernés, nos esprits sont façonnés, nos goûts créés, nos idées suggérées, en grande partie par des gens dont nous n'avons jamais entendu parler… »

Le but de ce gouvernement invisible est de prendre possession de nous: de notre conscience politique, de notre perception du monde, de notre aptitude à penser indépendamment, de notre aptitude à séparer le vrai du faux.

Il s'agit d'une forme de fascisme, un mot que nous avons raison d'utiliser prudemment, préférant l'associer aux troubles du passé. Mais un fascisme moderne insidieux est aujourd'hui le principal danger. Comme dans les années 1930, d'énormes mensonges sont délivrés avec la régularité d'un métronome. Les musulmans sont mauvais. Les fanatiques saoudiens sont bons. Les fanatiques d'ISIS sont mauvais. La Russie est toujours mauvaise. La Chine commence à le devenir. Bombarder la Syrie est bon. Les banques corrompues sont bonnes. La dette corrompue est bonne. La pauvreté est bonne. La guerre est normale.

Ceux qui remettent en cause ces vérités officielles, cet extrémisme, sont jugés comme fous — jusqu'à ce qu'on se rende compte qu'ils ne l'étaient pas. La BBC fournit ce type de service gratuitement. Ne pas se soumettre c'est se voir qualifier de « radical » — peu importe ce que cela signifie.

La véritable dissidence devient exotique; et pourtant les dissidents n'ont jamais été aussi importants. Mondialisation.ca

On ne peut pas prévoir comment tout cela va finir, par une Troisième Guerre mondiale et l'établissement d'un gouvernement mondial ou des révolutions prolétariennes. Ce qui est sûr, c'est qu'au fil du temps une partie grandissante de la population devient hermétique à leur propagande et cherche une voie pour en finir avec la domination du capitalisme, plus ou moins consciemment elle en vient à poser la question du pouvoir. C'est donc à nous de leur proposer une réponse politique cohérente et sérieuse pour affermir leurs convictions encore mal assurées , prélude à son soulèvement révolutionnaire.

Aidez les travailleurs à aller au bout de leur raisonnement, faire en sorte que leur conscience de classe mûrisse, voilà notre tâche prioritaire, en plus de les organiser ou les associer à nos combats, etc. cela va de soi.

Internet un instrument politique du néolibéralisme pour soumettre les peuples. Pour comprendre et le combattre osez le marxisme.

- Morozov : « Internet est la nouvelle frontière du néolibéralisme » (les-crises.fr - source : Rue 89, le 4 octobre 2015

Selon le chercheur et essayiste Evgeny Morozov (31 ans, originaire de Biélorussie), la technologie sert le néolibéralisme et la domination des Etats-Unis. « Il faut considérer la Silicon Valley comme un projet politique et l'affronter en tant que tel », dit-il.

Evgeny Morozov s'est imposé en quelques années comme l'un des contempteurs les plus féroces de la Silicon Valley. A travers trois ouvrages – « The Net Delusion » (2011, non traduit en français), « Pour tout résoudre, cliquez ici » (2014, FYP éditions) et « Le Mirage numérique » (qui paraît ces jours-ci aux Prairies ordinaires) –, à travers une multitudes d'articles publiés dans la presse du monde entier et des interventions partout où on l'invite, il se fait le porteur d'une critique radicale envers la technologie en tant qu'elle sert la domination des Etats-Unis.

Morozov - Il faut bien comprendre que ces entreprises n'existeraient pas – et leur modèle consistant à valoriser nos données personnelles serait impossible – si toute une série de choses n'avaient pas eu lieu : par exemple, la privatisation des entreprises télécoms ou l'amoncellement de données par d'énormes chaînes de grands magasins.

Cette histoire, il faut la raconter de manière plus politique et plus radicale. Il faut traiter cela comme un ensemble, qui existe dans un certain contexte.

Et ce contexte, c'est, il faut le dire, le néolibéralisme. Internet est la nouvelle frontière du néolibéralisme.

Le travail critique de la Silicon Valley ne suffit pas. Il faut expliquer que le néolibéralisme qu'elle promeut n'est pas désirable. Il faut expliquer que :

A : le néolibéralisme est un problème ;

B : il y a des alternatives.

Il faut travailler à l'émergence d'une gauche qui se dresse contre ce néolibéralisme qui s'insinue notamment par les technologies.

Le travail que fait Podemos en Espagne est intéressant. Mais voir les plateformes seulement comme un moyen de se passer des anciens médias et de promouvoir un renouvellement démocratique ne suffit pas. Il faut aller plus en profondeur et comprendre comment les technologies agissent sur la politique, et ça, Podemos, comme tous les mouvements de gauche radicale en Europe, ne le fait pas.

La Silicon Valley va au-delà de tout ce qu'on avait connu auparavant en termes d'impérialisme économique. La Silicon Valley dépasse largement ce qu'on considérait auparavant comme les paragons du néolibéralisme américain – McDonald's par exemple – car elle affecte tous les secteurs de notre vie.

C'est pourquoi il faut imaginer un projet politique qui rénove en fond notre conception de la politique et de l'économie, un projet qui intègre la question des infrastructures en garantissant leur indépendance par rapport aux Etats-Unis.

Mais si je suis pessimiste quant à l'avenir de l'Europe, c'est moins à cause de son impensée technologique que de l'absence flagrante d'esprit de rébellion qui l'anime aujourd'hui.

Je me permets d'être un peu dramatique car je parle de choses fondamentales comme le travail, l'éducation, la santé, la sécurité, les assurances. Dans tous ces secteurs, des changements majeurs sont en train d'avoir lieu et cela va continuer. La nature humaine, ça n'est pas vraiment mon objet, je m'intéresse plus à ses conditions d'existence.

Ce qui m'intéresse, ce sont les discours de la Silicon Valley, ce sont les buts qu'elle se donne.

Il faut considérer la Silicon Valley comme un projet politique, et l'affronter en tant que tel.

... quand on regarde comment fonctionne Uber – sans embaucher, en n'assumant aucune des fonctions de protection minimale du travailleur –, quand on regarde les processus d'individualisation des assurances de santé – où revient à la charge de l'assuré de contrôler ses paramètres de santé –, on s'aperçoit à quel point le marché est seul juge.

L'Etat non seulement l'accepte, mais se contente de réguler. Est complètement oubliée la solidarité, qui est au fondement de la sociale-démocratie. Qui sait encore que dans le prix que nous payons un taxi, une part – minime certes – sert à subventionner le transport des malvoyants ? Vous imaginez imposer ça à Uber….

Il faut lire le livre d'Alain Supiot, « La Gouvernance par les nombres » (Fayard, 2015), il a tout juste : nous sommes passés d'un capitalisme tempéré par un compromis social-démocrate à un capitalisme sans protection. C'est donc qu'on en a bien fini avec la sociale-démocratie.

Mais parce que la gauche en Europe est dévastée ! Il suffit de regarder comment, avec le feuilleton grec de cet été, les

gauches européennes en ont appelé à la Commission européenne, qui n'est pas une grande défenseure des solidarités, pour sauver l'Europe.

Aujourd'hui, la gauche a fait sienne la logique de l'innovation et de la compétition, elle ne parle plus de justice ou d'égalité.

La Commission européenne est aujourd'hui – on le voit dans les négociations de l'accord Tafta – l'avocate d'un marché de la donnée libre, c'est incroyable ! Son unique objectif est de promouvoir la croissance économique. Si la vie privée est un obstacle à la croissance, il faut la faire sauter !

Car certains à gauche – notamment dans la gauche radicale – ont pu croire que la Silicon Valley était une alliée dans le mesure où ils avaient un ennemi commun en la personne des médias de masse. Il est facile de croire dans cette idée fausse que les technologies promues par la Silicon Valley permettront l'émergence d'un autre discours.

On a accepté cela comme on accepte toujours les idées dominantes, parce qu'on est convaincus. Ça vient parfois de très loin. L'Europe occidentale vit encore avec l'idée que les Américains ont été des libérateurs, qu'ils ont ensuite été ceux qui ont empêché le communisme de conquérir l'Europe. L'installation de la domination idéologique américaine – de McDonald's à la Silicon Valley – s'est faite sur ce terreau.

Il y a beaucoup de confusion dans cette Histoire. Il faut donc théoriser la technologie dans un cadre géopolitique et économique global.

Il faut aller plus loin et voir comment nous avons succombé à une intériorisation de l'idéologie libérale jusque dans nos infrastructures technologiques.

Pour vous, le marxisme reste donc un cadre de pensée opérant aujourd'hui pour agir contre la Silicon Valley ?

En tant qu'il permet de penser les questions liées au travail ou à la valeur, oui. Ces concepts doivent être utilisés. Mais il ne s'agit pas de faire une transposition mécanique. Tout ce qui concerne les données – et qui est essentiel aujourd'hui – n'est évidemment pas dans Marx. Il faut le trouver ailleurs.

Commentaire d'internaute

1- "Le bon sens incarné ! Mais c'est bien sûr. … Marx est le théoricien critique indépassé de l'accumulation capitalistique et les "données " ne valent qu'à travers leur accumulation, à travers un processus de captation qui n'est guère différent, fondamentalement, de celui que nous trouvons dans l'histoire du capital classique. Oui , mais voilà, il faut revenir à Marx, pas seulement le Marx des 100 pages du "manifeste" mais celui des milliers de pages du "Capital", un Marx qui bien évidemment (of course) n'est ni leniniste, ni stalinien, que l'on a pris grand soin cependant de jeter aux broussailles en même temps que Lenine et Staline.

La gauche européenne n'existe plus ? Et pour cause : quelle idéologie , religieuse ou politique, pourrait survivre au déclassement de ses livres fondateurs ? Quel courant de pensée pourrait survivre au reniement de sa propre histoire ? En Amérique latine, les choses sont effectivement plus claires : le capitalisme américain bien rustique, est là, tout proche, qui fait son job ordinaire de dépossession, propriétaire d'une partie conséquente du foncier et du capital industriel, et devant le spectacle de sa prédation , la question de savoir s'il est néo , ultra libéral ou keynésien fait figure de " prenage de tête" germanopratin.

Deux générations d'intellectuels européens de goooche ont vécu sur l'illusion que le capitalisme -forme ultime de la barbarie économique- pouvait se socialiser et que l'on pouvait d'ores et déjà poser les jalons d'un capitalisme philanthropique : elles en ont été pour leurs frais et il ne nous reste plus que des sous-produits dérivés de la décomposition de la Sfio ou du Labour, ausi ignares que déboussolés, irresponsables et donc dangereux à plus d'égard ! Chaque jour qui passe, avec cette clique aux manettes, en association étroite avec des forces conservatrices qui, elles', savent exactement ce qu'elles veulent, repousse d'autant nos chances de transformer un monde que nous ne comprenons même plus. Il est urgent de revenir aux fondamentaux, et de penser l'unité profonde de tous les processus d'aliénation, depuis la dette publique jusqu'a l'hégémonie de la Silicon Valley, parce qu'elles s'alimentent toutes à la même éternelle source : la quête effrénée, bestiale presque, du pouvoir financier."

2- "Oui, jusqu'à épuisement des ressources. Le dernier palmier géant de l'Ile de Pâques devait valoir une fortune et le puissant chef qui a demandé de l'abattre savait ce qu'il faisait.

Le capitalisme a ancré en lui la destruction des mondes et des civilisations. Faire de l'argent jusqu'au bout, et faire chuter les humains, grâce à quelques humains.

Après tout, les humains sont des bêtes, il suffit de voir comment les bêtes sont traités dans les abattoirs modernisés pour sentir ce qui nous attends.

Entre “La route” et “Soleil vert”. Pousser l’Humanité à se perdre, pour un système qui finalement ne correspond en rien aux rapports sociaux d’entraide, de partage, et de convivialité.

Observez ce qui se passe lors d’un crise climatique brusque: entraide immédiate des gens sur place. Alors que Hollywood nous vends la panique et les réflexes individualistes. Hollywood nous vends des morts vivants, qui n’est que la représentation de l’autre, l’étranger, l’humain que l’on ne connait pas encore, le réfugier perdu qui cherche de l’aide.

Les comportements individuels comme seul finalité. Pour le pire."

3- "Tout est compliqué…..tout se complique. Je ne raisonnerais pas en technicien de l’internet. Je n’y connais rien. Je ne suis qu’un simple utilisateur, comme vraisemblablement beaucoup de personnes. Je suis trop vieux pour pouvoir comprendre. Mais là n’est pas le problème.

C’est clair, ce que j’appelle les grands corps constitués, syndicats, partis politiques etc…, ne sont plus en mesure de mobiliser les masses pour lutter contre les méfaits du libéralisme (néo ou ancien, peu importe). Et pourtant, à la base la combativité existe. Voir le délégué CGT de chez STYX à St-Nazaire apostropher le Président de la République m’a réchauffé le coeur. Xavier Mathieu mettant au pilori, sur Canal+, les médias qui ne veulent voir la violence que d’un côté, m’a fait un bien énorme.

Et voila que Morozov me remet à niveau. Malgré mon âge, je suis un grand naïf. Je voyais dans “Internet”, un espace de liberté, de contestation, de mobilisation, sans exagérer les possibilités de cet outil. Ce site, “les-crises.fr” est un exemple de ce que je tente d’expliquer. Nul ne peut nier l’impact d’Internet dans le résultat du référendum de 2005.

Morozov me dit: “ne va trop loin, nous sommes bouffés de tous les côtés”. Le néolibéralisme tient tous les bouts de la ficelle.

Qu’est-ce qu’il nous reste comme solution? La Révolution!!! oui, oui tout de suite. Ah bon…mais comment puisque nous ne tenons plus rien? Vous me trouverez pessimiste, vous aurez raison. Robespierre, s’il te plaît, reviens pousser ta gueulante!"

4- "La révolution n‘est possible qu’en cas de crise majeure du capitalisme, que les nouveaux nés d’aujourd’hui verront peut-être, en attendant à part informer rien à faire et toutes actions concrètes : politique, syndicat, médias alternatifs, manifestations n’aboutiront à rien : en domination réelle terminale, le capitalisme n’a aucun ennemi à part lui-même.

En effet le capitalisme est instable par nature et possède donc une durée de vile limitée comme le système esclavagiste ou monarchique, mais là de nombreux livres traitent de ces questions.

La question est de savoir ce qu’il y aura après !"

"5- Carter :

” La construction de l’Europe» est un thème qui revient sans cesse dans les discours politiques, comme dans les analyses proposées par les médias. Pourtant, le pouvoir au sein du système d’information et de culture de l’Union européenne échappe largement au contrôle des Européens..Zbigniew Brzezinski, conseiller pour la sécurité nationale du président Jimmy Carter, affirmait, voici déjà quelque temps, que, «après l’ère de la canonnière, et celle du commerce et des finances, les techniques et les réseaux de communication représentent la troisième”" génération de domination du monde».Certes, on pourrait affirmer que les canonnières, le commerce et les finances n’ont pas encore cessé de compter et de produire leurs effets. Mais une telle analyse a le mérite de mettre l’accent sur une conception nouvelle de la stratégie de conquête et de domination du monde. Or, en cette matière, la conquête et la domination du monde par les États-Unis sont plus que jamais évidentes”".

Le formatage de nos esprits “occidentaux” a commencé au sortir de la guerre, les Usa profitant de leur supériorité pour imposer leur culture et tenir la “culture européenne” sous leur coupe par le biais de fondations, de productions mettant en l’élite culturel (littérature, peinture, écriture) a son service tout en faisant croire qu’ils sont indépendants a leur propres yeux.:

“Le “soft power” américain est maintenant sur les réseaux sociaux...

Les accords Blum-Byrnes ont précipités nos parents, grands parents dans les bras du maestro de la pax americana.

Quand a la fin de la guerre les partis communistes en Europe étaient en pleine expansion, très puissant du fait de l’aura de l’Urss d’avoir stoppé a Stalingrad les nazis, en France le PC sous influence stalinienne fut attaqué par le biais des syndicats.:

La rupture soudaine a la CGT entre fractions fut bien organisée par un agent des Usa “Irwin Brown” qui créa de fait Force Ouvrière avec des fonds de l’AFL-CIO au point qu’on l’appelait AFL-CIA !.Le syndicat FO fut donc créer et il traine encore

aujourd'hui les traces de ce mépris affiché par les communistes bon teint..

Mais la peur du communisme fit mettre les bouchers doubles et l'emprise se fit a partir de : L'Institut d'histoire sociale, une officine anti-sociale selon ALR

Tout ce qu'ils font c'est bien dans le but de maintenir les peuples qu'ils dominent économiquement par des traités contraignants ou des marchés, que leurs "ennemis sont aussi "les nôtres" !.

Je ne connaissais pas ce Monsieur Morozov mais il a raison, tout ce qu'on appelle progrès technique ou technologique aux Usa sera toujours utilisé a des fins de dominations ou de soumission, quitte "à tordre le bras" de ces peuples dixit Obama, si jamais ils essaient d'aller voir ailleurs si "l'herbe est plus verte".

Oui la guerre continue a travers internet guerre économique allant de pair avec la guerre idéologique. Allons nous enfin retrouver notre totale indépendance ?"

6- "« L'économie du partage » directement liée au développement d'internet = en réalité la marchandisation de tous nos rapports sociaux !

Vous noterez les termes employés dans la définition des critères (gouvernance, flexibilité, cosmopolitisme …) … Critères définis par qui d'ailleurs ?

Je plains les générations futures si nous ne mettons pas un terme à cette idéologie de psychopathes !"

7- "Silicon Valley et ses innovations technologies successives sont un facteur de démultiplication… et de de diffusion virale sans précédent d'outils et de nouveaux comportements.

C'es a peu près sans limites. Et toutes les forces économiques et sociales se sont engouffrés dedans… à l'image de la ruée vers l'or ou la ruée vers le pétrole, avec son cortège de destruction et de pillages.

Il a fallut 3 générations pour trouver une forme technique et esthétique stable au cinématographe. De combien de temps disposons nous réellement pour ingérer/digérer pareille révolution?

Bref, on nous vend un corne d'abondance. Mais en fait c'est désormais une terrible boite de pandore qui est ouverte sur terre. En effet, ces technologies irrigent tous les domaines, démultiplient toutes les capacités.

Je ne parlerai pas de finance, de capitalisme, etc… Mais une chose est sûre, cela a provoqué une redistribution des cartes en faveur de tous ceux qui étaient les mieux placés ou les plus à même d'en profiter. Et une libéralisation sans limite de la finance et du capital.

Et le supplément d'âme auquel invitait un Bergson par exemple, il y déjà a siècle… est passé dans le conduit des chiottes."

8- "le plan semblait parfait : le passage à la connectivité de masse devait continuer et terminer de "harmoniser" l'ensemble des cultures des populations du globe

cela sur le modèle voulu par les dominants = le modèle américain bien sur, puisque largement admiré par les jeunesses de tous les pays du monde, internet étant idéalement le prolongement d'holywood

l'humanité ayant été suffisamment remodelée depuis le siècle des lumières = athéisme, matérialisme et capitalisme, industrialisation et urbanisation perpétuelle, déconnexion avec la nature etc etc…

le partage d'opinions sur internet pourrait ainsi parvenir à progressivement écraser et détruire les idées qui s'opposent à ce modèle qui s'est progressivement installé dans une bonne moitié de l'humanité

malheureusement, ou plutôt heureusement, ce modèle s'effrite actuellement, et internet y est pour beaucoup."

L'omniprésence des sionistes consacre l'emprise de l'oligarchie fnancière sur les institutions politiques et les médias.

Le sionisme cimente le lien qui existe entre le pouvoir financier et politique. Normal puisqu'il est à l'origine de l'idéologie néolibérale. L'immense majorité de la population l'ignore, or c'est nécessaire pour mieux comprendre la question palestinienne et

le soutien des gouvernements occidentaux à Israël.

Pseudo-djihadiste sioniste australien ; l'avocat sioniste des Femen, Michaël Ghnassia, succède à Patrick Klugman (CRIF); promotion des sionistes dans les rouages de l'Etat ; journalistes sionistes omniprésents dans les médias ; Mediapart complice de la crypto-sioniste Caroline Fourest ; les liens entre les ultra sioniste Bolloré-Goldschmidt-Rothschild-Bernheim-Lazard-Weizmann-Dassault-Hanouna ou du SDECE à Bilderberg ; Drahi, le sioniste le plus riche d'Israël (Numericable, Altice, SFR, i24news, Libération, L'Express, RMC, BFM TV) associé au groupe Carlyle (bastion du complexe militaro-industriel US) ; Anouar Kbibech nouveau responsable du culte musulman salarié de Drahi ; Nicolas Bay, numéro 3 et secrétaire général du FN membe de "la délégation pour les relations avec Israël" au Parlement européen ; les "sabras" ou le lobby sionisme à l'Elysée.

Ces infos proviennent du portail Panamza. On se fout de savoir s'il est fréquentable ou non, ce qui nous intéresse ce sont les infos qu'il diffuse et que les médias censurent ou ne relient pas entre elles.

Le djihadiste australien était un troll juif américain - Le 11.09.2015

Attentat sous faux drapeau. Jeudi, le ministère américain de la Justice a annoncé l'arrestation de Joshua Ryne Goldberg, pseudo-djihadiste accusé de «diffusion d'informations relatives à des explosifs, des engins de destruction et des armes de destruction massive».

Il voulait susciter un carnage dans Kansas City à la date du 13 septembre.

Goldberg

Joshua Ryne Goldberg, citoyen juif américain âgé d'à peine 20 ans, a été interpellé dans la ville d'Orange Park en Floride et encourt 20 années de prison, a indiqué le ministère américain de la Justice dans un communiqué mis en ligne jeudi 10 septembre.

Sidney. Interrogé par une chaîne de télévision locale, son père, dénommé Frank Bennett Goldberg, affirme tomber des nues.

Vivant reclus chez ses parents, Joshua Ryne Goldberg avait créée plusieurs comptes Twitter imputés à des partisans de Daesh afin d'encourager des passages à l'acte terroriste auprès de ses lecteurs. Mauvaise pioche: l'un d'entre eux -avec lequel il avait « conspiré » depuis deux mois selon l'enquête judiciaire disponible en ligne– était un informateur du FBI.

Sous pseudonyme, le jeune homme se vantait notamment d'être à l'origine d'une tentative d'attentat commise à Garland (Texas), en mai dernier, lors d'un concours de caricatures du prophète de l'islam.

«J'ai dédié ma vie à traumatiser les infidèles et à coordonner des actes de djihad à travers le monde. Les juifs sont les pires ennemis d'Allah. Quand l'islam aura conquis l'Australie, tous les juifs seront massacrés comme les sales cafards qu'ils sont», avait également affirmé -via Internet et sous sa fausse identité d'islamiste australien- Joshua Ryne Goldberg.

Ce dernier incitait également à s'attaquer à des synagogues afin de faire le «maximum» de victimes parmi les fidèles.

D'après les enquêteurs du FBI, le jeune homme a enfin tenu plusieurs versions contradictoires après son arrestation : dans l'une d'elles, il disait avoir eu l'intention de dénoncer le pseudo-terroriste avec qui il était en communication, avant que l'attentat de Kansas City ne soit perpétré.

Coïncidence ironique : cette affaire éclate 14 ans, jour pour jour, après le 11-Septembre, vaste opération de mystification américano-sioniste dont l'une des phases se déroula également en Floride. Entre 2000 et 2001, ceux qui seront désignés plus tard comme les « pirates de l'air » du 11-Septembre vivaient alors dans des petites localités de Floride. Leurs voisins de quartier tout au long de leurs périples sur le sol américain : des agents du renseignement israélien (Mossad et Aman). Mais ceci relève d'une autre histoire : si Joshua Ryne Goldberg n'a certainement pas le profil d'un agent secret lié à Tel Aviv (mais davantage celui, plus psychopathologique, d'un Ulcan), il illustre parfaitement la pratique -coutumière du régime israélien depuis 1948- de l'attentat sous fausse bannière.

FEMEN, ISLAMOPHOBIE ET SIONISME : LA CONNEXION SECRÈTE.

"Pourquoi s'en prennent-elles systématiquement à des rassemblements chrétiens et musulmans mais jamais juifs?": telle est une interrogation récurrente sur les réseaux sociaux à propos des Femen, groupuscule pseudo-féministe et prétendument anti-clérical.

Dernier exemple : samedi 12 septembre,... deux membres des Femen ont perturbé le salon musulman du Val d'Oise.

Détail intéressant : leur avocat Michaël Ghnassia mène, depuis 2010, un combat -relayé par le Crif- contre le boycott

"discriminatoire, illégal et honteux" d'Israël.

Dans la défense des Femen, il succède étrangement à un homologue idéologique : Patrick Klugman, adjoint aux relations internationales du maire Anne Hidalgo, membre du comité directeur du Crif, ancien président de l'Union des étudiants juifs de France et promoteur de l'opération "Tel Aviv sur Seine" co-organisée par l'actuel gouvernement israélien d'extrême droite.

Rappel : bénéficiaire (contrairement à Edward Snowden ou Julian Assange) de l'asile politique depuis l'été 2013 et encensée par le service public de France 2, la porte-parole des Femen, dénommée Inna Schevchenko, a été également célébrée dans un livre rédigé par la crypto-sioniste Caroline Fourest et édité via une société administrée par l'ultra-sioniste Bernard-Henri Lévy.

HOLLANDE NOMME UN PROCHE DE LA DROITE ISRAÉLO-AMÉRICAINE POUR CONTRÔLER LES ÉCOUTES DE VALLS.

Mardi 15 septembre, l'Élysée a fait savoir que François Hollande avait choisi le conseiller d'État Francis Delon pour présider la nouvelle Commission nationale -issue de la Loi Renseignement voulue par le tandem Valls/Cazeneuve- de "contrôle des techniques de renseignement".

Anc...ien secrétaire général de la Défense nationale (2004-2014), Delon n'est pas seulement l'homme qui "a participé à la mise en place d'un vaste système d'espionnage pour la DGSE" comme le souligne Libération .

En 2009 et en 2011, il a également accepté de se joindre au "Sommet mondial antiterroriste" organisé par le Centre interdisciplinaire d'Herzliya, en Israël.

Organisée dans une antenne du Mossad co-fondée par Ronald Lauder (milliardaire américain, héritier des cosmétiques Estée Lauder, président du Congrès juif mondial et décoré de la Légion d'honneur par François Hollande), cette rencontre annuelle sur "l'antiterrorisme" réunit notamment -en présence du Premier ministre Benyamin Netanyahou- les faucons (politiques, militaires et intellectuels) de la droite israélo-américaine -dite "conservatrice"- qui en constitue le noyau dur.

Maître de cérémonie : Boaz Ganor, l'une des figures emblématiques de la connexion -remontant à la fin des années 70- entre la mouvance ultra-sioniste, le neoconservatisme américain et les services secrets occidentaux.

Détail à souligner : le 24 septembre 2014, Panamza avait révélé la participation du magistrat antiterroriste français David Bénichou à la conférence d'Herzliya. Les deux vidéos qui illustraient son implication (l'une produite par les organisateurs, l'autre issue de la chaîne i24news) ont été occultées depuis la mise en ligne de l'article.

LÉA SALAMÉ : « LES MUSULMANS SE TABASSENT TOUT SEULS ».

Elle avait suggéré que les "barbus" et les "femmes voilées" dégageaient une odeur pestilentielle.

Elle s'esclaffait quand on présentait les Turcs comme des "abrutis"...

Samedi 19 septembre, réagissant aux propos du philosophe Michel Onfray selon lequel "on tabasse les musulmans en permanence depuis la guerre du Golfe", cette catholique d'origine libano-arménienne rétorqua aussitôt : "Ils se tabassent tout seuls".

Propulsée à l'écran par Jean-Pierre Elkabbach, la journaliste Léa Salamé, chroniqueuse de Laurent Ruquier, est salariée par Catherine Barma, productrice de l'émission On n'est pas couché (financée par le service public de France 2) qui fut à l'origine de la censure des propos d'Aymeric Caron relatifs aux exactions commises par l'armée israélienne.

Fille de Ghassan Salamé (vice-président d'un think-tank relié à l'OTAN), Léa Salamé est également la compagne d'Olivier Guez, ex-collaborateur de la revue néoconservatrice Le Meilleur des Mondes, co-auteur d'un ouvrage géopolitique avec "l'intellectuel faussaire" pro-israélien Frédéric Encel et romancier qui fait l'éloge (dans son dernier livre "Les Révolutions de Jacques Koskas") du "sionisme" comme "utopie sexuelle" en opposition aux "voisins moustachus puis barbus d'Israël".

Ce roman d'Olivier Guez a d'ailleurs été promu par une admiratrice d'Ariel Sharon (dans Libération) ainsi que dans Paris Match... par Léa Salamé (qui le qualifie de "réussite").

FABRICE ARFI, LE "JOURNALISTE D'INVESTIGATION" QUI DONNE RAISON À CAROLINE FOUREST.

Mercredi 30 septembre, les éditions Calmann-Lévy ont publié un recueil collectif intitulé "Informer n'est pas un délit" et co-supervisé par Fabrice Arfi, journaliste de Mediapart.

Le thème de l'ouvrage selon son éditeur : «Un livre de journalistes chaque jour en lutte pour informer les citoyens»....

La conclusion de l'ouvrage fustige notamment de prétendus et obscurs «théoriciens de la conspiration qui n'ont jamais rencontré autant d'échos dans la jeunesse et qui s'appuient sur l'opacité pour dessiner des chimères qui peuvent accoucher du pire».

Une dénonciation du "conspirationnisme" à géométrie variable : rappelons ici que le site Mediapart et l'émission Cash Investigation (représentée dans le livre par Paul Moreira et Élise Lucet) ont souvent eux-mêmes présenté des machinations secrètes ou des collusions occultes dans le monde politique et économique (affaires Bettencourt, Karachi, Kadhafi, etc). Pourvu que leurs enquêtes n'accablent pas le Crif, les États-Unis ou Israël, mais plutôt le Kazakhstan ou le marché des téléphones portables.

Rappel : co-superviseur de l'ouvrage, Fabrice Arfi est ce journaliste qui accepta une interview par Caroline Fourest -en février 2013, sur France 5- pour réfuter avec elle l'éventuelle implication du Mossad dans les attentats du 11-Septembre, allant jusqu'à prononcer cette contre-vérité selon laquelle il n'y avait ni «fait» ni «document» pour étayer cette piste d'investigation

Vincent Bolloré, d'Edmond de Rothschild à Cyril Hanouna - Le 03.10.2015

Le nouveau patron de Canal+ a profondément été marqué par sa grand-mère : Nicole Goldschmidt, espionne qui a clandestinement collaboré à la création d'Israël.

Il fait l'objet d'innombrables articles dans la presse traditionnelle mais aucun d'entre eux ne rapporte en détail l'identité de celles et ceux qui l'ont idéologiquement façonné : le milliardaire Vincent Bolloré, 63 ans et 9ème plus grande fortune de France, est souvent décrié actuellement pour sa refonte brutale du groupe Canal+ depuis son accession à la tête du conseil de surveillance du groupe Vivendi.

Seul un haut cadre de l'ancienne équipe, dénommé Maxime Saada, a pu garder un poste de direction.

Il faut remonter plus loin dans le temps pour en savoir plus sur Vincent Bolloré, l'homme qui vient d'accorder un contrat exceptionnel (250 millions d'euros) à Cyril Hanouna, animateur vedette de Direct 8 (propulsé d'ailleurs par Bolloré, dès 2010) et parrain -comme l'avait révélé Panamza- d'une levée de fonds (organisée par le très sioniste "Fonds social juif unfié") qui sont destinés, chaque année, à des citoyens juifs en précarité et des associations caritatives israéliennes.

Le 9 mai 2003, le site de l'hebdomadaire Le Point publiait un portrait consacré à Vincent Bolloré et intitulé "Le Français qui veut se payer l'Italie". Extraits :

Capable du meilleur et du pire, Vincent Bolloré est un fervent catholique. « J'aime cette religion parce qu'on peut se faire pardonner », reconnaît-il d'emblée. Amateur de grigris et de porte-bonheur, il n'hésite pas à ouvrir son portefeuille pour montrer les images pieuses qu'il contient ! (…)

Si Bolloré parvient facilement à se faire détester, il a aussi un talent incroyable pour se faire aimer. « Il est gai, au moins en surface, explique Antoine Veil, le mari de Simone, membre de son comité stratégique. La perspective de le voir, c'est un ensoleillement. » Quant à Antoine Bernheim, le dur, l'impitoyable banquier d'affaires, ex-pilier de Lazard, c'est les larmes aux yeux qu'il confie : « Vincent est merveilleux ! Je suis très triste quand je pense que je mourrai avant de l'avoir vu terminer son aventure industrielle. » De mauvaises langues ont dit que Vincent était le fils naturel d'Antoine Bernheim. (…)

A Paris, dans le 16e arrondissement, où ses parents ont très tôt élu domicile, il avait pour voisin et ami Olivier Dassault. (…)

Parmi les habitués, il y avait aussi Edmond de Rothschild et Edouard de Ribes, copains de jeunesse ou de lycée de son père. « Mon père est l'homme que j'ai le plus admiré », affirme Vincent Bolloré. En revanche, très peu de gens savent que la grand-mère maternelle de Vincent, Nicole Goldschmidt, qui avait épousé Henri Follot, a aussi beaucoup compté pour le jeune loup. Jusqu'à, selon un intime, le faire douter de sa propre identité. De fait, le parcours de cette femme exceptionnelle a de quoi étonner. Ralliée dès l'origine à la cause défendue par Charles de Gaulle, elle entre en résistance dans les services secrets du Général à Londres. Après guerre, sous la couverture de la Croix-Rouge, elle poursuivra une longue carrière d'agent secret au sein du service action du Sdece, assurant notamment les échanges avec ses homologues… israéliens. Cette femme, qui a caché sa vie à sa propre famille, était aussi une amie d'Edmond de Rothschild et des parents d'Antoine Bernheim, lui-même devenu un intime de la tante de Vincent. Cela expliquant – peut-être – pourquoi ces « bonnes fées » de l'establishment financier se sont intéressées de très près au destin du jeune héritier.

Décryptage :

- proche du père et de la grand-mère de Vincent Bolloré, le banquier Edmond de Rothschild (petit-fils d'un mécène historique du sionisme et membre du directoire du Bilderberg) était aussi le principal actionnaire de la papeterie familiale Bolloré ainsi

que l'employeur du fils de 1976 à 1981.

Alors directeur-adjoint de la Compagnie financière Edmond de Rothschild, le jeune Vincent y côtoyait un certain Roger Cukierman, alors figure emblématique du puissant groupe bancaire et aujourd'hui président extrémiste du Conseil représentatif des institutions juives de France.

Le 5 mai, cette institution financière (qui embaucha également Emmanuel Macron, ministre de l'Économie et opposant catégorique au boycott d'Israël) inaugurait ses nouveaux locaux à Tel Aviv et profitait de l'occasion pour "réitérer", par l'intermédiaire de sa co-dirigeante Ariane de Rothschild (une mécène du site Streetpress), son "engagement familial" en faveur d'Israël.

- ancien associé vedette de la banque franco-américaine Lazard (elle aussi "contributrice de la cause d'Israël") et parrain financier de Bolloré, Antoine Bernheim (décédé en 2012) était le fils de Léonce Bernheim, "militant sioniste proche de Chaïm Weizmann, le principal fondateur et premier président d'Israël" selon Le Monde.

- ami d'enfance de Vincent Bolloré, Olivier Dassault est aujourd'hui un parlementaire issu d'une célèbre famille de fabricants d'armes (d'ailleurs investis désormais dans la radio Beur FM fondée par Nacer Kettane, sympathisant d'Israël). Les Dassault jouèrent un rôle-clé en faveur du régime de Tel Aviv, lors de la Guerre des Six-Jours de 1967. Olivier est également vice-président du groupe Valmonde, propriétaire d'un magazine islamophobe et ultra-sioniste dénommé Valeurs actuelles. Son frère Laurent (à l'image, avec Benyamin Netanyahou) est lui-même particulièrement proche de la droite radicale israélienne.

- Nicole Goldschmidt (1899-1993), grand-mère maternelle de Vincent Bolloré -qui aurait été influente au point de lui "faire douter de son identité" selon Le Point- a été non seulement agent secret pour le compte de la SDECE (ancêtre de l'actuelle DGSE) mais également assistante de Henri-Fille Lambie, patron du nouveau "service Action" d'après-guerre (en charge des assassinats) au sein des services secrets français. Elle a ainsi participé à une opération méconnue du grand public : la formation clandestine du "bataillon 55" auprès de la Haganah (mouvement sioniste et terroriste) qui a combattu contre les Britanniques en 1947 puis la Légion arabe en 1948 lors de la création sanglante d'Israël.

Goldschmidt-Rothschild-Bernheim-Dassault-Hanouna : l'attachement singulier de Vincent Bolloré -patron énigmatique qui a longtemps joué sur son image un brin simpliste de "Breton catholique"- envers ces personnalités engagées dans le communautarisme juif et sioniste est un fait.

Reste à savoir si ce fait relève d'une rare et insignifiante coïncidence ou d'une orientation idéologique et occulte.

Capitalisme, flicage et sionisme : Patrick Drahi, nouvel ogre des médias français - Le 07.10.2015

Autocensure. Dans un portrait édifiant consacré à Patrick Drahi, l'émission Complément d'enquête de France 2 a passé sous silence son engagement «sioniste» autoproclamé.

Cet entrepreneur particulièrement endetté vient pourtant de dépasser Vincent Bolloré (patron de Canal+) en devenant la 6ème fortune de France.

Son nom : Patrick Drahi.

En mars 2014, Panamza avait consacré le billet suivant à ce natif de Casablanca :

UN MILITANT « SIONISTE » AYANT RENONCÉ À ÊTRE FRANÇAIS, BIENTÔT À LA TÊTE DU 2ÈME OPÉRATEUR DES TÉLÉCOMS EN FRANCE.

« David a gagné contre tous les Goliaths »: c'est en ces termes que Numericable s'est félicité, vendredi 14 mars, du feu vert de Vivendi pour lui céder SFR.

Patron-fondateur du groupe Altice-Numericable, Patrick Drahi est un milliardaire israélien et résident fiscal en Suisse qui a renoncé -en 2013- à la nationalité française. Cet élément d'information, dévoilé le 14 mars par le magazine Challenges, n'a pas été rapporté par France 2 et BFM TV.

En 2009, Patrick Drahi, originaire du Maroc, affirmait vouloir investir en Israël en raison de ses convictions « sionistes » {http://panamza.com/zq} et déclarait, deux ans plus tard, son intention de s'installer « immédiatement » dans le pays.

Le 5 février 2014, il accordait -fait rare- une interview à la chaîne américaine Bloomberg TV au cours de laquelle, à propos de sa vie privée, il soulignait se déplacer sans chauffeur et rouler en bicyclette à Tel Aviv.

Le 14 mars, l'homme qui détient Numericable avec le groupe Carlyle (bastion du complexe militaro-industriel US) participait à la soirée parisienne de présentation de sa chaine d'info internationale i24news (destinée à « améliorer l'image d'Israël ») en compagnie, entre autres, de Claude Goasguen, NKM, Hassen Chalghoumi, Frank Melloul, Sylvain Attal, Nagui, Michel Drucker, Karl Zéro, Ariel Wizman, Yves Thréard et Marek Halter. A propos de la raison d'être de sa chaîne, Patrick Drahi affirme qu'il « voulait montrer le vrai visage d'Israël ».

L'élu socialiste Julien Dray, également convié, a défendu aujourd'hui (16 mars), sur l'antenne de RCJ, la réputation de Patrick Drahi à la suite des soupçons formulés par le ministre Arnaud Montebourg au sujet de son patriotisme économique.

Trois mois plus tard, en juin 2014, Panamza revenait sur le cas Drahi dans un article intitulé "L'offre spéciale Ramadan de SFR financera l'homme le plus riche d'Israël". Extrait :

Doté d'un capital personnel de plus de 10 milliards de dollars (8,4 milliards d'euros), Patrick Drahi -un homme "passionné" par sa nouvelle vie à Tel Aviv selon Les Échos- vient d'accéder à la première place des citoyens les plus fortunés d'Israël.

Un an après, nouvelle information -relayée le 27 juillet :

Le groupe Altice, détenu par le milliardaire Patrick Drahi, a annoncé avoir noué un partenariat stratégique avec NextRadioTV, maison-mère de la première chaîne d'information en France : BFM TV. L'accord prévoit, d'ici mars 2019, le rachat total de NextRadioTV par Altice.

Jeudi dernier, l'émission Complément d'enquête a consacré un reportage édifiant, incisif et audacieux à propos du nouveau magnat des médias (Libération, L'Express, RMC, BFM TV).

Un seul bémol, mais de taille : les deux journalistes Zoé de Bussière et Mathieu Rénier -qui se sont pourtant déplacés au siège israélien d'i24news- ont totalement passé sous silence l'engagement sioniste revendiqué de Drahi (un proche de l'ex-président Shimon Peres).

Même omission au sujet du parti pris pro-israélien systématique de sa "chaîne d'information" qui fut fondée par un ancien cadre de France 24 (Frank Melloul) pour contrer Al Jazeera auprès du public arabophone et qui est aujourd'hui chapeautée par Paul Amar, ancien journaliste du service public audiovisuel de l'Hexagone et chantre de la "Télévision de la République".

Le nouveau responsable du culte musulman est salarié par un milliardaire « sioniste » - Le 14.10.2015

À la tête du Conseil français du culte musulman depuis trois mois, Anouar Kbibech est directeur des systèmes d'information chez le groupe SFR, propriété du militant «sioniste» revendiqué Patrick Drahi.

Aujourd'hui, mercredi 14 octobre, le Conseil français du culte musulman adresse ses "voeux de bonheur, de santé et de prospérité" aux fidèles pour marquer le premier jour de l'année 1437 de l'Hégire.

Devenu président du CFCM à la date du 1er juillet : Anouar Kbibech, ingénieur franco-marocain âgé de 54 ans.

Kbibech

Sa spécificité au sein de l'islam hexagonal? Avoir oeuvré, en tant que vice-président du CFCM dans les années précédentes, au dialogue islamo-chrétien.

Son ambition déclarée pour son mandat de 2 ans? Travailler au rapprochement avec les instances de la communauté juive, dans le prolongement de ses actions passées, notamment dans l'association de "l'Amitié judéo-musulmane en France".

Lundi 12 octobre, il affirmait sur l'antenne de TV5 Monde vouloir inciter les "musulmans de France" à "s'ouvrir" davantage à leurs compatriotes juifs.

Le 22 février, au micro de Judaïques FM, l'homme qui avait appelé les musulmans à se joindre -sans rechigner- à la manifestation "Charlie" du 11 janvier tenait déjà le même discours unilatéral auprès de Jean Corcos, président délégué de la commission pour les relations avec les musulmans du Crif et collaborateur de l'association France-Israël (présidée par l'ultra-sioniste Gilles-William Goldnadel).

Aujourd'hui président du CFCM, Anouar Kbibech -décoré de l'Ordre national du mérite- va plus loin que son prédecesseur Dalil Boubakeur en acceptant de participer à la "convention nationale du Crif" dont la prochaine édition -organisée par l'islamophobe Roger Cukierman- se tiendra le 1er novembre (avec -en guest stars- Mohamed Sifaoui, Philippe Val, Alain Bauer,

Malek Boutih, Frédéric Encel, Meyer Habib et Bernard-Henri Lévy).

Si le CFCM bénéficie des cotisations d'environ 2500 mosquées pour assurer son fonctionnement, Kbibech continuera néanmoins d'exercer son activité professionnelle. Laquelle? Celle de "directeur des systèmes d'information" au sein du groupe SFR.

Et qui est devenu, en avril 2014, le propriétaire de l'opérateur de téléphonie mobile? Un certain Patrick Drahi, milliardaire né au Maroc, résident de l'axe Genève-Tel Aviv et citoyen ayant renoncé -en 2013- à la nationalité française.

La particularité de Drahi, généralement passée sous silence dans la presse traditionnelle et déjà rapportée en détail par Panamza?

Son "sionisme" militant et autoproclamé qui transparaît abondamment dans la ligne éditoriale de sa chaîne d'information i24news, fondée pour contrer Al Jazeera.

Kbibech sera-t-il encore plus zélé sur la question que son prédécesseur Boubakeur? Ce dernier n'avait pas hésité à afficher, entre autres marques de déférence envers la mouvance sioniste, son "admiration" pour "l'expansion d'Israël", quelques semaines seulement après la sanglante invasion de Gaza en 2009.

Sans oublier cet incident symbolique survenu l'an dernier : lors d'un rassemblement anti-Daesh, le service d'ordre de la Grande Mosquée (toujours dirigée aujourd'hui par Boubakeur) avait sommairement évacué un citoyen qui faisait connaître son exaspération à propos des massacres commis par l'armée israélienne.

L'installation de Kbebich à la tête du CFCM est d'ailleurs intervenue deux semaines après le lancement, par l'israélomane Manuel Valls, de la nébuleuse "instance de dialogue avec l'islam de France".

Nul ne peut aujourd'hui affirmer catégoriquement que Kbibech -dont la carrière et le salaire dépendent de Drahi- manifestera un zèle croissant, sous prétexte de "dialogue judéomusulman", envers la frange sioniste et radicale de la communauté juive.

Mais au regard de sa participation au prochain colloque de l'islamophobe et ultra-sioniste Roger Cukierman, il est d'ores et déjà permis de douter de sa représentativité des musulmans (pratiquants ou non) de France, hostiles -pour la vaste majorité- au colonialisme israélien et à la diabolisation de leur religion.

Le Pen fustige la « soumission » à l'Union européenne? Son bras droit est un serviteur d'Israël - Le 08.10.2015

Mascarade. Mercredi, Marine Le Pen a taclé François Hollande, présenté comme le «vice-chancelier» d'Angela Merkel, aux côtés de l'eurodéputé Nicolas Bay, numéro 3 du FN et membre de la "délégation pour les relations avec Israël".

Relayée aussitôt par le compte youtube du Front national, la déclaration a été tenue hier, au Parlement européen de Strasbourg.

Marine Le Pen y critique l'abandon de la "souveraineté" par François Hollande, sa "soumission" à "Bruxelles, Berlin et Washington" avant de conclure en dénonçant la "vassalisation" de l'Union européenne envers l'Allemagne.

À ses côtés, un autre eurodéputé du FN : Nicolas Bay, 37 ans, secrétaire général du parti depuis décembre 2014.

France 2 a consacré, la semaine dernière, un bref portrait au "numéro 3" du FN.

13h15 le dimanche. L'itinéraire sinueux du secrétaire général Nicolas Bay

Un détail éloquent y est passé sous silence : son appartenance à un groupe singulier du Parlement européen.

Son nom : "la délégation pour les relations avec Israël". Nicolas Bay figure parmi ses 18 membres (sur 751 eurodéputés).

Leur interlocuteur privilégié en Israël : Yaakov Peri, parlementaire de la Knesset, ex-ministre de Netanyahou et ancien dirigeant du Shin Beth.

Depuis Jérusalem, son président- l'eurodéputé italien Fulvio Martusciello (un proche du "pro-israélien" Silvio Berlusconi)- a annoncé, jeudi dernier, qu'il travaillait actuellement à la formulation d'une résolution pour interdire le boycott des produits israéliens. Son inspiration revendiquée? La loi française.

En juillet, Martusciello réitérait son engagement pour donner "une meilleure image d'Israël" dont la mauvaise réputation sur la

scène internationale serait uniquement basée, selon lui, sur un "manque d'éducation" de ses détracteurs.

Plus grave, le président du groupe de Bay avait chaleureusement accueilli -au nom de ses collègues- Yoav Mordechai, criminel de guerre israélien.

Rappel : de 2004 à 2009, une certaine Marine Le Pen était également membre de la délégation pro-israélienne du Parlement européen.

Nulle surprise, dès lors, à ce que la charge enflammée et récurrente de Nicolas Bay contre ces "binationaux impliqués dans les réseaux djihadistes, en France ou à l'étranger" passe délicatement sous silence d'autre citoyens munis d'une double nationalité : ceux partis en Israël pour servir une armée d'occupation coupable de crimes de guerre.

Au PS, les jeunes loups sont surnommés « les juifs israéliens » - Le 12.10.2015

Entrisme communautaire. Le 4 octobre, Le Monde rapportait le propos d'un responsable du Parti socialiste au sujet des chouchous du président Hollande, surnommés -comme le faisait déjà François Mitterrand- les "sabras", terme hébreu désignant les juifs nés en Israël.

C'est un terme souvent utilisé par les journalistes politiques pour relater la vie interne du Parti socialiste mais il n'est jamais explicité.

Comme s'il allait de soi.

Le dimanche 4 octobre, Le Monde publiait ainsi un article relatif à la "génération Hollande" au sein du PS et, plus précisément, du gouvernement Valls.

Sabras

"Sabra" emblématique de la "Hollandie" : Emmanuel Macron, protégé de Jacques Attali, ancien de la banque Rotshchild et opposant au boycott économique d'Israël.

Embauché à l'Élysée via Attali, le pro-israélien François Hollande était lui-même considéré comme un "sabra" de la "Mitterrandie".

Quant à Manuel Valls, il était davantage, dans les années 80, un "sabra du rocardisme" selon l'expression employée par son ami Stéphane Fouks, ancien membre du "comité sioniste" du Mouvement des jeunesses socialistes, aujourd'hui co-directeur du Crif.

Dans un ouvrage consacré à François Mitterrand, Jack Lang aborde brièvement l'origine du mot "sabra", utilisé au PS depuis la fin des années 70. Lang

Selon le dictionnaire Larousse, "sabra" désigne désormais tout "juif né en Israël".

Jack Lang, président pro-israélien de l'Institut du monde arabe, n'explique pas la genèse de l'usage -au sein du PS- d'un tel terme connoté.

Mitterrandie et Hollandie, territoires israéliens?

Il faut se référer à un autre pillier de la "Mitterrandie" pour tenter de résoudre ce mystère.

Aujourd'hui, lundi 12 octobre, André Rousselet, ancien député, fondateur de Canal + et exécuteur testamentaire de François Mitterrand, dévoile son autobiographie. Extrait :

Rousselet

Jacques Attali, l'homme qui prône la co-réalisation "juive" d'une "bourgeoisie musulmane", était le cofondateur -avec Georges Dayan- d'une association dénommée "Socialisme et judaïsme" (à laquelle appartient aujourd'hui Benjamin Djiane, conseiller discours de Valls). Le but de cette structure : "double mission: amener la majorité des voix juives dans l'escarcelle du PS et initier les cadres de ce dernier aux charmes de l'État d'Israël".

Considéré comme le meilleur ami de Mitterrand, Dayan -un natif d'Oran décédé en 1979- avait été présenté par l'Agence télégraphique juive comme un "ami de longue date d'Israël et des causes juives".

Tendrement surnommé "général" par Jack Lang (en référence au général et criminel de guerre israélien Moshe Dayan), Georges Dayan exprimait une vive hostilité à l'encontre de l'Organisation de libération de la Palestine, composée, selon lui, de "voyous et de malfrats, Arafat le premier". L'homme qui gérait (selon le Figaro Magazine) les "dossiers politiques ultra-sensibles" de Mitterrand avait également été son émissaire spécial auprès de Shimon Peres, responsable du programme nucléaire illégal de l'État hébreu.

Au lendemain de son élection (le 10 mai 1981), Mitterrand -le premier président français à se rendre en Israël (et dont le fils Jean-Christophe avait vécu dans un kibboutz)- avait dédié son premier geste public à Dayan, son recruteur de "sabras", en se recueillant sur sa tombe.

Désinformation. Propagande de l'Empire contre la Hongrie

- Hongrie: Des médias au service de la haine ? - les-crises.fr 11.10

“Des médias au service de la haine” – quel aveuglement quand on publie ceci dans l’Obs quand même…

Quelle époque formidable : une image saisit une abrutie en Hongrie – et ça sert à semer la haine envers les Hongrois.

On observera aussi comment les médias jouent leur rôle de chiens de garde réguliers pour critiquer sans cesse tout pays qui s’écarte de la sainte religion apostolique et bruxelloise : Russie, Venezuela, Chine, Brésil, Cuba, Argentine, Iran, Syrie, Hongrie – alors qu’ils sont beaucoup plus discrets sur longue période envers Israël, le Qatar ou l’Arabie Saoudite…

Source : L’Obs, 10/10/2015

Les images de la cameraman donnant des coups de pied à des migrants ont fait le tour du monde, faisant passer les journalistes hongrois pour les complices du régime populiste de Viktor Orbán. A Budapest, la situation n’est pourtant pas si simple. les-crises.fr

Je vous passe le reste de l'article.

Commentaires d'internautes.

1- "Bonjour. Je vis à Budapest. L’Obs fait partie de ces “grands médias” mis “au pas cadencé” par leurs propriétaires. L’essentiel de ce qu’on raconte en France sur la Hongrie est de la désinformation, ce que j’ai eu l’occasion de dire dans un commentaire à un papier du correspondant du Monde à Budapest.

Le “populiste” Orban, qui a bien des défauts, n’en a pas plus que Sarko, ou Hollande, et il se trouve que sa politique traduit ce que veulent ou acceptent une majorité de Hongrois, du moins autour de moi. Il n’est pas pire que tous nos dirigeants européens, mais lui au moins, défend les intérêts nationaux de son pays, fût-ce sous des formes et avec des mots qui font sursauter nos droitdelhommistes professionnels qui condamnent l’extrême droite et passent leur temps à lui faire la courte échelle. Il a même pris des décisions économiques (sur les retraites, le prix du gaz, les crédits d’accession à la propriété, la politique familiale) qui feraient rêver en France, ce qui explique en partie sa longévité politique et sans doute une partie de la haine qu’on lui voue à Bruxelles. En tout cas, si je vis dans un système totalitaire, je ne m’en rends pas compte, sans doute pour trop lire la presse locale…"

2- "La question des réfugiés est mal abordée.

En effet c’est aux responsables de payer leurs fautes. A quoi sert le TPI?

Il devrait condamner les états responsables du soutien aux djihadistes à une lourde amende pour indemniser les pauvres gens qui fuient la guerre qu’ils n’ont pas voulue.

L’ Arabie Saoudite, le Qatar et les USA condamnés à nourrir et loger les réfugiés, ou à financer l’accueil.

Il devraient rembourser l’appauvrissement des peuples qui n’ont déjà pas tous les moyens pour eux-mêmes et auxquels on veut faire payer un accueil qui les appauvrit encore plus.

Mais rien n’est prévu dans ce domaine.

C’est toujours aux peuples européens de moins en moins riches de payer les dégâts des autres, alors que les riches saoudiens et

les autres responsables richissimes ne font rien.

Provoquer la mendicité pour réduire les peuples à se soumettre en échange de la générosité des maîtres qui leur accorderons le minimum pour les aider à survivre contre un travail esclavagiste.

C'est un peu caricaturé, mais je m'interroge sur certaines choses qui pourraient laisser penser qu'elles sont orchestrées, surtout quand de surcroît, la bienpensance veut culpabiliser les peuples qui oseraient protester."

3- "Vous avez bien raison de faire porter la responsabilité de ses afflux de réfugiés sur Les USA et ses alliés du Golfe. mais c'est un peu court, la France de Sarkozy et Hollande y ont leur grande part, comme le Royaume Uni, comme l'Otan, l'UE et tous ces membres et dirigeants bellicistes hystériques. et puis la Turquie qui vide ses camps de réfugiés et Merkel qui dit "je prend le tout", encourageant un peu plus cet exode. dans cette vaste zone qui englobe aussi l'Afrique, les Maîtres du Bloc Amerik-Occident déstructurent les société, imposent leurs règles coloniales et en cas de désobéïssance bombardent et liquident même leurs anciens complices comme Saddham Hussein et/ou clients Khadaffi et Bachar."

4- "Problème :

1. certains pays de l'U.E + (selon les cas) US/Qatar/Arabie déclenchent (ou suscitent) des guerres civiles
2. les populations de ces zones de guerre fuient les combats
3. nombre d'entre eux prennent la direction de l'Europe
4. que faire :
a. les faire s'écraser contre un mur ?
b. les accueillir et les intégrer à nos sociétés et nos économies en faillite, pour le plus grand bonheur des entrepreneurs les moins scrupuleux ?
c. les accueillir et faire financer leur accueil par les responsables de ces guerres, incitant ainsi ces derniers à réparer les dégâts de façon a ce que ces gens puissent ensuite retourner chez eux ?"

5- "“alors qu'ils seront beaucoup plus discrets sur longue période envers Israël, le Qatar ou l'Arabie Saoudite…” vous pouvez rajouter la Turquie à cette liste.

Nous l'avons vu en début de semaine lors de l'incursion d'un avion de chasse russe dans le ciel turc. Tous nos médias se sont acharnés à dénoncer haut et fort cet acte "odieux" mais ils ont été beaucoup plus discrets lors des bombardements des zones kurdes par les avions de l'armée turque peut-être au motif de la solidarité entre les membres de l'Otan.

Et depuis hier et cet odieux attentat à Ankara, nos médias auront du mal à disculper "notre allié" Erdogan. On a attribué à Goebbels la citation "plus le mensonge est gros et plus il passe" mais à force de cumuler de gros mensonges ça ne passe plus. Les réactions hier tant en Turquie (pays pourtant où les médias sont rudement cadenassés) que dans le reste de l'Europe, les réactions sont unanimes contre Erdogan."

6- "(admirons au passage la formule tout en "retenue" du Monde ("Le gouvernement islamo-conservateur a souvent été la cible de la colère des manifestants, en grande partie kurdes") en total décalage avec les slogans déployés.

Le prix a payer est très élevé et j'ai bien peur que l'on ai pas fini de payer l'addition, mais il va être de plus en plus difficile pour nos gouvernements démocratiques et nos médias serviles de nous rouler dans la farine. Les grosses ficelles deviennent des cordes mais les cordes peuvent également lâcher !"

ACTUALITE EN TITRES

Faites chauffer la planche à billets pour le compte de la spéculation...

- La Bourse de Paris confirme son rebond grâce aux banques centrales - AFP

L'esprit Charlie plane sur la Turquie... et sur la France.

- La justice turque muselle la presse sur l'attentat d'Ankara - euronews.com

- France. Armées : le recrutement dopé par l'effet «Charlie» - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre

- Les Etats-Unis déploient 300 soldats au Cameroun pour lutter contre Boko Haram - euronews.com

- Les Etats-Unis prolongent leur mission en Afghanistan - euronews.com

- Arabie: cinq morts et neuf blessés dans une fusillade sur un lieu de culte chiite - AFP

France. Etat policier.

- Ile-de-France: quinze gardes à vue après une vaste opération de police dans les transports - AFP

Cambadélis a été à bonne école. Il fallait y penser.

- Fraude au référendum du PS - LeMonde.fr Référendum du PS : la fraude à portée de clic. Et pour cause : le nombre de votes par personne semble être illimité, en prenant simplement soin de modifier à chaque vote son adresse e-mail. LeMonde.fr 16.10

Comment "deux Français sur trois"... deviennent de droite.

- Pour deux Français sur trois, la droite ne peut pas avoir Sarkozy comme candidat en 2017 - AFP

Il faut donc en déduire que "deux Français sur trois" seraient de droite, sinon ils ne seraient pas concernés, CQFD.

En réalité c'est beaucoup plus que cela, mais par méprise ou ignorance...

On l'avait annoncé il y a des mois.

- Oscar Pistorius retrouvera (provisoirement ?) la liberté le 20 octobre - euronews.com

L'ancien athlète sud-africain Oscar Pistorius pourrait sortir de prison dès mardi prochain. C'est du moins ce qu'a décidé ce jeudi la commission des libérations anticipées.

Les faits remontent à février 2013. Durant la nuit de la Saint-Valentin, l'ancien athlète avait tué par balle sa compagne, la top model Reeva Steenkamp qui était enfermée dans les toilettes de leur domicile à Pretoria. Lors du procès, il avait plaidé la méprise, affirmant qu'il pensait qu'un voleur s'était introduit dans la villa et s'était caché dans les toilettes. euronews.com 16.10

Quand ils ont sorti l'affaire et que les médias en choeur se sont engouflés dedans en prenant sa défense, au regard des faits et de leur attitude, je me suis tout de suite dit qu'il était coupable mais que l'impunité l'emporterait.

J'ignore à quel niveau se situe les rapports entre Oscar Pistorius et la classe dominante australienne, mais ils existent assurément.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Asie centrale et Russie

- L'Asie centrale fait bloc derrière Poutine face aux menaces islamistes - euronews.com

Vladimir Poutine et les chefs d'État de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Kirghizstan et du Turkménistan se sont mis d'accord pour renforcer leur coopération contre le terrorisme lors de leur sommet régional à Burabay.

Inquiètes de voir des milliers de leurs ressortissants rejoindre les rangs de l'organisation jihadiste État islamique, les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, à majorité musulmane, soutiennent également sans état d'âme les frappes aériennes russes en Syrie.

Mais au-delà de la Syrie, c'est l'instabilité de l'Afghanistan voisin, où les talibans repartent à l'offensive, qui préoccupe les dirigeants d'Asie centrale.

L'armée russe a déployé il y a dix jours des hélicoptères de combats au Tadjikistan, pour renforcer sa base militaire située à la frontière de l'Afghanistan. Néanmoins, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, observent avec inquiétude le nouveau virage interventionniste de la Russie.

Ce virage intervient alors que Barack Obama a annoncé hier que des troupes américaines resteraient en Afghanistan après 2016 contrairement à ses promesses électorales. Comme Moscou, Washington s'inquiète de plus en plus de la recrudescence des affrontements entre les forces afghanes et les talibans. euronews.com 16.10

L'inquiétude serait plutôt dans le camps de l'OTAN que relaie maladroitement Euronews...

Un complément sur la Russie

- Drone russe abattu par Ankara? - sahartv.ir

Réagissant à l'annonce par la Turquie d'avoir abattu et écrasé un drone de nationalité non identifiée dans l'espace aérien turc près de la frontière avec la Syrie, Moscou a indiqué que tous les avions russes en Syrie ont regagné leur base.

Selon l'IRNA, le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, a assuré que tous les avions de chasse ont regagné leur base et que tous les drones russes fonctionnent normalement.

"Tous les avions russes en Syrie ont regagné la base aérienne de Hmeimim après avoir rempli leurs tâches militaires. Les drones russes, qui surveillent la situation en Syrie et font du renseignement, fonctionnent normalement comme prévu", a affirmé le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, cité par l'agence officielle TASS.

La Turquie s'oppose à la coopération russo-syrienne dans la lutte contre les terroristes surtout les daechistes. Plus de 500 cibles parmi les repaires des terroristes ont été visées durant les 18 jours d'opérations conjointes Damas/Moscou. sahartv.ir 16.10

Commentaires d'internautes sur la guerre contre la Syrie.

1- Russes, Syriens et iraniens attaquent Al-Nosra et l'EI, ... les Etats-Unis expriment leurs inquiétudes ... tout est dit.

2- Syrie Les USA la Turquie et le Qatar veulent le gisement de gaz en mer syrienne http://www.valeursactuelles.com/monde/quand-daech-a-attaque-les-avions-americains-ont-survole-la-zone-pendant-longtemps-sans

Les raisons de l'attitude de l'Europe et des Etats-Unis ? Les gouvernements sont en réalité en train de « travailler pour la sécurité d'Israël et pour diviser la Syrie et l'Irak, afin de mettre la main sur les richesses de ces pays. Il ne s'agit pas seulement de pétrole, parce que, au large de nos côtes, un très grand gisement de gaz a récemment été découvert. Il existe également un enjeu concernant les pipelines que l'Arabie saoudite et le Qatar voudraient construire vers l'Occident

Révélations. Mgr Hindo, archevêque syro-catholique d'Hassaké, au Nord-Est de la Syrie a répondu aux questions de l'agence de presse américaine CNS. Son point de vue est catégorique : la stratégie américaine en Syrie est « ambiguë L'intervention russe est « positive » car « elle cible réellement Daech »

L'intervention de la Russie en Syrie est « positive » car « elle cible réellement Daech ». Effectivement, il assure que les récentes frappes russes ont « démontré leur efficacité contre le groupe Daech » et auraient permis de faire battre en retraite l'organisation terroriste, vers le désert irakien

En revanche la stratégie américaine « inefficace et ambigüe ». Selon lui, l'intervention américaine serait faite « pour la galerie ». En outre, Washington ne bombarderait pas les groupes djihadistes

Palestine occupée

- Nouvelle escalade de violences dans les territoires palestiniens - euronews.com

Ce vendredi, jour de prière, les violences se sont multipliées dans les territoires palestiniens. Dans la bande de Gaza, au moins deux Palestiniens ont été tués lors de heurts près de la frontière avec l'Etat hébreu.

En Cisjordanie, des affrontements avec les forces israéliennes ont émaillé la journée, comme ici à Bethléem.

A l'aube déjà, un incident s'est produit au tombeau de Joseph, un lieu vénéré par les juifs situé à Naplouse. Des Palestiniens ont lancé des coktails Molotov sur ce site enclavé au coeur d'un camp de réfugiés. Le président Mahmoud Abbas a dénoncé un acte qualifié d'irresponsable et a promis une enquête.

Mais chez les militants, la colère ne cesse de monter. Ici à Jénine, des membres des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, branche armée du Fatah, mettent en scène leur promesse de vengeance.

Dernier incident notable, non loin de Hébron, un Palestinien, déguisé en photographe de presse, a été abattu après avoir poignardé un soldat israélien qui a été sérieusement blessé. Portant le gilet jaune des journalistes, l'agresseur a pu s'approcher d'un groupe de soldats postés près de la colonie de Kiryat Arba. euronews.com 16.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Bâtiment : l'URSSAF en guerre contre les primes repas - Francetv info

Les primes repas dans le secteur du bâtiment (800 000 ouvriers en France) sont dans le collimateur de l'URSSAF. L'organisme épluche les notes de frais et sanctionne sévèrement.

Les abus ne passent plus aux yeux de l'URSSAF. Frédéric Mercier, patron d'une entreprise du bâtiment, doit payer une note salée : 12 000 euros d'arriérés de charges. Avant, il appliquait la règle d'usage qui voulait que pour un chantier à moins de 10 kilomètres, il s'acquitte du restaurant mais pas des charges. Désormais, l'URSSAF veut que tout repas soit taxé.

Les ouvriers vont devoir reprendre leurs habitudes anciennes du sandwich ou de la gamelle. "En plein hiver, c'est pas facile de manger froid", déclare Loïc Deschamps, l'un d'eux. Francetv info 16.10

Mon père dans les années 50 a failli en crever un jour après avoir mangé sa gamelle froide sur un chantier, apparemment il n'y avait rien pour la faire chauffer.

2- Air France: onze salariés convoqués par la police - AFP

Onze salariés de la branche cargo d'Air France sont convoqués par la police mardi et mercredi pour être entendus dans le cadre de l'enquête sur les incidents survenus en marge de la manifestation du 5 octobre, a-t-on appris vendredi de sources syndicales.

Certains sont suspectés d'avoir "secoué la grille" séparant les manifestants de la salle du comité central d'entreprise (CCE), dans laquelle des dirigeants d'Air France ont été pris à partie avant de s'enfuir, a précisé une de ces sources.

Selon elle, les auditions auront lieu à la police aux frontières (PAF) de Roissy, chargée de l'enquête.

En outre, deux pilotes, soupçonnés par la compagnie d'avoir ouvert "un accès avec leur badge" lors de l'envahissement du CCE, ont été "mis à pied jusqu'à début novembre", a indiqué à l'AFP Véronique Damon du SNPL, le syndicat de pilotes majoritaire à Air France. Ils ne sont pas adhérents au syndicat, a-t-elle précisé.

"Ca nous paraît être une réaction un peu excessive s'ils ont simplement ouvert les portes pour éviter qu'elles ne soient défoncées", a-t-elle poursuivi.

Ces sanctions s'ajoutent aux mises à pied sans solde, déjà prononcées à titre conservatoire à l'encontre des cinq salariés qui doivent être jugés le 2 décembre pour violences aggravées. La plupart travaillent au Cargo d'Air France.

Dans cette branche dédiée au fret, des salariés ont cessé brièvement le travail vendredi.

"Au cours d'une réunion, le responsable de l'activité cargo a dit que les cinq salariés seraient licenciés", a affirmé à l'AFP Laurent Dahyot (CGT). "C'est illégal et dangereux", car la procédure disciplinaire n'est pas terminée, a de son côté accusé Mehdi Kemoune, du même syndicat.

"La procédure est en cours et un conseil de discipline paritaire se réunira pour décider des sanctions qui seront appliquées", a répondu à l'AFP une source proche de la direction.

Selon elle, le responsable du service cargo "a rappelé les différents degrés de sanctions qui vont de l'avertissement au licenciement". Les faits sanctionnés sont "les violences, les dégradations et l'atteinte à la propriété privée".

La procédure durera environ deux mois, entre l'avis des délégués syndicaux et la décision de la direction qui statue après le conseil de discipline.

Pour la CGT, un autre évènement a "mis le feu aux poudres" vendredi, incitant au débrayage. D'après M. Dahyot, un salarié du Cargo a reçu "par erreur" un courrier pour un entretien préalable à une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement.

Sa femme qui l'a ouvert en son absence, "est tombée en larmes devant ses enfants". Le salarié a ensuite "reçu un coup de fil de son chef de service cinq à six heures après pour lui dire que c'était une erreur", a rapporté le syndicaliste. La direction a ensuite envoyé une lettre reconnaissant son erreur, "sans s'excuser", a-t-il rapporté. AFP 16.10

3- Retraites complémentaires : un accord trouvé - Francetv info

Ce vendredi 16 octobre, un accord a été trouvé entre partenaires sociaux et patronat. Peut-on pour autant dire que le régime de retraites complémentaires est sauvé ? La journaliste Magali Boissin fait le point en direct du siège du Medef. "Ces régimes de retraites complémentaires sont sauvés, oui, mais à court terme seulement. Pourquoi ? Parce que cet accord devrait permettre six milliards d'euros d'économies d'ici 2020, mais cela ne résout pas tous les problèmes financiers de l'Agirc et l'Arrco qui devraient rester largement déficitaires en 2020 d'au moins deux milliards d'euros. Du coup rien n'est garantie ce soir à long terme", explique la journaliste de France 2.

- CGT et FO rejettent les propositions du Medef sur les retraites - Reuters

La CGT et Force ouvrière ont rejeté vendredi de nouvelles propositions patronales visant à redresser les finances des retraites complémentaires des salariés en incitant ces derniers à travailler plus longtemps par un système de bonus-malus.

Malgré une nouvelle révision à la baisse des décotes envisagées par le Medef et un geste supplémentaire en matière de cotisations patronales, les négociateurs de ces deux syndicats ont estimé que ces propositions restaient inacceptables.

"Le projet d'accord qui est sur la table acte de fait le report de l'âge de départ en retraite et la baisse du niveau des pensions", a expliqué le négociateur de la CGT. "C'est très mauvais pour le monde du travail et les retraités."

"C'est la direction confédérale de la CGT qui prendra la décision officielle mais la délégation a une position tout à fait négative sur ce projet d'accord", a ajouté Eric Aubin. "On nous a dit que le texte n'était pas modifiable. La négociation est terminée, donc on s'en va."

La délégation de FO a également jugé la négociation terminée et quitté le siège du Medef. Son chef de file, Philippe Pihet, a mis dans la balance sa démission de la vice-présidence de l'Arrco, l'une des deux caisses de retraites complémentaires des salariés du secteur privé, avec celle des cadres, l'Agirc.

Les délégations de la CFDT, de la CFE-CGC et de la CFTC sont pour leur part restées au siège du Medef pour examiner plus avant le nouveau projet patronal, plus proche de leurs propres propositions. (Un douc euphémisme pour ces jaunes. - LVOG)

Ces trois syndicats font figure de signataires potentiels d'un éventuel accord, qui devra cependant encore être rédigé en bonne et due forme dans les semaines à venir. Reuters 16.10

Qu'est-ce qu'on dit ? Merci à tous ceux qui ont soutenu la politique contractuelle (ancêtre du dialogue social) mise en place dans les années 50-60, dont les lambertistes(OCI-POI), les pablistes (LCR-NPA) et la secte LO. C'est dans ce cadre que seront signés tous ces accords pourris depuis des décennies, ce n'est pas tombé un jour du ciel. Ah ben oui, que voulez-vous, le contexte a connu quelques modifications depuis (sic !) et personne ne pouvait le prévoir, ben voyons ! On ne leur demandera pas de l'assumer puisqu'ils savaient pertinemment ce qu'ils faisaient.

Tous ces accords scélérats sont le produit du refus des trotskystes de rompre avec les appareils corrompus des syndicats et de les combattre.

Leurs dirigeants s'en sont accommodés moyennent des avantages en nature qu'ils ont négociés dans notre dos et ils n'ont eu aucun mal à justifier leur collaboration de classes tant qu'il y avait du "grain à moudre" (Bergeron), dès lors que chacun y trouvait

son compte, y compris ou surtout leurs propres militants. D'un côté ils les corrompaient ou ils les amenaient à s'aligner sur le réformisme, de l'autre cela leur permettait de s'appuyer sur l'immene majorité de leurs militants qui n'y voyaient que du feu ou ne trouvaient rien à y redire et les soutenaient, pour virer tranquillement ceux qui avaient compris ou commencé à comprendre qu'en réalité ils avaient tourné le dos au socialisme.

Plus tard, lorsque les capitalistes allaient lancer leur offensive généralisée contre la classe ouvrière, pour s'attaquer à tous ses droits ou acquis les dirigeants syndicaux devaient recourir au même mécanisme de collaboration de classes qui avait fait des merveilles au cours des décennies précédentes pour préserver la paix sociale ou la stabilité du régime, mais cette fois sans contrepartie, ce qui un jour ou l'autre allait provoquer une crises dans les courants trotskystes à la traîne des appareils des syndicats vendus.

Leurs militants sont aujourd'hui désemparés pour avoir ainsi été trompés volontairement et ils n'ont plus que leurs yeux pour pleurer, on ne s'en réjouit pas, on pleure avec eux... depuis bien plus longtemps qu'eux.

C'est terrible de se croire à l'abri de toute mystification ou manipulation et de s'apercevoir un jour qu'on en est victime depuis de nombreuses années. On est tous un jour passé par là au cours de notre vie, se leurrer soi-même en confondant ce qui est et ce qu'on voudrait qui soit. Le pire serait encore de ne pas en tirer tous les enseignements et de croire que par miracle ces dirigeants pourraient changer d'attitude, ce qui est impossible puisque c'est devenu leur raison d'être, leur gagne pain, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils s'en privent, sinon qu'est-ce qu'ils deviendraient, vous y avez pensé ? Si vous n'en êtes pas convaincu, relisez ce qu'Engels et Lénine ont écrit à ce sujet, eux ils ne badinaient pas avec les principes.

Ces dirigeants poursuivaient un autre objectif que celui qu'ils affichaient et qu'ils avaient abandonné ou auquel ils n'avaient jamais cru. C'est quelque chose qu'on a du mal à imaginer même quand on en a la preuve sous le nez parce que cela nous arrange, c'est ainsi qu'on fait son propre malheur ou qu'on devient le complice d'escrocs. Maintenant personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Exigez que vos dirigeants rompent immédiatement avec les appareils des syndicats, et en fonction de leur réponse chacun sera libre d'en tirer les conclusions correspondant à ses convictions ou à la définition de son engagement politique. Ajoutons et d'en assumer toutes les conséquences, car à ce niveau-là chacun est responsable.

Haut de page

Le 18 octobre 2015

CAUSERIE

Rien à ajouter.

ACTUALITE EN TITRES

Bienvenue dans leur monde mafieux.

- Apple doit payer 234 millions de dollars pour violation de brevet - La Tribune

- JPMorgan paiera le plus dans un accord amiable de 12 banques - Reuters

Intox. Une broutille sachant qu'ils spéculent sur des milliers de milliards de dollars qui leur en rapportent des dizaines ou des centaines !

- Mondial de football-2006: l'Allemagne a-t-elle acheté son "conte d'été?" - La Tribune

Du lambertisme au schivardisme le temps est désormais compté.

- La fin des cabines téléphoniques annoncée - Francetv info

D'ici deux ans, elles auront toutes disparu du paysage, mais certaines communes refusent de s'en séparer. Francetv info 17.10

Autant dormir pour ne plus y penser.

- Matthieu Ricard médite pour "s'affranchir des causes de la souffrance" - Francetv info

On retiendra que c'est l'homme qui en est responsable et qu'il faut changer et non la société soumise au capitalisme.

Voilà un excellent sujet de méditation.

Voilà qui devrait rassurer les féministes lobotomisées.

- Non, la taille ne compte pas. Celle du cerveau, du moins... - Slate.fr

Voilà cent cinquante ans que l'on fait l'association entre l'intelligence et la taille du cerveau. Il était donc temps que les scientifiques se penchent un peu plus sérieusement sur la question.

«Bien qu'une faible corrélation puisse exister entre les deux, dans les faits, le volume du cerveau n'a en réalité que peu d'incidence sur l'intelligence», confie à Neuroscience & Biobehavioral Reviews Jakob Pietschnig de l'université de Vienne.

Ainsi, si les hommes ont tendance à avoir un cerveau plus volumineux que les femmes, ils n'obtiennent pas de meilleurs résultats aux tests de QI, rappelle le site Newser qui s'est intéressé au sujet. Slate.fr 17.10

Quel aveu tout de même, même s'il est nuancé !

Tout cela est dit avec tellement de légèreté qu'on se demandera ce qu'il y a de "scientifique" là-dedans...

Intox. Propagande toujours plus misérable.

- La journée mondiale du refus de la misère - Francetv info

Une bonne nouvelle pour finir.

- Coupe du monde de rugby : les Bleus condamnés à l'exploit - Francetv info

Quelques heures plus tard.

- Coupe du monde de rugby : les All Blacks écrasent la France (62 - 13) qui termine son mondial sur un échec retentissant - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Les masque tombent. Pragmatisme et populisme au service du néolibéralisme.

- L'Union des démocrates et des écologistes naît avec la bénédiction du PS - AFP

L'Union des démocrates et écologistes (UDE) a tenu samedi sous les auspices du PS son congrès fondateur à Paris, en proclamant son soutien à la politique du gouvernement et sa volonté d'y exercer des responsabilités.

Le mouvement, présidé par le sénateur Jean-Vincent Placé, résulte de l'union du Front démocrate de Jean-Luc Bennahmias avec Ecologistes!, fondé par le député François de Rugy.

Les trois hommes avaient posé les bases de cette union début septembre, quelques jours après la démission avec fracas de MM. Placé et de Rugy d'Europe Ecologie-Les Verts, dont ils avaient dénoncé la "dérive gauchiste".

"Oui, nous soutenons le gouvernement, oui, nous soutenons (le président) François Hollande. Nous sommes des gens responsables, pragmatiques", a déclaré dans son discours introductif Jean-Luc Bennahmias.

"Des journalistes me disent parfois: "vous faites ça parce que vous voulez gouverner" (...) Nous assumons pleinement: si nous créons un rassemblement, c'est parce que nous considérons que l'écologie a vocation à entrer au gouvernement", a expliqué M.

de Rugy devant une assistance d'environ 300 personnes, rassemblées à l'appel des deux formations dans une salle de la Cité des sciences et de l'industrie (Paris XIXe).

Au premier rang se trouvait le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. Des membres du PRG, du Mouvement des progressistes de Robert Hue, du MRC et du Mouvement écologiste indépendant étaient également présents.

M. Cambadélis a salué à la tribune la démarche impulsée par l'UDE. "Vous êtes l'avant-garde du chemin de l'union", leur a-t-il dit. "Bravo pour avoir décidé dès le départ de vous situer du côté de la gauche du réel, la gauche de la transformation écologique et sociale de notre société", les a-t-il félicités. AFP 17.10

Pourquoi tous ces gens peuvent-ils se livrer à une telle imposture, sinon qu'elle correspondait à la véritable nature de leur engagement politique ou de leurs réelles intentions que l'on s'est évertué à déformer ou présenter sous un angle avantageux pour les rendre fréquentables et s'encanailler ensuite avec cette pourriture, car leurs pincipes , leurs valeurs, leurs scrupules ou leur morale n'avaient rien à envier à celle de nos ennemis. Dès lors, ceux qui ont monté cette escroquerie politique, valaient-ils mieux ? La crise du CCI-POI et du NPA répond à cette question.

PS. Des militants introuvables.

- Le PS veut porter plainte après des "incidents" à son référendum - Reuters

« Il faut se réjouir que notre démocratie s'affirme » à travers cette initiative, a répondu le Premier ministre aux questions d'une journaliste sur la fiabilité de la consultation, lancée vendredi sur internet et dans quelque 2.500 des bureaux de vote physiques en France.

Organisé jusqu'à dimanche soir, le vote suscite railleries et critiques en raison de doutes sur sa fiabilité et sur l'ampleur de la participation. « Il y a toujours sur le net des plaisantins ou ceux qui sont mal intentionnés qui cherchent à détourner le vote », a concédé Manuel Valls, avant d'indiquer avoir « toute confiance dans les capacités de Jean-Christophe Cambadélis (Premier secrétaire) à bien organiser ce vote ». 20minutes.fr 17.10

- Six indices qui montrent que le référendum du PS vire au fiasco - Francetv info

Vendredi matin, des journalistes de francetv info ont réussi à voter à plusieurs reprises, sur internet comme auprès de militants qui tiennent des points de vote dans Paris. sur les points de vote, pas besoin de carte d'identité.

Sur les points de vote, la procédure est minimaliste : un nom, une date de naissance et une adresse postale ou électronique, et le vote est enregistré. Nous décidons de faire le test, en falsifiant notre adresse postale. Notre carte d'identité ne nous est pas demandée. Impossible, dès lors, pour le Parti socialiste, de s'assurer que nous ne revoterons pas une deuxième fois, puis une troisième fois, puis une quatrième fois…

Sur Internet, il suffit de créer des adresses électroniques à la chaîne pour voter encore et encore. Sans compter que la plateforme prend en compte les adresses temporaires et jetables de type Yopmail. francetvinfo.fr 17.10

Le débat qui tue... Un aveu.

Le PS a raison de fuir "les débats à gauche", qui effectivement "faisaient plus monter le score du FN", dès lors que le discours de cette pseudo-gauche s'apparentait au populisme pour finalement témoigner sa soumission au régime au même titre que le PS, ce qui ne pouvait que ressortir lors de ces "débats" et se traduire par son rejet par les travailleurs après en avoir déduit que ce discours n'était pas différent de celui que le PS leur tenait hier et n'était destiné qu'à les embobiner pour le compte du PS.

Ce qui fait le "plus monter le score du FN", c'est l'inconsistance de la pseudo-gauche, son imposture, sa soumission au capitalisme qui ressort de son discours, sans parler de son infâme expérience passée.

Cette subordination au régime et au PS de cette vermine est inscrite dans la question de ce "référendum de la gauche" qui prête au gouvernement des "engagements" qu'il n'avait jamais pris réellement sauf à extraire quelques déclarations de leur contexte et les traiter sous la forme d'abstractions auxquelles on peut faire dire tout et son contraire pour berner les incrédules, tout en prétendant qu'il pourrait mener "une politique de gauche", ce qui revient à semer des illusions dans le PS et le gouvernement pour lesquels la pseudo-gauche roule.

La pseudo-gauche encourage en somme les travailleurs à se fier aux "engagements" (contradictoires) qu'avaient pris Hollande et le PS, qui finalement n'engageaient que ceux qui étaient assez idiots pour les croire au lieu de s'en tenir aux faits. Socialiste en parole, social-impérialiste en acte, ce qui valait pour la social-démocratie autrefois, vaut de nos jours également pour la

pseudo-gauche et extrême gauche qui l'imitent.

Dénoncer la politique de droite du PS et du gouvernement et ses conséquences néfastes pour les travailleurs ne sert strictement à rien, si on ne va pas au bout de son analyse et qu'on ne les caractérise de droite, ce que font tous les partis sans exception qui témoignent ainsi leur refus de se situer sur un terrain de classe indépendant de l'Etat capitaliste et ses représentants. Vous comprenez mieux ici pourquoi un lambertiste qui m'avait écrit ne voulait pas entendre parler de la droite et la gauche, trop révélateur, trop compromettant, trop tranchant en somme, ce que ne supportent pas les opportunistes et les centristes.

C'est de cette manière qu'ils ont pu tromper leurs militants pendant des décennies, mais ce qu'il faut bien dire aussi, c'est que si ces militants s'étaient résolument tournés vers les travailleurs des couches les plus défavorisés qui en étaient arrivés à la conclusion que le PS et l'UMP c'étaient du pareil au même, s'ils les avaient écoutés on n'en serait pas là aujourd'hui.

Lénine et Trotsky ont insisté lourdement sur la nécessité de se tourner vers ces couches du prolétariat, d'axer l'orientation de la ligne politique du parti sur leurs besoins, parce qu'ils savaient que partant de conditions d'exitence misérables auxquelles le régime les soumettait, toute politique prenant en compte leurs besoins serait incompatible avec le maintien du régime et posait la question de l'Etat ou du pouvoir politique pour le balayer afin de pouvoir satisfaire leurs besoins. Ils allèrent même jusqu'à affirmer que c'était une condition indispensable pour constuire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, mais cette leçon nos dirigeants ne devaient pas la retenir puisqu'ils n'ont jamais eu réellement l'intention de construire un tel parti, ce que 99,99% des militants ignorent toujours.

Ainsi était résolue la question de l'articulation entre revendications sociales et politiques, ou comment relier les besoins sociaux des travailleurs tels qu'ils s'expriment dans la vie quotidienne aux tâches et objectifs politiques (du socialisme) qu'ils doivent accomplir et se fixer pour s'émanciper du capital, changer la société pour qu'elle soit meilleure ou plus juste...

Ainsi était résolue l'équation résultant des questions d'ordre social auxquelles les travailleurs étaient confrontés en les reliant à la question du pouvoir politique. Qu'avons-nous pas entendu sur ce sujet, que c'était impossible de poser directement la question du pouvoir politique parce que les travailleurs n'y étaient pas prêts, la travestissant ou la tordant dans tous les sens pour la détourner de son objectif, le renversement du régime en place, il en ira ainsi des formules telles le gouvernement PS-PCF (de 1944 à 1981) sans ministres bourgeois alors que le PS était déjà un parti bourgeois ou la rupture avec l'UE pour une union libre des Etats, des nations ou des peuples libres toujours enchaînés au capitalisme, l'Assemblée constituante clone de l'Assemblée nationale, etc. dont aucune ne correspondait sur le plan politique avec la rupture avec le capitalisme et ses institutions.

C'est ce refus de rompre avec le capitalisme, le refus d'adopter une ligne politique axer dans cette perspective, qui explique le refus des dirigeants du POI, du NPA et de LO de caractériser le PS de droite et d'en tirer toutes les conséquences politiques, qui incluent la rupture avec les appareils des syndicats liés organiquement au capitalisme et ses institutions politiques.

Il ne faut pas chercher ailleurs la nature de l'opportunisme, son lien indéfectible avec le capitalisme et ses représentants masqué sous diverses étiquettes (trotskystes) ou discours qui se veulent radicaux, mais qui en réalité ne servent qu'à camoufler la capitulation des dirigeants du POI, NPA et de LO.

Celui qui ne l'a pas compris ou refuse de l'admettre parce qu'il est lui-même corrompu par l'idéologie de la classe dominante ou est incapable de se situer sur le terrain du socialisme qui n'accepte aucun compris avec le capitalisme, trouvera toujours des prétextes pour les ménager et s'en accommoder, soulager sa conscience, comme il s'accommode du capitalisme finalement.

La plupart des militants n'en ont pas conscience et c'est là-dessus que jouent et comptent leurs dirigeants pour mieux les tromper.

Quant à ceux qui en ont pris conscience et n'ont pas réagi pour autant, leur inconsistance les portera à en devenir les complices ou à oeuvrer au côté de leurs dirigeants contre la cause pour laquelle ils prétendaient combattre. Ils n'en tireront pas forcément des avantages matériels ou ne graviront pas forcément des échelons dans les instances de leur parti, mais du fait qu'ils en retireront une satisfaction personnelle, ils seront portés à défendre la politique opportuniste de leur parti contre ceux qui la combattent et en arriveront logiquement à refuser toute discussion avec eux de crainte d'être déstabilisés et leur opportunisme démasquée.

Que les militants réfléchissent bien aux implications qui découleront de leur décision politique, qu'ils se préparent à en assumer toutes les conséquences.

De notre côté, nous n'entendons pas leur imposer nos positions ou les convaincre de quoi de ce soit, nous refusons que quiconque nous fasse confiance. Nous rejetons la méthode qui consiste à faire croire que nous serions d'accord sur un ensemble de questions qui ne reposerait pas sur la prise en compte des faits. Nous partons du principe que tout accord doit impérativement reposer sur l'étude sérieuse des faits, et que toute confrontation des idées est inutile ou condamnée à une impasse ou un échec si elle devait se réaliser sur une autre base. C'est notre seule exigence partant du constat que l'opportunisme repose sur des analyses falsifiées de la réalité après avoir occulté, déformé, tronqué certains faits.

Nous ne refusons la discussion avec aucun militant du mouvement ouvrier dès lors qu'il partage sincèrement ce principe. A l'heure où la désinformation est littéralement institutionnalisée par le pouvoir en place, où gouverner devient un exercice périlleux sans recourir à ce stratagème ignoble, il semble salutaire de rappeler ce principe et de s'y tenir quel qu'en soit le prix à payer. La loyauté envers la cause (le socialisme) pour laquelle on prétend combattre l'exige, sinon nous n'en serons pas digne et nous demeurerons incapables de résoudre la crise de la direction du mouvement ouvrier.

Qu'on ne nous accuse pas de vouloir moraliser la lutte de classe, nous constatons seulement qu'en déviant de nos principes on finit par emprunter ceux de nos ennemis ou on adopte une morale détestable, ce qui révèle au passage un problème politique qui doit être résolu, et c'est sur ce terrain-là uniquement que nous nous situons, aussi est-il de notre devoir de tout faire pour le résoudre en reprenant les choses à la base, à partir des faits.

Une dernière indication ou un dernier conseil d'ami, lorsque un militant et un travailleur ou deux militants discutent, c'est celui qui a le niveau de connaissance ou de conscience le plus développé qui doit mettre ses capacités ou ses facultés au service de son interlocuteur pour que le contact entre eux puisse s'établir sur des bases saines, afin qu'il n'y ait pas de méprises sur leurs rapports et les décisions ou conclusions qui pourraient en déboucher.

La confiance qui peut s'établir entre eux, pour ainsi dire naturellement, doit être le produit de ces rapports. C'est seulement à cette condition qu'on pourra tisser des liens solides et durables avec des travailleurs et des militants qui ne partagent pas forcément l'essentiel de nos idées et les amener sur le terrain du socialisme. La confiance ne doit pas être le produit d'un rapport de forces que l'on doit gagner à n'importe quel prix, sinon elle n'a aucune valeur ou relève de l'escroquerie.

Et si des militants estimaient qu'ils n'avaient pas le niveau pour appliquer cette méthode, et bien qu'ils entreprennent l'étude du marxisme pour progresser. Depuis deux jours, cela m'a repris, j'ai enfin un peu de temps libre, j'ai téléchargé des dizaines d'articles ou textes des marxistes car je ne me considère pas arriver à un niveau satisfaisant et j'ai encore la volonté de progresser, jusqu'à mon dernier souffle. Donc loin de moi l'idée de donner des leçons aux autres ou de vouloir imposer mes idées ou encore de me prendre pour ce que je ne suis pas, j'essaie seulement de partager mon expérience et les enseignements que j'en ai tirés qui sont également valable dans la vie de tous les jours.

En aparté, entre nous on peut tout se dire.

Nous ne devons pas mépriser l'ignorant, encore moins le juger, mais on ne doit pas non plus le conforter dans son ignorance.

En vivant quotidiennement (en Inde) dans un milieu profondément arriéré, au-delà sans doute de tout ce que vous pouvez imaginer, parfois c'est à en devenir fou soi-même ou à en oublier nos principes, j'en conviens, je n'ai pas d'autre alternative pour le supporter que de m'en tenir à l'attitude que j'ai décrite plus haut. Sinon je les haïrais, car n'ayant pas mes principes de respect absolu des autres, il pourra leur arriver de me manquer de respect ou d'être profondément injustes à mon égard, et si je le comprends et ne les imite pas, c'est parce que j'ai toujours à l'esprit que c'est uniquement les conditions d'existence que leur impose la société qui les conduisent à adopter ce comportement et rien d'autres.

Vous aurez compris que mes rapports avec ma compagne Selvi et sa famille sont parfois compliqués ou ne sont pas toujours de tout repos, ce qui m'oblige à passer des compromis avec eux tout en restant ferme sur mes principes, il en va de mes intérêts matériels comme de mon intégrité morale. C'est là qu'on se rend compte, et ce n'est pas la première fois que cela m'arrive, que nos principes peuvent nous sauver la vie au sens propre et figuré, que ce sont eux qui donnent réellement un sens à notre vie, auxquels on doit notre dignité.

Etre bourré de principes, cela ne veut pas forcément dire être gâteux, aigri ou un vieux con, sauf quand on veut les imposer aux autres, dans ce cas-là c'est franchement désagréable. C'est souvent l'erreur que l'on commet quand on est plus jeune, on manque d'expérience de la vie pour comprendre que c'est seulement un guide et non un but en soi, et que chacun doit les acquérir à partir de ses propres expériences de la vie, et comme vous ne pourrez jamais les vivre à la place de quelqu'un, il est inutile de vouloir les imposer aux autres.

Revenons à la vermine.

Francetvinfo.fr - Des militants de gauche, dont le porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) Julien Bayou, ont lancé un "référendum de la gauche". Ces militants écologistes ont retenu les mêmes dates pour cet "autre référendum" lancé sur internet qui "n'est pas une initiative officielle d'Europe Ecologie-Les Verts", a précisé Julien Bayou.

Face à la question soumise par le PS, celle posée par ces militants est : "Face à la droite et l'extrême droite, souhaitez-vous que le gouvernement tienne ses engagements et mène une politique de gauche ?"

Dans un communiqué, les trois initiateurs de cet "autre référendum", Julien Bayou, Elliot Lepers et Caroline de Haas, ancienne conseillère de Najat Vallaud-Belkacem ont écrit : "Nous sommes effarés de voir que le Parti socialiste se lance à

nouveau dans le chantage au Front national comme si les débats à gauche faisaient plus monter le score du FN qu'un gouvernement qui tourne le dos à tous ces engagements." francetvinfo.fr 17.10

A les entendre Hollande, son gouvernement et le PS n'auraient donc adopté aucun traité, aucune loi ou mesure antisociale, liberticide, coloniale, bref réactionnaire depuis les discours de la campagne électorale du 2012.

Comment ils repoussent l'âge du départ de la retraite entre 63 et 67 ans.

Des économies supportées à "90% par les salariés et à 10% par les entreprises, et Valls déclare que ce sont "des mesures adaptées et justes". Tout est en dans l'ordre des choses.

- L'accord sur les retraites complémentaires devrait inciter les salariés à travailler plus longtemps - Francetv info

- Retraites complémentaires: des perdants, des épargnés, peu de gagnants - AFP

Q: Qui perd, qui gagne ?

R: Le grand perdant sera le salarié qui, bien qu'ayant atteint l'âge légal de la retraite (62 ans), avec toutes ses annuités (41,5 ans), verra sa retraite complémentaire amputée de 10% pendant au moins deux ans. Pour ne pas pâtir de ces malus et conserver un taux plein, il devra travailler un an de plus et ainsi partir à 63 ans.

Ce "coefficient de solidarité" est applicable pendant les trois premières années de retraite et "au maximum jusqu'à 67 ans".

A l'inverse, ceux qui travaillent deux, trois ou quatre ans de plus, verront leur régime complémentaire bonifié respectivement de 10, 20 ou 30%, pendant un an.

Pour Laurent Berger (CFDT), favorable à la réforme, "c'est une erreur de penser" qu'elle aboutirait à un report de l'âge de départ à la retraite à 63 ans. Seulement, "le salarié qui a cotisé tous ses semestres et part à la retraite à 62 ans paiera "une contribution" sur trois ans".

Principales victimes de la réforme, selon ses opposants: les chômeurs, mais aussi les femmes, qui doivent généralement travailler plus longtemps pour atteindre la durée de cotisation en raison de parcours moins linéaires.

Et tous les salariés sont perdants sur d'autres mesures, mises en place avant 2019: la désindexation des pensions de - 1 point par rapport à l'inflation pendant trois ans, le décalage de la date de revalorisation des pensions au 1er novembre (au lieu d'avril) et l'augmentation du prix d'achat du point pendant trois ans pour les futurs retraités.

Q: Qui va y échapper ?

R: Les retraités modestes, exonérés de CSG (contribution sociale généralisée), ne seraient pas concernés par les décotes, soit 33% des salariés.

Les personnes vivant "dans des situations économiques difficiles" échapperont aux abattements, a ainsi développé le négociateur du Medef, Claude Tendil.

Q: Qui va renflouer les caisses?

R: Sur les 6 milliards d'euros d'économies visés d'ici à 2020, le patronat dit contribuer à hauteur de 700 millions d'euros.
Les opposants au texte, CGT et Force ouvrière, chiffre eux l'effort du patronat à respectivement 300 millions et 600 millions d'euros.

Les économies sont supportées à "90% par les salariés et à 10% par les entreprises", a commenté Philippe Pihet (FO).

"Ce sont toujours les mêmes qui paient -les salariés, les privés d'emploi, les retraités-, et puis toujours les mêmes qui encaissent - le patronat et le Medef", a ajouté le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

Q: Les retraites complémentaires sont-elles sauvées?

R: Oui, à en croire les organisations favorables à l'accord. En 2014, les caisses de l'Agirc (cadres) et de l'Arrco (tous les salariés du privé) ont vu leurs déficits cumulés se creuser à plus de 3 milliards d'euros.

"A l'horizon 2024-2025, ces régimes seront équilibrés", a assuré Laurent Berger. L'accord permet "d'assurer l'avenir des retraites complémentaires de tous les salariés, par des mesures adaptées et justes", a déclaré le Premier ministre Manuel Valls. AFP 17.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Poutine durcit le ton contre la position américaine envers la Syrie - sahartv.ir

Réagissant à la position adoptée par Washington vis-à-vis de la crise syrienne, le président russe, Vladimir Poutine a qualifié de non-constructive la décision que le gouvernement américain a prise en rejetant son appel à une démarche politique en Syrie, ce qui témoigne, pour Poutine, de ce que la Maison Blanche ne souhaite guère dialogue ou négociation.

Le gouvernement américain a, en effet, refusé d'accepter la délégation russe présidée par le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev voulant négocier avec les Etats-Unis des différends russo-américains sur la crise syrienne. Washington a refusé de négocier, à moins que la Russie suive le leadership des Etats-Unis et qu'il cesse d'aider le gouvernement de Bachar al-Assad. Or, le Président russe est convaincu qu'il n'existe point d'espoir pour une coopération russo-américaine dans la crise syrienne mais que la Russie reste, toujours, prête à coopérer.

Il est vrai que les Etats-Unis, avec leurs alliés arabes et occidentaux, ont opté, dès le début de la crise syrienne, pour la stratégie de l'effondrement du gouvernement syrien pour la réalisation de laquelle ils ont tout fait du soutien financier, militaire, logistique et en renseignements à l'entraînement des forces armées de l'opposition. La politique américaine a été toujours critiquée par la Russie car Poutine considère les Occidentaux comme principaux responsables de la crise et de la guerre civile en Syrie, vu tous leurs efforts dans le sens de la réalisation de leurs buts illégitimes dans ce pays.

N'oublions pas en passant le rôle qu'ont joué les Etats-Unis et leurs alliés arabes et occidentaux dans la formation, l'entraînement et l'équipement de tous les groupes terroristes actifs en Syrie ; et ce sont, toujours, eux-mêmes, qui, voyant en danger leurs intérêts, se sont mis à soutenir la lutte contre l'un de ces groupes Daech. Une coalition dite anti-Daech a été ainsi mise sur pied sans avoir une quelconque efficacité, étant donné que les tactiques et la stratégie des membres de cette coalition ne sont pas proportionnelles aux dimensions des menaces qui se représentent, comme l'a, d'ailleurs, rappelé le président russe. En tout cas, il ne semble pas que la Maison Blanche, malgré l'échec de sa politique d'entraînement et de soutien aux opposants qu'ils appellent « modérés », ait été convaincue à soutenir une quelconque initiative pratique pour une solution politique de cette crise syrienne.

Côté européen, des voix se font entendre sur la nécessité de négociations avec la Russie pour le règlement de la crise en Syrie dans la mesure où la chancelière allemande, Angela Merkel a demandé, lors de la réunion du parlement allemand, l'essor des négociations avec la Russie et les autres pays du Moyen-Orient, afin de trouver une issue à l'impasse syrienne. Mais Washington insiste toujours sur sa politique illogique qui fait prolonger la crise en Syrie… sahartv.ir 17.10

1.2- Nous ne permettrons pas à Daech de s'emparer du pouvoir en Syrie (Moscou) - sahartv.ir

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a déclaré que l'objectif des frappes aériennes de la Russie sur le territoire syrien consistait exclusivement à combattre les terroristes.

Medvedev, qui s'exprimait à l'émission "Saturday News" à l'antenne de la télévision russe, a rejeté toutes les accusations portées à l'encontre de Moscou depuis le début des raids aériens russes en Syrie. " Le peuple syrien devra décider lui-même de la personne qui devrait gouverner dans ce pays. Et pour nous, Assad est le président légal et légitime de la Syrie", a-t-il souligné.

Pour le Premier ministre russe, ce qui se passe actuellement en Syrie, est la conséquence la plus dure des évènements de l'année dernière. " Nous ne combattons pas pour soutenir des individus particuliers en Syrie. Nous ne cherchons qu'à défendre nos intérêts nationaux dans ce pays", a-t-il fait valoir.

Le président russe, Vladimir Poutine, avait déclaré auparavant que si Moscou ne démantelait pas les terroristes, ils viendraient commettre des actes terroristes sur le territoire de la Russie. " En plus, nous avons l'aval officiel du gouvernement légitime de la Syrie pour mener des opérations militaires", avait-il indiqué.

Le Premier ministre russe a poursuivi qu'il était peu important pour la Russie qui serait le prochain dirigeant de la Syrie. " Le

prochain dirigeant devra monter au pouvoir de façon légitime et légale. Nous ne permettrons pas que de Daech s'empare du pouvoir en Syrie", a martelé le Premier ministre russe. sahartv.ir 17.10

2- Palestine occupée

2.1- Au moins quatre Palestiniens tués après des attaques au couteau contre des Israéliens AFP

Quatre Palestiniens ont été abattus et un blessé samedi après avoir tenté de poignarder des Israéliens dont plusieurs soldats en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, dans une flambée de violences difficile à juguler.

L'escalade entamée le 1er octobre après le meurtre d'un couple de colons en Cisjordanie fait redouter une nouvelle intifada dans les territoires palestiniens occupés.

Samedi, trois des attaques ont eu lieu dans le sud de la Cisjordanie occupée, dans la zone de Hébron où vivent 500 colons israéliens sous la protection de l'armée. Perpétrées par de jeunes Palestiniens, dont deux adolescents, elles ont visé deux militaires et un colon.

Lors de la première attaque, dans la Vieille ville de Hébron, un Palestinien a tenté de poignarder un colon israélien qui l'a tué par balles, a indiqué l'armée israélienne.

La sécurité palestinienne a confirmé la mort de l'assaillant, âgé de 18 ans.

Quelques heures plus tard, une Palestinienne de 16 ans -selon les médias palestiniens- a été tuée après avoir tenté de poignarder une soldate israélienne à l'entrée d'une base des gardes-frontières, près de la Vieille ville.

L'assaillante a blessé légèrement la soldate qui lui a tiré dessus et l'a tuée, selon la porte-parole de la police Louba Samri.

Dans la soirée, un Palestinien de 16 ans a attaqué un soldat israélien à Hébron et l'a blessé, a indiqué l'armée. L'assaillant a été touché par balles mais aucune autre précision n'a été donnée sur son état.

Interrogée par l'AFP, la porte-parole de l'hôpital Shaare Tzedek de Jérusalem a indiqué qu'un "terroriste palestinien était arrivé sans vie à l'hôpital dans la soirée" sans être en mesure de donner davantage de détails sur son identité ni de pouvoir confirmer qu'il s'agissait de l'attaquant d'Hébron.

Des heurts ont par ailleurs opposé soldats israéliens et jeunes lanceurs de pierres à Hébron. Onze Palestiniens ont été blessés par des tirs de balles en caoutchouc ou réelles de l'armée israélienne, selon les services de secours palestiniens.

Dans la bande de Gaza, au moins quatre civils palestiniens ont été blessés par balles par l'armée israélienne, a indiqué le porte-parole du ministère de la Santé palestinien Achraf al-Qoudra.

Dans le quartier de colonisation d'Armon Hanetsiv, à Jérusalem-Est, partie palestinienne de Jérusalem occupée et annexée par Israël, un Palestinien a tenté d'attaquer au couteau un soldat israélien en patrouille qui lui demandait de voir sa carte d'identité. Il a été tué par d'autres soldats, selon la police.

Le Palestinien, âgé de 16 ans, était originaire du quartier voisin de Jabal Moukabber, où habitaient plusieurs des auteurs de récentes attaques.

Un autre Palestinien, âgé de 24 ans, a été tué dans la soirée après avoir attaqué des gardes-frontières israéliens à Qalandiya, en Cisjordanie.

Des centaines de Palestiniens ont par ailleurs porté samedi dans son village de Doura, en Cisjordanie, la dépouille d'Ayad Awawdeh qui a attaqué un soldat vendredi en s'étant déguisé en journaliste, avant d'être abattu.

Dans la soirée, environ 2.000 manifestants se sont regroupés dans le centre de Jérusalem, à l'appel d'organisations de gauche israéliennes, autour du mot d'ordre "Juifs et Arabes refusent d'être ennemis", a rapporté un journaliste de l'AFP sur place.

Depuis le début des violences le 1er octobre, 41 Palestiniens ont été tués, dont plusieurs auteurs d'attaques, et des centaines blessés. Sept Israéliens sont morts et des dizaines ont été blessés.

Par ces attaques, les jeunes Palestiniens expriment leurs colère et exaspération contre l'occupation et la colonisation israéliennes.

Face à la recrudescence des violences, le gouvernement israélien a déployé des renforts de police et assoupli les règles de port d'armes. AFP 17.10

2.2- GB: manifestation anti-sioniste à Londres - sahartv.ir

Les groupes de défense du peuple opprimé de la Palestine ont organisé des manifestations anti-sionistes à Londres.

Les groupes de défense du peuple opprimé de la Palestine se sont rassemblés ce samedi devant l'ambassade d'Israël à Londres, en protestation contre les atrocités commises par le régime sioniste dans les Territoires occupés.

En scandant des slogans anti-sionistes, les manifestants ont condamné les tirs israéliens sur les civils palestiniens sans défense, les qualifiant de démarche inhumaine.

Les groupes de défense du peuple palestinien étaient composés des organisations telles " Les Amis d'Aqsa", "l'Association des Palestiniens en Grande-Bretagne", "L'Association des Musulmans britanniques", " l'Association islamique en Europe", " la Campagne de solidarité avec la Palestine", "la Fédération des sociétés estudiantines islamiques" et " la coalition Stop The War". sahartv.ir 17.10

Mais où est donc passé le mouvement ouvrier ?

ECONOMIE

Banques mafieuses

- Les Etats-Unis mettent BNP Paribas - et 11 autres banques - à l'amende - latribune.fr

Douze banques, dont BNP Paribas, ont accepté de payer un total de 1,865 milliard de dollars, pour mettre fin aux poursuites d'investisseurs, qui les accusaient d'avoir manipulé les prix sur le marché des swaps de défaut de crédit.

Nouvelle amende pour BNP Paribas. La banque française versera 89 millions de dollars (78,4 millions d'euros), sur le total de 1,865 milliard de dollars que 12 banques ont accepté de payer pour mettre fin aux poursuites d'investisseurs, qui les accusaient d'avoir manipulé les prix et entravé la concurrence sur le marché des swaps de défaut de crédit (CDS), selon des documents judiciaires publiés vendredi soir à Manhattan. Reste que cette amende est sans commune mesure avec celle de près de 9 milliards de dollars infligée en juin 2014 à BNP Paribas par les autorités américaines, au titre de la violation d'embargos économiques américains. De plus, les banques américaines JPMorgan Chase et Morgan Stanley, ainsi que la Britannique Barclays, verseront à elles trois plus de la moitié de la somme de 1,865 milliard de dollars

Cet accord avait été annoncé en septembre mais on ignorait jusqu'alors la répartition des sommes entre les banques. Dans le détail, JPMorgan paiera 595 millions de dollars, Morgan Stanley 230 millions, et Barclays 178 millions. Outre BNP Paribas et ses 89 millions, les autres banques paieront entre 25 millions et 164 millions de dollars. Il s'agit de Goldman Sachs, de Credit Suisse, de Deutsche Bank, de Bank of America, de Citigroup, de HSBC, de Royal Bank of Scotland et d'UBS. L'International Swaps and Derivatives Association (Isda) versera 750.000 dollars et Markit, qui fournit des services de cotation de dérivés de crédit, 45 millions de dollars.

Le CDS est un instrument de couverture censé protéger l'investisseur contre tout risque de défaut d'un émetteur de dette, qu'il soit souverain ou corporate. Les plaignants affirmaient qu'ils avaient payé des prix injustifiés sur des CDS de la fin 2008 à 2013, du fait des pratiques des banques concernées, alors qu'une meilleure liquidité aurait dû au contraire faire baisser les prix. Le marché des CDS avait atteint un point culminant de 58.000 milliards de dollars en 2007, selon la Banque des Règlements internationaux (BRI), avant de redescendre à 16.000 milliards sept ans plus tard, les investisseurs ayant entretemps acquis une meilleure connaissance de ses risques (Reuters). latribune.fr 17.10

Haut de page

Le 19 octobre 2015

CAUSERIE

La causerie ne sera actualisée que demain, je suis en panne de moto et c'est la galère.

J'ai ajouté l'article suivant sur la crise du CCI-POI que j'ai découvert seulement hier. Je l'ai formaté au format pdf à partir du blog Mediapart de Vincent Présumey, ex-militant de ce courant lambertiste.

- Longue scission au CCI/POI : et maintenant ? (Vincent Présumey) (05.09)

Les articles de la Tribune libre ont été classés par ordre chronologique.

Défense du marxisme.

Friedrich Engels - Lettre à F. Mehring - 14 juillet 1893.

Extrait. A part cela, il manque seulement un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations, dont Paul Barth est un exemple frappant.

L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute avec conscience, mais avec une conscience fausse. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique. Aussi s'imagine-t-il des forces motrices fausses ou apparentes. Du fait que c'est un processus intellectuel, il en déduit et le contenu et la forme de la pensée pure, que ce soit de sa propre pensée ou de celle de ses prédécesseurs. Il a exclusivement affaire aux matériaux intellectuels ; sans y regarder de plus près, il considère que ces matériaux proviennent de la pensée et ne s'occupe pas de rechercher s'ils ont quelque autre origine plus lointaine et indépendante de la pensée. Cette façon de procéder est pour lui l'évidence même, car tout acte humain se réalisant par l'intermédiaire de la pensée lui apparaît en dernière instance fondé également sur la pensée.

L'idéologue historien (historien doit être ici un simple vocable collectif pour : politicien, juriste, philosophe, théologien, bref, pour tous les domaines appartenant à la société et non pas seulement à la nature), l'idéologue historien a donc dans chaque domaine scientifique une matière qui s'est formée de façon indépendante dans la pensée de générations antérieures et qui a évolué de façon indépendante dans le cerveau de ces générations successives. Des faits extérieurs, ils est vrai, appartenant à ce domaine ou à d'autres peuvent bien avoir contribué à déterminer ce développement, mais la présupossition tacite est que ces fait sont, à leur tour, de simples fruits d'un processus intellectuel, de sorte que nous continuons toujours à rester dans le royaume de la pensée pure qui a heureusement digéré même les faits les plus têtus.

C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens. Si Luther et Calvin « viennent à bout » de la religion catholique officielle, si Hegel « vient à bout » de Kant et de Fichte, si Rousseau « vient à bout » indirectement par son Contrat social républicain, de Montesquieu le constitutionnel, c'est un événement qui reste à l'intérieur de la théologie, de la philosophie, de la théorie de l'Etat, qui constitue une étape dans l'histoire de ces domaines de la pensée et qui ne sort pas du domaine de la pensée. Et, depuis que l'illusion bourgeoise de la perpétuité et de la perfection absolue de la production capitaliste s'est encore ajoutée à cela, la victoire des physiocrates (2) et d'Adam Smith sur les mercantilistes (3) passe elle-même, ma foi, pour une simple victoire de l'idée, non pas comme le reflet intellectuel de faits économiques modifiés, mais, au contraire, comme la compréhension exacte, enfin acquise, de conditions réelles ayant existé partout et de tout temps. Si Richard Cœur de Lion et Philippe Auguste avaient instauré le libre-échange au lieu de s'engager dans les croisades, ils nous auraient épargné cinq cents années de misère et de sottises.

Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum. C'est pourquoi non seulement je suis très loin de vous en faire un reproche quelconque, d'autant plus que j'ai commencé à commettre cette faute bien avant vous, au contraire, — mais du moins je voudrais vous rendre attentif à ce point à l'avenir.

A cela se lie également cette idée stupide des idéologues : comme nous refusons aux diverses sphères idéologiques qui jouent un rôle dans l'histoire, un développement historique indépendant, nous leur refusons aussi toute efficacité historique. C'est partir d'une conception banale, non dialectique de la cause et de l'effet comme de pôles opposés l'un à l'autre de façon rigide, de l'ignorance absolue de l'action réciproque. Le fait qu'un facteur historique, dès qu'il est engendré finalement par d'autres faits économiques, réagit aussi à son tour et peut réagir sur son milieu et même sur ses propres causes, ces messieurs l'oublient souvent tout à fait à dessein. Fin de l'extrait.

Lénine a peut-être lu cette lettre, ce qui est certain c'est qu'il a corrigé la "*faute*" qu'évoquait Engels, admirez la modestie et l'honnêteté d'Engels au passage. Ce qui évident également, c'est que nos dirigeants sont passés à côté pour la reproduire indéfiniment jusqu'à s'y noyer. Car au-delà de "*la manière dont se constituent ces représentations*", il fallait déterminer de quelle manière elles avaient et devaient évoluées en fonction du développement des contradictions du capitalisme et des modifications qu'allaient subir les rapports entre les différentes classes, qui ne manqueraient pas d'influer sur le contenu et l'orientation de ces représentations idéologiques.

L'idéologie a une base économique comme le rappelait Engels, donc matérielle ou objective, mais dans sa représentation du fait qu'elle acquiert un contenu subjectif ou se présente comme tel et qu'elle se présente sous une forme objective aux multiples facettes, on aura tendance à confondre les deux et à faire de cette forme objective le lieu de naissance de l'idéologie au détriment des conditions objectives qui en sont à l'origine.

La classe dominante ne se sert pas uniquement de l'idéologie pour asservir la classe dominée, mais pour justifier son hégémonie de classe, ce qui nécessite que son idéologie soit indépendante des conditions objectives qui en sont à l'origine ou qu'elle les nie, autrement dit pour en faire un système de pensée auquel elle donne un contenu et une forme déterminés qui n'ont plus alors qu'un rapport éloigné avec la réalité sur laquelle elle se destine d'agir pour satisfaire ses propres intérêts de classe.

« *Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises [unterworfen] du même coup à cette classe dominante* ». (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

Ce n'est pas l'idéologie qui a donné naissance à différentes représentations qui se confondent avec la superstructure de la société, mais l'inverse, c'est le développement économique qui s'est traduit par la division de la société en classes sociales aux intérêts antagoniques, qui a engendré la nécessité de doter la société d'une superstruture afin que la classe dominante puisse exercer sa domination de classe ou conserver le pouvoir, ces représentations ayant pour fonction de légitimer ou perpétuer ce rapport entre les classes que l'idéologie n'a fait que théoriser.

L'idéologie a été fondée par les classes dominante lorsque les masses laborieuses étaient illettrées. Elle consistera à donner un contenu théorique (politique, philosophique, juridique, religieux, etc.) aux différentes représentations qui incarneront les rapports entre les classes au profit de la classe détenant le pouvoir.

« *La classe devient à son tour indépendante à l'égard des individus, de sorte que ces derniers trouvent leurs conditions de vie établies d'avance, reçoivent de leur classe, toute tracée, leur position dans la vie et du même coup leur développement personnel; ils sont subordonnés à leur classe. (...) Nous avons maintes fois indiqué comment cette subordination des individus à leur classe devient en même temps la subordination à toutes sortes de représentations* ». (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

L'idéologie a été définie par Marx et Engels comme la négation du matérialisme historique qui s'en tient au processus dialectique qui parcourt toute l'histoire du développement de la civilisation humaine, de la nature, etc.

« *Dans sa préface à la Contribution à la critique de l'économie politique, Berlin, 1859, Marx raconte comment nous entreprîmes tous deux, à Bruxelles en 1845, ' de travailler en commun à dégager l'antagonisme existant entre notre manière de voir (il s'agissait de la conception matérialiste de l'histoire élaborée surtout par Marx) et la conception idéologique de la philosophie allemande'* » (Engels - Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande)

Dès lors Marx et Engels allaient s'attacher à développer leur conception matérialiste de l'histoire qu'ils voulaient transmettre aux militants socialistes de leur époque ainsi qu'aux générations futures, négligeant l'idéologie qui ne reflétait que la conception idéaliste de la société par la classe dominante, et qui à ce titre ne méritait pas qu'on s'y attarde. Or il se trouve qu'en empruntant une multitude de structures ou de canaux qui n'existaient pas à leur époque ou qui se sont étoffées depuis, elle est devenue littéralement envahissante au point de s'inscruster profondément dans le cerveau des travailleurs à leur insu, d'où la nécessité absolue de la combattre sur tous les fronts.

« *Nous ne connaissons qu'une seule science, celle de l'histoire. (...) Presque toute l'idéologie se réduit ou bien à une conception fausse de cette histoire [l'histoire des hommes], ou bien aboutit à en faire totalement abstraction. L'idéologie elle-même n'est qu'un des aspects de cette histoire.* » (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

L'idéologie fait partie intégrante de la lutte de classe que mènent les capitalistes, et on aurait tort de la sous-estimer ou de ne pas tenir compte de l'avertissement d'Engels, parce que c'est à travers l'idéologie telle qu'elle s'exprime de nos jours en recourant à la désinformation et à la propagande en utilisant toutes les institutions ou structures de la société que la classe dominante entend finir de corrompre le mouvement ouvrier pour imposer sa politique ultra réactionnaire aux masses exploitées.

L'idéologie est un instrument conçu par la classe dominante pour conserver le pouvoir, donc son contenu ne peut pas refléter les rapports entre les classes tels qu'ils existent, il doit correspondre à l'interprétation qu'en fait la classe dominante et s'identifier avec ses intérêts de classe. Autrement dit, l'idéologie ne peut pas incarner la réalité de ces rapports, elle ne peut pas incarner les besoins ou aspirations de la classe des exploités, elle est au contraire un instrument pour les combattre et lui imposer les siens en recourant à toute une panoplie de moyens forcément malhonnêtes, mensonge ou falsification des faits et de l'histoire, hypocrisie et démagogie, etc.

« *Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises [unterworfen] du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante; autrement dit, ce sont les idées de sa domination* » (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

Si l'idéologie est un instrument coercisif entre les mains des représentants de la classe dominante destinée à endoctriner les travailleurs pour les détourner du combat politique contre le régime en place, du coup on comprendra qu'il est impossible et inutile pour un militant ouvrier de se situer sur ce terrain-là sous peine de se détourner de ses objectifs politiques qui sont étrangers à l'idéologie qui incarne uniquement ceux de la classe dominante. Il n'a pas d'autre alternative que se situer sur le terrain du matérialisme dialectique ou le marxisme pour interpréter la société et mener son combat politique.

L'idéologie a pour fonction principale de déterminer de quelle manière la population doit penser la société, sa condition présente et à venir, etc. comme si elle en était à l'origine et était éternelle à l'image du capitalisme, de sorte qu'il soit impossible d'imaginer la société ou le monde autrement que soumis à l'ordre capitaliste. A l'opposé le matérialisme dialectique part des conditions matérielles ou des rapports sociaux qui existent entre les hommes ou les différentes classes sociales, pour que le prolétariat s'en saisisse ou en prenne conscience et les transforme en fonction de ses besoins qui coïncident avec ceux de l'huamanité toute entière.

Pour Marx et Engels l'autonomie ou l'indépendance de la conscience, des idées ou du langage n'était que fanfaronnade de philosophes idéalistes. A ne pas confondre avec leurs propres lois de fonctionnement sans lesquelles ils n'existeraient pas.

Pour finir, l'idéologie imprègne toutes les structures ou institutions de la société (y compris les partis politiques et les syndicats) et, soit elle adopte leur contenu de classe, soit elle s'emploie à leur en donner un et l'on parle alors d'idéologie politique.

L'idéologie va s'adapter aux besoins de la classe dominante tels qu'ils vont se présenter tout au long du développement du capitalisme, de la même manière que les partis qui représentent ses intérêts, dont le PS.

Sans rire, l'auteur (universitaire) de l'article, dont je me suis servi comme support pour réaliser cette causerie, se destinait dans sa présentation à "*résoudre les apories*" (Difficulté d'ordre rationnel ou paradoxe) qui résidaient dans le "*concept d'idéologie*" chez Marx et Engels, pour finalement en arriver à lui faire dire le contraire ou déformer la définition qu'en avaiient donnée Marx et Engels : "*Aussi l'idéologie est-elle pour ainsi dire nécessaire à la politique: elle permet d'unifier pratiquement chacune des différentes classes en lui présentant ses combats comme indépendants de tout intérêt partisan et comme universels*", ce qui n'est pas le cas de la classe ouvrière, ses intérêts étant "*partisans*" car objectivement fondés sur le développement du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme, donc sur le plan universersel seul le combat des exploités est légitime, et qui plus est ils n'ont pas besoin de recourir à des artifices ou de falsifier la nature des rapports qui existent entre les classe pour le justifier, ce qui est le fondement du matérialisme historique.

Engels a reconnu qu'avec Marx ils avaient privilégié le fond sur la forme ou le contenu de l'idéologie, ce qui justifie notre combat également sur ce plan-là. A suivre.

Haut de page

Le 20 octobre 2015

CAUSERIE

Suite de la causerie d'hier.

Effectivement, il semblerait qu'on aurait favorisé le fond ou détriment de la forme ou du contenu de l'idéologie.

Depuis la nuit des temps, il y a environ 3 millions d'années, ce qui a fait progresser l'homme, bien avant que l'on puisse parler de civilisation humaine ou d'hominisation, ce qu'on a appelé sa capacité à transformer son environnement pour satisfaire ses besoins, c'est ce qu'il avait en commun avec les autres espèces animales et particulièrement les plus développés de par leur morphologie, sa faculté d'observation (n'oublions pas que les yeux sont directement reliés au cerveau ou fonctionnent comme ses antennes...) qu'il allait développer au point de pouvoir reproduire certaines manifestations de la nature qui présentaient la particularité de se répéter dans certaines conditions ou qu'il allait rencontrer à l'état naturel.

Ce mimétisme allait nécessiter de sa part certaines adaptations du fait qu'il était placé dans des conditions différentes des manifestations naturelles qu'il avait observées, ou qui allait le conduire inconsciemment à se livrer à des expériences aboutissant aux mêmes effets. Il avait atteint un stade de son évolution qui coïncidait avec le développement élémentaire de son attention, après avoir observé que les mêmes causes produisaient les mêmes effets. Il ne lui restait plus qu'à reproduire les mêmes causes pour produire les mêmes effets, et du même coup écarter les conditions qui ne permettaient pas de parvenir aux effets recherchés ou souhaités.

Il allait donc se livrer à un exercice logique en enregistrant un rapport de cause à effet dont pour la première fois de son existence il avait été l'acteur, ce qui devait lui permettre de franchir un échelon décisif sur l'échelle de l'évolution des espèces ou de s'en distnguer par sa faculté à dépasser l'instinct de survie qui préside à la survie toute espèce vivante grâce à un acte de volonté dont il ne pouvait pas avoir conscience.

Bref, il prendra conscience de l'existence de ce rapport logique de cause à effet qui existe à l'état naturel, et qu'il a la possibilité de réaliser ou reproduire à condition de réunir les éléments nécessaires à sa manifestation.

Quel progrès fabuleux vers son émancipation du règne de la nécessité !

On pourrait dire qu'il était inscrit dès l'origine dans sa nature, puisqu'il est lui-même le produit de la reproduction d'un acte qui concourt à la reproduction ou la survie de son espèce, et qu'il devait être nécessairement amené à en prendre conscience à un certain stade de son évolution.

On a là la genèse de la logique et de la dialectique ainsi que de la volonté, la logique et la dialectique étant relatives aux conditions ou rapports objectifs tels qu'elles existent à l'état naturel, la volonté en étant le produit subjectif, et c'est la combinaison et le développement de ces différents facteurs ou rapports objectifs et subjectifs qui allait présider à l'évolution ultérieure de l'espèce et de la civilisation humaine. On notera au passage que l'homme mettra à profit cet instrument logique pour produire les premiers outils qui seront à la base du développement des forces productives.

Récapitulons. Au départ on trouve l'instinct de survie de l'homme, rien ne le distinguait des autres animaux de son espèce, puis observant l'effet produit par la chute d'une pierre ou d'une branche qui avait la faculté de trancher ou entailler le sol ou un corps, y compris celle d'un homme qu'elle pouvait blesser ou tuer, il en déduira - ce qui est un grand mot ici, qu'en se servant de celle qu'il trouvera sur son chemin il pourrait reproduire le même effet et même au-delà, ensuite ayant observé que le choc créé par deux pierres pouvait produire des pierres qu'il pouvait utiliser pour son usage il décidera d'en produire lui-même et ainsi de suite...

Il aura fait preuve d'observation pour commencer, ensuite il assimilera un rapport de cause à effet, pour finalement le reproduire par un acte de la volonté. Il va donc mettre sa volonté au service d'un rapport logique ou dialectique qu'il a assimilé de manière rudimentaire à ce stade.

Où l'on voulait en venir est très simple.

En observant la situation dans laquelle nous sommes 2 ou 3 millions d'années plus tard, on en vient à se demander si l'homme a réellement progressé ou s'il ne serait pas plutôt condamné à subir des périodes de progression et de régression sociale pour n'avoir jamais véritablement maîtriser les rapports logiques ou dialectiques qui président au fonctionnement de toute chose dont la société et l'être humain en premier, au point de mettre son existence en péril après avoir élaboré des instruments pouvant causés sa perte définitive.

On a tendance à idéaliser les progrès accomplis par la civilisation humaine, alors que la totalité de son histoire depuis cette époque reculée jusqu'à nos jours n'a jamais rimé en réalité avec autre chose que la guerre et la barbarie. On ne tient pas à voir que la paix pour certains peuples signifie la guerre pour d'autres, que la dictature ou la tyrannie qui sévit dans certains pays est le pendant ou le complément indispensable de la démocratie armée, coloniale, impérialiste d'autres pays, les pays dominants.

On constatera de nos jours, et cela ne s'applique pas seulement à la population en général, cela concerne aussi les militants qui à mon avis n'ont pas atteint un degré de conscience supérieur contrairement à ce que la plupart d'entre eux s'imaginent, que le facteur le plus élémentaire de ce processus dialectique leur échappe, dans la mesure où ils ne sont même pas capables de se livrer à une observation correcte des faits, partant de là il est parfaitement inutile d'aller plus loin et de leur soumettre les rapports logiques dont ils sont le produit et qui le plus souvent s'étalent également sous leurs yeux, puisqu'ils sont aveugles ou s'aveuglent eux-mêmes.

Dès lors il est tout aussi inutile d'aborder avec eux les enseignements de la lutte des classes pour voir comment les rapports dont ils étaient issus dans le passé pourraient être reproduits ou se présentaient de nos jours pour agir dessus ou les modifier afin de parvenir aux mêmes effets, aux mêmes objectifs politiques, car comment pourraient-ils être capables de prendre conscience du processus dialectique qui structure les rapports entre les faits ou les facteurs qui entrent en compte dans le développement du capitalisme ou de la lutte des classes puisqu'ils ne manifestent pas la volonté de les étudier, ils refusent obstinément de tenir compte de l'ensemble des faits et des rapports qui composent la situation ou la réalité.

C'est finalement à se demander si l'homme de nos jours serait plus évolué que l'homos habilis !

Défaut d'observation, absence de logique, manque de volonté, voilà ce qui le caractérise, le tout témoignant un manque manifeste de discernement, de rigueur, de principe, de cohérence, de sérieux, quant à son destin et sa capacité d'agir sur la société pour le modifier ou la changer.

Il est déjà 15 heures et je n'ai pas encore déjeuner, je ne sais pas si j'aurai le temps d'actualiser les infos en bref, rien ne presse en réalité, à moins que la conférence antisociale convoquée par Hollande vous passionne... Entre nous, vous n'en avez pas marre de toutes leurs conneries, leur agenda électoral, etc. ?

Haut de page

Le 21 octobre 2015

CAUSERIE

Vous pouvez passer le premier sujet assez personnel.

Un courriel reçu.

- "*Je t'avoue franchement que c'est tellement mal écrit* (l'article de Présumey du 5 septembre - LVOG)*, qu'à part un militant du POI ayant 20 ans de bouteille, peu de gens pourrait en saisir le sens.* (Là tu surestimes le niveau intellectuel atteint par les militants du POI. - LVOG)

Sinon, les deux dernières causeries étaient très intéressantes (sur l'idéologie, et l'évolution humaine), et à mon avis beaucoup plus instructive et capable de susciter l'intérêt du plus grand nombre que les péripéties d'un parti à l'agonie, qui n'a jamais pu ou su s'ancrer dans la masse des travailleurs ! (Ses dirigeants n'en ont jamais eu la volonté - LVOG) *Et à la rigueur tant mieux, ça aura moins de ravage que le PCF !*"

C'est à voir, car cela a notamment permis de prendre en otage les meilleurs éléments de l'avant-garde du mouvement ouvrier, de les neutraliser, de les mettre au service du PS ou des appareils corrompus des syndicats, donc une cause pourrie, de dégoûter ou détourner des milliers de militants du combat politique, pour finalement empêcher la construction du parti, disons l'équivalent d'un "ravage" en temps de paix, intérieure, car l'impérialisme français n'a jamais vraiment cessé de guerroyer.

Je vais t'avouer un truc, cela fait déjà des années que je consacre une partie de rmon combat politique contre la guerre idéologique et psychologique que mènent les représentants de la classe dominante contre les masses laborieuses, et c'est tout à fait par hasard que je suis tombé sur le texte d'Engels qui traitait de cette question. Je crois que c'était la seconde fois depuis le début de l'année que j'allais sur le site des Archives internet des marxistes (bien mal nommé d'ailleurs, mais bon, passons), et j'aurais très bien pu passer à côté, sauf que voilà, puisque cette lettre d'Engels à Mehring coïncidait avec mes préoccupations, je ne pouvais pas la louper.

Cela peut paraître étrange de la part d'un matérialiste, mais je crois à ce genre de coïncidence qui n'en est pas vraiment une dans la mesure où j'ai acquis la conviction qu'il existe des énergies ou des forces que l'homme ne peut pas percevoir au même titre que les ondes herziennes par exemple dont on n'aurait pas soupçonné l'existence autrefois sous peine de finir sur un bûcher ou dans un asile d'aliénés, pour tout simplement en avoir fait l'expérience une multitude de fois, ce qui a mon avis n'a rien d'extraordinaire et arrive à chacun d'entre nous sans qu'on s'en aperçoive forcément. Il y a plus de 30 ans en arrière j'ai lu un tas de bouquins sur ce sujet, la télépathie, le magnétisme, les pouvoirs insoupçonnés du cerveau, etc. même que des institutions (et des universités) travaillent dessus à travers le monde, et leurs travaux ont fait l'objet d'expérimentations dans le domaine militaire.

On ne va pas s'étendre ici sur ce sujet, je rappellerai seulement un exemple frappant qui s'est répété un nombre de fois incroyable. Au cours d'une lecture j'avais relevé un mot dont j'ignorais la signification, je ne sais plus au juste si c'était le lendemain ou

quelques jours plus tard j'étais chez moi aux toilettes et ce mot m'est revenu à l'esprit en me demandant bien qu'est-ce qu'il venait faire ici, je crois qu'il s'agissait d'estaminet. Le soir même j'avais à peine lu deux ou trois pages de Flaubert, Zola ou Baudelaire pour me détendre que je tombais sur ce mot dont l'emploie était plutôt rare, depuis il est inusité et a été remplacé par café ou cabaret. J'arrêtai ma lecture et je me mis à réfléchir à l'origine et à la signification de cette expérience que je considérais comme un évènement hors du commun.

Et compte tenu que j'ai une mémoire excécrable comme tu peux le constater ici, comme quoi je n'ai pas raconté de blagues quand je l'ai évoquée dans des causeries précédentes (hélas, quelle misère ou handicap!), si je m'en souviens encore aujourd'hui, c'est uniquement parce que cela m'a procuré une vive excitation que j'ai interprétée sur le champ au lieu de la laisser s'échapper pour rejoindre mon inconscience, je détenais la preuve qu'il exitait un lien invisible qui reliait entre elles nos différentes expériences dans la vie, que l'activité de la pensée ne consistait pas forcément à passer de manière désordonnée, inattendue ou hasardeuse d'une idée à une autre, mais qu'elle poursuivait son chemin souterrainement dans une direction déterminée, donc sans qu'on en ait conscience, mieux encore il semblerait qu'elle conditionne certains de nos actes les plus improbables, car si rien ne me prédisposait à repenser à ce mot dans les toilettes, par la suite j'aurais très bien pu ouvrir un des centaines de livres qui se trouvaient dans la bibliothèque sans qu'il renferme ce mot dès les toutes premières pages.

Quelques années plus tôt je ne pouvais pas lire sans consulter le Lexis de Larousse que j'avais toujours à portée de la main, la lecture était encore laborieuse, de manière concise je recopiais la définition du dictionnaire de chaque mot dont j'ignorais la signification sur le dos de la couverture du livre ou sur les pages de gardes blanches ce qui m'évitait de les rechercher plusieurs fois. L'expérience que j'ai évoquée plus haut devait se situer aux alentours du début des années 80, après que j'eus cessé de militer à l'OCI, j'avais changé de lecture et renoué avec la littérature notamment, en fait cela ne faisait que 7 ou 8 ans que je m'étais mis à la lecture, je venais de très très loin, j'étais le plus parfait abruti qui soit parvenu à l'âge de 19 ans, comment dire, incapable de comprendre la moindre ligne d'un article de France Soir, vous m'auriez demandé ce qu'était la philosophie et j'aurais pu vous répondre que ce devait être une filature ou une matière première, un arbre que sais-je, mais là on s'écarte de notre objet.

Je me suis dit en tombant au bout de quelques minutes de lecture sur estaminet ce soir-là, que puisqu'il était apparu à différents moments en dehors de ma volonté, c'est qu'il existait un lien qui les reliait entre eux et qui échappait à ma perception de la réalité, dont j'ignorais les rapports, c'était situé sur une longueur d'onde invisible, du coup j'en concluai que cette continuité exprimée à travers ces trois expériences témoignait que tout était dans l'ordre des choses ou que la voie sur laquelle j'avais engagé ma vie était la bonne ou que je n'avais aucune raison d'en changer l'orientation, j'avais trouvé cela plutôt réconfortant, un peu comme si j'étais à la place qui devait être la mienne dans les conditions qui m'étaient imposées, c'était en quelque sorte une confirmation et une réponse aux questions que je pouvais me poser après avoir quitté l'OCI et cessé de militer pour me consacrer à mon épouse et ma fille qui venait de naître, avais-je pris la bonne décision, est-ce que je ne le regrettais pas, assurément non, même si l'avenir demeurait plein d'incertitudes, d'ailleurs nos relations ne cesseront de se détérioer et nous conduiront au divorce quelques années plus tard.

Je me dis en y repensant 35 ans plus tard, que la répétition de cette expérience ou l'insistance avec laquelle ce mot estaminet s'était manifesté, avait peut-être une tout autre signification, tout à fait opposée à l'interprétation que j'en avais donnée à l'époque. A savoir qu'il pouvait s'agir d'un avertissement m'indiquant que je devais davantage tenir compte de la réalité ou faire attention aux différentes manifestations qui témoignaient de la détérioration de mes relations avec mon épouse que j'avais tendance à minimiser ou à nier pour ne pas en souffrir davantage, et qui étaient les signes avant-coureurs d'une catastrophe annoncée si je m'acharnais dans cette voie, signification qui ne m'est pas venue à l'esprit à l'époque et que j'aurais de toute manière rejetée puisqu'elle aurait contredit mon souhait le plus cher qui était de continuer de partager mon existence avec cette femme et notre enfant, à ce niveau-là et pas seulement j'étais borné au dernier degré, ils étaient toute ma vie donc je ne pouvais pas concevoir une autre voie.

Je t'ai dit plus haut que j'avais vécu un tas de coïncidences du même genre. Par exemple il suffit que mon épouse et notre fille partent vivre à la Réunion pour que j'allume la télé sans connaître les programmes et que je tombe sur un reportage sur la Réunion, pour qu'aux infos du 20h le journaliste parle de la Réunion, cela le jour même de leur départ et cela n'a pas cessé pendant des mois et des mois. Et lorsqu'elles sont revenues en métropole pour s'installer à Toulouse, c'était au tour de Toulouse d'être évoqué à la télé très régulièrement, alors qu'auparavant ce n'était pas le cas, et lorsqu'elles sont reparties à la Réunion il y a deux ans cela est reparti avec la Réunion, et pratiquement tous les jours ou tous les deux ou trois jours quand j'ouvre la page des infos de Yahoo sur la France, il y a un ou deux titres sur Toulouse et aucune autre ville ne bénéficie du même traitement à part Paris. On s'est engueulés, cela fera bientôt deux ans et depuis on est fâchés, nos relations sont totalement rompues, alors que je continue de penser à elles comme si rien ne s'était passé, ce qui est peut-être un tort, je me fais du mal pour rien et c'est peut-être le signe que je devrais me faire à cette idée et ne plus y penser, tourner définitivement la page comme l'on dit, ce à quoi je ne parviens pas à me résoudre.

Si je ne suis pas un intellectuel, j'ai une intense activité intellectuelle depuis 41 ans, il y a toujours un tas d'idées (désordonnées) qui me traversent l'esprit, au point qu'avant de m'endormir je m'arrête sur celle qui me semble la plus appropriée pour passer une bonne nuit ou ne pas faire de cauchemars car cela m'arrive très souvent ou je suis insomniaque, ce qui est épuisant à la longue. N'ayant pas le droit à l'erreur sous peine de foutre en l'air le restant de mes jours, et n'étant pas toujours certain d'avoir pris les bonnes décisions ou d'en avoir mesuré toutes les conséquences, cela m'occupe l'esprit, je n'y pense pas en permanence heureusement, mais j'attache une importance à toutes ces manifestations que j'interprète comme autant de signes m'invitant à davantage réfléchir à ce que je fais pour éviter de m'embringuer à nouveau dans une mauvaise voie, on

croit toujours avoir pensé à tout, puis on s'aperçoit rapidement du contraire, on passe son temps à se leurrer sur un tas de choses et de gens.

Cela ne relève pas de la superstition ou de croyances occultes puisqu'il s'agit d'établir les liens qui existent entre des manifestations bien réelles, une multitude de coïncidences qui ne peuvent pas relever du hasard.

Quoi qu'il en soit, j'en tire la conclusion qu'on est là ou on est et qu'il faut l'accepter, et que c'est à partir de là qu'on doit en toute indépendance envisager l'avenir. Fonder sa vie sur un tas d'espoirs ne rime à rien et sera une source de désillusions supplémentaires à celles que la vie nous réserve d'une manière ou d'une autre, en rajouter nous compliquera l'existence au lieu de nous la simplifier. Et puis pour aller de l'avant dans la vie, vaut mieux partir de la réalité plutôt que de spéculations hasardeuses dont on essaie de se convaincre du bien-fondé ou de la rationalité, alors qu'elles nous conduiront plus sûrement dans une impasse ou un mur, ce qui n'est pas franchement notre objectif. Parfois on se rassure comme on peut inconsciemment, sans s'apercevoir qu'on se leurre soi-même.

Si certains lecteurs se demandaient quel était l'intérêt de développer cette question, on vient de leur fournir la réponse, mais peut-être qu'ils ne se sentent pas non plus concernés, dans ce cas-là je ne sais pas s'il faudrait les en féliciter ou plutôt les plaindre, eux seuls peuvent répondre à cette question.

Finalement, si je suis tombé au hasard en apparence sur un texte portant en partie sur l'idéologie, c'était peut-être parce que depuis un moment je me demandais comment j'allais aborder ce sujet sans trop savoir comment m'y prendre, cela me tracassait après avoir constaté que cette notion avait été galvaudée comme bien d'autres d'ailleurs, je ne voulais pas l'aborder en dilettante et je voulais surtout éviter de perdre du temps, et puis il fallait pouvoir en tirer un enseignement sinon à quoi bon.

J'ai retenu de la leçon de Marx et Engels, que l'idéologie était un moyen d'interpréter la réalité ou des rapports existant à travers un prime déformant, pour mieux nous en détourner afin qu'on s'y soumette à notre insu. Que la religion y occupe une bonne place n'a rien d'étonnant, puisqu'elle recourt aux mêmes artifices obscurantistes. Et lorsque la plupart des intellectuels passent leur temps à conceptualiser chacune de nos expériences, ils finissent par verser dans l'idéologie et abuser leur auditoire.

Que les représentants de la classe dominante recourent à différents mécanismes psychologiques pour l'imposer au peuple, justifie que l'on mène également le combat sur le plan psychologique pour lui venir en aide, démonter ces mécanismes qui ne sont destinés qu'à le tromper fait partie de nos priorités. Il est d'autant plus étonnant (si l'on veut.) qu'on nous le reproche, sachant que la classe dominante s'en sert pour rabaisser les travailleurs, les complexer, les culpabiliser, affaiblir leurs résistances, les démoraliser, les dégoûter d'eux-mêmes ou leurs semblables, ce qui ne coucourt pas vraiment à les aider à prendre confiance en eux, à prendre conscience de leurs forces, or c'est indispensable pour qu'ils passent à l'action ou se soulèvent tous ensemble, c'est bien notre but, n'est-ce pas ?

C'est un moyen comme un autre pour les empêcher de progresser, les neutraliser, leur interdire toute issue favorable à la crise du capitalisme. Il y en a qui croient encore qu'il suffirait de participer à la lutte de classes pour acquérir un niveau de conscience supérieur, si c'était effectivement le cas cela fait belle lurrette qu'ils auraient renversé le régime en place ou plus précisément, qu'ils seraient venus à bout des obstacles qui les empêchaient de le renverser, on pense évidemment à tous ceux qui sous de faux masques véhiculent l'idéologie de la classe dominante au sein du mouvement ouvrier et bien au-delà, ceux qu'on s'est employé à ménager ou à présenter sous un angle avantageux alors qu'ils figuraient parmi leurs pires ennemis.

Le capitaliste estime que son statut d'exploiteur est naturel, éternel, autrement dit qu'une poignée de riches s'enrichissent toujours plus au détriment des pauvres qui le seront toujours davantage ou seront toujours plus nombreux est légitime, ce serait un crime de vouloir inverser l'ordre des choses (ou des classes) ; le religieux estime que de toute éternité il a toujours existé des nantis et des déshérités et que c'est dans l'ordre divin, aussi inaliénable que sa nature, ce serait donc un péché mortel que d'aller contre ; le philosophe estime que le monde correspond à l'idée que s'en font les hommes et qu'il ne peut pas en être autrement, il serait donc vain de vouloir le changer sans changer les hommes au préalable ; bref, les faussaires en tous genres pénétrés de cette idéologie s'emploient à justifier l'ordre établi que nous combattons.

Que font-ils d'autre les conciliateurs, tous ceux qui collaborent avec le gouvernement et le patronat? Que font tous ceux qui nous expliquent qu'il faut s'adapter à la situation, qui loin d'être parfaite disent-ils incarne ce qui se fait de mieux ou qu'il serait impossible d'envisager mieux dans des conditions similaires? Et la fatalité sous laquelle on est censé crouler ou qui s'imposerait à nous, aurait-elle été conçue dans une autre perspective ?

On terminera par là provisoirement, ce qui est le plus dingue dans toute cette histoire, c'est d'observer que tous adoptent l'agenda politique du gouvernement ou des institutions qui représente un véritable carcan imposé au mouvement ouvrier, ce qui explique pourquoi à partir de là aucun ne défend réellement le socialisme.

Un exemple de la manière dont ils imposent leur idéologie.

Hollande lors de son discours d'ouverture de la 4e conférence sociale

- « le statu quo n’est plus possible ».

Qui dira le contraire au regard de l'atmosphère nauséabonde qui règne en France. Pure démagogie.

- « L’alternative, c’est la réforme ou la rupture. La rénovation du modèle social ou sa disparition ».

Chantage. Soit vous acceptez de nouveaux sacrifices, soit on vous prédit l'enfer, vous n'avez pas le choix, choix dicté uniquement par les besoin de la classe dominante, ce qu'il ne peut pas avouer évidemment, c'est donc à nous de l'expliquer aux travailleur !

Rhétorique qui ne sert qu'à masquer la régression sociale généralisée qui est le véritable contenu de l'alternative, la réforme et la rénovation du modèle social. Puisque les travailleurs devraient continuer de subir les conséquences de la crise du capitalisme, cela revient à dire qu'ils en sont responsables ou la législation du travail qui leur est favorable.

Guerre idéologique. Intoxication collective.

- Le hamburger, plat préféré des Français ? - Francetv info

Le hamburger est en passe de devenir le plat préféré des Français. Ces derniers engloutissent un milliard de hamburgers par an. Nous sommes les seconds consommateurs en Europe avec 14 burgers avalés en moyenne par an, juste derrière les Anglais (17) et juste devant les Allemands (13). (Bienvenue au club des pays les plus dégénérés d'Europe. - LVOG)

L'histoire du hamburger a commencé en Allemagne. La ville de Hambourg a donné son nom au hamburger. Au XIXe siècle, les migrants franchissaient l'Atlantique avec une de leur spécialité : la viande hachée qu'ils coinçaient entre deux morceaux de pain.

Puis en 1948, les frères Mc Donald's ont eu l'idée pour booster leur cinéma, de vendre des hamburgers vite préparés. Et aujourd'hui, l'empire Mc Donald's, c'est 35 000 restaurants dans 119 pays. Une belle success-story pour un casse-croûte qui a parfois mauvaise réputation. Francetv info 18.10

Misérable commentaire à gerber ! Les gosses adoptent cette saloperie pour faire comme les copains ou les copines de classe, et ils n'ont aucun mal à l'imposer à leurs parents qui sont dénués de volonté ou qui préfèrent céder, alors que les arguments ne manquent pas pour les détourner de cette bouffe dégueulasse.

Je suis passé par là, hélas ! Avec ma première épouse on avait habitué notre fille à la cuisine à la vapeur, on s'efforçait d'avoir une alimentation et une hygiène de vie aussi saine que possible, on en avait les moyens, on fréquentait les magasins de diététique et ne voila-t-il pas qu'un jour elle nous fait une crise de nerf pour aller chez Mc Donald's, comme ses copines du collège.

J'ai résisté en lui proposant de manger ce qu'elle voudrait à la pizzeria où nous allions chaque semaine, ce qui constituait une entorse à notre régime alimentaire qui n'était pas aussi rigoureux qu'on pourrait le croire,. Rien à faire, sa mère ayant pris son parti, à deux contre un et me voyant accusé de tous les maux, j'ai dû céder car cela dégénérait en un esclandre public, ce dont j'avais horreur à l'époque. Cela devait préfigurer la suite, le divorce...

En complément

Il faut bien justifer la guerre. Combien de rats chez Mc Donald's ?

- A New York, 24 000 plaintes ont été déposées contre les rats - Francetv info

Dans la ville, les autorités intensifient la guerre contre ces milliers de rongeurs vivant dans les parcs, le métro et les égoûts. Francetv info20.10

Dossier Turquie

- L’UE reprendra les négociations sur l’adhésion de la Turquie - sahartv.ir

«Apparemment, l’UE envisage, selon les rapports médiatiques, de reprendre, dans les plus brefs délais, les négociations, suspendues depuis 2 ans, sur l’adhésion de la Turquie à l’UE», a écrit le quotidien suisse, "Tages-Anzeiger".

«Nous devons commencer par les parties 23 et 24, pour ce qui est des questions ayant trait aux lois et aux droits de l’Homme. Tant que nous mènerons des négociations, nous pourrons exercer des pressions et améliorer la situation», a déclaré à "Spiegel",

le commissaire à l'Élargissement de l'UE, Johannes Hahn.

Selon le rapport du quotidien "Die Welt" et en se référant aux informations comparatives des diplomates de l'UE, les négociations, sur la partie 17, relative aux politiques des devises et économique, sont, aussi, à l'ordre du jour. sahartv.ir 18.10

- L'adhésion de la Turquie à l'UE, "une perspective de long terme" pour Valls - AFP

- Manuel Valls dit qu'il n'y aura pas de marchandage avec Ankara - Reuters

L'adhésion à l'UE de la Turquie, en première ligne de la crise des réfugiés, "reste une perspective de long terme" qui devra "le moment venu, être approuvée par le peuple français", a déclaré mardi Manuel Valls à l'Assemblée nationale.

"La question de l'adhésion turque reste une perspective de long terme qui devra, le moment venu, être approuvée par le peuple français. Donc, il ne peut y avoir aucun marchandage, aucun chantage, mais la nécessité d'une aide à la Turquie" pour faire face à l'afflux des réfugiés fuyant le conflit syrien, a souligné le Premier ministre, interrogé par François Fillon lors de la séance des questions à l'Assemblée.

Angela Merkel a estimé dimanche avoir obtenu un progrès dans les pourparlers avec la Turquie sur l'accueil des migrants, promettant de relancer la candidature d'Ankara à l'UE.

"Comme l'a rappelé le chef de l'État, l'issue de ces négociations (d'adhésion d'Ankara) est ouverte", a insisté Manuel Valls.

"Nous souhaitons que ces négociations avancent dans les domaines sur lesquels la Turquie est prête. Depuis 2005, 14 chapitres sur 35 ont été ouverts, un a été fermé, onze de ces chapitres ont été ouverts (...) sous la présidence de Nicolas Sarkozy, un seul l'a été depuis l'arrivée de François Hollande à la présidence de la République", a-t-il poursuivi. AFP 20.10

En complément

- Une chercheuse anglaise retrouvée pendue dans les toilettes de l'aéroport d'Istanbul - LeFigaro.fr

- Quand l'"islam de France" se place sous la coupe des parrains de l'Emirat islamique Un premier lycée confessionnel turc pour un "islam de France" Reuters

Dossier Syrie

- Syrie : les chasseurs us bombardent la centrale électrique d'Alep - sahartv.ir

Les avions de combat de la coalition internationale sous la houlette des Etats-Unis ne cessent de bombarder les infrastructures en Syrie, au lieu de lutter contre le groupe terroriste Daech.

Selon l'agence de presse russe « Sputnik », les chasseurs de la soi-disant coalition internationale anti-Daech, dans un geste en violation flagrante du droit international, ont détruit, dimanche, la centrale électrique d'Alep.

Selon une source militaire, avec la destruction de cette centrale, un grand nombre de régions d'Alep ont été plongées dans le noir. Selon ce rapport, les chasseurs de la coalition parrainée par les Etats-Unis ont violé l'espace aérien syrien, bombardant les infrastructures des villes de Maare, Tel Shaer et Al-Bab, dans la banlieue d'Alep. La semaine dernier, deux chasseurs américains F-16 ont pris pour cible deux centrales électriques de la région d'Al-Rezwaniya, à l'est d'Alep. Un an après le lancement des raids aériens de la coalition internationale menée par les Etats-Unis contre les positions de Daech en Irak et en Syrie, non seulement ce groupe terroriste n'a pas été éliminé mais encore il a enregistré des avancées dans ces deux pays ravagés par la guerre. sahartv.ir 19.10

- Syrie: front de guerre Russie/OTAN - sahartv.ir

Le coup porté par la coalition Russie-Iran aux forces, dirigées par les Etats-Unis, en Irak et en Syrie, a, gravement, terni l'image et le crédit des Etats-Unis.

Le think thank américain souligne le revers des forces de la coalition, dirigées par les Etats-Unis, en Irak, afin de libérer les villes encerclées par Daech, revers qui a porté atteinte au crédit des forces américaines, qui prétendent soutenir l'Irak. Le centre de recherche sur la guerre, aux Etats-Unis, analyse les dernières évolutions, en Syrie, avant d'ajouter que les activités militaires russes, en Syrie, font partie d'un affrontement plus grand entre la Russie et l'OTAN. les opérations militaires russes visent

à augmenter le pouvoir du gouvernement de Bachar al-Assad, et ce, alors que la Russie a violé l'espace aérien turc, en faisant de l'ombre aux drones américains, qui mènent des opérations de reconnaissance, en Syrie. La Russie a tiré des missiles, de type croisière, depuis la mer Caspienne, contre la Syrie, missiles, qui ont traversé le ciel irakien, et ce, sans l'autorisation des Etats-Unis. Il s' agit là d'un grand défi, à l'encontre de l'OTAN. Et le Think-Thank d'ajouter : la Russie tente d'intensifier ses efforts, en Syrie, afin d'obtenir le soutien de certains alliés des Etats-Unis, comme la Jordanie et Israël.

Par ailleurs, la Russie se montre, en tant que garant de la sécurité, au Moyen-Orient, et cela prouve que ce pays ne tient pas compte de la coalition, dirigée par les Etats-Unis. La Russie est décidée à déployer ses forces, non loin des frontières afghanes, là où les Etats-Unis se préparent à prolonger leur présence militaire. "En contrepartie, la Russie est décidée à déployer ses hélicoptères de combat, au Tadjikistan. La mesure n'est pas passée inaperçue par l'Etat, qui, lors de sa réunion de l'OTAN du 8 octobre, a décrété un renforcement de son contingent, en Turquie, pour protéger ce pays. Tout porte à croire que Vladimir Poutine, le Président russe, cherche à exposer sa puissance militaire, dans les republiques de l'ex-URSS, tout en rivalisant avec les Etats-Unis, au Moyen-Orient.

Poutine projette de créer un groupe conjoint, avec l'aide du Tadjikistan, façon d'avoir à l'oeil les républiques de l'Ex-URSS. L'Afghanistan offre, en effet, une opportunité, pour faire avancer ses objectifs, face à l'Occident. La Russie, en menant des frappes aériennes, en Syrie, essaie d'exercer davantage de pressions sur les Etats-Unis et leurs alliés, pour leur faire accepter la nouvelle coalition anti-Daech.

Les forces de la coalition pro-américaine ont du mal à nettoyer la ville de Ramadi de la présence des terroristes de Daech, ce qui portera atteinte au crédit des forces américaines, qui soutiennent l'Irak . Dans ce contexte, la Russie et l'Iran s'occupent à concurrencer la coalition, dirigée par les Etats-Unis, en Irak.

On ne sait pas si la réaction de l'OTAN pourra contrer l'offensive russe, en Syrie. Surtout, que la montée du soutien russe au gouvernement de Bachar al-Assad, ainsi que les opérations contre les terroristes du Front Al-Nosra, font partie du plan de la Russie, destiné à créer une coalition Irano-russe, qui projette de s'élargir. Voici ce que compte faire Moscou, pour agrandir sa coalition:

La présence du navire "Alexandre Tachenko", en provenance de la Russie, qui se trouve à l'Est de la Méditerranée, et dans le port de Tartous, où la Russie a une base navale.

La Russie a tiré, le 7 octobre, sans préavis, des missiles de croisière, depuis la mer Caspienne, vers la Syrie, en passant par le ciel de l'Iran et de l'Irak.

Il existe des rapports vagues, sur le lieu de l'impact de ces missiles.

La Russie a fait état de la livraison d'hélicoptères de combat et de transport, au Tadjikistan.

Le gouverneur de la Tchéchénie, Ramazan Ghadiraf, a demandé au Président russe, Vladimir Poutine, d'envoyer les forces partisanes russes-tchétchènes, en Syrie, pour lutter contre le groupe Daech, et il y a 3 semaines, le président russe a demandé la création de bases russes, en Biélorussie. sahartv.ir 19.10

- Incident après une manoeuvre d'un F 18 suisse près d'un avion russe - euronews.com

- Sécurité des avions de chasse en Syrie: accord américano-russe - Reuters

Les Etats-Unis et la Russie ont signé mardi un mémorandum d'entente prévoyant les mesures que doivent prendre leurs pilotes afin d'éviter tout incident hasardeux lors des campagnes de frappes aériennes que les deux pays mènent en Syrie, a indiqué le Pentagone.

La question de la sécurité des avions de chasse engagés par les armées russe et américaine se pose depuis l'entrée dans le conflit syrien de Moscou le mois dernier.

"Le memorandum contient un nombre de règles et de restrictions visant à empêcher des incidents entre les avions russes et américains" qui effectuent, dans le cadre d'opérations différentes, des frappes aériennes contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie, a souligné un vice-ministre russe de la Défense, Anatoli Antonov, cité par l'agence publique Ria-Novosti.

Peter Cook, porte-parole du Pentagone, a indiqué que le texte du mémorandum ne sera pas rendu public mais a précisé qu'il contenait des protocoles particuliers à suivre par les équipes de pilotes, plus l'établissement d'un canal terrestre de communications entre les deux camps en cas d'échec des liaisons aériennes.

"Les Etats-Unis et la Russie vont constituer un groupe de travail pour discuter de tous les éventuels problèmes de mise en oeuvre", a déclaré Peter Cook devant la presse.

Le département d'Etat a indiqué que le mémorandum ne visait qu'à garantir la sécurité des pilotes.

"Il ne s'agit pas d'un traité de coopération ou de quoi que ce soit du genre. Cela n'implique pas une coopération ou une coordination ou des objectifs communs", a déclaré John Kirby, porte-parole du département d'Etat. Reuters 20.10

- Le régime de Bachar al-Assad regagne du terrain en Syrie - euronews.com

Les hommes de Bachar Al-Assad regagnent du terrain en Syrie. La collaboration avec l'aviation russe et les 2000 combattants iraniens au sol semble porter ses fruits.

L'aéroport de Deir ez-Zor repris

D'après la télévision d'Etat, les forces du régime auraient ainsi repris, au groupe Etat Islamique, la zone de l'aéroport de Deir ez-Zor, dans l'est du pays.

La bataille d'Alep

Le régime syrien a également progressé près d'Alep, une province contrôlée principalement par le Front al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda.

Là encore, l'apport de la Russie aurait été déterminant. D'après une agence d'opposition, l'aviation russe y aurait mené 80 raids depuis vendredi.

Homs reste aux mains des rebelles

Plus au sud, les raids russes et les bombardements du régime auraient fait 72 morts, dont des civils, à Homs depuis jeudi, d'après l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme. Mais la zone reste dirigée par les rebelles.

Des images amateur d'hélicoptères pilonnant une ville ont été publiées sur les réseaux sociaux. D'après leurs auteurs, il s'agirait d'hélicoptères russes bombardant la ville de Talbissé, au nord de Homs.

Le Premier ministre russe change subrepticement de rhétorique

D'après Dmitri Medvedev, la Russie cherche à protéger "ses intérêts nationaux" en intervenant en Syrie. Il s'agit de "combattre le terrorisme", "pas de protéger un dirigeant spécifique", a déclaré le Premier ministre russe. Dmitri Medvedev a cependant confirmé que pour l'instant Bachar al-Assad était le dirigeant "légitime" du pays. euronews.com 18.10

- "Croissant chiite, un mensonge israélo-américain". (Assad) - sahartv.ir

Le croissant chiite n'a jamais existé, il s'agit d'un mensonge américano-israélien parfaitement sans fondement et qui sert de prétexte pour envoyer des terroristes en Syrie, a affirmé le président Assad.

Selon le journal Raï al Youm qui cite le président Assad, " la chiisation de la Syrie et son intégration dans le croissant chiite est un mensonge sans fondement". Le journal rapporte la récente visite d'une délégation jordanienne à Damas et ses entretiens avec le président Assad. " Assad a très énergiquement rejeté l'idée d'une confessionalisation de la Syrie qualifiant la notion même de croissant chiite de mensonge. Assad a confirmé à ses hôtes jordaniens que ni lui ni personne à Damas ne cherchait à mettre en cause l'intégrité territoriale de la Syrie et sa souveraineté pour des questions d'ordre confessionnel. C'est un mensonge israélo américain que ce croissant chiite, mensonge que certains régimes arabes ont repris et profèrent", poursuit le journal avant d'ajouter : " et Assad aurait assuré ses hôtes en ces termes : la Syrie ne deviendra jamais un pays chiite, ni politiquement, ni socialement ni sur le plan religieux. C'est un mensonge inventé par les pays qui recrutent et forment les terroristes avant de les envoyer en Syrie. Le gouvernement syrien s'oppose à tout ce qui pourrait provoquer des divergences inter confessionnelles". Rai al Youm affirme que le message d'Assad est destiné à détendre les relations Damas/Amman.

Depuis 2011, la Jordanie a joué un rôle trouble en Syrie accusant de façon intermittante la Jordanie de soutien au terrorisme. or depuis le début des frappes russes contre les positions de Daech en Syrie, Amman semble avoir mis de l'eau dans son vin. Certaines informations font état de la décision de la Jordanie de stopper net son programme intitulé " Formation des rebelles modérés" financés et planifiés par les Etats Unis.en Jordanie on évoque dors et déjà " le retour d'Assad aux affaires". sahartv.ir 20.10

ACTUALITE EN TITRES

Croyez-vous que le PS serait de gauche ? Non, ce n'était pas vraiment la question.

Ils copient les instituts de sondages à moins que ce ne soit l'inverse.

- Référendum: le PS s'autoconvainc de son succès - LeFigaro.fr

- "Référendum" du PS: un "coup politique" dont les "Français se foutent", selon EELV - AFP

- «Référendum» du PS: Plus de 250.000 votants, près de 90% favorables à l'unité de la gauche - 20minutes.fr

Croyez-vous qu'un gouvernement de droite pourrait faire une politique de gauche ? Non, ce n'était pas vraiment la question

- Plus de 10.000 votants pour le "contre-référendum" de la gauche de la gauche - AFP

Plus de 10.000 personnes ont voté, 96,4% ont répondu oui à la question "Face à la droite et à l'extrême-droite, souhaitez-vous que le gouvernement mène une politique de gauche"", écrivent-ils. AFP19.10

Pas de bol, cela n'arrivera jamais. Qui diffuse de telles illusions parmi la population ? EELV et le Front de gauche associés sur le plan électoral.

Quand servage rime avec démocratie, c'est qu'on est en dictature.

- Le travail le dimanche va-t-il se démocratiser ? - Francetv info

L'idéologie, c'est aussi prétendre qu'une régression sociale serait un progrès social...

Normal, c'est le corporatisme.

- François Hollande défend le dialogue social - Francetv info

- Conférence sociale : pour Hollande le dialogue social est « une condition du progrès » - LeMonde.fr

- Sans « réforme », François Hollande met en garde contre « la disparition » de notre modèle social - Public Sénat

- François Hollande tacle la CGT : "Il est commode de ne jamais s'engager en espérant que d'autres le feront" - Francetv info

Ca c'est bien dit ! Il devait aussi parler de lui laissant Macron et Valls monter en première ligne !

- Pourquoi Hollande s'obstine dans sa vision du dialogue social - Le Huffington Post

Quand Mailly est au chevet de Hollande et du PS.

- Mailly (FO): le "climat social n'est pas bon" en France - AFP

Lors de la conférence sociale, la quatrième du genre du quinquennat organisée lundi au palais d'Iéna, il "souhaite en parler" avec le président François Hollande, qui doit tenir le discours d'ouverture.

Le conflit à Air France et les violences qui y ont eu lieu début octobre montrent "que le dialogue social ne se porte pas bien, dans le public mais aussi dans certaines entreprises privées".

"Les actes de violence sont forcément condamnables, mais que penser d'une direction qui ne donne aucune perspective aux salariés? Et fallait-il arrêter les gens à 6 heures du matin et les traiter de voyous? ", ajoute le leader syndical. "Le

mécontentement social est là, latent, et je crains qu'il ne s'exprime dans les urnes." AFP 20.10

Ce salopard condamne une nouvelle fois les 5 magasiniers d'Air France avant même leur procès.

Le réactionnaire tombe (un peu plus) le masque, mais ce n'est pas encore suffisant pour que le POI rompt avec lui. On va vous donner un tuyau, le jour où le POI rompra avec l'appareil de FO, c'est qu'il sera trop tard ou qu'il se sera disloqué ou quand les poules auront des dents.

Régime policier. L'inquisition.

- "Ils sont filous ces Roumains" : la blague douteuse de la gendarmerie de Charente - Francetv info

Postée sur facebook, la boutade a rapidement été supprimée après l'indignation des internautes. Francetv info 19.10

Pour un peu ils nous rendraient les gendarmes sympathiques...

- Plainte contre Morano pour ses propos sur la France "pays de race blanche" - AFP

La Ligue de défense judiciaire des musulmans (LDJM) a envoyé une plainte au parquet de Paris contre l'eurodéputée Nadine Morano pour ses propos sur la France, "pays de race blanche". AFP 20.10

Pourquoi, il y a des sous à se faire ?

Sur le modèle anglo-saxon.

- L'emprunt, une nouvelle solution pour financer les études - Francetv info

Les frais de scolarité sont en hausse de manière exponentielle dans les écoles les plus prestigieuses. Francetv info 19.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Ca craque de partout, plie... mais ne cède pas... encore.

- Lagarde (UDI) et Dupont-Aignan (DLF) partagent la crainte de Martinez (CGT) d'une explosion sociale - AFP

Normal qu'ils partagent la même crainte...

- François Hollande hué à La Courneuve - Francetv info

- A la Courneuve, Hollande peine à rétablir le dialogue - liberation.fr

Déplacement de François Hollande en banlieue pour le lancement de l'agence de développement économique. Une cinquantaine de personnes ont accueilli le Président à la pépinière d'entreprise aux cris de «C'est quand le changement ?» et «Du travail !»

Accueilli par des huées à sa visite d'une pépinière d'entreprises de Seine-Saint-Denis, le chef de l'Etat a annoncé des mesures pour l'emploi, la formation et les quartiers.

Le président du département, Stéphane Troussel minimise et argumente : «Ce sont les mecs de la CGT qui mettent le feu aux poudres, c'est eux qui poussent les jeunes à mettre la pagaille.» Le député socialiste Razzy Hammadi sort le même disque. Ils mettent en cause les syndicats de la CGT bloqués par les forces de l'ordre à une cinquantaine de mètres de la pépinière.

Les mots sont beaux. A la fin du discours de François Hollande quelques jeunes patientent à l'entrée. La sécurité prend la température. L'équipe de communication aussi. Finalement, le président prend la sortie de secours. Une occasion ratée de reprendre le dialogue avec une jeunesse qui n'écoute plus les discours. Une jeunesse qui attend des actes. liberation.fr 20.10

Liberation s'extasie "les mots sont beaux"... mais hélas pas ou plus suffisant !

- Anne Hidalgo "interdite de séjour" dans une ville des Yvelines - LePoint.fr

"Paris méprise les banlieusards", alors Jacques Myard méprise Anne Hidalgo. Le député-maire Les Républicains de Maisons-Laffitte (Yvelines) a pris un arrêté municipal étonnant, faisant de la maire de Paris une persona grata dans sa ville. À l'origine d'une telle mesure ? Le projet de piétonnisation d'une partie de la rive droite de la Seine dans la capitale, annoncé dimanche dernier par la municipalité.

L'arrêté municipal, signé le 19 octobre et dévoilé par BFMTV, stipule que "Sa Seigneurie Anne Hidalgo est interdite de séjourner sur tout le territoire de Maisons-Laffitte pour une durée indéterminée, du moins jusqu'à qu'elle revienne sur ses projets idéologiques de ghettoïsation de la Ville de Paris". Pour Jacques Myard, la piétonnisation d'une partie de la rive droite de la Seine à Paris - projet lancé par Anne Hidalgo - rendra "impossible la traversée de Paris aux banlieusards obligés de prendre leur voiture". LePoint.fr 20.10

Jacques Myard ne serait-il pas un adepte de Porochenko par hasard ? Anne Hidalgo aussi, OK je n'ai rien dit !

- Transports: le gouvernement veut muscler les contrôles après l'attaque du Thalys - AFP

- Après le Thalys, la police autorisée à fouiller les bagages sans l'accord des passagers - Liberation.fr

- Lutte antiterroriste : les agents de sécurité de la SNCF et de la RATP pourront fouiller les bagages et procéder à des palpations - Francetv info

Si le passager refuse de se plier à ces contrôles, il ne pourra pas emprunter les transports, ont précisé les ministres. Les policiers et les gendarmes, qui ne pouvaient jusque-là fouiller les bagages des passagers qu'en cas de délit, seront désormais autorisés à effectuer ces fouilles.

Le gouvernement a en outre décidé de simplifier les règles de compétence des procureurs de la République pour faciliter ces contrôles : il fallait auparavant l'accord de tous les procureurs concernés par un train passant par plusieurs régions par exemple. Francetv info 19.10

- La "taxe terrorisme" relevée d'un euro au 1er janvier 2016 - Francetv info

Cette taxe, prélevée sur chaque contrat d'assurance, va passer de 3,30 à 4,30 euros, affirme "Le Parisien / Aujourd'hui en France", dimanche. Francetv info 19.10

C'est du racket, du vol, légal s'il vous plaît.

- Violents incidents dans l'Isère pour obtenir une libération - Reuters

De violents incidents ont éclaté mardi à Moirans (Isère), où une trentaine de jeunes ont mis le feu à des palettes et à des carcasses de voitures pour demander la libération d'un de leurs amis actuellement incarcéré, a annoncé la préfecture locale.

La route départementale 1085 est coupée depuis le milieu de l'après-midi dans les deux sens et la préfecture a dû mettre en place des déviations pour permettre la circulation automobile entre Lyon et Grenoble.

Le même groupe a également fait brûler des véhicules dans le quartier de la gare et la SNCF a dû interrompre le trafic. Des incendies ont été allumés à proximité de la prison d'Aiton (Isère) où est incarcéré le détenu et les prisonniers ont refusé de réintégrer leurs cellules.

"La préfecture de l'Isère a dépêché quelque 80 gendarmes sur les deux sites", indique-t-elle dans un communiqué, précisant qu'il n'y avait pas de blessé et que des renforts étaient en route.

"Les manifestants réclament la libération de deux personnes incarcérées pour pouvoir assister aux obsèques d'un proche qui auront lieu mercredi", a ajouté la préfecture.

Ce jeune faisait partie d'un groupe issu de la communauté des gens du voyage dont trois membres sont décédés dans la nuit de vendredi à samedi lors d'une sortie de route à bord d'une voiture volée, dit-on de même source.

En août dernier, un groupe de gens du voyage avait bloqué l'autoroute A1 dans les deux sens pour obtenir que le fils d'une victime d'une fusillade qui avait fait quatre morts dans un camp soit libéré pour assister aux funérailles de son père. Reuters 20.10

Je propose qu'on leur décerne une médaille. A qui, aux gendarmes ? Vous êtes tombé sur la tête ou quoi, à ces braves gens du voyage voyons !

- Corbeil: un homme sorti d'un centre psychiatrique armé de couteaux tué par la police - AFP

Un homme, qui sortait de l'unité psychiatrique d'un centre hospitalier armé de deux couteaux, a été abattu par la police en pleine rue mardi à Corbeil-Essonnes, en banlieue parisienne.

Le patient, âgé de 30 ans, était suivi depuis de nombreuses années par l'établissement, le centre hospitalier sud-francilien (CHSF), et était également connu de la justice: en 2009, il avait commis un meurtre à Bagneux mais avait été déclaré pénalement irresponsable, a précisé lors d'un point-presse le procureur de la République d'Evry (Essonne), Eric Lallement.

"Sa situation était plus simple depuis quelques mois, mais ce matin, pour des raisons qui n'ont pas été identifiées, il est entré dans une crise très violente", a expliqué le directeur de l'hôpital Thierry Schmidt.

Peu avant midi, il s'en est d'abord pris à un membre du personnel qui était entré dans sa chambre, a relaté M. Schmidt. Il lui a assené plusieurs coups de poings avant de se rendre dans la salle du déjeuner et de se saisir de deux couteaux de table.

Puis il a continué à agresser le personnel, blessant légèrement deux personnes au couteau, dont une aide-soignante touchée à l'arcade sourcilière. L'homme a ensuite réussi à échapper à la sécurité et à sortir de l'établissement.

Une fois dehors, les fonctionnaires de police, alertés par l'hôpital, se sont retrouvés face à cet homme armé de deux couteaux en pleine rue.

Ils ont tenté de l'interpeller en usant notamment de bombes lacrymogènes et de coups de cannes, sans succès. Un premier policier a reçu un coup de couteau et a été légèrement blessé à l'épaule. Puis le forcené "s'est projeté" sur une gardienne de la paix, "en exhibant l'arme ensanglantée", d'après une source policière.

Cette dernière a alors répliqué en tirant à deux reprises au niveau du tronc. Les secours ont tenté de le ranimer pendant près de deux heures, avant que le décès ne soit constaté peu avant 14H30. AFP 20.10

Pourquoi ne l'ont-ils pas neutralisé, pourquoi ne lui ont-ils pas tiré dans les bras ou les jambes au lieu d'attendre qu'il se jette sur eux pour l'abattre comme un chien enragé et justifier ensuite leur crime ?

- Marseille: Les agresseurs d'un couple homosexuel condamnés à trois ans et demi de prison ferme - 20minutes.fr

Leur nuit avait tourné au cauchemar. En sortant d'une boîte de nuit, Paul et Tony, un couple homosexuel, avaient été insultés, puis frappés par cinq agresseurs. Deux d'entre eux avaient pu être identifiés. Ils viennent d'être condamnés à trois ans et demi de prison ferme.

En plus de cette peine de prison ferme, le tribunal a prononcé une peine avec sursis de 18 mois contre les deux agresseurs, âgés de 18 et 19 ans. 20minutes.fr 20.10

Qui a instrumentalisé les homosexuels en leur faisant croire que le droit les protègerait ? Hollande. C'est lui qu'il faudrait foutre en tôle en premier.

- Le groupe écologiste du Sénat à deux doigts d'exploser... - Public Sénat

La diversité des espèces parasites est menacée sans que les institutions vermoulues de la Ve République ne s'effondre, pas de bol !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Blair.

- Document : le pacte Bush-Blair contre l'Irak - Réseau Voltaire

Le Daily Mail du 18 octobre 2015 publie des documents trouvés parmi les e-mails privés d'Hillary Clinton que celle-ci a été contrainte de remettre à un tribunal états-unien [1].

L'un de ces documents, un mémo daté du 28 mars 2002 du secrétaire d'État Colin Powell au président George Bush, atteste la préparation du pacte de Crawford, dont Tony Blair a pourtant nié l'existence devant la Commission présidée par Sir John Chilcot.

M. Powell assure que le Premier ministre britannique prendra l'engagement, lors du séminaire de Crawford des 4 et 5 avril 2002, de soutenir une expédition militaire contre l'Irak et d'en assurer la communication.

Le 3 février 2003, M. Blair avait publié un document prétendant attester d'un programme militaire irakien qui n'a jamais existé [2]. Puis, le 5 février 2003, Colin Powell faisait un show devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Se fondant sur le rapport de Tony Blair et sur d'autres informations de la CIA, il annonçait le changement de régime en Irak. M. Blair avait avoué par la suite avoir truqué son rapport [3]. Le document publié par le Daily Mail atteste de la coordination de MM. Bush et Blair pour berner l'opinion publique internationale. Réseau Voltaire 19.10

2- Suisse

- Suisse: poussée spectaculaire de la droite anti-immigration aux législatives - AFP

La droite populiste suisse, l'UDC, résolument anti-immigration et anti-Union Européenne, a enregistré dimanche une progression spectaculaire aux élections législatives, qui la conforte comme premier parti de la Confédération Helvétique.

Elle obtiendrait près d'un tiers des sièges du Conseil National, selon des projections de l'agence suisse ATS et de la télévision publique RTS. AFP 19.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Syndicats : 1,8 million d'adhérents en France - Francetv info

En 1975, 22% des salariés français appartenaient à un syndicat. Le chiffre s'est stabilisé depuis les années 2000 à seulement 8%.

Vous soustrayez les cadres et les retraités, une grande partie des syndiqués de l'UNSA, de la CFDT et de la CGC, combien en reste-t-il ? Et si vous soustrayez ceux qui sont syndiqués depuis des lustres comme d'autres sont abonnés à Télérama combien en reste-t-il ? Moins de la moitié dont les trois quart sont des fonctionnaires. Combien en reste-t-il dans le secteur marchand sur 25 millions de salariés environ, entre 200 et 300.000, soit 1%, allez, soyons généreux 2 ou 3% maximum.

Franchement, vous croyez vraiment que cela pourrait être suffisant pour entraîner l'ensemble de la classe au combat, non mais qui peut croire un truc pareil ? Et dire qu'il y en a qui axent leur politique en direction des syndicats.

2- Air France: près de 1.000 emplois supprimés en 2016, les syndicats s'offusquent - AFP

A quoi cela sert le comité d'entreprise à part la collaboration de classes ?

AFP- Le PDG d'Air France-KLM a précisé dimanche que près d'un millier d'emplois seront supprimés en 2016 au sein de la compagnie tricolore, principalement par des départs volontaires, un passage en force dénoncé par les syndicats.

Le détail des suppressions de postes doit faire l'objet de discussions avec les syndicats, notamment en comité central d'entreprise (CCE) jeudi, date à laquelle les salariés sont appelés à manifester dans Paris pour la défense de l'emploi. AFP 18.10

3- Les avocats du barreau de Paris lancent une grève générale - Reuters

Le barreau de Paris appelle à une grève générale empêchant toute audience à partir de ce lundi dans la capitale pour dénoncer le "passage en force" du gouvernement sur le financement de l'aide juridictionnelle.

Le mouvement, qui fait écho à la grogne des policiers, pourrait s'étendre à toute la France, le Conseil national des barreaux n'excluant pas d'élargir à tous les secteurs une grève de la désignation d'office des avocats.

Les avocats dénoncent le vote en catimini, selon eux, jeudi soir, de la disposition de la loi de finances qui oblige les avocats à payer de leur poche l'augmentation de l'enveloppe consacrée à l'aide juridictionnelle.

Ce prélèvement est de 15 millions d'euros pour 2016 et 2017.

"La place Vendôme est donc passée en force contrairement à tous les discours et engagements de Madame Christiane Taubira", la ministre de la Justice, déplore le bâtonnier de Paris, Pierre-Olivier Sur, dans un appel aux avocats de Paris.

Selon lui, le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, a reconnu en séance "qu'il s'agissait effectivement d'un nouvel impôt" sur la profession d'avocat.

L'aide juridictionnelle (AJ) permet aux plus démunis d'accéder aux services d'un avocat.

Les avocats refusent de cotiser à une augmentation de son budget comme le leur a demandé Christiane Taubira, faisant valoir qu'ils participent déjà largement à son fonctionnement.

Ils affirment également que les indemnisations des avocats agissant au titre de l'aide juridictionnelle "seront dévalorisées d'environ 30%", écrit Pierre-Olivier Sur.

Sur le plan pénal, les avocats parisiens sont appelés notamment à ne plus assurer les audiences publiques : les comparutions immédiates, les affaires correctionnelles, ainsi que celles qui relèvent du tribunal de police.

"Il convient de poursuivre et même d'intensifier le mouvement de mobilisation", déclare pour sa part le président du Conseil national des barreaux (CNB), Pascal Eydoux.

Dans une lettre aux avocats, il ne "rejette pas l'hypothèse d'inviter à un mouvement plus fort par une grève totale des audiences par tous les avocats en toute matière".

Selon le CNB, à l'origine d'une grève des avocats commis d'office lancée la semaine dernière, 126 des 164 barreaux du territoire suivaient le mouvement vendredi dernier.

- La grève des avocats prend de l'ampleur - Reuters

La grève générale lancée lundi par les avocats de Paris s'est étendue mardi à une vingtaine de barreaux de province, qui dénoncent le "passage en force" du gouvernement sur le financement de l'aide juridictionnelle.

Dans le même temps, quatre syndicats des personnels de l'administration pénitentiaire appellent à une manifestation nationale jeudi à Paris, qui conduira le cortège devant le ministère de la Justice. Quatre syndicats (UFAP-Unsa, SNP-FO, SNJ-FO personnels administratifs et CGT pénitentiaire) appellent à une manifestation nationale pour dénoncer les conditions de travail, l'insécurité, et des indemnités trop peu élevées.

Pour tenter d'apaiser la fronde, la ministre de la Justice, Christiane Taubira, a annoncé qu'elle recevrait mercredi les représentants du Conseil national des barreaux (CNB), de la Conférence des bâtonniers et de l'ordre des avocats de Paris.

Vingt barreaux ont décidé de manière souveraine lundi d'une grève totale et illimitée de leur activité, notamment Rouen, Grenoble et Bordeaux, a-t-on appris auprès du CNB.

Le mouvement, qui fait écho à la grogne des policiers, pourrait s'étendre à toute la France, le CNB menaçant de faire voter vendredi le principe d'une grève générale et illimitée.

A Lille, 200 avocats en robe noire ont bloqué mardi les entrées du palais de justice, brandissant des pancartes visant les ministres de l'Economie et de la Justice, Emmanuel Macron et Christiane Taubira.

Selon le CNB, qui dénonce des "actes inqualifiables", des CRS ont molesté des avocats dans l'enceinte du tribunal.

Le durcissement des barreaux de province pourrait multiplier les reports d'audiences et engorger les tribunaux. Reuters 20.10

4- Paris : Paris: Gare RER François-Mitterrand, les déchets s'accumulent, les poubelles disparaissent - 20minutes.fr

Depuis 29 jours et le début d'une grève des agents de nettoyage, la station croule sous les déchets. La SNCF démonte même les poubelles ce mardi matin pour éviter leur accumulation…

La situation ne s'améliore pas en gare RER Bibliothèque François-Mitterrand (ligne C)… Depuis quatre semaines maintenant, les agents de Safen, la société prestataire de nettoyage filiale du groupe Onet, sont en grève. Et la station, chaque jour, est jonchée de papiers de journaux et de détritus en tout genre. Quand ce n'est pas des matières fécales ou de l'urine.

En attendant qu'une issue soit trouvée au conflit, la SNCF s'organise. La compagnie ferroviaire a déjà lancé un appel sur la base du volontariat auprès de ses employés pour s'occuper du nettoyage. « Ils sont une vingtaine, des agents d'escales comme des personnes travaillant dans les bureaux, précise la SNCF. Le dispositif ne permet pas de faire un nettoyage quotidien mais de limiter la détérioration de la gare. »

Ce mardi matin, la compagnie ferroviaire passe à la vitesse supérieure. Entre 7h30 et 9h30, ces mêmes agents volontaires distribueront des tracts invitant les voyageurs à ne plus rien jeter dans cette gare. Les poubelles seront démontées dans la foulée et les distributeurs de confiseries seront mis hors-service pour éviter l'accumulation de déchets. 20minutes.fr 20.10

Haut de page

Le 24 octobre 2015

CAUSERIE

Rectificatif

Nous avons retiré l'article *La Turquie prend position officiellement pour l'Émirat islamique. (19.10)*

- Rectificatif : une intoxication contre Hakan Fidan - Réseau Voltaire 21.10

Nous avons été abusés et avons reproduit des extraits d'un prétendu entretien d'Hakan Fidan, chef des services secrets turcs, le 18 octobre 2015, à l'agence Anadolu, dans lequel il aurait pris la défense de l'Émirat islamique.

Or, cet entretien n'a jamais existé.

Nous présentons nos excuses à M. Fidan, à l'agence Anadolu et à nos lecteurs. Réseau Voltaire 21.10

Voilà des gens corrects, non ?

Comme quoi cela peut arriver à n'importe qui de se faire abusé. Nos dirigeants feraient bien de s'en inspirer ! Non, ils sont vraiment incurables, arrivé à un certain âge on ne se refait pas, il ne faut pas rêver...

La confiance des uns fait le malheur des autres.

- Banques, voitures, achats en ligne : tout est une question de confiance - euronews.com

Que la confiance des investisseurs dans le capitalisme disparaisse et c'est tout leur système économique qui s'effondre. Ils ne lui accordent leur confiance qu'à partir du moment ou ils estiment que le risque (rémunérateur) qu'ils prennent en vaut la chandelle, dans le cas contraire ils lui retirent et c'est la chute, qui généralement est orchestrée par les banquiers les plus puissants pour la contrôler et en tirer profit. Ce risque calculé repose sur la perspective de gains alléchants qui ne peuvent être réalisés que dès lors que la stabilité du régime est assurée, autrement dit que la paix sociale règne ou que rien ne menace le pouvoir de la classe dominante. Et pour ce faire, il faut que le taux d'exploitation soit maintenu ou augmente ou que les exploités témoignent eux-mêmes leur confiance dans le capitalisme et ses institutions.

Il faut donc tout faire pour que les travailleurs ne puissent pas se mobiliser sur leurs revendications sociales, que chaque mobilisation demeure isolée, et surtout qu'ils ne se dotent pas d'objectifs politiques ou pire, qu'ils en arrivent à poser la question

du pouvoir ou de l'Etat. Il faut donc tout faire pour les empêcher de s'organiser pour rassembler leurs force, briser nette toute velléité d'indépendance de classe qu'ils pourraient manifester et qui les conduirait à remettre en cause l'ordre établi.

Bref, il faut tout faire pour que les travailleurs ne parviennent pas à avoir confiance en eux et dans la force qu'ils représenteraient face au capitalisme en afillite réduit à un monstreux appareil de propagande et policier. Quand ils n'ont plus confiance dans les partis censés incarner leurs intérêts, la classe dominante et ses médias s'emploient à favoriser la naissance de nouveaux partis à consonnance populaire qui rempliront cet office, le PG et le FdG en France, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, Die Linke en Allemagne, etc. Parallèlement ils favoriseront l'extrême droite pour mieux les désorienter, pour finalement se livrer à des amalgames entre ce qu'ils présentent comme l'extrême gauche et l'extrême droite, ce qui devrait finir de les dégoûter de placer leur confiance dans un parti politique au profit du marché et son idéologie nausaébonde qui pénètre quotidiennement leur cerveau, auxquels ils sont appelés à adhérer ou à se soumettre de gré ou de force.

Parvenu à ce stade ils auront perdu toute trace d'indépendance, jusqu'à la notion de confiance qui aura totalement disparu chez eux après avoir été rabaissés au rang de serfs, pour avoir abdiqué leurs droits ou n'avoir pas été capables d'en défendre la légitimité.

Pris isolément ou en l'absence d'une conscience de classe, cette notion de confiance sera orientée vers la recherche de solutions individuelles à des problèmes qui sont d'ordre collectif, dans une société où tous les travailleurs sont mis en concurrence, cela se traduira par l'établissement de rapports détestables les opposant les uns aux autres, pendant que les représentants de la classe dominante appliqueront le programme du capital.

Ils justifieront la confiance qu'ils auront placée dans un système économique jusqu'à en accepter toutes les conséquences, y compris la pire barbarie à laquelle il recourt ou qui les laissera indifférents, c'est plus hypocrite mais au moins cela ne laisse pas de traces, on pourra plus difficilement le leur reprocher et leur bonne conscience sera sauve. Au-delà, parvenus à ce stade d'avilisement, de décomposition ou de déchéance, ils ne seront plus en mesure de contester ou de s'opposer à leurs maîtres tout puissants qui pourront leur imposer des conditions de travail et d'existence toujours pires, ils seront prêts pour être envoyés à l'abattoire ou participer à une nouvelle boucherie ou guerre.

La question de confiance revêt forcément un contenu et une orientation de classe.

La mauvaise question : les travailleurs ont-ils confiance en eux. La bonne question : Ont-ils conscience de leur condition ? L'un ne conditionne pas forcément l'autre, mais l'un sans l'autre ne peut aboutir qu'à une impasse. Quand on ne sait pas où on en est, comment savoir où l'on va, comment s'orienter correctement ou conformément à nos besoins, impossible.

Si vous estimez qu'il n'est pas possible de changer la société, c'est parce que vous témoignez inconsciemment toujours de la confiance envers le capitalisme. Pourquoi ? Parce que par ignorance vous lui attribuez des mérites qu'il a usurpés, un futur qu'il a déjà hypothéqué.

Si vous estimez qu'il n'est pas possible de changer la société, c'est parce que vous n'avez pas confiance dans les masses exploitées, dès lors on comprend pourquoi vous considérez qu'élever leur niveau de conscience serait inutile ou secondaire, au-delà cela vous servira d'argument pour justifier votre propre adaptation au capitalisme, entre temps de révolutionnaire vous serez devenu contre-révolutionnaire, le plus souvent sans même vous en être aperçu.

Si vous estimez qu'il n'est pas possible de changer la société, c'est que vous n'avez pas confiance en vous, ce qui signifie que vous n'avez pas réellement conscience de votre condition et que votre confiance est bien mal placée, vous vous leurrez vous-même sur ce que vous êtes ou votre engagement politique qui est orienté dans une direction opposée à vos intérêts et ceux de la classe ouvrière

Refusez d'accorder sa confiance aux masses laborieuses, c'est se détourner ou abandonner le socialisme ou n'y avoir rien compris.

Refusez d'orienter résolument son combat politique en directon des masses laborieuses, c'est tourner le dos au socialisme.

Le soutien au peuple syrien passe provisoirement par le soutien à Assad et à son armée.

- Il faut apprendre à penser - Conseil amical à l'adresse de certains ultra-gauches - Léon Trotsky - 20 mai 1938

Extrait.

Une attitude intransigeante envers le militarisme bourgeois ne signifie nullement que le prolétariat entre en lutte dans tous les cas contre son armée « nationale ». Des ouvriers n'empêcheront jamais des soldats d'éteindre un incendie ou de sauver les victimes d'une inondation ; au contraire, ils collaboreront coude à coude avec les soldats et fraterniseront avec eux. Mais il ne s'agit pas seulement de catastrophes naturelles fortuites. Si demain les fascistes français tentaient de se lancer dans un coup d'Etat et que le gouvernement Daladier se trouvât contraint de faire agir l'armée contre les fascistes, les ouvriers révolutionnaires, tout

en maintenant une indépendance politique complète, lutteraient contre les fascistes, à côté des troupes. Ainsi, dans toute une série de cas, les ouvriers se trouvent contraints non seulement d'admettre et de tolérer, mais encore de soutenir activement des mesures pratiques d'un gouvernement bourgeois.

Dans quatre-vingt-dix cas sur cent, les ouvriers mettent bien un signe moins là où la bourgeoisie met un signe plus. Cependant, dans dix cas il sont contraints de mettre le même signe que la bourgeoisie, mais ils le font avec leur propre estampille, exprimant ainsi leur défiance envers la bourgeoisie. La politique du prolétariat ne se déduit pas automatiquement de la politique de la bourgeoisie en mettant le signe contraire, — en ce cas-là, chaque sectaire serait un grand stratège ; non, le parti révolutionnaire doit s'orienter chaque fois de façon indépendante dans la situation tant intérieure qu'extérieure, en prenant les décisions qui répondent le mieux aux intérêts du prolétariat. Cette règle concerne aussi bien une période de guerre qu'une période de paix. Fin de l'extrait.

A retenir : "*tout en maintenant une indépendance politique complète*", ce qu'aucun parti ouvrier n'est capable après s'être rangés au côté de l'impérialisme français.

Trotsky a pu aussi se planter complètement.

- Discussion pour résumer sur les revendications de transition - Léon Trotsky 23 mars 1938

Extrait.

Shachtman. — Supposons que ce soit une guerre européenne dans laquelle les Etats-Unis n'entrent pas encore ?

Trotsky. — Dans ce cas, pour les Etats-Unis, l'effondrement économique sera reporté. Ce qui est clair, c'est que les pays engagés dans la guerre connaîtront l'effondrement non au bout de quatre ou six ans, mais au bout de six à douze mois, parce que les pays capitalistes ne sont pas plus riches, mais plus pauvres qu'en 1914, sur le plan matériel ; techniquement, ils sont plus riches, ils dépenseront quatre, cinq, six fois plus que pendant la première guerre mondiale pour la destruction, parce que la guerre commencera là où se terminait la première. Le facteur psychologique, celui qui fait que la vieille génération qui a fait la dernière guerre, vit encore, et que les traditions de la dernière guerre sont encore vivantes : personne ne va croire que cela signifie le bonheur, l'épanouissement des droits, la destruction du militarisme, et que cette production sera pour l'humanité. Ces leçons existent même dans la jeune génération. C'est pourquoi leur patience ne sera pas longue. Et la révolution ne viendra pas après quatre ans, mais bien plus tôt, après quelques mois. Fin de l'extrait.

En fait il n'en sera rien. Ils ont déclenché la Seconde Guerre mondiale après la défaite du prolétariat dans toute l'Europe, et l'arrivée d'Hitler, Franco et Mussolini au pouvoir qui précéderont Pétain l'achèvera dans une terrible répression et un bain de sang qui sera le prélude à la grande boucherie qui ne durera pas quelques mois, mais 4 longues années.

Dans un tel contexte on ne voit pas très bien comment le prolétariat aurait pu se remettre aussi rapidement d'une telle débâcle et d'un tel massacre comme Trotsky le prévoyait. C'est à croire qu'il avait loupé un chapitre ou il a péché par un excès d'optimisme que rien ne pouvait justifier, d'autant plus que l'Internationale communiste ou le Komintern était entre les mains de Staline l'assassin du mouvement ouvrier révolutionnaire international, le décapiteur du parti bolchevik, le dilapideur de la révolution russe, la négation du communisme, les militants restés fidèles au communisme étaient éparpillés, isolés, inorganisés et profondément démoralisés, divisés comme c'est le cas de nos jours. Et ce n'est pas un hasard si on entend de plus en plus parler du fascisme, comme s'il était amené à se banaliser, comme Al-Qaïda qui serait fréquentable, après les Talibans.

Des erreurs d'une même importance ou portée, Trotsky en a commis un paquet et là il n'y avait plus personne pour les corriger, Lénine n'étant plus là. Cela dit 80 ou 90% de ses analyses et positions étaient justes ou nous les partageons. Ce qui est essentiel, c'est l'orientation dans laquelle il situait son intervention dans la lutte des classes, sa loyauté envers notre cause qui demeura indéfectible, ce que ne peuvent pas prétendre de nos jours les dirigeants trotskystes qui s'en réclament ou qui sont les fossoyeurs de ses enseignements.

Un courriel reçu

Ma réponse figure entre parenthèses (- J-C), les autres passages entre parenthèses où ne figurent pas cette mention sont de l'auteur de ce courriel. Ma réponse est décousue et tu m'en excuseras, j'ai dû faire autre chose avant de la terminer et reprendre le fil de mes idées comme j'ai pu. A l'heure où j'écris ces lignes il y a des ouvriers qui travaillent chez moi et je suis constamment dérangé.

Bonjour,

Un message qui ne sera certes pas un message d'engueulade (ce serait immérité te concernant), mais je vais quand même exprimer un agacement, qui ne te vise pas seulement toi, mais toi aussi. (A la bonne heure ! - J-C)

Je suis (verbe suivre), avec une sidération croissante, mais aussi beaucoup de lassitude (l'envie de passer à tout autre chose, sans doute), l'explosion en cours de mon ancienne organisation politique. Et le dernier épisode, cette histoire d'escroquerie à la sécu, qui s'achève avec la mise sur la paille des ex-camarades, me paraît passer les bornes.

Si j'ai tout bien compris, Gauquelin coupe les vivres aux opposants internes retraités (a-t-il seulement pensé à bien sécuriser sa chemise ?), ce qui suscite une lettre de protestation de l'un des camarades visés (par compagne interposée), protestation plus que compréhensible, mais lettre aux frontières de l'injure. Suite à quoi un autre camarade, exclu il y a une vingtaine d'années (dans des conditions semble-t-il - je n'en connais que ce qu'il en dit - lamentables), en remet une couche en assassinant verbalement les précédents, et en menaçant tout ce beau monde des tribunaux. Et sur ce, toi, Jean-Claude Tardieu, tu interviens en taxant (sauf erreur de ma part, et c'est vrai que je n'ai pas relu, mais tout ça me gave, pour parler "djeun") le dernier cité d'imbécillité... puisqu'il dénonce, encore une fois si j'ai bien compris, ce dont il a lui-même pour une part bénéficié !

(Exact, c'est le comble de l'imposture et cela a le don de me mettre hors de moi, parce que ces gens-là prétendaient lutter pour la même cause que nous dans la même oganisation, il ne faut pas l'oublier, qui plus est à l'époque où j'y militais, donc je me sens directement concerné. Ce dirigeant n'a aucun principe, c'est ce qu'il vient de démontrer, la question serait de savoir comment des gens comme cela ont pu devenir nos dirigeants, et ne voulant pas entrer dans des conditions de personne, je dirais qu'à la base il existait un problème politique dans cette organisation... qui se nommait Lambert. Voilà un personnage qui ose accuser un de ses anciens camarades d'avoir commis une malhonnêteté et de la rendre publique seulement maintenant parce qu'il réclame des comptes à ceux qui lui ont coupé les vivres, alors qu'il a lui-même bénéficié de la même malversation mais sans s'en vanter jusqu'à présent, tu avoueras qu'on est en présence d'un sacré gredin doublé d'un opportuniste de première. Et comme il est resté lambertiste -cela devrait te faire marrer, à moins qu'il soit aveuglé par la haute estime qu'il doit avoir de lui-même, ce qui revient au même en somme, il ne s'en aperçoit même pas - J-C) Mais avez-vous, tous ce que vous en êtes, l'idée du spectacle que vous donnez ? (C'est pitoyable en effet. Si j'ai insisté, c'est pour que les militants qui se connectent sur le portail et qui seraient tentés de rejoindre le groupe La Commune et qui ne connaîtraient pas ses dirigeants, aient une petite idée de ce qu'ils sont capables de faire ou à qui ils ont à faire, ensuite ils feront ce que bon leur semble, cela ne nous regarde plus, c'est tout. Cela fait toujours mal au coeur de voir un jeune militant se faire manipuler, si on peut lui épargner cette expérience désagréable qu'on a subie, on n'aura pas perdu notre temps. - J-C)

Et je vais continuer plus calmement, pour essayer d'éviter moi-même de donner dans ce travers.

Il me semble indispensable, si un dialogue doit avoir lieu - et je ne vois pas bien quel espoir subsiste, pour la classe ouvrière, si ce dialogue entre militants se réclamant de la lutte de classe (sans préalable d'appartenance à telle ou telle organisation) n'a pas lieu - d'en préserver les conditions. Alors, que ceux qui en sont incapables s'en aillent ! Mais avec leur retraite, je précise...

(Si tu parles des dirigeants du CCI-POI, à mon avis tu te fais des illusions. Car comment pourraient-ils "dialoguer" sereinement, alors que pendant des décennies ils se sont employés à couvrir leurs erreurs et mensonges par de nouveaux mensonges et ainsi de suite, au point qu'un tel processus devait être fatalement irréversible sous peine de se remettre en cause ou de démasquer leur opportunisme et les méthodes qu'ils ont employées pour justifier leur politique, bref de perdre leur statut de permanent avec les avantages attenants, sauf à être sado-masochiste ou un crétin, ce qu'ils n'étaient pas. En ayant agi de la sorte consciemment, car on ne ment pas ou on se raconte pas des histoires à répétition ou à l'infini sans en avoir pris conscience, ils s'interdisaient tout retour en arrière ou à un fonctionnement normal du parti, au respect de ses militants et de ses statuts, c'est dialectique, quand la quantité s'est transformée en qualité tu ne peux plus revenir aux conditions antérieures, c'est comme lorsqu'une batterie à force de se décharger finit par rendre l'âme si on ne la recharge pas à temps, elle est morte et tu n'a plus qu'à la balancer et en acquérir une autre.

Tu peux t'acharner à chercher une autre solution, il n'en existe pas d'autres, c'est ainsi et il faut s'en faire une raison. Or, c'est ce que les militants n'arrivent pas à se foutre dans le crâne, pire, ce qui prévaudrait pour des dirigeants d'autres partis ne serait pas valable pour les leurs, et pourquoi cela, au nom de quoi, de la confiance qu'ils avaient placée un jour en eux, ils refusent d'admettre qu'ils se sont trompés, qu'ils ont été trompés à leur insu et que c'est douloureux, ils ne veulent pas regarder la réalité en face. Mais dans ces conditions, comment veux-tu discuter avec des militants qui refusent d'examiner les faits, qui font en permanence dans le déni, qui te sortent des arguments que les faits contredisent manifestement et qui refusent de prendre en compte les tiens qui reposent uniquement sur des faits, établis, vérifiables, la totalité des faits et non ceux qu'on a sélectionnés pour justifier nos conclusions, nos positions, etc.

Il faut se rendre à l'évidence que lorsqu'un organe est gangrené, il faut le couper sous peine que tout le corps y passe et que mort s'en suive. Ils ont couvert toutes les coups pourris et les malversations de Lambert, son révisionnisme du trotskysme, sa collusion avec l'appareil du PS et de FO, avec des anarcho-syndicalistes farouchement anticommunistes (A. Hébert notamment), ses méthodes qui relevaient du centralisme bureaucratique, sa violation des statuts du parti, ses théories foireuses sur l'Algérie, la Yougoslavie, l'Allemagne et bien sûr la France, auxquelles ils ne croyaient même pas eux-mêmes, ses contradictions et ses erreurs qu'il n'a jamais admises et qui plus est corrigées, etc. etc. etc. On a envie de dire trop, c'est trop, stop ! Sérieusement, qu'est-ce qu'on pourrait envisager de faire avec des gens pareils, leur confier à nouveau la direction du parti, c'est une blague ou quoi ? - J-C)

Quant à ces conditions, juste quelques indications, de mon cru, et sans aucune prétention à l'exhaustivité.

Tout d'abord, en termes de comportements individuels : il est nécessaire, et en l'occurrence urgent, de mettre de côté les rancoeurs. C'est-à-dire, tout simplement, se comporter en adulte, ou essayer ! Et il faut aussi veiller à contrôler le taux de détestation ou de mépris dans les propos développés publiquement. (Ou en petits comités qui font autant de ravages parfois. Maintenant cela peut nous échapper ou nous soulager, au moins c'est moins hypocrite, du moment qu'on ne tombe pas dans le procès d'intention ou qu'on n'en fait pas une question personnelle, chacun peut dire ce qu'ils pensent, ensuite on peut essayer de comprendre ce que cela signifie sur le plan politique, quel problème cela recouvre ou qui n'aurait pas été abordé ou résolu. - J-C)

Et puis peut-être, aussi, et ce sera plus "politique" : remettre au premier plan, dans le fonctionnement d'une organisation, le fédéralisme ; et imposer le mandat impératif en interne. Une orientation et une mesure pour faire repartir les dynamiques d'organisation par en bas, ce qui en l'occurrence me paraît le plus urgent.

(J'ai peut-être loupé un chapitre, mais j'ai cru comprendre que dans ce genre de parti il y avait la tête qui n'en faisait qu'à sa tête, et il y avait les jambes, en bas, qui étaient tout juste bonnes à ramer. Plus haut tu parlais de mépris, je crois qu'il commence par là et la suite est à l'avenant. On a donc besoin de dirigeants intègres ou loyaux comme disait Lénine, qui soient capables d'assumer leurs responsabilités, faudrait-il encore qu'ils en aient les capacités, sans parler des qualités personnelles. Ceci explique cela, non ? - J-C)

Quant à l'assise théorique de cette organisation, organisation à venir, si elle vient un jour...

Je me réclame pour ma part du marxisme, sans prétendre en être un grand spécialiste, et sans non plus en faire une Bible (ce qui requiert de dialoguer avec bien d'autres réflexions). Mais je ne vois pas au nom de quoi on devrait imposer un accord avec la tradition marxiste (d'ailleurs très plurielle) pour intégrer une organisation politique se réclamant de la lutte de classes : le mouvement ouvrier est divers, les réflexions et les traditions qu'il a engendrées le sont aussi, acceptons-le comme un fait, et traduisons-le en termes d'organisation. Ce qui requiert à l'évidence un droit de tendance en interne. Et pas seulement, retour vers les questions du début, à 2 mois d'un congrès...

(La question du type de parti à construire a été tranchée par l'épreuve de la Première Guerre mondiale qui a vu l'ensemble des partis sociaux-démocrates capituler et exploser peu de temps après, ensuite par la révolution russe sous la direction du parti bolchevik suivie de trois années de blocus et de guerre civile qui se seraient soldés par la victoire de la réaction si un parti centralisé, discipliné, intransigeant sur les principes, soudé autour de son programme n'avait pas existé, car si la prise du pouvoir avait eu lieu pratiquement sans rencontrer de résistance, il en fut autrement par la suite lorsque l'engagement politique rimait avec engagement militaire ou combat les armes à la main. Tu imagines un instant des gens comme Schivardi et Cie, des syndicalistes professionnels ayant toujours eu une petite vie pépère, des petits-bourgeois ou des intellectuels qui ne rechignent pas à vivre dans un certain confort, bref, des gens pétris de conformisme qui n'ont jamais été soumis à des épreuves violentes au cours de leur vie se retrouver du jour au lendemain en première ligne face à la mitraille, mais ils prendraient leurs jambes à leurs cous et te planteraient sur place, le parti se disloquerait à l'annonce du premier coup de canon, la réaction n'aurait même pas besoin de décapiter le parti. Maintenant cela n'est pas incompatible avec le droit de tendance, j'ai lu quelque part qu'il y en avait une dizaine dans le parti bolchevik, là encore cela dépend de la qualité des dirigeants du parti, semble-t-il, car je ne vois pas d'autres explications, soit ils sont à la hauteur de leurs tâches et ils sont capables de défendre la ligne politique qu'ils ont définie, dans ce cas-là ils peuvent loyalement affronter leurs adversaires des différentes tendances et faire en sorte que le parti soit en ordre de bataille, soit ils n'en sont pas capables et ils se livreront à des méthodes déloyales pour museler les tendances ou les liquider afin de conserver leur pouvoir au sein de l'appareil. On peut imaginer toutes les structures ou instances qu'on voudra, commission de contrôle indépendante et je ne sais quoi, si le ver est dans le fruit, sauf à l'en extraire, il le pourrira et personne n'y pourra rien.

Là encore je crois que c'est un faux débat, Lénine était souvent en minorité dans le parti, il eut très souvent l'ensemble des dirigeants du comité central contre lui, en revanche les militants bolcheviks de base ou les cadres qui bossaoent dans les usines adoptaient sa ligne politique car elle était la seule qui correspondait à la fois au développement de la situation et à l'état d'esprit de la classe ouvrière. Tu me diras qu'ils violaient le centralisme démocratique, non, ils l'adaptaient en fonction de la situation qu'ils rencontraient sur le terrain, quand la ligne politique que la direction leur proposait était impossible à appliquer autrement que sur le papier, en fait ils adoptaient la ligne politique correspondant aux tâches que la classe ouvrière pouvait réaliser, c'était donc ces facteurs qui déterminaient en dernière analyse quelle ligne politique était majoritaire, non pas dans un bureau du parti mais sur le terrain.

Lénine fut le plus souvent minoritaire au sein de la direction du parti, mais ils étaient majoritaires dans les usines. Or, qui est-ce qui doit se mobiliser et se soulever, le parti ou les masses ? Les masses, on est bien d'accord n'est-ce pas ? C'est de là que Lénine tenait sa légitimité. Depuis on a complètement inversé les rôles. Et quelle en est la signification ? C'est très simple, cela signifie concrètement contrairement à Lénine, que nos dirigeants n'ont jamais cru dans les masses, ils ont voulu lui substituer le parti mais cela ne fonctionnait pas, et comme cela ne fonctionnait pas ils se sont davantage détourner des masses au profit de l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, des étudiants, des élus, des militants des autres partis, des syndicalistes pour finalement arriver au même résultat lamentable.

Le parti doit se mettre au service des travailleurs. Ce n'est pas au parti de leur dicter quoi que ce soit mais l'inverse, le traduire sous forme de mots d'ordre et de tâches qu'il doit leur proposer... Même ces notions de base du parti les militants les ignorent, qui plus est leurs dirigeants mais pour une tout autre raison, pour ne pas aller au charbon, c'est plus confortable et moins risquer de mener la lutte de classe d'un bureau plutôt que d'aller à la rencontre des travailleurs sur leur lieu de travail. Lénine privilégiait les rapports qu'il pouvait avoir avec des militants de base, il leur posait un tas de question pour prendre la température du terrain, il leur demandait notamment comment les ouvriers recevaient la politique du parti, etc. en lisant cela dans des articles je me suis dit que c'était grâce à ce moyen-là qu'il définissait sa ligne politique, ce qui expliquait du même coup pourquoi elle était bien reçue par les ouvriers.

Il n'y a pas de mystère à notre incapacité de construire le parti, on a tout fait à l'envers, on a refusé de s'inspirer des enseignements de la révolution russe voilà tout pour finalement les abandonner, et on s'étonne du résultat, pour un peu pourquoi ne pas accuser Lénine d'en être responsable, et lorsque Trotsky déclarera que le léninisme se confondait avec le parti bolchevik ou qu'il en était l'enseignement déterminant, le malheureux il ne devait plus avoir toute sa tête ! Pour dire encore un mot sur le parti, Trotsky affirmera qu'une direction collégiale devait diriger le parti pour éviter sa bureaucratisation ou que le pouvoir soit concentré entre les mains d'un seul dirigeant, ainsi que toutes les dérives qu'on peut imaginer. Sage précaution sachant qu'aucun dirigeant ne devait être de la trempe de Lénine ou Trotsky. - J-C)

Mais sur la lutte de classes, par contre, comme principe historique et comme principe politique ; et sur la volonté d'en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie, c'est-à-dire avec le capitalisme, comme mode de production et d'organisation sociale ; et tout particulièrement avec la propriété privée des moyens de production et d'échange... là, il faut être clair : c'est un principe de délimitation.

(Marx et Engels et à leur suite Lénine seront plus précis, ce sera uniquement par une révolution violente que la classe ouvrière parviendra à renverser le régime en place et à s'emparer du pouvoir politique, car il n'existe aucun autre moyen de faire rendre gorge à notre ennemi, jamais par le biais ou à l'issue d'un processus électoral ou institutionnel il ne cèdera le pouvoir, cela doit impérativement figurer dans le programme du parti. - J-C)

J'ajoute, c'est un prolongement de la remarque qui précède, et c'est un point sur lequel je suis en désaccord avec ta position, que l'idée d'un parti ouvert à des non-marxistes, et aussi, ce qui est plus délicat (et donc discutable), à des camarades ne se réclamant pas de la révolution, c'est-à-dire l'idée d'une transition dans le parti, cela prend pour moi un sens très positif, que m'avait expliqué un jour un camarade trotskiste : c'est le moyen pour que la classe ouvrière reparte sur ses bases propres, à partir de son mouvement propre, et qu'elle retrouve ainsi confiance en elle-même, une confiance à laquelle ne l'incline pas l'histoire du 20ème siècle (dont les idéologues de la bourgeoisie font par ailleurs leurs choux gras, c'est leur fonction).

(C'est à mon avis un faux problème qui sert à camoufler l'abandon du programme de la révolution socialiste par les conciliateurs ou lambertistes ou leur refus de le défendre au profit du réformisme bourgeois. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a jamais eu sauf exception qui confirme la règle de travailleurs ou de militants marxistes rejoignant un parti. Etre marxiste, un peu, beaucoup, à la folie, passionnément, cela n'a jamais rien voulu dire et énervait passablement Marx . Trotsky affirmera lors d'une conférence, en 1932 je crois dans les enseignants d'Octobre, qu'il n'y avait pas eu plus d'une poignée de marxistes au parti bolchevik en octobre 1917, et encore en étant généreux avait-il ajouté en substance ou quelque chose comme cela, donc c'est un faux problème ou mal poser la question qui est de savoir si on est prêt ou non à lutter à mort pour une cause et à se donner les moyens pour qu'elle triomphe, donc c'est davantage une question de résolution, de détermination qui doit être inflexible, inoxydable, incorruptible, et c'est bien pour cela qu'en parlant des militants du parti les marxistes évoquaient des combattants, des guerriers au caractère trempé comme l'acier... Ils étaient davantage marxistes en pratique qu'en théorie, ils se comportaient en marxistes sur le terrain ou le champ de bataille parce qu'ils avaient des dirigeants qui les guidaient dans la bonne direction. A ce que je sache, les bolcheviks étaient disciplinés en pratique et non en théorie, cela tenait d'un acte de volonté et non du marxisme. Demandez aux militants d'être marxistes, c'est comme demander à ton garagiste de faire un exposé sur la phénoménologie de l'esprit d'Hegel, c'est du délire ! Par contre les militants peuvent acquérir les bases du matérialisme dialectique si les dirigeants du parti daignent descendre de leur piédestal pour leur enseigner. On comprend mieux dès lors l'importance de la composition du parti, qui il recrute, dans quelles couches sociales, quelle sont les véritables valeurs des travailleurs qu'il recrute et comment elles vont être mises à contribution lors du combat politique et la révolution.

J'ai lu récemment un article de Lénine de 1921, dans lequel il demandait à ce que tous les membres du parti qui provenaient du parti menchevik soient virés, sauf précisait-il ceux qui servaient véritablement la révolution, il n'a pas dit sauf ceux qui étaient marxistes, non, sauf ceux qui étaient fidèles à l'Etat ouvrier, au socialisme, je cite en substance. Quand j'ai rejoint l'OCI en 1978, j'avais lu quelques ouvrages des marxistes auxquels je n'avais saisi qu'une infime partie, apparemment l'essentiel (pour militer), mais est-ce que cela faisait de moi un marxiste ? Pas du tout, je n'étais même pas foutu de savoir ce qu'était la dialectique ou le matérialisme, j'ânonnais le marxisme. Depuis je l'ai étudié sérieusement, passionnément et je continue. A la base je suis un ouvrier mécanicien dont je suis pragmatique, ce qui m'intéresse c'est d'acquérir des outils logiques pour interpréter le monde et je me fous éperdument de savoir si je suis marxiste ou non ou je ne sais quoi encore, c'est très prétentieux ou pédant tout cela, très académique, cela pue la suffisance et le mépris, tiens on y revient. Ce qui intéresse les militants ou les futurs militants, c'est de comprendre comme la société fonctionne pour mener leur combat politique, le reste passe au second plan. Comme cette compréhension n'est pas innée, il faudra bien les former aux rudiments du matérialisme dialectique pour qu'ils progressent. Je ne suis même pas sûr pour la plupart d'entre eux qu'ils aient réellement conscience de leur propre condition.

Il faut donc les armer théoriquement et politiquement pour qu'ils soient efficaces sur le terrain, mais aussi pour affronter leurs nombreux adversaires au sein du mouvement ouvrier, sinon ils vont se ramasser et se décourager.

Le parti ne peut pas être un club de discussion ouvert à tous les vents comme peut l'être le POI ou le NPA, où chacun pense et fait ce qu'il veut sans véritable direction et orientation, non, n'importe quel travailleur ne peut pas le rejoindre auquel cas il deviendrait ingouvernable, tandis que des dirigeants peu scrupuleux s'en empareraient à leur profit ce qui expliquerait pourquoi ils n'y voient aucun inconvénient, pendant que chacun fait son truc dans son coin, eux ils tirent les ficelles.

J'ai lu plusieurs articles de la tendance Claire du NPA qui l'illustraient parfaitement, ils en sont arrivés au point ou une poignée de dirigeants décident une chose et fait ouvertement exactement l'inverse sans que les autres dirigeants ou cadres ne soient informés, ils l'apprennent par les médias ou par la bande. Un tel parti ne sera jamais en mesure d'emmener les masses au combat et d'affronter la réaction déchaînée. C'est quelque chose qu'on a tendance à perdre de vue, parce que la révolution semble renvoyer à une date indéterminée, en fait on se comporte comme si on avait oublié ou écarté les enseignements de la révolution russe, donc l'objectif qu'ils devaient servir, autant dire qu'on s'est comporté en vulgaires opportunistes ou réformistes bourgeois.

On pourrait aussi poser une question farfelue, incongrue, politiquement incorrecte, qui va encore nous faire passer pour des gauchistes : qui dit que la situation n'aurait pas pris ou ne serait pas en train de prendre une tournure de telle sorte qu'elle nous conduirait à un moment donné à mettre à l'ordre du jour la question du déclenchement de la révolution, quand bien même toutes les conditions ne seraient pas réunies, dès lors que le parti existerait et serait implanté dans toutes les couches exploitées, histoire de précipiter ces conditions qui ne seraient pas encore tout à fait mûres du fait que demeureraient un certain nombre d'obstacles principalement de nature psychologique qui retiendraient les masses de passer à l'action, autrement dit, il s'agirait de donner un petit coup de pouce au destin pour préserver les progrès que nous aurions réalisés de manière à pouvoir franchir une étape décisive nous permettant d'entraîner les masses révolutionnaires et de nous emparer du pouvoir, sachant que dans le cas contraire la situation pourrait pourrir sur place et voir s'éloigner tous nos espoirs de vaincre notre ennemi.

Mais pour que cela soit envisageable, encore faudrait-il disposer de ce parti, l'avoir construit ou que sa construction soit bien avancée, donc s'y être pris longtemps à l'avance, dès maintenant puisque la société est en train de se décomposer à une vitesse fulgurante entraînant la décomposition de tous les partis, faudrait-il attendre que cette putréfaction ait gagné aussi notre parti pour ensuite se dire qu'il serait trop tard, et en déduire qu'on ne pourrait rien faire ou s'avouer vaincus, argument auquel de nombreux militants pourraient être sensibles et en profiter pour capituler ou déserter, auquel cas on se retrouverait une nouvelle fois à la case départ. Il faut donc élaborer une stratégie et s'y tenir, tout en sachant que le moment venu nous serons amenés à en changer, il faut donc que les militants y soient préparés, en comprennent la signification et la portée, ce qui implique que la politique du parti soit résolument orientée vers le renversement du régime.

On peut se retrouver en présence de conditions particulièrement favorables à une révolution et au renversement du régime, et s'avérer incapables de s'en saisir pour avancer vers notre objectif politique. Partant du constat que de moins en moins de travailleurs supportent leur condition et que cette tendance devrait s'amplifier dans un futur proche, pourquoi ne pas prendre les devants et nous préparer à la situation qui les verra adopter cet état d'esprit sans forcément que cela s'exprime directement sur le terrain de la lutte des classes, d'où l'intérêt d'une telle stratégie qui aurait pour fonction d'accéler leur prise de conscience pour qu'enfin des millions de travailleurs décident de passer à l'action contre le régime. Ce scénario implique que leurs conditions d'existence ne seraient pas forcément dégradées au point de les pousser à agir, mais qu'au quotidien ils ne supporteraient plus la société telle qu'elle serait devenue et souhaiteraient ardemment la changer. Sinon il faudrait attendre que leur condition se dégradent davantage sans que cela constitue la garantie qu'ils se soulèveraient un jour pour autant, la Grèce en est l'illustration par exemple, dès lors que le parti n'existe pas.

Cette perspective et cette orientation présentent l'avantage de ne pas reposer uniquement sur les conditions objectives et subjectives telles qu'elles avaient été définies autrefois, elles tiennent compte de l'évolution de ces conditions au cours de la fin du XXe siècle à nos jours, y compris la guerre idéologique et psychologique que la classe dominante mène contre le prolétariat, qui a pour fonction de le domestiquer ou de lui faire accepter la société telle qu'elle est (l'obstacle qu'on a évoqué plus haut), y compris que la satisfaction des besoins matériels des travailleurs ne suffit pas à leur épanouissement ou à leur bonheur, dès lors que la majorité de leurs aspirations demeurent insatisfaites, alors qu'ils leur accordent autant ou parfois plus d'importance qu'à leurs besoins sociaux ou matériels ; en raccourci, à quoi bon avoir un revenu qui nous permet de satisfaire nos besoins matériels ou de vivre relativement confortablement, si à côté de cela la société est devenue un véritable cauchemar pour nous et nos enfants ou petits-enfants, sans parler que pour accéder à un revenu supérieur au smic, cela nécessite bien des sacrifices à la longue insupportables, en fait, c'est comme si on bénéficiait des moyens matériels pour être heureux et qu'il était impossible de l'être véritablement dans une société aussi détestable. - J-C)

Il me semble que tout cela ramène à nouveau vers les questions évoquées au début de ce message, et aussi vers les 1ères remarques que j'avais formulées quant à des exigences de comportement : que tous ces gens-là, qui s'engagent toujours plus loin dans la mise en scène publique de leurs haines réciproques (dont j'aimerais bien qu'elles meurent avant eux), s'ils ont quelque souci de l'émancipation, ou plus simplement du sort immédiat de la classe ouvrière, arrêtent leurs conneries ! Ou bien... qu'ils tirent leur révérence !

(Ce qui tranche avec l'attitude de ces dirigeants, c'est la sincérité, la modestie, la simplicité, l'honnêteté des travailleurs qui

rejoignent un parti et qui avouent tout ignorer de la lutte des classes, du marxisme et tout notre bazar et qui ont soif de connaissances, qui sont disponibles pour apprendre, progresser, qui écoutent patiemment, qui se mettent à lire alors qu'ils n'en avaient pas forcément l'habitude, pour autant que je me souvienne de ma propre expérience et de mes premières réunions de cellule avec d'autres jeunes camarades qui quelque part possédaient cette flamme révolutionnaire garante de tant d'espoir que nos dirigeants se sont évertués à briser.

Quand tu t'es tapé ta journée de boulot et que tu participes à une réunion entre 19 et 20 heures, parfois beaucoup plus tard, c'est que tu en veux, tu es déterminé. En t'organisant tu fait déjà preuve de discipline, de courage, de volonté, tu mets en oeuvre plein de facultés, principes, valeurs, c'est un acte qui mobilise tellement d'énergie que si elle est dirigée dans la bonne direction elle fera des merveilles, tu seras un homme ou une femme comblée. Cela donne de la cohérence et de la consistance à notre vie, de la confiance en soi, qui pourra aussi nous aveugler si on attache trop d'importance aux avantages qu'on peut en tirer à titre personnel, au point de devenir notre objectif et de se détourner définitivement de celui qu'on s'était fixé au départ. Et si des idées viennent se greffer là-dessus, on ne pourra plus s'en séparer au point de faire n'importe quoi pour les préserver, vous êtes prêts pour rejoindre le clan des bureaucrates corrompus par l'idéologie de la classe dominante. On comprend pourquoi certains ne veulent pas qu'on foute le nez dans leurs affaires sur ce plan-là, c'est trop compromettant pour eux. Cela devient un style ou un mode de vie, une rente. On a l'illusion du pouvoir qui rime avec ambition, et si je n'en ai pas c'est parce que la notion ou le concept de pouvoir m'est étranger, il incarne des rapports que je veux renverser, donc je ne peux pas l'adopter, je n'étais pas fait ou je ne me suis pas fait pour devenir bureaucrate dans un syndicat ou un parti. - J-C)

Salutations.

PS Ce que j'ai dit plus haut sur l'idée de transition, dont je pense toujours que c'est une bonne idée, ne préjuge pas de ce qu'a été en réalité le PT, dont le POI a pris la suite. Et pour ma part, si j'ai fini par m'en aller, c'est parce que j'ai pu constater, sans aucune ambiguïté malheureusement, que ce discours public recouvrait des pratiques sans rapport. Des pratiques faisant que le commun des militants est manipulé par sa direction, une manip qui, vue d'en-bas, n'apparaît presque jamais.

(Le PT et le POI, je les juge uniquement au regard du résultat que j'estime nul dans absolument tous les domaines. Pour ne pas dire pire et ce serait justifié. - J-C)

Et dans ces conditions, bien évidemment, aucune organisation ne peut se développer. Il lui reste seulement à vieillir. J'ai donc fait ce que je conseillais plus haut à d'autres, pour d'autres raisons, et sous réserve qu'ils soient incapables d'évoluer : j'ai tiré ma révérence.

(En terme de réalisation, tu avoueras que le PT ou le POI ont fait très fort, te dégoûter et te pousser à la démission comme des milliers d'autres militants. Mon appréciation est amplement justifiée. Et c'est bien triste pour tous ces militants qui n'avaient pas mérité un tel sort. - J-C)

Quant aux raisons des choix opérés par la direction du CCI-PT-POI (seconde étape du parcours de dés-illusion : après avoir repéré la manip, on essaie d'en comprendre les raisons), elles sont, vues d'en bas, ce qui était mon "lieu", très opaques. Mais il me semble bien, comme c'est souvent dit dans des commentaires tenus ici ou là, que l'essentiel se joue dans le souci de maintenir et améliorer les positions tenues dans les syndicats - un souci méritant par ailleurs réflexion : Audiard parlerait du grisbi, mais ce n'est qu'un aspect - et tout particulièrement au sein de FO.

(La direction du CCI-PT-POI étant particulièrement tordue et malsaine, je crois que les militants qui ont progressé ne le doivent qu'à eux-mêmes, à leur expérience du militantisme, aux discussions qu'ils ont eu entre militants et avec des travailleurs, leurs dirigeants étant des contre-exemples à ne surtout pas imiter. Je n'ai pas à juger les enseignements que tu as pu retenir de cette expérience. - J-C)

Un autre courriel reçu.

Je remercie au passage ces deux militants pour leurs courriels, car ils contribuent positivement à la discussion pour aller de l'avant.

Salut Jean Claude,

Pour répondre à tes commentaires, il y a quand même une contradiction entre le fait de penser que le niveau intellectuel atteint par les militants du POI ne serait pas si élevé que ça, et dire que d'un autre côté, un parti aurait pris en otage les meilleurs éléments de l'avant-garde du mouvement ouvrier.

(Je voulais dire par là que les meilleurs éléments de la classe ouvrières n'ont pas forcément rejoint le POI, moi par exemple si je peux me permettre, ou l'ont quitté et ont abandonné le combat politique. On est otage de partis qui ne nous conviennent pas forcément, on n'a pas vraiment le choix ou alors on reste inorganisé. Et quand on y est, on se dit : et si je me barre, je vais aller où car tous les autres partis sont encore pire, donc il n'y a pas de solution satisfaisante. Il est vrai que des militants possédant

de grandes qualités ont rejoint le POI ou le CCI à différentes époques, après coup on pourrait peut-être dire comme on entre en religion ou au couvent. On a le couvert qui est servi à l'heure, c'est rassurant ou réconfortant, un peu comme les fonctionnaires qui attendent sagement la retraite et n'attendent plus rien de la vie, on ne me fera pas croire qu'on devient fonctionnaire par vocation, cela n'existe pas, vie qui sera sans doute routinière au possible, abrutissante, bref médiocre, au moins on aura échappé au pire, c'est ce que l'on croit ou ce dont on s'est persuadé plus ou moins hypocritement, mais rien n'est moins sûr en fait. - J-C)

On dit quelque fois que l'on a les politiques que l'on mérite, mais c'est aussi vrai de ses dirigeants syndicaux, de ses partis…

(Ce que tu dis là est injuste envers les militants, aucun travailleur ne mérite le sort que la société lui a réservé, même celui qui fait tout pour se foutre dans la merde, c'est même peut-être le plus à plaindre. - J-C)

Je ne me considère pas comme un militant plus malin, plus intelligent qu'un autre, et il ne m'a fallu guère plus d'un an pour me rendre compte que le POI n'était pas le parti qu'il prétendait être, et qui en tout cas, correspondait à ce que j'en attendais.

(Bravo! Je n'ai pas à me prononcer sur tes aspirations ou convictions qui ne regardent que toi, mais c'est un fait, sachant que c'est la baisse des effectifs du POI qui a précipité sa crise semble-t-il, soyons plus précis, la crise de son appareil, gageons que si des milliers de militants supplémentaires avaient décidé de démissionner, cette crise serait survenue plus tôt, ce qui aurait permis de remettre les pendules à l'heure plus tôt également, sans présumer de la suite. - J-C)

Mais il y a sans doute une chose qui m'a rendu la tache plus facile. C'est que je n'y ai jamais adhéré, et surtout pas à un âge trop jeune, où j'aurai pu être facilement influençable, par manque d'expérience, par illusion. Nombre de militants se retrouvent dans des organisations dont ils ne savent plus se séparer, car ayant noué des sympathies, des amitiés malgré le fait de ne pas être forcément d'accord avec la ligne de la direction, la teneur des débats. Quelques fois, c'est presque les seuls liens qu'ils leur restent. Difficile de rompre dans ces cas là… Même si cela n'explique pas tout, c'est évident.

Je considère de plus en plus qu'il faut vraiment repartir de la base même des principes du matérialisme, comme tu le fais, d'ailleurs, pour bâtir une conscience politique critique du monde dans lequel on vit. En posant les bonnes questions à propos des rapports économiques, sociaux et politiques. Evidemment, la durée que cela prendra pourra être longue, mais l'accroissement des tensions sociales et politiques peut être un accélérateur.

(Tout devient plus clair effectivement, mais quand on est aveugle cela ne change rien, il ne faut pas se faire d'illusions inutilement. Comme le disait très justement un autre camarade, il faut savoir ravaler sa rancoeur, et ce n'est pas facile de s'accepter tel qu'on est, d'assumer ses faiblesses et ses erreurs, de reconnaître que notre amour-propre était mal placé, personnellement c'est quelque chose qui m'est étranger. - J-C)

Amicalement.

ACTUALITE EN TITRES

La fuite en avant.

- Bond des Bourses européennes grâce aux banques centrales - Reuters

- Les Bourses européennes finissent en forte hausse grâce à Pékin - Reuters

- La Chine abaisse ses taux et permet aux banques de prêter davantage - AFP

Cadeau. Comment faire baisser le coût du travail et le faire payer aux travailleurs.

- L'Assemblée vote la baisse des cotisations sur les salaires jusqu'à 3,5 Smic - AFP

L'Assemblée nationale a voté mercredi soir la baisse des cotisations sur les salaires inférieurs à 3,5 Smic prévue dans le pacte de responsabilité. AFP 22.10

En famille il est préférable de se ménager.

Marine Le Pen a annulé à la dernière minute sa participation à l'émission 'Des Paroles et des Actes' qui n'aura donc pas lieu, apparemment parce que la liste des participants avait été modifiée de sorte qu'elle se serait retrouvée face à 6 ou 8

adversaires qui l'auraient lynchée sans qu'elle puisse réellement se défendre, on explique pourquoi plus loin.

- Le Pen sur France 2: Cambadélis et Sarkozy se sont parlé, "partagent la même analyse" - AFP

"Cambadélis et Sarkozy sont convenus d'envoyer chacun une lettre au CSA", a-t-on appris au siège du Parti socialiste.

Le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis avait écrit à Nicolas Sarkozy, président des Républicains, pour lui proposer qu'ils saisissent ensemble le CSA pour protester contre cette cinquième invitation sur 36 émissions. AFP 21.10

Pourquoi ce genre d'exercice ne convient-ils pas à Le Pen, Cambadélis, Sarkozy, Mélenchon, Laurent ? Parce que tous ces représentants du régime savent tous quels rôles chacun joue et qu'ils ne peuvent pas aller jusqu'au bout de leur argumentation sans révéler le rôle de leur adversaire et vice versa, ils ne tiennent pas à se démasquer aussi ouvertement, pour finalement un profit qui sera maigre ou pratiquement nul. Vaut mieux que cette sinistre comédie continue et que chacun reste à sa place.

STO

- RSA : deux parlementaires veulent sanctionner les fraudeurs et obliger les bénéficiaires à travailler - Public Sénat

Quand est-ce qu'on enverra ces prostitués au turbin ?

Aurait-il soudain des scrupules ?

- Melenchon ne veut pas être associé à Hitler - Le Huffington Post

Il ne veut pas que son nom soit associé à celui d'Hittler. Jean-Luc Mélenchon a écrit aux éditions Fayard, jeudi 22 octobre pour leur demander de renoncer à publier le livre Mein Kampf (Mon combat), qui tombera dans le domaine public le 1er janvier prochain.

Le tribun du Front de gauche dont l'ouvrage *L'Ere du peuple* est sorti chez cet éditeur l'an passé a publié la lettre sur son blog. Le Huffington Post 22.10

On pourrait dire en raccourci, que M. Mélenchon en choisissant de rejoindre le PS il y a plus de 30 ans, puis de former une coalition au sein du Front de gauche avec le PCF, a délibérément décidé de marcher dans les pas des Blum et Thorez ou de frayer la voie au fascisme au détriment du socialisme. Qu'il en assume les conséquences !

Vive la guerre !

- Pourquoi les marchands d'armes français font un carton à l'étranger - 20minutes.fr

Les Egyptiens refusent de plébisciter la dictature militaire.

- Participation de 26,56% au 1er tour des législatives en Egypte - Reuters

Stratégie du chaos et de la guerre

- Pakistan: au moins 16 morts dans un attentat contre des chiites - AFP

- Boko Haram : journée de prière sanglante au Nigeria, au moins 55 morts - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Entre "amis".

- Hollande-Tsípras, les copains de bord - Libération

- Hollande avec les Grecs et contre les extrêmes à Athènes - Reuters

Il a demandé à la Grèce d'appliquer les réformes imposées par ses créanciers internationaux, condition selon lui pour que la charge de la dette publique soit à l'avenir allégée.

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a salué lors d'un point de presse avec le président français l'aide apportée par son "ami François" lors des douloureuses négociations de l'été.

"François a été une personne qui m'a convaincu que je devais d'accepter un compromis difficile (...) en ayant pour objectif de garder l'Union européenne unie aux dépens des forces conservatrices extrêmes qui avaient des plans de division déjà prêts dans leur poche et qui n'ont pas encore abandonné ces plans", a dit le Premier ministre grec. (Tsipras assume désormais complètement son rôle d'agent de la réaction. - LVOG)

Pour le président français, "la question du 'Grexit' est derrière nous", à condition que la Grèce poursuive les réformes, ce dont les autorités grecques l'ont assuré.

"Je ne doute pas que chacun aura à coeur de respecter ses engagements pour que cette idée ne revoie pas le jour", a-t-il ajouté, en soulignant que le sujet avait disparu des discussions européennes depuis quelques semaines.

Hollande salue les réformes en cours, appelle à la «paix sociale», alors qu'une grève générale se profile le 12 novembre - un test pour Syriza -, et assure à Bruxelles que le programme d'austérité sera mis en œuvre. Reuters et AFP 23.10

Guerre idéologique. De gré ou de force vous devrez vous soumettre à notre dictature.

- Paris : des publicités sexistes pour le palais omnisports de Bercy retirées du métro - Francetv info

"Le seul lieu où les femmes sont à vos pieds." Le slogan choisi par l' AccorHotels Arena pour promouvoir la réouverture du palais omnisports de Bercy (qui change donc de nom) n'a pas plu à la mairie de Paris. Actionnaire majoritaire de la salle, la municipalité a demandé, vendredi 23 octobre, le retrait de la campagne dans les stations de métro de la capitale, rapporte le Parisien.

Les affiches, placardées jeudi dans le métro, montraient une joueuse de tennis à genoux sur un court, accompagnée de cette légende tendancieuse. Le slogan a aussitôt été épinglé sur Twitter par des internautes ainsi que par le maire-ajoint (EELV) aux Transports, Christophe Nadjovski.

Elles seront remplacées par d'autres publicités, au slogan cette fois moins controversé : "le seul lieu de Paris où vous pouvez crier sans gêner vos voisins".

Et la rue !

En complément

- Propos racistes contre Taubira : une élue LR poursuivie en justice - LeFigaro.fr

- "Que Taubira reparte dans sa brousse": le dérapage d'une élue bourguignone - Le Huffington Post

- Les députés PS veulent une sanction contre Bompard après ses propos sur l'islam - AFP

Qu'on se le dise : Toute critique, toute opposition à l'ordre établi et à son idéologie qui relève de la tyrannie doit être bannie, censurée, déclarée hors la loi, sanctionnée pénalement, réprimée.

La jeunesse n'a aucun avenir sous ce régime.

- Plusieurs quartiers de Mâcon en proie à des violences depuis dix jours - lefigaro.fr

Depuis une dizaine de jours, des incidents frappent la ville habituellement paisible de Mâcon (34.000 habitants), en Saône-et-Loire. Des actes de violence en constante augmentation depuis début octobre, selon le préfet Gilbert Payet. En moins d'un mois, vingt-quatre véhicules, voitures et motos, ont été incendiés contre trente-quatre au cours des six derniers mois. Une voiture de police et un véhicule de pompiers ont également été caillassés.

Ces violences sont attribuées à des jeunes âgés de 13 à 15 ans. Plusieurs interpellations ont déjà eu lieu dont deux cette semaine

a indiqué le préfet. Ces actes de vandalisme sont répertoriés dans plusieurs quartiers de la ville tels que La Chanaye, Les Saugeraies et Les Blanchettes. «Ce ne sont pas des zones à risque ou des quartiers complètement coupés du reste de la ville comme ça peut exister ailleurs. Mâcon est habituellement une ville très paisible et calme, c'est pour cela que la situation est prise très au sérieux», indique la mairie.

«Il n'y a pas d'explication de fond à ces incidents, si ce n'est qu'il y a des jeunes qui regardent la télévision et se disent “Pourquoi pas nous?”», tente d'expliquer Claude Cannet, première adjointe au maire. Une théorie soutenue par le préfet Gilbert Payet, qui dénonce un phénomène de mimétisme. lefigaro.fr 23.10

Complément par un internaute.

Incidents de Moirans

- "Il faut être plus précis sur l'origine. 4 jeunes" âgés de 17 et 18 ans soupçonnés d'avoir commis un cambriolage percutent un arbre à bord d'une BMW volée. Les 3 morts ont été retrouvés gantés et cagoulés... (leurs proche vont sans doute dire qu'ils revenaient d'une soirée déguisée. Seul un "jeune" de 17 ans est sorti vivant avec des blessures.

Le frère d'une des victimes est au taule pour purger une peine de 5 ans."

Quand l'esprit du 11 janvier s'empare d'une milice sioniste

- Un journaliste du site Buzzfeed agressé par la Ligue de défense juive : une plainte va être déposée - libération.fr

En juillet 2014, le ministère de l’Intérieur étudiait la possibilité juridique de dissoudre la Ligue de défense juive (LDJ), un groupuscule «d’autodéfense» juif coutumier des actions violentes, et d’ailleurs interdit aux Etats-Unis et en Israël. Mais le jeudi 22 octobre 2015, plus d’un an plus tard, le même groupuscule avait obtenu de la préfecture de Paris l’autorisation de manifester devant le siège de l’Agence France Presse (AFP), à Paris. Pour dire quoi ? Qu’à ses yeux la couverture du conflit israélo-palestinien penche bien trop du côté palestinien. Un journaliste du site Buzzfeed, David Perrotin, s’est rendu sur place en début de soirée pour en rendre compte avec des tweets et des photos.

Manque de chance : David Perrotin, qui a l’habitude de couvrir de nombreuses manifestations et dérapages des extrêmes droites, que ce soit physiquement ou sur Internet, est connu de la LDJ. Quand sa présence sur les lieux a été découverte, les manifestants (cagoulés) ont donc décidé de s’en prendre à lui.

David Perrotin : Une manifestante me dit: "je préviens la LDJ que vous êtes là Monsieur Perrotin".

Sur Buzzfeed, un article de Cécile Dehesdin, la rédactrice en chef, raconte ce qui s’est produit après ce tweet :

«Se sachant reconnu, [David Perrotin] s’est écarté du rassemblement et s’est dirigé vers les fourgons de CRS stationnés à quelques mètres de la place de la Bourse. Il a expliqué la situation à un policier, qui a contacté ses collègues pour lui assurer une protection. Lors de ce temps d’attente, une dizaine de jeunes, manifestement membres ou sympathisants de la LDJ, se sont approchés visage cagoulé ou tête casquée. Le policier a alors demandé à notre journaliste de "courir vers les collègues" qui gardaient à ce moment précis les entrées de l’AFP.»

C’est en traversant la rue pour rejoindre l’entrée du bâtiment de l’AFP que David Perrotin a essuyé plusieurs coups, notamment dans le dos, «qui n’ont heureusement pas laissé de marques», et «un coup à la tête», donné par un casque de manifestant selon la police, relate Buzzfeed. «Dans la confusion, les policiers ont d’abord donné quelques coups à David Perrotin avant de comprendre qu’il était journaliste», ajoute le site. David Perrotin a ensuite pu s’abriter dans les locaux de l’AFP, avant d’être évacué.

Buzzfeed indique avoir demandé des explications à la LDJ, qui a répondu par «un mail vide», et à la préfecture de Paris, qui avait autorisé le rassemblement. «Ces violences contre un journaliste en train de faire son travail sont inacceptables, et portent atteinte à la liberté de la presse. Notre journaliste déposera plainte contre X ce vendredi», conclut Cécile Dehesdin. libération.fr 23.10

Mais où sont donc passés les droitsdelhommistes ?

Quand des trusts pharmaceutiques imposent leur loi à l'Etat.

Un exemple qui préfigure les rapports qui existeront quand le traité transatlantique de libre-échange USA-UE aura été adopté en faveur des multinationales.

- Médicaments: des laboratoires remportent une victoire contre la Haute Autorité de santé - AFP

C'est une première: la justice administrative, saisie par deux laboratoires pharmaceutiques, a ordonné vendredi à la Haute Autorité de santé (HAS) de leur communiquer les noms de ses agents ayant instruit les dossiers de réévaluation de deux de leurs médicaments, déremboursés ultérieurement.

La HAS dispose d'un mois pour communiquer aux laboratoires l'identité de ses agents dans ces dossiers, selon la décision du tribunal administratif de Montreuil, dont l'AFP a obtenu copie.

"Nous prenons acte de cette décision et nous allons nous y conformer", a déclaré à l'AFP Christine Vincent, responsable juridique de la HAS. "Cela va nous amener à réfléchir à nos procédures internes", a-t-elle ajouté, sans pouvoir dire dans l'immédiat si l'institution comptait faire appel.

Entre 2012 et 2014, la commission de la transparence de la HAS avait rendu des avis de déremboursement par la sécurité sociale de deux médicaments anti-arthrosiques, l'un du laboratoire français Genevrier et l'autre du laboratoire italien Rottapharm, concluant à un service médical rendu insuffisant. Ces avis avaient été suivis par le ministère de la Santé.

Les deux fabricants avaient alors réclamé à la HAS non seulement la retranscription des débats de la commission mais aussi le relevé nominatif des votes de ses membres et l'identité des chefs de projet ayant instruit au préalable ces dossiers.

"C'est la première fois qu'on avait une telle demande, on était très surpris", selon Mme Vincent. Jusqu'à présent la HAS refusait de divulguer l'identité de ses chefs de projet, notamment "pour les préserver des appels des laboratoires", a-t-elle expliqué.

Le tribunal administratif de Montreuil a cependant estimé que la publication des noms des agents de la HAS "permettait de contribuer à l'objectif d'éviter tous conflits d'intérêts".

La HAS avait également refusé de donner aux laboratoires le relevé nominatif des votes car elle n'émet pas ce genre de document, qu'aucune disposition réglementaire ou législative ne lui impose explicitement.

Sans se prononcer sur la légalité de l'absence d'un tel document, le tribunal administratif a rejeté cette demande des laboratoires.

Il s'est contenté de rappeler que les administrations ne peuvent communiquer que les documents existants en leur possession et qu'elles ne sont pas tenues "à établir des documents sur demande".

Selon Noëlle Lenoir, l'avocate des deux laboratoires, ancienne membre du Conseil constitutionnel et ancienne ministre des Affaires européennes (2002-2004), il est "ridicule" de penser que les fabricants voulaient ainsi faire pression sur les membres de la commission de la transparence ou sur les agents de la HAS car "le droit d'accès aux documents ne vaut qu'a posteriori" des avis rendus.

Mme Lenoir, qui a aussi été déontologue de l'Assemblée nationale (2012-2014), a assuré à l'AFP que les laboratoires avaient agi au nom "d'une plus grande transparence des procédures relatives au médicament et d'un meilleur contrôle des situations de conflits d'intérêts".

"Ce n'est absolument pas aux laboratoires de s'en assurer, mais à l'institution de vérifier que les gens qu'elle emploie n'ont pas de problématiques de conflits d'intérêts", a rétorqué Mme Vincent.

"Les anti-lobbies réclament depuis des années une transparence au sein des agences sanitaires qui ne doivent plus être des boîtes noires", a déclaré pour sa part Michèle Rivasi, députée européenne Verts-ALE, qui milite "contre l'emprise des laboratoires pharmaceutiques sur le système de santé".

"Ils réclament donc que les noms de ceux qui réalisent les évaluations soient connus, ainsi que les motifs de décisions prises par ces agences, notamment en matière de remboursement ou de déremboursement des médicaments", a-t-elle ajouté. AFP 23.10

Ceux qui n'auraient pas encore compris quel rôle jouaient les écologistes au côté des multinationales ou de la réaction sont servis. Sachant la pression qu'exercent les trusts pharmaceutiques sur les chercheurs ou scientifiques, le lobbying auquel ils se livrent auprès des parlementaires pour que les conclusions de leurs rapports leur soient favorables, leur fournir les noms de ceux qui se livrent à des études sur les produits qu'ils destinent à la commercialisation, c'est leur donner les moyens de les corrompre, voire de les menacer, les décourager de rendre des rapports contraire à leurs intérets.

Social.

- L'avenir des 700 salariés de Fram est incertain - Francetv info

- Areva : 2 700 postes supprimés d'ici 2017 - Francetv info

Air France: rassemblements en soutien "aux inculpés" et pour l'emploi - AFP

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées jeudi à Paris et des centaines en région pour le maintien de l'emploi au sein d'Air France et en soutien "aux inculpés" impliqués dans les violences début octobre.

A Paris, ils étaient "au moins 7.000", selon la CGT, 2.200 selon la préfecture de police.

Des personnalités politiques d'extrême-gauche se sont mêlées aux manifestants, notamment Pierre Laurent (PCF), Eric Coquerel (PG), Olivier Besancenot (NPA) et Nathalie Arthaud (LO). Le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez a aussi répondu présent.

La banderole de l'intersyndicale (CGT, SNPL, Spaf, FO, Unsa...), constituée d'une douzaine de syndicats, appelait ainsi à l'"arrêt des poursuites disciplinaires et judiciaires, nous ne sommes pas des voyous". La CFDT et CFE-CGC n'avaient, elles, pas appelé à la mobilisation.

- Les gardiens de prison manifestent à leur tour - Reuters

Après les policiers et les avocats, des gardiens de prison ont exprimé leur colère jeudi lors d'une manifestation organisée dans le centre de Paris à l'appel de quatre syndicats.

Plus de 3.000 surveillants, selon les organisateurs, ont défilé de la place du Châtelet jusqu'à la place Vendôme, sous les fenêtres de la ministre de la Justice Christiane Taubira, comme l'avaient fait la semaine dernière les policiers.

Les surveillants n'ayant pas le droit de grève, seuls ceux au repos ont pu manifester.

Le slogan "Taubira démission" visant la ministre de la Justice a été repris à plusieurs reprises lors du parcours, tandis que d'autres surveillants chantaient La Marseillaise.

"Cette administration est déconnectée de la réalité, c'est 'tout pour les voyous'", a lancé un porte-parole de l'intersyndicale à la tribune.

Les syndicats UFAP-Unsa, FO, FO personnels administratifs et CGT pénitentiaire dénoncent le manque d'effectifs - 1.200 à 1.300 postes seraient actuellement vacants, engendrant de nombreuses heures supplémentaires - et la violence dans les prisons.

Près de 4.000 agressions physiques ont été recensées selon eux en 2014, ainsi que 18 prises d'otages et 12 suicides.

Les manifestants réclament également une revalorisation de leurs indemnités et une négociation sur les questions d'hygiène et de sécurité.

- Les avocats appelés à durcir leur grève lundi - Reuters

Le Conseil national des barreaux (CNB) a appelé vendredi à une extension de la grève des avocats contre la réforme de l'aide juridictionnelle par un mouvement total et illimité dans toute la France.

Cette décision a été prise lors d'une assemblée générale, à l'issue d'une semaine de mobilisation qui a touché plusieurs dizaines de barreaux français.

"Il s'agit d'une grève nationale totale des audiences et des désignations d'avocats", a-t-on précisé au CNB.

Le mouvement s'est durci au cours de la semaine, des avocats disant avoir été victimes de violences policières alors qu'ils bloquaient des tribunaux, à Lille et Toulouse notamment. Reuters 23.10

En complément à l'internationale.

- Nouvelles manifestations à Brazzaville, au Congo - Reuters

- Géorgie : manifestation pour le pluralisme des médias - euronews.com

- Afrique du Sud: affrontements entre la police et des étudiants devant le Parlement - AFP

La police anti-émeute sud-africaine a lancé mercredi des grenades assourdissantes pour repousser plusieurs centaines d'étudiants qui tentaient de pénétrer dans le Parlement au Cap, a constaté l'AFP.

Quelques minutes auparavant, un groupe d'étudiants était parvenu à s'introduire dans l'enceinte du Parlement pourtant protégée par un important cordon policier, tandis que d'autres lançaient des bouteilles sur les forces de l'ordre.

Depuis plusieurs jours, des milliers d'étudiants sud-africains protestent contre l'augmentation des frais de scolarité pour la rentrée prochaine, perturbant le fonctionnement des principales universités du pays.

La séance parlementaire qui se déroulait en présence du président Jacob Zuma a également été brièvement interrompue par l'expulsion manu militari des députés du parti radical de gauche des Combattants pour la liberté économique (EFF) du leader populiste Julius Malema, qui réclamaient que la question des frais de scolarité soit mise à l'ordre du jour.

«Les frais de scolarité doivent baisser», ont scandé les députés expulsés, reprenant le slogan des manifestants.

Les cours dans les universités du Witwatersrand à Johannesburg, du Cap et de Pretoria étaient suspendus mercredi en raison de ces manifestations, alors que le mouvement estudiantin s'étendait à l'ensemble du pays.

Mercredi matin, la police a aussi recouru à la force contre les manifestants à Port Elizabeth, dans le sud-est de l'Afrique du Sud.

«Nous avons du tirer des grenades assourdissantes et des flashballs pour disperser un groupe d'étudiants qui bloquaient la voie publique», a déclaré à l'AFP Miranda Mills, la porte-parole de la police de Port Elizabeth.

Mardi, alors que l'université du Cap (UCT) avait qualifié les manifestations d'illégales, la police avait arrêté 23 étudiants protestataires. Ils comparaîtront devant la justice vendredi.

Les manifestants dénoncent l'augmentation des frais de scolarité qui empêchera, selon eux, les étudiants noirs les plus pauvres d'avoir accès à l'enseignement supérieur.

Leur slogan «Fees must fall» (les frais de scolarité doivent baisser) fait référence à la campagne «Rhodes must fall» menée avec succès en avril par les étudiants de l'UCT pour déboulonner la statue du colonisateur britannique Cecil John Rhodes.

Les responsables des universités assurent de leur côté qu'une hausse est nécessaire pour pouvoir offrir une meilleure qualité d'enseignement.

L'augmentation des frais de scolarité varie selon les universités. A Witwatersrand, 10,5% d'augmentation étaient par exemple prévus alors que l'année universitaire coûte de 29.620 rands (1.930 euros) à 58.140 rands (3.800 euros), sans compter le logement ou les fournitures.

Mardi, le ministre de l'Enseignement Supérieur Blade Nzimande avait proposé que l'augmentation des frais soit limitée à 6% dans l'ensemble des universités après une réunion d'urgence avec les directeurs des facultés. Mais sa proposition avait été rejetée par les étudiants. AFP

- A Delhi, des étudiantes indiennes protestent contre les couvre-feux sur les campus - LeFigaro.fr

Combattre la culture du viol omniprésente en Inde, oui. Mais pas au prix de leur vie privée et de leur liberté. Voici le message qu'essayent de faire passer des étudiantes de New Delhi par le biais de leur campagne «Pinjra Tod» - «Briser la cage». Les jeunes femmes refusent de se soumettre à des couvre-feux qui les empêchent de sortir diner avec des amis, faire la fête et même aller à la bibliothèque le soir. LeFigaro.fr 23.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Terrorisme d'Etat.

- Le terrorisme dans les pays arabes puise ses racines dans le despotisme - sahartv.ir

« Le terrorisme dans les pays arabes trouve son origine dans le despotisme et la restriction du peuple », a affirmé le président du Centre bahreïni des droits de l'Homme.

« Les politiques répressives, l'oppression et la restriction qu'imposent les régimes arabes à leurs peuples, en quête de la liberté et de la justice sociale, sont à l'origine de l'extrémisme et des actes terroristes dans les pays arabes », a déclaré Nabil Rajab, président du Centre bahreïni des droits de l'homme.

« Négligeant la dignité humaine et les revendications légales et démocratiques de leurs peuples, ces régimes ne se soucient que de s'accrocher au pouvoir», a-t-il précisé en allusion à l'instrumentalisation par certains régimes arabes de la religion pour parvenir à leurs objectifs politiques. « Les régimes despotiques propagent de la haine, des pensées takfiries et le mépris des convictions et des religions d'autrui afin de parvenir à leurs objectifs néfastes », a-t-il indiqué.

Nabil Rajab a souligné la nécessité de définir une stratégie pour anéantir l'extrémisme et empêcher les actes terroristes via un dialogue transparent entres les gouvernements et les peuples. sahartv.ir 21.10

2- Otan

- L'Otan lance ses manœuvres au large des côtes de la Turquie - sahartv.ir

Le QG de l'armée turque a fait part sur son site officiel du commencement dans le golfe de Saros des manœuvres militaires appelés « Victoire 2015 » avec la participation des pays membres.

Les manœuvres aériennes et maritimes conjointes dans le golfe de Saros en mer Egée se poursuivront pendant 5 jours.

Les forces navales, aériennes et de la garde côtière de la Turquie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Grèce et des Etats-Unis participeront à ces exercices.

Selon ce rapport, des représentants du Qatar, de Bahreïn, de la Corée du Sud, du Pakistan, du Bangladesh, de la Géorgie et du Turkménistan participeront à ces manœuvres en tant qu'observateurs. sahartv.ir 22.10

3- Syrie

3.1- Poutine accuse les Occidentaux de **"**double-jeu**"** en Syrie - euronews.com

- Poutine a dénoncé le "double jeu" des Etats-Unis avec les terroristes - sahartv.ir

M.Poutine a dénoncé le "double jeu" des Etats-Unis qui ont manipulé et instrumentalisé des groupes terroristes pour renverser des "régimes indésirables". Selon lui, les armes remises aux membres de l'"opposition modérée" au Proche-Orient sont tombées entre les mains des terroristes.

Selon lui, il n'existe pas de différence entre les terroristes et les rebelles modérés. "Au Proche-Orient, il y a plusieurs groupes terroristes qui se disputent des sources de revenus, il ne s'agit même pas d'une lutte idéologique", a-t-il expliqué.D'autre part, il faut faire la distinction entre le vrai islam et les mensonges diffusés par les extrémistes, à son avis."Si le groupe Etat islamique (EI) prenait le contrôle de la ville de Damas ou de Bagdad, les terroristes en feraient une tête de pont pour lancer une expansion mondiale", a-t-il déclaré.

Le président Poutine a appelé à libérer la Syrie et l'Irak des terroristes avant qu'ils ne s'emparent d'autres régions."L'opération lancée par la Russie en Syrie est absolument légitime, elle permet de porter une frappe préventive contre les terroristes", a rappelé le président.

"Les Syriens doivent décider eux-mêmes de leur sort avec le soutien de la communauté internationale au lieu d'être soumis à des ultimatums et à un chantage international. Il faut œuvrer pour le rétablissement des institutions d'Etat au lieu de saper les régimes en place dans les zones des conflits", a noté le président Poutine.

"La communauté internationale doit enfin coordonner ses actions avec les gens qui habitent au Proche-Orient", d'après lui.

Le président russe a exhorté les membres de la communauté internationale à se considérer comme des alliés qui luttent

ensemble contre le terrorisme. Il a fait état de progrès enregistrés dans les entretiens internationaux sur la Syrie et l'établissement des contacts entre les militaires de différents pays. Selon M.Poutine, les entretiens russo-américains concernant la lutte contre les terroristes en Syrie avancent dans le bon sens, mais pas si vite qu'on le souhaite. sahartv.ir 22.10

3.2- Il faut fournir des missiles Stinger, aux terroristes syriens (McCain) - sahartv.ir

John McCain, chef de la commission des forces armées du Sénat américain a déclaré que Washington devait équiper les terroristes syriens par des missiles sol-air Stinger.

Selon l'agence de presse Sputnik, John McCain, le sénateur républicain et président de la commission des forces armées du Sénat américain a plaidé une fois de plus, la multiplication des aides militaires aux opposants armés syriens. « Nous l'avons déjà fait en Afghanistan. Après que les Russes ont agressé l'Afghanistan, nous leur avons fourni des missiles sol-air », a dit McCain qui fait allusion au programme de 500 millions de dollars de la CIA pour former les terroristes syriens, programme entièrement annulé, en raison du fiasco des Américains.

Dans la foulée, les Etats-Unis ont changé de stratégie et envisagent d'équiper de plus en plus les terroristes présents en Syrie, au lieu de former de nouveaux effectifs. sahartv.ir 21.10

3.3- Syrie: 83 positions de Daech bombardées par la Russie en 24 heures - sahartv.ir

Les forces aériennes russes ont frappé 83 positions de Daech en Syrie ces dernières 24 heures, rapporte le ministère russe de la Défense.

"Les avions russes ont effectué 46 sorties militaires et ont frappé 83 positions du groupe terroriste Daech dans les provinces d'Idlib, d'Alep, de Damas, de Hama et de Deir ez-Zor", a annoncé mercredi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Selon l'Etat-Major de la Fédération de Russie, les terroristes effectuent des manœuvres de retraite après avoir perdu la majorité de leur matériel militaire sur la ligne de contact avec l'armée syrienne. Les drones russes ont également augmenté le nombre de sorties pour contrôler la situation.

Selon M. Konachenkov, les avions de bombardement ont détruit un poste de commandement de terroristes dans la province d'Idlib en Syrie, ainsi qu'un dépôt de matériel militaire. sahartv.ir 21.10

3.4- Hama : Sauve-qui-peut dans les rangs de Daech - sahartv.ir

Les terroristes de Jaysh al Khalafa , liés à Daech se sont retirés de la banlieu de Hama et se sont repliés à Raqqa et à Deir Ezzour.

Selon Al Ahed, les terroristes takfiris auraient massivement transféré leurs armements à Raqqa et à Deir Ezzour, soit le bastion des terroristes dans l'est de la Syrie. Jaysh al Khalafa s'était rendu il y a quelques temps dans la banlieue de Hama avant de se positionner près des villages de Beri est et d'Ismailiya où il combattait l'armée syrienne.

L'armée syrienne a lancé une vaste offensive contre le nord de Hama l'est et le nord de Lattaquié ainsi que contre le sud d'Idleb à l'appui des frappes aériennes russes et en présence des combattants du Hezbollah et des conseillers militaires iraniens. sahartv.ir 22.10

3.5- - Syrie : Al Nosra et Daech attaquent l'armée syrienne à Esriya - sahartv.ir

Les terroristes du Front al-Nosra et de Daech ont lancé une attaque conjointe contre les positions de l'armée syrienne dans la région d'Esriya, sur la voie Alep-Al-Salamiaha.

Les terroristes du Front al-Nosra et de Daech, qui se sont unis, ont attaqué l'armée syrienne.

Le quotidien libnais As-Safir rapporté que ces attaques se sont produites dans la région d'Esriya, sur la voie Alep-Al-Salamiah.

D'autre part, selon le correspondant de la chaîne Al-Mayadeen, les forces de l'armée syrienne ont considérablement progressé à Rif-Est de Hama.

L'armée syrienne a affronté les éléments de Daech dans la banlieue d'Esriya, d'après Al-Mayadeen.

Le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov a fait part de la tenue des réunions entre les éléments des groupes terroristes de Daech et du Front al-Nosra pour faire une coalition contre le président syrien, Bachar Assad.

Konachenkov aréaffirmé que les renseignements collectés par les services de renseignements de Moscou montrent que ces deux groupes terroristes ont eu des négociations pour examiner leur union et former un front commun contre les forces de l'armée syrienne.

Le ministère russe de la Défense est d'avis que ces négociations ont eu lieu dans l'objectif de former une coalition afin d'endiguer l'attaque de l'armée syrienne contre les groupes terroristes. sahartv.ir 23.10

4- Irak

- Le feu vert de l'Irak à la Russie pour attaquer Daech - sahartv.ir

Le gouvernement irakien a conclu un accord avec la Russie, autorisant Moscou d'attaquer les convois des daechistes venant de la Syrie en Irak.

Hakem al-Zamali, Président de la commission de la sécurité et de la défense au Parlement irakien a fait part ce vendredi, dans un communiqué, de la formation d'un centrer présidé par la Russie, a-t-on appris d'Al-Alam. « Bien que ce centre soit récent cependant son premier acquis est d'aider à en finir avec la guerre à Baiji, dans le délai le plus court et avec les moindres dégâts matériels et de pertes en vie humaine », a affirmé al-Zamali. « Tenant compte que du fait que la Russie dirige ce centre, l'Irak lui a donné son feu vert pour attaquer les convois des terroristes daechistes venant de le Syrie en Irak », a-t-il précisé.

« Cet accord contribue à l'affaiblissement de Daech lui coupant toutes des voies de secours », a-t-il indiqué. Les forces irakiennes, épaulées par les volontaires et les tribus ont pris pour cible les repaires de Daech sur tous les axes de Baiji avant de libérer toutes les parties de cette ville.

Ces forces sont actuellement en train de mener des fouilles maison par maison et de nettoyer Baiji des résidus daechistes. sahartv.ir 23.10

5- Yémen

- Poutine, prêt à intervenir au Yémen - sahartv.ir

Les différentes couches de la société yéménite se sont rassemblées ce dimanche devant l'ambassade russe à Sanaa pour demander à Moscou d'intervenir au Yémen et de mettre fin à l'agression de l'Arabie contre leur pays.

« Ont participé à ce rassemblement des représentants des partis politiques, et des organisations civiques, des militants des droits de l'homme et des représentants des organisations pour le soutien aux femmes et aux enfants yéménites », a fait état l'agence de presse officielle yéménite SABA.

Les participants à ce rassemblement ont demandé aux Nations Unies et au Conseil de sécurité d'intervenir sans faute pour empêcher l'Arabie et ses alliés de massacrer les Yéménites et de mettre fin au blocus injuste, en y envoyant des aides humanitaires.

Ils ont également demandé l'envoi des denrées alimentaires, de médicaments et de produits pétroliers, de gaz et de marchandise de première nécessité.

Les participants à ce rassemblement ont mis en garde contre la survenance d'une catastrophe humanitaire sans précédent au Yémen. Les manifestants ont demandé au peuple et au gouvernement russes qui attachent une importance particulière aux droits de l'homme d'intervenir pour mettre fin au blocus injuste contre le Yémen. sahartv.ir 23.10

ECONOMIE

1- Traité Partenariat transpacifique

- Les conséquences très ciblées du Partenariat transpacifique sur les exportations européennes - latribune.fr 23.10

L'impact du Partenariat transpacifique (TPP) sur l'UE sera tout à fait marginal au niveau macroéconomique. Mais, au niveau

sectoriel, certaines catégories d'exportations pourraient être touchées, notamment l'automobile sur les marchés de l'ASEAN et de l'Océanie, et les viandes blanches au Japon.

Les impacts les plus forts touchent :

- dans le domaine agricole et alimentaire :

Le secteur de la viande blanche [6] voit ses exportations vers la zone TPP diminuer de 41 % (soit de près de 1,5 milliard de dollars), les exportateurs européens étant évincés au profit des exportateurs américains et canadiens ;

Les exportations de produits laitiers reculent de 20 % (environ 650 millions de dollars, l'UE étant concurrencé par la Nouvelle Zélande et les États-Unis dans ce secteur) ;

Les céréales de 10 % (les exportations étant plus faibles, la perte monétaire est d'environ 14 millions de dollars).

- dans l'industrie, les variations relatives sont moins importantes, mais les pertes monétaires sont substantielles. Le secteur des véhicules perd ainsi 3,7 milliards de dollars sur les marchés de la zone TPP (mais gagne sur le Japon) ; celui des « machines » perd 1,2 milliards de dollars (mais gagne là aussi sur le Japon). latrbune.fr 23.10

En observant les chiffres et pourcentages qui figuraient dans le tableau répertoriant l'impact du TPP sur les exportations européennes, il ressortait que que ce traité se soldait par un impact négatif sur absolument tous les secteurs économiques, pas un seul était positif au profit des Etats-Unis et ses partenaires privilégiés de la zone pacifique (Australie-Nouvelle-Zélande) ainsi que le Japon et le Canada.

2- Traité USA-EU de libre-échange

- Europe et Etats-Unis veulent conclure l'accord de libre-échange TTIP en 2016 - AFP

Les Etats-Unis et l'Union européenne espèrent conclure l'accord de libre-échange TTIP en 2016 avant la fin du mandat de l'administration Obama, ont affirmé vendredi les négociateurs à l'issue d'un nouveau round de discussions à Miami (sud-est).

Sur le fond, les deux parties ont assuré avoir accompli à Miami "d'importants progrès" lors de ce 11e round de discussions notamment sur l'élimination totale des barrières douanières et sur les questions d'accès aux marchés.

"Beaucoup reste à faire", ont toutefois assuré les négociateurs, essayant de nouveau de désamorcer les craintes que cet accord ne débouche sur une dérèglementation généralisée.

Un des points les plus controversés de l'accord concerne un mécanisme d'arbitrage voulu par Washington et qui permettrait aux multinationales d'attaquer en justice les Etats si elles jugent leurs intérêts menacés par des mesures de politique publique.

Face au tollé, la Commission a proposé de substituer à ce mécanisme une cour spéciale de règlement des litiges composée de magistrats.

"Nous n'avons pas encore reçu la proposition de la Commission", a déclaré le négociateur en chef américain, M. Mullaney. AFP 23.10

3- Iran

- L'Iran propose à Moscou des projets pour 25 mds d'euros - sahartv.ir

Téhéran a proposé à la Russie de participer à 21 projets en matière de transports et bâtiment.

L'Iran et la Russie ont convenu jeudi d'examiner la possibilité de fournir à l'Iran des crédits d'organisations russes et interétatiques, a annoncé aux journalistes le ministre russe de l'Energie Alexandre Novak à l'issue de sa rencontre avec le ministre iranien des Transports Abbas Akhoundi. "Monsieur le ministre nous a également remis 21 projet pour un montant total de plus de 25 milliards d'euros, qui seront réalisés en Iran. Nos compagnies sont intéressées et examineront la possibilité de participer à ces projets", a dit M. Novak. "Il s'agit notamment de projets liés au développement de l'infrastructure ferroviaire et des ports, aux livraisons d'équipements navals et automobiles, de dispositifs à vocation spéciale etc.", a-t-il précisé. sahartv.ir 22.10

Haut de page

Le 26 octobre 2015

CAUSERIE

A propos du parti.

Il y a des militants qui estiment qu'on devrait construire un parti qui ne serait pas trop centralisé, pas trop discipliné, un parti où les militants auraient plus de droits que de devoirs, qui pour un peu pourraient dire et faire ce qui leur passerait par la tête, un parti qui aurait des principes aussi flexibles qu'un élastique, bref un parti qui en tous point serait l'antithèse du parti bolchevik qui a lui tout seul résumait l'essentiel des enseignements de la révolution russe de 1917 ou le léninisme selon Trotsky.

On a envie de leur répondre : mais de quoi vous plaigniez-vous, vous n'avez que l'embarras du choix puisque parmi tous les partis ouvriers existant aucun n'est construit sur le modèle du parti bolchevik. Serait-ce à dire qu'il n'existerait pas de nos jours de dirigeants à même d'incarner ces principes ? Apparemment. Ce sont ces principes défendus par Lénine qui furent à l'origine de la scission du Parti ouvier social-démocrate de Russie en 1903, qui donna naissance à deux tendances puis à deux partis distincts, celui des mencheviks et celui des bolcheviks.

Les bolcheviks conditionnaient l'appartenance au parti à l'organisation dans ses instances et à la participation à ses activités politiques, ce qui devait en faire un parti de militants et de combattants et non un parti d'adhérents ou d'abonnés à un journal.

Pourquoi les principes des bolcheviks et des mencheviks étaient incompatibles ? Parce que finalement ils correspondaient à des objectifs politiques différents, ceux des bolcheviks incarnaient les enseignements qu'avaient tirés Marx et Engels de la Commune de Paris, à savoir que le prolétariat devait se doter d'un parti ouvrier indépendant, un instrument de combat pour conquérir le pouvoir politique, tandis que ceux des mencheviks tournaient le dos à ces enseignements, comme si la Commune de Paris n'avait jamais eu lieu ou comme si il était impossible d'en tirer la moindre leçon pratique, refusant d'emblée de poser la question du pouvoir ou de l'Etat, prétextant que la situation ne s'y prétait pas, contrairement aux bolcheviks qui considéraient qu'il fallait la poser en toute circonstance puisque qu'elle déterminait l'orientation du parti et coïncidait avec la tâche politique que le prolétariat devait accomplir.

Il est vrai que lorsqu'on se fixe un tout autre objectif politique ou qu'on se limite à des revendications démocratiques bourgeoises, on n'a pas besoin d'un tel parti, n'importe quel parti fera l'affaire. Mais quand on se fixe pour objectif d'affronter directement la classe dominante armée jusqu'aux dents, on a besoin d'un parti qui soit à même de mobiliser la totalité de ses troupes, de monter en première ligne, un parti de militants conscients, disciplinés et entraînés au combat, ce qui signifie que ses membres doivent être préparer théoriquement, politiquement, psychologiquement à affronter de telles conditions pleines de périls.

Dit autrement, entre être confortablement installé à discuter bien sagement le bout de gras avec le gouvernement et le patronat pour en obtenir quelques miettes en échange de la paix sociale, et livrer avec détermination le combat pour conquérir la direction du mouvement ouvrier, guider les masses au cours du processus révolutionnaire, abattre tous les obstacles qui se dresseront sur son chemin, défendre l'Etat ouvrier en proie à une guerre civile déclenchée par la réaction, face aux multiples provocations et éventuellement aux agressions des puissances occidentales coalisées pour rétablir l'ancien régime, ce n'est pas vraiment la même chose, c'est un peu comme revêtir une tenue légère de sport pour aller faire son jogging dominical ou enfiler l'équipement du commando de la tête au pied pour se rendre sur le champ de bataille.

Ce qui est étonnant, parce que c'est tellement logique, c'est que cela ne vienne pas spontanément à l'esprit des militants, apparemment ils ne se figurent pas du tout ce qu'implique une révolution, une guerre civile, en terme d'organisation qui doit être quasi-militaire, et oui, parce qu'à ce moment là c'est une armée bien entraînée et bien équipée, disciplinée, et des milices fascistes qu'il faudra affronter et non la police munipale armée d'un képi, d'un sifflet et d'un bâton. Leurs cerveaux sont comme ankylosés par le train-train de la lutte des classes dicté par l'agenda institutionnel auquel ils sont habitués à se soumettre sans même s'en apercevoir.

C'est étonnant seulement en apparence, car cela signifie que les militants ne sont pas du tout préparés à ce scénario, pour eux la révolution ou le renversement du régime demeure du domaine du rêve ou de la fiction, ils n'y croient pas vraiment, c'est à se demander s'ils y ont vraiment cru un jour, en tout cas ils ont cessé d'y croire sans même s'en apercevoir, du coup ils ignorent complètement quels sont les rapports et les conditions qui prévalent lors d'une révolution, et qu'à défaut de s'y être préparé minutieusement elle ne pourra jamais vaincre, elle sera infailliblement écrasée dans un épouvantable bain de sang. Il faut croire que les 30 à 40.000 communards auront finalement été massacrés pour rien par les Versaillais, puisque les enseignements qu'en avaient tirés Marx et Engels que mit en pratique Lénine étaient voués au même destin tragique.

Les capitalistes possèdent leur police et leur armée, la petite-bourgeoisie ses organisations et milices fascistes ou para-militaires, il n'y a que la classe ouvrière qui soit totalement désarmée, elle est toute nue et elle doit le rester, pas question de la doter d'un véritable parti communiste. On peut se demander si inconsciemment ils n'en auraient pas déjà conclu à l'impossibilité d'une

révolution ou à sa défaite.

La question que cela pose n'est pas celle de l'ennemi à abattre qui nous est commun, mais de savoir si nous partageons réellement les mêmes intentions qui inclues les moyens indispensables pour atteindre notre objectif, souhaitons-nous sincèrement terrasser notre ennemi ou nous contenterions-nous de faire "reculer le gouvernement", avons-nous ou non véritablement confiance dans la capacité des masses exploitées à se soulever, croyons-nous dans le socialisme pour l'avoir étudié ou nous contenterions-nous de revenir aux "Trente glorieuses" toujours sur fond de guerres impérialistes ?

Les capitalistes sont cohérents, sérieux, pragmatiques, ils sont déterminés, persévérants, ils se projettent dans l'avenir, établissent des plans, des stratégies, ils s'organisent, se dotent d'institutions, d'instruments et d'armes nouvelles... Et nous à côté, nous sommes des bricoleurs, des amateurs, des farfelus, des aventuriers, des charlatans. On se gargarise de lieux communs et de formules savantes que nos dirigeants faillis ou traitres ont le don de faire passer pour des pronostiques infaillibles, d'analyses d'une platitude à dormir debout quand elles ne s'avèrent pas complètement foireuses, de stratégies marquées du sceau de la soumission à l'ordre établi.

Le plus dingue, c'est qu'ils arrivent à se convaincre que cela va "péter" du jour au lendemain, laissons cela de côté.

L'avantage d'un parti ouvert à tous les vents, c'est qu'il sera composé essentiellement d'adhérents sans formation théorique, donc facilement manipulables par leurs dirigeants. Une fois par an ils se réuniront pour désigner les délégués qui les représenteront au congrès du parti, il leur sera suggéré d'élire tel ou tel délégué sur une base politique aussi solide que des sables mouvants et ils voteront pour eux. Il en va de même dans un parti monolithique ayant adopté le centralisme bureaucratique depuis des lustres, les congrès ont alors pour seule fonction de reconduire l'appareil en place et rien de plus, sauf accident qui ne changera pas forcément grand chose, puisque la fraction des militants qui contesteraient la direction en place revendiqueraient les mêmes principes ou recourraient aux mêmes méthodes.

On continuera une autre fois.

On a besoin d'un véritable parti communiste et d'une organisation ou une association qui pourrait ressembler à ce que le POI essaie de mettre en place, l'association des amis d'Informations ouvrières. En fait, on avait émis cette idée bien avant eux, sur une autre orientation évidemment, une association des sympathisants du parti destinée à tous les travailleurs et pas seulement à des syndicalistes ou des élus. A suivre.

Les arnaqueurs. Comment le NPA ménage l'appareil pourri de la CGT, le PS et le régime.

- NPA. Dialogue social : l’arnaque et le chantage - 20.10

Les organisations syndicales, représentant des salariéEs, qui participent à cette conférence sociale, portent une responsabilité importante en cautionnant le matraquage du gouvernement et des médias. Et c’est bien la moindre des choses que la CGT ait au final refusé de s’y rendre. Car il n’est pas possible de défendre nos droits sans rupture avec ce gouvernement au service du Medef et des riches, sans se préparer à l’affronter.

Soutenir l'appareil de la CGT, "c'est la moindre de chose".

- Besancenot : “Il faut réserver à Hollande le sort qu’on réservait à Sarkozy dans la rue” - 20.10

Interview de Besancenot pour le JDD.

La CGT a manifesté son désaccord en boycottant la conférence sociale, est-ce la bonne solution selon vous?

Boycotter ce genre de mascarade, c'est la moindre de chose.

Philippe Martinez dit que sur ce sujet là, Hollande est dans la même lignée que Sarkozy. Vous êtes d'accord?

Oui, et il ne faut pas s'étonner que les gens ne fassent plus de différence entre la gauche et la droite. Il faut réserver à Hollande le sort qu'on réservait à Sarkozy dans la rue. Il n'y a pas de raison qu'on ne réserve pas à un gouvernement de gauche qui mène une politique de droite, le même sort qu'on réservait à un gouvernement de droite.

Alors, il n'est pas bien Martinez ? Et le PS et ses satellites ne sont-ils pas de gauche... A vous dégoûter de la gauche et de la droite, alors essayez l'extrême droite à défaut d'une extrême gauche crédible. Bravo, monsieur Besancenot !

ACTUALITE EN TITRES

Les sionistes l'avait rêvé, Hitler l'a réalisé.

- Adolf Hitler au secours de Benjamin Netanyahou - michelcollon.info 23.10

Face au Congrès Sioniste mondial, le premier ministre israélien a osé déclarer qu' « Hitler ne voulait pas exterminer les juifs » affirmant que c'est le grand mufti de Jérusalem de l'époque qui avait poussé ce dernier à commettre l'Holocauste. Une provocation, une de plus, qui ne vise qu'à légitimer la politique belliciste et colonialiste de l'extrême droite... michelcollon.info 23.10

Les francs-maçons au chevet de Hollande et du PS. Ils n'ont rien contre Porochenko et Netanyhaou.

- «On est en train de dérouler le tapis rouge au FN», s'alarme le grand maître du Grand Orient - 20minutes.fr

« La République est en danger », met en garde Daniel Keller, à la tête de la première obédience maçonnique... 20minutes.fr 24.10

Quelle République ? Celle des copains et des coquins, la République bananière ?

Comme pour toute organisation qui se veut progressiste, sociale, humaniste, etc. il faut se demander dans quel contexte, qui la dirige et pour qui, à qui profitent les valeurs dont elle se réclame.

Derrière des principes de façade, la franc-maçonnerie partage la même philosophie nihiliste que le sionisme. Le PS est à l'extrême droite, ce que la franc-maçonnerie est au néolibéralisme.

Voix d'outre-tombe.

- Macron, "une voix qui va compter" à gauche, selon Julien Dray - AFP

A Neuilly-sur-Seine, à Saint-Cloud ? Non, aux Mureaux !

- Le gouvernement va vanter la mixité sociale en banlieue - Reuters

Même pas besoin de les balancer, ils tomberont tout seuls.

- PS : les frondeurs à bout de souffle - LeParisien.fr

Les nostalgiques de l'Ancien Régime se mobilisent.

- Plusieurs manifestations en France pour les langues régionales - AFP

Quel grand art la démagogie !

- Fiac : le marché de l'art contemporain se démocratise - Francetv info

- Le travail le dimanche va-t-il se démocratiser ? - Francetv info

Le coeur est de trop !

- Régionales: Le Drian dit son "crève-coeur" à quitter la Défense - AFP

Inexcusable, tout juste bon à abattre !

- Tony Blair présente des excuses pour « les erreurs » de la guerre en Irak - 20minutes.fr

Dans une interview qui doit être diffusée dimanche, l'ex-Premier ministre reconnaît aussi une part de responsabilité dans l'émergence de Daesh. 20minutes.fr 24.10

L'ivresse du pouvoir.

- Maldives: Le vice-president arrêté pour tentative d'assassinat du président - 20minutes.fr

- Pologne : ivre au volant, la vice-ministre de la Justice se fait limoger - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand ils envisagent sérieusement de rétablir le marché aux esclaves.

- Le patron d'Airbus réclame un marché du travail plus souple pour aider les réfugiés - lemonde.fr

Mieux intégrer les 800 000 migrants attendus en Allemagne cette année en dérèglementant davantage son marché du travail. Voilà l'idée défendue dimanche 25 octobre par le patron d'Arbus, Tom Enders. Selon lui, une telle dérèglementation permettrait de créer plus d'emplois faiblement rémunérés, qui aideraient les réfugiés à trouver du travail et à mieux s'intégrer dans la société.

Dans un commentaire publié dans le journal Süddeutsche Zeitung, l'homme fort d'Airbus, lui-même allemand, estime que son pays devrait prévoir des exceptions au salaire minimum et permettre davantage de fléxibilité avec des contrats courts, en s'inspirant du modèle américain.

« Nous devons avoir le courage de déréglementer de la même manière qu'ont su le faire les Etats-Unis. Cela semble difficile à imaginer mais, là-bas, on voit l'intégration réussie de migrants qui sont autorisés à travailler peu après leur arrivée. »

Le président exécutif d'Airbus poursuit : « Si la barrière à l'entrée sur le marché du travail est trop élevée, l'intégration des immigrants échouera. » Et de conclure : « Il vaut mieux entrer sur le marché du travail avec un 'mini-job' ou un emploi mal payé que d'être condamné à l'assistanat, à l'inactivité et à la frustration ». lemonde.fr 25.10

En complément dans le même registre

- Régionales: contre le chômage, Xavier Bertrand veut mettre en place "proche emploi" - AFP

Xavier Bertrand, tête de liste Les Républicains aux élections régionales en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, veut mettre en place, s'il est élu, "une opération "proche emploi"" - jeu de mots avec Pôle emploi - en s'engageant à redonner "un travail à 60.000 chômeurs dans la région" d'ici septembre 2016.

"Je m'engage, élu en décembre à la tête de la région, à ce que pour septembre 2016, septembre 2016, nous ayons remis en activité, nous ayons redonné un travail à 60.000 chômeurs dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie", soit "juste la moitié" des "120.000 offres d'emploi non pourvues", a déclaré l'ancien ministre du Travail, dimanche au "Grand Jury" RTL/Le Figaro/LCI. La région compte "aujourd'hui 565.000 demandeurs d'emploi", a-t-il rappelé.

Cette initiative aurait-elle vocation à se substituer à Pôle emploi ? "Ca sera une opération de la région. Pôle emploi continuera à indemniser. Je n'ai pas dans mes compétences d?indemniser, mais moi mon rôle ça va être de rapprocher de l'emploi", a précisé le candidat de la droite et du centre aux régionales, assurant qu'il ne va "pas recréer une bureaucratie".

"J'ai bien l'intention pour réussir ce défi (?) de réunir dès janvier, dès début janvier 2016, l'ensemble des acteurs économiques de la région, l'ensemble des acteurs publics, politiques, de la région pour qu'on relève ensemble ce formidable défi", a-t-il encore dit, prédisant que l'opération "proche emploi" s'adresserait aux demandeurs d'emplois "volontaires". AFP 25.10

Parce que les autres seraient "volontaires" pour rester au chômage...

Les médias ne sont plus que les porte-parole de la dictature néolibérale.

- Régionales: Cambadélis accuse Le Monde de vouloir "faire la peau" du PS - AFP

Le Monde est aux ordres d'un régime, pas d'un parti...

- Puisseguin: levée de boucliers dans la presse après les propos de Noël Mamère - AFP

Ils ont trouvé plus populistes qu'eux et s'en offusquent...

- Léa Salamé se confie sur ses déjeuners avec le «charmant» François Hollande - 20minutes.fr

Dans un régime dictatorial, ceux qui détiennent le pouvoir ne tolère pas la moindre contestation, mieux, ils exigent que la totalité de la population y adhère, ils ne veulent voir aucune tête dépasser, la soumission des esclaves doit être totale.

Avant-hier soir ma compagne Selvi m'a raconté comment cela se traduisait avec son employeur, une riche italienne de 60 ans qui occupe un poste de direction dans une entreprise indienne qui fabrique des chaussures.

De retour de son bureau, elle l'appelle - Selvi, coming ! Selvi lui répond sur un air détaché : Yes, ma (pour madame) ! Mais comme elle n'avait pas mis suffisamment de conviction dans sa réponse, elle se lance dans une diatribe qui a dû terrifier Selvi pour qu'elle me raconte cette scène.

Elle me dit - tu te rends compte, c'est dingue! Je lui ai répondu que son esclavagiste avait tous les pouvoirs, y compris celui de la virer sur le champ sans lui verser son salaire, alors qu'elle Selvi n'en a aucun, dès lors elle se croit tout permis et peut tout exiger de toi, y compris que tu te montres attentionnée à son égard, que tu la flattes, que tu accomplisses ton labeur avec le sourire, que tu sois toujours de bonne humeur, même si tu es fatiguée, malade, que tu as de gros soucis, de la peine, que tu es triste, elle n'en a rien à foutre, tu ne dois pas le montrer, tu dois être heureuse de la servir un point c'est tout, tu devrais même considérer que c'est un honneur, une chance pour toi, car c'est grâce à elle si tu as un travail et un salaire...

- Selvi coming!

- Yes ma !

- Brosse-moi le bout des cheveux, ensuite tu me feras un petit massage.

- Yes ma !

On se croirait au temps des colonies, c'est abjecte ! On vomit ensemble l'impérialisme.

Selvi a appris avec moi quelques expressions en français, dont, c'est fou, c'est pas possible, c'est complètement dingue, à énoncer ensemble.

Selvi qui travaille encore pour un riche indien, un franco-indien en fait, et qui a travaillé pour de nombreux maîtres indiens, m'a dit (et répété) qu'ils la traitaient comme un chien, bien pire que l'Italienne, ce dont je ne doute pas un instant, j'en connais quelques-uns, ce sont des monstres, et ils n'ont pas attendu que les Blancs leur montrent l'exemple.

Justice d'exception aux ordres de Washington et Tel-Aviv.

- Georges Ibrahim Abdallah: manifestation pour sa libération devant la prison de Lannemezan - AFP

Des dizaines de personnes venues de plusieurs villes ont manifesté samedi devant la prison de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) pour demander la libération d'un des plus vieux détenus de France, le Libanais Georges Ibrahim Abdallah, condamné en 1987 pour complicité d'assassinat de deux diplomates.

Abdallah, ancien instituteur devenu fondateur et chef des Fractions armées libanaises (FARL), a déjà réclamé neuf fois sa libération, sans succès, alors qu'il est libérable depuis 1999, selon le droit français.

Selon lui, la manifestation a rassemblé "400 personnes". La gendarmerie, présente, les a comptabilisés à "150", selon un porte-parole, qui a qualifié le mouvement, d'une durée de trois heures, de "calme".

Des discours ont été prononcés et des drapeaux et fanions, dont certains de la CGT, du PCF et d'autres formations de gauche, étaient visibles.

"Pour sa libération, a déclaré l'un des organisateurs, M. Hanna, il faut faire autre chose. On va discuter de ce qui peut se faire d'autre".

Le 24 octobre 1984, Abdallah se présente de lui-même à la police lyonnaise pour demander protection se croyant ciblé par les services secrets israéliens. Il présente un passeport algérien mais est porteur de plusieurs autres identités. Il est démasqué par

la DST et un arsenal d'armes est découvert dans ses logements.

D'abord condamné à quatre ans, la cour d'assises spéciale de Paris le condamne ensuite à la perpétuité en 1987 pour complicité d'assassinat en 1982 à Paris de deux diplomates, l'Américain Charles Ray à Paris et l'Israélien Yacov Barsimentov. Une arme ayant tué l'Américain est découvert dans l'arsenal. AFP 24.10

Nous seuls avons le droit de décider qui doit vivre ou mourir au Mali, en Syrie, en Irak...

- Deux ans de prison avec sursis pour l'ex-urgentiste Bonnemaison - Reuters

L'ex-urgentiste bayonnais Nicolas Bonnemaison a été condamné samedi en appel à deux ans de prison avec sursis à Angers où il était rejugé depuis le 12 octobre pour avoir "empoisonné" sept patients malades et âgés, entre mars 2010 et juillet 2011.

L'ancien médecin de 54 ans a été reconnu coupable pour un cas d'empoisonnement et a été acquitté des six autres par la cour d'assises d'appel du Maine-et-Loire.

La veille, cinq années d'emprisonnement avec sursis avaient été réclamées par l'avocat général, comme lors du procès en première instance à Pau, devant la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques.

Celui-ci s'était soldé en juin 2014 par un acquittement de l'accusé, dont le parquet avait fait appel, incitant ses avocats à dénoncer un "acharnement judiciaire".

Ces derniers ont fait savoir samedi à l'issue de l'audience en appel qu'ils n'avaient pas l'intention, dans l'état actuel des choses, de se pourvoir en cassation. "Pour l'instant, on n'en est pas à cette réflexion-là : je crois que foncièrement, le Dr Bonnemaison a envie de rejoindre les siens, de tourner la page sur tout cela", a dit Me Arnaud Dupin. "Un pourvoi en cassation, pourquoi ? Aujourd'hui, il y a ces six acquittements qui résonnent, et c'est bien ça l'essentiel."

"C'est un acquittement déguisé, c'est avant tout une décision de soulagement, qui (...) dit avant tout que le médecin a bien agi en médecin", a-t-il ajouté.

"Notre client est soulagé parce que pour lui c'est la fin de ce calvaire judiciaire, même si moi, c'est un jugement que j'ai du mal à comprendre", a souligné de son côté Me Benoît Ducos-Ader, le second avocat de l'accusé. "Mais, avec six acquittements sur sept, je vais dire qu'on a gagné aux points." Reuters 24.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Pologne

- Pologne : les conservateurs eurosceptiques reviennent au pouvoir - AFP

Les Polonais ont voté dimanche pour le changement en portant au pouvoir les conservateurs catholiques eurosceptiques qui ont surfé une vague de promesses populistes et la peur de l'arrivée massive de réfugiés du Proche-Orient, au risque de créer des tensions dans les relations avec l'UE, Berlin et Moscou.

Le parti Droit et Justice (PiS, opposition) de Jaroslaw Kaczynski a en effet obtenu la majorité absolue aux élections législatives, avec 39,1% des voix, soit 242 sièges sur 460, selon des projections de trois chaînes de télévision rendues publiques dimanche soir.

Toujours d'après ces projections, les libéraux centristes de la Plateforme civique (PO), au pouvoir pendant huit ans, de la Première ministre sortante Ewa Kopacz ont obtenu 23,4% des voix, soit 133 sièges.

Le mouvement antisystème du rockeur Pawel Kukiz arrive troisième avec 44 mandats, devant le parti Nowoczesna (Moderne) du néo-libéral Ryszard Petru (22) et le parti paysan PSL, allié des libéraux sortants (18).

Quant à la gauche, représentée par deux formations concurrentes, elle est éliminée, pour la première fois depuis la chute du régime communiste en 1989, du futur parlement, pour n'avoir pas atteint les seuils d'éligibilité. AFP 25.10

2- Russie

- La Russie hausse le ton contre l'Arabie, la Turquie et le Qatar - sahartv.ir

La Russie hausse le ton contre l'Arabie, la Turquie et le Qatar, a-t-on appris des sources libanaises d'information.

La Russie a averti la Turquie, l'Arabie et le Qatar sur leurs interventions militaires en Syrie qui pourraient selon Moscou déboucher sur une troisième guerre mondiale.

On dirait que le quotidien russe, « Pravda » aurait réagi aux propos tenus par le ministre qatari des Affaires étrangères, Khaled AL-Attiyah. Ce dernier a fait part d'une éventuelle intervention militaire de son pays en Syrie et avait dit que la Turquie et l'Arabie ont fait état de leurs décisions afin d'intervenir militairement en Syrie.

Selon Pravda l'objectif d'une coalition entre l'Iran et la Russie est de chasser des terroristes de la province d'Alep, Hama et Lattaquié et d'interrompre l'acheminement des aides à ces groupes par le biais du contrôle sur les routes frontalières avec la Turquie. sahartv.ir 24.10

3- Syrie

3.1- Syrie : plus de 800 cibles terroristes démantelées par la Russie - sahartv.ir

La Russie a démantelé 819 cibles terroristes en Syrie.

Depuis le début de leurs frappes aériennes contre les positions des terroristes en Syrie, les chasseurs-bombardiers russes ont démantelé 819 cibles appartenant aux terroristes », a annoncé le ministère russe de la Défense dans un communiqué poursuivant : « Depuis le début de ses raids aériens en Syrie, Moscou a effectué 934 vols et détruit 819 cibles appartenant aux terroristes ».

La Russie, rappelons-le, a commencé le 30 septembre ses attaques contre les terroristes en Syrie.

Depuis mars 2011 la Syrie reste le théâtre des attaques des groupes terroriste. Bénéficiant des soutiens financiers et en armement de certains pays arabes et occidentaux les groupes terroristes ont rendu chaotique la situation dans ce pays et commis de multiples crimes horribles à l'encontre du peuple et des forces de l'armée de ce pays. sahartv.ir 24.10

3.2- La force spéciale israélienne dans le sud de la Syrie? - sahartv.ir

Le crash d'un avion léger israélien dans la région de Daraa a poussé les forces spéciales sionistes à débarquer en Syrie.

Selon les sources locales, les soldats de la brigade Golani, force spéciale de l'armée israélienne auraient infiltré le sud de la Syrie et à la recherche du pilote de l'avion accidenté, mort ou vivant. Les forces sionistes auraient été déployées dans les villages de Howz Yarmouk, de Brigham, de Baer Ajam ainsi que tout autour des hauteurs du Golan. Un avion léger israélien aurait été abattu au dessus de Quneitara. sahartv.ir 25.10

3.3- L'accord américano-saoudien pour renforcer le soutien aux terroristes en Syrie - sahartv.ir

Le département d'Etat américain a émis un communiqué, dans lequel il a fait part de la signature d'un accord entre Washington et Riyad, en vue de renforcer le soutien aux groupes terroristes, présents en Syrie.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est déplacé, hier, en Arabie saoudite et il s'est entretenu avec le roi Salmane Ben Abdelaziz, le prince héritier et le ministre de la Défense saoudien. La crise en Syrie était au cœur des discussions de John Kerry avec les autorités des Al-e Saoud. Dans ce droit fil, le département d'Etat américain a publié un communiqué dans lequel il a affirmé que l'Arabie saoudite et les Etats-Unis avaient trouvé un accord afin d'augmenter leur soutien aux groupes terroristes en Syrie et de trouver une solution politique à la guerre dans ce pays.

Cet accord américano-saoudien intervient alors que le soutien aux groupes terroristes actifs en Syrie a été la principale raison de l'escalade du conflit. Après que la Russie a débuté, le 30 septembre, ses frappes aériennes sur les positions des groupes terroristes en Syrie, lesdits groupes se trouvent dans une position de faiblesse et la coalition internationale anti-Daech, sous la houlette des Etats-Unis, principale protectrice des groupes terroristes, proteste contre les raids aériens russes en Syrie. Ceci dit, il semblerait que le principal objectif de l'accord Riyad-Washington soit le renforcement des positions terroristes face aux frappes aériennes russes. sahartv.ir 25.10

4- Jordanie

- Protestations antisionistes s'intensifient en Jordanie - sahartv.ir

En Jordanie, les protestations antisionistes prennent de plus en plus de l'ampleur.

Un autre signe pour affirmer que la haine anti-israélienne prend chaque jour plus d'ampleur dans le monde. Toutes ces évolutions montrent que même dans les pays ayant signé les traités de paix avec Israël, les peuples haissent Israël.

Ces dernières années, on a été témoin de la vague de protestations aux 4 coins du monde contre Israël qui est aujourd'hui plus haï que jamais. Sur ce fond, les Jordaniens sont de nouveau descendus dans la rue pour exprimer leur appui au peuple palestinien. Réitérant leur soutien à la résistance du peuple palestinien contre la politique d'occupation du régime sioniste, les manifestants jordaniens ont demandé l'annulation des accords de paix signés en 1994 avec Israël et plaidé pour l'exercice des responsabilités d'administration et de supervision sur Qods. A noter que l'accord de paix israélo-jordanien interdit l'entrée des sionistes dans la mosquée d'Al-Aqsa, confiant à la Jordanie la pleine responsabilité administrative de l'ensemble de la mosquée. De ce fait, les agressions du régime sioniste traduisent la violation par ce régime aussi bien des lois internationales que ses engagements envers les pays arabes.

Parmi les Arabes, l'Egypte et la Jordanie sont les deux pays à avoir signé l'accord de paix avec Israël et établi de vastes coopérations avec ce régime. Ces traités qu'on connait sous le nom des accords de paix des Camps David et de Wadi Araba ne sont pas seulement un traité de paix : ils envisagent des engagements pour les pays signataires.

Tous ces deux accords disent que les deux parties sont intéressées du développement des liens économiques à l'échelle régionale, ce qui a fait des pays arabes signataires, des passages via desquels Israël exporte ses produits aux autres pays arabes. Depuis la signature en 1994 de l'accord de paix israélo-jordanien, non seulement les relations politiques, mais aussi les liens économiques se sont renforcés entre Tel-Aviv et Amman, à tel point que la Jordanie offre de nos jours un marché important pour les produits fabriqués en Israël. Sur ce fond, le comité jordanien pour la lutte contre la normalisation avec le régime sioniste a toujours mis en garde contre le plan de normalisation entre les pays arabes et Israël, un plan qui vise à étendre la mainmise du régime sioniste sur la région, selon ledit comité. sahartv.ir 25.10

5- Tanzanie

- Peut-être la première alternance en Tanzanie depuis son indépendance - euronews.com

Elections générales en Tanzanie, et un risque pour le pouvoir en place de perdre la mainmise qu'il a sur le pays depuis 54 ans. Le candidat du parti, John Magufuli, est le favori du scrutin mais son rival, l'ex-Premier ministre Edward Lowassa, a le soutien de tous les partis d'opposition. Plusieurs observateurs craignent des violences post-électorales. euronews.com 25.10

6- Côte-d'Ivoire

- Les Ivoiriens ont voté pour une présidentielle cruciale, Ouattara favori pour un second mandat - AFP

Les Ivoiriens ont voté dans le calme dimanche pour une élection présidentielle cruciale que le président sortant Alassane Ouattara espère gagner dès le premier tour face à une opposition divisée.

Un peu plus de 6 millions de personnes étaient inscrites sur les listes électorales. Des retards de une ou deux heures pour l'ouverture des bureaux de vote ont été fréquents, et même jusqu'à cinq heures pour un bureau à Bouaké (centre), où un électeur, Karim Konaté, a parlé de "sabotage".

Selon des observateurs, le taux d'abstention qui devrait être connu en soirée ou lundi matin, risque d'être élevé, alors que la participation avait frôlé les 80% en 2010.

Dans le centre d'Abidjan, au collège Notre-Dame, le taux de participation à la mi-journée avoisinait 45% . A Yopougon, quartier populaire de la capitale réputé pro-Gbagbo, le taux de participation se situait vers 17H à 25% au collège William Ponty, le plus gros bureau de vote du pays.

Parmi les six adversaires de Ouattara, Pascal Affi N'Guessan, le président du Front populaire ivoirien (FPI) fondé par M. Gbagbo, paraît le plus à même de le pousser à un deuxième tour, bien qu'une partie du FPI boycotte l'élection par fidélité à l'ancien président.

Claude Akho, qui a voté pour Affi à Yopougon-Millionnaire, le regrettait. "Je dis à mes frères: "Nous avons des amis en prison depuis 5 ans. Qu'est-ce que vous voulez, qu'ils y restent? Si vous êtes contre Ouattara, il faut le dire"".

Trois candidats se sont retirés de la course avant le scrutin. L'un d'entre eux, l'ex-ministre des Affaires étrangères Amara Essy, a parlé de "mascarade électorale".

Si le pouvoir et des observateurs ont attribué ces retraits à la crainte de "prendre une veste", Amnesty International a appelé à "mettre fin aux arrestations arbitraires d'opposants", qui "créent un climat de peur qui compromet l'exercice de la liberté d'expression".

Quelque 34.000 soldats, dont 6.000 Casques bleus, assuraient la sécurité du scrutin. AFP 25.10

7- Congo

- Référendum au Congo : les électeurs désertent les bureaux de vote à Brazzaville - LeMonde.fr

Ce dimanche 25 octobre, les Congolais sont appelés aux urnes pour se prononcer sur la modification de la Constitution qui permettrait au chef de l'Etat, Denis Sassou Nguesso, au pouvoir depuis plus de trente ans, de briguer un troisième mandat. L'actuelle loi fondamentale, datant de 2002, l'en empêche, l'âge des candidats et le nombre de mandats étant limités.

Dans la partie sud de Brazzaville, traditionnellement acquise à l'opposition qui a appelé à boycotter ce scrutin, les bureaux de vote sont aussi vides que les rues où les véhicules dépourvus de « laissez-passer » délivrés par la police sont interdits de circuler. Seuls les 4x4 des diplomates, des observateurs internationaux et de quelques commerçants ont droit de cité. Les habitants, eux, sont restés cloîtrés chez eux.

Le temps semble long pour Colombe Bondi. Assise depuis 6 heures sur une chaise en bois inconfortable dans la salle exiguë du jardin d'enfant Prosper M'bala transformé en bureau de vote, elle attend. Deux policiers assoupis dans la cour viennent, de temps à temps, la taquiner. Sur un vieux tableau noir, la jeune femme a soigneusement écrit à la craie le nombre d'inscrits sur les listes électorales, 764, et le nombre de vote, un seul. Il est 13 heures dans l'un des 19 bureaux de vote de Bacongo, un quartier populaire du sud de Brazzaville.

« On s'attendait à avoir peu de votants ici à Bacongo, car nombreux sont ceux à avoir quitté le quartier à la suite des affrontements », explique Colombe Bondi. Depuis les heurts entre les manifestants et les forces de l'ordre survenus ces dernières semaines, le quartier est quadrillé par la police et les militaires qui patrouillent en permanence et maintiennent à résidence l'une des figures de l'opposition, l'ancien ministre Guy Brice Parfait Kolélas.

Un peu plus loin, à l'école des Trois Francs, seuls quatre bulletins de votes gisent dans l'urne en plastique posée à même le sol. Ici, il y a 2 100 inscrits mais rien n'y fait, les habitants du quartier ne sont pas d'humeur à voter. Des jeunes cherchent leurs noms sur les listes électorales affichées à l'entrée. En vain. « Il y a le nom de mon père qui est mort, mais pas le mien », déplore l'un d'entre eux. Auraient-ils aimé voter ? « On ne sait pas ce qu'il y a dans ce projet de Constitution, ici rien ne va, on n'a pas de travail, pas de formation, pas d'électricité… Vous voulez que je continue la liste ? », lâche Junior, 19 ans. lemonde.fr 25.10

8- Argentine

- Présidentielle: l'Argentine attend de savoir s'il y aura un second tour - AFP

Comme prévu, le candidat de centre gauche Daniel Scioli est en tête à l'issue du 1er tour de la présidentielle en Argentine, selon les sondages, mais le doute subsiste pour savoir s'il y aura ballottage ou victoire dès le 1er tour.

Dans ce pays, il suffit de rassembler 45% des suffrages pour être élu au premier tour, ou seulement 40% si l'écart avec le deuxième atteint 10 points.

9- Haïti

- Elections générales quelque peu chaotiques à Haïti - euronews.com

Les électeurs toute la journée ont voté dans le calme mais dans des conditions souvent précaires. Au choix, pas moins de 54 candidats se proposent de reprendre les rennes d'un pays dont le parlement ne fonctionne plus depuis janvier et où aucune élection n'a eu lieu depuis 2011. euronews.com 25.10

10- Colombie

- Colombie: premières élections locales avec la paix à l'horizon - AFP

Quelque 34 millions d'électeurs devaient désigner, pour quatre ans, les gouverneurs et députés des 32 départements du pays, ainsi que les maires et conseillers municipaux des 1.102 communes.

La bataille pour Bogota, mandat le plus important du pays après la présidence de la République, a été un autre point fort de la campagne.

Selon les sondages, la gauche, très critiquée notamment pour l'insécurité et le chaos des transports dans cette capitale de huit millions d'habitants dépourvue de métro, pourrait perdre ce bastion qu'elle détient depuis 12 ans en dépit de scandales de corruption.

Enrique Peñalosa, ancien maire et ex-candidat présidentiel de centre droit, pourrait succéder à Gustavo Petro, ex-guérillero du M-19 (dissout).

L'ancien ministre Rafael Pardo du Parti libéral et Clara Lopez du Pôle démocratique (gauche), qui fut aussi candidate à la présidence, se disputaient la deuxième place, toujours selon les sondages. Loin derrière: Francisco Santos, du Centre démocratique de l'ex-président et sénateur Alvaro Uribe, féroce opposant au processus de paix.

A Medellin, deuxième ville du pays avec 2,5 millions d'habitants, le poulain de M. Uribe, Juan Carlos Velez, était en revanche donné favori. A Cali, l'ancien vice-président Angelino Garzon se plaçait en tête, talonné par un chef d'entreprise, Maurice Armitage, toujours selon les sondages.

Quelques incidents ont toutefois émaillé la journée. Les autorités ont fait état de 115 interpellations "dans le cadre du processus électoral" et de la saisie d'une quarantaine d'armes, dont deux mitraillettes M60, 11 grenades et des mines antipersonnel, à travers le pays où ont été déployés quelque 400.000 policiers et militaires. AFP 25.10

Haut de page

Le 27 octobre 2015

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Défense du marxisme*. Ces textes sont dignes de figurer dans notre programme.

On verra si on trouve le temps d'actualiser les infos en bref, sinon ce sera pour demain. J'ai commencé à rédiger un court article sur les institutions contre lesquelles il faut impérativement axer notre combat politique et notre stratégie.

Question : Sommes-nous des militants combattant pour changer la société et pour la révolution socialiste, ou sommes-nous des militants devant se cantonner à défendre des revendications économiques ou alimentaires dans le cadre du régime capitalisme ?

Haut de page

Le 28 octobre 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques

1- Il y a d'un coté la philosophie idéaliste et de l'autre le matérialisme...

Qu'on le veuille ou non nos idées sortent de notre cerveau et non l'inverse ou l'action précéda le verbe.

Il y a d'un coté l'idéologie de la classe dominante et de l'autre l'interprétation matérialiste et dialectique de l'histoire.

L'idéologie est une création de l'esprit ou se mêlent facteurs objectifs et subjectifs, tandis que le matérialisme dialectique se

contente de décrire des facteurs objectifs et subejctifs et leur évolution...

Il y a d'un coté la droite qui s'identifie ou se reconnaît dans le régime en place, et de l'autre la gauche qui le rejette et combat pour renverser l'ordre établi ou pour la révolution socialiste.

Il n'y a pas de place pour deux régimes reposant sur des antagonismes inconciliables, comme il n'existe que deux côtés à une barricade. Une entreprise ne peut pas être la propriété privée d'une personne et à la fois la propriété collective de tous les citoyens.

Il y a d'un coté les contre-révolutionnaires, et de l'autre les révolutionnaires.

A chacun de choisir son camp.

Il y a d'un coté le camp des populistes, des révisionnistes, des imposteurs, des mystificateurs, des illusionnistes, des faux socialistes, des traîtres, de la réaction, et de l'autre celui du socialisme.

Le manque de détermination et de rigueur peut facilement nous faire basculer du second dans le premier mais pas l'inverse parce que cela nécessiterait trop de sacrifices.

Il y a d'un coté ceux qui sont liés au régime et qui refusent de combattre dans la perspective de son renversement, qui s'en accommodent de mille manières (ou prétextes) parce qu'ils ont quelque chose à perdre ou bénéficient d'un mode de vie relativement confortable, de l'autre il y a ceux qui n'ont plus rien à perdre que leurs chaînes ou vivent un cauchemar au quotidien sans espoir d'en sortir.

Le mouvement ouvrier dégénéré ou corrompu est à l'image des premiers et a abandonné les seconds, qui au mieux leur servent de caution morale à l'instar de l'impérialisme qui les flattent et les envoie si nécessaire à la boucherie.

2- Lorsque l'URSS implosa, l'alternative au capitalisme, qui dans la représentation collective du mouvement ouvrier se confondait avec le communisme, disparut, laissant le champ libre à l'offensive généralisée du capitalisme contre le prolétariat mondial qui devait être soumis au néolibéralisme déjà expérimenté avec succès aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Chili et en Argentine dès les années 70.

A partir de cette époque, toutes les institutions nationales devaient être amenées à s'y soumettre, ce qui signifiait que toute représentation politique de la classe ouvrière devait disparaître ou dégénérer au point de s'adapter au néolibéralisme à défaut de le combattre véritablement.

En Europe, cela se traduisit par la subordination des institutions nationales de chaque pays à la Commission européenne et à la BCE, ainsi que la soumission de tous les partis institutionnels à la volonté de ces institutions supranationales. Ce furent ces institutions nationales qui adoptèrent les directives dictées par l'UE, qui signèrent des traités liant le sort de leur population à celui du capitalisme en crise ou abdiquant la souveraineté de leurs peuples. Ce furent encore ces institutions nationales dont fait partie le chef de l'Etat et le gouvernement, qui décidèrent sans consulter leurs peuples de se lancer dans de nouvelles guerres en Afrique, au Proche-Orient et en Asie. Et pour terminer, ce furent également ces institutions nationales qui décidèrent d'imposer à leurs peuples des politiques d'austérité de plus en plus drastiques pour satisfaire les besoins de l'oligarchie financière.

Bref, ce sont les institutions nationales dans chaque pays qui en permanence mènent la guerre de classe pour le compte des capitalistes contre les intérêts de l'ensemble des travailleurs. Il est dès lors impossible de ne pas en connaître la nature profondément antidémocrate et réactionnaire. Etant liées pas à pas au développement de la lutte des classes, on est en droit de s'interroger sur le peu d'intérêt qu'elles suscitent de la part du mouvement ouvrier et particulièrement de son avant-garde, qui en réalité les ménagent ou s'en accommodent pour y participer à des degrés divers à défaut de rompre résolument avec elles.

3- “Les Égyptiens sont fatigués de devoir se rendre aux urnes encore et encore" explique l’analyste politique Heshman Mahran et d'ajouter "les jeunes ont décidé de boycotter ces élections". euronews.com 27.10

Ce constat est valable à des degrés divers dans pratiquement tous les pays.

Et vous croyez que les dirigeants de la soi-disant avant-garde en tireraient les conclusions qui s'imposent ? Bien sûr que non ou plutôt si, ils continuent de participer aux élections et donc aux institutions qu'ils légitiment de la sorte, comme si de rien n'était. Après cela ils peuvent à l'instar de la SFIO de 1905 ou du PS de 1981 avoir un programme dans lequel est inscrit la nécessité d'en finir avec la propriété privée des moyens de production ou le capitalisme, quand on observe de quelle manière ils l'appliquent, on doit en conclure qu'ils ne sont pas révolutionnaires ou socialistes, mais bien réactionnaires et antisocialistes. C'est ainsi que les bolcheviks caractérisaient les dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires en 1903, à juste titre puisqu'ils préfèreront soutenir la réaction après la révolution d'Octobre plutôt que soutenir ou servir le nouvel Etat ouvrier.

Ce qui caractérise les militants qui les ménagent ou s'accommodent de ce genre de dirigeants, c'est le manque de cohérence ou de consistance, de rigueur dans leur engagement politique. Les divergences sur les principes ont une origine politique comme le révéla l'opposition entre bolcheviks et mencheviks. On peut décider ou non d'en chercher la nature ou décréter que cela n'aurait pas d'importance, pour finalement se conduire en aventurier, mais dans ce cas-là il faut en assumer toutes les conséquences. Quant à l'argument qui consiste à dire qu'on ne savait pas, qu'on n'avait pas compris, il a bon dos, il arrive un moment où il devient insupportable car il est d'une mauvaise foi incroyable.

On ne doit pas perdre son temps et gaspiller notre énergie à essayer de convaincre des militants qui ont décidé qu'aucun argument ne les ferait changer de position. Laissons-les mariner dans leurs vérités révélées, à côté il y a des millions de travailleurs et jeunes qui aspirent à comprendre ce qui se passe réellement, c'est à eux qu'il faut s'adresser, c'est vers eux qu'il faut se tourner résolument.

4- Un très bref complément à la causerie d'hier sur le parti, histoire d'enfoncer le clou.

Les ouvriers croyants et bolcheviks en 1917, étaient plus révolutionnaires et socialistes que nos dirigeants et les militants qui leur ont fait confiance pendant des décennies. Incroyable, n'est-ce pas ? Tardieu, il est tombé sur la tête le malheureux. Et Lénine avec ses principes débiles, il était complètement dingue.

Ce qui distingue le militant bolchevik ou communiste, ce n'est pas sa maîtrise du marxisme ou ses connaissances du socialisme, mais sa détermination à lutter à mort contre le régime en place pour le renverser. C'est tout ? C'était suffisant pour rejoindre le parti bolchevik dès lors que vous aviez adopté son programme et ses statuts.

On était donc très très loin du dogmatisme et du sectarisme de ceux qui s'en réclameront jusqu'à nos jours, dont certains ont fini par être complètement sclérosés, tandis que d'autres versent dans l'éclectisme et le populisme. Incroyable, n'est-ce pas ? Sinon nous ne serions pas léniniste !

5- Qu'y avait-il de commun entre la situation du prolétariat russe en 1917 et celui du prolétariat grec en 2015 ?

Les deux étaient confrontés à des conditions d'existence devenues insupportables.

Le prolétariat russe s'en était saisi en résolvant la question du pouvoir par une révolution qui devait le porter au pouvoir par l'intermédiaire du parti bolchevik, tandis que le prolétariat grec qui devait subir des baisses de salaires et des retraites allant jusqu'à 40% fut dans l'incapacité de poser la question du pouvoir et donc de la résoudre en sa faveur, il en fut constamment détourné et aucun parti ouvrier ne combattait réellement dans cette perspective.

La question de faire reculer le gouvernement, du programme minimum et maximum, de la révolution démocratique bourgeoise ou prolétarienne suivie par une révolution socialiste, est devenue obsolète du fait même de la profondeur de la crise qui frappe le capitalisme. Toute réforme sociale à caractère politique est devenue incompatible avec la survie du capitalisme dans un pays développé en raison de la mondialisation du capital, qui met en concurrence l'ensemble des capitalistes du monde entier au profit de ceux bénéficiant du taux d'exploitation le plus élevé ou les coûts de production sont les plus bas et les profits les plus élevés, d'où la nécessité de s'attaquer immédiatement aux fondements du capitalisme dès la prise du pouvoir politique par les masses exploitées ou de passer simultanément de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste, pratiquement sans transition. Dans ce contexte, envisager une période de transition reviendrait à laisser le temps aux capitalistes de s'organiser pour saboter la politique du gouvernement révolutionnaire provisoire ou de saper les bases de la révolution.

En Grèce, la question qu'il fallait poser n'était pas ni la sortie de l'euro, ni la rupture avec l'UE, ni l'annulation des mémorandums, mais celle de l'abolition des institutions nationales qui constituaient le cadre qui exprimait les rapports de production, autrement dit les rapports de domination de classe favorables à la classe des capitalistes qu'elles légitimaient, et devant lesquelles, soit le prolétariat se soumettait, soit il les renversait pour se doter de ses propres institutions, ce qui incluait l'abolition de la Constitution, ce qui lui permettait de poser et résoudre la question du pouvoir, du gouvernement ouvrier, de l'Etat ouvrier, de la République sociale.

Un jour un dirigeant lambertiste me répondit que la question des institutions nationales n'était pas à l'ordre du jour parce que la classe ouvrière ne la posait pas. Si les masses exploitées étaient capables de la poser clairement, directement, autant dire que le parti ne servirait à rien ou qu'elles pourraient très bien s'en passer, pour un peu spontanément elles se hisseraient au niveau du programme de la révolution socialiste, c'était ne rien avoir compris au processus dialectique au cours duquel les travailleurs en arrivent inconsciemment à poser la question du pouvoir à travers leur mobilisation, que la situation soit pré-révolutionnaire ou révolutionnaire ou non, en toutes occasions, dès que leurs revendications sociales revêtent un contenu politique, ils entrent en conflit avec les rapports de production existant, et à terme ce conflit ne peut se résoudre que par la défaite de la classe ouvrière ou l'écrasement de la révolution socialiste ou leur victoire.

Si on devait attendre que les travailleurs posent la question de la liquidation des institutions, on pourrait attendre indéfiniment. C'est une manière comme une autre de justifier le refus de la poser et de reporter ce refus sur les travailleurs pour ne pas

avouer qu'on y est subordonné ou qu'on ne sait pas comment s'y prendre pour la poser et qu'on est incapable de l'assumer.

Les travailleurs sont subordonnés aux institutions qu'ils ont toujours connues, avec lesquelles ils identifient leur mode de vie et le progrès social ou tout ce que la société peut encore leur apporter. Ils ont conscience que c'est ce cadre qui structure l'ensemble de la société et ils y tiennent, même s'il fait leur propre malheur, de cela ils n'ont pas conscience évidemment. Ils les identifient également au régime auquel ils sont aussi attachés, c'est la raison pour laquelle ils peuvent difficilement concevoir de s'en passer, d'où la nécessité d'axer notre combat politique contre les institutions nationales du capital pour les aider à en comprendre la nature réactionnaire et à s'en détacher, c'est ainsi qu'on sapera les bases du régime et qu'on les préparera à faire table rase du passé, à les liquider de fond en comble, sinon cela demeurera toujours impossible. On a le choix entre opter pour la méthode des bolcheviks qui vient d'être énoncée rapidement ou celle des opportunistes qui désignent aux travailleurs et aux militants d'autres objectifs qui n'ont jamais permis de construire le parti.

Il est très facile de relier chaque loi ou mesure prise par le gouvernement qui s'inscrivent dans le cadre des institutions pour assurer la survie du régime capitaliste. Il en va de même pour l'ensemble de nos revendications sociales à caractère politique, salaire, temps de travail, retraite, santé, école, université, logement, toutes celles qui ont un rapport avec les services publics, etc.

Pendant des décennies on a entendu des discours vantant les bienfaits de la démocratie qui n'était en réalité qu'un vernis destiné à rendre plus présentable la dictature du capital, au point qu'il y en eut même dans nos rangs pour réclamer le rétablissement de la démocratie sociale et politique qui fit les beaux jours de l'impérialisme français. Rompre avec ce discours opportuniste destiné à parer la dictature du capital de qualités qu'il a usurpées est une nécessité absolue pour l'avant-garde révolutionnaire. Caractériser le régime, les institutions, l'Etat devant les travailleurs comme des machines de guerre de la classe dominante destinées à exploiter et opprimer la classe dominée constitue un préalable à toute stratégie politique posant la question du pouvoir.

On conçoit très bien pourquoi ceux qui s'y refusent obstinément en arrivent forcément à se détourner de la question du pouvoir ou à la poser dans des termes qui ne permettent pas de la résoudre conformément aux besoins des travailleurs. La question des institutions nationales, en France les institutions de la Ve République, concentre ou crystalise l'ensemble de la situation sociale et politique, la manière dont la crise du capitalisme se répercute à l'intérieur de tous les partis institutionnels et ceux qui y sont liés suffit à le prouver. La politique qu'elles sont amenées à adopter est entièrement tournée contre les travailleurs, elle a un contenu exclusivement antisocial, profondément réactionnaire, colonial, impérialiste. Aussi prétendre combattre le gouvernement sans poser systématiquement la question de la liquidation des institutions de la Ve République revient à sous-entendre ou à laisser entrevoir qu'un simple changement de gouvernement pourrait permettre d'appliquer une autre politique, or ce serait impossible car le Conseil constititutionnel s'y opposerait sans même avoir besoin d'invoquer l'UE, comme quoi le mot d'ordre de la rupture avec l'UE ne sert qu'à détourner l'attention des militants de la question déterminante, celle de l'Etat, du pouvoir politique.

Ce n'est pas pour autant qu'on prétendrait renverser les institutions demain matin. Lénine puis les bolcheviks avancèrent ce mot d'ordre dans leur agitation et leur propagande dès les années 1890, et ils ne cessèrent jamais de le matraquer afin qu'il s'incruste profondément dans le cerveau de la classe ouvrière, et que le moment voulu une partie du prolétariat russe le reprenne à son compte, une autre partie l'observa avec bienveillance en demeurant neutre et une petite partie seulement continua de s'y opposer, à l'arrivée les conditions étant remplies pour s'emparer du pouvoir, le gros des masses exploitées passèrent à l'action et renversèrent le régime honni de Nicolas II guidées par le parti bolchevik. Ce sont elles qui l'ont porté au pouvoir parce qu'il n'avait jamais changé de discours. Il les avait préparées à cette épreuve de force en faisant preuve d'une détermination sans faille, et c'est ainsi qu'il parvint à conquérir leur confiance.

C'est cette détermination politique sans faille de Lénine qui fut à l'origine de la scission de 1903 entre bolcheviks et mencheviks... et de la révolution d'Octobre qui n'aurait pas eu lieu sinon ou qui aurait été vaincue.

Notre combat politique - on se demandera si cela signifie encore quelque chose pour la plupart des militants, doit être subordonné à l'objectif politique du renversement du régime, et se traduire par la construction du parti qui est un des éléments déterminants du processus révolutionnaire conduisant à la prise du pouvoir, c'est le seul objectif dont on est comptable puisque nous ne sommes pas en mesure d'influer sur le cours de la lutte des classes pour se fixer sérieusement d'autres objectifs.

Quand on observe l'orientation politique et les mots d'ordre du POI, du NPA et de LO, on comprend pourquoi ces partis n'inspirent aucune confiance aux travailleurs.

Ils versent dans infantilisme, l'élitisme, ils colportent des illusions, des lieux communs, ils ne répondent pas aux questions que se posent les travailleurs et qui ont un rapport avec leurs conditions d'existence, sauf pour leur faire croire qu'elles pourraient s'améliorer dans le cadre du régime en place, ils ont donc raison de n'accorder aucune crédibilité aux discours de ces partis. C'est bien normal car les travailleurs et leurs familles, leurs amis ou proches sont confrontés à une multitude de difficultés, la société est si pourrie ou décomposée qu'ils croulent sous tant de problèmes que se mobiliser sur un thème leur semble dérisoire, car il en resterait tellement qui ne seraient pas résolus s'ils remportaient une victoire. Ils sont accablés et sentent instinctivement qu'il en faudrait beaucoup plus pour changer réellement leur quotidien, inconsciemment qu'il faudrait faire table rase ou changer la société de fond en comble, ils ne voient pas comment et n'y croient pas, et au lieu de les aider à l'exprimer consciemment pour qu'ils acquièrent la conviction que c'est possible, on les détourne de cet objectif ou on ne le met même pas en avant.

C'est dans cette perspective que doit s'articuler notre combat politique, en partant de leur condition qui est vouée inexorablement à se détériorer toujours davantage du fait qu'elle est le produit de la crise du capitalisme qu'incarne la politique antisociale mise en oeuvre par Hollande et son gouvernement, l'Assemblée nationale, les institutions de la Ve République qu'il faut renverser...

On a déjà écrit cela cent fois en long, en large et en travers et au regard du peu d'échos qu'il y eut en retour, on en a plus que marre de nous répéter.

Voyons quelques objections qu'on pourrait opposer à cette orientation politique.

Oui, mais c'est bien dans le cadre de ces institutions que notre condition s'est améliorée...

Effectivement, et c'est aussi dans ce cadre-là que votre condition s'est détériorée au point de tout perdre...

Oui, mais le capitalisme a tout même joué un rôle progressiste dans l'histoire de la civilisation humaine.

Effectivement, sur fond de guerres permanentes qui n'ont jamais présenté un aspect progressiste pour les peuples qui en étaient les victimes.

C'est tout ? Comment cela c'est tout, on croyait que l'expérience de la Grèce après la Tunisie et l'Egypte notamment avait eu valeur d'enseignement et répondait à toutes les autres questions qu'on avait pu être amenées à se poser, non ? Si non, c'est que vous avez cru les salades que vos dirigeants vous ont racontées.

Quelle était la question posée par le développement de la situation politique dans ces pays sinon celle du régime, des institutions en place qu'il fallait balayer, préalable indispensable pour pouvoir appliquer une autre politique, en rupture avec la troïka et le capitalisme.

Lors du référendum sur le TCE en 2005 en France, quelle était la question posée sinon celle de la compatibilité du TCE avec les institutions de la Ve République. Qui à l'époque l'a dénoncé de cette manière, qui lui a donné ce contenu politique ? Personne ou ni le POI, le NPA ou LO.

Quelle autre question posaient les guerres coloniales dans lesquelles s'était lancé l'Etat français ?

Quelle autre question posait le soutien accordé par Hollande aux banquiers ?

Plus fort encore, puisque cela revient perpétuellement sans que personne ne le relève.

Chaque fois que le gouvernement légifère, le Conseil constitutionnel, qui est le garant des institutions, s'assure que les projets de loi ou les mesures qu'il adopte sont conformes à l'esprit de la Constitution de la Ve République. Il a ce louable souci du point de vue des intérêts de la classe dominante, et de notre côté on a le souci beaucoup moins louable de ne surtout pas le mettre en lumière, à quoi bon franchement attirer l'attention des travailleurs sur la nature des institutions et leur fonctionnement antidémocratique, s'ils ne s'y intéressent pas à quoi bon les orienter dans cette direction.

Et quand bien même ils se réfugieraient massivement dans l'abstention lors de chaque élection et manifesteraient ainsi ouvertement leur défiance envers les institutions de la Ve République, à quoi bon traduire consciemment ce qu'ils expriment en grande partie encore inconsciemment, à quoi bon les aider à rompre définitivement avec les institutions. C'est là qu'on s'aperçoit que la politique de ces partis est franchement réactionnaire, qu'ils font le jeu des institutions au lieu de les combattre.

Il existe mille exemples dans le même registre au point qu'on est bien obligé d'en déduire que c'est intentionnellement qu'ils trompent les travailleurs et leurs militants en les conduisant dans une impasse politique, remplissant le rôle d'agents du capital.

Eh, vous avez bientôt fini avec votre baratin, cela ressemble une fois de plus à un refrain appris par coeur ! Ah bon, pourtant je n'en avais pas l'impression, on a évoqué le référendum de 2005, l'abstention massive lors des élections, etc. les conditions auxquels les travailleurs doivent faire face quotidiennement, la nature et le fonctionnement des institutions, des faits à notre connaissance, non ?

On a rappelé que les institutions concentraient à elles-seules l'ensemble de la situation sociale et politique, la crise du capitalisme et au-delà celle de la direction du prolétariat. On a remarqué que chaque fois que la question des institutions avaient été directement posée au cours des années ou décennies précédentes, les uns et les autres s'étaient efforcés de s'en détourner sous prétexte que les travailleurs ne s'y intéresseraient pas. Et vous gros malin que vous êtes, vous voudriez absolument qu'ils s'y intéressent. C'est là défomer mes propos, mais peut-être que je me suis mal exprimé et qu'on s'est mal compris.

Dit autrement, si chaque fois qu'il était possible de se saisir de cette question déterminante pour aider les travailleurs à progresser ou mieux comprendre les tâches politiques qu'ils devraient accomplir pour conquérir leur émancipation du capital, nos dirigeants sont systématiquement passés à côté, c'étaient un choix délibéré de leur part. Maintenant pourquoi fallait-il s'en saisir et dans quel objectif, c'est très simple à comprendre.

En attirant l'attention des masses laborieuses en direction des institutions, car on s'adressait à l'ensemble des travailleurs et pas seulement à certaines couches privilégiées, on ne s'imaginait pas un seul instant que cela changerait quoi que ce soit à la situation, on ne s'imaginait évidemment pas non plus que cela aurait pu suffire pour qu'elles décident de les renverser, mais au-delà de leur proposer l'objectif politique qu'elles devraient se fixer pour résoudre leurs problèmes, on fournissait au passage aux éléments les plus déterminés du prolétariat un axe de combat politique cohérent ou sérieux susceptible de répondre aux questions qu'ils se posaient et pour lesquelles ils n'avaient pas trouvé de réponses jusque là, d'autant plus qu'il impliquait ou incluait les masses, qui seules seraient à même de renverser les institutions, à condition que l'avant-garde révolutionnaire joue réellement son rôle, cet axe politique présentait donc l'avantage de combiner l'action des masses et du parti au lieu de se substituer aux masses ou de les ignorer, et il rendait au parti la place qui devait lui revenir dans la phase préparatoire du processus révolutionnaire...

Cette stratégie politique permettait donc d'éduquer les masses, d'élever leur niveau de conscience politique et de construire le parti sur une base politique correcte puisqu'orientée vers la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais si maintenant vous avez mieux à nous proposer, n'hésitez pas un instant, on est impatient de découvrir la stratégie que vous auriez à nous soumettre.

Nous avons observé que chaque fois qu'une question politique figurait à l'ordre du jour et qu'elle avait donné lieu (ou non) à une mobilisation des travailleurs elle était systématiquement soumise aux institutions, que chaque fois qu'un peuple s'était soulevé il avait finalement buté sur la question des institutions en vigueur dans son pays, on en a donc déduit que la question du pouvoir ne pouvait pas être résolue et qu'il était impossible de poser la question du gouvernement ouvrier, de l'Etat ouvrier, de la République sociale sans déterminer le sort qu'on réservait aux institutions du capital, sans en définir la nature sans les combattre inlassablement jusqu'au jour où les masses seraient prêtes à se lancer à l'assaut du pouvoir.

Vous avouerez que notre démarche n'a rien de gauchiste ou d'aventuriste, on part des faits et des derniers développements de la lutte des classes, on lit le sort des masses à la construction du parti, à la prise du pouvoir, au socialisme. On manifeste notre confiance dans la capacité des masses à s'élever au niveau de cette tâche, et on redonne au parti tout son sens ou sa légitimité en les aidant à l'accomplir. Tout se tient. Si j'avais oublié quelque chose, n'hésitez pas à nous le faire savoir.

L'avenir cauchemardesque qu'ils réservent à l'humanité

Les crises s'étendront dans le monde, avertit Zbigniew Brzezinski - sahartv.ir

L'ex-conseilleur à la sécurité nationale américaine a affirmé que le monde entier sera bientôt le théâtre des crises.

Zbigniew Brzezinski, ex-conseilleur à la sécurité nationale américaine a indiqué dimanche : « La crise prend de l'ampleur et il existe des signes qui montrent que les régions où il n'y a pas de crises à présent seront bientôt prises ». Le monde est de nos jours confronté à des crises politique, économique, systématique, raciale et religieuse ».

Brzezinski a souligné : « Il y a toujours eu des crises à l'échelle internationale, mais ces crises deviennent de plus en plus importantes. Elles sont répandues et les signes disent que les régions restées loin des crises seront bientôt le théâtre de ces crises ». sahartv.ir 26.10

Les terroristes visent à déstabiliser les gouvernements (Poutine) - sahartv.ir

Le président russe Vladimir Poutine a averti que les terroristes se servaient du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de base pour déstabiliser les autres pays.

Vladimir Poutine a indiqué mercredi :" Le développement des activités des terroristes et la fusion des groupes extrémistes ayant accès aux réseaux organisés constituent une menace sérieuse. La situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est alarmante. Les terroristes sont en train de recruter des éléments pour les utiliser pour déstabiliser les pays". sahartv.ir 28.10

En famille chez les barbares.

- Noces macabres entre l'Arabie Saoudite et la France - sahartv.ir

Dès sa naissance l'Arabie saoudite a lié son sinistre destin à celui des puissances impérialistes. Fondée officiellement le 22

septembre 1932 par la fusion des provinces du Nejd et du Hedjaz, elle s'est trouvée sous la férule de Abdelaziz ben Abderrahmane Al Saoud (Ibn Saoud) qui en en devenant le monarque absolu a mis en place un système féodal cruel et obscurantiste.

Les guerres ayant permis l'accession au pouvoir d'Ibn Saoud ont fait 500 000 morts entre 1901 et 1932.La découverte de pétrole en mars 1938 transforme le pays sur le plan économique et marque le début d'une alliance stratégique avec les États-Unis concrétisée par le Pacte du Quincy, qui en échange d'un accès au pétrole, engage les États-Unis à protéger militairement la dynastie des Saoud.

Cette alliance se révélera d'autant plus durable que le pays se présente comme un féal de poids pour contrer le mouvement de libération national arabe dans les années 1950-1960 au grand bénéfice de l'impérialisme. La rapide augmentation des recettes saoudiennes au début des années 1980 qui passent de 65 milliards de dollars à près de 135 milliards en 1981, renforce les assises du régime monarchique, « matrice » du wahhabisme, interprétation la plus rétrograde de l'Islam qui sert à justifier l'obéissance totale aux riches et à priver la population de tout droit démocratique. Elle lui procure une masse d'argent inépuisable qui lui permet d'exporter sa doctrine religieuse fanatique dans le monde, de s'acheter le soutien de nombreux mouvements réactionnaires de même que celui des dirigeants corrompus de pays pauvres qui suivent à la lettre les consignes de leur « bienfaiteur » quand il s'agit de voter à l'ONU ou même confient la présidence de la commission des « Droits de l'Homme » de cette instance à son représentant ! Un représentant qui trouve que la condamnation à mort d'un jeune opposant politique a été ordonnée en application de la « chariaa » saoudienne laquelle n'est selon lui nullement incompatible avec les « Droits de l'Homme », bien au contraire. Les belles âmes humanistes et démocratiques fabiussiennes n'y ont rien trouvé à redire.

Cette politique extérieure se manifeste dans la lutte organisée contre l'Union soviétique en Afghanistan en accord avec le tuteur US, mais également dans l'intensification du soutien financier de nombreuses organisations dites islamiques à travers le monde dans les années 2000-2015. Dès leur naissance, les Saoudiennes sont placées sous l'autorité légale d'un homme, le « gardien », qui peut être leur père, leur mari, leur frère, leur oncle ou même leur fils. Les femmes ne peuvent pas voyager sans l'autorisation de leur « gardien ». L'Arabie saoudite impose une stricte séparation des sexes. La plupart des maisons, banques ou universités ont une entrée pour les hommes et une autre pour les femmes. C'est le dernier pays au monde où les femmes sont privées du droit de conduire.

Quel sont les véritables enjeux stratégiques du mariage des régimes de ces deux pays qui ont les mains pleines de sang sachant que les impérialistes français et leur béquille « socialiste » n'ont jamais digéré la perte de l'Algérie ? Les monarques rétrogrades de l'Arabie saoudite après avoir acheté des « Rafales » pour plusieurs milliards de dollars, viennent en plus de passer une nouvelle commande de 10 milliards de dollars. Quelle contrepartie ont-ils obtenue de l'impérialisme français pour les largesses qu'ils lui ont accordées ? Valls, le premier ministre français, ne trouve pas « indécent » d'entretenir ces liens avec la pire forme de barbarie moyenâgeuse encore existante dans le monde. Cela ne l'empêche pas, de concert avec Fabius et Hollande, de multiplier les discours qui justifient le soutien aux hordes obscurantistes en Syrie -qualifiées sans rire d' « opposition démocratique » ! – et stigmatisent le régime syrien qui a au moins le mérite d'être laïque et de faire coexister pacifiquement toutes les religions et les non-croyances. Dans un Moyen-Orient à feu et à sang, vont-ils encore rajouter de la violence à la violence ou bien y a-t-il un autre objectif, par exemple la déstabilisation de l'Algérie ? sahartv.ir 26.10

ACTUALITE EN TITRES

Mission impossible

- Manuel Valls aux Mureaux : «Je ne suis pas ici pour reconquérir la banlieue» - Liberation.fr

Neuilly-sur-Seine ou quand l'état de non-droit règne.

- Logements sociaux: l'Etat n'a pas "de leçon" à donner, estime le maire de Neuilly - L'Express.fr

Depuis quand y aurait-il des bonnes et des "mauvaises mains" à l'extrême droite ?

- Valls s'inquiète de voir tomber la laïcité entre les "mauvaises mains" de l'extrême droite AFP

Mimétisme. L'impunité alimente la barbarie ou la spirale infernale.

- Yémen : un hôpital de Médecins sans Frontières touché par des frappes aériennes - Francetv info

Les installations ont été détruites et deux membres de l'équipe de MSF légèrement blessés, lundi soir. Francetv info 26.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Etat policier. Quand l'Empire montre l'exemple.

Etats-Unis: enquête sur l'interpellation brutale d'une lycéenne noire - AFP

La justice américaine a annoncé mardi ouvrir une enquête sur l'arrestation dans une salle de classe d'une lycéenne noire par un policier blanc, un acte dont la brutalité a suscité une vive indignation.

"Le service des droits civils du bureau de Columbia du FBI et le bureau du procureur du district de Caroline du Sud ont ouvert une enquête sur les circonstances de l'arrestation d'une élève du lycée de Spring Valley", a indiqué un communiqué officiel.

Dans plusieurs vidéos devenues virales sur internet, on voit le policier arracher violemment de sa chaise la lycéenne, en la cravatant, avant de la traîner par terre à travers la classe. L'adolescente avait apparemment refusé d'obéir au policier qui lui demandait de sortir.

Le policier, Ben Fields, l'un des deux agents référents de cette école de Spring Valley, a fait l'objet d'une suspension administrative.

Ces vidéos, mises en ligne avec le hashtag #AssaultAtSpringValleyHigh, ont très vraisemblablement été filmées par des élèves avec leur téléphone portable. AFP 27.10

Une justice "malveillante" et répressive.

Justice : Jean Mercier condamné à un an de prison avec sursis - Francetv info

L'homme de 87 ans avait aidé sa femme à mourir en 2011. Il a été condamné pour "non-assistance à personne en danger". Francetv info 27.10

Un internaute condamné pour un commentaire faux et malveillant sur un restaurant - AFP

Un internaute a été condamné à 2.500 euros d'amende, plus 5.000 euros de frais, pour avoir rédigé un commentaire faux et malveillant visant un restaurant du Groupe Bernard-Loiseau à Dijon, selon un jugement que l'AFP a pu consulter, mardi.

"On a voulu mener l'affaire jusqu'au bout et donner une leçon à ces personnes qui font des commentaires pour détruire", a commenté Ahlame Buisard, directrice du groupe Bernard-Loiseau et gérante du restaurant Loiseau Des Ducs à Dijon confirmant une information du quotidien Le Bien Public.

"Restaurant très surfait, tout en apparat, très peu de choses dans l'assiette, l'assiette la mieux garnie est celle de l'addition": le commentaire publié en juillet 2013 sur le site des pages jaunes était cinglant.

Publié cinq jours avant l'ouverture du restaurant, le commentaire litigieux rédigé par le pseudonyme "le clarifieur" a été supprimé puis à nouveau publié légèrement remanié sur le site des PagesJaunes.fr.

"Cet avis nous a beaucoup surpris et nous l'avons fait constater par un huissier", a commenté Mme Buisard qui a décidé de porter plainte à l'encontre de l'internaute indélicat.

Selon le jugement en date du 6 octobre, le tribunal de grande instance de Dijon a estimé que l'avis publié cinq jours avant l'ouverture au public du restaurant, "ne peut pas correspondre à l'expression d'un avis objectif se fondant sur une expérience réelle".

"Ces commentaires fautifs (...) du fait même de leur diffusion sur internet sur un site largement consulté par les internautes à la recherche des coordonnées d'établissements, visaient à dissuader de potentiels futurs clients de se rendre dans le restaurant critiqué", a indiqué la juge.

"On n'est pas contre les avis positifs ou négatifs, quand ce sont de vrais clients. Ils sont là pour améliorer les prestations", a souligné Mme Buisard.

"J'espère qu'il (le jugement) servira de leçon à toutes ces personnes qui laissent des avis dénigrants, pas toujours bien fondés et

qui font beaucoup de mal à notre profession", a-t-elle ajouté.

Le restaurant Loiseau des Ducs a obtenu une étoile au guide Michelin en février 2014. AFP 27.10

A retenir : Si ces commentaires ont été publiés avant que cet établissement ouvre ses portes, on ne voit pas très bien qui aurait pu leur accorder le moindre crédit, tout au plus étaient-ils farfelus. Cette réflexion qui relevait du bon sens le plus élémentaire a apparemment échappé à cette juge qui aura désormais sa table réservée dans cette gargote.

En complément. Etat policier.

- Les forces de l'ordre bientôt dotées de "caméras-piétons" - AFP

Manuel Valls a confirmé ce lundi 26 octobre la généralisation des caméras-piéton sur les policiers. Le dispositif est déjà expérimenté dans plusieurs communes.

Cette caméra permet au policier d'enregistrer le son et l'image au cours d'un contrôle. Personne ne peut refuser d'être filmé, c'est la loi, en revanche, le policier est libre de choisir s'il actionne ou non sa caméra. AFP 26.10

Dossier Syrie

- Un député français à Damas juge Assad incontournable - AFP

Une solution au conflit en Syrie doit passer par un dialogue avec Bachar al-Assad, a affirmé mardi un député français, arrivé à Damas en compagnie de deux autres élus pour y rencontrer le président syrien.

"Le règlement de la situation politique syrienne passe nécessairement par un dialogue avec le président syrien qui est en place et qui est élu par le peuple syrien", a déclaré Jean-Frédéric Poisson, député du Parti chrétien-démocrate, une petite formation satellite du parti de droite Les Républicains (LR) de l'ancien président Nicolas Sarkozy.

"Il n'appartient pas aux pays étrangers de décider qui doit diriger la Syrie, il appartient aux Syriens de décider", a-t-il martelé à l'issue d'une rencontre avec le président du Parlement syrien, Jihad al-Lahham.

Cette position va à l'encontre de celle du président français François Hollande, qui a récemment réaffirmé que "rien ne doit être fait pour conforter Bachar al-Assad car étant le problème, il ne peut pas être la solution".

M. Poisson doit rencontrer mercredi M. Assad en compagnie de deux autres députés français de droite.

M. Poisson a en outre jugé que l'intervention militaire russe en Syrie "permet de stabiliser pour le moment les choses et de faire reculer petit à petit" le groupe Etat islamique (EI).

En complément.

Dans une note de blog, publiée le 24 octobre et intitulée "Notre fiasco syrien", l'ancien Premier ministre et chef de la diplomatie française Alain Juppé est revenu sur l'échec de la stratégie occidentale. "Je crains que le moment ne soit donc venu de boire le calice jusqu'à la lie et de nous asseoir à Genève à la table de négociation avec Bachar. Peut-être trouvera-t-on le moyen de sauver la face", a écrit le candidat à la primaire de 2016, en vue de la présidentielle de 2017.

Mi-septembre, c'est un autre ancien Premier ministre français, François Fillon, qui avait appelé le gouvernement à revoir sa copie diplomatique sur la Syrie. Le député de Paris et candidat à la primaire de 2016 du parti "Les Républicains" pressait l'Élysée de renouer le dialogue avec Moscou, "que la France a stupidement méprisé ces dernières années" et avec Téhéran, dans un exercice diplomatique où "la France semble hors-jeu". "L'heure est venue de revoir notre stratégie", avait-il insisté dans une lettre publiée sur son blog. sahartv.ir 27.10

- L'Iran invité aux discussions de Vienne sur la Syrie - Reuters

L'Iran sera invité à participer à la conférence internationale de vendredi à Vienne sur le conflit syrien, a annoncé mardi le porte-parole du département d'Etat américain.

"L'Iran sera prié d'y participer. Il appartient maintenant aux dirigeants iraniens d'en décider", a déclaré John Kirby.

Selon un haut fonctionnaire de la région, la République islamique a déjà reçu des invitations de la part des Etats-Unis et de la Russie et compte envoyer le vice-ministre des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdolahian. La présence du chef de la diplomatie Mohammad Javad Zarif serait par ailleurs en discussions. Reuters 27.10

- Syrie : opération héliportée réussie de l'armée à Akrab - sahartv.ir

Les forces héliportées spéciales de l'armée syrienne, faisant preuve d'un atterrissage réussi dans la région d'Akrab sur la route Athariya, près de la route internationale Alep-Hama, ont encerclé les terroristes dans cette région.

Selon le correspondant de l'agence Tasnim depuis Damas, les forces spéciales de l'armée régulière syrienne ont atterri avec succès dans la région Akrab sur la route Athariya et ont encerclé les terroristes armés déployés dans cette zone. L'armée syrienne a assuré la sécurité de la route reliant les régions Al-Saboura et Athariya, sur l'axe de Hama dans le centre syrien, ajoute la même source.

Les affrontements se poursuivent entre les forces de l'armée syrienne et les terroristes de Daech et du Front Al-Nosra sur la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep au Nord de la Syrie, tandis que le lieu d'affluence des terroristes aux alentours de cette route est constamment la cible des attaques de l'aviation russe au cours desquelles des dizaines de terroristes ont été tués jusqu'ici. De même, les chasseurs russes ont visé les positions des terroristes d'«Al-Jibha l-Chamiya», (le Front de Cham) dans la région Al-Cheikh Al-Saïd et Al-Cheikh Issa en banlieue Sud d'Alep. sahartv.ir 27.10

- La Russie a frappé 285 positions terroristes en 3 jours en Syrie - sahartv.ir

L'aviation russe a en l'espace de trois jours porté des frappes sur 285 positions de Daech et du front Al Nosra, a déclaré lundi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

"Lors des derniers trois jours les avions russes ont effectué 164 sorties militaires et ont frappé 285 positions de Daech. Lors des dernières 24 heures ils ont fait 59 sorties militaires et ont frappé 94 positions terroristes dans les provinces de Hama, Idlib, Lattaquié, Damas et Deir ez-Zor", a précisé M. Konachenkov.

Selon lui, des avions d'attaque Su-25 ont détruit trois fortifications de Daech fournies des fortifications blindées de Daech et des positions pour les lances-mines. Depuis le début de la campagne militaire, l'aviation russe a effectué plus de 930 sorties, a éliminé des centaines de terroristes, des dizaines de postes de commandement, de dépôts et d'autres positions. sahartv.ir 26.10

- La Russie bombarde le sud de la Syrie - sahartv.ir

Les chasseurs russes ont pour la première fois bombardé le sud de la Syrie.

Les chasseurs russes ont pris pour cible de leurs bombes les positions des terroristes dans le sud de la Syrie. il s'agit des premiers raids à viser le sud de la Syrie depuis l'intervention aérienne russe il y a un mois. ainsi la Russie vient d'étendre , à l'appui des forces de l'armée syrienne et du Hezbollah, son champ d'action du nord et du centre au sud de la Syrie. selon les témoins, les chasseurs bombardiers russes ont pris de court les nosratistes et les daechistes positionnés sur les hauteurs stratégiques de Tel Al Hara et de Tel Antar, non loin de Deir al Ads dans la banlieue nord de Daraa. les repaires des terroristes ont été totalement détruits dans ces régions. les hauteurs de Tel al Alaqiya dans le rif de Daraa ont été par la suite pris pour cible des bombes russes. sahartv.ir 27.10

- Le plan saoudien d'attaque contre Damas - sahartv.ir

Une coopération en matière de renseignements parmi les alliés de la Syrie a fait échouer le plan de l'Arabie saoudite pour renverser le gouvernement syrien.

Le quotidien libanais "Al-Akhbar" a publié dans un article que la Russie avait neutralisé une attaque programmée par l'Arabie et qui devait être appliquée par le groupe terroriste Jeish al-Islam contre la capitale syrienne. Cette opération pouvait être la plus importante réaction à l'intervention militaire russe en Syrie. Mais la force de l'air russe a surpris les terroristes et mis fin à leur opération.

Il y a deux semaines l'Arabie saoudite et la Jordanie se préparaient à une attaque à partir du sud de la Syrie, à Deraa et Quneitra pour mettre un terme aux jours du gouvernement Asad. Les vastes agissements du groupe terroriste Jeish al-Islam, dirigée par Zahran al-Vash, principal mercenaire saoudien en Syrie, déployé à Quetta orientale, devaient contribuer à cette opération.

Les renseignements des Russes plus ceux collectés par le Hezbollah libanais ont révélé des agissements suspects près de Damas. Alors les avions de combat russes ont attaqué certaines positions à Jubar et à Quetta orientale. Les postes

de commandement des terroristes ont été détruits et le plan saoudien a-t-il ainsi volé en éclats. Les terroristes qui voulaient surprendre, ont été surpris. sahartv.ir 28.10

- Syrie : Riyad et Ankara alimentent les terroristes en missiles SAM - sahartv.ir

« L'Arabie saoudite et la Turquie envisagent de livrer des missiles anti-aériens SAM aux terroristes, opérant dans le Nord de la Syrie », a-t-on appris du quotidien libanais "Al-Akhbar".

"Al-Akhbar" a révélé, dans un article, le soutien de la Jordanie, de la Turquie et de l'Arabie saoudite aux terroristes pour qu'ils puissent contrer l'armée syrienne et les frappes aériennes russes dans le Sud et le Nord de la Syrie. « Le soutien turc aux terroristes, combattant l'armée syrienne, est plus manifeste que celui des Jordaniens car Ankara laisse entrer des éléments armés asiatiques dans le Nord de la Syrie pour qu'ils puissent venir grossir les rangs des terroristes, en lutte sur les fronts de Lattaquié, d'Idlib et de Hama.

Il y a quatre mois, c'est-à-dire avant le début des frappes russes contre les positions de Daech, la Turquie a fourni aux terroristes des systèmes anti-aériens mais aucune trace de ces systèmes n'a encore été vue pour confronter les chasseurs russes. L'Arabie saoudite et la Turquie envisagent d'alimenter les terroristes, actifs dans le Nord de la Syrie, en des systèmes anti-aériens russes SAM-8 et SAM-9, sortis des dépôts de l'armée ukrainienne, organe de Kiev, ennemi de Russie. sahartv.ir 27.10

- L'Occident, responsable de l'émergence des groupes terroristes en Syrie - sahartv.ir

Les hauts responsables syriens critiquent de nouveau le rôle destructeur de l'Occident dans la crise en Syrie, et estiment que leur soutien aux organisations terroristes est l'élément principal de la poursuite de la crise.

Lundi, lors d'une rencontre à Damas avec le ministre omanais des Affaires étrangères, Youssef ben Alavi, le président syrien Bachar al-Assad a déclaré que le soutiens des pays occidentaux et de leurs alliés régionaux aux groupes terroristes est l'élément principal de la poursuite de la crise en Syrie.

Le président Assad a rendu hommage au soutien que les pays amis accordent au combat des Syriens contre les terroristes, et il a vivement condamné l'indifférence de la communauté internationale envers les crimes commis par ces groupes terroristes, en estimant que ce soutien permet aux terroristes de développer leurs activités dans d'autres territoires.

Par ailleurs, le représentant permanent de Syrie auprès de l'ONU, Bachar al-Jaafari a déclaré à New York que les groupes terroristes actifs en Syrie et en Irak sont formés et soutenus par les pays occidentaux pour détruire ces deux pays et protéger les intérêts illégitimes du régime sioniste. Bachar al-Jaafari a ajouté que les éléments terroristes viennent d'ailleurs et veulent détruire l'Irak et la Syrie au nom d'une lecture erronée de l'Islam.

De son côté, le ministre syrien de l'Information, Omran al-Zohbi a déclaré lundi que la coalition internationale anti-Daech créée par les Etats-Unis et leurs alliés n'est qu'un acte de propagande dont le but est de détourner l'attention de l'opinion publique que les groupes terroristes commettent en Syrie et dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient. Il a salué ensuite l'action de l'armée russe pour soutenir le combat du peuple et du gouvernement syriens contre les terroristes. Il a précisé que la coopération militaire russo-syrienne ne dure pas longtemps, mais que Damas et Moscou ont enregistré des avancées incroyables dans la lutte contre les terroristes en moins d'un mois.

Par ailleurs, le grand mufti de la Syrie, le Cheikh Ahmad Badreddin Hassoun a soutenu, lui aussi, le soutien de Moscou à la Syrie dans la lutte contre les terroristes. Il s'est réjoui aussi du retour des centaines de réfugiés syriens, en estimant que c'est un signe de la réussite de la résistance du gouvernement et de l'armée syrienne aux terroristes.

En France, le président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Elisabeth Guigou, a déclaré que la présence militaire de la Russie en Syrie est légitime, étant donné l'insuccès de la coalition internationale formée par les Occidentaux pour lutter contre Daech et les autres organisations terroristes en Irak et en Syrie.

Et enfin, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, vient de rejeter les prétentions des médias occidentaux concernant la mort des civils lors des raids aériens des avions russes contre les positions des organisations terroristes en Syrie. Le porte-parole du Kremlin a déclaré que le but de la diffusion de ces fausses nouvelles est de mettre en doute l'efficacité des opérations de l'aviation russe contre les terroristes. sahartv.ir 27.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- "Les Égyptiens sont fatigués de devoir se rendre aux urnes encore et encore" - euronews.com

Il n'y avait pas foule dans les bureaux de vote au Caire pour le second tour des législatives. Seuls quelques électeurs ont rempli leur devoir civique. Une quasi-indifférence qui contraste avec les législatives de 2011, les premières libres et démocratiques. Organisées quelques mois après la chute d'Hosni Moubarak, elles avaient suscité l'enthousiasme. Quatre ans plus tard, l'euphorie est retombée. Au premier tour déjà, le taux de participation n'avait pas atteint les 30 %.

"Les jeunes ne participent pas à ces élections. Il y a sûrement quelque chose qui sonne faux. Nous voyons toujours les mêmes vieux visages du Parti National démocrate de l'ex-président Moubarak et c'est inacceptable, surtout après les grandes révolutions dont a été témoin l'Egypte", dit un homme.

Les Frères musulmans en 2011, Mohamed Morsi un an plus tard, le général Sissi depuis l'année dernière et qui a éliminé toute opposition de la scène politique. C'est trop d'instabilité pour les Égyptiens.

"Les Égyptiens sont fatigués de devoir se rendre aux urnes encore et encore. La deuxième chose, c'est que les jeunes ont décidé de boycotter ces élections parce que les régimes politiques qui ont gouverné le pays après les deux révolutions n'ont pas réussi à répondre aux exigences et à atteindre leurs objectifs. Le plus important par exemple, c'est la justice sociale, la création d'emplois et de meilleurs revenus pour donner l'espoir d'un avenir meilleur aux jeunes", explique l'analyste politique Heshman Mahran.

Mohammed Shaikhibrahim, euronews:

"L'aversion politique pour cette élection reflète sans aucun doute les problèmes profonds qui affligent encore les Égyptiens. Comme les observateurs l'ont fait remarquer, la conséquence sera un parlement faible qui ne représentera pas la majorité populaire". euronews.com 27.10

Guatemala

- Au Guatemala, un humoriste élu président - Francetv info

Jimmy Morales, qui porte les couleurs de la droite, c'est le nom du nouveau président du Guatemala. L'homme de 46 ans n'a aucune expérience politique, mais a été élu avec plus de 70% des voix. Sa victoire, il la doit principalement à sa popularité dans le pays en tant qu'humoriste et animateur de télévision. "Je n'ai pas de super pouvoir ni de potion magique, mais j'ai un coeur gros comme ça. J'aime mon pays et on va lutter ensemble", a déclaré le nouveau président du pays. Francetv info 26.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Contorsion, gesticulation, non-dits et manipulation pour faire baisser frauduleusement le chômage.

- Le chômage connaît sa plus forte baisse depuis la crise - AFP

- Le chômage diminue de 0,7% en septembre - Francetv info

Enfin, une baisse, après la mauvaise surprise du mois d'août. En septembre il y a 3 547 800 chômeurs de catégorie A, c'est à dire sans aucune activité. On dénombre donc une baisse de 0,7% soit -23 800 chômeurs. Mais cette diminution s'explique en partie par la croissance de l'intérim. Les chômeurs de catégorie B et C qui exercent une activité réduite sont eux en hausse de 11,4%.

Le chômage est stable si l'on intègre les demandeurs d'emploi ayant exercé une petite activité. Leur nombre reste à des niveaux records : 5,42 millions en métropole, 5,73 millions avec les DOM-TOM.

"La tendance est claire, dit la nouvelle ministre du Travail, Myriam El Khomri. Il s'agit du quatrième mois consécutif de baisse, ce qui porte à 24 700 le recul du nombre de jeunes inscrits depuis fin mai. Cela prouve l'efficacité de nos dispositifs en faveur de l'emploi des jeunes (emplois d'avenir, garantie jeunes, contrats de génération, relance de l'apprentissage)."

Bémol : le chômage de longue durée continue de gagner du terrain. Fin septembre, 2,43 millions de demandeurs d'emploi (+ 1 % sur un mois, + 10,4 % sur un an), petite activité comprise, étaient inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an. Les demandeurs étaient en moyenne inscrits depuis 567 jours, soit plus d'un an et demi. Après avoir connu des niveaux relativement bas, les radiations administratives ont fortement augmenté en septembre (+ 25 %), mais elles restent nettement moins nombreuses qu'il y a un an (- 9,7 %). Quant aux entrées en stage, elles sont en très forte baisse (- 25,1 %), mais restent relativement stables sur an (- 2,2 %). Sur un an, le chômage reste en hausse de 3,1 %. Francetv info et lepoint.fr 26.10

- Pôle emploi bidouille-t-il les chiffres du chômage ? - nouvelobs.com

Si l'on prend en compte toutes les catégories (A, B, C, D, E), il n'y a pas 3.553.500 chômeurs en France, mais 6.073.600 chômeurs. Et ce, sans compter les personnes qui ne s'actualisent pas, parce qu'elles sont parties en week-end, ou parce qu'elles sont en fin de droit, ou tout simplement qu'elles n'ont plus accès à un ordinateur.

La référence pour la prise en compte du chômage est le nombre de demandeurs d'emplois en France métropolitaine ! Avec les départements d'outre-mer, le nombre de chômeurs atteint 6.379.200 ! Soit près d'un Français sur dix. Ou un actif sur cinq. nouvelobs.com 26.10

- Vrais chiffres du chômage Aout 2015: 20 500 chômeurs de plus, malgré 304 100 radiations ce mois - wikistrike.com

Moyenne de + 25 855 chomeurs par mois, au cours des 8 premiers mois de l'année.

6 452 100 privés d'emploi et travailleurs occasionnels officieux, toutes catégories confondues.

Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 6,3 % sur 1 an.
Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 18,6 % sur 1 an.
Chômage des 50 ans et +, + 10,3 % sur 1 an.
Catégories A, B, C, D, E août 2014 : 6 073,2 - juillet 2015 : 6 432,2 août 2015 : 6 452,1

Sources : Rapport complet de la DARES de 20 pages (et non pas le simple communiqué de presse envoyé aux médias) : http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/PI-Mensuelle-BVNMK3.pdf (wikistrike.com 26.10)

2- Les avocats toujours en grève, mais des négociations ont repris - Reuters

Après deux semaines de grèves totales ou partielles dans de nombreux barreaux, les avocats ont durci et étendu lundi leur mouvement à toute la France, parallèlement à la reprise de négociations avec le ministère de la Justice.

Le Conseil national des barreaux (CNB) a voté vendredi une grève nationale des audiences et des désignations jusqu'à mercredi en fin de journée.

Les négociations avec le ministère de la Justice, qui ont repris lundi, ont été suspendues en milieu de journée et reprendront mardi, a indiqué le vice-président du CNB, Roland Rodriguez.

"Nous attendons pour demain du concret, des projections sur les différentes hypothèses de réévaluation" de l'indemnisation des avocats pour l'aide juridictionnelle, a-t-il dit à la presse." Les discussions reprennent demain mais il faut maintenir la pression jusqu'à mercredi", a-t-il ajouté.

Selon le CNB, 156 barreaux sur 164 étaient mobilisés lundi, et sur ces 156, 93 observaient une grève totale.

Les avocats en colère se sont rassemblés en début d'après-midi autour de leurs bâtonniers dans de nombreux palais de justice.

En dépit des concessions de la ministre de la Justice, Christiane Taubira, le conflit s'est durci, les avocats étant vent debout contre le projet de réforme de l'aide juridictionnelle qui permet aux plus démunis d'avoir un avocat.

La ministre leur demandait initialement de contribuer au financement de cette aide en mettant à contribution les caisses des règlements pécuniaires des avocats.

Pour tenter de désamorcer la fronde, elle a renoncé la semaine dernière aux prélèvements de cinq millions d'euros en 2016 et de 10 millions en 2017 prévus sur ces caisses.

Mais les avocats jugent cette concession insuffisante. "Le recul de la garde des Sceaux sur ce prélèvement ne répond pas à l'ensemble des revendications de la profession?", dit la motion votée par le CNB.

Christiane Taubira défend la nécessité de réformer un système "à bout de souffle", avec un projet qui prévoit une augmentation de budget, de 375 millions d'euros actuellement à 445 millions en 2017, pour pérenniser le système.

Mais si le projet vise à en faire profiter plus de justiciables, les avocats dénoncent la baisse globale de leurs revenus engendrée par la réforme du barème des rémunérations versées au titre de l'aide juridictionnelle.

"Ça ne peut pas être une grande réforme de l'aide juridictionnelle s'il n'y a pas les moyens qui sont mis sur la table", a déclaré Roland Rodriguez. "La qualité, ça a un coût."

Pour le Syndicat des avocats de France, il "n'est pas acceptable que se retrouvent en difficulté économique les avocats qui acceptent volontairement et sans réserve de défendre les plus précaires".

"Cette prise en charge suppose au contraire de développer l'accès au droit, ce qui ne peut se faire sans une augmentation substantielle du budget de l'aide juridictionnelle", écrit-il dans une lettre ouverte. Reuters 26.10

En complément

- Fram: dépôt de bilan et Comité d'entreprise extraordinaire jeudi - AFP

Le voyagiste Fram, employant 670 salariés à Toulouse, déposera son bilan jeudi et a convoqué le même jour un comité d'entreprise extraordinaire (CEE) pour faire le point d'une éventuelle reprise par le français Karaval-Promovacances, le seul encore en lice. AFP 26.10

ECONOMIE

France

- 1% des entreprises françaises concentre 97% des exportations, d'après l'Insee - libération.fr

L'économie française reste ultra-dominée par les très grandes groupes, puisque 1% des entreprises concentraient en 2013 97% de l'exportation, 65% de la valeur ajoutée et 55% de l'emploi du secteur marchand, selon une étude de l'Insee publiée mercredi, qui observe par ailleurs un effet positif du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).

Ces 24 000 entreprises représentent également 85% de l'investissement, avec plus de 500 000 euros annuels investis pour chacune, selon l'enquête de l'Insee. A l'inverse, une entreprise sur deux n'a pas investi du tout en 2013. Par ailleurs, entre 2012 et 2013, les plus grandes entreprises ont majoritairement été en croissance, tandis que plus de la moitié des entreprises de plus petite taille ont vu leur valeur ajoutée diminuer.

En 2013, les 2,4 millions d'entreprises françaises, hors secteurs agricole et financier, ont réalisé un chiffre d'affaires hors taxe global de 3 700 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 986 milliards d'euros, soit 52% de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie du pays. L'investissement est «en recul malgré un effet positif des créations d'entreprises», précise en outre l'institut, qui souligne que «l'investissement corporel brut hors apports recule à nouveau en 2013 de 1,8%, après -2,7% en 2012». Néanmoins, l'Insee constate que l'entrée en vigueur, en 2013, du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), a eu «un effet positif sur le taux de marge», et a «permis aux entreprises d'intégrer les exonérations de charges dans leur comptabilité dès 2013».

Selon Hervé Bacheré, économiste à l'Insee, «il s'est vraiment passé des choses avec le CICE». Il «semblerait» que le recours au CICE se soit amplifié en 2014, alors que l'année précédente, les petites entreprises étaient pour certaines «réticentes à faire la paperasse», a-t-il commenté. Ainsi, depuis 2012, le coût horaire de la main d'oeuvre a augmenté de façon plus modérée en France que dans d'autres pays européens, comme l'Allemagne, l'Italie, ou le Royaume-Uni: +1,1% en moyenne par an dans l'industrie (+2,1% dans la zone euro), et +0,8% dans les services marchands (+1% dans la zone euro). «Cette hausse modérée tient notamment à l'entrée en vigueur» du CICE, commente encore l'Insee. AFP 27.10

Haut de page

Le 30 octobre 2015

CAUSERIE

Ouf, depuis lundi on dort sans la climatisation, c'est l'hiver ! Je revis enfin. Comme quoi nous ne vivons pas tout à fait la même chose ou au même rythme. Et il pleut, la mousson arrive. Et comme un crétin j'ai mis des graines (de melon) à germer... qui vont pourrir !

L'essentiel, c'est que j'ai terminé le gros de mes travaux, il reste à couvrir la terrasse avant l'été, j'ai trois mois pour m'y mettre.

On ne met plus en ligne Informations ouvrières, chaque numéro est pire que le précédent ! Toujours plus droitier, par exemple sur la Syrie en faisant un amalgame ignoble entre les bombardements des Américains et leurs alliées et ceux de la Russie, alors que les Américains bombardent les infrastructures de la Syrie et parachutent des tonnes d'armes aux barbares d'Al-Nosra et Daech, tandis que les Russes bombardent les installations de Daech et d'Al-Nosra ou Al-Qaïda en Syrie.

Que Lucien Gauthier ne soit pas capable de faire la distinction entre les deux ne surprendra personne, puisque la position officielle du POI depuis 2011 consiste à mettre sur un pied d'égalité la résistance de la République arabe syrienne laïque, un Etat souverain et indépendant, et l'Emirat islamique. Que les Russes aient des arrière-pensées géopolitiques tout aussi mercantiles que les Américains et leurs alliés est une autre question qui ne nous a pas échappé, mais nous ne confondons pas les deux, pourquoi le devrions-nous, nous n'avons pas à ménager Hollande qui est aligné sur les néoconservateurs ou l'extrême droite américano-sioniste. Ajoutons que nous n'avons pas un misérable appareil à défendre.

Mais sentant le vent tourné les opportunistes professionnels prennent le train en marche pour mieux faire oublier leur collusion avec Hollande et son gouvernement impérialiste, quand Lucien Gauthier en arrive à admettre que les "*Etats-Unis (arment) conséquemment l'opposition dite « modérée »*" (page 10), Marguerite Leuwen notant que "*les grandes puissances (...) ont financé et armé des milices, prétendument de l'opposition modérée.*" (page 12). Encore un petit effort et peut-être en arriveront-ils à admettre que cette guerre a été fomentée et instrumentalisée depuis le premier jour par les Américains et qu'Assad n'en portait pas la responsabilité, aussi faudra-t-il qu'ils s'excusent auprès du peuple syrien et des militants ou des travailleurs en France pour avoir colporté pendant près de 5 ans la version officielle (frauduleuse) de ce conflit concoctée à Washington.

Et dire que ce sont ces gens-là qui vont vous expliquer qu'il faut faire preuve de mesure, de nuance, qu'il existe toute une palette de gris entre le noir et le blanc, etc. alors que sciemment ils manquent totalement de discernement, on devrait dire idéologiquement pour justifier hypocritement leur position.

En Syrie nous sommes en présence de deux impérialistes qui s'affrontent effectivement, sauf que l'un agresse un Etat indépendant et souverain, tandis que l'autre lui apporte son soutien diplomatique et militaire, les masses syriennes soutiennent Assad et la Russie et vomissent les Américains, Français, Britannique, Israéliens, Saoudiens, Qataris, etc. on doit en tenir compte, non ? La question est de savoir si les Syriens et les peuples de la régions ont intérêt à ce que l'Emirat islamique s'empare du pouvoir à Damas et partant de là si tout doit être entrepris pour que cela ne se produise pas, quite à devoir accepter de recevoir le soutien d'un impérialiste, la Russie.

C'est une situation inédite qui exige qu'on adapte temporairement nos principes sans les renier, à notre connaissance nous ne soutenons pas aveuglément la Russie, libre aux esprits malveillants de le penser, nous nous essayons d'adopter la position au plus près des intérêts du peuple syrien, tout en sachant qu'il n'existe malheureusement pas de position idéale dans ce contexte.

Défense du socialisme.

Quand vous devenez un patron, un capitaliste, commerçant, artisans, auto-entrepreneur, vous liez votre sort à celui du capitalisme auquel vous souhaitez prospérité et longue vie puisque la vôtre en dépend. N'oublions pas qu'au départ ils n'ont aucune conscience de classe ou si peu, tellement déformée.

Quand vous devenez fonctionnaire, vous liez votre sort à celui de l'Etat capitaliste auquel vous souhaitez prospérité et longue vie puisque la vôtre en dépend, on ne va tout de même pas souhaiter la mort de celui qui vous nourrit.

Les uns et les autres réclameront à l'Etat une amélioration de leur sort et soutiendront la politique mise en oeuvre par ses représentants dits de droite ou de gauche, du moment qu'elle peut servir leurs intérêts sans se soucier du sort du reste de la population, ceci expliquant cela considérant que tout ce qui est bénéfique à l'Etat et au capitalisme français leur sera profitable d'une manière ou d'une autre.

Toutes ces couches seront autant de soutiens sur lesquels le régime pourra compter pour assurer sa stabilité.

Voilà un argument supplémentaire qui justifie si nécessaire la stratégie que nous avons définie avant-hier axée contre l'Etat ou les institutions de la Ve République, afin d'éduquer les masses et les aider à interpréter leur condition en toute indépendance vis-à-vis de l'Etat, considérant que ces petits patrons et les fonctionnaires figurent parmi le prolétariat de par les rapports sociaux de production dont ils sont le produit, ainsi que leur mode de vie qui se rapproche davantage de celle de l'ouvrier que de celle du bourgeois.

Vous ne trouverez ce discours dans aucun parti ou syndicat ouvrier. Pourquoi ? Parce qu'ils servent d'autres intérêts que ceux des travailleurs et ne partagent ni l'objectif d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, ni la cause du socialisme.

Dès lors on comprend pourquoi ils estiment inutile d'élever le niveau de conscience des travailleurs à la compréhension de leur condition, de la nature de l'Etat et du régime, puisque leur politique n'est pas destinée à les préparer au renversement du régime en place ou à réunir les conditions politiques qui leur permettraient de mettre cette tâche ou objectif à l'ordre du jour le moment voulu.

Tout le reste est à l'avenant et doit être analysé en ayant à l'esprit les rapports qu'entretiennent les partis et syndicats ouvriers avec l'Etat et ses représentants.

On se demandera sur combien de panneaux d'affichage syndicaux dans les administrations et les entreprises figurerait le texte ci-dessous sur le syndicalisme de Trotsky ou d'autres de Marx, Engels, Luxemburg ou Lénine. Aucun, absolument aucun assurément.

En refusant obstinément de lier les revendications sociales des travailleurs aux conditions que leur réservent l'Etat ou les capitalistes par le biais des institutions, ils leur interdisent d'en prendre conscience et de ce fait ils oeuvrent au côté des représentants du régime pour les maintenir dans l'état de servitude dans lequel ils se trouvent ou leur interdire de trouver la voie du socialisme ou de la rupture avec le régime.

Quelqu'un s'est-il déjà demandé si leur combat en faveur de la laïcité ne relevait pas finalement de l'obscurantisme pour mieux le camoufler ? C'est une autre question qu'on abordera une autre fois. On comprend également pourquoi ils deviennent hystériques dès qu'on caractèrise de bourgeois le mouvement ouvrier, son orientation, l'état d'esprit de certaines couches de travailleurs. Ils prétendent influer sur le cours de la lutte des classes en fuyant la réalité ou en la déformant systématiquement, à la place des militants je m'inquièterais ou je me demanderais si je ne serais pas en train de me faire manipuler ou de participer à une épouvantable manipulation destinée à soutenir le régime en croyant le combattre.

C'est cette politique contre-révolutionnaire qui a conduit à la destruction ou à la dégénérescence complète du mouvement ouvrier américain, britannique, allemand, grec et bien sûr français, etc.

Le réformisme bourgeois a pourri le mouvement ouvrier et le prolétariat pour que le capitalisme puisse mieux l'achever ou le réduire en esclavage. Il était l'antithèse du marxisme et du socialisme, mais nos contorsionnistes professionnels se sont employés à le présenter sous un jour favorable allant même jusqu'à le rendre compatible avec le socialisme, et à l'arrivée lequel demeure uniquement, le réformisme, tandis que le socialisme a totalement disparu des esprits et avec lui l'espoir de changer un jour la société.

Quand Engels écrivit à Mehring qu'avec Marx ils avaient commis la "faute" de n'avoir pas consacré suffisamment de temps au contenu de l'idéologie de la classe dominante tel qu'il apparaissait à travers ses différentes représentations ainsi qu'à leur origine, il devait avoir en tête les multiples effets pervers produits par l'amélioration de la condition ouvrière sur la psychologie des travailleurs ou l'interprétation qu'il allaient en faire en étant soumis à la pression de cette idéologie qui avait pour fonction de les détourner du socialisme.

Parmi ces représentations figuraient l'Etat ou les institutions, dont l'idéologie consistait à faire croire aux travailleurs qu'ils oeuvraient pour le bien commun de la nation ou l'intérêt général du pays, qu'ils étaient au service de toutes les classes, et que par conséquent en quelque sorte ils ne pouvaient pas en attendre davantage que ce qu'il voulait bien leur accorder et devaient s'en satisfaire ou prendre leur mal en patience, puisqu'au-delà il était impossible d'envisager d'autres rapports sociaux en l'absence d'alternative au capitalisme. Cela devait conduire la majorité des travailleurs à la résignation ou accepter leur sort tel qu'il était, le mouvement ouvrier en étant le reflet n'avait plus qu'à s'adapter toujours plus au capitalisme ou renier définitivement l'objectif de son combat : le renversement du régime.

En complément à la causerie d'avant-hier.

A ceux qui déforment intentionnellement nos propos et nous présentent comme des ennemis des fonctionnaires, nous leur ferons remarqué qu'axer notre stratégie contre les institutions de la Ve République ou l'Etat capitaliste, ne peut que favoriser la prise de conscience des fonctionnaires de la nature sociale de leur employeur pour mieux le combattre.

Syndicats. "***Instruments secondaires du capitalisme impérialiste***" pour "***empêcher la révolution***" ou bien "***devenir les instruments du mouvement révolutionnaire***" du prolétariat ?

- Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - L. Trotsky - août 1940

Extraits.

Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à- vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière. (Les syndicats sont lié par mille liens à l'Etat capitaliste, à ses institutions. - LVOG)

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats.

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. (Il faut donc en déduire que malgré les apparences, ni l'un ni l'autre n'existent. Attendez que le régime soit vraiment aux abois et vous verrez que tous les véritables opposants au régime seront virés des syndicats. - LVOG)

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes. (Tiens donc Léon, parce qu'on devrait se préoccuper de "l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes", vas dire cela à nos dirigeants qui osent se réclamer du trotskysme. - LVOG)

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat. (D'après vous à quoi servent-ils uniquement ? A assurer la stabilité du régime. - LVOG)

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise. (Trotsky et Lénine vilipenderont la Charte d'Amiens que Trotsky combat ici. - LVOG)

Nécessité du travail dans les syndicats

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continuelle des syndicats et de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimatiste à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort. (Dans un autre texte il dira que si les conditions n'étaient pas remplies pour que les révolutionnaires puissent développer leur politique dans les syndicats, rompre avec leurs appareils et créer un nouveau syndicat s'imposeraient. - LVOG)

Le capitalisme monopolisateur et les syndicats

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. (Question : Quand le "capitalisme monopolisateur" est devenu incompatible avec l'existence de la démocratie même déformée, comment peut-on imaginer un instant qu'il pourrait exister des syndicats indépendants ? C'est une supercherie de lambertistes. - LVOG)

Il exige de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière (Rôle de "police politique" que remplissent parfaitement ceux qui sont liés aux appareils pourris des syndicats. - LVOG). Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. (Effectivement, vous aurez remarqué que moins le mouvement ouvrier n'avait d'emprise sur les travailleurs, plus l'extrême droite montait ou plus les représentants de la classe dominante s'employaient à faire en sorte que les masses se tournent vers l'extrême droite. - LVOG) Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver plus longtemps de la destruction. (Rien ne la sauvera, sauf si elle renoue avec le reste de la classe et le socialisme. - LVOG)

A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière

agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social réformisme doit être transformé en social impérialisme dans le but de prolonger son existence et rien de plus car, dans cette voie, il n'y a en général aucune issue. (C'est ainsi que les syndicats ont soutenu la politique impérialiste de Hollande en Syrie notamment. Il en subira les mêmes conséquences, ce qui devrait bénéficier aux militants révolutionnaires, comme quoi tout n'est pas joué d'avance, pour peu évidemment qu'ils en aient la volonté ou que leur orientation politique soit correcte, là ce n'est pas gagné d'avance! - LVOG)

Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. (On en est très très éloigné pour le moment, et c'est fort improblable que cela se produise avant l'ouverture de la crise révolutionnaire qui pourrait entraîner la chute des appareils... pour peu que le parti existe évidemment. - LVOG) Fin de l'extrait.

ACTUALITE EN TITRES

Mimétisme parfait.

- La Bourse de New York finit en hausse de plus 1% - Reuters

La Fed a encore repoussé la date à laquelle elle remontera ses taux d'intérêts qui demeurent proche de zéro...

- Les Bourses européennes finissent en hausse d'environ 1% - Reuters

Contraste. Crash et envol

- Fram : la fin du voyage - Francetv info

- Chine : le marché de l'aéronautique en plein essor - Francetv info

La guerre n'a pas de prix... mais rapporte gros...

- Le coût des opérations extérieures deux fois et demi supérieur aux prévisions - L'Express.fr

Une fois de plus, le coût des opérations extérieures (Opex) de l'armée française dépasse largement les prévisions. Il devrait s'élever à 1,128 milliard d'euros en 2015, dont 626 millions d'euros doivent encore être financés via un arbitrage de Bercy, selon les chiffres annoncés mercredi au ministère de la Défense. L'Express.fr 29.10

Ils sont prêts à abdiquer tous nos droits

- Travail du dimanche et de nuit: la Fnac lance les négociations avec les syndicats - AFP

Quelle devrait-être la position d'un véritable syndicaliste ?

Question à la direction. - C'est quoi le thème de votre négociation ?

- Rendre possible le travail du dimanche et de nuit.

- Dans ce cas-là ne comptez pas sur nous, nous y sommes farouchement opposés et ce n'est pas négociable.

Fin de la discussion. Appel à la mobilisation générale du personnel et à la grève illimitée au cas où cette mesure serait appliquée, sans oublier d'exiger une augmentation de salaire équivalente à ce que toucherait un salarié s'il travaillait de nuit ou le dimanche.

Guerre idéologique. Les hommes exploitent les femmes, mais pas le capitalisme...

- Tâches ménagères : les inégalités ont la vie dure - LeMonde.fr

Les femmes continuent d'assumer les deux tiers du travail domestique révèle, jeudi, l'Insee. LeMonde.fr 29.10

Quelle sale race les hommes ! On propose que les femmes travailleuses bénéficient d'une réduction du temps de travail équivalent au temps qu'elles consacrent aux tâches ménagères sans réduction de salaire.

Quand l'esprit de Charlie souffle sur la Turquie.

- Turquie: écran noir imposé à deux télévisions proches de l'opposition - AFP

Et c'est dans ce contexte (notamment) que l'UE a manifesté son intention de rouvrir les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE.

Guerre idéologique. La palme de l'intox.

- Hillary Clinton sans pitié pour les banques (si elle est élue) - Le Huffington Post

C'est la plus néoconservatrice des démocrates !

Le fils d'un grand bourgeois

- Thomas Fabius sous le coup d'un mandat d'arrêt aux Etats-Unis - 20minutes.fr

Thomas Fabius, fils du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, a de nouveaux ennuis avec la justice. Il serait sous le coup d'un mandat d'arrêt aux États-Unis, annonce Le Point ce jeudi.

Selon l'hebdo, le trentenaire est accusé d'avoir laissé une ardoise d'environ trois millions et demi de dollars dans trois casinos du Nevada. Les enquêteurs s'interrogeraient par ailleurs sur des flux financiers « massifs » et « suspects ». 20minutes.fr 29.10

A qui profite le crime Syriza ?

- L'interview de Varoufakis à 24.000 euros qui hérisse l'Italie - Le Huffington Post

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Dossier sur la Syrie.

- Conférence de Vienne sur la Syrie: «Pas de solution possible sans l'Iran et la Russie» - 20minutes.fr

- Sarkozy en Russie plaide pour un rapprochement avec Moscou dans le dossier syrien - AFP

- Nicolas Sarkozy, ambassadeur de François Hollande à Moscou malgré lui - L'Express.fr

- Diplomatie parallèle: Sarkozy brosse Poutine dans le sens du poil - 20minutes.fr

Son action a été « plus positive que négative », a-t-il jugé lors de son déplacement à Moscou. 20minutes.fr 29.10

- Fillon: en Syrie, la France est "hors jeu" - AFP

François Fillon, ancien Premier ministre (Les Républicains), déplore jeudi sur son blog qu'en Syrie, la France soit "hors jeu", en raison de "l'intransigeance irréfléchie de François Hollande" sur ce dossier.

"Même les Américains ont fini par prendre la mesure de l'impasse diplomatique que représente le refus de dialoguer avec la Russie", fait-il valoir. "Ils nous ont pris de court en organisant à Vienne une réunion quadripartite avec les Turcs et les Saoudiens dont nous n?avons été que les spectateurs".

Selon lui, "la tentative de la diplomatie française de reprendre la main en organisant cette semaine à Paris une rencontre des ministres des Affaires étrangères européens, américains et arabes sans la Russie est pathétique". AFP 28.10

- Vice-chancelier allemand à Moscou: vers la fin des sanctions? - sputniknews.com

La visite du vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel à Moscou reflète le changement d'attitude de l'Allemagne dans ses relations avec la Russie, estime les analystes du centre américain de recherche Stratfor. sputniknews.com 29.10

- La cote de Poutine bat un nouveau record - sputniknews.com

La cote de popularité de Vladimir Poutine a atteint un maximum historique en frôlant les 90%, indique un sondage réalisé par le Centre Panrusse d'étude de l'opinion publique (VTsIOM).

Selon le sondage, la cote de popularité de Vladimir Poutine a battu un nouveau record en atteignant à 89,9%, soit plus que les 89,1% enregistrés en juin 2015.

Selon les experts du VTsIOM,"un tel niveau d'approbation de l'activité du président russe est dû, avant tout, aux événements en Syrie, aux frappes de l'aviation russe contre les positions des djihadistes (qui sont qualifiés d'événements principaux par 26% des sondés)".

Les sociologues rappellent également que ces dix-huit derniers mois, la côte de popularité du président Poutine n'est jamais descendue au-dessous de 80%.

"La cote de Poutine a commencé à augmenter au printemps 2014 suite au rattachement de la Crimée et de Sébastopol à la Russie: en mars 2014, elle affichait 76,2% de moyenne, en avril 82,2% et en mai 86,2%", indique le site du VTsIOM. sputniknews.com 29.10

- La Russie contre le projet de résolution anti-syrien - sahartv.ir

La Russie est contre le projet de résolution anti-syrien des Nations Unies.

« La Russie n'apporte son soutien à la résolution anti syrienne relative à la cessation de l'utilisation par la Syrie des bombes dans ce pays », a annoncé Peter Ilichov, le représentant adjoint russe auprès des Nations Unies. « Ce projet de résolution pourra mettre en péril les négociations de paix en cours. La France, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont présenté aux Nations Unies un projet de loi interdisant l'utilisation d'armes industrielles et imposant de sanctions au gouvernent syrien », a-t-il ajouté.

La Réunion sur la Syrie aura lieu jeudi et vendredi à Vienne, la capitale autrichienne. sahartv.ir 29.10

- Alep : la donne change en faveur d'Assad - sahartv.ir

L'armée syrienne est parvenue à resserer l'étau autour de Daech et d'Al Nosra dans le sud-est d'Alep et l'axe de la Résistance se dirige droit vers la libération de la route ultra stratégique Assiriya à Khanasser.

Selon le journal syrien El Watan, les raids aériens russes continuent à bombarder les positions des terroristes takfiris à Deraa dans le sud et à Alep dans le nord de la Syrie. parallèlement, les forces de l'armée syrienne poursuivent leur avancée vers la grande route relianrt Alep à Salamiya et contrôlent quasi totalement la route reliant Khanasser à Assiriya.

Des affrontements dans le rif est et le rif sud-est d'Alep n'ont pas apporté les effets escomptés comme le souhaitaient les terroristes et leurs sponsors surtout que l'armée syrienne et ses alliés ont repoussé les assauts terroristes contre Al Safira dans le rif d'Alep ainsi que contre Al Saaan situé dans la banlieue de Hama. le journal libanais AsSafir revient sur ces nouveaux acquis de l'armée syrienne et écrit : " les forces de l'armée syrienne, bénéficianrt du soutien aérien de l'aviation russe ont réussi à créer une " courbe" tout autour des régions occupées par Daech et Al Nosra . Cette courbe a d'ailleur permis la libération de la route Assiriya/Khanasser. les poches terroristes persistent occupent toujours une vingtaine de kilomètres de la route en question. quant au rif est d'Alep, les sources sur le terrain font état de la quasi stabilité qui règne sur les fronts de la banlieue-est d'Alep.

Des dizaines de daechistes ont été tués au cours des assauts lancés ces derniers jours. D'Alep, on apprend ques les habitants comptent les heures pour voir l'armée syrienne débarquer dans la ville , briser le siège et sécuriser la route reliant Alep à Damas. dans la banlieue Est de la ville, l'armée syrienne et ses alliés cherchent à mettre un terme à l'encerclement de l'aéroport de Koviras et de sécuriser la route menant à Raqqa. sahartv.ir 29.10

En famille. Tant qu'on peut encore faire ensemble le sale boulot... ensuite il sera tant de passer le relais au fascisme.

- Élections régionales : Manuel Valls plaide pour un front républicain - Francetv info

Le Premier ministre souhaite que les candidats de gauche se retirent au second tour si leur liste arrive en troisième position.

La question du Front républicain pour barrer la route au Front national refait son apparition à chaque élection. Les régionales n'y coupent pas, surtout avec des sondages qui laissent présager d'une victoire possible de Marine Le Pen dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, voire en PACA avec sa nièce. En raison du mode de scrutin proportionnel, le retrait d'une liste revient à se faire hara-kiri. Les socialistes n'auraient dans ces conditions pas un seul élu pendant 5 ans dans les régions concernées. Un choix lourd.

Le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, avait enterré l'idée du Front républicain mi-septembre, affirmant que « les déclarations extrémistes de Christian Estrosi et de Xavier Bertrand sur les réfugiés empêchent désormais le Front républicain ». Manuel Valls semble étonnamment le ressusciter. « Il est hors de question de laisser le Front national gagner une région. Donc tout devra être fait pour l'empêcher (...) Je vous donne rendez-vous le soir du premier tour » a affirmé mardi soir le premier ministre, invité du Bondy blog. Un « tout » qui peut laisser la porte ouverte à un éventuel retrait des listes PS qui seraient arrivées en troisième position au soir du premier tour. C'est justement ce que disent certains sondages pour les régions Nord-Pas-de-Calais-Picardie et PACA. Ce matin, Jean-Christophe Cambadélis n'a pas non plus fermé la porte, se contredisant au passage après ses déclarations de septembre. « Je n'exclus rien, mais ma pensée première est pour gagner le premier tour » a-t-il affirmé sur Europe 1. Samia Ghali ne ferme pas la porte au front républicain

La confusion est de mise au PS. La question n'a pour l'heure pas vraiment été tranchée. Jean-Christophe Cambadélis renvoie au bureau national extraordinaire du PS qui se rassemblera le soir du premier tour, le 6 décembre, et prendra la décision. Mais déjà, certains élus osent prendre position, et s'opposent…

Antoine Lefèvre (LR, sénateur LR de l'Aisne à Public Sénat - ndlr) va même plus loin : en cas de possibilité de victoire du FN au régionales, il préconise une alliance gauche/droite. « Ça ne me choquerait pas d'avoir une forme de coalition entre gauche et droite, comme cela peut se faire en Allemagne » lâche-t-il, tout en sachant que cela semble de l'ordre de l'utopie aujourd'hui. Francetv inf 29.10

Aide-toi... le régime t'aidera...

- Grève des avocats: Valls salue l'accord sur l'aide juridictionnelle - AFP

Manuel Valls a salué jeudi l'accord signé entre la chancellerie et les représentants des avocats sur l'aide juridictionnelle, qui doit mettre un terme à près de trois semaines de mobilisations et de grèves contre le projet de réforme portée par la garde des Sceaux Christiane Taubira.

Le protocole d'accord signé mercredi confirme la suppression de la contribution de 15 millions d'euros en deux ans que Christiane Taubira entendait prélever sur les fonds Carpa, gérés par les avocats, pour abonder une augmentation du budget de l'aide juridictionnelle.

Il prévoit également une revalorisation de 12,6% de l'unité de valeur (UV) de base servant à établir la rémunération des avocats participant à l'AJ et correspondant à une demi-heure de travail. Il abandonne également la modification des barèmes qui prévoyait des baisses importantes de nombreuses missions comme l'assistance des personnes en garde à vue. AFP 29.10

On les soutient sur la base de l'axe politique que nous avons adopté...

Guerre idéologique. Manipulation et conditionnement. Sondage truqué. A bas le dialogue social, combat classe contre classe !

- Les Français privilégient le dialogue social - Reuters

Plus d'un Français sur deux (57%) souhaite laisser du temps au dialogue social d'ici l'élection présidentielle de 2017, quitte à ralentir le rythme des réformes, selon un sondage Odoxa pour MCI, Le Parisien-Aujourd'hui-en-France et France Info publié jeudi.

A l'inverse, ils sont 42% à souhaiter une accélération du rythme des réformes en France, quitte à laisser moins de temps au dialogue social. Ils étaient 57% il y a un an, selon Odoxa qui note une inversion de tendance.

Soixante-dix pour cent des personnes interrogées disent faire davantage confiance à la négociation entre les syndicats et le patronat pour mener des réformes économiques et sociales efficaces en termes d'emploi. Ils ne sont que 27% à faire plus confiance

à l'Etat et au Parlement pour y parvenir.

Interrogés sur les conflits sociaux récents, notamment à Air France, 83% des Français estiment qu'ils sont le signe d'un dialogue social qui se dégrade en France. Seize pour cent jugent à l'inverse qu'il s'agit de cas isolés qui ne sont pas représentatifs de l'évolution du dialogue social. Reuters 29.10

Ils se donnent beaucoup de mal pour nous faire croire que les travailleurs seraient sado-masochistes !

La question telle qu'elle devrait leur être posée pour refléter la réalité : Le dialogue social se traduit systématiquement par la liquidation de vos droits sociaux et des cadeaux au patronat. Le soutenez-vous, cochez la case oui ou la case non.

Répétons-le, le dialogue social, c'est la négation de la lutte des classes au profit de la classe dominante et rien d'autres.

Cette vulgaire marchandise qui vaut toujours trop cher pour les tyrans qui nous gouvernent.

- Le coût du travail en Europe - Francetv info

Une étude publiée par l'Insee ce mercredi 28 octobre dévoile que le coût du travail dans le secteur de l'industrie en France est moins cher qu'en Allemagne. Mais ce n'est pas le cas dans tous les secteurs. Le coût total d'un ouvrier qualifié en France (salaire+charges patronales) est de 37 euros de l'heure. En Allemagne, il est de 37,10 euros. Le plus cher, c'est le Danemark : 42,10 euros. Les moins chers sont la Roumanie et la Bulgarie avec 4,70 et 3,60 euros de l'heure.

Dans le secteur des services, le coût moyen d'un salarié est de 34,60 euros de l'heure en France. "Et c'est supérieur à l'Allemagne (31,40 euros)", souligne Jean-Paul Chapel en plateau. Le Danemark est encore une fois le plus cher (40,30 euros), quant à la Roumanie et la Bulgarie, le coût du travail y est encore le moins cher. "Ce sont des moyennes et les qualifications ne sont pas forcément les mêmes en France et dans ces pays à bas coût", précise le journaliste de France 2.

- Les vrais chiffres du temps de travail en France (pour répondre à Jeb Bush) - Le HuffPost

Avec 1473 heures travaillées par an, la France se place très bas dans le classement international. Selon les données compilées par l'OCDE, seuls les travailleurs allemands (1371), norvégiens (1427), néerlandais (1425) et danois (1436) travaillent moins d'heures que les Français. Sur le podium, figurent le Mexique (2228), le Costa-Rica (2216) et la Corée (2124). A titre de comparaison, les Américains travaillent 1789 heures. Si l'on ramenait ce nombre d'heures à une durée hebdomadaire, on arrive à 28,3 heures en France et 34,4 aux Etats-Unis.

Si l'on s'intéresse maintenant au nombre d'heures travaillées chaque semaine (en mettant de côté les jours de congés), Eurostat indique qu'un Français travaillait 37,2 heures en 2014. C'est exactement la moyenne européenne. C'est par exemple plus qu'au Danemark (33,5 h) qu'en Allemagne (35,3 h) qu'en Italie (36,9 h) mais c'est moins qu'en Grèce (41,9 h) qu'en Espagne (37,9 h) ou qu'en République Tchèque (40,4 h).

Seulement si l'on regarde seulement les salariés à temps plein, la France baisse nettement dans le classement. Avec 40,5 heures travaillées par semaine, c'est mois que la moyenne de l'Union européenne (41,5 h). C'est aussi moins qu'en Allemagne (41,5 h), qu'au Royaume-Uni (42,9 h).

Le 9 septembre, la Cour des comptes a publié un gros pavé sur le temps de travail dans la fonction publique en se basant sur une précédente étude réalisée en 2012. Résultat, les agents du secteur public travaillent moins que ceux du privé, à raison d'une centaine d'heure chaque année. Mais la Cour souligne que c'est "davantage en raison d'un nombre plus important de jours de congés que d'une durée hebdomadaire significativement plus faible". En effet, les agents du secteur public bénéficient de 38 jours de congés par an en moyenne, contre 31 pour le secteur privé.

Et combien d'années un Français travaille-t-il dans sa vie? Selon Eurostat, en 2013, la moyenne s'élevait à 34,7 années. Un chiffre en constante augmentation depuis 2004 (32,7 ans) mais qui reste inférieur à la moyenne européenne qui atteint 35,2 ans. En tête, on retrouve la Suède (40,9 ans), les Pays-Bas (39,8 ans) et le Danemark (39 ans). En bas de classement, se trouvent l'Italie (30,3 ans), la Hongrie (30,8 ans) et la Croatie (31,1 ans). Au Royaume-Uni, la durée atteint 38,4 ans et en Allemagne, elle se situe à 37,9 ans. Le HuffPost 29.10

J'ai fait un rapide calcul, ma compagne Selvi qui est employée de maison, ici on dit en anglais "servant", travaille 2678 heures par an, et quand je l'ai rencontrée elle travaillait 3093 heures par an, et cela pendant plus de 20 ans pour élever seule ses 3 enfants, pas vraiment une fainéante Selvi.

Quand nous avons décidé de vivre ensemble, le jour même j'ai réglé ses dettes (dues à la foutue dot qu'elle avait dû verser lors

du mariage de ses deux filles.) pour qu'elle n'ait plus à les rembourser chaque mois, ce qui lui a permis de travailler moins. Je ne pouvais pas décemment accepter de vivre avec une esclavage sans soulager ses chaînes, j'en aurais fait des cauchemars. Cela explique aussi en partie mes difficultés financières

En moyenne un Indien travaille 2496 heures par an.

Le chantage est "mort-né.

- Les 39 heures ne feront pas leur retour chez Smart France - latribune.fr

Le refus de la CGT et de la CFDT aura eu raison de l'accord sur le retour aux 39 heures chez Smart à Hambach. Deux syndicats sur quatre, la CFE-CGC et la CFTC, ont signé mercredi 28 octobre l'accord sur le retour aux 39 heures chez Smart à Hambach (Moselle), mettant ainsi un terme à la négociation, a indiqué la direction de l'usine automobile.

Les deux autres syndicats de l'usine, la CFDT et la CGT, qui représentent 53% des salariés, n'ayant toutefois pas signé, "l'accord est réputé comme non écrit, et donc pas applicable", a déclaré à l'AFP Didier Getrey, de la CFDT. "C'est terminé, le bébé est mort-né", a-t-il ajouté, précisant que les deux syndicats, qui ont toujours manifesté leur opposition au projet, feraient valoir dès demain leur droit d'opposition.

Le "pacte 2020" prévoit notamment un retour aux 39 heures, payées 37, et une diminution des jours de RTT pour les cadres, en échange d'un maintien de l'emploi jusqu'en 2020.

Lors d'un référendum interne -purement consultatif- le 11 septembre, 56% des 800 salariés votants s'étaient prononcés pour le "Pacte 2020". Mais si les cadres, employés, techniciens et agents de maîtrise ont approuvé l'accord à 74%, il a été rejeté à 61% par les ouvriers. latribune.fr 28.10

Sans blague, à la minute près!

- Insee : l'emploi du temps des Français à la loupe - Francetv info

L'Insee a dévoilé ce jeudi 29 octobre une radiographie très précise du quotidien des Français. Le verdict est sans appel, ce sont encore les femmes qui s'occupent le plus des tâches ménagères : 4h07 chaque jour en moyenne contre 2h36 pour les hommes.

La situation a tout de même évolué. Les hommes s'occupent un peu plus des tâches ménagères qu'il y a 40 ans. De quatre à cinq minutes de plus chaque jour.

Les papas passent tout de même sept minutes de plus avec leurs enfants qu'il y a 40 ans. À noter que les hommes et les femmes travaillent moins qu'avant et que l'activité préférée des Français est de regarder la télévision. Francetv info 28.10

Quand on a à l'esprit comment ils bidouillent les chiffres du chômage... D'ailleurs l'agence de propagande Francetv vend la mèche en évoquant un "verdict", ce qui signifie que cette "radiographie très précise" était uniquement destinée à porter un jugement sur les rapports entre les hommes et les femmes et non à rendre compte fidèlement de la réalité, sans présumer du reste des préjugés de la population qui peuvent être aussi archaïques que le régime.

Et si "l'activité préférée des Français est de regarder la télévision", c'est qu'ils n'ont pas progressé d'un iota !

Cela fait plus de 10 mois que je m'en passe ainsi que ma compagne Selvi et on s'en porte à merveille !

Non mais sans déconner, c'est la différence qui existe entre nous et tous ces gens qui se lamentent, gémissent, pleurnichent, gesticulent, donnent des leçons aux autres, etc. et qui continuent de la regarder, personnes dont la volonté ou la détermination est finalement frappée du sceau de la faiblesse au point d'ête incapables de modifier leur mode de vie en rapport avec leurs idées. Boycottent-ils les médias, la presse écrite ? Pensez-vous !

Chacun fait comme il le sent, on est bien d'accord, on n'a pas l'intention d'interdire à quiconque de regarder la télévision, mais chacun doit en assumer les conséquences. Cela est valable pour toutes les idées que nous développons dans ce portail, on ne porte pas de jugement on dit ce que l'on pense, on a encore le droit, non ? Non, je sais, ce n'est pas correct. Et bien on s'en tape complètement.

A bas le sionisme synonyme de barbarie ! Boycott d'Israël !

- Des universitaires britanniques appellent au boycott des universités israéliennes - lefigaro.fr

Pour protester contre «les violations intolérables des droits de l'Homme infligées à l'ensemble du peuple palestinien», 343 universitaires ont annoncé vouloir boycotter les universités israéliennes.

Dans une lettre publiée mardi par le quotidien britannique The Guardian, 343 universitaires manifestent leur colère face à la politique d'Israël vis à vis du peuple palestinien. «En tant que chercheurs associés à des universités britanniques, nous sommes profondément perturbés par l'occupation israélienne illégale des territoires palestiniens». Les universitaires, qui proviennent de plus de 70 établissements de Grande-Bretagne, ont décidé de rejeter toutes invitations officielles provenant des universités israéliennes.

«Répondant à l'appel de la société civile palestinienne, nous déclarons donc que nous n'accepterons d'invitations d'aucune institution académique israélienne (...) ni ne participerons à des conférences financées, organisées ou sponsorisées par elles», ont-ils expliqué. Toutefois, comme le stipule le texte, certains universitaires continueront, «à titre personnel», à travailler avec «leurs collègues israéliens». La fin de la lettre signale que ce boycott sera maintenu «jusqu'à que l'État d'Israël se conforme aux lois internationales et respecte les principes universels des droits humains».

Certains signataires sont issus des institutions britanniques les plus prestigieuses, comme l'université d'Oxford, de Cambridge ou de la London school of economics(LSE). «Ce boycott est une petite façon de dire une chose importante: que l'équité et la justice doivent réellement être mises en œuvre, que le droit international doit être respecté», a commenté l'un des signataires, le professeur Conor Gearty de la LSE.

Une initiative très contestée en Israël et en Grande-Bretagne

L'initiative a été immédiatement critiquée par les gouvernements anglais et israéliens. Comme le rapporte The Guardian, l'ambassadeur britannique en Israël a fermement condamné cette action en reprenant les paroles du premier ministre David Cameron. «Le gouvernement du Royaume-Uni ne permettra jamais aux partisans d'un boycott d'Israël de briser 60 ans d'échanges intenses qui ont permis à ces deux pays de devenir plus forts».

De leurs côtés, les autorités juives de Grande-Bretagne ont-elles aussi réagi. Simon Johnson, le directeur général du Jewish Leadership Council, le Conseil représentatif des institutions juives de Grande-Bretagne, a estimé que «ces universitaires devraient réaliser que les boycotts créent des divisions, sont discriminatoires et ne font rien pour avancer vers la paix ou améliorer la vie des Palestiniens».

L'auteur d'Harry Potter, J.K. Rowlling, s'en mêle

Par ailleurs, des dizaines de personnalités du monde de la culture en Grande-Bretagne avaient signé, le 23 octobre dernier, une lettre appelant à cesser le boycott culturel à l'encontre d'Israël. «Le dialogue et les échanges permettent de se comprendre et de s'accepter mutuellement. C'est à partir d'une acceptation mutuelle que peut commencer un chemin vers la résolution du conflit». Parmi les signataires du texte était présente la célèbre auteur de Harry Potter, J.K. Rowling.

La question du boycott culturel de l'État d'Israël agite la société britannique. En février dernier, une première lettre ouverte en faveur d'un arrêt total des échanges et des partenariats culturels avait déjà été signée par une centaine d'artistes britanniques. lefigaro.fr 29.10

Alliance militaire islamo-sioniste contre le peuple palestinien

- Riyad appelle à l'alliance avec "Israël" contre " l'Iran"... - sahartv.ir

Le prince saoudien, Walid Ben Talal a dissipé tous les doutes : " Dans cette troisième intifada qui oppose les palestiniens à Israël, je soutiens Israël et je demande à ce qu'une alliance militaire Riyad-Tel-Aviv soit formée contre l'Iran".

Au cours d'un entretien accordé au journal koxeitien al Qobs, le richissime Talal estime qu'une alliance large des pays arabes avec le régime arabocide d'Israël est " nécessaire pour faire face à l'Iran". Fidèle au langage officiel de Riyad, Talal accuse l'Iran de tous les maux possibles et imaginables avant de souligner : " Le chaos qui sévit au Moyen Orient a placé Riyad dans un état où il devra choisir entre la vie et la mort. Je sais que les Iraniens cherchent à renverser le régime saoudien en surfant sur la question palestinienne. Alors je plaide pour qu'une alliance Riyad-Tel-aviv soit formée contre l'Iran et que nos deux pays se trouvent dans un même front face aux iraniens . Je me tiendrai aux côtés du peuple juif et de ses ambitions démocratiques pour faire face à l'Intifada de Qods et je ferai tout pour mâter tout mouvement arabe à vocation anti israélienne . Car un accord arabo israélien est une nécessité pour contrer la menace iranienne. " sahartv.ir 29.10

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 novembre 2015

CAUSERIE

La causerie d'octobre est en ligne au format pdf, 224 pages.

De janvier à fin octobre, nous avons publié 1776 pages d'infos et d'analyses, soit en moyenne plus de 44 pages par semaine.

Quand est-ce qu'on va euthanasier ce régime immonde ?

- Tentative de suicide de Nicolas Bonnemaison : "son pronostic vital est toujours engagé" - Francetv info

Brisé par les épreuves judiciaires et par le fait de ne plus pouvoir exercer son métier, l'ex-urgentiste Nicolas Bonnemaison a tenté de mettre fin à ses jours. Francetv info 01.11

Il mérite notre soutien ainsi que sa famille.

Guerre idéologique. La réaction occupe tous les terrains.

La "question du jour" de Yahoo en est une illustration (https://fr.news.yahoo.com)

Trêve hivernale : est-ce selon vous une bonne mesure ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

Résultats :

Oui 35% (3405)
Non 58% (5686)
Sans opinion 6% (631)

Conclusion : les expulsions de familles entières avec des enfants sont légitimes en hiver en France. Qu'est-ce qu'ils se figurent ces gens-là, que nos impôts vont servir à payer leurs loyers, et puis quoi encore, non mais sans blague...

Guerre idéologique et autocensure des agences de presse.

Titre précédant une vidéo.

No comment

Exercices militaires russes en Crimée - euronews.com

Texte figurant en-dessous de cette vidéo.

Démonstration de force de l'armée russe dans la péninsule de Crimée, le territoire ukrainien annexé par Moscou en mars 2014.

Chez euronews, nous croyons en l'intelligence humaine et pensons que le rôle d'une chaîne d'information est de donner la matière suffisante à chaque individu pour qu'il se forge sa propre opinion sur le monde.

Nous pensons aussi que parfois les images n'ont pas besoin d'explication ou de commentaire ; c'est pourquoi nous avons créé No Comment puis No Comment TV: afin de montrer le monde depuis un angle différent… euronews.com 30.10

Différent de quoi, de la réalité, tronquée, saucissonnée, falsifiée, faussée, fabriquée conformément à l'idéologie de la classe dominante ?

Le "piège" des institutions.

- "La population est prise au piège des institutions et des médias et sa paupérisation est désormais devenue la seule variable d'ajustement qui garantit la stabilité du système de profit." (Source : Le racket financier en mode Rocket - Vigilius Argentoratensis - legrandsoir.info 23.10

La paupérisation n'est pas généralisée ou ne concernera jamais toutes les couches exploitées, c'est une formule qu'on emploie qui indique seulement une tendance ou une orientation du capitalisme mondial, si elle inclut certaines couches qui sont vouées à se paupériser, il serait bon d'y ajouter une tendance beaucoup plus prononcée et pernicieuse qui se développe et les concerne toutes, la mise en servage de la quasi-totalté de la population à l'exception des esclavagistes.

Quand vous êtes très pauvre, vos besoins sont forcément réduits au minimum par la force des choses, le peu de revenu dont vous disposez vous servira presqu'exclusivement à vous nourrir ou à survivre. Mais dès lors que vos besoins sont plus développés, si votre revenu stagne ou diminue, vous serez face à un dilemme entre continuer de satisfaire ces nouveaux besoins, et vous nourrir ou satisfaire vos besoins les plus élémentaires en sacrifiant ces nouveaux besoins, mais comme vous ne pouvez pas vous résoudre à vous passer de ces derniers, vous rognerez sur vos besoins élémentaires et votre mode de vie ne cessera en réalité de se dégrader...

C'est à cette situation que conduit l'individualisation de nos droits sociaux qui coïncide avec l'atomisation du prolétariat. C'est déjà cette situation qui prévaut dans les pays où l'économie informelle domine ou concerne des centaines de millions de travailleurs.

Dès lors que vous n'avez pas de contrat de travail, vous n'existez même pas comme salarié, alors à quel droit pourriez-vous prétendre,? Aucun, vous n'existez pas en tant que classe, alors comment pourriez-vous être concerné par la lutte des classes ? Il en va de même lorsque le prolétariat est atomisé ou lorsque ses droits sont individualisés, cela revient à n'en avoir aucun. A ceci près par rapport aux travailleurs entrant dans le cadre de l'économie dite informelle, qu'il est possible d'y remédier en acquérant des droits collectifs s'appliquant à la totalité des salariés... Dans le cas de l'économie informelle aucune loi n'est applicable puisque vous n'existez pas en tant que salarié, il faudrait donc déjà commencer par exiger que chaque activité à caractère commerciale requérant de la main d'oeuvre soit dûment enregistrée ainsi que chaque salarié.

On pourrait ajouter qu'en travaillant 6 jours sur 7 sans congés payés, vous disposerez de si peu de temps libre qu'il vous sera impossible d'en profiter réellement et de vous épanouir, de lire, étudier et progresser, de sorte que vous demeurerez indéfiniment enchaîné à cette condition d'existence épouvantable qui relève de la pire servitude qui soit, puisque vous ne serez même pas assuré de satisfaire vos besoins les plus élémentaires tout en y consacrant tout votre temps, ce qui vous évitera pendant ce temps-là de réfléchir à votre condition à laquelle vous êtes condamné le restant de vos jours.

Quand on vit dans un pays comme l'Inde depuis plus de 22 ans (au total), on a à l'esprit ces deux revendications essentielles, les conditions qui devraient permettent à chaque travailleur d'exister en tant que membre d'une classe et de participer à la lutte

des classes, et la nécessité de disposer de deux jours de repos hebdomadaires pour desserer l'étau de l'exploitation qui les étouffe littéralement.

Quand des "***organisations souples***" capitulent et explosent confrontés à la question du pouvoir ou de l'Etat.

Robert Duguet, ex-cadre de l'OCI, 8 Août 2015.

Extrait- Syriza et Podemos sont des organisations souples, avec des cercles locaux qui expriment un mouvement profond de la classe. Par la force des choses, Alexis Tsipras ou Pablo Iglesias sont des dirigeants qui sont assis sur des mouvements qui se sont constitués démocratiquement et dans la lutte sociale. En France on est resté à la pratique désuète des cartels insidieusement appelés « collectifs », qui transfèrent le pouvoir du peuple au pouvoir des dirigeants de chaque organisation du collectif, et donc pour le FDG installent la pratique du conciliabule secret entre la direction du PCF et la direction du Parti de Gauche sans que la démocratie soit présente. (fischer02003.over-blog.com - 08.08.15)

Avis à ceux qui rêvent d'une organisation du même type en France, un parti du type fédératif qui ne serait pas constitué de tendances combattant forcément dans la même direction ou ne partageant pas les mêmes objectifs et les moyens de les atteindre, l'anarchie qui favorise les positions les plus droitières. Plus d'un siècle après Que faire ? (1902) de Lénine et la scission (1903) entre mencheviks et bolcheviks, les mêmes questions se trouvent posées aux militants de l'avant-garde révolutionnaire dans un contexte où la crise du capitalisme n'a cessé de s'approfondir et met à l'ordre du jour plus que jamais les enseignements que Lénine en avait tirés et les principes qu'il avait adoptés alors que les rapports entre les classes se radicalisent.

Robert Duguet ne comprend pas qu'il ne peut pas exister de démocratie dans ce type de coalition ou de parti, parce que les réelles intentions des dirigeants des formations politiques qui la composent sont inavouables ou ne correspondent pas vraiment à celles de leurs militants qu'ils s'emploient à tromper et manipuler en permanence, dit autrement leurs programmes ne permettront jamais d'atteindre les objectifs limités qu'ils contiennent parce qu'ils n'y figurent pas les moyens qui le permettraient. Ces coalitions ou ces partis sont des escroqueries politiques de type réformistes ou de front populaire et rien de plus.

On constatera que plus la réaction fait preuve d'audace et devient agressive vis-à-vis du prolétariat, plus les militants désemparés, démunis ou effrayés par la tournure que prend la situation, sont tentés de prôner des solutions défensives, cherchent à concilier des positions qui en réalité expriment des objectifs diamétralement opposés afin d'adopter une autre voie qui n'existe pas, tout simplement parce que les conditions objectives font défauts, ils se coupent ainsi des couches des masses exploitées les plus déterminées à combattre le régime et qui demeurent inorganisées du fait qu'il n'existe aucun parti résolument engagé dans cette direction ou posant la question du pouvoir.

Qu'est-ce que leur proposent les différents partis ouvriers ?

De faire reculer le gouvernement, elles n'y croient pas après avoir constaté que depuis plus de 30 ans même les mobilisations de millions de travailleurs n'ont jamais fait reculer le moindre gouvernement, sur les retraites et la Sécurité sociale par exemple, ils ont pu observer au contraire au fil des dernières décennies que tous leurs droits finissaient systématiquement par être liquidés les uns après les autres ; qu'on ne nous sorte pas le CPE, il existe plus d'une vingtaine de type de contrats de travail précaires, un peu de décence s'il vous plaît.

Ils leur proposent l'unité entre des partis ou organisations qu'elles rejettent ou dans lesquelles elles ne se reconnaissent pas, alors comment voulez-vous qu'elles prennent au sérieux ce genre de proposition qui ne les concerne pas, à tort certes, mais on peut comprendre pourquoi puisqu'elle est reliée à la perspective énoncée précédemment.

On leur désigne des coupables à leurs maux, l'Union européenne et l'oligarchie financière qui demeurent pour elles des objectifs inaccessibles ou dont elles ne peuvent pas se saisir du fait qu'elles ne peuvent avoir aucune emprise sur eux, car leur pouvoir repose sur des rapports qui leur échappent totalement. Et pour cause ces rapports remontent aux fondements du capitalisme et reposent sur un processus politique initié par l'Etat, qui a pour fonction d'assurer la pérennité du capitalisme et se porte garant de l'application des traités signés avec l'UE puisque ce sont ses représentants qui les signent, la Constitution et les institutions de la Ve République légitimant et justifiant l'un et l'autre ou les rapports établis entre les classes sur les plans juridique et législatif, cadre dans lequel se fond la politique antisociale et impérialiste du gouvernement, de telle sorte qu'elles sont les clés de voute du régime.

Or, personne ne veut entendre parler de cet axe politique, et pour cause, puisque tous les partis participent aux institutions ou y demeurent liés à des degrés divers. Les uns et les autres continuent depuis plus de 50 ans de participer aux différentes élections, durant toute cette longue période ils ont soutenu (ou ménagé) les partis (PS-PCF) et les appareils syndicaux corrompus que les masses rejettent. On comprendra qu'ils ne peuvent pas refuser de rompre avec eux et prétendre ne pas être coupés des masses ou les représenter. Ils paient le prix de leur double langage ou jeu permanent, et il serait plutôt mal avisé d'affirmer que la crise qu'ils traversent serait le produit de la crise du capitalisme, il est davantage celui de leur opportunisme, leur refus de se situer strictement au côté des masses exploitées, sur le terrain du socialisme.

Leurs discours sont forcément inaudibles, car ils ne prennent pas en compte ce que vivent au quotidien les travailleurs et la manière dont ils l'interprètent.

Vous en avez marre de cette société pourrie, des inégalités et des injustices dont vous êtes les victimes innocentes, vous ne supportez plus le sort que ceux qui vous gouvernement vous ont réservé, nous non plus, nous estimons qu'il faut balayer toute cette pourriture, qu'il faut changer la société de fond en comble.

D'ailleurs, qui travaille, qui produit les richesses, qui fait fonctionner la société ? C'est nous, les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes. Alors qui doit gouverner, qui doit décider de l'orientation de la société, sur quelles bases sociales elle doit fonctionner, qui doit posséder les moyens de production, qui doit contrôler la répartition des richesses, qui doit détenir tout le pouvoir économique et politique ? C'est nous et personne d'autres. Nos droits et aspirations sont parfaitement légitimes, et nous interdisons à quiconque d'en juger à notre place ou de décréter qu'une autre classe ou l'Etat des capitalistes aurait des droits supérieurs aux nôtres.

C'est l'unique objectif de notre combat politique, la prise du pouvoir par les travailleurs.

Pour mener notre combat politique conformément à nos engagements, nous n'avons aucun lien avec l'Etat, les institutions, le gouvernement, le parlement, les partis qui y participent, qui tous représentent les intérêts des exploiteurs, des banquiers, des nantis, et si notre discours s'adresse à un militant on peut ajouter les directions syndicales qui négocient la liquidation de nos droits, les capitalistes, parce que nous n'avons pas d'intérêts distincts de ceux des travailleurs, parce que notre place est au côté de notre classe, et notre devoir pour avoir étudié les enseignement de la lutte des classes et le fonctionnement de la société, est de l'aider à s'organiser et à prendre conscience de la force qu'elle représente et que rien ni personne ne peut l'arrêter une fois qu'elle se soulève pour s'emparer du pouvoir politique et changer la société...

A destination des militants.

Pour les opportunistes, le combat pour la défense de nos acquis ou droits sociaux est une fin en soi, leur ultime objectif, il ne s'inscrit dans aucune perspective politique au-delà du régime en place. Comme il se termine 9 fois sur 10 par une défaite, il participe à la démobilisation et à la démoralisation des travailleurs, qui ne peuvent en tirer aucun enseignement du fait qu'il n'est relié à aucune perspective politique.

Pour nous, c'est uniquement un moyen pour entraîner les masses au combat de classe, une étape ou un moment du combat politique dans la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs, l'établissement d'une République sociale rompant avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. Et si nous ne sommes pas comptable des résultats à attendre de ce combat du fait que nous ne sommes pas en mesure d'en contrôler le processus, en revanche il doit servir à renforcer notre capacité à en prendre la direction dans l'avenir, ce qui passe par la construction du parti ouvrier révolutionnaire qui demeure notre objectif prioritaire.

A suivre.

Dans quel monde vivent-ils ?

LO

- Quand la barbarie du monde nous rattrape - 26/10/2015

"La France et la Grande-Bretagne - deux pays riches pour lesquels absorber quelques dizaines de milliers de migrants n'est pas un vrai problème".

C'est marrant, nous avions plutôt la conviction d'être soumis à la barbarie en France ou qu'elle provenait de là, à croire qu'on ne vit pas dans le même monde que ces gens-là, non ?

NPA

- Syrie :Vers un nouvel ordre régional? - Hebdo L'Anticapitaliste - 29/10/2015

"les Américains, Russes et leurs alliés, bombardent impunément la Syrie, tuant des civils..."

L'amalgame entre Américains et Russes est également de rigueur au NPA, bref vaut mieux encore l'Emirat islamique que la République arabe syrienne...

A l'instar de Washington, Londres et Paris qui ont inventé le "processus révolutionnaire syrien", le NPA se devait d'en être, pire

encore, il soutient l'ASL qu'ils ont créé de toutes pièces à Londres.

"...le processus révolutionnaire syrien connaît une phase de recul, voire de défaite : destruction sociale et économique, déplacement majeure de la population, pertes humaines immenses… et quasi-anéantissement du mouvement populaire par la sauvagerie du régime et ses alliés. Sur le plan militaire, marginalisation de l'Armée syrienne libre (ASL) qui n'a pas reçu de soutien..."

On croirait entendre le discours des généraux du Pentagone ! Voyez les ravages que peut produire l'idéologie de la classe dominante...

- Deux éminents soutiens de la « Révolution syrienne » désertent la cause - Moon of Alabama - legrandsoir.info 30.10

Les rebelles "modérés » et leur campagne : « Mon voile est ma chasteté ».

Depuis le début de l'opération de « régime change » en Syrie, Jenan Moussa, qui travaille pour la chaine Al Aan TV basée aux Emirats Arabes Unis, a pris fait et cause pour les « rebelles modérés ». Les reportages qu'elle a faits avec et sur eux s'apparentaient davantage à de la propagande anti-régime qu'à du journalisme. Elle est très connue et est suivie par plus de 100 000 followers sur Twitter. Mais sa lune de miel avec l'ASL ("Armée syrienne libre") semble avoir pris fin. Elle reconnaît enfin que l'ASL est un simple intermédiaire entre la CIA et les Saoudiens d'une part, et d'Al-Qaïda et l'État islamique de l'autre...

Cela n'est, bien sûr, pas nouveau. Lorsque le journaliste allemand Jürgen Todenhöfer, qui a voyagé dans les régions de Syrie et d'Irak contrôlées par ISIS l'année dernière, a été interrogé sur ce que pensent les djihadistes de l'ASL, il a répondu (vidéo) : Ils se moquent de l'ASL. Ils ne la prennent pas au sérieux. Ils disent : « L'ASL, c'est notre meilleure source d'armes. Dès qu'ils ont une bonne arme, ils nous la vendent ». Ils ne les prennent pas du tout au sérieux. Assad, ils le prennent au sérieux. Ils prennent les bombes au sérieux, évidemment. Mais ils ne craignent personne. Mais l'ASL ne joue aucun rôle.

Le 47e est aussi un fan du changement de régime en Syrie et un propagandiste actif sur Twitter avec quelques 26 000 followers . Hier, il a finalement eu une illumination :

Le 47e @ THE_47th

Il n'y a pas une seule figure crédible, prometteuse et fédératrice dans l'opposition syrienne qui puisse éventuellement se présenter contre Assad. En effet. Et c'est la raison pour laquelle les États-Unis ne donneront jamais leur accord à un plan qui inclue des élections libres en Syrie, où Bachar al Assad aurait la possibilité de se présenter. Ils savent qu'il gagnerait les élections. Moon of Alabama.

- Le Qatar a financé la « révolution » en Syrie avec du cash et des armes - Arrêt sur info 23.10

L'État gazier du Qatar a dépensé jusqu'à 3 milliards de dollars ces deux dernières années au profit de la rébellion syrienne...

Dans un entretien avec le Financial Times, il (Le ministre qatari des affaires étrangères, Khalid al-Attiyah - ndlr) assure que chaque initiative qatarie s'est faite en collaboration avec le mouvement Amis de la Syrie et les pays occidentaux. "Notre problème au Qatar est que nous n'avons pas de plans secrets et donc on nous en attribue toujours à notre place", dit-il. Arrêt sur info

Or ce sont les pays occidentaux membres des "Amis de la Syrie" qui ont créé l'ASL !

Khalid al-Attiyah a raison de souligner que le Qatar n'avait pas de "plans secrets" ou que toutes les puissances occidentales dont la France savaient qu'il participait à la déstabilisation de la Syrie depuis 2011 et armait les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique.

POI

Rompez avec le PS et le PCF, avec les appareils corrompus de FO, de la CGT et de la FSU !

Les observateurs (cf. les articles du Monde) s'accordent à reconnaître que "*La CES a aussi confirmé son ancrage dans la famille social-démocrate européenne, rappelé par plusieurs dirigeants de syndicats d'Allemagne, d'Autriche et d'Europe du Nord*", M. Visentini reconnaissant "*un travail très fructueux avec les partis sociaux-démocrates*". (Source : Après le congrès de la CES - Front Syndical de Classe - legrandsoir.info 26.10)

ACTUALITÉ DU JOUR

Haro sur les retraités !

- Après les impôts locaux, les retraités modestes voient leur CSG flamber - LeParisien.fr

En plus d'augmentations des impôts locaux, des centaines de milliers de veufs et de veuves subissent aussi cette année une hausse d'environ 500 € de leur CSG.

Plusieurs centaines de milliers de retraités veufs modestes ont un peu de mal à croire aux promesses gouvernementales d'allègement de la fiscalité. Car, pour eux, c'est plutôt l'inverse qui se produit. Selon des chiffres fournis par Bercy à la commission des Finances de l'Assemblée nationale, 617 000 veufs subissent depuis le début de l'année de fortes hausses de la CSG (contribution sociale généralisée).

En moyenne, la hausse d'impôt est de 519 € cette année. Une somme rondelette pour des personnes âgées qui ne roulent pas sur l'or : 257 000 d'entre elles gagnent moins de 11 642 € par an. Cette hausse de la CSG, c'est l'équivalent de quinze jours de pension qui partent en fumée... Ou, pour le dire autrement, pour un retraité percevant une pension d'un peu moins de 1 000 € par mois, la perte de pouvoir d'achat mensuelle est d'une quarantaine d'euros.

Comment expliquer cette hausse d'impôt en pleine pause fiscale supposée ? Les retraités bénéficient d'une exonération ou de taux réduits de CSG. Si, et seulement si, ils ne dépassent pas un certain niveau de revenu. Ainsi, une personne seule dont le revenu fiscal de référence — une ligne consultable sur l'avis d'imposition — est inférieur à 10 676 € est totalement exonérée de CSG. Entre 10 676 € et 13 956 €, le taux appliqué est un taux réduit à 3,8 %. Au-delà, c'est plein pot : 6,60 % de CSG sur la pension.

Pour tenir compte de la situation familiale de chacun, ces plafonds sont relevés pour les personnes bénéficiant de « parts fiscales » supplémentaires (un enfant, une personne à charge, etc.). Or, les veufs et les veuves bénéficiaient ces dernières années d'une demi-part fiscale supplémentaire. Cette demi-part permettait donc à certains de profiter de la réduction, voire d'une exonération de la CSG. Patatras, depuis le 1er janvier 2015, la demi-part supplémentaire qui profitait aux parents isolés ou aux veufs et veuves ayant eu un enfant a été définitivement supprimée. Une mesure votée par la précédente majorité. Résultat, 617 000 veufs ont perdu le bénéfice du taux allégé de CSG cette année.

Le hic, c'est que pour une bonne partie de ces contribuables, les conséquences de la perte de cette demi-part de quotient familial ne s'arrêtent pas là. Car tout une série d'exonérations fiscales (la redevance télévisuelle par exemple) ou d'aides sociales sont bâties sur le même modèle. L'effet sur leur pouvoir d'achat est particulièrement dévastateur en matière d'exonérations d'impôts locaux. En effet, 900 000 personnes vivant seules et ayant élevé seules pendant au moins cinq ans un enfant ont subi une hausse de la taxe d'habitation cette année et, pour certaines, de la taxe foncière.

« Nous souhaitons attirer votre attention sur l'explosion de la taxe foncière qui touche de nombreux citoyens retraités », alertaient, le 26 octobre, un groupe de députés PS dans une lettre adressée au Premier ministre. Samedi soir, Manuel Valls s'est engagé à « neutraliser l'impact » d'une situation « injuste ». A quelques semaines des élections régionales, l'exécutif veut évidemment montrer qu'il traite ce dossier de toute urgence...

« Nous voulons que les personnes qui étaient exonérées jusque-là continuent à bénéficier de cette exonération en 2015 », explique aujourd'hui, dans une interview au « Journal du dimanche », Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget, avant de préciser : « Les personnes concernées qui auraient déjà payé ces impôts en 2015 seront remboursées sans démarche particulière. » Selon Matignon, les détails techniques de la mesure seront notamment précisés dans la semaine après dicussions avec les parlementaires. LeParisien.fr 01.11

Quand les sionistes ont conquis le ministère de la Justice.

- Boycott des produits israéliens: Roger Waters des Pink Floyd soutient les militants français condamnés - 20 Minutes

C’est un soutien inattendu. Roger Waters, le cofondateur du groupe de rock Pink Floyd, a exprimé son « horreur » face à la décision de la cour de cassation française. La plus haute juridiction française a confirmé le 20 octobre la condamnation de militants qui avaient appelé au boycott des produits israéliens.

Au-delà de Roger Waters, dont le mégatube « The Wall » est devenu l’hymne de la lutte contre le mur de séparation israélien, cette décision a suscité ce week-end des réactions diverses. « Qu’on se le dise une bonne fois pour toutes : le boycott des produits israéliens est illégal ! », s’est réjoui l’avocat Pascal Markowicz sur le site internet du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif).

Le 20 octobre, la Cour de cassation a confirmé la décision du 27 novembre 2013 de la cour d’appel de Colmar qui avait condamné

à des amendes de 1.000 euros avec sursis 12 membres d'un collectif ayant appelé au boycott de produits israéliens lors de rassemblements dans un supermarché. Parmi les parties civiles lors de ce procès en appel figuraient la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), l'association Alliance France-Israël et Avocats sans frontières.

Pour Me Markowicz, « la juridiction suprême de notre ordre judiciaire » confirme « que la liberté d'expression peut être soumise à des restrictions ou sanctions qui sont des mesures nécessaires dans une société démocratique, pour la défense de l'ordre et la protection des droits d'autrui ».

« Abasourdis », les militants condamnés, membres de la branche de Mulhouse du mouvement international Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), et la coordination Mulhouse/Palestine ont dénoncé dans un communiqué un « climat de criminalisation des combats citoyens ».

« Il deviendrait impossible de dénoncer la politique de l'Etat d'Israël, Etat voyou qui bafoue depuis bientôt 70 ans le droit international ? Après cette condamnation, il serait devenu impossible, aujourd'hui, de boycotter l'Afrique du Sud pour lutter contre l'apartheid ? », s'insurgent-ils. Les militants précisent que « la cour d'appel, confirmée par la Cour de cassation, a écarté toute accusation d'antisémitisme ». 20 Minutes 01.11

On retiendra que la décision de la cour de cassation dont se félicite les tyrans du Crif, fait suite aux directives envoyées par le ministère de la Justice aux parquets pour entreprendre de telles poursuites.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

1.1- Le Portugal risque d'être "ingouvernable" - euronews.com

Passos Coelho a été reconduit au poste de Premier ministre du Portugal. Le social-démocrate occupait déjà ce poste, mais sa coalition de droite a perdu la majorité aux élections du 4 octobre.

Selon le président Anibal Cavaco, l'instabilité politique risque désormais de rendre le pays "ingouvernable".

Le Premier ministre doit soumettre son programme au Parlement le 10 novembre.

"Afin de construire ensemble" a-t-il dit, "j'en appelle à l'esprit de coopération de toutes les forces politiques, économiques et sociales. La majorité relative, et non plus absolue, dont dispose le gouvernement, renforce cette nécessité."

Le Parti socialiste et les autres formations de gauches, qui disposent ensemble de la majorité au Parlement, ont déjà annoncé leur intention de rejeter le programme du cabinet et provoquer la chute du nouveau gouvernement. euronews.com 30.10

1.2- Coup d'État au Portugal - Réseau Voltaire

Le président du Portugal, Anibal Cavaco Silva, a rejeté le gouvernement de coalition formé avec le soutien de la nouvelle majorité parlementaire, au motif qu'il comprend des personnalités du Bloc de gauche et des communistes.

« En 40 ans de démocratie, aucun gouvernement au Portugal n'a jamais dépendu de l'appui des forces anti-européennes, à savoir les forces qui ont fait campagne pour abroger le Traité de Lisbonne, le Pacte budgétaire, le Pacte de croissance et de stabilité, ainsi que de démanteler l'Union monétaire et de sortir de l'euro, sans parler de quitter l'Otan », a commenté le président.

« C'est le pire moment pour un changement radical des fondements de notre démocratie (...) Après que nous ayons réalisé un programme onéreux entraînant de lourds sacrifices, il est de mon devoir, dans mes pouvoirs constitutionnels, de faire tout son possible pour éviter de faux signaux envoyés aux institutions financières, aux investisseurs et aux marchés », a-t-il poursuivi.

Le président a fait valoir que la majorité des électeurs n'avaient pas voté pour une sortie de l'euro —ce qui est vrai—, mais il a fait l'impasse sur le mouvement populaire de rupture avec la politique d'austérité de la Troïka.

Cette décision, qui constitue un coup d'État au regard de la Constitution portugaise, est la première affirmation institutionnelle

de l'interdiction des adversaires de l'Otan d'entrer dans un gouvernement de l'Union européenne. Elle atteste que le principe du Gladio n'est pas mort avec l'Union soviétique. Réseau Voltaire 29.10

2- Turquie

- Législatives en Turquie : le parti d'Erdogan reprend la majorité absolue au Parlement - Francetv info

C'est ce qu'indiquent des résultats quasi-définitifs, sur la base de 97% des bulletins dépouillés.

Près de 50% des voix pour le parti d'Erdogan

Le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) a ainsi rassemblé 49,3% des suffrages et raflé 316 des 550 sièges de députés au Parlement, précisent les chaînes turques NTV et CNN-Türk.

C'est donc une revanche pour le président islamo-conservateur de 61 ans, qui avait perdu en juin le contrôle total qu'il exerçait depuis treize ans sur le Parlement. Le Premier ministre Ahmet Davutoglu a salué "un jour de victoire". Il faut dire qu'avant le scrutin, la quasi-totalité des sondages ne créditaient l'AKP que de 40 à 43% des intentions de vote.

Selon les résultats partiels, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) arrive en deuxième place avec 24,5% des voix, suivi du Parti de l'action nationaliste (MHP, droite) avec près de 12%, tous deux en fort recul par rapport à juin.

Le parti prokurde sauve sa place de justesse

Autre surprise de la soirée, le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) a conservé sa place au Parlement que d'extrême justesse. Il avait pourtant fait une entrée triomphale en juin dernier. Avec un score de 10,4% au niveau national, il optient tout juste le seuil nécessaire pour être représenté sur les bancs.

"Je suis complètement effondré mais ces résultats signifient que le peuple s'accommode très bien de la situation actuelle", a réagi Sevim, un étudiant en droit de l'université d'Istanbul. "Le peuple a le gouvernement qu'il mérite." La déception domine dans les rangs des opposants à Erdogan, qui a profité d'un climat de tensions, marqué par la reprise du conflit kurde et la menace jihadiste venue de Syrie.

L'attaque suicide perpétrée il y a trois semaines à Ankara par deux kamikazes proches du groupe Etat islamique (EI), qui a fait 102 morts, a ainsi ravivé dans le pays la peur de la violence jihadiste venue de Syrie. Pendant la campagne, Erdogan et Davutoglu se sont donc posés en seuls garants de l'unité et de la sécurité du pays sur le thème "l'AKP ou le chaos". Francetv info 01.11

3- Autriche

- L'Arabie, capitale du terrorisme (député autrichien) - sahartv.ir

Le député autrichien écolo Peter Pilz a stigmatisé les exportations d'armements vers l'Arabie saoudite, la qualifiant d'un régime malveillant.

Le député Verts autrichien Peter Pilz a évoqué l'interdiction des exportations d'armements vers les pays impliqués dans la guerre et les pays belligérants, conformément aux lois de l'Autriche, pour dire que l'Arabie saoudite est actuellement impliquée dans une guerre dévastatrice avec ses voisins houthis et qu'elle alimente également les terroristes syriens en arme et en munition.

Peter Pilz s'est dit préoccupé quant au fait que les armes autrichiennes ne tombent dans les mains des parties impliquées dans les conflits. « L'Arabie saoudite est la capitale du terrorisme au Moyen-Orient et nous, nous offrons directement nos chars à Daech, en les vendant apparemment à l'Arabie saoudite », a déploré le député écolo. Début 2015, le quotidien autrichien Standard a fait part de la livraison, par Vienne, d'un logiciel militaire à Riyad.

Dans le même temps, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France fournissent des armements en masse à l'Arabie saoudite. sahartv.ir 01.11

Ce n'est pas en France qu'on entendrait au parlement un tel discours, une telle accusation justifiée par des centaines de témoignages...

4- Syrie

- "Les forces US veulent diviser la Syrie en six région" - sahartv.ir

Le président du Conseil des relations extérieures des Etats-Unis, Richard Haas, a souligné que le plan d'envoi des forces américaines dans les régions à population kurde de la Syrie aboutira au démembrement de ce pays.

Dans une interview à la CNN, ce diplomate américain a déclaré ne pas vouloir réduire le danger de ce pays. "

Ce n'est pas une questions stratégique pour toute la Syrie, tout comme il n'est pas considéré copmme un prélude à la reprise de la Syrie comme un pays important", a-t-il fait remarquer.

Pour Richad Haas, ce qui va se produire, en cas du succès de ce plan, c'est que la Syrie sera divisée en six régions. Une région appartiendra au gouvernement syrien, une autre aux Kurdes, trois régions tomberont dans les mains de Daesh et la dernière région sera sous le contrôle du Front al-Nosrah. Haas a affirmé que l'expédition des forces américaines consitutait un changement fondamental dans les politiques de la Maison blanche et son objectif était de rectifier les erreures monumentales dans la stratégie américaine dans la région.

" Nous avons réalisé qu'on ne pourra pas le faire exclusivement par la voie aérienne, mais qu'il faudrait également s'engager dans une opération terrestre avec un partenaire puissant", a conclu le président du Conseil des relations extérieures des Etats-Unis. sahartv.ir 31.10

5- Yémen

- Yémen : un bataillon de Daech installé à Aden par les forces saoudiennes - sahartv.ir

Les forces saoudiennes ont équipé et armé un bataillon du groupe terroriste Daech, dans le Sud du Yémen. Les forces saoudiennes ont fini d'armer, de localiser et de déployer un bataillon du groupe terroriste Daech, transféré depuis la Syrie et la Turquie au Sud du Yémen.

Les forces saoudiennes ont déployé ce bataillon de Daech dans la localité de Salaheddine, à Barika, à Aden. Ce bataillon, composé de 170 éléments de différentes nationalités, est dirigé par un terroriste qui s'appelle Abou Az-Zabir Daghestani. Les forces saoudiennes sont en train de préparer deux autres bataillons de Daech, l'un dans la localité de Baër Ahmed et l'autre dans la région de Djaoula, à Aden. sahartv.ir 01.11

ECONOMIE

1- FMI

- Ces nouvelles coupes budgétaires que le FMI suggère à la France - latribune.fr

Le Fonds monétaire international appelle la France à une réforme "fondamentale" de ses dépenses publiques allant d'un coup de frein aux embauches de fonctionnaires jusqu'à un relèvement de l'âge de la retraite, en passant par de nouvelles libéralisations de professions réglementées.

Pour le FMI, la France doit en faire encore plus. Le Fonds monétaire international appelle Paris à effectuer une "réforme fondamentale" de son économie afin de garantir "une réduction durable de la dépense publique" dans un rapport destiné au G20 publié le 30 octobre.

Le FMI estime que "l'actuelle stratégie gouvernementale" ne permettra d'atteindre que de "justesse" l'objectif européen d'un déficit public sous la barre des 3% du PIB en 2017. Il alerte la France sur les risques d'une "longue période de faible croissance". L'organisation qui prône le plus souvent une discipline budgétaire stricte préconise plusieurs mesures sont voici les grandes lignes. Emploi public

En premier lieu, le Fonds monétaire international conseille à la France "de mettre un terme à la croissance de l'emploi public" en menant un examen "à tous les niveaux de l'administration".

Un tel examen a déjà été effectué en France par la Cour des Comptes. En effet les Sages de la rue Cambon ont formulé début septembre une série de propositions pour réduire la masse salariale dans la fonction publique, dont le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux .

Âge de la retraite

Ensuite, l'institution défend "un relèvement effectif de l'âge de départs à la retraite" visant à réduire le coût de l'assurance-vieillesse pour l'Etat.

Au sujet des retraites, les négociations sur les complémentaires Arrco/Agirc finalisées par le patronat et certains syndicats aboutiraient de facto à un relèvement de l'âge du départ pour ceux nés après 1956 qui souhaitent éviter une décote sur leur pension de retraite complémentaire.

Collectivités locales

Autre domaine visé: les "transferts sociaux" assurés par les collectivités locales. Pour le FMI, de "nouvelles coupes" doivent être menées dans ce domaine et les capacités d'endettement des collectivités locales doivent être davantage limitées.

Déréguler encore plus de professions

Par ailleurs, l'organisation dirigée par l'ancienne ministre française de l'Economie Christine Lagarde attribue "en partie" la faible productivité française au manque de concurrence et à une "régulation excessive". Elle souhaite que Paris "libéralise les professions régulées" qui n'ont pas été ouvertes à la concurrence par loi Macron. L'Espagne, la Fed...

D'autres économies sont citées dans ce rapport portant sur l'ensemble des pays du G20.

"Les pays (...) comme l'Allemagne devraient se concentrer sur le soutien à la demande intérieur, notamment à travers l'investissement public, tandis que les pays endettés comme la France et l'Espagne devraient améliorer davantage la compétitivité et réduire les barrières sur le marché de l'emploi", écrivent par exemple les analystes du FMI.

Par ailleurs ces derniers y évoquent l'éventuel relèvement des taux de la banque centrale des Etats-Unis (Fed), craignant "une forte volatilité" des marchés. Il estime qu'une hausse des taux, maintenus à un niveau proche de zéro depuis 2008, pourrait "peser sur la reprise" américaine. La banque centrale américaine a décidé mercredi d'attendre encore avant de relever ses taux mais a laissé ouverte la porte d'un début de normalisation de sa politique monétaire lors de sa prochaine réunion en décembre. latribune.fr 31.10

2- Grèce

- Grèce: besoin de capital de 14,4 milliards d'euros pour les 4 premières banques du pays - AFP

- Le Parlement grec entérine la loi de recapitalisation bancaire - Reuters

La Vouli, le Parlement grec, a entériné samedi la loi de recapitalisation du secteur bancaire, le jour-même où la Banque centrale européenne (BCE) annonçait qu'elle estimait à 14,4 milliards d'euros au plus les besoins de capitaux des banques grecques dans l'hypothèse d'une nouvelle dégradation de la situation économique.

Le texte de loi stipule que le Fonds hellénique de stabilisation financière (HFSF) disposera de droits de vote pleins sur les actions qu'il pourrait être amené à racheter aux banques grecques en échange d'une aide publique.

Il reviendra au gouvernement de décider quelles seront les proportions d'actions et d'obligations convertibles que le HFSF pourra racheter aux établissements.

Cette estimation résulte de tests de résistance et de l'évaluation des bilans des quatre principales banques de Grèce, la Banque nationale de Grèce, la banque du Pirée, Alpha Bank et Eurobank, qui ont souffert des sorties de capitaux et de la dégradation de l'économie grecque. Reuters 01.11

3- Etats-Unis

- Financement participatif: les startups vont pouvoir vendre des actions en ligne aux Etats-Unis - AFP

Le gendarme boursier américain (SEC) a adopté vendredi de nouvelles règles qui vont permettre aux internautes d'acheter des actions dans des startups non cotées par le biais de plateformes de financement participatif.

Le financement participatif ou crowdfunding, dont le site américain Kickstarter est l'une des figures de proue, est un modèle qui

s'est beaucoup développé ces dernières années. Il est souvent utilisé par de jeunes entreprises qui proposent aux internautes d'acheter à l'avance un nouveau produit qu'elles veulent développer. Si la demande est suffisante, cela leur permet de financer la production.

Les règles adoptées vendredi à trois voix contre une par la SEC visent à encadrer l'élargissement de ce modèle à la vente d'actions dans des startups. Les internautes pourront ainsi obtenir une participation dans le capital, comme ce que font déjà à bien plus grande échelle des investisseurs institutionnels spécialisés dans le capital-risque.

"Il y a beaucoup d'enthousiasme sur le marché pour le financement participatif", a commenté la présidente de la SEC, Mary Jo White, dans un communiqué. Elle a fait valoir que les nouvelles règles "fournissent aux plus petites entreprises des moyens innovants pour lever des capitaux et donnent aux investisseurs les protections dont ils ont besoin".

Concrètement, les nouvelles règles permettront à une startup de lever jusqu'à un million de dollars par an en proposant des actions par l'intermédiaire d'une plateforme de financement participatif qui devra être enregistrée auprès de la SEC.

Cette dernière tente aussi de protéger un peu les investisseurs en limitant les montants qu'ils peuvent investir de cette manière (avec des plafonds variables selon leurs revenus), en obligeant les plateformes où les actions sont proposées aux internautes à prendre des mesures pour réduire les risques de fraude, ou encore en exigeant que les startups rendent publiques certaines informations sur leurs finances, leur plan d'activité et l'usage qu'elles comptent faire de l'argent.

Les nouvelles règles devraient entrer en vigueur l'année prochaine. AFP 01.11

4- Nigeria

- Le Nigeria veut accélérer l'adoption d'une loi très attendue sur l'industrie pétrolière - AFP

Le Nigeria veut relancer son projet de loi sur la réforme du secteur pétrolier (PIB), attendu depuis plusieurs années, pour accélérer son passage au Parlement et potentiellement débloquer des milliards de dollars d'investissements gelés.

Ce projet, annoncé en 2008, traine à être mis en oeuvre à cause de désaccords sur ses termes entre le gouvernement et les grandes compagnies pétrolières opérant au Nigeria, premier producteur d'Afrique.

Dans les grandes lignes, le PIB (Petroleum Industry Bill) prévoit de redéfinir les conditions fiscales d'exploitation dans le secteur pétrolier et gazier, afin d'augmenter la part qui revient à l'Etat nigérian, et de restructurer la Compagnie pétrolière nationale nigériane (NNPC).

Selon ce texte, les sociétés pétrolières internationales devront aussi allouer 10% de leur bénéfice net à un fonds en faveur des régions productrices de pétrole et gaz.

Le nouveau patron de la NNPC, Emmanuel Kachikwu, ancien vice-président exécutif d'ExxonMobil Africa nommé en août par le nouveau président Muhammadu Buhari, a récemment assuré que le retard dans le passage du PIB était dommageable à l'économie.

Le montant des "investissements que nous perdons en moyenne chaque année parce que le PIB n'a pas été mis en place dépasse les 15 milliards de dollars" (13,7 milliards d'euros), a récemment expliqué aux sénateurs M. Kachikwu.

Beaucoup s'opposent au PIB tel qu'il est en l'état, ce qui ralentit son approbation.

Les grandes sociétés pétrolières rechignent à l'idée de voir leurs bénéfices réduits, se plaignant que les termes du PIB sont trop sévères et peuvent faire baisser les investissements.

Des sociétés comme Shell, Total ou Chevron ont vendu des actifs au Nigeria ces dernières années tandis que les nouveaux investissements ont ralenti.

Sur le plan interne, les régions qui doivent voir leur revenus augmenter grâce au nouveau fonds se trouvent principalement dans le Sud pétrolifère, ce qui a engendré des oppositions dans d'autres parties du pays.

Des responsables politiques du Nord, pauvre et majoritairement musulman, ont critiqué le PIB, faisant valoir qu'il risquait de défavoriser d'autant plus leur région alors que le Sud, à majorité chrétienne, bénéficie déjà largement des revenus du pétrole.

Le Nigeria dépend à 70% de ses exportations de brut pour son budget et à 90% pour ses recettes en devises.

Toutefois, la chute des cours pétroliers depuis la mi-2014 a causé une chute des revenus de 70%, affaiblissant la monnaie nigériane, le naira, et réduisant les réserves de devises.

Selon ce texte, les sociétés pétrolières internationales devront aussi allouer 10% de leur bénéfice net à un fonds en faveur des régions productrices de pétrole et gaz. AFP 01.11

A qui devrait profiter ce projet de loi sur la réforme du secteur pétrolier (PIB - Petroleum Industry Bill), sachant que le nouveau patron de la Compagnie pétrolière nationale nigériane (NNPC) nommé en août par le nouveau président Muhammadu Buhari, Emmanuel Kachikwu, fut vice-président exécutif d'ExxonMobil Africa ? Poser la question c'est y répondre : ExxonMobil.

On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Vous aurez remarqué comment le banquier le plus riche du monde (officieusement seulement), président d'honneur du groupe Bilderberg et de la Commission Trilatérale, et le plus gros actionnaire d"ExxonMobil, place ses hommes au sein des gouvernements (ou institutions) pour servir directement ses propres intérêts... tout en alimentant le communautarisme au Nigéria pour mieux parvenir à ses fins.

Si demain le nord et le sud du Nigéria ou les musulmans et les chrétiens s'entretuaient, les médias évoqueraient une guerre de religion, alors qu'en réalité il ne s'agissait au départ que d'une guerre entre multinationales du pétrole.

Haut de page

Le 4 novembre 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques.

1- Le refus de caractériser le PS comme un parti bourgeois ou capitaliste conduit logiquement les opportunistes à refuser de caractériser l'Etat ou à n'en tirer aucune conclusion pratique.

Les uns s'emploient à ignorer l'Etat qu'ils évoquent entre la poire et le fromage, tandis que les autres en revendiquent la défense sous prétexte que son existence serait menacée par l'UE pour justifier la défense de la République démocratique bourgeoise, histoire finalement de détourner l'attention des militants et les travailleurs de la question de l'Etat ou des institutions (pour mieux les subordonner au régime en fait). Nous sommes à quelques semaines d'élections s'inscrivant dans le cadre des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République, et chacun pourra constater que pas un seul parti n'en profitera pour aborder cette question, de là à penser que ce serait intentionnel, il n'y a qu'un pas que nous franchissons en l'affirmant.

Cette question que nos braves dirigeants n'ont jamais voulu aborder sérieusement et résoudre devait les rattraper un jour au l'autre, et devenir à nouveau explosive dès lors que le PS se retrouvait à gérer l'Etat pour le compte de la classe dominante. Elle constitue en toile de fond un des aspects de la crise du POI à travers les rapports que ses dirigeants ont tissés de longue date avec les appareils de FO et de la FSU, sachant que le PS était fortement impliqué dans ces syndicats.

2- Pour définir les classes, la science moderne bourgeoise procède selon la vieille méthode métaphysique : elle prend un instantané de la société à un moment donné, et analyse ensuite ce modèle ou tableau pour cataloguer les divers groupes d'individus qui forment la collectivité. Puis les statisticiens, sociologues et démographes — gens à courte vue s'il en est — y effectuent mille divisions, faisant observer qu'il n'y a pas deux, trois ou quatre classes, mais qu'on peut en déceler dix, vingt, voire cent, séparées entre elles par des gradations successives et des zones intermédiaires indéfinissables. (Roger Dangeville - Friedrich Engels, Karl Marx : Le parti de classe)

C'est cet "instantané de la société à un moment donné" ou réduit à une période donnée, qui tenait lieu de support aux analyses qu'on a pu lire dans les milliers d'articles que nous avons mis en ligne ces dernières années, cette abstraction ou sélection qui n'avait rien de naturelle se substituait à la prise en compte du développement historique des forces productives particulièrement depuis l'avènement du capitalisme et son évolution jusqu'à nos jours qui est à l'origine du socialisme, ce qui permettait à leurs auteurs de commettre des analyses qui devaient infaillement aboutir à une impasse politique ou à se soumettre au capitalisme pour s'être délibérément détourner du socialisme... Eux aussi versent dans l'idéologie, tout comme ce qu'ils appellent la gauche de la gauche.

Défense du socialisme.

- Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes - F. Engels - 1885

Extraits. Non seulement Marx avait abouti à la même idée, mais, dès 1844, il l'avait généralisée dans des Deutsch-Franszösische Jahrbücher ((Annales franco-allemandes - ndlr) et exposé qu'en somme ce n'est pas l'Etat qui conditionne et règle la société bourgeoise, mais la société bourgeoise qui conditionne et règle l'Etat, qu'il faut donc expliquer la politique et l'histoire par les conditions économiques et leur évolution, et non inversement. (8 ans plus tard Engels précisera dans une lettre adressée à F. Mehring " nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations...", faille dans laquelle s'engouffreront à chaque époque les opportunistes de tous bords, des éconoimistes aux lambertistes en passant par les mencheviks et les autogestionnaires. - LVOG) Lorsqu'en été 1844 j'allai voir Marx à Paris, nous constatâmes notre complet accord dans toutes les questions théoriques ; et c'est de cette époque que date notre collaboration. Quand nous nous retrouvâmes à Bruxelles au printemps 1845, Marx avait déjà, sur les principes ci-dessus, complètement construit sa théorie matérialiste de l'histoire, et nous nous mîmes à développer par le détail et dans les directions les plus diverses notre nouvelle conception. (...)

Mais notre intention n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, ces nouveaux résultats scientifiques aux oreilles du monde savant. (...) Nous avions l'obligation de donner à notre conception une base scientifique. Mais il ne nous importait pas moins de gagner à notre conviction le prolétariat européen, à commencer par celui d'Allemagne. (...) (Conviction que ne partageront pas nos dirigeants, hélas ! Pourquoi ? Je vous laisse deviner, et si vous n'avez pas trouvé une réponse satisfaisante à cette question, écrivez-moi, j'en ai une à vous proposer. - LVOG)

Un jeune étudiant westphalien, Hermann Kriege, partit en Amérique, s'y présenta comme émissaire de la Ligue, s'associa avec ce fou de Harro Harring, pour révolutionner, grâce à la Ligue, l'Amérique du Sud. Il avait même fondé un journal où il prêchait, au nom de la Ligue, un communisme fondé sur l'amour, débordant d'amour, farci de rêverie amoureuse. Nous répliquâmes par une circulaire qui ne manqua pas son effet : Kriege disparut de la scène de la Ligue.

Plus tard, Weitling vint à Bruxelles. Mais ce n'était plus le jeune et naïf ouvrier tailleur qui, stupéfait de ses talents personnels, cherchait à se rendre compte de ce que pouvait bien être une société communiste. C'était le grand homme persécuté, à cause de sa supériorité, par des envieux, et flairant partout des rivaux, des ennemis secrets, des pièges ; le prophète traqué de pays en pays, qui avait en poche une recette toute prête pour réaliser le ciel sur la terre, et s'imaginait que tout un chacun ne songeait qu'à lui voler sa panacée. A Londres, il s'était déjà brouillé avec les gens de la Ligue ; et à Bruxelles, où Marx et sa femme lui témoignèrent, plus que d'autres, une patience surhumaine, il ne pouvait s'entendre avec personne. Aussi ne tarda-t-il pas à se rendre en Amérique pour essayer d'y jouer au prophète.

Toutes ces circonstances contribuèrent à l'évolution qui, sans bruit, s'accomplissait au sein de la Ligue et notamment parmi les dirigeants de Londres. Ils se rendaient de plus en plus compte que l'ancienne conception du communisme, tant du simple communisme égalitaire des Français que du communisme préconisé par Weitling, était insuffisante. Weitling avait essayé de ramener le communisme au christianisme primitif ; mais, en dépit de certaines particularités géniales qui se rencontrent dans son Evangile des pauvres pécheurs, sa tentative n'avait abouti en Suisse qu'à remettre le mouvement en majeure partie entre les mains de fous tels qu'Albrecht, et puis de faux prophètes tels que Kuhlmann. Le "vrai socialisme", que diffusaient quelques gens de lettres, transcription de formules socialistes françaises en un mauvais allemand hégélien et une sentimentale rêverie amoureuse (voir, dans le Manifeste communiste, le chapitre sur le socialisme allemand ou le "vrai"socialisme), socialisme que Kriege et la lecture des ouvrages appropriés avaient introduit dans la Ligue, ne pouvait manquer, à cause de sa veulerie et de sa déliquescence, de soulever le coeur des vieux révolutionnaires de la Ligue. Constatant que les anciennes idées théoriques ne tenaient plus debout, constatant en outre qu'elles conduisaient dans la pratique à de véritables aberrations, on comprenait tous les jours davantage à Londres qu'avec notre nouvelle théorie nous étions, Marx et moi, dans le vrai. Ce qui contribua, sans aucun doute, à faire rapidement prendre corps à cette idée, c'est la présence, parmi les dirigeants de Londres, de deux hommes infiniment plus capables que tous ceux que nous avons cités jusqu'ici d'acquérir des notions théoriques ; c'étaient le peintre miniaturiste Karl Pfaender, de Heilbronn, et le tailleur Georg Eccarius, de la Thuringe.

Bref, au printemps 1847, Moll s'en fut trouver Marx à Bruxelles et vint ensuite me voir à Paris, pour nous inviter, au nom de ses compagnons et à plusieurs reprises, à entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous disait-il, convaincus de l'exactitude absolue de notre conception autant que de la nécessité de soustraire la Ligue aux anciennes formes et traditions de conspiration. Si nous voulions adhérer, on nous donnerait l'occasion, dans un congrès de la Ligue, de développer notre communisme critique dans un manifeste, qui serait ensuite publié comme manifeste de la Ligue ; et nous pourrions également intervenir afin de remplacer l'organisation surannée de la Ligue par une organisation nouvelle, telle que la réclamaient l'époque et le but poursuivi. (Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans la tête de nombreux militants, on dirait que 168 ans plus tard, il y en a qui voudraient qu'on fasse exactement le chemin inverse, non ? - LVOG)

Qu'il fallût, dans la classe ouvrière allemande, une organisation, ne fût-ce que pour la propagande, et que cette organisation, dans

la mesure où elle n'était pas uniquement locale, ne pût être, même hors de l'Allemagne, qu'une organisation secrète, nous n'en doutions pas. Or, la Ligue constituait précisément une organisation de ce genre. Ce que nous avions jusqu'alors critiqué dans la Ligue, les représentants de la Ligue en reconnaissaient actuellement le côté défectueux et le sacrifiaient. Et l'on nous invitait nous-mêmes à collaborer à la réorganisation. Pouvions-nous refuser ? Evidemment non. Nous entrâmes donc dans la Ligue. A Bruxelles, Marx constituait une commune (section - LVOG) de la Ligue avec nos meilleurs amis, tandis que je rendais visite aux trois communes de Paris.

En été 1847, le premier congrès de la Ligue se réunit à Londres. W. Wolff y représentait les communes de Bruxelles et moi celles de Paris. On y mena d'abord à bonne fin la réorganisation de la Ligue. Toutes les anciennes appellations mystiques datant du temps des conspirations furent supprimées, et la Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles directeurs, comité central et congrès, et prit dès lors le nom de "Ligue des communistes".

"Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée." (Voilà ce qui devrait figurer dans le préambule du programme d'un parti ouvrier révolutionnaire et qui devrait être soumis aux travailleurs qui décideraient de le rejoindre. - LVOG)

Tel est le premier article. L'organisation elle-même était absolument démocratique, avec des dirigeants élus et toujours révocables ; ce seul fait barrait le chemin à toutes les velléités de conspiration qui exigent une dictature, et transformait la Ligue, du moins pour les temps de paix ordinaires, en une simple société de propagande. Ces nouveaux Statuts -- tel était maintenant le procédé démocratique -- furent soumis aux sections pour discussion, puis débattus à nouveau au deuxième congrès qui les adopta définitivement le 8 décembre 1847. On les trouve dans l'ouvrage de Wermuth et Stieber, vol. I, p. 239, annexe X. (Dont s'inspirèrent Lénine et le parti bolchevik. Rien à voir avec le centralisme bureaucratique des organisations trotskystes sclérosées. - LVOG)

Le deuxième congrès se tint fin novembre et début décembre de la même année. Marx y assista et, dans des débats assez longs, -- la durée du congrès fut de dix jours au moins, -- défendit la nouvelle théorie. Toutes les contradictions et tous les points litigieux furent tirés au clair (Chez les trotskystes ils furent voués à demeurer dans l'obscurité. Entre eux et les marxistes, le jour et la nuit, quoi. Vous comprenez pourquoi on s'acharne ainsi sur eux. - LVOG) ; les principes nouveaux furent adoptés à l'unanimité et l'on nous chargea, Marx et moi, de rédiger le manifeste. Nous le fîmes sans retard aucun. Quelques semaines avant la révolution de février, nous expédiâmes le Manifeste à Londres, aux fins d'impression. Il a fait, depuis lors, le tour du monde ; on l'a traduit dans presque toutes les langues, et il sert aujourd'hui encore, dans les pays les plus divers, de guide au mouvement prolétarien. L'ancienne devise de la Ligue : "Tous les hommes sont frères", avait été remplacée par le nouveau cri de guerre : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" qui proclamait ouvertement le caractère international de la lutte. Dix-sept ans plus tard, ce cri de guerre remplissait le monde, comme cri de guerre de l'Association internationale des travailleurs, et aujourd'hui le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit sur son drapeau. Fin de l'extrait

Un avant-goût de la Commune de Paris qu'ils inspireront largement. 6 ans plus tôt, l'Association internationale des travailleurs avait adopté en grande partie le programme de la Ligue des communistes rédigé par Marx et Engels : le Manifeste du parti communiste.

C'est marrant, on dirait que ceux qui prétendent s'inspirer de l'Association internationale des travailleurs auraient totalement déformé sa forme et son contenu, non ?

Un cadavre qui n'a rien d'exquis et qui bouge encore.

- La gauche israélienne sort enfin son racisme du placard - Jonathan Cook - michelcollon.info - 30 octobre 2015

Un scoop, une découverte, la gauche officielle quel que soit le pays est aussi réactionnaire que la droite, voire davantage encore au regard du camouflage idéologoique ou démagogique dont elle s'est servie pour couvrir ses forfaits ou ses crimes, c'est nous qui le rajoutons.

Pendant plus d'un demi-siècle des intellectuels et les organisations dites d'extrême gauche l'ont soutenue parce qu'elle servait leurs propres intérêts sans trop se soucier du reste ou des dégâts qu'elle produisait au sein du mouvement ouvrier ou du prolétariat, conséquences désastreuses qui ne seraient révélées que plus tard, bien plus tard quand plus personne ne s'en souviendrait ou n'y ferait référence, de préférence hypocritement, et pour cause pour en avoir profité pour les uns, pour en avoir été les alliés objectifs ou les complices pour les autres ou les deux à la fois.

Ceux qui se destinaient à interpréter l'histoire sur le plan idéologique pouvaient toujours espérer s'en sortir en servant les intérêts de ceux à qui cela profitait puisque le peuple demeurait ignorant et ses représentants étaient corrompus. Quant à ceux qui étaient censés exprimer consciemment le processus (inconscient) historique à l'oeuvre à l'aide du matérialisme historique, et qui devaient finalement décider de s'en servir pour tricher avec la réalité ou verser dans la démagogie afin de servir leurs propres intérêts et ceux du régime, ils finiront toujours par faire les frais de leur imposture qui demeurera à jamais une tâche

indélébile sur leur propre histoire ou celle de leur courant politique, car il se trouvera toujours quelqu'un au tournant de l'évolution de la situation pour rappeler son passé inavouable, lorsqu'il n'est pas incrusté inconsciemment dans tous les cerveaux au point d'inspirer la méfiance ou le doute sur leurs réelles intentions et ainsi interdire toute adhésion des masses à leur parti qui sera voué à végéter et à se décomposer.

Si je ne me suis jamais servi des interviews qu'avaient donnés d'ex-dirigeants lambertistes à Karim Landais, c'était parce que j'avais trouvé cela improductif ou pouvant prêter à confusion du fait qu'ils avaient tous été complices de l'imposteur Lambert, je m'étais fait la réflexion qu'il arriverait bien un jour où le terrain miné sur lequel s'était construit ce courant politique finirait par se retourner contre eux et les engloutirait, il était donc inutile d'essayer de forcer le destin, il fallait juste attendre patiemment que la situation se décante ou que la crise du capitalisme fasse son oeuvre.

Il arrive que des partis politiques qui ont eu une longue histoire viennent à disparaître ou finissent par être totalement marginalisés, les exemples ne manquent pas dans de très nombreux pays. Cela est survenu en 2 ou 3 ans, pratiquement d'un seul coup, en apparence seulement, car en réalité ils traînaient derrière eux comme un boulet les multiples contradictions, mensonges et trahisons qu'ils avaient accumulés et qu'ils pouvaient de plus en plus difficilement assumer sauf à en rajouter toujours une nouvelle couche qui allait rendre le poids de leur imposture toujours plus dure à supporter ou camoufler au point de révéler leur véritable nature au grand jour qui devait les rendre infréquentables et précipiter leur perte. On aurait pu reprendre la formule habituelle qui consiste à dire qu'ils ont dû monter au créneau pour défendre le régime et s'y sont brûlés les ailes, mais elle est trop réductrice, pas suffisamment précise.

Il y en a qui se figurent que le passé serait le passé et qu'il n'aurait laissé aucune empreinte dans le cerveau des hommes, c'est bien mal connaître les mécanismes psychologiques à partir desquels ils forgent leur personnalité et leurs convictions en grande partie inconsciemment, ce qui ne signifie nullement qu'ils ne seraient pas en mesure d'en prendre conscience un jour ou que le matériel qui consitituaient leur passé ou leurs expériences passées leur demeureraient éternellement inaccessibles et heureusement qu'il n'en est pas ainsi, sinon il n'y aurait rien à en attendre et le sort de l'humanité serait joué d'avance et bel et bien perdu.

Il arrive aussi que des partis en viennent à s'autodétruire dans l'indifférence quasi générale, comme si les peuples estimaient que c'était dans l'ordre des choses qu'ils disparaissent, parce qu'ils n'y tenaient pas vraiment ou n'en attendaient plus rien depuis belle lurrette. Et qu'il y ait des militants qui y demeurent attachés malgré tout, par sentimentalisme ou nostalgie d'un passé définitivement révolu, relève du suicide politique.

ACTUALITE EN TITRES

Il y en a qui ont du pif et qui ne manquent pas d'air...

- « Air Cocaïne » : un assistant de Jean-Marie Le Pen a participé à la fuite des deux pilotes - LeMonde.fr

- Air Cocaïne : Sarkozy dénonce la géolocalisation de son téléphone par la justice - LeMonde.fr

Qui va à la chasse perd sa place !

- François Bayrou dénonce un François Hollande qui va « à la chasse aux voix » - Public Sénat

Guerre idéologique. Intox.

- France: les réformes sociales et fiscales de 2014 ont légèrement réduit les inégalités - AFP

Au moins les dons terrestres ou matériels existent.

- Scandale au Vatican: des dons destinés aux pauvres ont été détournés - Francetv info

Si c'est la CIA qui le dit...

- Crash en Egypte: Pas de signe d'un acte terroriste pour l'instant, selon les renseignements américains - 20minutes.fr

Il est «improbable» que l'EI ait les moyens d'abattre un avion commercial en vol, selon James Clapper.

Et deux jours plus tard...

Crash en Egypte : la piste de la bombe est privilégiée - Francetv info

Des hystériques en quête désespérément d'orgasme.

- «Devons-nous entamer une "véritable" relation même si je ne suis pas sûre de mon désir sexuel?» - Slate.fr

Si ta culotte n'est pas mouillée ou si tu n'es pas spontanément en érection, laisse tomber, c'est un coup pourri... Pourquoi, les guerres et autres massacres monstrueux qu'ils soutiennent ne suffisent-ils plus pour faire bander ces détraqués ? Voilà ce qui arrive quand on est blasé, on est malheureux ! S'ils le désiraient on pourrait écourter ce supplice...

ACTUALITÉ DU JOUR

Hallali. Ils vont vous ménager pour mieux vous saigner demain.

Hallali : Cri de chasse qui annonce que la bête poursuivie est aux abois. (Le Grand Robert)

- Impôts locaux : nouveau cafouillage du gouvernement - Francetv info

Bercy a demandé dimanche aux retraités modestes de ne pas payer leurs impôts locaux.

Le gouvernement, en promettant in extremis d'annuler des hausses d'impôts pour les retraités modestes, a tenté de sauvegarder son fragile credo de modération fiscale à l'approche des régionales, quitte à prêter le flanc aux critiques en "amateurisme" ou en électoralisme.

Confirmer la fin de l'exonération de taxe d'habitation et de taxe foncière pour au moins 250.000 retraités modestes -et par la même entériner des hausses d'impôt de plusieurs centaines d'euros- viendrait brouiller une image encore bien fragile dans l'opinion.

"L'augmentation de la fiscalité des retraités modestes venait en contradiction avec le message global et donc, tout de suite, il a fallu corriger", souligne l'entourage du Premier ministre.

Objectif: combattre un "effet politique qui tue la baisse des impôts" de deux milliards d'euros votée en 2016 mais aussi un "effet électoral" négatif pour les régionales de décembre, reconnaît le chef de file des députés PS de la commission des Finances, Dominique Lefebvre.

Pourquoi le gouvernement a-t-il réagi si tard ? Certains contribuables ont d'ailleurs déjà réglé tout ou partie de leur impôt. D'où cette situation baroque, avec un secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert conseillant aux personnes concernées de ne pas payer leurs taxes si elles ne l'ont pas encore fait.

Après la fiscalité des retraités, le gouvernement doit déminer un deuxième dossier en ce début de semaine: celui de la dotation générale de fonctionnement (DGF). C'est-à-dire les sommes versées par l'Etat aux collectivités, dont les calculs vont changer, au profit de certaines communes et au détriment d'autres.

En complément dans le même registre.

- Collectivités: Valls annonce aux députés PS le report d'un an de la réforme de la Dotation globale de fonctionnement - AFP

- Le gouvernement retire sa mesure sur le calcul de l'allocation aux adultes handicapés - LeMonde.fr

Ne soyez pas psychorigides, soumettez-vous... ou suicidez-vous !

- Alain Juppé pour un assouplissement du statut de la fonction publique territoriale - AFP

Alain Juppé, maire de Bordeaux et candidat à la primaire Les Républicains, prône un assouplissement du statut de la fonction publique territoriale, dont pourraient ne plus bénéficier les nouveaux entrants, dans une interview parue lundi dans La Gazette des Communes.

M. Juppé, à qui l'on demande s'il faut "assouplir le statut de la fonction publique", estime "normal que les fonctionnaires soient protégés contre les pressions et disposent d'un statut, notamment lorsqu'ils exercent des fonctions régaliennes, comme les militaires, les policiers, les magistrats où les enseignants".

"Mais le statut ne doit pas être un prétexte pour maintenir des rigidités de gestion qui accroissent le coût du service et dégradent la qualité", poursuit-il.

"Qu'ai-je fait lorsque j'ai réformé France Télécom?" demande l'ancien Premier ministre: "J'ai dit que les nouveaux arrivants prendraient un statut de droit privé et que ceux déjà en fonction pourraient choisir entre le statut de droit privé et le maintien du statut de droit public."

"C'est sans doute une piste qu'il faut tracer pour la fonction publique territoriale", conclut-il. AFP 02.11

En complément. Le mauvais plan.

- Face au chômage, la fonction publique d'Etat attire nombre de candidats - AFP

La fonction publique d'Etat (FPE) qui employait 2,4 millions d'agents fin 2014, attire de plus en plus de candidats en raison de la hausse du chômage et de la précarité de l'emploi dans le privé, selon l'Insee. AFP 02.11

Gattaz : Un Cas Délictueux Incurable.

- Pierre Gattaz: "le CDI tel qu'il est fait, est très inquiétant" - AFP

Guerre idéologique. Comment ils testent le fascisme.

- La France gérée par un pouvoir autoritaire? Une bonne idée pour 40% des Français - L'Express.fr

Renoncer au droit de vote? Deux tiers des Français interrogés par l'institut de sondage Ifop pour le site d'information Atlantico y sont favorables. S'en remettre à un pouvoir politique autoritaire? 40% des sondés sont pour. De drôles d'idées motivées par une défiance de plus en plus importante envers la classe politique traditionnelle. (Voilà le genre de "drôles d'idées" que véhicule le portail Atlantico, porte-parole du néolibéralisme et du sionisme. - LVOG)

1- "Certains pensent que la France doit se réformer en profondeur pour éviter le déclin mais qu'aucun homme politique élu au suffrage universel n'aura le courage de mener à bien ces réformes et que dans ce cadre, il faudrait que la direction du pays soit confiée à des experts non élus qui réaliseraient ces réformes nécessaires mais impopulaires." (Les Italiens et les Grecs l'ont déjà testé avant que les sociaux-néolibéraux ne prennent le relais, Renzi et Tsipras. - LVOG)

67% des sondés expriment leur accord avec cette opinion. Du Front de gauche au Front national, tous les électorats se rangent majoritairement derrière cette position. Le recours à des experts est particulièrement marqué à droite: il est prôné par 80 % des sympathisants des Républicains. À gauche, y compris parmi les sympathisants du Front de gauche, un Français sur deux adhère en revanche à cette idée. Le clivage gauche-droite est encore plus prégnant s'agissant de l'attirance pour un gouvernement autoritaire. Plus on avance vers la droite, plus une large proportion y est favorable: de 23 % d'adhésion au Front de gauche à 47 % chez les Républicains et jusqu'à 60 % au FN. (Cela en dit long sur la nature bonapartiste du Front de gauche. - LVOG)

2- "Certains pensent que la France doit se réformer en profondeur pour éviter le déclin mais qu'aucun homme politique élu au suffrage universel n'aura le courage de mener à bien ces réformes et que dans ce cadre, il faudrait que la direction du pays soit confiée à un pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique s'exerçant sur le gouvernement." (Si ce n'est pas un homme politique, qui alors pour incarner ce "pouvoir politique autoritaire", les banquiers, l'oligarchie financière elle-même ? Et "alléger les mécanismes de contrôle démocratique" reviendrait à supprimer le suffrage universel et à rétablir une monarchie absolue. Il leur faut le consentement de la population, alors ils fabriquent des sondages pour la convaincre, d'où la nécessité absolue de relever le défi de la lutte contre l'idéologie de la classe dominante.

La proportion de Français en accord avec cette idée chute à 40% mais reste majoritaire ou presque dans l'électorat de droite et d'extrême droite.

A Atlantico, Jérôme Fourquet, directeur du département "opinion publique", expliquent que "ces chiffres ne disent pas en creux qu'il y a une appétence pour le fascisme, mais plutôt qu'il y a une insatisfaction très profonde vis-à-vis du fonctionnement de notre système politique". Cette défiance se retrouve essentiellement parmi les couches populaires et dans l'électorat de droite.

Le résultat de ce sondage fait écho aux conclusions de précédentes études d'opinion. Dans un contexte de crise, les Français réclament plus d'autorité et se disent prêts à faire des sacrifices. lexpress.fr et le figaro.fr 02 et 03.11

En complément dans le même registre

- Sécurité : Nicolas Sarkozy révèle son plan pour "rétablir l'autorité de l'État" - Francetv info

Pour rétablir l'autorité de l'État, Nicolas Sarkozy a multiplié les propositions choc. L'ancien chef de l'État propose ainsi d'armer l'ensemble des fonctionnaires de police, sauf si le conseil municipal est contre. Pour lui, les policiers et gendarmes doivent être autorisés à tirer en cas de danger. Il veut aussi mettre en place des vigies policières dans les quartiers.

Il souhaite que les sociétés autoroutières verbalisent elles-mêmes les chauffards.

Les forces de l'ordre seraient aussi toutes rassemblées au sein d'un même grand ministère, le ministère de la Sécurité publique. Francetv info 03.11

Surrenchère policière

- Christian Estrosi propose de fusionner « ministère de l'Intérieur et de la Justice » - Public Sénat

- La droite veut construire 20.000 places de prison - LeFigaro.fr

Le PS n'est pas en reste en frayant la voie au corporatisme.

- Pouria Amirshahi (PS) lance un "Mouvement commun" réunissant politiques et société civile - AFP

Le député PS Pouria Amirshahi lance le week-end prochain un "Mouvement commun" voulant associer de façon "innovante" politiques et société civile, mais sans être un "parti politique ou une écurie présidentielle".

"On veut créer un lobby citoyen, (un) grand mouvement qui prépare la France d'après", a expliqué lundi sur RFI le député des Français de l'étranger. (Ayez tout de même à l'esprit que partis comme nous sommes partis "la France d'après", c'est le fascisme, c'est dans cette perspective que s'inscrit cette initiative, c'est nous qui le précisons. - LVOG)

"Je fais le constat que nos gouvernants, dans nos démocraties (car ce n'est pas que français) sont jugés souvent comme soit pas capables, soit pas sincères. Or beaucoup de personnes engagées dans la société mobilisée, dans le syndicalisme, dans la culture, dans le monde de l'entreprise (...) sont disponibles et font des démonstrations, non pas marginales mais des réalisations concrètes qui montrent que des contre-modèles sont possibles", a-t-il ajouté.

"C'est un mouvement politique, mais pas électoral. Politique au sens où on s'assume comme citoyens. La citoyenneté c'est politique", a-t-il poursuivi.

"Et on assume que dorénavant les propositions qui doivent être faites pour construire la France de demain ne doivent pas simplement être griffonnées sur un coin de table par quelques experts mais discutées par les hommes et les femmes qui sont concernés directement. C'est à dire vous, moi et tous ceux qui vivent en France", a encore dit Pouria Amirshahi.

Le député souligne qu'un millier de personnes ont déjà signé un appel fondateur à ce "Mouvement commun", qui sera officiellement lancé dimanche prochain à Montreuil (93).

Parmi les signataires figurent des élus, comme les députés socialistes Laurent Baumel, Pascal Cherki ou Laurent Grandguillaume, mais aussi le porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts, Julien Bayou, ou l'ancienne ministre EELV Cécile Duflot. AFP 02.11

A retenir : tout est possible sous le régime en place, Pétain n'aurait pas dit mieux. Ils ne savent plus quoi inventer pour détourner les travailleurs de la lutte des classes et du socialisme.

Infantilisme. Plus doux qu'un suppositoire, une expérience neuroleptique d'une perspicacité pénétrante !

- Front de gauche: une notice contre la Macronite - Libération.fr

Jeudi, lors du grand meeting du Front de gauche à Paris, chaque militant aura le droit à un bonbon, en guise de comprimé, et sa notice.

Un petit bonbon et une notice du Novidabor (Nos vies d'abord), un comprimé contre la Macronite passagère ou aiguë. Le petit sachet sera remis aux militants du Front de gauche, jeudi soir, lors du grand meeting à la Halle Carpentier (Paris XIII). L'initiative est signée Clémentine Autain et Ensemble!, une des composantes du Front de gauche. Libération.fr 01.11

Le Front de gauche vous pénètre par la bouche à défaut de s'adresser à votre esprit ou à votre cerveau, c'est descendre bien bas madame Autain, jusqu'aux instestins qui à s'y méprendre présentent certaines similitudes avec le cerveau, alors de là à confondre les deux, c'est le propre du petit bourgeois qui ne pense qu'à sa gueule, à son ventre, à tous ses orifices, on préfère l'original, J. Brel, car lui au moins il donnait de sa personne, alors que vous, vous ne nous apportez rien, sauf du malheur !

Turquie. Le dictateur passe à l'offensive. Et quand l'Agence Française de propagande devient le porte-parole du Frère musulman Erdogan.

- Fort de son succès électoral, Erdogan ferme contre les rebelles kurdes et ses rivaux - AFP

- Turquie: deux dirigeants d'un journal d'opposition inculpés et écroués pour "tentative de coup" - AFP

Un tribunal d'Istanbul a inculpé et écroué mardi deux responsables du magazine d'opposition Nokta qui avait critiqué la victoire du président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan aux législatives de dimanche, a-t-on appris auprès du journal.

"Le rédacteur en chef Cevheri Güven et son directeur de la publication Murat Çapan ont été inculpés et écroués pour tentative de coup d'Etat", a précisé à l'AFP un journaliste de Nokta.

- Turquie: 3 militants kurdes tués dans des affrontements avec la police - AFP

- Les terroristes takfiris félicitent Erdogan - sahartv.ir

Les milices terroristes takfiris et surtout celles qui se revendiquent d'Al Qaida ont largement félicité Erdogan sur leurs sites pour avoir remporté les élections législatives en Turquie.

Dans un communiqué conjoint, Ahrar al Chaam, Jaysh-al Islam se réjouissent de la victoire de l'AKP. Le texte rend un hommage appuyé " à la floraison de l'économie turque" et " au soutien large d'Erdogan aux combattants du jihad" (ndlr: les terroristes). les milices signataires de ce communiqué se revendiquent d'Al Qaida en Syrie et leurs chefs de guerre se battent depuis longtemps sous la bannière d'Al Qaida. Erdogan qualifie de modéré les terroristes takfiris et continuent à les armer, à les soutenir financièrement et à les faire transiter vers la Syrie.

Le dernier crime en date dont les images ont fait le tour du monde mettent en scène un groupe d'hommes et de femmes syriens en cage et qui sert de bouclier humain en dessous du toit d'un centre de commandement des terroristes d'Ahrar al Chaam. Ces images ont suscité un tollé à travers le monde. sahartv.ir 02.11

Autant dire avec les félicitations de l'OTAN et du Pentagone...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

- Le vieux renard retourne dans le Golfe persique après 45 ans - sahartv.ir

Le retour graduel et progressif de la Grande-Bretagne au golfe Persique, connu chez les habitants de la région comme « le vieux renard », constitue un avertissement pour les nations musulmanes et éprises de la liberté.

Philip Hammond, secrétaire britannique à la Forgien Office, est arrivé, samedi, à Bahreïn pour prendre part à une cérémonie marquant le début de la construction de la base maritime Jafir sur le port de Salmane. Il s'agit de la première grande base de la Force navale britannique dans l'Est de Suez, depuis 1971. A l'issue de cette cérémonie symbolique, le quotidien britannique «

The Independent » a écrit : « Les Ale Khalifa ont permis à Londres d'implanter une base maritime à Bahreïn afin de le remercier pour son silence envers la violation des droits de l'Homme par les dirigeants de cette petite monarchie du golfe Persique ». Dans le même temps, le quotidien britannique « The Daily Telegraph » voit en cette démarche un signe de revirement. Il semble que Londres entende retourner au golfe Persique.

Des monarques arabes du Moyen-Orient voient leur sécurité en la présence des Etats-Unis dans la région. Il paraît que leur maintien au pouvoir est noué au vol des avions de chasse et à la circulation des navires de guerre des Etats-Unis. Dans une telle conjoncture, la Maison Blanche a préféré retirer son dernier navire de guerre du golfe Persique pour ainsi vider la région de la présence de ces invités indésirables.

L'entrée de l'Iran aux interactions régionales et les nouvelles responsabilités qu'il assume désormais dans les équations du Moyen-Orient laissent espérer un apaisement de tension entre l'Iran et l'Occident après la signature de l'accord nucléaire. Cette évolution promet aussi une réduction de l'iranophobie tandis que la présence de Philip Hammond à la cérémonie de l'implantation d'une base maritime britannique à Bahreïn lève un coin du voile des projets à long terme du vieux renard pour une nouvelle colonisation des pays de la région. Les politiciens britanniques entendent donc étendre leur terrible parapluie de colonisation grâce à une ancienne astuce qu'est « Diviser pour régner » pour dominer les peuples de la région, en l'absence des dirigeants indépendants dans certains pays de la région.

Soutenir les sionistes et leurs actes d'agression, négliger la violation des droits de l'Homme par ses alliés, vendre des armements aux gouvernements conservateurs arabes, implanter une base militaire à Bahreïn, réprimer la démocratie à Bahreïn, soutenir les agressions de l'Arabie saoudite contre le Yémen, contribuer dans l'opération militaire anti-Daech, soutenir le démembrement des pays tels que l'Irak et la Syrie, s'opposer à Bachar Assad et soutenir une éventuelle agression militaire contre la Syrie, soutenir les négociations nucléaires avec l'Iran et saluer l'élargissement des relations politiques-économiques à l'issue de la signature de l'accord de Vienne, voilà un petit exemple des politiques ambivalentes de la Grande-Bretagne ! sahartv.ir 02.11

2- Israël

- La Knesset approuve un projet de loi considérant la pierre comme "arme dangereuse" - sahartv.ir

Suite à la déstabilisation de la situation de sécurité et la détérioration de l'économie de l'Etat de l'entité occupante sioniste (Israël), lors des événements de «Intifada de Qods ", qui ont été lancés depuis le premier d'Octobre; le Cabinet sioniste s'est penché sur des discussions afin d'émettre des lois consécutives pour dissuader les lanceurs de pierres considérées comme d'armes dangereuses.

La Knesset sioniste a publié, hier, une nouvelle loi chassant les lanceurs de pierres dans la ville de Qods et de la Cisjordanie. Les médias sionistes ont rapporté qu'une loi punitive a été annoncée contre les ces lanceurs.

De sa part, la deuxième chaine sioniste a signalé que la Knesset a ratifié hier soir, au cours de la deuxième et troisième lecture sur le projet de loi, qui impose une peine minimale sur les lanceurs de pierres, tout en permettant à la sécurité sociale de retirer les allocations de l'enfant lanceur de pierres, en plus des allocations familiales.

Ce projet de loi impose une sanction financière d'une valeur de 10 mille shekels, à des enfants coupables d'avoir jeté des pierres, particulièrement contre les habitants de Qods et l'intérieur occupé en1948 (ce qu'indiquent les sionistes comme sécurité sociale).

Le projet a été promu par les membres de la Knesset et a obtenu le soutien du Ministère de la Justice, et reconnaît l'application de la peine minimale de 4 ans de prison pour le crime (selon allégations sionistes) d'avoir jeté des pierres.

Cette résolution a rencontré la colère des membres arabes de la Knesset et de certains membres de la gauche et certains d'entre eux ont exprimé leur mécontentement; en disant: "Il n'y a aucune logique dans la punition du père que son fils a lancé une pierre".

La chaine sioniste a déclaré que la loi a considéré la pierre comme des outils offensifs, tels que l'utilisation du couteau et balle stipulée dans le Code pénal comme une arme dangereuse.

Jamal Zahalka, de son côté, s'est abstenu du projet de loi, en disant: "Vous ne pouvez pas éteindre un feu avec de l'essence et les lois actuelles sont comme l'essence sur le feu". "Il n'y a aucune logique à punir le père dont son fils a lancé une pierre", a-t-il ainsi confirmé. sahartv.ir 03.11

3- Syrie

3.1- Le Pentagone à la rescousse de Daech... - sahartv.ir

Le 27 octobre, le secrétaire à la Défense des USA Ashton Carter a annoncé que le Pentagone songeait à entreprendre une « action directe sur le terrain » en Irak et en Syrie, « dans un effort de combattre le groupe terroriste autoproclamé État islamique » (Sputnik News, 27 octobre 2015).L'intention à peine cachée, ce n'est pas tant de « combattre » le groupe terroriste État islamique en Irak et en Syrie (EIIS) que de « le protéger et voler à sa rescousse ».

Que se passe-t-il? Assistons-nous à une manœuvre favorisant une escalade militaire?Les USA et leurs alliés ont déjà du personnel sur le terrain en territoire syrien. Sauf que ce n'est pas officiel, car c'est dans le cadre d'une soi-disant opération secrète que tout le monde connaît.De concert avec l'OTAN, la Turquie, Israël et d'autres, le Pentagone a déjà dépêché des conseillers militaires, des forces spéciales et des agents du renseignement sur le théâtre des combats en Syrie. Ces forces étrangères s'activent dans les rangs des rebelles depuis le début de la guerre en Syrie en 2011.

Même si Washington et la presse généraliste n'ont jamais reconnu officiellement leur présence en sol syrien, il convient de préciser que ces forces spéciales remplissent les fonctions de commandement habituelles au sein de divers groupes terroristes, en maintenant une liaison avec la coalition dirigée par les USA et l'OTAN. Autrement dit, elles sont largement responsables de la coordination des innombrables opérations terroristes de EIIS et du front al-Nosra menées contre des civils en sol syrien au nom de la coalition dirigée par les USA. Il va sans dire qu'elles sont appuyées par la campagne aérienne menée par les USA qui, en théorie, cible (au lieu de protéger) les terroristes.Responsabilité de protéger (R2P) les terroristes.

En réponse aux raids de bombardement de la Russie contre EIIS, Washington songe maintenant à annoncer officiellement (ce qu'il fait officieusement depuis les quatre dernières années) son intentiond'assurer la présence de soldats sur le terrain dans le cadre d'une opération militaire élargie. Si cette opération est menée sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, elle constituera évidemment une violation du droit international (Nuremberg).Selon ce que rapportait le Wall Street Journal mercredi, qui citait des responsables étasuniens, l'administration Obama songe à déployer un petit contingent de forces terrestres en Syrie, qui serait intégré à des troupes kurdes ou à l'opposition modérée.

Les militaires étasuniens se proposent aussi de dépêcher un groupe de conseillers spécialisés dans le combat aux lignes de front auprès de l'armée irakienne et, peut-être aussi, des rebelles syriens. Le journal qualifie toutefois cette proposition de scénario moins probable.

En outre, le même article nous apprend que la Maison-Blanche examine la possibilité de déployer un petit escadron d'hélicoptères d'attaque Apache en Irak pour intensifier la lutte contre État islamique. Selon le quotidien, cette mesure entraînera le déploiement de plusieurs centaines de militaires étasuniens en Irak. Washington dirige une coalition qui effectue des frappes aériennes sur les positions de EIIS en Syrie et en Irak depuis 2014. Mardi dernier, le secrétaire à la Défense des USA Ashton Carter a déclaré que le Pentagone n'avait pas écarté la possibilité de mener des attaques terrestres contre les terroristes de EIIS. (Sputnik, 28 octobre 2015)Une zone d'exclusion aérienne.

Un autre développement important est la déclaration du secrétaire à la Défense Ashton Carter selon laquelle même si le Pentagone n'envisage pas d'établir une zone d'exclusion aérienne dans l'avenir immédiat, cette option n'est pas rejetée pour autant : Le président Barack Obama n'a pas « mis de côté » l'option d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie.Entre-temps, le Qatar a annoncé qu'il songeait à envoyer des troupes terrestres en Syrie. Cette déclaration de Doha a été de toute évidence formulée à Washington.

D'après le ministre qatari des Affaires étrangères Khalid al-Attiyah, le Qatar pourrait intervenir militairement en réponse à l'intervention de la Russie en faveur du gouvernement de Bachar al-Assad. (CNN Arabic, 21 octobre) : Nous n'épargnerons aucun effort, quel qu'il soit, avec nos frères saoudiens et turcs pour mettre en œuvre tout ce qui protège le peuple syrien et la Syrie d'une partition. Qatar agit comme mandataire des USA depuis les tout débuts. De concert avec l'Arabie saoudite, il contribue au recrutement, à la formation et au financement des terroristes affiliés à Al-Qaïda, y compris ceux de EIIS et du front al-Nosra. Nous sommes rendus à la croisée des chemins.

La diplomatie internationale s'est effondrée. Les responsables de la politique étrangère aux USA sont ignorants et corrompus, et ne se rendent pas compte des conséquences de leurs gestes. Les raids aériens dirigés par les USA sont menés simultanément avec ceux de la Russie. Aux Nations Unies, c'est l'impasse. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon (nommé par Washington) appuie la guerre menée par les USA en se cachant derrière la bannière humanitaire. Les différentes actions et menaces de la coalition dirigée par les USA, sans oublier les rumeurs à propos d'une Troisième Guerre mondiale qui circulent dans les corridors du Congrès des USA,laissent présager une escalade militaire, qui pourrait déboucher sur une confrontation militaire directe entre la coalition dirigée par les USA et la Fédération de Russie. Michel Chossudovsky sahartv.ir 03.11

3.2- **"**Bachar El-Assad n**'**a aucun rôle à jouer dans l**'**avenir de la Syrie**"** (entretien avec le ministre des Affaires étrangères saoudien) - euronews.com

Alors que les pourparlers internationaux sur la Syrie ont tourné court ce vendredi à Vienne notre correspondante Daleen Hassan s'est entretenue avec le ministre des Affaires étrangères saoudien. Adel Al Jubeir livre son sentiment sur les négociations.

“Nous avons soutenu que Bachar El-Assad n’a aucun rôle à jouer dans l’avenir de la Syrie et qu’il doit quitter à un moment ou à un autre ce processus. Nous avons toujours soutenu cela et notre position n’a pas changé. Nous avons également appelé au retrait des forces étrangères de Syrie. Nous pensons par exemple que les forces iraniennes sont des forces d’occupation. C’est inacceptable et ce ce que nous avons réitéré. Nous nous sommes également engagés pour que l’intégrité territoriale de la Syrie soit maintenue, pour que l’avenir de la Syrie soit démocratique et que les droits de tous ses citoyens et des minorités soient protégés.Nous sommes aussi tombés d’accord sur la nécessité de fournir un plus grand accès à l’aide humanitaire pour venir en aide au peuple syrien.

Les discussions ont aussi porté sur le sort des combattants étrangers en Syrie. Le ministre saoudien est catégorique.

“En ce qui concerne le départ des combattants étrangers de la Syrie, il y a eu un désaccord majeur sur ces questions. Un petit nombre de pays a insisté sur ce point, l’Iran et la Russie notamment. Mais la grande majorité des pays étaient pour une définition claire des modalités de départ de Bachar al-Assad des forces étrangères. Nous avons dit très clairement au groupe que nous étions prêts à soutenir l’opposition syrienne modérée à tous les niveaux possibles et que nous allions continuer à le faire. Nous avons également dit très clairement que nous souhaitions une solution politique au plus vite, mais nous nous sommes engagés à soutenir nos frères et soeurs syriens par tous les moyens dont ils ont besoin afin d’obtenir une victoire militaire.

A Vienne, le ministre saoudien en a aussi profité pour faire le point sur la situatiuon au Yémen où l’Arabie saoudite est engagée militairement face à la rébellion houthiste avec en toile de fond un conflit entre chiites et sunites

“Eh bien, nous avons dit concernant la guerre au Yémen qu’il y avait des indications qu’elle entrait dans une phase finale. Je ne peux pas vous dire combien de temps cela prendra mais les forces gouvernementales légitimes ont repris le contrôle d’une grande partie du territoire. Il reste encore des zones qui doivent être libérées, dont la capitale Sanaa, mais nous allons dans la bonne direction.

“Les Houthis et les Yéménites ont le droit de faire partie du processus politique au Yémen, nous avons dit cela dès le début. La seule chose qu’ils ne peuvent pas avoir c’est d’avoir une position privilégiée parce que cela les distinguerait des autres Yéménites et ce ne serait pas juste. Ils ne peuvent pas non plus avoir une milice extérieure aux institutions de l’Etat .” euronews.com 30.10

4- Yémen

4.1- Israël frappe le Yémen... - sahartv.ir

Les navires et les bateaux de guerre israéliens tiennent une large présence en mer Rouge et participent activement aux côtés des navires de guerre saoudiens dans des frappes contre les villes et les ports yéménites.

Les navires sionistes sont présents au large de l'Arabie saoudite et de l'Erythrée. ce sont ces mêmes bateaux de guerre qui attaquent les côtés de al Mokha dans la province de al Hadida au Yémen. les agresseurs cherchent à prendre le contrôle du détroit de Bab el Mandeb et les côtés yéménites qui les juxtaposent.l'agence de presse UNEWS citant des sources militaires yéménites affirme, dixit : " Israël participe aux opérations aériennes de largage des munitions et des armes aux terroristes takfiris positionnés dans la province de Taëz dans l'unique objectif de les secourir face aux assauts successifs des terroristes qaidistes et des miliciens pro Riyad".

Cette source yéménite a affirmé que l'armée et les forces populaires étaient parfaitement au courant des agissements des israéliens à la fois à Maarib et dans le détroit de Bab el Mandeb et à Taëz et que ces agissements seront ripostés sur le sol saoudien, au coeur des provinces saoudiennes. sahartv.ir 02.11

4.2- Yémen : Ansarallah arrête deux espions américains - sahartv.ir

Les services de sécurité yéménites, gérés par le Mouvement Ansarallah ont interpellé deux espions américains qui espionnaient sous couverture de la représentant des Nations Unies au Yémen.

L’un de ces espions américains était un officier des services de renseignement et l’autre un soldat de la Marine US.

L’agence de sécurité nationale du Yémen surveillait, depuis quelques mois, les activités de ces deux agents de sécurité américains, qui étaient présents au Yémen, sous couverture de la représentation de l’Onu. Ils se rendaient au siège provisoire de la représentation des Nations Unies à l’hôtel Sheraton à Sanaa. Cet hôtel était déjà le siège de la représentation des Etats-Unis et lorsque les Américains ont quitté Sanaa, au début 2015, Washington a remis son siège à l’Onu pour qu’elle s’installe pendant qu’ils sont absents. Les Américains doivent regagner leur siège dans la capitale yéménite, après la fin de la guerre. Apparemment, l’Onu ne paie pas Washington pour son installation dans cet hôtel mais peut-être les Américains en recevraient quelque chose de pas matériel.

La représentation des Nations Unies au Yémen est composée des dizaines de personnes dont un nombre sont Yéménites et plusieurs autres sont de nationalité arabe et non-arabe. Elles sont en circulation par des avions spéciaux de l'Onu entre Sanaa et Djibouti, car Djibouti est la première porte du Yémen vers le monde. sahartv.ir 02.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Police scientifique: des centaines d'agents manifestent pour réclamer un statut - AFP

"Les experts en colère !": des centaines d'agents de la police scientifique ont manifesté mardi en France pour revendiquer "un statut spécial adapté aux contraintes" de leur métier, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Plusieurs syndicats de police (SNPPS-Unsa, Snapatsi-CFE-CGC et Snipat-FO) appelaient à la grève mardi, estimant que les 2.250 agents de la police technique et scientifique "subissent depuis de nombreuses années des contraintes similaires à celles des policiers actifs sans en avoir le statut".

Au total, les cortèges ont rassemblé 1.300 manifestants selon l'intersyndicale et "80% des agents" s'étaient déclarés grévistes lundi soir, selon Nathalie Makarsky, du Snapatsi.

A Paris, 300 agents se sont réunis devant la préfecture de police avant de manifester jusqu'à l'Assemblée nationale, où une délégation devait être reçue. Certains portaient autour du cou un ruban de plastique jaune et noir habituellement utilisé pour délimiter des scènes de crimes.

A Lyon, siège de la sous-direction de la police technique et scientifique (Ecully), environ 300 personnes se sont bruyamment rassemblées devant l'hôtel de ville.

Les manifestants, dont certains avaient revêtu les gilets ou blouses de la police scientifique, avaient installé un simulacre de scène de crime. Sur les pancartes, on pouvait lire: "admiré à la télé, méprisé par l?État", "experts méprisés, PTS en danger, "moins d'éprouvettes, plus de pépettes".

"La police technique et scientifique est de plus en plus sollicitée au quotidien. On fait des milliers et des milliers de prélèvements annuels. On nous envoie de plus en plus sur le terrain. On nous dote d'un gilet pare-balles mais en contrepartie, on n'obtient rien", a expliqué Christophe Abraham, secrétaire national SNPPS-Unsa. "On est policiers sans avoir le statut, sans en avoir la reconnaissance", a-t-il ajouté.

A Lille, ils étaient une centaine à estimer qu'il était "dur, dur d'être des sous poulets". "C'est vraiment une très belle mobilisation, on a de nombreux services complètement fermés", s'est félicité Jérôme Deruelle, secrétaire régional du Snipat-FO.

"On veut un nouveau statut qui prenne en compte nos contraintes et nous permette d'avoir les mêmes avantages que n'importe quel flic", a affirmé M. Deruelle. "Aujourd'hui on part seul sur le terrain, on se retrouve seul sur des scènes de crime sans aucune protection et on n'a aucun avantage au niveau de la retraite et des salaires plus faibles", a-t-il fait valoir.

Le coût de cette avancée statutaire serait de 20 à 25 millions d'euros par an pour l'Intérieur, selon Philippe Capon, secrétaire général de l'Unsa-Fasmi, présent à Lyon.

Selon l'intersyndicale à Paris, les cortèges ont rassemblé 200 personnes à Marseille, 150 à Toulouse, 120 à Lille, 70 à Toulouse ou encore 50 à Bordeaux.

A Rennes, ils étaient environ 70 devant la préfecture, devant des banderoles "La PTS en a marre des promesses" et "Police scientifique en grève".

"Aujourd'hui il y a plus de moyens pour élucider les affaires, mais aussi plus d'affaires à élucider", a expliqué à l'AFP Bernadette Lemonnier du Snipat-FO.

"Nous n'avons pas le statut judiciaire donc nous devrions toujours avoir un officier de police judiciaire avec nous" lors des prélèvements, mais ils ne se déplacent que pour les grosses affaires, au risque de mettre en doute la légalité des

prélèvements effectués en leur absence, s'est alarmé Christophe Cosmao, du Snapatsi.

Dans la grande région Est (Lorraine, Alsace, Champagne-Ardenne et Bourgogne), 95 agents s'étaient déclarés grévistes lundi soir sur les 140 en fonction. En Lorraine, environ 70% étaient grévistes mardi.

Haut de page

Le 6 novembre 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'actualiser les infos en bref, ce sera pour demain ou d'ici lundi.

Les militants du CCI-POI qui reçoivent des documents de leur direction ou de la tendance de Gluckstein pratiquent la rétention d'informations en ne les diffusant pas publiquement, il faut donc en déduire que ce parti fonctionne comme une entreprise privée qui serait la propriété de ses dirigeants, en pire puisque s'étant livré à une escroquerie (à la Sécu) pendant des décennies à l'insu de ses militants qui s'en accommoderont pour la plupart pour avoir été formatés en conséquence. Ceux qui y restent auront tout accepté, couvert, justifié de la part de leurs dirigeants corrompus, dès lors on comprend pourquoi ils ne tiennent pas à ce que des militants extérieurs à leur boutique se livrent à une analyse critique de son fonctionnement et de sa politique qui les mettrait en porte-à-faux et les placerait face à leurs contradictions avec lesquelles ils s'arrangent habituellement.

Il ne leur viendra pas à l'idée de chercher à comprendre pourquoi leurs dirigeants étaient devenus des escrocs pour entretenir un appareil à l'effectif pléthorique sans rapport avec le nombre de militants de leur parti. Ce fut une façon comme une autre de palier leur incapacité à construire le parti sans en subir personnellement les conséquences, et après ils oseront dire qu'ils n'auraient pas d'autres intérêts que ceux des travailleurs. Partant de là, ils ne se demanderont pas s'ils avaient eu un jour véritablement l'intention de construire le parti dans un autre but.

Il ne leur viendra pas non plus à l'idée de chercher à comprendre pourquoi leurs dirigeants sont incapables de supporter loyalement la moindre critique de leurs analyses ou la libre confrontation des idées sans se livrer en permanence à de basses manoeuvres de type bureaucratiques pour faire taire leurs opposants ou les empêcher de s'exprimer et de s'organiser dans leur parti.

Il ne leur viendra évidemment pas à l'esprit de faire le lien entre d'une part les méthodes bureaucratiques auxquelles ont recouru leurs dirigeants et leur malhonnêté ou leurs escroqueries, avec d'autre part leurs théories et analyses foireuses qui ont donné naissance à un parti caméléon hier au service du PS, aujourd'hui des appareils vendus des syndicats qui soutiennent le régime en place.

Quand on a acquis des idées ou qu'on s'est forgé des convictions, qu'on revendique une morale au-dessus de tout soupçon, soit on ne craint pas de les exposer à la critique ou d'en faire la démonstration parce qu'on est en mesure de les étayer ou de les défendre loyalement, de s'en montrer digne, on sera animé par la volonté de les partager avec le plus grand nombre et pour se faire inspirer confiance en ayant un comportement exemplaire en toutes circonstances, soit ce n'est pas le cas parce qu'on poursuit des objectifs inavouables que l'on sait condamnables, méprisables, on fera alors en sorte que les militants s'en tiennent aux apparences en flattant et entretenant leurs faiblesses (politiques, psychologiques, humaines) à leur insu, en évitant qu'ils progressent ou acquièrent un mode de pensée indépendant ou libre qui serait fatale à leur petite entreprise.

Chez toute personne adoptant un comportement délictueux dans la société, on en recherchera systématiquement la base ou l'origine sociale pour comprendre comment elle a pu en arriver là, c'est la moindre des choses pour ne pas verser dans l'idéologie qui permet à chacun de l'interpréter à sa convenance pour des raisons diverses ou s'épargner soi-même, afin d'être en règle avec saconscience et donner une fausse idée de soi-même à l'extérieur. Cela nous ramène logiquement au plan politique dont nous ne nous sommes jamais écarté.

Le POI au chevet des institutions de la Ve République.

Nous sommes le 6 novembre 2015, les élections présidentielles auront lieu en principe début mai 2017, soit dans 18 mois, et son enjeu ne présente aucun intérêt politique puisque les travailleurs n'ont absolument rien à en attendre. Et bien ce n'est pas l'avis du POI qui lui aussi est déjà dans la course.

Marc Gauquelin dit Lacaze pour les intimes du CCI-POI (Informations ouvrières n°376): "*A l'approche de l'élection présidentielle de 2017, un sérieux doute s'installe chez les défenseurs les plus conséquents de l'ordre politique et institutionnel.*"... après lequel il court ! Voilà à quoi en est réduite l'avant-garde révolutionnaire, les trotskystes de nos jours ! Le reste sera à l'avenant... en pire.

Et Gauquelin embrayait, "*Hollande et sa majorité*", Hollande qui flirte avec les records d'impopularité sous la Ve République et "*sa majorité*" qui en réalité n'avait pas réuni plus de 25% des voix des électeurs inscrits en juin 2012 et qui depuis est ultra minoritaire dans le pays, mais il est toujours bon de ne pas le relever pour faire croire le contraire et leur permettre d'appliquer leur politique, "*Hollande et sa majorité*" figureraient encore "*la gauche*", sans guillemets dans le texte, au point où il en est autant se lâcher, surtout que plus loin on apprend que la politique du gouvernement n'aurait pas pour objectif d'instaurer une véritable dictature ou ne préparerait pas les conditions qui fraieraient la voie au fascisme pour permettre à la classe dominante de parvenir à ses fins, non, elle aurait pour seule objectif "*la destruction du socle des conquêtes sociales et démocratiques arrachées par la classe ouvrière de ce pays à la Libération*", en échange du désarmement du peuple et la liquidation du mouvement révolutionnaire qui se cherchait, ce qui préfigurait un tout autre objectif politique qu'il est préférable de passer sous silence, "*destruction du socle des conquêtes sociales et démocratiques*" dont les dirigeants syndicaux sont directement les complices vous direz-vous, et bien non, pas du tout. Gauquelin va s'employer à les ménager.

C'est ainsi qu'on apprend que si "*les syndicats*" se sont laissé "*entraîner*" par Hollande et son gouvernement dans "*des « négociations »*", c'était non sans "*difficultés*", autrement dit contre leur volonté, ils ne voulaient pas y aller et ils ont essayé de résister de toutes leurs forces, mais finalement ces bougres ont dû céder, contre leur gré cela va s'en dire, attendez ce n'est pas fini, parce qu'on leur a présentées "*frauduleusement comme des négociations classiques*" et non parce que la base de certains syndicats s'y serait farouchement opposé, car voyez-vous, les dirigeants syndicaux ne savaient pas ce qui les attendait les malheureux, pour un peu on devrait les plaindre, non ? Non !

L'éditorialiste d'Informations ouvrières de cette semaine, Claude Brochard, si je ne me trompe pas un stalinien défroqué qui a oublié de remonter son pantalon, va encore plus loin en prenant directement la défense de l'Etat bourgeois ou des institutions de la Ve République en exprimant un regret que les militants du POI auront sans doute à coeur de partager (sic!) :

- "*Notre pays rompt avec les buts portées par la Révolution : les conséquences en sont l'abstention électorale et, moins visible, la non-inscription sur les listes.*"

Mon dieu, mon dieu, quel triste malheur accable l'Etat ! Gageons là encore que les militants du POI et particulièrement ceux du CCI-POI partagent "*les buts portées par la Révolution*", autrement dit ceux de la classe des capitalistes puisqu'ils ne pouvaient coïncider avec ceux du peuple qu'ils allaient exploiter dans les pires conditions et opprimer férocement avant de les envoyer à la boucherie à trois reprises (1871, 1914, 1939).

Il se lamente et fustige "*l'abstention électorale*" et "*la non-inscription*" sur les listes électorales qui témoignent de la méfiance ou du rejet des institutions de la Ve République par les travailleurs, qui rompent ainsi avec "*les buts portées par la Révolution*" qui n'auraient pas pu être atteint sans le soutien que le prolétariat apporta à la bourgeoisie contre la monarchie, rappelons que ces buts coïncidaient avec la prise du pouvoir par la bourgeoisie, donc finalement ce qui le chagrine, c'est l'ingratitude des masses envers leurs maîtres, les capitalistes, les exploiteurs et leur Etat, leurs institutions, celle de la Ve République.
Quel réactionnaire !

Comment vous en doutez ? N'essayerions-nous pas de vous embobiner ? Ne serions-nous pas en train de nous livrer à un inqualifiable procès d'intention envers le POI ? Patience, les militants du POI vont boire la ciguë de la trahison ou de l'imposture jusqu'à la lie ou jusqu'à ce que mort politique s'en suive.

- "*Quelle sera la capacité des institutions de la Ve République de garantir l'ordre sur les décombres des partis qui s'en sont fait les instruments depuis plus de cinquante ans – et qui imploseront en partie sous la pression de l'abstention et des décisions de report de voix à la veille du deuxième tour ?*"

Quelle noble préoccupation, les institutions de la Ve République vont-elles tenir le coup ? Tiens donc, et dire qu'on croyait jusqu'à présent qu'elles étaient de nature bonapartiste et qu'elles étaient profondément antidémocratiques au point que tous les dictateurs de la planète l'enviaient à la France, autrement dit qu'elles étaient compatibles avec une dictature ouverte ou le fascisme, qui entre nous n'a pas besoin du FN ou de l'extrême droite pour se mettre tranquillement en place, le PS en fait la démonstration depuis 2012.

Parbleu, c'est très clair, vous aurez capté le message, n'est-ce pas ? Non, alors c'est que vous êtes incurables ou des crétins finis, à moins que vous aussi vous en soyez arrivés à espérer que "*la nation attend qu'on cesse de la berner*", parce que Hollande et son gouvernement pourraient gouverner pour une autre classe que celle des capitalistes s'ils le voulaient, si, si, vous avez le droit d'y croire, mais manque de bol ils ne veulent pas, c'est con !

Voilà à quoi se résume la politique du POI, vous savez maintenant à quoi rime le mot d'ordre d'unité pour faire reculer Hollande et le gouvernement, à quoi doit servir l'association des "*Amis d'Informations ouvrières*", servir les "*buts*" de la "*Révolution*" bourgeoise qui a mis en selle le capitalisme ou se mettre au service du régime. Vous avouerez que dans de pareilles circonstances les institutions de la Ve République ne s'attendaient pas à avoir de tels "*amis*".

Vous avez là l'exacte négation de l'orientation politique que j'ai définie dans une précédente causerie axée contre la Constitution et

les institutions de la Ve République. Un hasard ? Pas vraiment, elle est fidèle à la nature ou à l'origine du lambertisme qui n'a jamais été trotskyste ou socialiste.

Au fait, il n'y a que la classe ouvrière qui sera à même de renverser les institutions de la Ve République pour fonder sur ces cendres une République sociale.

Haut de page

Le 7 novembre 2015

CAUSERIE

On a laissé de côte deux infos, l'une concernant l'annonce de la refonte du Code du travail par Valls qui ne verra pas le jour immédiatement si on a bien compris, on en connaît l'orientation ultra réactionnaire, l'autre sur la situation en Roumanie en attendant de plus amples informations.

ACTUALITÉ DU JOUR

France. Elections régionales : Boycott !

- Faible participation attendue aux régionales, la droite en tête - Reuters

La participation pour les régionales des 6 et 13 décembre serait de 40% et les listes de la droite et du centre arriveraient nettement en tête au premier tour (32%), devant celles du FN (26%) et du PS (20%), selon un sondage Ipsos diffusé vendredi.

Le taux de participation serait en recul de 6,3% par rapport au précédent scrutin de 2010.

Les listes du Front de gauche ou d'Europe-Ecologie-Les-Verts (EELV) obtiendraient 12% des suffrages. Reuters 06.11

Dans la région Nord-Pas-de-Calais/Picardie la liste "le Rassemblement" regroupe EELV, le Parti de gauche, Nouvelle Donne et la Nouvelle gauche socialiste, deux satellites du PS. Le PCF a présenté sa propre liste.

La liste"le Rassemblement" est conduite par l'écologiste Sandrine Rousseau.

"Avec "le Rassemblement", nous voulons renouveler la politique", a aussi affirmé la chef de file écologiste.

"On peut faire une nouvelle politique, quelque chose qui n'a encore jamais existé mais pour cela il faut s'appuyer sur du courage politique", a-t-elle dit. (Source : AFP 05.11)

Et comment s'illustrera concrètement ce "courage politique" qui devrait "favoriser un renouveau démocratique" ? On vous le donne en mille : en appelant à voter PS au second tour selon Sandrine Rousseau !

AFP - Mme Rousseau, interrogée par ailleurs sur un rapprochement avec le PS au second tour, a répondu: "en fonction de la volonté des électeurs, on débattra entre les deux tours, c'est normal". AFP 05.11

Ils n'ont même pas le courage d'assumer leur capitulation annoncée devant le PS, on ne pourra pas leur reprocher d'avoir appelé à voter PS, puisque c'était les électeurs qui étaient demandeurs, quelle pourriture !

Guerre idéologique. Parole à l'extrême droite néolibérale de gauche.

- Philippe Val dénonce un racisme de gauche - LePoint.fr

Pendant dix-sept ans, Philippe Val a dirigé Charlie Hebdo. C'est sous sa direction que fut publié notamment le numéro sur les caricatures de Mahomet.

Il dénonce un climat malsain dans le pays dont seraient responsables "ceux qui masquent leur crainte en condamnant Charlie" ou encore "La gauche antisioniste, anticapitaliste" qu'il appelle le « rouge-brunisme ». Source : LePoint.fr 04.11

Ceux que le titre que nous avons trouvé étonnera ou dérangera, devraient plutôt se demander comment on a pu en arriver à la situation où les pires ordures de ce type (BHL, Kouchner, Valls et Cie.) peuvent se revendiquer de gauche. Une piste pour les aider. Hitler et les nazis se disaient (national-) socialistes, peut-être parce que les sociaux-démocrates et les staliniens ne l'étaient pas vraiment...

On a entretenu pendant la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours l'imposture consistant à caractériser de gauche des partis qui ne l'étaient pas, il ne faut donc pas s'étonner si cela a donné naissance aux pires amalgames qui soient. Tout se paie un jour ou l'autre.

France. Etat policier, guerrier, impérialiste.

- « Manuel Valls n'est jamais sorti de son rôle de premier flic de France » - Public Sénat

- La France va déployer son porte-avions Charles de Gaulle pour participer aux opérations contre l'EI - AFP

- Des tests salivaires anti-cannabis dans les lycées: la mesure stupéfiante de Pécresse - Le Huffington Post

"Les résultats ne seront communiqués qu'au lycéen et à ses parents s'il est mineur", a ajouté Mme Pécresse. "Le proviseur aura l'information sur la classe. S'il s'apercoit qu'il y a une trop grosse consommation de drogue dans la classe, il peut déclencher le plan anti-dealer avec vidéo-protection, intervention éventuelle de la police nationale à l'entrée du lycée pour fouiller les cartables et empêcher les dealers de pénétrer dans le lycée".

"L'idée, c'est d'avoir une bulle de sécurité autour du lycée", a-t-elle encore ajouté. Le Huffington Post 05.11

- Pécresse veut interdire de métro les "délinquants multirécidivistes" dans les transports - AFP

"L'idée serait de modifier la loi pour que le juge puisse prononcer une peine complémentaire pour les délinquants multirécidivistes, par exemple les pickpockets dans le métro, pour qu'on puisse les interdire de revenir dans le métro, un peu comme les interdictions de stade pour les hooligans", a précisé Mme Pécresse qui présentait son programme devant la presse.

"Les services de sécurité arrivent à reconnaître les pickpockets quand ils sont sur les voies. Simplement, on les reconnaît mais on ne peut rien faire", a-t-elle ajouté, précisant que "un pickpocket dans le métro, c'est 1.000 actes par an". AFP 05.11

- Paris : Île-de-France : La SNCF veut un mois de novembre « zéro fraude » - 20minutes.fr

Transport - 300 contrôleurs et 100 agents de la police ferroviaire sont mobilisés ce jeudi sur des opérations de contrôles des titres de transport.

- Légitime défense: Bernard Cazeneuve prêt à protéger davantage policiers et gendarmes - 20minutes.fr

La France en état de guerre. Autant que cela rapporte au complexe militaro-industriel-financier américain.

- Le Pentagone approuve la vente de 200 missiles Hellfire à la France - sahartv.ir Le Département américain à la Défense a approuvé la vente de jusqu'à 200 missiles Hellfire air-sol (AGA) à la France, a déclaré mercredi l'Agence de coopération de sécurité américaine à la Défense (DSCA), dans un communiqué.

Le gouvernement français a demandé d'acheter deux cents missiles AGA-114K1A Hellfire. La vente contribuerait à la politique étrangère et la sécurité nationale des États-Unis en améliorant la capacité d'un allié de l'OTAN, a noté la DSCA. «Il est important pour la sécurité nationale des États-Unis d'aider la France à développer ses capacités défensives.

Les nouveaux missiles, a également dit la DSCA, vont répondre aux besoins opérationnels de la France pour en équiper ses hélicoptères Tigre Attaque.

L'achat soutiendra directement les forces françaises engagées activement dans les opérations au Mali et en Afrique du Nord. sahartv.ir 05.11

Khomri la potiche... du Medef

- La ministre du travail ne sait pas combien de fois un CDD est renouvelable - latribune.fr

Le piège était subtil, mais la ministre du Travail est tombée dedans. Dans une interview sur RMC avec Jean-Jacques Bourdin, Myriam El Khomri n'a pas su répondre avec exactitude au nombre de renouvellements de CDD en vigueur en France.

"On peut le renouveler combien de fois le CDD", a demandé le journaliste. "Trois fois", a répondu celle qui a repris le portefeuille du Travail en août dernier, succédant à François Rebsamen.

A ces mots, Jean-Jacques Bourdin s'étonne et enfonce le clou. Dans la voix de la ministre, c'est la confusion et le cafouillage entre CDD et CDI... Mais, sur un ton professoral et sévère, le journaliste la corrige et lui rappelant que le CDD est désormais renouvelable deux fois depuis août "par votre gouvernement", ajoute-t-il non sans hausser la voix. Ce à quoi la ministre répond pénaude "c'est possible". latribune.fr 05.11

- Gattaz : "la réforme du code du travail va dans le bon sens" - latribune.fr

Le patron du Medef a salué ce jeudi à Lyon les premières annonces de la réforme du code du travail annoncé ce mercredi, tout en estimant qu'il persistait "certaines zones d'ombre".

En marge du forum de l'industrie du futur, ce jeudi à Lyon, Pierre Gattaz est revenu sur la réforme du code du travail annoncé ce mercredi par le gouvernement. Le patron du Medef estime que cette « réforme va dans le bon sens, constituant ainsi une première étape ». Mais le représentant des patrons a estimé qu'il « fallait désormais travailler » sur cette initiative car elle portait « des zones d'ombre. ».

Parmi elles, Pierre Gattaz a énuméré les demandes classiques du syndicat : la réforme du contrat de travail et celle de la durée du temps de travail hebdomadaire. Une ligne rouge infranchissable pour le gouvernement, si l'on en croit les déclarations du Premier ministre : il n'est pas question de sacrifier "des principes fondamentaux qui font notre droit du travail, comme le SMIC et le contrat de travail", a-t-il déclaré.

Le représentant des patrons a rappelé sa volonté de favoriser les accords d'entreprises : « il y a désormais un consensus pour que les accords d'entreprises soient prépondérants », a-t-il estimé. Manuel Valls a justement répété, ce mercredi, qu'il comptait bien "donner plus de place aux accords d'entreprise", et également renforcer le rôle des branches professionnelles. Sur ce dernier point, le dirigeant du Medef souhaite, quant à lui, réfléchir à une réduction du nombre des branches professionnelles.

Si Pierre Gattaz a "salué" les premiers éléments de la réforme, cela ne l'a pas empêché, évidemment, de critiquer la politique gouvernementale. latribune.fr 05.11

La précarité partagée.

- Les diplômés et les quinqua de plus en plus exposés à la pauvreté - lefigaro.fr

Alors que vient de débuter la trêve hivernale, le Secours catholique-Caritas France tire la sonnette d'alarme dans son rapport annuel publié ce jeudi.

Les plus de 50 ans sont de plus en plus nombreux à pousser la porte de l'association. «Cela s'explique en partie parce que les perspectives de retour à l'emploi se réduisent après 50 ans, alors même que l'âge d'accès à la retraite recule», note les auteurs du rapport. La précarité touche aussi les 18-25 ans qui vivent plus souvent avec leurs parents qu'avant: 68% d'entre eux vivaient en famille en 2010. Ils sont désormais 71%.

Les personnes seules sont les plus touchées par la pauvreté au Secours catholique. 14% des Français vivent en dessous du seuil de pauvreté lefigaro.fr 05.11

- Les fonctionnaires vont perdre des jours de congé dans les Alpes-Maritimes - Francetv info

Le marché de la foire aux esclaves.

- 26 millions de travailleurs en France, qui sont-ils ? - Francetv info

L'Insee a pris une photo du marché du travail en France. Premier constat : notre pays est un pays de salariés. 88,5% de salariés contre 11,5% de personnes qui travaillent à leur compte. Dans cette France de salariés, la plupart des contrats s'écrivent

en trois lettres : CDI. Plus de 86% des salariés bénéficient d'un contrat à durée indéterminée, soit un peu moins de 20 millions de Français.

Les autres sont en apprentissage (1,6%), en intérim (2,4%) et surtout en CDD (9,7%). Le CDI reste la norme, sauf pour les plus jeunes. 46% des moins de 25 ans en ont signé un, deux fois moins que la moyenne des Français. Des Français qui travaillent bien plus que 35 heures par semaine. Quand ils sont à temps complet, en moyenne c'est 41 heures de travail hebdomadaire selon l'Insee. Cette dernière tire d'ailleurs le portrait d'une France qui travaille majoritairement dans un secteur : celui des services. Commerce, transport, administration, finances, les entreprises du tertiaire représentent 77% des emplois, contre seulement 13% pour l'industrie, à peine plus de 6% pour la construction et moins de 3% pour l'agriculture. Francetv info 05.11

France. Charrettes et suppressions d'emplois en perspectives

- Les travaux publics vivent leur "pire année en 30 ans" - AFP

Le secteur des travaux publics connaît sa "pire année depuis 30 ans" et s'attend à perdre 15.000 emplois en 2015, pris en tenaille entre la baisse des dotations aux collectivités locales et les retards accumulés sur le démarrage de grands projets.

Depuis 2008, l'activité des TP s'est réduite d'un quart, causant la perte de 33.000 emplois, a regretté jeudi la Fédération nationale des travaux publics (FNTP). Celle-ci a confirmé s'attendre à une chute de l'activité de 8% en 2015, après -7% l'année précédente.

Septembre a été le 17e mois consécutif de baisse d'activité pour les entreprises du secteur, dépendantes à 70% d'une commande publique qui se réduit comme peau de chagrin.

"C'est la pire année depuis 30 ans, et il y a eu une accélération extrêmement forte des pertes d'emplois en 2015", s'est alarmé Bruno Cavagné, le président de la FNTP, auprès de l'AFP.

Sur les douze mois écoulés à fin juillet, 269 défaillances d'entreprises ont été constatées, soit 66% de plus qu'à la même période, un an plus tôt. Le secteur comptait 7.600 entreprises à fin septembre. AFP 05.11

- Société Générale va fermer 20% de ses agences en France d'ici cinq ans - AFP

Cela représente 400 agences.

Sur la route du nouvel ordre mondial, demandez le mode d'emploi.

- TPP: le texte du plus grand accord de libre-échange rendu public - AFP

Le texte de l'accord de partenariat transpacifique (TPP) conclu début octobre a été rendu public jeudi, exposant pour la première fois les détails du plus grand projet de zone de libre-échange du monde, au moment où Europe et Etats-Unis négocient le leur.

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Nouvelle-Zélande, pays signataire, a mis en ligne le volumineux document sur son site internet en précisant qu'il "continuerait de subir des révisions juridiques".

Le TPP réunit l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam. Ces 12 pays représentent 40% de l'économie mondiale mais le TPP ne comprend pas la Chine, tenue à l'écart des négociations.

L'accord, conclu après cinq ans de laborieuses discussions, doit encore être signé et ratifié par les 12 pays et cela pourrait s'avérer difficile pour certains d'entre eux.

Nombre de détails sont restés secrets pendant la durée des négociations, suscitant des accusations de faveurs accordées aux entreprises multinationales face aux intérêts des consommateurs. Une fois rendus publics, ils pourraient provoquer un mouvement de protestation.

Il prévoit une ouverture substantielle des marchés des produits agricoles pour le Canada, les Etats-Unis et le Japon, que cela soit pour le sucre, le riz, le fromage ou le boeuf.

Les Etats-Unis et l'Union européenne espèrent de leur côté conclure l'accord de libre-échange TTIP en 2016.

Un des points les plus controversés de l'accord TTIP concerne un mécanisme d'arbitrage voulu par Washington et qui permettrait

aux multinationales d'attaquer en justice les Etats si elles jugent leurs intérêts menacés par des mesures de politique publique.

Surenchère dans l'ignominie ou quand Charlie demeure le porte-parole de la propagande de l'OTAN

- Crash en Egypte : Moscou scandalisé par deux caricatures parues dans "Charlie Hebdo" - Francetv info

"Dans notre pays, ça s'appelle du blasphème, au sens large du mot, cela n'a rien à voir, ni avec la démocratie ni avec la liberté d'expression." Face à la presse, vendredi 6 novembre, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, n'a pas mâché ses mots. Dans le viseur de Moscou : deux dessins publiés par Charlie Hebdo sur le crash de l'Airbus russe dans le Sinaï égyptien, qui a fait 224 morts samedi.

Les deux caricatures, dont l'une montre un islamiste se protégeant de débris d'avion qui pleuvent autour de lui avec pour légende "Daech : l'aviation russe intensifie ses bombardements", ont été abondamment relayées sur Twitter par des internautes russes.

"Y a-t-il des limites à la russophobie dans les médias occidentaux ?" s'est interrogé pour sa part le député Alexeï Pouchkov, président de la commission pour les Affaires étrangères à la Douma, la chambre basse du Parlement russe. "Alors que le monde entier compatit avec la Russie, Charlie Hebdo proclame le droit odieux au blasphème", a-t-il écrit sur Twitter (en russe).

Le sénateur Konstantin Kossatchev, à la tête de la commission des Affaires étrangères au Sénat, s'est de son côté insurgé de ce "mépris inacceptable pour les valeurs morales". Francetv info 06.11

Les coups tordus de l'Empire du chaos et de la guerre.

- Washington accuse Moscou d'aggraver "dangereusement" le conflit en Syrie - AFP

- Crash en Égypte : les boîtes noires ont parlé, la piste de l'attaque terroriste privilégiée - Francetv info

- Un ex-ministre de Vladimir Poutine retrouvé mort dans un hôtel à Washington - LeMonde.fr

M. Lesin avait été ministre de la communication entre 1999 et 2004, durant le premier mandat de M. Poutine à la présidence, et avait dirigé à l'époque une reprise en main par le Kremlin des médias russes.

Selon M. Wicker, sénateur républicain du Mississippi, Mikhail Lesin avait conseillé Vladimir Poutine dans la création de Russia Today (RT), un groupe de médias en langue anglaise soutenu par le gouvernement russe, chargé de concurrencer CNN et la BBC, avant de prendre la direction de la holding médias du géant pétrolier russe Gazprom. Il aurait acquis pour plusieurs millions de dollars des biens en Europe, ainsi que plusieurs résidences à Los Angeles pour plus de 28 millions de dollars. Ce drame survient dans un contexte de relations particulièrement tendues entre Moscou et Washington. LeMonde.fr 06.11

ACTUALITE EN TITRES

Social. Résistance passive.

- Les surveillants menacent de bloquer les prisons - Reuters

Quatre syndicats de surveillants appellent à un blocage des prisons et de l'appareil judiciaire le 16 novembre pour exiger le respect des promesses faites. Reuters 05.11

Eugénisme. Civilisation humaine menacée. Pédopsychiatre, un métier d'avenir...

- Télévision, tablette, smartphone.. : «Il faut associer l'usage des écrans chez les enfants à une durée» - 20minutes.fr

Selon une étude Ipsos menée en France, les 4-14 ans passent en moyenne 3 heures par jour devant les écrans. Au risque de casser le lien social familial. 20minutes.fr 05.11

Zombie, lobotomisé, anesthésié, dégénéré précoce, détraqué, psychopathe, dépressif, caractériel, schizophrène, paranoïaque...

Les gosses ne possèdent pas l'expérience et les repères nécessaires pour ne pas se laisser entraîner dans un monde virtuel qui véhicule l'idéologie de la classe dominante ou les pires travers qui vont profondément pénétrer leur cerveau, les formater psychologiquement, les conditionner socialement, le but est d'en faire des êtres fragiles, de bons petits soldats du nouvel ordre mondial néolibéral.

En complément.

Leur instrument favori.

- Facebook continue de surfer sur le mobile et atteint 1,55 milliard d'utilisateurs - AFP

- Facebook vaut plus de 300 milliards de dollars en Bourse - AFP

Un record pitoyable et sordide.

- Natalité : la France détient la première place européenne - Francetv info

La médiocratie va enfin avoir sa statue

- Une statue en l'honneur de "Gangnam Style" bientôt inaugurée à Séoul - Francetv info

Quand les marchés ne font pas dans le détail.

- Législatives en Turquie : le retour à la stabilité salué par les marchés - euronews.com

- Erdogan veut "liquider" les insurgés kurdes jusqu'au dernier - Reuters

- En Turquie, la police tire sur des manifestants étudiants - LeFigaro.fr

- Le PKK met fin à son cessez-le-feu unilatéral - Reuters

Des vies qui ne valent pas le prix d'un sac plastique.

- Pakistan: au moins 16 morts, une centaine de personnes piégées dans l'effondrement d'un usine - AFP

Au moins seize personnes ont été tuées et une centaine d'autres prises au piège lorsqu'une usine de sacs plastiques s'est effondrée mercredi près de Lahore. AFP 05.11

Le nouvel ordre mondial ou le règne de la terreur au quotidien.

- 50 attaques armées sur les campus américains depuis janvier 2015 - LeFigaro.fr

- Etats-Unis: un étudiant poignarde plusieurs personnes sur un campus avant d'être abattu - AFP

Un étudiant a poignardé mercredi plusieurs personnes sur le campus d'une université du centre de la Californie (ouest) avant d'être abattu par la police AFP 05.11

En complément.

- Liban: 5 morts dans un attentat suicide près de la frontière syrienne - AFP

- Maldives : le président Yameen décrète l'état d'urgence - euronews.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

- Portugal : feu vert pour un gouvernement de gauche - latribune.fr

Le parti communiste portugais a accepté l'idée d'une alliance avec le PS. Mardi, le gouvernement minoritaire de droite devrait tomber pour laisser place à une coalition du PS et de la gauche radicale.

Les jours du gouvernement du premier ministre portugais sortant Pedro Passos Coelho sont désormais comptés. Après le Bloc de Gauche mardi 3 novembre, c'est le Parti communiste portugais (PCP) qui a accepté de s'allier avec le Parti socialiste (PS) pour former un gouvernement de gauche. Le PCP a envoyé au PS un document intitulé « Position commune pour un gouvernement commun PS-PC. » Le contenu de ce projet n'est pas connu dans le détail, mais les Communistes affirme que ce texte « vise à la formation d'un gouvernement du PS, à la présentation de son programme, à son entrée en fonction et à l'adoption d'une politique qui assurera une solution durable. »

Le BE avait déjà dit « oui »

Le PCP est la principale formation de la Coalition démocratique unitaire (CDU) qui a obtenu 8,3 % des voix et 17 députés. L'autre formation de cette coalition, les Verts, avait déjà donné son accord à un gouvernement de gauche. Parallèlement, depuis mardi, le PS avait conclu avec succès ses négociations avec le Bloc de Gauche (BE) qui, lors des élections du 4 octobre, avait obtenu 10,2 % des voix et 19 sièges. Cet accord, plus formel, prévoyait, selon Catarina Martins, la porte-parole du BE, d'assurer « des réponses de gauche pour l'emploi, les salaires et les retraites. » « L'accord programmatique est prêt, je vais le présenter au PS », a indiqué Antonio Costa, leader du PS et, sans doute, futur premier ministre portugais.

Le président avait nommé un gouvernement minoritaire

La manœuvre du président de la république Anibal Cavaco Silva, est donc sur le point d'échouer. Voici deux semaines, il avait refusé d'entendre le leader du PS, Antonio Costa, qui, avec les dirigeants du PCP et du BE, lui avait assuré que la gauche était en mesure de constituer un gouvernement stable. Affirmant qu'il ne voulait pas nommer un gouvernement dépendant de forces « eurosceptiques », il avait nommé Pedro Passos Coelho à la tête du gouvernement. Ce gouvernement ne pouvait compter que sur une minorité de députés. Les deux partis de droite qui le soutiennent, son PSD et le CDS-PP, avaient obtenu 38,3 % des suffrages et 107 des 230 sièges de l'Assemblée de la République, le parlement portugais.

Le calcul du président

Mais la constitution portugaise permet le maintien de gouvernements minoritaires, car un gouvernement nommé par le président de la République ne peut être renversé que par une majorité absolue de députés. S'il n'existe pas de vraie coalition alternative, le gouvernement minoritaire peut donc tenir. Anibal Cavaco Silva a espéré que la droite du PS refuserait de mettre en danger « l'engagement européen » du pays en renversant le gouvernement Passos Coelho pour s'appuyer sur une coalition avec la gauche radicale. Mais il a sous-estimé le rejet de la politique d'austérité menée depuis 2011 par la droite portugaise. Jeudi 5 novembre, le premier ministre a sorti sa dernière carte en présentant un programme faisant place à plusieurs points du programme socialiste.

Le jeu stratégique d'Antonio Costa et du PS

Rien cependant n'y a fait. Le rejet de la politique d'austérité menée depuis 2011 par la droite portugaise a rendu la neutralité du PS impossible. Antonio Costa a poursuivi ses discussions avec la gauche radicale. Il a imposé à ses futurs alliés le respect du cadre budgétaire européen, pouvant ainsi rassurer les modérés de son propre camp. Et pour imposer ses conditions, il a menacé de ne pas voter contre le gouvernement mardi lors du vote de confiance faute d'accord avec le BE et le PCP. Ce dernier argument a sans doute été décisif pour les Communistes qui, ces derniers jours, faisaient traîner les discussions. Avec cette alliance, le PCP, traditionnellement opposé à l'euro et sur une ligne assez dure, opère un changement notable de stratégie.

Le gouvernement renversé mardi ?

Certes, il convient encore d'attendre le feu vert du PS aux propositions du PCP pour être assuré de la constitution d'une alliance de gauche au Portugal. Si le PS accepte cette alliance, le gouvernement de Pedro Passos Coelho ne devrait donc pas passer le vote de confiance. L'alliance de gauche dispose de 121 sièges sur 230. Renversé, le premier ministre devra démissionner et Anibal Cavaco Silva n'aura pas d'autres choix que de demander à Antonio Costa de former un gouvernement qui, lui, devrait disposer d'une majorité au Portugal.

Première épreuve : le budget

Cette alternance qui devrait surprendre la plupart des observateurs qui, le 4 octobre, avaient hâtivement conclu à la « victoire » de la droite, devra cependant être construite dans la durée. Il faudra aussi rapidement faire face à la Commission européenne. Bruxelles n'a pas reçu le budget portugais 2016 dans les temps prévus par le semestre européen. Une remontrance a été envoyée à Lisbonne et le nouveau gouvernement devra faire vite pour monter un budget différent de celui de Pedro Passos Coelho. Ce sera un premier défi, car Bruxelles réclame 600 millions d'euros d'économies et Bruxelles, soucieuse de montrer qu'elle n'est pas « laxiste » à un Wolfgang Schäuble qui voudrait bien lui ôter la surveillance budgétaire dans la future architecture de la zone euro, n'est pas prompte à faire des concessions ces temps-ci. latribune.fr 06.11

Ce sont les lambertistes du groupe CPS qui doivent être heureux, enfin un gouvernement PS-PC... sur la ligne de la troïka !

Le front unique PS-PC a toujours servi ou accompagné les pires défaites de la classe ouvrière ou dont les conséquences néfastes pour le mouvement ouvrier et le prolétariat se sont matérialisées plus tard, parfois beaucoup plus tard sans que jamais on en tire les enseignements.

En l'absence d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire pour lui donner un contenu et une orientation politique correcte, le front unique servira les intérêts des appareils contre-révolutionnaires des PS et PC, ce que les travailleurs ne pardonneront jamais à ceux qui le prônaient et qu'ils considèreront comme leurs complices. En faisant preuve d'un minimum d'honnêteté si c'est encore possible, les militants qui diffusaient sur les marchés le dimanche matin en 1981 en France, pourraient peut-être enfin reconnaître que de nombreux travailleurs leur en avaient fait la remarque, je m'en souviens encore.

Il se peut que ces travailleurs ne figuraient pas parmi les plus avancés, c'est possible, quant à ceux qui étaient prêts à voter PS ou PC, ils ne voyaient que leurs intérêts individuels à court terme et ils n'avaient pas à l'esprit un éventuel ou un hypothétique changement de régime qui ne verrait jamais le jour avec ces partis au pouvoir, bref, quel qu'ait été leur état d'esprit à l'époque, aucun ne se faisait des illusions sur ces partis au point de justifier cette orientation politique, contrairement à nos dirigeants qui pour justifier le front unique prêteront toutes sortes d'illusions aux travailleurs, 34 ans plus tard le résultat est à la hauteur de leur imposture et il est mérité. Au fait, porter le PS et le PCF au pouvoir, à qui, à quelle classe cela devait-il le plus profiter ? Un indice en guise de réponse : après quelques hésitations, la Bourse de Paris flambera...

Bien avant cette époque, disons depuis l'avènement de la Ve République en 1958, on était en présence de trois types de travailleurs, les plus arriérés qui étaient totalement sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante et qui étaient bêtement anticommunistes, ensuite venaient les plus opportunistes ayant acquis l'état d'esprit mesquin du petit-bourgeois au détour de l'amélioration de leur condition, qui ne pensaient qu'à tirer personnellement profit de la situation une fois ces partis parvenus au pouvoir, et enfin il y avait ceux qui avaient acquis une expérience plus ou moins longue de la lutte des classes et qui avaient épousé le réformisme à défaut d'être socialistes, pour lesquels il était naturel que le PS et plus particulièrement le PC incarnent leurs intérêts, et donc méritaient leur soutien quand ils n'y adhéraient pas.

Dans les trois cas de figures ils manifestaient leur profonde ignorance du fonctionnement de la société, des institutions et ses partis ainsi que du régime au point que le socialisme leur était étranger, alors cela n'allait certainement pas être le front unique qui devait les orienter dans la bonne direction, puisqu'ils lui donneraient un contenu frelaté sur lequel justement s'appuieraient les dirigeants de ces partis pour mieux les manipuler et les conduire dans une impasse politque qui profiterait au régime.

Finalement le front unique devait être le produit de l'incapacité de l'avant-garde à défendre le socialisme ou de son impuissance face à la social-démocratie dégénérée et au stalinisme, auxquels elle voulait absolument faire jouer un rôle pour lequel ils n'étaient manifestement pas formatés ou qu'ils refuseraient toujours de tenir autrement que pour le compte du régime, s'ils y étaient forcés par la force des choses ou sous la pression de la mobilisation des travailleurs.

Au lieu de tenir compte de l'ensemble de ces rapports et de définir une orientation politique indépendante du régime et ses représentants pour construire le parti, donc fidèle au programme de la révolution socialiste, nos dirigeants s'en sont servis pour accompagner ces partis contre-révolutionnaires qui étaient prêts à monter au créneau pour prendre le relais du parti de l'ordre et gérer la société pour le compte des capitalistes, donc jusqu'au seuil du pouvoir, pour une fois atteint cet objectif et se retrouvant du jour au lendemain sans parti pour les représenter et les mobiliser leur dire : eh bien maintenant démerdez-vous !

Et depuis ? Nous n'avons pas réalisé un pas en avant, pire, cette soi-disant avant-garde n'a cessé de se disloquer, de se fossiliser, de se décomposer, de se droitiser, bref, de s'éloigner du socialisme. Apparemment ils considèrent que les travailleurs sont des abrutis incurables auxquels il est inutile d'essayer d'enseigner les bases du socialisme et de les organiser sur cette base là.
On comprend que dans ces conditions des milliers de militants désespèrent et cessent le combat politique et que d'autres soient tentés de les imiter. On ne les jugera pas, on regrettera seulement qu'ils ne nous aient pas rejoints. Mais on le comprend, peut-être avons-nous été parfois maladroit ou nous n'avons pas les épaules suffisamment solides pour mener à bien la tâche d'organiser un nouveau courant dans le mouvement ouvrier.

2- Bolivie

- Le parlement bolivien ouvre la voie à un quatrième mandat pour le président Morales - lefigaro.fr

Evo Morales a été élu une première fois en 2006. Après avoir réformé la constitution et ainsi transformé l'État bolivien en État plurinational, il s'est représenté en 2009 a été facilement réélu. Alors que la constitution, qu'il avait lui-même initié, interdit plus d'une réélection, il a pu se représenter en 2014 grâce à une décision du Tribunal constitutionnel (TC), contestée par l'opposition, et a été de nouveau facilement élu. Le TC lui a permis de se représenter arguant que son premier mandat n'avait pas été mené à son terme et surtout il s'était déroulé sous la précédente constitution.

S'il obtient une approbation populaire lors du référendum du 21 février prochain, il pourra se présenter de nouveau en 2019 pour éventuellement un quatrième mandat qui se terminera en 2025.

Selon un sondage réalisé par Mercatos y Muestras SRL pour le quotidien Pagina Siete, 46 % des Boliviens s'apprêtent à voter oui au référendum permettant à Evo Morales de briguer un quatrième mandat et 42 % le rejettent. Un sondage Ipsos, pour la chaîne de télévision privée ATB, est encore plus optimiste pour Evo Morales en annonçant 49 % d'avis favorables contre 39 %. lefigaro.fr 05.11

3- Syrie

3.1- Le siège d'Alep brisé - sahartv.ir

Les unités de l'armée et les forces armées syriennes ont pris ce jeudi, le contrôle total de la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep.

Les unités de l'armée syriennes ont réalisé de considérables avancées sur les axes sud de la province d'Alep.

En libérant des dizaines de villages dans cette localité ces forces s'approchent de l'encerclement du reste des terroristes dans le Sud d'Alep.

En outre, elles sont parvenues à prendre le mont Farak, à Rif Nord de Lattaquié, les rues de Beit Abouricheh et Jab al-Zaaour, à Rif Est de cette province. Les forces de l'armée ont anéanti les positions et les équipements des groupes terroristes à Rif d'Alep et à Hama.

A Rif de Homs, l'armée syrienne a pris le contrôle de la hauteur stratégique de Thani infligeant de lourds dégâts aux équipements et positions des groupes terroristes.

« Actuellement, la sécurité totale règne sur la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep. Les forces d'Alep ont désamorcé toutes les bombes posées par les daechistes aux bord de cette route. sahartv.ir 05.11

3.2- La plupart des opposants modérés syriens ont rejoint Daech - sahartv.ir

« 90% des attaques aériennes russes en Syrie visent les positions des rebelles modérés syriens », a prétendu le secrétaire d'État adjointe américaine.

Elle a reconnu qu'un grand nombre de ces soi-disant « forces modérées » sont actuellement recrutés par le groupe terroriste « le Frontal-Nosra » affilié à Al-Qaïda.

« L'objectif principal de la Russie est de soutenir Bachar al-Assad et le gouvernement syrien » a déclaré Anne Patterson, secrétaire d'État adjointe américaine aux Affaires du Proche Moyen dans un rapport élaboré à l'adresse de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants américains.

Ces déclarations ont provoqué le mécontentement et la réaction des législateurs américains qui souhaitent davantage d'effort de Washington pour renverser le gouvernement syrien.

Ed Royce, le président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants américains a vivement critiqué l'indifférence d'Obama qui n'opte pas pour des mesures plus fermes dans le but de renverser le gouvernement légal syrien.

« En raison de la négligence d'Obama, la Russie a pris actuellement en main le leadership de la détermination de l'avenir de la Syrie », a-t-elle précisé.

Anne Patterson a finalement reconnu qu'un grand nombre de ces terroristes que les décideurs de l'administration américaine appellent « les forces opposées modérées » ont rejoint le groupe terroriste « le Front al-Nosra affilié à Al-Qaïda. sahartv.ir 05.11

3.3- Les rebelles résistent dans l'Ouest grâce au soutien saoudien - Reuters

L'aide accrue de l'Arabie saoudite aux insurgés syriens leurs permet de résister aux offensives lancées récemment par l'armée syrienne et ses alliés dans l'ouest du pays, dit-on de sources proches du pouvoir à Damas.

Les islamistes d'Ahrar al Cham ont ainsi repris vendredi le village d'Atchane et ses environs, dans la province d'Hama, dont les forces gouvernementales s'étaient emparées en octobre, annonce l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). La ville voisine de Morek était tombée la veille aux mains du Djound al Aksa.

Selon deux étrangers proches de l'administration syrienne ayant requis l'anonymat, les offensives sont donc ralenties par l'armement que l'Arabie saoudite, farouche rivale de l'Iran, livre aux rebelles, en particulier les missiles antichars TOW de fabrication américaine, qui feraient une grande différence.

"Le soutien de l'Arabie saoudite à l'opposition n'a non seulement pas cessé, mais il s'est accru de manière inédite et c'est ce qui freine les opérations et empêche d'obtenir de grands succès sur le terrain", a déclaré l'un d'eux.

"Les Saoudiens sont dans un état de folie, dans la surenchère totale", affirme le second, selon lequel les missiles TOW ont même entraîné l'arrêt de l'offensive dans la région de Sagl al Ghab. La plaine en question se trouve au pied du djébel Ansariya, fief des alaouites, qui protège notamment Lattaquié. La progression des rebelles dans ce secteur au cours de l'été a contribué à l'entrée en lice de l'aviation russe, qui les bombarde depuis la fin septembre.

Face à l'implication de plus en plus importante de Téhéran et de Moscou, Ryad a promis récemment d'accroître son aide aux insurgés. Le 31 octobre, le ministère saoudien des Affaires étrangères a ainsi fait savoir qu'il envisageait de leur fournir des armes plus efficaces.

Les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) reçoivent en outre l'aide de la CIA, qui en forme une partie. Dans une dépêche de Washington datée du 31 octobre, Reuters, citant une source informée, annonçait que l'agence américaine, en collaboration avec le Qatar et l'Arabie saoudite, avait élargi ses livraisons clandestines de missiles de TOW à d'autres mouvements.

Selon une autre source, une quantité importante de TOW a été livrée en octobre à des rebelles sunnites du Nord-Ouest jugés relativement modérés.

Certaines composantes de l'ASL parlent elles aussi de livraisons importantes de TOW depuis le début de l'intervention russe, le 30 septembre. Reuters 06.11

3.4- Syrie: un important dépôt d'armes du Front al-Nosra détruit - sahartv.ir

Le ministère russe de la Défense a fait part de l'anéantissement d'un important dépôt d'armes du Front al-Nosra à Idlib.

« Un avion de combat russe Sokhoï 25 a pris pour cible ce dépôt d'armes », a rapporté Al-Alam, citant Russia al-Yaoum. Le Front al-Nosra avait transféré, il y a quelques jours, dans ce dépôt une grande quantité de missiles antichars. Ces opérations ont eu lieu après s'être assuré que les renseignements fournis sont justes »,est-il dit dans le communiqué du ministère irakien de la Défense.

Selon une autre information fournie par Al-Alam, 14 camions transportant des denrées alimentaires sont arrivés à Alep après l'ouverture jeudi de la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep. sahartv.ir 06.11

3.5- Des batteries de missiles anti missiles russes en Syrie - sahartv.ir

Le commandant en chef de l'armée de l'air russe a fait étta de la livraison des batteries de missiles anti missiles russes à la Syrie. " ces missiles sont livrés à l'armée syriennen dans l'objectif de protéger les chasseurs russes en mission", affirme victor Bandrov.

" Les chasseurs pourraient être détournés dans les pays voisins de la Syrie et être utilisés contre les chasseurs russes . nous avons pris en compte toutes les menaces possibles en ce sens, nous avons non seulement envoyé des chasseurs , des bombardiers et des hélicoptères en Syrie mais encore nous y avons déployé des batteries de missiles anti missiles . nous devons nous tenir prêts."

Depuis le 30 septembre la Russie mène des raids aériens d'envergure contre les terroristes de Daech et d'autres milices takfiris qui infestent le territoire syrien. plus de 2000 positions des terroristes ont été bombardés en cours d'un mois d'opérations permanentes.

Parallèlement aux frappes russes, l'armée syrienne et les forces populaires multiplient les opérations au sol pour reprendre le

contrôle des régions syriennes. des milliers de terroristes centre asiatiques se trouvent dans les rangs de Daech, ce qui présente une sérieuse menace sécuritaire pour la fédération russe. sahartv.ir 05.11

En complément

- Larcher (Les Républicains) plaide pour un rapprochement Occidentaux/Russie pour "éradiquer Daesh" - AFP

4- Israël

- Les Etats-Unis augmenteront leurs aides militaires à Tel Aviv jusqu'à 50 milliards de dollars - sahartv.ir

« Le régime sioniste a demandé à Washington d'augmenter ses aides militaires à Tel Aviv de 5 milliards de dollars par an sur10 ans jusqu'au plafond de 50 milliards de dollars », a annoncé une source responsable du Congrès américain.

Le régime sioniste a prétendu qu'il avait besoin de l'augmentation des aides militaires américaines pour confronter les menaces étrangères que représentaient l'accord nucléaire entre l'Iran et l'Occident.

Cette question devra être examinée la semaine prochaine lors de la rencontre de Benyamin Netanyahu, le premier ministre du régime sioniste ave Barak Obama, le Président iranien. sahartv.ir 05.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Plusieurs milliers d'étudiants marchent dans Londres pour la gratuité des études - Francetv info

Ils étaient plusieurs milliers mercredi 4 novembre à défiler bruyamment dans les rues de Londres (Royaume-Uni) pour réclamer la gratuité des études. Les étudiants britanniques ont violemment affronté la police en fin de parcours. Derrière la large banderole de tête réclamant une "éducation gratuite", les étudiants ont quitté la University of London pour rejoindre le Parlement de Westminster.

Le défilé a dégénéré en violents affrontements devant le ministère de l'Intérieur et d'autres ont essayé de pénétrer dans le ministère des Affaires, de l'Innovation et des Compétences (BIS), lançant des œufs et des bombes fumigènes sur les forces de l'ordre. Plusieurs arrestations ont eu lieu.

Les manifestants demandent au gouvernement conservateur de renoncer à son projet de transformer les bourses universitaires en prêts.

Les droits universitaires en Angleterre ont triplé quelques mois après l'élection en 2010 du Premier ministre conservateur, David Cameron, réélu en mai pour un deuxième mandat. Actuellement, les étudiants dont la famille perçoit des revenus inférieurs à 25 000 livres (35 300 euros) par an ont droit à une bourse de 3 338 livres (4 800 euros) annuelle, avec des montants moins élevés accordés selon les revenus. Francetv info 05.11

Haut de page

Le 10 novembre 2015

CAUSERIE

On a eu le droit à un cyclone modéré et une coupure de courant pendant 48 heures, plus de téléphone ni Internet... Heureusement la veille j'avais rempli le réservoir d'eau (2.000 litres) et la semaine précédente j'avais changé la batterie de la lampe de secours qui était foutue depuis au moins 2 ou 3 ans, elle m'a été bien utile car hier soir les deux grosses batteries du convertisseur de courant étaient à plat.

Bref, j'ai passé ma journée de mardi à nettoyer le jardin et faire quelques réparations...

Le site ne sera actualisé que demain ou après-demain car ils peuvent encore recouper le courant pendant de longues heures. En plus aujourd'hui c'est férié pour cause de Dipawali ou Diwali l'équivalent de Noël au Tamil Nadu...

Haut de page

Le 11 novembre 2015

CAUSERIE

Une fois de plus personne ne m'avait prévenu du passage d'un cyclone, les Indiens sont comme cela.

Lundi sur les coups de 14h30 mon beau-frère passe à la maison pour me remettre mon déjeuner, en fait c'est le repas gratuit dont il bénéficie en tant que salarié de la communauté d'Auroville et qu'il ne mange pas, c'est un arrangement entre nous, bref, il me dit qu'un cyclone provenant d'Andhrapradesh doit atteindre Pondichéry à 13h30, bon il a un peu de retard apparemment comme mon beau-frère. Le cyclone arrivera une heure plus tard.

Le lendemain, alors qu'ils habitent à 10 minutes en moto de chez moi et sachant que j'étais tout seul, personne ne viendra prendre de mes nouvelles, ce n'est qu'en fin d'après-midi que Mani le fils de ma compagne Selvi passera et que sa mère me téléphonera. Quand je leur dirai que j'avais passé la journée à nettoyer le jardin et faire quelques petites réparations ils auront l'air tout surpris, comme quoi il m'avait complètement oublié. C'est le genre de trucs qui ne me choquent même plus.

En France c'est à peu près le même état d'esprit qui prévaut, à ceci près que cela ne se situe pas au même niveau. En France, il suffit d'exposer devant quelqu'un des idées qui ne correspondent pas aux siennes ou les mettent en cause sans porter de jugement sur la personne, pour qu'elle vous tourne le dos ou vous oublie. Par exemple ma mère qui m'aime bien... de loin, mais qui ne supporterait pas ma présence parce que j'ai trop tendance à dire ce que je pense. Ce n'est hélas pas le seul cas dans ma famille qui passe son temps à juger les autres non pas pour ce qu'ils sont ou font mais par rapport à l'idée qu'ils s'en font. Personnellement, si je devais juger les gens, je le ferais non pas à partir de leurs idées et de leurs préjugés, mais par rapport aux relations qu'ils entretiennent avec les autres sans forcément en tenir compte, mais sans non plus me sentir obligé de le supporter quand j'estime qu'elles sont injustes ou présentent un aspect excessif ou intolérable.

En général, je n'ai jamais rompu des relations avec des gens qui ne me ressemblaient pas du tout, sauf quand en plus d'être malhonnêtes ils se permettaient de me donner des leçons ou voulaient me faire passer pour un sale type, ce qui est totalement inadmissible de la part de n'importe qui sans exception car il y a des limites à tout. En fait ces quelques personnes adoptaient un comportement belliqueux à mon égard pour me nuire uniquement, car cela ne leur rapportait absolument rien. Dans ce cas-là, après avoir essayé en vain de les raisonner, la seule solution est la rupture.

Je finis toujours par me dire que c'est cette société pourrie qui les a rendus ainsi ou qui a fait en sorte que les choses se déroulent de la sorte, et qu'on n'en porte pas plus l'un ou l'autre la responsabilité, donc sans amertume ou haine, je prends acte que les choses sont ainsi et j'en tire des enseignements pour la suite de manière à ce que cette expérience malheureuse n'ait pas été vécue en vain.

Je suis très attaché aux gens que je suis amené à côtoyer dans la vie. J'ai seulement le défaut ou la maladresse de pousser parfois un peu trop loin la provocation pour leur montrer l'absurdité de leur comportement selon moi, ce qu'ils peuvent prendre pour un jugement et ne pas le tolérer. Ils se méprisent en m'attribuant des intentions qui n'ont jamais été les miennes ou en croyant que je voudrais les forcer à changer, alors qu'en réalité c'était juste une manière de faire avancer la discussion sur une question ou un sujet, de leur faire prendre conscience de leur comportement et sa signification et rien de plus.

Dès qu'on touche à quelque chose qui a trait à leur personnalité, ils se cabrent comme si vous les aviez agressés violemment, parfois à partir d'une phrase anodine, en apparence, un mot, juste un mot, pas une insulte, un mot banal, une insinuation sans conséquence qui aura pour eux un contenu explosif du fait qu'elle recouvre une vérité qu'ils ne tiennent pas à regarder en face, ce dont vous ignorez de bonne foi, c'est si comme vous aviez fait mouche sans le savoir et ils ne vous le pardonneront pas, ils estimeront que vous vous êtes immiscé un peu trop loin dans leurs affaires.

Je pars du principe que la vie est courte et que nous sommes bien peu de choses en réalité, que rien ne nous appartient, pas mêmes nos idées ou nos rapports au monde extérieur, de sorte qu'on peut les aborder sans détours. Mais c'est loin d'être le cas de nos contemporains qui tiennent à ce qu'ils possèdent ou les biens matériels qu'ils ont accumulés, y compris leurs idées avec lesquelles ils s'identifient, ce qui au lieu de les aider à progresser, renforce leur tendance névrotique ou à se scléroser, d'autant plus que la civilisation humaine ne parvient pas à abattre les obstacles qui l'empêchent de progresser à nouveau.

Quand on vit dans un milieu ouvrier profondément arriéré bourré de préjugés (on pourrait dire l'Inde toute entière pour bien faire

en dehors des nantis) au point que ce sont leurs préjugés qui dictent pour ainsi dire leur sort de la naissance jusqu'à leur mort, et que spontanément on ressent de l'affection pour ces gens-là, c'est je crois que quelque part on a réussi à comprendre ce qui était à l'origine (sociale) des comportements humains, sans qu'il soit nécessaire de préciser que cela implique de faire preuve de modestie ou qu'on agit et pense forcément de manière désintéressée, en fait en liant notre sort à celui de notre classe puisqu'il n'existe pas d'autre solution pour s'en sortir sur le plan politique.

Parfois mon isolement me pèse autant que l'incompréhension dont je fais l'objet ou le traitement qu'on me fait subir, alors que je ne le mérite pas. J'en parle pour me soulager sans oser me plaindre parce que j'arrive malgré tout à m'en sortir, mais cela je ne le dois qu'à moi-même. Il est vrai que j'ai de la chance de pouvoir consacrer du temps à penser à ces choses qui peuvent vous paraître insignifiantes, mais auxquelles j'accorde une place dans la vie parce que j"estime que chacun doit se donner pour objectif de progresser, de mieux connaître les autres pour arriver à mieux se connaître soi-même, et que c'est préférable quand on veut changer la société. A suivre.

Autre chose.

2 jours passés sans écran, quel bonheur ! Je n'en dirai pas plus.

7788 connexions à la page d'accueil du portail en octobre (7375 en septembre) dans 58 pays.

Si vous lisez attentivement les articles publiés par les médias dits alternatifs, vous constaterez qu'il existe un consensus entre tous leurs auteurs et le régime capitaliste et ses institutions, puisque pas un ne prônera un changement de régime chez les puissances occidentales qui dominent le monde, ils en sont tous des agents à des degrés divers, consciemment ou non peu importe ici.

Ils doivent leur existence à l'oligarchie financière qui a décidé (notamment) de mettre cet instrument de communication (Internet et bien d'autres canaux dont les institutions, les universités, etc.) à leur disposition pour leur permettre d'exercer leur talent de parole-parole du capitalisme, d'étaler leur ignorance du processus dialectique qui parcourt depuis son origine le développement de la civilisation humaine, dont le prolongement ou l'issue coïncidera avec son extinction ou sa disparition s'il ne parvenait pas à se débarrasser des obstacles qui l'empêchent d'atteindre un stade supérieur ou de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, ce qui nécessitera de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, autrement dit d'en finir avec le système économique capitaliste.

En refusant d'adopter le matérialisme dialectique, le marxisme, le socialisme, ils se condamnent eux-mêmes à se faire les porte-voix de la barbarie capitaliste qu'ils l'admettent ou non n'y changeant rien.

S'il est inquiétant et navrant à la fois de constater que ces milliers et milliers d'intellectuels qui en représentent beaucoup d'autres à travers le monde, qui incarnent les couches les plus développés de la société sur le plan intellectuel, demeurent incapables d'analyser le monde autrement qu'en idéalistes ou en rêveurs crédules ou encore à l'esprit borné et étriqué, notre seul espoir repose alors sur les travailleurs les plus déterminés, les militants les plus avancés du mouvement ouvrier qui ont la volonté de progresser et qui sont à même de maîtriser le matérialisme dialectique et historique pour propager le socialisme au sein de la population laborieuse, et trouver la voie pour construire le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui nous fait tant défaut aujourd'hui. A suivre.

Défense du matérialiste dialectique.

A peine croyable : Le matérialiste dialectique ou le marxiste est accessible aux ouvriers.

- "*Joseph Dietzgen est un matérialiste dialectique. (...) Dietzgen était marxiste.*" (Lénine : Matérialisme et empiriocriticisme -1908)

- "*Marx écrivait à Kugelmann le 5 décembre 1868 : « Il y a déjà quelque temps que Dietzgen m'a envoyé une partie d'un manuscrit sur la Faculté de penser. Bien qu'on puisse lui reprocher une certaine confusion et des répétitions trop nombreuses, ce travail contient beaucoup de choses remarquables, surprenantes même si l'on considère qu'il est l'oeuvre d'un ouvrier ».*"

A croire que Marx faisait preuve d'un plus grand discernement que la plupart de nos lecteurs qui ont le don de se prendre pour ce qu'ils ne sont pas...

La plupart des soi-disant marxistes en étaient les pires ennemis en réalité... Rien n'a changé.

- "*Nombre d'écrivains qui se réclament du marxisme ont entrepris parmi nous, cette année, une véritable campagne contre la philosophie marxiste. En moins de six mois, quatre livres ont paru, consacrés surtout, presque entièrement, à des attaques contre le matérialisme dialectique.*" (Préface à la première édition - id)

« le mouvement est inconcevable sans matière », comme le changement de régime est inconcevable sans les masses révolutionnaires et leur parti.

- "*Le mouvement est-il concevable sans matière ? L'exploitation de la nouvelle physique par l'idéalisme philosophique, ou les déductions idéalistes tirées de cette physique ne sont pas dues à la découverte de nouveaux aspects de la substance et de la force, de la matière et du mouvement, mais à la tentative de concevoir le mouvement sans matière. C'est cette tentative précisément que nos disciples de Mach n'arrivent pas à saisir en substance. Ils ont préféré ne pas affronter l'affirmation d'Engels, selon laquelle « le mouvement est inconcevable sans matière ». J. Dietzgen exprimait, dès 1869, dans son livre sur l'Essence du travail cérébral, la même idée qu'Engels, non sans tenter, il est vrai, comme il en avait la coutume, de « concilier » confusément le matérialisme et l'idéalisme. Laissons de côté ces tentatives, explicables dans une large mesure par la polémique de Dietzgen contre le matérialisme de Büchner étranger à la dialectique, et demandons-nous quelles sont les opinions de Dietzgen lui-même sur la question qui nous intéresse. « Les idéalistes veulent, dit-il, le général sans le particulier, l'esprit sans la matière, la force sans la substance, la science sans l'expérience ou sans les matériaux, l'absolu sans le relatif » (Das Wesen der menschlichen Kopfarbeit, 1903, p. 108). La tendance à détacher le mouvement de la matière et la force de la substance, Dietzgen la relie ainsi à l'idéalisme et la situe à côté de la tendance à détacher la pensée du cerveau. « Liebig, continue Dietzgen, qui aime à s'écarter de sa science inductive pour se rapprocher de la spéculation philosophique, dit, dans le sens de l'idéalisme : on ne peut voir la force » (p. 109). « Le spiritualiste ou l'idéaliste croit à l'essence idéale, c'est-à-dire illusoire, inexplicable de la force » (p. 110). « La contradiction entre la force et la matière est aussi vieille que la contradiction entre l'idéalisme et le matérialisme » (p. 111). « Il n'y a sans doute ni force sans matière, ni matière sans force. La matière sans force et la force sans matière, c'est un non-sens. Si les savants idéalistes croient à l'existence immatérielle des forces, ils sont sur ce point... des visionnaires, et non des savants » (p. 114)*." (id)

On retiendra que le matérialisme est indissociable de la dialectique, et que c'est la dialectique qui fait défaut aux intellectuels en général.

Le syndicalisme "déloyal". Mode d'emploi.

On regrettera qu'il n'existe plus "absolument aucun espace à la moindre concertation sociale", et pourtant ce n'est pas la place qui manque (1), même que la notion de "négociation réelle" aurait disparu, alors qu'il suffit de si peu d'imagination pour la concevoir, surtout lorsqu'on demeure nostalgique des "négociations loyales" quand il y avait du "grain à moudre" et qu'on pouvait la jouer "donnant-donnant", quand chacun restait sagement à sa place de manière à assurer la pérennité du régime en place... Voilà pour la conception du syndicalisme de lutte de classe opposée au syndicalisme "rassemblé" version néostalinienne, réformiste ou réactionnaire.

Pour nous, le donnant-donnant, c'est j'échange mes chaînes contre les vôtres, votre liberté devient la nôtre et nous libérons l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme au lieu de la livrer au chaos et à la barbarie...

Ce devrait être l'orientation d'un syndicat, préparer les masses à gouverner le pays, donc à déloger ceux qui détiennent le pouvoir dans les ministères et les entreprises, bloquer le pays, paralyser l'activité économique et permettre à la population laborieuse de sortir dans la rue, de se soulever et de s'emparer du pouvoir politique.

Il y en a qui sont ignorants ou assez naïfs pour croire ou qui feignent de l'être, qu'il suffirait de dénoncer la politique du gouvernement et de prôner le "tous ensemble" pour que le mouvement ouvrier et le prolétariat orientent leur combat dans la bonne direction sans qu'il soit nécessaire de leur indiquer celle qu'ils devraient prendre pour qu'ils se donnent pour objectif politique le renversement du régime capitaliste et parviennent à vaincre leur ennemi, ils peuvent toujours attendre, indéfiniment.

En réalité la plupart s'accommodent de cette situation à défaut d'avoir la volonté d'affronter directement le régime, pensez donc, ils n'osent même pas affronter leurs propres dirigeants ou rompre avec eux.

La nécessité d'envisager un changement de régime par un soulèvement révolutionnaire des masses exploitées auquel les représentants des capitalistes ne participeraient pas, devrait être l'élément fédérateur autour duquel tous les militants qui se disent anticapitaliste ou révolutionnaires devraient se rassembler, c'est le seul objectif politique susceptible de réaliser l'unité du prolétariat et les partis ou organisations qui combattent pour en finir avec le capitalisme ou pour le socialisme.

Refuser ou rejeter cette orienter ne peut conduire qu'à s'adapter au régime en place et en devenir un agent. Cela concerne tous ces militants incohérents ou en proie à une confusion manifeste qui se sont enthousiasmés pour les mouvements révolutionnaires qui ont eu lieu en Tunisie et en Egypte et qui visaient un changement de régime dans ces pays-là (objectif impossible à atteindre en l'état, mais c'est une autre question), mais qui ne peuvent pas concevoir qu'un tel soulèvement révolutionnaire devrait également être à l'ordre du jour en France puisqu'ils refusent d'inscrire leur combat dans cette perspective et d'y préparer les masses.

On connaît leurs objections, elles sont aussi vieilles que le mouvement ouvrier, les conditions ne sont pas mûres pour adopter cette orientation disent-ils, et quand les conditions sont enfin remplies ils le nient pour ne pas avoir à l'adopter et ainsi de suite, bref, ils veulent bien combattre le capitalisme mais uniquement sur son propre terrain, c'est lui qui doit leur fixer les limites (et les

objectifs) dans lesquelles ils doivent inscrire leur combat, en réalité ils n'ont rien d'anticapitaliste ou de révolutionnaire. Ils ont une conception de la lutte de classe antidialectique, et à la longue ils adoptent l'état d'esprit hypocrite et satisfait du jésuite à défaut d'adopter le matérialisme dialectique ou le socialisme.

(1) En réalité on ne compte plus les institutions auxquelles participent la CGT ou les syndicats en général, et il ne se passe pas une semaine sans que des dirigeants des principaux syndicats rencontrent un ministre ou des technocrates qui les représentent ou des patrons, c'est un va et vient incessant entre les instances du pouvoir ou de l'Etat et les syndicats. Et qu'ils participent ou non à une conférence n'y change rien. Le gouvernement et le patronat s'assurent auprès des dirigeants syndicaux que le troupeau est bien gardé, le troupeau, c'est nous les travailleurs.

- " Dialogue social " : une escroquerie et un piège mortel ! - Front syndical de classe 19.10 (legrandsoir.info 09.11)

Extraits.

- La crise du système capitaliste et la volonté des classes dominantes de préserver leurs privilèges et de les étendre ne laisse absolument aucun espace à la moindre concertation sociale qui pourrait être favorable aux revendications des travailleurs, des sans emploi, des précaires... La construction européenne conçue de A à Z pour et par les firmes transnationales interdit d'ailleurs tout progrès social et toute négociation réelle. Pour paraphraser Jean-Claude Juncker parlant de démocratie : " il n'y a pas de dialogue social contre les traités européens ". Le " grain à moudre " résultant de la croissance des 30 glorieuses et du rapport des forces de la Libération n'est plus ! Pas plus que le donnant-donnant. (...)

- ... tout en refusant de cautionner les opérations d'enfumage du pouvoir et des médias, il faut en même temps cesser d'entretenir des illusions sur la possibilité de négociations loyales en dehors de puissants mouvements sociaux d'ampleur qui modifieraient le rapport des forces avec le patronat et le pouvoir gouvernemental et celui de l'oligarchie ! (...)

- ... l'explosion concomitante et coordonnée du mécontentement des travailleurs constituerait une véritable libération comme en 36, en 68, en 1995 ... C'est donc à cet objectif qu'il faut exclusivement s'atteler. (Objectif qui loin de constituer "une véritable libération" pour les travailleurs devait au contraire coïncider avec le maintien en place de l'ordre établi. - LVOG)

C'est aux travailleurs et exclusivement à eux qu'il faut s'adresser pour montrer qu'en dehors d'une mobilisation TOUS ENSEMBLE il n'y aura aucune espèce d'avancée et qu'au contraire c'est le laminage impitoyable de tous nos conquis (acquis - LVOG) qui s'imposera. (Quelque part les travailleurs ont intégré plus ou moins consciemment que pour stopper l'offensive généralisée du capital contre leurs droits sociaux il en faudra plus qu'une simple "mobilisation tous ensemble" sans perspective ou objectifs politiques, car cette offensive est la réponse de la réaction à la crise du capitalisme qui a atteint une ampleur telle, que son existence ou ses fondements en sont menacés et nécessite que la nature du régime et les rapports établis entre les classes au profit de la classe des capitalistes s'imposent avec plus de force encore que par le passé, d'où cette lutte à mort dans laquelle ils se sont engagés pour régler la question du pouvoir qui se trouve ainsi posée, quitte à bâillonner la démocratie et à recourir à la dictature ou au fascisme pour y parvenir, de sorte qu'à ce stade ne s'opposent pas seulement des besoins antagonistes pouvant faire l'objet de compromis de circonstance, mais deux modèles de société inconciliables, deux conceptions du pouvoir incompatibles ou qui s'excluent mutuellement, entre celui de la classe qui le détient et entend le conserver en exigeant que la classe dominée abdique ses droits et se soumette docilement au mode de vie et à l'épouvantable destin qu'elle lui a réservés, et celui de la classe qui ne détient aucun pouvoir et doit engager la lutte pour le conquérir, ce qui nécessite qu'elle se fixe pour objectif de vaincre son ennemi et non de le faire reculer ou de stopper provisoirement son offensive, ce qui exige de le dépouiller de ses droits en abolisant ses privilèges économiques, ce qui nécessite de s'emparer du pouvoir politique.

Il faut bien comprendre que notre incapacité ou notre refus d'admettre que les rapports entre les classes dus à la crise du capitalisme ont atteint un tel degré de tension qu'ils posent avec plus d'acuité que par le passé la question du pouvoir, revient à laisser aux représentants de la classe dominante le soin de s'en charger et à interdire aux travailleurs d'envisager une issue politique au-delà du capitalisme sur leur propre terrain de classe et à les détourner du socialisme. - LVOG)

Soyez Charlie ou le fascisme destiné aux lycéens, c'est en France. Et en Israël

- Des néo-nazis dans le magazine Phosphore ? - arretsurinfo.ch

Dans son numéro 413 de novembre 2015, le magazine Phosphore à destination des lycéens, publie un reportage photo sur le conflit en Ukraine intitulé : « La guerre à 20 ans », réalisé par Pete Kiehart, un photo-journaliste ukrainien.

Les jeunes volontaires suivis par le journaliste et mis en scène comme des « héros » servent de support à une narration partiale et orientée du conflit, sur laquelle il serait cependant trop long de s'attarder ici, et une vision apologétique de la violence armée.

Le magazine Elle avait déjà réalisé un reportage sur les « femmes combattantes » qui participait de cette logique, dans le cadre

du conflit ukrainien en novembre 2014, avant de devoir s'excuser auprès de ses lecteurs : l'égérie ukrainienne mise en vedette dans le magazine appartenait en effet à la mouvance néo-nazie.

Phosphore est malheureusement tombé dans le même travers et son héroïne féminine, Ruslana, est membre de la mouvance néo-nazie ukrainienne, largement représentée dans les bataillons de volontaires qui combattent les indépendantistes russophones de l'est du pays. Les lecteurs ne seront cependant jamais informés de ce fait par le magazine, qui présente Ruslana comme une « combattante de la liberté ».

L'appartenance de l'héroïne de Phosphore, Ruslana, à la mouvance néo-nazie est parfaitement identifiable sur la photographie figurant en page trois du photo-reportage et qui la présente en compagnie de Ruslan et de leur instructeur. La jeune fille, en tenue militaire et débardeur, arbore un symbole nazi très clairement visible, tatoué sur son bras gauche : le « soleil noir ».

Ce symbole fut employé au cours de la seconde guerre mondiale et appartient au mysticisme nazi. Il figure aujourd'hui sur l'écusson du bataillon de volontaires ukrainiens Azov, à l'idéologie ouvertement néo-nazie et qui combat dans l'est du pays.

Deux pages sont consacrées par le magazine Phosphore à Ruslana, et plus particulièrement à sa formation de sniper, lui donnant largement la parole.

Elle précise par ailleurs avoir pour modèle Chris Kyle, le héros du film polémique « American Sniper » basé sur l'histoire vraie d'un sniper américain revendiquant 255 ennemis abattus en Irak… On peut ainsi légitimement s'interroger sur la conception de la liberté qui peut être défendue par une néo-nazie de 19 ans ayant pour modèle le tueur le plus efficace de l'armée américaine en Irak et qui est ainsi véhiculée par le mensuel Phosphore auprès des adolescents…

Si la rédaction du magazine peut légitimement avoir été trompée, par ignorance ou négligence, comment le photo reporter ukrainien auquel a été confié la réalisation de l'article et qui a conduit les entretiens pouvait-il ne pas être au courant de l'idéologie néo-nazie à l'œuvre au sein des bataillons de volontaires engagés dans le conflit ?

Au final, le portrait de l'engagement armé dressé par le magazine Phosphore à l'intention des jeunes semble celui d'un film d'action hollywoodien avec d'un côté les « gentils » (ici les ukrainiens), et de l'autre les « méchants » (les russophones de l'est du pays), ce manichéisme autorisant les jeunes héros à se « réaliser » dans la violence armée, passant sous silence les drames et les crimes de guerre qui sont la conséquence inévitable du sentiment d'impunité qu'il procure, manichéisme d'ailleurs largement fabriqué et encouragé à cet effet par la propagande militaire.

Le rôle d'un magazine comme Phosphore, qui tient une place importante dans la presse jeunesse, et est présent dans l'immense majorité des Centre de Documentation et d'Information du système scolaire français ainsi que des médiathèques municipales, ne serait-il pas au contraire d'apporter une distance critique face à l'exacerbation de la violence guerrière et son héroïsation ? Lorsque cette dernière est portée, comme c'est le cas ici, par des acteurs à l'idéologie ouvertement néo-nazie, cela ne relève-t-il pas d'un manquement à la déontologie journalistique la plus élémentaire ? arretsurinfo.ch 06.11

- La police israélienne menace des Palestiniens de les gazer « jusqu'à ce qu'ils meurent » - Mondialisation.ca

Des vidéos sont apparues montrant la police israélienne des frontières menaçant les Palestiniens du camp de réfugiés d'Aida de les gazer « jusqu'à ce qu'ils meurent. » La menace a été brandie en réponse à une manifestation de jeunes contre l'occupation et à des jets de pierres contre le mur de séparation.

Un policier y lit un message en arabe avec un haut-parleur pendant qu'une jeep israélienne descend la rue tirant des gaz lacrymogènes. « A la population du camp de réfugiés d'Aida, nous sommes les forces d'occupation. Vous lancez des pierres et nous vous tirerons des gaz jusqu'à ce que vous mouriez tous. Enfants, jeunes et vieillards – vous mourrez tous. Nous ne laisserons aucun de vous en vie, » dit-il.

On entend l'agent de la police des frontières dire, « Nous avons arrêté l'un d'entre vous. Il se trouve avec nous actuellement. Nous l'avons interpellé chez lui et nous le massacrerons et le tuerons sous vos yeux si vous continuez à lancer des pierres. » Mondialisation.ca 04.11

- L'armée israélienne a arrêté 800 enfants Palestiniens en octobre 2015 - arretsurinfo.ch

« Les forces armées israéliennes maltraitent de façon systématique les enfants palestiniens », affirme l'ONG basée en Cisjordanie occupée, Military Court Watch.

Depuis 2000 l'Etat juif d'Israël a arrêté et incarcéré plus de 8500 enfants Palestiniens. Durant ce mois d'octobre uniquement 800 enfants ont été arrêtés et brutalisés. arretsurinfo.ch 07.11

ACTUALITE EN TITRES

La crise de l'accumulation du capital.

- Le marché de l'immobilier de luxe parisien tourne la page de la crise - AFP

- Début des ventes de haute joaillerie à Genève pour les très riches investisseurs - AFP

La maison d'enchères Christie's a inauguré mardi soir les ventes de haute joaillerie à Genève avec un diamant rose taillé en forme de coussin de 16,09 carats, le plus gros de ce type jamais mis aux enchères, adjugé pour 26,6 millions d'euros. AFP 10.11

Les places sont chères.

- Régionales 2015 : les chers colistiers de Xavier Bertrand LePoint.fr

Tout le monde ne peut pas être colistier de la tête de liste en Picardie-Nord-Pas-de-Calais. Pour cela, il faut en effet débourser 7 000 euros. LePoint.fr 08.11

La chasse continue...

- "Stop-ça suffit" : le gouvernement chasse le harcèlement sexiste - LePoint.fr

- Sexisme: Najat Vallaud-Belkacem remet en place un éditorialiste du Point - 20minutes.fr

- Une application permet d'être réveillé par une voix d'homme sexy - Slate.fr

La démocratie par le sabre chez les barbares adulés par Hollande, Valls, Fabius, Le Drian.

- Arabie saoudite: 146 personnes exécutées en 2015, un record depuis 20 ans - 20minutes.fr

Alors que 87 personnes avaient été condamnées à mort en 2014... 20minutes.fr 09.11

C'est marrant, on n'a jamais entendu parler de pareils traitements de la part du régime syrien dont Paris veut absolument la chute à l'instar de Riad qui arme les barbares de l'Emirat islamique, et Tel-Aviv qui massacre les Palestiniens...

Au fait, à l'heure où il règne en France une polémique sur les lieux de culte réservés au musulman, vous saviez qu'à Damas la capitale de la Syrie, chrétiens et musulmans priaient dans les mêmes édifices, à croire que le régime syrien serait en réalité plus démocratique que celui qui règne en France, non ? Chut ! Pour cause de collaboration de classes...

Révolution "de soie et de safran" de Washington en Birmanie.

- Birmanie : la consécration pour Aung San Suu Kyi - Francetv info

Le peuple birman fête la naissance d'une vraie démocratie après 50 ans d'une dictature militaire féroce. Ils sont des milliers à remercier la "Dame de Rangoun" ou "Maman Suu", celle dont le courage et la ténacité ont permis cette révolution de soie et de safran. Francetv info 10.11

Quand les médias aux ordres encensent une personnalité, un candidat, un élu, un parti, une associationsans prendre de risque vous pouvez en déduire qu'il figure dans le camp de la réacton ou qu'il sert ses intérêts.

Ainsi va leur vieux monde corrompu

- L'assouplissement de la loi Evin crée la controverse - Francetv info

- Canada: Montréal va vider ses égouts dans le St-Laurent - 20minutes.fr

- Crise des migrants : comment l'image de tolérance des pays scandinaves se fissure sérieusement - Atlantico.fr

- Envoi de troupes américaines en Europe : quand l'Oncle Sam montre ses gros bras à la Russie pour rassurer ses alliés - Atlantico.fr

- USA : démission du président de l'université du Missouri après des tensions raciales - AFP

- Des entreprises américaines accusées d'évasion fiscale en France - LeMonde.fr

- Guantanamo: le Congrès américain renouvelle l'interdiction de fermeture de la prison - AFP

- Malgré les tiraillements, Washington assure Israël de son soutien indéfectible - euronews.com

- Turquie: l'UE dénonce une "tendance négative" pour l'état de droit - AFP

Mais s'accommode qu'elle serve de base arrière aux barbares d'EI...

- Des chalutiers irlandais exploitent des migrants quasi esclaves - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La réaction est en deuil.

- Sarkozy rend hommage au "courage" et à la "lucidité intellectuelle" de Glucksmann - AFP

L'ancien président Nicolas Sarkozy a rendu hommage mardi au "courage" et à la "lucidité intellectuelle" du philosophe André Glucksmann, décédé lundi mais dont la "pensée jamais prisonnière du diktat idéologique survivra".

"Par son parcours intellectuel depuis son engagement maoïste au début des années 1960 jusqu'à sa dénonciation du marxisme comme théorie totalitaire le philosophe a démontré, contrairement aux générations qui l'avaient précédé, que l'idéologie ne pouvait pas toujours museler la pensée et que la philosophie ne pouvait pas servir de garantie a des systèmes politiques inhumains", écrit Nicolas Sarkozy dans un communiqué.

"Ce courage et cette lucidité intellectuelle ont souvent rencontré l'incompréhension et provoqué l'invective mais André Glucksmann n'a jamais cessé de dénoncer ces "maîtres à penser" prêts à cautionner le pire. C'est cette pensée jamais prisonnière du diktat idéologique qui survivra, j'en suis convaincu, à la disparition du philosophe", ajoute l'ancien président de la République.

"André Glucksmann était un homme dont l'amitié nous honorait", conclut le président du parti Les Républicains.

Philosophe antitotalitaire après avoir été proche des "maos" français, André Glucksmann, né en 1937, fit partie, avec Bernard-Henri Lévy, de la mouvance des "nouveaux philosophes".

Se revendiquant toujours de gauche, il n'hésita cependant pas à soutenir Nicolas Sarkozy lors de la présidentielle de 2007, avant de prendre ses distances. AFP 10.11

- André Glucksmann, la voix vibrante de la Tchétchénie - Slate.fr

En complément dans le registre populiste.

- A droite comme à gauche, on célèbre la mort du général de Gaulle tous les ans - Le Huffington Post

Comment le gouvernement français détruit les infrastructures de la Syrie.

- La France a frappé un centre pétrolier de l'Etat Islamique - LeFigaro.fr

- Les infrastructures syriennes cibles des raids de la coalition US - sahartv.ir

« Les raids de la coalition anti-Daech des Etats-Unis et leurs alliés visent les infrastructures syriennes. », a annoncé le ministère syrien des Affaires étrangères.

Envoyant deux lettres séparées à l'adresse du secrétaire général de l'Onu et du président par exercice du Conseil de sécurité de l'Onu, le ministère syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem a critiqué les raids de la coalition internationale anti-Daech dont l'objectif est de détruire les infrastructures syriennes.

« Les frappes aériennes de la coalition anti-Daech se font sans autorisation ni coordination avec le gouvernement syrien; ces attaques ne respectent pas la légitimité internationale et la Charte de l'Onu », a ajouté dans ses lettres le ministère syrien des Affaires étrangères.

Le gouvernement syrien qualifie d'intentionnelles les frappes de la coalition internationale anti-Daech. "Le bombardement de deux centrales thermiques à Alep dans le Nord du pays et d'autres infrastructures dans différentes régions syriennes par les chasseurs-bombardiers de la coalition internationale traduisent une agression flagrante contre les infrastructures économiques, industrielles et publiques, afin de porter préjudice aux capacités du peuple syrien et d'endiguer le progrès et la reconstruction de la Syrie. sahartv.ir 10.11

Guerre idéologique et russophobie hystérique

- L'Agence mondiale anti-dopage réclame la suspension de la Russie de toutes les compétitions - euronews.com

- Dopage : Moscou dénonce un complot - euronews.com

Moscou crie au complot après la publication du rapport accablant de l'Agence mondiale anti-dopage (AMA). Les enquêteurs dénoncent un véritable mensonge d'État autour, notamment, de l'athlétisme russe. Même les services secrets, dont l'ancien patron n'est autre que Vladimir Poutine, seraient impliqués.

"Le dopage n'est pas le problème en Russie, répond le ministre des Sports Vitaly Moutko. La Russie ne devrait pas être pointée du doigt. C'est un problème global. Nous savons que tous les pays se battent contre ce mal. C'est ce que nous faisons également et nous continuerons à le faire. Nous avons créé un système sérieux de lutte contre le dopage. Nous disqualifions environ 2 % des athlètes chaque année, comme les autres pays."

Selon le rapport, ce ne sont pas que des athlètes, leurs entraîneurs et des médecins qui sont en cause, mais aussi l'agence russe anti-dopage et le laboratoire accrédité pour les analyses. euronews.com 10.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

1.1- Portugal: le PS approuve un programme de gouvernement pour "tourner la page de l'austérité" - AFP

La Commission nationale du Parti socialiste portugais, sorte de parlement interne, a approuvé samedi soir un programme de gouvernement soutenu par une alliance inédite de la gauche pour "tourner la page de l'austérité" tout en respectant "les engagements européens et internationaux" du pays.

Il est "basé sur le programme du PS", avait expliqué M. Costa, mais "intègre cependant des modifications qui découlent" des accords annoncés la veille avec le Parti communiste, le Bloc de gauche (proche de Syriza au pouvoir en Grèce) et les Verts.

Cette union de la gauche, inédite en 40 ans de démocratie portugaise, est déterminée à faire chuter l?exécutif de droite dirigé par Pedro Passos Coelho, qui a perdu sa majorité absolue au Parlement lors des législatives du 4 octobre, et à le remplacer par un gouvernement socialiste.

La Commission politique du PS, une autre instance dirigeante du parti, doit encore se réunir dimanche soir pour se prononcer sur la formation d'un exécutif socialiste.

Le Parti socialiste doit obtenir une "garantie de stabilité" pour maintenir un gouvernement "tout au long de la législature", a insisté

M. Costa, précisant que les négociations sur ce point étaient toujours en cours.

"Ce programme est compatible avec nos obligations internationales", a martelé M. Costa pour rassurer les partenaires européens du pays. Le document présenté prévoit d'ailleurs un déficit budgétaire pour 2016 de 2,8% du PIB, respectant les critères du traité budgétaire européen. AFP 08.11

On aura compris que ce front populaire est destiné à offir une "garantie de stabilité" aux institutions portugaises, en appliquant un programme "compatible" avec "les critères du traité budgétaire européen", qui consistera à assumer la continuité de la politique antisociale de la droite officielle, le PSD et le CDS-PP.

Quand la soi-disant gauche prend le relais de la droite pour accomplir la même sale besogne pour le compte des capitalistes, vous avez le droit d'en déduire que la gauche était en réalité une imposture uniquement destinée à tromper les travailleurs pour leur interdire de se rassembler dans un véritable parti ouvrier sur la base d'un programme socialiste.

Tous ceux qui ont marché dans la combine consistant à refuser ce constat en étaient les complices, cela vaut pour tous les courants qui se réclament du trotskysme notamment.

Ils ne pourront même plus invoquer l'argument selon lequel il fallait que le PS et ses satellites ou alliés parviennent au pouvoir pour démasquer leur véritable nature contre-révolutionnaire auprès des travailleurs, puisqu'on ne comptait plus le nombre de pays dans lesquels ils étaient parvenus au pouvoir en Europe et en Amérique latine ou le nombre de fois que les travailleurs ont pu en faire l'expérience depuis des lustres, quelques décennies pour ceux qui ont la mémoire courte, un siècle pour ceux qui n'ont pas une mémoire sélective.

1.2- Portugal : le gouvernement de droite est renversé - latribune.fr

Par 123 voix contre 107, la motion de censure contre le gouvernement minoritaire de Pedro Passos Coelho a été adoptée par le parlement. Le leader socialiste Antonio Costa pourrait former le prochain gouvernement avec l'appui de la gauche radicale.

Sans surprise, le 20ème gouvernement portugais depuis l'instauration de la Constitution portugaise de 1976, a été renversé par l'Assemblée de la République, le parlement du pays, après onze jours d'existence. Après plus de huit heures de débat et malgré une panne sur le vote électronique, 123 députés ont approuvé la motion de défiance déposée par le principal parti d'opposition, le PS. Il fallait 116 voix, soit la majorité absolue pour renverser le gouvernement. Les trois partis de la gauche radicale, le Bloc de Gauche (BE), le Parti communiste (PCP) et le parti écologiste (PEV) ont joint leurs voix au PS. Même le seul député du parti animaliste PAN a voté contre le gouvernement. Pour la première fois depuis la Révolution des Oeillets en 1974, la gauche portugaise a donc réussi à s'unir sur un projet gouvernemental.

Menaces à droite

Le gouvernement minoritaire de droite confirmé le 30 octobre par le président de la République Anibal Cavaco Silva, n'aura donc pas survécu à l'alliance des partis de gauche pour changer de politique. Les menaces du premier ministre sortant n'y auront rien changé. Il aura pourtant mis en garde contre la remontée des taux d'intérêt. Le titre à 10 ans portugais est passé de 2,31 % le 4 octobre, jour des élections législatives, à 2,84 % ce mardi 10 novembre. Les marchés s'interrogent en effet sur la stabilité et les intentions du prochain gouvernement de gauche, ainsi que sur la réaction de l'Europe. Accord à gauche

Mais ces menaces n'ont eu aucune prise sur les députés de gauche, qui étaient décidés à renverser le gouvernement après leur accord difficile trouvé ce week-end. Les partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme minimum qui prévoit notamment de rééquilibrer les efforts fiscaux, de relever le salaire minimum et de terminer le gel des pensions. Mais le PS s'est engagé également à respecter le cadre budgétaire européen. Antonio Costa, qui pourrait être, en tant que leader du PS, le chef du prochain gouvernement, a promis que la gauche resterait « plurielle », mais il a aussi promis la stabilité. Normalement, le prochain gouvernement sera un gouvernement socialiste soutenu de l'extérieur par la gauche radicale.

Le choix du président

La balle revient désormais dans le camp du président de la République Anibal Cavaco Silva qui, le 30 octobre, avait refusé d'écouter Antonio Costa qui lui jurait qu'un accord était possible à gauche. Cet accord existe désormais et on voit mal comment il pourrait refuser de nommer le leader du PS au poste de chef du gouvernement. Mais Anibal Cavaco Silva avait, le 30 octobre, justifié son choix par un risque sur les « engagements internationaux » du Portugal, notamment sa participation à la zone euro. Le PCP est ouvertement hostile à l'euro et le BE très dubitatif. Sa marge de manœuvre est cependant très limitée dans la mesure où le parlement ne peut être dissout dans les six mois qui suivent et précèdent l'élection présidentielle prévue en janvier. Antonio Costa pourrait donc devenir premier ministre du 21ème gouvernement constitutionnel du Portugal bientôt. latribune.fr 10.11

2- Syrie

2.1- Syrie: l'armée brise le siège de l'EI autour d'un aéroport-clé près d'Alep - AFP

L'armée syrienne a remporté mardi sa première victoire significative face au groupe Etat islamique (EI) depuis le début de l'intervention russe, en brisant un siège de plus de deux ans sur l'aéroport militaire de Kweires, près d'Alep.

Les militaires ont pu entrer dans l'aéroport par l'ouest mais des combattants de l'EI se trouvent toujours dans d'autres secteurs autour de l'aéroport, a précisé un photographe collaborant avec l'AFP. AFP 10.11

2.2- De Nombreux terroristes abattus à Daraa - sahartv.ir

L'armée arabe syrienne a infligé aux terroristes de lourdes pertes lors de ses opérations exécutées dans les différents gouvernorats syriens.

Une source militaire a déclaré à Sana qu'une unité de l'armée avait mené une opération précise contre l'un des fief des terroristes du «Front Nosra» au sud de Souk al-Hal dans la zone de Daraa al-Balad, tuant un grand nombre d'entre eux, dont l'un des chefs de la soi-disant «Brigade de Karama», affilié au «Front Nosra».De même, tous les éléments d'un groupe terroriste ont été tués dans une opération contre la localité d'Ataman au nord de la ville. L'armée syrienne, en collaboration avec les groupes de la défense populaires, a poursuivi ses opérations dans la banlieue-nord de Lattaquié, où elle s'est emparée de nombre de zones dans les collines entourant la localité de Ghamam.Un grand nombre de terroristes a été tué et leurs armes ont été détruites dans ces opérations, selon la même source. sahartv.ir 07.11

3- Yémen

3.1- Yémen : l'armée avance vers une base aérienne près d'Aden - sahartv.ir

L'armée et les comités populaires yéménites sont en train d'avancer vers la base aérienne stratégique, Al-Anad, au nord de la ville d'Aden.

Selon la chaîne libanaise Al-Mayadeen, les forces yéménites avancent vers cette base aérienne qui a été occupée il y a deux mois par les forces loyales au président démissionnaire Abd Rabbo Mansour Hadi.

En outre, l'armée et les comités populaires du Yémen viennent de détruire un quatrième navire de la marine saoudienne au large de la ville d'al-Khama, dans la province de Taëz (sud). Samedi, l'aviation saoudienne a attaqué plusieurs provinces du Yémen, dont Baïdha et Jouf. Plusieurs civils ont été blessés au cours de ces attaques. sahartv.ir 08.11

3.2- Yémen : Saoudiens et Emiratis s'entredéchirent - sahartv.ir

« Divisés par leurs intérêts et priorités, les Saoudiens, les Emiratis et leurs alliés s'entredéchirent au Yémen », a constaté le quotidien libanais "Al-Akhbar".

« Le premier recul des forces militaires émiraties du Yémen a fait entrer les conflits émiratis-saoudiens, en cours dans le Sud, dans une nouvelle étape », selon "Al-Akhbar".

"Les Emirats arabes unis ont annoncé le retrait d'une partie de leurs contingents de Maarib, après avoir essuyé une lourde défaite.", précise "Al-Akbar".

Quatre attaques contre les militaires émiratis déployés au Yémen et leurs alliés dont une attaque contre l'hôtel « Palais d'Aden » ont fait émerger les conflits entre les Emiratis et les Saoudiens. Le Parti Al-Eslah, branche des Frères musulmans au Yémen, continue de critiquer les positions et le bilan des Emiratis au Yémen, des critiques qui intensifie le bras de fer entre les deux parties. Il reste toujours des questions sans réponse à propos des assauts qui ont pris pour cible les Emiratis à Aden et dans les autres régions du Yémen. sahartv.ir 10.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Grève à l'AFP, pas de quotidiens nationaux ce mardi - LePoint.fr

Les quotidiens nationaux sont absents des kiosques ce mardi 10 novembre 2015. Une grève est organisée par la CGT du Livre en solidarité avec un mouvement social lancé à l'Agence France-Presse (AFP) dans le cadre d'une négociation. « Alerté par la situation inadmissible des salariés de l'AFP, le Comité Inter CGT (...) a pris la décision d'une non-parution des quotidiens nationaux datés du 10 novembre », indique le syndicat dans un communiqué dénonçant un « diktat de la direction de l'AFP ». « Pourquoi les quotidiens nationaux sont-ils pris en otage, dans le cadre d'une négociation qui ne les concerne pas directement, et qui a trait à l'accord d'entreprise de l'AFP ? » a réagi le Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN) dans un communiqué. La plupart des titres sont consultables gratuitement sur leur site internet.

La grève à l'Agence France-Presse est relancée après un mouvement d'ampleur l'été dernier. Le président de l'Agence, Emmanuel Hoog, avait annoncé en juillet sa volonté de dénoncer tous les accords sociaux en vigueur, pour aboutir à un accord unique d'entreprise. La CGT, FO et la CFE-CGC, qui ne participaient plus aux discussions, sont revenus jeudi à la table des négociations. Mais lundi, ils ont accusé la direction d'avoir « maintenu sa volonté de faire table rase des acquis du personnel » et de vouloir « imposer au personnel de travailler plus pour gagner moins », avec « la baisse, parfois considérable, des salaires d'embauche de plusieurs catégories de personnel ». « Un nouvel accord ne peut pas être construit en sacrifiant les acquis sociaux : RTT, congés, horaires et conditions de travail, salaires, emploi, perspectives de carrière », ont-ils estimé. Un appel à la grève de 24 heures a été lancé.

« Il s'agit de négociations internes à l'AFP », a commenté la direction de l'agence. « Le socle de salaires et de congés proposé par la direction au début des négociations est déjà supérieur aux barèmes du Syndicat de la presse quotidienne nationale », a aussi fait valoir la direction, une grille à laquelle les syndicats grévistes veulent que le personnel de l'AFP soit rattaché. « La CGT Livre demande le rattachement de l'accord d'entreprise de l'AFP aux conventions collectives de la Presse quotidienne nationale », a souligné le SPQN. « Dans un contexte où la CGT est revenue à la table de négociations de l'AFP, les discussions sont ouvertes. De fait, toutes les propositions de la direction se situent au-dessus de minimas des accords Presse quotidienne nationale », a-t-il ajouté.

1.2- - Auto-entrepreneurs : des non-salariés aux faibles revenus - La Tribune

"Les auto-entrepreneurs rhônalpins ont des faibles revenus, bien loin des seuils autorisés par ce statut. La marge de progression reste donc forte", souligne Pascal Oger, directeur régional de l'Insee. L'étude sur les non-salariés publiée mardi fait un zoom sur ce statut particulier, souvent pointé du doigt comme concurrence déloyale ou frein à l'embauche salariée.

60 % réputés actifs

En 2011, la Région Rhône-Alpes comptait 90 000 auto-entrepreneurs, dont seulement 60 % étaient réputés actifs avec un revenu moyen de 5 500 euros par an. Aux extrémités, 10 % des auto-entrepreneurs gagnaient moins de 280 euros par mois tandis que 10 % d'entre eux déclaraient plus de 14 400 euros par an, un revenu moyen légèrement inférieur à un smic salarié annuel. Néanmoins, ces revenus sont difficiles à appréhender dans leur globalité, "mêlant à la fois revenus du travail et du capital, sans que l'on puisse distinguer les deux dimensions", explique le directeur régional.

10% d'entre eux dépassent les 15 700 euros par an

62 % des auto-entrepreneurs se déclarent mono-actifs, c'est à dire exerçant une seule activité. Leur revenu annuel est légèrement supérieur à l'ensemble des auto-entrepreneurs mais reste faible à 6 500 euros par an.

Seuls 10 % d'entre eux dépassent les 15 700 euros par an. Le revenu annuel des auto-entrepreneurs pluri-actifs, cumulant généralement ce statut avec un emploi salarié, (38% d'entre eux) est encore plus faible : de l'ordre de 3 800 euros par an. La Tribune 10.11

L'essentiel c'est de se prendre au jeu et de devenir un capitaliste, surtout d'en avoir l'état d'esprit, ce qui vous éloignera un peu plus du socialisme. C'est en quelque sorte l'équivalent de l'économie informelle appliquée aux pays les plus développés, avec des contraintes d'ordre administratives en plus.

2- Allemagne

- Lufthansa saisit la justice pour faire cesser la grève du personnel de bord - AFP

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a saisi la justice mardi afin de mettre un terme à la grève de son personnel de cabine, entamée vendredi par le syndicat UFO et qui doit durer jusqu'au 13 novembre.

Cette grève pourrait être la plus longue de l'histoire de la compagnie, si elle se déroule comme prévu jusqu'à son terme.

"Lufthansa a fait une demande d'ordonnance de référé auprès des tribunaux d'arrondissement de Darmstadt et de Düsseldorf", a indiqué à l'AFP mardi un porte-parole du transporteur aérien, qui motive sa démarche par l'appel à la grève pour des motifs "trop vagues".

L'UFO, syndicat du personnel navigant, avait lancé vendredi un mouvement de grève aux aéroports de Francfort et Düsseldorf (ouest de l'Allemagne), avant de marquer une pause dimanche.

La reprise des débrayages lundi à ces mêmes aéroports ainsi qu'à celui de Munich (sud) avait contraint la compagnie à annuler 929 vols, affectant 113.000 passagers. Mardi, au quatrième jour de la grève, 136 vols étaient annulés.

UFO est à couteaux tirés avec la direction de Lufthansa depuis des mois, sur des questions de salaire mais aussi de protection contre les licenciements ou encore de retraites et départs en préretraites.

Le groupe Lufthansa est engagé dans un effort de restructuration et de réduction des coûts qui doit lui permettre de tenir tête aux compagnies low-costs et à celles du Golfe, mais qui passe mal en interne. Il est aussi en conflit ouvert avec ses pilotes, qui ont fait grève à de multiples reprises depuis le printemps 2014.

Début septembre, suite à un recours de Lufthansa, le tribunal du travail de l'Etat régional de Hesse (ouest), situé à Francfort sur le Main, avait ordonné la fin d'une grève des pilotes du numéro un européen du transport aérien, la quatorzième en 18 mois.

Cette décision de justice constituait une première dans le bras de fer de la direction avec le syndicat de pilotes Cockpit. C'est en revanche la première fois qu'UFO, le syndicat du personnel de cabine, recourt à la grève. AFP10.11

3- Haïti

- Grève et fortes tensions en Haïti - euronews.com

La situation était particulièrement chaotique ce lundi en Haïti. La capitale Port-au-Prince est notamment paralysée par une grève des transports publics de deux jours. Des hausses d'impôts sont à l'origine du mouvement. Il intervient dans un contexte déjà très tendu après l'annonce de résultats préliminaires d'élections législatives très serrées. euronews.com 10.11

Haut de page

Le 13 novembre 2015

CAUSERIE

On actualisera plus tard la rubrique *Articles d'actualité* , s'ils remettent le courant dans l'après-midi. Il pleut, et sans déconner j'ai passé un sweat-shirt parce qu'il caille, il fait 25°C seulement... mais l'air est frais !

Bien qu'elle ne partage pas mes idées, ma soeur cadette m'a proposé de régler l'abonnement du portail au serveur qui l'héberge pour les trois ans à venir, l'échéance arrive vers le 20 décembre. On la remercie chaleureusement au passage.

Après avoir arrêté de publier les articles de divers portails, avec cette causerie on est peut-être en train d'adopter une formule légèrement différente de la précédente en utilisant des extraits d'articles que l'on relit entre eux et qu'on commente ou analyse pour alimenter la réflexion et faire avancer la discussion. Cela évite aussi aux lecteurs d'avoir à les lire, ils n'en ont pas forcément le temps. Personnellement, quand j'ai terminé le boulot j'éteins l'ordinateur.

La question du jour : Le fascisme, passera ou ne passera pas ? Sa version édulcorée ou soft ne serait-elle pas déjà au pouvoir l'air de rien ? L'art du camouflage et de la diversion ne serait-il pas le propre du PS par hasard ?

Commençons par nous soulager un peu.

Un instant de détente car nous aussi nous en avons besoin, sans nous distraire pour autant.

Un internaute a qualifié A. Glucksmann (et BHL) de philosophe de pissotière, sans préciser qu'elle se situait dans la tête d'un porte-parole de l'oligarchie financière sur laquelle on a tous envie de pisser dessus.

- "*On l'a oublié aujourd'hui mais il y a eu un vrai combat intellectuel dans le monde critique, dans le monde politique et universitaire français quand il s'agissait de parler des régimes totalitaires en particulier du communisme, et il a fait partie de ces philosophes courageux qui se sont engagés dans la vie de la cité, dans ce combat, et qui ont éclairé très tôt. C'est un vrai esprit critique en même temps qu'une conscience qui disparaît*", a déclaré le ministre de l'Economie Emmanuel Macron.

Tirez la chasse !

Glucksmann incarnait l'imposture, transpirait le populisme le plus infâme, il lui a consacré sa vie, et comme tout philosophe ou prétendu tel dans son cas, il se dota d'un système de pensée qu'il n'eut aucune peine à alimenter, il lui suffira d'adopter l'idéologie des néoconservateurs ou néolibéraux

Glucksmann et consorts n'auraient pas existé sans le stalinisme (dans ses différentes versions), c'est lui qui leur a fourni la matière pour s'en prendre en réalité au communisme, au prolétariat. Il suffit de lire les articles qui y sont consacrés dans le portail Le Grand Soir pour en avoir la confirmation, leurs auteurs ne trouvant rien de mieux que de défendre le stalinisme, par exemple en prétendant qu'en 1970 le PCF était réellement communiste, alors que deux ans auparavant il avait soutenu l'écrasement du printemps de Prague par les chars du Kremlin. (André Glucksmann, de l'anticommunisme « de gauche » (sic) à l'exterminisme reaganien. - Georges Gastaud - legrandsoir.info 11.11)

Le stalinisme n'est pas mort.

- A propos d'"Apocalypse Staline" diffusé sur France 2 - Annie Lacroix-Riz - legrandsoir.info 09.11

Les staliniens ne supportent pas que l'on énumère ou rappelle les crimes du stalinisme qu'ils ont couverts hier. Pourquoi ? Pardi, mais parce qu'ils sont demeurés staliniens et ils le revendiquent en les couvrant à nouveau. Que la réaction en rajoute une couche n'y change rien. Elle ne fait pas pire que madame Lacroix-Riz ou Georges Gastaud qui accusent des historiens réels ou fictifs de falsifier l'histoire alors qu'ils se livrent eux-mêmes au même exercice, en tant qu'universitaires, c'est même leur fond de commerce.

En complément. Dans le même registre version PS-néolibéral

- "Il faut continuer à réformer", mais avec les "valeurs fondamentales de la gauche", lance Ayrault - Francetv info 12.11

Faites confiance à Valls et Macron...

Question à un centime d'euro : Qu'est-ce que cela aurait donné si on avait dénoncé et combattu l'imposture du PS (et du PCF), au lieu de lui faire la courte échelle à coups de front unique pendant plus d'un demi-siècle ?

Il faut croire que pour s'y être refusé, les travailleurs et les militants auraient été plus ignorants qu'ils ne le sont aujourd'hui. Non, vous avez sans doute raison, mais vous ne devez pas être nombreux à vraiment le penser, sincèrement. A moins qu'on assiste enfin à une prise de conscience salutaire, est-ce encore possible ? Il faut l'espérer, le développement de la situation joue en notre faveur, vous l'avez remarqué vous aussi, bravo ! Il nous donne raison 9 fois sur 10.

Quand ils se disputent la primauté d'honorer le fascisme.

Il faut "assumer" (Valls). Laissez-nous le fascisme. Quelle est la signification politique de la propagande hystérique de Valls et du PS contre le FN ?

Le PS seraient-ils antifascistes ? Pas du tout et cela ne date pas d'hier.

Le PS est membre de l'Internationale socialiste qui comptait dans ses rangs par exemple le parti tunisien de Ben Ali. Le PS a soutenu tout comme l'UDR (ex-UMP-Les Républicains) tous les dictateurs ou tyrans africains au cours du XXe siècle, tout comme il avait soutenu toutes les guerres coloniales de l'Empire français sous la IIIe et la IVe République, il n'y avait donc aucune raison pour que cela cesse sous la Ve République.

Le PS a soutenu toutes les guerres engagées depuis 2001 par l'impérialisme américain. En 1991 il avait déjà participé au bombardement de l'Irak par la voix de Mitterrand et son gouvernement à majorité PS. Puis il y eut la Serbie, etc.

Le 16 décembre 2006 à Beyrouth au Liban, l'Internationale socialiste a organisé une réunion extraordinaire au cours de laquelle elle a accueilli des représentants de partis fascistes et leur a apporté son soutien. Le PS n'a pas participé à cette réunion sans démissionner pour autant de l'Internationale socialiste, ce qui revenait à cautionner cette réunion. (L'Internationale socialiste apporte son soutien à des leaders fascistes (http://www.luttedeclasse.org/dossier/anticommunisme9.pdf - Source : http://www.voltairenet.org/article12431.htm)

Depuis 2012, le Président de la Répblique et son gouvernement à majorité PS arment, conseillent et entraînent les barbares takfiristes qui sévissent en Syrie. En 2011 le PS soutiendra le bombardement de la Libye.

Ils sont totalement inféodés à une institution supranationale oligarchique, l'Union européenne, qui a participé et couvert le coup d'Etat fasciste de l'OTAN à Kiev en 2014. Depuis cette date le PS et ses satellites soutiennent publiquement le régime néonazi de Kiev qu'ils présentent comme démocratique. Ils soutiennent également le gouvernement d'extrême droite en Israël.

En France, depuis qu'il a été élu Président de la République Hollande et son gouvernement ainsi que le PS s'emploient à détruire systématiquement tous les droits sociaux des travailleurs conformément aux besoins exprimés par la classe des capitalistes et plus particulièrement l'oligarchie financière, autrement dit ils appliquent le programme que le parti officiel de l'ordre, les Républicains, n'était plus en mesure de mettre en oeuvre, programme ultra réactionnaire qui tend à faire payer aux seuls travailleurs les conséquences de la crise du capitalisme, tandis que les nantis continuent de s'enrichir dans des proportions démesurées et renforcent ainsi leur pouvoir au détriment du peuple qui est appelé à subir le sort qu'ils lui ont réservé sans broncher sous peine de répression de plus en plus féroce. Parallèlement ils se sont employés à criminaliser le mouvement ouvrier, et comme si cela ne suffisait pas ils ont adopté toute une batterie de mesures toujours plus liberticides et répressives qui visent en réalité l'ensemble des opposants à leur politique ainsi que leurs organisation, allant même jusqu'à orchestrer et justifier une chasse aux sorcières contre les esprits déviants à travers tout le pays, écoles maternelles incluses.

On se rend compte ici qu'il existe une similitude entre le programme qu'ils ont appliqué et les mesures qu'ils ont adoptées depuis 2012, et les objectifs des fascistes lorsqu'ils sont portés au pouvoir par les sommets de la classe des capitalistes : liquider systématiquement tous les droits sociaux des travailleurs de préférence en recourant au corporatisme (dialogue social), s'attaquer au droit politique du mouvement ouvrier, le bâillonner ou le neutraliser, mais au lieu que cela se passe en recourant à la violence par le biais de milices fascistes, cela passe tranquillement par la voie législative ou les institutions de la Ve République du fait que tous les partis dits ouvriers sont corrompus, ce qui n'est pas forcément le cas de tous leurs militants il faut préciser...

Du coup, comme Hollande et son gouvernement ainsi que le PS et la ribambelle de larbins à son service font le boulot pratiquement aussi bien que les fascistes le feraient si ce n'est mieux, pourquoi franchement l'oligarchie financière devrait-elle faire appel au FN et se passer de représentants aussi soumis et zélés qui ont parfaitement intégré leur stratégie (néolibérale) et leur idéologie (nihiliste)... d'extrême droite ?

Vous avez là la réponse à notre question : A l'extrême droite, le PS est pour le moment plus efficace que le FN et que les Républicains.

On a du mal à comprendre en quoi cela devrait choquer les vieux militants qui seraient demeurés loyaux envers le socialisme ou qui réfléchiraient, ceux qui sont encore en mesure d'analyser le parcours du PS et de relier entre eux tous les événements auxquels il a été mêlé de près ou de loin depuis sa capitulation du 3 août 1914, et qui devraient en arriver à la conclusion que depuis cette date il n'avait jamais réellement cessé d'appartenir au camp de la réaction contrairement à la présentation frauduleuse qui en avait été faite par nos dirigeants, et que la démonstration éclatante qu'il est en train d'en faire de nos jours n'a finalement rien de surprenant ou était inscrite dans sa propre nature et histoire depuis plus d'un siècle comme l'un des piliers indéfectible du régime.

Pour nous en avoir donné une autre version, avantageuse, de nombreux militants ont fini par oublier ce qu'il représentait vraiment et ce dont il était capable, il y en a même qui l'ont toujours ignoré ou plus généralement ont feint hypocritement de l'ignorer, qui ont découvert sur le tard ou tout récemment que le PS avait été un des pires produit du capitalisme destiné à le servir, certains pousseront même la naïveté ou le dilettantisme jusqu'à estimer que la nature de leur propre parti ou courant n'était nullement en cause après que des centaines de "trotskystes" l'eurent quitté pour rejoindre le PS, à croire qu'ils étaient compatibles et qu'ils n'y trouvaient rien à y redire, quoi de plus naturel en somme que de passer du PCI, du PT ou du POI au PS, idem en provenance de la LCR, des courants maoïstes, etc.

P. Lambert poussera la démagogie pour le justifier, jusqu'à affirmer que ces centaines de militants auraient troqué les intérêts collectifs pour lesquels ils combattaient dans le parti au profit de leurs intérêts individuels, et que c'était la vie qui était ainsi faite, rien de plus banal en somme, car à aucun moment la nature de son parti ne pouvait être mise en cause, encore moins ses dirigeants, bref, pour interdire toute discussion dans son parti il décrétera qu'il s'agissait d'une question d'ordre personnel qui ne méritait aucun intérêt. En réalité, la proximité entre les deux partis et les liens qu'ils avaient tissés au cours de plusieurs décennies, ne pouvaient s'expliquer que par la communauté d'intérêts qui les unissaient et que certains cadres ou dirigeants avaient perçu depuis longtemps sans que cela les incommode, au point que le moment venu ils en tireront profit pour monnayer leur ralliement au PS en échange d'une carrière à l'ombre des institutions de la Ve République qui n'est jamais ingrate envers ses serviteurs.

Il en fut ainsi des Mélenchon, Jospin, Cambadélis et Cie qui contrairement à des militants, cadres ou dirigeants qui avaient osé critiquer l'orientation politique que leur imposait Lambert ou le fonctionnement bureaucratique de leur parti et qui furent exclus comme des malpropres, ils bénéficièrent de l'attention bienveillante de cet imposteur comme on procède avec des adversaires avec lesquels on était de connivence afin de rester en bons termes avec eux, plutôt que des ennemis et les combattre,

ce qui était tout naturel puisque son parti était au service du PS, ce que les militants de base ignoraient et ignorent encore ou refusent de ce fait de reconnaître, ce qui est logique.

La collusion qui existe entre la droite et la gauche ne date pas d'hier comme nous l'avons rappelé, au point que les pires réactionnaires ou porte-parole du néolibéralisme et des guerres impéralistes peuvent se réclamer indistinctement de la droite ou de la gauche ou passer de l'une à l'autre. On nous rétorquera peut-être que cela a toujours existé, certes, à ceci près que depuis les années 70 elle a été théorisée, elle s'est littéralement institutionnalisée, de sorte que la confusion poussée à l'extrême qui en découle a pour conséquence d'entraîner l'ensemble du mouvement ouvrier dans son sillage à quelques rares exceptions près, si ce n'est l'ensemble de la population pour la détourner de la politique ou des partis politiques, donc au final abdiquer son droit à prendre en mains son propre sort, ce qui est leur objectif, à l'instar de ce qui s'était passé quelques décennies plus tôt aux Etats-Unis, où de fait les Américains sont livrés pratiquement sans défense à une terrible dictature de l'oligarchie miitaro-financière.

L'oeuvre du PS comme composante des représentants du capital aura été de gangrener, pourrir, détruire le mouvement ouvrier, détourner les travailleurs du socialisme, les en dégoûter à vie pour mieux les enchaîner au capitalisme... On se demandera comment a-t-on pu s'associer à un parti qui poursuivait un tel dessein criminel et sordide, comment a-t-on pu le ménager, taire son passé infâme (et celui de ses dirigeants) ou mentir par omission pendant tant de decennies, comment a-t-on pu le considérer comme un partenaire de la classe ouvrière alors qu'il n'a jamais cessé d'en être un farouche ennemi ? Qui plus est sans renier le socialisme, les enseignements de la lutte des classes que les marxistes nous ont légués. On admettra que c'était impossible. Et quant à ceux qui refusent de l'admettre, ils doivent avoir une conception du socialisme étrangère à celle du marxisme, ils sont eux-mêmes inconsciemment sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui a pour objet d'interdire à quiconque d'envisager un changement de régime, ce qui tombe bien puisque plus aucun parti ne l'envisage sérieusement, ainsi ils peuvent se prévaloir de ne pas être coupés des masses exploitées, en fait du régime puisqu'elles sont dans l'incapacité d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme et elles en supportent les conséquences de gré ou de force.

A force de s'accommoder de tout et n'importe quoi sans réagir, on devient méconnaisable et on finit par tout accepter, par y laisser ses principes et sa dignité, c'est valable dans la vie en général. Comme disait Lénine nous ne sommes pas absolument contre passer des compromis, à condition seulement que cela ne soit pas compromettant et que cela profite à notre cause. Or s'encanailler avec une telle pourriture que le PS pendant de si longues années (et dorénavant le PCF ou le Front de gauche sans oublier les appareils vendus des syndicats) n'était pas sans courrir le risque d'y laisser son âme pour paraphraser Marx, rien ni personne ne nous y obligeait, sauf si en réalité on poursuivait un autre objectif que celui qu'on affichait. Ce qui fut effectivement le cas, car on voudrait bien savoir quel profit en a tiré à l'arrivée le prolétariat, le mouvement ouvrier, son avant-garde, il suffit de dresser un état des lieux de la situation (en France et mondiale) pour répondre absolument aucun.

La question qui est posée aux militants est de savoir si on continue dans cette voie ou si on en change radicalement pour renouer avec le socialisme.

Hollande et son gouvernement, le PS et tous les partis qui gravitent autour, ceux qui se préparent à appeler à voter pour ses candidats aux seconds tours des élections régionales, les mêmes, sont en train de préparer les conditions conduisant à la destruction de la civilisation humaine, car on ne peut pas parler de civilisation humaine quand l'ensemble de la population est privée de tout droit, c'est déjà le cas dans de nombreux pays mais on s'en accommode, on continue de feindre de l'ignorer, aux Etats-Unis par exemple, en Inde où je vis aussi, en Chine, au Pakistan, en Afghanistan, en Turquie, en Grèce, dans l'ensemble des pays de l'UE a des degrés divers, etc. et bien sûr en Palestine occupée.

La plupart des militants sont à l'image de la population française en général qui finalement se laisse vivre, ils refusent de se pencher sur le passé parce qu'il serait trop compromettant, et ils ne tiennent pas à évoquer le futur qui serait déjà largement hypothéqué, autrefois on appelait cela avoir des oeillères, on disait aussi que celui qui n'a pas de passé n'aura pas d'avenir. Ils se foutent de ce que font leur parti, leurs dirigeants et leurs permanents comme me l'a écrit avant-hier un militant du POI. Ils n'ont apparemment tiré aucun enseignement de la Grèce. A suivre.

En 2015, pour ne pas être en reste ils ont participé au bombardement du Yémen et des infrastructures de la Syrie...

- Régionales: la fusion avec la droite avancée par Valls suscite embarras et mécontentement au PS - AFP

Il a évoqué une possible fusion des listes de gauche et de droite au soir du premier tour des élections. "Le soir du premier tour, il ne faudra écarter aucune hypothèse et tout faire pour empêcher le Front national de gagner une région", a déclaré le Premier ministre.

"Nous quitterions enfin l'imposture du faux clivage gauche-droite pour aller vers le vrai clivage, celui qui oppose patriotes et mondialistes", selon le FN.

Un retour à une forme de bipolarisation après la présidentielle de 2017, qui mettrait un terme à l'épisode actuel du tripartisme PS/FN/Les Républicains? Rêvée au FN, cette hypothèse fait aussi son chemin du côté du Premier ministre, qui avait avancé l'an dernier l'idée d'une "maison commune des progressistes" et évoque régulièrement dans ses discours deux "blocs", l'un "républicain", l'autre "réactionnaire".

Certains à gauche ont timidement défendu la position de M. Valls, notamment à l'aile droite des "réformateurs" (Jean-Marie Le Guen, Christophe Caresche) ou encore Jean-Vincent Placé (Union des écologistes).

Une telle fusion n'accréditerait-elle pas "l'UMPS" dénoncé par le Front national? "Je ne rentre pas du tout dans ce langage. Précisément, à un moment, face au FN, il faut assumer", juge Manuel Valls. AFP et Francetv info 12.11

D'après vous, au regard du passé, entre le fascisme et le socialisme, que choisiraient Valls et le PS ?

En complément, la question à l'ordre du jour en France, en Europe et ailleurs dans le monde.

- Barrage de Sivens : L'époque est-elle fasciste ? - legrandsoir.info 11.11

Un livre essentiel pour comprendre ce qu'il s'est passé dans la vallée du Tescou. legrandsoir.info 11.11

- Appels au boycott : la France aujourd'hui plus répressive qu'Israël (Electronic Intifada) - legrandsoir.info 07.11

Plus répressive qu'un gouvernement d'extrême droite...

Quand le fascisme parade en Europe.

- L'extrême-droite défile à Varsovie pour la fête nationale - euroniews.com 11.11

Drapeaux blancs-rouges, fumigènes et slogans nationalistes : des milliers de militants d'extrême-doite ont défilé mercredi dans les rues de Varsovie, un rassemblement baptisé "Marche pour l'indépendance" à l'occasion de la fête nationale polonaise. Leur mot d'ordre : "La Pologne aux Polonais". Dans le cortège, une majorité de jeunes, mais aussi des familles. Aucun débordement n'est à signaler, seuls des pétards ont émaillé le défilé encadré par des milliers de policiers anti-émeutes. euroniews.com 11.11

Quand la collusion d'intérêt entre le fascsime et l'OTAN est établie.

- Pour le juge italien Imposimato, « l'OTAN est une menace pour la Paix et la sécurité dans le monde » - Mondialisation.ca 11.11

La vidéo (7 minutes) : https://www.youtube.com/watch?v=IPcIPU-Ip6U

Ferdinando Imposimato, juge anti-mafia, président honoraire de la cour de cassation italienne

Rome 26 octobre 2015. Réunion-débat public à l'initiative du journaliste Giulietto Chiesa (ilfattoquotidiano.fr)

Extrait.

Au cours de mes enquêtes sur les tragédies survenues en Italie (Piazza Fontana, Italicus, Piazzia della Loggia, gare de Bologne, ceux de Capaci, de Via d'Amelio) où ont été tués, massacrés mes collègues Giovanni Falcone et Paolo Borsellino et leurs escortes nous avons établi que l'explosif itilisé provenait des bases de l'OTAN. Il y a 7 bases de l'OTAN en Italie. (...) Dans certaines de ces bases se réunissaient des terroristes néofascistes, des représentants de l'OTAN, des officiers de l'OTAN, des mafieux et des hommes politiques italiens et des francs-maçons à la veille des attentats. Cela a été rapporté par des témoignages directs. Cela a duré du début des années 1960 de façon ininterrompue. (...) Moi aussi j'ai longtemps cru que l'OTAN était une organisation défensive gardienne de la paix et la sécurité. Ce n'est pas le cas. Je me suis trompé. Le problème est que la désinformation et le silence des médias empêchent l'opinion publique de connaître ces terribles vérités. (...)

Quand l'OTAN met en place un régime fasciste au coeur de l'Europe.

- Otan, le tabou de la gauche - Réseau Voltaire 10.11

Extrait. À Kiev, rapporte l'Ansa dans un document reportage (4 novembre), arrivent chaque semaine de la moitié de l'Europe (Italie comprise) et des USA des dizaines de « professionnels de la guerre » recrutés surtout par Pravy Sektor et par le bataillon Azov, d'empreinte clairement nazie. Les bataillons néonazis font partie de la Garde nationale, entraînée par des instructeurs états-uniens et britanniques Dans ce cadre se trouvent entraînés et armés aussi les étrangers, envoyés ensuite combattre au Donbass contre les Russes d'Ukraine. À leur retour dans leur patrie, leur est fourni « le passeport ukrainien, une sorte de laissez-passer qui peut servir dans le monde entier ». Le cadre est clair.

L'Ukraine de Kiev, de fait déjà dans l'Otan sous commandement états-unien, est devenue le « sanctuaire » du nazisme résurgent au cœur de l'Europe. Le régime de Kiev a mis hors la loi non seulement le Parti communiste, mais le communisme en tant que tel, dont la profession est considérée comme un délit. Il a transformé l'Ukraine en centre de recrutement de néonazis provenant de pays européens et extra-européens, de fait sélectionnés, entraînés et armés par l'Otan. Après avoir été mis à l'épreuve dans des actions militaires réelles dans le Donbass, on les fait rentrer avec le « laissez-passer » du passeport ukrainien dans leurs pays, Italie comprise. Là les plus méritants entrent dans le nouveau Gladio, prêt, si nécessaire, à provoquer d'autres « places Maïdan » (ou pire) en Europe. Réseau Voltaire 10.11

Quand Podemos épouse les institutions franquistes, l'armée et l'OTAN.

- Espagne: Podemos recrute l'ancien chef des armées comme candidat à l'élection législative - Mondialisation.ca 09.11

Lors de la conférence de presse (le 4 novembre - LVOG), Rodriguez a dit que Podemos respecterait ses obligations, ajoutant qu'il défendait « le renforcement de la position stratégique de l'Espagne et de l'Europe dans l'Alliance atlantique. »

La décision de Podemos de se proposer comme plate-forme politique de l'OTAN et de l'armée espagnole pour qu'elles jouent un rôle public dans la vie politique doit mettre en garde contre son rôle tout à fait réactionnaire. La nomination de Rodríguez est une approbation sans équivoque des guerres impérialistes qui ont coûté des centaines de milliers de vies. Sous la direction de Rodriguez, l'armée espagnole a participé aux guerres néocoloniales sous commandement américain en Afghanistan (2001) et en Irak (2003).

Rodríguez a aussi joué un rôle majeur dans la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011.

La nomination de Rodríguez est aussi un signal que Podemos répudie consciemment ses appels précédents, hypocrites et fallacieux, aux sentiments anti-guerre et anti-austérité.

Pendant que le général Rodriguez supervisait quatre chasseurs F-18, un Boeing 707 de ravitaillement, une frégate, un sous-marin et un avion de surveillance en Libye, Pablo Iglesias et Iñigo Errejón, des universitaires alors inconnus, ont critiqué l'intervention « humanitaire » et « ceux soi-disant à gauche » qui avaient voté pour elle.

Mais les jours où Iglesias et Errejón essayaient d'exploiter le sentiment anti-guerre et pestaient contre l'histoire sanglante de l'armée espagnole dans leur programme de télévision locale, La Tuerka, sont bien loin.

Trois ans après la guerre en Libye, ils fondaient Podemos avec un groupe d'anciens staliniens, des universitaires et l'Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste) pabliste. Cette dernière avait soutenu l'intervention de l'OTAN, appelant à une « fourniture inconditionnelle d'armes aux rebelles [Libyens]. »

En Catalogne, Podemos forme maintenant une coalition avec les Verts (ICV) qui avaient dénoncé l'opposition à la guerre en Libye comme de « l'anti-américanisme puéril. »

L'alignement d'Iglesias sur l'état-major est un réquisitoire politique contre toutes les organisations en faillite de la classe moyenne qui ont contribué à créer ce parti populiste, réactionnaire et anti-marxiste.

Podemos était, en particulier, étroitement aligné sur Syriza (« la Coalition de la gauche radicale ») en Grèce. Comme le gouvernement Syriza d'Alexis Tsipras, parvenu au pouvoir sur la promesse de mettre fin à l'austérité, a ensuite mis en œuvre une nouvelle politique d'austérité brutale contre les travailleurs grecs, il ne peut plus y avoir de doute qu'Iglesias mènera une politique droitière semblable en Espagne. Sa rhétorique populiste n'était qu'une couverture politique pour une politique tout à fait anti-ouvrière.

Attirant l'attention sur la « politique populiste de l'homme fort » de Podemos, Vidal-Folch critique toutefois la déclaration d'Iglesias disant que Rodríguez était « notre » ministre de la Défense. La « présence de civils aux responsabilités a été un excellent signe de la soumission permanente de l'armée au pouvoir démocratique », écrit-il, mettant en garde contre le fait de permettre aux militaires de contrôler l'armée: « Méfiez-vous des corporatismes dangereux, inefficaces et parasitaires. »

Alors qu'il appuie la ligne de droite de Podemos, Vidal-Folch s'inquiète de la nature trop flagrante de la nomination de Rodríguez et de ce que Podemos risque de se discréditer chez les travailleurs et dans la jeunesse par une politique ouvertement pro-militaire. Cela pourrait créer une situation où l'opposition des travailleurs émerge en dehors du contrôle de Podemos, le principal outil utilisé cette dernière année et demie pour canaliser la colère sociale généralisée dans une direction procapitaliste.

Mais en dépit des préoccupations de Vidal-Folch, Podemos cherche activement à obtenir le soutien des forces armées. L'intégration de Rodríguez est un signe à la classe dirigeante qu'elle peut faire confiance à la politique étrangère de Podemos: au pouvoir, il irait en guerre de façon aussi impitoyable que d'autres gouvernements bourgeois.

La conférence de presse de Podemos s'est tenue le même jour que la visite du Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg à Saragosse pour superviser l'opération « Trident Juncture »...

Le fait que Podemos soit en passe de devenir un champion de l'armée est avant tout un avertissement très sérieux de son hostilité implacable vis-à-vis des travailleurs.

Au 20e siècle, l'Espagne a connu quatre coups d'État militaires (1923, 1932, 1936 et 1981) et deux dictatures militaro-fascistes qui, ensemble, ont duré près de cinquante ans. Son armée est directement issue de l'armée de Franco qui, dans la Guerre civile espagnole (1936-1939), a tué des centaines de milliers d'Espagnols dans un soulèvement contre-révolutionnaire.

Mais l'an dernier, Podemos a créé des cellules de son parti au sein de l'armée. L'une d'elle a publié une déclaration disant: « L'armée est nécessaire aujourd'hui, et nous ne voulons pas entrer dans le débat antimilitariste… Ce que nous croyons peut embrasser toutes les idéologies qui existent à l'intérieur de l'armée. »

Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de « construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée ». Iglesias a ajouté : « Podemos assume comme légitimes les demandes des associations militaires et promet de les défendre. »

Peu de temps après, il a inclus dans son équipe José Antonio Delgado, porte-parole de l'Association unifiée des gardes civils. Les gardes civils militarisés ont soutenu toutes les dictatures en Espagne depuis leur fondation en 1844. Mondialisation.ca 09.11

J'ai lu dans un autre article que les intentions de vote en faveur de Podemos s'étaient effondrées après l'expérience de la Grèce, elles seraient passées de 20 à 14%, et c'était avant cette annonce...

Quand un Etat terroriste et dictatorial assassine des civils innocents d'un Etat souverain et indépendant qui ne lui a pas déclaré la guerre.

- Edward Snowden accuse les USA de meurtre de civils en Syrie et en Irak - Mondialisation.ca 08.11

Extrait. "Les drones ne visent pas une personne déterminée, mais son appareil portable. Forcément, ils ne sont pas capables d'identifier si c'est un terroriste qui le tient, ou bien sa mère. C'est pour cela que bon nombre de frappes aériennes se soldent par un échec et que des fêtes de mariage tournent à la tragédie", a-t-il souligné dans une interview accordée au journal suédois Dagens Nyheter.

D'après le quotidien, le magazine en ligne Intercept a révélé en octobre dernier des documents classés secrets attestant que 90% des victimes causées par les frappes de drones américains étaient des civils qui n'avaient aucun rapport avec les cibles visées. Ces victimes par la suite sont qualifiées d'"ennemis éliminés" dans les documents officiels des Etats-Unis. Mondialisation.ca 08.11

Leur objectif : une dictature mondiale.

- Les plans de l'ONU pour mettre en œuvre une identification biométrique universelle pour toute l'humanité d'ici à 2030
- Mondialisation.ca 08.11

Saviez-vous que l'ONU a l'intention de mettre des cartes d'identification biométriques entre les mains de chaque homme, femme et enfant sur toute la planète d'ici à 2030 ? Et saviez-vous que la collecte de données de plusieurs de ces cartes sera centralisée à Genève, en Suisse, dans une base de donnée ?

Ce nouveau programme est clairement un modèle pour un nouvel ordre mondial, et si vous creusez les sous entendus de ces nouveaux objectifs mondiaux, vous trouverez des choses très inquiétantes.

L'initiative d'identification pour le développement (ID4D) a été lancée par la Banque mondiale, et ils sont fiers de travailler côte à côte avec l'ONU pour obtenir une identité juridique pour tous. Ce qui suit provient du site officiel de la Banque mondiale …

Fournir une identité juridique pour tous (y compris l'enregistrement des naissances) d'ici à 2030 est un objectif partagé par la communauté internationale dans le cadre des objectifs de développement durable (objectif 16.9). Le Groupe de la Banque mondiale (WBG) a lancé l'initiative transversale d'identification pour le développement (ID4D), avec la participation de sept GP/CCSAs partageant la même vision et les mêmes objectifs stratégiques, pour aider nos pays clients à atteindre cet objectif et avec la vision de prendre tout le monde en compte : veiller à une identité juridique unique et permettre un accès aux services d'identité numérique pour tous.

Bien sûr, tout cela est encadré comme une entreprise humanitaire pour l'instant, mais est-ce que ça sera toujours le cas ?

À un certain point, est-ce qu'un identifiant biométrique universel sera requis pour tout le monde, y compris vous et votre famille ?

Et qu'arrivera-t-il si vous le refusez ?

Je peux, dés à présent prévoir un jour où ne pas avoir une identification juridique vous disqualifiera pour obtenir un emploi, un nouveau compte bancaire, une demande de carte de crédit, un prêt, pour recevoir toute forme de paiements du gouvernement, etc…

À ce moment, toute personne qui aura refusé cet identifiant universel deviendra un paria de la société.

Ce que les élites veulent, c'est faire en sorte que tout le monde soit dans le système. Et c'est un système qu'ils contrôlent et qu'ils manipulent à leurs propres fins. Voilà une des raisons pour lesquelles ils sont lentement mais sûrement en train de décourager l'utilisation du cash partout dans le monde.

En Suède, ce mouvement est déjà tellement avancé qu'ils en sont maintenant à retirer les guichets automatiques dans les endroits les plus reculés …

Le gouvernement suédois, encouragé par son système bancaire à réserves fractionnaires, se bat sans relâche pour aller vers une économie complètement sans cash. Les banques suédoises ont commencé à enlever les guichets automatiques, même dans les zones rurales reculées, et selon le Crédit Suisse, la règle de base en Scandinavie est « Si vous avez à payer en espèces, c'est que quelque chose ne va pas« . Depuis 2009, le montant annuel moyen des billets et des pièces en circulation en Suède a chuté de plus de 20%, de plus de 100 milliards de couronnes à 80 milliards. Le moteur de ce mouvement pour détruire l'argent est le désir de libérer la banque centrale suédoise de ses contraintes pour lui permettre de conduire les taux d'intérêt encore plus loin en territoire négatif. Actuellement, ils se situent à -0.35%, mais les banques ne les ont pas encore répercutés sur leurs déposants, parce que les déposants retireraient tout simplement leur argent plutôt que de le laisser dans les banques et le regarder fondre inexorablement.

Donc, si les espèces étaient supprimées et que les dépôts bancaires restaient la seule forme d'argent, et bien il n'y aurait plus de limite à la politique de taux d'intérêt négatif que les banques seraient en mesure de répercuter sur leurs déposants sans conséquences néfastes. Avec les salaires de tout le monde, les dividendes, etc., payés par dépôt direct sur son compte en banque, la seule façon d'échapper à des taux d'intérêt négatifs serait de dépenser, dépenser, dépenser. Ceci, bien sûr, est précisément ce que les économistes keynésiens conseillant les gouvernements et qui est déjà en cours d'exécution par les banques centrales, visent… un mouvement de résistance pro-cash commence à coaguler et un responsable d'un groupe de lobbying de l'industrie de la sécurité, indique, « J'ai entendu parler de gens gardant l'argent dans leurs micro-ondes. Les banques ne vont pas l'accepter« .

Si vous n'utilisez pas de cash, cela signifie que l'ensemble de votre activité économique va passer par les banques où elle peut être surveillée, suivie, étudiée et réglementée. [et taxée, NdT]

Chaque fois que les élites proposent quelque chose pour notre bien, il en résulte pour eux toujours plus de puissance et de contrôle.

Je souhaite que les gens se réveillent pour voir ce qui se passe. Les grandes étapes vers un système mondial unifié se déroulent sous nos yeux, et pourtant j'entends très, très peu de gens parler de tout cela. Mondialisation.ca 08.11

En complément après l'annonce de la fermeture de 400 agences par la Société Générale.

- Crédit du Nord prévoit de fermer 10% de ses agences d'ici 2020 (DG) - AFP 12.11

ACTUALITE EN TITRES

Sinon à quoi bon s'enrichir...

- Enchères : un milliardaire débourse 48 millions de dollars pour offrir un diamant à sa fille - Francetv info

Ils célèbrent la guerre en famille.

- Cérémonie : entre Sarkozy et Hollande, la paix du 11 Novembre - LeParisien.fr

Les victimes "collatérales" de la guerre de classes.

- Près de 500 sans-abris sont morts en 2014, soit 9 par semaine - Francetv info

Coupez-vous la langue ou fermez-la !

- On n'insiste pas assez sur la discrimination par l'accent - Slate.fr

Justice mafieuse.

- Affaire Borrel: des scellés "importants" détruits par la justice - AFP

Les Etats-Unis ou le laboratoire du nouvel ordre mondial.

- Les jeunes Américains n'ont jamais été aussi nombreux à rester chez leurs parents depuis la seconde guerre mondiale - LeMonde.fr

- Un garçon de huit ans inculpé pour le meurtre d'un bébé aux États-Unis - LeFigaro.fr

Déstabilisation des Etats. Stratégie du chaos et de la guerre.

CIA

- Deux proches du président vénézuélien inculpés à New York pour drogue - AFP

Deux proches du président vénézuélien, neveux de son épouse, ont été inculpés à New York de complot visant à introduire de la cocaïne et d'autres substances illicites aux Etats-Unis, une affaire qui risque de tendre encore plus les relations entre Washington et Caracas. AFP 12.11

Facebook

- Gabon : l'état civil d'Ali Bongo va être dévoilé - LeMonde.fr

CPI

- La force internationale en Afghanistan soupçonnée par la CPI - Reuters

Le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI), dans un rapport d'activités publié jeudi, dit avoir recueilli des éléments laissant penser que des membres de la force internationale en Afghanistan ont fait subir des mauvais traitements à des prisonniers. Reuters 12.11

Amnesty International

- Selon Amnesty, la torture de suspects par la police est courante en Chine - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Air France. Quand ils licencient des ouvriers, des magasiniers, c'est toute la classe ouvrière qu'ils visent.

- Quatre salariés d'Air France licenciés pour les violences du 5 octobre envers la direction - libération.fr

Quatre salariés d'Air France mis en cause pour des violences le 5 octobre ont été licenciés «pour faute lourde», un cinquième, représentant du personnel, fait l'objet d'une procédure de licenciement spécifique en raison de son statut. Pour le délégué syndical CGT, une «procédure légale spécifique et plus longue» est engagée, a indiqué la direction de la compagnie.

Ces cinq employés, principalement issus de la branche cargo, sont licenciés «sans indemnité ni préavis», a précisé à l'AFP Miguel Fortea, secrétaire général de la CGT Air France.

Par ailleurs, onze salariés, tous salariés au sol également, ont également écopé d'une mise à pied sans solde de 15 jours pour avoir participé, selon la compagnie, à l'«effraction» d'une grille d'accès.

La direction a assuré à l'AFP agir «de façon juste, équitable, proportionnée et rigoureuse», ce qui n'a pas convaincu les syndicats interrogés. Pour les sanctions, elle s'appuie sur des vidéos tournées par des médias, «c'est juste une farce», «on ne voit personne qui met un coup» mais «juste du chahut», a réagi un délégué FO. Le représentant CGT «ne tape sur personne», selon Mehdi Kemoune, numéro 2 du syndicat. Il serait «plus intelligent de lever les sanctions», «que la direction laisse son ego de côté». «C'est inadmissible et on se laissera pas faire», a-t-il dit, rappelant que la CGT appelait à la grève le 19 novembre.

La direction d'Air France précise que les personnes sanctionnées ont la possibilité d'effectuer un «recours gracieux» dans un délai de 10 jours auquel cas leur dossier sera reexaminé et la sanction suspendue «jusqu'au prononcé de la décision définitive». Mais selon une porte-parole de la compagnie, il s'agit d'une disposition purement formelle qui, sauf éléments nouveaux , n'est pas de nature à modifier la décision. «Au vu des faits, cela paraît difficile de revenir en arrière», conclut la porte-parole joint par Libération au téléphone. libération.fr 12.11

A retenir. Ils n'ont pas licencié des pilotes ou stewarts. Dès l'annonce de ce verdict inique aucun syndicat n'a appelé à cesser le travail sur le champ en solidarité. Nous exigeons l'annulation de ces sanctions injustes et nous soutenons le mot d'ordre de grève illimitée jusqu'à leur retrait inconditionnel et définitif.

Grèce. Syriza s'inspire des sociaux-libéraux "pour ne pas s'aliéner sa base".

C'est étrange que tous ce que compte d'opportunistes le mouvement ouvrier qui pendant des décennies s'employèrent à masquer ou minimiser la véritable nature réactionnaire du PS, ne soutiennent pas Syriza qui sur le plan des apparences présente les mêmes caractéristiques social-traitres que le PS, à croire que l'imposture dans laquelle il a donné récemment ou depuis janvier dernier serait encore trop fraîche ou trop présente dans les esprits pour qu'ils prennent un tel risque. Les arguments qu'ils avanceront pour le justifier étaient valables pour le PS, mais ils ne sont pas à une contradiction près, il faut croire que la plupart des militants sont prêts à tout gober ou n'y comprennent rien ou ne veulent pas comprendre.

- Grèce : une grève générale contre la politique du gouvernement... soutenue par Syriza ! - latribune.fr

Les deux principaux syndicats helléniques ont appelé à la grève générale ce jeudi 12 novembre et à une manifestation place Syntagma. Ce mouvement contre la politique du gouvernement Tsipras a été soutenu par Syriza. Explications.

Voilà bien longtemps que ces scènes ne s'étaient pas produites dans les rues d'Athènes, en dehors du turbulent quartier d'Exarchia. Des manifestants violemment dispersés par la police sur la place Syntagma, des cocktails Molotov contre le siège de la Banque de Grèce, des magasins pillés, le tout sous fond de grève générale de 24 heures qui paralyse les transports publics... Des scènes qui, rappellent celles des grandes manifestations contre l'austérité de 2010 à 2012, même si l'ampleur des défilés et de la grève n'avait ce jeudi 12 novembre rien de comparable avec ces événements.

L'appel à la grève

L'appel à la grève générale et à la manifestation avait été lancé par les deux grandes centrales syndicales, ADEDY pour le secteur public et le GSEE pour le secteur privé, pour protester contre les hausses d'impôts, notamment de la TVA, et la réforme des retraites. Le parlement hellénique a déjà approuvé plusieurs de ces projets qui ont été réclamés par les créanciers de la Grèce dans le cadre de l'application du troisième mémorandum signe le 19 août. Les cotisations santé des retraités ont ainsi été relevées de 4 à 6 %, tandis qu'elles frappent désormais les retraites complémentaires.

Les projets du gouvernement sur les retraites

De nouveaux plans pour les retraites doivent être soumis prochainement dans le cadre des « actions » réclamées par les créanciers. Selon le quotidien Kathimerini, par ailleurs, le gouvernement travaillerait sur une augmentation graduelle des cotisations de sécurité sociale de trois points pour empêcher des coupes franches dans les pensions qui pourraient atteindre 40 % pour ceux qui ont pris leur retraite avant 65 ans. Même avec cette augmentation, les pensions complémentaires ne couperont pas à une réduction de plus de 6 %...

Pourquoi Syriza cultive l'ambiguïté

La particularité de la grève et de la manifestation de ce 12 novembre, c'est que Syriza, le parti d'Alexis Tsipras avait appelé à rejoindre le mouvement de protestation contre la politique du gouvernement dirigé par Alexis Tsipras. Un paradoxe qui ne manque

pas de piquant, mais qui traduit le positionnement malaisé de Syriza. D'un côté, ce parti s'est engagé devant les créanciers à appliquer le mémorandum signé par le premier ministre, mais il entend toujours se présenter comme une force de « résistance à l'austérité. » Cette ambiguïté avait permis à Syriza de remporter une nouvelle fois les élections du 20 septembre. Alexis Tsipras tente donc, pour ne pas s'aliéner sa base, de montrer qu'il désapprouve la politique que les créanciers lui imposeraient. D'où cet appel à joindre une manifestation contre une politique subie par le gouvernement.

Négociations avec les créanciers

Cet appel à la manifestation est également à mettre en relation avec les négociations actuelles entre la Grèce et ses créanciers pour arracher la tranche de 2 milliards d'euros que doivent verser les créanciers. L'Eurogroupe a, malgré le semblant de résistance de la France, donné une semaine à Athènes pour qu'elle applique les « réformes » qu'il exige, notamment l'abaissement à 120.000 euros contre 250.000 euros aujourd'hui du seuil en deçà duquel les expulsions ne peuvent avoir lieu. La Grèce a peu de marges de manœuvre pour résister à ces demandes, car le gouvernement grec a besoin pour fonctionner des 2 milliards d'euros liés à ces « réformes. » Mais il est utile politiquement pour le gouvernement Tsipras de faire durer la négociation afin de renforcer son rôle de « résistant » aux créanciers. Le résultat des négociations, attendu selon le ministre de l'Economie George Stathakis, ce samedi 14 novembre, sera déterminant pour évaluer cette réelle capacité de résistance.

Risques pour Syriza

A terme, cette stratégie de l'innocence du gouvernement et de Syriza peut-elle fonctionner ? En Grèce, elle profite aujourd'hui de la lassitude de la population et de son envie de revenir à la normalité. Mais à chaque mesure d'austérité nouvelle, il sera toujours plus tentant pour la population d'accuser le gouvernement et de refuser son excuse des « demandes des créanciers » qui, in fine, est celle des autres gouvernements depuis 2010. Du côté des créanciers, cette ambiguïté peut être perçue et utilisée comme la preuve de la « mauvaise volonté » des autorités grecques qui alimentent des manifestations contre des « réformes » qu'elles jurent vouloir appliquer. Un tel comportement justifie donc, aux yeux des créanciers, une position plus dure vis-à-vis de la Grèce et la demande de davantage de garanties. Le risque n'est donc pas mince de voir Alexis Tsipras piégé par sa propre stratégie. latribune.fr 12.11

Les puissances occidentales responsables de la guerre en Syrie

- Syrie: la Russie propose l'organisation d'élections anticipées - LeFigaro.fr

- Syrie: les Occidentaux rejettent un plan russe de transition - AFP

- Guerre en Syrie: Kerry ne croit pas à une percée diplomatique samedi à Vienne - AFP

- Les US et la malédiction de l'ONU – Ban Ki-moon condamne la position américaine sur la Syrie et approuve Poutine - Mondialisation.ca 10.11

Extrait. Quel mauvais sort amène-t-il toujours les Secrétaires Généraux de l'ONU, soigneusement choisis par les US pour la souplesse de leur échine, à se raidir en fin de mandat contre ceux qui les ont portés sur les fonds baptismaux ?

...le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a condamné la demande du président américain Barack Obama que le président syrien Bachar al-Assad soit démis de ses fonctions, il a déclaré : «L'avenir de Assad doit être déterminé par le peuple syrien».

Voici toute la citation

«L'avenir du président Assad doit être décidé par le peuple syrien. Maintenant, je ne veux pas interférer dans le processus de Vienne, mais je pense qu'il est totalement injuste et déraisonnable que le sort d'une personne [langue diplomatique ici pour parler de la demande du président américain Barack Obama que Assad doit quitter sa fonction président de la Syrie] paralyse toute cette négociation politique.

Ceci est inacceptable et injuste. Le gouvernement syrien insiste pour que Assad fasse partie de la transition. Beaucoup de pays occidentaux s'opposent à la position du gouvernement syrien. Pendant ce temps, nous avons perdu des années.

250 000 personnes ont été tuées. Il y a 13 millions de réfugiés ou déplacés intérieurs. Plus de 50% des hôpitaux, des écoles et des infrastructures ont été détruites en Syrie.

Vous ne devez pas perdre plus de temps. Cette crise va plus loin que la Syrie, au-delà de la région. Elle affecte l'Europe. Il s'agit d'une crise mondiale.»

Le Secrétaire général de l'ONU porte ici implicitement le blâme de tout cela – le sang et la misère – sur le président américain Barack Obama, et sur les nombreux pays occidentaux qui, alliés avec lui, se sont joints à sa demande d'un changement de régime en Syrie.

La position du président russe Vladimir Poutine a toujours été totalement opposée à celle d'Obama : à savoir, que seule une élection par le peuple syrien peut déterminer qui doit présider la Syrie. Le Secrétaire général de l'ONU est ici d'accord avec Poutine, et rejette la demande d'Obama, exigeant que la question soit réglée par des non-Syriens, et par des moyens non démocratiques (ce qui est fondamentalement identique à ce que George W. Bush a fait en Irak, et Barack Obama en Libye). Mondialisation.ca 10.11

En complément. La paix, ce serait franchement dommage pour les affaires, les emplois...

- Rafale : un contrat record avec les Émirats arabes unis ? - Francetv info

Si la rumeur se confirme, les Émirats arabes unis pourraient commander 60 Rafale à la France. Francetv info 12.11

Syrie, la guerre comme si vous y étiez.

- Syrie : l'armée s'empare du fief des terroristes, au Sud d'Alep - sahartv.ir

Les forces de l'armée syrienne se sont emparées d'un fief des terroristes, au Sud d'Alep.

L'armée syrienne s'est emparée, jeudi, d'Al-Hader, un fief des terroristes, situé au Sud d'Alep, à 10 km de l'autoroute internationale, a indiqué une source militaire. Il s'agit de la seconde victoire significative des forces armées syriennes, en 48 heures, dans le Sud d'Alep. Mardi, elles avaient brisé un siège de deux ans de l'aéroport de Kweires. Située à 25 km d'Alep, la ville est le plus grand quartier général des forces terroristes, notamment, le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, et les groupes terroristes, au Sud d'Alep. Sa capture permet aux forces du régime de se rapprocher de l'autoroute internationale, qui se trouve, désormais, à, seulement, 10 km. sahartv.ir 12.11

L'autoroute Irak/Syrie, libérée - sahartv.ir

Les Peshmerga kurdes ont libéré, jeudi matin, l'autoroute reliant l'Irak à la Syrie. Quelque 20.000 combattants kurdes ont pris d'assaut, à partir de trois axes, les positions de Daech, à Sinjar.

La route reliant Sinjar à Raqqa a, ainsi, été expurgée de la présence des terroristes de Daech, et la libération a eu lieu, à partir de l'axe occidental et oriental. Les combattants kurdes ont pulvérisé les positions de Daech, sur les hauteurs de Boulat, de Tal al-Chour et de Haji Fazel. Les opérations se poursuivent, encore. Sinjar est située, dans la province de Ninive, dans le Nord-Est irakien, et elle est occupée, depuis l'an dernier, par Daech. sahartv.ir 12.11

Syrie : Umm Arkileh prochaine cible de l'armée - sahartv.ir

Après avoir brisé le blocus de l'aéroport militaire Qweires, non loin d'Alep, l'armée syrienne entend libérer le village Umm Arkileh, fief des terroristes de Daech, près duquel sont en cours des affrontements opposant les terroristes aux militaires de l'armée.

Un militaire de l'armée syrienne, présent à l'aéroport militaire Qweires, a annoncé que le blocus de cet aéroport avait été brisé bien que les terroristes l'aient défendu bec et ongle. « L'évacuation des blessés et le transfert des munitions et des armes ont déjà commencé », a-t-il déclaré. « La prochaine localité que l'armée va essayer de libérer est le village d'Umm Arkileh, en tant que principal fief des terroristes de Daech. Ce village est actuellement entouré des affrontements opposant les terroristes aux soldats de l'armée », a-t-on appris de la même source.

Par ailleurs, les militaires de l'armée régulière ont commencé à progresser vers la centrale thermique de cette région dont la libération sera possible après celle des localités d'As-Safireh et d'Al-Cheikh Nadjjar, en banlieue-Est d'Alep.

D'intenses conflits sont en cours dans l'Est de Qweires et l'armée est déterminée à purifier tous les villages et les cités entourant l'aéroport militaire de Qweires de la présence des terroristes. sahartv.ir 11.11

Haut de page

Le 14 novembre 2015

CAUSERIE

Un complément à la causerie du jour

On a oublié de préciser que le massacre d'hier à Paris précédait de quelques heures le début de la réunion internationale à Vienne consacrée à la Syrie.

La chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, souligne que la réunion de Vienne "prend une autre signification". lexpress.fr 14.11

Le portail néolibéral-sioniste Atlantico.fr vient de titrer un article : Conférence de Vienne sur la Syrie : l'échec annoncé d'un sommet à contretemps qui fait comme si Daech n'existait pas

En fond de tableau, il y a la rivalité Etats-Unis/ Russie. Les européens font de la figuration et n'ont pas été invités aux toutes premières négociations de Vienne. Et pour cause; Britanniques et Français s'étant alignés sur les positions jusqu'au-boutistes turco-saoudiennes, leur point de vue n'est pas central dans les négociations. D'autant que russe et américains semblent avoir des intérêts communs: la chute de Daech. Et ils semblent en mesure de s'entendre s'il le faut en écartant les européens.

La Turquie veut jouer des réfugiés pour obtenir une contrepartie, quelle qu'elle soit. L'Arabie saoudite a son gros portefeuille pour s'imposer. L'Egypte et l'Iran peuvent rééquilibrer la région et contrebalancer l'influence de la Turquie et de l'Arabie saoudite.

La partie d'échec jouée par les russes à Vienne ne trompe pas grand monde. La transition politique qu'il propose est une façon de remporter la mise sans humilier ses adversaires: on organise une transition bidon avec des opposants dociles; le parti Baath conservant en réalité le pouvoir. Au bout de quelques mois, Bachar Al-Assad est réélu et le tour est joué.

Comme souvent l'Amérique est la seule à pouvoir vraiment changer la donne. Obama sur la fin de ses mandats devrait laisser son indécision de côté et forcer la main des turco-saoudiens. C'est-à-dire redéfinir clairement les priorités: détruire Daech d'abord, trouver une solution politique ensuite. Mais les alliés de l'Amérique peuvent être tentés de jouer les prolongations et d'attendre les élections de fin 2016. Avec un vainqueur démocrate ou plus probablement républicain qui en début de mandat sera plus faucon qu'un président expérimenté et sur la fin. Ils parient que la future administration américaine sera plus favorable à leur position. atlantico.fr 14.11

Les attaques d'hier à Paris auraient pu être conçues pour torpiller cette conférence, et ses commanditaires pourraient être les jusqu'au-boutistes israélo-turco-saoudiens soutenus par les néoconservateurs américains qui refusent toute idée d'un compromis avec les Russes et Assad.

Il y a un des aspects de ces attaques qu'on n'a pas évoqué ce matin, non pas leur sophistication ou leur complexité (lire plus loin à ce sujet) qui était un jeu d'enfant, tout simplement parce qu'elles ne pouvaient pas relever de décisions individuelles, mais avaient été forcément plannifées par une organisation.

La causerie du matin

Enfin !

Question : La majorité des militants vont-ils virer à droite toute ou à gauche ? Hum, comme c'est parti on pencherait plutôt pour la droite (c'est la lecture du dernier numéro d'Informations ouvrières qui m'inspire cette réflexion, pas seulement, certains courriels que j'ai reçus aussi.). Ah ben oui, soit vous vous radicalisez à gauche et vous nous rejoignez, soit on ne donnera pas cher de votre peau, pour rien en plus, ce serait dommage, non ? Même les bisounours, les mous, les indécis, les renégats y passeront... Qu'en pensez-vous ?

Au fait, en quelque sorte c'est de cette manière-là qu'ils sont parvenus à mettre en place un régime néonazi en Ukraine. Cela devrait faire réfléchir.

Soit on engage résolument le combat contre l'Etat dans la perspective de l'abattre au profit d'une République sociale, soit on le ménage et on s'en accommode. Dépéchez-vous de choisir votre camp, le temps est compté désormais. Il n'y a rien de pire que l'indécision, cela peut être fatal parfois.

La Ve République, c'est le règne de la terreur et de la guerre à tous les peuples.

Qui fait régner la terreur, les marchands d'armes, la France ; les Etats qui les livrent à des barbares, la France ; les Etats qui

ont déclaré la guerre à des pays qui n'en avaient agressé aucun, la France ; les Etats qui soutiennent des régimes dictatoriaux (Qatar, Arabie Saoudite, Israël, Turquie, etc.), la France ; les Etats qui soumettent leur propre peuple à la déchéance, au chômage de masse, à la précarité généralisée, à la pauvreté, la France de monsieur Hollande, du PS au FN en passant par les Républicains et le Front de gauche, la Ve République.

Comment expliquer que des attaques d'une telle envergure et qui comportaient tant d'acteurs n'aient pas été localisées par les services de renseignement avant qu'ils passent à l'action ?

Le peuple et bien des militants ont la mémoire courte ou sélective, pas nous, nous nous souvenons que dans les heures et les jours qui ont suivi les attaques de janvier 2015 en France, le ministre de l'Intérieur s'était empressé d'affirmer qu'il possédait peu d'informations sur leurs auteurs présumés, etc. Puis les semaines passant, on apprendra par le biais de la presse américaine qu'ils étaient suivis à la trace par les services de renseignement américains. Du coup les semaines suivantes les services de renseignement français retrouveront subitement la mémoire et fourniront des précisions stupéfiantes sur leur emploi du temps la veille de ces attaques, alors que quelques semaines auparavant ils en avaient été incapables, prétextant qu'ils auraient cessé de les pister depuis juillet 2014 si je me souviens bien. Bref, ils ne savaient rien de la préparation de ces "attentats", puis ils en savaient un peu trop pour que leur version soit crédible ou prise au sérieux.

Contrairement à ce qu'on lira ci-dessous, plus une opération est sophistiquée ou complexe, plus il sera facile de la repérer.

Attentats à Paris: «Un niveau de sophistication et de complexité extrêmement inquiétant» - 20minutes.fr

François Heisbourg, conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique de Paris.

C'est une extrapolation des opérations du mois de janvier, mais avec un niveau de sophistication et de complexité extrêmement inquiétant. Je suis surpris et atterré par la sophistication de l'ensemble.

20minutes - On ne peut pas empêcher ce genre d'attaques, même si on est au courant de certaines choses ?

Il va falloir attendre pour savoir exactement ce qui s'est passé. Mais encore une fois, je suis très surpris. Comme d'autres analystes, je m'attendais à ce qu'il se passe quelque chose d'important mais la complexité de l'opération, en termes de multiplicité des savoir-faire des terroristes, ça honnêtement je ne m'y attendais pas. Ça me remplit d'une inquiétude toujours plus grande. 20minutes.fr 14.11

Dans le cas présent il est faux de parler de "sophistication et de complexité", puisqu'il suffisait simplement aux terroristes de se procurer des armes, des véhicules et des téléphones portables pour synchroniser leurs attaques, matériel pratiquement à la portée de n'importe qui en France.

On notera qu'à travers ces attaques c'était la jeunesse qui était visée en priorité ainsi que les quartiers populaires, et non les nantis, les actionnaires du CAC40, les institutions ou l'Etat qui en tireront profit.

On notera aussi que ces attaques surviennent au bon moment, à quelques semaines d'élections qui s'annonçaient catastrophiques pour Hollande et le PS, alors que des grèves et manifestations de plusieurs catégories professionnelles ou personnels d'entreprises étaient programmées dans les jours et semaines à venir.

Comment combiner afflux de réfugiés en provenance de pays arabes à population majoritairement musulmane, et actes terroristes menés par des musulmans.

Un retournement prévisible qui risque de se réaliser plus vite qu'on aurait pu l'imaginer.

Hollande a été conduit à soutenir du bout des lèvres l'accueil en France de réfugiés syriens et de différentes nationalités en provenance de chez son ami le Frère musulman Erdogan, le parrain du terrorisme international, de l'Emirat islamique et d'Al-Qaïda, réfugiés en nombre insignifiant en réalité que les médias se sont employés à grossir démesurément de manière à ce qu'ils apparaissent dans l'imagination collective comme une menace pour la population déjà en proie à de graves difficultés sociales, de façon à alimenter la xénophobie et le racisme et ainsi favoriser la montée de l'extrême droite en France ou les tenants du fascisme.

Il y a fort à parier qu'à l'unanimité toutes les composantes du mouvement ouvrier vont une nouvelle fois apporter leur soutien à Hollande et son gouvernement ou s'engoufrer dans cette provocation, bafouant ainsi leurs engagements au nom de principes qu'ils piétinent par ailleurs quotidiennement, pour ne pas être accusés de complicité avec les auteurs de ces massacres, le tout sur fond d'unité nationale, mettant en berne ou neutralisant la lutte des classes, s'autocensurant à l'instar des médias aux ordres, ce qui une fois de plus permettra aux justiciers du régime de discréditer, dénigrer, criminaliser et éventuellement réprimer ceux qui ne marcheraient pas dans cette combine infâme, et accuseraient le pouvoir en place d'être responsable de ce carnage pour avoir

porté la guerre en Syrie et en Irak notamment, et avoir ainsi encouragé la fanatisation ou la radicalisation de travailleurs, qui réduits à l'état de lumpenprolétaires allaient en désespoir de cause se transformer en candidats au djihadisme takfiriste, en créatures monstrueuses prenant pour cible des jeunes et des travailleurs innocents.

Il se peut aussi que la situation prenne une tournure particulière, et que la population déjà très remontée contre le gouvernement réagisse en l'accusant d'avoir été impuissant à empêcher ces actes de guerre civile, et qu'elle réclame vengeance et bascule majoritairement à l'extrême droite, ce qui fournirait le mobil à une attaque ou une répression violente du mouvement ouvrier contre lequel pèserait l'accusation relevée plus haut. Autrement dit, le gouvernement (et le patronat) qui n'était pas vraiment opposé (à condition de tenir compte de son double langage) à l'afflux de réfugiés en France, se retournera contre ceux qui l'auront soutenu sans faire preuve du moindre discernement, selon le principe, faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais sous peine que cela vous retombe dessus un jour, sans tenir compte que celui qui en décide est de préférence celui qui détient le pouvoir, ce que les militants ont malheureusement oublié, car ce gouvernement pourra être celui de Hollande-Valls ou un autre, qui sait, d'extrême droite, ne dites pas que ce serait impossible, cela s'est déjà vu dans le passé, en Allemagne par exemple.

Les principaux point à retenir du 13 novembre (Source : AFP, Reuters, Libération, Le Figaro, Le Parisien).

- Les auteurs présumés de cette attaque ont invoqué l'intervention française en Syrie pour justifier leur action, a relaté un témoin à l'AFP.

- Un témoin au Bataclan : "Je les ai clairement entendus dire aux otages "c'est la faute de Hollande, c'est la faute de votre président, il n'a pas à intervenir en Syrie". Ils ont aussi parlé de l'Irak".

- Hollande : "Face à la terreur, la France doit être forte, la France doit être grande, l'autorité de l'Etat ferme. Nous le serons".

- Dans une allocution télévisée, le chef de l'Etat a déclaré l'état d'urgence, demandé des renforts militaires. L'Elysée a annoncé la mobilisation de "1.500 militaires supplémentaires". Le chef de l'Etat a également annoncé la fermeture des frontières.

- Depuis les attentats de janvier, le plan Vigipirate est à son niveau maximum en Ile-de-France. Une mission de sécurité intérieure associée à ce plan est assurée sur tout le territoire par l'armée sous le nom d'opération Sentinelle.

- Dans un mouvement d'unité nationale, les principaux partis, notamment le PS, Les Républicains et le Front national, ont annoncé la suspension de leur campagne en vue des élections régionales de décembre. Tous les groupes politiques à l'Assemblée nationale ont appelé à "l'union nationale". Nicolas Sarkozy a apporté son soutien à François Hollande : "la solidarité de tous les Français s'impose". L'ancien Premier ministre François Fillon a lui présenté dans un communiqué "l'unité nationale" comme un "devoir". Alain Juppé : La France doit faire bloc face à ce défi mortel", a-t-il demandé sur Twitter. "A cette heure, toute querelle s'interrompt", a déclaré de son côté sur sa page Facebook Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à la présidentielle, "formant le voeu que nul ne s'abandonne à la vindicte et conserve sa capacité de discernement". Tous les présidents de groupe de l'Assemblée appellent à l'unité nationale.

- "Le cœur saigne"

02:27 - Jean-Luc Mélenchon, candidat à la présidentielle 2012 pour le Front de Gauche : "Le cœur saigne avec celui de malheureux exposés à l'hyper-violence de cette nuit. À cette heure, toute querelle s'interrompt. Je forme le vœu que nul ne s'abandonne à la vindicte et conserve sa capacité de discernement. Je forme le vœu que nos responsables gouvernementaux aient tous les moyens d'agir comme ils le souhaitent. Et que nous soyons tous capables de résister à la haine et à la peur que les assassins veulent incruster en nous."

Le charlatan n'aura aucun mal à "résister à la haine" qu'il ne voue pas au régime auquel il souhaite d'avoir "les moyens d'agir" pour continuer d'appliquer sa politique antisociale et impérialiste, les travailleurs apprécieront. Hollande va pouvoir en profiter pour justifier la mise en oeuvre de la loi qu'il a adoptée sur le renseignement ou mettre sur surveillance la totalité de la population, pour un peu il va même la durcir avec la bénédiction de cette ordure.

Son "voeu" est en fait un chèque en blanc à Hollande.

- "La guerre en plein Paris"

02:01 - C'est "la guerre en plein Paris" relate la presse après les attentats dans la capitale. "La guerre en plein Paris" titre Le Figaro tandis que Libération évoque des "carnages à Paris". Du Parisien à l'Equipe en passant par Les Echos, les sites internet des quotidiens relatent les développements d'une soirée d'"horreur" selon les propres termes du président François Hollande. "La barbarie terroriste a franchi une étape historique", écrit le directeur de Libération Laurent Joffrin dans son éditorial.

Laurent Joffrin a raison, la guerre que mène l'oligarchie financière à tous les peuples ne connaît pas de limite, dans la mesure où

le prolétariat organisé n'est pas en état d'y mettre un terme, pour en est encore à jouer aux billes dans la cour de récréation d'une école maternelle ou à ramasser les miettes que lui destinent ses maîtres.

En titres.

A qui profite le crime ? A qui doit profiter le "dialogue social" que les militants rejettent ?

Depuis plusieurs mois, les avertissements se multipliaient autour d'un «11-Septembre à la française» - Slate.fr

Comment réaliser un voeu qui s'est évanoui peu de temps après le 11 janvier, lutte de classes oblige ?

13 Novembre: union sacrée après les attentats, les partis suspendent la campagne électorale - Slate.fr

En famille chez les tyrans, soyez Charlie !

Erdogan, le président turc qui devait accueillir Hollande demain, présente ses condoléances à la France et réclame un consensus contre le terrorisme. AFP 14.11

Traduire : Contre Assad ou la République arabe syrienne, le peuple syrien souverain...

Pour que l'imposture soit parfaite.

- Obama : les attaques de Paris frappent "toute l'humanité et nos valeurs universelles" - Francetv info

Parole de marchand d'armes.

- Bernard Cazeneuve dévoile son plan contre la prolifération des armes à feu - Francetv info

Commentaires d'internautes désabusés

1- Super plan ! Surtout la partie "surveillance collectionneurs, clubs de tir et armuriers", les forces de l'ordre sont déjà en sous-effectifs, pendant qu'ils perdront du temps à vérifier l'escopette de Charles XIII détenue légalement par un grand-père de 80 ans ou un vieux révolver à poudre noire de la guerre de sécession, les truands pourront s'en donner à cœur joie pour faire rentrer tout un arsenal sans être inquiétés !

De plus, parmi les tireurs, collectionneurs, chasseurs, il y a aussi des policiers, gendarmes, douaniers, donc, ils vont en partie, se surveiller eux-mêmes !

Vraiment trop rigolo, le commissaire Juve n'aurait trouvé mieux pour faire rire la galerie.

Quant à la démarche citoyenne, de ramener les armes illégales à la brigade de gendarmerie ou au commissariat de police de son quartier, c'est vraiment une idée "géniale" !... Je suis sur que, dès la fin de la semaine prochaine, toutes les cités sensibles de France et de Navarre seront entièrement désarmées... Dans vos rêves !

2- "Démarche citoyenne" des trafiquants d'AK47? il se moque de nous le Cazeneuve?

3- L'Etat est le pire des trafiquants d'armes! à gaver de Rafales, missiles, chars les pires états terroristes du Golfe ! Juste pour ramasser leurs milliards.

4- Le premier de tous les trafiquants d'armes, c'est l'Etat. Un trafiquant d'envergure internationale, présent dans tous les coups fourrés.

5- Faudrait qu'on nous explique comment les rebelles possèdent en main propre des armes françaises ? Des armes de guerre je précise! En nombre auss i; qui est à l'origine de ce trafic ? Ce ne sont certainement pas les sans dents qui avaient encore cela pour se défendre en ultime combat au corps à corps qui les ont vendus ou donnés à ces bons barbares qui font " du bon boulot ". En effet, ce soir bon nombre de citoyens français peuvent s'apercevoir du bon boulot que font ces braves barbares qui aussi veulent prodiguer leur amour au peuple syrien. Il est temps que les Français se rendent comptent où l'on nous dirige !

Otage de l'OTAN.

- Mais quand l'Europe se rendra-t-elle compte qu'elle a un problème avec Erdogan au moins aussi grave qu'avec Bachar el-Assad ?
- Atlantico.fr

Atlantico : Les conditions troubles de la victoire du parti de Recep Tayyip Erdogan aux récentes élections législatives en Turquie ont fait des remous en Europe. Pourtant le Président turc semble continuer à donner le tempo à l'Union européenne (sur la question des migrants par exemple) et plus largement à la communauté internationale (le prochain G20 aura lieu à Antalya). Pourquoi ? Qu'est-ce qui fait du Président turc un interlocuteur apparemment incontournable ?

Roland Hureaux : La victoire du parti d'Erdogan apparaît d'autant plus surprenante qu'il était devenu très impopulaire dans son pays et que les pronostics ne lui étaient pas favorables. On peut donc soupçonner que l'élection a été irrégulière, ou à tout le moins que l'appareil d'Etat et l'appareil religieux qui en dépend ont été massivement mobilisés pour renverser le résultat. Dans la mesure où Erdogan est un des grands obstacles à la paix dans cette région, on peut en effet être choqué et surtout inquiet de ce résultat.

Mais une partie du peuple turc qui s'apprêtait à fêter sa défaite l'est également.

Ce résultat présente par ailleurs des risques pour la Turquie : un vieux turc d'Anatolie nous disait récemment que, avec cette élection, la Turquie allait devenir l'Arabie saoudite ! Mais je suis pour ma part encore plus choqué que le coup de pouce décisif à la victoire ait été apporté par Angela Merkel qui, quelques jours avant le scrutin, est allée à Ankara promettre à M. Erdogan toutes sortes de choses : reprise des négations pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, libre circulation des Turcs dans l'espace Schengen, aide financière renforcée. Cet appui est ahurissant quand on sait le rôle pernicieux joué par la Turquie dans les conflits du Proche-Orient: en bref, le sud de la Turquie voit passer deux flux contraires mais également dangereux. De l'Ouest vers l'Est, passent les milliers de djihadistes qui viennent du monde entier et qui s'en vont renforcer Daesh. De l'Est vers l'Ouest vont des milliers de réfugiés syriens ou irakiens qui rejoignent la côte d'Asie Mineure pour tenter de passer en bateau en Grèce. Non seulement M. Erdogan les laisse passer mais on a de sérieuses raisons de croire qu'il encourage ces passages. Le Sud de la Turquie, disait récemment un journaliste turc critique d'Erdogan, est devenu un "boulevard pour djihadistes". Si le premier flux, celui des djihadistes se tarissait, la paix reviendrait vite en Syrie.

Et si le second flux se tarissait, l'Europe ne serait plus confrontée à l'immense problème des réfugiés. C'est dire combien M. Erdogan est un personnage toxique. Et Mme Merkel va l'aider à se faire réélire ! Je précise que ce ne sont pas les 2 millions de syriens réfugiés à la frontière turco-syrienne qui viennent chez nous car ceux-là, parqués dans de vrais camps de concentration, n'ont pas le premier sou à donner aux passeurs, sauf à être passeurs eux-mêmes comme l'était, semble-t-il, le père du petit Aylan. Les Syriens qui viennent en Europe sont issus pour une partie de la petite bourgeoisie de Damas : ils vont prendre un bus à la frontière syrienne (des lignes spéciales sont organisées) pour le port de Tripoli au Liban et ensuite, ils prennent un bateau pour la Turquie occidentale et tentent après cela de passer en Europe. Cela leur coûte entre 5 000 et 10 000 euros alors que si Mme Merkel, qui semble demandeuse, levait les sanctions à l'encontre de la Syrie et leur accordait des visas, les Syriens pourraient prendre sans risques pour 300 € un avion direct pour Berlin. C'est dire combien derrière la prétendue ouverture de la chancelière, se cache d'inhumanité. Ce flux n'existait pas avant l'été. Il a démarré cet été : il est organisé par des mafias de passeurs mais protégé, dit-on, par les services secrets turcs- et d'autres.

Au passif du président turc on peut aussi mette les discours injurieux qu'il est venu faire sur le territoire français à ses compatriotes émigrés à Strasbourg et à Bruxelles; injurieux pour la France et injurieux pour l'Europe. Pourquoi le président turc semble-t-il, malgré son hostilité viscérale à notre égard, donner le tempo à l'Europe et même à l'OTAN ? Il faut faire bien sûr la part de la lâcheté européenne dont les effets sont en tous domaines de plus en plus graves. Vous avez vu l'inconséquence de Merkel, vous connaissez la mollesse de Hollande. Il faut le dire: il n'y a plus de pilote dans l'avion en Europe occidentale. Mais Erdogan n'aurait pas tant d'assurance s'il n'avait l'appui discret mais, semble t-il, déterminé des Etats-Unis. Ses intérêts convergent avec ceux de Washington : il est (pas toujours mais le plus souvent) contre les Russes, il est contre la Syrie de Bachar el Assad. Il joue aussi contre l'Europe, mais croyez-vous que les Etats-Unis veuillent tant de bien à celle-ci ? Les ambassadeurs américains prêchent pour que l'Europe assume sa diversité religieuse et culturelle : Erdogan est un bon instrument de cette politique. Ajoutons que Washington tient à garder La Turquie dans l'OTAN et, pour cela, le ménage. Que le sommet du G20 se tienne en Turquie est un signe fort de l'appui que Washington apporte à Erdogan. L'alliance de la Turquie et d'Israël a longtemps été solide, même si au fond de lui-même Erdogan déteste l'Etat hébreu et qu'elle a pris du plomb dans l'aile. Mais il se peut qu'il en reste quelque chose. Erdogan a aussi l'appui des monarchies du golfe.

Quels sont les risques à court, moyen et long terme pour l'Europe de maintenir son alliance avec une personnalité comme M. Erdogan. Est-ce outrancier de considérer que l'Europe a au moins autant de contradictions avec M. Erdogan qu'avec Bachar Al-Assad ?

Il est évident que Bachar Al Assad nous pose beaucoup moins de problèmes que Recep Erdogan. Certes le régime de Bachar Al-Assad, comme jadis celui de Saddam Hussein ou comme aujourd'hui celui de maréchal Al-Sissi en Egypte est une dictature ; mais il y en a d'autres et je ne suis pas sûr qu'elle soit pire que les autres, notamment par le respect des minorités religieuses qui a toujours existé en Syrie. Surtout, depuis que la Syrie a retiré ses troupes du Liban, Bachar Al-Assad n'a pas d'ambitions hors de ses frontières. Il ne prétend pas à l'empire du monde. Dans la période récente, il ne nous a jamais créé le moindre problème (ce nous inclut Israël), c'est au contraire nous qui lui en avons créés, en premier lieu Washington mais Paris aussi. M. Erdogan a au contraire des visées impérialistes affichées.

Avant d'être au pouvoir, en 1999, il avait repris ces déclarations d'un poète turc : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ». Cela pour partir à la reconquête de l'Europe. Erdogan a le vif sentiment de l'humiliation qu'avaient subie les sultans de Turquie partis à la conquête de l'Europe après la prise de Constantinople (1453) , aux XVIe et XVIIe siècles, quand ils avaient été arrêtés à Lépante (1571) puis devant les remparts de Vienne (1683) . C'était la deuxième tentative d'islamisation de l'Europe après celle de 732 qui avait échoué à Poitiers.

Erdogan veut mener une troisième tentative : en entrant dans l'Union européenne et en encourageant l'entrée massive de musulmans, et en comptant sur notre décadence qui n'a pas de secret pour lui, il espère que l'Islam sera dominant en Europe. Le Turcs ne s'étaient pas seulement répandus en Europe, ils tenaient aussi une grande partie du monde arabe: renverser Assad et placer un protégé à Damas, serait pour Erdogan une manière de venger la défaite infligée aux Trucs en 1917, quand le colonel Lawrence et le chérif de la Mecque Hussein ont reconquis Damas au bénéfice des arabes...

Mais ce ne serait pas la première fois que l'Europe se trompera d'ennemi. Savoir reconnaitre son vrai ennemi, c'est l'art politique par excellence. Ceux qui se trompent sur leur ennemi se préparent à de singuliers malheurs. L'Europe a-t-elle le choix ? Y-a-t-il une autre stratégie possible que celle qui consiste à s'en remettre à M. Erdogan ?

Bien sûr qu'il y a une autre stratégie possible. Cela suppose de la part des Européens un plus grand courage pour regarder en face les agissements du personnage et aussi de ne pas se laisser aller aux actions de corruption qui sont menées dans certaines capitales occidentales. Cela suppose également surtout une émancipation vis à vis des Etats-Unis qui sont sans aucun doute complices de M. Erdogan. Mais là aussi il faut du courage. On peut imaginer que pour contrer les menées d'Erdogan, l'Europe s'appuie un peu plus sur Vladimir Poutine qui, malgré les tentatives avortées de rapprochement Moscou-Ankara qui ont eu lieu l'an dernier, a toute les raisons de se méfier de la Turquie, ennemi séculaire de la Russie.

Que faire ? C'est simple. Au lieu de promettre comme Mme Merkel (en échange d'autres promesses d'Erdogan comme celle de combattre Daesh, qui ne seront évidemment pas tenues), il faut menacer. Dire simplement : si vous n'arrêtez pas les deux flux, de djihadistes d'un côté, de réfugiés de l'autre et nous savons que vous en avez les moyens, nous suspendrons tous les avantages que votre situation de pays en préadhésion vous ont valus de la part de l'Union européenne : tarifs préférentiels, subventions abondantes etc.

Mais pour tenir ce langage, encore faudrait-il que ceux qui dirigent l'Europe, à Bruxelles, Berlin et à Paris, ainsi que les dirigeants de Washington ne soient pas secrètement en phase avec les visées de M.Erdogan: soutenir Daesh et Al Nosra (alias Al Qaida) en Syrie pour renverser Bachar Al-Assad, faire venir une main d'œuvre pas chère en Europe et singulièrement en Allemagne. Or je ne suis pas sûr du tout qu'ils ne le soient pas. atlantico.fr 13.11

Commentaire d'un internaute.

- L'Europe est devenue folle

Remarquable article qui synthétise tout ce qui se dit au sujet de cet individu depuis des années. Un quasi dictateur islamiste qui utilise sa position géostratégique comme un élément de chantage vis à vis d'A. Merkel prête à tout pour maitriser le flux d'immigrés clandestins qu'elle a favorisé .... Rappel des concessions prévues (ou consenties?) par l'UE à la Turquie = 3 milliards de dollars d'aide financière, reprise de négociations d'adhésion avec l'UE et possibilité pour les Turcs de voyager sans visa dans les pays de l'espace Schengen à partir de 2016 ..... Un vrai cauchemar que l'on doit à Mme Merkel il va falloir que l'on se réveille pour éviter cette catastrophe.

Complément dans le registre de la stratégie du chaos et de la guerre

Le terrorisme sioniste ou le ferment de l'antisémitisme.

- Italie : un juif orthodoxe agressé à l'arme blanche - euronews.com

Renforcement de la sécurité à Milan après qu'un juif orthodoxe de 40 ans, de nationalité israélienne, a été blessé jeudi soir. euronews.com 13.11

- Manifestations pro-pakistanaises au Cachemire - euronews.com

L'Etat du nord de l'Inde a été à nouveau le théâtre de violences ce vendredi après les prières.

L'Etat du nord de l'Inde a été à nouveau le théâtre de violences ce vendredi après les prières. La police a du tirer des gaz lacrymogènes pour disperser des lanceurs de pierre, en colère après la mort de l'un des leurs, lors d'une manifestation le 7 novembre dernier. euronews.com 13.11

Propagande et déstabilisation de la Russie.

La Fédération internationale d'athlétisme suspend la Russie , effet immédiat. - euronews.com

---

ACTUALITE EN TITRES

Une entreprise compromettante.

- Créer son entreprise : une aventure humaine - Francetv info

Incroyable, ils ont épargné Fouquet's!

- Les Champs Elysées se mettent au vert, les menus du Fouquet's aussi - LeFigaro.fr

Votez PS, c'est voter MEDEF !

Elections régionales en Midi-Pyrénées-Languedoc Roussilon : La présidente du MEDEF régional en position éligible sur la liste « socialiste » - legrandsoir.info 12.11

... sous couvert de société civile, on découvre la présence de la présidente du MEDEF héraultais Marie-Thérèse Mercier sur la liste du PS. Celle qui est pudiquement présentée comme « présidente d'un syndicat patronal » se retrouve en 7° position, donc très éligible ! legrandsoir.info 12.11

Récapitulons : Voter PS, c'est voter MEDEF, et appeler à voter PS au second tour, ce sera aussi appeler à voter MEDEF. Ce sera notamment le cas d'EELV et du Front de gauche. Mais au fait, et hier et avant-hier, c'était quoi appeler à voter pour le PS ? Pardi, la même chose ! Non, si, absolument. Ceux qui sont incapables de le concevoir sont eux-mêmes trop corrompus ou si éloignés du socialisme...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bahreïn

- Bahreïn : le peuple dit non à la base militaire britannique - sahartv.ir

Diverses régions de Bahreïn étaient après la prière du vendredi le théâtre des manifestations contre le déploiement de la base militaire britannique dans ce pays.

A l'issue de la prière de ce vendredi, appelé par les groupes révolutionnaires "le vendredi de non", les Bahreïnis ont manifesté partout dans le pays en guise de protestation contre la mise sur pied d'une base militaire britannique à Bahreïn. Les manifestants qui portaient également des photos du Cheïkh Ali Salman secrétaire général du Parti Wefaq de Bahreïn ont scandé des slogans, exigeant la libération d'Ali Salman, la réalisation des revendications du peuple et la fin des agressions du régime des Ale Khalifa.

A noter que le procès du secrétaire général du parti Wefaq a été reporté au 14 novembre. Selon l'agence d'information Al-Ahed, la cour d'appel de Bahreïn a reporté jeudi au 14 novembre, le procès d'Ali Salman faute de nombre suffisant de magistrats. A rappeler aussi que la cour de cassation n'avait pas appelé Cheïkh Ali Salman à assister à la séance de jeudi ; les raisons n'ont pas été encore annoncées aux avocats du Cheïkh Salman. sahartv.ir 13.11

Syrie

- Zahiya: le Hezbollah va-t-il lâcher Damas? - sahartv.ir

Les militaires de l'armée syrienne et les combattants du Hezbollah libanais ont repris, vendredi, le contrôle des cités de Banesse et de Rasm al-Sahridj, situées dans la banlieue Sud d'Alep.

Selon la chaîne d'informations libanaise, Al-Mayadeen, les militaires de l'armée régulière de la Syrie et les forces de la Résistance libanaise sont arrivés à libérer deux cités de la banlieue Sud d'Alep des mains des terroristes.

Quelque temps auparavant, les soldats syriens s'étaient infiltrés, dans la ville d'Al-Hazer, située à 30 kilomètres, au Sud d'Alep, et ont conquis la ville, en moins de quatre heures. Suite à cet assaut des militaires de l'armée, les terroristes du Front Al-Nosra et d'Ahrar Cham ont pris la poudre d'escampette, pour rejoindre la cité d'Al-Iss, à l'Ouest d'Al-Hazer. Mais l'armée syrienne a, tout de suite, pilonné Al-Iss et a tiré deux cents obus de mortier, en moins d'une heure, sur les positions des terroristes, dans cette cité. La conquête d'Al-Iss et d'Al-Hazer signifie la libération entière de l'autoroute Alep-Damas et le blocage des routes d'approvisionnement des terroristes. sahartv.ir 13.11

Haut de page

Le 15 novembre 2015

CAUSERIE

La pire menace vient des institutions de la Ve République qui conduisent des pans entiers de la société au désespoir, légitiment le chômage de masse, la précarité généralisée, l'aggravation de la pauvreté, toutes les guerres auxquelles elles participent en Afrique, au Moyen et Proche-Orient.

On a réalisé rapidement cette causerie en sacrifiant le seul jour de congé de ma compagne Selvi.

Un courriel reçu auquel on répond en partie dans cette causerie.

Salut Jean-Claude,

Sur ta question : La majorité des militants vont-ils virer à droite toute ou à gauche ?

Tu as encore tapé juste camarade en te posant la bonne question. Pour ce qui me concerne, moi je vire encore et toujours à gauche toute.

Un petit signe positif, cette image avec ce slogan en PJ est apparu ce matin, elle viendrait du NPA... pour une fois que le NPA à mon sens retrouve le bon chemin, je la porte comme étendard. (Lis plus loin ce que j'en pense - J-C T)

Par contre fleurissent chez les militants et ceux qui ne sont pas militants, des images sur fond bleu,blanc,rouge, donc malheureusement des images qui montrent qu'une fraction non négligeable de la population se radicalise à droite. Malgré un discours de Valls de ce soir sur le 20h de TF1, « Ce que je veux dire aux Français, c'est que nous sommes en guerre », « Et parce que nous sommes en guerre, nous prenons des mesures exceptionnelles et nous frapperons cet ennemi pour le détruire, ici en France, en Europe, mais aussi en Syrie et en Irak. », je vois que même certains militants de "gauche", n'ont pas encore pris de distance avec ce bleu, blanc, rouge. (Ils sont comme Mélenchon, ils ont le coeur "qui saigne" à gauche, et le portefeuille à droite rempli de pansements... - J-C T)

A suivre camarade, mais il y a des signes sur Facebook, que "l'unité nationale" fonctionne moins par-rapport aux attentats de Charlie Hebdo. Par exemple, tous ceux qui avaient mis l'image "je suis Charlie" de manière spontanée, ne mettent pas tous les images cocardières qui circulent sur le net sur leur profil. Fin du courriel

Voilà en toile de fond les causes réelles du carnage de vendredi à Paris

Le succès des efforts diplomatiques sera aussi étroitement lié à l'évolution du rapport de force sur le terrain, où les Etats-Unis pilotent depuis plus d'un an une coalition internationale contre l'EI en Syrie et en Irak voisin tandis que Moscou mène aussi des frappes accusées de soutenir le régime syrien. AFP 14.11

Ce sont les mercenaires de l'OTAN qui ont réalisé ce carnage commandité par leurs maîtres, dont l'Etat français.

Nous développons ce thème dans cette causerie.

Populisme d'extrême gauche.

Le NPA, la voix de Washington ou de l'OTAN.

- Communiqué du NPA. Leurs guerres, nos morts: la barbarie impérialiste engendre celle du terrorisme - 14.11

"*Cette barbarie abjecte en plein Paris répond à la violence tout aussi aveugle et encore plus meurtrière des bombardements perpétrés par l'aviation française en Syrie suite aux décisions de François Hollande et de son gouvernement.*", faux sur toute la ligne.

En réalité ces attaques ne sont pas une réponse mais la poursuite de la même politique de l'impérialisme américain (que soutien Hollande) afin d'atteindre ses objectifs en Syrie, il détruit les infrastructures de la Syrie de même que Hollande à défaut de pouvoir bombarder Damas en espérant que le peuple syrien se retourne contre Assad qui incarne la souveraineté de la République arabe syrienne pour le renverser.

Bref, à en croire le NPA l'intervention militaire américaine et française en Syrie et le recours à une armée de mercenaires fantatiques sanguinaires (Emirat islamique et Al-Qaïda) ne correspondrait pas à une stratégie politique plannifiée à l'avance, elle serait le produit de décisions "*aveugles*" ou d'erreurs toujours excusables partant du principe que nul n'est parfait en ce bas monde, ceci n'est pas dit ici expressément mais sous-entendus pour qui sait lire attentivement, mieux encore, les barbares agiraient tout aussi aveuglément et ils n'agiraient pas selon les ordres de quelques commanditaires ou Etats, ce qui revient à nier les réelles intentions des Américains et leurs alliés, à nier les liens qui existent entre les membres de cette coalition militaire et les mouvements issus d'Al-Qaïda. Qu'est-ce que cela signifie ? Pourquoi ?

Contrairement à ce que pourrait laisser penser ce discours en apparence radical en affirmant que ce carnage serait le produit d'une "violence aveugle", en réalité il ne sert qu'à cautionner la poursuite de la guerre que mènent les puissances occidentales et les monarchies du Golfe contre la République arabe syrienne et à laquelle participe le gouvernement français. La preuve en est fournie dans le paragraphe suivant.

"*Ces bombardements sont censés combattre l'État islamique, les terroristes djihadistes, en fait, avec l'intervention et les bombardements russes, ils protègent le régime du principal responsable du martyr du peuple syrien, le dictateur Assad.*", ici le NPA procède par amalgame pour finalement se ranger au coté de l'OTAN et viser Assad qui incarne la résistance du peuple syrien contre l'agression impérialiste dont est victime la Syrie depuis bientôt 5 ans.

La totalité de leur discours est construit sur la base de contrevérités ou de falsifications de la réalité, le discours de l'OTAN de fait, qui ne sert qu'à justifier l'analyse qui consiste à prétendre que la coalition militaire emmenée par les Américains ne serait pas impliquée dans les actions menées par "*les terroristes djihadistes*" car ils seraient leurs ennemis, de manière à ce qu'ensemble ils puissent poursuivre leur guerre contre la Syrie jusqu'à ce qu'ils atteignent leur véritable objectif, le renversement du régime en place que revendique le NPA au même titre qu'Obama, Erdogan, Salmane, Nettanyahu et Hollande.

Alors comme on vient de le voir ils ont repris les arguments de l'OTAN pour justifier cette guerre contre le peuple syrien et exprimer leur soutien à Hollande qui y participe, ils peuvent écrire tranquillement : "*Nous refusons toute union nationale avec les responsables des guerres, la bourgeoisie, Hollande, Sarkozy et Le Pen.* ", refus qui n'a aucune valeur, sinon de camoufler la collusion du NPA avec les représentants de l'impérialisme français, sa capitulation et la trahison de la cause qu'il prétend servir.

En complément, pour que les lecteurs comprennent bien comment s'y prend le NPA aligner sur l'OTAN et le gouvernement français pour tromper militants et travailleurs, on reproduit différents passages de cet article qui confirment ou amplifient, démontrent si c'était encore nécessaire avec quel acharnement le NPA s'emploie à ménager ou protéger les puissances occidentales et leurs alliés du Golfe (et au-delà) de toute accusation de collusion ou complicité active avec les mouvements terroristes qu'en réalité ils ont créés de toutes pièces, financés, armés.

- "*La barbarie impérialiste et la barbarie islamiste se nourrissent mutuellement.*". non, l'impérialisme américain a créé deux entités militaires qui doivent servir ses intérêts : l'OTAN et Al-Qaïda.

- "*La seule réponse aux guerres et au terrorisme*". En fait, les guerres et le terrorisme sortent du même tonneau, ils ont les mêmes fournisseurs d'armes, les mêmes banquiers, les mêmes commanditaires !

- "*ce système capitaliste qui engendre la barbarie*". En réalité, la barbarie c'est le système capitaliste. Pourquoi les séparer ? Parce qu'il faudrait vaincre la barbarie et assurer la pérennité du système capitaliste, cela tombe bien c'est la préoccupation de l'oligarchie financière d'assurer sa survie et c'est la raison pour laquelle elle a engendré ces barbares, ses alliés et non ses ennemis.

- "*Pour mettre fin au terrorisme, il faut mettre fin aux guerres impérialistes*". Non, il faut mettre fin au capitalisme, au régime,

aux institutions de la Ve République sans lesquelles la classe dominante serait dépossée des moyens politiques, financiers, matériels et militaires pour guerroyer.

Dans un autre article du NPA daté également du 14 novembre, Vos guerres, nos morts, on pouvait lire :

- "*une guerre contre des ennemis pas toujours bien identifiés*", ben voyons, tartufe !

- "*Daech fait de la politique. Ce sont des assassins, mais ils font de la politique.*", dans quel registre, celui de l'OTAN, du Pentagone qui leur dictent, mais non, Daech serait le produit d'une génération spontanée chez laquelle la politique serait innée !

Il ne manquait plus que la version officielle du déclenchement de la guerre en Syrie concoctée à Washington et qu'on retrouve inlassablement depuis bientôt 5 ans dans la bouche de tous les médias, experts, commentateurs en tous genres à la solde de l'impérialisme américain.

- "*Avis au prochain qui nous expliquera qu'il ne comprend pas pourquoi les Syriens fuient vers l'Europe : depuis plus de 4 ans et demi, c'est le 13 novembre tous les jours en Syrie. Et c'est votre nouvel allié Assad qui en porte la responsabilité première, en ayant réprimé sauvagement un soulèvement alors pacifique.*"

- "*Nous vivons dans un monde en guerre. Et cela permet à certains de faire des affaires.*", l'auteur de cet article, Julien Salingue, devait sans doute faire allusion à la campagne financière lancée par le NPA pour récolter 500.000 euros, une somme dites-donc !

Une fois qu'on a remis les choses à leurs place, en fait de *Vos guerres, nos morts*, il fallait lire : Nos guerres, vos morts.

Précisons que l'analyse à laquelle nous venons de nous livrer ne concerne pas uniquement le NPA, puisque l'interprétation fournit par le NPA de la question syrienne tourne en boucle, est martelée depuis des mois ou des années dans tous les médias et les partis institutionnels.

Un exemple qui le confirme.

LO - Un massacre atroce et inqualifiable 14.11

- "*L'horreur des attentats perpétrés à Paris et à Saint-Denis renforce ceux que leurs auteurs prétendent combattre.*" Il ne sera pas question de pointer leur complicité, il faut ménager Hollande et les institutions de la Ve République, le régime.

Nathalie Arthaud peut ensuite déclarer : "*nous n'avons aucune solidarité avec l'État français et avec ses dirigeants politiques. Ceux-ci ont une large part de responsabilité dans les guerres qui ensanglantent aujourd'hui le Moyen-Orient*", inutile de vous donner tant de peine, car refuseré de dénoncer la compromission de "*l'État français*" avec les barbares revenait à l'assurer de la "solidarité" de LO. Et pour que le camouflage soit complet il fallait ajouter que "*Lutte ouvrière n'ajoutera pas sa voix au concert de l'unité nationale*", qu'en réalité elle soutient par non-dit interposé en ménageant le régime, procédé particulièrement fin et sournois parce que la plupart des militants n'ont pas forcément à l'esprit que les non-dits en disent parfois plus que de longs discours sur les réelles intentions de leurs auteurs.

Au passage, les militants constateront que ces partis feignent d'ignorer le contenu des centaines d'articles sur la Syrie qui ont été publiés depuis 2011 par différents médias alternatifs et qui sont accessibles à tous sur le Net, pour finalement emboîter le pas à la propagande de la réaction à des degrés divers.

D'autres exemples de désinformation.

Atlantico - Il faut être convaincu d'une chose : la France est en guerre contre les organisations salafiste-djihadistes (Al-Qaida "canal historique" et Daesh) et il convient que nos concitoyens en soient persuadés. atlantico.fr 14.11

Il y a fort à parier que dans les jours ou semaines qui viennent, tous ceux qui s'opposeront à cette version frauduleuse de la réalité seront traités de complotistes, de traîtres, d'ennemi de la France. Il faut absolument que chaque Français se sente en guerre, puis aspire à la guerre, de telle sorte que si une véritable guerre engageant la France était déclarée ils y adhèreraient comme un seul homme, ce procédé relève de la guerre idéologique et psychologiques contre tout un peuple qui est en paix et aspire avec tous les peuples, c'est ce qui exaspère la réaction au plus haut point.

Nous disons aux travailleurs, si vous voulez faire la guerre, c'est contre les institutions de la Ve République et le CAC40 qu'il faut tourner vos armes, contre un régime qui vous voue à la déchéance et qui veut vous livrer à une nouvelle boucherie pour mieux y parvenir, rompez avec lui, organisez-vous, adoptez le socialisme et abattez-le avant qu'il ne soit trop tard.

Le Monde - La Turquie est confrontée au problème des cellules dormantes de l'organisation Etat islamique (EI) sur son territoire". lemonde.fr 14.11

Là il s'agissait de nier les rapports noués entre Erdogan et Emirat islamique et de présenter la Turquie comme une victime des barbares.

Ceci dit, s'il entrait demain dans la stratégie américaine de disloquer la Turquie en se servant de l'Emirat islamique, ils n'hésiteraient pas un seul instant...

Le POI n'est pas en reste

- Le Parti ouvrier indépendant condamne avec la plus grande énergie l'horrible carnage perpétré à Paris le 13 novembre - latribunedestravailleurs.fr 14.11

Le POI tient sensiblement le même discours que le NPA et LO : union et deuil national oblige, épargner les institutions et le régime, éviter de faire apparaître la collusion qui existe entre le gouvernement et les barbares qu'ils arment, un secret de polichinelle, s'en tenir à une dénonciation stérile de la politique impérialiste du gouvernement, alors qu'elle est commandée par la crise du capitalisme et s'inscrit dans le cadre des institutions de la Ve République.

- "*combattre pour que ces faits épouvantables ne se reproduisent pas implique de combattre contre la guerre dont cette barbarie, qui s'e´tend au monde entier, est l'enfant naturel.*"

- "*C'est cette politique qui déchire les nations et sème la barbarie dans le monde entier.*", il n'y a pas d'un côté "*cette politique*" et d'un autre "*la barbarie*", c'est cette politique qui incarne la barbarie, qui est synonyme de barbarie, cela n'a pas du tout la même signification ou implication politique. On comprend pourquoi ils ne peuvent pas en venir à qualifier la politique du gouvernement ou le régime, les institutions de la Ve République, le gouvernement de barbares. Fini le temps où on scandait socialisme ou barbarie, ils ont introduit un troisième élément ou ils ont fractionné en deux la barbarie qui existerait à côté du régime capitaliste avec lequel elle se confondait autrefois, dorénavant il existerait le socialisme, la barbarie et le régime capitaliste, et naturellement ce n'est pas contre ce dernier qu'ils axeront leur politique.

En somme il suffirait de changer de politique pour que la barbarie disparaisse, alors qu'en réalité, c'est de régime qu'il faut changer pour que la barbarie disparaisse. Oui mais cela implique d'affronter les institutions de la Ve République, de rompre avec leurs représentants, les appareils syndicaux vendus, cela le POI en est incapable.

Et on trouvait la même précaution d'usage inutile pour masquer sa capitulation devant le régime.

- "*Ce combat implique — plus que jamais dans la situation dramatique que nous connaissons — que les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière ne cèdent pas à l'invitation qui leur est lancée de se joindre à l'union sacrée avec le gouvernement et le patronat.*", à croire qu'ils sont comptables de la politique des autres organisations, bienvenue au club des opportunistes !

Du 11 septembre 2001 au 13 novembre 2015.

La référence au 11 septembre 2001 a le mérite de mettre en relief les commanditaires du massacre du 13 janvier à Paris. Les mêmes que ceux qui ont organisé le coup d'Etat du 11 septembre 2001.

- Attaques terroristes à Paris : affaibli en Syrie, comment l'Etat islamique cherche désormais à terrifier l'Europe pour exister - Atlantico.fr

Alain Chouet est un ancien officier de renseignement français. Il a été chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE de 2000 à 2002.

Alain Chouet : Cela fait presque un an que les services de renseignement agitent le drapeau d'alerte pour essayer de faire comprendre que, le jour ou l'EI perdrait pied militairement sur le terrain, il dégénérerait stratégiquement (comme al-Qaïda dans la période 1998-2001) et dériverait vers ce genre d'action pour continuer de conserver une crédibilité, d'exister politiquement et de recevoir des soutiens extérieurs.

Nous sommes arrivés à ce point.

(On n'assiste pas à une dégénérescence mais à un changement de stratégie de l'impérialisme américain embourbé en Syrie et en Irak. Tous les porte-parole de l'OTAN tiennent un discours consistant à faire croire que l'Emirat islamique qui a vu le jour il y a un

an serait une organisation indépendante de tout Etat, et que comme par enchantement du jour au lendemain elle se serait dotée d'une armée de dizaines de milliers de mercenaires disposant d'une capacité financière et militaire capable de résister à l'assaut de la coalition militaire internationale la plus puissance qui n'ait jamais existé, et dire qu'il y a des crétins de militants qui prétendent avoir atteint un certain niveau de conscience ou de développement intellectuel pour le croire, c'est consternant, en fait c'est comme lorsqu'on évoque d'autres questions politiques, ils sont malhonnêtes et croient ce qui les arrange. - LVOG)

Alain Chouet : En affaiblissant réellement sur le terrain les forces militaires de l'Etat islamique et de différents groupes djihadistes, l'intervention conjuguée des forces russes en Syrie et kurdes en Irak contraint les responsables politiques et militaires salafistes à revoir leur dispositif et à manifester une capacité de nuisance « universelle ». Affaibli sur le terrain, l'Etat islamique va tenter de susciter des tensions violentes et un mur de haine entre les communautés musulmanes résidant en Europe et les pays d'accueil. Le meilleur moyen d'y parvenir est de contraindre ces pays d'accueil à des mesures coercitives difficiles à différencier et à moduler contre les communautés musulmanes. Atlantico.fr 14.11

(Ils n'ont pas pu prendre la décision de mener l'opération de vendredi à Paris.

Sachant qu'il existe différents clans qui s'affrontent à Washington et au Pentagone sur la marche à suivre pour garantir l'hégémonie mondial de l'impérialisme américain, il est peut-être trop tôt pour le dire avec certitude, mais il se pourrait bien que le carnage de vendredi ait été commandité par le clan des néoconservateurs les plus extrémistes afin de convaincre Hollande de ne pas lâcher Erdogan, à moins que ce soit l'inverse, un avertissement histoire de lui faire comprendre que son implication au côté de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar avait assez duré, et qu'il ferait mieux de ne pas se mêler de ce conflit qui ne concernait que les Américains et les Russes qui cherchent un compromis pour sortir du bourbier syrien. - LVOG)

Les dernières infos.

- L'EI revendique les attentats de Paris, plus de 120 morts - Reuters

"*C'est un acte de guerre qui a été préparé, organisé planifié de l'extérieur et avec des complicités intérieures que l'enquête permettra d'établir*", a déclaré François Hollande à l'issue d'un conseil de défense convoqué samedi matin à l'Elysée.

Le parquet de Paris a annoncé qu'une enquête avait été ouverte des chefs d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste et association de malfaiteurs criminelle pour préparer des atteintes criminelles à la personne. Reuters 14.11

Massacre prémédité.

- Des responsables européens font le lien entre les attentats de Paris et les réfugiés - LeMonde.fr

- L'un des terroristes du stade de France est passé par la Grèce - LeFigaro.fr

L'information a été publiée sur le site Internet du très sérieux quotidien iKathimerini puis a été confirmée par le vice -ministre de la protection civile, Nikos Toskas: un des terroristes de Paris est passé par la Grèce en octobre. C'est la découverte d'un passeport syrien près du corps d'un des auteurs des attaques du Stade de France qui a permis de parvenir à cette conclusion. Les services grecs ont pu établir que son détenteur «est arrivé, le 3 octobre dernier, sur l'île de Leros, dans le Dodecannèse, ou il a été enregistré selon les règles de l'Union Européenne».

Débordée par l'afflux de migrants ces derniers mois, la Grèce est équipée depuis peu par Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, d'un nouveau système informatique permettant de relever les empreintes des arrivants, afin de les identifier. Voyageant parmi un groupe de 69 réfugiés, le terroriste a pu - après avoir laissé ses empreintes - obtenir son statut de demandeur d'asile, se rendre à Athènes et rejoindre la France. LeFigaro.fr 14.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Daesh/Ei n'avait-elle pas dit qu'elle enverrait des milliers de djihadistes en Europe ? relire les articles de février 2015, (Figaro : L'État islamique menace d'envoyer 500.000 migrants en Europe depuis la Libye), octobre 2014 "Les chefs de l'organisation terroriste Etat islamique (EI) projettent d'envoyer en Europe des djihadistes déguisés en réfugiés, annonce dimanche la radio Deutsche Welle." etc etc.*"

Confusion. Ce que vous ignorez hélas et c'est cela l'essentiel, c'est que c'était l'OTAN ou les Américains par la voie d'Erdogan qui avait agité cette menace. Ils l'ont mise à exécution voilà tout.

Etat policier et Etat de guerre. Instrumentalisation et surenchères sur fond de guerre idéologique.

- Attentats de Paris : Hollande retrouve ses habits de chef de guerre - LeParisien.fr

- Manuel Valls : «Nous sommes en guerre» - Liberation.fr

- Jérôme Fourquet (Ifop) : «Le sentiment d'insécurité monte crescendo dans le pays» - LeFigaro.fr

- Marine Le Pen: "La France et les Français ne sont plus en sécurité" - AFP

- Attentats à Paris : Facebook active son outil permettant de dire "Je suis en sécurité" - La Tribune

- Les attentats risquent d'entraîner "un repli sur soi" dans la société - AFP

- «Bloody Friday»: il va falloir dépasser collectivement les phénomènes de sidération et de tétanisation - Slate.fr

- Le drapeau français se répand sur les réseaux en réaction aux attentats - LeFigaro.fr

- Trois jours de deuil national: du jamais-vu sous la Ve République - LeFigaro.fr

- Une minute de silence dans les établissements scolaires lundi - LeFigaro.fr

- Brassards noirs et « Marseillaise » d'hommage sur les terrains de sport dans le monde entier - LeMonde.fr

- La Bourse de Paris ouvrira normalement lundi - Reuters

- Manuel Valls : « Nous devons anéantir les ennemis de la République » - LeMonde.fr (T'es mort ! - LVOG)

- Attentats : Longuet évoque « l'internement administratif » qui « fonctionnait » « au moment de la guerre d'Algérie » - Public Sénat (Ex-GUD, un facho nostalgique. - LVOG)

- 4000 personnes en "centres d'internement": la proposition scélérate de Laurent Wauquiez - Le Huffington Post

"Dans la quasi-totalité des attaques terroristes que nous avons connues, il s'agissait d'individus qui étaient déjà surveillés. On ne peut plus attendre qu'ils passent à l'acte. Je demande que toutes les personnes fichées [soit 4000 personnes, NDLR) soient placées dans des centres d'internement anti-terroristes spécifiquement dédiés", a déclaré Laurent Wauquiez, le secrétaire général des Républicains ce samedi à l'AFP sans préciser si cette proposition avait été validée par le président de son parti, Nicolas Sarkozy.

Quelque 4000 personnes font en France l'objet de fiches dites S de renseignement, notamment des islamistes radicaux.

Selon l'ancien ministre, "nous sommes en guerre et c'est eux ou nous. Il faut agir: oui pour l'état d'urgence mais il faut aller jusqu'au bout de ce qu'il permet".

La dernière fois que la France a installé sur son sol des centres d'internement remonte à la guerre d'Algérie sous la IVe République. En mars 1956, l'état d'urgence est remplacé par les pleins pouvoirs. Le gouvernement de Guy Mollet est alors autorisé par les députés "à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire".

En métropole, quatre camps accueilleront jusqu'à 5000 internés algériens. En 1957, seules des personnes ayant été frappé d'une condamnation judiciaire préalable pouvaient y être enfermées. L'ordonnance du 7 octobre 1958 lèvera cette restriction en étendant l'assignation à résidence à toutes les "personnes dangereuses pour la sécurité publique en raison de l'aide matérielle, directe ou indirecte, qu'elles apporteraient aux rebelles des départements algériens".

La question demeure: s'il veut "interner" les personnes fichées, Laurent Wauquiez ira-t-il jusqu'à réclamer les pleins pouvoirs pour François Hollande? Le Huffington Post 14.11

Et dire que lorsqu'on affirme qu'il faudra exterminer cette pourriture on passe pour des extrémistes, des gauchistes...

- Vers un couvre-feu à Lyon ? - LePoint.fr

- Lagarde (UDI) appelle à "une réunion en urgence de l'Otan" - AFP

- C'est la guerre ! Mais les Français ne le savaient pas…- LePoint.fr

Comme quoi ils auraient mieux fait de se connecter à notre portail.

C'est un fait que Mélenchon n'est pas ingrat et qu'il n'a jamais craché dans la soupe que le régime lui servait.

Mélenchon (youtube) : A l'égard des terroristes le député européen estime que le " mépris qui les accable doit leur être strictement réservé" publicsenat.fr 14.11

Nous, nous réservons notre mépris à tous les représentants du régime, dont Mélenchon. Quant à ces terroristes, une balle dans la tête ferait l'affaire, avec un silencieux de préférence pour nous épargner le désagrément du bruit de la détonation, à moins qu'il existe un moyen plus économique, expéditif, plus hygiénique pour les exterminer.

Désinformation et propagande. Un aveu. Il faut croire que cela n'avait jamais été le cas.

- Syrie: pour Juppé, la "priorité" est désormais d'"écraser Daech" - AFP

- "Nous sommes en guerre" pour "détruire" le groupe EI, dit Valls - AFP

Cela fait un an qu'une coalition militaire constituée de plus de 40 Etats disposant de la force de frappe la plus puissante jamais imaginée et d'armement hyper sophistiqué prétend lutter contre Daech sans parvenir à le vaincre, comment ne tient pas debout, personne ne peut croire pareille farce. En réalité les gouvernements français successifs depuis mars 2011 n'ont cessé de soutenir les différentes organisations terroristes qui sévissent en Syrie et en Irak, souvenez-vous, en décembre 2012 Fabius s'en était vanté en déclarant qu'Al-Nosra faisait "du bon boulot", on n'invente rien.

Et les médias belliqueux, dégoulinant de haine, au verbe vengeur et assassin, d'appeler à la guerre (de classe).

Puisqu'aucun Etat n'a déclaré la guerre à la France, une fois que l'idée de la guerre sera bien incrustrée dans les cerveaux, ils pourront facilement l'orienter vers l'Etat qu'ils leur auront désigné, la Russie par exemple, qui sait ?

Le peuple étant toujours aussi ignorant et manipulable, certains individus particulièrement fragiles ou désésuilibrés pourraient s'en prendre à ceux qui ne leur ressemblent pas, c'est un appel au crime gratuit et crapuleux, à la guerre civile...

- Après le choc, la presse envisage la "riposte" - AFP

Après le choc causé par les pires attentats jamais commis en France, la colère et la volonté de faire bloc mais aussi de "rendre coup pour coup" sont au coeur des analyses de la presse dominicale.

A l'unisson des autres titres, le quotidien sportif L'Equipe est "en deuil".

"Le chagrin et la colère" ont saisi Le Figaro qui, comme Libération, paraît exceptionnellement, deux jours après les actions kamikazes revendiquées par le groupe Etat islamique, qui ont ensanglanté Paris et fait 129 morts.

"Je suis Paris" titre justement Libé, reprenant un slogan qui fait florès sur les réseaux sociaux, à l'instar du "Je suis Charlie" qui avait été scandé après les attentats de janvier.

"Résistons", clame Le Parisien/Aujourd'hui en France dans un numéro spécial.

"La France est en guerre. En guerre contre un terrorisme totalitaire, aveugle, terriblement meurtrier", insiste le directeur du Monde Jérôme Fenoglio dans son éditorial.

"Cette guerre, maintenant chacun l'a compris, ne fait que commencer", prévient Alexis Brézet du Figaro.

Laurent Joffrin de Libération livre "la conclusion (qui) s'impose avec son terrible réalisme: les Français doivent désormais vivre avec le terrorisme".

Mais "nous ne remporterons aucune victoire durable sur le terrorisme en laissant place au rejet de l?autre", avertit Guillaume

Goubert dans l'éditorial diffusé sur le site internet du quotidien catholique La Croix.

Le mot d'ordre d'unité est relayé par toute la presse. C'est "la République face à la barbarie" qui se dresse ainsi à la Une du Journal du dimanche. (Enfin la stratégie du POI légitimée ! - LVOG)

Pour Dominique Jung des Dernières Nouvelles d'Alsace, "le vrai enjeu est l'affirmation des valeurs républicaines". "On nous fait la guerre. Unis, nous saurons faire face à cette inacceptable folie", renchérit Jean Levallois de la Presse de la Manche.

ne sais pas si "nous sommes en guerre", comme le clament les médias. Je sais, en revanche, qu?il nous faut réapprendre à penser la guerre sans paniquer", confie l'écrivain et journaliste Jean-Claude Guillebaud dans son billet dominical paru dans Sud-Ouest.

L'heure est à l'unité mais aussi à la riposte, insistent de nombreux éditorialistes aux accents martiaux.

"Notre démocratie ne peut être sauvée qu'avec les armes de la République", fait valoir Jean-Claude Souléry de La Dépêche du midi.

Certes, "refusons toujours la haine. Restons civilisés", martèle David Guévart de Nord Littoral. "Mais acceptons aussi qu'il n'y aura pas de solution qui ne ressemble à une éradication du mal."

Car "le temps est venu de rendre coup pour coup, d'être impitoyable face à nos ennemis, de l?intérieur comme de l'extérieur", assure Raymond Couraud dans L'Alsace.

"Même si le prix à payer pour contrer cet ennemi doit s'ériger en riposte musclée, la France a le devoir d?entrer en résistance", affirme Philippe Palat dans les colonnes du Midi libre.

"Contre la brutalité, il n'est qu'un principe : la force. Contre la sauvagerie, qu'une loi : l'efficacité. (...) Pour gagner la guerre, il faut la mener", conclut Alexis Brezet dans Le Figaro. AFP 14.11

Un coup de pouce pour "***un coup d'accélérateur***" ? A quoi ? A la destruction de la Syrie ou à la défaite des Américains et ses alliés ?

- Un espoir de règlement sur la Syrie dans la foulée des attentats de Paris - AFP

Les grandes puissances se sont entendues samedi à Vienne sur un calendrier de transition politique en Syrie, qui achoppe encore sur le sort de Bachar al-Assad, un coup d'accélérateur déterminé par les attaques terroristes qui ont frappé Paris.

Rencontre d'ici le 1er janvier entre représentants de l'opposition syrienne et du régime de Damas, formation d'un gouvernement de transition dans les six mois, organisation d'élections d'ici 18 mois : jamais les efforts diplomatiques pour sortir du conflit syrien n'avaient débouché sur une feuille de route aussi précise.

"La réunion a été entièrement placée sous le signe" des attentats sanglants qui ont frappé la France vendredi soir, a expliqué le ministre allemand des Affaires étrangères Franz-Walter Steinmeier. Ces événements ont "accru la détermination à aller de l'avant", durant ce deuxième round de négociations en quinze jours, a-t-il estimé.

Avant le début des discussions, qui ont duré environ six heures, les représentants des dix-sept pays et trois organisations internationales, réunis autour des chefs des diplomaties américaine et russe, avaient appelé à surmonter leurs divergences pour renforcer la lutte contre le terrorisme.

Le communiqué commun publié à l'issue de la rencontre met entre parenthèses les sujets de tension pour insister sur les points d'accord.

Le Groupe international de soutien à la Syrie, regroupant tous ces participants, "est tombé d'accord sur la nécessité de réunir le gouvernement syrien et des représentants de l'opposition pour des négociations formelles, sous les auspices de l'ONU, dès que possible, avec l'objectif du 1er janvier" prochain.

Les grandes puissances, dont les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne, les pays arabes et l'Iran, "ont affirmé leur soutien à un cessez-le-feu et à un processus mené par les Syriens, qui d'ici six mois (...) établira un calendrier pour rédiger une nouvelle Constitution", a poursuivi le Groupe. "Des élections libres et équitables auraient lieu conformément à cette nouvelle Constitution d'ici 18 mois".

"Ca a encore l'air utopique, mais nous avons toutes les puissances autour de la table", a relevé M. Steinmeier.

Pour autant l'Iran et la Russie, derniers soutiens du régime syrien, s'opposent aux Etats-Unis et leurs alliés arabes et européens sur l'avenir du président Assad et sa place dans une éventuelle transition politique en Syrie.

"Nous avons toujours des divergences concernant ce qu'il doit advenir de Bachar al-Assad", a indiqué le Secrétaire d'Etat américain John Kerry lors d'une conférence de presse aux côtés de son homologue russe Sergueï Lavrov et du représentant de l'ONU pour la Syrie Staffan de Mistura.

"Nous avons confirmé que le futur de la Syrie sera décidé exclusivement par le peuple syrien", a prévenu M. Lavrov, dont le pays mène des frappes en Syrie depuis le 30 septembre en soutien au régime de Damas. "Cela concerne bien entendu également le sort du président Assad et celui des autres politiques de ce pays", a-t-il ajouté.

Ni le régime syrien ni ses opposants ne sont pour l'instant présents à Vienne.

La Russie comme l'Iran s'opposent aussi aux Etats-Unis et à leurs alliés sur les groupes syriens devant être qualifiés de "terroristes" et ceux pouvant être considérés comme appartenant à l'opposition. La Jordanie sera chargée de "coordonner une liste commune de groupes terroristes" sus l'égide du Conseil de sécurité de l'ONU, à partir des propositions des différents participants, a expliqué M. Lavrov.

Les attentats de Paris "justifient" d'intensifier la lutte contre des organisations radicales armées telles que le groupe Etat islamique (EI) ou le Front al-Nosra, branche d'Al-Qaïda en Syrie, a souligné Sergueï Lavrov. AFP 14.11

La réaction des autorités syriennes

- Paris souffre d'un terrorisme auquel fait face la Syrie depuis cinq ans (Assad) - sahartv.ir

Le président syrien Bachar al-Assad a réagi aux explosions terroristes qui ont secoué, vendredi soir, la capitale française, Paris, faisant des centaines de morts.

Selon Russia Today, le chef de l'Etat syrien Bachar al-Assad a présenté ses condoléances à son homologue français François Hollande pour la mort des centaines de citoyens français dans les attentats terroristes à Paris. « La France a souffert, vendredi, de la barbarie des terroristes à laquelle est confrontée la Syrie depuis cinq ans », a dit le président syrien. sahartv.ir 14.11

- Assad est le président élu des Syriens (Poutine) - sahartv.ir

Le président russe a une fois de plus insisté sur la position immuable de son pays envers la crise syrienne réitérant que Bachar Assad est le président élu du peuple syrien auquel revient à lui seul de décider de son propre sort et du sort de ses dirigeants.

Dans une interview avec l'agence de presse russe Interfax et l'agence turque Anatoli, le président russe Vladimir Poutine a déclaré que le principal objectif des frappes aériennes russes en Syrie était de combattre le terrorisme. « La Russie est soucieuse de savoir comment les puissances étrangères pourront aider le peuple syrien à l'emporter sur les terroristes et à sortir de la crise actuelle. La diplomatie russe examine, activement, toutes ces propositions », a déclaré le président Poutine.

Le maître du Kremlin a réitéré que pour une lutte plus efficace contre le terrorisme, la communauté internationale devait arriver à une entente sur les groupes qui devront être considérés comme terroristes. « Cela ne se limite pas seulement à l'établissement d'une liste de ces groupes terroristes, mais encore il faut envisager leurs modes d'emploi et préparer une liste unifiée de groupes extrémistes », a ajouté le président russe. sahartv.ir 14.11

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Italie : violences entre forces de l'ordre et manifestants opposés à la réforme scolaire - Francetv info

A Naples (Italie), une manifestation contre la réforme de l'école de Matteo Renzi a dégénéré, vendredi 13 novembre. Deux

jeunes hommes et quatre policiers ont été blessés lors d'affrontements entre manifestants et policiers en tenue antiémeute. Les violences ont débuté lorsque les élèves protestataires ont voulu forcer le barrage policier qui protégeait le bâtiment de la Confédération générale de l'industrie italienne, raconte La Repubblica (en italien).

La réforme appelée "La Bonne école" contestée

Des enseignants et des élèves contestent la "Buona Scuola", la réforme de la "bonne école", voulue par le Premier ministre Matteo Renzi. Celle-ci prévoit plus d'histoire de l'art, de musique, de sport, de langues. Elle compte aussi introduire plus d'autonomie des écoles et une rémunération des enseignants au mérite. Syndicats enseignants et étudiants estiment donc que la "Buona Scuola" donne trop de pouvoirs aux directeurs d'établissement. D'autres marches ont lieu dans d'autres viles, comme à Rome. Francetv info 13.11

Haut de page

Le 17 novembre 2015

CAUSERIE

La mousson a quelque peu perturbé notre organisation. J'ai profité d'une accalmie pour aller faire des courses, j'y ai passé 3 heures en cavalant, du coup j'ai dû achever la causerie comme j'ai pu, c'est un peu bordélique et je m'en excuse, mais il y a matière à réflexion. On a laissé de côté quelques infos.

Hollande et le PS, le parti de la guerre, de la réaction sur toute la ligne, on se demande comment il y en a qui ont pu le présenter comme un parti ouvrier pendant plus d'un demi-siècle, à notre avis ils ont un sérieux problème politique à résoudre...

Il ne faut pas oublier non plus que sans la décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde, un tel épisode aurait sans doute été impossible. La question qui est désormais posée à tous les militants est de savoir si elle est irréversible ou non ? En attendant la réaction a un boulevard devant elle et elle en profite.

Vidéos.

Nouvelle théorie sur les attentats de Paris (Charlie Hebdo) : Le «management de la terreur»

Grave accusation sur Hollande au sujet des attentats

Entrevue d'un ancien correspondant de presse en Afghanistan pour la première chaîne allemande, Cristoph Hörstel analyse les attentats de Paris (Charlie Hebdo), le 4 mars 2015.
https://www.youtube.com/watch?v=hZhbwvDyaLo

- Quand un gouvernement est impopulaire et rencontre des difficultés pour appliquer sa politique, il recourt au management de la terreur en orchestrant des attentats dans son propre pays où les laissera commettre, dont il tirera profit par la suite... LVOG

Comment la racaille décide de notre sort.

Voici comment sont votées les lois. (Ajoutée le 13 nov. 2015)
https://www.youtube.com/watch?v=-V-i2UsH9z0

Un petit aperçu effarant du processus de vote des lois. Ici, la loi de Santé en passage devant la Commission des affaires sociales, le 9 novembre 2015.

Quelques réflexions sur le coup d'Etat terroriste du 13 novembre. Son contexte et ses conséquences.

1- Une fois de plus, quand on lit les nombreux articles publiés par des médias alternatifs sur les actes de guerre orchestrés en France le 13 novembre par une ou des puissances étrangères à l'aide de mercenaires recrutés spécialement pour accomplir ce carnage, et qu'on les compare avec le contenu insipide des communiqués ou des articles rédigés par les partis ou d'autres formations du mouvement ouvrier, on est obligé de constater qu'ils sont totalement déconnectés de la réalité, et par conséquent ils sont incapables d'en fournir la moindre interprétation cohérente ; d'ailleurs ils ne s'y risquent pas, à part pour reproduire les sempiternels lieux communs qui sont gravés dans leurs cerveaux complètement sclérosés et qui font office

chez eux de propagande en guise d'information, ce qui laissera leurs militants totalement désemparés et désarmés politiquement pour affronter la situation et le gouvernement ou la réaction, à croire que sur ce plan-là ils poursuivent les mêmes objectifs que Hollande envers la population. Nos dirigeants sont vraiment en dessous de tout, au mieux inutiles, au pire nuisibles à notre cause.

2- Renforcer l'aspect bonapartiste ou dictatorial des institutions de la Ve République, afin, sous prétexte de guerre au terrorisme, de se donner les moyens politiques, policiers, militaires et juridiques à la fois pour restreindre les droits politiques des opposants au régime et mieux les réprimer en cas de menace de soulèvement révolutionnaire.

Quand ils ne peuvent plus gouverner comme avant et que les masses laborieuses ne peuvent plus vivre comme avant, il est tant de se débarrasser des oripeaux de la démocratie et de recourir à la guerre... à défaut que ce soit les masses révolutionnaires qui s'en chargent pour s'emparer du pouvoir politique.

3- Vous aurez remarqué qu'aucun média n'a fait le rapprochement entre l'attaque qui s'est produite à proximité du Stade de France où se trouvait justement Hollande à ce moment précis, comme si c'était lui qui était personnellement visé. Incroyable mais vrai, comme quoi la totalité des médias sont totalement corrompus. Peut-être ont-il attendu de voir comment Hollande allait exploiter cette attaque et de quelle manière elle allait se répercuter sur la politique qu'il avait adoptée sur la Syrie.

Pourquoi Hollande était-il visé? Parce qu'il n'aurait pas tenu parole. Envers qui ? Ceux qui ont décidé d'engager toutes ces guerres au Moyen-Orient depuis le 11 septembre 2001 ? Qui sont-ils sinon ceux qui sont les réels propriétaires des puits de pétrole de la région, notamment. A moins ce ne soit pour l'obliger à assouplir sa position et qu'il cesse de s'opposer à Obama. A moins que nous ayons loupé quelque chose, il nous est impossible de trancher à l'heure qu'il est entre ces deux hypothèses. Une indication. Hollande et Fabius vont-ils cesser d'être les ambassadeurs d'Erdogan et Nettanyahu ? Les derniers développements fournissent quelques éléments de réponses à cette question en attendant la suite.

4- Le mobile du crime ?

Après les attentats de Paris, le G20 unanime pour renforcer la lutte contre le terrorisme - euronews.com 16.11

La guerre à tous les peuples pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

4.1- La Syrie: François Hollande a pourtant bel et bien changé de pied, cet après-midi, en annonçant son intention de discuter avec Barack Obama et Vladimir Poutine pour unir nos forces" contre "notre ennemi" Daech... Insuffisant, donc pour certains. A gauche, le député PS François Loncle salue, lui, ce bouger diplomatique: "Nous étions peu nombreux à ne pas vouloir renvoyer dos-à-dos Daech et le régime syrien". lexpress.fr 16.11

4.2- Inflexion du président français

Le principe d'une rencontre bilatérale (avec Poutine - LVOG) est acquis, sans précision de date ou de lieu toutefois pour l'instant. Et, bien que les divergences persistent, notamment sur les cibles des raids aériens russes et le sort du dirigeant syrien qui restent un obstacle pour les Etats-Unis, l'Europe et des pays du Golfe, l'inflexion du président français a été soulignée à Moscou. lemonde.fr 16.11

4.3- François Hollande a annoncé qu'il souhaitait parvenir à « une grande et unique coalition » contre l'EI en Syrie, jugée « indispensable » par le chef du Kremlin. Au même moment, ou presque, le président russe, qui s'exprimait à l'issue du sommet du G20 à Antalya, en Turquie, revendiquait en effet devant la presse la paternité de l'initiative : « J'en ai parlé lors de la session de l'ONU consacrée à ses 70 ans. J'ai parlé exactement de cela et les événements tragiques qui ont suivi [à Paris] ont confirmé que nous avions eu raison. »

« La France faisait partie des pays qui ont adopté une position très dure envers le sort du président Al-Assad personnellement. Nous avons entendu tout le temps de nos amis français que le règlement de la question du départ du président Assad devait être une condition préalable pour des changements politiques », commentait pour sa part M. Poutine, assénant dans la foulée : « Est-ce que cela a protégé Paris contre l'attentat terroriste ? Non. »

A Antalya, le président russe a cherché à pousser plus loin son avantage. Alors qu'il avait été accueilli froidement par les dirigeants du G20, il y a un an encore, lors du précédent sommet en novembre 2014, cette fois les images de ses multiples rencontres bilatérales, notamment avec le roi d'Arabie saoudite, ont été largement diffusées. « J'ai donné des exemples, basés sur nos renseignements, du financement de l'Etat islamique par des individus, a souligné le président russe. Nous avons établi que ce financement provient de 40 pays, y compris, parmi eux, de certains pays membres du G20. » « J'ai aussi montré à nos partenaires de nombreuses photos satellites qui montrent très clairement l'ampleur du trafic illégal de pétrole [de l'EI], a-t-il poursuivi. Nous voyons des colonnes de véhicules de ravitaillement s'étirant sur des dizaines de kilomètres. »

« Il est vraiment difficile de nous critiquer »

A contrario, a-t-il fait valoir, ces « informations » ne sont pas partagées par les Occidentaux depuis le début des frappes aériennes russes, le 30 septembre. « Ils ont peur de nous donner des informations sur les territoires que nous ne devons pas frapper, par crainte qu'ils ne deviennent l'endroit exact de nos futures frappes et que nous allons les trahir. Il est évident que ce point de vue est basé sur leur propre conception de la décence humaine », a ironisé le chef du Kremlin. Mais, « il est vraiment difficile de nous critiquer », a-t-il souligné, en assurant que « le contact » avec l'opposition syrienne « sur le terrain » avait été établi. lemonde.fr 16.11

Hollande avait choisi le camp de la pire réaction, des va-t-en-guerre composés du clan des néoconservateurs (républicains et démocrates) américains, des sionistes, d'Erdogan, de l'Arabie saoudite et du Qatar, des barbares qu'ils ont armés, contre celui favorable à une solution politique en Syrie incarnée par Assad, Poutine et Obama, le peuple syrien qui aspire avant tout à la paix.

En complément

- Hollande peut-il s'allier avec Poutine sans l'être de fait avec Assad? - Le Huffington Post

Ce qui sous-entend qu'Obama serait de fait allié à Assad...

- Raffarin: la France doit s'appuyer sur le régime d'Assad pour vaincre l'EI - AFP

4.4- Contrer ou isoler le clan des jusqu'au-boutistes.

Dans son allocution de clôture du G20, le président turc a fixé le cap : "Nous avons discuté de notre responsabilité conjointe contre les atrocités de Daesh qui n'a définitivement rien à voir avec l'islam", a martelé Recep Tayyip Erdogan. Et de rappeler les objectifs des négociations en cours : "La protection de l'intégrité terrtoriale de la Syrie, l'élimination des composantes terroristes et la restauration d'une structure légitime et démocratique sont les principaux objectifs. Assad, qui a massacré son propre peuple, n'a aucune place dans l'avenir de la Syrie." lemonde.fr 16.11

5- La menace, elle provient de ceux qui nous gouvernent qui créent le terrorisme, l'alimentent, l'instrumentalisent, de la complicité qui existe entre l'ensemble des partis de l'extrême droite à l'extrême gauche qui soutiennent le régime ou chacun à leur manière la politique antisociale et impérialiste du gouvernement. Elle s'inscrit dans le cadre du fonctionnement des institutions de la Ve République totalement subordonnées aux besoins du capitalisme en crise dans la perspective de l'établissement d'une dictature mondiale.

Chacun aura pu observer au lendemain de ces attaques programmées de longue date (lire plus loin), que la Constitution et les institutions de la Ve République constituent le cadre à partir de laquelle le régime engage une nouvelle offensive contre le prolétariat, et que cela fait plus de 10 ans qu'on martèle qu'il faut combiner (subordonner) notre intervention dans la lutte des classes au combat contre les institutions de la Ve République, tandis que l'ensemble des partis dits ouvriers s'y opposent obstinément.

- Attentats: l'exécutif veut réviser la Constitution pour créer "un régime civil d'état de crise" - AFP

Institutionnaliser la crise du capitalisme en faillite et sans avenir autres que le chaos, la guerre et la barbarie.

- Hollande a surpris lundi en proposant la modification de la Constitution pour renforcer ses prérogatives. - libération.fr 16.11

Le porte-parole des Républicains, Sébastien Huygues : « Nous ne voyons pas l'intérêt d'une réforme constitutionnelle. Pour l'instant, ce n'est pas utile » affirme-t-il, soulignant qu'« il y a tous les outils » nécessaires dans les textes et la Constitution. AFP 16.11

Il a raison, tout y est, elle est tout à fait adapter à la destruction de tous nos droits sociaux et politiques, à la guerre, mais tous les partis dits ouvriers l'ignorent ou font comme si elle n'existait pas. .

En famille avec l'extrême droite. Soutien du Front de gauche à la dictature de la Ve République.

Le leader du PCF Pierre Laurent salue le "renforcement des moyens de sécurité, qui sont les bienvenus". "Mais nous voulons étudier la proposition de réforme constitutionnelle et réfléchir, attention au risque de menaces sur les libertés publiques fondamentales." lexpress.fr 16.11

Assassinats de masse prémédités par l'Etat. Ils savaient.

Hollande-Valls-Fabius-Cazeneuve et les renseignements généraux savaient depuis trois mois que cette attaque était programmée.

La preuve.

Attentats de Paris : l'interview vérité du juge Marc Trévidic enflamme le web - Atlantico.fr 15.11

L'ancien juge antiterroriste Marc Trédividic, le 14 novembre, sur France 2, a répondu aux questions de David Pujadas, et a notamment expliqué qu'à l'anti-terrorisme, "les gens qu'on arrêtait et qui voulaient bien reconnaître les faits nous disaient : l'Etat islamique ne rêve que d'une chose c'est d'attaquer la France, et ils mettront les moyens nécessaires".

"A travers des projets qui ressembleraient à celui-là ?", demande David Pujadas.

"Le dernier que j'ai vu, c'était mi-août. Et on lui avait demandé de faire un attentat dans un concert de rock", répond le juge.

David Pujadas, interloqué, le coupe : "Vous nous dites qu'il y a trois mois, il y avait quelqu'un dans votre bureau qui vous parlait d'un attentat dans un concert de rock ?!"

"Oui, tout à fait, c'est ce qu'on lui avait demandé de faire. C'était l'Etat islamique.

Marc Trévidic lance ensuite à un David Pujadas qui peine à y croire : "Je pense que si l'émir de l'Etat islamique en Syrie demande à main levée à ses recrues 'qui veut aller faire un attentat en France', vous aurez 200 bras levés en une demi-seconde."

Il dénonce ensuite l'inaction des gouvernements, responsable selon lui de la situation actuelle. "Ils ont une capacité de projection qui est importante et qui est logique, puisque pendant trois ans on les a laissé grossir et devenir surpuissant. On a laissé un monstre grossir. Quand un groupe terroriste est fort, il s'exporte."

Citant les exemples du GIA algérien ou d'Al Qaïda, il regrette : "C'est toujours la même histoire : on laisse un groupe se développer et on dit 'Ah ! On a un monstre devant nous !' Ben ouais !" Atlantico.fr 15.11

En complément. Intox.

- Massacre du 13 novembre: les "failles dans le renseignement" commencent à apparaître AFP

Qui peut croire après les révélations faites par le juge Marc Trévidic, que les services de renseignements n'étaient pas informés de la préparation de ce massacre ? Hollande, Valls, Fabius, Cazeneuve et Le Drian de fait. Ils en portent la responsabilité.

Différents aspects de la situation qui découlent du 13 novembre

A qui profite le crime ? Suivez le guide.

Ils ont du flair, mieux ils sont même blasés.

- Wall Street occulte les attentats en France et finit en hausse - Reuters

Certes, le CAC 40, l'indice phare de la Bourse de Paris, a décroché de 1% à l'ouverture, lundi 16 novembre, mais il s'est bien vite rattrapé, pour terminer la séance sur une quasi stagnation (-0,08%, à 4.804 31 points). Ce n'est pas non plus à Londres que l'on pouvait chercher une once d'émotion, le FTSE 100 ayant gagné 0,46 %, à 6.146,38 points. Ni à Francfort, où le DAX a progressé de 0,05%, à 10.713,23 points. Même indifférence à Madrid, où l'IBEX 35 n'a pas cédé plus de 0,05%, à 10.111,40 points, ainsi qu'à Milan (-0,14%, à 21.842,56 points). letribune.fr 16.11

En réalité, c'était plutôt une bonne nouvelle pour les nantis au regard de la réaction prévisible de Hollande, du gouvernement et des partis institutionnels.

Détourner l'attention des masses exploitées de la politique réactionnaire mise en oeuvre par le gouvernement.

- Attentats de Paris : l'inquiétude de la population - Francetv info

A l'honneur la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République.

- Attentats: l'exécutif veut réviser la Constitution pour créer "un régime civil d'état de crise" - AFP

- Marine Le Pen salue des "bonnes inflexions" de François Hollande - Reuters

- Attentats: Bayrou (MoDem) juge que Hollande a été "à la hauteur" - AFP

En famille. Les mesures policières et liberticides annoncées par Hollande renforcent l'aspect antidémocratique, bonapartiste, dictatorial du régime de la Ve République

Des annonces qui prennent l'allure d'un tournant sécuritaire dans le quinquennat. Par ces mesures, François Hollande dépasse sa gauche pour tendre la main à sa droite. publicsenat.fr 16.11

Pour le président du groupe Les Républicains du Sénat, Bruno Retailleau : "Dans sa tonalité, c'est un discours sécuritaire".

"Pourquoi avoir autant attendu pour annoncer des mesures que nous avions nous-même préconisées, après les attentats de janvier, tonne le député de Les Républicains (LR) du Pas-de-Calais Daniel Fasquelle. Je pense notamment à la fermeture des mosquées salafistes et de la déchéance de nationalité." Le député et porte-parole LR Sébastien Huygue renchérit: "Il aura fallu des morts pour que nos propositions soient mises en oeuvre. Par ailleurs, il manque à ces propositions tout un volet de politique pénale." publicsenat.fr 16.11

Jusqu'où vont-ils aller ?

- Un Arrêté du Samedi 14 novembre 2015 autorise l'utilisation d'antidotes injectables contre les neurotoxiques de guerre
- lesmoutonsenrages.fr 16.11

Guerre idéologique. Couverture des commanditaires.

Qui fait la guerre à qui, à quoi et comment? - Slate.fr

Nouvelles causes, nouveaux combattants, nouvelles armes: les actes de guerre ne sont plus l'apanage des États. Slate.fr 16.11

Mêmes causes, sauver le capitalisme en crise ou lui accorder un nouveau répit, mais cette fois-ci sans forcément qu'il s'effondre ou en recourant à une guerre mondiale, en contraignant tous les Etats à adopter la stratégie néolibérale censée instaurer un nouvel ordre mondial de manière à s'émanciper des contradictions du capitalisme et de la lutte des classes qui serait neutralisée.

Mêmes combattants puisque leur armée de mercenaires est issue du peuple, mais qui au lieu de servir leurs intérêts en temps de guerre leur sert en temps de paix à créer les mêmes conditions psychologiques qu'en temps de guerre pour parvenir au même résultat.

Mêmes armes puisque ce sont eux qui leur fournissent les armes ou leur permettent de s'en procurer facilement, les entraînent, etc.

Le reste du temps ils l'ont laissé proliférer.

- Anonymous menace à nouveau l'Etat islamique - LeMonde.fr

Anonymous, c'est la 5e colonne de la NSA...

Une seule solution : renforcer la surveillance de la population.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus riches de la planète ont adopté une déclaration générale ainsi que des conclusions spécifiques dans lesquelles ils ont promis d'améliorer leur coopération pour limiter "la circulation croissante des terroristes étrangers." LeMonde.fr 16.11

Opération camouflage ou comment alimenter la xénophobie et le racisme.

- Attentats de Paris: Diviser la société française, l'objectif ultime de Daesh - 20minutes.fr

- Une série d'actes islamophobes après les attentats Liberation.fr

Comme en janvier, des lieux de culte ont été dégradés, et des personnes insultées ou agressées, que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans l'espace public. Liberation.fr 16.11

La chasse aux "bougnoules" a repris en France...

A l'extrême droite toute.

- Marine Le Pen salue des "bonnes inflexions" de François Hollande - Reuters

- En Europe, les anti-réfugiés durcissent le ton après les attentats - AFP

Hollande sur les traces de Bush.

- François Hollande s'est exprimé ce lundi devant les deux chambres du Parlement, réunies en Congrès. - Rue89

Les mesures qu'il a annoncées -- parmi lesquelles l'intensification des bombardements en Syrie, la modification de la Constitution, l'augmentation des effectifs de sécurité -- et les mots employés rappellent tristement le discours prononcé par George W. Bush, le 20 septembre 2001, quelques jours après les attentats de New York.

Certains font explicitement la comparaison et parlent de "tournant sécuritaire".

Derrière cet exercice, une inquiétude.

Que ces événements tragiques donnent lieu à une surenchère sécuritaire telle que celle qui a profondément bouleversé la société américaine après le 11 septembre. Rue89 16.15

Mise en pratique sur le champ.

- Cazeneuve annonce 104 assignations à résidence et 168 perquisitions administratives - AFP

Les forces de l'ordre ont mené dans la nuit de dimanche à lundi 168 perquisitions administratives qui ont conduit à 23 interpellations et à la saisie de 31 armes, dans le cadre de l'état d'urgence décrété après les attentats de Paris, a annoncé Bernard Cazeneuve.

Toujours dans ce cadre, le ministre de l'Intérieur a déjà prononcé au cours des dernières 48 heures "104 assignations à résidence" à l'encontre "d'individus qui font l'objet d'une attention particulière de nos services".

Les perquisitions ont eu lieu "dans 19 départements", notamment en région parisienne, à Lille, dans le Nord, à Lyon, à Toulouse, à Marseille, "dans toutes les grandes agglomérations de France", a-t-il précisé lors d'une conférence de presse à Paris, affirmant qu'"aucun territoire de la République n'est négligé". AFP 16.11

On a déjà trouvé.

- Raffarin : « Entre l'autorité et l'Etat de droit, il faudra trouver une frontière » - Public Sénat

Comme l'Etat bafoue déjà le droit international dont il se réclame en bombardant la Syrie, on sait d'avance qu'il s'apprête à sacrifier ce qui reste de l'Etat de droit au profit d'un régime autoritaire.

- Cazeneuve annonce 104 assignations à résidence et 168 perquisitions administratives - AFP

Mettant à profit l'état d'urgence décrété depuis vendredi soir, les forces de police ont interpellé 23 personnes lors de 168 perquisitions effectuées dans la nuit de dimanche à lundi dans de nombreuses villes françaises.

Le cerveau présumé des attentats est un Belge d'origine marocaine Abdelhamid Abaaoud, 27 ans, une figure de l'Etat islamique (EI) qui serait à l'origine de plusieurs attentats ou projets en Europe, a dit une source proche du dossier.

Un haut responsable turc a fait savoir lundi que la Turquie avait alerté à deux reprises, en 2014 et 2015, la France sur l'un des attaquants du Bataclan identifié dès samedi, Ismaïl Omar Mostefai, mais que les autorités françaises n'avaient formulé de demande d'informations qu'après les attentats.

Passé par le territoire turc fin 2013, il se serait rendu en Syrie fin 2013-début 2014, selon une source proche du dossier. AFP 16.11

Renforcement de l'Etat policier.

- Attentats: 6000 policiers et douaniers supplémentaires - LeFigaro.fr

- Attentats : l'évolution annoncée de la légitime défense saluée par les policiers - LeFigaro.fr

- La Grande-Bretagne va embaucher 2.000 nouveaux espions - Slate.fr

Et pendant qu'ils y sont.

- Washington autorise la vente de bombes à Ryad pour 1,3 milliard de dollars - AFP

Discours d'un chef de guerre minoritaire et illégitime.

- Attentats : ce qu'il faut retenir du discours de François Hollande devant le Congrès - latribune.fr

Augmentation des moyens des forces de sécurité et de justice, prolongation de l'état d'urgence, modification de la Constitution, le président de la République a présenté, face au élus de l'Assemblée et du Sénat réunis en Congrès, les initiatives et mesures qu'il estime nécessaires en ce temps de "guerre".

Devant le Congrès réuni lundi 16 novembre à Versailles à la suite des attentats terroristes qui ont frappé Paris vendredi, le président de la République François Hollande a annoncé, après la tenue d une minute de silence en hommage aux victimes, une série de mesures et d'orientations pour "cette guerre qui a commencé depuis plusieurs années" face à laquelle "il faudra du temps et nous armer de patience autant que de dureté".

Prolonger l'état d'urgence

"J'ai décidé que le Parlement serait saisi dès mercredi d'un projet de loi prolongeant l'état d'urgence pour trois mois", a annoncé le chef de l'État, après avoir de nouveau déclaré que "la France est en guerre".

"Il sera proposé au Parlement d'adopter un régime juridique complet" pour "l'assignation à résidence et les perquisitions administratives", deux mesures exceptionnelles prévues par la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, afin de prévenir de nouveaux actes terroristes.

Adapter l'arsenal légal

Le président de la République a néanmoins souligné la nécessité d'adopter "un régime constitutionnel d'état de crise" face à cette guerre d'"un autre type".

"Il s'agit de disposer d'un outil pour prendre des mesures exceptionnelles sans compromettre l'exercice des libertés publiques", a-t-il dit.

Il a ainsi demandé à "pouvoir déchoir de sa nationalité française un individu condamné pour une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou un acte de terrorisme, même s'il est né Français, dès lors qu'il bénéficie d'une autre nationalité", ainsi qu'à pouvoir interdire de territoire un binational "s'il représente un risque terroriste". Le chef de l'État souhaite également faciliter les mesures d'expulsion pour "les étrangers qui représentent une menace grave" pour la sécurité du pays.

Des milliers de postes créés pour les force de sécurité et la justice

"Nous devons renforcer de façon substantielle les moyens dont disposent nos forces de sécurité et la justice", a déclaré François Hollande.

Il a ainsi annoncé la création de 5.000 emplois d'ici 2 ans dans la police et la gendarmerie, de 2.500 postes supplémentaires pour l'administration pénitentiaire ainsi que pour les services judiciaires, et de 1.000 postes pour les douanes. Toute nouvelle réduction d'effectifs au ministère de la Défense est également suspendue.

Les décisions budgétaires seront prises lors de la loi de finances 2016 et "se traduiront par un surcroît des dépenses que j'assume", a argué le président de la République, estimant que "dans ces circonstances, [...] le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité".

Ce renforcement de moyens doit permettre une meilleure lutte contre les trafics d'armes, dont "les peines doivent aussi être significativement alourdies". Par ailleurs, le chef de l'État a appelé à "un examen approfondi" des conditions dans lesquelles les policiers peuvent faire usage de leurs armes, notamment dans le cadre de la légitime défense. Intensifications des opérations en Syrie

"Le terrorisme, nous le combattons partout où des Etats sont menacés dans leur existence même."

"Aujourd'hui il faut plus de frappes, nous en faisons. Plus de soutien à l'opposition anti-Daech, nous l'apportons", a souligné François Hollande, alors que dix chasseurs-bombardiers français chasseurs ont détruit dimanche deux sites tenus par Daech, à Rakka (Syrie).

"Le porte-avion Charles de Gaulle appareillera jeudi, pour la Méditerranée orientale, ce qui triplera nos capacités d'action", a rappelé le chef de l'État.

La lutte contre le terrorisme, une cause internationale

Le chef de l'État a déclaré avoir demandé au Conseil de sécurité de l'Onu (France, Russie, Etats-Unis, Royaume-Uni, Chine) de se réunir dans les meilleurs délais afin d'adopter une résolution marquant la volonté commune de lutter contre le terrorisme.

"La nécessité de détruire Daech constitue un sujet commun à toute la communauté internationale. La communauté internationale est encore trop divisée et trop incohérente. La France le dit depuis le début du conflit", a-t-il martelé.

"Je rencontrerai dans les prochains jours le président Obama et le président Poutine pour unir nos forces et atteindre un résultat qui, pour l'instant, est encore renvoyé à trop longtemps", a-t-il déclaré. "La France parle à tous, à l'Iran, à la Turquie, aux pays du Golfe", a souligné le chef de l'Etat.

Améliorer le contrôle des armes dans l'UE

"Il est impératif que des demandes depuis longtemps exprimées par la France trouvent une traduction rapide. Je pense notamment à la lutte contre le trafic d'armes qui appelle des textes européens urgents. Je pense aussi au PNR européen. Voilà nos exigences", a détaillé le président de la République.

Le PNR (Passenger Name record) est un échange des fichiers des passagers aériens. Pour l'heure inexistant en France -il aurait dû être opérationnel en septembre-, il doit permettre au gouvernement d'interdire à des citoyens français de quitter le territoire afin d'empêcher le départ des candidats au Djhad en Syrie. Les élections régionales maintenues

Après que les candidats aux élections régionales de tous les partis ont suspendu leur campagne, François Hollande a par ailleurs rejeté un report des élections régionales.

"La vie politique elle même doit retrouver son droit, c'est notre devoir", a-t-il déclaré. latribune.fr 16.11

Sur le champ de bataille.

- Yémen: vaste offensive antirebelles lancée sur la province de Taëz - AFP 15.11

Et le lendemain...(pas de bol pour l'AFP!)

- Yémen : l'échec d'une opération de la Coalition saoudienne à Taëz - sahartv.ir

Au Yémen, l'armée régulière et les comités populaires ont mis à l'échec une opération de la Coalition saoudienne contre la localité d'Al-Vazaïya, appartenant à la province de Taëz. La Coalition a subi de lourds dégâts.

L'armée yéménite et les comités populaires sont arrivés à mettre en échec une tentative de la Coalition saoudienne qui voulait s'infiltrer à Taëz à partir de quatre directions. Cette attaque de la Coalition saoudienne était menée sous couverture aérienne des chasseurs qui ont pris pour cible les différentes régions de la province de Taëz. Douze personnes dont des femmes et des enfants, appartenant pour la plupart à la même famille, ont été tuées. sahartv.ir 16.11

- Irak : les forces irakiennes ont repris à Daech le bâtiment du tribunal de Ramadi - sahartv.ir

Les forces anti-terroristes irakiennes ont repris à Daech le bâtiment du tribunal situé au Nord de Ramadi, une position stratégique

près du centre de commandement des opérations d'Anbar.

Selon la chaîne de télévision Sumaria, un membre du conseil provincial d'Al-Anbar, Azal Al-Fahdavi a annoncé lundi que les forces de la lutte anti-terroriste avaient libéré le tribunal de Ramadi qu'elles avaient ensuite hissé le drapeau irakien sur ce bâtiment. « Ces opérations ont infligé de lourds dégâts et pertes en vie humaine à Daech », a-t-il poursuivi. De même, les forces anti-terroristes irakiennes avaient précédemment libéré un tunnel secret de Daech, empêchant un kamikaze terroriste de mener son attentat au Nord de Ramadi.

Selon une source kurde, une autre fausse commune avait été découverte au Sud de Sinjar dans laquelle sont enterrés les corps de 50 hommes et femmes. Selon Al-Sumaria, cette fausse commune a été découverte dans la région de Tal Aziz et tous ceux qui y sont enterrés sont des Yézidis que le groupe terroriste Daech a exécutés pendant cette dernière année. sahartv.ir 16.11

Haut de page

Le 16 novembre 2015

CAUSERIE

Il est 8h30 à Pondichéry, la causerie sera actualisée d'ici quelques heures. On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité*, à lire absolument et diffuser à toutes les personnes que vous connaissez, votre famille et vos amis, vos collègues de travail, vos partis, syndicats.

Des militants se demandaient quoi faire, on répondra à cette question plus tard, en attendant vous pouviez ou vous pouvez faire connaître ce portail, donner son adresse à toutes les personnes que vous connaissez ou si cela vous pose un problème, les adresses des portails où nous nous approvisionnons en articles.

Faire circuler, diffuser les informations dont nous avons pris connaissance fait partie de nos tâches politiques, c'est le minimum me semble-t-il, d'ailleurs j'ai du mal à comprendre qu'il faille insister sur cette question qui ne devrait pas porter à polémique, sauf chez les sectaires invétérés qui par leur comportement soutiennent le régime contre lequel nous devons nous rassembler pour l'abattre.

Ils nous ont déclaré la guerre, répondons-leur par la révolution pour les empêcher de continuer de nuire et les vaincre, telle est notre orientation politique.

15 heures à Pondichéry, la causerie et les infos en bref du jour.

Nous ici en Inde, on a un problème plus près du ventre à affronter, ce qui a le don de nous mettre le cerveau en ébullition. Avec la mousson le prix du kilo de tomates est passé de 10 à 85 roupies, celui des aubergines de 7 à 75 roupies, et il en va de même pour tous les légumes et une grande partie des produits alimentaires de base, hormis le riz pour qu'on ne crève pas de faim tout de même.

Des camarades pourraient se demander comme certains l'ont déjà fait précédemment qui est "on". Pardi, ma propre famille, celle de ma compagne Selvi, mes voisins, les gens que je côtoie tous les jours, notre classe quoi, ça y est, vous y êtes, bravo !

Il y en a qui ont besoin de préciser dans leur littérature qu'ils n'ont pas d'intérêts distincts de ceux de la classe ouvrière, allez savoir pourquoi, à croire que ce n'est pas vraiment ce qui se manifeste à la lecture de leurs articles ou ce qui ressort de leur politique, présentée de telle sorte qu'on a toujours l'impression que ce sont des éléments étrangers ou extérieurs à la classe ouvrière qui s'adressent aux travailleurs, à certaines catégories des masses exploitées pour être plus précis, la mauvaise conscience des privilégiés ou de l'aristocratie ouvrière, sémantique ou rhétorique de bureaucrates qui confondent analyse basée sur les faits ou la réalité et propagande basée sur leur théorie, au point que leurs propres militants restent sur leur faim, tandis que les travailleurs guidés par un instinct de survie s'en détournent légitimement.

Un signe révélateur qui a une signification politique sur laquelle on préfère ne pas s'attarder, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres questions embarrassantes.

A force de ne pas se poser de questions ou de refuser de s'en poser pour finalement s'accommoder de tout et n'importe quoi ou presque, le jour où se produit un tournant dans la situation politique qui nécessite de s'en poser un tas, on en est évidemment incapable ou on n'est pas en mesure de se poser les bonnes, c'est normal quand on a pris l'habitude de substituer à l'analyse objective de la situation des principes, des citations, des formules, une théorie érigée en dogme, une démarche

étrangère au marxisme, au "chercheur" qui cherche à comprendre pour agir comme dirait Lénine.

Les mêmes s'estiment investis d'une légitimité qu'ils nous refusent, car leur statut les autoriseraient à délivrer des certificats de légitimité à qui bon leur semble, de préférence à ceux qui devraient jouer un rôle dans le mouvement ouvrier, y compris dans le futur, et qui se sont employés avec détermination à le pourrir dans le passé.

Notre légitimité ne tient pas au fait que nous aurions milité autrefois quelques années dans une organisation trotskyste (OCI) et un syndicat ouvrier (FO), elle provient du fait qu'à aucun moment, pas un instant nous n'avons cessé de penser et agir - quand les circonstances le permettaient, en ouvrier, en exploité, en opprimé, en opposant à l'ordre établi que nous haïssons par dessus tout quel qu'ait été par ailleurs notre parcours au cours des 37 dernières années écoulées, au point que nous nous identifions à n'importe quel travailleur dans le monde en proie à des difficultés pour survivre ou qui croule sous les bombardements et la barbarie.

On ou nous dans notre discours ou nos pensées les inclut, nous faisons plus que les défendre ou les représenter, nous leur donnons la parole, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous n'avons aucun mérite. Quand on a atteint ce stade fusionnel avec notre classe, faire preuve d'une rigueur morale irréprochable à son égard s'impose naturellement sans même qu'on ait besoin d'y penser, en revanche cela implique de fournir un effort intellectuel qu'on ne sera pas toujours en mesure d'assumer il faut le reconnaître ou qui pourra être émaillé de défaillances passagères qu'on corrigera ou comblera au plus vite pour demeurer loyal envers notre cause, notre idéal, le socialisme et au-delà la liberté.

On n'a pas besoin de justifier ce que l'on est, le mouvement ouvrier se transforme trop souvent en tribunal singeant la société pourrie dans laquelle nous vivons, on doit juste justifier les positions et l'orientation politique que l'on a adoptées en développant le processus intellectuel qui nous y a conduit, de manière à ce que chacun puisse librement l'analyser et selon les conclusions il est parvenu, partager les nôtres ou les rejeter. Notre démarche ne consiste pas à fournir des recettes toutes prêtes qu'il n'y aurait plus qu'à apprendre par coeur et à répéter sans cesser ou à appliquer en toutes circonstances, d'où la déception de certains militants qui se demandent encore où nous voulons en venir, non, elle a été uniquement conçue pour permettre à chacun de réfléchir aux questions de notre époque ou qui nous préoccupent, donc en rapport avec notre combat politique, afin de progresser, c'est notre seule ambition ou objectif à ce stade à défaut de mieux sans qu'on ait besoin de s'en excuser car c'est déjà pas mal me semble-t-il.

Dit autrement, nous développons un mode de pensée ou une méthode pour interpréter la société, analyser la situation, etc. que nous essayons de mettre à la portée du plus grand nombre pour que nous soyons les plus nombreux possibles à la partager, vous noterez au passage que notre démarche consiste davantage à partager cette méthode plutôt que nos idées que nous ne voulons imposer à personne, ce qui est logique somme toute, puisqu'il peut nous arriver aussi de mal utiliser cette méthode et donc d'arriver à des conclusions erronées, il nous faut donc concevoir que n'importe quel militant qui serait parvenu à maîtriser plus ou moins cette méthode puisse nous corriger, car il ne commettra pas forcément la même erreur que nous au même endroit, d'où l'intérêt à ce que l'ensemble des militants progressent et qu'on leur en fournisse les moyens. Si vous vous demandiez encore quel intérêt j'avais à animer ce portail et ce courant politique, je viens de vous fournir la réponse. Entre nous, on autait espéré que nos dirigeants en fassent autant, mais là c'est une autre histoire.

En résumé.

Les institutions de la Ve République se sont transformées en une entreprise de type mafieuse et criminelle au service exclusif d'intérêts privés maquillés en intérêt général ou de la nation, n'hésitant pas à armer des mercenaires d'une cruauté innommable pour commettre ses méfaits sordides et sanguinaires à l'insu de la population qu'elle terrorise en allant jusqu'à la massacrer ou la laisser se faire massacrer le cas échéant pour mieux parvenir à ses fins.

On connaît ses actionnaires, les banquiers, les commanditaires de ces crimes abominables, ceux qui en tireront profit, quant à ses représentants, ils ont pour tâche d'inoculer au peuple l'idéologie du chaos et de la guerre qui doit consacrer leur oeuvre et le conduire en esclavage en gérant au mieux leurs intérêts, ce qui doit passer par la mise au pas du peuple, de neutraliser la lutte des classes, oter de l'esprit du peuple la notion de classe, de droit, d'indépendance, de liberté; lui oter en pratique tous ses droits sociaux et politiques. Et la guerre signifie que tout doit y passer, nous sommes avertis.

Ce sont des personnages profondément malfaisants et cyniques, une nuisance qu'il faut combattre et neutraliser, anéantir pour le salut de l'humanité. Quand ils n'ont que la guerre à la bouche, ne devrait-on pas leur répondre en ayant à la bouche que la révolution à leur opposer dans la perspective de les vaincre ? Quand la guerre sonne, si on ne répond pas la révolution, c'est qu'on est aux abonnés absents qui regarde passer l'histoire sans rien y comprendre ou en y jouant qu'un rôle insignifiant, cela ne correspond pas à l'idée qu'on se fait du militantisme qui doit s'armer et doit être apte à assumer des responsabilités, et comme un militant ne peut pas tout faire à lui tout seul, il faut bien qu'il s'organise pour bénéficier des meilleures conditions pour accomplir les tâches qu'il s'est fixé, conditions parmi lesquelles figurent les capacités que les dirigeants de son parti doivent avoir développées. Capacités, qui si elles ne riment pas avec probité et loyauté absolues, n'ont aucune utilité ou pire, seraient nuisibles à notre cause, car la malhonnêteté morale et intellectuelle ne surgissent pas du néant, elles sont la traduction d'un manque de volonté et de courage pour affronter le régime ou le refus de reconnaître qu'on ne parvient pas à adapter les enseignements du marxisme à la situation pour construire le parti ou avancer vers le socialisme, et que par conséquent on a abandonné cet objectif, ce qu'évidemment on ne peut pas avouer, d'où le recours à des procédés infâmes pour conserver son statut de dirigeant et

sa place de permanent

L'imposture et le recours au terrorisme d'Etat en guise de gouvernance pour conserver le pouvoir.

Les parrains des barbares.

- Le président américain Barack Obama s'est engagé à "*redoubler d'efforts*", avec les autres membres de la coalition internationale, pour "*obtenir une transition pacifique en Syrie et éliminer Daech, une force à l'origine de tant de souffrances, à Paris, Ankara et ailleurs sur le globe.*" euronews.com 15.11

- Samedi, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a donné le ton. « *Nous en sommes désormais à un point où les mots ne sont d'aucun secours dans la lutte contre le terrorisme. Nous en sommes maintenant à un stade où [la lutte] doit être une priorité* », a-t-il déclaré. lemonde.fr 15.11

- Le secrétaire général de l'Organisation de coopération islamique (OCI), le Saoudien Iyad Madania, a lancé dimanche "*un appel urgent*" à la communauté internationale pour "*engager une action commune et soutenue dans une lutte sans merci contre le fléau du terrorisme, devenu l'ennemi principal de l'humanité toute entière*". AFP 15.11

- Le ministre des Affaires Étrangères des Emirats Arabes Unis, Anwar Gargash : "*Nous avons été à l'avant-garde de la guerre contre le terrorisme et nous continuerons de l'être.*" euronews.com 14.11

- Syrie : l'armée française bombarde massivement Raqqa, fief du groupe Etat islamique - Francetv info 15.11

La fable des néoconservateurs qui nous prennent pour des "***imbéciles***".

- Les attentats de Paris mettent Daech en grande difficulté - Slate.fr

Selon un journaliste spécialiste de l'État islamique et de son idéologie, les massacres de vendredi 13 novembre sont le signe d'une perte de contrôle de l'organisation sur ses troupes ou d'un changement de stratégie imbécile. Slate.fr 15.11

L'imposture dévoilée et les imposteurs localisés.

1- Selon la version anglaise du Times of Israel, citant Jonathan Simon-Sellem (photo), des « *responsables de la sécurité de la communauté juive française* » auraient été prévenus le matin du 13 novembre 2015 de l'imminence d'une « *vaste attaque terroriste* » dans le pays.

The Times of Israel, November 14, 2015.

Amanda Borschel-Dan - *"Just Friday morning, security officials in France's Jewish community were informed of the very real possibility of an impending large terrorist attack in the country, according to Jonathan-Simon Sellem, a freelance journalist and a representative of French citizens in Israel." In "In France, defense experts 'see parallels to Israel'. French-born Israeli Jonathan-Simon Sellem says Jewish community was warned of impending mass terror attack*". The Times of Israel, November 14, 2015. (Des responsables de la communauté juive prévenus de l'attaque de Paris (Times of Israel) - Réseau Voltaire 15.11)

Bref, ne cherchez plus qui a orchestré ce massacre ou qui en était le complice pour être si bien renseigné...

2- Les Etats-Unis étaient au courant des attentats de Paris (chef du Parti communiste russe) - sahartv.ir

Le chef du Parti communiste russe Guennadi Ziouganov a déclaré que les agents de renseignements américains notamment la NSA étaient bien au courant des projets d'attentats terroristes à Paris, mais qu'ils avaient gardé le silence, intentionnellement.

Il a confié à la chaîne deux de la télévision d'Etat russe que l'agence de sécurité centrale des Etats-Unis, NSA, outre ses programmes d'espionnage et d'écoute des conversations téléphoniques des millions de personnes aussi bien aux Etats-Unis qu'ailleurs, elle était au courante des projets d'attentats des terroristes à Paris. « *Les Etats-Unis restent silencieux en ce qui concerne les attaques terroristes à Paris, car ils veulent en profiter pour justifier leurs propres politiques et démarches* », a ajouté le chef du Patri communiste russe. Il a souligné que les Etats-Unis cherchaient à faire croire que sans Washington, les pays européens seraient victimes des attaques des terroristes et qu'ils avaient besoin des capacités militaires et sécuritaires des Etats-Unis pour se défendre face aux groupes terroristes. « *Les Etats-Unis envisagent d'accroître la dépendance de l'Europe vis-à-vis à Washington. Le plus important mécanisme pour accéder à cet objectif stratégique est de permettre aux terroristes de perpétrer des attaques terroristes et sanglantes dans les villes européennes* », a dit Guennadi Ziouganov.

Selon ce dernier, les Etats-Unis auraient pu informer les services de sécurité et de renseignement français avant que ces attentats ne surviennent, en vue de faire les mesures préventives, mais Washington a gardé le silence, intentionnellement. Il a poursuivi que sans aucun doute, les autorités américaines bénéficieraient des attentats de Paris pour accroître leur influence en France et dans toute l'Europe. « *Dans un proche avenir, l'on sera témoin du développement, davantage, des capacités de l'Otan et de l'augmentation de son budget. Et Washington en profitera pour faire avancer ses objectifs* », a ajouté le chef du Parti communiste russe. Il a ajouté que dans la conjoncture actuelle, les hommes d'Etat américains ne pensaient qu'à assurer leurs propres intérêts et sécurité et que leurs mesures visant à assurer la sécurité de leurs alliés de l'Otan, se limiteraient à de simples slogans. « *Tant qu'une telle politique s'applique à la Maison Blanche et que les Etats-Unis soutiennent certains groupes terroristes, l'on pourra s'attendre à ce que des attentats terroristes similaires aux attaques de Paris se produisent dans d'autres pays européens* », a-t-il indiqué.

Pour mémoire, les attentats terroristes, vendredi soir, à Paris, ont fait au moins 129 morts et 352 blessés dont certains sont dans un état très grave. Les attaques terroristes simultanées dans sept lieux différents de la capitale française qui nécessitent une programmation longue et précise, interviennent alors que dix mois auparavant, en janvier 2015, des attaques terroristes ont visé le siège de Charlie Hebdo et un supermarché casher et tout de suite après, le gouvernement français a annoncé qu'il renforcerait les mesures de sécurité. De ce point de vue, l'incapacité du gouvernement et des appareils sécuritaires français de prévenir les attaques terroristes de vendredi soir, a suscité une grande surprise générale. sahartv.ir 15.11

3- Retour de bâton : la France est-elle consciente de l'aide concrète qu'elle a apportée aux djihadistes en Syrie depuis 4 ans ? - Atlantico.fr

Oui, la France a indirectement apporté beaucoup plus d'aide qu'on ne le croit aux djihadistes par sa politique en Syrie.Voici ce que le président de la République François Hollande pourrait presque écrire à l'Etat islamique.

LETTRE DE FRANCOIS HOLLANDE AUX DJIHADISTES

Messieurs les djihadistes,

Permettez moi de vous le dire. Vous y êtes allés un peu fort.

Non, je ne méritais pas cela, la France ne méritait pas cela.

Après les attentats que vous avez organisés à Paris ce 13 novembre au soir, vous avez clamé victoire sur les "croisés" que nous serions.

Vous nous faites injure. La France est une république laïque qui ne veut avoir rien en commun avec ces gens là. Nous avons renié nos racines chrétiennes: vous comprendrez que nous ne pouvons pas nous voir appelés croisés sans déplaisir.

D'ailleurs les croisés , les vrais, combattaient les musulmans et protégeaient les chrétiens.

Or, nous, depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, non seulement nous ne protégeons pas les chrétiens, mais nous aidons ceux qui les massacrent. Ne prenez pas trop au sérieux tel ou tel ministre que nos avons dépêché dans les camps chrétiens d'Irak: c'est d'abord à usage interne.

Vous le savez, les gouvenrment français vous ont aidés depuis quatre ans autant qu'ils l'ont pu . Ayant réduit année après année, notre budget militaire , comprenez que je ne pouvais pas faire beaucoup plus. Nous vous avons néanmoins envoyé beaucoup d' armes, y compris létales, et d'autant plus volontiers que c'étaient nos amis communs de la péninsule arabique, le roi d'Arabie, l'émir du Qatar et les autres émirs qui payaient. Et rubis sur l'ongle.

On a beau être le successeur de Jaurès, il y a de petits bénéfices sur lesquels nous ne crachons pas, même si ça fait un peu durer la guerre.

Comme certaines de ces armes que nos livrions étaient assez sophistiquées, nous vous avons envoyé des instructeurs, dont plusieurs anciens légionnaires. Quelques dizaines ont même été faits prisonniers à vos côtés quand les troupes de Bachar el Assad (honni soit-il !) ont assiégé puis repris la ville de Homs. C'était il est vrai du temps de mon prédécesseur. Mais aussitôt arrivé au pouvoir, j'ai tâché, vous les avez, de faire encore mieux que lui.

Nous avons formé dans des camps d'entraînement en Turquie et en Jordanie, aux côtés de nos amis américains, dotés il est vrai de plus gros moyens, les jeunes recrues qui vous arrivent d'un peu partout, y compris de France. Il fallait certes sauvegarder les apparences. Nous les avons qualifiés d'"armée syrienne libre", mais , vous le savez, ces recrues ne vous ont pas manqué: aussitôt formées, la plupart ont rejoint vos troupes.

Il est vrai qu'entre les deux principaux groupes que vous constituez, nous aidons davantage Al Nosra que Daesh. Mais vous comprenez que , Al Nosra se trouvant aux portes de Damas et notre objectif prioritaire restant, comme mon ministre Fabius ne cesse de la proclamer, la chute du régime de Bachar el Assad, c'est eux qu'il fallait aider d'abord. Et puis , je vous le dis, vous les gens de Daesh avez parfois de mauvaises manières : vous produisez des vidéos sur You Tube chaque fois que vous procédez à des décapitations , comprenez que ça fait mauvais genre : comment voulez-vous nous vous aidions ? Les gens d' Al Nosra , eux, ne font pas ça. Ils ont certes la main aussi lourde que vous , surtout quand ils prennent un village chrétien ou alaouite, mais ils sont plus discrets. Ils ont même pris la précaution de changer de nom : ils ne s'appellent plus Al Qaida, ce qui rappelait de mauvais souvenirs aux Américains. Notre ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, est même allé jusqu'à dire qu'ils faisaient du bon boulot"! D'une certaine manière, cela s'adresse à vous tous. Mais il est entendu que nous parlions seulement de votre action contre Assad, pas ce que vous veniez de faire à Paris, bien sûr,

Puisque le régime d'Assad est votre pire ennemi, je vous le dis sans ambages, il est aussi notre pire ennemi. Raison de plus pour vous dire que vous avez exagéré. Au fond, si vous n'aviez pas entrepris ce genre d'action sur notre territoire national, nous avions tout pour nous entendre.

Quand nous avons annoncé au mois de septembre, un peu bruyamment il est vrai, notre participation à une grande coalition contre Daesh, il ne fallait pas nous prendre au mot. Cela aussi était à usage interne. Le premier bombardement que nous avons entrepris, avant la session des Nations-Unis, n'a visé qu'un bâtiment vide en plein désert. Depuis, le régime de Damas nous a interdits d' approcher le porte-avion Charles de Galle de ses côtes, arguant que nous avons bombardé surtout des puits de pétrole lui appartenant. Sans doute exagère-t--il un peu mais tout de même , s'il le dit, ne pensez-vous pas qu'au fond, nous ne sommes pas très dangereux pour vous ?

Nous avons un autre ami commun , le président turc Erdogan . Son parti vient de remporter les élections . Il vous aide de multiples manières, en bombardant vos ennemis kurdes, en permettant aux volontaires venus du monde entier de rejoindre vos rangs - et ils sont de plus en plus nombreux, vous le savez, à le faire - , en vous livrant des armes, et même en organisant une filière de départ vers l'Europe des jeunes syriens qui risquent d'avoir à vous combattre dans les rangs de l'armée syrienne. Cet ami commun, loin de nous plaindre de lui, nous avons vu sans déplaisir et en tous les cas sans la désavouer, Angela Merkel aller le soutenir ostensiblement avant les élections - de fait, au nom de l'Europe et donc en notre nom. Les pays les plus riches de la planète qui forment le G 20 se réunissent dans quelques jours chez lui, à Antalya. Ce sera une consécration pour lui. Un proverbe arabe dit que "les amis de nos amis sont nos amis ". Vous voyez que nous ne sommes pas ennemis !

Et d'ailleurs si nous atteignons notre but qui reste la chute du régime odieux d'Assad, vous pourrez entrer à Damas. Vous avez dit que vous y établiriez la charia : libre à vous. Nous n'interférerons plus alors dans les affaires intérieures de la Syrie. Vous pourrez planter le drapeau du khalifat à 220 Km de Jérusalem et à 85 km de Beyrouth. Allah est grand !

Les attentats que vous avez revendiqués étaient donc inutiles . Cette fois , je m'adresse à Daesh qui , seul l'a fait , mais nous savons votre proximité puisque vos troupes combattent indifféremment sous l'une et l'autre bannière.

Et , moi, président Hollande, compte tenu de ma bonne volonté à votre égard, je ne méritais franchement pas cela. Je vous en supplie, ne recommencez pas, vous me feriez vraiment de la peine. atlantico.fr 15.11

4- Attentats de Paris: Pouchkov dénonce - sahartv.ir

Le président de la commission des affaires étrangères de la Douma russe a dénoncé le suivisme aveugle de l'Elysée des politiques de Washington et son soutien à certains groupes terroristes, actifs au Moyen-Orient, notamment en Syrie.

« Le gouvernement français paie les pots cassés pour son suivisme aux Etats-Unis et les attentats terroristes de Paris viennent à l'appui de cette affirmation », a-t-il ajouté.

Sur le plateau d'une émission politique à la chaîne russe « TV Center », Alexeï Pouchkov, président de la commission des affaires étrangères de la Douma, a déclaré : « Le gouvernement français a apporté un soutien indéfectible, pendant les dernières années, à un certain nombre de groupes terroristes, actifs en Syrie, dans l'espoir de pouvoir renverser le gouvernement légal de Bachar Assad. En ce qui concerne ses politiques envers les évolutions au Moyen-Orient, François Hollande emboîte le pas aux approches des Etats-Unis et ses tendances outre-atlantistes le poussent à alimenter les terroristes en fonds. La France soutenait les politiques ambivalentes des Etats-Unis envers les groupes terroristes au Moyen-Orient et elle faisait partie des pays qui ont divisé les groupes terroristes en « bon terroriste » et en « mauvaise terroriste ». La France considère certains groupes terroristes comme étant les « bons terroristes » et voit en eux une nécessité pour le rétablissement de la démocratie en Syrie. Pourquoi elle ne veut pas respecter le choix des Syriens qui ont voté pour leur président élu, Bachar Assad ?

La France soutenait pendant des années les groupes terroristes qu'elle considérait comme étant nécessaires au rétablissement de la démocratie en Syrie mais elle a finalement reçu un coup très dur de la part de ces mêmes groupes terroristes, un coup très dur qui a laissé dans son sillage des centaines de morts et de blessés.

La France et les autres gouvernements occidentaux qui emboîtent le pas aux politiques des Etats-Unis commettent tous une grande erreur ; ils se concentrent sur le renversement du gouvernement Assad au lieu de mener une lutte sérieuse contre le groupe terroriste Daech. Au lieu de cette lutte laxiste et superficielle qu'ils mènent contre le groupe terroriste de Daech, les Etats occidentaux et les Etats-Unis ont à mener une lutte réelle contre les terroristes et à renoncer à leurs tentatives visant à renverser Assad ». sahartv.ir 15.11

5- Produire son ennemi est devenu un axe de la stratégie occidentale, nous confirmant que dans la structure impériale, il n'y a pas de séparation entre intérieur et extérieur, entre le droit et la violence pure, entre le citoyen et l'ennemi. (Passeport : le retour - Jean-Claude Paye - voltairenet.org 15.11)

6- Dans notre pays meurtri par ce funeste 13-Novembre, le fait que le gouvernement français soutienne des jihadistes à l'étranger, et qu'il commerce sereinement avec leurs principaux parrains étatiques est grave, dangereux et inacceptable ! (13-Novembre : les États occidentaux ne peuvent combattre le jihadisme en soutenant ses parrains pétromonarchiques ! - Maxime Chaix - Mondialisation.ca 14.11)

Quand l'US Army protège Daesh.

- Un hélicoptère US escorte un convoi de Daesh - voltairenet.org 15.11

Selon un reportage de l'agence émirati Hour News, un hélicoptère Apache des États-Unis a escorté un convoi d'environ 200 Toyota Hilux de Daesh en Syrie.

United States Apache attack helicopter following behind ISIS convoy into Syria from Iraq - November 7, 2015
https://www.youtube.com/watch?v=KFFb5E22TvE

Quand une parlementaire américaine confirme sur CNN que la CIA soutient al-Qaïda

- U.S. Congresswoman: CIA Must Stop Illegal, Counterproductive War to Overthrow Assad
https://www.youtube.com/watch?v=IHkher6ceaA

Credit CNN https://www.youtube.com/user/CNN

Tulsi Gabbard - a Democrat from Hawaii and member of the Armed Services Committee - demonstrates great knowledge and courage to go against the grain in the US and explain the Syria situation along with Russian and US roles the way it is.

Speaking with Wolf Blitzer on CNN, Tulsi explains why the US allying with Islamist extremists to overthrow Syrian President Assad is an illegal, counterproductive war that will cause even more human misery in the region and help ISIS and other Islamist extremists take over all of Syria. Instead of once again being distracted by trying to get rid of a secular dictator, Tulsi explains, the US must stay out of counter productive wars and focus on defeating the Islamist extremists who have declared war on America.

- Sur CNN, une parlementaire US confirme que la CIA soutient al-Qaïda pour renverser Bachar el-Assad - Maxime Chaix - (DeDefensa.org 6 novembre 2015 - Mondialisation.ca 13 novembre 2015)

Extraits.

... cette guerre secrète de la CIA a été confirmée et dénoncée sur CNN par la représentante au Congrès des États-Unis Tulsi Gabbard (Hawaï). À cette occasion, cette courageuse élue a expliqué que ces opérations clandestines visent à renverser illégalement Bachar el-Assad. Plus grave encore, Madame Gabbard a affirmé à plusieurs reprises durant cette interview sur CNN que la CIA soutient directement al-Qaïda, rappelant que cette organisation est pourtant accusée d'avoir attaqué les États-Unis le 11-Septembre.

« [L]es États-Unis et la CIA sont en train d'oeuvrer pour renverser le gouvernement syrien d'Assad, tandis que la Russie – qui est un allié d'Assad depuis longtemps, depuis des décennies –, est en train d'agir pour défendre et maintenir le gouvernement syrien d'Assad et cela, cela nous met dans une position de possible conflit direct, face-à-face avec la Russie aussi longtemps que les États-Unis et la CIA continuent dans cette voie. (…) Les États-Unis et la CIA doivent stopper cette guerre illégale et contreproductive pour renverser le gouvernement syrien d'Assad et doivent rester focalisés sur le combat contre notre ennemi réel, les groupes islamistes extrémistes. Car actuellement, nous voyons pourquoi cela est contreproductif : en oeuvrant (…) pour renverser le gouvernement syrien d'Assad, nous ne sommes pas seulement en train de renforcer nos ennemis, les islamistes extrémistes, qui (…) sont en train de s'emparer de l'ensemble de la Syrie – actuellement, ils ont environ la moitié de ce pays sous leur contrôle –, mais cela nous met également dans une position de potentiel conflit direct, face-à-face avec la Russie, ce qui nous amène au bord d'un potentiel conflit de plus grande ampleur, une situation de type Troisième Guerre mondiale. »

Faisant preuve d'une franchise et d'une lucidité particulièrement rares chez les dirigeants politiques occidentaux – majoritairement hostiles à Bachar el-Assad au point de lui attribuer bien souvent la responsabilité intégrale des victimes syriennes –, la représentante Tulsi a également expliqué durant cette interview en quoi cette guerre secrète de la CIA était illégale, confirmant que l'Agence soutient directement al-Qaïda :

« *Tout d'abord, il n'y pas eu de vote au Congrès pour autoriser l'usage de la force, pour autoriser une guerre visant à renverser un gouvernement souverain. Depuis que j'ai siégé [à la Chambre des Représentants], il n'y a eu aucun vote, y compris avant que je sois élue. Donc le peuple américain n'a pas eu l'opportunité de s'exprimer, d'approuver ou de désapprouver une telle guerre. Par conséquent, elle est illégale. Deuxièmement, elle est contreproductive car actuellement, des armements US vont dans les mains de nos ennemis, al-Qaïda et ces autres groupes, des groupes islamistes extrémistes qui sont nos ennemis jurés. Ce sont des groupes qui nous ont attaqués le 11-Septembre, et nous étions censés chercher à les vaincre, mais pourtant nous les soutenons avec ces armes pour renverser le gouvernement syrien. (…) Je ne veux pas que le gouvernement des États-Unis fournisse des armes à al-Qaïda, à des islamistes extrémistes, à nos ennemis. Je pense que c'est un concept très simple : vous ne pouvez vaincre vos ennemis si, en même temps, vous les armez et vous les aidez ! C'est absolument insensé pour moi. (…) Nous en avons discuté [avec des responsables de la Maison Blanche,] à la fois durant des auditions [parlementaires] et à d'autres occasions, et je pense qu'il est important que les citoyens des États-Unis se lèvent et disent "Regardez, nous ne voulons pas aller [en Syrie] et faire ce qui s'est passé avec Saddam Hussein, faire ce qui s'est passé en Libye avec Kadhafi, car ce sont des pays qui ont sombré dans le chaos et qui ont été conquis par des terroristes islamistes à cause des actions des États-Unis et d'autres [pays]."* »

Ainsi, la représentante Tulsi confirme ce que j'ai tenté de démontrer dans mon étude récente, soit le fait que la CIA et ses alliés soutiennent directement al-Qaïda en Syrie. En tant qu'élue siégeant à la Commission des Forces armées de la Chambre de Représentants, il s'agit bel et bien d'une confirmation officielle, et non de spéculations. Ce fait est alarmant mais, si l'on en croit Google Actualités, aucun média français n'a repris cette information.

J'avais déjà souligné ce silence médiatique assourdissant lorsque deux députés français avaient affirmé, à des occasions différentes, que la France soutient al-Qaïda en Syrie. Même chose après les révélations fracassantes du général Michael Flynn sur Al-Jazeera concernant les politiques profondes multinationales des États-Unis contre le régime el-Assad. Plus que jamais, les médias dits « alternatifs », dont MaximeChaix.info et DeDefensa.org, doivent être soutenus et diffusés par celles et ceux qui n'acceptent pas qu'al-Qaïda et les groupes qui lui sont affiliés soient présentés comme des ennemis en Occident – ce qu'il sont indiscutablement –, alors qu'ils sont clandestinement soutenus par les services spéciaux de nos États pour renverser des gouvernements étrangers jugés hostiles. Mondialisation.ca 13 novembre 2015

L'épilogue du 13 novembre.

La question qui tue.

- Attention, on ne se pose pas les bonnes questions sur le terrorisme - Slate.fr

Vraiment ? On en a trouvé deux bien de chez vous.

- Pourquoi ce nouvel échec quand les moyens ne manquent pas ? - LePoint.fr

- Retour de bâton : la France est-elle consciente de l'aide concrète qu'elle a apportée aux djihadistes en Syrie depuis 4 ans ?
- Atlantico.fr

Union nationale et état d'urgence à l'ordre du jour de la Ve République.

- Marine Le Pen d'accord pour une "union nationale", mais veut des "décisions fermes" - AFP

- Valls appelle à "l'union sacrée" et se dit "attentif" aux "propositions" de la droite - AFP

- Un gouvernement d'union nationale? "Pourquoi pas?", répond Bartolone - AFP

- Bayrou (MoDem): "on a besoin d'une unité nationale très forte" - AFP

- PS, LR, PC : les sénateurs favorables au prolongement de l'état d'urgence - Public Sénat

Le Front de gauche favorable à l'état d'urgence.

- Attentats: "cesser de nourrir nous-mêmes des logiques de guerre", selon Laurent (PCF) - AFP

Est-il en faveur de l'état d'urgence? "Il faut évaluer la situation. Moi j'ai besoin d'informations sur ce que va nous dire le président de la République, le ministère de l'Intérieur, et je ne suis pas certain que cette mesure permette d'assurer les meilleures conditions de sécurité". AFP 15.11

- Jean-Luc Mélenchon est « très sceptique sur le prolongement de l'état d'urgence » - Public Sénat

Alors que le prolongement de l'état d'urgence semble faire l'unanimité et traverse les clivages politiques. Le député européen a mis en garde contre « des effets d'annonces qui sont sans autres résultats que de diminuer nos libertés ». « Sachant qu'il y a déjà plus de 10 loi antiterroristes qui ont été votées, alors l'état d'urgence par-dessus le marché, on peut le comprendre pour des périodes brèves mais installer dans la durée, ce n'est plus un régime d'exception ça devient un régime permanent. Donc un très grand scepticisme sur cette mesure ». publicsenat.fr 15.11

Il combat dans quel camp le Front de gauche d'après vous ? Celui de notre ennemi.

Comment légitimer les milices fascistes ? Mode d'emploi.

- Attentats: Lagarde, Baylet, Bayrou font des propositions pour relayer les militaires - AFP

Le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, celui du PRG, Jean-Michel Baylet, et celui du Modem, François Bayrou, ont proposé dimanche à l'issue d'une réunion à l'Elysée diverses solutions pour relayer les militaires mobilisés pour la sécurité publique après les attaques de vendredi.

M. Lagarde a proposé ainsi "une garde nationale" pour "relayer les forces de l'ordre", en sortant de l'Elysée après s'être entretenu avec le président François Hollande.

"Nous n'avons pas les moyens de surveiller et de sécuriser l'ensemble du territoire national, des lieux de transports, des lieux publics, nous lui avons suggéré que, comme cela s'est déjà fait dans notre histoire et dans d'autres pays, qu'on puisse créer une garde nationale qui permette aux citoyens de venir relayer les forces de l'ordre, équipée, entraînée, formée, encadrée", a-t-il dit.

Par ailleurs, il faut "adopter notre droit" qui est une législation de "temps de paix". "Nous lui avons demandé de porter une motion devant le Conseil de sécurité des Nations-Unis qui ne soit pas une motion, de compassion mais une motion d'action", a-t-il aussi dit.

Jean-Michel Baylet, président du PRG, a lui dit à l'issue de l'entretien souhaiter que l'on réfléchisse "à la manière dont l'ensemble des Françaises et des Français peuvent être associés à une sorte de défense civile, il faudra peut-être appeler un certain nombre de réservistes".

Quant au président du Modem, il a également appelé de ses voeux la création d'une garde nationale: "Nous avons proposé au président de la République qu'on puisse réfléchir à ce que les Etats-Unis appellent garde nationale, c'est a dire une réserve militaire notamment à base de réservistes (...) qui pourraient être utilisés pour garder des monuments (...), déchargeant ainsi les forces armées", a déclaré M. Bayrou à l'issue de cette réunion. AFP15.11

Surenchère de l'Etat policier et occupation militaire.

- Attentats de Paris: Cazeneuve propose une dissolution des mosquées radicales - AFP

- Sarkozy propose d'assigner à résidence les 11.500 "fiche S" - Reuters

- Attentats de Paris : 10 000 militaires au total seront déployés dans toute la France d'ici à mardi soir - Francetv info

On est gouverné par de dangereux psychopathes

- Attentats : « Les Français ne se sentent pas en sécurité » selon Nicolas Sarkozy - Public Sénat

- Anne Hidalgo : "il faut que la sécurité des Parisiens soit assurée" - Francetv info

- Paris : l'explosion d'une ampoule crée la panique dans le Marais - Liberation.fr

Une rumeur de coups de feu, des passants qui courent sans savoir pourquoi... L'affolement s'est emparé du quartier parisien dimanche soir, pendant une heure. Liberation.fr 15.11

- Le rassemblement de la place de la République perturbé par un mouvement de panique - LeMonde.fr

Quand les réseaux "sociaux" servent à amplifier la psychose collective ?

- Flambée de fausses alertes sur les réseaux sociaux - LeMonde.fr

- Déferlante tricolore sur Facebook - LePoint.fr

- Attentats à Paris : « Twitter est un immense cimetière - Rue89

- Attentats à Paris: 5,4 millions de personnes ont utilisé l'appli Safety Check de Facebook - 20minutes.fr

Désinformation. Encore le coup du passeport.

Le passeport syrien retrouvé par la police française près du corps d'un des auteurs des attaques au Stade de France appartenait à un migrant enregistré lors de son arrivée sur une île grecque en octobre, a affirmé samedi le ministre grec de la protection publique Nikos Toskas.

«Le détenteur du passeport syrien est arrivé le 3 octobre par l'île grecque de Leros où il a été enregistré conformément aux règles de l'Union européenne», a assuré M. Toskas dans un communiqué. Le procureur de Paris a confirmé qu'il s'agissait du passeport d'un Syrien né en 1990 et inconnu des services de renseignements français. Mais les enquêteurs français n'ont pas déterminé à ce stade si ce passeport était bien celui de l'assaillant. lefigaro.fr 15.11

- Attentats de Paris : le passeport syrien n'est pas forcément celui d'un des terroristes - euronews.com 15.11

Peu importe, dans un autre article consacré au G20, délibérément Euronews ne tient pas compte de cette information.

Euronews - La crise des migrants et la découverte qu'un des terroristes de Paris était porteur d'un passeport syrien et serait entré en Europe au milieu du flot des réfugiés, poussent Jean-Claude Junker, le Président de la Commission européenne, à plaider un renforcement des contrôles. euronews.com 15.11

Deux articles sur la Syrie

- Syrie: La France pourrait invoquer l'intervention de l'Otan - sahartv.ir

Un expert en stratégie militaire a déclaré que la France pourrait invoquer l'intervention militaire de l'Otan en Syrie.

Dans un entretien avec la chaîne d'information « Deutsche Wele », Bruno Tertrais a déclaré que de tels attentats pourraient frapper n'importe ville en Occident.

« Cet incident, n'est pas une question surprenante. Tous les services de renseignement et de la police savent que des attaques de ce genre pourraient se produire tôt ou tard ailleurs. Il s'agit d'une sorte d'attaque que la police essayait de prévenir. Ces attaques sont choquantes d'autant plus qu'elles se sont produites, pour la première fois et de façon simultanée », a-t-il déclaré. Il a affirmé que Daech avait revendiqué les attentats de Paris avant d'ajouter : « Je peux confirmer cela. Parce que les autorités françaises avaient beaucoup blâmé Daech. Elles n'auraient pas dû entreprendre une telle approche.

Ce vendredi, on a constaté des signes qui reliaient les attentats de Paris aux violences en Syrie. La seule question qui reste sans réponse est de savoir si cet incident est dû aux étrangers ou aux Français ou bien à les deux parties. On y trouvera une réponse dans les prochains jours ». sahartv.ir 15.11

- Syrie : un second aéroport militaire, libérée - sahartv.ir

En Syrie, une grande partie de l'aéroport de Marj al-Sultan , situé en banlieue de Damas, a été libérée mais d'âpres affrontements y sont toujours en cours.

Epaulée par les combattants du Hezbollah libanais, l'armée syrienne a progressé vers l'aéroport important et stratégique de Marj al-Sultan, en banlieue de Damas et elle est arrivée à s'infiltrer, depuis les différentes directions, à l'intérieur de l'aéroport. Les

militaires syriens ont purifié une grande partie de l'aéroport de Marj al-Sultan de la présence des éléments terroristes. Simultanément à l'opération militaire des forces de l'armée et de la Résistance, des dizaines de terroristes du Front Al-Nosra et de Jaysh Al-Islam, un groupe soutenu par l'Arabie saoudite, ont pris la poudre d'escampette pour rejoindre le district d'An-Nachabiya.

D'intenses affrontements sont en cours entre les forces syriennes et les combattants de la Résistance d'une part et les terroristes de l'autre, dans le centre de l'aéroport de Marj al-Sultan. Ledit aéroport, de nature militaire, est à 18 kilomètres de Damas et il fait partie du district d'An-Nachabiya, appartenant à Douma, l'un des principaux fiefs des terroristes de Jaysh Al-Islam. sahartv.ir 15.11

Haut de page

Le 18 novembre 2015

CAUSERIE

Notre causerie est mieux ordonnée qu'hier.

On se demande quel doit être l'état d'esprit des militants qui ont déserté le combat politique ou qui d'une certaine manière y ont été contraint, et on ne parle même pas de ceux qui se sont employés par la suite à le justifier pour se contenter du bol alimentaire du syndicalisme, et qui s'en trouvait très bien la veille du massacre du 13 novembre. On ne leur fera pas l'affront de leur dire qu'ils n'ont de ce fait aucune légitimité pour s'exprimer sur ce plan-là car cela desservirait plutôt notre cause, mais qu'ils veuillent bien y réfléchir à nouveau.

On comprend que la situation paraisse inextricable, désespérée ou sans solution politique à plus d'un militant ou travailleur, c'est la raison pour laquelle nous n'avançons pas le mot d'ordre de Hollande démission par exemple, pourquoi, mais parce qu'en s'engageant dans cette voie on n'aurait rien à leur proposer comme solution de remplacement dans l'immédiat. Du coup revient sur le tapis la question de savoir comment on a pu en arriver à cette situation misérable et dramatique. C'était inévitable que le développement de la situation la remette à l'ordre du jour, ce que les militants ne voulaient pas admettre ou comprendre, les faits les y contraindront un jour ou l'autre avions-nous averti, en vain.

La question de l'Etat ou du pouvoir ne se décline pas forcément en terme de solution politique qui pourrait être appliquée immédiatement, auquel cas lorsque l'horizon est bouché, si on tentait de discerner le bout du tunnel on risquerait fort de désespérer ou de se démoraliser avant d'y parvenir et finir par abandonner le combat.

On peut évidemment la poser dans notre propagande en partant des méfaits causés par les institutions de la Ve République ou la politique du gouvernement et avancer la République sociale, le gouvernement et l'Etat ouvrier, les organismes de pouvoir que les travailleurs devront créer, etc. ce qui permet en principe de développer ou de présenter le socialisme, mais à ce stade ces objectifs politiques sembleront si éloignés de la réalité aux travailleurs et aux militants qu'ils auront du mal à accrocher ou à nous prendre au sérieux et ils auront raison, aussi faut-il davantage insister au départ sur les conditions subjectives à réunir pour que cette perspective passe un jour de l'utopie à la réalité, ce qui nous amène à poser au préalable la question de savoir ce que l'on ne veut plus et ce que l'on veut vraiment, pour pouvoir ensuite aborder celle se rapportant aux moyens à mettre en oeuvre ou aux instruments à construire pour parvenir à rassembler ces conditions, sans lesquelles il demeurera impossible de changer la société, en changer les bases sociales, partageons-nous au moins cet objectif, il faut le dire tel quel, ce qui doit finalement nous amener à poser la question de l'organisation de la classe et du parti dont elle a absolument besoin pour s'emparer du pouvoir politique.

Cette démarche politique est cohérente puisqu'elle correspond à chaque étape du processus dialectique qui doit (ou peut car ce n'est pas une obligation ou une fatalité, pas plus le socialisme) se développer à partir de la situation telle qu'elle existe et non telle qu'on voudrait qu'elle soit ou je ne sais d'autres pour atteindre nos objectifs politiques. Elle subordonne notre intervention dans la lutte des classes ou toute notre activité politique à la construction du parti et à la nécessité d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs. Dans l'état actuel des choses, ce devrait être le seul objectif dont on devrait être comptable, parce que c'est le seul à notre portée, mais malheureusement aucun parti ouvrier ne veut y souscrire, ils sont tous obnubilés par l'obtention de résultats immédiats histoire de justifier leur politique opportuniste et camoufler le turn-over de leurs effectifs, la même politique qui nous a menés où nous en sommes, il faut bien en avoir conscience, car ils n'en ont jamais changé.

En guise d'épilogue.

Quand j'ai fondé ce portail il y a près de 11 ans déjà, j'ignorais totalement où cela allait m'entraîner et que j'en arriverais un jour à poser la question du pouvoir sous cet angle-là, j'en étais resté aux incantations stériles en direction du PS et du PCF qui nous ont menées où nous en sommes, pour finalement rompre avec cette politique, prendre conscience qu'on m'avait trompé et que je m'étais totalement fourvoyé. La suite serait trop longue à raconter ici, disons à grands traits que j'ai rompu avec le PT, avec le

CCI, j'ai relu et étudié la plupart des ouvrages des marxistes à partir de 2001, j'ai eu des contacts avec d'ex-dirigeants ou cadres du CCI organisés dans différents groupes de militants qui se sont tous soldés par des échecs, je me suis surtout attardé sur le développement de la situation mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et les profondes transformations qu'avaient subies la société et les différentes classes, démarche qu'il m'aurait été impossible de mener à bien si j'avais cessé d'analyser mes propres expériences et les enseignements que j'en avais tirés pendant les 20 années qui venaient de s'écouler depuis que j'avais cessé de militer... Bref, c'est fort de cette détermination farouche à comprendre ce qui s'était passé le 11 septembre 2001 et le monde dans lequel je vivais que je suis parvenu à progresser, à avancer pas à pas, ce fut laborieux car il fallait trouver des réponses satisfaisantes, cohérentes à des milliers de questions qui jaillissaient, totalement isolé dans mon trou en Inde. J'ignorais ce que j'allais découvrir et où cela allait me mener, je n'avais aucun a priori et j'étais décidé à reprendre chaque question ou sujet à zéro, comme si je n'en avais jamais rien su ou comme si je n'avais jamais milité dans un parti qui aurait pu m'influencer dans un sens ou un autre. En dehors des maîtres du marxisme je rejetais toute aide extérieure, toute idée préconçue, je tenais à être indépendant de toute influence extérieure sachant qu'elle serait forcément nuisible, je préférais encore piétiner ou commettre des erreurs plutôt que d'adopter des idées ou des positions que j'aurais été incapable de défendre pour ignorer de quel processus elles étaient le produit. Car ce qui m'intéressait ce n'était pas d'avoir raison ou d'avoir des réponses toutes faites à toutes les questions que je me posais, mais d'acquérir la méthode qui me permettrait d'interpréter tout ce qui me tomberait sous la main et de progresser sans cesse, avancer, aller toujours de l'avant, donc aller à contre-courant du monde en pleine décomposition dans lequel nous vivions en somme ou penchant vers la barbarie. C'était une obsession de chaque instant, refuser de régresser après m'être aperçu à quel point j'avais pu être dogmatique et sectaire au cours de ma jeunesse, il me fallait me laver de cette honte plutôt que me venger de mes anciens dirigeants.

C'est pour venir de très très loin, étant issu d'une famille ouvrière pauvre et profondément arriérée avec tout ce que cela implique, réactionnaire et j'en passe, ma famille n'a jamais toléré que je m'élève au-dessus de ma condition et que je forge ma propre personnalité, ce qui est un comble mais ce que je comprends parfaitement maintenant et je ne lui en veux pas, que je crois être parvenu à maîtriser l'essentiel du processus dialectique évoqué plus haut.

Il y en a parmi nous qui croient pouvoir résoudre des questions politiques en claquant des doigts ou sans jamais les avoir réellement étudiées sérieusement personnellement, ils sont très forts, d'ailleurs on ne cherchera pas à rivaliser avec eux, on serait battu d'avance au jeu du plus démagogue que moi tu meurs. Sur un ton assuré ou docte, il y en a qui affirment que les masses laborieuses ne peuvent pas s'élever au niveau du socialisme en dehors d'une révolution, etc. cela dit on se demande bien comment ils ont réussi personnellement ce tour de magie réservé à quelques élus, encore, décidément, ce n'est pas du domaine de la mythologie les concernant, mais de la mystification, contrairement à ce qu'ils prétendent même dans l'obscurité on peut se guider pour atteindre la lumière. S'ils n'arrivent pas à le concevoir de là où ils sont, c'est qu'ils ne tiennent pas à se replonger dans cette obscurité dont ils sont coupés depuis si longtemps, la classe ouvrière.

Les commanditaires du carnage du 13 novembre pavoisent.

- Les Bourses européennes terminent en forte hausse - Reuters 17.11

- La Bourse de Paris accélère le pas, le CAC 40 grimpe de plus de 2 % - LeFigaro.fr 17.11

- L'euro tombe à 1,065 dollar : un signal très positif pour les profits du CAC 40 - LeFigaro.fr 17.11

- Pour les milieux d'affaires, la réaction aux attentats pourrait générer un retour de la confiance Atlantico.fr - 17.11

Hollande responsable du massacre du 13 novembre.

- Ce qui a précédé les attaques de Daech, en France. - Moon of Alabama

... qui a fourni les armes et financé l'État islamique ou les organisations précédentes, en Syrie et en Irak, qui lui ont donné naissance ? Voyez vous-mêmes :

En 2012 - Hollande admet qu'il arme les rebelles syriens, en violation de l'embargo. Le président français a reconnu avoir livré des armes aux rebelles syriens, pendant l'embargo de l'UE, selon un livre*, qui va bientôt sortir, en France. Les livraisons ont eu lieu, en 2012, avant qu'il ne soit mis fin à l'embargo, en mai 2013, a admis François Hollande, lors de sa dernière interview de l'année avec le journaliste et écrivain Xavier Panon. «Nous avons commencé à les livrer, quand nous avons été sûrs qu'elles finiraient, dans les bonnes mains. Pour les armes létales, ce sont nos services, qui les ont livrées», a dit Hollande à l'écrivain, ...

Oct 2012 – En Syrie, il semble que ce soient les Jihadistes, qui profitent des armes livrées aux rebelles. WASHINGTON - La plus grande partie des armes expédiées, à la demande de l'Arabie saoudite et du Qatar, à des groupes rebelles syriens, qui combattent le gouvernement de Bachar al-Assad, finissent dans les mains de Jihadistes islamiques radicaux, et non, dans celles des groupes d'opposition, plus laïques, que l'Occident veut renforcer, selon des responsables américains et des diplomates du Moyen-Orient.

Décembre 2012 – La France finance des rebelles syriens, dans un nouvel effort, pour évincer Assad. La France est devenue le plus important bailleur de fonds de l'opposition armée syrienne, et elle finance, maintenant, directement, des groupes rebelles autour d'Alep, dans le cadre d'un effort renouvelé, pour renverser le régime assiégé d'Assad. De grosses sommes d'argent liquide ont été transférées par des mandataires du gouvernement français, via la frontière turque, aux commandants rebelles, le mois dernier, selon des sources diplomatiques. L'argent a été utilisé, pour acheter des armes, à l'intérieur de la Syrie, et pour financer des opérations armées contre les forces loyalistes.

Août 2014 - Hollande confirme que la France a livré des armes aux rebelles syriens. Le Président François Hollande a déclaré, jeudi, que la France avait livré des armes aux rebelles, qui luttent contre le régime syrien de Bachar al-Assad, «il y a quelques mois».

Novembre 2015. Murad Gazdiev @MuradoRT Le lanceur de roquettes français APILAS, fourni aux #rebelles syriens, tombe entre les mains de #ISIS. Photos de #Deraa, #Sud de la Syrie 12h09 - 6 novembre 2015Juin 2014 - «Merci à Dieu, pour les Saoudiens» : ISIS, Irak et le retour de manivelle. Les deux factions, qui ont les meilleurs résultats contre les forces d'Assad sont deux groupes extrémistes islamistes : Jabhat al-Nusra et l'Etat islamique, en Irak et en Syrie, (ISIS), ce dernier gagne, actuellement, du terrain, en Irak, et menace de déstabiliser davantage l'ensemble de la région. Et ce succès est, en partie, dû à l'appui que ces deux groupes ont reçu de deux pays du Golfe : le Qatar et l'Arabie saoudite. Jabhat al-Nusra a tellement bénéficié des largesses militaires et économiques du Qatar qu'un important officiel qatari m'a dit qu'il pouvait reconnaître les commandants Al-Nusra aux pâtés de maisons qu'ils contrôlent, dans diverses villes syriennes. Mais ISIS, c'est autre chose. Comme un responsable qatari principal l'a déclaré, «ISIS est, depuis le début, un projet saoudien».

La France a tiré profit de son soutien au projet étasuno-wahhabite de changement de régime, en Syrie et en Irak : Avril 2015 – La France et le Qatar scellent un accord d'un montant de 7 milliards de dollars, pour des "Rafale". Le Qatar a accepté d'acheter 24 avions de combat "Rafale", construits par Dassault, pour 6,3 milliards d'euros, (4,55 milliards de livres), a annoncé, jeudi, le gouvernement français. Cet Etat du Golfe perisque cherche, en effet, à augmenter sa puissance militaire, dans une région de plus en plus instable.

Juin 2015 – L'Arabie saoudite et la France concluent un marché de 12 milliards de dollars. "L'Arabie saoudite et la France ont signé, mercredi, un accord commercial de 12 milliards de dollars", a déclaré le ministre des Affaires étrangères saoudien, Adel Al-Jubeir, lors de la visite historique du vice-prince héritier Salman bin Mohammed, à Paris. Même après être devenu évident, pour tout le monde, que le projet de changement de régime, en Syrie, favorisait l'expansion du terrorisme, Hollande a continué à exiger la fin de l'Etat syrien.

Septembre 2015 - François Hollande de France dit qu'Assad doit partir. Le Président François Hollande de France a déclaré, à l'Assemblée générale des Nations Unies, lundi, que son pays allait «assumer ses responsabilités», dans l'effort mondial, pour mettre fin aux combats, en Syrie, mais que le conflit ne pourrait être résolu que si le Président Bachar al-Assad était écarté du pouvoir. Hollande va-t-il, maintenant, changer de discours ? Moon of Alabama - publié par sahartv.ir 16.11

C'est déjà fait, et gare à lui ou plutôt à la population française s'il ne tenait pas parole et continuait en sous-main de se faire le porte-voix de l'Etat sioniste, de l'Arabie saoudite, du Qatar et des ultra néoconservateurs américains.

Tandis que pour tenter de calmer l'Etat sioniste les Etats-Unis augmenteront leurs aides militaires à Tel Aviv jusqu'à 50 milliards de dollars (sahartv.ir 05.11), et pour rassurer l'Arabie saoudite Washington vient d'autoriser la vente de bombes à Ryad pour 1,3 milliard de dollars (AFP 16.11), tandis que la Turquie se voyait accordée 3 milliards de dollars d'aide financière par l'UE en échange de sa coopération pour freiner (sic!) le flot de réfugiés se déversant dans les pays de l'UE, la reprise des négociations d'adhésion avec l'UE et la possibilité pour les Turcs de voyager sans visa dans les pays de l'espace Schengen à partir de 2016, la France de Hollande se voyait gratifier d'un massacre pour qu'elle rompt sur le champ avec les jusqu'auboutistes sionistes, saoudiens et qataris, et change de discours ou de position sur la question syrienne, ce que Hollande a fait en moins de 48 heures !

En complément. La machine à propagande est sur le pied de guerre.

- Attentats de Paris : la stratégie française en Syrie affiche un tournant décisif - Francetv info

- Les attentats font bouger les lignes françaises en Syrie - Reuters

Et s'il n'avait pas compris la leçon, la menace d'une réplique est prise très au sérieux

A moins que ce ne soit l'autre camp qui s'en charge pour semer le chaos ?

- La France se prépare à un attentat chimique - voltairenet.org 17.11

Le service de Santé des Armées a reçu instruction de distribuer du sulfate d'atropine, le contre-poison connu lors

d'attaques chimiques, aux différents services d'urgence hospitaliers.

Cette décision fait suite à l'attaque dont Paris a fait l'objet le 13 novembre 2015.

« Arrêté du 14 novembre 2015 autorisant l'utilisation de sulfate d'atropine, solution injectable 40 mg/20 mL PCA antidote des neurotoxiques organophosphorés ». NOR : AFSP1527645A, Journal Officiel de la République française n°0265 du 15 novembre 2015 page 21381. voltairenet.org 17.11

Les dissensions au sein du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste à l'origine du massacre de 129 civils innocents.

- La stratégie américaine en Syrie va-t-elle changer après les attentats de Paris ? - euronews.com

A Washington, les attaques de Paris et la menace que représente le groupe Etat islamique ont rouvert le débat sur la stratégie américaine en Syrie. Les frappes aériennes sont-elles suffisantes ? Les Etats-Unis devraient-ils déployer des troupes au sol ? C'est ce que réclament les républicains, mais Barack Obama reste sourd à ces appels. Euronews a rencontré des experts en politique étrangère (Issus de think tanks de centre droit ou néoconservateurs, après vérification sur le Net. - LVOG):

"Je pense que l'administration américaine accorde énormément d'importance au processus politique qui a été annoncé à Vienne pendant le week-end, espérant qu'il portera ses fruits", estime Heather Conley, du Centre pour les Etudes Stratégiques et Internationales.

La préférence de l'administration Obama pour une solution politique plutôt que pour l'escalade militaire est largement soutenu par les experts en politique étrangère.

"Nous devons agir militairement pour essayer de contrer la menace immédiate que représente le groupe Etat islamique pour beaucoup de pays dans la région. Mais nous devons aussi nous attaquer aux conditions qui lui ont permis d'exister et d'avoir l'ampleur suffisante pour planifier ce genre d'attaques. Et c'est un problème beaucoup plus compliqué", affirme Tamara Cofman Wittes, du Brookings Institution.

Par ailleurs, 23 gouverneurs, presque tous républicains, ont pris des mesures afin d'empêcher les réfugiés syriens de s'installer dans leurs états.

"Alors que les candidats républicains réclament une intervention militaire beaucoup plus musclée en Syrie, les spécialistes de la politique étrangère à Washington sont plus prudents et n'y voient certainement pas une stratégie à long terme. Et l'opinion américaine reste profondément sceptique", ajoute notre correspondant à Washington Stefan Grobe. euronews.com 17.11

Brookings Institution, qu'est-ce que c'est ?

La Brookings Institution est un think tank américain ayant son siège à Washington.

Le journal Foreign Policy a classé cette institution comme étant la première des think tanks américains en 2009[4]. Son président actuel Strobe Talbott fut ministre adjoint des Affaires étrangères de Bill Clinton. (wikipedia.org)

Thornton (président de son conseil d'administration - ndlr) est professeur d'économie, Pdg de Goldman Sachs. Teresa Heinz (membre de son conseil d'administration - ndlr) est l'épouse du sénateur John Kerry. Il semble que tous les membres du Conseil d'administration, sans exception, aient été cooptés au Council on Foreign Relations.

Cependant, le Réseau Voltaire observe que ces intellectuels ont un point commun dont ils ne font jamais état : alors même que l'économie et non la politique internationale est le sujet de prédilection de l'institut, plus de la moitié des 142 chercheurs actuels auraient travaillé par le passé pour le Conseil de sécurité nationale ou la Maison-Blanche. De même, on remarque que le Conseil d'administration, composé de patrons de multinationales, laisse une large place à des compagnies comme AT&T ou Chiquita (ex-United Fruit), dont le rôle dans les opérations secrètes du Conseil de sécurité nationale est bien documenté. (http://www.voltairenet.org/article14391.html)

Les conséquences immédiates sur place.

- "Les Etats-Unis et la Turquie sont en train de fermer les frontières syriennes" (Kerry) - sahartv.ir

«75% des frontières syriennes sont, actuellement, fermées.

Nous avons entamé de nouvelles opérations avec les Turcs, pour fermer les 95 km restants», a affirmé à CNN, John Kerry, le secrétaire d'Etat américain.

La Turquie avait proposé, il y a quelques mois, de créer une zone d'exclusion aérienne, en Syrie, mais aucun pays n'a encore accepté cette proposition. sahartv.ir 17.11

- La Russie bombarde le Sud Liban - sahartv.ir

Les chasseurs russes ont bombardé, pour la première fois, les positions des terroristes, sur le sol libanais.

Les frappes russes ont visé les positions de Daech, à Rasal Balbek, dans la Bekaa, soit le bastion du Hezbollah. Les sources bien informées font état d'un lourd bilan de pertes et de dégâts, dans les rangs des terroristes. sahartv.ir 17.11

La Russie n'en demeure pas moins la cible des Américains.

- Lavrov a démenti les allégations de bombardement des civils, en Syrie -sahartv.ir

«Les allégations accusant la Russie de bombarder les civils, en Syrie, sont infondées», a affirmé Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères.

«Je crois que toutes les allégations accusant la Russie de prendre, "par erreur", pour cible, les opposants «modérés» syriens proviennent des ambiguïtés latentes des actions de la coalition. Il y a une volonté de ne pas laisser les terroristes monter en puissance, mais là où les activités de ces derniers affaiblissent le gouvernement syrien, cette volonté demande qu'aucune ingérence n'ait lieu. Or, c'est de là que proviennent des allégations infondées nous accusant de violer les lois de la guerre et de prendre pour cible les civils», a ajouté Lavrov. «Les Etats-Unis prennent pour cible les positions de Daech, en Syrie, de manière sélective», a affirmé le ministre syrien des Affaires étrangères. «C'est un jeu très dangereux et ambigu, mettant, clairement, en exergue ce que cherchent les Etats-Unis. Ils veulent que Daech affaiblisse, au plus vite, Bachar al-Assad, le contraignant à abandonner le pouvoir, mais, dans le même temps, ils ne veulent pas que ce groupe terroriste prenne le pourvoir en main», a souligné Sergueï Lavrov. sahartv.ir 17.11

Il fallait bien cela pour justifier le retournement de Hollande face à Assad... et qu'il s'en sorte par le haut

- Bachar al Assad invite Paris à adopter une politique "réaliste" - Reuters

La Syrie ne partagera ses renseignements avec la France que si Paris adopte une "politique réaliste" dans la région, déclare Bachar al Assad dans une interview à Valeurs actuelles à paraître jeudi, après les attentats à Paris revendiqués par l'Etat islamique.

Interrogé sur le message qu'il souhaiterait adresser aux autorités françaises après la série d'attaques, le président syrien a répondu dans des propos recueillis samedi : "S'il m'appartient d'espérer certains changements dans la politique de la France (...), ce serait de redonner une politique réaliste à la France, une politique indépendante".

Toute coopération en terme d'échanges de renseignement avec la France passera par un changement de politique de Paris, estime Bachar al Assad dans Valeurs actuelles.

"Si le gouvernement français n'est pas sérieux dans son combat contre le terrorisme, nous ne perdrons pas notre temps à collaborer avec un pays ou un gouvernement ou une institution qui soutient le terrorisme", indique-t-il.

"Il faut d'abord que vous changiez de politique et que celle-ci soit fondée sur le seul critère (...) de faire partie d'une alliance joignant des pays qui luttent uniquement contre le terrorisme et non des pays qui soutiennent le terrorisme et le combattent en même temps", ajoute-t-il. Reuters 17.11

C'est fait, tout du moins en parole, mieux, comme il n'est pas à une imposture près, ils revendiquent même cette alliance !

Erdogan avait bien calculé son coup.

- Le renseignement français entre en contact avec Damas - sahartv.ir

Selon le journal libanais Al Diyar, le renseignement français serait entré en contact avec les services de renseignement syriens! cette information, rapportée par les sources françaises, confirme l'échange des informations entre les deux parties.

La France aurait voulu savoir si oui ou non les terroristes des attentats de vendredi à Paris auraient été arrêtés par l'Etat syrien. Selon les résultats préliminaire de l'enquête, 11 suspects se trouveraient encore sur le sol français tandis qu'un certain nombre de terroristes pourraient résider encore en Syrie.

Le renseignement français veut également connaitre le contenu des interrogatoires auxquels sont soumis les terroristes takfiris dans les prisons syriennes. Les services de renseignement français croient qu'au moins six terroristes se trouvant dans les prisons syriennes seraient en relation avec les attentats du 13 novembre. Al Diyar poursuit : " les Kalachnikov utilisés par les kamikazes auraient été transférés de la Syrie vers la France.

Ce serait des terroristes déguisés en réfugiés qui s'en seraient dotés à bord des bateaux conduisant vers l'Europe. Selon cette information, quelques 500 fusils de ce type se seraient infiltrés en France ce qui a poussé Paris à chercher de nouveaux renseignements là dessus. sahartv.ir 17.11

La volte-face précipitée de Hollande.

- Accord entre la Russie et la France, sur les coopérations militaires contre Daech - sahartv.ir

Lors d'un entretien téléphonique, les présidents russe et farçais se sont entendus sur des coopérations militaires, pour lutter contre Daech.

Vladimir Poutine et François Hollande, les Présidents russe et français, se sont accordés, lors d'un entretien téléphonique, sur leurs coopérations militaires, dans la lutte contre le groupe terroriste Daech.

Et ce, alors que la semaine prochaine Hollande devra se rendre à Moscou, pour s'entretenir avec son homologue, de la lutte contre Daech. Le président français va essayer de rapprocher les points de vue de la Russie et des Etats-Unis. (En réalité, c'est lui qui doit se soumettre à l'accord conclu entre Obama et Poutine. - LVOG)

«La Russie a tiré, ce mardi, plus de 30 missiles de croisière contre les positions de Daech, à Alep, et à Raqqa, en Syrie», a annoncé Sergueï Choïgou, le ministre russe de la Défense, avant d'ajouter : «La Russie envisage d'envoyer jusqu'à 25 avions de combat, en Syrie». sahartv.ir 17.11

Mimétisme. Il fallait bien cela pour obtenir l'adhésion de la population à la guerre.

- François Hollande – W.Bush : même combat ? - euronews.com

Le discours du président de la République française face au Parlement en congrès ce lundi 16 novembre a marqué les esprits. Certains y voient même des similarités avec le discours de George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001. euronews.com

- Bush en 2001, Hollande en 2015 : les discours de deux présidents face aux attentats - LeMonde.fr

Trois jours après les attaques meurtrières qui ont fait 129 morts et 352 blessés à Paris et Saint-Denis, François Hollande a prononcé, le 16 novembre devant le Congrès, un discours aux tonalités martiales et à l'orientation politique sécuritaire. Celui-ci n'est pas sans rappeler celui qu'avait tenu le président américain George W. Bush, le 20 septembre, devant le Congrès américain, un peu plus d'une semaine après les attaques du 11 septembre qui avaient coûté la vie à 2 985 personnes.

Sur la forme, le discours de François Hollande est fait d'un même moule patriotique que ceux de George W. Bush à l'époque, jusque dans son analyse des mobiles terroristes. L'« armée djihadiste qui nous combat parce que la France est un pays de liberté, parce que nous sommes la patrie des droits de l'homme » fait ainsi écho aux terroristes qui avaient « attaqué l'Amérique parce que nous sommes la maison et les défenseurs de la liberté ».

Un même ton belliqueux rapproche le discours des présidents français et américain. Le 20 septembre 2001, ce dernier avait employé quatorze fois le terme « guerre », et la formule « nous sommes en guerre contre la terreur » avait fait date. Plus de 14 ans plus tard, le même mot est revenu treize fois dans la bouche du président français, pour qui la France « est en guerre ».

Des discours accompagnés de faits : le 20 septembre 2001, George W. Bush annonçait qu'il avait mobilisé son armée, et le 7 octobre, moins d'un mois après les attentats du 11-septembre, les forces américaines et britanniques bombardaient l'Afghanistan. François Hollande, à la veille de son discours, a pour sa part déjà ordonné le bombardement de camps militaires de l'Etat islamique à Rakka, en Syrie, et un nouveau raid a eu lieu le mardi 16 septembre dans la nuit.

Sur le plan intérieur, le discours tenu par le président français marque un virage sécuritaire, comme celui de Bush en 2001.

Difficile pour autant de le comparer au Patriot Act : cette loi antiterroriste d'envergure, qui a marqué l'Amérique post 11-Septembre, n'existe pas encore lorsque le président américain prend la parole le 20 du mois.

Mais le discours de George W. Bush annonce déjà un vaste chantier législatif aux fins de lutte contre le terrorisme, comportant notamment la création d'un Bureau de la Sécurité Intérieure. « Nous allons mettre nos forces en commun pour renforcer nos capacités de renseignement pour connaître les plans des terroristes avant qu'ils n'agissent, et les trouver avant qu'ils ne frappent », prévenait alors George W. Bush sans davantage de détails.

A l'inverse des Etats-Unis, le cadre de la lutte contre le terrorisme a déjà été largement réformé en France, notamment par deux lois sur le terrorisme et une loi sur le renseignement. Les mesures annoncées par François Hollande « compléteront » donc l'arsenal déjà disponible, au lieu de le chambouler. lemonde.fr 17.11

Le ministre français de l'Intérieur pris en flagrant délit de mensonge.

- Terrorisme : failles du renseignement en France ? - euronews.com

Quatre jours après les attentats de Paris, de John Kerry à Didier Reynders, en passant par David Cameron et Jens Stoltenberg, tous s'accordent sur ce point : l'accent doit être mis sur le renseignement.

Mais alors que les premières interrogations et mises en cause des services français émergent, le gouvernement affirme qu'il n'y a eu aucune faille, précisant que le risque zéro n'existe pas.

"Cet attentat a été préparé et organisé par des cellules qui sont en dehors du territoire national et mobilisant des individus qui n'étaient pas connu de nos services" expliquait Bernard Cazeneuve, ministre français de l'Intérieur sur France Info.

Pourtant, certains d'entre eux n'étaient pas inconnus des services de police et des renseignements français. C'est le cas de Samy Amimour. Français, arrêté et mis en examen en 2012 pour "association de malfaiteurs terroristes" après un départ avorté pour le Yémen et placé sous contrôle judiciaire. Privé de passeport, il part pourtant rejoindre la Syrie un an plus tard, fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, mais parvient à rentrer en France sans être arrêté.

Autre cas, celui d'Omar Ismaïl Mostefaï, également français, repéré pour radicalisation depuis 2010, il fait l'objet d'une fiche "S" émise par la DGSI. Une fiche "sureté de l'état" destinée à placer les personnes qui en font l'objet sous une surveillance particulière. Amedi Coulibaly et Cherif Kouachi auteurs des attentats de janvier et Mohamed Merah auteur des tueries de 2012 à Toulouse et Montauban en avaient fait l'objet.

Par ailleurs, Ankara a révélé hier que Mostefaï avait fait l'objet d'un signalement à la France par la Turquie à deux reprises, en octobre 2014 et en juin 2015. La France n'aurait, d'après Ankara, jamais donné suite. euronews.com 17.11

On retiendra outre l'impossibilité de l'Etat français de camoufler sa complicité avec les barbares d'Al-Qaïda ou les organisations qui en sont issues, l'accent mis sur le contrôle renforcé de la population.

Les médias de l'oligarchie encensent Hollande, quoi de plus naturel.

- La presse réagit plutôt favorablement au "ton" de Hollande devant le Congrès - AFP

La presse quotidienne réagit mardi de manière plutôt favorable au discours de François Hollande devant le Congrès des députés et des sénateurs réunis à Versailles même si certains éditorialistes y voient une habileté politique du président vis-à-vis de l'opposition dont il a repris nombre de propositions.

Dans la presse nationale, sans surprise, les avis divergent notablement entre Libération et Le Figaro. Dans le premier nommé, Laurent Joffrin estime que François Hollande "a pris la mesure de cette épreuve historique et, par la même occasion, marqué un point politique."

"Que de temps perdu", s'indigne pour sa part Yves Thréard, dans Le Figaro. "Pour détruire Daech, il en faudra davantage", remarque encore l'éditorialiste du quotidien de droite.

Même son de cloche dans l'Alsace où Raymond Couraud, s'il admet que "le ton employé par le président de la République était à la hauteur de la menace", estime qu'il "eût été bon de prendre plus tôt les mesures annoncées hier". "Nous ne sommes pas en guerre depuis vendredi soir, ni depuis Charlie, nous le sommes depuis des années", écrit-il.

Sceptique, avant même le discours présidentiel, Le Monde dans son édition datée de mardi s'interrogeait : "Le djihadisme sera-t-

il "vaincu" pour autant?". "Il ne faut pas mentir à l'opinion", prévient-Il : "parce qu'il relève d'une pathologie propre à l'islam, parce qu'il est une idéologie totalitaire, l'islamisme sera d'abord défait par les musulmans."

En revanche, La Dépêche du Midi, sous la plume de Jean-Claude Souléry, pense que Hollande "a démontré, une fois encore, cette détermination froide du chef de guerre qui ne le quitte plus" et qui "constitue plus que jamais la marque de son quinquennat. "

Mais plusieurs éditorialistes se plaisent plutôt à voir dans les propositions du président une "habilité politique" contre l'opposition.

Ainsi pour La Charente Libre, Jean-Louis Hervois note que le président : "n'a pas laissé de doutes sur sa détermination à mener jusqu'au bout cette guerre, jusqu'à aller chercher dans les arguments de son opposition les armes pour la gagner" ce que ses opposants jugeront "trop habile pour être honnête".

Ce qui fait dire à Mickaël Tassart (Le Courrier Picard) qu'en "reprenant des propositions formulées par l'opposition, François Hollande (...) a pris ses opposants à revers et la France à témoin".

"Il n'a pas hésité à puiser dans les propositions de la droite. C'est habile sur le plan politique", constate Patrice Chabanet du Journal de la Haute-Marne. Tout comme Christophe Hérigault qui dans La Nouvelle République du Centre-ouest pense que "François Hollande, hier à Versailles, aura d'abord su faire montre d'une indéniable habileté?"

C'est aussi "un tacle contre l'Europe molle", écrit Hervé Chabaud de L'Union car "il a produit un discours puissant qui oblige la France mais aussi ses partenaires européens".

Mais, souligne Hervé Favre, dans La Voix du Nord, "les couacs dans l'interprétation de l'hymne à l'unité nationale se sont vite fait entendre. Et passé le moment du deuil, la campagne électorale reprendra vite ses droits". AFP 17.11

Les problèmes demeurent : comment faire adhérer les masses à Macron II, III, à toutes les contre-réformes en cours d'application et à venir ?

Le "discours de guerre" se décline en famille.

Le Monde (16.11) après le discours de guerre de Hollande au Parlement

- François Loncle, député PS de l'Eure : "J'ai été frappé de voir que tous les élus de l'opposition se sont levés pour applaudir François Hollande à la fin de son discours"

- François de Rugy, député écologiste de Loire-Atlantique : "Je suis très satisfait que le président de la République ait commencé à tracer des perspectives concrètes. Il est normal que nous ajustions nos moyens, aussi bien sur les plans budgétaire que constitutionnel."

- Eliane Assassi (PCF), sénatrice de Seine-Saint-Denis et présidente du groupe au Sénat : "sur le plan intérieur, nous serons très vigilants sur le respect de l'équilibre entre le renforcement des mesures séculaires et la préservation des libertés individuelles.", alors que chacun sait que l'un ne peut se renforcer qu'au détriment de l'autre.

- Nicolas Sansu (PCF), député du Cher : "nous savons qu'il faut frapper Daech au portefeuille, atteindre notamment leurs réserves de pétrole."

La France qui jusqu'à présent avait conduit « contre l'État islamique en Syrie seulement des attaques sporadiques » écrit le New York Times, a effectué dans la nuit de dimanche « en représailles, l'attaque aérienne la plus agressive contre la ville syrienne de Raqqa, en touchant des objectifs de l'ÉI indiqués par les États-Unis ». Parmi lesquels, précisent des fonctionnaires états-uniens, « quelques cliniques et un musée ». Manlio Dinucci - Il Manifesto (Italie) - publié par le Réseau Voltaire 17.11

Et il y a une semaine environ, la France avait bombardé une centrale électrique approvisionnant Alep où l'armée syrienne avançait.

- Benoist Apparu, député LR de la Marne : "Je suis satisfait en ce qui concerne les mesures de sécurité intérieure".

Guerre idéologique et conditionnement des masses pour qu'elles adhèrent à la guerre, réclament un Etat policier, une dictature ou les entraîner vers le fascisme.

- Attentats: relatif consensus autour de la réponse sécuritaire de Hollande - AFP

Un relatif consensus politique se dessinait mardi autour de la réponse sécuritaire portée par François Hollande au Congrès après les attentats de Paris, ce qui n'a pas empêché la droite de chahuter Manuel Valls et le gouvernement à l'Assemblée.

En annonçant un renforcement des moyens policiers et militaires, un rapprochement avec la Russie sur le dossier syrien, des mesures répressives contre les jihadistes français et en proposant l'inscription de l'état d'urgence dans la Constitution, François Hollande a en partie pioché dans des propositions formulées de longue date par Les Républicains et le FN.

"Hollande a été désespérément habile. Il nous a coupés l'herbe sous le pied", peste un dirigeant des Républicains. "Notre réponse est extrêmement faible. La droite n'est pas audible", juge un autre ténor de la droite. "Sur la forme, Hollande a bien joué" à Versailles, même si c'est "un reniement total", poursuit-il.

L'ancien Premier ministre Alain Juppé a appuyé mardi la volonté de François Hollande de réunir une large coalition contre l'Etat islamique (EI), y voyant "un changement dans la ligne que nous suivons depuis 2011".

Le candidat et principal rival de Nicolas Sarkozy aux primaires des Républicains a même dirigé ses critiques vers son propre camp, estimant que la droite avait "sans doute eu tort de supprimer une dizaine de milliers" de postes dans les forces de sécurité sous le quinquennat Sarkozy.

Marine Le Pen avait salué lundi soir de "bonnes inflexions" et des "points positifs" dans le discours de François Hollande à Versailles, tout en regrettant des "lacunes énormes".

A la gauche de la gauche, certains élus ont formulé des critiques mezza voce. Le député PS frondeur Pouria Amirshahi, comme l'écologiste Noël Mamère, ne voteront pas la prolongation de l'état d'urgence, jeudi à l'Assemblée. Le groupe EELV pourrait se diviser sur la question. Les députés Front de gauche devraient en revanche suivre le gouvernement.

Le Conseil des ministres doit examiner mercredi le projet de loi sur la prolongation de l'état d'urgence, qui sera voté jeudi par l'Assemblée et vendredi par le Sénat. AFP 17.11

En complément

- Etat d'urgence: "la prolongation de trois mois" inévitable pour André Chassaigne (PCF) - AFP

- Des élus demandent l'extension de l'état d'urgence outre-mer - AFP

- Attentats: les Français trouvent que François Hollande a été à la hauteur L'Express.fr

François Hollande approuvé. Selon un sondage Odoxa pour Le Parisien/Aujourd'hui en France, 73% des Français estiment que le président de la République a été à la hauteur des évènements. 26% pensent qu'il ne l'a pas été et 1% ne se prononce pas. Sans surprise, les jugements sont beaucoup plus positifs chez les sympathisants de gauche (90%). Mais l'action de François Hollande est également majoritairement approuvée à droite (63%).

Parmi les mesures annoncées par François Hollande devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles, ils approuvent à 91% l'élargissement des possibilités de déchéance de la nationalité française, à 89% la création de 5000 emplois supplémentaires de policiers et de gendarmes et à 84% le fait de faciliter les règles de la légitime défense pour les policiers.

76% des Français estiment aussi que l'appel à l'union nationale "est une bonne réponse car cela montre que la démocratie est plus forte que le terrorisme". A l'inverse, 24% y voient "une mauvaise réponse car c'est une manoeuvre politicienne hypocrite".

Par ailleurs, 81% des personnes interrogées (+20 par rapport à septembre) approuvent les frappes aériennes contre Daech en Syrie (contre 18%) même si 63% jugent qu'elles vont "contribuer à davantage exposer" la France à des risques d'attentats.

Les Français sont également majoritairement favorables (62% contre 38%) à ce que la France participe à une intervention militaire au sol en Syrie, ce qu'exclut l'exécutif.

Les Français n'ont pas peur

Interrogés sur les sentiments (deux réponses possibles) qu'ils éprouvent après les attentats de Paris, 57% répondent "la colère", 40% "la peine", 31% "la solidarité" et 13% "la peur".

- Les Français prêts à restreindre leurs libertés pour plus de sécurité LeFigaro.fr

Une quasi unanimité. Après les attentats de vendredi, ce ne sont pas moins de 98 % des Français qui évaluent comme élevée la menace terroriste, selon notre sondage Ifop pour Le Figaro et RTL. Jamais depuis 1992, les menaces n'avaient atteint un tel niveau. A titre de comparaison, la menace avait été jugée élevée par 93 % des Français après Charlie Hebdo. Une différence qui peut s'expliquer par le type de victimes et le mode opératoire des terroristes. En s'en prenant à des anonymes, la France entière s'est sentie encore plus impliquée par les attentats. De la même manière, il n'existe pas de différence entre les zones rurales et zones urbaines. «C'est bien toute la France qui est ébranlée», reconnaît Jérôme Fourquet, directeur du pôle opinion de l'Ifop.

Virage idéologique

La gauche, qui s'est toujours montré inflexible sur la défense des libertés individuelles, a largement basculé vers une dimension plus sécuritaire. De ce point de vue, ces attentats marquent sans doute un virage idéologique.

Ainsi, 84 % des personnes interrogées se disent prêtes à accepter davantage de contrôles et une certaine limitation de leurs libertés pour mieux garantir la sécurité. Même à gauche, 65 % du Front de gauche et 87 % du PS souscrivent à cette idée. Corollaire des paroles martiales de François Hollande et Manuel Valls sur la France qui est désormais entrée en guerre, 59 % des Français approuvent ces déclarations et les conséquences que cela implique. Cette adhésion a une très forte conséquence sur les toutes les mesures envisagées par le gouvernement. «Désormais, les Français adhèrent non seulement à la rhétorique de la guerre, Valls avait déjà parlé de guerre en janvier dernier, mais également aux décisions entraînant une restriction des libertés publiques», affirme Jérôme Fourquet.

Comme après l'épisode Charlie, la confiance accordée aux forces de police, de gendarmerie et de renseignement pour lutter contre le terrorisme est impressionnante: 87 %. Les Français ne doutent pas de l'efficacité des différents services de sécurité. Il n'en va pas de même avec le gouvernement et François Hollande. Ils ne sont que 50 % à lui faire confiance en matière de sécurité. L'exécutif retrouve à peu près le même niveau qu'en janvier 2015 (51 %). Mais là aussi, des différences partisanes se font jour. A gauche, la confiance y est bien plus forte qu'à droite avec 83 % de sympathisants du Front de gauche et 85 % de ceux du PS, quand ils ne sont que 34 % chez les proches des Républicains et 24 % du FN.

Le fichier S, qui regroupe les personnes suspectées d'activités contraire à la sécurité du pays, constitue un point important de l'enquête et sans doute de la phase constitutionnelle et législative qui s'ouvre. Or, les Français sont largement favorables (74 %) à l'emprisonnement des personnes qui figurent sur ce fichier S. Une proposition qui retient l'adhésion de presque tous les Français, quelle que soit leur préférence partisane. Ils sont 47 % au FG, 64 % au PS, 87 % chez LR et 94 % au FN. L'électorat de gauche, traditionnellement très rétif à toutes atteintes aux libertés publiques, a cette fois-ci basculé.

Conséquence directe des attentats, 85 % approuvent l'intervention militaire en Syrie, alors même que les terroristes ont justifié leur actes par les précédentes actions militaires françaises dans ce pays. Autre conséquence de l'attentat, les Français sont à 62 % contre l'accueil des migrants quand ils étaient 47 % à le souhaitent il y a seulement un mois. lefigaro.fr17.11

Comme quoi vaut mieux se poser des questions.

Quelques-unes des questions posées aux personnes sondées, qui montrent à quel point elles avaient été conçues ou rédigées de telle sorte qu'elles n'aient pas besoin de réfléchir pour trouver les bonnes réponses, celles escomptées par ceux qui avaient commandé ces sondages et qui ont adopté la propagande de guerre de Hollande, à moins que ce ne soit l'inverse, puisqu'ils appartiennent à l'oligarchie financière ou en sont les porte-parole.

- Comment évaluez-vous la menace terroriste dans notre pays aujourd'hui ? Diriez-vous qu'elle est très élevée, plutôt élevée, plutôt faible ou très faible ?

- Diriez-vous que pour faire face et lutter contre le terrorisme vous avez tout à fait conîance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans… ? (la police, le gouvernement...)

- Pour mieux garantir votre sécurité, seriez-vous prêt à accepter davantage de contrôles et une certaine limitation de vos libertés ?

Les deux premières questions partent du principe qu'il existe une "menace terroriste" ou qu'il faut "lutter contre le terrorisme", affirmation avancer par Hollande (à la suite de Bush), c'est considéré comme acquis, donc cela ne se discute pas ou ne mérite pas réflexion, vaut mieux pas évidemment.

La menace, c'est le terrorisme, elle ne pourrait pas venir d'ailleurs, par exemple du président de la République, du gouvernement, des institutions, du régime, de l'UE, des Etats-Unis, etc. Et ce n'est pas un hasard s'ils enchaînaient ensuite par une affirmation plutôt qu'une négation de manière à ce que dans la foulée ce soit l'affirmation qui l'emporte, histoire de légitimer les mesures annoncées par Hollande.

Quant à la troisième question, elle était tournée de telle sorte que les gens frappés par l'horreur de ce carnage et pensant avant tout à leur sécurité, ce qui quelque part est parfaitement légitime, en perdent la raison ou la faculté de penser au détriment du peu de liberté dont ils disposaient déjà avant le 13 novembre.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Roumanie

Un gouvernement de technocrates pour la Roumanie - euronews.com

La Roumanie a désormais un gouvernement d'experts en administration européenne et d'anciens chefs de grandes entreprises, en bref un gouvernement de technocrates. Le nouveau Premier ministre, Dacian Ciolos, et son cabinet ont obtenu la confiance du parlement ce mardi.

Dacian Ciolos, 46 ans, est un ancien commissaire européen à l'Agriculture ; la ministre de l'Economie est une ancienne experte du FMI et de la Commission européenne. euronews.com 17.11

2- Grèce

- Grèce: manifestations à la mémoire du soulèvement estudiantin de 1973 - AFP

Des milliers de personnes ont participé mardi en Grèce aux manifestations à la mémoire de l'insurrection estudiantine réprimée dans le sang en 1973 par le régime des colonels, un incident qui a entraîné la chute de la dictature un an plus tard.

Selon la police environ 16.000 personnes ont participé aux manifestations à Athènes et 12.000 à Thessalonique, deuxième ville grecque dans le nord du pays.

Deux cortèges différents, un premier comprenant des syndicats d'étudiants, des associations antiracistes ou des partis de gauche, et un second du Front des travailleurs en lutte (Pame) proche du parti communiste grec KKE, ont défilé dans le centre de la capitale et jusqu'à l'ambassade des Etats-Unis.

Comme tous les ans depuis 42 ans, ces manifestations visent à dénoncer le soutien de la CIA au coup d'Etat des colonels, en 1967.

Sur fond de la crise de la dette, qui frappe la Grèce depuis six ans, de nombreuses banderoles et slogans dénonçaient les mesures de rigueur imposées au pays par ses créanciers, l'UE et le FMI.

"Nous voulons l'Europe des travailleurs et non celle des esclaves des capitalistes", scandait un groupe de manifestants de gauche.

"A bas les "memoranda" (mesures de rigueur ndrl) et leurs gestionnaires", indiquait une autre.

Le 17 novembre 1973, les chars des dictateurs ont pénétré dans l'enceinte de l'Ecole Polytechnique à Athènes, occupée alors par des étudiants et de nombreux citoyens protestant contre le régime. Au moins 24 personnes ont été tuées et plusieurs dizaines ont été blessés.

Des incidents mineurs ont eu lieu à l'arrivée du Premier ministre Alexis Tsipras, leader de la Gauche radicale Syriza, et des membres du gouvernement à l'Ecole Polytechnique mardi matin, pour y déposer une gerbe au monument des victimes.

Des objets ont été lancés par des personnes dénonçant la poursuite des mesures d'austérité en Grèce. AFP 17.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Le réseau des bus RATP sera perturbé mercredi par une grève des chauffeurs - AFP

La RATP prévoit en moyenne près de trois bus sur quatre à Paris et en banlieue mercredi en raison d'un appel à la grève maintenu par trois syndicats du réseau Bus (CGT, FO, SUD) pour réclamer des embauches, a indiqué mardi à l'AFP la régie.

Décidé avant les attentats, l'appel à la grève initialement déposé par quatre organisations représentatives à la RATP-bus (CGT, SUD, FO et Unsa) a été maintenu par trois syndicats, parfois contre l'avis de leurs organisations centrales.

Ces syndicats ont en revanche annulé la manifestation prévue devant le siège de la RATP à Bercy.

L'appel à la grève court de mardi 22 heures à jeudi 8 heures. Dans leur préavis, les syndicats de machinistes pointent une "politique de productivité effrénée", qui "a réduit les effectifs du département bus" et met "en souffrance" les chauffeurs.

La RATP, qui exploite 350 lignes de bus et quelque 4.500 autobus en Ile-de-France, emploie 15.000 machinistes. AFP 17.11

2- Grèce

- Grèce : la teneur de l'accord avec les créanciers - latribune.fr

L'accord est donc intervenu après un long week-end de discussions entre la Grèce et ses créanciers. Ce mardi 17 novembre, il semble désormais que l'accord soit trouvé. Le commissaire européen Pierre Moscovici a pu proclamer que « c'était une bonne journée » et le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem a promis, une fois les mesures votées par le parlement grec sans doute jeudi, de verser les 10 milliards d'euros nécessaires au premier renflouement des banques et les 2 milliards d'euros supplémentaires nécessaires au fonctionnement de l'Etat grec.

La question des expulsions

Le ministre grec des Finances, Euclide Tsakalotos, a surtout tenté de réduire les exigences des créanciers en matière d'expulsion des familles surendettées. Jusqu'ici, ces familles étaient protégées tant que la valeur de leur bien était inférieure à 250.000 euros.

Au final, le gouvernement d'Alexis Tsipras a dû accepter les deux demandes des créanciers.

Les « mauvais payeurs » tomberont dans trois catégories. La première concerne les personnes affichant un revenu allant jusqu'à 8.180 euros par an pour un célibataire et 13.917 euros pour un couple, avec une prime de 3.391 euros par enfant. Les Grecs dans cette catégorie bénéficieront de la protection complète contre l'expulsion tant que leur bien est inférieur à 170.000 euros (l'évaluation devra être indépendante). Pour ceux qui ont un revenu allant jusqu'à 23.659 euros par an pour un couple et ayant un bien évalué jusqu'à 230.000 euros, la dette sera renégociée avec la banque et les paiements seront adaptés. Pour les autres, la procédure normale sera appliquée.

Euclide Tsakalotos est parvenu à obtenir le déblocage de 100 millions d'euros d'assistances aux propriétaires dont la situation est la plus difficile. Mais ces nouvelles règles vont nécessairement provoquer des expulsions ou des baisses de pouvoir d'achat dans un pays où l'immense majorité des ménages sont propriétaires. Athènes affirme avoir réussi à maintenir la protection pour 60 % des ménages concernés, soit 400.000 ménages, contre 70 % aujourd'hui.

La hausse de la TVA sur l'éducation privée annulée

Enfin, dernier point positif pour le gouvernement Tsipras : il a obtenu l'annulation du relèvement de 13 % à 23 % de la TVA sur l'éducation privée. La hausse de la TVA sur l'éducation privée annulée

Enfin, dernier point positif pour le gouvernement Tsipras : il a obtenu l'annulation du relèvement de 13 % à 23 % de la TVA sur l'éducation privée. C'était un cheval de bataille qu'avait adopté depuis cet été le premier ministre grec. Mais les créanciers ont demandé des mesures alternatives : une taxe sur le jeu numérique de la loterie OPAP et une taxe de 30 centimes d'euros par bouteille de vin. Deux mesures que le gouvernement considère moins douloureuses pour les ménages grecs et qui sont, de plus, moralement plus acceptables. latribune.fr 17.11

ECONOMIE

France

- Ponctionner les comptes bancaires, bientôt légal en France - lepoint.fr

Le 1er janvier 2016 entrera en vigueur la loi dite de "renflouement interne des banques" qui transfère le risque de faillite bancaire sur les déposants.

C'est en catimini, au milieu de la torpeur estivale, le 20 août dernier, que la Directive européenne sur le redressement des banques et la résolution de leurs défaillances (la BRRD en anglais) a été transposée en droit français par une simple ordonnance (très sibylline), sans aucun débat démocratique. (C'est une des vertus de la Ve République. - LVOG) Le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède, la République tchèque, la Pologne et la Roumanie ne l'ont pas encore transposée dans leur droit national et sont poursuivis par la Commission européenne devant la Cour de justice de l'Union européenne depuis le 22 octobre dernier.

Cette directive est censée protéger les États du risque de faillite bancaire. Elle stipule qu'à partir du 1er janvier 2016, ce sont les actionnaires et les créditeurs d'une banque en difficulté qui devront subir leur part des pertes, en premier lieu, avant que l'État n'ait à intervenir. Au premier abord, il s'agit de responsabiliser les actionnaires et les créanciers, ce qui est une excellente idée. Mais cette directive entraîne d'autres conséquences...

Protéger les États d'une faillite bancaire

Depuis la crise de 2008 et en l'absence d'une législation adaptée, les États ont été contraints de venir en aide à des banques en difficulté, ce qui leur a coûté cher. Du fait de la récession, leur dette publique s'est notablement accrue, si bien que le renflouement de banques en faillite aurait des effets récessifs supplémentaires (par un recours supplémentaire à l'endettement ou à l'impôt).

C'est donc au tour des actionnaires et des créanciers d'être mis à contribution. La capitalisation boursière d'une banque en faillite (la valeur des ses actions) tombe généralement à un niveau proche de zéro et ne peut absorber les pertes. Quant aux créanciers, s'il s'agit d'autres institutions financières, comme un assureur qui, avec l'argent des épargnants, fait l'acquisition d'obligations bancaires, par exemple dans le cadre d'un contrat d'assurance-vie multisupport en unités de valeur, il devra prendre les pertes à sa charge, ce qui n'est pas sans conséquence sur son propre équilibre financier. Ensuite, les dépôts bancaires dépassant les 100 000 euros sont ponctionnés par la banque et servent à la renflouer. Quant aux dépôts de moins de 100 000 euros, ils sont censés être garantis par le Fonds de garantie des dépôts bancaires.

Un Fonds de garantie des dépôts insuffisant

Le Fonds de garantie des dépôts bancaires européen qui devait recevoir 55 milliards, de quoi sauver les dépôts d'une seule banque en faillite, a été refusé par l'Allemagne en septembre dernier. Il reste aux déposants français le Fonds de garantie des dépôts français qui ne dispose qu'un peu plus de 3 milliards de réserves, même pas de quoi couvrir les dépôts de la plus petite des quatre grandes banques françaises... Puisqu'il s'agit d'un droit, l'État n'aurait pas d'autre choix que de remettre la main à la poche pour indemniser les déposants en complétant l'apport du Fonds de garantie. Imaginons que la banque en difficulté soit une banque systémique, c'est-à-dire un établissement suffisamment important dont la faillite déclenche une réaction en chaîne sur l'ensemble du secteur bancaire mondial. En France, certaines de nos banques sont potentiellement systémiques d'après le FSB (Financial Stability Board).

Dans une telle situation, comment les assureurs et les autres banques (ou toute autre institution financière) pourraient-ils prendre à leur charge des pertes susceptibles de mettre leur situation en péril ? Dans ce cas, les fonds en unités de compte fondent comme neige au soleil et les fonds en euros, censés être garantis à hauteur de 70 000 euros, posent un problème supplémentaire à l'État. C'est alors au Fonds de garantie des assurés d'intervenir. Mais, là encore, que pourrait-il faire en cas de crash systémique ? En résumé, une banque systémique emporte dans sa chute les autres banques mais aussi les assureurs, même si ces derniers répondent à des normes plus exigeantes que celles des banques.

Un risque systémique

Si cette nouvelle directive européenne est si peu efficace en cas de faillite d'une des grandes banques françaises, on se demande même pour quelle raison la Commission européenne s'acharne avec tant d'empressement sur les pays qui n'ont pas transposé cette directive dans leur droit national.

La situation économique mondiale apporte la réponse à cette question. Le montant total de la dette mondiale est passé de 142 trillions de dollars fin 2007 à 199 trillions de dollars en 2013, soit une évolution du ratio de 269 % du PIB mondial à un ratio de 286 %. En un mot, la dette augmente plus vite que l'économie. Si les choses se poursuivent ainsi, il arrivera un moment où la croissance économique générée ne sera plus suffisante pour le remboursement de la dette. Ces montagnes de dettes se transformeront en actifs toxiques pour ceux qui les détiennent.

Parallèlement à cela, l'exposition des banques aux produits dérivés s'est aussi considérablement accrue. Selon certaines sources, elle a plus que doublé ! Le secteur bancaire n'a pas été assaini. Rien n'a été fait pour diminuer les risques auxquels les banques sont exposées. On aurait pu séparer les activités de dépôts des activités spéculatives. Mais l'économie est si atone que les activités classiques des banques sont peu rentables, la taille des activités spéculatives est devenue totalement marginale en France et la structure de coûts de nombre de banques traditionnelles est trop lourde. Par ailleurs, leur modèle économique est menacé par l'émergence de nouveaux acteurs du numérique pour le paiement en ligne, les transactions, le crédit, etc., donc du côté de la banque de dépôt, ce n'est pas très rémunérateur et les banques comptent sur les dépôts pour aller sur les marchés dérivés plus risqués mais plus rémunérateurs.

Comment faire autrement ?

Les banques ne peuvent plus se passer des produits spéculatifs même si cela représente un risque létal. Depuis six ans, les banques centrales n'ont de cesse d'injecter des liquidités, officiellement dans le but de relancer l'économie, officieusement pour permettre aux banques de retrouver une santé économique, via une forte augmentation des cours des actifs sur les marchés financiers, ce qui pénalise l'économie réelle en ponctionnant du pouvoir d'achat (comme par exemple l'immobilier).

Enfin le Conseil de stabilité bancaire, un organe créé par le G20, préconise pour les banques une augmentation de leurs fonds propres pour les rendre plus solides en cas de crash. Cela va dans une bonne direction. Il reste à savoir si elles accepteront ces nouvelles contraintes et si le G20 va les adopter.

Le droit de propriété a-t-il encore du sens ?

Le système financier mondial est truffé de paris spéculatifs qui ont la caractéristique d'être autoréalisateurs. Autrement dit, lorsqu'un acteur financier parie sur un événement, par exemple la faillite d'un État, le mécanisme spéculatif est si puissant qu'il provoque l'événement en question. Au pire moment de la crise grecque, la planète financière risquait de perdre 3 000 milliards de dollars alors qu'en 2009, la Grèce n'avait contracté que 300 milliards de dette souveraine. Gardons à l'esprit que ces phénomènes spéculatifs sont incontrôlables et puissants. Le fait qu'une banque peut être renflouée par les dépôts peut aiguiser des appétits prédateurs, puisqu'il y a quelque chose à prendre...

Pour résumer, cette directive est au mieux inefficace, au pire dangereuse. De plus, on peut légitimement se demander si elle est compatible avec la Constitution de la Ve République qui s'appuie sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, laquelle déclare dans l'article 17 la propriété comme un droit inviolable et sacré. Les admirateurs de Proudhon, auteur de la célèbre maxime "La propriété, c'est le vol", en ont rêvé. La Commission européenne l'a fait. lepoint.fr 16.11

La Constitution de la Ve République est ainsi faite que ce sont ceux qui sont au pouvoir qui décident ce qui est ou non compatible avec elle en fonction des besoins des aléas de la crise du régime.

Haut de page

Le 19 novembre 2015

CAUSERIE

(La causerie du jour a été ajoutée plus loin sur les coups de midi heure de Paris.)

Toute personne ou tout militant qui se verrait accuser d'apologie du terrorisme pourrait faire valoir le soutien public de Fabius à al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda, en décembre2012.

On a ajouté l'article *Le grand réarmement planétaire 2015* (mondialisation.ca) (14.09.15), ainsi qu'un lien pdf à la fin de chaque article pour que vous puissiez les télécharger au format pdf.

En attendant la causerie du jour, les liens vers tous ces articles à télécharger, faire circuler autour de vous, à imprimer et à distribuer à tous les gens que vous connaissez sans exception pour aider à briser la propagande de l'Etat et à lutter contre la guerre dans laquelle il veut entraîner la population. C'est semble-t-il le devoir minimum de chaque militant ouvrier, de chaque travailleur aspirant à vivre dans une autre société ou un autre monde, personne ne pourra dire là que ce ne serait pas à sa portée, pas d'actualité ou je ne sais quoi.

- La stratégie du chaos (Réseau Voltaire) (17.11.15)
- La République française prise en otage (Réseau Voltaire) (16.11.15)

- Passeport : le retour (Réseau Voltaire) (15.11.15)
- Des responsables de la communauté juive prévenus de l'attaque de Paris... (Réseau Voltaire) (15.11.15)
- Attentats de Paris : la responsabilité écrasante de l'exécutif français (mondialisation.ca) (15.11.15)
- 13-Novembre : les États occidentaux ne peuvent combattre le jihadisme en soutenant ses parrains pétromonarchiques ! (mondialisation.ca) (14.11.15)
- Le grand réarmement planétaire 2015 (mondialisation.ca) (14.09.15)
- Sur CNN, une parlementaire US confirme que la CIA soutient al-Qaïda pour renverser Bachar el-Assad (mondialisation.ca) (13.11.15)
- Otan, le tabou de la gauche (Réseau Voltaire) (10.11.15)
- La face cachée de l'Administration Obama (Réseau Voltaire) (10.11.15)

Et le mouvement ouvrier, il est où pour vous informer, pour comprendre et agir ? Aux abonnées absents, il a déserté, normal, nos dirigeants craignaient déjà d'affronter le régime, alors la guerre...

La causerie du jour, Pondichéry 16h30

Au fait, à Cuddalore, à 30 kilomètres de chez moi, le cyclone et les pluies diluviennes de la semaine dernière ont fait 72 morts, des centaines au Tamil Nadu. Les médias n'en ont pas causé, ils avaient d'autres morts sur la conscience en France...

Pearl Harbour, 11 septembre 2001, 13 novembre 2015 : la méthode ne date pas d'hier.

Comment faire pour entraîner davantage la France (et l'Europe) dans la guerre en Syrie au côté des Américains et pouvoir le justifier, alors que la majorité de la population y était hostile ?

En donnant un petit coup de pouce aux autorités en recourant à une attaque particulièrement sanglante de manière à ce qu'elle marque les esprit et les retourne en faveur de la guerre.

Le gouvernement français était déjà engagé dans cette guerre depuis pratiquement le début, mais de manière clandestine, illégale, sans que la population en soit informée, en se contentant de livrer des armes aux barbares et de leur fournir des instructeurs, ce qu'il a toujours nié, aussi dans ce cadre-là son engagement ne pouvait être que limité. Or les Américains exigeaient que les pays de l'OTAN y soient davantage impliqués.

La Syrie n'ayant pas plus déclaré la guerre à la France qu'hier l'Afghanistan ou l'Irak aux Etats-Unis, il fallait donc un puissant détonateur ou orchestrer un évènement exceptionnel qui serait assimilé à une déclaration de guerre, pour justifier une réponse appropriée ou qui soit à la hauteur de l'attaque subie et qui ne pourrait prendre que la forme d'une réponse militaire contre ce pays maquillée en lutte contre le terrorisme, que la population serait appelée à soutenir sur fond de consensus ou d'union nationale et de matraquage médiatique relayant la propagande gouvernementale, mieux qu'elle réclamerait, ce qui présenterait l'avantage de lui en faire subir les conséquences sans qu'elle se rebelle puisqu'elle les acceptait en cautionnant cette guerre, ne devait-elle pas être prête désormais psychologiquement à accepter un Etat policier et une société militarisée qui assurerait sa sécurité en échange de restriction à ses droits politiques dont déjà elle ne profitait plus, donc sans conséquences politiques, mieux encore, le pouvoir en place pourrait même espérer en tirer un avantage politique lors des prochaines élections qui s'annonçaient pour lui catastrophiques, sans parler des difficultés ou de la résistance qu'il rencontrait pour appliquer sa politique d'austérité et de régression sociale généralisée, pour un peu s'il s'y prend bien il pourra faire d'une pierre deux coups ou même trois : contenter son suzerain de Washington, se refaire une santé politique et enfin déminer le terrain social en neutralisant la lutte des classes sur fond d'unité nationale nécessitant des efforts de l'ensemble de la population.

A ce stade on pourrait croire que le tour serait joué ou que ce serait dans la poche, et que le gouvernement n'aurait plus qu'à appliquer tranquillement la suite de son programme ultra réactionnaire pour atteindre ces objectifs. Cependant, les choses risquent de se compliquer pour Hollande ou de se passer tout autrement, on en a déjà eu un avant-goût avec les mouvements sociaux qui se poursuivent, ainsi que la fragilisation ou l'éclatement de l'union nationale du fait qu'en période électorale chacun des partis inféodés au régime est décidé à tirer profit de la situation au détriment de ses concurrents, compliquant la tâche de l'exécutif et compromettant en partie ses objectifs, la crise sociale alimentant la crise politique et vice versa, avec le risque que sur l'un ou l'autre plan la situation dérape et devienne incontrôlable.

Leur chance et notre malheur réside dans le fait que le mouvement ouvrier n'est pas en ordre de bataille pour être profondément corrompu, divisé, son avant-garde disloquée, sans direction, situation qui n'a évidemment pas échappé aux représentants de la classe dominante et qui en profitent pour pousser leur avantage le plus loin possible

Les capituards au côté de la sainte-alliance contre-révolutionnaire.

Le POI se rallie à l'union nationale et ne condamne pas l'Etat d'urgence.

Au lieu de dénoncer et exiger le retrait de l'Etat d'urgence, Informations ouvrières (N°378) titre " *Après l'effroi… le temps des questions*".

Titre trompeur s'il en est.

Pourquoi la situation ne serait-elle pas suffisamment claire ?

Pas pour le POI qui ne dénonce pas la collusion, la complicité, l'alliance passée par Hollande et son gouvernement avec les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique auxquels il a livré des armes depuis au moins 2012. Le POI ne condamne pas l'Etat d'urgence et n'entend pas le combattre, il l'ignore ! Là camarades du POI, ce ne sont pas des couleuvres que vos dirigeants exigent que vous avaliez, mais que vous reniez purement et simplement votre engagement politique, que vous y laissiez votre âme comme aurait dit Marx. En fait, ce qu'ils exigent d'eux, c'est qu'ils capitulent sans condition face au régime qu'ils supportent depuis toujours. Voilà la véritable nature du lambertisme, réactionnaire.

Décryptage de la rhétorique des traîtres à notre classe et au socialisme.

Yan Legoff : "*Qui peut croire que cette guerre sans fin protégera de la barbarie ?*", parce qu'il y aurait d'un côté la guerre et d'un autre la barbarie, il y aurait d'un côté le gouvernement, les institutions de la Ve République et de l'autre les barbares, ne seraient-ils pas complémentaires, les uns ne seraient-ils pas au service des autres, en dernière analyse ne défendraient-ils pas la même cause, les intérêts de la même classe, celle des capitalistes ?

Le "*temps des questions*", disent-ils, qu'ils ne se poseront pas ou l'art de poser les mauvaises questions. De quelle guerre s'agit-il, pourquoi et pour quoi, contre qui, qui en est à l'origine ? Il faut croire que si cette guerre nous protégeait de la barbarie il faudrait la soutenir, mais est-ce que ce serait possible de la part de ce régime ? Cette question n'en était donc pas une ou elle était stupide, tellement grotesque que tous les médias officiels ont été obligés de le souligner, tout en soutenait cette guerre évidemment. Donc cette question revenait à ne rien dire !

Tous les partis dits ouvriers sans exceptions auront donc tout fait sur la base des faits qu'ils se sont minutieusement employés à soustraire à la connaissance de leurs militants et des travailleurs, pour que les masses exploitées ne parviennent pas à comprendre la nature des rapports qui existent entre le régime en place et les barbares qu'ils a engendrés pour servir ses intérêts, pour finalement les livrer à leur ennemi, la classe des capitalistes, qui parce qu'elle ne parvenait pas à ses fins dans le cadre du fonctionnement des institutions ou à briser la résistance des travailleurs à sa politique de régression sociale en arrive à instaurer un régime d'exception ou une dictature, à recourir à un régime de terreur et à la guerre pour y parvenir.

Et dire que ces dirigeants n'auront eu de cesse d'expliquer, que ce qui caractérisait les autres partis ouvriers c'était leur refus d'affronter le régime, pour finalement les imiter.

En guise de condamnation de l'Etat d'urgence, ces lâches se font le relais des « *inquiétudes* » du syndicat de la magistrature et de la Ligue des droits de l'homme (page 3) tous deux inféodés au PS et au régime, ou encore des "*préoccupation*" de l'appareil pourri de la CGT (page 4), sans parler évidemment de FO (id) qui estime qu'elle constitue une "*atteinte fondamentale aux libertés, à l'égalité et à la fraternité*", bref vive la République dont se réclament Hollande et Sarkozy, la palme de l'aveuglement revenant à Michel Sérac (page 16) : "*L'indignation devant la barbarie aveugle et fanatique devrait-elle aveugler le jugement lucide des citoyens ?!*", quel jugement, celui que le POI n'ose pas porter ici sur le régime, le gouvernement, Hollande, le PS, trop compromettant ?

Voilà à quoi se réduit pour les dirigeants du POI l'analyse qu'on n'ose pas dire politique ou leur interprétation des derniers développements de la situation en France et en Syrie : le vide absolue ou la désinformation ouvrière ! Au point que ce numéro de désinformations ouvrières ne comporte pas d'éditorial, et le POI n'a publié aucun communiqué au lendemain du 13 novembre, celui publié l'a été par la tendance de D. Gluckstein qui de fait a déjà été exclue du POI.

Il y a des militants qui ne vont pas croire ce qu'ils viennent de lire, aussi exceptionnellement nous mettons en ligne l'intégralité du n °378 du bien mal nommé hebdomadaire du POI Informations ouvrières pour qu'ils vérifient eux-mêmes qu'on n'a rien inventé ou qu'on ne cherche pas à les manipuler.

Qu'on soit d'accord ou non, peu importe ici, on retiendra que le POI s'est refusé à condamner l'Etat d'urgence.

Le NPA fait dans la provocation gauchiste

NPA. L'Etat d'urgence permanent? - 16.11

Le NPA s'est mouillé timidement le petit doigt en écrivant que l'Etat d'urgence "doit être levé", et pour y parvenir il propose "la lutte contre le racisme et les discriminations, la solidarité, l'égalité sociale" dans un contexte qui risque de virer rapidement à la xénophobie ou aux pogroms envers certaines couches d'immigrés, de telle sorte que cette orientation constitue une dangereuse et inutile provocation gauchiste pouvant exposer ceux qui participeront à cette "lutte".

En fait, c'est tomber dans le piège tendu par le gouvernement pour alimenter les tensions entre les différentes couches de la population, et lui fournir un prétexte pour réprimer le mouvement ouvrier et le prolétariat, dès lors qu'il ne pointe pas la responsabilité de Hollande dans l'attaque du 13 novembre sur la base de la politique qu'il a menée depuis mai 2012 sur la Syrie ou les contrevérités qui ont servi à la justifier, ce que l'immense masse de la population ignore encore.

Il va être intéressant d'observer quelle va être la réaction du peuple, il est peut-être trop tôt pour le savoir, et de voir dans quelle mesure il sera capable ou non de contourner la propagande officielle, principalement en s'informant auprès de médias alternatifs aux médias institutionnels qui sont tous alignés sur le discours de Hollande, on pourra ainsi mesurer s'il a tiré ou non des enseignements des expériences similaires du passé et s'il a mûri, à mon avis rien n'est moins sûr, mais attendons de voir la suite pour aller plus loin.

On constatera que ce soit le POI, le NPA ou LO, aucun parti n'entend axer son combat contre les institutions de la Ve République, alors qu'il est question d'une énième révision de la Constitution, que la totalité des institutions sont mobilisées, hier l'Association des maires de France, la veille c'état le Parlement qui était réuni en Congrès, bref, c'est délibérément qu'ils ménagent le régime.

- AMF : François Baroin approuve les mesures d'exception Public Sénat 18.11

- Au Congrès des maires, «une magnifique unité» Liberation.fr 18.11

Et dire qu'il ne s'est pas trouvé un seul élu dans ce pays pour dénoncer l'imposture du chef de guerre Hollande, pas un seul pour relater les informations que nous et bien d'autres avons publiées qui accusent Hollande de complicité avec les différent mouvements issus d'Al-Qaïda.

Et après il y en a qui s'adressent à ces élus et qui espèrent qu'ils prendront fait et cause pour la classe ouvrière...

Que peuvent faire les militants que ces partis laissent totalement désarmés pour affronter la situation, continuer le combat politique, répondre aux questions que se posent les travailleurs ?

Ils peuvent reproduire les articles que nous avons mis en ligne qui permettent de comprendre la situation ou ce qui s'est passé le 13 novembre à Paris, reprendre en partie nos dernières causeries, les arguments que nous avons développés, leur donner l'adresse de notre portail, établir des contacts sur cette base et essayer de poursuivre la discussion avec ceux qui souhaitent aller plus loin, en l'absence de toute structure où s'organiser, on ne peut malheureusement pas leur proposer davantage. Ils peuvent aussi participer aux réunions qu'organisent ces partis ou intervenir dans les syndicats et y défendre leur interprétation de la situation.

Un courriel reçu

Un camarade m'a écrit il y a quelques jours :

- "Sinon, j'aimerai savoir ce que tu penses d'une initiative qui me semblerait intéressante. Pour les internautes qui se connectent sur ton site, qui l'apprécient, et jugeraient utiles de se retrouver pour prolonger les discussions, j'ai pensé qu'une rubrique permettant de renseigner quelques informations sur leur provenance pourrait permettre la possibilité ultérieure d'une organisation pratique.

Le but, selon moi, serait de favoriser le regroupement de militants par secteur géographique (grande ville par exemple) dont les analyses sur la situation est relativement convergente, et pourquoi entamer la restructuration d'une force politique que l'on appelle, je crois, de nos voeux. Et dont on voit chaque jour, un peu plus, la nécessité….

Dis-moi ce que tu en penses…"

Ta proposition est intéressante et j'y avais pensé il y a quelque temps déjà, mais je n'y avais pas donné suite après avoir constaté, d'une part que peu de militants partageant nos idées se faisaient connaître, d'autre part que ceux qui s'étaient manifestés tenaient à conserver leur anonymat ce que j'ai toujours respecté. Dans ces conditions que faire ? Non, mais c'est une histoire de fous, je crois qu'il faut prendre conscience à quoi les militants en sont rendus. On évoque parfois la psychose collective qui s'est emparée de la population, mais Il faut savoir que le mouvement ouvrier en est l'un des foyers les plus actifs.

Je mets ta proposition en ligne, on verra bien ce que cela va donner, mais ne te fais pas d'illusions, je ne veux pas être exagérément pessimiste, disons qu'il existe des antécédent dont il nous faut bien tenir compte sous peine d'être inutilement déçu.

Parole d'internautes sur l'actualité.

1- "... j'oubliais le problème n'est pas d'arréter les terroristes mais de disposer de l'arsennal législatif pour pouvoir réprimer le jour où les sans-dents se révolterons.

La collusion avec les ennemis de la nation ça ne porterait pas un nom?"

Effectivement, mais ce sera au peuple révolutionnaire de les juger, vous n'allez pas demander à Taubira de s'en charger, n'est-ce pas ?

2- Comprenez-vous que ces mesures pourront aussi être utilisée pour d'autres personnes que des terroristes ?

3- "J'ai décidé que le Parlement serait saisi dès mercredi d'un projet de loi prolongeant l'état d'urgence pour trois mois", et pourquoi pas jusqu'aux calendes grecques ! Comme ça on peut faire passer des tas de trucs sur le dos des attentats, minable."

Par exemple ou notamment. Et dire que ceux qui ne condament pas l'Etat d'urgence prétendre défendre nos droits, ils se foutent de nous.

4- "Restreindre les libertés de ceux qui respectent la loi (alors que ceux qui la violent s'en fichent éperdument) est un bon moyen de les empêcher de se rebeller lorsqu'ils comprennent que leurs gouvernants n'ont rien fait pour leur assurer cette sécurité à laquelle ils aspirent, et pire, qu'ils s'en fichent royalement."

Dites cela à ceux qui refusent de condamner l'Etat d'urgence...

5- "Je me contenterais de citer Benjamin Franklin: "Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux.""

C'est infaillible !

6- "Comment faire confiance à un pays comme la France alliés des dictatures islamistes turque, saoude et qatari qui arment et financent Daech, Al Nosra et une myriade de milices islamistes de la Lybie à la Syrie en passant par l'Egypte !"

Impossible.

7- "« le champ des perquisitions sera «étendu à tous les lieux», à l'exception du lieu d'exercice des professions protégées (avocats, parlementaires, journalistes) ».

L'égalité consacrée dans la devise de la République inscrite dans l'article 2 de la constitution française sera tout simplement bafouée par la création d'un nouveau pouvoir au-dessus du peuple : Le pouvoir médiatique absolu."

Les partis du mouvement ouvrier pratiquant aussi la désinformation ou s'étant mis à l'heure de l'idéologie dominante à l'instar des médias ne condamne pas l'Etat d'urgence ou alors du bout des lèvres, ceci explique cela.

8- "Vous pensez également que ce sont les "marchés" qui ont fait remonter en ligne droite puis reprendre par WS plus de 400 points également en ligne droite? Et demain quoi? Ce sera +1.5%? +3% dès l'ouverture? Au nom de quoi? Posez-vous plutôt la question de qui soutien et avec les poches de qui pour le garantir. Vous parlez de marché, mais il n'existe plus depuis bien longtemps maintenant, et c'est de notoriété publique tant le niveau de décontraction dans la manipulation est évident. Faites donc un tour sur le PPT comme on le surnomme aux US. Allez, je vous aide: c'est le Plunge Protection Team. Et non, ce n'est même pas une blague. C'est officiel. Depuis des années. Seuls ceux qui ne veulent pas voir et ceux qui ne veulent pas informer peuvent encore parler de marchés comme vous le faites. "

Cette critique était adressée à un chroniqueur de La Tribune. En effet les dés sont pipés par les banques et les institutions financières les plus puissantes, américaines principalement, qui dominent le marché mondial, elles peuvent se permettre d'acheter la production ou le stock mondial d'aluminium par exemple et donc d'en fixer le prix... J'ai cité cet exemple pour l'avoir lu dans un article, et cela vaut pour d'autres matières premières, le café, le soja, etc.

13 novembre. Un massacre programmé et qui aurait pu être évité

Un internaute rapporte l'information suivante : "Squarcini (ancien directeur de la DCRI) révèle que la Syrie a proposé à la France la liste des djihadistes français opérant sur son sol, Manuel Valls a refusé la liste sous prétexte de ne pas vouloir échanger des renseignements avec l'État syrien !"

- Attentats à Paris: Un rapport américain évoquait des risques d'attaques en Europe et le nom d'Abdelhamid Abaaoud - 20minutes.fr

Le terrorisme est en tant de crise une arme de guerre destinée à disloquer les peuples et à les préparer à la guerre.

- Crash dans le Sinaï : la bombe était dissimulée dans une canette de soda, annonce le groupe Etat islamique - Francetv info

- Comment le nombre d'attaques terroristes a explosé dans le monde (et le pire reste à venir) - Atlantico.fr

En 2014, le nombre d'attentats où plus de 100 personnes sont mortes a atteint un niveau sans précédent. Atlantico.fr 18.11

La guerre, il faut bien que tout le monde en profite, sinon à quoi bon ! Le terrorisme, c'est la poursuite de la guerre sous la forme de bombes à fragmentation destinées à soumettre les peuples au lieu de les détruire car ils peuvent encore servir, c'est encore plus cynique qu'une guerre classique en somme.

Le projet de loi de réforme de l'état d'urgence

- Les principales dispositions prévues par le projet de loi de réforme de l'état d'urgence - AFP

Voici les principales mesures que le gouvernement a inscrites dans le projet de loi de prolongation et de réforme de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence.

Ce projet doit être examiné jeudi par les députés et vendredi par les sénateurs.

PROLONGATION

- La loi du 3 avril 1955 prévoit que la prorogation de l'état d'urgence au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par la loi. Le projet de loi dispose que l'état d'urgence déclaré à compter du 14 novembre 2015 à zéro heure est prolongé pour trois mois (jusque fin février), comme cela avait été le cas en 2005 lors des émeutes qui avaient touché les banlieues.

ASSIGNATIONS A RÉSIDENCE ÉLARGIES

- Le régime des assignations à résidence est élargi à toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre public.

- Il pourra être interdit à la personne assignée à résidence d'entrer directement ou indirectement en contact avec des personnes soupçonnées également de préparer des actes portant atteinte à l'ordre public.

- Enfin, la commission administrative chargée de donner un avis sur la contestation de l'intéressé est supprimée et remplacée par le recours de droit commun devant la juridiction administrative.

LE RÉGIME DES PERQUISITIONS PRÉCISÉ

- Si l'état d'urgence permet au ministre de l'Intérieur de procéder à des perquisitions administratives, sans passer par l'autorité judiciaire, le projet de loi prévoit qu'aucune de ces perquisitions ne pourra viser les locaux affectés à l'exercice d'un mandat parlementaire ou à l'activité professionnelle des avocats, magistrats ou journalistes.

- Dans le cas des infractions aux dispositions sur ces perquisitions, tout comme pour les assignations à résidence, les peines encourues sont substantiellement accrues.

PAS DE CONTRÔLE DE LA PRESSE

- Le contrôle de la presse et de la radio, prévu dans le texte de 1955 mais jamais utilisé, est supprimé, comme l'a précisé mercredi le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll à l'issue du conseil des ministres.

DISSOLUTION

- Le projet de loi ouvre la possibilité de dissoudre les associations ou groupements qui participent, facilitent ou incitent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public, et qui comportent en leur sein des personnes assignées à résidence.

EXTENSION OUTRE-MER

- Comme annoncé dès mardi, un décret prévoyant l'extension outre-mer de l'état d'urgence : plus précisément à compter de jeudi 00H00, heure locale, sur le territoire des collectivités de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. AFP 18.11

Les premières conséquences de l'Etat d'urgence

- Les marches pour le climat interdites pour raison de sécurité - Reuters

Quand la dictature prive les "sans-dents" de soupe.

- Attentats de Paris : les Restos du cœur suspendent leurs distributions de repas chauds dans la capitale - Francetv info

Les camions vont devoir rester au garage, obligeant les plus démunis à trouver des solutions de replis pour manger à leur faim. Les Restos du cœur ont en effet suspendu temporairement l'activité de leurs camions parisiens, la distribution de repas chauds dans la rue entraînant des rassemblements, interdits dans la capitale depuis les attentats, a annoncé l'association sur son site internet, mercredi 18 novembre.

"Dans le cadre de l'état d'urgence, une mesure préfectorale provisoire a été mise en place", rappelle l'association lancée par Coluche. "Celle-ci nous oblige à suspendre temporairement les activités impliquant des rassemblements dans l'espace public, c'est le cas notamment des Camions de Paris", poursuit-elle.

En temps normal, des camions Restos du cœur distribuent quotidiennement des repas chauds à partir de 20h (19h30 le dimanche) dans divers endroits de la capitale selon les jours, comme aux Invalides (7e) ou à République le jeudi. Francetv info 18.11

Tiens donc, ils n'ont pas fui le régime tyrannique syrien ?

- Ils ont "fui Daech pour une nouvelle vie": à Calais, des Syriens et Irakiens incrédules face aux attentats - AFP

C'est l'Etat et le capitalisme qui produisent le lumpenprolériat.

- Bartolone (PS): pas de "lien" entre "banlieues populaires" et "ces terroristes" - AFP

Et pourtant...

- Saint-Denis confirme que nous sommes en guerre, dit Hollande - Reuters

- Deux morts dans une opération antiterroriste à Saint-Denis - Reuters

Ve République. En famille. Consensus sur l'Etat d'urgence englobant l'extrême droite.

- La droite renoue avec l'entente cordiale à l'Assemblée - Reuters

- État d'urgence : consensus en commission des lois de l'Assemblée - LeFigaro.fr

Gilbert Collard (FN, Gard) a annoncé que, même s'il ne voit «pas l'utilité de ce texte», il «voterait la prorogation de trois mois». LeFigaro.fr 18.11

- Régionales: Suite aux attentats, le PS ne distribuera pas ses tracts sur «les mauvais coups» de la droite - 20minutes.fr

Ces tracts ont été jugés en décalage avec l'esprit de concorde souhaité par le parti…

Le PS, qui avait présenté le 9 novembre à la presse un tract très offensif, montrant la photo d'un homme armé d'un maillet, barrée

du slogan « la droite vous cache ses mauvais coups », ne le distribuera finalement pas. 20minutes.fr 18.11

Le PS vous les assène... avec la main gauche, il paraîtrait que c'est moins douloureux selon les parasites qui l'ont soutenus pendant des décennies, normal ils n'étaient pas vraiment concernés...

Le temps des demi-mesures est terminé et le crédit des bonnes conscience aussi.

- Des magistrats et avocats dénoncent l'état d'urgence - Reuters

Deux syndicats, l'un de magistrats et l'autre d'avocats, dénoncent mardi l'état d'urgence décrété par le gouvernement après les attentats de Paris et Saint-Denis qui menacent selon eux les libertés publiques, suscitant la colère de policiers.

Selon la loi de 1955, il permet aux autorités d'interdire la circulation des personnes, de mettre en place des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé et d'autoriser des perquisitions administratives.

Mais pour le Syndicat de la magistrature (SM, proche de la gauche) "le discours martial" repris par l'exécutif et "sa déclinaison juridique dans l'état d'urgence ne peuvent qu'inquiéter".

"L'état d'urgence modifie dangereusement la nature et l'étendue des pouvoirs de police des autorités administratives. Des interdictions et des restrictions aux libertés individuelles et collectives habituellement encadrées, examinées et justifiées une à une deviennent possibles par principe", écrit-il dans un communiqué.

"La France a tout à perdre à cette suspension, même temporaire, de l'Etat de droit", ajoute-t-il.

Pour le Syndicat des avocats de France (SAF), les lois successives sur la sécurité, le renseignement et l'antiterrorisme "qui n'ont pourtant pas permis d'éviter ces attaques", ainsi que les propositions de François Hollande "d'accroître dans l'urgence les pouvoirs de l'exécutif" sont inquiétantes.

"Elles accentuent encore la dérive vers la constitution d'un Etat policier, sans contre-pouvoir effectif. Elles sont une menace pour les libertés fondamentales", estime-t-il dans un communiqué.

Jugeant regrettable qu'aucun débat transparent ne soit aujourd'hui possible pour discuter des mesures de sécurité qui sont mises en oeuvre par les pouvoirs publics, le SAF demande que des institutions indépendantes puissent "contrôler l'efficience des mesures de sécurité".

En réaction, le Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN) dénonce le "dogmatisme fou" du "tristement célèbre" Syndicat de la magistrature, qu'il qualifie de "groupuscule idéologique".

"Le propre d'un Etat de droit, c'est que les lois, fussent-elles de 1955, soient appliquées", dit-il dans un communiqué qualifiant les membres de l'organisation "d'alliés objectifs de tous les terroristes".

Le député LR Georges Fenech s'indigne lui aussi des critiques des deux syndicats, qu'il juge proches de la ministre de la Justice Christiane Taubira. "Il appartient à Christiane Taubira de rappeler ceux-là même qui soutiennent sa politique pénale à leur obligation de réserve, voire de simple dignité, en ces circonstances dramatiques", écrit-il. Reuters 17.11

Le chef des attentats terroristes à travers le monde se sent pousser des ailes.

- Après les attaques de Paris, le chef de la CIA s'en prend à Edward Snowden - AFP

Le directeur de la CIA John Brennan s'en est pris mercredi à Edward Snowden, alors que les attaques de Paris ont relancé aux Etats-Unis le débat sur la surveillance de masse et le droit à la vie privée.

"Toute révélation non autorisée" de personnels d'agence de renseignement comme Edward Snowden (il était consultant pour la NSA, la très puissante agence d'écoutes américaine) "affaiblit la sécurité du pays", a-t-il dit lors d'une conférence au département d'Etat.

"Je trouve invraisemblable" de "faire des héros" de gens qui ont "déshonoré le serment" de protéger leur pays, a-t-il indiqué.

Lundi, M. Brennan avait déjà dénoncé les "failles" dans la surveillance des extrémistes, les liant aux révélations d'Edward Snowden. AFP 18.11

Notons qu'il n'aurait pas pu tenir ce discours si les vassaux occidentaux des Etats-Unis avaient soutenu Edward Snowden au lieu de collaborer avec la CIA et la NSA...

L'ONU et le droit international est au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce que le pacifisme est à la paix en tant de guerre.

- Cameron dit pour la Syrie pouvoir se passer du soutien de l'Onu - Reuters

David Cameron juge préférable, mais pas indispensable, un soutien des Nations unies à une action militaire britannique contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI) en Syrie.

"Bien sûr, il est toujours préférable dans de telles circonstances d'avoir un soutien total du Conseil de sécurité des Nations unies mais je dois dire que ce qui importe avant tout, c'est que toute action (militaire) soit légale et serve à protéger notre pays", a-t-il dit au Parlement.

Le Royaume-Uni mène déjà des frappes aériennes en Irak contre l'EI, dans le cadre de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis, mais David Cameron veut étendre ces opérations à la Syrie et a besoin pour cela du feu vert du Parlement.

Il a annoncé mardi qu'il présenterait une "stratégie globale" pour combattre l'organisation djihadiste, intégrant justement des frappes aériennes en Syrie.

David Cameron avait été tenu en échec en août 2013 lorsque les députés avaient refusé le bombardement des forces de Bachar al Assad à la suite d'une attaque chimique dans la Ghouta orientale, à l'est de Damas.

Début septembre, dans le cadre d'une opération spécifique, la Grande-Bretagne avait procédé en Syrie à une frappe de drone contre des islamistes, dont deux Britanniques, soupçonnés de préparer des attentats contre le Royaume-Uni.

David Cameron avait alors souligné que ce raid relevait de l'"autodéfense" et qu'il ne s'inscrivait pas dans le cadre des opérations de la coalition internationale contre l'EI. Reuters 18.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

Syrie : les chefs daechistes ont fui Raqqa - sahartv.ir

Avec la multiplication des raids aériens russes et français contre les positions du groupe terroriste Takfiri Daech dans le Nord de la Syrie, les éléments de ce groupe sont en train de s'enfuir vers la ville de Mossoul, chef-lieu de la province d'al-Anbar, dans le Nord de l'Irak.

Avec l'intensification des frappes aériennes lancées par l'armée russe et la France contre les positions de Daech dans la ville de Raqqa, les terroristes et leurs chefs essentiellement de nationalité étrangère s'enfuient avec leurs familles vers Mossoul.

Les raids aériens russes et français menés de ces 3 derniers jours à Raqqa et aux abords ont tué au moins 33 terroristes. sahartv.ir 18.11

Haïti

- Haïti: des manifestants de l'opposition blessés par la police - AFP

Des manifestants de l'opposition, dont un candidat à la présidence, ont été blessés mercredi à Port-au-Prince par les balles en caoutchouc tirées par la police qui a aussi fait usage de balles réelles pour disperser la foule, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Quand nous sommes arrivés devant les barrières du CEP (le conseil électoral provisoire), les policiers ont tiré sur nous", a

témoigné Steven Benoit, sénateur en poste et candidat à la présidence, sur une radio privée.

"C'était une manifestation pacifique: nous n'avons pas essayé de franchir les barrières. L'officier qui a donné l'ordre de tirer doit être sanctionné pour cet acte illégal", a dénoncé Steven Benoit, blessé à la tête par des balles en caoutchouc.

Réunissant plusieurs milliers de partisans de divers candidats à la présidence, la manifestation s'est achevée dans un mouvement de panique face aux tirs fournis et l'usage intense par les policiers de grenades lacrymogènes.

L'opposition multiplie les manifestations dans la capitale et les principales villes du pays depuis la publication, le 5 novembre, des résultats préliminaires du premier tour du scrutin présidentiel.

Avec 32% des voix, Jovenel Moïse, candidat du parti au pouvoir PHTK (Parti haïtien Tet kale) est arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle, qui s'est tenu le 25 octobre, suivi par Jude Célestin, du parti Lapeh, qui a obtenu 25% des suffrages.

Ce résultat favorable au président sortant Michel Martelly, que la Constitution empêche d'effectuer un second mandat consécutif, est considéré comme "un coup d'état électoral" par les sympathisants de l'opposition.

Le CEP, ayant opposé une fin de non-recevoir aux candidats de l'opposition qui réclamaient une commission indépendante pour enquêter sur les fraudes électorales, devrait publier les résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle "au cours de la semaine",selon un porte-parole de l'institution.

Le second tour du scrutin est prévu pour le 27 décembre.

La date du 18 novembre est hautement symbolique pour le pays de la Caraïbe. En 1803, c'est à cette date que les esclaves unis dans une armée révolutionnaire ont battu les armées napoléoniennes, ouvrant la voie à l'indépendance de la première république noire de l'histoire, le 1er janvier 1804. AFP 18.11

Haut de page

Le 20 novembre 2015

CAUSERIE

A quoi servent les intellectuels de "gauche", opposants ou critiques envers l'impérialisme ?

Débattre ou discuter interminablement pour finalement ne rien dire puisque cela débouche sur aucune action pratique, organisée. Ils dressent un constat que eux-mêmes ou d'autres ont déjà fait mille fois. Ils gémissent, pleurent, s'indignent, vocifèrent, gesticulent, voilà tout.

C'est la conclusion navrante à laquelle je suis parvenu à nouveau à l'issue de la lecture d'une vingtaine d'articles d'auteurs différents consacrés au 13 novembre. Un exercice ingrat et épuisant, mais il faut bien lire pour savoir ce qu'ils ont dans le ventre. On ne tirera pas dessus parce qu'ils nous rendent service à défaut de rallier notre cause...

Quelques exemples

1- Terrorisme : Michel Collon accuse et lance un appel - Investig'Action 19.11

Vidéo - http://michelcollon.info/A-qui-la-responsabilite-du.html?lang=fr

Suite aux évènements tragiques du 13 novembre 2015 à Paris, Michel Collon revient sur les causes du terrorisme et accuse les responsables.

J'aime bien Michel Collon et je trouve qu'il fait un boulot remarquable avec sa petite équipe et d'autres gens encore qui travaillent avec eux, mais son plaidoyer aboutit dans une impasse.

Il ferait mieux de lancer un appel avec d'autres intellectuels en faveur d'un changement de régime aux Etats-Unis...

2- La "gauche" américaine.

Pourquoi l'état d'urgence et les mesures de haute sécurité ne réussiront pas à arrêter ISIS (Counterpunch) - legrandsoir 18.11

La seule vraie solution est la destruction de l'EI : seule une campagne aérienne américaine et russe, coordonnée avec ceux qui combattent vraiment sur le terrain, peut y parvenir. legrandsoir 18.11

3- La question qui tue.

...pourquoi ces attentats frappent-ils toujours le petit peuple qui n'a aucun pouvoir de décision et pas les dirigeants qui donnent les ordres ? Qui est responsable des attentats du 13 novembre à Paris ? - legrandsoir 19.11

Pardi parce que "les dirigeants qui donnent les ordres" sont complices de ces attentats et comptent bien en profiter. Mais c'est qui ces "dirigeants", les représentants de la classe dominante qui appliquent la politique qu'elle leur a dictée par le biais des institutions dont ils font partie. legrandsoir 19.11

4- Vous avez dit quoi, "ambiguë" ?

« Les attentats sont une conséquence de la politique française ambiguë contre le terrorisme » - legrandsoir 17.11

"D'abord, la France a soutenu le terrorisme avec les Etats-Unis, mais maintenant ces terroristes ont leur propre agenda, ils sont allés trop loin."

"Je crois que maintenant ces gens se sentent trahis et se retournent contre la France." legrandsoir 17.11

Pas sûr, peu importe d'ailleurs puisque cela fait les affaires des Américains... On a vu dans le passé que les Américains avaient créé Al-Qaïda, l'avaient utilisé, puis s'étaient brouillé avec, pour finalement s'en servir à nouveau, en fait tous autant qu'ils sont, ils n'ont aucun principe à part ceux de criminels et ils sont faits pour s'entendre.

5- Autocensure.

Raillé par un ancien ministre Travailliste comme " des chimpanzés furieux qui haïssent l'occident", la coalition Stop the War Coalition a retiré de son site Internet un article qui expliquait la montée de l'État islamique (Isis) et les attentats de Paris par « les politiques et les actions délibérées entreprises par les États-Unis et leurs alliés ». Le leader du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, a abandonné un discours dans lequel il devait déclarer que les « guerres désastreuses » de la Grande-Bretagne ont « augmenté, et non diminué, les menaces contre notre sécurité nationale ». De tels arguments sont verboten en public. The Guardian 17.11

Jeremy Corbyn s'est déjà grillé, excellent. Normal.

- Français, Russes, Turcs et Américains plus soudés que jamais contre Etat islamique - euronews.com 18.11

Et les Britanniques pourraient les rejoindre…

"Je crois fermement que nous devons agir contre Etat islamique en Syrie" déclarait hier le Permier ministre David Cameron aux députés britanniques.

Il veut les convaincre de ne plus limiter les frappes britanniques contre Etat islamique à l'Irak. Il l'avait déjà réclamé sans succès mi-2013, mais les attentats de Paris n'avaient pas encore eu lieu… euronews.com 18.11

Ils sont tellement envie d'y aller qu'ils vendent la mèche...

- Hollande ordonne l'"intensification" des frappes anti-EI en Syrie mais aussi en Irak - AFP

D'autres cas d'autocensure, en France

Les syndicats ont d'ores et déjà annulé les mobilisations à l'AP-HP, à Air-France, aux impôts et à Gagny (93) sur un rassemblement contre la répression. communisteslibertairescgt.over-blog.net 17.11

On n'en finira pas avec le terrorisme ou la barbarie tant que le régime capitaliste et ses institutions

n'auront pas été renversés

On n'en finira pas avec le terrorisme ou la barbarie tant que le régime capitaliste et ses institutions n'auront pas été renversés. Ils en sont à l'origine comme de toutes les discriminations et injustices, sans oublier les inégalités sociales qui en sont à la fois les causes et les conséquences.

On aura remarqué que ceux qui refusent d'exiger la levée immédiate de l'Etat d'urgence sont les mêmes qui ont été incapables d'aborder les questions poséés par la xénophobie, l'homophobie, le racisme, le communautarisme, l'immigration, le saccage de l'environnement, etc. tandis que ceux qui les ont abordées ont fait en sorte de les alimenter au lieu de les combattre ce qui était inévitable en emboîtant le pas à des partis qui incarnaient justement le régime, ce qui revenait à l'arrivée à le soutenir là aussi au lieu de le combattre réellement. La dénonciation des préjugés archaïques et de l'ignorance des masses laborieuses qui procède de la délation sert à faire oublier leur incurie politique et leur collusion avec le régime qu'ils prétendent combattre par ailleurs

Cela s'explique très facilement du fait que toutes ces questions et le traitement qui leur est apporté dépend d'une seule et unique question ou y ramène constamment, y conduit infailliblement, la nature du régime en place et la volonté qu'on a ou non de le combattre pour le renverser. Ne pas les aborder revient à ménager le régime ou lui laisser le champ libre pour les régler à sa manière, et traiter ces questions en s'associant aux représentants du régime qui n'a de cesse de matraquer les travailleurs, revient à le soutenir ouvertement, donc ne peut pas aboutir à les résoudre de manière satisfaisante pour les couches de la population concernées ou la population en général.

C'est là qu'on s'aperçoit que la question du régime et ses institutions ou la question de l'Etat ou du pouvoir politique, la manière dont on l'interprète ou on l'aborde, détermine la politique ou les positions qu'on adoptera selon qu'on se sera fixé pour objectif de le renverser ou de s'en accommoder.

Pour bien comprendre cette question politique déterminante prenons un exemple qui nous est donné par un internaute à la suite d'un article publié hier par Le Monde.

"Nous sommes confronté à un exemple montrant que la démocratie porte les germes de sa propre destruction : soit par un excès de droit profitant aux ennemis de la démocratie, soit par un excès de contrôle des libertés individuelles la mettant à mal. La critique est aisée mais l'équilibre est difficile à trouver."

Autrement dit, en guise "d'équilibre" (entre les classes), la démocratie bourgeoise ou la conception qu'en a la classe dominante, puisqu'elle est incompatible aussi bien avec l'exercice de nos droits politiques légitimes que la réalisation de nos aspirations à la liberté, elle ne peut que conduire qu'à l'instauration d'une dictature civile et/ou militaire, qui se servira si elle l'estime nécessaire du lumpenprolétariat pour commettre des actes terroristes, afin de contraindre la population soumise à un régime de terreur à accepter de nouvelles restrictions à ses droits politiques et à ses libertés, mieux encore, à les réclamer pour se protéger de l'ennemi que le pouvoir lui aura si grâcieusement désigné pour la détourner de la question du pouvoir ou de l'Etat, qui en réalité en porte la responsabilité pour incarner les intérêts de la classe dominante, ainsi que la responsabilité de la dégradation de la situation sociale sur lequel vient germer le terrorisme ou toutes les formes de criminalités qu'il exploite ou instrumentalise afin d'assurer la pérennité du régime capitaliste.

La situation sociale et politique pose ainsi quel que soit l'angle sous laquelle on l'aborde un certain nombre de questions qui toutes ramènent à la question du régime, des institutions, de la Constitution, du pouvoir.

Pourquoi est-il criminel d'en détourner les militants et les travailleurs ? Parce que c'est les pousser à interpréter la situation et à trouver des réponses à toutes leurs questions dans le cadre du régime auquel ils doivent se soumettre de fait, et qui forcément ne règleront aucun des problèmes auxquels ils sont confrontés ou pire contribueront à les aggraver. C'est leur interdire d'y apporter des réponses qui se situent au-delà de l'existence de ce régime ou de touver une issue politique à la crise du capitalisme qui leur serait favorable. A l'arrivée, c'est faire en sorte qu'il n'existe pas d'autres réponses à leurs questions que celles que le régime leur imposent, du coup on comprend pourquoi les travailleurs y souscrivent en masse et s'en prendront à ceux qui ne les partagent pas parce qu'ils se situent sur un autre plan, ils ne comprendront pas que ceux qui prétendent les défendre contre un péril constituent en réalité la principale menace qui pèse contre eux et qu'ils devraient affronter pour s'en libérer, le régime et ses représentants, ses institutions.

Les travailleurs adhèreront à la propagande liberticide, policière et guerrière des représentants de la classe dominante parce qu'ils ressentent le besoin de se protéger contre un ennemi qui les menace, parce qu'ils ignorent que ce sont ceux qui revendiquent cette politique réactionnaire qui sont leurs principaux ennemis, et s'ils placent leur destin entre leurs mains, c'est parce qu'ils sont incapables d'imaginer un changement de régime ou de société, comment pourrait-il en être autrement puisque tous les partis ouvriers ont abandonné ou se sont détournés de cet objectif, ils doivent donc penser leur condition uniquement dans le cadre du régime en place et ils en viennent logiquement à adopter ou soutenir les solutions qu'il leur propose.

On voit là la terrible responsabilité de ceux qui ont refusé obstinément d'axer leur combat politique contre l'Etat ou les institutions

pour finalement abandonner les masses exploitées au main du régime qui va pouvoir continuer de broyer leurs droits sociaux et politiques en toute tranquillité.

On pourrait aborder la question sous un autre angle.

Si vous ne soutenez pas l'Etat d'urgence ou les mesures décrétées par le gouvernement et soutenues unanimenent par tous les partis présents au Parlement, c'est que vous voulez notre mort ou que le terrorisme prolifère et fasse de nouvelles victimes civils innocentes, c'est diabolique et irresponsable, etc.

Vous devez vous attendre à entendre ce discours si ce n'est pas déjà fait. Vous ne pouvez y répondre que de deux manières différentes selon que vous soyez ou non socialiste.

Si vous n'êtes pas socialiste ou que vous ne concevez pas la nécessité d'un changement de régime ou d'en finir avec le capitalisme, vous serez amené à développer une argumentation qui reposera sur les faits que vos contradicteurs ignorent, et qui mettent en relief la collusion qui existe entre les représentants de l'Etat et les barbares, mais vous aboutirez forcément à une impasse, parce que les solutions que vous préconiserez seront incompatibles avec le maintien en place du gouvernement ou un autre dans le cadre du régime en place, car aucun ne les appliquerait du fait qu'il y serait forcément opposé ou parce que ces solutions iraient à l'encontre des intérêts des commanditaires du terrorisme ou les besoins de l'oligarchie financière qui tire les ficelles. Vous ne pouvez pas imaginer un seul instant que dans le cadre des institutions de la Ve République un gouvernement pourrait rompre ses relations avec les Etats-Unis, Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, bref tous les Etats qui soutiennent le terrorisme international et qui sont engagés dans une multitude de guerres sur tous les continents, y compris l'OTAN et l'ONU, l'UE, personne ne vous prendrait au sérieux, et pourtant c'est l'exercice auquel se livrent la plupart des intellectuels qui ne veulent pas entendre parler du socialisme, lisez leurs articles qui sont fort intéressants et instructifs en la matière ou visualiser les vidéos qu'ils vous proposent, vous en arriverez à cette conclusion.

Si maintenant vous êtes socialiste, vous utiliserez les mêmes matériaux que vous relierez à la crise du capitalisme et à la lutte des classes pour justifier votre refus de l'Etat d'urgence en préconisant un changement de régime, le renversement des institutions par un soulèvement des masses révolutionnaires, objectif politique qui nécessitera pour être atteint de rassembler ou organiser dans un puissant parti ouvrier les travailleurs aspirant à vivre dans une société meilleure et plus juste, parce qu'il n'existe pas d'autre alternative que s'inspirer des enseignements de la lutte de classe du passé pour parvenir à s'emparer du pouvoir et vaincre notre ennemi, la classe des capitalistes qui a engendré le terrorisme.

En partant de la situation actuelle et en portant à la connaissance des travailleurs tous les faits qu'ils ignorent, qui constituent un réquisitoire sans appel pour le régime se concluant par sa culpabilité, dans la mesure où ils démontrent amplement la complicité qui existe entre l'Etat, les capitalistes et leurs représentants (partis, médias et instituts de sondages) et le terrorisme, vous pourrez ensuite reprendre les propositions ou solutions avancées plus haut, liquider les institutions de la Ve République, rompre les relations avec les Etats-Unis, Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, etc. y compris l'OTAN et l'ONU, l'UE, etc. qui pourront être appliquées par un gouvernement ouvrier révolutionnaire dans le cadre d'une République sociale s'engageant à résoudre les questions sociales auxquelles étaient confrontés les travailleurs et la jeunesse, à mettre fin aux inégalités sociales, au chômage, à la précarité et à la pauvreté, etc. sur lesquelles le terrorisme avait prospéré.

Dès lors que l'Etat ne livrerait plus la guerre à aucun peuple, qu'il soutiendrait les luttes engagées par tous les peuples pour conquérir leur émancipation du capitalisme, que chacun pourrait se développer harmonieusement au sein de la nouvelle société et vivrait en paix, toutes les formes de discrimation et de violence individuelle ou gratuite disparaîtraient, le bien-être étant partagé et érigé en bien commun de l'ensemble de la collectivité humaine, toutes formes de concurrence ou de compétition destinées à dresser les citoyens les uns contre les autres tomberaient en désuétude, il n'existerait plus aucun prétexte pour s'en prendre à ceux qui ne nous ressemble pas, la question des droits des femmes et des minorités serait ainsi réglée...

Il va de soi que la mise en oeuvre de telles mesures ou l'application d'un tel programme social et politique est incompatible avec l'ordre établi qui rime avec insécurité sociale, chaos, déchéance, guerre et barbarie, d'où la nécessité si on y adhère ou si on le partage pour qu'il se réalise, de rassembler tous ceux qui aspirent à un monde meilleur dans un parti ouvrier révolutionnaire pour mener ce combat et atteindre cet objectif.

Voilà en gros la ligne politique que nous défendons et que nous proposons aux militants et aux travailleurs de partager. S'ils étaient assez nombreux, on pourrait envisager de créer une structure politique... Au point où nous en sommes, le mouvement ouvrier s'est révélé le lendemain du 13 novembre un désert, à eux de voir ce qu'ils veulent vraiment, refaire le monde dans son coin ou continuer de ramer pour rien finalement ou pire dans des partis corrompus par le régime.

Vous aurez remarqué qu'à la base il y a la nécessité d'être bien informé, d'avoir tous les éléments en mains pour accuser le régime et le gouvernement sur la base des faits, pour ensuite pouvoir développer notre politique car sinon c'est impossible, et vous aurez pu observer avec quelle constance et détermination tous les partis s'emploient à les occulter ou les déformer pour que les travailleurs et militants ne soient jamais réellement ou correctement informés, mais aussi pour justifier leur politique opportuniste, qui comme le régime pour se maintenir, repose sur leur ignorance, chacun peut le vérifier quotidiennement.

Parole d'internaute

1- "Meyer Habib, voix d'Israël à l'Assemblée, assimile le Hezbollah à Daesh

Le député franco-israélien Meyer Habib, ami intime de Benjamin Netanyahu et représentant de l'extrême droite israélienne au Parlement français, a récité mercredi à l'Assemblé nationale le discours officiel de l'État sioniste, consistant à faire croire que le Hezbollah et l'Iran mènent le même combat qu'Al-Qaïda et Daesh. Une entourloupe à laquelle Manuel Valls a en grande partie souscrit dans sa réponse. Source : youtu.be/N6pwbQK6-78"

2- "Dans une interview à Valeurs actuelles, à paraître demain, Bernard Squarcini, ancien patron du renseignement français, dévoile un véritable scandale d'État. Il y a deux ans un responsable des services syriens lui avait proposé une liste de djihadistes français combattant en Syrie. Il en avait aussitôt parlé à son ancien service qui avait rendu compte à Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur. Comme la condition était que la France accepte, elle aussi, de coopérer avec les Syriens, on lui a opposé un refus. Et donc pour de strictes raisons idéologiques, la France s'est privée d'une liste de terroristes dont certains ont sans doute ensanglanté Paris vendredi dernier."

Guerre idéologique, la fausse piste.

Comment faire pour que la population ne se pose pas les bonnes questions et surtout ne trouvent pas les bonnes réponses. Peu impose ce que savait ou non le gouvernement, c'est son engagement dans la guerre en Syrie et dans de nombreux pays, la situation sociale en France qui sont à l'origine du massacre du 13 novembre, donc l'existence du régime en crise.

En mai, les Etats-Unis avaient alerté l'Europe sur les risques d'attentats - lefigaro.fr

Un rapport publié mercredi par les services de renseignements américains indique que les Etats-Unis semblaient informés que des attentats étaient imminents en France. Rédigé au mois de mai, le texte évoque la possibilité d'attaques terroristes orchestrées par l'Etat islamique en Europe. Pour arriver à ces conclusions, la sécurité intérieure américaine et le FBI se sont appuyés sur le démantèlement d'une cellule djihadiste en Belgique au mois de janvier.

Plus surprenant, dans leurs conclusions les renseignements américains évoquent Abdelhamid Abaaoud, le cerveau présumé des attentats de Paris vendredi. Tué lors d'un raid mercredi à Saint-Denis (93), le rapport le décrit comme étant l'instigateur des projets d'attaques terroristes déjoués en Belgique. Selon un responsable antiterroriste belge, «il pilotait les opérations avec son portable depuis Athènes en Grèce». En outre, concernant les auteurs des attaques, la Homeland Security a souligné qu'il s'agirait «de combattants étrangers de retour de zones de conflit, qui ont les moyens de mobiliser des extrémistes violents dans leur propre pays». Des pays comme la Syrie, où les renseignements américains disent ne pas pouvoir enquêter en raison «d'une limite de la coopération anti-terroriste avec les Etats-Unis». En tant que partenaire dans la lutte contre Daech, le gouvernement français avait sans doute connaisance de la menace, mais n'avait aucune information sur le lieu ou la date des évènements. lefigaro.fr 19.11

Il n'avait qu'à demander au juge juge Marc Trévidic qui a révélé le 14 novembre sur France2, qu'au mois de juin dernier il avait interrogé dans son bureau un membre de l'Emirat islatique qui avait affirmé qu'on lui avait demandé de préparer "un attentat dans un concert de rock" (causerie du 17.11). Or il n'existe pas des milliers de salles de concert de rock à Paris, une poignée tout au plus qu'il aurait été possible de protéger.

Mais bon, il s'agit de faire croire que les renseignements français ne savaient rien et on fait leur boulot, le gouvernement aussi, tout va très bien, ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut chercher, ils sont blanc comme neige. D'ailleurs on se demande comment Valls et Cazeneuve peuvent affirmer qu'ils ont déjoué 4 ou 5 attentats depuis le début de l'année, mais bizarrement pas celui-là qui tombe à point.

Un article de Libération d'hier apportait d'autres précieuses précisions que la DGSI et la DGSE n'ont manifestement pas exploitées. Pourquoi ?

Le 11 août, l'identité du jihadiste originaire de Molenbeek a été soufflée au juge antiterroriste Marc Trévidic par Reda H., un Français parti en Syrie mais interpellé à son retour dans l'Hexagone. En garde à vue, ce dernier a révélé avoir reçu près de Raqqa, la capitale syrienne du califat, un entraînement de six jours pour commettre des attentats en France. Entraînement à l'issue duquel des identifiants pour se connecter sur des forums cryptés et 2 000 euros lui ont été délivrés par Abaaoud. Selon Reda H., les injonctions du bourreau belge sont alors très claires : «Frapper une salle de concert pour faire un maximum de victimes.» libération.fr 19.11

ACTUALITE EN TITRES

Le même ennemi a frappé avant, pendant et après le 13 novembre.

- Une liberté attaquée par l'ennemi et restreinte par l'Etat - Liberation.fr

Quand LR autorise les manifestations et le PS les interdit.

- Attentats de Paris : une marche samedi "contre la barbarie et pour la paix" - latribune.fr

La marche est lancée à l'appel de syndicats (CGT, FSU, Solidaires) et de la Ligue des Droits de l'Homme. Elle n'a pas pour le moment été interdite par la préfecture de Haute-Garonne. latribune.fr 19.11

- Attentats : Pas de marche blanche en hommage aux victimes à Lyon - latribune.fr

La marche blanche en hommage aux victimes des attentats du 13 novembre ne pourra se tenir comme le souhaitaient les organisateurs. Elle est annulée pour raison de sécurité. C'est ce qu'ont indiqué les organisateurs sur la page Facebook de leur évènement. latribune.fr 19.11

Régime policier renforcé.

- Attaques à Paris : des policiers armés en permanence - Francetv info

- Attaques à Paris : une forte demande de sécurité - Francetv info

Ici, les Indiens mêmes quand ils n'ont rien à se reprocher, dès qu'ils arrivent à proximité d'un policier ils baissent ou tournent la tête de crainte de croiser son regard...

Rassemblement versaillais bleu-blanc-rouge

- La Marseillaise, un symbole d'appartenance - Francetv info

Rarement l'hymne national aura résonné aussi souvent que ces derniers jours, dans les rues, les écoles, les salles de concert, et même les boites de nuit, on a chanté la Marseillaise.

Place de la République, parmi les fleurs et les couronnes, le bleu-blanc-rouge a lui aussi repris des couleurs. Comme un bouclier contre la terreur. "C'est vrai que c'est souvent qu'on est très fortement touché qu'on ressent un regain de patriotisme. Même si ça peut paraître comme une illusion, je trouve ça quand même particulièrement beau", exprime un jeune homme au micro de France 3. Francetv info 19.11

Attention, il y a des illusions qui peuvent être fatales !

Quand un détraqué alimente la psychose.

- Attentats de Paris : Manuel Valls évoque des "risques chimiques et bactériologiques" - Francetv info

Ils sont décidés à vous pourrir la vie jusqu'au bout.

- Attentats à Paris : les festivités en péril - Francetv info

- Fête des Lumières : le monde économique solidaire de l'annulation - La Tribune

La cible

- Les Russes absents des Mondiaux en salle d'athlétisme en 2016 - Reuters

- Malgré ses promesses, la Russie continue à viser des cibles non-EI - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Ils sont des nôtres...

- Valls: le vote quasi unanime de l'Assemblée, un "message clair aux terroristes" - AFP

L'Assemblée nationale a adopté jeudi à la quasi-unanimité, par 551 voix contre 6 et une abstention, le projet de loi prolongeant pour trois mois l'état d'urgence post-attentats et renforçant ce régime d'exception, en vigueur depuis les attentats de Paris et Saint-Denis.

Il s'est félicité de "l'union sacrée, que nous venons de démontrer" dans "un débat de très grande qualité", rappelant que le gouvernement avait été "à l'écoute", en soutenant plusieurs amendements, dont certains de l'opposition.

"J'espère un vote conforme demain (vendredi) du Sénat (...) et ainsi l'état d'urgence sera prolongé pour trois mois avec des outils modernisés et efficaces adaptés à la menace terroriste", a-t-il dit. AFP 19.11

C'est en quelque sorte le même pourcentage (92%) de parlementaires qui en 2005 étaient favorables au TCE juste avant le référendum du 29 mai. Ils n'ont aucune légitimité pour décider de notre sort : Dégagez !

Conditionnement des masses. On ne fait qu'exhausser les voeux de la population

Ils n'ont rien trouvé de mieux pour justifier leur légitimité et les mesures liberticides qu'ils prennent.

- Neuf Français sur dix approuvent le virage sécuritaire - Reuters

Neuf français sur dix approuvent le virage sécuritaire de François Hollande après les attentats de Paris mais un sur deux ne lui font pas confiance pour mener la lutte contre la menace terroriste, selon un sondage Elabe pour BFM TV diffusé jeudi.

Sur 1.000 personnes interrogées les 17 et 18 novembre, 94% approuvent la possibilité de déchoir les binationaux de leur nationalité française s'ils sont condamnés pour terrorisme, ainsi que l'assignation à résidence des Français revenant de zones de combat en Syrie ou en Irak.

Elles sont également 94% à approuver le renforcement des effectifs des forces de l'ordre et de la justice, 88% à se dire d'accord avec le prolongement de l'état d'urgence et 87% à être favorables à une révision de la Constitution pour permettre des mesures exceptionnelles sans en passer par là.

Mais seulement 45% disent faire confiance au chef de l'Etat pour mener la lutte contre la menace terroriste, contre 54% d'un avis contraire. Enfin, 77% des sondés se disent en faveur d'un gouvernement d'union nationale.

Les mesures en question recueillent quasiment la même approbation chez les sympathisants de gauche, de droite et du centre que du FN. Le chef de l'Etat peut compter sur la confiance des sympathisants de gauche (78%) et du centre (63% des sympathisants MoDem, 51% de ceux l'UDI). Reuters 19.11

Ce sondage a été commandé par une télévision réputée acquise à l'extrême droite néolibérale, et l'institut qui l'a réalisé n'a cessé de se distinguer ces derniers mois par des sondages dont les résultats reflétaient l'adhésion de la population à l'idéologie néolibérale, alors de là à ce qu'il soit l'oeuvre de faussaires...

Maintenant je ne suis pas en France pour sentir l'état d'esprit dans lequel se trouvent les travailleurs, je compte sur vous pour m'informer, pour une fois, merci d'avance. En tout cas ce sondage ne correspond pas à l'état d'esprit de ma vieille mère qui a toujours été de droite pour l'avoir eu au téléphone il y a trois jours, elle n'était pas inquiète plus que cela et ne soutenait pas l'union nationale, mieux, contrairement à d'habitude elle m'a laissé parler.

Etat policier, terroriste, mafieux, totalitaire.

- Les États-Unis ont prélevé 219 milliards d'amendes auprès des banques mondiales - LeFigaro.fr

Les plus grands établissements bancaires américains et européens ont déjà payé des sommes folles à l'État fédéral américain. La liste n'est pas terminée. Ces amendes à répétition risquent de finir par affaiblir la reprise.

Le Financial Times révèle que les analystes de l'agence de notation Moody's ont calculé que l'État fédéral américain a perçu depuis 2008 quelque 219 milliards de dollars d'amendes sur l'ensemble du système bancaire mondiale. L'État américain n'a visiblement aucun état d'âme, il n'hésite pas à lourdement taxer les banques, y compris les établissements américains les plus prestigieux.

La liste des banques qui ont été taxées est impressionnante, on retrouve les plus grands noms, comme Bank of America, JP Morgan, Citigroup, Crédit Suisse et surtout BNP Paribas pour ne citer que les plus importantes. Rappelons que la première banque française s'est acquittée de 8,9 milliards de dollars d'amendes pour régler un litige concernant également les embargos économiques américains contre l'Iran, le Soudan et Cuba. Crédit Agricole s'en est mieux sorti avec 700 millions de dollars d'amendes.

D'autres banques sont à nouveau dans le collimateur. Barclays va devoir payer 100 nouveaux millions de dollars dans une nouvelle affaire de manipulation de changes. JP Morgan et Royal Bank of Scotland sont aussi visés. Même chose pour Deutsch Bank.

De son coté Goldman Sachs est menacé d'une amende de 50 millions de dollars. Un salarié de la banque américaine est accusé d'avoir obtenu des documents confidentiels provenant de la Fed et de les avoir communiqués ensuite à ses supérieurs.

L'ampleur de ce montant, qui équivaut à une année de produit intérieur brut (PIB) de la Grèce ou du Portugal, commence à préoccuper les experts mondiaux. Ces opérations qui peuvent s'apparenter à de véritables opérations de rackets, avec le soutien d'une opinion publique américaine très remontée contre les banques depuis la faillite de Lehman Broters en septembre 2008, risque d'affaiblir la reprise aux États-Unis et en Europe. Elles freinent le renforcement du bilan des banques concernées, les obligent à réduire les dividendes versés à leurs actionnaires et limitent leur capacité à prêter. LeFigaro.fr 19.11

Trois commentaires d'abonnés du Figaro.

1- "Les racketeurs racketés ! Pour un peu, la conclusion de l'article de M. Laskine nous ferait pleurer sur le sort de ces pauvres banquiers et de leurs malheureux actionnaires."

2- "Au pied les pays concernés !"

3- "Le mot racket n'est pas adapté, c'est la logique même du système juridique américain qui est en cause.

Par exemple notre "DSK" a dû en définitive payer plusieurs millions alors qu'aucune charge n'a été retenue...Le juridique est devenu un énorme business, il participe au PIB des USA, comme une forme d'impôt aléatoire. Pas vu pas pris.... la morale dans tout cela? Il n'y en pas... Le plus sidérant est l'absence de réaction des autres pays, alors que le juge américain se croit à peut-près tout permis vis-à-vis des autres nations... au détriment de l'idéal démocratique."

Quand vous dites que c'est le "système juridique américain qui est en cause", vous voulez dire que les Etats-Unis sont une dictature ou sont soumis à un régime d'exception permanent ce qui revient au même.

Eh bien changez d'idéal, adoptez le socialisme, c'est le seul moyen de réaliser la démocratie, il n'en existe pas d'autres !

Nouvelles de Syrie

- Syrie: 500 camions-citernes de Daech, pulvérisés par la Russie - sahartv.ir 19.11

Pas par la France ou les Etats-Unis, comme c'est bizarre, vous avez dit bizarre...

- En Syrie, les espoirs d'une transition politique douchés - AFP

Les espoirs nés à Vienne d'une sortie de conflit en Syrie ont été douchés par la remise en cause par Bachar al-Assad du calendrier pour des élections pluralistes et l'insistance de Barack Obama à réclamer son départ.

Prenant ses distances avec le compromis signé samedi à Vienne par une vingtaine de pays, dont ses alliés russe et iranien, le chef de l?État syrien a estimé dans une interview à la télévision italienne Raï qu'il ne pouvait y avoir de calendrier de transition prévoyant des élections tant que des régions étaient contrôlées par les rebelles.

"Ce calendrier pourra démarrer une fois qu'on aura commencé à vaincre le terrorisme. Vous ne pouvez rien obtenir politiquement tant que vous avez des terroristes qui s'emparent de nombreuses zones en Syrie", a-t-il dit.

Le calendrier de sortie de crise adopté à Vienne samedi prévoit lui une réunion entre le régime de M. Assad et des membres de l'opposition d'ici au 1er janvier 2016, la formation d'un gouvernement de transition dans les six mois, l'adoption d'une nouvelle constitution puis la tenue d'élections libres dans les dix-huit mois.

Pour le rédacteur en chef du quotidien syrien al-Watan, proche du pouvoir, "le président syrien est beaucoup plus réaliste que la déclaration de Vienne car, pour tout gouvernement, il est inenvisageable voire impossible d'organiser, même du point de vue administratif, de quelconques élections tant que les terroristes contrôlent des régions entières".

"Peut-on imaginer des élections à Raqa ou Deir Ezzor (provinces tenues par le groupe jihadiste État islamique)? Il faut d'abord terrasser ce fléau et que l?État soit de nouveau présent dans tout le pays avant de commencer le compte à rebours pour des élections", a affirmé à l'AFP Waddah Abed Rabbo.

Le président Obama a estimé jeudi à Manille que la guerre ne pouvait se terminer sans le départ de M. Assad, écartant des suggestions de dirigeants du Proche-Orient et européens selon lesquelles le président syrien pourrait participer à de futures élections.

"Je n'imagine pas une situation dans laquelle nous pouvons mettre fin à la guerre civile en Syrie avec Assad qui resterait au pouvoir", a-t-il déclaré.

Il prenait ainsi le contre-pied du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov qui, quelques heures plus tôt, avait jugé "inacceptable" d'exiger le départ de M. Assad comme "condition préalable à toute union contre le terrorisme".

Jeudi, le chef de la diplomatie russe est revenu à la charge en affirmant que son pays était prêt à coopérer avec la coalition menée par les États-Unis contre l'EI à condition qu'elle respecte la souveraineté des autorités de Damas. AFP 19.11

- Un grand nombre de terroristes tués sur différents fronts, en Syrie - sahartv.ir

La force aérienne de l'armée syrienne a mené, hier, mercredi, des attaques contre les positions des terroristes de la coalition de Jaïsh al-Islam et des autres groupes terroristes, à Rif de Hama, et Idlib.

La coalition de Jaïsh al-Islam est composée de groupes terroristes, dont le Front Al-Nosra et Ahrar al-Cham. Cette coalition a pris forme, l'année dernière, par le soutien de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie.

«L'armée syrienne a pris pour cible les positions des groupes terroristes, dont le Front Al-Nosra, dans le village de Cheikh Youssef et de Saraqeb, dans le Sud-Est d'Idlib», a annoncé une autorité militaire de l'armée syrienne.

Ces raids aériens ont eu lieu, un jour après la mort de 35 terroristes, tués, lors des opérations, menées par l'armée syrienne, dans le village d'Al-Tamana, à Rif Sud-Est.

Un grand nombre de terroriste ont été tués, lors des frappes aériennes, lancées, par l'armée syrienne, sur Rif Nord de Hama, dans le voisinage de Rif d'Idlib.

De même, les raids aériens contre les positions des terroristes, à Mourak et Atachant, à Rif Nord de Hama, ont anéanti 2 blindés et tué nombre de terroristes, dont un dénommé Al-Namas, responsable des attentats-suicides du groupe Jund al-Aqsa. sahartv.ir 19.11

- L'armée syrienne progresse sur tous les fronts - Russia Insider

Le Chef d'État-major des forces armées russes rend compte à Poutine des avancées majeures de l'armée syrienne rendues possibles par les frappes aériennes russes.

Le général Gerasimov, chef d'état-major de l'armée russe, a donné un petit briefing remarqué à Poutine mardi.

Il lui a fourni un aperçu détaillé de l'état d'avancement de l'offensive de l'armée syrienne.

Tout ce qu'il dit à propos de la situation militaire en Syrie – en particulier dans un rapport public à Poutine – devrait être traité comme beaucoup plus fiable que tout ce qui se dit sur le sujet par ailleurs.

Voici ce que dit le général Gerasimov :

« Dans le nord, dans la province d'Alep, l'armée syrienne a libéré 40 zones résidentielles, ainsi que la base aérienne de Kweiris

dont elle étend actuellement la zone de sécurité autour de l'aéroport.

L'offensive à Idlib se développe avec succès : les troupes syriennes mènent des opérations offensives actives à 20-30 km de la ville.

Dans la province côtière de Lattaquié, les militants ont été chassés de 12 zones résidentielles.

Les forces gouvernementales et les troupes d'assaut sont impliquées dans de violents combats pour le contrôle de la ville de Salma.

Sur la fracture entre Gbana et Gmam, ils ont réussi à investir un certain nombre de hauteurs tactiques et de zone résidentielles. Malgré une forte résistance des militants, les troupes syriennes continuent leur progression.

Dans le centre du pays, une offensive par les troupes gouvernementales et les unités de la milice a abouti à la capture du village de Haddad et au blocus des militants dans la ville de MHIN.

L'armée syrienne poursuit son offensive en direction de Palmyre. Depuis le début des opérations actives, les équipes d'assaut ont avancé jusqu'à 4 km, bloquant les terroristes dans le village de Maksam, elles sont actuellement en lutte pour gagner les points hauts aux abords de la ville.

Près de Damas, des combats de rue féroces délogent les militants des districts de Jaubar et Guta Est .

Pour la première fois en quatre ans de combat, l'armée syrienne a libéré 80 zones résidentielles, et repris le contrôle sur un territoire de plus de 500 kilomètres carrés. »

Cette information apporte des détails à celles déjà fournies sommairement par les Syriens ou par des reportages.

Elle confirme que l'armée syrienne fait des gains importants et progresse sur tous les fronts.

Le 18 novembre 2015 – Source Russia Insider

Traduit et édité par jj pour le Saker Francophone

Haut de page

Le 21 novembre 2015

CAUSERIE

Fabius devrait être jugé par un tribunal populaire révolutionnaire pour apologie du terrorisme et complicité d'assassinat des 130 victimes innocentes du 13 novembre à Paris. Maintenu dans sa fonction de ministre des Affaires étrangère par Hollande et Valls, ils devraient subir le même sort, vous devinez lequel, n'est-ce pas ? Et pendant qu'on y est ajoutons l'ensemble des dirigeants du PS qui ont trouvé bon de ne pas l'exclure de leur parti. La liste de ces ordures et leurs complices n'est pas exhaustive...

J'ai téléchargé hier soir une trentaine d'articles publiés à la suite du massacre du 13 novembre, on les lira demain et on verra s'il y a lieu d'en tirer quelque chose. Cela prend du temps. Je regrette qu'on ait dû arrêter de publier tous ces articles, mais à vrai dire leurs auteurs brassaient plus de vent qu'autres choses, à croire qu'ils étaient tout juste bons à leur donner bonne conscience. On est implacable envers les démagogues et les opportunistes, on est en guerre... de classe.

Le nombre de connexions au portail a battu tous les records depuis le 13 novembre. Ce serait bien que vous nous donniez des éléments sur l'état d'esprit des travailleurs, leurs réactions, celles de vos sections syndicales, des militants autour de vous, etc. Je suis sûr que nos lecteurs souhaiteraient également avoir la liste des formations politiques qui ont clairement pris position contre l'Etat d'urgence, merci pour eux de votre aide. Personnellement, j'ai noté uniquement le groupe La Commune (À bas l'État d'urgence !), et les réserves émises par le Syndicat des avocats de France et du Syndicat de la magistrature, apparemment aucun syndicat ou parti ne l'a franchement condamné. A suivre.

La vie combat et la vie continue...

Je dois aussi refaire mon potager qui a été ravagé par le cyclone et la mousson. Ce sont là nos seules préoccupations d'ordre alimentaire, j'espère que vous ne nous en tiendrez pas rigueur.

Quelques éléments de réflexions politiques

1- Si Al-Qaïda (Al-Nosra et l'Emirat islamique) sont des créatures monstrueuses que les puissances occidentales ont créées pour servir leurs intérêts, au même titre qu'Israël et l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie qui jouent le même rôle ou en sont les parrains, force est de constater que l'autre créature monstrueuse qu'est le PS et qui a toujours servi les mêmes intérêts, a bénéficié de la mansuétude et du soutien des partis du mouvement ouvrier pendant plus d'un demi-siècle.

Il n'aura échappé à personne que lors de l'intervention policière à Saint-Denis, au lieu de lancer des grenades paralysantes ou à effet neuroleptique pour neutraliser des personnes, ils les ont massacrés pour qu'elles ne puissent pas parler. Auraient-elles eu des révélations compromettantes à faire ? Pour qui ? On devine.

2- Contre-propagande.

La propagande du régime.

Il faut intervenir militairement en Syrie contre les différentes organisations issues d'Al-Qaïda, intensifier les bombardements en Syrie... Assad est responsable du développement des organisations terroristes en Syrie, il doit être éliminé.

La réponse.

Qui leur a livré des armes ?

Le gouvernement français et ceux de l'UE, ils leur ont même envoyé des instructeurs pour les encadrer et les entraîner, 13 d'entre eux ont été faits prisonniers par l'armée de la République arabe syrienne.

Qui les financent, leur achètent le pétrole qu'ils volent à la Syrie (et à l'Irak), leur servent de bases arrières ou de terrain d'entraînement, les recrutent et les fanatisent idéologiquement ?

La France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et d'autres pays de l'UE, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, la Jordanie et évidemment les Etats-Unis et Israël qui sont à l'origine de cette guerre contre le peuple syrien

Qui a fait l'apologie des barbares ou affirmé qu'ils "faisaient du bon boulot" (Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda) ?

Le ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, dans Le Monde du 2 décembre 2012.

Qui a refusé de coopérer avec les services de renseignement syriens qui disposaient d'une liste de terroristes susceptibles de se rendre en France pour commettre des attentats ?

Le Premier ministre français Manuel Valls.

Qui a bombardé des centrales électriques, des bâtiments publics en Syrie la semaine dernière ?

L'armée impérialiste du gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Le Drian

3- Le massacre du 13 novembre pourrait justifier une agression directe des puissances occidentales de la République arabe syrienne ou l'envahissement de la Syrie par les troupes de l'OTAN pour éliminer Assad qui aurait commis la faute d'avoir alimenté le terrorisme et d'avoir été impuissant à arrêter les terroristes qui se sont rendus en France pour commettre leurs attentats.

Mais pour cela il faudrait que l'OTAN passe outre l'opposition de la Russie à un tel scénario et son engagement au côté d'Assad, si tel était le cas, cela reviendrait à déclarer la guerre à la Russie et entraînerait le monde dans une Troisième Guerre mondiale.

Apparemment un tel scénario conçu par les néolibéraux américains semble pour le moment relayé au second plan, mais il existe. Les manoeuvres de l'OTAN en Europe et le déploiement de matériel et de forces militaires à la frontière de la Russie complètent ce scénario.

En attendant le gouvernement français et l'ensemble des gouvernements de l'UE préparent psychologiquement les peuples à la guerre qui aura lieu ou non, il est encore trop tôt pour répondre à cette question qui sonne comme une terrible menace sur l'avenir de l'humanité.

Il est donc urgent de désigner aux travailleurs leur réel ennemi : Il est dans votre propre pays, ce sont ceux qui ont déclenché des guerres ou ont participé à des guerres en Afrique, aux Moyen et Proche-Orient, en Europe centrale, en Asie, et qui détiennent le pouvoir de déclencher cette guerre ou d'y entraîner la population, les représentants de la classe dominante agissant pour le compte des capitalistes et sur leurs ordres, le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Le Drian-Cazeneuve, les députés et les sénateurs qui viennent de voter pratiquement à l'unanimité l'Etat d'urgence donnant des pouvoirs illimités à l'appareil de répression de l'Etat pour réprimer le mouvement ouvrier et les opposants à leur politique antisociale et impérialiste, de fait, les institutions de la Ve République qui légitiment à la fois l'austérité, la liquidation de tous nos droits sociaux ou la régression sociale généralisée, toutes les guerres impérialistes, avec lesquelles il faut rompre, afin de préparer les conditions politiques qui permettront au mouvement révolutionnaire du prolétariat et aux partis ouvriers qui combattent à ses côtés de les renverser et de prendre le pouvoir pour instaurer une République sociale qui condamnera toutes les guerres de rapine et oeuvrera à la paix entre tous les peuples.

Quotidiennement l'actualité politique fait référence aux institutions de la Ve République, il faudrait donc être d'une mauvaise foi incurable ou d'une malhonnêteté intellectuelle intolérable pour prétendre qu'il n'y aurait pas matière à dresser les masses exploitées contre l'Etat, ou refuser d'axer le combat politique dans cette direction.

La question est de savoir si on veut ou non renouer avec le socialisme auquel tous les partis dits ouvriers ont tourné le dos, car il n'existe pas d'autre orientation politique permettant à terme de sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Ajoutons que toute autre orientation politique ne servirait qu'à diviser les travailleurs et les militants, donc servirait régime et desservirait notre cause.

L'offensive tout azimut de la classe dominante en se servant de l'Etat qui est à son service contre la classe ouvrière date du début des années 90. Jusqu'à présent tous les partis ouvriers ont refusé d'y répondre au même niveau, en s'attaquant aux institutions, pire, ils n'ont cessé d'y participer... Quant à la guerre, aux nombreuses guerres dans lesquelles la classe dominante nous a entraînés contre notre gré depuis les années 80, la décision de les mener a été prise au sommet de l'Etat, par le chef des armées, les locataires qui se sont succédés à l'Elysée, le président de la République, le chef de l'Etat conformément aux pouvoirs que lui accorde la Constitution antidémocratique de la Ve République.

Au regard de ces éléments, on se demandera comment les militants ont-ils pu être aveugle au point de s'en détourner ou de refuser d'axer leur combat dans la perspective du renversement des institutions de la Ve République et l'abolition de la Constitution, surtout sachant que la crise du capitalisme ne pouvait aller qu'en s'amplifiant et les guerres se généraliser tout en répétant que l'heure de l'affrontement direct entre les classes se rapprochait, pour finalement ne pas s'y préparer et ne pas y préparer les travailleurs, ce qui de la part de leurs dirigeants relève de l'incompétence ou de la trahison ou les deux à la fois.

Ce qui est stupéfiant, mais finalement pas surprenant, c'est que ceux qui ont pu lire l'équivalent de ce discours dans les causeries des jours précédénts ne se soient pas manifestés, à croire qu'ils ne le partagent pas et continuent malgré tout de soutenir aveuglément quoi qu'ils en disent leurs dirigeants et leurs partis faillis ou corrompus.

Qu'ils comprennent bien qu'on ne les accuse pas ou qu'on ne tient pas à les accabler car ce serait commettre une injustice et une faute politique, on ne fait que dresser un constat, navrant et qui n'augure rien de bon pour la suite. Il faut qu'ils sachent pour ne pas être pris au dépourvu, que si en présence d'un état de guerre leurs dirigeants ne sont pas capables d'offrir la moindre résistance ou d'y apporter une réponse qui soit à la hauteur de la menace qui pèse sur nous, c'est qu'ils ne valent pas mieux que ceux qui avaient capitulé le 3 août 1914. Et notez bien qu'on l'avait déjà mentionné il y a une dizaine d'année en arrière, les faits n'ont fait que le confirmer, hélas !

Nous allons continuer ce combat dans des conditions difficiles du fait de mon éloignement de la France. Je demande aux militants ou aux travailleurs qui se connectent sur ce portail de nous communiquer les prises de position de syndicats ou de sections de partis ouvriers qui exigeraient la levée immédiate de l'état d'urgence ou qui le braveraient, tout acte de résistance à l'état d'exception en train de s'installer durablement en France. Nous vous garantissons l'anonymat total, sauf avis contraire de votre part, un principe qu'on a toujours respecté.

Les quelques militants qui m'ont contacté attendent tout de moi, c'est impossible, je ne peux pas en faire davantage, désolé. Après avoir échangé de multiples courriels, j'ignore encore dans quels secteurs d'activité ils interviennent, dans quelle commune, de quelle génération ils sont, et ils ne m'ont pas envoyé un seul document ou article, ils ne m'ont fait d'aucune discussion qu'ils auraient eu avec d'autres militants ou des travailleurs, c'est à peine s'ils ont évoqué leurétat d'esprit, ce qui n'est pas fait pour me facilité la tâche ou les aider à répondre à leurs questions ou encore préparer la suite. Tout cela ne m'avait pas échappé évidemment, même si je n'en ai pas fait état, c'était peut-être une erreur, disons et je le répète, je n'ai jamais eu l'intention de me prendre pour un dirigeant, donc je n'ai pas cru bon de leur demander des informations qu'ils ne m'avaient pas données car ne me sentant pas autorisé à leur demander, cela parce que j'ai beaucoup de principes et de scrupules contrairement à nos dirigeants.

Une fois j'ai proposé d'organiser une vidéoconférence avec Skype, je n'ai eu aucune réponse, alors que leurs noms n'apparaîtraient nulle part, j'avais estimé que c'était un moyen pratique et gratuit s'ils disposaient d'une connexion Internet illimitée pour mettre en rapport des militants qui partagaient en grande partie nos idées ou positions, pour peut-être pouvoir avancer vers quelque chose de plus concret, faire en sorte qu'ils se rencontrent s'ils le souhaitaient, essayer de se structurer et définir

des tâches, se les partager, sachant que mon rôle serait forcément limité ou se bornant à leur servir de modérateur si l'on veut, à savoir, faire en sorte que la discussion ne parte pas dans tous les sens ou que nos désaccords ne prennent pas le dessus et qu'on s'en tienne à l'essentiel.

Ils savent par expérience qu'avec moi on peut aborder librement absolument tous les sujets, et pour avoir sans cesse à l'esprit qu'on ne peut les aborder que sous des angles différents au regard de notre expérience, chaque désaccord d'où qu'il vienne ferait l'objet du même traitement, c'est-à-dire qu'on mobiliserait la totalité de nos facultés et connaissances pour analyser les différents points de vue afin de parvenir à réduire nos désaccords si c'étaitpossible, ou tout du moins si ce n'était pas le cas évacuer ceux qui n'étaient pas sérieux et qui pourraient nous empoisonner l'existence inutilement, pour finalement ne conserver qu'un minimum de désaccords que la lutte des classes trancherait sans en faire un drame personnel, dès lors qu'on aurait respecté scrupuleusement les différents points de vue en présence ou qu'on leur aurait accordé la même attention. L'essentiel, c'est qu'on partage la même orientation politique et qu'on ne dévie pas de notre objectif, tout désaccord sur la tactique ou des questions théoriques étant secondaire.

Je crois que c'est de la sorte que Lénine concevait le fonctionnement du parti ou les rapports entre les militants dans le parti, de manière à ce que le droit de tendance soit respecté, tout en permettant au parti d'être en ordre de bataille. Lorsque le fonctionnement du parti est réellement démocratique, lorsque survient un désaccord sur l'orientation du parti, soit on le traite sérieusement et il n'y aucune raison de ne pas en venir à bout, c'est le genre de situation que Lénine avait dû affronter à son retour d'exil en avril 1917, soit le parti est menacé de scission ou de dislocation. N'étant pas Lénine et aucun dirigeant ne pouvant prétendre avoir ses capacités, on doit concevoir que les tactiques que nous serions amenées à adopter ainsi que nos analyses ou l'élaboration de notre ligne politique, devraient être davantage le produit d'une réflexion collective plutôt que celle d'un seul militant ou dirigeant, cela permettrait d'éviter bien des travers dangereux ou détestables qui ont pourri de l'intérieur pratiquement tous les partis.

Quand on dit que nos idées ne nous appartiennent pas et qu'on ne doit pas s'identifer avec, ce n'est pas un exercice de style auquel on se livre, c'est justifier par le fait que nos idées sont la somme ou plutôt la substance ou le résultat des idées qui provenaient en grande partie d'autres personnes ou militants. C'est un peu comme les faits que l'on collecte ou rassemble et qu'on met en ordre pour interpréter la situation, on pourra revendiquer cet exercice mais pas les faits eux-mêmes. Or cet exercice n'est pas sans risque ou ne présente pas un niveau de vulnérabilité égale à zéro, d'où l'intérêt de confronter fraternellement les différentes interprétation de la situation qui peuvent surgir, pour ne retenir que celle qui nous semble la plus cohérente et sérieuse, sans interdire à quiconque de la contester, là encore c'est la lutte des classes qui tranchera. On notera au passage qu'il peut arriver que l'interprétation retenue par la majorité des dirigeants ou des militants ne soit pas forcément correcte, d'où là encore l'importance que le droit de tendance soit intégralement respecté pour corriger le tir si c'était nécessaire, dans le cas contraire le parti serait voué à la décomposition et éclaterait un jour ou l'autre, ce qui n'est pas vraiment le but recherché.

Dès lors qu'on partage la même orientation et le même objectif, la lutte intransigeante contre le régime et ses représentants ainsi que la prise du pouvoir par la classe ouvrière, on ne doit négliger aucune critique, aucun désaccord qui proviendront d'une sur ou sous-estimation de certains facteurs et le rôle qu'ils jouent dans la lutte des classes, à moins qu'on ait ignoré involontairement certains faits, ce qui peut arriver à n'importe qui. Il faut donc en chercher ensemble et honnêtement l'origine. Cela implique que tout militant puisse s'exprimer sans crainte ou librement.

Je pense que dès lors qu'on a des intentions honnêtes ou parfaitement identifiées et que chacun peut le vérifier, il n'y a pas lieu de cacher quoi que ce soit aux autres militants qui seront invités à faire de même. C'est seulement ainsi qu'un véritable esprit de camaraderie peut se développer dans le parti, sans chercher à tout prix à ce que tous les militants se ressemblent, sans faire la chasse aux préjugés que certains peuvent avoir conservés, sachant que nous n'aurons pas tous atteint le même niveau de conscience, on s'efforcera de faire en sorte que chaque militant participe aux activités et à la vie du parti et puisse progresser à son rythme, car il sera trop tard pour y penser lorsque l'heure de passer à l'assaut du régime aura sonné ou de se mobiliser pour le vaincre.

La tâche qui nous attend est immense et nous avons pris un retard colossale qu'on peut cependant combler rapidement si on s'en donnait les moyens. Tout est une question de détermination et d'organisation. C'est comme dans la vie en général, il faut savoir ce qu'on veut vraiment et ce qu'on est prêt à faire ou à sacrifier pour y arriver. Là personne ne peut le savoir à notre place ou nous le dicter, il y en a qui ont essayé et apparemment cela ne fonctionne pas.

En oligarchie ou le nouvel ordre mondial. Quand la guerre au terrorisme signifiait la guerre à tous les peuples.

- Pousser les masses vers la guerre totale - sahartv.ir 20.11

Par Larry Chin.

Nul besoin de souligner le caractère indicible et répugnant des atrocités commises le 13 novembre 2015 à Paris. Mais ce que l'on ne dit pas au lendemain des attentats — ce que passent sous silence les médias de masse — est de façon prévisible révélateur et

de mauvais augure.

Tout comme au lendemain du 11 septembre, les gens de partout dans le monde sont soumis à la provocation, à l'agitation et à la mobilisation; la peur, l'horreur, la rage et la consternation sont canalisées et modulées de manière à susciter une vague collective vengeresse et haineuse. La haine envers quoi, envers qui? Le groupe État islamique a revendiqué les attentats. Mais qui est ce groupe? Le fait que l'on refuse volontairement d'admettre est que le groupe État islamique est l'outil politico-militaire de l'Occident, guidé par le renseignement, et créé, entraîné, financé, conseillé et protégé par l'Occident et par l'OTAN — ce qui inclut la France.

Le groupe État islamique et l'extrémisme islamique, dont Al-Qaida, agissent pour le compte de l'OTAN au service des intérêts géostratégiques de l'Occident.Sous la supervision de la CIA, du MI6, du Mossad, de l'ISI pakistanais et autres, les services de renseignements de l'Occident mènent les terroristes du groupe État islamique. Le terrorisme djihadiste n'existerait pas sans le soutien de l'Occident ; il a débuté à l'époque de la guerre froide, s'est poursuivi durant le conflit des Balkans, a explosé avec les événements du 11 septembre et la « guerre au terrorisme », et continue de métastaser avec la prétendue guerre contre le groupe État islamique, qui n'est que la poursuite, sous un autre nom, de la même guerre criminelle de tromperie entièrement orchestrée.

En définitive, l'Occident et ses architectes de guerre portent la responsabilité de tous les actes de terrorisme perpétrés par leurs propres troupes de choc terroristes.Comme le fait remarquer Michel Chossudovsky : « l'idée selon laquelle les attentats de Paris seraient un acte de représailles et de vengeance à l'endroit de la France est discutable et contradictoire dans la mesure où les faits confirment que la France a fait passer des armes aux rebelles djihadistes présents en Syrie, notamment au front Al Nousrah et à ISIS. ».

Et s'il s'agissait d'un « retour de bâton »? Si les terroristes de Paris étaient devenus « récalcitrants » et s'en étaient pris à leurs propres commanditaires? Si ces cellules terroristes étaient devenues « incontrôlables »? Si ces groupes ou d'autres encore avaient tout simplement « disjoncté » pour des « raisons inexplicables »?

Et qu'en est-il de l'hypothèse (très peu probable) voulant que la CIA, la NSA, les renseignements français, le Mossad, etc. — autant d'organismes dotés des capacités d'espionnage les plus poussées de la planète — auraient soudainement et simultanément perdu toute trace de ces terroristes? Voilà autant de faux-fuyants. L'Occident n'en porte pas moins la responsabilité des gestes commis par ses agents. L'Occident n'a pas « perdu la maîtrise » du groupe État islamique. En fait, les terroristes sont utilisés avec une efficacité et une efficience remarquables. Le chaos et le pillage n'ont rien d'aléatoire. Les atrocités sont voulues. N'eût été l'« interférence » inopportune des Russes, l'empire anglo-américain dominerait aujourd'hui un territoire supérieur à celui qu'il contrôle déjà. Le régime syrien serait sans doute déjà tombé.

C'est la politique guerrière anglo-américaine qui a donné le champ libre au terrorisme. Elle continue de favoriser, de fomenter et de répandre le terrorisme à une échelle inimaginable, et il n'y a pas de fin en vue. La trace de sang reconduit à cette politique et à ses décideurs. Cette crise apocalyptique n'est pas une guerre « contre le terrorisme », mais une guerre « de » terrorisme, menée par des terroristes, guidée par des terroristes, et par des criminels de guerre psychopathes qui se placent au-dessus de la loi.Ils n'ont nullement l'intention de mettre fin au terrorisme. En fait, c'est tout le contraire : les armées terroristes de l'Occident sont un atout majeur utilisé pour infiltrer et déstabiliser, pour renverser les régimes que l'OTAN cherche à se rallier, à envahir et à conquérir. Et ils tombent ainsi, l'un après l'autre : d'abord l'Iraq et la Libye, puis les évènements actuels en Syrie, tout cela pour la réalisation d'ambitions plus vastes encore. La « guerre contre le groupe État islamique » ne concerne même pas ce groupe, et ce, quels que soient les atrocités commises par les tueurs d'ISIS/ISIL eux-mêmes.

Cette guerre est, et a toujours été, une guerre mondiale entre superpuissances opposant l'Occident à la Russie et à la Chine, et ce, partout où le dictent les intérêts de l'Occident et de ses grandes entreprises, qu'ils soient géostratégiques ou axés sur les ressources.L'aspect « spectaculaire » du bain de sang — l'ampleur et l'intensité indicibles des meurtres — n'en deviendra que plus excentrique et plus « créatif » à mesure que ceux qui planifient la guerre rechercheront avec toujours plus de désespoir les moyens de maintenir les masses faciles à distraire de leur pays respectif galvanisées par la peur, prêtes à soutenir leur calendrier de guerre élargi et leur engagement accru sur les lignes de front. À qui tout cela profite-t-il? Qui profite de la militarisation de la France et de son peuple? Les mêmes forces qui ont tiré profit de telles atrocités depuis le 11 septembre. Tous les gouvernements qui cherchent à déstabiliser, à envahir et à conquérir le sous-continent eurasien, y compris le Moyen-Orient et l'Asie centrale, voire au-delà. Tous les gouvernements qui cherchent à opérer un changement de régime en Syrie : l'OTAN.

Les expressions théâtrales de remords des dirigeants masquent la realpolitik, l'attitude sociopathique froide et calculatrice voulant que la guerre soit une industrie, que les tueries soient un instrument de la « victoire » et que les massacres d'innocents soient des « dommages collatéraux nécessaires ». Trois mille morts le 11 septembre. Un avion de ligne rempli de touristes russes. Des dizaines de milliers de victimes de massacres au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Afrique. Plus de cent vies anéanties à Paris. Tout ça, en une seule journée de travail.

La ligne d'action actuelle justifiée par la propagande et les gros titres sanglants est qu'il nous faut intensifier davantage encore la « guerre totale » sans fin. Le président Hollande reprend maintenant à son compte les expressions de « guerre qui n'aura pas de fin de notre vivant » de Dick Cheney et d'« avec nous ou contre nous » de George W. Bush. La propagande en cours voudrait que

les événements de Paris soient la preuve qu'il est plus que temps d'opérer un changement de régime en Syrie, présentée comme le « foyer » du terrorisme où le groupe État islamique serait devenu « incontrôlable ». Le régime Assad « n'a pas su les arrêter »; par conséquent, ce régime, tout comme les « terroristes », doit être « éliminé ».Ce n'est pas une coïncidence si Paris a incité le président Barack Obama à promettre l'escalade de la participation militaire en Syrie. Plus précisément, c'est l'invasion ouverte de la Syrie qui a reçu le feu vert. L'invasion de la Syrie par des « troupes au sol », déjà en cours, s'en trouve maintenant accélérée. Il ne fait aucun doute qu'Obama souhaite achever la tâche avant son départ en 2016. Une nouvelle série de frappes aériennes sur Raqqa, en Syrie, a commencé moins de 48 heures après les attentats de Paris.Et qu'en est-il des attentats de Paris eux-mêmes?

La version officielle est en cours d'écriture. Même si nous n'en sommes encore qu'au début, les questions sur ces attentats se multiplient. Les similarités avec l'opération sous fausse bannière du 11 septembre abondent. Pour citer le New York Times, il « est malaisé de dire comment un plan aussi complexe et aussi meurtrier a échappé à l'attention des services de renseignement, tant en France qu'à l'étranger ». Mais les faits qui apparaissent laissent croire que les services de renseignement non seulement savaient, mais qu'ils en savaient suffisamment pour se préparer aux attentats, ce qui laisse entendre qu'ils auraient laissé faire. La France était informée de l'imminence d'attaques et des préparatifs étaient en cours des semaines avant le 13 novembre. Mentionnons à titre d'exemple les réunions d'urgence avec le directeur de la CIA John Brennan et les exercices de préparation inhabituellement précoces des premiers intervenants — qui étaient justement à pied d'œuvre à Paris le 13 novembre. Une cyberattaque massive — dépassant les capacités des terroristes – a neutralisé les systèmes de sécurité français avant et durant les attentats. Les responsables français connaissaient les assaillants et les suivaient sans cesse depuis un bon moment, mais ils n'ont rien fait pour les arrêter.

De l'orchestration et de l'exécution des atrocités elles-mêmes jusqu'à la réaction des autorités, les signes de longue planification, de scénarisation, de montage chorégraphique et de calculs sont manifestes. On invoquera des excuses ayant trait à l'incompétence (« nous avons été pris par surprise »), au désespoir et au chaos (« nous ne sommes pas en mesure de prévoir ou d'empêcher quoi que ce soit ») et autres variantes. Mais personne n'apportera la preuve du contraire. D'après les agents de la CIA, les « experts en terrorisme » de groupes de réflexion et autres vantards bellicistes qui n'ont eu de cesse de débiter leurs absurdités sur CNN durant toute la nuit et la journée qui ont suivi les attentats de Paris, il y aurait désormais une « nouvelle normalité ». Il faut résister à ce genre de lavage de cerveau.Malgré le chaos et la panique, il ne faut pas perdre de vue le contexte élargi.

C'est la guerre elle-même — ainsi que ses architectes et leurs agents meurtriers — qu'il nous faut condamner. Les assassins qui ont exécuté de sang-froid des personnes innocentes ont agi sur les ordres d'agents, eux-mêmes placés sous les ordres d'autres agents qui, à leur tour, ont reçu leurs ordres d'individus occupant de hauts postes de pouvoir. Ce sont ces individus qui doivent être identifiés et dénoncés, et c'est à leurs projets de guerre qu'il convient de résister, ce sont ces projets qu'il convient de stopper, et ce, pour le bien de ce qui reste de l'humanité. sahartv.ir 20.11

Ce ne sont pas des "individus" parfaitement identiifiés ou que le monde entier connaît, Bush, Obama, Blair, Cameron, Sarkozy, Hollande, Roy, Renzi, Tsipras, etc. qui seraient remplacés par leurs clones s'ils étaient écartés du pouvoir, mais le régime capitaliste qu'il faut abolir au profit du socialisme.

Terrorisme international. Les Etats-Unis au banc des accusés.

- "Il faut s'allier avec l'Iran et la Russie contre Daech" (F. Fillon) - sahartv.ir

L'ancien Premier ministre français et député du parti Les Républicains (LR), François Fillon, a prôné la formation d'une alliance avec l'Iran, la Russie et la Syrie, afin d'éradiquer le groupe terroriste Daech.

François Fillon, ancien Premier ministre français, a critiqué l'Elysée, pour avoir formé une mauvaise alliance avec certains pays du Moyen-Orient. Il a, ensuite, réclamé la formation d'une alliance internationale, composée des pays occidentaux, de la Russie et de l'Iran. Il a, également, prôné une coopération étroite avec l'armée syrienne, dans l'objectif de lutter contre les terroristes de Daech. C'est qu'a déclaré François Fillon, lors d'une interview exclusive, accordée à un hebdomadaire, ayant pour titre «La Coalition anti-Daech doit comprendre la Syrie».

«Pour éradiquer Daech, il faut, d'abord, bien choisir les pays qui doivent constituer une coalition anti-Daech. Je pense que la Russie et l'Iran sont, particulièrement, deux options très importantes, à ce propos», a déclaré Fillon. sahartv.ir 20.11

- "Washington et ses alliés sont à l'origine de Daech" (Lavrov) - sahartv.ir

«Le groupe terroriste Daech a été créé par ceux que les Etats-Unis avaient emprisonnés, pendant un certain temps, en Irak et en Afghanistan, mais qu'ils ont libérés, ensuite», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères.

Sergueï Lavrov, le Chef de la diplomatie russe, a déclaré, sur les ondes d'une chaîne de radio, que l'Occident et ses alliés régionaux avaient exhorté les terroristes, les extrémistes et les miliciens étrangers à attaquer le processus politique, en Syrie, afin de renverser le gouvernement Assad. «Ils ont, finalement, perdu le contrôle de l'affaire, et les groupes terroristes et les miliciens étrangers, qui avaient été soutenus par l'Occident, ont procédé à la mise en place du groupe Daech. Les mêmes

personnes que les Etats-Unis avaient emprisonnées, en Irak et en Afghanistan, et qui ont été, ensuite, libérées, ont mis en place le groupe Daech», a souligné M. Lavrov. sahartv.ir 20.11

ACTUALITE EN TITRES

Enfin une "excellente semaine". Vive la guerre et la barbarie s'écrie les marchés !

- Wall Street achève une excellente semaine par une dernière hausse - AFP

- Plus forte hausse hebdomadaire des marchés européens en un mois - Reuters

Ils en ont "rêvé" et leur voeu se réalise, quel bonheur !

- Contre «l'impuissance», ces jeunes qui choisissent l'armée - Liberation.fr

Depuis les attentats de vendredi, des volontaires affluent pour s'engager dans l'armée. Garçons et filles rêvent de défendre la France, mais aussi de trouver un emploi stable. Liberation.fr 20.11

Ils en crevaient d'envie. Ils appliquent l'état d'urgence dans les heures qui ont suivi son adoption.

- À Sens, le premier couvre-feu décrété en France - LeFigaro.fr

Après des perquisitions dans la commune de l'Yonne, le préfet a décidé d'interdire la circulation piétonne et routière entre 22 heures et 6 heures du matin.

C'est le premier couvre-feu instauré depuis les attentats du 13 novembre et la déclaration de l'état d'urgence. À Sens, les rues du quartier sensible de Champs-Plaisants devraient être désertes dans les soirées de vendredi, samedi et dimanche, de 22 heures à 6 heures du matin. Cette mesure d'urgence, décrétée vendredi par le préfet de l'Yonne, Jean-Christophe Moraud, interdit la circulation piétonne et routière - sauf pour les véhicules d'urgence - et s'applique à l'ensemble des quelque 7000 habitants de ce quartier chaud de la ville

«La violation du couvre-feu est punie de deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 750 à 30.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement», rappelle l'arrêté du préfet, rappelant la loi de 1955. LeFigaro.fr 20.11

Horreur, le soufflé serait-il déjà retombé ?

- A Paris, les hommages aux victimes peinent à mobiliser - LeMonde.fr

A moins que la psychose fonctionne à fond ?

- Une semaine après les attentats de Paris, les ventes de places de concerts dans la capitale ont baissé de 80% - Atlantico.fr

Leurs victimes innocentes dont tout le monde se fout.

- Double attaque contre une mosquée chiite en Irak, neuf morts - Reuters

- Attaque à Bamako: 27 morts dans la prise d'otages revendiquée par un proche d'Al Qaïda - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

- Le Liban appelle la Russie à l'aide - sahartv.ir

Le ministre libanais des Affaires étrangères a fait part de la demande éventuelle d'aides militaires anti-terroristes, de la part du Liban.

«Beyrouth demandera, probablement, à Moscou, des aides et des coopérations militaires, pour lutter contre le terrorisme», a affirmé à la chaîne d'information Russie 24, Gibran Bassil, le ministre libanais des Affaires étrangères, en visite, à Moscou.

«Le Liban entend, en premier lieu, utiliser sa capacité interne, pour combattre le terrorisme, mais si le besoin s'en fait sentir, il demandera ensuite à la Russie de l'aider dans cette lutte», a ajouté Gibran Bassil.

«Beyrouth à l'intention d'examiner la question des réfugiés syriens», a-t-il indiqué, en allusion à la poursuite des négociations, sur la Syrie.

A la suite de la récente explosion terroriste, à Dahiya du Sud, à Beyrouth, Vladimir Poutine, le Président russe, a fait part dans son message à l'adresse de Nabih Berri, le Président du Parlement libanais, de sa disponibilité à coopérer avec ce pays dans la lutte contre le terrorisme. sahartv.ir 20.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- L'entrepreneur corse Patrick Rocca reprend la SNCM, 600 postes supprimés, grève votée - AFP

L'entrepreneur corse Patrick Rocca a été choisi vendredi à Marseille pour reprendre la SNCM, une décision qui va entraîner près de 600 suppressions de postes sur un peu plus de 1.400 et qui a été suivie par le vote d'une grève reconductible dès vendredi soir.

Dès le jugement rendu, les salariés de la compagnie se sont réunis en assemblée générale sur un ferry de la compagnie et ont décidé de se mettre en grève immédiatement. Ils ont voté un arrêt de travail reconductible avec occupation des bateaux. Un préavis avait été déposé le 10 novembre par l'intersyndicale, à l'exception du Syndicat des travailleurs corses. FO a aussi fait savoir vendredi soir qu'il n'appelait pas à la grève, évoquant des "mouvements perpétuels qui ont largement contribué au déclin de l'entreprise". AFP 20.11

A FO on voit que le énième tournant droitier des lambertistes porte ses fruits...

Haut de page

Le 23 novembre 2015

CAUSERIE

Cette causerie m'a épuisé !

A chacun de choisir son camp.

- Adopter la position ni Assad ni Daesh, revient à livrer la République arabe syrienne aux barbares sachant que seul Assad incarne et peut incarner la souveraineté et l'unité de la Syrie et du peuple syrien...

Hier valait mieux encore le fascisme et la guerre que la révolution socialisme et la paix, toute proportion gardée sachant qu'Assad incarne une république démocratique bourgeoise et laïque et non le socialisme.

- Ne pas faire de distinction entre les bombardements des Américains et leur coalition et ceux des Russes, c'est faire le jeu des hordes barbares qui ont déferlé sur la Syrie pour la détruire et massacrer son peuple afin de parvenir à renverser le régime et s'emparer du pouvoir pour le compte des Américains

Le POI a officiellement scissionné ou éclaté en deux partis.

Désormais il existe le POI et le POID.

Communiqué du POID - Paris, le 22 novembre 2015.

Extrait.

- Confrontés à la crise du POI — qui a vu deux congrès issus de celui-ci se tenir ce week-end — les délégués ont constaté, d'une part, que le congrès pour le POI des origines représentait légitimement le Parti ouvrier indépendant, tant par le nombre d'adhérents que par la continuité de sa politique et la fidélité au manifeste de fondation de 2008, et, d'autre part, que la situation ainsi créée pouvait être source de troubles pour les travailleurs, militants et jeunes.

Dès lors, tant pour lever les confusions que pouvait entraîner une situation où deux formations politiques auraient le même sigle que pour se tourner résolument vers les tâches de construction, ils ont estimé nécessaire de préciser l'appellation du parti : Parti ouvrier indépendant démocratique.

- Constatant l'écho rencontré par la diffusion de La Tribune des travailleurs, qui passe cette semaine le cap des 2 000 abonnés, le congrès a décidé que La Tribune des travailleurs serait l'organe du Parti ouvrier indépendant démocratique. Fin de l'extrait.

Si un militant nous envoyait *La Tribune des travailleurs* nous mettrions quelques pages en ligne.

Un courriel reçu d'un camarade du POI.

- "*On se méfie d'internet car ceux d'en face nous espionnent et nous pondent des assignations pour modification de comportement portant atteinte à la sécurité de l'état qu'ils contrôlent ; je suis intervenu parmi mes camarades pour protester contre le dernier IO qui ne formalise pas la levée de l'état d'urgence, arrêt des bombardements, retrait des troupes ; le congrès en cours n'y changera rien car présenté comme tactique pour éviter dissolution, annulation de la manif du 5 prochain, par des militants du CCI ; le combat est donc à l'intérieur du parti pour convaincre, conforté par une grande partie des gens que je côtoie qui refuse cette entreprise de guerre et cette dictature dite urgente, à plus.*"

Internet a toujours fait l'objet d'une surveillance de la part des autorités. Les lois qui ont été adoptées en France et dans de nombreux pays ont seulement servi à légaliser et à légitimer une pratique courante afin de pouvoir étendre le champ de cette surveillance, et ils se sont servis des opérations terroristes qu'ils ont montés eux-mêmes pour que la population y adhère.

Je me souviens encore un dimanche matin quand je diffusais sur le marché à Clichy (92) entre 1978 et 1981, on avait observé un type posté de l'autre côté du boulevard Jean Jaurès devant la mairie en train de nous photographier.

On l'avait surpris, parce que nos dirigeants en plus de nous avoir soumis à un régime digne de figurer sous un régime militaire hérité de la clandestinité 35 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale (pseusonyme et langage codé), nous avait inculqué la crainte des provocations, des agents infiltrés dans le parti et celle de l'agression sur la voie publique qui devait contribuer à agir sur la personnalité des militants et la modifier de telle sorte qu'ils deviennent plus ou moins paraoïaques ou schizophrènes, ce qui devait permettre de mieux les contrôler. En réalité cette crainte qu'on nous avait inoculée portait sur tout ce qui était extérieur au parti, cela allait des gens ou des militants qu'on pouvait être amené à rencontrer, aux publications des autres partis, de sorte que bien qu'on intervenait publiquement dans la lutte des classes, on était pour ainsi dire coupés du reste de la société. Cela allait encore beaucoup plus loin, mais bon, on ne va pas perdre son temps avec cela. On retiendra que c'est le meilleur moyen pour développer un état d'esprit semblable à celui qui existe dans les sectes.

Le IO n° 378 a littéralement zappé l'état d'urgence et les décisions annoncées par Hollande dans la foulée du carnage du 13 novembre, c'est le seul parti en France à avoir agi de la sorte. Honte à ses dirigeants ! Mais à mon avis c'est un sentiment qui leur est étranger ou qui ne peut pas les atteindre.

Ton combat est louable, il faudrait chasser tous les dirigeants et cadres du POI qui se satisfont de ce numéro d'Informations ouvrières ou l'absence de prise de position de ton parti. Si le conditionnel exprime un potentiel réalisable au moment où on l'emploie ou dans un futur proche, je ne suis pas du tout certain qu'il soit vraiment approprié ici, sauf à se faire des illusions.

Les dirigeants du POI tout comme ceux du NPA, de LO ou du PCF, du Front de gauche tiennent en permanence un double langage et jouent un double jeu, à l'instar du PS autrefois, beaucoup moins depuis 1981, ou encore les dirigeants des syndicats.

On peut décider de ne pas en tenir compte ou de s'en accommoder, et se dire que l'essentiel serait ailleurs, on se demandera bien où, car finalement c'est cette pratique détestable qui a mené le mouvement ouvrier et son avant-garde où ils en sont aujourdhui.

La plupart des militants refusent de l'admettre, ils ne veulent pas ou ils ne parviennent pas à comprendre que cela a toujours fait le jeu du régime au lieu de servir notre cause, alors que le constat qu'on a sous les yeux est sans appel, la mise en place d'un nouvel ordre mondial synonyme d'une dictature absolue est devenu une réalité tangible, palpable, doté de nombreuses institutions supranationales, que certains découvrent seulement aujourd'hui, alors qu'il n'a cessé de marqué des points ou de franchir de nouvelles étapes depuis 1944, pendant que l'espoir de pouvoir renverser le régime et changer la société ou passer au socialisme n'a cessé de reculé ou a été quasiment abandonné.

Malgré tout, cela n'empêchera pas de nombreux militants qui n'ont manifestement jamais saisi ce qu'était réellement le socialisme ou le marxisme, qui de fait se sont détournés de ses objectifs politiques ou les ignorent, de vanter les vertus de ce double jeu que l'on caractérisera de concession, conciliation, collusion, de compromission avec le régime parce qu'elle aurait permis des avancées sociales, une meilleure répartition des richesses entre les classes en somme qui nous ramène au réformisme bourgeois que combattirent avec acharnement Marx, Engels, Lénine et Trotsky, parce que cette conception de la lutte de classe contribuait à enchaîner davantage les masses exploitées au capitalisme et à les entraîner dans son sillage dans la guerre et la barbarie.

Accepter ce double langage et ce double jeu, c'est lié le sort du prolétariat à celui que le régime lui réserve, c'est abandonné l'objectif politique pour lequel le mouvement ouvrier combattit depuis l'Association internationale des travailleurs (1864). Finalement cela revient au lieu de combattre pour briser nos chaînes à les revendiquer, en espérant que notre geolier consentira à y ajouter quelques maillons histoire de nous soulager ou nous rendre la vie d'esclave plus supportable ou à subordonner la lutte de classe que nous menons dans cette unique perspective, une fois abandonné celle de notre émancipation du capital ou du socialisme.

On notera que tous les intellectuels qui rejettent le socialisme ou les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes, qui sont incapables ou qui refusent de rompre avec le capitalisme emploient la même méthode.

Quand nous évoquions le risque d'une dictature quelques jours avant le 13 novembre et depuis bien plus longtemps encore

Pendant que le développement de la situation en France (et dans tous les pays dits développés) tendait de plus en plus ouvertement vers l'instauration d'une dictature ou le fascisme au fil de l'évolution de la crise du capitalisme sans issue, et nécessitait de concentrer le combat politique contre l'Etat et les institutions de la Ve République, certains axeront leur politique contre l'UE ou prôneront le retour à la démocratie, la défense de la République qu'aurait incarné à un moment donné l'Etat, cet Etat, le même Etat, l'Etat bourgeois, des capitalistes, anti-ouvrier, antisocial, colonial, impérialiste, qui comme par enchantement aurait incarné autre chose un jour, autrefois.

On ne sait pas trop quand au juste, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale peut-être, lorsque cet Etat et cette République, la IVe, devait mener la guerre en Indochine, puis en Algérie, etc. tout en continuant de piller l'Afrique, à soutenir Israël, à moins que ce ne soit sous la Ve qualifiée de bonapartiste et d'antidémocratique et qui institutionnalisera le dialogue social et continuera le pillage de l'Afrique, la reconstruction de l'Etat et de la capacité industrielle du capitalisme français sur fond d'augmentation de la productivité, la mise au travail systématique des femmes ou leur exploitation qui sera présentée comme un progrès social, le tout avec le soutien de la SFIO, du PCF et des syndicats, allaient permettre aux capitalistes d'accumuler à nouveau de gigantesques profits dont ils allaient faire profiter généreusement leurs esclaves au détour de la lutte de classe du mouvement ouvrier déjà complètement corrompu par le réformisme et qui allait être subordonné à cet unique objectif, au point de se détourner totalement de l'objectif initial de son combat, la lutte pour son émancipation du capital ou pour le socialisme...

Bref, autrement dit ce qu'ils réclamaient correspondait exactement à l'inverse de l'objectif qu'on devait se fixer, renverser les institutions en place pour instaurer une République sociale, un Etat ouvrier, la démocratie de la majorité sur la minorité que Marx a appelé la dictature du prolétariat et qui pour cette raison effraie tant nos braves révolutionnaires et anticapitalistes. Voilà un bel exemple de double langage et de double jeu.

Défendre la République démocratique bourgeoise, l'Etat bourgeois contre ceux à Bruxelles, Washington ou ailleurs, à la Bourse par exemple voulaient les liquider, devait nous aider à avancer vers le socialisme ou à en finir avec le régime, or c'est tout l'inverse qui s'est produit en réalité. Non seulement cela n'a pas pu éviter que les valeurs de la République soient de plus en plus souvent piétinés et que les principes de la démocratie soient soumis au même régime, mais en plus cela n'a permis ni d'élever le niveau de conscience des masses ni de les organiser ou de contruire le parti, de doter le prolétariat d'une nouvelle direction, de le préparer aux futurs affrontements avec la classe dominante et son Etat devenu encore plus policier lorsqu'ils passeraient à l'offensive contre tous nos droits sociaux et politiques.

Ils ont défendu leur République et leur Etat sans que le prolétariat et le mouvement ouvrier n'en tirent le moindre profit à terme, cette précision est importante et les militants feraient bien de se le graver dans le cerveau une fois pour toute, sinon d'être plus amarrés que jamais au char du capitalisme qui poursuit sa course inexorable vers l'abîme auquel il est promis.

A l'opposé, nous avons expliqué que le meilleur moyen de défendre les valeurs de la République et les principes de la démocratie devait consister à combattre pour une République sociale. Il était clair, évident ou logique que ne pas mener le

combat politique dans cette perspective aussi éloignée soit-elle dans le temps, devait fatalement aboutir à soutenir le régime en place, son Etat, sa République et sa démocratie, on pourrait même ajouter pour ne rien oublier la conception du socialisme adoptée par le PS et ses dirigeants.

On ne leur reproche de ne pas avoir pu éviter les coups portés aux valeurs républicaines ou aux principes de la démocratie, mais d'avoir entretenu la confusion sur la nature du régime, de l'Etat, de la République et de la démocratie dont se réclament l'ensemble des représentants de l'ordre établi, confusion (ou double jeu et langage) qui au-delà de leurs prises de position lors du traité de Maastricht (1992) ou du TCE (2005) servira finalement le régime, puisqu'elle a permis de détourner du combat politique des milliers et milliers de militants qui s'étaient radicalisés ou se couper des travailleurs les plus avancés et ainsi s'interdire de construire le parti.

Le jour où on aura compris qu'on ne combat pas un régime en en vantant les mérites, on aura réalisé un grand pas en avant.

Depuis plus d'un demi-siècle chacun a pu constater où cela nous avait mené de renier des principes, de remiser au fond d'un tiroir le programme de la révolution socialiste, de vouloir absolument nous associer avec des gens extérieurs au mouvement ouvrier, de ménager le PS, le PCF, les appareils pourris des syndicats, etc. on observera qu'à ce jeu-là c'était toujours le plus puissant qui l'emportait et que ceux qui avait eu la faiblesse ou commis l'erreur d'initier de tel processus en étaient toujours sortis perdants, de l'entrisme dans le PS, du soutien ouvert au PS, au front unique en direction du PS et du PCF, ou encore du pacte passé avec certains appareils syndicaux. Cela ne concerne pas qu'un seul parti, mais tous les partis dits de l'avant-garde, le POI, le NPA et LO. Ces pratiques au lieu de rassembler l'avant-garde révolutionnaire ont contribué à sa dislocation, c'est le seul résultat qu'on retiendra ou qui présente une valeur ou un intérêts pour nous, notre cause, le socialisme.

En voici un exemple caricatural inspiré du discours que les dirigeants du POI n'ont cessé de tenir pendant des décennie

- FO. Après le 13 novembre : défendre la démocratie et les valeurs républicaines - Jean-Claude Mailly 16.11

- "*Plus que jamais il nous faut donc défendre non seulement la démocratie, mais aussi les valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.*", la démocratie en général comme disait Lénine, c'est celle qui ne profite qu'aux nantis qui détiennent le pouvoir pour mieux asservir le peuple. Quant aux valeurs républicaines lorsqu'elles n'ont pas un contenu de classe précis, elles serviront de préférence les intérêts des capitalistes. C'est de la démagogie.

- "*La république est un atout et un idéal, rien ne doit pouvoir l'affaiblir ou la détourner...*" à croire qu'il faudrait l'adopter telle qu'elle existe et s'en réjouir ! Mailly tient le même discours que Hollande et Valls, normal.

Barbarie. La guerre et le terrorrisme se complètent. Cest la poursuite par d'autres moyens de la politique menée par la classe des capitalistes contre le prolétariat mondial.

La guerre et le terrorrisme s'inscrivent dans la continuité de la politique menée par les puissances occidentales pour préserver leur hégémonie sur le reste du monde et instaurer un nouvel ordre mondial reposant sur une dictature intégrale.

La réelle menace sur les libertés. Qui commet en France des actes de guerre ?

Vendredi soir, une cinquantaine d'habitants de l'immeuble de la rue Corbillon, dont 22 enfants qui ont été évacués pour l'intervention policière, étaient toujours hébergés à titre provisoire dans un gymnase municipal. Ils ne peuvent plus réintégrer leur immeuble, qui menace de s'écrouler suite aux échanges de tirs. Pas moins 5000 balles ont été tirées par les seuls policiers, ainsi que des grenades, qui ont fragilisé les structures du bâti. «De toutes les façons, après ce qu'il s'est passé dans cet immeuble, les familles sont traumatisées et n'avaient aucune intention d'y retourner» souligne Stéphane Peu. liberation.fr 20.11

- ...une autre « thèse » pour laquelle si tous les criminels fanatiques sont morts, les autorités les auraient tués pour les empêcher de parler. Nous savons désormais que ces fanatiques partent volontairement à la mort et ont actionné leur ceinture explosive. Nous dénonçons de telles élucubrations. M'PEP 15.11

Des grenades lacrymogènes, assourdissantes, paralysantes auraient suffi à neutraliser les deux ou trois terroristes qui se trouvaient dans cette immeuble. Les forces de police non menacées et surarmées ont préféré sur ordre procéder à un massacre en règle ou les forcer à s'exploser.

M'PEP 15.11

- "*L'état d'urgence décrété par le président de la République, s'il était nécessaire, ne doit pas être prorogé au-delà du délai légal de 12 jours.*", donc le M'PEP soutient l'instauration de l'état d'urgence.

- "*Il est temps que le Parlement débatte des buts et des moyens de la guerre de la France contre les groupes de criminels fanatiques qui la menacent.*", parce qu'il y aurait quelque chose de bon à attendre du Parlement ? Le M'PEP soutient ainsi la guerre que mène l'Etat français contre la Syrie.

- "*il faut donner les moyens à l'armée française, à la justice et à la police, de protéger efficacement les citoyens*", sans changement de régime au préalable, signifie renforcer l'appareil de répression de l'Etat des capitalistes qui utilise cette armée, cette justice et cette police pour défendre l'ordre établi, réprimer, mâter le mouvement ouvrier.

Réaction d'un internaute à la suite de cet article.

- "*« le régime en place, certes criminel, de Bachar el-Assad » : cette expression est encore une fois une concession inutile à la propagande du Quai et des médias (qui sont, faut-il le rappeler, assez peu indépendantes puisqu'au mains d'un capital souvent pro-guerre).*"

Le M'PEP tient en permanence un double langage et joue un double jeu parce que ses dirigeants sont corrompus par le régime et n'entendent pas rompre avec lui et l'affronter, voilà tout.

L'opportunisme peut aller encore beaucoup plus loin.

On peut également s'interroger sur la condamnation de l'intervention militaire de la Russie en Syrie, sachant que sans cette intervention l'armée syrienne qui était en difficulté face aux barbares risquait de se disloquer et de leur laisser le champ libre pour s'emparer de l'Etat et de l'ensemble de la Syrie.

Le POI (Démocratique) a adopté une position qui relève du dogmatisme ou de la propagande pure, donc coupé de la réalité.

Dans un communiqué du 14 novembre le POI (Démocratique) condamne sans distinction "*les gouvernements des grandes puissances au service des multinationales et de la classe capitaliste*" qui interviennent militairement notamment en Syrie, ce qui au premier abord est correct sur le plan des principes, mais l'est moins dès qu'on tient compte de la réalité du terrain, sachant que ce n'est pas directement les Américains et leurs alliés qui menacent la souveraineté et l'intégrité de la Syrie, mais bien une multitude de mercenaires improvisés ou professionnels qui se déversent en flot continu sur la Syrie, donc cette condamnation si elle était prise en compte à la fois par les Américains et par les Russes favoriseraient les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique au détriment de la République arabe syrienne.

Pour cette raison nous ne pouvons pas partager cette position. On aura constaté également que le POI (Démocratique) ne dénonce pas la collusion qui est de notoriété publique entre le gouvernement français et les autorités saoudiennes, qataris, turques avec lesquels il est allié, commerce et auxquelles il vend des armes qui finissent entre les mains des barbares en Syrie et en Irak ou servent à bombarder le peuple yéménite.

Communiqué qui se terminait par une misérable et logique supplique à l'adresse des dirigeants syndicaux vendus au régime : "*Ce combat implique — plus que jamais dans la situation dramatique que nous connaissons — que les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière ne cèdent pas à l'invitation qui leur est lancée de se joindre à l'union sacrée avec le gouvernement et le patronat.*", comme si au quotidien leurs dirigeants ne collaboraient pas avec le patronat et le gouvernement. Encore le double langage et le double jeu, on le retrouve partout.

Nous, nous n'avons rien à dire ou à attendre des dirigeants syndicaux auxquels nous refusons de nous adresser, on combat au côté des travailleurs sur leurs revendications et c'est à eux seuls que nous avons des comptes à rendre, et à personne d'autres, surtout pas à ces agents du régime.

Pour ceux qui n'auraient pas encore compris de quoi il s'agit. Il faut avoir à l'esprit que lorsqu'on réclame quelque chose de quelqu'un, il faut s'attendre à ce qu'en échange on exige quelque chose de notre part. Franchement, vous accepteriez de vous retrouver dans cette situation face à ces vendus, d'être leurs obligés ?

Quand la propagande de la réaction est reprise en choeur.

Selon la version officielle reprise en choeur par la quasi totalité des partis politiques et unanimement par les syndicats depuis 2011, le président et le régime syrien serait responsonsable du déclenchement de la guerre en Syrie et de l'expansion des différents mouvements terroristes issus d'Al-Qaïda.

La version officielle nie le rôle joué par les Etats-Unis, Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, la France et la Grande-Bretagne ainsi que celui d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique. La version officielle nie également les liens qui unissent ces différents acteurs en les présentant comme des ennemis, tout comme elle nie l'instrumentalisation par les puissances occidentales des différents groupes terroristes.

La version officielle a donc pour fonction, au-delà de la propagande de guerre qu'elle contribue à diffuser en direction de la population mondiale pour la conditionner afin qu'elle y adhère, de faire reporter la responsabilité de cette guerre exclusivement sur les représentants de la République arabe syrienne présentés comme des tyrans sanguinaires, d'horribles dictateurs.

Pour fonctionner, la version officielle doit s'employer à déformer systématiquement la réalité et lui substituer une réalité que ses auteurs ont totalement fabriquée pour l'occasion.

Dès lors, ses représentants et ceux qui la partagent ne supporteront pas que quiconque relate des faits qu'ils ont délibérément occultés et qui contredisent leur version. Et ils seront d'autant plus encouragés à s'en prendre à leurs opposants, dans la mesure où ils savent qu'à de rares exceptions que ceux-ci se sont livrés eux-mêmes à une manipulation en empruntant ou partageant certains de leurs arguments falsifiés qui sont à la base de leur propagande.

Ils savent donc que le consensus qui existent entre eux et la plupart de leurs opposants sur la nature du régime syrien et l'origine du déclenchement de cette guerre, est l'expression d'un autre consensus plus général qui a été scellé entre eux pour assurer la pérennité du régime capitaliste en France, et que leurs opposants pris à leur propre piège ne pourront pas ou n'auront pas la volonté de développer à fond une argumentation qui porterait atteinte à l'ordre établi ou remettrait en cause le soutien qu'ils lui accorde, autrement dit sachant qu'en réalité ils figurent dans le même camp, ils peuvent exiger que leurs adversaires plus que leurs ennemis se soumettent et adoptent à leur tour la stratégie qu'ils ont adoptée pour que la classe dominante conserve le pouvoir ou que le capitalisme se survive à lui-même.

Ils pourront agir de même avec les partis du mouvement ouvrier qu'ils savent corrompus.

Certains préfèreront se terrer comme des rats (POI) en adoptant un silence complice en refusant de condamner notamment l'instauration de l'état d'urgence, d'autres le dénonceront du bout des lèvres (NPA, LO), les uns et les autres présentant la même vulnérabilité que les intellectuels qui ont pris position contre le bombardement de la Syrie pour avoir adopté la propagande officielle sur la situation en Syrie dès 2011, et tels des provocateurs à la solde du régime ils s'exposeront à la réaction violente des représentant du pouvoir (partis et médias) en place pour finalement être incapables ou refuser d'axer leur politique contre le régime ou les institutions, et développer une politique incohérente et opportuniste qui ne leur permettra pas de bénéficier du soutien des masses, participera à leur isolement et exposera inutilement leurs militants à la répression, que leurs dirigeants dénonceront et ainsi de suite...

En résumé, la réaction sait parfaitement à qui elle a à faire, apparemement il n'y a que les militants qui l'ignorent.

Elle sait que pour être liés au régime ils ne peuvent pas revenir en arrière et interpréter la situation en Syrie autrement qu'en reprenant la propagande de guerre officielle développée depuis 2011. Elle leur a vendu la version d'Assad le boucher et des rebelles modérés (ASL) qu'elle a inventés à Londres et Paris et qu'ils ont adoptée en choeur, à partir de là elle sait qu'ils sont empétrés dans des contradictions qui les fragilisent et elle n'a plus qu'à se lâcher et leur taper dessus pour les présenter comme des complices du terrorisme, sans que le mouvement ouvrier n'en tire le moindre profit, au contraire.

Les uns et les autres contibuent à fournir des arguments à la réaction contre ceux qui combattent réellement le régime. Voyez dit-elle comme ces gens qui se disent socialistes ou internationalistes soutiennent les barbares, etc.

Les populistes contribuent à alimenter la chasse aux sorcières contre tous les intellectuels dans l'ensemble des médias, des institutions et du pays, interdisant de la sorte à ce qu'ils se rassemblent contre le régime, et les gauchistes poursuivent leur oeuvre de division et de dislocation, de démolition du mouvement ouvrier pour le compte du régime.

Mourrir pour des idées mais de mort lente (G.Brassens) , nous dirions plutôt mourrir pour des idées qui soient les nôtres et non celles de notre ennemi.

Voilà où devait conduire le révisionnisme ou l'abandon du marxisme, du socialisme, du communisme, du trotskysme, mais c'est à croire que la plupart des militants sont tellement gangrenés par le réformisme bourgeois ou l'idéologie de la classe dominante véhiculée par leurs partis, embourgeoisés, il faut dire les choses telles qu'elles sont à la manière de Marx et Engels, que tant que des bombes ne leur tomberont pas sur la gueule ou qu'ils n'auront pas le ventre vide, ils demeureront incapables de comprendre quoi que ce soit à la situation, de changer de registre ou de tout simplement réfléchir, en fait tout témoigne que le niveau de conscience dont ils se vantent n'est pas plus élevé finalement que celui de la majorité de la population qui demeure ignorante et manipulable.

Comment je peux me permettre d'en arriver à cette conclusion, de mille manières, ce ne sont pas les témoignages qui manquent, d'ailleurs c'est bien simple, les militants le revendiquent eux-mêmes, il suffit de les écouter ou de les observer. Et puis je n'ai reçu aucun courriel de soutien en dehors des deux camarades qui partagent l'essentiel de nos idées, j'en déduis donc que nous ne sommes que trois militants en France décidés à axer résolument notre combat politique contre le régime et ses

institutions, sachant que des dizaines de milliers de militants connaissent l'adresse de notre portail ou courant politique.

L'un d'entre eux a écrit avant-hier :

- "*Encore félicitations pour le gros travail de récupération des articles. C'est important de chercher le maximum d'éléments qui peuvent contre-carrer les discours « officiels ».*"

Merci pour tes encouragements.

Pour terminer cette causerie, on aura compris que la réaction a horreur par dessus tout de la vérité qui est son pire ennemi, qu'on révèle les dessous de sa propagande de guerre et du même coup qu'on dévoile ses véritables intentions, pire, qu'on s'en serve pour dresser les masses exploitées contre le régime.

On invite nos lecteurs à tout reprendre à zéro et à lire ou relire nos causeries depuis août 2008, ils y trouveront amplement matière à réflexion ce qui leur permettra peut-être de progresser. L'air de rien, c'est cela aussi qui m'y a aidé. On les incite aussi à cesser de faire joujou avec leur ordinateur, à se déconnecter, à éteindre leur poste de télé et de radio, à cesser d'être les esclaves d'un mécanisme abrutissant ou particulièrement pervers ou nocif qui tend à les rendre prisonnier du présent comme si le passé n'avait jamais existé ou n'avait aucune importance, alors que c'est là que se trouve en majeure partie l'explication à nos problèmes et les matériaux pour interpréter la situation.

Cetta quasi addiction à l'actualité quotidienne ou immédiate contribue aussi à vous abrutir en vous bourrant le crâne de milliers d'informations qui ne serviront à rien, dès lors qu'on ne prend pas le temps de les analyser, ce qui nécessite de prendre un certain recul ou de les recadrer dans un cadre plus large et un minimum de concentration. Pire encore, puisque pratiquement chaque info comporte son lot de matériaux toxiques à travers lesquels s'écoule l'idéologie de la classe dominante, un mot suffit, et ce n'est certainement pas en lisant un article en une poignée de secondes qu'on les détectera, sauf à avoir acquis une solide expérience en la matière, ce qui n'est pas le cas de la plupart des militants. Dans nos causeries antérieures on a étudié en détail cette question à partir de centaines d'exemples qui permettent d'acquérir cette expérience rapidement.

Les populistes pris à leur propre piège.

La version frauduleuse de la situation ou des événements qui ont marqué le début des affrontements armés en février-mars 2011 en Syrie, que le mouvement ouvrier et la presque totalité des intellectuels ont repris à leur compte à la suite du gouvernement, d'Obama, de l'OTAN, etc, constitue le levier à partir duquel la réaction s'attaque à ceux qui s'opposent à l'état d'urgence et au bombardement de la Syrie par la France.

- Michel Onfray dénonce les bombardements français contre les djihadistes de Daesh - 20minutes.fr 21.11

- «*Est-ce qu'il n'y a pas des chancelleries, des diplomaties, des pays avec lesquels on pourrait envisager autre chose que bombarder l'Etat islamique?*», apparemment il ignore ou feint d'ignorer que tout dernièrement la France a bombardé une centrale électrique et des batiments publics, bref les infrastructures de la Syrie.

- Michel Onfray avait publié sur son compte Twitter: «*Droite et gauche qui ont internationalement semé la guerre contre l'islam politique récoltent nationalement la guerre de l'islam politique*», ineptie complète, puisque c'est le wahhabisme ou l'Arabie saoudite qui incarne ou qui est à l'origine de l'islam politique, or à notre connaissance la France n'a pas déclaré la guerre à ce pays, elle en est même un de ses zélés alliés au côté d'Israël et des Etats-Unis.

- Michel Onfray a estimé qu'«*on est toujours instrumentalisé par tout le monde*», qu'il parle pour lui et ses semblables !

- «*Je suis un citoyen philosophe qui estime qu'il faut sauver la paix*», s'est-il justifié, intention insoutenable, sans lutter pour le renversement du régime en France vous serez toujours un petit soldat des guerres impérialistes. Onfray est un démagogue, un de plus. (Source : 20minutes.fr 21.11)

Réaction d'un internaute suite à la parution d'une vidéo de Daesh dans laquelle est reproduit une partie du discours d'Onfray.

- "*Cette vidéo apparaît de manière tout à fait opportune alors que M.Onfray est en conflit larvé avec BHL et la politique schizophrénique que mène nos politiciens au Proche et au Moyen-Orient.*

A croire que le service de communication de Daesh c'est le service de communication de l'Élysée... de Washington... de Tel-Aviv.

On risquerait de voir un paquet de dissidents, du jour au lendemain, devenir les "pop stars" de Daesh... un costard sur mesure pour

les discréditer aux yeux d'une population inculte et inerte et les faire interdire à tout jamais.

On descend toujours plus bas."

En famille. Tartuferie entre le maître et son valet qui "***pense***". Depuis quand un laquais pense-t-il ?

Grille de lecture.

Au-delà du double langage habituel du démagogue, Mélenchon cautionne ouvertement l'instauration de l'état d'urgence qui aurait la vertu d'"apaiser" les craintes de la population, alors qu'il a été décrété par ceux qui la terrorise en réalité, ne serait-ce qu'en se rendant coupable de la régression sociale sans fin qui frappe les couches les plus fragiles du prolétariat qu'il conduit au désespoir.

Il va même plus loin en légitimant les "lois" liberticides déjà adoptées dont ils réclament l'application, et qui n'ont pour seul objectif de protéger le régime et non la population.

Pour terminer, il confirme qu'il a bien adopté la Constitution de la Ve République au lieu de combattre pour son abolition en regrettant uniquement le moment choisi et la procédure retenue pour la modifier par Hollande.

On aura compris qu'on est en présence d'un agent du régime et rien d'autre.

- Attentats: Mélenchon "pense" qu'il n'aurait pas voté l'état d'urgence - AFP

"Sans doute le gouvernement pense-t-il que de cette manière il rassure la population qui a besoin de l'être. (...) Je ne me moque pas de ceux qui ont voté l'état d'urgence, je comprends que cela est fait pour apaiser. Mais (...) le contenu de l'état d'urgence n'apporte quasiment rien aux lois dont nous disposons déjà pour pourchasser les terroristes", a expliqué M. Mélenchon, soucieux de ne pas adopter un ton polémique.

M. Mélenchon aurait préféré que la prolongation de l'état d'urgence soit soumise au vote "tous les 15 jours par exemple comme l'ont proposé (s)es camarades".

Il a également déploré que le président de la République ait annoncé lundi une révision de la Constitution "en plein deuil national" et "en oubliant une fois de plus le peuple français qui doit être appelé au processus constituant". AFP 22.11

Inepties à la pelle lues dans différents articles.

Et je n'ai lu que le tiers des articles que j'ai téléchargés.

- "*L'Etat islamique (...) a montré qu'il pouvait se venger*", alors que ce serait plutôt l'oligarchie financière qui ne supportent pas que des chefs d'Etat ou des peuples leur résistent... En faisant croire que les barbares agiraient de leur propre chef ou seraient indépendants de toute autorité supérieure, il s'agit là de l'épargner, d'en détourner l'attention de la population. Qui est-elle cette autorité supérieure sinon les dizaines de banques dans lesquelles transitent leurs millions de dolars, les multinationales et les Etats qui leur achètent le pétrole qu'ils ont volé à l'Irak et à la Syrie...

- "*Il y a peu de signes que les dirigeants du G20 réunis en Turquie aient compris la nature du conflit dans lequel ils sont engagés*.", alors de quoi pourrait-on les accuser franchement...

- "*Une autre erreur que font les dirigeants du G20 est de persister à sous-estimer l'EI.*", alors que tous savent que c'est une créature des Américains, Saoudiens, Qataris, Turcs et des Israëliens, sans oublier les Britanniques qui abritaient le siège des Frères musulmans. Et puis personne n'est parfait, chacun à le droit à l'erreur, faisons preuve de tolérance envers nos bourreaux...

- "*La seule vraie solution est la destruction de l'EI*", non, la seule solution c'est de renverser les régimes en place dans les pays occidentaux qui dominent l'économie mondiale. Ils peuvent en arriver à détruire le monstre qu'ils ont créé, de la même manière qu'ils liquident les agents qu'ils avaient recrutés quand ils n'en ont plus besoin ou deviennent trop embarrassants.

Mais ce jour-là, s'il devait arriver un jour ne serait pas forcément une bonne nouvelle, au contraire, on aurait du souci à se faire, car cela signifierait que la réalisation de leur plan serait si avancée qu'ils estimeraient impossible que désormais il puisse être entravé par la lutte des classes et que rien ni personne ne pourrait les empêcher de parvenir à leur fin, autrement dit instaurer leur dictature absolue sur le monde.

- "*La condamnation des fanatiques assassins ne peut suffire, il faut les combattre efficacement et les éliminer définitivement.*

Deux fronts sont nécessaires pour y parvenir : celui de la mise en place d'une large coalition internationale agissant sur mandat de l'Organisation des nations unies (ONU)", cela doit être la version internationaliste du réformisme bourgeois appliqué à tous les impérialistes pour qu'ils contribuent à un meilleur partage des richesses... entre eux au détriment de tous les peuples, la mission de l'ONU en somme.

- "*Bachar el Assad est certes un dictateur*", moins apparemment qu'Obama, Hollande, Cameron, Merkel, Roy, Renzi, etc. ainsi que tous ceux qui les ont succédé au pouvoir lors des décennies antérieures, si on en juge par le nombre de guerres de rapine à travers le monde auxquelles ils ont participé ou qu'ils ont soutenues, coups d'Etat, assassinats d'opposant, guerres civiles, génocides, famines, etc. dont ils sont coupables ou qu'ils ont fomentés. Assad, aucune. Il a juste réprimé férocement en Syrie un soulèvement orchestré par les Frères musulmans armés par l'Arabie saoudite et le Qatar.

Cette caractérisation d'Assad et du régime syrien qui est l'oeuvre de faussaires et qui nous vient de Bush a été reprise en choeur par la totalité des chefs d'Etat occidentaux et des dirigeants du mouvement ouvrier, mais cela n'interpelle pas les militants, ils s'en contentent, à croire qu'ils sont aussi naïfs qu'un élève de 6e qui va apprendre par coeur ce qui figure dans son manuel d'histoire rédigé par Hachette par exemple ou Lagardère qui vend des missiles à l'Arabie saoudite et au Qatar.

- "*N'est-ce pas le signe d'une politique étrangère absurde ?*", ben voyons, ils ne sauraient pas ce qu'ils font !

- "*En Syrie comme en Libye, nos gouvernants n'ont pas seulement commis une faute morale, ils ont aussi fait preuve d'une grande incompétence.*", au contraire, ils ont été parfaits ! A ceci près que la situation n'a pas évolué comme ils l'avaient prévue, leur reprocher, c'est regretter qu'ils n'aient pas atteint leur objectif, renverser Assad.

- "*force est de constater que nos dirigeants n'ont tiré aucune leçon des erreurs passées*", au contraire on pourrait dire que le mimétisme était pratiquement parfait ! D'ailleurs ils avancent pendant que nous nous piétinons ou notre cause ne cesse de perdre du terrain, non, vous ne l'avez pas remarqué, c'est que vous êtes de mauvaise foi ou aveugle.

- "*En hurlant sur tous les toits que "le dictateur devra payer pour ses crimes", quel choix lui a-t-on laissé autre que celui de mener une guerre jusqu'auboutiste ? Aucun. Dès lors, il ne nous restait plus qu'à choisir les groupes d'opposition à armer et espérer ainsi maîtriser l'issue du conflit (émergence d'un régime ami). Sauf que ... raté, ce sont encore les djihadistes qui ont pris le dessus.*", pas de bol décidément ! Assad aurait mieux fait de capituler et laisser les Américains s'emparer de la Syrie pour mieux la dépecer, sauf que voilà les Syriens tiennent à l'intégrité territoriale de la Syrie et ils se sont rangés au côté d'Assad, alors ils partagent la responsabilité de la situation. Bravo !

Rappel. Fabius pire que Bush et Obama réunis.

- Pression militaire et succès diplomatique pour les rebelles syriens - Le Monde 13.12.2012

- ...la décision des Etats-Unis de placer Jabhat Al-Nosra, un groupe djihadiste combattant aux côtés des rebelles, sur leur liste des organisations terroristes, a été vivement critiquée par des soutiens de l'opposition. M. Fabius a ainsi estimé, mercredi, que"*tous les Arabes étaient vent debout*" contre la position américaine, "*parce que, sur le terrain, ils font un bon boulot*". "*C'était très net, et le président de la Coalition était aussi sur cette ligne*", a ajouté le ministre. Le Monde 13.12.2012

Les "*Arabes*", ce sont ses amis les monarques et émirs du Golfe et de la région qui dirigent des régimes féodaux, théocratiques, ploutocratiques, corrompus, dictatoriaux, soumis à la charia, sans constitution ou aussi consistante qu'une feuille de papier hygiénique avec laquelle ils se torchent, les institutions réduites à leur cour ou à des figurants d'opérette, où les partis politiques et les syndicats sont hors la loi, où les femmes, les immigrés et les minorités en tous genres sont réduits à l'état de sous-espèce humaine, un modèle de démocratie pour Fabius, Valls et Hollande, et donc le PS dont ils figurent parmi les principaux dirigeants.

A qui devait profiter le crime ?

- Cotes de popularité de Hollande et Valls en hausse après les attentats - AFP

- Attentats: les Français approuvent les mesures annoncées par Hollande - AFP

La quasi-totalité des Français approuvent les mesures annoncées par François Hollande après les attentats du 13 novembre et ont confiance dans les forces de l'ordre pour lutter contre le terrorisme, selon un sondage BVA-Orange-iTÉLÉ publié samedi.

Selon ce sondage, 94% des Français interrogés déclarent avoir confiance dans les forces de police et de gendarmerie pour lutter contre le terrorisme ("7 points depuis avril), dont 60% "tout à fait confiance", et 93% ont confiance dans l'armée française ("5 points), qui connaît d'ailleurs un afflux de candidatures depuis les attentats.

En outre, 87% des Français font confiance aux services de renseignement français (+4 points).

Le gouvernement fait moins recette: un peu moins d'un Français sur deux (49%) lui accorde sa confiance dans la lutte antiterroriste. Quant au chef de l'Etat, malgré une hausse de sept points depuis avril, seuls 46% lui font confiance.

La déchéance de la nationalité est la mesure qui recueille la plus forte adhésion (97% des sympathisants de droite, 83% des sympathisants de gauche).

Plus de huit sondés sur dix (82%) sont favorables à l'intervention militaire de la France en Syrie contre l'organisation jihadiste Etat islamique, 27 points de plus qu'en mai dernier.

Les Français sont moins unanimes à approuver la réforme de la Constitution visant à instaurer un "régime civil de crise" afin d'agir "contre le terrorisme de guerre", mais 78% d'entre eux s'y déclarent toutefois favorables.

Enfin, l'hypothèse d'un retour du service militaire obligatoire est clivante: 60% des sondés y sont favorables, 70% des sympathisants de droite approuvant cette idée contre 45% seulement des sympathisants de gauche.

Pour les Français les priorités du gouvernement doivent être la lutte contre la propagande jihadiste et la radicalisation, la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme international. AFP 22.12

Il se peut qu'ils forcent le trait et que les résultats de ce sondage soient fabriqués, sachant de quoi ils sont capables, il faut s'attendre à tout. Mais bon, en même temps cela ne serait pas étonnant que les masses soient encore aussi facilement manipulables en l'absence de direction et sachant que tous les partis ont déserté le combat politique ou qu'aucun ne bénéficie de leur confiance, dès lors ils s'en remettent à un sauveur suprême.

Manifestation en famille.

- A Toulouse, jusqu'à 20.000 personnes marchent contre la barbarie - Reuters

Près de 15.000 personnes selon la police, 20.000 selon les organisateurs, ont participé à ce défilé organisé par la CGT, la FSU, Solidaires et la Ligue des droits de l'homme, "contre la barbarie, les amalgames, et pour la liberté et la paix". (La "*barbarie*" de qui, du régime ? Mais non. Ouf, il est sauvé! - LVOG)

Un hélicoptère de la gendarmerie a surveillé le cortège tout au long du parcours qu'ont aussi emprunté les têtes de liste socialiste et Les Républicains aux élections régionales en Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, Carole Delga et Dominique Reynié, aux côtés de nombreux élus locaux et régionaux. (Ah ben si les suppôts des barbares en faisaient partie, c'est qu'ils manifestaient pour autre chose que pour la paix ! La guerre vaut bien l'union nationale, il existe des antécédents... - LVOG)

Le 10 janvier, après les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hypercacher de la porte de Vincennes, près de 120.000 personnes avaient manifesté dans les rues de Toulouse. Reuters 21.11

- Attentats : 2.000 personnes à la marche silencieuse de Bordeaux - La Tribune 21.11

Le convoi est parti de la mosquée de Bordeaux, avant de passer devant le temple protestant du Hâ, la cathédrale place Pey-Berland, puis la cour de l'Hôtel de ville où les participants ont entonné la Marseillaise. La Tribune 21.11

Enfin une puissante démonstration de force.

- A Paris, une manifestation pro-migrants se transforme en défilé anti-état d'urgence - LeMonde.fr

Devant la Bastille, en fin de journée, dimanche 22 novembre, il ne restait que quelques traces de ce qui aurait dû être un rassemblement. Des autocollants aux couleurs du Nouveau Parti anticapitaliste, quelques-uns du syndicat SUD ou de l'association Droit au logement (DAL), jonchaient le sol. La foule de 500 personnes, bravant les interdits de l'état d'urgence, avait rejoint en cortège la place de la République, en dépit de l'interdiction des forces de l'ordre de quitter la colonne de Juillet.

Cette marche entre Bastille et la place de la République avait été décidée de longue date, comme l'aboutissement de la signature d'une lettre commune intitulée « Migrants bienvenus ». Quarante-six organisations, regroupant des syndicats, des associations et des partis politiques, devaient en être. Mais c'était avant les attentats du 13 novembre, et a fortiori, avant la mise en place de l'état d'urgence. Une fois que la préfecture a édicté son interdiction de « manifestations sur la voie publique » jusqu'au lundi 30 novembre à minuit, certaines organisations ont gardé leur signature au bas du texte, mais ont retiré leur appel

à défiler ce dimanche. Leur liste exacte reste difficile à établir car de nombreux membres de ces organisations sont venus cet après-midi à titre personnel. lemonde.fr 22.11

- Des centaines de manifestants en soutien aux réfugiés et contre l'état d'urgence - AFP

Plusieurs centaines de personnes ont défilé dimanche après-midi à Paris en soutien aux réfugiés et pour dénoncer l'état d'urgence, malgré l'interdiction de manifester en Ile-de-France décidée par la préfecture de police.

Partis de la place de la Bastille, les manifestants sont arrivés place de la République encadrés par un important dispositif policier. "So-so-solidarité avec les réfugiés", "État d'urgence, état policier! On nous enlèvera pas le droit de manifester", ont notamment scandé les manifestants.

"Le football reprend, les concerts reprennent, tout sauf les manifestations. C'est étrange dans un gouvernement de gauche", a déclaré à l'AFP un des manifestants, Luis, 40 ans.

"Je suis content que les jeunes ne se laissent pas faire par l'état d'urgence", s'est réjoui Janos, 75 ans, un autre manifestant. "Ils n'ont pas à empêcher de manifester, ce n'est que dans les dictatures qu'on voit ça."

Pour lui, l'état d'urgence est une mesure "liberticide et électoraliste". "Le gouvernement pense gagner des voix, mais c'est le FN qui va en profiter", estime-t-il. AFP 22.11

L'appel à l'origine de cette manifestation avait été signé avant le 13 novembre par les organisations suivantes :

ATMF, Attac, BAAM (Bureau d'accueil et d'accompagnement des migrants), CGA, CGT Educ'action 93, CISPM, CNDF, CSP 75, Collectif Avenir Educs, Collectif Austerlitz, Collectif 3 C, Collectif Sans-Voix Paris 18, Collectif 20e solidaire avec les migrants, Collectif de solidarité aux réfugiés de Genne- villiers, DAL, Droits devant !!, Écologie sociale, EÉLV Paris, Ensemble !, EuroPalestine, Fasti, Fédération anarchiste, Femmes migrantes debout, Femmes égalité, Gisti, IJAN, LDH, 8 Mars Pour TouTEs, Mouvement Utopia, MRAP (fédération de Paris), NPA, PCF, PCOF, PG, RESF, SNPES-PJJ-FSU IDF, STRASS, SUD éducation, UD CGT Paris, UJFP, Union des syndicats CNT de la région parisienne, Union syndicale Solidaires...

- D'autres manifestations ont été organisées en France, notamment à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) où une marche silencieuse a réuni 5 000 personnes. À Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), environ 2 200 personnes ont défilé lors d'une marche de « Résistance républicaine », à l'appel de trois élus LR de la majorité municipale. Et à Nantes, 2 000 personnes ont marché sous une banderole « Vivre ensemble libres, égaux et solidaires », dont la maire Johanna Rolland (PS). la-croix.com 22.11

La famille au grand complet.

- Après les attentats, 77% des Français veulent un gouvernement d'union nationale - 20minutes.fr

Après les attentats qui ont frappé Paris et Saint-Denis le 13 novembre dernier, les Français plébiscitent « l'union nationale ». Selon un sondage* Harris interactive publié en exclusivité ce lundi par 20 Minutes, ils sont 77 % à être favorables à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. La classe politique est nettement plus réticente.

Parmi les sondés, 25 % souhaitent qu'il réunisse, autour du Parti socialiste (PS), les sept formations politiques proposées par le sondage (Front de Gauche, Europe-Ecologie Les Verts, MoDem, UDI, Les Républicains, Debout la France, Front National), 87 % veulent qu'il intègre la droite ou le centre. Si 46 % des sondés estiment qu'il doit être ouvert au parti de Marine Le Pen, ils sont 28 % à juger que le le Front national (FN) et le front de gauche doivent en être exclus.

Pour plus de 2 Français sur 3 (68 %), un gouvernement d'union nationale permettrait de mieux assurer la sécurité et la lutte antiterrorisme.

Pour autant, la formation d'un gouvernement d'union nationale n'est pas envisageable car « les Républicains et le Front national ne sont pas dans un état d'esprit d'unité », reproche-t-on dans l'entourage du premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis. 20minutes.fr 23.11

Ce n'était pourtant pas la volonté qui manquait au PS pour y parvenir.

ACTUALITE EN TITRES

S'ils le disent...

- La gauche est devenue "une droite dure", ironise Estrosi - AFP

- Attentats à Paris: Marion Maréchal-Le Pen "positivement surprise" par Hollande - L'Express.fr

- Pour le Guardian, François Hollande est «le John Wayne des Champs-Élysées» - Slate.fr

La réaction encouragée par Hollande et le PS se déchaîne.

- Wauquiez propose d'installer portiques et vidéosurveillance dans les lycées - AFP

- Pour Pécresse, le terrorisme ça commence avec la fraude dans le métro - Le Huffington Post -

Mimétisme du vassal à son suzerain.

- Etats-Unis. Le combat s'annonce long, selon Obama - france24.com 07.07.

- France. L'armée n'envisage pas une victoire militaire contre l'EI « à court terme » - LeMonde.fr 22.11

Destruction accélérée de la Syrie annoncée

- Hollande: la France va "intensifier les frappes" et faire "le plus de dégâts possibles" - AFP 23.11

Parole à la Commission Trilatérale ou à la porte-parole du banquier Rockefeller.

- Syrie: la diplomatie de la France "a évolué avec la réalité", reconnaît Guigou - AFP

La diplomatie française en Syrie "a évolué avec la réalité" en ne faisant plus du départ de Bachar al-Assad un "préalable" et en désignant le groupe État islamique comme "l'ennemi", a reconnu dimanche la présidente de la commmission des Affaires étrangères de l'Assemblée Elisabeth Guigou (PS).

"Il ne faut pas faire une fixation sur Bachar. Cela fait des mois que la France n'en fait plus un préalable", a affirmé Mme Guigou, à trois jours d'un débat suivi d'un vote au Parlement sur la prolongation de l'intervention aérienne française en Syrie. AFP 22.11

Ils ont confié la présidence de la commmission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale à une membre de la Commission Trilatérale...

Vraiment, pas une "***fixation***" depuis des années ?

- Syrie: Pour Valls, «aucun compromis, aucun arrangement» n'est possible avec Assad - 20minutes.fr 15.09.2015

- Jean-Yves Le Drian: "Assad doit partir le plus tôt possible". - www.trt.net.tr 16.09.2015

- François Hollande redit à l'Onu que Bachar al Assad doit partir - nouvelobs.com 28.09.2015

- Fabius persiste, Bachar al-Assad «ne peut pas être l'avenir de la Syrie» - leparisien.fr 21.11.2015

Pourquoi ne pas pousser l'avantage plus loin ?

- Après les attentats, la France "redressée de siècle en siècle" - LePoint.fr

L'horreur du 13 novembre a rendu aux Français l'amour de la patrie et l'envie de se battre. Une occasion historique pour sortir le pays de son marasme. LePoint.fr 22.11

- Macron évoque une "initiative franco-allemande" après les attentats de Paris - AFP

"Nos sociétés attendent des réponses fortes, qui sont des réponses de défense, de sécurité, ce que le président de la République et le Premier ministre ont annoncé et mis en oeuvre cette semaine, mais aussi des réponses en profondeur sur nos économies", a déclaré samedi le ministre. AFP 21.11

En oligarchie l'arabe est proscrit

- Etats-Unis: des passagers empêchés d'embarquer parce qu'ils parlaient arabe - LExpress.fr

Stratégie du chaos et de la guerre étendue à l'Europe

- Italie, Espagne, Royaume-Uni… des niveaux de sécurité élevés partout en Europe - LeMonde.fr

- Métro et commerces fermés, militaires dans les rues… Bruxelles en état d'alerte - LeMonde.fr

- Attentat suicide dans le nord du Cameroun, au moins dix tués - Reuters

- Prise d'otage à Bamako : état d'urgence décrété - Francetv info

- Nigeria: 8 morts dans un attentat-suicide à Maiduguri - AFP

On n'est jamais mieux noté que par soi-même.

- Moody's ne dégradera pas forcément Londres en cas de "Brexit" - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Un autre Etat terroriste ou règne la terreur

- Pakistan: armée déployée face à une foule en colère après des accusations de blasphème - AFP

L'armée a été déployée samedi face à une foule en colère qui a mis le feu à des maisons dans la province pakistanaise du Pendjab, après avoir incendié la veille une usine dont un employé a été accusé de blasphème.

Les incidents ont éclaté vendredi soir lorsque des centaines de personnes ont encerclé l'usine de contreplaqué dans la ville de Jehlum, et mis le feu aux bâtiments à la suite d'informations selon lesquelles un des membres du personnel aurait profané le Coran.

"Les incidents ont débuté après que nous ayons arrêté le responsable de la sécurité de l'usine, Qamar Ahmed Tahir, en raison de plaintes selon lesquelles il aurait mis le feu à des exemplaires du Coran", a déclaré à l'AFP un haut responsable de la police du secteur, Adnan Malik.

Selon la police, la personne arrêtée appartient à la communauté des Ahmadis, qui sont considérés comme non musulmans et sont fréquemment victimes de discriminations et de violences.

"Nous avons ouvert une enquête pour blasphème contre M. Tahir, qui est de confession ahmadie, et l'avons arrêté après avoir saisi les documents brûlés, qui comprenaient des copies du Coran", a ajouté M. Malik.

Samedi, une foule distincte a mis le feu à plusieurs maisons appartenant à des membres de cette communauté et à une de leurs mosquées dans la ville de Kala Gujran, proche de Jehlum.

Des militaires ont été envoyés dans la région pour patrouiller et ramener le calme.

Le blasphème est une question très sensible au Pakistan, république islamique de quelque 200 millions d'habitants, où de simples accusations déclenchent régulièrement des violences voire des lynchages.

Les critiques soulignent que ce chef d'accusation est régulièrement détourné dans le but de régler des querelles locales.

Un porte-parole de la communauté ahmadie a indiqué que trois de ses membres avaient été interpellés par la police et accusés d'avoir brûlé des exemplaires du Coran, précisant que la situation restait tendue.

La communauté ahmadie a été fondée en 1889 à Qadian, dans le Penjab indien, par Hadhrat Mirza Ghulam Ahmad, qui incarne selon ses fidèles le retour du Messie et du Madhi, envoyé par Allah pour compléter l'oeuvre de Mahomet.

Les Ahmadis sont considérés comme des hérétiques au Pakistan depuis le vote d'un texte constitutionnel en 1974, et ne peuvent prétendre être de confession musulmane.

Onze membres de cette communauté ont été tués pour des motifs religieux en 2014 et aucun coupable n'a été arrêté, selon un rapport remis en avril. AFP 21.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- Daech saigne dans le Caucase russe - sahartv.ir

Onze terroristes liés à Daech ont été abattus dimanche dans la république russe de Kabardino-Balkarie (Caucase du Nord). Onze terroristes de Daech ont été abattus dimanche dans la république russe de Kabardino-Balkarie (Caucase du Nord), a annoncé une source au sein des forces de l'ordre locales. Selon la source, les terroristes éliminés avaient récemment prêté allégeance à Daech.

En juin 2015, les terroristes opérant dans le Caucase russe ont prêté allégeance à Daech via une vidéo publiée en ligne. Le soi-disant "Emirat du Caucase" a notamment témoigné "de ce que tous les combattants du Caucase, de Tchétchénie, de Daguestan, d'Ingouchie et de Kabardino-Balkarie étaient unis dans cette décision". En novembre 2014, les terroristes de Daech ont mis en ligne une vidéo dans laquelle ils menaçaient d'étendre leur "califat" autoproclamé dans plusieurs régions syriennes et irakiennes ainsi que dans le Caucase russe. sahartv.ir 22.11

1.2- "Israël impliqué dans le crash de l'avion russe au Sinaï" - sahartv.ir

« Le régime sioniste serait impliqué dans l'écrasement de l'avion russe au Sinaï », a annoncé le chef adjoint de la police de Dubaï. Dhahi Khalfan, chef adjoint de la police de Dubaï, a déclaré que le régime sioniste serait impliqué dans l'explosion de l'avion russe au Sinaï. « Le Mossad aurait joué un rôle dans l'explosion de l'avion russe au Sinaï, en Egypte. Tout le monde veut l'arrestation d'Abdel Hamid Aba Oud, auteur des explosions de Paris et aussi de ses complices mais pourquoi personne ne va en Irak pour arrêter Abou Bakr Al-Bagdadi ? », a affirmé Dhahi Khalfan. sahartv.ir 22.11

2- Ukraine

- Etat d'urgence en Crimée après une coupure d'électricité en provenance d'Ukraine - euronews.com

Deux des quatre lignes à haute tension alimentant la Crimée en électricité en provenance d'Ukraine ont été sabotées dans la nuit de samedi à dimanche. Un pylône a été abattu, un autre endommagé. Conséquence : la République de Crimée a instauré l'état d'urgence. Selon des médias russes, des Ukrainiens nationalistes pourraient être à l'origine de ce sabotage, une information qui n'est pas confirmée.

A la suite de cette coupure de courant, des générateurs ont été mis en marche, permettant aux villes de Simféropol, Ialta et Saki notamment d'être à nouveau alimentées, au moins partiellement. euronews.com 22.11

3- Syrie

- L'aventurisme des Etats-Unis et de la Turquie en Syrie - sahartv.ir

Après l'échec des terroristes et en raison de la domination par l'armée syrienne notamment le Nord de la Syrie, actuellement, sous prétexte de la fermeture des frontières, les Etats-Unis et la Turquie sont en train de mettre au point des plans pour l'avenir. John Kerry, le secrétaire d'Etat américain a annoncé que l'administration américaine entamerait avec la Turquie des

coopérations militaires pour assurer la sécurité des frontières dans le Nord de la Syrie.

Selon la prétention de John Kerry, l'objectif d'une telle action est d'assurer la sécurité des frontières dans le Nord de la Syrie et de fermer la plupart des points de passage entre la Syrie et la Turquie dont les frontières entre les villes de Kobani et d'Aazaz contrôlées actuellement par Daech. Cette localité est très vitale pour Daech. Ce groupe se procure l'essentiel de ses sources humaines et militaires via cette localité.

La fermeture de ces frontières coupe l'une des voix de secours des plus importantes de Daech. « 75% des frontières du Nord de la Syrie ont été fermées. Nous coopérerons avec la Turquie pour fermer les 98 km restants », a annoncé John Kerry.

Simultanément aux déclarations de Kerry, les autorités américaines ont parlé des groupes terroristes dont « la Nouvelle Armée Syrienne ». Ce groupe est le résultat des coopérations des Etats-Unis et de la Turquie. Ces deux pays avaient auparavant formé le groupe Jich al-Islam.

La création de groupes terroristes est l'objectif commun des Etats-Unis et de la Turquie. Après que le plan des Etats-Unis consistant à former et utiliser les groupes terroristes soi-disant « modérés » en Syrie a échoué, actuellement ce pays ressent le besoin urgent de la formation de nouveaux groupes.

Les attaques régulières russes contre les groupes terroristes et l'interruption de leur voie de secours ont amené les Etats-Unis à penser à la formation de nouveaux groupes terroristes. sahartv.ir 21.11

4- Turquie

4.1- La Turquie abandonne le système de défense antimissile chinois - sahartv.ir

Le ministre turc de la Défense a finalement annoncé que le système de défense antimissile chinois ne serait pas retenu pour assurer la défense de l'espace aérien turc, face à l'Eurosam et au Patriot.

Le système chinois présentait l'avantage d'être nettement moins coûteux que ceux proposés par la concurrence européenne et américaine. La Chine avait promis des transferts technologiques qui auraient permis aux Turcs d'opérer leur système indépendamment et même peut-être de le répliquer. Selon le journal libanais « As Safir », simultanément à l'organisation du sommet du G20 à Antalya, la Turquie a annulé le contrat d'achat du système de défense antimissile chinois dont le montant s'élevait à 3 milliards 400 millions de dollars.

Ce contrat a été annulé, après de longues négociations avec la partie chinoise. Ce contrat avait suscité la vive protestation des Etats-Unis, de l'Italie et de la France, sous prétexte que les missiles chinois n'étaient pas compatibles avec le système d'orientation et de guidage utilisé par l'Otan. Sous pression, le Premier ministre Ahmet Davutoglu a finalement décidé d'annuler ce contrat. sahartv.ir 21.11

4.2- Les avions de combat turcs ont bombardé le Nord de l'Irak - sahartv.ir

Les avions de combat turcs ont pris pour cible, vendredi dans la soirée les postions du PKK dans le Nord de l'Irak et le Sud-est de la Turquie. 23 positions du PKK ont été visées par ces raids aériens menés par 22 avions de combat. Ces avions ont, de même attaqué les postions du ce groupe, dans la province de Sarnak, dans le Sud-est de la Turquie.

Le PKK a récemment mis fin au cessez-le-feu d'un mois qu'il avait annoncé avant les élections du 1er novembre. Recep Tayyip Erdogan, le Président turc a à maintes reprises affirmé son intention de combattre le PKK. sahartv.ir 21.11

5- Yémen

- Yémen : le régime sioniste alimente l'Arabie en armements - sahartv.ir

Selon les sources sécuritaires yéménites, le régime sioniste alimente l'Arabie saoudite en armements pour l'aider dans son agression militaire contre le Yémen. « Un avion israélien, chargé d'armes et de munitions, destinées à la Coalition saoudienne, a atterri dans la base aérienne d'Al-Anad de la province de Lahij », a-t-on appris des sources sécuritaires.

Mercredi dernier, Ahmed Al-Assiri, porte-parole de la Coalition arabe, avait fait part de l'achat, aux Etats-Unis, de 13.000 bombes intelligentes afin de renforcer la capacité aérienne de l'armée saoudienne.

Dans la foulée, Daifallah Al-Chami, membre du Conseil politique du Mouvement d'Ansarallah yéménite, s'est exprimé sur le transfert d'armes et de munitions par Israël à la base aérienne d'Al-Anad, à Lahij. « Les agresseurs saoudiens et israéliens ne

sont arrivés à enregistrer aucune victoire dans le détroit stratégique de Bab el-Mandeb et aussi dans d'autres régions du Yémen. C'est pourquoi, ils visent à fournir une plus grande quantité d'armes à leurs mercenaires pour ainsi leur donner main-forte dans la lutte contre l'armée yéménite et les comités populaires. sahartv.ir 21.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Les salariés du BHV disent non, de peu, au travail dominical - AFP

Une consultation des salariés avait été organisée de vendredi à dimanche et le non l?a emporté par "640 voix contre 627", ont indiqué la CGT (majoritaire) et SUD Solidaires BHV (2e syndicat).

Le résultat de cette consultation déterminait la signature et donc la mise en application de ce projet d'accord qui vise à pouvoir ouvrir tous les dimanches le magasin, situé dans le Marais, l'une des zones touristiques internationales (ZTI) créées par la loi Macron.

Deux des quatre syndicats de l'établissement, la CGT, qui bataille contre le travail du dimanche, et la CFTC, avaient déjà fait savoir qu'ils ne signeraient pas le texte. Les deux autres, SUD Solidaires BHV et CFE-CGC, attendaient le résultat de la consultation pour se déterminer.

Le syndicat SUD Solidaires BHV a annoncé dimanche dans un communiqué qu'il "ne signera pas" cet accord pour tenir compte des "nombreux votes (qui) se sont exprimés, un vote bien plus important que pour les élections professionnelles".

Si l'accord avait été validé, le BHV-Rivoli aurait été le premier grand magasin à s'être doté d'un texte sur les ouvertures dominicales tel que prévu par la loi Macron, la perspective d'aboutir à un accord au niveau de la branche étant fortement compromise.

Ce résultat "marque l'impossibilité pour les grands magasins parisiens d?obtenir de leurs salariés l?ouverture du dimanche, malgré le chantage intensif à l?emploi et les retournements de veste de certains syndicats", a estimé la CGT-commerce dans un communiqué.

Les négociations au BHV avaient été demandées par SUD Solidaires BHV. Le syndicat a souligné dimanche qu'il avait auparavant appelé à la mobilisation contre les ouvertures dominicales, qui ne sont "ni un modèle social ni une possibilité de pérennité pour l'entreprise". AFP 22.11

2- Grèce

- Grèce : des violences entraînent l'annulation d'un match de football - euronews.com

En Grèce, des violences ont conduit à annuler le match entre les deux grands clubs rivaux : le Panathinaikos et l'Olympiacos. Avant la rencontre, des affrontements ont éclaté entre des supporteurs du Panathinaikos sans billets et des policiers anti-émeutes à l'extérieur du stade. Le président du club a annoncé qu'il allait présenter sa démission. euronews.com 22.11

Haut de page

Le 24 novembre 2015

CAUSERIE

(16h à Pondichéry, la causerie du jour figure plus loin.)

En attendant la causerie du jour cet après-midi ou demain, une réflexion et une vidéo.

Apparemment il y en a qui confondent faire table rase du passé et faire abstraction du passé qui les dérange quand cela les arrange. Le passé concerne la seconde, la minute, l'heure, le jour écoulé et pas seulement les années antérieures. Alors, ignorance, mauvaise foi, lâcheté ? Sans doute un peu des trois à la fois.

La société tend à rabaisser les hommes, alors lorsqu'ils se sentent menacés et qu'ils ne sont pas préparés à l'affronter, c'est le pire côté de l'homme qui ressort ou qui prend le dessus, c'est quasiment infaillible.

Il y a le faible qui croit qu'en manipulant le fort il prendra un jour le dessus sur lui, il se trompe, il demeurera toujours inférieur.

Il y a le faible qui croit qu'en s'auto-censurant le fort lui en tiendra rigueur ou l'oubliera, il se trompe, il l'humiliera.

Il y a le faible qui croit qu'en ménageant le fort qui le menace il l'épargnera, il se trompe, il l'exécutera.

Il y a le faible qui croit qu'en s'associant au plus fort il en tirera profit pour le vaincre, il se trompe, il sera vaincu.

Il est navrant de constater que des hommes ou des femmes ou des militants parvenus à un âge avancé et ayant une certaine expérience de la vie et de la société n'en aient pas conscience.

Moralité : soyez fort, résistez, ne cédez sur aucun principe et vous vaincrez !

Vidéo

Une vidéo proposée par le directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (mondialisation.ca) à télécharger et à envoyer à toutes les personnes que vous connaissez.

- La mondialisation de la guerre

La causerie du jour

Pour pouvoir mettre en ligne un maximum d'articles pendant une durée plus ou moins longue en rapport avec le développement de la situation et pour ne pas surcharger le volume de la page d'accueil du portail, dorénavant nous ne reproduirons plusqu'une partie des articles les plus longs, qui seront suivis d'un lien permettant de les télécharger au format pdf et de lire la suite si les lecteurs le désirent.

J'ignore totalement qui se connecte sur notre site et qu'elle est la fréquence des connexions de certains internautes, aussi cette mesure devrait permettre à ceux qui s'y connectent à intervalle espacé ou irrégulier de ne pas louper les articles importants que nous publions.

On actualisera plus tard la rubrique *Articles d'actualité*.

La pluie a cessé et je dois en profiter pour faire un tas de trucs que je n'ai pas pu faire les jours précédents ; avec la mousson, c'est des torrents de flotte non-stop jour et nuit pendant des jours et des jours avec quelques rares ou brèves accalmies. Il faut s'adapter. Tout est une question d'organisation, d'ordre, de discipline ! Et gare à celui qui en a horreur ! Je plaisante, vous avez saisi à quoi je faisais allusion, n'est-ce pas ? Cela vaut dans la vie en général. Et je vous garantis qu'elle n'en est pas plus triste pour autant.

La preuve, j'ai à nouveau arrêté la Vodka depuis quatre jours et je me contente du petit truc que je fume le soir qui me sert à décompresser, et étrangement à accélérer la mise en relation des informations stockées dans le cerveau. J'avais découvert cela il y a 41 ans. Ce n'est pas négligeable quand on a une mauvaise mémoire ou le cerveau un peu lent, on réfléchit davantage, en fait les idées défilent à une vitesse fulgurante, c'est utile quand on manque de temps, et contrairement à ce qu'on pourrait croire, au lieu qu'elles soient embrouillées elles deviennent soudainement beaucoup plus claires, au bout du compte on ressort épuisé de cette expérience et on tombe de sommeil, là c'est un avantage parce que c'est une excellent somnifère, naturel et gratuit qui plus est, mais qui présente l'inconvénient d'être aussi terriblement aphrodisiaque, quelle dilemme vous avouerez ! Alors disons qu'un soir sur deux, je vous laisse deviner la suite...

Donc, ni triste, ni aigri, ni vieux con, bien au contraire. Il n'y a que les gens qui ne me connaissent pas pour prétendre le contraire, je les plains sincèrement. J'aime la vie, l'adversite et la guerre me stimulent, pas vous ? Fin de la récréation. Au moins vous savez à qui vous avez à faire. A qui je pourrais parler ici ? Personne. Passons à la politique.

Autre chose.

Vous aurez une fois de plus constaté qu'aucun autre portail (à ma connaissance) en France dédié à la lutte de classe des exploités et des opprimés, ne diffuse ces articles dans lesquels figurent des éléments pour décrypter et combattre la propagande officielle destinée à conditionner idéologiquement et psychologiquement les travailleurs pour neutraliser leur résistance face

au gouvernement, neutralité dont il profitera pour appliquer sa politique antisociale. Compte tenu que la propagande officielle porte essentiellement sur la guerre, croire que ce serait en agitant la menace qui pèse sur le Code du travail qu'on pourrait les aider à rompre avec le régime, bien que ce combat doit également être mené, c'est se faire de criminelles illusions et faire le jeu Hollande.

99% des travailleurs n'ont jamais vu le Code du travail ou ne l'ont jamais tenu entre leurs mains, par contre du matin au soir ils entendent parler de cette guerre, et je suis prêts à parier qu'ils ne parlent que de cela ou qu'ils n'ont que cela en tête, sauf évidemment quand ils sont menacés de licenciement ou qu'ils sont engagés dans un mouvement social. Et encore, le matraquage quotidien des médias sur la guerre influencera leur comportement, on en a eu un exemple lors de la manifestation parisienne appelée par une multitude de partis, syndicats, organisations ou associations qui n'a rassemblé que quelques centaines de militants, d'ailleurs on se demande où étaient passés leurs troupes, ceci confirme cela semble-t-il.

Leur guerre est totale, alors si vous vous figurez que vous pourrez la combattre et les vaincre en l'observant par le petit trou de la lorgnette, à distance, c'est que vous n'avez vraiment rien compris à la situation et à la lutte des classes.

Leur laisser les mains libres pour qu'ils mènent leur guerre à l'extérieur, c'est leur accorder les moyens ou leur faire crédit pour mener leur guerre à l'intérieur, c'est donc sur les deux fronts simultanément qu'il faut les combattre, sans répit et surtout sans concession d'aucune sorte, classe contre classe.

Vidéo

Ken O'Keefe : la "guerre contre Daech" est un tissu de mensonges – Traduction E&R - YouTube - Mondialisation.ca 23.11
https://www.youtube.com/watch?v=jn-7F-v4zzo

Pour le vétéran américain de la guerre du Golfe Ken O'Keefe, tout est bidon. Pour lui, tout le monde, politiques et médias dans leur ensemble, ment au sujet de Daesh. Il fait remarquer que partout où les Occidentaux passent (Irak, Libye, Syrie) ils sèment du Daesh ou son équivalent.

Il prend le cas de l'Iran, d'où il parle, et où les Occidentaux n'ont jamais pu passer, il constate qu'il n'y a rien de semblable. Ce terrorisme que l'on dit islamique n'existe pas dans la République Islamique d'Iran, que la hasbara tente pourtant, depuis des décennies, de faire passer pour le chantre de l'Islam le plus radical, se plaisant à le comparer à un obscurantisme moyenâgeux. Cherchez l'erreur. reseauinternational.net

Avertissement. Cette vidéo a été traduite par un portail d'extrême droite, ce qui n'altère pas le contenu de cet interview qui seul nous intéresse.

La vérité commence à percer.

- Les relations entre Paris et Ryad en question après les attentats - Reuters

Depuis les attentats de Paris, des voix s'élèvent pour dénoncer les liens entre la France et l'Arabie saoudite, accusée de soutenir financièrement le terrorisme en Syrie et de défendre l'islamisme radical, marque de fabrique de l'Etat islamique.

A l'heure où Paris souhaite mettre en place une coalition de lutte contre l'EI, l'écrivain algérien Kamel Daoud appelle la France et plus largement l'Occident à ouvrir les yeux concernant l'Arabie saoudite.

"Daech a une mère : l'invasion de l'Irak. Mais il a aussi un père : l'Arabie saoudite et son industrie idéologique", écrit-il dans une tribune publiée dans le New York Times. "Dans sa lutte contre le terrorisme, l'Occident mène la guerre contre l'un tout en serrant la main de l'autre."

La semaine dernière, Manuel Valls a déclaré qu'il n'avait aucune "raison de douter aujourd'hui de l'engagement" du Qatar et de l'Arabie saoudite qui luttent de manière "incontestable" contre l'EI.

"On se fourvoie en pensant que ces pays-là soutiennent officiellement Daech, c'est une absurdité sur laquelle on n'a jamais eu le moindre renseignement sérieux", souligne une source gouvernementale française.

"Il faut accroître la lutte contre le financement des groupes terroristes, c'est une évidence", ajoute cette source. Mais "les Qataris sont sérieux, ils essaient de faire ce qu'il faut pour contrôler les flux financiers". Reuters 23.11

Si nous avions eu un parti et un journal nous aurions titré quelque chose comme cela : A bas l'état d'urgence du gouvernement Hollande allié des parrains saoudiens et qataris de l'Emirat islamique !

Hollande rappelé à l'ordre par Washington

- La France renonce à une "coalition unique" contre Daech - nouvelobs.com

Selon un haut responsable français, il vaut mieux parler désormais de "coordination" de l'action armée en Syrie. Simple malentendu sémantique ou revirement diplomatique ?

Selon cet important officiel, le but recherché par François Hollande n'est pas une "coalition" parce que cela supposerait un commandement unique, que Russes et Américains ne sont pas prêts d'accepter. nouvelobs.com 23.11

Résistance passive

- Etat d'urgence : ceux qui ne veulent pas renoncer à battre le pavé - nouvelobs.com

Situation exceptionnelle ou pas, de nombreux acteurs sociaux ne veulent pas déserter les rues et craignent que l'interdiction de manifester ne se prolonge.

Plusieurs responsables syndicaux l'ont d'ailleurs dit directement à Manuel Valls vendredi dernier lors d'une réunion de travail à Matignon. Le patron de la CGT, Philippe Martinez, a ainsi exprimé ses "inquiétudes sur les conséquences sur les libertés individuelles et collectives de l'état d'urgence, tandis que Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, s'est interrogé sur "les critères objectifs" pour interdire des manifestations en France. Son syndicat prévient d'ailleurs qu'il n'hésitera pas si besoin à "appeler à des manifestations" lors des prochaines semaines, notamment pour contester la future réforme du code du travail.

Alors que les questions sociales n'ont pas disparu du jour au lendemain, une telle situation est-elle tenable ? Non, répondent en chœur plusieurs syndicats. "Est-ce que les salariés d'Air France, par exemple, doivent accepter les licenciements sans réagir ? [...] Les problèmes sociaux restent entiers, et exigent des mobilisations", résume ainsi Philippe Martinez sur Mediapart.

Reste qu'à l'heure où la France panse les plaies de la pire attaque terroriste qu'elle ait vécue, les Français semblent prêts à mettre en parenthèse - au moins provisoirement - les mobilisations sociales. Selon un sondage Ifop pour "Dimanche Ouest-France", 91% d'entre eux sont favorables à la prolongation de trois mois de l'état d'urgence. nouvelobs.com 23.11

J'ai lu le communiqué de la CGT publié après le 13 novembre, il était truffé de contradictions ou constituait un exercice de double langage mêlé de non-dits encore plus significatfs du soutien de Martinez au gouvernement.

Connaissant la nature contre-révolutionnaire de l'appareil de la CGT et sachant que ses dirigeants sont des agents du régime, jamais nous nous compromettrons à les soutenir ou à vanter leurs prises de position, y compris si nous les partageons pour les raisons qui viennent d'être évoquées, car finalement la radicalisation ou le gauchissement de leur discours s'accompagne automatiquement d'un double discours destiné à épargner le régime et ses représentants que nous combattons ou le refus de mobiliser leur syndicat et d'organiser les masses contre le régime guidé par le même objectif, leur permettre de faire passer leur politique réactionnaire, aussi nous n'avons pas plus de concessions à leur accorder qu'au régime ou à ses représentants dont ils font partie et nous les combattons au même titre, c'est une question de principe non négociable.

Nous n'avons pas besoin de nous appuyer sur leurs déclarations pour proposer notre politique aux travailleurs et aux militants, nous disposons de suffisamment d'arguments pour en démontrer la cohérence et le sérieux.

Je suis désolé, mais je n'ai pas le temps de décypter en détail ce communiqué.

Le règne de la terreur et la spirale infernale de la répression.

- «Nulle part dans le monde, on est à l'abri de ces barbares» - LeFigaro.fr

- Etats-Unis: alerte mondiale sur les voyages due à une hausse de "menaces terroristes" - AFP

Les Etats-Unis ont lancé lundi une alerte mondiale sur les risques de voyager pour leurs ressortissants partout sur le globe, en raison d'une hausse des "menaces terroristes". AFP 23.11

- Arrestations injustifiées, fausses alertes… Cinq couacs repérés depuis le début de l'état d'urgence - Francetv info

- Écoles : des consignes drastiques instaurées suite aux attentats de Paris - Francetv info

Depuis ce lundi 23 novembre au matin, devant chaque école, chaque collège, chaque lycée, la même affiche placardée.

De nouvelles mesures de sécurité imposées par le ministère de l'Éducation, comme par exemple le contrôle visuel des sacs, deux exercices de sécurité à faire, comme une évacuation incendie ou un confinement dans une salle de classe en cas d'attaque. Enfin, l'interdiction pour les parents de stationner devant l'école.

Les attroupements sont également interdits à la fin des cours devant les lycées et les collèges. La mairie de Paris veut aller encore plus loin. Elle se dit prête à débloquer des budgets pour installer des caméras de surveillance et même des sas d'entrée sécurisés dans certains établissements. Francetv info 23.11

- Après les attentats de Paris, les jouets violents dans le collimateur - Francetv info

Après les attaques dans la capitale et à quelques semaines de Noël, deux grandes enseignes de jouets ont décidé de retirer les jouets violents de la vente. Francetv info 23.11

- Karim Benzema a craché, Nadine Morano veut son exclusion des Bleus L'Express.fr

L'eurodéputée Les Républicains a surfé sur la polémique lancée sur les réseaux sociaux concernant un crachat de Karim Benzema après La Marseillaise. L'Express.fr 23.11

Madame Morano, nous irons cracher sur votre tombe et je pense que Boris Vian ne nous aurait pas désavoué. (Boris Vian - J'irai cracher sur votre tombe)

- Thomas Guénolé viré de RMC après une chronique sur les attentats - huffingtonpost.fr

La nouvelle lui a été annoncée par un coup de téléphone du directeur de la rédaction de RMC, Philippe Antoine. Vendredi 20 novembre, Thomas Guénolé a appris que la chronique qu'il tenait sur RMC était suspendue et même définitivement arrêtée. Cela lui a été confirmé par un mail reçu dimanche soir, comme il l'a indiqué au site Arrêt sur images.

Mais le politologue (enseignant à Sciences-Po) a tout de même tenu à vérifier par lui-même en se rendant dans les locaux de la radio, ce lundi 23 novembre. Il n'a pas eu accès au studio, comme une ultime confirmation de sa mise au ban de la radio. Quelques instants plus tard, il a évoqué une rupture définitive du contrat qui liait, selon les informations du HuffPost, sa société Vox Politica à la radio jusqu'au 24 juillet 2016.

La nouvelle lui a été annoncée par un coup de téléphone du directeur de la rédaction de RMC, Philippe Antoine. Vendredi 20 novembre, Thomas Guénolé a appris que la chronique qu'il tenait sur RMC était suspendue et même définitivement arrêtée. Cela lui a été confirmé par un mail reçu dimanche soir, comme il l'a indiqué au site Arrêt sur images.

Mais le politologue (enseignant à Sciences-Po) a tout de même tenu à vérifier par lui-même en se rendant dans les locaux de la radio, ce lundi 23 novembre. Il n'a pas eu accès au studio, comme une ultime confirmation de sa mise au ban de la radio. Quelques instants plus tard, il a évoqué une rupture définitive du contrat qui liait, selon les informations du HuffPost, sa société Vox Politica à la radio jusqu'au 24 juillet 2016.

En cause, une chronique qu'il a tenue mardi 17 novembre dans la matinale de Jean-Jacques Bourdin (voir la vidéo en haut de l'article) qui a provoqué la colère du ministère de l'Intérieur. Ce jour-là, peu après 7h20, il s'intéressait "aux accusations de dysfonctionnements dans notre sécurité intérieure qui se multiplient dans la presse", après les attentats du 13 novembre.

Ce qui n'a pas plus à la direction de la rédaction de RMC, c'est quand Thomas Guénolé a repris à son compte -sans le citer- un article de La Lettre A qui mentionnait que lors des attentats, "il n'y a que 3 fonctionnaires de la BRI de garde" sur les 50 que comptent la division. Il concluait en réclamant une commission d'enquête qui, si elle confirmait les informations qu'il donnait, devait conduire à la démission du ministre de l'Intérieur.

"Être de garde ou d'astreinte, ce n'est pas la même chose"

"Dans son mail, la direction de RMC me reproche d'avoir donné des informations inexactes alors qu'aucun des organes de presse n'a reçu de demande de démenti par rapport aux informations qu'ils avaient donné. Nicolas Comte, un syndicaliste de la police, a donné des précisions sur la BRI en disant qu'il y avait bien d'autres personnes d'astreinte mais l'astreinte et la garde, ce n'est pas la même chose", précise au HuffPost Thomas Guénolé, qui insiste sur le fait qu'il ne faisait que relayer des critiques sans les considérer comme vérifiées.

Le désormais ex-chroniqueur affirme aussi que, dans son mail pour lui signaler la fin de sa chronique, RMC ajoute que depuis sa chronique les journalistes de la radio subissent un black-out total de la part du ministère de l'Intérieur ou de leurs sources chez les forces de l'ordre. "Ce genre de pressions, c'est glaçant", commente-t-il.

"Les reproches sur cette chronique représentent les trois quarts du mail et le dernier quart concerne des reproches plus généraux sur ma chronique. Mais jusqu'à maintenant, cela ne semblait pas poser de problème particulier et les relations que j'entretenais avec Philippe Antoine me semblaient normales lorsqu'on évoque les relations entre le directeur d'une rédaction et un chroniqueur grande gueule", ajoute Thomas Guénolé qui s'interroge encore sur les suites à donner à cette affaire. huffingtonpost.fr 23.11

En complément dans le registre profitons-en.

- Philippe Houzé: «Ouvrir le dimanche est vital pour le BHV» - LeFigaro.fr

Le patron du groupe Galeries Lafayette assure que les attentats renforcent le besoin d'ouvrir tous les dimanches dans les grands magasins parisiens. LeFigaro.fr 23.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- L'Ukraine suspend la livraison de marchandises vers la Crimée - euronews.com

La péninsule ukrainienne annexée par la Russie en mars 2014, mais dépendante de Kiev pour ses besoins vitaux est déjà confrontée depuis le week-end dernier à une coupure d'électricité quasi-totale. Des "explosions" ont endommagé les pylônes des lignes à haute tension.

La décision de suspendre les livraisons de marchandises a été prise par le président ukrainien Petro Porochenko et son Premier ministre Arseni Iatseniouk et approuvée au cours d'un Conseil des ministres extraordinaire.

D'après notre correspondante, "Moscou affirme travailler dur pour accélérer la construction d'un réseau de câbles électriques vers la Crimée. La première étape du projet devrait être achevée d'ici début 2016, la seconde d'ici l'été prochain.

Pour les autorités de Crimée, c'est Kiev qui est responsable de cette crise électrique. L'Ukraine assure ne pas connaître les responsables et a ordonné une enquête.

Le ministre ukrainien de l'Énergie Volodymyr Demtchichine a également souligné qu'il était impossible de réparer les lignes de haute tension dans l'immédiat, car des installations "pourraient être minées". Une fois les accès sécurisés, il faudra au moins 72 heures pour rétablir l'électricité vers la Crimée".

Selon plusieurs experts, l'Ukraine veut également ramener l'annexion de la Crimée à l'agenda international, alors que ce dernier est monopolisé par le conflit en Syrie et la menace jihadiste en Europe et au-delà. euronews.com 23.11

2- Syrie

- La Russie multiplie ses frappes sur la Syrie - euronews.com

Alep, Raqqa, Homs, pour ne citer qu'elles, ces villes syriennes ont été visées ce week-end par des missiles russes. Selon le porte-parole du ministère russe de la Défense, l'aviation russe a effectué plus de 140 sorties ces dernières 48 heures et frappé près de 500 cibles terroristes en Syrie. Elle aurait ainsi détruit un millier de camions-citernes transportant du pétrole brut vers les usines contrôlées par l'État islamique. Également détruite, une raffinerie près de Raqqa considérée comme l'une des principales sources de financement des terroristes. euronews.com 23.11

3- Argentine

3.1- L'Argentine tourne la page Kirchner et élit le libéral Macri - AFP

Le libéral Mauricio Macri a été élu dimanche président de l'Argentine lors du second tour de l'élection présidentielle, un scrutin marquant la fin de l'ère Kirchner et un virage à droite pour la 3e économie d'Amérique latine.

Outsideur de cette élection, Mauricio Macri a bâti une coalition victorieuse autour du parti de droite qu'il a fondé, le PRO, en associant notamment les radicaux de l'UCR (centre-gauche), un parti historique en perte de vitesse qui a donné à Cambiemos une dimension nationale.

Cet ancien président du club de football de Boca Juniors, le plus prestigieux d'Argentine, promet une rupture avec la politique économique protectionniste menée par les gouvernements de Nestor (2003-2007) et Cristina Kirchner, depuis 2007.

Le nouveau président, qui prendra ses fonctions le 10 décembre, aura pour principale mission de redresser l'économie, au bord de la récession, après dix ans de forte croissance.

Le contrôle de l'accès aux devises étrangères, la limitation des importations, les barrières douanières, la surévaluation du peso argentin ou le conflit sur la dette avec des "fonds vautours", ont particulièrement compliqué le commerce avec la 3e économie d'Amérique latine.

M. Macri est le fils d'un puissant homme d'affaires italien qui a fait fortune en Argentine. Né dans la ville de Tandil, à 400 km de Buenos Aires, il a grandi dans la capitale.

Après des études dans un des établissements les plus huppés de la ville, il a suivi des études d'ingénieur avant de diriger des entreprises du Groupe Macri, créé par son père.

Sans majorité à la chambre des députés, ni au Sénat, Mauricio Macri devra tisser des alliances pour gouverner l'Argentine. AFP 22.11

3.2- La réaction ne perd pas de temps.

Indignation en Argentine après l'éditorial du journal « La Nacion » prenant la défense des tortionnaires de la dictature - LeMonde.fr

« Repudio », « rejet » en espagnol. C'est le terme que l'on voit le plus fleurir sur les comptes Twitter argentins, après la parution, lundi 23 novembre, d'un éditorial très polémique dans les colonnes du quotidien de droite La Nacion. LeMonde.fr 23.11

Haut de page

Le 25 novembre 2015

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité* en ciblant les articles qui nous semblaient présenter un réel intérêt ou qui confirmaient certaines informations, car on conçoit que chacun souhaite vérifier certains faits par le biais de différentes sources ou en procédant par recoupement, c'est ce que nous essayons de faire généralement, mais hélas on n'en a pas toujours le temps ou cela peut s'avérer compliqué. Ainsi on a évacué des dizaines et dizaines d'articles sans intérêt.

La causerie plus tard dans la journée. Jje dois aller en ville pour régler le problème du téléphone de ma compagne qui ne fonctionne plus, elle en a besoin car elle n'a pas d'horaires fixes et elle doit m'appeler en fin de journée pour que j'aille la chercher en moto à la sortie de son boulot. Je vais perdre au moins 2 heures.

Pondichéry 16h35

La causerie du jour est prête parce que j'ai réussi à démonter et réparer le téléphone de Selvi, du coup je n'ai pas eu à sortir.
La mousson est terminée, temps radieux, un peu chaud, 30°C dans la pièce qui me sert de bureau.

J'ai rectifié les liens vers les causeries de septembre et octobre qui comportaient une erreur.

Une réflexion politique sur la situation.

Il est faux de croire que seule la crise du capitalisme serait à l'origine de la stratégie de la classe dominante.

On n'a pas cessé de nous raconter qu"ils n'avaient plus les moyens d'entretenir leurs armées et de faire des guerres, et en réalité on assiste au contraire, car la guerre c'est comme l'économie, il faut la penser à l'échelle mondiale. Le dollar, la Bourse et l'économie mondiale auraient dû s'effondrer ou éclater, et résultat ils sont toujours en place, sans qu'on s'interroge davantage. Toutes les théories qui ont été avancées pour interpréter la situation mondiale et son évolution se sont avérées foireuses à l'arrivée sans que n'intervienne la moindre recomposition du mouvement ouvrier. On nous a expliqué qu'il fallait analyser la situation avec les outils dont nous disposions il y a un siècle ou un siècle et demi pour finalement aboutir au même résultat. On nous a aussi affirmé que la conception de la lutte de classes du XIXe et du début du XXe siècle demeurait valable, autrement dit et qu'il ne fallait surtout pas la modifier en tenant compte des importantes transformations ou bouleversements qui étaient intervenus dans le domaine des sciences et des technologies, au sein de la composition des différentes classes sociales, etc. bref, pour finalement se retrouver sans parti ni internationale.

Mais rassurez-vous, c'est normal et apparemment tout le monde ou presque s'en satisfait, c'est à croire que ceux qui pensent ainsi n'ont pas vraiment de raison de se plaindre de leur condition, ceci expliquant cela. On comprend qu'ils soient les plus prompts à déserter le combat politique comme ils viennent une fois de plus d'en faire la démonstration. Vous voulez un autre exemple. La crise grecque a démontré que la question déterminante n'était pas les rapports à l'Union européenne mais bien ceux aux institutions nationales, qui dès lors qu'on se fondait dedans, interdisait toute autre politique ou toute issue politique conforme aux besoins des travailleurs. Qui en a tiré cette leçon ? Aucun parti. Dès lors il ne faut pas s'étonner de ce qui nous arrive et le pire est devant nous.

En face, ils savent tout cela évidemment et contrairement à nous ils en tiennent compte. Ils savent qu'il n'existe aucun parti en mesure de mobiliser les masses et qu'on est à leur merçi, sinon pourquoi se permettraient-ils de faire preuve de tant d'arrogeance et de provocation. Il y en a même qui estiment que cela ne sert à rien de combattre leur idéologie, alors qu'ils s'en servent pour conditionner les masses et les entraîner dans des guerres dont elles sont et seront encore plus dans le futur les principales victimes. Leur propagande hystérique et la désinformation quotidienne auxquelles se livre la réaction n'auraient aucun effet sur les travailleurs, sur la manière dont ils perçoivent leur condition, leurs rapports à l'Etat, à ses représentants, à la société, quand on observe où en sont arrivés les Américains, le peuple américain, il est permis d'en douter fortement, non ?

S'ils sont parvenus à mettre en place un système financier mafieux qui gangrène toute la société et leur permet d'assurer la survie du régime capitaliste à l'agonie, c'est parce que le mouvement ouvrier a fini par être totalement corrompu et s"était employé à embourgeoiser les masses exploitées.

Trotsky comme Lénine avaient émis un certain nombre de pronostiques en affirmant que la classe dominante ne parviendrait jamais à réaliser certains objectifs, sauf si elle parvenait à mâter, neutraliser, dévoyer complètement le mouvement ouvrier au point qu'il abandonne l'objectif de son propre combat, nous y sommes, alors il ne faut pas s'étonner que notre ennemi se croit tout permis, il agit comme s'il n'avait plus réellement d'ennemi. Et paradoxe de cette misérable déchéance de l'avant-garde du mouvement ouvrier, pour un peu l'histoire sordide que la réaction est en train d'écrire donnerait raison au renégat Kautsky (ex-dirigeant marxiste ayant capitulé à l'aube de la révolution russe de 1917, théoricien de l'ultra impérialisme ou de l'entente mondiale entre les différents impérialistes), à terme on entend, car entre temps cela pourra passer par une nouvelle guerre mondiale, qui dans l'état actuel des choses renforcerait encore le pouvoir de l'oligarchie financière au point de faire sauter les derniers obstacles à la mise en place de son nouvel ordre mondial au niveau de la planète toute entière. Car c'est seulement à ce niveau-là qu'elle y parviendra, avant elle devra composer ou affronter toutes les forces qui s'y opposent, les différents Etats ou impérialismes qui ne sont pas prêts de l'adopter ainsi que des résidus du mouvement ouvrier, d'où la guerre qu'elle mène à la Russie et à la Chine notamment.

Les marxismes n'ont jamais affirmé que le socialisme triompherait forcément un jour face au capitalisme, au contraire, ils ont même émis sans la développer l'hypothèse de la victoire finale de la barbarie sur la civilisation humaine pour peu que le prolétariat mondial ne serait pas capable de se doter des moyens d'accomplir ses tâches historiques, ce qui voulait dire que dès lors tout devenait possible, même l'inconcevable, l'inimaginable, ce qu'on se refuse à croire au lieu d'essayer d'en comprendre l'origine pour corriger nos erreurs et se donner les moyens de vaincre notre ennemi, se doter d'une nouvelle direction pour guider les masses sur la voie du socialisme.

On arrêtera là pour aujoud'hui, retenons que notre époque fourmille de paradoxes qu'on est incapable de comprendre, et donc de prendre en compte dans nos analyses et nos conclusions pratiques, la manière dont les uns et les autres ont abordé la situation en Syrie en est l'illustration. On se retrouve face à des situations totalement inédites dans tous les domaines ou sur tous les plans, mais on refuse de l'admette, c'est cela le plus fort, du coup on est paumé ou on se réfugie derrière des principes qui ne peuvent pas s'appliquer tels quels sans nous faire basculer dans le camp de la réaction ou servir ses intérêts, c'est désastreux et dévastateur, suicidaire. Après on s'étonnera que tous les partis ouvriers soient en crise, se putréfient et éclatent, c'est normal.

A force de ne pas vouloir passé pour des réactionnaires on l'est devenu malgré nous et on ne s'en aperçoit pas, je suis à l'aise pour en parler, puisque j'ai failli tomber dans ce piège lors du bombardement de la Libye pour aussitôt corriger le tir, en fait j'ignorais tout ou presque sur ce pays et je m'étais fié à ce qu'on m'avait raconté sur Kadhafi et son régime qui n'avait aucun rapport avec l'enjeu de cette guerre. Cela m'a servi de leçon, et depuis je n'ai cessé de m'informer avant de commencer à réfléchir à la position qu'il

fallait adopter pour éviter de me fourvoyer à nouveau. C'est la première leçon que devrait apprendre par coeur tout marxiste, et que malheureusement nos dirigeants ont oublié ou n'ont jamais appris.

Mélenchon, l'idiot utile du régime.

- Mélenchon accuse la Turquie de vouloir compromettre la grande coalition - Le Huffington Post

On lira plus loin que cette "grande coalition" était du domaine de l'illusion dès lors que les Américains et les Russes poursuivaient des objectifs opposés conformément à leurs intérêts respectifs, et au-delà de leurs visions de la stratégie mondiale à adopter pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, plus que la survie du régime capitaliste qu'ils savent voué à l'effondrement, vision qu'ils ne partagent pas ou en partie seulement.

On se demandera si Mélenchon fait exprès de faire le crétin ou s'il l'est véritablement, cela nous étonnerait même qu'il se pose la question, c'est simplement un charlatan, un aventurier.

Confirmation. Les Etats-Unis et la France bombardent les infrastructure de la Syrie pour soutenir Daesh.

Hollande est allé prendre ses ordres à Washington et opère une volte-face sur le champ.

Pour démonter la propagande états-unienne, il suffit de mettre en avant que depuis plus d'un les Américains et ses alliés n'ont jamais bombardé les colonnes de camions citernes transportant le pétrole de Daesh vers la Turquie, alors que les Russes ont détruit plus de 500 de ces camions. Ainsi en se contentant d'énoncer les faits, il est démontré qui combat Daesh et qui le soutient.

- Rencontre entre François Hollande et Barack Obama : un refus poli. - Francetv info

"La Russie pourrait jouer un rôle, seulement si elle accepte de concentrer ses frappes uniquement pour détruire Daech", a ainsi déclaré Barack Obama. La grande coalition avec la Russie n'est plus à l'ordre du jour et François Hollande n'utilise plus l'expression. Les divergences avec Moscou sont même mises en avant. Le président français s'aligne sur la position américaine. Le départ de Bachar al-Assad, président syrien, reste un objectif prioritaire. Onze jours après les attentats, Barack Obama promet d'intensifier l'action militaire en Syrie. Francetv info 24.11

On aura compris que cette intensification des actions militaires de l'OTAN et ses alliés du Golfe en Syrie visera essentiellement les infrastructures de la Syrie pour affaiblir le pouvoir en place pour qu'il finisse par s'effondrer, pendant qu'ils continueront de financer, armer et entraîner les barbares qu'ils prétendent combattre.

Cette "grande coalition avec la Russie" était impensable puisque les Américains et les Russes n'ont pas les mêmes objetifs en Syrie, leur opposition se cristallisant autour du sort d'Assad et du régime syrien.

Hollande n'a semble-t-il pas tenu compte de la la détermination des Américains à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés en Syrie et qui visaient avant tout la Russie, et que par conséquent il était impossible d'en être un allié militaire puisque leurs intérêts économiques, et politiques et militaires au Moyen et au Proche-Orient les opposaient. A moins que cela ne réflète les flottements qui règnent au sommet de l'Etat face aux prises de position en faveur d'un rapprochement avec la Russie prôné par Les Républicains et certains responsables du PS, contrairement au clan Valls et Fabius alignés sur Israël et les néolibéraux américains.

- "Aucun sens" de maintenir les sanctions contre la Russie, selon Jacob (LR) - AFP

Ces flottements reflètent les affrontements entre les différents clans de l'oligarchie financière anglo-saxonne sur la manière de régler la question syrienne, d'affaiblir la Russie, pour étendre encore son hégémonie sur le monde. On retrouve ces contradictions dans tous les partis de l'ordre, ainsi que ceux qui ont liés leur sort à celui du capitalisme. Ne croyez pas ceux qui vous racontent que la crise des différents partis serait uniquement lié au contrôle de leur appareil ou de sordides histoires de pouvoir ou d'argent, elle a toujours une origine politique.

- Attentats: Hollande reçu par Obama pour renforcer la lutte contre l'EI - AFP

- Lutte contre l'État islamique : François Hollande obtient le soutien total de Barack Obama - Francetv info

- Pour la presse, une action au sol contre l'EI est inévitable - AFP

En famille. Le PCF (donc le Front de gauche) soutient la guerre de l'Etat français contre la République arabe syrienne.

Il reste que l'option militaire n'est plus contestée, y compris dans le journal communiste L'Humanité, longtemps réticent. "L'enjeu aujourd'hui n'est pas de savoir comment gagner la guerre, mais comment contribuer à y mettre fin. Cela passera par une initiative militaire en aidant les forces locales qui se battent sur le terrain contre l'expansion djihadiste", écrit Maud Vergnol, qui souligne que "celle-ci doit se réaliser dans le cadre du droit international et de l'ONU". AFP 24.11

Le "cadre du droit international" et l'ONU ont été conçus comme des instruments politiques conduisant à imposer des devoirs coercisifs à ses membres ou à ceux qui ont accepté ce cadre, au détriment de leurs droits, de leur indépendance et de leur souveraineté, pendant que ceux qui les ont conçus, les Américains et ses alliés occidentaux dont les Israéliens, sont exonérés de ces devoirs et conservent le droit d'agir à leur guise, c'est-à-dire de violer les résolutions votées à l'ONU, tandis qu'ils imposent aux autres Etats de les respecter à la lettre sous peine de sanctions, y compris de leur déclarer la guerre ou de détruire leur pays.

S'en remettre au "cadre du droit international" ou à l'ONU c'est cautionner la manière dont il est appliqué et son fonctionnement, c'est accepter le rôle hégémonique que les Américains se sont attribués en dehors de toute légitimé, sinon celle que lui confère sa puissance financière et militaire.

Le PCF roule pour le PS, le régime.

- Régionales: Laurent (PCF) évoque une "fusion des listes de gauche" au second tour - AFP

Pierre Laurent, tête de liste du Front de gauche pour les régionales en Ile-de-France, a évoqué mardi l'hypothèse, si le PS devançait les autres formations de gauche au premier tour, de "travailler à la fusion des listes de gauche" pour "empêcher la droite et l'extrême droite" de l'emporter.

Autre composante du Front de Gauche, le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon est quant à lui opposé à un accord avec le PS. AFP 24.11

Il est vrai que lorsqu'on tient ce discours patriotique ou d'union nationale (sur France 2 le 22 novembre 2015) : "Quand on affiche l'attachement à la République et au drapeau tricolore qui est le mien (...) nous formons ensemble une communauté républicaine (avec Les Républicains, l'UDI, le MoDem, les patrons, le Medef, le CAC40 - LVOG). Le drapeau tricolore et la Marseillaise sont des moyens de se rassembler", au détriment du rassemblement des masses exploitées sous le drapeau rouge des Communards et des combattants pour le socialisme, après un tel témoignage de fidélité et de vassalité envers le régime, il va de soi qu'il est inutile de passer un accord avec le PS, celui passé avec le régime suffira.

Commentaires d'internautes

1- "Oui, on sait ... la gauche de la gauche s'oppose au premier tour pour fusionner au second ... donc les électeurs de gauche intelligents voteront directement pour le PS dès le 1er tour ... Eh oui, le vote PC, Vert et PG est rendu complètement inutile par la fusion annoncée avec le PS au second tour ... voilà comment on se tire une balle dans le pied avant même le vote ..."

2- "Comme d'hab' quoi le PCF et les écolos ne sont que les forces d'appoint du PS ! D'ailleurs pourquoi passer par la case PCF, les électeurs devraient directement voter PS ! Et aprés le PCF s'étonne de faire moins de 5% ! Les électeurs ne sont pas cons au point de voter pour un parti croupion !"

3- "Le PCF n'a donc toujours pas compris que c'est justement sa position d'opposant au PS au 1er tour puis de rallié au PS au second tour qui explique son érosion inéluctable. Cela ne tient pas la route, même plus pour faire obstacle au FN, même pas pour défendre la "gauche" depuis que le PS est devenu libéral. Et de raclée en raclée, de non remboursement en non remboursement de frais de campagne, le PCF disparaitra. Heureusement, le PG est plus malin et plus droit dans ses bottes."

Il ne disparaîtra pas parce qu'ils se partagent les rôles avec le PG, l'allié objectif du stalinisme. Quant au PG allié d'EELV lui-même allié du PS, tu parles d'un bonheur ! Mélenchon sait que les électeurs du PG se foutent de son discours et qu'ils n'ont pas davantage de conscience politique que le reste de la population et qu'un certain nombre d'entre eux voteront malgré tout pour le PS au second tour.

Et puis, je n'ai pas toutes les déclarations des dirigeants du PG sous la main, je suis certain qu'ils recourent au double langage du genre on n'appelle pas à voter pour les candidats du PS, on appelle à battre la droite ou l'extrême droite, cela fait des années que les staliniens et les différents cliques trotskystes s'y livrent, nous ne sommes pas dupes.

Réaction de la Russie après la provocation de guerre de la Turquie.

- Poutine: l'avion russe abattu à 1 km de la frontière turque - sputniknews.com

L'avion militaire russe abattu mardi par la Turquie se trouvai à 1 km de la frontière turque, a déclaré le président russe Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec le roi de Jordanie Abdallah II.

Il est "évident" que l'avion russe ne menaçait pas la Turquie, a dit M. Poutine.

L'avion russe Su-24 a été abattu au-dessus du territoire syrien par un missile air-air tiré depuis un avion turc, selon lui.

Cet incident en Syrie "dépasse largement le cadre de la lutte antiterroriste ordinaire", a-t-il renchéri.

L'avion s'est écrasé à 4 kilomètres de la frontière turque, a précisé le chef de l'Etat russe. sputniknews.com 24.11

- Défense russe: une violation de l'espace aérien turc exclue. - sputniknews.com

"L'avion militaire russe Su-24 a été abattu par un chasseur turc F-16 au-dessus du territoire de la République arabe syrienne, alors qu'il retournait à la base aérienne de Hmeimim. L'analyse des données des systèmes de contrôle objectif montre sans ambiguïté que l'avion russe n'a pas violé l'espace aérien turc", a souligné le ministère. sputniknews.com 24.11

- Avion russe abattu en Syrie: Milos Zeman condamne la Turquie - sputniknews.com

"On entend de temps en temps des suppositions concernant la coopération entre la Turquie et l'Etat islamique. L'aviation russe lutte contre l'EI et l'attaque contre un avion militaire russe est une mesure trop radicale qui ne fera qu'aggraver la situation dans la région", a indiqué le président cité par la télévision tchèque. sputniknews.com 24.11

- Poutine: la Russie ne tolérera aucun crime comme celui perpétré contre le Su-24 - sputniknews.com

Le chef du Kremlin a estimé que cet incident constituait un "coup dans le dos" de la Russie.

"La Russie a toujours traité la Turquie non seulement en voisin, mais en ami. Je ne sais pas qui avait besoin (d'un tel incident, ndlr), mais pas nous", a indiqué Vladimir Poutine.

"Au lieu d'établir un contact immédiat avec la Russie après l'incident avec le Su-24, la Turquie s'est adressée à l'Otan, comme si c'était la Russie qui avait abattu leur avion", a déclaré le président russe.

En outre, Vladimir Poutine a comparé le recours turc à l'Otan à la création d'une alliance pro-EI. sputniknews.com 24.11

- Le chef de la diplomatie russe annule sa visite en Turquie - sputniknews.com

Le chef de la diplomatie Russe Sergueï Lavrov a pris la décision d'annuler sa visite de travail en Turquie, prévue pour mercredi prochain, sur fond de tensions liées à l'avion russe Su-24 abattu par l'aviation turque.

En outre, le ministère russe des Affaires étrangères a recommandé aux Russes de ne pas se rendre dans ce pays, a indiqué M. Lavrov, jugeant la menace d'attentats aussi élevée dans ce pays qu'en Egypte, où un avion de ligne russe avait été détruit en octobre dernier dans un attentat à la bombe au-dessus de la péninsule du Sinaï.

"Il a été décidé d'annuler la rencontre qui devait réunir demain à Istanbul les ministres des Affaires étrangères russe et turc", a annoncé M.Lavrov s'adressant à la presse à Sotchi. sputniknews.com 24.11

- Moscou pourrait utiliser le trafic pétrolier de Daech pour attaquer Ankara en justice - sputniknews.com

La Russie possède suffisamment de preuves attestant que la Turquie achète du pétrole à l'Etat islamique (Daech) et elle peut utiliser ces éléments pour saisir les instances judiciaires internationales.

Dans une interview accordée mardi à l'agence Sputnik, l'ex-chef du bureau de renseignement à l'état-major général turc Ismail Hakki Pekin a indiqué que Moscou pourrait utiliser les informations sur le trafic de pétrole entre l'Etat islamique et la Turquie pour traduire cette dernière devant la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye.

Prié de commenter la destruction d'un Su-24 russe par un missile air-air turc au-dessus de la Syrie, M. Hakki Pekin a souligné que l'avion abattu ne manifestait pas d'intentions hostiles envers la Turquie.

"Des terroristes ouïgours et tchétchènes constituent la majeure partie de la population vivant dans la région de Bayir-Bucak où l'incident a eu lieu. Abattre un avion engagé dans une opération contre ces éléments terroristes était une erreur grossière. Le Su-24 russe ne constituait aucune menace pour la Turquie et n'affichait pas de comportement hostile", a déclaré l'ex-chef du renseignement militaire turc.

Selon lui, la Russie pourrait utiliser les informations concernant la vente de pétrole par les terroristes via le territoire turc pour traduire Ankara devant les juridictions internationales.

"Si cela se produit, la Turquie se retrouvera vraiment dans une situation difficile", a indiqué Ismail Hakki Pekin.

D'après lui, Moscou pourrait également répondre d'une autre manière à la destruction de son bombardier.

"Rappelez-vous les sanctions décrétées par la Russie contre la Géorgie en 2008 et celles infligées à l'Ukraine en 2014. En outre, en réponse à l'intensification des activités de l'Otan, la Russie a déployé des systèmes de missiles Iskander sur son littoral de la mer Baltique. Moscou possède un potentiel puissant dans ce domaine", a affirmé l'expert.

Il est persuadé que la Turquie s'éloigne de plus en plus de l'Iran, de la Syrie et de l'Irak pour s'engager dans le sillage des Etats-Unis. sputniknews.com 24.11

En complément

Poutine: du pétrole livré par l'EI détecté en Turquie par le groupe terroriste Etat islamique (EI), a déclaré mardi le président russe Vladimir Poutine.

"Nous avons remarqué depuis longtemps que sur le territoire de la Turquie afflue une grande quantité de pétrole et de produits pétroliers venant des territoires occupés. Ce qui procure d'importants revenus aux formations armées", a déclaré M. Poutine. sputniknews.com 24.11

- Avion abattu: un acte de vengeance d'Ankara pour les frappes russes contre l'EI? - sputniknews.com

Certains experts supposent qu'un bombardier russe Su-24 a été abattu par l'aviation turque à titre de vengeance pour les frappes aériennes portées par la Russie contre les positions des djihadistes de l'Etat islamique en Syrie.

Pour comprendre les raisons de la destruction de l'avion russe par la Turquie, il faut examiner la politique syrienne d'Ankara qui accorde toujours une assistance aux djihadistes de l'Etat islamiques (EI), a déclaré à Sputnik le vice-président du Parti démocratique des peuples (HDP), Nazmi Gür.

"Il faut tout d'abord évaluer le rôle qu'Ankara a joué et joue toujours dans la crise syrienne depuis les cinq dernières années. Ensuite, on ne doit pas non plus oublier que les Turkmènes syriens n'étaient au début ni bien armés ni organisés et n'aspiraient pas trop à faire la guerre contre Assad", a relevé l'expert.

Selon M.Gür, c'est la Turquie qui les a entraînés, armés et soutenus face à Damas.

"Et finalement, cette région de la Syrie (à la frontière avec la Turquie, ndlr) est actuellement peuplée non seulement par des Turkmènes. Différents groupes d'extrémistes radicaux s'y sont également installés. Tout le monde le sait, comme le fait que ces derniers bénéficient toujours d'un soutien de la Turquie", a indiqué le vice-président du parti pro-kurde.

Et de rappeler que l'aviation russe s'était mise à liquider les terroristes qui se livraient entre autres à la contrebande du pétrole.

"On comprend bien que certains milieux influents en Turquie en tiraient de gros bénéfices, en s'enrichissant pratiquement sur la guerre. Tous ces facteurs pris ensemble font la lumière sur les raisons du comportement des militaires turcs", a conclu M.Gül.

Installés de longue date à Alep, Homs, Rakka et au nord de Lattaquié, les Turkmènes syriens ont toujours vécu en bonne entente avec les populations arabes et kurdes. Mal aimés du régime de Hafez Al-Assad, le défunt père de l'actuel président syrien Bachar el-Assad, qui les stigmatisait pour leurs liens avec la Turquie, ils ont résisté des années durant à sa politique d'assimilation arabe. Quand les hostilités ont éclaté sur le sol syrien en 2011, les Turkmènes se sont ralliés aux forces anti-Damas. Ils se battent plutôt aux côtés de l'Armée syrienne libre (ASL), même si certains ont rallié l'EI, à Rakka.

Un bombardier russe Sukhoi Su-24 engagé dans l'opération contre le groupe terroriste Etat islamique (EI) en Syrie s'est écrasé mardi sur le territoire syrien, à 4 km de la frontière turque. Selon le président russe Vladimir Poutine, le Su-24 a été abattu dans l'espace aérien syrien par un missile air-air tiré par un chasseur turc F-16.

La Turquie affirme que l'avion russe a violé son espace aérien. D'après le ministère russe de la Défense, l'avion se trouvait dans l'espace aérien syrien, à un kilomètre de la frontière turque. sputniknews.com 24.11

- Avion russe abattu: "Ankara a jeté le masque" - sputniknews.com

L'attaque d'un bombardier russe par l'aviation turque prouve que les djihadistes de l'Etat islamique bénéficient d'un soutien à Ankara, estime une députée allemande.

Le fait qu'un bombardier russe Su-24 a été abattu par la Turquie près de ses frontières témoigne d'un soutien accordé par le gouvernement turc au groupe terroriste Etat islamique (EI), a indiqué sur son compte Twitter Sahra Wagenknecht, députée et premier chef adjoint du parti Die Linke au Bundestag.

"Il y a en Turquie des sympathisants de l'EI. Le gouvernement turc a jeté le masque", a écrit Mme Wagenknecht. sputniknews.com 24.11

Quelques extraits d'articles.

Révélateur. Les Américains se sont toujours accommodés du nazisme.

ONU : Les Etats-Unis, le Canada et l'Ukraine rejettent une résolution contre la glorification du nazisme - legrandsoir.info

Un comité de l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution pour « combattre la glorification du nazis » avec le soutien de 126 pays.

A la surprise générale, les Etats-Unis, l'Ukraine et le Canada ont voté contre.

La résolution, proposée par la Russie et à laquelle 52 Etats, dont le Brésil, la Chine, l'Inde et le Kazakhstan ont participé, a pour but d'introduire des mesures permettant de lutter contre la glorification du nazisme, du néonazisme et de toutes autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance.

Elle condamne aussi toute négation de l'holocauste et toutes les formes de glorification du nazisme, y compris l'exaltation des membres des Waffen SS. Les auteurs et ceux qui ont signé le document ont fait preuve de leurs préoccupations quant à l'édification de monuments et de mémoriaux vénérant les nazis et aux « éternelles tentatives de détruire des monuments dédiés à ceux qui ont combattu les nazis lors de la Seconde Guerre mondiale ».

Le vote s'est déroulé au sein du troisième comité de l'Assemblée générale de l'ONU sur les questions sociales, humanitaires et culturelles. Le vote de toute l'Assemblée générale doit intervenir plus tard, lors de la sa 70ème session. 126 états membres sur 193 ont voté pour la résolution tandis que 4 pays, notamment les Etats-Unis, le Canada, les Palaos et l'Ukraine, ont voté contre. Les 53 autres pays se sont abstenus.

Ces quatre voix qui se sont élevées contre cette résolution ont suscité bien des questions. La Russie a même qualifié le choix de ces pays de « regrettable » et « déconcertant ».

L'année dernière, 115 pays avaient voté pour une résolution similaire et trois contre, les Etats-Unis, le Canada et l'Ukraine. legrandsoir.info 22.11

Comment les Américains n'ont cessé d'alimenter le terrorisme

- Lettre ouverte de pilotes à Obama: les drones US, force motrice du terrorisme - sputniknews.com 21.11

Quatre anciens pilotes de drones américains ont adressé une lettre ouverte au président américain Barack Obama, au chef du Pentagone Ashton Carter et au directeur de la CIA John Brennan demandant de fermer le programme américain des drones qui pousse les civils à rejoindre l'EI.

D'après les militaires, dont la lettre a été publiée par Die Zeit, les frappes aériennes des drones américains ne font que pousser les civils à rejoindre l'EI, se transformant en "programme d'enrôlement de nouveaux terroristes".

Selon les anciens militaires, les Etats-Unis doivent revoir leur point de vue sur la mise en œuvre des drones, car ces attaques emportent les vies de nombreux civils et ne font qu'alimenter la haine utilisée par les groupes terroristes, notamment

par l'Etat islamique.

Les pilotes ont également souligné que les atrocités qui ont eu lieu dans le camp de Guantanamo servent les causes des partisans de l'EI.

D'après les pilotes, le programme des drones créé par les gouvernements américains précédent et actuel, est devenu la force motrice du terrorisme et de déstabilisation dans le monde. Washington a publiquement menti sur l'efficacité du programme tout en taisant d'énormes pertes parmi les civils.

"Nous ne pouvons pas rester silencieux face à des attentats semblables à ceux de Paris, sachant quelles conséquences néfastes induit le programme des drones aux États-Unis ainsi qu'à l'étranger", lit-on dans la lettre ouverte. sputniknews.com 21.11

Pour savoir pour qui roulent les barbares, cherchez qui les a équipés.

- Pourquoi l'État islamique roule-t-il dans des 4x4 japonais neufs? sputniknews.com

A en juger par les récentes déclarations des médias étrangers, l'EI a plusieurs méthodes pour renouveler régulièrement son parc automobile. Par exemple, les médias turcs ont rapporté en janvier dernier que l'EI et ses complices en Turquie avaient réussi à transporter au moins 5 000 voitures en Syrie par la frontière dans les environs de Reyhanli. La marque des voitures envoyées n'a pas été citée.

De plus, en juin 2015, le premier ministre irakien Haïder al-Abadi a déclaré qu'après la prise de la grande ville de Mossoul les extrémistes de l'EI avaient mis la main sur 2 300 voitures blindées américaines Humvee. D'après lui, cela a considérablement augmenté les capacités militaires des terroristes. sputniknews.com 08.10

Les Etats-Unis de la guerre.

- Les Etats-Unis ont été en guerre 222 des 239 années de leur existence - Arrêt sur info

Le pays n'a été en paix que 21 ans depuis sa création en 1776.

Depuis que les Etats-Unis ont été fondés en 1776, ils ont été en guerre 214 ans sur les 235 ans de leur existence (NdT: texte de 2011, une mise à jour a été faire en fin d'article donnant le chiffre avancé). En d'autres termes, il n'y a que 21 années de calendrier durant lesquelles les Etats-Unis n'ont mené aucune guerre.

Pour mettre ceci en perspective:

- Prenez n'importe quelle année au hasard depuis 1776 et il y a 91% (93% avec les chiffes ajustés à 2015) de chances que les Etats-Unis étaient impliqués dans une guerre au cours de cette année là.

- Aucun président des Etats-Unis ne se qualifie vraiment comme étant un président de temps de paix. De fait, tous les présidents des Etats-Unis qui se sont succèdés peuvent être tous considérés comme des "présidents en guerre".

- Les Etats-Unis ne sont jamais restés une décennie complète sans être en guerre.

- La seule fois où les Etats-Unis sont demeurés 5 ans sans être en guerre (1935-40) fut durant la période isolationniste de la Grande Dépression. Arrêt sur info 16.11

ACTUALITE EN TITRES

Libéré du capitalisme et du même coup de la barbarie et de la guerre.

- François Hollande: "Nous devons à nos enfants plus qu'un monde libéré du terrorisme" - L'Express.fr

Alors libérons-nous des instititutions de la Ve République, instaurons une République sociale.

Qui alimentent le racisme ? Les vrais coupables : L'islam et les musulmans.

- Manuel Valls appelle l'islam à "couper toute complaisance vis-vis des terroristes" L'Express.fr

- A Paris comme à Londres, les attaques contre les musulmans se multiplient - euronews.com

Les actes islamophobes se multiplient après les attentats de Paris, et pas seulement en France. En Grande-Bretagne, les attaques contre les musulmans ont augmenté de 300 % la semaine dernière, selon l'association Tell Mama. Du simple tag à l'agression physique, ce sont les femmes voilées, âgées de 14 à 45 ans, qui sont les plus visées. Les assaillants sont, pour la plupart, des hommes de 15 à 35 ans.

En France, la communauté musulmane – qui représente environ 8 % de la population – n'est pas épargnée.

Outre ces attaques, le Collectif contre l'Islamophobie en France s'inquiète du nombre de plaintes déposées pour des brutalités policières depuis l'instauration de l'état d'urgence. euronews.com 24.11

Etat policier. Ils font régner la terreur parmi la population.

- Xavier Bertrand souhaite des forces de sécurité dans les trains - Public Sénat

- Valls: "20.000 fiches S" dont "10.500" concernant la "mouvance islamique" - AFP

"Il y a 20.000 fiches S, soyons précis. 10.500 concernent les individus mis en attention pour leur appartenance à la mouvance islamique, la mouvance radicale, ou leur lien avec la mouvance", a affirmé M. Valls sur Canal +.

"Et puis tous les autres peuvent concerner des membres d'autres mouvements considérés comme terroristes: le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la ligue liée à des mouvements tamouls, la branche militaire du Hezbollah, des militants violents liés à l'ultra droite ou à l'ultra gauche, des hooligans, etc.", a précisé le locataire de Matignon. AFP 24.11

Ah, il a évoqué les tamouls, ma compagne est Tamoul et je vis au Tamil Nadu, la menace se précise, je déconne !

Il vise le PKK qu'Erdogan bombarde en Syrie, la casquette de Premier ministre d'Israël ne lui suffisait pas apparemment. Mais pas la LDJ (Ligue de défense juive) cataloguée terroriste aux Etats-Unis et en Israël, la milice fasciste du Crif, un oublie sans doute...

- Attentats de Paris : le choc d'un restaurateur après une perquisition administrative dans son établissement Francetv info

Il est 20h30, samedi 21 novembre, quand des dizaines de policiers font soudain irruption dans ce restaurant de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise). Ils sont lourdement armés. Le propriétaire n'en revient toujours pas. "C'est impressionnant. Vous voyez 40 policiers débarquer d'un coup. On ne sait pas ce qu'ils cherchent", témoigne le gérant Yvan Agac, qui précise qu'il était "apeuré, choqué". C'est à coups de bélier que les policiers défoncent une première porte au sous-sol. Deux autres suivront, mais les agents ne vérifient jamais si elles sont vraiment fermées.

Selon l'ordre de perquisition de la préfecture : "il existe des raisons sérieuses de penser que se trouvent des personnes, armes ou objets liés à des activités à caractère terroriste". Ils fouillent le bureau et finissent par déclarer que "finalement ils n'ont rien trouvé, que je n'irai pas en garde à vue. Ils me souhaitent une bonne soirée et s'en vont". Une soirée qu'Yvan Agac ne devrait pas oublier. Francetv info 24.11

La réaction soutien Hollande et exulte

- Mesures de sécurité: "on ne va pas bouder notre plaisir" (Chatel, LR) - AFP

Déstabilisation des Etats ou la stratégie mondiale du chaos et de la guerre

- Attentat à Tunis : le président décrète l'état d'urgence pour 30 jours - LeMonde.fr

- Athènes : une bombe explose sans faire de victime - euronews.com

Haut de page

Le 26 novembre 2015

CAUSERIE

En famille. Exagérions-nous quand nous affirmions que le PS et l'extrême droite partageaient les mêmes intérêts ?

- Hollande et Le Pen "renforcés" par les attentats pour un Français sur deux - AFP

Normal, ils sont les seuls en dernier recours à pouvoir sauver le régime. Sachant que le Front de gauche soutient le PS, le PS incarne à la fois le front populaire et l'union nationale jusqu'à l'extrême droite. Autrefois, dans les années 30, avec les staliniens, il avait préféré le fascisme et la guerre à la révolution socialiste, donc rien de nouveau.

Comment a-t-on pu imaginer un instant qu'on pourrait construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire en faisant la courte échelle à de tels partis ? On se demande aussi comment des militants peuvent encore cautionner cette stratégie qui devait s'avérer suicidaire à terme, sinon qu'elle résulte de la confusion qui consistait à fabriquer des arguments et à les présenter de telle sorte qu'ils devaient servir à légitimer un objectif qu'on considérait dès lors comme acquis. Dit autrement, à partir d'un raisonnement simpliste ou d'un syllogisme qui en réalité relevait du sophisme, un syllogisme fabriqué de toutes pièces qui parce qu'il reposait sur un premisse erroné devait aboutir à une toute autre conclusion en pratique que l'objectf prévu. La seule stratégie valable pour construire le parti, c'est d'appliquer le front unique ouvrier en direction du PS (et du PCF). On va appliquer le front unique. Ainsi on va construire le parti. A l'arrivée point de parti, le PS est au pouvoir et applique une politique soutenue par le parti de l'ordre officiel et l'extrême droite.

Ne dites pas cherchez l'erreur, car le plus fort c'est qu'on nous dit qu'il n'y en aurait pas ou qu'aucune n'aurait été commise, donc tout va très bien et il faut se réjouir du résultat obtenu.

Les lambertistes, qui dorénavant n'ont pratiquement plus rien à envier aux staliniens, dans le contexte de laréaction sur toute la ligne incarnée par le gouvernement Hollande-Valls-Belkacem, ont pris l'initiative d'adresser une lettre à la Ministre de l'Education nationale pour la rappeler à l'ordre par le biais de la Libre Pensée, parce qu'elle assimilerait la laïcité à une religion ou aurait commis le crime de se livrer à "*une forfaiture anti-laïque*"(http://www.fnlp.fr/index.php?mact=News, cntnt01,detail,0&cntnt01articleid=167&cntnt01returnid=21), ce qui est parfaitement son droit en tant que représentante de la classe des capitalistes et de ses intérêts. Elle développe l'idéologie de la réaction et c'est tout naturel en tant que ministre et dirigeante du PS, elle demeure fidèle à la nature du PS qui est un parti de droite et réactionnaire, or c'est justement ce dont cette initiative s'emploie à soustraire à l'attention de ceux auxquels le CCI-POI s'adresse ou ce que cette lettre nie pour le compte de la contre-révolution ou de la réaction, contribuant à alimenter l'illusion que le PS serait un parti de gauche ou un parti ouvrier.

On pourra nous objecter sans que cela ne change quoi que ce soit à notre analyse et notre conclusion, qu'ils auraient procédé de même avec une ministre issue du parti Les Républicains. Effectivement et c'est logique, puisqu'elle aurait également incarné le régime que les lambertistes ne combattent pas pour le renverser mais pour le rendre plus supportable aux travailleurs, car l'abandon du combat pour le socialisme est à l'origine de leur politique opportuniste.

A l'opposé, jamais vous nous entendrez reprocher quoi que ce soit à Hollande, Laurent, Mélenchon, Sarkozy ou Le Pen, ils sont les représentants de la réaction et ils font leur boulot, ils sont dans leur rôle. De la même manière, jamais vous nous entendrez les féliciter ou les soutenir pour avoir pris une mesure forcément accompagnée de mauvaises intentions envers les travailleurs. Mieux encore, jamais nous n'exigerons d'eux quoi que soit, jamais nous ne les ménagerons, sauf exceptions rarissimes qui confirmeraient la règle car il faut bien tenir compte des paradoxes ou des tours que nous joue l'histoire, la Syrie par exemple en est un exemple.

Ils profitent de l'ignorance ou de la naïveté des militants qui se concentreront sur le contenu de cette lettre, ils seront bien les seuls dans ce cas-là car Belkacem n'en aura absolument rien à foutre, mieux elle pourra s'en féliciter et par mépris justifié envers ces laquais elle n'y répondra pas. Elle se félicitera d'être ainsi légitimée ainsi que Hollande et Valls qui l'ont nommée à ce poste, car il faut bien avouer que le gouvernement en a bien besoin.

On pourrait aussi nous objecter que l'on confond la forme et le contenu de cette initiative ou de cette lettre. Nous répondrons qu'il arrive qu'il se confonde ou que c'est souvent la forme qui détermine en dernière analyse le contenu d'une initiative ou qui lui donne sa réelle signification politique, autrement dit ce qu'il en restera, on retiendra ici par exemple que Belkacem ou le gouvernement Hollande-Valls demeure fréquentable ou qu'on serait en droit d'en attendre quelque chose pour continuer de s'adresser à eux comme si on ignorait la poilitique réactionnaire qu'ils appliquaient, comme quoi le contenu n'était pas l'essentiel dans cette initiative qui relève de la manipulation des militants.

Pour ceux qui n'auraient pas bien saisi de quoi il s'agit, un exemple.

C'est d'ailleurs ce qu'a signifié le juge Trevidic en affirmant à l'adresse de Hollande-Valls-Fabius-Le Drian qu'on ne pouvait pas "*proclamer qu'on lutte contre l'islam radical tout en serrant la main au roi d'Arabie saoudite revient à dire que nous luttons contre le nazisme tout en invitant Hitler à notre table*", car le seul fait d'inviter Hitler à sa table suffit à comprendre que ceux qui auraient été à l'origine d'une telle initiative n'avaient pas vraiment l'intention de lutter contre son régime au-delà du contenu du discours qu'ils lui auraient tenu qui aurait passé au second plan. C'est la forme qui détermine l'orientation et le contenu au-delà des mots, dans le cas contraire on s'en remettra aux apparences du discours, trompeuses.

Et bien c'est exactement la même chose avec le POI, le POID, le NPA et LO, ou encore le Front de gauche.

Ce qu'on a du mal à saisir tellement c'est évident, logique, c'est pourquoi les militants ne parviennent pas à le comprendre, il faut croire qu'il leur manque un instrument logique pour interpréter la réalité ou que la politique ou les positions qu'ils défendent ne sont pas le produit de la mise en oeuvre de cet instrument logique. Pour l'explication politique proprement dite, on renvoie les lecteurs à la caractérisation d'Engels de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier britannique reprise par Lénine dans L'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui évidemment n'était pas vraiment à leur avantage, elle s'applique également à notre époque.

On ne s'étonnera pas dès lors que le POI n'exige pas la levée immédiate de l'état d'urgence. Normal, il tient plus d'un syndicat intégré aux institutions que d'un parti ouvrier. Il a même trouvé le moyen de faire pire.

A propos du n°379 d'Informations ouvrières et du congrès du POI.

Informations ouvrières est devenu un hebdomadaire aussi insipide que la presse nationale aux ordres. Le titre de la couverture du n °379 aurait pu être celui du Figaro ou du Parisien :"*La France sous l'état d'urgence... Mais... Premiers craquements après le vote unanime à l'Assemblée nationale...* ", un constat sans aucun intérêt, sauf si on attend quelque chose des institutions antidémocratiques de la Ve République, alors que la classe ouvrière n'est pas représentée à l'Assemblée nationale, il est bon tout de même de faire croire le contraire, ce sera à la page suivante.

Mieux encore, en page 2 et 3 on avait le droit à une sorte de revue de presse en guise d'analyse, autant dire aucune. Il titrait "*Appel à l'unité nationale pour l'état d'urgence... Mais pas si simple*", comme s'ils existaient réellement une opposition organisée en France contre l'état d'urgence. Vous l'ignoriez et bien c'est un tort. Vous apprendrez qu'au "*Sénat, ça commence à craquer*" sans rire, par la voix du PCF qui soutient le régime depuis le milieu des années 20.

En page 3 il vont faire plus fort encore en tronquant les déclarations de Martinez pour la CGT et de Mailly pour FO en ne retenant que la partie de leur double langage destinée à les faire passer pour des va-t-en-guerre contre l'état d'urgence. Toujours plus fort, ils pratiqueront de même avec une déclaration de la Ligue des droits de l'homme (LDH) liée au PS et avec le Syndicat de la magistrature également lié au PS, et cerise sur le gâteau ou manipulation suprême ils feront de même avec Mélenchon en ne retenant que le passage suivant de son intervention sur France 3 : "*à qui France 3 demande, le 22 novembre, s'il aurait voté la prolongation de l'état d'urgence s'il avait été député, répond :*

« Je pense que non (…). Aucun pays au monde n'a jamais tiré bénéfice en matière de sécurité de la réduction de ses libertés. »", zappant délibérément la suite de son discours que nous avons rapporté dans la causerie du 23 novembre et que nous reproduisons ici pour que les lecteurs puissent vérifier par eux-mêmes qu'on est bien en présence d'une opération de mystification :

- Attentats: Mélenchon "*pense*" qu'il n'aurait pas voté l'état d'urgence - AFP

"*Sans doute le gouvernement pense-t-il que de cette manière il rassure la population qui a besoin de l'être. (...) Je ne me moque pas de ceux qui ont voté l'état d'urgence, je comprends que cela est fait pour apaiser. Mais (...) le contenu de l'état d'urgence n'apporte quasiment rien aux lois dont nous disposons déjà pour pourchasser les terroristes*", a expliqué M. Mélenchon, soucieux de ne pas adopter un ton polémique.

M. Mélenchon aurait préféré que la prolongation de l'état d'urgence soit soumise au vote "*tous les 15 jours par exemple comme l'ont proposé (s)es camarades*".

Il a également déploré que le président de la République ait annoncé lundi une révision de la Constitution "en plein deuil national" et "en oubliant une fois de plus le peuple français qui doit être appelé au processus constituant". AFP 22.11

On appelle cela être pris en flagrant délit de manipulation. Autrement dit ce n'est pas Informations mais Désinformations Ouvrières que devrait s'appeler l'hebdomadaire du POI.

Nous avions fait précéder cette dépêche de l'AFP de la grille de lecture suivante :

- Au-delà du double langage habituel du démagogue, Mélenchon cautionne ouvertement l'instauration de l'état d'urgence qui aurait

la vertu d'"apaiser" les craintes de la population, alors qu'il a été décrété par ceux qui la terrorise en réalité, ne serait-ce qu'en se rendant coupable de la régression sociale sans fin qui frappe les couches les plus fragiles du prolétariat qu'il conduit au désespoir.

Il va même plus loin en légitimant les "*lois liberticides*" déjà adoptées dont ils réclament l'application, et qui n'ont pour seul objectif de protéger le régime et non la population.

Pour terminer, il confirme qu'il a bien adopté la Constitution de la Ve République au lieu de combattre pour son abolition en regrettant uniquement le moment choisi et la procédure retenue pour la modifier par Hollande.

On aura compris qu'on est en présence d'un agent du régime et rien d'autre. (causerie du 23 novembre)

En résumé le POI en titrant "*Appel à l'unité nationale pour l'état d'urgence... Mais pas si simple*" tendait à faire croire que l'état d'urgence serait contesté par les organisations citées plus haut et ce sale personnage, alors qu'en réalité il n'en est rien.

S'agissant du charlatan Mélenchon, ce n'est pas vraiment un hasard après le message que le Parti de gauche avait adressé au POI, un peu comme s'il faisait déjà partie du Front de gauche ou y était associé :

« *Chers camarades, Le secrétariat national (SEN) du Parti de gauche adresse un salut fraternel à l'ensemble des délégués du congrès du POI réunis ce week-end à Paris et leur souhaite de bons travaux, Fraternellement, Sarah Legrain, secrétaire nationale aux relations unitaires et extérieures* ».

Mélenchon et les siens ne s'y sont pas trompés, ils ont dû constater que le tournant droitier du POI qui se confirme semaine après semaine le rapproche du Front de gauche. On en reparlera assurément.

En page 4, on apprenait que "*de nombreuses prises de position syndicales se multiplient contre l'état d'urgence*", pour agrémenter cette assertion ils reproduiront "*des extraits d'une lettre du secrétaire général de l'UD CGT de Haute-Garonne*", Cédric Caubère. Et que lit-on dans cette lettre ? Pour commencer une ode à la gloire de la Ve République dont se réclame la CGT : "*La CGT, c'est avec elle et grâce à elle que des millions de salariés, tout au long de ses cent vingt ans d'existence, ont pu donner un sens et une traduction concrète aux valeurs et principes de la République inscrits dans la Constitution*"

Et en guise de condamnation de l'état d'urgence, au nom de la CGT il "*en appelle à notre plus grande vigilance et détermination (...) ne nous laissons pas impressionner et détourner de notre engagement et de nos mandats* " autant dire du vent ou une nouvelle fois le double langage habituelle. En voici un autre exemple où il en appelait au "*valeurs de la France*", on croirait entre le général-président de Gaulle : "*Lutter pour les valeurs qui font la France, c'est plus que jamais revendiquer et mobiliser pour faire valoir notre droit constitutionnel à l'emploi.*".

Discours gaulliste qui sera relayé dans la "*Lettre aux lecteurs d'Informations ouvrières, aux militants de toutes tendances du mouvement ouvrier et à tous les citoyens attachés à la défense de la démocratie - Adoptée à l'unanimité des délégués au Ve Congrès du POI*", adressée "*à tous les citoyens attachés à la défense des valeurs de la démocratie républicaine*" que revendiquent également Hollande et Sarkozy.

On comprend pourquoi pour le POI proposer une stratégie révolutionnaire digne de ce nom relèverait du "*miracle*" et qu'il préfère s'en abstenir, en réalité il n'a aucune ligne politique à proposer aux travailleurs en dehors de défendre leur bout de gras au quotidien, ce qui réduit le POI à courant syndical. A les entendre il serait indécent de proposer une perspective politique aux travailleurs, ils feraient mieux d'avouer qu'ils en sont incapables ou qu'ils s'y refusent :

"*Nous rejetons toute prétention à détenir à nous seuls la vérité, ou à proposer des solutions « miracles » qui résoudraient les difficiles problèmes qui se posent dans la situation qui vient de s'ouvrir. Tournant le dos à toute attitude péremptoire donnant des « leçons » aux travailleurs et aux dirigeants, nous nous adressons à vous pour construire ensemble, jour après jour, les réponses qui uniront la résistance des travailleurs et de la population laborieuse de ce pays.*", sans direction, sans orientation, sans programme, sans théorie, quelle horreur ! Voilà à quel niveau (zéro) ils abaissent la lutte de classe du prolétariat.

Le POI le revendique : "*Nous sommes convaincus que c'est dans cette direction qu'une issue pourra être ouverte, et non dans celle d'un renforcement des institutions antidémocratiques de la Ve République, renforcement de l'arsenal antidémocratique approuvé, au nom de l'union nationale, par les députés de gauche comme de droite et d'extrême droite, à l'occasion du vote de la prolongation de l'état d'urgence à l'Assemblée nationale.*", direction ravalée au rang de de défense du trade-unionisme ou du réformisme qui évidemment à défaut de combattre pour le renversement des institutions de la Ve République aura pour seul objectif d'éviter "*un renforcement des institutions*" avec lesquelles on s'accommodera.

Et page 6, c'est sans surprise qu'on apprendra dans le compte-rendu de leur congrès, qu'il avait été pratiquement exclusivement réservé à des questions d'ordre alimentaire, mais surtout pas politiques. Pratiquement rien sur le régime et les institutions évoquer en passant, la crise du capitalisme à l'origine de toutes ces guerres et du terrorisme, rien sur la

stratégie mondiale de l'oligarchie financière, expression qui ne figure même pas dans ce numéro d'Informations ouvrières, j'ai tapé les expressions "*banquiers*", puis "*multinationales*", idem, disparus, envolés, ils ont réussi l'exploit de tenir un congrès en les évacuant, rien sur les guerre en cours et la manière de les aborder, Blum et Thorez auraient été fiers d'eux !

Bref, dès lors "*c'est tout naturellement que, au cours des deux jours de congrès, la discussion s'est ordonnée autour de la proposition de conférence nationale pour la défense des conquêtes de 1936 et 1945.*".

Face à la guerre dans laquelle Hollande et son gouvernement veulent nous entraîner, le POI oppose... le droit au travail ! Délirant, non désertion du combat politique, capitulation face au régime avec lequel ouvertement le POI s'accommode.

Il n'y a rien d'étonnant qu'en guise de résistance, car ces gens-là sont courageux, ils se sont empressés d'annuler la manifestation prévue le 5 décembre en défense de la laïcité à laquelle devait participer le POI pour ne pas avoir à affronter le régime ou faire de l'ombre à Hollande qui leur en sera grès assurément.

Le POI a décidé également qu'ils n'auraient plus de secrétaires nationaux ou de porte-parole pour le représenter, confirmant qu'il n'est plus un parti, entre nous, nous n'avions pas attendu ce congrès pour l'affirmer.

Nous allions oublier un point important qui ne vous a peut-être pas échappé : la scission du POI n'a apparemment fait l'objet d'aucune discussion puisqu'elle ne figure pas dans leur compte rendu qui s'étalait sur 4 pages, extraordinaire ! On n'avait jamais vu cela dans le mouvement ouvrier, ils ont fait encore plus fort que les staliniens.

Une scission intervient forcément sur la base de désaccords politiques profonds, les dirigeants du POI n'ont cessé de clamer que les instances de leur parti était le lieu privilégié où il fallait en discuter et trancher, or ils ont fait exactement l'inverse. Pourquoi ? Cette discussion aurait-elle pu être trop compromettante et mettre en relief la véritable nature contre-révolutionnaire de ses dirigeants, leur imposture ?

Désormais nous classerons le POI au côté du PCF et du PG, et nous cesserons d'y consacrer du temps pour rien comme me l'ont reproché plusieurs militants.

Pourquoi le coup d'Etat terroriste du 13 novembre ? Une réponse.

- Le Parlement vote largement pour la prolongation des frappes en Syrie - Public Sénat

Tous les groupes de l'Assemblée, de la majorité comme de l'opposition, ont voté en faveur de la prolongation de l'intervention. Seul le groupe Front de gauche s'est abstenu. (Ceci confirme ce que nous avons écrit plus haut. - LVOG)

Après les députés, les sénateurs ont voté pour le prolongement de l'intervention des forces aériennes françaises en Syrie contre Daesh, entrainant l'autorisation du Parlement. Au bout de trois mois, la Constitution oblige de passer par un vote du Parlement. Les sénateurs. 325 sénateurs ont voté pour et 21 se sont abstenus. Tous les groupes politiques du Sénat ont voté pour, à l'exception du groupe CRC (communiste), qui s'est abstenu.

«Le 13 novembre a changé la donne, une riposte à la mesure de l'agression que nous avons subie s'est imposée», a déclaré le Premier ministre Manuel Valls à la tribune de l'Assemblée. Public Sénat 25.11

En complément.

- Après les policiers, les gendarmes autorisés à porter leur arme en dehors de leur service - Francetv info

- Attentats: Manuel Valls demande à l'UE d'arrêter l'accueil des réfugiés - AFP

Erdogan a été reconduit à son poste, depuis il a descendu un bombardier russe, avant lui Netanyahu qui a dû faire péter l'avion russe au-dessus du Sinaï est reparti à l'offensive contre les Palestinien, Hollande s'est fait plaisir avec son attaque terroriste qui lui a permis de suspendre les droits politiques du mouvement ouvrier et de s'engager davantage dans la guerre en Syrie, Obama est aux anges tout a marché à peu près comme sur des roullettes, même que le Hezbollah a eu le droit à son attentat dans son fief au Liban, alors le sort de ces réfugiés qu'ils ont tous instrumentalisé... Pour eux ils ne valent pas plus chers que le peuple martyrisé palestinien, l'extrême droite n'a qu'à s'en occuper cela ne fera qu'ajouter au chaos et préparer la suite des réjouissances...

Qu'est-ce que je suis bien dans mon trou en Inde...

Les représentants des différentes couches du capitalisme ne sont pas sur la même longueur d'onde face au développement de la situation en Syrie et ses conséquences.

- Retailleau : « L'obsession anti-Bachar a été l'erreur française » - Public Sénat

« On voit bien, ces dix dernières années, que les guerres n'ont jamais réglé les problèmes » a affirmé le président du groupe LR du Sénat, Bruno Retailleau. Public Sénat 25.11

- Fillon (LR): contre l'EI, soutenir Kurdes, Hezbollah, armées, mais pas l'ASL AFP

L'ancien Premier ministre François Fillon prône une "coalition mondiale" qui soutiendrait "les seules forces au sol qui combattent réellement l'Etat islamique", citant Kurdes, Hezbollah, armées syrienne et irakienne mais pas l'armée syrienne libre (ASL) soutenue par les Occidentaux.

Sur France Inter, M. Fillon a prôné de "constituer une alliance mondiale avec tous les combattants possibles et appuyer les seules forces au sol qui combattent réellement l'Etat islamique, qui sont des forces hétéroclites, qui ne sont pas toutes faciles à défendre compte tenu de leur comportement passé, puisque ces forces, c'est les Kurdes, qu'on aide mais pas suffisamment et qui par ailleurs se font bombarder par les Turcs, c'est le Hezbollah, qui combat l'Etat islamique avec le soutien de l'Iran (...), l'armée nationale syrienne et dans une moindre mesure l'armée irakienne".

Donc la France doit soutenir le Hezbollah, dont l'aide militaire figure sur la liste des organisations terroristes de l'UE ? "Je pense que la coalition mondiale doit aider tous ceux qui sont sur le terrain capables de battre l'Etat islamique. Sinon nous allons entrer dans un conflit qui va durer vingt ans. Ou alors l'alternative, c'est d'y aller nous-mêmes. Et chacun sait que les Occidentaux n'iront pas combattre en Syrie: les Américains n'iront jamais et sans les Américains, les autres Occidentaux ne peuvent pas y aller", a poursuivi l'ancien Premier ministre.

Quid de l'Armée syrienne libre, non mentionnée par M. Fillon ? "J'ai jamais vu l'opposition syrienne se battre contre l'Etat islamique. L'opposition syrienne se bat principalement contre le régime d'Assad", a-t-il affirmé.

"C'est pas avec ces forces-là qu'on va battre l'Etat islamique. Et si les Russes bombardent ces forces-là c'est parce que les Russes essaient de protéger le régime syrien. Et aujourd'hui, malheureusement, je considère que le régime syrien est nécessaire dans un premier temps pour battre l'Etat islamique parce que si le régime syrien tombe c'est l'EI qui s'emparera du territoire parce que nous n'irons, nous les Occidentaux, jamais l'en empêcher", a développé M. Fillon.

La Russie n'a-t-elle pas modifié sa stratégie depuis l'attentat dans le Sinaï et ceux de Paris ? "C'est une farce extraordinaire. Les Russes ont une stratégie depuis le début, ils n'en ont pas changé, nous, nous n'avons pas de stratégie", a dit le député de Paris, qui prône également le rétablissement d'un "dialogue technique" entre la France et la Syrie. "J'ai utilisé le mot ambassade, je l'ai retiré depuis". AFP 25.11

L'Empire du chaos ne désarme pas.

- Les Etats-Unis sanctionnent un représentant syrien pour achat de pétrole à l'EI - AFP

- Obama signe la loi interdisant la fermeture de Guantanamo mais ne renonce pas - AFP

- L'Ukraine cesse ses achats de gaz russe, Gazprom s'inquiète pour le transit vers l'Europe - AFP

- L'Ukraine interdit aux avions russes de survoler son territoire - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La "banalisation de la haine anti-musulmans" au pays de la démocratie, de la paix et de la liberté.

- Etats-Unis: de nombreux incidents anti-musulmans depuis les attentats de Paris - AFP

Les incidents contre les musulmans ont, depuis les attentats de Paris, atteint "un niveau sans précédent" aux Etats-Unis, nourris par les virulents discours de certains républicains comme Donald Trump en pleine campagne présidentielle, selon la principale association américaine de défense des droits civiques des musulmans.

"C'est du jamais vu sur une période aussi courte", explique à l'AFP Ibrahim Hooper, porte-parole du Council on American-

Islamic Relations (CAIR). Y compris, selon lui, après le 11-Septembre.

Depuis le 13 novembre, des dizaines d'incidents anti-musulmans ont été signalés dans tout le pays: coups de feu contre une mosquée de Meriden dans le Connecticut (nord-est), où le FBI participe à l'enquête; vandalisme contre un centre islamique de Pflugerville au Texas dont la porte a été couverte d'excréments, un acte que la police a qualifié de "crime de haine"; un graffiti d'une tour Eiffel en signe de la paix - symbole des attentats de Paris - a également été peint sur un centre islamique d'Omaha dans le Nebraska (centre).

Au Texas, où une demi-douzaine d'incidents ont été signalés, les lumières extérieures et la porte de verre d'une mosquée à Lubbock ont été brisées. A Corpus Christi, le centre islamique a reçu des menaces demandant à ses fidèles "de se convertir au christianisme avant qu'il ne soit trop tard", selon CAIR. A Irving, une manifestation devant un centre islamique a dénoncé "l'islamisation de l'Amérique". Et un homme en treillis a également été arrêté à San Antonio, selon la police, après être rentré dans une mosquée, insultant les fidèles qui priaient.

CAIR évoque aussi des coups de feu contre la maison d'un couple musulman à Orlando (Floride), une femme voilée traitée de "terroriste", et un chauffeur de taxi éthiopien chrétien, pris pour un musulman, apparemment frappé et menacé par un passager se disant armé à Charlotte (Caroline du Nord).

"Nous avons déjà eu des poussées de crimes haineux contre les musulmans, mais sur des périodes plus longues", explique M. Hooper.

"Il y en a eu beaucoup après le 11-Septembre, mais à l'époque, il y avait aussi beaucoup de soutien pour la communauté musulmane. On ne voit plus ça", ajoute-t-il.

Selon lui, la rhétorique anti-musulmans déjà constatée après l'attentat contre Charlie Hebdo s'est aggravée, nourrie par le discours politique extrême de certains candidats républicains à la Maison Blanche.

"Nous voyons la banalisation de la haine anti-musulmans par des gens comme Donald Trump ou Ben Carson. Cela donne un faux sens de légitimité à ceux qui voudraient perpétrer des crimes de haine", explique M. Hooper.

Et les dirigeants politiques "ne répondent pas, ne réagissent pas à cette poussée de haine anti-musulmans".

Le milliardaire Donald Trump, en tête des sondages dans le camp républicain, a récemment affirmé avoir vu les images de "milliers" de musulmans applaudissant l'effondrement des tours du World Trade Center le 11-Septembre, depuis l'Etat voisin du New Jersey. Il a ajouté qu'il envisagerait le fichage des musulmans, voire l'imposition d'une carte d'identité spéciale. Il s'est aussi dit hostile à l'accueil de réfugiés syriens, tout comme 30 gouverneurs des 50 Etats américains.

Le républicain Ben Carson a lui comparé les réfugiés syriens à des "chiens enragés".

Dans le contexte de la campagne présidentielle, "les attentats à Paris ont eu un impact très négatif sur la communauté musulmane", estime aussi l'imam du centre islamique de Jamaica dans le Queens à New York, Shamsi Ali.

ACTUALITE EN TITRES

A bas le drapeau des Versaillais, de l'union nationale, du corporatisme, de l'extrême droite et de l'Etat capitaliste !

Aucun de ceux qui se drappent dedans ou en font l'apologie n'a sa place au sein du mouvement ouvrier.

- Hommage aux victimes: Hollande appelle à "pavoiser" de drapeaux tricolores les domiciles - AFP

- Attentats de Paris : le retour du drapeau français pour incarner l'unité de la nation - Francetv info

- Les ventes de drapeaux français au plus haut - LeFigaro.fr

Dossier sur la tension entre la Turquie et la Russie

- Avion russe abattu: «Il n'y a eu aucune sommation» des Turcs, affirme le pilote survivant - 20minutes.fr

- Avion russe abattu: l'armée turque assure n'avoir pas connu la nationalité de l'appareil - AFP

Après les accusations de "provocations planifiées" lancées par Moscou, l'armée turque a assuré mercredi qu'elle ne savait pas que l'avion qu'elle a abattu la veille près de la frontière syrienne était russe, et s'est dit prête à "toute forme de coopération".

"Ici l'armée de l'air turque .Vous approchez de l'espace aérien turc. Dirigez-vous vers le sud immédiatement", peut-on entendre en anglais sur l'un de ces enregistrements, consultable sur le site de la chaîne saoudienne Al-Arabiya. Ce message est répété plusieurs fois.

« Il n'y a eu aucune sommation. Pas d'échange radio, ni de contact visuel. Il n'y a eu aucun contact. » Konstantin Mourakhtine, le pilote russe qui a survécu au crash de mardi, l'a affirmé mercredi à la télévision russe : l'armée turque n'a adressé aucune sommation à son avion de combat avant de l'abattre.

Un missile « a soudainement frappé la queue de l'avion »

« Si (l'armée turque) avait voulu nous avertir, ils auraient pu se montrer en volant sur notre parallèle. Il n'y a rien eu du tout », a ajouté le pilote de l'avion russe Su-24, filmé de dos. Lorsqu'un journaliste lui demande s'il est entré dans l'espace aérien turc, le pilote dit « l'exclure entièrement, même pour une seconde ».

« Nous étions en train de voler à une altitude de 6.000 mètres, le temps était dégagé, je pouvais voir parfaitement sur la carte et au sol où se trouvait la frontière et où nous étions », assure-t-il.

Les chasseurs F-16 de l'armée turc ont tiré un missile qui « a soudainement frappé la queue de l'avion », alors qu'il était « en train de rentrer à la base aérienne [de Hmeimim, près de Lattaquié, dans le nord-ouest de la Syrie] après avoir effectué sa mission de combat », explique le pilote.

L'incident avait provoqué la fureur du président russe Vladimir Poutine, qui a parlé d'un "coup de poignard", alors que les relations entre Moscou et Ankara sont déjà tendues. "Nous avons de sérieux doutes sur le fait qu'il s'agisse d'un acte spontané, cela ressemble beaucoup à une provocation planifiée", a affirmé le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov. AFP 25.11

- Tirer sur des pilotes désarmés? "Autodéfense", estime Washington - sputniknews.com

Mark Toner a en fait déclaré que le Département d'Etat n'excluait pas que le tir sur les pilotes éjectés du Su-24 ait constitué un acte d'autodéfense.

"Si ces "Turkmènes" ont été attaqués par un avion russe, ils ont le droit de se défendre", a déclaré M. Toner.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova a attiré l'attention sur la réponse du porte-parole du département d'Etat à la question de savoir si le tir sur des pilotes sans armes pouvait être considéré comme un acte d'autodéfense.

"Il a répondu qu'il n'y avait pas de compréhension de ce qui s'était vraiment passé", a-t-elle écrit.

"Rappelez-vous bien ces mots. Pour toujours. Et moi je ne les oublierai jamais. Je le promets". sputniknews.com 25.11

Avion russe abattu par la Turquie: Moscou dénonce une "provocation planifiée" - AFP

La Russie a accusé mercredi la Turquie de "provocation planifiée" au lendemain du crash d'un avion de guerre russe, abattu près de la frontière syrienne par l'armée turque, tout en écartant, comme Ankara, une escalade militaire dans la région.

"Nous avons de sérieux doutes sur le fait qu'il s'agisse d'un acte spontané, cela ressemble beaucoup à une provocation planifiée", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse.

Pour autant, la Russie "ne fera pas la guerre à la Turquie, (ses) relations avec le peuple turc n'ont pas changé", a affirmé M. Lavrov.

A Ankara, le président turc Recep Tayyip Erdogan a assuré n'avoir "absolument aucune intention de provoquer une escalade après cette affaire" et son Premier ministre Ahmet Davutoglu a souligné qu'Ankara était "ami et voisin" de la Russie.

A des fins d'apaisement, M. Lavrov et son homologue turc Mevlut Cavusoglu "se sont mis d'accord pour se rencontrer dans les

jours qui viennent", selon le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères Tanju Bilgiç.

Lors d'un entretien téléphonique, le ministre turc a "tenté de justifier les décisions de l'armée de l'air" turque en affirmant que l'avion russe avait "volé au total 17 secondes dans l'espace aérien turc", a révélé M. Lavrov.

Mais "cette attaque est totalement inacceptable", a-t-il martelé, ajoutant que Moscou allait "sérieusement réévaluer" les relations entre les deux pays.

L'incident risque en outre de faire dérailler les efforts pilotés par la France pour raccrocher Moscou à la coalition antijihadiste après les attentats de Paris.

A ce sujet, M. Lavrov a d'ailleurs annoncé que la Russie soutenait la proposition du président français François Hollande de fermer la frontière turco-syrienne afin d'"arrêter le flux de combattants" jihadistes.

Lors d'un entretien mercredi soir avec son homologue américain John Kerry, M. Lavrov a dénoncé, selon un communiqué, "une violation flagrante du mémorandum russo-américain sur la sécurité des vols de leurs avions militaires en Syrie", rappelant que la Turquie faisait partie de la coalition menée par les Etats-Unis.

Vladimir Poutine, après avoir dénoncé mardi un "coup de poignard dans le dos", a appelé ses concitoyens à boycotter les plages turques face au "danger terroriste".

Son Premier ministre Dmitri Medvedev a reproché à Ankara ses "actions absurdes et criminelles", l'accusant de "protéger les militants de l'EI". AFP 25.11

Commentaires d'internautes.

1 - "Incroyable ! On a tous les enregistrements entre le controle aérien militaire turc et le coucou militaire russe.... mais on attend encore les enregistrements du controlé aérien civil de Kiev avec l'avion civile de la Malaisian Airlines qui a été dirigés juste droit au dessus d'une batterie de missiles par inadvertance..."

2- "C'est une histoire sans queue ni tête ... l'avion russe qui soi-disant était sur l'espace aérien Turc mais qui s'écrase en Syrie (??) déjà bizarre, ensuite les pilotes qui n'écoutent pas soi-disant 10 alertes (!!!) de se faire descendre quand même (maso et en plus ils perdent un Soukhoï ça coûte cher!!), admettons mais l'aberration continue donc les 2 pilotes sautent, un se fait tirer dessus et meurt tué sauvagement par des djihadistes au sol (tiens tiens les turcs ont des voisins pas fréquentables si près de leur frontière et ça ne les gêne pas autant qu'un avion russe qui survole!) et l'autre est récupéré par l'armée syrienne (on est vachement en Turquie quoi) ... enfin bref au lieu de tirer sur Daesh la Turquie préfère descendre un avion russe qui ne menace en rien la Turquie... mais la Turquie est membre de l'OTAN alors les US les soutiennent ... et au fond c'est ça le problème: nos alliés en réalité soutiennent nos ennemis .... les US et les autres entrant dans une histoire tellement évidente d'hypocrisie que même un gosse de 5 ans comprend qu'il y a un truc qui ne va pas du tout!"

3- "Mais la France a rappelé hier encore avec Washington que la solution passait par le départ d'Assad rapidement donc la Russie devra se plier aux injonctions américaines et de sa force d'appoint constituée par la France. Erdogan qui vient d'être plébiscité, soutenu par l'Amérique et le fric des pays du Golfe ne risque donc rien..."

4- "La guerre en Syrie avait pour objectif de remplacer l'Alaouite et mécréant Assad afin de faire traverser un gazoduc en territoire syrien à partir du Qatar jusqu'en Turquie pour approvisionner ultimement l'Europe. Assad a dit non au Qatar et à la Turquie. Il a eu la guerre..."

5- "Eh bien, la prochaine fois que des chasseurs turcs survoleront la Syrie pour aller bombarder des kurdes, les Russes n'auront qu'à les descendre pour placer Erdogan en face de ses contradictions..."

- La Russie en démonstration de force face aux islamistes - sputniknews.com

Ces quatre derniers jours, les forces armées russes ont détruit 826 sites de l'État islamique en tirant 1 400 tonnes de bombes et 101 missiles de croisière air-sol et mer-sol en Syrie. Les succès de la coalition occidentale sont bien plus modestes.

Selon le dernier communiqué en date du ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou, la composition du groupe aérien russe a aujourd'hui doublé pour passer à 69 avions. Le groupe naval compte 10 navires, dont six en Méditerranée.

La communauté internationale a surtout été impressionnée par les deux Tu-160 qui ont décollé d'Olenia (région de Mourmansk), se sont ravitaillés en vol et, après avoir parcouru 9 500 km, ont frappé des sites terroristes en Syrie avec des missiles de croisière

de haute précision.

Mais les Américains ne semblent apprécier ni l'armement ni le style russe des opérations. Le porte-parole de la coalition occidentale Steve Warren s'est permis, la semaine dernière à Bagdad, de douter des données de contrôle présentées par la Russie en déclarant que les Russes étaient "incapables d'effectuer des frappes précises car ils ne disposent pas de munitions de haute précision, mais ont uniquement des bombes non guidées".

Le colonel n'a manifestement pas encore vu le reportage de journalistes occidentaux montrant comment on installait, sur les avions, les bombes guidées KAB-500 flambant neuves portant encore leurs étiquettes.

Dans le même temps le porte-parole du Pentagone Peter Cook a dû reconnaître que les frappes de l'aviation russe avait "touché le cœur de la structure de l'État islamique, ainsi que les champs pétroliers qui permettent de financer en grande partie son activité". sputniknews.com 25.11

- Les S-400 russes fermeront le ciel de la Syrie à l'Otan - sputniknews.com

La Russie a décidé de déployer des missiles sol-air S-400 en Syrie en réaction à la chute mardi de son bombardier Su-24 abattu par un chasseur turc dans l'espace aérien syrien.

Les avions de l'Otan devront obtenir le feu vert de Moscou pour survoler la Syrie suite au déploiement des missiles sol-air russes S-400 Triumph dans ce pays, a rapporté la chaîne de télévision américaine CNN.

Les missiles S-400 ont une portée suffisante pour couvrir l'ensemble de la Syrie ce qui signifie un contrôle total de l'espace aérien de ce pays par Moscou, note le correspondant de la CNN Matthew Chance.

Le radar du système S-400 est capable de viser simultanément 300 cibles, et possède une capacité antimissile. 72 missiles peuvent y être chargés simultanément.

L'Etat-major général russe a annoncé mercredi matin sa décision de déployer des missiles sol-air S-400 à la base militaire de Hmeimim, en Syrie, après la chute mardi de son bombardier Su-24 abattu par un chasseur turc dans l'espace aérien syrien. Il a en outre envoyé le croiseur lance-missiles Moskva, équipé de systèmes antiaériens près de la province de Lattaquié, dans le nord-ouest de la Syrie, et a annoncé que ses bombardiers voleraient désormais sous la protection de chasseurs.

Ankara et Moscou connaissent de fortes tensions au lendemain de la destruction de l'avion russe. Mais le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a annoncé mercredi que la Russie n'avait pas l'intention de faire la guerre à la Turquie suite à cet incident. sputniknews.com 25.11

- Avion abattu: la Russie prépare une riposte sévère - sputniknews.com

La Russie est prête à annuler les projets commerciaux conjoints et mettre un terme à la coopération militaire avec la Turquie suite à l'affaire du Su-24 abattu, annonce le quotidien russe Kommersant se référant à des sources haut placées dans les structures de l'Etat.

Un interlocuteur du quotidien au sein de l'administration présidentielle a déclaré que les mesures prises à l'encontre d'Ankara seraient rigoureuses et influenceraient sérieusement les relations russo-turques dans plusieurs domaines. Notamment, selon lui, Gazprom évaluera l'opportunité de continuer à réaliser le projet Turkish Stream, gazoduc sous-marin d'une capacité de 63 milliards de m³ de gaz par an. Reliant la Russie à la Turquie, il devait déboucher sur la frontière turco-grecque pour alimenter un hub gazier dont la construction était également prévue. Ce nouveau gazoduc aurait conféré un rôle stratégique à la Turquie dans le domaine énergétique.

Par ailleurs, le plus gros contrat énergétique conclu entre les deux pays pourrait se trouver menacé, s'agissant de la construction par Rosatom de la centrale nucléaire à Akkuyu, la première en Turquie. Le contrat est estimé à 22 milliards de dollars.

Selon le quotidien, la Turquie pourrait à son tour limiter le passage des navires russes via les détroits du Bosphore et des Dardanelles, ce qui est susceptible de se répercuter sur le ravitaillement de la base aérienne de Hmeimim en Syrie. Toutefois, conformément à la Convention de Montreux (1936), la Turquie ne pourra prendre cette démarche que si elle s'estime menacée de guerre. Ce pays ne pourra définitivement fermer le trafic aux navires russes que s'il se trouve en état de guerre avec la Russie. sputniknews.com 25.11

La Russie rompt les contacts militaires avec la Turquie - sputniknews.com

La Russie va rompre les contacts militaires avec la Turquie, selon l'Etat-major général des Forces armées russes.

Suite à l'attaque perpétrée par l'aviation turque contre le bombardier russe Sukhoi Su-24, engagé dans l'opération contre le groupe terroriste Etat islamique (EI) en Syrie, la Russie va rompre les contacts militaires avec la Turquie, a annoncé mardi l'Etat-major général des Forces armées russes. sputniknews.com 25.11

- Avion russe abattu: profondes divergences au sein l'Otan - sputniknews.com

Une série de couacs a émaillé la réunion de l'Alliance. Les enregistrements audio des dialogues des pilotes turcs remis par la Turquie ont été caractérisés comme "tout à fait incompréhensibles".

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg est intervenu devant le Conseil de l'Atlantique Nord sur le Su-24 russe abattu sans avoir concerté ses déclarations avec l'ensemble des représentants des pays membres. Il s'agit de sa déclaration personnelle, ont indiqué à RIA Novosti des sources militaires et diplomatiques proches de l'affaire.

"Lors du conseil des représentants permanents de l'Otan consacré à l'avion russe abattu, de graves divergences ont été constatées. Plusieurs représentants des pays membres de l'Alliance ont été très prudents envers les "plaintes turques". De sérieuses divergences concernent notamment les assertions de la partie turque selon lesquelles l'avion militaire russe aurait reçu plus de vingt avertissements", selon les sources.

En outre, les enregistrements audio des dialogues des pilotes turcs remis par la Turquie sont caractérisés comme "tout à fait incompréhensibles".

De leur côté, les Etats-Unis estiment que le Su-24 russe a été abattu dans l'espace aérien syrien après avoir brièvement pénétré dans l'espace aérien turc, rapporte l'agence Reuters citant un fonctionnaire américain anonyme.

Cette conclusion est fondée sur l'analyse d'une "trace thermique de l'avion", selon la source. sputniknews.com 25.11

Bien que les représentants permanents de l'Otan qui ne sont pas vraiment pro-russe aient estimé que ces enregistrements audio étaient "tout à fait incompréhensibles", autant dire fabriqués ou ayant une autre origine, cela n'a pas empêché l'Agence Française de Propagande de s'illustrer en diffusant la version de la Turquie tout en jetant la suspicion sur le pilote russe.

- Avion russe abattu : la Turquie diffuse l'enregistrement de ses avertissements aux pilotes - Francetv info avec AFP 25.11

Mercredi, un homme présenté comme le pilote survivant avait pourtant assuré à des chaînes de télévision russes n'avoir reçu "aucune sommation", et n'avoir eu "aucun contact" avec l'armée turque. La Turquie assure, elle, avoir émis 10 avertissements en l'espace de 5 minutes. AFP 25.11

Un "homme présenté comme le pilote" par les Russes, histoire de sommer le doute sur ses propos. Les Turcs ont présenté une carte montrant le trajet emprunté par l'avion russe qui selon eux aurait franchi la frontière avec la Syrie sur laquelle le tracé correspondrait à 3 à 5 kilomètres en territoire turc soit pendant moins d'une minute, alors partant de cet argument qu'ils ont fourni eux-mêmes, il est matériellement impossible que cet avion soit resté 5 minutes au-dessus de la Turquie et que son pilote ait reçu 10 messages, bref, ils se contredisent eux-mêmes à trop vouloir démontrer la responsabilité des Russes, surtout après que le ministre turc des Affaires étrangères Tanju Bilgiç ait affirmé que l'avion russe avait "volé au total 17 secondes dans l'espace aérien turc", a révélé M. Lavrov suite à une conversation téléphonique qu'il avait eu avec son homologue turc.

Plus sérieusement les Russes ont transmis une carte établi à partir des radars qui a suivi l'avion durant la totalité de son vol depuis son décollage où figure la frontière entre la Syrie et la Turquie, et on voit très bien qu'il n'a pas franchi cette frontière, un

- La Russie dévoile le schéma de vol de l'avion abattu en Syrie - sputniknews.com

Le ministère russe de la Défense a publié un schéma représentant le vol du bombardier russe Su-24 abattu en Syrie par un chasseur turc F-16.

D'après le schéma en question, le bombardier russe, contrairement aux déclarations du gouvernement turc, n'a pas violé l'espace aérien du pays.

Au contraire, c'est le chasseur turc qui a traversé la frontière syrienne dans le but d'attaquer l'avion russe (la trajectoire de l'avion russe est en rouge, les deux points accompagnés du carré violet correspondent à l'endroit où l'avion a été attaqué et où il est tombé par la suite respectivement, ndlr).

Le ministère a également diffusé une vidéo représentant "en direct" le vol de l'avion russe à 4 kilomètres de la frontière turque (la trajectoire de l'avion russe est en rose, celle du bombardier turc en vert). sputniknews.com 25.11

Avion russe abattu en Turquie : quand Erdogan prend du plomb dans l'aile. - lemonde.fr

Depuis 4 ans, Erdogan a un objectif : renverser Assad et installer à Damas un régime proche du sien, dirigé par un parti, celui des Frères musulmans. En voyant la révolution embraser la Syrie, Erdogan s'est dit que la bascule allait avoir lieu. Ensuite, il a commencé à soutenir ceux qui se battaient contre Assad. Armée syrienne libre qu'il a hébergée sur son territoire. Puis voyant qu'elle s'essouffler il a financé des groupes plus radicalisés, jusqu'à Al Qaida (le front Al Nosra), tous réunis dans l'armée de la conquête.Soutenir, financer, entrainer, appuyer par des bombardements.

Tout a été essayé pour renverser Assad. Mais voilà. Assad a un ami qui s'appelle Poutine. Et depuis un mois et demi, le soutien est devenu direct. L'aviation russe bombarde les protégés d'Erdogan qui viennent s'adosser à la frontière de leur puissant allié. Mais ça ne suffit pas. L'armée de la conquète est pillonée, affaiblie jour après jour par les Russes. Assad relève la tête et Erdogan voit ses rêves s'effondrer. La défense de l'espace aérien n'était qu'un prétexte. Abattre le Soukhoï a été le coup de sang d'un président sultan qui perd la main. lemonde.fr 25.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Attention, titre trompeur au regard du taux de participation : 29% ! Autant dire que le régime est illégitime et n'a aucune assise parmi la population...

- Les pro-Sissi raflent tous les sièges au scrutin de liste - Reuters

"Pour l'amour de l'Egypte", coalition d'une dizaine de partis politiques favorables au président Abdel Fattah al Sissi, a remporté sans surprise les soixante sièges attribués au scrutin de liste lors de la seconde phase des élections législatives. Ceux-ci s'ajoutent aux soixante autres sièges qu'elle avait raflés lors du premier tour à la mi-octobre.

Le scrutin s'est déroulé dimanche et lundi au Caire et dans douze autres provinces du pays.

Le taux de participation s'est élevé à 29%, a déclaré mercredi la commission électorale égyptienne en annonçant les résultats officiels.

Sur les 222 sièges en lice au scrutin majoritaire uninominal lors de cette seconde phase, seuls neuf sont en ballottage et feront l'objet d'un nouveau tour de scrutin les 1er et 2 décembre.

Selon les termes de la Constitution adoptée avant l'élection de Sissi à la présidence en 2014, le futur Parlement sera composé de 568 élus - 448 au scrutin uninominal et 120 au scrutin de liste. En outre, 28 autres députés seront nommés par le président Sissi à l'issue du scrutin, ce qui portera à 596 le nombre total de députés.

Les résultats provisoires du scrutin sont attendus le 3 décembre et la liste définitive des parlementaires devrait être communiquée le 20 décembre.

L'Egypte se trouve sans Parlement depuis juin 2012, date à laquelle la justice a prononcé la dissolution de l'assemblée démocratiquement élue après le renversement du président Hosni Moubarak en 2011, et dominée par les Frères musulmans.

Alors chef de l'état-major, Abdel Fattah al Sissi a évincé l'année suivante le président Mohamed Morsi, issu de la confrérie et lui aussi démocratiquement élu. L'organisation, qui est le plus ancien mouvement islamiste du pays, a depuis été interdite, étant considérée comme une formation terroriste.

Des formations socialistes et libérales qui auraient pu attirer les voix des opposants ont finalement décidé de ne pas se présenter, ce qui a laissé le champ libre aux partisans du chef de l'Etat, à des personnalités de l'ancien régime, à des notables de province et à des hommes d'affaires. Reuters 25.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- SNCM: le Syndicat des travailleurs corses à son tour en grève - AFP

Le Syndicat des travailleurs corses (STC), seule organisation encore non gréviste à la SNCM, a annoncé mercredi qu'il se mettait à son tour en "grève illimitée", accusant le gouvernement de vouloir faire dégénérer le conflit. AFP25.11

Haut de page

Le 27 novembre 2015

CAUSERIE

Fausse nouvelle, la mousson n'est pas tout à fait terminée, on a encore eu de la pluie et ils ont annoncé "*heavy rain*" pour demain, de fortes pluies, ici cela veut dire le déluge ! Les routes sont devenues impraticables, complètement défoncées, c'est très dangereux, par endroit la chaussée a disparu laissant place à de la boue sur toute la largeur de la route et sur des dizaines de mètres.

Il est 16h30, le soleil se couche dans 2 heures, je vais en profiter un peu, j'en ai bien besoin avec ce boulot de dingue ! A chaque fois que la situation s'emballe, les lecteurs ont pu vérifier depuis 11 ans que j'était mobilisé 24h/24, ils ne comprendraient pas que je déserte, moi non plus !

J'ai téléchargé une trentaine d'articles que j'ai lus hier soir et ce matin, j'en ai retenu 11 que je mettrai en ligne demain. Je vais devoir créer une nouvelle rubrique pour stocker et pouvoir retrouver tous ces articles, car ce serait dommage de les perdre de vue, cela peut toujours servir par la suite.

Je remercie le camarade qui m'a adressé l'article *La tendance à la guerre de l'Occident et le radicalisme islamique*, il fait partie des articles que j'ai sélectionnés.

Je pense que la formule est bonne, au lieu de perdre mon temps à actualiser quotidiennement un tas de rubriques avec des articles qui pour la moitié ou les trois quart n'en valent pas vraiment la peine, ce qui représentait un boulot monstre, on se concentre sur l'essentiel, cela vous fera gagner du temps et à moi aussi. Et quand j'estime que seuls quelques passages d'un article valent le coup, je les reproduis dans la causerie et on zappe le reste sans intérêt ou déjà dit ailleurs. Rien ne vous empêchent évidemment de télécharger d'autres articles figurant dans les portails où nous nous approvisionnons.

Tenez, au fait, j'ai oublié un truc sur le congrès du POI. Apparemment ils ont fait disparaître ses 4 tendances puisqu'apparemment aucune ne s'est exprimées lors de leur congrès, cela vaut également pour l'autre POI, vous savez, sans rire, celui qui serait plus démocratique que l'autre. A suivre.

Pour que les lecteurs et les militants qui ont lu la causerie d'hier puisse vérifier par eux-mêmes ce que j'ai écrit à propos du POI et de son congrès, je mets en ligne 8 pages du n°379 d'Informations ouvrières. Un bon mot, en guise de congrès "ouvert", le POI s'est dissous... (pas de faute, dissous pour le masculin, dissoute pour le féminin.)

Et en plus on vous offre un cours d'orthographe gratuit, alors n'oubliez pas de nous soutenir, merci d'avance.

Bon week-end, quelle ambiance cela doit être en France de sortir et de croiser des flics et des militaires dans les rues, l'horreur !

Guerre idéologique de l'Etat.

Ce sont les agences de presse des différents pays qui diffusent la propagande gouvernementale sous forme de dépêches et articles, que les médias reproduisent tels quels ou brodent dessus en adaptant leur présentation en fonction du public auxquels ils sont censés s'adresser, oeuvrant ainsi à la désinformation générale et au conditionnement de la population.

Les agences de presse fonctionnent donc comme des institutions privées ou semi-privées intégrées à l'Etat qui en est actionnaire ou les finance directement ou indirectement, à partir des subventions que les gouvernements octroient généreusement aux médias

qui servent les intérêts du régime. Ainsi les intérêts de Etat, des agences de presse, des médias institutionnels, des banques et des oligarques partagent les mêmes intérêts et les mêmes objectifs politiques opposés à ceux des masses exploitées et opprimées.

Les médias ne pouvant pas vivre sans le soutien des banquiers ou des oligarques, quand ils n'en sont pas directement propriétaires, ils ne sont pas libres, dès lors on comprend qu'ils soient en pointe dans le combat contre nos libertés politiques et individuelles.

Il est préférable de parler de libertés politiques plutôt que de libertés démocratiques qui tend à induire en erreur les lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, sur la nature du régime en place ou de l'Etat, qui ne tolère que les libertés qui permettent d'assurer la pérennité des rapports entre les classes qui lui sont favorables ou la domination de classe des capitalistes.

Ne pas situer notre combat au niveau de celui de notre ennemi est suicidaire

Autrefois le combat du mouvement ouvrier était guidé par l'aspiration de la classe ouvrière à changer la société et conquérir son émancipation du capital ou sa liberté, puis il a revu ses prétentions à la baisse en abandonnant cet objectif, dorénavant il ne devait plus lutter que pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre de l'ordre établi dont il ne contestait plus la légitimité qu'en paroles, plus tard, fort de ce reniement et de cette trahison illustré par sa soumission au régime en place, les représentants de la classe dominante allaient en profiter pour lancer une offensive généralisée contre tous les acquis ou droits sociaux et politiques qu'elle avait dû concéder au prolétariat au cours de la période précédente de la lutte des classes, ne pouvant pas se payer le luxe d'une troisième guerre mondiale sans que sa condition en soit gravement et durablement affectée, menacée par la crise de son sytème économique qui fragilisait les fondements sur lesquels reposait sa domination de classe, elle optera pour une stratégie mondiale conduisant à la dislocation de tous les rapports qui jusque là avaient cimenté la société, pour la livrer au chaos et à la barbarie sur fond de dictature étouffant toutes les libertés, profitant de la corruption ou de la putréfaction du mouvement ouvrier, de son incapacité à se doter d'une nouvelle directon, pour imposer un nouvel ordre mondial libéré une fois émancipée des contradictions de son vieux système économique et la lutte des classe neutralisée.

Nous sommes actuellement dans la dernière phase de ce processus. Si rien ne dit qu'ils pourront le mener à terme, rien ne dit non plus qu'ils n'y parviendront pas.

Il leur reste encore d'importants obstacles à abattre pour y parvenir, la concurrence que se livrent les différents impérialismes en est un qui n'est pas infranchissable, lorsqu'on observe que les oligarques anglo-saxons-sionistes sont parvenus à rallier la totalité des Etats de l'UE à leur stratégie néolibérale et à leurs guerres avec pour résultat immédiat la quasi-neutralisation du mouvement ouvrier. Ils ont réélu Erdogan et Netanyahu, et ils viennent de parvenir à gagner l'Argentine, donc rien ne dit qu'ils ne seront pas en mesure d'obtenir les mêmes résultats à terme dans l'ensemble de l'Amérique latine, le Mexique leur est acquis et le Brésil ne tardera pas à le rejoindre, l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient leur étant déjà acquis à l'exception de l'Iran, du Liban et de la Syrie, sans parler d'une partie de l'Asie, le Vietnam, le Cambodge, les Philippines, et pratiquement tous les pays en Afrique dans lesquels ils ont installé des bases militaires et qu'ils étranglent financièrement, le gros du morceau si on peut dire demeurant la Russie et la Chine qui entendent poursuivre leur développement indépendamment de la stratégie politique des néolibéraux américano-sionistes, mais qui vont être rapidement confrontés à un effort de guerre insoutenable qui les déstabilisera de l'intérieur, de telle sorte que leurs régimes s'en trouveront fragilisés et pourraient basculer à son tour pour rejoindre le clan de l'internationale oligarchique.

Si un tel scénario devait se réaliser, il signifierait la fin de la civilisation humaine et le socialisme demeurerait éternellement une utopie, à défaut d'avoir trouvé en nombre suffisant des acteurs consients du processus dialectique matérialiste et historique qui a contribué au développement de l'humanité pour le promouvoir au sein des peuples et les organiser, afin qu'il s'oriente dans une autre direction en se libérant des chaînes du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, du règne de la servitude humaine sur laquelle le développement antérieur de l'humanité reposait.

Le sort de l'humanité ou de la civilisation humaine tient en une seule question : Serons-nous capables ou non de renouer avec le socialisme ? Cela pourrait être un autre paradoxe, la responsabilité de la réponse à cette question et le dénouement final de cette histoire repose sur tous ceux qui se réclament du socialisme.

Si on continue de refuser de subordonner la lutte de classe au seul objectif de renverser l'ordre établi, on sera vaincu, définitivement, car on ne s'en relèvera jamais une fois cette dictature absolue établie à l'échelle mondiale, tout opposant sera broyé avant même d'avoir commencé à livrer son combat.

Notre ennemi et sa stratégie ne sont pas infaillibles, ils peuvent être vaincus, mais pour cela, il faut faire preuve d'une rigueur, d'une discipline tout aussi absolue, exemplaire, ne pas craindre d'avancer à contre-courant de la majorité des masses conditionnées par la propagande du régime. Il faut avancer programme et drapeau de la révolution socialiste déployés, il faut être implacable envers les traîtres, les agents du régime, les bureaucrates corrompus, l'opportunisme, ceux qui ménagent le régime ou le gouvernement, qui cherchent à se concilier de soi-disant progressistes, républicains ou démocrates qui incarnent les intérêts de certaines couches du capitalisme vouées pour la plupart à disparaître ou à se fondre dans l'économie libérale, ceux qui entendent seulement imposer des reculs au gouvernement alors qu'il a sorti une artillerie (législative, policière et militaire) de

guerre pour nous combattre signifiant par là qu'il ne cèdera sur rien et qu'on n'a plus le choix qu'entre combattre à mort le régime pour le renverser et le vaincre ou se soumettre et capituler honteusement.

Telle est notre analyse de la situation et de son évolution probable, notre stratégie et notre objectif politique. Tout politique qui consisterait à tenter d'aménager le régime, constituerait une trahison de notre idéal et conduirait infailliblement à notre défaite. Celui qui n'a pas conscience de l'enjeu de ce combat ferait mieux de s'abstenir plutôt que desservir notre cause.

Quelques extraits d'articles

Guerre psychologique et société totalitaire

- Loi française sur le renseignement. Société de surveillance ou société surmoïque? - Jean-Claude Paye - Mondialisation.ca 25.11

"La réorganisation des services de renseignements autour de la « surveillance » de leur ressortissants s'intègre dans une structure impériale ayant pour ennemis, non seulement les quelques nations qui échappent partiellement à son contrôle, mais surtout leurs propres populations. (...)

L'insertion, dans la loi (sur le renseignement - ndlr), de « la prévention des atteintes à la forme républicaine des institutions » laisse rêveur. Comme le danger d'un complot royaliste ne fait sûrement plus partie des menaces portant sur la République, qui pourrait être concerné par cette phrase, sinon les tenants d'une mutation radicale du pouvoir (...)

Le nécessaire consentement des populations à l'abolition de leurs libertés explique pourquoi cette suppression s'inscrit dans le droit et ne procède pas simplement à une suspension de la Constitution, comme, par exemple, dans l'Allemagne nazie. Le ministre se pose ainsi en défenseur, non d'un état d'exception, mais d'un ordre permanent, celui d'une société panoptique, ou chacun est placé sous le regard du pouvoir et se soumet à l'injonction de dévoiler son intimité en faisant offrande de son être. (...)

Une société scopique.

Le règne de la pulsion scopique[13] procède à une désintégration de tout rapport social. Cette domination correspond à une société monadique, dans laquelle l'individu n'a plus d'Autre. L'articulation des différentes monades est alors assurée par l'Etat. Elle correspond à un capitalisme pur qui ne doit faire face à aucune opposition. Soumis à la pulsion scopique, le corps ne parle plus, il n'affronte plus. Devenu transparent, il n'est plus qu'une forme vide que l'autre, la puissance publique, peut investir de ses affects et lui imposer, par exemple, "tu es Charlie". Le sujet est alors aboli et se confond avec l'objet-regard, avec le désir de l'Autre. Il devient l'objet de sa jouissance, ici objet de la toute puissance de l'Etat.

Le droit a déjà enregistré la prégnance de la loi intérieure, c'est à dire le remplacement de la loi par les valeurs.

Les législations et dispositions antiterroristes suppriment l'intime et ainsi toute possibilité de distinction de l'individu d'avec les institutions. La monade forme une unité avec l'Etat maternel, elle n'est plus que le résultat du regard de l'Autre. Ainsi, la Loi sur le renseignement n'a pas pour but de lutter contre le "terrorisme", de faire face à un ennemi ou même d'exercer une surveillance des populations hexagonales, mais de signifier au citoyen qu'il n' y a pas d'autre lieu que celui de la langue du pouvoir.

Parler de "société de surveillance," pour caractériser cette mutation du rapport entre l'Etat et le citoyen, ne permet pas de comprendre l'ampleur de la transformation. Cette notion porte sur une structure antérieure de la société et non pas sur la phase actuelle. Les nouvelles législations "antiterroristes" n'ont pas pour objet de contrôler les individus, mais que ceux-ci intériorisent le pouvoir absolu de l'administration concernant leur vie publique et privée. Elles s'attaquent pas à des actes ou des paroles déterminées, mais "au désir même de résistance". (...)

Le caractère non prévisible des effets de la loi fait partie des objectifs de cette législation. Il s'agit de placer les individus dans une incertitude permanente en ce qui concerne l'action des services de renseignement à leur égard. La population se demandant constamment, si elle est observée et quels comportements elle doit préventivement adopter, par exemple, quels sites Internet elle peut visiter. Bref, il ne s'agit pas d'identifier des comportements particuliers, révélateurs d'une intention particulière, mais d'enfermer l'ensemble des citoyens dans le regard du pouvoir? (...)

Ainsi, les nouvelles législations antiterroristes, comme la loi sur le renseignement, suppriment tout ordre symbolique et ont pour fonction d'enfermer l'individu dans la sidération. (...)

La loi sur le renseignement, comme la marche du 11 janvier, s'inscrivent bien dans une problématique surmoïque, celle d'un surmoï archaïque de type maternel qui incarne un savoir absolu sur le réel du sujet. (...)

...comme l'écrit Jean-Daniel Causse à propos de la loi intérieure du surmoi : « Comme elle ne donne pas de contenu à l'interdit, la

loi devient infinie et totalement arbitraire lorsqu'elle se trouve dictée par le surmoi. »[19] Elle est l'expression d'une société totalitaire." Mondialisation.ca 25.11

Note

13- Jacques Lacan, Le séminaire, Livre XI, Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse, Le Seuil 1973.

Scopique : (Psychologie) Relatif à une pulsion qui met en scène la dialectique entre regarder et être regardé, en particulier lors du développement de la phase du miroir.

Rappelons que, dans la constitution de l'image du corps, les pulsions scopiques tiennent une place très modeste, voire totalement absente, pour l'organisation du narcissisme primaire. — (Françoise Dolto, L'Image inconsciente du corps, Éditions du Seuil, 1984) (Source : wiktionary.org)

Attaques terroristes à Paris: Unanimité suspecte des partis autour de la propagande gouvernementale - Paul Craig Roberts - mondialisation.ca 26.11

Les Nazis et d'autres l'ont démontré de façon simple et claire : la peur est un outil pour contrôler les gens. Le terrorisme crée la peur, et la peur fait tomber ceux qui ne réfléchissent guère dans les filets du gouvernement qui a créé le terrorisme qui a créé la peur.

Regardez donc ce film, V pour Vendetta. Le gouvernement britannique déchaîne une épidémie et utilise la peur qui en résulte pour transformer la Grande-Bretagne en État policier. Les producteurs du film, tout comme les créateurs de V pour Vendetta et de Matrix, comprennent ce qui arrive, mais combien parmi les spectateurs comprennent cela ?

Si je compte bien jusqu'à présent, le FBI a monté 150 provocations, c'est-à-dire que le FBI a organisé des complots terroristes, pour lesquels il recrutait des individus paumés pour faire, par exemple, sauter la tour Sears avec de fausses bombes qu'il leur donnait.

Nous avons eu l'opération sous faux drapeau le 11 septembre, l'opération sous faux drapeau contre le Marathon de Boston, l'opération sous faux drapeau contre Charlie Hebdo, l'opération sous faux drapeau du 13 novembre. Toutes ces opérations ont suivi le scénario déjà ancien de l'Opération Gladio [dans les années 70, faire régner la terreur en Italie, entre autres, et l'attribuer à l'extrême-gauche pour ancrer le gouvernement à droite, NdT] et du Projet Northwoods [projet d'attentats contre des citoyens américains pour accuser Cuba, et l'envahir avec le soutien de l'opinion publique, projet non réalisé, NdT] (tout est sur le Web, consultez Google), et d'autres.

Le monde occidental n'est autre qu'une tyrannie dans laquelle des citoyens décervelés vivent dans une réalité [village Potemkine, NdT] entièrement reconstruite.

Y a-t-il suffisamment de gens capables de sortir la tête de l'eau pour faire changer les choses ? C'est la question. mondialisation.ca 26.11

La résolution 2249 de l'ONU entérine la dislocation de la Syrie et de l'Irak.

- La résolution 2249 de l'ONU suspend la souveraineté de la Syrie et de l'Irak - Mondialisation.ca 26.11

La résolution 2249 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui prépare la guerre contre la Syrie, vient d'être publiée. Votée vendredi 20, elle était sous embargo jusqu'à ce lundi 23, à 18h30 heure de New York, mais s'avère foncièrement identique au projet rédigé et diffusé en anglais par la France.

Mais, surtout, la résolution 2249 suspend la souveraineté de la Syrie et de l'Irak, puisqu'elle ne mentionne pas leurs gouvernements ni la nécessité de les associer à ce que l'on entreprendra sur leurs territoires nationaux. Les pays qui en ont les moyens sont encouragés à engager des campagnes militaires « dans les zones contrôlées par l'EIIL en Irak et en Syrie » en ignorant totalement ces deux pays, leurs gouvernements et leurs frontières.

Afin que les choses soient bien claires, dans son discours d'explication des raisons pour lesquelles les États-Unis votaient en faveur de cette résolution, l'ambassadrice états-unienne Michele Sison mentionne avec insistance l'urgence de procéder à un changement de régime en Syrie.

Voilà ce qui se cache réellement derrière la résolution 2249 du Conseil de Sécurité de l'ONU : sous le prétexte de quelques attentats terroristes, c'est la reconnaissance de l'État islamique en Irak et au Levant comme acteur international, l'intensification de la guerre contre la Syrie, l'enregistrement de sa perte de contrôle d'une partie de son territoire, et la suspension de sa souveraineté sur l'ensemble de celui-ci.

Source : Stratediplo

Dossier sur la tension entre la Turquie et la Russie

- Moscou avait informé Washington de la mission de l'avion russe abattu par la Turquie (Poutine) - AFP

La Russie avait informé les Etats-Unis de la mission du bombardier russe abattu mardi par l'aviation turque, qui ne pouvait pas ignorer sa nationalité contrairement à ce qu'affirme Ankara, a déclaré jeudi le président russe Vladimir Poutine.

"Les Etats-Unis, qui dirigent une coalition dont fait partie la Turquie, connaissaient le lieu et le moment du passage de nos avions, et c'est précisément à cet endroit et à ce moment que nous avons été frappés", a déclaré M. Poutine lors d'une conférence de presse. Il a par ailleurs "exclu" que l'aviation turque n'ait pas pu identifier à quel pays appartenait le Su-24 comme l'a affirmé Ankara: "C'est absurde, ce sont des prétextes".

- "Je ne présenterai pas d'excuses à la Russie" (Erdogan) - sahartv.ir

«Mon Pays ne présentera pas d'excuses à la Russie, pour avoir abattu un "Sukhoï 24"», a déclaré Recep Tayyip Erdogan, le Président turc, lors d'un entretien avec la chaîne CNN.

«La perte d'aujourd'hui équivaut à un coup de poignard dans le dos, de la part de la Turquie», avait dit Poutine, le Président russe, à la suite du crash d'un avion de combat russe, abattu par ce pays, précisant : "Nous n'avons toujours pas entendu d'excuses claires, de la part des dirigeants de la Turquie, ni de proposition, pour compenser le mal et les dommages causés, ni de promesses de punir les responsables de ces crimes", a déclaré Poutine, lors d'une cérémonie, retransmise à la télévision russe.

«C'est la Russie, qui doit présenter ses excuses à la Turquie, pour avoir violé son espace aérien», a déclaré Erdogan. sahartv.ir 26.11

- Ankara ne s'excusera jamais, auprès de Moscou - sahartv.ir

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, a exclu, jeudi, que la Turquie présente des excuses à la Russie, pour avoir abattu un de ses avions militaires, qui avait, selon Ankara, violé son espace aérien, près de la frontière syrienne.

"Il n'y a pas de raison que la Turquie s'excuse, pour une situation où elle a raison. Nous avons communiqué, (à Moscou), notre tristesse, quant à cet incident", a indiqué M. Cavusoglu, lors d'un déplacement, dans la partie Nord de l'île de Chypre.

La Russie a, également, dit ne toujours pas avoir reçu d'excuses, de la part d'Ankara, deux jours après que l'avion de guerre russe a été abattu.

"Nous avons l'impression que les dirigeants turcs conduisent, sciemment, les relations russo-turques dans l'impasse. Nous le regrettons", a poursuivi le président russe.

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a, quant à lui, demandé, jeudi, à son gouvernement, de préparer, d'ici à deux jours, une série de mesures de rétorsions économiques, après "l'acte d'agression" de la Turquie, qui a abattu, mardi, un bombardier russe, à la frontière syrienne.

"Je propose que tout cela soit fait, dans un délai de deux jours, afin de passer, le plus vite possible, aux procédures nécessaires", a-t-il précisé.

Selon M. Medvedev, "des accords et projets d'investissements pourront être gelés ou, tout simplement, abandonnés", a-t-il prévenu. sahartv.ir 26.11

- Premières représailles commerciales russes après la destruction d'un avion abattu par l'armée turque - euronews.com

Deux jours après le crash mortel d'un bombardier russe abattu par l'aviation turque, et à défaut de représailles militaires, Moscou amorce ses premières sanctions commerciales. Mercredi, la Russie a décidé de renforcer ses contrôles sur les produits agricoles et alimentaires importés de Turquie. Sont concernés les légumes, les fruits et les produits à base de viande.

Invoquant des "violations répétées des normes russes par les producteurs turcs" le ministre de l'Agriculture Alexandre Tkatchev annonce qu'au moins 15% des produits importés de Turquie risquent de se voir interdits.

Mercredi les plus grands tours opérateurs russes ont déjà interrompu la vente de séjours touristiques vers la Turquie. euronews.com 26.11

Le vrai visage d'Erdogan le tyran.

- Turquie: deux journalistes d'opposition inculpés pour avoir fait état de livraison d'armes en Syrie - AFP

Deux dirigeants du journal d'opposition turc Cumhuriyet ont été inculpés et écroués jeudi soir par une cour pénale d'Istanbul pour avoir fait état de livraisons d'armes du régime turc à des islamistes en Syrie, ont rapporté les médias turcs.

Can Dündar, rédacteur en chef, et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, sont accusés d"espionnage" et "divulgation de secrets d'Etat" pour avoir publié en mai un article sur de possibles livraisons d'armes par les services secrets turcs (MIT) en Syrie.

Un convoi de camions des services de renseignements turcs avait été intercepté par les gendarmes turcs dans le sud de la Turquie en janvier 2014. La révélation de cette livraison d'armes dissimulées, selon Cumhuriyet, sous des caisses de médicaments, avait provoqué un séisme politique en Turquie.

Le président islamo-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan qui nie catégoriquement soutenir militairement les mouvements jihadistes qui combattent le régime du président Bachar al-Assad, sa "bête noire", avait personnellement porté plainte contre M. Dündar, 54 ans, et publiquement promis lors d'un entretien à une chaîne de télévision locale qu'"il n'en sortira pas comme cela".

"Il va payer un prix très lourd", avait-il prévenu.

Le gouvernement turc est régulièrement épinglé dans les capitales étrangères et par les ONG de défense de la liberté de la presse, qui lui reprochent ses pressions de plus en plus importantes sur les médias.

- Les chasseurs turcs entrent dans l'espace aérien irakien - sahartv.ir

Les médias locaux ont rapporté que les chasseurs turcs étaient entrés, dans l'espace aérien de l'Irak, et avaient visé plusieurs bases des forces du PKK.

Selon ces médias, les chasseurs de la Turquie sont entrés, sans aucun avertissement, dans l'espace aérien de l'Irak, et pris pour cible de leurs frappes les bases des forces du PKK, dans le Kurdistan irakien.

Plusieurs bases des miliciens du Parti du Kurdistan irakien auraient été prises pour cible de ces raids aériens, a indiqué l'agence de presse Sputnik.

Les chasseurs F-16 de la Turquie visent, régulièrement, les bases du PKK, dans la région de "Barvari Bala", le village "Kasta", dans la ville de "Zakho" dans la province de "Dahouk". Avant de mener des frappes, les chasseurs ont survolé la région, pour effectuer des opérations de reconnaissance. sahartv.ir 26.11

On s'étonnera que les Irakiens ou les Russes ne les aient pas descendus...

- "La Turquie montre ses terribles facettes que l'Occident ne veut pas voir" - sputniknews.com

Un Su-24 russe a été abattu le 24 novembre en Syrie par un chasseur turc. Selon Claude Goasguen, maire du 16e arrondissement, la Turquie met l'Europe en péril.

La Turquie vient de dévoiler le jeu sordide qu'elle mène avec les terroristes islamiques, a déclaré jeudi à Sputnik Claude Goasguen, député-maire (Les Républicains) du 16ème arrondissement de Paris et ancien ministre de la Réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la citoyenneté dans le premier gouvernement Juppé.

"Il est clair que la Turquie est en train de montrer toutes ses terribles facettes que l'Occident et les démocraties occidentales essaient de ne pas voir. On sait que la Turquie depuis plusieurs années est une frontière où on passe n'importe quoi et en particulier des soutiens aux islamistes et à Daech", a indiqué M.Goasguen.

Selon lui, les Turcs sont des adversaires de la coalition internationale qui combat le groupe terroriste Etat islamique (EI) et par conséquence des adversaires de la France et de l'Europe.

"Si on réfléchit, on se demande vraiment ce que l'OTAN fait dans cette affaire. Peut-on continuer à avoir une coordination avec des gens qui sont ouvertement, les Turcs, nos adversaires? Car les Turcs ont aidé Daech, les Turcs combattent les Kurdes qui sont les meilleurs défenseurs contre Daech, les Turcs vendent le pétrole et laissent passer du pétrole; les Turcs en réalité ont joué un jeu épouvantable dans l'affaire des réfugiés politiques, les réfugiés politiques ont été poussés par les Turcs vers l'Europe, nous créant des problèmes considérables", a-t-il ajouté.

En plus, le président turc Recep Tayyip Erdogan ne poursuit pas la politique pro-occidentale de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne.

"Erdogan est un Frère musulman, un Frère musulman qui est un islamiste. Cet Erdogan qui se vantait d'être dans la ligne d'Atatürk est en train de plonger son pays dans un islamisme de plus en plus provocant, au contraire d'Atatürk qui voulait au contraire faire venir la Turquie dans une ambiance occidentale", s'est indigné M.Goasguen.

Le député a déploré l'absence d'opposition française face au soutien apporté par les Etats-Unis à la Turquie suite à la destruction de l'avion russe qui effectuait une mission antiterroriste en Syrie.

"Je suis un peu découragé par l'absence d'opposition française (…). Les Américains sont en réalité les vrais adversaires qui soutiennent les Turcs qui sont à la remorque de l'Arabie Saoudite et du Qatar. Et la France malheureusement n'a pas une voix suffisante, je dirais même qu'elle est probablement la victime la plus désignée par les actes terroristes de cette intransigeance américaine qui est en train de mettre le feu au Moyen-Orient (…). J'ai l'impression que le gouvernement actuel n'a pas du tout envie de se détacher de l'emprunte américaine, saoudienne et du Qatar", a noté l'homme politique.

Il a appelé à "en finir avec ce jeu américain soutenu par l'Arabie Saoudite et le Qatar qui intègre les Turcs qui sont en réalité en train de devenir des ennemis de la coalition contre Daech. Le double, le triple, le quadruple jeu de la Turquie vient désormais d'apparaitre à la face du monde, et il faut en tirer les conséquences", a conclu M.Goasguen. sputniknews.com 26.11

- La famille Erdogan éclaboussée par le pétrole de Daech - sputniknews.com

Un jour après l'attaque contre un avion russe en Syrie, le président turc Recep Tayyip Erdogan poursuit son offensive contre la Russie dans l'espace médiatique: il affirme que l'aviation turque n'était pas au courant de l'appartenance de l'avion et appelle à "ne pas dramatiser la situation", écrit jeudi le quotidien Interpolit.

Cette pirouette politique d'Erdogan et sa volonté de se protéger sont parfaitement compréhensibles. Hier, en commentant la tragédie, le président russe Vladimir Poutine a ouvertement accusé la Turquie d'implication dans le financement de Daech via l'achat de pétrole illégal auprès de l'organisation.

La participation de certains membres du G20 au financement de Daech a été également évoquée lors du dernier sommet de l'organisation à Antalya. Quelque temps après, le public a pu également prendre connaissance de l'envergure du trafic créé par les djihadistes. Suite à cet avertissement lancé à Antalya, les forces aériennes russes ont lancé une chasse aux colonnes de camions-citernes transportant du pétrole de Daech.

Jusqu'à récemment, ces actions étaient un secret de polichinelle. Les alliés occidentaux de la Turquie taisaient pudiquement l'implication d'Ankara dans le trafic pétrolier de Daech, mais la presse a tout de même pu publier certaines informations. De jour en jour, les preuves se sont accumulées et il est désormais absolument clair que Daech est une sorte d'entreprise familiale pour le président turc et ses enfants — son fils Bilal et sa fille Sümeyye.

D'après la presse turque, Bilal Erdogan possède la société de transport maritime BMZ Group qui a des amarrages spéciaux dans les ports de Beyrouth et de Ceyhan, depuis lesquels le pétrole de contrebande est transporté vers les consommateurs japonais.

L'opposition turque est aux abois avec le fils du président et rêve de le voir un jour derrière les barreaux. Mais bien que Bilal Erdogan soit mouillé dans l'activité des terroristes, il sera protégé contre toute poursuite judiciaire tant que son père sera chef de l'État.

La fille du président, Sümeyye, mène une activité aussi intense que son père et son frère. Selon les médias, elle parraine un hôpital militaire dans le sud-est de la Turquie qui soigne des combattants de Daech transportés depuis la Syrie. Global Research News a obtenu ces informations d'une employée de l'hôpital sous couvert d'anonymat. La fille du président turc est également une personnalité politique connue.

Ainsi, les intérêts commerciaux et politiques des Erdogan sont liés à Daech de manière assez particulière. Le soutien politique de la Turquie a longtemps permis à l'organisation terroriste d'élargir son influence et d'occuper des territoires des pays voisins, alors que les revenus "blanchis" par les Erdogan revenaient dans le budget des djihadistes, les aidant à poursuivre leur expansion.

Il est évident que l'intérêt du président turc ne réside pas que dans le banal enrichissement. L'agent n'est ici qu'un moyen d'atteindre un objectif majeur qui est, selon les experts, rien d'autre que la reconstruction de l'Empire ottoman. Erdogan rêve de détrôner l'héritage de Kemal Ataturk pour lever sur la Turquie le drapeau vert de l'islam. C'est pourquoi il a besoin de Daech et du pétrole. Et la Russie a perturbé ses plans, ce qui explique sa colère. sputniknews.com 26.11

Les raisons de l'hystérie d'Erdogan et des Américains.

- L'aviation syrienne a attaqué 673 sites terroristes en six jours - sputniknews.com

L'aviation syrienne a mené 179 missions en six jours pour frapper 673 sites des terroristes, a annoncé jeudi à Lattaquié le général de brigade Ali Mayhub, porte-parole des troupes syriennes.

"L'Armée de l'air syrienne a effectué 179 sorties pour attaquer 673 sites contrôlés par les terroristes près de Damas, de Homs, de Hama, d'Idlib, d'Alep et dans la province de Lattaquié. Ces frappes ont permis de détruire trois postes de contrôle, deux convois automobiles et des bases de ravitaillement dans la province de Homs", a indiqué le général lors d'un point presse.

"Les activités de l'Armée de l'air syrienne ont porté un préjudice important au groupe du Front al-Nosra (…). Nous avons rasé des fortifications des terroristes du Front al-Nosra et éliminé beaucoup de terroristes (…) dans la province d'Idlib", a-t-il ajouté.

Les troupes syriennes ont en outre "détruit des centres de communication et de ravitaillement des terroristes et leurs véhicules (…) dans la province d'Alep".

"Des dizaines de véhicules transportant des djihadistes ont été anéantis dans la province de Lattaquié", a précisé le général.

L'armée syrienne mène une offensive à Homs et a déjoué une tentative de percée des terroristes près de Palmyre, d'après Ali Mayhub. sputniknews.com 26.11

ACTUALITE EN TITRES

L'erreur est humaine ou comment cautionner la barbarie

- La France n'a eu aucun renseignement sur l'imminence d'un attentat, affirme Bernard Cazeneuve - Francetv

- Hôpital MSF de Kunduz : une “erreur humaine” à l’origine du bombardement - AFP

Ils revendiquent l'établissement d'une dictature.

- Bernard Cazeneuve n'exclut pas de prolonger l'état d'urgence "si dans trois mois l'évaluation de la menace est au même niveau" - Francetv info

- Henri Guaino voudrait "conserver l'état d'urgence un an, un an et demi" - AFP

… et ils s'en donnent les moyens.

- Les français majoritairement favorable à des dépenses supplémentaires en matière de sécurité (sondage) - AFP

- Attentats: le Sénat adopte à l'unanimité l'augmentation du budget justice - AFP

Lutte de classes exacerbée à travers le monde

- Grèce : violents débordements après une manifestation à Athènes - euronews.com 17.11

- Le Kosovo secoué par de violentes émeutes - euronews.com 19.11

- Des affrontements ont éclaté lors de manifestations anti-immigrants en Australie - euronews.com 23.11

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Chômage : le nombre de demandeurs d'emploi bondit - Francetv info

Ce jeudi 26 novembre, les chiffres du chômage ont été publiés. En octobre, 42 000 chômeurs de catégorie A de plus, c'est la plus forte hausse depuis deux ans. Le nombre de chômeurs a donc bondi de 1,2%. La baisse du mois septembre est totalement effacé. C'est un nouveau record absolu pour la courbe du chômage. La France compte désormais 3 589 000 personnes sans aucune activité professionnelle.

En ajoutant les catégories B et C (personnes ayant exercé une activité réduite), le nombre d'inscrits à Pôle emploi en octobre a progressé de 0,2% à 5.435.800 (5.740.600 en incluant les départements d'Outre-mer), soit 13.100 de plus qu'un mois plus tôt.

Sur un an, à fin octobre, la métropole compte 3,7% de demandeurs d'emploi en plus en catégorie A et 5,5% en incluant les catégories B et C.

Le nombre de chômeurs inscrits depuis plus d'un an à Pôle Emploi, considérés comme chômeurs de longue durée, augmente encore de 0,4% sur le mois et de 9,8% sur un an.

Leur part dans le nombre total de chômeurs est stable à 44,8% mais augmente de 1,7 point sur un an. L'ancienneté moyenne de leurs inscriptions augmente d'un jour, à 568.

Les entrées à Pôle emploi, qui avaient reculé de 2,5% en septembre, ont augmenté cette fois de 5,1%, tirées par les licenciements économiques et les premières entrées.

Dans le même temps, les sorties ont progressé de 3,3% grâce à un bond de 16,5% des emplois en stage et à une hausse de 6,2% des reprises d'emploi. Francetv info et Reuters 26.11

J'ai été obligé de recourir à un second article, celui de Reuters, parce que dans celui Francetv ne figurait pas le nombre total d'inscrits à Pôle emploi en octobre.

2- Grèce

- Les retraités à nouveau mobilisés en Grèce - euronews.com

Des milliers de retraités grecs sont descendus dans la rue ce jeudi, alors que le gouvernement d'Alexis Tsipras s'apprête à faire voter une réforme du système de pensions. Les deux principaux syndicats du pays ont appelé à une nouvelle grève générale le 3 décembre contre la poursuite des politiques de rigueur. euronews.com 26.11

Haut de page

Le 28 novembre 2015

CAUSERIE

Les infos en bref plus tard ou demain matin. Il est 13h45 et je dois déjeuner. En fait pas de pluie, bonne nouvelle.

Mauvaise nouvelle : La dictature s'installe en France et elle vise les militants. Comment, vous n'y étiez pas préparé ? C'est le sujet plus loin de notre causerie du jour. Ma soeur a réglé l'abonnement du portail au serveur qui l'héberge pour les 3 ans à venir, j'ai reçu la facture.

Les dates figurant à la suite de certains articles étaient erronées à la suite de multiples copier/coller où figurait la date du mois de septembre au lieu de novembre. Je m'en suis aperçu en créant le nouveau fichier réservé au stockage des articles que

nous mettons en ligne.

Je n'ai pas le temps de classer ces pays par rubrique ou thème, pays, etc. il vous suffit de mettre à l'écran la page correspondant au dossier dans lequel vous pensez que figurent les articles ou les informations que vous recherchez, au clavier vous appuyez sur la touche CTRL située en bas à gauche en maintenant cette touche enfoncée et vous appuyez sur la touche F, une colonne va s'ouvrir à gauche de l'écran, vous cliquez que le lien "tous les fichiers ou dossiers", ensuite dans la case située en-dessous de "un mot ou une phrase dans le dossier" vous tapez votre mot ou expression, puis vous cliquez sur envoyer, vont apparaître tous les fichiers dans lesquels il figure, si la recherche s'avère infructuante, changez de mot clé.

Vous pouvez accéder à la cette fonction en cliquant sur le lien "chercher" où le symbole correspondant à une loupe qui figure en haut à gauche de votre écran dans la barre des boutons.

Et s'il s'agit d'un fichier ou d'une page Internet, vous tapez le même raccourci, un fenêtre va s'ouvrir à l'écran, vous tapez votre mot clé et vous cliquez sur envoyer, Find Next en anglais ou trouver le prochain en français.

La procédure peut être différente selon le système qu'utilise votre ordinateur, mais cette fonction très pratique et très simple à utiliser existe forcément. Si vous avez un problème, demandez à quelqu'un de vous aidez, vous notez sur un papier la procédure si vous n'êtes pas sûr de vous en souvenir. Sinon vous pouvez me contacter, y compris pour d'autres renseignements informatiques, j'utilise XP avec l'ordinateur de bureau et Window 7 avec le portable de secours.

L'adresse du fichier où sont classés les *Articles d'actualité* :

- Articles de sources diverses archivés.

Contactez-moi si vous détectez des erreurs ou que vous ne parvenez pas à accéder à certains articles. Ne craignez pas d'être fiché par la police politique de Hollande, on y est déjà tous depuis belle lurette et cela ne nous empêche pas de faire notre devoir et de dormir.

Si vous vous adonnez à une activité illégale ou que vous possédez une arme, transférez le tout discrètement chez vos parents ou grands-parents ou chez vos enfants. Pour le reste continuez de vivre et militer comme avant.

Signalez-nous tous les cas de répression du mouvement ouvrier ou d'opposants au gouvernement pour que nos lecteurs en soient informés également. Dans tous les cas de figure, si cela vous arrivait personnellement, filmez la scène ou enregistrez les propos tenus à votre égard par les forces de l'ordre établi et portez plainte immédiatement si nécessaire. Vous vivez désormais sous un régime policier légal et l'Etat le revendique ou l'assume, alors la solidarité entre militants doit être exemplaire au-delà de nos désaccords.

On n'en serait peut-être pas arrivé là ou pas maintenant si les partis du mouvement ouvrier avaient condamné fermement l'état d'urgence avant même qu'il s'applique, au lieu de jouer en permanence un double jeu et de ménager le régime, si déjà rien ne permettait de le justifier, il faut ajouter pour rien, pour n'en tirer à l'arrivée absolument aucun profit. Oui, des générations de militants auront finalement ramé quasiment pour des prunes.

Il y a des militants qui ont poussé l'opportunisme jusqu'à accepter tout ce que leurs dirigeants leur faisaient subir pendant des années ou des décennies comme si cela n'aurait aucune conséquence, et qui aujourd'hui hypocritement doivent se sentir rassurés parce qu'ils n'ont pas condamné l'état d'urgence, sans doute en le justifiant en expliquant que cela aurait pu être assimilé à une provocation inutile ou relevait du gauchisme. En vain, car ils ne tarderont pas à déchanter parce que les représentants de l'Etat ne supportent plus qu'on critique leur politique, ils auront fait preuve de faiblesse ou de lâcheté pour rien en suivant ces dirgeants indignes de nous représenter, qui eux ne seront pas inquiétés, à moins qu'ils les menacent pour que vous serriez les rangs autour d'eux, on a observé que ce qui fonctionnait assez bien avec les masses arriérées était le genre de trucs qui marchaient assez bien généralement avec les militants parce qu'ils ne comprennent pas ou feignent de pas comprendre que leurs dirigeants jouent un double jeu.

On n'est qu'au début d'un processus conduisant au fascisme ou à une dictature institutionnelle écrivions-nous quelques semaines avant le 13 novembe ou même bien avant, c'était déjà dans l'air, cela puait à plein sans que ces dirigeants en tirent les moindres enseignements ou ne modifient leur orientation politique ou si pour la droitiser davantage et s'enfoncer dans un opportunisme criminel.

Les militants, les vieux militants, les militants aguerris ne sont pas plus abrutis que Sarkozy ou Hollande qui nous dit-on auraient commis l'erreur de sous-estimés la menace terroriste, ben voyons ils en ont toujours été les complices ou ils les ont instrumentalisés, auront eu non pas ce qu'ils méritaient mais ce qu'ils cherchaient, des coups car c'est la seule chose qu'ils sont en droit d'attendre dorénavant s'ils ne changent pas d'orientation politique. On les avait prévenus, ils n'ont pas voulu nous écouter, tant pis.

Certes une orientation politique correcte ne nous mettrait pas à l'abri des coups de la réaction, bien au contraire, mais au moins on saurait pourquoi et on pourrait s'en prévaloir auprès des travailleurs pour démontrer la véritable nature du régime qui n'a jamais été démocratique sans craindre d'être accusé de collusion avec lui, condition indispensable pour en tirer profit et recruter de nouveaux militants. Qui aura envie de se mouiller pour des partis faillis, corrompus par le régime ? Certainement pas les dizaines de milliers de militants qui les ont quittés dans le passé et qui partagent la caractérisation qu'on en fait.

Quand l'affrontement direct avec le régime a sonné, gare à ceux qui continueraient d'avoir un pied de chaque côté de la barricade, ils seront broyés des deux côtes.

On nous a accusé d'être extrémiste ou gauchiste, trop radical ou trop tranchant dans nos conclusions, d'exagérer ou de faire dans l'outrance à tout propos, d'être intransigeant ou plutôt intolérant envers l'opportunisme, de dénoncer l'hyprocrisie, les mensonges, les multiples falsifications et les manipulations de nos dirigeants, leurs concessions à l'Etat ou aux istitutions, leur collusion avec les appareils pourris des syndicats, d'avoir ménagé le PS et le PCF, d'avoir renié leur idéal et les enseignements de la révolution russe de 1917, d'avoir bradé leurs principes et d'avoir abandonné le programme de la révolution socialiste, le marxisme, d'être devenus des agents du régime avec lequel finalement il valait mieux s'accommoder plutôt que le combattre réellement, etc. nous assumons, nous persistons et signons, les faits nous ayant amplement donné raison. Le seul reproche qu'on admettra, ce sera de n'avoir pas toujours mis la forme pour nous exprimer, quoique l'essentiel soit ailleurs ou réside dans l'orientation de notre combat politique axée contre l'Etat ou les institutions de la Ve République, l'ordre établi dans la perspective de son renversement.

Et dire qu'on nous a reproché de répondre à la féroce guerre idéologique et psychologique qu'avaient déclenché les représentants du régime contre les travailleurs, alors que c'est elle qui a conduit la majorité de la population à soutenir les mesures prises par le gouvernement depuis le 13 novembe ou même depuis le 11 janvier, autrement dit on aurait eu tort de mener la guerre sur le même plan que les représentants de la classe des capitalistes. Voilà où mène l'opportunisme de nos dirigeants, à ce que les militants ne comprennent rien à la situation ou à la plus grande confusion qui soit. Pas un militant du PCF, du POI, du NPA ou de LO qui se connectent régulièrement à notre portail n'a exprimé son accord avec nos principes et notre stratégie, à croire que ces partis sont déjà morts politiquement, et les neutraliser ne devrait être qu'une simple formalité pour Hollande. Qu'ils n'osent pas nous accuser de faire le jeu de Hollande, ce sont vos dirigeants les principaux responsables de la situation. Le coup de l'inversion de la charge entre l'accusé et sa victime, cela ne marche pas avec nous.

On nous a aussi reproché de témoigner trop d'intérêt à la stratégie politique de l'oligarchie financière, à ses institutions (Bilderberg, la Commission Trilatériale, le CFR, la DRI, etc.), au mondialisme, au nouvel ordre mondial ou au gouvernement mondial qu'elle veut instaurer, à son système financier mafieux, à la Fed et sa planche à billets, à son bras armé, la CIA, le Pentagone, l'Otan, on peut ajouter leurs supplétifs d'Al-Qaïda (Al-Nosra et l'Emirat islamique), etc. alors qu'en réalité ils intervenaient à l'échelle mondiale dans le cadre de la crise du capitalisme et de la lutte des classes qu'en permanence on avait conservé à l'esprit pour en tirer des conclusions pratiques sur le même terrain, celui de la lutte des classes, sinon on ne voit pas trop à quoi cela aurait pu nous servir ou bien où cela aurait pu nous mener à part imiter la ribambelle d'intellectuels dits de gauche qui continuent de placer leur espoir dans une réforme impossible du capitalisme.

Certains de nos lecteurs ont cru qu'on était en train de basculer dans le complotisme parce que nous consacrions du temps à ces facteurs, mais il le fallait bien pour montrer de quelle manière ces institutions occultent ou au fonctionnement opaque s'articulaient avec les institutions natrionales et supranationales présentes dans chaque pays ou continent. C'est ainsi qu'on a pu constater que l'ordre du jour des réunions annuelles du groupe Bilderberg correspondait à la politique qu'adopterait par la suite les Etats-Unis et l'UE, et que parmi ses invités figuraient les prochains ministres ou chefs d'Etat que l'oligarchie avait désigné pour appliquer sa politique.

Cela a permis de conforter notre analyse, dans la mesure où nous savions où et par qui était définie la politique que les différents Etats appliqueraient, et qu'il fallait dès lors s'attaquer à l'institution qui serait chargée de la mettre en oeuvre ou de l'imposer au peuple, les institutions nationales de chaque pays et non l'UE qui n'était finalement qu'un vulgaire intermédiaire entre les oligarques et les Etats nationaux, d'autant plus qu'ils étaient parvenus à placer au sein de chaque institution, gouvernement ou parti se succédant au pouvoir des hommes à eux, de farouches ou zélés partisans du néolibéralisme.

Que ce gouvernement mondial auquel tous les partis politiques institutionnels des pays occidentaux ont accepté de se soumettre ait engendré une guerre mondiale en recourant au terrorisme, adossée à une guerre économique, monétaire et financière, idéologique et psychologique, figurait dans les plans de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste ou à son agenda.

Composé tout en haut de la pyramide par les plus puissants banquiers de la planète, il était impossible de s'y attaquer directement en s'en prenant au groupe Bilderberg, pas davantage en s'attaquant à l'Union européenne, au FMI ou à la Banque mondiale qu'ils contrôlent, il ne restait plus que les institutions nationales, l'Etat qui leur offre une couverture législative et juridique, politique en guise de légitimité pour accomplir leurs forfaits ou appliquer leur politique, partant de ce constat on ne risquait pas de se fourvoyer dans le complotisme ou je ne sais quoi qui nous aurait écarté de la lutte des classes ou de notre objectif politique, le combat pour s'emparer du pouvoir politique.

Bien des militants ont voulu nous faire taire, nous ont insulté, calomnié, etc. mais rien n'y a fait, au contraire cela n'a fait que nous encouragé à poursuivre dans la même voie. On a vu aussi pas mal de militants baisser les bras et abandonner le combat politique, des militants de la fédération de l'Yonne de l'ex-PT par exemple et bien d'autres. On a assisté aux crises qui ont secoué le PCF (La Riposte), puis LO (sa fraction exclue), ensuite le NPA (passé de 9.000 à 3.000 militants environ) et enfin l'éclatement du POI qui n'a cessé de se droitiser.

Depuis mai 2012 que Hollande est au pouvoir, aucun de ces partis n'a cru bon de revoir sa caractérisation du PS, ils ne l'avaient pas fait de 1981 à 2002, il n'y avait donc aucun espoir qu'ils y parviennent cette fois-ci, donc tous ceux qui ont cru qu'ils allaient redresser la barre se sont faits de terribles illusions. Cela aussi on l'avait prévu en citant Engels. Tous ces partis sont définitivement perdus pour notre cause et il faut en reconstruire un autre, mais personne ou presque ne veut l'admettre, et bien on leur dira ceci : Restez donc comme vous êtes puisque vous estimez que tout est très bien ainsi, le monde continuera de s'enfoncer chaque jour un peu plus dans la barbarie et tout ce que vous pourrez entreprendre ne servira strictement à rien, à rien d'autre. A moins qu'en vous munissant du Code du travail vous en profitiez pour sortir du fond du tiroir le programme de la révolution socialiste, à notre avis il y aurait comme un lien entre les deux.

Haut de page

Le 29 novembre 2015

CAUSERIE

Après avoir reçu un mail, j'ai corrigé les liens qui ne fonctionnaient pas vers *Le dossier complet de l'exclusion du responsable fédéral du PT, ainsi que 26 autres camarades du PT* .

Avec quelques mois de retard, après que ma compagne Selvi eut cessé de travailler le dimanche matin chez la riche italienne qui l'emploie comme servante, elle vient de lui annoncer qu'elle baissait son salaire qui passera ainsi de 7.000 à 5.000 roupies par mois pour 228 heures de travail (6 heures par jour 6j/7) soit une baisse de salaire de 28%, alors que les prix ne cessent de flamber.

Cette ordure est directrice dans une entreprise indienne qui exporte des chaussures et elle perçoit un salaire de 200.000 roupies par mois en incluant les avantages en nature. Elle lui a dit que les ouvrières qui travaillaient dans son usine travaillaient 8 heures par jour 6 jours par semaine pour le salaire mirobolant de 4.000 roupies, soit environ 50 à 60 euros selon le taux de change, soit 24 centimes d'euros de l'heure.

Après on s'étonne que les Indiens soient violents, moi non. Mais il paraît que c'est le progrès social, que le pays est en voie de développement, pas pour tout le monde.

Quand j'étais gosse en France, mon père (menuisier en bâtiment) qui était payé à la tâche à l'époque, la mensualisation n'arrivera que dans les années 70, travaillait souvent le samedi, il percevra un salaire de misère au point que c'était ma grand-mère maternelle qui aidait mes parents à finir les fins de mois, on était pauvre comme misère alors que mon père trimait comme un esclave.

C'est pour cette raison que je ne peux pas accepter les discours sur le soi-disant progrès social dont auraient bénéficié les travailleurs durant les "Trente glorieuses" qui furent un véritable cauchemar au quotidien pour ma famille et des millions de travailleurs. C'est un discours de nantis, de vendus.

Le sort réservé à ma compagne est dégueulasse, le sort qui était réservé à mon père était dégueulasse, et ceux qui osent tenir ce discours sont franchement dégueulasses, nos dirigeants. Nos partis ont été des partis de nantis, de l'aristocratie ouvrière, mais pas de la classe ouvrière, sinon ils n'oseraient pas revendiquer les soi-disant acquis sociaux des années 45-50 ou tenir ce discours indécent, surtout sachant qu'ils avaient pour objectif de garantir la paix sociale pour reconstruire l'Etat et le potientiel industriel du capitalisme français. Le M'PEP ose appeler cela les "jours heureux", quelle ignominie, les carnets de rationnement ne disparaîtront qu'en 1949, tandis qu'une terrible crise du logement sévira jusque dans les années 60-70, l'appel de l'abbé Pierre datant de 1956 en témoignera si nécessaire.

Nous, nous logions dans une chambre de bonne minuscule au 6e étage sans ascenceur, sans salle de bain ni toilettes (collectif sur le palier au bout d'un long couloir lugubre qui me filait la trouille), sous les toits de Paris avec pour seule fenêtre un vasistas, on se lavait dans une cuvette et on faisait nos besoins la nuit dans un seau, c'était au 6 rue Joubert dans le 9é arrondissement à 100 mètres de l'Opéra. C'était mon grand-père et ma grand-mère camelots qui achetaient les jouets de Noël et nous régalaient, car mes parents n'avaient pas un sou en poche. L'hiver mon père allumait le poêle à charbon juste avant d'aller se coucher pour qu'il nous tienne chaud la nuit, le reste du temps on était frigorifié, le bonheur monsieur Nikonoff et Cie.

Tous ces gens qui parlent en notre nom, ils n'ont jamais vécu le dizième de ce qu'on a dû endurer au cours de notre existence et ce qu'endurent au quotidien des millions et millions de travailleurs, ils sont franchement mal placés pour nous représenter. Pour eux la condition ouvrière se réduit à un concept, tout comme le chômage puisqu'ils sont pratiquement tous fonctionnaires. Quand on sait que notre avenir est assuré quoi qu'il arrive et qu'on n'a plus qu'à attendre la retraite, cela vous ramoli plutôt le cerveau ainsi que votre détermination à combattre le régime qui ne dépassera pas le stade de la théorie ou du discours, vous n'aurez aucune raison de vous casser la tête, alors que lorsque vous êtes en permanence en proie à des difficultés et sous la menace du chômage qui peut briser votre vie, vous serez davantage combattif, voire agressif, vous serez forcément plus proche par votre condition des ouvriers qui à la fin du XIXe ou au cours du premiers tiers du XXe siècle enduraient une vie d'esclave ou étaient livrés à la précarité absolue et étaient attirés par le socialisme pour en finir une bonne fois pour toute avec cette société de malheur et de misère.

J'ai bien conscience qu'être fonctionnaire n'est pas une sinécure. C'est un choix de le devenir qui est déterminé par notre conception de la manière de satisfaire nos besoins qui est le produit de notre interprétation de la société, c'est la voie la plus courte et la plus économique pour y parvenir, donc qui offre le moins de résistance pour atteindre le but qu'on s'est fixé et s'en contenter, alors que celui qui trime dans le privé et qui se retrouve en concurrence avec ses semblables, et qui doit se battre en permanence pour assurer sa survie, qui ne bénéficie d'aucune sécurité, il ne peut pas se satisfaire de sa condition, il la maudira mille fois, il n'a jamais souhaité un instant ce qu'il vit, il n'aura pas du tout le même état d'esprit que le fonctionnaire ou le travailleur qui bénéficie de conditions privilégiées.

Quand j'étais technicien et que je vivais en couple, j'étais dans ce cas-là, d'ailleurs c'est bien simple, j'avais arrêté de militer et je n'en avais plus rien à foutre de la politique, on vivait bien, on avait la garantie de l'emploi, la société ou le monde on ne les regardait plus que de l'extérieur, de loin pour qu'ils ne gâchent pas notre bien-être mesquin. Erreur fatale puisque leur société finira par nous pourrir la vie, divorcer et se retrouver face à des difficultés matérielles qui me conduiront à m'exiler en Inde, ce qui m'autorise à fustiger cet état d'esprit ou ce mode de pensée, donc à faire ma propre critique au passage.

Les camarades savent bien que je n'ai jamais rien eu contre les fonctionnaires pour avoir conscience qu'on est embraqué dans la même galère, ce qui m'exaspère c'est d'observer que certains s'emploient justement à favoriser cet état d'esprit ou d'être dirigé par des gens qui n'ont pas d'autre objectif en fait, ce qui fera le malheur du fonctionnaire comme du travailleur du secteur privé, marchand puisque nous sommes des vulgaires marchandises en régime capitaliste. Je renvoie les lecteurs à un article que j'avais consacré au combat que devait mener les travailleurs des secteurs privée et public, où j'expliquais comment ils devaient se combiner contre l'Etat ou les institutions. Il y en a qui croient que ce serait une lubie et que cela nous passera d'axer notre combat contre les fondements politiques du régime, ils se trompent car cela ne date pas d'aujourd'hui, la preuve avec cet article qui date de quelques années.

L'Etat c'est le donneur d'ordres des fonctionnaires, leur patron, mais pas le propriétaire, alors les locataires peuvent se succéder sans que cela ne change quoi que ce soit, et pour atteindre les propriétaires c'est la structure de l'Etat qu'il faut viser, les institutions et plus particulièrement la Constitution qui leur octroie ce titre ou ce droit de propriété, ainsi que celui de leurs représentants qui sont en charge de leurs intérêts.

L'Etat est également le donneur d'ordres des travailleurs du secteur privé à travers la législation en vigueur, ce qui nous ramène aux institutions et à la Constitution.

La structure de l'Etat et au-delà de la société a été conçue et fonctionne de telle sorte qu'elle permette d'assurer la pérennité du système capitaliste au détriment des intérêts des travailleurs du privé et du public, auxquels l'Etat impose indistinctement sa politique d'austérité et de régression sociale généralisée ainsi que la guerre, de sorte qu'ils doivent se mobiliser ensemble pour combattre l'Etat capitaliste dans la perspective de l'instauration d'une République sociale une fois débarrassé des institutions et de la Constitution de la Ve République, pour s'attaquer aux fondements du capitalisme ou aux rapports sociaux de production en abolissant la propriété privée des moyens de production à la base des inégalités sociales et des injustices, qui incarnent le système d'exploitation et d'oppression à l'origine de tous les maux dont souffrent les travailleurs et la société et de toutes les formes de violence qu'il engendre, dont la guerre.

Lors de la phase ascendante du capitalisme, puis de sa reconstruction et de son développement après-guerre, le capitalisme d'Etat devait servir avant tout à assurer les services nécessitant la mobilisation d'importants capitaux dont la rentablilité n'était ni la motivation ni l'objectif même s'ils recouraient au marché pour se fournir en matériel ou marchandises, afin que les capitaux dont disposaient les capitalistes ne soient orientés que vers les secteurs économiques les plus rentables en vertu de la raison d'être du capitalisme qui n'avait rien de philantropique. C'est ainsi que les fonctionnaires et les travailleurs des entreprises publiques ou d'Etat allaient être enrolés dans un processus dont ils n'avaient pas conscience, qui consistait uniquement à assurer la continuité ou la survie du capitalisme, en leur octroyant un statut spécial et des avantages qui étaient propres à mieux les asservir à l'Etat ou au régime, auquel ils étaient redevables de la condition privilégiée qu'il leur avait accordée.

Pour conforter cette main mise du capitalisme sur tout un pan de la classe ouvrière, le mouvement ouvrier adoptera une conception de la lutte de classe (le réformisme bourgeois) qui aura pour objectif et résultats à la fois de mieux les enchaîner à l'Etat et au capitalisme, et de les maintenir isoler des travailleurs du secteur privé, comment, en renonçant au combat pour que l'ensemble des travailleurs du pays bénéficient des mêmes droits sociaux ou qu'ils soient alignés sur les droits sociaux en vigueur les

plus avantageux pour les travailleurs, revendication qui on l'aura bien compris était incompatible avec le régime ou ne pourrait jamais être satisfaite en conservant les rapports sociaux de production capitaliste, et donc ne pouvait s'inscrire que dans la perspective du renversement de l'ordre établi, du socialisme, objectif que le mouvement ouvrier devait délibérément abandonné au profit de la collaboration de classe, du social-patriotisme, du corporatisme.

Au front unique prôné par les partis qui sont organiquement liés aux appareils pourris des syndicats, nous opposons le front unique de l'ensemble des travailleurs des secteurs public et privée avec les syndicalistes qui luttent à leur côté tournée à la fois contre le patronat et l'Etat pour le socialisme.

Voilà en gros ce que j'écrivais il y a quelques années, qui trouve sa justification dans la situation actuelle quel que soit le secteur dans lequel les travailleurs évoluent, au-delà de leur condition particulière et du constat qu'ils subissent tous la politique d'austérité, antisociale, liberticide, antidémocratique, répressive et impérialiste du gouvernement dictée par l'oligarchie financière, car ils possèdent tous des membres de leur famille ou de leur entourage frappés de plein fouet par cette politique réactionnaire, ce qui ne peut pas les laisser indifférents et ne peut que les conduire à s'unir pour la combattre.

On attend toujours qu'un parti daigne bien vouloir reprendre à son compte ce discours et cette tactique qui rompt résolument avec 70 ans d'opportunisme ou pire encore.

La France est devenu officiellement un Etat policier.

- COP21 : les Zadistes sont sous haute surveillance - Francetv info

24 militants ont été assignés à résidence. Pour Bernard Cazeneuve, les personnes assignées n'ont rien d'enfants de cœur. "Elles avaient témoigné d'actes violents par le passé à l'occasion de manifestations et avaient exprimé le souhait de ne pas respecter les principes de l'état d'urgence", a déclaré le ministre de l'Intérieur ce 28 novembre à Strasbourg. Francetv info 29.11

- Etat d'urgence: la France pourrait bafouer les droits de l'Homme - L'Express.fr

Quand la Cour européenne des droits de l'Homme cautionne l'état d'urgence ou la dictature.

L'Express.fr- La France prévient: elle pourrait déroger à la convention européenne des droits de l'Homme. Les autorités françaises ont en effet informé le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjorn Jagland, "d'un certain nombre de mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence instauré à la suite des attentats terroristes de grande ampleur perpétrés à Paris". Ces mesures "sont susceptibles de nécessiter une dérogation à certains droits garantis par la convention européenne des droits de l'homme".

La notification de cet état d'exception est prévue à l'article 15 de la convention européenne des droits de l'homme: en "cas de guerre ou d'autre danger public menaçant la vie de la nation", un Etat signataire "peut prendre des mesures dérogeant aux obligations" de la convention, sous réserve d'en informer le Conseil de l'Europe.

Il ne revient pas pour l'instant à l'organisation paneuropéenne de se prononcer sur le bien-fondé de cette démarche de la part de la France. En revanche, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), garante de la convention, pourra se prononcer sur la validité de cette dérogation, lorsqu'elle sera saisie de requêtes précises, alléguant d'éventuelles atteintes, par la France, aux droits fondamentaux. L'Express.fr 27.11

L'état d'urgence a pour fonction de neutraliser le mouvement ouvrier, la lutte des classes

Cela ne vous dit-il rien ? On nous a reproché de faire tout un plat du mondialisme, de la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière, qui pour atteindre ses objectifs devait passer et conduire à la neutralisation de la lutte des classes, à une dictature implacable, vous vous en souvenez, n'est-ce pas ? Et bien, on y est.

- Christine Lazerges : «Sur l'interdiction de manifester, on sent vraiment l'atteinte aux libertés» - Liberation.fr

Présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, Christine Lazerges annonce à «Libération» que son autorité sera «vigilante» quant à l'application de l'état d'urgence, dont elle pointe déjà les abus.

Renouvelée jeudi, par un arrêté paru au Journal officiel, pour un nouveau mandat jusqu'en 2018, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) est une autorité administrative indépendante chargée de conseiller le Parlement et le gouvernement en matière de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle publie chaque année un rapport sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, qui fait référence. Christine Lazerges, professeure de droit privé à l'université Panthéon-Sorbonne et présidente de la commission, s'inquiète de la longueur de l'état d'urgence et des abus

qu'il occasionne.

Et il semble que les perquisitions administratives soient menées dans des conditions critiquables, à tel point que le ministre de l'Intérieur a lui-même rappelé les préfets à l'ordre…

Nous allons assurer un suivi des bavures, car il faut bien les appeler comme ça, et en alerter le gouvernement et le Parlement.

Pour l'heure, les interdictions de manifester et certaines assignations à résidence sont particulièrement contestées…

Notre assemblée, sur l'interdiction des manifestations, sera sans doute plus sévère encore que sur d'autres sujets. Car là, quand on touche au droit de manifester, on sent vraiment l'atteinte aux libertés.

Un sondage paru dans le Figaro quatre jours après les attaques montrait que 84 % des Français se disaient prêts à restreindre leurs libertés pour plus de sécurité…

On n'a pas besoin de faire une enquête pour le savoir quelques jours après ; il y a un biais dans cette démarche. Mais je suis étonnée du peu de cas que les Français font de leurs libertés. On commence à voir des critiques, mais, d'une manière générale, ils sont prêts à perdre certaines de leurs libertés. Or, les droits de l'homme sont universels et indivisibles.

- Etat d'urgence: Plus de 1.800 perquisitions menées depuis les attentats - 20minutes.fr

AInsi, depuis les attentats du 13 novembre, qui ont fait 130 morts, 1.836 perquisitions ont été menées dans le cadre de l'état d'urgence, selon un bilan détaillé à l'occasion d'une rencontre du Premier ministre avec des citoyens et des élus à Evry (Essonne).

Par ailleurs, le nombre de gardes à vue à la suite de ces coups de filet a atteint la barre des 200, tandis que 305 assignations à résidence ont été prononcées (contre 276 dans le dernier pointage du ministère de l'Intérieur).

Enfin, le nombre d'armes retrouvées s'élève à 293 depuis le début de la vague de perquisitions.

En marge d'une rencontre avec des habitants et des élus à Evry (Essonne), le Premier ministre a défendu une méthode «extrêmement utile», malgré un début de polémique sur des perquisitions sans résultat ou visant des militants ou des citoyens non liés à l'islamisme radical. 20minutes.fr 29.11

Etat d'urgence: Cosse s'insurge contre la mise en cause de militants écologistes AFP 28.11

- Attentats: le Sénat adopte à l'unanimité l'augmentation du budget Défense - AFP

Le Sénat a adopté vendredi à l'unanimité une augmentation de quelque 273 millions d'euros des moyens de la défense dans le projet de budget 2016, proposée par le ministre Jean-Yves Le Drian à la suite des attentats du 13 novembre.

Jeudi, le Sénat a déjà adopté à l'unanimité une augmentation des moyens de la justice demandée par le gouvernement toujours à la suite des attentats du 13 novembre. AFP 27.11

A l'unanimité, donc avec les voix du Front de gauche qui a bien rejoint les rangs de l'union nationale, légitime l'état d'urgence et la guerre de l'impérialisme français contre la Syrie et l'Irak.

Quand nous les qualifions d'agents de la réaction, nous n'exagérions pas, contrairement au POI qui ménage le Front de gauche et ne vaut finalement guère mieux, pire en plus hypocrite puisque sans assumer son soutien au régime.

Tous les acteurs sociaux doivent se mettre au service de l'idéologie de la dictature.

- Attentats: Bartolone veut un "pacte social et culturel" en plus de la sécurité - AFP

"Il n'y a pas d'excuse sociologique à ces terroristes, mais une bonne manière de leur résister, c'est bien entendu le pacte de sécurité qu'a évoqué le président de la République mais aussi un pacte social et culturel", a déclaré le président de l'Assemblée nationale à l'AFP, en marge d'une réunion avec des acteurs de la culture à Paris.

"C'est-à-dire que plus les gens auront cette volonté de préserver ce maillage de vivre ensemble, et plus ils seront attentifs à tout ce qui pourrait venir menacer ou tenter d'affaiblir cette volonté de faire société commune, quelles que soient les origines, les couleurs,

les religions ou les pensées", a affirmé le candidat socialiste.

Dans une tribune de soutien à M. Bartolone publiée par Libération, une cinquantaines d'artistes et de personnalités du monde culturel estiment que "la riposte culturelle et des savoirs doit venir".

Dans le cadre des pouvoirs qui relèvent de la région, le candidat PS estime que ce "pacte social et culturel" pourrait notamment se traduire "pas un grand programme éducatif et culturel en direction des lycéens, des apprentis, des étudiants".

"On voit comment quelques fois cette inégalité culturelle s'installe très vite quand dès le plus jeune âge on n'a pas la possibilité de pousser la porte d'une installation culturelle", a-t-il plaidé auprès de l'AFP.

La région pourrait également "tisser des contrats culturels territoriaux" pour parer à la baisse de dépenses culturelles de certaines communes et "soutenir les lieux de créations" dans des secteurs comme les musiques nouvelles, arts de la rue ou la culture de l'image. AFP 28.11

La République sans libertés, c'est le régime de Vichy.

- Attentats: pour Valls, "il faut reconstruire une grande partie de la République" - AFP

"Il n'y a pas d'un côté une réponse sécuritaire, et de l'autre une réponse sociale ou une réponse qui protègerait les libertés", a-t-il affirmé. "C'est une vision qui est dangereuse car elle nous affaiblit", selon M. Valls, qui s'est défendu de tout "discours bushiste" après que l'exécutif ait parlé de "guerre". (Traduction : Notre réponse policière est la réponse à vos aspirations sociales et à davantage de liberté. - LVOG)

"Nous avons une seule réponse, et c'est la République", a-t-il lancé, appelant également à "une force morale nouvelle, une capacité de se dépasser, de se sublimer". AFP 29.11

A coup de menaces, intimidations, violence, répression... bref, sa République, c'est le national-socialisme. On exagère légèrement pour vous y préparer...

En complément

- Un député Les Républicains veut armer les députés - Le Huffington Post

Ils risquent d'en avoir besoin sous peu...

- Banque alimentaire : près de 4 millions de personnes dans le besoin - Francetv info

Le jour où ils déferleront et prendront les armes, on ne donne pas cher de la peau des députés et autres sénateurs, patrons ou actionnaires du CAC40....

En famille. Le masque de l'imposture tombe ou quand le visage hideux de la gauche se confond avec celui de la droite et de l'extrême droite qui s'en émeuvent.

- C'est officiel, il n'y a plus de gauche en France - LePoint.fr

Début novembre, interpréter La Marseillaise et brandir un drapeau français faisait de vous un quasi-fasciste. Aujourd'hui, ne pas pavoiser sa demeure de l'emblème tricolore vous rend suspect d'être un cœur sec et un mauvais Français. La gauche vient d'opérer un stupéfiant virage idéologique à 180 degrés. En quinze jours, elle a jeté aux orties plus d'un demi-siècle de principes et de professions de foi.

L'état d'urgence permanent ?

Le pacifisme était son vieux fonds de commerce ; Brassens, Vian et Sartre, ses idoles. Vendredi matin, la France a prévenu qu'elle risquait de déroger à la Convention européenne des droits de l'homme. On imagine sans peine les cris d'orfraie des professionnels de l'indignation si un gouvernement de droite s'était livré à une telle remise en cause de principes que l'on croyait intangibles. Vladimir Poutine et Bachar el-Assad étaient hier désignés comme des ennemis de la démocratie, des infréquentables que l'on n'invitait pas à notre table. Le chef de l'État russe est désormais un allié incontournable de la France pour mener la guerre contre le groupe État islamique. Cette semaine, François Hollande a revêtu ses « battle dress » pour vanter l'action de l'armée française en Afrique et au Moyen-Orient et réclamer des renforts à tous ses alliés, convaincant même

Angela Merkel d'envoyer des centaines de soldats allemands au Mali...

Non content d'avoir promulgué l'état d'urgence pour trois mois, le gouvernement a laissé entendre par la voix de Bernard Cazeneuve que cette situation exceptionnelle pourrait être prolongée. Dans le jargon de la gauche, cela signifie que « l'arbitraire administratif » prend le pas sur la projection des libertés publiques. En un trait de plume, on a gommé toute la jurisprudence Taubira et l'angélisme mécanique des défenseurs des droits. Chaque matin, on claironne le chiffre des perquisitions, des gardes à vue et des armes saisies. Mieux, la gauche Hollande-Valls ouvre le débat sur l'identité nationale, abordant des sujets qu'Éric Besson chargé de cette délicate tâche par Nicolas Sarkozy en 2007 n'osait pas mettre sur la table. Le ministre issu du Parti socialiste avait été raillé par les siens, prompts à fustiger sa trahison. Ce mois de novembre, ses camarades d'hier franchissent à la vitesse de la lumière les limites qu'ils estimaient alors intangibles, arguant qu'elles étaient l'essence même de notre démocratie.

Le Front national en reste sans voix

L'évolution idéologique et sécuritaire du gouvernement est telle qu'elle laisse Marine Le Pen et le Front national sans voix. En deux semaines, la gauche au pouvoir s'est emparée de ses thèmes de campagne et de ses chevaux de bataille. Florian Philippot n'en demandait pas tant... Pas dupes, les électeurs hésitants viennent grossir les rangs du FN, si l'on en croit la demi-douzaine de sondages rendus publics cette semaine. Hier anti-républicains, ce parti donne désormais le « la » de la politique pénale et sécuritaire du gouvernement. Difficile ensuite de mobiliser vos électeurs contre ce fascisme qui serait à deux doigts de prendre le pouvoir alors que vous lui empruntez son programme sécuritaire...

À court terme, cette confusion idéologique est admise par des électeurs encore traumatisés. Mais elle sera mortifère pour la gauche. La mise en scène de l'émotion a atteint sa limite et frôle l'indécence. Que fera-t-on si un autre attentat ensanglante la France ? Quel subterfuge langagier faudra-t-il inventer ? Quel principe devra-t-on immoler en place publique ? Depuis le 15 novembre, la gauche ne se détache plus du courant libéral de droite que par ses généreuses subventions accordées à des associations ou des secteurs d'activités déjà gorgés de subsides publics... Elle ne brille plus que par les usines à gaz fiscales qu'elle s'ingénie à construire en faisant croire qu'un tel dispositif peut relancer l'investissement, les TPE ou l'emploi salarié... Sauf que, selon les chiffres dévoilés jeudi, le chômage a encore crû de 42 000 personnes en un mois. Chaque jour d'octobre, 1 500 Françaises et Français ont perdu leur travail. A-t-on entendu un leader de gauche s'en émouvoir ? lepoint.fr 29.11

La gauche, c'était en réalité la réaction sur toute la ligne, cela saute aux yeux aujourd'hui, mais hier qu'est-ce que c'était d'autre pour avoir tourné le dos au socialisme ?

Son ralliement au néolibéralisme et sa soumission totale à Washington devait au fil du développement de la crise du capitalisme et ses institutions la conduire à adopter des mesures dignes d'un régime fasciste. Elle avait bien soutenu le régime néonazi de Kiev et celui d'extrême droite de Tel-Aviv, donc on était donc censé savoir de quoi elle était capable.

Ceux qui s'en étonnent se sont laissé endormir ou manipuler par des dirigeants qui ménageaient cette gauche d'extrême droite, pour ne pas avoir de compte à rendre sur le soutien qu'ils (ces diriegants) n'avaient cessé de lui accorder pendant plus d'un demi-siècle, et qui était fort compromettant pour eux ou dévoilerait leur véritable nature.

Commentaire d'un internaute.

- "*La position de l'ex-Premier Secrétaire du PS sur l'échiquier politique n'a cessé de glisser depuis 3 ans (de gauche à droite bien sûr !) entraînant dans son sillage l'ensemble de la gauche aujourd'hui tétanisée, et qui risque de ne jamais se réveiller. Mais (vous avez raison), tétanisée est également la droite, qui voit la communauté française accepter, voire plébisciter à présent comme un seul homme les propositions et tentatives qu'elle rejetait sous Sarkozy 1er au nom du respect des libertés individuelles et de la démocratie.* "

Vous avez trouvé le mot juste, "tétanisés", c'est ce que sont tous les travailleurs qui militent dans des partis qui se sont interdits de condamner l'état d'urgence et donc de le combattre sur le plan politique. Ils y étaient préparés de longue date puisque cela faisait belle lurette que leurs partis ne luttaient plus contre les institutions de la Ve République, se cantonnant à une dénonciation stérile de l'UE et à des revendications alimentaires de préférence corporatistes.

La France vise la partition de la Syrie au lieu de soutenir son unité et sa souveraineté

On pourrait appeler cela le dernier coup tordu de l'impérialisme français.

- Syrie: Fabius pour intégrer Damas contre l'EI - AFP

Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a pour la première fois envisagé vendredi 27 novembre 2015 que des forces du régime syrien puissent être associées à la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI). AFP 27.11

- Laurent Fabius n'exclut pas de s'appuyer sur les forces de Bachar al-Assad en Syrie - Le Huffington Post

Le revirement stratégique de la France en Syrie se précise. Pour la première fois, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a envisagé publiquement que des forces du régime syrien de Bachar al-Assad, dont la France ne cesse de réclamer le départ, puissent être associées à la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Pour lutter contre l'EI, "il y a deux séries de mesures: les bombardements (...) et des forces au sol, qui ne peuvent pas être les nôtres, mais qui peuvent être à la fois des forces de l'Armée syrienne libre (opposition), des forces arabes sunnites, et pourquoi pas des forces du régime et des kurdes également bien sûr", a expliqué ce vendredi le ministre des Affaires étrangères sur RTL. Mais le président syrien Bachar al-Assad "ne peut pas être l'avenir de son peuple", a-t-il répété.

Le grand écart de la diplomatie française

Une coordination avec les troupes de Bachar al-Assad serait une grande première tant la diplomatie française s'est démenée ces derniers mois pour obtenir le retrait du dictateur syrien.

Depuis les attentats du 13 novembre, le gouvernement français a toutefois décidé de changer son fusil d'épaule dans la lutte contre l'Etat islamique. Jusqu'ici hostile à tout contact avec Damas, François Hollande espère désormais fédérer tous les pays hostiles à Daech, quitte à reporter à plus tard la question du départ de Bachar al-Assad, auquel la Russie est opposée. Le Huffington Post 27.11

- "Assad est notre principal allié contre Daech" (Poutine) - sahartv.ir

«Bachar al-Assad, le Président syrien, est notre principal allié, dans la guerre contre le groupe terroriste Daech», a affirmé Vladimir Poutine, le Président russe, en réaction aux déclarations de son homologue français, François Hollande.

«Assad ne fait pas partie de l'avenir de la Syrie», avait dit Hollande, en affirmant son soutien à l'armée syrienne.

«Il revient au peuple syrien de décider de l'avenir de son pays et non pas à ceux qui ont opté pour un comportement ambivalent, face au terrorisme, et qui procèdent à des échanges criminels avec le groupe terroriste Daech, en jouant avec le feu», a réagi Poutine à la déclaration d'Hollande, a-t-on appris de l'agence de presse syrienne, SANA.

«Nous ne ménagerons aucun effort, pour garantir le non-retour des terroristes, en Syrie. Pour ce qui est de l'envoi d'aides humanitaires, en Syrie, il faut qu'il y ait des coordinations», a précisé Poutine.

«La mission du déploiement des systèmes de défense anti-aérienne S-400 est d'abattre les avions de l'ennemi», a-t-il souligné. sahartv.ir 27.11

Question : Où vont atterrir ces dizaines de milliers de barbares ? Les Américains les enverront sur d'autres terrains d'opération ou de guerre, en Asie, en Afrique, y compris en Amérique latine, c'est plus économique (et plus discret) pour destabiliser ou faire tomber des Etats que d'entretenir et faire appel à son armée.

Derniers développements sur les tensions entre la Turquie et la Russie

L'OTAN soutient à fond la Turquie

- Déclaration du Secrétaire général de l'Otan sur la destruction d'un bombardier russe par la Turquie par Jens Stoltenberg - Réseau Voltaire

Le Conseil de l'Atlantique Nord vient de tenir une réunion extraordinaire, à laquelle l'ambassadeur de Turquie nous a exposé la situation. Je me suis également entretenu avec le Premier ministre Ahmet Davutoglu.

La Turquie a informé les Alliés qu'un appareil des forces aériennes russes qui violait son espace aérien a été abattu.

J'ai déjà exprimé mes préoccupations au sujet des implications des actions militaires de la Fédération de Russie à proximité des frontières de l'OTAN.

Cela montre toute l'importance de mettre en place et de respecter des arrangements pour éviter que de tels incidents se reproduisent à l'avenir.

Comme nous l'avons dit clairement à maintes reprises, nous sommes solidaires de notre Alliée, la Turquie, et nous soutenons son intégrité territoriale.

Nous continuerons de suivre de très près l'évolution de la situation aux frontières sud-est de l'OTAN.

J'espère vivement que d'autres contacts pourront avoir lieu entre Ankara et Moscou, et j'en appelle au calme et à la désescalade.

La diplomatie et la désescalade sont importantes pour trouver une solution à cette situation. Réseau Voltaire 24.11

Jens Stoltenberg n'est pas l'auteur de cet article, il est le Secrétaire général de l'Otan, ancien Premier ministre travailliste de Norvège. Il est membre du conseil d'administration du Vaccine Fund. Un eugéniste en plus !

Dernier coup anti Erdogan de Moscou - sahartv.ir

Le gouvernement russe a élaboré un projet de loi, stipulant qu'en cas d'adoption, par le Conseil de sécurité, l'achat de pétrole à Daech sera interdit.

«Après que Vladimir Poutine, le Président russe, eut accusé, sur la base d'images et de documents, la Turquie, d'acheter du pétrole à Daech, les diplomates de ce pays ont opté pour des mesures visant à légitimer les propos du numéro 1 du Kremlin, a-t-on appris de Farsnews.

«Le gouvernement de mon pays a soumis au Conseil de sécurité un projet de résolution interdisant l'achat de pétrole à tout groupe terroriste», a affirmé Guennadi Gatilov, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, selon l'agence de presse russe, Sputnik.

L'accusation d'avoir acheté du pétrole à Daech a provoqué la colère de Recep Tayyip Erdogan, le Président turc. «Si de tels achats avaient eu lieu, ce serait l'œuvre de trafiquants. Ankara y fera face de toutes ses forces», a prétendu Erdogan. sahartv.ir 27.11

Syrie : plus de 400 cibles bombardés par les avions russes - sahartv.ir

L'aviation russe a bombardé, durant ces trois derniers jours, 449 cibles en Syrie notamment les positions des daechistes à Lattaquié où un de ses chasseurs avait été abattu par la Turquie.

Selon l'IRNA, dans leurs frappes aériennes, en ces trois derniers jours, après le crash d'un Sukhoï 24, les bombardiers russes ont détruit 449 cibles à Damas, Idlib, Lattaquié, Hama, Homs et Deir ez-Zour. Ainsi le nombre des raids aériens menés, en 60 jours d'opérations de l'aviation russe, passe à 6400. Selon le rapport du ministère russe de la Défense, publié vendredi, au cours de 134 sorties, toutes les 449 cibles fixées, dont un principal dépôt d'armes, fortifié et souterrain, de Daech à Homs ont été rasés.

Les avions russes ont aussi détruit les grandes installations de production et du commerce de pétrole, contrôlées par Daech à Deir Ezzor et à Raqa. Entre temps, la presse autrichienne a annoncé la mort de Mohammed Mahmoud, un ressortissant autrichien de 30 ans, qui était un des principaux membres de Daech à Raqa, lors d'un bombardement russe. Par ailleurs, couverte par les opérations aériennes russes, l'armée syrienne a libéré des mains des terroristes une partie des hauteurs du nord-ouest de la Syrie. sahartv.ir 27.11

Lavrov: après l'incident du Su-24 russe Ankara a franchi la ligne rouge - sputniknews.com

"Nous estimons que les dirigeants turcs ont franchi la ligne rouge et risquent de placer la Turquie dans une situation extrêmement difficile aussi bien du point de vue des intérêts nationaux à long terme que de celui de son rôle dans la région", a dit Sergueï Lavrov en inaugurant les négociations avec son homologue syrien Walid Mouallem. sputniknews.com 27.11

Les chasseurs turcs F-16 avaient planifié d'abattre le Su-24 russe - sputniknews.com

Les chasseurs turcs F-16 avaient planifié d'abattre le Su-24 russe, a rapporté un représentant des forces aérospatiales russes.

Les avions de chasse turcs F-16 qui ont abattu un bombardier russe Su-24 impliqué dans la campagne anti-EI en Syrie l'avaient attendu dans les airs pour l'attaquer, a indiqué vendredi aux journalistes Viktor Bondarev, commandant en chef des forces aérospatiales russes.

"Les résultats de contrôle objectif des détecteurs radars syriens attestent de la présence des deux F-16 turcs dans le cadre d'une mission d'alerte entre 9h11 et 10h26, donc pour une durée d'une heure 15 minutes, à une altitude de 2.400 mètres, ce qui témoigne d'une attaque planifiée d'avance ainsi que de la détermination des chasseurs à agir depuis une embuscade dans les

airs au-dessus du territoire turc", a déclaré M. Bondarev.

Le chasseur F-16 turc a été contrôlé depuis le sol. Il s'est trouvé dans les airs au-dessus de la Syrie pendant 40 secondes, a pénétré sur une distance de deux kilomètres dans son territoire, alors que le bombardier russe n'a pas violé l'espace aérien turc. Le F-16 l'a attaqué depuis le territoire syrien, à distance de 5-7 kilomètres.

Le bombardier russe, au moment de l'attaque, se trouvait au-dessus de la Syrie, au moins à cinq kilomètres de la frontière turque. Il a été capté par des détecteurs radars turcs pendant 34 minutes, a précisé le général Bondarev.

Le F-16 a pris la décision d'abattre le Su-24 russe une minute et 40 secondes avant que ce dernier se soit approché de la frontière turco-syrienne. Ni les moyens de contrôle de la base aérienne russe en Syrie, ni l'avion voisin n'ont enregistré d'avertissement provenant de la part du chasseur turc. Les actions de l'équipage du F-16 permettent de qualifier son comportement de déloyal et d'intentionnel, a estimé M. Bondarev. sputniknews.com 27.11

La Russie suspend le régime sans visas avec la Turquie - sputniknews.com

La Russie suspendra le régime sans visas avec la Turquie d'ici janvier 2016, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, car "les menaces venant de ce pays sont bien réelles".

"Le gouvernement russe a décidé de suspendre le régime sans visas en cours entre la Russie et la Turquie. Cette décision entrera en vigueur d'ici le 1 janvier 2016", a déclaré Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse avec son homologue syrien Walid Mouallem.

Et d'ajouter qu'il ne s'agit pas "d'une menace +tirée par les cheveux+. Au contraire, ces menaces sont bien réelles, et nous le déclarons en assumant toutes nos responsabilités", a-t-il fait remarquer. sputniknews.com 27.11

Poutine dévoile les mesures de rétorsion contre la Turquie - sputniknews.com

Ce samedi, le chef d'Etat russe a signé un décret visant à renforcer la sécurité nationale et introduisant des mesures économiques contre la Turquie, après l'attaque du bombardier russe Su-24, rapporte le service de presse du Kremlin.

Après la suspension du régime sans visas annoncée vendredi 27 novembre, et signée aujourd'hui, le président russe a annoncé la mesure la plus douloureuse pour la Turquie. Selon le décret, les opérateurs touristiques ne sont plus autorisés à vendre des séjours en Turquie.

"Stipuler que les tour-opérateurs et les agents touristiques doivent se garder de vendre aux citoyens russes des produits touristiques prévoyant la visite du territoire de la République turque", lit-on dans le décret.

Les vols charters entre la Russie et la Turquie sont également interdits.

De même, ces mesures du Kremlin "visant à assurer la sécurité nationale et celle des citoyens russes", interdisent aux employeurs russes d'embaucher des citoyens turcs à partir du 1er janvier 2016 et ordonnent d'interdire ou de limiter l'activité des organisations turques en Russie.

De surcroît, Vladimir Poutine a ordonné d'"interdire ou limiter les opérations économiques extérieures, prévoyant l'importation sur le territoire russe de certains produits provenant de la République turque selon la liste définie par le Gouvernement de la Fédération de Russie (à l'exception des produits importés pour la jouissance personnelle dans la quantité autorisée par l'Union économique eurasiatique)", selon le texte du décret publié par le Kremlin. sputniknews.com 28.11

Erdogan met la Russie en garde, Poutine refuse de le rencontrer - Reuters

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a redit vendredi qu'il pourrait discuter avec Vladimir Poutine en marge de l'ouverture à Paris de la COP21 mais a mis son homologue russe en garde contre toute tentation de "jouer avec le feu".

A Moscou, trois jours après la destruction par des avions turcs d'un chasseur-bombardier russe près de la frontière syrienne, le Kremlin a fait savoir qu'il n'était pas question pour Poutine de rencontrer Erdogan tant qu'Ankara ne présenterait pas d'excuses pour l'incident aérien.

"Comme nous le voyons, la Turquie refuse de s'excuser simplement pour l'incident de l'avion", a expliqué vendredi Iouri Ouchakov, conseiller du président russe.

Le gouvernement russe a menacé Ankara de représailles économiques; le président de la Douma, la chambre basse du Parlement russe, Sergueï Narichkine, a même déclaré que la Russie avait aussi le "droit à une riposte militaire".

Dans un discours prononcé à Bayburt, dans le nord-est de la Turquie, Erdogan a dit vendredi qu'il ne souhaitait pas nuire aux relations avec la Russie, mais n'a guère contribué à calmer les esprits. "Nous recommandons très sincèrement à la Russie de ne pas jouer avec le feu", a-t-il prévenu.

Erdogan s'est notamment emporté contre les déclarations à ses yeux "inacceptables" de Poutine. S'exprimant jeudi à l'issue de son entretien avec François Hollande, ce dernier a accusé la Turquie de fermer les yeux sur le trafic de pétrole en provenance de zones contrôlées par l'organisation Etat islamique.

Le chef de la diplomatie russe a insisté vendredi. "Nous avons de plus en plus de questions sur la volonté réelle d'Ankara d'éradiquer le terrorisme", a lancé Sergueï Lavrov, ajoutant lors d'une conférence de presse que la Russie avait décidé de suspendre à compter du 1er janvier l'accord d'exemption de visas entre les deux pays.

Le président turc a fait état en retour de documents américains établissant que des compagnies russes et l'EI vendent du pétrole au régime syrien.

Erdogan a téléphoné à Poutine sept ou huit heures après l'incident, a confirmé le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

"Jusqu'à maintenant, M. Poutine n'a toujours pas répondu à mon appel", a indiqué le président turc, dans une interview accordée à France 24. Reuters 27.11

L'Union européenne n'est pas en reste au côté de la Turquie.

- La décision de l'APCE sur la Russie sera révélatrice pour l'Europe - sputniknews.com

La décision de l'APCE sur les compétences de la délégation russe en 2016 interviendra bientôt et elle sera révélatrice pour l'avenir du continent européen, estime le président de la Douma (chambre basse du parlement russe) Sergueï Narychkine.

Le président de la Douma russe Sergueï Narychkine ne tente pas de faire des prévisions quant à la décision de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur les compétences de la délégation de Russie en 2016, mais il estime cependant qu'elle sera révélatrice pour l'avenir de l'ensemble du continent européen.

En avril 2014 l'APCE a adopté une résolution antirusse suite au rattachement de la Crimée à la Russie et a privé les parlementaires russes de droits de vote, ainsi que de celui de participer aux activités des organes dirigeants de l'Assemblée et de ses missions de suivi jusqu'à la fin de 2014. En 2015, les sanctions ont été prorogées. Anne Brasseur, qui préside l'APCE, a déclaré que le rétablissement des compétences de la délégation russe pourrait être examiné en janvier 2016.

"Le moment de vérité viendra très tôt, au début de 2016, alors qu'un russophobe invétéré soulèvera à nouveau la question relative à nos compétences. Faire des prévisions sur une éventuelle décision est une tâche ingrate. Je ne dirai qu'une chose: le résultat et la liste nominative des votants, tout comme la position publique de la présidente de l'Assemblée, des chefs de groupes politiques et des délégations nationales seront instructifs", écrit Sergueï Narychkine dans un article publié sur son site Internet.

"L'année du 20e anniversaire de l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe, la décision de l'APCE sera révélatrice quant aux destinées du continent dans son ensemble. Elle donnera la réponse à la question de savoir s'il parviendra à devenir une grande maison prospère dans laquelle l'égalité en droits de tous ses peuples est une condition clé du développement réussi de l'Europe", signale le président de la Douma russe. sputniknews.com 27.11

Malgré un acte d'agression ou de guerre de la Turquie envers la Russie, l'emprisonnement de deux journalistes, l'assassinat d'un avocat pro-kurde, l'Union européenne envisage toujours l'adhésion de la Turquie à l'UE.

- Turquie: un célèbre avocat kurde tué par balles - sputniknews.com

Tahir Elçi, bâtonnier de l'ordre des avocats de Diyarbakir et figure renommée de la cause kurde, a été tué par balles samedi lors d'un échange de coups de feu aux circonstances encore confuses de la grande ville à majorité kurde du sud-est de la Turquie.

Un policier a été tué et dix autres personnes blessées, dont un journaliste et au moins deux autres membres des forces de l'ordre, lors de cette fusillade, a-t-on appris de sources hospitalières et sécuritaires locales citées par l'AFP.

L'avocat a été mortellement touché à la tête lors de la fusillade, sans qu'il soit encore possible d'affirmer s'il a été spécifiquement visé ou victime d'une balle perdue.

Toujours selon l'AFP Tahir Elçi faisait l'objet de poursuites pour avoir affirmé à la télévision à la mi-octobre que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène la rébellion kurde depuis 1984 en Turquie, "n'est pas une organisation terroriste".

Il avait été interpellé le 20 octobre dans son bureau de Diyarbakir puis inculpé d'"apologie du terrorisme par voie de presse" par un tribunal d'Istanbul, avant d'être remis en liberté sous contrôle judiciaire.

Le parquet a requis contre lui une peine d'un an et demi à sept ans et demi de prison. sputniknews.com 28.11

- Turquie : manifestation de soutien à deux journalistes emprisonnés - euronews.com

Un à deux milliers de personnes se sont rassemblées à Istanbul, au lendemain de l'incarcération des dirigeants du quotidien d'opposition Cumhuriyet.

"Deux journalistes inculpés pour "espionnage"":http://www.liberation.fr/planete/2015/11/27/accuses-d-espionnage-deux-journalistes-turcs-de-cumhuriyet-en-prison_1416583 et "divulgation de secrets d'Etat", et écroués, après avoir publié un article sur de possibles livraisons d'armes à des islamistes en Syrie par Ankara. "Une enquête a été ouverte à la suite de nos reportages sur les camions des services secrets turcs transportant des armes", indiquait le rédacteur en chef Can Dündar, avant son incarcération. "Le plaignant est le chef de l'Etat lui-même. Nous sommes venus ici pour défendre le journalisme, pour défendre les droits du peuple d'être informé, leur droit d'apprendre la vérité si le gouvernement a menti". "Si le pays fait l'objet d'une menace, ou se trouve en danger, un journaliste doit en rendre compte", avait déclaré Erdem Gül, responsable du bureau d'Ankara pour le quotidien.

En mai dernier, le scandale avait éclaté après la diffusion dans le journal de photos et d'une vidéo de camions, interceptés par la gendarmerie turque en janvier 2014. Les véhicules des services secrets, transportaient des armes à la frontière syrienne. Des faits qu'Ankara continue de démentir. euronews.com 27.11

- Sommet UE-Turquie: les Européens divisés sur les concessions à faire à Ankara - AFP

A deux jours d'un sommet avec la Turquie à Bruxelles, les Européens sont divisés sur l'ampleur des concessions politiques et financières à faire à Ankara pour obtenir son aide face à la crise migratoire qui ébranle l'unité de l'UE.

Les tractations ne sont pas facilitées par le contexte international tendu après que la Turquie a abattu un avion russe près de sa frontière avec la Syrie, principale origine des flux de réfugiés vers l'Europe.

Le sommet de dimanche doit réunir à Bruxelles les dirigeants des 28 membres de l'UE et le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu.

"Pour l'Europe, ce sommet vise à freiner le flux migratoire, mais pour les Turcs il vise plutôt à revigorer leur processus d'adhésion" à l'UE, souligne une source impliquée dans les négociations.

Il faut "réinitialiser les rapports turco-européens qui ont souffert ces dernières années du refus de certains pays d'accepter une adhésion pleine de la Turquie à l'UE", confirme une source diplomatique turque.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et celui du Parlement européen, Martin Schulz, assisteront à la rencontre de dimanche, présidée par le président du Conseil européen Donald Tusk.

L'objectif est d'entériner le "plan d'action" déjà négocié par la Commission européenne avec la Turquie, qui liste une série d'engagements, comme celui par les Turcs de rendre leur frontière avec l'UE plus étanche et de réadmettre davantage de migrants illégaux l'ayant franchie.

Le sommet devrait aussi graver dans le marbre les 3 milliards d'euros que les Européens sont prêts à débourser pour aider les Turcs à faire face à l'afflux de réfugiés sur leur sol.

- Dialogue difficile -

Car si depuis janvier plus de 700.000 migrants ont gagné l'Europe depuis la Turquie, le pays accueille aussi plus de 2 millions de réfugiés et demandeurs d'asile.

En accueillir davantage ou empêcher leur départ vers l'UE a un coût, qu'Ankara ne veut pas assumer seul. Le gouvernement islamo-conservateur turc ne veut pas rater l'occasion d'obtenir les fruits politiques de sa coopération.

L'UE s'est dite disposée à accélérer le processus déjà en cours visant à exempter à terme les citoyens turcs de visas pour voyager en Europe. Elle s'engagera aussi dimanche à "redynamiser" les négociations d'adhésion de la Turquie, au point mort depuis des années.

"On nous a dit que le chapitre 17 des négociations (politiques économiques et monétaires, ndlr) sera ouvert vers la mi-décembre", a déjà affirmé jeudi le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui ne fera pas le déplacement à Bruxelles.

Globalement d'accord sur le principe de ces ouvertures politiques, même si la Grèce et Chypre restent réticentes, les pays européens restent toutefois divisés sur la portée de leurs promesses et sur les conditions à poser.

"Nous ne voulons pas nous asseoir pour des discussions avec la Turquie en leur faisant penser qu'ils sont notre dernière chance", a récemment souligné le Premier ministre populiste hongrois Viktor Orban.

L'UE a récemment fustigé "les graves reculs" de la liberté d'expression en Turquie et des "manquements significatifs" dans le domaine de l'indépendance de la justice. "Il est hors de question de brader" les principes de l'UE, en matière de droits de l'Homme, "sur l'autel des préoccupations migratoires", insiste une source européenne.

Côté financier, les 3 milliards d'euros d'aide promis sont actés en principe. "Mais est-ce sur un an ou sur deux ans? Faut-il procéder par étapes? Le sommet laissera planer une ambiguité", explique une autre source européenne.

Les Etats membres ne devraient pas non plus trancher dimanche la question sensible de la provenance des fonds. La Commission européenne propose d'apporter 500 millions d'euros, issus du budget de l'UE, et demande aux Etats membres de verser le reste. Ils ne sont "globalement pas d'accord", prévient une source diplomatique.

Les tensions entre Turquie et Russie, alors que les Occidentaux tentent de mettre sur pied une coalition contre l'Etat islamique (EI), "vont encore compliquer un dialogue déjà difficile entre l'UE et la Turquie", note Ian Lessern, expert au German Marshall Fund à Bruxelles. AF¨27.11

L'Union européenne peut compter sur le soutien des néonazis de Kiev contre la Russie.

APCE: l'Ukraine s'apprête à réclamer l'exclusion de la Russie - sputniknews.com

Lors de la session de juin de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), la délégation ukrainienne entend soulever la question de l'exclusion de la Russie de cette organisation, rapporte vendredi l'agence UNN, se référant à la députée Maria Ionova, du Bloc de Piotr Porochenko.

Mme Ionova a annoncé que vendredi 24 avril, lors de la session de l'APCE, les débats sur l'Ukraine s'étaient déroulés, notamment sur la mise en application de la résolution adoptée en janvier.

"Il va sans dire que la Russie n'a pas rempli un seul point de cette résolution. Et tout porte à croire que lors de la future session, en juin prochain, nous nous pencherons sur la question de l'exclusion de la Russie de l'APCE", a martelé la parlementaire.

Selon la députée à la Rada suprême (parlement ukrainien), plusieurs pays, dont la Géorgie et la Moldavie, ont soutenu l'Ukraine dans cette question.

Le 27 janvier, l'APCE a privé la délégation russe du droit de vote et de participation aux organes dirigeants de l'Assemblée jusqu'à avril. Suite à cette décision, le chef de la délégation russe à l'APCE Alexeï Pouchkov a annoncé que la Russie ne participerait plus aux réunions de l'Assemblée jusqu'à la fin de 2015.

En mars dernier, le chef adjoint de la délégation russe Leonid Sloutski a déclaré que la Russie entendait revenir à l'APCE en 2016. sputniknews.com 27.11

Dossier Syrie

La Syrie appelle à faire pression pour que la Turquie "cesse de soutenir les terroristes" - sputniknews.com

Le chef de l'Armée syrienne demande à la communauté internationale de faire pression sur la Turquie pour qu'elle cesse son

soutien aux terroristes, et n'achète plus leur pétrole, a déclaré aux journalistes le porte-parole des troupes syriennes, le général de brigade Ali Mayhub.

M.Mayhub a également déclaré que la nuit dernière, l'armée syrienne avait fait l'objet de tirs de mortiers depuis le territoire turc.

Le responsable syrien a émis de virulentes critiques contre la partie turque. M.Mayhub a affirmé que les autorités turques organisent les livraisons d'armes et de munitions aux terroristes, en soutenant ainsi leurs activités.

"Le chef de l'Armée arabe syrienne met en garde contre le danger lié à une telle conduite et demande à la communauté internationale de réaliser une pression maximale sur les autorités de la République turque, afin de les contraindre à rejeter le soutien direct et indirect au terrorisme international", a déclaré M.Mayhub. sputniknews.com 28.11

Syrie : deux nouvelles localités libérées. - sahartv.ir

En Syrie, l'armée régulière a repris le contrôle de vastes parties des hauteurs entourant Lattaquié, dans l'Ouest. Selon la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadeen, les militaires de l'armée syrienne, épaulés par les forces de la défense nationale, ont repris aux terroristes, les collines de Katf Al-Ghadar et Katf Al-Naghmeh, entourant la banlieue-Nord de Lattaquié. Les hauteurs, libérées par l'armée, donnent sur des dizaines de kilomètres des territoires entourant Lattaquié.

Par ailleurs, l'armée syrienne a repoussé une attaque des terroristes de Dach contre la ville et l'aéroport militaire de Deir Ezzor, dans l'Est de la Syrie. Ces affrontements ont coûté la vie à de nombreux terroristes de Daech. D'autre part, l'aviation syrienne a bombardé une position du groupe terroriste Daech, située dans le Nord du village d'Andan, en banlieue-Nord d'Alep. Cette frappe a fait de nombreux tués parmi les terroristes. sahartv.ir 28.11

Manifestation à Londres contre l'intervention de la Grande-Bretagne en Syrie - sahartv.ir

Les opposants aux ingérences britanniques en Syrie se sont rassemblés devant le bureau du Premier ministre.

Les manifestants ont soutenu les points de vue de Jeremy Corbyn, chef de l'opposition, qui est contre les ingérences de Londres dans les affaires syriennes.

George Galloway, ancien débuté, a prononcé un discours pour les manifestants.

Cette manifestation était la plus grande en Grande-Bretagne contre les ingérences britanniques dans les affaires syriennes.

Le groupe « Coalition pour arrêter la guerre » avait annoncé vendredi dans un communiqué que les propositions incohérentes du Premier ministre David Cameron pour agir en Syrie ne pouvaient affaiblir Daech. Selon ce communiqué toute intervention allait même attiser le feu de la guerre civile en Syrie dont le peuple est victime des activités des terroristes.

Le Premier ministre britannique a fait part de son intention de mettre au vote cette semaine à la Chambre des Communes son plan d'élargir les raids aériens contre Daech en Syrie. sahartv.ir 28.11

Les adeptes de la barbarie et de la guerre rivalisent de zèle.

- Moyen-Orient: les Émirats arabes unis jouent de plus en plus la carte militaire - sputniknews.com

Le New York Times vient de dévoiler qu'au Yémen, où la coalition sunnite combat depuis plus de six mois les Houthis chiites, des mercenaires sud-américains agissent également sur le terrain. Il s'agirait de plus de 400 soldats et officiers colombiens, embauchés et formés grâce à l'argent des Émirats arabes unis.

Mohammed ben Zayed Al Nahyane, frère et héritier de l'émir d'Abou Dhabi, est considéré en Occident comme un réformateur arabe: il est l'architecte de cette nouvelle stratégie.

Par le passé, les Émirats arabes unis, qui contrôlent 6% des réserves mondiales de pétrole et possèdent le deuxième fonds souverain le plus important au monde, se cantonnaient au rôle d'observateur impartial, au-dessus de tous les problèmes au Moyen-Orient.

La situation a beaucoup changé: les Émirats semblent avoir oublié leur "neutralité" financière pour prendre part de plus en plus activement à tous les conflits récents.

Aujourd'hui, ils combattent les Houthis soutenus par l'Iran au Yémen, mais bombardent aussi Daech en Syrie. Ils avaient fait la même chose en Libye, pays pourtant situé à des milliers de kilomètres.

"Les Émirats ne peuvent plus se permettre de jouer le rôle d'une "Suisse arabe", estime Michal al-Gueravi, directeur du centre de recherche Delma Institute à Abou Dhabi. S'il y a des flammes partout, on ne peut pas rester les bras croisés: il faut éteindre le feu ou partir".

Mohammed ben Zayed Al Nahyane entreprend donc beaucoup d'efforts pour transformer les Émirats en puissance militaire. Par exemple, l'année dernière, les Émirats ont introduit un service militaire obligatoire pour les hommes. En ce qui concerne le matériel et les armes, tout va aussi pour le mieux: d'après IHS Inc, les Émirats arabes unis sont le quatrième importateur d'armes au monde. Qui plus est, ce matériel n'est pas stocké mais utilisé au Yémen, en Syrie, en Irak ou — par le passé — en Libye.

Tout en renforçant son armée, le prince Mohammed n'oublie pas l'économie, dont la force motrice est le pétrole, et suit l'exemple de la Norvège où les hydrocarbures sont également le fondement économique du pays. Oslo a réussi à diversifier cette activité et les Norvégiens ont désormais une assurance pour l'avenir.

"Nous ne voulons pas le regretter dans 50 ans, quand nous aurons extrait le dernier baril, a annoncé le réformateur arabe en février 2015. Si nos investissements d'aujourd'hui s'avéraient fructueux, ce moment ne serait pas triste pour nous".

Il est difficile de réformer les Émirats, mais cette tâche est pourtant plus facile qu'en Arabie saoudite voisine, où les autorités religieuses, wahhabites et conservatrices, restent toujours très puissantes. Le prince Mohammed rencontre tout de même une certaine opposition intérieure à ses réformes. sputniknews.com 27.11

ACTUALITE EN TITRES

C'est sur l'avenir de la civilisation humaine que l'UE fait peser une menace

- Crise des migrants : le Premier ministre néerlandais s'inquiète, selon lui l'UE risque de "s'écrouler" comme "l'Empire romain"
- Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

La sentence royale ou la conception de la démocratie du chef des barbares ami et partenaire de Obama et Hollande.

- Arabie Saoudite: Une «procédure de grâce» en cours pour le blogueur condamné à 1.000 coups de fouet
- 20minutes.fr

Une lueur d'espoir pour Raef Badaoui, condamné en Arabie saoudite à 10 ans de prison et 1.000 coups de fouet. Une procédure de grâce serait en effet en cours pour le blogueur, que son épouse Ensaf Haidar a dit samedi espérer voir aboutir favorablement.

Plus tôt samedi, le secrétaire d'Etat suisse aux Affaires étrangères, Yves Rossier a indiqué que la sentence à l'encontre du blogueur de 31 ans «a été suspendue». «Une procédure de grâce est maintenant en cours auprès du chef de l'Etat, donc du roi Salmane ben Abdelaziz al-Saoud», a-t-il déclaré à Radio-Canada, précisant avoir évoqué cette affaire lors de sa visite officielle à Ryad cette semaine.

Animateur du site internet Liberal Saudi Network et lauréat 2014 du prix Reporters sans frontières pour la liberté de la presse, Raef Badaoui est emprisonné depuis 2012. Il a été condamné à 10 ans de prison pour «insulte» envers l'islam il y a un an et à 1.000 coups de fouet à raison de 50 coups par semaine pendant 20 semaines.

Le blogueur a obtenu le 29 octobre dernier le prix Sakharov pour la liberté d'expression décerné par le Parlement européen, qui avait alors appelé à sa libération «immédiate». Ensaf Haidar avait émis le souhait que Raef Badaoui puisse aller lui-même chercher le 16 décembre à Strasbourg ce prix décerné par les chefs de file des groupes politiques du Parlement européen et parfois considéré comme l'équivalent européen d'un Prix Nobel. 20minutes.fr 29.11

S'il a reçu le soutien de Reporters sans frontières, de l'UE qui lui a décerné le prix Sakharov, c'est qu'il sert ou peut servir

leurs intérêts, il mérite donc d'être épargné. On évitera donc de le soutenir n'en déplaisent à ceux qui autrefois ont soutenu des opposants membres de l'URSS ou de ses satellites et qui se sont avérés être presque tous de droite, de féroces procapitalismes et anticommunistes, c'était soi-disant leur conception de la lutte contre le stalinisme, cynique, n'est-ce pas ?

- Arabie: la famille d'un jeune chiite condamné à mort craint une exécution imminente - AFP

Un membre de la famille du jeune chiite Ali al-Nimr, mineur au moment de son arrestation en 2012 puis condamné à mort, a estimé vendredi que l'Arabie saoudite semblait "très sérieuse" quant à l'application de la peine.

"Le gouvernement est sérieux, très sérieux" concernant l'exécution d'Ali al-Nimr, a indiqué à l'AFP son oncle Jaffar al-Nimr, selon lequel Ali n'a plus parlé à sa famille depuis deux semaines et a expliqué avoir subi un contrôle médical.

"C'est peut-être la routine avant qu'ils exécutent", a ajouté Jaffar al-Nimr.

Le cas d'Ali al-Nimr, qui avait 17 ans quand il avait été arrêté pour avoir manifesté contre les autorités, a suscité une vive indignation dans le monde et des voix se sont élevées pour demander aux autorités saoudiennes de surseoir à son exécution.

Selon des militants, Ali al-Nimr est un des trois chiites mineurs au moment des faits à avoir épuisé toutes les voies de recours contre leur condamnation à mort.

Leur sort est entre les mains du roi Salmane qui a le dernier mot sur l'application des condamnations à mort.

Vendredi, un millier de Saoudiens chiites se sont rassemblés dans une mosquée de la ville d'Awamiya, dans l'est du pays, pour demander la libération de ces militants, a rapporté un habitant. AFP 28.11

Par contre on ne donnera pas cher de la peau de ce malheureux, il sera peut-être le 152 décapités depuis le début de l'année en Arabie saoudite, le pays où les bourreaux ne chôment pas, ils font même mieux que leurs créatures monstrueuses, Al-Qaïda et l'Emirat islamique.

Décapité pour avoir simplement manifesté. Hollande-Valls ont encore de la marge.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Presse indépendante? Quand la CNN reçoit ses ordres du gouvernement US - sputniknews.com

Aux USA, le scandale enfle autour de la correspondance électronique entre la journaliste de la chaîne CNN Elise Labott et le représentant du département d'État des Etats-Unis Philippe Reines, récemment rendue publique.

Alors qu'elle couvrait les auditions au Sénat en 2013 portant sur l'attaque contre l'ambassade américaine à Benghazi, la journaliste a publié des messages Twitter dictés par ce haut fonctionnaire. Mme Labott avoue d'ailleurs avoir consulté Philippe Reines, qui occupait à ce moment-là le poste d'assistant du secrétaire d'Etat adjoint, sur le contenu des messages censés être publiés.

A en juger par les e-mails échangés, M. Reines proposait des tweets à la journaliste de la CNN pour qu'elle les publie ensuite. A titre d'exemple, une citation d'un discours d'Hillary Clinton s'est retrouvée sur le compte Twitter d'Elise Labott immédiatement après un de ces "échanges".

Les critiques à l'encontre du sénateur Rand Paul, qui avait posé à Mme Clinton des questions délicates, ont également été "négociées" entre la journaliste et le représentant du département d'État.

Selon le journaliste américain Christopher Hedges, cité par la chaîne RT, tous les médias vedettes aux USA sont plus ou moins en contact avec les politiques. Les journalistes ont besoin de ces derniers en tant que sources d'information, et pour obtenir ce qu'ils veulent ils sont prêts à appliquer n'importe quel ordre politique.

Curieusement, ce n'est pas la première fois que des journalistes d'Europe et des USA entretiennent "relations dangereuses" avec les autorités, ce qui n'empêche pas l'Occident de se targuer d'être un havre de démocratie et de liberté.

La semaine dernière, la chaîne CNN a temporairement suspendu Mme Labott l'accusant d'avoir violé des normes rédactionnelles. La journaliste avait posté un message critiquant la décision, récemment prise par la Chambre des représentants des USA, de suspendre l'accueil des réfugiés syriens et irakiens, le tweet allant à l'encontre de la position du gouvernement de ce pays si démocratique. sputniknews.com 28.11

2- Suisse

- Procès HSBC-Suisse: Hervé Falciani condamné par défaut à 5 ans de prison - AFP

L'ex-informaticien de la banque HSBC-Suisse, Hervé Falciani, a été condamné pour espionnage économique par la justice suisse, qui ne le considère pas comme un lanceur d'alerte comme il l'affirme.

La décision du Tribunal pénal fédéral (TPF) de Bellinzone (canton du Tessin), a été annoncée vendredi, trois semaines après la fin du procès d'Hervé Falciani, qui a eu lieu en son absence du 2 au 6 novembre.

Selon le tribunal, Hervé Falciani, qui a subtilisé des dizaines de milliers de documents bancaires à son ex-employeur, s'est rendu coupable d'espionnage économique et a été condamné à ce titre à cinq ans de prison.

Le responsable du scandale "Swissleaks" n'a assisté ni au procès ni à la lecture de la décision, car il a indiqué à plusieurs reprises ne faire aucune confiance à la justice suisse.

Hervé Falciani était poursuivi pour plusieurs motifs, dont l'espionnage économique. Il a en revanche été acquitté d'autres chefs d'accusation, comme celui de la violation du secret commercial.

Etant français et domicilié en France, Hervé Falciani ne peut être extradé.

Ce jugement n'est pas définitif, et un recours peut être intenté devant le Tribunal fédéral, la plus haute instance juridique suisse.

Dès l'annonce du verdict, la banque HSBC s'est "félicitée" de cette décision.

"HSBC a toujours soutenu qu'Hervé Falciani avait dérobé des informations confidentielles relatives aux clients de la banque d'une manière systématique dans le seul but de les revendre pour son propre enrichissement. Les témoignages reçus par le tribunal démontrent que les intentions de Hervé Falciani n'étaient pas celles d'un lanceur d'alertes", a indiqué la banque dans un communiqué.

- Des évadés fiscaux par milliers -

L'avocat de la banque a en outre affirmé à l'AFP que dans le résumé de sa décision, le "Tribunal pénal fédéral a estimé que Hervé Falciani avait agi par appât du gain", sans autre précision.

La sanction prononcée par le TPF est cependant inférieure à ce qu'avait demandé dans son réquisitoire le procureur Carlo Bulletti, qui avait prôné une peine de six ans de prison.

L'avocat commis d'office d'Hervé Falciani, Me Marc Henzelin, avait plaidé pour son client une peine compatible avec le sursis.

Les révélations d'Hervé Falciani ont permis de découvrir des milliers d'évadés fiscaux dans le monde qui avaient ouvert des comptes non déclarés auprès de la banque genevoise HSBC.

Parmi les riches contribuables accusés d'avoir fraudé le fisc de leur pays et à avoir été rattrapés par la justice grâce aux listes Falciani, figurent Arlette Ricci, 73 ans, héritière des parfums Nina Ricci, et le banquier Emilio Bottin, condamné à payer 299 millions d'euros au fisc espagnol.

Selon l'avocat de la banque HSBC, Hervé Falciani a commis le "plus grand pillage d'une banque jamais commis dans le monde". "L'ex-informaticien s'est approprié l'équivalent de 76 gigabits de données brutes, l'équivalent du contenu de 5.300 grands classeurs", avait déclaré l'avocat au moment du procès.

Le défenseur d'Hervé Falciani avait de son côté dénoncé les failles du système de sécurité de la banque, qui avaient permis à

son client de récolter autant de données.

"Au niveau international, on est en train d'abandonner le secret bancaire. On juge un combat d'arrière-garde", avait encore asséné l'avocat. AFP 27.11

3- Palestine occupée

- Une foule d'Arabes Israéliens contre l'interdiction d'un mouvement islamique - AFP

Des milliers d'Arabes Israéliens ont défilé samedi à Oum el-Fahem dans le nord d'Israël pour dénoncer l'interdiction d'une organisation islamique accusée par le gouvernement de Benjamin Netanyahu d'incitation à la violence.

Sous une nuée de drapeaux palestiniens, ces descendants de Palestiniens restés sur leur terre à la création d'Israël en 1948, ont crié "Nous ne sommes pas des terroristes", "Nous sommes plus forts que l'interdiction", avant d'être harangués par des représentants de la minorité arabe d'Israël, dont des députés du Parlement israélien.

Le 17 novembre, Israël a interdit la "branche nord" du Mouvement islamique et son réseau d'associations, en accusant l'organisation d'inciter les Arabes israéliens et les Palestiniens à la violence en propageant des "mensonges" au sujet de l'esplanade des Mosquées à Jérusalem.

Devant les manifestants à Oum el-Fahem, le chef du groupe Raëd Salah, a dénoncé cette interdiction comme une mesure "terroriste".

"Qui est le terroriste? Moi je dis que c'est le racisme d'Israël, celui qui a fermé des associations qui venaient en aide à 23.000 orphelins désormais abandonnés à leur faim", a-t-il dit.

M. Salah a affirmé que ces associations fournissaient des services à un demi million d'Arabes Israéliens, sur une population de 1,4 million (17,5% de la population israélienne).

"Des services que l'Etat devrait fournir à tous ses citoyens", a dénoncé Mohamed Baraké, qui dirige le Haut comité de suivi regroupant les principales organisations représentant la communauté arabe israélienne qui se plaint de longue date de discriminations.

Depuis sa fondation au début des années 1970, le Mouvement islamique en Israël a tissé un réseau d'associations - religieuses, sportives ou éducatives - et de services sociaux parmi les Arabes Israéliens.

Mais ce mouvement s'est scindé en 1996 en deux entités distinctes, dont une seule, la "branche sud" du mouvement, participe aux institutions israéliennes.

M. Salah a récemment été condamné à 11 mois de prison ferme pour avoir appelé en 2007 "tout musulman et Arabe à venir en aide aux Palestiniens et à lancer une intifada islamique" pour l'esplanade des Mosquées, lieu sacré pour les musulmans et les juifs.

Son mouvement a fait de ce site son cheval de bataille, mobilisant notamment dans la Vieille ville de Jérusalem, d'où est partie la vague de violence qui depuis début octobre a coûté la vie à 98 Palestiniens, à un Arabe israélien, à 17 morts côté israélien, ainsi qu'à un Américain et à un Erythréen.

Le mouvement a été interdit alors que le gouvernement Netanyahu s'est dit déterminé à durcir la répression pour mettre fin à la flambée des violences. AFP 28.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Air France : appel à la grève les 2 et 3 décembre - LeMonde.fr

Le Syndicat des pilotes d'Air France (SPAF, 21 %) et Alter (non représentatif), minoritaires à Air France, appellent à la grève mardi 2 et mercredi 3 décembre, contre les suppressions d'emploi et les poursuites disciplinaires, a-t-on appris vendredi 27 novembre auprès d'eux. La compagnie aérienne s'attend à un impact limité sur le trafic.

Les autres syndicats de navigants, que ce soit le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL, 65 % des voix de pilotes) et

les représentants des hôtesses et stewards, n'ont pas opté pour la grève. Au sol, la Confédération générale du travail (CGT), Force ouvrière (FO) et l'union syndicale Solidaire (SUD)-Aérien (non représentatif) appellent par contre à des arrêts de travail.

Sous le coup d'une procédure de licenciement, cinq salariés sont convoqués le 2 décembre au tribunal correctionnel de Bobigny pour des faits de violence en réunion, lors des débordements spectaculaires du 5 octobre au siège d'Air France. Deux dirigeants avaient échappé à des manifestants, la chemise arrachée, après l'annonce de la suppression potentielle de deux mille neuf cents postes.

Une large intersyndicale appelle à un rassemblement mercredi devant le tribunal et à une « démonstration pacifique » le lendemain au siège, « pour l'arrêt immédiat des poursuites judiciaires et des procédures de licenciement totalement injustifiées » et « pour un développement ambitieux de l'activité » à Air France. LeMonde.fr 27.11

1.2- Premier licenciement à Air France après les violences contre des cadres - latribune.fr

Un salarié d'Air France mis en cause dans les débordements spectaculaires du 5 octobre a reçu sa lettre de licenciement vendredi, son recours gracieux ayant été rejeté par la direction, a appris l'AFP auprès du syndicat CGT de la compagnie. latribune.fr 27.11

C'était seulement un magasinier, cela ne méritait pas de mettre Air France en grève illimitée jusqu'à sa réintégration, dixit ces syndicalistes pourris.

2- Suisse

- Suisse : 10.000 agriculteurs dans la rue à Berne - euronews.com

Les paysans suisses dans la rue. Près de 10.000 agriculteurs ont manifesté vendredi matin à Berne pour s'opposer au plan d'économies préconisé par le gouvernement.

Le Conseil fédéral veut économiser 86 millions d'euros sur le budget agricole en 2016 et 64 millions en 2017. Le crédit-cadre serait par ailleurs amputé de732 millions d'euros.

Selon la presse suisse, depuis le début du siècle, près de 17.000 exploitations agricoles auraient disparu en Suisse. euronews.com 28.11

3- Allemagne

- Lufthansa : accord salarial pour les 30.000 personnels au sol - AFP

Le géant allemand du transport aérien Lufthansa et le puissant syndicat des services Verdi ont validé samedi un accord prévoyant des hausses salariales pour les 30.000 personnels au sol du groupe, ont annoncé la direction et l'organisation syndicale.

Les personnels au sol de Lufthansa et des filiales du groupe vont toucher pour les mois d'avril à septembre 2.250 euros au titre d'une revalorisation salariale, ont indiqué Lufthansa et Verdi dans des communiqués distincts.

Selon les modalités de l'accord, qui intervient au terme de longs mois de négociations, les salaires vont être revalorisés en 2016 et 2017 de 2,2%.

Fin mars, les personnels au sol des principaux aéroports en Allemagne avaient, à l'appel de Verdi, arrêté le travail une demi-journée pour réclamer une revalorisation de leurs salaires, paralysant une grande partie du trafic aérien allemand.

Cet accord est comme un rayon de soleil pour le numéro un européen du transport aérien, en délicatesse avec les trois principaux syndicats du personnel - Cockpit (pilotes), UFO (personnels cabines) et Verdi - et plombé ces derniers mois par plusieurs grèves coûteuses. AFP 09.11

Si c'est un "rayon de soleil" pour les richissimes actionnaires de Lufthansa, c'est que notre analyse est correcte, ou comment on achète la paix sociale sur fond de surexploitation de la main d'oeuvre immigré, notamment.

4- Brésil

- La déforestation en Amazonie en hausse de 16% - Reuters

La destruction de la forêt amazonienne au Brésil a augmenté de 16% sur un an, selon des données satellitaires publiées jeudi par le ministère brésilien de l'Environnement.

Selon ces données qui courent sur 12 mois à fin juillet, 5.831 km2 de forêt ont disparu en Amazonie brésilienne.

Ces chiffres confirment les informations diffusées récemment par des organisations spécialisées qui montraient une déforestation accrue, après un recul constaté en 2014. La déforestation contribue à environ 15% des gaz à effet de serre, soit plus que le secteur du transport dans son entier.

La situation au Mato Grosso est la cause principale de cette hausse de la déforestation. Les propriétaires fonciers de cet Etat très agricole ont supprimé environ 1.500 km2 de jungle, contre 1.000 km2 l'année précédente.

L'Amazonie, la plus grande forêt tropicale au monde, est non seulement un immense piège à carbone mais aussi un sanctuaire de la biodiversité. Elle contient des milliers d'espèces qui n'ont pas encore été étudiées.

Le gouvernement brésillien lance régulièrement des opérations de lutte contre l'exploitation forestière illégale, mais il faut faire plus, estiment des organisations de défense de l'environnement. La ministre de l'Environnement, Izabella Teixeira, a convoqué les gouverneurs des Etats affichant la plus grosse déforestation pour discuter de la situation.

Malgré le bond constaté en 2015, la zone déboisée reste beaucoup moins large que par le passé. Le Brésil a réussi à fortement réduire la destruction de la forêt depuis qu'il a commencé à suivre la déforestation en 2004. Cette année-là, près de 30.000 km2 de végétation avaient été perdus. Reuters 27.11

On aurait pu faire figurer cet article dans la rubrique économie.

ECONOMIE

Matière première. Le cuivre.

- La plus grande mine de cuivre du monde accuse une chute de 42% de ses profits - latribune.fr

Le bénéfice de la plus grande mine de cuivre au monde Escondida, située dans le nord du Chili, a plongé de 42% sur les neuf premiers mois de l'année, par rapport à l'an dernier, a indiqué le groupe anglo-australien BHP Billiton propriétaire de la mine.

Le bénéfice a atteint 1,176 milliard de dollars sur cette période, contre 2,02 mds un an plus tôt, selon un communiqué du groupe. Chute des cours

Cette chute est due "principalement à la baisse du cours mondial du métal rouge sur cette période, qui a été en partie compensée par une hausse de 8% du volume des ventes, rendue possible par une amélioration de la production", a précisé le groupe.

Vendredi, le métal rouge s'échangeait autour de 2,10 dollars la livre, loin des 4,5 dollars de 2011, au plus fort du boom minier, dans un contexte de faible demande de la Chine, premier acheteur mondial

La production de la mine Escondida s'est élevée à 927.668 tonnes sur les neuf mois, soit 6% de plus que les 874.588 tonnes produites il y a un an. Le Chili: un tiers de la production mondiale de cuivre

La mine, qui est située à Antofagasta (1.300 km au nord de Santiago du Chili), est la propriété de BHP Billiton (57,5%), du groupe anglo-australien Rio Tinto (30%) et des Japonais de JECO Corporation (10%) et JECO 2 (2,5%).

Le Chili est le plus important producteur de cuivre de la planète, couvrant un tiers de l'offre mondiale. latribune.fr 29.11

2- Brésil

- Le Brésil va geler 10 milliards de reals de dépenses publiques - Reuters

La présidente brésilienne, Dilma Rousseff, va geler 10 milliards de reals (2,5 milliards d'euros) de dépenses publiques, le gouvernement n'étant pas parvenu à s'assurer le feu vert du Congrès à une révision des objectifs d'économies budgétaires

fixés pour cette année, a annoncé vendredi la présidence.

Un décret présidentiel dans ce sens sera publié lundi.

La loi budgétaire brésilienne impose à l'exécutif de geler une partie des dépenses en cas de besoin pour respecter l'objectif de solde budgétaire primaire (hors service de la dette) fixé pour l'année en cours.

Face à la chute des recettes fiscales résultant de la récession économique, le gouvernement de Dilma Rousseff a renoncé à afficher un excédent budgétaire primaire cette année, ce qui était prévu initialement, et table désormais au contraire sur un déficit record de 48,9 milliards de reals, l'équivalent de 0,85% du produit intérieur brut (PIB).

Les difficultés budgétaires ont conduit la présidente à annuler vendredi un voyage officiel prévu au Japon et au Vietnam prévu dans les prochains jours.

Plusieurs sources ont déclaré cette semaine à Reuters que le gouvernement pourrait être contraint de reporter l'augmentation du salaire minimum prévue en janvier pour ne pas creuser davantage le déficit.

Le PIB brésilien devrait se contracter de 3,1% cette année selon la dernière enquête de la banque centrale auprès des économistes, ce qui marquerait la pire récession subie par le pays depuis un quart de siècle. Reuters 27.11

Même réflexion que plus haut mais inverse, la mesure annoncée par Dilma Rousseff est antisociale.

Haut de page

Le 30 novembre 2015

CAUSERIE

Le 29 novembre 23h15 à Pondichéry.

On a ajouté le document suivant dans la Tribune libre, je l'ai découvert aujourd'hui sur le Net.

- À propos de la crise du CCI (CPS) (01.10)

On conseillera aux lecteurs de ne retenir de ce texte que les éléments qui les intéressent et de rejeter, de condamner et combattre la politique que ce groupe de militants fossilisés issus du CCI préconisent, délirant, jugez plutôt : "*Il (leur combat politique- ndlr) se concrétise aujourd'hui par la lutte pour organiser les travailleurs et la jeunesse pour imposer aux dirigeants des confédérations et des fédérations syndicales (CGT, FO, FSU, UNEF), ainsi que des partis PS et PCF qu'ils rompent avec la bourgeoise, aujourd'hui avec le gouvernement Hollande-Valls-Macron-Pinel.*".

C'est à croire que ces gens-là vivent sur une autre planète que la nôtre.

Si le PS n'a jamais rompu avec la bourgeoisie depuis le 3 août 1914, et le PCF depuis qu'il s'est stalinisé au milieu des années 20, ainsi que les appareils des syndicats totalement corrompus, escompter qu'ils rompront un jour avec elle, c'est comme espérer que votre banquier vous remettra la clé de son coffre-fort ou que votre patron échangera son salaire contre le vôtre. C'est grotesque, pathétique !

Pondichéry 20h48, la causerie du jour

Pendant que le gouvemement instaure l'état d'urgence tourné essentiellement contre le mouvement ouvrier en interdisant et réprimant rassemblements et manifestations, les dirigeants des syndicats qui ne l'ont pas condamné annulent des manifestations prévues et s'apprêtent comme si de rien n'était à poursuivre le "dialogue social" avec le gouvernement et le patronat conformément à leur rôle d'agents du régime, soutenus par l'ensemble des partis dits ouvriers, qui participent ainsi au maintien de l'ordre établi qu'ils prétendent combattre par ailleurs. Simultanément des dizaines de milliers de travailleurs ont manifesté dimanche dans les grandes villes bravant l'état d'urgence.

Apparemment le double jeu et le double langage des dirigeants de ces partis, la caution qu'ils apportent aux mesures antidémocratiques, liberticides et impérialistes adoptées par les institutions de la Ve République en refusant de les rejeter

ou d'exiger leur retrait va de paire avec la critique du bout des lèvres qu'ils en font, semble satisfaire les militants habitués depuis des décennies à s'accommoder de toutes sortes de compromis pourris ou de trahisons de la part de leurs dirigeants, qui les conduisent désormais à devoir soutenir un régime ouvertement policier salué par la droite officielle et l'extrême droite. Il arrive un moment où à force de se renier ou de renier l'idéal pour lequel on est censé combattre, on finit par servir la cause de ses ennemis.

Selon ses militants, peu importe l'orientation affichée par leur parti, peu importe les rapports que leurs dirigeants entretiennent avec l'Etat et ses représentants, peu importe qu'ils développent une politique franchement opportuniste, réactionnaire, corrompus par l'idéologie de la classe dominante qui flatte l'individualisme, ils considèrent que leur parti leur offre le cadre dans lequel ils peuvent exprimer leurs idées qui ne sont pas forcément les mêmes que leurs dirigeants ou les moyens de poursuivre leur combat qui finalement ne peut servir que les intérêts de l'appareil de leur parti, ce qu'ils semblent ne pas avoir compris, à moins qu'ils n'y trouvent aucun inconvénient. Comment cela ?

Quand vous militez et que vous vendez le journal de votre parti, quand son contenu sert à diffuser la propagande droitière de son appareil corrompu ou que vous récoltez de l'argent pour remplir les caisses de votre parti, vous apportez votre soutien à un parti qui fait le jeu du régime au lieu de le combattre. Vous vous transformez en agent de sa politique quoi que vous disiez ou fassiez par ailleurs qui comptera pour du beurr,e contrairement à ce que peuvent imaginer certains militants qui sont parvenus à se convaincre qu'ils avaient le pouvoir de changer le cours de leur parti, alors que c'est irrémédiablement impossible, des centaines de militants ont essayé désespérément au cours des décennies antérieures avant eux en vain, mais là encore ils ne veulent pas en tenir compte ou en tirer des enseignements, ils sont devenus individualistes et bornés au point de se croire plus puissant que l'appareil de leur parti et de pouvoir lui imposer leur volonté. Quand bien même ils gagneraient des militants à leur parti sur la base du discours qu'ils leur auraient tenu, une fois intégrés dans leur parti ces nouveaux militants seront happés par l'appareil et les militants qui le soutiennent qui les formateront à leur image, autrement dit non seulement ils aurons ramé pour rien, mais en plus ils auront contribué à renforcer l'appareil qu'ils voulaient combattre.

Dans ces partis, il y a la tête et les jambes, et c'est la tête qui commande aux jambes quoi qu'en disent ou pensent ces militants. On base ce constat sur une expérience de plus d'un demi-siècle, c'est autrement plus sérieux que de décréter "je fais ou je dis ce que je veux en me foutant des dirigeants", qui s'ils le savent et vous laissent faire signifie bien que cela ne portera pas à conséquence, et s'ils vous virent, c'est uniquement parce qu'ils ne tolèrent pas qu'on leur résiste ou que puissent s'exprimer des voix indépendantes dans leur parti organisé verticalement contrairement aux apparences ou plutôt qui fonctionne verticalement et de manière bureaucratique ou antidémocratique.

Plus généralement, tant que vous n'essayerez pas de donner une expression organisée à vos idées, ils vous foutront la paix, dans le cas contraire ils vous vireront ou vous conduiront à démissionner, ce qui montre bien que votre comportement individuel ne porte à aucune conséquence. S'ils en sont venus à un type de parti comportant plus d'adhérents que de militants ou une partie non négligeable d'adhérents, c'est parce que l'appareil sait qu'il peut éventuellement s'appuyer sur cette masse inerte ou maléable d'adhérents pour la dresser contre d'éventuels opposants ou une minorité de militants qui contesteraient sa politique, sans parler de l'argent qu'ils contribuent à faire rentrer dans les caisses du parti en étant abonnés à son journal et en payant leurs cotisations, sans participer à l'élaboration de la politique du parti et à la vie du parti, donc sans avoir les moyens de la contester sérieusement ou de contester son fonctionnement. Au passage vous comprendrez pourquoi Lénine condamnait ce type de parti, position que l'on partage.

Cependant ils existent des exceptions, par exemple quand une fraction des dirigeants comptent vous utiliser ou vous instrumentaliser contre une autre fraction de l'appareil, ou quand le parti est décomposé au point qu'il peut se permettre de supporter une opposition organisée en tendance à la politique de ses dirigeants, considérant qu'elle n'a aucune chance de conquérir la majorité de leur parti compte tenu qu'ils tiennent l'appareil et qu'ils ont les mains libres pour manoeuvrer et conserver le pouvoir, c'est notamment le cas au PCF et au NPA, et cela n'a pas que des aspects négatifs pour l'appareil, car cela permet de faire passer leur parti pour démocratique et d'intégrer régulièrement de nouveaux militants qui ne seront pas forcément organisés dans cette tendance, de brasser les couches les plus larges pour recruter, bref, en fait cela sert les intérêts de l'appareil. Il en va de même dans les syndicats où l'ensemble des trotskystes roulent pour leurs appareils vendus depuis 70 ans.

La plupart des militants sont tellement bourrés d'illusions qu'il n'est même pas besoin de les manipuler, ils le font très bien eux-mêmes en arrivant à se persuader qu'ils ne le sont pas. Je suis passé par là autrefois quand j'étais jeune, et c'est l'un des principaux enseignements que j'ai retenu de cette expérience. Dites-vous bien que c'est valable pour la plupart des militants, je m'excuse de me répéter, j'en veux pour preuve ce témoignage apporté par un militant du CCI, qui m'avait expliqué dans un courriel qu'au bout de 40 ans de militantisme, il s'était rendu compte qu'il n'avait jamais réellement progressé et qu'il était totalement incapable d'analyser ou de comprendre la situation, donc il demeurait en proie à toutes sortes de manipulations malgré lui, ce qui le navrait au dernier degré et on peut le comprendre, il avait ajouté que c'était seulement en lisant mes causeries qu'il avait enfin pu progresser, mais laissons cet aspect-là de côté, bien que ce soit bien l'objectif de mon travail.

Nous disions donc que si un militant ayant une très longue expérience du militantisme derrière lui, ayant lu les ouvrages des marxistes, la nombreuse littérature du CCI et participé à des milliers de réunions et discussions théoriques pendant 40 ans, ayant participé activement à la lutte de classe durant cette très longue période, etc. était vulnérable au point de ne pas pouvoir penser par lui-même, que dire des militants qui n'ont pas le dizième ou le centième de son expérience, qui ignorent tout du socialisme en dehors de ce qu'ils croient en avoir compris ou ce qu'ils en ont retenu, apparemment pas grand chose. On les

invite chaleureusement à s'inspirer de Marx et Engels et de faire preuve de la même modestie, ce qui n'a jamais été le point fort de leurs dirigeants, alors ils comprendront peut-être que cet état d'esprit leur sera bénéfique, car il leur ouvrira toutes les portes permettant d'accéder à la connaissance et de progresser à leur rythme en fonction de leur expérience de l'existence, d'acquérir la méthode qui permet réellement de penser librement et de comprendre dans quelle monde nous vivons, de l'interpréter pour continuer leur combat politique sur des bases saines. Vous comprendrez au passage pourquoi nous n'avons jamais eu d'autre ambition.

On conçoit très bien qu'il soit difficile d'admettre qu'on s'est fourvoyé pendant tant d'années, mais en adoptant cet état d'esprit cela ne pose absolument aucun problème de reconnaître et corriger ses erreurs, on est tous passé par là un jour et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle cet état d'esprit ne nous a jamais quitté, on en connaît trop bien les aspects positifs pour ne par l'abandonner.

Je suggèrerai une méthode à ces militants pour qu'ils n'aient pas l'impression de devoir se mortifier ou de devoir psychologiquement passé par une étape fort désagréable qui par ailleurs pourrait les déstabiliser, encore faudra-t-il qu'ils s'engagent sincèrement dans cette voie ou qu'ils s'y tiennent. Ils n'ont pas à se juger, de la même manière qu'ils n'ont pas à juger l'attitude de leurs semblables, car aucun d'entre nous n'a réellement eu un jour les moyens de décider de son sort, d'une manière ou d'une autre il nous a toujours été imposé par la société. Cela évitera de culpabiliser inutilement ou de développer un complexe d'infériorité qui serait un obstacle à notre progression future. Inutile de chercher des coupables autour de nous, ce qui pourrait nous amener à commettre des injustices ou à détester la terre entière, tenons-nous en à notre souhait le plus cher de prendre notre sort entre nos mains et d'en être digne, on avait cru que c'était le cas précédemment et nous nous étions trompé, cela arrive à tout le monde, c'est humain, donc soyez aussi humain envers vous-même, vous le serez ensuite davantage envers l'ensemble des opprimés. Vous avez le droit de détester ce que vous êtes devenu et le conserver à l'esprit, mais sans en faire une fixation qui agirait comme un blocage et vous empêcherait de progresser.

Une fois votre constat dressé, il est inutile de s'attarder dessus et il faut passer à la suite. Pour bien faire, il faut faire abstraction de toutes les connaissances qu'on croyait avoir acquises et repartir de zéro, pas tout à fait puisque vous avez une expérience de la vie derrière vous. En lisant les oeuvres des marxistes, vous allez étudier et acquérir la méthode qui leur ont permis d'interpréter le monde, et qui vous servira ensuite à analyser n'importe quelle expérience à laquelle vous serez confronté le restant de vos jours, de sorte si l'on veut que plus rien n'échappera à votre attention. En réalité, c'est un idéal vers lequel on tendra et qui nécessitera pour s'en rapprocher, pour maîtriser cette méthode, de l'étudier ou de le perfectionner tout au long de notre vie.

Donc en premier lieu il faut adopter un état d'esprit ou se placer dans une condition qui favorisera l'attention, l'observation, l'écoute, la concentration nécessaire pour capter les différentes phases du processus dialectique auxquelles est soumise chaque expérience, fait ou événement porté à notre connaissance ou qu'on étudiera. Car l'objet de notre étude ou de notre réflexion ne sera pas d'emmagasiner des connaissances pour rivaliser avec un dictionnaire ou une encyclopédie, mais d'acquérir la méthode du matérialisme dialectique ; une tête trop pleine mais mal faite n'a jamais servi notre cause ou elle a toujours fini par s'en écarter ou la desservir une fois sclérosée. Se gaver de connaissances n'a jamais rendu intelligent un homme, voyez plutôt où en sont rendus nos chercheurs ou scientifiques, les intellectuels en général, on ne les enviera pas.

On va se familiariser avec une approche de la réalité tout à fait particulière, dans le sens où elle priviligiera les faits au détriments des idées, qui feront l'object d'une étude ultérieure avant de les combiner. Réalité qui sera décortiquée ou analysée sous toutes les coutures de manière à mettre en lumière les rapports qui existent entre les différents facteurs qui la composent ainsi que leurs évolutions au fil du développement de la civilisation humaine depuis la nuit des temps, car si on reprend tout de zéro, cela implique qu'on doive remonter à l'origine de l'existence de tous ces facteurs et rapports pour comprendre comment ils ont évolué, pourquoi ils ont évolué ainsi et pas autrement, ce qui signifie qu'on sera amené à se poser un tas de questions qu'on ne s'était jamais posé auparavant, ce qui enrichiera au passage nos connaissances, confortera ou invalidera celles qu'on avait acquises précédemment.

L'intérêt de cette démarche réside dans le fait qu'au lieu de manipuler des instruments logiques qui nous été fournis par un manuel, on va les acquérir en déroulant le processus dialectique qui parcourt l'ensemble du processus historique, de sorte qu'on va saisir de quelle manière l'évolution des différents facteurs et leurs rapports ont contribué à transformer le monde et à le façonner juqu'à nos jours, autrement dit, on va acquérir les instruments logiques qui sont à l'origine de son développement et qui vont nous permettre de l'interpréter sans avoir à nous en remettre à je ne sais quel système de pensée ou représentation métaphysique ou philosophique qui ne pourrait que nous égarer, dans la mesure où ils tendent à tordre la réalité pour qu'elle s'insère dans leur système ou pour le justifier, ce qui est à l'opposé de notre démarche, qui consiste au contraire à faire coïncider notre interprétation du monde avec la réalité.

Ainsi notre but ne peut pas être d'avoir raison ou de prétendre devenir plus intelligent que les autres et de s'en orgueillir par la suite, d'où l'absence de toute ambition pernicieuse dans cette démarche qui se veut le plus près possible de la réalité.
Notre interprétation doit en être le reflet le plus précis possible pour pouvoir évaluer son évolution probable ou possible, dès lors que notre méthode repose uniquement sur les faits et la logique qui les ordonne, sachant que chaque facteur évolue dans un champ déterminé et qu'il comporte ses propres limites en fonction de sa constitution, et qu'il subit la pression ou l'attraction ou encore l'influence d'autres facteurs qui eux-mêmes sont soumis à des contraintes du même ordre ou différent, constatant qu'ils sont soumis au même processus dialectique, une fois qu'on possède ou maitrîse un tant soit peu le matérialisme dialectique, il ne reste plus qu'à leur appliquer pour découvrir ou comprendre les différentes étapes par lesquelles ils sont passés, pourquoi

et comment sans avoir à recourir à des artifices qui tiennent de l'idéalisme ou de la subjectivité. C'est un peu comme si on devait dater les différentes phases géologiques par lesquels serait passée une falaise, il suffit d'observer les différentes strates qu'elle présente sans avoir besoin d'autres instruments ou de se livrer à des extrapolations inutiles ici, puisqu'on a tout sous les yeux et que cela nous suffit amplement.

Cela nous évitera par la suite de confondre cause et conséquence, moyen et manière, ainsi que bien d'autres rapports logiques qui existent à l'état naturel. Car en fait on ne fait que découvrir de quelle manière les différents éléments de la nature, de la société, du monde et de l'univers sont agencés et évoluent, sans oublier l'homme qui possèdent la faculté de pouvoir les transformer... ou de les anéantir.

Il n'y a donc rien de mystérieux dans cette méthode ou ce qu'on a appelé le marxisme. Elle est accessible à tous, et nous nous y recourons tous dans la vie quotidienne sans le savoir ou y prêter attention, ne serait-ce que pour assurer notre survie aussi élémentaire que cela puisse paraître.

C'est la raison pour laquelle il n'est pas indifférent qu'on lise et étudie davantage les ouvrages de Marx et Engels plutôt que ceux qui s'en réclament et qui n'ont jamais maîtrisé leur méthode et en témoignent suffisamment dans leurs analyses ou conclusions.

Généralement les militants sont à la recherche d'analyses qui leur permettront d'adopter des positions ou qui conforteront celles qu'ils avaient déjà adoptées, mais à aucun moment ils n'essayeront de comprendre comment ces analyses ont été construites ou à quelle processus leurs auteurs ont recouru pour parvenir à leurs conclusions, ils les adopteront ou non sans trop se poser de questions. Ils sont d'autant plus portés à adopter cette attitude (et à se faire manipuler) que ce processus ne figure pas dans ces analyses ou partiellement, de sorte que c'est aux militants de les reconstruire, tâche que la plupart n'ont pas forcément le temps et encore moins les moyens de mener à bien, ce qui les conduira à partager des analyses ou adhérer à des positions sans pouvoir sérieusement les défendre ou sans trop savoir pourquoi, plus ou moins aveuglément, au nom de principes le cas échéant élevés au rang de dogmes.

S'il existe au moins deux méthodes pour interpréter le monde se côtoient, celle idéaliste et celle matérialiste, chacune a donné lieu à des variantes qui se déclinent à l'infini, cependant chacune a épuisé son sujet si l'on peut dire, la première à travers l'idée absolue de Hegel qui guiderait le destin du monde, la seconde à travers le matérialisme dialectique décrit par Marx et Engels qui traverse le processus historique auquel est soumis la nature, les hommes, la société.

Le socialisme exprime à la fois ce processus historique et sa continuité, tout comme la barbarie triomphante aujourd'hui, sans qu'on puisse prédire lequel des deux l'emportera à l'arrivée.

Le socialisme repose sur deux piliers, le capitalisme voué à l'effondrement, et l'aspiration des masses exploitées à la liberté, à satisfaire leurs besoins sociaux, à améliorer leurs conditions d'existence, à rejeter l'état d'esclavage auquel les destine le capitalisme.

Le premier facteur n'est pas remis en cause, bien qu'il faille nuancer cette appréciation, quant au second, il est incompatible avec une société dans laquelle la majorité des exploités disposent d'un mode de vie qui leur apporte certaines satisfactions, où dont les conditions d'existence demeurent supportables. Ils sont portés à s'en contenter et ne voient pas l'intérêt de renverser l'ordre établi dès lors qu'ils ne sont pas directement frappés par la crise du capitalisme, au lieu de le combattre ils le soutiendront par crainte que leur situation ne se détériore, même si finalement cela sera le cas un jour au l'autre, ils ne jurent que par le présent et n'entendent pas se projeter dans l'avenir pour entrevoir plus ou moins consciemment qu'il sera forçément plus sombre.

Dans ces conditions, un des facteurs fait défaut pour pouvoir passer au socialisme. La question est donc de voir comment on peut palier cet handicap ou cet obstacle au renversement du capitalisme ou au changement de la société, si cela s'avère possible ou non de l'entrevoir sérieusement de manière à le théoriser et à l'intégrer dans notre stratégie et notre programme.

Si cela s'avèrait impossible, cela signifierait que la barbarie aurait de beaux jours devant elle, parce qu'on ne serait pas en mesure de la vaincre ou même de la faire reculer.

Pour que cela s'avère possible, il faudrait que les masses exploitées acquièrent un niveau de conscience supérieure ou renouent avec l'idéal du socialisme, envisagent à nouveau qu'un changement de société est possible, pour cela il faudrait qu'elles en ressentent le besoin, elles peuvent y être poussées par la tournure que prend la situation et qui fait peser de lourdes menaces sur leur avenir, pas à partir de leur condition matérielle dont elles se contentent pour la majorité d'entre elles, donc en se plaçant sur un autre plan, lequel, celui paradoxalement de la morale qui est lié au délitement de la société dont elles commencent à prendre conscience du danger pour leurs propres intérêts, ou telle qu'elles peuvent l'observer quotidiennement et dont elles sont également victimes, puisque cela concerne toutes les classes ou la société toute entière, mais pour cela faudrait-il encore que les couches les plus exposées et les plus durement frappées par la crise du capitalisme se mettent en mouvement, se soulèvent pour que celles qui bénéficient encore de conditions de vie relativement confortables les rejoignent.

Cela implique qu'il faudrait se donner les moyens d'organiser les couches les plus vulnérables de la classe ouvrière, or tous les

partis ouvriers les ont abandonnées à leur triste sort, pire encore, à l'unisson de la réaction ils fustigent leurs préjugés et les rabaissent un peu plus, dans ces conditions ce facteur demeurera inopérant et la situation continuera de se dégrader, il faudra donc attendre qu'elle devienne désespérée pour que les couches les mieux lotis envisagent de passer à l'action contre le régime. Mais il n'est pas dit qu'il faille attendre d'en arriver à cette extrémité là pour qu'elles réagissent.

On en veut pour preuve qu'à partir du milieu du XIXe siècle lorsque la condition de la classe ouvrière était épouvantable et dramatique, inhumaine au possible, ce sont des membres de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes qui ont pris l'initiative de construire les premiers partis ouvriers tout en développant des théories qui allaient les conduire à élaborer le socialisme scientifique. A cette époque ces membres de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes avaient les moyens de vivre confortablement sans se mêler du sort de la classe ouvrière, et c'est au regard de la profonde détresse et de l'injustice qui accablaient les ouvriers qu'ils en vinrent à se mobiliser pour l'organiser, afin qu'ils puissent lutter efficacement pour obtenir de nouveaux droits dans la perspective d'un changement radical de société...

Se trouvant aujourd'hui placées dans une situation analogue, il n'est pas dit qu'elles accepteront encore longtemps qu'une situation similaire se développe sous leurs yeux, et qu'il ne s'en trouvera pas parmi elles qui renoueront avec le socialisme.

Pour cela il faudrait d'une part qu'un parti ouvrier se tourne résolument vers la classe ouvrière et ses couches les plus vulnérables, et d'autre part qu'il propose à la petite bourgeoisie, aux classes moyennes, aux couches supérieures de la classe ouvrière, une issue politique cohérente qui corresponde à un modèle de société leur inspirant confiance pour qu'elles y adhèrent.

Tant que ces conditions politiques ne seront pas remplies, on ne s'en sortira pas.

Et ce n'est certainement pas en développant des politiques censées être compatibles avec l'existence du régime, alors que ce n'est pas le cas, qu'on y parviendra. Ces politiques opportuniste dignes du premier aventurier venu ne peuvent qu'inspirer méfiance et mépris tant elles sont aberrantes, inconsistantes, incohérentes, en totale contradiction avec le développement de la situation, qui au contraire tend de plus en plus vers l'instauration d'une dictature féroce pour empêcher justement qu'un affrontement direct entre les classes sur la base des antagonismes inconciliables qui existent entre les classes puisse avoir lieu, autrement dit, ces politiques s'inscrivent en totale contradiction avec celle qu'il faudrait proposer aux travailleurs au-delà de la seule classe ouvrière pour qu'ils se rassemblent et luttent ensemble contre le régime pour l'abattre.

Maintenant vous comprenez peut-être mieux pourquoi dans nos rangs les ennemis du marxisme et de la dialectique qui osent s'en réclamer, ont tourné le dos aux enseignements de la lutte des classes que les marxistes nous ont légués, parce qu'ils font justement partie du processus historique permettant sérieusement d'entrevoir la possibilité de passer au socialisme et ils n'y tiennent pas. Nous appelons les militants à déserter en masse tous ces partis pour qu'ils s'effondrent, éclatent, disparaîssent et cèdent la place à un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Vivant en Inde et n'ayant pas la possibilité matérielle ou financière de rentrer en France pour aider les militants, cadres et dirigeants qui souhaiteraient sincèrement et loyalement s'engager dans la construction de ce parti sur la base des principes, de la tactique et de la stratégie que nous avons proposés, je leur propose une nouvelle fois de prendre contact avec moi, et au regard de l'écho que rencontrera cet appel, nous essayerons de voir ensemble comment on pourrait avancer dans cette voie. Jusqu'à présent, les militants qui se sont fait connaître se comptent sur les doigts d'une main, partant de là on ne peut rien envisager concrètement, ils doivent en avoir conscience.

Je sais qu'il existe des milliers de militants qui en ont plus que marre de leurs partis et de leurs dirigeants, davantage encore qui sont inorganisés et qui observent de loin la décomposition inexorable de leurs ex-partis. On ne leur propose pas de vivre une nouvelle aventure, on ne leur prédit pas des jours tranquilles, juste de mettre en adéquation leurs aspirations, leurs convictions, leur idéal avec leur engagement politique, pour que le socialisme triomphe de la barbarie. Je suis désolé de n'avoir rien de mieux à leur proposer. J'aurais franchement préféré me rallier à un parti ou un groupe de militants, mais c'est impossible, je devrais passer mon temps à combattre leur politique opportunisme et il ne le supporterait pas davantage que moi.

Les travailleurs et les jeunes bravent l'état d'urgence.

- A Paris, de la chaîne humaine aux activistes qui se déchaînent - Liberation.fr

La mobilisation de dimanche, limitée par l'état d'urgence, a vite été entachée par des heurts entre la police et des militants masqués. Liberation.fr 29.11

Le fait d'anarchistes qui n'ont rien à envier aux provocateurs de la police.

- Dans toute la France, les manifestants ont bravé l'état d'urgence - 20minutes.fr

Elles ont attiré des milliers de personnes à Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Montpellier... Les manifestations interdites un

peu partout en France par les préfectures ont bien eu lieu ce dimanche.

A Lille, les organisateurs avaient prévu une chaîne. Mais, de rondes en chenilles formées par les petits groupes qui se structuraient un à un, un cortège est né qui a rallié dans la bonne humeur les marches de l'Opéra de la ville.

A Marseille, après avoir formé une chaîne humaine de près d'un kilomètre, les centaines de participants au rassemblement pour le climat ont remonté la Canebière en se frayant un chemin au milieu du marché de Noël.

« Notre marche pour le climat a été interdite, alors que le marché lui est ouvert», nous explique Philippe, l'un des participants, qui se dit par ailleurs pessimiste sur l'issue de la COP 21. « Je ne crois pas que quelque chose de concret sorte de cette réunion de chefs d'Etat, trop inféodés à des intérêts financiers ».

A Toulouse, entre 400, selon les forces de l'ordre, et 1.000 manifestants, selon les organisateurs, ont bravé l'interdiction et ont défilé sur les boulevards après avoir formé une chaîne humaine comme dans le monde entier. Un hélicoptère surveillait le cortège mais les policiers ne sont pas intervenus, a pu constater notre journaliste sur place.

A Bordeaux, d'après les participants, les forces de l'ordre n'ont pas été mobilisées en nombre. « On a vu quelques policiers, nous expliquait un militant d'Europe Ecologie Les Verts, ils ne nous ont rien dit. » Plusieurs centaines de Bordelais ont pu former une impressionnante chaîne humaine. Comme un peu partout ailleurs, les participants n'entendaient pas renoncer à leur rassemblement pour cause d'état d'urgence.

« On ne comprend pas pourquoi on maintient certaines manifestations, comme les marchés de Noël, qu'on laisse plusieurs milliers de personnes faire les magasins rue Sainte-Catherine, et qu'on nous empêche, nous, de maintenir un rassemblement pacifiste.» 20minutes.fr 29.11

Vidéo

Le rebelle qui a tué le pilote russe en Syrie, un ultra d'origine turque ?
http://www.dailymotion.com/video/x3fu2jt_le-rebelle-qui-a-tue-le-pilote-russe-en-syrie-un-ultra-d-origine-turque_news

L'UE pactise avec le protecteur des barbares.

- L'Europe scelle un pacte avec la Turquie pour freiner l'afflux de migrants - AFP

Les Européens ont scellé dimanche un plan d'action avec la Turquie pour freiner le flux de migrants vers l'UE, en se gardant d'être trop précis sur les contreparties aux Turcs, venus décrocher une relance de leur processus d'adhésion.

L'ambiguïté des promesses du sommet réuni à Bruxelles n'a pas empêché la Turquie de saluer un "jour historique" sur le chemin de son adhésion à l'UE, alors que le pays est montré du doigt pour ses violations des droits de l'homme.

Cette rencontre inédite entre les 28 membres de l'UE et la Turquie a en tout cas entériné l'aide de trois milliards d'euros que les Européens verseront pour aider Ankara à mieux accueillir les réfugiés syriens. Et pour éviter qu'ils cherchent à rejoindre l'Europe, dont l'unité vacille sous la pression migratoire.

Sur le plan politique, les deux parties ont surtout convenu de "redynamiser" les négociations d'adhésion de la Turquie, ouvertes en 2005 mais quasiment au point mort depuis.

Des négociations sur le chapitre 17 (politiques économiques et monétaires), sur 35 chapitres au total pour ouvrir la voie à une adhésion, seront ouvertes "le 14 décembre", selon le communiqué publié à la fin du sommet.

"C'est un jour historique pour notre processus d'adhésion à l'UE", s'est néanmoins enthousiasmé le chef du gouvernement turc, Ahmet Davutoglu. "Je suis heureux de voir que tous mes collègues en Europe sont d'accord sur le fait que la Turquie et l'UE ont le même destin", s'est-il félicité à l'issue du sommet.

Les Turcs auraient préféré que d'autres chapitres de négociations d'adhésion soient clairement désignés dans les conclusions. "Malgré cela ce sommet est une réussite de notre point de vue", a indiqué une source gouvernementale turque.

Le processus d'adhésion "est engagé depuis des années et il n'y a pas de raison ni de l'accélérer, ni de le ralentir", a tempéré le président français François Hollande, illustrant la prudence de nombreux dirigeants européens. AFP 29.11

Pendant ce temps-là...

- Le gouvernement turc multiplie le transfert d'armements aux terroristes syriens - sahartv.ir

- L'armée syrienne vient de publier un communiqué dans lequel elle a fait part de l'augmentation du transfert des armements par le gouvernement d'Ankara aux terroristes syriens.

- « Nous disposons d'informations précises témoignant du soutien du gouvernement turc aux terroristes présents en Syrie. Selon ces informations, Ankara a intensifié, récemment, le transfert d'armements aux terroristes », ajouté le communiqué. Ce n'est pas pour la première fois qu'on révèle le soutien du gouvernement turc aux terroristes actifs en Syrie.

- De nombreux rapports et informations avaient, déjà, été publiés sur ce lien entre la Turquie et les terroristes syriens. Dans ce droit fil, en mai dernier, le rédacteur en chef du journal turc Cumhuriyet a publié des photos sur le rôle direct du service des Renseignements turc dans le transfert des armements aux terroristes en Syrie, causant son arrestation et son jugement. Son procès a commencé jeudi dernier. sahartv.ir 29.11

... ou encore.

- Turquie : 50 000 personnes aux obsèques de l'avocat kurde Tahir Elçi - euronews.com

50 000 personnes ont assisté aux obsèques de l'avocat kurde Tahir Elçi, tué la veille dans une fusillade entre la police et des hommes armés non identifiés à Diyarbakir.

De nombreux confrères de la victime, portant leur robe, ont porté son cercueil. Tahir Elçi était bâtonnier de l'ordre des avocats de Diyarbakir et un défenseur renommé de la cause kurde et des droits de l'homme. Ses partisans dénoncent un assassinat.

"Faites savoir que nous allons suivre la voie qu'il a tracé. Son combat juridique – sa cause – est toujours d'actualité. Je le dis en tant que défenseur des droits de l'homme, en tant que collègue et ami. Nous suivrons ses pas", a déclaré l'avocat Erdal Aydemir.

Réputé pour sa modération, l'avocat faisait l'objet de poursuites pour avoir déclaré à la télévision que le PKK "n'est pas une organisation terroriste". Il risquait jusqu'à sept ans et demi de prison pour "apologie du terrorisme".

Samedi, des rassemblements à sa mémoire ont eu lieu dans plusieurs villes. La police les a dispersés avec des canons à eau à Diyarbakir, et Istanbul. euronews.com 29.11

Le dernier coup tordu de l'allié du salafiste Erdogan

- Hollande exhorte à coopérer avec la Turquie pour régler le conflit syrien - sputniknews.com

Il faut une coopération avec la Turquie pour lutter contre l'afflux de migrants et contre le terrorisme, a déclaré le président français François Hollande arrivé à Bruxelles pour un sommet Europe-Turquie visant à trouver une solution à la crise migratoire.

Un accord entre l'Europe et la Turquie sur les réfugiés serait dans "l'intérêt de tous", a souligné le chef d'Etat français. "C'est l'intérêt de tous, l'intérêt des réfugiés qui doivent rester au plus près de leur pays d'origine, l'intérêt de la Turquie qui recevra un soutien de la part de l'Europe et l'intérêt de l'Europe pour ne pas accueillir des réfugiés en plus grand nombre qu'aujourd'hui", a-t-il précisé.

Ainsi, l'objectif est que "l'Europe aide la Turquie et que la Turquie prenne aussi un certain nombre d'engagements" pour que les frontières extérieures de l'Union européenne puissent être davantage contrôlées.

"Je veux qu'il y ait un accord", a insisté M. Hollande, cité par l'AFP, prônant notamment une "coopération avec la Turquie pour lutter contre les trafics, pour agir contre le terrorisme (…) et pour trouver une solution pour la Syrie". sputniknews.com 29.11

- Daech vend du brut au régime sioniste - sahartv.ir

Russia Today a dévoilé le trafic de brut, exploité en Irak et en Syrie, par des groupes armés syriens, en collaboration de Daech, au régime sioniste.

La chaîne d'information Russia Today a annoncé, dimanche, dans un reportage que les frappes aériennes russes contre les positions de Daech ont eu d'importantes conséquences entre autres la destruction des infrastructures de Daech dont les

convois pétroliers de ce groupe qui partent de la Syrie en Turquie. Le reportage annonce que Daech, investissant plusieurs champs pétroliers en Irak et en Syrie, produisent entre 20 à 40 mille de barils de brut par jour dont les revenues sont estimées à 1 à 1.5 millions de dollars par jour. "

Le convoi, transportant 70 à 100 bunkers, transfèrent le brut à la ville de population kurde de Zakhou dans le nord de l'Irak voisine de la province de Shrinak en Turquie où la mafia de trafic de brut composé de Kurdes, de Turcs et d'Israéliens, attendent recevoir ce convoi. sahartv.ir 30.11

En complément

Quotidiennement dans l'indifférence générale.

- Un Palestinien tué par la police israélienne dans des heurts à Jérusalem - AFP

ONG comme oligarchie

- Les ONG du milliardaire George Soros "indésirables" en Russie - sputniknews.com

Les ONG étrangères Open Society et Assistance – des fondations créées par le milliardaire américain George Soros - sont "indésirables en Russie" selon la justice russe.

La porte-parole du parquet Marina Gridneva a précisé à l'agence Interfax que cette décision avait été prise suite à la requête du Conseil de la Fédération, du ministre des Affaires étrangères et du ministre de la Justice adressée au procureur général de "procéder à la vérification des organisations faisant partie de la stop-liste patriotique".

La procédure a établi que l'activité de ces organisations représentait une "menace pour les fondements de l'ordre constitutionnel de la Fédération de Russie et la sécurité de l'État".

La loi sur les "organisations indésirables" a été adoptée en mai 2015. Elle permet aux autorités, en accord avec le ministère russe des Affaires étrangères, d'interdire l'activité des "organisations indésirables" sur le territoire du pays. Une décision est ensuite prise à cet effet par le procureur général ou ses adjoints.

A l'époque, le chef de la commission pour les affaires étrangères Konstantin Kossatchev avait cité l'exemple de la fondation Soros, de la National Endowment for Democracy (NED, Fondation nationale pour la démocratie créée par le congrès américain), de l'une des plus importantes fondations caritatives des USA — la fondation MacArthur — ainsi que du National Democratic Institute, également fondé par le gouvernement américain.

Début juillet, le Conseil de la Fédération avait préparé une liste de 12 ONG indésirables. Hormis les organisations mentionnées y figuraient Freedom House, l'International Republican Institute (IRI), la fondation Charles Stewart Mott, la fondation Éducation pour la démocratie, le Centre démocratique d'Europe de l'Est, le Conseil mondial de coordination ukrainien, le Congrès mondial ukrainien, la Mission de terrain en Crimée des droits de l'homme. sputniknews.com 30.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- D'importantes bases saoudiennes, investies par les Yéménites - sahartv.ir

Dans la foulée de leurs avancées accomplies dans différentes régions saoudiennes, les forces de l'armée yéménite et celles des comités populaires liés au Mouvement populaire d'Ansarallah ont réussi à prendre le contrôle de nombre de bases saoudiennes.

Selon le rapport d'Al-Massira, ce dimanche, les forces yéménites ont pris les 3 bases militaires de Malhama, Al-Radif et Al-Mamaoud, dans la province de Jizan, dans le Sud de l'Arabie, tout en continuant d'accomplir des avancées. «Les forces yéménites ont, également, pris le contrôle de la base militaire d'Al-Rabouaa, dans la province d'Assir, et la base de Nahwaqa, dans la province de Najran», selon ce rapport.

D’autre part, les avions de combat saoudiens ont pris pour cible, ce dimanche, à midi, la localité de Masrakh, dans le Sud de la Province de Taëz.

Les avions de combat saoudiens ont, de même, attaqué un rassemblement de femmes, qui étaient en train de transporter de l’eau, tuant, jusqu’à présent, 12 d’entre elles. sahartv.ir 29.11

Syrie

- Syrie: l'armée contrôle le mont stratégique de Kashkar à Lattaquié - sahartv.ir

- L'armée syrienne a pris en contrôle une autre région en banlieue de Lattaquié. Les forces syriennes ont également repoussé une attaque des terroristes contre le village d'Al-Azizia en banlieue sud d'Alep.

Selon les médias syriens, les forces de l'armée syrienne ont pris le contrôle du mont Kashkar après avoir infligé une lourde défaite aux terroristes dont la cachette a été détruit.

Une unité de l'armée syrienne appuyée par les groupes de défense populaires ont effectué une opération unique et foudroyante contre un lieu de rassemblement des groupes terroristes en banlieue nord de Lattaquié.

Il y a deux jours les unités de l'armée syrienne ont dominé les collines d'Al-Rahmalia et d'Al-Khaza au nord-est de Lattaquié.

Par ailleurs les avions de combat syriens ont bombardé les positions sahartv.ir 30.11

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2015

CAUSERIE

La causerie et les infos en bref de novembre sont disponibles au format pdf, 210 pages.

Qui a dit que ce n'était pas rentable et efficace de se connecter à ce portail et de le soutenir financièrement ?

Au fait, je dois rectifier une info personnelle, lundi matin ma compagne Selvi a menacé l'Italienne qui l'emploie et qui avait décidé de diminuer son salaire de 28% de démissionner si elle ne revenait pas sur sa décision inique, et elle a cédé. Ici la lutte de classe se situe à ce niveau-là, on fait ce qu'on peut !

Depuis je n'ai pas revu Selvi parce qu'on croule sous une pluie diluvienne pratiquement 24h/24 depuis deux jours, et la route que je dois emprunter pour aller la chercher chez sa fille est devenue impraticable. Bref, je suis bloqué chez moi, mais comme je suis un garçon très organisé, je ne manque de rien, j'ai de quoi tenir au moins une semaine, sauf et là c'est très con, en papier hygiénique parce qu'on n'en trouve nulle part sauf à Pondichéry dans certains grands magasins seulement, les Indiens s'essuient avec la main gauche pour les droitiers et la main droite pour les gauchers, quant aux manchots, ils doivent tout faire avec la main qu'il leur reste ! Mais bon je vais m'arranger car j'ai déjà réfléchi au problème, je ne peux pas utiliser n'importe quel papier pour ne pas boucher la tuyauterie de la fosse septique, en cas de gros besoins je foutrai le papier dans un sac plastique en attendant de le brûler.

Quand je vous disais qu'on n'était pas tout à fait confronté aux mêmes problèmes et que j'étais quelqu'un de très simple et pragmatique. J'ai peut-être l'air de déconner, parce qu'il faut bien essayer de prendre la vie du bon côté et se détendre un peu, se soulager si vous préférez, mais en réalité je ne dis et je ne fais jamais rien en l'air, la preuve.

A la guerre comme à la guerre, n'est-ce pas ? Je suis sûr que ce petit en-cas aura ravi les lambertistes qui nous lisent, il y en a encore, si, si, et s'ils le souhaitent je leur dédie pour m'avoir suffisamment emmerdé avec leurs courriels infâmes.

Plus sérieusement.

Pour illustrer la photo du fils d'Erdogan, je reproduis l'info qu'un internaute avait noté le 26 novembre :

- "*Selon le porte-parole du CHP (parti socialiste), Gürsel Tekin, le pétrole brut volé par Daesh est désormais exporté par BMZ Ltd, la compagnie maritime de Bilal Erdogan, fils du président Recep Tayyip Erdogan, en violation de la résolution 2170 du Conseil de sécurité des Nations unies.*"

J'ajouterai : Si seulement le Pentagone et l'OTAN avaient des satellites, ils pourraient repérer ces minuscules embarcations qui transportent des dizaines ou centaines de milliers de tonnes de pétrole, mais voilà...

Alors évidemment les Russes qui eux disposent de ces photos satellites peuvent menacer de les publier s'ils continuent de s'acharner contre la Russie. Bref, on comprend l'embarras de l'OTAN, moins l'hystérie de Hollande qui rivalise avec Erdogan et Netanyahu, apparemment il tient à passer pour encore plus réactionnaire, il va arriver un moment où il devra céder la place à Le Pen... à moins que ce ne soit déjà fait.

Le mot du jour : Perfidie.

Perfidie : Qui nuit par traîtrise en manquant à la confiance d'autrui. Déloyal. Fourbe, scélérat, traître. Qui ne respecte pas ses promesses. Dangereux, nuisible sans qu'il y paraisse. Fallacieux. Machiavélique. Sournois. Venimeux. Trompeur. (Le Grand Robert)

Voilà qui caractérise assez bien ceux qui nous gouvernent et les dirigeants du mouvement ouvrier.

Perfidus, "sans foi" en dehors de leurs propres intérêts liés au régime.

Il faudrait ajouter l'aspect de leur personnalité particulièrement cruel, monstrueux de ces gens-là, sordide, cynique. Sans oublier la détermination et la persévérance avec lesquelles ils s'emploient à accomplir leur sale besogne.

Il y a de quoi vous dégoûter à vie de la politique de manière à ce que vous vous en détourniez, afin que l'idée de prendre en mains votre propre destin vous semble vain, puisque seul vous ne pourrez rien changer.

- ... les défenseurs des libertés individuelles (...) semblent inaudibles dans ce contexte post-attentats. 20minutes.fr 30.11

Ils se sont discrédités eux-mêmes pendant des décennies en cautionnant l'ordre établi et en lui prêtant des vertus qu'il avait usurpés ou qui tenaient davantage du rapport de force entre les classes, les écraser ou les éliminer ne sera plus qu'une simple formalité pour le régime, qui bien qu'ils continuent d'y faire allégeance il exige d'eux davantage aujourd'hui, qu'ils le soutiennent ouvertement et l'assument.

On serait tenté de les plaindre, mais on ne peut pas s'empêcher de penser au rôle cynique qu'ils ont joué jusque là et de le rappeler, car en dernière anayse ils sont autant une nuisance pour nos libertés que les représentants officiels du régime dont ils sont les complices. C'est uniquement dans ce cadre qu'on les soutiendra s'ils étaient menacés ou réprimés.

Il faut comprendre une fois pour toute, qu'on ne peut pas construire une véritable opposition consciente au régime sur la base d'illusions, d'hypocrisies, de basses manoeuvres ou en se faisant les complices de ceux qui s'y livrent, sous peine de leur ressembler et de perdre toute crédibilité auprès des travailleurs les plus avancés et des militants qui ne comprendraient pas qu'on se livre nous-même à ce genre de compromission.

On s'étonne de ce qu'est devenu le mouvement ouvrier et son avant-garde et plus particulièrement le syndicalisme, mais quand on y regarde de plus près on s'aperçoit qu'en réalité il avait déjà développé un fort penchant pour le réformisme dès le congrès d'Amiens de la CGT en 1906 à l'initiative des révisionnistes du marxisme et des anarcho-syndicalistes, qui fut mis entre parenthèse au cours des deux décennies suivantes qui correspondirent à la montée en puissance du prolétariat révolutionnaire concrétisée par la révolution russe de 1917, pour aussitôt retombé dans ce travers une fois la CGT stalinisé et ne plus jamais le quitter par la suite jusqu'à nos jours.

Autrement dit, l'indépendance des syndicats est une pure escroquerie politique depuis le milieu des années 20. Les lecteurs qui désireraient approfondir cette question pourront consulter *Les fautes fondamentales du syndicalisme* rédigé par Trotsky en 1929 et La lettre au comité exécutif de l'IC au PCF qu'il avait rédigé en 1921 pour le IIIe Congrès de l'IC. Qu'ils veuillent bien tenir compte que les appréciations portées par Trotsky et Lénine qui y figuraient ne sont pas forcément transposables à notre époque qui est fort différente.

Pour revenir à notre sujet, la Charte d'Amiens dont certains se réclament encore, assignait au syndicat de combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière, pour que la classe ouvrière obtienne de nouveaux droits sociaux dans la perspective de l'émancipation du salariat, donc la liquidation du capitalisme en recourant à la grève insurrectionnelle... A partir du milieu des années 20, les dirigeants de la CGT subordonneront le combat de leur syndicat à l'amélioration de la condition ouvrière et abandonneront la perspective politique dans laquelle ce combat devait être mené et évidemment le moyen d'y parvenir, concrétisant ainsi leur soumission au capitalisme, leur capitulation face au régime en place qu'ils soutiendront dès lors au lieu d'envisager son renversement.

Durant le siècle qui allait s'écouler ensuite, jamais les dirigeants de la CGT qui se sont succédés par la suite et qui étaient désignés par l'appareil parmi leurs disciples les plus fidèles ne reviendront en arrière, à aucun moment ils n'envisageront de renouer avec le syndicalisme révolutionnaire qui avait vu le jour sous la poussée du marxisme au début du XXe siècle. Et tous les syndicats qui verront le jour par la suite, seront marqués du même sceau indélébile du réformisme synonyme de collaboration de classes opposé au socialisme, dès leur naissance ils seront liés au régime, donc évoquer leur indépendance est une supercherie, l'oeuvre de faussaires ou d'agents du régime. C'est en quelque sorte leur marque de fabrique made in capitalism for ever, un produit du capitalisme pour toujours.

Prétendre qu'il existerait des syndicats ouvriers indépendants et qu'il faudrait combattre pour qu'ils préservent leur indépendance, revient à préserver leurs appareils qui incarnent la soumission du mouvement ouvrier au capitalisme, ce qui explique pourquoi ceux qui développent cette théorie s'interdisent de combattre leurs appareils, s'emploient à les ménager, les caressent dans le sens du poil, votent comme un seul homme toutes les résolutions confédérales depuis des lustres, et évidemment refusent de rompre les liens organiquent qu'ils ont tissé de longues dates avec ces imposteurs, pour en tirer eux-mêmes profit sous la forme de postes de permanents et autres avantages divers.

Après que les capitalistes eurent lancé leur offensive généralisée contre la classe ouvrière au début des années 90, une fois l'URSS implosée et le pacte de Varsovie disloqué, les staliniens devaient se débarrasser de leur étiquette devenue inutile et abandonner leur discours soi-disant aux relents vaguement communistes (faisant disparaître toute référence à la dictature du prolétariat), pour ne plus apparaître que sous leurs véritables visages, celui du réformisme qu'en réalité ils n'avaient jamais cessés d'arborer depuis le milieu des années 20 (Avant en réalité. Trotsky : Il serait bon, me disait Lénine, de chasser toutes ces girouettes (...) Cachin, Frossar et d'autres héros de la Ligue des droits de l'homme, de francs-maçons, de parlementaires, de carriéristes et de bavards. - Les fautes fondamentales du syndicalisme - Trotsky 1929), et la CGT ainsi que les autres syndicats qu'ils contrôlaient devait dès lors être soumis au même traitement. Inutile là encore d'évoquer les autres syndicats dits ouvriers liés au régime capitaliste depuis leur naissance.

Cette escroquerie politique devait servir de ligne directrice à la politique impulsée par P. Lambert au nom du trotskysme pendant plus d'un demi-siècle et trouve de nos jours son prolongement dans les deux POI, les deux autres courants trotskystes se distinguant en versant dans le crypto-stalinisme, donc finalement le trotskysme n'aura pas survécu à la disparition de Trotsky assassiné en 1940 par Staline.

Lors de la même période et pour les mêmes raisons que pour le PCF, un peu plus tôtt en fait parce que dans ce domaine il a toujours été un précurseur, le PS n'avait plus aucune raison d'entretenir l'illusion qu'il aurait été un parti ouvrier et il devait s'empresser de se débarrasser de toute référence au socialisme, il adoptait officiellement (1983) l'économie de marché, le capitalisme dans le cadre duquel et pour lequel il allait poursuivre son combat contre la classe ouvrière, de parti social-démocrate dégénéré ou social-impérialiste pendant les deux guerres mondiales il allait se transformer en parti social-libéral, puis ouvertement de nos jours en parti néolibéral et plus que jamais impérialiste.

Le PS contrôlant les syndicats dit réformistes, l'époque des réformes liée à la lutte des classes de la période précédente étant révolue, il allait exiger des syndicats qu'ils s'adaptent davantage encore au capitalisme en crise, entraînant une crise dans les partis qui y étaient fortement impliqués, dont le POI jusqu'à provoquer son éclatement, le POI sur ordre de l'appareil de FO faisant disparaître toute référence au combat contre l'UE ou les institutions de la Ve République que le POI-D conservent pour la forme ou pour faire illusion, tandis que les deux POI perpétuent l'escroquerie de l'indépendance des syndicats puisque finalement c'était leur marque de fabrique et non le trotskysme ou le socialisme, ce qui a dû échapper à la plupart de leurs militants.

Il est donc à prévoir que les syndicats oscilleront désormais entre adaptation de plus en plus droitière au régime et gauchisme pour donner le change à une partie de leurs troupes, tandis que la crise qui traverse tous les partis dits ouvriers devraient s'approfondir et s'accélérer.

S'il existe une marge pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, elle est rendue étroite du fait qu'on est soumis au règne de la réaction sur toute la ligne, encore faudrait-il que les militants, cadres et dirigeants qui n'ont jamais pu ou voulu faire l'inventaire de la lutte de classe des 70 dernières années écoulées s'y mettent sérieusement, qu'ils sachent qu'ils n'ont absolument rien à attendre des partis existant aujourd'hui ou des formations politiques qui en sont issues.

On a appris récemment que les dirigeants du CCI-POI qui dirigent les deux POI s'étaient ensemble livrés à une escroquerie à la Sécu pendant de nombreuses décennies, et là sur le terrain politique on est arrivé au constat qu'ils s'étaient également livrés à une escroquerie, on a envie de conclure que tout est dans l'ordre des choses, que l'un ne pouvait finalement pas aller sans l'autre.

La France sous la dictature. Etat policier. L'état d'urgence destiné à museler, intimider, criminaliser, réprimer le mouvement ouvrier.

Ne jamais perdre de vue au-delà des déclarations des uns et des autres qu'ils portent la responsabilité de la situation dans laquelle se retrouve le mouvement ouvrier, car cela ne leur coûte rien de dénoncer le régime que par ailleurs ils n'ont cessé de soutenir et qu'ils continueront de soutenir quoi qu'il arrivera dans le futur. Sans prendre le moindre risque on peut tranquillement l'affirmer,

c'est une certitude absolue concernant tous les partis ouvriers existant aujourd'hui.

Nous ne rentrerons pas dans la combine détestable et qui relève de l'imposture, qui consiste à s'appuyer sur la déclaration de l'un ou de l'autre pour justifier nos positions, que nous pouvons très bien défendre nous-mêmes avec nos propres arguments et donc assumer. Car en toile fond cela signifierait accorder une légitimité à l'auteur de cette déclaration ou servir ses intérêts que l'on sait opposés à ceux que nous défendons, à moins que l'on assortisse cet accord d'une réserve sur les intentions réelles de son auteur ou qu'on fasse ressortir son double langage ou jeu, eu encore qu'on mette en relief ses contradictions pour qu'il ne tire aucun profit de l'accord que l'on pourrait manifester avec lui ou le fait qu'on partage sa position et qu'on l'exprime publiquement.

Notre discours doit être dépourvu de toute ambiguuté sur nos réelles intentions, en toute circonstance. Ceux qui en sont incapables sont forcément malhonnêtes et manipulent les gens auxquels ils s'adresse parce qu'ils n'ont pas la conscience tranquille ou ils savent qu'ils sont animés par des intentions inavouables, bref, le plus souvent qu'ils ne sont pas vraiment ce qu'ils s'emploient à paraître pour tromper travailleurs et militants.

On ira même plus loin en affirmant que c'est une question de principe et qu'il n'est pas négociable. Chaque classe possède sa propre morale. La nôtre est uniquement dictée par celle de notre classe, contrairement à ceux qui osent parler en notre nom et qui la trahisse, qui se trahissent eux-mêmes en empruntant celle de nos ennemis.

- Etat d'urgence: «Les Français vont se réveiller avec la gueule de bois» - 20minutes.fr

- Plus de 2 000 perquisitions et 529 gardes à vue, le nouveau bilan de l'état d'urgence - LeMonde.fr 30.11

- Claude Bartolone veut développer le service civique auprès des jeunes Franciliens - LeMonde.fr

- Ecologistes assignés à résidence : Placé soutient le gouvernement - LeParisien.fr

- Placé (UDE) favorable à une prolongation de l'état d'urgence de 6 mois - AFP

- Attentats à Paris: Les mesures de sécurité coûteront 815 millions d'euros, plus que prévu - 20minutes.fr

- Attentats à Paris: La Belgique veut créer une «CIA européenne» - 20minutes.fr

- Hervé Morin : "Arrêtons de nous excuser de ne pas être de gauche" - LePoint.fr

- Echauffourées: des syndicats demandent la libération des manifestants interpellés - AFP

Dénonçant des interpellations "sans discernement", plusieurs syndicats affiliés à Solidaires ou à la FSU ont demandé lundi la libération des manifestants interpellés à la suite des violences commises dimanche Paris, en marge des chaînes humaines organisées en prélude de la conférence mondiale sur le climat (COP21).

De source policière, 317 personnes se sont retrouvées en garde à vue après le rassemblement émaillé de violences place de la République.

Ce rassemblement se déroulait "sans violence" quand "des casseurs ont infiltré la manifestation", affirme SUD-rail, qui reproche à la police d'avoir alors "chargé sans discernement" et procédé "à une véritable rafle aveugle" de manifestants, dont plusieurs militants du syndicat de cheminots.

L'Union syndicale Solidaires, qui regroupe notamment les syndicats SUD, déplore également l'arrestation de plusieurs militants. Elle réaffirme le droit "de pouvoir manifester librement" et demande la "relaxe de l'ensemble des militants arrêtés".

Alors que deux enseignants de Seine-Saint-Denis étaient, selon le SNES-FSU Créteil, toujours en garde à vue, "nos collègues ne sont pas ces voyous décrits par le président et le gouvernement. Ils entendaient simplement exercer leur droit à manifester pour une cause dont chacun reconnaît aujourd'hui le caractère essentiel", écrit le syndicat.

A Colombes (Hauts-de-Seine) des enseignants du lycée Guy de Maupassant, soutenus par la CGT, le SNES-FSU et SUD, ont cessé le travail pour exiger la libération d'un de leurs collègues.

Pour SUD-PTT, l'intervention de la police dimanche et les arrestations qui suivirent, montrent que l'état d'urgence est "détourné de la lutte contre le terrorisme". Un état d'urgence auquel la Confédération nationale du travail (CNT, anarchiste) a appelé dimanche "à s'opposer" en "participant partout où cela est possible aux diverses initiatives populaires, syndicales, politiques ou associatives".

L'Union Solidaires enjoint "l'ensemble des forces du mouvement social" à manifester mercredi dans les régions et devant le TGI de Bobigny, où cinq salariés d'Air France vont comparaître pour violences après l'épisode de la chemise arrachée du DRH de la compagnie le 5 octobre. AFP 30.11

Nous exigeons la libération immédiate de tous les manifestants interpellés dimanche dernier à Paris et l'abandon des poursuites judiciaires prononcées contre certains d'entre eux, la levée immédiate de l'état d'urgence.

- Mélenchon: l'état d'urgence, "instrument pour criminaliser les mouvements sociaux" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, porte-voix du Parti de gauche, a dénoncé lundi "les débordements absurdes" liés à l'état d'urgence, utilisé comme un "instrument pour criminaliser les mouvements sociaux".

"L'état d'urgence, c'était donc bien ça : un instrument de plus pour criminaliser les mouvements sociaux !" s'insurge l'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle dans une tribune publiée sur son blog et sa page Facebook.

(Il le découvre ou plutôt il feint de le découvrir, il vend la mèche plus loin en disant "*le résultat était facile à prévoir*", quel crétin ! Donc il était prêt à soutenir l'état d'urgence en parfaite connaissance de cause. Rappelons qu'il a dit qu'il "pensait" qu'il ne l'aurait pas voté, en ajoutant qu'il ne jugeait pas ceux qui l'avaient voté, autrement dit qu'ils avaient sans doute des raisons respectables de l'avoir voté, précisant qu'il aurait préféré que tous les 15 jours les députés se prononcent sur sa prolongation, on ne peut donc pas affirmer que Mélenchon aurait condamné l'état d'urgence, non, il l'a soutenu, et comme maintenant il lui faut en assumer les conséquences et qu'il en est incapable, il s'égosille brouiller les pistes ou faire oublier sa misérable prise de position. On notera également qu'il a pu être tenté de s'abuser lui-même pour avoir cru et continuer de croire la version officielle du 13 novembre, ce qui le ramène à sa véritable nature d'agent. - LVOG)

"Il y avait déjà deux jours que la lutte contre le terrorisme battait son plein avec des lettres de cachet assignant à résidence toutes sortes de militants écologistes", dénonce M. Mélenchon qui relève "des débordements absurdes comme ces portes ouvertes enfoncées dans un restaurant parisien" ou "la mise en résidence surveillée de l'avocat des marcheurs de la COP21". (Il tient le même langage qu'Obama après les bavures de l'armée américaine en Afghanistan. Quel sale type !- LVOG)

"L'ardoise est sévère. Le jour de la marche mondiale pour le climat, les terroristes ont vu leur victoire politique à Paris. Seule capitale du monde où tout rassemblement était interdit (...). En fait, on a vite vu que rien n'est jamais si bon qu'une jolie baston entre "casseurs" et "forces de l'ordre" pour donner au journal de 20 heures les images dont il peut se régaler", poursuit M. Mélenchon, au lendemain d'échauffourées place de la République qui ont abouti à environ 350 interpellations.

"Tout pouvoir raffole de ces images pour montrer au peuple comme sa poigne est ferme", ajoute-t-il.

"En fait, les dirigeants PS veulent s'approprier les symboles de l'ordre contre "la chienlit". Rien de plus. Il faut donc du spectacle. Le résultat était facile à prévoir. Lorsqu'il y a un risque d'abus de pouvoir, il finit toujours par se commettre", condamne l'eurodéputé. (Alors qu'il s'est refusé à condamner l'instauration de l'état d'urgence, le double jeu habituel du scélérats. - LVOG)

"Après quoi des personnes de bonne foi, simples partisans écologistes, n'ayant rien fait d'autre que de se faire enfermer dans la souricière de la place de la République, se sont retrouvées prises dans un record de gardes à vue en temps de paix : 317 personnes. Elles ont donc dorénavant un signalement à l'antiterrorisme. Merci qui?", conclut Jean-Luc Mélenchon. (Quid des syndicalistes interpelés. - LVOG)

De son côté, Nathalie Arthaud, tête de liste Lutte Ouvrière aux régionales en Ile-de-France, évoque "une manifestation pacifique pour l'écologie (...) agressée par la police".

"Il se confirme que l'état d'urgence instauré au prétexte de combattre le terrorisme ne sert qu'à faire taire ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement", estime la responsable du parti d'extrême gauche dans un communiqué.

Les Jeunes Ecologistes ont joint leur voix à ces protestations lundi soir dans un communiqué en affirmant que l'état d'urgence semblait servir "davantage à étouffer la société civile et toute parole contestataire qu'à la protéger du risque terroriste".

Ils ont réclamé "la levée de l'état d'urgence et des interdictions de rassemblement et de manifestation pendant la COP21, ainsi que la libération des militants assignés à résidence ou arrêtés arbitrairement lors de la marche" de dimanche. (Notez qu'ils ne demandent la levée de l'état d'urgence QUE pendant la COP21. - LVOG)

317 personnes ont été placées en garde à vue dimanche, soupçonnées d'avoir participé à une manifestation interdite par la préfecture. Neuf ont vu leur garde à vue prolongée lundi. AFP 30.11

En famille. L'Etat policier vaut bien l'union sacrée de la réaction.

Qui avait encore un doute sur la nature réactionnaire des partis du Front de gauche ?

- Attentats à Paris: Le Sénat vote à l'unanimité la hausse du budget de sécurité - 20minutes.fr

Le Sénat a approuvé ce lundi à l'unanimité l'amendement du gouvernement concernant le budget de la sécurité.

« Cet amendement est le bienvenu », a déclaré le rapporteur spécial de la mission, Philippe Dominati (Les Républicains). « Nous votons cet amendement en veillant à ce que ces mesures supplémentaires ne mettent pas en cause des libertés fondamentales, comme la liberté de manifester ou la liberté d'informer », a pour sa part affirmé Brigitte Gonthier-Maurin (Communiste, républicain et citoyen). 20minutes.fr 30.11

Non, mais qui aurait observé depuis le 13 novembre la remise "en cause des libertés fondamentales" et de "la liberté de manifester" dans ce pays ? Personne.

La perfide d'Albion n'est pas en reste. Grande-Bretagne. En famille aussi ils votent la guerre.

Jeremy Corbyn, le Blair de gauche, la coqueluche des réformistes traitres, des sociaux-impérialistes, était contre la guerre le 26 septembre 2014 (rejetée au Parlement britannique), et ne voilà-t-il pas qu'après avoir été élu président du Labour Party un an plus tard le 12 septembre 2015 il est pour.

Le POI avait titré (Informations ouvrières n°369) "Un vote contre le New Labour de Blair", et selon ce parti "la victoire électorale de Corbyn exprime d'abord et avant tout le rejet par les militants du Labour Party de la politique du « New Labour », initiée par Blair", pour un peu les lecteurs ainsi induits volontairement en erreur auraient pu croire que ces militants étaient de véritables socialistes, des révolutionnaires, des anti-impérialistes, vous savez, comme il y en a tant au PS, au PSOE, au PASOK, etc. le tout emballé dans le double langage ou le baratin habituel, brodant sur la crise au sein du Labour Party et des Trade Unions. Bref, c'était en fait des réactionnaires, des pro-impérialistes.

- Royaume-Uni: le Labour laisse ses députés libres de voter pour des frappes en Syrie - AFP

Le chef du parti d'opposition travailliste Jeremy Corbyn a décidé lundi de laisser ses députés libres de voter pour des frappes aériennes britanniques en Syrie, ouvrant ainsi la voie à un vote favorable à cette intervention.

Selon un responsable du parti cité par les médias, la décision a été prise lors d'une réunion de M. Corbyn avec son cabinet fantôme. Le Premier ministre David Cameron insiste pour frapper le groupe Etat Islamique mais a besoin des votes travaillistes pour être sûr de faire adopter cette décision au parlement, où il dispose d'une courte majorité absolue. AFP 30.11

En complément. Ils étaient déjà en guerre.

- Grande-Bretagne: Près de 600 suicides liés à la perte des allocations aux handicapés - 20minutes.fr

Handicap - Plus d'un million de personnes ont vu leurs allocations être réduites voire supprimées dans le pays depuis 2010. 20minutes.fr 30.11

Quand l'UE adopte et finance l'internationale terroriste.

- Relance du processus d'adhésion de la Turquie - Francetv info

C'est un échange inédit : l'Union européenne est prête à réenvisager l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne en échange d'un meilleur contrôle des réfugiés syriens. Francetv info 30.11

Quand ceux qui bombardent le Yémen prétendent combattre l'Emirat islamique en Syrie

- Syrie: les Emirats prêts à contribuer à une force terrestre contre l'EI - AFP

Les Emirats arabes unis sont prêts à participer à une force terrestre pour combattre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, a annoncé un ministre en louant les frappes russes contre les jihadistes qualifiés d'"ennemi commun".

M. Gargash a ajouté que son pays, membre de la coalition internationale anti-EI dirigée par Washington, "est prêt à participer à

tout effort international nécessitant une intervention terrestre pour combattre le terrorisme".

"Les pays de la région doivent supporter une part du fardeau. Et il n'y a pas lieu d'avoir une intervention étrangère comme celle des Américains pour libérer le Koweït", a ajouté le ministre émirati.

Il se référait à la coalition internationale qui, sous la conduite des Etats-Unis, avait libéré le Koweït en février 1991 après sept mois d'occupation irakienne.

Les Emirats ont été parmi les premiers pays en septembre 2014 à participer à la campagne aérienne contre l'EI en Syrie.

"Personne ne va s'inquiéter du bombardement russe de Daech (acronyme arabe de l'EI) ou d'Al-Qaïda, car ce bombardement vise un ennemi commun", a dit M. Gargash, dont le pays est aussi l'un des piliers de la coalition arabe intervenue en mars au Yémen contre des rebelles chiites accusés de liens avec l'Iran.

Il s'agit d'une des rares réactions arabes à l'opération lancée fin septembre par la Russie contre les jihadistes de l'EI en Syrie. L'Egypte était le premier pays à saluer cette intervention.

La Russie, intervenue dans le conflit pour venir en aide au régime de Bachar al-Assad, affirme viser l'EI et d'autres groupes "terroristes", c'est-à-dire opposés au pouvoir.

Mais les Occidentaux et des opposants accusent Moscou de concentrer ses bombardements sur des rebelles qualifiés de "modérés".

Dimanche, deux sénateurs américains ont plaidé pour l'envoi de 100.000 soldats étrangers, en majorité de pays sunnites mais aussi Américains, pour combattre l'EI en Syrie.

"Il faudrait 100.000 soldats au total" pour combattre l'EI, a déclaré à des journalistes John McCain, président du Comité des forces armées du Sénat américain, lors d'une visite à Bagdad.

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a pour sa part assuré lundi que son pays avait les effectifs suffisants pour battre l'EI. AFP 30.11

La France protège le salafiste Erdogan. Voilà pourquoi le Pentagone a abattu un bombardier russe

- Paris rappelle à l'ordre Moscou sur ses cibles en Syrie - Reuters

La France a mis en garde lundi la Russie après des frappes aériennes contre des zones turkmènes, en Syrie, en soulignant qu'il ne pouvait "y avoir aucune équivoque possible quant aux objectifs poursuivis".

Ces bombardements ont suscité la colère de la Turquie, qui a abattu mardi dernier un bombardier russe Sukhoï-24 à sa frontière avec la Syrie.

Depuis fin septembre, la chasse russe a notamment visé des villes et villages du nord de la province de Lattaquié où vivent de nombreux Turkmènes, des Syriens d'origine turque.

"Il ne doit y avoir aucune équivoque possible quant aux objectifs poursuivis, qui doivent uniquement viser à la destruction de Daech", a déclaré un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères en réponse à une question de Reuters sur le sujet. Reuters 30.11

Les Turkmènes auxquels a fait référence Fabius sont en réalité affilié à Al-Qaïda, quand ils n'appartiennent pas à un parti néonazi qui combat au côté de leurs frères barbares.

- Pour Poutine, la Turquie a abattu un avion russe pour protéger le trafic de pétrole du groupe Etat islamique - Francetv info

Vladimir Poutine a accusé lundi la Turquie de couvrir le trafic de pétrole auquel se livre l'organisation État islamique (EI) en Syrie, ce qu'a fermement démenti le président turc Recep Tayyip Erdogan, sur fond d'escalade des tensions après la destruction d'un avion russe.

"Nous avons toutes les raisons de penser que la décision d'abattre notre avion a été dictée par la volonté de protéger ces chemins d'acheminement de pétrole vers le territoire turc, justement vers ces ports depuis lesquels il est chargé sur des

navires-citernes", a lancé M. Poutine lors d'une conférence de presse en marge de la COP21.

Le président russe a affirmé que le pétrole produit par l'EI, qui représente l'une des principales sources de financement du groupe jihadiste, était "acheminé massivement, de manière industrielle, vers la Turquie".

"Nous défendrons toujours (l'idée d'une coalition élargie), mais nous n'y arriverons pas tant que certains utiliseront des groupes terroristes pour servir leurs intérêts politiques à court terme", a estimé lundi le président russe. Francetv info 30.11

Qui protège Hollande ?

- Les Rockefeller de Raqqa: le business du pétrole de Daech mis à nu - sputniknews.com

Alors que les principales sources de revenu de Daech font toujours jaser, il faudra peut-être poser crûment la question: qui s'emploie à faciliter le transport du pétrole brut volé? Et où ce brut finit-il en fin de compte?

Plus tôt dans le mois de novembre, le chef d'Etat russe Vladimir Poutine a détaillé les progrès des opérations anti-djihadistes:

"Je vous ai montré des photos prises de l'espace, depuis un vaisseau spatial, qui attestent clairement de l'échelle du trafic illicite du pétrole et des produits pétroliers", a-t-il déclaré aux journalistes, en marge du sommet du G20 à Antalya.

Le même jour, les Etats-Unis ont détruit près d'une centaine de camions-citernes de Daech transportant de l'or noir. Puis, dans les deux semaines qui ont suivi, Moscou et Washington en ont détruit environs 1.300. La route du pétrole de Daech

Ici, il faut bien un éclairage en ce qui concerne cette "route du pétrole" de Daech. Ceyhan, ville portuaire dans la province d'Adana en Turquie, est justement le cœur de ces opérations de contrebande, hébergeant des terminaux d'où le pétrole kurde, juridiquement illégal, poursuit son chemin vers d'autres pays. Le pétrole est transporté dans des quantités dépassant un million de barils par jour, et vu que Daech n'a jamais été capable de vendre, en un jour, plus de 45.000 barils, il devient évident que la détection de telles quantités de brut ne peut pas être effectuée grâce à des méthodes de comptabilisation des stocks. Autrement dit, si le pétrole de Daech a été transporté via le port de Ceyhan, il était apparemment invisible.

Voilà donc où cela devient intéressant. Le portail Al-Araby al-Jadeed, basé à Londres, a réussi à reconstituer le trajet du brut de Daech, faisant référence à un représentant des services de renseignement irakiens.

"Après que le pétrole ait été extrait et embarqué, des véhicules transportant du brut part de la province de Ninive pour Zakho (une ville du Kurdistan irakien près de la frontière turque, ndlr), à 88 kilomètres de Mossoul. Arrivés à Zakho, les 70 à 100 véhicules sont accueillis par des représentants de la mafia faisant de la contrebande pétrolière, dont des Syriens, des Kurdes irakiens, ainsi que des Turcs et des Iraniens", explique-t-il.

Après, le responsable de ces opérations vend le pétrole au client qui a proposé le prix le plus élevé. En cela, la compétition parmi les groupes engagés est très élevée, et les meurtres parmi ces derniers sont assez fréquents.

Ce client paie immédiatement entre 10 et 25% de la valeur du brut, en général le reste de la somme est payé par la suite. Les conducteurs cèdent leurs véhicules à d'autres chauffeurs disposant de tous les documents nécessaires pour franchir la frontière avec la Turquie, alors que les conducteurs "initiaux" reviennent, dans des véhicules vides, dans les territoires sous le contrôle de Daech.

Une fois en Turquie, les véhicules transportant ce trésor pétrolier poursuivent leur chemin vers la ville de Silopi où une personne connue sous les noms de Dr Farid, Hajji Farid ou bien Oncle Farid met finalement la main sur cet or noir. Et à l'intérieur du pays, le pétrole de Daech se confond avec celui vendu par le gouvernement régional du Kurdistan puisque les deux sortes sont considérées comme "illégales", "venues d'une source inconnue" ainsi que "non autorisées".

Ensuite, les groupes pétroliers transportent le brut acquis à travers des ports turcs en Israël, le principal client de Daech en matière de pétrole. En cela, ces groupes qui achètent du brut du gouvernement régional du Kurdistan s'approprient inévitablement du pétrole de Daech, fait remarquer Al-Araby al-Jadeed.

Qui sont les médiateurs de Daech?

Comme le graphique ci-dessus l'indique, le pétrole vient directement depuis Ceyhan au port israélien de Ashdod mais une autre question se pose, notamment si Malte est également impliquée dans ce trafic illicite, du fait que la société de transport maritime appartenant au fils du président turc, Bilal Erdogan, se trouve sur l'île méditerranéenne.

Ces derniers mois, cette société, BMZ Group, a acheté deux navires, auparavant dans les mains de l'entreprise Palmali Denizcilik et dont le montant s'élève à 34 millions de dollars. Coïncidence? Peut-être. Mais il semble hautement probable que la famille Erdogan participe délibérément au trafic du brut de Daech, compte tenu de tous les trucs connus d'Ankara concernant le pétrole kurde illégal. C'est-à-dire, si Ankara vaque à transporter du brut kurde, pourquoi pas transporter celui de Daech via ces mêmes canaux?

"Tout ce brut a été livré à la société qui appartient au fils de Recep Tayyip Erdogan", estime le ministre syrien de l'Information Omran al-Zoubi, cité par Zero Hedge. "C'est pourquoi la Turquie s'est soudainement inquiétée lorsque la Russie a commencé ses frappes aériennes contre les infrastructures de Daech et a détruit plus de 500 camions-citernes transportant du pétrole", poursuit-il.

En fin de compte, nous ne saurons peut-être jamais l'histoire complète, mais les faits connus nous poussent à supposer, au minimum, qu'Ankara non seulement approvisionne les djihadistes en munitions et financements, mais aussi ne manque pas d'assumer la tâche de facilitateur dans le trafic illicite de brut, les sociétés internationales comme celle de Bilal Erdogan et d'autres, achetant du pétrole kurde, figurant en tant que médiatrices. sputniknews.com 30.11

Hollande aligné sur les va-t-en-guerre du Pentagone ou de la Fed.

- François Hollande a un objectif: construire une coalition solide et forte pour lutter contre l'État islamique en Syrie. - Francetv info 30.11

Vraiment ?

- Bachar Al-Assad accuse la France de "soutenir le terrorisme" - Francetv info

Le président syrien Bachar Al-Assad accuse la France de conforter le terrorisme, dans des propos diffusés lundi 30 novembre par la télévision publique tchèque, la CT.

"Naturellement, si vous posez la question aux Syriens, ils vous diront qu'ils ne veulent pas de conférence de paix par exemple en France, car la France soutient le terrorisme et la guerre, non la paix", déclare-t-il dans cette interview enregistrée à Damas (Syrie). L'intégralité doit être diffusée mardi matin.

Prague, un lieu potentiel pour signer un accord de paix

"Et comme vous mentionnez Prague, ce serait généralement accepté, en raison de la position équilibrée de votre pays", poursuit le chef de l'Etat syrien. Bachar Al-Assad répond ainsi à la question d'un journaliste tchèque sur la possibilité de voir un jour un accord de paix signé à Prague, la capitale tchèque, comme l'avait suggéré en septembre à New York le président du pays Milos Zeman.

Dans cet extrait diffusé lundi par la chaîne, un journaliste demande aussi à Bachar Al-Assad si les Européens devraient avoir peur des réfugiés syriens. Il répond : "C'est un mélange. La majorité sont de bons Syriens, des patriotes. Mais naturellement des terroristes s'infiltrent parmi eux, c'est vrai." Francetv info 30.11

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Le Parlement adopte le budget de la Sécu pour 2016 - Reuters

Les groupes les Républicains (LR) et UDI (centriste) ont voté contre tout comme celui du Front de gauche pour des raisons opposées.

Le groupe PS et celui des Radicaux de gauche ont voté pour. Le groupe écologiste s'est divisé en votes pour et abstentions.

Le texte fixe à 1,75% contre 2,05% en 2015 la progression de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) ce qui représente 3,4 milliards d'euros d'économies.

2- Japon

- Les salariés de Honda au Japon partiront en retraite plus tard - Reuters

Honda Motor a l'intention de repousser de 60 à 65 ans l'âge de la retraite de ses salariés dans ses usines au Japon pour tenter de retenir ses troupes plus longtemps dans un contexte de diminution de la main-d'oeuvre.

Le troisième constructeur automobile japonais a annoncé mardi que dans le cadre de ce projet, les salariés travaillant au-delà de 60 ans gagneraient environ 80% de leur salaire de base et bénéficieraient d'autres avantages. Actuellement, Honda réembauche ses salariés âgés de plus de 60 ans à 50% de leur dernier salaire dans le cadre de contrats à court terme.

Honda a dit prévoir la mise en place de ce nouveau système d'ici mars 2017, une fois obtenu le feu vert des syndicats.

Les entreprises japonaises remanient leurs politiques dans la perspective d'une diminution d'environ un tiers à 87 millions de la population du pays en 2060, selon l'Institut national de recherche japonais sur la population et la sécurité sociale, le taux de mortalité étant supérieur au taux de natalité.

La population en âge de travailler au Japon a atteint un pic au milieu des années 1990 et a constamment baissé depuis, selon les statistiques du ministère de l'Intérieur. D'après les prévisions, la population active pourrait retomber à 44 millions en 2060, soit la moitié du pic atteint dans les années 1990. Reuters 30.11

ECONOMIE

FMI

- Le FMI approuve l'entrée du yuan dans son panier de devises - Reuters

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international(FMI) a donné lundi son accord à l'intégration du yuan dans son panier de devises de référence, un feu vert qui consacre l'internationalisation de la monnaie chinoise et l'accession de Pékin parmi les toutes premières économies de la planète.

Le yuan, également appelé renminbi, rejoindra le dollar américain, l'euro, la livre sterling et le yen japonais au sein du panier qui sert au FMI à calculer ses "droits de tirage spéciaux" (DTS), l'actif de réserve international de l'institution.

Le yuan représentera 10,92% du panier du FMI. Concrètement, cette pondération correspond à la part du yuan dans les devises que les 188 pays membres du FMI pourront recevoir en échange des DTS reçus du Fonds. Pour être intégré dans le panier des DTS, le yuan devait respecter un certain nombre de critères, à commencer par son utilisation comme instrument de paiement international et son usage régulier et large sur les marchés de changes, condition qu'il ne remplissait pas lors du dernier réexamen du panier en 2010.

La directrice générale du FMI, qui était favorable à l'entrée du yuan dans le panier des DTS, souhaite que le gouvernement chinois aille plus loin dans les réformes. "La poursuite et l'intensification de ces efforts rendront plus robuste le système monétaire et financier international, ce qui soutiendra la croissance et la stabilité de la Chine et de l'économie mondiale", écrit Christine Lagarde dans un communiqué.

Dans l'immédiat, la décision du FMI est essentiellement symbolique et n'aura que peu d'effets instantanés sur les marchés financiers. Mais c'est la première fois que l'organisation basée à Washington intègre une nouvelle devise dans son panier et il s'agit de la modification la plus importante apportée à la composition de celui-ci en 35 ans.

Pour l'instant, ce panier est composé à 41,9% de dollars américains, à 37,4% d'euros, à 11,3% de livres sterling et à 9,4% de yens japonais. Le yuan ne devrait pas l'intégrer avant octobre 2016.

Une fois les pondérations réajustées, le poids de l'euro, celui de la livre sterling et celui du yen dans le panier du FMI devraient être réduits tandis que celui du dollar devrait peu varier.

Selon les chiffres du gestionnaire privé de transactions internationales SWIFT, la monnaie chinoise se classait en août au quatrième rang mondial en termes de paiements effectués, avec 2,8% des transactions globales, derrière le dollar, l'euro et la livre sterling.

L'entrée de la monnaie chinoise dans le panier du FMI devrait alimenter la demande de yuans et d'actifs libellés en yuans, les banques centrales et les grands investisseurs privés ajustant leurs portefeuilles en conséquence.

Certains analystes spécialisés estiment cette nouvelle demande potentielle à plus de 500 milliards de dollars (475 milliards d'euros) et qu'elle pourrait porter la part de la devise chinoise dans les réserves mondiales à environ 5% d'ici quelques années, ce qui lui permettrait de dépasser le dollar canadien et le dollar australien. Reuters 30.11

Haut de page

Le 2 décembre 2015

CAUSERIE

En raison d'importantes coupures de courant l'actualisation du portail ne sera que partielle.

Nous en sommes au quatrième jour de pluie non-stop.

C'est la plus importante mousson que vit l'Inde du Sud depuis plus de 30 ans ont annoncé les autorités. Des villages entiers sont sous les eaux ou on été emportés, y compris des quartiers entiers de la capitale du Tamil Nadu, Chennai, ex-Madras, causant des centaines de morts.

Depuis plus de 20 ans que je vis en Inde, c'est la première fois que la mousson dure aussi longtemps, généralement elle se termine au bout de 10 à 15 jours maximum, là on a dépassé trois semaines. Les prix flambent, pour vous donner un ordre d'idée, le kilo de tomate de 10 roupies avoisine les 100 roupies ! On s'en passera.

Mon beau-frère qui travaille pour une communauté composée essentiellement d'étrangers (Auroville) bénéficie d'un repas gratuit à emporter par jour. C'est une gamelle composée de 5 compartiments ou figurent du yahourt, des crudités, quelques légumes en ragout, des légumineuses en sauce et le dernier est composé selon les jours de riz, de spaghettis ou de crêpes à base de riz et de lentilles. Comme il ne consomme pas ce menu excellent préparé exclusivement à partir de produits naturels, c'est moi et Selvi qui en profitont, et comme on mange peu tous les deux, le midi je mange les crudités agrémentées de riz et le soir on mange le reste, du coup à part la viande ou les oeufs on achète pour ainsi dire plus de légumes, d'épices etc. sauf le dimanche car la cantine est fermée et puis cela nous change un peu. Et ce qu'on n'a pas consommé au bout de quelques jours parce qu'il y en avait toujours trop, on le donne aux chiens du village en y ajoutant du riz, celui distribué gratuitement aux pauvres que mon beau-frère ne mange pas parce qu'il le trouve trop long et plus difficile à digérer!

On se débrouille et on s'entraide, on essaie de survivre quoi ! La semaine dernière j'ai encore dû aider financièrement mon beau-frère à finir le mois, il me remboursera quand il aura reçu sa paie. L'état d'urgence ici on le vit en permanence, et les Indiens aussi nombreux soient-ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là dans le monde. Vous comprendrez pourquoi nous sommes particulièrement motivés pour le changer, et avoir un autre état d'esprit nous semblerait franchement indécent.

Un point sur la situation.

- François Hollande bondit à 50% d'opinions positives, son meilleur score depuis juillet 2012 - Francetv info 01.12

- L'Allemagne va participer à la coalition contre l'État Islamique en Syrie - euronews.com 01.12

Le Mossad ou un al-qaïdiste recruté par la CIA fait exploser un avion de ligne russe au-dessus de l'Egypte, premier avertissement à la Russie pour qu'elle cesse de s'impliquer dans la guerre en Syrie au côté de la République arabe syrienne ou plus précisément qu'elle cesse d'interférer avec les plans de la Turquie, de l'Arabie saoudite, du Qatar et d'Israël.

Le Pentagone abat un bombardier russe au-dessus de la Syrie par l'intermédiaire d'un membre de l'OTAN, la Turquie, second avertissement à la Russie.

En attendant le troisième qui pourrait venir très rapidement sous la forme d'une nouvelle provocation dans le ciel de la Syrie...

Pendant ce temps-là en France, après le coup d'Etat terroriste du mois de janvier orchestré par ceux qui ont abattu les deux avions russes qui avait permis de sceller l'union nationale, qui malheureusement devait voler en éclat peu de temps après et ne profitera guère à l'exécutif car toujours rejeté par la majorité de la population, mais qui a tout de même permis en catimini

l'adoption d'une loi légitimant la surveillance de l'ensemble de la population qui existait déjà en l'agrémentant d'une batterie de mesures liberticides et répressives supplémentaires, ils allaient déverser un flot de centaines de milliers de réfugiés sur l'Europe occidentale à partir de la Turquie, de manière à déstabiliser un ensemble de pays et à faire pression sur leurs responsables politiques afin qu'ils s'engagent davantage au côté des Américains dans la guerre qu'ils mènent au Moyen-Orient, en vain. Alors ils orchestreront le carnage du 13 novembre à Paris pour leur forcer la main, permettre à la fois à Hollande de déclencher l'état d'urgence sur fond d'unité nationale retrouvée pour museler toute opposition, et de déclarer la guerre au terrorisme ou aux soi-disant auteurs de ce massacre sans viser évidemment ses commandaires, pour justifier l'escalade militaire de la France contre la Syrie, ce qui tombera à point pour se refaire une santé, alors qu'il était toujours en disgrâce au sein de la population ainsi que le PS, à quelques semaines d'élections qui s'annonçaient catastrophiques pour le gouvernement et ce parti, le tout en bénéficiant de la complicité ou de la neutralité bienveillante des dirgeants du mouvement ouvrier à son égard, et le tour était joué. Ajoutons, que l'avertissement du 13 novembre avait valeur d'exemple pour tous les chefs d'Etat de l'UE, qui s'empresseront de s'impliquer davantage dans la guerre contre la Syrie, notamment la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Ainsi le Pentagone, la CIA, la Fed, les banquiers et le complexe militaro-industriel, bref, l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste peut être fière d'être parvenue à semer le chaos en Europe et d'y avoir importé la guerre, afin que chaque Etat y consacre davantage d'argent, tout en bafouant l'Etat de droit au profit d'un Etat policier ou militarisé sur fond de restriction des libertés individuelles et des droits politiques des exploités et des opprimés, franchissant ainsi une nouvelle étape vers l'instauration d'une dictature mondiale absolue, à partir de l'énorme puissance politique ou le pouvoir tentaculaire qu'elle a acquis en se soumettant tous les Etats des puissances occidentales, conformément à sa stratégie politique néolibérale devant aboutir à l'avènement d'un nouvel ordre mondial qui consacrera son hégémonie, sa domination sans partage sur l'ensemble de la société ou du monde qui lui seront totalement soumis, marquant ainsi la fin de la civilisation humaine si elle parvenait à ses fins, puisqu'une telle société ou un tel monde dont se dessine aujourd'hui de plus en plus nettement les contours, n'auront plus rien d'humain.

Défense du marxisme. Doit-on défendre une position ou une politique à partir de principes, et quelles en sont les conséquences ?

Nous répondons par la négative à cette question. Pourquoi ? Pour deux raisons au moins, d'une part parce que seule une infime minorité des travailleurs partagent ces principes ou en comprennent la signification, et d'autre part, parce que ces principes agités comme des fétiches ne permettent pas de comprendre la situation, donc d'agir efficacement dessus ou de modifier son orientation.

A l'opposé, en partant des faits, ce qui implique de les connaître, on peut comprendre ce qui se déroule sous nos yeux, on peut découvrir les véritables intentions ou les intentions inavouables des représentants des capitalistes que recouvrent leurs discours et les mesures ou la politique qu'ils adoptent. Ces faits étant accessibles à tous et parfaitement vérifiables pour peu qu'on s'en donne la peine ou les moyens, il est facile d'en faire découler les positions que l'on défend ou la politique que l'on a adoptée, et donc de les partager avec le plus grand nombre.

Ces deux démarches sont incompatibles et s'excluent mutuellement.

La première qui a été adoptée par l'ensemble des dirigeants corrompus de la soi-disant avant-garde du prolétariat est particulièrement dangereuse, nuisible, pernicieuse, venimeuse, parce qu'elle implique que ceux qui la partagent ne sauront pas réellement pourquoi, au point qu'ils pourront s'y référer dans des circonstances ou justement ces principes s'avèreront inapplicables ou entreront en contradiction avec l'objet de leur combat politique, et dans la mesure où ils ne se réfèreront pas aux faits qui seuls permettraient de confondre les tenants de la politique qu'ils sont censés combattre, ils seront incapables de leur opposer des arguments concrets, matériels, cohérents ou sérieux qui permettraient de mettre en lumière leurs mensonges ou de démonter la propagande officielle, de telle sorte qu'ils ne parviendront jamais à inspirer confiance aux travailleurs ou à les amener à partager leur position. Prenons un exemple pour l'illustrer.

Vous vous opposez au bombardement d'un pays par l'Etat français au nom du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, vous en appelez à l'internationalisme prolérarien, etc.

De l'autre côté les représentants de l'Etat français expliquent qu'un tyran est en train de massacrer son peuple et qu'il est inhumain de le laisser faire pour justifier son intervention militaire dans ce pays, au nom de la liberté et de la démocratie auxquelles tous les peuples ont droit et qui sont gravement bafoués dans ce pays. Ensuite ils demandent à la plèbe ignorante qu'ils savent mal informée et manipulable pour cette raison, si elle accepterait d'être livrée à un tel traitement, et sachant qu'elle répondrait par la négative, ils embraient en lui demandant si elle consentirait à ce qu'un Etat vole à son secours pour la délivrer d'un horrible dictateur qui massacreraient des civils innocents. Ils savent que la plupart des gens répondront qu'ils seraient prêts à accepter n'importe quoi pour éviter de vivre une pareille tragédie par ailleurs montée en épingle par le truchement des médias institutionnelles. Et c'est ainsi que le gouvernement pourra se prévaloir d'un soutien populaire pour engager une guerre contre un Etat, détruire un pays et massacrer sa population.

Mais il y a pire encore.

A ces principes inopérants, inconsistants ou à l'usage inapproprié vient s'ajouter l'argument destructeur qui fera définitivement pencher la balance du côté des impérialistes, consistant à accuser le chef d'Etat qu'ils entendent renverser de despostisme, en précisant toutefois que c'était à son peuple opprimé de le renverser, histoire là encore de se donner bonne conscience en bons militants révolutionnaires qu'ils sont. Mais cet argument qui relève de la pire démagogie se retournera contre eux, parce que chacun sait que ce peuple en était justement totalement incapable. Cela aura le don de fournir un argument supplémentaire à cette puissance occidentale qui pourra finalement se prévaloir d'exécuter la volonté de ce peuple martyrisé en le débarrassant de ce tyran sanguinaire, ainsi son intervention militaire sera justifiée ou légitimée au nom de ce peuple par son propre peuple, et le tour est joué.

A l'opposé, il aurait suffit d'exposer les faits, de montrer que la rhétorique du chef d'Etat et de son gouvernement relevait uniquement de la propagande ou de l'idéologie pour démonter la version officielle sur la situation dans ce pays et la rendre caduque. Les faits suffisaient en eux-mêmes à rétablir la vérité, à savoir que jamais le soi-disant tyran n'avait mitraillé ou bombardé son propre peuple, que cette histoire avait été totalement inventée pour justifer une intervention militaire à des fins purement mercantiles. Oui mais dans ce cas-là, les faits contredisant la version officielle, cela signifiait qu'on cessait de soutenir son propre impérialisme et qu'on s'engageait à le combattre, or c'était impensable de par la nature du parti de ces militants, ce qu'ils ignorent de préférence, mais par forcément pour ses cadres et dirigeants et même un grand nombre de ses militants.

Voilà le résultat de la conception de la lutte de classe qui repose sur des principes élevés au rang de dogmes en fait. Terrible, monstrueux, cynique au possible, n'est-ce pas ? A vous dégoûter du socialisme, du communisme et du trotskisme, n'est-ce pas ? Ne cherchez pas, c'est le but.

Elle consiste à laisser ceux qui gouvernement manipuler tranquillement la population pour parvenir à leur fin, que finalement les teneurs de cette conception de la lutte de classe partagent, et qu'ils camouflent derrière des principes (ou des étiquettes, références, citations, etc.) qui leur servent juste à se donner bonne conscience, pour qu'on n'ait pas d'explications ou de compte à leur demander par la suite.

Dès lors, on ne s'étonnera pas et on comprendra pourquoi le niveau de conscience politique de ces militants n'a jamais réellement progressé, et pourquoi au contraire il était plutôt voué à régresser, ne parlons même pas de celui de la population en général.

Leur politique se résume à cela, à de la propagande bon marché qui n'a jamais réellement servi notre cause ou le socialisme, elle a la vertu de transformer les militants en petits soldats aveugles du régime qu'ils croient combattre.

On a aussi là la réponse à la question qu'on s'était posées à plusieurs reprises, quand nous nous demandions comment cela avait été possible que des travailleurs ayant milité pendant des décennies dans des partis, ayant lu les ouvrages des marxistes et participé à des milliers de réunions, meetings, manifestations n'avaient pas été malgré toute en mesure de progresser, selon leurs propres témoignages je précise, pourquoi cette riche expérience parfois de toute une vie ne leur avait servi strictement à rien, et bien c'était simplement parce que leur intervention dans la lutte des classes au lieu de partir de la réalité était soumise à une conception de la lutte de classe ou la théorie ou des principes gravés dans le marbre prévalaient, ce qui les empêchera d'en tirer des enseignements pratiques ou de progresser. Seul l'examen rigoureux des faits et leur enchaînement permet de comprendre le processus dialectique à l'oeuvre et non des principes.

En dernière analyse, cette conception de la lutte de classe était tout simplement anti-marxiste.

Il y aurait de quoi écrire un ouvrage entier sur ce sujet. On arrêtera là pour aujourd'hui. Je pense qu'on a bien dégrossi notre sujet, trop rapidement peut-être par manque de temps comme d'habitude. Tout finit par s'expliquer un jour, le plus difficile, c'est de parvenir à mettre nos idées en ordre et de les exprimer le plus simplement possible pour que chacun puisse les saisir quel que soit son expérience, ses connaissances ou son niveau intellectuel.

Hommage à mes maîtres à penser, et au diable ceux qui n'en ont pas ou vouent un culte à leur appareil digestif qui pensent librement à leurs places ! Vous saisissez de qui il s'agit, ceux qu'on a évoqué dans ce texte notamment.

Ce que j'admire par dessus tout chez Marx et Engels, c'est la limpidité de leurs discours au-delà du fait qu'ils demeurent une source d'inspiration inépuisable, et je crois en avoir découvert l'origine, outre leur modestie qui force l'admiration, cette limpidité traduisait leur maîtrise du matérialisme dialectique à un niveau tellement élevé qu'ils pouvaient formuler leurs idées ou présenter leurs travaux de sorte que n'importe quel public puisse les saisirent aisément. Je me souviens avoir lu quelque part que c'était même une obsession chez eux. Marx était un perfectionniste, à côté on passerait presque pour un dilettante.

Ne prétendant évidemment nullement rivaliser avec eux et ne bénéficiant malheureusement pas de leur facilité à s'exprimer, je leur dédie ce texte que je n'aurais jamais pu rédiger sans leur aide irremplaçable, au marxisme, à leur conception de la lutte de classe en appelant les militants à se la réapproprier, pour notre cause, pour le socialisme et vaincre la barbarie capitaliste.

ACTUALITE EN TITRES

Du coup d'Etat permanent à l'Etat d'exception permanent.

- L'état d'urgence permanent? Manuel Valls n'exclut pas une nouvelle prolongation - Le Huffington Post

Des "restrictions de liberté" pour mieux "défendre nos libertés"? C'est au nom de cet oxymore que le premier ministre Manuel Valls a évoqué ce mardi 1er décembre une possible prolongation de l'état d'urgence au-delà des trois mois autorisés par le Parlement. Le Huffington Post 01.12

Surenchère quotidienne dans cette direction

- Attentats: le gouvernement soutiendra la fouille des bagages par les agents de sécurité SNCF et RATP - AFP

- Dans le Loiret, l'Education nationale rêve d'un fichage policier - Liberation.fr

- Fusion PS/LR entre les deux tours des régionales : « toutes les solutions doivent être envisagées » pour François de Rugy - Public Sénat

Mais au fait où sont passés ces braves démocrates, républicains, humanlstes, progressistes dont on n'a pas cessé de nous rebattre les oreilles pendant plus 70 ans ?

Ils sont comme les pacifistes en temps de paix qui deviennent de farouches militaristes en temps de guerre.

Vous comprendrez mieux pourquoi les partis dits ouvriers qui s'en étaient servis poursuivaient en réalité un autre objectif que celui qu'ils affichaient au regard de ce qu'ils sont devenus ou de leur véritable nature réactionnaire qui s'expose dorénavant au grand jour. On ne peut même pas dire que les uns auraient manipulé les autres ou vice versa, puisqu'en réalité ils étaient complices ou partageait les mêmes objectifs.

Il fait si bien le boulot à sa place.

- Valls : «Chacun doit prendre ses responsabilités pour empêcher le FN de gagner» - LeFigaro.fr

La présomption de culpabilité généralisée va de paire avec la surveillance généralisée de la population.

- Consulter des sites jihadistes peut-il nous rendre coupable ? - francetvinfo.fr

La loi sur le terrorisme ne permet pas actuellement de poursuivre une personne pour une simple consultation de site. francetvinfo.fr 01.12

Une revendication du Medef

- Les pistes de Najat Vallaud-Belkacem pour rapprocher l'école et l'entreprise - LeMonde.fr

Fascisme. Le temps des miliciens est de retour.

- Ménard créé une "garde biterroise" pour patrouiller dans Béziers - Le Huffington Post

Le maire de Béziers a encore trouvé de quoi faire parler de lui. Robert Ménard, proche du Front national, a annoncé ce mardi 1er décembre la prochaine création d'une "garde biterroise", faite de "citoyens du cru" qui patrouilleront dans les rues de la ville pendant la durée de l'état d'urgence. Le Huffington Post 01.12

Les djihadistes en herbe ont l'esprit de sacrifice. Mais qui veulent-ils sacrifier au juste ? Nous, pardi !

- EELV prêt à sacrifier ses candidats au second tour - Le Huffington Post

Cette fois, c'est clair. Europe Ecologie-Les Verts envisage très clairement de ne pas avoir de candidats au second tour des

régionales dans certaines régions. Au regard des sondages, il y a très peu d'endroits où les écologistes sont en mesure de se maintenir mais en réalisant plus de 5% au premier tour, ils ont la possibilité de fusionner avec la liste socialiste. Le Huffington Post 01.12

Une anomalie à rectifier au plus vite.

- OCDE: Les Français passent près de cinq ans de plus à la retraite que dans les autres pays - 20minutes.fr

Les oligarques sont décidément des philantropes, des sages, de saints hommes.

- Mark Zuckerberg léguera sa fortune à sa nouvelle fondation - Reuters

- COP21 : Bill Gates présente son fonds d'investissement pour les énergies propres - AFP

Leur fondation servent de paravents à des opérations de déstatbilisation ou de renseignement menées sous de faux drapeaux.

Quand l'Empire mafieux du chaos et de la guerre se fait racketteur.

- Astreinte journalière imposée à Bank of China aux USA - Reuters

- Bosch poursuivi aux USA dans le dossier des émissions de VW - Reuters

- Moteurs truqués: Standard and Poor's abaisse encore la note de Volkswagen - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Etat policier et corporatiste font bon ménage

- Un entrepreneur, Patrick Bernasconi, à la tête du Cese - AFP

L'ex-dirigeant du Medef Patrick Bernasconi a été élu mardi dès le premier tour et avec une large majorité président du Conseil économique, social et environnemental (Cese), après une âpre bataille l'opposant au sortant Jean-Paul Delevoye.

Chef d'une PME familiale, M. Bernasconi, 60 ans, a été élu pour un mandat de cinq ans et l'a emporté par 131 voix sur 224 suffrages exprimés.

L'ancien ministre, Jean-Paul Delevoye, a obtenu 63 voix. Le troisième candidat, le syndicaliste Gérard Aschieri, a recueilli 30 voix.

Dès l'annonce du résultat, M. Delevoye qui faisait partie des personnalités qualifiées nommées par le gouvernement dans la nouvelle mandature, a annoncé sa démission du Cese.

Le mandat des 233 anciens conseillers s'étant achevé le 15 novembre, les nouveaux - 193 nommés par leurs organisations, syndicats, patronat, associations, et 40 personnalités désignées par le gouvernement - s'étaient réunis en assemblée plénière en début d'après-midi.

Ils se sont prononcés à bulletins secrets, après avoir entendu chaque candidat défendre son projet durant 10 minutes.

Le projet de M. Bernasconi de "renouveau démocratique" de l'institution, était soutenu par "un collectif" formé par le patronat, quatre syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC, Unsa) et des associations.

Tout juste élu, M. Bernasconi a affirmé que sa mission sera "la réhabilitation du Cese". A l'heure où le Cese est "raillé et dénigré, nous saurons faire taire les critiques", a-t-il lancé.

"Et il y a urgence car jamais notre pays n'a eu autant besoin d'apaisement", a-t-il dit.

Il a promis que "l'action collective" sera "sa méthode" et qu'il ne fera "pas un mandat en solitaire".

En termes voilés, il a reproché au gouvernement de créer "facilement une commission ou un comité", au lieu de consulter le Cese.

Sa première démarche sera de solliciter une "audience" auprès des présidents de la République, de l'Assemblée nationale et du Sénat pour "évoquer la place centrale du Cese". (Où, mais au sein des institutions voyons, où voulez-vous que ce soit ! - LVOG)

L'élection de ce Normand d'origine italienne, qui vient de démissionner de la vice-présidence du Medef, marque le retour de la société civile à la tête du Conseil après une parenthèse "politique" avec l'ancien ministre chiraquien Jean-Paul Delevoye. Le Conseil a déjà été dirigé par une personnalité issue des rangs patronaux Jacques Dermagne (de 1999 à 2010). (Le Cese, c'est le comité d'entreprise de la France, quoi ! Vive de Gaulle et la Ve République ! - LVOG)

Patrick Bernasconi entend rendre "incontournable sur les questions centrales" la saisine du Cese et appelle les organisations membres - syndicats, patronat, associations - à s'investir davantage.

Assemblée consultative, "voix" de la société civile, le Cese a pour mission de conseiller le gouvernement à travers ses avis. Mais il est en mal de légitimité. Peu sollicité, ses avis restent souvent lettre morte et son coût élevé lui est reproché. (Le Sénat est la maison de retraite des députés et le Cese celle des bureaucrates syndicaux corrompus. - LVOG)

"Soit le Cese est capable d'évoluer" soit "sa raison d'être sera de plus en plus mise en cause", avait prévenu le groupe des personnalités qualifiées sortant.

Poussé vers la sortie, Jean-Paul Delevoye, 68 ans, soutenu par Force ouvrière, avait décidé de résister.

Se proclamant "un gaulliste social", il a dénoncé devant l'assemblée "une alliance contre nature" pour conquérir la présidence du Cese, dans une violente critique de son concurrent.

Mais après le vote, il a souhaité "bonne chance" au président élu l'enjoignant à ne "pas éviter les sujets qui fâchent" dans ces "moments difficiles", en particulier en raison de la montée du Front national.

Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, a dénoncé dans un tweet un "deal gouvernement-PS-Medef-CFDT", et dont FO se met "à l'écart". Le syndicat n'a pas obtenu la questure dans le nouveau bureau. (Cela va encore alimenter la crise du POI. - LVOG)

De son côté, Gérard Aschieri, 63 ans, ancien numéro un de la FSU, soutenu par la CGT, la FSU et Solidaires, a appelé le nouveau président "à rassembler" cette assemblée et à "surmonter les antagonismes".

Une telle tension était inédite dans cette assemblée feutrée. En 2010, M. Delevoye avait été élu après le désistement de son concurrent, Jean-Pierre Davant, alors président de la Mutualité française. AFP 01.12

Le Conseil économique, social et environnemental est une institution de la Ve République que des syndicats ouvriers indépendants de l'Etat devraient boycotter. Mais cela existe-t-il ? Poser la question c'est y répondre, la preuve que non ici, si nécessaire.

Les Américains chez eux en Irak : Out, go home !

- Washington déploie une unité anti-EI en Irak, Bagdad proteste - Reuters

Les Etats-Unis ont annoncé mardi le déploiement en Irak d'une nouvelle unité des forces spéciales américaines dédiée à la lutte contre l'organisation djihadiste Etat islamique (EI), qui pourra mener des "opérations unilatérales" en Syrie.

A Bagdad, le Premier ministre Haïdar al Abadi a déclaré dans un communiqué que l'Irak n'avait pas besoin de forces terrestres étrangères, ajoutant que tout déploiement de troupes étrangères nécessitait l'approbation de son gouvernement et ne devait pas empiéter sur la souveraineté nationale irakienne.

Les milices chiites irakiennes ont de leur côté promis de s'opposer par les armes à tout déploiement de forces américaines en Irak.

"Nous pourchasserons et combattrons tout contingent américain qui sera déployé en Irak. Toute force américaine de ce genre deviendra la cible numéro un de notre organisation. Nous avons combattu les Américains par le passé et nous sommes prêts à reprendre la lutte", a déclaré Djafaar Hussaini, porte-parole du mouvement Kata'ib Hezbollah.

Les porte-parole de l'organisation Badr, soutenue par l'Iran, et du mouvement Assaïb Ahl al Hak ont fait eux aussi des déclarations dans le même sens.

Environ 3.500 soldats américains conseillent et assistent actuellement l'armée irakienne. En octobre dernier, un membre des forces spéciales américaines a trouvé la mort durant une opération menée en coordination avec les combattants kurdes pour secourir des otages détenus par l'EI dans la ville de Haouidja.

L'unité dont le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a annoncé l'envoi sera distincte du groupe d'une cinquantaine de membres des forces spéciales américaines que Washington a envoyé en Syrie pour coordonner l'action au sol des rebelles soutenus par les Etats-Unis.

Cette unité disposera d'effectifs plus importants et sera chargée d'aider les forces irakiennes ainsi que les peshmergas kurdes, a déclaré Ashton Carter, sans avancer de chiffre ni préciser le lieu où elle sera basée.

Un responsable du gouvernement américain a indiqué que cette unité pourrait compter environ 200 hommes, logistique comprise, dont quelques dizaines affectés directement à des opérations.

"Ces agents spéciaux seront à terme en mesure de mener des raids, de libérer des otages, de collecter des renseignements et de capturer des dirigeants de l'EIIL (Etat islamique en Irak et au Levant, NDLR)", a ajouté le ministre qui s'adressait aux membres la commission des Forces armées de la Chambre des Représentants.

Les pressions en faveur d'une intervention plus décisive des Etats-Unis dans la lutte contre l'EI se sont accentuées depuis les attentats de Paris et de Saint-Denis, qui ont fait 130 morts le 13 novembre.

Selon le général Joseph Dunford, chef d'état-major interarmes de l'armée américaine, la nouvelle unité va considérablement améliorer la collecte de renseignements, "ce qui va rendre nos opérations beaucoup plus efficaces".

"Nous menons une campagne en Irak et en Syrie. Nous allons aller là où se trouve l'ennemi et mener des opérations là où ses capacités pourront être réduites le plus efficacement", a-t-il ajouté devant les parlementaires. Reuters 01.12

Haut de page

Le 4 décembre 2015

CAUSERIE

Suite de la causerie d'avant-hier.

Pour revenir sur la causerie d'avant-hier, il faudrait préciser qu'elle ne visait pas un parti en particulier, ensuite la question des faits qui ne sont pas abordés ou qui sont sciemment escamotés concernait aussi bien des évènements particuliers que des situations générales.

Par exemple en 2011 de n'avoir pas rappelé le développement économique et social de la Libye au lieu de privilégier l'aspect autoritaire du régime libyen, et de n'avoir pas mentionné la falsification des faits que constituait le soi-disant soulèvement populaire contre Kadhafi à la veille des bombardements de la France et de l'OTAN donnant lieu du coup à une condamnation stérile au nom d'un principe, autant dire une condamnation de principe qui ne coûtait rien et sans conséquences, ou la manière de traiter les conséquences d'une situation pour mieux en occulter les causes ainsi que les acteurs qui y étaient impliqués ou en portaient la responsabilité. Aujourd'hui cela concerne l'état d'exception ou le coup d'Etat réalisé par le gouvernement Hollande-Valls contre les libertés individuelles et les droits politiques des travailleurs et leurs organisations que tous dénoncent sans oser toutefois le caractériser aussi précisément pour justement ne pas avoir à en analyser l'origine, ce qui immanquablement soulèverait un certain nombre de questions que les uns et les autres ne préfèrent pas aborder, ce qui à l'arrivée ne permettra pas de comprendre la situation puisque pour se faire il faudrait se pencher sur le passé par trop compromettant ou qui mettrait en lumière l'opportunisme auquel s'étaient livrés les uns et les autres qui constitue un des éléments pour comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là.

Ce que je dénonçais c'était à la fois la manière selon les circonstances ou le sujet à traiter de substituer des principes aux faits, autant que la démarche qui consiste à s'attarder sur les conséquences d'une mesure ou d'un évènement pour mieux en occulter les causes et ses différents acteurs.

Cette démarche n'était pas contradictoire avec le fait de posséder ou de s'être forgé des principes, bien au contraire elle consistait à les défendre. Etant attaché à un certain nombre de principes, ma démarche est cohérente. En quelque sorte nos principes sont la quintescence de la théorie que nous avons adoptée pour mener notre combat politique, ils nous servent de points de repère

pour interpréter la situation, mais en aucun cas ils ne peuvent pas se substituer à l'analyse de ses causes ou de ses origines.

C'est aussi la raison pour laquelle on ne tentera pas de les imposer aux travailleurs, on préfèrera dérouler le processus dialectique qui a conduit à cette situation afin qu'ils la saisissent et rejoignent notre combat.

C'est donc une démarche qui n'a rien à voir avec des incantations ou une idéologie, elle ne relève pas de la propagande, elle est uniquement destinée à aider les travailleurs et les militants à progresser dans leur compréhension du fonctionnement de la société pour la changer.

On poursuivra une autre fois.

Etat policier. Etat d'exception préventif.

A la guerre préventive est venu s'ajouter l'état d'exception préventitif. Et en interdisant des manifestations, le gouvernement PS-PRG entend museler le prolétariat et ses organisations pour continuer d'appliquer sa politique antisociale et impérialiste tournée exclusivement contre les travailleurs, il fait donc la besogne généralement réservée à des régimes fascistes.

Vous avouerez que rendu là, c'est le moment ou jamais de se demander comment on a pu en arriver à cette situation, non ?

Et la question déterminante à se poser parce qu'elle en entraîne beaucoup d'autres, consiste à se demander de quelle manière les différents partis du mouvement ouvrier avaient caractérisé le PS jusqu'à présent en remontant jusqu'à la fondation de la SFIO en 1905. Cela nous amènera à revisiter les positions qu'avait adoptées le PS au cours du XXe siècle jusqu'à aujourd'hui et les rapports qu'avaient entretenus avec lui tous les partis, et on s'apercevra qu'il n'avait jamais cessé d'être un parti réactionnaire et impérialiste depuis au moins le 3 août 1914, au-delà des apparences trompeuses sur lesquels le mouvement ouvrier s'appuyera pour le présenter sous un jour avantageux, dont finalement il ne récoltera que des fruits vénéneux qui précipiteront sa déchéance et entraîneront sa chute.

Un lecteur a écrit.

- "Nous sommes en bas.

Les grecques se prostituent pour du pain , c’est absolument dramatique. 2 euros: le prix d’une passe de 30 minutes avec une étudiante qui se prostitue en Grèce ! Ou encore Libé qui titre : En Grèce, une passe pour le prix d’un sandwich . Tout ça à cause de l’austérité voulue par l’UE et les Allemands. La Grèce est plus que saignée, la paupérisation se généralise et s’intensifie. Dramatique .

Lorsque les opportunités disparaissent, et qu’il ne reste aux gens plus aucun espoir de trouver un jour du travail, il est tout simplement inévitable que beaucoup se tournent vers la prostitution plutôt que de mourir de faim, ou pire.

Ce n’est rien de plus qu’une loi économique. Le peuple grec a été écrasé. Son économie a été vendue aux enchères, et tout s’effondre dans le pays. Dans le même temps, la Grèce enregistre une flambée de la prostitution telle que ce genre de service a atteint un prix par heure de 4,24 dollars, ou un peu plus de 2 dollars la demi-heure.

Aux Etats-Unis, de nombreuses femmes ont elles-aussi intégré le marché du sexe, et offrent leur compagnie ou une romance arrangée en échange d’une éducation supérieure et d’une vie plus décente et confortable. Servir en restaurant et se retrouver endetté à vie ne fonctionne plus. Aux grands maux les grands remèdes."

En complément

Grèce : les déçus de Tsipras de nouveau en grève et dans la rue - AFP

Quelque 15 000 personnes ont défilé jeudi 3 décembre dans les rues d'Athènes lors d'une grève générale contre la réforme des retraites qu'il s'est engagée à mener auprès des créanciers du pays, UE et FMI. AFP 03.12

Extraits de lecture.

Le jour où l'ONU et la France notamment cautionnèrent la création de l'Etat sioniste.

Rappelons que le 29 novembre 1947 la France était sous le régime de la IVe République, et que le président de la République était Vincent Auriol (SFIO), celui du Conseil Robert Schuman (MRP [chrétien-démocrate], gouvernement auquel participait la SFIO).

- Le jour où l'Assemblée générale de l'ONU spolia les Palestiniens - Arrêt sur Info 01.12

Le 29 novembre 1947 à New York, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) adoptait la résolution 181 c'est-à-dire un plan de partage de la Palestine entre les Palestiniens et les colons juifs alors que les villes d'al-Quds et de Bethléem devaient passer sous statut international.

A une époque où presque toute l'Afrique et une grande partie de l'Asie étaient encore sous domination coloniale, 33 voix (dont les États-Unis, la France et l'URSS) se prononcèrent en faveur de ce plan, 13 voix s'y opposèrent (tous les États musulmans présents ainsi que la Grèce et Cuba), et 10 s'abstinrent (dont la Grande-Bretagne).

En pleine guerre froide, les États-Unis et l'URSS parvenaient à se mettre d'accord sur un plan visant à asservir la Palestine, et au-delà l'ensemble de la nation arabe (...)

Évidemment, le peuple palestinien n'avait pas été consulté sur l'adoption de ce plan de spoliation de sa terre pour la réalisation du projet sioniste de création d'un État juif en Palestine.

Aujourd'hui, certains n'ont pas d'autres mots à la bouche que « respect du droit international » lorsqu'ils évoquent la Palestine. Pourtant, le vote de la résolution 181 par l'Assemblée générale de l'ONU nous rappelle que ce soi-disant « droit » n'est qu'un instrument de domination inventé par l'Occident impérialiste pour asservir les peuples non-occidentaux.

En réalité, la libération des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud en général (...) ne pourra réellement se faire qu'en dehors de cette légalité coloniale. Arrêt sur Info 01.12

Les institutions de la Ve République. Un régime mafieux, corrompu qu'il faut abattre.

Quand le juge Marc Trevidic déclare : « Nous n'avons jamais pu lancer une enquête sur le macro financement de l'EI par l'Arabie saoudite, jamais ! »… cela en dit long sur la probité de nos responsables politiques, pour ceux qui en douteraient encore… Pensons-nous vraiment que ce double jeu, cette odieuse hypocrisie peut continuer à fonctionner impunément dans un monde connecté !?

Suite aux attentats de janvier dernier, l'image abjecte de voir des criminels de guerre défiler bras dessus, bras dessous dans les rues de Paris a définitivement fini de les confondre. A y regarder de près, les élus politiques agissent comme de vrais mafieux. Ils se frottent les mains des juteux contrats signés pour des milliards d'euros avec des dictatures, et se moquent de savoir si un jour ces armes se retourneront sur leur propre population. A la moindre alerte, ils pourront toujours draper leur forfaiture dans le drapeau tricolore et la minute de silence qui ne leur coûtera rien ! Ils s'agiteront en tous sens pour pallier les symptômes, brailleront la Marseillaise à tous vents, mais ne s'attaquent pas aux causes des problèmes. (Cette « guerre atypique » que l'Europe risque de perdre - Daniel Vanhove - legrandsoir.info 30.11

Comment le pourraient-ils puisqu'ils ont justement pour mission d'en gérer les conséquences.

Lu dans un article

- "*De plus en plus, tout porte à croire que le gaz est le vrai fond du problème de la guerre contre la Syrie.*"

Diable, une découverte, un scoop, tout ramène à l'économie ou en part, on croit rêver !

Tous vont s'y mettent maintenant que c'est sur la place publique...

Rivalité.

- Paca: les socialistes mettent en garde contre "Vichy 2015" en cas de victoire FN - AFP

Mais Vichy, c'est eux aussi, ils ne cessent d'en faire la démonstration !

Commentaire d'un internaute.

- "*Ce qui se joue en ce moment, est de l'ordre du coup d'état. Mais un coup d'état de type particulier. Il ne s'agit pas d'un pouvoir utilisant la force pour remplacer un autre pouvoir. Mais d'un pouvoir naissant de lui-même, d'un pouvoir se désaffublant "enfin" de sa défroque démocratique, pour se révéler dans toute son évidence totalitaire. C'est le refoulé vichyste.*

Nous vivons ce qui devait se vivre dans un pays dont l'histoire s'est construite sur le mensonge. Mensonge d'un état qui brode sur la fin des colonies, en imposant au monde sa politique colonialiste. Mensonge d'un état se cachant derrière l'anti-racisme, pour mieux conduire une politique raciste. Mensonge d'un état s'affirmant vainqueur grâce à sa résistance, alors que ce pays fut en grande majorité collabo. Mensonge enfin d'une gauche citant Jaurès, alors qu'elle est structurellement raciste et colonialiste.

Ce coup d'état qui ne dit pas son nom se fait avec l'appui d'une grande partie de la population contre une plèbe désorganisée. Il faudra redescendre dans les rues. Nous sommes des millions. Eux, une petite trentaine."

En complément

- Pour Manuel Valls, voter, «c'est la réponse de la démocratie à la barbarie» - Liberation.fr

Voter : C'est cautionner la barbarie.

- "C'est le terrorisme qui menace les libertés aujourd'hui, pas l'état d'urgence", plaide le ministre de l'Intérieur. AFP

Plutôt grotesque comme exercice ! L'Etat d'urgence ne constitue pas une menace sur les libertés, il fait mieux, il les suspend.

Une vidéo.

- Syrie - Daesh - Révélations incroyables sur France Inter !
https://www.youtube.com/watch?v=36YQKjBckcs

Le défaut majeur de cet entretien : il s'emploie à épargner l'exécutif qui n'aurait jamais agi en connaissance de cause. Il ne faut pas trop attendre de France Inter...

A droite toute, militarisation des esprits et schizophrénie.

- Attentats: le gouvernement soumet au Conseil d'Etat des propositions de la droite - AFP

- Le «tournant sécuritaire» de Hollande passe de plus en plus mal au PS - LeFigaro.fr

- Attentats: feu vert du Sénat au recrutement de 500 douaniers en 2016 - AFP

- Attentats à Paris: Le boom des candidatures dans l'armée après le 13 novembre - 20minutes.fr

- Attentats à Paris: Les sapeurs-pompiers vont initier les citoyens au secourisme de combat - 20minutes.fr

- "Marre du rose": nouvelle campagne contre les jouets stéréotypés - AFP

Et bien optez pour le kaki puisque cette couleur est à la mode et vous va si bien...

Raisons de plus de boycotter les institutions de la Ve République.

- Manuel Valls : "Il n'y a pas de place pour les ennemis de la République" - Francetv info

- Manuel Valls : "Le Front national est une supercherie pour nos concitoyens" - Francetv info

- Valls appelle à voter dimanche contre la "supercherie" du FN - AFP

- Régionales: Valls appelle à voter "pour la République" afin de "conforter la démocratie" - AFP

- L'état d'urgence permanent, c'est la négation de la démocratie.

- Le gouvernement veut prolonger l'état d'urgence jusqu'à six mois - sputnik.com

Une révision constitutionnelle prévoit de prolonger l'état d'urgence en France jusqu'à six mois.

L'exécutif veut inscrire dans la Constitution un dispositif permettant d'instaurer un état d'urgence "pendant une durée maximale de six mois", selon des sources gouvernementales qui s'appuient sur un avant-projet de loi transmis cette semaine au Conseil d'Etat.

L'exécutif souhaite que ce projet de révision de la loi fondamentale, évoqué dès le 16 novembre par le président François Hollande lors de son discours post-attentats au Congrès de Versailles, puisse être présenté en Conseil des ministres le 23 décembre, a-t-on précisé de mêmes sources. Cette réforme constitutionnelle vise notamment à instaurer un "régime civil de crise" afin d'agir "contre le terrorisme de guerre", avait expliqué M.Hollande. sputnik.com 03.12

ACTUALITE EN TITRES

Comment, vous voulez vraiment bombarder Riad et Doha ?

- Rachid Abou Houdeyfa, un imam qui divise - Francetv info

Faut-il combattre le salafisme ? Francetv info 03.12

En fonction de ce que cela coûterait par rapport à ce que cela rapporte, quel dilemme cornélien !

Nej!

- Les Danois disent "nej" à un rapprochement judiciaire avec l'UE, selon un sondage - AFP

Disons que c'est plus fatiguant que s'enrichir en dormant.

- Faire du sport pourrait encourager à boire de l'alcool - Slate.fr

Pratiquement une par jour, de quoi en remontrer à Daesh.

- Californie : au moins 14 morts dans une fusillade à San Bernardino - LeMonde.fr

- La tuerie en Californie est la 355e fusillade de masse de l'année aux Etats-Unis - 20minutes

Guerre idéologique.

- Islamophobie au service de l'idéologie occidentale - sputniknews.com

Les récents attentats en Egypte et en France ont provoqué la montée des tendances islamophobes en Europe. Selon un philosophe iranien, l'islamophobie est un projet occidental destiné à créer un monde unipolaire.

L'islamophobie est un projet destiné à créer un monde unipolaire dirigé par l'Occident, a déclaré à Sputnik Seyed Salman Safavi, philosophe et homme public iranien, directeur du Centre londonien d'étude de l'Iran.

"L'islamophobie est un projet dont la réalisation n'est appelée à créer un monde multipolaire (tenant compte des intérêts de toutes les peuples et religions), mais unipolaire dirigé par l'Occident", a indiqué Seyed Salman Safavi.

Choc des civilisations

Selon le philosophe, l'islamophobie occidentale ne date pas d'hier.

Elle est née "à l'époque des Croisades qui a donné lieu à trois guerres entre chrétiens et musulmans (…). Après la chute de l'Union soviétique (…) les dirigeants des pays occidentaux, et surtout des Etats-Unis, ont jugé nécessaire de créer un nouvel adversaire censé remplacer l'URSS, en vue de promouvoir la course aux armements. Il a été décidé de financer cet adversaire en investissant des sommes colossales dans ses activités (…). L'islam a été nommé le nouvel ennemi. Samuel Huntington (professeur américain de sciences politiques-ndlr.) a qualifié ce nouvel ordre mondial de "choc des civilisations" dans son livre consacré à la création des conflits entre l'Occident et le monde islamique", a noté Seyed Salman Safavi.

"L'Occident a lancé une campagne de propagande qualifiant l'islam de religion belliqueuse. Les propagandistes occidentaux

ont dénoncé le djihad comme un symbole de l'agression. Le Coran et les valeurs musulmanes ont aussi été souillés (…) Faut-il alors s'étonner face à la publication de caricatures de prophète Mohammed par plusieurs éditions au Danemark et en France?", se demande le philosophe.

Les jeux d'ordinateur, un élément de la propagande islamophobe

Seyed Salman Safavi a ajouté que même les jeux d'ordinateur conçus en Occident servent à diaboliser les musulmans.

"Mêmes les jeux d'aventure ou de stratégie pour ordinateur représentent les musulmans comme des terroristes en quête de ressources ou de pouvoir. Cela inculque aux jeunes des pays occidentaux l'idée que les musulmans sont dangereux pour la société", a noté l'interlocuteur de Sputnik.

Rétablir la vérité

"Les vrais musulmans doivent trouver des preuves attestant que les activités des extrémistes d'Al-Qaïda, de Daech et d'autres organisations terroristes sont contraires au Coran (…). Il importe de lancer une campagne internationale d'envergure sous des slogans correspondant aux véritables valeurs de l'islam: amour, sincérité, égalité, dialogue des cultures et des civilisations, etc. Le Coran dit: Dieu a créé les hommes du monde entier, et non seulement les musulmans. Si les musulmans conjuguent leurs efforts, on arrivera à combattre l'islamophobie", a conclu Seyed Salman Safavi. sputniknews.com 02.12

Il comporte autant ou davantage d'appels au crime... dans certaines circonstances, retirez ces circonstances et il ne reste que le crime d'innocents, comme on en trouve dans les textes de toutes les religions.

Toutes les religions ont la particularité de correspondre à une interprétation ou à une conception du monde qui remontent à des milliers d'année en arrière, quand l'arriération et la barbarie dominaient tous les rapports entre les autres et les classes, donc si le monde avait réellement évolué de manière harmonieuses elles ne devraient plus exister, et comme ce ne fut pas le cas pour exister elles se nourrissent de ces rapports qu'elles tentent à perpétuer ou à reproduire... pour le pire.

Elles constituaient une réponse à la barbarie de leur époque, on comprend pourquoi elles ont leur place à la nôtre puisqu'on retourne vers cette barbarie sauvage.

Dossier Turquie-Russie. Erdogan acculé.

Achat de pétrole de Daech par la Turquie : la Russie précise ses accusations - euronews.com 02.12

La Russie pointe du doigt Erdogan et sa famille dans la contrebande de pétrole de l'EI - AFP

La Russie est passée mercredi aux attaques personnelles dans la crise qui l'oppose à la Turquie, en accusant directement le président Recep Tayyip Erdogan et sa famille de profiter de la contrebande de pétrole à laquelle se livre l'organisation État islamique (EI) en Syrie.

Ces nouvelles accusations interviennent plus d'une semaine après la destruction par l'aviation turque d'un bombardier russe près de la frontière syrienne, un acte qui a provoqué une crise aiguë dans les relations entre les deux pays.

La diplomatie russe a toutefois esquissé un premier signe de détente en acceptant mercredi l'idée d'une rencontre avec les Turcs dans les prochains jours à Belgrade.

"Le principal consommateur de ce pétrole volé à ses propriétaires légitimes, la Syrie et l'Irak, s'avère être la Turquie", a accusé mercredi devant plusieurs centaines de journalistes le vice-ministre russe de la Défense, Anatoli Antonov.

"La classe dirigeante politique, dont le président Erdogan et sa famille, est impliquée dans ce commerce illégal", a poursuivi M. Antonov.

"Le cynisme du gouvernement turc est sans limite", a-t-il déclaré.

Pour appuyer ses dires, Anatoli Antonov a dévoilé des images satellites de files de camions-citernes, sans pour autant donner de détails sur la façon dont M. Erdogan serait lié à ce trafic.

Le responsable russe a mis en cause le gendre du président turc, Berat Albayrak, 37 ans, récemment nommé ministre de l'Energie après avoir longtemps dirigé le groupe énergétique Calik Holding, ainsi que l'un des fils de M. Erdogan, Bilal, qui possède

le groupe BMZ spécialisé dans les travaux publics et le transport maritime.

M. Erdogan n'a pas tardé à réagir, menaçant de mesures de représailles si Moscou continuait à "propager des calomnies".

Vladimir Poutine avait déjà accusé Ankara lundi de "protéger" les combattants de l'EI et de couvrir ce trafic qui représente l'une des principales sources de financement du groupe jihadiste.

Il avait estimé que la décision de l'aviation turque d'abattre le Su-24 russe avait été dictée par "la volonté de protéger ces chemins d'acheminement de pétrole vers le territoire turc".

Il avait assuré que l'or noir de l'EI était "acheminé massivement, de manière industrielle, vers la Turquie", générant des "millions et des milliards de dollars" de profit. Ces accusations ont été balayées par M. Erdogan, qui a mis au défi Moscou de prouver ses allégations. AFP 02.12

Cela a été fait le lendemain et de manière magistrale.

La Russie dévoile trois itinéraires de livraison du pétrole de l'EI en Turquie - sputniknews.com

La Turquie est le principal consommateur du pétrole volé en Syrie et en Irak, rapporte le ministère russe de la Défense.

"La Turquie est le principal consommateur du pétrole volé en Syrie et en Irak. Selon les informations recueillies, le président turc Erdogan et sa famille sont impliqués dans le système de trafic de pétrole volé par l'EI en Syrie", a déclaré le vice-ministre de la Défense Anatoly Antonov.

"Nous connaissons la valeur des paroles d'Erdogan. Il a été déjà pris une fois en flagrant délit de mensonge par les journalistes turcs qui avaient révélé la livraison par la Turquie d'armes aux terroristes, sous couvert d'aide humanitaire. Pour cette raison les journalistes ont été emprisonnés. Les dirigeants turcs, notamment Erdogan, ne démissionneront pas et ne reconnaîtront rien, même si leurs visages sont souillés par le pétrole volé ", a martelé Anatoli Antonov.

Néanmoins, la Russie a la preuve que la Turquie est le point d'arrivée du pétrole syrien provenant des gisements contrôlés par l'EI.

Après avoir franchi la frontière turco-syrienne, les camions-citernes transportent le pétrole de l'EI vers des ports où l'or noir est ensuite acheminé vers des pays tiers en vue de son raffinage.

La Russie a détecté trois itinéraires de livraison du pétrole de l'EI en Turquie depuis la Syrie. L'itinéraire ouest est connecté aux ports turcs de la Méditerranée, l'itinéraire nord mène à Batman, et l'itinéraire est à la base de transit dans la municipalité de Cizre.

A titre d'exemple, le ministère russe de la Défense a dévoilé les photographies des convois de camions-citernes transportant du pétrole jusqu'à la frontière entre la Syrie et la Turquie.

Premier itinéraire

L'itinéraire ouest est principalement utilisé de nuit afin de transporter les hydrocarbures produits dans les gisements situés près de la ville de Raqqa, fief de Daech dans le nord-ouest de la Syrie, à travers les villes frontalières d'Azaz (Syrie) et Reyhanli (Turquie) vers les ports turcs d'Iskenderun et Dörtyol.

Sur la photo prise le 13 novembre dernier, on peut voir l'accumulation des véhicules automobiles transportant des produits pétroliers sur la route reliant la Turquie et la Syrie, près de la ville d'Azaz.

Sur la photo prise le 16 novembre dernier, on peut voir une accumulation au moins de trois cent soixante camions et véhicules lourds dans la région de Reyhanli, à proximité de la frontière syrienne.

Le renseignement spatial a également révélé qu'après avoir traversé la frontière, les camions-citernes et les véhicules lourds chargés du pétrole se dirigeaient vers les ports d'Iskenderun et de Dörtyol, équipés de quais spécialisés pour les pétroliers.

Une partie du pétrole est chargée à bord des navires et envoyée pour traitement hors de Turquie, et le reste est vendu sur le marché intérieur.

Deuxième itinéraire

Le deuxième itinéraire démarre dans les champs pétrolifères sur la rive droite de l'Euphrate. La ville de Deir ez-Zor (en Syrie) est l'un des centres de production de pétrole contrôlés par Daech. Elle abrite de nombreuses raffineries.

Une accumulation de camions-citernes est constamment enregistrée dans cette région. Le ministère russe a présenté des images de colonnes de véhicules à courte distance les unes des autres.

Les images prises le 18 octobre dernier dans les environs de Deir ez-Zor par le renseignement par satellite ont permis de découvrir au moins 1.722 camions-citernes garés essentiellement sur des parkings non aménagés en dehors des routes.

Leur nombre s'est considérablement réduit depuis le début des frappes russes contre les sites d'infrastructure pétrolière tenus par Daech, selon les militaires russes.

Après avoir fait le plein de pétrole, les convois venant des régions orientales de la Syrie vont vers la frontière turque et y attendent leur tour.

Les images prises au mois d'août présentent des centaines de camions-citernes et de poids lourds allant vers la frontière turque et vice-versa.

Une grande partie du pétrole transféré des régions orientales de la Syrie arrive à la raffinerie turque de Batman, à 100 km de la frontière syrienne.

Troisième itinéraire

Le troisième itinéraire de transport du pétrole vers la Turquie prend sa source dans les champs de pétrole situés dans le nord-est de la Syrie et dans le nord-ouest de l'Irak. Il passe à travers les villes frontalières de Karatchok et de Cham Khanik sur le territoire syrien et à travers les villes irakiennes de Tavan et de Zakho.

Les camions-citernes traversent la frontière turco-syrienne sans discontinuer dans la région de la ville irakienne de Zakho, d'où le pétrole est envoyé aux raffineries, dont la plus proche est située à Batman, ou dans le plus grand centre logistique de cet itinéraire, situé près de Silopi.

A l'heure actuelle, au moins 8.500 camions-citernes sont engagés dans le trafic criminel de produits pétroliers. Ils transportent quotidiennement jusqu'à 200.000 barils de pétrole.

L'aviation russe continuera de frapper les sites d'infrastructure pétrolière de Daech, et Moscou appelle ses collègues de la coalition à en faire de même. sputniknews.com 02.12

- Révélations: la Russie prouve l'implication turque dans le trafic de pétrole de l'EI - sputniknews.com

La Fédération de Russie dans la lutte contre le terrorisme international. Nouvelles données".

"Plus de 350 journalistes russes et étrangers participeront au briefing au Centre national de gestion de la défense de la Fédération de Russie", indique le service de presse du ministère.

Le président turc Erdogan et sa famille sont impliqués dans le système de trafic de pétrole volé par l'EI en Syrie

« Le principal consommateur de ce pétrole volé aux autorités légales de Syrie et d'Irak est la Turquie. Selon les données en notre possession, ce business criminel implique la haute direction politique du pays, le président Erdogan et sa famille », selon le vice-ministre russe de la Défense Anatoli Antonov

« Les revenus de la vente de pétrole sont une des principales sources d'activité des terroristes en Syrie. Ils leur rapportent environ 2 milliards de dollars chaque année, argent qui est ensuite dépensé dans le recrutement de combattants du monde entier, leur équipement en armes, technique, et armements », a déclaré M. Antonov.

Les frappes russes ont permis de diviser par deux les revenus journaliers des terroristes provenant du pétrole, les faisant passer de 3 à 1,5 million USD par jour.

« Les forces aérospatiales de Russie portent des frappes contre les lieux de stockage, de raffinage et de transport de ces produits pétroliers. En deux mois, suite aux frappes de l'aviation russe, on a détruit 32 complexes de raffinage de pétrole, 11 usines de traitement pétrolier, 23 stations de pompage du pétrole. On détruit 1.080 camions-citernes, transportant les produits pétroliers.

Cela a permis de réduire de près de moitié le trafic de pétrole extrait en Syrie ».

La Russie s'étonne de remarquer que la coalition menée par les USA ne détruit pas les camions-citernes de l'EI.

« On n'observe pas la destruction des camions-citernes par la coalition US. Jusqu'à présent, nous voyons uniquement une multiplication par trois du nombre d'appareils volants sans pilotes. Compte tenu du fait que l'on n'observe pas de frappes de la coalition menée par les USA, nous transmettons les lieux de concentration des « siphonneurs » de Daech, liés à des villes précises »

« Les flux financiers liés à la revente de produits pétroliers ne servent pas uniquement à enrichir la haute direction politico-militaire de la Turquie. Ils reviennent en grande partie en Syrie sous forme d'armes, de munitions et de combattants de différents types. Rien qu'au cours de la semaine écoulée, 2.000 combattants ont rejoint les rangs de Daech et du Front al-Nosra depuis la Turquie, plus de 120 tonnes de munitions et 250 véhicules de différents types ont été livrés ».

La Russie présentera la semaine prochaine des informations sur les itinéraires de livraison en Syrie depuis la Turquie d'armes, munitions et composants d'explosifs.

La Russie appelle Ankara a autoriser l'accès aux lieux où, selon Moscou, sont hébergés les centres du trafic de pétrole de l'EI.

La Russie appelle les représentants des médias et de la communauté internationale à ne pas ignorer ce problème. sputniknews.com 02.12

- Pétrole de Daech: les médias turcs passent sous silence les révélations de Moscou - sputniknews.com

Cette position des médias pro-Erdogan a suscité de nombreuses critiques de la part des habitants du pays sur Internet.

Les médias progouvernementaux turcs ont passé sous silence les révélations faites le 2 décembre par le ministère russe de la Défense et portant sur l'implication de la Turquie, et notamment du président Recep Tayyip Erdogan et de sa famille dans la contrebande de pétrole de Daech.

Ils ont préféré publier la réaction des Etats-Unis aux déclarations de Moscou, alors que les médias de gauche ont accordé beaucoup d'attention aux preuves russes attestant que la Turquie collabore avec les terroristes du groupe Etat islamique (EI).

Critiques contre le "vaisseau amiral des médias turcs"

Le quotidien Hürriyet, qu'on appelle souvent le "vaisseau amiral des médias turcs" s'est abstenu de publier les données du vice-ministre russe de la Défense Anatoli Antonov concernant les itinéraires de transport de pétrole de contrebande syrien vers la Turquie.

Indignés par ce silence, les lecteurs du journal ont créé un sujet baptisé "Censure dans le quotidien Hürriyet le 2 décembre 2015" dans le réseau social populaire Eksi Sözlük quelques heures après la fin du point presse du ministère russe de la Défense.

"Ils (les journalistes de Hürriyet) ne comprennent pas que leur quotidien finira par devenir une feuille d'information du gouvernement sous les pressions d'Erdogan et de son parti AKP. On cessera de leur faire confiance et personne ne lira plus cette édition", lit-on notamment dans un commentaire.

"Il n'y a plus aucune raison de suivre les publications des médias turcs. Si vous souhaitez obtenir des informations dignes de foi, il ne vous reste qu'à consulter des journaux étrangers et un petit nombre d'éditions locales", ajoute un autre lecteur.

Le quotidien Hürriyet est resté fidèle à sa stratégie en publiant jeudi à sa "Une" une nouvelle sur les entretiens américano-turcs sur la frontière syrienne. Quant aux révélations du ministère russe de la Défense, le journal n'a fait que mentionner la réaction de Washington aux preuves fournies par Moscou.

La réaction US est-elle la seule digne d'attention?

Un autre journal influent turc, Milliyet, a aussi passé sous silence les vidéos et photos rendues publiques à Moscou, se limitant aussi à couvrir la réaction des Etats-Unis aux révélations du ministère russe de la Défense.

Dans le même temps, les deux journaux ont publié un article présentant les Turkmènes syriens comme des "victimes de bombardements russes".

Le journal Vatan a consacré sa Une aux entretiens entre la Turquie et le Qatar sur les livraisons de gaz naturel, présenté comme une alternative au gaz russe, et affirmé que la Russie livrerait des armes aux Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique. Toutefois il a aussi mis l'accent sur la réaction des Etats-Unis qualifiant les preuves fournies par Moscou de mal étayées. Star a également publié des articles intitulés "La Russie fournit des armes au PKK" (Parti des travailleurs du Kurdistan-ndlr.) et "La Russie bombarde les Turkmènes syriens". Journal turc Star

Les chaînes de télévision et radios influentes du pays ont suivi l'exemple des journaux progouvernementaux.

Médias de gauche: "les déclarations de Moscou censurées"

Toutefois, le site réputé de tendance gauche SoL a accordé une grande attention aux déclarations faites le 2 décembre par le vice-ministre russe de la Défense.

SoL a notamment souligné que l'Occident dispose des preuves sur le trafic de pétrole de l'EI en Turquie et a publié des articles de la presse occidentale portant sur les liens entre Ankara et les djihadistes de Daech.

SoL a attiré l'attention de ses lecteurs à la décision des médias pro-Erdogan de cacher les déclarations de Moscou.

Le journal de gauche BirGün a publié un article intitulé "Fraternité pétrolière de Daech et du parti AKP". "Erdogan, qui a décidé d'abattre l'avion russe en comptant sur l'Otan, s'est retrouvé au pied du mur", indique l'édition.

Les journaux Sendika, Bianet et Diken ont aussi partagé en ligne les données du ministère russe de la Défense.

Pour le premier ministre turc Ahmed Davutoglu, les accusations de Moscou sur les liens d'Ankara avec Daech rappellent "la machine de propagande soviétique de l'époque de la guerre froide". Le chef du gouvernement turc a de nouveau qualifié de mensongères les déclarations selon lesquelles la Turquie participe au trafic de pétrole de l'EI. D'après lui, l'opération aérienne lancée par la Russie contre l'EI en Syrie empêche d'anéantir les terroristes à la frontière turque. sputniknews.com 03.12

- Trafic de pétrole avec l'EI: le Pentagone dément l'implication de la Turquie - sputniknews.com

Le ministère russe de la Défense a présenté des images satellite de convois de camions-citernes de l'Etat islamique transportant du pétrole jusqu'à la frontière entre la Syrie et la Turquie et ensuite vers des ports d'où l'or noir est acheminé vers des pays tiers en vue de son raffinage.

Le ministère américain de la Défense n'a aucune preuve de l'implication de la Turquie dans le trafic de pétrole avec les djihadistes de l'Etat islamique (EI) en Syrie et rejette de telles accusations à l'endroit d'Ankara, a déclaré mercredi la porte-parole du Pentagone, Elissa Smith.

"Nous rejetons l'hypothèse selon laquelle le gouvernement turc serait impliqué dans le trafic de pétrole avec l'EI. Nous n'avons vu aucune preuve à l'appui de telles accusations", a indiqué Mme Smith devant les journalistes.

Et d'ajouter qu'au contraire, la Turquie déployait en commun avec ses partenaires internationaux des efforts pour renforcer le contrôle à sa frontière avec la Syrie.

"Notre objectif consiste à réprimer le trafic de pétrole de l'EI", a affirmé la porte-parole.

Lors d'un point de presse, organisé mercredi à l'intention des journalistes russes et étrangers, le ministère russe de la Défense a indiqué, des images satellite à l'appui, que la Turquie était le principal consommateur du pétrole volé en Syrie et en Irak. Selon les informations recueillies, le président turc Erdogan et sa famille sont impliqués dans le système de trafic de pétrole volé par l'EI en Syrie. La Russie a produit des preuves que la Turquie était le point d'arrivée du pétrole syrien provenant des gisements contrôlés par l'EI. sputniknews.com 02.12

Chevènement: les flux pétroliers de l'EI s'écoulent à travers la frontière turque - sputniknews.com

La Turquie porte une certaine responsabilité dans le développement du groupe djihadiste Etat islamique, estime un ancien ministre français, se ralliant ainsi aux conclusions du ministère russe de la Défense sur l'implication d'Ankara dans le trafic pétrolier de l'EI.

Il est incontestable que les flux pétroliers dont dispose l'Etat islamique (EI, Daech) ne peuvent s'écouler qu'à travers la frontière turque, a constaté l'ancien ministre français de la Défense et de l'Intérieur, président de la Fondation Res Publica, Jean-

Pierre Chevènement.

"La Turquie a une longue frontière avec la Syrie, et on sait qu'elle n'a pas fait tout ce qu'il fallait pour endiguer Daech (…) C'est méconnaître la nature du conflit syrien que de penser qu'un certain nombre de pays, dont la Turquie, n'y sont pour rien", a déclaré M.Chevènement dans une interview à RFI.

Et d'ajouter que la Turquie n'était pas délivrée des obligations qu'elle avait vis-à-vis de la communauté internationale.

"On ne peut pas laisser une organisation comme l'Etat islamique disposer d'un territoire à partir duquel elle fomente des attentats dans le monde entier", a souligné l'ex-ministre, rappelant qu'il n'y avait plus aujourd'hui un seul pays qui ne fût pas menacé. sputniknews.com 03.12

On ne dira bravo monsieur Chevènement parce qu'il louait le rapprochement entre Hollande et Poutine.

- Général français: il faut mettre la Turquie devant ses responsabilités - sputniknews.com

La position adoptée par la Turquie vis-à-vis de Daech est très ambiguë et il est grand temps que les Européens la mettent devant ses responsabilités, a déclaré le général Dominique Trinquand, expert militaire et consultant en matière de relations internationales, dans un entretien accordé à l'agence Sputnik.

Loin de tirer des conclusions définitives, M. Trinquand a donné son avis sur les révélations du ministère russe de la Défense qui avancé des preuves de l'implication de la Turquie dans le trafic de pétrole provenant des zones contrôlées par Daech.

"A l'en croire, la frontière entre la Syrie et la Turquie sert à la fois à faire écouler la production de pétrole qui provient de Syrie et à l'approvisionner en combattants, voire en armements. Ainsi, cette frontière est complétement poreuse et la position de la Turquie face à Daech est assez ambiguë", a-t-il relevé.

Et d'ajouter: "Il est temps pour les Européens de mettre la Turquie devant ses responsabilités. (…) Je pense que l'Europe étant en mesure d'obtenir des compensations de la Turquie, la fermeture de la frontière entre la Turquie et la Syrie et son contrôle avec des éléments de la coalition permettrait de s'assurer qu'il n'y a pas le trafic que montre la Russie entre la Turquie et la Syrie".

Soulignant que "tout ceci mériterait une grosse pression vis-à-vis de la Turquie depuis le début", le général a mis l'accent sur la position très ambiguë adoptée par le gouvernement turc à l'égard de Daech.

"La Turquie se sert de sa lutte contre Daech pour lutter en fait contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, ndlr) qui constitue certes un de ses problèmes intérieurs. Mais la façon dont la Turquie a favorisé Daech en laissant transiter des combattants par la frontière et en utilisant le trafic de pétrole pour enrichir Daech est absolument scandaleuse".

Et de rappeler: "Le meilleur moyen (de gérer ce conflit, ndlr) c'est d'adresser très fermement à la Turquie des choix à faire. Ces choix sont: rejoignez complètement la coalition, fermez votre frontière et laissez-nous avec vous contrôler cette frontière". sputniknews.com 03.12

On ne louera pas non plus ce militaire, car ce qu'il préconise est un piège pour la Russie et la Syrie...

Représaille et esclade de part et d'autre.

- La Russie déploie de nouveaux bombardiers en Syrie - sahartv.ir

L'aviation russe envisage de déployer davantage de bombardiers et d'hélicoptères dans la province de Homs

Dans le sillage d'un accord intervenu mardi le premier décembre entre les représentants du gouvernement syrien et ceux des groupes armés actifs dans la localité de Al Waar à Homs, la Russie n'écarte plus son intention d'installer des hélicoptères et des bombardiers à l'aéroport de Chairat. Et ce pour lancer des raids aériens contre les positions de Daech à Tadmer.

Selon le journal El Watan, qui cite une source sécuritaire, des affrontements sporadiques ont éclaté entre les milices armés à Al Waar ce qui les a poussés à entrer en dialogue avec l'armée syrienne . selon l'accord signé de part et d'autre, des aides seront acheminées dès la semaine prochaine vers cette localité. l'aéroport militaire Al Chairat se trouve sur la route reliant Homs à Tadmer . Il s'agit des préparatifs destinés à favoriser la libération de Tadmer.

Il y a quelques semaines les forces syriennes et celles du hezbollah, secondés par les chasseurs russes ont détruit le centcom lié à

Al Nosra situé à Houla dans le nord-ouest de Homs. sahartv.ir 03.12

- Ankara empêche la livraison des hélicoptères russes à l'Irak - sahartv.ir

«La Turquie empêche la livraison de 8 hélicoptères russes à l'Irak», a déclaré Ammar Tomeh, membre de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien.

Lors d'une interview avec l'agence de presse Sputnik, ce député irakien a déclaré que ces huit hélicoptères doivent être livrés, par la Russie, à l'armée irakienne, dans le cadre des accords militaires signés par les autorités russes et irakiennes, mais que la livraison a été entravée, parce que la Turquie n'autorise pas les hélicoptères russes à survoler son territoire, pour se rendre, en Irak.

Le gouvernement d'Ankara annonce qu'il s'oppose au survol de son territoire, par ces hélicoptères, parce que le contrat entre Bagdad et Moscou avait été signé, sous l'ancien gouvernement de Bagdad. Une délégation irakienne, qui avait voyagé, à Moscou, il y a un mois, a remis un rapport au gouvernement russe, à propos de ce problème. sahartv.ir 03.12

Suspension des négociations russo-turques sur le gazoduc Turkish Stream - sputniknews.com

Les négociations russo-turques sur le gazoduc Turkish Stream, censé relier les deux pays par le fond de la mer Noire, sont suspendues, a annoncé le ministre russe de l'Energie Alexandre Novak. sputniknews.com 03.12

- Kerry: les USA vont élargir leurs sanctions contre Moscou - Sputnik.com

Les Etats-Unis continueront à élargir les sanctions contre la Russie jusqu'à ce que les accords de Minsk soient complètement mis en œuvre, a annoncé le secrétaire d'Etat américain John Kerry lors d'une rencontre avec le ministre ukrainien des Affaires étrangères Pavel Klimkine à Belgrade.

"Le secrétaire d'Etat a fait comprendre que les Etats-Unis et leurs partenaires continueraient à soutenir l'élargissement des sanctions internationales contre la Russie jusqu'à ce que les accords de Minsk soient mis en œuvre intégralement", a déclaré le porte-parole de la diplomatie américaine John Kirby.

Selon lui, "le secrétaire d'Etat a réaffirmé le soutien de Washington à l'Ukraine et à la souveraineté ukrainienne". Il a en outre salué "les progrès réalisés par Kiev en matière de réformes" et a exhorté l'Ukraine à "poursuivre les efforts anticorruption". Sputnik.com 03.12

- La Russie réagira à l'extension de l'OTAN (Kremlin) - sahartv.ir

« La Russie optera pour des mesures de représailles en cas de l'extension de l'OTAN et de l'adhésion de Monténégro à cette Organisation », a averti le Porte-parole du Kremlin.

« La Russie répondra à l'extension de l'OTAN à l'Est, si le Monténégro rejoint cette Alliance militaire », a précisé Dmitri Peskov, le Porte-parole du Kremlin, cité par l'agence de presse russe Sputnik.

« Moscou a, toujours, annoncé à différents niveaux que la poursuite de l'extension de l'OTAN, ses infrastructures à l'Est recevront une réponse appropriée de la part de la Russie, dans le cadre des intérêts sécuritaires et du soutien aux intérêts nationaux », a ajouté Peskov. Récemment, l'Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord (OTAN) a invité le Monténégro à rejoindre, en tant que 29ème membre, cette Organisation.

A la une question de savoir si la Russie prendra, en représailles à l'extension de l'OTAN, des mesures Peskov a déclaré : « oui certainement ».

L'invitation faite par l'OTAN à Monténégro intervient alors qu'en raison de la crise ukrainienne le niveau des relations entre Moscou et l'Occident est à son plus bas depuis la fin de la guerre froide. sahartv.ir 03.12

- La Turquie viole une nouvelle fois l'espace aérien grec - sputniknews.com

Des chasseurs turcs F-16 ont violé mardi dernier, pour la énième fois, l'espace aérien grec au-dessus de la mer Egée, rapporte le ministère grec de la Défense.

Selon le ministère, tous les avions turcs ont été interceptés et identifiés, conformément aux règles internationales et la pratique établie.

"Un groupe de six chasseurs turcs F-16 s'est infiltré à 15h01 heure locale (13h01 GMT) dans la région d'information de vol d'Athènes entre les îles de Lesbos et de Chios, après quoi le groupe s'est séparé en quatre et deux avions, respectivement", a précisé l'état-major général grec.

Il est à noter que les chasseurs ont encore survolé les îles grecques de Fourni, Makronisos, Anthropophaguie, Agathonissi.

Bien que l'aviation militaire turque ait considérablement réduit le nombre de ses intrusions dans l'espace aérien grec, des avions turcs volent régulièrement au-dessus des îles disputés de la mer Egée, ce qui force la Grèce à envoyer ses chasseurs afin de les intercepter.

En outre, le ministre grec de la Défense Panos Kammenos soulève la question des violations turques lors de chaque réunion des ministres de la Défense de l'Otan. M.Kammenos a également déclaré que les données sur les intrusions turques étaient transmises à tous les pays membres de l'Otan et à la Russie.

Le premier ministre grec Alexis Tsipras, indigné par les intrusions dans l'espace aérien grec des avions turcs, a envoyé dimanche dernier plusieurs tweets à l'adresse de son homologue turc.

"Heureusement que nous n'avons pas la gâchette aussi facile que vous avec les Russes, lui envoie-t-il en substance, car vous violez notre espace aérien régulièrement", a écrit le premier ministre grec sur Twitter, rapporte The Telegraph.

Alexis Tsipras a fait référence au chasseur russe abattu le 24 novembre par la Turquie, alors qu'il avait pénétré dans son espace aérien pendant une opération visant des cibles en Syrie. sputniknews.com 02.12

Dossier Syrie

- Syrie : les derniers groupes armés quitteront Homs, avant deux mois - sahartv.ir

En Syrie, un accord prévoyant l'évacuation des derniers groupes armés, présents dans la ville de Homs, a été conclu, a annoncé le gouverneur de la province, dans un communiqué.

Des représentants des autorités syriennes et des Nations unies se sont rencontrés, à Homs, enjeu stratégique, situé sur l'axe routier Nord-Sud, pour mettre la dernière main à un projet de cessez-le-feu, à Ouaer, dernier quartier de la ville aux mains des groupes armés, a-t-on appris de sources proches des discussions.

Les signataires de l'accord se sont, par ailleurs, entendus, pour réfléchir au «statut des membres des groupes armés, qui souhaitent déposer les armes et reprendre une vie normale», précise le gouverneur, Talal al Barazi. Selon la télévision syrienne, les membres des groupes armés commenceront à quitter Ouaer, la semaine prochaine.

L'armée syrienne et les forces populaires, qui la soutiennent, ont lancé une vaste offensive terrestre, au Nord de Homs, après le début de l'intervention de l'aviation russe, le 30 septembre. sahartv.ir 03.12

Le Parlement britannique vote les frappes aériennes contre l'EI en Syrie - LeMonde.fr

Le Parlement britannique a donné son feu vert, mercredi 2 décembre au soir, au lancement de frappes aériennes contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie. Le vote a été acquis par 397 voix pour, 223 voix contre, avec une majorité de 174, montrant que de nombreux députés travaillistes ont apporté leur soutien au premier ministre conservateur, David Cameron.

Le président américain, Barack Obama a salué ce vote : « Depuis le début de la campagne anti-EI, le Royaume-Uni a été l'un de nos partenaires les plus précieux. »

Le parlement allemand devrait à son tour voter, vendredi, en faveur d'une participation à la campagne militaire contre l'Etat islamique, même si Berlin devrait simplement fournir un appui aux frappes aériennes sans y prendre part directement. LeMonde.fr 02.12

- Les britanniques sont majoritairement contre l'intervention militaire de leur pays en Syrie - sahartv.ir

Simultanément aux efforts déployés par le Premier ministre britannique pour obtenir le soutien à la participation de ce pays aux attaques aériennes contre Daech, en Syrie, les protestations populaires se sont intensifiées. « Actuellement, moins de la moitié des Britanniques sont pour l'attaque contre les positions de Daech en Syrie, et ce alors que 2 semaines plus tôt 59% des Britanniques étaient pour une intervention militaire dans ce pays ", a écrit le quotidien Daily Mail.

« En cas de l'adoption par le Parlement britannique de cette proposition on s'attendrait à ce que les bombardiers britanniques entament, dans les prochains jours, leurs raids aériens contre les positions de Daech, en Syrie », a jouté Daily Mail.

Après 10 heures de débat, on s'attend à ce qu'à 22 heure locale de ce mercredi, les députés britanniques se prononcent sur l'intervention militaire, en Syrie.

« Le nombre de personnes qui sont d'avis que ce bombardement n'est pas efficace a augmenté de 37 à 42% », a ajouté Daily Mail.

Selon ce sondage, le nombre de partisans du Parti travailliste, opposé à une action militaire en Syrie a augmenté ces deux dernières semaines de 16 à 42%.

« Après l'Irak, l'Afghanistan et la Libye, les représentants britanniques doivent encore décider pour le bombardement d'un autre pays, mais avant, ils doivent prendre en considération les répercussions terribles de ces guerres car le règlement de la crise syrienne ne passe que par la voie politique », a écrit, dans un article publié par Guardian, Jeremy Corbin, le leader du parti travailliste en s'opposant au bombardement de la Syrie. sahartv.ir 03.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Espagne : la Cour constitutionnelle annule la résolution indépendantiste du parlement catalan - euronews.com

La résolution des indépendantistes du parlement catalan n'est pas légale, elle est donc annulée. C'est la Cour constitutionnelle espagnole qui a pris cette décision à l'unanimité.

Le 9 novembre dernier, une majorité des élus catalans avait voté un texte qui déclarait "solennellement le début du processus de création de l'Etat catalan indépendant."

Le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy avait alors immédiatement contesté la légalité de cette résolution devant la Cour constitutionnelle : "C'est une grande satisfaction pour la plupart des Espagnols qui croient en l'Espagne, dans la souveraineté nationale et dans l'égalité entre les citoyens", s'est-il réjoui.

A l'instar du numéro deux du parti Convergence démocratique de Catalogne (CDC), les indépendantistes catalans dénoncent quant à eux une Cour constitutionnelle à la solde de Madrid. Ils avait d'ailleurs prévenu qu'ils ne reconnaîtraient pas les décisions des institutions espagnoles.

Malgré l'annulation, les indépendantistes ne comptent donc pas stopper leur projet de faire de la Catalogne un Etat. Projet qui serait soutenu par 48,6% des Catalans alors que 48,2% y seraient opposés, selon un sondage du Centre des études d'opinion publié ce mercredi. - euronews.com 02.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Manifestation de soutien aux salariés d'Air France jugés après l'épisode de la chemise arrachée - Francetv info

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant le palais de justice de Bobigny (Seine-Saint-Denis), mercredi 2 décembre, pour accompagner les salariés d' Air France poursuivis après l'épisode de la chemise arrachée du DRH de la compagnie aérienne.

Les cinq salariés sont poursuivis pour "violences" sur deux cadres et des vigiles, en marge d'un comité central d'entreprise

(CCE) consacré, le 5 octobre, à un vaste plan de restructuration. Dix autres salariés se voient reprocher des "dégradations". Comme prévu, le tribunal a renvoyé le procès au printemps, le 27 mai.

Treize syndicats d'Air France avaient appelé à un rassemblement (à l'exception de la CGC et de la CFDT - ndlr), tout comme la CGT nationale et Solidaires. "Il y a aussi des personnalités, Philippe Martinez, Marie-George Buffet, Pierre Laurent, des personnalités de gauche. C'est une manifestation de soutien", rapporte le journaliste de France 3 en direct du tribunal de Bobigny. Des appels à la grève avaient également été lancés par des syndicats de pilotes (Spaf et Alter) et des personnels au sol (CGT, FO et SUD). Leur impact a été "très limité", selon Air France.

Parallèlement au volet judiciaire, des procédures disciplinaires sont en cours à Air France, notamment à l'encontre des prévenus. Sur les cinq licenciements engagés, deux ont été confirmés après le rejet de recours gracieux, selon la CGT. La demande d'"amnistie" est en train d'être étudiée pour deux autres. L'inspection du travail examine le dossier de la cinquième personne, délégué du personnel (CGT) à Air France Industries.

Deux pilotes sont également sous le coup d'une procédure disciplinaire pour avoir facilité l'entrée de manifestants dans la salle du CCE. Onze autres employés, suspectés d'avoir secoué une grille d'accès au siège d'Air France, ont été mis à pied pendant quinze jours. Francetv info 02.12

Haut de page

Le 6 décembre 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques.

J'ai appris que le NPA et LO avaient participé ensemble à un meeting le 24 novembre contre l'état d'urgence à Paris.

J'ai également appris que des associations, syndicats et LO avaient appelé à une "manifestation contre le chômage et la précarité" le 5 décembre à Paris. J'ignore si cette manifestation est ou non autorisée par la préfecture de police.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique a de son côté rappelé qu'il s'était prononcé pour la levée de l'état d'urgence en condamnant dans un communiqué du 2 décembre "la non-autorisation de la manifestation laïque prévue le 5 décembre 2015 à l'initiative de la Libre Pensée" remplacée par un meeting.

Même si ces différentes manifestations ou meetings ne rassemblaient que pour ainsi dire les militants des partis qui y appelaient, il semblait aviser d'y participer ne serait-ce que pour témoigner que ceux qui s'opposent à l'état d'urgence sont beaucoup plus nombreux que ce que les médias racontent.

Autre chose.

Quand on réfléchit à une question on l'aborde sous un certain angle, mais est-ce le bon, en existe-t-il d'autres, quel est celui qui mérite d'être retenu, pourquoi celui-là et pas un autre ?

En rapport avec cette question vient immédiatement à l'esprit celle de savoir à qui on s'adresse ou on compte s'adresser, et quelle est l'importance en fonction du public retenu de l'angle sous lequel on va traiter un sujet ? Il faut ajouter que les conditions sociales et politiques déterminent en partie la réponse à notre question qui de ce fait peut évoluer ou même être contradictoire avec celle que l'on avait retenue à un autre moment ou au cours d'une période antérieure.

Tout cela pour dire que la réponse à notre question est loin d'être simple tant ils existent de réponses possibles ou différentes, de sorte qu'à l'arrivée toutes apparaitront contestables et aucune ne l'emportera sur les autres de manière à être partagée par le plus grand nombre, ce qui contribuera à la dislocation de nos forces au lieu de les rassembler pour mener notre combat ensemble.

Et lorsqu'on aborde des sujets d'ordre politique qui touchent à la stratégie à adopter ces contradictions apparentes ou réelles ou encore naturelles sont poussées à l'extrême, de sorte que chacun semblera détenir la vérité et y sera attachée ou s'identifiera avec elle, au point de ne pas pouvoir envisager qu'elle pourrait être juste ou erronée sans pour autant correspondre aux tâches politiques qui découlent de la situation qui nécessitent une réponse (ligne politique et mots d'ordre) d'ordre collectif quel que soit le public auquel on s'adresse même si on ne vise qu'une ou plusieurs couches d'exploités en particulier.

On est amené à lire tellement de choses sur le même sujet ou à être en contact avec tant d'interprétations différentes, que finalement on ne sait plus très bien quelle analyse nous semble correcte, quelle interprétation retenir, bref on ne sait plus où on en est, ce qui ne nous empêche pas de prétendre qu'on aurait raison.

Quels sont les facteurs qui détermineront l'interprétation qu'on retiendra et quels sont ceux qu'on écartera en étant capable dans les deux cas d'expliquer pourquoi, sinon notre décision demeurera incompréhensible et nous ne pourrons pas partager les conclusions auxquelles nous sommes parvenus.

Prenons un exemple qui porte particulièrement à contreverse, la défense de la démocratie. Vaste question.

De cette question en surgisse une multitude qu'on ne peut pas écarter arbirairement d'un geste du bras ou traiter avec mépris, c'est pourtant ce que l'on fait généralement. Pour bien faire chaque réflexion sur une question devrait être une oeuvre collective, encore faudrait-il que les ambitions personnelles malsaines des uns et des autres s'effacent.

La démocratie, éthimologiquement c'est le pouvoir exercé par le peuple pour le peuple, c'est le peuple qui exerce la souveraineté. En réalité cela ne fut jamais le cas, puisque le peuple ou la majorité du peuple n'a jamais accéder à un niveau de conscience suffisant pour exercer sa souveraineté sur la société et déterminer son orientation. Il a délégué ce pouvoir à des représentants qu'il a nommés ou élus à cet effet, qui en réalité au lieu d'incarner les intérêts du peuple représenteront ceux d'une minorité de la population spoliant ainsi le peuple de la démocratie.

La démocratie s'identifiera ainsi avec les intérêts de la classe dominante ou celle qui détient le pouvoir économique et sera dévoyée en permanence.

La démocratie la plus avancée sous le règne du pouvoir exercé par une minorité, se limitera à la liberté accordée aux citoyens de se regrouper en fonction de leur condition sociale ou de la classe à laquelle ils appartiennent, et de choisir parmi ses membres ceux qui les représenteront, mais comme les différentes classes ne bénéficient des mêmes moyens matériels ou financier pour exercer de droit, et que les membres des différentes classes n'ont pas atteint le même niveau de connaissances et de conscience, ce sera celle qui détient le pouvoir économique ou les moyens de production et qui a conscience de ses propres intérêts de classe, qui exercera le pouvoir politique ou confisquera la démocratie à son profit. Tout régime démocratique fonctionne selon ces critères jusqu'à présent.

Ce régime repose donc sur une conception étriquée, déformée, défigurée de la démocratie, et s'il n'a jamais permis à la classe majoritaire dans la société ou dominée de conquérir la véritable démocratie ou le pouvoir politique, c'est parce qu'il reposait sur le système d'exploitation de l'homme par l'homme ou un mode de production conçu de telle sorte, que la minorité qui détient les moyens de production devait s'accaparer l'essentiel des richesses produites au détriment du reste de la société.

Les Constitutions ou les lois en vigueur entérineront ces rapports d'exploitation tout en se réclamant éventuellement de la démocratie. La démocratie sera ainsi exercée par des représentants des privilégiés, et mise à leur service grâce au soutien de la majorité du peuple et au détriment de ses intérêts. Ainsi cette démocratie sera une imposture.

A aucun moment cette démocratie, qui a pour fonction d'assurer la pérénité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ne permettra aux représentants du peuple laborieux combattant pour l'abolition de ce système économique, d'accéder au pouvoir politique et de mettre en oeuve une véritable démocratie, tout au plus elle leur accordera le droit de mener leur combat politique qu'elle restreindra encore lorsque les intérêts de classe qu'elle incarne se trouveront menacés ou quand elle n'aura plus aucune autre alternative pour imposer sa volonté aux masses exploitées, allant même si nécessaire jusqu'à suspendre ce droit ou suspendre tout court la démocratie ou l'Etat de droit.

Ainsi la démocratie tolère que la classe des exploités possède des droits, à condition que ces droits n'empiètent pas sur ceux de la classe des exploiteurs ou ne mettent pas en danger sa domination de classe. La démocratie reconnaît donc la lutte des classes ou l'intègre à condition que toutes les classes s'y soumettent ou se soumettent à l'ordre établi. Les représentants de la classe dominée seront d'autant plus tolérés qu'en y adhérant ils seront davantage portés au fil du temps à cesser d'en contester la forme et le contenu plutôt que la combattre pour une réelle démocratie.

Participer à cette démocratie implique qu'on en accepte les règles, ce qui n'est pas contestable en soi ou compromettant dès lors qu'elle accorde des droits à la classe exploitée pour mener son combat politique et que ses représentants s'en servent à bon escient, cela le devient en revanche lorsque les représentants de la classe dominée abandonnent le combat politique pour une véritable démocratie qui implique le renversement du régime capitaliste. Dans ce cas-là les exploités ne participent plus à la démocratie, ils en sont totalement exclus et c'est un autre régime politique qui se met en place. Il ne leur reste plus que le droit de s'exprimer et de s'organiser pour défendre les acquis sociaux qui leur avaient été concédés ou qu'ils avaient conquis antérieurement par leur lutte de classe.

Nous en sommes arrivé au point où pour aborder la suite il faut aborder la situation sociale et politique dans laquelle nous nous trouvons.

La démocratie s'exprime en premier lieu au sein des institutions et de la Constitution qui en ont défini les principes et le fonctionnement pour le compte de la classe qui détient le pouvoir économique, celle des capitalistes. On a vu précédemment que dès lors que les représentants des exploités avaient abandonné le combat pour renverser le système économique en vigueur, ils avaient abandonné leur pouvoir au profit de la classe dominante, et que dans ces conditions les intérêts des masses exploitées n'étaient plus représentés au sein des institutions, et la démocratie était réduite au droit d'expression et d'organisation du prolétariat en dehors des institutions.

L'état d'urgence a pour fonction notamment de réduire encore l'exercice de ce droit puisqu'il est assorti de l'interdiction de manifester sur la voie publique. En dehors de cette restriction qu'il faut braver, les travailleurs disposent des mêmes droits qu'antérieurement. Par la suite ces droits leur seront confisqués, leurs partis interdits et leur liberté d'expression remise en cause, même s'ils ne constituent pas une menace directe pour le régime, le législateur optera pour ces mesures à titre préventif pour tenter de faire taire et marginaliser toute opposition de manière à ce qu'aucun parti ne puisse devenir un pôle de regroupement pour la masse des exploités contre l'ordre établi.

On s'aperçoit ainsi que la démocratie même étriquée ou limitée était tolérée par la classe dominante uniquement quand son exercice était compatible avec ses besoins ou lorsqu'elle était en mesure de supporter l'existence de la lutte des classes et ses conséquences, ce qui revient à dire que seule la démocratie servant ses intérêts était tolérable pour elle, ce qui n'a jamais cessé d'être le cas dans le passé, autrement dit la démocratie fut davantage un instrument de domination de classe qu'un levier pour combattre le régime en place.

Autre facteur moderne présenté comme le garant de la démocratie : les médias.

Etant tous liés à l'oligarchie financière, financés par l'Etat, totalement corrompus, ils se servent de la démocratie pour mieux combattre la véritable démocratie dans laquelle ils n'auraient pas davantage de rôle à jouer que les banquiers ou les actionnaires du CAC40 qui auraient été dépouillés de leurs droits et privilèges une fois instaurée une République sociale, c'est-à-dire aucun.

Pour sauvegarder les apparences, ils s'emploient à fournir des analyses, points de vue, avis, opinions, etc, en donnant la parole à une multitude d'acteurs qui ont en commun de se prosterner devant l'ordre établi, y compris lorsqu'ils le critiquent pour faire plus vraisemblable ou berner les naïfs. Ils participent au vernis démocratique du régime dont ils sont la voix en diffusant sa propagande, en s'auto-censurant, en pratiquant la désinformation et en discréditant les opposants au régime, ils sont un des éléments clés de la guerre idéologique que mène la classe dominante contre la démocratie.

Autre puissant facteur moderne contre la démocratie : les réseaux sociaux.

En mettant à la disposition de l'ensemble de la population ce moyen d'expression, ils ont fait en sorte de pouvoir manipuler les consciences à l'échelle de masse en se servant de l'ignorance des gens pour mieux mener la guerre idéologique à laquelle ils se livrent en permanence contre eux. Il leur aura suffit de permettre à l'immense masse d'exposer ses préjugés archaïques pour avancer l'idée qu'elle n'était décidément pas digne d'exercer la démocratie ou de détenir le pouvoir

Mieux encore, ils se servent de la population pour qu'elle devienne le principal acteur contre ceux qui combattent leur idéologie et leur régime ou contre certaines couches, communautés ou minorités. A défaut de légitimité les représentants du régime ne pouvant pas assumer la responsabilité de leur politique ultra réactionnaire, ils s'en servent comme caution pour la justifier. Loin de constituer une avancée démocratique, au contraire, c'est un puissant levier pour la combattre.

Autre facteur moderne et déterminant contre la démocratie : Les ONG.

Les ONG ont été conçues pour supplanter le mouvement ouvrier et parfaire sa dislocation. Financées par les multinationales et les Etats ou de riches donateurs réputés pour leur philantropie, ils serviront à traiter les conséquences de la décomposition du régime pour qu'il puisse mener à bien sa politique en minimisant les ravages qui allaient en résulter. Instrument tourné essentiellement contre la démocratie dans la mesure où il était destiné à détourner les travailleurs de la lutte des classes, pire, à les opposer au mouvement ouvrier.

Il faut aborder un autre aspect de cette question, la manière dont les masses se représentent la démocratie.

Ils n'ont de cesse de faire quotidiennement l'expérience qu'elle est en permanence bafouée, puisque leurs besoins ou aspirations ne sont pas pris en compte par cette démocratie au rabais. Leurs voix ne comptent pas, sauf quand ils se rendent aux urnes pour finalement se déposséder de la démocratie qu'ils remettent entre les mains de ses ennemis. Voter serait exercer un droit démocratique leur a-t-on enseigné et les travailleurs continuent de le croire, bien que de moins en moins, sauf lors de l'élection présidentielle qui justement témoigne du caractère antidémocratique du régime pour remettre le pouvoir entre les mains d'un seul homme ou une seule femme.

Ils nagent donc en pleine confusion, même si quelque part ils ont conscience qu'on les trompe, ils n'ont jamais eu davantage une idée précise sur la démocratie que sur le socialisme. Ils exercent donc ce droit disons par discipline républicaine ou pour se conformer à une tradition sans se poser plus de questions que cela. Alors prétendre qu'ils réclameraient davantage de démocratie dans le cadre du régime en place, c'est leur prêter des intentions qui ne reposent sur rien concrètement.

L'abstention exprime davantage leur méfiance ou leur rejet de la démocratie élimée à laquelle le pouvoir veut les associer.

Quant aux militants du mouvement ouvrier, l'immense majorité d'entre eux vouent un véritable culte à la démocratie qu'incarnerait le suffrage universel, sans se poser la question de l'usage que peut en faire la classe dominante et ses représentants pour être inféodés au régime. Ne sont-ils pas les produits de cette démocratie, et peu importe là encore si l'usage qu'ils en font dessert plutôt que ne sert la cause pour laquelle ils prétendent combattre. Le législateur ne leur a pas vraiment octroyé des droits pour lutter pour la démocratie, mais bie pour lutter contre en les instrumentalisant, quand ils ne participent pas volontairement à cette mauvaise farce.

En guise de conclusion après ce rapide aperçu des bienfaits de la démocratie conçue par et pour la classe dominante

Le capitalisme en proie à de nombreuses contradiction ne pouvait pas se développer en conservant un prolétariat arriéré, illettré, faible, mal portant, etc. de la même manière qu'il fallut bien élever son niveau de vie pour qu'il consomme les marchandises qu'il allait produire à la chaîne et que le cycle du capital aille à son terme, le développement de la classe moyenne n'y aurait pas suffi, bref, il fallait associer étroitement les masses au processus politique servant à légitimer leur exploitation pour qu'elles y adhèrent de manière à stabiliser le régime, comment, en le maquillant sous un vernis démocratique qui servirait à les tromper et lescorrompre et surtout leur oter de l'esprit l'idée qu'en renversant l'ordre établi elle pourrait enfin exercer la démocratie qui demeure à ce stade une utopie au même titre que le socialisme, puisque seul le socialisme sera en mesure de l'incarner en donnant le pouvoir, tout le pouvoir aux travailleurs.

On pourrait caractériser le régime actuel d'oligarchie s'appuyant sur une démagocratie, une démocratie emprunte d'une démagogie hystérique tendant vers une dictature universelle.

Tout le monde se réclamant de la démocratie, on aura compris que ce discours est inapproprié et totalement inaudible, improductif et forcément voué à l'échec, aussi nous nous employons à éviter de l'employer. Nous n'avons pas trouvé indispensable d'opposer la démocratie ouvrière à la démocratie bourgeoise pour n'avoir pas aborder la question de la stratégie à mettre en oeuvre pour renverser le régime en place, étape incontournable à l'instauration d'une véritable démocratie, son acte fondateur en quelque sorte puisque le renversement des institutions abolit la démocratie conçue pour assurer et accompagner le développement du capitalisme.

On rejettera tous les discours sur la démocratie directe, participative, etc. qui ont en commun de s'inscrire dans le cadre du régime et des institutions de la Ve République, ils relèvent de la collaboration de classes pour mieux lié le sort des exploités à celui du capitalisme voué à la décomposition.

Pour finir, il faut préciser ou rappeler que la véritable démocratie, celle exercée par le peuple, par la majorité de la population composée d'exploités et d'opprimés, le pouvoir politique exercé par la majorité des exploités sur la minorité des exploiteurs, cela porte un nom, la dictature du prolétariat. On aura compris pourquoi ceux qui se fondaient dans la démocratie bourgeoise l'avaient finalement abandonnée, considérant que le peuple n'était pas apte ou digne de décider de son propre sort et de celui de la société.

Les partis ouvriers avaient été fondés pour porter le prolétariat au pouvoir. Ils étaient censés rassembler les éléments les plus conscients de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie ou de la paysannerie pour lutter ensemble dans cette perspective politique. Ils devaient incarner les intérêts collectifs de l'ensemble des exploités, et sachant que seule une minorité de travailleurs parviendraient à se hisser à la hauteur de la compréhension de ces tâches historiques, il fallait construire impérativement ce pôle de regroupement de l'avant-garde du prolétariat pour qu'il puisse prendre la direction du soulèvement révolutionnaire qui éclaterait tôt ou tard et entraîner au combat pour vaincre notre ennemi l'immense masse des exploités demeurés en retrait.

C'est sur la base à la fois du constat que seule une minorité d'exploités pouvaient parvenir dans un premier temps à un niveau de conscience supérieur, et des enseignements de la lutte de classe du passé, que repose notre stratégie subordonnée à la construction du parti et non par dogmatisme.

Chacun comprendra que si on devait attendre que la majorité de la population adhère au socialisme, on pourrait attendre indéfiniment, cela correspond à la théorie foireuse qui consiste à vouloir changer les hommes un par un pour changer la société, alors que ce ne sont pas les hommes qui font la société mais la société qui les façonne à son image, les hommes et l'ensemble des rapports qu'ils entretiennent dans la société sont le produit des rapports sociaux existant.

C'est donc prendre le problème à l'envers de vouloir changer les hommes avant de changer la société. C'est seulement une fois

que les rapports sociaux d'exploitation auront été abolis que les hommes cesseront de penser leurs rapports en terme de dominant et de dominé et abandonneront les préjugés archaïques que les représentants du capitalisme incluant ceux de toutes les religions leur avaient inculqués, pour aujourd'hui leur reprocher, les culpabiliser et les réprimer quand ils s'y accrochent, ils ne sont pas à un cynisme près, c'est aussi cela leur démocratie scélérate qu'il faut renverser.

Citations relevées dans un article..

Ceux qui nous gouvernent sont des pantins.

- "L'opinion publique est la clé. Avec l'opinion publique, rien ne peut faillir. Sans lui, rien ne peut réussir. Celui qui manipule les opinions est plus important que celui qui applique les lois." (Abraham Lincoln (1809-1865), 16e président américain.)

De nos jours les médias ont davantage de pouvoir que le gouvernement qui les craint, pour n'être que l'exécutant de basses oeuvres décidées ailleurs en amont

Tiens donc, cela existait déjà, un siècle plus tard il s'en trouve encore pour prétendre qu'il n'existerait pas.

"La véritable menace pour notre république est le gouvernement invisible, qui comme une pieuvre géante, étends ses tentacules gluants autour de nos villes, états et nations." (John F. Hylan (1868-1936), maire de New York de 1918 à 1925)

C'est marrant, on dirait qu'il est omniprésent sur le terrain des opérations au Moyen-Orient en observant Obama, mais aussi Hollande...

Extraits et notes de lecture.

Amalgame ordurier lu dans un article publié par Arrêt sur Info le 5 décembre 2012

- Parfois, les sociétés deviennent tout simplement folles. Japon, 1931. Allemagne, 1933. Chine, 1966. Espagne, 1483. France, 1793. Russie, 1917. Cambodge, 1975. Iran, 1979. Rwanda, 1994. Congo, 1996, pour n’en citer que quelques-unes. Par folie, je veux dire un moment où n’importe quoi peut se produire, en particulier le meurtre de masse. Arrêt sur Info

Leur ennemi commun : le socialisme.

A propos des Etats-Unis, laboratoire néolibéral de la dictature mondiale

- "Malheureusement, nous ne vivons pas dans un régime parlementaire qui reconnaît les factions plus petites comme des partis légitimes, de sorte que nous sommes sûrs de vivre une ère de désordre politique. Ce qui en ressort pourrait être un régime politique très sévère, car il sera fondé sur le désir de rétablir l’ordre à tout prix.

Il est probable que la poussée initiale, dont cette situation a besoin [pour s’effondrer], viendra avec l’implosion du système financier, qui est maintenant en cours sur les ruines du crédit agonisant. Le faux capitalisme règne, fondé sur de faux capitaux, sur une richesse nationale fantasmée et sur des valeurs depuis longtemps disparues. Des moments comme cela dans l’Histoire ont ouvert le chemin directement vers l’effondrement de la monnaie, et cela va ouvrir la porte à un effondrement beaucoup plus grand de tous nos arrangements familiers." Arrêt sur Info 05.12

Question : Croyez-vous que "l’implosion du système financier" aura lieu, dès lors que ceux qui l'ont conçu et conduit où il en est rendu sont aux commandes et peuvent décider de l'alimenter en produisant à l'infini de la fausse monnaie, pourquoi se priveraient-ils soudain de cette opportunité ?

Un seul cas possible : Pour renforcer leur pouvoir politique, puisque s'il s'effondrait entraînant une onde de choc mondiale, les banquiers seraient les seuls à voler au second de leurs Etats en échange de l'abandon de leur pouvoir politique. Ils ont toujours procédé de la sorte quand ils se retrouvaient acculés. Sauf qu'aujourd'hui au lieu de recourir à une guerre mondiale, ils recourent à la guerre monétaire et financière, au chaos et au terrorisme qu'ils ont fabriqué.

Guerre idéologique. Elle ramolit le cerveau qui n'en avait vraiment pas besoin. Elle rend impuissant.

A ceux qui préfèrent être acteurs que spectateurs de leur propre histoire.

- La télévision, une menace pour les capacités intellectuelles - sputniknews.com

On parle beaucoup des effets négatifs de la télé sur la vie quotidienne et en particulier sur les capacités du cerveau humain. Ce sujet est au centre d'un article publié récemment sur JAMA Psychiatry.

Kristine Yaffe de l'Université de Californie de San Francisco et ses collègues ont étudié comment l'habitude de regarder la télé influence les capacités intellectuelles chez les jeunes gens.

L'étude entreprise a duré 25 ans. 3.000 personnes âgées de 18 à 30 ans y ont pris part. Les participants devaient annoncer régulièrement combien de temps ils passaient devant la télé, et s'ils faisaient de l'exercice.

Après 25 ans, les participants ont dû réaliser une série d'exercices intellectuels destinés à vérifier la vitesse de compréhension, la mémoire et la capacité d'organiser leurs activités (la capacité de planifier, l'attention etc.).

Les résultats confirment l'idée que la télé et l'absence d'activités sportives nuisent aux capacités intellectuelles. sputniknews.com 05.12

Pourquoi tiennent-ils tant à ce que le peuple vote ?

- Régionales 2015 : seul un électeur sur deux compte se déplacer - Francetv info

- Régionales : les signes d'une abstention forte - LeFigaro.fr

- Régionales : Crif appelle à voter - La Tribune

Les sachant animés de bonnes intentions à notre égard, on sera tenté de répondre qu'ils y trouvent leur compte, lequel sinon que voter sert à cautionner les institutions en place et les partis qui y participent parce qu'ils sont liés au régime.

Ils pourront ensuite faire prévaloir que puisque le peuple cautionne les institutions, il cautionne du même coup le régime et la politique qui lui sera imposée pour le préserver et dont il lui sera d'autant plus difficile de contester la légitimité par la suite sous peine de se contredire et de se le voir reprocher.

On a du mal à imaginer ou à se figurer ce que signifie mettre le doigt dans un engrenage qui finira par vous broyer un peu plus tard, alors que c'est facile à comprendre, trop semble-t-il.

On croyait que cette absence de logique élémentaire était réservée aux couches les plus arriérées du prolétariat, mais il n'en est rien, elle est partagée par l'immense majorité de la population qui de fait demeure facilement manipulable.

L'abstention est motivée par le rejet de la politique mise en oeuvre par le gouvernement, mais elle n'incarne pas forcément le rejet des institutions, dans le cas contraire elle se manifesterait aussi lors des élections présidentielles.

Autrefois le mouvement ouvrier combattait férocement le parlementarisme bourgeois en participant ou non aux élections, de nos jours il participe à toutes les élections et il s'est fondu dans les institutions, après avoir abandonné le combat pour changer la société qui ne figure plus à son programme hormis les jours de fête.

Changer la société, la révolution socialiste, c'est si loin de nous qu'il vaut mieux abandonner cette perspective et se fondre dans la société telle qu'elle est pour l'améliorer. C'est à croire qu'au milieu du XIXe siècle quand le capitalisme et la société étaient moins développés qu'aujourd'hui, lorsque le prolétariat était en haillons, profondément arriéré, illettré, misérable, les inégalités et les injustices bien pire que de nos jours, lorsque les conditions ne laissaient présager aucun changement de société avant des lustres, celui qui émettait une telle idée était pris pour un fou, cependant c'est justement à ce moment-là que cette idée germa à nouveau, non pas en haut de la hiérarchie sociale comme précédemment, mais tout en bas en se répandant comme une traînée de poudre.

Elle prit si bien qu'elle faillit menacer l'existence du régime en 1871 pendant une courte période (72 jours), régime qui ne dût son salut qu'à la faiblesse du développement des forces productives ou du capitalisme. Elle ne devait plus quitter les esprits qu'elle avait conquis pour finalement récidiver trois décennies plus tard en Russie. Fort de cette expérience réussie, elle s'enracinera profondément dans le cerveau des exploités et tentera de s'imposer ailleurs, en vain, car entre temps elle aura été parasitée par un élément extérieur à sa cause qui avait pour tâche de l'anéantir ou de renvoyer à nouveau tout changement de société aux calendes grecques, si bien que les opprimés finirent par l'abandonner ou ne plus y penser.

Maintenant que les conditions objectives sont remplies pour entrevoir une autre société, les conditions subjectives restent désespérément à la traîne. C'est à croire que plus les conditions sont réunies pour que cette idée se réalise, plus on déploie d'efforts pour s'en éloigner ou qu'elle ne surgisse pas à nouveau.

Dossier sur la Turquie.

- L'armée russe accuse Washington de "couvrir" le trafic de pétrole de l'EI vers la Turquie - AFP

L'armée russe a accusé samedi les Etats-Unis de "couvrir" le trafic de pétrole vers la Turquie depuis les zones contrôlées par l'organisation Etat islamique en Syrie, après que Washington eut jugé "insignifiantes" les quantités concernées.

"Quand des responsables américains déclarent ne pas voir comment le pétrole des terroristes est transporté en Turquie en contrebande, ce n'est même pas de la sournoiserie, cela sent la volonté de couvrir ces actes", a écrit le ministère de la Défense sur sa page Facebook.

"Ces derniers temps, les déclarations du Pentagone et du département d'Etat s'apparentent à un théâtre de l'absurde", a-t-il ajouté, conseillant à Washington de "consulter les vidéos prises par ses drones qui sont d'ailleurs ces derniers temps trois fois plus nombreux qu'avant à la frontière turco-syrienne et au-dessus des zones pétrolières". AFP 05.12

Dans un autre article l'agence de presse russe Sputnik rapportait les propos suivants tenus par Poutine en présence des chefs d'Etat lors du récent G20 à Antalya

- ... Les véhicules transportant du pétrole "forment une chaîne qui atteint l'horizon", selon Vladimir Poutine.

"Cela rappelle un oléoduc vivant. Et nous voyons depuis le ciel où se dirigent ces véhicules. Ils vont vers la Turquie, jour et nuit", a-t-il dit. sputniknews.com 01.12

- Pétrole, Turquie, Daech: un rebelle modéré vide son sac - sputniknews.com

Nous avons à notre disposition des photos représentant des contrats pétroliers signés entre la Turquie et le groupe terroriste Daech, a déclaré le major-général au service de renseignement de l'Armée syrienne libre, Hosam Al-Awak, dans une interview exclusive accordée à l'agence Sputnik.

"Depuis le début de la crise syrienne en 2011, la Turquie continue à soutenir par tous les moyens les islamistes radicaux et djihadistes syriens dans leur lutte contre les groupes modérés", a-t-il souligné.

Et d'ajouter: "Nous disposons d'images représentant des contrats pétroliers entre la Turquie et Daech (…), ainsi que de photos représentant des véhicules blindés de marque Toyota achetés par la société qatarie Al-Ghanem, dont les djihadistes se servent pour transporter leurs leaders à travers la Syrie".

"Nous avons constaté que la Turquie avait soutenu des factions islamistes radicales avant même l'émergence de l'Etat islamique en tant que tel. (…) Et c'est la montagne Qorsayah, située à la frontière syrienne, qui leur servait de tête de pont", a-t-il fait remarquer.

Et de poursuivre: "Les services de renseignement turcs utilisaient régulièrement les contrats en question à différentes fins. A titre d'exemple, pour s'approprier des usines et laboratoires d'Alep dans le but d'en tirer profit pour les entreprises turques situées dans la région, les djihadistes leur accordant des facilités importantes".

Il a également ajouté que "Les Frères Musulmans de Syrie, couvrant cette activité, coopéraient avec lesdites organisations afin d'éliminer l'Armée syrienne libre, ainsi que d'autres groupes modérés".

"Voilà où en sont les choses. (…) Nous avons tenu pour responsable le chef du renseignement turc Hakan Baydan. (…) En dépit des preuves étayées que nous avons avancées, le président turc Erdogan continue à soutenir l'extrémisme, les islamistes radicaux et les organisations terroristes", a-t-il fustigé.

"Nous estimons que la Russie est un allié par excellence. Face à la crise syrienne, les Russes pourraient sans aucun doute coopérer avec toutes les factions modérées, y compris l'Armée syrienne libre", a poursuivi le militaire.

Et de souligner: "Le cas échéant, l'implication russe dans le conflit syrien portera ses fruits. A l'avenir, nous comptons défendre les intérêts russes en Syrie". sputniknews.com 02.12

- Troupes turques en Irak: le parlement irakien appelle à des représailles - sputniknews.com

Le chef du comité de sécurité et de défense du parlement irakien a recommandé au premier ministre irakien de recourir à l'aviation

afin d'exercer des frappes aériennes sur des troupes turques.

Hakim al-Zamili, chef du comité du parlement irakien de sécurité et de défense a menacé les troupes turques ayant empiété sur le territoire irakien d'engager des actions militaires à leur égard, a annoncé l'édition Voice of Iraq.

Les autorités turques ont envoyé environ 130 militaires dans le nord de l'Irak, près de Mossoul, afin d'entraîner des combattants kurdes irakiens, pouvait-on apprendre dernièrement dans certains médias.

Pourtant, l'effectif des militaires turcs ayant franchi la frontière irakienne, est estimé non pas à une centaine, mais à plusieurs milliers de soldats, a déclaré Hakim al-Zamili. En outre, des dizaines de chars turcs ainsi que d'autres véhicules blindés sont présents dans le nord de l'Irak, à Mossoul.

Hakim al-Zamili a également souligné que la décision de la Turquie de faire pénétrer des troupes sur le territoire de l'Irak constituait une violation de la souveraineté de l'Etat irakien.

Le membre du parlement a menacé d'entamer des actions militaires à l'encontre des soldats turcs dans le cas où ceux-ci refuseraient de quitter le sol irakien dans les plus courts délais.

Hakim al-Zamili a envoyé une lettre au premier ministre irakien Haïder al-Abadi où il lui avait conseillé de recourir à l'aviation afin d'exercer des frappes sur des troupes turques, qualifiées d'envahisseurs.

D'après le message diffusé par le centre de presse du premier ministre irakien Haïder al-Abadi, les militaires turcs n'ont reçu aucune autorisation de Bagdad afin de franchir la frontière irakienne.

"Les forces armées turques qui sont déployées près de Mossoul ont fait irruption dans le pays sans autorisation, et elles doivent partir immédiatement", précise le communiqué diffusé par le centre de presse du premier ministre irakien Haïder al-Abadi. sputniknews.com 05.12

Dossier sur la Syrie.

- Syrie: la France ne fait plus du départ de Bachar un préalable à une transition politique - AFP

A la recherche d?une entente internationale la plus large possible contre l?Etat islamique (EI), la France ne fait plus du départ du président Bachar al-Assad un préalable au démarrage d?une transition politique en Syrie.

La lutte contre l'EI "ne sera totalement efficace que si l'ensemble des forces syriennes et régionales s'unissent. Comment est-ce possible tant que Bachar al-Assad préside, lui qui a commis tant d'atrocités, et qui a contre lui une grande partie de sa population ?", s'est interrogé le chef de la diplomatie française Laurent Fabius dans un entretien à un quotidien régional, Le progrès de Lyon, paru samedi.

"Une Syrie unie implique une transition politique. Cela ne veut pas dire que Bachar al-Assad doit partir avant même la transition, mais il faut des assurances pour le futur", a-t-il estimé. AFP 05.12

Je ne crois pas un seul instant au revirement de Hollande et Fabius, quand ce dernier dit "*il faut des assurances pour le futur*", nous traduisons qu'ils s'emploieront à les créer si nécessaire. Suivez la piste allemande ou américaine plus précise.

- L'Allemagne approuve l'intervention contre la Syrie - sahartv.ir

La Chambre basse du Parlement allemand a autorisé, vendredi, la participation, à la suite des attentats de Paris, de jusqu'à 1.200 militaires aux opérations internationales contre Daech, en Syrie et en Irak.

Sur 598 députés s'étant exprimés, 445 ont voté pour, 146 contre, et 7 se sont abstenus, un résultat sans surprise, la grande coalition de la Chancelière Angela Merkel soutenant la participation militaire de l'Allemagne. L'Allemagne prévoit le déploiement, en 2016, d'au maximum, 1.200 soldats, ce qui en ferait la plus grosse mission de la Bundeswehr, à l'étranger. Berlin a prévu, notamment, de participer, avec six avions "Tornado" à des missions de reconnaissance, en Syrie, et d'engager une frégate, au côté du porte-avions français, "Charles-de-Gaulle". L'armée allemande ne procèdera à aucun bombardement, contrairement à la France ou aux Etats-Unis, et, depuis jeudi, la Grande-Bretagne, qui a mené ses premières frappes, en Syrie, une heure après un vote du Parlement, en ce sens. sahartv.ir 04.12

- L'Allemagne rejette une coopération avec Russie/Assad - sahartv.ir

Le directeur du bureau de la chancelière allemande estime que Berlin ne mènera aucune coopération avec Moscou sur le plan militaire afin de faire face au groupe terroriste Daech.

Ce haut responsable allemand a ajouté que ni l'Allemagne ni l'Union européenne ne coopéraient avec l'armée du gouvernement du président syrien, Bachar Assad.

« Berlin n'entrera absolument pas dans une union militaire avec la Russie pour combattre Daech », a-t-il assuré.

La chambre basse du Parlement allemand a approuvé l'adhésion de l'Allemagne à la coalition parrainée par les Etats-Unis en vue de combattre Daech. Les opérations militaires allemandes s'achèveront le 31 décembre 2016 et elles imposeront une dépense de 145 millions dollars au gouvernement. Le Bundesrat ou Conseil fédéral étant la représentation des 16 Länder allemands a également validé cette décision du gouvernement allemand. sahartv.ir 05.12

- Les Etats-Unis tentent de faire reconnaître le Front Al-Nosra, comme une force "modérée" - sahartv.ir

«Les Etats-Unis tentent de faire reconnaître le groupe terroriste, le Front Al-Nosra, comme une force "modérée", en Syrie», a déclaré Bassam Abou Charif, membre du Conseil de l'Organisation de libération de la Palestine, (OLP), citant des sources occidentales.

«Les sources diplomatiques occidentales, à Qods, ont annoncé qu'au cours de ces 2 dernières semaines, Washington a mené des consultations avec la Turquie, le Qatar, Israël et l'Arabie saoudite, sur les voies pratiques permettant de faire reconnaître le Front Al-Nosra, comme une force "modérée"», a précisé à la chaîne Al-Mayadeen, Bassam Abou Charif.

«Lors de ces consultations, la question des opérations de grande envergure, dans certaines régions de la Syrie, dont Lattaquié, Alep, Idlib, aux alentours de Damas et de Qalamoun, a été examinée», a-t-il ajouté.

«Il a été convenu de donner une image politique et "modérée" du Front Al-Nosra, qui souhaite une solution politique, pour la Syrie, après quoi les Etats-Unis et la Turquie le soutiendront en armement et l'appuieront par les voies aériennes», a souligné Abou Charif, citant des diplomates occidentaux. sahartv.ir 04.12

- Les Etats-Unis envisagent de débarquer des forces militaires en Syrie - sahartv.ir

Les Etats-Unis sont en train de préparer l'aéroport de Tal-Hadjar situé à proximité de la ville de Ramilan, dans le nord-est de la Syrie, pour y débarquer des forces militaires.

« Les experts américains vont achever l'équipement et la préparation d'un aéroport, à Tal-Hadjar, à Rif Est de Hassaka, pour y déployer leurs forces militaires », a écrit le site d'information Raï al-Yaoum, basé à Londres

Cet aéroport situé dans la région contrôlée par les groupes de la Résistance était utilisé pour les vols agricoles.

Durant 45 jours, les experts américains ont élargi cet aéroport et aménagé des pistes d'atterrissage long de 2.500 mètres et large de 250 mètres pour les avions de combat.

L'aéroport de Tal Hadjar est situé dans le Sud-est de la ville de Milan. Les groupes de la Résistance populaire s'en servaient comme de dépôt d'armes.

Auparavant, les hélicoptères pulvérisateur de pesticide décollaient de cet aéroport mais simultanément au déclenchement de la crise syrienne ces hélicoptères ont abandonné leurs activités.

Cette initiative est intervenue après des négociations entre certains tribus avec les groupes terroristes sur leur recul de la région sans l'effusion de sang.

Selon une autre information, les forces de l'armée syrienne ont repris Tanb et Marayamin, à Rif de Aafrin, au Font al-Nosra et Ahrar al-Cham. sahartv.ir 05.12

- Pour combattre Daesh, il faudra compter sur l'aide d'Assad (Madrid) - sahartv.ir

" Pour combattre les terroristes de Daesh, la coopération avec le président syrien, Bachar Assad s'avère indispensable", a affirmé le ministre espagnol des Affaires étrangères.

Dans une intervention à la tribune de la réunion ministérielle des pays européens à Bruxelles, le chef de la diplomatie espagnole, José Manuel Garcia Margallo, a évoqué les efforts internationaux entrepris dans le sens de la lutte contre le groupe terroriste de Daesh. " Dans la lutte contre Daesh, il faudra donner la priorité à la coopération avec le gouvernement de Bachar Assad", a-t-il souligné.

Le ministre espagnol a rappelé que l'ennemi commun était actuellement Daesh. " Il faudrait en venir à bout, c'est pourquoi la coopération avec Bachar Assad est inévitable", a-t-il réitéré.

Margallo a souligné que le gouvernement syrien et les opposants devraient entamer le processus de transition politique, simultanément et parallèlement à l'instauration d'un cessez-le-feu. sahartv.ir 04.12

- La Chine déclare son soutien à l'opération russe en Syrie - sputniknews.com

La porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Hua Chunying a officiellement annoncé la décision de Pékin de soutenir les frappes aériennes russes en Syrie.

Selon la diplomate, cette opération militaire est entièrement conforme au droit international, car elle est menée par Moscou à la demande du gouvernement syrien.

Hua Chunying a ajouté que Pékin a toujours soutenu les efforts de différents Etats, dont la Russie, visant à assurer la sécurité internationale. sputniknews.com 04.12

- Syrie : l'armée inflige de lourds pertes et dégâts aux terroristes - sahartv.ir

Des dizaines de terroristes ont été tués lors des opérations des forces de l'armée syrienne dans divers points du pays.

Selon la chaîne de télévision syrienne Al-Akhbariya, lors des opérations de l'armée syrienne dans les provinces d'Alep et Lattaquié, au nord-ouest, Homs au Centre et Hama à l'ouest de la Syrie, pas moins de 70 terroristes ont été tués. De même, les forces de l'Air de l'armée syrienne ont bombardé des bases des terroristes aux alentours de Palmyre et Sakhana ainsi que des régions de Sawana tous près de la ville centrale de Homs, suite à quoi plusieurs terroristes ont perdu la vie et de grandes quantités d'armes et de munitions ont été détruites.

Les militaires syriens ont aussi détruit une voiture piégée et plus de 25 blindés militaires appartenant au groupe terroriste Daech aux alentours de la ville d'Al-Qaritin, à Rif-Homs. sahartv.ir 05.12

ACTUALITE EN TITRES

Heureusement qu'il existe pour faire oublier ce que vous êtes vraiment, sinon il faudrait l'inventer...

- Le journal Le Monde prend position contre le Front national - AFP

- Régionales 2015 : des stars des arts contre le FN en Paca - LePoint.fr

- Régionales: pour Fleur Pellerin, voter FN c'est "trahir son histoire et son avenir" - AFP

- Aux élections régionales, "voter FN, c'est"... tout et son contraire - Le Huffington Post

- Pour la CGT, voter FN c'est "se tirer une balle dans le pied" - AFP

Achevons-la, prenons le pouvoir !

- Etat d'urgence: Cécile Duflot accuse Hollande de «faire mal à notre démocratie» - 20minutes.fr

De la part de ceux qui bouffent à tous les râteliers.

- Jadot (EELV) : "Le gouvernement parle davantage aux tripes de nos concitoyens qu'à leur intelligence" - LePoint.fr

Le Pen vite !

- Nathalie Kosciusko-Morizet propose une taxe sur le halal pour financer des mosquées sans l'aide de l'étranger - Francetv info

- Régionales 2015 - Valls : un discours "bleu blanc rouge" - LePoint.fr

Quand la dictature inspire les médias.

- En plein état d'urgence, une surprenante embellie démocratique - Le Huffington Post

Ils veulent sans doute parler de l'interdiction de certaines manifestations...

Délation et stigmatisation.

- Comment les élèves en voie de radicalisation sont repérés et pris en charge - LeFigaro.fr

- A Tours, des collégiens doivent porter des bracelets de couleur en fonction de leur comportement - Francetv info

Rouge pour les mauvais comportements, vert pour les bons. Deux collèges privés de Tours (Indre-et-Loire) imposent à leurs élèves le port de bracelets de couleur en fonction de leur degré de discipline, relaie Tmvtours, l'hebdomadaire des étudiants de l'école de journalisme de Tours, mercredi 2 décembre.

Chaque couleur représente une gamme de points et ouvre des privilèges. Si l'élève commet un impair – bavardage, travail non fait... –, il perd des points. Par exemple, dans un des deux collèges, le bracelet rouge correspond à une fourchette de 0 à 5 points, et n'octroie pas de droits particuliers. Au contraire, le bracelet vert – 30 points – permet à l'élève d'aller manger à la cantine quand il le souhaite ou accéder à la "salle d'autonomie".

Le conseiller départemental centriste Dominique Lemoine s'insurge contre une telle démarche, rapporte France Bleu Touraine. "De la stigmatisation pure et simple. Méthode inadmissible, et il y a bien d'autres moyens éducatifs pour motiver les élèves !" explique-t-il.

L'initiative a été lancée en 2009 au collège Sainte-Jeanne-d'Arc, suivi en 2012 par le collège Christ-Roi. "La couleur du bracelet n'est pas liée aux notes, c'est en rapport avec l'autonomie et la responsabilité des élèves" , explique Claudine Abraim, directrice de l'établissement Sainte-Jeanne-d'Arc. "Les élèves doivent apprendre à respecter les règles", insiste-t-elle. Francetv info 04.12

Système financier mafieux. Faites chauffer la planche à billets.

- La BCE promet une action "sans limite" pour soutenir la reprise - AFP

C'est la démocratie, c'est le progrès social !

- Logement: La France compte 4,5 millions de «Tanguy» contraints d'habiter encore chez leurs parents - 20minutes.fr

Ils appellent «Tanguy» les jeunes qui sont au chômage ou qui ne disposent pas d'un revenu suffisant pour s'installer avec leur compagne ou compagnon et leurs enfants, ils sont condamnés à rester des années chez leurs parents ou grands-parents.

ACTUALITÉ DU JOUR

Brouiller les pistes, une spécialité du FBI.

- Polémique après l'invasion par des journalistes de la maison des tueurs de San Bernardino - Le Huffington Post

Des dizaines de caméras, de micros, de journalistes qui se pressent, se bousculent, se servent dans la cuisine ou la chambre, parlent en direct à des millions de personnes. Des documents d'identité saisis à pleine main, des photos de famille scrutées et filmées, des calendriers inspectés sous toutes les coutures.

Vendredi 4 décembre, c'est une scène à peine croyable qui a eu lieu à San Bernardino, dans la maison des terroristes présumés.

À peine trois jours après la fusillade qui a tué 14 personnes, le propriétaire de leur logement a effectivement permis à des dizaines de reporters de pénétrer à l'intérieur, de filmer et de toucher à pratiquement tout.

Une manœuvre qui, non contente de violer le secret de l'enquête, risque évidemment d'endommager de façon irreversible un lieu regorgeant forcément d'indices clés, au grand dam d'experts outrés. Le Huffington Post 05.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Brésil: Rousseff qualifie la procédure de destitution de "coup d'Etat" - AFP

La présidente de gauche du Brésil, Dilma Rousseff, a qualifié vendredi de "coup d'Etat" la procédure de destitution lancée contre elle au parlement pour maquillage des comptes publics.

"Nous devons défendre la démocratie du coup d'Etat", a affirmé la présidente qui est la cible de cette procédure enclenchée mercredi soir par le président ultra-conservateur de la Chambre des députés, Eduardo Cunha.

Elle s'exprimait lors d'une cérémonie avec des fonctionnaires du secteur de la santé qui s'est transformée en acte politique.

"Non au coup d'Etat!" et "Dehors Cunha !" scandaient les fonctionnaires.

"La procédure d'impeachment n'a aucun fondement. Je vais défendre mon mandat avec tous les instruments prévus dans notre État démocratique de droit", a-t-elle souligné.

La chef de l?État n'a pas été impliquée directement dans des affaires de corruption mais un groupe de juristes a demandé qu'elle soit soumise à un processus de destitution pour avoir autorisé des dépenses publiques supplémentaires sans le feu vert préalable du Parlement.

La demande a été acceptée par M. Cunha, farouche adversaire de la présidente, qui fait lui-même l'objet d'une enquête pour corruption dans le cadre du scandale au sein du géant public pétrolier, Petrobras.

Inquiète du manque de marge de man?uvre pour gouverner le pays plongé dans une crise économique et politique, Mme Rousseff veut accélérer la procédure.

"La présidente veut que cela aille vite. Sa hâte découle de sa préoccupation pour le gouvernement et le pays afin qu'il poursuive son développement", a déclaré son chef de cabinet Jacques Wagner jeudi soir.

Ministres et députés du parti présidentiel ainsi que l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010) se sont mobilisés pour accélérer le processus qui pourrait s'étendre sur plusieurs mois et paralyser un peu plus le pays en pleine récession économique, alors que la présidente est au plus bas dans les sondages.

"Nous devons résoudre cela au plus vite possible", a déclaré Lula qui, comme les parlementaires de la coalition gouvernementale, veut suspendre les vacances d'été (austral) du parlement du 22 décembre au 1er février.

Le gouvernement pense pouvoir obtenir les 172 voix (sur 513 députés) nécessaires pour empêcher que la procédure soit acceptée en séance plénière au Congrès, ce qui obligerait Mme Rousseff à abandonner ses fonctions.

Mais l'opposition veut faire traîner les choses pour fragiliser la présidente, pariant sur la mauvaise passe de l'économie qui la rend de plus en plus impopulaire. Elle espère aussi organiser des manifestations de rues en faveur de la destitution pour faire pression sur les députés.

Les regards se tournent par ailleurs vers un personnage clé dont la position reste énigmatique, le vice-président Michel Temer, membre du puissant Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre-droit), qui assumerait le pouvoir jusqu'aux élections de 2018 en cas de destitution de Mme Rousseff.

Habile politicien, M. Temer n'a fait aucune déclaration publique depuis le déclenchement de la procédure, tout en recevant des responsables de l'opposition.

Un proche lieutenant de M. Temer, le ministre de l'Aviation civile, Eliseu Padilha, (PMDB), a annoncé en coulisses qu'il démissionnerait lundi, selon la presse brésilienne, alimentant les spéculations.

"La sortie de Padilha, l'un des principaux alliés du vice-président Michel Temer, est un signe clair que le PMDB commence à lâcher le gouvernement Dilma", s'est félicité le député de droite Paulo Pereira da Silva.

Incontournable allié du Parti des travailleurs (PT, gauche) au sein de l'instable coalition au pouvoir le PMDB est divisé entre courants opposés et favorables à la destitution de Mme Rousseff.

Le président de l'Assemblée y incarne la frange la plus hostile à la présidente. Il risque lui-même son poste pour son implication présumée dans le scandale de corruption autour de Petrobras. AFP 04.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1.1- Chômeurs et précaires défilent contre le chômage à Paris AFP

Environ 650 personnes selon la police, 1.500 selon les organisateurs, ont défilé samedi à Paris "contre le chômage et la précarité" et "pour la justice sociale", à l'appel de quatre associations de chômeurs.

Les manifestants ont répondu à l'appel des associations AC!, Apeis, CGT-Chômeurs et MNCP, qui avaient reçu le soutien d'autres organisations et de partis politiques (Attac, Droit au Logement, EELV, NPA, PCF, Parti de Gauche ...).

Rassemblés place de Stalingrad (Xe arrondissement), aux abords de laquelle les stations de métro fermées, ils se sont mis en route dans l'après-midi pour rejoindre la place de Clichy (XVIIIe), a constaté une journaliste de l'AFP. AFP 05.12

1.2- Un millier de manifestants contre N-D-des-Landes et "l'incohérence" de la COP21 AFP

Environ un millier d'opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ont manifesté samedi sur le site pour dénoncer "l'incohérence" d'un accord sur le climat qui s'accompagnerait localement de projets "inutiles et climaticides", a constaté un photographe de l'AFP.

Après s'être rassemblés à La Vache Rit, lieu "historique" de rassemblement des anti-aéroport, les manifestants se sont rendus dans un climat bon enfant jusqu'à un autre lieu-dit, Le Bourget, distant de 4 kilomètres, pour un pique-nique qui devait être suivi de débats et de concerts. AFP 05.12

Haut de page

Le 7 décembre 2015

CAUSERIE

Le socialisme du XXIe siècle qui voulait concilier capitalisme et socialisme est mort-né.

La réaction a remporté hier une victoire politique écrasante au Venezuela.

C'était prévisible, c'était écrit quelque part, donc sans surprise. Quand on refuse de s'attaquer aux fondements du capitalisme, que l'on laisse à la réaction les moyens financiers de continuer son combat pour saboter votre politique au lieu de l'exproprier, de la réprimer, de la neutraliser, il arrive forcément un moment où elle reprend les reines du pouvoir politique.

Le socialisme du XXIe siècle est une imposture avons-nous toujours dit, tout comme la soi-disant nouvelle gauche, la gauche de la gauche, la gauche radicale qui avant-hier avait montré son vrai visage en Allemagne avec Die Linke, hier avec Syriza en Grèce et en Espagne avec Podemos, ou il y a quelques jours en Grande-Bretagne avec Jeremy Corbyn l'anti-Blair qui en réalité marche sur ses pas, et en France aujourd'hui avec l'appel de ses parasites du Front de gauche à se rassembler derrière le PS au second tour des élections régionales pour faire barrage au FN, PS compatible avec Les Républicains pour lesquels ils se désistent ailleurs.

Le pire danger pour le mouvement ouvrier.

Ce sont des populistes, des gens sans principes qui passent leur temps à tenir un double langage et à jouer un double jeu pour tromper travailleurs et militants, hier soutenant l'état d'urgence au lieu d'exiger sa levée, le lendemain condamnant ses excès en feignant de découvrir qu'il était en fait tournée contre le mouvement ouvrier pour le museler, l'intimider, le réprimer, pour finalement apporter ses voix au PS qui incarne la réaction sur toute la ligne, la guerre.

Ce sont des agents du régime étrangers au socialisme et qui l'ont toujours combattu, leurs militants s'en foutent car ces petits-bourgeois sont pro-capitalistes, ils ont adopté l'étiquette de gauche tout en oeuvrant pour le régime, afin qu'en retour ils préservent leurs propres intérêts.

Bref, le socialisme du XXIe siècle est victime de ses propres contradictions qui devaient fatalement profiter à la réaction. Cette théorie foireuse (ainsi que la révolution bolivarienne) aura mis 16 ans pour s'effondrer, alors place au socialisme, au socialisme scientifique. Si vous croyez que ce sera la conclusion à laquelle parviendront les partisans du socialisme du XXIe siècle, vous vous faites de graves illusions. Posez-leur une seule et unique question et vous verrez que leur réponse le confirmera : Sont-ils prêts oui ou non désormais à rompre avec le capitalisme ?

- Au Venezuela, le parti d'opposition remporte les élections législatives - huffingtonpost.fr

L'opposition vénézuélienne a remporté dimanche 6 décembre la majorité parlementaire pour la première fois en 16 ans, ont annoncé les autorités électorales, au terme d'un scrutin marqué par l'exaspération populaire face à la crise économique ayant vidé les supermarchés.

La Table de l'unité démocratique (MUD), vaste coalition d'opposition, a décroché 99 sièges sur les 167 du Parlement monocaméral, contre 46 pour le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) du président Nicolas Maduro, a annoncé la présidente du Conseil national électoral, Tibisay Lucena. 22 sièges restaient encore incertains, en attendant que s'achève le décompte des voix.

Si elle obtient les deux sièges lui manquant pour atteindre une majorité des trois cinquièmes, cette coalition disparate, de la gauche à la droite dure, pourrait lancer un vote de censure contre le vice-président ou l'un des ministres. Elle veut adopter au premier semestre 2016 des réformes économiques et une amnistie pour les 75 prisonniers politiques qu'elle recense. Mais dans ce régime présidentiel, elle devra lutter pour exercer un contre-pouvoir face au chavisme, le président Maduro pouvant limiter les prérogatives du Parlement, au risque toutefois d'entraîner des protestations.

L'opposition était favorite depuis des mois pour ces élections, profitant du mécontentement populaire face aux pénuries et à l'inflation galopante, dans ce pays aux plus importantes réserves pétrolières au monde mais frappé de plein fouet par la chute des cours du brut.

Elle survient deux semaines après une autre élection symbolique en Amérique latine, celle du libéral Mauricio Macri en Argentine, mettant fin à 12 ans de pouvoir de Nestor puis Cristina Kirchner, grands alliés du chavisme avec qui ils avaient commencé un mouvement de basculement à gauche de la région à l'aube des années 2000. huffingtonpost.fr 07.12

La classe dominante recourt à la guerre et au terrorisme pour parvenir à ses fins depuis plus d'un siècle

- Le terrorisme "sous fausse bannière"! Par Karim Mohsen - sahartv.ir

Les attentats, souvent sanglants, de la dernière décennie - en particulier, les tout derniers en date - présentaient beaucoup de similitudes avec des faits de même nature, s'étant déroulés sous «fausse bannière (false flag)», aux XXe et XIXe siècles, avec pour objectif de porter la suspicion sur des adversaires déclarés, des pays que l'on veut impliquer, dans les violences, et/ou avoir le prétexte d'entrer dans la confrontation armée.

En remontant l'histoire des violences, (politiques et armées), de ces dernières décennies, on s'aperçoit que deux pays: les Etats-Unis et Israël détiennent la timbale, dans ce domaine. Ils apparaissent même, comme les spécialistes du terrorisme, dit «sous fausse bannière», c'est-à-dire, sous une nationalité «d'emprunt», ou usurpée.

C'est, exactement, ce que faisaient les pirates et flibustiers, qui écumaient les mers et les océans, au XVIIIe et XIXe siècles.

Etats-uniens et Israéliens ont, ainsi, remis cette pratique au goût du jour, en commettant ou commanditant des attentats meurtriers, pour des raisons de stratégie nationale, et/ou dans l'optique de susciter la peur, voire, la terreur. C'était un fait connu, qui n'a pas échappé aux législateurs internationaux, lesquels, dès les débuts du XXe siècle, se penchèrent sur la question.

C'est ainsi qu'en 1907, la Convention de La Haye, (Pays-Bas), reconnaissait cette action, dans son article 231, lequel interdisait «l'usage impropre» de l'uniforme ennemi. Cette formulation a été corrigée, après la Seconde Guerre mondiale, par un amendement, qui en levait l'ambiguïté, en précisant que c'est «l'usage des armes, sous uniforme ennemi», qui est visé.

Ces attentats, sous fausse bannière, comme en témoignaient, notamment, les opérations «Gladio», ne sont, donc, pas nouveaux, et constituent un des éléments clés, dans les luttes entre les grandes puissances, pour affermir leur position et conquérir de nouveaux territoires. Aujourd'hui, une certitude est établie: les attentats anti-américains de 2001 étaient, de toute évidence, des faits, «sous fausse bannière», préparés, conjointement, par la CIA, (Etats-Unis), et le Mossad, (Israël). Des chercheurs et experts indépendants américains, notamment, sont remontés jusqu'aux sources des commanditaires de ces attentats, citant, en particulier, des Israéliens. Or, autant les Etats-Unis qu'Israël ne sont pas à leurs débuts, dans ces méfaits, qui ont berné le monde, pour accuser des pays ou des groupes, totalement, étrangers à ces évènements.

Fabriquer de faux prétextes de guerres est même une spécialité très américaine, qui, dès 1845, fut mise en pratique contre le Mexique, dans la politique d'expansion territoriale de Washington. Pour ceux qui ne le savent pas, le Nouveau Mexique, la Californie, le Texas et la Floride, en particulier, étaient, à l'origine, des territoires mexicains. D'ailleurs, des villes, comme Los Angeles, San Francisco, San Diego, San Antonio, ont gardé leur nom espagnol d'origine. De fait, le député Abraham Lincoln, [16e Président US, de 1860 à 1865], fit reconnaître, par le Congrès, «le caractère mensonger de ce casus belli».

En fait, toutes les guerres auxquelles les Etats-Unis ont pris part l'ont été sous de faux prétextes, fabriqués pour ce faire. Nous citerons, dans ce contexte, l'explosion, à la fin du XIXe siècle, de l'"USS Maine" et la guerre contre l'Espagne, à Cuba, le torpillage du Lusitania, pour l'entrée, dans la Première Guerre mondiale, (1914-1918), Pearl Harbor, pour la Seconde, (1939-1945), et le golfe du Tonkin, pour l'embrasement du Nord-Vietnam, (1964).

Dans cette pratique, Israël ne le cède en rien à son mentor américain.

Bien avant la création du régime d'Israël, les groupes terroristes de la Haganah, du Stern et de l'Irgun avaient mené des attentats contre la Grande-Bretagne, sous le couvert d'Arabes et de Palestiniens. Dès 1946, l'Irgun commit un attentat meurtrier contre l'hôtel King David, quartier-général des autorités britanniques, à Qods, faisant 91 morts, en majorité, britanniques. Le commando était dirigé par Menahem Begin, futur Premier ministre israélien.

Citons, aussi, l'affaire, connue sous le nom de «Affaire Lavon», du nom du ministre israélien de la Défense, Pinhas Lavon, en 1954. Un commando, constitué de Juifs égyptiens travaillant pour l'«Aman», (service de renseignements militaires israéliens), commit une série d'attentats contre des édifices britanniques et américains, en 1954, avec pour but de nuire aux relations entre l'Egypte nassérienne et les pays anglo-saxons.

En 1986, c'est sur la base de faux du Mossad, soit-disant illustrant le soutien de Tripoli au terrorisme que les Etats-Unis avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne bombardèrent la Libye, occasionnant des destructions et de nombreux morts.

En fait, la liste n'est pas exhaustive et Etats-uniens et Israéliens sont passés maîtres, dans ces traîtrises de la «fausse bannière». Il ne faut pas jouer à l'autruche ou mettre des oeillères, en effet, ces deux pays, en particulier, sont la cause de millions de morts, en Afghanistan, en Syrie, en Irak, en Libye et en Palestine. sahartv.ir 06.12

Le plus sidérant ce ne sont pas tous ces crimes dont les auteurs ont été identifiés ou démasqués au fil du temps, mais que la plupart des gens n'en tirent aucun enseignement et estiment normal que leurs gouvernements successifs commercent et entretiennent des relations d'amitié avec ces Etats terroristes en les qualifiant de démocratiques.

C'est comme s'ils n'avaient jamais rien retenu des expériences qu'ils avaient vécues au cours de leur vie ou qu'ils s'en foutaient éperdument tant qu'ils n'étaient pas directement concernés. D'où la nécessité d'avoir une vision globale ou mondiale de la situation politique pour qu'ils comprennent que ces événements et les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien sont intimement liés.

Cet état d'esprit dénote une absence de conscience politique ou de conscience tout court même, car même lorsqu'ils sont directement concernés, ils adoptent la même attitude, ce que témoignaient hier les résultats des élections en France.

Certes le matraquage du gouvernement et de leurs agents médiatiques et sondagiers ne les aura pour ainsi dire pas convaincu d'aller davantage voter qu'en 2010 (53,67% d'abstention, 49,91% hier) , mais ils auront tout de même été 22,1 millions à aller voter, après avoir entendu à la radio et à la télévision ou lu dans la presse écrite que tous les gouvernements qui s'étaient succédés lors des décennies précédentes jusqu'à aujourd'hui, et donc tous les partis qui y avaient participé, avaient vendu des armes à des Etats (Arabie saoudite et Qatar) qui les avaient livrés aux barbares d'al-Nosra et de l'Emirat islamique issus d'al-Qaïda

qui ont réalisé le massacre du 13 novembre, à ce titre et au-delà il faudrait en conclure que ce coup d'Etat terroriste fut réalisé pour rien, hormis permettre de suspendre l'Etat de droit et réprimer le mouvement ouvrier, ainsi qu'intensifier le bombardement de la Syrie et le légitimer.

C'est à croire que temps qu'une bombe ne tombera pas sur leur propre maison, ils se foutront littéralement de tout ce qui pourrait arriver ailleurs en France ou dans le monde. Il faut ajouter une précision importante, ce sont en grande partie les prolos qui se sont une nouvelle fois abstenus en masse. Et ceux qui ont été votés appartiennent davantage aux autres couches ou classes supérieures de la société, celles qui sont plus instruites ou qui sont censées disposer d'un niveau de connaissance plus développé, qui s'informent auprès des médias dits alternatifs, comme quoi cela ne leur sert pas à grand chose et confrme ce que nous en disions récemment. La seule chose qui compte pour elles, ce sont les menaces qui pèsent sur leur niveau ou leur mode de vie relativement confortable, il n'y a que cela qui peut les mobiliser, y compris lors d'élections.

Pour revenir aux effets plutôt anesthésiant de leur propagande. On pourrait en rire en se disant que c'est la conséquence de l'idéologie que la classe dominante leur a incrustée dans le cerveau, ils sont devenus tellement individualistes ou nihilistes qu'ils n'écoutent même plus ce que leur dit le gouvernement, mais franchement cela ne nous donne pas du tout envie d'en rire, mais plutôt d'en pleurer.

Bref, c'est le sujet que nous traitons ci-dessous, le taux d'abstention étant pratiquement équivalent à ce qu'il était en 2010, il n'y a donc pas lieu de s'éterniser sur ce facteur. Quant à la montée du FN, elle demeure bien en-deça de leur attente, car la soi-disant "*vague bleu marine*" n'a pas dépassé le stade d'une onde créé par un pavé lancé dans la fosse à purin des institutions. Hollande et Valls vont pouvoir continuer d'en respirer les effluves nauséabonds qui les inspirent tant. Et de nous en faire profiter généreusement pendant qu'ils y sont, sans nous demander notre avis de préférence, c'est cela la démocratie.

Cela dit et on terminera par là, ils sont inquiets tout de même, car pour appliquer leur politique il leur faut un minimum de légitimité ou de soutien populaire, et là le gouvernement pourra le chercher en vain, aussi ont-ils lancé les fins limiers de leur police de la pensée à sa recherche, j'ai suivi leur piste cet après-midi dans un article de leur agence de propagande :

Francetv info - Si vous aussi avez boudé les urnes, francetv info vous donne la parole. Etait-ce par désintérêt de la politique ? Une manière de sanctionner le gouvernement ? Expliquez-nous vos motivations et dites-nous ce que vous comptez faire dimanche 13 décembre. Les résultats du premier tour vous incitent-ils à vous mobiliser pour le second ? Francetv info 07.12

Assurément, comme au premier j'aurai mieux à faire !

Elections régionales en France

En recueillant les voix de moins de 15% des électeurs inscrits.

- C'est un raz-de-marée bleu marine. - Francetv info 06.12

Les résultats.

- Elections régionales : les résultats du premier tour, région par région - Le Monde

Alsace-Champagne-Ardennes-Lorraine. Le vice-président du FN, Florian Philippot, est arrivé dimanche largement en tête avec 36,06 % des voix, devant Philippe Richert (LR-UDI-MoDem), crédité de 25,83 % des voix, et devant le PS Jean-Pierre Masseret 16,11 %.

Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes. La liste PS-PRG d'Alain Rousset arrive en tête dans la région avec 30,39 %, devant la liste de droite et du centre de Virginie Calmels (27,19 %) et celle du FN de Jacques Colombier (23,23 %).

Auvergne-Rhône-Alpes. Le secrétaire général de LR, Laurent Wauquiez, recueille 31 % des voix, devant le FN Christophe Boudot (25,52 %) et le PS Jean-Jacques Queyranne (23,93 %).

Bourgogne-Franche-Comté. La candidate frontiste Sophie Montel obtient 31,48 % des voix, devançant l'ancien ministre UDI François Sauvadet (24 %) et la présidente socialiste sortante du conseil régional de Franche-Comté, Marie-Guite Dufay (22,99 %).

Bretagne. Avec 34,92 % des voix selon des résultats définitifs, le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian arrive largement en tête du scrutin en Bretagne devant Marc Le Fur (LR) qui obtient 23,46 %. Le frontiste Gilles Penelle obtient 18,17 % des voix.

Centre-Val de Loire. Le candidat frontiste Philippe Loiseau (30,49 %) devance le président du groupe UDI à l'Assemblée Philippe Vigier (26,25 %) et le président sortant de la région François Bonneau,(24,31 %), élu en 2007, après la démission de

Michel Sapin.

Corse. Six listes y sont qualifiées pour le second tour. La liste divers gauche, conduite par le président sortant du conseil exécutif, Paul Giacobbi, devance de peu la liste nationaliste du maire de Bastia Gilles Simeoni avec 18,42 % des voix contre 17,62 %. A droite, José Rossi devance Camille de Rocca-Sera, président de l'assemblée de Corse de 2004 à 2010, avec 13,17 % des voix contre 12,70 %.

En Ile-de-France. L'ancienne ministre Valérie Pécresse, qui conduit la liste de la droite et du centre obtient 30,51 % des voix au premier tour, devant le président de l'Assemblée nationale, le socialiste Claude Bartolone (25,19 %). Le Front national est à 18,41 %, les écologistes à 8,03 %, le Front de gauche à 6,63 % et Debout la France à 6,57 %.

Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Le candidat Front national Louis Aliot arrive en tête avec 31,83 %, devant Carole Delga (PS) qui réalise 24,41 % et Dominique Reynié (LR) qui enregistre un score de 18,84 %.

Nord-Pas-de-Calais-Picardie. La présidente du Front national, Marine Le Pen, arrive largement en tête au premier tour avec 40,64 % des suffrages, devant le candidat de la droite et du centre Xavier Bertrand (24,96 %), et le candidat PS Pierre de Saintignon (18,12 %).

Normandie. L'ancien ministre de la défense Hervé Morin (LR-UDI-MoDem) arrive de justesse en tête avec 27,91 % des voix devant le frontiste Nicolas Bay (27,71 %) et le socialiste Nicolas Mayer-Rossignol (23,52 %).

Pays de la Loire. La liste de la droite et du centre conduite par Bruno Retailleau est loin devant avec 33,49 % des suffrages exprimés. Le socialiste Christophe Clergeau arrive deuxième avec 25,75 %, devant la liste FN de Pascal Gannat (21,35 %).

Provence Alpes-Côte d'Azur. Le parti d'extrême droite emmené par Marion Maréchal-Le Pen atteint 40,55 %, alors que Les Républicains, conduits par Christian Estrosi, plafonnent à 26,48 % et que les socialistes s'effondrent à 16,59 %. Lemonde.fr 06.12

La fin justifie les moyens : le FN.

- Régionales : le FN est en tête dans au moins 52% des communes - Francetv info

Sans conteste, le Front national est le grand vainqueur du premier tour des régionales, dimanche 6 décembre. Le parti de Marine Le Pen arrive en tête dans au moins 19 069 communes en France, selon un décompte de francetv info réalisé à partir des résultats partiels délivrés par le ministère de l'Intérieur. La liste frontiste est ainsi numéro un dans au moins 52% des villes et villages de l'Hexagone.

Le Front national obtient ses meilleurs scores dans des communes rurales, comme Courcelles-sur-Voire (Aube) ou Guindrecourt-sur-Blaise (Haute-Marne), où il obtient 90% des suffrages exprimés.

A titre de comparaison, les listes menées par les Républicains, avec l'appui des centristes, ne sont leaders que dans 9 398 communes. Les socialistes arrivent en tête dans seulement 6 066 communes.

18 départements voient le PS arriver en tête, la droite dans 31 départements, le Front national dans 46 départements.

A Voellerdingen (Bas-Rhin), aucun des 408 habitants n'a glissé un bulletin socialiste dans l'urne, dimanche 6 décembre, lors du premier tour des élections régionales. C'est le cas dans 312 municipalités où aucun vote pour le PS n'a été recensé, selon le décompte de francetv info. Environ la moitié de ces communes sont concentrées dans deux régions, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie et l'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine.

A Palasca (Haute-Corse), aucun des 148 habitants n'a glissé un bulletin frontiste dans l'urne, dimanche 6 décembre, lors du premier tour des régionales. Pas une seule voix. Le village fait figure d'exception dans l'Hexagone : elle fait partie des 110 municipalités où aucun vote en faveur du FN n'a été recensé, selon le décompte de francetv info. Francetv info 06.12

Pour la gauche, vaut mieux le FN que le socialisme.

Pour l'occasion, on leur concède qu'ils sont tous de gauche, PS, PCF, PG, etc.

- Troisième, le Parti socialiste fait des maths pour ne pas calculer sa défaite - Slate.fr

Les divers représentants du PS soulignent que l'addition des forces de gauche leur permet de rester «premier parti de France».

«J'ai regardé l'ensemble des résultats consolidés ce qui fait le rapport de forces entre la gauche, la droite et l'extrême droite. Si je regarde ce rapport de force, le total de la gauche, qu'on disait en difficulté, doit dépasser les 36% et en fait le premier parti de France», a déclaré juste après les résultats le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll sur TF1. Selon les estimations, le Front national a récolté entre 27,2% et 30,6% au premier tour, alors que le bloc entre le parti Les Républicains, le Modem et l'UDI sont entre 27 et 27,4%. À l'échelle nationale, les partis du Front de Gauche, d'Europe-Écologie Les Verts et Nouvelle donne ont récolté environ 10,3% au total. slate.fr 06.12

En famille. Ils ont toujours rampé devant le régime au lieu de l'affronter.

- Régionales : « on va se mettre à plat ventre » annonce Marie-Georges Buffet - Public Sénat

Sur le plateau des chaines parlementaires, la députée communiste de Seine-Saint-Denis Marie-Georges Buffet a mis en garde le parti socialiste. Si elle déclare vouloir « se mettre à plat ventre pour faire gagner la gauche », « ce n'est pas parce qu'il y a un accord en Ile-de-France que les électeurs vont se déplacer » a-t-elle prévenue.

« Ces électeurs ont fait la victoire de François Hollande au second tour. Le Front de gauche a assuré la victoire de François Hollande au second tour. Et ils attendaient des changements (…) Ces électeurs vont se mobiliser à gauche, sortir de l'abstention pour certains, si le parti socialiste bouge au niveau de ses orientations ». Public Sénat 06.12

Place au parti de l'ordre. Tout est dans l'ordre des choses.

Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du Parti socialiste, intervient à 22 heures et annonce le retrait des listes socialistes en Paca et en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. « L'histoire sera sévère avec ceux qui disent plutôt l'extrême droite que la gauche », a-t-il dit. lepoint.fr 06.12

Il a raison, tant que la gauche peut faire le boulot de l'extrême droite, c'est à elle de gouverner, et quand elle n'en aura plus les moyens elle repassera le relais à la droite officielle ou elle le passera à l'extrême droite, pourvu que la véritable gauche ou l'extrême gauche ne parvienne pas au pouvoir, tout le reste est secondaire pour cette pourriture.

La vermine qui se repaît des miasmes nauséabonds des bas-fonds putrides du régime est dans son élément.

Emmanuel Cosse, candidate EELV pour la région Ile-de-France, a regretté que son parti n'ait pas eu de score plus haut, et appelle à une fusion des listes de gauche : « Ce que nous pouvons faire, c'est travailler à la fusion des listes de gauche et des écologistes au second tour. »

Sandrine Bélier, candidate EELV pour la région Grand Est face à Florian Philippot a, elle, appelé à une « union démocrate » de gauche et de droite. lepoint.fr 06.12

ACTUALITE EN TITRES

Voter, c'est voter pour.

- Régionales : Valls compare le bulletin à une «arme contre le terrorisme» - LeParisien.fr

S'il vous plaît, après le gouvernement de guerre Hollande-Valls-Macron-Fabius-Le Drian.

- FN, premier péril de France - Liberation.fr

On savait qu'ils étaient compatibles.

- L'entourage de Valls fustige la "grande irresponsabilité" de la droite - AFP

La droite fait preuve d'une "grande irresponsabilité" en refusant de se retirer ou de fusionner avec la gauche pour faire barrage au Front national après le premier tour... AFP 06.12

Si "al-Nosra fait du bon boulot", le PS aussi.

- Raffarin appelle au retrait des listes arrivées 3ème pour faire barrage au FN - AFP

Les bifteckards se rebiffent.

- Le désistement du PS fait hurler en Paca (et ne plaît pas dans le Nord et l'Est non plus) - Le Huffington Post

"Je ne me retire pas" du 2e tour en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, annonce le candidat PS Jean-Pierre Masseret - Francetv info

Sans rire, il y en a encore qui vont broder là-dessus, parce qu'il pourrait sortir quelque chose de la crise du PS... Voyez ce qu'il en est en Grèce.

Non quand il est tournée contre la réaction.

- Attentats de Paris : l'état d'urgence est-il forcément abusif ? - Francetv info

S'ils le disent eux-mêmes.

- Marc Ferro: l'Europe est aveugle, nos ennemis ce ne sont pas les Russes - sputniknews.com

Ni les Américains, les Allemands, les Anglais, les Turcs, les Saoudiens, etc. c'est le capitalisme et ses institutions politiques, la Ve République qu'il faut abattre.

- Lutte contre l'Etat islamique, Frédéric Lefebvre : "La Turquie doit clarifier sa position en urgence" - Atlantico.fr

Erdogan ne fait que cela...

Quand le Qatar veut sabrer les syndicats.

- Le Qatar veut réduire l'influence des syndicats de Volkswagen - latribune.fr

Il est actionnaire à hauteur de 17% de Volkswagen. Au Qatar les syndicats sont interdits.

Dossier sur la Turquie

- WikiLeaks: Erdogan a épié le Su-24 russe pendant six semaines - sputniknews.com

Selon une nouvelle révélation de WikiLeaks, le président turc Recep Tayyip Erdogan aurait ordonné d'abattre un avion russe dans le ciel syrien, début octobre, soit dès le début de l'opération aérienne russe contre Daech en Syrie, afin de mobiliser ses électeurs devant une menace de guerre, persuadé que l'Otan allait le soutenir malgré tout.

Le président turc a donc lui-même ordonné d'abattre l'avion russe SU-24 dans le ciel syrien, prétendant que l'avion aurait violé l'espace aérien turc, déclare WikiLeaks, citant le fameux lanceur d'alertes turc connu sous le pseudonyme de Fuat Avni.

Fuat Avni avait averti le 12 octobre, sur son compte twitter, que Recep Tayyip Erdogan s'apprêtait à abattre un avion russe. Connu pour divulguer les projets malhonnêtes du gouvernement turc, ses révélations sont toujours avérées. Aussi est-il baptisé le Julian Assange turc, celui qui fait trembler le pouvoir.

Ce projet du président du pays serait motivé par sa stratégie de mobiliser ses électeurs par la menace d'une guerre avec la Russie. Les Turcs élevés sur les idées du général Kemal Ataturk, ayant conçu le projet d'un Etat moderne pour le peuple turc, sont prêts à s'unir devant une menace de guerre et soutenir leur gouvernement, comme d'ailleurs la plupart des nations.

Wikileaks fait remarquer que la Turquie aurait déjà abattu un drone, affirmant qu'il était russe. De surcroît, selon leurs données, la Turquie menait une opération contre les kurdes syriens, luttant contre Daech (Etat islamique).

En conférence de presse, le 2 décembre, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova s'est référée au Tweet du lanceur d'alertes, faisant remarquer qu'il était "très intéressant" que le fameux dénonciateur turc ait prédit cet événement dramatique il y a presque deux mois. sputniknews.com 06.12

- L'Irak donne 48H à la Turquie pour retirer ses troupes - sputniknews.com

L'Irak peut faire appel au Conseil de sécurité de l'Onu si la Turquie ne retire pas ses troupes dans les 48 heures, a déclaré le premier ministre irakien Haïder al-Abadi.

Bagdad pourrait utiliser toutes les options possibles, y compris s'adresser au Conseil de sécurité de l'Onu, si la Turquie ne retire pas ses troupes du nord de l'Irak sous 48 heures.

"L'Irak a le droit d'utiliser toutes les options à sa disposition, y compris recourir au Conseil de sécurité de l'Onu, si la Turquie ne retire pas ses forces armées sous 48 heures", a affirmé le premier ministre irakien.

Précédemment, le centre de presse du premier ministre d'Irak avait diffusé une déclaration gouvernementale officielle demandant à la Turquie de retirer ses soldats d'Irak. Selon les autorités, un bataillon de chars turc est entré dans la province de Nainawa sous prétexte d'entraîner des groupes armés irakiens. Les activités de la Turquie ont été qualifiées d'incursion.

Les médias avaient annoncé plus tôt que les autorités turques avaient envoyé 130 militaires dans la région de Mossoul (nord) pour entraîner des Kurdes irakiens (peshmergas) combattant Daech. sputniknews.com 06.12

- La Turquie interrompt son déploiement de soldats en Irak - AFP

La Turquie a annoncé mardi l'arrêt de tout transfert de troupes près de la ville irakienne de Mossoul, après que Bagdad eut menacé de faire appel aux Nations unies pour contraindre Ankara à retirer ses soldats.

La Syrie a également condamné dimanche "la violation flagrante du territoire irakien par les Turcs, qui ne fait que confirmer le rôle destructeur (joué par Ankara) contre la Syrie et l'Irak".

Les Etats-Unis ont dit avoir eu connaissance de ce déploiement turc en précisant qu'il ne s'inscrivait pas dans les activités de la coalition conduite par Washington contre l'Etat islamique en Syrie et en Irak. AFP 07.12

Dossier sur la Syrie

Cameron-Obama: la Russie et l'Iran doivent participer au règlement du conflit syrien - sputniknews.com

Le règlement de la crise syrienne devrait se dérouler avec la participation des parties russe et iranienne, ont déclaré dimanche le premier ministre britannique David Cameron et le président américain Barack Obama.

Cette annonce conjointe intervient suite à un entretien téléphonique entre M. Cameron et M. Obama,vendredi. Les dirigeants se sont entretenus de la situation en Syrie et de l'activité de la coalition antiterroriste. Le contenu de leur conversation n'est dévoilé qu'aujourd'hui.

"Le premier ministre et le président ont convenu de la nécessité de progresser politiquement et d'engager la Russie et l'Iran dans le règlement de la crise syrienne", a rapporté une source du cabinet de David Cameron. sputniknews.com 06.12

- Syrie: 4 soldats tués dans un bombardement par la coalition d'un camp AFP

Quatre soldats syriens ont été tués et 13 blessés par un bombardement sans précédent de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis sur un camp de l'armée, a rapporté lundi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

L'ONG, qui dispose d'un vaste réseau de sources à travers la Syrie, a fait état de 49 morts dont huit enfants et cinq femmes la suite de ces raids probablement menés par la coalition internationale conduite par les Etats-Unis. AFP 07.12

Chaos, guerre et terrorisme for ever ou l'avenir cauchemardesque qu'ils nous réservent.

- Washington, incapable de remporter la guerre contre Daech - sahartv.ir

« Les Etats-Unis ne sont pas capables de remporter la guerre contre Daech pour les mêmes raisons qu'ils n'ont pas gagné la guerre au Vietnam », a déclaré Jeff Faux, père-fondateur de l'Institut « Economic Policy ».

Selon l'agence de presse russe Sputnik, Jeff Faux, père-fondateur de l'Institut « Economic Policy, a écrit dans un article :

« Washington ne sait nullement que la vague de violence et de terreur qui traverse le Moyen-Orient a été provoquée par les ingérences constantes des Etats-Unis et leurs tentatives inlassables visant à rayer la culture des différentes nations en faveur des critères américains. Les Etats-Unis ne sont pas capables de remporter la guerre contre Daech pour les mêmes raisons qu'ils n'ont pas gagné la guerre au Vietnam : Les Américains sont des agresseurs impopulaires et mal aimés. Même si Washington dispose des facilités et des équipements suffisants pour faire reculer les terroristes de Daech vers les mêmes déserts dont ils sont d'origine, ces terroristes émergeront rapidement et sous une autre forme. Vous savez quel est le problème ?

Les Américains, tout comme leurs prédécesseurs colonialistes, Grande-Bretagne et France, sont des agresseurs qui tentent, toujours, de contraindre les autres pays à changer de mode de vie en faveur du style américain et aussi à leur confier le contrôle de tous les puits de pétrole. Les Etats-Unis tentent de se poser en gendarme du monde alors que les sondages d'opinion effectués, en 2013, auprès de 68 pays du monde, montrent que les sondés voient en les Etats-Unis « la plus grande menace pour la paix mondiale ». Parmi les pays participant à ce sondage, les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont montré une réaction plus négative que les autres aux Etats-Unis. Beaucoup sont les experts et les diplomates américains qui reconnaissent l'implication de la Maison Blanche dans la création des groupes terroristes dont le groupe terroriste Daech ». sahartv.ir 06.12

- Les USA en manque de munitions pour combattre Daech - sahartv.ir

Avec l'intensité des frappes aériennes pour combattre Daech, l'US Air Force pourrait être à cours de munition prochainement.

Selon CNN, depuis le début des frappes aériennes contre Daech en août 2014, l'armée de l'air américaine, l'US Air Force, aurait utilisé 20. 000 bombes et autres missiles. Ce qui aurait mené à un épuisement du stock de munitions. Le général Mark Welsh, chef du personnel, a émis un communiqué pour aviser que l'Armée de l'air dépense ses munitions plus vite qu'elle n'arrive à se réapprovisionner. «Les bombardiers de type B-1 ont largué des bombes en un temps record. Les F-15E sont aussi utilisés dans les frappes parce qu'ils peuvent contenir un éventail plutôt large d'armes et ils sont très flexibles. Nous avons besoin de financement pour nous assurer que nous sommes prêts à tenir pour ce long combat. La situation est critique,» a-t-il déclaré.

Le général a d'ailleurs confié à CNN que l'US Air Force souhaite un refinancement à la hausse des dépenses militaires pour venir à bout de Daech. Cependant, reconstituer ce stock pourrait prendre jusqu'à quatre ans de temps de réapprovisionnement d'actifs, a déclaré Welsh. Ces déclarations sont formulées alors que les Etats Unis continuent de larguer des armes et des munitions pour Daech aussi bien en Syrie qu'en Irak. sahartv.ir 06.12

- Israël reconnait "l'incapacité" de la coalition anti-Daech - sahartv.ir

Le ministre israélien de la Guerre a affirmé l'échec de la coalition soi-disant anti-Daech dirigée par les Etats-Unis.

Selon l'agence d'information ISNA citant le quotidien extrarégional Raay al-Youm, le ministre israélien de la Guerre, Moshe Yaalon a critiqué le bilan faible du gouvernement américain dans la lutte contre Daech, lutte qui, en tant que défi mondial, exige, selon lui, une sérieuse gestion pour anéantir Daech ce dont les Etats-Unis n'ont pas la compétence.

Le régime sioniste parle de la lutte contre le terrorisme alors que les sources d'information font part du soutien financier et en armement de ce régime aux terroristes de Daech et du Front al-Nosra en Syrie. Moshe Yaalon a, également, considéré le rôle de la Russie au Moyen-Orient, comme plus important que celui des Etats-Unis ; les actes militaires russes en Syrie le prouvent de la meilleure manière.

Le ministre israélien de la Guerre s'est aussi exprimé sur le rôle que joue la RII en Syrie en affirmant que ce rôle s'est de plus en plus renforcé après les négociations nucléaires à Vienne. sahartv.ir 06.12

Haut de page

Le 8 décembre 2015

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* sera actualisée en fin de journée, il est déjà 16h24 et je viens juste de terminer la causerie du jour.

Ici la mousson semble marquer le pas, la plus importante depuis au moins un demi-siècle paraît-il avec son cortège de morts et de désolation... Le pays était une véritable décharge, je vous laisse imaginer le tableau, non, vous en serez incapables, c'est comme la guerre, il faut la vivre pour comprendre, et encore, c'est désolant ! Passons. Sinon ici la vie est relativement tranquille par rapport

à chez vous, où dorénavant la principale menace ce sont les forces de l'ordre établi.

Ô rage, Ô désespoir, je remets mon sort entre tes mains et veuille bien m'épargner !

Je ne suis pas du tout certain que vous serez entendu.

Hier vous dansiez, vous chantiez, et bien maintenant pleurez !

Et dire qu'il y en a qui auront pour seul réflexe de serrer les rangs derrière ceux qui nous ont conduit à cette situation. Ce qu'ils pourront toujours nier au nom de la fatalité qui franchement a bon dos, un peu de dignité ou de décence tout de même, car on veut bien l'admettre mais pas sur une période s'étendant sur six décennies et forcément beaucoup plus comme nous sommes partis, vaut mieux admettre dans ce cas-là que notre combat, notre cause, notre idéal était perdu d'avance ce serait plus honnête.

Personnellement nous ne nous y résoudrons jamais, et nous rejetons cette analyse qui sert à épargner les capitulards et autres renégats qui n'ont cessé de produire des théories qui se sont toutes avérées foireuses à l'arrivée, il faudrait avoir perdu la tête pour leur accorder la moindre crédibilité.

Les dirigeants de la classe dominante, à ne pas confondre avec les marionnettes qui les représentent, doivent peut-être être déçus, leur massacre du 13 novembre n'aura pas servi de levier pour transformer les élections régionales en un plébiscite en faveur du PS ou de l'état d'urgence compte tenu du taux d'abstention, par contre il aura validé la carte de l'extrême droite qu'il leur reste à jouer, une consolation en somme.

Les médias auront tout fait pour que la compétition se déroule loyalement et pour que le meilleur gagne, les deux compétiteurs (PS et FN) concourant pour la même écurie, leurs propriétaires ne courrraient aucun risque puisqu'ils étaient sûrs que l'un des deux l'emporterait à l'arrivée. Ils disposent donc désormais d'une photo suffisamment précise de la situation qui va leur permettre de plannifier la suite des festivités toujours en s'appuyant sur l'un tout en diabilisant l'autre à moins que ce ne soit l'inverse à un moment donné. Et le troisième larron dans cette histoire, Les Républicains ? Il est destiné à récupérer le pouvoir le moment voulu, il n'aura plus qu'à se baisser pour le ramasser.

Passons au menu, âme sensible ou esprit faible s'abstenir, car il va falloir avoir l'estomac bien accroché pour digérer ce qui vous attend désormais.

Votre avenir à la sauce grecque se dessine.

"Remporté la victoire des cerveaux", ne serait-ce pas là leur tactique ?

La Tribune - Marine Le Pen peut déjà triompher, avant même les résultats définitifs de dimanche prochain. Quoi qu'il advienne, toute la vie politique dans les prochain mois va tourner autour du Front National qui, par ses scores, est devenu le sujet incontournable. A défaut, peut-être, de victoire dans les urnes, elle aura remporté la victoire des cerveaux. La Tribune 07.12

Pour quel objectif stratégique ? La réponse.

La Tribune - Le FN décevra tous ses électeurs car si leur politique de la Terre brulée venait à devenir la politique de la France en 2017, les français se retrouveront au niveau des Grecs en moins de deux..." La Tribune 07.12

En résumé : Hollande et son gouvernement, le PS, ainsi que ses satellites et alliés électoraux auront tout fait pour préparer le terrain au fascisme qui est en voie de "remporter la victoire des cerveaux", afin que "les français se retrouvent au niveau des Grecs".

Reste quelques questions à se poser.

Pourquoi ? Parce que Hollande et son gouvernement, le PS, ainsi que ses satellites et alliés électoraux ne peuvent pas atteindre cet objectif, ce sera donc à l'extrême droite de s'en charger en bénéficiant de l'arsenal législatif répressif qui a été mis en place en 2015 et les années précédentes pour qu'elle puisse terminer le sale boulot.

Pourquoi Hollande et son gouvernement, le PS, ainsi que ses satellites et alliés électoraux ne peuvent-ils pas atteindre cet objectif ? Parce qu'ils se prétendent de gauche et que cet objectif est la négation des valeurs qu'elle est censée incarner.

Mais alors, quel devait être le rôle précis dévolu à cette pseudo-gauche ?

Prendre en charge aussi loin que possible les besoins des capitalistes en totale contradiction avec les besoins qu'elle était censée représenter ou défendre en y associant les partis ou organisations du mouvement ouvrier (qui, rappelez-vous en 2012 ont appelé à voter Hollande et PS ou à chasser Sarkozy ce qui revenait au même, et ils viennent de récidiver pour "faire barrage" au FN), de manière à ce qu'il soit déconsidéré ou discrédité aux yeux des travailleurs et qu'ils s'en détournent au profit de l'extrême droite ou qu'il se retrouve pour ainsi dire paralysé, neutralisé.

Une fois cet objectif atteint le terrain aura été suffisamment préparé pour que l'extrême droite prenne le relais, sauf si le sommet de la classe dominante décidait que son heure n'avait pas encore tout à fait sonné, ce serait alors à la droite radicalisé ou empiétant sur le programme de l'extrême droite de poursuivre le sale boulot, si nécessaire en réprimant férocement le mouvement ouvrier qu'ils pourront accuser d'avoir conduit le pays là où il en est dans l'indifférence générale ou presque, pire en bénéficiant du soutien de la majorité de la population, compte tenu qu'il n'existe aucun parti ouvrier inspirant confiance aux masses exploitées et susceptible de constituer un rôle de regroupement pour rassembler l'ensemble des forces qui combattent le régime et la dictature sur la base d'un programme révolutionnaire ou socialiste.

On va payer très très cher 70 ans de révisionnisme, de compromission avec le PS et le PCF, le régime, de trahison, de la part des dirigeants autoproclamés de l'avant-garde du mouvement ouvrier. Pour avoir voulu à tout prix vouloir encore faire jouer un rôle au PS au côté des travailleurs, y compris dans le futur, on a envie de dire qu'ils sont servis au-delà de leurs espérances, malheureusement pour les militants qu'ils auront réussi à endoctriner et à entraîner dans cette direction, qui ne l'ont pas compris ou qui n'ont pas voulu le comprendre plus tôt, il est désormais trop tard pour éviter que cette cette vague de réaction devienne réalité et il va leur falloir la subir, ce qui va finir d'achever plus d'un militant, à leur façon ces dirigeants auront ainsi contribué à créer les conditions pour que la pire réaction l'emporte. Sur quoi, mais le socialisme voyons ! Ah mais c'est vrai que plus aucun militant ne l'a plus en tête de nos jours ou si peu, du coup notre discours leur semblera déconnecté de la réalité et ils ne voudront rien entendre une fois de plus, dommage car le pire est devant vous !

Parole d'internaute

- "*A priori la disparition de la social-démocratie est un mouvement général en Europe ; en Allemagne le SPD ne peut plus jouer que les forces d'appoint de la CDU, en Pologne il n'y a plus d'élus de gauche au parlement, en Espagne nul ne miserait un kopeck sur les chances du PSOE de retrouver le pouvoir, en Belgique il ne fait pas partie de la coalition gouvernementale pour la 1è fois depuis longtemps, au Portugal il est engagé dans une alliance tellement contre-nature que l'expérience en cours ne durera pas très longtemps.* "

Vous avez oublié la Grèce où le PASOK est laminé (7% le 20septembre 2015), l'Italie est le prochain sur la liste, après viendra le tour de la Grande-Bretagne grâce à Jeremy Corbyn...

C'était prévisible dès lors qu'elle devrait monter au créneau pour défendre le régime en place dans le contexte de crise du capitalisme, donc emprunter ouvertement le masque de la réaction.

Donc dans cette perspective qui devait fatalement se réaliser un jour, il ne fallait surtout pas s'encanailler avec ces partis réactionnaires, n'envisager aucun front unique avec la social-démocratie dégénérée et les staliniens sous peine de subir le même sort, ce qui en partant déjà avec un lourd handicap devait aboutir au maintien de la marginalisation de l'avant-garde au sein du mouvement ouvrier et encore plus au sein des travailleurs ou du reste de la population.

Confirmation. Ce sont les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et de la jeunesse qui se sont abstenues.

Selon une étude Ipsos/Sopra Steria réalisée sur 8.000 personnes avant le premier tour.

Le profil des abstentionnistes montre qu'ils se situent davantage chez les jeunes (65% des 18-24)

58% des employés et 61% des ouvriers ne comptaient pas se déplacer selon cette étude. publicsenat.fr 07.12

Mais alors qui donc a voté ? Les nantis en tous genres, tous ceux qui estiment qu'ils ont encore quelque chose à perdre, l'aristocratie ouvrière corrompue, les intellectuels faillis et vendus, les patrons grands, moyens et petits, les couches et classes moyennes qui entendaient ainsi défendre leur situation privilégiée par rapport au reste de la plèbe qu'ils méprisent.

En complément. Ils ne tolèrent pas qu'on leur résiste et ils en deviennent hystériques, grossiers.

- Régionales 2015 : "Abstention, piège à cons" ? - LePoint.fr

Comment ils mélangent les différents scrutins et ne tiennent pas compte du niveau d'abstention qui a doublé en 40 ans.

Pour le compte du FN bien entendu dont la montée est présentée comme inexorable, une fatalité de plus, quoi ! Alors apprêtons-nous à vivre avec, généreuse intention.

- Régionales 2015 : retour sur quarante ans de progression du Front national - Francetv info

"En quarante ans, le Front est parti de presque rien, pour atteindre 28% des suffrages exprimés au premier tour", commente en plateau Nicolas Chateauneuf. En 1974, Jean-Marie Le Pen se présente à la présidentielle pour la première fois : 0,75% des votes. "Il faudra attendre dix ans pour que le FN se fasse vraiment remarquer dans les urnes. En 1984, aux européennes, le FN atteint 11%", poursuit le journaliste. S'ensuit une lente progression, lors des présidentielles de 1988 et 1995 avec 14 et 15% des voix pour Jean-Marie Le Pen. Le premier coup d'arrêt de cette progression est donné aux européennes de 1999. Le FN n'engrange que 6% des voix. "La raison, c'est la scission du parti avec le départ notamment de Bruno Maigret. Le FN est littéralement menacé d'implosion".

"Le plafond de verre" brisé en 2012

Mais contre toutes attentes, le FN accède en 2002 au second tour de la présidentielle. Quelques années plus tard, il perd des points à la présidentielle de 2007 et ne récolte que 10% des voix. "C'est Nicolas Sarkozy qui détourne une partie des électeurs traditionnels du Front national à son profit". Le FN renoue avec les bons scores en 2012 après l'arrivée de Marine Le Pen. Avec ses 18% à la présidentielle, "le plafond de verre électoral saute". Les bons chiffres sont confirmés aux européennes et aux départementales. Ces 28% aux régionales, "c'est évidemment le record absolu pour le Front national", conclut le journaliste. Francetv info 07.12

En fait de "record absolu", le 6 décembre 2015 il a atteint à peine 14% en tenant compte de l'abstention, et il ne faut pas surestimer la valeur de chacune de ces voix ou faire de chaque électeur un soldat du FN à ce stade là, alors que le contexte politique lui était particulièrement favorable après que la Turquie ait ouvert ses frontières pour que des flots de réfugiés se répandent en Europe et le carnage du 13 novembre intervenu moins d'un mois avant ces élections.

Par contre ils sont en train de conditionner la population pour qu'elle se prépare psychologiquement à l'avènement d'une dictature encore plus dure et qu'elle cautionne des mesures dignes du fascisme, peu importe finalement le ou les partis qui les appliqueront, l'extrême droite étant la mieux placée... après le PS.

En famille. En réalité, ils se partagent (déjà) le pouvoir.

La Tribune - Mais que penser du calcul du PS de se retirer et donc de n'avoir aucun élus dans peut-être trois régions, dont l'une « historique » Nords-Pas-de-Calais-Picardie? En effet, avant la fusion avec la Picardie, la région Nord-Pas-de-Calais, actuellement présidée par le socialiste Daniel Percheron, était « LE » fief socialiste, on y trouvait même les plus gros bataillons du parti socialiste... Sans parler de Pierre Mauroy, véritable statue du commandeur ! Le double calcul du PS en retirant ses candidats

En réalité, les instances dirigeantes du PS font un double calcul. A court terme, elles veulent démontrer que le PS aura tout fait pour faire barrage au FN, quitte à se sacrifier.

A plus long terme, c'est à une sorte de stratégie de la terre brulée que se livre le PS. Refusant toute compromission avec un FN au pouvoir pour gérer la région - il faut bien voter des budgets pour les lycées, les routes, etc -, le PS ne veut pas devoir joindre ses voix à celle du FN dans le cadre d'une assemblée régionale. Les instances du PS espèrent ainsi que cette position radicale portera ses fruits en 2017, quand les électeurs seront déçus par la gestion régionale du FN dont les premiers résultats ne pourront être que très éloignés de leurs espérances. C'est, en tout cas, le rêve caressé par le parti socialiste. La Tribune 07.12

Nous rappelions il y a quelques temps les enseignements de la lutte des classes du passé, selon lesquels les social-néolibéraux et les staliniens étaient prêts à se sacrifier ou sacrifier leurs partis si la survie du régime l'exigeait, quite à ce qu'ils refassent surface plus tard en profitant de l'ignorance des masses toujours incapables de tirer la moindre leçon de leurs expériences de la lutte des classes, ce qui les conduit à faire preuve d'amnésie et d'indulgence envers ces partis et ainsi de suite.

En famille. Les masques tombent ou "droit au but".

Ce qui leur appartient ne peut pas nous appartenir.

- Manuel Valls appelle à voter pour la droite dans trois régions - LePoint.fr

- Valls : "Quand on aime son pays, on n'hésite pas, on appelle à voter pour Les Républicains" - Francetv info

"Quand il en va de la République, il faut être désintéressé, il faut être à la hauteur des évènements. Quand on aime son pays, on n'hésite pas, on va droit au but et on appelle à voter pour Les Républicains", a affirmé le Premier ministre. Francetv info 07.12

Et vous croyez qu'ils vont être de milliers et milliers à saisir l'occasion pour déchirer leur carte du PS, vous rêvez ou quoi !

Les politicards minables vont nous expliquer que cette sortie de Valls va alimenter la crise au sein du PS dont on n'entendait plus parler, parce qu'en réalité elle se résume à des désaccords sur le meilleur moyen de gérer le capitalisme tout en sauvant les apparences, pour si possible conserver leurs postes et préserver les prébendes qui vont avec, bien que ce ne soit pas forcément nécessaire puisque tous ces gens-là ménagent leurs arrières ou ils ont de quoi de vivre confortablement à côté, en cas de besoin ils seront recasés par leurs amis pour service rendu... au régime. C'est bien pour cela qu'il n'y avait absolument rien à attendre des élus ou cadres du PS.

Piètre et sordide comédie car "***c'était attendu***"

C'était attendu, les trois principales listes de la gauche aux élections régionales d'Île-de-France vont fusionner. Les têtes de liste Claude Bartolone (PS), Emmanuelle Cosse (EELV) et Pierre Laurent (Front de gauche) l'ont annoncé ce lundi au QG du PS place de Catalogne, à Paris. La Trbune 07.12

C'est fou tout ce qui "*était attendu*" et que personne n'a vu venir, vous ne trouvez pas ? Et ceux qui après coup vous diront qu'ils avaient prévu tout cela, le plus souvent sans que vous puissiez le vérifier, qu'ont-ils fait pour l'éviter ? Je vous le donne en mille, ils ont fait comme s'ils l'ignoraient. Ils sont très fort, n'est-ce pas ? Laissons ceux qui tiennent absolument à se faire manipuler à leur triste sort, on ne peut rien de plus pour eux, leur cas est désespéré.

En famille. Du djihad au martyr ou réaction fusionnelle.

- Au Parti socialiste, le sacrifice à marche forcée - Liberation.fr

- Ile-de-France: la gauche joue l'accord parfait - Liberation.fr

- Pays de la Loire: PS et EELV annoncent un accord de fusion pour le second tour - AFP

- Normandie: le PS fusionne sa liste avec EELV et Front de gauche - AFP

- Régionales : "Le retrait des listes PS face au FN est insensé", s'indigne Axel Kahn - Francetv info

Pour ensuite expliquer que Juppé serait celui qui incarne le mieux ses idées...

Déclaration de Pierre Laurent, Secrétaire national du Parti communiste français dimanche 6 décembre – 20 heures

"...plus de 50% des électrices et des électeurs ont une nouvelle fois choisi de s'abstenir, marquant leur défiance massive et désormais structurelle à l'égard du fonctionnement de plus en plus défaillant de notre démocratie." (La vôtre ! Il en était et on ne le savait que trop ! - LVOG)

Parce qu'une "*transformation sociale*" serait possible dans le cadre du régime et de ses institutions. Alors vive la dictature de la Ve République !

"Pourquoi en sommes nous là ? Parce que depuis des années les attaques des pouvoirs de l'argent contre le monde du travail, les déréglementations de la mondialisations capitaliste, les politiques ultralibérales européennes ont démantelé les solidarités. Parce que la pensée unique dominante a matraqué toutes les tentatives d'ouvrir un nouveau chemin de transformation sociale." (Ne serait-ce pas plutôt parce qu'aucun parti dit ouvrier n'avait caractérisé le PS comme il se devait, de droite ou capitaliste, et plus particulièrement parce le PCF n'avait jamais rompu avec lui ce que Laurent démontre ici si nécessaire, ce qui vaut pour d'autres partis, tous ceux qui refusent de rompre avec les appareils des syndicats liés au PS ? - LVOG)

Pour que ces électeurs soient représentés par des élus auxquels ils font confiance, pour que les régions aux compétences élargies et utiles au quotidien, comptent des élus à gauche déterminés à poursuivre les combats contre l'austérité et par la promotion de politiques publiques de solidarité, pour battre la droite et écarter le danger extrême du Front national, le PCF appelle à construire des listes de second tour qui rassemblent les différentes listes de gauche du premier tour. legrandsoir.info (Non mais vous vous imagez un instant être représentés par cette pourriture, pour qui se prend-il ? Ce qu'on n'a pas encore dit, c'est que les régions fonctionneront comme des agences de Bruxelles qui les aura en permanence à l'oeil, les menacera, etc. - LVOG)

L'idiot utile du régime est mis à contribution

- Régionales : Jean-Luc Mélenchon appelle à "être utile" lors du second tour - Francetv info

Au lendemain du premier tour des élections régionales, le député européen sort de son silence et appelle à "être utile" dimanche 13 décembre, lors du second tour des élections. Francetv info 07.12

C'est quoi "***être utile***" pour ce charlatan ? Réponse :

- Un accord pour le seond tour des élections régionales d'Île-de-France a été trouvé, et la liste unie PS-EELV-FdG présentera notamment 20 élus du Front de Gauche éligibles au conseil régional. (Source : La Tribune 07.12)

20 élus qui palperont entre 2000 et 3000 euros par mois plus des avantages divers à ne rien foutre, puisque tout le boulot sera fait en amont par des technocrates du régime, cela ne se refuse pas.

ACTUALITE EN TITRES

Même combat.

- Obama réaffirme sa lutte contre le terrorisme - Francetv info

- Donald Trump veut interdire l'entrée des musulmans aux États-Unis Bèle, Patrick - LeFigaro.fr

Le favori de l'investiture républicaine pour la présidentielle aux États-unis estime que les musulmans ont «la haine» de l'Amérique. LeFigaro.fr 07.12

Quand ils se prennent pour les maîtres du monde.

- A Kiev, Biden somme la Russie de respecter les accords de paix - AFP

- Les Etats-Unis assouplissent leurs sanctions contre la Birmanie - Reuters

Dossier sur la Syrie et l'Irak

- Maire de Londres: l'Occident doit collaborer avec Poutine et Bachar el-Assad - sputniknews.com

Le maire de Londres Boris Johnson estime que si l'Occident souhaite gagner dans sa lutte contre Daech, il est temps de renoncer à la mentalité de l'époque de la guerre froide et d'éviter d'être si exigeant dans le choix de ses alliés.

C'est ce qu'on peut lire sous la plume du chef de l'administration londonienne dans sa rubrique pour le journal The Telegraph.

Selon lui, les bombardements menées en solo par le Royaume-Uni n'apporteront pas les fruits escomptés, et il est donc nécessaire de réfléchir à la création d'une nouvelle coalition antiterroriste qui ne serait pas possible sans le soutien du président Vladimir Poutine et de l'armée syrienne. M.Johnson souligne que n'étant pas un fan du chef de l'Etat russe, il n'en est pas moins persuadé que ce qui est bien pour Poutine ne doit pas forcément être mal pour l'Occident. Grace à la Russie, au moins en partie, les djihadistes commencent à battre en retraite.

Actuellement, d'après le maire, l'Occident essaie en même temps de neutraliser les terroristes et d'empêcher une éventuelle croissance de l'influence de Poutine. En courant deux lièvre à la fois, les USA et l'Europe risquent de faire chou blanc, estime Boris Johnson. sputniknews.com 07.12

- La Turquie, principal débouché pour le pétrole de l'EI, dit l'Irak - Reuters

La majeure partie du pétrole produit dans les territoires contrôlés par le groupe Etat islamique en Syrie et en Irak est revendue clandestinement en Turquie, a déclaré lundi le Premier ministre irakien, Haïdar al Abadi.

Lors d'une rencontre avec le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, Haïdar al Abadi a

"souligné l'importance de faire cesser le trafic de pétrole des bandes terroristes de Daech (acronyme arabe de l'EI), dont la majeure part transite par la Turquie", peut-on lire dans un communiqué sur son site internet.

Le chef du gouvernement irakien fait écho à des accusations déjà formulées par la Russie. Il y a six jours, le ministère russe de la Défense a déclaré même détenir la preuve de transactions financières entre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et de sa famille et le groupe djihadiste.

Ankara, dont les relations sont très tendues avec Moscou depuis la destruction d'un chasseur-bombardier russe par la chasse turque à la frontière syrienne le 24 novembre, dément toute implication de l'Etat dans le trafic de pétrole en provenance des zones sous contrôle de l'EI. La Turquie assure avoir progressé dans sa lutte contre les réseaux de trafiquants de carburant opérant depuis des décennies à ses frontières. Reuters 07.12

Parce que voyez-vous outre que les satellites américains ne voient pas les colonnes de camions citernes qui s'étendent sur des kilomètres, mais les douaniers et les militaires turcs qui les laissent passer non plus !

-Syrie : la Turquie suspend ses frappes contre Daech - sahartv.ir

Un responsable de haut rang turc a affirmé, lundi, que les chasseurs-bombardiers turcs n'avaient pas lancé de raids aériens contre les bases du groupe terroriste Daech, sur le territoire syrien, depuis le 24 novembre. sahartv.ir 07.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen : la coalition pro-Riyad éclate - sahartv.ir

Les Emirats arabes unis, la Jordanie et l'Egypte délaissent les Saoudiens!

Dans un rapport, un quotidien arabe s'intéresse aux divergences entre l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, sur les crises, en Syrie et au Yémen.

Le journal "Al-Ray al-Youm", s'attardant sur les rapports des forces qui commencent à changer, dans la région, écrit : «Certaines coalitions régionales se heurtent à des divergences de plus en plus affirmées, et certains pays membres quittent l'Arabie.

"Al Ray al-Youm", revenant sur la réaction des Emirats arabes unis à l'attaque russe contre Daech, en Syrie, qui l'avait qualifié, d'«attaque contre un ennemi commun», déclare que cette affirmation reconnaît, en quelque sorte, une intervention militaire du Kremlin, en Syrie.

L'auteur de l'article, revenant sur le fait que cette prise de position des Emirats va à l'encontre de celles prises par l'Arabie et le Qatar, envers la crise syrienne, précise : «Riyad et Doha sont, ouvertement, contre l'intervention militaire russe, en Syrie, et la considèrent comme un acte, qui vise à tuer les civils».

Alors que les frappes aériennes russes, effectuées en Syrie, contre Daech ont provoqué une réaction vive et unanime de l'Arabie, du Qatar et de la Turquie contre Moscou, Anwar Gargash, le ministre d'État émirati aux Affaires étrangères, s'est contenté de dire que toute intervention militaire, en Syrie, «complique la situation, qu'elle vienne de la Russie ou d'une autre partie». précise l'article.

S'agissant de l'action de la Russie, en Syrie, Anwar Gargash a fait valoir que «personne n'allait s'inquiéter du bombardement russe de Daech ou d'Al-Qaïda, car ce bombardement vise un ennemi commun».

Sur ce point, il rejoint la position exprimée par l'Égypte, qui a été l'un des rares pays arabes à saluer le lancement des opérations aériennes russes, en Syrie.

Le quotidien "Al Ray al-Youm", posant cette question, si l'ombre de la séparation se dressait entre les Emirats et l'Arabie, sur les questions régionales ? se demande : «Peut-on conclure qu'aujourd'hui, une nouvelle coalition est en train de se former entre les Emirats, l'Egypte et la Jordanie, au Moyen-Orient, face à l'Arabie, la Turquie et le Qatar ?

Selon ce quotidien, plusieurs sources médiatiques font état d'un accord secret entre l'Egypte, la Jordanie et les Emirats arabes unis et la Russie, pour soutenir les frappes de Moscou contre Daech, ce qui signifie que la coalition arabe, sous commandement saoudien, au Yémen, se fissure, sur la Syrie, et que les Emirats cherchent, désormais, à s'en retirer et à avoir ses propres positions et son propre rôle.

Ce rapport intervient, au moment où les divergences de vue s'intensifient entre le Président démissionnaire yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi, et son Premier ministre, Khaled Bahah, tous deux, en fuite, sur la nomination des ministres du parti Hezb al-Eslah, (Branche yéménite des Frères musulmans), à des postes-clés.

Khaled Bahah, soutenu par les Emiratis, est, vivement, préoccupé par un rapprochement entre les Frères yéménites et Mansour Hadi, (installé à Riyad), en vertu des soutiens qataris et turcs.

L'auteur de l'article, évoquant la multiplication des déplacements entre Moscou et Abu Dhabi, écrit : «Les Emirats arabes unis ont investi, au cours de ces derniers mois 7 milliards de dollars, en Russie dont une partie s'est effectuée, après l'intervention russe contre Daech, en Syrie». sahartv.ir 07.12

Haut de page

Le 9 décembre 2015

CAUSERIE

J'avais oublié de télécharger 5 articles dans le serveur du portail, ils étaient donc inaccessibles, sorry et l'erreur est réparée.

On n'a ajouté que deux nouveaux articles après en avoir lu une vingtaine.

Statistiques du portail

Novembre 2015.

- 7 524 connexions à la page d'accueil du portail.

- Selon un autre calcul il y en aurait eu 24 979. Pourquoi cette différence, je n'en sais rien. On s'en tiendra au premier chiffre.

- 46 652 fichiers pdf téléchargés.
- 14 287 téléchargements de La Tribune des Travailleurs n°1 (de septembre au 7 décembre).
- 2 073 téléchargements du IO379.
- 1 568 téléchargements du IO378.

Qu'ils se rassurent au POI, ceux qui ont chargé ces numéros d'Informations ouvrières ne les auraient pas achetés, on leur rend donc service, à notre manière...

Ah bon ?

NPA. Régionales : un avertissement, une menace - Lundi 7 décembre 2015

- "La victoire du FN, c'est d'abord l'effondrement des partis de la régression sociale, Les Républicains et le PS. ".

Pas si sûr, l'abstention a été inférieure de plus de 2% comparé avec 2010. Le PS est passé de 29,14% en 2010 à 23,5% en 2015, Les Républicains de 30,22% à 27,4% (UMP +MoDem), donc on est loin de leur "*effondrement*", le NPA reprend à son compte la rhétorique des agences de propande médiatiques et du gouvernement.

S'agissant du score du FN, c'est faire dans le déni d'occulter le 13 novembre et ses conséquences.

Le coup d'Etat terroriste du 13 novembre a marqué les esprits à quelques semaines de ce scrutin, et devait se traduire par ce résultat attendu, sinon espéré par les commanditaires de ce massacre qui n'avait pas choisi cette date au hasard, attendu par tous ceux qui vont l'instrumentaliser. C'est une réaction purement épidermique ou ponctuelle montée en épingle par les médias pour que la population se rassemble derrière le PS et le gouvernement, en vain, ils sont honnis par la majorité des travailleurs qui

n'en peuvent plus du climat nauséabond qu'ils se sont employés à créer depuis mai 2012.

Le Monde - Le Front national a totalisé un peu plus de 6 millions de voix au premier tour des régionales de 2015 en métropole ; c'est une explosion si on compare ce résultat aux 3,5 millions de voix obtenues en 2004 et aux 2,2 millions de suffrages en 2010.

Comparativement à la droite et à la gauche, le FN a aussi vu sa part en pourcentage des suffrages exprimés augmenter, passant de 14 % en 2004 à 11 % en 2010, puis 28 % en 2015, toujours au premier tour des régionales. lemonde.fr 07.12

6 millions de voix au premier tour d'une élection régionale dans ce contexte, c'est peu, cela n'en fait pas 6 millions de militants d'extrême droite ou de fanatiques du FN, ce qu'on voudrait nous faire croire parce que cela les arrangent.

J'ai également relevé ceci dans un portail :

- En additionnant les non inscrits, les abstentionnistes et les bulletins blancs et nuls, on obtient 58% de Français qui ne se reconnaissent dans aucun des partis en lice.

Il s'agit des non inscrits, ces Français en âge de voter mais qui ne sont inscrits sur aucune liste électorale. Ils représentent pourtant plus de 6 millions de personnes, soit 12% de la population majeure en France.

Aussi il faut bien garder en tête que le corps électoral potentiel est de 51,5 millions d'individus, contre 45,3 millions d'inscrits. En recalculant les résultats en accord avec cette base, nous obtenons :

Abstention + Non-inscrits + Blancs et Nuls : 58%
FN : 12%
LR : 11%
PS : 10%

Fin de l'extrait.

Ce calcul a été réalisé sur la base des inscrits, sur celle des votants il faut multiplier les chiffres par un peu plus de 2.

A suivre.

Une agence de propagande de la classe dominante vous le répète : L'heure du FN n'a pas encore tout à fait sonné.

- Une majorité de Français ne veut pas que le FN dirige une région - Francetv info

Quelle "majorité de Français", celle qui s'est abstenue et qui a refusé de voter FN ? Pure manipulation.

Ils focalisent l'attention sur le FN en le diabolisant, pour faire oublier que le gouvernement et le PS appliquent... la politique du FN. On comprend dès lors pourquoi le PS se présente comme le fer de lance de la lutte contre le FN. C'est aussi le seul moyen qu'il lui reste pour se faire passer de gauche sachant qu'il bénéfiera de la complicité du mouvement ouvrier corrompu.

...et elle confirme qu'elle ne veut pas de Sarkozy.

- Trois preuves que les régionales sont aussi une défaite pour Nicolas Sarkozy - Francetv info

En famille, bienvenue chez Les Républicains.

En famille. "A mots couverts Mélenchon le scélérat accuse le peuple de se ranger au côté du FN.

- Jean-Luc Mélenchon : « La droite plutôt que le FN ? A condition qu'il y ait une différence ! » LeMonde.fr

"Si nous avions mobilisé nos électeurs comme le FN, nous serions au coude à coude avec le PS et la gauche à 40 %."

Le Monde - Dans les régions où le PS a retiré ses listes, en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, quelle attitude adopter ?

Mélenchon - Dans ces deux régions, où il n'existe plus de vote de gauche possible, je me garderai bien de donner des consignes. Le choix de chacun n'est plus politique mais moral et philosophique. Chaque personne doit se demander si elle peut violer sa conscience politique au profit d'un impératif réputé supérieur. Plutôt la droite que le FN ? A condition qu'il y ait une différence ! Ce n'est pas à nous de la proclamer. Si M. Estrosi veut mériter des votes de gauche, c'est à lui de montrer qu'il est radicalement différent du FN et non pas identique comme beaucoup de gens le pensent dans nos rangs. Idem pour Xavier Bertrand.

" Faire barrage à l'extrême droite sans aucune exigence ni engagement préalable sur les principes essentiels est un blanc-seing très dangereux. Le seul choix honorable en démocratie, c'est d'assumer le combat d'idées en faisant confiance à l'intelligence du peuple souverain."

(Pour ce populiste, voter PS après que Valls eut appelé à voter pour Les Républicains, ce serait encore voter à gauche. Et ne parlons même pas de la politique réactionnaire et impérialiste appliquée par le PS depuis 2012 qui prouve suffisamment qu'il n'est pas de gauche. Envolés le TSCG, la règle d'or, le 49.3, les bombardements du Mali, de l'Irak, de la Syrie, le soutien au régime néonazi de Kiev, à celui d'extrême droite de Tel-Aviv, etc. etc. etc.

Tout le reste n'est que misérables sophismes pour faire oublier qu'à défaut d'avoir la volonter d'affronter le régime il se contente d'un "combat d'idées". Comment peut-il prétendre que le peuple serait souverain, où a-t-il trouvé trace de la démocratie ? C'est le discours que tiennent tous les représentants du régime, donc il ne fallait pas attendre autre chose de sa part.

Mieux encore, il nous invite à faire "*confiance à l'intelligence du peuple souverain*", alors que c'est justement ce qui lui fait le plus défaut et il vient de le prouver une nouvelle fois, l'intelligence ou plutôt une conscience politique. Pourquoi, mais pour que le peuple assume la responsabilité de son "*choix*" si des régions étaient dirigées demain par le FN, sur quel plan, on n'en saura rien puisqu'il n'était "plus politique" a-t-il décrété et n'était pas davantage "*moral*" ou "*philosophique*", lui s'en lave les mains d'avance puisqu'il se situe sur le terrain du "*combat d'idées*" qui relève de l'impuissance ou de la stérilité et non sur celui du combat politique qui l'effraie tant. - LVOG)

Le Monde - Est-ce que le Front de gauche peut survivre à son résultat de dimanche soir, soit 4,15 % des voix ?

Mélenchon - " Je ne m'attendais pas à nous voir, cinq ans après, quasiment revenu à la case départ." LeMonde.fr 09.12

Il s'en tape complètement en fait ! A quoi s'est-il attendu un jour à part mener sa petite carrière d'illusionniste au service du régime ?

En famille. Les lieutenants ouvriers du capital appellent à voter Les Républicains.

- Les syndicats veulent «mettre en échec le FN» - Liberation.fr

- Régionales: la CGT appelle à "mettre en échec" le FN - AFP

La CGT a appelé mardi à "mettre en échec" le Front national, dimanche au second tour des élections régionales, accusant le parti d'extrême droite d'être un "danger pour le monde du travail et la démocratie".

"Il menace les libertés durement conquises par les travailleurs, la liberté d'expression au travail comme dans la société, la liberté de la presse, ou encore la liberté de mobilisation et d'organisation", détaille la centrale.

En dehors du marché du travail, le FN constitue aussi "une grave menace pour la démocratie", poursuit la CGT.

Lundi, l'Unsa et la CFDT ont, elles aussi, appelé à faire barrage au Front national. De son côté, Jean-Claude Mailly a rappelé que FO ne donnait "pas de consigne de vote" pour le second tour des régionales, qui se tiendra dimanche. AFP 08.12

Pour en avoir le coeur net je suis allé sur le portail national de la CGT pour vérifier la teneur exacte de leur déclaration, elle confirme ces citations.

- La CGT appelle à mettre en échec partout le Front National sur ses prétentions électorales et ses objectifs politiques et sociaux. (Communiqué de la CGT - Un danger pour le monde du travail et la démocratie 8 décembre 2015)

Il est bien écrit "*partout*", donc y compris dans les régions où seuls figurent en lice les candidats Les Républicains et ceux du FN, ce qui signifie que la CGT appelle ouvertement à voter pour le parti de Sarkory-Estrosi-Bertrand.

Vous avez là la nature réactionnaire de l'appareil de la CGT.

FO qui se prétend un syndicat apolitique parce que le régime lui va très bien comme il est, demeure fidèle à lui-même.

Quant aux syndicats jaunes, leur position sert juste à faire oublier que le gouvernement qu'ils soutiennent au côté du Medef, applique déjà en partie la politique du FN ou qu'il ne renierait pas.

L'intelligence que Mélenchon prêtait au peuple voudrait que les syndiqués rompent avec tous ces syndicats s'ils en avaient une, mais quelque part ils n'en auront pas l'occasion puisqu'il n'existe pas un seul syndicat indépendant de l'Etat qui représenterait réellement leurs intérêts. Est-ce voulu, intentionnel, je vous laisse deviner.

Parole d'internaute

Pourquoi les représentants du régime ne peuvent-ils que faire le jeu de l'extrême droite ? Pardi pour la protéger !

- "*L'instrumentalisation de la Shoah durant des décennies a eu pour conséquence de permettre de faire dériver systématiquement un grand nombre de réflexions sociologiques vers l'horreur nazie, et de créer ainsi le point de Godwin, arme idéologique redoutable qui empêche toute forme d'analyse sociétale cohérente et rationnelle concernant l'immigration massive, le communautarisme, la remise en question de certains dogmes idéologiques, etc.*

Imaginons qu'au cours d'une émission radiophonique ou télévisuelle, un sociologue propose de diligenter des études sérieuses utilisant des statistiques ethniques pour déterminer les différentes ethnies composant la population Française, et allez soyons fou, le taux de natalité de ces différents groupes afin de savoir ou en est dans ce pays. Et bien, il se fera lyncher par la horde des idéologues bien pensants et sera certainement traité d'eugéniste et de réactionnaire, voire même de "fachiste"; le point de Godwin aura fait son oeuvre.

Le rappel constant de la Shoah a généré une contre idéologie anti système dont Alain Soral est le principal représentant en France; et sous couvert d'antisionisme, cette contre idéologie est réellement anti judaïque. Les représentants de l'idéologie dominante sont incapables de se défendre contre le « conspirationnisme » en utilisant des méthodes cohérentes et rationnelles : parce que d'une part, ils ne maîtrisent pas ces méthodes, et d'autre part, une telle démarche ne pourrait être efficace qu'en mettant en évidence les réalités totalitaires du monde Occidental et ses mécanismes.

Pour les tenants de l'idéologie dominante et ses idiots utiles, le "remède" serait pire que le mal."

Wiktionary.org - Le « point » Godwin : moment où, dans un débat, les adversaires s'injurient ou caricaturent grossièrement les positions de l'autre, toute discussion constructive devenant alors impossible. Wiktionary.org

Et comme ils sont "*incapables de se défendre contre le « conspirationnisme » en utilisant des méthodes cohérentes et rationnelles*" sans révéler la véritable nature du régime et la leur au passage, ils le deviennent ou plutôt ils le sont conspirationnistes et ils le restent.

Harcèlement permanent de la Russie, du Venezuela, de la Chine et du Brésil

Le FMI change la règle qui menaçait son aide à l'Ukraine, colère de la Russie - AFP

Le FMI a décidé mardi de modifier une règle interne qui menaçait la poursuite de son plan d'aide à l'Ukraine, provoquant la colère de la Russie qui a dénoncé une décision "hâtive et biaisée".

Jusqu'à présent, le Fonds monétaire international (FMI) était dans l'incapacité d'apporter son assistance financière à un pays ayant fait défaut vis-à-vis d'un autre Etat.

Cette disposition était particulièrement problématique dans le cas de l'Ukraine, qui bénéficie d'un plan d'aide de 17,5 milliards de dollars du FMI depuis mars et qui est sur le point de faire défaut vis-à-vis de la Russie.

Etouffé financièrement par l'insurrection dans l'est du pays, Kiev a ainsi fait récemment savoir qu'elle ne rembourserait pas les 3 milliards de dollars dus à la Russie avant la fin de l'année et qui avaient été prêtés par Moscou à l'ancien régime.

Dans l'état actuel des choses, un tel défaut aurait mécaniquement conduit le FMI à suspendre son soutien à l'Ukraine, soutenue à bout de bras par les Occidentaux et notamment les Américains.

Conscient de ce risque, le FMI avait récemment indiqué avoir mené une réflexion sur cette question qui a abouti mardi après une réunion de son conseil d'administration, l'instance représentant ses 188 Etats-membres.

"Le conseil d'administration du FMI s'est réuni aujourd'hui et a décidé de changer la règle actuelle sur le refus d'arriérés de paiement vis-à-vis de créanciers officiels (publics, ndlr)", a déclaré mardi le porte-parole du FMI, Gerry Rice.

L'ampleur du changement et ses modalités n'ont toutefois pas été dévoilées et seront précisées "dans les prochains jours", a-t-il ajouté.

La Russie a aussitôt laissé éclater sa colère. "La décision de changer la règle semble hâtive et biaisée", a réagi le ministre russe des Finances, Anton Siluanov. "C'est uniquement fait pour nuire à la Russie et pour permettre légalement à l'Ukraine de ne pas payer ses dettes", a-t-il ajouté, selon des agences de presse russes.

Fin octobre, la Russie avait déjà dit craindre un changement "à marche forcée" de cette règle interne "dans un contexte très politisé". En creux, Moscou suggérait que le FMI était tentée de céder à la pression des Etats-Unis, son premier actionnaire. AFP 08.12

Biden veut faire **“**payer**”** la Russie pour son annexion de la Crimée - euronews.com

Ovation des députés ukrainiens pour Joseph Biden, invité à la tribune de la Rada, le parlement à Kiev. Le vice-président américain a menacé la Russie de lui faire payer davantage son “agression” contre l’Ukraine.

“Aujourd’hui la Russie occupe le territoire souverain ukrainien. Laissez-moi être très clair : les Etats-Unis ne reconnaissent pas et ne reconnaîtront jamais la tentative russe d’annexer la Crimée."

“Les Etats-Unis n’accepteront pas l’annexion de la Crimée, a déclaré Yulia Timochenko, ancienne Première ministre. C‘était ça la partie la plus importante de la déclaration pour nous. nous avons l’espoir que la Crimée, dans un futur proche, nous revienne”.

A Kiev, Sergio Cantone : “C’est donc un très fort soutien qui a été donné par les Etats-Unis à l’Ukraine dans son conflit avec la Russie, mais en même temps des efforts sont demandés au gouvernement et des réformes qui s’annoncent comme difficiles sont très fortement conseillées”. euronews.com 08.12

En complément.

- Washington attaque à l'OMC les aides de Pékin à son aéronautique - La Tribune

Le prix Nobel de l'OTAN.

- “Les prix Nobel sont harcelés en Russie”, pour Svetlana Aleksievitch prix Nobel de littérature 2015 - eurovews.com

Tous les écrivains russes qui ont remporté le prix Nobel de littérature ont été victimes de harcèlement en Russie, a déclaré à Euronews la nouvelle lauréate du prix Nobel de littérature, Svetlana Aleksievitch, de Biélorussie. L’annonce de son prix a provoqué une vive réaction dans le camp du pouvoir russe, à cause de sa position anti-Poutine. Dans une interview exclusive Svetlana Aleksievitch nous explique sa vision de la situation actuelle en Russie, et sa position sur l’avenir européen de l’Ukraine.

Svetlana Aleksievitch - ...à la première conférence de presse, on m’a interrogé sur l’Ukraine, j’ai dit que c‘était l’occupation russe, et Poutine, qui avaient déclenché la guerre civile. (...) Je l’ai toujours dit, mais M. Peskov, l’attaché de presse de Poutine, n’a jamais répondu. Et maintenant, il déclare que je ne possède pas toutes les informations… Le fait est qu’aujourd’hui, ça n’a pas d’importance, vous pouvez gagner trois fois le prix Nobel, dans les régimes autoritaires, on ne nous écoute pas.

L’annonce de votre prix Nobel a fait polémique en Russie. Beaucoup de gens disent que vous avez reçu ce prix pour votre position contre Poutine. Avez-vous été surprise de cette réaction? Ou est-ce que vous vous y attendiez?

Svetlana Aleksievitch - Non, pour être honnête je ne m’y attendais pas. Je n’avais pas prévu cette réaction, surtout de la part d‘écrivains. Je ne pense pas que la société russe soit malade à ce point. Mais tous les écrivains russes, qui ont reçu un prix Nobel, ont été victimes de harcèlement dans le pays: Bounine, Soljenitsyne, Brodsky et Pasternak. C’est vraiment étonnant.

Peut-être qu’il n’y a pas que Poutine ? Peut-être que beaucoup de Russes n’aiment pas le fait que vous appuyez sur des points douloureux de la société russe ?

Svetlana Aleksievitch - Il y a plusieurs raisons. Tout d’abord, je suis originaire de Biélorussie, un petit pays, que beaucoup de russes méprisent. La langue biélorusse est considérée comme une sous-langue issue du russe. Toute la société russe se considère comme en dehors du monde. Les premiers échecs de la perestroïka ont causé ce rejet. Et le pays est aujourd’hui fermé.

La liberté est devenue un gros mot. De nombreux Russes sont beaucoup plus proches de ce que dit Poutine : la grande Russie, et ses ennemis autour. C'est comme un ancien appel, qui rampe dans l'esprit du public. Il a fallu seulement quelques mois pour que des frères se battent, les Russes et les Ukrainiens. C'est impossible d'imaginer cela. Ma mère est ukrainienne, mon père est biélorusse. Et il y a tellement de gens comme cela.

Vous avez appelé à la libération de la pilote ukrainienne Nadia Savchenko, qui est dans une prison russe. Voyez-vous en elle un symbole de liberté et d'espoir pour l'Ukraine?

(Nadia signifie espoir en ukrainien)

Svetlana Aleksievitch - Oui, je suis très impressionée par cette femme. Depuis la première fois où je l'ai vue. Je ne sais pas si vous vous souvenez de son premier interrogatoire, et de la dignité qu'elle montrait. Elle était entourée par des hommes, arrogants, qui se sont comportés comme des rustres. Mais elle restait calme en disant : "vous pouvez me tuer, mais l'ensemble de l'Ukraine est contre vous". Et elle a ajouté: "j'aime vraiment ça". Je crois qu'ils pensaient que c'était juste une femme simple, qu'ils ont voulu exploiter, mais ils sont tombés sur une Jeanne d'Arc puissante, avec une forte personnalité.

Pensez-vous que l'avenir de l'Ukraine est européen?

Svetlana Aleksievitch - Je le pense. J'étais récemment en Ukraine, à Kiev, à l'université, et au musée de fortune sur Maidan. J'ai vu les gens qui y viennent, leurs visages, leur désir de vivre dans un pays différent. Je pense que l'Ukraine est le premier pays de l'espace post-soviétique qui a tenté de couper le cordon ombilical avec la Russie, pour décoller dans un autre monde, pour décoller en Europe. Une autre chose est que cela a fini dans le sang. La Russie ne veut rien lâcher, mais qu'est-ce que la Russie sans l'Ukraine ? Ce n'est plus la grande Russie dont les russes rêvent. Donc, l'Ukraine sera libre un jour. Mais cela devrait se faire avec moins de sang. euronews.com 08.12

- Venezuela : deux tiers des sièges du parlement aux antichavistes Bèle, Patrick - LeFigaro.fr

Victoire totale pour l'opposition vénézuélienne. La majorité qualifiée au parlement leur donne quasiment les pleins pouvoirs face à l'exécutif. LeFigaro.fr 08.12

- Venezuela : le Président Maduro annonce la démission de son gouvernement après sa débâcle électorale - euronews.com

Le chef de l'État veut restructurer le gouvernement, il a donc demandé à ses ministres de démissionner. euronews.com 08.12

- Brésil: Dilma Rousseff perd la première bataille contre sa destitution - AFP

La présidente brésilienne de gauche Dilma Rousseff a perdu mardi à l'Assemblée la première bataille sur sa destitution, quelques heures après avoir essuyé les critiques de son vice-président Michel Temer, qui lui succèdera si elle est finalement écartée.

A l'issue d'une séance houleuse, les députés de droite, alliés à des dissidents de la majorité gouvernementale, ont remporté une majorité de sièges au sein de la Commission spéciale qui sera chargée d'examiner la demande de destitution.

Les anti-Rousseff ont obtenu une majorité de 39 députés au sein de cette commission qui en comptera 65. Par 272 voix contre 199, ils ont ainsi fait barrage au camp gouvernemental qui proposait une liste beaucoup plus favorable à la présidente.

Mme Rousseff, accusée de maquillage des comptes publics en 2014 et 2015, a dénoncé la semaine dernière une tentative de "coup d'Etat" institutionnel "sans aucun fondement" juridique, ourdie par une opposition n'ayant pas digéré sa défaite électorale de 2014.

Sa popularité s'est effondrée sous la barre des 10% et son camp s'est fissuré de toutes parts, sous l'impulsion de son adversaire juré, le controversé président du Congrès des députés Eduardo Cunha, qui a donné la semaine dernière son feu vert à la procédure d'impeachment.

Ce député évangélique et ultra-conservateur, chef de file de l'aile dissidente du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB centre), a déclenché mardi la fureur des députés pro-Rousseff en décrétant que le vote serait "secret".

La séance s'est déroulée dans un climat d'extrême tension. Des députés pro-Rousseff ont même cassé des urnes électroniques pour protester contre le vote à bulletins secrets.

M. Cunha est lui-même visé par une procédure disciplinaire devant la Commission d'éthique de la chambre basse pour son implication présumée dans le vaste scandale de corruption Petrobras.

La présidente disposera ensuite d'un délai de dix sessions parlementaires pour présenter sa défense. La Commission spéciale aura alors cinq sessions pour approuver un rapport préconisant ou non sa destitution.

Ce rapport sera ensuite soumis à l'assemblée plénière du Congrès des députés. Deux tiers des votes (342 sur 513) seront nécessaires pour prononcer la mise en accusation de la présidente devant le Sénat. Dans le cas contraire, la procédure avorterait sans recours possible.

Le calendrier de cette procédure est encore inconnu, car il va grandement dépendre de l'annulation ou non des vacances parlementaires officiellement prévues du 22 décembre au 1er février.

"Il est trop tôt pour dire si c'est le début de la fin de Mme Rousseff", a commenté pour l'AFP Michael Mohallen, professeur de droit à la Fondation Getulio Vargas après le vote de l'Assemblée.

"D'un côté on a assisté à une démonstration de force inattendue du président de la chambre, Eduardo Cunha, alors qu'on pensait que c'était un mort vivant. De l'autre, on a vu qu'il y avait un nombre raisonnable de voix en faveur du gouvernement: 199 quand il en faudra 171 pour classer la procédure de destitution".

Sur le papier, Mme Rousseff semble en effet disposer d'un nombre suffisant de voix pour remporter la bataille finale et éviter sa mise en accusation devant le Sénat.

Mais elle aura besoin pour cela de rassembler un maximum de votes de députés du PMDB, l'arbitre des majorités parlementaires depuis deux décennies, qui est fortement divisé sur la question.

Dilma Rousseff espérait pouvoir compter sur le soutien du président du PMDB, son vice-président Michel Temer, 75 ans, silencieux depuis le lancement de la procédure de destitution.

La publication par la presse tard lundi soir d'une "lettre personnelle" pleine d'amertume de Temer à Rousseff a ruiné ces espérances.

M. Temer s'y plaint d'avoir été traité en "vice-président décoratif", et de la "défiance" de la présidente et du Parti des travailleurs (PT, gauche) au pouvoir envers lui et sa propre formation.

Or en cas d'éviction de Rousseff, c'est lui qui deviendrait président par intérim jusqu'en 2018. AFP 08.12

Dossier sur la Turquie

- Poutine veut des « experts étrangers » pour examiner les boîtes noires de l'avion russe abattu LeMonde.fr

La Russie a récupéré une boîte noire du bombardier SU-24 abattu par la Turquie à la frontière syrienne en novembre, et va la déchiffrer avec des spécialistes étrangers, a déclaré mardi 8 décembre le président Vladimir Poutine.

« Je vous demande de ne pas l'ouvrir pour l'instant », a déclaré M. Poutine au ministre de la défense Sergueï Choïgou lors de la présentation de la boîte noire, selon les agences russes, lui demandant de ne l'ouvrir « qu'en présence d'experts étrangers ».

M. Choïgou a déclaré que le territoire sur lequel était tombé le bombardier russe avait été « libéré » par les forces spéciales syriennes, ce qui leur a permis de découvrir la boîte noire dans une zone jusque-là tenue par les rebelles. Cela ne modifiera pas la position de la Russie

Le président Poutine a déclaré qu'une analyse de la boîte noire permettrait de déterminer la trajectoire et les paramètres de la position du bombardier au moment où il a été abattu par les forces aériennes turques. LeMonde.fr 08.12

- La Turquie sommée de retirer ses troupes déployées en Irak, refus d'Ankara - euronews.com

Le gouvernement turc a affirmé ce mardi avoir suspendu l'envoi des troupes, mais n'envisage pas pour autant de retirer ses hommes déjà sur place.

Cette présence militaire est très mal perçue par certains Irakiens. Des manifestants se sont ainsi rassemblés ce mardi devant l'ambassade turque à Bagdad. euronews.com 08.12

- La Russie déploie 7000 soldats sur les frontières turques - sahartv.ir

Le président russe Vladimir Poutine a donné l'ordre du déploiement de 7000 soldats sur les frontières turco-arméniennes.

Selon le journal turc "Zaman", " Poutine a fini par tenir sa promesse et a positionné près de 7000 soldats sur les frontières de la Turquie avec l'Arménie. selon certains analystes, cette initiative constitue une réponse de Moscou à l'abattage de l'un de ses Sukhoi.

Ces forces sont dotées de batteries de missiles anti aériens et de missiles anti char et de lance-missiles. Cette initiative russe a été entreprise dans le cadre des accords de défense aérienne commune signé avec l'Arménie. sahartv.ir 08.12

- La Turquie menace la Crimée... - sahartv.ir

Selon des images publiées sur des réseaux sociaux, des membres de la milice ethno religieuse "Loups gris" participent désormais au siège de la Crimée.

Une photo mettant en scène trois hommes faisant de leurs doigts le signe de l'organisation "Loups gris" fait le tour des médias en Crimée. Le chef de cette milice Linor Islamov illustre cette photo de cette manière : " nos partenaires turcs participent activement avec nous dans le siège de la Crimée". " Loups gris" est le nom d'une organisation extrémiste turque crée fin du 19ème siècle dont les tendances ultra ethnicistes l'ont poussé au terrorisme dans les années 70.

La chaine CNN turque a récemment diffusé une enregistrement vidéo mettant en scène l'un des comandants de cette milice, auteur de l'attaque contre le SUkhoi 24 russe il y a trois semaines. Cet homme, dénommé Alep Arsalan Jiliç ,est membre de cette milice terroriste et fils d'un ancien maire. En septembre dernier, le premier ministre Davoutoglu a visité le mausolée de Alep Arsalan Turkuch , fondateur des " Loups gris". sahartv.ir 08.12

- Syrie : Erdogan prône la création d'une zone tampon et le soutien aux rebelles - sahartv.ir

Le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, a prôné l'implantation des zones tampons dans le Nord de la Syrie et le soutien aux rebelles modérés.

Le torchon brûle entre la Turquie et la Russie après la destruction par l'aviation turque d'un chasseur-bombardier russe dans l'espace aérien syrien. Le Premier ministre turc, Ahmed Davutoglu, a déclaré, mardi, lors d'un discours, que le gouvernement turc pourrait entreprendre des mesures de représailles contre Moscou, si nécessaire.

« Si nécessaire, nous allons adopter des embargos en représailles des actes de la Russie et cette question a été discutée lundi lors d'une session du gouvernement. Nous espérons pourtant pouvoir régler la tension sans être obligé de recourir à des mesures de représailles », a-t-il continué. sahartv.ir 08.12

- L'état d'urgence serait décrété aux zones kurdes (Erdogan) - sahartv.ir Le président turc a fait part d'un éventuel décret d'état d'urgence dans les zones au peuplement kurde, disant que le soutien au gouvernement syrien signifiait le soutien à Daech. « La Turquie prône la création d'une zone tampon dans le Nord de la Syrie afin que la nation syrienne puisse tracer son propre avenir et nous appelons tout le monde à soutenir ce plan », a déclaré le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors d'un discours, à Ankara, faisant allusion à la crise en Syrie. « Nous décrétons l'état d'urgence dans les zones au peuplement kurde, si nécessaire. Nous annonçons à nos frères kurdes que nous les soutenons et que nous défendons votre identité. Nous combattons également tous les groupes terroristes qui prennent pour cible notre pays », a-t-il dit. sahartv.ir 08.12

- Général Pinatel: il devient clair que c'est la Turquie qui a organisé l'envoi des migrants - sputniknews.com

"Maintenant, il devient clair au niveau des opinions occidentales que c'est la Turquie qui a organisé l'envoi de tous ces migrants dans lequel les terroristes étaient dissimulés et que ça a été entièrement pensé par Erdogan probablement en liaison avec Daech", a indiqué l'interlocuteur de l'agence. sputniknews.com 03.12

Pensé par les "fins" stratèges du Pentagone.

Dossier sur la Syrie

- Des vétérans britanniques jettent leurs médailles pour dénoncer les raids en Syrie - euronews.com

Des vétérans de l'armée britannique montent au front contre la guerre. Leur arme : leurs médailles. Ils sont venus ce mardi les jeter devant les grilles du 10 Dowining Street. Ils protestent contre la décision du gouvernement de lancer des raids en Syrie contre le groupe Etat islamique.

“Je suis venu exprimer mon dégoût face à la décision du gouvernement de bombarder une fois encore un autre pays”, clame le porte-parole Ben Griffin. “La guerre ne résoud rien, je rejette complètement cette notion”, dit-il.

Ils font partie de l’association “veteran for peace”, “les vétérans pour la paix”, qui compte quelques 160 membres. Parmi eux, des jeunes engagés en Irak, Libye ou Afghanistan. euronews.com 08.12

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Finlande

- La Finlande envisage le lancement d'un revenu de base de 800 euros mensuels - latribune.fr

Le pays nordique, qui traverse une grave crise économique, lance une expérimentation de revenu de base. Le but est de généraliser cette mesure pour faire baisser le chômage.

L'expérience fait beaucoup parler dans les pays anglo-saxons. La Finlande envisage de mettre en place un revenu de base de 800 euros à tous ses habitants en remplacement de l'ensemble des allocations versés par l'Etat. La proposition finale ne sera présentée par le gouvernement qu'en novembre 2016, mais si cette expérience est menée à son terme, le pays nordique serait le premier à se lancer au niveau national dans la réalisation effective de cette vieille idée. Cette proposition dépendra d'une expérimentation qui sera menée en parallèle. L'étude pourrait faire varier le montant final de la somme versée.

Le principe du revenu de base repose sur l'aspect généralisé et inconditionnel de ce versement. Il doit également se substituer à toute autre forme de transfert social conditionné ou non, comme l'assurance chômage ou les allocations familiales. L'idée qui préside à ce revenu de base est que les demandeurs d'emploi seront davantage motivés pour chercher des emplois. Les détracteurs du revenu de base y voient un « encouragement à la paresse », mais ce pourrait aussi être un moyen pour beaucoup de reprendre des études et, donc, de changer plus aisément d'emploi.

Les trois buts visés par le gouvernement

L'ambition du gouvernement de droite finlandais est triple, selon Olli Kangas, un des scientifiques qui travaillent sur le projet. D'abord, le revenu de base pourrait favoriser le travail partiel et temporaire. Les salariés disposant du « matelas de sécurité » du revenu de base seraient moins hésitants à accepter des tâches réduites et ponctuelles. Dans l'esprit du gouvernement, ceci contribuera à « fluidifier » le marché du travail et améliorerait la compétitivité des entreprises finlandaises, actuellement bien à la peine. Depuis quelques mois, le gouvernement impose des « réformes » sévères pour aller dans ce sens.

Deuxième objectif : supprimer les « découragements » à la recherche du travail. S'appuyant sur l'idée que le chômage repose sur le manque de volonté des demandeurs d'emploi, les concepteurs du revenu de base entendent encourager ceux qui, jusqu'ici touchaient des allocations chômage supérieures aux 800 euros mensuels à trouver rapidement un emploi. Une meilleure formation, soutenue par ce revenu de base, peut favoriser une meilleure mobilité professionnelle.

Enfin, Olli Kangas entend simplifier le système des allocations sociales en réduisant la bureaucratie. Le premier ministre finlandais, Juha Sipilä, du parti du centre, un parti de centre-droit plutôt libéral, a précisé que, selon lui, « un revenu de base signifie un système de sécurité sociale simplifié. » Le caractère inconditionnel et généralisé du revenu de base réduira le besoin de vérifier et remplir les modifications de revenus des allocataires. Les dépenses de l'État pourraient donc être réduites.

Coût ou gain ?

Pour la Finlande, la facture de cette expérience pourrait s'élever à 46,7 milliards d'euros par an, car le revenu de base n'est pas imposable. En 2013, selon l'office finlandais des statistiques, l'ensemble des dépenses sociales s'élevait à 50,43 milliards d'euros. Il y aurait donc une économie pour le budget du pays, sans compter les retombées attendues, si, effectivement, cette mesure est capable de réduire le taux de chômage et les dépenses administratives.

Grave crise

La Finlande traverse actuellement une des plus graves crises de son histoire économique de l'après-guerre. Le PIB du pays a

reculé au troisième trimestre de 0,5 % sur un trimestre et de 0,2 % sur un an. L'économie du pays ne progresse plus depuis près de deux ans. Son taux de chômage se situe à 9,5 % de la population active en termes européens, contre 7,6 % voici trois ans. Le pays souffre d'une forte baisse de sa compétitivité par rapport à l'Allemagne, notamment. C'est là le problème principal de l'emploi dans le pays et la question de l'incitation au retour à l'emploi ne peut jouer qu'à la marge.

Trouver le bon montant

Dans un pays où le gouvernement multiplie les mesures d'austérité sans parvenir à redresser la croissance, la question du revenu de base sera celle de sa perception. 69 % des Finlandais y sont favorables selon les sondages, mais il faudra constater ses effets globaux sur la demande interne du pays. Pour certains, le revenu de base représentera une perte de revenus, pour d'autres un gain. Le plus difficile sera donc de trouver le bon curseur. L'expérience finlandaise risque donc de faire encore parler. latribune.fr 08.12

Je n'ai pas eu le temps de me documenter sur la situation sociale en Finlande et de réfléchir au sujet traité ici. Au regard de la stratégie mondiale de l'oligarchie financière, cela pourrait aboutir à une situation où vous seriez obligé d'accepter leurs conditions ou l'emploi qu'ils vous imposeraient pour bénéficier à la fois de ce revenu et des services sociaux, dans le cas contraire vous seriez totalement exclu de la société, condamné à la mendicité, à mort quoi.

De nombreux pays servent de laboratoire sur différents plans à la mise en place de leur stratégie à l'échelle mondiale, voyez les Etats-Unis (privé de droits politiques et sociaux, société en putréfaction), la Palestine occupée (Etat d'exception permanent), la Grèce (Gouvernée par la troïka), l'Ukraine (Néonazi et règne de la terreur), la Chine (Parti unique), l'Arabie saoudite (Ploutocratie), Qatar (Syndicats hors la loi)...

ECONOMIE

1- Pétrole

- Pétrole: le baril, sous les 40 dollars, continue de dégringoler - La Tribune Les cours du pétrole poursuivent leur chute, après le constat de désaccord dressé vendredi à l'issue de la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de l'Opep, peu enclins à réduire leur plafond de production. Le Brent dégringole sous les 40 dollars ce mardi après-midi.

Le baril de Brent de la mer du Nord -la référence européenne du brut- a chuté mardi 8 décembre sous la barre des 40 dollars pour la première fois depuis près de sept ans.

Le cours du Brent échangé sur l'Intercontinental Exchange de Londres, avait déjà franchi lundi son précédent plus bas atteint fin août...Ce mardi, en début d'après-midi, le baril pour livraison en janvier est tombé à 39,81 dollars, soit un minimum depuis le 20 février 2009.

Sur le New York Mercantile Exchange, le cours du baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en janvier est tombé mardi vers 14H00 GMT à 36,64 dollars, son niveau le plus faible depuis le 19 février 2009. La veille, il avait clôturé à 37,50 dollars.

En dépit de la chute des prix du pétrole, qui ont perdu plus de 60% de leur valeur depuis la mi-2014, l'Opep a décidé à Vienne vendredi 4 décembre, lors de sa réunion semestrielle, de maintenir sa production à ses niveaux actuels, estimant qu'une réduction de celle-ci n'aurait pas beaucoup d'effet sur le marché.

Fidèle à sa position adoptée un an plus tôt et maintenue il y a six mois, le cartel n'a donc pas annoncé de réductions de production. Encore plus inattendu, l'Opep n'a même pas pris la peine d'établir un objectif chiffré de production.

"Aucun plafond n'a été mentionné, ce qui suggère que le groupe n'a pas réussi à s'entendre sur la meilleure façon de tenir compte du retour du pétrole iranien sur les marchés maintenant que les sanctions ont été levées", et que le retour de l'Iran sur le marché devrait être pleinement effectif en janvier, a noté Craig Erlam, analyste chez Oanda.

Le quota de production du cartel était de toute façon théorique, puisque la production réelle des pays de l'Opep se situe actuellement aux alentours de 32 millions de barils par jour (mbj), selon différentes études, soit nettement plus que l'objectif de 30 mbj maintenu lors de ses précédentes réunions.

Selon l'analyste Craig Erlam, la décision de l'Opep ne présage donc rien de bon pour les producteurs de pétrole alors que l'année écoulée a vu le marché être inondé de brut et que les conteneurs de stockage ont quasiment atteint leur capacité maximale, ce qui, selon l'analyste, laisse encore largement le champ libre à de nouvelles baisses des cours.

"La combinaison d'un marché saturé d'offre et d'une demande mondiale molle semble être favorable à un nouveau déclin des cours vers les 35 dollars le baril (pour le Brent) et 32 dollars le baril (pour la référence new-yorkaise), soit le niveau atteint durant la crise financière de 2008", a observé pour sa part Ipek Ozkardeskaya, analyste chez London Capital Group. latribune.fr 08.12

2- Matières premières. Mines.

- Les compagnies minières contraintes de réduire la voilure face à la chute des cours AFP

Les grandes compagnies minières sont contraintes de réduire la voilure dans un contexte de chute des cours du minerai de fer et des métaux industriels, à l'image d'Anglo American qui a annoncé mardi des mesures d'économie et une réduction drastique d'effectifs.

Le secteur est victime d'une surabondance de l'offre alimentée par les géants du secteurs, couplée à une baisse de la demande originaire de Chine, la deuxième économie du monde.

Le minerai de fer - utilisé pour fabriquer de l'acier - est passé sous les 40 dollars la tonne, selon l'indice de référence portant sur les livraisons au port chinois de Qingdao, compilé par Metal Bulletin.

Entre le début de l'année et fin novembre, les cours du nickel ont plongé de 38%, le minerai de fer de 33%, le cuivre de 29%, le platine de 25% et les diamants de 15%, estime Anglo American, l'un des grands producteurs miniers.

Et ce contexte difficile devrait durer, jugent les experts.

"A l'approche de 2016 il est clair que la surcapacité de ces dernières années dans le secteur minier va prendre du temps à se résorber" tandis que "la demande chinoise devrait rester faible", souligne Michael Hewson, analyste chez CMC Markets.

Pour s'adapter, les compagnies minières annoncent des mesures drastiques.

Anglo American, une multinationale basée à Londres, a annoncé mardi une restructuration "radicale", prévoyant des cessions d'actifs, de nouvelles économies et une réduction des investissements.

A l'issue de cette cure d'amaigrissement, le groupe comptera moins de 50.000 employés contre 135.000 aujourd'hui, une réduction de deux-tiers de ses effectifs.

"La sévérité de la détérioration des cours des matières premières nécessite des mesures plus audacieuses", a expliqué le directeur général Mark Cutifani, qui présentait mardi son plan aux investisseurs.

Le nombre d'actifs de l'entreprise sera réduits de 60%, les détails sur le futur portefeuille de l'entreprise devant être dévoilés en février.

Le groupe minier a déjà prévu de ramener le nombre de ses divisions de six à trois: De Beers (diamants), Industrial Metals et Bulk Commodities.

Anglo American veut aussi réduire ses dépenses d'investissements d'environ 1 milliard de dollars supplémentaires d'ici à la fin de 2016.

Le groupe s'attend à des dépréciations allant de 3,7 à 4,7 milliards de dollars - reflétant la baisse de la valeur de ses mines et des ventes d'actifs - et va suspendre le dividende versé aux actionnaires au titre du deuxième semestre et de 2016.

Son concurrent anglo-australien Rio Tinto a également annoncé mardi qu'il allait réduire ses investissements de près d'un milliard de dollars l'an prochain. Il les attend désormais autour de 5 milliards de dollars contre près de 6 milliards prévus auparavant.

Les géants du secteur ont été malmenés à la Bourse mardi. A Londres, l'action Anglo American a clôturé sur une chute de 12,29% à 323,65 pence.

Ses annonces ont en effet encore laissé sur leur faim certains observateurs. "Nous avons bien peur que ce ne soit pas suffisant", écrivent les analystes de la banque Barclays dans une note.

"Nous espérions voir des coupes plus significatives dans plus de divisions y compris le platine, les diamants, le nickel et le charbon", ont ils expliqué.

Le suisse Glencore, dans la tourmente depuis plusieurs mois, a dégringolé de 6,92% à 79,45 pence, tandis que BHP Billiton a perdu 5,54% à 722,80 pence et Rio Tinto 8,37% à 1.893 pence. AFP 08.12

Banque

- Morgan Stanley supprime 1.200 emplois dont des centaines de banquiers et traders - AFP

- Morgan Stanley se retire du courtage de métaux de base - Reuters

Morgan Stanley va fermer l'ensemble de ses activités de courtage de métaux de base dans le monde dans le cadre d'un plan d'économies qui pourrait se traduire par une baisse de 25% des effectifs de sa division de taux fixes et de matières premières, a-t-on appris mardi d'une source au sein de la banque d'investissement américaine.

Certains postes pourraient disparaître aussi dans les équipes en charge des métaux précieux et de l'énergie, mais la banque veut rester présente sur ces marchés, qui sont mieux à même de lui assurer la rentabilité visée. Reuters 08.12

Haut de page

Le 10 décembre 2015

CAUSERIE

Vous aurez constaté qu'on utilise les dépêches ou articles d'agences de presse officielles au plus près du terrain, une iranienne pour le Moyen et le Proche-Orient, une russe pour les questions auxquelles la Russie est mêlée, vous comprendrez qu'on ne peut pas se fier à une agence de presse saoudienne, israélienne ou ukrainienne, pourquoi pas à celle du IIIe Reich, franchement. On évacue les articles qui tiennent de toute évidence de la propagande, sauf quand ils comportent des faits intéressants. Nos lecteurs que l'on respecte sont censés savoir lire, on leur mâche déjà assez le boulot.

Autre chose.

J'aurais bien écrit une connerie ou une provocation du genre, nous sommes le premier parti en France pour avoir été les seuls (à ma connaissance) à appeler au boycott des élections régionales, mais je ne le ferai pas car je devrais préciser anonyme et cela ne ferait pas très sérieux, car j'ignore toujours qui se connectent à notre portail.

Ce qu'il y a de bien en vivant en Inde, c'est que j'ai un train d'avance sur vous, alors qu'on pourrait croire justement le contraire puisque c'est un pays encore sous-développé. Je vous expliquerai un autre jour ce que j'entends par là.

Par exemple. Quand je sors de chez moi en moto ou quand je quite une personne à laquelle j'ai rendu visite, invariablement on me conseille de faire très attention, de ne pas rouler vite, souvent on me le répète des fois que je n'aurais pas bien entendu, ok. ça va je ne suis pas sourd ni con non plus, comme si je risquais ma vie, et j'imagine que c'est à juste titre tant la route est hyper dangereuse. Et vaut mieux être en bonne santé, ne pas tomber malade, faire attention où on met les mains, les pieds, à ce que l'on mange ou boit, etc. un moment d'inattention et hop votre vie peut basculer ! Ce n'est là qu'un tout petit aperçu de ce que je vis au quotidien sans parler de la violence qui flotte dans l'air en permence.

Alors ce que vous vivez en France, c'est de la rigolade à côté, notez bien que cela ne me fait pas rire du tout, c'est pathétique, pitoyable d'avoir une si longue tradition de la lutte des classes derrière soi pour en arriver là. A qui la faute ? La question qui tue... ceux qui ne tiennent surtout pas à ce qu'on y réponde.

J'avais vu juste en mettant dans la page d'accueil du portail la couverture de L'Humanité et du Figaro *Le choc*. J'ignorais encore que le POI tenait à en être, Lucien Gauthier ayant cru bon de commencer son éditorial (Informations ouvrières n° 381 paru ce jour) en écrivant : "*Le choc ». C'est ainsi que la presse rend compte des résultats des élections régionales, qui ont vu un électeur sur deux s'abstenir.* " enchaînant comme il se devait sur "*l'effondrement*" du PS et des Républicains qui n'en est pas vraiment un : "*Cette élection est marquée par l'effondrement commun de la gauche et de la droite, ouvrant la voie aux résultats électoraux du Front national.*", maintenant au passage l'illusion criminelle que le PS serait de gauche, ce qui est loin d'être gratuit, rappelons que c'est justement cette imposture qui nous a menés où nous en sommes, comme quoi le POI en partage bien la responsabilité.

Pour ce qui est de cet "*l'effondrement*" qui en fait s'inscrit dans le prolongement des scrutins précédents, rappelons les chiffres que nous avons reproduits dans la causerie d'hier, le PS est passé de 29,14% en 2010 à 23,2% en 2015, en comparaison le

PASOK en Grèce est à 7%, et Les Républicains (inclu le MoDem) sont passés de 30,22% en 2010 à 27,4%.

Passons aux choses sérieuses.

Quel parti ou quelle formation politique, quel syndicat avait appelé à boycotter les élections régionales ou à se placer au côté des 65 à 70% d'ouvriers et de jeunes qui ont refusé de participer à cette farce sordide consistant à cautionner les institutions et le régime ?

Réponse : Aucun.

Voilà qui traduit assez bien l'état de putréfaction avancée auquel en est rendu le mouvement ouvrier. Partant de là, avons-nous une chance de nous en sortir ? Absolument aucune. Dans ces conditions notre combat est perdu d'avance et la barbarie a de beaux jours devant elle, il faut en avoir conscience. A moins qu"un parti rompe avec la collaboration de classe avec le gouvernement, le patronat, le régime, ses institutions.

Pour hétéroclite que soit ma situation et quelles que soient les maladresses ou les erreurs que j'ai pu commettre, le fait de n'avoir pour ainsi dire reçu aucun soutien en dehors de 3 ou 4 militants ne fait que confirmer mon diagnostic, car en aucun cas je n'ai tenu des positions démagogiques, opportunistes, gauchistes, réactionnaires. Tous nos efforts auront été vains, hélas !

Et le POI de faire dans la récupération. Titre du n° 381 d'Informations ouvrières daté du 10 décembre: *Malgré les appels à voter de tous côtés... 50% des électeurs ont refusé d'aller voter !*

Malgré l'absence d'appel au boycott du POI il faut ajouter pour que le tableau soit complet.

Et en guise d'analyse on aura le droit à une revue de presse. Mais encore ? Ils posent une question : "*Et maintenant ?*" à laquelle ils répondent par des lieux communs débouchant sur une question qui va vous éclairer pour la suite "*Jusques à quand ?*".

Que proposent-ils concrètement ? Outre les éternelles pétitions qui finissent à la poubelle, après le Ve Congrès du POI, "*ouvert*" s'il vous plaît, ils proposent la tenue d'une conférence ayant pour thème la défense de nos acquis sociaux pour occuper leurs militants. Et sur le plan politique ou dans quelle perspective politique ? Rien, aucune. Pourquoi, c'est un problème, cela devrait en être un ? Non, non, tout est dans l'ordre des choses.

Au fait, une dernière question. Ont-ils au moins rendu compte des appels des syndicats à voter Les Républicains le 13 décembre, à l'exception de FO (et peut-être Sud, je n'en sais rien) qui quel que soit le gouvernement soutient le régime ? Vous voulez rire ou quoi !

Parole d'internaute

- "*Il est plus facile de tromper les gens que de convaincre les gens qu'ils ont été trompés.*"

Et comment, vous ne croyez pas si bien dire ! Même quand on leur met les faits sous le nez, et cela concerne toutes les couches de la population, des plus arriérées aux plus instruites, aux intellectuels, à ceux qui prétendent avoir acquis une conscience politique. Pourquoi ? C'est à croire que finalement ce qui les sépare est infime.

Pour être issu d'un milieu ouvrier arriéré et pour baigner aujourd'hui dans un milieu ouvrier profondément arriéré, je peux témoigner qu'il est difficile de se faire entendre ou d'être pris au sérieux par des membres de cette couche d'ouvriers, voire impossible si vous avez par ailleurs des relations familiales avec ces travailleurs ou s'ils vous connaissaient auparavant. C'est difficile et ils ne vous prennent pas au sérieux parce qu'ils ne voient pas en quoi vous seriez différents d'eux puisque vous appartenez au même milieu ou à la même classe qu'eux, et se considérant comme inaptes à prendre en mains leur destin, ils ne voient pas pourquoi vous le seriez davantage. Ils n'ont pas confiance en eux-mêmes parce qu'ils n'ont pas conscience de leur condition. On leur a inculqué tout au long de leur vie qu'ils appartenaient à la classe inférieure des dominés et ils se comportent comme tels, ce qui n'autorise pas à un de ses membres à briser ce joug ou à adopter un autre comportement, ils vous dénieront la faculté de pouvoir envisager d'autres rapports ou de changer la société, car ployant sous un complexe d'infériorité qui traduit le poids de l'inertie de l'histoire qui les écrase.

Ils estiment normal que dans la soiété il en ait qui travaillent et que d'autres pensent et décident à leur place puisque pour eux il en a toujours été ainsi, il n'y a donc aucune raison que cela change un jour, et comme vous faites comme eux partie de ceux qui travaillent, vous êtes forcément mal placés pour penser et diriger le pays, ils vous écoutent poliment, manifestent leur accord avec les idées que vous leur avez exposées, mais ils vous dénient le droit de pouvoir les appliquer, ils préfèrent que d'autres s'en chargent, et s'il ne s'en trouve pas, et bien tant pis la vie va continuer comme avant, ils y sont tellement habitués qu'ils préfèrent s'accommoder de cette idée plutôt que vous faire confiance.

Le clivage droite gauche qui a été savemment entretenu, avait aussi pour objectif de leur donner l'illusion que la gauche incarnait ces idées, et qui si elle ne parvenait pas à les appliquer, c'était certainement parce qu'elle rencontrait des obstacles insurmontables qui l'en empêchaient et elle n'y était pour rien, eux-mêmes se sentant impuissants à changer quoi que ce soit, ils pouvaient facilement concevoir que la soi-disant gauche en soit elle-même dans l'impossibilité, pour finalement continuer de placer leur espoir en elle, même s'ils finissaient par ne plus trop y croire jusqu'au moment de la rupture. Rupture qui intervenant dans un contexte confus sera forcément désordonnée, et conduira certains d'entre eux à se diriger dans la mauvaise direction ou à accorder leur confiance à l'extrême droite, cela vaudra également pour une partie de ceux qui plaçaient leur espoir dans la droite ou le parti de l'ordre officiel, pendant que d'autres encore plus nombreux abandonneront tout simplement tout espoir et cesseront de voter.

Ce qu'on vient de décrire s'applique à toutes les couches de travailleurs, de l'ouvrier qui sait à peine lire et écrire au cadre supérieur, aux classes moyennes, à la petite bourgeoisie, à ceci près que ces couches supérieures et ces classes intermédiaires n'ont jamais réellement envisagé la nécessité de changer de société pour trouver leur compte dans celle existant.

Elles refusent d'admettre que le capitalisme comme tout système comporterait un début et forcément une fin, pour avoir lié leur sort à celui du capitalisme qui leur a octroyé une condition relativement confortable, ils craignent donc d'avoir plus à perdre qu'à gagner à changer de société, même lorsque le capitalisme devient synonyme de régression sociale sans fin, de chaos et de guerre. Du coup elles se réfugieront également dans le déni face à vos arguments qui n'auront aucune emprise sur eux. Il faudra qu'ils soient directement et violemment frappés par la crise du capitalisme pour commencer à admettre qu'ils pourraient bien finir par perdre tous leurs privilèges ou qu'ils ne doivent plus espérer dans l'avenir une vie meilleure, et qu'il serait temps de penser à prendre leur destin en mains.

Ce qui ne veut évidemment pas dire qu'ils se tourneront vers vous, puisque vous n'avez jamais été capables de leur ouvrir les yeux ou de leur tenir un discours cohérent et sérieux, même si de leur part il existait une grande part de mauvaise foi ou de malhonnêteté intellectuelle qu'ils continueront à entretenir aussi longtemps que leur condition ou leur mode de vie ne sera pas gravement menacé. Ils demeureront sous l'influence de l'idéologie dominante, et il vous faudra témoigner d'une détermination sans faille, vous armer de patience et surtout faire preuve d'une rigueur à toute épreuve, pour qu'ils veuillent bien vous écouter et vous prendre au sérieux.

Eux non plus n'ont jamais envisagé de participer à la direction de la société en laissant le soin à des élites de s'en charger à leur place. Aussi il leur sera difficile de concevoir qu'ils en seraient capables, d'où leur manque d'enthousiasme à l'idée de s'engager dans un parti politique avec tout ce que cela comporte de contraintes ou de sacrifices qu'ils ne sont pas prêts à concevoir ou à accepter, si cela ne leur apporte aucune satisfaction sur le plan personnel.

Les membres des couches supérieures, des classes moyennes et de la petite bourgeoisie peuvent être amenés à réagir, quand la décomposition de la société atteint un niveau inquiétant au point qu'elle ne les épargne plus ou parce qu'ils craignent qu'elle fasse peser une menace sur leur avenir, ceux de leurs enfants ou petits-enfants.

La situation étant devenue délétère ou irrespirable en France comme dans le monde, va les pousser à se poser davantage de questions et y chercher des réponses, à nous de leur en proposer qui ne relèvent ni du dogmatisme, ni du slogan politique ou ni de la propagande doctrinaire, ce qui nécessite de replacer la situation sur un plan historique pour qu'ils puissent comprendre qu'elle n'est le produit ni du hasard ni de la fatalité ni dont on ne sait quelle erreur commise dans le passé, mais qu'elle est le résultat d'un processus matérialiste et dialectique parvenu à son terme, et qu'à défaut de le dépasser (le capitalisme) la société sera vouée inexorablement à se décomposer de plus en plus, à la déchéance, de sorte qu'aucun de ses membres ne sera épargné, pas mêmes eux.

On ne leur demandera pas d'adhérer à une idéologie, une doctrine, une théorie, un programme, une idée, un idéal, mais uniquement de saisir les faits dans leurs rapports ou enchaînements et d'observer les conséquences qui en ont découlées et ainsi de suite, de manière à pouvoir comprendre pourquoi ou comment la société s'est forgée et transformée pour en arriver à la situation actuelle.

Cet exercice sera relativement facile à mener, encore faudra-t-il être soi-même délivré de tout a priori, être capable d'écouter attentivement, être en mesure de décrire ce processus plus que l'interpréter, et surtout s'être débarrassé de cette propagande à l'emporte-pièce qui a le don d'inspirer la méfiance par dessus tout.

Encore faudrait-il un parti où les militants seraient formés pour appliquer ces principes ou atteindre ce niveau de conscience politique, afin d'adapter leur discours en fonction de leur auditoire et d'être réellement en mesure de défendre leurs idées, au lieu de cavaler dans tous les sens ou de consacrer tout leur temps au syndicalisme, en pure perte comme on peut l'observer ou pour finalement en être toujours au même point proche du zéro absolu 70 ans plus tard, c'est-à-dire parfois en dessous de tout.

Compte tenu qu'il existe de nos jours une multitude de canaux par lesquels les membre des couches supérieures, des classes moyennes et de la petite bourgeoisie, mais aussi de très nombreux ouvriers des couches inférieures à l'esprit ou à la conscience plus développée que le reste de la classe ouvrière qui cherchent à comprendre la situation et de quelle manière elle évoluera, peuvent accéder à l'actualité et à des portails internet diffusant des faits ou publiant des analyses que les

médias institutionnels censurent ou se refusent de publier, nous pouvons leur proposer une interprétation de la situation qui présentera l'avantage de s'appuyer sur l'ensemble de ces faits disséminés dans tous ces portails dans laquelle on aura intégré la lutte des classes que ces portails s'emploient à occulter, de sorte que notre discours apparaîtra cohérent et sérieux, digne d'intérêt, et qui sait les incitera à rejoindre notre combat pour le socialisme.

En famille. "la gauche rassemblée", c'est le pendant du "syndicalisme rassemblé"... autour du régime.

- La CFDT et la CGT appellent à barrer la route au Front National - latribune.fr

D'ailleurs, un sondage Ifop publié par l'Humanité au lendemain du premier tour des régionales de dimanche dernier montre que le syndicalisme constitue un barrage très fragile contre la tentation du vote FN.

29 % des salariés se déclarant proches (mais pas adhérents) d'un syndicat ont voté Front national contre 32 % pour l'ensemble des salariés. (Donc 15% en tenant compte de l'abstention, des votes blancs ou nuls, moins encore en prenant en compte les non-inscrits. - LVOG) Ce sont les salariés se déclarant proches de Force Ouvrière qui se montrent les plus sensibles aux sirènes frontistes: ils sont 33% à avoir voté pour le FN. Il faut dire que Force Ouvrière est le syndicats où l'on trouve la plus grande diversité des choix politiques, allant de l'extrême gauche trotskyste... au Front National. (Apolitisme ou sans rire indépendance des organisations oblige ! - LVOG)

Les sympathisants CGT sont eux 27 % à avoir voté FN. Enfin, 26% des proches de la CFDT ont également voté FN. latribune.fr 09.12

Normal avec un syndicalisme lié au régime ou franchement corporatiste, comme le FN quoi !

Lu dans un autre passage de cet article de La Tribune :

- CFDT : Il est normal que ce syndicat lié au Medef et au gouvernement estime que Les Républicains sont "en capacité d'assurer la cohésion sociale, le dialogue".

- CGT : Le FN "porte un projet de régression sociale", mais ni Les Républicains, ni le PS.

En famille. Ce sont eux qui le disent. Voter PS, puis appeler à voter pour Les Républicains, ne valait guère mieux que voter pour le FN.

- Marine Le Pen ou Xavier Bertrand? Cherchez la différence dans leurs programmes - Le Huffington Post

- NPDC/Picardie: tir groupé Aubry-de Saintignon-Kanner pour appeler à "voter Bertrand" - AFP

- Nord-Pas-de-Calais-Picardie: Bové, Blandin et Cohn-Bendit soutiennent Bertrand - leparisien.fr

Les écologistes Marie-Christine Blandin, ancienne présidente de la région Nord-Pas-de-Calais, Daniel Cohn-Bendit, ex-député européen, et José Bové, eurodéputé, ont appelé mercredi à voter pour le candidat Les Républicains Xavier Bertrand contre Le Pen.

«Nous sommes à un de ces moments de l'histoire où ce qui rassemble doit être plus fort que ce qui divise. Nous appelons donc à voter pour le seul candidat républicain restant en lice : Xavier Bertrand», ont affirmé les trois écologistes dans un communiqué. Selon eux, «toute abstention est une voix indirecte pour le Front National». leparisien.fr 09.12

Au sein du Front de Gauche, André Chassaigne (PCF) a notamment déclaré qu'il voterait pour Xavier Bertrand ou Christian Estrosi face au FN s'il était électeur dans une de ces deux régions. huffingtonpost.fr 09.12

Au moins vous savez de quel côté de la barricade se situe le Front de Gauche.

En complément. Comme au premier tour, ils ne savent plus quoi inventer pour manipuler les masses.

- Régionales : le sursaut des procurations - Francetv info

- Régionales : un front anti-FN - Francetv info

- Régionales 2e tour: un sondage donne Estrosi et Bertrand gagnants face au FN - AFP

Cacophonie, débandade, vocifération, gesticulation, règlement de compte, ils donnent raison aux 23 millions d'abstentionnistes.

- Hidalgo: "J'appelle à voter LR" en cas de risque FN, "on se posera (les) questions après" - AFP

"Moi, j'appelle à voter pour la liste LR, que ce soit dans le Grand Est, mais aussi en Paca pour Christian Estrosi et pour Xavier Bertrand" en Nord-pas-de-Calais-Picardie, a lancé Mme Hidalgo sur iTELE.

"Je comprends le désarroi des militants (...) on en est à appeler à voter pour les candidats de droite, ça pose question, et on se posera ces questions après. Mais là, il n'y a pas le choix", a ajouté la maire de Paris. AFP 09.12

Et ce sont ces gens-là qui donnent des leçons de démocratie au monde entier. Mafieux, escrocs, démagogues, manipulateurs, falsificateurs, ils cumulent ces saloperies, et après ils s'étonnent que les gens ne veulent plus voter pour eux, et puis plus du tout car la gauche est totalement corrompus et l'extrême gauche est inaudible ou vendue également.

Ils sont abjectent, ignobles, sordides, cruels et finalement monstrueux puisqu'ils se rangent tous derrière la version officielle sur la Syrie qui sanctifie la barbarie en l'armant et en la finançant, ces gens-là sont dangereux.

Dialogue imaginé entre Hidalgo ou Aubry et un sympatisant du PS.

- Vote et ferme-la, t'auras tout le temps de l'ouvrir après et on t'répondra ce qu'on voudra quand on voudra, t'as pigé ?

- Mais ce sont nos ennemis tout de même.

- T'as rien pigé, ce sont des républicains.

- Mais ils sont de droite.

- Et alors, qu'est-ce que ça change ?

- On n'as pas le choix alors ?

- Non, et ça suffit maintenant, la discussion est close.

- C'est ça la démocratie ?

- Tu parles de ce que tu ne connais même pas pauv'cave.

- Régionales : incompréhension après le maintien de Jean-Pierre Masseret dans le Grand Est - Francetv info

Dans le Grand Est, le socialiste Jean-Pierre Masseret a décidé de se maintenir malgré les consignes de son parti. Il se présentera dimanche 13 décembre au second tour des régionales sans l'investiture PS. Hier soir, mardi 8 décembre, 71 de ses 189 colistiers se sont retirés. Pas assez pour invalider sa liste. "Nous sommes présents, nous sommes debout, nous n'avons pas subi les diktats, nous ne nous sommes pas couchés devant les impositions, nous sommes capables de réfléchir par nous-mêmes, d'analyser les situations politiques par nous-mêmes et de faire des choix qui sont les nôtres", a déclaré le candidat dissident PS.

Pourtant, tout a été tenté pour faire plier le Lorrain. Dans les rangs de gauche, c'est l'incompréhension. Ils redoutent voir la région livrée au Front national. Francetv info 09.12

- Régionales : François de Rugy pointe la responsabilité de Duflot et Mélenchon dans l'échec de la gauche Public - Sénat

- Régionales : la sénatrice Leila Aichi suspendue par EELV pour son soutien à Pécresse - LeParisien.fr

- La sénatrice Leila Aïchi quitte le parti des écologistes - LeParisien.fr

- Valls réfute Macron: «C'est moi le chef du gouvernement» - 20minutes.fr

- Régionales: Bertrand (LR) enjoint les leaders LR et Sarkozy de "se taire" - AFP

- Nicolas Sarkozy à quitte ou double face au Front national - Reuters

- Régionales: l'élu FN de Clermont-Ferrand qui avait appelé à voter Wauquiez suspendu - AFP

France. Dernières nouvelles de l'Etat policier.

- État d'urgence: Le bilan actuel est de 354 assignations à résidence et 2.500 perquisitions - 20minutes.fr

Ces perquisitions administratives ont entraîné l'interpellation de 305 personnes et le placement en garde à vue de 267 d'entre elles, selon ce bilan de la place Beauvau communiqué par son porte-parole Pierre-Henry Brandet. A la date de mercredi, 398 armes ont été saisies en totalité, dont 39 « armes de guerre ». 20minutes.fr 09.12

Commentaire d'un internaute

- "La flicardisation à outrance va impacter 100% des Français et 0,1% des terroristes. Le danger des attentats est utilisé pour mettre en place une dictature le plus démocratiquement du monde, du moins en apparence..."

Pour ce qui est du "*danger des attentats*", je vous rassure on ne meurt qu'une fois et après on n'a pas l'occasion d'y penser, donc pensez à autre chose, surtout que la plupart des gens se foutent du sort de leurs proches ou même ceux de leurs propres familles quand ils ont simplement des désaccords avec eux, quand ils sont adultes et croulent sous les difficultés ou lorsqu'ils les ont plus ou moins perdus de vue, assez d'hypocrisie s'il vous plaît, on a assez vécu pour en parler en connaissance de cause.

Mais vous avez raison, la démocratie qu'on nous sert à toutes les sauces ne dépasse pas le stade des apparences et s'apparente davantage à une dictature, en aurait-il été autrement à un moment ou un autre dans le passé à part sous la Commune de Paris ?

La société divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques irrémédiablement inconciliables ne peut exister qu'à partir du moment où la classe dominante ou qui détient le pouvoir économique exerce sa dictature politique sur la classe dominée. Ensuite, ce n'est qu'une question de degré ou d'intensité dans l'application de cette dictature.

Tant que vous ne remettez pas en cause les rapports sociaux établis entre les classes cette dictature s'exerce quelle que soit l'étiquette ou le vernis dont vous la recouvrez. Voilà pourquoi à la dictature du capital nous opposons la dictature du prolétariat, au pouvoir sans partage de la classe des exploiteurs, nous opposons le pouvoir sans partage des exploités, ceux qui l'ont abandonnée ont tout simplement livré le sort des exploités aux exploiteurs, qu'ils en fassent ce qu'ils en voudront n'est pas leur problème. C'est bien ce que signifie l'appel à voter pour les Républicains par la plupart des syndicats, le Front de gauche, par exemple.

Le parquet réclame des pouvoirs spéciaux pour renforcer l'état d'urgence.

- Le procureur de Paris souhaite un renforcement des pouvoirs d'investigation du parquet - AFP

Le procureur de Paris, François Molins, a plaidé pour un renforcement des pouvoirs d'investigation du parquet lors de son audition mercredi au Sénat devant le comité de suivi de l'état d'urgence.

"Nous avons expliqué aux sénateurs qu'on est aujourd'hui dans une situation où on arrive à bien travailler, mais il faut aussi tirer les conséquences de la loi sur le renseignement en donnant aux services judiciaires et donc notamment au parquet des instruments qui ont été votés par la loi aux services de renseignement sous contrôle du juge administratif", a expliqué le magistrat sur Public Sénat.

Il s'agit "notamment de la possibilité de faire des sonorisations sur autorisation d'un juge judiciaire ou d'avoir recours à ce que l'on appelle les ""Imsi-catcher", qui interceptent les communications dans un périmètre donné en imitant le fonctionnement d'un relais téléphonique mobile", a-t-il précisé.

Les services de renseignement ont droit à ce moyen, a déclaré le procureur de Paris, ajoutant: "Je ne vois pas pourquoi aujourd'hui, sur décision d'un juge judiciaire le parquet ne l'aurait pas, ça nous rendrait plus efficaces".

Le magistrat a également expliqué avoir "attiré l'attention" du comité de suivi sur le fait que le parquet "aurait intérêt à bénéficier plus souvent de certains pouvoirs qui sont aujourd'hui limités, dans le cadre de la procédure de flagrance, en matière d'interpellation, de perquisition, notamment la nuit, et en matière de perquisitions informatiques". AFP 09.12

ACTUALITE EN TITRES

Quand on vous disait qu'ils étaient "cinglés".

- Labro - Donald Trump est cinglé ! - LePoint.fr

L'écrivain et spécialiste des États-Unis attaque sa proposition, qu'il juge à la fois "totalement illégale, illégitime, anticonstitutionnelle et, surtout, anti-américaine". Il invoque cet esprit américain qu'incarne la statue de la Liberté, dont Donald Trump serait l'antithèse. LePoint.fr 09.12

Mais étrangement ni Bush père et fils ni Obama...

Ils s'affolent dans le camp de la réaction, parmi eux il y en a qui pètent les plombs et ils ignorent comment cela va se terminer... Mal pour eux, souhaitons-leur !

Alors que c'est justement le plan d'Erdogan, Netanyahou, Hollande, Cameron...

- La Turquie accuse la Russie de nettoyage ethnique en Syrie - LeFigaro.fr

Lire dans cette page : *L'inavouable projet d'un pseudo-Kurdistan* par le Réseau Voltaire

La banque qui rabote.

- Rabobank va supprimer 9.000 emplois aux Pays-Bas d'ici à 2018 - AFP

Dossier sur la Russie et l'Ukraine

- Dette ukrainienne: Poutine menace de poursuivre l'Ukraine en justice - sputniknews.com

Le président russe Vladimir Poutine a chargé le gouvernement d'attaquer en justice l'Ukraine si elle ne rembourse pas à la Russie sa dette de 3 milliards de dollars.

Le président russe Vladimir Poutine a chargé le gouvernement d'attaquer en justice l'Ukraine si elle ne rembourse pas à la Russie sa dette de 3 milliards de dollars.

Le délai du remboursement des obligations ukrainiennes pour 3 milliards de dollars, achetées par la Russie fin 2013 expire en ce mois de décembre. Auparavant, la Russie s'est déclarée prête à restructurer cette dette, en autorisant son remboursement par un milliard de dollars de 2016 à 2018 à condition des garanties de la part des Etats-Unis ou de l'Union européenne, soit d'une institution financière internationale.

Les Etats-Unis ont refusé de donner de telles garanties, et le conseil des directeurs du Fonds monétaire international (FMI) a entériné mardi une réforme permettant de financer les pays en défaut de paiement sur leur dette souveraine. Cela permettra notamment à l'Ukraine de bénéficier de prêts du FMI même en cas de non-remboursement de sa dette à la Russie.

"Sur quatre ans, ils auraient pu y participer d'une manière ou d'une autre, afin de partager les risques. Je n'arrive même pas à comprendre. Alors bon, attaquez-la (l'Ukraine, ndlr) donc en justice", a déclaré Vladimir Poutine lors d'une rencontre avec les membres du gouvernement à l'issue du rapport du ministre des Finances Anton Silouanov sur la situation concernant la dette ukrainienne. sputniknews.com 09.12

Dossier sur la Turquie

- Un AWACS saoudien impliqué dans la destruction du Soukhoï - voltairenet.org

Dans une interview à l'agence Regnum, Alexei Leonkov assure que non seulement l'Otan a suivi la destruction du Soukhoï russe par la Turquie grâce à un AWACS, le 24 novembre 2015, mais un second AWACS, saoudien cette fois, a guidé l'armée de l'Air turque.

Selon le spécialiste, les deux AWACS ont probablement travaillé en commun.

Alexei Leonkov est expert pour la revue Arsenal de la Patrie. voltairenet.org 08.12

- Député français: on se pose des questions sur l'attitude de la Turquie - sputniknews.com

Un membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France revient sur l'audition à huis clos en commission d'Alexeï Pouchkov, président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe).

Lors d'une rencontre du député russe Alexeï Pouchkov avec ses collègues de l'Assemblée nationale de France, il s'agissait entre autres de la situation au Proche-Orient, de la lutte contre le terrorisme et de l'attitude de la Turquie, a déclaré à Sputnik Jacques Myard, député Les Républicains (LR).

"Sur le Proche-Orient et notamment l'affaire syrienne, il s'est révélé une très grande similitude d'analyse entre nombre de députés d'opposition comme de la majorité actuelle, sur les jugements et les appréciations du gouvernement russe", a indiqué M.Myard, membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée.

Et d'ajouter que les députés français se posaient tous des questions sur l'attitude de la Turquie, sur l'attitude de l'Arabie Saoudite et du Qatar.

"Nous sommes conscients que c'est effectivement l'armée de Bachar el-Assad qui sur le terrain combat l'Etat islamique (EI, Daech, ndlr), alors que certains jouent le double jeu. Donc il y a eu une très grande similitude des analyses entre les députés et le président (de la commission des Affaires étrangères de la Douma, ndlr) Pouchkov (…) Cela ne signifie toutefois pas que telle soit la position du gouvernement français", a souligné M.Myard.

Selon ce dernier, la position de Moscou sur la Turquie est très claire, les Turcs ayant joué le double jeu, notamment dans l'achat du pétrole à Daech.

"On ne peut pas admettre ce double jeu car en réalité ils (les Turc, ndlr) ont soutenu Daech (…) Malheureusement, Ankara a joué les apprentis sorciers dans cette région", a résumé le député, en signalant que beaucoup de députés français avaient désormais des doutes très sérieux sur l'attitude de la Turquie, membre de l'Otan.

Et de rappeler que M.Pouchkov reprochait aux Etats-Unis de vouloir à tout prix être le leader et avoir le leadership sur la grande coalition.

"On voit très bien que la grande coalition sous le commandement d'un seul état n'est pas possible. Il faut être pragmatique", a estimé M.Myard.

Pour ce qui est de l'Ukraine, le député français s'est dit d'accord avec M.Pouchkov estimant qu'il appartenait aussi au gouvernement de Kiev de faire des avancées vers la solution de ce conflit régional, ce qui n'était pas le cas aujourd'hui. sputniknews.com 09.12

- Le président tchèque qualifie Ankara d'allié de Daech - sputniknews.com

Selon Miloš Zeman, Ankara agit parfois comme un allié du groupe terroriste Etat islamique (EI) et ne mérite pas d'être admis à l'UE.

La Turquie fait partie de l'Otan mais agit parfois comme un allié du groupe terroriste Daech et il faut faire affaire avec ce pays d'une manière prudente, a déclaré mercredi le président tchèque Milos Zeman.

"La Turquie ne doit pas adhérer à l'Union européenne", a déclaré le dirigeant tchèque lors d'un déplacement dans la Bohême du Nord. Le président tchèque a aussi soumis à la critique le projet de l'Union européenne de verser 3 milliards d'euros à Ankara pour l'aider à accueillir les réfugiés syriens.

"La Turquie est capable d'héberger ces réfugiés car ils sont de la même religion", a-t-il précisé. "Je pense qu'à cause de ces propos l'ambassadeur turc enverra une note de protestation au Château de Prague" (résidence officielle du président tchèque), a conclu M.Zeman. sputniknews.com 09.12

- Connivence de la Turquie avec Daech: une affaire de longue date selon la Russie - sputniknews.com

Le gouvernement russe savait depuis longtemps que le territoire turc constituait un terrain de prédilection pour l'entraînement des djihadistes et les échanges commerciaux avec l'Etat islamique (EI), a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"Nous savions avec certitude, et depuis assez longtemps, que les terroristes se servaient du territoire turc dans le but d'effectuer des échanges commerciaux, livrer des munitions et acheminer leurs troupes vers la Syrie. C'est là qu'ils trouvaient refuge afin de se faire soigner, de se reposer et de se préparer aux opérations militaires à venir sur le sol syrien ainsi que dans d'autres régions, y compris le Caucase du Nord", a-t-il indiqué.

Il a également souligné que les autorités russes avaient exhorté à plusieurs reprises leurs homologues turcs à prendre des mesures nécessaires pour régler ce conflit. Toujours est-il que tous ces appels sont restés lettre morte.

"Nous n'y sommes pas parvenus. En outre, l'incident lié à l'avion russe abattu par un bombardier turc a révélé que le gouvernement turc soutenait de fait les djihadistes. Peu importe les raisons, la finalité est la même", a fustigé le ministre. sputniknews.com 09.12

- La Turquie intercepte deux bateaux russes - sahartv.ir

La Turquie a arraisonné deux bateaux russes dans le port de Samsun sur la mer Noire.

Selon des médias turcs, Ankara a bloqué sept navires russes dans le port de Samsun (nord), sur la mer Noire, dont deux ont été arraisonnés en raison de documents incomplets, cinq autres navires pouvant quitter le port. La semaine dernière, la Russie avait empêché des navires turcs à accoster au port Novorossiysk, en Russie. La tension entre Moscou et Ankara est montée d'un cran, à la suite du renversement d'un chasseur Soukhoï su-24 russe par la Turquie, à la frontière turque avec la Syrie, le 24 novembre dernier. sahartv.ir 09.12

- La Russie dénonce la Turquie à la tribune de l'ONU - sahartv.ir

Le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vitaly Churkin a qualifié d'inacceptable, le déploiement des effectifs turcs dans le nord-irakien.

Selon la chaîne Press TV, le représentant permanent de la Russie à l'ONU, Vitaly Churkin a indiqué, mardi, devant la presse, à l'issue de la réunion à huis-clos du Conseil de sécurité, que la Russie a la conviction que la Turquie a fait un acte inacceptable et qu'elle doit retirer ses forces d'Irak. « La démarche de la Turquie, qui a été entreprise sans l'aval du gouvernement irakien n'est pas justifiable. », a dit Vitaly Churkin, demandant au gouvernement turc de mettre un terme au déploiement illégal de ses forces sur le territoire irakien. sahartv.ir 09.12

- Agression de la Turquie contre l'Irak : le Conseil de sécurité observe le silence - sahartv.ir

Le Conseil de sécurité de l'Onu s'est abstenu de prendre une position sur l'agression de la Turquie contre le territoire irakien.

Le Conseil de sécurité des Nations unies qui réagit rapidement à l'égard de moindre incident ou tout acte qui menaceraient les intérêts des Occidentaux et des grandes puissances économiques du monde entier n'a pas passé à l'action vis-à-vis de l'acte agressif de la Turquie et cette instance a observé le silence de marbre.

L'ambassadeur de la Russie auprès de l'Onu, Vitali Tchourkine a estimé devant des journalistes qu'il était important d'attirer l'attention du Conseil sur cette situation. Mais il a déploré que les membres occidentaux du Conseil aient refusé de rappeler à l'ordre Ankara. La Turquie, a-t-il affirmé, a agi de manière imprudente et inexplicable en procédant à des déploiements supplémentaires de troupes dans le nord de l'Irak sans l'accord du gouvernement irakien.

Cette initiative reflète le manque de légalité des actions de la coalition internationale en Irak et en Syrie, a-t-il estimé.

Vitali Tchourkine s'est dit déçu que le Conseil n'ait pas réaffirmé la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak, car certains de ses membres occidentaux, qu'il n'a pas nommés, ont estimé que cela envenimerait la situation. L'impact de cette réunion aurait été plus fort avec un message uni mais nous n'avons pas pu y parvenir, a-t-il conclu.

La Russie a demandé que les opérations militaires turques en Syrie et en Irak soient évoquées de manière informelle au Conseil de sécurité de l'ONU, ont indiqué mardi des diplomates. sahartv.ir 09.12

Dossier Syrie

- Syrie : percée de l'armée à Lattaquié et en banlieue est d'Alep - sahartv.ir

L'armée syrienne continue de progresser sur le front de l'aéroport militaire de Kweres en banlieue orientale d'Alep, prenant le contrôle du village de Hamima al-Kabira.

Selon l'agence d'information syrienne SANA, les unités de l'armée syrienne ont multiplié leurs vastes opérations militaires et étendu leur champ de contrôle sur l'est de l'autoroute internationale Damas/Homs à Harasta, prenant le contrôle des fermes situées sur la route liant l'école de Nour al-Cham et Douma. Lors de cette opération, un réseau de tunnels utilisés par les terroristes a été découvert et fermé.

De même, les chasseurs syriens ont détruit les cachettes et les véhicules du groupe terroriste Daech en banlieue-est d'Alep. Les forces de l'armée syrienne en banlieue d'Idlib et de Hama ont par ailleurs tué plus de 45 terroristes daechistes d'autres liés à Jeysh al-Fatah.

Entre temps, l'armée syrienne est arrivée à contrôler, dans la foulée de ses progressions à Lattaquié dans l'ouest de la Syrie, Tal al-Harisha dans la banlieue nord de Lattaquié. sahartv.ir 09.12

- L'aviation russe a frappé 204 cibles en Syrie en 24h - sputniknews.com

Les forces aériennes russes ont réalisé plus de 82 sorties, dont 32 raids de nuit, et ont frappé 204 cibles terroristes, a annoncé ce mercredi le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov.

Selon le porte-parole, les frappes russes ont été effectuées dans les provinces d'Alep, d'Idleb, de Lattaquié, d'Hama, d'Homs.

Les sorties ont été effectuées par des avions Su-24M, Su-25SM, Su-34 ainsi que par des chasseurs polyvalents Su-30 qui assurent la protection aérienne des bombardiers. sputniknews.com 09.12

Haut de page

Le 11 décembre 2015

CAUSERIE

Un portail et un courant politique où l'on mène un combat politique qui ne se réduit pas à une doctrine, des principes, une théorie, un programme, des mots d'ordre, des déclarations, des constats, des revues de presse, des commentaires oiseux, des lieux communs, des sophismes.

J'ai mis en ligne un communiqué du POID parce que je le trouvais convenable, à deux endroits y figure la nécessité d'en finir avec les institutions de la Ve République.

Je n'étais pas au courant de l'existence de « l'appel des 333 » pour la levée immédiate de l'état d'urgence, je n'en ai pris connaissance qu'hier soir en consultant le portail du POID (http://latribunedestravailleurs.fr) qui soutient cet appel, je l'ai immédiatement signée. J'ai appris qu'il avait été publié dans Libération et par Mediapart notamment.

J'ai du mal à comprendre pourquoi personne ne m'a tenu informé, mais bon, ne cherchons pas à comprendre ce serait perdre son temps, à moins qu'aucun de nos lecteurs en ait entendu parler. J'appelle tous les lecteurs et militants à le signer et à le faire signer. Il a déjà été signé par 7 800 personnes.

Adressée à à tous les citoyens

Pour la levée de l'état d'urgence

Appel des 333 pour la levée de l'état d'urgence

Pour la levée de l'état d'urgence

Après les assassinats barbares commis à Paris le 13 novembre, François Hollande et le gouvernement de Manuel Valls ont décidé « l'état d'urgence », présenté par les sommets de l'Etat comme la réponse à la terreur, à la peur et au désarroi répandus dans le

pays, comme la mesure adaptée « pour combattre les terroristes » et « protéger les Français », comme condition de « la sécurité, la première des libertés ».

A leur demande, les 19 et 20 novembre, l'Assemblée nationale puis le Sénat, ont à l'unanimité des groupes politiques qui la composent (à l'exception de six députés qui ont voté contre et une abstention ; et l'abstention de douze sénateurs) ont voté la prolongation de l'état d'urgence et aggravé les dispositions liberticides de la loi de 1955 qui date de la guerre d'Algérie.

Avec l'état d'urgence, ce sont, en réalité, les libertés de tous qui se trouvent dangereusement restreintes et menacées.

Ainsi :

Tout individu peut être suspecté en fonction « de son comportement ».

« L'assignation à résidence » — l'interdiction d'aller et venir, de se déplacer librement — ne « doit pas viser uniquement les activités dangereuses avérées », mais aussi « les menaces fondées sur des présomptions sérieuses ».

Les « perquisitions administratives » deviennent la règle et relèvent de la décision des préfets, représentants directs du gouvernement, en dehors de tout cadre judiciaire.

La place du pouvoir judiciaire comme garantie des libertés est bafouée.

La mise sous contrôle d'Internet doit permettre au ministre de l'Intérieur de « prendre toute mesure pour assurer l'interruption de tout service de communication en ligne ».

Menace contre les libertés individuelles, l'état d'urgence aboutit à un renforcement considérable du caractère autoritaire de la Ve République.

Mais ce sont aussi les moyens d'action, d'organisation, d'expression, sur le terrain social et politique – qui concernent syndicats, partis, associations – qui sont remis en question.

Ainsi :

Le pouvoir se réserve le droit d'interdire tout rassemblement sur la voie publique, ou toute manifestation pour « raison de sécurité ».

La loi prévoit la possibilité de « dissoudre les associations ou groupements de fait qui participent, facilitent ou incitent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public ».

Les notions introduites dans la loi — « comportement », « trouble à l'ordre public », « raison de sécurité », « atteintes graves à l'ordre public » — permettent les interprétations les plus extensives et présentent le risque de mettre en cause très largement tout un chacun.

Sous couvert de combattre « le terrorisme », l'état d'urgence fait peser un danger sérieux sur nos libertés démocratiques, individuelles, sociales et politiques et sur la démocratie.

En conséquence, nous, signataires de cet appel, en appelons à tous nos concitoyens pour exiger, au nom de la liberté, de la démocratie, de la République, la levée immédiate de l'état d'urgence.

Pour tout contact :

Jacques Cotta, tel. 06 19 84 80 60

Maurice Stobnicer, 06 87 87 95 02

Mail : appel-levee-etat-urgence@orange.fr

Pour signer la pétition :

https://www.change.org/p/gouvernement-fran%C3%A7ais-et-parlement-pour-la-lev%C3%A9e-de-l-%C3%A9tat-d-urgence

Une question pour mieux comprendre face à quelle situation nous nous trouvons confrontés.

Question tabou : Quelle est la différence entre le programme du FN et celui des néolibéraux que partagent le PS et LR ainsi que leurs alliés ou satellites ? Réponse : Aucune, en dehors du degré de violence législative et physique à laquelle ils recourent pour l'appliquer.

C'est ainsi que le PS est compatible avec LR lui-même compatible FN. Ils en font la démontration sous nos yeux, alors cessons de faire l'autruche qui est une attitude suicidaire, et ayons le courage de regarder la réalité en face. Vous lirez plus loin des déclarations qui le confirment si nécessaire.

Pour être compatibles, il fallait qu'ils remplissent au moins une condition : Qu'ils représentent les intérêts de la même classe sociale, celle des capitalistes, du régime.

Il faut ajouter tous ceux qui connaissaient la nature du PS et se sont employés à le présenter sous un jour favorable pour le soutenir pendant de longues décennies jusqu'à nos jours, d'ailleurs ils sont toujours incapables de le caractériser autrement, de gauche avec des guillemets ou en y mettant la forme, les trois courants trotskystes.

Après le consensus PS-LR, l'union nationale, le complot des représentants de la réaction contre la classe ouvrière s'étale au grand jour. On ne peut que s'en féliciter pour l'avoir toujours dénoncé, c'était la moindre des choses.

Comment en sommes-nous en arrivés là ? C'est simple à comprendre mais beaucoup plus difficile à admettre apparemment (sic!).

Je vous suggère une explication résumée ici :

- ...il faut d'abord préciser ce qu'est « la gauche ». En théorie, c'est simple : elle défend les travailleurs (de partout) contre le 1% des ultra-riches. Investig'Action - Michel Collon 10.12

Cela ne signifie rien ou n'engage à strictement rien, et pour cause, c'est le discours tenu par tous les réformistes bourgeois depuis Dühring ou Berstein qui avaient pris la tête du combat contre le marxisme ou le socialisme au sein de la social-démocratie allemande à la fin du XIXe siècle et auxquels Engels livrera une lutte acharnée. C'est l'opportunisme qui a pourri de l'intérieur le mouvement ouvrier à défaut de le chasser de ses rangs.

Cette gauche-là, c'est celle des petits-bourgeois qui estiment qu'en s'associant à la classe ouvrière ils auront plus de chance de voir leurs propres revendications satisfaites sans jamais aller jusqu'à remettre en cause l'existence du régime auquel ils sont inféodés.

C'est la gauche à la petite semaine, au rabais, des bonnes consciences, des compromis scélérats, des capitulards incapables de mener une analyse jusqu'au bout, et qui poussés dans leurs derniers retranchements finissent toujours par s'en remettre au capitalisme et à ses institutions à défaut d'avoir la volonté de les affronter.

Non, être de gauche cela signifie lutter pour le renversement de l'ordre établi et non pour s'en accommoder moyennant quelques concessions de circonstance ou se contenter des miettes tombées de la table des capitalistes. Et cela n'a jamais signifié autre chose, mettre fin au régime en place et cela depuis 1793, sauf que maintenant c'est la classe des capitalistes qu'il faut chasser du pouvoir et leur régime qu'il faut abolir.

Tous ceux qui se disent de gauche, du PS au Front de gauche prétendent défendre les travailleurs, ainsi ils pourront se reconnaître dans la définition de Collon que partagent la plupart des militants il faut préciser, et c'est bien là le problème, de nos jours plus personne ne sait vraiment ce que signifie être de gauche ou le socialisme.

Prétendre qu'être de gauche se réduirait à défendre les travailleurs, c'est en réalité oeuvrer au côté des ennemis du socialisme, on ne peut pas imaginer pire service rendu aux travailleurs et meilleur service rendu au régime.

Collon et bien d'autres qui avaient porté au pinacle Chavez sont très mal après la cinglante défaite que vient d'enregistrer Maduro. Deux possibilités se présentaient à eux dès lors, faire le bilan de la "révolution bolivarienne" en dénonçant sa politique de gauche réformiste sans jamais rompre avec l'impérialisme, ou bien n'en tirer aucune leçon et continuer à tenir le même discours qui mène inévitablement à une impasse politique ou pire, virer à droite.

C'était l'occasion de renouer avec le socialisme, mais manifestement ils n'en prennent pas le chemin. C'est à croire que seule une guerre mondiale serait salutaire, c'est terrible d'en arriver à ce diagnostic, on ne veut pas y croire, on ne veut pas imaginer qu'ils soient bornés à ce point-là, mais à la longue il faudra bien qu'on s'y fasse semble-t-il.

Vous n'êtes pas convaincu par cet argumentation ?Soit. Alors enfonçons le clou, d'après vous quelle définition de la gauche

ont adoptée Hollande, Valls, Fabius, Macron, etc. celle proposée par Collon ou la nôtre ? Vous connaissez la réponse, et pourquoi, mais parce qu'ils sont de droite, ils appellent à voter Les Républicains.

Ne comptez pas sur notre complaisance, l'art de la flatterie n'est pas notre truc vous avez dû le constater, n'est-ce pas. Et les alliés électoraux du PS, le mouvement ouvrier, d'après vous il est de droite ou de gauche ? Même réponse. Si cela vous étonne, c'est que décidément vous n'êtes pas prêts de comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là, excusez-moi.

On en vient à se demander si Marx et Engels ont existé un jour, à quoi ont servi leurs travaux ou les enseignements qu'ils nous ont légués.

La réaction dans tous ses états. Impostures, calomnies, faux sondages, tout y passe.

- Elections régionales : ces journaux qui se sont engagés contre le Front national - Francetv info

- Régionales Nord-Pas-de-Calais-Picardie : Bertrand devancerait Le Pen grâce à la gauche - LeParisien.fr

Dans une interview sur le site de L'Obs, M. Bartolone affirme que Mme Pécresse "tient les mêmes propos que le FN": "Avec un discours comme celui-là, c'est Versailles, Neuilly et la race blanche qu'elle défend en creux." Manuel Valls a apporté son soutien à Claude Bartolone, "un grand républicain".

Dans le nord comme en Paca, les reports de voix montrent selon les sondeurs une mobilisation de l'électorat de gauche du 1er tour en faveur des candidats de droite, seuls en lice face au FN.

"Cela signifie qu'un sursaut de mobilisation est en train de s'opérer pendant l'entre-deux tours, poussant des électeurs de gauche à voter massivement Estrosi "contraints et forcés"", analyse Gaël Sliman, d'Odoxa. AFP 10.12

- Le Front national serait battu dans ses trois régions clés - Reuters

- Le sondage qui ne fait plus de Philippot le grand favori du Grand Est - Le Huffington Post

- Mafieux, hystériques, etc. quand on vous disait qu'on était encore en dessous de la réalité.

- Régionales: la campagne s'enflamme en Ile-de-France - AFP

- Bartolone-Pécresse, toute une hystérie - Liberation.fr

- Régionales : Bartolone accusé d'être un "mafieux" par un maire Les Républicains - Francetv info

- Paris : Pécresse va porter plainte contre Bartolone pour les propos sur la race blanche - 20minutes.fr En famille. Ils étaient bien tous de droite, pas d'erreur possible.

- Christian Estrosi se sent "de gauche" dans le monde de la culture - Reuters

- Quand Christian Estrosi voulait gouverner la région Paca avec le Front national - Francetv info

En 1998, l'actuel maire de Nice était partisan d'une alliance avec l'extrême droite, afin d'éviter que la gauche ne prenne la présidence du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Francetv info 10.12

- Valls "s'honore" de son appel à voter pour la droite - AFP

- Régionales : Robert Badinter appelle à voter contre le FN en Nord-Pas-de-Calais-Picardie - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

Chantage. C'est le contraire qui aurait été étonnant.

- Smart : travailler plus et gagner moins ? - Francetv info

C'est ce que propose la direction à ses salariés pour éviter la délocalisation du site en Slovénie. Francetv info 10.11

Quand les barbares diffusent leur propagande par le biais des satellites américains et européens, ce n'est pas un "défaut de communication".

- Sécurité automobile: les Etats-Unis sanctionnent Fiat Chrysler pour défaut de communication - La Tribune

Daech se sert de satellites européens pour mener sa propagande sur le web? - sputniknews.com

Le Spiegel Online International a mené une enquête pour établir comment Daech, qui opère dans une région où l'infrastructure des télécommunications est massivement détruite.

Selon les documents obtenus par le Spiegel Online, ce sont des entreprises européennes qui donnent l'accès à Internet aux terroristes mais il reste toujours à savoir s'ils le font consciemment. Les journalistes affirment que les entreprises peuvent toutefois bloquer l'accès à l'internet à Daech.

Les technologies d'accès à l'Internet arrivent au Proche-Orient de l'Europe, elles sont fournies par de grands fournisseurs de services satellitaires comme Avanti Communications britannique, SES luxembourgeois et surtout Eutelsat français. Tooway d'Eutelsat est notamment présent sur le marché depuis des années et ses satellites couvrent l'ensemble de la Terre.

De petits distributeurs achètent ensuite des équipements et la capacité satellite des grands opérateurs pour fournir l'accès à Internet aux clients privés ou corporatifs.

Si vous voulez donc vous connecter à Internet en Syrie ou en Irak, vous pouvez aller au marché d'Antakya, dans la province turque de Hatay située près de la frontière syrienne. C'est ici où, selon le Spiegel Online, viennent des hommes barbus, portant des sandales et munis de billets de banque en liasses pour acheter des douzaines de paraboles.

Le Spiegel Online a demandé des commentaires de tous les opérateurs de satellites concernés mais seulement SES et Eutelsat ont répondu. SES a dit qu'il n'avait aucune information sur les utilisateurs d'Internet dans des régions syriennes contrôlées par Daech. Le groupe affirme qu'il aurait tout fait pour bloquer l'accès à l'internet sur ces territoires.

Le groupe français Eutelsat a pour sa part déclaré qu'il n'avait aucun fournisseur d'accès à Internet en Syrie et aucun contact direct avec ses consommateurs finaux. D'autre part, le groupe note que les récepteurs satellites sont petits et mobiles et donc on ne peut pas exclure la possibilité de leur exploitation illicite.

Le Spiegel Online fait pourtant remarquer que des connections possibles d'Eutelsat avec la Syrie pourraient être très inconfortables pour le gouvernement français qui détient 26% de cette entreprise par l'intermédiaire de la banque Caisse des Dépôts.

En tout cas il est probable que les entreprises européennes cherchent tout simplement à poursuivre leurs buts commerciaux sans contrôler qui profite de leurs services, affirme le Spiegel Online. sputniknews.com 10.12

Dossier sur la Syrie

- Syrie: le Qatar sort des limbes - sahartv.ir

L'émir du Qatar a tenu des propos interventionnistes et appelé les groupes terroristes, déployés en Syrie, à s'unir.

A l'ouverture du Sommet annuel des dirigeants des pays membres du Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), tenu mercredi, à Riyad, la capitale saoudienne, l'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-e Thani a appelé les groupes terroristes, déployés en Syrie, à accéder à une position unie, face à la Syrie.

Les allégations interventionnistes de l'émir du Qatar, sur la Syrie, interviennent, alors que, simultanément aux frappes aériennes de l'aviation syrienne contre les positions des terroristes, dans différentes zones de ce pays, les forces de l'armée régulière, en coopération avec le peuple syrien, ont enregistré des victoires considérables, face aux terroristes, en Syrie.

Le Qatar et l'Arabie saoudite cherchent à faire unir des groupes terroristes, déployés en Syrie, par crainte de la poursuite de l'échec des terroristes et la disparition de leurs objectifs.

Ce sommet du CCGP coïncide avec un rassemblement, également, à Riyad, des groupes politiques et militaires de l'opposition syrienne. sahartv.ir 10.12

- L'aviation syrienne a détruit 1.300 cibles terroristes en deux semaines. - sputniknews.com

Les avions syriens ont effectué 363 sorties en deux semaines, frappant 1.300 cibles dans quatre provinces du pays, a annoncé jeudi le porte-parole des troupes syriennes, le général de brigade Ali Mayhub.

Les raids effectuées entre le 27 novembre et le 10 décembre ont permis d'anéantir des "groupes terroristes, des fortifications et des postes de commandement", a indiqué le général Mayhub devant les journalistes.

Selon le porte-parole, l'aviation syrienne a notamment détruit trois postes de commandement du groupe terroriste Etat islamique (EI) près d'Alep et de Palmyre. Les frappes ont également visé trois convois de véhicules transportant des combattants et des munitions.

Les avions ont rasé des fortifications du Front al-Nosra ont été détruits dans la province d'Idlib, des centres d'approvisionnement et des dépôts d'armes et de munitions dans la province d'Alep et des groupes de terroristes dans les provinces de Homs et de Lattaquié. sputniknews.com 10.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen: l'ultimatum US au fils du Roi - sahartv.ir

Plus de neuf mois après le début de la guerre contre le Yémen, Riyad en est à la case départ : des milliards de dollars dépensés, la guerre contre le Yémen s'avère une terrible défaite, à la fois, stratégique et militaire.

Pire, les alliés de Riyad, y compris, les Etats Unis, commencent à manifester des signes de fatigue, face à un conflit, qui semble s'éterniser. Selon "Al Akhbar", qui se penche sur le sujet ; "les pourparlers de paix yéméno-yéménites ont commencé, depuis une dizaine de jours, sous l'égide de l'émissaire onusien, Ismael Ould Cheikh et Oman. Ces pourparlers se poursuivent, très sérieusement, contrairement au passé. Les pays agresseurs veulent, visiblement, une sortie honorable et n'avancent plus des pré-conditions : mais pourquoi un tel lachage pointe-t-il à l'horizon? " "Al Akhbar" écrit : "1- Les forces yéménites ont annoncé, depuis longtemps, avoir dépassé la phase "tactique" de leur riposte, et "d'être entrée, dans la phase stratégique". En dépit du black out médiatique, maintenu par Riyad et ses alliés, cette phase stratégique a porté ses fruits : des images des soldats saoudiens en fuite font de plus en plus le tour des médias alternatifs, des soldats apeurés, humiliés, qui quittent leurs bases et positions, et se replient, scandaleusement. L'armée yéménite se trouve, désormais, à quelques pas des provinces de Jizan, de Najran et d'Assir.

2- La situation, à Taez, a tourné au désavantage de la coalition pro-Riyad. Les forces de cette coalition ont subi des pertes trop importantes, infligées par Ansarallah et l'armée yéménite. Ces derniers mènent des combats asymétriques et tendent des pièges et des guet-apens aux forces de la coalition. Les hopîtaux de Taez sont bondés de mercenaires et de soldats de la coalition. Les forces du front Sud, c'est-à-dire, des Yéménites sunnites, refusent de se rallier au front Nord, soit des mercenaires de Riyad. A part des Takfiristes, personne, au Sud, ne veut des Saoudiens et de leurs alliés. La situation est telle qu'une fronde, au sein des commandants pro-Hadi, contre ce dernier, vient d'avoir lieu. Dans une lettre à l'adresse de Hadi, ces derniers affirment que la guerre de Taez est inutile, et qu'il s'agit, tout simplement, d'une guerre d'usure : le texte reconnaît l'échec de la coalition pro-Riyad, sur les axes d'Al-Hassab, d'Al-Daghama, de Mawiya, de Najd Ghassim d'Al-Waziya, à Taez.

3- Certaines tribus pro-Hadi, à Ma'rib, sont sur le point de changer de position et de tourner le dos au parti des Frères musulmans Islah et de la personne de Hadi. Le chef de l'une des plus imposantes tribus, Al-Chadidi, en est, désormais, à réunir ses pairs et à leur demander de cesser la guerre contre l'armée yéménite.

4- Aden, la seule prise de la coalition, (après le retrait volontaire d'Ansarallah ndlr), est un vrai enfer, déchiré entre les pro-Riyad et les pro-Emirats. Les assassinats et les règlements de compte se comptent par dizaines, tous les jours. Le Parti Islah accuse les Emirats d'avoir abandonné le combat, accusation contre laquelle les Emirats répondent ainsi : Islah ne dépense pas son argent et attend l'après guerre!

5- Les mercenaires étrangers somaliens, soudanais, colombiens, ont subi des pertes importantes. Le président soudanais

tente même, en ce moment, de réduire la mission de ses soldats à une mission, uniquement, logistique.

6- Les Etats Unis rongent leur frein, face à une pérénisation de la guerre et à l'absence de tout résultat. Certaines sources affirment que Washington aurait averti le ministre saoudien de la Défense, lui lançant un ultimatum : "Ton temps est compté, au Yémen. Il te faut remettre en état ton armée". La partie américaine est, extrêmement, fâchée contre Riyad, qui même, muni d'armements américains, est devenu la risée des forces yéménites ! Voilà où en est l'équipée saoudienne, au Yémen, qui aurait dû imposer la force des Saoud, sur Bab el-Mandeb. Selon des sources bien informées, Riyad serait entré en contact avec Ansarallah, renonçant à un certain nombre de ses pré-conditions. La décision aurait été prise, après que l'Iran eut envoyé des armes nouvelles à Ansarallah, via Hadar al-Mout, Chebva et Al-Mahra. sahartv.ir 10.12

Haut de page

Le 12 décembre 2015

CAUSERIE

Si on nous autorise à nous exprimer librement, merci.

La question que chaque militant devrait se poser : Mais pourquoi aucun parti dit ouvrier n'a appelé au boycott des élections régionales, alors que les résultats démontrent la justesse de cette position, après que l'immense majorité des travailleurs l'eut adoptée, pourquoi ? Pourquoi aucun ne s'est rangé au côté de la majorité des travailleurs qui s'apprêtaient à s'abstenir ? Pourquoi sinon qu'ils en sont coupés, qu'ils les ignorent, ils avaient d'autres préoccupations ou intérêts à défendre que ceux des travailleurs apparemment. Avez-vous une autre explication à nous fournir ?

C'est leur propre défaite ou faillite politique qu'ils commentent aujourd'hui.

Et surtout ne nous accusez pas de nous acharner sur le mouvement ouvrier. Il mérite amplement le traitement qu'on lui réserve et nous fait honte, il est en dessous de tout, c'est un simple constat. La suite ou la raison vous la connaissez très bien, après qu'on l'eut expliquée des centaines de fois dans nos causeries, à moins qu'elle ne vous satisfasse pas, dans ce cas-là on attend votre interprétation.

Le mouvement ouvrier en France était déjà largement gangrené dès les années 20 par le réformisme et le stalinisme, une poignée de dirigeants avaient confisqué les appareils des partis et syndicats pour les mettre au service du régime en place, et depuis ils n'ont cessé de le confimer en multipliant les trahisons, tout en remplaçant le marxime ou le socialisme par leur négation, le réformisme, au point que désormais tous les partis dits de gauche et les syndicats sont devenus de droite pour avoir abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier : s'emparer du pouvoir politique et renverser le capitalisme.

De nouveaux partis ouvriers devaient voir le jour, mais aucun ne rompra les liens avec ses partis pour finalement leur ressembler, quand ils ne sont pas organiquement liés aux appareils pourris de ces syndicats. Dans ces conditions, il devait s'avérer impossible de construire un nouveau parti ouvrier digne de ce nom. Nous avons eu 70 ans pour construire ce parti, former sérieusement ses militants et le doter de cadres, de dirigeants capables d'entraîner les masses au combat, 70 ans de perdus, 70 ans de lutte de classe qui n'ont servi strictement à rien, car seule de la construction du parti nous devions être comptables et non des résultats des luttes ou de tractations ministérielles.

Ceux qui croient être parvenus à quelque chose se leurrent eux-mêmes, parce qu'ils ne veulent pas regarder la situation en face. On les comprend. Ils sont réduits aujourd'hui à l'impuissance, là où devait mener finalement la politique opportuniste qu'ils avaient adoptée ou soutenue. Ils peuvent encore avoir la malhonnêteté intellectuelle de prétendre que ce serait la faute à Staline, pourquoi pas à Bernstein. 70 ans c'est long, il fallut moins de temps à Marx et Engels pour venir à bout du socialisme utopique, à Lénine pour venir à bout du réformisme bourgeois, quant au stalinisme il devait finir sa course dans les bras du réformisme auquel il était lié idéologiquement depuis le début, quand il ne s'est pas auto-liquidé pour épouser ouvertement le capitalisme conformément à sa véritable nature contre-révolutionnaire.

Autre chose.

Et dire que ce sont les lambertistes d'hier et d'aujourd'hui qui voulaient nous donner des leçons, eux qui ont perdu toute notion de mesure.

Il nous manquait encore hier le nombre de voix recueillies par le FN au premier tour publiés par Le Grand Soir. Je l'avais cherché sur Internet en vain après avoir téléchargé une dizaine d'articles.

Présidentielles 2012 : Marine Le Pen 6 421 426 voix
1er tour Régionales 2015 : FN 6 018 775 voix
Chiffres du Ministère de l'Intérieur.
C'est à dire environ 400 000 voix perdues en 3 ans! (Source : Le Grand Soir)

Quelle vague "bleu marine" dites-donc !

Le populisme version POI (IO n°381) :

- "*Le FN se nourrit de l'effondrement de tous les partis institutionnels, de droite comme de gauche.*"

Au passage ils continuent de caractériser le PS, ses satellites et alliés... de gauche, alors qu'ils viennent d'appeler à voter Les Républicains. On soutient le régime comme l'on peut que voulez-vous.

- "*Cette élection est marquée par l'effondrement commun de la gauche et de la droite, ouvrant la voie aux résultats électoraux du Front national.*"

Sans cette gauche, que deviendraient-ils nos braves trotskystes ? Ils disparaîtraient. Vous me direz que c'est déjà fait, effectivement dans un sens vous n'auriez pas tout à fait tort, je vous le concède.

- "*C'est la politique menée par ce gouvernement depuis 2012 qui contribue à jeter les électeurs dans les bras du FN.*"

Les bras nous en tombent !

Et votre incurie politique légendaire, elle n'y serait pas pour quelque chose par hasard ? Attention à votre réponse, c'est délicat on vous comprend, car si vous répondez oui vous nous donnerez raison, et si vous répondez non c'est que vous aurez servi à moins que rien. Ils vont nous répondre qu'on les calomnie, parce qu'ils sont persuadés d'avoir tout de même servi à quelque chose, on se demandera bien à quoi, puisque le parti dont on aurait impérativement besoin n'existe pas. Entre leur congrès "ouvert" et la forme "transitoire" de leur parti qui sera amené à le rester éternellement parce que ce n'est même plus un parti, ils nous prennent vraiment pour des abrutis, surtout leurs militants, à moins qu'ils n'en redemandent, cela ne nous regarde pas.

Et les sempiternelles analyses bidons :

- (Le FN) "*Il se nourrit du rejet de l'Union européenne qui dicte les politiques d'austérité et de contre-réformes.*"

Non, c'est la soumission de tous les partis dits de gauche au capitalisme en crise, qui les amènent à prendre en compte de plus en plus ouvertement les besoins des capitalistes, qui est responsable de la crise politique ou des institutions qui se manifeste par les résultats obtenus par le FN qui n'ont rien de mirobolant, crise politique avec laquelle ils finissent tous par s'accommoder en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans toutes les couches du prolétariat. Si un tel parti avait existé en 1992, nous aurions gagné 23 ans ou plus car le traité de Maastricht ne serait jamais passé ce qui aurait précipité la crise du PS et des institutions...

Notre ennemi est dans notre propre pays et pas ailleurs.

- "*Une crise qui pousse vers la dislocation, vers l'effacement du Parti socialiste, déjà un « astre mort » pour certains.*"

Si c'était le cas demain, face à LR il ne resterait plus que le FN, autrement dit l'alternance sonnerait l'heure du fascisme. A moins que le PS finissse par se débarrasser de son étiquette socialiste pour fusionner avec les centristes et former un parti démocrate face aux Républicains comme aux Etats-Unis. C'est le voeux déjà formulé par Valls et Macron, et j'imagine qu'ils ne sont pas les seuls au PS à lorgner dans cette direction. On aura l'occasion d'en recauser.

Ce ne sera pas faute d'avoir ménagé et soutenu le PS pendant des décennies. La crise du PS est le produit de la crise du capitalisme rendu au stade de la putréfaction en l'absence d'un parti ouvrier dans lequel les masses exploitées se reconnaîtraient pour leur proposer une issue politique rompant avec le capitalisme.

Il y en a qui vont certainement avoir lu ces lignes trop vite et qui vont pouffer de rire. Un conseil, ne riez pas trop vite. Voyez comment ce pauvre type est à côté de la plaque, dans son trou en Inde il ne semble pas être au courant que cela ne correspond pas vraiment au niveau de conscience des masses, ils délirent le malheureux... Je leur ferai remarquer que j'ai employé le conditionnel, et l'existence d'un tel parti signifierait que les masses auraient un tout autre niveau de conscience politique que celui qu'elles ont aujourd'hui, donc la situation et les questions qu'elle poserait se présenteraient sous un angle totalement différent. Mais on peut toujours faire l'idiot pour faire semblant de ne pas avoir compris.

La question est de savoir pourquoi ce parti n'existe pas 70 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et pourquoi les travailleurs ont abandonné l'espoir de changer la société ou se sont détournés du socialisme, les deux étant liés. Il est facile ensuite aux démagogues ou capitulards d'expliquer que les masses exploitées ne sont pas prêtes à rompre avec le capitalisme et que pour cette raison une ligne politique axée dans cette direction n'est pas à l'ordre du jour ou serait gauchiste. Nous, nous avons observé que les masses étaient généralement plus à gauche que les partis qui prétendaient les représenter. Plus de 50% d'abstention et aucun parti n'a appelé au boycott de ces élections, vous avouerez que les faits nous donnent raison, on s'en excuse si cela peut leur faire plaisir.

En fait, c'est juste un prétexte pour qu'on ne leur reproche pas d'avoir abandonné le combat pour le socialisme ou de n'avoir jamais eu la volonté d'adopter un discours que les travailleurs auraient pu saisir, encore aurait-il fallu véritablement s'adresser à eux, ce qui ne fut jamais le cas.

Soyez de gauche camarades, travailleurs, citoyens, et soyez-en fiers : Rejoignez Les Républicains, votez pour le parti de Sarkozy, Chirac, Pompidou, de Gaulle.

Ils ont oublié l'Ukraine néonazi.

- Régionales 2015 : le défi de l'extrême droite - Francetv info

Le Front national remportera-t-il une ou plusieurs régions dimanche ? Ce serait une première en Europe. Francetv info 11.12

Mais pas le régime de Kiev ?

- Régionales : Chantal Jouanno compare le FN « aux nazis » en 1933 - Public Sénat

Outrance des extrémistes de droite.

- Régionales : pour Manuel Valls, le vote FN mène à la "guerre civile" - M6info

- Les 4 Vérités - Le Front national "va pourrir la vie des Français", selon Bruno Le Roux - Francetv info

Pour nous pourrir la vie vous vous posez là, le FN n'aura qu'à poursuivre votre politique...

Parrain de Daesh est en revanche inatttaquable.

- Pourquoi Bartolone estime que "parrain du 9-3" est un surnom "raciste" - Le Huffington Post

Voter Les Républicains, c'est voter PS, Front de Gauche, Medef, FN.

- Ce tract de Laurent Wauquiez ressemble à s'y méprendre à ceux du FN - Le Huffington Post

Il n'y a vraiment pas de quoi se méprendre, c'est naturel.

C'est compatible et comestible. La vermine en est à "***manger son chapeau***".

Précisons qu'il n'était pas biodégradable, vous imaginez la suite... et fin.

- Régionales : des militants de gauche tractent pour Xavier Bertrand pour faire barrage au FN - Francetv info

"Cette fois-ci, il y a une particularité parce qu'il y a une urgence pour la région. Cette région ne doit pas passer aux mains de l'extrême droite", estime Julien Lecaille, conseiller communal EELV. Il milite avec Caroline Boissard-Vannier, colistière de Xavier Bertrand. "J'ai trouvé ça assez courageux parce que c'est quand même pas évident, reconnaît-elle. Il faut être au-delà de ça, c'est notre région." (Au-delà de ça, traduire au-delà de la lutte des classes. Pour les écologistes, elle a toujoujours rimé avec collaboration de classes, donc tout est dans l'ordre des choses, ce sont des réactionnaires. Que ne ferait-on pas pour vivre mieux en régime capitaliste... au détriment du reste de la population (et bien d'autres !), de qui ? Qu'est-ce que cela peut biennous foutre franchement ? Ainsi pense le petit-bourgeois. - LVOG)

"On mange toujours un peu son chapeau quand on est écolo parce qu'on est minoritaire, juge Julien Lecaille. Je pense que tous

les responsables politiques doivent faire des efforts." Francetv info 11.12

Tout est possible quand votre appareil digestif et votre ambition personnelle vous tient lieu de conscience politique.

- Candidate de gauche aux régionales et patronne du Medef, c'est possible - LeMonde.fr

C'est l'une des petites curiosités des élections régionales : responsable du Medef à Montpellier, Marie-Thérèse Mercier, experte-comptable de 51 ans, est sur la liste Union de la gauche de Carole Delga. LeMonde.fr 11.12

Pourquoi pas la France ou la terre toute entière !

- Attentats de Paris : 7 millions de personnes touchées - LePoint.fr

On aura remarqué que des électeurs de minuscules communes éloignées de grandes villes avaient voté en masse pour le FN, alors qu'ils n'ont peut-être jamais vu de leur vie ou croisé un Arabe, un Africain ou un Asiatique, bref, un terroriste potentiel, car le matraquage institutionnel a été tel qu'ils se sentent dorénavant menacés. Etait-ce le but recherché ? Apparemment puisque gouvernement et médias en rajoutent une couche tous les jours pour pousser la population au racisme et à la xénophobie, à la guerre civile.

Pour les Palestiniens l'enfer dure depuis 67 ans, 14 ans pour les Afghans, 12 ans pour les Irakiens, et 5 ans pour les Libyens et Syriens...

- Attentats de Paris : Lydia, rescapée du Bataclan, raconte l'enfer qu'elle a vécu - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'état d'urgence en accusation.

- Etat d'urgence : le bâtonnier de Paris appelle à la défense des libertés publiques - Francetv info

"Il y a en ce moment quelque chose qui recule dans nos libertés publiques." Pour sa dernière grande prise de parole publique, le bâtonnier de Paris a appelé vendredi 11 décembre à la mobilisation pour la défense de libertés publiques. Me Pierre-Olivier Sur, qui cèdera sa place en janvier à Frédéric Sicard, après deux années à ce poste, a pris position, lors de la rentrée solennelle du premier barreau de France, alors que le débat sur les exigences sécuritaires et les libertés publiques agite la France, depuis l'instauration de l'état d'urgence, après les attentats du 13 novembre à Paris.

L'avocat a estimé que le recours à ce régime d'exception était "un subterfuge permettant à l'Etat de contourner le manque d'enquêteurs, de magistrats instructeurs et d'avocats". "Si les mesures de sûreté administratives sont évidemment nécessaires, rien ne justifie qu'on déroge au droit. Plus que jamais, nous avons un rôle à jouer", a-t-il lancé.

S'adressant à la ministre de la Justice assise à quelques mètres de lui, il a de nouveau "exigé" des pouvoirs publics "que l'état d'urgence soit limité dans le temps, que les procédures prévoient le respect des droits de la défense et soient soumises au juge judiciaire" pour éviter toute dérive. Francetv info 11.12

Il existe un argument imparable pour contrer l'état d'urgence : Les manifestation commerciales qui brassent des dizaines de milliers de personnes sont autorisées, mais les manifestations à caractère sociale ou politique sont interdites, ce qui suffit à démontrer les véritables intentions que recouvre cette mesure : museler le mouvement ouvrier, le neutraliser. L'état d'urgence avait pour seul objectif de restreindre les droits politiques des travailleurs au moment où la politique du gouvernement était rejeté par toutes les couches exploitées.

C'était donc une décision politique tournée contre les travailleurs. Qui visait d'autres les coups d'Etat terroristes de janvier et novembre, à qui devaient-ils proditer ? On a la réponse.

Dictature. Quand le contenu de votre ordinateur peut vous envoyer en prison.

En Ukraine, c'est l'apologie du communisme qui vous vaudra le même traitement. Demain en France ? Pour nous il n'existe qu'un seul coupable : Les institutions de la Ve République et les partis qui y participent qui sont coupables de la violente régression

sociale qui frappe de plein fouet les couches les fragiles du prolétariat, sans compter les guerres dans lesquels ils sont engagés ou le soutien qu'ils leur ont accordé.

- Aube: un proche de la famille Mostefaï condamné pour apologie du terrorisme - AFP

Un habitant de Romilly-sur-Seine (Aube), considéré comme proche de la famille d'Omar Ismaïl Mostefaï, l'un des assaillants du Bataclan, a été condamné vendredi à Troyes à trois ans et demi de prison ferme pour apologie du terrorisme, a-t-on appris par son avocat.

Le tribunal correctionnel de Troyes est allé au-delà des réquisitions du procureur qui avait réclamé trois ans de prison dont un ferme à l'encontre de l'homme de 33 ans poursuivi pour apologie du terrorisme et recel d'images portant atteinte à l'intégrité physique de personnes.

Le prévenu, jugé en comparution immédiate, a été reconduit en prison à l'issue de l'audience. "Nous allons faire appel pour que ce dossier arrive devant des magistrats qui sauront l'examiner de façon moins passionnelle", a expliqué à l'AFP Christian Chevalot-Sylvestre, l'avocat du prévenu.

"Si l'apologie de terrorisme est matériellement caractérisée, la radicalisation supposée de mon client n'est absolument pas avérée", a-t-il poursuivi.

L'homme, connu de la justice pour des délits de droit commun, notamment des trafics de stupéfiants et des violences conjugales, avait été interpellé le 17 novembre à Romilly-sur-Seine par les gendarmes de la section de recherche de Reims.

Les militaires avait découvert dans l'ordinateur du prévenu, qui avait été repéré pour avoir fait la promotion du terrorisme islamiste sur des sites internet, de nombreuses images et vidéos jihadistes, notamment des scènes de décapitation ou de tirs contre des soldats américains. AFP 11.12

Nous accusons le président de la République française, François Hollande, son Premier ministre, Manuel Valls, de complicité de "promotion du terrorisme islamiste" pour avoir maintenu dans ses fonctions le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, après qu'il eut déclaré le 13 décembre 2012 dans le journal Le Monde que la branche armée d'al-Qaïda en Syrie, le Front al-Nosra "*faisait du bon boulot*", tandis qu'ils massacraient le peuple syrien et détruisaient la Syrie. Nous accusons Laurent Fabius d'être le porte-parole du terrorisme au sein de l'appareil d'Etat.

J'ai du mal à comprendre pourquoi les avocats de la défense ne sortent pas cet argument, ce fait connu de tous. En fait la déclaration de Me Pierre-Olivier consistait davantage à défendre les intérêts des avocats, une déclaration purement corporatiste en somme, il le dit lui-même lorsqu'on l'écoute attentivement.

Qui complote contre le peuple ? La culture du secret d'Etat.

- Plus de 288.000 documents classés "secret défense" en France - Reuters

Plus de 288.000 documents sont classés "secret défense" en France et concernent pour leur grande majorité les ministères de l'Energie et de la Défense, selon un rapport publié vendredi par le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Au total, 288.334 dossiers étaient classifiés au niveau "secret défense" au 1er janvier 2015 et 413.235 personnes, soit 6% des Français, étaient habilitées à y avoir accès, selon ce document inédit de ce service qui dépend du Premier ministre.

"Le secret de la défense nationale sert majoritairement et prosaïquement à la protection d'installations sensibles : centrales nucléaires, usines chimiques, réseaux de communication", souligne le secrétaire général, Louis Gautier, dans le rapport. "On est loin des fantasmes de cabinet noir".

Cinquante pour cent des documents classifiés au niveau "secret défense" - qui se situe entre le niveau "confidentiel défense" et le "très secret défense" - concernent le ministère de l'Energie, 44% le ministère de la Défense, 4% le ministère de l'Intérieur et 2% les autres ministères.

Au terme d'un délai minimum de cinquante ans et après décision de l'"autorité émettrice", les documents peuvent être déclassifiés à partir du moment où les intérêts fondamentaux de l'Etat qu'ils sont chargés de protéger ne sont plus en jeu.

Entre-temps, des dérogations sont toutefois possibles notamment dans le cadre de recherches scientifiques ou historiques. L'an dernier, le SGDSN a déclassifié le contenu de "109 cartons d'archives et 25 documents isolés". Reuters 11.12

Endetté à la vie et à la mort.

- Un Américain sur cinq mourra endetté -sputniknews.com

Selon un sondage, plus de 21% des Américains ne croient pas pouvoir satisfaire leurs créanciers avant la fin de leur vie.

Un Américain sur cinq mourra endetté, rapporte le portail MarketWatch, se référant à une étude du portail CreditCards.com et du centre de recherche Employee Benefit Research Institute.

Selon l'étude, plus de 21% des 1.000 Américains interrogés ne croient pas pouvoir rembourser tous leurs crédits, y compris les crédits auto, les cartes de crédit, les prêts étudiant, et d'autres prêts avant la fin de leur vie. Ce chiffre a augmenté de 3% en un an, soulignent les analystes du portail.

Employee Benefit Research Institute constate que 13% des salariés américains et environ 9% des retraités ont de "graves problèmes" avec leurs dettes. 38% des salariés et 22% des retraités ont de "petits problèmes".

Selon CreditCards.com, la raison principale de cette tendance négative est la hausse de la dette hypothécaire. Selon les experts du portail, une autre raison de haut risque d'endettement est liée au fait que de nombreux Américains ne cherchent pas à s'affranchir de leurs dettes avant leur départ à la retraite. 54 ans est l'âge moyen auquel ils s'attendent à être libérés de toutes leurs dettes. Cependant, environ 50% des Américains estiment qu'ils ne pourront rembourser leurs dettes qu'à l'âge de 61 ans. -sputniknews.com 12.12

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont détraqués, on s'en était aperçu, merci.

- Le cerveau des gens populaires fonctionne différemment, c'est tout - Slate.fr

Les asiatiques vivent mieux, "***une très mauvaise nouvelle pour la planète***".

- En Asie, l'appétit pour la viande va peser lourdement sur le climat - AFP

Le changement climatique est la dernière chose à laquelle pense Maya Puspita Sari en mangeant un steak et des glaces, naguère un luxe pour des millions d'Indonésiens. Pourtant, l'explosion en Asie de la consommation de ces produits issus de l'élevage est une très mauvaise nouvelle pour la planète. AFP 11.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Accord entre Athènes et ses créanciers et déblocage de fonds - Reuters

La Grèce et ses créanciers sont tombés d'accord sur une série de mesures de réformes, ce qui permettra à Athènes d'obtenir le versement d'une tranche d'un milliard d'euros dans le cadre du plan d'aide international octroyé au pays, a annoncé vendredi le ministre des Finances Euclid Tsakalotos.

L'accord porte sur la structure d'un nouveau fonds de privatisation, sur les modalités de la restructuration du secteur public de l'électricité et sur la manière d'ouvrir le marché de créances douteuses, a-t-il précisé, ajoutant que le Parlement se prononcera mardi sur le texte.

Des représentants de la Commission européenne, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque centrale européenne (BCE) et du Mécanisme européen de stabilité (MES) étaient à Athènes pour finaliser l'accord.

Les discussions ont permis d'aboutir à un accord sur la structure d'un nouveau fonds de privatisation, dont les revenus seront alloués au soutien à l'investissement et au remboursement d'une partie de la dette publique.

"Le nouveau fonds sera doté d'un conseil de surveillance, qui sera nommé par le gouvernement et les créanciers", a déclaré une source gouvernementale à Reuters.

Athènes nommera trois membres du conseil de surveillance et les créanciers les deux autres mais chacune des deux parties disposera d'un droit de veto, a-t-elle précisé.

Le conseil de surveillance nommera l'équipe de direction du fonds, qui regroupera l'agence de privatisation actuelle (HRADF), le fonds de soutien au secteur bancaire grec, des actifs immobiliers et les participations de l'Etat dans des entreprises publiques, a-t-elle ajouté.

Athènes et ses créanciers se sont par ailleurs entendus sur l'acquisition par l'Etat d'au moins 51% du capital d'ADMIE, l'opérateur du réseau électrique grec, pour l'instant filiale à 100% de la compagnie d'électricité PPC.

Le reste du capital d'ADMIE est appelé à être cédé au privé, a dit un responsable du ministère de l'Energie.

PPC est elle-même contrôlée à 51% par l'Etat.

Le gouvernement Tsipras avait interrompu la procédure de vente de 66% d'ADMIE après avoir remporté les élections en janvier. Il avait ensuite accepté, dans le cadre de l'accord de renflouement conclu cet été, de relancer la procédure ou de trouver un autre moyen de libéraliser le marché de l'électricité.

Une participation de 20% du capital d'ADMIE sera vendue à un investisseur privé et 29% supplémentaires seront placés en Bourse d'Athènes, a précisé le haut fonctionnaire du ministère de l'Energie.

ADMIE est valorisé actuellement à 900 millions d'euros environ et Athènes va lancer une procédure d'évaluation indépendante, afin de déterminer le prix à verser à PPC. On ignore pour l'instant comment l'Etat financera l'opération.

Après cet accord, la Grèce devra encore lancer d'autres mesures de réformes, dont une vaste restructuration de son système de retraites, afin d'arriver à la conclusion du premier examen par ses créanciers des conditions attachées au plan d'aide et espérer ainsi pouvoir ouvrir des discussions sur un allégement de la dette.

2- Turquie

- En Turquie deux enfants jugés pour diffamation contre Erdogan - sputniknews.com

Deux garçons de 12 et 13 ans sont accusés d'avoir arraché des affiches à l'effigie du dirigeant turc Recep Tayyip Erdogan.

En Turquie deux cousins identifiés par des initiales R.Y et R.T. sont jugés pour diffamation contre le président Recep Tayyip Erdogan. Ils risquent d'être condamnés à deux ans et quatre mois de prison chacun. Le procès s'est ouvert mardi.

Les mineurs ont été arrêtés le 1er mai pour avoir arraché des affiches à l'effigie du président sur une route dans la province de Diyarbakir, située dans le sud-est de la Turquie.

Dans sa déclaration, R.Y. a avoué que son cousin et lui avaient décidé d'arracher les affiches au portrait d'Erdogan juste pour les vendre à des recycleurs.

"On n'a pas fait attention à celui qui était sur la photo. Nous voulions juste les enlever pour les vendre à des recycleurs", a indiqué R.Y.

L'avocat des mineurs Ismail Korkmaz, cité par le Daily News, a déclaré que les enfants avaient du mal à comprendre qui était sur les affiches. "C'est consternant de voir deux enfants poursuivis en justice pour avoir arraché une affiche du président", a-t-il ajouté, qualifiant le système juridique turc d'illibéral.

Ce n'est pas pour la première fois que des enfants sont arrêtés pour avoir "insulté" le président turc. Un garçon de 15 ans a été interpellé fin octobre pour la même raison dans la province turque de Kayseri, a auparavant rapporté l'agence turque Cihan n'ayant pas précisé en quoi consistait "l'insulte" à M. Erdogan.

La loi turque ne permet pas d'insulter le président, les coupables risquent une peine de quatre ans de prison. sputniknews.com 12.12

3- Ukraine

- Ukraine: manifestations à Kiev contre le Premier ministre - sahartv.ir

Des centaines d'habitants de Kiev sont descendus, ce vendredi, dans la rue pour manifester en protestation contre le Premier ministre ukrainien.

Des centaines d'habitants de Kiev, la capitale ukrainienne, se sont ressemblés devant le parlement pour exiger le départ du Premier ministre Arseniy Yatseniuk.

Arseniy Yatseniuk a rejeté la proposition du président Petro Porochenko de rejoindre un nouveau parti pour lequel il avait mis au point un programme.

Selon ce rapport, Petro Porochenko a rejeté la démission de Yatseniuk avant l'adoption du budget et la réalisation des réformes économiques. sahartv.ir 11.12

4- Russie

4.1- Le front des sanctions anti-russes se fissure - sahartv.ir

Simultanément à l'augmentation du coût de la confrontation russo-occidentale, la prolongation des sanctions de l'UE contre la Russie a été suspendue.

Les sanctions, qui ont été imposées, en 2014, par l'UE, à la Russie, à la suite de la séparation de la Crimée de l'Ukraine, avant de son rattachement à la Russie, expireront, le 31 décembre de l'année en cours.

Ces sanctions devaient se prolonger, automatiquement, de 6 mois, lors la réunion de mercredi, à Bruxelles, des ambassadeurs des pays membres de cette Union, mais, à la demande de l'Italie, cette question a été retirée de l'ordre du jour.

L'Italie a demandé des discussions, lors de la réunion de la semaine prochaine des dirigeants de l'UE, sur la prolongation des sanctions contre la Russie.

Les sanctions de l'UE et de ses partenaires font partie des actions qui se poursuivent, à la suite du déclenchement de la crise ukrainienne, dans le but de faire pression sur la Russie.

Ces mesures punitives, qui se sont vues confrontées à la réponse de Moscou, ont causé des préjudices aux deux parties, notamment, la Russie et l'UE, qui sont, naturellement, des partenaires stratégiques.

La poursuite du coût de la confrontation avec la Russie est inacceptable, pour l'UE, notamment, pour des pays, comme l'Italie, qui sont toujours aux prises avec une crise financière.

Et c'est, peut-être, pour cette même raison, que Matteo Renzi a été le premier dirigeant européen à se rendre, en mars, et après le déclenchement de la tension entre l'Occident et la Russie, dans ce pays, tandis qu'actuellement, à la demande de Rome, la prolongation des sanctions contre Moscou a été reportée.

Pour des pays, comme l'Italie, il est impossible de renoncer aux larges relations commerciales d'envergure avec la Russie.

Sa dépendance vis-à-vis des ressources énergétiques russes a rendu difficile l'alignement de Rome sur le front anti-russe, dirigé par Washington. Il essaie, donc, de développer, malgré les sanctions occidentales imposées à la Russie, ses relations commerciales avec Moscou.

La Russie espère briser le mur érigé entre Moscou et l'Occident, via le renforcement des coopérations avec des pays, comme la Grèce et l'Italie.

Le report des sanctions contre la Russie peut être provisoire, et adopté, lors du prochain sommet de l'UE, mais, en tout état de cause, il peut être le signe d'une divergence de vues, sur la poursuite d'une confrontation, dont le coût augmente de jour en jour. sahartv.ir 11.12

4.2- Menaces en Syrie: Poutine ordonne à l'armée russe une «extrême fermeté» - 20minutes.fr

Le président Vladimir Poutine a ordonné vendredi à l'armée russe de répondre avec une « extrême fermeté » à toute force qui la menacerait en Syrie, près de trois semaines après la destruction par l'aviation turque d'un bombardier russe près de la frontière syrienne.

« J'ordonne d'agir avec une extrême fermeté », a déclaré Vladimir Poutine lors d'une réunion avec les responsables du ministère de la Défense. « Toute cible menaçant les unités russes ou nos infrastructures au sol sera détruite immédiatement ».

« Il est important de coopérer avec tout gouvernement qui est réellement intéressé par l'élimination des terroristes », a-t-il toutefois poursuivi, citant comme exemple l'accord pour éviter les incidents dans le ciel syrien conclu avec la coalition internationale menée par les États-Unis.

La Russie avait déjà pris des mesures supplémentaires pour protéger ses avions en Syrie après le crash le 24 novembre d'un Su-24, abattu par l'aviation turque près de la frontière syrienne, une action qui a provoqué une grave crise dans les relations entre Moscou et Ankara.

Les bombardiers russes effectuent ainsi désormais leurs missions en Syrie sous la protection de chasseurs. Des systèmes de DCA S-400 ont été déployés sur la base aérienne de Hmeimim, dans le nord-ouest de la Syrie. Le croiseur lance-missiles Moskva, navire-amiral de la flotte de la mer Noire, mouille également depuis l'incident au large de Lattaquié. 20minutes.fr 11.12

5- Irak

- Irak: le Pentagone déclare la guerre au Hezbollah - sahartv.ir

Les Etats-Unis ont révélé au grand jour qu'ils entameront des missions de combat, à Al-Anbar, en Irak, où ils vont interdire, avec la collaboration du gouvernement de Haïdar al-Abadi, l'entrée des forces de la mobilisation populaire, à l'Ouest du pays.

Quelques mois après les fuites, sur la nature du rôle réel que comptent jouer les Etats-Unis, en Irak, avec la coordination et la collaboration du gouvernement d'Al-Abadi, le ministre américain à la Défense, Ashton Carter, a révélé que son pays compte utiliser des hélicoptères de combat contre le groupe terroriste Daech, pour reprendre le contrôle de la ville de Ramadi, si Bagdad le réclame.

Pendant ce temps, des informations de presse ont confirmé que 200 soldats US sont arrivés, à la base d'Ain el-Assad, à l'Ouest de Ramadi. Ils mèneront des missions de combat spéciales, dans ladite zone. S'exprimant, devant la commission des forces armées, au Congrès US, Carter a dit que son pays était prêt à assister l'armée irakienne, en fournissant des moyens supplémentaires. L'objectif est de terminer la mission, à Ramadi, avec l'aide d'hélicoptères de combat et des conseillers militaires, qui escortent" les forces irakiennes. Et de poursuivre: "Les hélicoptères seront utilisés, si le Premier ministre Haïdar al-Abadi le réclame, et si les conditions le nécessitent".

Dans ce cadre, un responsable du Pentagone a fait savoir que les hélicoptères "Apache" seront déployés, s'ils s'avèrent nécessaires, pour trancher la bataille, qui dure depuis des mois. Alors que des informations de presse ont fait état de 3.500 conseillers militaires US, déployés, dans les derniers mois, en Irak, d'autres informations confirment que le nombre réel serait de 10.000 effectifs, dont des unités de combat, répartis, sur cinq bases, en Irak, avec l'approbation totale de Haïdar Al-Abadi.

Plus encore, les informations ont évoqué des promesses US, faites par le Président Barack Obama, à Al-Abadi, selon lesquelles les forces américaines sont prêtes à libérer l'Ouest de l'Irak, avant fin 2015. Mais l'intervention russe et la bulle de la chambre de coordination quadripartite, à Bagdad, qui regroupe l'Iran, la Russie, l'Irak et la Syrie, auraient créé la confusion, chez la partie US, et entravé l'application de la promesse américaine. Il est clair, à la base de l'entente entre les gouvernements de Bagdad et de Washington, que le mouvement des forces de la mobilisation populaire a été entravé, en termes de financement et soutien logistique, pour les empêcher de poursuivre la libération de Diyala, Salahedine, arrivant à Al-Anbar et Ninive.

Par ailleurs, le ministre de la Défense américain a invité la communauté internationale à multiplier les efforts contre Daech, se disant déçu des "alliés arabes sunnites", capables de contribuer, encore, plus, dans les efforts de lutte contre Daech, a-t-il dit, citant, en l'espèce, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe. Et de révéler avoir réclamé de ces pays des forces spéciales, des avions de reconnaissance et de combat, des armes et des munitions. Pour sa part, il a indiqué que la Turquie doit faire de son mieux, pour contrôler ses frontières, facilement, infiltrées de plusieurs endroits. Il a même appelé la Russie à se tenir du "bon côté", dans la guerre, en Syrie, en concentrant les frappes sur le groupe terroriste.

Dans le même cadre, le site Al-Mada Press a rapporté de source du commandement des opérations d'Al-Anbar, que "des avions de transport militaires de l'armée US ont atterri, à l'aéroport Aïn el-Assad, (170 km, à l'Ouest de Ramadi), et transporté 200 soldats américains de forces spéciales. Ces avions ont, également, transporté des cargaisons d'armes et de munitions de combat.

De son côté, le délégué du Président américain, pour les affaires de la coalition internationale contre Daech, Brit McGork, a dit que la coalition étudie la possibilité d'envoyer des forces américaines, en Irak, avec l'aval du gouvernement irakien.Tout en expliquant que les forces US ne seront pas déployées, dans les villes et les rues, il a indiqué qu'il existe une coordination entre la coalition internationale et les forces de la mobilisation nationale, dans la province de Ninive. Pendant ce temps, les forces irakiennes ont envoyé des forces supplémentaires à la région de Taamim, au Sud-Ouest de Ramadi, pour consolider leurs victoires, dans cette région. sahartv.ir 11.12

6- Palestine occupée

La routine en Palestine occupée avec le soutien des puissances occidentales.

- Nouvelles violences dans les Territoires: trois Palestiniens tués - AFP

Les Territoires palestiniens ont connu vendredi une nouvelle journée de violences et de manifestations au cours desquelles trois Palestiniens ont été tués, deux dans des heurts avec les soldats israéliens, l'autre dans une tentative d'attentat à la voiture-bélier.

Hébron, poudrière du sud de la Cisjordanie occupée, ainsi que ses environs ont concentré une grande part des violences des dernières semaines. Deux Palestiniens ont été tués à Hébron même et aux alentours.

Le troisième a trouvé la mort dans la bande de Gaza lors des affrontements hebdomadaires avec les soldats israéliens postés de l'autre côté de la barrière de sécurité qui enferme l'enclave, séparée de la Cisjordanie par le territoire israélien.

Depuis le 1er octobre, les attentats - au couteau dans leur très grande majorité, mais aussi à la voiture-bélier et à l'arme à feu - et les affrontements ont fait 116 morts palestiniens, dont un Arabe israélien, 17 Israéliens ainsi qu'un Américain et un Erythréen, selon un décompte de l'AFP.

La majorité des Palestiniens tués l'ont été en commettant ou tentant de commettre des attaques, selon les autorités israéliennes. En l'absence de toute perspective de règlement politique négociée, cet enchaînement ne donne aucun signe de ralentir.

Les nouvelles violences sont intervenues lors de la traditionnelle journée de mobilisation du vendredi, durant laquelle les manifestations dégénèrent invariablement depuis des semaines.

Issa Haroub, 57 ans, a lancé sa voiture contre un check-point israélien installé à Halhul, au nord de Hébron, selon l'armée israélienne. Les soldats l'ont aussitôt tué.

A Hébron même, la plus grande ville de Cisjordanie, Oudaï Irshaid, 22 ans, a été tué lors d'affrontements avec les soldats israéliens, selon le ministère palestinien de la Santé.

Sa soeur Dania, 17 ans, avait été tuée par des policiers israéliens fin octobre après s'être approchée d'eux en brandissant un couteau près du très sensible tombeau des Patriarches, lieu saint pour juifs et musulmans et centre névralgique des violences à Hébron. C'est là où 500 colons juifs vivent retranchés sous haute protection militaire israélienne parmi 200.000 Palestiniens.

Dans la bande de Gaza, Sami Maadi, 41 ans, a été atteint par des projectiles israéliens lors de violences à l'est du camp de réfugiés d'Al-Bureij, a dit à l'AFP le porte-parole du ministère de la Santé dans le territoire, Achraf al-Qodra. Douze autres manifestants ont été blessés, a-t-il ajouté.

Ces heurts ont éclaté après des défilés qui ont mobilisé des milliers de manifestants dans plusieurs villes à l'appel du Hamas, le mouvement islamiste qui gouverne le territoire et marquait son 28ème anniversaire.

"La meilleure façon de libérer la Palestine est de résister par tous les moyens, en premier lieu, par le combat armé", a martelé Khalil al-Haya, membre de la direction du Hamas.

Des heurts ont eu lieu à travers toute la Cisjordanie. Dans le village de Silwad, près de Ramallah, les Palestiniens ont manifesté pour réclamer qu'Israël rende à leurs proches les corps qu'il détient. Israël conserve des dizaines de dépouilles de Palestiniens accusés d'attentat.

"S'ils comptent nous faire souffrir en volant les corps, nous les ferons souffrir en restant patients et déterminés", a dit à l'AFP Bassam Hamad, père de Anas, 19 ans, tué la semaine dernière après avoir tenté de renverser des soldats avec son véhicule.

Les manifestants ont buté sur des jeeps de l'armée israélienne, qu'ils ont caillassées, recevant en retour des tirs de grenades lacrymogènes, de balles caoutchoutées, puis de balles réelles. Une vingtaine de jeunes ont été blessés, selon

des secouristes du Croissant-Rouge sur place.

Dans le nord du territoire, au check-point d'al-Jalameh qui relie la Cisjordanie à Israël, un Palestinien a ouvert le feu sur des gardes israéliens, a indiqué le ministère israélien de la Défense. Il n'a pas fait de blessé mais les gardes ont riposté et l'ont atteint. Le tireur est parvenu à s'enfuir et a été hospitalisé blessé, selon des sources policières palestiniennes.

Fait rare, dans la nuit, les soldats israéliens ont mené un raid au coeur de Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne sous contrôle exclusif palestinien et interdit aux forces israéliennes en vertu des Accords d'Oslo de 1993.

Des dizaines de soldats ont perquisitionné un magasin fournissant les laboratoires médicaux et scientifiques en matériel. Ils ont emporté des caméras de surveillance et des ordinateurs, ont dit des témoins. Des dizaines de jeunes ont lancé des pierres sur les soldats qui ont répliqué par des tirs, faisant trois blessés, ont-ils dit. L'armée israélienne a parlé d'opération de "routine". AFP 11.12

Tous les jours on lit ce genre d'articles qui nous attristent énormément ou nous rendent fou de rage, idem pour le Yémen. On aura noté que la plupart des agressions palestiniennes n'entraînent que des blessures à leurs victimes, alors que les sionistes excécutent sur place leurs agresseurs, même s'ils ne présentaient pas une menace ou s'ils auraient pu les maîtriser autrement, ils se livrent à un massacre, un de plus.

7- Yémen

- Frégate saoudienne anéantie par l’armée yéménite - sahartv.ir

«La 7ème frégate de la coalition d'agression contre le Yémen a été anéantie par les unités de missiles de l’armée et les comités populaires yéménites, au large de Markha, dans la province de Taëz.

Ces attaques se sont déroulées, avec succès, après avoir bien localisé la frégate en question», selon le rapport de l’agence de presse yéménite, Saba.

Ces opérations ont été menées, dans le droit fil du droit légitime du Yémen à défendre son territoire et sa souveraineté.

Dans le même temps, les frégates saoudiennes ont pilonné des localités, dans la zone de Markha, tandis que les localités d’Al-Charidjah et d’Al-Jadidi, non loin de Zabab, étaient prises pour cible, par les avions de combat saoudiens. sahartv.ir 11.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Fin d'une grève de 51 jours dans une clinique de Montauban - AFP

Les grévistes d'une clinique de Montauban (Tarn-et-Garonne), en grève depuis 51 jours, ont signé vendredi soir un protocole de fin de conflit avec la direction, a-t-on appris auprès de la CGT.

L'accord comprend notamment "trois embauches d'aide-soignants et une réorganisation des conditions de travail", a indiqué à l'AFP Lina Desanti, secrétaire générale de l'union CGT départementale.

Il scelle aussi "la fin de toutes les grilles de salaires en dessous du SMIC", une évolution des salaires "tous les deux ans" au lieu de huit auparavant, ainsi qu'une prime de 400 euros.

Jusqu'à 183 salariés sur 500, soit "pratiquement 80% du personnel soignant", ont cessé le travail dans cette polyclinique pour défendre "les salaires et les conditions de travail", un nombre qui s'était réduit à 134 ces derniers jours, a indiqué M. Couderc.

Début décembre, 100 à 150 manifestants avaient occupé le hall de l'Agence régionale de santé (ARS) de Toulouse, avant d'être reçus par une délégation de la directrice générale. AFP 11.12

ECONOMIE

Chimie.

- Enorme fusion de Dow Chemical et DuPont pour devenir le numéro deux la chimie - 20minutes.fr

Un mariage entre deux géants pour devenir un molosse de la chimie. Dow Chemical et DuPont, fabricants américains notamment de pesticides, d'OGM, de l'isolant thermique Styrofoam et de la fibre synthétique Kevlar, ont officialisé vendredi leur fusion, quasiment à égalité, en un groupe valant 130 milliards de dollars et baptisé DowDuPont.

Une fois combinées, les deux entreprises prévoient de se séparer en trois entités cotées en Bourse séparément, et donc potentiellement cessibles: une pour l'agriculture, une pour la chimie de spécialité et une pour la science des matériaux.Avec cette opération, Dow et DuPont espèrent répondre à la chute des prix des matières premières et au ralentissement de grandes économies émergentes (Chine et Brésil) qui ont entamé la rentabilité du secteur.

Les deux entreprises, qui espèrent que l'opération leur permettra d'augmenter leur valeur boursière d'environ 30 milliards de dollars, visent également des synergies de croissance de l'ordre de 1 milliard de dollars. DuPont prévoit parallèlement un vaste plan de réduction de coûts dès 2016 de l'ordre de 700 millions de dollars, qui passera notamment par la suppression de 10% des effectifs.

L'entreprise, qui employait environ 54.000 personnes fin 2014, prévoit de passer à l'occasion une provision de 780 millions de dollars, dont 650 millions dédiés aux coûts de licenciements et 130 millions liés à des charges sur des actifs et des fins de contrats.

Dow Chemical prévoit de son côté de racheter la totalité de la co-entreprise spécialisée dans les silicones formée en 1943 avec Corning, Dow Corning. L'actuel PDG de Dow Chemical Andrew Liveris, deviendra président exécutif de la nouvelle entreprise et son homologue chez DuPont, Edward Breen, prendra le poste de directeur général. 20minutes.fr 11.12

Haut de page

Le 14 décembre 2015

CAUSERIE

Nous n'actualiserons plus ce portail qu'occasionnellement, on ne va perdre son temps ou les quelques années qu'il nous reste à vivre à nous battre pour une cause perdue d'avance jusqu'à nouvel ordre. On prend acte que quoi que nous disions, quoi que nous fassions, quoi que nous proposions, quelle que soit l'attitude qu'on avait adoptée, en dehors d'une poignée de militants, cela n'intéresse personne, et bien qu'il en soit ainsi.

Messieurs Hollande, Valls, Sarkozy, à qui dit-on merci ? A la famille Le pen qui vous ont permis de sauver la mise, sans oublier le Front de gauche et les appareils vendus des syndicats.

Au fait les syndicats viennent de démontrer (si nécessaire) qu'ils n'avaient rien d'indépendants, qu'ils étaient en réalité liés aux partis de l'ordre LR et PS, alors comment faut-il caractériser ceux qui prétendent le contraire et mènent campagne dans le but de préserver leur indépendance qui n'existe pas ? Des escrocs au service du régime. Quant aux syndicats apolitiques, ils ne sont pas davantage indépendants de l'Etat, ils estiment que le régime en place leur convient et que pour cette raison, ils n'ont pas à faire de politique.

- Régionales : à Paris, à gauche on vote à droite, et à droite on vote à gauche - Francetv info

- Le PS limite la casse en conservant cinq régions - AFP

- Elections régionales : en coulisses, Sarkozy triomphe - LeParisien.fr

- Elections régionales : Xavier Bertrand remercie la gauche - LeParisien.fr

- En Paca, Estrosi profite à plein du retrait de la gauche face à Maréchal-Le Pen - AFP

Ils ont de la chance que les masses ne soient pas en mesure de donner une orientation politique à leur rejet de la politique du gouvernement dictée par l'oligarchie financière.

Elles en sont toujours au stade où elles savent ce qu'elles ne veulent plus, tout en sachant plutôt moins que plus ce qu'elles veulent

en l'absence de direction, ce qui la fait osciller entre résistance désordonnée et neutralité passive qui traduisent la confusion dans laquelle elle baigne en guise de conscience politique.

Elles ont été éduquées de manière à ce qu'elles soient incapables d'imaginer une issue politique au-delà du capitalisme et ses institutions ou qu'il serait possible de changer de société. Dans quel contexte ou qu'est-ce qui l'explique, sinon que le régime leur accorde encore les moyens de continuer de vivre relativement confortablement sans se soucier de ce qui se passe autour d'elles ou ailleurs. Il faut croire que leur mode de vie leur convient ou qu'elles en tirent encore suffisamment de satisfactions. Et ce n'est pas le mouvement ouvrier totalement subordonné au capitalisme et réduit à lutter uniquement pour des revendications alimentaires qui les démentira. Dans ces conditions, qu'en ont-elles à en attendre ? Rien puisqu'il est aussi corrompu.

Ce sont les nantis qui ont été votés dimanche, et parmi eux il y en a qui ont estimé qu'il était plus confortable de ne pas aller voter pour sauver les apparences ou se donner bonne conscience.

Nous n'avons rien d'autres à ajouter, nous nous en tenons à la ligne politique que nous avons définie contre les institutions de la Ve République.

Tout ça pour ça !

Pour qui roule le FN ?

Pour le PS quand c'est LR qui est aux commandes et vice versa. C'est pratique, ils se partagent les rôles et les places, ils ont monté en épingle le FN qu'ils s'emploient ensuite à diaboliser pour que face à lui ne reste qu'un candidat qui sera forcément élu.

Et cerise sur le gâteau, la pseudo-gauche ou gauche de la gauche est de la partie, ainsi elle se discrédébilise auprès des travailleurs en marchant dans cette combine pourrie, leurs militants apparaissant comme les suppôts de leurs ennemis auxquels ils avaient refusé d'accorder leurs suffrages, ce qui vaudra à ses parasites du mouvement ouvrier de connaître le même sort ou de demeurer éternellement marginalisés ou ultra minoritaires.

Ils ont décidé de vous pourrir la vie en se lançant dès maintenant dans la course à la présidentielle de 2017 !

- Après des régionales sans véritable vainqueur, cap sur la présidentielle - AFP

- Pierre Laurent (PCF), a réclamé un "vrai changement de cap", le porte-voix du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon appelant à un "véritable front populaire" pour 2017. AFP 13.12

Avec le PS, c'est-à-dire LR ? Ils avaient encensé Syriza et Tsipras avant que la véritable nature réactionnaire de ce parti et de son dirigeant ne soit mis en lumière, et voilà qu'ils l'imitent, quoi de plus naturel en somme.

Le plus navrant, c'est le manque absolu de rigueur et de principes de la part des militants qui malgré tout continuent de cautionner tous ces partis, ils ne pourront pas dire une fois de plus qu'ils ne savaient pas.

En tout état de cause, dans l'état actuel des choses notre combat est perdu d'avance, sauf à croire au miracle qui ne produira pas.

Lu dans un article.

- "Le vote FN n’est qu’un symptôme du naufrage, pas le naufrage lui-même."

Quel naufrage ? De quoi ? Pourquoi prend-il cette forme ?

Le capitalisme en crise devenue permanente et le système financier mafieux que l'oligarchie financière a mis en place auquel tous les partis institutionnels sont soumis, afin qu'il ne s'effondre pas et de renforcer son pouvoir politique, tout en concentrant toujours plus le capital entre les mains d'une infime minorité et exerçant un contrôle renforcé de la population au moyen de la terreur.

Le naufrage est celui de la civilisation humaine entraînée par la dégénérescence du capitalisme conduisant au chaos, à la guerre et à la barbarie, il faut croire qu'aucune génération ne devait échapper à la guerre au cours de son existence en régime capitaliste, on pourrait se demander pourquoi il n'est pas universellement condamné tant il est criminel, cruel et cynique. C'est là qu'on mesure la distance qui existe entre le régime liberticide qui nous est imposé par la contrainte, la force, et la liberté à laquelle on aspire.

La réaction « à visage humain »

Il n'y a pas de fascisme « à visage humain »

- La « peste brune » à nos portes ? No pasarán ! Si nous faisons ce qu'il faut… Jean Ortiz - legranddoir.info

Il n'y a pas de fascisme « à visage humain », alors inventons-le monsieur Ortiz, universitaire de son état et membre du PCF.

Au lieu de vous proposer son article qui a donné la nausée à la plupart de ses lecteurs, je reproduis les commentaires qu'il a déclenchés chez des militants ou ex-militants du PCF.

10/12/2015 à 20:25 par triaire

- Je n'en reviens pas, monsieur Ortiz...Vous demandez donc aux gens de voter pour les sagouins qui ont mis le FN en place.. ces mêmes sagouins voleurs, menteurs, bellicistes..et le tout sans exiger rien, pas même d'écrire dans la constitution la révocation des élus menteurs sur leur programme...

Et bien, je ne vous suis pas du tout, je ne donnerai plus jamais ma voix à des gens qui font carrière au lieu de s'occuper du bien public et qui calculent que la Marine les fera élire sans problème en 2017 avec les mêmes droits quasi divins.

10/12/2015 à 21:22 par Palamède Singouin

- Dans l'immédiat : Aux urnes dimanche !

??????? Alors qu'il ne reste plus en lice que des listes de droite (PS inclu) !!!!!

Jean, je me souviens de ton appel aux Palois (que je n'ai pas suivi) à voter Chirac en 2002....Ne me dis pas que tu irais maintenant voter Estrosi en PACA Dimanche ????? Ne me dis pas non plus que tu crois à une différence profonde entre la FN, LR et le PS.

10/12/2015 à 21:22 par macno

- « Aux urnes dimanche ! »

Pour y faire quoi ?
Choisir entre la peste et le choléra ?
Entre Estrosi et Marion Le Pen ?
C'est un effrayant cauchemar...

Jean Lévy dans un article sur le site Comité Valmy, posait cette judicieuse question :" le PS est il devenu fou ?".

Mais la question peut être posée à d'autres...

10/12/2015 à 21:25 par Geb.

- Et pourtant, s'il y a un parti qui ne mérite pas les caricatures que l'on en fait, c'est bien le PCF et son potentiel humain, politique, moral… Alors, assumons (dialectiquement) notre histoire, tout en nous renouvelant (l'identité est à la fois un héritage et une création permanente), et partons à la reconquête, d'en bas, sur des positions claires, de classe, offensives, unitaires, sans avoir peur de notre ombre.

Mon cher Jean, (Tu me permettras de t'appeler ainsi, ne serait-ce qu'au regard de mes longues et bien remplies années de militantisme au sein du PCF), je ne peux que souscrire à tes paroles qu pourraient sembler d'or à quiconque ne connaîtrait pas la douloureuse descente en flèche de ce parti du statut de "Parti des Fusillés" en 1945, au statut de "porteur de valises" du Capitalisme mondial européen en 40 années de négations de son identité, de compromissions diverses opportunistes électorales, de son rôle d'écran de fumée et de casseur d'espoir de la Classe ouvrière, sans compter son rôle de désinformation de ses militants par la destruction de l'éducation de classe au sein même du Parti et sa Lutte des Places féroces pour s'assurer des prébendes publiques pour payer sa presse et les salaires de ses permanents.

Tu as raison partout... Sauf que tes solutions c'était AVANT qu'il fallait les appliquer. AVANT de tout démolir, AVANT de tous vendre, AVANT de tout décrédibiliser aux yeux de ceux que nous étions censés protéger, éduquer, associer à nos luttes au lieu de les livrer pieds et poings liés à la dictature des médias du Capital.

Tu nous parles du "danger fasciste". et tu as Ô combien raison d'alerter. Mais ou tu as moins raison c'est que ça n'était pas "alerter" qu'il fallait, mais commencer par empêcher ceux qui dans le parti ont tout cassé soit par lucre, soit sur ordre, d'agir et de prendre les commandes d'un navire qui est devenu une épave erratique ;

Tu nous parles du "danger fasciste" alors que le Fascisme ç'est bien loin d'être uniquement les Le Pen et Cie. Eux n'en sont que l'image visible. le Fascisme c'est l'Europe du Capital ou les élus du PCF trônent dans des instances politiques croupions ; le Fascisme c'est l'Europe du Capital ou les élus syndicalistes CGT trônent dans les structures de la CSE, structures syndicales collaborationnistes de classe. Le Fascisme c'est la presse qui se dit du Parti, soutenue par des actionnaires marchands d'armes et assassins des Peuples.

Et après environ 90 lignes d'une prose, comme je te l'ai dit précédemment sans aucune faute d'analyse, sauf qu'elle a environ trente ans de retard, comme solution unique et universelle tu nous appelle "AUX URNES", ainsi qu'à re-conquérir l'estime et la confiance des victimes des errements de NOS dirigeants , en admettant qu'il ne s'agisse que d'errements et pas de quelque chose de plus profond ???

Tu ne pense pas que tu aurait pu manquer deux ou trois marches au passage ???

Très sincèrement, ta prose me touche car elle correspond à une sensiblité qui est toujours la mienne.

Surtout si tu m'assure que ça fait 30 ans que tu étais en hibernation et que tu viens juste de te réveiller.

Mais pour mon compte, vu que ces trente dernières années de destruction de mon parti et d'abandon politique par des dirigeants indignes ont été très douloureuses à ma sensibilité j'ai le regret de t'informer que je me rendrai dimanche certainement quelque part, mais aussi certainement pas dans un bureau de vote. Même pas pour le dépouillement.

Par contre, étant donné que je suis toujours Communiste et fier de l'être je ferai en sorte que le maximum de mon entourage soit informé de ma décision et du pourquoi de celle-ci.

Je ne vote d'ailleurs plus depuis le Traité européen, événement ou j'ai compris que ça ne sera pas par ce moyen que nous pourrons reconquérir les "coeurs et les esprits", comme l'énoncent si bien les bons copains d'outre-atlantique de nos dirigeants actuels.

Et encore moins une éventuelle direction de notre destinée politique et sociale.

Alors c'est vrai : "La peste brune n'est pas inévitable". Et elle l'était encore moins si le PCF n'avait pas mis en selle ceux qui l'ont soutenue et propagée.

Mais vouloir s'obstiner à la contrer par des moyens non proportionnés ne relèvera jamais que du suicide collectif, surtout quand on a contribué par son inaction, ses compromissions et ses incompétences à la renforcer et à la promouvoir.

Comme tu le dis si bien : "NO PASARAN" ;

Ceux qui ont "formulée la formule", si je puis m'exprimer ainsi, nos camarades des Brigades Internationales, (Où combattait un de mes très proche parent), auraient bien rigolé on tu les avait appelés "Aux urnes" au lieu de "Aux armes" alors qu'il y avait le feu au pays et que les Fascistes étaient aux portes de Madrid.

Et au fait, appeler "AUX URNES" c'est bien beau...

Mais pour voter qui ? Ou quoi ?

Ca serait aussi bien de préciser ta pensée. Au moins on serait fixés.

Désolé, je ne suis pas et n'ai jamais été "universitaire", mais militant depuis l'âge de 12 ans dans des organisations du Parti, Travailleur du Livre, puis Cadre de la presse quotidienne de ce même Parti jusqu'à ma retraite, j'ai la prétention de pouvoir déclarer savoir de quoi je parle sur le sujet.

10/12/2015 à 22:05 par résistant

- Pas la peine de répéter tout ce que Geb a si bien expliqué dans son commentaire.

Je ne rajouterai qu'un détail : Ce n'est pas seulement Jean Ortiz qui est à côté de ses pompes, ça ne serait pas grave, juste touchant, mais c'est malheureusement la grande majorité des "leaders" et autres "intellectuels" d'"extrême" gauche (oui, il faut beaucoup de guillemets, de nos jours, pour parler de gauche), restés coincés dans un shéma de pensée simpliste totalement inadapté à la réalité.

Tous les partis visibles (vus à la télé) participent de la même mascarade. Le problème n'est absolument pas de choisir entre le FN ou le PS ou l'UMP ou même de Front de Gôche. La principale chose qui détermine notre avenir, c'est l'appartenance ou non à l'Union Européenne et à l'OTAN. Aucun de ces partis ne propose clairement de sortir unilatéralement de ces institutions afin de reconquérir notre démocratie et notre souveraineté.

Donc non, je n'irai pas voter. Que le FN passe ? il est déjà passé depuis si longtemps, mon pauvre ami.

10/12/2015 à 23:30 par Ange Lini

Avec tout le respect que j'ai pour vous ... Si pitié pauvre de moi avez . " Si nous faisons ce qu'il faut " !!! ... Vous viendrez t-il à l'idée de trucider un taureau à la chignole à main !!! Par pitié êtes vous sérieux ? ! ... Je suis abasourdi ! Anéanti de lire encore de telles choses ... Le PS n'aurait pas mieux écrit !!! ... Il y a des appels qui donnent envie d'aller se coucher dans un long sommeil ... Demain parait qu'on rase gratis mais je ne sais pas où ... "no pasaran" ! Si je n'avais pas envie d'en pleurer à mourir, j'en crèverai de rire ... Cela touche presque au génie ! Mais non ce n'est pas drôle ... Je ne sais plus quoi écrire tellement ... tellement c'est énorme ... Après telle Faena, l'estocade est de taille !!!!

11/12/2015 à 01:01 par latitude zero

- Quand j'ai vu arriver (et lu) ce nouvel article de Jean Ortiz, je me suis dit va y avoir du rififi ! Attendons un peu pour voir…

Non Jean Ortiz je n'irais pas « aux urnes » ce dimanche , de toute façon de là ou je suis c'est difficile et en plus je suis en deuil en ce moment, en deuil de la révolution Bolivarienne.

Voter PS/LR , je ne peux pas je ne peux plus , l'arnaque du front républicain c'est définitivement terminé pour moi.

Peut être un jour le FN arrivera au pouvoir, c'est possible, c'est la solution ultime, la roue de secours du capitalisme . C'est dans la continuité d'une logique que nous n'avons pas voulu mais qu'ils ont provoqués, alors continuer à se faire manipuler par ces gens là , basta ya, allez y si vous voulez , mais pour moi et pour beaucoup c'est terminé de chez terminé .

Quant au PCF, rien que d' apercevoir certains « cadres » de ce parti vérolé, je fais de l'urticaire et ma tension monte à 25. C'est mauvais pour la santé on m'a dit , alors j'évite .

Question autocritique , au PCF, ça ne risque pas d'arriver tant que des Pierre Laurent et autres continueront à s'y accrocher, je pense que le mieux est que ce parti implose , pour laisser la place à d'autres car il y a un énorme réservoir de militants et sympathisants en attente pour eux. Mais pour finir sur une note d'espoir , un petit , qui vient de naitre ici au Venezuela (mais pas en France désolé !), je vois le bouillonnement de l'énorme base Chaviste qui se remet en marche, se réunit partout , qui débat, qui s'autocritique , soucis chez les « réformistes », ceux qui ont voulu travailler avec les capitalistes « en paz » , tandis que l'aile radicale (du moins les survivants qui ont évité de se faire assassiner) ont les arguments qui font mouche et pour cause …

11/12/2015 à 01:57 par Arno Berry

- Mr Ortiz, il est inutile de nous faire dans l'envolée lyrique pour atterrir dans le caniveau des compromissions. Peut-être êtes vous sincère, alors il faut vous réveiller car le PCF a disparu depuis longtemps. Oh, il y a bien un fonds de commerce qui a récupéré l'appellation, géré par des épiciers à la Laurent, mais de grâce, réalisez quelle vitrine abominable il présente. Ou peut-être voudriez vous nous vendre le choix du moins pire, comme voter Estrosi contre LePen ; c'est qu'alors vous auriez choisi aussi LePen face à Pinochet, puis Pinochet face à Hitler.

11/12/2015 à 10:12 par hassinus

- Triaire : "le tout sans exiger rien, pas même d'écrire dans la constitution la révocation des élus menteurs sur leur programme..." Juste merci. Car ce qui est devenu que trop insupportable est ce phénomène généralisé qui fait qu'on soit élu sur un programme et qu'une fois élu on applique un autre suite à un virage à 180 °

11/12/2015 à 10:33 par Brigitte

Que rajouter de plus à tous ces commentaires qui tous à l'unisson, ne font que retranscrire que le premier parti de France est

bien l'abstention ! et pour toutes les bonnes raisons que vous avez magnifiquement exposées.

Et s'il fallait en convaincre quelques uns que de cette démarche est porteuse d'espoir sur le long terme (et sur le court terme, c'est la seule démarche qui fait trembler notre oligarchie) , lisez "l'éloge de la fuite" de Henri Laborit.

La suite du 2e tour des élections régionales.

- Régionales: la droite loin de la vague bleue espérée - AFP

A droite comme à gauche, le ton n'était pas à l'euphorie: "succès sans joie" pour le numéro un du PS Jean-Christophe Cambadélis, tandis qu'aux yeux de l'ancien Premier ministre François Fillon "ce sursaut est un réconfort mais il n'efface pas le 6 décembre qui reste le véritable baromètre de l'état du pays". AFP 14.12

- Elections régionales 2015 : le FN a battu son record de voix - LeMonde.fr

Alors que 96 % des bulletins étaient dépouillés, le parti d'extrême droite a obtenu au moins 6,71 millions de voix, améliorant son score du premier tour (6,01 millions de suffrages) et battant son record du premier tour de la présidentielle 2012 (6,42 millions de voix). LeMonde.fr 13.12

- Dray : le PS pourrait "vraisemblablement" changer de nom après les régionales - Francetv info

Le vice-président socialiste sortant de la région Ile-de-France, Julien Dray, d'annoncer que le Parti socialiste lancera "dès demain un nouveau projet", avec "vraisemblablement le nom du parti". Il l'a déclaré sur le plateau de France 2, dimanche 13 décembre, au soir du second tour. Francetv info 13.12

Jean-Christophe Cambadélis a rapidement recadré Julien Dray, vice-président (PS) sortant de la région Ile-de-France sur le réseau social : Non, le changement de nom « n'est pas à l'ordre du jour » mais oui « le dépassement du PS l'est », a-t-il écrit. 20minutes.fr 14.12

COP21. Le grand guignole sponsorisé par l'ONU ou les multinationales qui saccagent notre planète

Encore une fois ils nous auront fait le coup, que ceux qui sont responsables du chaos et de la guerre seraient animés de bonnes intentions envers notre planète qu'ils exploitent à outrance et saccagent.

- Accord historique à Paris pour sauver la planète du désordre climatique - AFP

Quelques heures plus tard :

- Accord historique à Paris pour tenter de sauver la planète du désordre climatique - AFP

- Quand la future conseillère régionale Paca Maud Fontenoy (LR) anime un séminaire chez Philip Morris - Slate.fr

Pourquoi ne nous sommes-nous pas intéressé à la COP21 ?

Quel mandat avaient ceux qui l'organisaient, de qui le détenaient-ils ? Qui sponsoraient les ONG qui y ont participé ou qui les financent ?

ACTUALITE EN TITRES

On a manifesté un peu partout hier

- Manifestation contre la présence turque en Irak - euronews.com

Des manifestants brûlent le drapeau turc à Bagdad. euronews.com 13.12

- Défilé contre l'adhésion du Monténégro à l'Otan - euronews.com

Des militants de l'opposition pro-russe et pro-serbe du Monténégro ont défilé dans les rues de Podgorica contre la future adhésion du Monténégro à l'Otan.

L'ancienne république yougoslave a été invitée à rejoindre l'organisation en début de mois. euronews.com 13.12

- Manifestation contre l'intervention britannique en Syrie - euronews.com

Des centaines de Britanniques sont descendus dans la rue ce samedi à Londres, au cri de "stop aux bombardements en Syrie" pour demander au gouvernement d'arrêter son intervention dans le pays. euronews.com 13.12

- Brésil: faible mobilisation pour réclamer la destitution de Dilma Rousseff - AFP

Des mouvements d'opposition ont convoqué des manifestations dans tout le pays qui serviront de thermomètre pour mesurer l'insatisfaction populaire.

Elles pourront peser sur le vote des parlementaires qui suivent le processus de destitution de Mme Rousseff, accusée d'avoir maquillé les comptes publics.

Le commandant de la Police militaire, Alexandre Sergio, a indiqué à l'AFP qu'il prévoyait la présence de jusqu'à 60.000 personnes mais, deux heures après le début de la manifestation, quelque 3.000 personnes seulement étaient rassemblées. AFP 13.12

Ils sont déçus à l'AFP!

- 50 000 manifestants à Varsovie pour « défendre la démocratie » - LeMonde.fr

- Pologne : manifestations contre le "coup d'Etat rampant" du gouvernement - La Tribune

Au pouvoir depuis moins de deux mois, le parti conservateur PiS a plongé la Pologne dans une crise constitutionnelle. La gauche et les Libéraux appelaient ce samedi à des manifestations contre le gouvernement. La Tribune 13.12

Stratégie du chaos et de la guerre

- Syrie: 16 morts dans un attentat à la voiture piégée à Homs - AFP

- Irak: six morts dans un attentat suicide de l'EI à la frontière avec l'Arabie - AFP

- Yémen: 44 morts, dont 12 civils, dans des combats et des raids - AFP

- Kaboul: six morts, dont deux Espagnols, dans une attaque des talibans - AFP

- Pakistan: 23 morts dans un attentat dans un bazar d'une zone chiite - AFP

- Près de 90 morts dans la dernière flambée de violences au Burundi selon l'armée - AFP

- Référendum constitutionnel en Centrafrique: deux morts à Bangui, intimidations en province - AFP

- Ukraine: un chef de guerre rebelle tué dans l'Est séparatiste prorusse - AFP

Dossier Syrie

- Syrie : Des redditions en masse des anti-Assad - sahartv.ir

Le commandant des unités de renseignement de l'armée syrienne a fait état de la réddition de près de 5000 hommes armés qui ont accepté de combattre désormais les terroristes de Daech!

Ces ex -rebelles qui combattaient l'armée nationale dans la banlieue de Daraa et de Al Soueida appartiennent entre autre à la milice Jaysh al Harka. Les hommes armés ont accepté de combattre aux côtés de l'armée syrienne Daech en échange d'une amnistie générale . Les pourparlers entre l'armée et les miliciens ont débuté il y a trois mois sous l'auspice des dignitaires des tribus

de Daraa et de Deir Ezzour . Et l'accord de part et d'autre était prêt à entrer en vigueur depuis un mois. selon les termes de cet accord, les membres de Jaysh al Harka quitteront le rif de Daraa et la ville elle-même pour se rendre à Al Ghaiteyn dans la banlieue nord de Homs et aux alentours de Al Salmiya à Hama où ils devront se battre contre Daech et l'expulser de ces régions et ce, à l'appui des raids aériens de la Russie.

Selon le commandant en chef des unités de renseignement de l'armée syrienne, des colonnes des ex-rebelles reconvertis à la cause nationale se sonty dirigées vers la localité de al Lajah dans la banlieue de Daraa . Ces colonnes sont composées de près de 700 effectifs qui agiront sous le drapeau de " Asswad al Charghiya et Kataeb Tahrir Syria" , soit des forces censées soutenir l'armée syrienne. L'armée syrienne armera aussi ces ex rebelles et couvrira leur action par des raids aériens. Ces forces ont déjà libéré trois cités dans la banlieue de Hama et ils font marche sur la cité de Mahin à Homs. sahartv.ir 13.12

- Syrie : Daech vole 70.000 barils de pétrole par jour - sahartv.ir

Le groupe terroriste Daech vole 70.000 barils de pétrole par jour, des puits pétroliers du nord et de l'Est de la Syrie, a révélé le journal syrien « El-Watan ».

Le journal « El-Watan » a rapporté que Daech volait 70.000 barils de pétrole par jour, des puits de pétrole dans les provinces de Deir Ez-Zor et Raqqa. « Les chasseurs de la coalition internationale anti-Daech, commanditée par les Etats-Unis n'ont pas bombardé les convois de Daech transportant le pétrole volé syrien », a écrit ce journal. Les estimations réalisées par la Russie témoignent du fait que le groupe terroriste Daech volait, quotidiennement, 200.000 barils de pétrole, des champs pétroliers syriens et irakiens. sahartv.ir 13.12

- Syrie: les Chinois combattent Daech

Des Chinois commencent à rallier les rangs des combattants syriens contre Daech. - sahartv.ir

Selon des informations, en provenance de Pékin, des ressortissants chinois commencent à adhérer aux rangs des forces syriennes, qui combattent les terroristes de Daech. Les détails de ce ralliement ne sont pas, encore, connus, compte tenu des susceptibilités qu'engendre ce genre de sujet, en Chine. Les médias font, toutefois, état "d'un certain M. Pun, qui aurait rejoint les rangs des combattants kurdes de Kobani". "Les Kurdes m'appellent Ba Ci. Nous nous battons contre les mercenaires de Daech". Le journal honkongais, "South China Monitoring" affirme que ce chinois de 25 ans est originaire du Sud-Ouest de la Chine. Des ressortissants chinois sont, surtout, installés, près des frontières syro-irakiennes, et ce contingent semble s'élargir. sahartv.ir 12.12

- "L'Arabie n'est pas en mesure de lancer des avertissements à la Syrie" (Al-Zou'bi) - sahartv.ir

«Ni l'Arabie saoudite, ni le Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), ne peuvent lancer des avertissements à la Syrie. La Syrie est plus forte que ces pays, et même, que leurs maîtres américains», c'est ce qu'a souligné le ministre syrien de l'Information, Omran al-Zou'bi.

Interviewé par la chaîne Al-Manar, Omran al-Zou'bi a réaffirmé que le peuple syrien avait choisi le Président Bachar al-Assad, qui est élu et légitime, et qui ne jettera jamais l'éponge, même lorsque les élections seront organisées, et, une fois que la nation syrienne lui fera de nouveau confiance, Bachar al-Assad ne quittera toujours pas ses fonctions et se maintiendra au pouvoir. sahartv.ir 12.12

Dossier Yémen

- Yémen : Les missiles russes aux mains d'Ansarallah - sahartv.ir

Véritable coup de massue! les forces yéménites ont tiré leur premier missile balistique " Ghaher 1" contre le sl saoudien.

Le missile s'est abattu sur la base aérienne " Khaled Ben Abdel Aziz" dans la localité de Khamis Machit dans le sud saoudien et il a touché la cible avce une très grande précision. le tir de ce missile s'est fait en représailles aux raids aériens sauvages de Riyad contre les civils yéménites. "Ghaher 1 " est un missile sol-sol et de fabrication russe. cet engin a été optimisé par les techniciens yéménites. depuis le début de l'agression saoudienne contre le Yémen en mars 2015, c'est la première fois que les forces yéménites utilisent ce genre de missiles. sahartv.ir 13.12

- Yémen : Amnesty International dénonce les crimes de Riyad - sahartv.ir

La coalition arabe, placée sous commandement saoudien, qui mène, depuis le mois de mars, des frappes, au Yémen, contre les forces Houthis, a visé des écoles, en violation du droit humanitaire, selon "Amnesty International".

Dans un rapport, publié le vendredi 11 décembre, et intitulé «Nos enfants sont bombardés», l'organisation de défense des droits de l'Homme a enquêté sur cinq frappes aériennes contre des écoles, situées dans des territoires contrôlés par les rebelles, entre août et octobre 2015, qui ont tué cinq civils et en ont blessé 14, dont quatre enfants.

Même lorsqu'aucun écolier n'était présent, au moment des attaques, les raids ont provoqué des destructions, qui auront des conséquences, à long terme, en entravant l'accès à l'éducation de 6.500 enfants, dans les provinces de Hajjah, Hodeida et de Sanaa, selon l'ONG.

"Dans certains cas, les écoles ont été touchées plus d'une fois, ce qui laisse penser, explique "Amnesty International", qu'elles étaient, délibérément, visées". Pourtant, l'organisation de défense des droits de l'Homme assure qu'aucune preuve indiquant que les écoles étaient utilisées, à des fins militaires, n'a été trouvée.

Depuis le début de ses frappes, la coalition, dirigée par l'Arabie saoudite, est, régulièrement, accusée de viser des cibles civiles. Ces accusations sont, toujours, démenties, et la coalition affirme que ses frappes ne visent que les forces Houthis. Plusieurs dizaines de centres de soins ont, pourtant, été touchés par des frappes : fin octobre, l'un d'entre eux, géré par "Médecins sans frontières", a même été, totalement, détruit par plusieurs frappes.

L'éducation, au Yémen, paie, aussi, un lourd tribut à la guerre. Selon l'UNICEF, un enfant yéménite sur trois n'est plus allé à l'école, depuis le début du conflit, et selon le ministère de l'Education du pays, plus d'un millier d'écoles ne fonctionnent plus. Certaines sont, complètement, détruites, d'autres sont utilisées, comme abris, par des réfugiés de guerre.

Lama Fakih, conseillère, à "Amnesty International" a qualifié de «consternante», la fourniture d'armes, par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres alliés de l'Arabie saoudite. "Amnesty International" appelle, d'ailleurs, les pays, qui arment la coalition, à «suspendre tous les transferts d'armements», utilisés, pour commettre des «crimes de guerre». En novembre, Washington a annoncé une commande saoudienne, comprenant plus de 20.000 bombes de différents modèles, pour un total, évalué à près de 1,3 milliard de dollars.

L'ONG a contacté les autorités saoudiennes, avant la publication de son rapport, pour demander des comptes, au sujet de ces frappes, mais dit n'avoir reçu aucune explication.

En tout, le conflit au Yémen a fait, depuis mars, plus de 5.700 morts, dont près de la moitié de civils, et, environ, 25.000 blessés, selon l'ONU. Il oppose le gouvernement du Président Abd Rabbo Mansour Hadi, soutenu par Riyad et d'autres pays arabes, à l'armée et aux forces populaires et révolutionnaires yéménites. sahartv.ir 12.12

- Yémen : l'OADH appelle à la fin du blocus - sahartv.ir

L'Organisation arabe des droits de l'homme (OADH) a réclamé la fin du blocus arbitraire prévalant au Yémen.

L'Agence de presse irakienne « Borassa » qui cite aujourd'hui samedi 12 décembre l'OADH a rapporté : « Au Yémen, le blocus et des accrochages sanglants font rage pour le neuvième mois consécutif, faisant 7.000 morts. Il faudrait qu'ils mettent fin aussitôt que possible ».

«Sur 7.000 victimes des accrochages sanglants sévissant au Yémen, 5.000 personnes ne sont que des civils », souligne l'OADH dans son communiqué.

« Environ 20.000 personnes ont été aussi blessées et les estimations témoignent que 2 à 5 millions de la population yéménite ont été mise en errance dans ce pays qui, dans les 15 dernières années, s'enfonce de plus en plus dans les problèmes économiques », lit-on dans le communiqué de l'OADH. sahartv.ir 12.12

Dossier Turquie

- La Russie convoque l'attaché militaire turc après un incident en mer Egée - sputniknews.com

La Russie a convoqué l'attaché militaire turc suite à un incident survenu en mer Egée, rapporte le ministère russe de la Défense.

Le contre-torpilleur russe Smetlivy a dû tirer des coups de sommations afin d'éviter une collision avec un navire turc en mer Egée. A la suite de cet incident, le ministère russe de la Défense a convoqué à Moscou l'attaché militaire turc.

"Le 13 décembre, l'équipage du navire russe Smetlivy, qui se trouvait à 22 km de l'île grecque de Lemnos dans le nord de la mer Egée a évité une collision avec un bateau de pêche turc", a annoncé le ministère de la Défense, indiquant également que des

armes légères avaient été utilisées par l'équipage pour avertir le bateau.

Selon le ministère, un senneur turc s'approchait du navire russe au mouillage, sans réagir aux signaux visuels ni établir un contact avec ce dernier. A une distance de 600 mètres, l'équipage du Smetlivy a été contraint de recourir aux armes légères pour éviter une collision. Par la suite, le bateau de pêche turc a immédiatement changé de cap, tout en évitant d'établir un contact avec l'équipage russe. Finalement, les deux navires sont passés à 540 mètres l'un de l'autre. sputniknews.com 13.12

- La Turquie menace la Russie - sahartv.ir

Le ministre turc des A.E a menacé la Russie. "La patience d'Ankara a des limites", a annoncé Mevlüt Çavusoglu, en réaction aux récentes sanctions, prises par Moscou, contre Ankara. "Depuis le crash du "Sukhoi-24" russe, la Russie a saisi toutes les occasions possibles et imaginables, pour porter atteinte à la Turquie. Certes notre gouvernement se comporte comme un gouvernement mâture et expérimenté, mais notre patience a des limites. Face aux démarches russes, nous n'avons, ni peur, ni remords. Nous agissons avec mesure, pour que nos relations reviennent à la normale".

"La Russie avait, injustement, violé notre ciel, et, d'ailleurs, on ne savait pas qu'il s'agissait d'un chasseur russe". sahartv.ir 12.12

- La Turquie devient un danger pour tout le monde - sputniknews.com

Il faut rappeler le président turc à ses responsabilités vis-à-vis de ses alliés engagés dans la lutte contre Daech, estime un général français.

On ne sortira pas de la crise et des problèmes posés par l'organisation djihadiste Etat islamique (EI, Daech), tant que la Turquie n'aura pas clairement décidé de quel côté elle est, et quel est son véritable ennemi, a déclaré à Sputnik le général de division de l'Armée de terre française, Vincent Desportes.

"Je crois qu'il faut néanmoins appeler à la sagesse des Etats (Turquie et Irak) et rappeler (le président turc Recep Tayyip) Erdogan à ses responsabilités vis-à-vis de ses alliés et en particulier de l'Europe et des autres pays engagés dans la lutte contre Daech", a indiqué l'interlocuteur de l'agence.

Et d'ajouter que l'ambiguïté de la Turquie résidait dans le fait qu'elle était dans l'Otan sans y être, qu'elle voulait être dans l'Europe sans y être et qu'elle menait un double jeu par rapport à Daech.

"Son véritable ennemi n'étant pas l'EI mais les mouvements kurdes indépendantistes. On a donc affaire à un double ou à un triple jeu qui ne pourra pas durer si nous voulons sortir de la crise et des problèmes posés par l'EI", a relevé le général.

Selon ce dernier, la Turquie qui ne comprend toujours pas quels sont ses véritables intérêts et non pas ses intérêts à court terme, devient un danger pour tout le monde.

"C'est vrai que la position de cavalier seul erratique et très ambigüe de la Turquie ne facilite pas les choses. Et le problème essentiel que les grandes puissances ont à régler aujourd'hui est bien le problème de la Turquie", conclut M.Desportes. sputniknews.com 11.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

1.1- Affrontements au Parlement Ukrainien - euronews.com

Ce vendredi, un député s'en est pris au Premier ministre Arseni Iatseniouk, au Parlement Ukrainien, pour tenter de le déloger de la tribune.

Une douzaine de députés de la coalition en sont venus aux mains, sans toutefois faire de blessés. L'auteur du geste fera l'objet de "réprimandes", a fait savoir le responsable de son groupe parlementaire. Un climat pour le moins tendu, révélateur des désaccords qui fissurent le pouvoir en place. Un élu de la la majorité est même allé jusqu'à lancer une pétition pour voter la destitution du le chef du gouvernement, dont la cote de popularité s'est effondrée ces derniers mois.

Les quatre partis qui se sont unis il y a deux ans pour mener une politique pro-occidentale ont désormais du mal sauver les apparences, entre le conflit qui déchire le sud du pays et la crise économique. Ce vendredi soir, le Président Petro Porochenko doit s'entretenir avec des députés du parti du Premier ministre, le Front Populaire, pour discuter de l'avenir de leur alliance politique. euronews.com 11.12

1.2- Le chef du gouvernement ukrainien "fait mourir de faim" ses ministres - sputniknews.com

Le gouverneur de la région ukrainienne d'Odessa Mikhaïl Saakachvili accuse le premier ministre du pays de sous-payer les membres du gouvernement qui risquent, selon lui, de "mourir d'inanition".

Intervenant dans le cadre du programme Shuster LIVE à la télévision ukrainienne, le gouverneur de la région d'Odessa Mikhaïl Saakachvili, par le passé président de la Géorgie, a imputé au premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk le niveau de vie déplorable des officiels en Ukraine.

"Pas un seul ministre ne peut vivre avec 200 ou 300 dollars, cela ne correspond pas à son mode de vie. Nous sommes quoi? On vit peut-être au moyen-âge? (…) Il faut être un moine pour se mettre au pain et à l'eau. Une personne normale, un professionnel, un politique ne peut devenir ministre en Ukraine parce qu'il risquera alors de mourir d'inanition. Est-ce normal, je vous le demande?", s'est indigné M.Saakachvili, déchu récemment de sa nationalité géorgienne.

Et de demander, par l'intermédiaire des médias, à M.Iatseniouk s'il était au courant de la situation matérielle de ses ministres.

Le gouverneur avait affirmé auparavant qu'il vivait en Ukraine grâce à ses économies qui devraient lui suffire encore pour à peu près six mois.

Pour illustrer la situation désastreuse des fonctionnaires d'Etat en Ukraine, M.Saakachvili a cité l'exemple du ministre de l'Infrastructure Andreï Pivovarski qui aurait quitté son poste en raison du bas salaire.

Quoi qu'il en soit, Anton Guerachtchenko, député à la Rada Suprême (parlement) de l'Ukraine, a déclaré plus tôt que M. Pivovarski n'avait pas démissionné à cause du salaire, mais en raison de flots de mensonges et de boue qui s'abattaient sur lui. sputniknews.com 12.12

2- Gambie

- La Gambie devient une République islamique - sputniknews.com

Le président gambien Yahya Jammeh a proclamé son pays République islamique, annonce samedi le site officiel du chef de l'Etat.

"A partir d'aujourd'hui, la Gambie est un Etat islamique. Nous serons un Etat islamique qui respecte les droits des citoyens", a déclaré le président.

La Gambie compte 1,96 millions d'habitants, à 90% musulmans. Yahya Jammeh, 50 ans, militaire de carrière issu d'une famille paysanne de l'ouest du pays, cultive l'image d'un président musulman pratiquant — il apparaît régulièrement Coran et chapelet en main — et doté de pouvoirs mystiques.

La Gambie devient la deuxième République islamique en Afrique, après la Mauritanie. Ailleurs, les Républiques d'Iran, du Pakistan et d'Afghanistan sont également islamiques.

Ancienne dépendance britannique, puis colonie britannique à partir de 1888, la Gambie est devenue indépendante en 1965 au sein du Commonwealth, avec comme Premier ministre Sir Dawda Jawara. Elle est ensuite devenue une République en 1970, sous la présidence de Jawara, qui a été renversé en 1994 par un coup d'Etat militaire dirigé par Yahya Jammeh. sputniknews.com 12.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Banques : les découverts atteignent des records - Francetv info

Les temps sont durs. Selon une étude, un tiers des Français vivraient de façon permanente dans le rouge.

La vie à découvert remplace désormais la vie à crédit. "Les banques ont trouvé la parade en incitant les personnes à se mettre dans le rouge. Ce que l'on observe, c'est que le montant des découverts autorisés par la banque est en diminution. Ce qui fait que les clients basculent dans le découvert non autorisé qui est beaucoup plus cher pour les clients", dénonce Lionel Maugain de 60 millions de consommateurs. Chaque année, les Français payent en moyenne 60 euros de frais de découverts. "Une affaire juteuse pour les banques", grâce aux intérêts explique Serge Lemaître, président de l'Association française des usagers des banques. 38% des jeunes ménages se disent souvent dans le rouge.

Les temps sont durs. Selon une étude, un tiers des Français vivraient de façon permanente dans le rouge. "J'ai un découvert de 850 euros, je m'en sers tous les mois pour payer mes factures", explique un homme.

Aujourd'hui à la banque, une famille sur quatre est à découvert. À Marseille (Bouches-du-Rhône), cette aide à domicile vient retirer de l'argent. Tous les mois elle se retrouve dans le rouge. Elle dépend des avances sur salaire de son employeur.

En huit ans, le montant des découverts des Français est passé de 6,2 milliards à 7,6 milliards d'euros, un record. Le plus souvent ce sont de jeunes ménages, locataires. 38% d'entre eux sont régulièrement à découvert. En cause : le loyer, les factures et les dépenses alimentaires. Pour Serge Lemaître, président de l'association française des usagers des banques, ce sont les plus précaires à être les premiers touchés. Et il s'agit là d'un cercle vicieux, car un découvert entraîne des agios prélevés par les banques, avec des taux pouvant atteindre parfois près de 10%. Francetv info12.12

ECONOMIE

Russie

- Fixation des cours du pétrole: Moscou lance un défi au monopole de l'Occident - sputniknews.com

Moscou veut mettre fin à la domination de l'Occident sur les bourses de pétrole, rapporte le quotidien allemand Finanzmarktwelt. Pour y arriver, la Russie à l'intention de faire concurrence aux marchés à terme de New York et Londres.

Le fait est que le prix du pétrole se fixe en Occident, indique Finanzmarktwelt. Et la Russie, pour qui les prix du pétrole jouent un rôle décisif, n'a aucune influence sur la formation des prix. Avec la création de son propre marché à terme pour les marques russes du pétrole Urals et Espo, Moscou réaliserait une démarche très importante.

Selon l'article, s'inspirant de la Chine, Moscou a l'intention d'ouvrir son propre marché à terme à la bourse de Saint-Pétersbourg. L'auteur souligne que le pétrole Brent, dont le part sur le marché est dérisoire, "détermine, en réalité, 70% du commerce mondial du pétrole", alors que les parts des marques russes Urals et Espo sont plus importantes.

"Une chose est claire, la Russie veut se débarrasser d'un système où les prix du pétrole russe sont fixés à Londres ou à Dubaï ", conclue l'article. sputniknews.com 12.12

Haut de page

Le 16 décembre 2015

CAUSERIE

On actualisera dans la journée la rubrique *Articles d'actualité*.

Ouf, la stabilité du régime est préservée !

- Elections régionales : comment le piège rhétorique (et politique) tendu par François Hollande a superbement fonctionné Atlantico.fr 15.12

- Présidentielle: Juppé ou Sarkozy largement gagnants contre Marine Le Pen, selon un sondage - AFP

Alain Juppé ou Nicolas Sarkozy seraient largement gagnants, de 40 à 28 points d'écart, face à Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, François Hollande n'étant pas qualifié, selon un sondage TNS Sofres-OnePoint pour Le Figaro. AFP 15.12

Pourquoi ont-ils poussé un grand ouf de soulagement dimanche soir à 20h à l'annonce de la défaite du FN dans les 5 ou 6 régions où il était en bonne position pour l'emporter ?

Parce que s'il l'avait emporté dans 3 à 6 régions le pays serait devenu ingouvernable et Hollande aurait dû démissionner et appeler à des élections présidentielles et législatives anticipées, qui n'auraient pas pour autant réglé la crise politique ouverte le 13 décembre.

Ont-ils évoqué cette hypothèse ? Bien sûr que non, et pour cause.

Mais alors qui a sauvé la mise à Hollande ? Le Front de gauche et tous les vendus qui avaient appelé à voter LR ce 13 décembre. Conclusion : Le Front de gauche qui était déjà à l'agonie après avoir soutenu Syriza et s'être affiché avec Tsipras s'est torpillé lui-même, il est fini. Plus loin vous en aurez la confirmation par ses dirigeants.

... en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Paca où ils n'auraient jamais été élus sans les voix de la gauche, Xavier Bertrand et Christian Estrosi, deux anciens champions de la droite sarkozyste, brûlent aujourd'hui leurs anciennes idoles.

Dimanche dernier, ceux qui l'avaient connu en ministre cogneur du gouvernement Fillon ont eu beaucoup de mal à reconnaître le visage de Xavier Bertrand, transfiguré par l'humilité quand il décrétait que "nul ne peut se prévaloir de cette victoire". Quiconque a pu entendre les discours ultra-droitiers de Christian Estrosi et qui n'ont jamais eu rien à envier à ceux de Nadine Morano se frottera les yeux en lisant ces déclarations parues ce mardi dans Paris-Match: "Plus on va à droite, plus on fait monter le FN".

Acte de contrition ou simple renvoi d'ascenseur? L'avenir le dira. Huffington Post 15.12

C'est tout vu !

En appelant à voter LR, ils ont appelé à voter pour quoi ? Pour la réaction sur toute la ligne.

Un rapide retour en arrière sur les états de service de Xavier Bertrand extraits des causeries des 5 dernières années suffira à le démontrer, il y en aura pour tout le monde et la liste ici de ses méfaits n'est pas exhaustive :

2 juin 2014 - Bertrand (UMP) "prêt à s'engager" pour la réforme territoriale de Hollande - AFP

15 juin 2014 - Xavier Bertrand : « Hollande veut que le FN soit le plus haut possible » - Public Sénat

22 juillet 2014 - Les condamnations de manifestants pour Gaza «pas assez sévères» (Xavier Bertrand) - Liberation.fr

14 octobre 2014 - Bertrand (UMP): un contrat de travail unique pour éviter "des salariés de seconde zone" - AFP

29 octobre 2014- Xavier Bertrand est favorable au rétablissement d'un «service national» - 20minutes.fr

2 novembre 2014 - Manifestations violentes: Xavier Bertrand (UMP) soutient "la fermeté du gouvernement" - AFP

12 novembre - Xavier Bertrand réclame la suppression totale de l'AME (aide médicale d'État)... - LeFigaro.fr

24 février 2013 - Xavier Bertrand prône la retraite à 65 ans à partir de 2025 - AFP

Xavier Bertrand, ministre du Travail.

12 janvier 2012 - Xavier Bertrand : "il faut qu'on travaille davantage" en France - AFP
31 janvier 2012 - Interrogé sur les accords compétitivité-emploi, M. Bertrand a assuré que «c'est une bonne idée qui permet d'adapter dans les entreprises le droit du travail, avec des garanties, à la souplesse et à la réalité de l'activité de l'entreprise». - liberation.fr

Membre du Cercle Léon Blum ouvertement sioniste.

Xavier Bertrand également ministre de la Santé.

24 janvier 2011 - Le gouvernement français s'opposera à la proposition de loi légalisant l'euthanasie adoptée la semaine dernière par la commission des Affaires sociales du Sénat, a annoncé lundi Xavier Bertrand. - Reuters

Second tour des élections cantonales.

21 mars 2011- Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, appelle à «voter blanc» en cas de duel FN-PS. - Lefigaro.fr

15 avril 2011 - «Les contrôles des arrêts de travail ont permis d'économiser plusieurs centaines de millions d'euros», a précisé Xavier Bertrand. - lefigaro.fr

26 septembre 2011 - Dans un communiqué, le ministre du Travail Xavier Bertrand parle d'une "évolution positive (...) obtenue sur le front de l'emploi malgré un net ralentissement de la croissance depuis plusieurs mois". AP

18 décembre 2011 - Le texte, appuyé aussi par le ministre du Travail, Xavier Bertrand, vise à imposer à toutes les professions qui concourent au transport aérien l'obligation d'entamer au préalable des négociations et une déclaration individuelle d'intention de faire grève 48 heures à l'avance. lefigaro.fr

22 décembre 2011 - Xavier Bertrand s'est lui aussi prononcé en faveur de ce principe dans une interview accordée au Monde de jeudi : "Les accords compétitivité-emploi peuvent être une voie d'avenir", a réaffirmé le ministre du Travail. lepoint.fr

5 mars 2010 - Chaque lycée et chaque gare ferroviaire en France devraient être équipés de caméras de surveillance, a déclaré vendredi le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand. Reuters

18 avril 2010 - "Puisqu'on vit beaucoup plus longtemps, il faut accepter de travailler un peu plus longtemps...". "Oui, les Français ont pris conscience que l'allongement de la durée de vie l'exige." 20minutes.fr
15 novembre 2010 - «Le dialogue social est important pour rechercher des solutions et moderniser notre pacte social», a affirmé Xavier Bertrand. Lefigaro.fr

15 décembre 2010 - "Nous devons faire en sorte que la hausse du Smic corresponde à l'évolution réelle de l'économie", a dit Xavier Bertrand. "La politique récurrente des "coups de pouce" peut avoir pour effet d'évincer de l'emploi les travailleurs les plus fragiles." Reuters

Au passage on s'aperçoit sans surprise que Hollande et le PS une fois au pouvoir ont appliqué à la lettre la politique prônée par l'ex-secrétaire général de l'UMP.

Mais ce qui est le plus stupéfiant, le plus navrant, le plus désolant même, c'est qu'une fois de plus les militants n'en tireront aucun enseignement ou ils auront vite fait d'oublier cet épisode pour le moins éloquent pour reprendre leur train-train quotidien, jusqu'à quand ?

Comme d'habitude j'en profiterai pour prendre le contre-pied et recentrer notre ligne politique sur le parti. Tout est fait pour dégoûter les travailleurs et les militants de la politique, tout est fait pour qu'ils en concluent tous pourris, et nous ne les désavouerons pas s'agissant des partis institutionnels, tous ceux qui se sont déjà relayés au pouvoir, des crapules et il y a lieu de les traiter comme tels, à ce jour seul le POID pourrait peut-être constituer un espoir, quoique certains de ses dirigeants traînent de sérieuses casseroles, c'est gênant, d'un autre côté il met l'accent sur les institutions et le parti qui structurent notre stratégie politique, ce que nous ne devons pas négliger.

Autrefois, les dirigeants du CCI s'étaient servis de cette rhétorique radicale en apparence pour en réalité servir de marchepied au PS, en décrétant que la période était celle de "l'immense de la révolution" histoire de se faire passer pour des révolutionnaire et maintenir leurs militants mobilisés, et une fois cette mystification éventée, que resta-t-il de toutes ces années d'activisme forcené, rien à part avoir contribué à porter Mitterrand, le PS et le PCF au pouvoir qui continueront la politique de leurs prédécesseurs puisqu'il ne pouvait pas en être autrement.

Ensuite, rien ne changea, les dirigeants du CCI qui avaient pour le moins failli ou pire encore restèrent en place comme si de rien n'était. Ne pouvant admettre leurs erreurs et donc les corriger, ils liquidèrent leur parti (PCI) devenu inutile et encombrant pour mieux jouer par la suite leur rôle de supplétifs du PS et du PCF au sein du mouvement ouvrier, en entonnant cette fois ouvertement l'hymne au réformisme. Là encore sur fond de résistance de la classe ouvrière, c'était du tout cuit pour se faire passer pour d'honnêtes opposants au régime se positionnant au côté des travailleurs, surtout sachant que le réformisme était obsolète, personne ne leur reprocherait leurs médiocres résultats et le tour était joué.

Mieux encore, ils en profiteront pour accentuer leur soumission aux appareils vendus des syndicats pour partager dorénavant un peu plus la même idéologique, ce qui leur permettra de combler les milliers de démissions de militants de leur parti par des militants encore plus solidement arrimés au capitalisme. Autrement dit ils y gagneront au change pour assurer la survie de leur appareil sans toutefois que cela ne soit suffisant, l'effectif de leur parti stagnant et même baissant dangereusement, ainsi que ses finances, ils en profiteront pour s'engager dans une voie encore plus droitière conduisant de fait à la dissolution de leur parti, et pour se faire ils se débarrasseront de la tendance qui prétendait incarner la continuité du trotskysme alors que ses dirigeants avaient participé jusque là à l'élaboration des théories foireuses de leur parti, au point que la crise qui secouait le POI se résumait finalement à la meilleure manière de sauver les apparences pour continuer d'exister, pas politiquement puisqu'ils sont morts sur ce plan-là, mais matériellement, financièrement pour être plus précis.

Vu sous cet angle, le POID apparaîtra peu ragoûtant et on comprendrait que les militants en arrivent à cette conclusion. Cependant comme disait Trotsky, il arrive qu'il nous faille faire avec ce qu'on a à défaut de mieux, puisqu'on ne peut pas inventer des dirigeants et un parti qui n'existent pas et en attendant il faut bien continuer le combat, si possible au sein d'une structure organisée. On est d'accord avec Trotsky sur ce point-là, à condition de savoir très précisément à qui on a à faire et où on met les pieds au lieu de se conduire en aventurier les yeux fermés, c'est préférable.

Et puis on a pu constater que les militants qui avaient décidé de rester inorganisés finissaient toujours soit par cesser le combat sur le plan politique, soit se décomposaient inexorablement, donc tout bien considéré, vaut mieux encore militer dans un parti qui nous semble loin d'être parfait, entre nous cela n'a jamais existé, passons, quite à s'en tenir à l'axe politique sur lequel on a décidé de combattre lors de nos discussions avec les travailleurs ou les autres militants, ce qui permet tout de même d'oeuvrer à notre cause, le socialisme, c'est à ce stade l'essentiel, il ne faut pas être trop exigeant ou espérer davantage dans la situation actuelle.

On évite ici aux militants qui sont restés inorganisés de chercher hypocritement de multiplse prétextes pour le demeurer plus longtemps, on leur permet de rejoindre un parti et d'y militer en pleine conscience de ce qu'ils sont en droit d'en attendre, on leur évite ainsi d'avoir à culpabiliser en rejoignant un parti qui peut faire l'objet de bien des critiques et d'être en mesure d'y faire face, donc on ne les livre pas désarmé à un appareil, on leur fournit sur un plateau les arguments qui leur permettrons de justifier leur choix politique, si maintenant cela ne leur suffisait pas, on est désolé de ne pas pouvoir leur proposer mieux, la situation est ainsi et tout le monde doit faire avec, reste à savoir si on est résolu à y jouer un rôle politique ou non, pour nous la question ne se pose même pas.

Un camarade nous fait part de deux initiatives contre la guerre en Syrie et l'état d'urgence en France.

Avant d'y venir un article pour mieux comprendre comment ils comptent tirer profit de l'état d'urgence et de l'atmosphère délétère qu'ils ont créée eux-mêmes.

- Pierre Gattaz décrète "l'état d'urgence économique" - sahartv.ir

Brossant, mardi 15 décembre, un tableau apocalyptique de la situation économique et sociale du pays, le président du Mouvement des entreprises de France, (Medef), a appelé le gouvernement, les partenaires sociaux et l'ensemble des partis politiques - Front national et Front de Gauche compris – à décréter "l'état d'urgence économique", afin de traiter le chômage endémique.

Dans ce paysage dévasté, "l'entreprise a un rôle fondamentale à jouer", a déclaré Pierre Gattaz, qui considère que le chômage, un véritable "fléau", fait "le lit de la radicalisation" islamique. Aussi, préconise-t-il de remettre la France au travail, de manière "musclée".

Le Medef a, donc, dégainé un "plan d'urgence d'embauche", dont la mise en œuvre sera subordonnée, il fallait s'y attendre, à ses conditions. Ce n'est pas la première fois que le président du Medef entonne un tel discours. Il l'avait déjà fait au lendemain des attentats djihadistes de janvier contre "Charlie Hebdo" et l'Hyper Cacher de Vincennes.

1- Zéro charge

Intitulée "zéro charge pour un premier emploi", la première de ces mesures porte sur une exonération totale des charges sociales et fiscales des entreprises de moins de 250 personnes, sur toute nouvelle embauche pendant deux ans. Voire trois.

Le patron du Medef rêve de l'appliquer selon un système en accordéon, car passée cette phase, une montée en puissance serait possible, avant la mise en œuvre d'une "dégressivité" pour les seniors.

2- Plus d'agilité

"L'agilité" à présent. Présentée par le Medef comme un moyen de "sécuriser les CDI", elle n'est autre que l'exigence d'un plafonnement des indemnités de licenciement devant les prud'hommes, une disposition phare de la loi Macron pour

"la croissance, l'activité et l'égalité des changes", mais que le Conseil constitutionnel a invalidé.

Pierre Gattaz est formel : les patrons, ceux qui sont à la tête des petites et moyennes entreprises en particulier, ont "peur d'embaucher" en raison des "difficultés à licencier". Il faut donc "revoir les clauses de rupture" des contrats de travail, avoir plus de "visibilité".

"Aujourd'hui, c'est la loterie."

3- Un Smic intermédiaire

Halte aux décrocheurs. Ils sont ainsi 150.000 jeunes à être ainsi déscolarisés et sans formation. Pierre Gattaz, qui avait rendez-vous mardi soir avec la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, jure que les entreprises sont disposées à les remettre dans le circuit. Sous conditions : que le CDD de 18 mois, renouvelable deux fois actuellement, soit assoupli. "Il pourrait être de trois ans", propose-t-il. Que les contrats de professionnalisation soient généralisés et pas rémunérés avec un Smic total mais un "Smic intermédiaire".

Quant à l'apprentissage, un secteur relancé par l'ancien ministre du Travail, François Rebsamen, et qui peine encore à trouver son rythme de croisière, malgré les dégrèvements et autres avantages offerts aux entreprises, il faut en accélérer le processus. Il y a actuellement 250.000 apprentis. Pierre Gattaz en voudrait un million. Soit autant que les promesses d'embauche sur cinq ans qu'il avait annoncées urbi et orbi, le pin's à la boutonnière, en septembre 2014.

Le patron du Medef entend soumettre ses propositions aux membres du gouvernement, aux futurs présidents des régions, aux responsables politiques, la présidente du FN compris dont il avait critiqué le programme économique avant les élections régionales, et bien sûr à l'ensemble des partenaires sociaux.

Il s'amuse d'avance des contre-propositions qui lui seront faites, s'il y en a. Car, Pierre Gattaz est sûr de son fait : Si on reste dans les postures politiques, on est foutu." sahartv.ir et lefigaro.fr 15.12

Valls a déjà fait savoir qu'il avait entendu le message et qu'il présenterait de nouvelles mesures au mois de janvier allant dans le sens de ce que préconise le Medef.

A qui sert leur guerre ?

Après le temps de la sidération, plusieurs intellectuels et universitaires s'interrogent sur l'opportunité d'une nouvelle «guerre au terrorisme», les précédentes interventions militaires n'ayant eu aucun résultat positif.

Aucune interprétation monolithique, aucune explication mécaniste n'élucidera les attentats. Faut-il pour autant garder le silence ? Beaucoup jugent - et nous les comprenons - que devant l'horreur de l'événement, seul le recueillement serait décent. Mais nous ne pouvons pas nous taire, quand d'autres parlent et agissent pour nous, nous entraînent dans leur guerre. Faut-il les laisser faire, au nom de l'unité nationale et de l'injonction à penser comme le gouvernement ?

Car ce serait la guerre, désormais. Auparavant, non ? Et la guerre pour quoi : au nom des droits de l'homme et de la civilisation ? En réalité, la spirale dans laquelle nous entraîne l'Etat pompier pyromane est infernale. La France est en guerre continuellement. Elle sort d'une guerre en Afghanistan, lourde de civils assassinés. Les droits des femmes y sont toujours bafoués, tandis que les talibans regagnent chaque jour du terrain. Elle sort d'une guerre en Libye qui laisse le pays ruiné et ravagé, avec des morts par milliers et des armes free market qui approvisionnent tous les jihads. Elle sort d'une intervention au Mali. Les groupes jihadistes liés à Al-Qaeda ne cessent de progresser et de perpétrer des massacres. A Bamako, la France protège un régime corrompu jusqu'à l'os, comme au Niger et au Gabon. Les oléoducs du Moyen-Orient, l'uranium exploité dans des conditions monstrueuses par Areva, les intérêts de Total et de Bolloré ne seraient pour rien dans le choix de ces interventions très sélectives, qui laissent des pays dévastés ? En Libye, en Centrafrique, au Mali, la France n'a engagé aucun plan pour aider les populations à sortir du chaos. Or il ne suffit pas d'administrer des leçons de prétendue morale (occidentale). Quelle espérance d'avenir peuvent nourrir des populations condamnées à végéter dans des camps ou à survivre dans des ruines ?

La France prétend détruire Daech ? En bombardant, elle multiplie les jihadistes. Les Rafale tuent des civils aussi innocents que ceux du Bataclan. Comme en Irak, certains de ces civils finiront par se solidariser avec les jihadistes : ces bombardements sont des bombes à retardement. Daech est l'un de nos pires ennemis : il massacre, décapite, viole, opprime les femmes et embrigade les enfants, détruit le patrimoine mondial. Dans le même temps, la France vend au régime saoudien, pourtant connu pour financer des réseaux jihadistes, des hélicoptères de combat, des navires de patrouille, des centrales nucléaires ; l'Arabie Saoudite vient de commander 3 milliards de dollars d'armement ; elle a réglé la facture des deux navires Mistral, vendus à l'Egypte du maréchal Al-Sissi qui réprime les démocrates du printemps arabe. En Arabie Saoudite, ne décapite-t-on pas ? N'y coupe-t-on pas les mains ? Les femmes n'y vivent-elles pas en semi-esclavage ? Engagée au Yémen au côté du régime, l'aviation saoudienne a bombardé les populations civiles, détruisant au passage des trésors architecturaux. Bombardera-t-on l'Arabie Saoudite ? Ou

bien l'indignation fluctue-t-elle selon les alliances économiques de l'heure ?

La guerre au jihad, dit-on martialement, se mène en France aussi. Mais comment éviter que ne sombrent des jeunes issus en particulier des milieux populaires, s'ils ne cessent d'être partout discriminés, à l'école, à l'embauche, dans l'accès au logement ou dans leurs croyances ? Et s'ils finissent en prison. En les stigmatisant davantage ? En ne leur ouvrant pas d'autres conditions d'existence ? En niant leur dignité revendiquée ? Nous sommes ici : la seule manière de combattre concrètement, ici, nos ennemis, dans ce pays devenu le deuxième vendeur d'armes mondial, c'est de refuser un système qui, au nom du profit à courte vue, produit partout plus d'injustice. Car la violence d'un monde que Bush junior nous promettait, il y a quatorze ans, réconcilié, apaisé, ordonné, n'est pas née du cerveau de Ben Laden ou de Daech. Elle pousse et prolifère sur la misère et les inégalités dont, année après année, les rapports de l'ONU montrent qu'elles s'accroissent, entre pays du Nord et du Sud, et au sein des pays dits riches. L'opulence des uns a pour contrepartie l'exploitation et l'oppression des autres. On ne fera pas reculer la violence sans s'attaquer à ses racines. Il n'y a pas de raccourcis magiques : les bombes n'en sont pas.

Lorsque furent déclenchées les guerres d'Afghanistan et d'Irak, nos mobilisations ont été puissantes. Nous affirmions que ces interventions sèmeraient, aveuglément, le chaos et la mort. Avions-nous tort ? La guerre de François Hollande aura les mêmes conséquences. Il est urgent de nous rassembler contre les bombardements français qui accroissent les menaces et contre les dérives liberticides qui ne règlent rien, mais contournent et nient les causes des désastres. Cette guerre ne se mènera pas en notre nom.

Signataires : Ludivine Bantigny, historienne, Emmanuel Barot, philosophe, Jacques Bidet, philosophe, Déborah Cohen, historienne, François Cusset, historien des idées, Laurence De Cock, historienne, Christine Delphy, sociologue, Cédric Durand, économiste, Fanny Gallot, historienne, Eric Hazan, Sabina Issehnane, économiste, Razmig Keucheyan, sociologue, Marius Loris, historien, poète, Marwan Mohammed, sociologue, Olivier Neveux, historien de l'art, Willy Pelletier, sociologue, Irène Pereira, sociologue, Julien Théry-Astruc, historien, Rémy Toulouse, éditeur, Enzo Traverso, historien.

[Liste plus longue sur https://www.change.org/p/a-toutes-et-tous-a-qui-sert-leur-guerre?]

Un blog a été créé pour réunir des contributions, informer des initiatives internationales, construire un vaste mouvement anti-guerre. En voici l'adresse:

https://coalitioninternationaleantiguerreblog.wordpress.com

Meeting Unitaire

Le 17 décembre 2015 à 19h - A la Bourse de Travail – rue Château d'eau – République - Paris

Respect de la liberté de manifester, de se réunir et de s'exprimer ;
Pour la levée immédiate de l'état d'urgence, et contre l'état d'exception permanent ;
Arrêt des poursuites contre les manifestants, les militants des mouvements sociaux, et contre la stigmatisation des migrants et des quartiers populaires ;
Abandon de la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité ;

A l'appel de (1er signataires): AC!, ACORT, ADTF, AMF, APEIS, ATMF, ATTAC, CEDETIM, CFPE, CGT 75, CNT RP, Col. 3C, Col. des désobéissants, Col. des sans voix 18e, COPAF, CRLDHT, CSP 75, DAL, Droits devant, Ecologie sociale, FASTI, Femmes égalité, Fondation Copernic, FTCR, FUIQP, GISTI, Initiative Décroissante pour le Climat, IPAM, MCTF, MRAP, Rés. pour une Gauche Décoloniale, Syndicat de la Magistrature, SNES PJJ, Solidaire, Solidaires étudiant-e-s, SUD Aérien, SUD PTT, Sortir du colonialisme, Survie, UJFP, UTIT … Avec le soutien de : Alternative libertaire, CGA, Ensemble, NPA, PCOF, PG

A propos du NPA, LO, POI et POID

Démagogie : la lutte, la lutte, la lutte...

NPA - "Face à cette offensive réactionnaire alimentée par le PS et LR, le grand enjeu de la présidentielle, le grand enjeu politique dès maintenant, c'est d'aider à ce que le monde du travail et la jeunesse retrouvent le terrain de la lutte sociale et politique pour défendre leurs droits sociaux et démocratiques pour briser cette dite « lame de fond patriote » dont parle Philippot. " (NPA - Yvan Lemaitre - FN : Vrai gagnant et vraie menace 14.12)

A croire que les travailleurs auraient cessé de combattre pour leurs revendications pour cause de campagne électorale ou d'état d'urgence.

Ce qu'il y a de bien avec la lutte, c'est qu'elle se termine par une défaite dans 9 cas sur 10, et quand elle a un caractère politique, c'est perdant à tous les coups, de quoi finalement vous dégoûter du militantisme quand vous n'avez pas d'autre perspective, non ?

Le régime peut remercier le NPA.

Une "tromperie" peut en cacher une autre.

LO - "Elle est belle, leur République, qui ne laisse à l'électorat que le choix entre la droite et l'extrême droite, c'est-à-dire entre pire et pire encore ! Elle est belle, leur démocratie où le summum du courage politique est d'abdiquer et de renier ses idées !"

"Un des pires poisons que la gauche gouvernementale a distillés depuis des décennies parmi le monde du travail, c'est l'espoir que les travailleurs peuvent changer leur vie en votant bien. Là est la tromperie fondamentale. ", sans rire tromperie à laquelle LO a participé pendant des décennies comme la totalité des courant se réclamant du trotskysme, qui l'aurait oublié ?

- "Mais ils (les travailleurs - ndlr) ne peuvent se battre efficacement que s'ils rejettent toute illusion dans les politiciens de la bourgeoisie et s'ils savent clairement qui sont leurs ennemis, même lorsque ceux-ci se déguisent en faux amis. C'est de cette prise de conscience des travailleurs que dépend leur capacité à se défendre contre les attaques de la grande bourgeoisie et à mettre fin au règne du capital." (Contre le FN, l'alliance droite-PS aux ordres du patronat, il faut que s'affirme le camp des travailleurs 14.12)

Discours en apparence radical qui en réalité brasse du vent en passant à côté de l'essentiel, car les travailleurs savent pertinemment qu'aucun des partis institutionnels qui se sont relayés au pouvoir depuis 35 ans ne représente réellement leurs intérêts.

Sauve qui peut la démocratie des banquiers est en danger.

POI - Communiqué du bureau nationale du POI - 14 décembre 2015

"...quand ces mêmes partis, de droite et de gauche (Républicains, UDI, PS, PCF, Radicaux de gauche, Front national), décident à l'Assemblée nationale de voter ensemble l'état d'urgence, c'est la démocratie qui est menacée." Ouf, elle est sauvée la démocratie des banquiers ! Non mais parce qu'elle existe la démocratie, vous ne le saviez pas, vous ne vous en étiez pas rendu compte, puisqu'on vous le dit.

Et puis, c'est sans espoir ou surtout ne l'attendez pas d'un parti politique, le POI dominé par des syndicalistes et des anarcho-syndicalistes est et demeure anti-parti.

- "Comment ouvrir la voie à une issue conforme aux intérêts de l'immense majorité de la population ? Personne, aucun parti, aucun regroupement politique, ne peut prétendre détenir aujourd'hui la réponse à cette question", pas de bol camarades, alors on se demande à quoi sert le POI à part entretenir des illusions dans le régime puisqu'il "n'a pas de solution toute faite à proposer", autrement dit rien ne distingue leurs dirigeants des "militants ouvriers, syndicalistes, élus, laïques, démocrates" qui sont incapables d'exprimer consciemment le mouvement inconscient, ils gèrent les meubles en somme.

Le reste de ce communiqué était à l'avenant, une analyse médiocre faite de lieux communs

Abattre les institutions de la Ve République et construire le parti pour prendre le pouvoir.

En revanche le POID a publié un communiqué le 13 décembre dont nous partageons à la fois le contenu et l'orientation, dans la mesure où il met l'accent sur la nécessité de construire le parti et d'en finir avec les institutions de la Ve République. Nous avons mis en ligne ce communiqué.

Pour que nous soutenions le POID nous posons trois conditions : Qu'il cesse de considérer que le PS et ses satellites seraient de gauche, qu'il cesse de ménager les appareils pourris des syndicats et qu'il rompe avec eux publiquement. Au-delà on exige un inventaire du combat du CCI depuis 1940. Fidèle à nos engagements, nos exigences se situent exclusivement sur le terrain de la lutte de classes et en aucun cas sur le plan personnel.

Il est évident qu'un parti qui romprait résolument avec la politique opportuniste et le mode de fonctionnement détestable des partis qui l'ont précédé devrait faire face au scepticisme ambiant qui a gagné bien des travailleurs et des milliers d'ex-militants aujourd'hui inorganisés qui considèrent à juste titre que tous les partis dits ouvriers sont pourris ou pour le moins inconsistants, incohérents et ne méritent pas leur confiance ou qu'ils s'y engagent, d'où la nécessité absolue de tenir un discours clair, simple, concis, qui parte des faits et de la réalité et qui ne relève pas de la propagande aux relents doctrinaires qui agit davantage comme un repoussoir, parce que les travailleurs ne comprennent pas les intentions qu'elle recouvre et qu'ils pourraient interpréter négativement.

Pouvons-nous avoir confiance dans les dirigeants du POID pour mener à bien cet exercice, sachant que c'était impossible quand ils dirigeaient le POI ? Devons-nous leur faire crédit ? Certains estimeront spontanément que c'est impossible, impensable au regard du passé peu glorieux qu'ils traînent derrière eux, d'où la nécessité que ces dirigeants s'expliquent, reconnaissent leurs

erreurs et en définissent la nature, qu'ils acceptent d'en discuter loyalement, publiquement. Si maintenant ces dirigeants s'estimaient satisfaits d'eux-mêmes et refusaient qu'une telle discussion ait lieu, ils se priveraient du même coup du soutien de milliers de militants qui exigent des explications et des réponses cohérentes aux questions légitimes qu'ils se posent à leur sujet, et qui seraient prêts à les rejoindre.

Ces militants doivent aussi admettre de leur côté, qu'ils n'avaient peut-être pas bien saisi la signification des mesures qu'avaient prises ces dirigeants dans le passé pour en juger à tort ou à raison ou la politique qu'ils avaient impulsée et qu'ils avaient dénoncée, là encore à juste titre ou à tort, cela nécessite qu'on en discute tranquillement au regard de l'évolution de la situation politique avant de trancher dans un sens ou dans un autre, à savoir si elles étaient justifiées ou non, et pourquoi elles furent erronées si tel s'avérait le cas, comment les corriger et ne plus les reproduire dans le futur.

Dans le camps de la réaction

Les rats.

- Hamon (PS) appelle à réactiver le clivage droite/gauche - AFP

- Après les régionales, le PS et EELV esquissent un rapprochement - AFP

- "Le Front républicain a fonctionné", "plafond de verre" pour le FN, selon l'Ifop - AFP

- Régionales : En Paca, Christian Estrosi dit merci à la gauche - Francetv inf

- "Nous voulons une République qui rassemble" insiste Manuel Valls - LePoint.fr

Epinay, deuxième acte.

- PS: "l'Alliance populaire" voulue par Cambadélis devrait naître mi-février - AFP

"L'Alliance populaire" souhaitée par le Premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis devrait être portée sur les fonts baptismaux à la mi-février au travers de la publication d'un texte fondateur, a affirmé lundi à l'AFP la porte-parole du PS Corinne Narassiguin.

M. Cambadélis en a fait l'annonce devant les membres du Bureau national réunis lundi soir, au lendemain des élections régionales.

Ce "nouveau mouvement" ne sera "pas un nouveau parti", mais une "fédération de partis, de mouvements associatifs" associant largement les citoyens. Des débats seront organisés de fin décembre à fin janvier pour nourrir le texte fondateur.

La création de ce mouvement doit permettre d'obtenir "un accord de rassemblement le plus large possible" dans la perspective de l'élection présidentielle 2017, a expliqué Mme Narassiguin.

"On va essayer de faire que la gauche soit au deuxième tour de la présidentielle donc qu'elle se regroupe, qu'elle se rassemble d'une manière ou d'une autre pas seulement par souci défensif. Elle doit le faire en travaillant, en étant adossé à un projet", avait-il défendu dimanche sur France 2.

M. Dray avait évoqué un changement de nom du PS, avant d'être rapidement corrigé par M. Cambadélis. "Le changement de nom du #PS n'est pas à l'ordre du jour. Le dépassement du #PS l'est!", a-t-il twitté.

Dans son allocution dimanche soir, M. Cambadélis a invité la gauche à "retrouver le chemin de l'union". "Ensemble, nous devons forger l'espoir d'une société meilleure où se conjuguent croissance durable, justice sociale et territoriale, action écologique, priorité éducative, autorité de l'Etat, innovation démocratique", a-t-il déclaré. (Tout l'inverse de ce qu'incarne le PS - LVOG) AFP 14.12

Une "machine électorale" pour un parti d'élus pilier du régime.

- Cambadélis jette les bases de son "Alliance populaire" - Reuters 15.12

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste, a annoncé mardi le lancement en février de l'"Alliance populaire", une formation appelée selon lui à rassembler au-delà du PS en vue de la présidentielle de 2017.

"J'appelle le Parti socialiste à la rupture avec le parti qui a été constitué à Epinay (en 1971-NDLR), à la rupture avec la stratégie que nous avons développée depuis cette époque", a-t-il déclaré mardi lors d'une conférence de presse.

Le congrès d'Epinay est considéré comme l'acte fondateur du PS moderne, transformé à partir de cette date en machine électorale au service de François Mitterrand qui a accédé à l'Elysée dix ans plus tard.

Mais, selon le premier secrétaire du parti, le contexte politique a changé et, compte tenu de la montée en puissance du FN, la gauche devra se présenter unie en 2017 pour espérer parvenir au second tour.

"Nous vivons dans le confort stratégique issu du bipartisme, à savoir au premier tour on se combat violemment et au second tour on se rassemble précipitamment. Le tripartisme ne permet plus de fonctionner comme cela", selon lui. (On avait compris que c'était "confortable" pour ces affairistes. - LVOG)

"Pour le Parti socialiste, ce sera la nécessité de lancer dans les semaines qui viennent un appel avec les citoyens, le mouvement associatif et, s'ils le désirent, un certain nombre de responsables du mouvement syndical, pour créer une grande alliance populaire", a-t-il également dit.

"Cet appel (...) naîtra début février. Il sera décliné dans toute la France où se constitueront des collectifs départementaux, des collectifs régionaux", a poursuivi Jean-Christophe Cambadélis.

D'après lui, la future formation pourrait attirer 500.000 adhérents.

"Et nous organiserons à l'automne 2016 une grande convention de l'Alliance populaire. Celle-ci aura vocation à fixer une base (...) qui sera celle de (...) la substitution au Parti socialiste d'une formation politique rassemblant tous ceux qui ont participé à l'Alliance populaire".

Il a assuré que le PS, souvent critiqué par ses alliés habituels pour sa tendance à vouloir diriger les manoeuvres, ne prétendrait pas à l'hégémonie au sein de ce futur mouvement mais se contenterait d'un rôle de "colonne vertébrale".

Cécile Duflot, co-présidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, défend aussi, dans un entretien publié mardi par Le Monde, l'idée d'une union de la gauche sous certaines conditions.

"Pour la bâtir, je tends la main à François Hollande. Qu'il revienne à l'esprit de 2012 et rassemble enfin écologistes et communistes désireux de rejoindre un bloc majoritaire de transformation", déclare-t-elle. Reuters 15.12

Enterrement de seconde classe pour le Front de gauche

- Mauvais scores, divisions: le Front de gauche enterré par ses responsables - AFP

Après de mauvais résultats aux régionales qui ont illustré divisions et rivalités, le Front de gauche, alliance du Parti communiste et du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, est enterré sans autre forme de procès par ses responsables.

"Le Front de gauche s'est planté", a reconnu lundi matin Olivier Dartigolles, le porte-parole du Parti communiste, encore sonné des seuls 4% obtenus par son parti aux élections régionales. AFP 14.12

Ils ont un faible pour les commanditaires ou suppôts du terrorisme, c'est une constante chez lui.

Déclaration du ministre français des affaires étrangères, juillet 2015.

« Nous nous tenons aux côtés de la Turquie dans ses efforts pour la protection de sa sécurité nationale et dans son combat contre le terrorisme. La France et la Turquie sont du même côté dans le cadre de la coalition internationale engagée contre le groupe terroriste ÉI. » Arrêt sur Info.

François Hollande à la tribune du Forum économique de Davos, le 23 janvier 2015.

À la tribune du Forum économique de Davos, le 23 janvier, François Hollande a singé sa propre marionnette : « Je vous appelle ; forces vives du monde, chefs des plus grandes entreprises de la planète, à l'engagement. J'appelle le système financier à couper les sources d'alimentation du terrorisme. » Puis, avant de s'envoler pour l'Arabie saoudite, où il devait présenter ses condoléances au successeur du roi Abdallah, le président a évoqué les « relations de confiance, y compris pour lutter contre le terrorisme », qu'il entretenait avec le défunt. Sans mesurer le ridicule d'une telle affirmation. Arrêt sur Info.

En complément. L'Internationale terroriste officiellement créée.

- L'Arabie Saoudite annonce une coalition de 34 pays pour combattre l'État islamique - Francetv info

Une coalition de 34 pays musulmans s'est engagée à lutter résolument contre le terrorisme. Cette annonce a été faite par l'Arabie Saoudite et son roi Salman, rejoints par l'Émir du Qatar, l'Égypte et le maréchal Al-Sissi, et soutenue par la Turquie du président Erdogan, les pays forts du monde arabe et musulman. Ce soir, ils se disent prêts à envoyer leurs hommes se battre contre le groupe Etat islamique.

Cette coalition a été annoncée en grande pompe par le prince héritier saoudien en personne. "Le centre des opérations va être installé ici à Riyad pour coordonner et soutenir les efforts dans la lutte contre le terrorisme dans beaucoup de régions du monde islamique", a déclaré le ministre de la Défense saoudien, le prince Mohamed Ben Salman. L'Arabie saoudite n'exclut pas d'engager des forces militaires terrestres en Syrie et en Irak contre le groupe Etat islamique, comme elle a pu le faire récemment dans une autre guerre, au Yémen. L'initiative saoudienne répond aux besoins des États-Unis et de la France qui demandaient depuis longtemps un plus grand engagement des pays arabes. Francetv info 15.12

- Daech a reçu du gaz moutarde de la Turquie (député turc) - sahartv.ir

Le groupe terroriste Daech a reçu du gaz moutarde par le biais des frontières turques, selon un député du Parti Républicain du Peuple de la Turquie (CHP).

« Le gouvernement turc n’a pas réussi à enquêter sur l’envoi du gaz toxique moutarde par les frontières de la Turquie à destination des terroristes de Daech ; mais il est probable que les responsables d’Ankara veuillent occulter cette affaire », a affirmé Eren Erdem, député du principal parti d’opposition en Turquie. « Des pièces des armements chimiques ont été envoyés à Daech par le biais de la Turquie et puis, les terroristes ont procédé dans leurs camps au montage de ces armes », ajoute Eren Erdem.

Toujours selon ce député d’Istanbul, il existe des preuves aptes à prouver que la société des industries chimiques et mécaniques de la Turquie, une entreprise du secteur public active dans le domaine de la production des armes chimiques, a été impliquée dans cette affaire. sahartv.ir 14.12

- L'UE relance la procédure d'adhésion de la Turquie - AFP

Comme promis, l'UE a relancé lundi les négociations d'adhésion avec la Turquie, dont elle attend une meilleure coopération sur la crise migratoire et une lutte accrue contre l'organisation Etat islamique en asséchant notamment le commerce lucratif de pétrole des jihadistes.

L'ouverture du chapitre 17, qui porte sur la politique économique et monétaire, est un signe de la "revitalisation du processus d'adhésion", a indiqué le ministre luxembourgeois Jean Asselborn, dont le pays préside l'Union.

"C'est un pas important dans notre adhésion après près de deux ans d'impasse", s'est félicité le ministre turc aux Affaires européennes, M. Bozkir.

Les négociations d'adhésion de la Turquie au bloc européen, entamées en 2005, piétinaient depuis des années. Mais elles ont reçu une nouvelle impulsion en octobre lorsque les Européens ont proposé à la Turquie un "plan d'action" pour endiguer le flux sans précédent de migrants vers l'Union européenne.

Le chapitre ouvert lundi est le quinzième à l'être sur un total de 35 devant être négociés pour ouvrir la voie à une adhésion de la Turquie.

Même la chancelière allemande Angela Merkel, jusqu'alors notoirement opposée à la perspective d'une adhésion, a changé d'avis cet automne, en rendant personnellement visite au président turc Recep Tayyip Erdogan au plus haut de la crise migratoire.

L'Union a promis d'aider à hauteur de trois milliards d'euros le gouvernement turc afin d'améliorer l'accueil des réfugiés syriens et irakiens sur le sol turc, renforcer les patrouilles en mer Egée et rapatrier les migrants économiques illégaux.

Le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, avait été invité le 29 novembre à un sommet exceptionnel avec les dirigeants européens à Bruxelles pour sceller cette coopération, en échange d'une relance de l'adhésion et d'une accélération de la libéralisation des visas.

Lundi, trois ministres se sont rendus à Bruxelles, alors que le gouvernement turc se dit "déterminé à faire tout ce qu'il faudra

pour devenir un membre à part entière" de l'UE.

Mais "il sera important que la Turquie réponde à certains manquements", a souligné lundi soir le commissaire à l'Elargissement, Johannes Hahn, citant l'indépendance de la justice, la liberté d'expression et des médias.

M. Hahn prépare pour le printemps prochain une évaluation d'autres domaines dans lesquels les négociations d'adhésion pourraient démarrer, notamment l'Etat de droit, l'énergie, l'éducation ou les affaires étrangères, même si la Commission a exclu tout nouvel élargissement avant 2020.

Mais le ministre autrichien des Affaires étrangères, Sebastian Kurz, s'est montré très sceptique face à une telle perspective, reconnaissant "honnêtement" qu'en fait la relance des négociations, "c'est pour que la Turquie nous aide afin que les réfugiés ne viennent pas en Europe".

Les Occidentaux attendent également que la Turquie contrôle mieux sa frontière avec la Syrie, encore poreuse sur une centaine de kilomètres, pour empêcher le transit des jihadistes de l'EI et assécher le commerce de pétrole, manne financière pour cette organisation.

Ces sujets ont été abordés lundi au cours d'un déjeuner de travail avec le chef de la diplomatie turque Mevlut Cavusoglu.

"Il faut être très ferme avec l'ensemble des partenaires sur le financement du terrorisme" qui "se fait sur place avec le racket des populations locales, mais aussi par l'exportation de produits pétroliers", a prévenu le chef de la diplomatie belge Didier Reynders.

"Il faut des mesures pour empêcher les produits pétroliers de partir vers l'extérieur. On en parlera avec notre collègue turc comme on en parle avec d'autres pays de la région", a-t-il assuré.

Cette question - au coeur d'une vive querelle entre Moscou et Ankara après un grave incident aérien à la frontière syrienne en novembre - est très sensible pour le gouvernement turc.

La famille du président turc Recep Tayyip Erdogan a été accusée par le président russe Vladimir Poutine d'être impliquée dans la contrebande de pétrole de l'EI. AFP 14.12

- Turquie : deux morts dans des heurts à Diyarbakir - AFP

Diyarbakir, grande ville du sud-est de la Turquie, a été le théâtre une nouvelle fois de violents affrontements. AFP 15.12

Massacre du 13 novembre. Mystification et coup d'Etat terroriste, suivez la piste sioniste.

La lecture de ces articles ne fera pas de ses lecteurs des antisémites.

- Attentats de Paris : Wikileaks évoque un ex-militaire israélien, la presse française se tait - panamza.com

Vendredi, l'organisation Wikileaks, spécialisée dans la divulgation de documents confidentiels, a souligné la présence d'un ancien militaire israélien dans l'acheminement des armes utilisées le 13 novembre à Paris.

Incroyable mais vrai : depuis 48 heures, Aucun média de la presse traditionelle de l'Hexagone n'a rapporté et creusé une stupéfiante information publique qui fut révélée le jeudi 10 décembre.

Ce jour-là, l'agence américaine Associated Press a publié un scoop : un fusil M92 utilisé lors des attentats de Paris et fabriqué en Serbie provenait d'une compagnie basée en Floride (Delray Beach). Le nom de l'entreprise : Century International Arms.

Sa particularité fut soulignée -dès le lendemain et via Twitter- par la célèbre organisation fondée par Julian Assange : Wikileaks.

Century Arms a longtemps été représenté par Ori Zoller.

Qui est-il?

Panamza avait déjà évoqué ce personnage -le 15 février- dans un article consacré à l'un de ses amis : Shimon Yelinek, l'ex-diamantaire israélien d'Al-Qaïda qui fut cité dans l'affaire SwissLeaks. Extraits :

Le Monde évoque -sans s'y attarder davantage- l'identité du principal "collègue" de Yelinek, dénommé Ori Zoller et présenté comme un "ancien membre des forces spéciales israéliennes".

La réalité est plus complexe.

Propriétaire d'une agence de courtage (en armes à feu) basée au Guatemala, Zoller n'était pas seulement un ex-militaire israélien. Cet homme, également impliqué -comme Yelenik- dans le trafic de diamants avec Al-Qaïda- avait été exposé par l'Organisation des États américains : en janvier 2003, cet organisme avait publié un minutieux rapport d'enquête relatif à l'acheminement illégal d'armes du Nicaragua -via le tandem Zoller/Yelinek- à destination d'un groupe paramilitaire colombien d'extrême droite.

Zoller y fut cité comme un "ex-agent du renseignement israélien" et représentant (au Guatemala) de la société Israel Military Industries (une compagnie contrôlée par le gouvernement israélien) qui bénéficia encore, fin 2001, d'importants virements bancaires effectués depuis Tel Aviv.

En juin 2002, le Miami Herald (journal de la ville où séjournait régulièrement -dans l'hôtel Mariott- Yelinek) était plus incisif : selon une information rapportée par le quotidien Panama America et directement issue -via une source confidentielle- du Conseil de sécurité nationale du Panama, Zoller était encore un agent du Mossad durant son étroite collaboration (dans les années 1999-2001) avec Yelinek.

Si Zoller est aujourd'hui actif dans la cybersurveillance, son collaborateur continue d'exercer principalement dans le secteur de l'armement. Détail-clé : dénommé Michael Sucher, le patron de Century (entreprise impliquée dans le scandale de l'Iran-Contra) travaille directement avec la police israélienne selon un câble diplomatique de 2009 -divulgué par Wikileaks- entre Tel Aviv et la CIA.

En 1996, Sucher était déjà présenté -selon un journal en ligne du Costa Rica- comme un collaborateur du complexe militaro-industriel israélien. panamza.com 12.12

Carnage au Bataclan : la photo-choc a été diffusée depuis Jérusalem - panamza.com

Panamza a retracé l'origine de la photographie controversée des victimes du Bataclan. Surprise, surprise : ce cliché a été divulgué par une organisation basée en Israël et dirigée par un neoconservateur américain.

Souvenez-vous.

Dimanche 15 novembre, ce fut l'émoi sur les réseaux sociaux. De nombreux usagers de Facebook, Twitter et Instagram avaient été été indignés par la publication d'une photo-choc : celle censée représenter une vingtaine de corps jonchés sur le sol du Bataclan et fauchés par l'attentat terroriste commis deux jours plus tôt. La police nationale et Christine Taubira avaient aussitôt réagi.

Relayée par la presse étrangère, cette image a davantage fait l'objet de commentaires en France sans être publiée. On pouvait ainsi apprendre que le ministère de l'Intérieur avait demandé -dès le 15 novembre et par réquisition judiciaire- son retrait auprès de Facebook et Twitter.

Problème : Aucun média de la presse traditionnelle n'a tenté d'en savoir plus sur l'origine de la photo. Au contraire : de concert avec le gouvernement et la police, la plupart des journalistes encartés et des éditorialistes se sont contentés de dénoncer la diffusion de l'image sans entamer la moindre tentative de décryptage quant à la genèse de sa propagation.

Prenez l'exemple d'Adrien Sénécat, ancien de l'Express et rédacteur pour le compte du site Buzzfeed. Dans son article, le jeune homme se concentre, à l'instar de ses collègues, sur les désagréments pour contacter les modérateurs des réseaux sociaux et faire supprimer la photo sans jamais s'interroger sur son origine exacte.

Il était pourtant possible d'en retracer le parcours, a fortiori quand on est censé exercer son métier dans le web-journalisme.

Panamza a tenté de percer ce mystère, pas à pas.

Le 15 novembre, le quotidien britannique The Telegraph précise ainsi que cette photo a été publiée sur Twitter par Bart Nijman, bloggeur hollandais et islamophobe.

En consultant son compte Twitter, le tweet en question est aisément accessible. (https://twitter.com/BartNijman/status/665825331014709248)

On peut ainsi remarquer le moment exact de sa publication : 10h35.

Rappelons ici que la plupart des journaux français ont indiqué -à tort- que "le cliché est apparu dimanche après-midi sur Twitter".

Allons plus loin : dans la partie "commentaires" de son tweet, Bart Nijman est sollicité par plusieurs personnes -parmi lesquels des journalistes- à propos de l'origine de la photo. Après s'être contenté d'affirmer l'avoir trouvé sur "l'Internet", l'homme a finalement dévoilé au reporter Bosch van Rosenthal (alias @eelcobvr) la source de sa publication :

Nom du compte : "Fil d'actualités d'Israël" animé par "@IsraelHatzolah".

Bingo.

À 9h51 précisément, soit 40 minutes environ avant le bloggeur hollandais, ce compte avait été en réalité le premier sur le web à diffuser la photographie.

Sur sa page d'accueil de Twitter, ce compte -qui a curieusement publié sa photo exclusive sans y apposer son nom, rendant ainsi facile sa récupération par quiconque- indique être "affilié à United Hatzalah", une ONG israélienne qui collabore pleinement avec l'armée.

Et qui dirige -au niveau international- cette organisation para-médicale?

L'Américain Mark Gerson.

Sa spécificité?

Admirateur de l'ex-président républicain George Walker Bush, ce New-Yorkais est une figure vedette des cercles neoconservateurs dont la volonté de domination géopolitique est centrée sur l'axe Washington-Tel Aviv.

Détail-clé : Gerson fut le directeur exécutif d'un célèbre think-tank dénommé Project for a New American Century. Cette organisation ultra-droitière (qui fut présente dans l'Administration Bush et qui avait joué un rôle majeur dans l'instrumentalisation du 11-Septembre contre Saddam Hussein) était elle-même basée sur les grandes lignes d'un mémorandum commandé en 1996 par le Premier ministre Benyamin Netanyahou et destiné à développer une stratégie moyen-orientale en faveur des intérêts israéliens.

Reste désormais à connaître en détail quel fut l'itinéraire emprunté par cette photographie destinée à susciter l'effroi -et dont l'authenticité est très discutée sur les forums étrangers- pour se retrouver sur le compte d'un webmaster installé à Jérusalem.

Nulle surprise, en tout cas, que le site de la Ligue de défense juive -groupuscule lié aux réseaux similaires de la droite extrême israélienne- ait publié aussitôt le cliché sur son site.

Sans s'attirer -évidemment- la colère de Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur particulièrement complaisant envers les agissements de la mouvance sioniste et ceux de son relais opérationnel en France : le Mossad.

Tout citoyen automatiquement réfractaire à la thèse -pourtant corroborée par de nombreux précédents historiques- d'un attentat israélien commis en plein coeur de Paris sous faux drapeau islamiste devrait se remémorer la déclaration de l'un des meilleurs connaisseurs des arcanes de la Vème République : l'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas : "Les Israéliens font ce qu'ils veulent en France et mobilise la police du renseignement comme bon leur semble au nom de pratiques fort annciennes." (Coups et blessures 2011) panamza.com 12.12

- Attentats de Paris : une kalachnikov provient d'une famille « totalement dévouée » à Israël - panamza.com

La compagnie américaine Century Arms -dont provient l'une des armes utilisées le 13 novembre à Paris- est fondée et dirigée par la famille ultra-sioniste Sucher.

Samedi 12 décembre, Panamza développait une infomation de l'organisation Wikileaks -basée sur un scoop antérieur de l'Associated Press- selon laquelle une kalachnikov utilisée lors des attentats de Paris provenait d'une compagnie liée à un ex-militaire israélien. Longtemps représenté par cet homme dénommé Ori Zoller, Century Arms est présidée par Michael Sucher, un collaborateur de la police israélienne ainsi que du complexe militaro-industriel de Tel Aviv.

Aujourd'hui, dimanche 13 décembre, de nouveaux éléments d'information peuvent être mis en évidence : Century Arms est une entreprise familiale fondée en 1961 et dirigée depuis par des militants de la cause sioniste.

Le 29 octobre 1971, un hebdomadaire de la communauté juive de Floride -dénommé The Jewish Floridian- publiait un article détaillé à propos du couple Sucher.

L'objet de leur exposition?

Le couple Sucher s'apprête alors à recevoir (à la date du 13 novembre 1971) le "Shalom Award" décerné par Tel Aviv en raison de leur "totale dévotion" et de leur "complète identification" envers "le temple" juif et "l'État d'Israël".

Présenté comme le membre d'un puissant lobby sioniste international dénommé le B'naï Brith, William Sucher a une autre particularité singulière au regard de l'actuelle polémique relative à sa compagnie.

Son employé Alfred Pinish -également interrogé- sera retrouvé mort quelques semaines plus tard, tué dans un cambriolage.

Et Sucher (décédé en 1976 d'une crise cardiaque)?

Chargée d'enquêter sur l'assassinat d'un président qui fut détesté par les dirigeants israéliens, la Commission Warren avait choisi de le croire sur parole. panamza.com 13.12

Je lis régulièrement les articles publiés par ce portail à ne pas recommander à n'importe qui, je vous le concède pour en avoir parfaitement conscience. Cela dit, c'est fort intéressant de constater ce qu'on peinait à croire ou à imaginer, à savoir à quel point les sionistes avaient réussi à infiltrer ou noyauter petit à petit les institutions jusqu'à tisser des liens étroits au sommet de l'Etat. Cela était impensable sans la complicité de ceux qui se sont relayés à la tête de l'Etat depuis 40 ans.

Disons que c'est la face obscure de ceux qui nous gouvernent et de l'Etat, le complément naturel au néolibéralisme théorisée et impulsée par les sionistes dont LR et le PS sont les maîtres d'oeuvre en France. On comprendra mieux les intentions de Hollande en Syrie en lisant ces articles plutôt que se fier à ses déclarations consistant à brouiller les pistes pour qu'on n'en découvre pas l'aspect inavouable et qui tire les ficelles.

ACTUALITE EN TITRES

Comme ils l'ont toujours fait...

- Ces élus de gauche et de droite prêts à travailler ensemble - Public Sénat

- Raffarin (LR): "travailler avec le gouvernement car le FN est un adversaire commun" - AFP

La vengeance est un plat qui se mange chaud.

- Smic: pas de "coup de pouce" malgré l'avertissement des régionales - AFP

Sans dents, sans voix, sans "coup de pouce" !

Il ne leur reste que les symboles et les chrysanthèmes.

- Victoire symbolique pour les anciens de PSA deux ans après la fermeture d'Aulnay - AFP

Montée de toutes pièces.

- La justice française avait déjà enquêté en 2010 sur un projet d'attentat contre le Bataclan - LeFigaro.fr

Ex-propriété d'un israélien sioniste qui continuait de le gérer, c'est plus facile et discret pour effectuer les repérages...

Aveux. Le parquet porte-parole de la propagande gouvernementale.

- Propos sur les gens du voyage: la condamnation du député-maire de Cholet annulée - AFP

- Prières de rue comparées à l'Occupation: Marine Le Pen relaxée - AFP

- L'AIEA passe l'éponge sur les activités nucléaires passées de l'Iran - AFP

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a formellement refermé mardi le dossier concernant les tentatives de l'Iran de se doter de l'arme atomique dans les années 2000. AFP 15.12

C'était juste une farce !

Ils y tiennent.

- Le terrorisme n'est pas un problème qui peut être «détruit» mais géré - Slate.fr

Mais la Ve République, elle peut l'être «détruite»... et le terrorisme avec...

Riche et psychopathe : un cocktail explosif !

- Donald Trump au plus haut dans les sondages avant le 5e débat républicain - AFP

Tiens donc !

- Les experts restent prudents après l'accord sur le climat - euronews.com

Les détails de l'accord de Paris sont actuellement scrutés à la loupe par les experts climatiques. euronews.com 15.12

- Climat: le patron du géant pétrolier Total salue un "très bon accord" - AFP

S'il le dit...

Le souffle de Charlie souffle enfin sur la Tunisie...

- Tunisie : six étudiants condamnés pour homosexualité - Liberation.fr

Les juges de Kairouan ont infligé trois ans de prison aux six accusés. Ils sont , en outre, bannis de la ville pour cinq ans. Liberation.fr 15.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Poutine autorise la Cour constitutionnelle à ignorer la CEDH - sputniknews.com

Le président russe Vladimir Poutine a signé une loi sur la priorité des verdicts de la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie sur des verdicts de la Cour européenne des droits de l'homme(CEDH) sur le territoire russe.

Désormais, la Cour constitutionnelle décidera indépendamment s'il est possible de rendre une décision dans "la juridiction internationale de la protection des droits et libertés de l'homme" sur le territoire russe. Un organe fédéral du pouvoir exécutif, défendant les intérêts de la Russie, va adresser une demande à la Cour constitutionnelle lors des contentieux contre la Russie dans une cour internationale. Cette loi constitutionnelle fédérale publiée sur le site de l'information juridique et signée par Vladimir Poutine entre en vigueur le jour de sa publication. Plus tôt en décembre, elle a été adoptée par la Douma (chambre basse du parlement russe) et ensuite approuvée par le Conseil de la Fédération.

Le 14 juillet, la Cour constitutionnelle de Russie a décidé que malgré tout le respect qu'elle nourrissait pour la CEDH, elle n'appliquerait pas sans conditions toutes ses décisions. La Cour constitutionnelle a tout de même noté qu'elle n'entamait pas

de démarche particulière et qu'elle était prête à œuvrer avec la CEDH pour le respect des droits de l'homme, mais pas au détriment de la Constitution nationale.

Dorénavant, la Cour constitutionnelle étudiera individuellement chaque litige.

Si une décision de la CEDH contredit la Constitution russe, "la Russie sera contrainte de refuser d'appliquer à la lettre cette décision. Les organes judiciaires suprêmes des pays européens dont l'Allemagne, l'Autriche, le Royaume-Uni ou l'Italie, respectent également la primauté de leurs lois fondamentales dans l'application des décisions de la CEDH", a expliqué la Cour constitutionnelle.

Plus tôt, en juillet 2015, le ministère russe des Affaires étrangères ainsi que le ministère de la Justice ont reçu la proposition d'examiner la possibilité de créer un équivalent de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans l'espace eurasiatique.

Elena Soutormina, auteur de l'initiative, présidente de la commission en charge du développement de la diplomatie civile et du soutien aux Russes de l'étranger, a expliqué que ces derniers temps, la CEDH "applique une politique de doubles standards à l'encontre des demandes faites par la Russie". sputniknews.com 15.12

2- Afrique du Sud

- Afrique du Sud: le président Zuma limoge son tout nouveau ministre des Finances - AFP

Le président sud-africain Jacob Zuma a démis dimanche de ses fonctions son nouveau ministre des Finances, quatre jours seulement après une nomination surprise qui a ébranlé les marchés, a annoncé la présidence.

Pravin Gordhan, qui fut un ministre respecté des Finances pendant cinq ans jusqu'à 2014, a été renommé pour remplacer David van Rooyen, un parlementaire peu connu du parti au pouvoir, l'ANC.

"J'ai reçu de nombreuses recommandations pour que je revoie ma décision. En tant que gouvernement démocratique, nous soulignons l'importance d'écouter le peuple et de répondre à ses vues", a expliqué le président Zuma, cité par ses services.

M. van Rooyen avait été désigné par le président Zuma qui venait de limoger mercredi le ministre des Finances en place, le respecté Nhlanhla Nene, sans qu'aucune raison officielle n'ait été invoquée.

Critiquée par les analystes et dans les médias, la décision avait plongé l'économie sud-africaine dans l'incertitude, la devise nationale évoluant après le limogeage de M. Nene à des niveaux historiquement bas.

Déjà affaiblie par la situation économique morose, marquée par une croissance faible et un taux de chômage dépassant les 25%, le rand a perdu 28% de sa valeur face au dollar depuis fin janvier et 24,5% face à l'euro.

Vendredi, il a atteint son plus bas niveau à 1 dollar contre 16,05 rands et 1 euro contre 17,58 rands.

La semaine dernière, l'agence de notation Fitch avait dégradé d'un cran la note de l'Afrique du Sud à BBB-, un échelon seulement au-dessus des catégories spéculatives en raison notamment de la faible croissance.

Selon le communiqué du président sud-africain annonçant le renvoi de M. Nene, ce dernier devait être réaffecté "à un autre poste stratégique".

L'opposition avait estimé que le ministre payait ses critiques envers le chef de l'Etat.

La semaine dernière, il avait refusé la renégociation d'un contrat entre la compagnie aérienne para-publique South African Airways (SAA) et Airbus, jugeant que la transaction n'était pas viable financièrement.

Ce projet était porté par Dudu Myeni, la présidente du conseil d'administration de SAA qui est une amie très proche de Jacob Zuma.

Samedi, le président sud-africain avait nié, dans un communiqué quelque peu insolite, qu'une relation amoureuse aurait été à l'origine du limogeage de son ministre des Finances.

La vie privée de Jacob Zuma, âgé de 74 ans et marié actuellement à quatre femmes, a déjà défrayé la chronique.

M. Nene, premier noir africain à occuper le poste de ministre des Finances d'Afrique du Sud, avait été nommé en mai 2014 après la réélection de Jacob Zuma à la tête du pays. AFP 13.12

3- Irak

- Irak : La Turquie fait marche arrière - sahartv.ir

Les militaires turcs se retirent progressivement du nord de l'Irak, marquant un début à la fin d'une crise de deux semaines entre Bagdad et Ankara, a-t-on appris de sources médiatiques concordantes.

Selon l'IRNA, le site d'information Al-Sumeriya News citant un député irakien a annoncé dans une info en bref que les militaires turcs étaient en train d'évacuer la base de Zelikan, dans la région de Bashiqa, au nord de Mossoul. Salem Al-Shabaki, parlementaire irakien l'a annoncé, réitérant que les conseillers et les forces techniques de l'armée turque resteraient dans cette base. Le gouvernement irakien n'a pas encore confirmé officiellement cette information. sahartv.ir 14.12

4- Syrie

- L'armée syrienne reprend le contrôle d'une base aérienne près de Damas - sputniknews.com

L'armée syrienne appuyée par des milices populaires a libéré la base aérienne Marj al-Sultan, les rebelles du groupe Front al-Nosra, dont des dizaines ont été éliminés, ont reculé, a rapporté une source au sein des milices populaires.

"La base aérienne Marj al-Sultan est libérée. Les terroristes du Front al-Nosra ont reculé vers Al Salihiya. Des dizaines de rebelles ont été éliminés", a affirmé un représentant des milices populaires.

De même, l'armée a réussi à créer une zone de sécurité dans les alentours de la base aérienne. Le génie militaire a commencé à déminer la zone.

La base aérienne Marj al-Sultan est située près de la ville de Douma, à 18 kilomètres de la capitale syrienne, et représente un des fiefs du groupe terroriste Jaish al-Muhajireen wal-Ansar qui a prêté allégeance au Front al-Nosra. sputniknews.com 14.12

5- Yémen

- Les missiles yéménites s'abattent sur Assir - sahartv.ir

Au cours d'une opération spéciale, l'armée et les comités populaires du Yémen ont pris pour cible le siège du commandement de la garde frontalière saoudienne dans la province d'Assir et l'ont détruit.

Le site web Al-Massira Net a annoncé que l'unité balistique de l'armée yéménite a tiré 58 roquettes sur le complexe des bâtiments publics à Al-Rabouah.

Selon ce rapport, l'artillerie de l'armée et des comités populaires yéménites ont tiré 50 obus de canons sur les points de passage frontaliers Alab et Al-Sheybani ainsi que sur les bases aériennes Al-Hozzar et Al-Thorin en Arabie saoudite.

Pendant les dernières 24 heures, l'armée et les comités populaires yéménites ont tiré deux missiles Qaher 1 sur la base aérienne Malek Khaled et l'aéroport de Jizan.

De même, au cours de l'attaque au missile des Yéménites contre le siège du commandement de la coalition saoudienne, des dizaines de militaires dont les commandants saoudiens et émiratis ont été tués. sahartv.ir 15.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

1- Plus de 90% des salariés de Smart acceptent les 39 heures - Reuters

Plus de 90% des 800 salariés de l'usine Smart de Hambach (Moselle), filiale du groupe allemand Daimler, ont accepté de revenir

aux 39 heures par le biais d'un avenant à leur contrat de travail, a annoncé mardi la direction dans un communiqué.

Ils n'étaient que 56,1% à se prononcer pour cette augmentation de 12% de la durée du travail, prévue jusqu'en 2020, en contrepartie d'une augmentation de 6% des salaires et d'une garantie de maintien de l'emploi, lors d'un référendum consultatif organisé par la direction de l'entreprise automobile le 11 septembre dernier.

Alors que deux syndicats, la CFE-CGC et la CFTC, acceptaient alors de signer l'accord proposé par la direction, la CGT et la CFDT, majoritaires, le dénonçaient, contraignant la direction à passer par des avenants individuels au contrat de travail pour parvenir à ses fins.

"Je suis très fière de notre équipe Smart de Hambach qui a montré un engagement très fort pour améliorer la compétitivité de notre site de production", déclare dans un communiqué Annette Winckler, responsable de la division Smart au sein du groupe Daimler.

La direction de Smart s'était engagée à mettre en œuvre ce qu'elle nomme le "pacte 2020" dès lors que 75% des salariés accepteraient de signer un avenant individuel. Les réfractaires ont jusqu'au 18 décembre pour s'associer à cette démarche.

Selon les syndicats, la direction justifiait l'effort de compétitivité demandé par le risque de voir la future génération du véhicule partir vers d'autres cieux, par exemple dans l'usine Renault de Novo Mesto, en Slovénie, qui assemble déjà la version à quatre places. Reuters 15.12

2- La Rochelle : fronde des agents municipaux à propos du temps de travail - Francetv info

Certaines collectivités locales souhaitent renégocier les temps de travail pour face aux contraintes budgétaires. À

La Rochelle, les négociations dégénèrent.

Le conseil municipal va débuter, il y a déjà beaucoup de monde dans les rues de la ville. Lundi 14 décembre, il est un peu plus de 18h, le maire Jean-François Fountaine ouvre la séance. Au bout de quelques minutes, une bousculade puis la rébellion. Dans la salle, syndicalistes et agents de la ville lui reprochent de vouloir modifier leur temps de travail. Il doit suspendre la séance.

Protégée par des policiers, l'équipe municipale quitte la salle. Une nouvelle fois, le dialogue n'aura pas lieu. Au cœur des tensions, un rapport de la chambre régionale des comptes. Elle estime que le régime du temps de travail avantageux pour les agents de la ville de La Rochelle est trop coûteux, mais aussi irrégulier. Depuis 30 ans ici, les agents travaillent un peu plus de 33h par semaine, moins que la durée légale du travail (35h). La mairie veut mettre fin à cet avantage, mais c'est un avantage justifié pour les syndicats qui refusent que le maire supprime neuf jours de congé. Francetv info 15.12

ECONOMIE

1- Gaz.

- Turkménistan: inauguration d'un gazoduc reliant l'Asie centrale au sous-continent indien - AFP

Les dirigeants du Turkménistan, de l'Afghanistan, du Pakistan et de l'Inde ont inauguré dimanche, lors d'une cérémonie dans le désert turkmène, un gazoduc d'un coût estimé à dix milliards de dollars devant relier l'Asie centrale au sous-continent indien.

"Aujourd'hui, nous sommes les participants et les témoins d'un événement historique, le lancement d'un projet à grande échelle, le gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde)", a déclaré le président du Turkménistan Gourbangouly Berdymoukhamedov.

Le Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, le président afghan Ashraf Ghani et le vice-président indien Mohammad Hamid Ansari ont assisté à la cérémonie, qui s'est tenue aux abords de la cité de Mary, dans le désert de Karakum, selon un journaliste de l'AFP.

"TAPI marque une nouvelle coopération historique entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud (...), cela sera une contribution à la stabilité et à la paix dans la région", a déclaré M. Ghani.

Pour M. Ansari, "TAPI, c'est plus qu'un projet, c'est la réunification de nos pays".

"Nous devons surmonter ensemble toutes les difficultés, assurer ensemble le profit commercial du projet et les livraisons du gaz à des prix bas pour une grande partie de la population", a-t-il souligné.

"Ce projet va ouvrir les portes sur le chemin de l'intégration économique et transformer entièrement la région, en devenant un symbole de son épanouissement", s'est félicité de son côté M. Sharif, en appelant ses partenaires à "faire tout leur possible pour que le projet soit réalisé".

Le projet du gazoduc Tapi date des années 1990 mais a souffert de l'instabilité en Afghanistan, un problème qui suscite toujours des doutes sur sa viabilité.

Le gouvernement turkmène espère que le gazoduc de 1.800 kilomètres de long et d'une capacité annuelle de 33 milliards de mètres cubes sera pleinement opérationnel d'ici à la fin 2018.

Son objectif est de relier les champs gaziers du Turkménistan au Pakistan et à l'Inde, deux marchés émergents aux forts besoins en énergie, en passant par les vallées rocailleuses de l'Afghanistan, en partie contrôlées par les talibans.

Pour le Turkménistan, qui dépend de la Chine pour la majorité de ses ventes de gaz, le projet TAPI est une occasion majeure de diversifier ses exportations.

Le président turkmène a également annoncé que dimanche marquait le début de la troisième phase du développement du gisement gazier de Galkynych qui fournira les ressources pour le projet TAPI.

La prochaine phase de développement de cet énorme gisement gazier sera effectuée par un consortium de compagnies japonaises et turques, ainsi que par le Turkmenistan, selon le chef de l'Etat. AFP 13.12

2- Italie

- Italie : le sauvetage de quatre banques fait scandale - La Tribune

Rome a sauvé fin novembre quatre banques pour éviter de mettre les déposants à contribution comme le prévoit l'union bancaire européenne dès le 1er janvier. Mais l'affaire a provoqué des remous en ruinant des petits épargnants. Le mécanisme européen de résolution bancaire est déjà sous pression.

Lorsque, le 21 novembre dernier, le gouvernement italien a décidé de « sauver » quatre petites banques régionales. Quatre petites banques dont le montant total des bilans ne cumule pas 3,6 milliards d'euros. Mais quatre banques plombées par de nombreuses créances douteuses, fruit de près de quatre ans de crise économique.

L'objectif du sauvetage bancaire

Le problème, pour Rome, était que ces petits établissements étaient deux caisses d'épargne - de Ferrare et de Chieti - et deux banques régionales - d'Etrurie (Toscane) et des Marches - autrement dit, deux banques qui recueillent l'épargne de très nombreux citoyens de ces régions. Or, le 1er janvier, la directive européenne de résolution bancaire (BRRD) entre en vigueur. Selon cette directive, les déposants peuvent être mis à contribution en cas de crise bancaire. C'est le fruit des nouvelles règles de l'union bancaire européenne qui cherche avant tout à sauver les contribuables, fût-ce au détriment des déposants.

Pour le gouvernement italien, la mise à contribution des dépôts et de l'épargne des Italiens eût été une catastrophe politique. Pour l'éviter, Matteo Renzi a choisi de réaliser un sauvetage express mettant en partie à contribution les actionnaires et les créanciers de ces banques. Un mouvement qui visait donc à éviter des remous politiques causés par la nouvelle directive bancaire européenne. Mais le pari s'est révélé désastreux. Petits épargnants touchés

Ces banques ont en effet vendu leurs actions et leurs obligations subordonnées (celles qui sont les moins protégées en cas de renflouement) à de nombreux épargnants. Selon les données publiques, les quatre banques compteraient 133.000 actionnaires et environ 10.500 détenteurs d'obligations. Les journaux de la Péninsule sont remplis de témoignages de petits épargnants - retraités, ouvriers, petits employés, artisans modestes, femmes au foyer ou même chômeurs, ayant dû faire leur deuil de toutes leurs économies. A la différence d'autres produits d'épargne et des dépôts, les détenteurs d'actions et d'obligations ne sont pas concernés par la garantie européenne (en réalité nationale) des dépôts jusqu'à 100.000 euros. La perte est donc complète.

Suicide et mobilisation

L'affaire a pris une tournure tragique le 28 novembre lorsque Luigino D'Angelo, un retraité de 70 ans s'est pendu chez lui à Civitavecchia (Latium), après avoir perdu 110.000 euros dans le sauvetage des banques. Connu le 9 décembre dernier, ce suicide

a provoqué une onde de choc en Italie. Les associations de défense des victimes de « Salvabanche », nom donné au sauvetage de ces quatre banques par les Italiens, sont montés au créneau. Ce lundi 14 décembre, ils ont manifesté à Florence devant l'ancienne station Leopolda, où se tient la convention traditionnelle des amis de Matteo Renzi en présence du premier ministre. Le ministre des Finances, Pier Paolo Padoan a dû recevoir une délégation d'épargnants victimes. Sans parvenir à apaiser leur colère.

Choix impossible pour le gouvernement

Le gouvernement est fort gêné face à cette affaire. Fin novembre, son choix était de faire payer les déposants et les créanciers et actionnaires ou seulement ces deux dernières catégories. Sur le plan macro-économique et politique, il a jugé que la deuxième solution était moins douloureuse. En réalité, il fallait choisir entre la peste et le choléra. Car l'opposition, et notamment la Ligue du Nord, qui a adopté depuis quelques mois des positions proches du Front National en France, tente de profiter de la situation en dénonçant la manœuvre du gouvernement. Politiquement, le résultat pour Matteo Renzi - déjà peu vaillant dans les sondages - est désastreux.

Dédommagement prévu

Pier Carlo Padoan a donc dû annoncer que le gouvernement mettrait en place un système de dédommagement des épargnants à hauteur de 100 millions d'euros. Les contribuables seront donc bien mis à contribution, ce qui est une première défaite de l'union bancaire. Les conditions d'attribution de ces fonds promettent d'être complexes. Le ministre des Finances s'est contenté d'indiquer que ses services « évalueraient si les personnes ont été correctement conseillés. » Autrement dit, l'étude des dossiers s'annoncent longue et délicate et sans doute pleine de contestations possibles. Sans compter qu'il y aura des déceptions : on évalué à 340 millions d'euros le montant des obligations subordonnées de ces quatre banques vendues aux particuliers. Certes, Pier Carlo Padoan a fait savoir que le fond sera élargi, mais selon des modalités de financement encore floues (par le produit, notamment de la vente des titres de mauvaise qualité). « Le compte n'y est pas », ont estimé les manifestants selon le quotidien La Stampa.

Epargner les contribuables à tout prix ?

Cette crise que traverse le gouvernement italien montre que les nouvelles modalités de résolution bancaire européennes posent de graves problèmes. D'abord - et on a pu aussi le voir avec la Grèce qui s'est hâtée de renflouer ses banques avant le 1er janvier - la question de la participation des déposants pose un véritable problème. Un gouvernement qui accepterait de voir les dépôts mis à contribution prendrait un risque économique et politique considérable. Ensuite, la logique qui a été mis en place en Italie et qui consiste à faire payer les créanciers et les actionnaires a ses limites, car ces derniers ne sont pas toujours des Fonds vautours ou des banques internationales. Ce sont aussi des épargnants. Dans ce deux cas, un gouvernement risque de devoir recourir aux contribuables pour adoucir le choc. Or, c'est précisément ce que les Européens voulaient éviter : lier le risque souverain au risque bancaire.

Une union bancaire peu convaincante

Comme toujours, les auteurs de l'union bancaire ont manqué une occasion. En voulant éviter, à la demande de Berlin, toute vraie mutualisation des risques, on a fait prendre des risques politiques et économiques considérables aux Etats membres. Le résultat risque d'être que ces derniers vont tout faire pour contourner ce risque, quitte à avoir recours encore à l'argent public. L'exemple italien est donc déjà plein d'enseignements. D'autant que ce sauvetage bancaire commence à faire planer une menace sur l'ensemble du secteur. Pier Carlo Padoan a dû rassurer ce lundi en affirmant que le secteur financier italien « était grand et solide. » Mais en voyant les épargnants ruinés, ceux qui ont placé leur argent dans des structures similaires ne peuvent qu'avoir peur et penser à se retirer. Car tout le monde sait que le poids des créances douteuses est considérable sur les petites banques italiennes. Et la directive de résolution européenne effraie beaucoup en Italie où la presse fait le compte des épargnants "à risque." Si la panique se déclenchait, ce serait alors le début d'une phase fort dangereuse pour l'Italie et pour la jeune union bancaire européenne. La Tribune 15.12

Haut de page

Le 18 décembre 2015

CAUSERIE

J'ai été victime d'une intoxication alimentaire qui m'a rendu bien mal en point. J'essaierai d'actualiser le site demain.

Haut de page

Le 19 décembre 2015

CAUSERIE

Je me remets doucement et je n'ai pas ni le temps ni l'envie de causer.

La France, dites-donc, quel cauchemar ! C'est cela que vous allez laisser à vos enfants et petits-enfants ?

Quand est-ce que l'heure des comptes sonnera pour les charlatans qui nous ont conduits où nous en sommes ? Comment, vous n'avez plus envie de faire un petit front unique avec ces salopards du PS et du PCF, vous n'avez plus envie d'aller flâner dans les ministères ou les couloirs de l'Assemblée nationale pour leur demander de bien vouloir avoir l'extrême bonté de penser une seconde (pas plus) à ces braves travailleurs, non, sans blague, qu'est-ce qu'il leur arrive ?

Et leurs discours sur l'agonie des institutions de la Ve République, du capitalisme, patati, patata, ? C'était du vent, du baratin, des analyses à 2 balles pour noircir du papier ou occuper la galerie et tout le reste était à l'avenant... 70 ans de lutte de classe pour se doter d'une nouvelle direction et à l'arrivée le néant, la faillite politique totale. Voilà l'épouvantable bilan des dirigeants se réclamant du trotskysme, et on comprend pourquoi ils ne supportent pas qu'on ose les critiquer. Dès qu'on critique Israël, on se fait traiter d'antisémite, eux dès qu'on les critique, ils hurlent à la calomnie et ils vous traitent d'ennemi de la classe ouvrière, cherchez la différence.

On peut comprendre l'écoeurement ou le profond désarroi des militants. Surtout n'oubliez rien, ne laissez rien passer, repassez-vous le fil du passé, non pas à partir de l'interprétation que vous en aviez fait hier puisqu'elle était forcément erronée, mais au regard de la situation actuelle, et vous comprendrez peut-être que tout ce qui se produit sous vos yeux était pour ainsi dire déjà écrit ou prévisible pour avoir tout pris ou tout fait de travers. Disons stop, arrêtez le massacre !

Vous me direz que c'est plus facile à dire aujourd'hui ou après coup, je vous l'accorde volontiers, soyons honnête jusqu'au bout, encore faut-il l'admettre pour corriger nos erreurs, sinon nous ne nous en sortirons jamais. On n'en a rien à foutre de leurs déclarations ou communiqués, ce qu'on exige ce sont des explications, des réponses à toutes les questions auxquelles ils n'ont jamais voulu répondre. Au point où nous en sommes, les militants doivent comprendre qu'on n'a vraiment plus rien à perdre désormais, le pire est devant nous et nous n'y échapperons pas, par quel miracle pourrait-on y échapper dites-nous ?

Je suis épuisé, on poursuivra lundi ou mardi sur Hollande, le PS et les institutions.

Vidéo

Giulietto Chiesa : Poutine, la Russie se prépare à toute éventualité.
https://www.youtube.com/watch?v=Pcewug6GP_4

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse ou la vie

- Wall Street, où la méfiance s'accentue, finit sur une chute - AFP

Au lendemain d'une nette baisse, Wall Street a chuté vendredi, des raisons techniques venant accentuer sa méfiance sur la déprime du marché pétrolier et les futures actions de la Réserve fédérale (Fed): le Dow Jones a perdu 2,10% et le Nasdaq 1,59%.

Même si les cours pétroliers, plombés par la surabondance générale d'or noir, ont perdu moins d'un dollar le baril cette semaine, leur incapacité à rebondir provoque des craintes quant à une contagion au secteur financier, en raison des prêts octroyés au secteur de l'énergie. AFP 18.12

- La Bourse argentine chute de 6,28% à une heure de la fermeture - AFP

- Citigroup supprimerait 2.000 postes à partir de janvier - Reuters

Citigroup prévoit de supprimer au moins 2.000 emplois à partir du mois prochain dans le cadre d'un restructuration des activités de

la troisième banque américaine en termes d'actifs Reuters 18.12

Quand Sapin se prend pour le porte-parole de Washington.

- Affaire Tapie-Crédit lyonnais : Christine Lagarde renvoyée devant la Cour de justice de la République - Francetv info

- Lagarde est "présumée innocente", peut rester à la tête du FMI, selon Sapin - AFP

En famille. La réaction à visage découvert.

- Ce que cherchent Hollande et Valls en tendant la main à la droite - LeMonde.fr

- Hollande salue Xavier Bertrand et exhorte à "la concorde" - AFP

- Lutte contre le chômage: Raffarin veut «un pacte républicain », Valls approuve - 20minutes.fr

- Politique : vers un rapprochement de la droite et la gauche ? - Francetv info

- Cambadélis: "Il faut que le centre se détache de la droite" - AFP

- "Poils dans la main" : Gérard Longuet (LR) fait polémique sur le web - Francetv info

- Raffarin (LR): "La lutte pour l'emploi passe par une politique pro-entreprise" - AFP

Le sommet de la classe dominante formule ses voeux pour l'année 2016.

- Deux-tiers des Français pensent que le parti Les Républicains risque d'imploser - AFP

- 82% des sympathisants de gauche pour un candidat unique à gauche en 2017 - AFP

Une très forte majorité (82%) des sympathisants de gauche et 61% des Français souhaitent un candidat unique à gauche en 2017, selon un sondage Odoxa vendredi pour i-Télé. AFP 18.12

- Présidentielle 2017: 61% des Français veulent un candidat à gauche unique - 20minutes.fr

Elle avait participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013.

- Île-de-France: la consécration de Valérie Pécresse - LeFigaro.fr

Sera-t-elle le pendant de M. Le Pen ?

La blanchisseuse du palais

- Attentats de janvier : les gardes à vue du trafiquant d'armes présumé et de sa compagne levées sans poursuite - Francetv info

- Thomas Fabius ressort libre après 12 heures de garde à vue - LeFigaro.fr

On achète bien les terroristes, alors pourquoi pas leurs victimes ?

- Jusqu'à 300 millions d'euros pour les victimes des attentats - LeFigaro.fr

Dislocation de la civilisation humaine.

- Le nombre de migrants dans le monde atteint le niveau record de 250 millions - Francetv info

C'est un niveau historique. Le nombre de migrants devrait atteindre 250 millions cette année dans le monde sur fond d'afflux massif de réfugiés en Europe, selon les estimations publiées par la Banque mondiale, vendredi 18 décembre.

Les migrations entre pays du Sud représentent 38% des flux migratoires mondiaux, devant les flux Sud-Nord (34%), selon un rapport de l'institution. Ces chiffres prennent en compte tous les déplacements de population liés à des raisons politiques, culturelles ou économiques. Francetv info 18.12

C'est aussi un bon moyen pour mieux contrôler et asservir la population...

Après le bombardement de soldats syriens...

- Une frappe de la coalition a peut-être tué des soldats irakiens - AFP

L'armée américaine a reconnu vendredi qu'une frappe de la coalition avait peut-être tué des soldats irakiens près de Fallouja en Irak et annoncé l'ouverture d'une enquête AFP 18.12

ACTUALITÉ DU JOUR

A bas l'état d'urgence !

- Des organisations veulent la levée de l'état d'urgence - Reuters

Une centaine d'organisations ont réclamé jeudi la levée immédiate de l'état d'urgence instauré par le gouvernement après les attentats du 13 novembre, jugeant que ce régime d'exception entraîne des dérives sans répondre à la menace terroriste.

La Ligue des droits de l'homme (LDH), la CGT, et le Syndicat de la magistrature (SM), notamment, dénoncent un "détournement" du dispositif qui viserait aussi des personnes sans lien avec le terrorisme, syndicalistes ou écologistes. Reuters 17.12

Le Conseil d'Etat se prononce contre la prolongation de mesures d'exception au-delà de l'état d'urgence - Francetv info

Et de demander qu'elles soient inscrites dans la Constitution !

Antisocialisme en famille. Quand Mélenchon revendique le stalinisme et le social-libéralisme au nom du socialisme.

- Hollande veut "liquider le mouvement socialiste", accuse Mélenchon - AFP

Le porte-voix du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a estimé vendredi que François Hollande souhaitait "liquider le mouvement socialiste" à travers son appel à une "concorde" nationale.

"Son intention est réellement de liquider le mouvement socialiste et de passer à autre chose, comme c'est le cas par exemple en Italie", a déclaré M. Mélenchon sur BFMTV-RMC, jugeant que la stratégie du chef de l'Etat est "beaucoup plus profond(e)" qu'une "tactique politicienne".

"En Italie, ils ont liquidé le Parti communiste, ils ont liquidé le Parti socialiste et créé un parti soi-disant de la gauche", a poursuivi l'ancien candidat à la présidentielle en référence au Parti démocrate transalpin.

M. Mélenchon s'est également montré critique face à l"Alliance populaire", stratégie d'union du "bloc républicain" face au "bloc réactionnaire" pour 2017, annoncée mardi par le premier secrétaire du parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis.

"Son intention est noble et digne (...) mais il y a plusieurs obstacles à ça", a-t-il répondu, soulignant les profonds "désaccords" de son parti avec le gouvernement.

Il ne faut "pas nous demander de rallier leur politique, nous ne le voulons pas (...). Deuxièmement, si c'est pour nous resservir François Hollande comme candidat à l'élection présidentielle, c'est même pas la peine qu'on parle", a-t-il dit encore.

M. Mélenchon a par ailleurs raillé la main tendue de la coprésidente du groupe écologiste à l'Assemblée Cécile Duflot à M. Hollande pour bâtir une coalition politique.

"Mme Duflot, je m'en vais la chercher chez Zig, elle est partie chez Zag. Je vais chez Zag, elle est repartie chez Zig. Je ne peux

plus suivre (...). Tout ça, c'est les combines, les arrangements", a-t-il réagi. AFP 18.12

Côté "combines" et "arrangements" pourris en étant allié du PCF qui a appelé à voter LR, il en connaît un rayon le charlatan ! C'est comme être ministre de la réaction (Chirac) un jour et prétendre représenter "le mouvement socialiste" un autre jour, on se demande comment il faut qualifier ce sale type, cet escroc, il a rejoint les rangs des ennemis du socialisme en voulant interdire à ses fossoyeurs de l'assumer pour qu'ils continuent de remplir cette fonction pour le compte du régime contre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Ce qui a causé la perte du mouvement ouvrier et causera sans doute à terme celle de la civilisation humaine, c'est le manque de rigueur, de cohérence et de principes des militants qui acceptent n'importe quoi de la part de leurs dirigeants, qui font preuve d'une mémoire sélective, d'une malhonnêteté intellectuelle suicidaire car les faits sont tellement évidents qu'ils se passent de toute interprétation pour en comprendre instantanément la nature ou les caractériser. A ce stade-là, il ne s'agit plus d'inconscience mais de compromission pure et simple.

Chacun devrait comprendre qu'en politique comme dans toute chose il y a des limites à tout, c'est le b.a-ba de la logique la plus élémentaire qui apparemment fait défaut chez les militants, dont on se demande ce qu'ils ont dans la tête et quel est le sens de leur engagement politique, qui correspond à un degré de conscience politique proche de zéro ou pire encore, puisqu'ils font le jeu des ennemis de la classe ouvrière, ceci expliquant cela.

Ils ne sont même pas capables de singer correctement les capitalistes qu'ils imitent et qui s'en tiennent aux fait plutôt qu'aux apparences quand ils s'en remettent à un parti aussi réactionnaire que le PS pour gérer leurs intérêts. Les capitalistes sont cohérents et sérieux à côté de ces militants, ils ne tiennent jamais qu'un seul langage et ne poursuivent qu'un unique objectif quelle que soit la manière dont ils affichent leurs intentions ou les apparences destinées à tromper le peuple, mais aussi ceux qui veulent bien l'être hypocritement, car il est plus confortable de s'accommoder du capitalisme que de rompre avec lui et de l'affronter, et pour se justifier ils pourront toujours revendiquer le soutien de la majorité des militants ou des travailleurs toujours aussi arriérés politiquement ou qui ignorent tout du socialisme.

C'est ainsi qu'ils adopteront un comportement antisocialiste ou une position réactionnaire pour ainsi dire malgré eux, à l'instar de leurs dirigeants qui sont irréprochables. On en arrive à la conclusion que ces militants ignorent qu'on ne peut pas être à la fois capitaliste ou pro-capitaliste et socialiste, qu'une entreprise ne peut pas être à la fois la propriété de l'Etat ou plutôt de la collectivité et celle d'un propriétaire privé, bref qu'un chat ne sera jamais un chien, les capitalistes le savent et ils n'ont pas besoin qu'on leur fasse un dessin pour le comprendre au quart de tour, alors que ces militants même avec un dessin trouveront le moyens de vous demander si c'est vraiment vrai, on croit rêver, en fait ils possèdent leur propre vérité qui ne correspond en rien à la réalité et ils s'y tiennent, partant de là aucune discussion avec eux n'est possible, ce sont des agents de la réaction qui s'ignorent et ils en tirent satisfaction, ils sont donc irrécupérables. Ils incarnent la négation du socialisme, alors qu'un capitaliste ne sera jamais qu'un capitaliste.

Le capitaliste a conscience de ce qu'il est et de ses intérêts, alors que ces militants n'ont aucune conscience de la classe à laquelle ils appartiennent. Comment cela ?

Le capitaliste se fout de savoir de quoi il est le produit historique, sa seule raison d'être et son unique objectif, c'est le profit et accumuler du capital, tout le reste l'indiffère du moment qu'il atteint son objectif ou que ses intérêts sont préservés. Il produit pour s'enrichir toujours plus sur le dos des exploités dont la part des richesses ne doit pas excéder ce dont ils ont besoin pour renouveler leur force de travail ou s'en rapprocher le plus possible, et quand cela n'est plus possible il n'hésite pas à en éliminer un certain nombre, c'est le seul principe, la seule morale qu'il connaisse ou qui l'anime, tout le reste n'est que démagogie destinée à tromper les ignorants. C'est ainsi qu'il justifiera le chômage de masse, la misère, la précartité absolue ou l'indigence, les famines, les génocides, les migrations forcées, les guerres, la barbarie, qui pourront s'étendre à l'échelle planétaire, sans parler de notre environnement qu'il saccagera sans vergogne. Détenant le pouvoir politique, il en usera uniquement pour pérenniser sa domination de classe, sans se soucier du sort du reste de la population qu'il considère inférieure et faite pour le rester éternellement, qu'il méprise profondément, hait. Tel est son état d'esprit ou sa conscience de classe, le système économique qui sert ses intérêts doit se survivre à lui-même, quite à sacrifier le reste de l'humanité ou la terre entière s'il le faut.

Quant à notre malheureux militant, il est franchement à plaindre, car il se caractérise avant tout par une ignorance qui dépasse le seul domaine de la politique pour s'appliquer à l'existence elle-même ou à toute manifestation de la nature, dans laquelle on peut englober la société et les hommes qui la composent, du fait qu'il n'a pas été foutu de constater qu'ils procédaient d'un processus dialectique comportant différents stades de leur naissance à leur mort, et que régient par les mêmes lois ils devaient infailliblement connaître un jour le même sort, et qu'il en allait ainsi de tout système apparu un jour et fait pour dépérir et disparaître ; l'homme en étant le plus parfait exemple, car incapable d'échapper à cette loi à défaut d'avoir inventé l'élixir d'immortalité, invariablement une fois mort son corps entrera en putréfaction et sera rongé par la vermine qui n'en laissera que les os si des charognards ne passaient pas par là pour terminer ce festin, et bien c'est le même sort qui attend l'humanité entière si nous ne mettions pas rapidement un terme à l'existence du système capitaliste, qui contrairement à l'homme peut disparaître ou céder la place à sa négation, le socialisme, qui au lieu de se nourrir de rapports contradictoires insolubles conduisant à leur putréfaction, les transcendent, les dépassent, s'en émancipent pour céder la place à de nouveaux rapports où seules

les contradictions inhérentes à ses éléments existant à l'état naturel en constitueront les limites une fois affranchis de celles que l'homme inconsciemment s'était employé à leur donner précédemment.

Une fois que notre pauvre militant aura atteint ce niveau de conscience élémentaire, ensuite pourra-t-il peut-être concevoir qu'il revient à la classe ouvrière de remplir ce rôle historique au sein de ce processus dialectique afin d'écrire la suite de cette aventure humaine ou si elle doit s'arrêter là s'il en était incapable, car il n'est écrit nulle part que la civilisation humaine ne disparaîtra pas un jour ou qu'elle n'est pas condamnée à connaître une régression sans fin sur fond de chaos et barbarie généralisée, ce qui revient au même, en pire peut-être. Il faut être parfaitement lucide et admettre que c'est dans cette direction que l'humanité est engagée.

Une fois de plus notre brave militant jouant au apprenti sorcier ne voudra peut-être rien entendre.

Considérant que le nombre de ces militants est infime par rapport à la population laborieuse, vaut mieux dans ce cas-là le laisser à son triste sort car on ne peut rien de plus pour lui, vaut mieux s'adresser à la masse des travailleurs et tenter d'en convaincre le plus grand nombre du bien-fondé de notre interprétation du développement historique du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme.

Prenez une pile, qu'elle soit rechargeable ou non elle a forcément une durée de vie limitée, notre militant prétend que non, nous nous prétendons le contraire, appliquez cela au capitalisme, c'est aussi simple que cela, trop en vérité. C'est bien l'ignorance des hommes qui concourt à la survie du capitalisme et à leur propre perte

France. Etat policier.

- Les députés adoptent en 1ère lecture la proposition de loi sur la sécurité dans les transports - AFP

La proposition de loi vise notamment à autoriser les agents des services de sécurité de la SNCF et de la RATP "à procéder à des palpations de sécurité" et à la fouille des bagages, avec l'accord des passagers, ou à permettre aux policiers, sous conditions, l'inspection visuelle des bagages à main et leur fouille pour "prévenir une atteinte grave à la sécurité des personnes et des biens".

"Toute personne qui refusera se verra refuser l'accès au train", a assuré le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Les entreprises pourront aussi exiger des billets nominatifs.

Ce renforcement de la sécurité ne se fera pas uniquement au niveau du contrôle des voyageurs. La SNCF et la RATP pourront solliciter des enquêtes administratives sur des personnes recrutées ou affectées à des postes portant sur la sécurité des personnes (aiguillage, conduite des trains, sécurité des systèmes d'information) pour vérifier qu'elles ne sont pas fichées S. AFP 17.12

- Royal veut déployer des portiques de sécurité sur les quais des TGV et des TER - 20minutes.fr

La ministre Ségolène Royal veut étendre les portiques de sécurité, pour l'instant réservés au Thalys, aux TGV et aux trains régionaux... 20minutes.fr17.12

- Un mois après les attentats, de nouvelles mesures pour la sécurité dans les écoles - Francetv info

Formation de la communauté éducative aux premiers secours, vidéoprotection, recensement des portables des chefs d'établissement: Najat Vallaud-Belkacem et Bernard Cazeneuve ont annoncé jeudi de nouvelles mesures pour la sécurité à l'école, un mois après les attentats de Paris.

Ces mesures figurent dans une circulaire adressée jeudi notamment aux préfets et aux recteurs, précisent dans un communiqué commun la ministre de l'Education nationale et le ministre de l'Intérieur.

Pour pouvoir joindre à tout moment un interlocuteur de proximité, les préfets et les recteurs sont chargés de mettre en place des répertoires communs qui devront être mis à jour régulièrement.

Les interlocuteurs de chaque école et de chaque établissement du secondaire au sein des brigades de gendarmerie ou des commissariats de police devront avoir des suppléants.

Chaque recteur devra aussi recenser les numéros de portable des directeurs d'école et chefs d'établissement de son académie "pour pouvoir les alerter en temps réel en cas de crise".

Après les diagnostics de sécurité réalisés dans tous les établissements, des "mesures complémentaires de sécurité et de surveillance doivent être prises en lien avec les collectivités compétentes (vidéoprotection, digicode, etc.) pour protéger les espaces particulièrement vulnérables (accès isolés, façades exposées, etc.)", précise le communiqué.

Les préfets "rappelleront aux collectivités gestionnaires et aux recteurs les procédures" pour "solliciter des financements auprès du fonds interministériel de prévention de la délinquance".

Une "sensibilisation intensive" aux premiers secours sera lancée auprès de la communauté éducative, des élèves et de leurs familles, suivant des modalités qui seront connues en janvier pour un début de mise en oeuvre en février, selon le communiqué.

Les deux ministres annoncent également une formation de formateurs "sûreté" de l'Education nationale, ainsi qu'un module de formation ou sensibilisation destiné aux équipes pédagogiques et éducatives.

D'autres mesures de sécurité avaient déjà été annoncées après les attentats du 13 novembre. Parmi elles: interdiction d'attroupements devant les établissements, interdiction de se garer devant les établissements en Ile-de-France, renforcement des patrouilles, remise à jour des plans particuliers de mise en sécurité (PPMS, propres à chaque école), vérification de l'identité des personnes extérieures... Francetv info 17.12

Ils veulent absolument traumatiser les gosses pour mieux les formater à leur infâme idéologie...

Château Louis XVI sur 23 hectares en région parisienne, 750 millions d'euros, record mondial.

- La France compte 3,8 millions de mal-logés - 20minutes.fr

La France compte 3,8 millions de personnes mal-logées et 12,1 millions de personnes fragilisées par rapport au logement, a révélé jeudi la Fondation Abbé-Pierre (FAP), qui se base sur l'exploitation de la dernière édition de l'enquête nationale logement (Enl) 2013 de l'Insee.

Le chiffre de 3,8 millions de mal-logés comprend notamment 894.500 personnes « privées de logement personnel » et 2,9 millions de « personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles », a expliqué Manuel Domergue, directeur des études à la Fondation, lors d'une conférence de presse à Paris. Mais ce chiffre de 3,8 millions de mal-logés ne peut pas être comparé à celui du précédent rapport sur le mal-logement de la Fondation, établi à 3,5 millions, car les critères de l'Insee ont changé depuis la précédente enquête de 2006, a-t-il précisé.

Douze millions de personnes « fragilisées »

Parmi les « personnes privées de logement personnel », la FAP comptabilise 141.500 sans domicile (+50 % entre 2001 et 2012), 25.000 personnes logées en hôtel, 85.000 personnes en habitations de fortune, et 643.000 en logements contraints chez des tiers (+19 %, entre 2002 et 2013). Parmi les « personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles », sont notamment recensées 2,1 millions de personnes privées de confort car leur logement ne possède pas d'eau courante, de WC intérieurs, de douche, de moyen de chauffage ou de coin cuisine, ou leur façade est très dégradée avec des fissures profondes. Et 934.000 personnes vivent en « surpeuplement accentué » c'est-à-dire qu'il leur manque deux pièces par rapport à la norme de peuplement.

Autour de ce noyau dur de 3,8 millions de mal-logés, la FAP comptabilise 12,1 millions de personnes « fragilisées par rapport au logement », et qui pourraient « basculer dans le mal-logement », a expliqué Christophe Robert, délégué général de la Fondation. 20minutes.fr 18.12

Barbarie sioniste. Cachez-moi ce génocide !

- Le Crif "choqué" par une exposition sur les Palestiniens dans un établissement de la ville de Paris - AFP

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) s'est dit vendredi "choqué" par une exposition à Paris de l'ONG Médecins sans frontières sur la vie des Palestiniens et a demandé à la maire Anne Hidalgo d'y mettre fin.

L'exposition In Between wars, qui se veut "une immersion au coeur du quotidien des Palestiniens" en territoire occupé, présentée jusqu'au 23 décembre puis du 5 au 17 janvier, constitue "une incitation à la haine et une apologie du terrorisme", a accusé le Crif dans un communiqué.

Le président de l'organe de représentation politique de la première communauté juive d'Europe, Roger Cukierman, a posté sur Twitter le message suivant: "Nous pleurons encore 130 morts, mais pour @MSF les terroristes sont des "martyrs". Choquant".

Sollicité par l'AFP, le président de MSF Mego Terzian a indiqué "comprendre" et "accepter" que l'exposition "puisse faire l'objet de critiques" car elle ambitionne de "rendre compte d'un point de vue humanitaire des difficultés quotidiennes des Palestiniens sous occupation israélienne", "parti-pris dont nous connaissons le caractère controversé".

Mais "les accusations formulées par le président du CRIF, qui semble avoir perdu le sens de la mesure et des responsabilités, sortent du cadre d?un débat d?opinion et sont inacceptables", a-t-il tonné.

Sur le site internet de la Maison des métallos, un établissement culturel de la ville de Paris situé dans le XIe arrondissement, la présentation de l'exposition, qui ne mentionne pas le mot "martyr", évoque "une expérience qui conduit le visiteur au coeur du quotidien des Palestiniens pour mieux comprendre la violence continuellement subie".

Cette installation a pour cadre une programmation plus large intitulée "Focus Palestine" et présentée sous cette phrase: "Entre ceux qui sont désespérément faibles et ceux qui disposent d'une force militaire presque illimitée, comment rester neutre et se prétendre humaniste ?"

Roger Cukierman a protesté par courrier auprès du président de MSF et de la maire de Paris Anne Hidalgo, à qui il a demandé de "mettre un terme à cette exposition dont la nature ne peut qu'attiser la violence antisémite et augmenter la menace terroriste à Paris". AFP 18.12

Dossier Turquie

- La police turque disperse une manifestation kurde à Diyarbakir - euronews.com

Canons à eau et gaz lacrymogènes… La police turque n'a pas lésiné sur les moyens pour disperser vendredi une manifestation… euronews.com 17.12

- Combats dans deux villes du Sud-Est turc, 25 morts - Reuters

- Le gouvernement turc poursuit une offensive d'ampleur inédite contre le PKK - LeMonde.fr

Le gouvernement turc mène depuis le début de la semaine une opération d'ampleur inédite contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), au cours de laquelle au moins soixante-deux rebelles auraient été tués. Entre mardi et jeudi, soixante-deux « terroristes » ont été « neutralisés » dans les districts de Cizre et Silopi, dans le sud-est du pays, a affirmé l'état-major turc vendredi 18 décembre. Un soldat turc aurait également été tué à Cizre.

Selon les médias, environ dix mille militaires et policiers appuyés par de nombreux chars ont été déployés dans ces districts pour déloger de jeunes partisans du PKK qui ont transformé des quartiers entiers en zone de guerre, en érigeant des barricades et en creusant des tranchées. « Vivre comme des gens respectables »

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, des combats meurtriers ont repris l'été dernier entre les forces de l'ordre turques et le PKK. Ces affrontements ont fait voler en éclat les pourparlers de paix engagés à la fin de 2012 pour tenter de mettre un terme à un conflit qui a fait plus de quarante mille morts depuis 1984.

Sur la lancée de la victoire de son parti aux élections législatives du 1er novembre, le président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a réaffirmé sa volonté « d'éradiquer » le PKK. « Vous allez disparaître dans ces mêmes tranchées que vous avez creusées, a-t-il répété jeudi, cette lutte se poursuivra jusqu'à ce qu'un environnement de paix soit établi. »

Les opérations militaires ainsi que les déclarations martiales des dirigeants turcs ont suscité l'indignation de nombreux opposants politiques, notamment dans les rangs du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde). « Ce que fait le gouvernement ne repose sur aucune base légale, a dénoncé vendredi Selahattin Demirtas, coprésident du HDP. Nous n'avons rien volé, nous n'avons pas envahi la terre de quelqu'un d'autre, nous n'avons brûlé le village de personne. Nous voulons vivre sur ces terres comme des gens respectables. » LeMonde.fr 18.12

- Les relations Turquie/Israël, au seuil d'une évolution historique -sahartv.ir

Les médias du régime sioniste font état de la signature d'une note d'entente diplomatique entre Israël et la Turquie, en Suisse, soulignant que les relations entre Ankara et Tel-Aviv sont au seuil d'une évolution historique.

Selon la chaîne de télévision Al-Mayadeen, citant les médias israéliens, quelques heures avant la signature de cet accord, il a été annoncé que les relations diplomatiques entre la Turquie et le régime sioniste vont reprendre.

La chaîne 10 de la télévision israélienne a rapporté qu'une réunion secrète a été tenue entre le chef du Mossad et le ministre turc des A.E, en Suisse. Le résultat a été l'accès à certaines notes d'entente, qui seront signées, dans les prochains jours.

L'une des notes d'entente entre les 2 parties concerne le gazoduc israélien, qui va traverser le territoire turc. Il s'agit, également, du commencement immédiat des transactions gazières entre les deux parties.

A en croire les médias israéliens, Ankara a accepté de limiter les activités du Hamas, en Turquie, et d'interdire l'entrée, en Turquie, de Saleh al-Aravi, membre du Hamas.

Un autre point, sur lequel Ankara et Tel-Aviv sont tombés d'accord, c'est le retour des ambassadeurs. L'entente exige, aussi, la fin des procès dressés contre les militaires israéliens, impliqués dans le crime du navire "Mavi Marmara".

Selon les médias israéliens, Tel-Aviv a accepté de donner à la Turquie la somme de 20 millions de dollars, à titre de dédommagement, pour les victimes du navire "Marmara".

Les médias du régime sioniste précisent que les relations entre les deux parties vont connaître une évolution historique.

Il y a quelques jours, Recep Tayyip Erdogan, le Président turc, a annoncé que la normalisation des relations avec Israël était possible, car, selon lui, l'amélioration des relations est dans l'intérêt de tous les pays de la région ! sahartv.ir 18.12

Dossier Ukraine

- La France préfère-t-elle qu'on en sache moins sur la Crimée? - sputniknews.com

En 2015, les autorités françaises ont plus d'une fois annulé la projection du film russe "Crimée. Retour à la Patrie".

A Strasbourg en juin, à Nice en septembre, à Cannes en novembre et à Bordeaux le 11 décembre: quatre fois d'affilé des autorités municipales françaises auront trouvé prétextes à ne pas montrer au grand public le film "Crimée. Retour à la Patrie".

Depuis la démonstration du documentaire à Paris, en été, le Centre de Russie pour la science et la culture à Paris a reçu plusieurs lettres réclamant d'interdire la projection du film.

Ainsi, les représentants de la commune ukrainienne de France "Euromaïdan Bordeaux" ont collecté 1372 signatures afin de rédiger une pétition pour annuler la projection qui devait avoir lieu le 11 décembre.

L'ambassade d'Ukraine en France a largement applaudi l'initiative et a remercié les activistes ukrainiens pour leur "position civile active" ainsi que pour leur contribution à la vie culturelle de Bordeaux.

"Un grand nombre de personnes attendait la projection du film car les Européens ont besoin de découvrir un autre point de vue sur l'histoire de la réunification de la Crimée avec la Russie", estime la directrice du festival "France-Russie" et organisatrice de la projection du film "Crimée. Retour à la Patrie" à Bordeaux, Daria Tsoukanova.

"Crimée. Retour à la Patrie" relate les événements dramatiques qui se sont déroulés dans la péninsule au printemps 2014.

Les auteurs du film ont réalisé deux interviews avec le président russe Vladimir Poutine qui dévoile des détails inédits du rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie.

Le documentaire présente en outre une reconstitution de l'opération spéciale visant à exfiltrer d'Ukraine en Russie le président ukrainien Viktor Ianoukovitch, renversé par une révolte populaire en février 2014.

Réalisé par Andreï Kondrachov, le film est sous-titré en français. sputniknews.com 16.12

- L'Ukraine introduit un moratoire sur le remboursement de sa dette à la Russie - sputniknews.com

L'Ukraine introduit un moratoire sur le remboursement de sa dette de 3 mds USD envers la Russie.

Le gouvernement de l'Ukraine a introduit un moratoire sur le remboursement à la Russie de sa dette de 3 milliards de dollars, dont l'échéance expire le 20 décembre prochain, a annoncé vendredi le premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk.

"Dès aujourd'hui, le gouvernement ukrainien introduit un moratoire sur le remboursement de la soi-disant dette à la Russie (…). Le moratoire porte sur le remboursement de 3 milliards 75 millions de dollars d'obligations achetées par la Russie", a déclaré M.Iatseniouk lors d'une réunion du gouvernement.

Et d'ajouter que le gouvernement suspendait également le remboursement des dettes de certaines compagnies ukrainiennes publiques vis-à-vis des banques russes.

"Par ailleurs, le gouvernement de l'Ukraine introduit un moratoire sur le remboursement des 507 millions de dollars que deux sociétés ukrainiennes — Ioujnoïé et Oukravtodor — doivent aux banques russes. Dès aujourd'hui, les remboursements sur toutes ces dettes totalisant 3 milliards 582 millions de dollars vis-à-vis de la Russie sont suspendus jusqu'au moment de nos propositions sur le rééchelonnement ou d'une décision judiciaire appropriée", a indiqué le chef du gouvernement.

Et de souligner que Kiev était prêt, le cas échéant, à une "procédure judiciaire avec Moscou".

Le conseil des directeurs du Fonds monétaire international (FMI) a reconnu la dette ukrainienne envers Moscou de 3 milliards de dollars comme souveraine, et non commerciale.

Quoi qu'il en soit, le FMI a modifié les conditions d'octroi de crédits stipulant l'interdiction d'accorder ces derniers aux débiteurs menacés de défaut sur leur dette souveraine. Le Fonds a décidé mardi dernier de modifier cette règle pour l'Ukraine qui est sur le point de faire défaut vis-à-vis de la Russie.

Le président russe Vladimir Poutine a chargé son gouvernement de traduire l'Ukraine en justice si ce pays ne rembourse pas sa dette avant le 20 décembre. sputniknews.com 18.12

Dossier Syrie

Ceci...

- Syrie :le groupe Etat Islamique repoussé par les Kurdes - euronews.com

- L'armée irakienne repousse Daesh de Ramadi - euronews.com

... explique cela...

- Syrie: Obama réaffirme qu'Assad doit partir - AFP

- Human Rights Watch fait entendre la voix des Syriens morts dans les geôles d'al-Assad - AFP

- Syrie : Le régime accusé d'attaques chimiques - Liberation.fr

- Syrie: 46 civils tués dans des raids probablement russes - AFP

- L'aviation russe frappe plus de 200 cibles de Daech en 24H - sahartv.ir

Les forces aériennes russes ont frappé plus de 200 cibles de Daech en 24 heures, selon le ministère russe de la Défense. L'aviation russe a effectué, en 24 heures, 59 sorties militaires en Syrie, en frappant plus de 200 cibles terroristes dans sept provinces syriennes.

"Ces dernières 24 heures, les avions des forces aériennes russes en Syrie ont réalisé 59 sorties et ont frappé 212 cibles dans les provinces d'Alep, d'Idleb, de Lattaquié, d'Hama, d'Homs, de Raqqa et d'Hassaka", a déclaré à Lattaquié le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, aux journalistes. Les avions militaires russes ont d'ailleurs tué plus de 300 terroristes ainsi que détruit 34 véhicules blindés appartenant aux terroristes.

"Plus de 320 terroristes et 34 véhicules blindés, y compris deux chars, un véhicule de combat d'infanterie, 15 Jeep équipés de mitrailleuses DShK de gros calibre ont été éliminés", a précisé M. Konachenkov.

Selon lui, les terroristes subissent toujours de grandes pertes humaines et techniques. Des Su-34 russes ont bombardé une colonne de 15 camions-citernes transportant du carburant dans la province d'Hassaka et 94 dans celle de Deir Ez-Zor. "Afin de miner les sources de revenu des terroristes, des bombardiers russes Su-34 ont éliminé, dans les alentours de Deir Ez-Zor, 94 camions-citernes transportant du carburant", a également affirmé M. Konachenkov. sahartv.ir 16.12

- Daech propage des insectes qui "mangent de la chair"? - sputniknews.com

Selon Daily Mail, les terroristes de Daech propagent des insectes qui "mangent de la chair" en Syrie, en jetant des corps moisissants dans les rues.

Le groupe terroriste Etat islamique (EI) est responsable de la propagation en Syrie de la leishmaniose, une maladie cutanée qui touche la peau, se propage rapidement et peut provoquer la mort, affirme le quotidien britannique le Daily Mail se référant au Croissant rouge du Kurdistan.

"La propagation rapide de la leishmaniose est le résultat des actes abominables de l'EI qui tue des gens innocents et jette leurs corps moisissants dans les rues", a déclaré Dilqash Isa, du Croissant rouge du Kurdistan, cité par le journal.

Selon les défenseurs des droits de l'homme, plus de 500 cas de leishmaniose ont été enregistrés en Syrie ces derniers 12 mois.

Il n'existe encore aucun médicament ou vaccin protégeant de cette maladie transmise par la piqûre de certaines espèces de phlébotomes infectés, des insectes plus petits que le moustique dont la morsure est difficile à remarquer. La leishmaniose se transmet également par transfusion sanguine ou encore par échange d'aiguilles. Les djihadistes se droguent beaucoup et ne respectent pas les règles d'hygiène, selon la presse britannique.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) déplore l'état désastreux du système syrien de la santé provoqué par la guerre civile. Selon l'OMS, 13 millions de Syriens ont besoin d'aide humanitaire et 58% des hôpitaux sont partiellement ou complétement détruits. sputniknews.com 16.12

- Syrie : les terroristes ont fui le Nord - sahartv.ir

En Syrie, les terroristes ont pris leurs jambes à leur cou, sur fond des opérations militaires de l'armée régulière, dans le Nord.

Les forces syriennes ont contraint, jeudi, les terroristes de Daech à se retirer des alentours de l'aéroport militaire de Kweires, en banlieue-Est d'Alep, à l'issue d'intenses affrontements. Les forces de sécurité ont, également, purifié de la présence des terroristes, leurs dernières positions, situées dans les villages et les cités proches de l'aéroport militaire. Grâce aux efforts inlassables des forces syriennes, l'aéroport militaire de Kweires a repris ses activités, et il servira de base, d'où l'aviation bombardera les positions des terroristes, dans certains quartiers d'Alep et en banlieue-Nord de cette ville.

Toutes les régions avoisinantes de cet aéroport militaire, ainsi que tous les villages et toutes les cités de cet aéroport sont, actuellement, contrôlés par les forces de sécurité. sahartv.ir 18.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Nigeria

- Le Nigeria manifeste contre le massacre de ses chiites. - sahartv.ir

Les Nigérians ont manifesté vendredi manière de condamner le crime commis par l'armée nigériane en massacrant les chiites.

Selon la dépêche de la chaîne Al-Alam, des manifestations d'envergure ont été organisées dans diverses villes du Nigéria dont à Kano, où les manifestants brandissaient des pancartes en condamnation du « samedi noir ». Dans les villes de Bauchi, Katsina et Gumbi des manifestations semblables ont eu lieu. A Kaduna des heurts ont eu lieu entre les forces de sécurité et les manifestants sur lesquels elles ont ouvert également le feu.

Les manifestants ont exigé des enquêtes transparentes sur la tragédie du « samedi noir » et réitéré la nécessité du châtiment des auteurs de ce massacre ainsi que la libération des détenus dont et surtout Cheikh Zakzaki. Ils ont aussi demandé aux forces de sécurité de mettre fin aux actes provocateurs ainsi qu'aux violations répétitives des adeptes d'Ahl-ul-Beït et du Mouvement islamique du Nigéria. sahartv.ir 18.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1.1- Smart: 97% des salariés acceptent de travailler 39 heures, payées 37 - AFP

Après plusieurs mois de débats houleux, plus de 97% des salariés de l'usine Smart d'Hambach (Moselle) ont finalement accepté un retour progressif et temporaire aux 39 heures, payées 37, a annoncé la direction de Smart France vendredi.

"Un peu plus de 97% ont accepté de signer l'avenant à leur contrat de travail pour une augmentation de leur temps de travail dès l'année prochaine", a déclaré à l'AFP Philippe Steyer, directeur des Ressources humaines de Smart France.

"On a vraiment quelque chose d'unanime au niveau des salariés de l'entreprise qui se sont engagés en faveur du pacte 2020", s'est réjoui M. Steyer.

A l'inverse, Didier Getrey, de la CFDT Métallurgie Moselle, a expliqué le pourcentage très élevé de salariés ayant accepté de signer cet avenant individuel par "le matraquage des salariés" par la direction.

"Ils les ont tellement apeurés, il y a eu de telles pressions, qu'on en arrive là", a-t-il déploré, soulignant que "Mme Winkler (Annette Winkler, directrice générale de Smart, NDLR) est intervenue il y a 15 jours auprès des salariés en leur expliquant que si les avenants n'étaient pas signés, au 1er janvier 2017 ils fermeraient l'entreprise".

"Comment peut-on obliger les salariés à passer à 39 heures, alors que sur l'année 2014, le niveau d'activité du site restreint la durée du travail à 33 heures/semaine et qu'à ce jour l'activité n'a toujours pas augmenté?", s'est étonnée la CGT métallurgie dans un communiqué, estimant que "l'enjeu de la direction de Smart est bien d'accroître la rentabilité financière par le biais de la flexibilité du travail".

Depuis plusieurs mois, la direction de l'usine d'Hambach essayait de faire passer le "Pacte 2020", qui prévoit notamment un retour progressif aux 39 heures travaillées payées 37, avant un rétablissement des 35 heures en 2021, et une diminution des jours de RTT pour les cadres. En échange, elle s'est engagée à ne procéder à aucun licenciement économique d'ici à 2020.

Un référendum interne, purement consultatif, avait été organisé en septembre dans cette usine, au cours duquel 56% du personnel s'étaient prononcés pour le pacte.

Ce chiffre montait à 74% pour les cadres, employés, techniciens et agents de maîtrise, mais tombait à 39% pour les ouvriers, révélant des dissensions.

Quelques semaines plus tard, le pacte avait été mis en échec par la CGT et la CFDT, représentant 53% des salariés.

La direction avait alors réagi en distribuant, le 10 décembre, des avenants individuels à leur contrat de travail à tous les salariés, qui disposaient de 8 jours pour les accepter ou les refuser. AFP 18.12

1.2- Galeries Lafayette: les salariés de province mobilisés contre les discriminations salariales - AFP

L'appel à la grève dans les magasins de province et de banlieue des Galeries Lafayette pour protester contre des mesures salariales "discriminatoires" s'est traduit vendredi par de nombreux rassemblements de salariés devant les magasins en régions, selon des sources syndicales.

Dans certains magasins, la mobilisation a concerné "60% à 70%" du personnel, s'est félicité Frédéric Hacquard (CFDT). Dans d'autres points de vente, en revanche, le mouvement a été beaucoup moins suivi, a-t-il ajouté.

Le responsable syndical a cité comme magasins particulièrement mobilisés ceux de Bordeaux, Belfort, Besançon, Grenoble, Angers, Lorient, Nantes ou Nice. Les salariés se sont rassemblés "en moyenne de midi à 15h30" devant l'entrée des magasins, avec distribution de tracts.

Selon Patrick Lafond (FO), à Lyon-Bron, le rassemblement, de 14h00 à 16h00, a concerné près de 60% des salariés (plus de 90 sur 160), "toutes générations confondues". A Bordeaux, 190 salariés se sont mobilisés, a-t-il précisé, citant aussi Biarritz et Grenoble.

Cet appel à la grève, à l'initiative de tous les syndicats (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC) - une première selon la CFDT -, faisait suite notamment au versement récent d'une prime de 1.000 euros aux seuls salariés des Galeries Lafayette Haussmann, vaisseau amiral du groupe situé à Paris.

Lors des négociations annuelles obligatoires (NAO), les salariés du magasin Haussmann ont aussi obtenu une augmentation générale de 1%, contre 0,5% pour ceux de tous les autres magasins (Lafayette Gourmet, Montparnasse, banlieue et province, regroupés au sein de l'entité Magasins Galeries Lafayette, MGL).

"La prime de 1.000 euros, c'est vraiment la goutte d'eau qui a fait déborder le vase", a estimé M. Hacquard.

"3.000 salariés" sur les quelque 5.700 de l'entité MGL "avaient signé la pétition demandant qu'on leur attribue à eux aussi une prime de 1.000 euros", a ajouté M. Lafond.

Les syndicats demandent un "accord qui garantisse des mesures concrètes et équitables pour l?amélioration des conditions de travail et du pouvoir d'achat des salariés". AFP 18.12

1.3- Grève dure chez Latécoère - legrandsoir.info

130 ouvriers de l'usine Latécoère (Toulouse et Gimont) sont en grève illimitée. C'est la première fois depuis 1972.

Au capital de cette entreprise historique (endettée) sont entrés le 30 avril 2015, à hauteur de 25% deux fonds d'investissement anglo-étasuniens : Apollo Global Management (5ème au monde, 22 milliards de dollars en cinq ans) et Monarch Alternative Capital (5 milliards de dollars en 2015), dont l'objectif officiel est de secourir les entreprises en détresse ! Ces fonds ont apuré une dette de 320 millions d'euros. Quant à Apollo, il se qualifie d'« anticonformiste », apte à « libérer les potentialités ».

Les premières décisions prises par les nouveaux actionnaires ont mis le feu aux poudres : augmentation de la rémunération des membres du conseil d'administration, attribution d'actions gratuites aux dirigeants pour un montant d'environ 10 millions d'euros. Dans le même temps, les salaires ont été gelés deux fois en cinq ans (la CGT demandait une augmentation générale – phénoménalement scandaleuse – de 50 euros) alors que l'usine tournait à plein régime et que les finances du groupe étaient en très bonne voie d'assainissement.

Dans cette entreprise, un ouvrier gagne 1 400 euros net par mois après dix ans d'ancienneté. De nombreux emplois ont été délocalisés au Mexique et au Maroc. Aucun nouveau projet d'avion n'est prévu avant dix ans dans ce bijou de l'industrie française, n° 1 au monde pour les portes d'avions.

Le dialogue social a été complètement interrompu, la « mobilité » est encouragée et les travailleurs doivent respecter des « objectifs » dont ils ne comprennent pas le sens. La baisse du pouvoir d'achat est réelle, tout comme les humiliations subies par les employés.

FO, syndicat majoritaire, ne s'est pas associé au mouvement (quoique « en colère »), préférant attendre les négociations de début 2016. En 2015, FO, en compagnie de la CGC, avait accepté un gel des salaires « afin de faciliter l'opération de restructuration du capital ». legrandsoir.info 14.12

2- Grèce

- Grèce : Alexis Tsipras renonce à son plan anti-austérité - latribune.fr

Sous la menace des créanciers, le gouvernement grec a renoncé à proposer un "programme parallèle" pour faire pendant aux mesures d'austérité qui lui ont été imposées.

La bonne volonté du gouvernement grec n'aura pas duré une semaine. Lundi 14 décembre, un projet de « programme parallèle » a été soumis aux députés grecs. Ce programme avait pour but de compenser les mesures d'austérité réclamées par les créanciers et que le gouvernement avait fait adopter depuis juillet dernier. Ce jeudi 17 décembre, le texte a été retiré. Selon des médias grecs, la cellule technique de l'Eurogroupe, l'Euro working group (EWG) aurait rejeté ce programme. Un rejet qui menaçait de compromettre la libération du milliard d'euros que le vote de mesures par la Vouli, le parlement grec, mardi, permettait d'envisager.

Fonctionnement normal du mémorandum

Pour ne pas prendre le risque de ne pas avoir cet argent, le gouvernement a donc fait marche arrière. Alexis Tsipras, le premier ministre grec, fait ici l'expérience concrète de l'application du troisième mémorandum qu'il a signé le 19 août dernier. Ce texte faisait explicitement référence à la nécessité pour l'exécutif hellénique de ne prendre aucune mesure budgétaire

supplémentaire sans l'aval des créanciers. Privé de cet aval dans le cadre de son « programme parallèle », le gouvernement grec a dû logiquement renoncer à son projet.

Le détail du programme envisagé

Que voulait faire Alexis Tsipras ? Le texte comprenait plusieurs mesures. La première consistait à pouvoir donner une couverture médicale à ceux qui ne sont pas couverts par la sécurité sociale. Le gouvernement Tsipras entendait aussi développer dans les mairies et les préfectures de cellule de soutien aux « personnes vulnérables. » La soupe populaire payée par l'Etat devait être élargie et prolongée d'une année. Une « facture sociale » d'électricité, permettant des baisses pour les ménages les plus fragiles, était aussi envisagée. Enfin, dans l'éducation, Athènes voulait développer les classes de soutien.

Pourquoi les créanciers ne veulent pas de ce programme

L'Euro working group aurait évalué le coût de ce « programme parallèle » à un milliard d'euros. Un coût qui semble très élevé. En mars, un programme plus ambitieux de lutte « contre l'urgence humanitaire » avait été évalué à 200 millions d'euros. Ceci est d'autant plus étonnant que le gouvernement grec en novembre a affiché un excédent primaire de 4,4 milliards d'euros contre un objectif de 2,6 milliards d'euros. Autrement dit, le gouvernement d'Alexis Tsipras joue les bons élèves budgétaires et est en passe de faire mieux que les objectifs. Mais le mémorandum ne prévoit pas pour autant de « récompenser » ces « succès. » Toute mesure budgétaire doit avoir l'imprimatur des créanciers et si ces derniers jugent que des dépenses remettent en cause les objectifs à moyen terme, ils peuvent les refuser. Du reste, le mémorandum prévoit aussi qu'en cas de dépassement des objectifs, les excédents dégagés iront, pour un quart, au remboursement de la dette.

Des motivations politiques

En réalité, ce plan « parallèle » n'est pas du goût des créanciers qui avait déjà tenté en mars de bloquer l'adoption du premier texte sur l'urgence humanitaire. La raison en est fort simple. La logique du « programme » est de réduire les dépenses sociales afin d'ancrer la baisse des dépenses publiques, mais aussi de favoriser la compétitivité. Ces dépenses sont jugées inutiles et contre-productives de ce point de vue. Mais l'objectif est aussi politique : avec ce « programme parallèle », Alexis Tsipras tentait de rassurer sa base électorale sur sa capacité à « compenser » la dureté des mesures adoptées et qui restent à adopter, notamment la très douloureuse réforme des retraites à venir.

En coupant ainsi à Alexis Tsipras toute possibilité de « servir sa base », les créanciers prouvent que, malgré la très bonne volonté de ce gouvernement, le combat politique n'est pas terminé. Les créanciers ont dû, il est vrai, négocier ferme sur la question des expulsions des résidences principales et sur la question des créances douteuses. Les créanciers entendent logiquement ne faire aucun « cadeau » au gouvernement grec. En bloquant ce programme, ils montrent l'étendu de leur pouvoir et affirment ainsi qu'ils sont les vrais maîtres de la Grèce.

Bonne ou mauvaise nouvelle ?

Ce retrait du « programme parallèle » met en lumière la quasi-inexistence de toute marge de manœuvre pour Alexis Tsipras. Est-ce une mauvaise nouvelle pour lui ? Sans doute, car sa capacité d'action est nulle et cela nuit à son discours de « bouclier » contre l'austérité qu'il porte depuis la signature du mémorandum. Mais cette impuissance peut aussi l'absoudre d'une partie de la responsabilité qui, de fait, se reporte sur les créanciers. Elle pourrait aussi justifier la volonté d'Alexis Tsipras d'en finir le plus rapidement possible avec le programme afin de reprendre une certaine liberté d'action. Un pari à haut risque, car l'effet des mesures prises ne s'est pas encore fait sentir sur l'économie du pays qui absorbe encore difficilement le choc de la crise de juillet dernier. latribune.fr 17.12

ECONOMIE

1- Fed

- Etats-Unis : la Fed relève ses taux - euronews.com

C’est une décision historique : la Réserve fédérale américaine a relevé son taux directeur d’un quart de point, sa première hausse depuis juin 2006. Il fluctuera donc désormais entre 0,25 et 0,50 %.

Pour la présidente de la Fed, Janet Yellen, cette décision consacre les progrès réalisés par l‘économie américaine. “ Cette action marque la fin d’une période exceptionnelle de sept ans pendant laquelle le taux des fonds fédéraux a été maintenu proche de zéro pour aider l‘économie à se remettre de la pire crise financière et récession depuis la Grande dépression,” a-t-elle déclaré. “ Le Comité est confiant quant à la capacité de l‘économie à se renforcer davantage. L‘économie revient de très loin, même si la

reprise n’est pas encore terminée. “

La Fed s’est fixé pour objectif de porter graduellement son taux directeur autour de 1,4 % d’ici fin 2016. Elle a insisté sur le fait que sa politique monétaire resterait accommodante.

Le tour de vis monétaire était largement anticipé par les marchés dans la mesure où les principaux indicateurs macroéconomiques étaient au vert. Le PIB était en hausse de 2,1 % au troisième trimestre, l’inflation hors énergie et alimentation s‘établissait à 2 % en novembre, quant au taux de chômage, il est stabilisé à 5 % depuis octobre, son plus bas niveau en 7 ans. euronews.com 16.12

On sait que tous leurs indices sont faux, le chômage tournant autour de 20% par exemple...

On retiendra : la politique monétaire de la Fed restera "accommodante"...

2- FMI

- FMI : les Etats-Unis acceptent enfin de renforcer le rôle des pays émergents - Latribune.fr

Le Congrès américain a ratifié la réforme adoptée en 2010 par le FMI visant à accorder un poids plus important aux pays émergents dans les décisions de l'institution monétaire. Cette réforme était bloquée par le refus des parlementaires américains de ratifier le texte.

Le Congrès des Etats-Unis a approuvé vendredi une vaste réforme du Fonds monétaire international (FMI), qui renforce le poids des pays émergents et qui était suspendue au feu vert américain depuis de nombreuses années.

Adoptée en 2010 par les 188 Etats-membres du Fonds en pleine crise financière, cette refonte conduira également à doubler les ressources permanentes du FMI (quote-parts) en les portant à quelque 660 milliards de dollars.

Les FMI exaspéré

Son entrée en vigueur, prévue pour la fin 2012, était gelée par le veto de fait du Congrès des Etats-Unis, suscitant l'exaspération croissante des pays émergents et du FMI lui-même qui craignait pour sa "crédibilité". Le feu vert américain va rebattre légèrement les cartes au sein du conseil d'administration du Fonds - l'instance de direction qui se prononce notamment sur les plans d'aide - pour mieux refléter la montée en puissance des grands pays émergents au détriment des puissances occidentales.

A l'heure actuelle, la Chine, deuxième puissance économique mondiale, dispose de moins de 4% des droits de vote au FMI, à peine plus que l'Italie dont l'économie est pourtant cinq fois plus petite. Après la réforme, Pékin verra son poids quasiment doubler à plus de 6% et sera le grand vainqueur d'un texte qui renforce également, dans une moindre mesure, les droits de vote de l'Inde (2,3% à 2,6%), du Brésil (1,7% à 2,2%) ou de la Russie (2,3% à 2,6%).

L'influence de Washington intacte

Avec 16,5% des droits de vote, les Etats-Unis resteront toutefois le premier actionnaire de l'institution et continueront d'avoir un droit de veto sur les plus importantes décisions. En donnant son feu vert, le Congrès a toutefois indiqué qu'il renforcerait son contrôle sur les prêts accordés par le Fonds et sur le mode de fonctionnement de l'institution.

En cas de prêt exceptionnel à un pays en crise, le représentant américain au FMI ne pourra ainsi donner son accord qu'après avoir informé les élus sur les détails du plan d'aide et sur la viabilité de la dette du pays renfloué.

Aux termes du compromis, les Etats-Unis devront également faire pression pour que le FMI supprime l'"exception systémique" qui avait été créé en 2010 afin de prêter davantage de fonds à la Grèce. Latribune.fr 18.12

3- Argentine

- Le peso argentin s'effondre après la levée du contrôle des changes - AFP

Le peso argentin s'est effondré jeudi face au dollar, au lendemain de la levée par le nouveau gouvernement libéral du contrôle des changes introduit en 2011 pour empêcher une fuite de devises.

Après de longues années d'administration de la monnaie, la Banque centrale a décidé de laisser flotter le peso, qui n'a pas

résisté longtemps : alors qu'il s'échangeait mercredi à la clôture contre moins de 10 pesos, le dollar en Argentine a ouvert à 15 pesos jeudi matin, soit un bond de plus de 50%, avant de légèrement reculer, autour de 14,5 pesos.

Ce cours d'ouverture était très attendu sur les écrans des bureaux de change de Buenos Aires.

Les analystes financiers ont prévenu que la journée serait marquée par une alternance de hausses et de baisses, après quatre ans de restrictions sur les changes.

Le nouveau gouvernement de Mauricio Macri a annoncé mercredi la levée de ce contrôle, mettant fin à un casse-tête pour les entreprises désirant importer et les particuliers souhaitant épargner ou se procurer des devises pour voyager à l'étranger.

C'était une promesse de campagne du président de centre-droit, qui a succédé le 10 décembre à Cristina Kirchner, au pouvoir depuis 2007.

"Nous allons faire ce que nous avons dit que nous allions faire durant la campagne : normaliser l'économie", a ainsi déclaré le ministre du Budget et des Finances, Alfonso Prat-Gay, avertissant que cette décision, permettant le rétablissement d'un taux de change libre entre le dollar et le peso, allait entraîner une dévaluation de la devise argentine.

L'ancienne présidente avait imposé un contrôle des changes en 2011, afin de freiner une fuite des devises affaiblissant les réserves de la Banque centrale de la république argentine (BCRA).

Ayant perdu confiance dans le système bancaire en raison de l'inflation récurrente et du gel de leurs comptes en dollars pendant la crise économique de 2001, les Argentins cherchaient à épargner en dollars à l'étranger ou à se procurer des billets verts pour les échanger au marché noir.

Depuis 2011, le contrôle des changes a provoqué l'émergence d'un taux de change parallèle, avec un dollar à près de 10 pesos au taux officiel, mais près de 15 pesos, au marché parallèle.

Le dernier épisode de dévaluation à deux chiffres remonte à janvier 2014. Le gouvernement avait dévalué la monnaie de près de 20% en deux jours en laissant flotter le peso.

Avant et après cette initiative, les années Kirchner ont été rythmées par des micro-dévaluations quotidiennes.

Avant la crise économique de 2001, le peso argentin a été parité avec le dollar pendant dix ans. Une mesure coûteuse qui a contribué au dépôt de bilan de la troisième économie d'Amérique latine.

Le nouveau président Macri, à la tête de ce pays au ralenti après une décennie de forte croissance, avait déjà supprimé lundi les taxes sur les exportations de céréales et réduit celle pesant sur les ventes de soja. Une taxe sur les exportations industrielles a également été éliminée.

Il a promis de "normaliser" l'économie, après douze années de protectionnisme.

La dévaluation de jeudi était "nécessaire", souligne l'économiste Nicolas Dujovne.

"La Banque centrale ne va pas intervenir, pour montrer que le peso arrive à un équilibre et qu'il ne sera pas nécessaire de faire une dévaluation supplémentaire", estime-t-il.

Selon lui, "la clé du succès de la dévaluation, c'est que le peso atteigne 14 à 15 pesos pour un dollar, que le gouvernement ne fasse pas marche arrière et que l'impact sur les prix ne soit pas trop élevé".

Haut de page

Le 20 décembre 2015

CAUSERIE

Mélenchon en sauveur du "*mouvement socialiste*" qu'incarnerait Hollande et le PS, il nous aura tout fait ce charlatan ! Et on est poli.

Le PS, le PCF, le PG et tous les parasites qui sont venus se greffer dessus étaient voués à être rejetés par l'immense majorité des travailleurs. Ce processus était prévisible, inévitable, infaillible évidemment, et nous avons tout fait pour ne pas en tenir compte, de notre côté nous le savions, nous l'avions souhaité ardemment et nous y avons travaillé avec résolution et constance, acharnement, à ceci près que ce discrédit intervient parmi les travailleurs malheureusement très tard, trop tard, nul ne le sait, la responsabilité en revient à ceux qui n'ont cessé de les ménager et de vouloir absolument leur faire jouer un rôle dans la lutte de classe au côté des travailleurs, alors qu'en réalité ils n'avaient eu de cesse de se placer au côté du régime.

Quel profit pensaient donc tirer ceux qui avaient adopté cette stratégie foireuse, catastrophique, à part la survie de leur propre appareil ou parti ? Combien de militants sont aujourd'hui capables d'en mesurer toutes les conséquences politiques ? En tireront-ils des enseignements pour la suite ? Rien n'est moins sûr, hélas !

Quand la gangrène s'est propagée malgré nous et qu'on en prend conscience, dès lors on a le choix entre la traiter sur le champ ou de la laisser prospérer sous prétexte qu'on ne pourra pas l'enrayer de sitôt, ce qui sera le meilleur moyen pour qu'elle se développe librement et finisse par vous emporter, c'est la stratégie suicidaire ou criminelle qu'avaient adoptée nos dirigeants qui a les entendre n'y sont naturellement pour rien, la fatalité quoi, autant dire que la barbarie devait triompher et que telle était leur conviction, partant de là nous n'avons rien à en attendre. On ne pensait pas si bien dire en disant aux travailleurs qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes, les militants peuvent en dire autant désormais en attendant des jours meilleurs...

Lu dans un article.

- " *Mais les médias ? Pourquoi ce silence ? Combien de tragédies faudra-t-il encore avant qu'enfin la sécurité des gens soit plus importante que les tabous de la realpolitik ?*"

Quelle naïveté, quelle crédulité, quelle confusion !

Entre nous cela fait plus de deux siècles que cela dure sans interruption, depuis que le capitalisme et la presse écrite existent. Comment peut-on demander à ceux qui ont une multitude de guerres à leur actif et ont envoyé leur peuple à la boucherie à deux reprises au cours du XXe siècle de bien vouloir prendre en compte "*la sécurité des gens*" ?

Le Net est rempli de ce genre de discours démogique ou conciliant envers un régime res

Ignorez-vous le rôle que remplissent les médias ?

Ignorez-vous que ce rôle ne tient pas du hasard ?

Ignorez-vous qu'ils n'ont jamais joué un autre rôle ?

Ignorez-vous que leur rôle leur est dicté par les tenants du régime ?

Ignorez-vous que ce sont les mêmes qui possèdent ou financent les médias ?

Ignorez-vous qu'ils partagent les mêmes intérêts ?

Ignorez-vous leur nature ?

Ignorez-vous celle du régime ?

Comment peut-on en arriver à un tel degré d'opportunisme ? Pourquoi ?

Pourquoi en arrive-t-on à cultiver ainsi des illusions dans un régime mafieux et monstrueux ainsi que les médias qui ne servent qu'à diffuser son idéologie criminelle ou sa propagande destinée à conditionner les masses exploitées ? Surtout après avoir dénoncé à divers reprises leurs "médiamensonges" ?

Parce que pour l'auteur de ce discours qui est loin d'être le seul, le régime capitaliste en place et ses institutions demeurent un horizon indépassable, parce qu'il ne peut pas envisager une société débarrassée du capitalisme et de ses institutions, c'est au-dessus de ses forces, aussi il ne lui reste plus qu'à s'y soumettre et à vouloir à tout prix leur faire jouer un rôle contre-nature qu'ils ne rempliront jamais.

Ensuite notre brave intellectuel de gauche décrochera. Il a balancé sa littérature qui se voulait en apparence radicale ou contestataire et il se fout de la suite, son analyse ne va pas plus loin, il ne se posera pas davantage de questions, à quoi bon, il

n'a fourni aucune réponse aux questions qu'il posait mais il a l'impression d'avoir dit quelque chose d'omportant, en fait il s'est contenté d'un banal constat, d'un vulgaire lieu commun qui ne coûtait rien ou n'engageait à rien.

Comment une telle confusion est-elle possible ?

C'est en réalité juste un aveu qui manifestement échappe à celui qui le formule. L'aveu que dans le passé ou jusqu'à présent l'auteur n'avait jamais cessé de placer tous ses espoirs dans le régime et les médias pour résoudre les problèmes auxquels la société était confrontée, à défaut de s'en remettre au prolétariat et au mouvement ouvrier pour s'en charger, et comme il ne peut pas se résoudre à s'en remettre aux masses exploitées et opprimées, il ne lui reste plus finalement qu'à se tourner vers ceux qu'ils dénoncent en affichant son impuissance.

Finalement il aura brassé du vent, il aura fait perdre leur temps à des milliers de lecteurs qui ne seront pas plus avancés, il aura fait pire en les renvoyant dans les bras du régime et des médias auxquels il aura rendu un fier service, puisque ceux qui nous gouvernent prétendent justement prendre des mesures liberticides pour assurer "*la sécurité des gens*" exhaussant le voeu pieux formulé par l'auteur de cet article, ainsi tout est dans l'ordre des choses, les voilà comblés ! Voilà comment on se présente en contestataire du régime... auquel finalement on sert la soupe à défaut d'adopter le socialisme.

En guise d'épilogue.

Des camarades m'écrivent et me disent qu'ils n'ont pas le temps de lire nos causeries qui habituellement tranchent avec ce genre de discours inutiles, dans la mesure où on ne borne pas à poser des questions histoire de se faire plaisir ou de passer le temps, encore moins de leur proposer des réponses qui n'ont jamais résolu aux questions auxquelles nous étions confrontés, notre obsession étant de déblayer le terrain et d'en finir avec la confusion qui s'est emparée du mouvement ouvrier et le mène à sa perte. Ils n'ont pas le temps parce qu'ils doivent se disperser et lire un tas de fadaises semblables à celles qu'on s'est servi comme support pour rédiger cet article.

Je serais curieux de voir quel est l'usage que font les militants d'Internet ? Le même que la télévision dont ils demeurent accrocs ? J'ai l'impression que je ne leur aie pas rendu un fier service en publiant des milliers d'articles ces dernières années. J'ai commis l'erreur de ne pas tenir compte qu'ils n'avaient pas forcément la capacité de les parcourir en quelques secondes pour n'en retenir que l'essentiel et de leur avoir fait perdre leur temps. Comme quoi les meilleures intentions ne sont pas forcément les bonnes et je le regrette. Si j'avais disposé de davantage de temps je ne me serais pas laissé aller à cette facilité, qui consistait à publier des articles sans même les avoir lus ou après les avoir parcourus trop rapidement. J'avais aussi publié tous ces articles pour montrer aux militants qui n'avaient pas vraiment le moral qu'ils étaient loin d'être les seuls dans le monde à se poser des questions sur le régime en place et qu'il n'y avait pas de raison de désespérer, même si je pensais le contraire sans forcément leur dire pour ne pas les démoraliser davantage.

On est passé de 226 articles publiés en août 2015 à moins de 50 du 10 novembre au 10 décembre. On continuera au même rythme. J'en ai sélectionné environ une quinzaine dans tout ce que j'ai lu depuis le 9 décembre que je mettrai en ligne demain. Je dois encore les relire.

Vous aurez remarqué que tous les projecteurs ont été braqués pendant environ deux semaines sur la COP 21, et que l'affaire a relativement bien fonctionné puisque tous y ont consacré moultes articles, des pages entières, alors qu'en réalité la question de l'environnement ou de l'écologie à la base ne devait servir qu'à détourner les travailleurs de la lutte des classes, les diviser et les distraire, les détourner des questions sociales autrement plus brûlantes pour des millions de travailleurs dont se foutent éperdument ceux qui s'intéressent aux questions environnementales, qui s'en remettent eux aussi aux représentants du régime pour les résoudre, alors qu'ils en sont responsables.

Qui a dit : "Tout cela n'a de rapport avec l'islam" ?

- « Il existe une douzaine de bonnes raisons en dehors de l'islam et de la religion pour lesquelles les relations entre l'Occident et le Moyen-Orient sont exécrables. La plupart de ces raisons sont bien connues : les croisades (une aventure économique, sociale et géopolitique occidentale), l'impérialisme, le colonialisme, le contrôle occidental des ressources énergétiques du Moyen-Orient, la mise en place de dictatures pro-occidentales, les interventions politiques et militaires occidentales sans fin, les frontières redessinées, la création par l'Occident de l'État d'Israël, les invasions et les guerres américaines, les politiques américaines biaisées et persistantes à l'égard de la question palestinienne, etc. Rien de tout cela n'a de rapport avec l'islam. Il est vrai que les réactions de la région sont de plus en plus formulées en termes religieux et culturels, c'est-à-dire musulmans ou islamiques. Ce n'est pas surprenant. Dans chaque grand affrontement, on cherche à défendre sa cause dans les termes moraux les plus élevés. »

Réponse : Graham E. Fulle, vice-président du National Intelligence Council de la CIA. (source : Investig'Action 15.12)

Révélateur. Manifestations interdites, sauf quand elles entrent dans la stratégie du gouvernement.

- Des centaines de personnes défilent à Paris pour soutenir migrants et sans-papiers - AFP

Quelque 900 personnes, selon la police, ont défilé samedi à Paris pour soutenir migrants et travailleurs sans papiers, à l'appel de plusieurs syndicats et associations, au son des tambours africains et de slogans lancés en afghan.

De Barbès à République, dans le nord-est de Paris, le cortège, organisé au lendemain de la journée internationale des migrants, rassemblait des associations d'aide aux étrangers et aux plus pauvres (Droits devant, le DAL, etc.), des syndicats (CGT, Union syndicale Solidaires etc.) et des mouvements politiques (Ensemble!, composante du Front de gauche).

Cette manifestation a été autorisée par la préfecture de police.AFP 19.12

ACTUALITE EN TITRES

Il y a les 7 et 9 janvier, puis le 13 novembre, à quand le prochain coup d'Etat terroriste avant mai 2017 ?

- La cote de François Hollande repart à la baisse - Reuters

- Cote de popularité de Hollande en baisse, forte hausse pour Pécresse et Bertrand à droite - AFP

Propagande officielle. Le matraquage quotidien.

- 82% des sympathisants de gauche pour un candidat unique à gauche en 2017 - AFP

- Présidentielle 2017: 61% des Français veulent un candidat à gauche unique - 20minutes.fr

- Deux Français sur trois pensent que le parti Les Républicains risque d'imploser - 20minutes.fr

- Pour 63% des Français, l'éviction de NKM est une mauvaise décision - Le Huffington Post

Quand on compare le traitement qu'ils accordent au PS et à LR, on s'aperçoit qu'ils prévilégient le PS, ils pour les sommets de la classe dominante. Sauf erreur de parcours de Hollande qui les pousserait à propulser Juppé ou Pécresse en lice contre M. Le Pen en 2017, Fillon et Sarkozy semblent grillés.

Le PS peut s'assurer du soutien ou de la neutralité de la pseudo-gauche et des dirigeants corrompus des syndicats, d'autant plus facilement que tous les partis ouvriers continuent de clamer que le PS serait de gauche, y compris ceux (PRCF, M'PEP) issus du PCF qui soudainement lui dénient ce statut tout en refusant de rompre avec le régime, ce qui permet de discréditer un peu plus l'idée au sein de la population laborieuse qu'il existerait une alternative politique crédible au PS et à sa politique à gauche, ce qui permet au PS d'appliquer sa politique réactionnaire et de continuer de jouer son rôle de fossoyeur de l'ensemble du mouvement ouvrier et du socialisme, fonction que ne peut évidemment pas remplir LR.

Cela permet aussi de pousser un nombre toujours plus grand de travailleurs dans les bras de l'extrême droite, menace que le PS agitera ensuite tout en se présentant comme le dernier recours pour sauver la démocratie et la République alors qu'il en est également le fossoyeur numéro 1.

Il fallait oser le dire.

- Critiquer les États-Unis, d'accord, mais pas n'importe comment - Slate.fr

La superpuissance mondiale commet des erreurs qu'il convient de pointer. Mais il ne faut pas systématiquement lui reprocher tous les maux de la planète, au risque de saper la démocratie et les libertés. Slate.fr 19.12

Ils font la loi

- JP Morgan va verser plus de 300 millions pour solder des litiges - Reuters

- Une force de maintien de la paix au Burundi même sans l’accord du président - euronews.com

Qui tire les ficelles de la marionnette Erdogan ?

- Irak: Après l'appel d'Obama, la Turquie annonce le retrait de ses troupes - 20minutes.fr

- Navire de guerre russe déployé au large de la Turquie - sahartv.ir

Stratégie du chaos et de la guerre. Les masques tombent et imposture grotesque

- La Turquie et l'Europe ferment leur ciel à l'aviation stratégique russe - sputniknews.com

Les pilotes russes engagés dans la lutte contre les terroristes en Syrie ont été obligés d'établir leur itinéraire en contournant l'Europe, cette dernière ayant fermé son ciel à leurs avions.

Les pays européens et la Turquie ont fermé leur espace aérien aux bombardiers stratégiques russes effectuant des frappes sur les positions de l'Etat islamique (Daech) en Syrie, a annoncé samedi aux journalistes le commandant en chef adjoint de l'aviation stratégique, le général Anatoli Konovalov.

Selon lui, ce facteur a poussé les pilotes à construire leur itinéraire en contournant l'Europe.

"Nous avons utilisé la base d'Olenegorsk, en Arctique, notre aérodrome le plus septentrional. Cette option était la seule qui nous permettait de remplir la mission, car l'Europe et la Turquie avaient fermé leur espace aérien à nos bombardiers", a déclaré le général Konovalov.

Il a ajouté que même dans ces conditions, l'aviation stratégique russe s'était montrée à la hauteur de sa tâche. sputniknews.com 19.12

- La blague de Riyad, par Houari Achouri - sahartv.ir

Etre un acteur de guerre de premier plan et vouloir rassembler les pays «qui aiment la paix», c'est l'exploit réalisé par l'Arabie Saoudite. Mieux, le régime saoudien prétend que son initiative vise à combattre Daech. On ne se trompe pas, il s'agit de la même Arabie Saoudite qui s'apprête à décapiter un poète pour apostasie, en fait pour avoir critiqué le régime moyenâgeux de Riyad ; ce régime qui torture, qui flagelle, qui traite la femme comme un objet, et qui, en matière de terrorisme, en a produit l'idéologie, le wahhabisme, propagé partout où il sévit. Et l'information qui suit ressemble à une blague : l'Arabie Saoudite a formé une coalition… antiterroriste de 34 pays musulmans, où l'on trouve le Qatar et la Turquie, de la même engeance, qui encouragent les groupes terroristes en Syrie et ont contribué à ce qu'ils s'installent en Libye, particulièrement Daech que cette coalition prétend combattre.

Heureusement, notre pays ne participe pas à cette tragi-comédie, ni l'Iran, et encore moins l'Irak et, naturellement, la Syrie qui sont aux avant-postes de la lutte antiterroriste. Mais on y trouve les Comores et les Maldives. Le centre de commandement est basé dans la capitale saoudienne, tout comme l'autre coalition, arabe celle-là, que dirige aussi l'Arabie Saoudite et qui est engagée dans une des guerres les plus sales, et de surcroît sans issue, contre le Yémen, musulman, voisin. Il faut rappeler que le régime saoudien est partie prenante dans la coalition pro-occidentale, dirigée par les Etats-Unis, qui fait semblant de combattre Daech en Syrie et en Irak.

Cette fébrilité saoudienne n'est certainement pas étrangère aux pressions exercées par les dirigeants américains pour amener Riyad à redorer son blason pour offrir un aspect plus présentable en tant qu'allié des pays occidentaux. On a vu comment l'opinion publique française a réagi après les attentats de Paris du vendredi 13 novembre en exigeant de son gouvernement qu'il révise sa position à l'égard du régime saoudien. sahartv.ir 19.12

Dossier Turquie

- Une tentative saoudienne de légitimer le terrorisme? - sputniknews.com

Commentant la création de la coalition antiterroriste saoudienne, des experts et des journalistes turcs estiment qu'on pourrait difficilement se remettre au pays responsable de la création du terrorisme islamique quand il s'agit de la lutte antiterroriste.

Des experts pensent que la nouvelle alliance pourrait avoir d'autres objectifs que la lutte contre Daech puisque l'Iran, la Syrie et l'Irak n'ont pas adhéré à la coalition saoudienne alors que la lutte contre les djihadistes se déroule principalement sur le territoire syrien et irakien.

En Turquie qui participe à la coalition, certains journalistes ont courageusement pris la liberté de critiquer leur gouvernement malgré

la censure sévère existant dans le pays.

"Contre qui cette nouvelle alliance a-t-elle était créée? ", demande un journaliste du quotidien turc BirGun, Can Ugur. "Vu la situation dans la région, les pays comme l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie n'ont aucun problème avec le djihadisme. Le nom même de la coalition +La coalition islamique contre-terroriste+ démasque sa vraie nature", estime-t-il.

M.Ugur pense que la création de la coalition dirigée par Riyad aurait pour but d'éviter de placer les "djihadistes modérés", qui reçoivent un support considérable des pays de Golfe et de la Turquie, sur la liste des groupes terroristes en Russie et en Occident.

L'expert estime également qu'il est bien probable que l'Arabie saoudite cherchera à présenter des groupes islamistes en Syrie en tant qu'opposition légitime. Par exemple, les "djihadistes modérés" pourraient inclure les Turkmènes de Syrie grâce auxquels la Turquie justifie sa présence en Syrie.

"Nous pouvons ainsi assumer que c'est une tentative d'influer sur la reconstruction de la région sous le drapeau d'islam, en mettant l'accent sur les différences idéologiques et culturelles", souligne M. Ugur.

Selon Benhul Ozkan, professeur des relations internationales de l'Université de Marmara, l'Arabie saoudite symbolise la crise du monde islamique. Il suppose que "les Etats-Unis et l'Europe soutiendront sans doute la coalition saoudienne", dirigée par le pays qui "personnifie la crise du monde islamique dans tous les sens du mot". M.Ozkan souligne que de cette manière l'Occident et les Etats-Unis ne feront qu'empirer la situation.

"Quels sont les valeurs de l'Arabie saoudite? Quel type de système politique apparaîtra en Syrie, en Irak et en Libye sous le commandement saoudien? Laisser la solution du problème dans les mains du régime totalitaire saoudien n'est qu'une illusion", constate-il. sputniknews.com 19.12

- Le ministre irakien des A.E refuse de rencontrer son homologue turc - sahartv.ir

«Ibrahim al-Jaafari, le ministre irakien des Affaires étrangères, a refusé, à New York, de rencontrer son homologue turc, sous la médiation des Etats-Unis», a-t-on appris de Sumeriya news.

A la suite de la pénétration, par les forces turques, du Nord de l'Irak et du refus de la Turquie de se retirer du territoire irakien, les relations turco-irakiennes se sont tendues. sahartv.ir 19.12

-La Talibanisation de la Turquie - sahartv.ir

Devinette : je suis un grand pays musulman, puissance militaire et économique régionale, allié historique de l'Occident contre les Russes, dirigé, tour à tour, par des militaires putschistes et des gouvernements élus. Ajoutons que je suis sunnite et je ne suis pas arabe.

Qui suis-je ? Vous pensez, sans doute, à la Turquie. Et vous avez raison. Cette définition s'y applique à merveille. Mais ce n'est pas ce pays que je considérais. C'est le Pakistan, la clef de cette devinette. Le «pays des purs» fut forgé, dans les épreuves de la lutte d'indépendance indienne. Les Musulmans indiens avaient droit à une patrie : le projet était séculier et moderniste. D'ailleurs l'ossature du Pakistan, c'est l'armée qui la fournit. L'alliance avec l'Occident, les Britanniques, d'abord, les Américains, ensuite, fut un autre pilier tout trouvé, contre le tiers-mondisme de l'Inde de Nehru, et plus tard, contre l'avancée des Soviétiques, en Afghanistan.

Et l'Islam ? Ce fut, surtout, un élément identitaire, un liant unifiant les diverses composantes de la nouvelle nation. Le Pakistan présente plusieurs similitudes avec la Turquie : un Etat moderne, né, presqu'artificiellement, d'une guerre d'indépendance, héritier d'un vieil empire islamique, (les Ottomans, pour les uns, les Grands Moghols, pour les autres), l'armée, comme unificateur de la nation, l'alliance indéfectible avec l'Occident. La comparaison entre les deux pays s'est rompue, dans le tournant des années 1970 et 1980.

La Turquie, malgré les soubresauts du terrorisme gauchiste, des coups d'états militaires, de l'insurrection kurde, prenait un sentier de stabilisation économique et politique, pendant que le Pakistan s'enfonçait dans le délitement mafieux, la communautarisation armée, et l'installation d'une sorte de guerre civile permanente et de basse intensité. La divergence entre les deux pays s'explique par la guerre d'Afghanistan. Le Pakistan y joua un rôle fondamental et trouble. Il appuya l'effort occidental et soutint les moudjahidin contre les Russes. Mais, à la suite du retrait soviétique, il poursuivit une politique ambiguë, soutenant les Talibans et s'empêtrant dans des contradictions intérieures fatales. Le résultat, c'est ce qu'on a appelé la «talibanisation» du Pakistan. Croyant manipuler l'Etat islamique de Kandahar, le Pakistan s'est contaminé lui-même. Il est possible, si Erdogan continue son jeu ambivalent, en Syrie, que la Turquie subisse la même métamorphose.

Croyant manipuler les différents acteurs de la guerre civile syrienne, Ankara s'impose des transformations internes : recours à

«l'Etat profond», (services secrets et mafias, meurtres extrajudiciaires…), influence culturelle accrue des groupes islamistes, autoritarisme de l'exécutif. La «démocratisation» de la Turquie, dans les années 2000, se fit au prix d'un refus des diplomaties troubles : Ankara ne participa pas à la guerre de Bush Fils contre l'Irak, renoua des liens amicaux et complémentaires avec la Syrie, se rapprocha de l'Iran. Bref, la Turquie démocratique considéra, démocratiquement, les pays voisins, comme des égaux. Le néo-ottomanisme d'Erdogan a, d'ores et déjà, perturbé cette géométrie.

La Turquie considère, désormais, le Moyen-Orient arabe, comme un désert politique, où se projettera sa future puissance. Paradoxalement, elle risque de s'y engluer elle-même. Comme la talibanisation du Pakistan, dans les années 2000, la «daechisation» de la Turquie est, aujourd'hui, hélas, une hypothèse plausible. sahartv.ir 19.12

Dossier Syrie

- Syrie : les revers cuisants des terroristes face à l'armée - sahartv.ir

En Syrie, les militaires de l'armée régulière ont infligé des coups durs aux terroristes, au cours de différentes opérations.

Les militaires de l'armée syrienne se sont engagés vendredi dans d'intenses affrontements les opposant aux terroristes, dans les différentes localités dont le Nord de la province de Lattaquié, située dans l'Ouest de la Syrie. Les terroristes ont essuyé d'importants revers au cours de ces opérations.

L'armée a également poursuivi sa progression dans le Nord de la province de Lattaquié et elle est arrivée à y libérer le mont stratégique d'Al-Noba. Dans le même temps, la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadeen a annoncé l'arrivée des membres du Croissant-Rouge syrien dans les deux villes de Kafaria et d'Al-Foua, situées à Idlib, afin de faire sortir 379 femmes en enfants, assiégés par les terroristes. Le Croissant-Rouge syrien y a aussi distribué des denrées alimentaires. sahartv.ir 19.12

- "Obama a du mal à prendre une décision concernant la fin de la guerre, en Syrie" (Chuck Hagel) - sahartv.ir

«Au moment où la Maison Blanche pouvait prendre une décision ferme, sur la fin de la guerre, en Syrie, elle a opté pour des options inefficaces», a déclaré Chuck Hagel, l'ancien secrétaire américain à la Défense.

«Pour cette question, de multiples réunions ont eu lieu. Ces réunions n'étaient pas productives», a ajouté Hagel.

«Parfois, ces réunions duraient 4 heures. Je crois que nous ne parvenions pas souvent aux résultats escomptéx. D'une certaine manière, nous retardions certaines prises de décision. Il y avait, toujours, beaucoup de monde, dans la pièce où avait lieu la réunion», a-t-il ajouté.

Les déclarations de Hagel sont, en partie, similaires à celles des autres autorités américaines. La plupart de ces déclarations sont unanimes, pour dire qu'aucune de ces réunions marathon n'a abouti à une stratégie durable concernant la Syrie. sahartv.ir 19.12

- Syrie: Lavrov appelle à fermer la frontière turco-syrienne - sahartv.ir

"La frontière entre la Syrie et la Turquie devrait être fermée, immédiatement, afin d'empêcher les terroristes takfiristes d'être soutenus et de s'y infiltrer", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, au terme d'une réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui s'est tenue, à New York.

"Comme l'ont dit, plusieurs fois, des représentants des pays membres, l'idéal serait de fermer la frontière entre la Syrie et la Turquie, afin de limiter le soutien extérieur des différents groupes terroristes, qui combattent en Syrie", a indiqué le chef de la diplomatie russe.

Le ministre a fait connaître la position de principe de la Russie, selon laquelle le processus des négociations ne doit impliquer que l'opposition patriotique, qui n'est pas liée au courant extrémiste et à Daech. "Des groupes, tels que le Front Al-Nosra, n'ont pas leur place à la table des négociations", estime le chef de la diplomatie russe.

«Il faut que la Syrie reste un pays unifié, multi-ethnique et multiconfessionnel», a-t-il réitéré, soulignant : «C'est une réponse aux parties étrangères, qui tentent d'imposer des versions toutes prêtes aux parties syriennes». sahartv.ir 19.12

- Assad: "Je faisais déjà mes valises!" - sputniknews.com

Le président syrien a ironisé sur les déclarations de certains Occidentaux qui lui ont "permis" de rester au pouvoir.

Le président syrien Bachar el-Assad a réagi avec humour aux récentes déclarations de certains représentants de l'Occident dont le secrétaire d'Etat américain John Kerry, selon lesquels il pourrait encore rester au pouvoir. Auparavant, l'Occident insistait sur son départ.

"Merci à eux pour cela, je faisais déjà mes valises. Je devais partir et maintenant, je peux rester", a-t-il ironisé dans une interview à la chaîne néerlandaise NOS.

Seuls les citoyens syriens peuvent décider s'il devait ou non rester au pouvoir, a souligné le leader syrien.

Si vous, en tant que citoyen néerlandais, étiez prêts à accepter que quelqu'un en Syrie choisisse la personne qui deviendrait votre premier ministre, nous l'accepterions, mais vous, vous ne l'accepteriez pas. La Syrie est un Etat souverain. C'est aux Syriens et pas aux Européens de décider s'ils ont un bon ou un mauvais président", a expliqué M. Assad.

Si le peuple syrien veut qu'il quitte son poste, il sera prêt à le faire, a-t-il ajouté.

S'agissant de la propagation du terrorisme au Proche-Orient et en Europe, le président a martelé que c'est l'Europe, de concert avec la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite qui a transformé la Syrie en une pépinière de terroristes.

"La question la plus importante est de savoir d'où viennent les djihadistes qui sont aujourd'hui en Europe. Qu'ils viennent ici c'est naturel, après que la Syrie s'est transformée en une pépinière du terrorisme, car la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar ont soutenu les terroristes par différents moyens", a-t-il dit.

Selon lui, l'Europe s'en est tenue à une approche erronée de la lutte antiterroriste. Qu'est-ce qui a été fait de travers? "Primo, le gouvernement européen n'a pas réussi à intégrer ces personnes (les migrants, terroristes potentiels, ndlr) dans la société européenne. Ils vivaient dans un ghetto. Quand tu habites dans un ghetto, tu deviens un extrémiste", a expliqué Bachar el-Assad.

Secundo, estime-t-il, de nombreux leaders européens "ont vendu leurs valeurs en échange de pétrodollars". "Ils ont permis aux organisations wahhabites d'Arabie saoudite d'apporter leur idéologie extrémiste en Europe. C'est pourquoi vous exportez des terroristes. Ce n'est pas nous qui en exportons: ils viennent en Syrie et puis reviennent en Europe", a-t-il ajouté. Et de rappeler que trois des terroristes ayant participé aux attentats du 13 novembre perpétrés dans la capitale parisienne étaient des Européens. sputniknews.com 19.12

- Obama déclare la guerre au Hezbollah - sahartv.ir

Barak Obama a signé vendredi le projet de loi imposant de lourdes sanctions bancaires au Hezbollah.

Le congrès américain avaient voté mercedi à l'unanimité des voix une résolution prévoyant des sanctions contre tout établissement bancaire ayant entré en transaction avec le Hezbollah libanais. Vendredi le président américain a paraphé ce projet de loi qui concerneraient également les banques iraniennes. On ignore encore si ces sanctions iraient frapper oui ou non les banques iraniennes qui sont les principaux partenaires bancaires du Hezbollah et si oui, quel en serait l'impact sur l'accord du 14 juillet de Vienne lequel devrait autoriser une levée des sanctions américaines et occidentales contre l'Iran.

Le projet de loi américain sanctionne aussi la chaine Al Manar ainsi que les activités attribuées à la résistance libanaise en Amérique Latine. Les Etats Unis ne cessent d'annoncer leur volonté d'en découdre avec l'axe de la Résistance qui constitue l'un des mots d'ordre de la politique étrangère américaine. sahartv.ir 19.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ethiopie

- Au moins 75 manifestants tués en Ethiopie selon des ONG - euronews.com

Un mouvement de protestation pacifique en Ethiopie violemment réprimé. Selon Human Rights Watch, au moins 75 personnes ont été tuées ces dernières semaines par les forces de l'ordre qui ont ouvert le feu sur des manifestants dans la région d'Oromia. Ils craignent de voir leurs terres confisquées dans le cadre d'un projet d'agrandissement de la capitale.

Le gouvernement parle de “terroristes” qui envisagent de destabiliser le pays. Les défenseurs des droits de l’Homme dénoncent le recours des autorités éthiopiennes à une législation antiterroriste pour museler l’opposition pacifique. euronews.com 19.12

2- Pologne

- Des manifestations de masse "pour la démocratie" en Pologne - sputniknews.com

Des dizaines de milliers de Polonais sont descendus samedi dans la rue pour participer aux manifestations organisées par le Comité de défense de la démocratie (KOD).

Une manifestation de masse se tient notamment devant le siège du parlement à Varsovie. Selon la mairie, près de 13.000 personnes sont descendues dans la rue pour défendre la démocratie qu'ils estiment menacée par les conservateurs de Jaroslaw Kaczynski, au pouvoir depuis plus d'un mois.

Munis de drapeaux de la Pologne et de l'Union européenne, les manifestants protestent contre la violation de la Constitution et les tentatives de limiter leurs libertés et droits fondamentaux.

Des manifestations ont également lieu à Lublin, Gdansk, Poznan, Wroclaw, Lódz, Katowice, Bialystok, Czestochowa. Plusieurs milliers de manifestants scandaient "Défendons la démocratie!", "Défendons la Constitution!", "Bas les pattes du Tribunal constitutionnel!", "Non au pouvoir du PiS!" (PiS, Prawo i Sprawiedliwosc (Droit et justice) est le parti conservateur au pouvoir de Jaroslaw Kaczynski).

C'est le deuxième samedi consécutif que les Polonais protestent contre la politique des nouvelles autorités polonaises. Revenu au pouvoir suite aux législatives du 25 octobre, le parti ultraconservateur et eurosceptique Droit et justice a formé un gouvernement dirigé par Beata Szydlo. Le peuple polonais est mécontent des décisions politiques prises par le nouveau cabinet. Le pays est en pleine crise politique en raison notamment de la nomination des juges du Tribunal constitutionnel. La nomination par le PiS de cinq juges proches de ses positions, a suscité une vague de critiques de l'opposition, de médias et de citoyens. sputniknews.com 19.12

Haut de page

CAUSERIE

On zappera les élections législatives espagnoles jusqu'à demain, car j'ai lu 9 articles et pas un ne fournissait le taux d'abstention, or en l'absence de ce facteur toute analyse serait faussée. Si vous avez cette info, merci de me la communiquer.

Ils nous refont le coup de Syriza avec Podemos ! Pourquoi pas le Front de gauche électeur de LR (Les Républicains Bertrand et Estrosie) en révolutionnaire ! La désinformation bat son plein. Délirant ! A suivre.

Meeting pour la levée de l’état d’urgence.

Nous appelons tous les militants et travailleurs qui se connectent à notre portail à participer à ce meeting, et à le soutenir financièrement s'ils en ont les moyens.

Appel des 333 pour la levée de l'état d'urgence

Le 3 décembre, nous étions 333 à lancer l’appel « pour la levée de l’état d’urgence ».

Le 14 décembre, cet appel des 333 devenait l’appel des 1 000.

Le 20 décembre. Aujourd’hui, ce sont environ 10 000 travailleurs, jeunes, salariés, retraités, exprimant une grande diversité politique, syndicale, associative, professionnelle et géographique, qui, de toute la France, ont signé l’appel « pour la levée de l’état d’urgence ».

Le 23 janvier à Paris, soyons présents au grand meeting d’unité pour la levée de l’état d’urgence

A 14 h 30, Espace Charenton, 327, rue de Charenton, 75012 Paris (M° Porte-de-Charenton)

Ils prendront la parole :

Pouria Amirshahi, député PS
Esther Benbassa, sénatrice, vice-présidente de la commission des lois
Patrick Baudouin, avocat, président d'honneur de la FIDH
Claude Charmont, syndicaliste, Seine-et-Marne
Denis Collin, philosophe
Sergio Coronado, député Vert
Jacques Cotta, journaliste et réalisateur
Dominique Coujard, magistrat honoraire, ancien président de cour d'assises de Paris
Daniel Gluckstein, secrétaire national du POID
Dominique Gros, universitaire
Jean-Jacques Karman, membre du conseil national du PCF
Eric Le Courtois, syndicaliste, Côtes-d'Armor
Noël Mamère, député
Jean-Jacques Marie, historien
Patrick Picard, syndicaliste, Paris
Clarisse Taron, Syndicat de la magistrature
Philippe Torreton, acteur

Avec l'état d'urgence, nous n'avons pu trouver de salle gratuite pour la tenue de ce meeting. Est donc louée une salle payante. Nous en appelons à l'aide financière de tous pour que puisse se tenir ce meeting (N'hésitez pas à nous faire savoir, dès maintenant, les versements que vous pourrez effectuer).

Pour les dons par chèques, les libeller à l'ordre suivant : Crédit mutuel compte 0603920920341

Les envoyer à l'adresse : Crédit mutuel Montmartre, 13 rue des abbesses, 75018 paris.

Versement par compte paypal à l'adresse association.lasociale@orange.net

Pour les dons en ligne, un lien sera mis en service dans les jours qui viennent.

Pour tout contact : Jacques Cotta, tél. 06 19 84 80 60 ; Maurice Stobnicer, tél. 06 87 87 95 02

Mail : appel-levee-etat-urgence@orange.fr

ACTUALITE EN TITRES

2016. L'année du populisme à outrance.

- Attention, en 2016, Copé revient ! - LePoint.fr

- Bernard Tapie revient sur la scène politique - Francetv info

- Parti socialiste : vers la création d'une alliance populaire ? - Francetv info

Bienvenue chez les néolibéraux-sionistes auxquels rien ne doit résister.

- Faire tomber le tabou du plaisir féminin - Slate.fr

Un site recueille des témoignages de femmes expliquant quels gestes les amènent au plaisir, vidéos à l'appui. Slate.fr 20.12

- Accusé de harcèlement sexuel, le ministre de l'intérieur israélien démissionne - LeMonde.fr

- D'après un rapport médical de 1923, Hitler n'avait bel et bien qu'un seul testicule - Slate.fr

Ah ben voilà, on vient de découvrir pourquoi vous l'aviez choisi pour finaliser et justifier la création d'Israël...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Des centaines d'éléments de la coalition saoudienne, tués ou blessés, au Yémen - sahartv.ir

«Des centaines d'éléments de la coalition saoudienne ont été tuées ou blessées, au Yémen, à la suite de la chute de 2 missiles, tirés par l'armée et les comités populaires yéménites.

«Des centaines d'agresseurs, dont des saoudiens, des militaires soudanais, des mercenaires des pays du golfe Persique, liés à la coalition saoudienne, ont été tuées ou blessées, dans la province de Ma'rib, et la localité frontalière d'Al-Toul, lors de la chute de 2 missiles "Qaher"», a annoncé, ce dimanche, une source militaire.

Les forces de l'armée et celles des comités populaires yéménites ont tiré 2 missiles balistiques "Qaher" ; l'un, sur les positions des agresseurs, dans la localité de Safar, dans la province de Ma'rib, et l'autre, sur leur lieu de rassemblement, au point de passage frontalier d'Al-Toul.

Selon une source militaire, un système de contrôle de drones, ainsi que nombre de véhicules militaires appartenant aux agresseurs ont été anéantis, dans la base de Safar, à Ma'rib.

«Des dizaines de forces de l'armée saoudienne, des autres pays arabes du golfe Persique et de leurs mercenaires ont été tuées, au point de passage frontalier de Safar», a ajouté cette source.

Lors de l'attaque contre cette base, nombre d'hélicoptères "Apache" ont été détruits, tandis que plusieurs agresseurs, dont nombre d'offices saoudiens, émiratis, soudanais et d'autres nationalités, ainsi que leurs mercenaires, étaient tués. Selon le premier bilan, 8 hélicoptères "Apache", 2 hélicoptères "Chinook" et nombre de chars sophistiqués ont été anéantis, dans la localité de Safar.

Selon cette source, le commandant de la brigade des agresseurs, ainsi que 28 autres éléments, ont été tués, au point de passage d'Al-Toul, tandis que 54 autres étaient blessés, dans la localité d'Al-Wadiya. sahartv.ir 20.12

Syrie

- Une figure du Hezbollah tuée dans un raid israélien en Syrie - Reuters

Samir Kuntar, une des figures du Hezbollah, a été tué dans un raid aérien israélien mené dans la nuit contre un quartier de la capitale syrienne, Damas, ont affirmé dimanche l'organisation chiite libanaise ainsi que des sources gouvernementales syriennes.

Des responsables israéliens se sont félicités de la mort de Samir Kuntar, affirmant qu'il préparait des attaques contre Israël depuis le sol syrien, sans en endosser officiellement la responsabilité. Reuters 20.12

- Le Hamas condamne l'assassinat de Kantar - sahartv.ir

Le mouvement de la Résistance islamique de la Palestine a émis un communiqué, dans lequel il a dénoncé l'assassinat par le régime sioniste de l'ex prisonnier libanais Samir Kantar, haut commandant de la Résistance libanaise, dans le bombardement d'un bâtiment résidentiel, au sud de la ville de Jermana, en banlieue de Damas, capitale de la Syrie.

Le porte-parole du Hamas, Sami Abou Zohri a souligné que le mouvement de la Résistance islamique de la Palestine condamnait vivement le crime de l'ennemi sioniste consistant à assassiner le combattant libanais, Samir Kantar, appelant la communauté internationale à tenir ses responsabilités envers les actes criminels du régime sioniste. Un autre haut responsable du Hamas, Basem Naïm a tenu à réagir à l'assassinat de cette figure de proue du Hezbollah, déclarant que ce crime témoignait du fait que le régime sioniste était la seule partie à tirer profit des guerres vaines et dévastatrices dans les pays arabo-musulmans.
Le Hezbollah libanais a confirmé, dans un communiqué, la mort en martyre du plus ancien prisonnier libanais, détenu par l'ennemi sioniste et libéré en 2008, Samir Kantar. sahartv.ir 20.12

Haut de page

Le 22 décembre 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'écrire un article sur les législatives en Espagne, on verra cela demain, pour se faire j'ai téléchargé une quinzaine d'articles. En attendant, un camarade que je remercie au passage m'a communiqué le taux de participation qui a été de 73,2%, source El Pais.

- "Tout le monde le répète depuis hier soir : le pays est devenu ingouvernable" - Francetv info 21.12

Ciudadanos et Podemos sont les répliques dégénérés, populistes respectivement du Parti Populaire et du PSOE, ils sont voués à jouer le rôle de partis de l'ordre établi à leur côté ou à leur place. Comme quoi les Espagnols n'ont pas tenu compte de l'expérience grecque.

En Grèce, le PASOK avait accepté de participer à une coalition avec la Nouvelle Démocratie pour finalement se retrouver laminé aux dernières élections législatives à 7%. Le même sort attend le parti qui acceptera de gouverner avec le PP ou le PSOE en Espagne. En France le Front de gauche avait appelé à voter Hollande et PS au second tour des législatives en 2012 et lors des élections régionales de décembre 2015 il s'est retrouvé à 4,5%.

C'est ce qu'on appelle se sacrifier pour sauver le régime et les institutions du capital, dès lors la nature de ces partis ne se pose plus : populiste de gauche, partis de droite ou réactionnaires.

On a parfaitement conscience que cette caractérisation vient heurter violemment celle communément admise qui les définit de gauche.

Ceux que cela choquerait feraient bien de se poser quelques questions : Qui les définit de gauche, qui y a intérêt, qui a intérêt à faire durer cette imposture et pourquoi, dans quel but ? Qui sinon les représentants de la classe dominante, les médias aux ordres, les lieutenants des capitalistes au sein du mouvement ouvrier ou ses dirigeants corrompus.

Que maintenant toutes les formations politiques leur emboîtent le pas, c'est un constat, sommes-nous obligés de les imiter, au nom de quoi, dans quel but, pour participer à cette vaste escroquerie politique destinée à tromper travailleurs et militants, afin que ces piliers du régime puissent continuer de réaliser leur sale besogne au côté des représentants officiels de l'ordre établi ? Faut-il céder aux sirènes de la démagogie collective qui a gagné le mouvement ouvrier ?

Ne serait-ce pas en procédant de cette manière depuis des lustres qu'ils ont fini par pourrir le mouvement ouvrier afin d'interdire au prolétariat de se doter d'une nouvelle direction ? La situation politique actuelle qui semble inextricable n'en serait-elle pas le produit ? Doit-on poursuivre dans cette voie, doit-on adopter le même discours comme si finalement rien ne s'était passé au cours des années ou des dernières décennies, sans en tirer le moindre enseignement politique ? Ce sera l'avis des dirigeants de tous les partis dits ouvriers et cela ne vous surprendra pas.

Qu'on nous permette d'user du droit de ne pas en être, car on ne peut pas marcher dans cette combine pourrie qui nous a mené où nous en sommes et prétendre assurer la continuité du marxisme et du socialisme, il faut choisir et notre choix est tout fait.

Certains courants ou certaines tendances qui figurent dans ces partis ou au sein de leurs satellites partagent en partie nos conclusions, la tendance Claire du NPA par exemple, même si elle est très maginale et bourrée de contradictions, juste pour montrer que nous ne sommes pas les seuls à appeler un chat un chat. Je sais que de nos jours cela ne se fait pas, c'est tabou, par exemple même une femme ne dois plus tout à fait être considérée comme une femme, un malade, un chômeur, un clochard, un immigré, surtout s'il a un type arabe, etc. sauf qu'on se contrefout de leur idéologie et de leur propagande destinées à formater les consciences à leur nouvel ordre mondial nauséabond, dégénéré... On s'écarte de notre sujet.

Un dernier mot optimiste sur l'Espagne et au-delà.

La mobilisation des électeurs a été relativement importante. On nous annonçait que l'époque des partis politiques était révolue, or ce scrutin démontre exactement le contraire. Il faut croire que la situation sociale était meilleure en Espagne qu'en Grèce ou en France où les taux d'abstention atteignent des sommets à chaque élection, et que le sentiment que les travailleurs avaient encore quelque chose à perdre était plus fort en Espagne, à moins que la tragédie du franquisme les hante encore, cela reste à vérifier.

Si en France le soufflé du Front de gauche fabriqué par les médas institutionnels est retombé aussi vite qu'il était monté, non sans peine d'ailleurs, c'est peut-être parce que l'arnaque était un peu trop grosse et leurs dirigeants un peu trop prompts à vendre leurs électeurs à ceux qui incarnaient la politique qu'ils avaient justement rejetée. En appelant à voter PS et LR, ils ont démontré, non pas qu'ils étaient liés à l'un ou l'autre de ces partis, bien que ce soit le cas s'agissant du PS, mais qu'ils partageaient tous au moins un intérêt : assurer la stabilité et la survie du régime.

Question : Selon vous, sérieusement, peut-on combattre dans la perspective du renversement du régime en place en s'associant avec ceux qui font tout pour le préserver ? Répondre oui serait un suicide politique. Cela ne concerne que leurs dirigeants évidemment, leurs militants n'ont pas forcément les mêmes intentions et les mêmes intérêts qu'eux.

Alors être de gauche, notamment, c'est ne pas partagé avec le Front de gauche cet intérêt pour le régime.

A bas l'Etat policier !

- Contre la constitutionnalisation de la frénésie sécuritaire - lemonde.fr

Par un collectif de juristes universitaires.

Depuis les attaques meurtrières du 13 novembre, discours et politiques purement sécuritaires ne cessent de prospérer. Le 16 novembre, dans la foulée des premières interpellations et perquisitions, le Ministre de l'intérieur annonçait : « Que chacun l'entende distinctement : ce n'est qu'un début. La riposte de la République sera d'ampleur. Elle sera totale ». Depuis lors, la surenchère n'a pas cessé. Après la rhétorique guerrière brandie par le président François Hollande contre l'organisation Etat islamique, le « redoublement des frappes militaires » françaises en Syrie, plus de 2 500 perquisitions et 350 assignations à résidence, voilà maintenant l'annonce d'une réforme constitutionnelle. Il s'agirait de graver dans la Constitution le recours à l'état d'urgence mais aussi la déchéance de nationalité contre les Français possédant deux nationalités définitivement condamnés pour un délit ou crime constituant un acte de terrorisme ou une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation. En quoi cette modification de la Constitution envisagée dans l'urgence, sans réflexion véritable, est-elle à même de dissoudre la « menace terroriste » ? N'est-elle pas plutôt un énième coup porté à l'état de droit et aux libertés fondamentales que la Constitution est précisément censée garantir ?

A l'examen, les réformes annoncées apparaissent clairement inutiles au regard de la lutte antiterroriste, leur objectif officiel. En revanche, elles sont hautement liberticides et, concernant la déchéance de nationalité, ouvertement ségrégationnistes.

La mise au ban du juge

En matière de lutte antiterroriste, la législation est déjà largement dérogatoire au droit commun. Depuis maintenant trois décennies - on n'a pas attendu l'état d'urgence pour cela –, la lutte antiterroriste, en érigeant la sécurité comme « notre bien » le plus cher et le « premier de nos droits », justifie de multiples atteintes aux libertés. L'empilement des lois offre aux juges et aux forces de police des pouvoirs d'enquête et d'intervention exorbitants (saisies, perquisitions de nuit, écoutes téléphoniques, géolocalisation…). L'infraction d'« association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste » permet aux juges et aux policiers d'agir en amont de tout passage à l'acte. Les agents des services de renseignement qui travaillent en dehors de tout contrôle judiciaire ont déjà en droit et en fait un rôle pivot dans la lutte antiterroriste. Les droits de la défense ont déjà été largement sacrifiés au nom de la prévention du terrorisme. D'un point de vue opérationnel, l'état d'urgence n'a donc pas ouvert la voie à des mesures de lutte contre le terrorisme qui n'auraient pu être adoptées sans lui et, d'ailleurs, il n'a semble-t-il permis aucun résultat tangible.

En revanche, l'éviction de l'autorité judiciaire et le pouvoir conféré au ministre de l'intérieur et aux préfets d'ordonner des assignations à résidence et des perquisitions sont redoutables pour la liberté individuelle. Avec l'aval du président de la République, les associations ou groupements de fait contestataires peuvent être dissous ! Pour s'en tenir aux perquisitions, celles-ci peuvent intervenir de jour comme de nuit, en tout lieu, sur le seul fondement qu'il existe « des raisons sérieuses de penser que ce lieu est fréquenté par une personne dont le comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics ». « Raison sérieuse de penser », « lieu fréquenté », « comportement » « menace pour la sécurité publique », bien trop de notions floues dans une règle qui attribue un pouvoir aussi grave à l'exécutif agissant seul et qui dépasse la lutte antiterroriste. Nos dirigeants pensent-ils sincèrement que l'efficacité de la lutte antiterroriste passe par la mise au ban du juge au profit des préfets et de la police, dans un Etat d'urgence plus proche de l'Etat policier que de l'Etat de droit ?

Pourquoi, alors, constitutionnaliser l'état d'urgence ? L'exercice, s'il affiche l'intention du gouvernement de préserver l'état de droit, ne permet aucunement de le garantir mais, bien au contraire, d'y déroger sans imposer aucune nouvelle limitation au pouvoir exécutif. Le projet de loi constitutionnelle, qui prévoit d'ajouter à la constitution un article 36-1 sur l'état d'urgence, reprend la solution législative actuelle qui confie au Parlement le pouvoir de proroger l'état d'urgence au-delà d'une période de douze jours ouverte par décret. Mais, une fois l'état d'urgence officiellement levé, le texte institue une période pour le moins étrange pendant laquelle les autorités administratives pourront décider de faire survivre les mesures prises pendant l'état d'urgence et,

sur habilitation législative, adopter de nouvelles mesures générales (interdiction de réunions, fermeture de lieux publics…) si « demeure un risque d'acte de terrorisme ». En somme, à la seule condition que la menace terroriste perdure, l'état d'urgence perdurera… Qui ne devine que c'est à un Etat d'urgence permanent qu'on nous destine ?

La déchéance de nationalité une idée grave et dangereuse

Pratiquement, la constitutionnalisation de l'état d'urgence avaliserait, au nom de l'impératif sécuritaire, les atteintes aux libertés individuelles en évinçant le juge judiciaire, pourtant gardien de la liberté individuelle d'après l'article 66 de la Constitution. En effet, d'après la réforme, les mesures restrictives de liberté autorisées par la nécessité de prévenir tout acte de terrorisme seront soumises à la seule vigilance du juge administratif qui ne peut être saisi qu'a posteriori. En pratique, rien n'indique que les personnes qui ont subi et qui vont subir des atteintes à leurs libertés s'en référeront à la justice administrative… Surtout, le mal aura déjà été fait ; or, la liste des mesures prises au nom de l'état d'urgence et constitutives de graves atteintes aux libertés individuelles ne cesse de s'allonger sans que le contrôle exercé en référé par le juge administratif n'offre de réelle garantie pour les libertés. Comment justifier l'assignation à résidence de plusieurs dizaines de militants écologistes n'ayant commis aucune infraction ? Comment justifier l'arrêté préfectoral interdisant la circulation aux abords d'une route empruntée par les migrants du camp de Calais et autorisant, dans cette « zone de protection », les contrôles d'identité inconditionnels et obligatoires ? Comme il se devait, le nouveau régime des perquisitions administratives a conduit à des erreurs et/ou des dérives graves, des citoyens sans lien aucun avec le terrorisme perquisitionnés brutalement chez eux, en famille.

Vouloir inscrire la déchéance de nationalité dans le texte constitutionnel est tout aussi grave. Ici, le passage par la voie constitutionnelle vise à poser des exceptions permanentes à un ensemble de normes que notre histoire avait hissées au niveau suprême. Le plus important concerne le principe d'égalité. En effet, selon une jurisprudence bien établie du Conseil constitutionnel, si le principe d'égalité autorise le législateur à traiter différemment deux catégories distinctes de personnes, ce principe exige que la différence de traitement ainsi caractérisée « soit en rapport avec l'objet de la loi qui l'établit ». En l'espèce, le projet de réforme introduit une différence de traitement – une inégalité manifeste - entre les Français « mononationaux » et les Français binationaux. Cette division des Français en deux catégories, si elle avait été opérée par un projet de loi ordinaire, aurait ainsi dû être examinée par le Conseil à l'aune de l'objectif du texte, à savoir la lutte contre le terrorisme. Le Conseil constitutionnel aurait ainsi eu à répondre à la question saugrenue de savoir en quoi l'efficacité de la lutte antiterroriste justifie de sanctionner spécifiquement, par la déchéance de nationalité, les binationaux ! Ceux-ci seraient-ils plus à même de perpétrer des actes terroristes que les « Français de souche » ? Saugrenue, la question n'est évidemment pas neutre mais révèle, au contraire, une volonté de stigmatiser encore et toujours, et cette fois au niveau même de la Constitution, une catégorie précise de Français, ceux dont l'histoire est en partie liée aux anciennes colonies françaises.

Gouverner par la peur

Au surplus, en constitutionnalisant une mesure de sanction, la réforme vient altérer la fonction même de la Constitution qui est censée organiser l'Etat et garantir les droits et libertés des citoyens et aucunement édicter, elle-même, des mesures punitives.

Et ici encore la constitutionnalisation envisagée est parfaitement inutile au regard des fins qui lui sont officiellement assignées. D'une part, la déchéance, tout comme la perte de nationalité prévue par notre code civil, épargne les terroristes franco-français. D'autre part, si l'objectif est d'expulser du territoire français ceux qui deviendraient alors parfaitement étrangers, les autorités restent contraintes par leurs engagements internationaux relatifs aux droits fondamentaux. A tout le moins, en effet, la Cour européenne des droits de l'homme, comme d'autres organes internationaux, interdit d'expulser des étrangers même condamnés pour terrorisme vers tout État, y compris le leur, où ils risquent d'être soumis à des actes de torture et traitements inhumains ou dégradants.

Au bout du compte, en constitutionnalisant la déchéance de nationalité pour certains Français, cette réforme n'a donc que l'effet symbolique de faire apparaître dans la Constitution deux catégories de Français en stigmatisant ceux qui possèdent, pour des raisons tenant en partie à la colonisation, une autre nationalité, et qui seraient seuls visés par une sanction qui en contrepoint glorifierait l'identité nationale. Et si on reconnaît qu'il y a deux catégories de Français, c'est bien que le peuple français n'est plus un et indivisible, encore un mythe républicain qui passe à l'as.

Le gouvernement par la peur et la division montre aujourd'hui clairement ses limites. Il faut rétablir les bases d'un Etat de droit digne de ce nom. Il est temps de répondre au terrorisme par la raison, la préservation des libertés et la construction de la paix. Nous en appelons aux gouvernants pour que, prenant appui sur les travaux sociologiques, historiques et philosophiques, ils s'interrogent sur les causes profondes du terrorisme et envisagent des voies nécessairement complexes, certainement étroites, mais qui permettent d'espérer une autre société, fondée sur l'égalité des individus, tournée vers l'émancipation collective.

Laurence Dubin, Université Paris VIII, Vincennes-Saint-Denis ; Karine Parrot, Université de Cergy-Pontoise ; Jean Matringe, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Julie Alix, Université Lille 2 ; Pascal Beauvais, Université de Nanterre Paris Ouest la Défense ; Cyril Brami, Université du Maine ; Gilles J. Guglielmi, Université Paris II, Panthéon-Assas ; Nathalie Ferré, Université Paris 13 ; Marie-Laure Basilien-Gainche, Université Jean-Moulin Lyon 3 ; Hugues Hellio, Université d'Artois ; Laurence Sinopoli, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense ; Etienne Pataut, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Catherine Haguenau-Moizard, Université de Strasbourg ; Claire Saas, Université de Nantes ; Manuela Grévy, Université

Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Mireille Poirier, Université de Bordeaux ; Charlotte Girard, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense ; Charalambos Apostolidis, Université de Bourgogne France-Comté ; Isabelle Meyrat, Université de Cergy-Pontoise ; Denis Mazeaud, Université Paris II, Panthéon-Assas ; Bérangère Taxil, Université d'Angers ; Marie Caffin-Moi, Université de Cergy Pontoise ; Carlos Herrera, Université de Cergy-Pontoise ; Cyril Wolmark, Université Paris Ouest Nanterre-La Defense ; Diane Roman, Université de Tours ; Pierre Brunet, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Nicolas Kada, Université de Grenoble ; Thomas Perroud, Université d'Aix-Marseille ; Christine Lazerges, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Bernadette Aubert, Université de Poitiers ; Valérie Mutelet, Université d'Artois ; Rafaelle Maison, Université Paris Sud ; Thibaut Fleury Graff, Université Rennes I ; François Julien-Laferrière, Université Paris Sud ; Damien ROETS, Université de Limoges ; Camille Viennot, Université Paris Ouest Nanterre-La Defense ; Niki Aloupi, Université de Strasbourg ; Aurore Chaigneau, Université de Picardie Jules Verne ; Stéphanie Hennette Vauchez, Université Paris Ouest Nanterre-La Defense ; Eric millard, Université Paris Ouest Nanterre-La Denfense ; Sohie Robin-Olivier, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Philippe Guez, Université de la Polynésie française ; Laurence Leturmy, Université de Poitiers ; Marjolaine Roccati, Université Paris Ouest Nanterre. lemonde.fr 21.12

ACTUALITE EN TITRES

Quand ils célèbrent ceux qu'ils n'ont de cesse de matraquer.

- Bercy célèbre les "héros" anonymes des attentats de Paris - AFP

Puritanisme anglo-saxon des promoteurs et idéologues de la pornographie et de la prostitution.

- Les slogans sexistes du liquide vaisselle du BHV font polémique - Francetv info

- Pourquoi mon horloge biologique ne fait-elle pas (plus) de bruit? - Slate.fr

Ils voulaient dire par là qu'il y avait beaucoup de gens qui n'avaient pas des désirs sexuels réguliers, voire pas du tout. On les plaint sincèrement !

Pour se marrer, mais très sérieusement, chez ma compagne Selvi qui a été privée de relations sexuelles pendant 23 ans, ils sont programmés. Par exemple le matin elle me dit : ce soir on y va ou parfois elle me dit cela deux jours à l'avance, parce que forcément elle est toujours partante à n'importe quelle heure de la nuit !

Pourquoi mon horloge biologique ne fait-elle pas (plus) de bruit?, mais bordel parce que parfois il faut bien dormir ! Ce sont des frustrés ou ils sont blasés à Slate, on s'en doutait déjà un peu, des détraqués !

Etat policier. Psychose collective.

- Rouen : il crée un mouvement de panique en criant "Allahou akbar" dans un cinéma - Francetv info

Il est environ 16 heures, dimanche 20 décembre, à Rouen (Seine-Maritime). Le cinéma Pathé des Docks 76 diffuse le film Babysitting 2 quand un spectateur se lève dans la salle et crie "Allahou akbar" ("dieu est grand"). De quoi déclencher aussitôt un mouvement de panique dans la salle, rapporte Ouest-France.

L'homme placé en garde à vue

Les spectateurs tentent alors de sortir de la salle en courant et dans le centre commercial, des passants sont emportés par le mouvement, poursuit le quotidien. L'intervention des forces de l'ordre parvient à faire revenir le calme.

L'homme qui a crié a été placé en garde à vue. Il semble ne plus savoir pourquoi il a fait cela, rapporte Normandie-actu. Chauffeur dans un service de transports en commun, il devrait être poursuivi pour "apologie du terrorisme" et pourrait être jugé dès lundi en comparution immédiate. Francetv info 21.12

Commentaires d'internautes

1- "*Allah akbar = apologie du terrorisme? On devient fou dans ce pays.*"

Le législateur est le danger public numéro 1, assurément.

2- "*Allahou akbar on le dit parfois lorsqu'on est heureux d'un événement, dans la prière. Il faut vous renseigner d'abord avant de craché.*"

3- ""*Allahou akbar" devient un cri d'apologie du terrorisme : ça nous fait des millions de terroristes en France.*"

Bravo, vous avez tout compris, derrière chaque musulman se cache un terroriste, un suppôt du terrorisme...

4- "*Les spectateurs ont été victimes de leurs préjugés islamophobes. C'est eux qui vont se retrouver devant le tribunal poursuivis par les associations bien pensante (LICRA, MRAP, SOS racime...)*"

Le gouvernement et les partis qui se sont succédés au pouvoir depuis 40 ans les ont conditionnés de la sorte, ce sont eux qu'il faut blâmer, chasser du pouvoir...

5- "*Il crie "Allahou akbar" ("dieu est grand") et devrait être poursuivi pour "apologie du terrorisme" ?*

En quoi dire "Dieu est grand" en arabe fait l'apologie du terrorisme ?

C'est une aberration totale, comme le comportement des spectateurs..."

La guerre idéologique a une emprise sur les esprits les plus faibles et comme il y a de plus en plus de couches fragilisées dans la société, c'est une affaire qui marche assez bien et qui a de l'avenir. La combattre est notre de devoir de militant ouvrier en lui opposant le socialisme et sa méthode pour interpréter la société, le monde...

On invite ces spectateurs à lire les deux infos suivantes.

- Daech envoie ses éléments en Europe avec des passeports volés - sahartv.ir

Daech a mis la main sur des passeports vierges pouvant être utilisés par de faux réfugiés pour rejoindre l'Europe, selon les renseignements occidentaux.

Daech a subtilisé des dizaines de milliers de passeports vierges en Syrie, en Irak et en Libye, qui pourraient être utilisés par de faux réfugiés pour rejoindre l'Europe, selon des services de renseignement occidentaux, rapporte dimanche le journal allemand Welt am Sonntag.

En Syrie, en Irak et en Libye, Daech s'est emparé du matériel qui se trouve dans les bâtiments, poursuit le journal. Il a saisi ces passeports ainsi que les machines nécessaires à la production de ces papiers d'identité.

L'organisation revend les "vrais-faux passeports" sur le marché noir, où les prix se négocient entre 1 000 et 1 500 euros, selon ces services de renseignement. Mais les Occidentaux redoutent que des daechistes utilisent également ces documents d'identité pour entrer en Europe. sahartv.ir 21.12

- 272 terroristes déjà en Europe, 150 autres en route - sputniknews.com

Deux groupes de terroristes de Daech se sont entraînés pour mener en Europe des attentats-suicides ou des attaques semblables à celles de Paris.

Selon le quotidien norvégien Dagbladet, le premier groupe terroriste est déjà arrivé en Europe. Un autre se trouve actuellement en Syrie après s'être entraîné dans un camp militaire situé entre Sinjar et Mossoul en Irak.

L'information provient d'une source connaissant bien la situation en Syrie (précédemment, la source avait déjà fourni des informations véridiques). Le service de renseignements norvégien PST a confirmé à Dagbladet être au courant de l'information.

"Le PST est au courant. Mais je ne voudrais pas entrer dans le détail de l'information dont dispose le PST", a dit son porte-parole Trond Hugubakken.

La source de Dagbladet a communiqué qu'initialement le premier groupe comprenait 300 personnes. 28 d'entre elles ont été tuées en Syrie dans des bombardements et des fusillades. 272 terroristes sont arrivés en Europe et restent inactifs jusqu'à nouvel ordre.

Un autre groupe de 150 combattants reste en Syrie. 112 d'entre eux ont déjà suivi un entraînement en Irak. Selon la source

du quotidien, il y a environ deux semaines ils se sont rendus à Raqqa, la capitale de Daech en Syrie. Le groupe est commandé par un djihadiste allemand de Daech.

"Le flot d'information sur les terroristes est immense. Certaines informations sont véridiques, mais le plus souvent elles sont fausses. Leur quantité augmente après les attaques terroristes, notamment après celles de novembre à Paris. Le PST travaille en permanence sur l'analyse et la vérification de ces informations", a noté M. Hugubakken. sputniknews.com 21.12

Les vassaux des néolibéraux de Washington sanctionnent la Russie.

- L'UE prolonge les sanctions antirusses pour 6 mois - sputniknews.com

Le Conseil de l'UE confirme la prorogation des sanctions économiques antirusses jusqu'au 31 juillet 2016, selon une déclaration de l'institution européenne.

La décision a été convenue lundi dans le cadre d'une procédure écrite après un accord lors de la réunion du conseil des représentants permanent des pays membres de l'UE vendredi dernier. La semaine dernière, une source proche de la direction de l'UE a déclaré à Rossiya Segodnya que le "paquet" de sanctions restera le même, il ne s'agit alors que d'une extension technique de sa validité.

Le Conseil de l'UE confirme la prorogation des sanctions économiques antirusses jusqu'au 31 juillet 2016, selon une déclaration de l'institution européenne.

La décision a été convenue lundi dans le cadre d'une procédure écrite après un accord lors de la réunion du conseil des représentants permanent des pays membres de l'UE vendredi dernier. La semaine dernière, une source proche de la direction de l'UE a déclaré à Rossiya Segodnya que le "paquet" de sanctions restera le même, il ne s'agit alors que d'une extension technique de sa validité.

Le 22 juin dernier, les chefs de diplomatie des pays membres de l'UE ont prolongé le régime de sanctions antirusses jusqu'au 31 janvier 2016. Moscou a réagi en prorogeant son embargo agroalimentaire jusqu'au 5 août 2016. sputniknews.com 21.12

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Portugal

- Le Portugal remet la main à la poche pour sauver une banque - AFP

Grille de lecture.

- Le gouvernement de front populaire PS, PC, Verts et Bloc de gauche privatise les profits et nationalise les pertes des banquiers... au nom de "l'intérêt national" ! Comme quoi quand on appelle leur République la République des banquiers on n'exagère rien.

- L'Etat portugais injecte 2,3 milliards d'euros d'argent public pour voler au secours de la banque Banif plombée par des actifs pourris, puis il la revend dans la foulée pour une bouchée de pain à la banque espagnole Santander, 150 millions d'euros.

- La banque Banif possède des actifs à hauteurs de 12,8 milliards d'euros, mais apparemment au lieu d'en vendre une partie pour faire face à ses obligations qui découlent de ses actifs pourris, le gouvernement (sans rire, de gauche) des banquiers a préféré mettre à contribution le peuple portugais. Tout est dans l'ordre des choses. Comme en Grèce, en Allemagne, en Italie et demain en Espagne, puis en France...

AFP - Moins d'un an et demi après la chute de Banco Espirito Santo, le Portugal a été pris par surprise par l'injection de 2,3 milliards d'euros d'aide publique dans la banque Banif, vendue dimanche à l'espagnole Santander une fois expurgée de ses actifs problématiques.

La Banif est vendue "pour 150 millions d'euros à Santander Totta", filiale portugaise de la banque espagnole Santander, mais "un ensemble très restreint d'actifs problématiques" reste entre les mains des actionnaires, principalement l'Etat, a annoncé la Banque du Portugal dimanche soir.

L'opération prévoit aussi "une aide publique de 2,255 milliards d'euros pour couvrir de futurs imprévus", dont 489 millions d'euros apportés par le Fonds de résolution alimenté par les banques opérant au Portugal et le reste directement par l'Etat portugais.

Alors que le pays s'attendait à une vente pure et simple des 60,5% que l'Etat détenait dans cette petite banque en difficulté, l'annonce a rappelé aux Portugais le plan de sauvetage de Banco Espirito Santo (BES) en août 2014.

A l'époque, les autorités avaient annoncé l'injection de 4,9 milliards d'euros, dont 3,9 directement par l'Etat, dans une nouvelle structure baptisée Novo Banco et rassemblant les actifs sains de BES, que la Banque du Portugal avait échoué à vendre en septembre.

La banque centrale a indiqué lundi qu'elle comptait relancer la vente de Novo Banco en janvier 2016, après avoir obtenu l'accord de la Commission européenne concernant son plan de restructuration.

La vente de Banif "a un coût très élevé pour les contribuables", a reconnu le Premier ministre socialiste Antonio Costa, "mais c'est, dans le contexte actuel, la solution qui défend le mieux l'intérêt national".

La Commission européenne a indiqué lundi avoir "approuvé le plan portugais", précisant que l'aide publique pourrait même aller "jusqu'à 3 milliards d'euros" en tenant compte du coût du transfert des actifs toxiques, estimé à 422 millions d'euros, et d'une marge de sécurité.

L'injection d'argent public "va faire augmenter le déficit public de plus d'un point de pourcentage", a estimé le Ministre portugais des Finances Mario Centeno à l'issue d'un Conseil des ministres extraordinaire, réuni pour intégrer l'aide à la Banif dans un budget rectificatif.

Mais selon M. Centeno, l'opération "ne sera pas prise en compte" par Bruxelles dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, dont le Portugal espère sortir dès 2015 en passant sous la barre des 3% du PIB.

Fustigeant la "négligence" du précédent gouvernement de droite de Pedro Passos Coelho, évincé en novembre par une alliance de la gauche, le PS a annoncé l'ouverture d'une enquête parlementaire sur ce dossier.

Début 2013, l'exécutif de M. Passos Coelho avait approuvé l'injection de 1,1 milliard d'euros dans la Banif, l'Etat prenant alors une participation majoritaire.

Les investisseurs s'étaient inquiétés, début décembre, de la capacité de la banque à rembourser les 825 millions d'euros qu'elle devait toujours à l'Etat, et les actions de la banques s'étaient effondrées, avant d'être suspendues par les autorités de la Bourse de Lisbonne.

L'achat de la Banif par Santander, première banque de la zone euro en termes de capitalisation boursière, intervient à l'issue d'un processus éclair, dix jours à peine après l'annonce de sa mise en vente.

"Cette opération augmente de 2,5% la part de marché de Santander Totta au Portugal, qui devient la deuxième banque privée du pays avec 14,5% du marché", s'est félicitée la banque espagnole lundi matin dans un communiqué.

L'une des plus petites banques du pays, la Banif est cependant leader du marché dans les archipels de Madère et des Açores et ses actifs, 12,8 milliards d'euros, pèsent environ 7% du PIB national.

La banque "continuera à fonctionner normalement pour les clients", a précisé la Banque du Portugal. AFP 21.12

Haut de page

Le 24 décembre 2015

CAUSERIE

On actualisera demain la rubrique *Articles d'actualité*. Je dois arrêter de bosser pour cuisiner.

Ma compagne Selvi travaille (elle travaillera aussi demain) et sa soeur Adi que nous avons invitée ce soir aussi, du coup je

suis réquisitionné... pour la bonne cause ! Crevette sixty five (à la poêle avec de l'ail et du gingembre et un mélange d'épices), crevettes en sauce à la manière du Malabar (côte du sud-ouest de l'Inde, Goa), au lait de coco, le poisson est prêt depuis hier, un cary ou curry à la tomate et aux épices, des pommes de terre à l'eau revenues avec un mélange d'ail et de persil et des graines de moutarde, une salade de crudité au yahourt assaisonnée de graines de cumin, de poivre et de piments verts, bref un repas léger, parfumé, fortement aphrodisiaque, mais bon c'est la nature qui veut cela, je n'y suis pour rien !

Comme j'en ai marre que Selvi et Adi mettent les saris de leurs filles parce qu'elles n'en ont pas ou pas suffisamment, je leur en ai achetés 3 chacune, 6 jupons et du tissu pour faire 6 corsages, pas de jalousie ! Ce que je fais pour l'une, je le fais pour l'autre, elles étaient exactement dans la même situation (veuves et très pauvres) et elles habitent à 40 mètres l'une de l'autre.

Adi travaille comme servante chez une famille allemande bourrée de fric qui lui verse un salaire royal de 4.000 roupies par mois (pour 48 heures de travail par semaine), environ 53 euros. Elle donne tout son fric à son fils et à son épouse qui sont encore plus miséreux, lui il est sourd et muet et ne travaille pas régulièrement, en plus il picole et son épouse garde leur petite fille, elle n'est pas obèse mais monstrueuse la pauvre femme, tous les deux sont illettrés évidemment, comme Adi. Quand son époux est mort il n'avait pas eu le temps d'acheter les portes de leur petite maison (20 à 25m² maximum), du coup elle est restée en l'état, elle est située en plein milieu du village et donne sur la rue et elle n'a pas de porte d'entrée ! Sans déconner, il y a des gens qui rentrent chez eux, vont dans la cuisine, se servent et repartent ! Le mois prochain je vais leur payer une porte d'entrée car c'est dingue comme truc, j'ai appris cel hier soir. Ensuite je verrai pour acheter un sonotone à son fils qui perçoit tout de même certains sons, ils sont si pauvres qu'ils n'ont jamais pu en acheter un. Cela va leur changer la vie ! Vous voyez où passe les quelques milliers de roupies que j'arrive à économiser chaque mois en me privant.

Quant à ma compagne, elle a toujours bossé mais elle donnait toute sa paie à son fils et à son frère qui a épousé sa fille aïnée, ce sont eux qui l'hébergeaient avant qu'elle vienne vivre avec moi, du coup elle n'a rien à elle à 46 ans. Depuis elle ne leur donne plus que 2.000 roupies par mois. Quand je l'ai rencontrée elle n'avait que les vieux saris élimés qu'on lui avait offerts, j'ai dû l'habiller de la tête aux pieds, y compris les boucles d'oreille.

Parfois je parle d'esclavage ou d'extrême pauvreté dans le portail, souvent même, les lecteurs ne comprennent peut-être pas toujours pourquoi, ce n'est certainement pas pour me donner un genre, cela me révolte et me rend malade, d'où mon discours enflammé contre les nantis et tous ces gens qui se sont embourgeoisés sans s'en rendre compte, qui dépensent du fric dans un tas de conneries inutiles, chez nous on a définitivement banni le superflu, et ce qu'on a en trop si je puis dire on le partage, et comme je dis toujours, tout le plaisir est pour moi, histoire que les gens que j'aide ne se sentent pas complexés ou obligés de s'excuser de ne pas pouvoir me rendre la pareille, avec moi ils n'ont pas à brader leur dignité ou à se sentir humilié ce serait un comble, je n'attends rien d'eux et je ne leur demande rien, c'est de bon coeur, c'est tout. C'est avec le même état d'esprit que j'anime ce portail, notez bien.

Sur ce, passez de bonnes fêtes en famille ou entre amis ou copains, détendons-nous un peu, on l'a bien mérité après l'année éprouvante qu'on vient de subir et le boulot qu'on a abattu.

A votre santé à tous et bonne continuation !

A propos des élections législatives en Espagne.

Podemos et Ciudadanos sont des caricatures grotesques, des clones populistes et droitiers du PSOE et du Parti Populaire.

En toile de fond, tout faire pour que les travailleurs et les classes moyennes ne se rassemblent pas ou ne se reconnaissent pas dans un parti qui incarnerait la rupture avec les institutions héritées du franquisme, l'UE et l'OTAN, le capitalisme. Vous nous direz que cela ne risque pas d'arriver de si tôt, quoi, mais qu'ils s'engagent dans la voie de la rupture avec les institutions en place...

Certes, néanmoins il est certain que des centaines de milliers de travailleurs espagnols y sont prêts et beaucoup d'autres encore se sont un jour posés la question qu'ils ont abandonnée faute de représentants crédibles et sérieux pour incarner cette question et la traiter de manière cohérente.

Maintenant que la majorité des travailleurs espagnols n'en soient pas encore là, c'est évident et normal d'une part, parce que leur condition est encore supportable, dès lors ils ne voient pas pourquoi ils devraient se lancer dans une aventure qu'ils jugent hasardeuse, c'est la crainte du vide politique qui les fait réagir de la sorte autant que leur ignorance du socialisme, et d'autre part, parce qu'ils ne voient pas trop par quoi ces institutions pourraient être remplacées, s'ils tiennent aux institutions en place c'est davantage par dépit, à défaut de mieux, c'est toujours mieux que le vide institutionnel qui serait synonyme de crise, de chaos, de détérioration de leur condition se disent-ils. Cela démontre que leur niveau de conscience politique n'a pas progressé, et il en va de même dans la totalité des pays de l'UE. Ils savent plus ou moins ce qu'ils ne veulent plus, mais ne savent pas au juste ce qu'ils veulent, du coup ils font avec ce qu'ils ont en estimant que c'est encore le moindre mal, et comme cet esprit est partagé par la majorité des travailleurs l'adopter leur semblera normal et ils ne se poseront pas davantage de questions, à quoi bon puisque les réponses qu'on leur proposerait leur demeureraient inaccessibles.

Ils sont aussi embourgeoisés que le reste du prolétariat en Europe et plus particulièrement celui de la zone euro et ils n'ont pas d'autres horizons ou idéal puisque le mouvement ouvrier a délibérément tourné le dos au socialisme. Cela dit, tous subissent la décomposition accélérée de la société et l'atmosphère nauséabond qui s'en dégage et qui est devenue insupportable au point de leur pourrir l'existence.

Quand les travailleurs ne se sentent pas directement concernés par la politique antisociale menée par le gouvernement, c'est sur ce plan-là qu'on doit engager la discussion avec eux, à partir de la manière dont ils vivent leur propre situation qui peut être matériellement relativement confortable, sans pour autant qu'ils puissent se doter d'un idéal ou donner un sens à leur vie qui pourrait les rendre heureux. Ils auront plutôt tendance à être taciturnes, aigris, nerveux, angoissés, par tous les malheurs qui leur viennent aux oreilles ou qu'ils peuvent obserser autour d'eux, sans parler de ce qui passe dans le reste du monde dont ils ont connaissance qui est un véritable cauchemar, qui pourrait les atteindre un jour, qui sait si ce n'est pas déjà le cas, rongeant un peu plus leurs instants de bonheur ou de satisfaction superficiels, bien éphémères et de plus en plus rares.

Bref, on partira du constat que personne ne peut soutenir qu'il est véritablement heureux dans une telle société et que tous aspirent à vivre dans un monde plus juste et meilleur, que seul le socialisme peut leur apporter pourvu qu'ils y participent, à nous de les en convaincre, non pas en flattant leurs illusions ou leur ignorance mais en leur expliquant patiemment comment fonctionne la société et le monde dans lequel nous vivons, qui nous sont imposés par ceux qui gèrent notre destin à notre place, aussi nous revient-il de prendre en mains notre propre sort au lieu de nous soumettre docilement à l'ordre établi qui nous promet des jours toujours plus difficiles à vivre.

Le contexte.

(Source du 19 au 23 décembre : AFP, Reuters, Libération, Le Point, Le Figaro, Francetv info, Atlantico, Le Parisien, Slate.fr.)

- Ce scrutin clôture une année de bouleversements électoraux en Europe du Sud, avec la victoire de la gauche radicale d'Alexis Tsipras en Grèce en janvier, et au Portugal l'arrivée au pouvoir en octobre d'une coalition de partis de gauche.

LVOG- A ce stade ils n'ont pas trop de soucis à se faire avec Syriza qui en Grèce applique le dernier mémorandum de la troïka, tout comme l'avait fait avant lui la coalition formée par Nouvelle Démocratie et le PASOK, et le front populaire au Portugal qui n'a pas remis en cause la politique du gouvernement conservateur de Pedro Passos Coelho (Parti social-démocrate, PSD).

Parlement plus fragmenté que jamais.

LVOG- La crise du capitalisme est une bombe à "fragmentation" politique à retardement qui leur explose à la figure, sans pour autant que la classe ouvrière ne parvienne à en tirer profit pour se doter d'une nouvelle direction, puisqu'aucun parti ouvrier rompant avec l'imposture consistant à caractériser de gauche des partis ancrés à droite n'est parvenu à voir le jour, et qui plus est n'a réussi à s'implanter dans tous les couches des masses exploitées. Dans ces conditions les travailleurs sont amenés à s'abstenir lors des élections ou à voter par dépit pour les partis institutionnels anciens ou nouveaux puisque tous s'inscrivent dans le cadre des institutions en place et aucun n'envisage de les abolir.

- Jamais un parti au pouvoir n’aura obtenu un résultat aussi faible.

Podemos et Ciudadanos ont émergé à la faveur d'une crise sans précédent, qui a secoué non seulement l'économie mais aussi les institutions, ternies par la corruption touchant l'ensemble de l'establishment: partis traditionnels, grandes entreprises, syndicats, et même une fille du roi Juan Carlos.

Une opinion publique traumatisée par la cure d'austérité, assortie d'une réforme limitant les droits des salariés et par le chômage qui touche encore un actif sur cinq.

LVOG- En effet, les partis qui se sont succédés au pouvoir depuis 40 ans et qui sont les piliers du régime sont désormais minoritaires, ce qui exprime la crise des institutions et l'alimente, sans pour autant que cela les empêche de continuer de gouverner (Portugal et demain en Espagne), et quand cela devenait problématique ou impossible (en Grèce) ils ont confié cette tâche à des partis dont les dirigeants étaient issus de leurs partis ou partageaient leur idéologie, de sorte que la stabilité du régime certes affaibli soit assurée, ce qui pour la classe dominante est l'essentiel.

Les résultats.

Près de 36 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes, dont 10,9 millions âgés de plus de 60 ans.

Le Parti populaire (PP) de Mariano Rajoy, a obtenu 123 sièges sur 350 à la chambre basse, soit 28,72 % des voix. Résultat, il a perdu sa majorité absolue, avec 63 sièges de moins par rapport à 2011 et son pire score depuis 1993.

Le Parti socialiste (PSOE) est deuxième et n'a jamais recueilli un aussi mauvais résultat de son histoire, avec 90 sièges et 22 % des voix, il a perdu 19 sièges.

La formation de gauche radicale Podemos, issu du mouvement des « Indignés » né en 2011 contre l'austérité et la corruption, et ses alliés (20,6 % des voix), dispose de 69 députés.

Le libéral Ciudadanos, dirigé par l'avocat de 36 ans Albert Rivera, obtient 14 % des suffrages et 40 députés.

La quadrature du cercle ne tardera pas à démontrer son inanité.

- « On assiste à la fin du bipartisme espagnol et à la naissance du quadripartisme. Le grand doute est de savoir s'il sera possible de former un gouvernement stable. En Espagne, depuis la fin du franquisme, on a toujours eu des gouvernements monocolores et très stables », explique au Figaro, Fernando Vallespin, professeur de sciences politiques à l'Université autonome de Madrid. Selon lui, « cette législature sera brève, parce qu'il n'y aura pas de majorité capable de stabiliser la situation. »

Une analyse reprise par la presse ibérique ce lundi.

« L'Espagne laisse son nouveau gouvernement en suspens », titre le quotidien conservateur ABC lundi. « Le PP l'emporte mais il aura beaucoup de mal à gouverner », estimait El Pais (centre-gauche), tandis que le journal catalan El Periodico faisait sa Une sous forme de petite annonce : « Cherchons un président pour l'Espagne ».

Du côté constitutionnel. - La Constitution prévoit que le roi d'Espagne désigne, après consultations, un candidat chargé de former un gouvernement qui doit être investi par la chambre. Pour ce faire, ce candidat doit obtenir la majorité absolue au Parlement, soit 176 sièges sur 350. En cas d'échec, l'investiture est possible à la majorité simple (plus de oui que de nos), que Mariano Rajoy n'obtiendrait pas non plus à ce stade des négociations. LVOG- C'est donc dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle accepté par tous les partis que ce déroulait ce scrutin dont les travailleurs n'avaient rien à attendre. Accepter ce cadre, c'était déjà capituler devant l'ennemi à défaut d'envisager son abolition. On se demandera de qui les partis qui ont participé à cette farce électorale craignaient-ils de se couper, des institutions héritées du franquisme ou des travailleurs, on pencherait plutôt pour la première réponse.

Un pays ingouvernable.

- Les conservateurs, arrivés en tête des législatives de dimanche, ont perdu leur majorité absolue, et les socialistes, deuxièmes, sont talonnés par Podemos. Résultat: le pays sera difficile à gouverner...

"Tout le monde le répète depuis hier soir : le pays est devenu ingouvernable" explique Lilya Melkonian sur France 2

Le PP pourrait constituer un gouvernement minoritaire mais devrait alors négocier chaque loi avec ses opposants au Parlement.

LVOG - Ce serait assurément incertain, risqué, périlleux, chaotique ! Autant dire qu'ils craignent la paralysie des institutions qui ne plairait pas du tout à leurs maîtres, au marché.

Aucune majorité absolue

- Au lendemain des élections législatives, aucune majorité claire ne se démarque.

Aucun bloc n'aurait la majorité.

Le PSOE a prévenu qu'il ne formerait pas de grande coalition avec le PP.

- "L'Espagne a voté pour le changement. C'est désormais au PP d'essayer de former un gouvernement (...) mais les socialistes voteront 'non' à Rajoy et au PP", a déclaré un dirigeant du PSOE, Cesar Luena, lors d'une conférence de presse.

La performance de Podemos rééquilibre l'échiquier politique espagnol vers la gauche mais une possible coalition formée du PSOE, de Podemos et de trois autres formations ne contrôlerait que 172 sièges.

Une telle alliance serait en outre difficile à former étant donné les divergences de vues économiques et institutionnelles, notamment sur le degré d'autonomie de la Catalogne, entre ces différents partis.

LVOG- Aucune combinaison ne permet d'obtenir la majorité absolue au parlement espagnol, aussi il faudra bien qu'il y en ait un qui

se sacrifie, à moins qu'en cas de majoriité simple le PP bouche les trous comme l'a fait l'UMP en France lorsque le PS était en mal de majorité pour faire passer certaines mesures ou lois à l'Assemblée nationales, ce pourrait être le scénario le plus probable puisqu'aucun ne souhaite retourné aux urnes dans quelques mois de crainte d'y laisser encore plus de plumes.

Instabilité politique à venir.

Le bipartisme, en vigueur depuis la fin de la dictature franquiste, est révolu.

L'Espagne entre dans une phase d'incertitude.

C'est la première fois depuis le début de la démocratie que le pays ne connait pas le nom de son chef de gouvernement après des législatives.

Même si le chef du gouvernement Mariano Rajoy est arrivé en tête avec son parti, il est loin du nombre de sièges requis pour avoir la majorité absolue et faire valider son gouvernement.

Malgré sa victoire, la droite n'obtient pas la majorité et doit désormais essayer de s'allier avec les autres formations politiques. Les Espagnols étaient habitués à voir deux partis gouverner en alternance depuis trente-cinq ans, le Parti socialiste et le Parti populaire de Mariano Rajoy.

Pas de gouvernement en Espagne avant plusieurs semaines, voir plusieurs mois.

LVOG- En Belgique ils sont restés plus d'un an dans cette situation et ils s'en sont très bien sortis, en attendant c'était le gouvernement sortant qui avait traité les affaires courantes.

- Les partis traditionnels vont devoir composer avec ces nouveaux petits partis.

"Les quatre partis arrivés en tête s'opposent dans leurs programmes" Valérie Labonne, correspondante de France 3 en Espagne.

LVOG- Au-delà des intérêts supérieurs du régime qu'ils partagent, ce qui les opposent c'est uniquement les différents couches de privilégiées qu'ils représentent et dont ils entendent préserver les avantages.

Vers de nouvelles élections

- La Constitution espagnole ne fixe pas de date-butoir à la formation d'un gouvernement mais certains analystes évoquent déjà l'hypothèse d'un retour devant les électeurs pour sortir de l'impasse en vue.

Tractations, marchandages, grandes manoeuvres ou comment monnayer les voix de leurs électeurs qu'ils méprisent.

AFP - Le Parti socialiste espagnol, clé d'un prochain cabinet, a opposé mardi un non ferme aux avances du chef du gouvernement sortant, le conservateur Mariano Rajoy, dans ses efforts pour conserver son poste, augurant de longues et incertaines négociations.

L'émergence de deux nouveaux partis aux élections législatives de dimanche, la gauche radicale Podemos et les libéraux de Ciudadanos, exige des alliances au moins tacites pour obtenir l'investiture d'une majorité des députés.

"La fragmentation ne peut pas déboucher sur la paralysie, le blocage et l'inaction", avait plaidé lundi Mariano Rajoy.

Bien qu'il ait remporté le plus de sièges, 123, avec 28,7% des suffrages, son Parti populaire a perdu la majorité absolue de 176 sièges.

Il doit donc, pour gouverner, obtenir au minimum l'abstention du Parti socialiste (PSOE) qui peut lui barrer la route en votant contre lui. Les 90 voix socialistes, additionnées aux 69 de Podemos et aux deux de Gauche unie (161 au total) bloqueraient l'investiture.

M. Rajoy a donc proposé un dialogue avec les autres formations défendant comme lui "l'unité de l'Espagne", la "stabilité" et les "règles de l'Union européenne": le PSOE et Ciudadanos.

"Il est important qu'il y ait une stabilité et il est important que les agents économiques et sociaux sachent que l'on peut gouverner", a insisté M. Rajoy.

Albert Rivera, le leader du centriste Ciudadanos, arrivé quatrième avec 40 sièges est d'accord pour laisser M. Rajoy gouverner en s'abstenant. "Il revient au Parti socialiste de faire le prochain pas", a-t-il estimé. "J'en appelle à la responsabilité et au sens de l'Etat".

Mais même l'option d'une simple abstention est inimaginable pour les socialistes espagnols, estime le politologue Pablo Simon: "il leur serait reproché d'avoir permis un gouvernement du PP".

Podemos, qui tente de prendre la place du PSOE en l'assimilant aux conservateurs tenants de la "vieille politique", se réjouirait de cette stratégie du "suicide". Le PSOE risquerait alors l'effondrement électoral, à l'image des socialistes du Pasok en Grèce, où la coalition Syriza, alliée de Podemos, les présentait aussi comme représentants de la "vieille politique".

La réponse à M. Rajoy ne s'est donc pas faite attendre.

"Les différences sont si grandes entre le PP et le socialistes (que) notre conclusion est définitive: nous ne soutiendrons pas une investiture du PP", a déclaré mardi Antonio Hernando, porte-parole du groupe parlementaire socialiste.

"Nous n'investirons jamais Mariano Rajoy comme président", a martelé Miguel Carmona, élu socialiste de Madrid. Le secrétaire général du PSOE, Pedro Sanchez, ne s'est lui pas exprimé depuis deux jours.

- Retour au système parlementaire -

L'alternative possible d'une grande coalition de gauche formée par les socialistes et Podemos, soutenue par les indépendantistes basques et catalans, s'annonce compliquée.

En effet, Podemos pose comme condition que le PSOE accepte la tenue d'un référendum d'autodétermation en Catalogne, en pleine fièvre indépendantiste.

Là encore, le PSOE dit non. "Nous croyons en l'unité de l'Espagne", a répondu Antonio Hernando.

"Nous ne pouvons être vus comme un parti qui se lance dans les aventures et l'opportunisme", a résumé Susana Diaz, présidente de la région d'Andalousie et un des poids lourds du parti.

Mariano Rajoy dispose de la période des fêtes, jusqu'au 13 janvier, date de la première séance parlementaire, pour tenter de convaincre le PSOE.

Une fois le président de la chambre élu, il doit présenter au roi Felipe VI les différents candidats possibles à l'investiture. Celui-ci désigne celui qui a le plus de chances de succès.

La première tentative d'investiture ouvre une période de deux mois pour former un gouvernement, faute de quoi de nouvelles élections sont convoquées.

Au départ, le système en Espagne était parlementaire mais les deux grand partis ont "mangé" les petits en cinq ans (entre 1978 et 1982), a noté le politologue catalan Gabriel Colomé. "Maintenant nous revenons au système parlementaire: personne n'impose son programme. Il n'y a pas de majorité et il faut la fabriquer".

faut laisser du temps au temps", a résumé le socialiste Antonio Hernando. AFP 22.12

Derniers développements, mercredi 23 décembre.

Les socialistes espagnols pas décidés à gouverner avec la droite - Reuters

Les principaux partis politiques espagnols ont présenté des idées antagonistes mercredi sur la façon de constituer un gouvernement viable après les élections législatives de dimanche, remportées par les conservateurs au pouvoir mais sans qu'aucun parti ne dispose d'une majorité claire en sièges.

Le secrétaire général du Parti socialiste (PSOE), Pedro Sanchez, s'exprimant devant la presse après une rencontre avec le Premier ministre sortant Mariano Rajoy, a dit qu'il rejetterait tout accord qui déboucherait sur un nouveau gouvernement avec Mariano Rajoy on son parti, le Parti Populaire (PP), mettant fin aux espoirs de ceux qui avaient envisagé une grande coalition à l'allemande entre la gauche et la droite.

Sans le soutien des socialistes, ou au moins leur soutien implicite via l'abstention, il sera impossible pour le PP de former un gouvernement disposant d'une majorité la chambre basse du Parlement.

D'autres combinaisons sont possibles, mais elles nécessiteront un accord entre au moins trois partis.

"Nous disons 'non' à Rajoy et à sa politique", a déclaré Pedro Sanchez, lors d'une conférence de presse après sa rencontre avec le chef du gouvernement sortant. (Quand on sait qu'ils ont le même programme, mais Sanchez doit sauver les apparences pour que le PSOE ne finissent pas comme le PASOK ou pas encore... - LVOG)

"Les socialistes travailleront de sorte qu'il y ait un nouveau gouvernement, un gouvernement du changement, avec des idées progressistes et une capacité de dialogue", a-t-il dit. (Vous aurez reconnu la rhétorique de Hollande et Valls. - LVOG) Reuters 23.12

Podemos et Ciudadanos sont des clones populistes et droitiers du PSOE et du Parti Populaire.

Podemos ("Nous pouvons").

LVOG - Ils ont dû s'inspirer d'Obama et son "*Yes we can*", Oui nous pouvons...

Parti d'extrême gauche, parti anti-austérité disent-ils qui a pour modèle... Syriza agent de la troïka.

Sentant le vent tourné, ils l'ont propulsé à des sommets tout en le niant de préférence, ils ne vont pas vendre la mèche qui ne tardera pas à se consumer sur place...

- Le nouveau parti de gauche radicale Podemos, né au début de l'année dernière...

À la tête du parti de gauche Podemos, Pablo Iglesias affiche une allure d'éternel étudiant. À 37 ans ce professeur de Sciences politiques a réussi à imposer son parti en à peine un an. Fils d'un fonctionnaire et d'une avocate, il martèle un discours révolutionnaire. "On n'atteint pas le ciel par le consensus, on le prend d'assaut", déclarait Pablo Iglesias lors d'un meeting.

Podemos défend la taxation des plus riches et des classes moyennes. (Non mais attendez, cela c'était avant les élections - LVOG)

La formation Podemos s'est considérablement recentrée, le soutien de l'économiste français Thomas Piketty en est l'illustration.

Pablo Iglesias a été clair, la droite victorieuse mais minoritaire ne pourra pas compter sur eux.

Un pur produit du système institutionnel.

- La gauche indignée est clairement l'un des grands vainqueurs de ce scrutin. Le parti n'existait même pas lors des précédentes législatives de 2011, il obtient 69 sièges en 2015.

Atlantico.fr - La situation de Podemos est spécifique : il incarne une espèce de renouveau en matière de politique, d'abord parce qu'il refuse de se positionner sur l'arc traditionnel droite-gauche. Dans sa façon de faire de la politique, dans ses pratiques, il est neuf. Le gros contraste vient du fait que, dans son organisation et sa hiérarchie, il est mené par de vieux briscards de la politique. Pablo Iglesias, le chef de file du parti, a déjà eu toute une carrière au sein des Jeunesses communistes espagnoles en plus d'être docteur en sciences-politique. Il n'est pas le seul dans Podemos à être passé par le communisme, loin s'en faut. C'est assez paradoxal : ils refusent plusieurs des aspects de l'ancienne tambouille politique, mais restent des vieux "routiers" de cette même politique. Ils en connaissent parfaitement la chose, pour l'avoir étudiée, parfois sur les bancs des universités françaises. Il ne s'agit donc pas d'un système politique traditionnel.

Les leaders de Podemos sont républicains, pourtant ils acceptent de participer à différents types de cérémonies qui impliquent le monarque ou des membres de la famille royale, pour ne pas avoir à s'emparer du sujet de la monarchie avant d'arriver au pouvoir. Idem pour la question de la Catalogne : ils bottent en touche ces sujets pour ne pas s'enfermer dans des débats jugés traditionnels. Cela répond au fait que Podemos vient, à l'origine, des capacités politiques des anciens politiciens que nous évoquions, mais également du fait que son soutien vient de gens qui refusent la politique classique. Ces gens proviennent généralement du mouvement des Indignés et en appellent à de nouvelles pratiques politiques. Ce qui ne veut pas dire qu'une fois aux responsabilités ils le feront réellement comme le montre l'exemple grec. Atlantico.fr 21.12

- "Aujourd'hui, une nouvelle Espagne est née. Une Espagne qui met fin au système de l'alternance politique et qui ouvre la voie à une nouvelle étape de notre pays", a déclaré Pablo Iglesias, leader de Podemos. Un renouveau qui va obliger les partis traditionnels à se remettre en question. (Du vent ! - LCOG)

LVOG - Rappel - Espagne: Podemos recrute l'ancien chef des armées comme candidat à l'élection législative - Mondialisation.ca 09.11.15 Lors de la conférence de presse (le 4 novembre - LVOG), Rodriguez a dit que Podemos respecterait ses obligations, ajoutant qu'il défendait « le renforcement de la position stratégique de l'Espagne et de l'Europe dans l'Alliance atlantique. »

Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de « construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée ». Iglesias a ajouté : « Podemos assume comme légitimes les demandes des associations militaires et promet de les défendre. » Mondialisation.ca 09.11.15

Ciudadanos ("Citoyens")

- Chef du parti de centre droit, Ciudadanos, Albert Rivera affiche un look de gendre idéal. Fils de commerçants catalans, juriste de formation, il ose. En 2006, il n'hésite pas à poser nu sur son affiche pour les régionales catalanes.

Les libéraux de Ciudadanos sont pour une baisse générale des impôts et l'instauration d'un contrat de travail unique. (Le programme du patronat. - LVOG)

Le Point - Ce parti a été créé en Catalogne en 2005, par une poignée d'intellectuels issus de la classe moyenne. Son leader actuel, Albert Rivera, a commencé à droite, comme jeune militant du Parti populaire. Leur source d'inspiration est La Grève, la bible des libertariens, un livre écrit en 1957 par Ayn Rand, qui a connu un incroyable succès aux États-Unis et dans le monde.

Méprisé par les médias traditionnels, Ciudadanos a percé sur Internet et en organisant des réunions publiques. Sa critique de la vieille caste politique espagnole a rencontré un écho auprès des jeunes cadres dynamiques désenchantés par les partis traditionnels après des années de crise et de corruption endémique. Il rassemble un électorat centriste, urbain, issu de la classe moyenne, incarnant l'Espagne moderne, qui semble avoir dépassé la vieille querelle entre les deux Espagnes, républicaine et catholique, dont la guerre civile a été le point d'orgue.

Bien qu'il préfère se dire centriste, Ciudadanos propose un projet libéral, un courant de pensée qui avait disparu de la vie politique espagnole depuis qu'il avait été écrasé entre l'extrême gauche et l'extrême droite pendant la guerre civile. Cohérent, il prône à la fois la libéralisation des drogues, celle de la prostitution et du marché du travail avec un contrat unique. Il souhaite également réduire l'impôt sur les sociétés de 30 à 20 %, et plafonner l'impôt sur le revenu à 43,5 %. lepoint.fr 21.12

On comprend l'enthousiasme du Point pour ce parti réactionnaire qui incarne en fait l'idéologie néolibérale.

- Le parti de centre droit Ciudadanos était encore inconnu il y a quelques mois. En janvier 2015, Ciudadanos n'était crédité que de 3 % dans les sondages.

- Ce parti est né en Catalogne pour s'opposer à la montée des indépendantistes.

- Le mouvement centriste Ciudadanos est le partenaire logique du Parti populaire. (S'ils le disent eux-mêmes. - LVOG)

- Ciudadanos s'abstiendra afin de laisser le Parti populaire gouverner plutôt que de nouvelles élections.

Le chef de file de Ciudadanos, Albert Rivera, a exhorté lundi le PSOE à soutenir au cas par cas un gouvernement minoritaire dirigé par le PP.

"L'Espagne ne peut pas se permettre de devenir la Grèce. L'Espagne ne peut pas devenir un pays chaotique", a-t-il dit à la chaîne de télévision Telecinco.

"La balle est dans le camp du PSOE. Il doit décider s'il s'abstient et permet la constitution d'un gouvernement (...) j'espère qu'ils prendront (cette) décision", avait déclaré auparavant Albert Rivera, le leader de Ciudadanos.

LVOG- Autrement dit, Rivera souhaite que le PP gouverne. Il l'a confirmé il y a trois jours.

Lundi 21 décembre

Reuters - Le chef de file du nouveau parti espagnol de centre droit Ciudadanos, qui s'est classé quatrième lors des élections législatives de dimanche, a réaffirmé lundi que sa formation siégerait dans l'opposition et n'avait aucunement l'intention de rejoindre une coalition de gouvernement, quelle qu'elle soit.

Albert Rivera a appelé les socialistes du PSOE à clarifier leur position et à décider s'ils tenteront ou non de former un gouvernement avec d'autres formations de gauche.

"Désormais, c'est aux autres de bouger", a dit Albert Rivera lors d'une conférence de presse, en ajoutant qu'il préférait que le Parti populaire gouverne plutôt que de voir l'Espagne retourner aux urnes dans quelques semaines. Reuters 21.12

Un article publié la veille du scrutin.

- La recette de Ciudadanos pour devenir le parti le plus influent des élections - slate.fr 19.12

Voici comment devenir le parti le plus influent des élections espagnoles (sans que personne n'ait parié sur vous au départ).

Les électeurs espagnols se sont-ils lassés du style vindicatif et des références à la pop culture obsessionnelles de Pablo Iglesias? Ciudadanos, parti émergent également construit sur les ruines du bipartisme espagnol, est définitivement en train de lui voler la vedette dans les élections législatives de dimanche prochain.

Selon le sondage préélectoral du Centre d'investigation sociologique (CIS), le «parti orange» se serait en effet stabilisé à 19% d'intentions de vote, dépassant la formation d'Iglesias (15,7%) et talonnant de très près le PS espagnol (20,8%). D'autres sondages les placeraient même en seconde position dans six régions, devant le parti d'opposition historique. En dépit de ces légères variations de tendances, les instantanés électoraux s'accordent tous sur un point: aucun parti ne sera susceptible d'obtenir la majorité absolue en solo, pas même le Partido popular (PP), la droite conservatrice au pouvoir, en tête des sondages.

Dans ce panorama électoral teinté d'un suspense totalement inédit en Espagne, Ciudadanos peut ainsi élire le vainqueur en choisissant d'appuyer la droite ou la gauche. Ce parti issu de la scène régionale et aux débuts beaucoup plus confidentiels que Podemos est ainsi en passe de jouer un rôle crucial dans ces prochaines élections. Voici la recette du parti d'Albert Rivera pour devenir l'acteur le plus influent lors d'un scrutin décisif.

1.Commencer soft

Tout d'abord si l'hyper-présence médiatique de Podemos a pu un peu fausser les apparences, notamment à l'étranger, une chose reste certaine: Ciudadanos ne vient pas tout juste de débarquer sur la scène politique espagnole. Créé en 2006 en Catalogne, le parti se veut une réponse politique à deux phénomènes: le séparatisme catalan et la corruption des élites politiques. Des axes de prédilection particulièrement bien sentis qui vont permettre à ce parti régional, souvent perçu comme facho localement, d'acquérir au fil des ans une dimension nationale, et ce, en dépit de l'esthétique pour le moins douteuse de ses différents spots de campagne. Ainsi, lorsque Podemos débarque en grande pompe à l'occasion des élections européennes de 2014 avec ses 8% des voix et ses trois mois d'existence, Ciudadanos se hisse quant à lui en douceur au niveau national en totalisant 3% des votes et deux sièges au parlement.

«C'est également un bon score. Mais ils ont été totalement éclipsés par Podemos dans l'opinion publique», analyse Kiko Llaneras, spécialiste des sondages et de la visualisation de données. L'histoire de Ciudadanos et Podemos est un peu celle du lièvre et de la tortue. Si, dans la course aux élections le parti de Rivera a démarré soft, il a également su tirer parti des erreurs de son adversaire tout au long du parcours.

2.Laisser les autres s'énerver

Après les élections européennes, l'Espagne et l'Europe sont en pleine «Podemos-mania». La formation d'Iglesias canalise en effet à ce moment-là une grande partie des colères citoyennes et excelle dans son diagnostic de la crise espagnole. Mais, à l'approche des élections régionales et municipales, Podemos est confronté à ses premières grandes difficultés. Selon Kiko Llaneras, «au moment où Podemos s'est converti en candidat, il a eu beaucoup de mal à transformer son discours de dénonciation en propositions concrètes». Luis Marañon, politologue et consultant en communication politique, revient sur ces erreurs: «Repenser une stratégie basée sur le mécontentement généralisé des citoyens a pris beaucoup de temps à Podemos. Aucune personne, aucune société ne peut tenir aussi longtemps avec un niveau de colère aussi élevé.»

Alors que le parti d'Iglesias continue de s'énerver, Rivera peaufine quant à lui le rôle de rassembleur de Ciudadanos. «C'est ce moment qu'ils ont choisi pour initier un processus d'expansion géographique. De là, ils ont réussi à se transformer en une option non disruptive capable de canaliser la fatigue provoquée par les partis traditionnels.» Le tout sans spot vidéo «has been» cette fois (enfin presque).

3.S'appuyer sur un bon conflit territorial

Mais, pour booster son influence dans l'espace politique espagnol, le parti orange n'a pas «seulement» travaillé sa ligne et tiré profit des erreurs de son adversaire anti-système. Il a pu également compter sur un ingrédient magique: un bon vieux conflit

territorial. Ainsi les élections catalanes du 27 septembre 2015, transformées par les séparatistes catalans en véritable plébiscites pour l'indépendance, ont joué un rôle d'accélérateur de carrière pour Ciudadanos, cet enfant du pays historiquement opposé à l'indépendance.

Le sujet catalan, au minimum, les a aidés à avoir beaucoup plus de visibilité et à se draper dans ce costume de gagnant

Kiko Llaneras, spécialiste des sondages et de la visualisation de données

Dans ce scrutin ultra médiatisé et polarisé, Podemos, en peinant à se positionner clairement sur la question du séparatisme, a donné un élan supplémentaire à la formation de Rivera. Alors que la liste locale d'Iglesias obtient des scores plus faibles encore que ceux pressentis, Ciudadanos profite quant à lui du scrutin catalan pour se hisser sur la deuxième marche du podium, dans une région cruciale pour la vie politique espagnole. «Le sujet catalan, au minimum, les a aidés à avoir beaucoup plus de visibilité et à se draper dans ce costume de gagnant», analyse Kiko Llaneras. Ignacio Jurado, docteur en science politique à l'université d'Oxford et spécialiste du comportement électoral, va plus loin: «Les élections catalanes ont été le premier événement dans lequel ils se sont transformés en alternative de pouvoir. Cela a été l'étiquette décisive de crédibilité pour Ciudadanos.»

4.Devenir le gendre idéal

Puisque l'heure est à parler des étiquettes, venons-en à un aspect absolument décisif pour monopoliser l'influence: le look et la personnalité du leader. À ce jeu-là, il semblerait que même en Espagne, le catogan, les bracelets de force et la verve emphatique ne soient pas forcément gage de réussite politique sur le long terme. Ainsi, la personnalité et l'apparence d'Albert Rivera semble à terme avoir été plus fédératrice que celle d'Iglesias. Dans le dernier sondage du CIS, Rivera apparaît ainsi comme la personnalité politique la plus appréciée des Espagnols tandis qu'Iglesias se situe à la traîne du classement.

Sonia El Hakim, spécialiste de communication non verbale, analyse dans son blog le succès du «personnage politique» d'Albert Rivera: «C'est l'un des candidats à la présidence les plus attractifs dans le sens le plus large du terme. C'est le gendre idéal.» Un profil lisse et séducteur qui aurait réussit à supplanter les sorties enflammées et l'émotivité assumée du leader de Podemos. Pour Luis Marañon, l'image de leader de Rivera tend à un équilibre complexe: «Il a réussi à obtenir une image de nouveauté unie à une idée de changement et de modération. Ainsi, c'est un candidat compétitif dans la mesure ou son image réussit à attirer des ex-votants de partis différents, à générer peu de résistance et à maintenir un profil personnel avec un faible niveau de rejet.»

À ce cocktail inédit de consensualité, Rivera a su ajouter des nuances plus tranchantes. Il n'en fallait pas moins pour rivaliser avec le style fleuri et l'hyper-charisme d'Iglesias. Sonia Al Hakim qualifie ainsi le style de communication non verbale du leader de Ciudadanos de «conquérant haut négatif»: «Il est conquérant haut parce qu'il parle beaucoup. Il serait conquérant "bas" s'il écoutait plus qu'il ne parle. Mais […] il aime parler. Il fait des gestes englobants, qui nous mettent dans sa bulle, il gesticule beaucoup avec les mains pour nous aider à comprendre son message.»

À ce véritable numéro d'hypnose séductrice vient s'ajouter le propos de Rivera. Un discours particulièrement adapté à son intention de récupérer les votes du centre, un électorat décisif dans les élections espagnoles.

5.Construire un discours à bas coût idéologique

Ainsi, pour se transformer en l'interlocuteur le plus influent lors d'un scrutin décisif, il est primordial de «lisser» son discours. Dans un article du quotidien El Español, des spécialistes en linguistiques ont analysé les programmes des quatre partis en têtes dans les élections générales (et les ont représentés en nuages de mots).

Au sujet du parti de Rivera, l'article en arrive ainsi à la conclusion suivante: «Si l'on exclut les mots qui forment les titres du programme, […] les termes les plus répétés sont Espagne et citoyenneté.» Un champ lexical particulièrement neutre qui souligne, selon le quotidien, la faible charge idéologique du parti. Luis Marañon, qui a participé à l'expérience, revient sur cette analyse pour Slate.fr: «Le discours de Ciudadanos est simple, ordonné, de large spectre, nourri d'un prétendu pragmatisme et d'un faible coût idéologique.» Pour le spécialiste, «l'idée est que leur électorat potentiel n'ait pas à payer un coût trop élevé au niveau idéologique pour voter pour eux». À cette modération, cet équilibre et ce caractère neutre s'ajoute une «désidéologisation» du propos, en apparence, seulement:

«Ciudadanos essaie de déployer une idée optimiste autour du futur, car ils sont conscients que leur électorat potentiel ne vit pas dans un état d'esprit de colère, ils se nourrissent plutôt d'un sentiment d'éloignement des partis traditionnels.»

6.Combiner tous les axes gagnants de la campagne

Pour devenir l'acteur le plus influent d'un scrutin à quatre, vider son discours de tout élément pouvant provoquer le rejet n'est pas la dernière leçon à apprendre de Ciudadanos. Car à ce discours particulièrement facile à endosser doit venir s'ajouter

le positionnement politique adéquat. Cerner cet exact espace électoral a nécessité tous les efforts de la formation de Rivera durant cette campagne.

Le discours de Ciudadanos est simple, ordonné, de large spectre, nourri d'un prétendu pragmatisme et d'un faible coût idéologique

Luis Marañon, politologue et consultant en communication politique :

«Ils ont adopté une claire stratégie de triangulation, en combinant des positions progressistes avec d'autres plus libérales voire conservatrices en s'efforçant de maintenir l'équilibre qui les rend compétitifs», décrypte Luis Marañon. De fait, la grande force de Ciudadanos a été de réussir à associer tous les axes gagnants de ces élections générales au sein de sa candidature:

«Leur position de centralité leur a permis d'engranger des voix depuis le centre droit jusqu'au centre gauche. Avec cette stratégie, ils ont combiné la prédominance de l'axe du "nouveau", en tant que parti émergent, contre celui de "l'ancien", des vieux partis.»

Un tiroir idéologique à double fond qui a permis, selon le spécialiste, «de se positionner comme un réceptacle à la mesure d'une partie importante du désenchantement des électeurs». Un rôle de choix, qui devrait leur assurer une position décisive à l'heure de définir la coalition qui gouvernera.

7.Refusez les pactes (au début)

La stratégie de Ciudadanos a donc plutôt bien fonctionné jusqu'alors. L'occasion pour le parti de nous donner une dernière grande règle pour accaparer l'influence: être certes en mesure de faire tous les pactes possible mais affirmer les refuser tous en bloc. Ignacio Jurado le rappelle: «Stratégiquement, cela n'intéresse aucun parti de dire qu'il veut faire des pactes, ils veulent bien entendu tous se présenter comme l'unique option pour un futur gouvernement.» En ce sens, Ciudadanos a déjà lancé l'idée de réaliser des élections anticipées si aucune formation n'arrive à former un gouvernement à l'issue du scrutin.

«Rivera a été assez emphatique à l'heure de dire qu'il ne va investir ni Rajoy (PP) ni Sanchez (Psoe). Mais il parle seulement de Rajoy, et jamais directement du parti. Au moins à cause de cela, je comprends qu'ils seraient disposés à appuyer un gouvernement du PP en substituant Rajoy par un autre candidat», déduit Ignacio Jurado. Une position toutefois compliquée pour Ciudadanos, qui, s'il choisit d'appuyer un des deux partis historique du bipartisme, pourrait perdre de sa force au sein de ses votants.

En réalité, le scénario idéal pour Rivera serait de finir deuxième: «Non seulement parce qu'il serait plus fort pour négocier avec la droite du PP, mais surtout parce qu'il pourrait légitimement demander au PS de l'appuyer pour être président.» Une option qui n'est pas hors d'atteinte pour le parti de Rivera. Après tout, jusqu'à présent, il a fait tout comme il fallait. slate.fr 19.12

ACTUALITÉ DU JOUR

La Ve République était compatible avec le totalitarisme.

- Le Conseil constitutionnel valide les assignations à résidence - Reuters

Le Conseil constitutionnel a jugé mardi que les assignations à résidence de la loi du 20 novembre dans le cadre de l'état d'urgence décidé après les attentats du 13 novembre étaient conformes au texte fondamental de la République.

Le Conseil constitutionnel a rejeté une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) posée, via le Conseil d'Etat, par un des militants écologistes assignés à résidence pendant la récente conférence sur le climat.

Les avocats du militant demandaient aux "sages" de "mettre un coup d'arrêt" à cet "abandon du pouvoir législatif au profit du pouvoir administratif" et d'encadrer un texte qui porte atteinte à la "liberté constitutionnelle d'aller et de venir".

Le Conseil constitutionnel, peut-on lire dans un communiqué, "a jugé que, tant par leur objet que par leur portée, ces dispositions ne comportent pas de privation de la liberté individuelle au sens de l'article 66 de la Constitution".

Le Conseil constitutionnel ayant validé le texte sans réserves, contrairement à ce qu'ils espéraient, les requérants entendent saisir la Cour européenne des droits de l'Homme.

"Nous sommes face à une dérive possible. Vous êtes la dernière digue", avait plaidé à l'audience Patrice Spinosi, avocat de la

Ligue des droits de l'homme. Reuters 22.12

Le Conseil constitutionnel "la dernière digue"... qui protège le régime, quelle imposture monstrueuse ! On ne pouvait pas laisser dire un truc pareil, non ?

Etat policier. PS, LR, FN même déchéance.

- Déchéance de la nationalité : Christiane Taubira fragilisée - Francetv info

Manuel Valls a confirmé que le projet de déchéance de la nationalité serait dans la réforme constitutionnelle.

Coup de théâtre à l'Élysée mercredi: François Hollande a finalement conservé dans son projet de révision constitutionnelle la déchéance de nationalité, contrairement aux déclarations de la garde des Sceaux Christiane Taubira, et malgré les nombreuses critiques de la gauche.

En maintenant la déchéance de nationalité, le président de la République conserve une chance de voir sa réforme adoptée au Congrès, où il aura besoin d'une majorité des trois cinquièmes. La droite, inspiratrice de la mesure, avait prévenu qu'elle ne voterait pas le projet en son absence.

A contrario, la présidente du Front national a pavoisé, saluant dans un tweet le "premier effet des 6,8 millions de voix pour le Front national aux élections régionales". Florian Philippot, vice-président du parti, a estimé que, "dans ces conditions", le FN pourrait "voter cette révision". Francetv info 23.12

Donc si on comprend bien, par exemple une personne née en France et de nationalité française mais dont les parents étaient de nationalité française mais née en Algérie, personne dont le français est la langue maternelle et qui ne parle pas forcément l'arabe, qui n'a aucun lien avec l'Algérie ou qui n'y a mis les pieds que quelques fois dans sa vie se verrait expulsée vers ce pays qui lui est totalement étranger une fois sa peine de prison accomplie, c'est bien cela n'est-ce pas ?

En complément

- Les candidatures pour intégrer la police explosent - Francetv info

Devenir patron, quel idéal !

- Emploi : les TPE concentrent le plus de CDD et de temps partiels - La Tribune

Une étude de la Dares publiée ce mercredi rapporte que les TPE (entreprises de moins de 10 salariés) concentrent le plus d'emplois dit précaires.

Si les très petites entreprises (TPE) ont regroupé 20% de l'emploi salarié concurrentiel en 2014 (soit un salarié sur cinq), elles ont également eu davantage recours aux CDD et au temps partiel que les entreprises de dix salariés ou plus, rapporte une étude de la Dares publiée mercredi 23 décembre.

1,2 million dans le secteur de l'artisanat, précise le service de statistiques du ministère du Travail.

Les TPE emploient en moyenne 3 salariés, mais 36% n'en comptent qu'un seul. Dans près de la moitié d'entre elles travaille au moins un non-salarié (gérant ou membre de la famille). Ces entreprises "mono-salarié" sont pour beaucoup dans l'enseignement privé (écoles de conduite), l'action sociale privée, l'immobilier, les arts et autres activités de service.

Deux fois plus de CDD dans les TPE

Les CDD (contrats à durée déterminée) représentent 13,8% des salariés des TPE, soit davantage que dans les entreprises de 10 salariés ou plus, dans lesquelles la part de CDD est de 7,6%.

46% de ces CDD sont des emplois aidés, en majorité des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation (qui comprennent des baisses de charges). Au final, plus du quart des emplois aidés (marchands ou non) en France se trouvent dans les TPE, 225.000 salariés au total.

Si les contrats d'apprentissage ont diminué de 5% entre 2013 et 2014 dans les TPE, le nombre de contrats aidés par l'Etat (contrat unique d'insertion, emploi d'avenir, contrat de génération, etc.) a de son côté, augmenté de 17%. Les TPE emploient près

de 30% de ses salariés... à temps partiel

L'étude rapporte également que la durée de travail hebdomadaire pour les salariés des TPE à temps complet est de 36,2 heures, soit davantage que dans les entreprises de 10 salariés et plus (35,6).

Néanmoins, le temps partiel y est plus fréquent : 28,3% des salariés, contre 16% ailleurs. Ainsi, plus l'entreprise est petite, plus le recours au temps partiel est important : 39,5% dans les entreprises "mono-salarié", contre 15% dans les entreprises de plus de 100. latribune.fr 23.12

Privatisation de la Croatie.

- Croatie: un homme d'affaires indépendant désigné comme Premier ministre - AFP

La présidente croate a désigné mercredi au poste de Premier ministre un homme d'affaires sans appartenance politique qui a fait sa carrière dans l'industrie pharmaceutique internationale et dont la tâche sera le redressement économique de cette ex-république yougoslave.

Tihomir Oreskovic est soutenu par une coalition formée autour des conservateurs (HDZ), arrivés en tête des législatives du 8 novembre, et qui font ainsi leur retour au pouvoir après quatre ans dans l'opposition.

M. Oreskovic a fait sa carrière dans l'industrie pharmaceutique et est actuellement le directeur financier pour l'Europe de Teva, numéro un mondial des médicaments génériques.

Il a montré à la présidente croate qu'il bénéficiait des signatures d'une majorité de 78 députés le soutenant au sein du parlement, qui compte 151 sièges.

M. Oreskovic avait fait ses études au Canada et entamé en 1992 sa carrière dans le secteur pharmaceutique. Il a intégré Teva en 2005 au Canada, avant d'occuper, à partir de 2009, des postes de dirigeant financier pour la compagnie en Europe de l'Est.

Entre 2012 et 2014, il a dirigé la plus grande compagnie pharmaceutique croate, Pliva, contrôlée depuis fin 2008 par le géant israélien. AFP 23.12

On a deviné qui l'a propulsé à ce poste.

En Syrie il serait libre.

- Un écrivain saoudien condamné à quatre de prison pour sédition - Reuters

Un écrivain saoudien qui préconise des réformes politiques dans le royaume a été condamné par un tribunal antiterroriste à une peine de quatre ans de prison et à l'interdiction de paraître dans les médias pendant 15 ans, ont fait savoir sa famille et les médias saoudiens.

La Cour pénale spéciale, mise sur pied en 2008 pour juger les affaires de terrorisme, a reconnu Zouhaïr Koutbi coupable de sédition et d'atteinte au prestige de l'Etat, écrit mardi le journal saoudien Okaz.

La moitié de la peine a été assortie d'un sursis, si bien que Koutbi n'aura à purger que deux ans derrière les barreaux, mais il est interdit de voyage pendant cinq ans. Il a en outre été condamné à une amende de 100.000 riyals (environ 26.600 dollars).

Son fils, Djamil, avait fait état dès lundi sur Twitter de la condamnation de l'écrivain, sans préciser de quoi il était reconnu coupable.

Zouhaïr Koutbi a été arrêté à son domicile de La Mecque le 15 juillet, à la suite d'une émission de télévision lors de laquelle il avait appelé à des réformes politiques en Arabie saoudite, notamment la transformation de la royauté en monarchie constitutionnelle, rapporte Human Rights Watch.

Il avait déjà été condamné à trois reprises à des peines de prison pour des déclarations politiques, depuis les années 1990, précise de son côté Amnesty International. Reuters 22.12

Human Rights Watch et Amnesty International qui sont des ONG à la solde de Washington "rapporte" ou "précise", mais ne condamnent pas l'Arabie saoudite ou n'engageront pas une campagne internationale pour exiger la libération de Zouhaïr Koutbi pour ne pas faire de tort à un des alliés de leurs mentors.

Confirmation. Pour qui roule Amnesty International ? Le Pentagone, la CIA, l'OTAN.

- Syrie: Amnesty accuse Moscou d'avoir tué des centaines de civils - AFP

Près de 2.000 morts, des centaines de civils tués, de possibles crimes de guerre : depuis près de trois mois, le rouleau compresseur russe est en action en Syrie contre les "terroristes" selon Moscou, mais pour l'essentiel dans des zones où le groupe Etat islamique (EI) n'est pas présent.

Dans un rapport rendu public mercredi, Amnesty International accuse la Russie d'avoir tué des "centaines de civils" et causé "des destructions massives" dans des raids aériens qui "bafouent le droit international humanitaire".

Le ministère russe de la Défense a qualifié ces accusations de "fausses" et de "sans preuves", son porte-parole affirmant qu'il "n'y avait rien de concret ni de nouveau" dans ce rapport.

Pour l'ONG, dont le siège est à Londres, la Russie a eu recours à "des bombes à sous-munitions", interdites par les conventions internationales, des bombes incendiaires et des "bombes non guidées" contre "des zones d'habitation à forte densité de population".

"Certaines frappes aériennes russes semblent directement viser des civils ou des biens à caractère civil", a commenté Philip Luther, directeur d'Amnesty pour le Moyen-Orient, d'après lequel "ces attaques peuvent constituer des crimes de guerre", car "aucune cible militaire ni aucun combattant ne se trouvait dans l'environnement immédiat".

Mardi, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a fait état entre fin septembre et le 21 décembre de 2.132 personnes tuées dans des raids russes, soit 598 jihadistes de l'EI, 824 combattants rebelles, et 710 civils, dont 161 enfants et 104 femmes.

La Russie est engagée militairement en Syrie pour soutenir le régime du président syrien Bachar al-Assad et affirme effectuer des raids aériens contre les "groupes terroristes", dont l'EI. Mais les pays occidentaux et arabes accusent Moscou de frapper l'opposition modérée et d'autres groupes de l'insurrection sunnite, plutôt que l'EI.

Dans les faits, les frappes russes se concentrent pour l'essentiel sur des régions où l'EI n'est tout simplement pas présent, comme la province d'Idleb, coeur de la révolution syrienne et bastion de l'insurrection armée, observe notamment le centre de réflexion américain Institute for the study of war (ISW), qui fait un suivi hebdomadaire des frappes russes et relève le "décalage" entre les objectifs proclamés de la Russie, sa rhétorique anti-EI et ses opérations sur le terrain.

"Ces chiffres ne sont malheureusement pas une surprise", a commenté à l'AFP le politologue Ziad Majed, spécialiste de la Syrie. "Les associations locales des droits de l'Homme et de la société civile font un travail documenté, appuyé par des photos et des vidéos, depuis le début des frappes russes".

Quasiment chaque jour, au rythme de ces bombardements, les réseaux sociaux abondent d'images insoutenables - et dont l'authenticité ne fait guère de doute - d'enfants ou de civils déchiquetés par les bombes russes, ou encore des dizaines d'engins meurtriers, de la forme d'un ballon de handball et d'aspect métallique gris, disséminés par les bombes à fragmentation.

Moscou prend prétexte de la présence du Jabat al-Nusra (branche locale d'Al-Qaïda) dans ces zones pour procéder à ces bombardements à l'aveugle, explique M. Majed, qui juge "choquant le silence total des gouvernements occidentaux sur ces possibles crimes de guerre".

"Des centaines de milliers de civils vivent dans ces régions où l'EI n'est pas présent. Des enfants y vont à l'école, il y a des structures de santé, des boulangeries collectives, des générateurs d'électricité... Aujourd'hui, cette vie locale est bombardée non plus seulement par le régime, mais aussi par l'aviation russe qui fait de gros dégâts", s'alarme-t-il.

Il craint notamment que ces nouvelles violences ne "nourrissent encore un peu plus le sentiment d'abandon et d'injustice des populations, mais aussi un discours de haine contre le monde extérieur".

Commentaires d'internautes

En lisant tous ces commentaires, on en déduira qu'il existe un nombre important de travailleurs qui n'entendent plus se laisser manipuler par la propagande ou la désinformation du régime et de ses agences, c'est plutôt encourageant, même s'ils ne parviennent pas encore à en tirer tous les enseignements qui s'imposent. J'ai volontairement laissé de côté les commentaires qui allaient dans le sens de cet article scélérat, soit environ 10% maximum de l'ensemble des commentaires.

1- Désinformation, propagande,enfumage, comme d'habitude.

2- Article de pure désinformation... propagande anti Russe ...

3- Faut-il Protéger Daesh ?

C'est la seule question qui se pose chez Amnesty internationale

4- Tous les jours je lave mon cerveau avec l'Agence Francaise de Propagande! C'est super ! Par contre les petits avions français, bien minables à cô" des russes envoient des fleurs et ne font pas de collateral damage.

5- La propagande anti Poutine bat son plein ! la plupart des informations sur la Syrie proviennent de deux officines USA Human Rights Watch et l'Observatoire syrien des droits de l'homme qui sont on ne peut plus discutables quant à leur crédibilité et leurs manipulations, voir d'ailleurs d'où proviennent leurs financements ! De même en France, la plupart des médias appartiennent à des hommes d'affaires multimillionnaires ... Quand les riches informent les pauvres cela donne ... ce que l'on nous sert tous les jours comme médias mensonges !

6- Cela montre que soit Amnesty est tombé bien bas dans la propagande anti russe, soit que la présentation de son rapport est truquée et mensongère : voir le site de Russia Today en français, tout aussi objectif que l'AFP. L'ONU n'est pas en mesure de confirmer ce rapport. Et c'est bien connu les bombes US, françaises, anglaises,... sont spécialement conçues pour se renseigner auprès des populations avant d'exploser. Bref un bel exemple de propagande puante.

7- Mais qui paye ces gens qui se permettent d'accuser de crimes de guerre la Russie, le seul pays à remercier pour le travail qu'il est en train de faire en Syrie. Ce qui nous frappe et nous scandalise c'est leur silence misérable quand ces crimes de guerre sont commis par les États Unis ou l'Union Européenne. Il suffit de penser à l'Irak à la Libye ou ailleurs pour comprendre qu'il s'agit d'un parti pris scandaleux.

8- Que pense Amnesty de l'action de Sarkozy/BHL sur la Libye et les milliers de morts civils qui ont suivi cette catastrophique décision française ?

9- Amnesty international = Département d'Etat américain !

10- Les tueries des civils par les Américains et les Israéliens s'appellent dommages collatéraux , celles des Russes s'appellent crimes de guerre . Merci Amnesty.

11- Amnesty ne dénonce jamais et ne demande jamais d'arrestation de salopards musulmans islamistes qui tuent et décapitent des civils comme l'arabie, le quatar, Amnesty serait' il financer par l'arabie le quatar ou DEACH pour être complaisant avec eux ...

12- Quid des atrocités commises par le régime de Kiev en Ukraine ?

- Comment l'AFP fait la différence entre des civils avec des enfants tueurs de Daesch et des femmes kamikazes de Daesch ?

13- Operation "desert storm" en Iraq. Ce n'etait pas de la dentelle, ni quelques milliers de civils tues mais plus d'une centaine de milliers. Ou etaient les journalistes?

14- N'oublions pas que l'embargo sur l'Iraq a tué 1 million d'enfants (là, de vrais civils) ; et là on ne parle pas de crime de guerre ...

15- Et quand Benghazi était en état de siège avec les bombadements aveugle de l'Otan t'était où journaleux. Des milliers de morts avec à la clé ni eau ni electricité dans la ville. AFP ne pouvait dire mot.

16- C'est marrant, enfin si je peux dire, on n'entend pas " l' amnesy internationale " sur le fait que les turcs exterminent les Kurdes...

17- Cet article est fortement partisan. Bien sûr il peut y avoir des ratés russes car un guerre n'est jamais sans effets collatéraux. Nous nous inclinons devant les dépouilles des victimes innocentes. Mais il faut rappeler que les premiers responsables de cette tragédie humaines sont les Occidentaux qui déstabilisent le monde. Après l'Irak, la Libye c'était le tour de la Syrie.

18- Si je comprends bien, les crimes de guerre c'est pour les russes. Pour les autres qui mettent le moyen orient à feu et à sang en alimentant des barbares de la plus grande espèce ce sera le prix Nobel de la paix. Il a été décerné d'ailleurs à OBAMA qui s'amuse à tuer les gens comme avec des game boy. Combien de millions de victimes perpétrés par les USA depuis l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et maintenant la Syrie. Oh oui ! les droits de l'homme, les valeurs, la démocratie. J'oubliais l'Ukraine

bien sûr avec ses bataillons de nazis encensés !

La France inféodée avec ces criminels a là ses heures sombres. Suffit de voir la bande qui prétend diriger notre pays pour comprendre que l'époque que nous vivons est pire que celle des nazis.

Quand viendra le temps de juger les criminels responsables qui jouent les matamores en ce moment on rira bien. Même s'ils cherchent à s'échapper à travers le monde. On a un devoir de Justice à entreprendre avant de celui d'un vrai devoir de mémoire.

19- Syrie: les frappes des USA et collabos ont provoqué la mort de millions de civils..bizarre que l'auteur de cet article n'en parle pas..?

20- La Turquie vise l'EI, mais ses bombes tombent toutes sur les Kurdes. Que dit Amnesty ?

- Et les exactions de Daech et les soi disant "rebelles" armés par l'occident depuis 4 ans envers les minorités ? les décapitions, crucifixions et j'en passe contre les minorités yézides et chrétiennes pendant au moins 2 ans avant que le monde ouvre les yeux face à de telles atrocités ? Hypocrites !

21- Le complot occidental contre la Russie est connue; les agitations et les mensonges des Obama/Hollande/fabius ou des médias aux ordres n'émeuvent que ceux qui refusent de voir et de comprendre. Comprendre que l'Occident a aidé Daesh à être et à agir avec pour seul but de chasser Bashar du pouvoir. Ils ont été démasqués par la présence russe et cela fait mal, très mal. Une enquête internationale devrait être ouverte contre Obama, Hollande et Fabius pour établir leurs relations avec le terrorisme international qui a frappé jusqu'à bataclan, après avoir détruit la Syrie et fait mourir près de 300 000 personnes. Les accusations rhétoriques contre Bashar et Poutine ne sont que des masques sur ses propres crimes (contre l'humanité).

Taisez-vous!

22- 400 000 morts à Dresde et Hambourg par les americains et anglais, plus Le 19 avril 1944. Quelque 6.000 bombes sont larguées sur Rouen et son agglomération en moins d'une heure, faisant près de 900 morts et 20.000 sinistrés.

23- De 1942 à 1944 les américains ont massacré des milliers de civils en Normandie et à peine quelques militaires allemands, j'y étais.

En complément trois nouvelles rafraîchissantes.

- Yémen. Plus de 200 mercenaires de la coalition saoudienne tués - sahartv.ir

Selon les sources yéménites, plus de 200 mercenaires de la coalition saoudienne dont des mercenaires d'origine émiratie, soudanaise et des experts militaires américains et britanniques ont été tués dans les attaques à la roquette des forces yéménites contre la base militaire de Safer située à Marib et la base frontalière de Tavval.

« Lors de deux récentes attaques à la roquette des combattants de l'armée et des comités populaires yéménites contre les agresseurs et les mercenaires saoudiens dans la base militaire de Safer, dans la province de Maarib et la base frontalière de Tavval, plus de 200 personnes ont été tuées », a-t-on appris des sources yéménites.

« A la suite du tire du missile « Qaher 1 » par les forces conjointes yéménites contre la région de Safer, plus de 137 militaires dont les commandants des agresseurs saoudiens, cinq officiers émiratis, le chef de la cellule d'opérations, les officiers saoudiens et soudanais, les experts étrangers qui seraient d'origine américano-britannique ont été tués et leurs cadavres ont été entièrement brûlés », ont indiqué ces mêmes sources.

Au moins 70 agresseurs et mercenaires saoudiens ont été tués et une centaine d'autres blessés dans une attaque à la roquette lancée contre la base frontalière de Tavval située sur la frontière de Jizan. Huit hélicoptères d'Apache, deux hélicoptères Chinook, trois autres hélicoptères, un bon nombre de véhicules-blindés, des chars et des systèmes sophistiqués de contrôle et d'identification ont été détruits. sahartv.ir 22.12

- La raffinerie de Jizane visée. - sahartv.ir

L'unité balistique de l'armée yéménite a tiré dans la nuit de lundi à mardi un missile de type Qaher1 contre la raffinerie pétrolière de Jizane, au sud de l'Arabie, en riposte aux agressions militaires saoudiennes contre le Yémen.Selon une source militaire citée par l'agence Khabar, un grand incendie s'est déclaré après le tir de ce missile qui a touché la raffinerie située dans une base maritime.

Une autre attaque au missile a visé lundi la compagnie pétrolière Aramco à Jizane. Les deux missiles ont atteints leurs objectifs avec précision, a-t-on ajouté de même source. L'unité balistique a également bombardé durant les dernières heures l'aéroport de Jizane.Par ailleurs, 2 civils yéménites sont tombés en martyre et 3 autres avaient été blessés lundi dans des frappes

saoudiennes visant un magasin et un domicile dans la région de Dhoubab à Taez (sud-ouest). Une série de raids saoudo-US avaient également visé des installations vitales et des instituts les provinces de Sanaa et Saada (nord). sahartv.ir 22.12

- Un nouveau tir de missile "Qaher 1" contre Riyad - sahartv.ir

L'armée et les comités populaires du Yémen ont tiré un missile balistique sur une base militaire de l'Arabie saoudite, dans la province d'Assir.

Selon les médias yéménites, dont la chaîne satellitaire Al-Massira, un missile balistique de type Qaher 1 a été tiré en direction de la base militaire Al-Fayçal à Khamis Mashit, dans la province saoudienne d'Assir. Al-Massira a aussi fait part de la mort d'un nouveau mercenaire de la société privée américaine Blackwater. Selon ce rapport, ce mercenaire de Blackwater a été tué lors d'une attaque au missile de l'armée et des comités populaires contre les positions des agresseurs occupants et des mercenaires, dans la région d'Al-Zebab, dans la province de Taëz, à l'ouest du Yémen.

Le bilan des tués de la société américaine Blackwater, faisant la guerre contre le peuple yéménite, en échange de l'argent qu'ils reçoivent du régime des Al-e Saoud, s'est élevé à des dizaines de personnes. sahartv.ir 23.12

- Djibouti : de violents affrontements avec la police font 7 morts et 23 blessés - LeMonde.fr

Au moins sept civils ont été tués et 23 blessés lundi à Djibouti dans des affrontements avec la police, qui compte aussi 50 blessés dans ses rangs, a déclaré mardi le ministre djiboutien des Affaires étrangères Mahamoud Ali Youssouf.

« Les autorités médicales ont recensé sept personnes tuées », six hommes à coups de machette, et une jeune fille par balle, a déclaré M. Youssouf par téléphone depuis Djibouti. « Vingt-trois civils ont été blessés, dont neuf sont encore hospitalisés, a-t-il ajouté. Cinquante policiers ont été blessés et hospitalisés... Huit le sont encore, dont deux pour des blessures par balles. »

Ces affrontements ont eu lieu à l'aube lundi dans la localité de Buldhoqo, près de Balbala, en périphérie de la capitale Djibouti-Ville, où se tenait une cérémonie traditionnelle selon l'opposition. Les violences ont débuté quand les policiers ont voulu déplacer cette foule vers un lieu mieux adapté, selon M. Youssouf.

« Il y avait des centaines de personnes rassemblées là, armées de couteaux ou de machettes, et deux d'entre elles avaient des kalachnikovs, a affirmé le ministre. Quand les renforts de la police et l'armée sont arrivés, les gens ont refusé de bouger et les violences ont commencé. Une enquête est menée pour savoir comment cet incident a pu se produire. »

Le ministre djiboutien de l'Intérieur, Hassan Omar Mohamed, avait indiqué dans un communiqué reçu mardi que les forces envoyées sur place pour empêcher ce rassemblement avaient été attaquées par « plusieurs dizaines d'individus armés ». L'Union pour le salut national (USN), une coalition de sept partis djiboutiens d'opposition, a assuré de son côté dans un communiqué que la police avait « abattu 19 civils ». Mais M. Youssouf a réfuté le bilan de l'opposition, qu'il a accusé d'exagérer la gravité des violences.

L'USN a affirmé avoir ensuite tenu une réunion pour discuter de la situation, au cours de laquelle la police aurait tiré à balles réelles et lancé des lacrymogènes, faisant plusieurs « blessés graves » parmi ses membres, dont son président Ahmed Youssouf Houmed. Le ministre de l'Intérieur a dénoncé des violences destinées « à déstabiliser notre nation et à semer les divisions au sein de la communauté nationale » orchestrées « par des individus malintentionnés recevant des instructions de la part de parrains qui agissent depuis l'étranger. » Il a également annoncé que « plusieurs personnes impliquées dans ces violences avaient été arrêtées. Ils seront rapidement traduits en justice pour leurs actions. »

Au pouvoir depuis 1999, le président Ismaël Omar Guelleh devrait se présenter à l'élection présidentielle prévue en avril 2016, pour briguer un quatrième mandat. La Constitution, amendée en 2010, ne limite plus le nombre de mandats présidentiels.

Petit pays de la Corne de l'Afrique, à l'entrée de la mer Rouge et du Golfe d'Aden, Djibouti dispose d'une position stratégique dans la région entre le continent africain et la péninsule arabique. Il accueille plusieurs bases militaires étrangères utilisées notamment dans la lutte contre la piraterie maritime. Il fournit aussi un contingent de soldats à la force africaine en Somalie (Amisom), qui y combat les islamistes shebab.

Le ministère français des Affaires étrangères a déclaré mardi suivre « avec inquiétude les violences qui ont eu lieu à Djibouti depuis la fin de la semaine passée » et appelé « à faire toute la lumière sur ces événements », ainsi qu'à un « retour rapide au calme. » LeMonde.fr 22.12

Tiens donc Fabius n'a pas décrété que le président Ismaël Omar Guelleh ne méritait pas d'exister ou qu'il fallait bombarder Djibouti ?

ACTUALITE EN TITRES

Voilà ce qui donne la nausée aux néolibéraux : se regarder s'empiffrer dans un miroir !

- Se voir manger du gâteau dans un miroir lui fait perdre de sa saveur - Slate.fr

Bon, si on les épargne, on fera preuve d'humanisme, on leur prendra tout y compris leurs miroirs pour ne pas leur couper la faim...

Double peine. La baisse du coût du travail subventionnée par l'Etat.

Un patron : Je ne vois pas pourquoi j'augmenterai votre salaire puisque l'Etat s'en charge à ma place. Et qui paie ? Quelle question, toujours les mêmes bien sûr.

- La prime d'activité entre en vigueur le 1er janvier - Francetv info

À partir du 1er janvier, tous les actifs qui gagnent moins de 1 500 euros nets par mois pourront bénéficier de ce complément de revenus qui va remplacer le RSA activité et la prime pour l'emploi.

Une personne célibataire qui gagne 1 200 euros nets par mois pourra bénéficier d'une prime de 135 euros par mois. Autre exemple : un couple avec enfant qui gagne le Smic touchera une prime de 200 euros par mois.

Un simulateur sur le site de la Caf

Au total, quatre millions de foyers sont concernés. La prime d'activité sera versée par les caisses d'allocations familiales. Un simulateur est disponible sur le site internet www.Caf.fr dès aujourd'hui, pour permettre à chacun de connaître le montant auquel il a éventuellement droit. Francetv info 22.12

Ils y tiennent à la paix sociale...

Et ce sont eux qui donnent des leçons de "civisme" ou de morale à la plèbe.

- Fraude : les arnaques à la TVA s'élèveraient à 17 milliards d'euros - Francetv info

Les fraudes à la TVA représenteraient 17 milliards d'euros chaque année selon une information du Parisien. Francetv info 22.12

Rockefeller avait raison, le féminisme est bien un business lucratif.

- Les femmes dépensent plus que les hommes pour les mêmes produits - Le Point.fr

Une étude américaine révèle que les produits étiquetés pour la gent féminine coûtent en moyenne 7 % de plus que ceux pour le sexe opposé. Le Point.fr 23.12

Destructuration des sociétés, déstabilisation des Etats...

- Un million de migrants sont arrivés en Europe en 2015 - AFP

Un million de migrants sont entrés en Europe cette année, un record depuis la Seconde guerre mondiale AFP 22.12

Avec officiellement quelque 100 millions de travailleurs avec femmes et enfants condamnés à l'exode dans le monde, auxquels il faut ajouter les millions de morts que font leurs guerres et tous les pays détruits au passage, plus de deux milliards de pauvres, pour un peu ils auraient presque obtenu les mêmes résultats que s'il y avait eu une guerre mondiale. Il faut bien que le capitalisme respire un peu s'il ne veut pas s'effondrer sur place...

Où va se nicher la tyrannie !

- Le sultan de Brunei annule Noël - sputniknews.com

Brunei a introduit une interdiction de célébrer Noël en menaçant d'un emprisonnement de cinq ans.

Les gens qui vont célébrer illégalement Noël à Brunei s'exposent à une amende de 20.000 dollars ou/et cinq ans de prison, selon la déclaration du sultan Hassanal Bolkiah.

Brunei a introduit cette interdiction en craignant que cette fête joyeuse dirige sa population musulmane vers une mauvaise voie. Cependant, l'interdiction ne touche pas les chrétiens et les personnes qui se réclament d'une religion non musulmane, mais ils devront le faire dans l'intimité et le signaler préalablement aux autorités locales. sputniknews.com 22.12

Dossier Turquie

- Turquie : les forces de l'ordre dispersent violemment une manifestation d'opposants kurdes - Francetv info

Les forces de l'ordre ont violemment dispersé, mardi 22 décembre, une manifestation de plusieurs milliers d'opposants à Diyarbakir, ville à majorité kurde de la Turquie. Les manifestants, dont des députés d'opposition, tentaient de rejoindre le district de Sur, théâtre de violents combats entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes.

Répondant aux jets de pierres d'un groupe de jeunes, les forces de l'ordre ont tiré de nombreuses grenades lacrymogènes et fait usage de canons à eau pour disperser la foule.

Plus de 120 morts en une semaine dans les rangs kurdes

Les forces de sécurité turques mènent depuis une semaine leur plus grande opération de ces dernières années pour déloger de jeunes partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans plusieurs villes du sud-est à majorité kurde du pays. Des blindés turcs ont pilonné mardi des positions du PKK à Cizre, ville du sud-est de la Turquie au cœur des opérations militaires en cours.

Cent vingt-sept personnes sont mortes en une semaine dans les rangs des séparatistes kurdes selon l'armée turque. Au moins 23 civils ont péri dans ces combats, selon des chiffres fournis par le parti pro-kurde HDP. Les affrontements, rapporte la chaîne de télévision CNN Türk, ont contraint plusieurs dizaines de milliers d'habitants à fuir leurs maisons de Sur, quartier historique de la plus grande ville de la région, Diyarbakir, qui est placé sous couvre-feu depuis trois semaines. Francetv info 22.12

- La Turquie confirme de facto avoir planifié l'attaque du Su-24 russe - sputniknews.com

A en juger par le communiqué récemment rendu public par des autorités turques, la Turquie savait l'heure et le trajet du vol du Su-24 russe abattu au-dessus de la Syrie, déclare le ministère russe de la Défense.

Les données concernant les actions de l'aviation russe en Syrie, transmises par les Etats-Unis conformément au mémorandum de sécurité des vols, avaient été communiquées à l'état-major turc, a déclaré aux journalistes le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Grâce aux informations reçues, Ankara avait appris l'heure exacte et la zone où les bombardiers russes entendaient effectuer leurs tâches militaires.

Il a rappelé que les médias turcs venaient de publier, faisant référence au vice-premier ministre turc Numan Kurtulmus, un communiqué avec des données précises sur les sorties militaires des forces aériennes russes en Syrie. sputniknews.com 23.12

Dossier Syrie

- Syrie : des commandants terroristes tués à Qalamoun - sahartv.ir

En Syrie, les militaires de l'armée régulière ont éliminé un certain nombre de commandants des groupes terroristes à Qalamoun, située dans l'Ouest de Damas.

Les militaires de l'armée régulière et les combattants de la Résistance libanaise sont arrivés à détruire un lance-missile et une mitrailleuse au cours d'une attaque contre les positions des terroristes dans les monts de Qalamoun, à l'Ouest. Un certain nombre de commandants des groupes terroristes, qui s'étaient cachés, dans les monts de Qalamoun, ont été tués. Selon une source militaire syrienne, les soldats de l'armée et les combattants de la Résistance ont pris pour cible un rassemblement des terroristes dans les points de passage Mireh et Al-Zamrani, situés dans les collines de l'Ouest de Qalamoun.

Cette opération de l'armée a fait des morts chez les commandants terroristes dont Omar Al-Bakhteh, Ramez Bitar et Ahmed

Falita. Par ailleurs, le groupe terroriste Daech a tué par balle trois civils syriens, habitant dans la ville de Palmyre, pour avoir collaboré avec le gouvernement. Les terroristes takfiris mettent sous pression les habitants de Palmyre afin d'empêcher la fuite de toute information sur leurs positions ou agissements. Dans le même temps, l'armée continue de progresser vers les positions de Daech, dans la ville de Palmyre. Les terroristes de Daech ont exécuté neuf civils pour avoir mis à la disposition de l'armée et des unités de la défense populaire, des informations sur ce groupe takfiri. sahartv.ir 23.12

- En cinq jours, l'aviation russe a frappé 1.093 cibles terroristes en Syrie - sputniknews.com

Au cours des cinq derniers jours, les forces aériennes russes ont frappé 1.093 cibles djihadistes en Syrie, a rapporté le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Du 18 au 23 décembre, les forces aérospatiales russes ont effectué 302 sorties et plus d'un millier de frappes aériennes sur les positions de Daech dans cinq provinces syriennes, annonce le représentant officiel du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

"Ces cinq derniers jours, du 18 au 23 décembre, les avions russes ont effectué 302 sorties en attaquant 1.093 objectifs des terroristes de Daech dans les provinces d'Alep, d'Idlib, de Deir ez-Zor, de Hama et de Homs," a-t-il annoncé.

L'aviation russe a effectué une frappe avec succès anéantissant ce camp d'entrainement, a déclaré mercredi M. Konashenkov.

"Dans la province d'Idlib, un bombardier russe Su-34 a détruit un important camp d'entraînement terroriste, où se trouvait un grand nombre d'instructeurs venus des pays voisins de la Syrie. Parmi les terroristes arrivés de Turquie se trouvaient beaucoup de citoyens des pays de la CEI. Les informations sur ce camp sont venues de l'opposition syrienne patriotique", a ajouté Igor Konashenkov.

D'après le porte-parole russe, les informations ont été reçues de plusieurs sources et ont été scrupuleusement vérifiées par divers canaux de renseignement.

"Dans la province de Homs, un bombardier Su-24 a attaqué le matériel des terroristes de Daech. Selon les données du contrôle-objectifs reçues des drones militaires, six voitures tout-terrain équipées de mitrailleuses lourdes et trois camions des terroristes ont été détruits", a noté M. Konachenkov.

Dans la province d'Alep, un chasseur-bombardier Su-34 a détruit un poste de commandement du groupe terroriste Ahrar al-Sham. Cet objet a été découvert par un drone.

M. Konachenkov a également rapporté que dans la banlieue de la ville de Deir ez-Zor, des chasseurs-bombardiers Su-34 ont détruit deux lieux de stockage de pétrole et des dizaines de camions-citernes. sputniknews.com 23.12

Dossier Irak

- L'armée irakienne reprend Ramadi à Daech - sputniknews.com

L'armée irakienne est entrée dans le centre de la ville de Ramadi contrôlée depuis mai par l'organisation Etat islamique, et commence à "purger" les quartiers résidentiels.

"+Nous somment entrés dans le centre de Ramadi depuis plusieurs fronts. Nos forces se dirigent vers l'ensemble des bâtiments gouvernementaux. Des combats ont lieu dans des quartiers attenants, nous sommes soutenus par l'aviation+", a communiqué le porte-parole des services de lutte antiterroriste Sabah al-Nomane cité par Reuters.

Selon les données du renseignement, le nombre de djihadistes dans le centre de Ramadi ne dépasse pas les 300 hommes. D'après Sabah al-Nomane, des affrontements sporadiques sont en cours et le contrôle total de la ville sera repris avant la fin de l'année.

Le 20 décembre, les forces gouvernementales ont informé les habitants de leur prochaine offensive et leur ont proposé d'évacuer les quartiers centraux de Ramadi. Le 8 décembre, elles ont annoncé la reprise du quartier de Tamim dont les habitants avaient été informés également sur le début de l'opération.

En 2015, Daech a perdu 12.800 kilomètres carrés, soit environ 14% du territoire dont il avait auparavant le contrôle. sputniknews.com 22.12

Dossier Russe

- Berlin donne le feu vert à un gazoduc contournant l'Ukraine - sputniknews.com

L'Office antitrust allemand a approuvé l'achat, par des partenaires européens, de parts dans la société des projets Nord Stream- 2 AG réalisant le gazoduc Nord Stream -2.

Nord Stream-2 AG a été créée en Suisse, en juillet dernier, en tant que société appartenant à 100% au groupe Gazprom. Initialement, la société s'appelait New European Pipeline AG.

La décision des autorités allemandes permet à Wintershall, Shell, E. ON, ENGIE et OMV d'obtenir des parts dans le capital de la société. Le communiqué de l'office antitrust stipule que la décision approuvant l'achat des parts a été adoptée le 18 décembre.

Il avait été annoncé précédemment que les 5 partenaires étrangers de Gazprom détiendraient 10% des parts chacun, tandis que Gazprom en détiendrait 50%.

Plusieurs pays européens, notamment la Pologne, la Slovaquie, mais aussi l'Ukraine, s'opposent au projet Nord Stream-2. Le premier ministre d'Ukraine Arseni Iatseniouk avait déclaré plus tôt que la réalisation du projet amputerait le budget ukrainien de 2 milliards de dollars de revenus provenant du transit du gaz russe. Il a demandé à l'Union européenne de renoncer à ce projet qui lésait selon lui les intérêts ukrainiens.

La position des opposants à la construction du gazoduc est partagée par certains fonctionnaires européens ne représentant pas des pays en particulier. Ainsi le commissaire européen au Climat et à l'Energie, Miguel Arias Canete, estime que le projet ne contribuera pas à diversifier les sources et les trajets de livraison du gaz, ce qui est un objectif de l'Union européenne.

Par contre, les autorités allemandes sont intéressées par la construction de Nord Stream-2. Le vice-chancelier d'Allemagne Sigmar Gabriel a soutenu la position de la chancelière Angela Merkel à ce sujet:

"Nord Stream-2 fait partie des intérêts allemands. Là-dessus je donne raison à la chancelière fédérale", a-t-il fait savoir.

Il s'est déclaré certain que le pipeline pourrait apporter du profit non seulement à l'Allemagne, mais aussi à d'autres pays de l'UE, ayant cependant ajouté que sa réalisation demanderait de respecter certaines "conditions politiques". Il s'agit plus particulièrement de l'engagement de Moscou de garantir la sécurité énergétique de l'Europe de l'Est.

Le projet Nord Stream-2 prévoit la construction de deux nouveaux tronçons du gazoduc transbaltique dont la capacité sera portée à 110 milliards de m3 par an. Nord Stream —2 devra acheminer le gaz à Baumgarten, en Autriche, pour éviter le transit via l'Ukraine. La construction doit être achevée en 2019. sputniknews.com 23.12

Haut de page

Le 26 décembre 2015

CAUSERIE

A Pondichéry il fait 38°C à l'ombre à 14h. Il faisait 20°C à 5h30. Et oui, on s'est encore levé à l'aube, ma compagne Selvi travaille et elle a travaillé hier aussi. Vous avez du bol d'avoir trois jours de congés d'affilés. Selvi en rêve tous les jours. Quel caprice ! Je plaisante, elle est tellement crevée qu'elle passe généralement une partie du dimanche à dormir, une vie de merde, quoi !

On a du mérite, n'est-ce pas ! Quel boulot ingrat ce portail ! Je vous remercie encore pour votre soutien... pratiquement inexistant ! Si en un an le nombre de visites quotidiennes a plus que doublé, on reçoit toujours aussi peu de courriels, c'est très encourageant. J'espère que vous avez le moral, ne me dites pas que non je ne vous croirais pas ou j'aurais du mal à vous plaindre, car que devrais-je dire alors isolé dans mon trou, franchement ? Je sais, mon côté provocateur est insupportable et vous me détestez, vous avez raison, c'est une torture... pour vous, et je le mérite. J'assume. Cela ne nous empêche pas d'être de bonne humeur.

Passons, c'est démoralisant, non je déconne, je m'en fous puisque je n'y peux rien.

On aurait tort d'avoir mauvaise conscience. La sélection naturelle par le ventre plein des uns et vide des autres.

- La région du lac Tchad menacée par la famine - euronews.com

Alexis Masciarelli est un des porte-parole du Programme alimentaire mondiale. Il est sur place et il explique la détresse des populations déplacées : “Le programme alimentaire mondiale renforce ses opérations dans cette région des grands lacs en raison de l’augmentation du nombre des déplacés qui fuient la violence sur les îles à proximité de la frontière avec le Nigeria. Ils ont tout abandonné : nourriture, moissons, vêtements, outils, filets de pêche ; la très grande majorité d’entre eux dépend entièrement de l’aide humanitaire.”

Les zones dévastées sont abandonnées et les populations déplacées sont réduites à vivre dans des abris de fortune. Le programme alimentaire mondial met en garde contre les risques d’une crise alimentaire aggravée en raison de l’intensification des attaques de Boko Haram au Tchad et de la poursuite des violences au Nigeria, au Cameroun et au Niger. euronews.com 24.12

Là on a envie de pleurer et de prendre le fusil, non ? C'est à croire que lorsqu'on a le ventre trop plein (et la tête aussi), on n'a plus de tripes et de volonté pour combattre cet ordre social immonde.

ACTUALITE EN TITRES

La République des banques... et des églises. La loi de 1905 sur la laïcité bafouée.

- A la messe de Notre-Dame, Cazeneuve assure que la République "protégera ceux qui croient" - AFP

A coups de canon, sauf à Tel-Aviv... N'est pas franc-maçon ou sioniste qui veut, cela revient au même puisqu'ils ont les mêmes intérêts.

- Crèches de Noël : totalitarisme Made in France - La Tribune

La présence des crèches dans les mairies est-elle vraiment incompatible avec la laïcité? La Tribune 25.12

Le temps des milices, des pogroms, de la délation, des tribunaux d'exception...

- Une salle de prière musulmane saccagée à Ajaccio dans une expédition punitive - AFP

Salle de prière musulmane saccagée, corans partiellement brûlés, slogans xénophobes: plusieurs centaines de personnes ont envahi vendredi en fin de journée une cité populaire… AFP 25.12

De l'instrumentalisation à l'institutionalisation de la pauvreté au profit des riches.

- Le DAL manifeste contre le mal-logement à Paris - AFP

Ne cherchez pas à comprendre, cette manifestation est programmée chaque année à la même époque et ne sert strictement à rien...

Hypocrisie des assassins.

- Troupes turques en Irak : Ankara condamnée par la Ligue arabe - euronews.com

Réunion d’urgence ce jeudi de la Ligue arabe au Caire. Les pays arabes ont condamné le déploiement militaire turc dans le nord… euronews.com 24.12

Erdogan fournit des arguments à l'Iran... Et puis Erdogan ne fait qu'exécuter les ordres de Washington.

Et la Ligue arabe se taît sur le massacre des Kurdes par Erdogan et des Palestiniens par Netanyahou...

Dossier Espagne.

Podemos : le populisme théorisé.

- Un Podemos « à la française » est-il possible ? - bastamag.net 21.12

Podemos réalise un très bon score, d'autant que c'est la première fois qu'il se présente à ce type d'élection. Podemos est un projet qui n'est pas directement issu du mouvement des Indignés – aussi appelé mouvement du 15M – qui a émergé le 15 mai 2011 à la Puerta del Sol à Madrid. Podemos est d'abord pensé par un noyau d'universitaires, de professeurs de sciences politiques de Madrid, de trentenaires qui viennent pour la plupart de familles politisées dont les parents ont participé à la lutte contre le régime franquiste. Ce sont quasiment tous d'anciens militants déçus d'Izquierda Unida (Gauche unie), une coalition de gauche formée [en 1986, ndlr] autour du Parti communiste espagnol. Nombre d'entre eux se sont mobilisés dans les mouvements étudiants et altermondialistes. Ils ont commencé à travailler sur un projet de refondation politique alternatif, avant que les « indignés » n'occupent les places madrilènes ou barcelonaises. Ils ont étudié les expériences latino-américaines de prise de pouvoir de la gauche par les urnes au Venezuela, en Bolivie et en Équateur, des expériences qu'ils ont parfois conseillées – ce qui ne les empêche pas d'être critiques aujourd'hui vis-à-vis de certaines dérives autoritaires.

Le deuxième groupe à la base de la constitution de Podemos est composé de militants de l'organisation Gauche anticapitaliste, l'équivalent espagnol du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) français. Nombre de leurs militants sont alors actifs au sein du mouvement des Indignés et se disent qu'il faut aller plus loin. Des gens vont les rejoindre, issus notamment du mouvement de lutte contre les expulsions immobilières (la Plataforma de afectados por la hipoteca). Ils se rendent compte des limites des manifestations contre les banques qui procèdent aux expulsions et cherchent une solution institutionnelle. Ensuite, les personnes qui rejoignent les « cercles » de Podemos, ses structures à l'échelle locale, se sont souvent politisées pendant le mouvement des Indignés. Pensé en amont, le projet Podemos s'appuie sur l'espace ouvert par cette mobilisation.

Podemos arrive à mobiliser très fortement les jeunes, traditionnellement réfugiés dans l'abstention, et les gens qui ne votaient pas ou plus. Ces derniers constituent un électeur de Podemos sur quatre lors des dernières élections européennes, quand le parti, cinq mois après sa création, a recueilli 8 % des voix. Il a pour l'instant réussi à proposer une offre partisane alternative. Le sociologue José Fernández-Albertos analyse les évolutions de l'électorat de Podemos : jusqu'aux élections européenne, ceux qui votent Podemos ont plutôt un bon niveau social, sont diplômés et issus de la classe moyenne. Ensuite, alors que Podemos devient davantage visible médiatiquement, sa base sociale s'élargit et se diversifie. Comparé aux élections européennes, il a gagné près de quatre millions de voix et arrive premier en Catalogne et aux Pays basques.

Podemos s'inscrit dans la même logique que Syriza : rester dans la zone euro et changer les politiques européennes par le rapport de force. Le fait que Syriza a échoué à infléchir d'un iota la politique européenne a joué contre Podemos.

L'objectif est aussi de ne pas s'adresser seulement aux électeurs de gauche, mais à la majorité de la population, quelle que soit sa proximité partisane avec la gauche. Plutôt que de tenir un discours très général sur l'anticapitalisme, ils vont parler de l'accès au logement, de l'emploi, de la création d'entreprises, pour remettre en cause le modèle économique. Tous les symboles traditionnels associés à la gauche – drapeaux, chants, slogans – ont été abandonnés. (Ouf ! - LVOG)

Là encore, ils ont rompu avec certains tabous de l'extrême gauche, en investissant l'espace audiovisuel, la télévision en particulier. Ils la voient comme l'espace de socialisation politique le plus important pour les Espagnols. Ils ont d'abord créé leur propre émission de télévision, La Tuerka, sur un canal associatif. Cela leur a permis de se familiariser avec le mode de communication audiovisuel, plus court, plus incisif. Cette première visibilité va leur donner accès aux chaînes de la TNT, notamment les chaînes conservatrices en quête de contradicteurs issus du mouvement des Indignés. Pablo Iglesias va ensuite être invité régulièrement sur les plateaux des grandes chaînes généralistes. bastamag.net 21.12

Commentaire d'un internaute.

- "*Podemos s'inscrit dans la même logique que Syriza : rester dans la zone euro et changer les politiques européennes par le rapport de force. "*

Podemos comme Syriza sont des partis "leurre"

Comment changer la politique Européenne sachant que pour modifier un traité il faut l'unanimité de tout ses membres.

Il est parfaitement illusoire de faire croire que cela est possible.

Faire croire "au rapport de force" est tromper l'électorat."

Hier, ils étaient tous réformistes (antisocialistes) et vous avez pu observer où cela nous a menés. Comme dorénavant le réformisme a du plomb dans l'aile, ils se rabattent tous sur la nécessité de créer un "*rapport de force*" favorable aux exploités, qui ne changerait absolument rien dès lors que le niveau de conscience politique des travailleurs n'aurait pas progressé en parallèle

ou simultanément, mais cela personne ne vous le dira. Car peu importe, il faut bien qu'ils donnent un os à ronger à leurs militants et qu'ils justifient leur politique opportuniste, ainsi si rien ne change ou si rien n'est possible ils n'y seront pour rien et ils auront leur bonne conscience pour eux.

Espagne. Les masques tombent rapidement. Un "accord" et peu importe le reste.

- Espagne : Ciudadanos veut “sceller un accord” avec les conservateurs et les socialistes - euronews.com

Alors que l’Espagne se cherche toujours un gouvernement, le leader de Ciuadadanos, le parti de centre-droit, arrivé quatrième des dernières législatives, a tendu les bras ce mercredi aux conservateurs et aux socialistes, afin de garantir l’unité de l’Espagne.

Albert Rivera propose de négocier avec les deux grand partis un programme de réformes. “Nous pensons que le moment est venu de sceller un accord, peu importe le gouvernement et la majorité parlementaire qui en découleront. Nous voulons sceller un accord entre le Parti socialiste, le Parti libéral démocrate et le Parti conservateur. Cet éventail politique, qui représente la vaste majorité des Espagnols, peut garantir que l’unité du pays n’est pas en danger”, a déclaré le leader de Ciudadanos. euronews.com 23.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Despotisme. La déchéance de Hollande était inscrite dans la nature (et le passé immonde) du PS depuis un siècle.

Grille de lecture.

C'est fou (sic!) le nombre de gens qui tombent des nus ou s'aperçoivent soudain sans vraiment le comprendre, que le PS (et ses alliés et satellites) était de droite, voir d'extrême droite, que Hollande était aussi pourri que Sarkozy et Le Pen réunis.

On se marre à tout rompre, c'est nerveux pour se soulager !

Avis à ceux qui rêvaient d'en être le Premier ministre (Mélenchon), à ceux (dont les mêmes) qui entendent faire pression sur Hollande pour qu'il infléchisse sa politique ultra réactionnaire et impérialiste, à tous ceux qui hier s'étaient tournés vers le PS et en attendaient quelque chose, la réalité les rattrape, elle est particulièrement cruelle envers la confrérie des opportunistes en tous genres.

Savez-vous pourquoi les adhérents ou militants du PS d'hier et d'aujourd'hui n'ont jamais eu aucune légitimité ? Pas seulement parce que ce parti était particulièrement réactionnaire, mais parce que le savoir et s'en accommoder ou l'ignorer en faisait des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme, dans ces conditions la seule légitimité dont ils pouvaient se réclamer et qu'on aurait dû lui accorder ne pouvait venir que du régime lui-même.

- Déchéance de nationalité: François Hollande est-il un président de droite? - L'Express.fr

- "François Hollande, le parfait président de la droite" - Le Huffington Post

- Déchéance de nationalité : à gauche, certains fustigent une mesure "d'extrême droite" - Francetv info

- Déchéance de nationalité : bienvenue en absurdie ! - LePoint.fr

Le choix de Hollande de permettre l'adoption d'une loi prévoyant la déchéance de nationalité pour les terroristes est inique : elle sera inapplicable. LePoint.fr 24.12

- Déchéance de nationalité : "On n'exporte pas un terroriste", fustige le juge Marc Trévidic - Francetv info

"Comment expulser un individu qui a toujours vécu en France ?" Dans une interview accordée à la Voix du Nord, jeudi 24 décembre, Marc Trévidic, l'ancien magistrat antiterroriste, juge avec sévérité le projet d'extension de la déchéance de nationalité aux binationaux nés en France.

"Imaginons qu'un autre pays, par exemple le Maroc, vote un texte similaire. Une personne y aura passé toute sa vie et, d'un seul coup, le Maroc nous l'envoie car également français. On n'exporte pas un terroriste", fustige le juge.

"En réalité, c'est faire beaucoup de bruit pour rien et risquer, vraiment, de fabriquer des apatrides." Selon lui, cette mesure "très certainement inapplicable, ne peut pas avoir de caractère dissuasif".

Le célèbre juge rappelle que la "définition du terrorisme est assez floue". "L'état d'urgence permet d'assigner à résidence des écologistes, déplore-t-il. Que se passera-t-il, demain, si un régime autoritaire qualifie très largement des opposants de 'terroristes' ?" Francetv info 24.12

La féminisation des esprits et des comportements est une régression sociale.

- Laurence Rossignol : "L'égalité filles-garçons se construit dès l'enfance" - Francetv info

Comment ne pas voir et comprendre dans cette opération qu'ils tiennent absolument à formater les esprits des masses dès la plus tendre enfance pour en faire des êtres soumis à leur interprétation idéologique corporatiste de la société ayant pour unique idéal le marché ?

Un petit garçon ou une petite fille ne se pose pas la question de savoir qui du garçon ou de la fille aurait des qualités ou des facultés supérieures à l'autre, ils ignorent même ce qui les distingue l'un de l'autre. Par la suite, jusqu'à présent, ils reproduisaient les rapports de dominant à dominé qui président à tous les rapports sociaux existant dans la société, calqués sur ceux qui sont à l'origine des rapports sociaux de production ou entre les classes, rapports que l'on retrouve au sein de la lutte des classes et qui l'alimentent...

Or ce sont à ces rapports que les idéologues néolibéraux ont décidé de s'attaquer, parce que les contradictions du capitalisme ont atteint un stade où elles menacent l'existence de leur système économique, sans qu'il leur soit possible comme dans le passé de recourir à la soupape de sécurité de la guerre pour lui donner un nouveau répit avant la prochaine crise. Il leur faut donc déconstruire ou liquider tous les rapports qui matérialisent cette opposition entre dominants et dominés, mais pas n'importe comment, sans toucher évidemment aux rapports qui régissent le capitalisme, en faisant en sorte qu'ils disparaissent dans tous les domaines sauf celui de l'économie qui est à l'origine de leur hégémonie qu'ils entendent préserver à tout prix, de manière à ce que la population dans sa totalité ait l'impression d'être liée par un unique intérêt général partagé où toute opposition aurait disparu ou serait secondaire, de façon à ce que la notion de lutte des classes soit totalement vidée de sa substance ou soit marginalisée, inaccessible, incompréhensible, apparaisse comme un anachronisme par rapport à l'homogénéité de l'ensemble des rapports que l'on rencontrerait désormais dans la société, tandis qu'en réalité les rapports entre les classes demeureraient inchangés.

En résumé, tous les rapports qui rappellent l'antagonisme entre les classes doivent disparaître parce que le capitalisme ne peut plus se payer le luxe de les laisser s'exprimer, y compris ou surtout au sein de la lutte des classes sous peine de la raviver, alors qu'ils n'ont plus les moyens de satisfaire la moindre revendication sociale, il faut donc que les différences qui existent entre les hommes et les femmes, les hétérosexuels et les homosexuels, entre les générations, entre les différentes couches et classes de la société disparaissent pour céder la place à une société (en apparence) uniforme basée sur la dictature du marché à laquelle tous doivent impérativement se soumettre.

Je ne sais pas si c'est suffisamment clair. Les lecteurs auront encore en mémoire toutes les campagnes qu'ont menées le gouvernement et le PS depuis mai 2012, contre soi-disant le sexisme, l'homophobie, etc. qui ont engendré des crises dans toutes les classes, y compris ou surtout au sein de la classe dominante, dont ils ont dénoncé le "conservatisme", en réalité les couches des capitalistes qui voyaient dans cette opération une machine de guerre idéologique prélude à leur propre disparition, à défaut de pouvoir s'adapter aux normes du néolibéralisme.

On évoque souvent la pensée unique, mais là cela va beaucoup plus loin, car elle a un caractère purement idéologique qui s'inscrit dans une perspective stratégique du pouvoir qu'ils nomment nouvel ordre mondial, consistant à supprimer tous les repères ou toutes les références auxquelles la population se raccrochait jusqu'à présent, toutes les connaissances acquises, et peu importe qu'ils aient été archaïques et correctes ou non, l'essentiel étant qu'une fois tous les rapports déstructurés la population partage la même et unique idéologie qu'ils lui ont inculquée autoritairement, de sorte que toute contestation ou opposition à cette idéologie puisse être présentée comme contraire aux intérêts de l'ensemble de la société, de la République ou de la démocratie et combattue comme telle d'une seule voix pour ainsi dire par l'ensemble des représentants du régime.

Quand le chômage de masse terrorise légalement la population.

- Chômage : derrière le record absolu une nouvelle fois battu, enfin une lueur d'espoir - Atlantico.fr

Bien que le nombre de chômeurs en catégorie A est en baisse de 15 000 personnes, la France vient de battre un nouveau record du chômage toutes catégories confondues ; soit 6,475 millions de chômeurs.

Ce 24 décembre, la DARES publiait les derniers chiffres du chômage sur le territoire français, et annonçait une baisse de 15 000 chômeurs de catégorie A, c'est-à-dire les personnes n'ayant eu aucune activité au cours du mois de novembre. A l'inverse, le nombre de chômeurs toutes catégories confondues à continuer de progresser pour atteindre un record absolu en France, soit 6,475 millions de personnes. (catégories A,B,C,D,E, sur l'ensemble du territoire). Atlantico.fr 24.12

Entrez dans les ordres ou servez au maintien de l'ordre.

- Solidarité : le bénévolat, une vocation pour de nombreux Français - Francetv info

Ils sont 12 millions nous dit-on, un tout petit plus que ceux organisés dans des syndicats ou des partis ouvriers, on plaisante bien sûr.

- "Lorsque l'on donne beaucoup de temps, on reçoit également beaucoup de la part des gens que l'on est amené à rencontrer. Il y a un échange qui est fort", explique un jeune homme bénévole depuis six ans à la Croix-Rouge. Francetv info 25.12

L'essentiel c'est que cet "échange" perdure année après année sinon il faudrait inventer des malheureux ! Moi je ne veux rien recevoir de la part des gens que j'aide occasionnellement ou au hasard d'une rencontre, je suis désintéressé puisque j'ai conscience de n'avoir aucun pouvoir pour changer leur condition, d'où mon combat politique. C'est toute la différence qui existe entre le militant conscient qui combat le régime et le bénévole ignorant ou inconscient qui s'en accommode.

Les bénévoles se destinent à soulager la misère ou les souffrances qui frappent les plus fragiles, en recourant à des associations financées par l'Etat qui les a plongés dans un tel désarroi, sans pour autant combattre pour mettre un terme à cet Etat (où les institutions), ce qui revient à prolonger cette misère et ces souffrances indéfiniment. Voilà à quelle confusion aboutit l'absence de conscience de classe et du parti.

Dialogue imaginé entre deux oligarques tout aussi intéressés.

Charles-Edouard - En s'engageant de la sorte ils ont l'impression d'avoir du pouvoir.
Marie-Thérèse - Il ne faut surtout pas les en dissuader pour qu'ils ne soient jamais convaincus du contraire.
Charles-Edouard - Laissons-leur cette illusion, ils sont décidément très cons !
Marie-Thérèse - Doublement, au moins !
Charles-Edouard - Tu as raison, c'est à croire qu'ils ont trop de temps libre et encore trop de fric.
Marie-Thérèse - Tu l'as remarqué aussi, c'est navrant n'est-ce pas ?
Charles-Edouard - Ils se prennent pour des nantis ma parole, tu imagines un peu ?
Marie-Thérèse - Comme quoi on n'a pas à avoir de scrupules à les faire trimer davantage et à les payer moins puisqu'ils en redemandent ces abrutis.
Charles-Edouard - Il faut quand même reconnaître qu'ils nous rendent un fier service en rendant supportable la condition de ces déchets.
Marie-Thérèse - Il font ce que l'Etat n'a pas ou plus les moyens de faire pour qu'on puisse vaquer tranquillement à nos affaires.
Charles-Edouard - Il faut bien qu'il garantisse notre rente payée rubis sur l'ongle.
Marie-Thérèse - Tu vois, là aussi il nous reste une marge de manoeuvre importante.
Charles-Edouard - Il faut qu'on en cause deux mots à Valls, Gattaz et Juncker.
Marie-Thérèse - Je leur dirai que lorsqu'on les menace de licenciement s'ils refusent le blocage de leur salaire, ils se soumettent docilement et adoptent l'état d'esprit de ces bénévoles cette fois envers leur patron, il faut les encourager à aller plus loin dans cette voie.
Charles-Edouard - Moi je leur dirai que visiblement quand ils ne travaillent pas ils s'emmerdent, ils ne savent même plus se distraire malgré tous les besoins que l'on a créés à cet effet.
Marie-Thérèse - Que veux-tu, ils sont blasés ! C'est un comble, pour un peu c'est comme si on leur offrait le socialisme sur un plateau.
Charles-Edouard - Heureusement encore que la plèbe n'y pense pas.
Marie-Thérèse - De ce côté-là on peut dormir tranquille et continuer de s'enrichir.
Charles-Edouard - Au point qu'en se faisant passer pour de braves philantropes ils vont même nous encourager.
Marie-Thérèse - Finalement la connerie humaine est la valeur la plus sûre du marché car inépuisable.
Charles-Edouard - Alors soyons optimiste et bonne année 2016 ma chère amie.
Marie-Thérèse - Que nos affaires fructuent mon cher Charles-Edouard !

Banquiers mafieux, suivez le guide.

- Comment ne pas payer d'impôts ? La méthode des banques au Royaume-Uni - euronews.com

La City pointée du doigt à Londres. Sept banques d'investissement aux revenus se chiffrant en milliards de dollars (31 milliards de revenus, 5,3 milliards de bénéfices) n'ont quasiment pas payé d'impôts en 2014 (31 millions de dollars cumulés).

C'est ce que révèle l'agence Reuters après étude de leurs comptes. Cinq d'entre elles ne se sont pas acquittées de l'impôt sur les bénéfices des entreprises.

Certaines se déclareraient en perte au Royaume-Uni et gonfleraient le bilan de leurs filiales dans des pays à la fiscalité plus favorable.

Depuis 2013, une réglementation de l'Union européenne oblige les banques à publier leurs bénéfices et leurs impôts pays par pays. euronews.com 24.12

Dossier Syrie

- La Chine apporte son soutien à Assad - sahartv.ir

"La Chine fournira une aide humanitaire, d'une valeur de 6,18 millions de dollars, à la Syrie", a déclaré, jeudi, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi.

L'annonce de cette aide intervient, à l'issue de l'entretien entre M. Wang et son homologue syrien, Walid al-Mouallem, qui effectue une visite, en Chine, jusqu'à samedi.

"En tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine continuera à promouvoir la paix et le dialogue, en Syrie, et à offrir son aide humanitaire à ce pays, au meilleur de ses capacités", a assuré M. Wang, lors d'une conférence de presse avec Walid al-Mouallem.

"La Chine a mené des discussions approfondies avec la Syrie, sur la promotion d'une solution politique, tout en réitérant qu'elle soutenait les efforts de médiation de l'ONU et le fait que les Syriens devaient, eux-mêmes, décider de leur avenir", a indiqué M. Wang.

Les deux ministres ont exprimé leur soutien à la lutte contre le terrorisme. Walid al-Mouallem a appelé le Conseil de sécurité à bloquer le financement du terrorisme et à empêcher les terroristes d'entrer en Syrie.

"Le gouvernement syrien est prêt à participer à des pourparlers de paix, à Genève, et espère que ce dialogue contribuera à doter la Syrie d'un gouvernement d'Union nationale", a déclaré, jeudi, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem.

Vendredi dernier, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé, à l'unanimité, la résolution 2.254, avalisant un plan devant conduire à la paix, en Syrie.

Le texte soutient une feuille de route internationale, ouvrant la voie à une transition politique, qui doit mettre fin à quatre ans et demi d'une sanglante guerre. Des pourparlers de paix sont censés s'ouvrir, le mois prochain. sahartv.ir 24.12

- Syrie : Il faut empêcher l'entrée des terroristes pour établir la paix (Walid Mouallem) - sahartv.ir

Le ministre syrien des Affaires étrangères a annoncé l'impératif d'empêcher l'entrée des terroristes en Syrie depuis la Turquie et de la Jordanie pour faire avancer les projets de paix dans le pays.

Le chef de la diplomatie syrienne, Walid al-Mouallem a indiqué vendredi à Pékin devant la presse, après sa rencontre avec le Conseiller d'État chinois, Yang Jiechi qu'il faut concentrer les efforts internationaux pour mettre fin aux tensions et conflits en Syrie et empêcher l'entrée des rebelles des pays voisins dont la Turquie et la Jordanie. « Il faut une volonté mondiale pour réaliser ce but. », a ponctué le ministre syrien des Affaires étrangères, rappelant qu'un établissement de la paix en Syrie est possible avec la mise à exécution de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant la lutte contre le terrorisme. Le chef de la diplomatie syrienne, Walid al-Mouallem a, ensuite, annoncé la Syrie prête à participer aux négociations de Genève, souhaitant que les dialogues avec les parties en lice aboutissent, dans les plus brefs délais, à la formation du gouvernement d'union nationale. Le ministre syrien des Affaires étrangères est arrivé jeudi à Pékin pour une visite de quatre jours en Chine. sahartv.ir 25.12

- Syrie: le principal groupe rebelle de la région de Damas décimé par un raid - AFP

La direction du principal mouvement rebelle de la capitale syrienne a été décimée vendredi par un raid aérien revendiqué par l'armée, qui a tué son chef Zahrane Allouche, portant un coup sévère à l'insurrection et aux négociations entre régime et opposants censées débuter dans un mois.

Zahrane Allouche, 44 ans, fils d'un prêcheur salafiste, cheikh Abdallah Allouche qui vit en Arabie Saoudite, était le chef de Jaich al-Islam (Armée de l'Islam), le plus puissant groupe rebelle de la région de Damas.

"La mort de Zahrane Allouche est l'une des pertes les plus significatives de l'opposition", a indiqué sur Twitter Charles Lister, un des principaux experts des groupes rebelles en Syrie.

Soutenu par l'Arabie saoudite, Jaich al-Islam contrôle la plus grande partie de la banlieue est de la capitale qui est régulièrement bombardée par les forces gouvernementales et l'aviation russe. Le groupe est accusé par le régime de bombarder Damas.

"Zahrane Allouche, chef de Jaich al-Islam, et cinq autre dirigeants (du groupe) ont été tués" lors de frappes aériennes près de Damas, a indiqué l'OSDH.

"Il est mort dans un raid contre la localité d'al-Marj, dans la Ghouta orientale avec les commandants de Jaich al-Islam", a affirmé à l'AFP un des responsables du mouvement. "Trois avions ont ciblé une réunion secrète" du commandement, a-t-il ajouté.

Quelques heures après, les principaux responsables du groupe ont élu un nouveau chef, Abu Himam al-Buwaydani, un combattant de 40 ans dont la famille entretient des liens étroits avec les Frères musulmans, a indiqué à l'AFP Abdel Rahman, le dirigeant de l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Dans une déclaration télévisée, un porte-parole de l'armée syrienne a indiqué que les forces du régime avaient mené les raids, montrant une vidéo de l'attaque sur laquelle on voit plusieurs colonnes de fumée blanche dans une zone rurale.

Un responsable de la sécurité a expliqué à l'AFP que ces raids avaient été menés par deux avions syriens qui ont tiré à deux reprises quatre missiles fournis par Moscou. Ils ont ciblé une réunion secrète de dirigeants de plusieurs groupes islamistes, qui visait à réorganiser les forces militaires après la prise de la localité de Marj al-Sultan.

Plusieurs dizaines de dirigeants et des gardes du corps ont été tués, dont 12 de Jaich al-Islam et sept d'Ahrar al-Cham, un autre groupe rebelle important, selon la même source.

Appelé d'abord Bataillon de l'Islam (Liwa al-Islam, en arabe), le groupe a pris le nom d'Armée de l'Islam en septembre 2013 et compte 64 bataillons.

Généralement en treillis, arborant une barbe noire, Zahrane Allouche avait été arrêté par le régime en 2009 et libéré en juin 2011 lors d'une amnistie générale, trois mois après le début du conflit qui a fait plus de 250.000 morts. Il avait échappé à plusieurs tentatives d'assassinats.

Ce mouvement d'inspiration salafiste est très anti-alaouite (confession du président Bachar al-Assad) et partisan d'un Etat islamique même s'il avait adopté récemment une rhétorique plus modérée.

Hostile à l'organisation Etat islamique (EI), le groupe avait exécuté en juillet 18 jihadistes, en imitant les mises en scène macabres de ses adversaires.

Il avait également placé début novembre des alaouites et des soldats du régime dans des cages sur des places publiques pour s'en servir comme de boucliers humains face aux raids de l'aviation de Damas.

La mort de Zahrane Allouche survient au moment où l'armée syrienne a lancé une très grande opération contre son fief sur le flanc est de la capitale.

Le mouvement avait assisté à Ryad à une réunion des principaux groupes de l'opposition. Les participants avaient annoncé le 10 décembre leur accord pour des négociations avec Damas, mais exigé le départ du président Bachar al-Assad avec le début d'une éventuelle période de transition.

Des pourparlers doivent se tenir à Genève fin janvier et le régime a indiqué qu'il était prêt à y prendre part, disant cependant qu'il attendait de savoir quels groupes de l'opposition allaient y participer.

Pour l'expert Aron Lund, sa mort "pourrait affecter le processus de paix en déstabilisant l'Armée de l'Islam et en l'affaiblissant."

"Les négociations avaient besoin de l'implication d'extrémistes comme Zahrane Allouche pour leur donner de la crédibilité", a-t-il ajouté.

Selon lui, "au sein de la rébellion syrienne, Zahrane Allouche a été l'un des rares à réussir à centraliser (le pouvoir). Sa mort pourrait entraîner sa dislocation, étant donné que la faction centrale était l'Armée de l'Islam, qu'il a créée et dirigée d'une poigne de

fer et qui inclut plusieurs membres de sa famille et des gens de sa ville natale de Douma".

Le coup porté à Jaich al-Islam survient la veille de la mise en application d'un accord inédit qui prévoit le départ samedi de trois quartiers sud de Damas de 4.000 personnes, dont des jihadistes de l'EI, du Front Al-Nosra et des civils, ont affirmé des sources proches des négociations.

Quatre tentatives similaires avaient par le passé échoué, selon une source gouvernementale. AFP 25.12

- Syrie : Russes et Qataris cherchent un terrain d'entente sur les groupes qui participeront aux pourparlers - euronews.com

Quels groupes d'opposition participeront aux pourparlers de paix sur la Syrie ? C'est l'une des questions les plus sensibles alors que ces pourparlers ont été annoncés par les Nations Unies pour la fin janvier. Après avoir reçu à Moscou son homologue du Qatar, le ministre russe des Affaires étrangères a parlé d'un terrain d'entente, mais en restant très évasif.

" Au terme de notre entretien, nous sommes parvenus à un accord avec nos partenaires qataris sur le fait qu'ensemble nous pouvons faire en sorte que cette délégation soit formée de manière à ce que les négociations syriennes soient constructives, a déclaré Sergueï Lavrov. Je n'expliquerai pas les détails mais un tel accord a été trouvé aujourd'hui. "

Si les Russes soutiennent le régime Assad et l'exclusion de divers groupes d'opposition, le Qatar ne voit pas tout à fait les choses sous cet angle.

" Concernant la liste des groupes d'opposition, nous sommes totalement opposés à leur classification, a clairement dit le ministre qatari, Khaled al-Attiyah. Le plus important, c'est de comprendre les raisons qui ont poussé ces groupes à prendre les armes. " euronews.com 25.12

Commentaires d'internautes.

1- "La mort de Zahrane Allouche est l'une des pertes les plus significatives de l'opposition", a indiqué sur Twitter Charles Lister..."

On oublie de mentionner que Lister fait partie de la Brookings Institution, qui a reçu une donation en 2014 de 14.8 millions du Qatar, échelonnée sur 4 ans.

2- "Malgré les épithètes peu élogieuses, à son endroit de la part de la presse occidentale, le président syrien Bachar el-Assad reste populaire dans le pays et bénéficie du soutien de son peuple, constate un analyste britannique.

Les propagandistes occidentaux n'arrivent pas à expliquer comment un homme que l'Occident essaie de renverser par tous les moyens depuis quatre ans et qui a une multitude d'ennemis dans le monde arabe pourrait se maintenir au pouvoir s'il ne bénéficiait pas d'un soutien massif du peuple syrien, a constaté Steven MacMillan.

"Ces gens refusent de reconnaître qu'en 2014, une élection présidentielle légitime s'est tenue en Syrie à l'issue de laquelle Bachar el-Assad a récolté 88% des suffrages exprimés. Ce fait a été reconnu officiellement par des observateurs internationaux", a écrit dans son article pour New Eastern Outlook le politologue britannique Steven MacMillan.

Reconnaître Bachar el-Assad est la seule option de l'Occident Et de rappeler que la presse occidentale ne lésinait pas sur des qualificatifs injurieux, dont celui de "boucher", à l'endroit de M.Assad.

Pourtant, relève l'auteur, le terme de "bouchers" convient plutôt aux dirigeants du monde occidental qui sont directement responsables des souffrances des millions de personnes au Proche-Orient, mais ces "remparts de la démocratie" ne peuvent que rêver d'un tel soutien populaire."

Ils ont celui des dirigeants des syndicats et des partis dits ouvriers et cela leur suffit...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Le régime américain : Une menace mondiale.

- Les cibles nucléaires des Etats-Unis durant la guerre froide déclassifiées - euronews.com

C'est un document datant de 1956 qui vient d'être rendu public par la National Archives and Records Administration à la demande d'un chercheur de l'Université George Washington. Cette longue liste de 800 pages détaille les cibles potentielles de frappes nucléaires américaines en cas de guerre avec l'URSS. Et elle a de quoi donner des sueurs froides. On y trouve – énumérés sous des noms de codes – des milliers d'objectifs identifiés comme stratégiques. Parmi eux, 1 200 villes, notamment Moscou, Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), Berlin-Est, Varsovie ou encore Pékin. Si ces villes étaient essentiellement retenues pour les sites militaires et industriels qu'elles abritaient, la catégorie "population" apparaît également, accréditant la volonté de frapper des zones densément peuplées pour faire un très grand nombre de victimes civiles.

En visionnant la carte ci-dessous, on peut prendre la mesure de la multiplicité des objectifs identifiés, qu'il s'agisse de zones urbaines ou de bases aériennes. Car en cas de conflit généralisé, la priorité aurait été d'anéantir au plus vite les capacités aériennes de l'URSS pour éviter que l'Union soviétique ne réplique par des frappes nucléaires massives. À l'époque, en effet, seuls les bombardiers pouvaient acheminer l'arme atomique jusqu'à sa cible, les missiles nucléaires intercontinentaux ou ceux lancés depuis des sous-marins étant encore inexistants.

Le scénario de telles attaques est d'autant plus cauchemardesque que les Etats-Unis disposaient à la fin des années 50 d'un arsenal nucléaire d'environ 20 000 mégatonnes, 10 fois plus important que celui de l'URSS. Le Commandement des forces aériennes stratégiques, à l'origine de ce document, appelait même à concevoir une arme de 60 mégatonnes, l'équivalent de 4 000 bombes comme celle qui a dévasté Hiroshima. euronews.com 24.12

Pour en savoir plus, nous vous conseillons la lecture de l'étude de l'Université George Washington (en anglais) :

http://nsarchive.gwu.edu/nukevault/ebb538-Cold-War-Nuclear-Target-List-Declassified-First-Ever/

2- Ukraine

2.1- L'Ukraine vote l'embargo contre les produits russes - euronews.com

291 voix pour et une seule voix contre : le parlement ukrainien s'est prononcé à la quasi unanimité en faveur de la mise en place d'un embargo commercial contre les marchandises russes.

Un vote aux allures de riposte puisque Moscou avait promis, lundi, d'introduire des mesures similaires à partir du 1er janvier sur les produits alimentaires ukrainiens.

Vladimir Poutine avait, déjà, suspendu la semaine dernière les tarifs préférentiels sur les échanges russo-ukrainiens. Une mesure de rétorsion parmi d'autres pour protester contre l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre Kiev et l'Union européenne.

Un accord qui avait déclenché la crise en Ukraine fin 2013.

A l'époque, Moscou disait aussi craindre de voir ses marchés inondés de produits européens transitant par l'Ukraine.

Les Européens ont, eux, reconduit en début de semaine les sanctions visant les secteurs russes des banques, du pétrole et de la défense. euronews.com 24.12

2.2- L'Ukraine a voté son budget 2016, crucial pour la poursuite de l'aide internationale - AFP

Le Parlement ukrainien a voté vendredi, à l'issue d'une nuit de difficiles débats, son budget 2016 qui prévoit un déficit égal à 3,7% du PIB, la limite fixée pour poursuivre l'aide financière internationale à l'Ukraine, pays ravagé par la crise économique et un conflit armé dans l'est.

C'est seulement si le budget est malgré tout "resté équilibré et responsable" que "le versement de la prochaine tranche" du prêt du FMI aura lieu, a précisé la ministre des Finances Natalie Jaresko.

Le Fonds, qui ne s'est pas encore prononcé sur le texte adopté, exigeait un déficit budgétaire limité à 3,7% du PIB, et des réformes structurelles en vue d'abolir les privilèges fiscaux, d'élargir la base fiscale et de réduire les dépenses d'Etat.

Dans ce contexte, le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, dont le gouvernement a passé la nuit dans l'hémicycle avec les députés, avait exhorté mercredi ces derniers à voter d'urgence un budget répondant aux conditions posées par le FMI pour éviter une "catastrophe économique".

Le nouveau budget, qui doit encore être promulgué par le président Petro Porochenko, table sur un retour à la croissance économique après plusieurs années de crise (hausse de 2% du produit intérieur brut prévue pour 2016 contre une chute de 11% attendue cette année) et un ralentissement de l'inflation (12,5% attendus pour 2016 contre 50% en 2015).

Comme cette année, 5% du PIB est consacré à la défense, une priorité pour l'Ukraine dont les autorités sont confrontées à un conflit armé avec les rebelles prorusses dans l'est de cette ex-république soviétique, qui a fait plus de 9.000 morts depuis son déclenchement en avril 2014.

La dette publique et celle garantie par l'Etat ne doivent pas dépasser 86% du PIB, selon ce document, qui prévoit aussi une hausse de 12% des allocations sociales dans ce pays où une très grande partie de la population vit sous le seuil de pauvreté. AFP 25.12

Haut de page

Le 28 décembre 2015

CAUSERIE

Les précieuses ridicules ou la déchéance d'un régime.

Incroyable, à droite comme chez la pseudo-gauche il y en aurait qui auraient une conscience !

A part celle qui sert leur ambition personnelle on ne voit pas laquelle. Et évidemment entre eux ils le savent tous. Il en va de la conscience comme de la morale qui a un contenu de classe, qu'on l'ignore ou non, pas forcément de la bonne classe par ignorance, ce qui ne concerne pas ceux qui nous gouvernent et leurs larbins qui eux ne se trompent pas de classe.

Encore une imposture pour tenter de rendre la droite et la pseudo-gauche plus présentables.

Ils auraient une conscience quand il s'agit de statuer sur une mesure infâme, inutile et inapplicable qui à l'arrivée concernerait peut-être une poignée de personnes, mais ils en sont dépourvus en présence de 10 millions de pauvres, 6 millions de chômeurs, 3,8 mal-logés, etc.

100 millions de déplacés à travers le monde, des millions de morts dûs aux guerres impérialistes fomentées par l'impérialisme américain, mais leur conscience leur commande de les soutenir ainsi que le régime capitaliste qui en est à l'origine aussi. Il faut dire que pour toutes leurs victimes le droit du sol ne se pose pas, pas plus que pour les Palestiniens spoliés de leurs terres par l'occupant sioniste avec lequel ils pactisent ou refusent de rompre.

Interrogez n'importe qui, il vous dira qu'il a sa conscience pour lui, ce qui ne veut rien dire, justement, puisque cela ne veut rien dire chacun peut lui donner le contenu qu'il veut, et pendant ce temps-là ceux qui ont une réelle conscience de classe pourront s'en servir pour imposer leur politique à la multitude dont la conscience est aussi atomisée que leurs drois ou qui n'en possède pas sur ce plan-là.

Quelle conscience a-t-on quand quotidiennement on s'accommode hypocritement de l'intolérable ou qu'on lui témoigne de l'indifférence parce qu'il ne nous concerne pas directement ? On s'avilie un peu plus chaque jour à nos yeux car on ne peut pas se leurrer soi-même, et pour le supporter on aura la bassesse de reporter la haine de soi sur les boucs émissaires qu'on nous désigne, l'étranger, l'immigré, l'Arabe, le Noir, le musulman, etc., bref tout ce qui ne nous ressemble pas ou la terre entière.

Notre conscience est aussi sélective ou amnésique que notre mémoire, il le faut bien pour se supporter soi-même et conserver l'équilibre mental dont on a besoin pour affronter le monde extérieur et ne pas sombrer dans la folie ou précipiter notre propre déchéance.

C'est une sorte de certificat de bonne conduite qu'on s'attribue soi-même, et qu'à partir de là on aura du mal à refuser aux autres. C'est une sorte de compromission dans la mesure ou délibérément on s'attribue une qualité surfaite ou qu'on ne mérite pas.

Il s'agirait de déchoir de la nationalité française des auteurs d'attentats pour en faire des apatrides ou pour le coup, les jeter dans les bras des salafistes ou des takfiristes comme seul refuge, si ce n'était pas déjà le cas, alors que systématiquement, comme à

Tel-Aviv ou à Chicago la police et l'armée les exécutent pour qu'ils ne puissent pas parler, ne pas avoir de procès.

- Deux Palestiniens tués lors d'une attaque contre un soldat israélien - AFP

- Etats-Unis: Un jeune homme de 19 ans et une mère de famille noirs ont été tués par la police - 20minutes.fr

Cette mesure est xénophobe et raciste parce qu'elle ne vise que des gens dont les parents sont originaires d'un autre pays que la France, elle sert donc ouvertement les thèses de l'extrême droite dont elle est issue en fait.

Après on comprend pourquoi elle fait désordre au sein du PS, qui avait été à l'origine de la création d'une officine (SOS racisme) destinée sous couvert d'antiracisme à instrumentaliser le racisme plus qu'à le combattre, en jouant les préjugés des masses arriérées pour le compte de l'extrême droite dans les années 70. Et ce n'était pas un hasard non plus si c'était des dirigeants sionistes du PS qui en furent à l'initiative.

Cette mesure visant de préférence une population musulmane à de quoi les mettre en porte-à-faux ou révéler leurs véritables intentions qui pour nous est un secret de polichinelle, mais pas pour la majorité de la population qui doit continuer de croire que le PS ne serait pas le porte-parole des sionistes, qu'il serait antiraciste, de gauche et l'ennemi de l'extrême droite, tout ce qu'il n'est pas en réalité.

La preuve qu'on est bien en présence d'une nouvelle imposture.

Qui a dit à propos de la déchéance de nationalité ?

- "Est-ce que ça va améliorer en quoi que ce soit la protection et la sécurité de nos concitoyens? En faisant une déchéance pour tel ou tel individu en nombre limité, on va permettre à ceux qui sont exposés aux agressions tous les jours d'être davantage protégés?"

- "Est-ce que c'est conforme à notre histoire, nos traditions, notre Constitution, quand on sait que depuis 1889, la nationalité française s'exerce par la naissance et s'acquiert par mariage au bout de quelques années après un contrôle?"

- "Pourquoi remettrait-on en cause ces principes essentiels?".

- "C'est finalement attentatoire à ce qu'est finalement la tradition républicaine et en aucune façon protecteur pour les citoyens"

Réponse : François Hollande sur France 5 le 31 août 2010. Source : Le Figaro par AFP - Titre : Déchéance : critiques de Hollande. Adresse :

(http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/08/31/97001-20100831FILWWW00608-decheance-critiques-de-hollande.php)

- "Dangereuse", "nauséabonde"... Quand le PS fustigeait la déchéance de nationalité voulue par Sarkozy - Francetv info

Une proposition qualifiée dans un passé récent de 'dangereuse' par François Hollande et de 'nauséabonde' par Manuel Valls". Francetv info 27.10

Opération diversion qui présente l'avantage de détourner l'attention des questions sociales brûlantes, et de faire croire qu'une "partie de la gauche" serait présentable, alors qu'elle est en réalité aussi corrompue que le reste de ce qu'ils appelent la gauche.

- «Une partie de la gauche s'égare» sur la déchéance de nationalité, selon Valls - Liberation.fr

- Déchéance de nationalité: le débat s'envenime à gauche, la droite évasive - AFP

- Où l'on s'aperçoit qu'il y a encore des socialistes en France - Rue89

- Déchéance de nationalité : Jean-Marc Ayrault s'oppose publiquement - Francetv info

- Déchéance de nationalité : pour Dray et Hamon, "la France a mieux à faire" - LePoint.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Leur sujet de prédilection et leur idéal.

- La symphonie sensuelle et magique du caviar d'élevage - Slate.fr

Entre nous, c'est hyper gras et dégueulasse.

J'en ai mangé une fois au cours de ma vie. C'était un soir chez Gérard, un photographe professionnel qui avait un magasin de photos dans le 18e arrondissement de Paris et que j'avais rencontré en allant réparer son copieur, et chez qui j'allais travailler au noir par la suite pendant quelques mois. Pour digérer cette saloperie il avait fallu se taper 3 ou 4 verres de vodka Smirnov frappé et sec, je m'en souviens encore la bouteille était recouverte de givre et il avait dû la tenir avec un torchon pour ne pas se brûler les mains. Au départ je n'avais pas bien saisi pourquoi cette précaution, ensuite après avoir goûté ce met soi-disant si délicat j'ai compris car il me fila la nausée immédiatement, je l'avalais en faisant cul sec pour me passer l'envie de vomir. Autant dire qu'on était tous à moitié bourré dès le début du repas où il avait invité des amis !

- Comment on pleurait, riait et aimait au Moyen Âge - Slate.fr

Vive l'avènement de l'oligarchie qui nous rappelle le bon vieux temps sous le règne des féodaux et des monarques !

Parole d'internaute

(A propos des derniers développements en Corse)

- "On leur accorde tous les droits, enfin non eux s'accordent tous les droits, l'état les laisse tout faire, le peuple en a marre et ce n'est que le début!, dans certain quartiers, polices, pompiers, médecins ou tous simplement citoyens n'osent plus se rendre!

Nos gouvernants parlent d'actes de racisme, mais avec l'état le racisme est à sens unique!"

Si c'est l'Etat qui alimente le racisme, c'est sans doute parce qu'il est de classe avant tout, ce que ne perçoit pas clairement la population ou pas au point d'en tirer des leçons pratiques.

La crise du capitalisme frappe durement les couches les vulnérables du prolétariat qu'ils vouent à la pauvreté et à la précarité à vie, tandis qu'elle privilégie les nantis ou alimente les inégalités sociales à leur profit. Injustice qu'une partie de ces couches dont les jeunes excédés ou poussés au désespoir ne supportent plus, ce qui les conduit à faire n'importe quoi pour s'en sortir, à adopter un comportement violent et à s'attaquer indistinctement à tous les symboles de l'Etat, attitude qui sera condamnée par tous ceux qui arrivent encore à s'en sortir et dont il ne faut pas troubler le confort relatif.

En visant l'Etat ou ses représentants, particulièrement leur police en charge du maintien de l'ordre établi synonyme de toutes les difficultés que rencontrent ces couches de travailleurs ou jeunes, ils ne se trompent pas de cible, en revanche ils se trompent de timing car l'heure n'a pas encore sonné de l'affrontement direct entre les classes, aussi se mettront-ils à dos le reste de la population.

On se refusera à les condamner ou à soutenir des actes qui justifieront le renforcement de l'appareil policier de l'Etat.

Ils courtisent Podemos.

Les multiples déclarations et prises de position au cours des derniers mois des dirigeants de Podemos permettent d'affirmer sans l'ombre d'un doute que ce parti est de droite ou réactionnaire.

Simultanément les médias et partis institutionnels s'emploient à le présenter comme un parti anti-austérité, de gauche, voir de la gauche radicale ou d'extrême gauche. Ils nous avaient déjà fait le même coup avec Die Linke, puis avec le Front de gauche et enfin avec Syriza qui a servi de modèle à Podemos.

Autant dire qu'on est en présence d'une nouvelle imposture ou escroquerie politique.

Pendant plus d'un demi-siècle, pour ne pas remonter davantage en arrière, on aurait pu en dire autant du PS et refuser tout rapport avec les dirigeants de ce parti, tout en expliquant pourquoi sur la base des faits. Il aura fallu que ce parti soit à nouveau aux commandes de l'Etat et applique une politique ultra réactionnaire pour que nos dirigeants daignent bien le caractériser de gauche en y mettant des guillements... pour la forme uniquement chacun l'aura bien compris.

Là la supercherie est tellement grotesque qu'ils ne s'y risqueront pas sous peine de se ridiculiser aux yeux de leurs militants, quoique ce n'est pas cela qui les arrêterait. Podemos voudrait accorder encore plus de pouvoir à l'Otan, tout un programme ! Tout est dit ici.

On cite un fait, on part d'un fait, on n'invente rien, on ne verse pas dans la propagande ou l'idéologie, on ne juge pas à l'emporte-pièce, c'est sans appel. Tous ceux qui par la suite brodreront sur Podemos, sont des charlatans ou des agents du capitalisme. Cela vaut pour tous ceux qui ont appelé à voter LR en décembre 2015, à voter Hollande en 2012, à voter Chirac en 2002, qui ont accepté de participer à un gouvernement présidé par Chirac en 1997, etc. vous pouvez remonter ainsi un siècle en arrière.

C'est bien beau tout cela, mais à ce rythme-là il ne restera pas grand monde de fréquentable à l'arrivée, s'exclamera le sceptique professionnel. On lui accorde volontiers. Qu'y pouvons-nous si on s'en tient strictement aux faits ?

Vous y verrez plus clair, et à partir de là peut-être que vous parviendrez à la conclusion qu'il existait sans doute une autre stratégie que celle qui consistait à ménager ceux qui avaient vocation à combattre au côté de nos ennemis, et qui le moment venu ont retiré le tapis sur lequel vos convictions étaient confortablement installées, pour y substituer un grand vide à la place ou la situation actuelle. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on feigne de tomber des nus et qu'on vous trompe à notre tour ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- La cote de popularité du président ukrainien en chute libre - sputniknews.com

Le président ukrainien a déçu son peuple, la cote de popularité de Piotr Porochenko en 2015 s'est avérée même inférieure à celle de son prédécesseur Viktor Ianoukovitch à la veille de sa destitution, selon un sondage de Gallup International.

Seulement 17% des Ukrainiens approuvent aujourd'hui le travail de leur président Piotr Porochenko alors qu'à son élection, sa politique était soutenue par 47% des sondés, rapporte Gallup International.

"Cette baisse de popularité du chef de l'Etat reflète sans doute la déception des Ukrainiens, leurs dirigeants n'ayant pas rempli les revendications du peuple, formulées lors des actions de protestation il y a deux ans (sur la place Maïdan à Kiev, ndlr). Après Maïdan, l'économie nationale a été ruinée, la Crimée a été rattachée à la Russie et la confrontation entre les troupes gouvernementales et les indépendantistes dans l'est du pays a fait plus de 9.000 morts", lit-on dans le communiqué.

Piotr Porochenko est aujourd'hui impopulaire dans toutes les régions et tout particulièrement dans le sud de l'Ukraine. Par ailleurs, de moins en moins d'Ukrainiens font confiance au gouvernement qui s'attire des critiques pour la lenteur de ses réformes.

Rien que 8% des sondés approuvent à présent le travail du gouvernement, alors qu'en 2014, 24% des Ukrainiens exprimaient des avis plutôt favorables sur ses activités. C'est le niveau de confiance le plus bas depuis 2006. Pire, presque 9 sur 10 Ukrainiens (88%) sont persuadés que la corruption prospère toujours au sein du gouvernement. 65% affirment que les dirigeants du pays ne vont pas dans le bon sens par rapport à "l'avant-Maïdan". sputniknews.com 27.12

2- Irak

- Importante victoire des forces irakiennes contre l'EI à Ramadi - AFP

Les derniers combattants du groupe Etat islamique (EI) ont quitté dimanche un complexe gouvernemental stratégique de Ramadi, offrant aux forces irakiennes leur plus importante victoire depuis l'offensive des jihadistes en Irak il y a un an.

"Tous les combattants de Daech (acronyme arabe de l'EI) sont partis. Il n'y a pas de résistance" dans cette grande ville à l'ouest de Bagdad, a déclaré à l'AFP un porte-parole des forces d'élite antiterroristes, Sabah al-Numan.

Même si les militaires devaient encore nettoyer la zone du complexe des mines et engins explosifs laissés par les combattants de l'EI, des responsables ont déjà félicité les forces irakiennes pour cette victoire arrachée après de violents combats.

Ramadi, situé à 100 km à l'ouest de Bagdad, est le chef-lieu de la province majoritairement sunnite d'Al-Anbar, la plus grande d'Irak

et qui est frontalière de la Syrie, la Jordanie et l'Arabie saoudite. La ville s'étend le long du fleuve Euphrate dans une vallée fertile.

La reconquête de Ramadi redore le blason de l'armée irakienne, fortement critiquée pour son humiliante déroute en juin 2014 face à l'EI qui avait mis la main sur de vastes pans du territoire au terme d'une offensive fulgurante.

3- Syrie

3.1- Daech est équipé de missiles US - sahartv.ir

Les missiles antichars que les États-Unis avaient prétendu vouloir envoyer aux terroristes soi-disant « modérés » se trouvent actuellement à la disposition du groupe terroriste Takfiri Daech, a rapporté l'agence de presse russe Sputnik.

« Les images récemment diffusées par les médias proches de Daech montrent des éléments de ce groupe terroriste en train d'utiliser des missiles antichars Taw de fabrication américaine » a écrit Sputnik.

Daech se sert de ces missiles US dans la province d'Alep et dans une région dans le Nord de la base aérienne de Kouires libérée récemment par les forces de l'armée syrienne.

Selon ce rapport, on ignore comment ces missels sont parvenus à Daech mais selon les précédents rapports ils devaient être livrés aux terroristes soutenus par les Etats-Unis.

« Un déserteur daechiste a avoué qu'il formait les forces sous son commandement en Turquie », a poursuivi Sputnik. sahartv.ir 26.12

3.2- Daech prélève des organes sur les prisonniers - sahartv.ir

Selon un document, révélé par l'agence Reuters, Daech approuve, officiellement, le principe du prélèvement d'organes, sur les prisonniers. «Dans une décision, jusqu'ici inédite, le groupe terroriste Daech a approuvé le prélèvement d'organes humains, suscitant des craintes que ce groupe terroriste puisse se livrer au trafic d'organes», écrit l'agence.

Ce document, présenté, sous le titre de «Fatwas 61-62 et 64-68», explique qu'il est autorisé «de transplanter des organes d'un prisonnier à un Musulman, afin de sauver la vie de ce dernier», même si l'opération se révèle mortelle, pour le premier. Des responsables américains estiment que ce document reste l'un des milliers cas d'informations auxquels ils avaient accédé, dans l'attaque des forces spéciales américaines contre une zone, dans l'Est syrien.

Auparavant, le gouvernement irakien avait accusé Daech de coopérer avec les bandes de trafic d'organes, en tant qu'une source de revenus. sahartv.ir 26.12

3.3- Les Etats-Unis, contre l'échange de renseignements, sur les positions de Daech, proposé par la Russie - sahartv.ir

«Tant que la Russie n'aura pas changé sa prise de position envers le gouvernement de Bachar al-Assad, Washington ne mettra pas, à son ordre du jour, les coopérations avec Moscou, dans la lutte contre Daech et en matière d'échange de renseignements, sur les positions de ce groupe terroriste», a déclaré à Sputnik, la porte-parole du Pentagone.

«La Russie est prête à partager ses renseignements avec la coalition, dirigée par les Etats-Unis, et elle attend de ses partenaires de faire de même», a précisé le lieutenant-général Sergueï Roudskoï, Chef du Commandement opérationnel principal de l'état-major de l'armée russe.

«Ces renseignements portent sur les positions des terroristes, en Syrie. Moscou attend de ses partenaires de faire de même. La force aérienne russe assurera la poursuite des raids aériens contre les terroristes», a ajouté Roudskoï.

Mais la Porte-parole du Pentagone, Michelle Baldanza, a déclaré : «Nous ne coopèrerons pas avec les Russes, en Syrie, tant qu'ils n'auront pas changé leur stratégie de soutien à Bachar al-Assad et qu'ils ne se seront pas focalisés sur Daech».

La Russie a commencé, depuis fin septembre, ses raids aériens d'envergure contre les Daechistes, en Syrie. La crise syrienne se poursuit, depuis 2011. Les forces gouvernementales syriennes sont en guerre contre des groupes terroristes, dont Daech et le Front Al-Nosra. sahartv.ir 26.12

4- Algérie

- Algérie : découverte d'appareils d'espionnage, à l'aéroport Houari Boumedienne - sahartv.ir

La douane algérienne a annoncé avoir saisi des appareils sensibles, à l'aéroport Houari Boumedienne, que l'on pouvait utiliser, dans des opérations espionnage.

Selon un rapport de «Palestine al-Yaoum», ces appareils proviennent du Qatar, et, actuellement, les enquêtes se poursuivent pour connaître le lieu authentique de la fabrication de ces appareils.

Selon des rapports, l'agence israélienne de renseignements, le Mossad, ainsi que le Bureau fédéral d'enquête américain, le FBI, utilisent ces appareils, dans leurs opérations d'espionnage.

Le paquet, découvert en Algérie, englobe 500 appareils très petits, sous forme des stylos, équipés de caméras, qui n'occupent que deux centimètres d'espace.

Outre lesdits stylos et les petites caméras sur lesquelles étaient inscrits «mimi dv», des systèmes, qu'on utilise, dans les drones espionnages, ont été, également, découverts.

Les résultats des enquêtes préliminaires montrent que les appareils mentionnés devaient être mis à la disposition des parties concernées, à Alger, la capitale, et dans les provinces algériennes, situées dans le Sahara algérien. sahartv.ir 26.12

5- Brésil

- Brésil : l'ex-ministre de la Défense prône la baisse de dépendance au régime sioniste - sahartv.ir

Soulignant que les forces militaires de son pays ont une dépendance excessive au régime sioniste, Celso Amorim, ancien ministre brésilien de la Défense a annoncé qu'il est temps que ces forces baissent leur dépendance à l'entité sioniste.

Dans une interview accordée au quotidien, Folha sao paulo Celso Celso Amorim estime que le nouveau gouvernement brésilien n'a pas entériné la nomination de Dani Dayan comme nouvel ambassadeur d'Israël, ce qui est considéré comme un signe de la réduction de dépendance de l'armée de son pays aux sionistes.

Celso Amorim qui était entre 2011 à 2015 à la tête du ministère de La Défense de Dilma Rousseff a ajouté : « Le gouvernement brésilien a une dépendance excessive à la technologie militaire des sionistes notamment en ce qui concerne l'AvioniX (des équipements électroniques, nécessaires aux avions, aux satellites et aux drones et à d'autres armements).

« Nous ne pourrons pas poursuivre notre dépendance excessive à la technologie du régime sioniste et il est temps que nous diversifions les sources à partir desquelles nous fournissons nos besoins », a-t-il réitéré.

Le Premier ministre du régime sioniste a nommé le colon sioniste, Dani Dayan, d'origine argentine en tant que nouvel ambassadeur israélien à Brasilia.

Le gouvernement de Dima Rousseff n'a pas encore confirmé la nomination de Dani Dayan ce qui a provoqué un incident diplomatique entre ce pays de l'Amérique latine et le régime usurpateur Qods. sahartv.ir 26.12

Haut de page

Le 29 décembre 2015

CAUSERIE

Qui a dit ?

- Israël est «*un phare de liberté, de tolérance et de décence*».

Réponse : L'ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Ron Dermer, sur son compte Twitter officiel. (Les cadeaux de Noël de l'ambassadeur israélien à Washington - Arrêt sur Info 24.12)

Pendant ce temps-là le blocus de Gaza continue et le massacre des Palestiniens aussi...

ACTUALITE EN TITRES

La notion de déchéance ne risque pas de les atteindre.

- Déchéance de la nationalité: au PS, les frondeurs craignent la déstabilisation de la gauche - LeFigaro.fr

Ils craignent surtout de disparaître tout simplement, ce qui nous laissera indifférent.

Les médias institutionnels sont toujours animés des meilleures intentions du monde.

Quand Liberation prend la défense des salafistes.

Il est bien connu que les médias des banquiers, des néolibéraux et des sionistes, porte-parole de la propagande de l'Otan et de l'impérialisme américain, sont des défenseurs inconditionnels ou impartiaux de "la liberté de la presse".

- Moussa, incarcéré sans raison au Bangladesh - Liberation.fr

Baraka city ONG fondée en 2010 par des salafistes, elle est située à Courcouronnes, en grande banlieue parisienne. 22 salariés, 41.600 followers sur Twitter et 568.000 "like" sur Facebook.

En 2012, son responsable, Idriss Sihamed, s'improvise "chef de projet humanitaire" (au Togo) et récolte un million d'euros en une semaine.

En 2014 elle reçoit huit millions d'euros de dons.

En 2014, sa campagne contre l'émission "Pékin express" en Birmanie, où les musulmans rohingyas sont persécutés, est un succès: les sponsors lâchent un à un M6.

Sur Twitter, Idriss Sihamedi fait aussi la morale, dénonçant par exemple la "fornication". Souvent présenté comme un salafiste bien qu'il récuse cette définition, il ne serre pas la main des femmes. Et sur le site internet de l'ONG, seuls les visages des hommes de l'équipe apparaissent.

"C'est terriblement logique", justifie Sajida Iamou, chargée de communication. "Toute les femmes de notre équipe portent le voile. Je ne me vois pas m'exposer comme ça", explique cette musulmane de 29 ans vêtue du niqab ne laissant apparaître que les yeux.

... les responsables de Baraka city ont "une vision des conflits et de la géopolitique islamisée, confessionnelle. Ils voient tout par le prisme de l'islam: on intervient là où de gentils musulmans se font agresser par de non musulmans", analyse Samir Amghar, spécialiste du salafisme. "Le noyau de l'organisation, le président, le directeur financier ont une lecture ultraorthodoxe de l'islam. Pour eux, l'islam doit être appliqué de façon littéraliste", explique-t-il, les situant dans la mouvance "salafiste piétiste".

Lors de l'exécution de l'humanitaire britannique Alan Henning, otage du groupe jihadiste État islamique, Idriss Sihamed refusera decondamner le groupe jihadiste

Si Baraka city convainc les donateurs, les banquiers semblent plus méfiants.

Son président dénombre "22 refus d'ouvertures de compte et trois clôtures sans motif". Selon lui, les banquiers s'étonnaient des "flux financiers atypiques et très très élevés". Il a fallu que la Banque de France désigne une banque, la BCP, pour que l'ONG puisse enfin ouvrir un compte, ce mois-ci.

Dans les médias aussi, l'ONG a mauvaise presse. Un reportage de LCP fait passer ses responsables pour des recruteurs en Syrie, Baraka city est mentionnée dans un sujet de RTL sur le "jihad business"...

Sur le web, ces attaques renforcent paradoxalement la popularité de l'ONG, soutenue par des dizaines de milliers d'anonymes et quelques personnalités, comme les rappeurs La Fouine et Rohff. Idriss Sihamedi se concentre sur ses futurs projets: il voudrait accueillir des réfugiés syriens sur les 7.000 m2 de terrain de l'ONG en banlieue.

(Source ; Enquête: Baraka city, l'ONG musulmane qui suscite engouement et suspicion - leparisien.fr 16.10.2015)

Opération déstabilisation de la Chine. Journaliste instrumentalisée pour le compte de qui ?

- La journaliste de L'Obs en voie d'expulsion de Chine critique Paris - AFP

La société des rédacteurs de l'Obs s'est aussi "indignée" lundi dans un communiqué de la "réaction laconique et peu convaincante des autorités françaises face à cette décision (d'expulsion, ndlr), qui constitue pourtant une atteinte grave à la liberté d'expression et au devoir d'informer".

Sur France Inter, Ursula Gauthier a estimé que "la liberté de la presse est vraiment en grand danger" en Chine où "la presse chinoise elle-même a été totalement muselée".

"Il y avait encore des franges, en particulier dans les provinces des médias qui avaient une certaine indépendance et qui pouvaient traiter de sujets qui n'étaient pas totalement orthodoxes. Ces médias ne peuvent plus le faire", a-t-elle dit.

Il y avait aussi "les blogueurs qui écrivaient dans les réseaux sociaux, qui avaient des milliers, des dizaines de milliers d'abonnés et ils faisaient entendre leur voix, c'était une voix indépendante. Ceux-là ont été muselés également et on les a paradés à la télévision avec les chasubles des prisonniers pour montrer à quel point c'étaient des criminels. Donc il n'y a plus personne qui ose maintenant s'exprimer réellement", a affirmé la journaliste. AFP 28.12

...lorsqu'on profite d'une crise pour pousser les médias à mettre en avant une pensée idéologique et à diviser la société par des reportages falsifiés, il n'est plus possible de parler de liberté de la presse.

Stefan Haderer, anthropologue socio-culturel et politologue autrichien. Quand la liberté de la presse cède le pas à des intérêts politiques - Mondialisation.ca, 21 décembre 2015.

Nous ne défendrons pas cette journaliste, pas plus que les soi-disant opposants au régime chinois qu'on honnit soit dit en passant et qui sont en réalité tout aussi réactionnaires, quand il ne s'agit pas simplement d'agents recrutés par la NED ou la CIA.

Si nous ne défendons pas le régime chinois, ce n'est pas pour défendre de soi-disant organisations ou opposants qui prônent un régime calqué sur celui des Etats-Unis ou des pays de l'UE, on laissera cela à leurs agents.

Syrie

- Conférence sur la Syrie à Genève : les opposants n'ont pas encore décidé sur la liste des participants (Lavrov) - sahartv.ir

« Les opposants syriens n'ont pas encore accédé sur la liste des individus participant aux négociations de paix de sur la Syrie », c'est ce qu'a affirmé le chef de la diplomatie russe.

Selon INTERFAX, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a tenu ces propos ce lundi pour réaffirmer : « Les opposants syriens ne sont pas encore arrivés à décider de la liste des participants qui devraient s'assoir à la table des négociations avec le gouvernement central de Damas.

« Le gouvernement syrien est prêt à négocier », a assuré M. Lavrov.

Des Nations unies ont annoncé samedi que les négociations de paix de Genève entre divers groupes d'opposition et le gouvernement de Bachar al-Assad s'ouvrent le 25 janvier afin de mettre fin aux 5 années de crises sévissant dans ce pays. sahartv.ir 28.12

Russie

- Poutine intensifie les sanctions contre la Turquie - sahartv.ir

Le nouveau décret présidentiel que le Président russe Vladimir Poutine vient de signer durcit la loi prévoyant des sanctions contre la Turquie.

Ce faisant, le Président russe a élargi encore la teneur de cette loi qui avait été adopté de mois dernier. Selon l'agence Fars News, le Président Poutine a intensifié dans un décret présidentiel les sanctions qui devront être appliquées à partir de début 2016 contre

la Turquie. Cette loi interdit la présence en territoire russe aux entreprises turques ainsi qu'aux entreprises dont les propriétaires sont des ressortissants de la Turquie, et qui sont actives dans certains domaines industriels mentionnés.

La Russie avait interdit précédemment l'importation de certains articles particuliers depuis la Turquie de même que le recrutement des ressortissants de ce pays. A cela s'ajoute des restrictions prévues pour les déplacements entre la Russie et la Turquie ; il est aussi établi que l'accord de l'annulation de visa entre les deux pays ne soit plus en vigueur à partir de 2016. De même, le vice-premier ministre russe a lui aussi affirmé qu'il envisageait de nouvelles mesures restrictives contre Ankara. sahartv.ir 28.12

Haut de page

Le 30 décembre 2015

CAUSERIE

Le diaporama, *2015 L'année de la guerre* a été réalisé à partir des images publiées dans la page d'accueil du site de janvier à décembre 2015.

- DIAPORAMA. 2015 : L'ANNÉE DE LA GUERRE.

Nous n'actualiserons pas le site avant quelques jours...

Comment fonctionne une imposture et comment la détecter. Mode d'emploi.

Tout d'abord on tient en apparence un discours très radical contre Valls, histoire que le lecteur nous prenne pour un véritable représentant de la gauche, et c'est à ce titre qu'on se permettra de le rappeler à l'ordre ou de lui reprocher d'avoir enfreint des principes communément adoptés par la gauche, ce qui implique qu'on considèrait qu'il figurait toujours parmi les représentants de la gauche, dans le cas contraire on ne se serait pas adressé dans ces termes ou on se serait abstenu.

L'essentiel ne réside donc pas dans la critique de l'attitude de Valls, mais dans le fait qu'on le considère de gauche ainsi que le PS, illusion sur laquelle repose en grande partie le régime que l'on soutient.

Le rôle du sordide personnage Mélenchon consiste uniquement à servir de caution de gauche à Hollande, Valls et au PS, d'où les tribunes que lui accordent généreusement les médias de l'oligarchie. Au passage vous aurez noté que le même procédé est employé par les dirigeants des partis dits ouvriers pour cautionner les appareils pourris des syndicats auxquels ils sont organiquement liés, ceci expliquant cela.

Cela ne dérangera pas la plupart des militants qui ne s'en apercevront même pas ou que cela ne choquera pas, pour avoir un niveau théorique proche de zéro ou une conscience politique surfaite ou totalement dévoyée, pour ignorer ce qui fondamentalement permet de distinguer la droite de la gauche. On en a une saisissante illustration plus loin.

AFP - "Le régime de Vichy a essayé de régler ce problème, donc Valls pourra lui emprunter ses trouvailles. Bon appétit", dit Jean-Luc Mélenchon.

Répondant au chef du gouvernement qui a regretté dimanche qu'"une partie de la gauche s'égare au nom de grandes valeurs" en s'opposant à cette mesure, il a ajouté: "Non, Manuel Valls, nous ne nous égarons pas dans les grands principes, nous nous égarerions sans eux". AFP 29.12

Mélenchon dialogue avec Valls parce qu'ils appartiennent à la même famille politique, celle de la réaction. A chacun son camp.

Ils ne peuvent pas assumer leur politique ultra réactionnaire, il leur faut la caution du peuple. Alors ils la fabriquent.

Or, c'est impossible qu'il leur accorde, on en veut pour preuve leur refus de passer par des référendums par crainte qu'il ne s'en serve pour exprimer son rejet de leur politique.

Aussi pour parvenir à leur fin, ils ont mis au point une combine qui consiste à passer par des faussaires professionnels, dont la principale escroquerie consistera à faire croire que les résultats de leurs sondages concerneraient l'ensemble de la population, alors qu'en réalité la moitié ne se sent pas concerné puisqu'elle rejette l'ensemble des partis institutionnels.

Dès lors pour lire ces résultats conformément à la réalité, il faut commencer par diviser par deux au moins les chiffres qu'ils communiquent.

Ensuite, on n'aura même pas besoin de se demander si les personnes interrogées étaient en possession de tous les éléments pour répondre à la question qui leur était soumise ou si elles avaient parfaitement conscience de la question qui leur était soumise, puisqu'elle était posée de telle sorte que si elles répondaient négativement elles apparaissaient automatiquement comme des complices du terrorisme :

Question (www.elabe.fr) : Êtes-vous favorable ou opposé à ce qu'une personne née française et qui détient une autre nationalité puisse être déchue de la nationalité française lorsqu'elle est condamnée «pour un crime constituant une atteinte grave à la vie de la Nation», par exemple un crime constituant un acte de terrorisme?

A lire cet intitulé on pouvait croire que les personnes de nationalité française susceptibles d'être concernées par cette mesure auraient obtenu une autre nationalité à leur demande, alors qu'en réalité certains enfants nés en France acquièrent automatiquement à leur naissance la nationalité du pays d'origine de leurs parents en plus de la nationalité française, c'est le cas des Algériens par exemple.

- "... la proposition sur la déchéance de nationalité sera applicable à toutes les personnes françaises nées d'un ou deux parents étrangers et ayant conservé leur nationalité étrangère." (Le Monde 24.12)

Cette question était posée de telle sorte que les personnes interrogées estiment que les personnes qui feraient l'objet de la déchéance de la nationalité française pourraient pour ainsi dire continuer de vivre normalement dans un autre pays en se rabattant sur leur seconde nationalité, alors que ce ne sera pas du tout le cas. Je me souviens de mes copains d'origine algérienne quand j'étais adolescent, ils disaient qu'ils étaient encore plus étrangers en Algérie qu'en France quand il leur arrivait d'y aller en vacances à contre coeur avec leurs parents parce qu'ils ne connaissaient personne et ne parlaient même pas l'arabe couramment.

Bref, ce sondage réalisé sciemment à partir d'une question au contenu frauduleux impliquant l'ignorance de la situation précise des personnes concernées par ceux qui devaient y répondre, devait aboutir au résultat souhaité par le média d'extrême droite néolibéral (BFMTV) qui l'avait commandé, afin de justifier cette réforme inique avancée par Hollande.

- Déchéance de nationalité: les Français favorables, la gauche divisée - AFP

Le projet de déchéance de nationalité pour les binationaux reconnus coupables de terrorisme, qui divise à gauche et au PS dont la haute autorité éthique a été saisie, est approuvé par une forte majorité des Français, selon un sondage publié mardi soir.

Près de 9 Français sur 10 sont favorables au projet, les deux tiers jugeant cette mesure compatible avec les valeurs de gauche, selon ce sondage Elabe pour BFMTV. (Ce qui confirme si nécessaire qu'ils ignorent ce que signifie être de gauche, ce qui permet toutes les manipulations et falsifications possibles. - LVOG)

86% des Français interrogés se déclarent "tout à fait" ou "plutôt" favorables à cette mesure du projet de réforme constitutionnelle, un chiffre qui atteint 96% chez les sympathisants des Républicains (LR) et 97% chez ceux du Front national. Les sympathisants de la droite et du centre sont en moyenne 93% à soutenir le projet de l'exécutif, contre 73% à gauche. AFP 29.12

Un régime qui produit autant de déchets ne mérite pas d'exister un jour de plus.

- Etat d'urgence: près de 3.000 perquisitions et 400 assignations à résidence - AFP

Quelque 2.977 perquisitions administratives ont été menées et 391 personnes assignées à résidence depuis l'instauration de l'état d'urgence après les attentats de Paris, selon des chiffres fournis mardi par le ministère de l'Intérieur.

Depuis le 13 novembre, date à laquelle a été prononcé l'état d'urgence, 524 procédures judiciaires ont été engagées dans ce cadre, a annoncé de son côté le ministère de la Justice dans un communiqué.

Parmi elles, 199 procédures concernent des infractions à la législation sur les armes et 181 autres les stupéfiants.

Au total, 127 personnes ont été convoquées au tribunal à l'issue de ces procédures et 53 personnes écrouées, soit en détention provisoire, soit en exécution de peine.

Les tribunaux correctionnels ont prononcé 62 condamnations (peines d'emprisonnement avec ou sans sursis, travaux d'intérêt général, sursis avec mise à l'épreuve).

Trois cents procédures sont encore en phase d'enquête, dont deux ouvertes au pôle antiterroriste du parquet de Paris. AFP 29.12

En fait de mesure soi-disant destinée à combattre le terrorisme, seuls deux personnes seraient réellement concernées sans que l'on sache à quel degré.

Il s'agissait donc davantage d'une mesure destinée à réprimer les couches les plus vulnérables de la classe ouvrière qui cumulent tous les handicaps et que leur société avait été incapables d'intégrer, et qui en désespoir de cause vivaient en marge de la société ou se livraient à toutes sortes de trafics pour survivre.

Il y a ceux qui n'ont pas la chance de s'en sortir et qui sombrent en dépression, qui se déchirent, se suicident, se mettent à picoler, à se droguer, qui deviennent violents, volent , fraudent, traficotent, de voyoux ou de petits délinquants ils deviennent des malfrats, des gangsters, quand ils ne finissent pas criminels...

C'est le régime et ses représentants qui en portent la responsabilité, ce sont eux qu'il faut juger, chasser du pouvoir, neutraliser, éliminer pour qu'ils cessent de nuire à l'ensemble de la société.

Le système économique mafieux est au service des capitalistes les plus puissants.

- Marché obligataire : les entreprises ne s'étaient pas autant endettées depuis 2009 - lefigaro.fr

Même les groupes américains sont venus émettre des obligations en euros, pour profiter des taux d'intérêt bas.

Les entreprises se sont bousculées cette année pour se financer sur le marché obligataire en euros. La dette émise par les sociétés les plus solides a presque atteint 270 milliards d'euros, selon Dealogic, soit le chiffre le plus élevé depuis le record historique de 2009. Cette année-là, les sociétés étaient venues nombreuses chercher auprès des investisseurs de l'argent frais qu'elles peinaient à obtenir des banques.

En 2015, elles ont surtout voulu profiter des taux d'intérêt très bas dans la zone euro, après le lancement en janvier par la Banque centrale européenne (BCE) de sa politique de rachats d'actifs. «Les émissions ont aussi été soutenues par le regain des fusions-acquisitions que beaucoup d'entreprises financent en partie au moins en empruntant sur le marché», souligne Société générale CIB.

Les taux européens étaient si attrayants que même les grands groupes américains sont venus émettre en euros (en couvrant le risque de change), à l'image de Coca-Cola, qui a signé la plus importante émission obligataire de l'année sur les marchés européens, en demandant aux investisseurs de lui prêter 8,5 milliards d'euros en février dernier. Au total, plus du quart des émissions des entreprises les mieux notées ont été réalisées sur le Vieux Continent par des sociétés américaines cette année, selon Société générale CIB, contre 14 % en 2014.

A contrario, les émissions d'entreprises françaises ont reculé d'environ 20 % par rapport à l'année précédente, selon la banque. Les groupes européens ne comptent plus que 61 % des émissions de dette «bien notée», contre 74 % en 2014. lefigaro.fr 29.12

La vie n'est-elle pas merveilleuse quand employeur et salarié sont "bons amis".

- Ruptures conventionnelles : pourquoi un tel engouement ? - Francetv info

Les divorces à l'amiable dans les entreprises se multiplient. Comment expliquer l'engouement pour les ruptures conventionnelles de contrat de travail ? "En fait, c'est une alternative au licenciement. L'employeur et le salarié décident de se quitter bons amis, ce qui permet au salarié de toucher des indemnités chômage. Cela n'aurait pas été le cas, s'il avait démissionné. L'entreprise elle, évite des tracas administratifs", répond la journaliste Émilie Quéno.

Entre janvier et novembre 2015, on compte 320 000 ruptures conventionnelles. "À ce rythme, on devrait atteindre les 350 000 fin décembre, soit environ 20 000 de plus que l'année dernière", estime Émilie Quéno.

Peut-on parler de dérive ? "C'est ce que dénoncent les syndicats. Cela permettrait aux entreprises de licencier en toute tranquillité et de se séparer des salariés les plus âgés qui bénéficient d'une période d'indemnité jusqu'à la retraite. Des retraites déguisées en quelque sorte. Les ruptures conventionnelles représentaient en 2012, 25% des CDI pour les 58-60 ans contre 16% pour l'ensemble des salariés", souligne aussi la journaliste. Francetv info 29.12

Du moment que c'est le produit de "politiques erronées" mais pas intentionnel, tout va bien.

Là encore on est en présence d'une imposture destinée à ménager le régime, qui serait sans doute plus supportable si ses représentants commettaient moins d'erreurs, CQFD.

"Les politiques belliqueuses de l'Occident et des Etats-Unis, à l'origine de l'apparition de Daech" (S. Wagenknecht) - sahartv.ir

Aux yeux d'une femme politique allemande, les politiques belliqueuses de l'Occident, notamment, des Etats-Unis, au Moyen-Orient, font partie des principales raisons de l'apparition du groupe terroriste Daech.

«Si le bellicisme des Etats-Unis et leurs politiques erronées, destinées à déstabiliser la Syrie, n'avaient pas existé, le groupe terroriste Daech n'aurait, aucunement, vu le jour, et il n'aurait eu aucune chance d'être, suffisamment, fort, pour pouvoir mettre en péril la paix et la sécurité mondiales», a réaffirmé l'Allemande, Sahra Wagenknecht, vice-Présidente du Parti de Gauche et députée du Bundestag.

«Si une guerre n'avait pas éclaté, en Irak, un groupe terroriste, nommé Daech, ne serait pas apparu, et si la Lybie n'avait pas fait l'objet de bombardements, et si la Syrie n'avait pas été embrasée par les flammes de l'instabilité et du chaos, le groupe terroriste Daech n'aurait jamais pris une telle ampleur», a-t-elle déploré, en poursuivant : «Avec ses politiques erronées, l'Occident, sous la houlette des Etats-Unis, a gonflé la baudruche de Daech, pour lui faire prendre ses proportions actuelles». sahartv.ir 29.12

ACTUALITE EN TITRES

Barbarie. Ce sont des monstres de cynisme.

- Les États-Unis se félicitent d'apporter la «paix» et la «sécurité» en Syrie - Slate.fr

La Syrie est en pleine guerre civile mais le département d'État américain fait de la paix en Syrie un des succès de la diplomatie américaine en 2015. Slate.fr 29.12

Il n'y a pas de doute, c'est bien la pire pourriture qui existe sur terre...

- Etats-Unis : les policiers qui avaient abattu un garçon de 12 ans ne seront pas poursuivis - M6info

Paix à son âme maintenant qu'il est en "sécurité" !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 janvier 2016

CAUSERIE

Un spécial remerciement aux quelques militants qui nous ont soutenu en 2015, je leur souhaite tout le meilleur ou une bonne continuation, gardez le moral et continuez le combat...

Mes bonnes résolutions pour 2016 :

Renouveler mon permis de moto avant le 5 janvier, j'ai déjà un mois de retard car c'est une vraie galère bureaucratique !

Me réinscrire au consulat de France, avec 9 mois de retard !

Faire réparer le scooter, plus de démarreur électrique. Je l'ai acheté d'occasion pour Selvi il y a un mois !

Me faire opérer de la cataracte aux deux yeux. Pas urgent.

Me faire enlever une verrue à chaque pied. Pas urgent.

Faire encore réparer les dents. Urgent.

Couvrir la terrasse avant que la grosse chaleur ne revienne. Histoire de ne pas utiliser la climatisation trop tôt et d'économiser un peu de sous.

Finir la peinture et repeindre l'extérieur de la maison. Ouais, au bout d'un an à peine !

Finaliser le potager. C'est mon côté alimentaire, attention, pas réformiste, juste pour survivre et en faire profiter un tas de gens pauvres ou miséreux, donc plutôt humaniste ou désintéressé.

Etc.

Actualisation du portail sans trop se casser la tête.

J'ai affirmé dans une causerie que notre combat était perdu d'avance sans le parti, parce qu'il faut être lucide jusqu'au bout et ne raconter des histoires à personne, surtout pas aux militants qui doivent savoir à quoi s'en tenir, je persiste et signe. Cela dit, on continuera d'oeuvrer dans l'espoir qu'on arrivera un jour à le construire ou tout du moins à en construire les bases, que faire d'autres ? C'est tout le sens de ma modeste contribution.

Actualisation minimum, il est 14h50 et je dois terminer la peinture que j'ai commencé hier.

Passons à la politique, si, si, cela existe encore en 2016, étonnant, non ?

Il n'y avait aucune raison à ce que le 1er janvier soit différent du 31décembre ou 2016 de 2015... en pire assurément. L'Etat policier demeure en place et l'occupation militaire aussi, rien de tel pour parfaire le formatage policier des esprits et contribuer à leur militarisation.

Si nous n'avons aucune raison de noircir le tableau, nous n'en a également aucune à l'enjoliver.

Quelques jours avant le 31 décembre une de mes soeurs, pour qui apparemment le "réveillon" était déjà consommé ou n'occupait plus l'esprit, m'a écrit qu'en février elle irait skier à St Maurice en me fournissant des détails comme si elle ne pensait déjà plus qu'à cela. Alors toutes les questions sociales ou politiques que nous traitons ou que nous traiterons ne l'intéresseront manifestement pas, elle a l'esprit occupé ailleurs parce qu'elle en a les moyens.

Et ceux ou celles qu'elles pourraient intéresser, de quelle manière les aborderont-ils ? Avec désinvolture comme c'est souvent le cas, car la plupart des gens (et en premier lieu les militants) qui donnent leur avis sur un tas de questions ne les ont jamais étudiées sérieusement ou pas du tout, peu importe. Ils y sont encouragés par les médias officiels et les réseaux sociaux qui flattent leur ignorance, et n'allez pas leur reprocher on vous accuserait de despotisme pour vouloir les empêcher de d'exprimer, alors que telle n'était pas votre intention qui consistait à déterminer comment on en était arrivé à accorder une légitimité à des gens qui ne représentent rien du fait qu'ils ne sont même pas foutus d'avoir conscience de leur propre condition, représentant la multitude ou les masses ignorantes la notion de légitimité se retrouve ainsi dilluée à l'infini au point de ne plus savoir très bien qui peut s'en prévaloir, en dehors bien sûr de ceux qui nous gouvernent et qui profitent de cette situation, puisqu'ils se retrouvent sans concurrents sérieux susceptibles de leur tenir tête ou de les contredire sérieusement.

Pour mieux achever ce qui faisait office de démocratie, ils l'ont dilluée à l'infini de sorte qu'on se retrouve en dictature. Cet exercice n'a rencontré pratiquement aucune résistance du fait que ceux qui était en droit de faire prévaloir leur légitimité étaient corrompus ou leurs discours étaient inaudibles. On assista au même processus quand les ONG se sont mises à concurrencer le mouvement ouvrier déjà largement vidé de sa substance et vendu pour avoir abandonné le socialisme.

Instrumentaliser, manipuler idéologiquement toute cette masse sans direction pour la dresser contre ceux qui se battent contre le régime n'était plus qu'un jeu d'enfant. Voilà à quoi a abouti notre incapacité à défendre résolument le socialisme et notre refus de le diffuser parmi les masses, à faire en sorte que l'individualisme domine et empoisonne tous les rapports et signe l'arrêt de mort de tous nos droits, laissant à notre ennemi la possibilité de nous imposer les siens dans un esprit patriotique et le corporatiste nauséabond, pendant d'une conscience de classe inexistante, sauf chez les nantis évidemment.

Les sceptiques qui veulent toujours avoir le dernier mot nous répondrons que c'était inévitable. Pourquoi pas, mais rien ne justifiait que sur une période aussi longue nous n'en ayons tiré aucune leçon et aucun profit sur le plan politique.

Cet argument est démagogique ou hypocrite, et ne sert qu'à masquer la désertion ou la capitulation de nos dirigeants, leur faillite politique, ce qu'avait exprimé à sa manière le lambertiste qui m'avait reproché de répondre à la guerre que les représentants de la classe dominante menaient sur les plans idéologique et psychologique pour briser la résistance des masses. Sans le savoir pour en avoir pris connaissance tout dernièrement, en fait j'allais combler une des lacunes du marxisme qu'Engels (dans une lettre à Mehring) avait détecté très tardivement, après le décès de Marx, regrettant justement d'avoir gravement négligé ce facteur, comme quoi les oeuvres des marxistes méritent d'être étudiées sérieusement.

Autrefois, il s'agissait de convaincre les travailleurs de partager nos idées parce qu'on était convaincu qu'elles étaient bien-fondés, on y croyait, depuis les choses ont bien changé, on leur laisse le choix de penser ce qu'ils veulent, flattant leur susceptibilité et leur ignorance, comme si toutes les idées se valaient finalement, qu'elles soient étayées solidement ou non important peu, au nom sans doute de la liberté de pensée ou d'expression, pour ne pas apparaître dogmatique, pieuse intention de démagogue, alors qu'en réalité c'est renoncer à défendre ses propres idées ou en avoir une bien piètre opinion pour estimer qu'elles ne sont pas supérieures à bien d'autres et à ce titre cessent d'être légitimes, et logiquement une fois rabaissées à ce niveau elles doivent s'exposer à un flot de critiques inépuisables et impossibles à enrayer ou contrer du fait de leur inconsistance, pour à l'arrivée se retrouver dilluées dans une masses d'idées informes et sans véritable direction, conduisant à la dislocation les partis qui soutenaient ces idées.

Ils ont liquidé leurs partis, ils en ont changé les noms, ils ont balancé ou allégé leurs programmes, leurs drapeaux, etc. rien n'y a fait, autant de compromis et de reniements qui auront été inutiles (et ridicules) en somme. Tout cela pour en arriver là, à ce

vide politique sidéral qui laisse le champ libre à la réaction sur toute la ligne. Dans ces conditions vous ne voudriez tout de même pas qu'on soit optimiste pour la suite, sur la base de ce constat on est trop lucide pour ne pas savoir qu'en continuant dans cette voie on court infailliblement à notre propre perte ou que notre combat est perdu d'avance.

On a eu largement le temps au cours des sept dernières décennies écoulées de former les militants et les cadres à la méthode du marxisme, de les former pour qu'ils puissent répondre à la guerre idéologique et pychologique de la classe dominante telle qu'elle s'exprime à travers l'état d'esprit ou les discours que tiennent les travailleurs, de diffuser les idées du socialisme dans toutes les couches exploitées de manière à ce que chaque travailleur sache ce qu'il était en droit d'en attendre personnellement et s'exclame : Ah si j'avais su que c'était cela le socialisme, j'y aurais adhéré depuis longtemps ! sauf qu'ils ignorent toujours de quelle manière le socialisme transformerait leur mode de vie, bref, pour ces trois motifs et ce qui a été dit plus haut, j'en déduis que depuis la mort de Trotsky la continuité du marxisme n'a pas été assuré contrairement à ce que pensent certains, et que c'est là que réside notre problème et pas ailleurs.

La suite lundi ou mardi.

ACTUALITE EN TITRES

Etat de siège. C'est l'Etat qui parraine le Front al-Nosra et l'Emirat islamique qui vous terrorise.

- Réveillon à Paris : 11 000 hommes déployés sur l'agglomération - Francetv info

- Réveillon du Nouvel An : 100 000 policiers et gendarmes mobilisés dans toute la France - Francetv info

Leur seul réponse possible.

- Incidents à Ajaccio : Bernard Cazeneuve promet des renforts de gendarmes et de CRS - Francetv info

On aurait presque envie de les plaindre.

Qu'est-ce que cela peut faire chier les gosses ! Alors arrêtez d'en faire !

- Réveillonner sans les enfants, un casse-tête - Francetv info

Pour les parents, trouver un mode de garde pour leurs enfants est souvent synonyme de galère.

C'est mortel ?

- Menace terroriste : les policiers à bout de souffle - Francetv info

Quand le peuple abolit la Constitution bonapartiste de la Ve République ou quand l'oligarchie investit Juppé, l'ami fidèle d'Erdogan !

- Sondage: 3 Français sur 4 ne veulent ni de Hollande, ni de Sarkozy à la présidentielle - AFP

Trois Français sur quatre (74%) ne souhaitent pas que François Hollande et Nicolas Sarkozy soient candidats à la présidentielle de 2017.

Sont encore davantage rejetées les candidatures du responsable du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon (76%), et de l'ancienne ministre EELV, Cécile Duflot (85%).

A l'inverse, l'ancien Premier ministre Alain Juppé est la seule personnalité politique dont les Français souhaitent majoritairement qu'il soit candidat (56% contre 42%). AFP 01.01

Ils ne savent plus quel patron ou actionnaire plaindre.

- Tourisme : les réservations en chute libre pour la Saint-Sylvestre - Francetv info

Boycott !

- Charlie Hebdo sort le 6 janvier un numéro spécial, tiré à près d'un million d'exemplaires - AFP

Intérêt économique des employeurs oblige !

- Inditex (Zara): accord signé sur le travail du dimanche et en soirée - AFP

Un accord sur le travail du dimanche et en soirée a été conclu pour les enseignes implantées en France du groupe Inditex (Zara, Bershka, Oysho...), ont annoncé mercredi la CFDT et la direction du groupe.

Il a été signé mardi soir par la CFDT (majoritaire) et la CFE-CGC, a précisé à l'AFP Imed Ben Ahmed, délégué syndical central CFDT de l'Unité économique et sociale (UES) Inditex en France.

L'accord inscrit aussi les horaires de fin de service à ne pas dépasser, "21h30 l'hiver et 22h00 l'été", a ajouté le responsable syndical.

Les salariés, dont beaucoup d'étudiants travaillant à temps partiel (40% des contrats sont à temps partiel), "y sont favorables à plus de 87%", a fait valoir M. Ben Ahmed.

Le volontariat sera "ponctuel", les salariés seront "consultés toutes les semaines sur leur envie de travailler ou non" les dimanches des deux semaines suivantes, a expliqué le délégué. L'accord prévoit la possibilité de faire appel à des salariés volontaires d'autres magasins alentour ainsi que, le cas échéant, la non-ouverture du magasin faute de volontaires, a-t-il ajouté.

L'entreprise "elle-même est contre l'ouverture systématique de toutes les boutiques" en zone touristique internationale (ZTI) - où les magasins peuvent ouvrir 52 dimanches et jusqu'à minuit - "parce qu'aujourd'hui il n'y a pas forcément un intérêt économique" à le faire, a souligné M. Ben Ahmed. AFP 30.12

Quand les fachos soutenus par l'OTAN et l'UE battent le pavé au coeur de l'Europe.

- Des milliers d'ultranationalistes défilent à Kiev pour commémorer un leader controversé - AFP

Plusieurs milliers de partisans de l'extrême droite ukrainienne ont défilé avec des flambeaux vendredi soir à Kiev pour commémorer l'anniversaire de la naissance du chef de file des nationalistes ukrainiens Stepan Bandera, dénoncé comme collaborateur nazi par Moscou et les rebelles prorusses de l'est de l'Ukraine.

"Gloire à l'Ukraine! Gloire aux héros! Mort aux ennemis!", scandaient les manifestants, qui ont marché dans le centre-ville jusqu'au Maïdan, la place centrale de Kiev et haut lieu des protestations qui ont conduit au renversement en février 2014 du président prorusse Viktor Ianoukovitch.

Réunis à l'appel de partis d'extrême droite notamment Svoboda et Pravy Sektor, ils brandissaient des drapeaux nationalistes rouge et noir et un portrait de Stepan Bandera, né en 1909 et mort en 1959. AFP 01.01

Quand Erdogan se prend pour Hitler.

- Turquie: Erdogan cite l'Allemagne nazie pour défendre un système présidentiel - AFP

Le président islamo-conservateur turc, Recep Tayyip Erdogan, a évoqué l'Allemagne nazie d'Adolf Hitler pour défendre le système présidentiel fort qu'il veut instaurer en Turquie, rapporte vendredi la presse turque.

"Dans un système unitaire (comme la Turquie) un système présidentiel peut parfaitement exister. Il y a actuellement des exemples dans le monde et aussi des exemples dans l'histoire. Vous en verrez l'exemple dans l'Allemagne d'Hitler", a-t-il dit aux journalistes jeudi soir de retour d'une visite de travail en Arabie Saoudite, cité par les journaux. AFP 01.01

La dictature saoudienne l'a inspiré, normal !

La démocratie à l'américaine. Dorénavant ce sera à celui qui dégainera le premier.

- Le Texas autorise le port d'armes visibles - Reuters

Haut de page

Le 5 janvier 2016

CAUSERIE

Et que vive l'Opposition de gauche !

Deux réflexions pour bien commencer l'année.

1- J'ai constaté que les gens qui dénonçaient la pensée unique du pouvoir, des médias, la censure dont ils faisaient l'objet ou les mauvais traitements ou procès d'intention qu'ils leur réservaient, etc. ne se comportaient pas autrement envers ceux qui osaient critiquer leurs analyses ou positions ou exposaient l'impasse à laquelle elles conduisaient manifestement sur la base des faits, donc honnêtement ou loyalement, en les méprisant tout simplement.

C'est leur réponse, le mépris ou l'indifférence, qu'ils n'accorderont pas en revanche aux représentants de l'idéologie de la classe dominante qui incarnent les institutions et devant lesquelles ils se prosternent, puisque pour eux le capitalisme est indépassable ou la solution à la crise que traverse la civilisation humaine ne peut provenir que du capitalisme lui-même, ses représentants et institutions, et surtout pas de la masse des exploités qu'ils considèrent comme inférieurs, négligent ou méprisent tout autant.

Leur contestation de l'ordre établi est stérile, parce qu'elle ne dépasse pas le stade de la parole ou ne se traduira pas en terme d'action, et ils ne supportent pas qu'on leur fasse remarquer. Ils admettent qu'on ait des idées différentes des leurs à condition que cela n'engage à rien, bref qu'on les imite. Or, lorsqu'on est engagé politiquement on se doit de défendre ses positions quite à recourir à l'arme de la polémique pour démonter l'argumentation de nos adversaires ou ennemis, y compris toutes les sortes d'impostures.

Leur contestation de l'ordre établi est stérile parce qu'en dernière analyse elle incarne les intérêts de la classe dominante qu'ils n'entendent pas chasser du pouvoir, ils n'incarnent donc en aucune manière une conscience de classe indépendante, bien qu'ils se revendiquent indépendants du pouvoir et des médias, et c'est cette faiblesse et contradiction qui rend vulnérable, indéfendable leurs positions.

Pourquoi ? Parce que leurs analyses ne tiennent pas compte du développement historique du capitalisme, dont ils font une interprétation qui relève davantage du commentaire de salle de rédaction, que d'une étude rigoureuse du processus dialectique qui en est à l'origine et d'où découle la situation présente, ainsi que son évolution future qui forcément perpétuera les rapports existant entre les classes qui ont conduit au chaos, à la guerre et à la barbarie ou au contraire, rompra avec ces rapports en offrant à la civilisation humaine la possibilité d'entrevoir une nouvelle perspective de développement ou de renouer avec le progrès social à l'échelle de l'humanité toute entière.

A la base de toute idée ou position on trouve une interprétation ou une analyse de la situation ou de la réalité, qui correspond aux intérêts de classe de ceux qui les formulent ou à des intérêts individuels qui coïncident avec ceux d'une classe déterminée, selon leur conception de la société qui le plus souvent leur est dictée par leur statut social, celui du milieu dont ils sont issus ou dans lequel ils évoluent ou encore avec lequel ils s'identifient, ce qui n'en fait pas forcément une conscience de classe ou ne traduit pas obligatoirement une prise de conscience ou une réelle connaissance du processus historique inconscient à l'oeuvre.

Depuis l'avènement du capitalisme, et plus particulèrement depuis qu'il a atteint le stade de l'impérialisme, les contradictions inhérentes à sa nature n'ont cessé de mener à des crises et des guerres, engendrant des inégalités sociales et des injustices croissantes à l'échelle de l'humanité, démontrant ainsi que les rapports dans lesquels il évoluait constituaient un carcan condamnant la société à la décomposition, puis à la putréfaction, menaçant l'existence même de la civilisation humaine.

Il est établi ou il est parfaitement clair, que jamais sous le régime capitaliste les besoins et les aspirations légitimes des masses exploitées et opprimées ne seront satisfaites à l'échelle de l'humanité, alors que le niveau atteint par le développement des forces productives le permet...

C'est ce constat que dressèrent les marxistes au milieu du XIXe siècle, et qui fut confirmé par les faits une multitude de fois jusqu'à nos jours, constat mille fois renouvelé qui constitue la base théorique sur laquelle repose notre analyse de la situation et les conclusions pratiques que nous en avons tirées pour changer la société.

Cette analyse serait tout aussi inutile ou vaine que celles de ces intellectuels séniles, si les conclusions pratiques qui en découlaient ne se traduisaient pas en terme d'organisation consciente des masses expoitées dans la perspective politique

de s'emparer du pouvoir ; et puisqu'elles ne disposent d'aucun pouvoir économique ou politique contrairement aux exploiteurs qui les concentrent tous, elles n'ont pas d'autres alternatives possibles que de conquérir le pouvoir en faisant leur révolution, en faisant table rase de leur Etat, leurs institutions et leur mode de production.

Ce sont ces conclusions pratiques que rejettent ces intellectuels parce qu'ils sont soumis à l'ordre capitaliste. Cela vaut pour tous les partis de droite et d'extrême droite évidemment, ceux de la pseudo-gauche et leurs vassaux d'extrême gauche qui leur servent de caution.

En résumé, tous ces gens qui se veulent bien intentionnés à l'égard de notre classe, sincèrement ou hypocritement, desservent en réalité notre cause ou sont au service du capitalisme en s'évertuant à composer avec lui, à perpétuer l'ordre établi qu'il nous faut renverser.

Leur ignorance et leur absence de conscience de classe, d'indépendance de classe, leur refus de considérer le prolétariat comme la seule classe progressiste et indépendante du capitalisme capable de diriger la société, les amènent à se détourner du socialisme pour finalement se jeter dans les bras du capitalisme. Leurs discours qui se veulent critiques ou radicaux sont emprunts de démagogie et d'une confusion qui confinent à l'impuissance, à la démoralisation, à la démobilisation, au renoncement au combat politique. Il ne faut donc pas leur accorder davantage d'importance qu'ils ne méritent sous peine d'aboutir au constat qu'il serait impossible d'agir pour changer la société ou abdiquer notre idéal de démocratie, de socialisme, de liberté.

En conclusion, dévier du marxisme signe notre arrêt de mort politique.

Ces lignes m'ont été dictées après avoir adressé un courriel au responsable d'un portail (ou média dit alternatif) qui n'a pas trouvé bon de me répondre. C'était son droit et le mien de dire ce que j'en pense.

2- Nos lecteurs doivent être des gens heureux.

Quand on n'ouvre pas l'ordinateur et qu'on ne se connecte pas sur Internet une journée, quel bonheur, on en oublierait presque que le monde est devenu encore plus pourri qu'auparavant ! Il faut dire que sous 37°C à l'ombre et un temps radieux à la campagne un 4 janvier, on a des sérieuses excuses, la vie est si paisible et agréable qu'on a envie d'en profiter un peu, surtout arriver à mon âge. Ma compagne Selvi qui travaillait ce jour-là n'a pas eu la chance de pouvoir l'apprécier ou d'en dire autant... Du coup, ce bref instant de bonheur que je n'avais pas volé en fut largement atténué, car je ne pouvais le concevoir sans le partager avec mes semblables. Après qu'on ne vienne pas nous dire qu'on ne saurait pas faire preuve de mesure.

L'hypocrisie sert habituellement de morale aux bonnes consciences, on se réconforte comme on peut, surtout quand cela ne coûte rien. Le problème, c'est qu'on ne peut plus se départir de ce personnage peu amène qui n'offre aucune satisfaction, c'est frustrant car tellement futile, à croire que fuir la réalité n'a jamais aidé à la changer. Si cela n'apporte rien, au moins cela ne vous retire rien, c'est déjà cela de gagner. Si l'homme avait pensé en tout temps ainsi, il ne se serait jamais développé, il serait tombé à l'état végétatif et il aurait disparu... plus tôt.

Ces lignes m'ont été inspirées après avoir reçu un seul courriel d'un lecteur pour clôturer cette année de travail acharné.

Parole d'internaute.

- "l'Arabie Saoudite n'est autre qu'un État Islamique ayant réussi."

Et Hollande-Valls-Macron-Fabius au pouvoir n'est autre que la droite ayant réussi...

Extraits d'un article.

En 2013 on n'avait pas manqué de célébrer le centenaire de la fondation de la Fed. En 2014 on n'a pas manqué de célébrer un siècle d'imposture du PS. En 2015, poussé par les évènements on s'est senti obligé d'axer nos efforts contre l'opportunisme. En 2016, il se peut qu'on concentre notre puissance de feu contre l'impérialisme américain et l'oligarchie anglo-saxonne.

Qui renversera la statut de la liberté... de l'oligarchie?

- La solitude de Noam Chomsky - Arundhati Roy - legrandsoir.info 31.12

1- "les analyses sincères et véridiques ne sont pas autorisées dans les médias officiels. Trop d'intérêts financiers se nourrissent de la guerre."

2- "parmi les libertés innombrables revendiquées par le gouvernement des États-Unis, il y a la liberté d'assassiner, d'anéantir, et

de dominer d'autres peuples. La liberté de financer et de parrainer les despotes et les dictateurs à travers le monde. La liberté d'entraîner, d'armer et de protéger les terroristes. La liberté de renverser les gouvernements démocratiquement élus. La liberté d'accumuler et d'utiliser des armes de destruction massive — chimiques, biologiques et nucléaires. La liberté d'entrer en guerre contre n'importe quel pays avec lequel il est en désaccord. Et, le plus terrible de tout, la liberté de commettre ces crimes contre l'humanité au nom de la « justice », au nom de la « vertu », au nom de la « liberté »."

3- "cette croyance en sa propre divinité explique également pourquoi le gouvernement des États-Unis s'est accordé le droit et la liberté d'assassiner et d'exterminer les gens « pour leur bien »"

4- "L'empire des États-Unis repose sur des fondations macabres : le massacre de millions d'autochtones, le vol de leurs terres, et après ceci, l'enlèvement et l'asservissement de millions de Noirs d'Afrique pour travailler cette terre. Des milliers d'entre eux sont morts en mer tandis qu'ils étaient transportés comme du bétail en cage entre les continents. « Volés à l'Afrique, amenés en Amérique » (Stolen from Africa, Brought to America) — le « Buffalo Soldier » de Bob Marley contient un univers entier de tristesse indescriptible. Il parle de la perte de dignité, de la perte de liberté, de la perte d'une nature sauvage, de l'amour-propre brisé d'un peuple. Le génocide et l'esclavage sont les bases sociales et économiques de la nation dont les valeurs fondamentales rejettent la haine, les assassins et le mal." legrandsoir.info 31.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Entre fanatisme et hystérie. Abrutissement ou lavage de cerveau collectif.

A bas Charlie ! A vous donner envie de vomir dès le 3 janvier, l'année 2016 s'annonce laxative...

- Charlie Hebdo : la reconstitution des faits - Francetv info

Les attentats de Charlie Hebdo font l'objet ce dimanche 3 janvier d'un document qui reconstitue le déroulé des faits.

Ils ne savent pas où sont les locaux de la rédaction dans ce vaste bâtiment. Les frères Kouachi vont d'abord dans la loge des gardiens, trois agents sont présents. Ils demandent où se trouve Charlie Hebdo, les hommes ne savent pas, un coup de feu part, Frédéric Boisseau, l'un des agents est mortellement touché.

Les terroristes passent alors par une autre entrée du bâtiment, au 6 allée Verte, forcent la porte, tirent un coup de feu sans faire de victimes. Francetv info 03.01

Vous imaginez d'ici avoir l'idée de vouloir commettre un jour un carnage dans les locaux d'un journal et ne jamais procéder au repérage précis des lieux avant de passer à l'action, être débile à ce point-là, débarquer un beau matin la gueule enfarinée et demander au premier glandu rencontré où se trouve la porte d'entrée du journal, non mais qui peut croire une telle histoire à part des abrutis complets ?

Apparemment les choses ne se seraient pas passées exactement de cette manière ou alors, il ne s'agissait pas des mêmes personnes.

C'est ce qu'a confirmé, je cite Francetvinfo : "*le témoignage apporté par un journaliste travaillant à proximité des locaux de Charlie Hebdo qui avait discuté quelques mois avant l'attentat avec un homme qui cherchait à localiser les bureaux du journal. Ce journaliste en avait informé le chef de mission du service en charge de la protection de Stéphane Charbonnier, qui aurait rédigé un rapport à l'intention de la DGSI.*" francetvinfo.fr 04.01

Quelques mois avant, et cet homme n'aurait pas insisté, il ne serait jamais revenu sur les lieux avant le 7 janvier 2015, il n'aurait pas cherché à localiser précisément les bureaux de ce torche-cul, histoire de vérifier s'il n'y avait pas des vigiles, des policiers en faction, un code d'accès, une porte blindé, que sais-je, il n'aurait pas pris de photos avec son téléphone portable ou filmé les lieux. Non, non, ceux qu'ils décriront plus tard comme un commandot expérimenté et parfaitement organisé auront eu la légèreté de débarquer comme cela au risque de faire foirer lamentablement leur coup pour se retrouver bloqué par une porte fermée et infranchissable ou croiser des témoins...

De toutes manières, ce repèrage signalé par ce journalisme infirme la version officielle.

Voeux comme venin mortel.

- Attentats de janvier : les hommages débutent - Francetv info

François Hollande débute ce lundi 4 janvier son marathon des voeux. Il présidera une dizaine de cérémonies en janvier. Francetv info 03.01

Populisme. Ils étaient tous Charlie, les voilà tous Delpech, Galabru ! Et gare si vous n'en êtes pas !

- Hommage unanime à Michel Delpech qui a chroniqué la vie des Français - AFP

Télévisions, radios, monde politique et culturel étaient à l'unisson dimanche pour rendre hommage au chanteur Michel Delpech. AFP 03.01

ACTUALITE EN TITRES

En famille, pas ingrat.

- Déchéance: le vote de la droite "ne fera pas défaut" à Hollande, pronostique Estrosi - AFP

- Le Maire (LR) votera la réforme sur la déchéance de nationalité - AFP

- Grand Est: Philippe Richert (LR) tend la main à la gauche et au gouvernement - AFP

- Alain Juppé : "J'ai toujours été un homme ouvert, non sectaire, prêt à travailler avec les sociaux-démocrates" - Francetv info

Déchéance d'un régime aux abois.

- Déchéance de la nationalité: et maintenant, une extension à tous les Français? - lexpress.fr

J'ai appris que mon visa (PCI - Indian parent citizen) de 15 ans était dorénavant valable à vie pour peu que je remplisse les formalités exigées ou alors dans 13 ans à l'expiration de mon visa, ce qui revient en quelque sorte à m'accorder la double nationalité française et indienne. Jaï, jaï Bahrat, cela veut dire vive l'Inde en hindi, je déconne.

Craignent-ils que cela s'applique aux binationaux sionistes qui rejoignent Tsahal et vont massacrer des Palestiniens à Gaza ?

- SOS Racisme manifeste contre le PS pour la première fois de son histoire - Le Huffington Post

Rappelons que ce sont des sionistes qui ont fondé SOS Racisme, Dray, Kouchner, BHL en étaient notamment...

La déchéance de la nationalité française s'appliquera-t-elle à ceux qui font l'apologie du sionisme criminel ?

Pour un peu, c'est tout l'appareil d'Etat jusqu'à son sommet qu'il faudrait renouveler...

Etre de gauche, c'est roulé pour le PS ou le régime.

- Debout la Gauche, un nouveau mouvement politique se crée en Paca - francetvinfo.f

Debout la Gauche! c'est l'injonction lancée par le maire de la Seyne-sur-mer au lendemain du premier tour des régionales en Paca. C'est aussi le nom du nouveau mouvement politique qui verra le jour ce mois-ci dans la commune varoise, lancé par Christophe Pierrel, qui sera l'invité du 19-20 lundi.

Mettre la Gauche debout et lui redonner un nouvel élan pour partir à la reconquête des rêves (et des électeurs perdus), c'est donc le voeu formulé par les trois amis et ex-colistiers en ce début d'année. francetvinfo.fr 3.01

L'enfer est pavé de bonnes intentions, la preuve.

- Bien-être en entreprise : des petits efforts qui rapportent gros - Francetv info

France 3 s'est intéressée à une entreprise qui a décidé de mettre l'humain au centre de ses valeurs. Francetv info 04.01

Après les braves actionnaires de Wall Street philantropes, voilà les patrons humanistes, disons autant que les franc-maçons du gouvernement et du Medef...

Tentation de la dictature. Pour siffler la fin de la partie, il vous faudra attendre encore un peu...

- Guillaume Richard (PDG du groupe O2) - "J'aurais apprécié que le président Hollande siffle la fin de la lutte des classes" - LePoint.fr

Fabrication de preuves, leur spécialité.

- Voici la preuve par huit que le conflit syrien est inextricable - Slate.fr

Bachar el-Assad n'est qu'un obstacle parmi de nombreux autres qui empêchent d'extirper du chaos un pays déchiré par la guerre. Slate.fr 04.01

Au fait, avant qu'ils n'envoient leurs mercenaires armées déstabiliser la Syrie, il n'y avait pas de chaos dans ce pays...

Stratégie du chaos et de la guerre

- Contrôles aux frontières: Schengen est "en danger", selon Berlin - AFP

- Danois et Suédois instaurent des contrôles aux frontières - Reuters

- Ryad et ses alliés rompent avec l'Iran, la crise s'aggrave - AFP

- Nations Unies: démission du rapporteur spécial de l'ONU sur les territoires palestiniens - AFP

- Libye: assaut du groupe jihadiste EI contre une importante zone pétrolière - AFP

- Etats-Unis : des « miliciens » armés s'emparent d'un bâtiment dans un parc naturel dans l'Oregon - LeMonde.fr

- Quatre morts dans les combats dans le sud-est de la Turquie - Reuters

- Mexique: Une maire assassinée le lendemain de sa prise de fonction - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

- Un allié de Merkel dénonce les conséquences des sanctions antirusses- sputniknews.com

A la veille de sa visite à Moscou, l'allié bavarois de la chancelière Angela Merkel, Horst Seehofer, s'est prononcé contre les sanctions antirusses et a pointé du doigt les dommages provoqués par ces mesures pour l'économie allemande.

Selon le ministre-président du Land de Bavière et chef des chrétiens-démocrates (CSU), qui font partie de la coalition dirigeante allemande, le renoncement à la rhétorique de la guerre froide sera bénéfique pour la Bavière et l'Allemagne.

"Les sanctions causent de profonds dommages à l'économie et à l'agriculture de la Bavière. Nous devons nous demander si cet automatisme +les sanctions une fois — les sanctions toujours+ est bien justifié", a déclaré M. Seehofer dans une interview accordée au journal allemand Bild am Sonntag.

Auparavant, le chef des chrétiens-démocrates avait déjà mis en doute l'adoption des sanctions antirusses et avait exprimé sa

volonté d'établir un dialogue plus profond avec les autorités russes.

M.Seehofer compte rencontrer début février prochain Vladimir Poutine, sans la participation duquel la crise syrienne ne peut pas être résolue, estime l'homme politique allemand. sputniknews.com 03.01

2- Inde

Déstabilisation. Au tour de l'Inde ?

- Les intérêts militaires et diplomatiques de l'Inde attaqués sur son sol et en Afghanistan - AFP

Des hommes armés ont tenté dimanche de prendre d'assaut un consulat indien dans le nord de l'Afghanistan au lendemain d'une offensive contre une base aérienne du nord de l'Inde, dont le Premier ministre a amorcé un rapprochement avec son grand rival pakistanais.

A ce titre, Narendra Modi, un nationaliste hindou, a récemment effectué une visite surprise à Lahore pour y rencontrer son homologue pakistanais Nawaz Sharif, que Kaboul accuse de parrainer la rébellion des talibans.

Ces derniers n'ont pas revendiqué l'attaque du consulat indien de Mazar-i-Sharif, dans le nord afghan, mais ils ont fréquemment visé les intérêts de New Delhi en Afghanistan par le passé.

Dans la soirée de dimanche, deux explosions ont d'abord retenti dans Mazar-i-Sharif, selon un correspondant de l'AFP sur place, puis des tirs se sont fait entendre.

"Nous sommes attaqués", a déclaré un diplomate indien retranché dans une zone sécurisée du complexe, joint par l'AFP.

"C'est une attaque contre le consulat d'Inde. Nous ignorons si les insurgés ont pu pénétrer à l'intérieur", a précisé Mounir Farhad, porte-parole du gouverneur de la province de Balkh, dont Mazar-i-Sharif est le chef-lieu.

De source policière, un certain nombre d'assaillants ont pris position dans une maison proche du consulat et tiraient en direction des forces de l'ordre.

Vikas Swarup, un porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères, a indiqué à l'AFP qu'aucune victime indienne n'avait été signalée dans l'immédiat.

Mazar-i-Sharif n'a pratiquement pas été touchée par l'extension de l'insurrection des rebelles talibans à l'ensemble de l'Afghanistan ces derniers mois.

3- Etats-Unis

3.1- Une nation d'assassins? Un ancien ambassadeur US vide son sac - Sputniknews.com

"La paix mondiale ne sera pas garantie tant que les États-Unis continueront à vendre des armes et à déclencher des guerres", estime l'ancien ambassadeur américain Dan Simpson.

"Compte tenu de l'attitude de la communauté internationale envers la politique adoptée par les Etats-Unis en 2015, j'en viens à croire que nous sommes considérés comme une nation d'assassins aussi bien à l'étranger que dans notre propre pays", a relevé M. Simpson dans un article du journal Pittsburgh Post-Gazette en date du 1er janvier.

Et d'ajouter: "Telle est notre réputation, que cela nous plaise ou non. La plupart des étrangers avec qui je fais connaissance nous tiennent pour des cinglés. Nombreux sont ceux qui jugent que nous représentons un vrai danger pour la communauté internationale".

Certains pays, poursuit-il, n'ont d'autre choix que de prier leur ou leurs dieux, s'il y en a plusieurs, afin que la Maison Blanche ne s'ingère pas dans leurs affaires intérieures, soit par le biais d'une transition politique vers un régime qu'elle juge plus appropriée, soit par le biais de bombes larguées sur leur territoire ou de drones chargés d'éliminer leurs leaders sous prétexte des ignobles délits qu'ils auraient perpétrés.

Preuves à l'appui, M. Simpson donne de nombreux exemples évocateurs: l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, le Yémen, pour n'en citer que quelques-uns.

Il n'est pas étonnant, ajoute-t-il, que d'autres pays comme l'Inde, que Washington incite depuis tant d'années à rejoindre la short-list de ses meilleurs clients en matière de livraison d'armes, préfèrent avoir affaire avec la Russie, et pas avec les États-Unis.

En guise de conclusion, l'ancien ambassadeur a appelé le gouvernement américain à "retirer ses troupes".

"Il n'y aura pas de paix sur cette planète tant que nous ne le ferons pas. Ne soyons plus des assassins", a-t-il exhorté.

L'article en question a été bien accueilli par l'ancien ambassadeur américain à Moscou Jack Matlock, qui a souligné que "malheureusement, ce texte contient plus de vérité que certains d'entre nous voudraient l'admettre". Sputniknews.com 02.01

Témoignage intéressant, n'est-ce pas ? Les Etats-Unis sont haïs dans le monde entier, sauf en occident, chercher l'erreur.

3.2- Aux Etats-Unis, des fermiers en colère prennent les armes - sputniknews.com

Trois fermiers, épaulés par 150 partisans armés, ont pris le contrôle de bâtiments administratifs de la réserve nationale de Malheur, située dans l'État de l'Oregon, en signe de protestation contre l'arrestation de deux fermiers accusés d'incendie criminel.

Orchestrés par trois fils du fermier Cliven Bundy, — connu notamment pour ses bras de fer avec les autorités fédérales — les protestataires exhortent le gouvernement américain à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'État de l'Oregon, rapporte la chaîne RT.

"Nous nous engageons à libérer ce territoire pour que les fermiers puissent cultiver leur lopin de terre, que les bûcherons puissent abattre des arbres et que les mineurs puissent exploiter les mines sans avoir peur de la tyrannie dont ils subissaient les conséquences de plein fouet jusqu'alors", a déclaré l'un des chefs des insurgés, Ammon Bundy.

Prospère auparavant, le comté de Harney, poursuit-il, s'est vu relégué au rang d'État sous perfusion. Pour y remédier, Ammon Bundy propose de placer l'État de l'Oregon hors de la juridiction du gouvernement fédéral et de le peupler par des "patriotes" armés, qui constitueront par la suite un gouvernement autonome.

Quant au Bureau de Gestion du Territoire des États-Unis, un autre chef insurgé, Blane Cooper, l'a comparé à un cancre qui continuera de harceler ses camarades de classe tant qu'il ne sera pas remis à sa place.

"Tant que la ligne rouge ne sera pas franchie et que les gens ne diront pas +Nous en avons marre+, rien ne changera", a martelé Blane Cooper.

Les protestations, déclenchées par les Bundy, ajoute-t-il, galvaniseront les patriotes américains partout dans le pays, des patriotes qui n'hésiteront pas à s'allier à leur cause.

"Tel un rayon d'espoir, elles (les protestations, ndlr) embrasseront le pays entier, tous les États sans exception. Tout le monde a besoin de cet espoir puisque le gouvernement n'a cessé de nous oppresser, de nous opprimer et de nous enlever tout ce qui nous était dû. Et il n'y renoncera pas tant que nous ne lui dirons pas +stop+", a-t-il fustigé. sputniknews.com 03.01

3.3- Des dizaines de milliers d'Américains victimes des activités nucléaires des Etats-Unis - sahartv.ir

Selon les recherches, plus de 33.000 Américains ont perdu la vie en raison des activités nucléaires qui sont en cours aux Etats-Unis.

Les recherches d'une équipe indépendante des journalistes à McClatchy News montrent que les activités nucléaires menées aux Etats-Unis pendant les 70 dernières années, ont fait au moins 33.480 morts parmi les citoyens américains. Selon les recherches de l'équipe McClatchy News, les victimes ont perdu la vie après avoir été atteintes par les cancers et les maladies causées par les radiations nucléaires.

Dans la foulée, le journal américain Huffington Post a écrit qu'un grand nombre d'ouvriers, travaillant dans les centrales nucléaires des Etats-Unis, avaient perdu la vie afin de préparer les Etats-Unis à une éventuelle guerre nucléaire. sahartv.ir 03.01

4-Arabie saoudite

4.1- Le régime saoudien, parangon du crime et de l'incompétence - sahartv.ir

L'exécution du Cheikh Nimr Baqer al-Nimr, par le régime saoudien, a été, vivement, condamnée, dans le monde.

Cet événement tragique est un autre exemple de l'incompétence des dirigeants saoudiens, face aux crises auxquelles ils ssont confrontés à l'intérieur et à l'extérieur de leur royaume. En Arabie saoudite, les dirigeants de Riyad ne connaissent d'autres moyens que l'arrestation, l'emprisonnement, la torture et l'exécution, face aux protestations populaires et aux critiques formulées par les personnalités politiques et religieuses. L'exécution du dignitaire religieux chiite, l'Ayatollah Al-Nimr, est un autre exemple de la cruauté et de l'incompétence du régime saoudien. En outre, contrairement aux attentes des dirigeants de Riyad, l'exécution de ce leader religieux accentuera, sans aucun doute, la crise intérieure de l'Arabie saoudite.

Dans la ville orientale d'Al-Qatif, les habitants ont annoncé un deuil général, et de vives protestations populaires ont pris forme contre les dirigeants du régime saoudien, d'où l'intensification de la répression des habitants de cette région, par les forces armées du régime. D'après les sources locales, dans les heures et les jours qui viennent, les régions de l'Est de l'Arabie saoudite seront le théâtre de nouvelles vagues de protestations populaires contre les dirigeants du régime saoudien.

Au niveau régional, les Al-e Saoud se trouvent face à une crise très profonde, du jamais vu, dans le Sud-Ouest de l'Asie. La poursuite de la présence des militaires de l'Arabie saoudite, à Bahreïn, la guerre déclenchée, par Riyad, contre le Yémen, et les gros investissements des Saoudiens, pour former et armer les organisations terroristes, sont les principales raisons de l'aggravation de la situation sécuritaire de cette partie du monde. Mais la crise que les Saoudiens voulaient créer, pour les autres, commence, maintenant, à se développer, aussi, à l'intérieur du royaume saoudien.

Au niveau international, les politiques bellicistes de Riyad et le soutien total que les princes saoudiens accordent aux terroristes de Daech et à d'autres organisations terroristes, font du régime saoudien l'acteur principal du terrorisme, de l'extrémisme et de la violence, aux yeux de la communauté internationale. La violence et le fanatisme sont inhérents au régime de Riyad, qui viole, systématiquement, les droits de l'Homme, dans son territoire, notamment, les droits des femmes et des minorités. C'est pourquoi, les organisations de défense des droits de l'Homme critiquent de plus en plus les politiques inhumaines et la dictature du régime saoudien.

«Le procès du Cheikh Nimr Baqer al-Nimr, l'éminent religieux chiite, en Arabie saoudite, n'était pas équitable», a affirmé "Human Rights Watch" (HRW).

"Exempt de tout crime, l'exécution collective des prisonniers n'a fait que ternir davantage l'image des droits de l'Homme, en Arabie" a affirmé Sarah Leah Whitson, la directrice de "HRW", pour le Moyen-Orient, citée par "The Guardian".

«L'exécution du Cheikh Al-Nimr conduira à l'intensification des conflits sectaires et du chaos, dans ce pays», a ajouté Whitson, en qualifiant d'inéquitable, le procès du Cheikh Al-Nimr.

«La seule solution, pour instaurer la stabilité, dans les provinces, à l'Est de l'Arabie, est de mettre fin à la discrimination systématique, à l'encontre des citoyens chiites», a-t-elle précisé.

L'Arabie saoudite a annoncé, ce samedi, avoir exécuté 47 personnes, dont le Cheikh Nimr Baqer al-Nimr, l'éminent religieux chiite de l'Arabie saoudite, pour ses critiques, à l'encontre des Al-e Saoud. sahartv.ir 02.01

4.2- Riyad achète 10 milliards d'équipements militaires à Ankara - sahartv.ir

Les médias turcs ont fait part de la décision de l'Arabie saoudite d'acheter à la Turquie des équipements militaires dont la valeur s'estime à 10 milliards de dollars.

Au cours de sa récente visite, en Arabie saoudite, du Président turc Recep Tayyip Erdogan, le gouvernement saoudien a annoncé son intention d'acheter des véhicules blindés d'une valeur de 10 milliards de dollars, à la Turquie, écrit le quotidien turc Sabah. Cette nouvelle a été divulguée par l'un des journalistes accompagnant Erdogan dans sa visite à Riyad. « Après une réception et déjeuner officiel au palais Al-Yamama à Riyad, des discussions ont eu lieu à ce propos et M. Ismaël Damar, conseiller aux industries militaires saoudiennes, m'informé de l'existence d'une adjudication, pour dire que l'Arabie saoudite envisageait d'acheter entre 2,5 et 10 milliards de dollars d'armes et d'équipements militaires », a écrit dans une note un journaliste du quotidien turc Hürriyet. sahartv.ir 03.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- La Grèce ne cèdera pas sur les retraites, prévient Tsipras - AFP

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a prévenu dimanche qu'il ne cèderait pas à des "exigences déraisonnables" de la part des créanciers de la Grèce, alors que se préparent des négociations sur la réforme du système de retraites.

"Les créditeurs doivent savoir que nous allons respecter l'accord à la lettre, mais cela ne signifie pas que nous cèderons à des exigences déraisonnables et injustes", a-t-il déclaré dans une interview publiée dimanche par le journal Real News.

"Nous ne nous sommes pas engagés à trouver l'argent exclusivement à partir de coupes dans les retraites. Au contraire, l'accord (avec les créditeurs) prévoit la possibilité de mesures équivalentes, que nous avons déjà mises en route", a-t-il ajouté.

Il a toutefois admis que le système de retraites était "au bord de l'écroulement" et devait être réformé.

Le gouvernement de gauche de M. Tsipras a été forcé de renoncer en juillet dernier, face à la menace d'une possible sortie de la Grèce de l'euro, à ses promesses électorales anti-austérité et d'accepter un accord avec les créanciers européens de la Grèce prévoyant une aide de 86 milliards d'euros sur trois ans en échange de nouvelles réformes.

Depuis, le gouvernement a fait passer au parlement un certain nombre de réformes impopulaires, perdant au passage une partie de sa majorité.

Le Premier ministre s'est montré optimiste pour 2016, qui sera selon lui "l'année du retour de la Grèce après six ans de crise. Nous allons revenir à la croissance, mettre fin aux contrôles de capitaux, réduire la dette et revenir sur les marchés", a-t-il lancé.

Un optimisme loin d'être partagé par ses compatriotes. Selon un sondage publié dimanche par le journal Vima, 55% d'entre eux estime que les choses vont empirer cette année, et 61%, que la menace d'une sortie de l'euro réapparaîtra.

Le gouverneur de la Banque de Grèce, Yannis Stournaras, a prévenu de ce que la Grèce, si elle ne parvient pas à se mettre d'accord avec ses créanciers et à obtenir leur approbation dans l'évaluation qui se prépare, risque de revenir à une situation "qui rappellera l'expérience négative de la première moitié de 2015", ajoutant que "pour un certain nombre de raison, l'Union européenne est actuellement plus vulnérable, et moins capable de faire face à une nouvelle crise grecque".

M. Tsipras a dit de son côté espérer conclure la phase d'évaluation actuelle d'ici la fin février, et pouvoir ensuite passer à une discussion sur la réduction de la dette. AFP 03.01

En complément

- Accord sur la privatisation d'un complexe de luxe en Grèce - Reuters

- L'ex ministre grec Yanis Varoufakis revient en politique et va lancer un nouveau mouvement - 20minutes.fr

Intitulé « Democracy in Europe Movement 2025 » (ou Diem2025), le nouveau mouvement politique porté par Varoufakis devrait être présenté le 9 février prochain à Berlin. 20minutes.fr 04.01

ECONOMIE

Ukraine

- Kiev introduit des taxes sur les produits russes - Sputniknews.com

L'Ukraine a en outre interdit l'importation de certains produits fabriqués en Russie.

Le premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk a signé samedi un décret imposant des taxes sur les produits russes qui seront appliquées du 2 janvier jusqu'au 31 décembre 2016.

"En réponse aux actions de la Fédération de Russie, le ministère ukrainien du Développement économique et du Commerce, avec la participation des organes centraux du pouvoir exécutif a mis au point des propositions afin d'installer des taxes sur les produits importés de Russie à partir du 2 janvier 2016 et d'interdire l'importation de certains produits russes à partir du 10 janvier", a indiqué le ministère dans un communiqué.

"Appliquer des taux de droit préférentiels (…) sur les produits importés de la Fédération de Russie d'ici le 31 décembre 2016", lit-on dans le décret signé par M.Iatseniouk.

Parmi les produits russes interdits d'importation en Ukraine figurent notamment la vodka, le chocolat, la viande, le poisson, la bière et les cigarettes. Selon le document, cet embargo restera en vigueur jusqu'au 5 août prochain.

C'est la réaction de Kiev à la suspension de l'Ukraine de la zone de libre-échange dans le cadre de la Communauté des Etats indépendants (CEI) qui était entrée en vigueur le vendredi 1er janvier.

Le président russe Vladimir Poutine a signé mercredi 30 décembre la loi fédérale sur la suspension de l'accord sur la zone de libre-échange entre la Russie et l'Ukraine en faisant toutefois une exception pour les droits de douane sur les exportations de gaz. L'accord a été suspendu suite au fait que l'aspect économique de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE devait entrer en vigueur à partir du 1er janvier 2016.

Le même jour, le cabinet des ministres de l'Ukraine a approuvé des mesures de protection contre l'embargo russe. Les ministres ont également voté la suspension de l'accord de libre-échange à partir du 1er janvier 2016.

Depuis 2009, l'Ukraine participe au programme Partenariat oriental de l'UE. En 2014, Kiev et Bruxelles ont signé un accord d'association. Toutefois, Bruxelles reste réticent pour l'instant, à l'égard d'une adhésion éventuelle de Kiev à l'UE, qui était l'une des promesses du président ukrainien lors de sa campagne présidentielle de 2014. Sputniknews.com 02.01

Haut de page

Le 6 janvier 2016

CAUSERIE

On a formaté en pdf la causerie de décembre 2015, 198 pages.

2016 : l'année du fascisme ou du socialisme ?

Quand des psychopathes fanatiques gouvernent le monde.

Erdogan se prend pour Hitler, et cela n'ébranle pas les chancelleries en Europe, le roi d'Arabie saoudite se prend bien pour Attila, et les Américains investis d'une mission divine se prennent bien pour les maîtres du monde !

Rompre les relations avec ces tyrans, mais vous n'y pensez pas malheureux, gauchiste va !

Soit, vous avez apprécié le capitalisme, vous avez aimé l'impérialisme, vous allez adoré la barbarie... à défaut de socialisme.

Quel dilemme insupportable quand il faut choisir, n'est-ce pas ? Non mais sans blague, quand on se pose la question de savoir si on doit ou non adopter le socialisme, il y en a qui hésitent encore.

On pourrait en être choqué, mais en réfléchissant un peu on se dit que c'est normal puisqu'ils ignorent tout du socialisme ou croient les sornettes qu'on leur a racontées à son sujet, confusément ils l'assimilent à un régime monstrueux alors qu'il est exactement le contraire.

C'est comme confondre un virus et un vaccin, c'est pour dire à quel niveau misérable a sombré le mouvement ouvrier. Est-ce contagieux ? Une pandémie en somme qui l'a déjà ravagé. Est-ce incurable ? On ose croire que non. Est-ce efficace ? Assurément, autant que les ailes d'un oiseau pour qu'il puisse voler, encore faut-il qu'il ne soit pas trop gros, trop lourds, trop gras car cela finit chez les hommes par ankyloser leur cerveau et bloquer chez eux certaines fonctions dont celle du discernement, de la volonté, du courage.

En fait on ignore tout du socialisme ? Pire encore, vous ignorez même comment il participerait au changement radical de votre mode de vie.

Imaginez un instant que chaque travailleur du privé ou du public, manuel ou intellectuel, à la ville ou à la campagne, appartenant à une catégorie professionnelle, ouvrier, employé, technicien, ingénieur, intellectuel ou enseignant, cadre, artisan, commerçant,

membre d'une profession dite intermédiaire, médecin, avocat, architecte, patron d'une PME, etc. voie réduit leur temps de travail à 5 ou 6 heures par jour, quatre jours par semaine, six à huit mois dans l'année, les mois restant étant pour moitié libres et l'autre moitié mis à la disposition de l'administration de la société, disons jusqu'à environ 50 ans ou plus selon les désirs ou capacités de chacun, disposant d'un revenu garanti minimum entre 1800 et 2000 euros nets, bénéficiant d'un accès gratuit à la médecine, aux connaissances (écoles et universités, formation professionnelle), aux transports, de tarifs réduits pour tous leurs besoins élémentaires (logement, eau, électricité, gaz, etc), la question du chômage, de la précarité et de la pauvreté étant résolue définitivement ainsi que les conséquences funestes qu'ils avaient engendrées, les haines, discriminations et violences en tous genres notamment, vous avouerez que leur vie en serait transformée radicalement pour leur bien-être et leur épanouissement, certes sans que toutes les inégalités aient disparu, mais ce serait déjà un progrès social remarquable par rapport à ce qu'ils vivent en régime capitaliste, ils ne seraient plus en proie à la concurrence qu'ils se livrent entre eux de sorte que pas un homme ou une femme ne se retrouverait exclu de la société.

Tout cela est bien beau, mais c'est du domaine du fantasme, du rêve, de l'utopie. Effectivement cela est voué à le demeurer aussi longtemps qu'ils ne s'en seront pas saisis eux-mêmes pour que cela deviennent la réalité, en attendant cela leur semblera extravageant, farfelu, ridicule, alors que c'est parfaitement réalisable en pratique dès maintenant. Ils croient le contraire parce qu'on a formaté leur cerveau de telle sorte qu'ils sont incapables de penser leur condition au-delà de celle qu'on leur impose et qu'ils ne supportent pas. La question est donc de les aider à briser ce carcan qui concourt à leur propre malheur, et donc à rompre avec le capitalisme et ses institutions qui leur imposent un mode de vie qu'ils n'ont pas choisi, ce qui nécessite qu'ils prennent leurs affaires ou leur destin entre leurs mains, sinon rien ne changera et leur vie continuera d'être un cauchemar ou de ne leur procurer que des satisfactions superficielles et éphémères, auxquelles succèdent toutes sortes de déconvenues, difficultés ou souffrances.

Il faudrait qu'ils commencent par poser comme condition que leurs droits, leurs besoins ou aspirations, sont parfaitement légitimes, ce qui n'est pas le cas de nos jours, et que rien ne justifie qu'ils soient bafoués ou que la démocratie en soit réduite à les nier systématiquement, déclarer illégitime toute politique s'y opposant, de sorte qu'ils conçoivent leur sort et leur destin, l'orientation de la société uniquement à partir de cette condition.

En gros, il existe 4 ou 5 couches de travailleurs distinctes, les ouvriers ou employés, les intellectuels, les artisans ou commerçants, les membres des professions dites intermédiaies ou libérales, les petits patrons. On pourrait concevoir un 4 pages qui reprendrait ce qui vient d'être dit et axé sur chacune de ces couches en fonction de leurs particularités, de manière à ce que chacun se sente concerné par la société qu'on leur propose et l'adopte.

Mais comment vaincre leur scepticisme, dès lors qu'ils ne croient plus en rien ou qu'ils n'ont plus d'idéal ? Répétons-le, ils y seront forcés à un moment donné par la force des choses.

ACTUALITE EN TITRES

Leur favori... après Hollande.

- Juppé entame une nouvelle phase de sa course d'obstacles vers 2017 - AFP

Alain Juppé, seule personnalité dont la candidature à la présidentielle est souhaitée par une majorité de Français, continue de dérouler son plan en vue de 2017. AFP 05.01

La famille PS-LR-FN enfin réunie.

La déchéance pour tous, à commencer par eux, ils sont nuisibles à la société, il faut les neutraliser, prendre le pouvoir.

- Le Roux (PS) défend l'idée de déchéance non réservée aux binationaux - Reuters

- Nicolas Sarkozy tenté d'approuver la révision constitutionnelle - LePoint.fr

En coulisses, Sarkozy se dit favorable à cette proposition, qui va dans le sens de l'opinion. La "droitisation brutale" de Juppé l'embête davantage. LePoint.fr 05.01

- 4 Vérités : "La déchéance de nationalité est une bonne mesure", déclare Brice Hortefeux - Francetv info

- Florian Philippot veut étendre la déchéance de la nationalité « aux crimes graves » - Public Sénat

Quand on écrivait sur la base de l'expérience passée que le PS était l'antichambre du fascisme ou le marche pied de l'extrême droite on nous qualifiait volontiersd'extrémiste, de gauchiste, on nous accusait de tenir des propos outranciers tenant éventuellement de la calomnie ou de la diffamation. Et aujourd'hui les faits le prouvent amplement, au point qu'au PS il y en a qui sont contraints de le reconnaître et qui s'en trouvent mal à l'aise, rassurez-vous pas avec leur conscience mais vis-à-vis de ceux qui leur réclament des comptes. Le régime de la terreur auquel ils soumettent la population, est également une méthode employée par les fascistes pour gouverner.

Faire planer une menace permanente sur la société, violente, impalpable, sournoise, aveugle, favoriser la suspicion généralisée, encourager la délation, de sorte qu'on en vienne à réfléchir à deux fois avant de s'exprimer ouvertement devant n'importe qui et à remettre en cause les rapports qu'on avait tissés avec des gens de longue date, qui plus est à s'engager avec des gens dont on ignore les intentions exactes, etc. conduit à l'auto-censure, à se taire, à restreindre et disloquer des rapports déjà fragilisés pour finalement se retrouver plus isolé ou seul que jamais face à un système oppressif contre lequel on est impuissant à lutter.

Situation démoralisante mettant les nerfs de la population déjà bien éprouvés à rude épreuve, la conduisant au bord de la dépression, du désespoir, la poussant à se renfermer sur elle-même, à ne croire que ce qu'elle voie ou uniquement ce qu'on lui sert sur un plateau la rendant plus vulnérable encore à toute sorte de manipulations, condition à laquelle elle peut échapper qu'en adoptant à son tour la propagande offiicelle que les médias distillent du matin au soir de manière à la rendre paranoïaque ou un peu plus schizophrène, nourrissant le manque de confiance en elle qui la tétanise littéralement, neutralise son esprit critique et d'initiative, pour finalement la réduire à l'état de lavette.

Diviser pour mieux régner ne suffisait plus manifestement pour parvenir à leurs fins, il fallait terroriser la population laborieuse pour qu'elle n'ose pas se rebeller contre ceux qui la gouvernement, mieux pour qu'elle leur confie aveuglément son destin à défaut de pouvoir lutter contre un ennemi fabriqué pour l'occasion, aussi imprévisble qu'invisible, insaisissable et omniprésent.

Ce qu'ils ne se doutent pas, c'est que ce jeu sordide n'est pas sans risque, car une fois acculées et n'ayant plus d'autres alternatives et ne supportant pas cette condition, une fois l'effroi passé les masses en arriveront à chercher une issue politique indépendante ou sur leur propre terrain de classe pour y mettre un terme, car personne ne peut se rédoudre indéfiniment à supporter un tel traitement sans chercher à comprendre ce qui se passe réellement ou sans réagir. Même le fascisme ou les pires dictatures militaires n'ont jamais duré qu'un temps, ils ne peuvent pas être des modes de gouvernance permanents, car ils ne déstabilisent pas seulement des individus, à un moment donné c'est l'ensemble des rapports établis dans la société qu'ils mettent en péril et l'existence du régime avec, parce qu'il ne peut pas fonctionner sans la participation ou le soutien de la majorité de la population, ils seront contraints de lui accorder des concessions politique ou de rétablir un semblant de démocratie sur fond de lutte des classes. L'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce, le Chili, l'Argentine et d'autres pays d'Amérique latine ou centrale en ont fourni la preuve au XXe siècle, dans une moindre mesure la France et l'Allemagne.

On pourrait dire en quelque sorte que le monopole est à la concurrence sur le plan économique, ce que la dictature est à la lutte des classes sur le plan politique, que la concurrence ou la lutte des classes viennent à être neutralisée ou à disparaître et le régime en place privé de cette dynamique qui est indispensable autant à son fonctionnement qu'à son développement n'y survivra pas.

Au passage, c'était déjà un enseignement que nous avait légué Marx et Engels ainsi que Lénine, comme quoi le marxisme est toujours d'actualité.

L'Etat policier institutionnalisé.

- Pouvoirs de police renforcés à l'étude au Conseil d'Etat - Reuters

Un projet de loi confiant des pouvoirs renforcés à la police en dehors de l'état d'urgence, permettant notamment des perquisitions la nuit, a été transmis au Conseil d'Etat par le gouvernement, selon Le Monde qui en a révélé mardi le contenu.

Le gouvernement souligne dans le texte du projet qu'il entend "renforcer de façon pérenne les outils et moyens mis à disposition des autorités administratives et judiciaires, en dehors du cadre juridique temporaire mis en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence", écrit le quotidien.

Les perquisitions de nuit, qui peuvent être ordonnées par les préfets dans le cadre de l'état d'urgence, pourraient intervenir dès le stade de l'enquête préliminaire dans les affaires de terrorisme, et de manière préventive en cas de "risque d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique".

L'extension des outils de surveillance de la police judiciaire doit également être examinée. Reuters 05.01

Commentaires d'internautes

1- "Ils y prennent goût à l'état d'urgence au PS. Bientot le retour de la gestapo ?"

2- "En clair sur la base d'un simple soupçon ou d'une simple dénonciation calomnieuse la police peut venir à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit défoncer votre porte, fouiller de partout chez vous, tout mettre à sac sans avoir de compte à rendre à quiconque. Remarquez ce n'est qu'un retour en arrière, 75 ans en arrière..."

3- ""La lutte contre le trafic d'armes fait également partie des objectifs du texte, avec notamment un alourdissement des peines." HA HA HA HA HA.. Les armes utilisées par Coulibaly lui furent fournies par Hermant un collaborateur de la gendarmerie. La Voix du Nord poursuit son enquête sur les attentats de janvier et publie, ce 3 octobre, des déclarations de la défense de Claude Hermant, l'ancien mercenaire devenu indicateur de la gendarmerie et des douanes, suspecté d'être l'importateur des armes d'Amedy Coulibaly. Malheureusement pour l'enquête Cazeneuve y a opposé un "Secret d'Etat." Et les avocats d'Hermant affirment par ailleurs n'avoir jamais été entendus par la justice antiterroriste dans le cadre des attentats de Paris alors qu'au minimum 5 des armes des crimes de Coulibaly ont été importées par leur client via la société commerciale Seth Outdoor, spécialisée dans la vente d'équipements de survie."

4- "Et voilà, pendant qu'on se gargarise avec la déchéance, Hollande nous sort toute une série de mesures très très à droite ... et propre à nier toute notion de présomption d'innocence et à renforcer l'état policier que la loi sur le renseignement avait déjà bien installé ... Pour le moment c'est contre les terroristes mais demain ?"

5- "En bref la porte ouverte à tous les abus, la fin de l'état de droit et la fin de ce qui nous restait de démocratie. Sous couvert de lutte contre ... et tout en vendant des armes et en faisant des courbettes aux pays qui entretiennent, aident et financent l'Etat islamique..."

L'hommage des sionistes néolibéraux à Charlie est dans l'ordre des choses.

- Charlie continue d'emmerder le monde: respect! - Slate.fr

Tirez la chasse !

Haut de page

Le 7 janvier 2016

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité*.

On a modifié la présentation des causeries de 2012 et 2013 réunies respectivement dans un seul fichier. La causerie et les infos en bref de 2015 sont disponibles dans un seul fichier également, 2184 pages. Les causeries et infos en bref des 5 dernières années représentent plus de 10.000 pages (écran), pour un seul militant c'est pas mal, au moins on ne pourra pas dire plus tard : Je ne savais pas !

Préparez les ballons, les sifflets et les merguez pour la prochaine journée d'action, ce sera le 26 janvier...

On évoque souvent la schizophrénie et la paranoïa, des psychoses auxquelles ils vouent le peuple en le soumettant à une menace permanente, invisible. Il faut y ajouter les différents types de névroses (hystérie, nervosisme, neurasthénie, obsession, phobie, psychasthénie, l'hyperémotivité, l'angoisse, l'hypocondrie, etc.) qui reposent essentiellement sur un mécanisme inconscient consistant à amplifier la menace réelle ou fictive de certains facteurs extérieurs ou à leur accorder une importance démesurée, de sorte qu'une fois intériorisés on les alimente en permanence ou ils se nourrissent eux-mêmes selon un mode répétitif qui lui donne un caractère obsessionnel.

Cette tendance névrotique trouve un terrain favorable dans les événements éprouvants qui nous sont imposés et qui tendent invariablement à se répéter, tandis que la situation apparait figée, inextricable, sans issue, sans espoir, conduisant à affaiblir la volonté, à la passivité ou à se résoudre à faire avec en renonçant à imaginer qu'on pourrait agir dessus pour en changer l'orientation.

Qu'on s'invente une réalité qui n'existe pas ou qu'on parvienne à se convaincre qu'elle serait le produit de la fatalité, dans les deux cas c'est à en devenir fou, c'est le but.

Autre chose très vite.

Hollande veut réviser la Constitution de la Ve République pour renforcer son contenu antidémocratique ou dictatorial, afin que les représentants du régime disposent de moyens coercisifs ou de police supplémentaires pour appliquer leur programme antisocial correspondant aux besoins de l'oligarchie financière, mettant en lumière son contenu de classe qui n'a rien à voir avec les intérêts de la majorité de la population, justifiant ainsi le mot d'ordre d'abolition de cette Constitution et des institutions de la Ve République.

Qui entretient le mythe ou participe encore à l'imposture criminelle consistant à présenter le PS de gauche ?

Ils sont nombreux, toujours les mêmes crapules, tous à des degrés divers avec ou sans guillemets comme dans le dernier numéro (383) d'Informations ouvrières où on peut lire en page 2 "*A gauche, le PS se déchire comme rarement*". Et dans plusieurs articles ils ont tenu à distinguer le gouvernement de la droite, à croire que le gouvernement ne serait pas de droite !

Qu'il ne soit pas suffisamment à droite pour la droite officielle, l'extrême droite ou pour le Medef, cela va de soi, mais c'est une autre question. Car même lorsque la droite officielle est au pouvoir, il s'en trouve toujours dans ses rangs pour estimer que leurs représentants ne vont pas assez loin dans leurs attaques contre les travailleurs.

- "*A gauche, le PS se déchire comme rarement*", et vous savez pourquoi ? Ce serait à cause du "*projet de déchéance de nationalité pour les binationaux qui provoque la crise.*". Mais encore ? "... en réalité, cette décomposition accélérée s'inscrit dans la crise des institutions de la Ve République et dans la crise de l'Union européenne menacée aujourd'hui de désintégration pure et simple.".

Donc en résumé cette "crise" d'urticaire qui agite le PS n'aurait rien à voir avec la contradiction qui existe entre ce qu'il est réellement ou tel qu'il apparaît, son étiquette usurpée de gauche ou la manière dont il se présente à la population pour mieux la tromper, entre ce qu'il prétend être et ses réelles intentions ou encore, avec sa véritable nature que met en lumière la politique réactionnaire que le gouvernement applique, cela n'a rien à voir non plus avec l'image avantageuse que ses dirigeants se sont employés à forger d'eux-mêmes à grand peine et sa composition d'affairistes ou d'escrocs professionnels, de fossoyeurs du socialisme, de faussaires à l'ambition dévorante, autrement dit la "crise" que traverserait le PS serait uniquement le produit de facteurs extérieurs à ce parti, histoire de dire qu'il ne faut surtout pas y toucher, s'y intéresser de trop près, ne pas se pencher sur ce qui s'y passe, bref, sur ce qu'il est, il est urgent de le ménager (ainsi que le régime) ou de faire vivre l'illusion qu'il serait de gauche.

Aucun dirigeant, cadre ou militant du PS ne pourra se soustraire à l'accusation d'appartenir à un parti de droite qui partage les idées nauséabondes de LR et du FN, et ce n'est pas le POI qui leur sauvera la mise. Cet épisode est à ajouter au passé immonde du PS avec lequel la bonne conscience de ses dirigeants, cadres ou militants s'accommodent très bien habituellement, au POI également.

Couvrir et justifier la dernière imposture du tandem Hollande-Valls est assurément un exercice périlleux qui met à mal les apparences des uns et des autres qu'ils ont tant de mal à soigner ou sauvegarder pour continuer d'exister. Les relents de contestation stériles qui secouent le PS, expriment l'incompatibilité qui existe entre les besoins du régime qui exigent que chacun de ses membres s'y soumette comme un seul homme, quite à devoir sacrifier ses intérêts individuels, ce que certains renâclent à accepter, voià tout.

Les membres du PS se foutent éperdument du projet de déchéance de nationalité avancé par le gouvernement, comme ils se foutent du chômage de masse, de la précarité ou de la pauvreté qui frappent des pans entiers de la classe ouvrière ou encore de la guerre contre la Syrie, etc. faire croire le contraire c'est leur accorder un statut qu'ils ne méritent pas, et répétons-le encore une fois, entretenir l'illusion dévastatrice que ce parti serait de gauche et donc fréquentable. En somme, cela revient à le soutenir l'air de rien sans prendre de trop grands risques, puisque la plupart des militants ne s'en apercevront même pas, ils ont bien marché dans la combine pendant plus d'un demi-siècle !

ACTUALITE EN TITRES

Réaction. Déchéance en famille.

- Déchéance : Sarkozy célèbre une «victoire» idéologique - Liberation.fr

- Hortefeux: les députés Les Républicains voteront "très majoritairement" pour la déchéance de la nationalité - AFP

- Lagarde (UDI) favorable à la déchéance pour tous "binationaux ou mononationaux" - AFP

- Larcher (LR) votera pour la déchéance mais "pas favorable" à son extension - AFP

Coup d'Etat permanent.

- Nouveau projet de loi antiterroriste: le gouvernement compte recourir aux ordonnances - AFP

Le gouvernement compte avoir recours aux ordonnances pour adopter une partie des mesures liées au nouveau projet de loi antiterroriste. AFP 06.01

Le gouvernement de l'oligarchie.

- Valls au forum de Davos, une première pour un Premier ministre socialiste - AFP

- Pour Macron, Uber donne aux jeunes un "accès à l'activité économique" - AFP

Vive l'opposition de droite !

- Cosse (EELV): "L'opposition de gauche est une impasse" - AFP

Vous avez raison, restez à droite et laissez-nous l'Opposition de gauche qui vous sera toujours étrangère.

Toujours plus à droite.

- Besset, cofondateur d'EELV, claque la porte du parti écologiste - AFP

Jean-Paul Besset, ancien député européen et cofondateur d'Europe Ecologie-Les Verts, claque la porte du parti écologiste, en évoquant un "devoir de retrait" d'un parti selon lui en proie à une "marginalisation groupusculaire", des "discours doctrinaires", des "caprices de star" et des "stratégies tordues".

Dans une longue tribune publiée dans Libération, ce proche de Nicolas Hulot retrace l'histoire de ce parti créé fin 2010 après le succès de l'alliance entre Les Verts et Europe Ecologie aux européennes de 2009 puis aux régionales de 2010, création à laquelle il avait participé au côté de Daniel Cohn-Bendit.

"A cette époque, les lignes avaient bougé au sein de la conscience collective", rappelle M. Besset, évoquant une "dynamique inattendue", une "maturation culturelle et sociale autour de l'impératif écologique", avec notamment le pacte écologique de Nicolas Hulot et le Grenelle de l'environnement.

"Las!", poursuit-il, "les figures imposées d'un parti dont la culture militante rangea vite ce qui le distinguait - l'écologisme - au rang d'accessoire eurent tôt fait de reprendre le dessus". "A peine né, le parti de l'écologie politique redevint Les Verts et se referma sur le pré carré des affrontements binaires, surjouant les réflexes d'appartenance à un camp plutôt que le dépassement et la convergence vers les nouveaux enjeux de l'intérêt général", analyse-t-il.

Pour lui, EELV s'est "inféodé à un "ancrage à gauche" nostalgique, se déchirant ad nauseam entre gauche vociférante ou gauche agonisante", dans une allusion au débat qui a agité le parti l'été dernier entre défenseurs d'un rapprochement avec le Front de gauche et partisans d'un retour dans le gouvernement de Manuel Valls. AFP 06.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Washington envisage la démission d'Assad pour mars 2017 - sputniknews.com

La Maison Blanche présume que Bachar el-Assad restera chef de l'Etat syrien jusqu'en mars 2017, rapporte l'agence de

presse américaine Associated Press (AP).

Dans le meilleur des cas, pour les Etats-Unis, le président syrien Bachar el-Assad démissionnera en mars 2017, soit deux mois après l'arrivée en fonction d'un nouveau président américain, indique l'AP faisant référence à un document pour usage interne obtenu par l'agence.

Le document, préparé pour des responsables américains dans le cadre de la crise syrienne, fixe la date du départ d'el-Assad quelque part en mars 2017 tout comme celle de son "cercle intérieur". Cette période marquerait la cinquième année où Barack Obama exige publiquement la démission de M.Assad.

Ce soi-disant calendrier est basé sur le plan de paix en Syrie approuvé par le Conseil de sécurité de l'Onu en décembre dernier. Le plan de paix prévoit notamment un gouvernement de transition dans les six mois, ainsi que des élections parlementaires et présidentielles dans les 18 mois, sous le contrôle de l'Onu et conformément à la nouvelle Constitution syrienne.

Selon le document américain obtenu par l'AP, le processus politique en Syrie sera lancé en février prochain et prévoit la création d'un gouvernement de transition en avril, la dissolution parlementaire en mai et une amnistie partielle de certains responsables ainsi que des chefs de l'opposition modérée.

Le document prévoit également que le Conseil de sécurité de l'Onu reconnaîtra le gouvernement de transition et indiquera les étapes ultérieures en incluant des reformes politiques, la convocation d'un parlement intérimaire ainsi que la création d'une nouvelle constitution syrienne dont le texte sera soumis au référendum en janvier 2017.

L'Iran et la Russie, qui soutiennent Bachar el-Assad, soulignent que c'est le peuple syrien qui doit décider du sort du pays. La stratégie de la Maison Blanche avait auparavant visé le changement du régime en Syrie, mais Washington a récemment fait de la lutte contre Daech son objectif principal dans le contexte de la crise syrienne. sputniknews.com 06.01

2- Yémen

- L'armée yéménite contre les mercenaires saoudiens - sahartv.ir

« Nombre de forces d'occupation saoudienne ont été blessés ou tués lors des plus récentes opérations des forces yéménites contre les mercenaires saoudiens.

Les forces de l'armée et celles des comités populaires yéménites ont repoussé, ce mercredi, les tentatives des mercenaires du régime des Al-e Saoud pour progresser au point de passage d'al-Toul, dans la province de Jizan, en Arabie.

Lors de cette attaque nombre de militaires et mercenaires saoudiens ont été tués ou blessés.

Les forces de l'armée et celles des comités populaires yéménites ont pris le contrôle de quelques positions des mercenaires saoudiens, dans la province de Lahadj, dans le Sud du Yémen.

Les mercenaires saoudiens et les terroristes d'Al-Qaïda utilisaient ces positons pour attaquer les différents endroits dont la province de Taëz, dans le Sud du Yémen.

De même ces forces ont avancé vers la base militaire de Labousah et la base aérienne d'al-Aabd, dans la province de Lahadj.

Selon ce rapport, les localités d'al-Wazaaya et d'al-Charidja, dans le Sid de la province de Lahadj ont été nettoyées de la présence des terroristes et les équipements et les armes lourdes des agresseurs dans la localité d'al-Jawaf, dans la province de Maarib, dans le centre du Yémen ont été anéantis.

D'autre part, les avions de combat saoudiens ont bombardé les quartiers résidentiels, dans la localité de Saqin, dans la province de Saada, dans le Nord, tuant et blessant nombre de civils.

Le centre de la production de distribution de bombe de gaz domestique, le centre de la distribution de pétrole et les installations de la Compagnie de développements du forage de puits de pétrole dans la localité de Assr, dans l'Ouest de Sanaa, la capitale yéménite ont été pris pour cible par les avions de combat saoudiens. sahartv.ir 06.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Palestine occupée

- Tsahal empoisonne des terres agricoles à Gaza - sputniknews.com

L'Armée de défense d'Israël a empoisonné 150 hectares de terres agricoles dans la bande de Gaza en affirmant assurer la sécurité dans la région.

Le Tsahal indique avoir dispersé des pesticides sur les champs en vue de prévenir le placement d'engins explosifs dans la zone autour de la barrière de séparation entre la bande de Gaza et le territoire israélien.

"Au cours de ces dernières semaines, plusieurs engins explosifs ont été découverts à côté de la barrière (…). Le spray utilisé n'est pas dangereux pour l'environnement", a expliqué Tsahal dans un message.

Dans le même temps, les militants des droits de l'homme du groupe israélien Gisha ont dénoncé ces démarches de l'armée qui exposent selon eux les habitants locaux à un "danger mortel".

"Arroser les champs de pesticides qui détruisent les récoltes est comparable à ouvrir le feu sur des gens indépendamment de leur sexe ou leur âge", estiment les membres de Gisha.

Les fermiers palestiniens déplorent eux aussi l'emploi de pesticides par Tsahal et affirment avoir dû détruire l'ensemble de leur production agricole. sputniknews.com 06.01

ECONOMIE

Ukraine

- Ukraine: l'inflation supérieure à 43% en 2015 - sputniknews.com

Le taux d'inflation en Ukraine s'est établi à 43,3% à l'issue de l'année 2015, selon les statistiques officielles.

D'après le Service d'Etat ukrainien des statistiques, parmi les marchandises dont les prix ont grimpé le plus en 2015 figurent le gaz naturel (370%), l'eau chaude et le chauffage (78,4%), l'électricité (66,9%), les légumes (66,7%), l'huile végétale et les œufs (59,4%) ainsi que les boissons non-alcoolisés (57,8%).

La crise sociopolitique qui se poursuit en Ukraine affecte le budget national et l'ensemble de l'économie ukrainienne. En janvier 2015, selon les données du ministère des Finances, le salaire mensuel moyen dans le pays se situait à près de 160 dollars américains. Il s'agit de l'un des indices les plus bas enregistrés actuellement en Europe.

En 2015, la population ukrainienne a diminué de 164.000 personnes. Dans les six premiers mois de 2015, le chiffre d'affaires du commerce de détail en Ukraine a chuté de 24% en raison notamment de la baisse des revenus de la population due aux taux élevés d'inflation. Au cours de la même période, le PIB national a baissé de 16,3%.

Dans les six derniers mois de l'année 2015, l'économie ukrainienne s'est contractée de 15%. sputniknews.com 06.01

Haut de page

Le 12 janvier 2016

CAUSERIE

Cette rubrique ne sera plus actualisée, sauf en cas d'évènements exceptionnels ou lorsqu'on le jugera nécessaire. Les autres rubriques dont *Articles d'actualité* continueront d'être actualisées.

Haut de page

Le 18 janvier 2016

CAUSERIE

Quel bonheur de ne plus passer que 2 à 3 heures en moyenne par jour devant l'écran au lieu de 10 ou 12 depuis le 12 janvier ! J'ai changé la photo de l'animateur de ce portail qui date d'hier, l'ancienne datait d'un an environ, je l'avais prise peu de temps après avoir changé de compagne, admirez la différence, on dirait qu'il a rajeuni !

Cherchez l'erreur.

L'article *Qui a organisé les attentats de janvier et novembre 2015 à Paris ?* rappelle à ceux qui l'avaient oublié ou apprend à ceux qui l'igoraient qu'en épousant la raison d'Etat et l'économie de marché ou le capitalisme, en se fondant dans les institutions de la Ve République, le PS avait non seulement rompu avec son origine socialiste il y a un siècle, pire si l'on peut dire, il devait être lié à l'extrême droite ou au FN au moins depuis le milieu des années 80...

Ces faits d'une gravité exceptionnelle étaient parfaitement connus des dirigeants de l'OCI (POI), de la LCR (NPA) et de LO, ne parlons pas de ceux du PCF... qui feront en sorte de les escamoter, de les ignorer, de ne pas en tenir compte lorsqu'ils soutiendront ce parti de la réaction ou ses candidats lors de chaque élection pendant de nombreuses décennies jusqu'à nos jours, continuant malgré tout de cautionner la mystification criminelle consistant à le présenter comme un parti de gauche.

Quand on a ces faits à l'esprit, notamment, on ne s'étonnera pas que le gouvernement Hollande-Valls en soit arrivé à soutenir le régime néonazi de Kiev ou à envoyer en prison des ouvriers syndicalistes de Goodyear ou encore, pourquoi nous n'avons jamais pu construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut de nos jours avec de tels dirigeants (POI, POID, NPA, LO).

Les mêmes dirigeants de ces partis qui pendant des décennies se sont employés à nier de fait la véritable nature réactionnaire du PS appellent à se mobiliser contre l'état d'urgence instauré par ce parti actuellement au pouvoir.

Les mêmes dirigeants de la CGT qui avaient appelé à voter Hollande en 2012, appellent maintenant les travailleurs et les syndiqués à se mobiliser contre le gouvernement qu'ils accusent d'appliquer une "justice de classe" (communiqué du syndicat national des journalistes CGT du 14 janvier 2015) contre ces ouvriers de Goodyear.

On peut guère imaginer pire inconsistance, incohérence, mystification, imposture.

Voilà sciemment à quel jeu sordide ils jouent, et ensuite à les entendre ils ne seraient pas responsables de la situation actuelle !

Quel militant ouvrier peut accepter plus longtemps d'être ainsi manipulé pour le compte du régime en place ?

Si vous vous demandiez comment la réaction pouvait se livrer ainsi au procès du mouvement ouvrier, il ne faut pas chercher plus loin ou ailleurs, ces partis et ces dirigeants syndicaux en menant en permanence un double jeu lui laissent le champ libre pour le réprimer, sachant qu'elle n'avait rien à craindre de ces agents qui l'ont servie si docilement pendant des décennies, discrédités parmi les travailleurs.

Les militants sont condamnés à aller de désillusions en désillusions, car jamais ces partis (ou les groupes de militants qui en sont issus) ne constitueront les fondements d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, jamais.

Dans ces conditions à quoi bon perdre son temps à en dire davantage, cela servirait à quoi, à strictement rien sauf à m'user inutilement la santé.

Ce portail avait au moins le mérite, si je peux me permettre, de constituer une sorte d'antidote quotidienne à l'idéologie de la classe dominante, il était sans équivalent à ma connaissance, les portails de tous les partis sont médiocres, ils ignorent que des millions de travailleurs se connectent quotidiennement sur le Net à la recherche d'informations et d'analyses, ils s'en foutent en réalité... Apparemment les militants qui se connectaient à ce portail estiment qu'ils sont vaccinés, qu'ils me permettent d'en douter fortement, car dans le cas contraire ils auraient eu une toute autre attitude. Soit.

En attendant des jours meilleurs, on actualisera la rubrique *Articles d'actualité* deux fois par mois, cela sera largement suffisant.

Haut de page

Le 23 janvier 2016

CAUSERIE

On a ajouté quelques articles à la rubrique *Articles d'actualité*, plus un bref commentaire à la suite d'un article.

Laissons les uns et les autres mariner dans leur jus, n'en attendez rien, sauf à croire au miracle.

Que faire ? de Lénine (1902)

- "*Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc (1). Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient eux-mêmes, par leur situation sociale, des intellectuels bourgeois.*"

La note 1 précisait : "*Le trade-unionisme n'exclut pas le moins du monde toute "politique, comme on le pense parfois. Les trade-unions ont toujours mené une certaine agitation et une certaine lutte politiques (mais non social-démocrates)...*", on dirait aujourd'hui non communistes ou non socialistes.

Nous sommes donc en quête d'un ou de plusieurs intellectuels bourgeois pour reprendre le flambeau du marxisme, du socialisme. N'étant personnellement ni l'un ni l'autre, il ne nous est jamais venu à l'esprit de nous substituer à cet intellectuel bourgeois, nous avions émis l'idée qu'un collectif de cadres ou de dirigeants pourraient remplir cette fonction, mais hélas elle n'a pas été reprise ! Pourquoi ? Pour des motifs divers, tous individuels : manque d'audace, de courage ou de volonté, de détermination, de discernement, etc. au détriment de la cause pour laquelle ils étaient censés combattre et qui visiblement passe pour eux au second plan, dont acte.

On a déblayé le terrain, soyons patient, le XXIe siècle de l'ère vulgaire vient tout juste de commencer. Avec toutes les questions que nous avons traitées au cours des dernières années dans nos causeries, en attendant les militants sont armés pour continuer le combat sans avoir à se vautrer dans l'opportunisme ou l'aventurisme qui caractérise tous les partis.

Je suis épuisé physiquement, pris de vertiges quotidiennement, saturé intellectuellement, j'en ai franchement marre de lire des tas d'articles inutiles ou un tas de conneries pour faire bref, j'ai fourni un effort colossale et j'en paie le prix fort maintenant, seulement penser me fatigue, ce qui ne veut pas dire que je serais paumé, déçu, démoralisé ou je ne sais quoi encore, bien au contraire, personnellement j'ai un mode de vie équilibré, satisfaisant à bien des égards, à condition de s'en tenir à ce que raisonnablement je peux espérer de ma situation et pas davantage.

Dans la vie généralement, on va par ignorance de désillusions en désillusions, et être lucide ou avoir acquis un certain niveau de conscience n'est pas la panacée ou de tout repos dans le monde dans lequel nous vivons. Le plus difficile à supporter, c'est la multitude d'adversaires ou d'ennemis qu'on peut se faire en disant simplement ce qu'on pense, cette forme cruelle d'injustice dont on est victime et qu'on doit assumer.

Mais bon, c'est un choix et je n'ai nullement l'intention de renier pour plaire à quiconque, y compris mes proches. Et si le fait d'avoir une personnalité ou ses propres idées vous vaut l'excommunication, je n'y peux rien. Les gens habituellement vous jugent non pas sur ce que vous êtes vraiment ou ce que vous faites dans la vie, la manière dont vous vous comportez avec eux ou en général, mais sur l'idée qu'ils se font de vous à travers les leurs qui sont différentes des vôtres sans s'en apercevoir.

Ainsi quand ils vous sanctionnent pour une raison ou une autre, c'est davantage sur eux qu'ils portent un misérable jugement ou font preuve d'intolérance, alors que cela n'a jamais été mon cas. Je crois avoir tout de même acquis l'intelligence de ne pas tomber dans ce travers détestable qui consiste à juger les autres sans tenir compte de leurs conditions d'existence qui sont forcément différentes des miennes. J'en veux pour preuve le fait que je vis avec une femme indienne analphabète, profondément arriérée, ignorante ou inconsciente de tout ou presque, au-delà de ce que la plupart d'entre vous peuvent imaginer, j'arrive encore à en être surpris moi-même c'est pour dire, et bien pour autant nous arrivons à nous comprendre et nos relations sont aussi satisfaisantes que possibles, ce qui ne serait pas le cas si je ne tenais pas compte qu'elle a toutes les difficultés du monde à s'adapter au monde dans lequel elle vit et qui s'est transformé ici (en Inde) à une vitesse fulgurante au cours des dernières décennies. Vous êtes témoin une nouvelle fois que lorsque j'avance quelque chose, je l'étaie avec des faits matériels ou concrets..

Il y en a qui arrive à se raconter des histoires et à se convaincre de n'importe quoi, à vivre en permanence dans l'hypocrisie ou à pratiquer la démagogie, à vivre dans un monde qu'ils se dont fabriqués ou qui n'existe que dans leur cerveau, je crois bien que j'en serai toujours incapable. L'essentiel, c'est de progresser, qui plus est dans un monde rétrograde, qui régresse profondément, si on ne veut pas être emporté dans son sillage.

C'est une question d'idéal, on vise la perfection en toute chose, parfois en partant de très très loin, alors quand on se sait plutôt faible et fragile, on aura le choix entre le rester ou essayer de s'élever un peu au-dessus de la médiocrité ambiante dans laquelle nos contemporains se débattent ou se résignent à vivre.

Je vous propose une nouvelle formule pour traiter sommairement de l'actualité qui vaut ce qu'elle vaut. L'exercice consiste à relier la plupart des infos entre elles ou à la stratégie politique de l'oligarchie financière.

ACTUALITE EN TITRES DU 13 AU 23 JANVIER

ECONOMIE

En famille à Davos.

- Valls et Macron à Davos: une même mission, deux axes de communication - L'Express.fr

Plus riches, plus puissants.

- Les 62 personnes les plus riches du monde ont autant d'argent que les 3,5 milliards d'humains les plus pauvres - 20minutes.fr

- La rémunération du patron de JPMorgan s'envole de 35 % à 27 millions de dollars - LeMonde.fr

- La rémunération du patron de Goldman Sachs baisse pour la première fois depuis 4 ans et passe à 23 millions de dollars - LeMonde.fr

Et pendant ce temps-là les affaires continuent...

- Pop Milano et Banca Popolare discutent d'une fusion-sources - Reuters

- Sunpartner Technologies reprend une partie de l'activité de Nexcis - La Tribune

- Le promoteur immobilier Kaufman & Broad rachète Serge Mas Promotion - La Tribune

- Le groupe RG rachète le distributeur italien A+A Monferrato - La Tribune

- Deuxième journée du salon de Detroit: les challengers du luxe et des 4x4 en vedette - AFP

- Record de ventes pour Lamborghini en 2015 - AFP

- Le chinois Cosco, seul candidat au rachat du port du Pirée - Reuters

Ca va, ça vient...

- Etats-Unis/Immobilier: Goldman Sachs solde des poursuites pour 5,06 milliards de dollars - AFP

- Le fisc français découvre 38 000 comptes cachés en Suisse, pour un manque à gagner de 12 milliards d'euros - Francetv info

- Le crédit d'impôt (CICE) aurait porté sur plus de 27 milliards - Reuters

- La croissance chinoise au plus bas depuis 25 ans - La Tribune

- Les revenus du pétrole et du gaz de l'Algérie ont chuté de 41% - Reuters

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

En voilà un cas de conscience...

- Vague de froid: Comment bien protéger ses animaux de compagnie - 20minutes.fr

- Paris: mort d'un sans-abri, symbole du manque de places d'hébergement d'urgence - AFP

Et peu importe pourquoi ce pauvre type qui aurait pu être vous ou moi s'est retrouvé clochard, franchement qui se pose encore cette question ?

Antisocial et nouvelles grosses charrettes...

- Amiens : neuf mois de prison ferme pour huit anciens salariés de Goodyear - Francetv info

- «Chemise arrachée» à Air France: Le délégué CGT «regrette» son geste - 20minutes.fr

- McDonald's: appel à la "mobilisation mondiale" de syndicats français et américains - AFP

- Facture sociale à EDF : 3 500 postes supprimés et beaucoup d'inquiétudes - Liberation.fr

- General Electric va supprimer 6 500 emplois en Europe - Francetv info

- General Electric : suppression de 831 postes en France - Francetv info

- Vallourec va revoir son plan de restructuration en Europe, les syndicats inquiets - AFP

- Tata Steel supprimerait 1.050 emplois au Royaume-Uni - Reuters

Que vous travaillez ou non, vous coûterez toujours trop cher pour eux...

- Travailler plus pour économiser 500 millions d'euros, c'est ce que préconise un rapport sénatorial - Public Sénat

- Travailler 37 heures sans compensation ferait baisser le coût du travail de 3% - AFP

- Sombres perspectives pour l'emploi dans le monde, selon l'OIT - AFP

- 200 millions de chômeurs dans le monde en 2016 - LeMonde.fr

- La durée des indemnités chômage dans le collimateur - Public Sénat

- Le régime chômage français est-il trop généreux ? - Francetv info

- La Cour des comptes suggère de baisser les allocations chômage - Francetv info

- Assurance chômage : «S'il n'y a pas d'accord entre partenaires sociaux, nous prendrons un décret» prévient El Khomri - Public Sénat

Parce que ces salopards de dirigeants syndicaux continuent malgré tout quotidiennement de discuter avec le gouvernement et le patronat, notez bien, sans que cela ne change quoi que soit à l'attitude des dirigeants des partis ouvriers à leur égard, déduisez-en ce que vous voudrez...

- Syndicats et patronat unis autour d'un nouveau certificat - Reuters

- Pour Jean-Marie Le Guen, il y a trop de syndicats en France - L'Express.fr

- Un syndicat d'avocats juge "dangereuse" la réforme du Code du travail - AFP

- Droit de grève: réintégration de 11 employés de Sodexo licenciés pour abandon de poste - AFP

- Air France : la compagnie aérienne, désavouée par l'inspection du travail - Francetv info

- Renault: le numéro un de la CFDT tacle la communication "pas pertinente" de la CGT - AFP

- Travail dominical : les syndicats exaspèrent le gouvernement - Francetv info

- Travail dominical à la Fnac : trois syndicats majoritaires mettent leur veto - Francetv info

Franchement, vaut mieux être banquier ou trader.

- Les banquiers et traders de JPMorgan désormais libres le week-end - AFP

Il faut bien que les couches et les classes moyennes aient encore une raison de soutenir le régime en place...

- Seul un quart des logements HLM est destiné aux ménages les plus modestes - La Tribune

Chut, les fonctionnaires, les profs en profitent tous, l'aristocratie ouvrière ou les couches moyennes dans une moindre mesure...

Quelle source d'espoir quand même le capitalisme...

- Démographie : première baisse de l'espérance de vie en France depuis 1969 - Francetv info

Les négriers (et leurs serviteurs) sont au pouvoir...

- Les 35 heures sont-elles en péril ? - Francetv info

- Croissance: les sénateurs LR veulent revenir sur les 35 heures et réécrire le code du travail - AFP

- À Davos, Emmanuel Macron revient sur les 35 heures - Francetv info

- Le projet de réforme du temps de travail signe la fin "de facto" des 35 heures, selon Macron - Francetv info

Ils ont dû se donner le mot...

- Berger (CFDT) attend du président un "modèle économique" et "social" - AFP

- FN: Aliot attend un "changement important" sur l'économie - AFP

POLITIQUE

Etat policier permanent...

- Cazeneuve: des forces d'intervention rapide à 20 minutes maximum partout en France - AFP

- François Hollande veut faire passer le nombre des réservistes de 28.000 à 40.000 - La Tribune

- François Hollande annonce la création de 2 300 postes dans l'armée pour 2016 - Francetv info

- Sécurité: 9.000 emplois de policiers et gendarmes "recréés", selon Cazeneuve - AFP

- Vers des compensations pour des militaires sous pression - Reuters

- Paris : Ile-de-France: Contre le saute-mouton, la SNCF assermente ses agents de gare - 20minutes.fr

En Pologne ou ailleurs, mais pas en France...

- Pologne : comment faire respecter l'Etat de droit dans l'UE ? - LeMonde.fr

- Le gouvernement présentera, le 3 février, un projet de loi prolongeant l'état d'urgence pour trois mois - Francetv info

Tir à vue... dans un Etat dit de droit (pour ceux qui détiennent le pouvoir de préférence)...

- Bobigny : le policier qui avait tué un prisonnier en cavale d'une balle dans le dos a été acquitté - Francetv info

- Le policier acquitté du meurtre d'un braqueur d'une balle dans le dos sera rejugé - AFP

- Etats-Unis : un policier tire sur Leon Ford, noir et non armé - Francetv info

A la bonne heure !

- Terrorisme : le nombre de procédures a "plus que doublé" en un an - Francetv info

- Il préparait un attentat? Non, il allait chez sa mère: son assignation à résidence annulée - AFP

- Les actes antimusulmans ont triplé en 2015 en France - Francetv info

- Des portiques de sécurité dans les lycées en Auvergne - Rhône-Alpes - LeMonde.fr

- Royaume-Uni: A 10 ans, il est soupçonné de terrorisme à cause d'une faute d'anglais - 20minutes.fr

Des banquiers mafieux manipulateurs...

- Kerviel : comment la Société générale a "aidé" à rédiger le rapport d'enquête - Francetv info

- Affaire Kerviel : une magistrate juge que l'enquête a été "manipulée" par la Société générale - Francetv info

- Affaire Kerviel: Pas de décision sur un nouveau procès avant mars - 20minutes.fr

- J'ai honte pour la justice", lance Jérôme Kerviel après avoir demandé une révision de son procès - Francetv info

- Jérôme Kerviel, gagnant à tous les coups - LeMonde.fr

Le lobby sioniste a pris le pouvoir en France...

- Valls envisage des mesures contre les manifestations pro-boycott de produits israéliens - LeMonde.fr

- Kippa: Hollande juge "insupportable" que des citoyens français doivent "se cacher" - AFP

- Le Guen "bouleversé" par l'invitation faite aux juifs de ne plus porter la kippa - AFP

- Claude Goasguen : «Nous ne sommes pas juifs mais nous portons la kippa» - AFP

- « Touche pas à ma kippa » l'appel de Joël Mergui aux parlementaires - Public Sénat

- Des kippas sur la tête à l'Assemblée «par solidarité» - Liberation.fr

- Pour Christian Estrosi, il y a une différence entre kippa et voile - Le Huffington Post

- Serge Klarsfeld : « Malheureusement, Hitler est publié depuis longtemps dans le monde arabe » - Public Sénat

- Cazeneuve garantit aux juifs de France qu'ils resteront protégés Reuters

- Antisémitisme : l'inquiétante menace du terrorisme islamiste - Francetv info

- Antisémitisme : la haine des juifs a été scandée dans les rues de Paris - Francetv info

Enfin une bonne nouvelle...

- Les actes antimusulmans «ont triplé» en 2015, selon Cazeneuve - 20minutes.fr

Vous dégoûter de la politique, c'est leur objectif...

- Société : les Français sont las et n'ont plus confiance en leurs politiques - Francetv info

- Sondage: les Français las, moroses et demandeurs d'autorité - AFP

- "Vous ne comprenez rien, ni à la France ni à la gauche", lance Manuel Valls à Noël Mamère - Francetv info

OTAN que la Turquie serve à quelque chose...

- Migrants : que fait la Turquie ? - Francetv info

- Angela Merkel demande à la Turquie de retenir les migrants - Francetv info

- La crise migratoire fait imploser l'espace Schengen - LeFigaro.fr

Cela valait bien un prix, le prix Erdogan...

- Le prix Simone de Beauvoir remis à Giusi Nicolini, la maire de Lampedusa Liberation.fr

Comment ils ont déjà bouclé 2017...

Cette mascarade dure depuis 1962 (depuis que le régime existe en fait), on le dit en passant pour tous ceux qui y ont participé et l'ignoreraient encore...

- Alain Juppé et Emmanuel Macron plébiscités pour 2017 - Reuters

- Présidentielle : Juppé et Macron chouchous des Français - LeParisien.fr

- Présidentielle de 2017: les Français plébiscitent Macron et Juppé - L'Express.fr

- Présidentielle 2017: Les Français préfèrent Alain Juppé et Emmanuel Macron - 20minutes.fr

- Sondage : Emmanuel Macron préféré à Manuel Valls ou François Hollande pour 2017 - LeMonde.fr

- Macron préféré à Hollande et Valls, Juppé archi-favori pour 2017 - Le Huffington Post

- Présidentielle 2017: 80% des Français ne souhaitent pas que Sarkozy se présente - AFP

- Alain Juppé ferait gagner la droite à la présidentielle 2017, Emmanuel Macron la gauche - Francetv info

- Juppé et Valls meilleurs candidats pour la présidentielle de 2017 - AFP

- Déchéance de nationalité: Le Roux (PS) espère une "rédaction consensuelle" - AFP

- Etat d'urgence: une prolongation "de quelques mois" serait "utile et légitime", estime Schwartzenberg (PRG) - AFP

Primaire chez les primates...

- Politique : des primaires auront-elles lieu à gauche ? - Francetv info

- Primaire à gauche : think tank et politologues relèvent les limites de l'exercice - LeMonde.fr

- 78% de sympathisants de gauche favorables à une primaire - Reuters

- Pour Manuel Valls, François Hollande est le «candidat naturel» en 2017 - Liberation.fr

- Pour le PS, la candidature de Hollande en 2017 n'est plus liée à la baisse du chômage - LeParisien.fr

- Hollande pourrait être prêt à une primaire de toute la gauche sous conditions, selon Dray - AFP

- Présidentielle 2017: François Hollande «ne peut pas» être le candidat de la gauche pour Cécile Duflot et Pierre Laurent - 20minutes.fr

- Primaire à gauche: Mélenchon dénonce le "hold-up électoral" de Cambadélis - AFP

Crises politiques.

- Une majorité d'Espagnols pour un gouvernement de coalition - Reuters

- Espagne : faute de soutien au congrés des députés, Mariano Rajoy renonce pour l'instant à former un gouvernement - Francetv info

- La Moldavie s'enfonce dans une crise politique semblant sans issue - AFP

Bienvenue chez les démocrates adulés des chefs d'Etat occidentaux..

- Au Qatar, Blanche-Neige est jugée trop indécente pour les écoliers - Francetv info

- Un religieux saoudien lance une fatwa sur les échecs - LeFigaro.fr

- Turquie : le pouvoir déclare la guerre aux signataires d'une pétition pour la paix - AFP

- En Turquie, le régime arrête des universitaires signataires d'une pétition - Liberation.fr

- Turquie : une femme condamnée à onze mois de prison pour un geste obscène à Erdogan - LeMonde.fr

Intox et populisme. Alors que l'émission était enregistrée...

- «On n'est pas couché» : Valls fait la leçon chez Ruquier - LeParisien.fr

- Manuel Valls à « On n'est pas couché » : quand les politiques font le pari de l'infotainment - LeMonde.fr

- Manuel Valls invité d'"On n'est pas couché" : un débat risqué ou un coup de com' assuré ? - Francetv info

- "On n'est pas couché" : Valls s'emporte contre un invité - LePoint.fr

- Échange tendu entre Manuel Valls et Jérémy Ferrari dans ONPC - Le Huffington Post

Plus que trois décennies à attendre...

- La lutte contre l'EI est sur la bonne voie, estime John Kerry - Reuters

- Syrie et Irak: l'EI devrait être "très sérieusement atteint" d'ici fin 2016 - AFP

- François Hollande place l'armée sur tous les fronts contre Daech - LeFigaro.fr

- Hollande promet l'accélération des frappes contre Daech en 2016 - LeFigaro.fr

- Les Occidentaux veulent détruire les centres vitaux de l'EI et appellent Moscou à les suivre - AFP

- L'EI affaibli par la coalition, 22.000 jihadistes tués depuis l'été 2014 - AFP

Intox.

- Les députés votent de nouveaux droits pour les internautes - AFP

- La Commission ouvre une procédure particulière sur la Pologne - Reuters

- Après le Printemps arabe, la transition démocratique difficile pour les Tunisiens - LeFigaro.fr

C'est de la faute d'Assad, de Poutine, du Hezbollah et de l'Iran...

- Syrie : la situation sanitaire est dramatique à Madaya - Francetv info

- Syrie: aide pour Madaya affamée, Ban dénonce le siège comme "crime de guerre" - AFP

- Syrie: les humanitaires au secours des habitants de Madaya, l'ONU veut plus de convois - AFP

Ca trompe énormément...

- Etats-Unis: plusieurs célébrités signent une pétition anti-Trump - AFP

En famille. Un aveu, un lieu, une intention malsaine...

- Manuel Valls estime que l'on a tous un petit côté de droite - L'Express.fr

- "Vous ne comprenez rien, ni à la France ni à la gauche", lance Manuel Valls à Noël Mamère - Francetv info

- Valls ira à Davos, "un endroit où il faut être" - AFP

- Valls veut développer les compétitions de jeux vidéo en France - AFP

Pour qu'il y ait encore plus de psychopathes en France, à son image quoi !

La guerre idéologique a commencé en dessous de la ceinture...

- Pourquoi les lesbiennes sont-elles proportionnellement plus nombreuses à se marier en 2015? - Slate.fr

- Des députés socialistes veulent s'attaquer au sexisme dans les jeux vidéo français - LeMonde.fr

- Derrière le «féminisme» de Marine Le Pen, le vote déterminant des femmes - Slate.fr

- Le féminisme instrumentalisé par le FN - Liberation.fr

Stratégie du chaos et de la guerre à l'infini.

- Burkina Faso: Au moins «une vingtaine de morts» dans une attaque terroriste contre un hôtel et un café à Ouagadougou - 20minutes.fr

- Burundi: nouvelles violences à l'arrivée d'une délégation de l'ONU - AFP

- Yémen: dix morts dans un attentat suicide à Aden - AFP

- Le Pakistan sous le choc après une attaque meurtrière dans une université - AFP

- Kaboul: 7 morts dans un attentat des talibans contre un média afghan - AFP

- Explosion à Istanbul : en France, une cellule de crise a été activée - Francetv info

- La moitié des Centrafricains souffrent de la faim, selon le Pam - Reuters

- Somalie : deux voitures piégées explosent devant un restaurant de la capitale, suivies d'une fusillade nourrie - Francetv info

- Nouvelle attaque de l'EI contre un site pétrolier en Libye - Reuters

- Egypte : six morts dont trois policiers dans l'explosion d'une bombe au Caire - LeMonde.fr

- La Tunisie décrète un couvre-feu face à une contestation inédite depuis 2011 - AFP

- Indonésie : l'Etat islamique frappe le géant musulman - Liberation.fr

- Haïti: incidents en marge d'une manifestation à 5 jours de la présidentielle - AFP

- Cinq morts et deux blessés dans une fusillade dans une école au Canada - 20minutes.fr

Haut de page

Le 27 janvier 2016

CAUSERIE

Signataire de l'appel des 333 pour la levée de l'état d'urgence, je condamne l'appel en direction de Hollande, auprès duquel les participants du meeting qui s'est tenu 23 janvier 2016 à Paris ont décidé d'envoyer une délégation.

Hollande en soutenant la guerre contre les peuples irakiens et syriens, en intervenant militairement au Mali et en Centrafrique notamment, en entretenant des relations amicales avec les régimes dictatoriaux d'Arabie saoudite, du Qatar, d'Israël et de Turquie, qui recrutent, entraînent, financent, arment, soignent les barbares d'al-Nosra et de l'Emirat islamique, Hollande a plus de sang sur les mains de peuples innocents (dont ceux du Yémen et de la Palestine) que Franco, Mussolini, Salazar et Pinochet réunis, dans ces conditions il est absolument hors de question qu'on alimente la moindre illusion sur sa nature fondamentalement réactionnaire, voire despotique quand on prend en compte l'ensemble de sa politique impérialiste alignée sur les cercles néolibéraux américains et sionistes.

Les participants à ce meeting ont décidé en connaissance de cause de faire l'impasse sur cet aspect criminel de la situation dont Hollande porte la responsabilité, considérant qu'il serait fréquentable ou qu'il y aurait quelque chose de bon à en attendre pour les travailleurs, alors qu'imperturblement depuis mai 2012 sa politique intérieure et internationale incarnent la pire réaction au pouvoir depuis 1958, caractérisation que certains d'entre eux avaient avancée précédemment mais qu'ils se sont empressés d'enterrer pour finalement tenir un double langage ou se livrer à un double jeu des plus sordides qui soit, auquel évidemment on se refuse de participer.

Nous n'avons aucun lien ou rapport avec Hollande et le PS considérant qu'ils figurent dans les rangs des ennemis de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, du socialisme, et nous nous en tenons à cette position qui n'est pas négociable, condition sans laquelle il est impossible d'adopter une politique indépendante correspondant aux besoins des travailleurs et au socialisme, à moins de réécrire l'histoire de la lutte des classes en la falsifiant..

Si nous avons soutenu l'organisation d'un tel meeting, à aucun moment nous n'avons perdu de vue que ses organisateurs avaient délibérément couvert l'imposture ou la mystification consistant pendant des décennies à prétendre que le PS et ses dirigeants étaient de gauche et qui nous a conduit à la situation actuelle.

Compte tenu de ces derniers développements nous retirons notre signature de cet appel dont nous nous désolidarisons désormais. Nous retirons également le lien vers cet appel.

Autrefois nos braves trotskystes (Gluckstein, Marie, Besancenot notamment parmi les orateurs de ce meeting) se faisaient un plaisir de rappeler que pendant la Seconde guerre mondiale les staliniens avaient négocié avec le régime fasciste de Vichy la parution de L'Humanité interdite, pour finalement aujourd'hui se livrer à une opération relativement similaire en tentant d'amadouer Hollande pour qu'il lève l'état d'urgence instauré le 13 novembre 2015. Ils piétinent de la sorte les principes auxquels restent attachés les trotskystes, ce qui au passage confime notre analyse en jettant une lumière particulièrement crue sur leur engagement politique du passé contre le stalinisme qui servait de caution à ses héritiers du trotskysme, puisque finalement ils entretiennent les mêmes relations avec le régime en place quel qu'il soit.

On a bien conscience qu'ils seront soutenus aveuglément par la plupart de leurs militants qui ont la chance de vivre dans un pays en paix ou que les bombardements épargnent, qui considéreront que notre discours est une fois de plus outrancier, voire calomniateur, qui considèreront que cette démarche en direction de leur souverain est légitime, faisant l'impasse sur l'illégitimité qui frappe le tyran, occultant le fait qu'il est ultra minoritaire parmi les travailleurs, qu'il est totalement isolé des masses exploitées qui le honnissent, le petit monarque en quête de popularité n'en esprérait pas tant, il pourra se prévaloir de cette légitimité inespérée pour continuer à appliquer sa politique ultra réactionnaire, alors que sa cote de popularité est à nouveau en chute libre, vous ne vouliez tout de même pas que nous en soyons, n'est-ce pas ?

Quelle déchéance, quelle indignité !

Et ne parlons même pas de leur précédent fait d'arme qui avait consisté à soutenir la gigantesque opération orchestrée par la Turquie avec le soutien de l'Arabie saoudite, du Qatar, d'Israël et des Etats-Unis conduisant plus d'un million de réfugiés syriens et irakiens à pénétrer illégalement en Europe, ces sordides aventuriers en redemandent même, à croire qu'ils se nourrissent du chaos auquel est livrée un peu plus chaque jour la société sous la conduite de Hollande, parce qu'il leur permet à moindre frais de se faire passer pour des opposants au régime avec lequel ils n'ententent pas rompre, encore moins l'affronter, à l'instar de la pseudo-gauche, ce qui leur permet de s'assurer le soutien de leurs militants et de préserver leurs appareils.

C'est ainsi qu'au lieu d'appeler à une manifestation nationale à Paris contre l'état d'urgence, contre la remise en cause du Code du travail, contre la guerre, etc., donc au lieu d'en appeler aux masses exploitées et à leurs partis ou organisations, ils ont préféré en appeler au chef de l'Etat des capitalistes, au chef des armées, au chef de guerre, au sauveur suprême de la démocratie, sans rire, dès lors toute mobilisation est inutile puisque notre sort est entre ses mains, espérons qu'il nous entendra, croisons les doigts, faisons une prière pour qu'il exhausse notre voeu, qu'a-t-il à craindre de tels opposants franchement ? En fait la question est ailleurs, mais ne comptez pas sur eux pour s'y attarder : La mise sous étroite surveillance de l'ensemble de la population, habituer les serfs à servir leurs maîtres docilement une fois abdiqués tous leurs droits en échange du sort qu'ils leur réserveront et dont ils se contenteront, convaincus qu'ils ne pourront pas espérer davantage, d'où l'inutilité d'accorder des droits d'expression à toute forme d'opposition en dehors de celle ayant reçu l'agrément des aristocrates qui gouvernent. Cela revient à demander au procureur qui vous a condamné à mort d'avoir la bonté de vous grâcier pour que vous puissiez continuer de le combattre.

Certes, certains estimeront que les conditions ne sont pas réunies pour assurer le succès d'une telle manifestation nationale, et ils auront sans doute raison de le penser, aussi on ne se posera pas la mauvaise question de savoir pourquoi puisque nous le savons, et cela ne nous avancerait à rien de le rabâcher, par contre on se demandera comment cela se fait-ils que tous ces partis et organisations ou associations ne sont pas capables de mobiliser leurs propres troupes, seraient-elles devenues fantomatiques, serait-ce la nature de leur engagement qui les rendrait si amorphe?

Pour conclure, on ne pourra pas nous accuser d'être sectaire ou dogmatique puisque nous avons signé cette pétition, nous l'avons publiée et soutenue en appelant nos lecteurs à la signer, on a même été jusqu'à soutenir l'appel à ce meeting tout en connaissant la personnalité et les intentions de la plupart de ses organisateurs ou orateurs, on estime donc avoir fait notre devoir de militant ouvrier socialiste. Mais on ne peut pas aller plus loin sous peine de cautionner une opération en direction d'un chef de l'Etat qui ne peut se justifier qu'à partir du moment où on considérerait qu'il serait de gauche lors qu'une telle mesure (état d'urgence) ne peut être que de droite sous un régime capitaliste, or il ne nous viendrait pas à l'idée de nous adresser à un président de droite pour qu'ils veuillent bien prendre en compte les besoins des travailleurs ou du mouvement ouvrier, aussi nous ne nous adresserons jamais à Hollande que l'on considère de droite, il faut être sérieux, sinon quelle crédibilité aurions-nous, non ?

Contrairement aux opportunistes, pour nous la formule consistant à exiger quelque chose d'un représentant de l'Etat des capitalistes, le chef de l'Etat ou son gouvernement, les députés, présente uniquement une valeur éducative en direction des masses, qui revient à montrer de quel côté de la barricade ils se situent de manière à ce que les travailleurs comprennent leur véritable nature, rompent avec eux et prennent leur sort entre leurs mains, s'organisent, et non dans l'espoir de les faire reculer ou changer de politique. Nous ne diffusons aucune illusion dans les représentants du régime, nous restons fidèle au socialisme en ne comptant que sur la mobilisation des masses pour défendre leurs droits ou en obtenir d'autres dans la perspective du renversement du capitalisme et ses institutions, notre position et notre orientation politique est claire et cohérente.

Apparemment, qu'est-ce qu'il est devenu difficile de s'en tenir au socialisme...

On actualisera les *Articles d'actualité* dans une semaine environ, je n'ai relevé que trois ou quatre articles qui valaient vraiment le coup d'être mis en ligne depuis le 22 janvier..

Parole d'internaute

- Selon Zbigniew Brzezinski, l'éveil des peuples pourrait faire dérailler l'agenda du Nouvel Ordre Mondial. Lors d'une interview destinée à un public d'initiés, l'ancien conseiller à la sécurité des Etats-Unis Brzezinski déclare que, stimulée par les moyens modernes de communication tels que la télévision et internet, la « montée d'un activisme populiste mondial semble être insensible à une domination extérieure du même type que celle qui a prévalu dans l'âge du colonialisme et de l'impérialisme. » Brzezinski a conclu en disant que « la résistance populiste persistante et hautement motivée de la part de gens politiquement éveillés et historiquement hostiles à tout contrôle extérieur est de plus en plus difficile à supprimer. »

Ce personnage très connu dans les assemblées anti-NWO est l'un des piliers de la pensée néo-mondialiste contemporaine, et fut l'un des théoriciens à l'origine de la mise en place de la fameuse Aurore Rouge dénoncée par Serge Monast, qui est l'imposition par des élites dégagées de tous scrupules traditionnels d'un nouvel ordre tecnotronique (technocrate et électronique), dans lequel tout citoyen serait fiché et suivi électroniquement.

Dans son livre « Between two ages: America's role in the Technotronic Era » , le penseur néo-mondialiste écrivait: « L'ère technotronique implique l'apparence graduelle d'une société bien plus sous contrôle. Une telle société serait dominée par une élite qui ne serait plus contrainte par des valeurs traditionnelles. Bientôt il sera possible d'exercer une surveillance presque continue sur tous les citoyens et de maintenir des fichiers mis à jour contenant jusqu'aux informations les plus personnelles de chaque individu. Ces fichiers pourront être consultés de manière instantanée par les autorités… »

Lu dans un article de Slate.fr

- Désormais, les riches n'ont plus honte. C'est, pour beaucoup, un progrès et une modernité. L'ancien banquier Macron est l'avenir de la gauche, qui nous invite à compatir avec les angoisses des entrepreneurs, et, si ce n'est lui, ce sera Valls, qui aime l'entreprise. Zuckerberg et les philantropes sont l'avenir du monde, et les marchands d'armes –que le Rafale nous vienne en aide– sont notre salut. (...) De cela aussi, nous sommes délestés. François Hollande ne déteste plus les riches ni ne combat la finance. On vit pour échouer, trahir ou être trahi, et on vit après cela. Slate.fr 24.01

On leur fait confiance, le cynisme en prime, merci on le savait...

Qui a dit ?

Il s'est aussi targué de ce que le maintien au pouvoir de son parti (...) ait modifié les équilibres dans l'UE. "L'Europe n'est plus la même", a-t-il lancé, invoquant les changements politiques au Portugal. (AFP 24.01)

Réponse : Le Premier ministre grec Alexis Tsipras célébrant dimanche sa première année au pouvoir. Au même moment au Portugal le candidat conservateur Marcelo Rebelo de Sousa a été élu dimanche dès le premier tour. (Source : AFP 24.01)

Le b.a.-ba du charlatanisme : Le "plan B" de Mélenchon et Cie. est le clone du plan A enveloppé dans un paquet hygiénique...usagé !

Haut de page

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29										

Le 11 février 2016

CAUSERIE

Finalement j'ai pris la décision de ne plus actualiser ce portail le temps que je termine mon installation après mon déménagement qui remonte au 18 janvier 2015. Ensuite on verra si on reprend ou non cette activité politique. Sans un soutien massif et sans perspective pratique, sans la collaboration ou l'association de cadres militants partageant l'essentiel de mes analyses et positions il ne faudra pas y compter.

J'en suis arrivé à la conclusion que le mouvement ouvrier et son avant-garde n'avaient été qu'une gigantesque entreprise de mystification (ou escroquerie politique) pour avoir rompu avec le marxisme et le socialisme. Accusation très grave que je m'emploie à étayer semaine après semaine sans avoir à fournir le moindre effort, puisque la matière nous est fournie par les intéressés eux-mêmes, il suffit juste de savoir lire.

On se souviendra qu'à l'époque de Marx et Engels ou à celle de Lénine et Trotsky, une multitude de théories très savantes sorties de la tête d'intellectuels avaient cours, mais qui toutes s'avèreront foireuses au final, hormis celle des marxistes. Ne pouvant pas prétendre à ce statut, non pas par modestie, mais parce que je n'ai pas trouvé le moyen de le justifier, je préfère m'abstenir en attendant des jours meilleurs s'ils arrivaient avant que je devienne grabataire ou trépasse.

Haut de page

Le 26 février 2016

CAUSERIE

Première partie rédigée le 20 février.

Le dynamitage en règle du Code du travail par le gouvernement et le PS n'étonnera pas nos lecteurs attentifs à nos causeries... Et ce n'est que le hors d'oeuvre.

Il ne serait pas étonnant qu'ils s'en prennent par la suite à la 5è semaine de congés payés ainsi qu'au 13è mois. Ils ont des arguments tout prêts pour le faire valoir, par exemple, c'est le Medef qui parle : il est aberrant, incongru qu'en période de crise

des salariés soient rémunérés à ne rien faire. Franchement comment nos entreprises peuvent-elles prétendre rivaliser avec leurs concurrentes sur le marché mondial quand sans produire quoi que ce soit ou davantage elles sont obligées de distribuer des salaires, il y a là quelque chose de scandaleux qu'il faut rectifier au plus vite. Si toute peine mérite salaire car somme toute c'est bien naturel, distribuer de l'argent sans produire de richesses supplémentaires, c'est affaiblir notre économie, c'est handicaper nos entreprises...

La 5è semaine de congés payés ainsi que le 13è mois n'ont aucune justification économique de nos jours, il faut donc sans tarder corriger cet anachronisme pour que nos entreprises gagnent en productivité, ce qui permettra de créer des millions d'emplois...

L'heure des comptes à sonner pour les syndicats et les partis faillis, corrompus ou traîtres ou les trois à la fois du mouvement ouvrier toutes tendances confondues. Leurs réactions ou les déclarations de leurs dirigeants sont pathétiques, démagogiques, on ne pouvait en attendre autre chose sauf à se bercer d'illusions fatales.

Nous vous renvoyons à nos causeries antérieures depuis août 2008, tout y a été dit en long en large et en travers pour qui sait lire ou veut s'en donner la peine pour comprendre la situation actuelle.

Vous remarquerez que si nos dirigeants ont infléchi ou radicalisé quelque peu leur rhétorique pour faire bonne mesure, dans la pratique ils ne changent rien, par exemple ils continuent comme si de rien n'était de s'adresser à Hollande qui incarne la pire réaction, quant à la défense du syndicalisme et des syndicats on se demande qui ils défendent en réalité puisque les appareils des syndicats sont inféodés au régime et il n'existe aucune tendance incarnant un syndicalisme indépendant de l'Etat ou tourné vers le socialisme. Tout cela relève de l'imposture, de l'aventurisme ou du charlatanisme.

Je ne sais pas si vous êtes de plus en plus nombreux à en prendre conscience, je constate seulement que depuis que le site n'est plus actualisé quotidiennement, il y a toujours autant si ce n'est plus de militants qui s'y connectent, pas seulement pour lire d'anciens articles, mais aussi pour lire les causeries des années antérieures. Que peut-on en déduire ? A ce stade, rien.

Seconde partie rédigée le 25 février.

"Les gens les plus dangereux (...) sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère." (Lénine - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.)

L'opportunisme ayant conquis la quasi-totalité du mouvement ouvrier, on se retrouve bien seul pour lutter contre. Certains qui ne sont pas avares d'idées reçues auxquelles ils ne se sont jamais donnés la peine de réfléchir, en rajouteront une couche en affirmant que cela n'a jamais servi à rien d'avoir raison seul contre tous...

Faux, lorsque Lénine revint en Russie en avril 1917 et confia son analyse de la situation aux dirigeants du parti bolchevik, ce qu'on appellera plus tard les fameuses thèses d'avril de Lénine destinées à réarmer le parti dans la perspective de la prise du pouvoir, il se retrouva totalement isolé avec la totalité du comité central contre lui, qui au mieux expliquèrent qu'absent (en exil forcé) de Russie depuis de longues années son analyse était le produit de la méconnaissance de la situation en Russie en avril 1917, au pire ils le traitèrent de déments, de fous furieux, le pauvre Lénine aurait perdu la tête disaient-ils, comment pouvait-il envisager sérieusement la prise du pouvoir à brève échéance, etc. Vous connaissez la suite les faits ayant donné raison à Lénine, ajoutons qu'à peine un mois plus tard la quasi-totalité des dirigeants bolcheviks adoptèrent l'analyse du "cinglé", comme quoi il n'est pas toujours inutile d'avoir raison seul contre tous. Cela montre aussi qu'à cette époque le parti bolchevik était véritablement un parti démocratique dans lequel la discussion pouvait avoir lieu, ce qui ne fut plus jamais le cas sous Staline (et ses successeurs) après la mort de Lénine.

Il faut se méfier comme de la peste de ces dirigeants ou militants prompts à sortir à tout bout de champ des formules (ou grandes théories) apprises par coeur auxquels ils n'ont en réalité jamais rien compris.

Osons une analyse marxiste. C'est ambitieux je vous l'accorde, mais il faut bien faire preuve d'audace parfois, vous comprendrez mieux pourquoi j'insiste lorsque vous aurez terminé la lecture de cet article.

Extrait du n°389 de (dés) Informations ouvrières.

Communiqué du bureau national du POI du 13 février ou quand l'imposture qui se confond avec l'impuissance se fait caricaturale.

- "Qu’est-ce qui permet à Hollande, alors que sa majorité se délite"

- "Comment peut-il se permettre"

- "Comment peut-il continuer de"

- "Qu’est-ce qui lui donne l’audace d’engager tout cela"

- "Comment Hollande peut-il se permettre de poursuivre et d’assumer une politique qui"

Diable quel mystère ! D'autant plus qu'ils ne répondront pas à ces questions qui se résument à une seule en réalité : Quelle est la nature sociale du PS depuis un siècle ?

Alors pourquoi ne répondront-ils pas à ces questions et plus particulèrement celle que l'on ose ? Parce qu'elle est trop compromettante. Pourquoi ? : Parce que le PS est un parti de droite, du capital, parce que les directions syndicales avec lesquelles le POI refuse de rompre sont toutes corrompues par le capital et soutiennent le gouvernement, parce que Hollande-Valls-Macron ont le soutien du Medef et des partis officiels de la réaction, de l'oligarchie financière dont ils sont les porte-parole.

Fastoche, non ? Trop !

Un complément de réponse s'impose : De qui Hollande détient-il ses prérogatives, son pouvoir ? De la Constitution de la Ve République, Constitution conçue par et pour les représentants du capital en charge des intérêts des capitalistes, du respect des rapports établis entre les classes à leur profit afin d'assurer la survie du système économique capitaliste, laissons de côté ici le Conseil constitutionnel, de sorte que quelles que soient leurs étiquettes le chef de l'Etat et son gouvernement, leur majorité parlementaire ne peuvent incarner que les besoins de la classe des exploiteurs. Ainsi Hollande et le PS ne peuvent représenter les intérêts d'une autre classe en tant que pilier du régime en place. Il en va de même pour tous les dirigeants et partis qui un jour ont participé à un gouvernement sous la Ve République, ajoutons tous ceux qui d'une manière ou d'une autre les ont soutenus.

Le POI (et le POID, le NPA et LO) pratique le déni de la réalité en refusant d'admettre ce simple constat comme chacun peut le vérifier par lui-même. Ne cherchez pas une telle argumentation dans Informations ouvrières, La tribune des travailleurs, L'anticapitaliste ou Lutte ouvrière, elle n'y figure pas.

Question : Pourquoi ? Pardi, mais parce que ce ou ces partis sont de la même trempe que les composantes du Front de gauche qui en tant qu'agents du capital n'ont jamais eu vraiment l'intention d'affronter le régime et ses représentants (dont le PS) dont ils s'emploient à camoufler la véritable nature réactionnaire, le véritable rôle, et avec lesquels ils n'ont jamais rompu à défaut de les caractériser politiquement comme il se devait, ceci explique cela, c'est dialectique en somme.

Du coup, quel os à ronger leur restent-ils à proposer à leurs militants ?

Les rogatons fossilisés des démagogues dépouillés de leurs artifices habituels, réduits à une "libre discussion" à laquelle sont appelés à participer des éléments étrangers au mouvement ouvrier, je cite, "les élus, les démocrates et les laïques, quelle que soit leur appartenance ou leur expérience politique", à ce stade de décomposition il est normal qu'ils le revendiquent ouvertement, car n'entendant pas leur "proposer de solutions toutes faites ni dicter à la population ce qu’elle doit faire ou ne pas faire", qui sait des fois qu'elles leur viendraient (ainsi que le socialisme) spontanément à l'esprit, ce qui par chance ne risque pas d'arriver un jour comme l'expérience passée nous l'enseigne, ce qui serait parfaitement inutile puisque le POI leur propose ni plus ni moins que voler au secours des institutions de la Ve République en axant la conférence nationale qu'il prépare sur la "défense de toutes les institutions démocratiques (...) issus de la Révolution française" qui comme chacun sait avait porté au pouvoir... le prolétariat, confirmant au passage en occultant la Commune de Paris - qui à ma connaissance n'avait pas remis en cause "les communes et les départements" ni "la laïcité républicaine", que le POI s'adresse bien à des éléments acquis au capitalisme ou s'accommodant du capitalisme ou encore pour lesquels la Commune de Paris demeurera éternellement une tâche sur l'histoire de France, donc des antisocialistes.

On atteint le comble du pathétique, quand pour masquer leur propre déchéance (ou trahison) qui en réalité remonte à des lustres, ils écrivent en guise de sauve-qui-peut "osons l’audace et laissons là les sauveurs suprêmes !", car voyez-vous il en faut de "l’audace" pour oser prétendre qu'il existerait des institutions qui fonctionneraient démocratiquement sous le régime de la Ve République. Rappelons à ce propos que parmi les prérogatives imposées aux maires figurent l'obligation de faire respecter par leurs administrés les termes de la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République.

La collusion avec le PS et la quasi-fusion avec les appareils corrompus des syndicats depuis 70 ans en rupture avec le marxisme, permettait de caractériser le mouvement ouvrier et sa soit-disant avant-garde de petite-bourgeois, réformiste, réactionnaire.

- "Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de

l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle." (Lénine - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.)

Le mouvement ouvrier et sa soit-disant avant-garde ont le président et le gouvernement qu'ils méritent, pas les travailleurs et les militants demeurés fidèles au socialisme.

Autre chose très vite.

- Le marxisme appliqué au Pétrole par Vila - legrandsoir.info 22.2 L'auteur de cet article qui se veut marxiste s'est employé à vouloir démontrer que la chute du cours du baril de pétrole depuis janvier 2014 aurait uniquement une explication économique et je cite, ne relèverait pas d'un "complot étasunien contre la Russie ou le Venezuela" pour des motifs politiques.

Sur quoi repose son analyse et sa conclusion qui une fois de plus se borne à répéter celles qu'il a dû lire chez Marx et auxquelles il n'a manifestement rien compris ?

Toute sa démonstration repose sur la baisse du prix du baril de pétrole qui est passé de 150 dollars à 30 dollars, nous annonçant le plus sérieusement du monde qu'il remontera, quel prophète ! Cette chute du prix du pétrole sur les marchés serait due à la crise du capitalisme, au fonctionnement du capitalisme, etc.

Bien, il a oublié une chose, plus qu'un détail vous en conviendrez, c'est que quelques années auparavant le prix du baril de pétrole se situait aux alentours de 10 dollars, et que subitement pratiquement sans connaître d'interruption il allait monter et atteindre le sommet de 150 dollars en 2008. Précisons et c'est important, sans explication économique valable ou plausible, puisque la production de pétrole n'avait pas diminué et aucune menace ne pesait sur sa production, elle était largement en mesure de faire face aux besoins du marché à l'échelle mondiale, les différents acteurs étant prêts à augmenter leur production si nécessaire, donc aucun facteur nouveau ne devait justifier cette envolé du prix du pétrole sur le plan économique.

A aucun moment il n'évoquera la période précédant cette hausse vertigineuse du prix du pétrole, aussi il ne lui viendra pas à l'esprit que le prix actuel de 30 dollars qui se rapproche de celui auquel il s'échangeait sur le marché mondial avant 2001 à 10 dollars a tout simplement fait l'objet d'une manipulation à des fins économiques, militaires et politiques. Car qu'il ait commencé à grimper la première fois en 1973, juste après la désindexation du dollar à l'or (1971), puis plus brutalement encore à partir du coup d'Etat de septembre 2001 commandité par l'oligarchie financière américaine qui contrôle le marché mondial du pétrole était destiné à financer ses futures guerres impérialistes (Afghanistan, Irak, Lybie, Syrie, etc), la plupart de ces objectifs ayant été atteints, il s'agissait désormais de s'attaquer au gros du morceau, la Russie et la Chine qui ne sont pas encore entrés dans le giron du néolibéralisme dominé par les Américains, sans parler du Venezuela (et la Bolivie) qui possède les plus grandes réserves connues de pétrole dans le monde, faire chuter brutalement les prix du baril de 150 à 30 dollars sachant que le pétrole était une des principales sources de revenus ou de devises de la Russie et du Venezuela ne pouvait être qu'une décision politique destinée à les asphyxier économiquement de manière à ce que leur population se retourne contre leur chef de l'Etat ou gouvernement respectif.

Ajoutons que lorsqu'on prend en compte la loi de l'offre et de la demande sur le marché mondial, la crise du capitalisme et la faible croissance de l'économie mondiale ne pouvaient pas justifier à elles seules cette baisse du prix du pétrole du fait que les besoins en pétrole n'ont cessé de croître et la production également, y compris faut-il préciser à partir du pétrole de schiste américain qui a augmenté subitement en 2014 de 1,6 Mb/j, à 11,64 Mb/j (inclus les liquides de gaz naturel ; source : planetoscope.com), financé par le trésors de guerre à hauteur de centaines de milliards de dollars que les trusts pétroliers américains, donc les banquiers ou l'oligarchie américaine avaient amassés au cours des 13 années précédentes.

En conclusion, l'ensemble de ces facteurs tels qu'ils s'articulent depuis 2001, témoignent qu'on n'était pas simplement en présence d'un phénomène économique, mais bien plutôt face à une gigantesque manipulation à caractère politique et dont l'objet était avant tout politique.

Refuser de l'admettre devait aboutir à la confusion suivante : "Ceci voudrait dire que des capitalistes états-uniens aurait tous un avantage à voir le prix du brut continuer à dégringoler", pourquoi pas dès lors qu'ils en ont les moyens et qu'ils poursuivent un objectif politique, qui une fois atteint leur permettrait d'augmenter considérablement leur fortune, en somme un placement garantissant un retour sur investissement et des profits faramineux leur permettant d'accroître encore leur puissance économique et leur pouvoir politique sur le monde, faut-il ajouter avec le concours des libéralités de la Fed qui leur distribue des centaines de milliards de dollars gratis, un autre facteur que notre "marxiste" a oublié de prendre en compte !

Ceux qui veulent expliquer la crise du capitalisme ou la situation politique (en France ou ailleurs) et font l'impasse sur les acteurs du système financier mafieux qui dominent ou contrôlent les institutions américaines et le marché mondial, sur la stratégie politique néolibérale qui leur tient lieu de plan d'action, qui s'en remettent à une analyse disons classique du capitalisme en

partie obsolète ou dépassée, incomplète, sont tout sauf des marxistes. On a laissé de côté le cours du dollar et les manipulations dont il fait également l'objet, puisque la Fed peut en fabriquer autant que nécessaire pour éviter que le système capitaliste ne s'effondre.

En gros, les dés sont pipés à la base et qui l'ignore passera forcément à côté de l'essentiel ou produira des analyses aux relents marxistes sans intérêt et sans conclusion, qui finalement seront compatibles avec les explications fournies par les représentants de l'oligarchie financière, donc forcément très éloignées de la réalité ou de la vérité qu'ils n'ont pas intérêts à révéler.

Ceux qui palabrent ou s'égosillent sur la crise du capitalisme et en ont fait leur fond de commerce, logiquement ils sont amenés à nier l'importance des institutions politiques plus ou moins opaques ou secrètes que l'oligarchie financière a créées depuis le milieu des années 40 (Bilderberg, CFR, Commissions Trilatérales, etc.), dont les institutions financières et politiques internationales officielles (FMI, Banque mondiale, OTAN, ONU, etc.) ne sont finalement que la partie émergée ou les exécutants à son service. Parmi cette ribambelle de charlatans ou d'agents du capital agissant sous une fausse étiquette, pour camoufler leur véritable nature et intention ou mieux tromper militants et travailleurs, certains parmi eux appellent à rompre avec une partie de ces institutions officielles, sauf l'ONU inféodée depuis le premier jour à l'impérialisme américain, par exemple en votant la partition de la Palestine qui légitimera l'existence de l'Etat sioniste et dépouillera les Palestiniens de leurs droits.

Si on prend à la lettre l'analyse marxiste du capitalisme, on en arrive à la conclusion qu'il aurait dû s'effondrer depuis au moins un demi-siècle, mais force est bien de constater que tel ne fut pas le cas à ce jour. Un demi-siècle, c'est long, très long, pas pour des illusionnistes ou faussaires professionnels qui ont délibérément décidé de passer outre ou faire feu de tout bois, et qui vous expliqueront que le capitalisme possédait des vertus cachées ou des qualités insoupçonnables qui lui avaient permis de se sortir des pires difficultés ou crises, suggérant au passage à ceux qui sont sensibles à leur discours qu'il serait en somme inoxidable ou voué à durer éternellement, d'où un certain nombre de conclusions pratiques, la nécessité de s'en accommoder, de collaborer avec ses représentants, l'inutilité de s'étendre sur le socialisme devenu de fait caduc selon leur raisonnement, là où ils voulaient en venir.

Il en va de même de l'Etat ou des institutions de la Ve République, dont on nous a rabâché depuis 58 ans qu'elles étaient à l'agonie, prédisant le plus sérieusement du monde leur effondrement dans les jours, les mois ou les années à venir, alors qu'elles sont toujours en place en février 2016. Alors de là à croire là aussi qu'elles seraient éternelles il n'y a qu'un pas, avec également des conclusions pratiques dans tous les sens du terme, car légitimant ainsi leur collaboration ou leur participation aux institutions de la Ve République, et au diable l'Etat ouvrier, le gouvernement ouvrier, le combat politique dans la perspective de leur renversement, pour une République sociale, le socialisme.

C'est là qu'on s'aperçoit que l'opportunisme se doit de développer la même rhétorique sur les plans économique et politique, tout se tient admirablement bien, si bien qu'ils peuvent se permettre de conserver les mêmes étiquettes que par le passé, socialiste, communiste, trotskyste et prétendre n'être pour rien dans la situation actuelle qui incombe entièrement à ce diabolique capitalisme au pouvoir décidément incommensurable... A ce stade, vous avouerez qu'il y a franchement de quoi chez la plupart des militants s'avouer vaincu d'avance par un tel ennemi qu'on finira par ignorer en cessant le combat, ou dont on tentera de se concilier les bonnes grâces le justifiant si nécessaire par l'absence de toute issue politique conforme aux besoins fondamentaux ou collectifs des travailleurs.

Vous n'en êtes pas convaincus ? N'avez-vous pas observé par exemple comment ils ont évacué le développement de la situation en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Irlande, en Tunisie, en Egypte, etc. suite aux crises que ces pays ont connu au cours des dernières années, en évitant soigneusement de relier les différentes phases par lesquels ils étaient passés depuis l'après-guerre ou la décolonisation jusqu'à ce jour, d'analyser le comportement des différents acteurs en présence et leurs rapports ? Cela vaut pour la France évidemment.

Là encore tout ce qu'ils trouvent à sortir en guise d'analyse et de conclusion pratique, c'est : Qu’est-ce qui a permis que..., comment ont-ils pu se permettre que..., comment peuvent-il continuer de... qu’est-ce qui leur donne l’audace de...

Parce que la classe dominante sait aussi bien que nous que le prolétariat n'ait jamais parvenu à se doter d'une nouvelle direction, une nouvelle Internationale, et que des pans entiers de la classe ouvrière et de la jeunesse peuvent bien résister et se mobiliser sporadiquement pour défendre leurs droits, dans ces conditions elle parviendra à ses fins, à les liquider ou à appliquer sa politique ultra réactionnaire.

Quand on voit des militants ouvriers faire confiance à d'ex-ministres de Chirac, Mélenchon pour ne pas le citer, à des partis qui ont gouverné avec Chirac, le PCF par exemple, à des partis qui avaient appelé à voter Chirac, le NPA notamment, des partis qui ont appelé à voter Hollande ou chasser Sarkozy ce qui revenait au même hypocritement, des militants supporter d'être dirigés par des escrocs à la Sécu et maîtres es théories foireuses et coups tordus, le POI et le POID, qui sont liés organiquement aux directions pourris des syndicats, ajoutons LO, etc. si vous êtes un représentant de la classe dominante et que vous en avez conscience, vous vous dites qu'avec une telle clique à la direction du mouvement ouvrier et de sa soit-disant avant-garde vous n'avez finalement pas grand chose à craindre, elle est là la réponse à leurs questions que les militants refusent d'admettre.

De mon côté j'estime avoir fourni aux militants tous les éléments pour comprendre la situation en France et à l'échelle internationale aussi bien sur le plan économique que politique, partant de là j'ai proposé une stratégie et défini de quelle manière on pouvait avancer sur le plan pratique et organisationnel, cela n'intéresse personne à part une poignée de militants qui tiennent sur les doigts d'une main, et encore car bourrés d'illusions, dont acte.

C'est malheureux à dire, mais je pense que les militants ont les dirigeants et les partis qu'ils méritent. Peut-être parce que la plupart d'entre eux n'appartiennent pas aux couches les plus dévorisées du prolétariat, ainsi ils n'éprouvent pas le besoin de se poser davantage de questions en tout cas pas au point de rompre avec le mode de pensée qu'ils ont adopté sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante ou de l'opportunisme qui en est le pendant plus présentable ou permet de tirer satisfaction d'un militantisme qui au mieux ne mène à rien, au pire consiste à lutter inconsciemment contre son propre camp.

Tenez, encore un exemple. Qquotidiennement depuis des mois on entend parler de la réforme constitutionnelle que Hollande veut faire passer, c'était l'occasion ou jamais d'avancer le mot d'ordre d'abrogation de la Constitution de la Ve République, précisons dans le cadre de laquelle Hollande mène sa politique ultra droitière, impérialiste, etc., donc il était possible de relier ce combat et cet objectif politique à celui pour la défense de chaque revendication de chaque couche de travailleurs, contre la guerre, etc. question : Quel parti, quelle organisation, quel groupe de militants, quelle tendance, quel courant du mouvement ouvrier s'en est saisie, vous connaissez la réponse, absolument aucun.

Qu’est-ce qui a permis que..., comment ont-ils pu se permettre que..., comment peuvent-il continuer de... qu’est-ce qui leur donne l’audace de..., vous avez là la réponse.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Je ne peux pas vous dire si et quand je reprendrai l'actualisation du site. Laissons mûrir les esprits ou pourrir la situation, au choix et ce n'est pas moi qui en décide.

J'ai encore besoin d'environ 4 semaines pour finir mes travaux, alors qu'il fait déjà une chaleur à crever, 40°C à l'ombre à midi aujourd'hui, cela me casse littéralement, je ne tiens plus le coup physiquement.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29										

Le 8 mars 2016

CAUSERIE

Illustration de l'image du jour : Soyez Charlie ! Le 4 mars 2016 Hollande décore de la Légion d'honneur le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Nayef, dit aussi chef des barbares de l'Emirat islamique qu'ils prétendent combattre ensemble... avec leur allié Erdogan qui emprisonne à tour de bras journalistes et opposants avec la bénédiction de l'UE et Washington, de l'OTAN ; A gauche, leur oeuvre en Syrie... Au milieu le Code du travail auquel Hollande voue le même destin. Au centre, peuples déracinés, manipulés entre les mains criminelles de l'islamo-sioniste Erdogan. En bas, le visage sans masque de la haine du peuple.

Je pouvais difficilement demeurer silencieux !

La loi Travail constitue le couronnement de la violente offensive engagée au milieu des années 80 par les représentants du capitalisme contre les droits ou acquis sociaux de l'ensemble des travailleurs.

La loi Travail est le produit de la crise qui ronge le capitalisme jusque dans ces fondements, elle témoigne que l'existence même de ce système économique est devenue incompatible avec les besoins ou droits élémentaires légitimes de toutes les couches de travailleurs que ces représentants entendent liquider tout bonnement aujourd'hui.

La loi Travail est l'expression d'un régime en faillite, à l'agonie, entré en putréfaction, d'un système économique basée sur l'exploitation et l'oppression, fondée à partir des inégalités sociales existantes entre les classes au profit de celle qui détenait les moyens de production et concentre les richesses, tous les pouvoirs économiques et politiques que les travailleurs doivent lui arracher pour qu'elle cesse de nuire à l'ensemble de la société.

Ce système économique s'est développé en recourant à la division du travail que les capitalistes ont poussé à l'extrême à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies, en surexploitatant les masses laborieuses aux quatre coins du monde sans pour autant jamais être en mesure de satisfaire les besoins sociaux ou les aspirations des travailleurs et leurs familles.

Quant à la mondialisation dont les représentants du capitalisme vantent tant les mérites, elle a eu pour effet d'accroître la concurrence entre les travailleurs se traduisant par une régression sociale généralisée pour les uns, la surexploitation dans des conditions dignes du XIXe siècle ou de l'esclavagisme pour les autres sur fond de dictature implacable, les travailleurs étant privés de droits syndicaux et politiques ou ne pouvant pas exercer ce droit sans être intimidés, menacés, emprisonnés ou pire encore.

Elle a eu également pour effet de multiplier les guerres de rapine que les différents impérialistes se livrèrent sur tous les continents

au détriment des droits de tous les peuples opprimés sauvagement agressés, massacrés, dont les pays furent en grande partie détruit, afin que les richesses dont ils disposaient continuent de profiter en priorité aux multinationales, à l'oligarchie qui a pu ainsi accroître sa puissance, étendre, concentrer le pouvoir dans des proportions inouies, dépossédant les peuples de tous leurs droits, les vassalisant, conformément à son idéologie destinée à pérenniser leur domination de classe gravement menacée par la crise qui ronge inexorablement le capitalisme.

Contrairement au mythe largement répandu, depuis son avènement le régime capitaliste a toujours rimé avec esclavage, surexploitation, haine, violence et guerre ininterrompue à travers le monde, jamais il n'a été synonyme de bien-être, harmonie ou paix pour tous les peuples qu'il est parvenu à asservir par la ruse ou la démagogie, achetant ou corrompant les représentants des travailleurs ou encore, en recourant à l'usage de la force, à la répression, à l'assassinat de ses opposants, à des coups d'Etat, à la guerre civile, au terrorisme, à des agressions armées à l'aide de mercenaires sanguinaires (Al-Qaïda et l'Emirat islamique dernièrement), imposant ainsi des souffrances sans nombre aux peuples épris légitimement de justice, de démocratie, de liberté et de paix.

Chaque fois que certains peuples ou certaines couches de travailleurs bénéficièrent d'une amélioration de leur condition suite à leur lutte de classe ou mobilisation, ou que les capitalistes leur accordèrent de nouveaux droits en rapport avec les besoins de développement de leur système économique, cela se traduisit par l'aggravation des conditions d'exploitation ou une profonde détérioration des conditions d'existence de couches entières de travailleurs dans leur propre pays ou de peuples entiers ailleurs dans le monde, préfigurant ce qui attendait à terme l'ensemble des travailleurs des pays dits développés ou dominants qui seraient tôt ou tard livrés au même traitement inhumain, sauvage, barbare, conséquences directes d'un modèle économique ayant épuisé ses tâches historiques.

Le régime capitaliste est parvenu de nos jours à un stade de putréfaction dans laquelle il entraîne l'ensemble de la société et l'humanité, où il n'est plus en mesure de permettre à la majorité des couches de travailleurs de vivre décemment de leur travail, et auxquels il promet un avenir pire encore ainsi qu'aux générations futures pour l'avoir déjà largement hypothéqué, en se maintenant en vie artificiellement depuis de longues décennies en recourant à un système financier mafieux sur le plan économique, en pratiquant le déni et l'imposture sur le plan politique, sous prétexte de lutter à la fois contre une crise économique qui est inhérente à sa nature ou à laquelle conduisent infailliblement ses contradictions, ce que ses représentants ne peuvent avouer sous peine de ne pas pouvoir justifier la politique d'austérité ou de régression sociale généralisée que ses représentants imposent à l'ensemble des travailleurs, et contre le terrorisme qu'il a contribué à créer, qu'il alimente, qui est à son image et qui est le produit de sa propre dégérescence, au point de ne plus tolérer l'expression la plus élémentaire de la démocratie, ce qui en pratique s'est traduit par l'adoption de lois toujours plus liberticides, répressives, destinées à contrôler toujours davantage les faits, gestes ou pensées de la population, à laquelle ils entendent imposer un modèle de société profondément injuste et inégalitaire basée sur un individualisme débridée et cynique, auquel correspond l'absence de droits sociaux et politiques collectifs des travailleurs, qui sont invités à se soumettre de gré ou de force au traitement que le marché ou l'oligarchie financière, le capitalisme leur a réservé.

Partant du constat que nos droits sociaux et politiques sont incompatibles avec l'existence du régime capitaliste, soit les travailleurs et les militants se rassemblent, s'unissent pour combattre pour ces droits dans la perspective de mettre fin au régime capitaliste, s'emparer du pouvoir politique puisque c'est la condition impérative pour entrevoir la satisfaction de nos besoins sociaux et notre aspiration légitime à vivre dans une société meilleure et plus juste, soit on adopte une autre orientation politique consistant à vouloir faire reculer le gouvernement, ce qui de fait ne règlerait absolument aucun problème auquel les travailleurs sont confrontés, après avoir constaté au fil des ans ou des décennies que d'une manière ou d'une autre les capitalistes parvenaient toujours à leurs fins...

Voilà l'orientation politique que nous proposons aux militants et aux travailleurs.

Volontairement pour ne pas alimenter la polémique, alors qu'il y a largement de quoi faire, nous nous sommes abstenus d'entrer dans les détails de ce projet de loi, ainsi que la manière dont les uns et les autres l'ont interprétée, toutes les manoeuvres politiques dont elle fait l'objet, la réaction des différents syndicats, cependant on ne peut pas s'empêcher de relever que cette loi ne concerne pas les 5 millions de fonctionnaires, les 14 millions de retraités, indirectement les 6 à 8 millions de chômeurs parfois prêts à accepter un emploi sous n'importe quelle condition, les millions de jeunes encore scolarisés qui n'ont qu'une vague idée de ce que lui attend plus tard, et à un certain niveau les millions de travailleurs abandonnés à leur triste sort et qui sont déjà soumis aux conditions d'exploitation qui prévaudraient si cette loi était adoptée, ainsi on aura compris qu'elle concerne plus directement l'aristocratie ouvrière, les salariés des entreprises du CAC 40, les couches moyennes, la maîtrise et l'encadrement qui bénéficient de privilèges par rapport au reste des exploités, bref, les couches qui constituent en grande partie le fond de commerce des syndicats dans le secteur privé, ainsi que celui des partis dits de gauche ou d'extrême gauche puisqu'ils sont indissociables, ce sont ces couches et leurs rejetons (étudiants et lycéens) qui se mobilisent parce qu'ils sont principalement visés.

Cela n'enlève rien à leur mérite si elles se mobilisent contre cette loi, encore faut-il savoir de quoi et de qui on parle et quelle orientation a pris ce mouvement social, quelle orientation leur propose les différents acteurs politiques, ceci afin de ne se faire aucune illusion sur l'issue de cette bataille ou ce qu'on est en droit d'en attendre, c'est préférable.

Notre orientation n'a pas vocation à rassembler les masses contre le régime puisque nous n'en avons pas les moyens matériels ou militants, elle a juste vocation à préciser à quel moment cette loi intervient et dans quel cadre s'inscrit la mobilisation des masses de manière à pouvoir combattre à la fois le gouvernement, le capitalisme et l'opportunisme.

Notre orientation rejoint en partie celle développée par le POID. Notre orientation est subordonnée non pas à l'objectif de faire reculer le gouvernement, mais à la nécessité de construire le part ouvrier révolutionnaire sans lequel il n'y aura jamais de changement de régime ou aucun changement politique ne pourra intervenir, même si 10, 20 ou 30 millions de travailleurs descendaient demain dans la rue.

Je vous rappelle que, bien que le CPE ait été retiré, il existe toujours plus de 20 contrats de travail précaires, on pourrait en dire autant des 35 heures, sachant que des millions de salariés travaillent en fait entre 38 et 40 heures par semaines, parfois plus encore. Etc. Etc., alors pas de démagogie entre nous s'il vous plaît, cela n'a jamais servi notre cause, le socialisme.

Haut de page

Le 9 mars 2016

CAUSERIE

Cela me démangeait et je n'ai pas pu résister !

Il n'y a pas "erreur".

Valls s'est à nouveau livré à un amalgame ordurirer dénonçant "*un antisémitisme dans l'extrême gauche*" et visant la population "*des quartiers populaires*" issue de l'immigration, lors du 31e dîner annuel de l'organisation sioniste d'extrême droite, le Crif, déclarant notamment : "*il y a la haine d'Israël, il y a l'antisémitisme, et il y a l'antisionisme, c'est-à-dire tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël*", annonçant dans la foulée une mesure réclamée à cor et à cri par le président du Crif rappellera Libération, consistant à criminaliser la simple référence ou la condamnation des crimes commis par l'Etat sioniste qui pourrait être assimilée à un acte antisémite donnant lieu à des poursuites judiciaires : "*La disposition visant à sortir les délits antisémites et racistes du droit de la presse pour les faire rentrer dans le droit commun figurera dans le projet de loi Egalité et citoyenneté, soumis au Parlement au printemps*" (Source : AFP 08.03) Une nouvelle loi liberticide en perspective.

Sur ce, Libération racheté par le milliardaire sioniste P. Draghi s'est fendu d'un article au titre trompeur destiné à diffuser la propagande officielle Antisionisme et antisémitisme : l'erreur de Valls, qui n'en était pas vraiment une vous vous en doutez bien.

Liberation - A l'extrême gauche, enfin, la critique haineuse d'Israël - placée sous l'étiquette «antisioniste», qui suppose, au pied de la lettre, la destruction de l'Etat d'Israël - confine, à force de simplification propagandiste, aux préjugés antijuifs qui ont suscité tant de crimes.

Manuel Valls s'en serait tenu là qu'il aurait reçu une approbation sans mélange. (Cela revient finalement à adopter l'amalgame de Valls entre antisionisme et antisémitisme... et à s'en féliciter ! - LVOG)

... mais qu'on se rassure :

Liberation - les mouvements trotskistes, souvent dirigés par des Juifs, ont condamné le sionisme. Ils n'étaient pas antisémites…

Compte tenu que les médias institutionnels assimilent généralement les trotskistes à l'extrême gauche, cela revenait à les caractériser d'antisémites après avoir affirmé qu'ils ne l'étaient pas !

Après avoir rappelé qu'autrefois "*l'antisionisme fut aussi le fait… d'organisations juives*", notamment le Bund qui désapprouvera "*la création de l'Etat d'Israël*" et qu'"*aujourd'hui, une partie très minoritaire de l'opinion juive reste sur cette position*", histoire de falsifier les faits ou de faire croire que parmi les juifs qui constituent une infime minorité de la population mondiale, dans le monde seule une minorité soutiendrait l'antisionisme, ce qui n'est évidemment pas vraiment le cas de Libération, merci on s'en était déjà aperçu, et "*l'erreur*" si erreur il devait y avoir eu aurait consisté à en douter, ce qui ne risque pas d'arriver après ces précisions, on est bien en présence d'un porte-parole du sionisme et du gouvernement Hollande-Valls.

Si on ne peut pas accuser Valls d'avoir saisi (une nouvelle fois) cette occasion pour ressortir son amalgame nauséabond, on notera en revanche que la dénonciation de l'extrême gauche ou des trotskystes par Libération n'est pas anodine, car elle intervient au moment même où ils sont en premières lignes dans le combat pour exiger le retrait du projet de loi travail.

Les mythes ont la vie dure, mais ne sont pas éternels.

Dans une causerie antérieure j'estimais que la caste bureaucratique qui gouverne Cuba depuis 1959 s'était maintenue au pouvoir jusqu'à nos jours avec l'aval des Etats-Unis, et qu'il s'était instaurée une sorte de connivence entre les deux régimes qui profitaient de cette situation sur le plan politique en fonction de leurs intérêts spécifiques et plus particulièrement ceux des Américains.

A l'époque je n'avais pas pu étayer cette affirmation basée sur le constat qu'à tout moment les Etats-Unis auraient pu faire qu'une bouchée de Cuba, ce qui semblait plausible ou logique au regard de la supériorité militaire écrasante des Américains et du soutien qu'ils n'auraient pas manqué de recevoir des autres puissances occidentales alignées sur Washington ou vicéralement anticommunistes, sans pour autant que l'on caractérise le régime cubain de communiste il faut préciser.

Raul Castro Ruz l'a confimé à sa manière en expliquant qu'en cas d'agression américaine l'URSS n'aurait pas bougé le petit doigt pour voler au secours du régime castriste dont en principe les jours étaient comptés, or ce ne fut pas le cas et il bénéficia de la magnanimité des autorités américaines. Et Raul Castro Ruz précisa en 1993 que les Cubains le savaient "*depuis longtemps*".

Qu'est-ce que cela signifie ? Pourquoi, alors qu'ils en avaient les moyens les Américains n'ont-ils pas éliminé ce régime situé à une encablure de leurs côtes comme ils ont pu le faire ailleurs dans le monde en Afrique, Asie, Amérique latine ainsi qu'en Europe au XXe siècle ? Comment comptaient-ils exploiter idéologiquement l'existence de ce régime qui se voulait communiste, anti-impérialiste ? A quoi pouvait-il leur servir ? Quel bénéfice politique espérait-il en tirer ?

En quelque sorte il suffit de poser ces questions pour avoir la réponse : diviser le mouvement ouvrier entre les opposants et les défenseurs du régime cubain, entre les sociaux-démocrates alignés sur Washington et les staliniens alignés sur le Kremlin, entre les différentes fractions de l'avant-garde trotskyste, maoïste, castriste, guévariste qui se déchireraient sur la caractérisation politique du régime cubain et le niveau du soutien qu'elles étaient disposées à lui apporter.

La construction du socialisme dans un seul pays s'avérant impossible, le régime cubain contrôlé par une caste bureaucratique parasitaire n'allait pas pouvoir permettre à la majorité du peuple cubain d'accéder à un niveau de vie décent et emploiera les mêmes méthodes que les staliniens de Moscou pour se maintenir au pouvoir. Cette situation sera sans cesse exploitée par les Américains pour détourner les travailleurs du monde entier du socialisme ou du communisme qui en auront ainsi une image détestable.

Parmi les cercles dirigeants américains, certains proposeront d'en finir une fois pour toute avec le régime cubain après la disparition de l'URSS, tandis que d'autres privilégieront l'exploitation politique qu'ils pourraient faire des contradictions du régime cubain qui seraient aggravées par l'embargo qu'ils allaient lui imposer, et c'est finalement ce second scénario qui l'emporta au grand soulagement des Castro.

On aura compris que la résistance "*héroïque*" des autorités cubaines face à l'agresseur américain a été largement un mythe fabriqué (et alimenté) de concert par Washington et la Havane dans leur lutte conjointe contre la révolution socialiste mondiale. C'est dans ce cadre et en tenant compte de cet objectif qu'il faut replacer le soutien apporté par Cuba à certains mouvements progressistes ou de libération nationale à l'instar de l'URSS, et non dans le but de propager le socialisme dont les castristes sont des ennemis au même titre que les staliniens et maoïstes, et la pire image qu'ils en donnèrent demeurera leur soutien à des groupes armés coupés de la population laborieuse, reléguant le socialisme à une vulgaire aventure gauchiste et guerrière.

Un jour j'ai écrit qu'il aurait sans doute été préférable que l'URSS et la Chine ainsi que leurs satellites respectifs disparaissent le plus rapidement possible, de manière à ce que les tenants du capitalisme ne puissent pas exploiter plus longtemps cette formidable amalgame ou mystification qui consista à faire dériver le stalinisme du socialisme.

Le soutien militaire des Cubains à la guerrilla armée en Afrique et en Amérique latine ou à certains régimes devait aussi permettre aux Américains de justifier ou légitimer en réponse devant ce qu'on appelle leur opinion publique et l'opinion publique internationale leurs propres opérations militaires, l'augmentation de leur budget militaire et l'installation de nouvelles bases militaires dans de nombreux pays, avantage non négligeable.

Pour conclure, il ne nous aura pas échappé que la récente "*réconciliation*" intervenue entre les autorités américaines et cubaines, l'ouverture de Cuba au marché et l'assouplissement du sort que le régime cubain réserve à ses opposants, qui pour la plupart sont des agents de Washington ou manipulés par les Américains, sont intervenus au moment où les Américains se sont trouvés un nouvel ennemi à combattre qu'ils ont largement contribué à fabriquer pendant des décennies, Daesh, du coup les Américains n'ayant plus besoin d'entretenir le mythe de la menace cubaine ou du communisme, et les Cubains ayant compris de leur côté que cette farce était parvenue à son terme ou qu'elle n'avait plus aucune utilité, ils étaient préférables qu'ils s'entendent à l'amiable sur la manière de sortir de cette situation ou pour normaliser leurs relations sans que ce secret de polichinelle ne vienne à s'ébruiter ou que sa divulgation ne porte atteinte à leur image.

C'est en grande partie réussi, puisque personne ou peu de gens ne s'attardent sur cet aspect des relations entre les Etats-Unis et Cuba ou ne remettent en doute une fois de plus la version officielle sur laquelle les uns et les autres s'étaient accordés depuis plus d'un demi-siècle.

On pourrait dire qu'une mystification en chasse une autre devenue obsolète, la lutte contre le terrorisme ayant supplanté la lutte contre le communisme, cette dernière est reléguée au second plan sans être totalement enterrée, puisque le spectre du communisme pourrait à nouveau hanter le monde au cours de la lutte des classes à venir. Le mythe du communisme incarné par l'URSS, la Chine, Cuba, etc a largement atteint son objectif, il ne reste plus aux Américains qu'à manier habilement l'arme redoutable du terrorisme pour les déstabiliser et en prendre le contrôle ou les soumettre à leur politique néolibérale, bref, parvenir à leur objectif final qui consiste à formater le monde à leur image.

Sans ennemi les gouvernements occidentaux ne pourraient pas justifier leur politique liberticide tournée contre leur propre peuple et leurs guerres.

- L'un des secrets les mieux gardés de l'Histoire de la Révolution cubaine - michelcollon.info 02.02.16

Le 15 septembre 1981, Raul Castro Ruz, alors ministre des Forces Armées Révolutionnaires et deuxième personnage politique de Cuba, rencontra à Moscou le plus haut dirigeant soviétique, Léonid Brejnev. Lors de cette réunion, le général Castro apprit que son pays pourrait se retrouver seul face à une agression de l 'administration Reagan. Cette affaire fut probablement l 'un des secrets les mieux gardés de l 'Histoire de la Révolution cubaine.

(...)

Raul Castro Ruz - La partie soviétique nous a fait savoir qu'elle n'était pas en état de donner aux États-Unis un quelconque avertissement relatif à Cuba, ni même de rappeler à Washington l'engagement de Kennedy d'octobre 1962, continuellement remis en question par chaque administration yankee (…)

(...)

Depuis longtemps, nous avions la conviction que l'URSS ne se lancerait pas dans une guerre pour Cuba et nous savions qu'il faudrait seulement compter sur nos propres forces pour nous défendre, mais ce fut justement à ce moment de grand danger que la direction soviétique nous fit solennellement, clairement et officiellement savoir que face à une éventuelle agression militaire du Pentagone, Cuba se retrouverait dramatiquement seule. Il ne t'échappera pas que le fait de connaître cette position soviétique aurait signifié pour les États-Unis l'encouragement à une nouvelle agression, sachant qu'ils jouiraient d'une totale impunité.

Cela nous obligea à garder jalousement le secret pour ne pas inciter l'ennemi, et à redoubler notre préparation pour livrer la Guerre de Tout le Peuple si l'impérialisme nous l'imposait. (…) Fin de l'extrait.

Castro en livrant ce "*secret*" n'aura finalement fait que tenter d'entretenir indéfiniment cette mystification que nous continuerons de combattre.

Entre nous, ce "*secret*" avait dû être largement éventé dès lors que les jours de l'URSS étaient comptés... A croire que ce discours de Castro était réservé aux staliniens et aux crypto-staliniens, ainsi qu'aux scribouillards de l'histoire officielle, aux manuels scolaires.

Haut de page

Le 10 mars 2016

CAUSERIE

Même sans actualiser le site je suis débordé ! Et je ne dors que 5 heures par nuit 6 jours sur 7 !

Pour tout vous dire, je consacre plus de temps à réfléchir aux conclusions auxquelles je suis parvenu, je reprends tout à zéro une énième fois sans a priori, plutôt que m'attarder à lire des articles qui ne nous apprennent rien de nouveau la plupart du temps ou ne nous éclairent pas davantage. Question de temps et d'efficacité, de productivité comme dirait monsieur Gattaz ou Macron, c'est la même chose !

Unité des travailleurs et de la jeunesse avec leurs partis et organisations pour le retrait de la loi travail !

Quelques réactions qui donnent le ton de ce mouvement social.

Francetv info - Ils étaient nombreux à Paris mais également dans toutes les grandes villes. Plus de 250 manifestations, 500 000 personnes selon les syndicats. Deux fois moins d'après la police. 100 000 personnes à Paris, 10 à 15 000 à Bordeaux, autant à Rennes. La mobilisation avait pour but d'envoyer un message au gouvernement. Ils ne veulent pas de la réforme du Code du travail.

"Sur le fond de cette journée de mobilisation, l'ensemble des personnes que j'ai pu rencontrer lycéens, étudiants ou salariés, toutes les personnes disent la même chose. Ils ne veulent pas d'aménagements concernant cette loi El Khomri et veulent sa suppression pur et simple", rapporte Josselin Debraux pour France 3.

Les manifestants appellent à une nouvelle journée de mobilisation le 17 mars prochain.

- Des slogans contre le gouvernement, pas seulement contre la loi El Khomri. "Déjà il y a la loi travail que je trouve vachement abusive, et y'a aussi un ras-le-bol général par rapport à toutes les lois, par rapport à l'État d'urgence, par rapport au gouvernement de François Hollande et Manuel Valls", explique un étudiant.

- "On a élu un gouvernement de gauche qui fait des lois que même la droite n'oserait pas passer. Y'a plus de droits du travailleur dans cette loi", s'indigne une jeune manifestante. "Je pense que les jeunes font très peur au gouvernement, car le mouvement de jeunes c'est par principe incontrôlable", ajoute une jeune fille. Francetv info 09.03

AFP - Dans le cortège, Mélody, 18 ans, se disait prête à "lutter jusqu'au retrait" du projet de loi travail, comme plusieurs milliers de jeunes descendus dans les rues de la capitale à l'appel de syndicats et organisations de jeunesse (Unef, UNL, EELV, Front de gauche, Jeunes communistes).

"C'est pas normal qu'on fractionne nos droits au travail comme ça", dénonce cette étudiante en première année de licence à l'université Paris-Diderot, "scandalisée" par ce gouvernement de gauche prêt, selon elle, à prendre à la jeunesse "tous les droits légués par les anciens".

"Ce sont les travailleurs qui apportent leur force de travail, c'est nous qui créons de la richesse, pas les patrons", explique Lucas, 21 ans, ouvreur dans un théâtre parisien. "Ce qui fait mal, c'est que c'est la gauche qui est au pouvoir et promeut des valeurs de droite", insiste le jeune homme, "politisé mais pas encarté".

"Ce qu'on veut, c'est le retrait de la loi", martèle aussi Paul, 17 ans, en terminale scientifique dans un lycée parisien. "En tant que jeunes, on est déjà assez précaires et cette loi fait de nous des précaires à vie." AFP 09.03

Liberation.fr - Fac de Paris-X, à Nanterre. Les prises de parole se succèdent, avec un dénominateur commun : les «potentialités» d'un vaste mouvement social existent. Le «ras-le-bol» de la politique menée par le gouvernement socialiste pourrait conduire, à les croire, à une «convergence des luttes».

Lucas, étudiant en licence de psychologie, est satisfait. «Il faut qu'on laisse nos différences de militantisme de côté pour amplifier le mouvement. Les gens sont presque unanimement contre la loi El-Khomri, il faut en profiter. Le fait que la mobilisation aujourd'hui soit assez forte va inciter plus de monde encore à se bouger demain.». Liberation.fr 09.03

Huffington Post - Cette première démonstration de force des anti-loi Travail, improvisée à la hâte sans véritable coordination syndicale, est d'ores et déjà un succès. En unissant leurs forces dans la rue, malgré le froid et la pluie, les sept familles des adversaires du texte (syndicats, partis politiques de gauche, frondeurs socialistes, étudiants et lycéens, pétitionnaires et internautes) ont démontré que l'opposition à la future loi Travail n'a rien de virtuel. Plus inquiétant encore pour le gouvernement, ce tour de chauffe social ressemble à s'y méprendre à celui du 7 février 2006, date des premières manifestations anti-CPE qui avaient réuni entre 218.000 et 400.000 personnes. Huffington Post 09.03

La journée de mobilisation d'hier ne constitue pas un tournant politique dans la situation, nous y reviendrons si nécessaire dans quelques jours.

Sauve qui peut : Faites chauffer la planche à billets des faux monnayeurs !

- Des taux proches de zéro pour très longtemps encore - Reuters 09.03

Les marchés financiers internationaux ont certes rebondi après les turbulences du début de l'année mais les scénarios de croissance et d'inflation intégrés dans les niveaux de prix de nombreux actifs laissent penser que l'économie mondiale est condamnée à une stagnation prolongée et à des taux d'intérêt proches de zéro pour au moins une décennie encore.

Les courbes des swaps de taux d'intérêt au jour le jour sont édifiantes: elles impliquent que le principal taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) ne repassera pas au-dessus de 0,5% avant 13 ans et qu'il aura du mal à franchir le seuil de 1% pendant les soixante prochaines années.

La situation est pire au Japon où le principal taux directeur resterait, à en croire ces courbes, sous 0,5% pendant encore au moins 30 ans.

Même aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, les deux grands pays occidentaux les plus avancés sur la voie de la normalisation monétaire, le marché des swaps de taux au jour le jour ne permet pas d'envisager un retour des taux directeurs à 1% avant six ans dans le premier cas et dix ans dans le second.

"Bien que les taux soient bas, ils ne sont pas accommodants", prévient toutefois Harvinder Sian, responsable de stratégie taux chez Citi. "L'ère des taux zéro va encore durer des années et des années, je ne serais pas surpris qu'elle se prolonge pendant cinq à dix ans."

Le Japon, la zone euro mais aussi la Suisse, le Danemark et la Suède se caractérisent par des taux négatifs sur les dépôts des banques auprès de la banque centrale, mais aussi sur la dette souveraine pour des maturités jusqu'à un minimum de cinq ans au Danemark et jusqu'à 20 ans en Suisse.

Un long combat.

Si les prix de marché sont parfois jugés irréalistes dans un environnement de liquidité très abondante, les politiques de taux d'intérêt proches de voire inférieurs à zéro ont aussi soulevé des interrogations.

Elles sont pourtant toujours en vigueur et 46 banques centrales ont assoupli leur politique monétaire depuis début 2015, neuf d'entre elles affichant des taux directeurs inférieurs à 1%.

La BCE et la Banque du Japon, qui ont adopté des taux négatifs, s'apprêtent à assouplir encore leur politique monétaire soit en allant plus avant encore dans cette voie soit en amplifiant leur programme de rachats d'actifs.

Si les banques centrales de deux des principales monnaies de réserve du monde assouplissent leur politique monétaire, la conséquence risque d'être une appréciation des deux autres - le sterling et le dollar - ce qui réduit les prix des produits importés et déprime les exportations au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, atténuant le besoin d'un durcissement de la politique monétaire dans ces deux pays.

Le long combat du Japon contre la déflation n'a rien d'encourageant. Confronté aux conséquences de l'éclatement d'une bulle immobilière et boursière, la Banque du Japon est entrée dans le monde des taux zéro au milieu des années 1990... et n'en est toujours pas sortie, malgré un taux de chômage très faible et un ratio d'endettement public sans équivalent.

"Les risques actuels de voir une inflation faible durablement installée basculer vers la déflation (...) sont au moins aussi graves que le problème de l'inflation des années 70. Ils nécessiteront eux aussi un changement des paradigmes de la politique économique pour être surmontés", a écrit la semaine dernière l'ancien secrétaire d'Etat américain au Trésor Larry Summers.

Pour la plupart des observateurs, le Japon montre qu'une stimulation monétaire massive par la banque centrale ne permet pas systématiquement de ranimer l'inflation ou les anticipations d'inflation, la demande intérieure et finalement la croissance, un phénomène connu sous le nom de "trappe à liquidité".

Pour Joseph Gagnon, chercheur au Peterson Institute for International Economics et ancien économiste auprès du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, tous les pays ne sont pas pour autant dans la situation du Japon.

Ainsi aux Etats-Unis, l'inflation de base et le taux de chômage sont proches des objectifs de la Fed. (Pas vraiment en réalité sinon la Fed ne poursuivrait pas la même politique, CQFC. Il faut se méfier du discours trompeur de l'AFP... - LVOG)

Mais pour lui, "si le Japon et la zone euro n'assouplissent pas leur politique de manière beaucoup plus agressive, ils resteront englués avec des taux zéro ou négatifs pendant des années." AFP 09.03

Quand une banque dépose 1 milliard de dollars ou euros à la Fed ou à la BCE par exemple, ce milliard n'est certes pas rémuné ou très faiblement, idem pour les obligations à taux proches de zéro ou négatifs, en revanche en échange elle peut recevoir 10 milliards de dollars de la banque centrale à un taux d'intérêt identique, donc pratiquement gratuitement, ensuite elle prête cet argent à des entreprises ou particuliers à des taux minimum 200 % supérieurs. Si par exemple la banque vous prête 1 euro et que vous le prêtez à votre tour et que vous en obtenez 3, vous réaliserez un gain substantiel, puisque 1 euro reviendra à la

banque quand vous la rembourserez et 2 euros resteront dans votre poche. Si vous empruntez de l'argent à 1% et que vous le prêtez seulement à 2%, vous réaliserez une plus-value de 100%, 200% à 3%, etc, appliquez cela à des sommes colossales et votre fortune gonflera démesurément en dormant !

En gros, les banques centrales en sont arrivées à fabriquer de la fausse monnaie parce que le système capitaliste a déjà épuisé ses réserves (soit que le taux de profit soit trop bas, soit que les placements rentables soient devenus rares hormis la spéculation et autres manipulations financières), et par ce biais il hypothèque à la fois son avenir et celui de l'humanité en escomptant ou pompant les profits à venir de l'économie productive déjà largement hypothétiqués dont témoigne le faramineux endettement mondial (plus de 200.000 milliards de dollars officiellement), ce qui explique et justifie leur politique néolibérale, la régression sociale généralisée qu'ils entendent imposer aux travailleurs du monde entier pour récupérer une partie plus importante de la plus-value produite au cours du cycle du capital.

Ceci n'est qu'un aspect de la situation, que l'on ne peut comprendre sans la relier à la stratégie politique qu'ils se sont fixés et qui détermine une partie des mesures qu'ils sont amenés à prendre. Sinon on ne peut pas comprendre pourquoi leur système économique ayant dépassé le stade de la faillite se maintient malgré tout en vie, artificiellement par des moyens de type mafieux.

C'est ainsi que la spéculation effrénée à laquelle ils se livrent et dont ils tirent des profits gigantesques, n'est pas seulement le pendant de la baisse du taux profit ou de la faillite du capitalisme en crise permanente, elle a également ou surtout pour fonction d'accroître la puissance et le pouvoir de l'oligarchie qui a parfaitement conscience que le capitalisme est gravement menacé, condamné à disparaître ou qu'il ne peut plus concourir au développement de la civilisation humaine, préparant les conditions politique destinées à instaurer un nouvel ordre mondial dont on peut de plus en plus nettement percevoir les contours sur tous les plans, aboutissant à une dictature mondiale dirigée par l'oligarchie et les intellectuels à son service, dans un monde militarisé, livré à l'arbitraire, une société policière, la population étant placée sous étroite surveillance, ne disposant plus d'aucun droit collectif social ou politique, totalement atomisée, individualisée, où domine le nihilisme sur fond d'imposture, de corruption des esprits, etc. et ce en recourant aux instruments numériques, au terrorisme, sans oublier la collaboration de classe avec les partis dits ouvriers ou de gauche et les dirigeants syndicaux ou syndicats inféodés au capitalisme et ses institutions.

Ces centaines de milliers de milliards de dollars que les banquiers se distribuent généreusement ont à la fois pour vocation d'empêcher que le système capitaliste ne s'effondre sur lui-même, tout en liquidant les bases sur lesquelles il reposait puisqu'elles constituent une menace mortelle pour lui sous la pression de la lutte de classe des exploités, ils servent donc à s'en émanciper ou à préparer l'avénement d'un modèle de société tellement antisocial, inhumain, cynique, qu'on a du mal à se l'imaginer, en quelque sorte ils en sont arrivés au stade où il leur faut réaliser le socialisme à l'envers pour assurer leur survie, ce qui nécessite d'asservir la totalité de la population en lui otant les moyens ou droits de s'y opposer ou de contester le nouvel ordre établi.

Un jour un crétin de lambertiste m'avait interpellé en me demandant pourquoi ils n'employaient pas ces centaines de milliers de milliards de dollars pour sauver le capitalisme, pardi, mais parce qu'ils savent pertinemment que c'est impossible tout simplement ! Les banquiers sont parfois plus marxistes dans leurs analyses que bien des militants. Eh oui les oligarques sont pragmatiques ! Ils partent uniquement de la réalité et non de dogmes pour déterminer les mesures financières et la stratégie politique qu'ils doivent adopter pour sauver leur peau ou garantir leur domination de classe. Quand on l'ignore on se perd en prédictions oiseuses ou théories foireuses.

Nous en sommes arrivés au point où ce sont les oligarques qui dictent la politique économique, sociale et politique que les différents gouvernements dans le monde doivent appliquer, autrement dit tous les partis politiques qui se succèdent au pouvoir ainsi que l'ensemble des institutions ne sont plus que des instruments (ou des relais) de l'aristocratie financière qui dicte sa loi aux peuples du monde entier en fonction de ses besoins ou la stratégie qu'elle a définie pour conserver ses privilèges.

Maintenant en quoi cela est-il important de prendre en compte cet aspect mafieux de l'économie ? Parce qu'il est impossible d'expliquer autrement la situation. Un jour un camarade m'a fait la remarque qu'aussi bien les discours sur la crise ou la fin de la crise du capitalisme ne tenaient pas debout ou étaient incompréhensibles et il avait raison, car c'était mal poser la question. Pourquoi ? Parce qu'effectivement le capitalisme est bien en proie à une crise, mais en même temps il s'est donné les moyens d'empêcher qu'elle n'entraîne l'effondrement de leur système économique, du coup, observant qu'elle traîne en longueur depuis près d'une décennie, on peut être porté à penser que le capitalisme peut très bien s'en accommoder, qu'elle n'est pas si grave ou profonde qu'on aurait pu le croire ou qu'on a voulu le dire, pour ne pas dire qu'il pourrait être condamné à vivre avec de sorte que son avenir ne serait pas menacé ou serait assuré, au-delà qu'il aurait encore de beaux jours devant lui. Qui plus est, du fait que l'analyse classique du capitalisme est inopérante pour expliquer comment il parvient à survivre à cette crise sans qu'elle se traduise par son effondrement. Si on évacue le système mafieux que l'oligarchie financière a mis minutieusement en place pas à pas à partir des années 70, on ne peut pas comprendre pourquoi le capitalisme ne s'est pas encore écroulé. Au final pour être bref, on dira que le système économique capitaliste est bien en crise si on s'en tient aux facteurs et aux lois qui régissent son fonctionnement à partir des fondements sur lesquels il repose depuis son origine, mais qu'il s'est doté d'instruments mafieux pour la contrôler et l'orienter en fonction d'une stratégie politiqe que les oligarques ont définie afin de conserver leur pouvoir. Ainsi la crise du capitalisme est en rapport avec ses fondements et non avec la capacité des capitalistes de trouver les moyens de la canaliser, l'instrumentaliser, l'alimenter ou la freiner, la contrôler, ce qui peuvent donner l'impression (fausse) qu'elle n'existerait

pas ou serait résolue ou en voie de résolution.

Le système financier mafieux que les oligarques ont mis au point sert à combler les lacunes ou tares du capitalisme, et une fois théorisé, légitimé par le biais de traités (transpacifique et transatlantique notamment) qui auront valeur de loi ou de législation, à terme il sera appelé à se substituer au capitalisme et à la lutte des classes, en tout cas c'est ainsi que ses concepteurs l'ont conçu et qu'il s'agit de l'interpréter pour le combattre.

Si maintenant on refuse d'entrevoir cette dimension ou qu'on s'en tient au discours classique sur le capital, on sera amené à développer une argumentation incohérente contredite par la réalité des faits, et qui plus est on se condamnera à s'empétrer dans des contradictions sans fin sources de désaccords qui finalement ne mèneront nulle part.

Donc si on n'entend pas être soumis à la politique ou la stratégie que l'oligarchie financière entend nous imposer, qu'on entend les combattre, la première chose à faire consiste à rompre avec les partis et les institutions qui lui sont acquis, leurs agents au sein du mouvement ouvrier, dans les syndicats. Sinon il est impossible de définir une politique indépendante du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs, au socialisme.

Haut de page

Le 11 mars 2016

CAUSERIE

Service minimum.

Qu'on se le dise. Salauds de retraités !

- Retraites : des seniors de plus en plus pauvres Francetv info

Alors que de plus en plus de seniors cumulent retraite et travail, ils estiment également s'appauvrir. Leur sentiment correspond-il à la réalité ? "Ça va de plus en plus mal pour les retraités, d'autant plus que le minimum vieillesse n'a pas été revalorisé ces deux dernières années. Résultat, le nombre de retraités pauvres atteint le million : un million de retraités ont un revenu inférieur à 1 000 euros par mois", décrypte Olivier Poncelet, sur le plateau de France 3. Francetv info 10.03

- En France, plus de 450 000 personnes cumulent travail et retraite.

En 2016, les retraités français sont deux fois plus nombreux à travailler qu'il y a 10 ans. Et selon l'économiste Jean-Hervé Lorenzi, la tendance devrait encore s'accroître. "Le pouvoir d'achat d'un retraité est légèrement supérieur à ceux des actifs. C'est un équilibre non tenable à terme. Les pensions vont donc baisser et les gens travailleront plus longtemps", analyse-t-il pour France 3. L'an dernier en France, le revenu moyen d'un retraité s'élevait à 1 162 euros. Francetv info 10.03

Fainéants de jeunes !

- En France, 25% des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage. - Francetv info 10.03

Quand s'enrichir gratuitement vaut bien une prime de risque.

- La BCE sort l'artillerie lourde pour relancer l'activité et les prix - AFP

- La BCE baisse son principal taux directeur pour relancer la croissance - Francetv info

- La BCE rémunèrera les banques qui empruntent pour prêter - Reuters

La BCE va prêter aux banques au taux zéro et en plus leur verser une prime équivalente à 0,4% des prêts qu'elles auront accordés aux entreprises ou aux particuliers à des taux qui varient de 1 à 5, 6% ou plus. Elle n'est pas belle la vie de banquier !

Quand des monstres nous gouvernent.

- Les regrets de Manuel Valls sur la Syrie - Slate.fr

C'est une petite confidence glissée dans un long papier sur la politique internationale du président Barack Obama. Selon des propos rapportés par le magazine The Atlantic, le Premier ministre Manuel Valls a exprimé des regrets sur l'absence d'intervention américaine en Syrie en 2013, au moment où la ligne rouge des armes chimiques était franchie et qu'une intervention américaine semblait imminente. «En n'intervenant pas plus tôt, nous avons créé un monstre. [...] Si nous avions bombardé comme prévu, je pense que les choses seraient différentes aujourd'hui», a dit le Premier ministre, selon le journaliste Jeffrey Goldberg. Slate.fr 10.03

A l'instar de la Libye ou de l'Irak...

- Le prince héritier d'Arabie saoudite a reçu la légion d'honneur "à sa demande", selon "Causette" - Francetv info

Le magazine féminin Causette affirme, jeudi 10 mars, que le prince héritier d'Arabie saoudite a reçu la légion d'honneur "à sa demande". Or, l'entourage de François Hollande avait assuré, dimanche, que Mohammed ben Nayef avait reçu cette décoration "au titre de personnalité étrangère, une pratique protocolaire courante".

"Il me paraît indispensable de répondre à sa demande"

Pour affirmer cela, Causette met en ligne un échange de mails diplomatiques entre Bertrand Besancenot, l'ambassadeur de France en Arabie saoudite et David Cvach, le conseiller pour le Moyen-Orient de François Hollande. Le premier mail est envoyé le 2 mars par le premier au second.

"Cher David, je me permets de t'envoyer la copie jointe de la proposition de décoration pour le prince Mohamed ben Nayef", commence Bertrand Besancenot. Un message qui se termine par : "C'est aussi un geste envers le prochain Roi d'Arabie Saoudite. C'est dans ce contexte qu'il me parait indispensable de répondre à sa demande de recevoir la Légion d'Honneur, à un moment où il souhaite renforcer sa stature internationale." (sic)

Réponse de David Cvach : "Aucune raison de ne pas le faire : il faut que ce soit discret vis a vis des medias mais sans dissimulation, si nous ne le faisons pas ce sera vu comme un camouflet et si on nous interroge on repondra lutte contre daech et partenariat economique et strategique." (sic) L'échange se termine par la consultation de François Hollande sur le sujet, puis son approbation. Francetv info 10.03

On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

- Les services de sécurité étudient la liste des 22.000 noms de Daech - LeFigaro.fr

- Le Pentagone annonce la capture du chimiste de l'Etat islamique - Reuters

Haut de page

Le 14 mars 2016

CAUSERIE

Demain j'ai rendez-vous au consulat de France pour préparer mon dossier de retraite, donc c'est très sérieux, après-demain je dois régler le problème du scooter encore en panne, je dois aussi trouver le temps d'aller porter plainte au commissariat de police de mon district contre le sale type qui ne m'a jamais remboursé les 500.000 roupies que je lui avais prêtés, ensuite les jours suivants je dois finir de couvrir la terrasse de la maison chauffée au fer blanc par un soleil de plomb, du coup la climatisation de la chambre doit fonctionner une bonne partie de la nuit parce que le plafond diffuse une chaleur insupportable, dès que je la coupe, la température remonte à vue d'oeil et impossible de dormir, comme la facture d'électricité, il me reste encore de la peinture à faire, le jardin à finir d'aménager, etc.

Le reste du temps je le consacre aux tâches ménagères que les deux femmes (Selvi et sa soeur Adi) qui partagent mon existence n'ont pas le temps de faire. C'est la moindre des choses, elles bossent 6 jours/sur 7, cuisiner de bons petits plats indiens pour se régaler ou se remonter le moral, quoique les filles affichent toujours une bonne humeur, chez nous quotidiennement chaque repas est gastronomique, à la fois un moment de détente et de plaisir, il en faut bien dans la vie n'est-ce pas ? l'air de rien cela prend du temps, je ne cuisine pas tous les jours, je cuisine pour plusieurs jours, chaque fois j'y passe

environ 3 heures, et puis cela leur fait tellement plaisir, on n'a rien sans rien, vous savez ce que c'est que les femmes, je déconne, à peine, pour une fois que je ne tombe pas sur des hystériques dépressives tyranniques, quel bonheur ! Vaut mieux finir polygame assumé que pervers, pédophile ou homosexuel, voilà qui va encore choqué les hypocrites ou les impuissants, je regrette juste que cela ne soit pas arrivé plus tôt. Et pour en rajouter une couche, je me suis réconcilié avec mon épouse dont je suis séparé, comme quoi je ne suis pas aussi rustre que certains le pensent, je sais aussi faire preuve de tact et de pédagogie, je laisse la démagogie à mes détracteurs. Détendez-vous, c'est bon pour la santé.

Passons à des choses plus sérieuses, bien que l'air de rien j'étudie le comportement de ces femmes, notamment le rapport entre l'arriération et l'absence de logique chez elles, je traque le moment où elle se développe, etc. je me livre à des expériences très instructives, sans être issues d'un milieu indigène ou sauvage elles n'en sont vraiment pas éloignées tant leur mode de vie et de pensée est rudimentaire tout en étant projetées dans un monde qui les dépasse où auquel elles ne comprennent rien, c'est passionnant. Cela me force à adapter mon discours ou ma démarche intellectuelle à leur niveau, ce qui n'est pas évident du tout, c'est bon pour découvrir l'origine du raisonnement, et oui il faut remonter jusque là, je dois m'y reprendre à plusieurs reprises, je teste différentes formules, je corrige mes erreurs, de quoi demeurer modeste par dessus tout ou ne pas se prendre pour ce qu'on n'est pas, sinon cela ne fonctionne pas, et puis vaut mieux savoir où on en est soi-même, c'est préférable ! Un bon exercice pour tester et affermir sa force de persuasion, qui là encore ne fonctionne pas si elle n'est pas parfaitement honnête, absolument sincère, cela sert en politique, on ose l'espérer !

J'ai observé qu'il arrivait de plus en plus souvent ces derniers temps, qu'on trouve une info dans un article ou ce qui est présenté par son auteur comme un fait étayant une thèse ou autour duquel était construite sa démonstration, et de lire son démenti ou exactement l'inverse dans un article d'une autre source 24h ou à peine quelques jours plus tard, je parle d'articles publiés aussi bien par les médias institutionnels que par ceux qu'on appelle les médias alternatifs, ce qui franchement ne fait pas très sérieux.

C'est à se demander si leurs auteurs s'en aperçoivent ou s'ils s'en foutent, parce que leurs articles relèvent non de l'information mais de la propagande sans que leurs lecteurs en aient conscience de préférence.

Il est donc indispensable de prendre du recul par rapport aux faits qu'on recueille ou de vérifier leur authenticité, ce que la plupart des lecteurs ne feront pas faute de temps ou de volonté, ce dont on ne peut pas leur reprocher, mais en fera la proie idéale des faussaires ou manipulateurs en tous genres.

Sans tomber dans la paranoïa, nous appelons nos lecteurs à la plus grande vigilance qui soit, et qu'ils ne se laissent pas abuser par ceux qui tiennent en apparence un discours radical ou se veulent critiques vis-à-vis des médias, car le plus souvent ils emploient les mêmes méthodes, donc finalement ne les aident pas à comprendre la situation ou à trouver la voie pour en finir avec le régime. Notre avertissement risque de tomber dans l'oreil de sourds puisque

Pourquoi la Loi travail qui a notamment pour objet de faciliter les licenciements, contribuerait-elle à créer des emplois ?

Pourquoi poser cette question ? Mais parce que la plupart des commentateurs favorables ou opposés à ce projet de loi ne comprennent pas ou feignent de ne pas comprendre quel est son véritable objectif : remplacer les salariés ayant de l'ancienneté par de nouveaux salariés moins coûteux, ancienneté qui s'est traduite au fil du temps par une revalorisation salariale, donnant lieu ou non à une prime (1% de leur salaire brut par année de présence par exemple), des jours de congés supplémetaires selon la convention collective à laquelle est ratachée l'entreprise qui les emploie, etc.

Un travailleur qui a 20 ans d'ancienneté aura un salaire de 2.000 euros bruts mensuel par exemple, auquel viendra s'ajouter 20% au titre de l'ancienneté, et bénéfiera de quelques jours de congés supplémentaires, alors qu'un nouvel embauché sera rémuné 1.500 euros bruts mensuel, ne percevra rien au titre de l'ancienneté, de plus son employeur pourra bénéficier d'une exonération de cotisations sociales.

On comprend l'intérêt qu'aura cet employeur à virer ses salariés les plus anciens ou qui lui coûtent le plus cher, quite à en embaucher d'autres à des conditions de rémunération moins favorables, à moins que ce ne soit un sous-traitant qui prenne le relais ou qu'il délocalise les postes de travail de ces salariés, ce qui se traduira dans ce cas-là par aucune embauche en France.

Ceci explque aussi pourquoi le PIB ou ce qu'ils appellent la croissante soit fleurissante dans certains pays (d'Europe de l'est ou central) où des multinationales ou des grandes entreprises ont délocalisé une partie de leur activité, sans pour autant que le niveau de vie de la population n'augmente en rapport, car ce développement était destiné à profiter en priorité aux investisseurs étrangers, à leurs actionnaires, aux membres de leur conseil d'administration, aux rentiers. L'Allemagne en est l'illustration.

L'idéal pour les esclavagistes des temps modernes consiste à cumuler un coût du travail le plus bas possible, une réglementation du travail flexible et nettement favorable au patronat, ainsi qu'un chômage de masse qui présente de nombreux avantages, permet de tirer les salaires vers le bas, d'alimenter le chantage au chômage pour ceux qui ont un emploi et contraindre les chômeurs d'accepter un emploi à n'importe quelle condition, de justifier sans cesse la promulgation de nouvelles lois

permettant d'accroître l'exploitation, de rogner toujours plus les droits sociaux des travailleurs...

Dans une précédente causerie nous indiquions que ce projet de Loi travail visait en priorité l'aristocratie ouvrière ou la couche supérieure de la classe ouvrière, et que c'était parce qu'elle constituait une grande partie du fond de commerce des syndicats corrompus que ces derniers montaient au créneau. On pouvait nous accuser de raconter n'mporte quoi ou de se saisir de cette occasion pour attaquer injustement les directions syndicales. Voici un élément de réponse qui le confirme.

AFP - (Selon Mathieu Plane de l'OFCE) Dans le contexte fragile actuel, le risque serait plutôt de voir une "augmentation des licenciements boursiers dans les grands groupes". Et donc de précariser en premier lieu les salariés en CDI.

Patrick Liébus, patron de la Capeb (artisans du bâtiment), va dans le même sens: "nos petites structures n'ont pas de mal aujourd'hui à prouver au juge leurs difficultés économiques. Préciser les motifs des licenciements économiques dans la loi semble donc davantage fait pour faciliter les licenciements dans les grandes boîtes". AFP 11.03

Au fur et à mesure que les multinationales et les grandes entreprises réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires et leur profit hors de France ou qu'une aristocratie ouvrière et une classe moyenne se développent dans les pays dits émergents, l'intérêt de conserver une aristocratie ouvrière et une classe moyenne pléthoriques en France s'estompe ou disparaît, d'où la nécessité pour le patronat de s'y attaquer. Cette tendance devrait se renforcer dans les années à venir conjointement aux attaques contre la fonction publique, Bruxelles et le FMI qui sont les porte-parole de ses concurrents du secteur privé réclamant de nouvelles réformes structurelles.

Autre confirmation ou fait qui nous donne raison, quand nous affirmions que ceux qui se gargarisent du retrait du CPE ne voient qu'un aspect de la réalité, celui qui les intéresse et ferment les yeux sur ceux qui les dérangent. Nous avions précisé qu'il existait plus d'une vingtaine de contrats précaires et que le patronat n'avait que l'embarras du choix et se passait très bien du CPE.

AFP - En 2015, 87% des 23 millions de contrats signés l'ont été en CDD. Et 70% étaient inférieurs à un mois - avec une part majoritaire de réembauche.

Or, les contrats de moins d'un mois augmentent quand ceux de plus d'un mois diminuent, engendrant un phénomène de rotation extrême sur des contrats de plus en plus courts, ce qui accroît la précarité dont pâtissent essentiellement les jeunes, les femmes et les moins qualifiés. AFP 11.03

Voilà la preuve que CPE ou non, le patronat dispose déjà de suffisamment d'instruments pour transformer le marché du travail en foire aux esclaves. Que les syndicats qui refusent de rompre leurs relations avec le patronat s'en accommodent ne devrait pas surprendre les militants et les syndicalistes qui le plus souvent ne sont pas concernés, non, dites-moi si je me trompe. Tout s'explique que voulez-vous, je sais c'est désagréable à entendre, à chacun sa responsabilité, la nôtre n'est pas de couvrir la collaboration de classe avec notre ennemi, c'est ainsi et nous ne changerons pas.

Aux guerres préventives contre un ennemi qu'on a fabriqué pour justifier de nouvelles aventures impérialistes ou coloniales, viennent s'ajouter logiquement les licenciements à titre préventif dans l'intérêt général, tout comme la surveillance généralisée de la population pour soit-disant prévenir les actes terroristes ; une fois la société ayant atteint un niveau raisonnable de paranoïa ou de schizophrénie entretenu quotidiennement par les médias, ce serait franchement dommage de ne pas en tirer profit, telle est la conclusion de ceux qui nous gouvernent.

Un dernier mot à propos de la loi travail.

Après que le gouvernement eut recentré son discours sur la lutte contre la "dualité" du marché du travail, les termes sont de l'AFP hier, Hollande et El Khomri ayant à coeur le sort des travailleurs voilà qu'ils se transforment en défenseurs acharnés du CDI, en réalité une imposture de plus évidemment, car après l'adoption de l'ANI qui complétait les différentes mesures déjà existantes pour faciliter les licenciements, disposer d'un CDI ne constitue pas une garantie d'emploi pour les travailleurs contrairement à ce que Hollande et El Khomri prétendent. Et quant au coût de leur licenciement, au regard des centaines de milliars d'euros de profit qu'ont réalisé ces dernières années les entreprises du CAC40 ou les fortunes amassés par les oligarques durant la même période qui se chiffrent également en centaines de milliards d'euros, c'est vraiment une broutille. On en veut pour preuve les accords à l'amiable qui se sont développés pour rompre un CDI à l'instigation du patronat, qui à l'occasion se veut particulièrement généreux. Du coup, l'argument du coût faramineux des licenciements économiques tombent à l'eau, ajoutons, surtout au regard des millions ou dizaines de millions qu'ils octroient à leurs PDG ou cadres supérieurs démissionnaires ou congédiés, sans parler du bonus à l'embauche qui atteint aussi des sommes faramineuses à côté du coût du licenciement d'un ouvrier.

Encore trois éléments déterminants pour en finir avec les bonnes intentions de Hollande et Gattaz qui prétendent que la Loi travail contribuera à créer des emplois. Ils sont connus de tous mais on n'y pense pas toujours.

Réduire le coût des heures supplémentaires pour les patrons devraient les pousser à y recourir davantage au lieu

d'embaucher. Augmenter la durée du travail quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle ne peut aboutir qu'au même résulat, la surexploitation est en prime, pour les patrons évidemment. Inciter les travailleurs à partir à la retraite le plus tard possible conduit également au même résultat, priver un chômeur d'un emploi.

La ficelle est décidément un peu grosse à gaire avaler aux travailleurs et aux jeunes qu'ils prennent vraiment pour des abrutis. Sera-t-elle suffisante pour étouffer Hollande et le gouvernement, réponse dans les semaines à venir. A suivre.

Le rejet est total.

- Loi Travail: Près de 4 jeunes Français sur 5 sont contre la loi El Khomri - 20minutes.fr

Les Français de moins de 35 ans sont plus nombreux que leurs aînés à se déclarer «opposés» à la loi Travail, selon un sondage publié dimanche par Le Parisien. Si l'ensemble des Français se déclarent à 71% «plutôt opposés à la loi El Khomri et 28% «plutôt favorables» (1% ne se prononcent pas), les 18-34 ans se disent à 78% «plutôt opposés», selon cette enquête Odoxa.

Les plus nombreux à porter un regard positif sont les sympathisants de gauche (79%). 20minutes.fr 12.03

Traduire "sympathisants de gauche" par nantis.

Le réformisme a toujours rimé avec capitalisme.

Nous disions que le réformisme était la négation ou l'antithèse du socialisme quelle que soit la forme qu'il pouvait prendre ou la manière dont on le présentait, et que tous ceux qui s'en réclamaient étaient des réactionnaires qui s'ignoraient ou non, peu importe. On y reviendra une autre fois.

Disons que le réformisme c'est à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, l'alliance de l'aristocratie ouvrière avec l'aristocratie financière sur le dos des couches les plus défavorisées du prolétariat en France et ailleurs dans le monde qui se comptent en millions en France et beaucoup plus dans le monde.

Le réformisme contrairement au socialisme ou au marxisme est une idéologie. Pourquoi ? Parce qu'il repose sur une interprétation de la réalité qui ne prend en compte qu'un aspect de celle-ci qu'il substitue à la réalité elle-même en occultant des pans entiers inavouables de celle-ci, tandis que le marxisme ou le matérialisme historique s'applique à prendre en compte dans son analyse la totalité des faits et leurs rapports, de sorte qu'il est possible de concevoir deux orientations possibles de la société antagoniques, totalement opposées, irréconciliables, l'une menant au chaos, à la précarité généralité ou à l'esclavage, à la guerre, à la barbarie, l'autre à l'émancipation de l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la fin du règne de la nécessité, à la paix universelle, à la liberté.

Le réformisme contrairement au socialisme s'accommode de l'existence de millions de travailleurs, retraités, jeunes pauvres, parfois miséreux, subissant des conditons de travail et de vie insupportables, tout comme il s'accommode de l'appareil policier de l'Etat, des guerres impérialistes, coloniales, de rapine ou de brigandage, c'est la raison pour laquelle nous combattons le réformisme et nous militons pour le socialisme...

- La CFDT, syndicat "réformiste" allié précieux du gouvernement - AFP

La CFDT a signé toutes les réformes du quinquennat, au risque d'être taxée par ses détracteurs de "syndicat gouvernemental". Son ralliement à la loi travail paraît primordial pour l'exécutif, mais la centrale affirme rejeter l'idée d'être "instrumentalisée". (Inutile en effet, puisque dès l'origine ce n'est pas un syndicat ouvrier. - LVOG)

L'organisation, bien implantée dans le secteur privé, a signé toutes les grandes réformes depuis l'arrivée de François Hollande: marché de l'emploi, retraite, pacte de responsabilité, formation professionnelle, compte personnel d'activité...

Peu importe la couleur politique du gouvernement: "Nous ne sommes ni militants socialistes, ni proches d'aucun parti politique. Nous sommes autonomes", assure sa numéro deux, Véronique Descacq.

Mais certains syndicats soulignent la relation "privilégiée" de la CFDT avec le gouvernement, s'étonnant de la récente nomination comme directrice de cabinet adjointe au ministère du Travail d'Anousheh Karvar, ancienne responsable de la centrale.

La position de la CFDT est malaisée. "Étant en position centrale dans les discussions, elle prend le risque d'être accusée de connivence, ce qui n'est pas le cas. Le risque aussi, c'est de penser que vous représentez le monde salarié, ce qui n'est pas le cas non plus", dit Luc Bérille, président de l'Unsa. (Que l'Unsa défende la CFDT est la moindre des choses... Merci on avait compris que ces syndicats ne pouvaient pas à la fois représenter "le monde salarié" et les intérêts du patronat. - LVOG)

"Réformiste" la centrale? "Bien sûr", répond Mme Descacq.

Toutefois, Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, "dénie à la CFDT le qualificatif de réformiste", plutôt du ressort de FO, selon lui. (Il colle tout aussi bien à la peau des "trotskystes" implantés dans les instances de FO qui d'ailleurs le revendique également. - LVOG)

De son côté, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, qui a présenté une série de propositions pour réformer le code du travail, rejetant en bloc l'avant-projet actuel, considère que "le syndicalisme est par essence réformiste". (En tant que fossoyeur du syndicalisme, son discours est logique. - LVOG)

Guy Groux, chercheur au Cevipof, confirme: "Tout le monde est réformiste et souhaite que la société s'améliore", mais avec des différences. (Et si elle est devenue aussi pourrie votre société, c'est bien la preuve de la faillite du réformisme. - LVOG)

D'un côté il y a les "réformistes modérés" (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CFTC) qui "acceptent l'économie de marché (En réalité ils l'acceptent tous. - LVOG), considèrent qu'elle est légitime et que l'entreprise a un rôle à jouer dans les régulations sociales". De l'autre, il y a "une vision beaucoup plus conflictuelle des rapports sociaux: les syndicats considèrent que l'entreprise est encore prioritairement un lieu d'exploitation et de domination. Là on retrouve la CGT, SUD ou FSU". AFP 12.03

Les syndicats jaunes ou patronaux ne font pas recette.

- Loi travail : les syndicats "réformistes", dont la CFDT, peinent à mobiliser - Francetv info

Seules quelques centaines de personnes ont battu le pavé, ce samedi à Paris, à l'appel de ces organisations. En province, la mobilisation s'est traduite par des distributions de tracts et de petits défilés. Francetv info 12.03

Et toujours à bas l'état d'urgence !

Des centaines de personnes dans la rue contre l'état d'urgence - Le Monde.fr

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, samedi 12 mars, à Paris et dans de grandes villes de province pour réclamer la levée de l'état d'urgence instauré après les attentats du 13 novembre.

Ce rassemblement, à l'appel de plusieurs collectifs (« Nous ne céderons pas », « Stop état d'urgence »), associations (Cimade, Réseau d'éducation sans frontières, Droits devant !…), rejoints par des syndicats comme la CGT et des partis politiques (EELV, PCF…), était le deuxième organisé dans la capitale après celui du 30 janvier. Le Monde.fr 12.03

Leurs maîtres leur conseillent de se sacrifier ou le suicide... pour la bonne cause, la leur.

lepoint.fr - Leur meilleur réflexe (A Hollande et Valls- ndlr) serait peut-être de considérer qu'ils n'ont plus rien à perdre…

A en faire saliver le Medef.

Enfin, des syndicats libres, autonomes, apolitiques, le bonheur... pour les exploiteurs.

La Finlande se lance dans un vaste plan de dévaluation interne - latribune.fr

Les syndicats finlandais ont accepté, sous la pression du gouvernement, un gel des salaires et une augmentation des cotisations et du temps de travail. Le but : rattraper le retard sur le voisin suédois.

La Finlande s'engage dans de rudes « réformes » pour tenter de retrouver sa compétitivité. Jeudi 10 mars, le comité directeur de l'Organisation des syndicats finlandais (SAK), a approuvé l'accord signé le 29 février dernier avec les organisations patronales. Sans l'accord de ce syndicat, qui représente les employés de l'industrie, cet accord eût été mort-né malgré la signature des deux principaux syndicats du secteur tertiaire. Désormais, la voie est ouverte pour ce que l'on appelle le nouveau « contrat social » finlandais.

Le contenu de l'accord

Qu'est-ce que ce « contrat » ? Un véritable remède de cheval qui vise à abaisser de 3,5 % le coût du travail en Finlande d'ici à trois ans. Les syndicats ont accepté de transférer vers les employés une partie des cotisations des employeurs sur les retraites et l'assurance-chômage. Les cotisations salariales vont donc augmenter de 1,2 % pour les retraites et les cotisations chômage de

0,85 %. Les salariés devront travailler sans augmentation de salaires une heure de plus par semaine chaque année, soit au total trois heures de plus par semaine. Les syndicats se sont par ailleurs engagés à ne pas demander d'augmentation de salaire l'an prochain. Enfin, dans le secteur public, les primes des employés seront réduites de 30 %.

Pourquoi les syndicats ont accepté

Les syndicats finlandais, à commencer par le SAK, n'ont cependant pas accepté de gaieté de cœur un accord aussi dur. Ils ont agi sous la pression du gouvernement de centre-droit dirigé par Juha Sipilä qui n'a pas hésité à pratiquer ce qui ressemble fort à un chantage. Le premier ministre avait en effet prévenu qu'en cas d'absence d'accord, il augmenterait les impôts et pratiquerait des coupes budgétaires pour un total de 1,5 milliard d'euros. En cas d'accord, il avait, en revanche, prévenu qu'il réduirait les impôts à hauteur de 1 milliard d'euros. Les syndicats étaient donc sous pression. D'autant que le gouvernement menaçait en réalité de reprendre la main si aucun accord n'était trouvé pour réduire le coût du travail. Cela eût signifié la fin d'une tradition, le fameux « consensus nordique », qui donne beaucoup de pouvoir aux syndicats. Du reste, l'accord pouvait sembler favorable aux salariés puisqu'il se situait sous l'objectif fixé par le gouvernement.

L'accord du gouvernement

Juha Sipilä a néanmoins béni l'accord. Mais pour les baisses d'impôts, il faudra attendre encore. Pour lui, les mesures décidées par les partenaires sociaux sont « un premier pas » qu'il faudra « mette en œuvre. » Il n'est donc pas certain que cet accord suffise. Le ministre des Finances Alexander Stubb, par ailleurs ancien premier ministre, a prévenu qu'il faudra sans doute « se mettre d'accord sur de nouvelles mesures. » Ce contrat n'est donc peut-être qu'un début à de nouvelles exigences. Le gouvernement s'attend à ce que cet accord crée 35.000 emplois alors que le pays compte 252.000 chômeurs et un taux de chômage de 9,4 %.

Reste à connaître la réaction des Finlandais. Un collectif anti-austérité, Joukkovoima (« ensemble de forces ») a appelé à des rassemblements ce week-end à Helsinki et Pori, mais la mobilisation sera sans doute assez faible. On notera que quelques syndicats, comme celui des transports ou le PAM dans les services, ont refusé l'accord. Les agriculteurs manifesteront aussi ce week-end contre la politique du gouvernement. Globalement, le mécontentement semble monter contre le gouvernement. Le dernier sondage de Taloustutkimus donnait dix points de plus que lors des élections de 2015 à la gauche et neuf points de moins à la coalition au pouvoir qui regroupe centristes, libéraux eurosceptiques et conservateurs. latribune.fr 11.03

Et dès le lendemain...

L'agence Fitch retire à son tour le triple A à la Finlande - La Tribune 12.03

Ils sont ultra minoritaires et illégitimes pour décider de notre sort et de l'orientation de la société.

Le gouvernement, le PS et sa "majorité" parlementaire sont ultra minoritaires dans le pays, illégitimes, il faut donc leur dénier le droit de s'attaquer à nos acquis.

En fait ce sont tous les partis qui ont participé à ces scrutins qui n'ont aucune légitimité, les institutions de la Ve République dont ils constituent les piliers qui sont massivement rejetées par l'immense majorité des travailleurs, posant la question d'un Etat, d'un gouvernement des partis, courants et tendances du mouvement ouvrier qui combattent à leur côté pour en finir avec ce régime incompatible avec la satisfaction de leurs besoins, pour une République sociale, le socialisme.

Outre le résultat de ces élections, un dernier sondage confirme l'illégitimité de Hollande et Valls, qui récoltent respectivement 17 et 24% de soutien à leur politique ultra réactionnaire. (OpinionWay pour Metronews et LCI publié dimanche.)

La question qui est posée est de savoir comment organiser cette immense majorité de travailleurs qui plus ou moins consciemment rejettent les institutions et le régime en place, comment faire en sorte que cette conscience mûrisse pour les balayer et instaurer une République sociale qui rompe avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions nationales, européennes ou internationales.

Certainement pas en suivant l'illusionniste Mélenchon qui veut "leur montrer comment on peut changer la vie" (lors de l'émission "C Politique" sur France 5.) sans changer les bases sociales sur laquelle repose la société, ce qui revient en réalité à ne rien changer du tout, 48 ans après mai 68 les faits le prouvent suffisamment.

Taux de participation dimanche 13 mars 2016 au premier tour de trois élections législatives partielles.

Yvelines : 29,25%.

Aisne : 33,97%.

Nord (10e circonscription) : 21,7%.

Résultats du PS laminé :

Nord : 11,24% (en 2012 : 30,77 %), soit 2,43%.

Yvelines : 12,98% (plus de 30 % en 2012), soit 3,79%.

Aisne : 15,69% (en 2012 : 35,47 %), soit 5,32%.

S'en trouvera-t-il encore parmi nous pour tenter de sauver le PS ?

En famille. Un despote en quête désespérément de soutien.

- Politique : Bernadette Chirac et François Hollande se réconcilient - Francetv info

A bas l'UE !

- Les Français souhaitent un référendum sur la sortie de la France de l'UE - 20minutes.fr

Les Français souhaitent majoritairement (53 %) l'organisation d'un référendum sur la place de leur pays dans l'UE comme ce sera le cas au Royaume-Uni le 23 juin prochain.

Même si, en cas de consultation, le « oui » au maintien de la France au sein des 28 l'emporterait, avec 45 % pour. 33 % se disent contre et 22 % restent indécis. C'est ce que révèle une étude dirigée par l'Université d'Édimbourg, publiée jeudi. 20minutes.fr 12.03

L'OTAN et l'islamo-sioniste Erdogan fer de lance de la fascisation de l'Europe

- A Magdebourg, dans l'est de Allemagne, l'AfD célèbre sa percée - Reuters

A Magdebourg, dans l'est de l'Allemagne, le parti anti-immigration AfD (Alternative pour l'Allemagne) a obtenu 24% des voix, formé il y a trois ans son score était encore impensable il y a un an.

Outre le résultat en Saxe-Anhalt, l'AfD a remporté 15% des voix dans le prospère Bade-Wurtemberg, et plus de 12% en Rhénanie-Palatinat. (source : Reuters 13.03)

Déstabilisation et stratégie du chaos.

- Duel entre le président Maduro et l'opposition dans les rues vénézuéliennes - LeMonde.fr

- Brésil: manifestations contre Rousseff en pleine tempête politique - AFP

- En Chine, plus de 99 % des personnes poursuivies par la justice jugées coupables en 2015 - LeMonde.fr

Le harcèlement de l'impérialisme américain et ses agents est permanent :

Les médias condamnent les grèves en France (journées noires)... et les célèbres en Chine.

- Chine : plusieurs milliers de mineurs en grève - Liberation.fr 13.03

Les médias condamnent les manifestations en France contre le pouvoir en place... et les célèbres au Brésil.

- Trois millions de Brésiliens dans la rue contre leur présidente - Francetv info 13.03

Haut de page

Le 17 mars 2016

CAUSERIE

Service minimum. Je me demande comment j'ai pu actualiser le site quotidiennement pendant tant d'années quand je vois à quel point je suis crevé.

Le soir je ne bosse plus, je me détends en regardant des vieux fims français en noir et blanc des années 30 à 60, pendant que les filles regardent un film tamoul. Par Internet je leur charge un film que je transfère sur une clé USB, que je branche ensuite sur la télé, moi je me contente de l'écran de l'ordinateur. Entre 22h30 et 23h Adi rentre dormir chez elle et extinction des feux.

Qui est responsable de quoi ?

- Obama satisfait de son action en Libye - par Valentin Vasilescu - voltairenet.org

Bien que la guerre contre la Jamahiriya arabe libyenne ait été menée au prétexte de protéger les populations civiles, il est aujourd'hui impossible de nier qu'elle a été conduite par les États-Unis avec l'intention de changer le régime. Les citoyens des États démocratiques qui ont soutenu cette opération en sont donc co-responsables. Mais jusqu'à quel point ?

Qu'ont fait les sociétés civiles, les médias et les citoyens anesthésiés de ces États occidentaux pour prévenir les catastrophes de la Libye, de la Syrie et d'autres pays touchés par le « printemps arabe » ? Les citoyens européens doivent-ils assumer les conséquences des actes de leurs dirigeants ? Je fais allusion aux attentats à Paris et en Europe, à la vague de « réfugiés », etc. voltairenet.org/fr 14.03.2016

Les responsables sont ceux qui disposent d'un pouvoir, du pouvoir de condamner le capitalisme et de combattre pour qu'il disparaisse et qui ne le font pas, et non le citoyen lambda qui ne dispose d'aucun pouvoir, hormis se mobiliser quand il en trouve la force et les moyens de contourner les obstacles qui se dressent sur leur chemin.

Ils se sont contentés ici comme ailleurs et toujours de commenter et condamner les méfaits du capitalisme et ses conséquences dramatiques pour les populations, en s'en remettant à des personnalités ou des institutions inféodées au capitalisme pour mettre un terme à ses méfaits, autrement dit ils ont demandé à ceux qui directement ou indirectement sont complices de la survie du capitalisme avec toutes les conséquences que cela impliquent de s'en charger sachant qu'ils n'en feront rien évidemment. C'est de la pure démagogie travestie en bonnes intentions qui ne coûtent rien puisque sans lendemain.

Décider de s'en remettre au capitalisme et à ses institutions pour mettre un terme à la situation dramatique dans laquelle ils ont plongés la société et le monde, tous les peuples, c'est tourner le dos à une issue politique qui serait conforme aux besoins des travailleurs, c'est refuser d'envisager un changement de société, parce qu'on refuse d'accorder son soutien à l'immense masse des exploités qui constituent la majorité de la population, c'est lui dénier le rôle historique qui lui revient, c'est nier que la classe ouvrière constitue la seule classe progressiste, et par conséquent c'est nier ses droits et sa capacité à gouverner la société, finalement c'est adopter une position idéologique qui ne peut que conforter le capitalisme au lieu de le combattre au-delà des apparences trompeuses.

Ils fustigent les puissants et leurs excès de pouvoir, mais ils ne peuvent s'empêcher de s'en remettre à eux, ils ne peuvent pas s'en passer, ils n'ont pas véritablement la volonté de les affronter, du coup logiquement ils en arrivent à fustiger les travailleurs qui porteraient la responsabilité des malheurs ou souffrances qui les accablent, ce discours est intolérable et témoigne dans quel camp se situent leurs auteurs, celui de la réaction.

Les travailleurs sont victimes de la propagande officielle, de l'idéologie de la classe dominante, de la désinformation permanente de la part des tenants du régime et leur porte-parole, les médias, de l'ignorance dans laquelle sciemment ils les maintiennent et sans laquelle ils ne pourraient appliquer leur politique antisociale, impérialiste, ultra réactionnaire.

Ce n'est certainement pas en ménageant le capitalisme et ses institutions ou en leur trouvant des vertus qu'on parviendra à élever le niveau de conscience politique des travailleurs ou à régler les difficultés auxquelles est confrontée la civilisation humaine. Ceux qui se présentent comme des opposants en privilégiant un impérialisme plutôt qu'un autre, un bloc contre un autre, des contestataires du néolibéralisme en lui préférant le libéralisme qui servait hier d'idéologie à la classe dominante, ceux qu'on présente comme des médias alternatifs ou critiques sont des bavards ignares, sots, stériles, impuissants qui brassent du vent ou ressassent des lieux communs, ce que confirment les conclusions de leurs articles ou analyses, à l'arrivée inutiles puisqu'ils avouent eux-mêmes qu'ils n'ont jamais réussi à empêcher la classe dominante de parvenir à ses fins.

Ce qui reste inchangé dans le projet de Loi des esclavagistes.

change.org - Ce qui ne change pas dans la Loi Travail : la possibilité pour une entreprise de licencier sans avoir de difficultés économiques, la suppression de la visite médicale obligatoire, la possibilité par accord de majorer seulement de 10% les heures supplémentaires, la possibilité par accord d'allonger le temps de travail, la possibilité de fractionner les 11 heures de repos hebdomadaires, l'augmentation du travail de nuit, la baisse de rémunération des heures complémentaires pour les temps partiels, la modulation du temps de travail sur 3 ans, la durée de vie réduite des accords d'entreprise, la possibilité de contourner les syndicats en organisant des référendums, la possibilité par accord d'imposer aux salariés une baisse de leur salaire et une modification de leur temps de travail, la suppression du minimum de 6 mois de salaire à titre de dommages et intérêts en cas de licenciement injustifié, l'abaissement de 12 à 6 mois du minimum de dommages et intérêts en cas de licenciement pour inaptitude à la suite d'un accident du travail ou de maladie professionnelle sans recherche de reclassement... change.org

Le Compte personnel d'activité (CPA) relève de la mystification.

Le Compte personnel d'activité (CPA) ne protège en rien les travailleurs, ne leur accorde en réalié aucun droit nouveau. Les chômeurs ont déjà le droit se suivre une formation. Il est inopérant ou inutile quand vous travaillez, puisque les droits que vous seriez susceptibles de faire valoir viendraient heurter ceux de votre patron qui n'hésiterait pas à saisir ce prétexte pour se séparer de vous si vous insistiez.

Car en effet, c'est lui et lui seul qui décide jusqu'à nouvel ordre, qui de lui ou de vous décide de l'organisation du travail dans l'entreprise, de votre temps de travail. Ainsi si vous passez outre cette réalité et que vous entendez faire valoir un droit quelconque (à la formation ou à un congé supplémentaire par exemple) qui se traduirait par une modification ou une diminution de votre temps de travail et forcerait votre patron à transférer une partie de votre charge de travail sur un autre poste de travail, et que votre patron le voit d'un mauvais oeil ou s'y oppose, si vous insistiez, vous seriez catalogué parmi les premiers salariés figurant sur la prochaine liste de licenciements ou ceux qu'il faudrait sanctionner ou mettre au placard pour les forcer à démissionner.

En fait de droits, sans les supprimer il ne sert qu'à rendre plus supportable les tares du capitalisme qui vous conduisent au chômage ou vous forcent à subir des conditions de travail qui vous épuiseront physiquement prématurément, il a pour vertu d'entériner les rapports sociaux existant et d'y soumettre chaque travailleur, pas n'importe comment, en faisant en sorte qu'ils en soient les complices de manière à ce qu'ils n'aient pas à les contester. Bref, on aura compris que le Compte personnel d'activité (CPA) doit servir avant tout à mieux enchaîner les travailleurs au capitalisme.

Finalement, le Compte personnel d'activité (CPA) est une escroquerie, dans la mesure où il présente comme des droits nouveaux pour les travailleurs des droits déjà en vigueur, et dans la mesure où il recense le parcours professionnel de chaque salarié que les patrons pourront consulter, en guise de mesure sociale ou progressiste, il s'assimile davantage au carnet de travail promulgué par le régime de Vichy.

On peut assimiler le Compte personnel d'activité (CPA) à un fichage en règle de chaque travailleur, à un fichier mis à la disposition des patrons, qui en fonction de son contenu ou du profil qu'ils recherchent leur permettront de sélectionner les éléments les plus sains, dociles, les plus à même d'accepter les conditions (flexibles ou arbitraires) d'exploitation qu'ils leurs imposeront.

Compte personnel d'activité. Rappel.

- Compte personnel d'activité (CPA): la CFDT, FO et la CFTC sont partants - lentreprise.lexpress.fr 17.02.2016

Trois syndicats ont signé un texte de "position commune" sur le compte personnel d'activité. La mesure devrait figurer dans le futur projet de loi sur le droit du travail, porté par Myriam El Khomri.

FO a signé la position commune lundi et rappelé que le CPA "devait être garanti collectivement".

La CFTC a aussi apposé sa signature, mais en rappelant qu'elle souhaitait un dispositif "plus ambitieux", et en la conditionnant "à l'acceptation sans réserve du texte par le patronat".

Le 8 février, les partenaires sociaux se sont entendus sur une position commune a minima, après d'âpres discussions internes côté patronal (Medef, CGPME et UPA) sur le compte pénibilité, retiré du CPA puis réintégré in extremis. A l'issue des négociations, les organisations patronales ont annoncé qu'elles allaient consulter leurs instances pour signer le texte.

Le Medef attend notamment des garanties du gouvernement sur la "flexibilité" au sein du projet de loi El Khomri. lentreprise.lexpress.fr 17.02.2016

Projet de loi des négriers : les principales modifications du nouveau texte.

- Loi Travail : les principales modifications du nouveau texte - Francetv info

La loi Travail, revue et corrigée, a été à nouveau présentée par le Premier ministre Manuel Valls au patronat et aux syndicats, lundi 14 mars. Une nouvelle version censée apaiser les tensions nées autour du premier texte. Parmi les points d'achoppement, le plafonnement des indemnités prud'homales. Dans cette nouvelle version, ce projet est annulé. Concernant le forfait jour dans les très petites entreprises, qui cristallisait également les tensions, le dispositif est également annulé.

Un difficile compromis

Enfin, le projet de réforme du licenciement économique. Si les critères plus souples, inscrits dans le premier texte, sont maintenus, en revanche, le contrôle des licenciements dans les multinationales est renforcé. Des propositions censées permettre un compromis pour calmer la fronde syndicale, tout en conservant le soutien du monde patronal. Francetv info 15.03

La loi Travail fait ressortir que les besoins des exploiteurs et des exploités sont irrémédiablement inconciliables.

- Manuel Valls : "Nous allons jusqu'au bout" - Francetv info

Pour défendre la nouvelle version de la loi Travail, présentée lundi 14 mars aux syndicats et au patronat, Manuel Valls était l'invité du 20 heures de France 2. Il a assuré que le gouvernement allait "jusqu'au bout. Nous continuons à réformer. Mais ma mission, c'est d'écouter, d'entendre, pas seulement les partenaires sociaux, mais les Français, chefs d'entreprise ou salariés", a affirmé le Premier ministre, alors que la deuxième version du texte fait marche arrière sur plusieurs points, critiqués par certains syndicats.

"Privilégier le dialogue social"

"Je suis là pour trouver les compromis nécessaires, et avancer, parce que ce qui m'intéresse (…) c'est que nous puissions à travers ce texte, (…) privilégier le dialogue social au plus près des chefs d'entreprise et des salariés", a conclu le Premier ministre. Francetv info 15.03

Combat classe contre classe, à bas la collaboration de classes, le dialogue social !

- Loi Travail : la CFDT se rallie au texte présenté par Manuel Valls - Francetv info

- Loi travail: Cambadélis salue une "victoire de la concertation" - AFP

C'était le syndicat que le gouvernement devait convaincre, c'est fait. La CFDT a avoué sa satisfaction après les changements annoncés par Manuel Valls sur le projet de Loi Travail. "Nous avons pesé sur le projet de loi parce que nous nous sommes mobilisés", explique Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT.

Présentation le 24 mars prochain

Mais la CGT et Force ouvrière demandent toujours le retrait du texte. "Il y a quelques corrections (...) mais c'est nettement insuffisant", s'est exprimé Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO. Une insatisfaction partagée par le Medef qui dénonce "des reculades" et craint "la fin des haricots". La CGPME dénonce elle "une réforme à l'envers". Les étudiants qui étaient représentés par l'UNEF appellent eux à poursuivre les manifestations. La droite dénonce un texte vidé de sa substance. Le texte définitif sera présenté en Conseil des ministres le 24 mars prochain. AFP 15.03

Quelques réactions

Loi travail: réaction des organisations syndicales - AFP

- La mobilisation de la CGT contre le projet de loi Travail et la journée de grève prévue le 31 mars sont "plus que jamais d'actualité", a annoncé lundi Philippe Martinez, numéro un de la CGT, après les annonces de Manuel Valls.

- Le secrétaire général de Force ouvrière (FO) Jean-Claude Mailly a une nouvelle fois réclamé le retrait du projet de loi réformant le code du travail, n'étant pas satisfait par les modifications au texte présentées par Manuel Valls.

- L'Unef, premier syndicat étudiant de France, a appelé les "jeunes à continuer la mobilisation", au sortir de la réunion entre les partenaires sociaux et le Premier ministre sur la nouvelle version du projet de loi travail, alors que la Fage prône "la poursuite du dialogue".

- Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a salué les annonces lundi de Manuel Valls de réécriture du projet de loi travail, "potentiellement" porteur de "progrès pour les jeunes et les salariés".Alexandre Leroy, président de la Fage, deuxième syndicat étudiant, a pour sa part jugé que la nouvelle mouture permettait "la poursuite du dialogue" et n'a pas appelé à la mobilisation.

- Alexandre Leroy, président de la Fage, deuxième syndicat étudiant, a pour sa part jugé que la nouvelle mouture permettait "la poursuite du dialogue" et n'a pas appelé à la mobilisation. AFP 15.03

- Les Républicains voteront contre la loi Travail - Reuters

- Des jeunes ne veulent rien lâcher sur la loi Travail - Reuters

Vingt-trois organisations de jeunesse ont maintenu leur appel à manifester jeudi partout en France en dépit de la réécriture du projet de réforme du Code du travail présenté lundi par le Premier ministre, Manuel Valls.

La mobilisation s'annonce toutefois plus faible que le 9 mars, environ 80 rassemblements et manifestations figurant sur la carte de la mobilisation du collectif contre plus de 150 il y a une semaine, lorsque jeunes et salariés avaient défilé ensemble. Reuters 16.03

- Loi travail: Paris VIII vote le blocage jeudi pour obtenir le retrait - AFP

Mystification. Le bâton et la carotte.

- Économie : hausse générale des salaires à venir pour les fonctionnaires - Francetv info

Après six ans de gel, le fameux point d'indice devrait augmenter de 0,7 à 1,2%. Les derniers arbitrages sont encore en cours. Francetv info 15.03

- Notre-Dame-des-Landes : un référendum aura lieu en juin - Francetv info

Le référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes aura lieu en juin et ce sont les habitants du département qui voteront. Le débat n'est pour l'instant pas tranché. Francetv info 15.03

- La France, 32e pays le plus heureux du monde - LeFigaro.fr

Une étude internationale sur le bonheur publiée ce mercredi classe les pays en fonction du PIB par habitant, de l'espérance de vie, ou encore de l'absence de corruption. LeFigaro.fr 16.03

Pourquoi, parce que cela existerait des pays où la totalité de la population serait heureuse ? Connaît pas.

Et puis depuis quand chaque habitant profiterait à part égale du PIB d'un pays, bénéficierait de la même espérance de vie, serait égal devant la corruption ? Encore de la propagande idéologique.

On traduira par idéologie, l'interprétation que l'on fait de la réalité en fonction de ses besoins avoués ou inavoués, et non à partir des faits qui démontreraient qu'on ne peut les satisfaire qu'au détriment des autres, et quand il s'agit de la minorité qui détient le pouvoir, c'est injuuste et illégitime, et quand il s'agit de la majorité qui n'en détient aucun c'est juste et légitime.

Tous ceux qui refusent de combattre pour en finir avec le capitalisme sont des idéologues du régime déclarés ou non à des degrés divers qu'ils le veuillent ou non, avis aux amateurs ou à ses serviteurs. Vous comprenez pourquoi nous ne leur passons absolument rien, parce qu'on n'a pas du tout envie d'en faire partie ou de leur ressembler. C'est une question de principe, certes, mais aussi une question de survie politique, vous comprenez pourquoi le mouvement ouvrier est rempli de cadavres en décomposition...

Toujours plus fort. Lieux communs, inanités.

« Le lien très fort entre difficulté en lecture et difficulté sociale s'est aggravé » - LeMonde.fr

Michel Lussault, directeur de l'Institut français de l'éducation, analyse les enjeux de l'enseignement de la lecture aujourd'hui. LeMonde.fr 15.03

- Une étude du CNRS préconise de renoncer aux notes à l'école - LeFigaro.fr

Selon les conclusions du centre de recherches, l'évaluation par compétences permettrait notamment aux élèves de familles défavorisées d'augmenter leurs performances. LeFigaro.fr 16.03

Le CNRS craindrait-il un zéro pointé ? Ces gens-là se nourrissent de la décomposition du régime, ce sont des parasites.

La Légion d'honneur décernée à l'idéologie de la barbarie.

- Un scientifique français rend sa Légion d'honneur - sputniknews.com

L'anthropologue et préhistorien Alain Nicolas a rendu sa Légion d'honneur en signe de protestation contre la remise de cette décoration au prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Nayef Al Saoud.

L'ancien conservateur en chef des musées de France, l'anthropologue et préhistorien Alain Nicolas, a rendu sa Légion d'honneur en signe de protestation contre la remise de cette décoration au prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Nayef Al Saoud, rapporte le journal Liberation.

Le scientifique a adressé une lettre ouverte au président français François Hollande afin de lui annoncer sa décision.

"J'ai appris que vous avez remis la Légion d'honneur au prince héritier et ministre de l'Intérieur de l'Arabie saoudite. Ayant moi-même été décoré en 2002 par le président Chirac de cette même Légion d'honneur, je considère votre geste de président de la République française comme une insulte personnelle et collective insupportable", lit-on dans la lettre de M.Nicolas. L'ancien conservateur en chef des musées de France a déclaré qu'il ne voulait pas "figurer au côté de telles personnalités qui ne partagent pas les valeurs humaines et démocratique de la France". M.Nicolas a renvoyé sa décoration avec la lettre. sputniknews.com 14.03

Leur monde est à vomir. Guerre idéologique et propagande de guerre.

- Syrie 5 ans après : de la révolte au chaos - Public Sénat

270 000 morts, la moitié de sa population déplacée, 5 ans après les premières révoltes, la Syrie est plus que jamais en plein chaos. Ces dernières années ont vu se succéder la répression sanglante du régime de Bachar Al-Assad à celle de l'Organisation État Islamique. Public Sénat 15.03

L'amalgame pourri habituel...

- Chaos turc: à qui la faute? À Erdogan ou à la guerre en Syrie? - Slate.fr

Pour le chercheur franco-turc Bayram Balci, le président turc est loin d'être responsable de tous les maux dont on l'accuse. Surtout dans une situation aussi explosive, pris entre quatre feux. Slate.fr 15.03

Les voilà qui s'attendrissent sur le sort du malheureux frère musulman Erdogan "pris entre quatre feux". Ordures !

- Liban : une génération d'enfants syriens sacrifiée - Francetv info

5 millions de personnes ont fui la Syrie en cinq années de guerre en Syrie. La moitié sont des enfants et beaucoup se retrouvent dans des camps de fortune au Liban. Francetv info 16.03

Voilà que les porte-parole de la propagande de guerre du régime la main sur le coeur s'intéresseraient au sort des enfants qui en sont victimes en Syrie... Dégueulasse !

- L’allié français du paranoïaque Kadhafi - Libération.fr

Des archives prouvent que l’ex-régime libyen s’est servi d’un système développé par l’entreprise Amesys pour réprimer et torturer des opposants. Libération.fr 16.03

Traduire "opposants" par barbares armés wahhabites ou takfiristes. Il est vrai que pour décerner la Légion d'honneur au ministère de l'Intérieur saoudien il ne faut pas être paranoïaque, une pourriture finie suffit.

Haut de page

Le 22 mars 2016

CAUSERIE

Le 20 février dernier j'ai téléphoné à ma mère (82 ans et veuve), qui m'a dit qu'il lui restait 40 euros pour aller jusqu'au 4 mars. Cela dit, elle ne comprendra jamais pourquoi je me bats pour améliorer notre condition et pour le socialisme, quoique dorénavant elle me laisse parler, alors qu'avant elle me coupait systématiquement la parole et s'emportait si j'insistais...

Les autorités indiennes ont bloqué depuis un certain temps déjà l'accès à certains portails politiques, dont celui du PG, du groupe CPS et de la tendance Claire du NPA.

Je m'étais demandé si ce n'était pas ces formations politiques qui m'avaient bloqué l'accès à leur portail, et en passant hier matin dans une boutique Internet j'ai pu constater que ce blocage ne me concernait pas personnellement puisque je n'ai pas pu me connecter à ces portails, un message apparaissant à l'écran stipulait que ce blocage venait des autorités indiennes. Pourquoi ces portails? Je l'ignore.

Conditionnement des jeunes par les professionnels de la désinformation ou les propagandistes du régime subventionnés par l'Etat.

- Semaine de la presse à l'école : «On doit apprendre aux élèves où chercher l'information» - LeFigaro.fr

Au programme de cette 27e édition : sensibilisation des élèves aux médias et à la liberté d'expression. LeFigaro.fr 21.03

Traduisez : il ne faut pas qu'ils aillent chercher l'info là où il ne faut pas, où ils pourraient apprendre des choses que les médias aux ordres leur cachent ou que les médias institutionnels leur mentent ou manipulent les faits.

Ils ont tout faux, car un jeune a tendance à faire exactement l'inverse de ce qu'on lui recommande de faire généralement, ou il développe naturellement un esprit critique qui le porte à écarter ou à rejeter la voix institutionnelle qui ne prend pas en compte ses aspirations.

Il est comme un enfant à qui on intime l'ordre de ne pas faire quelque chose sans trouver les mots pour lui expliquer pourquoi, et qui pour cette raison n'en fera qu'à sa tête ou n'obéira pas.

Un jeune est curieux par nature et il se pose beaucoup de questions, ce qui constitue un défi insoutenable pour ceux qui tentent de le manipuler ou qui le prennent pour un imbécile ou un ignorant, il ne pourra pas répondre à ses questions et il en conclura que l'adulte qui s'adresse à lui n'en sait pas davantage que lui et qu'il n'a aucune raison de lui accorder la moindre confiance, dès lors il n'aura plus aucune emprise sur lui où éveillera des soupçons dès qu'il s'adressera à lui.

Quand les chaînes de l'exploitation deviennent socialistes !

On a généralement une conception du socialisme en rapport avec le milieu dont on est issu, sa condition ou son statut social. Combien de militants l'ignorent-ils ? Pour vous donnez une petite idée, selon Trotsky le nombre de marxistes parmi les dirigeants du parti bolchevik en Russie en 1917 tenait sur les doigts d'une main, mais sans rire en France aujourd'hui comme hier on ne compte plus le nombre de militants qui se prétendent marxistes ou socialistes parce qu'ils ont lu un tas d'ouvrages des maîtres du marxisme, ce qui en soi ne garantit en rien qu'ils soient parvenus à maîtriser le matérialisme dialectique et historique, bref, cherchez l'erreur.

- "Soyons tous socialistes !" - Lepoint.fr

Si je reprends l'annonce de notre ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, au cours de l'émission Des paroles et des actes du 12 mars 2015, dans laquelle il exprimait son souhait que chaque Français devienne actionnaire, nous pouvons lui dire : chiche, devenons socialistes ! (...)

Comme le socialisme prône dans sa philosophie la solidarité entre les différents acteurs de la société, nous pouvons donc affirmer que les actionnaires sont donc des socialistes par essence.

Ainsi il est donc dommage qu'une partie de leaders d'opinion, économistes, politiques, syndicalistes, et même médias, fustige les actionnaires comme étant les méchants dans la chaîne de valeur économique. Il est temps d'avoir un regard différent sur

ces investisseurs qui prennent des risques avec leur épargne. Lepoint.fr 20.03

Une dictature peut en cacher une autre.

- Elections au Kazakhstan : «Ils ont déjà décidé qui gagnera» - Liberation.fr 20.03

Il n'y a pas qu'au Kazakhstan que le pays est "minée par la crise économique et la corruption" (Liberation.fr). Vous avez du bol de déjà connaître votre prochain président.

Primaire à droite : Juppé (41%) devant Sarkozy (23%) dans les intentions de vote - LeParisien.fr 20.03

Un régime à bout de souffle.

La politique économique adoptée par le gouvernement Hollande-Valls et tous les gouvernements dans le monde témoigne que le système économique en place est incompatible avec les besoins et aspirations des travailleurs et qu'il doit disparaître. La crise du capitalisme a pris une telle ampleur qu'elle se traduit dorénavant par une crise politique permanente dans de plus en plus de pays dans le monde, et toujours autant ou plus de guerres...

Pour près de 9 Français sur 10, la politique économique du gouvernement est "mauvaise" - AFP

Près de neuf Français sur 10 jugent "mauvaise" la politique économique du gouvernement mais une majorité d'entre eux préfère le ministre de l'Economie Emmanuel Macron au Premier ministre Manuel Valls, selon un sondage Odoxa pour les Echos à paraître lundi.

Selon cette enquête réalisée pour le quotidien économique et Radio Classique auprès de 1.016 personnes de 18 ans et plus les 17 et 18 mars, 87% des Français jugent la politique économique du gouvernement "plutôt mauvaise" ou "très mauvaise". AFP 20.03

La crise politique qui ronge le régime.

- La popularité de Valls et Hollande dégringole - AFP

La cote de popularité de Manuel Valls est en forte baisse en mars (-6), en plein débat sur la réforme du Code du travail, et celle de François Hollande (-2) continue de s'effriter, selon un sondage Ifop pour le Journal du dimanche diffusé lundi.

Avec 27% d'opinions favorables, le Premier ministre enregistre son pire score depuis son arrivée à Matignon en avril 2014. 72% ("6) des personnes interrogées se disent aujourd'hui mécontentes de son action à la tête du gouvernement.

En un mois, Manuel Valls perd 15 points chez les employés (à 23%), et 7 points chez les ouvriers (22%). Et si 57% des proches du Parti socialiste approuvent toujours son action, c'est 6 points de moins qu'en février.

L'impopularité du Premier ministre ne protège pas François Hollande, dont l'action à la tête de l'Etat n'est plus approuvée que par 17% des Français. 82% ("1) des personnes interrogées se disent au contraire mécontentes du président de la République. AFP 21.03

Les institutions de la Ve République sont illégitimes : Abolition !

Taux de participation du second tour des trois législatives partielles dans l'Aisne, le Nord et les Yvelines de dimanche :

- 26,12% dans la 2e circonscription des Yvelines,

- 34,25% dans la 2e circonscription de l'Aisne, le candidat

- 22,00% dans la 10e circonscription du Nord

Ont été élus :

Yvelines - Pascal Thévenot (Les Républicains) 72,25%, soit 18,87%

Aisne - Julien Dive (Les Républicains) 61,14%, soit 20,94%

Nord- Vincent Ledoux (Les Républicains 67,92%, soit 14,94%

Avec 18,87%, 20,94% et 14,94% ces "élus" sont ultra minoritaires et illégitimes, ils ne représentent que les nantis servis ou épargnés par le régime.

Que cela ne tienne, le populisme ne connaît plus de limites :

Nicolas Sarkozy a "félicité chaleureusement les trois candidats Républicains (...) qui ont confirmé et amplifié leurs résultats exceptionnels de dimanche dernier".

"En leur confiant une très nette majorité de suffrages, (les électeurs) ont exprimé que Les Républicains et leurs partenaires étaient les seuls à pouvoir incarner l'alternance nécessaire pour relever les défis qui attendent notre pays", a estimé M. Sarkozy. AFP 21.03

Soit, à l'heure où les travailleurs rejettent dans leur immense majorité tous les partis qui incarnent les institutions et le régime, les candidats à la présidentielle de 2017 se bousculent au portillon pour les légitimer, Poutou pour le NPA le dernier en date, après Arthaud pour LO, Mélenchon le charlatan...

Nous avons expliqué qu'il aurait fallu boycotter toutes les élections qui se sont déroulées dans le cadre antidémocratique de la Ve République et qu'une autre position était opportuniste ou une erreur politique, nous persistons et signons, ajoutons en avouant que c'est facile, que les faits nous donnent raison.

Les sceptiques qui veulent toujours avoir raison nous rétorqueront que ce n'était pas le cas il y a quelques décennies en arrière et qu'on verse dans la démagogie. De leur point de vue étriqué qui se limite à une interprétation de la situation soumise ou réduite au cadre institutionnel ils ont raison, mais sur le plan historique sur lequel se situe le combat pour préparer les conditions pour en finir avec le régime, ils ont tort, or c'est celui-là qui est déterminant.

La culture des illusions est si ancrée dans l'esprit de la plupart des militants, qu'ils sont prêts à le justifier en recourant à des arguments malhonnêtes dans lesquels ils ne croient pas eux-mêmes, sauf à convenir qu'ils ont fini par abandonner le combat pour le socialisme et s'accommoder du capitalisme, ce qu'ils nieront évidemment. Ils sont ainsi entraînés à tourner le dos à la majorité des travailleurs qui ne leur accordent pas davantage confiance, ce en quoi ils ont raison.

Le monde est à leur image, vieux, faible, usé, malade, grabataire, à l'agonie.

- La politique française est verrouillée par le vote des seniors - Slate.fr

Un facteur majeur pèse sur la définition de l'offre politique de la prochaine élection présidentielle: le vote des retraités. Ses implications idéologiques et politiques touchent la droite comme la gauche. Sa part relative ne cesse de croître sous le double effet du vieillissement démographique et de la surparticipation électorale croissante des seniors.

En effet, si le taux de participation des électeurs de plus de 60 ans, s'est établi, selon l'institut Ipsos, à plus de 87% au second tour de l'élection présidentielle de 2012 (contre 80% sur l'ensemble de l'électorat), cette tendance s'est accrue lors des élections intermédiaires. Ces dernières ont été marquées par une abstention plus élevée et le poids relatif des seniors y atteint des surproportions remarquables, toujours selon le même institut: 76% de participation aux dernières municipales (contre 61% pour la moyenne des électeurs), 60% aux européennes (contre 43%), 64% aux départementales (contre 50%), 67% aux régionales (contre 50%).

Quels sont les grands facteurs à l'œuvre? Premier point, la population française vieillit, et le poids des électeurs âgés parmi les électeurs augmente. Jusqu'ici, tout est très logique.

Deuxième point, la surparticipation électorale des électeurs âgés s'accroît. En l'absence d'études très poussées sur ce sujet, on peut émettre la double hypothèse que l'offre politique répond d'une manière plus satisfaisante aux préoccupations des électeurs âgés et que la politique effectivement menée par les gouvernements successifs fait de même. Sans compter que le phénomène majeur de la «mal inscription» électorale est concentré sur les jeunes et les actifs, alors que les électeurs âgés sont à la fois bien inscrits et utilisent massivement la procuration pour maintenir leur taux de participation.

Troisième point, les élections intermédiaires sont des élections où s'abstiennent prioritairement les actifs et où dominent les retraités...

Dernier point, la seule élection où les actifs «rentrent dans le jeu» est l'élection présidentielle, mais par un effet de persistance rétinienne, leur rôle dans l'élection en tant que tel est minorée car la logique médiatique est structurée par les mouvements des élections intermédiaires, qui surreprésentent les intérêts des électeurs âgés et font émerger des thématiques qui y répondent.

A mesure que l'électorat vieillit et que son rapport avec l'activité économique concrète devient un souvenir ou une abstraction, l'offre politique se structure autour d'un nouvel économicisme abstrait et moralisateur. Son objet est de faire se déplacer les arbitrages rendus nécessaires par les contraintes budgétaires en faveur des inactifs âgés contre les actifs (employés ou chômeurs), d'où la concentration des ajustements sur les actifs et le marché du travail plutôt que sur le niveau des pensions ou le système de santé. Slate.fr 21.03

Ce n'est pas pour rien qu'on a souvent entendu dire que les vieux étaient majoritairement réactionnaires, on en a là la preuve, si nécessaire. Normal, ils sont passés à côté de l'essentiel tout au long de leur vie à laquelle finalement ils n'ont rien compris, parole d'un vieux de 60 ans.

On s'est désintéressé de la question de la démographie mondiale ou en général, tout comme beaucoup de facteurs qu'on a traités par dessus la jambe ou en recourant à des formules obsolètes ou inappropriées, tout en prétendant fournir des analyses de la situation qui partant de là allaient être forcément foireuses.

Il faut bien avoir conscience que toutes les tendances qui aujourd'hui se manifestent avec une force irrésistible et qui allaient peser sur l'orientation de la société, étaient parfaitement prévisibles il y a plus d'un demi-siècle, avec toutes leurs conséquences économiques, sociales et politiques.

Nos dirigeants n'ont pas voulu en tenir compte dans leur stratégie politique pour notre plus grand malheur, hélas ! Et qu'ils ne viennent pas nous dire que la population mondiale serait passée de 3 à 7,3 milliards d'habitants en un clin d'oeil ou que personne ne l'aurait vu venir, idem pour l'espérance de la durée de vie qui a considérablement augmenté au cours de la seconde moitié du XXe siècle en France.

Les vieux sont portés à se foutre du futur parce qu'il est derrière eux, et les jeunes se foutent du passé parce qu'ils n'en ont pas eu, quant aux générations intermédiaires, elles sont condamnées à ne pas avoir de futur ou à en avoir un pire que le présent, et s'ils étaient nostalgiques du passé, ils ignorent comment ils pourraient le rattraper, qu'ils ne perdent pas leur temps à renouer avec lui, ce sera impossible aussi longtemps qu'ils ne regarderont pas devant eux, à condition de faire table rase du passé, ce qui nécessiterait de prendre conscience qu'il n'était finalement pas mieux que le présent.

Sans passé, pas de futur, et sans futur pas de passé, d'où la médiocrité du présent dans laquelle on s'enfonce un peu plus chaque jour.

L'idéologie criminelle wahhabite à l'honneur à Matignon.

"C'est une idéologie de mort", Manuel Valls, lundi, lors d'une réunion de "L'instance de dialogue avec l'islam de France" au ministère de l'Intérieur (AFP 21.03), à propos de l'idéologie véhiculée par les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique issue de l'idéologie officielle des régimes saoudien et qatari notamment que soutiennent Hollande et Valls ainsi que le gouvernement.

Comment faire pour détourner la radicalisation politique des masses contre le régime ?

- Valls : un "Islam fort" contre la radicalisation - AFP

- Le gouvernement veut renforcer la prévention de la radicalisation - LeFigaro.fr

- Le gouvernement sonne la mobilisation des acteurs musulmans contre la radicalisation - AFP

- Place Beauvau, on mobilise contre la radicalisation. - Liberation.fr

- Ciotti (LR) veut donner plus de moyens techniques aux prisons pour détecter la radicalisation - AFP

- Il faut comprendre la radicalisation djihadiste, admet Valls - Reuters

- Face au terrorisme, le chef de l'armée de terre réclame un «véritable projet de société» - Liberation.fr

Les communautaristes et racistes à la manoeuvre.

- Hollande lance la semaine contre le racisme et l'antisémitisme - AFP

Un régime en crise à l'échelle mondiale.

Pour éviter une crise politique, Cameron annonce le retrait d'une mesure budgétaire contestée - LeMonde.fr

Le ministre du travail avait donné sa démission vendredi pour protester contre une coupe de 1,3 milliard de livres dans les allocations d'invalidité. LeMonde.fr 21.03

Royaume-Uni: le gouvernement conservateur plongé dans une nouvelle crise interne - AFP

Le Premier ministre britannique David Cameron a été contraint lundi de retirer une mesure budgétaire qui a déclenché une crise gouvernementale, avec le référendum de juin sur le maintien dans l'UE en toile de fond. AFP 21.03

Le néofascisme en Europe : qui ne dit rien consent.

- Europe: les dirigeants occidentaux ferment les yeux sur le néofascisme - AFP

L'ex-président de la Croatie Stjepan Mesic signale le danger du fascisme qui pèse sur l'Europe, et critique la passivité de l'Occident face à ces phénomènes. Les dirigeants des pays occidentaux ferment les yeux sur le néofascisme en Europe, tout en sous-estimant la contribution soviétique à la victoire sur le fascisme, a indiqué l'ex-président de Croatie Stjepan Mesic dans un article publié dans le journal croate Novi list.

"La droite ne se contente pas de relever la tête, elle déploie aussi ses drapeaux fascistes dans les Etats dits en période de transition. Je ne citerai qu'un exemple. A Riga, les marches d'anciens légionnaires SS sont traditionnelles", constate M. Mesic, signalant le danger du nationalisme croate et de la "fascisation qui pèse sur la Croatie", ainsi que la passivité de l'Occident face à ce genre de manifestations.

"Quoi qu'il en soit, Angela Merkel garde le silence au sujet des événements à Riga (…). Le président français (François) Hollande et le locataire de la Maison Blanche (Barack) Obama n'en soufflent mot, eux non plus. Ils "ne remarquent pas" le néofascisme en Europe, tout en refusant de se rendre à Moscou pour participer aux célébrations du 70e anniversaire de la victoire sur le fascisme et ce, pour condamner la politique de (Vladimir) Poutine", a relevé l'ex-chef de l'Etat croate.

Selon lui, l'Union européenne est née de l'idée de la nécessité de mettre en place un mécanisme efficace de prévention d'une réédition de la guerre mondiale et de l'holocauste, mais ceux qui définissent aujourd'hui la politique de l'UE "l'ont oublié ou font semblant de l'avoir oublié". AFP 20.03

L'idéologie nazi compatible avec celle de l'UE.

- Un défilé des anciens soldats lettons de la Waffen SS - sputniknews.com

A Riga, le 16 mars est une date la date officieuse pour se rappeler les Légionnaires de la Lettonie, les soldats lettons qui ont servi dans Waffen SS et se sont battus à côté de l'Allemagne nazie dans la Deuxième Guerre mondiale.

Depuis 1994, les défiles réunissent un millier de personnes, malgré les protestations assidues des organisations antifascistes locales et internationales, malgré les demandes d'un Rapporteur Spécial des formes du racisme contemporain de l'ONU… Une fois de plus, cette année les anciens de la Légion Whaffen SS ont battu le pavé de la capitale lettonne, avec un muet consentement de l'Europe.

En 2000, le gouvernement letton a abolit la journée comme journée commémorative officielle. Mais ceux qui observent chaque année un millier de personnes défiler dans les rues de Riga ne sont pas dupes: l'indulgence effroyable des gouvernements des pays avoisinants de l'Europe réunie est évidente. Ca prend de l'ampleur même.

Pour Alexandre Prokopenko, Président du Parlement des non-représentés de Lettonie le message que tentent passer les manifestant est clair:

« La commémoration annuelle des Légionnaires de la Lettonie qui ont servi dans Waffen SS a une fonction très précise dans notre pays: notre gouvernement et tous ceux qui les soutiennent, essayent de réviser les résultats de la Seconde guerre mondiale. Etant de cote des nazis, ils ont perdu la guerre. Et maintenant, ils essayent organiser ces soi-disant « manifestations des vainqueurs » pour démontrer aux autres leur insignifiance. Ils essayent de dire: « Vous avez combattu de mauvais côté, il aurait fallu soutenir Hitler, c'est lui qui a libéré la Lettonie, et vous tous, ne sont que des occupants! »

Bien entendu, ni le Président, ni le gouvernement n'utilisent ces propos directs, mais ils sous-entendent cette opinion dans toutes leurs actions.

La preuve? Voilà: les manifestations antifascistes ne sont pas autorisées de défiler au centre-ville, on les envoie sur la périphérie. Et les descendants spirituels du nazisme, ainsi que quelques descendants directs des Légionnaires d'antan ont droit de passer en ville, sous les drapeaux d'état, et d'organiser une manifestation auprès du symbole de notre pays — la statue de la Liberté.

Cette année, les organisations antifascistes ont organisé une grande action de protestation. Ils ont fait la lecture des noms de gens qui ont péri: 400 000 personnes ont été tues par les nazis en Lettonie, dont 80 000 juifs. C'était une démarche très forte contre l'héroïsation du nazisme et le soutien gouvernemental dont elle bénéficie ».

La Russie est souvent critiquée assidument par les Pays Baltes, mais l'Europe ne lève pas sa voix contre eux… Pourtant, la, il a un prétexte très concret.

« Dans le système international du partage du travail politique, le rôle des Pays Baltes, et surtout le rôle de la Lettonie est tout particuliers. Ils doivent jouer le rôle d'un critique de la Russie, de jouer le rôle d'un chien qui aboie sur la caravane qui passe. Et ils sont récompenses par beaucoup d'indulgence. Certains dirigeant de l'Union Européenne peuvent les gronder de temps en temps, mais aucune action de ne suit les paroles ».

Pour le Père Patrick Desbois, président de l'association Yahad-In Unum et auteur du livre « La Shoah par balle », le révisionnisme vient souvent de l'ignorance:

« Je ne suis pas sûr que les jeunes de Riga aujourd'hui apprennent dans leurs livres d'Histoire les assassinats de masse. Je ne suis pas sûr qu'ils connaissent les fusillades de dizaines de milliers de personnes en Biélorussie par des Lettons. Et quand on ne sait pas, on ré-fabrique l'histoire. C'est l'ignorance qui fabrique l'histoire. La tentation fasciste est une tentation très forte. Ça donne une supériorité et ça a tenté des milliers de jeunes. Inconsciemment, ce genre de manifestations soutiennent des idéologies ».

L'écrivain Marek Halter considère que l'Europe ne doit pas être indulgente:

« Il faut que l'UE réagisse. L'appelle a la haine, les appelles racistes sont condamnes par les règles de l'UE. Riga fait partie de l'UE. L'UE doit prendre les mesures et demander aux gouvernements d'interdire ce genre de manifestations. Il y a des principes en Europe et c'est autour de ces principes et ces valeurs que l'Europe s'est constituée. La solidarité, les respects des autres, la condamnation du racisme et de l'antisémitisme. Si l'Europe ne réagit pas, il faudrait organiser devant les ambassades dans tous les pays européens ».

La Russie n'oubliera jamais le prix que son peuple a payé pour la victoire à la Seconde Guerre mondiale, mais les Pays baltes tentent de spéculer là-dessus et de d'attirer les faveurs de l'Europe:

« Il y a un problème avec certains pays baltes. Pendant la guerre, ils n'étaient pas de bonne côté de la barricade. La plupart de gardiens des camps d'extermination venaient de là-bas. Je crois que, contrairement à d'autres pays comme l'Allemagne, ils n'ont jamais fait leur mea-culpa. La « dénazification » dans les esprits n'a jamais été accomplie. On les a pris dans l'Europe sans leur demander les comptes sur leur passe.

A partir du moment qu'ils ont rentre dans l'Europe, ils ont accepté les conditions aussi et l'idéologie de l'Europe. Il faudrait que l'Europe se manifeste ».

L'Ambassade de Russie en Lettonie a commenté de son côté les manifestations à Riga. « La « Journée des Légionnaires » est une insulte à la mémoire des millions d'innocents de toutes les nationalités qui ont péris pendant la guerre » — lit-on dans le communiqué diffusé par l'Ambassade. sputniknews.com 21.03

Si l'idéologie nazi est compatible avec celle néolibérale de l'UE, qui elle-même est compatible avec celle du sionisme, le lien qui les unit réside dans la présetvation du capitalisme.

Plus sioniste que moi tu meurs !

Quand c'est l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui fait les présidents des Etats-Unis et orientent leur politique en fonction de sa stratégie politique néolibérale.

- Devant les juifs américains, Clinton et Trump s'affrontent sur Israël - AFP

La candidate démocrate à la présidentielle américaine Hillary Clinton et son rival républicain Donald Trump se sont affrontés lundi à propos d'Israël devant un puissant groupe de pression juif américain, faisant de l'alliance avec l'Etat hébreu un enjeu de la course à la Maison Blanche.

Les Etats-Unis comptent selon diverses estimations entre cinq et six millions de juifs américains, soit la plus grande communauté juive après celle d'Israël, et cet électorat, que l'on dit souvent acquis au camp démocrate, reste déterminant pour tout prétendant à la présidence américaine.

"Oui, nous avons besoin de constance, pas d'un président qui dit qu'il est neutre le lundi, pro-Israël le mardi, et on ne sait pas quoi d'autre le mercredi parce que tout est négociable. (...) La sécurité d'Israël n'est pas négociable", a attaqué Mme Clinton devant la conférence annuelle du groupe de pression pro-israélien Aipac.

Le favori des primaires républicaines Donald Trump a riposté quelques heures plus tard devant le même auditoire de 15.000 personnes: à ses yeux, l'ancienne secrétaire d'Etat (2009-2013) du président Barack Obama fut une "catastrophe complète" à la tête de la diplomatie américaine.

"Quand je serai président, il en sera fini des jours où l'on traitait Israël comme un citoyen de seconde zone", a promis le tonitruant milliardaire, originaire de New York où résident de très nombreux juifs américains.

Le passage de M. Trump devant l'Aipac avait été précédé de menaces de manifestations hostiles au magnat de l'immobilier, mais son discours a été plutôt bien accueilli par la salle.

Il a été particulièrement applaudi lorsqu'il a brisé un tabou sur le conflit israélo-palestinien en s'engageant, s'il est élu, à reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu et à transférer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à la Ville sainte.

M. Trump a également juré de "démanteler l'accord catastrophique" scellé en juillet entre les grandes puissances et l'Iran sur son programme nucléaire et a accusé M. Obama d'avoir "peut-être été la pire chose qui soit jamais arrivée à Israël". AFP 21.03

Concentration du capital.

- Etats-Unis: grosse fusion dans les matériaux de construction - AFP

Le groupe américain Sherwin-Williams, spécialisé dans les revêtements industriels et matériaux de construction, a annoncé dimanche le rachat pour 11,3 milliards de dollars de son compatriote Valspar Corporation pour former un géant mondial du secteur.

La nouvelle entité emploiera 58.000 personnes à travers le monde et réalisera un chiffre d'affaires de 15,6 milliards de dollars, affirme Sherwin-Williams, qui table sur des synergies de 280 millions de dollars à court terme. A terme, le groupe vise 320 millions de dollars d'économies.

Valspar, qui est basé à Minneapolis (Minnesota, nord), est spécialisée dans la fabrication de peinture (automobile, bâtiments et déco, emballage, peinture industrielle) et d'enduits. Le groupe, qui pesait 6,62 milliards de dollars en Bourse vendredi, est particulièrement présent en Europe et en Asie-Pacifique. AFP 20.03

Haut de page

Le 25 mars 2016

CAUSERIE

J'ai arrêté provisoirement mes travaux pour m'occuper de l'escroquerie dont j'ai été victime il y a deux ans. Du coup je dois rédiger des lettres en anglais destinées aux autorités indiennes, en français au consulat, et je n'arrête pas de faire des allers et retours à un commissariat de police situé à 15 kilomètres de chez moi. En tout avec mon épouse, séparément ou ensemble, nous sommes allés à 8 reprises dans deux commissariats différents sans parvenir à ce jour à faire enregistrer notre plainte indispensable pour entamer une action judiciaire contre notre voleur, malgré les preuves matérielles et le témoin que j'ai fournis, une histoire de dingue. J'ai un nouveau rendez-vous lundi prochain à 10 heures. Qui a dit que je n'étais pas patient ?

N'ayant plus le temps ni l'envie de me consacrer à des activités manuelles, il fait 40°C à l'ombre, j'en ai consacré une partie pour actualiser le site sommairement.

J'ai rédigé ce qui suit très vite ou d'un trait, cela vaut ce que ça vaut, je suis toujours épuisé.

Quelques réflexions politiques.

1- Le néolibéralisme avec ses conséquences sociales désastreuses, dramatiques pour tous les peuples, ses banquiers mafieux d'un cynisme sans fond, cruels, monstrueux, qui tirent les ficelles en toute impunité, leur élite intellectuelle misérable et néofasciste qui a pour tâche de corrompre les esprits ou soumettre les populations à l'ordre mondial infâme qu'ils entendent instaurer, les guerres de rapine ou coloniale et sans fin qu'ils livrent à des Etats ou des peuples qui ne leur ont jamais déclaré la guerre uniquement pour s'accaparer leurs richesses, leur armée de brigands, de mercenaires armés, de terroristes, de barbares qui sèment le chaos et la désolation derrière eux, qui essaiment la planète en faisant régner la terreur sur tous les continents, l'ensemble aboutit une société nauséabonde, insupportable, plus inégalitaire et injuste que jamais, policière, militarisée, finalement à la dislocation des acquis de la civilisation humaine promise à la pire barbarie si on ne les arrête pas, autrement dit si on ne renoue pas avec le socialisme.

Le néolibéralisme ou la stratégie politique adoptée par les sommets de l'oligarchie financière n'est pas le produit du hasard ou d'une erreur d'analyse, il n'est pas le fait d'idéologues égarés ou farfelus, de capitalistes plus cupides ou avides de richesses que les autres, au stade où en sont rendues les contradictions du capitalisme, la crise permanente qui le ravage, il est la seule réponse possible, la seule politique envisageable pour tenter de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme face au socialisme.

Tous ceux qui prétendent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers ou qui affirment qu'un retour en arrière serait possible en vantant les mérites du libéralisme, du réformisme, de la démocratie, sont en réalité de funestes illusionnistes, des charlatans, des agents du capitalisme, des ennemis des exploités et des opprimés, ce sont des nostalgiques d'une époque révolue qu'ils enjolivent à loisir (Les jours heureux, les Trente glorieuses, etc.), alors qu'au même moment pour des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde cette époque fut un véritable cauchemar sur fond de colonialisme et de surexploitation, de guerres incessantes, de répression, de coups d'Etat, d'assassinats d'opposants, de génocides, de famines, etc.

S'ils recourent au néolibéralisme, c'est parce qu'ils n'ont pas le choix pour perpétuer leur hégémonie de classe ou conserver leur pouvoir, face au socialisme qui leur confisquerait au profit de l'immense majorité de la population qui produit les richesses ou assure le fonctionnement de la société, l'ensemble des travailleurs des secteurs privé et public.

S'ils recourent au néolibéralisme, c'est surtout parce qu'ils savent que le capitalisme est condamné à la faillite, qu'il est en proie à une crise insurmontable autrement par une guerre mondiale qui risquerait de les emporter également, d'où sa nature devenue permanente et le système financier mafieux qu'ils ont développé, pour à la fois faire face ou contenir les contradictions exacerbées qui menacent le capitalisme, et parallèlement ou simultanément instaurer un nouvel ordre mondial dictatorial afin de s'en émanciper et assurer leur avenir.

Les différents stades par lesquels le développement du capitalisme est passé sur le plan économique (concurrence, monopole, oligopole), se sont accompagnés de leurs équivalents, leur contreparties ou leurs traductions sur le plan politique, libéralisme, conservatisme, néoconservatisme ou néolibéralisme.

Si personne n'envisage de revenir au rouet, à la charrue, au pot de chambre, à la machette ou à l'âge de pierre, personne ne doit envisager de retourner à l'époque de l'esclavage, de la féodalité, de la monarchie, de la dictature démocratique bourgeoise qui sont des temps définitivement révolus. Or c'est justement dans cette direction que l'oligarchie financière veut nous entraîner sur le plan politique en instaurant un ordre mondial nous réduisant en esclavage, à la merci de seigneurs de droits divins, de souverains au pouvoir absolu, d'Etats policiers, militarisés, le tout régi par des traités indissolubles ou gravés dans le marbre pour l'éternité établis sur les cendres de la démocratie et de la république, de nos droits sociaux et politiques.

Il n'existe pas plus de "plan B" que de "troisième voie" à la politique néolibérale mise en oeuvre par les gouvernements des 28 Etats de l'UE, faire croire le contraire est une supercherie politique destinée uniquement à tromper les militants et les travailleurs pour qu'ils se résignent à accepter le sort que les capitalistes leur ont réservé.

De la même manière, le "socialisme du XXIe siècle" ou la "révolution bolivarienne" est une escroquerie politique amené à rejoindre rapidement le musée des théories foireuses ou figure déjà le réformisme et le stalinisme dans ses différentes déclinaisons russes, chinoises, cubaines.

Il n'existe pas d'autres alternatives au capitalisme que le socialisme. La preuve en est que, lorsqu'on refuse de l'admettre ou qu'on n'est pas capable de le comprendre, on en vient inéluctablement à s'accommoder du capitalisme, à collaborer avec lui ou ses représentants, ses institutions, à devenir un de ses agents au sein du mouvement ouvrier que l'on trahit de la sorte.

De la même manière que le terrorisme n'est pas dû à une quelconque faiblesse ou erreur de tel ou tel gouvernement ou lacune des services de renseignement, les capitalistes en sont à l'origine, le nourrissent, l'exploitent pour terroriser la population, afin que leur gouvernement puisse appliquer tranquillement sa politique antisociale et accroître la surveillance de la population.

Ceux qui tiennent ce discours sont les mêmes qui prétendent vouloir corriger les excès du capitalisme ou le réformer, alors que c'est impossible. Les capitalistes utilisent le terrorisme comme une arme de guerre contre les peuples pour les soumettre, il

s'inscrit dans la continuité du déni et du populisme dans lesquels ils versent en permanence, de leur propagande qui relève de l'imposture et de la désinformation. Au même titre que la guerre, le terrorisme est la continuité de la politique menée par la classe dominante contre le prolétariat pour briser sa résistance au néolibéralisme.

Le néolibéralisme, en recourant au nihilisme, au populisme, à la guerre et au terrorisme, à des méthodes crapuleuses, mafieuses, criminelles, illégales, secrètes, doit être caractérisé d'extrême droite. A notre époque, ce n'est pas seulement la frontière entre la droite et la pseudo-gauche qui a explosé sous les convulsions de la crise permanente du capitalisme, mais aussi celle avec l'extrême droite, le fascisme. C'est l'enseignement que l'on pouvait tirer de leur réaction à l'instauration d'un gouvernement néonazi en Ukraine qu'ils soutiennent, notamment.

Bien entendu, ceux qui en seraient restés aux caractérisations d'autrefois qui étaient déjà en majeure partie faussées, n'en tireront aucune leçon pratique pour l'avenir, autant dire que leur politique desservira notre cause ou servira à cautionner des piliers du régime.

2- Les intellectuels qui critiquent ou condamnent le néolibéralisme et ses conséquences sans s'engager pour un changement de régime ou en finir avec le capitalisme, ne sont que des commentateurs stériles, inutiles, médiocres.

Ils pondent des articles bien ficelés à la pelle qui tous conduisent à remettre notre sort et celui de l'humanité entre les mains de nos bourreaux ou à nous soumettre à l'ordre établi.

La radicalité de leur discours qui tient du sophisme ou du lieu commun est comparable à la virilité d'un eunuque, ils représentent un danger aussi grand pour le régime qu'un eunuque pour une prostituée à la retraite.

Ils ne veulent pas admettre ou comprendre que la situation actuelle dramatique ou terrifiante dans laquelle se trouve plongé le monde, s'inscrit dans le prolongement du développement du capitalisme ou qu'elle devait en être le produit inéluctable, dès lors que l'humanité n'était pas parvenue à se donner les moyens politiques pour dépasser ce mode de développement (production) économique devenu un obstacle à tout progrès social, ainsi qu'à toute manifestation de la démocratie devenue également son ennemi.

Ils se cantonnent ou se raccrochent à un système de pensée qui a pu faire illusion à une autre époque entièrement révolue. Ce sont en réalité de piètres penseurs sans consistance pour ne pas avoir à l'esprit le rapport permanent qui existe entre l'économie et la politique, la seconde étant soumise aux exigences ou lois de la première en dernier lieu.

Le fonctionnement de l'économie capitaliste et son essort furent stimulés par la concurrence que se livraient les capitalistes entre eux, avant d'être entravée sans jamais totalement disparaître à l'étape suivante par la formation de monopoles, qui allaient contribuer à l'extension du marché mondial dont la capacité et les limites n'étaient pas extensibles indéfiniment ou à volonté, ce qui à son tour allaient contribuer à amplifier les contradictions du capitalisme en engendrant de nouveaux centres de pouvoir qu'il faudrait unifier par la suite sous la direction des oligarques (anglo-saxons-sionistes) les plus puissants, d'où la formation d'oligopoles au pouvoir tentaculaire, concentrant puissance financière et pouvoir politique à une échelle toujours croissante, asphyxiant tous les autres acteurs économiques et politiques ou les soumettant, les corrompant à leur pouvoir et idéologie au moyen d'institutions supranationales qu'ils avaient créées eux-mêmes dans cet objectif, de sorte que la société et la marche du monde soient dorénavant orientées exclusivement en fonction de leurs besoins, en instaurant un nouvel ordre mondial régi par des traités leur octroyant les pleins pouvoirs ou une sorte de règlement de type policier que seul le nihilisme pouvait justifier en s'attaquant à tous les rapports sociaux et préjugés qu'ils s'étaient employés à forger et à imposer aux peuples jusque là, à toutes les classes, afin de les disloquer pour que leurs membres ne puissent plus résister ou se rassembler pour les combattre, si nécessaire en recourant à la guerre et à la terreur, au terrorisme, à la guerre civile, au génocide.

Si l'impérialisme stade suprême du capitalisme ne devait pas engendrer un hyper capitalisme comme le prétendit le renégat du marxisme Kautsky, qui selon lui devait permettre au capitalisme de surmonter ses contradictions et d'en finir avec ses crises, les guerres, etc. il n'en demeure pas moins que l'impérialisme pour réaliser l'unification ou l'intégration des différents oligopoles qui existent à travers le monde, a dû recourir à des méthodes illégales, mafieuses, criminelles, ce qui témoigne de son échec à réduire ses contradictions, dont la lutte de classe des exploités sur laquelle il n'a qu'une emprise limitée et temporaire, du fait qu'elle est soumise à des lois ou conditions qu'il lui est impossible de maîtriser, ainsi il ne peut pas empêcher un esclave qui a faim ou qui s'estime maltraité de se rebeller, de se soulever pour exiger que ses besoins soient satisfaits ou ses droits pris en compte.

Ce que l'impérialisme n'était pas parvenu à obtenir, disons par la voie légale au moyen des lois de fonctionnement du capitalisme ou par l'entremise des rapports entre les classes qui lui étaient favorables, il allait s'efforcer de l'atteindre en dérogeant ou en violant ces lois sur le plan économique, et en achetant les différents acteurs politiques institutionnels, en corrompant les autres au moyen de son idéologie, de sorte que l'ensemble de la société se retrouve soumise au marché, à ses objectifs. Pour ne pas avoir pris conscience de la dimension ou des conséquences de l'emprise de l'oligarchie financière sur l'ensemble de l'économie et de la société par des moyens détournés, on a commis l'erreur d'attribuer une valeur qui ne se justifiaient pas aux rapports contradictoires qu'entretenaient les différents acteurs politiques et les institutions, de favoriser ces rapports dont l'orientation n'était pas tributaire de la lutte des classes mais de l'évolution de l'impérialisme.

3- On s'étonnera que personne n'emploie le terme de lumpenprolétariat pour désigner l'armée de mercenaires recrutés par Al-Qaïda et l'Emirat islamique pour le compte de l'OTAN, de la CIA et du Pentagone, autrement dit les banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux.

Ils ont créé une gigantesque armée de déchets à l'échelle planétaire dont ils ne savent plus quoi faire, hormis les envoyer à la boucherie comme soldats ou bourreaux de peuples innocents sous les ordres de mercenaires recrutés par des officines privées, qui s'en servent pour le compte du Pentagone ou de l'OTAN, les envoient dans différents pays pour les déstabiliser, afin que ceux qui les gouvernent adhèrent à la politique dictée par l'impérialisme américain ou puissent justifier l'adoption de lois liberticides, toujours plus répressives, antisociales.

Terrorisme. A qui profite le crime ? A ceux qui ont créé les conditions sociales sur lesquelles il prolifère. Ceux qui le finance, l'arme.

- Qui nous menace vraiment ? - Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 22 mars 2016

Comment fait-on pour justifier la guerre s'il n'y a pas d'ennemi qui nous menace ? C'est simple, il suffit de l'inventer ou de le fabriquer. Mondialisation.ca

Fastoche ! Trop apparemment. Cela permet aussi de détourner l'attention des masses de la véritable nature de la guerre que mène la classe dominante, de ses véritables cibles et objectifs qui ne doivent être dévoilés à aucun prix. Et ceux qui malgré tout s'y emploieront seront dénigrés et taxés de complotistes.

Vraiment, un exemple d'intellectuel au discours en apparence très critique et qui en fait rame pour le régime.

- Attentats de Bruxelles, nouvel exemple d'incompétence politique majeure - Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 23 mars 2016

Incompétent : Qui n'a pas les connaissances suffisantes, l'habilité requise pour juger, pour décider d'une chose. Ignorant, incapable; incompétence (Le Grand Robert)

Comme si c'était une question de compétence qui était en jeu ; vous conservez le régime en place et ses institutions, vous changez le personnel politique ou vous adoptez quelques mesures et le tour est joué, ben voyons ! Des mesures encore plus contraignantes pour la population, tournées contre la population, évidemment. J'exagère ou je ne saurais pas lire ? L'auteur de cet article poursuivait ainsi :

- "... cela fait des mois que des informations circulent sur le manque de coordination au niveau des responsables politiques et autres services de renseignements censés protéger la population. Tant au niveau national, qu'européen. Et malgré des drames récents dans plusieurs pays, aucune coordination ne semble être mise en place qui indiquerait que ces autorités aient pris la mesure des évènements." Le reste de l'article était du même tonneau, l'auteur insistant lourdement...

Autrement dit ce sont les services de renseignements qui n'ont pas fait leur boulot, ils doivent manquer de moyens, cela tombe bien les différents gouvernements des pays de l'UE étaient tout disposés à leur en accorder davantage, tout comme à la police ou aux magistrats, il ne leur manquait que la bonne occasion pour se lâcher, quelle aubaine tout de même !

En conclusion, voilà encore un article qui se veut critique et qui finalement nous renvoie dans les sales pattes des tenants du régime. C'est le cas de 99% (pour ne pas dire 100%) des articles publiés par ce qu'ils appellent les médias alternatifs, qui ne sont pas si alternatifs que cela et le démontrent ici, puisque vous ne trouverez aucun article appelant à la rupture avec le capitalisme ou en faveur du socialisme.

Les ratés ou le lumpenprolétariat.

- «Les terroristes sont souvent des voyous ratés» - lefigaro.fr

Interview - Jérôme Pierrat, spécialiste du grand banditisme, observe que ce sont souvent des délinquants en mal de reconnaissance qui se radicalisent. Ils ont plus facilement accès à des armes, et passent par la case prison.

Le Figaro. - Khalid et Ibrahim El Bakraoui sont passés du grand banditisme au terrorisme. On a parfois appelé ce phénomène «gangterrorisme».

Jérôme Pierrat - Il n'y a pas eu beaucoup de vrais exemples de «gangterrorisme». Tous les terroristes qu'on a identifiés ces

dernières années, - que ce soit Mehdi Nemmouche, Mohammed Merah ou encore Amédy Coulibaly -, ont des parcours de délinquant mais pas de grand banditisme. Ce sont plutôt des voyous ratés qui ont essayé de se reconvertir dans le terrorisme, faute d'avoir su briller. Ils ont souvent fait de nombreux séjours en prison pour des affaires assez minables dans l'ensemble. Ils ont donc laissé leur délinquance médiocre, sans avenir, et pas très lucrative. Jusque-là, le gangterrorisme était plutôt un fantasme, on était plutôt face à des petits délinquants récupérés, des individus paumés plutôt loseurs. Mais il n'y a pas de gros caïd. Pour l'instant, il n'y a aucun dossier en France qui mêlerait des gros trafics internationaux de stupéfiants et le terrorisme.

Comment passe-t-on d'un petit délinquant «raté» à un individu radicalisé?

L'arme est souvent le lien dans ces affaires. Le petit délinquant de cité, qui a besoin de se fournir, va dans les quartiers où les gens sont pourvoyeurs. Ces types-là sont généralement originaires de filières de petite délinquance, ils passent par les mêmes personnes pour acheter des armes. Ce sont des trafics de fourmis auxquels les personnes du milieu de la délinquance ont accès. Mais vous n'avez pas besoin d'être un grand voyou pour vous acheter une kalachnikov. Il suffit d'être un dealer de quartier. Un Coulibaly ou un Merah connu des quartiers, qui a fait de la prison, avec le bouche-à-oreille, trouvera assurément des armes automatiques.

Comment s'opère le basculement dans le terrorisme?

C'est un aveu d'impuissance. S'ils étaient des «grands» et «brillants» trafiquants de stupéfiants, ils auraient plutôt intérêt à continuer dans leur voie. Quand vous avez dédié votre vie au crime ou au mal, il y a peu de chance que les gens changent. C'est pour ça que ce sont souvent des profils d'individus qui se sont perdus dans la délinquance, qui se perdent dramatiquement dans le terrorisme. En prison, c'est souvent là qu'ils rentrent en contact avec des prédicateurs. lefigaro.fr 24.03

Chassez l'opportunisme par la porte, il rentrera par la fenêtre ou quand le verbe précédait l'action.

- La chasse aux terroristes : avant ou après ? - Michel Collon - 23 mars 2016

Bien sûr, il faut tout faire pour arrêter les terroristes qui existent. Mais ne faut-il pas surtout empêcher que tant de jeunes le deviennent, encore à présent ? Et là, les autorités belges ou françaises sont coupables en ayant bloqué tous les débats sensibles :

Pour combattre le terrorisme, nos sociétés n’ont pas besoin de moins de libertés, mais de plus de libertés. Plus d’éducation, plus de débats de fond, plus d’aides aux jeunes en difficulté.

(Source : https://francais.rt.com/opinions/12468-chasse-terroristes-avant-apres - Publié le 28 décembre 2015)

Arrêter ou non les terroristes nous laisse totalement indifférent. Je dirais même que nous sommes opposés à "tout faire pour arrêter les terroristes", si cela doit être au prix de la suspension des libertés individuelles et collectives comme ont pris l'habitude de le faire ceux qui nous gouvernent.

Notre problème ce n'est pas la chasse aux terroristes qui relève d'un esprit policier, c'est sur le plan politique de neutraliser la classe dominante et ses représentants pour qu'ils cessent de nous pourrir la vie, donc renverser le régime en place, encore faut-il avoir la volonté ou le courage de l'affronter.

Au royaume des aveugles l'Arabie saoudite et le Qatar n'étaient que des mirages dans le désert.

- “On a fermé les yeux en Europe sur la progression des idées extrémistes” (Manuel Valls) - euronews.com 23.03

- Valls: "On a fermé les yeux sur la progression des idées extrémistes du salafisme" - AFP

Manuel Valls a estimé mercredi sur Europe 1 que "partout en Europe et aussi en France", "on a fermé les yeux" sur la progression des "idées extrémistes du salafisme". AFP

Mais pas en encaissant des chèques de leurs parains saoudiens, qataris...

A qui profite le crime ? Suivez le guide.

L'unité nationale a 17% de matière grasse ou crasse, le taux de popularité de Hollande...

- Hollande appelle à "l'unité nationale" face à la menace terroriste - AFP

Le président François Hollande a appelé mardi à "l'unité nationale" et au "rassemblement" face à la menace terroriste après "les lâches et odieux attentats" perpétrés à Bruxelles, estimant aussi que "c'est toute l'Europe qui est frappée" par ces attaques. AFP

Quand cela déclenche une crise chez un psychopathe...

- Attaques de Bruxelles : "Nous sommes en guerre", répète Manuel Valls - Francetv info

Les ministres concernés par la menace terroriste se sont réunis ce matin à l'Élysée autour de François Hollande. Francetv info

Vite des crédits supplémentaires...

- En France, des services débordés face à la menace - Liberation.fr

Au sein de l'antiterrorisme, l'heure est à la saturation. Les services n'établissent pas encore de lien entre les attentats de mardi et l'arrestation d'Abdeslam. Liberation.fr

... sans perdre de temps...

- La France muscle encore sa sécurité après les attentats de Bruxelles - AFP

Quatre mois après les attentats du 13 novembre, la France "en guerre" a manifesté mardi sa solidarité après les attentats meurtriers de Bruxelles et a renforcé ses mesures de sécurité avec le déploiement de 1.600 gendarmes et policiers supplémentaires. AFP

Etat de guerre perpétuel...

- Sécurité dans les transports : «L'un des dangers serait de baisser la garde» - Liberation.fr

Quelles mesures prendre pour réduire le risque terroriste dans les gares et les aéroports ? Le point avec François Bonhomme, sénateur et auteur d'un récent rapport sur la question. Liberation.fr

Etat policier renforcé...

- Attentats Bruxelles : Valérie Pécresse veut munir les transports franciliens d'équipement de sécurité - Public Sénat

Invitée de Preuves par 3 sur Public Sénat, Valérie Pécresse, présidente LR de la région Ile-de-France, a annoncé avoir demandé à Bernard Cazeneuve d' « accélérer » la mise en place d'équipement de sécurité dans les transports franciliens. Public Sénat

Devenons tous des barbares ! Au fait la vaccination sera gratuite ou payante ? Quelle question, connaissez-vous encore quelque chose de gratuit ?

- Hidalgo après les attentats: il faut "générer des anticorps" contre les actes barbares - AFP

Cette "société doit générer des anticorps" contre les "actes barbares" comme ceux survenus à Bruxelles, a indiqué mardi soir Anne Hidalgo en saluant la "foi dans la paix" du rassemblement des Voix de la Paix, à l'Hôtel de Ville. AFP

Parole d'un représentant de l'Europe qui soutient les néonazis ukrainiens, le régime turc qui abrite les barbares de Daesh qui se déversent en un flot continue depuis 5 ans sur la Syrie et l'Irak.

- Consigny - Tous unis contre la haine de l'Europe ! - LePoint.fr

La France et l'Europe doivent agir contre ce totalitarisme naissant qu'est la montée de l'islam radical, sans craindre le politiquement correct. LePoint.fr

Ils en ont trouvé un ou fabriqué un...

- Un homme arrêté pour un projet d'attentat «avancé» en France, annonce Cazeneuve - Liberation.fr

Les policiers de la DGSI ont effectué jeudi une «interpellation importante» qui a permis de «mettre en échec un projet d'attentat

en France conduit à un stade avancé», a annoncé Bernard Cazeneuve. Des perquisitions sont en cours à Argenteuil. Liberation.fr

Théâtralisation destinée aux faibles d'esprit.

- Hommage aux victimes de Bruxelles : bougies, fleurs et bière belge - euronews.com

La bière, je veux bien si elle est fraîche et gratuite...

La semaine de Kak : le dessin en réponse au terrorisme - L'Opinion

- Attentats à Bruxelles: Les Belges viennent dessiner à la craie leur hommage aux victimes - 20minutes.fr

Alors que la nuit tombe sur Bruxelles, les habitants ont ressenti le besoin de se retrouver tous ensemble sur la place de la Bourse… 20minutes.fr

- Dans le monde entier, des monuments éclairés aux éclairés aux couleurs de la Belgique - euronews.com

En hommage aux victimes des attentats de Bruxelles, à travers le monde, de nombreux monuments étaient éclairés mardi soir en noir, or et rouge, les couleurs du drapeau belge. C'est notamment le cas de la tour Eiffel, de la porte de Brandenbourg à Berlin et la fontaine de Trevi à Rome. euronews.com

- Attentats de Bruxelles : le FBI va se rendre sur place - Francetv info

L'agence américaine justifie son déplacement par la présence d'Américains parmi les victimes des attentats de Bruxelles. Francetv info

Ils n'allaient pas le justifier autrement, quand on sait qu'ils sont les coorganisateurs de la plupart des attentats commis aux Etats-Unis, 80% si j'ai bonne mémoire.

Attentats à Bruxelles: Les frères El Bakraoui étaient dans les fichiers anti-terroristes américains - 20minutes.fr

- Ils étaient identifiés aux Etats-Unis comme une « menace terroriste potentielle »... - 20minutes.fr

Ils ont fabriqué un monstre qu'ils ont ensuite lâché dans la nature ou sachant qu'à un moment donné il volerait de ses propres ailes ou il serait tenté d'agir pour son propre compte, et que par la suite ils commettraient des méfaits qui justifieraient la militarisation de la police et de la société. Connaissant ses intentions, ils n'auront aucun mal à le pister ou à retrouver sa trace pour l'éliminer le moment venu. Qui ne connaît pas encore ce scénario ?

Quelques autres infos.

- Réforme constitutionnelle: la déchéance quasi aux oubliettes, incertitude pour le reste - AFP

Le Sénat à majorité de droite vote solennellement mardi la révision constitutionnelle annoncée par François Hollande après les attentats du 13 novembre mais dans une version qui, de fait, scelle quasiment la fin de la déchéance de nationalité. AFP 24.03

Enfin, des bonnes nouvelles...

- Bolloré affiche un bénéfice 2015 en forte hausse (+ 134%. - ndlr) - AFP

- Hermès frôle le milliard d'euros de bénéfice net annuel - AFP

- Hermès: la marge opérationnelle s'élève à 31,8% en 2015. - Cercle Finance

C'est l'augmentation du smic que vous êtes en droit d'exiger....

Dépit... Leur propagande ne prend plus.

- Loi travail : à Paris, gros cortège et manif sauvage - liberation.fr

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont marché dans le pays ce jeudi, jour de la présentation du projet en Conseil des ministres. Une dernière répétition mouvementée avant la grosse mobilisation du 31 mars. liberation.fr 24.03

- Les Français restent massivement opposés à la loi El Khomri malgré sa réécriture - LExpress.fr

71% des Français sont opposés à la réforme du travail de Myriam El Khomri selon un sondage Odoxa, pour France Info et Le Parisien. Les changements apportés au projet de loi, qui doit être adopté ce jeudi en conseil des ministres, n'ont donc rien changé à l'état de l'opinion. En effet, le nombre de citoyens se déclarant opposés à la loi était du même niveau début mars (70%). LExpress.fr 24.03

C'est con ! Imaginez un peu que le même phénomène se produise quand vous réécrivez l'histoire, hein ? Ah ben cela en serait fini du régime !

Le chômage bondit en février - Libération.fr

Après avoir baissé au mois de janvier (-27 900), le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégorie A (sans aucune activité) a bondi en février (+ 38 400), pour atteindre le chiffre record de 3,59 millions (3,85 millions avec les Dom). Un chiffre en progression de 1,1 % sur un mois et de 2,5 % sur un an. En incluant les catégories B et C (activité réduite), la hausse est largement amortie (+ 3 100 inscrits), pour un nombre total de chômeurs de 5,46 millions (5,76 millions avec les Dom). Libération.fr 24.03

Haut de page

Haut de page

Le 26 mars 2016

CAUSERIE

Comment dit-on déjà, bienvenue aux Bisounours. Descartes disait : je pense donc je suis, c'est un peu court tout de même, non ? Sans boussole vous risquez de dépérir rapidement, et ne comptez pas sur dieu pour vous guider ou vous en sortir, nos dirigeants je voulais dire...

Poussons la réflexion un peu plus loin si vous le voulez bien. Attention, c'est un exercice périlleux ou qui n'est pas sans risque ! Parfois déstabilisant, contraignant, déplaisant, etc... mais ö combien salutaire. En forme ? En pleine forme, remonté à bloc !

Quelques réflexions politiques

1- Chacun sait pertinemment à quoi s'en tenir, puisque nous avons accès aux mêmes informations.

Cela devrait suffire à condamner définitivement le capitalisme ou le régime en place, encore faudrait-il s'en tenir simplement aux faits, qui de plus en plus souvent au regard des données disponibles ne nécessitent aucune interprétation ou analyse pour en comprendre la nature, l'objet ou la portée, à qui ils profitent et au détriment de qui ou de quoi.

Sauf que voilà, les choses seraient beaucoup trop simples si chacun s'en tenait à ce constat et en tirait les enseignements pratiques qui s'imposent, rompre avec le capitalisme et ses institutions, aussi chacun s'emploiera-t-il à y ajouter sa petite touche individuelle selon ses dogmes qui dénatureront les faits au point de les rendre incompréhensibles et inexploitables, donc empêchera en dernier lieu d'en tirer des leçons et ainsi de suite.

C'est ainsi que des faits accablants pour le capitalisme, ses institutions, les partis qui lui sont inféodés, tous les acteurs politiques qui le soutiennent, qui permettraient d'en déterminer la nature exacte ou de se faire une idée précise sur leurs réelles intentions, sont détournés ou pour ainsi dire vidés de leur contenu.

Autrement dit, les connaissances et les outils logiques que l'on a acquis deviennent des obstacles à la compréhension de la situation, ou sont mis au service d'une autre cause que celle pour laquelle on prétendait combattre, en s'écartant de plus en plus de l'objectif politique qu'on s'était fixé jusqu'à le perdre de vue pour ne pas l'avoir eu en permanence à l'esprit.

A l'étape suivante pour justifier son interprétation des faits qui tient plus de l'idéologie ou du discours doctrinal, il faudra les maquiller, les tronquer, les sélectionner minutieusement en écartant ceux qui nous gênent, les triturer au moyen d'amalgames excentriques, de rapprochements hors de propos, de comparaisons douteuses, de figures de style incohérentes, bref, on en arrivera au point où chaque fait ayant fait l'objet d'un tel traitement contribuera à forger une interprétation si éloignée de la réalité et destinée à se substituer à elle, de sorte qu'on aura l'impression qu'il existait une multitude d'interprétations possible donnant lieu à des désaccords et des polémiques à n'en plus finir, alors qu'en réalité il n'en existait que deux possibles, celle définie par le régime conformément à ses besoins et celle de ses opposants, ses véritables opposants et non les charlatants qui se présentent comme tels sous de fausses étiquettes.

S'en tenir aux faits est devenu un exercice inaccessible à la plupart des militants gangrenés par l'idéologie de la classe dominante, parce qu'ils ne maîtrisent pas le matérialisme dialectique qu'ils confondent avec les sophismes que leur servent leurs dirigeants...

2- La dégénérescence du régime n'épargne aucun parti politique.

Peut-on être contre Maastricht, combattre pour la rupture avec l'euro, la BCE, l'UE, et soutenir Schengen qui était le pendant administratif et judiciaire, policier, de l'extension militaire de l'OTAN sous le commandement de l'impérialisme américain, comme le font la totalité des partis du mouvement ouvrier ?

Peut-on soutenir l'opération téléguidée par l'OTAN, donc les Américains, qui a consisté à se servir de la Turquie à la fois comme base arrière des barbares de l'Emirat islamique et camp de réfugiés syriens destinés à se déverser le moment voulu sur les pays dominant de l'UE pour les déstabiliser ou les livrer au chaos et au cauchemar du terrorisme, afin qu'ils adoptent des lois liberticides similaires à la législation américaine, augmentent leurs dépenses militaires et en matière de sécurité avec le soutien de leur population ?

Il n'y a rien d'étonnant à ce que ceux qui soutiennent Schengen, soutiennent également le flot de réfugiés qui se déversent sur l'Europe, qui n'avait rien de spontané ou de naturel dans la mesure où c'était l'OTAN par l'intermédiaire de la Turquie qui l'avait minutieusement orchestré. Schengen a surtout permis de légaliser le dumping social au sein de l'UE, et de favoriser l'immigration clandestine qui devait de manière limitée profiter au patronat, les Allemands en étaient si friands qu'Erdogan crut bon d'exhausser leur voeu au-delà de leurs attentes en rendant cette immigration légale et quasi hors contrôle, au point d'embarrasser les autorités allemandes et d'autres pays de l'UE déjà en proie à une grave crise sociale qu'ils peinent à maîtriser, pour en arriver à boucler leurs frontières ou à procéder à des expulsions.

Bien entendu, le chaos ainsi créé devait profiter à l'extrême droite, aux thèses racistes et xénophobes, à diviser les travailleurs, à accroître la concurrence entre eux, la pression au chantage du chômage qui pesait déjà sur eux, à monter le mouvement ouvrier embourgeoisé atteint de tiers-mondiste attardé contre les préjugés des masses, coupables à leurs yeux une fois de plus de ne pas marcher dans la combine de l'OTAN ou des Américains, accusées d'être égoïstes, alors qu'elles ne pensaient instinctivement qu'à leur survie déjà gravement menacée par la politique d'austérité du gouvernement, préoccupation étrangère à leurs procureurs qui disposent encore d'un mode de vie relativement confortable ou dont ils se satisfont à défaut de combattre pour renverser le régime en place.

Une nouvelle fois l'aveuglement ou le dogmatisme auront eu raison du mouvement ouvrier qui s'est dressé contre l'immense majorité des travailleurs qui se retrouvent abandonnés à leur triste sort ou poussés dans les bras de l'extrême droite prête à les broyer. Dans ces conditions, n'attendez rien de la journée d'action du 31 mars prochain, ni même dans l'avenir à court ou à moyen terme, il n'en sortira rien de bon pour les travailleurs, sauf pour ceux qui croient encore aux miracles.

Maintenant, il ne faudrait pas confondre aller à contre-courant des masses égarées emboîtant le pas à leur gouvernement ou qui par ignorance oeuvrent inconsciemment à leur propre perte, contre leurs propres intérêts de classe qu'elles confondent avec ceux de leur ennemi, ce qui est parfaitement légitime du point de vue du socialisme ou sur un plan historique, puisque suivre les masses conduirait à leur perte définitive ainsi que celle de l'humanité toute entière, et défendre une politique qu'elles rejettent parce qu'elles ont conscience qu'elle va à l'encontre de leurs intérêts, sous prétexte qu'elle coïnciderait avec un principe internationaliste sans tenir compte qu'il est isntrumentalisé par Erdogan qui s'en réclame, est condamnable.

Là en l'occurrence, le mouvement ouvrier ne va pas à contre-courant des masses pour défendre leurs intérêts, mais pour mieux les livrer pieds et mains liés à leurs bourreaux. Pourquoi s'en étonner, vous attendiez-vous à autre chose de la part de ses dirigeants? Curieux, à croire que personne ou presque n'a tiré les enseignements de la lutte de classe du XXe siècle. Franchement, une telle naïveté et un tel manque de rigueur à de quoi vous inquiéter pour l'avenir. Si certains se demandaient encore jusqu'à quel point la majorité des militants pouvaient se laisser manipuler, vous avez là la réponse, il n'y a pas de limite en vérité. C'est effrayant, n'est-ce pas ? Rappelez-vous les différentes phases par lesquelles le prolétariat allemand est passé dans les années 20-30 au siècle dernier, ensuite plus rien ne devrait vous surprendre ou vous stupéfier.

Ceci justifie si nécessaire la construction d'un parti sur la base des principes du marxisme et du léninisme, ce que contestent les mêmes dirigeants et les mêmes militants, normal puisqu'ils leur sont étrangers ou ils sont incompatibles avec les

positions politiques qu'ils adoptent dont on ne sait sur quoi ou sur quelle théorie elles reposent à part ce qu'on a évoqué plus haut, à savoir céder à la pression de l'idéologie dominante.

Cela ne vous étonnera pas non plus, que nos dirigeants aient adopté les versions officielles du 11 septembre 2001 aux attentats qui viennent de se produire en Belgique, vous pouvez même remonter plus loin jusqu'au début du XXe siècle.

Comme dirait l'autre, on peut se tromper une fois, deux fois, trois fois, mais quand cela devient systématique, vous admettrez que cela ne peut pas être dû au hasard ou à une quelconque faiblesse temporaire, c'est forcément intentionnel ou alors, on avait à faire à des gens aux capacités intellectuelles réduites ou défectueuses, qui par conséquent ne pouvaient pas être à la hauteur de leurs responsabilités.

Une non-information parmi des milliers d'autres qui vous font perdre votre temps.

Le titre :

- Plus fort recul des profits des entreprises américaines depuis 2008 - La Tribune

Ah ben alors, ce serait bien le début de la fin ! Pas du tout.

Dernier paragraphe :

- Toutefois, avec le ralentissement de la hausse du dollar depuis le début de l'année et le rebond des cours du brut, les bénéfices des sociétés sont attendus en hausse. La Tribune 25.03

On se disait aussi, ouf !

Que faire alors ? Cesser de traiter l'information au quotidien, la saisir mais ne l'analyser que quelques jours plus tard ou davantage.

Ils sont bien sur la même longueur d'onde.

Erdogan tient le même discours que les médias alternatifs (voir la causerie d'hier) et que certains soit-disant anticapitalistes.

- “Des gouvernements incompétents” : la charge de la Turquie après les attentats de Bruxelles - euronews.com

La Belgique ne connaissait pas les raisons de l’expulsion d’Ibrahim El Bakraoui de Turquie. Le pays est sur la défensive depuis qu’Ankara l’accuse d’avoir ignoré un avertissement concernant ce suspect des attentats. euronews.com

NPA - Attentats à Bruxelles: solidarité avec les victimes, vigilance démocratique.

(Communiqué de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire, section belge francophone de la Quatrième Internationale) du mardi 22 mars 2016)

Un amalgame dans le plus pure style de la propagande américaine ou de l'OTAN :

- " *... après un nouvel attentat meurtrier à Istanbul et un bombardement russe sur Raqqa en Syrie, qui a fait des dizaines de morts parmi les civils, nous constatons une fois de plus qu’on ne combat pas la terreur en bombardant le peuple syrien, en soutenant des régimes dictatoriaux...*"

Vous aurez compris que l'assassinat aveugle de dizaines d'innocents par les barbares de l'Emirat islamique dans un pays en pays, la Belgique, et que le bombardement des positions de ces barbares dans un pays auquel ils ont déclaré la guerre (Syrie ou Irak) et qui peut se solder par la mort de victimes civiles innocentes, c'est du pareil au même.

Mettre sur le même plan ou traiter de la même manière des évènements qui se produisent dans un pays en paix et dans un pays occupé ou en guerre, relève de la manipulation des faits, dès lors qu'on fait abstraction d'un ensemble de facteurs qui les distinguent. C'est l'oeuvre de démagogues ou populistes.

Voilà à quelle ignominie on arrive quand on a troqué son esprit critique au profit de la propagande officielle dont on devient de fait un relais, un agent.

- "*... la LCR entend honorer les victimes en plaidant pour un changement de cap radical vers une politique sociale généreuse, basée sur la solidarité, les libertés démocratiques et la lutte contre les inégalités, chez nous et dans le monde. C'est par la vie que l'on combat une politique de mort.*"

On atteint là le niveau zéro de l'analyse politique.

Cela dit, leur discours politique présente un contenu et une signification politique précis qu'il faut caractériser, qui consiste à faire croire que l'existence du régime serait compatible avec la mise en oeuvre d'"une politique sociale généreuse" pour peu que les travailleurs se mobilisent, autrement dit le régime ne serait pas condamné à la faillite, il disposerait encore des moyens de satisfaire les besoins des travailleurs, bref, il aurait encore de beaux jours devant lui.

Voilà qui est conforme aux réelles intentions ou aux réels objectifs politiques de ces imposteurs.

L'idéal du pouvoir absolue partagé par les féodaux, les monarques, les oligarques, ainsi que leurs créatures monstrueuses.

- Qu'ont en commun les djihadistes avec les «obscurantistes moyenâgeux»? - Slate.fr

Pourquoi, hier comme aujourd'hui, des personnes décident de vivre, mourir et tuer pour Dieu? Slate.fr 25.03

C'était un assassinat.

- Sivens : Rémi Fraisse aurait eu les mains en l'air quand il a été tué - LeMonde.fr

Selon de nouveaux témoignages, le militant écologiste mort en octobre 2014 sur le site du barrage de Sivens demandait aux gendarmes de cesser les tirs lorsqu'il a été tué. LeMonde.fr

Soyez Charlie avec l'OTAN, l'UE, Erdogan et Hollande.

- Turquie : la liberté de la presse sur le banc des accusés - euronews.com

Le procès de deux journalistes turcs anti-Erdogan s'est ouvert à Istanbul. Un procès qui questionne sur la liberté de la presse.

Can Dündar, rédacteur en chef du quotidien d'opposition Cumhuriyet, et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, sont poursuivis pour un article accusant leur pays d'avoir livré des armes aux rebelles islamistes syriens.

"Ils ont essayé de tout faire pour cacher la situation, explique le journaliste Can Dündar. Et aujourd'hui comme la cour l'a dit, "nous sommes venus ici pour juger, pas pour être jugé." Et comme ils ne voulaient pas que ce jugement soit public, ils ont décidé qu'il se tiendra à huis clos."

Erdem Gül rajoute qu'"ils risquent la prison à vie parce qu'ils ont fait leur travail. Nous allons défendre la liberté de la presse", dit-il.

Les deux collègues ont été libérés en février après trois mois de détention provisoire, la Cour constitutionnelle jugeant leur emprisonnement illégal. Vidéo à l'appui, les journalistes avaient accusé les services de renseignement turcs d'envoyer des camions bourrés d'armes aux islamistes. L'article avait provoqué la fureur du président Erdogan : c'est pour cela qu'ils sont accusés d'espionnage et tentative de coup d'Etat. euronews.com 25.03

C'est pas ici, je m'en tape !

- Irak: au moins 30 morts dans un attentat suicide revendiqué par l'EI - AFP

Au moins 30 personnes ont été tuées vendredi dans un attentat suicide revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), après un match de football dans un village au sud de Bagdad. AFP

- Yémen: 22 morts dans trois attentats suicide revendiqués par l'EI - AFP

Trois attentats suicide à la voiture piégée revendiqués par le groupe Etat islamique (EI) ont fait au moins 22 morts vendredi à Aden, ville du sud du Yémen où règne l'insécurité. AFP

Ils font des bulles...

- Crédit auto américain : un nouveau risque de "subprime" ? - latribune.fr

L'agence de notation financière Fitch s'est officiellement inquiétée de l'état des encours des prêts automobiles. Elle juge que les créances à risque sont particulièrement élevées et font courir un risque majeur sur le secteur bancaire américain. Mais le statu quo monétaire vers lequel semble se diriger la Réserve fédérale américaine pourrait limiter les dégâts.

Le système bancaire américain serait-il menacé par le syndrome "mêmes causes, mêmes effets" ? L'agence de notation financière Fitch s'est en tout cas inquiétée, dans une note, de l'envolée des prêts automobiles aux États-Unis qui atteindraient 1.060 milliards de dollars, alors qu'ils ne pesaient que 700 milliards de dollars fin 2010. Elle estime que l'encours à risque concernerait 20% du total (soit près de 220 milliards de dollars) et que près de 5% des prêts présentent déjà des retards de remboursements supérieurs à 60 jours, soit un soit un taux jamais enregistré depuis septembre 2009 au faîte de la crise financière. Fitch juge que ce taux pourrait approcher le seuil des 10% d'ici la fin de l'année.

Des achats financés à crédit

La chute des cours du pétrole a poussé les ménages américains à acheter une voiture et les taux d'intérêt extrêmement attractifs les ont encouragés à passer par un crédit. Les taux en vigueur actuellement oscillent autour de 4% soit moitié moins que son niveau d'avant-crise.

Ces facilités de financement ont d'ailleurs été un moteur pour le marché automobile américain qui est revenu à son niveau d'avant-crise bien avant le marché européen. Il faut dire que le taux de pénétration des financements bancaires a atteint 85% des achats automobiles en 2014 tandis qu'il ne représentait que 74% des achats en 2009.

Déjà début 2015, les analystes avertissaient contre un emballement des prêts à risque. Khalid Aït-Yahia, économiste à la Coface, expliquait alors à La Tribune :

"L'inquiétude, c'est que, en 2014, quatre nouveaux prêts sur dix étaient classés subprimes, c'est-à-dire que l'emprunteur présente un risque de défaut non négligeable".

Paul Chollet, également économiste à la Coface, abondait en s'inquiétant des effets d'un resserrement monétaire :

"Avec la volonté de la Réserve fédérale américaine d'augmenter ses taux d'intérêt, on peut craindre que les taux réels de ces prêts puissent augmenter de 3 à 4 points sur cette période", nous expliquait-il alors.

Ce qui aurait comme conséquence d'augmenter les mensualités de remboursement des ménages. L'attitude déterminante de la Réserve fédérale

Et depuis, la Réserve fédérale américaine est effectivement passée à l'action en enclenchant en décembre 2015 une première hausse de 0,25 point de ses taux. Fitch constate que cette perspective avait été anticipée par les banques qui tentent de se débarrasser de leurs créances douteuses en les titrisant... Ce qui n'est pas sans rappeler la crise des subprimes en 2007.

Pour Stéphanie Villers, économiste chez Humanis, il n'y a pas de quoi s'alarmer : "la Fed devrait conserver le statu quo sur l'ensemble de l'année, et au-delà son objectif est un taux d'intérêt de 1,25% ce qui est très faible. En résumé, le contexte devrait rester très favorable aux emprunteurs", explique-t-elle à La Tribune.

Cela permettrait de ne pas accentuer la pression sur la capacité de remboursement des consommateurs.

En revanche, il est à craindre que les banques décident d'être plus sélectives dans les octrois de prêt, ce qui impacterait immanquablement l'industrie automobile américaine, et potentiellement créer une réaction en chaîne. Une chose est sûre, désormais, les investisseurs vont regarder de plus près cette donnée maintenant que Fitch s'en est publiquement inquiétée... latribune.fr 25.03

A retenir.

- La Fed prête aux banques à un taux d'intérêt proche de zéro (0,25%), qui à leur tour prêtent cet argent à des Américains à 4% ou davantage, soit un profit de 400%.

- Avec 1.060 milliards de dollars les prêts automobiles aux Etats-Unis atteignent le niveau des prêts accordés à des étudiants. Pour les prêts immobiliers il faut rajouter au moins un zéro...

- Un travailleur est exploité par tous les bouts. Cela commence lorsque son patron lui extorque une partie de sa force de travail ou la plus-value qu'il a produite, cela continue sous la forme d'impôts et taxes diverses (amendes aussi) qui ne serviront pas à améliorer son quotidien, et pour couronner le tout il se fait racketter par les banques ou les organismes de crédit auxquels il restitue sous la forme d'intérêts une partie de la plus-value qui lui a été versée au titre de son salaire.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 7 avril 2016

CAUSERIE

Au cours des 8 dernières années écoulées nous avons fourni aux lecteurs les instruments, la méthode et les éléments qui permettent d'interpréter la situation, de comprendre pourquoi et comment nous avons pu en arriver là, nous n'avons rien à ajouter.

Il suffit de relier entre eux les différents éléments qui composent la réalité, y compris ceux créés artificiellement quasi-quotidiennement (Panama Papers par exemple, piloté par les oligarques du groupe Bilderberg et relayé par des médias qui en font partie, la liste des participants des années antérieures le prouve et c'est suffisant pour comprendre cette mystification) par ceux qui détiennent le pouvoir pour avoir une vision globale de la situation et son orientation, ainsi que celle des deux camps qui s'affrontent.

Le refus de prendre en compte un ou plusieurs de ces éléments qui jouent un rôle important dans les rapports entre les classes, ne permet pas d'analyser correctement la situation et de répondre aux questions que les travailleurs et les militants se posent.

Absolument aucun argument ne peut justifier le refus de s'attaquer à la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses exploitées, sinon le refus d'affronter le régime en place.

La décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde n'est pas davantage une fatalité que la situation actuelle. Ceux qui refusent ce constat sont généralement les mêmes qui en portent la responsabilité, d'où leur impossibilité de l'admettre, ce que chacun comprendra.

On s'est gargarisé de victoires obtenues artificiellement ou largement surévaluées, par exemple après le référendum de 2005 où le non l'avait emporté grâce aux voix des populistes, des souverainistes, des nationalistes et ultra nationalistes, de l'extrême droite, bref, de tout un pan de la pire réaction, pour s'étonner ensuite que son résultat soit bafoué, ce qui n'a pu être possible que parce qu'en réalité le non ne l'avait pas réellement emporté, sauf à se satisfaire des apparences, ce qu'on a ignoré ou feint d'ignorer en refusant d'analyser sous tous les rapports l'ensemble des éléments qui avaient contribués à ce résultat, qui auraient fait apparaître une toute autre réalité que celle qu'on nous a présentée, qui tenait davantage de la fantasmagorie ou d'une interprétation de faits soigneusement sélectionnés destinée uniquement à justifier une analyse à la base corrompue de manière à donner raison à leurs auteurs.

Cela n'a rien d'étonnant quand on subordonne sa stratégie à la tactique ou qu'on substitue l'une à l'autre, on aboutit forcément à une impasse politique ou les leçons qu'on tirera d'une expérience seront à leur tour faussées ou nulles, il suffit d'observer la suite pour en avoir confirmation.

On en est arrivé au point où on interprète un événement en le déconnectant des rapports qui existent entre les classes, dans ces conditions il sera impossible d'agir sur ces rapports, c'est facile à comprendre, nos dirigeants en font la démonstration quotidiennement depuis des lustres.

Demain ils vont se gargariser du non hollandais à l'accord Ukraine-UE, alors que seulement 32% des Hollandais ont participé à ce référendum et le non ayant obtenu environ 61% des voix exprimées, soit 19,52%, sans se démonter le moins du monde ils célèbreront l'éclatante victoire de la démocratie, du rejet de l'UE, patati-patata. Ils ne se demanderont pas pourquoi au pays de la Royal Dutch Shell et du groupe Bilderberg un tel référendum était possible, sans valeur coercitive ou non contraignant pour le pouvoir en place qui n'est pas tenu de prendre en compte ses résultats, donc sans intérêt puisque sans conséquences ou sans effets, sauf de faire croire qu'il existerait un semblant de démocratie dans ce pays, panneau dans lequel tombent justement ceux qui vont l'exploiter politiquement, disons plutôt qu'ils s'en accommodent. Comment cela, mais pourquoi ?

Mais parce que cela leur évitera d'analyser précisément les rapports réels existant entre les classes, qui déboucheraient sur des tâches politiques dont ils ne veulent pas entendre parler, parce qu'elles nécessiteraient de modifier leur conception de la lutte des classes ou de l'adapter à la situation, à la société actuelle dont ils sont déconnectés ou à laquelle ils ne comprennent pas grand chose, ce qu'ils ne peuvent pas avouer évidemment mais qui transpire de l'orientation politique adoptée par leur parti.

Autrement dit, pendant qu'ils tirent des conclusions théoriques et pratiques erronées d'un événement en partant de rapports faussés entre les classes et à l'intérieur des classes, ils n'ont pas à se donner la peine d'analyser les rapports réels existant puisque l'analyse qu'ils ont fournie s'y substitue ou leur suffit, ce qui présente de nombreux avantages pour eux. Ils n'auront pas à reconnaître leurs erreurs et à en tirer les leçons, puisque d'une manière ou d'une autre ils s'arrangent pour que leur interprétation des faits leur donnent toujours raison, ainsi ils n'auront besoin de modifier ni leur ligne ou leur orientation politique, ni d'adapter leur conception de la lutte des classes qui par bonheur ont été validés par les faits une fois manipulés. Finalement cela signifie qu'ils continueront comme avant et ainsi de suite jusqu'à ce que mort s'ensuive, la nôtre.

Quand on ne maîtrise pas le rapport de cause à effet ou qu'on l'ignore, c'est le b.a.-ba de la logique la plus élémentaire qui est ainsi bafouée, ensuite on ne s'étonnera de rien qui puisse se produire, y compris que la civilisation humaine en soit rendue à nouveau à la barbarie, c'est dans l'ordre des choses dans ces conditions, et entre nous, vaut mieux l'admettre que de prendre le risque d'en être le complice consciemment ou non.

Ce qu'on a voulu expliquer ici, c'est qu'une interprétation ou une analyse de la situation destinée à agir sur elle, donnera lieu à des conséquences ou des développements pratiques déterminés, prévisibles, et qu'elle ne pouvait pas déboucher sur autre chose ou qu'on n'était pas en droit d'en attendre autre chose, dit autrement, ce qui devait se produire arrive, mais certainement pas par hasard, en tant qu'acteur politique on en porte la responsabilité et on se doit de l'accepter. Ensuite deux cas de figure se présentent à nous, soit on revoit notre copie et on se donne une chance de s'en sortir, soit on persiste dans notre erreur et les choses iront de mal en pis inexorablement.

Quand je travaillais en France, en entendant mes multiples patrons s'exprimer et en observant la manière dont ils géraient leur entreprise, je ne pouvais pas m'empêcher de constater qu'ils ne pensaient qu'en terme de chiffre d'affaires réalisé, en omettant systématiquement de penser à celui à côté duquel ils étaient passés du fait de leur manque de logique le plus souvent, davantage obnubilés par les seuls objectifs qu'ils s'étaient fixés et qui n'étaient représentés que par des chiffres, plutôt que de s'intéresser aux conditions qui leur permettraient de les atteindre ou de les dépasser, pour parfois se retrouver en difficulté ou finir par mettre la clé sous la porte, on dira bêtement. Mieux encore, connaissant mes idées qu'ils ne pouvaient pas partager évidemment, lorsque je leur glissais de bonnes idées pour améliorer les performances de leur entreprise ou d'un service, ils préféraient ne pas m'écouter, cela m'est arrivé d'en faire la remarque à quelques patrons une fois rendus au dépôt de bilan, histoire de leur montrer qu'ils étaient responsables de ce bilan calamiteux qui aurait peut-être pu être évité, s'ils avaient géré leur affaire plus intelligemment.

Cela vaut pour le mouvement ouvrier et particulièrement pour son avant-garde qui ne savent plus par quel bout prendre la situation et les masses qui leur échappent totalement, il suffit d'observer comment se développe le mouvement social qui accompagne le rejet de la Loi travail pour en avoir confirmation.

On notera qu'un certain nombre de facteurs qui témoignent de la radicalisation des masses sont dors et déjà réunis, sans qu'on puisse dire à ce stade si ces conditions déboucheront à court terme sur une explosion sociale. En tout cas cela prouve que les conditions sont favorables à la construction du parti ouvrier révolutionnaire. Et si aucun parti n'en tire profit pour se développer, c'est qu'ils sont à côté de la plaque parce qu'ils en sont restés à ce que nous disions plus haut. Le jour où ils écouteront les travailleurs au lieu de s'écouter parler, l'humanité aura fait un grand pas en avant vers le socialisme.

Des millions de travailleurs et jeunes cherchent plus ou moins consciemment une issue à la crise du capitalisme qui a atteint un stade insupportable, à partir de leur propre vécu ou expérience, c'est donc de là qu'il faut partir pour les amener au socialisme et non faire l'inverse qui ne fonctionne pas. De très nombreux travailleurs et jeunes pensent davantage que les générations précédentes du fait qu'ils disposent de multiples canaux pour s'informer et communiquer qui n'existaient pas autrefois, ils cherchent à comprendre dans quel monde ils vivent, comment il fonctionne, il leur arrive de se mobiliser sans que le contenu et l'orientation

de leur mobilisation ne leur permettent de franchir un pas vers leur émancipation du capital en l'absence de perspective ou d'objectif politique qui les rassemblerait.

On peut leur fournir sans qu'on ne soit plus avancé pour autant, car le problème est ailleurs. Il réside dans le fait que quelque chose les empêche de parvenir à cette compréhension, et qu'il faut parvenir à en déterminer la nature pour qu'il cesse de constituer un obstacle à l'élévation de leur conscience politique. Ignorance, illusions, idées reçues, la classe dominante a développé son offensive idéologique tout azimut afin de multiplier ces obstacles, de sorte qu'il soit difficile de les identifier et d'avoir une emprise sur eux pour les éliminer. C'est le travail que doit effectuer le militant au lieu réciter son catéchisme selon je ne sais quel saint.

Dans ce portail on a fourni les clés ou la méthode pour résoudre ce problème, on l'a mise en pratique des milliers de fois à partir d'une multitude d'événements et on a pu vérifier que cela fonctionnait correctement. Qu'en ont retenu les lecteurs ou militants ? S'ils se sont reconnus dans les analyses que nous proposions ou les positions que nous avions adoptées et qu'ils s'en étaient tenus qu'à cela, ils n'ont rien appris ou ils n'ont pas progressé. Car le plus important résidait dans la méthode qu'il fallait acquérir pour analyser l'actualité sociale et politique. On pourrait ajouter les rapports qu'elle impliquait au capitalisme et à ses institutions, une totale indépendance vis-à-vis du régime ou de l'Etat, de ses institutions, de ses représentants et ses agents infiltrés dans le mouvement ouvrier, conditions sans lesquelles toute analyse ou ses conclusions seraient faussées.

Je ne me suis pas contenté de traiter l'actualité pendant des années, je me suis appliqué à en faire un outil pédagogique ou didactique au service des militants en me servant du matérialisme dialectique. On n'a vraiment rien à ajouter de plus. Et puis je n'ai ni le temps ni l'envie de partir dans de longs développements qui nous amèneraient à nous répéter. Au fil du temps j'ai conçu ce portail comme un sujet d'études et non pour commenter l'actualité.

Comme quoi je ne m'endors pas sous les cocotiers, j'aurais du mal vu que je ne les ai plantés il y a à peine un an. Un brouillon de causerie et d'infos en bref.

Tout se tient. Quelques exemples.

Intox. Les "pirates" ou l'oligarchie financière anglo-saxonne passe à l'action.

« Panama papers » : le cabinet Mossack Fonseca assure avoir été piraté et a porté plainte

La firme panaméenne spécialiste de la domiciliation de sociétés offshore a annoncé mardi avoir été victime d'un piratage informatique opéré à partir de serveurs étrangers. Les 11,5 millions de fichiers qui constituent les « Panama papers » proviennent des archives du cabinet. LeMonde.fr

Beau travail la NSA... A qui profite le crime ? Les Américains sont épargnés par ce scandale monté de toutes pièces, quelle surprise ! Non, les Etats-Unis possèdent leurs propres paradis fiscaux dans quatre Etats, sur place... Mais alors, oui, on est ou on n'est pas les maîtres incontestés du monde, y compris des paradis fiscaux ou de la finance internationale, il était temps de le rappeler à ceux qui l'auraient oublié...

Contre-propagande. A lire.

- Les #PanamaPapers sont un moyen de chantage idéal. - Moon of Alabama - legrandsoir.info 04.04.2016

- #PanamaPapers : le « journalisme d'investigation » du Ctrl+F - Moon of Alabama - legrandsoir.info 04.04.2016

Connaissiez-vous le Consortium International des Journalistes d'Investigation ? Avouez que vous n'en aviez jamais entendu parler avant. Et pourtant, il existe depuis 1997. Basé aux Etats-Unis (à Washington - quelle meilleure base arrière pour faire des enquêtes et lancer des alertes ?), le Consortium affiche une liste de médias plus prestititigieux les uns que les autres, véritable « dream team » de la presse libre : El Pais, El Mundo, le Monde, Le New York Times, Le Washington Post, BBC, The Guardian, El Nacion... (Des dirigeants du Monde, du New York Times et du Washington Post notamment ont déjà participé à des réunions annuelles du groupe Bilderberg - LVOG)

On se souviendra avec émotion du travail inoubliable accompli par ce Consortium du Monde Libre (*). Leur travail sur les attentats du 11 Septembre 2001 – un modèle du genre. Leur ténacité sur les armes de destruction massive en Irak – un bijou. Leur longues enquêtes sur la plus féroce et longue « tentative de crime humanitaire du 20ème siècle », et qui perdure, à savoir la tentative de blocus des Etats-Unis contre Cuba... Leur détermination à révéler les origines et relations de l'Etat Islamique – j'en pleure encore. Ah, sans oublier leur couverture des nazis en Ukraine...

Le Consortium International des journalistes d'investigation (ICIJ) fait partie du Projet de rapport sur le crime organisé et la corruption (OCCRP) qui est financé par le gouvernement américain à travers l'USAID. legrandsoir.info 04.04.2016

- La corruption à l'assaut des États. Comment les mafias gangrènent l'économie mondiale. - Par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 06 avril 2016

Ce texte fut publié par Le Monde diplomatique en décembre 1996.

Une mystification qui finit de disloquer la gauche et l'extrême gauche corrompues.

- Migrants économiques ou réfugiés? Un démographe français fait le point

Venant de la terre et de la mer, environ un million de personnes sont entrées en Europe en 2015. Un tel afflux de personnes pose de nombreuses questions et "met à l'épreuve des valeurs fondamentales de l'Europe" assène Philippe Fargues, démographe à l'Ined, spécialiste du monde Le Huffington Post

Contre-propagande.

- L'invasion de l'Europe est-elle la conséquence de la « standardisation » mise en oeuvre par les néoconservateurs US ? - Par Valentin Vasilescu - Mondialisation.ca, 06 avril 2016

Selon le Daily Mail, le commandant des forces de l'Otan en Europe, le général états-unien Philip Breedlove, a tenu devant la Commission des forces armées du Sénat US un discours dans lequel il affirme que la Russie et le gouvernement d'el-Assad ont essayé de transformer la crise des migrants en une arme pour détruire la structure de l'UE et casser la détermination des Européens.

Le discours de Breedlove est simplement une continuation des aberrations de George Soros selon qui l'objectif de Poutine est d'accélérer la dissolution de l'Union Européenne et le moyen le plus efficace pour y parvenir est de forcer les Syriens à chercher refuge en Europe. Il omet de rappeler que l'afflux massif de réfugiés a commencé via la Libye, et que le réseau des médias et les 12 fondations mondiales « pour la démocratisation » de Soros ont guidé, pas à pas, certains réfugiés pour les amener au coeur de l'Europe depuis 2005.

Le milliardaire George Soros a déclaré que son objectif est la protection des réfugiés et que les frontières des États en Europe (et donc les identités nationales) sont des obstacles à la réalisation de cet objectif. Il a proposé à l'UE un plan pour résoudre la crise migratoire en établissant des « voies sécurisées de circulation » pour les demandeurs d'asile, leur permettant de passer sans contrôle de la Grèce et de l'Italie vers les pays de destination. Soros exhorte l'UE à recevoir au moins un million de réfugiés par an, d'abroger la législation européenne pour l'obtention de l'asile, et d'accorder à chaque réfugié 15 000 euros par an, pendant les deux premières années passées en Europe. La tendance actuelle des Européens, induite par la Maison-Blanche, nous montre qu'il suffit que quelques « progressistes » US de la stature de Soros ou de Breedlove disent que c'est Poutine qui s'oppose à ce que l'Europe fasse quelque chose, pour que toute l'Europe fasse exactement le contraire, quitte à aller au suicide, juste par esprit d'opposition à Poutine, pour ne pas lui permettre d'enregistrer une « victoire ». Le paradoxe est que cette « sombre » logique commune de Breedlove et de Soros va encore plus loin en continuant à donner l'ordre à l'Europe de montrer à la Russie qu'elle n'est pas déstabilisée. Comment ? En se suicidant, en prenant en charge tous les réfugiés (parmi lesquels se trouvent des terroristes, livrés par la politique de la Maison-Blanche et ses alliés, les monarchies du Golfe et la Turquie), d'après le principe selon lequel « encourager l'immigration est la solution mondiale ». Le plus grave, c'est que les immigrants en Europe sont encouragés à croire que leur loyauté devrait être exercée envers d'autres immigrants à venir, plutôt qu'envers les intérêts de la société européenne qui les a reçus. (...)

En 2001, les États-Unis ont inventé un nouveau concept militaire, la guerre contre le terrorisme pour leur permettre d'intervenir militairement en Afghanistan, en utilisant le réseau terroriste Al-Qaïda. Par la suite les États-Unis ont envahi l'Irak, la Libye pour renverser Kadhafi, et le « printemps arabe » soutenu par des fondations, a entraîné l'invasion de ce pays par des groupes terroristes islamistes. Toutes ces zones « pacifiées » et « démocratisées » par les Etats-uniens sont devenues du jour au lendemain un réservoir de migration. En réalité, au lieu de lutter contre le terrorisme, nous constatons que les États-Unis l'ont plus généré et l'ont dirigé à leur avantage. (...) Les attentats en France et en Belgique ont été commis par les Européens eux-mêmes, des personnes ayant la citoyenneté européenne, nés en Europe (France et Belgique). La propagande occidentale orchestrée par les faiseurs d'opinion transforme les auteurs des attentats terroristes de Paris et Bruxelles en immigrés, modifiant l'évidente réalité : ces gens sont bien des Européens, radicalisés, ayant grandi et ayant été éduqués dans leur propre milieu à part, à savoir des quartiers où les forces de l'ordre hésitent à pénétrer. Peut-on dire des noirs états-uniens qu'ils sont Africains, alors que leurs parents et grands-parents sont nés aux États-Unis ?

Selon l'opinion des faiseurs d'opinions européens, ces Européens qui ont commis des actes de terrorisme à Bruxelles et à Paris, ont bel et bien réalisé leurs actes après qu'ils aient rejoint les terroristes en Syrie, ces terroristes que leurs gouvernements soutiennent alors qu'ils commettent des actes terroristes contre les Syriens, au nom de la « nécessité » de renverser el-Assad.

L'Europe est donc simultanément sous les coups du terrorisme et envahie par des immigrants d'une manière qui semble orchestrée.

Les Européens, qui ont été soumis aux États-uniens par un long processus de lavage de cerveau, ne font aucun lien entre ces détails et le fait qu'ils doivent maintenant se réorganiser et se mélanger avec d'autres populations. Et pour cette nouvelle expérience de laboratoire, tirée apparemment de la doctrine Wolfowitz, il y a besoin d'un catalyseur comme une série de révolutions colorées, intitulées « printemps arabes » pour porter la démocratie. Au lieu de la démocratie, le « printemps arabe » a généré un énorme chaos dans les populations. (...)

Récemment, plusieurs théories du complot sont apparues sur internet, affirmant la volonté de Washington de prendre le contrôle total de la planète, la colonisation massive de l'Europe en étant l'un des éléments clés. Si c'est le cas, y aurait-il quelqu'un pour s'y opposer ? Les opportunistes de l'UE, dirigés par Angela Merkel ont oublié les règles imposées par l'Allemagne aux autres pays de l'UE et invitent maintenant des millions de réfugiés du Proche-Orient à venir en Allemagne. L'argument selon lequel l'UE a besoin de travailleurs supplémentaires pour couvrir le déficit de la main-d'oeuvre allemand est faux. Le taux de chômage moyen dans l'Union Européenne dépasse 11 %, en Espagne et en Grèce il atteint 25 %. En Espagne et en Grèce le chômage des jeunes est de plus de 55 %. (...)

Selon une de ces théories conspirationnistes, il fallait détruire l'identité nationale et religieuse de toute l'humanité pour arriver à une « gouvernance planétaire », dirigée depuis Washington. L'exemple le plus pertinent est l'expérience tragique de la manipulation, de l'extérieur, des conflits identitaires ethniques et religieux, à laquelle a été soumise la Yougoslavie. Des moudjahidin musulmans armés ont été amenés en Bosnie et des Albanais au Kosovo, pour se battre contre les Serbes orthodoxes. La Croatie et la Slovénie catholiques, se sont battues, à leur tour contre les Serbes orthodoxes, soutenues toutes deux par l'Otan. Si l'identité nationale se perd plus facilement par l'immigration massive, l'identité religieuse est plus difficile à neutraliser, et donc une guerre de religion permanente à travers la planète a été créée et entretenue artificiellement, à partir du modèle expérimenté dans l'ex-Yougoslavie. Cela met en évidence que la religion est la source des problèmes mondiaux qui doivent être éradiqués, pour faire place à une religion unique, éventuellement une croyance dans le Grand Architecte de l'Univers. (...)

L'échelle de Kardashev (conçue en 1964 par l'astronome soviétique Nikolai Kardashev) est une méthode de mesure du niveau technologique d'une civilisation basée sur l'énergie consommée dans l'effort de communication de cette civilisation.

Des théories conspirationnistes affirment que le « Project for the New American Century » a repris ce concept, l'adaptant pour les intérêts US de domination planétaire. Or, selon les néoconservateurs états-uniens, nous sommes une civilisation de type « 0 », et eux, en tant que dirigeants de la planète, vont nous envoyer rapidement à l'étape suivante de l'évolution, à savoir une civilisation de type « 1 », l'objectif déclaré étant » la survie de l'espèce humaine ». Ce processus n'est possible que s'il y a un effort global à l'échelle planétaire dans cette direction. Comment cela pourrait-il se réaliser, alors qu'il y a des États-nations ayant des intérêts différents, des ressources et des économies différentes ? Par le biais du mot-clé standardisation. En premier lieu, en unifiant les économies nationales. Il existe déjà l'Union Européenne et l'Union Africaine. Il y a une tentative de former une Union trans-pacifique. L'objectif poursuivi est le mélange des populations, c'est à dire amener les Africains et les Asiatiques en Europe, ce qui signifie tout standardiser, étant donné que certains sont bons dans certains domaines, d'autres dans d'autres.

Dans le livre de George Orwell « 1984 », écrit en 1948, il décrit le « ministère de la Vérité, de la Paix et de l'Amour », dont l'une des attributions est le contrôle des faits, des pensées et des sentiments de chacun, d'après le modèle « Big Brother », de désinformation, de mystification, etc. Le principal délit poursuivi est le « crime de pensée », ce qui signifie que les citoyens ne sont pas autorisés à remettre en question ni à penser à certaines choses. Dans le vocabulaire officiel le mot « coup » se réduit à l'impact physique entre deux corps, et il est interdit d'utiliser le terme « coup d'État » ou de le relier à d'autres idées, attitudes, etc.

Aujourd'hui, à l'ère du « politiquement correct » nous sommes assez près de l'atmosphère décrite par Orwell, dans le sens où nous ne sommes pas autorisés à dire certaines choses, la « Police de la Pensée » veillant à tout ramener à des termes génériques condamnables tels que fascisme, racisme, homophobie, etc. ou autres termes à la mode tels que russophilie ou autres.

Les graines du Mal ne sont pas apparues du jour au lendemain en Europe, mais datent de plusieurs décennies, sapant les fondements de la civilisation européenne. Cela a été induit par le multiculturalisme concomitant avec l'entretien du sentiment de minorisation de la majorité indigène, la tolérance excessive pour le mariage homosexuel, l'encouragement à la non appartenance à une Nation, le manque de respect pour le passé et les ancêtres, le choix d'une seule grande puissance, les États-Unis, comme leader, alors même que ce dernier sélectionne les dirigeants d'autres nations, l'irresponsabilité envers la postérité, etc… Il semble donc y avoir quelque chose de plus grave et de très bien planifié, au-delà de la tendance généralisée à blâmer les Russes pour tous les maux causés par les États-uniens dans le monde. L'Europe serait-elle la cible finale de ce plan diabolique conçu par les États-Unis depuis 15 ans ? Le 6 janvier 2000, le journal Libération a publié un rapport de la Division de la population des Nations Unies, qui montre que l'Europe est confrontée à un déclin démographique accéléré. La solution des auteurs US du rapport était d'amener en Europe 160 millions de migrants au cours des 25 prochaines années. Les experts US de l'Onu avaient déjà affecté des « quotas » nécessaires pour préserver l'équilibre démographique comme suit : la France devait avoir reçu 23 millions d'immigrés en 2025, l'Italie 26 millions, l'Allemagne 44 millions, etc… [1]. Ce que refusent d'accepter les politiciens de Bruxelles, c'est que, sur cette question, la Russie se trouve du côté des intérêts des nations européennes, s'opposant à la migration sous la forme conçue par Washington et désormais dictée à l'Union Européenne. Mondialisation.ca, 06 avril 2016

En complément. - Pour Der Spiegel, Erdogan est lié à Daech - sputniknews.com 02.04 Le magazine allemand Der Spiegel a accusé

le président turc Recep Tayyip Erdogan d'avoir laissé passer les extrémistes en Syrie via son pays. "Pour se venger de son adversaire, le président syrien Bachar el-Assad, Recep Tayyip Erdogan a misé sur les groupes islamistes et possiblement sur l'Etat islamique. Les services de sécurité turques laissaient passer les sympathisants de Daech via leur territoire, alors que les Kurdes et les autres insurgés menaient des combats en Syrie. Tous ces terroristes atterrissaient à Istanbul et ensuite traversaient la frontière syrienne sans être inquiétés", lit-on dans l'article du magazine allemand.

Washington, Bruxelles et Ankara ne manquent pas d'agents pour relayer leur stratégie :

POID (http://latribunedestravailleurs.fr) : A propos de la crise migratoire « Ouvrez les frontières » , maintenant et sans condition !

Militarisation de l'Europe.

- Europe : le réarmement est en marche.

C'est un virage pour l'Europe après des années de baisse continue de l'effort militaire. Le réarmement est en cours en France et au Royaume-Uni, mais surtout en Europe centrale. En cause, le réveil de la menace russe.

Le réarmement est en cours en France et au Royaume-Uni, mais surtout en Europe centrale.

Les budgets militaires explosent. Objectif : se défendre contre le puissant voisin russe et éviter la répétition du scénario ukrainien. Partout, les dépenses militaires augmentent, plus 33% en Lituanie, plus 22% en Pologne, plus 17% en Slovaquie, et plus 11% en Roumanie. Des pays qui passent aujourd'hui commande, et leur liste est longue. La Pologne prévoit d'acheter 80 hélicoptères, un système sol-air, trois sous-marins, 60 drones armés et huit missiles Patriot. Total 40 milliards d'euros. La Lituanie, elle, a de nouveau rendu le service militaire obligatoire. L'armée recrute à tour de bras. Francetv info

Etats policiers.

- Terrorisme: les sénateurs approuvent et durcissent la réforme pénale.

Les sénateurs ont voté massivement en première lecture, par 299 voix contre 29, le projet de loi sur la réforme pénale qui vise à prendre le relais du régime de l'état d'urgence, en vigueur depuis les attentats du 13 novembre. L'Express.fr

- Peine de mort : les exécutions ont bondi de plus de 50 % en 2015.

Selon un rapport d'Amnesty International, au moins 1 634 personnes ont été exécutées l'an dernier. 89 % de ces exécutions ont eu lieu en Iran, au Pakistan et en Arabie saoudite. LeMonde.fr

Des institutions toujours plus antidémocratiques.

- Présidentielle : les règles vont changer

L'Assemblée a adopté les principes applicables dès 2017 concernant notamment parrainages et temps de parole. LeFigaro.fr

Quel dommage, les opportunistes qui légitimaient le régime en présentant des candidats ne pourront même plus le justifier en prétendant que c'était pour se faire connaître ainsi que leur politique ! Ils trouveront autre chose.

L'extrême droite néolibérale a créé son mouvement et trouvé son candidat.

- "En marche!": Le nom du mouvement de Macron inspire les internautes.

Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a annoncé mercredi soir à Amiens la création d'un "mouvement politique nouveau", baptisé "En marche" et qui ne sera "pas à droite, pas à gauche". Le Huffington Post

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats provoquées par les Etats-Unis.

- Brésil: premier avis parlementaire sur la destitution de la présidente Rousseff.

La procédure de destitution de la présidente brésilienne Dilma Rousseff doit aller jusqu'à son terme au Sénat, a préconisé mercredi le rapporteur de la Commission parlementaire chargée de présenter un rapport non-contraignant sur le sujet. AFP

Contre-propagande.

- La guerre hybride est déclarée au Brésil, comme en Russie - Par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 05 avril 2016

Si la matrice idéologique et le modus operandi des révolutions de couleur sont maintenant dans le domaine public, ce n'est pas tellement le cas du concept de Guerre non conventionnelle [UW : Unconventional War].

UW a été énoncé en 2010 dans le manuel Special Forces Unconventional Warfare. Voici la citation qui vaut son pesant de cacahuètes :

«Le but des efforts US dans la guerre non conventionnelle [Unconventional Warfare] est d'exploiter la vulnérabilité politique, militaire, économique et psychologique d'une puissance hostile, par le développement et le soutien aux forces d'opposition, pour atteindre les objectifs stratégiques des États-Unis. […] Pour l'avenir prévisible, les forces américaines seront principalement engagées dans des opérations de guerre irrégulière [IW : Irregular Warfare].»

Les pouvoirs hostiles s'entendent non seulement au sens militaire ; tout État qui ose défier un quelconque aspect important de l'ordre du monde décidé à Washington – du Soudan à l'Argentine – peut être déclaré hostile. (...)

Dans le manuel UW, faire vaciller la perception d'une vaste population moyenne non engagée, est essentiel dans la voie du succès, de sorte que ces non-engagés se retournent finalement contre leurs dirigeants politiques. Le processus englobe tout, de l'«insurrection de soutien» (comme en Syrie) au «mécontentement plus large, par la propagande et les efforts politiques et psychologiques pour discréditer le gouvernement» (comme au Brésil). Et quand une insurrection dégénère, elle doit être accompagnée par «une intensification de la propagande ; une préparation psychologique de la population pour la rébellion». Voilà, en un mot, le cas du Brésil. Mondialisation.ca, 05 avril 2016

En famille. Journées d'action et mouvement social bidon pour faire passer la Loi travail.

- Loi travail: nouvelle journée d'action le 28 avril à l'appel de sept organisations

Sept organisations représentant salariés, étudiants et lycéens ont appelé mercredi à une nouvelle journée d'action le 28 avril pour réclamer le retrait de la loi travail, à l'issue d'une intersyndicale qui s'est tenue dans la soirée. AFP

- Plus d'un Français sur deux pour la mobilisation contre le projet de loi travail

56% des Français disent "approuver" la journée d'action de jeudi à l'appel de syndicats de salariés et organisations de jeunesse pour réclamer le retrait du projet de loi El Khomri. L'Express.fr 3.4

- Nuit debout : un mouvement éclectique qui prend de l'ampleur

Depuis jeudi, des milliers de personnes se relaient sur la place de la République, à Paris. Le mouvement Nuit debout prend de l'ampleur et s'étend sur une trentaine de villes de province. Francetv info

A lire.

- Les techniques secrètes pour contrôler les forums et l'opinion publique Par Korben - arretsurinfo.ch 04 avril 2016

Leur modèle social.

- Italie : quand les clandestins chinois font tourner l'économie

En Toscane, l'immigration économique chinoise fait débat. Et pour cause, le modèle économique chinois fait aussi partie du paysage... Francetv info

Quand les maquereaux sont au pouvoir.

- Prostitution: la pénalisation des clients enfin votée après plus de deux ans de bataille

La France a rejoint mercredi le camp des pays européens sanctionnant les clients de prostituées, avec l'adoption définitive par le Parlement de la proposition de loi PS renforçant la lutte contre la prostitution, au terme de deux ans et demi de vifs débats. AFP

La causerie et les infos en bref qui n'ont pas été publiés.

Il s'agit d'un brouillon.

Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Qui a commandité les attentats en France et en Belgique ?

- « Il n'y a aucune raison que la bombe qui a explosé à Ankara, n'explose pas à Bruxelles ou dans une autre ville européenne (…) Là, je lance un appel aux États qui leur ouvrent les bras qui, directement ou indirectement, soutiennent les organisations terroristes. Vous nourrissez un serpent dans votre lit. Et ce serpent que vous nourrissez peut à tout moment vous mordre. Peut-être que regarder des bombes qui explosent en Turquie sur vos écrans de télévision ne signifie rien pour vous ; mais quand les bombes commenceront à exploser dans vos villes, vous comprendrez certainement ce que nous ressentons. Mais alors, il sera trop tard. Arrêtez de soutenir des activités que vous ne tolérez jamais dans votre propre pays, sauf lorsqu'elles sont contre la Turquie. ».

Quatre jours plus tard, des attentats frappent Bruxelles, faisant 34 morts et 260 blessés.

Réponse : Durant le sommet UE-Turquie, et donc indépendamment des décisions qui y furent prises, le président Erdogan prononce un discours télévisé à l'occasion du 101ème anniversaire de la bataille de Çanakkale (« la bataille des Dardanelles » ; la victoire de l'Empire ottoman sur les Alliés) et en mémoire des victimes de l'attentat perpétré à Ankara quelques jours plus tôt. (Le mobile des attentats de Paris et de Bruxelles, par Thierry Meyssan - 28 mars 2016)

Le monde entier peut le savoir, et cela peut changer la façon de voir de beaucoup de gens, s'ils observent l'attitude des principaux acteurs ou décideurs politiques et économiques envers Erdogan ils s'en écarteront, il ne leur restera plus qu'à rompre avec les institutions qui les ont mis en place ou les légitiment pour changer la société, comme quoi c'est tout à fait possible.

Abstention massive ou rejet de tous les partis de l'ordre, institutionnels, refus de négocier le dynamitage du droit du travail ou ce qu'il en reste, rejet de la collaboration de classes, rejet des médias diffusant la propagande officielle et pratiquant la désinformation en continu, convergence ou rassemblement de toutes les générations et de toutes les couches d'exploitées, jeunes, actifs et retraités, salariés du privé et du public, membres des couches et des classes moyennes, etc. tous les ingrédients d'une formidable explosion sociale ébranlant le régime sont en train d'être réunis, reste à lui donner une orientation et un objectif politique pour construire le parti ouvrier révolutionnaire au cours de ce processus de maturation politique, ce qui est tout à fait possible puisque des millions de travailleurs et jeunes sont à la recherche d'une issue politique.

L'argument selon lequel il faudrait créer un rapport de force pour que les revendication sociales des travailleurs puissent être satisfaites dans le cadre du régime en place relève de l'imposture, car ces revendications sont incompatibles avec l'existence du régime ou les besoins du capitalisme en crise. Tous les partis qui ont avancé cet argument dans le passé ont ainsi trompé délibérément les travailleurs, cela vaut pour l'ensemble des directions syndicales corrompues par le régime et tous ceux qui les ont soutenus ou ménagés.

Il faut dire en face la vérité aux travailleurs et aux militants, vous n'avez absolument rien à espérer des mobilisations en cours et vous n'aurez rien à attendre des mobilisations à venir, aussi longtemps que les conditions permettant d'envisager sérieusement le renversement du régime pour bâtir une société meilleure ou plus juste n'auront pas commencé à être réunies, aussi longtemps qu'un parti ouvrier incarnant ces objectifs n'émergera pas dans la perspective de conquérir la direction du mouvement ouvrier ou la confiance de millions de travailleurs sans lesquels aucun changement de société ne sera possible, ce qui nous incombe comme devoir et priorité, c'est de construire ce parti, c'est le seul objectif à notre portée et dont nous sommes comptables, auquel doit être subordonné notre combat politique. Tout autre objectif nous conduirait infailliblement à nous accommoder du régime et à devenir ses agents, à renier notre idéal et le socialisme.

Les militants qui s'accrochent aux illusions qu'ont colporté leurs dirigeants pendant plus d'un demi-siècle, n'en ont semble-t-il jamais subi les conséquences pour y être demeurés fidèles, contrairement à l'ensemble des travailleurs qui en ont été victimes à des degrés divers, dont les couches les plus défavorisées du prolétariat.

Un complément.

A la suite de la énième journée d'action (du 31 mars dernier) et après l'annonce des suivantes, bien que les conditions soient réunies pour que les masses se radicalisent, nous ne vous referons pas le coup *Où va la France ?* sachant qu'en l'absence du parti il ne faut se faire aucune illusion sur ce qu'on est en droit d'attendre de la situation et de la mobilisation en cours pour le retrait de la Loi travail.

Jamais depuis près d'un siècle dans aucun pays dans le monde les conditions n'ont été à nouveau réunies pour que le prolérariat soit en mesure de prendre le pouvoir, tout autre interprétation de la lutte des classes qui s'est déroulée jusqu'à nos jours relèvait de l'ignorance, de l'incurie ou de la supercherie politique.

C'est de ce constat qui repose uniquement sur les faits qu'il faut partir, pour comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui. Sinon il demeurera impossible d'y remédier ou de se donner les moyens pour réunir les conditions qui permettraient sérieusement d'envisager la possibilité de renverser l'ordre établi, notre objectif politique.

Un autre complément inachevé.

Pratiquement chaque jour qui passe apporte son lot de révélations sur le degré de pourriture du PS et ses dirigeants dont font notamment partie Hollande et Valls. Dans ces conditions et feignant la naïveté, on se demandera comment des dirigeants se réclamant du trotskysme, du socialisme, ont-il pu soutenir ou ménager un tel parti pendant plus d'un demi-siècle.

On se répète, parce qu'apparemment les militants continuent de refuser de prendre en compte ce facteur qui en grande partie explique pourquoi nous sommes dans cette situation là. Ils ont fait l'objet d'une mystification et refusent de l'admettre. C'était suicidaire, cela leur sera fatal. Nous sera fatal ainsi qu'au prolétariat dont le combat serait perdu d'avance s'il ne se dotait pas d'une nouvelle direction renouant avec le socialisme.

Le régime tient grâce à l'ignorance des masses, et les partis faillis ou traitres du mouvement ouvrier tiennent grâce à l'ignorance de leurs militants.

Quand quelque chose ne fonctionne pas, on essaie de comprendre pourquoi, d'en découvrir l'origine qui implique de faire preuve d'une logique rigoureuse ou implacable, au lieu de s'en tenir à des a priori qui peuvent s'avérer défecteux ou inopérants.

La situation imposait de prendre en compte un ensemble de facteurs et rapports en constante évolution en les estimant à leur juste valeur, donc en évitant de les sur ou sous-évaluer, sachant qu'ils s'inscrivaient dans un processus dialectique et historique orienté dans une direction précise rythmé par la lutte des classes, ou dont le développement des besoins des masses exploitées et les contradictions du capitalisme constituaient à chacun de ses pôles le fil conducteur déterminant leur avenir respectif.

Le capitalisme rendu au stade de l'impérialisme ne pouvait s'orienter que dans une seule direction, se sachant à terme condamné à recourir à la barbarie pour affronter son ennemi et assurer sa survie. Mais l'affronter ne suffisait plus, il s'agissait désormais de le vaincre définitivement pour l'empêcher de se relever, en partant du constat que la principale menace qui pesait sur lui provenait de ses propres lois de fonctionnement dont il devait trouver le moyen de s'extraire ou de s'émanciper.

C'est ainsi qu'il en vint à briser les accords de Bretton Woods en 1971, en optant pour un système financier de type mafieux, opaque et totalement hors de contrôle du pouvoir politique, qu'il allait totalement corrompre ou soumettre à sa volonté, à sa stratégie politique. Pour réunir les conditions politiques afin d'atteindre cet objectif plus facilement, à partir de 1944, il se dotera d'institutions politiques et financières internationales auxquelles tous les Etats adhèreront, se plaçant ainsi sous sa domination ou acceptant son hégémonie.

Au cours des deux décennies suivantes, ce processus d'intégration mondiale allait se poursuivre et aboutir à l'implosion de l'URSS et ses satellites, permettre à l'UE de franchir une étape décisive dans sa construction (Maastricht), le tout émaillé de crises financières, produit de la dérégulation de la finance ou de la spéculation, mais demeurées sous contrôle, pour ne pas dire qu'elles ont été créées artificiellement ou que les sommets de l'oligarchie les ont laisser se produire, afin de mieux maîtriser ou éliminer certains de ses membres indisciplinés, ou tout simplement afin de réorganiser des pans entiers de l'économie ou en prendre le contrôle.

La décennie suivante allait être calquée sur les deux précédentes et s'achever en apothéose le 11 septembre 2001, date à partir de laquelle ce processus allait s'accélérer, s'emballer en débouchant sur de nombreuses guerres (occupation de l'Afghanistan et de l'Irak) auxquelles le coup d'Etat de 2001 servira de prétexte.

Celle qui devait lui succéder s'acheva comme elle avait commencée par l'agression de la Libye et des révolutions de palais en Tunisie et en Egypte, avant de s'attaquer à la Syrie par l'intermédiaire de leur nouvelle armée supplétive de l'OTAN et du Pentagone composée de mercenaires fanatiques et sanguinaires, l'Emirat islamique ou Daesh, armés, entraînés et financés par les régimes féodaux du Golfe alliés à Israël. Parallèlement ou simultanément à partir de 2008 ou la faillite ordonnée de Lehman Brothers allait servir de prétexte aux faux monnayeurs de la Fed pour créer à l'aide de la planche à billets des dizaines de milliers de milliards de dollars que les oligarques allaient généreusement se distribuer, afin d'accroître dans des proportions vertigineuses leur fortune et leur puissance politique, leur hégémonie sur l'économie mondiale, notamment sur l'économie européenne (plus de 7.000 milliards de dollars) en prévision de l'adhésion de l'UE au traité de libre-échange transatlantique aux alentours de 2016 .

Dans ce contexte et dans la perspective de se soumettre la Russie, il allait poursuivre les années suivantes en orchestrant un coup d'Etat en Ukraine en s'appuyant sur des milices fascistes, orchestrer la baisse du prix du baril de pétrole pour tenter d'étouffer l'économie russe, afin que sa population se retourne contre le gouvernement et parvenir à imposer un changement de régime à l'instar des républiques de l'ex-URSS, tandis qu'il allait plannifier des attentats particulièrement sanglants dans plusieurs capitales européennes, après Londres et Madrid, Paris et Bruxelles, pour mieux semer le chaos et justifier la militariseration de la société en proie à une crise et une contestation sociale et politique de plus en plus incontrôlable qui n'épargne aucun pays, le tout alimenter par la guerre en Syrie qui se poursuivait et le déversement d'une gigantesque marée de réfugiés sur l'Europe depuis la Turquie, histoire de fournir sur un plateau des arguments à l'extrême droite, qui en dernier recours lui servirait à mater toute velléité de révolution sociale. Ce tableau constitue à grands traits l'orientation économique et politique adoptée par le capitalisme au cours des dernières décennies jusqu'à aujourd'hui, conformément à la stratégie fixée par les sommets de l'oligarchie financière. On s'aperçoit tout de suite qu'il existe une interaction entre les objectifs économiques qu'elle s'était fixée et les décisions politiques que les différents gouvernements occidentaux ont été amenés à prendre, qui en fait coïncidaient avec celles prises par Washington ou que les Américains leur avaient dictées par l'intermédiaire de l'UE et du FMI notamment.

Chaque crise et chaque guerre pendant lesquelles les affaires continuent en s'avèrant particulièrement juteuse pour les oligarques les plus puissants car tirant profit de tous les côtés à la fois, se traduisent par une nouvelle concentration du capital et la rationalisation de la production poussée toujours plus loin, à un accroissement de la productivité et de l'exploitation dégageant de nouveaux profits précédant une nouvelle accumulation du capital prélude à une nouvelle crise et guerre.

Pour surmonter cette épreuve et sauver le régime, les Etats vont s'endetter auprès des banquiers qui en auront tiré profit en leur concédant une partie toujours plus importante de leur pouvoir politique, jusqu'au moment où ils s'en trouvent pratiquement totalement dépourvu et deviennent les marionnettes de l'oligarchie financière.

En principe ou logiquement, le capitalisme aurait dû s'effondrer dès la fin des années 60, on a vu plus haut par quels moyens étournés il était parvenu à retarder sa chute en contrôlant la crise qui le ravageait et qui au fil du temps allait devenir permanente. Il allait devoir pousser encore plus loin la division internationale du travail.

C'est ainsi qu'il cré les cinq Tigres et les quatre Dragons asiatiques par l'intermédiaire de l'exportation de capitaux qui précédèrent l'ouverture de la Chine aux investissements occidentaux, manoeuvre qui allait servir à la fois à retarder son effondrement en rétablissant artificiellement son taux de profit, et à mieux asservir les Etats dorénavant en proie à un chômage de masse, qui allait se développer inexorablement et servir de prétexte à la remise en cause des droits sociaux des travailleurs en procédant à un chantage scélérat, consistant à rendre responsable du manque de compétitivité des entreprises occidentales en général par rapports aux asiatiques les conditions de travail trop contraignantes et trop coûteuses pour les capitalistes occidentaux incapables de rivaliser sur le marché mondial avec les capitalistes asiatiques bénéficiant d'un coût du travail extrêmement bas et des conditions d'exploitation particulièrement avantageuses.

Simultanément allait se développer une classe moyenne et une aristocratie ouvrière dans les pays dits émergents dont les Brics, qui devaient supplanter celles des pays occidentaux auxquelles le capitalisme allait s'attaquer également, pour s'octroyer ou récupérer une part plus importante de la plus-value produite et qui lui échappa lors de la lutte des classes des décennies antérieures ou qu'il leur accorda pour assurer sa stabilité et son développement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Ce processus fut financé en recourant à un endettement général ou de populations toujours plus vastes jusqu'à atteindre les plus démunis auxquels étaient proposés des crédits ou des micro-crédits à des taux usuraires (en mars 2016 en Inde, l'Etat leur accorde des prêts à un taux d'intérêt de 48% l'an, source, la soeur de ma compagne.) ne leur laissant pratiquement rien pour satisfaire leurs besoins quotidiens les plus élémentaires et les maintenir ainsi dans un état de pauvreté, de dépendance ou d'indigence permanente et demeurent la proie de généreux donateurs parmi lesquels les partis institutionnels.

La dérégulation de la finance devait s'accompagner de la dérégulation du travail, sur fond de violation du droit international par ceux qui l'avait dicté et qui devait en profiter, tandis que les Etats transmettaient leur pouvoir politique à des institutions supranationales contrôlées par l'oligarchie.

Il lui était alors possible d'agir sur la totalité des leviers du pouvoir, des médias aux partis institutionnels en passant par la magistrature et les instituts de sondages. L'oligarchie financière a donc confisqué tous les pouvoirs économiques et politiques à son unique profit avec la connivence de l'élite intellectuelle à son service. Il ne lui reste plus qu'à mater les peuples, vaincre le prolétariat, définitivement.

On pourrait se demander pourquoi c'était une obsession chez eux qui allait tourner à l'hystérie jusqu'à la folie (Bush Trump), pourquoi ne se satisfaisaient-ils pas des colossales fortunes qu'ils avaient accumulées, sinon qu'une grave menace pesait sur leur système économique bien qu'ils en contrôlaient pratiquement tous les rouages, menace qui provenait des lois de fonctionnement du capitalisme et de ses fondements demeurés inchangés depuis son avènement qui devait le mener à la faillite tôt ou tard, inéluctablement, contre lesquels ils étaient impuissants, il leur fallait donc trouver une parade pour se libérer de cette contrainte ou réunir les conditions qui leur permettraient d'assurer leur pouvoir éternellement sur la masse des exploités et

des opprimés réduits à l'état d'esclaves, sans avoir à se préoccuper de savoir si elle serait légale ou non puisque ce serait eux qui en décideraient et personne ne s'y opposerait sous peine d'être ruiné ou écarté définitivement de toute source de pouvoir, physiquement éliminé. Sinon pourquoi se seraient-ils attaqués à des confetti comme la Grèce ou Chypre ?

L'origine de la crise actuelle du capitalisme est la même que lors des crises qui ont émaillé le XXe siècle, à ceci près qu'ils ont épuisé durant la même période tous les moyens pour y faire face, y compris en se privant de l'arme d'une nouvelle guerre mondiale qui les emporterait eux-mêmes. On pourrait se demander pourquoi sont-ils obnubilés par l'accroisement de la productivité et de ce qu'ils appellent la croissance, en réalité la production et la consommation de marchandises (et des services attenants), dont le volume devrait toujours augmenter et le cycle s'accélérer sur fond d'un gigantesque gâchis ou destruction de forces productives et d'une surproduction mondiale qui en sont les conséquences inévitables, se traduisant par un chômage de masse à l'échelle planétaire, qui à son tour concourt à la déflation et mène à une dépression, au ralentissement puis à la paralysie de l'ensemble de l'économie mondiale.

Contrairement à la période précédente, leur politique ne consiste plus à faire redémarrer l'économie des pays les plus exposés à cette crise du capitalisme en recourant à une redistribution des profits et à une libéralisation du crédit, histoire d'amorcer un nouveau cycle du capital qui leur permettrait d'accumuler rapidement de nouveaux profits jusqu'à la prochaine crise, elle consiste au contraire à littéralement étrangler toutes les couches de travailleurs qui jusqu'à présent faisaient tourner la machine capitaliste sans leur laisser le moindre espoir de s'y opposer et d''y échapper, comme s'ils avaient décidé d'en finir une bonne fois pour toutes avec les contradictions qui minent de l'intérieur le capitalisme parce qu'ils n'ont pas d'autres alternatives, hormis le plan ou la stratégie qu'ils ont mis au point pour soumettre à leurs bottes l'ensemble des exploités.

C'est ainsi que leur offensive généralisée contre nos droits sociaux et politiques ne se situe plus exactement ni dans le même contexte qu'autrefois ni dans la même perspective, un peu comme s'ils avaient subreptissement modifié les règles du jeu du capitalisme et de la lutte des classes qui sinon leur seraient défavorables à un moment donné au risque de leur échapper.

On peut observer qu'aussi bien leur polique que la manière dont ils la présentent et l'appliquent, qu'incarne au plus haut degré leur projet de traité transatlantique de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne, relève d'un arbitraire absolu et cynique ou teinté d'un despotisme débridé, qu'ils ne se donnent même plus la peine de camoufler derrière une rhétorique démagogique, elle ne tient plus compte du rapport de force existant entre les classes, agissant déjà comme si la lutte des classes était neutralisée ou avait disparu, comme s'ils l'avaient définitivement gagnée au profit d'un régime régi par d'autres lois, un régime, une monarchie oligarchique fonctionnant selon un règlement de police qu'ils avaient élaboré et dont personne ne pourrait contester la légitimité ou s'y opposer, ayant prévu parallèlement à cet effet la militarisation de la société et la mise sous surveillance de la totalité de la population, armes contre lesquelles elle est impuissante à lutter, pire encore puisqu'elle tombe dans le panneau ou en redemande.

En publiant ce genre d'articles, pour qui roule ce portail et le courant politique qu'il incarne ?

- Obama, ne perdez pas l'occasion de faire quelque chose d'historique - legrandsoir.info - 20 mars 2016

- Lettre d'Adolfo Pérez Esquivel au président des États-Unis - legrandsoir.info - 23 mars 2016

Le stalinisme n'est pas mort.

Même cause, même effet, même remède : En finir avec le capitalisme.

- La «violence économique», comme le terrorisme, va encore durer longtemps - Slate.fr

Ce sont des agents du gang mafieux et barbare des oligarques anglo-saxons-sionistes et leurs monstrueuses créatures Al-Qaïda, Daesh, qui vous le disent, vous le promettent, vous le souhaitent. Ils n'ont aucun mérite, puisqu'ils savent que dans l'état actuel des choses nous ne sommes pas en mesure d'abattre le capitalisme, ni même de lui infliger une lourde défaite.

Une imposture peut en cacher une autre ou quand banquiers, mafiosi, gangsters et salafistes oeuvrent au même objectif politique.
La police italienne met à jour les liens entre Daesh et la Camorra - voltairenet.org 26.03

La police italienne a arrêté à Naples un Irakien de 46 ans, Aziz Ehsan, qui faisait office d'officier de liaison entre Daesh et la "Camorra" (organisation mafieuse de Campanie).

Les officiels évoquent également des liens de Daesh avec "Cosa Nostra" en Sicile et la "Ndrangheta" en Calabre.

Depuis septembre 2014, Daesh contrôle le trafic d'héroïne afghane. Cependant, jusqu'à présent cette information n'avait été publiée que par le Service fédéral russe de contrôle des stupéfiants, jamais par des autorités ouest-européennes [1]. voltairenet.org 26.03

[1] « La famille Karzaï confie le trafic d'héroïne à l'Émirat islamique », Réseau Voltaire, 29 novembre 2014.

- Le roi de Jordanie accuse la Turquie de préparer le jihad en Europe - voltairenet.org 26.03

Le 11 janvier 2016, le roi Abdallah de Jordanie participait à Washington à une réunion avec des membres de trois commissions sénatoriales (Renseignement, Affaires étrangères et Armées). Selon David Hearst (ancien journaliste du Scotman, puis du Guardian, actuel rédacteur en chef de Middle East Eye) qui a pu consulter les minutes de la rencontre, le roi aurait accusé le président Recep Tayyip Erdogan d'avoir organisé la vague de migrants vers l'Europe et d'y avoir intentionnellement placé des jihadistes.

Le roi aurait affirmé, concernant la Syrie, que la Turquie œuvre pour une solution confessionnelle, à l'encontre des efforts de la Jordanie.

Le roi aurait confirmé la responsabilité de la Turquie dans le trafic de pétrole volé par Daesh. Observant que l'armée turque entraîne l'armée somalienne, le roi aurait accusé la Turquie de contrôler des groupes jihadistes non seulement en Syrie et en Irak, mais aussi en Libye et en Somalie.

Enfin, le roi se serait interrogé sur la promesse européenne [désormais actée par le Sommet des 17 et 18 mars] de verser 3 milliards d'euros à la Turquie pour l'aider à faire face à ses réfugiés. Il aurait noté le caractère disproportionné de cette aide, laissant entendre que les Européens financent indirectement les ambitions turques. voltairenet.org 26.03

Après avoir semé le chaos et terrorisé la population, détruit la Syrie et adopté de nouvelles lois liberticides sur fond d'actvités militaires illégales et secrètes couvertes par leur propagande de guerre, ayant atteint en grande partie leurs objectifs, les voilà qui lâcheraient le morceau en s'apprêtant à sacrifier l'un des principaux exécutants de leurs basses oeuvres, Erdogan, sans doute histoire de tenter d'enrayer la chute de leur popularité et le rejet de l'ensemble des partis institutionnels par les peuples, afin de mieux faire passer leur traité de libre-échange qu'ils continuaient tranquillement de mettre au point, la prochaine étape décisive de leur plan.

L'agent de l'OTAN Erdogan soutenu par Hollande et Juppé a commandité les attentats de Paris et Bruxelles.

- La Turquie revendique le bain de sang de Bruxelles par Savvas Kalèdéridès - voltairenet.org 24.03

Depuis six mois, la Turquie menace la France, la Belgique et l'Allemagne et les somme de l'aider à éliminer le mouvement de libération nationale kurde. Idéologiquement le régime de Recep Tayyip Erdogan considère en effet que les Turcs sont une « race supérieure » et que les Kurdes doivent obéir ou être éliminés. La France, qui avait pris l'engagement d'aider la Turquie à résoudre la question kurde « sans porter atteinte à l'intégrité de son territoire » (c'est-à-dire en déplaçant les Kurdes turcs en Syrie), mais n'était plus en mesure de tenir sa promesse, fut la première touchée. La Belgique qui donne asile aux Kurdes, a été la seconde cible.

Tout terroriste choisissant sa cible, veille à passer un message pour justifier son action. La plupart du temps c'est ce message qui intéresse les terroristes et non pas l'ampleur de la catastrophe que va provoquer leur acte terroriste.

De la sorte, ils parviennent à contourner l'exclusion dont ils font l'objet de la part des médias conventionnels, et se trouvent soudain au centre du débat, sous le feu des projecteurs.

Dans le cas des attentats terroristes de Bruxelles, il pourrait y avoir plusieurs messages, dont un lié à l'existence même de l'UE [1]. Cependant, le message central, qui n'a cessé d'être répété par le gouvernement turc, par des groupes étatiques et para-étatiques et par la presse turque, concernait le soutien de la Belgique et de l'UE à la cause kurde.

Le président Erdogan en personne, pendant que se tenait le sommet de l'UE avec la Turquie, prononçait une attaque violente contre l'Union européenne accusée d'héberger et de soutenir des organisations du mouvement de libération nationale kurde.

Le quotidien Star, organe officieux du régime de Recep Tayyip Erdogan, ouvrait sa "une" du 22 mars 2016 (c'est-à-dire le matin même des attentats de Bruxelles) sous le titre « La Belgique État terroriste ». Elle était illustrée de photographies de Kurdes brandissant le drapeau du Rojava, la région autonome du Nord de la Syrie qui sert désormais de base arrière au PKK et constitue une menace majeure pour la Turquie.

Le même journal publie les menaces du président Erdogan envers la Belgique.

L'édition spéciale de Star du 23 mars est intitulée : « Le serpent que nourrissait la Belgique en son sein l'a mordue », faisant

référence au discours prononcé par le président Erdogan, le 18 mars dernier [2].

De plus, le journal islamiste Akita, un des organes du Parti de la Justice et du Développement, du 23 mars reprend le même argument en "une". Elle est illustrée par des photographies de l'ancien député Zoubair Indar, l'un des dirigeants du mouvement de libération nationale kurde, et de Fehriye Erdal, accusée du meurtre d'Ozdemir Sabanci, tous deux réfugiés politiques en Belgique. Un second titre précise : « La Belgique supporte les terroristes ».

Dans son éditorial d'aujourd'hui intitulé « Celui qui dort avec le terrorisme, se réveille avec lui », Khanty Ozisik, le principal chroniqueur du journal électronique pro-Erdogan Internethaber.com, écrit mot pour mot :

« Le gouvernement qui dirige ce pays [la Belgique], en dépit des protestations et des objections de la Turquie, autorise et permet au PKK de faire sa propagande. Il n'a pas dit mot lorsque le PKK montait ses tentes et organisait des rassemblements avec ses militants. D'autre part, le gouvernement belge, en soutenant les Forces de défense populaire (YPG) [3], qui sont considérées comme le plus grand ennemi de l'État Islamique en Irak et en Syrie, a agi comme s'il disait aux djihadistes "Venez me mettre des bombes" ».

Il y a d'autres documents et éléments attestant de la responsabilité turque, tout comme il y en a pour les attentats contre la France. Ces derniers ont eu lieu pour faire comprendre à François Hollande qui avait accueilli à Paris, à l'Élysée, les dirigeants du YPG en uniformes militaires, qu'il ne pouvait plus reculer quant à son engagement de créer un faux État kurde [4].

Ne prêtez pas attention à qui étaient les exécutants de ces attentats, ni au groupe dont ils se revendiquent. La Turquie constitue un allié stratégique de Daesh et est en mesure de passer « contrat » directement avec son équipe dirigeante.

J'espère que le Premier ministre grec et les membres de son gouvernement liront et analyseront tout cela, alors que par leurs actions ils ont livré notre pays en otage de la Turquie. S'ils ne se réveillent pas, nous serons confrontés à des événements inimaginables. voltairenet.org 24.03

[1] La Millî Görüs, la milice islamiste dont est issue le président Erdogan, est historiquement opposée à l'UE qu'elle considère comme une « club chrétien ». Ndlr.

[2] "Baskan Erdogan AB'yi tehdit", yazan Recep Tayyip Erdogan, Réseau Voltaire Sitesi, 18 Mart 2016.

[3] Les Forces de défense populaire (YPG) ont été constituées sur instruction personnelle d'Abdullah Öcalan pour défendre les populations kurdes du Nord de la Syrie. Durant la guerre d'agression contre la Syrie, elles se sont battues en collaboration avec l'Armée arabe syrienne. Cependant, le 31 octobre 2014, le chef du YPG, Salih Muslim, trahissant Öcalan, participait à une réunion secrète à l'Élysée avec François Hollande et Recep Tayyip Erdogan. Il était convenu de créer un État fantoche en territoire syrien, de nommer Muslim président, puis d'y expulser les membres du PKK turc, en application du plan Juppé-Davutoglu de 2011. Durant un peu plus d'un an, la plus grande confusion s'étalait dans les rangs kurdes de Syrie jusqu'à ce que la Russie et les États-Unis prennent les choses en main. Depuis le 15 mars, le YPG a retrouvé son unité. Il reçoit des armes de Moscou et de Washington et les transmets au PKK. Ndlr.

[4] « La République française prise en otage », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 novembre 2015.

Quand l'AFP soutient les régimes terroristes turc et qatari.

- Qatar: une base militaire turque en cours de construction achevée dans 2 ans - AFP

Une base militaire turque est en cours de construction au Qatar et sera achevée dans deux ans, a annoncé mercredi le ministre turc de la Défense à Doha.

L'établissement de cette base militaire fait partie d'un accord de défense plus large signé fin 2014 entre Doha et Ankara, tous deux membres de la coalition conduite par les Etats-Unis qui mène des frappes contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak.

"Nous voulons parvenir à coopérer dans les domaines de l'entraînement (militaire)" et "contribuer à la stabilité dans la région", a encore déclaré M. Yilmaz. (Ben voyons ! - LVOG)

Ce dernier a ajouté que des militaires et des avions qataris étaient actuellement présents en Turquie.

Le Qatar abrite par ailleurs la grande base aérienne d'al-Udeid, siège du Centcom, le commandement des forces américaines au Moyen-Orient. Cette base est utilisée par les avions américains pour bombarder l'EI. (Qui le croit encore à part l'AFP ? - LVOG)

Dans le conflit syrien, la Turquie comme le Qatar soutiennent la rébellion face au régime de Bachar al-Assad. AFP 30.03
(Rébellion fantôme, traduire Al-Nosra et EI - LVOG)

Qui a dit ?

Quel est l'idiot utile du régime qui a sorti cette énormité ?

- "Nous avons donc un ennemi que nous bombardons là-bas et qui, ici, trouve des gens pour mener des opérations de commando. Nous sommes dans un état de guerre dont le principe de base est l'action imprévue et on ne peut pas savoir où on va être frappé", a-t-il ajouté.

Réponse : Mélenchon dimanche sur Canal+.

A notre connaissance notre "ennemi" est dans notre propre pays, apparemment pas pour ce charlatan...

Et d'en rajouter une couche en volant au secours de l'Etat, de la Ve République :

- La réponse au terrorisme, selon lui, ce n'est pas "d'espionner tout le monde par quartiers entiers". "Moi, je crois aux moyens humains, on infiltre, on met des gens" pour le renseignement. Or, a-t-il regretté, "l'État est anémié" et il manque des moyens humains pour mener cette action. AFP 27.03

Quel réac ! Vite plus de flics, CRS, etc. ! Humains de préférence !

Toujours plus réactionnaire, leur vraie nature.

Perpétuité réelle, peine de mort, assignation à résidence... Comment la droite fait de la surenchère sur les propositions sécuritaires.
- Francetv info

Après les attentats de Bruxelles, les politiques occupent le terrain médiatique avec des propositions toujours plus radicales.
Francetv info 29.03

Vous vous souvenez peut-être qu'un jour j'avais commis l'outrage de prétendre que finalement la droite et l'extrême droite c'était du pareil au même, quelle horreur, les nuances étaient uniquement une question de circonstance ... C'était parfaitement justifié, les faits le démontrent une fois de plus, si nécessaire.

- Sécurité : jusqu'où ira la droite dans la surenchère ?

La créativité et l'imagination en action... Trois jours après les tragiques attentats de Bruxelles, certains à droite s'empressent de dégainer des propositions pour le moins iconoclastes en matière de sécurité.

«Je demande à ce que l'on coule les bateaux des passeurs dans les ports», a expliqué Christian Estrosi, président de la région Paca, vendredi matin sur Europe 1. Avant de préciser : «Quand ils sont vides».

Olivier Dassault, député les Républicains de l'Oise, n'a quant à lui pas hésité à relancer hier le débat sur... la peine de mort. Un sujet qui était pourtant jusque-là l'apanage quasi exclusif du Front national.

Ces propos font écho à ceux de Xavier Bertrand qui, la veille, assurait qu'il « n'aurait pas voté l'abolition de la peine de mort » en 1981.

Quant à Laurent Wauquiez, spécialiste des sorties musclées sur le thème sécuritaire, il a ressorti de son chapeau et sur son compte Twitter sa mesure phare — qu'il avait déjà défendue en novembre dernier après les attentats à Paris — : « l'internement des fichés S et de ceux qui reviennent du djihad ». LeParisien.fr

Etat policier. L'Etat d'exception permanent.

- Des agents de sûreté armés vont patrouiller dans certains trains.

Cette annonce du président de la SNCF s'inscrit dans le cadre des mesures de renforcement de la sécurité, et notamment la loi Savary, entrée en vigueur mercredi. LeMonde.fr

- La réforme pénale va durcir l'état d'urgence - LeParisien.fr

Sans traiter directement de l'état d'urgence, le texte actuellement discuté au Parlement alourdit considérablement l'arsenal de la justice et des enquêteurs dans la lutte et la sanction des activités terroristes. Déjà voté en première lecture à l'Assemblée — où un amendement du député LR Guillaume Larrivé a introduit la possibilité pour les juges de prononcer une « perpétuité incompressible » —, le projet de loi est actuellement débattu par les sénateurs. Lesquels s'appliquent à durcir encore le dispositif préventif et répressif : perquisitions de nuit, régime plus rigoureux d'exécution des peines, circonstance aggravante permettant de criminaliser certains délits liés au terrorisme, extension du contrôle administratif des personnes de retour de zones djihadistes. Le Sénat envisage même de contourner la jurisprudence de la Cour de cassation en facilitant la saisie des flux et des stocks de courriers électroniques.

Autant de mesures presque d'exception qui complètent les dispositions de l'état d'urgence qui restent potentiellement applicables : assignation à résidence, interdiction de manifester et de circuler, etc. LeParisien.fr 30.03

- A Rennes, un syndicaliste frappé à terre par des policiers.

Cette fois-ci, ce ne sont pas des lycéens qui estiment avoir été violentés par les forces de l'ordre mais un syndicaliste rennais de 60 ans. L'homme, membre du syndicat Sud Santé sociaux affirme, vidéo à l'appui, avoir reçu plusieurs coups de la part de deux policiers en marge des manifestations de jeudi à Rennes.

La vidéo amateur, postée sur les réseaux sociaux, montre des policiers charger plusieurs opposants à la loi travail qui voulaient rejoindre le Parlement de Bretagne dans l'hypercentre, ce qui n'avait pas été autorisé par la Préfecture. On y voit notamment un homme tomber près d'une voiture, se rouler en boule et recevoir à terre plusieurs coups de matraque et de pieds de la part de deux policiers. «C'est bien mon client que l'on voit sur cette vidéo affirme Me Olivier Pacheu, l'avocat du syndicaliste. Un certificat médical atteste d'une ecchymose de 12 cm sur ses jambes et d'une incapacité de travail de trois jours. Il a pris de sacrés coups, il boite sérieusement.»

Interpellé quelques minutes plus tard, ce père de famille a ensuite été placé 48 heures en garde à vue. «En dehors des violences subies, cette garde à vue l'a éprouvé. D'autant plus qu'il a attendu 20 heures avant d'être auditionné la première fois et que le procureur voulait même le placer en détention provisoire au départ. Il l'a mal vécu», poursuit l'avocat. Remis en liberté samedi après-midi, il a été mis en examen et sera jugé le 22 avril pour «participation à un attroupement armé» et «violences envers un agent de la force publique avec armes [projectiles ndlr]». Ce qu'il conteste. «Le policier qui l'a interpellé dit qu'il lui a porté un coup pour l'immobiliser parce qu'il était menacé mais la vidéo prouve le contraire. Il a reçu plusieurs coups et il n'a lancé aucun projectile. Il n'a pas de casier judiciaire et comptait rentrer après la manifestation. Sur la vidéo on le voit courir pour éviter les gaz lacrymogènes, c'est tout.»

«Nous demandons des explications officielles indique à Libération Eric Adam, secrétaire départemental Sud Santé sociaux. Ce militant Sud était au sol et tenait un drapeau du syndicat au moment où les policiers l'ont chargé. Il s'agit d'une personne convaincue, déterminée et pacifique. Il n'a commis aucun acte répréhensible si ce n'est d'être dans le cortège. Cette vidéo traduit le manque de discernement de ces policiers alors qu'il n'aspirait qu'à défendre ses valeurs et ses idéaux.»

Goulven Bouilliou, infirmier et militant à Sud, manifestait au côté de son collègue avant de le perdre de vue et qu'il ne soit interpellé. Lui aussi dénonce une réponse totalement disproportionnée des policiers ce jour-là : «En début d'après-midi, on était une dizaine de notre syndicat parmi 1 000 à 2 000 jeunes qui voulaient accéder à la place du Parlement pour occuper la place toute la nuit. On pensait passer facilement le barrage mais les forces de l'ordre ont tout de suite balancé des gaz lacrymogènes. En dix ans de manifs, je n'ai jamais vu ça. Ils en ont envoyé plus d'une centaine. On n'arrivait plus à respirer. Certains manifestants ont alors répliqué mais c'est la police qui a commencé et c'était totalement démesuré.»

Samedi, neuf autres personnes dont trois mineurs, ont été présentées à un juge à Rennes. Elles ont été mises en examen et placées sous contrôle judiciaire en attente de leur jugement. Libération.fr 3.4

Etat policier. Une tendance mondiale.

- Vietnam: un haut-gradé de la police devient le nouveau président du pays.

Un haut-gradé de la police vietnamienne a été élu samedi, sans surprise, au poste de président du pays, l'un des postes les plus importants du régime communiste à parti unique. AFP 3.4

Fascisme au quotidien.

- Netanyahu défend la "moralité" de l'armée après la mort d'un Palestinien - AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a défendu dimanche la "moralité" de l'armée après l'arrestation d'un soldat soupçonné d'avoir achevé d'une balle dans la tête un Palestinien blessé.

Une vidéo des faits survenus jeudi à Hébron en Cisjordanie occupée, a alimenté une vive polémique en Israël.

Elle montre deux Palestiniens à terre blessés par balles après qu'ils ont agressé au couteau un soldat israélien. L'un d'eux bouge encore faiblement la tête. Un soldat le met alors en joue bien qu'il ne représente apparemment plus de danger et lui tire une balle dans la tête.

Les défenseurs des droits de l'Homme ont dénoncé une "exécution" et les Palestiniens un "crime de guerre".

"Toute mise en cause de la moralité de l'armée est révoltante et inacceptable", a dit M. Netanyahu lors du conseil des ministres hebdomadaire, selon un communiqué. "Les soldats israéliens, nos enfants, respectent de hautes valeurs morales alors qu'ils combattent contre des assassins assoiffés de sang dans des conditions opérationnelles difficiles", a-t-il ajouté. "Je suis certain que l'enquête tiendra compte de toutes les circonstances" de l'incident. La radio militaire a révélé que 11 minutes s'étaient écoulées entre le moment où les Palestiniens avaient été blessés après avoir agressé le soldat et le moment où le tireur a ouvert le feu sur l'un d'eux. Selon un soldat présent sur place cité par la radio, le tireur lui a dit qu'un "terroriste qui poignarde un soldat mérite de mourir". AFP 29.03

Le Monde a choisi son candidat à l'élection présidentielle américaine : le clone de G.W. Bush !

La très jouissive revanche de l'ultra-conservateur Ted Cruz - LeMonde.fr

L'ancien pestiféré reçoit désormais les adoubements à la chaîne, il est aujourd'hui le dernier rempart encore debout face au bulldozer Donald Trump dans la course à l'investiture républicaine. LeMonde.fr 29.03

Sécurité à échelle variable.

- Pâques : un rendez-vous sous haute sécurité pour le pape François.

Le souverain pontife a adressé un message à la ville et au monde depuis le balcon du Vatican à l'occasion des fêtes de Pâques. Il a abordé les actions terroristes. Francetv info 28.03

- Pakistan: attentat-suicide dans un parc bondé, au moins 65 morts.

Au moins 65 personnes, dont de nombreux enfants, ont péri dimanche soir dans un attentat-suicide dans un parc bondé de Lahore, grande ville de l'est du Pakistan, où des chrétiens célébraient les fêtes de Pâques. AFP

L'intox mortelle suprême.

- L'objectif du désarmement nucléaire réaffirmé à Washington

La cinquantaine de dirigeants réunis à Washington pour assister à un sommet sur la sécurité nucléaire ont réaffirmé leur engagement contre la prolifération des armes et du matériel nucléaire, annonce vendredi un communiqué. Il reste encore beaucoup à faire pour empêcher des entités Reuters 02.04

Grille de lecture.

On avait eu l'occasion de lire dans un article bien informé publié par un média dit alternatif, que Washington allait consacré lors de la décennie à venir 1.000 milliards de dollars à la modernisation de son arsenal nucléaire et à la mise au point de nouvelles armes nucléaires.

Décadence d'un régime.

- Politique : des prises de parole de plus en plus vulgaires

Les hommes et les femmes politiques français se lâchent de plus en plus et n'ont plus aucune gêne à utiliser des mots vulgaires. Francetv info

Ils sont comme ils sont...

Marchandisation à outrance et inégalité infâme.

- Dans le Calvados, certains services des pompiers vont devenir payants

Les syndicats de pompiers et les élus de l'opposition contestent cette décision du Service départemental d'incendie et de secours, votée lundi et révélée par Ouest France . «Le citoyen devient un client», brocarde un conseiller municipal au Figaro .

Les habitants du Calvados risquent bientôt d'avoir une mauvaise surprise s'ils appellent les pompiers. Selon Ouest France, il faudra, dans ce département, payer en contrepartie de certains services des sapeurs-pompiers. C'est le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) qui a voté cette mesure lors de son conseil d'administration du lundi 21 mars. L'entrée en vigueur est fixée au 1er avril prochain.

La facture pourrait même être salée pour certains services: en cas d'alerte incendie alors qu'aucun feu n'est déclaré, la personne devra débourser 463 euros. Pour une personne en état d'ébriété ou qui nécessite un secours sans transfert à l'hôpital, il faudra payer 241 euros. Ouest France s'est procuré la grille tarifaire. Pour une simple recherche de documents administratifs, la note s'élève à 96 euros.

La décision fait déjà polémique. Les pompiers et les élus de l'opposition de gauche de la Ville de Caen ainsi que la minorité du conseil départemental sont mobilisés. Ils ont tenu une conférence de presse à ce sujet ce samedi. «On ne peut pas faire des économies sur le dos de la santé et de la sécurité», pointe Eric Vève, élu PS, qui condamne «des tarifs exorbitants». (On s'étrangle en entendant cela de la part d'un membre du PS qui saccage ou privatise le droit à la santé ! Notez d'ailleurs qu'il n'est pas contre le principe. - LVOG)

Plusieurs dossiers semblent miner les relations entre les pompiers et le Sdis, dans le Calvados. Fin décembre, les pompiers avaient fait grève pendant près d'un mois, en conflit avec leur direction, sur des questions de temps de travail. Ce samedi, une manifestation de soutien aux pompiers a lieu à Caen, contre la fermeture de six casernes décidée par le Sdis.

Pour compenser une baisse des budgets, certains services rendus par les pompiers sont déjà payants dans certains départements. C'est le cas en Haute-Savoie, par exemple, où des mesures ont été prises pour limiter les assistances injustifiées. LeFigaro.fr 26.03

Ici en Inde, les pompiers, c'est comme s'ils n'existaient pas, c'est mieux ! Quand la population fait face à un sinistre, elle doit se démerder toute seule...

20 jours auront suffi. Qui l'aurait cru possible ?

- Le régime syrien reprend au groupe EI la totalité de Palmyre - AFP 26.03

L'armée syrienne a repris dimanche le contrôle total de Palmyre après en avoir chassé les jihadistes du groupe État islamique qui tenaient cette ville antique du centre de la Syrie depuis près d'un an, a affirmé à l'AFP une source militaire à Palmyre.

"Après de violents combats nocturnes, l'armée contrôle entièrement la ville de Palmyre, y compris le site antique et la partie résidentielle. Ils (les jihadistes) se sont retirés".

D'après cette source, les combattants de l'EI "se sont repliés vers Sokhné, Raqa et Deir Ezzor", leurs fiefs dans le nord et l'est de la Syrie.

"Les unités d'ingénierie de l'armée sont en train de désamorcer des dizaines de bombes et de mines à l'intérieur de la cité antique" qui contient des trésors détruits en partie par le groupe extrémiste.

Les forces prorégime, appuyées par l'aviation russe, ont lancé le 7 mars une offensive pour reprendre Palmyre à l'EI, qui s'était emparé en mai 2015 de la ville et ses ruines antiques classées au patrimoine mondial de l'Unesco. AFP 26.03

Parole d'internaute

Il s'agit en fait de la loi loi TFUE article 121.

"Avec le recul du temps, la portée du traité de Maastricht m'apparaît plus clairement : ce fut un changement de régime. Le passage de la démocratie à l'oligarchie. La fin du grand cycle, après la monarchie et la république. Dès la fin de la seconde guerre mondiale,

le projet de la construction européenne fut promu avec force par Jean Monnet, un Français d'Amérique, ancien cadre supérieur de la Banque Lazard de New York, inspirateur de la Commission trilatérale. Il voulait abolir les souverainetés nationales, mais en tenant les peuples d'Europe dans l'ignorance de ce qui allait se passer. Il lui paraissait nécessaire d'avancer furtivement, par petits pas successifs, chacun d'eux appelant le suivant au nom de l'urgence économique; on a appelé cela le « système de l'engrenage » ou du cliquet. Il n'y a pas de marche arrière possible. C'est une machine à crans. La méthode n'est connue que du petit cercle de ses initiateurs. Mais on ne peut empêcher les gaffeurs de parler.

Ainsi Claude Cheysson, qui fut ministre des Affaires étrangères et membre de la Commission européenne, en fit- il l'aveu plus tard devant moi : « Dès les origines, nous nous sommes placés dans l'adémocratie. On a toujours mieux avancé hors du contrôle démocratique. » Depuis 1945, nos élites démocrates-chrétiennes et socialistes ont peur de la démocratie qu'elles ont rétablie. L'affaire de Maastricht et de la monnaie unique était trop compliquée pour les populations. On leur dirait, plus tard, que c'était pour leur bien.

Ainsi, récemment, le nouveau président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a tenu à dissiper les inquiétudes, après les élections en Grèce : « Dire que tout va changer parce qu'il y a un nouveau gouvernement à Athènes, c'est prendre ses désirs pour des réalités. Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens. » C'est beau comme l'antique ! Cela signifie que, désormais, la volonté ou la colère d'un peuple ne peut plus rien contre la broyeuse de Bruxelles. On n'a plus le droit de sortir de la camisole, même par le suffrage. C'est trop tard. La consultation du peuple grec par référendum provoqua des haut-le-cœur chez nos élites, au début de l'été. L'Europe obtint de la Grèce ce que les Anciens appelaient une paix carthaginoise. Le peuple grec fut mis en tutelle, condamné par Bruxelles à l'austérité.

Les hasards de la vie m'ont conduit à croiser la route du sociologue Michel Crozier. Il était l'auteur de la formule « la société bloquée ». Un jour, au café Procope, il me lut un extrait du rapport de 1975 de la Trilatérale intitulé : « The Crisis of Democracy », qu'il avait coécrit avec l'Américain Samuel Huntington. Il s'alarmait des signes avant-coureurs d'une pression trop forte des gouvernés sur les gouvernants. Et, pour la première fois, il anticipait l'émergence d'un nouvel âge raisonnable, « postnational et postdémocratique ». Derrière ce rapport et dans l'esprit des concepteurs de la fusion des nations européennes, il y avait un objectif caché, un but ultime - pour l'heure, dissimulé - c'était le dépassement des nations pour transformer le monde en un seul marché de consommateurs.

L'Europe unie n'était qu'une étape, c'était la première cuillerée d'huile de foie de morue ; il y en aurait une autre : le marché planétaire."

Pas Social.

- Présidentielle 2017: Il n'y a «pas d'alternative à François Hollande à gauche», selon Valls

Manuel Valls se prononce pour une candidature de François Hollande sans passer par la primaire... 20minutes.fr

Entre nous, le Conseil constitutionnel ferait mieux de désigner directement le prochain président de la République , Juppé par exemple...

- PS: le député René Dosière redoute une "bérézina pour la gauche aux législatives de 2017"

Le député socialiste René Dosière redoute "une véritable bérézina aux législatives" et "le plus mauvais résultat de la Ve République" pour le PS, si la gauche perd la présidentielle, "hypothèse qui paraît la plus probable", dans une interview au Figaro de samedi. AFP

Il y avait même des devins au PS !

- Le PS affaibli par la lente désertion de ses militants.

Le Parti socialiste a perdu entre 10 et 20% de ses adhérents depuis l'élection présidentielle de 2012. Une hémorragie qui concerne essentiellement les militants de l'aile gauche du PS, très critique envers l'action du gouvernement.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Depuis 2012, plusieurs fédérations du Parti socialiste connaissent une baisse comprise entre 10 et 20% de baisse des effectifs militants. Une lente hémorragie constatée aux quatre coins du territoire.

C'est le cas à Paris, où la fédération du PS revendique 7800 adhérents, un recul de 10% depuis 2012, en Haute-Garonne (baisse de 4384 à 3760 en début d'année), ou encore en Isère (2400 à 2000) et en Loire-Atlantique (3311 à 2895). Et la situation s'aggrave dans les régions où le PS s'est retiré pour faire barrage au Front national aux régionales.

"Dans le Pas-de-Calais, on est dans l'ordre de 5 à 6000 militants contre 8000", dit un élu socialiste, sans préciser toutefois la période de référence. Mais, ajoute-t-il, "dans le département du Nord, ils sont exsangues, ils ont tout perdu, la région, etc..." Nord et Bouches-du-Rhône en perte de vitesse

La fédération PS du Nord, longtemps l'orgueil du PS, revendiquait 5500 adhérents à jour de cotisation en février, loin de la moyenne de 10 000 de ces dix dernières années.

Du côté de la rue de Solférino, on ne s'empresse pas de fournir des chiffres récents. Le Parti socialiste revendiquait en mai 2015, au moment du congrès de Poitiers, 131 000 militants "actifs", c'est-à-dire à jour de cotisation.

"Il y a davantage de gens qui partent mais il y a aussi des arrivées", assure un responsable socialiste, et les départs sont essentiellement des partisans de 'la motion B', autrement dit appartenant à l'aile gauche, très critique de la politique gouvernementale, jugée trop libérale.

Le phénomène "touche tous les partis"

Ce responsable estime d'ailleurs, sans trop cacher sa satisfaction, que cela peut "contribuer à changer le rapport de forces" au sein du Conseil national, le "parlement" du parti. Quant aux arrivées, il s'agit selon lui de personnes "qui en ont marre qu'on tape sur le gouvernement".

"Je n'identifie pas de mouvements massifs", déclare Emmanuel Grégoire, le "premier fédéral" parisien, mais "on surveille cela de près". Il fait remarquer toutefois que "les formes d'actions militantes et d'organisation que proposent les partis politiques sont totalement périmées par rapport aux attentes des citoyens" et que le phénomène "touche tous les partis".

"Ne restent que les gens qui veulent faire carrière"

"Les départs se font peu à peu. Il y en a qui sont partis sans rien dire", constate une militante parisienne. Il s'agit d'un processus de "mort lente", évoluant "à bas bruit". "Une érosion", abondent d'autres. "Vient un moment où les gens qui ne sont plus du tout d'accord s'en vont. On ne peut plus être à l'intérieur du parti en pensant à l'extérieur. Ce n'est plus possible", ajoute-t-elle.

Julien Jusforgues, trente ans au PS, a quitté le parti et rejoint La Nouvelle Gauche Socialiste. Il déplore que "ne restent au PS que les gens qui veulent y faire carrière et qui sont dépendants économiquement, ou salariés par le PS. On a perdu ce qui faisait sa force, les militants syndicalistes, étudiants, travailleurs".

"Le PS se vide totalement de ses militants. Je me demande bien comment ils vont pouvoir mettre en place la campagne (de 2017) et pouvoir, sans militants" participer aux campagnes électorales, renchérit Franck Rey, un ancien de l'aile gauche du PS. L'Express.fr

Au mieux ces "militants" étaient des réformistes ou de droite, les dirigeants du PS l'assumant, ils n'auront que l'embarras du choix jusqu'au FN.

Haut de page

Le 13 avril 2016

CAUSERIE

J'actualise le site avec moins de rigueur qu'auparavant par manque de temps et d'intérêt pour être tout à fait franc, c'est mon grand défaut, je sais. Il est plus destiné à servir de point de repère à mes réflexions ou analyses qu'à autre chose.

Au point où nous en sommes, nous n'avons plus rien à perdre, n'est-ce pas ? Nous pouvons donc dire directement ce que nous pensons réellement sans se soucier des susceptibilités des uns et des autres. Et si nous sommes incompris, cela ne nous changera guère.

Le mot du jour : En famille.

Entrons dans le vif du sujet

Poser la question "*comment est-il possible qu'un gouvernement à ce point déconsidéré et rejeté puisse continuer à porter des*

coups destructeurs d'une telle ampleur ?" (POI notamment) sert à éviter d'en poser une autre et surtout d'y répondre car ce serait trop compromettant : Comment est-il possible que les représentants de l'oligarchie financière puissent plus que jamais se livrer à de gigantesques impostures ou provocations à l'échelle planétaire qui constituent une falsification ou un déni permanent de la réalité qu'ils ont contribué à façonner ou qui est à leur image, un défi à la logique ou au bon sens le plus élémentaire ?

Parce que les partis ouvriers marchent systématiquement dans leurs combines monstrueuses, adoptent les versions officielles de toutes leurs machinations ou de tous leurs crimes dont ils deviennent ainsi les complices, certains diront par crainte d'être assimilés à des complotistes. Foutaise, en réalité c'est parce qu'ils sont fossilisés et corrompus jusqu'à la moelle et refusent de mener le combat contre la classe dominante sur le plan idéologique et politique.

Mener ce combat les exposerait à la critique féroce ou hystérique des agents de la réaction qui sévissent parmi la population et ils n'y tiennent pas. Ils préfèrent pépère continuer de s'en tenir à une conception de la lutte des classes obsolète qu'ils estiment suffisante dans la mesure où elle permet à leurs militants de défendre leur statut privilégié ou les intérêts des couches de l'aristocratie ouvrière qu'ils représentent, l'unique objectif de leur combat syndical ou politique. Et que cela les entraîne à reprendre à leur compte la démagogie des représentants de l'oligarchie financière ne leur pose pas vraiment de problèmes, puisque la majorité des militants l'ont déjà adoptée ou s'en accommodent très bien pour ne pas en percevoir les conséquences sur les rapports entre les classes, quand ils ne s'en foutent pas littéralement.

Bref, la plupart des militants sont aussi ignorants que les masses tout en étant persuadés du contraire, de surplus ils sont plus hypocrites et lâches que la moyenne, car quelque part ils savent pertinemment que quelque chose cloche dans le discours de leurs dirigeants, mais ils ne veulent pas les affronter ou en tirer les conclusions qui s'imposent. Ils préfèrent que les choses continuent comme avant, c'est plus tranquille ou moins risqué, quitte à ce que la situation pourrisse sur place, et eux avec bien entendu, ce qu'apparemment ils ne soupçonnent pas ou dont ils se moquent également, car après tout dans un monde aussi pourri, quand on a l'impression de l'être moins que les autres on s'en contente ou on peut s'estimer satisfait de soi, il y a toujours des gens pour se satisfaire de peu ou qui s'arrangent avec leur conscience.

On avait offert aux militants un moyen de rompre avec cette attitude détestable, il valait ce qu'il valait et méritait d'être examiné, au lieu de cela ils l'ont rejeté en bloc, ils n'ont même pas voulu l'étudier ou en discuter, confirmant ainsi notre constat.

Qu'est-ce que vous croyez, l'oligarchie et ses représentants observent quotidiennement ce qui se passe au sein du mouvement ouvrier, et ils ont bien compris qu'en menant leur offensive sur tous les plans ils le conduiraient à se renier toujours davantage quand il n'en arrivait pas à les soutenir directement sur un plan ou un autre, ce qui devait contribuer à amplifier ou accélérer sa dislocation ou tout du moins lui interdire de se doter d'une nouvelle direction, on peut dire que jusque là ils ont atteint tous leurs objectifs.

Mais vous ne pouvez pas dire qu'en défendant les acquis sociaux nos dirigeants agiraient en agents de l'oligarchie... Effectivement si on isole cet aspect là du reste de la situation qui est dominée par une formidable imposture qui s'auto-alimente à coups d'attentats, de guerres et de coups tordus en tous genres qu'ils ne dénonceront pas dans le pire des cas ou qui feront l'objet d'amalgames dans le meilleur de manière à embrouiller un peu plus les travailleurs, et surtout ne pas se brouiller avec les tenants des institutions ou du régime. Mais dès qu'on réintroduit l'ensemble des facteurs qui composent la réalité, on s'aperçoit qu'ils prêtent mainforte aux entreprises les plus monstrueuses de nos ennemis.

Par exemple, lorsqu'ils réclament l'ouverture des frontières à tous les réfugiés ou candidats à l'immigration vers l'Europe, sans se soucier le moins du monde qu'il s'agit d'un plan conçu par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste pour dissoudre les nations et les peuples qui incarnent le progrès social le plus élévé jamais atteint par la civilisation humaine, parce qu'il est devenu incompatible avec l'existence du capitalisme à l'échelle mondiale, pour disloquer ou liquider les acquis de la lutte de classe des exploités et des opprimés depuis l'avènement du capitalisme afin de les réduire en esclavage sur tous les continents, condition indispensable pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Je crois que les militants ne saisissent pas bien de quoi il s'agit ou pire, ils ne veulent pas en tenir compte croyant échapper à ce terrible destin qui pourtant est en train de se réaliser sous leurs yeux.

L'oligarchie anglo-saxonne-sioniste est en quelque sorte au sommet du capitalisme (ou de l'impérialisme pourrissant) le dépositaire de l'avenir du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dont dépend son existence, plus que du système capitaliste qu'elle sait condamnée à l'effondrement du fait de ses contradictions qui ne peuvent qu'aller en s'amplifiant avec le temps au rythme des inégalités et des injustices qui ne peuvent que se développer.

Au fil du temps elle a dû adapter sa stratégie et définir les différentes étapes qui lui permettraient de réaliser son plan, étapes qu'elle atteindrait à partir des occasions qu'allaient lui procurer un certain nombre d'évènements qu'elle allait provoquer ou instrumentaliser afin qu'ils jouent un rôle capital dans l'orientation de la société et du monde telle qu'elle l'avait déterminée. Tous ces événements (dont les cracks boursiers, les guerres, les génocides, les coups d'Etat, les attentats terroristes, etc.) allaient lui fournir un prétexte pour renforcer sa puissance financière et étendre son pouvoir politique dans l'objectif inavoué de gouverner le monde, sans partage ou à son seul profit.

Elle avait parfaitement conscience qu'elle ne pourrait pas atteindre cet objectif sans se libérer des contraintes qui lui étaient imposées par les rapports sociaux qui étaient à la base à la fois du régime capitaliste et de la lutte des classes, et qu'il lui fallait neutraliser. Dès lors comment s'y prendre pour avancer dans cette voie sans prendre le risque à la fois de précipiter la crise du capitalisme au point qu'elle devienne incontrôlable et d'alimenter la lutte de classe des exploités qui pourrait renouer avec le socialisme et constituer la pire menace sur son existence. En créant un certain nombre d'instruments financiers et de règles déconnectées du fonctionnement du capitalisme qui devaient se substituer ou prendre le relais de ses lois de fonctionnement défaillantes, de telle sorte que les oligarques puissent agir librement sur la crise du capitalisme et s'en servir simultanément pour mettre en place un système économique ayant un contenu purement juridique, totalement arbitraire ou despotique, s'appuyant sur un pouvoir politique acquis à leur cause ou corrompu, amené à le devenir également (despotique) une fois le mouvement ouvrier pourri de l'intérieur, divisé, disloqué, marginalisé par une miriade d'organisations ou associations liées aux institutions ou subventionnées par l'Etat, manipulé par des agents extérieurs, de manière à ce qu'ils reprennent à son compte des thèmes ou des revendications avancées par les représentants de l'oligarchie, qu'il adopte ou soutienne leurs positions, au point dans un certain nombre de domaines d'apparaître comme le fer de lance de la réaction.

Cette double offensive de l'oligarchie sur le plan économique et politique qui allait se combiner avec une guerre idéologique et psychologique tout azimut, avait pour but de cadenasser littéralement la société, de sorte que dorénavant ses opposants cessent de défendre l'idée qu'il serait encore possible de la changer radicalement et s'avouent vaincus, cessent le combat politique ou s'y soumettent. A ce stade, on peut observer qu'elle a largement atteint ces objectifs même si la guerre de classes n'est pas encore totalement terminée.

La faute ou la responsabilité en incombe aux dirigeants du mouvement ouvrier qui ont refusé ou qui n'ont pas été capables de définir la nature des principaux événements qui ont marqué le XXe siècle, quand ils n'en ont pas fait passer à la trappe un certain nombre d'entre eux tout bonnement. Or ce qu'il faut comprendre, c'est que puisqu'ils étaient tous liés par un même fil, en occulter certains revenaient à briser ce fil et à s'interdire d'analyser correctement la situation, de comprendre dans quelle direction s'orientait le capitalisme et la société, de telle manière qu'à partir de ce moment-là il devenait impossible d'agir efficacement sur la réalité, ce qui devait se traduire sur le plan pratique par l'incapacité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ou doter le mouvement ouvrier d'une nouvelle direction.

C'était comme vouloir se rendre à un rendez-vous en vélo sans tenir compte que sa chaîne était cassée ou comportait des maillons défectueux, fatalement il allait s'avérer impossible d'arriver à temps ! Et dans quel état ! Si vous cherchiez où allait se nicher la théorie de la fatalité chère à la pseudo-avant-garde, il n'était pas nécessaire d'aller chercher bien loin, vous avez là la réponse.

Quand par exemple on examine les situations qui prévalaient avant, pendant et après les deux guerres mondiales du XXe siècle, on ne peut s'empêcher de constater qu'un fil les reliait entre elles, qu'il existait un rapport de cause à effet sur les plans économique et politique. On pourrait prendre la déclaration de Balfour en 1919 et la place qu'occupe Israël un siècle plus tard, ou encore la fondation de la banque d'Anglettre en 1694 et celle de la BCE trois siècles plus tard sur le même modèle, celui également adopté par la Fed en 1913, ou encore le 11 septembre 2001 et toutes les guerres qui l'ont suivi, ou encore la chute de Lehman Brothers et les quelque 20.000 milliards de dollars que les faux monnayeurs de la Fed allaient créer et se distribuer par la suite, dont 7 ou 9.000 milliards de dollars je ne sais plus au juste allaient servir à (finir de) noyauter l'économie européenne en prévision du traité de libre-échange transatlantique, le crack de 1929 suivi de l'étranglement de l'économique allemande favorisant la montée du nazisme, puis le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, etc. etc. etc. On aura constaté que chaque fois le pouvoir politique de l'oligarchie financière en est sorti renforcé (au détriment des Etats et des peuples), et que toutes les institutions financières ou politiques internationales qui allaient être créees à son initiative ou avec son accord dans la foulée serviraient exclusivement à réaliser le plan qu'elle avait défini.

Les campagnes orchestrées par les représentants de l'oligarchie contre le racisme, l'homophobie, le sexisme, la pollution, les préjugés ou croyances archaïques des peuples, l'ensemble des sciences sociales, etc. sont reliées au même fil, et poursuivent le même objectif pour avoir été initiés par les mêmes commanditaires, on peut ajouter le terrorisme, le Panama papers, etc.

Le refus d'admettre qu'un seul et unique fil reliait tous ces événements, n'a fait que confirmer que le fil du marxisme avait été rompu depuis l'assassinat de Trotsky pour ne pas remonter à la disparition de Lénine qui l'incarna au niveau le plus élevé au XXe siècle.

On arrêtera là pour aujourd'hui. On pourrait ajouter que la réaction a tissé patiemment sa toile d'autant plus facilement, que les différentes composantes du mouvement ouvrier corrompues ou faillies étaient mûres pour tomber dedans, la suite vous la connaissez, elle se déroule quotidiennement sous vos yeux.

Au fait, c'est très récent et apparemment c'est en train de se généraliser, ils ont entrepris de rendre inaccessible pour ne pas dire de censurer tous les blogs ou portails qui ne seraient pas sécurisés ou qui présenteraient des failles de sécurité dans leur déclaration lors de leur création. C'est ainsi que depuis quelques jours seulement il n'est plus possible d'accéder au blog du POID, je l'ai découvert hier. Ils avaient commencé par certains blogs dont l'adresse commençait par www., maintenant ils s'attaquent à ceux en https. Il paraît que se serait pour protéger les internautes d'intrus éventuels dans leurs ordinateurs, les sachant particulièrement bien intentionnés à notre égard, on est en droit d'en douter fortement.

J'ai noté autre chose de nouveau et de préoccupant. Jusqu'à présent dans la première page des infos de Yahoo on trouvait des articles provenant de médias divers ou d'agences de presse, Le Monde, Libération, Le Figaro, Le Parisien, La Tribune, l'AFP, Reuters, Euronews, Le Point, etc. et bien depuis quelques jours cette page est truffée d'articles des portails d'extrême droite néolibérale sioniste Slate.fr et Atlantico.fr.

Devinette ou mauvais tour d'illusionnistes.

Voilà le genre de rhétorique à bannir à tout jamais :

- "*Que fera ce gouvernement, « affaibli comme jamais », au soir du 31 mars ? Cette question sera jeudi dans toutes les têtes des travailleurs et des jeunes, à l'issue de la grève et des manifestations.*" (POI - Informations ouvrières n°395)

Réponse : Rien. Ceux qui espéraient autre chose sont bourrés d'illusions ou sont des crétins, ils sont manipulés.

Mais Hollande et son gouvernement sont faibles, isolés, effectivement, quand on s'en tient aux apparences seulement. Mais c'est à n'y rien comprendre... Pour ceux qui ne veulent pas se donner la peine de comprendre, le plus souvent parce que cela les arrange, et je ne m'aventurerai pas à rechercher ceux qui comprennent tant leur nombre est insignifiant. Mais encore ? Je vois qu'il faut tout vous dire, bref on n'a pas progressé d'un pouce en 10 ans, c'est à désespérer.

Hollande incarne le régime, on est bien d'accord. Et à votre avis tous ceux qui descendent dans la rue et qui ne le remettent pas en cause ou qui n'ont pas pour objectif de le renverser, qu'incarnent-ils d'autre inconsciemment sinon le régime ? Ah, il ne fallait pas le dire, merde, trop tard c'est dit !

Eh oui, tout mouvement social à un contenu et une orientation politique qui permettent d'en définir la nature pour peu qu'on fasse l'effort d'en pousser l'analyse jusqu'au bout ! Comment, on ne vous l'avait jamais dit, vous n'y aviez pas pensé, et bien essayez de vous en souvenir pour la prochaine fois, cela vous évitera de cultiver des illusions à l'infini.

Pour tout vous dire, on finit pas être excédé de devoir toujours répéter les mêmes choses en vain.

Et puis Hollande n'est pas si faible que cela, il est encore soutenu par l'oligarchie financière, les maîtres du monde, un détail sans doute. Il a le soutien des Républicains, de l'UDI, du MoDem, du PS et ses satellites et alliés électoraux, la totalité des dirigeants syndicaux, les gauchistes ou les opportunistes qui marchent dans ses combines communautaristes ignobles, tiers-mondistes misérables, etc. c'est plutôt nous qui devrions nous sentir bien seuls !

Parole de manifestants pour le retrait de la Loi travail.

- «L'objectif, c'est la grève générale, mais pour cela, il faut se coordonner et que les syndicats de salariés appellent à la grève générale», poursuit-elle (Aïssatou Dabo, 18 ans, étudiante à Paris 8, en 2ème année de sciences politiques et porte-parole de la coordination nationale). Sauf que pour l'heure rien de tout ça. Pire, les centrales ont annoncé une prochaine date de manifestation bien trop tardive aux yeux des étudiants. «C'est désolant», explique Aïssatou Dabo. Les étudiants eux prévoient de manifester les 12, 14 et 20 avril prochain. Mais d'ici là, les annonces du gouvernement en faveur de la jeunesse, annoncées pour lundi, pourraient-elles changer la donne? «Non, assure la jeune femme. D'après ce qui ressort des assemblées générales dans les facs, la mobilisation n'est pas prête de flancher. On ne veut pas de modifications cosmétiques. C'est le retrait qui est demandé, tout simplement.»

Pas question donc de négocier autre chose avec l'exécutif. Ce que l'Unef a pourtant commencé de faire aux yeux de certains. «L'Unef, c'est juste une des forces. Pour le moment, il demande le retrait du texte. Mais on a peur qu'ils finissent par dire qu'il y a eu suffisamment de recul et qu'ils sont satisfaits, pointe Sébastien, un doctorant de l'école normale Ulm, de 24 ans. Quoi qu'il en soit, il n'en doute pas, le mouvement est parti pour durer, même s'il espère lui aussi un renfort plus marqué des salariés: "Quelques mesurettes ça ne suffira pas, il faut une réponse structurelle.»

D'autant que, poursuit Pierre, étudiant à la fac du Mirail, à Toulouse, «il y a un tel ras-le-bol, par rapport au quinquennat. Regardez les rassemblements Nuit debout. La loi El Khomri a ouvert un truc qui dépasse tout ça. On ne se laissera pas amadouer.» Pour Léa, 23 ans, étudiante en droit, ces gestes du gouvernement en faveur des jeunes, dont la probable extension de la durée des bourses pour les étudiants venant de terminer leurs cursus, «ne sont qu'un moyen pour calmer la mobilisation». Mais, ajoute-t-elle, «ça ne calmera rien!». Libération 09.04

A bas les journées d'action décrétées par les agents du régime ! Rupture avec les appareils pourris des syndicats.

Pourquoi les Américains veulent-ils liquider et dissoudre les nations et les peuples de l'Europe ?

Parce que c'est le siège de la lutte des classes mondiale sous le capitalisme depuis le XIXe siècle.

Ils font bien du fromage blanc à 0% de matière grasse.

- La popularité de Hollande au plus bas depuis un an et demi. - LExpress.fr

Jusqu'où peut descendre la courbe de popularité de François Hollande? Selon le baromètre YouGov France réalisé pour Le Huffington Post et iTélé, le président de la République recueille à peine 13% d'opinions favorables.

Le Premier ministre reste stable dans les sondages après avoir enregistré 3 mois de baisses consécutives, et est crédité de 20% d'opinions favorables.

D'une façon plus globale, l'ensemble du gouvernement chute aussi dans les sondages et ne recueille que 12% d'opinions favorables, soit deux points de moins par rapport au mois dernier.

Malgré un recul de leurs cotes de popularité, Alain Juppé et Emmanuel Macron restent en tête du palmarès des personnalités politiques les plus appréciées des Français (28% et 24% respectivement). LExpress.fr 07.04

En famille. Ce serait dommage de mettre fin à une telle mystification, le régime ne s'en remettrait pas.

- «En Marche» de Macron: Valls juge «absurde de vouloir effacer» le clivage gauche-droite - 20minutes.fr

En famille à l'extrême droite néolibérale.

- Le mouvement d'Emmanuel Macron hébergé à l'Institut Montaigne, proche du patronat. - 20minutes.fr

Le président du Medef Pierre Gattaz a fait part ce jeudi de son enthousiasme face à cette initiative. « Je trouve que c'est rafraîchissant, que ça permet de sortir de la politique politicienne », a-t-il déclaré.

L'Institut Montaigne, créé en 2000 par Claude Bébéar, fondateur du groupe d'assurances Axa et figure du patronat français, est un « think tank » d'obédience libérale. Il regroupe des chefs d'entreprises, des hauts-fonctionnaires et des universitaires. 20minutes.fr

Rappel.

- Droit du travail : les propositions chocs de l'Institut Montaigne - lesechos.fr 01.09.2015

Le think tank libéral préconise de laisser les entreprises fixer par accord leur propre Code du travail.

Concrètement, le think tank préconise de donner les quasi pleins pouvoirs aux entreprises pour « adapter à leurs besoins spécifiques » les règles issues du Code du travail, des branches et des accords interprofessionnels. lesechos.fr 01.09.2015

- Droit du travail: cette "bombe" de l'Institut Montaigne - challenges.fr 01.09.2015

L'Institut Montaigne veut étendre considérablement les domaines où la négociation d'entreprise fixe les règles, par exemple, le travail le dimanche, le recours au temps partiel, et même le droit du licenciement, la négociation collective fixant "sa propre liste de motifs de rupture du contrat de travail". challenges.fr 01.09.2015

En complément.

- 4 Vérités - Raffarin verrait bien Macron travailler avec Juppé. - Francetv info

Mystification. La nuit debout, le jour couché.

- « Nuit debout », un mouvement à dormir debout par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 10.04

La presse parisienne se pâme devant la naissance d'un mouvement politique, « Nuit debout ». Des centaines de personnes se rassemblent sur les grandes places des principales villes françaises pour discuter et refaire le monde.

Ce mouvement « spontané » s'est organisé en quelques jours. Il dispose désormais de deux sites internet, d'une radio et d'une télévision web. À Paris, place de la République, 21 commissions ont été constituées comme dans un inventaire à la Prévert : animation artistique, climat, cantine, création d'un manifeste, dessin debout, jardin des savoirs, manifestations, campement, démocratie, science debout, gréve générale, éducation, économie, féminisme, LGTBI+, TV debout, vote blanc, transparence, Françafrique, infirmerie, communication. C'est dans ce bavardage que se jouerait l'avenir du pays.

« Nuit debout » aurait surgi de la projection d'un film militant « ?Merci patron? » de François Ruffin, le 23 février. Les spectateurs auraient constitué un collectif « Convergence des luttes », avec l'idée de rassembler les préoccupations des salariés, des migrants, etc. [1]

Cependant, la lecture de l'appel rédigé par « Convergence des luttes » ne manque pas surprendre. On peut y lire : « Ce mouvement n'est pas né et ne mourra pas à Paris. Du printemps arabe au mouvement du 15M, de la place Tahrir au parc de Gezi, la place de la République et les nombreux autres lieux occupés ce soir en France sont l'illustration des mêmes colères, des mêmes espoirs et de la même conviction : la nécessité d'une société nouvelle, où démocratie dignité et liberté ne sont pas des déclarations vides » [2].

Si ce mouvement n'est pas né à Paris, comme l'affirment ses initiateurs, qui en a eu l'idée ?

Les références au « printemps arabe », au « mouvement du 15M », à la « place Tahrir » et au « parc de Gezi » renvoient toutes quatre à des mouvements clairement soutenus, sinon initiés par la CIA. Le « printemps arabe », c'est le projet du département d'État de renverser les régimes laïques arabes et de les remplacer par les Frères musulmans. Le « mouvement du 15M », en Espagne, c'est la contestation de la politique économique des grands partis tout en affirmant l'attachement aux institutions européenne. La « place Tahrir » en Égypte est habituellement considérée comme un des lieux du printemps arabe, et l'en distinguer ne peut faire référence qu'à son occupation par les Frères musulmans de Mohamed Morsi. Quant au parc Gezi, ce fut le seul mouvement laïque des quatre, mais il était instrumenté par la CIA pour mettre en garde Recep Tayyip Erdogan, qui n'en a pas tenu compte.

Derrière ces quatre références et bien d'autres, on trouve un même organisateur : l'équipe de Gene Sharp, jadis baptisée Albert Einstein Institute [3] et aujourd'hui Centre for Applied Nonviolent Action and Strategies (Canvas), exclusivement financée par les États-Unis [4]. Des gens très organisés, directement liés à l'Otan et ayant une sainte horreur du spontanéisme de Rosa Luxembourg.

La non intervention de la préfecture de police, le discret soutien de l'Union européenne à Radio Debout, et la présence parmi les organisateurs de personnalités jadis soutiens d'Action directe [5] ne semblent pas poser de problème aux participants.

Bien évidemment, le lecteur se demande si je ne force pas la dose en voyant ici aussi la main de Washington. Mais les manipulations de l'équipe de Gene Sharp dans une vingtaine de pays sont aujourd'hui largement attestées et étudiées par les historiens. Et ce n'est pas moi, mais les organisateurs de « Nuit debout » qui font référence à ses actions.

L'équipe de Gene Sharp intervient avec des recettes toujours identiques. Selon les cas, les manifestations manipulées visent soit à changer le régime, soit au contraire à stériliser l'opposition, comme c'est le cas ici. Depuis 2000, cette équipe utilise un logo emprunté aux communistes pour mieux les combattre : le poing levé. C'est évidemment le symbole qu'à choisi « Convergence des luttes ».

Le slogan de « Nuit debout », « On ne rentre pas chez nous », est nouveau dans la longue succession des opérations de Gene Sharp, mais il est tout à fait typique de sa manière d'intervenir : ce slogan ne comprend aucune revendication positive, ne propose rien. Il s'agit juste d'occuper la rue et de distraire les médias pendant que les choses sérieuses se déroulent ailleurs.

Le principe même de « Nuit debout » exclut toute participation des travailleurs. Il faut être bien noctambule pour pouvoir passer ses nuits à discuter. Les « salariés et les précaires » que l'on est censé défendre travaillent, eux, le matin et ne peuvent pas se permettre de nuits blanches.

Ce ne sont pas les commissions de « Nuit debout » —où l'on s'intéresse à tout sauf aux ravages de l'exploitation et de l'impérialisme— qui mettront fin à la domination de la France par une coterie de nantis, qui l'ont vendue aux Anglo-Saxons et viennent d'autoriser le Pentagone à y installer des bases militaires. Imaginer le contraire serait croire une histoire à dormir debout. Réseau Voltaire 10.04

[1] « Nuit debout : genèse d'un mouvement pas si spontané », Eugénie Bastié, Le Figaro, 7 avril 2016.

[2] « Appel de la Nuit Debout », place de la République le 8 avril 2016, Paris.

[3] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 juin 2007.

[4] La présence de l'équipe de Gene Sharp est attestée au moins dans : la chute des Caucescu (1989), la place Tian'anmen (1989), la Lituanie (1991), le Kosovo (1995), la « révolution des Bulldozers » en Serbie (2000), l'Irak (2002), la « révolution des roses » en Géorgie (2003), l'« insurrection de Maafushi » aux Maldives (2003), la « révolution orange » en Ukraine (2004), la « révolution du cèdre » au Liban (2005), la « révolution des tulipes » au Kirghizistan (2005), la « marche du désaccord » en Russie (2006-7), les « manifestations pour la liberté d'expression » au Venezuela (2007), la « révolution verte » en Iran (2009), « Poutine doit partir » (2010), la « révolution de jasmin » en Tunisie (2010), la « journée de la colère » en Égypte (2011), « occupy Wall Street » aux États-Unis (2011), le « mouvement du 15M » en Espagne (2011), le « sit-in » de Mexico (2012), « le départ » à nouveau au Venezuela (1014), la « place Maidan » à nouveau en Ukraine (en 2014), etc.

[5] Action directe fut un groupe d'extrême gauche, qui organisa 80 attentats et assassinats dans les années 80, et fut en définitive manipulé par le Gladio, c'est-à-dire les services secrets de l'Otan.

Vous ne trouvez pas cela étonnant (sic!) que ce ne soit pas un parti ouvrier qui publie ce genre d'articles ?

Tous les médias institutionnels et les instituts de sondages soutiennent cette imposture.

- Pour 80% des Français, le politicien idéal est un amateur

Les citoyens rêvent de femmes et d'hommes politiques qui ne soient pas des professionnels de la politique, selon une enquête dévoilée par « 20 Minutes »... 20minutes.fr

- Loi travail: "Nuit Debout" partout en France après des manifestations émaillées de violences

Le mouvement citoyen des Nuits Debout a essaimé samedi soir dans près de 60 villes, avec notamment une tentative de manifestation aux abords du domicile parisien de Manuel Valls, à l'issue d'une nouvelle journée de mobilisation contre la loi travail, marquée par une moindre affluence et des violences AFP

- Des Nuits Debout organisées partout en France (et même à Tulle)

Le concept né à Paris le 31 mars a fait des petits. Dans la nuit de samedi à dimanche 10 avril, le mouvement citoyen des "Nuits Debout" a en effet essaimé dans près de 60 villes, après une nouvelle journée de mobilisation contre la loi Travail. À Toulouse, Marseille, Reims, et Le Huffington Post

- "Nuit debout" : pourquoi sont-ils là ?

"Nuit debout" se poursuit partout dans l'Hexagone. France 2 revient sur ce mouvement populaire. Francetv info

A Nuit debout, «peut-être que chacun a envie de redevenir vivant» - Liberation.fr

- #NuitDebout : à la recherche de l'application parfaite

« Il faut vraiment se rendre compte du challenge. Nous essayons de construire une organisation qui entend gérer des milliers de personnes rassemblées en quelques jours. Rue89

- Jusqu'où ira #Nuitdebout ?

Alors que les pouvoirs publics empêchent le ravitaillement du mouvement à Paris, ses membres tentent d'organiser des actions concrètes. LePoint.fr

- La diffusion de #NuitDebout, miroir d'un mouvement très actif sur le Web

En comparant les données de Twitter et de Google à partir du mot-clé «Nuit Debout», on découvre que la forte popularité de l'initiative sur le Web est alimentée par les déclinaisons régionales et par un fort écho à l'étranger. LeFigaro.fr

- Danse, débats, et barricades à la Nuit debout parisienne

La place de la République à Paris a encore connu une forte affluence, samedi soir. Un groupe a tenté défiler sous les fenêtres du Premier ministre, des heurts on éclaté en fin de soirée. Liberation.fr

- « Nuit debout s'inscrit dans le sillage de son aîné espagnol »

Il y a cinq ans, les Indignés espagnols, mus par la volonté d'être gouvernés autrement, inventaient de nouveaux outils pour parvenir à leurs fins, rappelle le chercheur Sélim Smaoui. LeMonde.fr

- Nuit debout : un « débordement créatif » qui nourrit « une conscience citoyenne »

Après avoir été évacuée, Nuit debout est de retour. Il est difficile de dire combien de temps durera ce mouvement en marge des partis traditionnels. Pour l'heure, la réappropriation de la parole se mêle à une forme d'« insouciance ». Public Sénat

- Nuit Debout: les limites d'un mouvement sympathique

Le rassemblement nocturne qui dure depuis la fin du mois de mars devra surmonter les difficultés de la démocratie directe et la tentation de l'entre soi. L'étonnant est que la jeunesse ne se soit pas révoltée plus tôt, d'une manière ou d'une autre. Slate.fr

Le PCF en est naturellement.

Laurent (PCF) "choqué" par l'évacuation de la place de la République

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est déclaré "choqué" par l'évacuation du rassemblement "Nuit debout" de la place de la République. AFP

Manipulation des masses programmée

Ils sont issus des mêmes couches d'"*indignés*" qui ont donné naissance à Syriza, Podemos.

- Nuit debout : genèse d'un mouvement pas si spontané - LeFigaro.fr

Grille de lecture.

- On ne présente plus Syriza qui gouverne pour le compte de la troïka, et Podemos farouche partisan de l'OTAN, quant à EELV et au Front de gauche ils ont en commun avec eux l'UE et l'ONU. Bref, la droite réformiste.

- Cette opération consiste à canaliser le mécontentement grandissant des couches et des classes moyennes ainsi que leurs rejetons pour mieux les soumettre au régime, et éviter qu'elles se tournent vers la classe ouvrière qui en est absente, ils le disent eux-mêmes, lire plus loin.

Le collectif Nuit debout qui organise depuis sept nuits des réunions place de la République à Paris et dans d'autres villes de province, se veut autogéré, sans leaders définis ni appareil organisationnel. Dans leurs AG qui durent tard dans la nuit, on trouve pêle-mêle des militants d'EELV et du Front de gauche, des syndicalistes, des militants associatifs, des étudiants. Sans porte-paroles officiels, ce collectif disparate et mystérieux s'appuie pourtant sur une communication bien rodée: diffusion des AG sur Periscope avec un franc succès, lives sur les réseaux sociaux, un compte Twitter avec plus de 21.000 abonnés. Leur premier tweet date du 22 mars, et appelle à manifester le 31 sous le hashtag #Convergencedesluttes.

Si on observe de plus près ce compte Twitter, on s'aperçoit que les premiers comptes suivis sont celui d'Edwy Plenel, patron de Médiapart et de Pierre Jacquemain, ex-conseiller de Myriam el-Khomri qui a claqué la porte du ministère suite à la loi Travail. D'autres associations militantes de l'ultra-gauche, habituées à ce genre de manifestations, mettent leur expérience au service du mouvement. Ainsi, la demande d'occupation de la place de la République a été déposée par l'organisation altermondialiste ATTAC, tandis que la sono a été prêtée tantôt par l'association Droit au logement, tantôt par le syndicat Sud-solidaires. (Un ramassi de gauchistes, staliniens, néo et crypto-staliniens. - LVOG)

«Il ne faut pas que la place de la République se prenne pour le nombril de la France, il faut qu'elle déborde, que le mouvement s'étende aux couches populaires». «Ni les banlieues ni la classe ouvrière ne sont pour le moment représentées», reconnaît Julien Bayou, porte-parole d'EELV. LeFigaro.fr 07.04

Merci de cette précision. On se demandera au passage qui représentent le Front de gauche et ces syndicalistes à part eux-mêmes et leurs semblables.

NPA - Ce qui germe à République est en effet une promesse. Une promesse que le vieux monde pourrait s'écrouler et le nouveau apparaître. («Nuit Debout» : Repousser avril pour mieux accueillir le printemps! - Mercredi 6 avril 2016)

Les promesses n'engagent que les ignorants qui y croient, c'est bien ce qu'on dit généralement, non ? C'est aussi valable ici. Quand on a lu l'article du Réseau Voltaire accessible au NPA, on ne peut pas s'empêcher de se dire : quelle clique de dégénérés !

En famille ils gouvernent pour le compte du capital.

- La gauche plurielle à la portugaise, un insolite ménage à trois. - Slate.fr

Grille de lecture.

- La gauche, c'est le bras droit d'un bourreau manchot.

- Si leurs valeurs sont compatibles avec celles du PS qui partagent les siennes avec le régime, c'est qu'ils les partagent également, plutôt fastoche comme syllogisme.

Désormais, au Portugal, la «geringonça», c'est l'accord politique original qui permet au pays de fonctionner. Depuis novembre 2015, la gauche est revenue au pouvoir au Portugal grâce à cette «geringonça», l'alliance entre le PS, le Parti communiste et le «bloco de esquerda» (ou Bloc de gauche). Mais le PS gouverne seul; les deux autres partis plus radicaux ont accepté de le soutenir au Parlement tout en refusant d'entrer au gouvernement. Le petit parti écologiste, allié actuel du Parti communiste (et, dit-on, sa création), fait de même; comme il n'a que deux députés, il ne pèse guère.

«Cet accord est totalement inédit. Ce n'est ni une coalition, ni même un programme de gouvernement. C'est une sorte de compromis parlementaire qui a permis au Parti socialiste d'avoir une majorité à l'Assemblée nationale et de gouverner. Mais chaque parti garde son identité et ses valeurs», explique Ana Catarina Mendes, secrétaire générale adjointe du PS. Slate.fr 07.04

Finalement pendant de nombreuses décennies, en ménageant le PS, en appelant au front unique avec le PS, en appelant à voter pour ses candidats, en refusant de rompre avec les appareils des syndicats liés au PS, l'avant-garde du mouvement ouvrier a livré pieds et mains liés le prolétariat à la réaction et trahi le socialisme.

Corporatisme et dépolitisation. Comment achever le mouvement ouvrier.

On ne pouvait pas écrire comment interdire toute représentation politique des exploités au sein des institutions de la Ve République, puisqu'ils sont incompatibles.

- Pour 80% des Français, l'homme politique idéal est un amateur

Les citoyens rêvent de femmes et d'hommes politiques qui ne soient pas des professionnels de la politique, selon une enquête dévoilée par « 20 Minutes »… 20minutes.fr

- Présidentielle 2017: plusieurs collectifs veulent une "primaire citoyenne"

Plusieurs mouvements, dont le parti "Nous Citoyens" ou le mouvement "Bleu Blanc Zèbre" de l'écrivain Alexandre Jardin, veulent lancer une "primaire des Français" pour désigner un candidat de la société civile pour l'élection présidentielle de 2017.

Plusieurs mouvements, dont le parti "Nous Citoyens" ou le mouvement "Bleu Blanc Zèbre" de l'écrivain Alexandre Jardin, veulent lancer une "primaire des Français" pour désigner un candidat de la société civile pour l'élection présidentielle de 2017.

"Nous ne lançons pas un "Podemos" (du nom du mouvement espagnol) mais un "hacemos!"", a expliqué lundi Alexandre Jardin dans un café près de la Bastille, appelant à "cliquer" sur le "La primaire des Français" pour que s'organise une "primaire citoyenne" en France.

L'idée est de "réunir" au moins 500.000 signatures, "une masse critique", pour faire démarrer le processus. "On rassemble les "faizeux"", s'est félicité l'écrivain.

Se sont regroupés sur cette initiative "Cap 21" de l'ex-ministre Corinne Lepage, le parti "Nous Citoyens" présidé par Nicolas Doucerain, "la Transition" de Claude Posternak, Jean-Marie Cavada à la tête d'un nouveau mouvement "Générations citoyens", ainsi que le collectif "Bleu Blanc Zèbre" d'Alexandre Jardin, et le "Pacte civique".

Alexandre Jardin a fait savoir qu'il avait été en contact avec Pierre Larrouturou à l'origine du parti "Nouvelle Donne" et que celui-ci "réfléchissait" à l'idée de rejoindre l'initiative. AFP

- Laprimaire.org: un site pour renouveler la classe politique

A quelques mois du début de la campagne présidentielle de 2017, une plateforme numérique, laprimaire.org, milite pour la désignation d'un candidat à la présidentielle, issu de la société civile. Les concepteurs, un ingénieur et un avocat... AF

- Présidentielle de 2017 : "Notre citoyen candidat va gagner", assure Posternak

Claude Posternak, fondateur du site L'important et à l'initiative de l'organisation d'une primaire citoyenne, est l'invité politique du Grand Soir 3 ce lundi 11 avril. Francetv info

- Islande: le Parti pirate à l'abordage - AFP

Le Parti pirate islandais, fondé comme groupe contestataire marginal, se retrouve dans la situation étonnante de pouvoir prendre le pouvoir dans un pays écoeuré par son élite politique et financière. (Comme Syriza hier... - LVOG)

D'après les sondeurs, ce sont 43% des Islandais qui affirment vouloir voter pour lui...

Aux législatives de 2013, avec des moyens extrêmement limités, le nouveau-venu dépasse tout juste les 5% des voix nécessaires pour entrer au Parlement, où il a trois députés. Depuis, il n'a fait que déjouer les pronostics qui lui promettaient le sort d'autres mouvements protestataires, plus ou moins sérieux, nés des bouleversements de l'après-crise financière.

Au Parti pirate, on tâche de ne pas se laisser griser par cette popularité et l'intérêt des journalistes du monde entier, pour faire avancer des idéaux. Transparence, démocratie directe, lutte contre la corruption, indépendance vis-à-vis des milieux d'affaires, défense des libertés individuelles sont les thèmes des "Piratar", qui se disent en rupture avec la "vieille" manière de faire de la politique, droite contre gauche, majorité contre opposition. (A la virgule près le même discours que les manipulateurs de Nuit Debout relayé généreusement par les médias de l'oligarchie qui comme chacun sait a pour "idéaux" la démocratie et la "défense des libertés individuelles".... - LVOG)

"Dans les autres partis, quand on est jeune et qu'on s'engage en politique, c'est simple: on commence par écouter des discours des dirigeants du parti, et on applaudit. Ici, rien à voir. Tout le monde participe, tout le monde peut écrire des propositions qui seront débattues", souligne Karl Hedinn, militant de 21 ans qui se déplace dans la petite capitale en skate-board. (Tout et n'importe quoi, le populisme en guise de programme et d'orientation politique... - LVOG)

Le parti insiste sur sa structure "horizontale", avec une hiérarchie réduite à sa plus simple expression: un comité exécutif de sept membres et sept suppléants, à présidence tournante. (Une structure "horizontale", autre similitude avec Nuit Debout. - LVOG)

"Cette structure faible, c'est la force et la faiblesse des Pirates. Ils doivent trouver des gens compétents pour la faire fonctionner, sinon ce sera compliqué. En politique il faut être assez organisé pour que le jour du scrutin, vos électeurs potentiels aillent effectivement aux urnes", souligne Mme Oskarsdottir.

Ils pourraient vouloir connaître les alliances électorales envisagées, dans un pays où aucun parti n'a jamais obtenu seul de majorité parlementaire depuis l'indépendance en 1944. Or officiellement, personne ne discute d'une éventuelle coalition gouvernementale avec le Parti pirate, et inversement, dans une formation qui rassemble libertaires, militants de la gauche radicale, libéraux du centre ou de gauche, ou encore cyberactivistes hostiles aux idéologies. (Cela ne vous fait-il pas penser à Syriza ou au gouvernement portugais... de droite ? - LVOG)

"Nous travaillerons probablement avec la gauche. Avec la droite, le confiance aujourd'hui est rompue", répond la députée Helgadottir. (Elle ne l'était pas hier, révélateur. LVOG)

En famille les fossoyeurs du mouvement ouvrier

- Laurent (PCF): Hollande "disqualifié pour porter les couleurs de la gauche"

Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, juge que François Hollande est "disqualifié pour porter les couleurs de la gauche" en 2017 et qu'il n'a donc pas sa place dans une éventuelle primaire, dans une interview au Parisien samedi. AFP

- Pourquoi Emmanuel Macron est à la fois de droite et de gauche

Le ministre de l'Économie a présenté son parti, En marche !, comme un mouvement transpartisan, "ni de droite, ni de gauche". En fait, il emprunte aux deux camps. Francetv info

En famille. Incroyable, le PS était aussi le parti de l'OTAN.

- Paris confirme sa pleine intégration dans l'OTAN

Le Parlement a confirmé jeudi l'intégration de Paris dans tous les organes de l'Otan en ratifiant le protocole sur le statut des quartiers généraux internationaux, ce qui selon les opposants entraînera l'installation de bases étrangères en France. Reuters 07.04

Quitter le PS en déclarant qu'on a pris cette décision parce qu'on ne supporte plus sa politique n'engage à rien ou ne signifie rien, faudrait-il encore se demander comment on a pu militer pendant des années ou des décennies dans un parti aussi pourri, comment on a pu se faire manipuler de la sorte, car rien ne dit qu'on ne continuera pas de l'être tout en n'étant plus au PS, il faudrait se demander à côté de quoi on était passé, bref, apprendre pour comprendre pour cesser de servir la réaction, même ou surtout quand on milite dans un parti réputé de gauche ou d'extrême gauche quand on sait à quel degré de décomposition ils sont parvenus...

C'est que cela rapporte !

- Vers une privatisation des radars ? « Faire du cash et du flash à tout va »

Le gouvernement veut confier la gestion des radars mobiles à des sociétés privées. A la limite de la légalité, selon Remy Joassim, avocat en droit routier, la mesure inquiète : la rentabilité va-t-elle prendre le pas sur la sécurité routière ? Public Sénat 07.04

A qui profite le crime ?

- Envol annoncé du fichier des passagers aériens

Le Parlement européen devrait donner mercredi son feu vert à un nouveau dispositif contre la lutte antiterroriste. Dont l'efficacité fait débat. Liberation.fr

Ils étaient faits pour s'entendre...

- Le Pentagone a besoin de nouveaux moteurs de fusée russes

Le Pentagone aura besoin de jusqu'à 18 moteurs de fusée RD-180, de fabrication russe, dans les six années à venir pour mettre sur orbite des satellites militaires, a déclaré vendredi à Reuters Robert Work, secrétaire adjoint à la Défense. Reuters

Panama Papers. Intox ou désinformation.

- En plein "Panama Papers", l'UE s'attaque à l'opacité fiscale des multinationales

La Commission européenne présente mardi à Strasbourg de nouvelles mesures pour lutter contre l'opacité fiscale des multinationales au moment où le méga-scandale des "Panama Papers" accentue la pression sur tous les grands pays pour combattre ce fléau. AFP

- Pierre Moscovici : « La révolution de la transparence est partie, elle ne s'arrêtera pas » - lemonde.fr

- En plein "Panama Papers", l'UE veut plus de transparence fiscale - AFP

Qui les écoute encore ? Pardi, ceux qui de préférence prétendent combattre l'UE !

Haut de page

Le 19 avril 2016

CAUSERIE

En vrac, je n'ai plus l'intention de consacrer plus de temps à ce portail. On archivera les causeries plus tard.

Commençons par une réflexion personnelle.

Dans la vie il faut éviter de se retrouver placé dans une situation caractérisée par des rapports de dépendance qu'on ne maîtrise pas forcément, vous me direz que c'est ce qui caractérise la plupart des rapports et que c'est pour ainsi dire impossible d'y échapper dans cette société puisqu'ils nous sont imposés.

Certes, on conçoit très bien que cela soit inévitable dans une large mesure, cela dit, il faut concéder qu'on a souvent tendance à en rajouter une couche, comme si la vie n'était pas assez compliquée comme elle est. Dit vulgairement, quand tout va bien ou aussi bien qu'on est en droit d'attendre de notre condition, on finit par s'emmerder, alors on se foutra volontairement dans la merde histoire de briser cette routine qui nous pesait ou que nous avions désignée comme notre pire ennemi.

C'est là commettre une faute quand on n'en a pas conscience ainsi que les conséquences désagréables qui pourront en découler un jour et que nous ne supporterons pas pour cette raison, nous retournant injustement contre celui, celle ou ceux qu'on accusera d'en être responsables.

C'est également commettre une faute que de pousser quelqu'un à en commettre une, qui plus est pour ensuite lui reprocher, c'est injuste évidemment.

Pour pouvoir penser librement, il faut éviter de se retrouver embringuer à la légère dans des rapports de dépendance qu'on ne supportera plus à un moment donné, parce qu'ils sont trop contraignants ou exigent de nous quelque chose qui se situe au-dessus de nos forces ou de nos capacités, au point de nous faire commettre des actes (ou des pensées) contraires à nos convictions et donc qui nous rabaisseront, au-delà du fait qu'il n'y a rien de bien glorieux là-dedans.

D'où l'intérêt de s'interroger régulièrement sur sa condition et de la maîtriser, de se connaître soi-même pour éviter de se retrouver dans ce genre de situation désagréable et peu envieuse, afin de progresser au lieu de prendre le risque de régresser, car c'est ce qui nous pend au nez quand on n'en a pas conscience.

Se placer (ou placer ses semblables) dans un état de faiblesse ou de vulnérabilité inutilement, est une faute qui témoigne de l'impasse à laquelle notre existence a abouti ou plutôt de l'interprétation erronée qu'on en a faite. Et nous ne tirerons profit de cette expérience pour ne pas avoir à la renouveler, qu'à condition d'admettre qu'on s'était surestimé ou leurré sur nos capacités ou notre niveau de conscience.

J'ai écrit cela non pas parce que je serais un familier du fait décrit ici, mais pour prendre le risque d'admettre dans mon existence des gens qui présentent ces caractéristiques, de sorte qu'un jour ou l'autre je me retrouverai forcément confronté à ce genre de difficultés que je n'avais pas du tout recherchées pour les avoir identifiées, pas toutes cependant, car on ne peut pas toujours imaginer de quoi l'homme ou la femme est capable, on préfère ne pas imaginer le pire pour rendre nos rapports vivables ou supportables, sinon ce serait impossible et on se condamnerait à la solitude.

Et puis je tiens beaucoup à ma tranquillité, à l'équilibre précaire que j'ai su créé pour que ma condition ne me pèse pas trop ou être le plus libre possible pour penser, ce qui constitue un paradoxe sachant que j'ai une existence particulièrement routinière (donc réputée abrutissante), mais explique très bien pourquoi il m'arrive de me placer dans des situations déstabilisatrices, histoire de tester mes capacités et de vérifier ainsi que je ne me leurre pas sur moi-même, quitte à me corriger si nécessaire et cela se produit évidemment, c'est un peu le but de l'opération, faire en sorte de se donner les moyens de progresser, ce qui ne conviendra pas à quelqu'un ayant une haute idée de lui-même ou qui se méprend sur ce qu'il est réellement, la plupart des gens, même les plus médiocres.

On commet tous de nombreuses erreurs au cours de notre vie, et si nombreux sont prêts à l'admettre, peu en revanche seront disposés à les corriger, alors qu'il n'est jamais trop tard quel que soit notre âge, encore faut-il avoir conscience de ne rien avoir à perdre, ce qui est rarement le cas.

Ces réflexions m'ont été inspirées par le comportement de ma compagne et son entourage familiale, mais pas seulement, par toutes mes expériences passées qui n'ont été qu'une suite de rapports de force imposés dont les règles étaient faussées à la base, qui pour ces raisons m'ont laissé un souvenir plutôt amer ou désagréable, ce qui expliquera pourquoi on ne trouvera nulle trace de nostalgie dans mon comportement ou si peu, qui relèverait de l'inscouciance dont se pare parfois la jeunesse ou l'existence, qui heureusement ou par chance ne se résume pas obligatoirement à une suite ininterrompue de mésaventures ou de déboires.

Je vous livre un élément de ma situation pour illustrer ce passage.

Je suis seul pendant une semaine, Selvi et Adi demeureront chez leur frère Kumar, puis chez leur frère aîné qui marie son fils Sankar le 22 avril. Il paraît que c'est une coutume. Donc en plus de leur dure journée de travail, elles devront servir de bonnes à leur frère aînée, son épouse et leur fils, ainsi qu'à la mariée qui n'en foutront pas une pendant une semaine.

Hier matin, ils sont venus les chercher à 5 heures du matin, du coup Selvi et Adi ont dû se lever à 4 heures. Selvi s'est ensuite tapée une dure journée, puisque c'est le lundi qu'elle lave à la main le linge de l'Italienne, y compris le linge de maison, les draps, etc. il fait 40°C, cette femme despotique est alergique à la machine à laver qui pourrait abîmer ses vêtements, tandis qu'elle n'a rien à faire des mains déjà très ridées de son esclave. Cette semaine va être épuisante pour Selvi, mais apparemment tout le monde s'en tape.

De mon côté, je ne verrai donc personne pendant une semaine, que je me démerde après tout, passé les convenances du début, cela fait déjà un moment que j'ai été relégué aux oubliettes, sauf quand ils ont besoin d'argent ou d'un service, là ils se souviennent que j'existe encore, je n'ai jamais connu d'autres relations en Inde.

J'ai tenté en vain d'expliquer sans insister à Kumar que cette coutume se justifiait peut-être quand les femmes ne travaillaient pas à l'extérieur, mais qu'aujourd'hui elle est insupportable, lui faisant remarquer que bien d'autres coutumes avaient disparu ou avaient été obligées de s'adapter à l'évolution de la société indienne au cours des deux dernières décennies.

Il n'a rien voulu savoir, parce que cette coutume présente un aspect contraignant uniquement pour les femmes, comme la plupart des coutumes qui épargent les hommes ou qui en tirent profit de préférence. Sur le coup j'ai trouvé cela injuste ou dégueulasse, je lui ai dit et notre discussion s'est arrêtée là, lui tout sourire me gratifiant d'un "*c'est comme cela*" qui ne méritait pas d'être relevé.

La vie est très dure pour les Indiens, alors imaginez un instant ce qu'elle peut être pour quelqu'un qui a vécu autre chose. Je ne vous demanderais pas de me plaindre, vous en seriez incapables. D'ailleurs je ne me plains pas, et franchement entre nous je me demande qui est le plus à plaindre. Encore une chance que je sois resté en Inde.

Quelques réflexions politiques

1- Au passage, l'état d'urgence destiné en partie à interdire les manifestations, à dissuader les travailleurs d'y participer, a fait long feu ! Du coup ils se vengent en les réprimant brutalement et aveuglément.

2- Ce qui marque les quarante dernières années, c'est la dégradation continue, profonde, inexorable de la condition des masses exploitées ou plus généralement de la situation ou la décomposition de la société livrée au carnage hystérique et sans fin du règne de l'exploitation de l'homme qu'incarne le capitalisme, dont l'existence et les exigences sont incompatibles avec la satisfaction des besoins et des aspirations des peuples, de l'humanité qu'il livre au chaos et à la barbarie.

Depuis que nous sommes entrés dans cette ère décadente et putride du capitalisme, il apparaissait clairement qu'il n'y avait pas lieu d'en attendre autre chose que le sort dramatique qu'il nous avait réservé de longue date, puisqu'il avait déjà achevé sa tâche historique depuis le début du XXe siècle. Pour ne pas en avoir pris conscience à temps ou s'en être lâchement accommodé, nous allions lui permettre de poursuivre son oeuvre destructrice, dont nous commençons seulement à saisir la portée toute aussi édifiante que terrifiante.

Dans ces conditions nous devions fatalement nous retrouver impuissants à le combattre efficacement. Pour autant cela ne signifiait pas que nous ne parviendrions pas à le vaincre, à le renverser, car inévitablement la conviction qu'il n'existait pas d'issue politique dans le cadre du capitalisme devait germer, puis mûrir dans la tête des masses exploitées du monde entier, pour finalement s'imposer. Il arrivera forcément un moment où cette conviction reposant sur une longue, injuste, douloureuse, voire cruelle expérience de la réaction sur toute la ligne, s'imposera logiquement à la majorité de la population laborieuse, puisque toute autre attitude serait fatale, suicidaire ou conduirait à partager le destin des couches ou des peuples qui en subissent les conséquences les plus effroyables, ce à quoi aucun travailleur n'aspire ou n'envisagera sans chercher à réagir ou à passer à l'action afin d'éviter de vivre ce sort effroyable.

S'il n'y a rien à négocier avec le gouvernement ou le patronat concernant la Loi travail, cela signifie que l'existence du régime capitaliste n'est pas négociable, il doit disparaître. Et si des millions de travailleurs et jeunes, voire la majorité d'entre eux estiment que la Loi travail doit être rejetée ou retirée, cela signifie que les conditions existent pour les rassembler et construire un parti ouvrier révolutionnaire ayant pour objectif l'abolition du capitalisme et de ses institutions.

C'est sur cet axe politique qu'il faut mener le combat, car ils unifient toutes les couches des exploités entraînant des pans entiers des classes moyennes ou de la petite bourgeoisie qui ne se reconnaissent plus dans le capitalisme ou ne supportent plus son existence et ses méfaits monstrueux qui mettent en péril la civilisation humaine. Il s'agit en somme ni plus ni moins que remettre à l'honneur le socialisme, tâche que l'on conçoit difficile après l'avoir renié ou s'en être délibérément écarté, mais pas impossible.

A l'opposé, axer son combat contre le gouvernement revient à refuser d'affronter le régime, sachant qu'aucun gouvernement ne pourrait appliquer une autre politique puisqu'aucun parti institutionnel ou ayant déjà gouverné n'a l'intention de rompre avec le capitalisme. Cette ligne politique sous-entend le contraire et nourrit des illusions dans le régime qu'incarnent ces partis qu'on le veuille ou non, autrement dit il suffirait de changer le personnel politique à la tête de l'Etat pour que la situation des travailleurs s'améliore... On comprendra pourquoi les travailleurs rejetteront instinctivement cette politique profondément opportuniste, qui s'inscrit dans le cadre de l'idéologie réformiste qui nous a conduits où nous en sommes.

A ce stade, la question n'est pas de savoir quel gouvernement satisferait nos besoins, puisque concrètement nous ne sommes pas en mesure d'y répondre autrement qu'en s'en remettant à un parti qui n'existe pas ou à un processus politique hypothétique, donc demeurant à l'état d'utopie à l'heure qu'il est, perspective posant davantage de questions qu'elle n'en résoud et qui pour cette raison n'inspira pas forcément confiance, mais plutôt de savoir si nos droits ou acquis, besoins ou aspirations sont oui ou non légitimes sans qu'on ait besoin de les justifier, ce qui permet à partir de cette base ou de cet acquis de poser la question des tâches et objectifs politiques qu'on doit se fixer pour envisager sérieusement la possibilité de les satisfaire.

La question est donc de partir de la situation actuelle en prenant en compte l'ensemble des facteurs et rapports qui la composent, sans négliger ceux qui en seraient absents ou qui seraient relayés au second plan temporairement, et qui seront amenés à se développer dans le futur pour parvenir à modifier l'orientation de la société et entrevoir la possibilité d'en finir avec le capitalisme.

Notre démarche doit être claire, précise, cohérente, sérieuse, résolue, pour inspirer confiance ou pour que les militants et les travailleurs l'adoptent à leur tour. Plus que jamais la vérité est révolutionnaire.

3- Quelle issue politique ? Pour un changement de gouvernement ou pour un changement de régime, telle est la question à l'ordre du jour.

POI - Lu dans le n°396 d'Informations ouvrières.

- Un gouvernement isolé...

- Le gouvernement est totalement suspendu en l'air...

- Le gouvernement est fragilisé à l'extrême...

- Le PS est en crise de dislocation ouverte...

- Au sein du groupe parlementaire du PS, c'est une véritable foire d'empoigne...

Quelle affaire ! Toujours accroché aux basques du PS, en famille puisque le POI considère que le PS serait également de gauche, et peu importe si la majorité des sympathisants du PS sont satisfaits de M. Valls, donc toujours plus à droite, ce que vient de confirmer un sondage publié hier (54%). (source : AFP 16.4)

La question du gouvernement ramène à celle du parti qui pourrait gouverner en faveur des besoins des travailleurs, alors qu'il n'existe pas ou qu'aucun parti n'est en mesure d'inspirer confiance aux travailleurs du fait qu'ils ont tous liés leur propre sort à celui du PS et du PCF (ainsi que les appareils syndicaux) dans lesquels les travailleurs n'attendent rien, quelque part ils méritent tous le même traitement, ce qu'illustre la crise qu'ils traversent.

La question du gouvernement pose davantage de questions ou soulève plus de problèmes qu'elle n'en résoud, elle est donc contre-productive. Il est trop facile de la faire dévier de son objectif politique pour la lier à des questions de personne ou à des intérêts purement individuels, de la traiter sur le plan existentiel ce qui produira l'effet inverse de celui recherché.

La question du gouvernement relève plus de l'idéalisme que du matérialisme dans le contexte actuel parce qu'elle ne dépasse pas le stade hypothétique ou du conditionnel au lieu de s'appuyer sur de fermes, indépendantes, inébranlables convictions.

En revanche la question du régime pose directement celle de la condition à remplir sans laquelle tout changement de politique ou de société demeurera impossible, et elle renvoie à la légitimité de nos besoins ou aspirations indépendamment de l'existence du capitalisme ou des besoins du marché qui sont jugés illégitimes, autrement dit la poser suffit à la légitimer sans avoir à la justifier puisqu'on en assume d'avance les conséquences pratiques qui en découleraient si elle se réalisait.

La question du régime pose la question de savoir si oui ou non on considère nos droits, nos besoins ou nos aspirations légitimes et si on est prêt à se battre pour les défendre ou les faire triompher, ou si au contraire on se laisse vivre, on prie le ciel ou on baisse les bras dans l'espoir futile que le futur sera par miracle meilleur que le présent, alors que tout porte à croire qu'il sera pire comme c'est parti.

La question du régime remet à l'ordre du jour la nécessité de changer la société que chacun perçoit plus ou moins comme une nécessité, mais qu'il n'ose pas se poser faute de moyens pour y parvenir. Or en la posant il est possible de définir ces moyens, ce qui assure sa cohérence ou son sérieux. Et quant à sa crédibilité, elle respose autant sur les convictions qui en sont à la fois à l'origine et l'objectif dans lesquelles figure le développement historique du capitalisme, que sur ces moyens qui découlent des enseignements de la lutte des classes au cours de ce processus historique dont l'issue demeure incertaine ou ouverte

entre barbarie et socialisme.

La question du régime présente l'avantage de placer chacun face à lui-même, et de s'interroger non pas sur ce qu'il ne veut plus, mais de se demander plutôt sur ce qu'il veut vraiment et de s'y tenir sans flancher, sans concession, car on ne peut pas s'engager dans une voie indépendante conduisant à rompre avec le régime en place et dans le même temps y demeurer subordonné ou s'en accommoder, collaborer avec lui ou ses représentants, on se retrouve face à un choix ou une alternative qui impose de prendre une décision, de s'engager consciemment pour une cause qui embrasse toute notre existence présente et future.

Un exercice d'une logique implacable.

La question du gouvernement ne résoud rien, celle du régime résoud tout. Un changement de gouvernement ne suffit pas pour appliquer une autre politique, dit autrement, un changement de gouvernement sans un changement de régime ne permet pas de mettre en oeuvre une autre politique. Une autre politique est impossible sans renverser le régime en place. Seules le soulèvement des masses révolutionnaires peut atteindre cet objectif, encore faut-il qu'elles soient guidées par un parti ouvrier qui l'incarne, qu'elles portent au pouvoir et qui à son tour s'appuie sur elles pour que ce processus révolutionnaire soit mené à son terme. Le développement de la révolution et sa victoire dépend de ces deux facteurs déterminants irremplaçables, le mouvement révolutionnaire des masses et le parti qui incarne consciemment l'objectif de son combat politique.

Toute autre équation est vouée à l'échec comme nous l'enseigne la lutte de classes du passé jusqu'à nos jours. Il nous faut donc à la fois aider les masses à rompre avec le régime et à conquérir leur indépendance de classe en intervenant dans la lutte des classes et en élevant leur niveau de conscience politique, en les organisant et en construisant ce parti. Il n'existe pas d'autres alternatives, d'autres voies, d'autres moyens pour parvenir à notre objectif politique, s'emparer du pouvoir politique.

Ce ne sont pas là des formules, une théorie ou une doctrine, un choix idéologique, mais un simple constat auquel on se tient ou dont on s'écarte, qu'on peut toujours nier pour fatalement aboutir à une impasse politique ou finir par s'accommoder du régime. Axer sa politique contre le gouvernement ne peut que nourrir des illusions dans le régime, axer sa politique contre le régime ne peut que hâter son renversement en nourrissant la conscience des masses qu'elles n'ont rien à en attendre.

Pour illustrer ce propos.

Tout faux.

Entendu samedi dans les rues de Londres parmi les dizaines de milliers de manifestants contre la politique d'austérité du gouvernement de David Cameron :

- "*L'austérité n'est pas une nécessité économique, mais un choix politique*", a souligné de son côté Chris Nineham, membre du mouvement pacifiste Stop The War Coalition. "*Ce n'est pas seulement de David Cameron dont il faut nous débarrasser, mais de tout ce gouvernement conservateur pourri*". AFP 16.4

Pour le remplacer par un gouvernement travailliste tout aussi "*pourri*" ?

- Le chef des Travaillistes pour le maintien du Royaume-Uni dans l'UE - Liberation.fr

Jeremy Corbyn est sorti de sa réserve, jeudi, pour défendre «*la nécessité de rester membre de l'Union européenne*» à la veille de l'ouverture de la campagne officielle du référendum, qui se tiendra le 23 juin. Liberation.fr

Le clone de Tsipras, Iglesias, Mélenchon et Cie...

4- Pourquoi devrait-on nier que la réaction n'a cessé d'avancer à pas de géants vers son objectif final pendant que le prolétariat mondial subissait défaite après défaite ? Quelle en est la signification politique ?

Alors qu'ils ont réalisé la partition de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie, du Soudan, alors qu'ils ont ravagé l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, Gaza, alors qu'ils sont parvenus à placer à la tête des Etats africains des présidents soumis à leur politique, Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Centrafrique, etc. alors qu'ils viennent de signer le traité de libre-échange transpacifique, alors qu'ils ont entrepris l'exploitation effrénée du gaz et du pétrole de schiste notamment aux Etats-Unis, alors continuent à faire marcher jour et nuit la planche à billets, Fed, BCE, BoJ, alors l'endettement généralisé à l'échelle mondiale se poursuit sans que le capitalisme ne s'effondre, alors que les budgets de la Défense et le marché de l'armement battent des records, alors qu'ils procèdent à la remilitarisation de l'Allemagne et du Japon, alors qu'ils sont dans la bonne voie pour reconquérir l'Amérique latine qu'ils n'avaient jamais totalement perdu d'ailleurs, Honduras, Argentine, Bolivie, Pérou, et demain le Brésil, le Venezuela, alors qu'ils ont réussi à déstabiliser le Liban, l'Ukraine, le Soudan, demain l'Algérie, alors qu'ils sont parvenus à mettre en place un régime néonazi en Ukraine envié par les pays baltes dont la Lettonie, alors qu'ils ont réussi à prendre le contrôle de la Grèce, alors qu'ils

se sont livrés à une suite d'attentats en Europe particulièrement sans avoir été le moins du monde inquiété par l'interprétation qu'en feraient les partis ouvriers, alors qu'ils ont créé une armée de mercenaires sanguinaires et barbares supplétif de l'OTAN et du Pentagone, Daesh, Al-Nosra, alors qu'ils ont ouvert de nouvelles bases militaires en Afrique ou renforcé celles déjà existantes, alors qu'ils sont parvenu à placer leurs hommes à la tête de tous les Etats ou à des ministères clés, alors qu'ils ont adopté toute une batterie de nouvelles lois liberticides, allant même jusqu'à imposer l'état d'urgence, alors qu'ils sont en train de militariser la société après avoir mis l'ensemble de la population sous surveillance, alors que tous les Etats européens sont en train de se réarmer dans la perspective d'une guerre à ce stade hypothétique, alors qu'ils ont réussi à imposer leur politique d'austérité, alors qu'un par un ils liquident tous nos droits sociaux et politiques, alors que le mouvement ouvrier est toujours incapable de se doter ne serait ce que d'un embryon d'une nouvelle direction, alors que l'extrême droite se porte mieux que jamais en Europe, alors qu'ils sont sur le point d'adopter le traité transatlantique, etc. etc. etc. excusez du peu, voyez-vous il n'y aurait pas matière à s'inquiéter, tout irait très bien en somme, on ne serait pas sur le point de perdre la guerre de classe car la classe ouvrière et les peuples résisteraient, bref, tant qu'il y a de l'espoir...

Pure démagogie, falsification ou déni de la réalité, car qu'ils résistent est une chose, le bilan de leur résistance en est une autre, et là le moins que l'on puisse dire c'est qu'il contredit l'argumentation suivante produite par Patrick Hébert, un dirigeant "trotskyste" du POI (Informations ouvrières n°396 page 2) :

Il y a quelques années, le milliardaire Warren Buffet a déclaré : « *Tout va très bien pour les riches de ce pays, nous n'avons jamais été aussi prospères. C'est une guerre de classes et c'est ma classe qui est en train de la gagner.*»

Il a raison sur un point. C'est bien une guerre de classes, par contre, il est certainement présomptueux d'affirmer que c'est sa classe qui va la gagner. En réalité, la politique imposée par le FMI et les institutions internationales se heurte à la résistance de la classe ouvrière et des peuples.

Sans rire, il a osé affirmer que "*c'est le mouvement de résistance qui l'emporte*", donc si vous aviez l'impression ou la conviction du contraire ou que la société et le monde devenait chaque jour qui passait pire que la veille depuis de longues décennies, c'est sans doute parce que vous étiez en proie à des hallucinations, et si tous les mouvements sociaux ou politiques sur tous les continents se sont systématiquement soldés par des échecs pour finalement renvoyer les peuples des décennies en arrière, il doit falloir s'en féliciter car cela aurait pu être pire encore.

On retrouve là l'idéologie réformiste selon laquelle le but n'est rien et le mouvement ou la résistance est tout, comme disait Couvertin à propos des jeux olympiques, l'essentiel c'est de participer, et ce ne sont pas les dirigeants syndicaux qui continuent de participer au dialogue social avec le gouvernement et le patronat qui diront le contraire

Hébert est un faussaire disions-nous, un autre exemple.

- "*Toutes les conquêtes sociales sont le produit de la lutte des classes. Rien n'a jamais été octroyé.*"

Faux, le capitalisme pour se développer a dû procéder à des réformes sociales, car comment faire tourner des usines avec des prolétaires illettrés, affamés, mal nourris, mal logés, par conséquent trop souvent absents car faibles, malades, quand il ne les a pas octroyées au prolétariat pour mieux le subordonner ou mieux le corrompre, quand elles n'ont pas fait l'objet d'un marchandage avec les directions traites du mouvement ouvrier lorsque le régime s'estimait menacé.

Patrick Hébert, après avoir déclaré que les mesures prises par le gouvernement depuis 2012 avaient consisté à "*détruire méthodiquement toutes les conquêtes sociales issues du Conseil national de la Résistance*", ne voilà-t-il pas que "*concernant les conquêtes de 1936, c'est la grève générale et non le Front populaire qui les a gagnées*", sur ce point nous sommes d'accord, cependant pour les staliniens ou néostaliniens (lu dans de nombreux articles publiés par Le Grand Soir auxquels nous renvoyons les lecteurs s'ils tiennent à le vérifier, au MPEP ou au PRCF également.) "*les conquêtes sociales issues du Conseil national de la Résistance*" étaient inclues dans le programme du Front populaire dont l'application avait été interrompue du fait de la guerre, ce qui revient de la part d'Hébert à faire les louanges du Front populaire.

Cette concession ou ce clin d'oeil au Conseil national de la Résistance (mélange de Front populaire et d'union nationale derrière les gaullistes avec les monarchistes) de la part d'un prétendu trotskyste (lambertiste) ne manque pas d'intérêt, quand on se souvient qu'autrefois ce courant politique vomissait dessus, en apparence faut-il croire, c'est ce que j'avais déjà suggéré en affirmant que leur soi-disant lutte contre le stalinisme n'avait finalement servi qu'à masquer leur soumission à la social-démocratie, au régime ou leur conversion au réformisme.

Finalement les lambertistes donnent raison aux gaullistes qui revendiquent "*les conquêtes sociales issues du Conseil national de la Résistance*", dont la Sécu et les nationalisations réalisées à cette époque.

5- Pour qui roulent-ils ?

Chacun sait ou est censé savoir que les médias institutionnels dont la presse nationale sont la propriété de l'oligarchie financière ou les banquiers, chacun sait ou est censé savoir que les grands patrons de presse participent aux réunions annuelles du groupe Bilderberg dirigé par les banquiers anglo-saxons-sionistes.

Chacun aura donc compris ou aurait dû comprendre instantanément que personne d'autre que cette oligarchie (via la NSA) ne pouvait être à l'origine des « Panama papers » relayés par leurs médias officiant au sein du Consortium international des journalistes d'investigation subventionné par Washington.

Dès lors, le minimum qui s'imposait consistait à dénoncer cette nouvelle grossière imposture, et au-delà poser la question à qui profite le crime sinon à ses auteurs, les banquiers américains qui dominent la couche des oligarques qui avaient monté de toutes pièces cette "fuite" d'informations, de manière d'une part à mieux contrôler ou soumettre les couches les plus riches à leur pouvoir, les rendre vulnérable pour mieux les mettre au pas, d'autre part à faire en sorte que leur fortune soit dorénavant, soit déclarée et taxée dans leur pays d'origine, de sorte que cet impôt serve à financer la dette des Etats envers le marché, autrement dit les mêmes banquiers principalement, soit qu'ils la transfèrent dans des paradis fiscaux anglo-saxon.

Pour détourner l'attention de la population des véritables intentions des auteurs de cette opération orchestrée par les oligarques américains, tout comme les attentats commis sous de faux drapeaux pour le compte des mêmes oligarques, à défaut de pouvoir livrer l'identité de ses auteurs, et pour cause, elle allait être présentée comme un acte démocratique à mettre au compte des médias aux ordres largement discrédités au sein de la population de manière à redorer leur blason, et ainsi renforcer un des piliers chancelant du régime en place.

Cette version étant la version officielle, tout ce que compte de représentants le régime se devaient de l'adopter au garde-à-vous, et c'est ce qui s'est passé, au-delà de leurs espérance peut-être puisse cela inclut tous les partis ouvriers semble-t-il. Un exemple

POID - 4 avril 2016 – 11,5 millions de documents internes du cabinet panaméen Mossack Fonseca, ont été obtenus par le Consortium international des journalistes d'investigation et analysés par 107 médias, dont le Monde en France. Il s'agit de la plus grosse fuite d'informations jamais exploitée par des médias. Les « Panama papers » révèlent qu'outre des milliers d'anonymes, de nombreux chefs d'Etat, des milliardaires, des grands noms du sport, des célébrités ou des personnalités ont recouru à des montages offshore pour dissimuler leurs actifs. La justice française a ouvert ce lundi une enquête pour «blanchiment de fraudes fiscales aggravées ».

Voilà de quelle manière le Parti ouvrier indépendant démocratique a traité cet événement planétaire, en bon serviteur du régime, simple constat.

A lire le POID, ces médias, dont Le Monde, seraient indépendants pour n'avoir fait qu'exploiter le plus honnêtement du monde une "fuite d'informations", suggérant aux lecteurs ou aux militants que Le Monde et ces médias ne sauraient être impliqués de près ou de loin dans ce coup tordu, leur probité ou impartialité légendaire les plaçant au-dessus de tout soupçon, dès lors toute personne qui en douterait devrait être taxé de complotiste ou de dérangé du cerveau.

On remarquera au passage que le POID recourt à la même méthode ou au même mode de pensée pour vendre sa politique à la plèbe, évacuant d'avance tout questionnement comme si c'était la parole divine qui venait de s'exprimer et à laquelle chacun était appelé à adhérer.

Que les militants du POID se rassurent, ce n'est pas propre à ce parti qui participe ainsi à la manipulation des consciences des masses, qui là sont instrumentalisées pour le compte du sommet de l'oligarchie financière mondiale qui n'a rien à craindre d'un tel scandale.

Vous voyez où mène la soumission au capitalisme ? Au nom du socialisme ou du trotskysme. Cela devrait interpeller les militants, non ? Plutôt non généralement, malheureusement.

Partant de là, cet épisode ne fait que confirmer une multitude d'exemples similaires que nous avons traités dans ce portail, qui nous font dire qu'on est en droit de se demander si au cours du demi-siècle écoulé nos dirigeants ne nous avaient pas fourni des interprétations ou des analyses faussées guidées par les mêmes intentions ou intérêts politiques qui n'avaient rien à voir avec ceux qu'ils affichaient. Là on vient de les prendre une nouvelle fois en flagrant délit, donc personne ne pourra affirmer le contraire ou prétendre qu'on leur intenterait un procès d'intention.

Comme ils disent si bien, les faits, rien que les faits suffisent ici à comprendre la collusion qui existe entre le POID (c'est valable pour tous les partis ouvriers sans exception) et le régime ou ses représentants. On peut le nier, on peut tout nier, je peux nier être l'auteur de ces lignes, et après cela va nous avancer à quoi dites-moi ? Vous comprenez mieux pourquoi on n'a jamais réussi à contruire le parti ? Non, vous ne le voulez pas, alors c'est à croire que vous vous complaisez dans la situation actuelle.

Ces gens-là ont délibérément écarté un certain nombre de facteurs qui composent la situation qu'ils prétendent analyser, cela

fait sourire tellement c'est ridicule. Pourquoi d'après vous insistons-nous autant pour lier mondialisation et mondialisme, crise du capitalisme et statégie néolibérale, lois de fonctionnement du capitalisme et système financier mafieux, sinon qu'il est impossible d'analyser correctement les événements qui se produisent et qui semblent tomber du ciel si on ne prend pas en compte l'ensemble de ces facteurs et les rapports qu'ils entretiennent, à partir de là il est impossible de définir une conception de la lutte de classe et une ligne politique juste, des tâches et une stratégie correcte pour construire le parti.

Leur méthode conduit à laisser leurs militants totalement désarmés pour répondre aux questions que se posent les travailleurs et bien des militants, qui ne se bornent pas heureusement à leur littérature de faussaires. Il suffisait d'aller sur le Net et de chercher à en savoir plus sur ce Consortium international de journalistes, sur son origine et son financement pour être fixé, vous avouerez que c'était à la portée de n'importe qui, c'est donc délibérément que le POID trompe lecteurs, travailleurs ou militants.

C'est bien triste et dommage. Assurément vous avez le droit de vous inquiéter pour la suite, car on ne s'en sortira jamais de la sorte, c'est la seule chose dont on peut être sûr aujourd'hui.

6- Comment l'idéologie de la classe dominante parvient à s'ancrer profondément dans le mouvement ouvrier. Un exemple.

Lu dans le Communiqué commun des confédérations CGT, FO, FSU, Solidaires, de l'Unef, de l'UNL et de la Fidl daté du 31 mars 2016

- la détermination sans faille des étudiant-es, lycéen-nes, salarié-es, privé-es d'emploi et retraité-es...

- Le gouvernement doit entendre les milliers d'étudiant-es, de lycéen-nes, de salarié-es, de privé-es d'emploi et de retraité-es...

Quelle débilité affligeante ! C'est à croire que ces gens-là auraient quelque chose à se reprocher que cet exercice syntaxique grotesque sert à camoufler ou à faire oublier.

Quand j'évoque les hommes cela inclut les femmes, je n'ai donc pas besoin de le préciser, à moins de leur accorder des particularités qui nécessitent de les distinguer. Quelle différence y aurait-il entre un lycéen et une lycéenne, quelle différence y aurait-il entre deux salariés ou retraités de sexe différent ? Aucune, sauf quand on introduit un facteur extérieur à leur condition, ce qui signifie qu'au point de départ on était animé par cette intention qui n'avait rien à voir avec l'objet de notre discours, autrement dit on a introduit un élément parasite qui avait vocation à distinguer ce qui n'avait pas lieu d'être à seule fin de les opposer ou de les diviser.

Ainsi on crée artificiellement des oppositions ou ils n'en existent pas, de manière à ce qu'elles figurent sur le même plan que ce qui rassemblent les éléments en présence des deux sexes, afin d'affaiblir ce qui les réunit ou peut donner lieu inutilement à polémique, à division. On introduit dans le concept de la lutte de classe un facteur de discrimination entre les travailleurs, jeunes, actifs ou retraités qui vient heurter les préjugés archaïques des uns et progressistes des autres qui n'ont rien à voir avec leur combat.

C'est plus qu'une simple concession à la réaction, cet exercice témoigne du degré de soumission au régime de la part de ces auteurs qui placées sous l'emprise de son idéologie jusque dans les moindres détails ont adopté sa rhétorique.

Quand l'extrême droite néolibérale et sioniste a pris le pouvoir en France.

Mercredi 6 avril, Bernard-Henri Lévy a participé -pour la première fois- au gala annuel de l'Absi Keren-Or, association « *pour le bien-être du soldat israélien* ».

Au cours de son discours, l'essayiste a notamment présenté Israël comme « l'une des démocraties les plus exemplaires de la planète » et son armée comme « *la plus éthique au monde* »

Rappels :

- le gala annuel de l'ABSI -association déclarée en 2000- suscitait généralement de vives protestations en provenance des partis de gauche et des associations propalestiniennes. En cette année 2016, aucune polémique n'a été portée par une quelconque organisation française

- proche de Manuel Valls, le directeur-fondateur de l'Absi Keren-Or est Gil Taïeb, figure emblématique de la communauté juive, vice-président du Crif, sympathisant de la LDJ, ancien militant d'un groupuscule extrémiste dénommé "Bétar" et époux de l'élue PS Karen Taïeb. panamza.com

Lundi 28 mars, un éminent journal juif-américain et ultra-sioniste, fondé en 1972 et dénommé The Algemeiner, organisait son gala annuel dédié aux "100 personnalités influençant positivement la vie juive"

Présent à la cérémonie, Bernard-Henri Lévy a reçu le "Prix du Guerrier pour la Vérité" {https://youtu.be/D6Aot9W5Tu0}. panamza.com

- Lundi 4 avril, le Premier ministre a participé à un colloque -dénommé "le Sursaut 2016"- au cours duquel il fit savoir que le voile, présenté comme un «asservissement de la femme», était également un «signe politique qui vient confronter la société française».

Quelle était la principale organisation de ce colloque?

"L'American Jewish Committee" : Simone Rodan-Benzaquen, directrice de l'antenne parisienne, en fut la maîtresse de cérémonie

Qu'est-ce que l'AJC?

Littéralement, un "lobby", à savoir un groupe de pression dont l'activisme se concentre exclusivement à favoriser les intérêts de la communauté juive et d'Israël.

En 2013, Panamza a révélé et décrit en détail les liens étroits de l'AJC avec Manuel Valls, alors député-maire qui avait suivi une "formation" au sein de ce groupe ultra-sioniste

4 éléments d'information complémentaires à souligner :

- Le communiqué de presse officiel, publié sur le site du gouvernement, a édulcoré le rôle-clé du "Comité juif américain" en se contentant de son acronyme, non identifiable pour les non-connaisseurs : "AJC Europe".

- le 10 mars, la page Facebook du "Sursaut 2016" faisait savoir que les autre associations co-organisatrices étaient notamment "Onze janvier" (groupuscule fondé par Mohamed Sifaoui, agent médiatique de la mouvance sioniste) et "Henry Jackson Society" (influente association d'inspiration néoconservatrice et radicalement antimusulmane) Le journaliste indépendant Olivier Pechter et l'animateur du blog "5ème colonne" ont signalé dès la mi-mars que la mention de l'HJS avait disparu des communiqués ultérieurs.

- Le 4 avril, Le Monde a publié une tribune de personnalités qui soutiennent la tenue de ce colloque islamophobe organisé par la nébuleuse du sionisme international. Parmi les signataires : l'acteur-réalisateur Yvan Attal, l'humoriste Kev Adams, le réalisateur Arthur Benzaquen ("Aladin"), le professeur Samuel Mayol, Ahmed Meguini (bras droit de Caroline Fourest) et l'écrivain Boualem Sansal.

- Le 4 janvier 2016, l'AJC -visiblement agacé par les enquêtes à son sujet de Panamza- avait dénoncé, sans rire, un «site antisémite, conspirationniste et homophobe». panamza.com

Sans entrer dans cette polémique qui pue, il semblerait au regard des arguments douteux avancés parfois par l'auteur de ce portail, que cette accusation ne soit pas totalement infondée. Nous nous en tiendrons aux infos sourcées qu'il publie.

Brèves notes de lectures

Des discours calqués ou inspirés par la propagande officielle qui ne méritent que l'indifférence.

C'est à croire que cela leur manque ou qu'ils veulent terroriser un peu plus la population .

- Paul Craig Roberts sur la probabilité réelle d'une guerre nucléaire - Arrêt sur Info 08 avril

- Les États-Unis sont-ils sur le chemin d'une guerre mondiale ? - Sergueï Glaziev - Arrêt sur Info 08 avril

Les malheureux, heureusement que l'erreur est humaine. Allez, les Syriens leur pardonnent.

- Frédéric Pichon: Syrie – « Pourquoi l'Occident s'est trompé » - Arrêt sur Info 29 mars

Guerre idéologique tout azimut.

Bienvenue chez les idéologues néolibéraux dont la pseudo-gauche et extrême gauche s'inspirent ou partagent les préoccupations, pour ne pas dire les objectifs.

Un engouement pour la légalisation du cannabis pour le moins intéressé...

- La législation actuelle sur le cannabis est de plus en plus difficile à défendre

Lançons le débat sur le cannabis de manière transparente. Avec la prostitution, la légalisation du cannabis (parmi d'autres drogues douces) fait partie des hydres de mer du débat public en France. Le feu a été allumé par le secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen... Slate.fr

- La guerre au cannabis est une mauvaise politique

Il est temps de développer une «politique de santé des addictions» en insistant sur la santé et les addictions plus que la politique, alerte le médecin interniste et addictologue William Lowenstein, président de SOS Addictions. Slate.fr

La mystification du féminisme, c'était eux aussi.

- «Féministe», un mot inutile

Pour l'actrice Maisie Williams, qui joue Arya Stark dans «Game of Thrones», ce sont les personnes sexistes qu'il faut qualifier. Le féminisme, un concept dépassé? Après ce titre assez provocateur, vous vous attendez sûrement à ce que le mot féministe soit critiqué, vilipendé, jeté aux orties. Slate.fr

- Comment nos rues se féminisent et s'internationalisent (lentement)

Les femmes ne représentent pour l'instant que 15 des 200 noms de personnalités les plus donnés à nos rues, un de plus que les étrangers. Deuxième épisode de notre enquête data en trois parties sur les rues françaises. Slate.fr

- Un examen de médecine sexiste? Et alors?

Plusieurs ministres ont dénoncé la pratique mais peu de sanctions sont réellement prévues. Une femme fessée en réunion par son patron, devant ses collègues, arrive aux urgences pour une consultation. Mérite-t-elle d'aller au coin? C'est la question sexiste qui a été posée lors d'un examen... Slate.fr

- Examen blanc en médecine: encore un triste exemple de sexisme ordinaire

Les étudiants en médecine de trois facultés parisiennes passaient un iECN blanc ce vendredi durant lequel leur a été posée une question symptomatique d'un état d'esprit très «masculin». Pour certains, le trait d'humour a du mal à passer. Slate.fr

Tout ce qui est féminin ou favorise les femmes au détriment des hommes est correcte selon eux, cherchez l'erreur. Fastoche, elles dépendent toujours très largement des hommes, elles sont souvent plus faibles, plus fragiles, c'est donc une manière comme une autre de rabaisser les hommes, d'en faire des êtres soumis, sans volonté, des carpettes, le sort qu'ils réservent également aux femmes.

Ils mettent en scène ou dénoncent les préjugés envers les femmes qu'ils n'ont eu de cesse d'entretenir dans le passé, ils sont donc bien mal placés pour les combattre, on peut donc en déduire qu'ils sont animés de mauvaises intentions aussi bien envers les femmes que les hommes, ce qui n'empêche pas ces abrutis de la pseudo-gauche et extrême gauche de marcher dans leur combine pourrie.

L'éloge de la décadence.

- Un auteur gay de livres pour enfants a décidé d'arrêter de se cacher

Aux États-Unis, être homosexuel et travailler avec des enfants est encore parfois considéré comme suspect.«Est-ce que je suis marié? Pourquoi, c'est une proposition? Je suis un peu vieux pour toi, tu sais.» Slate.fr

- Homosexualité: plus de génétique, c'est moins d'intolérance.

Comprendre que l'orientation sexuelle est en grande partie déterminée par les gènes permet de réduire les préjugés négatifs dont sont victimes les minorités sexuelles. Savoir que l'homosexualité est en grande partie d'origine génétique -et que les homosexuels ne «choisissent» pas leur orientation... Slate.fr

Il est vrai que lorsqu'un homme devient soudain homosexuel à 30, 40 ou 50 ans ou plus jeune après avoir été élevé par une mère dominatrice, ou après avoir vécu des expériences décevantes avec des femmes, ou après avoir eu des rapports sexuels avec des dizaines de femmes ou davantage encore, blasé, complexé, infériorisé ou féminisé, cela n'a aucun rapport, on appelle cela du déni.

Personnellement je n'ai connu aucune de ces situations, et étrangement, il faut feindre l'étonnement pour ne pas être accusé de partie pris, sur le tard par hasard je suis devenu polygame, je suis épaoui sur le plan sexuel et mes deux compagnes féminines le sont tout autant.

Une société basée sur des inégalités et reproduisant ce rapport à tous les étages de la société en allant jusqu'à opposer les sexes entre eux, conduit fatalement chez certains d'entre eux à l'exclusion de l'un des deux jugé insupportable à vivre. L'homosexualité est largement due à des causes sociales et non génétiques.

- Oui, «PD», c'est homophobe

Petite leçon de sociologie à destination du Conseil des prud'hommes de Paris.Vous l'avez sûrement déjà vu passer tant elle est devenue virale: une décision du Conseil des prud'hommes de Paris, qui considère que le terme de «PD» adressé à un coiffeur n'est pas homophobe, a fait bondir... Slate.fr

Quand il y a exactement 40 ans mon père m'a traité de tante, de tantouse, de petite pédale, de gonzesse, parce que j'avais les cheveux longs ainsi que mes potes, cela ne m'a pas choqué, au contraire je me suis marré et je me suis dit qu'il était très con et qu'il allait le rester, ce qui n'a pas manqué jusqu'à son dernier souffle. Je ne lui en ai jamais voulu pour autant. Il voulait que je lui ressemble et c'était plutôt raté, à vrai dire c'était bien la dernière chose au monde que je me serais souhaité, et ce fut d'ailleurs ce qui détermina l'orientation que je devais donner à ma vie, sans regret.

Les homosexuels sont généralement de grands frustrés et qui le resteront. Pour autant que je me souvienne mon expérience homosexuelle qui dura quelques années au moment de la puberté et les années suivantes, le souvenir du plaisir intense que j'en éprouvai n'atteindra jamais le niveau de jouissance procuré lors de l'orgasme éprouvé avec une femme. Encore faut-il que cette femme soit également libérée de toute contrainte d'ordre mental ou psychologique pour que cette pulsion animale puisse s'exprimer pleinement ou sans retenu. En réalité, peu d'hommes et de femmes y ont accès au cours de leur vie, parce que l'un ou l'autre est incapable de faire abstraction d'un tas de préoccupations, de préjugés ou de complexes qui viennent court-circuiter ce processus naturel. N'oublions pas que l'aliénation de l'homme l'a rendu étranger à la nature, à sa propre nature, et qu'il ne se la réappropriera que lorsqu'il aura mis un terme aux rapports sociaux qui en sont à l'origine. Entre nous, vous avez le droit de le répéter, d'où l'intérêt d'adopter le socialisme libérateur ! Je plaisante, à peine.

Si un coiffeur adopte les gestes ou la mimique d'une femme, on pourra en déduire qu'il est homosexuel, ce qui est son droit et il n'y a pas lieu de s'étendre sur cette question qui ne regarde que lui. C'est personnellement mon attitude. Et si maintenant cela vient heurter les préjugés d'un ou une de ses clientes, ni lui ni cette personne n'en est responsable, puisque lui n'a pas été capable d'assumer le sexe qui lui a été donné à sa naissance sans qu'on lui en tienne grief, et cette personne n'a pas été en mesure de résister à ce préjugé que la société s'est employée à lui refiler au cours de son éducation quand elle était plus jeune, sans qu'on l'en blâme pour autant. Nous avons en horreur l'état d'esprit des procureurs du régime ou des chiens de garde de la pensée unique.

L'homosexualité et l'homophobie sont le produit d'une injustice qu'ils ne font que reproduire, et qui s'exprime par des gestes ou des mots, que ceux qui en portent la responsabilité instrumentalisent pour mieux les dresser les uns contre les autres afin de mieux les contrôler.

Pour eux c'est juste un instrument pour mieux asservir la population.

Cet engouement des porte-parole des sommets de l'oligarchie financière pour la cause homosexuelle a pour seul objectif de s'attaquer aux masses à travers les préjugés qu'elles véhiculent et que la classe dominante (et les religieux) leur a inculqués de longue date. C'est une manière comme une autre de les détourner des véritables responsables de leur condition, afin qu'elles se défoulent sur les victimes innocentes qu'elle leur a désignés, au-delà sur tout ce qui ne leur ressemble pas à titre individuel. Ils ont besoin de cette diversion pour gouverner ou appliquer leur politique réactionnaire, dresser toutes les couches de la société les unes contre les autres pour mieux les ficher et les réprimer par la suite.

Si vous êtes un homme et que vous aimez les femmes malgré tous leur défauts ou plutôt leurs faiblesses qui plus est en leur faisant savoir, c'est que vous n'êtes pas normal, à la limite vous feriez mieux de préferez les hommes dont les défauts ou faiblesses sont supportables.

Et si vous êtes une femme et que vous aimez les hommes malgré leurs grossiers défauts qui plus est dont vous avez conscience, c'est que vous n'êtes pas normale, à la limite vous feriez mieux de préferez les femmes dont les défauts ou faiblesses sont nettement moins violents ou prononcés.

On aura compris que les tenants de cette idéologie ne supportent pas l'attirance réciproque que peuvent éprouver deux personnes de sexe opposé, dans la mesure où inconsciemment ce rapport intègre ce qui permet de les distinguer, alors que le but de leur propagande consiste à le faire disparaître, à le nier au profit d'un être asexué, asocial, apolitique, bref, sans identité, sans personnalité, sans famille, sans statut, sans patrie, sans passé, présent ou avenir, un simple matricule enregistré au fichier unique du marché planétaire aux esclaves.

L'homosexuel, c'est comme la femme, l'handicapé, le malade, le jeune, le chômeur, le pauvre, le vieillard, l'étranger, l'Arabe, le Noir, l'Asiatique, l'Africain, un être faible ou réputé vulnérable sur lequel les masses ignorantes sont invitées à cogner, à insulter, et ils savent que cela fonctionne à merveille puisque quel que soit son statut il trouvera toujours quelqu'un au statut inférieur au sien auquel s'en prendre.

Ici en Inde je baigne dans un milieu particulièrement pauvre et profondément arriéré, et bien quand ils ont une blague à sortir, elle concernera de préférence plus miséreux qu'eux ou moins intégré encore dans la société, les conducteurs de rickshaw par exemple ou les Katuvasi crasseux ou en guenilles, les indigènes qui vivent en marge de la société dont finalement ils ne sont pas si éloignés que cela. Sinon ceux qui sont issus du même milieu qu'eux et qui sont parvenus à atteindre un statut supérieur, au-delà les autres couches et classes leur semblent inaccessibles pour s'y attaquer et ils y renoncent, c'est ainsi que le riche ou le puissant est épargné.

Connectez-vous au nouvel ordre mondial et déconnectez-vous du monde réel...

- Pour paraître sincère sur internet, attention à l'abus d'emojis.

Un abus de sourires à la fin d'un message a beaucoup plus de sens que l'on pense. Plus besoin de le démontrer: les emojis apparaissent bien souvent comme un complément indispensable aux mots dans les messages que l'on s'échange. Un sourire à la fin d'un texto permet de signifier... Slate.fr

Votre bracelet connecté peut vous sauver la vie.

Grâce aux données de son Fitbit, des médecins ont pu poser le bon diagnostic sur les troubles cardiaques d'un Américain de 42 ans - et lui proposer le bon traitementUn bracelet connecté, ça peut surveiller votre sommeil et vous réveiller en phase avec votre biorythme, vous rappeler de vous bouger Slate.fr

Si vous n'êtes pas encore cinglé, ils vont vous aider à le devenir.

- Vidéo. Comment recréer une invasion extraterrestre en quelques minutes

La chaîne YouTube Shanks FX propose un tutoriel pour tromper voisins et médias.En attendant qu'Hilary Clinton révèle la vérité sur les extraterrestres si elle est élue présidente des États-Unis, les spécialistes des effets spéciaux de Shanks FX proposent un tutoriel détaillé pour recréer une visite... Slate.fr

- Betty Hill, première femme à avoir (soi-disant) rencontré les extraterrestres

Première femme à s'être fait enlever par des extraterrestres en pleine Guerre froide, Betty Hill a posé les bases de l'imaginaire ovni aux États-Unis. En décembre 2015, alors que la course à l'investiture démocrate est largement entamée, Hillary Clinton déclare à un journal local du New Hampshire Slate.fr

- Cet Allemand est fin prêt pour la fin du monde.

Le journal Die Welt a rencontré un survivaliste paré à divers types de catastrophes.Imaginez que les centrales nucléaires d'un pays soient paralysées par une attaque informatique, que tout le réseau d'eau potable d'une ville se retrouve contaminé par des substances chimiques mortelles... Slate.fr

- Envie de regarder des zombies toute la journée? Il y a un site pour ça.

Sur Zombie Go Boom, préparez-vous tranquillement en attendant l'apocalypse zombie.Si vous êtes fans de The Walking Dead, vous vous demandez probablement quoi regarder après cette fin de sixième saison légèrement frustrante. The Wall Street Journal a trouvé une solution pour tous les fans de zombies... Slate.fr

The Wall Street Journal est toujours bien inspiré...

Comme ils sont généreux... ces va-t-en-guerre hystériques.

- Comment le Danemark a empiré la crise des réfugiés.

Le Danemark a joué un rôle précurseur dans la course européenne à l'abîme vers des politiques restrictives et de déviation. En juin 2015, l'alliance entre sociaux-démocrates et sociaux-libéraux a cédé la place à un gouvernement minoritaire formé du seul Parti libéral soutenu par les conservateurs. Slate.fr

Quand le Brexit les rend fébrile...

Cameron est leur porte-parole, il a annoncé qu'il allait faire campagne contre le «Brexit», alors pourquoi ce référendum ? Pourquoi prendre le risque de devoir quitter l'UE juste avant que le traité transatlantique ne soit signé ? Pour que la City dont le statut n'a rien à envier aux paradis fiscaux conserve sa totale indépendance ? Pour éviter d'être mêlé à quel événement à venir ? L'effondrement ou l'implosion de l'UE plus qu'improbable, sauf peut-être au cas où elle serait entraînée dans une guerre contre la Russie toute aussi improbable, mais pas impossible puisqu'ils multiplient les provocations pour y venir et la justifier ?

- Des hugs pour sauver la Grande-Bretagne du «Brexit».

Les Européens sont encouragés à témoigner tout leur amour des Britanniques pour faire pencher la balance du côté d'un maintien dans l'Union lors du vote du 23 juin prochain. Ils ne pourront pas voter, mais ça ne les empêchera pas de s'exprimer. Slate.fr

Un soutien qui n'a rien d'anodin, sauf pour les crétins.

- #NuitDebout, un mouvement parti pour durer

Derrière son apparente étroitesse sociologique, le rassemblement marque peut-être le début de quelque chose qui subsistera au-delà de l'occupation de la place de la République. Slate.fr

- Nuit Debout: les limites d'un mouvement sympathique

Le rassemblement nocturne qui dure depuis la fin du mois de mars devra surmonter les difficultés de la démocratie directe et la tentation de l'entre soi. L'étonnant est que la jeunesse ne se soit pas révoltée plus tôt, d'une manière ou d'une autre. Slate.fr

Ils ont enfin trouvé l'antidépresseur miracle.

- Macron et la figure du sauveur, un grand classique français.

Un grand espoir politique se lève. Il vient d'un camp, mais ne lui ressemble pas. Ça ne vous rappelle vraiment rien? On n'en finira jamais avec cette engeance, l'invention d'un sauveur qui dépassera les vulgarités de la droite et de la gauche et arrachera la France à son blocage dépressif... Slate.fr

Comment ils sélectionnent l'élite intellectuelle qui doit les servir...

- Invitation à une auto-dissolution des intellectuels.

Une remise en cause corrosive du privilège exorbitant des intellectuels, difficilement compatible avec l'exigence de l'égalité démocratique. Pour un suicide des intellectuels... Les intellectuels sont-ils une catégorie anti-démocratique vouée à disparaître? Slate.fr

Médiacrasse.

Enfin ! L'AFP s'impatientait.

- Le PNR européen, nouvel outil anti-terroriste, enfin devant le Parlement

Après cinq ans de débats, le registre européen des données des passagers aériens, dit PNR, doit enfin être voté jeudi par les eurodéputés en plénière, dans une UE en quête de nouveaux outils anti-terroristes après le choc des attentats de Paris et Bruxelles. AFP

En complément.

- Données personnelles : le nouvel accord entre l'UE et les Etats-Unis fait jaser - La Tribune

Propagande et désinformation.

Le Monde formule un voeu à haute voix

- Brésil : faut-il destituer Dilma Rousseff ? LeMonde.fr

- Brésil: Quelles sont les chances que la procédure de destitution de Dilma Rousseff aboutisse? Les députés brésiliens se sont massivement prononcés en faveur de la destitution dimanche... 20minutes.fr

La suite du coup d'Etat fomenté par les Américains

- Brésil : les députés votent en faveur de la destitution de la présidente Dilma Rousseff

Le camp de la destitution l'a emporté par 367 voix, 25 de plus que les 342 requises pour autoriser le Sénat à mettre en accusation la présidente. Francetv info

Le conditionnel des imposteurs.

Grille de lecture.

- Prétendre vouloir limiter le pouvoir des capitalistes sert à camoufler le refus de combattre pour en finir avec le capitalisme et sa soumission à l'ordre établi.

AFP - Invité du Grand Soir 3 ce mardi, Pierre Laurent estime qu'il faudrait "empêcher les paradis fiscaux ou encadrer les salaires des patrons". "Nous sommes les 99% et il faut faire quelque chose de cette force collective", explique-t-il.

"Ça passe par une révolution démocratique pour remettre le monde sur ses pieds. Ça passe par les élections, les mobilisations sociales comme sur la loi Travail ou la prise de parole politique du plus grand nombre comme Nuit debout", conclut Pierre Laurent. AFP 13.04

Comme en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, à croire qu'il ne s'est rien passé au cours des 12 derniers mois dans ces pays, Laurent prend vraiment les travailleurs pour des cons ! C'est le seul argument qu'il lui reste.

Quelle est la différence entre un aveu et un déni ? Cela demeure un complot pour ceux qui l'ignorent.

- Fraude fiscale : Christine Lagarde invite les multinationales à plus de transparence - La Tribune 17.4

Ceux qui veulent sanctionner les banquiers ne peuvent pas s'en passer en réalité.

La pétition que nous ne signerons pas...

- Eva Joly - #PanamaPapers: En finir avec le secret, sanctionnez les banques !

Comme quoi nous ne nous trompons pas d'ennemi, les initiateurs de cette pétition viennent de s'adresser aux députés pour qu'ils s'attaquent aux paradis fiscaux, no comment !

... et pour cause...

- PS, LR et FN unis pour approuver la directive sur le secret des affaires - LeMonde.fr

Un étrange hasard de calendrier avait programmé le vote du Parlement européen sur la directive sur le secret des affaires le 13 avril, dix jours après le début des révélations des « Panama papers » sur les sociétés offshore dans les paradis fiscaux.

Une directive très critiquée, notamment par les journalistes et les lanceurs d'alerte, qui y voient une menace sérieuse contre la liberté d'informer. Mais malgré une pétition signée par plus de 500 000 personnes, les députés européens ont voté à une très

large majorité (77 %) le texte proposé par la Commission européenne.

Les 74 eurodéputés français n'ont pas dérogé à cet unanimité : ils ont approuvé le texte à 81 %. Seuls les 10 représentants d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) et du Front de gauche ont voté contre. Les Républicains, l'UDI, le Modem, Génération citoyens et le Parti radical de gauche ont voté « pour » comme un seul homme (à quelques absences près). La délégation du PS a connu de son côté 3 abstentions, 1 absence et 8 suffrages favorables. LeMonde.fr 16.4

Toutes les pièces du puzzle du nouvel ordre mondial sont en place.

- L'effondrement à venir ne peut être que global - Par Liliane Held-Khawam - arretsurinfo.ch 14 avril 2016

Une élite a décidé que la planète devait être réorganisée. Il est prévu de passer d'un monde structuré autour de nations à un monde intégré dans toute sa complexité autour d'une élite apatride, apolitique, areligieuse et araciale. Une élite transnationale, mondialiste et élitaire base tous ses espoirs sur la technologie et la puissance de la Science. Une myriade de processus regroupés sous des organisations supranationales ont récupéré l'ensemble des activités étatiques, publiques et collectives. (...)

Toute l'évolution de la société est sous nos yeux. Les composantes du puzzle sont étalées au grand jour. Il suffit pour cela de se donner la peine de reconstituer l'image finale. arretsurinfo.ch 14 avril 2016

Syrie ou le déni permanent dénoncé.

- Michel Raimbaud, ancien ambassadeur de France - Tempête sur le Proche et Moyen-Orient» paru en 2015 aux éditions Ellipses. Extrait. :

- Depuis cinq ans, nos politiciens combinards, nos journalistes complaisants, nos intellectuels perdus ou dévoyés participent, à quelques exceptions près, à l'énorme conspiration du mensonge qui fait passer la Syrie souveraine et légale pour usurpatrice et massacreuse, et ses agresseurs et leurs parrains, orientaux ou occidentaux, pour des libérateurs révolutionnaires. Outre l'horreur et l'effroi que soulèvent les images de cette guerre sauvage, comment ne pas avoir la nausée devant l'aveuglement, volontaire ou non, de nos élites qui préfèrent donner du crédit aux mensonges de leurs alliés et protégés criminels plutôt qu'aux témoignages innombrables des victimes qui désignent sans ambiguïté leurs bourreaux ?

Comment ne pas avoir la nausée devant cette complicité assumée, à peine camouflée par une omerta systématique ? Comment enfin ne pas frémir devant cet aplomb et cette bonne conscience bétonnée de nos faiseurs d'opinion ?

Il faut rendre justice à ce peuple martyrisé et humilié. Et la plus élémentaire des justices, la première, est de ne plus couvrir d'un voile de vertu les criminels féroces qui cherchent à détruire au nom de l'intolérance la Syrie tolérante… Assez de mensonges, assez d'hypocrisie, assez de leçons. arretsurinfo.ch 14 avril 2016

En complément.

- Syrie : le parti d'Assad remporte sans surprise « ses » élections législatives - LeMonde.fr

Le parti Baas, au pouvoir en Syrie, et ses alliés ont remporté sans surprise la majorité des sièges du Parlement à l'issue des législatives organisées le 13 avril dans les territoires contrôlés par le régime, selon les résultats officiels diffusés dimanche 17 avril.

5,08 millions des 8,83 millions d'électeurs en capacité de voter se sont rendus dans les bureaux de vote pour choisir parmi les trois mille cinq cents candidats à ces élections — soit une participation de 57,5 %. En Syrie, qui comptait quelque 23 millions d'habitants avant le conflit, 13,5 millions de personnes sont affectées ou déplacées par la guerre, selon l'ONU. LeMonde.fr 17.4

Où va se nicher leur dictature. Un neurone unique ne risque pas de transpirer par contact ou frottement. Voilà qui méritait bien une étude.

On aurait pu intituler cela sexe, drogue, sport, OGM, ONG, réseaux (anti) sociaux.

- Le « manspreading », une arme de séduction ? - LeMonde.fr

Contre

Analysons le terme du débat. Manspreading (littéralement, « l'étalement masculin ») : un mot apparu en 2014 pour désigner la propension – pas si nouvelle – des hommes à écarter les jambes en toutes circonstances. Héritage lointain de la lutte pour l'élargissement du territoire ? Au XXIe siècle, en tout cas, le manspreading a rejoint les conversations téléphoniques et les « frotteurs » au rang des pires calamités des transports en commun. Des blogueurs se déchaînent contre cette attitude jugée machiste, certains proposent des photomontages dans lesquels ils placent un objet ou un animal entre les jambes du fautif. Cette posture véhicule une image très animale, on ne peut plus directe, une volonté d'afficher sa virilité qui ne laisse aucune place à l'élégance, pas plus qu'à son voisin ou à sa voisine.

Pour

Certains hommes assurent que cette posture est avant tout liée à un besoin physiologique de laisser respirer une partie de leur anatomie souvent comprimée et de favoriser ainsi une meilleure ventilation des gonades, ce qui, on le sait, améliore la production de spermatozoïdes. Cette donnée serait-elle inscrite dans l'inconscient collectif ? C'est ce que tend à démontrer une récente étude menée par l'université Berkeley, en Californie. Ses chercheurs ont utilisé les applications de sites de rencontres pour mesurer le succès rencontré par la même personne avec deux photos différentes, l'une avec les jambes fermées, l'autre ouvertes. Conclusion : hommes et femmes sont plus sensibles aux profils qui laissent s'exprimer leur morphologie. De là à conclure que les femmes seraient plus attirées par les hommes adeptes du manspreading, il n'y a qu'un pas… que franchissent les chercheurs de Berkeley. LeMonde.fr 16.4

Vous n'aviez jamais pensé à cela, n'est-ce pas ? C'est que vous êtes mentalement équilibré, c'est rassurant.

Comme quoi on ne vit pas dans le même monde que ces cinglés. Et dire qu'ils paient des chercheurs pour faire ce genre d'études, qui, si elles n'apportent rien à la civilisation humaine participent à sa destruction. Ce serait intéressant de savoir quelle est la proportion des intellectuels qui se livrent à des activités inutiles ou nuisibles à la société, sans doute la majorité d'entre eux, quel gâchis ! Mais ce sont des parasites utiles au régime, surtout quand ils servent à la police de la pensée et des comportements, à culpabiliser, brimer, brider, soumettre les masses à leur ordre infâme et policier.

On emmerde ceux qui voudraient nous empêcher de respirer, au même titre que ceux qui voulaient nous faire taire.

Il est 11h10, il fait 36°C dans la pièce qui me sert de bureau, les deux fenêtres sont ouvertes en grand ainsi que la porte, le ventilateur est à fond à un mètre de mon siège et je transpire, je suis torse nu, je porte juste un short et j'ai le cul et les cuisses trempés, largement écartées pour aérer entre les deux l'objet humide qui me démange et réclame mon attention tellement sa situation est inconfortable, et quand je me mettrai à table en présence de Selvi et Adi j'adopterai la même position, je n'avais pas pensé que cela pourrait les exciter, à vrai dire ce n'était pas vraiment nécessaire ! Et si je préfère encore le scooter à la moto, c'est parce qu'on peut rouler les jambes écartées pour les mêmes raisons.

Et que dire de ces femmes en sari (toutes) qui ne portent pas de culottes, et celles comme Adi qui en plus ne portent pas de soutien-gorge, assurément des perverses, des allumeuses, des nymphos, de grosses salopes quoi, surtout qu'en plus elles ont une partie du ventre à l'air, ah quelles putains !

Hollandries.

Toujours plus bas

- Hollande à 14% de satisfaits, son plus bas niveau depuis son élection - AFP

Manuel Valls, avec 25 % de satisfaits, atteint lui aussi son niveau le plus bas depuis avril 2014...

Mais contrairement à ce qui se passe pour le président, une majorité de sympathisants PS sont satisfaits de M. Valls (54%, - 3 points). AFP 16.4

Vive la démocratie par les urnes ! N'est-ce pas Mélenchon et Laurent.

Revue de presse. Hollande au pilori au lendemain de sa prestation télévisuelle.

- Hollande: "Je poursuivrai jusqu'au bout" les réformes AFP

A David Pujadas qui lui demandait s'il avait encore assez d'autorité pour que la dernière année du quinquennat ne soit pas perdue, le président de la République a répondu sur France 2: "Je poursuivrai jusqu'au bout. Nous avons trois grandes réformes à mener", dont le projet de loi réformant le code du travail. "Je réformerai tous les jours de mon mandat, je l'ai fait dès le premier, je le ferai jusqu'au dernier jour de mon mandat", a-t-il ajouté plus tard. AFP 14.04

- France : malgré les manifs, la loi travail “ne sera pas retirée” (Hollande)

Malgré les nouvelles manifestations ce jeudi contre la loi travail à Paris et dans plusieurs villes de province, le gouvernement n’a pas l’intention de retirer son projet de loi. La mobilisation semble s’essouffler après les annonces faites lundi par le gouvernement en faveur de l’insertion professionnelle euronews.com

- Hollande sur France 2: la méthode Coué vouée à l'échec, selon des éditorialiste

La plupart des éditorialistes de la presse quotidienne sont sceptiques au lendemain de la prestation télévisée de François Hollande relevant avec sévérité que la "méthode Coué" utilisée par le président ne redressera pas son image dans l'opinion. AFP

- Economie, chômage des jeunes, imam de Brest... Trois intox de François Hollande dans l'émission "Dialogues citoyens"

Les propos de François Hollande n'ont pas toujours brillé par leur exactitude, jeudi soir sur France 2 à l'occasion de l'émission Dialogues citoyens. Francetv info

- Hollande, technocrate en manque d'audience

Trois millions et demi (contre 9,9 millions en février) de téléspectateurs ont regardé jeudi soir l?émission "Dialogues citoyens" avec le président François Hollande, selon France Télévisions. Un score relativement faible pour le chef de l'Etat, qui a égrené les réformes déjà engagées sans apparaître comme un leader visionnaire. Liberation.fr

- Le diagnostic optimiste de Hollande boudé par les Français

Les téléspectateurs ont boudé la prestation de François Hollande jeudi soir sur France 2, signe du désintérêt pour le président qui a défendu son action sans changer de cap, en tentant de rassurer la gauche sur ses choix, notamment économiques. Reuters

- Hollande sur France 2 : mauvaise audience TV et sur les réseaux sociaux

L'audience de l'émission de François Hollande sur France 2 jeudi soir, n'a pas été bonne. Les retombées sur les réseaux sociaux non plus. LeParisien.fr

- Tesson - Hollande, le président fantôme

Pour Philippe Tesson, François Hollande s'est montré aveugle sur France 2 face à la réalité des Français. Un président sur la défensive à court d'arguments. LePoint.fr

- Les ressorts d’un président que tout le monde a déjà enterré Dans une société éruptive qui menace de couper la tête de ses dirigeants, François Hollande joue la carte du dialogue citoyen, mais pour quel projet ? LeMonde.fr

- Hollande sur France 2: Le Président n'attire pas les foules et fait trois grosses erreurs 20minutes.fr

- La France « va mieux » : la méthode Coué de Hollande

François Hollande a voulu faire la pédagogie de son action devant quatre Français lors d'une nouvelle émission sur France 2. Public Sénat

- "Dialogues Citoyens": François Hollande très en dessous de la moyenne Dans l'émission Dialogues citoyens jeudi soir, François Hollande est resté attentif aux Français mais a perdu en force de conviction. Il n'a pas compris la mutation de l'économie et déroule une politique d'intentions plus que de réalisations. L'Express.fr

- L'étrange litanie des nécrologies du quinquennat

Il reste un an à François Hollande à l'Élysée. Mais opposants, médias et observateurs ne l'y voient déjà plus après 2017. Slate.fr

En représentant 7,75% des électeurs inscrits, ils n'ont aucune légitimité pour nous imposer la Loi travail (notamment).

- Législative partielle: duel PS-LR pour l'ancien siège d'Ayrault.

Avec 30,41% des voix, Mme Daniel (PS) devance nettement son adversaire de droite, Matthieu Annereau (Les Républicains/ UDI/MoDem), qui obtient 23,54% des suffrages.

Le taux d'abstention s'est établi à 74,51% lors de ce premier tour.

Pour l'emporter au second tour, le PS devra notamment rallier les voix du candidat écologiste, Jean-François Tallio (17,05%), qui relègue le Front national à la quatrième position (11,30%).

La position d'EELV est "très claire", "il n'y a pas de possibilité d'un appel à voter pour une candidate qui soutient le oui au référendum (sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, prévu le 26 juin, ndlr) et qui soutient la loi El Khomri", avait prévenu M. Tallio avant le premier tour. 11 candidats étaient en lice. AFP17.4

Une comparaison flatteuse.

- Emmanuel Macron apprécie être comparé à Tony Blair

Emmanuel Macron sera-t-il le Tony Blair français? L'actuel ministre de l'Économie apprécie la comparaison proposée par le journaliste Andrew Marr, dans une interview donnée à la BBC ce dimanche 17 avril. Le Huffington Post 17.4

Que la Belle et la Bête... immondes meurent.

- Le PS lance sa "Belle Alliance populaire" avec des radicaux et écolos

Le PS a mis sur les rails mercredi à Paris sa "Belle Alliance populaire", avec pour ambition de rassembler les représentants politiques et membres de la société civile se reconnaissant dans la "gauche de transformation". AFP

Les rats colleurs...

- Le PCF accuse le PS de vouloir "planter" la primaire à gauche

Le Parti communiste qui organise vendredi un conseil national devant "clarifier" sa position sur la primaire à gauche, a accusé mercredi la direction du Parti socialiste de vouloir "planter" ce processus en refusant l'organisation de débats publics d'ici l'été. AFP

- 2017: Hollande exclu du second tour, Macron candidat préféré pour représenter le PS

François Hollande ne se qualifierait pas pour le second tour en 2017 quelle que soit la configuration envisagée, selon une enquête TNS Sofres-OnePoint pour le Figaro, LCI et RTL publiée dimanche soir, qui montre également qu'Emmanuel Macron est le candidat préféré des Français pour représenter le AFP

A qui profite le crime ? Qui est à l'origine de cette législation ? Les Américains qui l'appliquent déjà.

- Les eurodéputés adoptent le PNR, nouvel outil anti-terroriste.

Après cinq ans de débats, le registre européen des données des passagers aériens, dit PNR, a enfin été adopté jeudi par les eurodéputés, dotant l'UE d'un nouvel outil antiterroriste après le choc des attentats de Paris et Bruxelles. AFP

- Le maire de Nice veut légaliser la reconnaissance faciale pour l'Euro-2016.

Christian Estrosi, maire (LR) de Nice, a indiqué vendredi avoir écrit au Premier ministre Manuel Valls pour demander la légalisation de l'utilisation de la reconnaissance faciale par les caméras de surveillance avant l'Euro-2016. AFP

- Comment la Belgique a renforcé son arsenal sécuritaire après les attentats.

Après avoir été taxées de laxisme au lendemain des attentats de Paris en novembre, puis de ceux de Bruxelles en mars, les autorités belges sont-elles en train d'opérer un tour de vis sécuritaire ? 20minutes.fr

Vous avez dit syndicalisme ?

- L'ex-patron de la CGT, Thierry Lepaon, recasé par le gouvernement - BFM Business

Qui va prendre la tête de la nouvelle Agence nationale de lutte contre l'illettrisme, transformée en Agence de la langue française et de la cohésion sociale? L'ancien patron de la CGT Thierry Lepaon, qui avait dû abandonner son poste après la polémique sur le coût de son appartement de fonction. Une agence créée sur mesure pour lui permettre de continuer à percevoir une rémunération. Mercredi 13 avril sur BFMBusiness, son successeur Philippe Martinez, trouvait tout à fait normal que Thierry Lepaon soit ainsi recasé.

Et qui va en effet diriger le nouveau Haut commissariat à l'engagement civique? François Chérèque, l'ancien leader de la CFDT. En plein psychodrame de la loi El Khomri et au beau milieu de la négociation sur l'assurance-chômage, le gouvernement avait tout intérêt à faire un geste en direction de la CFDT qui est au coeur des négociations.

Il faut dire que la création d'organismes publics à l'utilité souvent peu évidente est une vraie maladie dans notre pays. Il y avait en France fin 2015 504 agences, instituts et autres établissements administratifs dépendant de l'Etat, en plus bien-sûr des administrations classiques. C'est le cas de Pôle emploi, du CNRS, de l'INA mais aussi de l'Agence des aires marines protégées ou encore de l'Agence pour la garantie des droits des mineurs.

Mais ce n'est pas tout. A côté de ces "opérateurs de l'Etat" comme on les nomme, il y a aussi 500 commissions administratives rattachées à tel ou tel ministère comme le Conseil d'orientation des retraites dépendant de Matignon, ou le Comité de l'environnement polaire rattaché à l'Ecologie. BFM Business

- La CGT en Congrès à Marseille pour réfléchir à son avenir - yahoo.com

Confrontée à la montée en puissance de la CFDT et toujours polluée par l'affaire Lepaon, la CGT va réfléchir à son avenir et son "efficacité" lors d'un congrès à Marseille de lundi à vendredi, qui promet d'être tendu.

"On a besoin d'une CGT qui s'adresse à tous les salariés", insiste Philippe Martinez, secrétaire général du premier syndicat français, 121 ans cette année.

Très présente auprès des CDI, dans les entreprises de plus de 500 personnes, la confédération reconnaît ne pas l'être assez auprès des précaires, des jeunes, des intérimaires. "On a de vrais efforts à faire dans ce domaine", dit M. Martinez.

Faute d'effort, la CGT, qui a obtenu 26,77% des voix lors des élections professionnelles nationales en 2013, risque de passer derrière la CFDT (26% en 2013).

Si le secrétaire général dit ne pas être "obnubilé par cette histoire de représentativité", il n'empêche que la CGT a déjà perdu depuis 2014 des points dans ses bastions historiques, dont la fonction publique, à la SNCF ou chez Orange.

Se pose donc la question de "l'efficacité du syndicalisme, de la CGT", souligne le document d'orientation, débattu au Congrès qui démarre à 14H00.

Ce rituel qui se produit tous les trois ans, est l'occasion de réfléchir à la feuille de route pour les années à venir: il y sera question de l'organisation et de l'évolution de la CGT, de son rapport aux autres syndicats, de sa place dans le syndicalisme européen et mondial, de celle du syndicalisme retraité, de la parité.

Le Congrès est aussi, à plusieurs titres, un test pour M. Martinez, élu en catastrophe en février 2015 après la démission de Thierry Lepaon, épinglé pour le coût exorbitant des travaux de ses bureau et appartement de fonction.

D'une part, comme le prévoit la tradition, M. Martinez sera adoubé par le millier de délégués présents au Congrès. C'est une formalité, mais elle est indispensable pour Philippe Martinez: il y a un an, il n'avait été élu que par une centaine de responsables cégétistes.

D'autre part, il va présenter sa garde rapprochée, le Bureau confédéral, composé de dix membres (cinq femmes-cinq hommes, dont lui-même). Il risque d'y avoir débat.

Enfin, le Congrès doit également élire la cinquantaine de membres de la Commission exécutive, sorte de "Bureau" élargi, également paritaire.

La confédération a du mal à tourner la page Lepaon, qui a "affecté douloureusement tous les syndiqués", relève le rapport d'activité préparé pour le Congrès. "Il y a eu des dysfonctionnements graves sur les prises de décision impliquant l'argent

des syndiqués. Il y a eu une responsabilité collective qui ne peut masquer des fautes individuelles".

L'ex-numéro un, qui n'a plus aucune responsabilité à la CGT, est toujours payé par cette dernière tant qu'il n'a pas trouvé d'emploi. La presse évoque sa nomination à la tête d'une agence gouvernementale pour la langue française.

La CGT Goodyear s'est agacée du "spectacle honteux du reclassement de Thierry Lepaon par François Hollande", se demandant s'il s'agissait d'"une récompense pour service rendu". En outre, elle prévoit de prendre la parole lors du Congrès, sans l'accord de la direction, pour "témoigner" de la condamnation des huit anciens salariés de l'usine d'Amiens-Nord pour la séquestration de deux cadres de cette entreprise promise à la fermeture.

Le projet de loi travail sera aussi omniprésent au Congrès, la CGT souhaitant son retrait. Un nouvel appel à manifester a été lancé pour le 28 avril par sept organisations syndicales, dont la centrale de Montreuil. Mais en son sein, des questions se posent sur l'efficacité de la stratégie adoptée, celle des manifestations et grèves à répétition.

Près de 3.000 amendements ont été déposés par les délégués. Une grande partie porte sur les relations CGT-CFDT: "il y a beaucoup d'interrogations en interne sur le fait qu'on discute avec la CFDT", dit M. Martinez, évoquant "beaucoup de rancoeur": "le soutien de la CFDT à la réforme des retraites en 2003 a marqué. Et puis là, sa position sur la réforme du travail, ça marque aussi". yahoo.com 18.4

Déstabilisation des Etats. Stratégie du chaos et de la guerre.

- La procédure de destitution de Dilma Rousseff est engagée.

La Cour suprême du Brésil a rejeté vendredi une tentative de la dernière chance de la présidente Dilma Rousseff d'éviter la procédure de destitution lancée à son encontre. Le ministre de la Justice, José Eduardo Cardozo, avait saisi la Cour suprême jeudi pour suspendre le vote Reuters

- Amnistie en Macédoine: nouvelle manifestation contre Ivanov, soutenu par Moscou.

Des milliers de personnes ont manifesté jeudi soir à Skopje contre le président macédonien Gjorge Ivanov, exigeant qu'il renonce à amnistier plus de cinquante personnalités impliquées dans un scandale d'écoutes illégales. AFP

- La Russie plus dangereuse que l'EI, assure le chef de la diplomatie polonaise.

Le chef de la diplomatie polonaise Witold Waszczykowski a estimé vendredi à Bratislava que la Russie présente une plus grande menace pour l'Europe que le groupe Etat islamique, "une menace très sérieuse" mais "non existentielle". AFP

- Le FMI prépare son retour en Argentine en septembre

Cette mission d'évaluation sera la première de l'institution financière dans le pays depuis juillet 2006. LeMonde.fr

Opération provocation-répression-récupération...

- Importantes dégradations à Paris en marge du rassemblement Nuit Debout.

Alors que plusieurs centaines de manifestants quittaient la place de la République, jeudi soir, avec l'idée de marcher vers l'Élysée, ils ont été déviés par les CRS vers le centre et le nord de la capitale lorsque des casseurs sont intervenus brisant notamment des vitrines et des véhicules LeFigaro.fr

- Nuit Debout : des casseurs hors contrôle.

La manifestation Nuit Debout a dégénéré hier soir lorsque plusieurs centaines de protestataires ont quitté la place de la République pour des quartiers du nord-est parisien. Des groupes de casseurs ont ensuite affronté les forces de l'ordre et dégradé équipements publics et commerces. M6info

Imposteurs et provocateurs sur fond d'impasse politique.

- Brésil: tension et insultes au vote sur la destitution de la présidente Rousseff.

Les députés brésiliens votaient dimanche soir à tour de rôle pour ou contre la destitution de la présidente de gauche Dilma

Rousseff, accusée de maquillage des comptes publics, lors d'une séance historique et survoltée. AFP

- Nuit debout: Finkielkraut conspué, indignation dans la classe politique.

Les images du philosophe Alain Finkielkraut invectivé samedi soir place de la République ont suscité dimanche des réactions indignées au sein de la classe politique française, la droite dénonçant "l'intolérance" du mouvement Nuit debout. AFP

Haut de page

Le 21 avril 2016

CAUSERIE

On actualisera le site demain. La tonalité sera particulièrement offensive, donc sans concession envers les agents de la réaction, Nuit debout, Mélenchon, la direction de la CGT, le gouvernement et le PS, sans oublier le portail Slate.fr...

Haut de page

Le 25 avril 2016

CAUSERIE

L'art de se coucher. Nuit Debout : Un cauchemar.

Grille de lecture.

- Le constat qu'il faut éviter d'évoquer : Avec l'accord de la Préfecture de police, du ministère de l'Intérieur, de Matignon et de l'Elysée. Ajoutons et la complaisance bienveillante des médias institutionnels.

- Comment faire pour récupérer et détourner les travailleurs, étudiants et lycéens de la mobilisation initiée par des militants de syndicats et de partis ouvriers pour exiger le retrait de la Loi travail ? Faire appel à tous ce que compte le mouvement ouvrier et au-delà de charlatans, d'aventuriers, de gauchistes, de décomposés ou de dégénérés.

C'est qui, c'est quoi ?

- Le DAL (Droit au logement) fut contacté pour réserver l'esplanade de la République auprès de la préfecture. On chercha à baptiser cet « after » manifestant un peu inédit : Nuit rouge ? Trop dur, trop connoté. Ce sera Nuit debout... La suite est désormais connue. Le Point 21.4

- ...le cofondateur du Parti de Gauche se dit convaincu que sa campagne présidentielle est aujourd'hui portée par la fronde anti-loi Travail ou par le mouvement "Nuit debout"... Huffington Post 21.4

Chirac président, non merde, Mélenchon président...

- Parti de gauche. Nuit debout dont certaines commissions sont animées par des cadres de son parti... Le Point 21.4

- A la Nuit debout, les réunions non mixtes des féministes font débat

- La commission « Féminismes » tient une réunion réservée aux femmes et aux minorités de genre, en plus d'une réunion mixte. Ce qui est revendiqué par elles comme un outil d'émancipation politique divise au sein de la Nuit debout, dont les débats se veulent ouverts à tous. LeMonde.fr

Pire que les néolibéraux en somme, bravo !

Révélateur.

- la liste des commissions et ateliers ignore la question du travail, alors même que Nuit debout est né d'une protestation politique et sociale contre un projet de réforme du Code du travail. (Michel Pigenet, professeur d'histoire du travail et des mouvements sociaux - Nuit debout, les enfants des sans-culottes - Le Point 22.4)

Dissolution. - Le « piège » de l'ultrahorizontalité.

Mais pas simple, face à l'infinie possibilité des schémas qui existent, de définir qui peut émettre les propositions, les soumettre, les débattre, les évaluer, puis les voter, si vote il doit y avoir. Et le mouvement arrive désormais à cette phase charnière où deux options s'offrent à lui : il faut soit se structurer, et risquer de faire perdre à Nuit debout son originalité par rapport à un mouvement politique classique ; soit choisir l'horizontalité absolue, au risque de ne jamais rien pouvoir décider. Et de finir par s'essouffler. lemonde.fr 23.4

Nuit Debout aussi l'apprécie.

- Yanis Varoufakis apprécie «beaucoup» Emmanuel Macron. - 20minutes.fr

Pour l'ex-ministre grec, le ministre français de l'Economie est le seul à avoir compris la crise en Grèce…

Emmanuel Macron, un héros pour la Grèce ? Dans une interview accordée à l'Opinion, l'ancien ministre des Finances grec Yanis Varoufakis n'hésite pas à confier qu'il « aime beaucoup, personnellement » le ministre de l'Economie français. « Nous avons travaillé ensemble, c'était le seul ministre français qui semblait comprendre ce qui était en jeu au sein de la zone euro ».

« C'est quelqu'un d'honnête et, en ami, il a essayé de jouer les intermédiaires entre nous [la Grèce] et la troïka de nos créanciers, même si on ne lui a pas permis de jouer ce rôle. Nous partageons la même vision des profonds défauts de la zone euro, de la différence entre productivité et compétitivité », poursuit celui qui avait jusqu'à présent affiché sa proximité avec le prédécesseur d'Emmanuel Macron, Arnaud Montebourg. 20minutes.fr

Ca se fête paraît-il chez les monarchistes.

- Emmanuel Macron présidera les fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans - 20minutes.fr

Emballage sous vide pour marchandise avariée.

- Emmanuel Todd : « Nuit debout contre le grand vide » - Le Grand Soir - 20 avril 2016

C'est le néant !

Lancée de pétitions... à la poubelle.

- Parti de l'émancipation du peuple (ex-M'PEP). - Soutien à toutes les Nuits Debouts, 8 avril

Nous appelons à soutenir cette initiative, à y participer et à signer la pétition lancée par le mouvement Nuit Debout.

Les militants du Parti de l'émancipation du peuple (ex-M'PEP) iront remettre ces pétitions, dans chaque ville, aux citoyens rassemblés sur ces places.

De qui Nuit Debout est-il l'émanation ?

- Entretien de François Ruffin avec Emmanuel Todd sur le mouvement Nuit Debout

Emmanuel Todd : Les jeunes diplômés du supérieur, c'est désormais 40 % d'une tranche d'âge. Ce n'est plus une minorité privilégiée, c'est la masse. Il y a donc un énorme potentiel d'extension du bobo. Et surtout, il faut comprendre, faire comprendre, que les stages à répétition, les boulots pourris dans les bureaux, les sous-paies pour des surqualifications, c'est la même chose que la fermeture des usines, que la succession d'intérim pour les jeunes de milieu populaires. La baisse du niveau de vie, c'est pour toute une génération.

François Ruffin : Mais dans ce mouvement, il y a comme un refus de l'organisation…

Emmanuel Todd : C'est le drame de cette jeunesse : c'est nous, en pire. Les soixante-huitards ont découvert les joies

de l'individualisme, mais ils avaient derrière eux, dans leur famille, une solide formation dans des collectifs : le Parti communiste, l'Eglise, les syndicats. Là, ces générations sont nées individualistes, ce sont des soixante-huitards au carré, quasiment ontologiques. Il n'y a même pas le souvenir de ces collectifs forts. Et la volonté de ne pas s'organiser est presque élevée au rang de religion.

Mais c'est terrible parce que s'ils savaient, s'ils savaient à quel point les mecs en face d'eux, les patrons, l'Etat, le Parti socialiste, les banques sont organisés. Ce sont des machines. Et moi qui suis plutôt modéré, keynésien, pour un capitalisme apprivoisé, je me souviens de la leçon de Lénine : « Pas de révolution sans organisation » ! Le Grand Soir

Précisons la pensée de Lénine incomplète ici et on aura compris pourquoi : Pas de révolution sans théorie révolutionnaire, et pas d'organisation sans programme révolutionnaire, donc qui rompt avec le capitalisme et ses institutions.

Invitation au "voyage"... sur place.

- Voyage au bout de la Nuit debout - par Gearoid O'Colmain - Le Réseau Voltaire 21.4

Le journaliste irlandais Gearoid O'Colmain s'est rendu place de la République à Paris pour y voir le mouvement « Nuit Debout ». À sa grande déception, ce que l'on présente comme une prise de parole citoyenne n'était qu'un rassemblement gauchiste. Ici, loin de voir dans le capitalisme « le stade suprême de l'impérialisme », on déplore les mensonges d'un grand patron, mais on ignore la financiarisation de l'économie et l'on célèbre les coups d'État maquillés du « printemps arabe ».

Gearoid O'Colmain.

Dans son roman Voyage au Bout de la Nuit, Louis-Ferdinand Céline décrivait de manière provocante les soldats qui sont morts durant la Première Guerre mondiale comme des « idiots ». L'écrivain français faisait référence au fait que ces soldats avaient donné leur vie pour une cause qui n'était pas la leur — le massacre futile des pauvres pour le bénéfice des riches. Au long des nombreuses et pertinentes réflexions du livre sur la condition humaine, Céline note combien, dans la modernité, la rue en est venue à constituer le lieu des rêves. « Que fait-on dans la rue, le plus souvent ? On rêve. C'est un des lieux les plus méditatifs de notre époque, c'est notre sanctuaire moderne, la rue ».

Depuis que le gouvernement français a récemment introduit une législation réformant le droit du travail, un nouveau mouvement social « spontané » et sans leadership a pris racine à travers les villes de France — le mouvement Nuit Debout. Comme le suggère son titre, ce mouvement social se déroule pendant la nuit, et l'un de ses slogans est « Rêve Général ! » — un jeu de mots sur le terme « grève générale ». Donc, plutôt que d'appeler à une grève générale afin d'amener le gouvernement à genoux, les activistes appellent à rêver dans les rues !

Le mouvement a pris son envol après la sortie le 23 février du film du journaliste François Ruffin Merci Patron !, un film qui critique la ploutocratie française.

Bien que le film fasse la critique de l'avarice du capitalisme contemporain, il ne traite pas de la relation entre le capitalisme monopolistique, les guerres étrangères de conquête au service de l'accumulation de capital, la lutte des classes et la désinformation médiatique massive.

Le film de Ruffin n'expose pas non plus la complicité de toutes les officines médiatiques françaises dans des crimes de guerre et de génocide au Moyen-Orient et à travers l'Afrique, par la dissémination de mensonges et de désinformation sur le rôle de l'impérialisme occidental dans ces conflits. Il n'y a pas d'évocation du fait que la raison pour laquelle le président de Côte d'Ivoire Laurent Gbagbo s'était fait kidnapper par les forces spéciales françaises en 2010 — son pays bombardé et son image démolie — tenait au fait qu'il avait défié le puissant Club de Paris, le cercle de banquiers français qui contrôlent l'argent de la néo-colonie africaine ; Gbagbo avait proposé que la Côte d'Ivoire imprime son propre argent — un geste courageux qui aurait permis à ce pays riche en ressources de construire sa propre base industrielle, indépendamment d'intérêts coloniaux.

Malgré le fait qu'il se trouve un stand sur la Place de la République affirmant exposer le rôle nuisible de la politique française en Afrique, il n'y a pas de réelles informations sur ce qu'est ce rôle, et aucun des intellectuels pan-africanistes ayant écrit sur le sujet n'a été invité à s'exprimer et à vendre ses livres. Le mouvement Nuit Debout est majoritairement blanc, et de la classe moyenne.

Le film de Ruffin échoue également à démontrer comment les patrons français des industries céréalières ont fricoté avec le terrorisme contre le peuple de Libye quand ils ont secrètement rencontré des traîtres libyens à Paris en novembre 2010, afin d'organiser le bombardement et la destruction du pays le plus riche et le plus démocratique d'Afrique.

La classe dirigeante française n'est pas seulement coupable de la destruction de siècles d'acquis sociaux des travailleurs français, ils sont complices de génocide et de crimes contre l'humanité. Alors pourquoi Ruffin n'en parle-t-il pas ?

Ruffin écrit pour des publications "gauchistes" qui ont soutenu les "rebelles" appuyés par l'Otan en Libye — des rebelles qui étaient en réalité des terroristes d'al-Qaïda au service de l'Otan. En 2011, le mensuel « de gauche » Le Monde diplomatique a publié un article sur la Libye affirmant qu'il n'y avait aucun doute sur la « brutalité du régime », en dépit du fait que tous les crimes imputés au colonel Kadhafi aient été perpétrés par les « rebelles » takfiristes.

Ruffin et les publications malhonnêtes pour lesquelles il écrit sont tous complices du génocide commis par l'Otan contre les peuples des états de l'Hémisphère Sud, du Moyen-Orient et de l'Afrique à l'Amérique latine.

Non, aucune de ces réalités inconfortables n'est décrite dans l'anti-capitalisme de Ruffin. En lieu et place, nous avons des slogans d'extrême gauche, de l'ironie de petit bourgeois et l'occupation écervelée d'une place publique par des jeunes, qui n'ont ni l'éducation ni l'expérience nécessaires pour comprendre les raisons structurelles et les implications profondes de la réforme du travail qu'ils affirment rejeter.

Le mouvement Nuit Debout n'est assurément pas spontané, il ne vient pas non plus de la base et n'est pas sans leadership, ainsi que le prétendent tellement d'observateurs.

Au contraire, il est le résultat de décennies d'analyse politique attentive de la part d'idéologues impériaux étasuniens. Depuis la dissolution non-démocratique de l'URSS en 1991, les États-Unis ont perfectionné une technique de changement de régime communément dénommée comme celle des « révolutions colorées ». La stratégie comprend la cooptation de slogans et de symboles gauchistes pour servir un programme de droite. Lénine et le parti bolchévique avaient plusieurs fois dénoncé Léon Trotsky pour l'utilisation de cette technique contre-révolutionnaire avant comme après la Révolution d'Octobre. C'est désormais devenu l'outil standard de la politique étrangère US. (Cet argument non étayé relève de la propagande destinée à amalgamer les trotskystes en général aux ennemis de la classe ouvrière, méthode chère aux staliniens mais pas seulement, qui vouent une haine farouche aux trotskystes parmi lesquels il y a certes des fripouilles et des gauchistes, parce que le trotskysme incarne encore la lutte pour la rupture avec le capitalisme à laquelle sont justement opposés l'auteur de cet article et les fondateurs ou dirigeants du portail qui publient cet article. Ils saisissent les occasions que leur fournissent les fossoyeurs du trotskysme non pas pour les dénoncer tels quels, mais pour s'attaquer au seul courant politique qui incarne encore le socialisme. Lire plus loin leurs références qui ne laissent aucun doute sur leur nature et leurs réelles intentions, qui n'ont absolument rien à voir avec la cause du mouvement ouvrier qu'ils combattent. - LVOG)

La manipulation de la naïveté et de la rébellion de la jeunesse dans le but de renverser un gouvernement hostile aux intérêts US, ou la création d'un mouvement d'opposition « de gauche » dans les pays impérialistes conçu pour étouffer toute opposition réelle - c'est une stratégie que tout aspirant activiste a besoin d'étudier s'il espère s'engager dans des mouvements capables de réel changement social, politique et économique.

Le mouvement Nuit Debout est dirigé par des petits-bourgeois-Bohème qui ne comprennent pas ou peu le capitalisme contemporain. Le mouvement est organisé selon les mêmes principes que les révoltions colorées appuyées par les USA en Europe de l'Est et pendant le « Printemps arabe » — des slogans vides de sens, des jeux de mots stupides et un infantilisme politique. Bien que nous ne puissions pas encore le prouver, l'usage du poing fermé comme logo du mouvement couplé à celui de slogans débiles rappelle très fortement les stratégies et tactiques de CANVAS, le Center for Applied Non-Violent Actions and Strategies [Centre pour les Actions et Stratégies Non-Violentes Appliquées, NdT], une organisation de formation de la jeunesse proche de la CIA.

La classe dirigeante française a de toute évidence passé plus de temps à lire Marx que leurs prétendus adversaires. Car les alliés objectifs du capitalisme monopolistique en Europe aujourd'hui sont les gens comme François Ruffin et l'autre idéologue éminent de la bourgeoisie gauchiste dans ce mouvement, Frédéric Lordon — qui tous les deux camouflent la nature réactionnaire de leur pseudo-anticapitalisme ou, pour être plus précis, leur « anti-néolibéralisme », avec un mélange de sémantique alambiquée, d'attitude pseudo-intellectuelle et de slogans d'extrême gauche.

Il y a des milliers d'authentiques organisations issues de la base populaire en France, et ils obtiennent une grande part de leurs informations de médias indépendants comme Meta TV, le Cercle des Volontaires, le Réseau Voltaire et beaucoup d'autres. Une réelle analyse du capitalisme est fournie par des organisations communistes telles que l'OCF et l'URCF (Des staliniens en réalité, ils le revendiquent eux-mêmes et ils en sont fiers, à lire dans leurs portails. - LVOG) . Une critique bourgeoise cohérente de l'impérialisme français et européen est fournie par le parti politique UPR (Issu du RPF et de l'UMP, flirtant avec l'extrême droite, Soral, Cheminade, etc. - LVOG).

Les activistes de Nuit Debout parlent d'une « convergence des luttes » alors que des journalistes et des activistes provenant de ces organisations véritablement issues du peuple ont été escortés sous la contrainte hors de la Place de la République et dénoncés comme étant des « fascistes ». Les Antifas sont une organisation qui prétend combattre le fascisme mais passe le plus clair de son temps à attaquer tous les activistes authentiquement anti-impérialistes en souillant leur nom avec l'étiquette « fasciste ».

Les Antifas ont encore été actifs dans le mouvement Nuit Debout où de réels anti-impérialistes français tels que Sylvain Baron ont été forcés de quitter la Place. v

L'auteur de ces lignes avait souligné à plusieurs reprises en 2011 que l'échec de la gauche à comprendre l'idéologie réactionnaire du « Printemps arabe », et le rôle des agences US dans son organisation et son exécution auraient de graves conséquences pour la politique progressiste. Dorénavant, des techniques similaires sont employées à travers le monde afin de criminaliser la vraie opposition anti-capitaliste et créer les conditions d'une dictature militaire. Les alliés objectifs de cette stratégie sont des anti-capitalistes petits-bourgeois comme François Ruffin et Frédéric Lordon ; ce sont des intellectuels putatifs et fantasmagoriques qui brillent dans les rues du monde onirique nocturne et métropolitain si éloquemment dépeint par Céline.

La représentation des guerres d'agression étrangères de l'impérialisme en tant que « révolutions » et « interventions humanitaires », mariée à la défense puérile de concepts vaseux comme « l'Europe sociale » — c'est là le rôle néfaste joué par ces « révolutionnaires » post-modernes, qui sont l'avant-garde de l'impérialisme réactionnaire. Une maladie quand l'auteur de ces lignes l'avait dénoncée en 2011, le pseudo-gauchisme a muté en une sérieuse pandémie planétaire. Si cette forme de gauchisme n'existait pas, l'impérialisme aurait été contraint de l'inventer. Le mouvement Nuit Debout s'étend maintenant à travers le monde. Les médias pseudo-gauchistes présenteront avec zèle ce mouvement comme une évocation mondiale du tableau de Delacroix La Liberté guidant le Peuple alors que malheureusement, il s'agit plutôt d'une sinistre version du Joueur de flûte de Hamelin.

Les soi-disant « anti-fascistes » de ce mouvement dénoncent comme « fascistes » ceux qui exposent les mensonges des médias corporatistes utilisés pour justifier les crimes des guerres étrangères de l'Otan — les guerres étrangères de l'accumulation du capital menées par les mêmes multinationales qui imposent domestiquement l'austérité et la lutte des classes ; mais ce sont eux qui sont les fascistes, ce sont eux qui sont les ennemis de la classe laborieuse !

La confusion idéologique est la grande pathologie politique de notre époque. Céline décrit la guerre et la maladie comme les deux « infinités du cauchemar ». L'écrivain français aurait pu inclure le fascisme parmi les cauchemars cités, la pernicieuse idéologie que son cynisme l'amena éventuellement à embrasser. L'on peut décrire les deux « infinités du cauchemar » contemporaines comme la prolifération de guerres d'agression et le triomphe de la répression capitaliste, due à la maladie politique du crétinisme d'extrême gauche qui a supplanté le mouvement travailliste au cours des 30 dernières années. Jusqu'à ce que notre jeunesse s'émancipe de l'influence pernicieuse de l'opposition sous contrôle et de l'idéologie pseudo-gauchiste — qui fait d'eux les idiots utiles du capitalisme monopolistique plutôt que des révolutionnaires — leur activisme de bon aloi est tragiquement destiné à précipiter le voyage au bout de la nuit de la civilisation. voltairenet.org 21.4

Je m'y suis repris à plusieurs reprises pour répondre à cet article dont je partage en grande partie le contenu, pour finalement préféré l'aborder en partant des différents acteurs auxquels il est fait référence, le mouvement ouvrier et ses partis, les intellectuels qui se prétendent anti-impérialistes (à géométrie variable ou de manière sélective), les néolibéraux et les officines qui relaient leur idéologie.

Les partis ouvriers qui lorgent sur les républicains, les démocrates de droite, les Républicains, le PRG, le PS et le MRC ou des think tanks, instituts (Jean Jaurès) ou fondations (Copernic) qu'ils ont fondés.

Les intellectuels qui s'expriment le plus souvent par l'intermédiaire de portails, composés de souverainistes, de nationalistes, de démocrates chrétiens, de staliniens, de membres proches ou issus, flirtant avec l'extrême droite. (Réseau Voltaire, Comité Valmy, Le Grand Soir, Agoravox, le Cercle des volontaires, Arrêt sur Info, OCF, URCF, UPR, etc). Le Réseau Voltaire va jusqu'àpublier des articles du FN, au nom de la liberté d'expression, sans rire du tout.

Les néolibéraux qui procèdent à un amalgame rouge-brun entre les deux premiers acteurs. (Conspiracy Watch, confusionnisme.info et Cie)

Vous aurez deviné tout de suite quel état le cocu de cette mauvaise comédie : le prolétariat et les militants demeurés fidèles au socialisme.

Qui représentent-ils ?

Les premiers, l'aristocratie ouvrière, la petite bourgeoisie ou certains pans des classes moyennes, les appareils syndicaux corrompus, dont les statuts, les avantages ou les prérogatives sont menacés. La classe ouvrière uniquement dans la mesure où ils en ont besoin pour étayer leur mobilisation.

Les seconds, la couche des capitalistes incapables de s'adapter à la mondialisation ou qu'elle menace d'absorber ou de broyer, ainsi que certaines couches de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes liées à celle de ces capitalistes et qui risquent de connaître le même sort. Leur collusion entre le stalinisme et l'extrême droite traduit leur anti-impérialisme à géométrie variable. La plupart se réclament du CNR. Ils militent pour un capitalisme régulé, réformé qui les épargnerait au détriment de la classe ouvrière à laquelle ils ne peuvent pas s'adresser, d'où leur haine farouche des couches du mouvement ouvrier qui incarnent à des degrés divers le socialisme, les trotskystes de préférence.

Les troisièmes, l'oligarchie financière parmi laquelle le cercle le plus réactionnaire, l'élite intellectuelle à son service.

Les premiers et les troisièmes accusent les seconds de verser dans le complotisme, tandis que ceux-ci pratiquent l'alliance gauche-droite, gaulliste-stalinisme, nationaliste-anti-impérialiste, quant à leurs discours aux relents marxistes ils ne servent qu'à cautionner le stalinisme ou l'allié fidèle de l'impérialisme. Ils reprochent également aux premiers leur imposture, leur gauchisme ou leur alignement sur leur impérialiste, leur rejet de toute alliance avec des partis issus du PCF ou du FN.

Bref, chacun s'emploient à défendre son fond de commerce tout en ajoutant toujours plus de confusion à la situation actuelle, de manière à ce que les travailleurs ne s'y retrouvent pas et que les militants se déchirent de plus belle, pendant que les représentants du régime appliquent la politique dictée par l'oligarchie.

Nuit Debout est l'expression achevée ou caricaturale de la décomposition du mouvement ouvrier qui n'offre plus depuis longtemps déjà aucune perspective politique aux travailleurs, qui avait surfé sur la vague de mai-juin 68 avant son atterrisage forcé au début des années 80, qui devait précéder son écrasement final au début des années 90 symbolisé par l'adoption du traité de Maastricht. Depuis il n'a cessé de se disloquer, processus facilité et accéléré par l'apparition de milliers d'associations le concurrençant, avant qu'Internet et les réseaux dits sociaux consacrent son atomisation finale.

L'avant-garde allait s'avérer incapable de prendre la mesure de ce processus, de sa portée, d'en définir les conséquences à venir ainsi que son orientation ou ses objectifs, et se priver ainsi des moyens d'adapter ou de modifier sa conception de la lutte des classes, ses tâches, qui nécessitaient de façon impérieuse de rompre avec les partis et les appareils syndicaux liés au régime, donc s'interdire de contruire le parti, partis et appareils syndicaux qui au cours de la période suivante allaient s'associer à la guerre idéologique et psychologique menée sur tous les fronts par la classe dominante contre les masses laborieuses, de sorte qu'ils allaient apparaître de plus en plus étrangers aux besoins des travailleurs en s'affichant aux cotés des partis de la réaction, dont le PS.

En complément

https://bourgoinblog.wordpress.com - OCF- Staline, et la direction du Parti Communiste de l'Union Soviétique, conscients de cette problématique se mirent à rédiger des documents essentiels qui nous permettent encore aujourd'hui de saisir la justesse des orientations, avant la guerre autant qu'après la guerre, tant sur le plan politique, idéologique, qu'économique. (Le socialisme, seule alternative au capitalisme - document programmatique de l'OCF -)

http://www.marxisme.wikibis.com - L'URCF est un des groupes oppositionnels au PCF les plus radicaux, proche de Communistes. À l'endroit où d'autres groupes, comme le Pôle de renaissance communiste en France, affirment refuser la criminalisation de l'expérience soviétique, l'URCF défend dans son ensemble l'expérience stalinienne et qualifie l'anti-stalinisme de «révisionnisme». C'est ce «révisionnisme» qui est , selon elle , responsable de la disparition de l'URSS et des États socialistes d'Europe, mais aussi du «déclin» des partis communistes d'Europe.

Elle se revendique aussi de l'héritage du PCF de l'époque stalinienne, c'est -à-dire la politique classe contre classe, le Front populaire, la Résistance et l'anti-colonialisme.

Chronique d'une faillite politique annoncée.

Ceux qui avaient misé sur les intellectuels, ainsi que les couches moyennes ou supérieures du prolétariat ont eu tout faux sur toute la ligne. Ils ont non seulement abandonné la majorité des masses exploitées à leur triste sort, ils les ont livrées désarmées à l'extrême droite ou à des charlatans.

Avant-hier Mélenchon encensait Tsipras, puis une fois la déconvenue passée il s'afficha avec Varoufakis qui fut présenté comme l'antidote de Tsipras, et voilà que le même Varoufakis encense le banquier Macron. Alors là trop c'est trop vont s'exclamer des militants dégoûtés qui ne comprennent plus rien à rien depuis longtemps ou qui n'ont jamais rien compris en réalité.

Et que dire de ces millions de travailleurs qui avaient un jour placé leur confiance dans Mélenchon, ils sortiront brisés, démoralisés de ces expériences douloureuses teintées d'illusions qui devaient s'avérer fatales.

Tout aura été fait délibérément pour casser leur résistance et les détourner de la politique, des partis ouvriers, du mouvement ouvrier. Laissez donc l'oligarchie gouverner à votre place, vous voyez bien que vous n'en êtes pas capables, puisque vous n'êtes même pas foutus de vous doter de dirigeants qui ne vous trahissent pas ou qui représentent réellement vos intérêts, qui ne soient pas corrompus par l'idéologie de la classe dominante au point de favoriser la réalisation de son plan ou d'y collaborer.

Nous ne prétendons pas être vertueux, nous estimons simplement que nous sommes en mesure de diriger la société parce que nous nous appuyons sur ceux qui la font tourner, fonctionner si vous préférez, l'ensemble des travailleurs ou producteurs de richesses, de biens ou de services, manuels et intellectuels, du public et du privé, des villes et des campagnes. C'est très concret,

on ne brasse pas du vent, et l'on sait que l'on ne trouvera un équilibre permettant de vivre en harmonie avec les autres, de s'épanouir sur le plan individuel que nous ne bannissons pas bien au contraire, sachant que c'est le point faible des hommes, que dès lors qu'on se sera débarrassé du capitalisme parce qu'il n'existe pas d'autres alternatives. Ce qui au passage légitime le socialisme, ce qui prouve que ce n'est pas un dogme ou seulement une utopie.

L'interprétation matérialiste et dialectique de l'histoire permet de définir concrètement dans quelle direction peut s'orienter l'humanité à partir des facteurs dominants qui ont façonné son développement, les forces productives et la lutte des classes, selon la classe qui la dirige ou le niveau de conscience et d'organisation de la population laborieuse, c'est donc en dernier ressort la combinaison (ou le rapport) de ces facteurs objectifs et subjectifs qui détermine le destin de la civilisation humaine. Et dès lors qu'on occulte ou nie l'un de ces facteurs, on ne peut plus comprendre la situation et on s'interdit d'agir pour l'orienter dans une direction donnée, il ne nous reste plus qu'à subir le sort que la classe dominante nous a réservé.

Les 1% et les miettes tombées de leur table.

Il y en a qui se gargarisent des 1% qui concentrent les richesses mondiales, au point de vouloir faire croire qu'ils seraient isolés ou seuls à défendre le système économique qui leur a permis de s'enrichir dans des proportions colossales, alors qu'en réalité ils peuvent compter sur le soutien de l'immense majorité de la population qui a des degrés divers en profite également ou en tirent quelques satisfactions, quitte à s'avilir ou à s'abaisser, à accepter d'importants sacrifices, qui ne sont rien à côté de ceux qui sont imposés sans compensation aux couches les plus déshéritées de la société.

Dans bien des cas à notre époque, c'est davantage l'hypocrisie et la cupidité aveugle calquée sur les plus riches que l'ignorance, qui déterminent l'état d'esprit ou le comportement des couches privilégiées des masses exploitées, dont font partie généralement ceux qui parlent en notre nom.

Les 1% qui concentrent l'essentiel des richesses mondiales ont conscience de leurs intérêts et ils sont très bien organisés, ils ne risquent pas de les confondre avec ceux des 99% qui ne le sont pas, à l'exception toutefois de ceux qui bénéficient d'un statut privilègié pour être indispensables à la classe dominante et qui s'identifie à elle, ainsi que ceux beaucoup plus nombreux qui de par le secteur économique dans lequel ils interviennent bénéficient d'importants avantages, reste enfin selon les pays ou leur degré de développement l'immense masse qui subit silencieusement son sort, parmi elle on distinguera ceux qui pour être intégrés dans le circuit de la consommation ou du marché jouissent de ce que la société peut leur offir sans se donner la peine de réfléchir à leur condition ou s'en contentent, et enfin il y a ceux qui cumulent les handicaps et qui de par leur condition profondément arriérée sont incapables de s'élever au-dessus du stade de l'insouciance ou de la résignation.

Parmi les 99%, il y a ceux qui tentent plus ou moins maladroitement d'éveiller à la conscience la population laborieuse sans y parvenir, car animés par une vanité dévorante qui ne cadre pas avec les généreuses intentions qu'ils affichent qui consiste d'abord à camoufler leur propre hypocrisie et cupidité, puisqu'ils n'ont pas l'intention de rompre avec le système économique en vigueur auquel ils doivent leur statut ou condition privilégiée.

Vous aurez remarqué que tous ceux qui s'indignent, s'opposent, se rebellent contre le capitalisme n'entendent pas rompre avec lui, ses représentants, ses institutions, toutes leurs critiques, leurs analyses, tous leurs discours ne servent finalement qu'à cautionner son existence ou conduisent à une impasse politique, ce qui revient au même, il n'y a que la manière de présenter les faits qui varie en fonction des circonstances.

Et quand ils abordent le passé, systématiquement ou presque il leur faut le réécrire, pas forcément en faisant appel à leur imagination, tout simplement en tronquant la réalité et en lui substituant celle qu'ils auront créée, à partir d'une sélection minutieuse de faits qu'ils mettront ensuite bout à bout ou en rapport, de manière à ce que cette version de la réalité colle à leur discours ou cautionne leur interprétation de la situation, leur donnant raison finalement, sinon à quoi bon, puisque c'était leur objectif. C'est ainsi qu'ils roulent pour eux et le régime.

On a vu que le 1% n'était pas si marginalisé que cela, loin de là.

Quand on évoque les acquis sociaux, généralement leurs auteurs évitent soigneusement de rappeler dans quelles conditions ils ont vu le jour, il en va de même de nos droits politiques.

Comme on l'a vu précédemment, on s'aperçoit qu'ils escamottent sciemment une partie des faits, qu'ils recourent à des méthodes malhonnêtes ou de faussaires qui caractérisent leur discours, et qui parce qu'elles le traversent de part en part dévoilent leurs réelles intentions ou leur véritable nature, car avec le temps, qu'ils y soient contraints ou non ils s'en hardissent, ils deviennent moins vigilants, ils vont commettre l'erreur fatale d'aller toujours plus loin dans l'imposture au point de se faire prendre en flagrant délit, bêtement quand ils ne s'en moquent pas sachant que les travailleurs et les militants ont également une mémoire très sélective.

Ce qui explique des forfaitures énormes, comme par exemple réhabiliter Bakounine à la barbe de Marx et Engels qui l'avaient exclu de l'Internationale, ou encore faire du social-patriote Jaurès un internationaliste à la moustache de Lénine et Trotsky, ils en sont

rendus à occulter la Commune de Paris ou la Révolution russe de 1917 au profit de la révolution bourgeoise de 1789 histoire de justifier les liens étroits ou permanents qu'ils ont tissés avec des pans de la réaction, à vanter les mérites du CNR qui n'était rien d'autre qu'une émanation du Front populaire ou la négation de la révolution socialiste pour tenter de briser leur isolement, à ménager ou soutenir, s'encanailler avec des partis figurant dans le camp de nos ennemis depuis un siècle ou presque sous prétexte qu'ils auraient été ouvriers autrefois, donc ne tenant pas compte de leur épouvantable orientation par la suite, de leurs multiples trahisons ou forfaits commis contre la classe ouvrière, allant même après certains événements jusqu'à couvrir les pires impostures commises par la classe dominante en adoptant leur version officielle, ce qui entre nous n'est pas une nouveauté, puisque leurs interprétations des deux guerres mondiales étaient déjà largement falsifiées, on peut même affirmer qu'ils n'ont jamais décrit la laideur extrême du vieux monde ou que leurs discours pour radicaux qu'ils aient pu être, n'ont jamais été à la hauteur de la description sans concession qu'en avaient faite les marxistes, description qui inspirait une haine farouche, infinie, indélébile, définitive ou irréversible du capitalisme.

Les mêmes qui vantent les vertus du CNR sont nostaliques de la IVe République, des "jours heureux", des "Trente glorieuses", bref, des jours de gloire de la France coloniale, miséreuse et des sans abris ! On a bien là l'alliance de l'aristocratie financière et de l'aristocratie ouvrière propre à l'impérialisme décrit par Lénine. C'est elle qui par la suite devait déterminer l'orientation du mouvement ouvrier et sceller son sort. Il ne s'en est jamais remis et il ne s'en remettra pas temps qu'on n'aura pas dressé cet inventaire ou ce bilan honnêtement, car on demeurerait incapable de corriger le tir ou nos erreurs, à jamais une tâche indélébile ternirait le mouvement ouvrier et l'empêcherait de s'élever au niveau de la tâche historique qu'il avait à accomplir.

Contrairement à nos adversaires ou nos détracteurs qui nous traitent en ennemis, on peut comprendre pourquoi, nous ne passons notre temps à refaire l'histoire, franchement soyons sérieux, à notre place on ne voit pas très bien quel intérêt on pourrait en tirer, on préfèrerait de loin à ne pas avoir à la rétablir dans son intégrité car cela dévore beaucoup de temps et d'énergie, pour nous concentrer sur la situation actuelle et son évolution. C'est dans la mesure où le passé refait irrésistiblement surface dans les discours des uns et des autres qu'on se doit de l'aborder à nouveau.

Les intellectuels ne sont pas en reste.

Il y a quelques jours un journaliste géopolitologue a comparé les prestations télévisuelles de Hollande et Poutine pour tout au long de son article encenser Poutine, alors que la condition des masses exploitées en Russie n'est guère meilleure qu'en France, peu importe, il fallait afficher son soutien au représentant de l'impérialisme russe qui serait un bon président pour l'ensemble du peuple russe au point que les travailleurs français pourraient l'envier...

Le plus sérieusement du monde et sans que cela ne choque leurs auteurs, c'est le même portail qui vient de publier deux articles dénonçant à juste titre l'opportunisme hystérique de Nuit debout.

On peut comprendre qu'ils ne trouvent aucune contradiction dans leurs différentes positions, puisque dans aucun des articles publiés par ce portail depuis de longues années vous n'en trouverez un qui soit en faveur de l'abolition du capitalisme.

L'art de tourner autour du pot.

LVOG - Tout sauf l'abolition du capitalisme ou comment cautionner le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne le capitalisme.

La dette illégitime n’est pas une notion technique ou juridique, c’est un concept politique.

LVOG - Un instrument financier destiné à l'asservissement politique des peuples réduit au rang insignifiant de "concept". Changer de "concept" et le capitalisme devient supportable, sa crise, envolée comme par enchantement, CQFD.

"Nous travaillons à la construction d’un large mouvement populaire, conscient, critique et mobilisé" - Le Grand Soir 18 avril 2016

LVOG - Sur quelle orientation, quel axe, quelle ligne, dans quel objectif ? L'abolition du capitalisme ? Quelle horreur mon dieu, tout mais pas cela !

Jérôme Duval est un militant du CADTM, le Comité pour l’Annulation de la Dette du Tiers Monde, créé en 1990 à Liège, en Belgique, et devenu aujourd’hui un réseau mondial.

Quels sont les objectifs principaux du CADTM ?

Jérôme Duval - Tel qu’il est stipulé dans nos textes fondateurs, le CADTM s’engage à favoriser l’émergence d’un monde plus juste dans le respect de la souveraineté des peuples, de la justice sociale, de l’égalité entre les hommes et les femmes. Son travail principal, axé sur la problématique de la dette, consiste en la réalisation d’actions et l’élaboration d’alternatives radicales visant à l’émergence d’un monde basé sur la souveraineté, la solidarité et la coopération entre les peuples, le respect de la

nature, l'égalité, la justice sociale et la paix. Il s'agit de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement insoutenable au Sud comme au Nord et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement durables. (Que du vent ! - LVOG)

La dette fait partie d'un système qu'il s'agit de combattre dans son ensemble mais, pour le CADTM, l'annulation de la dette illégitime ne constitue pas une fin en soi. Il s'agit d'une condition nécessaire, mais non suffisante, pour garantir la satisfaction des besoins et des droits humains. Il faut donc nécessairement aller au-delà et mettre en pratique d'autres alternatives radicales qui libèrent l'humanité de toutes les formes d'oppression : sociale, patriarcale, néocoloniale, raciale, de caste, politique, culturelle, sexuelle et religieuse. (Quelles "autres alternatives radicales" ? La réponse figure plus loin. En étant "soi-même le média", à croire que la conscience politique serait innée, quelle niaiserie ! En recourant au « peuple classe », comme si les "99%" appartenaient à la même classe, pardi, il se trouve que c'est justement l'objectif politique du 1% dissoudre toutes les classes afin qu'elles ne disposent plus de points de repères pour combattre le sort que leurs réserve l'oligarchie. - LVOG)

La dette illégitime n'est pas une notion technique ou juridique, c'est un concept politique (La non convertibilité du dollar en or, l'hégémonie planétaire du dollar, la planche à billets, les instruments financiers mafieux que l'oligarchie a créés dont la titrisation, tout cela ce ne sont que des idées, des concepts, rien de matériel ou de sonnant et trébuchant dans tout cela. Un déni pour justifier leur refus d'affronter le capitalisme. - LVOG) Une dette illégitime est une dette qui va à l'encontre des intérêts de la population, celle-ci n'étant donc pas tenue de la rembourser.

Il est important de rappeler que cette définition repose sur les principes généraux du droit international. (Défini par les maîtres du monde ! Vive l'ONU ! - LVOG) C'est sur ce concept que s'appuient de nombreux mouvements sociaux pour exiger le non-paiement de toute dette considérée illégitime, et celle-ci représente une très grosse partie de la dette publique de nos États, au nom de laquelle les pouvoirs publics appliquent des politiques antisociales d'austérité. (Ce qu'ils défendent en fait ce sont "nos États", ceux que nous devons renverser. Au moins on sait quel camp ils se situent. - LVOG)

Il est dès lors essentiel d'humaniser nos relations au quotidien, de socialiser le savoir et renforcer les expériences et résistances qui se multiplient à l'écart des grands débats médiatiques. Il faut être soi-même le média si l'on veut diffuser les nombreuses victoires de luttes locales qui ne sont pas relayées et même étouffées par les grands groupes médiatiques privés. Ces bonnes nouvelles (voir par exemple le site Bonnes nouvelles en français), aussi petites soient-elles, nous prouvent chaque jour que des alternatives sont possibles, elles œuvrent à la démolition du dogme capitaliste comme quoi il n'existerait pas d'alternatives, le célèbre TINA (« There is no alternative » de Margaret Thatcher) doit mourir. Cette information vitale et subversive peut nous encourager et nous rassembler afin d'élargir les cercles résistants à l'ordre capitaliste oppressif. Bien sûr ce n'est pas évident, mais comme disait Antonio Gramsci, « Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté ». Il faut récupérer les mots sans cesse détournés pour s'adapter au système que nous combattons, afin de parler, de créer, de résister ensemble pour vivre enfin au présent. L'émancipation des peuples passe par sa conscientisation de classe, son unification en tant que « peuple classe » des 99 % contre le 1 % qui l'exploite, mais la prise de conscience ne peut s'opérer sans libérer la parole en acte. (Sauf que "la parole en acte" n'a jamais changé quoi que ce soit, surtout pas la société, seule l'organisation des élément les plus conscients de la classe entraînant toutes les couches exploitées en est capable, cela s'appelle le parti ouvrier révolutionnaire. A-t-on vu un jour une armée combattre et vaincre son ennemi sans commandement, sans hiérarchie, sans discipline, sans tactique, sans stratégie ? Jamais, ces gens-là sont les apôtres de notre défaite annoncée. - LVOG)

Il (le CADTM - ndlr) participe, dans une perspective internationaliste, à la construction d'un large mouvement populaire, conscient, critique et mobilisé. Convaincu de la nécessité de faire converger les luttes émancipatrices, le CADTM international soutient toutes les organisations et coalitions qui agissent pour l'égalité, la justice sociale, la préservation de la nature et la paix. (Nulle part il n'a été question d'en finir avec le capitalisme, on est bien d'accord, on a bien tous lu la même chose, n'est-ce pas ? Ces petits bourgeois veulent juste pouvoir vivre tranquillement sous les cieux prospères du capitalisme, et tant pis si c'est au détriment du prolétariat ici ou ailleurs dans le monde. - LVOG)

Mystification et populisme.

Vive de Gaulle et le capitalisme !

- EDF-GDF. Avec la nationalisation, « la belle France qu'ils allaient faire » ! - François Duteil - Le Grand Soir18 avril 2016

A croire qu'il n'était pas non plus vraiment de gauche.

- En défense de la démocratie brésilienne - République sociale - Le Grand Soir 15 avril 2016

Un coup d'Etat est entrain de se dérouler sous nos yeux au Brésil, sous fond de fortes tensions sociales. La droite, les élites, appuyées par la diplomatie nord-américaine tentent une fois de plus de renverser un gouvernement de gauche, démocratiquement élu. Le Grand Soir 15 avril 2016

Sans blague ?

LO - À bas le secret des affaires ! - 18/04/2016

- Hollande a dit se réjouir des révélations de fraude fiscale par les Panama Papers. Quelle blague !

Les députés du PS, mais aussi ceux des Républicains et du Front national au Parlement européen viennent d'adopter, comme 77 % des députés européens, une directive qui renforce la protection du secret des affaires au niveau de l'Europe.

Ils veulent ainsi camoufler des révélations gênantes pour le grand patronat. Cela montre bien de quel côté se trouvent ces politiciens.

On a vraiment à faire à des abrutis à la direction de LO.

LO ne se demandera pas qui est à l'origine de cette "fuite", encore moins quel cercle de l'oligarchie financière ni pourquoi, dans quelle stratégie économique et politique elle s'inscrit. Normal, puisque LO nie qu'ils aient plannifié l'instauration d'un nouvel ordre mondial qu'ils gouverneraient et qu'ils sont en bonne voie pour y parvenir, parce que cela contredit leur dogme ou leur interprétation figée du capitalisme dont ils ne peuvent pas se passer, car cela les forcerait à revoir leur copie et ils en sont incapables, on allait ajouter sous peine de disparaître mais ce n'est même pas la peine puisqu'ils n'existent pour ainsi dire pas ou ils sont voués à végéter misérablement, ils sont déjà fossilisés.

LO ne se demandera pas non plus pourquoi des médias détenus par des oligarques ou des banquiers ont été choisis par ces derniers pour servir de relais à cette opération destinée à faire le ménage aux seins des couches les plus nantis, pour les mêmes raisons qu'énoncées ci-dessus.

LO s'en prend aux députés européens qui voudraient "camoufler des révélations gênantes pour le grand patronat", il faudrait donc féliciter ces médias et surtout ne pas se poser de questions...

Le plus fort, c'est que des militants en arrivent à identifier la stratégie politique de l'oligarchie financière à la théorie du complot, sans s'apercevoir que ceux qui procèdent à cet amalgame sont justement des porte-parole de ses idéologues, pas seulement puisque les dirigeants de la plupart des partis ouvriers ont adopté cette version officielle à la suite des partis institutionnels.

Nier l'existence de cette stratégie politique qui détermine l'orientation du capitalisme mondial depuis le début des années 70, et donc les mesures politiques qui l'accompagnaient, devait aboutir à la confusion à laquelle nous assistons ou à la situation inextricable dans laquelle nous nous sommes mis dont nous ne sommes pas prêts de sortir malheureusement. Nuit Debout en est l'expression achevée ou la caricature.

Y a plus qu'à ! Ah ben c'est con, cela ne marche pas comme ça. Merde, je ne comprends plus rien. Cherche pas, c'est normal si tu les écoutes.

NPA - Paradis fiscaux et banques françaises : Oudéa menteur, Sapin enfumeur, socialisation des banques - Jeudi 7 avril 2016,

- ...il faut en finir avec ce système bancaire accros aux paradis fiscaux : Crédit agricole, Crédit mutuel, etc. y ont tous des filiales. Les banquiers démontrent jour après jour à quel point ils sont capables de commettre des délits dans le seul but d'augmenter leurs profits, il faut donc socialiser le secteur bancaire en expropriant les gros actionnaires sans indemnité pour aller vers un monopole public bancaire. C'est un point de passage nécessaire pour casser cette logique capitaliste dont salariés, chômeurs, jeunes, retraités, payent les conséquences.

Il faut, il faut, il faut, ils n'ont que cela à la bouche les uns et les autres, mais quand on leur demande comment ils comptent s'y prendre, là il n'y a plus personne pour vous répondre. Remarquez bien qu'ils sont très forts pour dresser des plans sur la comète, mais quand il s'agit d'aborder les moyens à mettre en oeuvre pour réunir les conditions qui permettraient d'envisager sérieusement la possibilité de changer la société, là il n'y a plus personne, ce qui somme toute est normal puisqu'en niant que la crise du capitalisme (qui est bien réelle) servirait les desseins de la stratégie des néolibéraux ou qu'elle ferait l'objet d'une manipulation de leur part pour atteindre un autre objectif, ils s'interdisent de se donner les moyens de la combattre, sans imaginer un seul instant que perdre la guerre idéologique devait conduire à perdre la guerre de classes.

Dire que les banquiers commettraient des délits est en dessous de la réalité ou ne rend pas compte de la situation exacte. La preuve ci-dessous.

Qui a dit ?

- « Nous ne devrions pas permettre que le fait de ne pas payer d'impôts soit légal »

- les lois sont trop souvent « mal conçues » et « permettent aux gens ayant assez d'avocats et de comptables d'échapper aux responsabilités auxquelles les citoyens ordinaires doivent se soumettre ».

Réponse : Barack Obama quelques jours après la publication des « Panama papers ». (La justice américaine ouvre une enquête sur les révélations des « Panama papers » - LeMonde.fr 20 avril 2016)

C'est quoi un système qui permet légalement à certains de se jouer de la légalité ? Un système mafieux. Merci à Obama de l'avoir confirmé.

Les militants le nient, normal, ils savent ces choses-là mieux que tout le monde ! Ils arrivent même à lire dans Le capital de Marx ce qu'il n'y a jamais figuré. Et pour cause, jusqu'à son époque les banquiers s'étaient contentés de magouiller avec l'argent de leurs clients dans leurs dos, ils n'avaient pas poussé le bouchon jusqu'à créer de la monnaie à partir de rien.

D'1% à l'autre : C'est l'impérialisme !

- Militantisme : les partis sont à l'agonie.

Exit les partis de masse, la grande époque où le RPR et le PCF revendiquaient 500 000 à un million d'adhérents. Aujourd'hui, c'est l'heure des basses eaux. Entre le PS (135 833 militants, mais 86 171 vraiment à jour de cotisation au 1er janvier), les Républicains (238 208 à jour au 1er janvier), le FN (84 000, mais 57 000 à jour au 1 er avril), le PCF (70 000 à jour environ), le MoDem (14 000), le Parti de gauche (8 000), les Verts (4 000 à 5 000 en 2015), à peine 1 % des Français de plus de 18 ans ont leur carte dans un parti.

C'est l'un des symptômes du rejet massif des électeurs envers la classe politique. La raison ? Le sentiment que les querelles d'hommes ont pris le pas sur le débat d'idées et que les partis ne sont plus que des écuries. leparisien.fr 23.4

Le titre est un clin d'oeil à la définition de l'impérialisme de Lénine...

Mystification. Vous avez le président que vous méritez, il est à votre image.

Hollande et le PS seraient devenus soudainement le 12 mai 2012 au soir les chantres de la réaction sur toute la ligne, et évidemment absolument rien ne permettait de le percevoir ou de le soupçonner avant, qui peut le croire ?

Entendu au Congrès de la CGT à Marseille

Au Congrès CGT de Marseille, les militants ont critiqué avec véhémence François Hollande, à la "solde de la finance", évoquant une "rupture" avec le président de la République pour lequel le premier syndicat français avait appelé à voter en 2012.

"Trahison": sur la tribune du palais des Congrès de Marseille mais aussi dans les couloirs, le mot est répété à l'envi par les militants dès qu'on évoque le chef de l'État.

"Il est sur des régressions sociales permanentes en direction de ceux qui lui ont fait confiance. La CGT a appelé à voter pour le candidat Hollande et c'est d'autant plus dérangeant, car elle a ainsi contribué à son élection. Et maintenant on est trahi", résume David Gistou, secrétaire général de l'Union départementale de l'Aveyron, interrogé par l'AFP.

"Il y a eu le discours du Bourget (du candidat Hollande, ndlr), les gens y ont cru. On s'aperçoit que c'est encore pire que la politique libérale de Sarkozy. C'est d'autant plus douloureux que ça vient d'un gouvernement dit de gauche", relève de son côté Lina Desanti (Tarn-et-Garonne). "Le candidat "ennemi de la finance" se montre au service du Medef."

"On ne l'a pas élu pour avoir la loi El Khomri", relève Jacques Bugon (La Réunion). yahoo.com 21.4

De deux choses l'une ou les deux à la fois, soit on a à faire à des abrutis finis pour n'avoir rien vu venir, soit se sont des vendus qui espéraient secrètement que Hollande les épargnerait, mais pas les autres couches de travailleurs dont le sort les laisse indifférents. Ils ont leur place à Nuit Debout...

Hollande ou quand un parangon de vertu a enfin trouvé un biographe à sa mesure.

- François Hollande, l'un des leaders mondiaux les plus influents, selon Time - Figaro.fr

Le philosophe Bernard-Henri Lévy, chargé de rédiger le court portrait du chef de l'État, salue «un grand leader mondial».

«Quoi que nous puissions penser de Hollande sur le front intérieur, pendant quatre ans, il a agi comme un grand leader mondial. Cela n'est une opinion. C'est un fait». Cette affirmation, signée Bernard-Henri Lévy, vise à décrire l'actuel chef de l'État français. François Hollande figure en effet dans la liste annuelle dressée par l'hebdomadaire américain Time des 100 personnes les plus influentes du monde. Il fait ainsi partie d'une liste de personnalités qui incarnent, selon le magazine, «une avancée: ceux qui brisent les codes, les records, les silences, les limites, pour révéler ce dont nous sommes capables».

Le philosophe - sollicité par le magazine américain, indique-t-il au Figaro - a ainsi été chargé de rédiger le court portrait présentant le président français. Un texte pour le moins élogieux, à travers lequel il qualifie Hollande «d'anti-Obama»: «l'un se tient en arrière-plan, l'autre dirige de devant». BHL explique que François Hollande «a été au premier plan des questions internationales» telles que la guerre en Syrie ou «la propagation du terrorisme en Afrique». Il rappelle qu'en août 2013, la France était prête à faire «comprendre à Bachar el-Assad qu'il avait franchi la ligne rouge» en utilisant des armes chimiques contre les rebelles. «Si Obama n'avait pas tout arrêté, si la position de Hollande avait prévalu, le monde serait peut-être différent. L'armée d'Assad aurait peut-être battu en retraite dans ses casernes; Daech aurait peut-être été tué dans l'œuf.» Figaro.fr 21.4

La décomposition atteint le sommet de l'Etat.

- Hollande : l'opération reconquête a commencé

Le président, en berne dans les sondages, va-t-il se représenter en 2017 ? Rien n'est moins sûr. En attendant, ses proches s'organisent. LePoint.fr

- Emmanuel Macron : le divorce semble consommé avec François Hollande

Rien ne va plus entre le chef de l'Etat et le ministre de l'Economie. Ce dernier multiplie les phrases qui déplaisent à François Hollande. Francetv info

- Emmanuel Macron déclare ne pas être «l'obligé» de François Hollande puis rétropédale Celui qui vient tout juste de lancer son mouvement « En marche » revendique sa liberté politique… 20minutes.fr

- ISF : Macron titille à nouveau Valls

Emmanuel Macron s'attaque à l'ISF dans la revue "Risques". La prise de position agace dans le camp socialiste, à commencer par Manuel Valls. Macron sur l'ISF : "Il ne faut pas empêcher les gens de s'enrichir" Francetv info

- Meeting de «Hé, oh, la gauche»: Emmanuel Macron snobé par Stéphane Le Foll?

Le mouvement initié par Stéphane Le Foll sera officiellement lancé lundi 25 avril... 20minutes.fr

- Woerth (LR) à Macron: "Chiche, vas-y Emmanuel, supprime l'ISF" - AFP

- Cambadélis tacle Macron sur Twitter après ses déclarations sur l'ISF

Le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a taclé sèchement le ministre de l'Economie jeudi dans un tweet, après ses déclarations sur l'ISF, estimant que "le jeu" n'est pas "d'être compatible avec Alain Juppé mais de l'empêcher de gagner"... AFP

- Le Drian recadre Macron: "il faut jouer collectif sinon on ne gagne pas"

Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a appelé jeudi le ministre de l'Economie Emmanuel Macron à "jouer collectif" au sein du gouvernement et François Hollande à "se préparer" au "combat" pour la présidentielle de 2017. AFP

- Gouvernement : Macron poussé vers la sortie

En petit comité, François Hollande commence à s'agacer des insolences de son jeune ministre et surveille ses embardées. « Il se rend compte que Macron ne lui a pas tout dit... LeParisien.fr

- PS: des adhérents saisiront la justice si une primaire n'est pas organisée

Trois adhérents du Parti socialiste somment le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis de réunir "avant le 6 mai" un

Conseil national fixant le calendrier et les modalités d'organisation de la primaire prévue par les statuts du parti, menaçant au besoin de saisir la justice. AFP

Racisme d'Etat déguisé.

- Le débat sur l'islamophobie relancé

Il est revenu sur la table après l'appel à boycotter les marques qui proposent des « vêtements islamiques » et les propositions de bannir le voile des universités. LeMonde.fr

En famille à l'extrême droite.

- Marine Le Pen inquiète 64 % des Français...

Selon un sondage BFM TV, un tiers des personnes interrogées jugent que la présidente du FN "a la stature d'un président". Et 36 % la trouvent "honnête". LePoint.fr

... mais pas Macron...

- Présidentielle: Macron en tête à gauche, selon un sondage

Le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, est la personnalité de gauche préférée des Français pour l'élection présidentielle de 2017, selon un sondage Viavoice pour Libération publié jeudi. AFP

Quand on vous disait qu'ils étaient d'extrême droite...

- Manuel Valls fait du Marine Le Pen, c'est elle qui le dit

Marine Le Pen et Manuel Valls se posent-ils la même question à propos de la compatibilité de l'islam avec la République? C'est en tout cas ce que pense la présidente du Front national en faisant le rapprochement entre un livre qu'elle a publié en 2006 et les récentes déclarations du premier ministre dans Libération. Le Huffington Post

Même en famille à droite ils sont minoritaires.

En oligarchie quel que soit les résultats d'une élection, vous serez élu puisque ce n'est pas vous qui gouvernez.

25,08%

- Départementale partielle en Meuse: éliminé, le PS appelle à "faire barrage" au FN

La fédération PS de Meuse, dont les candidats à l'élection départementale partielle de Saint-Mihiel ont été éliminés dimanche par l'UDI et le FN, a appelé lundi à "faire barrage à l'extrême droite" au second tour.

"Considérant que le Front national et ses candidats représentent un danger pour notre territoire et notre pays, nous appelons les électeurs de ce dimanche 24 avril, en conscience et en responsabilité, à se mobiliser pour faire barrage à l'extrême droite", explique la fédération PS de Meuse dans un communiqué.

Avec 39% de participation, les 20,02% de voix recueillis par le binôme Séverine François et Thibaut Villemin ne leur permettent pas de se qualifier pour le second tour.

Ce sont les candidats de l'UDI, arrivés en tête avec 41,16%, et ceux du FN (38,81%) qui s'affronteront dimanche 24 avril. AFP

41,16% + 20,02% de 39% = 23,86%

Au second tour dimanche 24 avril l'UDI l'a emporté avec 57,8 % des voix le taux d'abstention s'est réduit à 56,6%, il a donc été élu avec 25,08% des inscrits

14,27%

- Le PS remporte la législative partielle en Loire-Atlantique - Le Monde.fr avec AFP

- Législative partielle en Loire-Atlantique : victoire du PS avec 55,44% des voix - lefigaro.fr

Avec 55,4% des voix, Karine Daniel devance son challenger de droite Matthieu Annereau (Les Républicains/UDI/MoDem), qui a recueilli 44,56% des suffrages dans cette circonscription aux mains de la gauche depuis près de 40 ans, lors d'un scrutin marqué par une très forte abstention (74,23%). lefigaro.fr 24.4

Commentaire d'internaute

- Obtenir 55,44 % des suffrages exprimés avec 74,23 % d'abstentions c'est représenter 14 % des inscrits.

La nouvelle député a donc été élue à minima mais revendiquera une très grande victoire pour la gauche rassemblée. Il fallait le dire et ils l'ont dit !

Nous sommes donc dans un système ou les représentants de 14 % des électeurs font la loi !

Un tel système doit bien porter un autre nom que démocratie. Lequel ?

L'oligarchie.

L'oligarchie, c'est aussi cela.

- L'extrême droite en tête de la présidentielle en Autriche Reuters

Le candidat de l'extrême droite autrichienne, Norbert Hofer, est arrivé dimanche largement en tête du premier tour de l'élection présidentielle, montrent les projections de la chaîne publique ORF.

Avec 36% des suffrages, il devance les candidats indépendants Alexander van der Bellen et Irmgard Griss, respectivement crédités de 20% et 19%.

- Le taux de suicide explose aux Etats-Unis Libération.fr

Presque toutes les tranches d'âge et tous les groupes ethniques sont touchés. Isolement, crise économique et exigence de performance expliquent ces chiffres.

Entre 1999 et 2014, le taux de suicide a augmenté de 24% aux Etats-Unis, selon une étude des Centers for Disease Control and Prevention (CDC), la principale agence gouvernementale américaine de santé publique. Ainsi en 2014, 42 773 personnes ont mis fin à leurs jours, contre 29 199 en 1999. On compte désormais 13 suicides pour 100 000 habitants, le chiffre le plus élevé depuis 1986. Libération.fr 24.4

Quel monde de "cons" ! Le leur.

- L'invasion des «métiers à la con», une fatalité économique? slate.fr

Alors que la technologie devait nous libérer du travail, l'économie contemporaine crée toujours plus de «métiers à la con» que ceux qui les exercent savent parfaitement inutiles, déplore l'anthropologue David Graeber. Ou pourquoi la semaine de 20 heures est encore loin.

Dans cet article intitulé «A propos du phénomène des jobs à la con», le chercheur rappelle en introduction que le progrès technologique a toujours été vu comme l'horizon d'une libération du travail, mais que cet horizon s'est constamment éloigné à mesure que les progrès devenaient tangibles. En 1930, le célèbre économiste John Keynes estimait dans une fiction futuriste qu'on pourrait se contenter de travailler 15 heures par semaine un siècle plus tard et que d'ailleurs, on s'ennuierait tellement que le principal problème collectif serait de répartir le travail.

Or, le progrès n'a fait depuis que nous donner des raisons supplémentaires de travailler, dans des métiers que même ceux qui les occupent trouvent parfois profondément inutiles.

Les bullshit jobs de l'auteur appartiennent au secteur des services: les fonctions dites de support et les services aux entreprises (ressources humaines, management, droit, qualité, finance, communication, conseil, etc.) et plus largement les emplois

de bureau, de l'employé administratif au manager:

«Nous avons pu observer le gonflement, non seulement des industries de "service", mais aussi du secteur administratif, jusqu'à la création de nouvelles industries comme les services financiers, le télémarketing, ou la croissance sans précédent de secteurs comme le droit des affaires, les administrations, ressources humaines ou encore relations publiques.»

Des gens qui, au-delà des 15 heures de travail efficace hebdomadaire, passent selon lui «le reste de leur temps à organiser ou aller à des séminaires de motivation, mettre à jour leur profil Facebook ou télécharger des séries télévisées».

David Graeber est bien conscient que personne n'a la légitimité pour décider quels boulots sont utiles et quels boulots sont «foireux». Il ne s'agit même pas d'une distinction entre travail productif et improductif, mais plutôt entre travail socialement utile et travail vidé de sens. D'ailleurs, comme il l'observe, un métier est d'autant moins payé qu'il est utile à la société.

«Que se passerait-il si toute une classe de gens devait simplement disparaître?», se demande-t-il. A ce jeu là, ce ne sont évidemment ni les postes les mieux rémunérés ni les plus éloignés de la production qui viennent immédiatement à l'esprit: plutôt les éboueurs, les enseignants, les mécaniciens ou les infirmiers.

La critique de David Graeber est en fait moins économique que sociétale. L'auteur n'est pas anarchiste pour rien: il critique en fait le principe même de la division du travail, que d'autres considèrent comme étant justement le ciment de la cohésion sociale, dans la mesure où elle rend les individus plus interdépendants.

L'auteur précise d'ailleurs que les toiletteurs d'animaux de compagnie, les babysitters ou les livreurs de pizzas qui travaillent la nuit n'existeraient pas si les gens avaient du temps pour s'occuper de ces tâches. Or, ce qu'on vit va dans le sens contraire: nous allons vers un stade ultime de la division du travail social.

Graeber pense que l'explication de ce paradoxe des bullshit jobs n'est pas économique: elle est politique. C'est parce que «la classe dirigeante a réalisé qu'une population heureuse et productive avec du temps libre était un danger mortel» que le travail inutile continue à prospérer.slate.fr 24.4

Etat policier.

- Euro-2016 et Tour de France: le gouvernement veut prolonger l'état d'urgence - AFP

Le gouvernement français a décidé mercredi de prolonger de deux mois supplémentaires l'état d'urgence en vigueur depuis les attentats du 13 novembre pour couvrir la période de l'Euro-2016 de football et du Tour de France cet été face à la menace terroriste. AFP

- Lille : la police défonce la porte du local de la CNT. - Liberation.fr

Selon le procureur, les policiers agissaient en flagrant délit à la suite de violences sur un agent de la force publique, mais sans donner aucune précision sur leur nature. Liberation.fr

- Installation de portillons de sécurité dans des collèges des Bouches-du-Rhône. - LeMonde.fr

Les clôtures et portails des collèges du département sont également renforcés, et la vidéosurveillance développée. LeMonde.fr

Quadrillage policier du pays.

- Terrorisme: Cazeneuve muscle le GIGN et le RAID face aux risques d'attentats

Sept nouvelles antennes GIGN et Raid, effectifs renforcés, fin des frontières police/gendarmerie: le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a dévoilé mardi le "schéma d'intervention" censé mettre les unités d'élite en ordre de bataille en cas d'attentat de masse.

Bernard Cazeneuve a également annoncé un renforcement des moyens. Quatre nouvelles antennes régionales du GIGN verront le jour à Nantes, Tours, Reims et Mayotte, s'ajoutant à celles qui existent à Dijon, Orange et Toulouse.

Ainsi que trois nouvelles antennes du Raid à Montpellier, Nancy et Toulouse (en plus du GIGN) qui s'ajoutent à celles de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nice, Rennes et Strasbourg.

La BRI, composée actuellement plus de cent hommes, verra ses effectifs doubler.

Selon Beauvau, "l'ensemble des agglomérations et territoires les plus sensibles sera ainsi couvert à bref délai".

- Militaires français morts au Mali: hommage national la semaine prochaine - BFMTV Deux soldats français sont morts des suites de leurs blessures provoquées par l'explosion d'une mine, mardi, dans le nord du Mali, qui avait déjà coûté la vie à l'un de leurs camarades. BFMTV

- Cazeneuve déplore une campagne "irresponsable" contre la police - Reuters

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a dénoncé mardi des "campagnes irresponsables et médiocres" contre la police, faisant allusion à une affiche d'une branche de la CGT déplorant des violences policières. Reuters

Chasse aux sorcières.

- Mathieu Laine - Motion de défiance au racolage anti-libéral de "Cash investigation" - LePoint.fr

Pour l'essayiste Mathieu Laine, l'émission d'Élise Lucet diffusée sur France 2 est clairement anti-libérale, alors que le service public se doit d'être neutre. LePoint.fr

Tirez la chasse !

Sa Majesté Cyril Hanouna ! - LePoint.fr

Dans la rubrique défoncez-vous et ne pensez à rien d'autres.

- Le Canada veut légaliser le cannabis au printemps 2017 - LeMonde.fr Cette annonce fait suite aux grandes lignes tracées début décembre par le premier minsitre, Justin Trudeau, dans son discours de politique générale. LeMonde.fr

- Vers la dépénalisation du cannabis au Mexique - euronews.com

Enrique Peña Nieto vient d'ouvrir une brèche dans la loi mexicaine anti-cannabis. Longtemps opposant à tout adoucissement de la loi, le Président de droite a changé d'avis. euronews.com

Bienvenue en oligarchie

- Vos gènes déterminent le moment de votre premier rapport sexuel

Une étude pointe du doigt l'impact de la génétique sur nos comportements sexuel et reproductif. Non, l'âge que vous aviez lors de votre premier rapport sexuel n'est pas le simple fruit des circonstances. Ce moment précis, nos gènes l'ont déterminé à hauteur de 25%... Slate.fr

- Femmes journalistes et hommes politiques, épisode 2 - Liberation.fr Le harcèlement sexuel est un sujet important: nous invitons les journalistes qui souhaitent s'en emparer de mener des enquêtes basées sur des faits recoupés. Liberation.fr

- Education nationale : Najat Vallaud-Belkacem annonce son plan de la lutte contre la pédophilie - Public Sénat

La ministre de l'Education nationale a énuméré ce vendredi plusieurs mesures pour renforcer la lutter contre la pédophilie dans l'Education nationale. Najat Vallaud-Belkacem a rappelé son attachement à la « loi Villefontaine » adoptée en début du mois : une législation jugée « dangereuse et inapplicable Public Sénat

Une obsession chez ces sauvages.

Une photographe belge capture l'intimité d'un couple de lions mâles

L'avocate de profession, premier prix du Wildlife Discovery of the Year, a publié sur son site six clichés des deux félins, réunis dans une série baptisée «True Love».

Les lions font partis des 450 espèces parmi lesquelles l'homosexualité a déjà été décrite par les scientifiques.

Des ébats entre lions mâles avaient déjà été décrits par les scientifiques. L'homosexualité des animaux sauvages est en réalité connue chez au moins 450 espèces. Interrogé par le Guardian Liberty Voice, le zoologiste Petter Bøckman rappelle que l'hétérosexualité exclusive n'a été démontrée chez aucune espèce à reproduction sexuée.

Observée dans la nature comme en captivité, l'homosexualité animale apparaît donc de plus en plus comme une donnée tout à fait naturelle, rendant l'un des arguments phare des opposants aux droits des homosexuels de plus en plus bancal. Slate.fr

Commentaire d'un internaute:

- "six clichés des deux félins réunis dans une série baptisée «True Love»"

J'imagine que les relations normales (hétérosexuelles) ne sont donc pas du véritable amour, il faut s'enculer pour connaître "le vrai amour" !

Guerre idéologique sur tous les fronts

- Faut-il confier le choix du prénom de son enfant à des professionnels?

Certaines agences spécialisées dans le «naming» ont trouvé une nouvelle clientèle: les parents anxieux de l'avenir de leur enfant.Quand ils choisissent un prénom pour leur enfant, les futurs parents souhaitent affirmer leur individualité en se démarquant des choix des autres parents. C'est ce Slate.fr

- Et si les inégalités face à l'orgasme étaient aussi d'ordre anatomique?

Pourquoi certain(e)s jouissent facilement, et d'autres pas? Parce que les orgasmes sont des phénomènes complexes impliquant des facteurs psychologiques, physiologiques et anatomiques, nous disent les chercheurs.À peu près 80% des femmes et 20% des hommes rencontrent des difficultés quelconques à Slate.fr

- On sait pourquoi la voix de Freddie Mercury était extraordinaire

Des chercheurs ont réalisé une analyse acoustique poussée du spectre vocal du chanteur de Queen.Une équipe de scientifiques européens vient de publier une analyse acoustique poussée de la voix de Freddie Mercury dans la revue Logopedics Phoniatrics Vocology. Pour leur article sur la fréquence vocale Slate.fr

- Shakespeare aurait voté contre le Brexit, c'est certain

Toute sa vie, l'auteur, dont on fête le 400e anniversaire de la mort, a combattu nationalisme et xénophobie.Shakespeare, dont on fêtera le 400e anniversaire de sa mort ce samedi 23 avril, doit se retourner dans sa tombe alors que le débat sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne Slate.fr

- Ce clavier qui permet de jouer du Finkielkraut va égayer votre weekend

Ce clavier va vous rendre hilare -comme il amuse l'Internet francophone depuis 24 heures. Il permet de jouer du Kylie Minogue («Can't get you out of my head») avec de petites interjections du philosophe Alain Finkielkraut, prononcées lors de son éviction de la place de la République... Slate.fr

- Comment les entreprises tentent de se protéger des lanceurs d'alerte

Pour se prémunir de fuites de documents par des lanceurs d'alerte, les entreprises ont recours à de nouveaux logiciels, du profilage et à de l'analyse comportementale. Slate.fr

- Fini le clickbait, Facebook veut vous offrir un fil d'actualité sur-mesure

Le réseau social va modifier son algorithme afin d'afficher sur votre fil d'actualité uniquement des articles sur lesquels vous passez du temps. Si vous utilisez Facebook depuis un moment déjà, alors vous savez mieux que quiconque que les fonctionnalités du réseau social ont tendance à évoluer... Slate.fr

- Les Chinoises alertées sur les risques de tomber amoureuses d'un étranger

Une bande dessinée réalisée par les autorités insiste sur les manoeuvres d'espionnage dont elles pourraient être victimes. Alors que de récents cas d'espionnage ont été observés dans le pays, la Chine a célébré le 15 avril dernier la première édition de son «National Security Education Day», Slate.fr

- La procédure de destitution de Dilma Rousseff n'est pas un coup d'État - Slate.fr

Le Donald Trump nouveau est arrivé Les médias américains s'émerveillent du tout nouveau ton «présidentiel» de Donald Trump. Slate.fr

Couac quoique...

Clinton et Trump, des vainqueurs toujours aussi impopulaires

La bonne nouvelle pour les favoris, c'est qu'ils ont gagné. Hillary Clinton et Donald Trump, sans surprise, ont remporté les primaires de l'État de New York, leur fief, avec une large avance.

La mauvaise nouvelle, c'est que les deux candidats sont de plus en plus impopulaires. Selon un sondage récent, un quart des Américains seulement ont une opinion favorable de Trump, contre 65 % qui le voient de manière très négative. Quant à Hillary, elle enregistre 32 % d'opinions favorables, contre 56 % de vues défavorables.

Vol MH17. Confirmation. Quel dommage pour ceux qui nous accusent de relayer les théories du complot.

Passage rédigé après avoir reçu un courriel.

C'est une accusation qui nous gonfle au dernier degré parce qu'elle est injuste ou infondée. On va enfoncer le clou. Ceux qui nous balancent cette accusation dégueulasse démontrent à quel point ils se trouvent sous l'emprise de la propagande officielle dont ils se font ainsi les agents. Oui, parfaitement et je pèse mes mots.

Parfois on se dit qu'on a à faire à des militants pas très futés ou qui ne sont pas habitués à réfléchir par eux-mêmes, aussi s'efforce-t-on de leur expliquer les choses en long, en large, en travers et en diagonal à partir des faits et uniquement des faits, on se dit qu'ils vont comprendre la même chose que nous tellement cela nous paraît évident, et bien non, en vain, parce qu'ils sont butés, bornés, bourrés d'idées préconçues, incapables de faire preuve de la moindre logique ou d'une mauvaise foi sans fond contre laquelle tout argument rationnel sera impuissant. Car voyez-vous, pour peu que les faits que vous relatez aient été publiés par des gens catalogués par les agents du régime comme des "complotistes", peu importe que ce soit ou non à juste raison, ils ne se donneront même pas la peine de considérer ces faits ou vos arguments, ils les rejetteront et vous avec qui sera assimilé à ces "complotistes". Si ce n'était que cela, à la limite on s'en foutrait, personne ne les oblige à avoir des relations avec nous ou à ce connecter à ce portail. Mais le plus grave, c'est qu'en se privant de ces faits ou de cette argumentation, ils se priveront de la possibilité d'interpréter la situation en toute indépendance pour finalement colporter la version officielle destinée à conditionner les travailleurs.

Ce qui fait le plus défaut aux militants notamment, c'est une faiblesse humaine semble-t-il, c'est l'absence de modestie, parce qu'ils ont lu Le capital ou les oeuvres des marxistes il aurait automatiquement acquis un niveau de conscience supérieur, qui leur permettrait de se déterminer sur une question avant même de l'avoir étudiée, pour un peu, avant même qu'on l'ait formulée ou qu'on leur ait soumise, la vérité révélée par les anges quoi.

Comme je l'expliquais au début, ils ne vous écoutent ou ne vous lisent même pas ou distraitement, normal car à leurs yeux vous êtes que dal, notez bien que ce n'est pas forcément une question de statut social, non, c'est plutôt l'idée supérieure qu'ils ont d'eux-mêmes qui les fait agir de la sorte. Quand j'observe leur comportement et que je le compare à celui de ma compagne illettrée et profondément arriérée, à laquelle j'ai finalement renoncé à faire comprendre quelque chose du fait de la pauvreté de son expérience de la société, je me dis que leur prétention est usurpée et le produit d'un individualisme dont ils sont inconscients. Quand vous baignez pour ainsi dire en permanance dans ce milieu profondément arriéré, vous reconnaissez au premier coup d'oeil l'attitude de ceux qui n'en sont pas si éloignés ou qui n'en sont jamais totalement sortis. Et peuvent y retourner, même avec bac + 7 ! Finalement ils sont comme l'idiot du proverbe chinois, qui au lieu de regarder la lune que lui désigne le philosophe, regarde son doigt. Et si le lendemain quelqu'un venait à lui demander s'il avait vu la lune la veille, il répondrait sur un ton assuré qu'il ne l'avait pas vu parce qu'elle ne devait pas être visible, alors qu'en fait il avait été occupé à regarder le doigt du philosophe.

Il y a vraiment de quoi être exaspéré parfois.

- Crash du vol MH17: la BBC met en cause la chasse ukrainienne - sputniknews.com

La BBC a procédé à une enquête approfondie qui a confirmé l'hypothèse selon laquelle le Boeing malaisien effectuant le vol MH17 aurait été abattu par un chasseur et non par un missile tiré depuis le sol.

Ce dimanche, certains journaux britanniques ont mis leurs lecteurs en effervescence en annonçant la projection d'un documentaire intitulé "Conspiracy Files: Who Shot Down MH17?". Le film sera diffusé le 3 mai sur la chaîne BBC Two.

Selon The Sunday Express, le documentaire contient de "nouvelles accusations choquantes" portant sur la tragédie survenue le 17 juillet 2014 dans le ciel du Donbass. Rappelons qu'un avion de ligne malaisien effectuant le vol MH17 d'Amsterdam à Kuala Lumpur avait été abattu par un missile de combat. Cette attaque avait emporté la vie des 298 personnes qui se trouvaient à bord de l'appareil.

D'après les conclusions de l'enquête officielle menée pendant plus d'un an par le Bureau néerlandais pour la sécurité (OVV), l'avion a été détruit par un missile tiré depuis un système antiaérien Bouk. Différentes versions de ce système sont en service dans les forces armées russes et ukrainiennes. Dès le début, l'Occident s'est mis à promouvoir l'hypothèse non étayée par les faits selon laquelle le missile aurait été tiré depuis un système remis par la Russie aux insurgés de la République populaire de Donetsk (DNR). Et ce, malgré le fait que le rapport de l'OVV n'accusait formellement aucune des parties.

Cela dit, le Bureau néerlandais pour la sécurité a dès le départ écarté la piste présentée par un technicien de l'aérodrome militaire ukrainien d'où plusieurs chasseurs équipés de missiles air-air avaient décollé le 17 juillet 2014. Selon ce témoin, qui a dû fuir l'Ukraine pour s'établir en Russie, un de ces chasseurs était revenu sans missiles, et son pilote (le capitaine Vladislav Voloshin) était descendu, tout pâle, du cockpit. A la question de savoir ce qui s'était passé, le pilote avait répondu au technicien: "L'avion s’est retrouvé au mauvais endroit au mauvais moment…".

Ce témoin-clé avait raconté de nombreux autres détails relatifs à la mission du capitaine Volochine, mais les médias occidentaux n'avaient pas pris son récit au sérieux.

Le film de la BBC fournit de nouveaux témoignages à l'appui de la thèse selon laquelle le Boeing malaisien aurait pu être attaqué par des chasseurs ukrainiens.

Les journalistes de la chaîne BBC Two ont interrogé des dizaines de personnes dans la région du crash. Ces témoins ont affirmé avoir aperçu depuis le sol deux chasseurs en train de survoler la région au moment où une explosion avait retenti dans le ciel.

Une des personnes interrogées, Natalia Beronina, a témoigné: "Nous rentrions la récolte lorsqu'une détonation s'est fait entendre. Au début, nous avons aperçu une fumée noire, mais une seconde après, deux petits avions sont apparus dans le ciel. Ils étaient tout petits, comme des jouets en argent. L'un d'entre eux a continué de voler en avant, mais l'autre a fait un demi-tour immédiatement après la détonation et est revenu en arrière".

The Sunday Express rapporte également que le journaliste d'investigation allemand Billy Six a retrouvé au moins sept témoins qui affirmaient avoir observé un chasseur au moment du crash du Boeing. L'un d'entre eux a déclaré qu'il avait vu le chasseur tirer un missile: "une ligne fine et courte comme un fil s’est échappée dans les nuages". Puis, une explosion a retenti.

D'après le journaliste allemand, le Boeing malaisien aurait pu être attaqué par deux chasseurs à la fois: l'un aurait lancé un missile et l'autre tiré avec un canon.

Le film de la BBC a ceci d'important qu'il est le premier documentaire à présenter au public occidental les récits de témoins réels et non les élucubrations de politiciens et de propagandistes. sputniknews.com 24.4

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 5 mai 2016

CAUSERIE

Il est 21h10 à Pondichéry et je n'ai plus le temps d'actualiser le portail, en attendant une image pour illustrer l'actualité sociale et politique. Le portail sera actualisé demain.

Le 3 mai 2016

CAUSERIE

La prochaine actualisation du portail dans une semaine ou plus, je n'ai pas terminé mes travaux et le statut d'homme au foyer n'est pas de tout repos.

L'ancienne adresse de l'auteur de ce portail, milarepa13@yahoo.fr, est de nouveau disponible depuis quelques mois après avoir été bloquée pendant des mois sans que j'aie réussi à savoir pourquoi.

En ouvrant cette boîte aux lettres il y a quelques semaines, j'ai découvert plus de 200 courriels. J'ai ainsi pu constater que je recevais toujours autant de messages politiques sans que je sache non plus pourquoi, à croire que ma littérature ne laisse pas tout le monde indifférent.

On est obligé de laisser tomber certaines infos qui datent de plus d'une semaine ou certains sujets par manque de temps.

On suit quotidiennement l'actualité sociale et politique internationale sans forcément en aborder tous les aspects pour les raisons qui viennent d'être évoquées, par exemple on n'a pas manqué la mobilisation des métallos allemands et l'importante manifestation qui a eu lieu à Londres contre l'austérité il y a environ trois semaines, ou celle contre le Tafta en Allemagne la semaine précédente.

Si on n'évoque qu'à la marge le mouvement social en cours en France contre la Loi travail ou pour son retrait, c'est parce qu'il ne sort pas des scénarios des décennies précédentes ou chacun des acteurs se partagent les rôles pendant que certains l'instrumentalisent pour le compte de leurs appareils, du gouvernement ou du régime.

La plupart de ceux qui se mobilisent sont sur une orientation purement corporatiste, qui ne laisse entrevoir aucune issue

ou perspective politique susceptible de se développer, la situation est donc plutôt condamnée à pourrir sur place.

Il y a quelques années j'avais affirmé que l'atomisation de la classe ouvrière ou son extrême hétérogénéité était devenue un obstacle majeure à la grève générale, et que si elle devait avoir lieu ce serait davantage sur le plan politique qu'elle surgirait, en prenant directement une tournure insurrectionnelle qu'aucun n'aurait vu venir... Je n'ai jamais creusé cette question depuis. On peut essayer d'aller un peu plus loin aujourd'hui.

Cela signifiait que les travailleurs confrontés à une multitude de difficultés quotidiennes s'accumulant sur leurs épaules et leur rendant la vie pratiquement insupportable, parviendraient à la conclusion politique qu'il était inutile de vouloir s'acharner à résoudre des problèmes puisque d'autres surgiraient aussitôt ou que la majorité d'entre eux demeureraient sans réponses ou non résolus, au point qu'une amélioration partielle ou à la marge de leur condition ne changerait finalement rien à l'aspect intolérable de leur situation, et que par conséquent seule une action soudaine, radicale, déterminée, violente si cela s'avérait inévitable visant l'ensemble des institutions ou l'Etat pourrait aboutir à un véritable changement social et politique qui permettrait de satisfaire l'ensemble de leurs besoins ou aspirations légitimes demeurés en suspens depuis des années ou de nombreuses décennies.

S'ils ne parvenaient pas à cette conclusion, alors il faudrait dire adieu à tout espoir de changement de société, au socialisme, nous serions condamnés à vivre l'enfer de l'oligarchie.

Le mouvement social actuel mobilise principalement les couches privilégiées du prolétariat et leurs enfant, qui craignent de ne pas pouvoir accéder à un statut social au moins équivalent à celui de leurs parents. Que tous les partis de la pseudo-gauche et extrême gauche plébiscitent Nuit Debout n'a rien d'étonnant, puisque leurs dirigeants et la plupart de leurs militants sont issus de ces couches supérieures et bien nantis et donc partagent le même fond de commerce à vocation corporatiste. Et quand ils souhaitent y associer la classe ouvrière (les syndicats) ou qu'ils se souviennent qu'elle existe encore, c'est pour mieux l'instrumentaliser et l'abandonner ensuite à son triste sort, ils n'ont jamais agi autrement dans le passé.

Nous avions rappelé dans différentes causeries une des conditions indispensables pour que le socialisme passe de l'utopie à la réalité, à savoir qu'il ne pourrait jamais vaincre avec un prolétariat embourgeoisé et corrompu par l'idéologie de la classe dominante, son embourgeoisement correspondant davantage un état d'esprit dû à l'amélioration de sa situation matérielle plutôt qu'une affaire d'enrichissement personnelle, c'est le constat que l'on peut faire en observant le mode de vie et de pensée des couches les plus défavorisées du prolétariat, constat aggravé ou amplifié lorsqu'on gravit les échelons de la hiérarchie sociale, une des vertus pernicieuses du réformisme.

Le développement du capitalisme et la lutte des classes telle qu'elle a été menée depuis l'après-guerre, devaient aboutir à une situation dramatique et inextricable, où les exploités connaîtraient une amélioration substantielle de leur condition qui leur permettrait de mieux supporter l'existence du capitalisme et les sacrifices toujours plus nombreux qu'il leur imposerait par la suite, qui se traduiraient par une profonde dégradation de leur condition de travail et d'existence, sans qu'ils soient en mesure de s'y opposer pour n'être jamais parvenus à élever leur niveau de conscience politique et à s'organiser pour affonter le régime et le renverser. Ils devaient donc y rester subordonnés et en subir toutes les conséquences sans qu'aucune issue politique ne pointe à l'horizon, ceci expliquant cela en somme.

L'amélioration de la condition des exploités a contribué à les corrompre au profit du régime, au lieu de constituer une ou des étapes vers leur émancipation totale ou complète du capitalisme. Cette vertu répétons-le est à mettre au compte du réformisme bourgeois, au détriment du socialisme dont il est l'antithèse.

Etant personnellement membre et issu du milieu ouvrier, ayant toute ma vie à 60 ans baigné parmi ses couches les plus défavorisées et profondément arriérées, j'ai pu constater à quel point elles pouvaient d'adapter à des conditions extrêmes et trouver le moyen de s'en satisfaire, alors on peut facilement imaginer ce qu'il devait en être des couches bénéficiant d'un statut social supérieur, qui vivront généralement dans la plus parfaite insouciance ou se laissont vivre, profitant des avantages que la société avait mis généreusement à leur disposition en espérant que cela dure le plus longtemps possible ou toute leur vie, et c'est seulement lorsque cette condition est remise en cause qu'elles se mobilisent, uniquement pour défendre leur statut social, d'où le contenu de leur mobilisation qui n'a rien d'anticapitaliste, de révolutionnaire ou de socialiste.

On s'aperçoit ici que quel que soit le statut social des exploités, défavorisé ou privilégié, tous acceptent de se placer sous le joug du capitalisme, qui leur impose un mode de vie qu'ils n'ont pas choisi ou qui est ponctué de nombreux sacrifices, car par exemple être cadre dans une entreprise privée, habiter dans un pavillon coquet et rouler en BMW nécessitera de sacrifier sa vie, sa famille, ses enfants à l'entreprise qui l'emploie.

Quelle que soit sa condition ou quel que soit son statut, en régime capitaliste l'exploité de sa naissance à sa mort n'a aucun droit dans la mesure ou ses conditions d'existence lui sont imposées, il est prié de faire avec, de s'en accommoder, ce qu'il parvient à faire par la force des choses ou contre son gré, mais il n'a pas le choix la plupart du temps ou le choix qui opportunément peut s'offrir à lui, sera toujours restreint et ponctué de nouvelles contraintes qui finiront tôt ou tard par lui paraître aussi insupportables que celles auxquelles il avait voulu échapper en changeant de vie. Il a tôt fait de se faire une raison habituellement ou de se résigner à

sa condition, car c'est le sort qui lui était destiné, voilà tout. C'est ainsi que vivent et pensent l'immense majorité des exploités toutes conditions confondues.

Et peu importe que l'amélioration de leur condition se fasse toujours au détriment d'autres exploités ici ou ailleurs quelque part dans le monde, dans quelles conditions économiques ou politiques puisqu'ils n'en ont aucune idée et s'en moquent. Tout aura été fait pour qu'il en soit toujours ainsi, car toute prise de conscience présenterait une menace pour l'ordre établi auquel ils étaient soumis jusque-là. Il ne fallait surtout pas qu'ils prennent conscience de leur condition et comprennent que l'organisation de la société était uniquement conçue pour les maintenir en servitude indéfiniment, tandis que ses concepteurs en seraient finalement les seuls bénéficiaires.

Au point de départ, on trouve l'abdication ou la négation de leurs droits, de leurs besoins, de leurs aspirations, leur soumission aveugle à un ordre régi par des rapports de classe qui leur sont défavorables, sans qu'ils se demandent sur quoi repose leur légitimité, qu'est-ce qui permet de justifier un tel traitement inégal, une telle injustice dont ils sont les victimes. Au lieu d'acquérir les connaissances qui leur permettraient de prendre conscience de ce processus destiné à broyer leurs droits tout au long de leur existence, pour ensuite envisager de passer à l'action pour le briser ou en modifier la trajectoire, leurs connaissances vont leur servir à autres choses ou être détournées de cet objectif politique, de sorte que leur destin continuera de leur échapper.

Ce serait stupide et injuste de leur en vouloir, car répétons-le tout aura été entrepris pour qu'il en soit ainsi. La faute en revient à nos dirigeants qui ont adopté une conception de la lutte des classes ne correspondant pas à la réalité pour ne pas dire pire encore.

Composée largement de dogmes, de doctrines, de théories, de formules répétées sans cesse, d'a priori, de tabous, figée, rigide, etc. elle devait rebuter tous ceux qui sincèrement ou honnêtement espéraient y trouver un instrument susceptible de rassembler les éléments les plus conscients parmi les exploités, afin d'entraîner l'immense masses des couches inférieures contre le régime, qui tour à tour exaspérés par tant d'incompétence devaient abandonner le combat ou s'en détourner généralement à jamais.

Des générations entières de travailleurs de toutes catégories sociales avaient pris courageusement le chemin de la lutte de classe pour ensuite l'abandonner, sans qu'on en tire le moindre enseignement ou sans qu'on modifie cette conception de la lutte de classes épouvantable, qui a fini par épouser les contours les plus détestables de l'opportunisme. Nos dirigeants, qui sont évidemment irréprochables, en sont fiers, on ne plaisante pas, ils le revendiquent, dès lors que faudrait-il en attendre ?

Dès que l'on parle de culture politique, qu'on évoque l'éducation des masses ou qu'on fait référence à une théorie, on passe pour un dictateur, un manipulateur des consciences, un pédagogue aux intentions louches, parce qu'on se méprend sur ces termes, après avoir inconsciemment adopté l'interprétation qu'en donne les représentants de la classe dominante, qui n'ont pas intérêt à ce qu'elles puissent se développer ou se répandre.

Les représentants de la classe dominante sont plus sérieux ou conséquents que nos incurables dirigeants, qui n'apprennent rien ou ne retiennent pas grand chose des expériences qu'ils peuvent avoir été amenés à vivre, ils n'ont assurément pas retenu la leçon qu'ils leur avaient donnée à plusieurs reprises quand ils affirmèrent qu'il suffirait que la population sache ce qu'ils (les banquiers) tramaient dans leur dos pour que leur pouvoir soit réellement menacé ou qu'il ne puisse plus tenir un jour de plus, de mémoire je citerai Lincoln, Rothchild et Rockefeller. Cette simple évocation va nous valoir l'accusation de "complotiste", alors que ce sont ceux qui en nient la réalité qui y participent ou s'en font les complices. Avez-vous observez de quelle manière lamentable ils ont traité l'affaire des "Panama papers" ? Le reste est à l'avenant, et le passé surtout.

De ce constat nos dirigeants auraient dû en tirer des leçons, modifier notamment leur conception des rapports entre les classes, à l'intérieur des classes ainsi que leur conception de la lutte des classes. Impossible puisqu'ils avaient abandonné l'étude ou l'analyse de ces rapports qui faisaient la force du marxisme qu'ils ont dénaturé en s'en tenant à des lieux communs ou aux apparences, et quant à leur conception de la lutte des classes, ils ne pouvaient pas la modifier puisqu'elle coïncidait avec l'orientation politique qu'ils avaient adoptée pour préserver leurs appareils, avec l'existence même de leur parti avec lequel elle se confondait, avec le statut de leurs dirigeants.

Plus on y pense, sans vouloir être désagréable pour le plaisir de l'être, plus on se dit qu'on est en présence de guignols, on va en donner un autre exemple flagrant.

Leur conception de la lutte de classe ou du militantisme se résume à l'intervention dans la lutte des classes, dont il faudrait attendre des miracles qui n'ont jamais eu lieu évidemment. Vous participez à une bataille, et hop votre niveau de conscience va franchir une étape décisive, qui pour un peu sans qu'on sache ni pourquoi ni comment va vous transformer, jamais plus vous ne verrez la société comme avant, vous voilà devenu un autre homme ou une autre femme, encore un petit effort et vous voilà mûr pour le socialisme...

Sauf qu'en réalité les choses ne se présentent pas du tout de cette manière-là. Car encore faudrait-il se demander sur quelle orientation politique vous vous mobilisez, question déterminante puisqu'en découlera que vous serez ou non capable d'en tirer des leçons pour la suite. Sinon on aurait déjà construit un parti qui compterait des millions de militants et on aurait déjà pris le pouvoir ! La nature d'un mouvement social, sa caractérisation politique ne les intéresse pas, partant de là il est impossible

de conserver les militants que l'on a recrutés et de construire le parti.

Cette attitude n'est pas un fait isolé ou qui ne concernerait qu'un aspect de la lutte des classes ou de leur interprétation de la société, c'est une constante chez eux d'écarter tous les facteurs qui s'inscrivent dans un processus dont l'objectif se situe au-delà du court terme ou dont ils ne maîtrisent ni les rythmes ni les délais. C'est ainsi par exemple qu'ils traitent par dessus la jambe la stratégie néolibérale destinée à instaurer un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie, qu'ils estiment inutile de se mêler à la guerre idéologique et psychologique que l'oligarchie mène contre la classe ouvrière (toutes les classes en réalité) laissant le champ libre à la pire réaction, et c'est parce qu'ils sont incapables ou refusent de mesurer la portée de certains événements qu'ils préfèrent ne pas aborder la question de leurs commanditaires ou adoptent leurs versions officielles, histoire de couper court à toute discussion qui pourrait les entraîner trop loin, ce qui au passage témoigne que leur politique ne sert que des intérêts immédiats et qu'ils n'ont pas d'autres objectifs politiques.

Nous appelons les militants à rompre avec ces conceptions erronées qui nous ont menés où nous en sommes.

Bien sûr que nous avons absolument besoin d'un parti, d'un programme, d'une théorie, d'une méthode pour interpréter le monde et mener notre combat, vaincre notre ennemi, encore faudrait-il tout faire pour que chaque militant se les approprie, les maîtrise, progresse, accède en pratique à un niveau de connaissance et de conscience qui en fasse de véritable porte-parole ou propagandiste du socialisme, au lieu de se contenter de généralités, d'analyses bâclées, de flatteries, de manifestations d'autosatisfaction pitoyables...

La formation des militants les répugne visiblement, l'éducation politique des travailleurs également, leurs dirigeants tiennent davantage du démagogue que du pédagogue qu'ils devraient être. On comprend pourquoi cela les répugne, c'est encore un processus qui s'inscrit dans la durée, qui ne donne pas de résultats immédiats, qui nécessite un réel engagement, et puis le temps à y consacrer serait au dépend de leur intervention dans la lutte des classes, quelle horreur ! Ils préfèrent encore être les champions des paniers percés ou des partis passoires, plutôt qu'avoir des militants ayant acquis un niveau de conscience auxquels ils auraient des comptes à rendre.

Vous allez peut-être penser que je me suis à nouveau livré à un réquisitoire contre nos dirigeants, alors qu'en réalité il s'agissait plutôt d'une plaidoirie en faveur du parti, du marxisme et du socialisme. Ai-je cité des noms, des courants, des partis en particulier ? Non, donc pas de procès d'intention s'il vous plaît, ne vous détournez pas du sujet traité ici parce qu'il présenterait des aspects embarrassants.

Quelques réflexions politiques

1- Le temps des fakirs ou des charlatans.

Fakir : Personne qui donne un spectacle d'exercices : voyance, prestidigitation, hypnose, tours imités de ceux des fakirs (Le Grand Robert de la langue française.)

Quand le mouvement ouvrier s'en remet à un fakir, il y a vraiment de quoi s'inquiéter pour l'avenir... Vu d'ici en Inde, quel spectacle pitoyable ! A part peut-être dans le nord de l'Inde dans les lieux touristiques, ils ont pratiquement disparu, à croire qu'ils ont émigré en France, gardez-les s'il vous plaît, merci !

2- Le cadavre puant du stalinisme bouge encore.

La décomposition du stalinisme s'est traduite au cours des dernières décennies par la création d'une multitude de partis n'ayant jamais rompu avec son idéologie contre-révolutionnaire. Nostalgiques de son heure de gloire acquise au détriment ou contre le socialisme, ces partis ne pouvaient se départir du social-patriotisme qui a nourri le stalinisme depuis son origine, plongeant ses racines dans les fondements du capitalisme auquel il devait demeurer lié sous la forme d'un rapport de subordination à l'ordre établi qu'il n'a jamais renié ou dont il fut un fidèle et zélé serviteur jusqu'à nos jours. Le stalinisme héritera du social-patriotisme adopté précédemment par la social-démocratie dégénérée une fois abandonné le socialisme.

Le social-patriotisme incarne l'illusion que les besoins de la classe ouvrière seraient compatibles avec ceux de la classe des capitalistes dans le cadre de l'Etat bourgeois conçu et fonctionnement par et pour les capitalistes qui par on ne sait quel miracle se mettrait au service des travailleurs. La réalité ou les faits se sont employés à prouver le contraire tout au long du XXe siècle. En 1936 sous le cri de guerre patriotique du briseur de grève Thorez intimant l'ordre à la classe ouvrière de reprendre le travail ("il faut savoir terminer une grève") alors que le pays était paralysé par une grève générale pour exiger que le gouvernement de Front populaire satisfasse leurs revendications, puis en 1945 en précisant son objectif politique en entonnant "Un seul Etat, une seule armée, une seule police"), alors qu'un mouvement insurrectionnel se développait pour le briser, tout au long de la IVe République il adoptera une position coloniale conforme aux besoins de son impérialiste, en mai-juin 68 il s'efforcera une énième fois d'épargner l'Etat, etc.

Le social-patriotisme prend ses racines dans le réformisme bourgeois qui pratique le culte de l'Etat capitaliste, à l'opposé du socialisme qui combat pour le renverser. Par conséquent, c'est bien dans le capitalisme et non dans le socialisme qu'il faut rechercher l'origine ou les racines du stalinisme. C'est ce culte de l'Etat capitaliste que l'on retrouve aujourd'hui dans les partis qui se réclament de la souveraineté de l'Etat et du Conseil national de la résistance puisque c'est autour de ce culte qu'il se structura. Leur opposition à l'Union européenne n'est qu'une imposture dans la mesure où ils ont adopté le même contenu réactionnaire, que leurs discours ne parviennent pas à masquer en refusant en dernière analyse de rompre avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions.

Social en parole, patriote ou impérialiste en acte, cette caractérisation de la social-démocratie s'applique au stalinisme. Concurrents en tant que fossoyeurs du mouvement ouvrier, alliés pour mieux le combattre et le neutraliser.

Le social-patriotisme n'incarne pas seulement l'illusion que les besoins de la classe ouvrière seraient compatibles avec ceux de la classe des capitalistes, il tend à nier la crise du capitalisme qui conduit les capitalistes à s'attaquer aux droits sociaux et politiques acquis par la classe ouvrière, en prétendant qu'il suffirait que l'Etat rompt avec l'UE pour que leurs droits deviennent soudainement compatibles avec le capitalisme en crise ou que cette crise disparaisse miraculeusement, autrement dit tout serait possible sous un régime capitaliste, ce qu'un réformiste bourgeois ne démentirait pas. Comprenez, il suffit d'y penser ou d'y croire très fort pour que cela se réalise. Vous pouvez attendre longtemps, toute votre vie.

On continuera une autre fois sur le même sujet, il fait 42°C et je crève !

En attendant, une devinette.

Vous avez peut-être constaté comme moi que la dislocation du stalinisme ne signifiait pas forcément sa disparition, puisqu'elle a donné naissance à de nombreux partis qui en assurent la survie et la promotion. Le dernier en date, le Pardem ou Parti de la démondialisation. A quoi les reconnaît-on au premier coup d'oeil ? Attention, ils ne rassemblent pas forcément les mêmes caractéristiques dont la liste non exhaustive figure ci-dessous, il faut bien que quelque chose permette de les distinguer les uns des autres.

- Ils sont sociaux-patriotes.

- Ils prônent la souveraineté nationale.

- Ils sont férocement antitrotskystes.

- Ils revendiquent l'héritage de Staline ou du stalinisme.

- Ils se réclament du socialisme du XXIe siècle.

- S'ils envisagent la sortie de l'UE et de l'OTAN, ils demeurent attachés à l'ONU.

- Leurs principaux dirigeants sont issus du PCF.

Au camarade qui m'a envoyé un courriel, l'Institut d'Etudes Marxistes en Belgique en fait partie et le revendique.

En complément.

- Parti de la démondialisation (PARDEM) - Jacques Nikonoff (ex-PCF, Attac) : "Il est dommage de ne plus vouloir « refaire » le Front populaire". Encore un nostalgique de la Seconde Guerre mondiale ou des "jours heureux"... Pas du socialisme.

Ce sera sang nous...

- Un "appel des 100" pour un corpus de propositions à gauche en 2017 - AFP

Des socialistes, communistes, écologistes, des syndicalistes, associatifs et intellectuels lancent un "appel des 100", diffusé lundi, pour "favoriser l'irruption citoyenne dans le débat public", avec la volonté de constituer un "corpus de propositions de mesures d'urgences" en vue de 2017.

"Nous pensons que le rassemblement des forces de progrès, dans les domaines politique, syndical, associatif, culturel et intellectuel est indispensable pour créer les conditions de la mobilisation populaire", expliquent ceux qui ont paraphé le texte publié dans Mediapart, Politis et l'Humanité. AFP 02.05

3- Le PS fut un facteur de dislocation du mouvement ouvrier...

Le PS fut un facteur de dislocation du mouvement ouvrier depuis 1914 et plus particulièrement après la Seconde Guerre mondiale.

Depuis 1914 le PS incarnait mieux que n'importe quel parti l'impérialisme stade suprême du capitalisme à travers l'alliance scellée entre l'aristocratie financière et l'aristocratie ouvrière. Sans cette alliance objective l'impérialisme n'aurait pas pu atteindre ses objectifs politiques ou il aurait connu les pires difficultés pour opérer son virage ultra réactionnaire ou répandre le néolibéralisme.

Que ce soit dans les pays exerçant leur hégémonie sur l'économie mondiale que cette alliance se développa en premier ou que cette expérience fut menée le plus loin possible ou pour ainsi dire à son terme, la Grande-Bretagne, puis les Etats-Unis, n'aurait dû surprendre personne dans la mesure ou Engels et ensuite Lénine avaient décrit ce processus.

Lénine avait lancé un avertissement à l'adresse des dirigeants du mouvement ouvrier qui malheureusement devait tomber dans l'oreille d'un sourd.

- On conçoit que ce gigantesque surprofit (de l'exploitation des colonies - LVOG) (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux cotés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards".

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine -1916)

LVOG - Et c'est effectivement ce qui se produisit, hélas ! En pire, puisque les dirigeants de l'avant-garde ouvrière se sont appuyés sur ces couches réactionnaires, et c'est encore le 29 avril 2016, un siècle plus tard, leur fond de commerce.

- A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du XIXe siècle et le début du XXe. Car deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial, s'y sont manifestés dès la seconde moitié du XIXe siècle. Marx et Engels ont méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi, Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 : "En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point, logique." Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parle des "pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient". Dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882), Engels écrivait : "Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial." (id)

LVOG - Cette "tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers" sera théorisée par les dirigeants du mouvement ouvrier toutes tendances confondues, qui se livreront à un véritable culte du capitalisme d'Etat qui fournira un nouvel essort à l'aristocratie ouvrière après-guerre, contribuant au sein de la classe ouvrière "à renforcer parmi eux l'opportunisme", au point que la décomposition du mouvement ouvrier de "momentanée" il y a un siècle devienne permanente ou n'en finisse plus de s'approfondir un siècle plus tard, réduit à l'impuissance ou quasiment neutralisé quand il ne s'est pas littéralement disloqué dans certains pays (Etats-Unis).

- Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique; le partage du monde a été mené à son terme; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XXe siècle. L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du

mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du XIXe siècle. Mais, dans toute une série de pays, il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise. (id)

LVOG - La "forme du social-chauvinisme" est la marque de fabrique des partis issus du PS et du PCF, à peut-être une ou deux exceptions près concernant le PCF, quoique je manque d'éléments pour le vérifier. Leur ligne politique en faveur de la "souveraineté nationale", de la défense de l'Etat des capitalistes, du produisons français, etc. exprime cette "forme du social-chauvinisme". Elle consiste à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en parant l'impérialisme de vertus devenus obsolètes en raison des contradictions inhérentes au développement du capitalisme qu'ils ignorent ou refusent de prendre en compte dans leurs analyses.

- Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle. (id)

LVOG - Est-il exagéré de prétendre que depuis longtemps déjà, les trotskystes qui faisaient figure d'avant-garde avaient totalement "fusionné" avec cette "opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire", non pas pour ne pas se couper des masses comme ils l'affirmeront, mais bien plutôt pour "maintenir à tout prix au sein du mouvement ouvrier européen une unité chancelante avec l'opportunisme", condition de leur propre existence et mériter le même statut peu enviable.

Certains feignent de s'étonner que le PS soit aussi réactionnaire de nos jours, alors qu'il l'a toujours été depuis 1914. Sans faire dans la politique fiction, on peut se demander quelle tournure aurait pris la situation si l'avant-garde avait rompu avec lui une fois qu'il s'était vidé de sa composante ouvrière, soit au cours de la Seconde Guerre mondiale ou juste après, sans doute n'aurions-nous pas pu éviter qu'il se refasse provisoirement une santé à la faveur de la reconstitution du capitalisme français, sans pour autant se retrouver à court d'arguments pour le combattre, puisque des pans entiers du prolétariat allaient en démissionner ou en être exclus, encore aurait-il fallu adopter un discours révolutionnaire en direction de l'ensemble de la classe ouvrière dans lequel elle aurait pu éventuellement se reconnaître, au lieu de s'adresser à ces couches privilégiées acquises au réformisme bourgeois sur le ton de la flatterie, ce qui devait contribuer à conforter les illusions qu'elles avaient placées précédemment dans le PS auquel elles devaient rester fidèles sur le plan électoral.

A deux reprises au pouvoir entre 36 et 58, le PS (et le PCF) avait largement eu le temps de dévoiler sa véritable nature réactionnaire. Entre temps il s'était progressivement vidé de sa composante ouvrière pour ne conserver que certains pans de l'aristocratie ouvrière, recrutant principalement au sein des classes moyennes liées au capitalisme. Dès cette époque, il n'existait plus aucune raison de se tourner vers ce parti ou de ne pas rompre définitivement avec lui, sachant qu'il serait amené à accompagner le capitalisme en crise et à adopter sa politique toujours plus droitière, réactionnaire. Les dirigeants de l'avant-garde en décidèrent autrement en reprenant à leur compte le créneau du réformisme bourgeois qui avait servi à légitimer le PS et qu'il revendique encore en 2016.

On pourrait objecter qu'il existe une contradiction dans notre argumentation, après avoir affirmé que la situation à cette époque était propice au réformisme et qu'il aurait fallu le combattre au lieu de s'y associer, ce qui aurait conduit à s'isoler du mouvement des masses... A ceci près que cette objection ne reflète pas tout à fait la réalité, dans la mesure où les masses ne sont pas plus spontanément réformistes que révolutionnaires, elles y sont portées par tout un tas de facteurs, dont les partis qui interviennent dans la luttte des classes et particulièrement au sein du mouvement ouvrier dont ils ont le contrôle ainsi que les syndicats, elles adoptent généralement l'orientation adoptée par la direction du mouvement ouvrier ou celle qui est majoritaire à l'intérieur du mouvement ouvrier, dans leur immense majorité si elles aspirent naturellement au progrès social, elles ne participent pas non plus à la lutte des classes réservée à une minorité, c'est la raison pour laquelle elles peuvent tout aussi bien s'en remettre au parti officiel de l'ordre pour satisfaire leurs besoins immédiats ou leurs revendications démocratiques bourgeoises.

Le réformisme présente la particularité de n'être ni de droite ou de gauche pour avoir accompagné le développement du capitalisme, il en est pour ainsi dire un facteur constituant ou déterminant, une composante historique, par exemple lorsqu'il le conduisit à constituer une importante aristocratie ouvrière et classe moyenne. On voulait en venir au fait que c'est le capitalisme qui a rassemblé les conditions favorables à l'expression du réformisme et non les masses ou un autre acteur, par conséquent s'en réclamer revenait à se réclamer du capitalisme, partant de là on devait fatalement se retrouver dans l'impossibilité de représenter ou de défendre le socialisme.

L'opportunisme ne peut se justifier ou cautionner sa politique qu'en recourant aux masses et en instrumentalisant leurs illusions, et si vous observez bien, vous vous apercevrez que ceux qui nous gouvernent recourent à la même méthode, par exemple en sortant

un sondage favorable à une mesure quelques jours avant que le gouvernement la rende publique de sorte que la population croie qu'elle irait dans le sens de ses intérêts pour la soutenir et la boucle est bouclée.

De nos jours on s'émeut de vivre dans une société particulièrement réactionnaire, mais ce n'était pas mieux dans les années 50, toujours sur fond de guerres impérialistes (Corée, Indochine, Moyen-Orient, Afrique du Nord.), de surexploitation de type colonial et de pillage, et de censure de l'information... C'est dans ce cadre qu'est venu se greffer le réformisme bourgeois qui n'était plus tout à fait de la même nature que celui qui avait émergé lors de la phase ascendante du capitalisme, et qui pour avoir dans les faits démontré ses limites avait dû céder la place au socialisme. Le réformisme de la seconde moitié du XXe siècle ne devait pas voler au secours du capitalisme sur le plan politique uniquement, sur le plan économique également, précipitant ou accélérant le processus conduisant à de nouvelles crises dont finalement il finirait par faire les frais une fois ce processus parvenu à maturité.

L'illusion à laquelle il avait donné lieu allait soudainement s'envoler brutalement, aussi rapidement que nos droits, et le réveil allait s'avérer particulièrement douloureux pour tous ceux qui l'avait adopté ou en vivaient sans trop se soucier du lendemain. Le réformisme portait en germe la dislocation du mouvement ouvrier et de son avant-garde aussi sûrement qu'il était condamné d'avance par le développement du capitalisme, rien que pour cette raison il ne méritait aucun soutien de la part des militants ouvriers attachés au socialisme.

Au cours de cette période, la conception de la lutte de classe qui fut adoptée fut suicidaire. Elle consista à vivre au jour le jour au crochet du capitalisme jusqu'au jour où celui-ci largua les amarres sans se soucier du sort des parasites qu'il avait nourris si longtemps, voués désormais à dépérir lentement mais sûrement sur une île déserte sans ressources suffisantes pour survivre ou vivre décemment. Le mythe du capitalisme progressiste avait vécu, mais ses idéologues s'emploieront à le faire vivre jusqu'à nos jours.

Ne suffirait-ils pas de retourner en arrière ou de le réformer pour qu'il retrouve sa jeunesse ou se livre à une meilleure répartition des richesses qui le rendrait supportable, sauf pour ceux qui en seraient exclus, comme toujours, ce dont les dirigeants du mouvement ouvrier se foutent pas mal puisque seul compte pour eux la survie et la stabilité du régime. C'est là qu'on s'aperçoit que le réformisme d'hier et d'aujourd'hui prennent leur source aux mêmes origines du capitalisme, et non du socialisme dont il est la négation. Ils devaient connaître le même destin, alors s'y accrocher devait conduire ses partisans à s'éloigner toujours plus du socialisme, à se scléroser ou à littéralement pourrir sur place.

Par chance si on peut dire, l'intransigeance et le cynisme, dont font preuve ceux qui nous gouvernent, qui n'ont rien à envier à ceux d'autrefois, ainsi que la profonde et violente détérioration de la situation sociale, ne peuvent que conforter l'idée que le réformisme ne résoudra fondamentalement aucune des questions auxquelles les travailleurs sont confrontés, et qu'ils doivent envisager la nécessité de changer la société pour que leur sort puisse s'améliorer durablement, qu'il n'existe pas d'autres alternatives que le socialisme pour y parvenir. C'est le constat auquel était parvenue la classe ouvrière au début du XXe siècle quand sa condition était abominable, celle qu'elle connaît de nos jours s'en rapprochant par bien des aspects, il serait donc logique qu'elle renoue avec le socialisme. Encore faudrait-il pour que cet espoir renaisse, qu'un parti ouvrier incarne cette perspective politique au quotidien.

4- Pour qui roulent le blog Les Crises ? Devinez.

Olivier Berruyer (Les Crises) : «Les gens pensent qu'il n'y a pas de propagande dans les démocraties»
https://www.youtube.com/watch?v=Go0Bfd2js9M

Arrêt sur Info à propos de la vidéo d'Olivier Berruyer (Les Crises) :

- S'il exclut le «complot et le fait que des gens tirent les ficelles», il souligne néanmoins l'impact d'une telle tendance, notamment sur les questions internationales. Un problème qu'il résume en une phrase : «Dans les médias, il n'y a pas de complot, il y a des gens qui pensent pareil».

Quel crétin ou il le fait exprès ! Les médias sont une composante essentielle de leur dispositif, dans la mesure où ils ont pour tâche principale non pas d'informer, mais d'empêcher la population d'accéder à certains faits trop compromettant ou de lui dévoiler la vérité sur leurs réelles intentions, ce qui correspond à la définition du complot qu'il le veuille ou non.

Et quand tous les gens dont les articles sont publiés par Arrêt sur Info incluant les auteurs de ce portail "pensent pareil" que les médias institutionnels sur le capitalisme par exemple, assurément "il n'y a pas de complot", ils ne font que manifester leurs véritables intentions ou la collusion qui existent entre eux sans forcément que leurs lecteurs ne s'en aperçoivent.

L'oligarchie possède les médias, dès lors l'unique mission des journalistes qui y officient consiste à diffuser leur propagande, leur idéologie ou leur politique, de sorte que la majorité de la population soit conditionnée et y adhère pour que le gouvernement puisse appliquer tranquillement leur programme ou stratégie.

Bien entendu, quand les rapports qui existent entre ces différents acteurs et leurs objectifs sont présentés sous un angle avantageux, quitte à en occulter ou déformer certains aspects de la réalité qui mettraient en lumière leurs réelles intentions qui sont inavouables, il ne serait pas question de complot, il s'agirait d'une simple coïncidence en somme.

L'uniformité de la pensée ou l'homogénéité idéologique qui s'exprime à travers l'ensemble des médias participe à un gigantesque complot contre la population dans la mesure principalement où ils s'efforcent de le nier.

Pourquoi insistons-nous si lourdement sur ce point?

Parce que certains ne semblent pas comprendre pourquoi en apparence ils s'emploient à nous fournir en empruntant différents canaux une multitude de matériaux qui pourrait se retourner contre eux ou qu'on pourrait utiliser contre eux et le régime, alors que l'essentiel réside dans l'orientation qu'ils servent ou ce à quoi ils les destinent selon leurs besoins. Contrairement à ce que je pensais, la plupart des lecteurs prêtent davantage attention aux analyses qui figurent dans leurs articles, qu'aux informations inédites qu'ils peuvent y trouver. Comme quoi on n'a pas du tout la même manière d'appréhender la situation ou la réalité.

Et pourquoi sont-ils si sûrs d'eux ? Parce qu'ils partent du constat que seule une infime minorité de la population se sert ou est capable de se servir des données qu'ils mettent à sa disposition pour les combattre, sachant que l'immense majorité des travailleurs et des militants ne connaissent pas ces sources d'informations ou d'analyses ou s'en détournent, l'essentiel résidant là encore dans la majorité qu'il leur est facile de duper pour obtenir son soutien. Ils savent qu'ils peuvent compter sur l'absence de conscience politique des travailleurs, et en multipliant les analyses à l'infini en apparence, ils s'emploient à donner l'impression qu'il en existerait autant pour expliquer la situation au point de s'y perdre, c'est le but de la manoeuvre, aboutir à la conclusion qu'il est impossible de se faire une idée précise de la situation, alors qu'ils n'existent principalement que deux analyses possibles, dont l'une est favorable au régime et l'autre s'y oppose, toutes celles intermédiaires consistant à s'en accommoder ou à en attendre quelque chose tout en critiquant ses excès devant figurer parmi les analyses soutenant le régime. Cela participe à la confusion générale qui profite à ceux qui détiennent le pouvoir.

On a fourni aux lecteurs tout au long de nos causeries des clés ou des repères pour ne pas se faire manipuler, en vain apparemment, désolé, on ne peut pas faire davantage.

En conclusion, à les entendre, l'oligarchie, leurs représentants et les médias ne vous cacheraient rien, d'ailleurs quel intérêt auraient-ils à agir de la sorte franchement ? En gros, ils vous disent tout, ce qui est inexact évidemment, donc vous pouvez avoir confiance en eux, ils prétendront tout vous dire ou ne rien vous cacher parce qu'ils seraient adeptes de la liberté d'expression ou seraient animés des meilleures intentions du monde à votre égard, pourvus d'une morale irréprochable, ce qui également est destiné à vous mettre en confiance pour mieux vous embobiner ou parvenir à leurs fins. C'est de la démagogie pure ou du populisme.

5- Même pas peur !

Un article du Front syndical de classe et deux appels, un syndical et un de Nuits Debout.

Pourquoi nient-ils que le développement du capitalisme ou ses besoins soient à l'origine de certains progrès sociaux ? Pour ne pas avoir à aborder la question du développement du capitalisme qui en conclusion pose celle de son dépassement, ainsi que les moyens pour y parvenir, puisqu'ils tournent le dos au socialisme, cette question, cette analyse et les conclusions qui en découlent sont inutiles, donc autant les évacuer d'emblée.

- Les classes dirigeantes n’ont jamais rien octroyé qui ne leur ait été arraché : congés payés, sécurité sociale, droits à la santé, retraite, services publics de l’énergie, du transport...

D'ailleurs pourquoi envisager le dépassement du capitalisme puisque nos droits sociaux seraient compatibles avec son existence, autrement dit, si le capitalisme peut réaliser le socialisme pour peu qu'on fasse pression sur lui, alors à quoi bon une étude ou une analyse du capitalisme qui aboutirait à la conclusion qu'il doit être et peut être aboli.

- Panamas papers qui ont pour beaucoup révélé que des sommes considérables sont détournées d’un usage public au profit de la grande fraude montre le monstrueux mensonge des privilégiés et des réformateurs de tout poil selon lesquels il n’y aurait plus les moyens nécessaires pour garder et développer notre modèle social.

Il est dès lors possible de "construire des revendications portant une part d’utopie", puisque cela ne les engage à rien après avoir accepté de demeurer sous le joug du capitalisme, la rhétorique socialisante ne sert ici qu'à instrumentaliser les faibles d'esprit qui croiraient encore que l'utopie socialiste pourrait un jour devenir réalité, alors que cela n'a jamais été leur objectif politique.

Il en faudra davantage pour "faire peur à l’oligarchie, faire reculer le pouvoir" qui tremble déjà à l'idée que les syndicats qu'ils savent corrompus jusqu'à l'os puissent "rencontrer Place de la République à Paris pour débattre avec les acteurs de NuitDebout", qui comme en 1968 veulent changer la vie sans changer la société, ce qui aboutira au même résultat ou à assurer la pérennité

du capitalisme dont décidément ils ne peuvent pas se passer les uns et les autres. (Source : Convergence des luttes, convergence des forces : un impératif pour l'emporter ! - Front syndical de classe - publié par le portai stalinien Le Grand Soir 29.4)

6- Pardem. Comment cautionner les institutions de la Ve République en recourant au populisme.

- "... ceux qui appellent à boycotter les urnes désarment précisément les citoyens qui ont intérêt à barrer la route aux fascistes, aux droitiers et fauxcialistes.

Pour changer, le vote ne suffit pas, mais c'est aussi un outil.

7- Quand c'était juste une question de carrière...

- Aurélien Legrand : l'ancien du NPA qui gravit les échelons du FN

Candidat malheureux pour la LCR aux municipales de 2008, le conseiller régional FN en Ile-de-France devient le numéro deux du Rassemblement bleu marine. LePoint.fr

Qui a dit ?

Parole d'un malheureux.

- "*Je ne peux pas croire que les gens qui ne sont pas aimés puissent se sentir heureux.*"

Réponse : Le milliardaire américain Warren Buffett que son entourage aime forcément pour sa fortune, et cela suffit à son bonheur, comme quoi il n'est pas très exigeant en participant au malheur du monde.

Fascisme ordinaire en Europe.

Lettonie - "En vertu de l'article 71 du Code pénal de la Lettonie, ceux qui ont commis un crime contre le peuple letton ou contre la République lettonne ou l'ont insultée, peuvent être condamnées à cinq ans de prison".

Ne les traitez pas de fascistes, ils le prendraient pour un compliment...

PS : Echo en perdition...

- Hé oh la gauche": les soutiens de Hollande lancent la "contre-offensive" pour 2017

Etre "fier" du bilan du quinquennat et rappeler que "la gauche et la droite, ça n'est pas la même chose" : c'est le message qu'ont martelé lundi Stéphane Le Foll et quatre ministres, au cours d'une réunion publique aux allures de meeting de campagne à Paris. AFP

La résurrection impossible.

"La gauche et la droite, ce n'est pas la même chose": tout au long de cette réunion publique, chacun s'est évertué à ressusciter la vieille opposition entre PS et Républicains.

Aveu. Comme quoi ils ne les avaient jamais vraiment adoptées.

- "ce que nous avons fait est (...) conforme aux valeurs qui ont été toujours les nôtres"

Stéphane Le Foll, à Paris le 25 avril 2016.

Vous avez raison, c'est incurable, alors crevez !

- "On n'est pas là pour se soigner".

Najat Vallaud-Belkacem à Paris le 25 avril 2016

Assumer la continuité du régime...

- "Le mot 'gauche' est un beau mot qu'il faut pleinement porter, mais une gauche qui réforme et une gauche qui assume pleinement sa responsabilité de l'exercice du pouvoir", a-t-il estimé.

Manuel Valls en déplacement au Mont-Saint-Michel. yahoo.com 25.4

Il lui aura fallu quatre ans pour parvenir à s'en convaincre, il doit être le seul dans ce cas-là.

- Selon François Hollande, "les mous peuvent atteindre la perfection" - Francetv info

La zizanie qui règne au sommet de l'oligarchie atteint le sommet de l'Etat.

- Manuel Valls s'en prend une nouvelle fois à Emmanuel Macron - Francetv info

On ne peut pas imaginer qu'il soit question d'une querelle de personne...

Peut faire pire encore, ce sont eux qui le disent.

- Le PS en campagne pour dire que "tout n'est pas mauvais"

Le Parti socialiste a lancé lundi une initiative pour expliquer que "tout n'est pas mauvais" dans la politique menée par la gauche depuis l'élection de François Hollande en 2012, sur fond de fortes divisions à gauche. Reuters

Le gouvernement des terroristes et des casseurs...

- Le gouvernement s'inquiète face à la radicalisation de la CGT - LeFigaro.fr

Sur fond de grogne contre la loi El Khomri, le gouvernement est confronté à un mouvement social qui se durcit et mise sur les syndicats réformistes contre les organisations contestataires. LeFigaro.fr

- Violences : qui sont les casseurs ? - Francetv info

De nombreux heurts ont eu lieu lors de manifestations contre la loi Travail jeudi 28 avril. Qui sont ces casseurs ? - Francetv info

Des flics et des gauchistes instrumentalisés que les services d'ordre des manifs refusent de neutraliser ou d'expulser manu militari. Pourquoi ? Devinez.

La lutte des classes : Leur hantise, leur cauchemar, l'ennemi à neutraliser ou à abattre.

- Sondage : la lutte des classes reste d'actualité - LeParisien.fr

Les Français ne croient ni à Nuit debout, ni aux syndicats, ni aux partis politiques pour les représenter. En revanche, ils sont convaincus que la fracture entre riches et pauvres est plus profonde que jamais.

Un désenchantement total. Quelques semaines après le tsunami des Panama Papers, et alors qu'une 4e journée de manif contre la loi Travail s'est déroulée jeudi, un sondage réalisé en exclusivité par l'institut Odoxa pour « le Parisien » - « Aujourd'hui en France » montre que le fossé entre les Français et ceux qui sont censés les représenter n'a jamais été aussi grand.

En cette veille de 1er Mai, date symbole des grandes luttes ouvrières, les syndicats y font pâle figure : pour 7 Français sur 10, ils sont en effet jugés inefficaces. Et seuls 16 % des sondés pensent qu'ils sont vraiment en phase avec les salariés. Plus surprenant encore : Nuit debout et son espace de débats ouvert à tous les citoyens n'est plébiscité que par 17 % des personnes interrogées. Quant aux partis politiques, ils affichent le piteux score de 4 %. Plus encore qu'une colère sourde, c'est donc ce sentiment de ne plus être représentés — compris ? — par personne qui domine aujourd'hui et réactive la « fracture sociale » que Jacques Chirac s'était donnée pour mission de combler en 1995. LeParisien.fr 30.04

En complément. Une sourde crainte les terrorise.

- 78% des Français redoutent une explosion sociale, selon un sondage - AFP

François Hollande lors d'un bain de foule place de la Concorde le 14 juillet 2015 à Paris

Seuls 17% des Français sont d'accord avec l'affirmation de François Hollande selon laquelle la France "va mieux" et une large majorité d'entre eux (78%) redoutent au contraire une "explosion sociale", selon un sondage Elabe diffusé jeudi.

"Oui, ça va mieux", avait lancé le chef de l'État lors de son intervention télévisé du 15 avril. Mais 83% des personnes interrogées ne sont pas d'accord avec cette affirmation.

Près de huit Français sur dix (78%) estiment qu'il existe aujourd'hui en France "un risque élevé" d'"explosion sociale", contre 22% pour lesquels ce risque est "faible".

Enfin, seules 28% des personnes interrogées font confiance aux syndicats de salariés pour défendre leurs intérêts, contre 72% d'un avis contraire. Chez les seuls salariés, la confiance dans les syndicats grimpe à 34%, mais 66% d'entre eux ne leur font pas confiance. AFP 29.04

En oligarchie on peut s'en passer...

- Sondage: les partis politiques "nécessaires" pour un Français sur deux seulement - AFP

... en attendant à défaut de mieux...

- Une illusion tenace. - yahoo.com

Le directeur du département politique-opinion de Harris interactive, Jean-Daniel Lévy, a rappelé la forte proportion de Français se disant favorables à un gouvernement d'union nationale (77%), tout en soulignant qu'ils étaient à peu près autant (80%) à se reconnaître de droite ou de gauche et qu'une minorité ne faisait pas de différences entre les politiques conduites par la droite et la gauche. yahoo.com 25.4

Conditionnement. Encore une "fuite" providentielle ou la fin d'un "mystère".

Comment faire croire que les peuples y étaient initialement favorables, puis défavorables... pour finir par leur imposer parce que ce sont eux qui l'aurait voulu.

Il faut toujours se demander quelle idée ils ont derrière la tête, quand ils publient un article qui semble aller à l'encontre des intérêts qu'ils représentent. Ce n'est jamais un hasard ou anodin. Dites-le à nos crétins de dirigeants.

- Tafta : Bruxelles regrette des **“**malentendus**”** après la fuite de documents - euronews.com

C’est la fin du mystère Tafta [Partenariat transatlantique de commerce et d’investissement]. Les négociations autour du traité transatlantique étaient censées rester secrètes… mais c‘était sans compter sur Greenpeace. L’ONG a publié lundi sur internet les 280 pages de documents de travail des diplomates... euronews.com 02.05

- Tafta : un accord controversé en perdition. - Public Sénat

Sous la pression de l'opinion publique, les européens se montrent de moins en moins favorables à la création d'un vaste espace de libre-échange, commun avec les américains. Public Sénat

- Tafta : des documents confidentiels révèlent l**’**avancée des négociations - Le Monde

Le Monde a pu consulter une série de documents confidentiels très récents, et totalement inédits, concernant le désormais fameux « Tafta » (acronyme de Trans-Atlantic Free Trade Agreement), le traité commercial que l’Union européenne (UE) négocie dans la plus grande discrétion avec les Etats-Unis depuis près de trois ans. Obtenus par Greenpeace Netherlands, ils abordent presque tous les aspects de cette très vaste négociation : l’abaissement des tarifs douaniers, mais surtout la coopération réglementaire entre les deux parties.

Portant sur les deux tiers de l’ensemble des textes discutés, ils couvrent 13 chapitres – des télécommunications aux pesticides en passant par la coopération réglementaire – et ont pour l’essentiel servi de base au dernier cycle de négociation du TTIP (sigle du nom officiel du futur traité : Transatlantic Trade and Investment Partnership ou « Partenariat Transatlantique de Commerce et d’Investissement »), le 13e, entre l’administration Obama et la Commission européenne, qui s’est tenu du 25 au 29 avril dernier,

à New York.

Une négociation déséquilibrée et encore balbutiante

Ces documents seront rendus publics par Greenpeace dans leur intégralité, lundi 2 mai à 11 heures. Leur intérêt principal est qu'y figurent non seulement la position des Européens mais aussi celle des Américains qui, jusqu'à présent, était restée totalement confidentielle.

Cette série de documents confirme à quel point la discussion est déséquilibrée et peu avancée. Les Européens sont plus impliqués, plus intéressés à la négociation, ils ont produit davantage de propositions, veulent notamment obtenir un accès plus grand aux marchés publics américains, la reconnaissance de leurs indications géographiques et appellations d'origine (comme le parmesan ou le chablis), et une harmonisation la plus poussée possible des standards industriels (automobile, cosmétique…).

De leur côté, les Américains restent campés sur leurs positions, peu enthousiastes. Ils n'ont pas encore produit de proposition sur plusieurs chapitres de la négociation. Malgré l'insistance européenne, ils se refusent toujours, après douze cycles de négociations, à ouvrir les discussions sur la coopération réglementaire dans les services financiers, ou à dissiper les interrogations des Européens sur la portée réelle de l'ouverture des marchés publics (que les Etats fédérés pourraient contourner).

Une menace pour le principe de précaution

Ces documents rappellent aussi que les réglementations des deux côtés de l'Atlantique sont très divergentes. Et montrent que, pour surmonter cette difficulté, les parties envisagent de pratiquer la reconnaissance mutuelle des réglementations (l'UE reconnaît la norme américaine comme équivalente à la sienne, et donc acceptable), plutôt que l'harmonisation (l'UE et les Etats-Unis modifient leurs normes respectives pour les faire converger).

« Les promoteurs du Tafta nous disent que son principal intérêt est davantage d'ordre géopolitique qu'économique. Mais ces documents montrent que cet argument ne tient pas. L'UE et les Etats-Unis vont vers une reconnaissance mutuelle de leurs standards, ouvrant la voie à une course vers le bas des multinationales en matière d'environnement et de santé publique », assure Jorgo Riss, chef du bureau de Greenpeace UE à Bruxelles.

En l'état, le Tafta serait par ailleurs susceptible de porter un coup au principe de précaution, qui permet aujourd'hui à l'Europe de refuser certains produits et pratiques au nom de la santé ou de l'environnement. Il inverserait la charge de la preuve, en contraignant les autorités européennes à justifier chacune de leurs décisions par des preuves tangibles de leur dangerosité – pas toujours consensuelles, comme l'illustre le débat sur les OGM. Malgré les assurances récentes de la commissaire européenne chargée du commerce, Cecilia Malmström, les Européens ne font référence à aucun moment à ce principe central dans les documents de négociation consultés.

Attention toutefois, ces textes sont une photographie, datant d'il y a à peu près un mois, de l'état des négociations entre Europe et Etats-Unis. Par ailleurs, il s'agit de positions de négociation : chacun campe sur ses positions, et il est évidemment impossible de préjuger du résultat final, de là où les parties choisiront d'« atterrir » dans les mois (ou plus probablement les années) qui viennent. Le Monde 01.05

Inégalités. Les vases communicants.

- La rémunération des grands patrons américains en hausse en 2015 - Reuters

Les patrons les mieux payés sur la liste d'Equilar, principal fournisseur de données sur les rémunérations des cadres supérieurs, sont les co-directeurs généraux d'Oracle, Mark Hurd et Safra Catz, qui ont perçu chacun 53,2 millions de dollars l'an dernier.

La plus forte augmentation revient au patron d'Emerson Electric, David Farr, dont la rémunération de 13,9 millions de dollars en 2015, a augmenté de 113% par rapport à celle de 2014. Reuters

Loi travail ou l'épreuve de force...

- Loi travail : le gouvernement envisage le 49.3 - Le Point

Les premiers décomptes des députés PS ne sont pas encourageants. Faute d'une visibilité suffisante, le gouvernement Valls envisage de passer en force.

La loi travail, portée par Myriam El Khomri, subira-t-elle le même sort que la loi Macron ? « Le gouvernement envisage en effet de passer la loi au 49.3, » souffle au Point.fr une source gouvernementale. Les premiers décomptes réalisés par le groupe PS

à l'Assemblée nationale pour vérifier les soutiens privent le gouvernement de la visibilité nécessaire alors que le texte arrive en séance publique, mardi 3 mai. Le vote final est programmé au 17 mai. Le Point 02.05

- Loi Travail: El Khomri "je refuse de faire planer la menace" du 49.3 - AFP

La ministre du Travail Myriam El Khomri se dit "impatiente" de défendre à partir de mardi la loi Travail à l'Assemblée nationale, mais "refuse de faire planer la menace" du recours à l'article 49-3 de la Constitution pour imposer son texte.

Dans une interview à paraître mardi dans Le Parisien/Aujourd'hui en France, la ministre note que "la Constitution prévoit cet outil" de l'article 49-3, mais "je refuse de faire planer la menace". AFP 02.05

- La droite votera contre le projet de loi Travail - leparisien.fr

A l'heure qu'il est (3 mai), il n'existe pas de majorité à l'Assemblée nationale pour adopter ce texte.

Intox ou mystification.

- Chômage : "La baisse donne le sourire à François Hollande" - Francetv info

Le chômage a fortement reculé au mois de mars. L'occasion pour le gouvernement de respirer à un an de la présidentielle. Francetv info

Les médias dans le rôle de respirateur ou couveuse artificielle...

- Le Conseil de l'Europe juge la démocratie en grand danger - Reuters

L'Europe est en danger, affirme le Conseil de l'Europe, en constatant, dans son rapport annuel publié mercredi, un nouvel affaiblissement des piliers de la démocratie dans un contexte de crises multiples sur le continent. Depuis trois ans que l'organisation paneuropéenne Reuters

Il fallait oser...

- Macron met en garde contre une "disparition" de l'Union européenne - AFP

Le ministre français de l'Economie Emmanuel Macron a mis en garde contre une "disparition" de l'Union européenne faute d'une refondation du projet, dans une interview à paraître jeudi en Allemagne. AFP

Entendez par là, toutes les occasions sont bonnes pour plus d'UE...

Couac !

- Brésil: le Nobel de la Paix argentin, Esquivel, évoque un "possible coup d'Etat" institutionnel - AFP

Le Prix Nobel de la Paix de 1980, l'Argentin Adolfo Perez Esquivel, a alerté sur la possibilité d'un coup d'Etat institutionnel au Brésil lors d'un discours jeudi devant le Sénat à Brasilia qui a provoqué l'indignation de nombreux parlementaires de l'opposition. AFP

Un monstre peut en cacher un autre. Hitler et les nazis ont participé à la création d'Israël.

- L'ex-maire de Londres suspendu du Labour pour ses propos sur Hitler - LeFigaro.fr

Ken Livingstone avait qualifié le führer de « sioniste ». Le Labour de Jeremy Corbyn est sous le feu de la critique après la multiplication de dérapages antisémites de certains de ses élus. LeFigaro.fr

- L'ancien maire de Londres sanctionné pour avoir mentionné la collaboration entre sionistes et nazis - RT

L'ancien maire de Londres Ken Livingstone a été suspendu du parti travailliste après avoir affirmé qu'Hitler avait été soutenu le sionisme, lors d'un entretien au cours duquel il défendait un collègue accusé d'antisémitisme.

«Rappelons-nous, lorsque Hitler a remporté l'élection en 1932, sa politique était de déplacer les Juifs en Israël» a-t-il confié à la

radio BBC jeudi, avant d'expliquer: «Il soutenait le sionisme avant de perdre la tête et de finir par tuer six millions de Juifs.» Cette déclaration a été condamnée par plusieurs députés travaillistes, ainsi que par le Premier ministre David Cameron, qui a affirmé que le parti travailliste avait «un problème avec l'antisémitisme».

Ken Livingstone a refusé de s'excuser pour sa déclaration, affirmant que la critique des politiques menées par le gouvernement israéliens ne devaient pas être confondues avec l'antisémitisme, après s'être écharpé avec le député travailliste John Mann qui l'avait accusé de faire «l'apologie du nazisme» de «réécrire l'histoire». L'altercation, qui a été filmée, s'est déroulée après la diffusion sur l'antenne londonienne de la BBC de l'émission où Ken Livingston défendait la député Naz Shah, accusée d'antisémitisme après avoir posté une série de messages Facebook.

Ken Livingstone faisait référence à l'accord de transfert (Haavara, en hébreu), qui a été conclu entre certains juifs sionistes et le Reich allemand entre 1933 et 1939, afin d'organiser le départ des juifs allemands vers la Palestine ainsi que le transfert de leurs biens financiers. Cet accord a fait polémique au sein de la communauté juive mondiale, certains juifs américains étant partisans du boycott des produits émanant de l'Allemagne nazie afin de faire plier Hitler sur sa politique envers les Juifs, boycott venant en contradiction avec l'accord conclu avec Hitler. Finalement, le boycott a échoué et la collaboration avec les nazis s'est poursuivi jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. L'historique de cet épisode controversé est notamment documenté par une étude de l'historien juif sioniste américain Edwin Black. A propos des écrits de Naz Shah, qui avait suggéré de relocaliser Israël aux Etats-Unis en 2014, l'ancien maire de Londres a assuré que ceux-ci n'étaient pas antisémites :

«J'ai entendu de nombreuses personnes critiquer Israël, mais s'il était question de la dénonciation du gouvernement d'Afrique du Sud, vous ne diriez pas qu'il s'agit de racisme – et l'une de mes préoccupations est que cette confusion entre l'antisémitisme et la critique du gouvernement israélien mine l'importance du fait de s'attaquer au véritable antisémitisme». RT 29.04 publié par Arrêt sur Info.

Le Labour acquis au sionisme, le PS n'est pas le seul... Au fait, ne parler pas de complot... Et Hitler n'a pas perdu la tête en supprimant 6 millions de juifs, il a appliqué le remède destiné à punir les juifs décrit par le théoricien du sionisme Théodore Herzel.

Rectifions, la diaspora sioniste n'avait jamais envisagé le transfert des juifs d'Europe vers Israël, bien au contraire, leur massacre en masse devait justifier la création d'Israël, et à vrai dire le coup n'a pas mal réussi.

Ils sont Charlie et adulés par Hollande.

La police égyptienne a fait une descente dans les locaux du syndicat des journalistes dimanche et arrêté deux journalistes qui s'étaient montrés critiques à l'égard du gouvernement, ont dit un responsable du syndicat ainsi que des journalistes. Reuters

- Plus de 200 interpellations pour le 1er-Mai à Istanbul

La police turque a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau et interpellé plus de 200 personnes dimanche après des heurts à l'occasion du défilé du 1er-Mai à Istanbul, tandis qu'une partie des manifestants tentaient de rejoindre la Reuters

- Israël: Sans être inculpé, un journaliste palestinien en détention pour quatre mois

Les Palestiniens dénoncent une atteinte supplémentaire à la liberté de la presse de la part d'Israël... 20minutes.fr

Stratégie du chaos ou déstabilisation du Brésil et du Venezuela par les Américains et leurs alliés.

- Venezuela : le Parlement vote une motion de défiance contre le ministre de l'Alimentation

Le président du Parlement Henry Ramos Allup a déclaré que, en conséquence, le gouvernement du président Nicolas Maduro devait "démettre" ce ministre de ses fonctions. Francetv info

- Venezuela: révoquer Nicolas Maduro, une longue course d'obstacles

Si l'opposition vénézuélienne a réuni les signatures nécessaires pour lancer le processus d'un référendum contre le président socialiste Nicolas Maduro, il ne s'agit que de la première étape d'une longue course d'obstacles. AFP

- Les coupures de courant exacerbent la colère des Vénézuéliens

Economies d'énergie, pénuries et tension politique se conjuguent pour placer le pays sous haute tension. La semaine a été émaillée d'émeutes et de pillages. Liberation.fr

- Venezuela: près de deux millions de citoyens réclament le départ de Maduro

L'opposition au Venezuela a remis aux autorités électorales près de deux millions de signatures en faveur d'un référendum pour révoquer le président socialiste Nicolas Maduro, cible du mécontentement de la population face à la crise économique. AFP

Quand par décret les assassins qui gouvernent se déclarent innocents.

- Pour les Etats-Unis, le bombardement de l'hôpital de MSF en Afghanistan n'est pas un crime de guerre

Quarante-deux personnes avaient été tuées et 37 autres blessées dans la destruction de d'un hôpital tenu par Médecins sans frontières à Kunduz le 3 octobre. Le Pentagone a présenté vendredi son rapport. LeMonde.fr

Bienvenue en oligarchie, propagande et guerre idéologique permanente sur tous les fronts.

Après s'en trouvera-t-il encore pour ignorer qui sont les commanditaires à l'origine de ces campagnes ou de cette propagande nauséabonde, pour ignorer qui doit en profiter ?

- La France est-elle prête à interdire la fessée ?

Des dizaines d'événements se tiennent samedi afin d'aider les parents à trouver des solutions pour éduquer leurs enfants et poser des limites, tout en évitant les châtiments corporels. LeMonde.fr

- A-t-on vraiment besoin d'indiquer son sexe aux banquiers?

Kaelin en a fait l'amère expérience: il est très compliqué de sortir des normes genrées avec les établissements financiers.Kaelin est une personne qui ne correspond pas vraiment aux stéréotypes de genre. Slate.fr

- L'influence des stéréotypes genrés se fait sentir dès le berceau

Avant la puberté, il y a très peu de différences vocales liées au sexe entre les enfants. Ce qui n'empêche pas les adultes d'attribuer un sexe aux cris de bébés, avec des conséquences potentiellement délétères pour leur santé ou leur épanouissement. Slate.fr

- Une histoire du flou

À l'heure où l'on valorise de plus en plus le brouillage des identités, un ouvrage analyse comment l'art a questionné en premier les frontières de nos réalités. Slate.fr

- Le porno, c'est (potentiellement) la santé

Les hommes qui regardent du porno dans lequel les acteurs se protègent en mettant un préservatif ont tendance à plus se protéger eux-mêmes que les autres.Les hommes qui regardent du porno où les acteurs utilisent des préservatifs ont plus tendance que les autres à utiliser des préservatifs: c'est Slate.fr

- Aux États-Unis, une prof de collège virée pour avoir dit le mot «vagin»

Dans cette école du Michigan, il est tout bonnement interdit de prononcer le mot sans autorisation. L'art de Georgia O'Keeffe, peintre américaine majeure du XXe siècle, est plein de fleurs. Des fleurs aux couleurs obsédantes, aux formes voluptueuses, cocons de beauté dont le pistil vous happe Slate.fr

- Les femmes trompées gagnent toujours (ou presque) à la fin

Une nouvelle preuve que les femmes sont plus résilientes que les hommes. - Slate.fr

- Les règles synchronisées, un mythe tenace

Depuis la publication de l'étude qui a identifié le phénomène au début des années 1970, les chercheurs n'arrivent pas à en confirmer les conclusions.Avez-vous déjà entendu parler de l'effet McClintock ou du «phénomène du dortoir»? S Slate.fr

- Dans l'Oklahoma, si une victime de fellation forcée est complètement ivre, elle est jugée consentante

Une décision de justice fait polémique.Un acte peut-il être véritablement consenti sous l'emprise de 3,4 grammes d'alcool? C'est ce qu'a estimé un tribunal de l'État d'Oklahoma, dans une formulation étrange jugeant qu'on ne pouvait avoir été «forcé» à pratiquer une fellation... Slate.fr

- Colombie: légalisation définitive du mariage homosexuel

La Cour constitutionnelle de Colombie a définitivement légalisé jeudi le mariage entre personnes du même sexe, ce pays devenant ainsi le quatrième d'Amérique du sud à autoriser l'union homosexuelle. AFP

- Bonne nouvelle: la malchance n'existe pas (et la fatalité non plus)

Lorsqu'une bonne ou une mauvaise chose arrive par hasard, nous avons tendance à le mettre sur le compte d'une bonne étoile ou d'une malédiction. Ces deux concepts, la science a les outils pour les réduire en miettes.Trop beau pour être vrai. Ou trop pénible pour être accepté. Lorsqu'une Slate.fr

- Dans la vraie vie, les sabres lasers seraient l'arme la plus dangereuse du monde

Un seul coup et votre corps sera vaporisé. Dans la saga Star Wars, le sabre laser, arme de prédilection des Jedi, est d'une redoutable efficacité. Il tranche souvent des mains, parfois des corps, détourne les lasers de blasters, et peut même ouvrir des portes blindées.Mais au-delà de l'univers Slate.fr

- Pourquoi est-il si difficile de voyager quand on est végétarien?

Personne n'a la même définition du végétarisme à travers le monde, et cela peut parfois poser quelques problèmes.Parcourir le monde tout en restant fidèle à son régime alimentaire végétarien n'est pas toujours facile. Dans certaines régions du monde, exclure de son alimentation les viandes, les Slate.fr

- La consommation de viande rouge peut accélérer le vieillissement

Une étude pointe du doigt le lien entre une consommation excessive de viande rouge et des taux élevés de phosphate sérique dans l'organisme. Il est aujourd'hui prouvé que manger trop de viande rouge peut favoriser l'apparition de cancers. Slate.fr

- Uberisation ou Schtroumpfisation?

Saurez-vous distinguer ces phrases des Schtroumpfs des citations de la presse sur l'uberisation?Le festival du Mot de Charité-sur-Loire vient de lancer une consultation pour élire le «mot de l'année» 2016. Slate.fr

Mystification.

- La «révolution Sanders» survivra-t-elle à une défaite de plus en plus certaine?

Le mouvement politique autour du candidat pourrait marquer les futures élections américaines.Le candidat démocrate Bernie Sanders a déjà accompli beaucoup en s'imposant comme un concurrent sérieux face à Hillary Clinton et en ravivant auprès des électeurs-particulièrement chez les jeunes... Slate.fr

- Les nouveaux écolos ont tué l'écologie anxiogène

Fini l'écologie catastrophiste, normative et illisible dans le débat politique. Les nouveaux écolos ont le sourire, de l'humour, des smartphones et des milliers d'idées concrètes qu'ils mettent en oeuvre en cassant tous les modèles. Slate.fr

Regret.

- Les Français font mentir les calculs politiques: les attentats ne les ont pas rendus plus racistes

Le rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) sur l'année 2015 montre une augmentation de la tolérance et un reflux des opinions xénophobes, notamment à l'égard des musulmans. 2015 était vraiment une année de merde: avec pour toile de fond les attentats Slate.fr

- Vive le retour de la droite pour sauver la gauche

Du bon usage des casseurs.

Les organisations contestataires sont promptes à ne voir dans les échauffourées que la seule dureté policière. Et ce n'est pas sans raison.Toute une partie de la gauche n'en peut plus d'attendre le retour de la droite. Slate.fr

- Les gènes du bonheur identifiés pour la première fois par une étude mondiale

Près de 200 chercheurs se sont penchés sur les variations génétiques liées au bien-être, à la dépression et au névrosisme. C'est l'une des plus grandes études jamais publiées sur les liens entre les gènes et les comportements humains, selon Medical News Today. Slate.fr

- Pourquoi Hollywood cache-t-il autant les acteurs noirs dans ses blockbusters?

Ces dernières années, beaucoup d'entre eux ont interprété des rôles qui nécessitaient qu'on change la couleur de leur peau ou qu'on les transforme entièrement. Slate.fr

- Le réquisitoire du grand poète syrien Adonis contre la religion musulmane

Dans ce livre d'entretiens avec la psychanalyste Houria Abdelouahed, Adonis dénonce sans ambages le caractère intrinsèque de la violence dans l'islam, mais laisse (trop) peu de place au débat. Slate.fr

Vous avez vu, tout y passe, hallucinant ! J'espère que cela a donné la nausée aux sceptiques qui estiment qu'on verserait dans la théorie du complot, dans l'anti-américanisme infantile...

Quelques infos en vrac...

- Athènes mise sur l'UE pour résoudre ses dissensions avec le FMI - AFP

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, en a appelé aux instances politiques de l'UE mercredi pour débloquer les négociations avec les créanciers de son pays, surtout le FMI, demandant la convocation d'un sommet des pays de la zone euro si rien n'avançait au niveau ministériel. AFP

- L'Arabie saoudite va se doter du plus grand fonds souverain au monde - AFP

L'Arabie saoudite a annoncé lundi son intention de vendre en Bourse une partie du géant pétrolier Aramco et de se doter d'un fonds souverain de 2.000 milliards de dollars (1.777 milliards d'euros), le plus grand du monde, dans le cadre d'un vaste plan visant à réduire sa dépendance du pétrole.

"Ce fonds va contrôler plus de 10% de la capacité d'investissement dans le monde (...) et le volume de ses avoirs représentera plus de 3% des actifs existants", a dit le vice-prince héritier Mohammed ben Salmane, également ministre de la Défense.

"Aucun projet d'investissement ou de développement dans n'importe quelle région du monde ne se fera qu'en passant par le fonds souverain saoudien", a-t-il prédit.

- Entre 170 000 et 500 000 personnes ont manifesté en France contre le projet de loi travail - LeMonde.fr

- Turquie: manifestations laïques contre une "constitution religieuse" - AFP

La police a dispersé par la force mardi plusieurs manifestations de partisans de la laïcité en Turquie, au lendemain d'une sortie controversée du président du Parlement appelant de ses voeux une "Constitution religieuse". AFP 26.4

- En Angleterre, grève "sans précédent" des internes des hôpitaux - AFP

Les internes des hôpitaux anglais ont mené mardi leur première grève totale et manifesté dans les rues de Londres contre une réforme de leurs conditions de travail imposée par le gouvernement conservateur de David Cameron.

Plus de 20.000 "junior doctors" ont participé au mouvement sur les 53.000 que compte la branche Angleterre du service public de santé (NHS) britannique, a indiqué cette dernière en évoquant une action "sans précédent".

Car si quatre grèves des internes ont déjà affecté les hôpitaux anglais depuis le début de l'année, il s'agit bien de la première à toucher aussi les unités d'urgence du NHS, créé il y a 68 ans. AFP 26.4

- Les Argentins manifestent contre les licenciements et l'austérité - LeMonde.fr

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, vendredi 29 avril, alors que le pays s'enfonce dans la crise. LeMonde.fr

- Sans gouvernement, les Espagnols rééliront leurs députés en juin - Reuters

Les Espagnols se rendront à nouveau aux urnes au mois de juin pour élire leurs députés, les ultimes tractations en vue de la formation d'un gouvernement issu des élections législatives du 20 décembre n'ayant pas permis mardi de trouver un accord.

Reconnaissant l'absence d'accord, le roi Felipe a annoncé qu'il ne proposerait pas de nouveau candidat pour le poste de chef du gouvernement, ouvrant ainsi la voie à un nouveau scrutin législatif. Celui devrait avoir lieu le 26 juin. Reuters 26.4

Haut de page

Le 8 mai 2016

CAUSERIE

Vous êtes en forme ? Cela vaut mieux et c'est tout le mal qu'on vous souhaite. Certains le seront peut-être moins après avoir lu cette causerie et nous n'y pouvons rien, car ce sont eux qui ont un problème à régler.

On s'est enfin décidé à formater en pdf les causeries depuis le début de l'année. Le coeur n'y était franchement pas comme l'on dit, mais la raison l'a emporté, encore heureux !

Cette causerie est particulièrement consistante. J'allais ajouter qu'elle était cohérente d'un bout à l'autre, puis j'ai eu soudain une hésitation, je me suis demandé si certains à l'esprit particulièrement tordu ou malintentionnés, conditionnés à leur insu, n'allaient pas en déduire qu'elle avait été fabriquée pour être orientée dans une seule et unique direction, un crime ou un élément forcément suspect chez les esprits policiers, et qu'il faudrait la lire en prenant une certaine distance ou en se couvrant le nez et la bouche avec un mouchoir pour éviter toute contamination, ah désolé, le mouchoir n'est pas fourni !

On passe énormément de temps à nous justifier, alors on en a plus que marre de vos soupçons à la con, vous comprenez cela ? Les personnes concernées se reconnaîtront aisément.

Dans le processus cognitif, le recours au doute de manière systématique, exagérée ou répétitive, à mauvais escient ou placé au mauvais endroit, constitue un obstacle majeur à l'acquisition de connaissances ou à la mémorisation, donc à tout progrès intellectuel... A l'arrivée, cela revient en quelque sorte à visiter un musée au pas de course, à écouter une sonate de Beethoven en regardant *Touche pas à mon poste*, à déguster un coq au vin en buvant du Coca Cola, à boire du Meursault couper d'eau, à lire le Capital en écoutant Claude François, bref, c'est rabaisser le travail que l'on fournit au service de l'idéal que nous sommes censés partager, ce n'est pas très sérieux.

C'est fâcheux et blessant, car méprisant et injuste après tous les efforts que nous produisons pour éviter que vous soyez manipulés justement.

Maintenant je comprends parfaitement que dans le contexte actuel ou la situation inextricable dans laquelle nous nous sommes foutus, on en vienne à ne plus comprendre ce qui se passe réellement, et qu'en étant incapable de justifier cette incompréhension on en arrive à douter de tout et à sortir l'argument du complot pour éviter toute discussion sérieuse ou d'aborder nos désaccords.

Ce qui est étonnant, c'est que certains en soient encore là, après que le gouvernement ou les représentants de la réaction en général eurent employé cet argument une multitude de fois ces derniers temps dans leur propagande, pour détourner les travailleurs et jeunes des sources d'informations qui ne censuraient pas certains aspects de la réalité qu'ils devaient ignorer, afin qu'ils ne puissent pas s'en servir dans leur combat politique ou tout simplement pour l'interpréter correctement, voire en tirer des enseignements pour plus tard.

La majorité des masses rejettent les discours officiels, s'abstiennent aux élections, honnissent les institutions, le régime, donc elles

ne peuvent que douter du bien-fondé des versions officielles que le pouvoir leur sert à la suite d'événements importants ou conçus comme tels, alors que bien des militants y sont plus réceptifs apparemment. C'est à croire qu'ils gravitent dans un milieu particulièrement malsain qui les conduit à développer une tendance schizophrènique qui n'a par définition qu'un rapport éloigné avec la réalité, puisque nous ne leur avons jamais rien caché, en témoignent les milliers de page de ces causeries, la sincérité absolue de son auteur, sa parfaite honnêteté, c'est embarrassant d'en arriver à utiliser cet argument, pour finalement inspirer la méfiance.

C'est pire qu'une insulte, c'est insupportable. Mais cela ne m'étonne pas vraiment, j'en ai vu d'autres au cours de ma vie, et il en faudra beaucoup plus pour me dégoûter du genre humain, sachant que les gens ou les militants en général n'ont pas conscience de la portée de leurs paroles ou de leurs actes et qu'il ne faut pas les juger.

La prochaine actualisation du site à une date indéterminée, comme toujours désormais...

CIA papers, cela ne vous dit rien ? Si c'est le cas, c'est que vous vous êtes laissé manipuler, bravo ! Cela signifie que ce portail ne vous aura servi à strictement rien, désolé impossible de faire davantage.

Trois sujets d'actualité

1- Quand la révélation de secrets de polichinelle fait la Une de l'actualité des médias mainstream qui en sont à l'origine, c'est qu'on nage en pleine imposture.

Les Etats-Unis revendiquent le statut d'unique puissance financière mondiale, d'unique puissance militaire mondiale, d'unique puissance politique mondiale et... d'unique paradis fiscal mondial, sinon à quoi bon !

2- Trahison et soumission. Quand SUD Solidaires était en réalité un syndicat patronal.

Alors que les salariés du BHV du Marais à Paris s'étaient exprimés majoritairement en novembre contre le travail le dimanche, SUD Solidaires vient de signer un accord avec la CFE-CGC permettant l'ouverture le dimanche du grand magasin.

Pour le justifier, le représentant de SUD Solidaires BHV, François Le Menuet, a expliqué avoir voulu «négocier au mieux pour les salariés» face à une évolution à laquelle «on ne va pas échapper». (source : Libération 06.05)

C'est le discours d'un traître, d'un agent du patronat.

Travailleurs, militants, vous voilà avertis, comme il serait impossible de résister ou de s'opposer aux mesures antisosiales que les capitalistes entendent vous imposer, autant prendre les devant et les revendiquer, les adopter vous-mêmes.

L'argument selon lequel il serait impossible de résister ou de s'opposer aux mesures antisosiales des capitalistes, témoigne de la soumission au capital de son auteur et est étranger au syndicalisme ouvrier.

Vous avez aimé le réformisme qui vous a permis de vivre confortablement dans l'insouciance, vous apprécierez d'autant plus le corporatisme pour y avoir été préparés de longue date.

Les reniements d'un jour finissent toujours par se payer très cher. En refusant de rompre avec les appareils corrompus des syndicats et de fonder un nouveau syndicat ouvrier le moment venu au cours des 70 dernières années, les dirigeants des partis ouvriers sans exception hélas en partagent la responsabilité.

En complément, il fait la paire avec Hollande qui lui aussi estime qu'«on ne va pas (y) échapper».

- François Hollande défend le "compromis juste" de la loi Travail - Reuters

Juste pour qui ? Les esclavagistes des temps modernes...

3- Qui a dit ?

3.1 - «Elever des murs afin de s'isoler de l'économie globale ne fera que nous priver de perspectives incroyables. Au contraire, les Etats-Unis doivent écrire les règles. Les Etats-Unis doivent mener le bal. Les autres pays doivent jouer d'après les règles que les Etats-Unis et ses partenaires fixent»

- «Le monde a changé. Les règles changent aussi. Ce sont les Etats-Unis et non pas des pays comme la Chine qui doivent les écrire.»

Réponse : Obama dans une tribune au Washington Post (source : Russia Today publié par Arrêt sur Info le 4 avril 2016)

3.2 - «la fin du rôle global de l'Amérique […] serait très probablement le chaos mondial».

Zbigniew Brzezinski dans la revue The American Interest. (Zbigniew Brzezinski nous dévoile la nouvelle stratégie US en direction de la Russie et de la Chine - Arrêt sur Info 28.04)

CIA Papers

Le cabinet Mossak-Fonseca, vu du Panama - Réseau Voltaire 27.04

Vu de Panama, l'analyste politique Julio Yao Villalaz s'indigne de l'amalgame créé entre les fichiers du cabinet Mossak-Fonseca et sa patrie. Il serait plus juste de parler de CIA Papers, compte-tenu du rôle de l'Agence états-unienne dans la création du cabinet et vu qu'elle ne l'a pas créé au Panama.

En outre, la publication des fichiers du cabinet par la presse a été précédée de diverses opérations des services de police et du fisc états-unien.

Le cabinet Mossak-Fonseca a été créé par la CIA, en 1986, de manière à constituer les sociétés off-shore nécessaires à l'anonymisation et au transfert de l'argent de l'opération Iran-Contras. L'Agence s'était alors appuyée sur Jürgen Mossack, le fils du SS Erhard Mossack, recruté par le Gladio pour lutter contre les Soviétiques.

par Julio Yao Villalaz

Je ne pense pas rentrer dans le débat byzantin de savoir si la constitution d'entreprises off-shore est légale ou non, ni sur la question de leurs objectifs éventuels. Non que le sujet de la légalité de la chose me soit indifférent ou me semble sans importance. En effet, j'ai appris le mois dernier la responsabilité en la matière d'une certaine dame, agissant pour des raisons personnelles, et motivée par une volonté de vengeance : elle vendait, on le sait maintenant, depuis 2008-2009, une partie des documents de Mossack–Fonseca, et cela a été complété par les agissements d'un couple du même bureau et peut-être d'autres personnes.

Ce qui nous intéresse ici, c'est de savoir comment ces documents de Mossack-Fonseca sont tombés aux mains des agences étasuniennes « chargées de l'application de la loi » (US Law Enforcement Agencies) et si cela s'est produit avant ou après que la dame les remette ou les vende au journal Süddeutsche Zeitung. On sait que le Süddeutsche Zeitung les a remis au consortium des journalistes d'investigation (CPI) et que ceux-ci ont été soutenus par George Soros et les élites US hostiles à la Russie.

Le fait est que les dites agences se sont servies des documents de Mossack-Fonseca pour accuser et faire arrêter des narco-trafiquants, des terroristes, des trafiquants d'armes, des blanchisseurs d'argent, etc., et en outre pour agir contre certaines banques au Panama.

Cette question n'est plus du tout byzantine, parce qu'elle implique la participation éventuelle du gouvernement US, dans une action illicite d'ordre international. L'action contre la place bancaire et financière de Panama constitue une attaque contre l'une des bases de notre économie. Rien de byzantin non plus dans la révélation selon laquelle Mossack-Fonseca était de mèche et l'est encore, avec des personnages sinistres de presque tous les continents, liés à des services de renseignement, au moins depuis 1986, en particulier ceux qui ont trempé dans le scandale US-contra.

La firme Mossack-Fonseca n'est pas née en 1977 comme cela figure dans les archives mais en 1986, aux Iles Vierges (britanniques). En 1977 il n'existait que la Jürgen Mossack Law Firm (cabinet d'avocats). C'est en 1986 que naît la firme, à l'occasion du scandale US-Contra.

Comme l'affirme le New York Times dans son édition du 7 avril 2016 :

En 1986, tandis que le pays n'était pas encore sous le joug du général Manuel Noriega, Ramón Fonseca et Jürgen Mossack ont fusionné leurs modestes cabinets d'avocats et créé ce qui deviendrait le centre des opérations bancaires discrètes pour les élites. [1]

L'argent provenant de la vente d'armes était investi dans la drogue, que de hauts fonctionnaires —prétendant tomber des nues — introduisirent, à partir de Washington, dans les quartiers pauvres des US. Une partie des fonds ont été canalisés dans le Democracy Project pour faire tomber Noriega, de sorte que, d'un côté ils faisaient semblant de ne rien voir dans les quartiers non-blancs, et de l'autre, ils permettaient à des messieurs respectables et en smoking d'ouvrir la Mossack-Fonseca aux Iles

vierges, territoire que les US partagent avec la Grande-Bretagne.

Pourquoi ne pas l'avoir créée au Panama ? Peut-être parce que l'opération Piscis de la DEA à Panama venait de se terminer avec succès, et que notre pays (sous la direction de Ricardo de la Espriella) avait approuvé des lois qui entravaient les opérations clandestines et illégales comme la Contra-US.

Mossack-Fonseca aurait pris part, en connivence avec Washington, à une action qui violait le droit international, contre le Panama, tel que le renversement d'un gouvernement étranger ; et c'est pour cette raison que l'origine de Mosscak-Fonseca est confuse, car on sait maintenant que Mossack-Fonseca avait servi divers services de renseignement de différents pays.

L'année 1986 est capitale à cause du scandale US-Contras, mais aussi parce qu'il y a exactement trente ans, en avril 1986, le Conseil de sécurité nationale des USA avait pris la décision de renverser Noriega pour des raisons internes, et ne relevant pas des Panaméens qui demandaient un changement, de façon bien légitime. Chaque Panaméen peut bien avoir sa vision de Noriega, mais les US n'avaient pas le moindre droit de l'expulser, d'autant moins qu'ils savaient d'avance que ce serait l'occasion d'assassiner des milliers de Panaméens innocents.

Il faut refuser à l'échelle du monde entier que le nom de Panama, qui appartient à tous les Panaméens, soit détourné pour qualifier les papiers qui décrivent la pourriture et la dégénérescence la plus grave du capitalisme des temps modernes. Pour couper tout lien avec le préjudice qui affecte désormais de nombreux pays, organismes et personnalités, il faut interdire l'entrée au lupanar, ou mieux encore, le fermer. Réseau Voltaire 27.04

[1] "Panama Papers Cast Light on a Law Firm Founded on Secrecy", Kirk Semple, Azam Ahmed & Eric Lipton, The New York Times, April 7th, 2016.

Apparemment les dirigeants du POID (à lire plus loin) et des autres partis ouvriers n'ont pas de connexon Internet ou ils ignorent l'existence du Réseau Voltaire...

Les deux derniers articles que vous venez de lire sont d'une autre veine que la soupe insipide que nous servent nos pitoyables dirigeants.

Les informations très précises et précieuses fournies ici par Julio Yao Villalaz n'ont pas été inventées, puisqu'elles corroborent celles transmises par l'honorable (sic!) New York Times. Sans rire, se trouvera-t-il encore des militants pour estimer que ce genre d'articles relèveraient de la théorie du complot à l'instar de l'un d'entre eux qui me l'a écrit récemment ? Si tel était le cas, au lieu de se connecter à notre portail, il ferait mieux de s'en tenir aux médias institutionnels histoire d'éviter de se faire manipuler par l'auteur de ces lignes.

Une invitation.

Bonjour,

Vous trouverez ci-après l'invitation à la conférence–débat du samedi 21 mai 2016 au CERMTRI, 28 rue des Petites-Ecuries – Paris 10° (M° Château d'eau), avec Christophe Chiclet, membre du Comité de rédaction de la revue Confluences Méditerranée et auteur entre autres de Les communistes grecs dans la guerre. Histoire du Parti communiste de Grèce de 1940 à 1950. (Paris, L'Harmattan, 1987.)

LES GUERRES CIVILES GRECQUES (1943-1949)

La prise du pouvoir par la gauche radicale grecque de la Syriza en janvier 2015 a fait couler beaucoup d'encre, suscité des espoirs chez les uns, des peurs chez les nantis de tout poil. Son incapacité à sortir de l'austérité a été largement commentée. En revanche l'histoire contemporaine grecque est peu connue en France, souvent « victime » d'une importante production de qualité sur l'Antiquité hellénique.

Quant à l'histoire du mouvement ouvrier grec, il s'agit encore d'une terra incognita. Malgré son indépendance en 1832, le pays n'a jamais été maître de son destin, manipulé par les Puissances qui voulaient contrôler ce pays placé à une position géostratégique très importante : France, Royaume- Uni, États-Unis, sans oublier la Russie tsariste puis l'URSS. Cela a entraîné de multiples guerres civiles : quatre au XIX° siècle, une en 1916-1917 et trois entre octobre 1943 et mars 1944 , décembre 1944-février 1945, mars 1946-août 1949. Ces dernières étant l'objet de notre conférence.

La première voit s'affronter les résistants de gauche à ceux de droite (comme en Yougoslavie et en Albanie), antagonismes aiguisés tant par les Britanniques que par les nazis. La deuxième oppose la résistance de gauche qui vient de libérer seule 80% du pays et les troupes britanniques alliées aux anciens collabos « monarcho-fascistes » qui veulent l'empêcher de prendre le pouvoir. Enfin la troisième, la plus terrible, entre les partisans communistes et les forces royalistes soutenues par les

Britanniques, puis par les Américains. En Grèce, la guerre froide n'a pas été froide, elle a été brûlante comme les premiers essais des bombes américaines au napalm dès juin 1948.

Fraternellement

Le CERMTRI

Flagrant délit. Quand le POID marche dans leur combine.

Quand on écrivait sur la base des faits, que l'on ne va pas rappeler ici pour la énième fois, que désormais les partis ouvriers se contentaient de commenter l'actualité à la manière des chroniqueurs mondains, qu'ils n'étaient plus capables de produire la moindre analyse de fond, qu'ils se contentaient de lieux communs, des interprétations orientées, intéressées, voire frauduleuses produites par les représentants du régime et les médias aux ordres, et que de préférence au lieu de se référer aux informations révélées par des journalistes d'investigation que les médias institutionnels censuraient, délibérément ils reproduisaient leurs versions officielles fabriquées à la suite d'importants événements, et bien en voici une preuve supplémentaire.

2 mai 2016 – Négociations sur le traité transatlantique (TTIP) entre l'UE et les Etats Unis : la commission de Bruxelles a été prise la main dans le sac par les révélations sur ces négociations secrètes par l'ONG Greenpeace. (https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs-1126549334023195/)

Nous ne mettons pas en cause l'origine d'une information, mais la manière de la présenter qui le moins que l'on puisse dire porte à confusion, car elle tend à occulter le fait que ceux qui en sont à l'origine, pour être plus précis ceux à qui elle a été transmise, Greenpeace, ceux qui l'ont diffusée, Le Monde, et ceux qu'elle met en cause, la Commission européenne appartiennnet à la même famille ou représentent les mêmes intérêts, ceux des multinationales américaines. Et si ce sont leurs représentants à Washington et à Bruxelles qui négocient dans le plus grand secret ce traité, cette "fuite" ne peut venir que de chez eux et elle ne peut être qu'intentionnelle, et sachant que la Commission européenne a pour unique mission de servir les intérêts des Américains, ces "révélations" peuvent être destinées à faire pression sur ses membres pour qu'ils cessent de répercuter les craintes exprimées par les populations de l'UE opposées à ce traité et se plient aux exigences des Américains en acceptant d'en assumer les conséquences quel que soit le prix à payer, autrement dit qu'ils se débrouillent avec leurs peuples pour leur faire avaler la pilule un point c'est tout.

Autre explication, ce pourrait être un ou des membres de la Commission européenne qui auraient monté cette opération pour montrer qu'elle avait consenti d'énormes concessions aux Américains qui n'en avaient fait aucune, et qu'elle n'était pas disposée à en faire davantage sans prendre le risque que ce traité qui doit être ratifié par les parlements nationaux soit rejeté par l'un d'entre eux, ce qui le rendrait caduc, ce dont elle n'entend pas assumer la responsabilité qui selon elle reviendrait aux Américains, autrement dit, elle veut bien être le vassal de Washington, mais elle ne veut pas porter seule la responsabilité d'un échec.

Dans les deux cas, c'est la Commission européenne qui est prise entre deux feux, celui de Washington qui s'impatiente, Obama aurait voulu qu'il soit signé avant la fin de son mandat en novembre 2016, ce qui est inconcevable, et celui des peuples de l'UE qui rejettent ce traité, pour cette raison, bien que ces "révélations" ne soient pas à son avantage elles pourraient la servir en poussant les Américains à revoir certaines dispositions de ce projet de traité, tout du moins dans la forme pour les imposer lors de "négociations" ultérieures qui seraient prévues dans ce traité.

Une explication alternative existe, celle d'un individu isolé ("lanceur d'alerte") agissant pour son propre compte selon ses convictions, mais qui étrangement omet de préciser que le cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca avait été créé par la CIA, information reprise par aucun média institutionnel, qui aurait été en mesure de pirater 11 millions de documents, ce qui aurait dû nécessité un temps considérable et de s'y reprendre à plusieurs reprises, des moyens informatiques importants pour les sauvegarder, se connecter ou entrer dans l'ordinateur de Mossack Fonseca sans laisser de traces, à croire que ces fichiers n'étaient pas cryptés ou protégés alors qu'ils contenaient des données sensibles.

Bref, cette officine de la CIA se serait laissé pirater comme de vulgaires débutants, c'est la version officielle servie par les médias aux ordres hormis la référence à la CIA qui n'y figure pas, et qui sera reprise en choeur par tous les partis politiques. Une telle unanimité aurait dû au minimum éveiller la suspicion, non ? Apparemment non, mieux ce serait plutôt poser cette question qui serait douteux !

Comme vous pouvez le constater on essaie de comprendre ce qui s'est passé, on ne se contente pas de reproduire une information comme s'il fallait la prendre telle quelle sans se poser de questions au risque de se faire manipuler et d'induire en erreur nos lecteurs.

A qui profite le crime est semble-t-il une question devenue tabou ou à bannir, car elle porte atteinte au politiquement correct que chacun est prié d'adopter. C'est une manière comme une autre de museler la liberté d'expression.

A qui profite le crime demandions-nous, aux paradis fiscaux anglo-saxons ou installés aux Etats-Unis ou au coeur de l'UE, dès lors ce devrait être dans cette direction qu'il faudrait orienter les rechercher pour débusquer ceux qui sont à l'origine de cette "fuite" destinée à rapatrier des centaines de milliards de dollars vers ces paradis fiscaux. Qu'elle ait épargné les Américains et que les médias qui ont eu accès à la liste de ces fraudeurs aient volontairement censuré certains noms, certaines entreprises ou multinationales aurait dû suffir à se méfier plutôt deux fois qu'une de ce genre de "révélation" à grand spectacle, de l'interprétation officielle qui en avait été donnée, ainsi que des objectifs qu'elle étaient supposée viser.

Pour faire diversion les médias ont lourdement insisté sur ses répercutions politiques, alors que cette opération avait été manifestement conçue à des fins financières. Ce que 20minutes.fr a confirmé à sa manière dans un article daté d'hier :

- Depuis début avril, les révélations des « Panama Papers » ont provoqué l'ouverture de nombreuses enquêtes dans le monde et conduit le Premier ministre islandais et un ministre espagnol à la démission. Ces documents ont plus généralement dévoilé l'utilisation à grande échelle de sociétés offshore permettant de placer des actifs dans des territoires opaques et à très faible fiscalité. 20minutes.fr 06.05

Les Américains en sont les grands bénéficiaires tout en en sortant blanchis jusque là, au moment même où une autre fuite destinée à embarrasser la Commission européenne voyait le jour, sur les "négociations" en cours sur le traité transatlantique (TTIP), et cela dans un contexte politique qui aussi bien aux Etats-Unis qu'en France ou en Europe en général se traduit par le rejet de tous les partis institutionnels, pendant que les médias orchestraient une campagne destinée à clouer au pilori l'idée même de l'existence des partis politiques, au profit de ceux qui détiennent réellement le pouvoir et déterminent l'orientation ou l'avenir de la société ou du monde sans être le moins du monde inquiétés.

Tout se tient, non ?

Pour compléter cette analyse, une dernière explication qui pourrait être la plus vraisemblable. Parmi les Américains et les Européens il existe un puissant lobbying représentant les différentes couches de l'oligarchie implanté jusqu'au sommet de chaque Etat et institution, dont l'administration américaine, la NSA, la CIA et la Commission européenne. Ils sont donc en mesure s'avoir accès à un certain nombre de documents confidentiels, et selon que leur révélation peuvent servir leurs intérêts ils peuvent décider de recourir à ce moyen pour faire avancer leur cause au détriment de leurs concurrents. Il ne s'agit pas là d'une extrapolation gratuite au regard par exemple des nombreuses contradictions qu'on a eu l'occasion de relever dans les positions adoptées par Obama lors de la guerre contre la Syrie depuis 5 ans.

Dans nos analyses on doit tenir compte que les classes ne sont pas homogènes, qu'elles comportent différentes couches et que ces derniers se déclinent en différents cercles dont les intérêts ne sont pas forcément les mêmes. De plus, la crise du capitalisme et l'orientation néolibérale adoptée par les sommets de l'oligarchie financière créent d'énormes tensions au sein de cette classe jusqu'à menacer l'existence de certains de leurs membres, ce qui peut contraindre en désespoir de cause certains à chercher des alliés à l'extérieur de leur classe en instrumentalisant l'opposion de la population à la politique néolibérale ou auprès de leurs représentants au sein des Etats qui sont contraint de l'appliquer, mais en supportent de plus en plus difficilement les conséquences sur le plan politique.

Il faut donc veiller à l'évolution des rapports à l'intérieur de chaque classe pour comprendre leurs réactions ou la manière dont elles interprètent certains événements, comment leurs différentes couches peuvent les exploiter y compris sur le plan politique. Cela nécessite en premieu lieu de se tenir parfaitement informé ou de faire l'effort de s'informer auprès de différentes sources sans a priori, de recouper les données récoltées avant de tirer la moindre conclusion. On ne le fait pas toujours avec la rigueur exigée par manque de temps, ce qui nous oblige parfois à nous y reprendre en plusieurs fois ou à rectifier nos analyses ou nos conclusions. Que les militants ne nous en tiennent pas rigueur, on fait pour le mieux, l'essentiel demeurant que nos intentions et l'orientation dans laquelle s'inscrit notre politique demeurent fidèle à l'idéal que nous représentons ou la cause que nous défendons.

Bref rappel du contexte qui a précédé la "fuite" sur le Tafta.

12 avril

- Pierre Moscovici : « La révolution de la transparence est partie, elle ne s'arrêtera pas »

Mardi 12 avril, la Commission européenne a présenté son projet de « reporting pays par pays » des multinationales, exigeant désormais qu'elles rendent publics leurs profits et leurs impôts (dus et payés) non seulement dans les 28 pays de l'Union européenne, mais aussi dans les pays non coopératifs – en clair, dans les paradis fiscaux.

Le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Pierre Moscovici, fait partie de ceux qui, à Bruxelles, ont plaidé, ces derniers jours, pour une modification en urgence de ce projet de directive sur la transparence des comptes des entreprises, qui, initialement, n'avait rien prévu pour les paradis fiscaux. Afin de tenir compte du scandale « Panama papers », dont Le Monde a contribué à révéler l'existence.

Pierre Moscovici : ... au final, l'Union européenne a proposé quelque chose de très important car elle est la première zone du monde à proposer une telle transparence. Les ONG en demandaient plus... lemonde.fr 12.04

21 avril

- Le rejet du Tafta, dernière chance de François Hollande - Slate.fr

La question du libre-échange entre Europe et États-Unis pourrait devenir un argument central dans la campagne de 2017, alors que le gouvernement a multiplié les signes d'agacement sur le sujet ces derniers temps. Slate.fr

23 avril

-Traité transatlantique: Paris et Berlin affichent une position commune BFM Business

Alors qu'un nouveau round de négociations entre Américains et Européens s'ouvrira la semaine prochaine, la France et l'Allemagne ont listé les sujets sur lesquels les deux pays veulent faire pression.

- Tafta: Paris et Berlin listent les sujets sur lesquels ils attendent des avancées "concrètes" - AFP

Paris et Berlin ont listé vendredi les sujets sur lesquels les négociations sur le traité de libre-échange transatlantique (Tafta) doivent avancer "concrètement", de la convergence réglementaire aux marchés publics en passant par l'agriculture, "sans quoi il n'y aura pas d'accord possible... AFP

- Paris et Berlin en ligne sur le commerce transatlantique Reuters

La France et l'Allemagne ont harmonisé vendredi leurs positions sur le contenu d'un éventuel accord de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis (Tafta), qui devra selon eux permettre une réelle ouverture du marché américain.

24 avril

- Traité libre-échange : Paris et Berlin fixent leurs exigences - Atlantico.fr

Le Tafta, ensemble d'accords commerciaux entre l'Europe et les Etats-Unis, est de plus en plus décrié, alors que de nouvelles négociations débutent ce lundi. Atlantico.fr

- Manifestation anti-Tafta avant la venue d'Obama à Hanovre - Reuters

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Hanovre pour exprimer leur opposition à l'éventuel accord visant à créer une zone de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis (Tafta) avant la venue de Barack Obama. Reuters

- Les Allemands manifestent contre le traité de libre-échange - BFM Business

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Hanovre, dans le nord de l'Allemagne, contre le projet d'accord de libre-échange transatlantique que Barack Obama et Angela Merkel défendent à l'unisson, à la veille de la visite du président américain dans le pays. BFM Business

25 avril

- Obama plaide pour un accord sur le libre-échange cette année avec l'UE - AFP

Le président américain Barack Obama et la chancelière allemande Angela Merkel ont mis dimanche leur poids dans la balance pour défendre le projet d'accord de libre-échange UE-USA, malgré l'opposition croissante qu'il suscite des deux côtés de l'Atlantique. AFP

- Traité transatlantique : quelle considération pour la France ? - La Tribune

Aucune position défendue par la France n'est pour l'heure prise en compte comme elle le voudrait dans les négociations sur le traité de libre-échange transatlantique, selon le secrétaire d'Etat au Commerce... La Tribune

26 avril

- A gauche comme à droite, le Tafta, ça ne passe pas en l'état - L'Express.fr

La prudence, voire l'hostilité, au Traité de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne (Tafta) déborde du Front de gauche et du Front national. Les Républicains comme le PS exigent des garanties. L'Express.fr

2 mai

- TTIP – Les pressions US sur l'UE révélées dans les documents secrets « fuités » par Greenpeace - RT

Selon un sondage réalisé récemment par YouGov pour le compte de la Fondation Bertelsmann, seulement 17% des Allemands pensent que le TTIP est une bonne chose, alors qu'ils étaient 55% à le croire l'année dernière. Aux États-Unis, ils ne sont plus que 18% en faveur de l'accord, contre 53% qu'ils étaient en 2014. RT 02.05

5 mai

- Commerce: le TTIP pose de "gros problèmes" en l'état pour Ségolène Royal

La ministre française de l'Environnement Ségolène Royal a estimé jeudi à Washington que le traité de libre-échange transatlantique actuellement en négociation pose de "gros problèmes" et nécessitait des "modifications".

Les titres des quelques articles que nous avons lus et téléchargés sur "Panama papers" :

- «Panama Papers» les révélations d'un scandale mondial d'évasion fiscale
- « Panama Papers » Le récap', épisode 1
- Panama papers 15 des 500 plus grandes fortunes françaises citées
- Panama Papers Jean-Pierre Chevènement met en doute « l'origine des fuites massives » Public Sénat
- Panama Papers le plan de Wolfgang Schäuble pour lutter contre les paradis fiscaux
- Panama Papers mais où sont les Américains
- Panama Papers qui sont les grands gagnants
- La source des Panama Papers prévoit une "révolution numérique"
- 'Panamapapers' plus de 100 journaux révèlent les avoirs de personnalités dans des paradis fiscaux
- Paradis fiscaux la France va réinscrire sur sa liste le Panama
- Qu'est-ce que les Panama Papers ne vous ont pas dit sur la fortune de Poutine
- Pierre Moscovici « La révolution de la transparence est partie, elle ne s'arrêtera pas » - Yahoo Finance France
- Londres, le refuge doré des milliardaires
- Les «Panama Papers» ont enfin leurs théories du complot _ Slate.fr
- Les «partenariats» trans-antlantique et trans-pacifique ne sont qu'une mise sous tutelle corporatiste complète et globale Arrêt sur Info
- Les banques françaises font un tiers de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux
- Edward Snowden explique comment la NSA surveille les journalistes
- Cinq pays européens se réunissent contre l'évasion fiscale
- « Panama papers » Mossack Fonseca menace d'actions en justice si les documents sont mis en ligne
- « Panama papers » passe d'armes entre WikiLeaks et le Consortium international de journalistes
- Le lanceur d'alerte des 'Panama papers' explique ses motivations
- Panama Papers le lanceur d'alerte à l'origine du scandale sort du silence
- Sur les Panama Papers, Denis Robert en appelle à la prudence et à l'investigation Arrêt sur Info
- Wikileaks et plusieurs grands médias ont refusé les Panama Papers, révèle la source de la fuite
- Touche Pa…nama mondialisation
- Les Panama Papers : Opération véreuse pour s'approprier tout l'argent du monde

Le POID ne s'interrogera pas un seul instant sur l'origine de ces "révélations", Greenpeace financé par l'oligarchie, tout comme il ne s'interrogera pas sur la nature de leur destinaire, Le Monde notamment, appartenant à des oligarques. Ils leur balancent un os à ronger et ils s'empressent de sauter dessus à pieds joints comme s'ils n'avaient que cela à se mettre sous la dent ! On ne veut pas être méchant, mais on ne comprend pas qu'ils puissent tomber dans ce genre de panneaux, c'est quand même gros, non ?

Evidemment, à aucun moment ils ne se demanderont si ces "révélations" à répétition ne faisaient pas partie d'un plan d'ensemble savemment orchestré et conçu par une ou des officines en cheville avec quelques oligarques anglo-saxons parmi les plus puissants de la planète en vu d'atteindre un objectif politique, impossible car le POID ne tient pas à être assimilé aux théoriciens du complot, il préfère la proximité rassurantes des médias institutionnels qui constituent sans doute un gage de probité ou d'honnêteté à toutes épreuves.

Pour étayer ce propos, un bref rappel des infos en bref de l'avant-veille :

- Le Monde a pu consulter une série de documents confidentiels très récents, et totalement inédits, concernant le désormais fameux « Tafta » (...) Obtenus par Greenpeace Netherlands... (source : Le Monde 01.05)

Le Monde non plus ne s'est pas interrogé pour savoir comment Greenpeace avait-il pu se procurer ces "documents confidentiels". Et pour cause il avait déjà trempé dans la "fuite" précédente dans laquelle il avait également embarqué avec lui le POID. Les uns et les autres se passeront bien de révéler à leurs lecteurs, que dans l'affaire des "Panama papers" l'oligarque George Soros en était notamment à l'origine, et que le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) dont faisait partie Le Monde était financé par USAid et la CIA, tout comme la société Mossack Fonseca. (source: Dommage collatéral des Panama Papers - Wayne Madsen - journaliste d'investigation, essayiste et éditorialiste. Il est membre de la Société des Journalistes Professionnels et du Club de Presse National. - publié par Arrêt sur Info le 29 avril 2016)

latribunedestravailleurs.fr - 4 avril 2016 – 11,5 millions de documents internes du cabinet panaméen Mossack Fonseca, ont été obtenus par le Consortium international des journalistes d'investigation et analysés par 107 médias, dont le Monde en France. Il s'agit de la plus grosse fuite d'informations jamais exploitée par des médias. (https://latribunedestravailleurs.fr)

A qui devait profiter le crime, hormis à ceux qui l'avaient commis nous demandions-nous il y a un mois, une question apparemment condamnée par le politiquement correcte adopté par le POID, précisons pour ne pas faire de jaloux, par tous les partis ouvriers sans exception.

Sans entrer dans les détails, la classe des capitalistes est aussi hétérogène que celle des exploités. Elle comporte une multitude de couches ou cercles répartis sur une échelle en haut de laquelle trônent les banquiers les plus puissants, parmis lesquels ils existent des divergences liées à des exigeances particulières quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre leurs objectifs, et dans la guerre qu'ils se livrent entre eux, les coups tordus qu'ils sont amenés à commettre sont à la hauteur de leur pouvoir ou peuvent prendre une ampleur gigantesque.

Cette nouvelle affaire est partie comme par hasard de Greenpeace Netherlands, donc des Pays-Bas, une monarchie liée au groupe Bilderberg depuis son origine, avant cela et depuis le début du XXe siècle aux pétro-oligarques anglo-saxons (Shell également appelée Royal Dutch Petroleum), précurseur de la légalisation de la drogue et de la pornographie élevés au rang d'industrie nationale, du lobby écologiste, féministe, homosexuel, transgenre, etc. membres fondateurs de l'OTAN, de l'Union européenne et de l'OCDE, abritant la Cour internationale de justice (CIJ), la Cour pénale internationale (CPI), la Cour permanente d'arbitrage (CPA), le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Europol, organisation de coopération entre les polices des pays de l'Union européenne, Eurojust, organisation de coopération entre les instances judiciaires des pays de l'Union européenne, etc. et c'est aussi dans la ville de Maastricht qu'a été signé le traité éponyme sur l'Union européenne, le 7 février 1992... (source : Wikipedia)

On aura compris que les Pays-Bas constitue un des piliers de l'architecture néolibérale avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne sans oublier Israël.

On passe beaucoup de temps à étayer notre argumentation, parce que apparemment nombreux sont ceux qui ne se posent pas les bonnes questions, somme toute souvent élémentaires, qui dit quoi, qui est-il, quelles sont ses intentions, quels intérêts représentent-ils, etc. parfois cela transpire de leur discours, parfois non, alors il faut aller chercher ces informations ailleurs, avec Internet c'est facile de les obtenir, ensuite vaut mieux les mémoriser, cela constituera des points de repères pour saisir rapidement un article ou la situation sans se faire manipuler ou démonter en un clin d'oeil une falsification des faits. Franchement, ce n'est pas la mer à boire, non ?

On va jouer les idiots, il y a des militants qui adorent car cela nous va si bien... Il y a de nombreux articles qui sont rédigés par des journalistes d'investigations et publiés par des médias dits alternatifs sur toutes ces affaires ou événements, qui fournissent de précieuses informations ou indications pour comprendre de quoi il retourne réellement ou qui permettent de se faire librement une idée qui ne correspondra pas forcément à la version officielle. Alors pourquoi les dirigeants des partis ouvriers ne les lisent-ils pas apparemment, pourquoi n'en tiennent-ils pas compte dans leur présentation des faits, dès lors on n'ose même pas se demander s'ils en tiennent compte dans leurs analyses ou l'élaboration de leur politique.

- Sur les Panama Papers, Denis Robert en appelle à la prudence et à l'investigation - Par Maxime Chaix - arretsurinfo.ch 05.05

Extraits.

...le magazine Foreign Policy, dans un article intitulé « L'affaire du "Twitter cubain" (http://foreignpolicy.com/2014/04/03/cuban-twitter-and-other-times-usaid-pretended-to-be-an-intelligence-agency/) et les autres exemples où l'USAID a agi tel un service secret », « plusieurs gouvernements ont accusé depuis longtemps l'Agence américaine pour le développement international [USAID] d'être un paravent de la CIA ou d'autres organisations visant à les renverser. Comme le montre l'affaire [du "Twitter Cubain"],

il semblerait qu'ils avaient raison. (…) Il existe peu de preuves pour étayer ces accusations [sic], du moins jusqu'à présent. Mais ce nouveau scandale à Cuba n'aidera pas l'USAID a restaurer sa réputation en lambeaux. »

Confirmation -"Parmi ses donateurs figurent effectivement l'USAID, l'agence américaine pour le développement, et le département d'État des États-Unis (…). Ses soutiens comportent aussi des organisations non gouvernementales, dont l'Open Society Foundation financée par le milliardaire George Soros, et le think tank Google Ideas". lemonde.fr 06.04

Les États-Unis sont devenus le plus « grand paradis fiscal au monde »

Denis Robert - ...il nous faut prendre en compte le contexte global dans lequel survient cette offensive médiatique contre le paradis fiscal panaméen, dans le sillage de la guerre juridique, financière et diplomatique lancée par Washington en 2008 contre le système financier suisse. J'ai donc rappelé à Marc Chesney cette analyse de Bloomberg.com, selon laquelle les États-Unis ont récupéré le marché offshore mondial au détriment de la Suisse et d'autres juridictions.

Voici ma traduction d'un extrait de cet important article : « Certains appellent [les États-Unis] la "nouvelle Suisse". Pendant des années, les USA ont fustigé d'autres pays car ils aidaient des Américains fortunés à dissimuler leur argent en dehors des frontières nationales. Or, les États-Unis sont en train de devenir un paradis fiscal de premier plan pour les riches étrangers, à qui le secret est garanti. En résistant aux nouveaux standards mondiaux de transparence, les USA créent un nouveau marché très attractif, devenant l'endroit préféré des étrangers qui souhaitent planquer leur fortune. Des avocats londoniens jusqu'aux sociétés fiduciaires suisses, tout le monde emboîte le pas, aidant les riches de ce monde à transférer leurs comptes depuis des places [offshores] telles que les Bahamas et les Îles Vierges britanniques vers le Nevada, le Wyoming et le Dakota du Sud. "Comme il est ironique – ou plutôt pervers – que les États-Unis soient devenus la nouvelle juridiction du secret bancaire, alors qu'ils se sont montrés si moralisateurs dans leurs condamnations des banques suisses", comme l'a écrit récemment dans une revue juridique Peter A. Cotorceanu, un avocat du cabinet zurichois Anaford AG. "Vous entendez ce 'monstrueux bruit de siphon' ? C'est le son de la ruée de l'argent vers les USA." » Marc Chesney m'a confirmé la justesse de cet article, en citant le Delaware et le Nevada comme exemples de paradis fiscaux en plein essor.

La veille de cette conférence, le responsable des questions fiscales à Oxfam affirmait que les Panama Papers étaient « l'arbre qui cachent la forêt ». Dix jours plus tard, Oxfam America publiait un rapport indiquant que les 50 plus grandes multinationales américaines auraient placé près de 1,3 billions de dollars dans des places offshores entre 2008 et 2014. Dans la même période, ces entreprises auraient bénéficié d'environ 11,2 billions de dollars d'aides publiques aux États-Unis – un pays pourtant réputé « libéral ». Mais dans ce rapport, l'angloterme « offshore », dont l'une des traductions littérales est « en mer », désigne principalement des îles exotiques telles que les Bermudes – un archipel où les multinationales américaines ont déclaré 104 milliards de dollars de profits en 2012, comme le rappelle Oxfam America. [1] Cependant, une recherche par mots-clés dans les 25 pages de ce rapport indique que les paradis fiscaux des États-Unis (Delaware, Nevada, Wyoming, Dakota du Sud…) ne sont pas cités. Or, si l'on prend l'exemple du Delaware, les principales multinationales américaines sont implantées « dans ce grand "trou noir" fiscal [où elles] font échapper à l'impôt une partie de leurs profits ». La City de Londres n'est pas non plus mentionnée dans cette étude d'Oxfam America, et pourtant…

Dans le sillage des Panama Papers, Jacques Attali a souligné qu'« il y a plusieurs États des États-Unis, tel le Delaware, et plusieurs pays européens, comme la Grande-Bretagne ou le Luxembourg » parmi les principales places offshores dans le monde. Il a ajouté que « les pays offrant des avantages fiscaux démesurés en toute légalité doivent être combattus. J'attends avec gourmandise la publication, un jour, des "London Papers", qui dévoileront comment la si respectable City abrite bien des turpitudes financières et fiscales, au détriment des pays dans lesquelles les richesses sont créées. Ce sera infiniment plus important et signifiant que les quelques révélations de Panama. » arretsurinfo.ch 05.05

Tu parles, quel crétin !

- La source des Panama Papers prévoit une "révolution numérique" - AFP

La source des révélations des "Panama Papers" dresse un réquisitoire sévère contre l'inertie des politiques, de la justice et des médias contre les paradis fiscaux, pronostiquant une "révolution numérique" dans le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung vendredi. AFP 6.05

- Wikileaks et plusieurs grands médias ont refusé les Panama Papers, révèle la source de la fuite - 20minutes.fr

La source des révélations des « Panama Papers » dresse un réquisitoire sévère contre l'inertie des politiques, de la justice et des médias contre les paradis fiscaux, pronostiquant une « révolution numérique » dans le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung vendredi.

Sa décision de livrer gratuitement à une centaine de médias quelque 11,5 millions de documents du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca est « personnel (le) », parce qu'il s'est rendu compte « de l'ampleur des injustices » qu'ils dépeignent, explique-t-il, selon la traduction en français du quotidien Le Monde.

« Je ne travaille ni n'ai jamais travaillé pour un gouvernement ou un service de renseignement, ni directement ni en tant que consultant », se borne-t-il à préciser, ne livrant aucun indice sur sa nationalité, son identité ou ses fonctions.

Depuis début avril, les révélations des « Panama Papers » ont provoqué l'ouverture de nombreuses enquêtes dans le monde et conduit le Premier ministre islandais et un ministre espagnol à la démission. Ces documents ont plus généralement dévoilé l'utilisation à grande échelle de sociétés offshore permettant de placer des actifs dans des territoires opaques et à très faible fiscalité.

Il dénonce également "l'érosion totale des critères éthiques qui conduit à un nouveau système que nous continuons d'appeler capitalisme mais qui revient à un esclavage économique". 20minutes.fr 06.05

- Les Panama Papers : Opération véreuse pour s'approprier tout l'argent du monde - Akil Cheikh Hussein - legrandsoir.info 01.05

Une guerre parmi les plus farouches est menée par les cercles qui préparent l'avènement d'un monde dont la population est réduite à quelques millions d'habitants puissants et extrêmement riches. Les Panama Papers en sont un front.

Le fameux chaos constructif ou constructeur n'est pas un « traitement » destiné à être administré au seul Moyen-Orient. Ou, plus généralement, aux pays déclarés officiellement comme ennemis des Etats-Unis.

Déstabilisation

Il est plutôt une étape de la guerre finale. Celle qui est en cours et qui devrait être couronnée par le triomphe non d'une puissance classique, notamment les Etats-Unis, mais d'une puissance sans précédent dans l'histoire de l'humanité : Une puissance qui se sert de tous les puissants du monde, chacun selon ses pouvoirs, et en conséquence tout particulièrement du régime étasunien, pour instaurer le royaume des plus puissants à l'échelle mondiale.

Cette entreprise passe nécessairement par la destruction successive de tous les Etats et de toutes les sociétés pour ne laisser que l'Etat et la société internationaux et idéaux dont les citoyens sont riches et forts au point de ressembler aux anciennes divinités olympiennes qui, en dépit de leur appartenance à la mythologie caduque de quelques millénaires, continuent de coloniser les mentalités des humains, en l'occurrence celles des Occidentaux à l'ère du règne de la raison et des technologies les plus sophistiquées.

Les Panama Papers font partie de cette entreprise qui, au-delà des machinations opaques et des complications juridiques régies par un arsenal qui mobilise les meilleurs avocats et juristes du monde, vise à atteindre deux objectifs.

Le premier est la déstabilisation de l'entourage humain de toutes les personnes désignées par les documents en question comme étant des corrompus et des voleurs puisqu'elles se dérobent au payement des impôts et dirigent leur argent illégalement gagné vers des paradis fiscaux.

Le second est faire en sorte que cet argent illégal, comme d'ailleurs tout autre argent, jusqu'à même les deux shillings et six pences des enfants de Mr George Banks (du fameux ''Mary Poppins'') se dirige vers les banques étasuniennes.

Etasuniennes ? Oui, dans le sens où elles se trouvent sur le territoire des Etats-Unis et dont beaucoup parmi leurs propriétaires se trouvent être des Etasuniens, mais qui ne sont en vérité que des citoyens parmi les citoyens du royaume international qui est en train de supplanter tous les autres royaumes. Etant sous l'un de ses aspects un processus d'extermination massive ayant pour but de réduire la population du fameux monde à venir à quelques millions de personnes avant de le ré-réduire encore à un nombre encore plus réduit, le projet du nouveau monde a besoin pour être réalisé d'auteurs en mesure de réussir une telle tâche.

Le lâcheur lâché

Qui donc peut se porter candidat à l'application de cette tâche autre que les descendants de ceux qui, en 1945, ont massacré des centaines de milliers d'âmes humaines en lançant des bombes atomiques sur les villes japonaises ? Et de ceux qui trois ou quatre siècles auparavant avaient construit leurs Etats-Unis sur les cadavres de dizaines de millions de Peaux-rouges, la quasi-totalité des habitants du nouveau continent, et d'innombrables « esclaves » noirs acheminés d'Afrique pour travailler dans les fermes du Sud des Etats-Unis avant d'être affranchis pour un autre genre d'esclavage dans les usines des Yankees nordistes ?

Et de nos jours, qui peut recenser les victimes des guerres lancées par les Etats-Unis partout dans le monde et tout particulièrement depuis le début de la troisième guerre mondiale lancée à partir de 2001 par les Néoconservateurs étasuniens ?

Ou celles des autres guerres dirigées depuis Washington et New York, par des institutions spécialisées dans les affaires de la santé, de l'éducation, de l'agro-alimentaire et du prétendu développement et qui sont responsables de l'anéantissement de centaines de millions de personnes en Asie, en Afrique et en Amérique Latine ?

Comment expliquer le fait que des personnalités comme le roi de l'Arabie saoudite, l'émir des Emirats Arabes Unis, le monarque du Maroc et le premier ministre britannique, liés, d'une manière ou d'une autre, aux politiques des Etats-Unis, soient parmi les coupables désignés comme corrompus par les documents de Panama Papers ?

Et d'autres personnalités du même calibre et de la même obédience dont les noms n'ont pas été révélés subissent différentes formes de chantage qui les obligent à se plier aux dictats des constructeurs du nouvel ordre mondial ?

Rien n'est plus connu que la manière avec laquelle les Etats-Unis lâchent leurs serviteurs parmi les dirigeants des régimes fantoches. Et tout porte à penser qu'une fois les Etats-Unis en arrivent à atteindre le but direct de l'opération Panama Pappers, à savoir occuper la place de paradis fiscal unique dans le monde, ce sera le tour des Etats-Unis pour perdre leur place au profit du nouvel ordre mondial. legrandsoir.info 01.05

A retenir : le plus grave, le plus effarant, le plus inquiétant dans cette histoire, c'est que les partis ouvriers nient farouchement cette orientation ou l'existence de cette stratégie du capitalisme mondial. IIs sont donc hors jeu pour lutter efficacement contre ce qui se traduit par la dislocation finale du mouvement ouvrier à défaut de se recomposer sur une base saine qui prendrait en compte cette orientation ou cette stratégie destinée à pérenniser le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dans des conditions effroyables ou scellant le sort de la civilisation humaine désormais synonyme uniquement et il faut insister sur uniquement, de décadence, de chaos, de guerre et de barbarie.

Personne ne pourra dire qu'il n'avait rien vu venir ou qu'il ne savait pas, personne.

Le comportement des uns et des autres en est déjà fortement imbibé : individualisme forcené, susceptibilité maladive, scepticisme ou absence d'idéal, hypocrisie et couardise, autosatisfaction, orgueil et bonne conscience mal placé, matérialisme vulgaire, médiocrité ou corruption généralisée de la pensée, des arts, absence de discernement, de logique, reniement des valeurs morales universelles, etc.

On nage donc en pleine décomposition, toutes les faiblesses des hommes sont flattées au point de les entraîner de bassesse en bassesse dans un monde abjecte qui finalement est à leur image, d'où l'extrême difficulté d'en sortir. Résister sur le plan social ne suffit pas quand sournoisement vous êtes rongés par un mal qui s'immisce jusque dans les moindres recoins de votre existence pour vous transformer en agents inconscient de votre propre malheur.

Par votre mode de pensée et votre comportement, cédant inconsciemment à la pression permanente ou omniprésente de l'idéologie dominante, pendant que vous croyez lutter pour votre survie, simultanément vous vous employez à vous la rendre invivable par manque de discernement, aveuglés par votre propre ignorance que vous refusez d'admettre, ce qui apparemment vous protège du monde extérieur, l'idée supérieure que vous avez de vous-même, concourt en fait à vous renfermez sur vous-même ou à atteindre un stade de putréfaction irréversible qui vous destine à connaître un futur cauchemardesque et une fin extrêmement pénible.

Optez pour le matérialisme dialectique pour interpréter chaque pensée, idée, discours, geste, fait, faire preuve de modestie en toute circonstance, admettre sa propre ignorance ou faillibilité, concevoir que l'homme est perfectible, qu'il comporte de nombreuses faiblesses mais qu'il peut évoluer, qu'il doit impérativement oeuvrer à l'élévation de son niveau de conscience tout en agissant (en s'organisant) pour changer la société car dès lors se sera à sa portée, décelez partout, en toute occasion ou expérience, à tout moment comment l'idéologie de la classe dominante se manifeste pour la dénoncer, la combattre, la rejeter, telle est l'attitude à adopter pour la vaincre, pour trouver la voie pour vaincre définitivement le capitalisme, sinon ce sera peine perdue ou vous courrez à votre propre perte.

Ces lignes m'ont été inspirées par ma propre expérience, notamment par le comportement exécrable à mon égard de ma propre famille, de personnes qui se disaient être mes amis, et des militants avec lesquels j'ai été en relation à un moment donné, qui chacun à leur manière ont confirmé que l'homme manquait singulièrement de logique ou de discernement, et qu'il était attiré de préférence par ce qui fait son propre malheur.

Personnellement, c'est ce qui me rend malheureux et non mon attitude qui a toujours été sincère et fraternelle pour n'avoir jamais abandonné l'idéal qui m'anime depuis plus de 40 ans, même lorsque j'avais cessé de militer pendant 20 ans, bien qu'ayant commis de nombreuses erreurs au cours de ma vie, dont je me suis employé à essayer de tirer les enseignements au lieu de les nier stupidement, pour ne pas être condamné comme la plupart des gens à les trainer derrière moi comme un boulet tout au long de ma vie, dont finalement je n'ai pas à me plaindre, car si je faisais abstraction de tous ces gens qui s'étaient employés à me nuire d'une façon ou d'une autre, je devrais avouer être relativement heureux, ce qui m'agace entouré de tant de malheur et ayant conscience que le pire reste à venir dans l'état actuel des choses.

Je suis parfaitement lucide, comme j'ai à l'esprit qu'à 60 ans je me rapproche de la mort et que je n'aurai pas à subir le traitement effroyable que les dirigeants du vieux monde pourri nous réservent. Je pourrais très bien m'en foutre complètement et couler de vieux jours tranquillement dans mon trou en Inde, rien ne m'en empêche, sauf ma conscience, mon idéal de liberté qui me l'interdit, car étant lié pour toujours au sort du reste de l'humanité exploité et opprimé. Ce pourrait être mon testament.

A l'actif de l'horizontabilité : la terre est plate.

Grille de lecture.

- L'horizontabilité est le meilleur compagnon du nihilisme cher aux néolibéraux.

- L'horizontabilité flatte l'égocentrisme, l'individualisme, la mégalomanie.

- L'horizontabilité favorise l'expression de l'ignorance et de la médiocrité qui sont les plus répandues au détriment de la connaissance, l'expérience, la rigueur, la persévérance.

- L'horizontabilité est destinée à rabaisser ceux qui s'y adonnent en légitimant leur ignorance.

- L'horizontabilité, c'est le verticalisme (politique) à plat.

- L'horizontabilité, c'est l'égalitarisme décrétant que deux états de conscience quel que soit leur niveau mériteraient la même attention ou le même traitement, car ils seraient animés par les mêmes intentions a priori respectables donc légitimes, sans avoir à se demander s'ils possèderaient les mêmes qualités ou équivalentes.

- L'horizontabilité est antidémocratique, parce qu'elle conduit à plonger la conscience dans un bain d'inconscience pour qu'elle s'y noie.

- L'horizontabilité est le produit de la dislocation du mouvement ouvrier que certains voudraient achever en procédant à sa dissolution finale dans un magma d'illusions.

- L'horizontabilité reflète la confusion actuelle qui consiste à refuser d'admettre qu'il existerait un courant politique au sein du mouvement ouvrier qui aurait atteint un niveau de conscience supérieur digne d'intérêt ou d'inspirer confiance, ravalant toutes les composantes du mouvement ouvrier au niveau du caniveau au point d'avoir envie de le fuir, c'est l'objectif de ses promotteurs.

- Comment peut-on accorder la même légitimité à un apprenti et à un ouvrier expérimenté ? Comment peut-on accorder la même légitimité au discours d'un ouvrier profondément arriéré, illettré, ignare, inculte, et à celui d'un professeur d'université, par exemple ? Mettriez-vous votre existence, votre santé, vos dents, votre bagnole entre les mains d'un apprenti, d'un étudiant ou préfériez-vous recourir à un professionnel ?

- La démocratie ne consiste pas à permettre au peuple de s'exprimer ou de se prononcer sur tout et n'importe quoi ou des questions qui le dépassent, qu'il est manifestement pas en état de traiter sereinement. Elle consiste à lui fournir les matériaux qui lui permettront d'y parvenir, afin de pouvoir trancher entre les différentes propositions ou orientations qui s'offrent à lui en fonction réellement de ses besoins.

Avant cela, il est préférable qu'il ne détienne pas le pouvoir, car nulle ne sait ce qu'il serait capable d'en faire sachant qu'il est encore trop faible pour éviter de se faire manipuler. La preuve en est, puisque c'est l'état dans lequel il est qui l'a justement conduit à remettre son destin entre les mains de représentants peu recommandables qui n'oeuvrent pas vraiment à son bien à notre connaissance ou s'emploient à lui pourrir la vie au quotidien.

Personnellement j'en fais l'expérience quotidiennement en vivant avec deux femmes profondément arriérées, illettrées, etc. en leur interdisant de prendre des décisions à ma place dans certains domaines, sachant qu'elles n'ont pas acquis le niveau de conscience suffisant qui les empêcherait de commettre de terribles erreurs qui nous coûteraient très chers ou qu'on ne serait pas forcément en mesure d'assumer ou compromettraient gravement notre avenir.

J'en assume la responsabilité, qui consiste à veiller autant que faire se peut à leur bien-être en les laissant libre d'agir à leur guise de manière générale, ce qui n'est pas toujours facile ou de tout repos il faut bien l'avouer, car cela se traduit quotidiennement par bien des complications ou pire encore, des problèmes de tout ordre qui sont pratiquement inévitables, ce que je dois supporter dans la bonne humeur pour avoir accepté de partager leurs existences, sinon je serais un tyran, ce dont je n'ai jamais eu la vocation.

Donner le pouvoir au peuple, à n'importe qui dans n'importe quelle condition, c'est de la démagogie, une pure folie qui défie l'entendement. Et puis cette généreuse intention est malhonnête, car chacun sait ou devrait savoir que dans ces conditions il sera manipulé par plus malin et plus puissant que lui, ceux qui détiennent le pouvoir ou ses représentants. Idéaliser la

classe ouvrière, le peuple a toujours conduit aux pires catastrophes dans l'histoire.

L'horizontalité au service des pires crimes de l'impérialisme.

Ce n'est pas moi qui l'affirme mais le porte-parole du néolibéralisme, Raphaël Glucksmann, dans une interview à Liberation. Extrait.

Raphaël Glucksmann - Une des caractéristiques de ces mouvements est l'horizontalité, alimentée par Internet et les réseaux sociaux. Or, c'est aussi ce qui caractérise désormais le terrorisme…

En effet, il colle parfaitement à l'ère des réseaux sociaux, où chacun produit son propre manifeste. Chacun peut devenir un martyr et un soldat du jihad de son propre chef, en se revendiquant d'une organisation très lâche. Ce serait une erreur de croire, comme le répètent tous les dirigeants du monde à chaque acte de Daesh, que ceci n'a pas sa place au XXIe siècle. L'horizontalité en soi n'est pas une valeur positive. Elle donne à la fois les révolutions pacifistes et ouvertes qui ont émerveillé le monde et une nouvelle forme de jihadisme ou de populisme, à l'instar de Pegida, en Allemagne. Ce mouvement repose largement sur des masses spontanées, descendues dans la rue sans parti politique.

Il n'y a plus de parole a priori légitime. L'horizontalité entraîne à la fois une explosion positive de la prise de parole et le retour d'idéologies que l'on pensait bannies à tout jamais, mais qui étaient juste censurées. Il faut donc mener le combat là où les gens s'informent le plus : sur les réseaux sociaux, les blogs, les places. En septembre, face à l'afflux des réfugiés, en arguant de l'état de l'opinion pour ne pas ouvrir notre pays aux boat people du XXIe siècle, le gouvernement français l'a confirmé : le repli et le rejet de l'autre ont réellement progressé dans notre société. Or, ce n'est pas seulement la responsabilité des politiques, mais aussi celle des intellectuels, des organisations qui fondent la société civile d'essayer de comprendre où on a échoué et de repartir au combat. liberation.fr 04.05

A retenir : Il n'y a plus de parole a priori légitime. Mais en attendant il y a bien un pouvoir et un régime en place, une classe qui dirige la société, qui décide pour le peuple, plus précisément ses représentants qui gouvernent contre les intérêts du peuple.

La peste noire, "les réseaux sociaux, les blogs, les places" encensés par cet ultra réactionnaire.

Rappel du parcours de cette ordure professionnelle.

- Rappelons qu'il est lié au régime néonazi de Kiev par son épouse, Eka Zguladze qui fut nommé vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk. (Source : La Croix (http://www.la-croix.com/Archives/2012-09-18/Le-conseiller-francais-du-Prince-georgien.- RAPHAEL-GLUCKSMANN-_NP_-2012-09-18-854932), 18/09/2012).

- Raphaël Glucksmann a rejoint Kiev, huit jours après le début des manifestations (de Maidan - ndlr). Depuis, il a contribué – sans contrat et gratuitement – à la stratégie de Vitali Klitschko, l'exboxeur devenu l'un des leaders des manifestants pro-européens en Ukraine, a écrit ses discours et développé ses contacts en Europe et aux États-Unis. (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce (Ceux orchestrés par la CIA... - ndlr). Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- Il est également à l'origine de la création d'une ONG en faveur de la démocratie européenne, qu'il préside à Kiev : « J'essaye de dire aux oligarques ukrainiens que s'ils veulent prouver qu'ils sont devenus pro-européens ils doivent aider les autres (Biélorusses, Russes, Géorgiens) à faire leur révolution« , affirme-t-il. Avant de s'emballer, une lueur dans les yeux : « C'est tout de même la première fois que des gens meurent avec le drapeau européen dans les mains » (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- Il est cofondateur de l'association Études sans frontières, dont le comité d'honneur comprend la fine fleur des néoconservateurs français : Youri Afanassiev; Elena Bonner; Francis Bueb; Georges Charachidze; Yves Cohen; Dr. Michael Dewitte; Wilhem Donner; Olivier Dupuis; Michael Fischer; André Glucksmann; Romain Goupil; Pierre Hassner; Richard Herzinger; Kjell Olaf Jensen; Kerry Kennedy; Bernard Kouchner; Jack Lang; Pierre Lellouche; Pierre Moinot; Dr. Gérard Mortier, Rupert Neudeck; Yves Quéré; Josep Ramoneda; Jacques Rupnik; Alain Touraine.

- Pour Raphaël Glucksmann : « ce qui m'a toujours plu chez Bernard (BHL - ndlr), comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (http://www.bernard-henri-levy.com/2008-en-georgie-par-raphael-glucksmann-10388.html).

- Comme son père André Glucksmann, il est membre du cercle de réflexion du Cercle de l'Oratoire (cofondé par Michel Taubmann et son épouse), il contribue à l'édition de sa revue Le Meilleur des mondes (2006-2008). Créé de façon informelle, en 2001, le

Cercle de l'Oratoire est devenu un lieu de rencontre pour les différentes sensibilités pro-américaines en France : « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'antiaméricanisme qui régnait en France au lendemain du « 11-Septembre ». Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« "Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006). Le groupe prend forme peu à peu, avec des « intellectuels (les philosophes André Glucksmann et Pierre-André Taguieff, l'essayiste Pascal Bruckner, l'universitaire Stéphane Courtois, coauteur du Livre noir du communisme, Jacky Mamou, ancien président de Médecins du monde, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris…) mais aussi de jeunes journalistes, des étudiants. Des personnalités (Bernard Kouchner, Nicolas Baverez, Fadela Amara…) » (« Les meilleurs amis de l'Amérique », Libération (http://www.liberation.fr/grand-angle/2006/05/09 /les-meilleurs-amis-de-l-amerique_38664), 09/05/2006). Pour leur première action, ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre », Le Monde du 8 novembre 2001). Pour son premier numéro en 2006, la revue Le Meilleur des mondes,

- L'essayiste André Glucksmann a annoncé son ralliement à la candidature présidentielle de Nicolas Sarkozy. Celui qui débuta sa carrière comme militant maoïste, avant de rejoindre Raymond Aron et de collaborer à Exchange (un pseudopode de la CIA), bascule une nouvelle fois de la gauche vers la droite. (Le coeur de la campagne présidentielle - Le Réseau Voltaire - 6 février 2007)

L'instrumentalisation, récupération.

change.org - Caroline De Haas.

- "Prenez quelques minutes pour interpeller le ou la député de votre circonscription et lui demander de voter contre la Loi travail."

Interpeler qui, les députés qui ont voté toute une batterie de lois sclérates, liberticides, antisociales depuis mai 2012 ? Interpeler qui, les députés de partis qui participent au gouvernement le plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République ?

On ne peut pas soutenir une initiative qui vise à faire passer à la trappe comment, pour qui ou contre qui le PS et ses satellites, leurs députés, leurs ministres, leur président ont gouverné depuis mai 2012.

On ne peut pas soutenir une initiative qui vise finalement à embrouiller les esprits afin de les empêcher de saisir la véritablement nature réactionnaire, de droite du PS et ses satellites ou destinée à les amener à réviser leur jugement sur ces partis quand ils étaient parvenus à cette conclusion sur la base des faits ou de leurs expériences.

Le PS étant un des piliers du régime que nous devons abattre, cette initiative sert donc les intérêts du régime, dès lors qu'elle consiste ou conduit à entretenir ou à faire renaître des illusions dans ce parti dans la tête des travailleurs. Le PS figure dans le camp de nos ennemis, c'est ce constat qui doit déterminer les rapports que l'on doit adopter envers lui.

Ils étaient Charlie... et Nuit Debout.

- Cazeneuve "fera tout" pour que Nuit Debout puisse continuer à se rassembler à Paris - AFP

Le ministre de l'Intérieur s'est dit mardi "intraitable avec les casseurs" tout en affirmant qu'il "fera tout" pour que le mouvement Nuit Debout puisse continuer à se réunir place de la République à Paris, malgré les incidents réguliers survenus en marge du rassemblement... AFP 03.05

Ils savent que ce "mouvement" est piloté par des aventuriers et qu'il est destiné à finir dans une impasse ou à pourrir sur place, dès lors il sert leurs intérêts et ils ont tout intérêt à ce qu'il dure aussi longtemps qu'ils l'auront décidé.

Et puis que des gauchistes se livrent à des violences aveugles ou gratuites, c'est toujours bon pour criminaliser le mouvement ouvrier et justifier la répression.

- Les rassemblements parisiens de Nuit debout interdits de 22 heures à 7 heures - LeMonde.fr

La préfecture de police de Paris a annoncé jeudi 5 mai l'interdiction des « activités liées ou générées par le rassemblement » des participants de Nuit debout place de la République à Paris, « à partir de 22 heures, jeudi 5 mai, jusqu'à 7 heures, le vendredi 6 mai 2016 ».

La consommation de « boissons alcooliques » et la formation de « cortèges constitués à partir de la place de la République » sont également prohibées, poursuit le communiqué de la préfecture. LeMonde.fr 06.05

Etat policier.

- Cazeneuve soutient la police face aux "affiches blessantes" - AFP

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a défendu, lors de la projection mercredi 4 mai de la nouvelle campagne de recrutement de la police nationale, les forces de l'ordre face aux "affiches inesthétiques" et "blessantes"... AFP

- Appel du syndicat Alliance à dénoncer la "haine anti-flic" - Reuters

Le syndicat de policiers Alliance a appelé mercredi à une journée de manifestations partout en France le 18 mai pour dénoncer un sentiment de défiance envers les forces de l'ordre, qualifié de "haine anti-flic". Reuters

- Le gouvernement propose une prolongation de deux mois de l'état d'urgence - Liberation.fr

Cette prolongation de cet état d'exception n'intégrera pas de perquisitions administratives, a indiqué ce mercredi Stéphane Le Foll. Liberation.fr

Quelle légitimité ont-ils ?

- François Hollande a son plus bas niveau, selon un sondage - Reuters

François Hollande atteint le plus bas niveau jamais enregistré depuis son élection à la présidence de la République avec 16% de confiance (-2), selon un sondage pour Les Echos et Radio Classique diffusé jeudi.

Désormais, 80% des personnes interrogées déclarent ne pas faire confiance au chef de l'Etat, près d'un sondé sur deux (49%) allant jusqu'à répondre "pas confiance du tout".

François Hollande entraîne dans sa chute le Premier ministre Manuel Valls qui est lui aussi au plus bas depuis son arrivée à Matignon en avril 2014 avec seulement 20% de confiance. Il perd deux points en un mois.

"Cette nouvelle baisse s'avère d'autant plus préoccupante pour l'exécutif qu'elle intervient après une série de bonnes nouvelles sur le front économique", souligne Elabe. Reuters

Sur la loi Travail

- La loi Travail rejetée par les trois quarts des Français - Francetv info

Le 49.3 plane sur l'Assemblée alors que débute ce mercredi 4 mai le deuxième jour d'examen du projet de loi Travail. Un texte rejeté par une grande majorité de Français. Francetv info

- Travail: le recours au 49.3 choque 71% des Français, mais Valls ne l'exclut pas - L'Express.fr

- Loi travail: LR et UDI déjà prêts pour une motion de censure en cas de 49.3 - AFP

Les groupes LR et UDI à l'Assemblée ont indiqué mardi qu'ils déposeraient une motion de censure contre le gouvernement si l'exécutif recourait au 49.3 pour faire adopter le projet de loi travail.

- Manuel Valls n'écarte par le recours au 49.3 pour la loi Travail - Reuters

Conscience à vendre. Comment ils soignent leur électorat de petits-bourgeois corrompus par le capitalisme.

Tout est à vendre, normal tout est à nous (NPA).

- Présidentielle 2017: A un an de l'élection, François Hollande soigne sa gauche - 20minutes.fr

Le chef de l'Etat a récemment multiplié les gestes en faveur de l'électorat de gauche... 20minutes.fr

- Manuel Valls annonce l'augmentation de 800 euros de la prime des professeurs des écoles à la rentrée 2016 - LeMonde.fr

L'indemnité des professeurs des écoles sera revalorisée à hauteur de celle perçue par les enseignants du second degré, soit 1

200 euros annuels, contre 400 euros actuellement. LeMonde.fr

... et les déshérités...

Quartiers prioritaires, zones de galère - AFP

Pas moins de 1.436 quartiers prioritaires, 5,3 millions de personnes concernées et des retards inouïs en terme d'emploi, de santé ou d'éducation: malgré une décennie de volontarisme politique, les disparités avec le reste du territoire sont loin d'être comblées, selon deux rapports publiés AFP

... si et si seulement...

François Hollande promet une "baisse" des impôts pour les "plus modestes", si les conditions sont réunies

Il faudra que le gouvernement dispose de "marges" budgétaires suffisantes. Francetv info

Ils ne croient plus en rien ou presque comme on vient de le voir...

- Economie: les Français sévères pour Hollande mais ne croient pas à la droite et au FN - AFP

Les Français jugent sévèrement le bilan économique de François Hollande, mais l'opposition de droite ne leur apparaît pas comme une alternative crédible dans ce domaine, selon un sondage BVA diffusé mercredi. AFP

- Sondage: Hollande toujours en baisse à 13% - AFP

L'optimisme affiché par François Hollande avec la formule "ça va mieux" ne parvient pas à enrayer la chute de sa cote de confiance, en baisse de deux points à 13% en un mois, selon un sondage TNS-Sofres-Onepoint publié mercredi. AFP

Intox et conditionnement, imposture. A propos du Tafta ou TTIP

- «A ce stade», François Hollande dit non au Tafta, Washington y croit encore - 20minutes.fr

Un arrêt des négociations sur le TTIP est aujourd'hui « l'option la plus probable » a estimé ce mardi le secrétaire d'Etat français au Commerce extérieur... 20minutes.fr

- TTIP : le coup de bluff de François Hollande - Le Point

La France menace d'arrêter les négociations alors qu'elle n'en a pas le pouvoir. De facto, l'argument est avant tout politique. La France ne peut pas décider unilatéralement de s'en aller ou d'arrêter la négociation. Après avoir octroyé le mandat de négociation à la Commission européenne, Paris s'est engagé, comme ses 27 partenaires, à ne pas claquer la porte.

En réalité, la France ne pourra véritablement dire « non » au Tafta que lors du processus de ratification de ce dernier, qui aura lieu, selon toute probabilité, après la présidentielle de 2017. Cet accord devrait nécessiter la ratification par les 28 États membres. Et si un seul ne ratifie pas l'accord, c'est tout l'échafaudage qui s'écroule. On se souvient notamment de la mobilisation autour de l'accord anti-contrefaçon (Acta) qui a conduit en 2012 au vote négatif du Parlement européen et au retrait de plusieurs pays européens de l'accord. Le Point 03.05

Le TTIP, une étape cruciale vers l'instauration d'un gouvernement mondial.

TTIP, l'« Otan économique » - voltairenet.org - 4 mai 2016

Le géographe Manlio Dinucci propose ici une lecture cohérente de la stratégie de Washington incluant le TTIP, le renversement du régime ukrainien, les guerres de Libye et de Syrie, la vague de migrations depuis la Turquie, et le déploiement de l'Otan aux frontières de la Russie. Cet article est d'autant plus important que si beaucoup avaient compris une partie du puzzle, personne, à ce jour, n'avait pu expliquer le redéploiement de l'Otan en Europe.

par Manlio Dinucci

Des citoyens, des bureaux locaux, des parlements, des gouvernements, des États entiers sont privés d'autorité sur leurs

choix économiques, mis dans les mains d'organismes contrôlés par des multinationales et groupes financiers qui violent les droits des travailleurs, les exigences de l'environnement et la sécurité alimentaire, en démolissant les services publics et les biens communs : c'est pourquoi il faut rejeter le « Partenariat transatlantique sur le commerce et les investissements » (TTIP), négocié en secret par les États-Unis et l'Union européenne.

À ces raisons s'en ajoutent d'autres, dont on ne dit quasiment rien : celles à caractère géopolitique et géostratégique, qui révèlent un projet beaucoup plus ample et menaçant. L'ambassadeur des USA auprès de l'UE, Anthony Gardner, insiste : « il y a d'essentielles raisons géostratégiques pour conclure l'accord ».

Ce que sont ces raisons est indiqué par le Conseil national du Renseignement US ; lequel prévoit qu'« à la suite du déclin de l'Occident et de l'ascension de l'Asie, d'ici 2030 les États en voie de développement auront dépassé les États développés ». Pour cela, Hillary Clinton définit le partenariat USA/UE comme « un objectif stratégique majeur de notre alliance transatlantique », en projetant une « Otan économique » qui intègre l'Otan politique et militaire.

Le projet de Washington est clair : porter l'Otan à un niveau supérieur, en créant un bloc politique, économique et militaire USA-UE, toujours sous commandement états-unien, qui —avec Israël, des monarchies du Golfe et autres— s'oppose à l'aire eurasiatique en ascension, fondée sur la coopération entre la Russie, la Chine, ainsi qu'aux Brics, à l'Iran et à tout autre pays qui se soustraie à la domination de l'Occident.

Le premier pas pour réaliser ce projet a été de créer une fracture entre Union européenne et Russie. En juillet 2013 s'ouvrent à Washington les négociations pour le TTIP, qui ont du mal à avancer à cause d'intérêts contrastants entre les USA et les plus grandes puissances européennes, auxquelles la Russie offre des accords commerciaux avantageux. Six mois plus tard, en janvier-février 2014, le putsch de Place Maïdan organisé par les USA et l'Otan amorce la réaction en chaîne (attaques contre les Russes d'Ukraine, détachement de la Crimée et son adhésion à la Russie, sanctions et contre-sanctions), recréant en Europe un climat de Guerre froide.

En même temps, les pays de l'UE se trouvent soumis à la pression de flux migratoires provoqués par les guerres des USA et de l'Otan (Libye, Syrie), auxquelles ils ont participé, et par des attaques terroristes signés par l'État islamique (créature de ces mêmes guerres).

Dans cette Europe divisée par des « murs de contention » des flux migratoires, dans laquelle on répand la psychose par l'état de siège, les USA lancent la plus grande opération militaire depuis la fin de la Guerre froide, en déployant au bord de la Russie des chasseurs-bombardiers et navires de guerre à capacité nucléaire.

L'Otan sous commandement états-unien, dont font partie 22 des 28 pays de l'UE, intensifie les exercices militaires (plus de 300 en 2015) sur le front oriental surtout. Tout cela favorise le projet de Washington de créer un bloc politique, économique et militaire USA-UE. Projet qui recueille le consensus inconditionnel de l'Italie, outre celui des pays de l'Est plus liés aux USA qu'à l'Union européenne.

Les plus grandes puissances, notamment la France et l'Allemagne, sont encore en train de négocier. Mais en attendant elles s'intègrent de plus en plus dans l'Otan. Le Parlement français a adopté le 7 avril un Protocole qui autorise l'installation sur son territoire de commandements et de bases de l'Otan, installation que la France avait refusée en 1966. L'Allemagne —rapporte Der Spiegel— est disposée à envoyer des troupes en Lituanie pour renforcer le déploiement de l'Otan dans les pays baltes adossés à la Russie.

L'Allemagne —toujours selon Der Spiegel— se prépare à installer une base aérienne en Turquie, où opèrent déjà des Tornado allemands officiellement en fonction anti-Daesh, renforçant le déploiement de l'Otan dans cette zone de première importance stratégique.

L'intégration croissante de la France et de l'Allemagne dans l'Otan, sous commandement états-unien, indique que sur les divergences d'intérêts (en particulier sur les coûteuses sanctions économiques contre la Russie) sont en train de prévaloir les « raisons géostratégiques » du TTIP. voltairenet.org - 4 mai 2016

Du TTIP à l'OTAN

- Le général américain Scaparrotti prend les commandes d'une Otan en pleine mue - AFP

Le général américain Curtis Scaparrotti a pris mercredi le commandement des troupes de l'Otan en Europe, en s'engageant à poursuivre le renforcement militaire sans précédent à l'Est entamé par l'Alliance face à la Russie.

Le général Scaparrotti, qui, après avoir servi en Afghanistan, dirigeait jusqu'ici les troupes américaines en Corée du Sud, a pris ses fonctions lors d'une cérémonie au QG militaire de l'Otan à Mons (Belgique).

Selon Jan Techau de l'institut Carnegie Europe, le général américain devra dans les trois années à venir, comme son prédécesseur, inlassablement "dire et redire aux Européens qu'ils doivent faire plus" pour enrayer enfin la chute dans leurs dépenses de défense et se donner les moyens de leurs ambitions.

Le général américain Curtis Scaparrotti a pris mercredi le commandement des troupes de l'Otan en Europe, en s'engageant à poursuivre le renforcement militaire sans précédent à l'Est entamé par l'Alliance face à la Russie.

Le général Scaparrotti, qui, après avoir servi en Afghanistan, dirigeait jusqu'ici les troupes américaines en Corée du Sud, a pris ses fonctions lors d'une cérémonie au QG militaire de l'Otan à Mons (Belgique).

Il prend le relais du général Philip Breedlove, dont les commentaires parfois acerbes à propos de l'implication de la Russie dans le conflit ukrainien ont rythmé les deux dernières années de tensions sans précédent entre l'Alliance et Moscou.

Durant cette période, "nous avons été les témoins du changement le plus significatif pour la sécurité en Europe depuis la chute du Mur de Berlin", a souligné le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, lors de la cérémonie.

"Les actions de la Russie en Ukraine ont changé notre paysage sécuritaire et l'Otan y répond", a-t-il assuré, expliquant la mission qui sera dévolue au général Scaparrotti, qui commande désormais 62.000 militaires américains en Europe et quelque 20.000 soldats d'autres nationalités en mission pour l'Otan dans le monde.

"Nous affrontons aussi l'instabilité et la violence en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ceci a conduit à des migrations de masse et des tragédies. L'Otan joue son rôle en envoyant des navires en mer Egée" pour lutter contre les passeurs de migrants, a rappelé M. Stoltenberg.

"L'Alliance a continué de s'adapter et nous n'en avons pas fini (...) face aux changements fondamentaux de notre environnement sécuritaire", a sobrement promis le général Scaparrotti, 60 ans, qui a promis de "continuer et renforcer" les plans de son prédécesseur.

"La Russie a été très active dans l'est de l'Ukraine et je ne vois aucun signe que cela va changer à court terme", a-t-il souligné, affirmant qu'il "étudierait" aussi la possibilité de livrer des armes à l'Ukraine, que Kiev réclame de longue date mais que les Alliés sont réticents à fournir, se contentant d'équipements non létaux à ce stade.

Plus prosaïquement, observe Jan Techau de l'institut Carnegie Europe, le général américain devra dans les trois années à venir, comme son prédécesseur, inlassablement "dire et redire aux Européens qu'ils doivent faire plus" pour enrayer enfin la chute dans leurs dépenses de défense et se donner les moyens de leurs ambitions.

La crise ukrainienne au printemps 2014, qui perdure malgré un cessez-le-feu conclu entre les rebelles prorusses et Kiev, a sonné le glas d'une ère d'optimisme des Occidentaux sur la possibilité de coopérer avec la Russie, poussant l'Otan à se lancer dans une "dissuasion moderne" sans précédent depuis la fin de la Guerre froide fondée sur un renforcement militaire substantiel à l'Est.

M. Stoltenberg, a rappelé que ce renforcement pourrait se traduire par le déploiement sous forme de rotations de quatre bataillons (pouvant compter chacun plusieurs centaines d'hommes) et les équipements associés dans les pays baltes et en Pologne.

A l'Est, de petites bases logistiques ont déjà été montées, sans oublier le renforcement des patrouilles aériennes et maritimes, la création d'une force très rapidement déployable et une multiplication des exercices.

Les Etats-Unis vont par ailleurs déployer, par rotations successives, une brigade blindée en Europe de l'Est (4.200 soldats) à partir de février 2017. Et ils prévoient de quadrupler l'an prochain, à 3,4 milliards de dollars, leurs dépenses visant à muscler la présence militaire américaine en Europe.

Le prochain sommet de l'Otan, dans deux mois à Varsovie, sera l'occasion "de cimenter ces décisions", selon le ministre estonien de la Défense, Hannes Hanso.

La Russie n'a pas attendu pour réagir.

Elle a annoncé mercredi la création de trois nouvelles divisions militaires dans l'ouest et le sud du pays afin de "contrecarrer le renforcement des forces de l'Otan" près de la frontière russe". AFP

- L'OTAN approuve l'ouverture d'un bureau israélien à son quartier général à Bruxelles Par Luc Delval, le 04 mai 2016 - http://arretsurinfo.ch

Après des années de blocage, Israël peut désormais ouvrir un bureau au quartier général de l'OTAN à Bruxelles. La décision, indique le quotidien Haaretz, a été notifiée mardi au gouvernement israélien, qui peut maintenant poursuivre la procédure d'accréditation de ses représentants. Le premier ministre israélien a confirmé, au cours d'une réunion des ministres appartenant à son parti, le Likoud, que la Turquie a levé son opposition, qui bloquait la décision depuis plusieurs années. arretsurinfo.ch 04.05

L'Otan accepte qu'Israël ait une représentation à son siège - Reuters

L'Otan a annoncé mercredi avoir accepté la demande d'Israël de disposer d'une représentation au siège de l'Alliance atlantique à Bruxelles, signe d'un timide rapprochement entre l'Etat juif, qui n'est pas membre de l'organisation, et la Turquie, qui en est un des piliers.

L'Otan a indiqué par un communiqué que l'ambassadeur d'Israël en Belgique allait désormais diriger la mission de son pays auprès de l'alliance atlantique. Reuters 04.05

- L'Otan accepte cinq nouveaux États « observateurs » Réseau Voltaire - 5 mai 2016

L'Otan a accepté que cinq États soient considérés comme « observateurs » et disposent d'un bureau au siège de l'Alliance.

Il s'agit du Bahreïn, d'Israël, de la Jordanie, du Qatar et du Koweït.

Les Émirats ne semblent pas avoir souhaité disposer également d'un bureau.

L'annonce avait été retardée par les négociations turco-israéliennes. Elle a été faite le 4 mai 2016, à l'occasion de la prise de fonction du nouveau Suprême commandeur de l'Alliance (Saceur), le général Curtis M. Scaparrotti. Réseau Voltaire 05.05

- Chypre invité à adhérer à l'Otan - Réseau Voltaire 30.04

Washington pousse à une solution de la crise chypriote qui inclut l'adhésion de l'île réunifié à l'Alliance atlantique. C'était le message de l'ambassadrice Victoria Nuland, le 19 avril à Nicosie. (...)

Il est vite apparu que le plan Nuland se traduirait en réalité par le maintien des troupes turques dans l'île, sous le drapeau de l'Otan cette fois. Il semble que Washington exerce un chantage sur le président Níkos Anastasiádis pour le contraindre à soutenir l'adhésion de l'île —jusqu'ici neutre— à l'Alliance atlantique.

Il aurait en effet créé avec Theofanis Philippou la société Imperium, laquelle aurait servie à la gestion des affaires de Leonid Lebedev qui font aujourd'hui l'objet de plusieurs procès, dont un à New York pour 2 milliards de dollars. Le président Anastasiádis a par ailleurs favorisé l'acquisition de la nationalité chypriote du milliardaire et sénateur russe. Réseau Voltaire 30.04

- Netanyahu dénonce "le poison de la propagande anti-Israël en Occident" - AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a fustigé mercredi "la propagande contre Israël" en Occident qu'il a qualifié de "poison", à la veille de la journée annuelle de commémoration de la Shoah.

"Ce qui a amené à la Shoah c'est l'incitation à la haine qui continue de nos jours contre Israël", a déclaré M. Netanyahu.

"L'antisémitisme n'a pas disparu avec la mort d'Hitler dans son bunker (...) la propagande dans le monde occidental contre Israël n'est pas moins un poison que celle de l'islam extrémiste et du monde arabe", a affirmé M. Netanyahu au mémorial Yad Vashem à Jérusalem lors d'une cérémonie officielle marquant l'ouverture de cette journée de commémoration.

"Si durant l'Histoire, les juifs ont été désignés comme ennemis de l'humanité, aujourd'hui, c'est l'Etat des juifs qui est l'ennemi de l'humanité et ce mensonge n'a pas de frontières", a-t-il ajouté. AFP

Flagrant délit. Désinformation.

- L'hôpital d'Alep avait été détruit, il y a sept mois - Réseau Voltaire 5 mai 2016

Le ministère russe de la Défense a publié des photographies satellitaires de l'hôpital Al-Qods d'Alep, prétendument détruit par l'aviation de la République arabe syrienne, le 27 avril 2016. Or, il était déjà détruit depuis au moins 7 mois.

L'annonce du prétendu bombardement de cet hôpital avait été faite par Médecins sans frontières ; une association humanitaire créée par Bernard Kouchner pour les services secrets français durant la guerre du Biafra. Réseau Voltaire 05.05

Propagande de la réaction.

- Brésil : une commission du Sénat recommande d'écarter Rousseff de la présidence

Une commission du Sénat brésilien a approuvé vendredi par 15 votes contre cinq un rapport préconisant la suspension de la présidente de gauche Dilma Rousseff, qui pourrait être appliquée dès la semaine prochaine et ouvrir la voie à sa destitution... AFP

- La source des Panama Papers prévoit une "révolution numérique"

La source des révélations des "Panama Papers" dresse un réquisitoire sévère contre l'inertie des politiques, de la justice et des médias contre les paradis fiscaux, pronostiquant une "révolution numérique" dans le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung vendredi. AFP

Un formidable instrument pour conditionner les couches moyennes ou supérieures des masses qui sont les plus influençables ou les plus aptes à se faire manipuler, de manière à ce qu'elles soutiennent et même revendiquent des mesures tournées contre elles, l'ensemble des exploités ou d'autres peuples. Elles trouveront toujours des arguments pour le justifier qui ne convaincront que leurs semblables, leurs maîtres ou les ignares. On ne peut pas avoir en permanence les yeux rivés sur son nombril et prétendre avoir une perception du monde extérieur qui soit fidèle à la réalité.

- Manger une banane de façon suggestive ne plaît pas à la Chine

Chine - Manger une banane de façon sexy devant sa caméra en direct sur internet? Cette technique de séduction n'emballe pas la Chine, qui a décidé d'interdire tout simplement de manger une banane devant sa webcam, comme le rapporte la chaîne de télévision chinoise CCTV News. Le Huffington Post

Gageons qu'il s'agit de tout autre chose et que pour la énième fois Le Huffington Post falsifie délibérément la réalité. A suivre.

- En Russie, la prison pour des «reposts»

Il devient de plus en plus dangereux de publier ou republier sur les réseaux sociaux des articles ou des images qui déplaisent au Kremlin. L'ingénieur-mécanicien Andrei Boubeev qui relayait un texte du journaliste radical de gauche Boris Stomakhine, lui-même détenu, a ainsi été à nouveau condamné. Liberation.fr

Gageons qu'il s'agit de tout autre chose et que pour la énième fois Libération falsifie délibérément la réalité. A suivre.

- Le problème n'est pas que Hollande n'a pas de récit, c'est qu'il n'est pas logique

Les Français considèrent qu'un projet consistant à moderniser le pays tout en en laissant en l'état les arrangements sociaux n'est pas faisable. Le président de la République française connaît actuellement une impopularité proprement historique. Slate.fr

L'article suggère que l'impopularité de Hollande viendrait de son manque de volonté pour venir à bout de ces "arrangements sociaux", nos acquis sociaux en somme, car voyez-vous les "Français" le réclameraient, et non l'oligarchie ou son représentant Hollande qui y seraient attachés.

- Obama s'en prend à Trump, le parti républicain en plein chaos

Le président Barack Obama a attaqué vendredi de front Donald Trump, désormais seul candidat à la Maison Blanche d'un parti républicain qui est plongé dans le désarroi après avoir échoué à freiner l'ascension du milliardaire. AFP

L'Agence Française de Propagande se range au côté des faucons du parti républicain qui souhaitent écarter la candidature de Trump, qui incarne une branche de l'oligarchie, mais qui critique un peu trop ouvertement la stratégie néolibérale des sommets de l'oligarchie...

A lire dans le portail du Réseau Voltaire deux articles de Thierry Meyssan : *Le général Mattis, prochain président des États-Unis ?* et *Mattis contre Trump*

Extrait.

En définitive, Trump a été invité la semaine dernière par The National Interest à prononcer son premier discours de politique étrangère. Cette revue est issue du Nixon Center regroupant les survivants de l'équipe d'Henry Kissinger. À la surprise générale —mais probablement pas à celle des organisateurs—, « le » Donald n'a pas égrené de positions sur divers sujets, visant à satisfaire tel ou tel lobby, mais a décliné une véritable analyse de la politique états-unienne et décrit sa complète refonte.

Selon lui, c'est une erreur fondamentale que d'avoir tenté d'exporter par la force le modèle démocratique occidental à des peuples qui n'y avaient aucun intérêt. Il s'est donc livré à une critique de l'idéologie néo-conservatrice, au pouvoir depuis le coup d'État du 11 septembre 2001.

Dès lors, on comprend mieux pourquoi la scène avait été organisée par les amis d'Henry Kissinger, partisans du « réalisme » politique (realpolitik) et boucs-émissaires des néo-conservateurs.

Après avoir dénoncé les gigantesques dégâts humains et économiques, pour les pays concernés autant que pour les États-Unis eux-mêmes, il a embrayé sur une attaque indirecte du « complexe militaro-industriel », mettant en cause le trop d'armes en général dans le monde. Personne ne s'y est trompé : pour la première fois depuis l'assassinat de John Kennedy, un candidat à la présidence dénonçait la toute-puissance des fabricants d'armes qui ont phagocyté la presque totalité de l'industrie US.

Il peut paraître surprenant de prendre ainsi le taureau par les cornes devant les amis d'Henry Kissinger qui contribua plus que d'autres au développement de ce complexe. Cependant, l'histoire récente des États-Unis explique ce retournement. Tous ceux qui ont combattu le complexe militaro-industriel ont été bridés ou éliminés : John Kennedy fut assassiné lorsqu'il s'opposa à la guerre contre Cuba ; Richard Nixon fut éliminé par l'affaire du Watergate lorsqu'il conclut la paix au Vietnam et mena la détente avec la Chine ; Bill Clinton fut paralysé par l'affaire Lewinsky lorsqu'il tenta de s'opposer au réarmement et à la guerre au Kosovo.

Avec un certains sens de la provocation, Donald Trump a placé son projet de nouvelle politique étrangère sous le slogan « America First », par référence à l'association homonyme d'avant la Seconde Guerre mondiale.

Ce groupe est resté dans les mémoires comme un lobby nazi tentant d'empêcher le « pays de la liberté » de voler au secours des Britanniques attaqués par les génocidaires des juifs. En réalité, « America First », qui a effectivement été détourné de sa mission par l'extrême droite US, était originellement une vaste association, créée par des Quakers, dénonçant la Guerre mondiale comme un affrontement entre puissances impérialistes et refusant à ce titre de s'y impliquer.

C'est de manière mensongère que ses adversaires présentent donc Donald Trump. Celui-ci n'est absolument pas un isolationniste comme Ron Paul, mais bien un réaliste. (...)

Pour faire barrage à Donald Trump, le Parti républicain a organisé une alliance entre Ted Cruz et le dernier autre candidat en lice, l'ancien présentateur de télévision John Kasich. Tous deux ont accepté de renoncer à la présidence et de s'allier pour empêcher Trump d'obtenir la majorité absolue des délégués à la Convention. De la sorte, le Parti pourra proposer lors de sa convention un nouveau candidat, jusqu'ici inconnu du public.

D'ores et déjà des sondages d'opinions confidentiels sont réalisés, des fonds sont collectés, une équipe de campagne a été constituée autour du général James Mattis, bien que celui-ci jure la main sur le coeur ne pas envisager de carrière politique. Cependant, à l'évidence, l'ancien patron du CentCom se verrait bien en nouvel Eisenhower. En effet, en 1952, le vainqueur de la Seconde Guerre mondiale n'avait pas participé aux primaires car il était encore commandant des Forces en Europe. Il s'était glissé dans la compétition presque à la fin et avait été massivement désigné par la Convention du Parti républicain pour le représenter.

Le général Mattis est réputé être un intellectuel. Il a collectionné une vaste et célèbre bibliothèque privée de stratégie militaire, mais semble ne s'être intéressé à l'Histoire uniquement sous cet angle. Aujourd'hui chercheur à la Hoover Institution (université de Stanford), il est venu à Washington mener des consultations et a donné une conférence au CSIS.

Ce think-tank, traditionnellement proche de l'industrie pétrolière est aujourd'hui principalement financé par l'Arabie saoudite.

Après avoir annoncé un avenir « horrible » pour le Proche-Orient, le « moine-soldat » (selon le surnom que lui ont donné ses subordonnés) s'est appliqué à dénoncer le péril de la Révolution iranienne et à appeler à la guerre contre elle. Ce faisant, il reprenait à son compte le programme auquel George W. Bush et Dick Cheney furent contraints de renoncer devant la fronde de leurs autres généraux.

De facto, l'affrontement qui se dessine oppose d'un côté les partisans de la realpolitik d'Henry Kissinger, attachés aux principes de la Paix de Westphalie, c'est-à-dire à un ordre international fondé sur des États- Nations, aux partisans de la démocratisation

globale des néo-conservateurs, c'est-à-dire à la destruction des identités nationales et à l'imposition d'un régime universel de gouvernance. En un mot, c'est la vision de Richard Nixon contre celle des putchistes du 11-Septembre.

À retenir :

Donald Trump, candidat à la présidence US, veut limiter la puissance du complexe militaro-industriel. Il reprend le flambeau de John Kennedy (assassiné), de Richard Nixon (Watergate) et de Bill Clinton (Lewinsky).

Selon Trump, il est néfaste pour les États-Unis et pour les peuples étrangers de tenter d'exporter par la force le modèle démocratique occidental qui ne correspond pas à leurs aspirations.

Le complexe militaro-industriel prépare la candidature du général James Mattis et une guerre contre la Révolution iranienne.

- Hillary Clinton, « feminist in chief »

Timide en 2008, la féministe à l'intérieur de la candidate démocrate s'est bel et bien réveillée. LeMonde.fr

Que Le Monde encense l'ultra réactionnaire Hillary Clinton témoigne de son orientation politique, de sa vassalité inconditionnelle à son suzerain américain.

- Le pape plaide pour un « nouvel humanisme européen »

Récipiendaire du prix Charlemagne, le pape François a exhorté les Européens à aller de l'avant, rêvant d'une Europe « où être migrant ne soit pas un délit ». LeMonde.fr

Quelle généreuse et touchante intention qui rejoint celle de Hollande, Merkel et Erdogan, sans oublier les abrutis de tiers-mondistes et autres gauchistes décomposés...

- La Hongrie refuse toute amende en cas de refus de migrants

La Hongrie refuse catégoriquement la proposition de la Commission européenne, qui veut imposer une amende de 250 000 euros, pour chaque migrant non accueilli par un pays dans le cadre de quotas controversés. Le Premier ministre Viktor Orban appelle à renforcer la protection des frontières extérieures... euronews

Viktor Orban est dans l'oeil du cyclone de l'impérialisme américain et de la Commission européenne, après avoir adopté des mesures qui n'entrent pas dans le cadre de leur politique, il fait partie des présidents à abattre, comme Maduro, Rousseff, Assad, etc.

- Syrie : malgré leur "retrait", des forces russes toujours très présentes

Une équipe de France 2 a suivi des soldats russes sur le terrain, dans une opération de communication très travaillée. Francetv info

- Damas accusé après le raid contre un camp de déplacés

Paris a réclamé une enquête sur le raid «révoltant et inacceptable» qui a tué 28 civils, dont des enfants, à Sarmada, dans la province d'Idlib. Liberation.fr

Bienvenue en oligarchie

Chaque article ou plutôt chaque sujet minutieusement sélectionné par ces médias participe par le traitement qu'ils leur accordent de la guerre idéologique et psychologique, de la propagande. Il n'est même pas nécessaire d'en lire davantage pour le discerner au premier coup d'oeil. Si cela vous échappe, c'est que vous êtes corrompu par l'idéologie dominante.

Voilà un bon exercice pour tester votre maîtrise ou absence de maîtrise du matériallisme dialectique.

- Il reproduit l'Étoile Noire en bambou

Pour fêter la journée de «Star Wars», toutes les occasions sont bonnes. La saga de George Lucas inspire bien au-delà du cercle des cinéphiles.«May the Fourth be with you», formule du Star Wars Day inspirée de la célèbre réplique «Que la Force soit avec vous» ... Slate.fr

- Voici pourquoi certains finissent avec des partenaires bien «plus attirants»

Mieux on se connait avant de se mettre en couple, moins le physique compte.Dans le monde des séries télé, c'est un schéma très établi. Slate.fr

- Une école conseille aux filles de ne pas mettre de jupes, «ça distrait les garçons»

Tenez-vous le pour dit: si les garçons ont des mauvaises notes à l'école, c'est de votre faute, à vous, les filles. #soupirsUne avalanche de critiques. Une école aux États-Unis est sous le feu des projecteurs après avoir affiché un poster dans sa bibliothèque conseillant tout simplement aux jeunes... Slate.fr

- Une Barbie ballerine, noire, musclée et (presque) articulée, on dit oui

Mattel s'est inspiré de la première Afro-Américaine à avoir été nommée danseuse principale de l'American Ballet Theatre de New York. Slate.fr

- Le Brésil construit un parc d'attractions érotique (où le sexe est interdit)

ErotikaLand ouvrira en 2018. Voilà un parc d'attractions qui ne proposera certainement pas de réductions enfants. Dans trois ans, à Piracicaba, à moins de deux heures de São Paulo au Brésil, un parc assez particulier va ouvrir ses portes: ErotikaLand. Slate.fr

- Le mot «cisgenre» est entré dans le dictionnaire aux États-Unis, tout un symbole

Ce n'est pas encore le cas en France.C'est un événement symbolique, significatif d'une petite révolution dans la manière dont nous percevons notre identité, notre sexe et notre genre. Le mois dernier, le mot «cisgenre» («cisgender» en anglais) est entré dans le dictionnaire Merriam-Webster... Slate.fr

- Au nom de l'égalité, ils deviennent « pom-pom boys »

Les « fearleaders » sont un groupe de « pom-pom boys » déterminés à faire parler d'eux. En danse et en tenues sexy, ils veulent que les autres hommes prennent à bras-le-corps le problème de l'égalité homme-femme. Zoomin.tv

- En Pologne, des passionnés cherchent sans relâche les trésors des nazis

Dans la Basse-Silésie, région au sud-ouest de la Pologne pendant longtemps allemande, un groupe amateur fait de la recherche des trésors nazis un passe-temps. Des anciens bunkers, des habitations abandonnées, des tunnels profondément enfoncés sous les montagnes, tout est susceptible d'être exploré... Slate.fr

- Son poing levé face à des néo-nazis devient le symbole de l'antiracisme en Suède

Tess Asplund s'est opposé silencieusement à un cortège de 300 néo-nazis ce 1er mai. Un geste courageux largement partagé dans les médias et réseaux sociaux. Slate.fr

- Le régime de Bachar el-Assad collabore bien avec l'État islamique

Sky News révèle que le gouvernement officiel syrien et l'organisation salafiste terroriste échangent armes et informations. Slate.fr

- L’arme secrète d’Israël contre le terrorisme est palestinienne

L'année 2015 a été marquée par une recrudescence des actes de violence commis par les Palestiniens à l'encontre des Israéliens, qu'ils soient militaires ou civils. Atlantico.fr

- Quand les stéréotypes nous donnent la berlue

En moins d'une demi-seconde, les clichés peuvent modifier le système visuel de notre cerveau et nous faire croire qu'un individu est conforme à nos préjugés. Même si ce n'est pas vrai. Slate.fr

- L'«hawala», l'ingénieux système de paiement des migrants

Le système de l'«hawala» remonte au Moyen Âge et est idéal pour les réseaux criminels de passeurs.Si le business des passeurs est florissant, c'est aussi parce qu'ils ont une organisation financière ingénieuse: l'hawala. Slate.fr

- Propriété intellectuelle: au Moyen Âge, des armoiries en open access

Les réflexions d'un juriste médiéval sur la libre propriété des images. Slate.fr

- «Dieu, ma mère et moi», une bonne crise de foi

Le troisième film de Federico Veiroj suit les mésaventures d'un trentenaire décidé à sortir de la communauté des fidèles catholiques malgré un baptême. Slate.fr

- Polémique des abattoirs: la parole est aux animaux

Slate.fr est allé à la rencontre de ces victimes que l'on n'entend jamais dans les médias. Voici leurs dix propositions pour une vraie protection animale.On en assez de voir des vidéos d'abattoirs, toutes plus dégueulasses les unes que les autres. Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Brésil

- Brésil/Corruption: le procureur demande d'enquêter sur Lula et trois ministres de Rousseff - AFP

Le procureur du Brésil a demandé mardi au Tribunal suprême fédéral (STF) l'autorisation d'enquêter sur l'ex-président Lula, trois ministres proches de la présidente Dilma Rousseff et 27 autres personnes dans le cadre du scandale de corruption Petrobras. AFP

Turquie

Couac!

- Turquie: le Nobel Orhan Pamuk au procès d'un écrivain jugé pour "injure" à Erdogan - AFP

Le Nobel de littérature turc Orhan Pamuk a soutenu mardi un écrivain qui comparaissait lors d'un procès pour "insulte" au président Erdogan, lequel multiplie les poursuites judiciaires depuis son élection, a rapporté l'agence de presse Dogan. AFP

- Un journaliste turc pris pour cible devant un tribunal - Reuters

- Deux journalistes turcs condamnés à cinq ans de prison - Reuters

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- COR-Accord de compétitivité signé chez Mahle-Behr - Reuters

Deux syndicats sur cinq de l'équipementier automobile Mahle-Behr, à Rouffach, dans le Haut-Rhin, ont signé mercredi un accord de compétitivité demandé par la direction pour ne pas aller au-delà des 110 suppressions d'emplois annoncées en janvier, a-t-on appris de source syndicale.

L'accord est réputé valide dans la mesure où les deux syndicats signataires, la CFE-CGC et l'Unsa, représentent un peu plus de 30% des salariés aux dernières élections professionnelles. D'autres syndicats représentant au moins 50% des salariés

peuvent toutefois le dénoncer.

La CFTC, premier syndicat au sein de cette usine qui fabrique des systèmes de chauffage et de climatisation, a refusé de signer, de même que la CGT et la CFDT.

Mahle-Behr, un groupe allemand basé à Stuttgart, demandait aux 870 salariés un effort équivalant à 8% de la masse salariale, faute de quoi les 110 suppressions d'emplois (aujourd'hui ramenées à 105) passeraient à 180.

L'accord prévoit l'abandon d'un jour de RTT sur la base du volontariat, celui des jours gagnés (un à deux) par les salariés en cas de fractionnement des congés jusqu'en 2023, et un quasi-gel des salaires avec une augmentation annuelle de 0,4% (0,5% pour les bas revenus) jusqu'en 2020.

En échange, la direction prévoit de rapatrier en Alsace trois lignes de produits prévues pour la République tchèque.

Mais elle refuse de s'engager sur un maintien de l'emploi sur la période, faute d'être certaine de bénéficier d'une charge suffisante pour faire tourner l'usine. Reuters 04.05

2- Les salariés du BHV Marais acceptent de travailler le dimanche - BFM Business

Les salariés du BHV Marais seront susceptibles de travailler le dimanche. Le syndicat CFE-CGC ainsi que Sud-Solidaires BHV ont signé l'accord proposé par la direction concernant ce grand magasin parisien, détenu par le groupe Galeries Lafayette.
En revanche, pour le magasin Galeries Lafayette du boulevard Haussmann, près de la gare Saint-Lazare, le doute persiste. Pour l'instant, aucun accord n'a été signé avec les syndicats.

La porte n'est toutefois pas fermée à un accord sur le travail dominical. La direction s'est dite prête à revoir la CFE-CGC, a déclaré à l'AFP Jacques Biancotto, président de la CFE-CGC commerce et services. Pour disposer d'un accord valable (signé par des syndicats représentant plus de 30% des voix aux élections professionnelles), sauf opposition d'autres syndicats, la direction a besoin de la signature de la CFE-CGC et de la CFTC, qui n'a pas non plus signé.

La CGT, le SCID et FO n'ont pas signé

Aux Galeries Lafayette, pour les premiers, les dimanches travaillés - plafonnés à sept par an - seraient majorés de 100% (payés double) et assortis d'une récupération. Pour les seconds, embauchés spécifiquement, les heures du dimanche seraient aussi majorées de 100%, mais sans récupération.

Au BHV, l'accord conclu pour trois ans prévoit un plafond de 15 dimanches travaillés (payés doubles et avec récupération) par an pour les salariés travaillant habituellement la semaine. Pour ceux de fin de semaine, les 15 premiers dimanches seront majorés de 100%, les suivants de 50%, sans récupération.

Le texte prévoit aussi un engagement de la direction à ne pas fermer trois magasins en région parisienne et à Lyon pendant la durée de l'accord, ainsi que la suppression de la nocturne hebdomadaire, a précisé François Le Menuet (Sud-Solidaires BHV).
Aux Galeries Lafayette, parmi les points qui bloquent pour la CFE-CGC, figurent des incertitudes sur les horaires d'ouverture ou sur les personnels concernés par les astreintes le dimanche. BFM Business avec AFP

3- Le travail, ce n'est pas vraiment la santé...

Malades du travail - Le Monde

Même si certaines entreprises ont pris conscience des risques psychosociaux, les salariés malades du travail apparaissent de plus en plus nombreux. Les jeunes diplômés n'échappent pas au phénomène.

De 30 000 à… 3 millions. Telle est l'impressionnante fourchette qui permet d'évaluer, en France, le nombre de personnes touchées par le burn-out (épuisement professionnel). Le premier chiffre est avancé par l'Institut de veille sanitaire (InVS), le second par un cabinet spécialisé dans la prévention des risques. Une estimation pour le moins imprécise, qui en dit long sur la difficulté à appréhender aujourd'hui le phénomène.

C'est en ce sens que la ministre de la santé, Marisol Touraine, a annoncé courant février la mise en place d'un groupe de travail chargé de définir « médicalement le burn-out et la manière de le traiter ».

Si les travaux sur la définition du phénomène et sa prise en compte efficace en entreprise apparaissent considérables, les spécialistes du sujet s'accordent d'ores et déjà sur un constat : les cas de burn-out, et plus largement les risques psychosociaux,

sont en croissance dans les milieux professionnels. « La montée du burn-out et des dépressions est aujourd'hui frappante et s'accompagne de taux d'absentéisme importants », expose Thierry Rochefort, professeur associé à l'Institut d'administration des entreprises de Lyon.

Signe de la progression du sentiment de mal-être au travail, le nombre de dossiers présentés pour des affections psychiques devant les comités régionaux de reconnaissance des maladies professionnelles augmente sensiblement depuis 2012. Des données que viennent corroborer les résultats d'une étude publiée à l'automne 2015 par Cegos.

Le spécialiste de la formation professionnelle s'est notamment intéressé au stress subi par les salariés. « Son intensité ne cesse d'augmenter, commente Virginie Loye, responsable des formations en ressources humaines chez Cegos. Le niveau d'intensité du stress perçu par les collaborateurs et managers a presque doublé en un an : 72 % des salariés et 79 % des managers évaluent leur niveau de stress à 7 et plus [sur une échelle de 0 à 10], contre respectivement 38 % et 41 % en 2014. »

La question du burn-out, point extrême des pathologies psychiques subies en entreprise, n'est jamais loin : le baromètre Cegos précise qu'« un quart de la population interrogée déclare avoir subi au cours de sa carrière un problème psychologique grave, de type dépression ou burn-out » (19 % chez les managers).

Qu'ils soient jeunes diplômés ou cadres plus expérimentés, les salariés doivent faire face à « un travail plus complexe, des contraintes plus fortes, des temps de réalisation réduits dans un environnement moins porteur, du fait de l'éloignement croissant du management ». Des évolutions au long cours, que le développement des technologies numériques a accentuées ces dernières années. Le climat économique morose ne pouvant, lui aussi, qu'encourager une telle tendance. « Plus il se durcit, plus les entreprises ont de pouvoirs sur leurs salariés », confirme Mme Lainé.

« Il s'agit toujours d'un sujet d'actualité, mais nous notons aujourd'hui que la mobilisation est plus difficile à impulser.

Face aux contraintes économiques, la question de la santé au travail peut passer au second plan, souligne Philippe Douillet, de l'Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail). En outre, on constate parfois un découragement dans certaines entreprises, tant il est difficile d'obtenir des résultats probants et des améliorations visibles sur ces questions. » D'autant plus que « rien n'est jamais acquis ». LeMonde.fr 03.05

... et le remède...

L'Allemagne va légaliser le cannabis thérapeutique -20minutes.fr

La marijuana serait délivrée sur ordonnance uniquement dans les pharmacies... 20minutes.fr

---

ECONOMIE

Etats-Unis

1- Etats-Unis: de nouvelles règles de ratio à moyen terme fixées pour les grandes banques - AFP

Les régulateurs américains ont adopté mardi une nouvelle règle demandant aux grandes banques de maintenir un ratio de financement stable à moyen terme afin d'être plus solides en cas de crise financière.

La nouvelle règle NSFR (net stable funding ratio) qui porte sur l'établissement d'un ratio de financement stable à un an, vise les établissements ayant plus de 250 milliards de dollars d'actifs.

Elle entend "renforcer la résistance des grandes banques en réduisant leurs risques de défaut", a expliqué Janet Yellen, la présidente de la Fed lors d'une réunion du conseil d'administration.

Ces nouvelles propositions de régulation bancaire ont pour but de se débarrasser de la règle tacite du "trop important pour faire faillite" ("Too big to fail") qui a conduit l'administration à débourser des fonds publics pour sauver banques et groupes d'assurance en faillite pendant la crise de 2008. AFP 03.05

En réalité, c'est exactement l'inverse ou il s'agit de toute autre chose. Ces propositions ne consistent pas à écarter le risque d'une faillite des banques les plus puissantes, elles sont uniquement destinées à renforcer leur pouvoir. Entre nous, comment caractérisez-vous cette fâcheuse manie de l'AFP de fournir systématiquement une interprétation des faits contraire à la réalité ? De la propagande. Mais encore quand ils ont conscience de les dénaturer volontairement pour induire en erreur

les lecteurs, comment appelle-t-on cela ? Comploter.

Comme dans la plupart de leurs articles, ils comportaient deux niveaux ou deux types de messages destinés à un public différent, ici le second était seulement sous-entendu ou il était accessible par déduction pour peu qu'on soit versé dans la partie. Le premier se voulait rassurant il était destiné aux clients des banques, à la population en général, ne craignez rien dorénavant votre argent ou vos économies seront bien gardés par votre banquier, le second était destiné aux investisseurs, aux riches, à l'ensemble de l'oligarchie, histoire de leur dire que le démantèlement du système financier mafieux n'était pas pour demain la veille.

2- Berkshire Hathaway : l'empire de 322 milliards de Warren Buffett - Yahoo Finance International

Berkshire Hathaway (BRK-A) (BRK-B) était une entreprise textile en difficulté quand Warren Buffett y a investi de l'argent en 1962.

Aujourd'hui, elle vaut 322 milliards d'euros. D'après les mots de Warren Buffett, c'est un « conglomérat tentaculaire en constante expansion ».

Les sociétés d'assurance sont l'épine dorsale de la compagnie

Depuis qu'ils ont acquis le National Indemnity en 1967, les sociétés d'assurances de Berkshire ont augmenté l'expansion de la société.

Comme Berkshire a agrandi et diversifié son activité, ses opérations d'assurance sont devenues un contributeur aux bénéfices plus petit que par le passé. Mais elles restent une part importante de l'accès de la société à un capital permanent en générant ce que l'on appelle un « float ».

Le « float » est une somme d'argent mise de côté. Dans la société d'assurance Berkshire property & casualty (P&C), les primes sont collectées en amont, mais les indemnités sont souvent versées des années voire des dizaines d'années après, permettant ainsi d'utiliser l'argent pour les investissements.

Le float des assurances de Berkshire ne représentait que 1,4 milliard d'euros en 1990, mais a atteint 77 milliards d'euros en 2015, soit un TCAC (Taux de Croissance Annuel Composé) de 17,3% au cours de cette période.

Portefeuille d'actions

Le portefeuille d'investissement de Berkshire représente les idées de placement à long terme de Buffett.

Fin 2015, environ 60% de ce portefeuille d'actions a été investi dans cinq sociétés –Wells Fargo (WFC), Kraft Heinz (KHC), Coca-Cola (KO), IBM (IBM) et American Express (AXP). Et en plus de Kraft Heinz, qui faisait partie de l'investissement avec le partenaire 3G en 2013, Berkshire a détenu bien des intérêts dans ces positions depuis de nombreuses années.

Passage aux sociétés hors assurance

D'après UBS, en plus des 77 milliards d'euros du float d'assurance, Berkshire a également accumulé 229 milliards d'euros en actions, s'offrant ainsi un capital permanent de 310 milliards d'euros. Cela a permis à Berkshire de financer acquisitions et croissance organique sans avoir à accéder aux marchés de capitaux ni à prendre de décisions d'investissement sur le long terme.

Berkshire était, dans ses premières années, une compagnie d'assurance dirigée par la surperformance d'investissements. Mais elle a évolué en un grand conglomérat comprenant de nombreuses sociétés hors assurance.

Berkshire a développé des sociétés au capital fort. Les chemins de fer de Burlington Northern Santa Fe (BNSF), que Berkshire a acquis en 2009 pour 38 milliards d'euros, est l'un des plus grands chemins de fer de l'Amérique du Nord et transporte plus de 17% du fret interne. Berkshire a investi massivement dans cette entreprise. De plus, BH Energy possède quatre services publics desservant les clients dans 11 états du Midwest et de l'Est, deux sociétés de distribution d'électricité en Angleterre, deux sociétés pipelinières interétatiques, une entreprise d'énergie renouvelable et un cabinet de courtage immobilier.

L'industrie de fabrication, de service et de vente au détail de Berkshire (MSR) inclue absolument tout des sucreries aux jets. Les sociétés incluent les entreprises de la chaine d'alimentation McLane, les entreprises de fabrication (comme la société spécialisée en produits chimiques Lubrizol, la société de composants industriels Marmon, la société Shaw Industries et l'entreprise de peintures revêtements Benjamin Moore), les entreprises de service et de vente au détail (dont NetJets, See's Candy, Borsheim Jewelry Company, the Pampered Chef et Oriental Trading Company), le fabriquant Duracell récemment acquis et le fabricant de composants aérospatiaux Precision Castparts, que Berkshire a acheté 32 milliards d'euros en 2015.

Ses activités de financement se concentrent en grande partie sur la fabrication et le financement de maisons, ainsi que sur la

location de matériel de transport. Elles incluent Clayton Homes, ULTX, XTRA et d'autres sociétés de location et de financement.

Les opérations de fabrication, de service et de vente au détail représentent actuellement plus de la moitié des revenus. Yahoo Finance International 28.04

Haut de page

Le 12 mai 2016

CAUSERIE

J'ai planté des bananiers sans penser à Taubira, je préfère ma petite-fille, et Selvi a planté des cacahuètes histoire qu'on n'oublie pas nos origines. Si la récolte de tomates, de concombres et de melons a été nulle, celle de courgettes et d'aubergines est si fructueuse que j'ai dû en distribuer des dizaines de kilos et ce n'est pas terminé.

Un oranger est en fleur, les frangipaniers aussi, la nature est surprenante, magnifique, apaisante. Elle peut nous jouer de vilains tours, mais au moins elle ne passe pas son temps à nous contredire.

Pas une goutte de pluie depuis des mois, je suis obligé d'arroser et de remplir le réservoir tous les jours, résultat ma note d'électricité a explosé, car en plus je ne peux pas me passer de la climatisation pour dormir.

Elections générales en Inde le 16 mai. Je ne m'y suis pas du tout intéressé, pas le temps.

Un slogan : Le socialisme pour de vrai ou l'espoir retrouvé.

Ce qu'on vous cache est souvent inavouable ou mauvais pour vous, mais il arrive aussi que cela vous soit bénéfique.

Pourquoi lier le socialisme et l'espoir ? Parce que l'un sans l'autre ne veut rien dire.

Dorénavant on précise sioniste d'extrême droite.

Avec un temps de retard, on ne peut pas être partout à la fois, on fait une distinction entre le milliardaire Trump et les autres républicains. Un détail, certes, mais quand même.

On avait mal interprété le courant de l'oligarchie que représentait Kissinger. C'est sa présence à toutes les réunions annuelle du groupe Bilderberg qui nous avait induit en erreur. Un détail encore, mais qui a son importance pour comprendre les contradictions qui agitent les sommets de l'oligarchie...

Ils rêvent, font leur cinéma et sont mégalomanes, qui sont-ils ?.A chacun ses références.

On n'est pas couché est devenu quotidien avec... Nuit debout.

Je ne suis pas concerné par le titre puisque je me passe de télévision depuis 16 mois, et je peux vous assurer qu'on vit très bien sans, d'ailleurs c'est bien simple, on n'y pense même plus !

- Les "Nuit debout" construisent un cinéma place de la République - Le Huffington Post Nuit debout appelle à une mobilisation internationale le 15 mai - LeFigaro.fr10.05 La date a été choisie en référence au mouvement espagnol des Indignés, né à Madrid le 15 mai 2011. Le mouvement citoyen Nuit debout, qui occupe depuis plus d'un mois chaque soir la place de la République à Paris, a appelé samedi à une journée de mobilisation en Europe et dans le monde le dimanche 15 mai. LeFigaro.fr Ils ont réactivé le "printemps arabe" en quelque sorte...

Quelques réflexions politiques

1- Crise d'infantilisme.

Les riches aiment l'argent. Les riches ne pensent qu'à l'argent pour devenir toujours plus riches. Les riches planquent leur fric ou se livrent à des magouilles pour payer le moins d'impôts possible. Les riches sont à l'origine des lois qui leur sont favorables...

Tu parles d'une affaire, quelle découverte, quel scoop !

Du dernier des abrutis de la planète au docteur en science politique, tout le monde le sait. Et cela sert-il à quelque chose, en quoi cela change-t-il quelque chose ? A rien, en rien !

Ah ben alors, c'est con de le rabâcher ! C'est pitoyable, ouais ! C'est aussi con que le type qui scande en boucle, je vais mourir, je vais mourir et qui l'instant d'après est mort. Il aurait peut-être pu avoir une pensée un peu plus élevée avant de tirer sa révérence. Il sera mort comme il aura vécu le malheureux, en spectateur impuissant de son propre malheur, de sa déchéance finale.

Qu'il existe des riches, des supers riches, des ultra riches, c'est dégueulasse, indécent, etc. mais c'est tellement banal que la plupart des gens sont persuadés qu'il y en a toujours eu, au point de trouver cela normal, c'est si banal. Bref, c'est légitime, car après tout s'ils sont riches, c'est qu'il y a bien une bonne raison à cela, ils l'ont mérité ou ils sont utiles à la société, en quoi à part la pourrir, mystère ! L'ignorance présente l'avantage de se transmettre héréditairement, comme la richesse, comme quoi ils sont inséparables.

Ainsi raisonne le prolo arriéré, mais il n'est pas le seul loin de là, il faut ajouter tous ceux qui ne comprennent pas comment ils ont pu accumuler autant de richesses et qui les envient plus ou moins secrètement.

En gros, pourquoi sont-ils riches ? Pardi, parce qu'ils se sont mieux démerdés que les autres. Ils ont pigé le truc, ils sont moins cons que la moyenne, plus pourri avec une bonne dose de cynisme en prime. Parfois ils n'ont rien eu à faire pour le devenir, tandis que d'autres ont dû en chier pour y arriver. Toujours est-il qu'ils méritent tous le statut de voleur comme le signalait Marx, puisqu'on ne peut s'enrichir qu'au détriment d'autrui.

Le citoyen lambda n'est même pas foutu de répondre à la question élémentaire pour quoi il existe, lui le laborieux, alors tout le reste le dépasse ou est à l'avenant, car il baigne en pleine ignorance tout au long de sa vie. Pour le riche, la réponse est naturelle, il n'a même pas besoin de se poser cette question, alors que le serf n'est même pas capable de la formuler, et pour cause, de manière générale il va passer son temps à reproduire sa condition en imitant inconsciemment les générations antérieures, en adoptant aveuglément leurs idées et leurs mimiques...

Ce n'est pas une question existentielle, sauf peut-être quand notre propre évolution ne nous a pas permis de nous élever au-dessus du niveau primitif de nos ancêtres simiesques et qu'on l'ignore, ce qui expliquerait ce retour au stade de la sauvagerie ou d'où cet atavisme récurent que l'on appelle de nos jours barbarie, qui fut le point de départ du développement de la civilisation humaine. Jadis la barbarie fut un obstacle, de nos jours c'est une vertu au service d'une élite seulement.

Pour l'ignorer, c'est à croire qu'on était condamné à y retourner. Pourquoi ? Parce que notre éducation et nos connaissances auxquelles on vouait bien des vertus, étaient en réalité le produit frelaté de cette ignorance, car jusqu'à présent ou jusqu'à preuve du contraire l'homme n'a jamais réellement été en mesure de réfléchir consciemment à sa condition au point de pouvoir la maîtriser, il est demeuré plus proche du singe dans l'ordre des primates que de l'homme évolué ayant conscience qu'il doit être le propre acteur de sa libération du règne de l'ignorance qu'il hérita à sa naissance, et que c'est seulement cet engagement qui peut donner un sens à sa courte existence. Esclave de la nature qu'il maltraite, s'emploie à détruire ou saccager, esclave de sa propre nature qui lui est toujours aussi étrangère et qu'il gâche...

On n'a même pas conscience d'où on vient, ce qui devrait nous porter à la modestie. Nous avons été formaté afin de ne jamais parvenir à le découvrir. Il faut donc commencer par tout reprendre à zéro ou déconstruire pièce par pièce l'univers que nous nous sommes employés à forger autour de nous ou qui nous a été imposé. Avant de faire table rase du passé ou du vieux monde, pour avoir une chance d'y parvenir ou mieux, pour participer véritablement, activement et consciemment à cette oeuvre colossale, au lieu de passer notre temps à nous illusionner sur notre engagement politique dont on voit bien qu'on a été incapable de tirer des enseignements la plupart du temps, il faut faire table rase de tout ce qu'on a appris qui nous a induit en erreur jusqu'à présent, et qui constitue un obstacle à la réalisation des conditions qui permettraient de changer la société ou le monde. Dire qu'on juge un ouvrier à l'ouvrage ou aux pieds de l'établi, c'est insuffisant, il faut ajouter à ses outils et à l'art de les manier.

On ne dit pas, vous devez penser ceci ou cela, vous devez penser ainsi un point c'est tout, non, on dit simplement : apprenez à penser par vous-même, car ce n'est pas inné, cela s'apprend et prend du temps. Où avons-nous appris à penser ? Qui nous a appris à penser? Combien de temps y avons-nous consacré ? Y avons-nous ne serait-ce que réfléchi un instant au cours de notre vie ?

Il faut se poser ces questions tranquillement et y répondre honnêtement sans craindre une punition ou une sanction ou je ne sais quel jugement, nul procureur de la pensée entre nous, on est juste là pour essayer de progresser ensemble, afin de servir notre cause dans les meilleures conditions possibles pour vaincre notre ennemi.

En guise d'épilogue.

Hier soir j'étais seul et j'ai repensé à une tranche de mon passé, quand j'avais rejoint l'OCI en 1978.

En comparant ce que j'étais avant d'y entrer et quand j'en suis sorti en 1981, je me suis aperçu qu'entre temps j'étais devenu profondément sectaire et dogmatique, ce que je n'étais pas du tout avant, et ce que j'ai essayé de ne plus être par la suite.

Je ne m'en étais pas du tout rendu compte, par contre mon entourage si, au point de me trouver invivable et de perdre tous mes vieux potes qui ne voulaient plus du tout me voir. Je me suis retrouvé coupé de ma famille et de mes proches, de mes amis avec lesquels je partageais beaucoup d'idées ou de choses depuis des années, coupé du monde ou de la réalité dans lesquels j'avais toujours vécu, au profit d'un monde ou d'une réalité plus étroite, réduite à la politique, du fait qu'on était allé pour ainsi dire jusqu'à imaginer qu'on vivait au présent une utopie sur le point de se réaliser, alors qu'en réalité elle ne se réaliserait que bien plus tard, depuis on n'ose même plus l'évoquer, et c'est ce décalage entre cette sorte de délire fantasmagorique et la réalité qui était insupportable à mon entourage.

Je ne peux pas dire que j'ai gardé un souvenir impérissable de cette courte mais intense période, durant laquelle je m'étais livré à l'activisme politique. J'étais passé d'un embrigadement ou d'un formatage à un autre sans avoir la possibilité (et le temps) de maîtriser le processus dans lequel j'étais embringué, il faudra donc attendre d'en être sorti pour que bien des années plus tard (plus de deux décennies) j'en prenne conscience et que j'en tire quelques enseignements. Sur le plan personnel, cela m'a juste aidé à vaincre ma timidité excessive, et je n'en ai tiré pratiquement aucun profit sur le plan politique pour combattre désormais celle que nous avions adoptée à cette époque, qui consiste à n'accorder aucun répit au PS (et au PCF), au lieu de le ménager ou de considérer que son ignoble passé devait figurer au second plan, alors que de nos jours il a ressurgi avec une violence extrême, on est bien d'accord sur ce point, n'est-ce pas ?

Tout cela pour dire qu'on ne peut pas évoluer ou progresser si on n'est pas capable d'analyser son propre parcours, ses propres faiblesses, lacunes, erreurs, et bien entendu de les corriger. Comme je dis souvent, avant de juger les autres pour autant qu'on soit en mesure de le justifier, commençons par nous-même, or la plupart des gens ou des militants ne se sont jamais livrés à cet exercice ou s'y refusent. Dès lors quelle légitimité auraient-ils pour prétendre vouloir changer la société, puisqu'ils n'ont même pas encore acquis la capacité ou les instruments pour analyser leur propre comportement ?

Je pense que c'est la question que chacun devrait commencer par se poser, et peut-être qu'ensuite chacun parviendra à faire davantage preuve de discernement et de modestie, ce qui fait le plus défaut à l'heure actuelle où la confusion règne en maître, n'est-ce pas ? Je ne prétends pas qu'il faudrait commencer par changer les hommes pour ensuite espérer pouvoir changer la société, je dis seulement que seuls des hommes ou des militants conscients si vous préférez en seront capables, et qu'il est de notre devoir d'y travailler sans relâche.

Prendre en mains son destin, c'est bien, à condition de savoir d'où on vient pour vraiment savoir où on va, sinon on prend le risque de s'orienter dans une direction qui ne nous permettra jamais d'atteindre l'objectif qu'on s'était fixé, c'est juste une question de logique, de dialectique si vous préférez, pratique. On peut être animé des meilleures intentions du monde comme le sont la plupart des étudiants et des travailleurs qui participent a Nuit Debout par exemple, mais cela ne suffit pas, l'enfer est pavé de bonnes intentions dit-on, on ne devrait jamais l'oublié sous peine de se faire manipuler ou de se perdre soi-même à défaut de se connaître sans parodier Socrate.

On essaie juste de partager notre expérience et les leçons qu'on en a tirées, afin d'essayer de lever les obstacles qui empêchent les militants qui partagent le même idéal de se rassembler pour combattre ensemble et vaincre notre ennemi. On ne donne de leçons à personne, on ne juge ou ne condamne personne, on a l'esprit tranquille, on est parfaitement serein. Nous ne sommes pas tiraillés entre plusieurs théories ou doctrines, nous n'avons aucun intérêt d'appareil à défendre, nous ne cherchons pas à justifier notre stratégie politique pour convaincre qui que ce soit de la partager ou de l'adopter, pire, de nous accorder sa confiance, tout cela ne nous intéresse pas ici, nous nous sommes aperçus qu'après avoir abordé des sujets à une multitude de reprises en long, en large et en travers, nos lecteurs en étaient toujours au même point, donc nous nous sommes dit logiquement qu'il n'était pas souhaitable d'aller plus loin et qu'il fallait reprendre les choses au point de départ ou en amont si on voulait réellement progresser ensemble et aller de l'avant.

Je ne vous ferai pas le coup (démagogique) de vous dire que je ne détiens pas la vérité, puisque je suis convaincu du contraire sur un certain nombre de questions élémentaires qu'on ne devrait même plus avoir à aborder, alors que manifestement l'expérience prouve que malheureusement c'est encore nécessaire. Bien des militants nous lisent distraitement, ils se figurent qu'on leur fait la conversation, et puis sans réfléchir davantage ils passent à autre chose et ainsi de suite. Si tel est le cas, je leur dis sincèrement qu'ils perdent leur temps sur ce portail où l'auteur écrit en chinois ou en tamoul pour faire plus local, sur ce, poïté vangue, goodbye en tamoul.

2- Mystification.

Quand un mouvement social bénéficie généreusement d'une tribune dans Le Monde (« Nuit debout peut être porteur d'une transformation sociale de grande ampleur » relayé par le NPA le 4 mai), qui a pour fonction de relayer la propagande des sommets de l'oligarchie financière, la moindre des précautions commande de s'en méfier comme de la peste, parce que pour

que Le Monde y trouve son intérêt ou plutôt les banquiers qui sont à ses commandes, c'est que forcément nos intérêts de classe n'y ont pas leur place.

A moins qu'il ne s'agisse de tenter de récupérer un mouvement qui leur échappe, or cela n'a aucun sens ou aucune raison d'être, puisqu'il s'inscrit en marge du mouvement ouvrier qui hélas ne parvient pas à se doter d'une nouvelle direction, et on ne voit pas comment elle pourrait émerger de ce mouvement qui est voué à l'impuissance ou amené à péricliter, parce qu'il ne dispose pas de direction du tout, hormis ceux qui l'ont lancé et qui font office de directeurs du marketing ou de la communication.

On nous rétorquera qu'elle pourrait émerger tout de même de ce mouvement, spontanément. Bien, personnellement je ne connais qu'une forme de pouvoir susceptible de jaillir spontanément d'un mouvement révolutionnaire des masses, le soviet ou comité qui se répand dans tout le pays et se fédèrent au niveau national pour constituer un contre-pouvoir préparant les conditions indispensables pour pouvoir envisager sérieusement l'insurrection finale ou la prise du pouvoir, sans qu'il y ait au départ de grève générale qui peut aussi jaillir à tout moment dès lors que le processus révolutionnaire est enclenché.

Encore faut-il que la majorité des délégués élus de ce comité soient acquis à cette orientation politique, qui ne peut être impulsée que par les militants d'un parti conscients du développement de ce processus et des tâches qu'il implique pour atteindre ces objectifs politiques...

La fixation sur la grève générale présente la faiblesse suivante : Elle ne résoud pas la question de l'organisation des masses qui ne s'improvise pas au niveau de l'Etat parce qu'elle est politique. D'où la nécessité de lier la grève générale au renversement du régime tout en sachant qu'il en faudra beaucoup plus pour prendre le pouvoir et le conserver. Si tu comptes sur ton voisin pour donner une direction nouvelle à la société, on est mal baré selon moi, je préfèrerais m'en charger moi-même, et si cela s'avère impossible, je m'en remettrais à des dirigeants qui auraient étudié la question tout en conservant mon absolu liberté d'expression et d'action. La difficulté est de trouver un parti ou un groupe qui soit sur cette ligne.

On a pu observer que les partis politiques qui étaient nés d'un tel mouvement social avaient tous dérivés à droite, et qu'aucun n'avait remis en cause le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. C'est valable pour les coalitions qui finissent tous par se disloquer.

3 - Déni de démocratie et mystification. Etions-nous réellement en démocratie ? Depuis quand ? Pas vaiment, jamais.

Reaggan, Thatcher, Blair, Schröder, Bush, Sarkozy, Hollande...

Les uns (CFDT, CFTC, Unsa, etc.) soutiennent le gouvernement et sa loi Travail scélérate, les autres (VGT, FO, Sud, etc.) décrètent des journées d'action bidons pour mieux la faire passer, tandis que d'autres en marge du mouvement ouvrier passent des nuits debouts, à quoi faire au juste, à rêver, quel luxe !

Ce qui est en train de se passer s'inscrit dans la continuité de ce que nous avons vécu au cours de la seconde moitié du XXe siècle, et ne devrait surprendre que ceux qui ont refusé de faire le bilan calamiteux de la lutte de classe durant cette période parce qu'ils en portent la lourde responsabilité ou pour y avoir été associés de près.

Tout comme le Labour ou le SPD, le PS était un parti de la réaction, de droite, anti-ouvrier, anti-socialiste depuis un siècle.

Nos dirigeants ont tout simplement oublié le constat que Lénine dressait en 1916 :

- Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. (L'impérialisme et la scission du socialisme. - V. Lénine)

Ils ont préféré retenir les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste sur le front unique qui étaient destinées à des partis de la IIIe Internationale qui pour la plupart d'entre eux étaient davantage opportunistes que communistes, à défaut de mieux il fallait bien s'en accommoder et trouver une formule de compromis pour éviter de les braquer, ce qui n'aurait servi à rien puisqu'ils étaient comme ils étaient.

Quant à la position de Lénine, elle était beaucoup plus tranchée comme on vient de le lire plus haut, et l'on doit dire qu'il l'a appliqué avec bonheur en Russie. Quand on n'est pas capable de s'adresser directement aux masses, on s'adresse à quelqu'un d'autre, celui-ci vient s'interposer entre les deux au point de le destiner à jouer un rôle irremplaçable dans la lutte de classe du prolétariat qu'il exécutera en fait pour le compte de son ennemi. Et quand il s'effacera ou assumera sa véritable nature de parti réactionnaire, les masses se retrouveront seules en face de lui et totalement désarmées politiquement et théoriquement pour l'affronter du fait que les partis ouvriers s'étaient compromis en orientant les masses vers le PS, alors qu'elles savaient très bien à quoi s'en tenir sur ce parti qui n'avait pas pour vocation ou objectif de renverser le régime ou changer la société.

Je me souviens encore des diffusions le dimanche matin sur le marché de Clichy (92), où les travailleurs avec lesquels on engageait une discussion nous souriaient au nez quand on évoquait le moindre changement après l'élection de Miterrand et d'une majorité de députés PS-PCF au Parlement, certains nous demandaient si on y croyait vraiment ou si on était vraiment sérieux, ils nous prenaient pour des naïfs ou des ignorants car ils n'y croyaient pas du tout.

Le PS était comme un médicament destiné à vous permettre de retrouver la santé, dont on a vanté les qualités en taisant ou en sous-estimant ses effets secondaires, qui pouvaient s'avérer mortels pour peu que votre système immunitaire ait été trop gravement atteint. Vous pouvez remplacer le système immunitaire par le mouvement ouvrier profondément décomposé et les jours de vos acquis ou droits sociaux sont comptés.

4- Pourquoi des millions et millions de travailleurs ne se sont-ils pas mobilisés ?

Ce qui m'étonnait depuis des années, c'est qu'aucun gouvernement ne soit pas aller plus loin, sachant qu'il n'existait aucune opposition organisée susceptible de rassembler les masses contre lui ou de s'opposer à sa politique ultra réactionnaire. Avec l'élection de Hollande, j'avais émis l'hypothèse qu'il pourrait être le meilleur représentant de la réaction qui oserait aller jusqu'au bout, puis j'avais été frustré dans un premier temps lors de la nomination d'Airault comme Premier ministre qui ne semblait pas être l'homme de la situation, mais quand il fut remplacé par Valls je me suis dit que l'heure du règlement de compte avec ce qui restait du mouvement ouvrier décomposé avait sonné, l'arrivée du banquier Macron devait le confirmer.

La loi Travail, c'est le code du travail individualisé, le contrat de travail individualisé, l'atomisation achevée de la population laborieuse qui perd ainsi son statut de classe, et devient si vulnérable qu'elle n'est plus en mesure de lutter efficacement pour améliorer sa condition autrement qu'en revendiquant ce statut dont elle a été spoliée, ce qui nécessitera qu'elle affronte directement les capitalistes en recourant à la grève illimitée jusqu'à satisfaction, et donc qu'elle parvienne au préalable dans un contexte particulièrement défavorable à vaincre les nombreux obstacles qui s'opposent à son unité.

Si maintenant on continuait dans le même registre à refuser de combattre ces obstacles sur le plan idéologique qui a largement contribué à façonner l'état d'esprit des travailleurs, à les affaiblir et à les soumettre à l'ordre néolibéral, la condition ouvrière serait vouée à se dégrader indéfiniment dans le futur.

Si la remise en cause de nos droits sociaux les plus élémentaires ne se traduit pas par la nécessité de changer de fond en comble la société ou ne renoue pas avec cet espoir qui était né au milieu du XIXe siècle, la civilisation humaine sera condamnée à péricliter ou à une régression sans fin qui menacera son existence. A ce stade on peut même se demander si cette référence signifiera encore quelque chose demain ou s'il ne faudra pas en parler au passé ou au conditionnel.

Pour bien montrer à quel point la quasi-totalité du mouvement ouvrier est corrompu et que ce n'est pas une vue de l'esprit, absolument aucune formation politique ne s'est réellement ou sérieusement posée la question de savoir pouquoi les travailleurs n'étaient pas descendus dans la rue par millions lorsqu'il leur avait été donné la possibilité de manifester un samedi ou un dimanche, alors que leur condition de travail était gravement menacée et qu'ils en avaient été parfaitement informés, pourquoi ? Cette question était-elle trop compromettante pour ceux qui la poseraient au point de s'en abstenir ? On est en droit de le penser car ils en portent la responsabilité.

Cette question pouvait faire l'objet de plusieurs explications.

La première aurait consisté à constater que la majorité des travailleurs étaient relativement satisfaits de leur condition au point d'envisager d'accepter de nouveaux sacrifices avant qu'elle ne leur apparaisse insupportable, sans imaginer ou en refusant d'imaginer que cela pourraît se produire plus rapidement qu'ils ne le pensaient, ou que d'ici là la situation pourrait s'améliorer et ils pourraient y échapper individuellement.

La seconde aurait consisté à constater que la majorité des travailleurs ne se reconnaissaient pas dans les syndicats et les partis ouvriers qui les avaient appelés à se mobiliser, et qu'ils n'étaient pas disposés à s'illusionner sur leurs véritables intentions ou leur détermination à mener ce combat jusqu'au bout, pour en avoir fait l'expérience amère durant des décennies ou plus d'un demi-siècle. La troisième aurait consisté en une combinaison des deux précédentes. Un tel constat n'aurait pas manqué de mettre en lumière l'immense responsabilité de nos dirigeants dans cet état de fait ou de condamner la conception de la lutte de classe qu'ils avaient adoptée ou dont la situation actuelle n'est que le produit, sauf bien entendu à se dire que c'était la fatalité et que personne ne pouvait y échapper et personne n'en portait la responsabilité finalement, hormis le capitalisme et ses représentants.

Explication que l'on rejette catégoriquement, car finalement cela signifierait que 70 ans de lutte de classe devait se conclure ainsi, autrement dit, quelle que soit la manière dont on l'aurait menée, on aurait infailliblement abouti au même misérable résultat, donc qu'elle ait été conduite sous les auspices de l'opportunisme ou du marxisme n'y aurait absolument rien changé, autant dire que l'opportunisme n'était pas en cause, puisque le marxisme n'aurait pas fait mieux, par conséquent il est inutile de condamner l'opportunisme ou de le combattre, et d'adopter le marxisme.

Ils ont tous appelé à voter Hollande ou à "chasser Sarkozy", ce qui revenait au même en plus hypocrite ou démagogique dans le second cas, partant de là ils sont tous disqualifiés pour combattre efficacement sa politique, on n'entend pas par là imposer une défaite à Hollande, mais construire le parti.

"Panama Papers". Un secret de polichinelle.

En directe de la Maison Blanche ou le quartier général de la CIA.

Les millions de documents des "Panama Papers" qui ont mis au jour un vaste scandale d'évasion fiscale à travers le monde seront accessibles au public à partir du 9 mai, a annoncé mercredi l'ICIJ, basé à Washington.

Les quelque 11,5 millions de documents du cabinet Mossack Fonseca, dévoilés par une centaine de médias, avaient déjà révélé l'utilisation à grande échelle de sociétés offshore permettant de placer des actifs dans des territoires opaques et à très faible fiscalité. AFP 08.05

L'article de l'Agence Française de propagande était accompagné d'une photo censée montrer " des manifestants défilent devant le bâtiment du cabinet Mossack Fonseca, à Panama, le 13 avril 2016", j'ai compté 6 personnes... Si l'AFP n'a pas mis en ligne une photo montrant davantage de "manifestants", c'est sans doute parce qu'il ne devait guère y en avoir plus.

Les paradis fiscaux ont une existence légale, ils sont reconnus par tous les Etats, ainsi que le FMI, la Banque mondiale, la BRI, les banques centrale et l'ONU sans oublier l'UE.

Nous ne sommes pas les seuls à le penser et à le dire.

- 30 ans de libéralisme - Vila - legrandsoir.info 07.05

Extrait.

- ...le point crucial à saisir absolument réside dans le fait que le virage libéral ne résulte pas d'une orientation politique quelconque, ni d'une affaire de goût ou de convenance personnelle. Cette politique libérale est vitale car elle est consubstantielle à la survie (momentané) du capitalisme. La libéralisation de l'économie n'a été que la condition indispensable pour prolonger le capitalisme jusqu'à aujourd'hui, menaçait qu'il était au début des années 1970 par la crise qui ne faisait alors que commencer. C'est donc parce que le capital en avait besoin pour maintenir son taux de profit, que des politiciens affidés l'ont appliqué. Comprendre ceci est d'autant plus important que cela condamne les économistes atterrés qui regrettent le capitalisme des années 60 et cela discrédite les naïfs qui croient au capitalisme vertueux grâce à de puissants gardes fous. Il est, de même manière, illusoire de condamner les politiques d'austérités sans comprendre que dans ce système économique là, c'est leur seul salut. legrandsoir.info 07.05

- Ce n'est pas le moment de céder aux manœuvres d'intimidation d'Israël sur l'« antisémitisme » - Arrêt sur Info 08.05

Le sionisme n'était pas l'antidote dont avait besoin le pire chapitre de l'anti-sémitisme en Europe : l'Holocauste. Le sionisme était la mauvaise réponse à cette atrocité. En réalité, quand les dirigeants européens ont apporté sans hésitation leur soutien au sionisme, leurs motifs, dans beaucoup de cas, ont été anti-sémites. Comment expliquer autrement une Europe qui est restée à regarder passivement pendant que le régime nazi génocidait les Juifs et qui a ensuite demandé pardon en soutenant un nouveau plan qui la débarrassait des Juifs en les expédiant coloniser la Palestine ? Pas étonnant que cette logique absurde n'ait pas tué la pulsion antisémite mais l'ait au contraire maintenue bien en vie !

Cependant, ce qui est fait est fait. Les colons juifs et les indigènes palestiniens se partagent un pays et vont continuer à le faire. La meilleure façon de combattre l'anti-sémitisme aujourd'hui est de faire de ce pays un véritable état démocratique, fondé autant qu'il est possible sur des principes économiques, sociaux et politiques justes et équitables. Ce sera une transformation complexe et douloureuse de la réalité présente sur le terrain, et qui prendra peut-être des décennies. Mais il est urgent de commencer à en parler clairement, sans peur et sans apologétique ou fausses références à de la realpolitik. (Ce n'est pas le moment de céder aux manœuvres d'intimidation d'Israël sur l'« antisémitisme » - Arrêt sur Info 08.05

En famille. Bienvenue chez la fausse gauche.

Non, nous ne nous adresserons pas aux députés du PS.

Change.org 10.05

Malgré les différentes mobilisations et le rejet par les parlementaires de la loi travail (El Khomri), le gouvernement a décidé de

passer en force en utilisant l'article 49-3.

Ce texte peut encore être bloqué en demandant aux députés socialistes de soutenir la motion de censure qui sera présentée par la droite. C'est aujourd'hui le seul moyen d'empêcher le gouvernement de nous imposer une modification du code du travail qui ne convient pas à l'immense majorité : (petites et moyennes entreprises et salariés).

Il est temps que la démocratie s'exerce de nouveau. Pour cela les députés socialistes qui considèrent que ce texte est contraire aux valeurs qu'ils défendent doivent soutenir la motion de censure déposée par la droite et qui d'office permettra de rejeter ce texte. Change.org 10.05

Nous voterions la motion de censure déposée par LR et l'UDI afin de faire chuter le gouvernement et d'ouvrir une crise politique en France, dont certes personne ne peut prédire aujourd'hui de quelle manière elle se traduirait ou quelle en serait l'issue, sinon qu'elle serait étouffée lors des élections suivantes et plus personne n'y penserait quelques mois plus tard.

Podemos s'allie avec l'extrême gauche pour les législatives en Espagne - AFP

Le parti anti-austérité Podemos se présentera aux nouvelles élections législatives du 26 juin en alliance avec son rival d'extrême gauche Izquierda Unida afin de supplanter le parti socialiste, seconde force politique en Espagne.

L'alliance doit encore être approuvée par les bases des deux partis et de nombreux détails doivent être négociés cette semaine.

Mais les deux formations, Podemos fondé en 2014 et Izquierda Unida (IU), héritier du Parti communiste espagnol, qualifient déjà d'historique leur "pré-accord" conclu lundi soir.

Pablo Iglesias s'est donc résolu à s'allier avec un parti qu'il qualifiait l'année dernière de "schtroumpf grognon" de la gauche. Il l'accusait de "porter malheur" avec un programme trop radical qui effrayait l'électorat.

Un succès de leur alliance pourrait même changer le rapport de forces entre droite et gauche si le Parti socialiste, continuant à perdre des voix comme il le fait depuis des années, devait se résoudre à gouverner avec eux. "Pour gouverner, nous aurons besoin du PSOE. Nous voulons un accord avec le PSOE", a assuré Pablo Iglesias. AFP 10.05

Lu dans la page Facebook de La Tribune des Travailleurs (POID)

- En Espagne, le parti Podemos a passé un accord avec Izquierda Unida, héritier du Parti communiste espagnol pour se présenter aux nouvelles élections législatives du 26 juin. L'alliance doit encore être approuvée par les bases des deux partis.

Et le post suivant :

- Laurent Fillebeen, Philippe Tribouillard, Dominique Roux et 2 autres personnes aiment ça.

Ajoutons deux mots parce que contrairement à eux nous faisons un peu de politique: Syriza s'est déclaré social-démocrate comme Hollande, Podemos aussi, et il n'y a vraiment pas de quoi aimer cela !

Si la page Facebook du POID est le clone de l'AFP, elle ne sert à rien, à moins que...

Accord de coalition entre Verts et CDU dans le Bade-Wurtemberg - Reuters

Les chrétiens-démocrates (CDU, parti conservateur de la chancelière Angela Merkel) et les Verts ont signé lundi un accord pour former une coalition de gouvernement dans le Land de Bade-Wurtemberg - alliance qui pourrait préfigurer une future coalition entre eux au plan fédéral en 2017.

Les Verts ont remporté les élections régionales du 13 mars dernier dans ce riche Land du sud-ouest de l'Allemagne en y recueillant 30,3% des suffrages. La CDU, qui a longtemps dirigé le Bade-Wurtemberg, a terminé deuxième avec 27%, soit 12 points de moins que lors du précédent scrutin régional, en 2011.

Les Verts seront ainsi le plus important partenaire et la CDU jouera le second rôle au sein de cette coalition régionale. Aux précédentes élections en 2011, les Verts, en tant que première formation de gauche, avaient constitué au Landtag de Bade-Wurtemberg une coalition avec comme deuxième partenaire les sociaux-démocrates du SPD.

Un autre Land de l'ouest de l'Allemagne, la Hesse, où se trouve la capitale financière de l'Allemagne, Francfort, est déjà dirigé par

une coalition des Verts et des chrétiens-démocrates, mais dans ce cas, c'est la CDU qui joue le premier rôle. Certaines personnalités du Land de Hesse estiment qu'une coalition noir-vert (CDU-écologistes) pourrait aussi fonctionner au niveau fédéral. Reuters 10.05

La palme de la désinformation.

- La Turquie laissée "seule" contre l'EI, accuse Erdogan - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé dimanche les pays de la coalition internationale contre le groupe Etat islamique (EI) de laisser la Turquie "seule" contre les jihadistes, qui ont mené plusieurs attaques sur son sol. AFP 10.05

Qui a dit ?

- "Cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer".

Réponse : Alain Finkielkraut à propos de l'élection de Sadiq Khan à la mairie de Londres. Lefigaro.fr 08.05

Qu'est-ce qui peut rivaliser avec un juif riche ? Voyons, personne. A part cela, ce n'est pas eux qui alimentent en permanence l'antisémistisme.

Et pourtant, il n'y a vraiment pas de quoi en faire un plat :

- Le 7 mars, celui qui était encore candidat faisait savoir au "Jewish Chronicle" qu'il avait renoncé à prôner des «sanctions contre Israël» : la veille, le site communautaire juif avait dévoilé que le travailliste avait soutenu une telle position en 2009, lors de l'invasion israélienne de Gaza

Le 5 avril, lors du "Forum juif de Londres", Sadiq Khan a critiqué le boycott d'Israël et promis de favoriser -au contraire- «le business» avec Tel Aviv. Panamza

Vous voyez comme ils sont respectables et soumis ces dirigeants du Labour. A vomir.

En complément. Qui a dit ?

- "Durant les prochaines semaines, ma priorité sera que mon pays reste dans l'Union européenne. L'Europe apporte d'énormes avantages à ma ville et je ferai campagne de toutes mes forces contre le Brexit"

Réponse : le nouveau maire de Londres, Sadiq Khan, interviewé par France 2, le mercredi 11 mai. Francetv info11.05

Qui est-il ?

Il a été ministre de Chirac, il se voyait bien Premier ministre de Hollande, il a encore sa chance avec Sarkozy.

Évoquant sa « déprime » post-21 avril, il révèle qu'une chanson l'a sauvé : « Quelqu'un m'a dit » de Carla Bruni. « Quand on est en dépression, on a envie qu'on vous chuchote à l'oreille, pas qu'on vous crie dessus, raconte-t-il. C'est une chanson douce, tranquille. (…) Elle a un filet de voix qui est dans ma tête. »

Réponse : Mélenchon, dans une émission de Mireille Dumas sur France 3. lepoint.fr 09.05

« Quelqu'un m'a dit », le voilà qui entend des voix, pour un peu il serait comme Jeanne d'Arc qui inspire Macron ! Pourvu que Sarkozy ne soit pas jalou. Merde, il ne sera jamais son Premier ministre... Quel charlatan !

L'Agence Française de Progagande de l'oligarchie

C'est légitime...

"... les habitants concentrent leur exaspération sur leur président, (...) 68% d'entre eux souhaitent son départ et l'organisation de nouvelles élections, selon un récent sondage."

C'est illégitime...

"... les habitants concentrent leur exaspération sur leur président, (...) 70% d'entre eux estiment qu'il est un mauvais président et souhaitent qu'il ne se représente pas lors des prochaine sélections, selon un récent sondage."

Dans le premier cela se passe au Venezuela, dans le second en France, et c'est signé AFP, CAC40, Medef, PS, etc.

La méthode Coué en désespoir de cause.

- Hollande baisse, la France ne croit pas que "ça va mieux" (sondage) - AFP

François Hollande enregistre en mai une baisse de sa cote de satisfaction (-2 points), alors que près de trois Français sur quatre (73%) ne croient pas à l'instar du président de la République que "les choses vont mieux", selon deux sondages OpinionWay pour Metronews/LCI publiés dimanche.

Dans un premier sondage, 18% des sondés se disent satisfaits de l'action du chef de l?État (3% "très satisfaits", 15% "assez satisfaits"), alors que 81% ("2 points) sont mécontents de son action (33% "assez mécontents" et 48% "très mécontents"). 1% ne se prononce pas.

Manuel Valls obtient 23% de satisfaits (stable, 3% "très satisfaits" et 20% "assez"), contre 77% ("1) de mécontents (37% "assez" et 40% "très"). AFP 11.05

Ils avaient pour mandat de faire ce sale boulot en sachant d'avance quelles en seraient les conséquences. Ils s'en foutent complètement, leurs amis les recaseront, ils n'ont pas de soucis à se faire et d'ailleurs ils ne s'en font pas.

Loi travail

Communiqué commun - Projet de loi travail

Communiqué CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL

Alors que les salarié-es, les jeunes, les privé-es emploi, les retraité-es sont mobilisés depuis plus de 2 mois pour le retrait du projet de loi travail et l'obtention de nouveaux droits, alors que l'opinion publique reste massivement opposée à ce texte, le gouvernement décide de passer en force en utilisant le 49.3. Inacceptable !

Ce sont les mobilisations qui ont contraint le gouvernement, à proposer des modifications au projet de loi pour tenter d'en minimiser les impacts. Le compte n'y est toujours pas !

Un code du travail par entreprise à l'opposé de la "hiérarchie des normes", élément protecteur et égalitaire, perdure dans le projet de loi. Scandaleux !

Plusieurs secteurs professionnels continuent de développer des actions, des grèves (cheminots, routiers, énergie, chimie, construction, aéroport de Paris, etc.), qui sont autant d'éléments d'appui et de dynamiques dans la poursuite, l'amplification et l'élargissement du rapport de force.

Cette situation renforce la nécessité d'amplifier les mobilisations déjà engagées le 12 mai sur tout le territoire.

A partir de tous ces éléments, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et les organisations de jeunesse, UNEF, UNL et FIDL invitent leurs structures à organiser des assemblées générales avec les salarié-es pour débattre des modalités d'actions, de la grève et de sa reconduction.

Elles appellent leurs organisations à construire deux nouvelles journées de grèves et manifestations le mardi 17 mai et le jeudi 19 mai prochains.

Afin de faire valoir leurs propositions elles décident de s'adresser ensemble au Président de la République pour être reçues rapidement.

Une nouvelle réunion des organisations syndicales se tiendra dès le début de la semaine prochaine pour décider de nouvelles mobilisations. Fin

Ils auront tout fait pour qu'elle pourrisse sur place et que cette loi passe... Ils ont raison, aucun parti ouvrier n'osera rompre avec

eux, donc avec le régime, ah ben oui, il faut dire les choses telles qu'elles sont !

Loi Travail: Pour éviter d'être mis en minorité, le gouvernement a trouvé une parade (et ce n'est pas le 49-3) - huffingtonpost.fr

Myriam El Khomri a demandé à ce que les votes sur certains amendements soit "réservés". En clair, ces modifications ne seront pas soumises à l'approbation des députés tant que le gouvernement n'en aura pas décidé autrement. Devant un hémicycle très clairsemé (une cinquantaine de parlementaires), l'exécutif risquait d'être mis en minorité sur l'amendement premier de l'article 1. Il crée une commission chargée de proposer une refondation de la partie législative du Code du travail mais avait en réalité toutes les chances d'être supprimé.

Pour l'heure on ne sait donc pas quand les députés reprendront véritablement leurs travaux. Comme le suggère le député centriste, on ne sait d'ailleurs pas si les parlementaires finiront pas vraiment voter sur le texte. Car la majorité est loin d'être acquise sur le projet de loi défendu par Myriam El Khomri. Il manque toujours plusieurs dizaines de voix au gouvernement pour s'assurer un vote.

Celui-ci étant prévu mardi 17, l'hypothèse d'un nouveau passage en force est clairement envisagé. Manuel Valls a affirmé vendredi 6 mai qu'il ne fallait pas exclure l'utilisation de cette arme constitutionnelle, au risque d'enflammer encore davantage la contestation qui s'exprimera une nouvelle fois jeudi 12 mai. huffingtonpost.fr 09.05

Les 70% de la population qui rejettent la loi Travail sont minoritaires selon Hollande.

- Loi travail: Hollande estime que le 49-3 "convenait" dès lors qu'une "minorité" bloquait - AFP

François Hollande a estimé mercredi en conseil des ministres que le recours au 49-3 pour la loi travail "convenait" dès lors qu'une "minorité" de parlementaires "bloquait" son adoption, selon le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll. AFP

- La loi Travail passera, pas la motion de censure - Francetv info

Le fait que la motion de censure de la droite contre le 49.3 puisse être votée par des députés PS frondeurs ne fait pas du tout peur à l'Élysée. "Aucune crainte", affirme même un conseiller du président. Pour certains ministres, le mot qui revient est : "inconcevable". L'exécutif balaie cela d'un revers de la main. Il faut dire qu'un gouvernement renversé par sa propre majorité, ce serait du jamais-vu. Dans les faits, il faudrait que 40 députés socialistes mêlent leur voix à la droite et c'est encore de la politique-fiction. Hollande a su trancher

La gauche est plus que jamais divisée néanmoins. C'est la preuve ultime que François Hollande marche sur une qui avance et l'autre qui recule. C'est périlleux et ça engendre des accidents de parcours, comme à l'Assemblée. Mais c'est aussi un président adepte de la synthèse qui fait un choix : passer en force plutôt que faire preuve d'impuissance à réformer. Pas sûr que ce soit les meilleures conditions pour préparer une candidature et réunir son camp, un vrai champ de mines. Seul mérite : la clarification politique. Francetv info 11.05

- Emploi : le gouvernement fait marche arrière sur la surtaxation des CDD - Francetv info

Le gouvernement parle désormais d'une modulation concernant les taxes sur les CDD.

Moduler au lieu de surtaxer, un terme moins rigide pour tenter d'apaiser le patronat. Pour la CGPME, cela ne change rien. "C'est un non-sens économique puisque 87% des premières embauches se font en CDD. C'est aussi fragiliser l'équilibre économique des petites entreprises puisque certaines petites entreprises ont absolument besoin du contrat court parce que c'est leur modèle économique", explique François Asselin, président de la CGPME. Ce sont les partenaires sociaux qui fixeront les modalités de cette variation lors de la négociation sur l'assurance chômage. Francetv info

A bout de souffle, mais respire encore.

- La grogne contre la loi travail contraint Hollande à annuler sa visite en Normandie - LePoint.fr

La préfecture de Seine-Maritime a annoncé mardi l'annulation de la venue du président sur les terres du député PS de Seine-Maritime Guillaume Bachelay. LePoint.fr

- Manuel Valls sermonne Emmanuel Macron en pleine séance à l'Assemblée nationale - Francetv info La scène a duré de longues secondes, sous le regard de Michel Sapin et de Myriam El Khomri. Francetv info

- Ce présentateur de BFM lit en plein direct un SMS agacé du cabinet de Valls - Le Huffington Post

Alors que BFMTV avait sur son plateau deux invités pour débattre du recours à l'article 49-3 mardi 10 mai au soir, le présentateur a interrompu l'émission pour faire part aux téléspectateurs du texto qu'il venait de recevoir:

"Juste, en toute transparence, pour raconter comment se passent les choses à la télévision, je viens de recevoir un message du cabinet de Manuel Valls, à l'instant, me disant "tiens c'est bizarre, voici les gens qu'il y a sur votre plateau pour défendre ce... ce... pour parler de cette journée, où sont les légitimistes, ceux qui soutiennent le texte?"

Sur le plateau, on pouvait voir Olivier Falorni, député PS de Charentes-Maritime, qui s'était publiquement prononcé en défaveur de l'usage du 49-3 et Eliott Lepers, l'initiateur du site et mouvement Loi travail non merci.

Le présentateur a ensuite répondu en direct à ce SMS, à la manière de Cyril Hanouna qui en a fait sa marque de fabrique. Il a regardé la caméra en face pour déclarer:

"Et bien pour vous expliquer les choses très clairement aussi, personne n'a souhaité venir défendre ce texte, beaucoup ont été sollicités et personne n'a souhaité le faire."

Au cabinet de Valls, on tournera désormais sept fois le pouce avant d'envoyer un nouveau SMS. le Huffington Post 11.05

- 4 Vérités - Hamon : "La Ve République tue la démocratie" - Francetv info

Invité des 4 Vérités sur France 2 ce mercredi matin, le député frondeur Benoît Hamon a condamné le recours au 49.3 pour faire passer la loi El Khomri. "Cette loi Travail n'aura trouvé nulle part suffisamment de soutiens. Elle est rejetée par trois Français sur 4. Elle a réuni une mobilisation constante dans la rue. Elle n'a pas de majorité au Parlement. En dépit de cela, le gouvernement décide d'aller au bout", a regretté l'ancien ministre de François Hollande.

Le député, qui se sent "très socialiste", a répété que cette réforme allait "changer quelque chose de fondamental dans ce pays", indiquant que les accords d'entreprise pourraient désormais être plus défavorables aux salariés que les accords de branche.

Interrogé sur une motion de censure de gauche, Benoît Hamon n'a pas donné clairement sa position personnelle, mais a jugé "compliqué" de préférer Nicolas Sarkozy à Manuel Valls. Il a dit vouloir "consulter avec beaucoup d'énergie les parlementaires de gauche opposés à la loi Travail pour voir de quelle manière on peut traduire notre opposition. Je n'entends pas décider seul et je m'inscrirai dans une démarche collective".

Commentant encore le 49.3, le député socialiste s'est aussi dit en faveur d'une VIe République. "Aujourd'hui la Ve République n'est plus le modèle institutionnel avec lequel on peut faire fonctionner la démocratie correctement. Elle est en train de tuer et asphyxier la démocratie", a regretté Benoît Hamon en réclamant le passage à une VIe République. Francetv info 11.05

A retenir : La Ve République bonapartiste ou "le coup d'Etat permanent" (Mitterrand) fut un "modèle" de démocratie, tout comme le PS...

Etat policier.

- Lutte contre la radicalisation : fourre-tout ou consolidation ambitieuse ? - liberation.fr

On aura retenu :

- «renforcer la sécurité des transports ferroviaires»,

- «maintenir un très haut niveau d’exigence en matière de sûreté aérienne»,

- «affaiblir et détruire les capacités militaires des groupes jihadistes»,

- «renforcer les actions dans le cyberespace»

- «éduquer aux médias et à l’information». liberation.fr 09.05

- Contre la propagande djihadiste en ligne, le gouvernement se tourne vers le secteur privé - lemonde.fr

Le gouvernement se tourne largement vers le secteur privé, et pour cause : il reconnaît que le contre-discours émis par des sources officielles ne fonctionne pas.

« La prégnance du discours conspirationniste ou millénariste dans la propagande djihadiste et le risque de rupture sociale constaté parmi les personnes en voie de radicalisation rendent les messages officiels peu opérants. Le recours à l'initiative privée et aux acteurs indépendants de la société civile est donc indispensable. »

Initiatives individuelles et associatives sont donc bienvenues et le gouvernement annonce qu'il soutiendra, « le cas échéant financièrement », des initiatives préexistantes, afin de « donner toute leur place aux discours existants dans la société, qui contribuent à remettre en cause la propagande djihadiste, à en isoler les mécanismes et à en réfuter le contenu ».

Le gouvernement français et les grandes entreprises du Web cherchent un terrain d'entente depuis les attentats qui ont frappé la France en janvier 2015.

Dans son dossier publié lundi 9 mai, le gouvernement reconnaît que des progrès ont été faits par les grands acteurs du Web, tout particulièrement les réseaux sociaux, dans la lutte contre la propagande djihadiste. Cela a permis « d'accroître l'efficacité de la lutte contre l'accessibilité des contenus radicalisés », selon le texte.

Le gouvernement veut continuer dans cette voie et « associer les acteurs de l'Internet » – comprendre les principaux réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter – « à l'élaboration [de ce] contre-discours » afin que soient développés « des outils numériques » permettant « d'identifier les propagandes naissantes sur les réseaux sociaux, leurs vecteurs de diffusion, les principaux nœuds de propagation, et la méthode la plus efficace pour faire porter un contre-discours ».

Pour ce faire, le gouvernement veut développer « une coopération entre ceux qui portent l'expertise technique », notamment développeurs et experts marketing, « et ceux qui produisent et portent le contre-discours ». Une fondation, dont l'annonce a été faite il y a quelque temps par Manuel Valls mais qui semblait jusqu'à présent dans les limbes, sera chargée, à partir du second semestre 2016, d'entretenir cette coopération.

Au-delà de la simple lutte contre les contenus djihadistes, le gouvernement se tourne aussi vers Facebook, sans le citer, pour « lutter contre l'enfermement algorithmique ». Le fonctionnement technique de ces plateformes, qui fournissent des contenus personnalisés aux internautes en fonction de leurs goûts et de leur activité en ligne a, selon ce document, « l'effet imprévu d'enfermer l'utilisateur dans des contenus systématiquement orientés dans le même sens ».

Le gouvernement enjoint donc à ces entreprises de « prendre en compte d'autres facteurs » dans leurs mécanismes de recommandation, « comme par exemple les signalements et éventuels retraits passés de signalement similaires ». Et ce afin de casser le cercle de la recommandation djihadiste. Il va même plus loin, évoquant « la recommandation de contre-discours dans l'offre de contenus », ce qui signifierait l'injection artificielle de recommandations.

Le gouvernement assure, dans le document publié le 9 mai, avoir commencé à échanger avec ces acteurs sur cette question. Mais on ne sait pas aujourd'hui où en sont ces discussions, sur un sujet on ne peut plus sensible : les grands acteurs du Web ont toujours refusé de modifier leurs algorithmes à la demande d'un Etat pour valoriser ou censurer du contenu. lemonde.fr 09.05

Le parti officiel de l'ordre vous promet du sang et des larmes.

Conditionnement et tripatouillage.

- Les Français plébiscitent le programme économique de Juppé - BFM Business

Le projet de loi Travail a beau provoquer de nombreux débats, contestations et manifestations, les Français semblent plus libéraux qu'on peut le penser de prime abord.

Pour preuve, le cabinet Odoxa a sondé(*) leur avis sur les principales mesures d'Alain Juppé, candidat les Républicains à la primaire de la droite, qui sont pour le moins libérales. Et la grande majorité d'entre elles remporte l'adhésion des Français. "La part de Français se déclarant favorables aux mesures proposées par Alain Juppé est en moyenne de 58,5% pour les 6 mesures testées", relève Gaël Sliman, le président d'Odoxa dans sa note de synthèse.

Une baisse de la fiscalité de l'épargne populaire

Dans le détail, la mesure qui recueille le plus d'échos favorables reste l'allègement de la fiscalité de l'épargne avec 74% d'approbation (68% pour les sympathisants de gauche et 80% pour ceux de droite). Il faut croire que les Français n'ont guère apprécié l'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail décidé par François Hollande.

Suivent la réduction du taux d'impôt sur les sociétés pour le ramener au niveau de la moyenne européenne (70% d'opinions favorables), et la liberté donnée aux entreprises de décider du retour au 39h de travail par semaine ou de conserver les 35h (66%). BFM Business11.05

Vraiment ?

- «Les Français ne sont pas devenus de parfaits libéraux» - liberation.fr

Le sondeur Jérôme Fourquet relativise l'adhésion des Français aux propositions économiques et sociales de Juppé, dont le succès tient moins à ce qu'il dit qu'à ce qu'il représente, entre un FN fort et une gauche déboussolée.

Est-il contradictoire que les Français rejettent nettement la loi El Khomri tout en plébiscitant Juppé, qui vient de dévoiler son programme libéral : 100 milliards d'euros de dépenses et 250 000 fonctionnaires en moins, suppression de l'ISF et des 35 heures, retraite à 65 ans, etc.?

Précisons d'abord que tant pour la loi El Khomri que pour le projet de Juppé, pas grand monde, au-delà des cercles les plus informés, ne sait précisément de quoi on parle. Il y a toujours un grand flou sur le contenu précis de la loi travail et encore une méconnaissance sur les intentions de Juppé. Mais ce que les Français ont bien compris et rejettent nettement, c'est la plus grande facilité donnée aux entreprises pour licencier. Avec 600 000 chômeurs de plus depuis 2012 et un chômage à 10 %, c'est le genre de choses qu'il est difficile de vendre à l'opinion et pas seulement à gauche.

Les Français (y compris une majorité d'électeurs PS) ont globalement intégré l'idée qu'il fallait restaurer les marges des entreprises car ils ont le sentiment que notre économie décroche. Mais ils ne sont pas pour autant devenus de parfaits libéraux. Avec la loi El Khomri, le bouchon a été poussé trop loin : le texte est apparu comme fragilisant en premier lieu les salariés.

Mais quand il s'agira, pour Juppé ou un autre, une fois élu, de supprimer concrètement 250 000 fonctionnaires dans le pays ou de réduire la dépense publique de 100 milliards, ce sera une autre histoire. On retrouvera dans la rue tous ceux qui y sont aujourd'hui et sûrement beaucoup d'autres. liberation.fr 11.05

Les Français ne sont pas devenus de parfaits libéraux. Le titre de Libération est intéressant, car il révèle ou confirme qu'ils visent une victoire de classe totale et définitive. Les masses doivent se soumettre impérativement et sans conditions au marché ou au néoibéralisme, ils ne peuvent accepter la moindre faille, le moindre compromis, le prolétariat doit être écrasé une fois pour toute pour ne jamais plus pouvoir contester l'ordre en vigueur.

Je me demande si on est nombreux à en avoir vraiment conscience, rien n'est moins sûr apparemment. Mais bon, moi je vis en Inde, je viens de recevoir ma ration de riz du gouvernement, et je n'ai absolument aucun droit et ma compagne qui travaille non plus, on a plus facilement une petite idée de ce que cela signifie...

La soumission totale ou la chute du régime ?

Je n'ose même pas écrire "au choix" et vous pouvez deviner pourquoi.

- La gauche implose pour cause de "dérive néolibérale"? Ce n'est rien à côté de ce que Alain Juppé et la droite préparent - huffingtonpost.fr

Ce n'est pas le moindre des paradoxes. Tandis qu'une partie de la gauche s'apprête à voter la censure contre un gouvernement socialiste accusé de "dérive néolibérale", la chute (improbable) de l'exécutif ouvrirait un boulevard à une droite elle-même engagée dans une surenchère dérégulatrice en vue de 2017.

Est-ce un effet primaire ou la fin d'un tabou dans une famille politique de tradition étatiste? Toujours est-il que même le très modéré Alain Juppé, qui dévoile ce mercredi son livre-programme consacré à l'économie 5 ans pour l'emploi (Ed. JC Lattès), préconise une thérapie de choc économique à faire passer la loi El Khomri pour le programme du Front populaire.

Refonte du droit du travail, baisse des dépenses de 85 milliards sur le quinquennat, suppression de l'ISF, sortie des 35 heures avec "référence du travail à 39 heures", retraite à 65 ans, zéro charges sur le SMIC, plafonnement des minima sociaux, suppression de 250.000 postes de fonctionnaire, du tiers payant généralisé, du compte pénibilité... S'il se défend de vouloir "casser la baraque" comme son rival François Fillon, c'est bien un grand soir libéral que préconise le favori de la primaire.

Unanimité à droite pour un printemps libéral

Alain Juppé est loin d'être un cas à part. Parmi la douzaine de candidats engagés dans la primaire qui désignera le champion de la droite en 2017, presque tous militent pour des réformes profondes du modèle social français. La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, jadis jugée hautement impopulaire, fait désormais quasiment l'unanimité. Tout comme le report de l'âge légal de départ à la retraite, autre réforme socialement très délicate.

Dans cette course au moins-disant social, l'ancien premier ministre François Fillon fait incontestablement figure de pionnier. En se revendiquant de la britannique Margaret Thatcher, le député de Paris a accaparé le créneau de la "rupture" sur le plan fiscal et budgétaire. Et imposé sa ligne ultra-réformatrice à une droite qui n'a guère plus que le libéralisme économique comme seul dénominateur commun.

D'autres vont plus loin encore. Inspiré par les Républicains américains, le député Hervé Mariton prône pèle-mêle la suppression du logement socialet la fin de l'impôt progressif à la française qu'il souhaite remplacer par une "flat tax", un impôt proportionnel jugé profondément inégalitaire. Bruno Le Maire préconise de supprimer le statut de la fonction publique territoriale.

Critiquant une "une course à l'échalote pour savoir lequel sera le plus thatchérien, le plus schrödérien, le plus ultra-libéral", le député LR des Yvelines Henri Guaino, qui n'a toujours pas exclu de se présenter à la primaire, met en garde sa famille politique: "Oui, il faut de la liberté mais la liberté c'est pas l'idéologie néolibérale telle qu'on la subit depuis une trentaine d'années". huffingtonpost.fr 11.05

- Une incontournable surenchère libérale ? - LeMonde.fr

De la critique des politiques sociales à l'éloge de l'ouverture du marché, le libéralisme a le vent en poupe à un an de l'élection présidentielle, au grand dam des tenants du modèle français. Tant auprès de la droite, représentée par François Fillon, Bruno Le Maire ou Alain Juppé, qu'à gauche, avec Emmanuel Macron.

Pour Mathieu Laine, président de la société de conseil en stratégie Altermind et enseignant à Sciences Po, partisan d'un « libéralisme heureux », « Droite ou gauche, ou rien de tout cela, après tout, peu importe, dès lors que l'on mettra un terme au socialisme contemporain qui, bien trop, alimenta jusqu'à l'échec ces deux camps, et que l'on défendra, en toute hypothèse et sans que la main ne tremble, la puissance et le primat de la liberté ». LeMonde.fr

- Nicolas Sarkozy : «La défense est une priorité absolue» - Figaro.fr

L'ancien chef de l'État estime que dans la situation d'urgence sécuritaire actuelle, il faudra augmenter les dépenses militaires de 32 milliards d'euros durant le prochain quinquennat. Figaro.fr 08.05

La réaction portée par Hollande se déchaîne... Comme quoi ils figurent bien dans le même camp.

Entre corrupteurs et corrompus.

- Des pays corrompus à un sommet anti-corruption, admet Cameron - Reuters

Le Premier ministre britannique, David Cameron, a été filmé en train d'expliquer à la reine Elizabeth que des dirigeants de pays "incroyablement corrompus", comme le Nigeria et l'Afghanistan, assisteraient jeudi au sommet international contre la corruption organisé par son gouvernement.

Ce sommet est censé déboucher sur des mesures concrètes permettant de lutter contre la corruption à tous les niveaux de la société. Reuters 11.05

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats par l'Empire.

- Brésil: la procédure de destitution de Rousseff reprend après une folle journée

La procédure de destitution de Dilma Rousseff a repris devant le Sénat au terme d'une journée marquée par deux rebondissements majeurs qui ont surpris jusqu'à la présidente brésilienne elle-même.

Cette décision est intervenue, lundi, quelques heures après que le président par intérim du Congrès des députés a annulé un précédent vote sur le sujet. AFP et Francetv info

- Brésil : le Sénat en passe de destituer la présidente Dilma Rousseff

Alors qu'un peu plus de la moitié des sénateurs a pu s'exprimer, sans surprise, une large majorité se dessine en faveur de la destitution de la présidente, accusée d'avoir maquillé les comptes de la nation pour se faire réélire. LeFigaro.fr

- Venezuela : l'opposition mobilise contre le président Nicolas Maduro

La majorité parlementaire anti-chaviste a organisé une journée de manifestation ce mercredi pour défendre l'organisation d'un référendum révocatoire contre le président. De nouvelles mobilisations sont prévues samedi. LeFigaro.fr

Bienvenue à bord du lobbying sioniste d'extrême droite.

On m'a accusé de faire dans le "complotisme", je pousserai donc la provocation jusqu'à reproduire des articles issus d'un portail ainsi étiqueté par le Crif et la vermine qui gravite autour. Personnellement, j'y ai lu des informations qui manifestement avaient été censurées par Yahoo news et je pense par la totalité des médias institutionnels.

J'ai sélectionné quelques articles qui fournissent un éclairage particulier sur le rôle de certains acteurs politiques et leurs liens avec des personnalités ou des officines sionistes d'extrême droite que de nombreux militants ignorent. Serait-ce un crime ? Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire, c'est cela ?

Vous constaterez qu'ils sont tous au garde-à-vous devant le Crif ou les sionistes d'extrême droite, qui rappelons-le une énième fois ne sont pas forcément juifs, mais néoconservateurs ou néolibéraux, d'ailleurs leur influence ne se mesure pas à leur nombre, mais à ce qu'ils représentent : l'ordre, l'idéologie, la stratégie néolibérale.

C'est donc sur le plan politique qu'il faut aborder ce sujet, sinon on ne comprend rien ou on peut dériver vers l'antisémitisme, le but de la publication de ces infos, c'est aussi de l'éviter.

- QUAND L'ANTI-CAPITALISTE MÉLENCHON FAIT LA PUB DE SPICEE, MÉDIA "ANTICONSPI" DU MILLIARDAIRE XAVIER NIEL.

Vendredi 6 mai, le site Spicee -qui s'est spécialisé dans la "chasse aux conspirationnistes"- a publié une vidéo inattendue.

On peut y découvrir l'eurodéputé Jean-Luc Mélenchon, ancien sénateur socialiste, ex-journaliste, co-fondateur du Parti de gauche et candidat aux élections présidentielles de 2017, faisant chaleureusement la promotion de ce site d'information prétendument "indépendant" dont la publicité fut également assurée, le 9 février, par la ministre de l'Éducation nationale.

Détail passé sous silence par le tribun anti-capitaliste : Spicee a bénéficié d'un apport de plus d'un million d'euros par Xavier Niel, le milliardaire qui se vante d'acheter des médias pour "avoir la paix" quant aux "journalistes qui l'emmerdent".

Détail cocasse : le féministe Mélenchon salue aujourd'hui le site financé par l'ex-gérant de peep-shows Niel après avoir vivement critiqué ce dernier -le 29 juillet 2015, via Facebook- en l'accusant de faire vivre dans la précarité des étudiants de son école privée d'informatique.

Détail symbolique : Thomas Huchon, porte-parole médiatique de Spicee, réalisateur et "fils de" (Jean-Paul Huchon, ex-président PS du Conseil régional d'Île-de-France) a récemment reçu un prix (pour son pseudo-buzz autour de son faux-documentaire sur "les origines américaines du sida") des mains de... la désinformatrice Caroline Fourest. panamza.com

- 11-Septembre : un ex-collaborateur de la Maison Blanche accuse Israël

Le 21 avril, Steve Pieczenik, ex-envoyé spécial du président Jimmy Carter, a nommément accusé Israël d'avoir commis le 11-Septembre.

Né à Cuba en 1943, cet Américain, psychiatre de formation, diplômé en relations internationales du prestigieux Massachussets Institute of Technology et reconverti (avec succès) dans le thriller aux côtés de Tom Clancy, a fait carrière dans l'armée avant d'être recruté par l'Administration Nixon, au sein du Département d'État, pour diriger la gestion de crise et de traitement des otages.

L'homme, aujourd'hui retraité, était notamment l'envoyé spécial du président Carter en Italie pour négocier avec les Brigades rouges lors du kidnapping de l'ex-président du Conseil italien Aldo Moro. En 2008, un documentaire -diffusé par France 5- contenait l'une des rares interviews audiovisuelles de Pieczenik, présenté alors comme l'ancien "chef de la cellule anti-terroriste"

Toujours en 2008, Pieczenik avait rédigé un livre dans lequel il affirma que les États-Unis avaient délibérement "sacrifié" Moro pour garantir la "stabilité" de l'Italie. Cette révélation lui vaut désormais des poursuites judiciaires, intentées à la fois par les États-Unis et l'Italie.

Faut-il y voir la cause de ses divulgations, en guise de représailles contre son gouvernement, sur le 11-Septembre?

En mai 2011, cet homme du sérail avait déjà dénoncé la mise en scène de la capture de Ben Laden qui serait mort- selon lui- du syndrome de Marfan, dès 2001.

Près de cinq ans plus tard, à la date du 21 avril 2016, Pieczenik refait parler de lui sur les réseaux sociaux : sa vidéo-confession de 47 minutes avec Alex Jones, interviewer en chef d'InfoWars, a déjà cumulé plus de 88 000 vues en 5 jours.

Dans sa version courte de 15 minutes, la vidéo comporte l'essentiel des propos tenus par Pieczenik : celui qui fut longtemps membre (jusqu'en 2012) de l'ultra-élitiste Council on Foreign Relations tient désormais des déclarations explosives.

Il accuse les néoconservateurs - notamment l'Israélo-Américain Michael Chertoff, le rabbin Dov Zakheim et Paul Wolfowitz, alors secrétaire adjoint à la Défense (et grand ami du belliciste Bernard Kouchner)- d'avoir gangréné l'Administration Bush et réalisé, en partenariat avec des "agents saoudiens" et à l'instigation d'Israël, l'attentat "sous faux drapeau" du 11-Septembre. Pieczenik indique être prêt à témoigner, sous serment et devant une cour de justice fédérale, à propos de ses sources dont l'une serait un "général".

En dépit de l'embarras croissant d'Alex Jones - un animateur "populiste" vu de France mais qui s'avère être un vif partisan d'Israël qui préfère insister sur le rôle de l'Arabie saoudite -, Pieczenik revient - tout au long de l'interview longue de 47 minutes - sur la responsabilité principale d'Israël.

Il sera difficile aux chasseurs de conspirationnistes de le discréditer en lui apposant la carte de l'antisémitisme : Pieczenik est issu d'une famille juive d'origine russo-polonaise qui a échappé à l'Holocauste.

Son dernier ouvrage, un roman intitulé "Teodora"- est d'ailleurs consacré à sa "mère yiddish" partie vivre "le rêve américain". panamza.com 27.04

- AUDREY PULVAR ASSUME SA CONNEXION AVEC L'EXTRÊME DROITE ISRAÉLIENNE.

Mercredi 13 avril, l'animatrice-éditorialiste du groupe Canal+ Audrey Pulvar a rétorqué à la diffusion sur les réseaux sociaux de sa photographie capturée en Israël en compagnie de l'extrémiste franco-israélien Gilles-William Goldnadel, invité régulier de son émission "On ne va pas se mentir" d'I-Télé. "J'ai beaucoup aimé ce voyage, très instructif. Ne vous en déplaise" affirme ainsi Audrey Pulvar.

La photographie compromettante (à gauche de l'image) a été initialement dévoilée le 1er mars 2015 sur le compte Facebook d'une association sioniste toulousaine dénommée "All With Us-Tous Avec Nous".

Cette photographie et la réponse de Pulvar, fille d'un indépendantiste martiniquais, confirment son rapprochement de plus en plus décomplexé avec les partisans du régime colonial de Tel Aviv.

Le 1er novembre 2015, Panamza avait déjà signalé sa collaboration avec le Crif, organisation présidée par l'islamophobe ultra-sioniste Roger Cukierman.

La photographie (à droite de l'image) représente d'ailleurs Pulvar au dernier dîner du Crif (ici, avec Bernard Cazeneuve, Marek Halter et -au fond- Yann Moix).

Fin 2014, Panamza épinglait son attitude face à la sénatrice écologiste Esther Benbassa devant laquelle elle suggéra la nécessité d'une certaine délicatesse de la France à l'égard d'Israël en raison des exactions antisémites commises par le régime de Vichy.

En 2012, l'auteur de ces lignes avait également souligné sa condescendance envers l'ex-Premier ministre Dominique de Villepin à qui elle reprocha ses critiques répétées d'Israël et -sans rire- son départ d'un dîner du Crif... avant la fin.

Détail cocasse : depuis le billet du 1er novembre 2015, la "journaliste" Pulvar a "bloqué" Panamza sur Twitter.

Info-Bonus-Panamza : lors de son voyage en Israël avec Goldnadel comme guide touristique et idéologique, Pulvar était également accompagnée de Guillaume Perrault, "grand reporter" au Figaro, et Roselyne Febvre, chef du service politique de France 24. panamza.com 18.04

On appelle cela aussi de la prostitution...

- RUDY REICHSTADT, MILITANT CRYPTO-SIONISTE : « COMPLOTISME = TERRORISME »

Lundi 2 mai, le compte Youtube du "Sursaut" (dénomination d'un colloque parisien organisé par le "Comité juif américain" en présence de Manuel Valls) a mis en ligne la vidéo d'un débat intitulé "Les jeunes et l'islamisme, l'extrémisme et le populisme" {https://youtu.be/slvv9MUZybw; http://panamza.com/valls-voile-ajc}.

Animatrice de la discussion : Audrey Pulvar, la "journaliste" qui se félicite sur Twitter de voyager en Israël avec l'extrémiste sioniste Gilles-William Goldnadel

Intervenant principal : Rudy Reichstadt.

Fonctionnaire de la Ville de Paris, animateur du site Conspiracy Watch, ex-collaborateur de la revue néonconservatrice Le Meilleur des mondes, ancien rédacteur du magazine pro-israélien L'Arche, co-fondateur de l'association "Onze janvier" (dirigée par Mohamed Sifaoui), camarade de Caroline Fourest et proche de l'Union des étudiants juifs de France, ce blogueur crypto-sioniste est devenu, en quelques semaines, le référent politico-médiatique de la mouvance "anticomplotiste".

Le 9 février, il avait ainsi inauguré la journée "contre le conspirationnisme" qui fut organisée par Najat Vallaud-Belkacem, ministre décorée le 2 avril par une obédience maçonnique {http://dai.ly/x3ris4j;

Le 12 février, Reichstadt participait à un "entretien" en vase clos sur le "complotisme" qui fut chapeauté par le Service d'information du gouvernement {http://dai.ly/x2hf4jt}.

Le 4 avril, lors du colloque du "Sursaut", Rudy Reichstadt a pris un air grave en présentant le "complotisme" comme "un moment du crime terroriste car il arme intellectuellement les jihadistes". Et de conclure : "Ce ne sont pas juste des histoires rigolotes, les théories du complot, ça a des conséquences réelles"

À noter : ce débat du "Sursaut" avait également convié Isabelle Weikstein-Steg, une avocate-réalisatrice qui avait récemment "mis en demeure" le fondateur de Panamza. Le prétexte? Un article du 13 octobre 2015 qui révélait son implication dans l'organisation de voyages "éducatifs" sur Israël à destination des musulmans français.

Isabelle Wekstein-Steg évoque d'ailleurs son recours en justice contre Panamza durant le débat en dénoncant -sans rire- un "site islamiste". panamza.com

- CONVOQUÉ, LE DIRECTEUR DE FRANCE INFO VEUT RASSURER L'EXTRÉMISTE MEYER HABIB.

Vendredi 15 avril, le député UDI Meyer Habib a fait savoir -via son compte Facebook- qu'il avait petit-déjeuné avec Laurent Guimier, directeur de la radio publique France Info.

Le 18 janvier, Habib lui avait adressé un courrier afin d'exprimer son mécontentement à propos de la "ligne éditoriale" de l'antenne radiophonique, jugée trop favorable aux Palestiniens. La lettre se terminait par ces mots : "Je vous demande de me recevoir dès que possible pour discuter de vive voix de ce sujet de préoccupation" {http://panamza.com/bkb}.

Quelques semaines plus tard, Guimier a obtempéré en accordant un moment de son temps au député. Selon Habib, le directeur de France Info -qui lui "a certifié n'avoir aucun à priori contre Israël"- a admis que certains titres avaient pu être maladroits" et "promis d'être plus vigilant à l'avenir".

Rappel : la radio France Info est impliquée dans l'élaboration de la future chaîne d'information du groupe France Télévisions. panamza.com 20.04

- Marine, Marion, Florian, Gilbert : le FN roule pour Israël.

En affichant aujourd'hui son intention de draguer ouvertement les électeurs juifs et sionistes, le Front national parachève sa soumission au régime de Tel Aviv.

Le 13 avril, le quotidien israélien Jerusalem Post annonçait en exclusivité le lancement imminent d'une association proche du Front national et destinée aux Français juifs tentés par un vote Marine Le Pen en 2017.

À la tête de ce collectif : Michel Thooris, policier syndicaliste et membre du comité central du FN depuis novembre 2014.

Un mois auparavant, à la date du 3 octobre 2014, Panamza avait esquissé son portrait singulier. Extraits :

Conseiller politique de Marine Le Pen chargé de la sécurité depuis 2011, Michel Thooris n'est pas seulement ce policier iconoclaste qui avait déclaré -en 2006- que la LDJ et le Bétar effectuaient "une mission de service public" (un propos que la LDJ s'était fait un plaisir de relayer et qui rappelle l'indulgence récemment exprimée par la présidente du FN envers cette milice).

Il n'est pas uniquement ce "juif élevé dans le christianisme", "ardent défenseur d'Israël" et chantre du terroriste Menahem Begin capable -toujours en 2006- de demander à Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, de renforcer la protection des établissements cultuels juifs en France au lendemain d'un attentat à Tel Aviv.

Il n'est pas simplement le perdant -estampillé Front national- des élections législatives de 2012 et municipales de 2014 en dépit du soutien apporté par un groupe fantoche intitulé "Union des Français juifs" (UFJ) et créé sous la houlette de Louis Aliot, vice-président du FN.

Candidat aux prochaines élections professionnelles au sein des personnels du ministère de l'Intérieur, Michel Thooris est aussi "l'ami" de Gilles-William Goldnadel, avocat de Grégory Chelli.

De 2005 à 2008, il animait -en tant que secrétaire général- le syndicat "Action Police CFTC" (rebaptisé ensuite "France Police"). Le site de ce groupuscule -qu'il a cofondé- a depuis disparu mais il est possible d'en retrouver des traces dans les archives du web.

Surprise, surprise : dans l'onglet intitulé "Nos amis", qui retrouvait-on parmi les soutiens de Michel Thooris, fervent partisan déclaré du "Grand Israël"?

Un certain Gilles-William Goldnadel, avocat et président de l'association France-Israël (sans omettre de signaler les noms -figurant sur cette page- de l'ex-policier vindicatif Sammy Ghozlan, vice-président du Consistoire et mentor d'Hassen Chalghoumi, ainsi que celui de Gilbert Collard, un député FN qui considère que"la pérennité de l'État d'Israël est l'un des fondements de notre civilisation").

(…)

Michel Thooris, policier chargé de retranscrire les messages vocaux d'Ulcan à la "DDSP du 94" selon Sihem Souid, n'est pas censé y être affecté. Dans un entretien accordé en 2012 à l'Israël Institute (micro-think-tank fondé par un militant UMP qui leva récemment 100 000 euros pour l'armée israélienne), Thooris se présenta comme "un officier de policier judiciaire" (OPJ) basé dans "le Sud-Est de la France". En janvier 2014, l'homme précisa dans un quotidien local travailler dans la ville de Nice. Problème : la DDSP (Direction départementale de la sécurité publique) évoquée par Souid (une citoyenne domiciliée dans le Val-de-Marne) est basée à Créteil, en région parisienne. Que vient alors faire le niçois Thooris, simple OPJ, dans cette affaire israélo-francilienne?

Le mariniste Thooris n'est pas le seul exemple emblématique de la mue ultra-sioniste du Front national.

Un certain Gilles-William Goldnadel, avocat et président de l'association France-Israël (sans omettre de signaler les noms -figurant sur cette page- de l'ex-policier vindicatif Sammy Ghozlan, vice-président du Consistoire et mentor d'Hassen Chalghoumi, ainsi que celui de Gilbert Collard, un député FN qui considère que"la pérennité de l'État d'Israël est l'un des fondements de notre civilisation").

(…)

Michel Thooris, policier chargé de retranscrire les messages vocaux d'Ulcan à la "DDSP du 94" selon Sihem Souid, n'est pas censé y être affecté. Dans un entretien accordé en 2012 à l'Israël Institute (micro-think-tank fondé par un militant UMP qui leva récemment 100 000 euros pour l'armée israélienne), Thooris se présenta comme "un officier de policier judiciaire" (OPJ) basé dans "le Sud-Est de la France". En janvier 2014, l'homme précisa dans un quotidien local travailler dans la ville de Nice. Problème : la DDSP (Direction départementale de la sécurité publique) évoquée par Souid (une citoyenne domiciliée dans le Val-de-Marne) est basée à Créteil, en région parisienne. Que vient alors faire le niçois Thooris, simple OPJ, dans cette affaire israélo-francilienne?

Le mariniste Thooris n'est pas le seul exemple emblématique de la mue ultra-sioniste du Front national.

Réactions à l'exclusion de JM Le Pen

Le 1er avril, L'Express avait déjà évoqué la nouvelle stratégie mise en place par Marine Le Pen pour conquérir l'électorat juif. Dans son papier instructif, le magazine évoque ainsi la députée Marion-Maréchal Le Pen (dont le conseiller com' est le "judéo-centré" Arnaud Stéphan), le député Gilbert Collard (qui prépare -pour juin- un voyage en Israël afin de faire nouer au FN de nouveaux liens avec le régime colonial et ségrégationniste de Tel Aviv), l'eurodéputé Nicolas Bay (dont Panamza avait déjà

évoqué l'appartenance au groupe Israël) et l'avocat du FN David Dassa-Le Deist (ex-militant du Bétar).

Le journal suggère que l'eurodéputé Florian Philippot serait le plus tiède en matière d'engagement pro-israélien : c'est passer rapidement sur le fait que l'homme -dont la défense judiciaire est assurée par Goldnadel- s'était distingué, l'été dernier, en soutenant l'opération de propagande "Tel Aviv sur Seine".

Un détail cocasse à souligner dans l'article de L'Express : l'un des promoteurs d'un rapprochement entre juifs et FN n'est autre que Richard Abitbol. Souvenez-vous : il s'agit de cet individu -cité régulièrement, selon l'hebdomadaire, par le Frontiste (tendance Jean-Marie) Bruno Gollnisch- qui avait exprimé sa rage à l'encontre de Panamza, site dont il a exigé -sans rire- "l'interdiction" auprès du ministère de l'Intérieur.

Bref, une chose est certaine : en dépit de l'opération-séduction récemment lancée à destination des "banlieues patriotes" (avec le truculent sioniste décomplexé Jordan Bardella à la manoeuvre), les citoyens musulmans ou propalestiniens -qui représentent pourtant une part considérable (et terrifiante pour Alain Finkielkraut) de l'électorat français- sont désormais ouvertement méprisés par le Front national. panamza.com 22.04

- 2002 : RENAUD VOULAIT "LIBÉRER LA PALESTINE OCCUPÉE". 2016 : RENAUD CÉLÈBRE "LE SOLEIL D'ISRAËL".

Le 23ème album du chanteur Renaud, 63 ans, comporte un morceau intitulé "Hyper Cacher" et dédié aux 4 otages de l'épicerie juive qui furent abattus le 9 janvier 2015.

Extrait

"Qu’ils reposent à Jérusalem
Sur la terre de leurs pères
Au soleil d’Israël
Je veux leur dédier ce poème
Leur dire qu’ils nous sont chers".

Précision : les 4 victimes de l'affaire Hyper Cacher étaient de nationalité française ou tunisienne. Leurs "pères" ou ascendants directs n'ont pas vécu en Israël.

Rappel : en 2002, Renaud revendiquait auprès de Thierry Ardisson un engagement constant pour "libérer la Palestine occupée" {http://dai.ly/x7kciy}.

Cinq ans plus tard, changement de ton : interrogé en juillet 2007 par Israël Magazine, Renaud avait -déjà- voulu rassurer la mouvance pro-israélienne et anti-palestinienne en rappelant, par exemple, qu'il avait manifesté pour Israël durant la Guerre des Six-Jours, refusé -en 1988- de serrer la main à Yasser Arafat et qualifié le port du voile dans la rue de "crime contre la dignité de l'être humain".

Détail mi-cocasse mi-accablant pour conclure : les paroles de la chanson "Hyper Cacher" ont été saluées, via son compte Twitter, par le militant ultra-sioniste Frédéric Haziza. panamza.com

Quelle fin pathétique ! Vaut mieux encore être emporté par une cirrhose ou une overdose !

- LE CRIF EN COLÈRE CONTRE L'UNESCO : SA DIRECTRICE RÉDIGE AUSSITÔT UNE LETTRE POUR RASSURER ROGER CUKIERMAN.

Mercredi 20 avril, le Conseil représentatif des institutions juives de France a publié sur son site un courrier adressé par Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO

Le sujet : la patronne de l'institution onusienne dédiée à la culture se démarque de la récente décision prise par le conseil exécutif de l'UNESCO au sujet de Jérusalem. Jeudi 14 avril, un engagement relatif à la "sauvegarde du patrimoine culturel palestinien et du caractère distinctif de Jérusalem-est" a provoqué la colère d’Israël et des organisations sionistes à travers le monde

Lundi 18 avril, le CRIF a ainsi publié un communiqué -adressé à l'Élysée- pour faire connaître son mécontentement envers l'UNESCO et la France qui a voté en faveur de ce texte

Dès le lendemain, Irina Bokova a rédigé sa lettre dans laquelle elle tient à rassurer personnellement Roger Cukierman de sa bonne volonté en se prévalant notamment du soutien du président (Likoud) du parlement israélien panamza.com

Bienvenue en oligarchie.

- Il faut encore plus de candidats à la présidentielle Ils sont quarante-sept à avoir présenté leur candidature à la présidentielle. Et si c'était une bonne nouvelle? Slate.fr

- L'état d'urgence est-il une tyrannie? Les différences établies entre le prince et le tyran au Moyen Âge offrent une piste de réflexion sur l'état d'urgence actuel.Qu'est-ce qui distingue un gouvernement légitime d'un gouvernement illégitime? Slate.fr

- Le gouvernement américain a manipulé l'accord sur le nucléaire iranien

Le conseiller qui a reconnu la fuite en profite pour tacler le travail des journalistes.Dans un portrait que lui a consacré le New York Times, Ben Rhodes, proche conseiller adjoint du président Barack Obama pour la politique nationale, reconnaît avoir exagéré plusieurs points de l'accord sur le nucléaire... Slate.fr

- Trump a fait campagne comme un porc. Pourquoi changerait-il?

Son «show» durant la primaire n'est que la plus pure expression de sa personnalité. - Slate.fr

- Et si Mitt Romney se présentait contre Donald Trump?

Quand un candidat battu en 2012 devient la dernière rumeur pour rassembler les anti-Trump.Pendant que Donald Trump commence à préparer l'élection générale de novembre, une partie du camp conservateur continue de chercher son candidat pour se lancer en indépendant. Slate.fr

- La lente prise de conscience française autour du harcèlement sexuel

De l'affaire DSK à l'affaire Baupin, les victimes présumées témoignent plus facilement, mais cela ne suffit pas à amorcer un mouvement de société.Elles ont mis des années à parler. Dans une longue enquête publiée par Mediapart et France Inter ce lundi 9 mai, plusieurs élues écologistes témoignent Slate.fr

- «J'accumule les relations vouées à l'échec, je me sens dans une impasse»

Cette semaine, Lucile conseille C., une expatriée qui a réussi sa vie professionnelle mais enchaîne les amants sans réussir à bâtir une histoire sérieuse. Slate.fr

- La lente prise de conscience française autour du harcèlement sexuel

De l'affaire DSK à l'affaire Baupin, les victimes présumées témoignent plus facilement, mais cela ne suffit pas à amorcer un mouvement de société.Elles ont mis des années à parler. Dans une longue enquête publiée par Mediapart et France Inter ce lundi 9 mai, plusieurs élues écologistes témoignent... Slate.fr

- Comment #NuitDebout gère les agressions sexuelles et le sexisme en son sein À Nuit Debout comme ailleurs, les femmes se font agresser, insulter, emmerder. Remarques sexistes et mains aux fesses sont monnaie courante. La commission Féminismes lutte depuis des semaines pour imposer des bonnes pratiques et chasser les relous. Déséquilibre de la parole en faveur des hommes, remarques Slate.fr

- Pour éviter d'autres Fort McMurray, combattons le changement climatique

Avec la tragédie survenue en Alberta, le sujet devient encore plus important, et il faut l'aborder tout de suite.Ce mardi 10 mai marque le huitième jour de l'incendie gigantesque qui ravage la forêt boréale canadienne et a déjà anéanti une grande partie de Fort McMurray, en Alberta -une ville Slate.fr

- Dormez-vous comme un Singapourien ou comme une Hollandaise?

Des chercheurs décryptent nos habitudes de sommeil grâce aux données d'une appli.En 2014, une équipe de chercheurs américains a mis en service une appli mobile, Entrain, qui permet aux voyageurs d'harmoniser leur rythme de sommeil avec le fuseau horaire de la zone dans laquelle ils se trouvent... Slate.fr

- Pour se consoler du billet de 500 euros, ces grosses coupures qui ne valent rien

La Banque Centrale Européenne (BCE) prend des mesures pour couper l'herbe sous le pied des trafiquants. Ainsi, le billet de 500 euros va disparaître en 2018. Si vous voulez flamber avec des grosses coupures, il est toujours possible de sortir de la zone euro. Slate.fr

- La France a raté une belle occasion de simplifier son Code du travail

Le passage en force du texte permet à Manuel Valls d'éviter de le vider de sa substance mais la simplification du code, à l'origine du travail de réforme, est totalement hypothétique compte tenu du calendrier de fin de mandat.Voulait-on alléger le Code du travail? Alors, c'est raté! Et peut-être Slate.fr

- À quel stade rêvasser devient-il dangereux pour la santé mentale?

Un professeur de psychologie israélien tente de faire reconnaître le «rêve éveillé inadapté» comme un symptôme psychologique. S'ennuyer n'est pas un problème, ce serait même bon pour la santé. Slate.fr

- L'homophobie au quotidien persiste en France - LeMonde.fr

Le rapport annuel de l'association SOS Homophobie, publié mercredi, fait état d'une situation comparable à celle des années 2005 à 2011. LeMonde.fr

- L'UNESCO, Daech et la diplomatie française... même combat?

L'UNESCO a réécrit l'histoire en niant tout lien entre le peuple juif et Jérusalem. Une résolution révisionniste adoptée dans l'indifférence générale avec le vote polémique de la France. Cela a un seul nom: le révisionnisme. Slate.fr

La stricte vérité.

Résolution sur Jérusalem : Manuel Valls regrette le vote de la France à l'Unesco - LeMonde.fr

Cette résolution adoptée par l'Unesco le 14 avril « dénonce vivement les agressions constantes commises par les Israéliens contre les civils ». LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- Un jeune Egyptien arrêté pour s'être moqué du gouvernement sur Facebook - L'Express.fr

Un jeune Egyptien de 19 ans a été arrêté au Caire pour avoir posté une vidéo satirique envers le gouvernement, sur Facebook. Les organisations internationales de défense des droits de l'Homme s'inquiètent de voir l'Egypte s'enfoncer dans la répression. L'Express.fr

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Grande-Bretagne

Mobilisation historique des étudiants londoniens contre le prix des loyers - LeFigaro.fr

Plus de mille étudiants londoniens refusent de payer le loyer de leur logement. Ce mouvement est qualifié comme étant «la plus grande grève des loyers de l'histoire du Royaume-Uni».

Cette fois-ci les étudiants britanniques ont décidé de passer à l'action. Il y a près de six ans déjà, les forces vives d'Albion défilaient dans la rue pour dire non à une augmentation sensible de leurs frais de scolarité, passant de 3798 euros à 11 394 euros. Les différentes manifestations n'avaient pas mené à grand-chose, puisqu'aujourd'hui les frais de scolarité universitaires sont passées à 9000 livres par an (11 394 euros).

Plus grande grève des loyers de l'histoire du Royaume-Uni

Mais aujourd'hui les étudiants ont décidé de ne pas se laisser faire. Selon The Independent, des grévistes de l'université de Roehampton et de l'Institut d'art de Courtauld ont rejoint ceux de Goldsmith et de l'University College London pour dénoncer le prix des logements qui selon eux «montent en flèche». Actuellement, ils sont plus d'un millier à protester et refuser de payer leur loyer. Ce mouvement a été qualifié de «plus grande grève des loyers de l'histoire du Royaume-Uni».

Plus de 380 000 euros de dédommagement aux étudiants touchés par des infestations de rats

«Cut the rent» (En français: réduisez le loyer) créé par des étudiants de l'Université de Londres, est le groupe leader de cette manifestation. Ils déclarent qu'avoir le droit à un logement abordable et qui respecte les conditions d'hygiène est un droit. À l'université de Londres (UCL), les logements étudiants sont les deuxièmes plus chers de la ville (335 euros par semaine) après ceux de la London School of Economics. Et en novembre dernier l'université de la capitale anglaise avait été condamnée selon l'Huffington Post, à payer plus de 380 000 euros de dédommagement aux étudiants touchés par des infestations de rats ainsi que d'excessives pollutions sonores au sein de leur logement.

Dans une déclaration publique, les grévistes ont déclaré que «malheureusement à l'université de Goldsmith, les loyers hebdomadaires sont en moyenne de 189, 63 euros — soit plus chers que la moyenne du marché pour cette localité». Une liste de problèmes a également été évoquée lors de cette déclaration. «Cette grève n'est pas seulement pour les étudiants actuels, mais aussi pour les étudiants futurs. Nous faisons partie d'un mouvement plus grand, avec près de 1 000 grévistes de Londres, d'UCL, de Roehampton en passant par Courtauld- qui croient qu'aller à l'université à Londres, devrait être ouvert à tous, peu importe les revenus des parents». Finalement, la grève pourrait faire perdre l'équivalent d'un million de livres aux universités. LeFigaro.fr 10.05

2- Belgique

- L'armée envoyée en renfort dans les prisons belges - LeMonde.fr

Quarante militaires ont été déployés, lundi, pour pallier une grève des surveillants pénitentiaires qui dure. Une première dans le royaume. LeMonde.fr

3- Grèce

- Grèce: le Parlement adopte une réforme des retraites controversée - AFP

Le Parlement grec a adopté -- majorité contre opposition -- une réforme des retraites, controversée mais réclamée par les créanciers UE et FMI, à quelques heures d'une importante réunion à Bruxelles de l'Eurogroupe sur la Grèce.

A l'issue de deux jours de débats, les 153 députés de la majorité gouvernementale, composée de la gauche Syriza et du parti souverainiste Anel, ont voté dans la nuit de dimanche à lundi en faveur de cette loi intitulée "un système unifié de sécurité sociale, réforme du système des retraites et règlement de l'impôt sur le revenu".

Les 143 autres députés présents dans l'hémicycle, tous membres de l'opposition, dont la droite de la Nouvelle-Démocratie, ont voté contre ce texte, contesté par les syndicats et qui prévoit la réduction des retraites les plus élevées, la fusion des multiples caisses d'assurance, l'augmentation des cotisations, des taxes et de l'imposition surtout pour les moyens et hauts revenus.

La loi refondant le système des retraites, qui était exigé par les créanciers du pays --UE et FMI-- en échange du nouveau plan d'aide signé en juillet dernier, a provoqué une mobilisation syndicale depuis vendredi et de nombreuses manifestations.

M. Tsipras a rétorqué que "le système de retraites nécessitait une réforme profonde que les précédents gouvernement n'avaient osé faire".

Le vote de la loi a provoqué la mobilisation des syndicats et une grève générale vendredi et samedi ayant surtout touché les transports en commun.

Les bateaux eux resteront à quai jusqu'à mardi. Aucune liaison maritime n'est effectuée entre la Grèce continentale et les îles

depuis vendredi.

Au total 26.000 personnes selon la police ont manifesté dimanche à Athènes et Thessalonique (nord).

Dimanche soir, aux abords du Parlement sur la place Syntagma à Athènes de brefs incidents ont opposé un groupe de jeunes et des policiers qui ont tiré de gaz lacrymogènes, selon des photographes de l'AFP.

La mobilisation était toutefois moins importante que lors de la dernière grande manifestation contre cette réforme, le 4 février, où 50.000 personnes avaient manifesté dont 40.000 à Athènes.

Entre la fin des vacances de Pâques et "le désespoir des gens" qui sont "lassés et déçus par le gouvernement de gauche", la mobilisation a été plus faible qu'espéré, regrettait auprès de l'AFP Maria, une quinquagénaire qui manifestait dimanche. AFP 08.05

Haut de page

Le 13 mai 2016

CAUSERIE

Je mettrai en ligne prochainement les courriels que m'avait adressés un camarade, auquel hélas je n'ai pas répondu par manque de temps, mais pas seulement, il devrait comprendre pourquoi, qu'il ne le prenne pas mal.

Exceptionnellement et parce que j'en ai trouvé le temps, j'ai actualisé le site.

Entre nous, mais ne le dites pas trop fort et tous à la fois, j'avais vu juste en axant notre intervention politique contre le PS, en écrivant dans le bandeau défilant : " *Le PS, un parti de droite, lié au FN, sioniste d'extrême droite, capitaliste, colonialiste, impérialiste, réactionnaire, un siècle de mystification, de mensonges, d'imposture, de guerres, de combat contre le socialisme. A bas le PS !* "

A aucun moment je n'ai soutenu un membre du PS ou une de ses positions, et si je me sens parfois bien seul avec mon drapeau, au moins il est sans tâche.

Lisez ou relisez attentivement dans cette page l'extrait de *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine, quel enseignement magistral !

Une petite causerie rédigée rapidement sur le coin de la table.

Il y en a qui croient au miracle, tandis que d'autres s'en remettent à la providence, à l'improvisation en guise de théorie politique, et ensuite ils hurlent lorsque ce qui leur paraissaît impossible finit par se produire.

Vous vous êtes emballés pour le Front populaire, le Conseil national de la résistance, le socialisme du XXIe siècle ou la révolution bolivarienne, vous avez eu tort. Plus grave, vous vous êtes trompés de camp.

La politique serait un truc personnel, un caprice, une lubie, un enfantillage, rien de consistant, de cohérent ou de sérieux auquel on croit, on s'accroche, on s'identifie comme on se fabrique une identité destinée à se rassurer, à se faire plaisir, à exister en somme.

Entre avoir une idée a priori sur une question et l'avoir étudiée à fond avant d'en tirer des conclusions, c'est ce qui sépare le militant conscient du dillettante, de l'aventurier, de l'illusionniste, du charlatan.

A de nombreuses reprises, on a rappelé que celui qui n'avait pas de passé, faisait preuve d'amnésie partielle ou totale, n'aurait pas de futur ou qu'il serait amené à le subir sans pouvoir agir dessus pour l'orienter dans une direction déterminée, il pourrait s'agiter dans tous les sens sans pouvoir y changer quoi que ce soit.

Ce qui caractérise ces différentes attitudes, c'est le manque de discernement, de logique, de cohérence qui se traduit par la plus grande confusion qui soit, qui peut aller jusqu'à nous amener à lutter contre notre propre camp tout en étant évidemment convaincu du contraire. Généralement elles nous réduisent ou nous condamnent à l'impuissance qui nous fait perdre un peu plus la tête car on digère de moins en moins bien nos défaites annoncées d'avance.

Ce n'est pas pour rien qu'on dit que les masses savent ce qu'elles ne veulent pas, mais ne savent pas ce qu'elles veulent, c'est aussi le cas des militants en général qui s'imaginent qu'il suffit de s'engager dans un syndicat ou un parti, de passer à l'action pour que quelque chose se passe ou change, or dans la réalité les choses ne se passent pas de la sorte.

C'est un peu comme un enfant qui serait parvenu à apprendre à lire, et qui désormais se figurerait qu'il serait en mesure de prendre son destin en mains, sous-tendant que ce serait suffisant pour comprendre le monde dans lequel il vit ou qu'il n'aurait plus rien à apprendre.

Quand j'ai débarqué en Inde il y a 27 ans, je me figurais trouver le pays tel que je me l'étais imaginé à la suite d'innombrables lectures que j'avais interprétées à ma manière, c'est-à-dire en y trouvant ce que j'y cherchais alors que la réalité allait être totalement différente, beaucoup plus dure et par bien des aspects particulièrement cruelle.

La surprise et le choc passés, j'ai évidemment tiré de précieux enseignements de cette expérience assez lamentable il faut bien le dire. Je me suis demandé comment j'avais pu m'illusionner à ce point-là, ne cherchant à aucun moment à en reporter la responsabilité sur les auteurs des ouvrages que j'avais lus, ce qui aurait été injuste et malhonnête de surcroît.

J'ai donc commencé par dresser un constat à partir des faits et de mes expériences aussi désagréables qu'elles furent, ensuite je l'ai admis, après j'ai corrigé mes erreurs d'appréciation, et pour finir j'ai adopté une attitude qui soit davantage en conformité avec la réalité de manière à avoir un mode de vie disons apaisé, moins conflictuel avec mon environnement, plus juste avec mon entourage, de façon à pouvoir continuer de progresser, car en optant pour le déni infailliblement on se condamne à piétiner ou on est voué à régresser le restant de ses jours et à connaître une fin épouvantable, ce qu'on souhaite à personne hormis son pire ennemi.

A aucun moment je me suis résigné ou je me suis satisfait de ma situation, et si j'ai pu remonter la pente, c'est parce que à aucun moment je n'ai cherché à jouer à cache-cache avec la réalité.

Le recours au 49.3 par le gouvernement soulève directement la question de l'abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République, du pouvoir ou de l'Etat.

Le combat dans les syndicats doit être axé sur la grève illimitée jusqu'au retrait de la loi Travail, et l'organisation d'une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale à l'appel des syndicats et des partis participant à ce combat pour en finir également avec la Constitution et les institutions de la Ve République conçues par et pour le capital, au service exclusif de ses besoins.

A l'opposé de Nuit debout, dans chaque quartier, commune ou village les travailleurs et jeunes qui exigent une autre politique ou un changement de société doivent se rassembler avec les syndicats et les partis qui combattent à leur côté, se constituer en assemblée souveraine afin de réunir les conditions politiques qui permettront d'envisager l'instauration d'une République sociale débarrassée du capitalisme et de ses institutions.

Après plus de 30 ans de régression sociale et de guerres impérialistes pour ne pas remonter plus loin, personne ne peut imaginer sérieusement qu'une politique sociale ou progressiste, basée sur le principe du respect du droit des peuples à l'autodétermination, pourrait voir le jour dans le cadre des institutions en place que l'immense majorité des travailleurs rejettent, boycottent lors de chaque élection.

Nous appelons les travailleurs actifs, au chômage ou retraités, les étudiants et les lycéens à rejoindre le ou les partis qui combattent pour en finir avec la Ve République, à rompre avec l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'OTAN, l'ONU.

Nous appelons les dirigeants de ces partis à rompre sans délai toutes les relations qu'ils ont tissées avec le PS et ses satellites, les institutions de la Ve République, par exemple au sein du Conseil économique et social, à rompre avec les instances dirigeantes des syndicats corrompus ou traîtres qui organisent des journées d'action à répétition pour aider le gouvernement à faire passer sa loi Travail scélérate.

Nous appelons ces dirigeants à prendre leurs responsabilités, et nous leur disons solennellement : Il est intolérable que vous appeliez à en finir avec les institutions de la Ve République, tout en continuant d'y participer directement ou indirectement, vous ne pouvez pas d'un côté dénoncer les journées d'action décrétées par les dirigeants vendus des syndicats, tout en continuant de siéger dans les instances de direction de ces syndicats à leur côté, à un moment donné il faut cesser ce double jeu suicidaire qui décrédibilise vos partis ou inspire la méfiance légitime des militants et des travailleurs qui sinon seraient prêts à vous rejoindre par milliers.

Nous appelons ces dirigeants à diffuser le plus largement possible le socialisme auprès des travailleurs qui ne peuvent en avoir qu'une idée totalement faussée, afin qu'ils s'arment théoriquement et puissent envisager sereinement qu'il est parfaitement possible de s'emparer du pouvoir politique et de fonder une société meilleure ou plus juste qui satisfera leurs besoins sociaux et

respectera leurs aspirations individuelles, dans la perspective de l'abolition du règne de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme à l'échelle de l'humanité.

Avec la loi Travail, la question qui est directement posée est de savoir dans quel type de société nous voulons vivre. En homme libre de décider de son propre destin et de l'orientation de la société, ou en esclave soumis aux lois que les capitalistes entendent nous imposer et qui sont responsables de la déchéance programmée de la société, qui conduisent au chaos et à la guerre sans fin, à la barbarie qui est à leur image.

Il n'existe pas d'autres alternatives ou de troisième voie, de voie moyenne qui serait une sorte de combinaison du capitalisme et du socialisme, sinon depuis près de deux siècle ou plus cela se saurait. Toutes les tentatives dans le monde allant dans ce sens ou consistant à ménager le capitalisme, à le réformer ont échoué. Quant au socialisme, il n'a jamais vraiment eu l'occasion de montrer ce dont il était capable, puisque toutes les tentatives allant dans ce sens ont avorté parce que toutes les conditions n'étaient pas réunies ou les peuples n'y étaient pas préparés.

Le capitalisme a fait son temps, il doit céder la place au socialisme. C'est une nécessité historique, c'est la conclusion à laquelle aboutit l'analyse du développement historique du capitalisme, et non une vulgaire lubie, un fantasme ou une idée farfelue qui aurait germé dans la tête de militants perpétuellement insatisfaits de leur sort ou en quête de pouvoir. Chacun aspire légitimement au bien-être, à se développer sur le plan individuel, à vivre en harmonie et en paix avec les autres peuples. Manifestement le capitalisme n'est pas qualifié pour incarner ou atteindre ces objectifs, bien au contraire puisqu'il s'emploie quotidiennement à infliger injustement mille frustrations, difficultés, souffrances ou cruautés à tous les peuples sans exception.

Change.org ou l'appel en direction de nos bourreaux pour leur permettre de poursuivre leur sale besogne.

- Urgent : François Hollande, renoncez au 49.3 !

Demandez à François Hollande de renoncer à ce déni de démocratie sur http://49-3.fr ! En 2006, François Hollande avait dénoncé l'utilisation du 49-3 par la droite...

Retrouvons-nous sur les places ce soir, avec Nuit Debout, pour débattre ensemble des moyens pour faire respecter la démocratie...

A Paris, un rassemblement est prévu à 18h devant l'Assemblée Nationale.

- Députés socialistes: Soutenez la motion de censure pour que la #loitravail ne voit pas le jour

Ce texte peut encore être bloqué en demandant aux députés socialistes de soutenir la motion de censure qui sera présentée par la droite.

Il est temps que la démocratie s'exerce de nouveau.

Pour cela les députés socialistes qui considèrent que ce texte est contraire aux valeurs qu'ils défendent...

Vous étiez soumis à un régime démocratique jusqu'à présent. Qui l'aurait cru après qu'il ait piétiné le résultat du référendume du 29 mai 2005, notamment ? Ceux qui s'en accommodaient et soutenaient le régime.

- Vous aussi, censurez le gouvernement !

Nous lançons aujourd'hui avec 150 personnalités une motion de censure citoyenne. Vous aussi, ajoutez votre nom pour censurer ce gouvernement... (...)

Le Gouvernement n'a pas de majorité pour voter cette loi, ni dans le pays, ni à l'Assemblée. Il a décidé de passer en force, en utilisant une anomalie démocratique, l'article 49.3 de la Constitution. Ce Gouvernement n'a plus la confiance des salarié.e.s. Il n'a plus notre confiance.

Notez les prochains RDV de manifestation : les 12, 17 et 19 mai.

Quand l'article 49.3 de la Constitution qui relève d'un régime totalitaire est caractérisé de simple "anomalie démocratique", il faut en déduire que toute la politique antisociale et impérialiste qui a été adoptée par le gouvernement et les députés sans passer par cet article était légitime, ce que nous condamnons.

On n'est pas les seuls à le penser.

- Colonialisme, néocolonialisme et balkanisation : Les trois âges d'une domination - Saïd Bouamama - investigaction.net 09.05

Extrait.

Capitalisme sénile, balkanisation et islamophobie

Depuis ce qui a été appelé « mondialisation », le capitalisme est confronté à de nouvelles difficultés structurelles. L'approfondissement permanent de la concurrence entre les différentes puissances industrielles rend impossible la moindre stabilisation. Les crises se succèdent les unes aux autres sans interruptions. Le sociologue Immanuel Wallerstein considère que :

« Nous sommes entrés depuis trente ans dans la phase terminale du système capitaliste. Ce qui différencie fondamentalement cette phase de la succession ininterrompue des cycles conjoncturels antérieurs, c'est que le capitalisme ne parvient plus à "faire système", au sens où l'entend le physicien et chimiste Ilya Prigogine (1917-2003) : quand un système, biologique, chimique ou social, dévie trop et trop souvent de sa situation de stabilité, il ne parvient plus à retrouver l'équilibre, et l'on assiste alors à une bifurcation. La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alorsxiv. »

Il ne s'agit pas simplement d'une crise de surproduction. Contrairement à celle-ci, la récession ne prépare aucune reprise. Les crises se succèdent et s'enchaînent sans aucune reprise, les bulles financières s'accumulent et explosent de plus en plus régulièrement. Les fluctuations sont de plus en plus chaotiques et donc imprévisibles. La conséquence en est une quête du profit maximum par n'importe quels moyens. Dans cette concurrence exacerbée en situation d'instabilité permanente, le contrôle des sources de matières premières est un enjeu encore plus important que par le passé. Il ne s'agit plus seulement d'avoir pour soi-même un accès à ces matières premières mais aussi de bloquer l'accès à ces ressources pour les concurrents (et en particulier des économies émergentes : Chine, Inde, Brésil, etc.).

Les Etats-Unis, menacés dans leur hégémonie, répondent par la militarisation et les autres puissances les suivent afin de préserver également l'intérêt de leurs entreprises. « Depuis 2001, fait remarquer l'économiste Philip S. Golub, les États-Unis sont engagés dans une phase de militarisation et d'expansion impériale qui a fondamentalement bouleversé la grammaire de la politique mondialexv ». De l'Asie centrale au Golfe Persique, de l'Afghanistan à la Syrie en passant par l'Irak, de la Somalie au Mali, les guerres suivent la route des sites stratégiques du pétrole, du gaz, des minéraux stratégiques. Il ne s'agit plus de dissuader les concurrents et/ou adversaires mais de mener des « guerres préventives ».

A la mutation de la base matérielle du capitalisme correspond une mutation des formes de la domination politique. L'objectif n'est plus principalement d'installer des gouvernements fantoches » qui ne peuvent plus résister durablement aux colères populaires. Il est de balkaniser par la guerre afin de rendre ces pays ingouvernables. De l'Afghanistan à la Somalie, de l'Irak au Soudan, le résultat des guerres est partout le même : la destruction des bases mêmes des nations, l'effondrement de toutes les infrastructures permettant une gouvernabilité, l'installation du chaos. Il s'agit désormais de balkaniser les nations.

Une telle domination a besoin d'une nouvelle légitimation formulée dans la théorie du choc des civilisations. Cette dernière a vocation de susciter des comportements de panique et de peur dans le but de susciter une demande de protection et une approbation des guerres. Du discours sur le terrorisme nécessitant des guerres préventives à la théorie du grand remplacement, en passant par les campagnes sur l'islamisation des pays occidentaux et sur les réfugiés vecteurs de terrorisme, le résultat attendu est sans-cesse le même : peur, panique, demande sécuritaire, légitimation des guerres, construction du musulman comme nouvel ennemi historique. L'Islamophobie est bien un troisième âge du racisme correspondant aux mutations d'un capitalisme sénile c'est-à-dire ne pouvant plus rien apporter de positif à l'humanité, ne pouvant apporter que la guerre, la misère et la lutte de tous contre tous. Il n'y a pas choc des civilisations mais crise de civilisation impérialiste qui appelle une véritable rupture. Ce n'est pas la fin du monde mais la fin de leur monde qu'ils tentent d'éviter par tous les moyens. investigaction.net 09.05

Michel Collon et son équipe méritent amplement notre soutien.

Loi Travail. Les derniers développements.

- Faible mobilisation contre la loi Travail - Reuters

Les sept syndicats opposés à la loi Travail n'ont pas réussi jeudi à donner un nouvel élan à la mobilisation en dépit de la colère provoquée par le passage en force du gouvernement, qui a recouru la veille à l'article 49-3 de la Constitution.

Lors de cette cinquième journée nationale de manifestations, les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl ont rassemblé de maigres cortèges dans la plupart des villes et la CGT n'a pas donné de chiffre national de participation.

De nouvelles violences ont émaillé les défilés, à Paris, Nantes, Toulouse ou Caen, et l'opposition de droite a reproché au gouvernement de laisser se transformer les rues et places en scènes de guérilla urbaine.

Quelque 55.000 personnes ont manifesté dans toute la France et 82 individus ont été interpellés, a fait savoir le ministère de l'Intérieur. Au total, 18 policiers, gendarmes et militaires ont été blessés, a-t-il précisé dans un communiqué. Reuters 12.05

- Loi Travail : les manifestations dégénèrent - Francetv info

Les opposants à la loi Travail continuent de donner de la voix. Ce jeudi 12 mai, les violences et échauffourées se sont multipliées dans de nombreuses villes. Certains locaux du Parti socialiste ont été saccagés. A Toulouse, affrontements entre policiers et manifestants se sont déroulés au milieu des habitants. Jets de pierres et de bouteilles contre gaz lacrymogènes, le face à face a viré à l'affrontement direct.

"Valls est allé trop loin"

Même chose à Caen, la situation dégénère en quelques secondes. Les forces de l'ordre tentent d'empêcher des jeunes de s'introduire dans des locaux de la Caisse d'allocations familiales. Caen, Nantes, Le Havre, un peu partout en France, les manifestations contre la loi Travail ont dégénéré. Au Havre, c'est la permanence du Parti socialiste qui est prise pour cible. "Valls est allé trop loin, il a franchi un cap, maintenant ça va être la violence. Partout en France, ça gronde, ça monte", lance un manifestant. En France, les policiers ont procédé à des dizaines d'interpellations. Francetv info 13.05

J'observe la situation de loin et j'ai du mal à me faire une idée précise. J'ai l'impression que le mouvement se radicalise, qu'on assiste aux préludes de scènes d'émeutes sur fond de confusion...

- Loi travail : rejet de la motion de censure, le texte est adopté par l'Assemblée - publicsenat.fr

Sans surprise, la motion de censure déposée par la droite contre le gouvernement Valls n'a pas été adoptée. Faute de majorité sur le projet de loi travail, l'exécutif a de nouveau été contraint d'utiliser le 49.3 pour passer en force. Les députés Front de gauche et deux écologistes et des non-inscrits ont cependant joint leurs voix à celle des Républicains et de l'UDI.

Avec 246 voix, la majorité requise, de 288, n'a pas été atteinte pour l'adoption de la motion de censure. Le projet de loi a donc été adopté par l'Assemblée nationale. Dans le détail, aucun PS n'a voté la motion, 196 LR, 27 UDI, 1 élu du groupe RRDP (Thierry Robert), 2 membres d'EELV (Isabelle Attard et Sergio Coronado), 11 GDR (communiste) et 13 non-inscrit (dont Pourria Amirshahi, ex-PS).

Une motion de gauche a failli être aussi déposée. 56 députés, dont plusieurs anciens ministres du gouvernement, l'ont signée. Mais il a manqué 2 signatures. Que cela soit voulu ou pas, le symbole est fort sur l'état de division de la gauche et du PS.

Le projet de loi va maintenant poursuivre son processus législatif. Il va arriver au Sénat, où les auditions en commissions ont déjà commencé. La ministre du Travail, Myriam El Khomri, sera auditionnée mardi prochain. A la Haute assemblée, la majorité de droite et du centre, va modifier le texte sans « tabou », a déjà prévenu sur publicsenat.fr l'un des rapporteurs, le sénateur LR Jean-Baptiste Lemoyne. Paradoxe de l'histoire : les sénateurs pourraient se rapprocher de la version initiale du texte, telle que voulue par le gouvernement. Peut-être le début de « la clarification » qu'appelle de ses vœux Manuel Valls. publicsenat.fr 12.05

Que la bête meurt !

Comme disaient Engels et Lénine, il n'y a rien à récupérer de ce parti d'affairistes archi pourri, réactionnaire.

- Après la motion de gauche avortée, le PS plus que jamais fracturé - AFP

Après la tentative avortée d'une motion de censure de gauche, les divergences au sein du PS semblent plus profondes que jamais, et des voix s'élèvent de nouveau pour la tenue d'une primaire en vue de la présidentielle de 2017. AFP 12.05

- Motion de censure : Cambadélis saisit la Haute Autorité éthique du PS sur les députés signataires - Francetv info

Le premier secrétaire du PS a décidé de saisir cet organe indépendant de la direction du parti au sujet des 24 députés PS signataires de la motion de censure de gauche avortée contre le gouvernement. Francetv info 12.05

- Présidentielle 2017: Des adhérents PS assignent le parti pour l'obliger à organiser une primaire - 20minutes.fr

Ils demandent au TGI de Paris d'ordonner au parti de fixer le calendrier et les modalités de ces primaires... 20minutes.fr

Pour un syndicalisme de classe rompant avec le réformisme, l'antichambre du corporatisme.

Le syndicalisme apolitique, c'est le syndicalisme livré au capitalisme.

- 11% des salariés étaient syndiqués en 2013 - Reuters

Onze pour cent des salariés adhéraient à un syndicat en 2013, une proportion stable depuis le milieu des années 1990 et qui masque d'importantes disparités entre fonction publique et secteur privé, France métropolitaine et Outre-mer, selon une étude publiée jeudi.

Compilée par la Dares (direction des études du ministère du Travail), l'étude montre ainsi que le taux de syndicalisation des fonctionnaires (20%) est deux fois plus élevé que dans le secteur marchand et associatif (9%).

De même, il monte jusqu'à 24% en Outre-Mer, ce qui s'explique en partie par un poids plus important de la fonction publique parmi les salariés de ces départements (37% contre 23% pour la moyenne nationale).

Avec 11% de syndiqués, soit de l'ordre de 2,6 millions de salariés, la France est en queue du classement européen, au niveau de la Lituanie et de l'Estonie et bien loin de la Finlande (74%), la moyenne de l'Union se situant à 23%.

Mais la légitimité des syndicats est fondée dans le droit français sur leur score aux élections professionnelles, où la participation a atteint près de 43% en 2012 dans le secteur marchand et associatif et 53% dans les trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales et hôpitaux) en 2014.

Dans le secteur privé et associatif, les taux de syndicalisation vont de 18% dans les transports, secteur où des PME côtoient de grandes entreprises publiques comme la SNCF et la RATP, à 4,1% dans la construction et l'hôtellerie-restauration.

Celui de l'industrie reste supérieur à la moyenne (12%) en dépit des restructurations à l'origine de la disparition d'anciens bastions syndicaux.

Parmi les salariés de la fonction publique, les plus syndiqués sont les employés de l'Etat (24% contre 17% dans les hôpitaux et 16% dans les collectivités territoriales).

Les gros bataillons de fonctionnaires syndiqués se trouvent dans l'éducation-formation-recherche (24%), secteur qui emploie un salarié sur cinq des trois fonctions publiques. Mais le taux de syndicalisation monte aussi jusqu'à 49% chez les policiers.

L'enquête de la Dares : http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-025.pdf Reuters

Sur les 11% de syndiqués plus de la moitié sont affiliés à des syndicats jaunes ou des syndicats de cadres, et sur les 5% environ restants, la moitié ou les deux tiers appartiennent à l'aristocratie ouvrière et sont liés par leur statut ou leurs privilèges au régime. Il faut ajouter qu'une partie des adhérents de la CGT, de FO et de Sud font partie de la maîtrise ou de l'encadrement. Bref, les ouvriers et employés syndiqués n'appartenant à ces catégories de salariés doivent avoisiner 1 ou 2% maximum.

Bienvenue en oligarchie

- Les sans préférence partisane, premier parti de France.

Une enquête de l'institut Elabe révèle que les Français qui ne se sentent proches d'aucune des grandes formations politiques sont désormais les plus nombreux. Les Français sans préférence partisane forment aujourd'hui le premier groupe «politique» de la population en âge de voter. Slate.fr

Ils s'en réjouissent puisque cela sert leurs intérêts, car après l'adoption du traité de libre-échange, ce seront les multinationales et les banques qui gouverneront...

- Le syndrome «Fomo» expliqué par le Festival de Cannes.

Cette expression Internet signifie «Fear of Missing out», ou la peur de ne jamais être au bon endroit au bon moment. Slate.fr

Craindraient-ils un jour de se retrouver face un jury populaire qui les condamneraient à mort ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Dilma Rousseff suspendue au Brésil, Michel Temer lui succède - Reuters

Dilma Rousseff a été suspendue de ses fonctions jeudi après le feu vert donné par les sénateurs à l'ouverture d'un procès en destitution visant la présidente brésilienne, accusée d'avoir maquillé les comptes publics pour faciliter sa réélection en 2014.

La chef de l'Etat est remplacée par son vice-président Michel Temer le temps que durera le procès, d'une durée maximale de 180 jours, dont l'organisation a été approuvée par 55 sénateurs sur 81. Une majorité simple de 41 sénateurs suffisait.

Au terme de ce procès en destitution, une majorité des deux tiers, soit 54 voix sur 81, sera nécessaire pour acter la mise à l'écart définitive de Dilma Rousseff. Dans cette hypothèse, Michel Temer, membre du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), assurerait la présidence jusqu'à la fin de son mandat, le 31 décembre 2018.

Agé de 75 ans, centriste, spécialiste de droit constitutionnel qui a passé des décennies au Congrès, Michel Temer a nommé jeudi Henrique Meirelles, ancien président de la banque centrale, au poste de ministre des Finances.

Des conseillers de Temer ont expliqué que le futur gouvernement va annoncer prochainement une série de mesures d'austérité destinées à réduire le déficit budgétaire du pays.

L'objectif prioritaire de la nouvelle équipe sera de réformer le coûteux système de retraite, notamment en imposant un âge minimal de départ à la rétraite, a précisé un conseiller.

Avant de quitter ses fonctions, Dilma Rousseff a répété que sa destitution constituait un "coup d'Etat" et que la procédure engagée à son encontre en décembre était "frauduleuse".

Les sondages d'opinion montrent qu'une écrasante majorité de Brésiliens souhaitaient que Dilma Rousseff soit destituée, mais Michel Temer ne jouit pas non plus d'une immense popularité.

Selon un récent sondage de l'institut Datafolha, seuls 1% des électeurs brésiliens voteraient pour lui s'il se présentait comme candidat à la présidence en 2018, ce qu'il assure ne pas avoir l'intention de faire.

D'autres enquêtes d'opinion montrent qu'environ 60% des Brésiliens souhaitent qu'il soit destitué lui aussi. Reuters 12.05

C'était encore un coup des 1% ! Rousseff avait raison, il s'agissait bien d'un complot du 1% qu'elle s'est pourtant employé à ménager, elle aurait dû savoir que cela ne leur suffirait pas...

Haut de page

Le 15 mai 2016

CAUSERIE

On peut souscrire au communiqué du POID que nous avons mis en ligne.

Deux précisions.

La formulation, "*le gouvernement Hollande-Valls ne fait qu'exécuter servilement les exigences du FMI, de l'Union européenne et de*

la classe capitaliste", n'est pas suffisamment précise, car elle ne fait pas ressortir que cette politique est au choix, le produit de la crise du capitalisme ou correspond à la stratégie politique de l'oligarchie dans la perspective d'instaurer un nouvel ordre mondial, sachant le capitalisme parvenu en bout de course ou ne pouvant plus garantir son hégémonie de classe.

Si on comprend pour qui le gouvernement exécute cette politique, on peut avoir des doutes sur le pourquoi , car après toute ces "*exigences*" pourraient être d'ordre subjectif ou objectif, dictées par la cupidé des milliardaires ou par les besoins du capitalisme, faille dans laquelle peuvent s'engoufler les charlatans qui prétendent qu'une autre politique (favorable aux travailleurs) serait possible sans remettre en cause le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, les Mélenchon et les prophètes autoproclamés de Nuit debout notamment.

Ensuite, en écrivant que le gouvernement Hollande-Valls "*n'hésite pas à aller jusqu'au bout contre la démocratie*", cela laisse entendre qu'on aurait été dans le passé à un moment ou à un autre en démocratie, or cela n'a jamais été le cas depuis la Commune de Paris.

D'ailleurs, on se demandera par quel miracle cela aurait pu se produire, sachant que tous les gouvernements et toutes les républiques qui se sont succédés depuis, y compris sous le Front populaire et la IVe République, ont été dirigés par des partis soumis aux intérêts de la minorité capitaliste au lieu de représenter les besoins de la masse des expoités qui composaient la majorité de la population comme ils l'ont amplement prouvé.

Si la définition de la démocratie est bien le pouvoir du peuple pour le peuple, le pouvoir exercé par la majorité et pour la majorité et non le pouvoir exercé par la minorité pour la minorité, il y a lieu d'affirmer qu'elle n'a jamais réellement existé, hormis en de très rares exceptions pendant de brèves périodes, dont la Commune de Paris, la révolution russe de 1917.

On estime qu'une définition limitée ou amputée, approximative de la démocratie est de nature à induire en erreur les travailleurs et les militants sur la nature du régime en place, sur le rôle et les véritables intentions des différents acteurs politiques, elle n'aide en rien à comprendre pourquoi et comment nous en sommes arrivés à la situation actuelle, donc elle n'aide en rien les travailleurs et les militants à démasquer les ennemis de la démocratie pour rompre avec eux, et rejoindre le ou les partis qui combattent sincèrement pour son avènement, qui passera obligatoirement par le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par les travailleurs.

Cela dit, nous appelons les militants, travailleurs et étudiants à adopter la ligne et les objectifs politiques qui figurent dans ce communiqué qui rejoignent les nôtres, et à participer au meeting organisé par le POID le 28 mai à Paris.

On n'est pas les seuls à en être arrivés à ces conclusions.

A bas l'opportunisme ! "*Demander la répartition de tous ces coûts*" ou une meilleure répartition des richesses, "*c'est demander de poursuivre l'exploitation, la domination et l'impérialisme*".

1- USA: Les dépenses militaires sont le carburant du capitalisme mondial - https://systemicdisorder.wordpress.com - publié par Arrêt sur Info 10.05

Le budget officiel du Pentagone pour 2015 était de $596 milliards, mais les dépenses réelles sont beaucoup plus élevées. (Nous utiliserons ici les chiffres de 2015 parce que c'est la dernière année pour laquelle les données sont disponibles pour faire des comparaisons internationales.) Si nous ajoutons les dépenses militaires enregistrées dans d'autres secteurs du budget du gouvernement fédéral étasunien, nous dépassons $786 milliards selon une étude menée par la Ligue des résistants à la guerre [War Resister's League – WRL]. Les prestations pour les anciens combattants ajoutent encore $157 milliards. WRL affecte aussi 80% des intérêts du déficit budgétaire et cela met le grand total bien au-dessus de $1 trillion [un milliard de milliards].

La Ligue des résistants à la guerre note que d'autres organisations estiment que 50% à 60% de l'intérêt serait plus exact. Alors divisons la différence – si nous affectons 65% du paiement des intérêts aux dépenses militaires passées (la moyenne entre les estimations haute et basse), alors le véritable montant des dépenses militaires des Etats-Unis était de $1.25 trillion. Oui, c'est une somme gigantesque. Si gigantesque que c'était plus que les dépenses militaires de tous les autres pays de la terre réunis.

Les États-Unis maintiennent des bases militaires dans 80 pays, et ont du personnel militaire dans environ 160 pays et territoires étrangers. Une autre manière de considérer cette question est le nombre de bases militaires étrangères : les Etats-Unis en ont environ 800 tandis que le reste du monde, pris ensemble, en a peut-être 30, selon une analyse publiée par The Nation. Presque la moitié de ces bases appartiennent à la Grande-Bretagne et à la France.

Alors pourquoi les dépenses militaires des États-Unis sont-elles si élevées ? C'est parce que l'usage répété de la force est nécessaire pour maintenir le système capitaliste. En tant que maître incontesté dans le système capitaliste mondial, il revient aux États-Unis de faire le nécessaire pour se maintenir eux et leurs sociétés multinationales dans le siège du conducteur. Cela a été un projet couronné de succès.

Les multinationales basées aux États-Unis détiennent la part la plus élevée au monde dans 18 des 25 grands secteurs industriels, selon une analyse parue dans New Left Review, et souvent en exigeant des marges – les multinationales détiennent au moins 40% de part mondiale dans 10 de ces secteurs.

Une liste partielle des interventions américaines depuis 1890, telle qu'elle a été compilée par Zoltán Grossman, professeur à Evergreen State College à Olympia, dans l'État de Washington, recense plus de 130 interventions militaires à l'étranger (sans y inclure l'usage de troupes pour réprimer des grèves aux Etats-Unis). Celles-ci ont été constamment utilisées pour imposer les diktats américains sur de plus petits pays.

Au début du XXe siècle, le président des Etats-Unis William Howard Taft a déclaré que sa politique étrangère consistait à «intégrer l'intervention active pour sécuriser nos marchandises et les occasions de nos capitalistes de faire des investissements rentables» à l'étranger. Taft a renversé le gouvernement du Nicaragua pour le punir d'avoir fait un emprunt auprès d'une banque britannique plutôt qu'à une banque américaine, puis a placé les recettes douanières de ce pays sous contrôle étasunien et confié à deux banques étasuniennes le contrôle de la banque nationale et des chemins de fer du Nicaragua. Peu de choses ont changé depuis, y compris les renversements des gouvernements de l'Iran (1953), du Guatemala (1954), du Brésil (1964) et du Chili (1973), et plus récemment l'invasion de l'Irak et la tentative de renversement du gouvernement du Venezuela.

Des hommes musclés pour les grandes entreprises

Il suffit de rappeler la déclaration du général du corps des Marines Smedley Butler, qui a résumé sa carrière très décorée de la manière suivante en 1935 :

« J'ai passé 33 ans et 4 mois [dans] le corps des Marines. […] Pendant cette période, j'ai passé la plus grande partie de mon temps à être un homme musclé de première classe pour les grandes entreprises, pour Wall Street et pour les banquiers. Bref, j'ai été un racketteur pour le capitalisme. »

Le refus des deux grands partis de reconnaître cela est illustré par les récits étasuniens concernant la guerre du Vietnam. Le débat mené dans les médias commerciaux ne se déroule qu'entre deux points de vue acceptables : un effort louable qui a échoué tragiquement ou un effort bien intentionné mais défaillant qui n'aurait pas dû être entrepris si les États-Unis n'étaient pas prêts à combattre sérieusement. Peu importe que le tonnage de bombes larguées sur le Vietnam ait été plus important que tout ce qui a été déversé par tous les combattants réunis pendant la Seconde Guerre mondiale, que 3 millions de Vietnamiens aient été tués, des villes réduites en décombres et des millions d'hectares de terres agricoles aient été détruites. Dans quelle mesure sensée cela a-t-il pu être qualifié de combattre «sans essayer vraiment», comme la mythologie de droite continue à l'affirmer ?

Aucune grande entreprise moderne ne serait complète sans la sous-traitance, et le Pentagone n'a pas lésiné sur ce plan. Ce n'est pas une référence aux bénéfices massifs, et souvent garantis, dont les marchands d'armements bénéficient grâce à des opérations d'approvisionnement par le biais de sociétés qui leur sont liées, mais plutôt dans l'enseignement des techniques de torture à d'autres armées, de manière à ce qu'une partie du sale boulot de maintenir le capitalisme puisse être exécuté localement.

L'infâme École des Amériques, école de l'armée étasunienne, qui se fait passer dernièrement sous le nom faussement inoffensif d'Institut de l'hémisphère occidental pour la coopération en matière de sécurité (Western Hemisphere Institute for Security Cooperation), a longtemps été une école de fin d'études pour le personnel chargé de faire respecter la loi des dictatures civiles et militaires dans toute l'Amérique latine. Le major Joe Blair, qui a été le directeur de l'enseignement à l'École des Amériques de 1986 à 1989, avait ceci à dire au sujet du programme :

«La doctrine enseignée était que si vous voulez une information, vous utilisez la violence physique, la séquestration, les menaces aux membres de la famille et le meurtre. Si vous ne pouvez pas obtenir l'information que vous voulez, si vous ne pouvez pas obtenir que ces personne se taisent ou cessent de faire ce qu'elles font, vous les assassinez – et vous les assassinez avec l'un de vos escadrons de la mort.»

Le changement de nom, il y a plus de dix ans, était cosmétique, a déclaré le major Blair lors de son témoignage en 2002 lors d'un procès de manifestants contre l'École des Amériques :

« Il n'y a pas de changement fondamental à part le nom. Ils dispensent les mêmes cours que je ceux que je donnais, ils ont changé l'intitulé des cours et utilise les mêmes manuels. »

Toute l'histoire du capitalisme est construite sur la violence, et la violence a été utilisée à la fois pour imposer et maintenir le système, dès ses premiers jours. L'esclavage, le colonialisme, la dépossession des communs, les lois draconiennes forçant les paysans à aller dans les fabriques et le contrôle de l'Etat pour qu'il réprime toute opposition à la coercition économique ont construit le capitalisme. Les formes de domination change au fil des années, et aujourd'hui elles sont souvent financières plutôt qu'ouvertement militaristes (bien que le poing armé soit tapi derrière) ; peu importe, l'exploitation est le cœur de la richesse. Demander la répartition de tous ces coûts, c'est demander de poursuivre l'exploitation, la domination et l'impérialisme, et

rien d'autre. Arrêt sur Info 10.05

De nombreux intellectuels à travers le monde en arrive à la conclusion qu'il faut en finir une bonne fois pour toute avec le capitalisme et qu'il n'existe pas d'autres alternatives. Ils sont isolés et ne se connaissent pas forcément. Leurs intentions sont-elles réelles ou feintes comme chez les staliniens, sommes-nous en présence d'imposteurs ? Je n'en sais rien, et ce n'est pas sur la base d'un article qu'on peut en juger.

En admettant que leurs intentions soient sincères et honnêtes pour notre démonstration, leur conclusion est incomplète puisqu'elle ne débouche sur aucune action pratique pour qu'elle puisse se réaliser un jour, contrairement à Marx et Engels qui assignaient à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir politique pour se débarrasser du capitalisme.

Le développement des forces productives et la lutte des classes sont les principaux facteurs à l'origine de l'évolution de la civilisation humaine.

Il faut donc en déduire que cette lacune porte essentiellement sur leur analyse du développement de la civilisation humaine, plus précisément sur les facteurs déterminants qui en ont été à l'origine et les rapports intimes qu'ils entretenaient qui leur échappent. Comme ces facteurs agissent les uns sur les autres ou sont inséparables dans la réalité, il est impossible de comprendre leur évolution ou leur transformation, et par conséquent dans quelle direction ils peuvent s'orienter, dès lors qu'on ne les traite pas sur un plan dialectique et historique.

Ils sont inséparables depuis la nuit des temps, du fait que les hommes ne naissent pas égaux entre eux.

Certains sont grands, musclés, disposent de facultés physiques supérieures aux autres, d'autres se sont développés dans un environnement particulièrement favorables à l'épanouissement de leur sens de l'observation des manifestations de la nature, à l'acquisition des éléments à la base de la logique dont la maîtrise leur assure une supériorité sur les autres hommes.

Paradoxalement, c'est cette inégalité qui sera à l'origine du développement des forces productives, de l'émergence des différentes classes sociales et de la lutte incessante à laquelle elles se livreront par la suite jusqu'à nos jours.

On comprendra au passage pourquoi actuellement les représentants de la classe dominante déploient autant d'efforts pour nier ou tenter de gommer ces inégalités (y compris entre les sexes), car elles portent en germe les embryons de la société à venir qui sera la négation de celle que nous connaissons aujourd'hui, qui n'aura pas pour fonction ou objectif de niveler ces inégalités, mais de les exploiter de manière à ce que chaque homme quelles que soient ses dispositions naturelles puisse s'épanouir librement, ce qui ne peut être possible que dans une société qui ne repose pas sur un système de domination ou d'oppression, d'exploitation de l'homme par l'homme.

Les inégalités monstrueuses auxquelles est parvenu le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant, une cinquantaine de milliardaires possèdent autant de richesses que la moitié de la population mondiale (3,6 milliards), témoigne de l'inanité sans appel de la théorie préconisant une meilleure répartition des richesses.

Vouloir en finir avec ces inégalités sans en finir avec le régime capitaliste, donc en s'en remettant aux capitalistes ou à ses institutions pour les réduire, puisque qu'il ne faut pas ouvrier que ce sont eux qui détiennent le pouvoir, devait aboutir fatalement à ce qu'elles s'accroissent dans des proportions démesurées, car elles étaient à l'origine de la crise qui mine et condamne ce régime et que, quant à choisir entre réduire ces inégalités ou distribuer une plus grande part du gâteau aux exploités et se couper du même coup des moyens pour assurer la pérennité de leur système économique, qui nécessite ou doit se traduire obligatoirement par une concentration du capital à un niveau toujours plus élevé, d'où la course effrénée à l'enrichissement sans fin des milliardaires, ou s'en octroyer une plus grande part, comme on vient de le voir l'évolution à venir du capitalisme et l'orientation que devaient adoptés les capitalistes étaient toute tracées.

Partant de ce constat, faire de la lutte contre les inégalités une fin en soi devait fatalement conduire à une impasse politique qui se traduirait par leur aggravation, une fois le mouvement ouvrier réduit à l'impuissance en l'absence de toute issue politique conforme au socialisme.

Pour justifier les réformes sociales inscrites à leurs programmes, les opportunistes nous expliquent que si le capitalisme avait bien supporté des réformes sociales après la Seconde Guerre mondiale, il n'existait aucune raison valable pour qu'il ne le supporte pas de nos jours, niant au passage la crise du capitalisme qui a atteint un niveau inégalé dans le passé et qui s'y oppose, occultant le fait que les réformes sociales concédées ou octroyées à la classe ouvrière l'avaient été en amplifiant l'exploitation et en recourant à l'endettement de nouvelles couches de travailleurs, ainsi qu'à de nouvelles guerres impérialistes, ce qui revient en somme en maintenant ce cap à soutenir les efforts entrepris par les capitalistes pour accroître encore l'exploitation et leurs guerres néocoloniales.

Voilà comment de bonnes intentions peuvent se transformer en leurs contraires ou conduire à soutenir le régime.

Que l'on s'accommode ouvertement du capitalisme ou que l'on exige des réformes sociales des représentants du régime revient au même ou à le cautionner.

Les uns ignorent le mouvement ouvrier, les intellectuels, les autres le manipulent parce qu'ils estiment que la classe ouvrière ne sera jamais en mesure d'affronter les capitalistes et de les vaincre, et ils font donc tout pour qu'il en soit ainsi avec un certain succès il faut bien l'admettre.

La critique du capitalisme aussi virulente ou radicale soit-elle demeurera vaine ou elle n'a aucune valeur, si elle ne s'inscrit pas dans la perspective du renversement du régime par une révolution réalisée par les masses exploitées.

Les intellectuels ne sont pas encore mûres pour le socialisme, tandis que les dirigeants du mouvement ouvrier y ont renoncé ou n'y croit plus. Qu'ils ne s'en prennent pas aux travailleurs ou aux militants qui ne sont pas responsables de la situation actuelle.

2- L'impérialisme des droits de l'homme. La construction idéologique des droits de l'homme [1/2] - Guillaume Borel - Arrêt sur Info 14.05

C'est donc avant tout en tant que membres de la bourgeoisie urbaine que les représentants du tiers-état vont mener la révolution, ce qui, comme nous allons le voir, va avoir une influence déterminante sur leur conception du nouvel ordre social « démocratique ».

L'assemblée nationale est tout d'abord modérée et envisage un régime parlementaire sur le modèle anglais. Le bicaméralisme, avec un sénat représentant les intérêts de l'aristocratie, est rejeté, mais le roi conserve néanmoins le pouvoir exécutif et un droit de veto. Si l'assemblée vote l'abolition des privilèges seigneuriaux, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, sanctuarise ainsi le régime de la propriété privée et les inégalités de richesse.

Une idéologie de la bourgeoisie

S'inspirant de la doctrine de l'égalité naturelle de Jean-Jacques Rousseau, et rompant ainsi avec les conceptions de l'antiquité grecque et romaine, l'assemblée proclame l'égalité des citoyens devant la loi et leur égale possibilité d'accéder aux charges publiques en fonction de « leurs vertus et de leurs talents. »

Cependant, moins jusqu'au-boutiste que le philosophe dans sa conception des inégalités, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen se fait également l'écho des préoccupations de la bourgeoisie, et, à côté de l'égalité formelle devant la loi, elle sanctuarise les inégalités de richesse.

L'article 1 tempère ainsi immédiatement l'égalité des droits en affirmant que les distinctions sociales sont « fondées sur l'utilité commune. »

A côté de l'égalité formelle des citoyens, se forme ainsi une justification des inégalités de richesse et de statut social qui reproduisent la vision bourgeoise du mérite héritée de la réforme protestante et de la philosophie utilitariste qui lui succédera.

L'article 2 consacre ainsi la propriété comme « droit imprescriptible », et l'article 17 enfonce le clou en la déclarant « un droit inviolable et sacré ».

L'éthique protestante dont s'est massivement emparée la bourgeoisie, et qui fait correspondre les obligations professionnelles, le travail, au moyen privilégié de servir Dieu et de concourir à sa gloire en rationalisant le monde et en le faisant fructifier, a ainsi largement présidé à la philosophie utilitariste de légitimation des inégalités en tant qu'elles sont l'expression du mérite et du travail personnel mais aussi en tant qu'elles contribuent à l'amélioration du bien-être collectif, la poursuite de l'intérêt personnel servant ainsi l'intérêt général[4].

Cette sacralisation de la propriété privée traduit ainsi les intérêts corporatistes de la bourgeoisie ainsi que la pénétration des idées libérales parmi ses représentants. (...)

L'agoraphobie politique des élites

Les députés du tiers-état vont bien entendu se réclamer du peuple et des « classes laborieuses » dans leur entreprise de libération, cependant, rares sont ceux qui vont se prononcer en faveur d'un régime démocratique sur le modèle athénien, doté par exemple d'une assemblée des citoyens et où ceux-ci exercent directement, sans intermédiation, leur souveraineté politique. C'est un système représentatif, doté d'une assemblée dans laquelle les intellectuels bourgeois exerceront le pouvoir politique en tant qu'interprètes et représentants de la volonté du peuple, qui s'impose à leurs yeux comme une évidence.

Le choix d'un régime politique représentatif correspond autant à la volonté des élites intellectuelles bourgeoises de conserver leur monopole d'accès aux charges publiques arrachées à l'aristocratie, qu'à leur agoraphobie politique et leur mépris du peuple, hérité aussi bien de la théorie politique antique que de leurs préjugés de classe.

Ainsi, selon Francis Dupuis-Déri, lorsque le mot démocratie est utilisé par les parlementaires du tiers-état, c'est avant tout pour évoquer le chaos, le règne tyrannique et violent des pauvres [7].

De par leur origine sociale, leur appartenance à l'élite intellectuelle et politique, leur qualité de propriétaires, c'est bien plus le régime aristocratique de la République romaine qui servit de référence aux parlementaires révolutionnaires, à la différence près que pour eux la propriété foncière devait s'effacer devant le mérite et la contribution personnelle au progrès matériel de la nation et de l'humanité. Le jacobin Antoine Barnave, avocat au parlement de Grenoble, défendra ainsi un système censitaire reposant sur la propriété et qualifiera la démocratie (directe) de « tout ce qu'il y a dans la nature de plus odieux, de plus subversif, de plus nuisible au peuple lui-même.[8] »

Le député « centriste » Jean-Joseph Mounier, favorable à un régime parlementaire sur le modèle anglais avec la constitution de deux chambres et un maintien de la royauté, exprime également ses préjugés de classe devant l'Assemblée :

« Jamais aucun peuple ne s'est réservé l'exercice de tous les pouvoirs. Tous les peuples, pour être libre et heureux, ont été obligés d'accorder leur confiance à des délégués, de constituer une force publique pour faire respecter les lois, et de la placer dans les mains d'un ou plusieurs dépositaires. [9]»

Si le discours justifiant les inégalités politiques par les inégalités naturelles, est ainsi abandonné par les élites, c'est pour lui en substituer un autre fondant la représentation politique sur les aptitudes individuelles des « meilleurs » ou des mieux « éduqués », seuls à même de représenter et défendre l'intérêt général. Pour la grande majorité des parlementaires, exceptés les plus radicaux comme les « enragés », le peuple et les classes laborieuses restent assimilés à la multitude gouvernée par ses passions et trop accaparée par sa survie et son labeur quotidien pour pouvoir prétendre jouer un rôle positif dans l'exercice du pouvoir politique, reprenant en cela la description d'Aristote ou Cicéron.

Le libéralisme, qui concède ainsi l'égalité par nature de tous les hommes, et l'institue politiquement par la citoyenneté, c'est à dire la reconstitution de la polis, promeut également une vision proportionnelle de cette dernière, dans la continuité d'Aristote, qui procède du mérite individuel fondé cette fois-ci, dans la tradition protestante, sur la constatation de l'inégalité des conditions sociales et des richesses, c'est à dire sur la réussite ou l'échec individuel.

Le premier impérialisme

(...) Jules Ferry, dans son discours du 28 juillet, à l'appui de la politique extérieure de son cabinet, plaçait la problématique des débouchés de l'industrie nationale comme la motivation centrale de l'expansion coloniale, ainsi :

« Sur le terrain économique, je me suis permis de placer devant vous, en les appuyant de quelques chiffres, les considérations qui justifient la politique d'expansion coloniale au point de vue de ce besoin de plus en plus impérieusement senti par les populations industrielles de l'Europe et particulièrement de notre riche et laborieux pays de France, le besoin de débouchés. [12]»

Cependant, l'impérialisme ne peut se réduire à un fait économique. Dans son entreprise de conquête mondial et de création de nouveaux marchés, il se donne pour tâche de remodeler la société, les structures politiques, et les mentalités mêmes des peuples soumis afin de les rendre « compatibles » avec un modèle de production qui procède étroitement de l'idéologie bourgeoise. Il promeut ainsi les droits de l'homme, la liberté individuelle réalisée dans la contractualisation et l'individualisation des rapports économiques, la sacralité de la propriété privée, et l'égalité devant la loi, à la base du salariat. Selon Marx, la classe dominante :

« contraint toutes les nations, si elles ne veulent courir à leur perte, à adopter le mode de production de la bourgeoisie ; elle les contraint à introduire chez elles ce qu'on appelle civilisation, c'est à dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se crée un monde à sa propre image. [13]»

Le colonialisme va ainsi se doter d'une idéologie de justification positive, empruntant largement au darwinisme social et établissant une hiérarchie des races et des civilisations.

C'est ainsi au nom de principes humanitaires que Jules Ferry justifie l'expansionnisme français, notamment auprès de la gauche. Il fait du colonialisme un devoir des « races supérieures » de « civiliser les races inférieures » et de les faire entrer dans le système du droit et l'économie de marché, c'est à dire le modèle de société bourgeois, considéré par ses promoteurs comme le stade le plus avancé de la civilisation. L'universalisme des « droits de l'homme » est avant tout un impérialisme et la liberté qu'il promeut n'est, selon Friedrich Hayek : « qu'un autre nom donné au pouvoir ou à la richesse. [14]»

Il s'agit ainsi de reproduire la révolution bourgeoise partout où elle n'est pas advenue, de détruire les anciennes structures féodales, les idéologies religieuses, les traditions et les coutumes tribales, afin de leur substituer son idéologie fondée sur la contractualisation des rapports économiques et les « eaux glacées du calcul égoïste ».

3- Le mouvement « Nuit Debout » empêche la création d'un nouveau monde - Gearóid Ó Colmáin - Arrête sur Info 14.05

Un facteur central de la stratégie impérialiste contemporaine implique la création de mouvements « anti-capitalistes » portés par la jeunesse qui servent la mondialisation plutôt que la défier. De tels contre-mouvements reçoivent fréquemment les accolades enthousiastes d'intellectuels gauchistes « radicaux » qui, à travers un amalgame d'orgueil et d'ignorance, accordent l'adoubement à une forme de dissidence en fait conçue pour exacerber les injustices du statu quo.

Un article collectif publié dans le journal Le Monde et intitulé « Nuit Debout contribue à la création d'un autre monde », affirme que le mouvement social actuel français, qui prétend s'être formé par opposition à des réformes du droit du travail nuisibles aux intérêts de la classe laborieuse, est l'amorce d'une chose d'une grande ampleur. L'article, curieusement affublé d'un autre titre dans sa version en ligne, est co-signé par plusieurs intellectuels dont les Trotskyistes Tariq Ali et Tony Negri. Donc, quelle est la nature de cette transformation sociale prétendument mise en œuvre par ce nouveau mouvement social?

L'article du collectif plaide que le Front National d'extrême-droite joue la carte anti-système tout en refusant de défier la « loi du marché ». Penchons-nous un peu sur ces allégations. Bien qu'il soit assurément vrai que le Front National est un parti de menteurs et de tricheurs qui misent sur le désespoir de la classe laborieuse dans leur quête de pouvoir, – cela a toujours fait partie de leur histoire et de leur mode opératoire – il est inexact de suggérer que le Front National prenne toujours publiquement la défense de politiques propices à l'expansion du capitalisme.

Il reviendra à l'esprit des auteurs qu'alors que les terroristes d'al-Qaeda soutenus par les monarchies du Golfe Persique ainsi que par Israël et par l'OTAN décapitaient et lynchaient les Noirs libyens dans les rues de Benghazi en 2011, la tête de file de la « gauche » anti-mondialiste, Jean-Luc Mélenchon, est apparu à la télévision française défendre la campagne de bombardements français en appui aux escadrons de la mort, tandis que Marine Le Pen, la dirigeante du Front National, avait dénoncé cette intervention.

Marine Le Pen a décrit l'emprise française sur la finance africaine sous la forme du FCFA (Franc des Colonies Françaises d'Afrique) comme une « tragédie » pour les Africains, et elle s'est engagée à abolir ce système financier néocolonial; tandis que Jean-Luc Mélenchon a constamment préféré éviter le sujet. Il est facile de voir pourquoi une proportion de gens des classes laborieuses préfère ladite extrême-droite, à ladite extrême-gauche. Soyons clairs: aucun des deux candidats précités ne sert les intérêts des classes laborieuses. Mais il est possible de pardonner leur confusion dans leur choix pour décider lequel des deux représente l'extrême-droite.

Mais qu'en est-il des intellectuels « anti-capitalistes » de « Nuit Debout »? Les auteurs ont-ils pris la défense du Président Laurent Gbagbo de la République de Côte d'Ivoire en 2010, quand l'impérialisme français et sa « loi du marché » ont attaqué son peuple avec des escadrons de la mort après qu'il ait entrepris de mettre un terme à l'esclavage financier de l'Afrique sous le joug du système monétaire du FCFA? Que nenni. Nous pouvons distinguer les contours d'une idéologie gauchiste curieusement similaire au système qu'elle prétend combattre.

L'impérialisme a été défini par Lénine comme le capitalisme monopolistique, ou le dernier stade du capitalisme. Le capitalisme monopolistique décadent procède par l'accélération de l'accumulation primaire; c'est à dire, en volant et en pillant, et en envahissant et en bombardant de nouveaux territoires, de nouvelles nations et de nouveaux continents. La guerre est essentielle à la prolongation du mode de production capitaliste. C'est une loi élémentaire de l'économie politique capitaliste, de la « loi du marché » qui ne semble pas avoir été saisie par ces intellectuels enthousiasmés par « Nuit Debout ». Ces guerres se sont perpétuées pendant longtemps, mais elles se sont accélérées depuis la crise financière de 2008.

Soutenir la révolution bolivarienne et tous ses adversaires

Les auteurs proclament que le « néo-libéralisme » a été assailli de plusieurs façons depuis la chute du Mur de Berlin. Ils font les louanges du virage à gauche de l'Amérique Latine, illustré par la Révolution Bolivarienne. Ils mentionnent également le Printemps Arabe de 2011. Mais les auteurs ne parviennent pas à démontrer comment une révolution populaire, de gauche et venant de la base au Venezuela, qui a défié le Consensus de Washington et apporté un haut degré de progrès social et de démocratie, peut ressembler à des putschs ochlocratiques fabriqués par les USA en Tunisie et en Égypte suivis par des guerres impérialistes d'agression et de génocide en Libye et en Syrie – criminellement déguisées en interventions humanitaires et en révolutions.

Ces intellectuels échouent tout autant à expliquer comment ils parviennent à soutenir le Printemps Arabe tout en chantant les louanges de l'ancien Président du Venezuela, Hugo Chávez, qui entretenait des liens étroits avec Mouammar Qaddafi et Bachar al-Assad, et qui avait dénoncé le Printemps Arabe pour ce qu'il était en réalité: une série de coups d'État néocoloniaux d'extrême-droite contrôlés par des agences étasuniennes contre le développement du Tiers-Monde.

Ces coups d'État appuyés par les USA ont été, comme l'a confirmé l'ancienne Secrétaire d'État US Condoleeza Rice dans ses mémoires, le fruit de la tentative par l'ancien Président US George W. Bush de « démocratiser » et remodeler le Moyen-Orient. Quiconque a soutenu le Printemps Arabe soutient donc l'impérialisme US.

L'accession au pouvoir des Frères Musulmans d'ultra-droite en Tunisie et en Égypte n'était pas due à l'échec de ce que les auteurs attestent avoir été des révolutions « anti-néolibérales », mais plutôt à leur réussite. La Banque Mondiale, ainsi que des analystes politiques d'élite, se sont souvent lamentés de la nature fermée de l'économie tunisienne, tout comme de la manière dont Ben Ali favorisait la bourgeoisie nationale aux dépens des comprador au service d'investisseurs étrangers. La rémanence persistante d'un militantisme syndical dans le style français en Tunisie est une autre raison qui a mené les analystes politiques d'élite du Financial Times à dire de la révolution tunisienne qu'elle était « inachevée ».

Bien que ce soit peu reconnu, le « Fonds de Solidarité National » de Ben Ali en avait presque autant fait que les politiques de Hugo Chávez pour réduire la pauvreté; le modèle tunisien était sur le point d'être adopté par les Nations Unies dans son programme mondial contre la pauvreté – une politique qui aurait sans doute fait que des milliers d'ONG douteuses auraient dû mettre la clé sous la porte. Le Fonds de Solidarité National fut immédiatement aboli par les « révolutionnaires » du Printemps Arabe.

Dans la révolution égyptienne, les travailleurs y ont aussi perdu. L'une des premières mesures appliquées par les adeptes du Printemps Arabe au Caire aurait recueilli l'approbation de la Ministre du Travail française, Mme. El Khomri: ils ont réformé les lois du travail de sorte que les employés ne touchent plus leur salaire s'ils se mettent en grève, et que les patrons n'aient plus à les payer quand la production s'arrête par manque de commandes. Rien de mieux qu'une révolution fomentée par la CIA pour défier la « loi du marché »!

Pour ce qui est des autres pays du virage à gauche latino-américain, le Brésil a fait l'expérience d'un début de « Printemps Arabe » en 2013 pendant la « Révolution de Vinaigre » – une autre tentative de coup d'État par flash-mobs interposés, menée par des ONG et dirigée par les USA avec pour objectif de renverser un pays qui se rapprochait de la Russie et de la Chine. Quand à eux, tous ces auteurs anti-mondialistes avaient aussi soutenu cette révolution – tant qu'elle était confortablement revêtue d'un déguisement d'ultra-gauche.

Loin d'avoir été un soulèvement contre le néolibéralisme, le Printemps Arabe était une affaire d'expansion et d'approfondissement de l'emprise du capitalisme financier sur les pays en développement, à travers l'éruption d'un chaos « révolutionnaire ». Cette stratégie géopolitique a connu un succès stupéfiant et n'aurait pas pu réussir sans l'adhésion exubérante de l'infanterie prétentieuse et complètement délirante d'universitaires gauchistes, dont l'ignorance de la politique étrangère US et de la géopolitique dégoulinent sans cesse de leurs contributions écrites et orales aux non-débats politiques des médias grand public. Le philosophe marxiste français Michel Clouscard avait souligné, au cours des événements de 1968, que le capitalisme avait viré à gauche au niveau de la culture politique mais à droite au niveau socio-économique. Clouscard était le seul philosophe à comprendre entièrement et à théoriser les conséquences de ce paradoxe.

Les auteurs font la louange du mouvement anti-mondialiste parce qu'il défie le néolibéralisme, et en même temps ils reconnaissent que c'est un échec total. Ils ne comprennent pas que ces mouvements anti-mondialistes sont conçus pour échouer; c'est pourquoi des capitaines de la finance les subventionnent copieusement!

Les auteurs concèdent que le mouvement « Nuit Debout » est principalement blanc et issu des classes moyennes, et qu'il a échoué à attirer des gens provenant de pays post-coloniaux et/ou qui viennent du militantisme de la classe laborieuse. Citant le philosophe italien Antonio Gramsci, ils avancent que ces problèmes sont en cours de discussion parmi les « intellectuels organiques » de la Place de la République, et que par conséquent ils n'ont besoin d'aucune aide de la part des intellectuels traditionnels de l'intelligentsia – encore une aberration monumentale.

Ayant interviewé des douzaines de personnes du mouvement « Nuit Debout » et écouté de nombreux débats, je peux sans conteste affirmer qu'il y en a peu là-bas qui comprennent le capitalisme contemporain. Les activistes du mouvement « Nuit Debout » ne correspondent certainement pas à la conception de l'intellectuel organique de Gramsci.

Au contraire, des personnes comme Kémi Seba, un intellectuel français d'origine béninoise ou le rappeur Mathias Cardet, dont le nouveau livre expose l'idéologie réactionnaire et capitaliste du rap contemporain; ou les monologues en vidéo de l'Algérien Aldo Sterone commentant les problèmes de la jeunesse maghrébine en Europe – ces voix des exclus, du prolétariat post-colonial sont, mutatis mutandis, beaucoup plus proches de la notion de l'intellectuel organique de Gramsci que les activistes de « Nuit Debout ».

Hélas, si de tels auteurs essayaient de parler au mouvement « Nuit Debout », ils seraient probablement escortés hors de la place sous la contrainte, labellisés de « fascistes ». Le problème, par conséquent, ne se situe pas entre intellectuels organiques et traditionnels, mais plutôt dans l'occupation de l'espace académique et populaire par des pseudo-intellectuels pour celui-ci, en face d'une jeunesse désorientée et manipulée pour celui-là – et ce, au détriment dans les deux cas de ceux qui s'emploient à ériger la théorie sociale et l'action politique positive sur les fondations concrètes d'une analyse basée sur les rapports de classes. Si la

classe laborieuse et les minorités ethniques de France ne s'intéressent pas à « Nuit Debout », c'est parce qu'ils comprennent l'internationalisme néocolonial, raciste et bidon de l'idéologie gauchiste petit-bourgeois; ils ne sont pas dupes!

Les auteurs redoutent que le mouvement soit submergé par des forces « réactionnaires ». Font-ils référence à ceux qui manifestent contre les guerres fascistes de l'OTAN et les mensonges médiatiques utilisés pour les justifier? Beaucoup de « Nuit-Deboutistes » croient que les authentiques activistes anti-guerre sont, vous l'avez deviné, des fascistes! Et l'un des gourous du mouvement, Frédéric Lordon, a pris la défense de la police de la pensée des fascistes antifascistes se nommant eux-mêmes: les « Antifas »!

Le problème n'est pas comment des mouvements sui generis sont repris par des forces réactionnaires, mais plutôt comment des forces réactionnaires du complexe militaire, industriel, médiatique et du renseignement de l'impérialisme préemptent la résistance organique de la base à travers la création de contre-mouvements et de sous-cultures qui trompent, leurrent, démoralisent, découragent, divisent et défont tous les efforts entrepris pour briser le pouvoir du capital sur le travail, de la minorité sur la majorité. Quand l'intelligentsia organique occupera un espace public, produira une analyse concrète des classes et aura expulsé les réactionnaires gauchistes et bourgeois de nos universités, notre jeunesse pourra dormir la nuit et faire la révolution pendant la journée!

Vous avez été Charlie, êtes-vous Soros ?

Ces ONG, financées par un milliardaire américain, qui encouragent les migrants à s'installer dans l'UE - Atlantico

Ces ONG financées par un milliardaire américain qui chuchotent à l'oreille de l'Union européenne pour encourager les migrants à s'y installer

Alors qu'une grande crise migratoire traverse l'Europe depuis de longs mois, certaines ONG jouissent d'une influence non négligeable auprès des instances décisionnelles de l'Union européenne. Derrière plusieurs d'entre elles se cache l'ombre de George Soros, le spéculateur et philanthrope américain.

Atlantico : D'après vous, les ONG qui préconisent l'installation des migrants en Europe reçoivent leurs directives et leur financement du spéculateur américain George Soros et de l'Union européenne. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Bernard Carayon : Ce qu'il faut rappeler avant tout, c'est que l'Europe connaît un bouleversement humain, politique et social sans équivalent depuis 1945, avec l'arrivée de ce que l'on appelle les « migrants » dans notre novlangue collective : des étrangers en situation irrégulière et des réfugiés qu'on ne peut distinguer les uns des autres.

Une centaine d'ONG soutiennent l'installation de ces migrants en Europe. Un tiers d'entre elles sont subventionnées par l'Union européenne et par l'Open Society de George Soros. Le milliardaire spéculateur américain s'est fait connaître dans le passé pour avoir fait sauter la Banque d'Angleterre en 1992 et récupéré, au passage, plus d'un milliard de dollars, fait exploser les monnaies thaïlandaise et malaisienne en 1997, et spéculé contre le franc en 1993 ! Sa fortune est immense : près de 25 milliards de dollars ! Les revenus de ses capitaux ont été ou sont utilisés pour financer les « révolutions colorées » et des ONG, notamment pro-migrants : un milliard de dollars par an.

L'Open Society de George Soros et le think tank américain « Migration Policy Institute », domicilié à Washingthon D.C, ont par ailleurs publié en commun un rapport nommé « Accueillir l'engagement. Comment le sponsoring privé peut renforcer l'installation des réfugiés dans l'Union européenne ?« . Ce rapport se félicite que la Commission européenne ait encouragé l'appel aux sponsors privés et aux ONG pour réinstaller, hors-quotas, des migrants au sein des Etats-membres.

Autre élément : l'ONG PICUM, la « Plateforme pour la coopération internationale des sans-papiers », domiciliée à Bruxelles, exerce une influence considérable auprès des institutions européennes. Elle a produit récemment un guide à la suite de la directive de l'Union européenne « relative aux victimes », destiné à faire progresser l'accès à la protection, aux services, et à la justice des « migrants sans papiers ». Cette fois-encore, l'ONG est financée par l'Union européenne et par l'Open Society.

Troisième élément : l'ONG OXFAM, collaboratrice régulière de l'Open Society, finance avec cette dernière le mouvement « Y'en a marre » au Sénégal, qui est une tentative de « révolution colorée » dont Soros est coutumier ; Oxfam s'est investie aussi dans la lutte contre le charbon, à l'occasion de la COP 21, et est notamment financée par l'Union européenne, qui lui a versé 75,3 millions d'euros pour l'année 2013-2014.

Parmi tous les mauvais coups portés à la France – à l'industrie et aux banques françaises dans le passé –, OXFAM a exigé, dans son rapport « Solidarité avec le peuple syrien » d'octobre 2015, d'intensifier les programmes de réinstallation, critiquant la France parce qu'elle ne contribuait pas suffisamment à ces programmes, et a préconisé l'accélération des démarches pour les regroupements familiaux, l'accélération des modalités de parrainage communautaire ou des possibilités de bourse universitaire et de rémunération fondée sur le travail.

Un autre acteur du soutien aux immigrés est le réseau UNITED for Intercultural Action. Il est composé d'activistes d'extrême-gauche et notamment financé par le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et l'Open Society.

On ajoutera également que, parmi les principaux think tanks influents sur la question, lethink tank américain European Stability Initiative est en réalité l'inspirateur du plan Merkel d'octobre 2015. Ce plan préconise que l'Allemagne accueille davantage de migrants et les exempte de visas pour circuler librement.

Derrière cet obscur think tank, on retrouve encore une fois l'Open Society de Soros, le Rockefeller Brothers Fund et bien d'autres financeurs américains.

Tout nous ramène ainsi au même homme : George Soros, celui qui finance à la fois l'opération des Panama Papers (au travers de l'ICIJ et de l'OCCRP) et ces ONG. Ces ONG pèsent à leur tour sur les institutions européennes et les programmes gouvernementaux, comme en Allemagne, pour accueillir des étrangers en situation irrégulière.

Au fond, vous critiquez aussi le fait que l'Union européenne, elle-même influencée par les ONG, finance justement les mêmes ONG qui soutiennent les migrants. C'est un échange à circuit fermé en quelque sorte ?

Il y a une complicité intellectuelle et politique entre l'Union européenne et les ONG que je viens de citer. Toutes sont portées par une idéologie sans-frontiériste, l'Europe représentant un terrain de choix car ses institutions sont très perméables à leurs idées politiques.

Cette question du financement n'a pas encore été posée devant l'opinion publique : qui finance ces ONG ? Comment peut-on accepter qu'une institution européenne soutienne des opérations qui violent les lois et les règlements des Etats membres de l'Union ? Financer des activités illégales, avec l'argent du contribuable européen, est illégitime et illégal !

Je souhaite que, pour le temps de la crise du Proche-Orient, les politiques migratoires ressortent de la compétence des Etats-nations, puisque l'Union européenne a démontré son impuissance et s'absorbe dans des solutions scandaleuses.

Je suggère que les députés français des Républicains au Parlement européen demandent des comptes à la Commission. Qu'ils réclament des chiffres ! Combien les contribuables européens payent-ils pour soutenir des ONG qui préconisent l'installation chez nous, en Europe, d'étrangers en situation irrégulière ?

L'administration bruxelloise apparaît totalement décalée par rapport aux aspirations des peuples. Partout en Europe, elle suscite un rejet qui rejaillit sur la construction communautaire. Un sondage, paru début mars, montrait que 59% des Français étaient hostiles à l'accueil des migrants. Et pourtant, en dépit de la poussée des mouvements de contestation dans l'opinion, l'Union continue dans cette direction.

Le ministre de l'Immigration australien a accusé les ONG d'encourager les migrants à des actes désespérés pour imposer un changement de politique migratoire, suite au suicide d'un migrant. Pensez-vous que les ONG et les think tanks aient un dessein politique supérieur au rôle humanitaire proclamé ?

Nul ne peut dire que les ONG agissent plus pour des raisons humanitaires que politiques.

J'observe simplement que la plupart d'entre elles sont financées par George Soros et que ses préoccupations sont vraiment politiques. On l'a vu à l'œuvre en Crimée, en Ukraine, en Géorgie, cherchant sans cesse l'affrontement avec les Russes et entraînant l'Europe dans ses obsessions, au mépris de nos intérêts et de notre amitié historique avec la Russie.

Son projet politique est partagé par une kyrielle de mouvements d'extrême-gauche, rejetant les frontières. Son projet, c'est No borders !

Soros, qui est derrière l'affaire des Panama Papers, ne donne pas pour autant un exemple éthique dans la gestion de sa fortune personnelle. Celle-ci a longtemps été gérée à travers le Quantum Fund, créé en 1973 et domicilié aux îles Caïman et aux Antilles néerlandaises. Ce fond n'a plus, depuis 2011, qu'une seule activité : gérer le Soros Fund Management, créé en 1969, et astucieusement installé à New York.

Le Soros Fund Management, qui a le mérite, en apparence, d'être domicilié aux Etats-Unis, a changé de statut en 2011 au lendemain de l'adoption par les USA de la loi Dodd Franck Wallstreet Reform And Consumer Protection qui a imposé un plus grand contrôle des marchés financiers et donc des fonds spéculatifs. Soros Fund a alors été transformé en « family office« , qui est exclu des obligations de transparence ! Le statut très particulier de ces « family offices » a fait l'objet d'un lobbying effréné, à l'époque, de George Soros, sous prétexte que l'argent familial devait être géré librement par la famille. En résumé, le Soros Fund Management est installé aux Etats-Unis, bénéficie d'un statut opaque, mais est géré par un fond, le Quantum Fund,

domicilié dans des paradis fiscaux.

La Commission européenne propose une « contribution de solidarité » de 250 000 euros par réfugié pour contraindre les pays récalcitrants à l'accueil de réfugiés sur leur territoire : équivalent de leur suivi (éducation, logement, …) pendant 5 ans. Soit 50 000 euros par an. Pensez-vous qu'il y ait un décalage entre la cause des migrants et celle des Français dont le revenu de solidarité minimum est bien inférieur (socle du RSA : 6 288 euros par an) ?

C'est cela qui est scandaleux ! L'Union européenne se moque des travailleurs pauvres, issus des Etats de l'Union.

Je veux rappeler à nos bonnes consciences de gauche que le nombre de Français sans abris a progressé de 50% en 10 ans et de 84% à Paris, que le chômage des jeunes atteint en Europe 22%, près de 26% en France, alors que ces ONG exigent d'ouvrir le marché de l'emploi à ces migrants, négligeant les risques par ailleurs que représente leur infiltration par l'Etat islamique. D'ailleurs, puisque les ONG sont si promptes à agir avec tant d'énergie en faveur des migrants, je les invite à se mobiliser au service des SDF ou à rechercher l'accueil de leurs protégés auprès de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de l'Algérie.

Sans compter que l'Union européenne a promis 6 milliards d'euros à la Turquie pour qu'Erdogan conserve chez lui les réfugiés de la région. Et il en profite pour obtenir la libre circulation des Turcs en Europe alors que son pays ne respecte pas les valeurs de l'Europe comme la liberté d'expression. Atlantico 12.05

Propos recueillis par Clémence Houdiakova

Bernard Carayon est avocat et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris

En guise de complément.

On vous conseille la lecture de l'article en ligne sur le portail Arrêt sur Info : *L'ONG Avaaz : Duper les progressistes sur les guerres*

Avaaz revendique 43.1 millions de membres, alors qu'en réalité est membre quiconque a signé une fois une pétition Avaaz ! Extraits.

Avaaz a été créée en 2006 et lancée officiellement en 2007 par l'action civique MoveOn.org et le petit groupe mondial de défense beaucoup moins connu et qui lui est étroitement lié, Res Publica, Inc. Son important soutien financier est venu du philanthrope libéral George Soros et de ses fondations Open Society (alors appelé Open Society Institute).

Avaaz est organisée sous le nom de Fondation Avaaz, un groupe de pression à but non lucratif 501(c)(4), dont le siège est à Manhattan. Elle se décrit elle-même comme ayant «une simple mission démocratique : combler l'écart entre le monde que nous avons et celui que veulent la plupart des gens partout dans le monde».

Depuis environ 2010, l'organisation est considérée comme n'acceptant pas les donations d'entreprises ou de fondations – bien qu'elle ait reçu des subventions des fondations liées à George Soros au cours des trois années précédentes totalisant $1.1 million.

En réponse à notre demande sur le financement d'Avaaz et son lien, au début, avec Soros, la directrice de campagne Nell Greenberg a répondu :

«Nous avons reçu une aide au démarrage de l'Open Society Foundation de George Soros, mais pas après 2009. Aucune grande société, fondation ou membre du conseil n'a une influence sur les orientations ou les positions des campagnes de l'organisation. C'est extrêmement important de garantir que notre voix soit déterminée exclusivement par les valeurs de nos membres, et pas par un grand bailleurs de fonds ou un agenda quelconque.»

Avaaz a rapporté que la fondation est toujours composée des deux mêmes organisations membres – l'action civique MoveOn.org et Res Publica, Inc. (U.S.) — les groupes fondateurs originels.

Eli Pariser: président d'Avaaz et co-fondateur

En plus d'être un des fondateurs d'Avaaz et son président actuel, Pariser, basé à Brooklyn, a été un membre des conseils d'administration d'Access et du New Organizing Institute. Auteur à succès et ancien compagnon de l'Institut Roosevelt, Pariser a co-fondé et dirige la société de presse en ligne Upworthy. Actuellement, il est aussi membre du conseil consultatif des programmes étasuniens des fondations Open Society de George Soros.

Ricken Patel: directeur exécutif et co-fondateur d'Avaaz

Avant la fondation d'Avaaz en 2007, Ricken Patel, d'origine canadienne, était consultant pour un grand nombre d'organisations internationales bien implantées et sans but lucratif – l'International Crisis Group, les Nations Unies, la Fondation Rockefeller, la Fondation Gates, l'Université de Harvard, CARE International et l'International Center for Transitional Justice. En tant que directeur exécutif d'Avaaz depuis le début, Patel est le visage de l'organisation et il a été qualifié de «leader mondial de la protestation en ligne» par The Guardian.

Thomas Pravda: trésorier et co-fondateur d'Avaaz

Par deux de ses co-fondateurs – Tom Perriello et Thomas Pravda – Avaaz a des connexions dans les administrations gouvernementales des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Perriello (voir plus bas) est aujourd'hui envoyé spécial du Département d'Etat en Afrique pour la région des Grands Lacs et le Congo Kinshasa.

Pravda officie actuellement en tant que trésorier (non rémunéré) et est un des directeurs d'Avaaz, tout en occupant un poste de diplomate pour le ministère des Affaires étrangères pour le Royaume-Uni et le Commonwealth, communément connu sous le nom de Foreign Office. Il est aussi co-fondateur et dirigeant à Res Publica.

Comme le Foreign Office est «responsable d'assurer la protection et la promotion des intérêts britanniques dans le monde», cela pourrait ouvrir des possibilités de conflit d'intérêts par rapport aux relations étrangères et aux questions militaires du Royaume-Uni et des Etats-Unis qui pourraient être traitées par Avaaz. Cela peut inclure la défense par l'organisation d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie, à laquelle tant les Etats-Unis que le Royaume-Uni pourraient s'attendre à participer. Notre enquête, cependant, n'a trouvé aucun exemple de quiconque soulevant une question précise sur le double rôle de Pravda en tant que diplomate britannique et directeur d'Avaaz, mais cette relation semble à première vue problématique.

La biographie fournie par Pravda lui-même montre qu'il a travaillé pour le Foreign Office depuis octobre 2003 et pour Avaaz depuis 2006, et qu'il a aussi été conseiller du Département d'Etat américain en 2009 et 2010 par rapport à la République démocratique du Congo.

Dans ses missions diplomatiques, Pravda a travaillé sur la politique du commerce et du développement de l'Union européenne, en tant que conseiller auprès du Représentant spécial pour le changement climatique, et en tant que représentant diplomatique du Royaume-Uni à Goma, en République démocratique du Congo. Il a aussi été consultant sur des questions de politique, de sécurité, de recherche et de défense pour des institutions comme le Département d'Etat américain, le Programme de développement des Nations Unies, l'International Center for Transitional Justice et Oxford Analytica.

Ben Brandzel: secrétaire et co-fondateur d'Avaaz

En plus d'œuvrer actuellement comme secrétaire (non rémunéré) d'Avaaz, Ben Brandzel est fondateur et directeur d'OPEN (Online Progressive Engagement Network), décrit comme une alliance des principales organisations militantes numériques nationales. À part être un membre fondateur du conseil de direction et militant chevronné d'Avaaz, Brandzel est le conseiller en chef pour les groupes membres d'OPEN au Royaume-Uni, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Irlande. Il a aussi été le premier directeur des revendications pour MoveOn.org et, en 2009-2010, il a dirigé les campagnes dans les nouveaux médias et de recherche de fonds pour le président Obama pendant la campagne sur la réforme de la santé. Il écrit souvent sur l'organisation numérique et la construction du mouvement transnational.

Tom Perriello: co-fondateur d'Avaaz

Si je devais nommer un suspect principal parmi les fondateurs d'Avaaz comme architecte de la défense d'une zone d'exclusion aérienne en Libye et en Syrie, ce serait Tom Perriello. Plus lié que quiconque à Avaaz depuis ses premiers jours, Perriello, depuis qu'il a quitté l'organisation – d'abord pour le Congrès puis pour le monde des cercles de réflexion avant de rejoindre le Département d'Etat américain – s'est révélé être un défenseur fiable de la guerre : pour poursuivre la guerre en Afghanistan, pour bombarder la Libye et renverser Kadhafi et pour prendre des mesures militaires en soutien aux rebelles syriens et chasser Assad du pouvoir.

Perriello défend la cause de l'intervention humanitaire et a salué les bombardements de l'Otan en Libye – avant la victoire des USA/Otan là-bas et avant que le pays aille par la suite en enfer – comme un exemple excellent de la manière dont cette approche peut réussir.

Selon une biographie en ligne, en 2002-2003 Perriello était conseiller spécial du procureur international du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, puis a été consultant pour l'International Center for Transitional Justice au Kosovo (2003), au Darfour (2005) et en Afghanistan (2007). En 2004, il a co-fondé Res Publica avec Patel et Pravda. Perriello a aussi participé à la Fondation Century et il est un co-fondateur de DarfurGenocide.org. Il a dit dans sa biographie en ligne qu'il avait «passé une grande partie de sa carrière à travailler en Afrique de l'Ouest et au Moyen-Orient afin de développer des stratégies pour une paix durable, et qu'il était impliqué dans les processus de paix qui ont contribué à mettre fin aux guerres civiles en Sierra Leone et au Libéria».

Démocrate, Perriello a été élu au Congrès du 5e district de Virginie en 2008. (Il ressort de la déclaration que nous avons reçue d'Avaaz que si Perriello a quitté l'organisation en décembre 2009, il est resté au conseil de direction d'Avaaz pendant sa première année au Congrès.)

Pendant son unique mandat, Perriello a été un ardent partisan de la guerre mondiale contre le terrorisme, des crédits militaires pour poursuivre les guerres étasuniennes et du maintien de troupes américaines en Afghanistan et au Pakistan.

Battu en 2010 alors qu'il se présentait à l'élection, Perriello a continué à servir en tant que président et directeur général du Center for American Progress Action Fund [un centre de réflexion, NdT] et également comme conseiller au Center for American Progress, un cercle de réflexion qui soutient le Parti démocrate. De 2014 à aujourd'hui, il a travaillé avec le Département d'Etat, d'abord comme Représentant spécial du Secrétaire d'Etat pour la Revue quadriennale de la diplomatie et du développement, et depuis l'été dernier comme envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands Lacs et le Congo-Kinshasa. Bien qu'on dise qu'il n'y est pas impliqué actuellement, sa philosophie de l'intervention humanitaire semble bien se porter dans Avaaz, avec ses appels à des zones d'exclusion aériennes en Libye et en Syrie.

Dans cet extrait de son article de 2012 sur les interventions humanitaires, Perriello semble absolument désireux d'envoyer des bombes partout où sont commises des atrocités flagrantes et où des êtres humains souffrent. Et ceci, comme l'écrit Perriello, donnerait aux «progressistes l'occasion […] d'étendre le recours à la force pour faire avancer des valeurs essentielles».

Ensuite, deux paragraphes de l'article de Perriello donnent toute sa saveur à la philosophie de l'intervention humanitaire qu'il promeut.

«Des développements opérationnels depuis la fin de la Guerre froide ont considérablement amélioré notre capacité à mener des opérations militaires intelligentes, limitées dans le temps et leur portée et employant une force précise et écrasante», a écrit Perriello. «Cela représente pour les progressistes une chance – qu'on a trop souvent vue comme une malédiction – d'étendre le recours à la force pour faire avancer des valeurs essentielles.

» Nos capacités techniques, qui vont de la précision des systèmes de renseignement aux armes intelligentes, nous permettent maintenant des opérations auparavant impossibles. Aujourd'hui, nous avons la capacité de conduire des missions depuis les airs qui, historiquement, auraient requis des troupes au sol. Et nous possédons une capacité certes imparfaite, mais très améliorée, de limiter des dommages collatéraux, y compris les victimes civiles. Entre autres choses, cela signifie qu'il est possible d'atteindres les mêmes objectifs avec moins de bombes, et de premières estimations suggérent que la campagne aérienne en Libye a nécessité un tiers des sorties par rapport à celles qui étaient nécessaires dans les précédentes guerres aériennes…

» Nous devons réaliser que la force armée n'est qu'un élément dans une stratégie de sécurité nationale et de politique étrangère. Nous devons accepter la réalité – qu'on accepte ou non ses mérites – que d'autres pays ont tendance à percevoir nos motifs comme relevant davantage de nos intérêts que fondés sur des valeurs. Mais dans un monde où existent des atrocités épouvantables et de graves menaces, et où le Kosovo et la Libye ont modifié notre compréhension de ce qui est possible aujourd'hui, le développement de cette nouvelle génération de puissance peut être vu comme une occasion unique dans l'Histoire de réduire la souffrance humaine.»

Imaginez le culot de ces autres pays dont parle Perriello – qui ne parviennent pas à voir que les Etats-Unis s'engagent généreusement dans des bombardements fondés sur des valeurs : des bombes pour un monde meilleur.

Andrea Woodhouse: co-fondatrice d'Avaaz

Elle a travaillé pour la Banque mondiale et les Nations Unies et a été une fondatrice du programme Justice pour les pauvres de la Banque mondiale.

Jeremy Heimans: co-fondateur d'Avaaz

En plus d'être un co-fondateur d'Avaaz, Heimans a co-fondé Purpose en 2009, un groupe militant qui a lancé plusieurs nouvelles organisations importantes, dont All Out, un groupe de défense des droits LGBT riche de deux millions de membres.

David Madden: co-fondateur d'Avaaz

David Madden, un autre co-fondateur d'Avaaz, est un ancien officier de l'armée australienne et employé de la Banque mondiale et des Nations Unies. Il a co-fondé GetUp avec Jeremy Heimans. Madden a travaillé pour la Banque mondiale au Timor Leste, et pour les Nations Unies en Indonésie.

Le rôle de George Soros dans les premières années d'Avaaz

Ces dernières années, divers blogueurs sur internet ont demandé si Avaaz faisait en quelque sorte le jeu du philanthrope George Soros et de ses fondations Open Society, ou du gouvernement des Etats-Unis (ou de parties de celui-ci).

Il n'y a aucun doute qu'il y a eu des liens étroits entre Avaaz et Soros et ses organisations aux premiers jours d'Avaaz, mais de quelle manière – si c'est le cas – cela se traduit-il aujourd'hui ? Comme noté plus haut, dans l'une de mes rares questions auxquelles Avaaz a répondu directement, il y avait la reconnaissance d'une «aide financière au démarrage» de Soros, mais un démenti de toute implication persistante avec l'organisation.

Parmi tous les individus ou organisations extérieures à la structure d'Avaaz, cependant, les fondations de Soros ont joué le rôle le plus important pour aider Avaaz à décoller avec des subventions généreuses. En plus, l'Open Society Institute (le nom précédent des Fondations Open Society) ont servi de partenaire fondateur d'Avvaz dans des campagnes d'intérêt commun, et plus particulièrement en lien avec le Mouvement pour la démocratie en Birmanie.

Avaaz a toujours un lien avec Soros – notamment, comme indiqué plus haut, par Eli Pariser qui siège dans un conseil consultatif d'Open Society. Et tous les deux, Avaaz et Soros, semblent partager une antipathie pour ce qu'ils qualifient d'agression russe, comme l'illustrent parfois les déclarations exagérées d'Avaaz sur la Russie en Syrie. (Par exemple, comme indiqué dans notre précédent article, Ricken Patel tient le gouvernement de Poutine pour responsable de complicité avec le gouvernement d'Assad dans la «coordination des atrocités» et «les assassinats ciblés de journalistes» au début de 2012. Voir aussi cette publication d'Avaaz du 30 septembre 2015, qui utilise des preuves fragiles pour accuser les avions russes de bombarder délibérément des quartiers civils.)

Les dons des Fondations Soros

Sur une période de trois ans débutant en 2007, les fondations de Soros – soit directement soit par Res publica – ont donné à Avaaz $1.2 million au total. En 2007, l'Open Society Institute a donné $150,000 à Res Publica pour le soutien général à Avaaz et $100,000 pour son travail sur le changement climatique.

En 2008, l'Open Society Institute a encore donné un total de $250,000 à Res Publica — dont $150,000 de nouveau pour le soutien général à Avaaz et les $100,000 restants pour son travail sur le changement climatique. L'année suivante, Soros a même été plus généreux. Dans le Form 990 qu'il a rempli pour 2009, sa Fondation pour promouvoir une société ouverte (Foundation to Promote Open Society) indique (page 87) avoir donné au total $600 000 à Res Publica à l'usage d'Aavaz – $300 000 pour le soutien général et $300 000 pour sa campagne sur le climat.

Avaaz a renforcé ses liens avec l'organisation de Soros en 2008 en choisissant ce qui s'appelait alors l'Open Society Institute (OSI) comme son partenaire de fondation pour superviser les quelque $325 000 de dons qu'Avaaz avait reçus de ses membres – en quatre jours seulement – pour soutenir le Mouvement pour la démocratie en Birmanie.

Avaaz a dit qu'elle se liait avec OSI – «l'une des fondations les plus grandes et les plus respectées dans le monde – dans le but qu'OSI surveille ses subventions et ses dépenses».

Qui incarne la violence, qui en est responsable ?

Valls a déclaré après avoir annoncé le recours à l'article 49.3 de la Constitution antidémocratique de la Ve République pour faire passer en force la loi Travail, que ceux qui exigent son retrait "jouent le coup de force contre la légitimité de nos institutions", alors que ce soit dans les urnes ou dans la rue elles, le chef de l'Etat et son gouvernement sont ultra minoritaires, illégitimes. Par conséquent, si quelqu'un a décidé de recourir à un "coup de force" provovateur qui ne peut qu'alimenter la violence, c'est bien le gouvernement, et non les travailleurs et les étudiants qui forts du soutien de 75% de la population incarnent la démocratie et tentent par tous les moyens à leur disposition de la faire respecter.

Et quelques jours plus tard, Cambadélis dans une lettre aux autres dirigeants de partis "républicains" et d'organisations syndicales a déclaré, que l'exaspération des travailleurs et particulièrement des étudiants qui peut prendre une tournure violente face à ce déni de démocratie intolérable, constituait "une atteinte à la démocratie" que le PS et le gouvernement se sont appliqués à piétiner systématiquement depuis mai-juin 2012, et qu'ils en portaient l'entière responsabilité avec les partis officiels de la droite et de l'extrême droite, ainsi que le Medef et les syndicats jaunes qui y sont associés. (source : AFP 14.05)

Manifestations interdites, que craignent-ils vraiment?

- Le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve : « Rennes et Nantes n'ont pas vocation à devenir un champ de bataille pour casseurs, animés par la haine de l'Etat et de la République. »

- Le préfet délégué de la zone de défense et de sécurité ouest Patrick Dallennes : « On oublie complètement les revendications

contre la loi travail, c'est de la violence contre l'économie, les institutions. » lemonde.fr 13.05

Haine de l'Etat des capitalistes et de la République des oligarques, violence contre l'économie néolibérale, les institutions antidémocratiques de la Ve République, cela nous semble tout à fait légitime a priori. Mais cette violence est inutile et contre-productive, voire nuisible quand elle n'est pas le produit de la radicalisation politique du prolétariat qui la condamnera.

- "Tous ceux qui disent qu'il y a de la complaisance à l'égard des casseurs, soit en laissant penser qu'il y a des instructions pour organiser des tensions sont des irresponsables qui manipulent et qui mentent."

Bernard Cazeneuve, invité du journal de 20 heures de France 2, vendredi 13 mai. Francetv info 13.05

La pire des complaisances consisterait à vous croire !

Profession : provocateurs et miliciens de la pensée néolibérale.

- Audrey Azoulay dénonce un ordre moral "nauséabond" - Reuters

La ministre de la Culture Audrey Azoulay a dénoncé samedi un ordre moral "nauséabond" après les pressions qui ont conduit à l'annulation d'un concert du rappeur Black M dans le cadre de la cérémonie de commémoration du centenaire de la bataille de Verdun. "Hier Reuters

- Loi Travail: Cambadélis appelle partis et syndicats à "condamner la violence" - AFP

Le patron du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a appelé les dirigeants de partis et de syndicats à "condamner la violence et les attaques de permanences de députés" à l'occasion de la contestation de la loi Travail, selon un communiqué du PS samedi. AFP

Qui a dit ?

Imposture grotesque. Retour à l'envoyeur ou délire mystificateur.

- "Ils ont le cynisme des apostats, l'arrogance des traîtres ; ils exsudent le mépris du peuple. Chez eux, point de scrupules, ni de honte. A l'époque de la guerre de libération algérienne, ils voulaient liquider « la racaille ». Après la Libération, ils sortirent les chars contre les mineurs. Sans parler de la « Non intervention » lors de la Guerre d'Espagne. Ont-ils vraiment été un jour véritablement « de gauche » ? "

Réponse : L'universitaire et stalinien de choc Jean Ortiz dans un article publié par Le Grand Soir.

Le plus fort, c'est qu'ils caractérisaient de gauche le PS dans le passé ! L'art du stalinien, c'est de réécrire l'histoire et particulièrement la sienne.

C'est bien Thorez qui avait balancé "il faut savoir terminé une grève", "la grève est l'arme des trusts" ou "un seul Etat, une seule armée, une seule police"... des capitalistes, alors fermez-là ! Quand on jugera les négationnistes d'extrême droite, on ne vous oubliera pas.

On a mis en ligne dans une ou deux causeries des articles du PCF des années 50, qui témoignaient qu'il était sur une position coloniale, comme le PS. Ce sont les staliniens qui ont saboté la révolution espagnole. De quels "chars" voulaient-ils parler, en Hongrie, en Tchécoslovaquie ? Le reste est à l'avenant.

En famille tous les coups sont permis...

- Loi travail : Martine Aubry juge le recours au 49-3 « pas acceptable » - LeMonde.fr

La maire de Lille écrit, dans une lettre aux militants PS du Nord, qu'il était possible de parvenir à un « accord collectif pendant le débat à l'Assemblée ». LeMonde.fr

- Un frondeur PS veut faire citer Valls comme "témoin" devant la Haute autorité du parti - AFP

Le "frondeur" PS Pascal Cherki a accusé vendredi Manuel Valls de préconiser "une scission" au sein du PS et envisage de faire citer le Premier ministre comme témoin devant la Haute autorité éthique du PS. AFP

- Loi Travail : une nouvelle motion de censure possible - Francetv info

Comme l'explique Caroline Motte, en direct de l'Assemblée nationale, "La loi Travail a encore un long chemin parlementaire devant elle. Le texte sera examiné par le Sénat le 15 juin, pour revenir à l'Assemblée pour une adoption définitive certainement en juillet."

On peut déjà supposer que l'adoption du texte passera par une nouvelle utilisation de l'article 49.3. Le gouvernement peut donc craindre une nouvelle motion de censure de gauche, alors que la mobilisation populaire se radicalise. "Tensions au sein des rassemblements, tensions au sein de la majorité. D'ailleurs, les 28 députés socialistes qui étaient prêts à censurer le gouvernement sont aujourd'hui menacés de sanctions", complète la journaliste. Francetv info 13.05

Le gouvernement Hollande-Valls-Macron était d'extrême droite.

- Les encombrants et inattendus soutiens d'Emmanuel Macron - lexpress.fr

Son libéralisme, ses positions et son charisme séduisent jusqu'aux tréfonds de la droite la plus dure. En rendant hommage à Jeanne d'Arc, Emmanuel Macron a encore enchanté des soutiens parfois embarrassants.

Emmanuel Macron n'en finit plus de se découvrir de nouveaux amis. Les récents agissements du ministre de l'Economie jettent une lumière crue sur certains soutiens, d'un genre encombrant.

Le directeur de Valeurs actuelles

Derniers lauriers en date, ceux d'Yves de Kerdrel, directeur de l'hebdomadaire Valeurs actuelles. Sur Twitter, il épaule le ministre trentenaire dont il estime qu'il est "injustement attaqué". "Il incarne le renouveau des idées dont la France a besoin", gazouille l'ancienne plume du Figaro. Un soutien qui fait tache, pour un hebdo ancré à droite, réputé pour ses couvertures outrancières. (...)

Il séduit les ultrasarkozystes de la Droite forte

Dans les rangs de la Droite forte, le courant ultrasarkozyste du parti Les Républicains (LR), le sourire de Macron séduit également. Son plus net appui? Sans doute Geoffroy Didier, cofondateur de cette officine de la Sarkozie. "Il est devenu le fantasme de la droite alors qu'il est depuis toujours ancré à gauche", assène le candidat à la primaire des Républicains, dans la revue trimestrielle Charles.

A droite, les actes politiques du Monsieur économie de François Hollande font mouche. Le parti LR a amplement soutenu la loi Macron. Par posture ou par conviction, d'aucuns l'ont trouvée "insuffisante" sans se priver de voter pour, tel Hervé Mariton. Outsider de la primaire, Bruno Le Maire n'a lui jamais camouflé sa sympathie à l'égard du poulain de François Hollande.

Qui plus est, Macron serait une prise de choix pour LR. Narquois, Nicolas Sarkozy l'invite à aller "au bout de ses idées" et à quitter la tutelle de Hollande, de sorte à venir engrosser les rangs du parti. "Soit Emmanuel Macron pense ce qu'il dit et il doit quitter le gouvernement et nous rejoindre, soit il n'en pense pas un mot, et il avoue qu'il a menti", tente ainsi l'ancien chef de l'Etat en septembre, après qu'Emmanuel Macron a remis en cause le statut des fonctionnaires. Dans un Talk du Figaro, Geoffroy Didier réitère, et l'appelle lui aussi à "se libérer de François Hollande", voyant dans cette hypothétique recrue "quelqu'un d'enfin pragmatique avec une liberté de ton".

Jusqu'à l'extrême droite dure

Ces parrainages ennuyeux traversent toutes les cloisons du spectre politique. Jusqu'à la figure de l'extrême droite radicale, Henry de Lesquen, ubuesque candidat pour 2017, qui l'a encensé son tour. "Macron n'est pas si mauvais", s'enthousiasme le fondateur du club de l'Horloge, qui a coutume de se décrire comme un "national-libéral". "Sa critique du 'capitalisme naïf' est légitime.

L'hommage à Jeanne d'Arc, la fibre nationale

Point d'orgue de ces ralliements, l'hommage qu'a délivré Macron samedi à Jeanne d'Arc à Orléans, et qui a déboussolé les observateurs. Une mue? D'ordinaire, la pucelle est louée par les nationalistes et le Front national. Yves de Kerdrel, de Valeurs actuelles, affirme lui avoir soufflé quelques billes. lexpress.fr 13.05

Avant l'accouchement du gouvernement despotique de l'oligarchie mondiale, la phase de travail s'avère plus "dure" et plus longue que prévue.

- TTIP: Bruxelles "travaille dur" pour faire aboutir la négociation mais sous conditions (Malmström) - AFP

La Commission européenne "travaille dur" pour voir aboutir sous l'administration Obama la négociation avec les Etats-Unis sur le traité de libre-échange TTIP (ou Tafta), mais le contenu de l'accord importe davantage que le respect du calendrier, a affirmé vendredi la commissaire au Commerce.

Les 28 ministres du Commerce extérieur de l'UE se sont réunis vendredi à Bruxelles pour discuter de ce projet d'accord de libre-échange transatlantique.

"Nous travaillons aussi dur que possible, mais bien sûr il faut que cela soit un bon accord, et donc le contenu est plus important que la rapidité", a souligné la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström, rappelant qu'un prochain round de négociations, le 14e, était prévu en juillet à Bruxelles.

Dans cette négociation, a-t-elle poursuivi, "nous devons nous assurer que nous n'abaissons pas nos normes, que nous avons une coopération sur le développement durable, une protection de nos indications géographiques".

Avec le TTIP, en discussion depuis 2013, l'UE et les Etats-Unis veulent éliminer leurs barrières douanières et règlementaires. Mais les sujets de dissensions ne manquent pas, tant sur l'ouverture des marchés que sur le principe de précaution ou les modalités du mécanisme de protection des investisseurs voulu par Washington.

En somme un "bon accord" devra "respecter nos lignes rouges, bien sûr, mais aussi nos priorités", et "nous donner le sentiment que les pays membres (de l'UE) l'entérineront", a dit la commissaire suédoise pour qui la question de l'accès des entreprises européennes aux marchés publics américains restait une des plus problématiques dans la négociation.

"Nous cherchons à progresser là-dessus avant d'entrer dans la négociation finale", a ajouté Mme Malmström. En ce sens, les prochains mois seraient "cruciaux", a prévenu la présidence néerlandaise de l'UE.

Les 28 Etats membres ont certes reconnu vendredi que "des progrès importants ont été accomplis dans les derniers mois, mais aussi qu'il reste beaucoup à faire avant que les négociations politiques puissent sérieusement démarrer", a souligné Lilianne Ploumen, ministre néerlandaise du Commerce extérieur.

De nombreuses voix dans l'UE, provenant notamment de grands Etats membres comme l'Allemagne et la France, se sont élevées récemment contre le manque supposé de concessions de la part des Américains, rendant très incertaine la perspective d'une négociation achevée avant la fin du mandat de Barack Obama, en janvier prochain.

"A ce stade, la France dit non dans l'étape que nous connaissons des négociations commerciales internationales", avait affirmé le 3 mai le président socialiste français François Hollande.

Les Etats-Unis n'ont fait "pratiquement aucune concession sérieuse" dans les discussions, a déploré quelques jours plus tard le ministre allemand de l'Agriculture, le conservateur Christian Schmidt. AFP 13.05

Sous l'emprise de la propagande de guerre et de la xénophobie orchestrée par l'OTAN.

- L'Ukraine bat la Russie à l'Eurovision - AFP

L'Ukraine a remporté le concours Eurovision de la chanson dans la nuit de samedi à dimanche à Stockholm, devant l'Australie, préférée par les jurys professionnels, et devant le favori des parieurs, la Russie. AFP

- Eurovision : regardez la prestation de Jamala, la gagnante ukrainienne - Francetv info

La représentante de l'Ukraine a remporté le concours avec "1944", un titre qui évoque l'histoire de son arrière-grand-mère et la déportation par Staline des Tatars de Crimée. Francetv info

Bienvenue en oligarchie.

- Comment représenter le monde complexe du capitalisme au cinéma? - Slate.fr

- Bienvenue dans l'ère des vaches à lait transgéniques

Un groupe de scientifiques est parvenu à créer des vaches sans cornes. Qui pourraient bientôt remplacer toutes nos vaches.Vous ne le saviez peut-être pas, mais en France, on coupe les cornes de la plupart des vaches. Pour une raison simple: la sécurité de l'éleveur et des animaux. Slate.fr

- Ordination de femmes diacres: le pape lève un premier tabou

François bouscule, une fois de plus, les conservatismes qui paralysent son Eglise divisée.Une révolution se prépare à la tête de l'Eglise catholique: l'accès des femmes à l'ordination sacrée! Slate.fr

- Au Japon, les femmes enceintes luttent contre «le harcèlement à la démission»

Le phénomène, appelé «matahara», touche une femme sur cinq dans l'archipel. «J'ai annoncé ma grossesse au travail, deux semaines plus tard j'ai reçu un avis de licenciement pour mauvaise attitude au travail.» Slate.fr

- Comment Daech imprime sa marque sur la société française

Un essai signé Jérôme Fourquet et Alain Mergier analyse comment les Français ont vécu l'année 2015, avec l'idée de jauger le seuil de résistance à la tentation sécuritaire de la partie la plus «ouverte» de la population.«Fluctuat nec mergitur». Slate.fr

- Et si la France devenait un pays d'accueil pour les jeunes?

Cette perspective ambitieuse est susceptible de mobiliser l'opinion. Mais pour la porter, il faut un homme d'État.Si vous avez entre 15 et 24 ans, vous appartenez à une population de 8 millions de jeunes français. Aujourd'hui, dans notre beau pays, un sur quatre parmi vous est au chômage... Slate.fr

- Pour faire oublier les Ouïghours, la Chine construit un Disney musulman

Malgré sa répression d'une ethnie musulmane dans le Xinjiang, la Chine ouvre un parc à thèmes musulman afin de promouvoir sa vision de l'Islam.La Chine aime les paradoxes. Elle peut très bien étouffer les revendications d'une ethnie musulmane et en encourager une autre. Slate.fr

- Pourquoi Facebook a décidé d'ajouter une supervision humaine à ses contenus populaires

Au commencement était l'algorithme.Facebook se serait probablement passé de cette polémique. Ce 9 mai, le site Gizmodo a accusé le réseau social «de ne pas mentionner des sujets sur des personnalités conservatrices alors que l'algorithme indiquait qu'ils étaient populaires»... Slate.fr

- Suicide d'Océane sur Periscope: quelle responsabilité pour les internautes?

La jeune femme âgée de 19 ans a brutalement mis fin à ses jours mardi 10 mai devant un millier d'internautes, qui regardaient son live sur Periscope. Slate.fr

- Trois dessins suffisent à révolutionner les publications scientifiques

La structure Center for Open Science est en train d'imposer la transparence comme une norme parmi les chercheurs américains. C'est en soulignant les bons comportements qu'on les favorise. Ce concept issu de la psychologie est aussi simple que connu. Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

1.1- Au Venezuela, le président Maduro déclare l'état d'urgence en raison de menaces lemonde.fr

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a déclaré vendredi 13 mai l'état d'urgence pour une durée de 60 jours, en raison de ce qu'il a qualifié de complots venant des Etats-Unis et de l'intérieur du pays pour renverser son gouvernement. Le chef de l'Etat n'a

pas donné de précision sur le contenu de cette mesure.

Pour lui, la mise à l'écart de la présidente brésilienne Dilma Rousseff par le Sénat cette semaine est le signe qu'il est le prochain sur la liste. « Washington s'active, à la demande de la droite fasciste vénézuélienne, qui se sent enhardie par le coup d'Etat au Brésil », a déclaré vendredi l'ancien dirigeant syndical de 53 ans dans un discours télévisé.

Les relations entre Washington et Caracas sont tendues depuis des années, particulièrement depuis le soutien des Etats-Unis à une tentative de putsch manquée contre Hugo Chavez en 2002. Le Parti socialiste au pouvoir est par ailleurs un allié de longue date du Parti des travailleurs de Dilma Rousseff, et le départ de cette dernière achève d'isoler Maduro. lemonde.fr 13.05

1.2- Venezuela: le président ordonne la saisie des usines "paralysées par la bourgeoisie"

Le président du Venezuela Nicolas Maduro a ordonné samedi la saisie des usines "paralysées par la bourgeoisie" et l'emprisonnement des entrepreneurs accusés de "saboter le pays", après avoir décrété la veille l'état d'exception, tandis que l'opposition a mis en garde contre un risque d'"explosion".

"Dans le cadre de ce décret en vigueur (...), nous prenons toutes les mesures pour récupérer l'appareil productif qui est paralysé par la bourgeoisie (...) Quiconque veut arrêter (la production) pour saboter le pays devrait partir et ceux qui le font doivent être menottés et envoyés à la PGV (Prison générale du Venezuela)", a déclaré M. Maduro devant des milliers de ses partisans dans le centre de Caracas.

"Usine arrêtée, usine remise au peuple !" (...) Vous allez m'aider à récupérer toutes les usines paralysées par la bourgeoise", a-t-il poursuivi.

Nicolas Maduro a par ailleurs annoncé avoir ordonné pour le 21 mai "des exercices militaires nationaux des Forces armées, du peuple et de la milice pour nous préparer à n'importe quel scénario" envisageable.

Il a à cet égard assuré que son homologue colombien Alvaro Uribe avait "appelé à une intervention armée", au cours d'une rencontre à Miami avec des dirigeants de l'opposition vénézuélienne. Y était aussi présent Luis Almagro, le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), dont il affirme qu'elle est au service des Etats-Unis qu'il soupçonne de vouloir "en finir avec les courants progressistes en Amérique latine".

Vendredi, le président socialiste vénézuélien avait annoncé qu'il décrétait l'"état d'exception et d'urgence économique" afin de "neutraliser et mettre en échec l'agression extérieure".

L'opposition a de son côté averti samedi du risque d'"explosion" au Venezuela si elle ne parvenait pas à organiser un référendum pour révoquer le chef d l'Etat.

"Si vous verrouillez la voie démocratique, nous ne savons pas ce qui peut se passer dans ce pays. Le Venezuela est une bombe qui peut exploser à tout moment", a lancé le chef de l'opposition Henrique Capriles, appelant "tout le peuple à se mobiliser" pour obtenir le renvoi de M. Maduro.

Il s'exprimait devant des milliers de personnes venues manifester dans l'est de Caracas à l'appel de la coalition d'opposition de la Table pour l'unité démocratique (MUD), majoritaire au Parlement.

Le décret sur l'état d'exception, qui n'a toujours pas été publié, étend et proroge "pour les mois de mai, juin, juillet" un précédent "décret d'urgence économique", en vigueur depuis la mi-janvier et qui expirait samedi.

Il "sera étendu constitutionnellement pendant l'année 2016 et certainement pendant l'année 2017 afin de récupérer la capacité de production du pays", a ajouté le chef de l'Etat qui n'a pas précisé si l'état d'exception impliquait une restriction des droits civils.

Cette mesure a été prise pour "déstabiliser le pays et empêcher le référendum", a pour sa part dénoncé l'opposition.

L'"urgence économique" autorise le gouvernement à disposer des biens du secteur privé pour garantir l'approvisionnement des produits de base, ce qui, selon ses détracteurs, ouvre la voie à de nouvelles expropriations.

Le Venezuela, dont les réserves de pétrole sont les plus importantes du monde, est touché de plein fouet par la chute des cours du brut, dont il tire 96% de ses devises.

Il a enregistré en 2015 une hausse des prix de 180,9% et un recul du PIB (de 5,7%), pour la deuxième année consécutive.

S'ajoutant à l'effondrement économique, il est en proie à un bras de fer entre un gouvernement chaviste (du nom du défunt président Hugo Chavez, 1999-2013) et un Parlement aux mains de l'opposition.

La crise politique s'est accentuée depuis que l'opposition a collecté début mai 1,8 million de signatures en faveur du référendum pour révoquer Nicolas Maduro, qu'elle souhaite organiser d'ici à fin 2016.

La question du calendrier est cruciale : si le référendum survenait avant le 10 janvier 2017 et si le "oui" l'emportait, le Venezuela irait droit vers de nouvelles élections.

Mais à partir du 10 janvier, tout référendum couronné de succès ne conduirait qu'à une chose : le remplacement de M. Maduro par son vice-président Aristobulo Isturiz, membre du même parti.

Elu en 2013 pour un mandat de six ans, Nicolas Maduro est aujourd'hui très impopulaire puisque, d'après un récent sondage, 68% des Vénézuéliens souhaitent son départ et l'organisation de nouvelles élections.

Il accuse quant à lui l'opposition de vouloir perpétrer un "coup d'Etat", à l'image de ce qui, assure-t-il, s'est produit au Brésil, où la présidente de gauche Dilma Rousseff a été écartée du pouvoir par le parlement dans l'attente de son procès en destitution.

Selon le Washington Post, des responsables des services de renseignement américains estiment que le gouvernement vénézuélien pourrait être renversé par une insurrection populaire cette année.

Les Etats-Unis considèrent avoir peu d'influence sur le cours des événements au Venezuela et redoutent par dessus tout un effondrement de ce pays, écrit ce quotidien, qui fait état de la déception américaine face à une opposition vénézuélienne indisciplinée et divisée. AFP

Commentaire d'un internaute.

- "L'article entretient la confusion entre "Etat d'urgence économique", "Etat d'urgence", "Etat d'exception", pour faire croire que Maduro veut suspendre les libertés démocratiques au Venezuela, ce qui n'est pas le cas.

Ces mesures sont bien économiques et visent à faire face au pétrole bas et aux sanctions imposées par les Etats-Unis. Le reste relève du fantasme."

2- Brésil: des ministres riches, blancs et en délicatesse avec la justice AFP

Les 24 ministres du nouveau gouvernement brésilien auront sûrement bien des choses à se dire, compte tenu de leurs points communs : ils sont tous des hommes, blancs, conservateurs, et beaucoup ont des ennuis avec la justice.

Choisis par le président intérimaire Michel Temer, monté au pouvoir après la suspension jeudi de Dilma Rousseff, ils affichent un profil quasi-identique, qui tranche avec la diversité d'un pays continent de 204 millions d'habitants.

Sur le front de l'honnêteté, la tâche s'annonce plus difficile : au moins trois membres du gouvernement sont cités dans l'enquête Petrobras, dont Romero Juca, ministre-clé en charge de la Planification.

Trois autres font l'objet d'une enquête, selon le site spécialisé Congresso em Foco, tandis que deux ministres sont les fils d'hommes politiques cités dans le scandale Petrobras.

Et après un gouvernement mené par la première femme présidente du Brésil, l'équipe de Temer donne une étrange impression de retour en arrière : pas de femme, pas de Noir, pas de profil proche des classes pauvres.

Certains ministres semblent même avoir été choisis pour insister sur le virage conservateur : c'est le cas de celui de l'Agriculture, Blairo Maggi, surnommé "le roi du soja" et critiqué par Greenpeace comme l'un des plus grands responsables de la déforestation en Amazonie.

Le titulaire de l'Industrie, Marcos Pereira, est un pasteur évangélique qui avait même été envisagé pour les Sciences, une perspective qui avait suscité les protestations de la communauté scientifique.

Que dire, enfin, du ministre de la Justice, Alexandre de Moraes, jusqu'à présent chef de la sécurité à Sao Paulo. Sous ses ordres, la police est accusée de fréquentes violations de droits de l'homme, dont l'usage d'"escadrons de la mort" pour affronter les gangs.

Surnommé "le pitbull de Temer" par un journal brésilien, il aura également sous sa responsabilité les droits de la femme et l'égalité raciale.

La suppression du ministère de la Culture a elle été dénoncée par des artistes comme le musicien Chico Buarque et l'acteur Wagner Moura.

Mais le gouvernement ne semble guère s'émouvoir des réactions outrées suscitées par sa composition.

L'équipe gouvernementale compte de nombreux anciens parlementaires, alors même que cette institution, dont 60% des membres ont ou ont eu des ennuis avec la justice, est largement discréditée aux yeux des Brésiliens.

Mais c'est sûrement de bonne guerre : ce sont justement les députés puis les sénateurs qui ont permis, avec leur vote, d'écarter du pouvoir Dilma Rousseff pour la remplacer par Michel Temer, alors vice-président, qui a dû se sentir redevable.

Le nouveau ministre de la Ville, Bruno Arauja, était le député dont le vote a permis de franchir la barrière des deux tiers à l'Assemblée, pour faire avancer la procédure au Sénat.

A la Chambre haute, c'est le désormais ministre de l'Agriculture Blairo Maggi qui a lui aussi apporté le vote décisif.

Derrière ce casting, il y a une stratégie de la part de M. Temer: les ministres proviennent de 11 partis différents, assurant un large soutien parlementaire aux mesures d'austérité économique qu'il compte mettre en place.

"C'est très pragmatique", observe Michael Mohallem, professeur de droit à la Fondation Getulio Vargas, qui estime même que l'exclusion des femmes et des minorités de son gouvernement est également calculée, pour refléter un Brésil majoritairement conservateur et sous influence religieuse.

Pas sûr que les habitants approuvent un tel manque de diversité : ils pourraient "faire connaître leur sentiment dans les prochains mois", prévient-il. AFP 14.05

3- Argentine

L'ex-présidente argentine poursuivie pour une opération de spéculation sur les taux de change - LeMonde.fr

La justice accuse Cristina Kirchner d'avoir causé des centaines de millions de dollars de pertes à la banque centrale, dans les derniers mois de son mandat. LeMonde.fr 14.05

Haut de page

Le 18 mai 2016

CAUSERIE

Je viens d'apprendre que ma mère était hospitalisée et dans le coma, elle a 82 ans.

Je répondrai demain au dernier courriel de Stéphane.

On reviendra sur la question des partis, des institutions et du capitalisme abordée sommairement plus loin.

A quoi cela rime-t-il ou à quoi cela conduit-il de se revendiquer de gauche sans remettre en cause l'existence du régime capitaliste, autrement dit, à quoi cela rime-t-il ou à quoi cela conduit-il de se revendiquer de gauche en s'accommodant du capitalisme qui mène la société au chaos, à la guerre, à la barbarie ? A quelque chose d'infâme, de cruel, de monstrueux, assurément. Dans ce cas-là, être de gauche rime avec corporatisme...

Comment légitimer une imposture.

- Le NPA - Censurons ce gouvernement et sa politique - 10 mai 2016

Dans un premier temps, le NPA estimait que "ce gouvernement n'est plus légitime ni pour la population ni chez les travailleurs ni à gauche", le fut-il un jour à part pour le patronat, confusion inévitable quand on refuse de reconnaître la nature réactionnaire du PS, sauf à cautionner l'imposture qu'avaient constituée les élections présidentielles et législatives de 2012, qui dans le cadre de la Ve République n'ont pour fonction que faire élire les représentants du capital qui seront chargés d'assurer en l'amplifiant la poursuite de la politique anti-ouvrière conduite par leurs prédécesseurs, ce qui est valable pour tous les pays de l'UE comme on peut le constater notamment en Grèce et au Portugal, où Syriza et le Bloc de gauche gouvernent dans le cadre des institutions en place et de l'UE.

Partant de là, dans un second temps, logiquement le NPA se devait de cautionner plus ouvertement encore les institutions de la Ve République en appelant les travailleurs à se retrouver "massivement devant l'Assemblée Nationale", dont la majorité PS-PRG-EELV permit depuis 2012 au gouvernement d'adopter toute une batterie de lois ou mesures entièrement tournées contre les travailleurs et la jeunesse, plus antisociales, liberticides, impérialistes les unes que les autres, comme si soudainement la majorité (et l'opposition) parlementaire pourrait se défaire de sa nature fondamentalement réactionnaire pour rejeter la loi Travail et faire tomber le gouvernement, sauf que voilà le miracle tant espéré ne se produira pas.

Tout aussi logiquement, dans un troisième temps le NPA devait conclure par un numéro d'illusionniste sur "les places pour décider ensemble des suites de la mobilisation" ou participer au pourrissement de la situation.

En famille au chevet du régime. Intox institutionnelle.

- Loi travail : El Khomri compte sur « la sagesse » du Sénat de droite pour « améliorer » le texte - Public Sénat

Auditionnée par la Sénat, qui commence bientôt l'examen du projet de loi travail, la ministre Myriam El Khomri a souhaité « que la Haute assemblée puisse apporter, dans un dialogue constructif avec le gouvernement, de nouvelles améliorations au texte ». Public Sénat

- Chassaigne (FG) dénonce un "mépris total" du gouvernement envers les parlementaires portant des "idées différentes" - AFP

Le chef de file des députés du Front de gauche, André Chassaigne, a dénoncé mardi un "mépris total" du gouvernement envers les parlementaires qui portent des "idées différentes", assorti d'un "mépris" du mouvement social contre la loi travail. AFP

- Après le 49-3, le PCF veut pousser la construction d'une nouvelle majorité pour 2017 - AFP

Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a estimé mardi que la tentative de dépôt d'une motion de censure de gauche la semaine dernière était un "évènement très important" devant conduire à amplifier le travail de construction d'une alternative de gauche en vue de 2017. AFP

Voilà de quoi faire trembler les gouvernants du vieux monde pourri.

- Dimanche, c'est Global Debout, à Paris, en France et dans le monde - Libération.fr

Dans une centaine de villes dans le monde et près de 300 villes en France, le mouvement Nuit Debout célébrera les cinq ans des Indignés espagnols avec une soirée Global Debout.

A 20 heures, une action symbolique est annoncée. Après s'être assis, les participants se relèveront tous au même moment. Libération.fr 15.05

Ce n'était qu'un "rêve", quel luxe !

- Nuit debout ne fait plus rêver - LeParisien.fr

Les Français ne croient pas en Nuit debout. Selon le sondage Odoxa réalisé pour notre journal, le mouvement de contestation né il y a un mois et demi place de la République à Paris divise toujours l'opinion, mais il perd nettement en popularité. S'il reste sympathique aux yeux d'un Français sur deux (49 %), ce soutien a chuté de 11 points en un mois. Malheureusement pour le gouvernement, c'est surtout auprès des sympathisants de gauche que Nuit debout conserve du crédit (65 %). (Lire, heureusement. - LVOG)

Six Français sur dix jugent qu'il ne « représente pas bien le peuple ».

Pour une majorité des Français, Nuit debout n'a guère d'avenir : 65 % pensent que le mouvement va « s'épuiser rapidement ». (La raison d'être et le destin programmés de cette supercherie, dont l'origine et le support sont similaires à ceux du "printemps arabe" . - LVOG)

Les Français ne croient pas non plus que Nuit debout pourrait se transformer en mouvement politique national, comme Podemos en Espagne. (En voie de s'allier avec le PSOE. Quel dommage pour le PS, à croire qu'il serait destiné à connaître la fin pitoyable du PASOK, mais rien n'est moins sûr, ne vendons pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué. - LVOG)

« Même parmi les sympathisants de gauche, qui sont à la fois les plus nombreux à soutenir le mouvement et à se sentir orphelins d'une représentation politique valable, seule une minorité (43 %) croit en la possibilité de voir naître un Podemos à la française », relève Gaël Sliman, président de l'institut Odoxa. Et si cela arrivait, ce mouvement aurait du mal à s'imposer dans les urnes en 2017 : 76 % des Français affirment qu'ils ne voteraient pas pour lui. (Cela lui laisse 24% d'électeurs, c'est important, du coup c'est à croire que les tenants du régime seraient favorables à une telle évolution... - LVOG) LeParisien.fr 15.05

C'est la raison pour laquelle ils ne sont pas prêts à remettre en cause le régime et les institutions.

- Près de 90% des Français estiment que le pays ne va pas mieux - Francetv info

Est-ce que ça va mieux en France ? François Hollande a estimé que oui lors de l'émission "Dialogues citoyens" sur France 2, à la mi-avril. Les habitants sont toutefois loin d'être d'accord avec lui. Plus de quatre Français sur cinq (86%) estiment que la situation du pays ne s'est pas améliorée, selon un sondage Ifop pour Europe 1.

Si l'optimisme de François Hollande n'est pas communicatif sur la situation du pays, les Français semblent relativement satisfaits de leur situation personnelle. Ils sont en effet 51% à répondre "oui" à la question : "Diriez-vous que ça va mieux pour vous ?" Francetv info 15.05

Ceci explique cela, non ?

L'art de dresser les générations les unes contre les autres ou diviser pour mieux régner.

- Pour 65% des jeunes, le problème politique vient des élus, pas des institutions - 20minutes.fr

Selon 65 % des 18-30 ans sondés, la classe politique actuelle endosse une responsabilité plus importante que les institutions dans les problèmes qu'ils rencontrent. Un résultat logique pour le politologue Thomas Guénolé : « Les jeunes portent un regard très critique sur cette génération qui a l'âge de leurs grands-parents et qu'ils considèrent comme responsable de leur situation. Cela s'explique notamment par une raison matérielle : ils sont davantage touchés par le précariat, c'est-à-dire par des revenus et une situation professionnelle instables ».

La question de la représentativité est également problématique puisque 82 % des jeunes interrogés ont le sentiment que leurs idées et leurs préoccupations ne sont pas suffisamment exprimées dans le débat public.

Autre enseignement à tirer de cette enquête, l'image que porte cette génération sur elle-même : 71 % des 18-30 ans n'ont pas le sentiment de contribuer à faire évoluer la société et 57 % pensent qu'ils ne seront pas en mesure de réinventer le vivre ensemble ou la vie en société. « La classe supérieure âgée étant surreprésentée dans le débat public, on assiste à une diabolisation ad nauseam de la jeunesse ». Seul point positif avancé par les sondés, cette résignation semble apparaître comme un salut pour beaucoup puisque 51 % des jeunes placent le fait « d'être dos au mur » et « l'obligation de se bouger » comme l'atout principal pour réussir. 20minutes.fr 16.05

Le salut individuel dans une société aussi nauséabonde ne peut que contribuer à la rendre encore plus abjecte. Rien ne dit que l'interprétation des résultats de ce sondage ne soient pas faussées pour détourner la jeunesse de la lutte de classes.

Car qui voudrait "contribuer à faire évoluer" une société sans au préalable vouloir la changer, tant son orientation est profondément antisociale, infâme ? Comment peut-on avoir ne serait-ce qu'envie de participer à une société dont la dérive néolibérale est synonyme d'inégalités croissantes, d'injustices, de chaos, de guerres ? Bref, comment peut-on s'estimer satisfait de vivre dans une société ou règne en maître l'arbitraire ou qui bafoue les valeurs humanistes universelles les plus élémentaires, qui piétine la démocratie ?

La démocratie est dans la rue, Hollande et son gouvernement sont minoritaires et illégitimes : Dehors !

- 54% des Français favorables à la mobilisation contre la loi Travail - 20minutes.fr

Au total, 54 % des personnes interrogées disent « approuver » le mouvement des syndicats (CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl) qui appellent à deux nouvelles journées d'action les 17 et 19 mai avec grèves et manifestations. 20minutes.fr

De Reaggan à Obama, ils n'auraient pas dit mieux. Le coup d'Etat permanent, c'est la démocratie.

Valls sur BFMTV :

- "A un moment quand il y a blocage, soit on recule, on abandonne le texte, c'est ce que je ne souhaitais pas. Soit on avance, et on avance en utilisant aussi les armes de la démocratie", a-t-il répondu à une jeune militante socialiste qui critiquait le recours au 49-3 sur le projet de loi travail. AFP 18.05

L'avenir que vous réserve le capitalisme et l'Union européenne : la précarité à vie.

57% des Européens de 16 à 30 ans se sentent marginalisés par la crise : comment l'abandon de sa jeunesse par l'UE pourrait lui être fatale - Atlantico.fr

Un sondage réalisé par le Parlement européen dresse un constat alarmant : la majorité des jeunes Européens se sentent exclus économiquement et socialement. Cette dépression dont souffre la jeunesse ne sera pas sans conséquences pour l'avenir de l'Union. Atlantico.fr

... et ils n'en sont qu'au hors d'oeuvre, parole de banquier.

- La Banque de France prône une amplification des réformes - Reuters

Une amplification "substantielle" des réformes est nécessaire et possible en France pour augmenter le potentiel de croissance de son économie, a déclaré mercredi François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Dans sa lettre annuelle aux présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale publiée mercredi, il estime que ces réformes sont non seulement impératives mais aussi nécessaires pour asseoir la crédibilité de la France en Europe et permettre d'avancer vers une plus grande coordination des politiques budgétaires.

Pour le gouverneur de la Banque de France, les progrès accomplis ces dernières années pour améliorer la productivité de l'économie française sont "sensibles" mais "le chemin à parcourir reste très significatif" pour augmenter la croissance potentielle.

"Une amplification substantielle des réformes est non seulement nécessaire mais possible", indique celui qui a été nommé l'automne dernier par François Hollande pour succéder Christian Noyer.

Se faisant l'écho des préconisations faites de longue date par les institutions internationales (FMI, OCDE, Commission européenne) mais aussi la Cour des comptes et France Stratégie, François Villeroy de Galhau insiste sur la nécessité de s'attaquer aux rigidités sur les marchés des biens et services, d'améliorer la formation des jeunes et des chômeurs et de réformer l'Etat.

Il prône en outre un dialogue social "rénové et décentralisé au niveau de l'entreprise, au plus près de la réalité économique et humaine", jugeant sur ce point que le projet de loi Travail "apporte des progrès bienvenus en ce sens".

S'agissant de la réforme de l'Etat et, plus globalement, de la sphère publique, le gouverneur souligne que la "maîtrise des dépenses publiques est clé" et souhaite pour cela "de vrais choix de missions, au-delà de la succession de 'coups de rabots' trop génériques".

"Il est essentiel (...) de ne rien relâcher de la discipline budgétaire et de passer nettement sous 3% de déficit (par rapport au PIB) en 2017", dit-il dans sa lettre en référence aux objectifs du gouvernement.

Pour ces réformes, François Villeroy de Galhau appelle à une "mobilisation collective dans la durée" et souligne les succès des efforts menés par des pays comme la Suède ou l'Allemagne qui montrent, selon lui, "qu'il n'y a pas fatalement à choisir entre un modèle économique plus performant et un modèle social auquel nos concitoyens tiennent légitimement".

"Faire preuve de la même ambition en France n'est pas seulement un impératif pour notre pays, c'est aussi une condition de notre crédibilité en Europe pour pouvoir avancer vers une plus grande coordination de nos politiques budgétaires et structurelles", dit-il.

"Celle-ci est indispensable, en relais de la politique monétaire active, pour relancer la croissance et l'emploi". Reuters 18.05

En complément, suivez le guide.

- La Bourse de Paris en petite baisse attendant d'en savoir plus sur la Fed - AFP 18.05

- Bruxelles prête une oreille attentive aux doléances des banques - LeMonde.fr

Le commissaire européen aux services financiers a reconnu, mardi 17 mai, que la régulation bancaire issue de la crise pouvait limiter la croissance économique. LeMonde.fr 18.05

En famille. Idéologie et business.

Le groupscule spécialisée dans les provocations violentes Action antifasciste Paris-Banlieue a bénéficié de nombreux articles promotionnels et de généreuses tribunes dans la presse aux ordres (AFP, Le Monde, Le Figaro, Libération, Marianne, France Soir), dont 19 en moins de trois ans sont référencés dans la page que Wikipédia lui consacre.

On a relevé qu'en 2015 le site StreetPress destiné aux "jeunes urbains" lui avait consacré un article dans lequel figurait le lieu de rendez-vous des membres de ce groupscule. Le Monde consacra un article dithyrambique à StreetPress le 5 novembre 2014, *StreetPress, le pure player qui s'assume jeune et urbain* .

Dans cet article du Monde on apprenait que StreetPress était "soutenue notamment par la fondation belge Evens, consacrée à l'Europe et la « diversité », ainsi que l'Open Society du milliardaire George Soros", ou encore que "StreetPress tire 80 % de son chiffre d'affaires (400.000 euros - ndlr) de son activité d'agence de contenus, pour des clients institutionnels ou entreprise", et que parmi sa "direction éditoriale figurent au coté d'un "diplômé de l'Essec", une journaliste du Figaro ainsi que du fonds d'investissement Lior Gestion.

La fondation belge Evens a pour fonction "de contribuer à la construction de l'Europe" et de "renforcer la cohésion sociale entre les citoyens de l'Union européenne (irenees.net), bref de promouvoir l'UE. Sa cofondatrice et présidente honoraire, Corinne Evens, ainsi que Daniel Kropf (evensfoundation.be) figurent également parmi les membres de la JCIE (Jewish Contribution to an Inclusive Europe) présidée par le Baron Alain Philippson, président, président d'honneur de la Banque Degroof (ceji.org)

Précisons encore que paarmi ses généreux donateurs on trouve la Fondation roi Baudouin (http://prouv.net), et parmi ses partenaires le think tank Notre Europe de J. Delors.

Sans savoir où nous entraînerait nos recherches sur les "antifas", en passant par plusieurs intermédiaires, on a atterri chez les aristocrates et banquiers anglo-saxons-sionistes.

Vive le capitalisme ! Le maoïsme revendique le statut d'économie de marché.

- Statut d'économie de marché: Pékin juge le vote du Parlement européen "non constructif" - AFP En votant contre l'octroi à la Chine du statut d'économie de marché, le Parlement européen a agi de façon "non constructive", a jugé lundi le chef de la diplomatie chinoise, lors d'une rencontre avec son homologue français Jean-Marc Ayrault. AFP

Quand on vous disait que le stalinisme n'avait rien à voir avec le socialisme...

Propagande xénophobe planétaire en chanson de l'Union européenne.

- Eurovision 2016 : "une campagne orchestrée" contre la Russie - Francetv info

- L'Ukraine remporte le concours de l'Eurovision de la chanson - Reuters

La candidate ukrainienne Jamala a remporté samedi le 61e concours de l'Eurovision, avec sa chanson "1944" sur la déportation des Tatars de Crimée par l'Union soviétique, une victoire surprise susceptible de créer la controverse.

Dans la chanson qu'elle a composée, l'interprète tatare âgée de 32 ans évoque l'histoire d'étrangers venus "tous vous tuer", alors que "nous ne sommes pas coupables".

Les paris anticipaient un gagnant russe, suivi de l'Australie et de l'Ukraine. L'année dernière, le pays en plein conflit dans sa partie orientale avait décidé de ne pas participer.

Il est en théorie interdit de présenter à l'Eurovision des chansons engagées, mais l'entrée de Jamala a rendu cette règle pratiquement obsolète.

L'organisateur de l'événement, l'Union européenne de radio-télévision (UER), a dit que la proposition ukrainienne ne contenait pas de message politique et ne contrevenait donc pas au règlement.

"La chanson fait référence à un fait historique et Jamala parle d'une histoire qui est arrivée dans sa famille", a déclaré à Reuters la directrice de l'UER après le spectacle, expliquant que le texte évoquait les événements de 1944, et non des épisodes plus récents.

La Crimée a été annexée par la Russie de Vladimir Poutine en mars 2014. Les Tatars s'y sont opposés. Reuters 15.05

- Le concours de l'Eurovision 2017 aura lieu l'année prochaine à Kiev. Reuters 15.05

Samedi 15 mai, la chanteuse Jamala, une Tatare de Crimée de 32 ans, a apporté à l'Ukraine sa deuxième victoire à l'Eurovision.
- sputniknews.com

A l'issue du vote des téléspectateurs, c'est le Russe Sergueï Lazarev qui est arrivé en tête. Cependant, le jury de professionnels ne l'a placé qu'au cinquième rang.

Le public, lui, n'est pas dupe et reste à mille lieues du show politique dans lequel s'est transformé le concours de chanson.
Un exemple parlant s'il en est: les téléspectateurs ukrainiens ont donné 12 points à la Russie, soit le nombre le plus important de suffrages fournis par ce pays. sputniknews.com 16.05

France. Etat policier.

- Justice : un lycéen écroué à Nantes - Francetv info

À Nantes (Loire-Atlantique), un lycéen de 18 ans a été mis en examen samedi 14 mai pour tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique. Le 3 mai à Nantes, un policier à terre est quasiment inconscient. Il vient de subir une agression d'une extrême violence. Il a été la cible des casseurs. La scène se déroule sous les yeux d'une dizaine de témoins au cours d'une manifestation.

Un groupe de quatre à six manifestants se jette sur le commandant de police alors isolé par rapport à ses collègues. "Il a été encerclé, roué de coups", explique Thierry Spitz, du syndicat de police Alliance Pays de la Loire. Le policier aura le nez cassé et un traumatisme crânien. Le 12 mai dernier, l'un de ses agresseurs est repéré et arrêté dans une nouvelle manifestation. C'est un lycéen de 18 ans, inconnu des services de police. Il a fini par reconnaître avoir été présent lors de l'agression du policier, mais nie lui avoir porté des coups. Le jeune homme, placé en détention provisoire, a été mis en examen pour tentative d'homicide, un acte qui pourrait l'envoyer en cour d'assises. Francetv info 15.05

- Rennes : Bernard Cazeneuve aux côtés des forces de l'ordre - Francetv info

- Cazeneuve reçoit du renfort du PS, pardon de FO, Mailly à sa carte du PS dans sa poche.

Mailly combat la politique du PS et du gouvernement d'une main et la soutient de l'autre, tout le reste est à l'avenant. Quand on sait que FO organise des militants de l'extrême gauche à l'extrême droite et que sa ligne politique est censée leur convenir, on ne s'étonnera pas qu'il manifeste au côté d'Alliance ou de LR.

- Loi travail: Mailly (FO) n'"incrimine pas" les policiers, "en burn-out" selon lui - AFP

Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a souligné lundi qu'il n'"incriminait" pas les policiers pour les violences survenues en marge des manifestations contre le projet de loi travail, appelant à comprendre une profession "un peu en burn-out".

"Moi je ne remets pas en cause les policiers", a-t-il déclaré sur RTL, rappelant qu'il avait "condamné" l'affiche controversée d'un syndicat CGT qui entendait dénoncer les violences policières en montrant une matraque, une flaque de sang et un insigne de CRS.

"S'il y a des dérapages", les policiers "doivent être sanctionnés, bien entendu, ça c'est logique. Mais ils font un métier pas facile avec parfois ordres, contre-ordres pas faciles à suivre sur le terrain", a expliqué le leader de FO. v"Ils sont un peu en burn-out, faut bien comprendre aussi, entre l'état d'urgence, les manifs aujourd'hui, l'Euro 2016 demain", a-t-il ajouté, rappelant les "18

millions d'heures supplémentaires dans la police nationale qui aujourd'hui ne sont pas payées", les policiers ne pouvant "pas prendre tous leurs congés de récupération".

"Donc je n'incrimine pas les policiers", a insisté M. Mailly, assurant que des membres de FO participeraient à la manifestation prévue mercredi à l'appel notamment d'Alliance (syndicat majoritaire) contre "la haine anti-flic".

"On est bien représentés dans la police nationale que je qualifie, en tous les cas pour ceux qui sont adhérents à FO, de "police républicaine"", a-t-il ajouté.

"On a toujours dénoncé" les casseurs, a-t-il fait valoir. "Lors de la dernière manifestation à Paris, les casseurs ont voulu entrer dans le cortège syndical et c'est notre rôle de protéger le cortège, et on a eu des camarades du service d'ordre qui ont été blessés", a-t-il rappelé.

Dimanche, le syndicat Unsa Police avait mis en cause dans un communiqué la CGT et FO, les accusant d'avoir "donné une légitimité morale et un sentiment d'impunité à ces casseurs".

Depuis plus de deux mois, les manifestations contre le projet de loi travail, adopté en première lecture à l'Assemblée grâce à l'article 49-3 de la Constitution, sont parfois émaillées de violences, faisant des blessés chez les manifestants comme chez les forces de l'ordre.

Pour la première fois le 12 mai, les casseurs s'en sont pris aux services d'ordre syndicaux. AFP 16.05

Mailly ne dira pas que les flics instrumentalisent les "casseurs" parmi lesquels se trouvent des flics, cela a été prouvé photos à l'appui. Le refus d'affronter le régime le conduit à refuser de cerner et neutraliser les "casseurs" qui s'en prennent à des syndicalistes ou de simples manifestants, et à s'en remettre à la police pour faire le sale boulot qui consiste à s'attaquer indistinctement aux manifestants au lieu d'arrêter les "casseurs" facilement identifiables.

C'est donc l'attitude provocatrice ou répressive aveugle du gouvernement et de la police, qui pousse des jeunes et des travailleurs exaspérés qui ne sont pas des "casseurs", à se livrer à des actions violentes. S'il n'est nullement question pour nous de les encourager, nous ne les condamnerons pas non plus, c'est uniquement le gouvernement et ses larbins du type de Mailly qui sont responsablee de cette situation.

Sans appeler à casser du flic, on se passera de soutenir un des corps de l'appareil répressif de l'Etat. Quand on a choisi de servir le régime, c'est pour le meilleur et pour le pire, on s'expose à en subir les conséquences désagréables ou il faut l'assumer.

Il arrive un moment où, lorsque la démocratie est systématiquement bafouée, le recours à la violence pour la faire respecté s'impose légitimement. Et quand des couches entières des masses exploitées en arrivent à cette conclusion ou adoptent ce principe, la situation est mûre pour un soulèvement révolutionnaire ou pour poser directement la question du renversement du régime, du pouvoir politique, de l'Etat.

Reste que sans un parti pour traduire les différentes étapes de ce processus et son objectif politique dans lequel ces couches se reconnaîtraient et se rassembleraient, toute révolution est vouée à l'échec.

- La justice annule la majorité des interdictions de manifester - Le Huffington Post

La police peut-elle interdire l'accès des manifestations contre la loi Travail à certains militants? Oui, mais à de très strictes conditions, a répondu en urgence le tribunal administratif de Paris mardi 17 mai. Sur les dix interdictions de manifester qui étaient contestées, le juge en a confirmé seulement une seule. Les neuf autres ont été annulées et les personnes concernées sont de facto autorisées à participer immédiatement aux défilés en cours. Le Huffington Post

En complément.

L'arrêté remis au militant précisait : «Considérant que M. X a été remarqué, à de nombreuses reprises, lors de manifestations contre, notamment, les violences policières (...) que ces manifestations ont dégénéré en troubles graves à l'ordre public et notamment des affrontements violents avec les forces de l'ordre ; que des groupes d'individus masqués et portant des casques sont systématiquement à l'origine des ces désordres ; qu'il y a, dès lors, tout lieu de penser que la présence de M. X aux rassemblements (...) vise à participer à des actions violentes ; que, compte tenu de ces éléments, il y a lieu d'interdire sa présence à la manifestation organisée le mardi 17 mai 2016 ".

La préfecture de police a confirmé à l'AFP, sans en préciser le nombre, que des arrêtés ont été notifiés à «des personnes à l'origine ou associées à des faits de violence, pour ne pas que des actes de violences se produisent de nouveau». lefigaro.fr 16.05

- Alain Juppé «Les policiers, il faut les soutenir» - L'Opinion

- Loi travail: Valls "inquiet" des violences en marge des manifestations - AFP

Manuel Valls s'est dit "inquiet" mercredi des incidents et des violences commises en marge des manifestations contre le projet de loi Travail, en affichant de nouveau sa volonté de ne pas reculer. AFP

- Une manifestation contre les violences policières interdite par la préfecture de Paris - LeMonde.fr

Le collectif « Urgence, notre police assassine » prévoyait une contre-manifestation peu avant celle du syndicat de police Alliance, qui doit avoir lieu à midi à Paris. LeMonde.fr

- Non, "tout le monde" ne déteste pas la police - Le Huffington Post

- Sécurité : Nicolas Dupont-Aignan veut des mesures chocs - LeFigaro.fr

Le président de Debout la France, candidat à la présidentielle, veut durcir la loi en faveur des forces de l'ordre. Il s'en explique au Figaro. LeFigaro.fr

- Le gouvernement veut étendre la vidéosurveillance en prison - LeFigaro.fr

A Paris hier dans la manifestation.

Libération - Les slogans démarrent en même temps que le cortège, dont le terminus se trouve à Denfert-Rochereau. «Résistance !», «Tous ensemble tous ensemble grève générale !», «Retrait, retrait, de la loi El Khomri!»... Mais, très vite, leurs voix deviennent inaudibles pour quiconque se trouve à l'avant de la manifestation. Car devant, non loin des services d'ordre (SO) des syndicats et les CRS, c'est plutôt des paroles anti-forces de l'ordre qui fusent.

«SO, collabos !», «Flics, SO, même combat !»... Ils sont certes minoritaires, mais semblent agacer les personnes concernées par leurs propos. L'ambiance est de plus en plus tendue. Un CRS invective une femme, les SO enfilent leurs casques de protection. Le souvenir des dernières manifestations, où des syndicalistes se sont fait agresser, est toujours prégnant. «C'est la première fois, en 18 ans de manifs en tant que SO, que j'en porte un, explique un membre de FO. Mais je préfère avoir l'air con que de me taper un traumatisme crânien.» Pour certains manifestants, ce geste de protection préventif est de la provocation. Certains accusent même les SO d'avoir précédemment usé de violences sur eux, «en aidant la police à virer des gens». Pour une membre de FO, c'est plutôt ceux qui s'en prennent à la police qui attisent les tensions, assurant que leur rôle «est justement de permettre au cortège d'avancer en sécurité».

A l'avant, un groupe de personnes, habillées intégralement de noir, se couvre spontanément le visage avec des écharpes et des lunettes de piscine. La plupart des journalistes portent, à l'image des forces de l'ordre, des casques. Ça va dégénérer, tout le monde le sait et le sent et ça ne manque pas : peu avant 16 heures, de premiers débordements éclatent.

Flics ou pas flics, les débordements reprennent peu avant 16 h 15. Des manifestants quittent le cortège principal et empruntent une petite rue qui, de l'avis de l'un d'eux, mènerait «vers Matignon». Ils sont vite ramenés vers la foule, évacués par des gaz lacrymogènes de CRS. Au passage, deux d'entre eux embarquent des chaises posées sur la terrasse d'un restaurant. Ils les cassent méthodiquement pour s'en faire des bâtons. Une poubelle prend feu, des vitrines sont cassées, les CRS n'hésitent pas à bousculer les journalistes s'approchant trop près.

L'arrivée à Denfert-Rochereau, fin de l'itinéraire, est quelque peu confuse. Les SO sortent leurs matraques, ressemblant fortement à des battes de baseball. «On se laisse plus faire», assure l'un d'eux. Les lacrymos continuent de pleuvoir, dans une tentative de disperser la foule et, a fortiori, d'arrêter la manif. 12 personnes auraient été interpellées. liberation.fr 17.05

Question: Pourquoi attendent-ils la fin de la manifestation pour virer ou neutraliser une poignée de provocateurs? A leur place, dès qu'ils manifesteraient les premières violences, je demanderais au SO de les cerner et je demanderais aux flics de les saisir et de les garder le temps de la manifestation avant de les relâcher, sinon on s'en chargerait nous-mêmes.

La gauche n'était plus qu'un "mythe".

- Ces mots qui nous gouvernent : la gauche - lepoint.fr

Qu'est-ce qu'être de gauche ? Est-ce être conservateur ou progressiste ? Frédéric Lazorthes se penche sur ce terme qui suscite

tant d'interprétations...

La gauche française est en guerre avec elle-même. Pour la première fois, sous la Ve République, vingt-six députés issus du parti présidentiel ont tenté de déposer une motion de censure contre leur gouvernement. La querelle porte sur le droit à se réclamer de la gauche. Dans la rue, des locaux du PS sont saccagés. Sur les rangs de l'Assemblée nationale, les « frondeurs » du Parti socialiste dénoncent dans le « projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs », connu sous le diminutif de « loi travail », un renoncement à l'essence de la gauche tandis que les défenseurs du gouvernement mettent en avant une gauche moderne. (Le réformisme n'a jamais été "l'essence de la gauche", plutôt la tombe. - LVOG)

La discorde à gauche est une rançon de l'histoire. Ne devrait-on pas plutôt parler de la gauche au pluriel ? Mais dire les « gauches » reviendrait à renoncer à l'efficacité symbolique du mot que la France imposa au reste du monde : celle d'une division de la démocratie en deux camps, l'un attaché au progrès, l'autre à la tradition ; l'un au « mouvement », l'autre à « l'ordre ». Mais, précisément, ce n'est pas un contenu que la langue politique française privilégie, mais une position dans les assemblées. Dès la Révolution française, le « coin gauche » se rassemblait, selon l'observation d'un député de l'époque, « des hommes qui ont des opinions exagérées, mais qui, en général, ont de la liberté et de l'égalité une idée très élevée ». Même, au cœur de la Terreur, lorsque les Girondins furent mis aux arrêts en juin 1793, le « côté droit » de la Convention resta un temps désert… La gauche à la fois se voulait un camp et tout le peuple…(En fait la bourgeoisie avait besoin du peuple pour prendre le pouvoir. - LVOG)

La gauche désignait les partisans des acquis de 1789

Mais où donc passe la ligne de partage ? Au début du XIXe siècle, la gauche désignait les partisans des acquis de 1789. « Toute la France est de centre gauche », selon Stendhal. Le libéral Benjamin Constant défendait l'unité de la gauche. Les Républicains de 1875 étaient des bourgeois de gauche. Mais l'émergence du mouvement ouvrier introduisit une fracture dont les débats actuels, en France, portent la marque, comme d'une colonne absente et évanouie : celle du socialisme. Les frondeurs seraient-ils les derniers gardiens d'un temple abandonné, d'autant plus nostalgiques que l'adieu au socialisme et le renoncement au marxisme n'ont jamais été proclamés afin de préserver ce qu'Aron appelait « le mythe de la gauche » ?

François Hollande l'a bien compris. Qu'importe le contenu de sa politique, l'essentiel réside dans la mythologie qu'elle invoque et dans l'imaginaire qu'elle porte. Paradoxe français, la gauche, depuis 1789, regarde toujours l'avenir à travers le prisme du passé. Le 3 mai, à l'occasion d'un colloque sur « la gauche au pouvoir » célébrant le 80e anniversaire de la victoire du Front populaire et le 25e de l'élection de François Mitterrand, François Hollande prononça l'un de ses discours les plus inspirés. Le fil conducteur : moi président, c'est la vraie gauche au pouvoir. Au fil de ce discours, qui définit la gauche comme le parti de la démocratie, de la justice, de l'égalité et de la « modernisation du pays », Hollande procède à un renversement de la mythologie de la gauche dans son rapport au pouvoir, dont le Littré, à sa manière, portait la marque : « gauche : parti de l'opposition dans les chambres françaises ».

Alors que longtemps la gauche française s'est pensée et vécue comme oppositionnelle, dressée contre le pouvoir, François Hollande réécrit l'histoire de la gauche en en faisant le parti du gouvernement de la France, associé à « toutes les grandes lois de la République ». La gauche, rappelle Hollande, c'est depuis Blum, le courage de gouverner : « La gauche doit, à chaque fois, prendre des décisions difficiles, assumer des responsabilités graves, et parce qu'elle est la France, être en avance même, par rapport à d'autres. » (Elle n'a pas de mal à "être en avance même" sur la réaction! LVOG)

Nul besoin de faire le deuil du socialisme

Être de gauche, c'est tout simplement assumer de gouverner. Une telle posture vise à la fois à mobiliser un électorat perdu et à séduire cette part croissante de l'opinion qui ne croit plus à la pertinence du clivage droite-gauche. La rhétorique hollandienne emprunte ainsi habilement au gaullisme : le « tragique » de l'histoire continue de peser sur le cours des nations, l'homme d'État est un homme d'« action » qui doit « moderniser » le pays, son sens de la « responsabilité » est sa « grandeur »… Nul besoin, dès lors de faire le deuil du socialisme. Et pour Hollande, la preuve qu'un gouvernement est de gauche, c'est qu'il apporte « toujours des droits nouveaux », sans prendre la mesure que le triomphe des droits individuels a fini par rendre le socialisme obsolète, mais aussi peut-être ce gouvernement républicain qu'il entend incarner. lepoint.fr 16.05

Un article intéressant.

On retiendra que dès 1789 la gauche était représentée par des bourgeois, et que c'est l'avènement du socialisme ayant pour objectif l'abolition du régime capitaliste qui lui redonnera un nouveau contenu révolutionnaire. Tous ceux qui ne devaient pas se réclamer du socialisme ou qui devaient le renier ou s'en détourner au fil du temps, rejoignaient de fait le camp des bourgeois de gauche ou du régime capitaliste, que depuis ils n'ont cessé de représenter, le PS en tête.

La preuve.

- Macron est un recours idéal pour 2017, selon Gérard Collomb - Reuters

Le maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb, voit en Emmanuel Macron un candidat de substitution à François Hollande pour la présidentielle de 2017 si le chef de l'Etat ne parvient pas à redresser sa courbe de popularité et s'est dit prêt mercredi à lui apporter son soutien. Reuters

- Pour Gérard Collomb : "Emmanuel Macron est capable de réunir la France" - Francetv info

Le maire de Lyon a estimé, mercredi sur BFMTV, que le ministre de l'Economie apportait "un air frais" au gouvernement. Francetv info

- Présidentielle : pour Gérard Collomb, la candidature de Macron se fera «naturellement» - LeParisien.fr

Et voilà un nouveau point commun entre Ségolène Royal et Emmanuel Macron. LeParisien.fr

Avec les remerciements du patronat allemand...

- Des milliers de réfugiés effectuent des "petits boulots" payés un euro de l'heure en Allemagne - AFP

Distribuer les repas, réparer les lits ou arroser des plates-bandes: des milliers de réfugiés effectuent des "petits boulots", mais l'efficacité de cette mesure pour une intégration réussie sur le marché du travail fait débat. AFP 15.05

- Des jobs à 1 euro font débat en Allemagne - LePoint.fr

Alors que le pays fait face à un afflux de migrants sans précédent, 4 000 d'entre eux occupent des petits boulots dans des centres d'hébérgement. LePoint.fr

Le système capitaliste noyé sous un "océan de produits financiers" devenus incontrôlables ou ils sont devenus cinglés et le disent eux-mêmes.

La spirale infernale que rien ne peut arrêter ou la course à l'abîme...

L'insensée envolée des produits dérivés sur les marchés financiers - BFM Business

Savez-vous ce que les Anglo-saxons entendent par "Quadrillion"? Il s'agit d'un terme de quantification mathématique, utilisés en sciences essentiellement, mais aussi sur les marchés financiers et plus précisément sur le segment des produits dérivés. En effet, selon une enquête de Marketwatch; l'ensemble des encours sur ce type de produits représente… plus de 1 million de milliards de dollars, autrement dit plus de 1 quadrillion (1.000.000.000.000.000). Un montant incroyable qui pose de multiples problèmes, ne serait-ce que d'appréhension même de ce qu'il peut représenter. Il est d'ailleurs impossible d'utiliser un tel chiffre sur la calculatrice d'un téléphone mobile standard.

Plus que l'ensemble des bourses mondiales

Du coup, impossible de diviser ce chiffre par quoi que ce soit de représentatif (prix d'un Airbus A 380, d'un réacteur EPR ou PIB d'un pays), puisque la donnée de base est impossible à afficher…

Il s'agit pourtant de la somme totale des produits dérivés qui existent sur le marché. 1,2 "Quadrillion" très précisément, soit 1.200.000.000.000.000 dollars. Largement plus que l'ensemble des pièces, billets et des sommes déposées sur les comptes de dépôts de liquidités de l'ensemble de la planète, estimés à 81.000.000.000.000 dollars (81 trillions). Et bien au-delà de la valeur boursière de toutes les entreprises et entités cotées sur l'ensemble des places boursières mondiales (70 trillions de dollars). Un chiffre vertigineux donc, qui exprime également l'engouement et la frénésie qui entoure ce marché.

Preuve aussi combien les investisseurs sont plus friands de produits dérivés (options, ETF, swaps, etc…) que des actifs calculés en sous-jacent (Actions, obligations, matières premières, taux, etc).

Croissance continue et accélération

La première raison tient aux caractéristiques intrinsèques de ces produits financiers. Techniquement, parier sur une option permet de maximiser les gains, par rapport à un investissement dans un actif lambda. On bénéficie d'un effet de levier et de choix multiples, pour maximiser ses profits.

Ensuite, les techniques qui ont évolué. Ce sont notamment les ETF qui ont changé la donne. Au milieu de marchés volatils et compliqués à suivre, ces instruments qui ne font que suivre la tendance sans chercher à arbitrer de manière plus précise ont

connu un succès croissant ces dernières années. Rien qu'aux Etats-Unis, leur montant est estimé à 2 ou 3.000 milliards (2 ou 3 "trillions") de dollars.

Et le marché grimpe de 13 à 15% par an. Un phénomène en accélération du fait de la croissance exponentielle des Fintech : beaucoup de ces entreprises financières non-bancaires proposent des solutions d'épargne et de placement via des ETF, gérés automatiquement par ordinateur.

Produits dérivés : une menace systémique?

Ces ordinateurs sont également au cœur de la stratégie des hedge funds les plus performants de la planète. Là encore pour maximiser les profits de ces derniers. Mais il y a de forte chance que les encours de ces produits dérivés continuent de progresser. Soulevant quelques inquiétudes, du fait de la masse inimaginable qu'ils constituent, et de l'aspect systémique de cet océan de produits financiers.

L'inconvénient est le lien étroit qui relie des classes d'actifs très disparates, mais qui au final pose la question centrale: qui sera en mesure de payer en cas d'effondrement?

Beaucoup d'observateurs estiment que si une nouvelle crise financière devait arriver, les dérivés, par nature très volatiles et de qualité très diverses, en seraient l'instrument principal, et deviendraient rapidement une menace pour l'équilibre économique mondial. BFM Business 16.05

Cela donne le vertige, n'est-ce pas ? Pas de quoi nous impressionner, on le savait déjà.

Il y a quelques années déjà, j'avais reproduit un article qui précisait que les produits dérivés se montaient à 1,4 million de dollars, ce chiffre m'avait laissé perplexe, le voilà confirmé.

A côté tous les autres facteurs ou chiffres que l'on a l'habitude de manier semblent bien dérisoires. Eux en sont à manier des sommes vertigineuses, et nous nous en sommes encore à compter sur nos doigts comme dans une cour de récréation de maternelle les profits engrangés par les entreprises du CAC40, cherchez l'erreur...

Le capitalisme n'est pas homogène et comporte des couches aux intérêts contradictoires.

- 300 femmes et hommes d'affaires britanniques se prononcent pour le Brexit - Lexpress.fr

Dans une lettre ouverte publiée ce lundi par le Daily Telegraph, ils mettent en avant la dimension "de niveau mondial" de l'économie britannique et dénoncent "une bureaucratie bruxelloise étouffante".

Plus de 300 femmes et hommes d'affaires britanniques ont appelé ce lundi au départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, tablant sur une meilleure croissance de leurs entreprises hors du giron bruxellois, dans une lettre ouverte au Daily Telegraph.

"En dehors de l'UE, les entreprises britanniques seront libres de croître plus vite, de s'étendre sur de nouveaux marchés et de créer davantage d'emplois. C'est le moment de voter pour partir et de reprendre en main notre destinée", ont écrit les signataires, dans cette tribune publiée à un peu plus d'un mois du référendum du 23 juin sur le maintien ou non du pays dans l'UE.

Parmi les signataires, qui ont apposé leur paraphe à titre personnel et pas au nom de leur entreprise, figurent le président de la chaîne de pubs Wetherspoon, Tim Martin, ou encore Elaine Harries, la directrice exécutive de la société de livraisons Action Express. Responsables de petites et moyennes entreprises

Quelques ex-dirigeants de grandes entreprises y figurent, comme l'ancien président du géant du tabac British American Tobacco, Patrick Sheehy, et le fondateur de la chaîne de produits d'hygiène Superdrug, Peter Goldstein.

La plupart des signataires sont toutefois des cadres ou responsables de petites et moyennes entreprises. Les dirigeants des principales entreprises britanniques, cotées à l'indice FTSE-100 de la Bourse de Londres, se sont prononcés pour leur part ces derniers mois en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE ou sont restés neutres dans le débat.

Dans leur courrier, les signataires de ce lundi mettent en avant la dimension "de niveau mondial" de l'économie britannique, membre du club des pays riches du G7, source d'innovation et fer de lance de la pratique de l'anglais, la langue des affaires par excellence. "Bureaucratie bruxelloise étouffante"

"Nous pensons toutefois que la compétitivité du Royaume-Uni est sapée par notre appartenance à une UE en pleine échec", expliquent ces responsables, qui dénoncent "une bureaucratie bruxelloise étouffante pour les 5,4 millions

d'entreprises britanniques, alors que seule une minorité d'entre elles commerce concrètement avec l'UE".

Cette lettre a été publiée quelques jours après deux interventions très remarquées dans le débat, en faveur du maintien dans l'UE cette fois: la Banque d'Angleterre comme le Fonds monétaire international ont chacun prévenu qu'une éventuelle décision de quitter le navire européen pourrait, dans le cas d'un scénario pessimiste, entraîner le Royaume-Uni dans la récession.

"Quitter l'UE constitue un aller simple vers plus de pauvreté pour notre pays", a martelé ce lundi le ministre des Finances, le conservateur George Osborne, grand partisan du maintien comme son Premier ministre David Cameron ainsi que l'opposition travailliste. Lexpress.fr 16.05

Ce qu'a dit Osborne signifie que "quitter l'UE" pourrait favoriser les plans de l'oligarchie qui vise à "plus de pauvreté" en Grande-Bretagne, ce qui expliquerait pourquoi Cameron a pris l'initiative de ce référendum. Ce serait différent si c'était un parti ouvrier qui l'avait prise.

Parfois, un peu hâtivement et de manière inopportune, on peut être amené à se féliciter d'une mesure prise par des chefs d'Etat ou de gouvernement que l'on réclamait ou y adhérer, alors qu'en réalité, puisque ce sont des représentants du capitalisme qui en sont à l'origine, ils feront en sorte qu'elle ne serve uniquement que les intérêts des capitalistes.

Il en va ainsi de la rationalisation et de la socialisation croissante de la production, de la mondialisation, de l'Europe, etc. qui sous l'égide des capitalistes se traduira par toujours plus d'exploitation et d'oppression, alors que si c'était le prolétariat organisé qui en était à l'initiative, ces différents processus conduiraient à son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Quitter l'UE n'est pas la panacée que certains agitent comme un hochet depuis des décennies, car sans être associé à la rupture avec le capitalisme, cela contribuerait à le renforcer au lieu d'avancer sur la voie pour l'éradiquer de la surface de la planète. C'est la raison pour laquelle nous n'en avons jamais fait notre objectif prioritaire, qui demeure la chute des institutions nationales et la rupture avec le capitalisme, et quant à la rupture avec l'UE, dès lors elle coulera de source ou elle s'imposera naturellement, il n'y aura plus qu'à l'acter.

En complément.

- Le Pentagone abat ses cartes sur son objectif pour l'Europe : empêcher le rapprochement entre Europe et Russie à tout prix - Atlantico.fr

L'absence de moyens et d'unités de vue des Européens vis-à-vis de la Russie empêchent la formation d'une véritable politique de défense européenne. La France et l'Europe sont donc condamnées à s'aligner sur les intérêts américains. Atlantico.fr

Non, incroyable, 54 ans plus tard il confirme la version des "complotistes" de l'époque.

- Un agent de la CIA serait bien à l'origine de l'arrestation de Mandela en 1962 - Liberation.fr Donald Rickard, ancien vice-consul américain à Durban, aurait révélé avoir lui même divulgué des informations qui ont permis à la police sud-africaine d'arrêter Nelson Mandela le 5 août 1962. Liberation.fr

Question : Faudra-t-il attendre aussi longtemps pour que les versions qui nous ont été données des guerres, guerres civiles, génocides, famines, coups d'Etat, d'assassinats d'opposants, d'attentats, du terrorisme, cracks, etc. et auxquelles la plupart des travailleurs et militants ont adhérés les yeux fermés soient réduites officiellement en poussière ?

Notez bien, de préférence quand il est trop tard pour en tirer des enseignements politiques. Bien qu'il n'est jamais trop tard pour rectifier son interprétation du cours de l'histoire, cela demande un certain courage...

Propagande de la réaction. Belliqueuse, vengeresse, haineuse.

- Au Venezuela, des hôpitaux « tout droit sortis du XIXe siècle »

Conséquence de la situation économique et des coupures régulières de courant, le système de santé ne peut plus faire face à l'afflux de patients. LeMonde.fr

- «Il est impossible d'évoquer la Révolution culturelle sans rappeler ses horreurs»

Il y a cinquante ans jour pour jour, la grande Révolution culturelle prolétarienne plongea la Chine dans un tourbillon féroce. L'épreuve dura dix ans. LeFigaro.fr

Ils se désolent...

- Après la chute de Dilma Rousseff, le nouveau gouvernement brésilien ne séduit pas - LeMonde.fr

Censé apaiser un pays au bord de l'abîme économique, supposé réconcilier une nation déchirée entre les pour et les contre l'impeachment, Michel Temer, le président par intérim, a raté son entrée. LeMonde.fr

- Venezuela : pas de référendum pour révoquer le président - LeMonde.fr

Paroles de prostituées. Instrumentalisation, récupération.

- Sexisme : le ras-le-bol d'anciennes ministres - Francetv info

17 anciennes ministres de droite, de gauche et du centre ont cosigné un texte contre le sexisme dans la sphère politique. Francetv info

La milice de la pensée au service de l'union nationale

Et c'est l'ONU qui fait office de maquereau.

- Quatrième édition de la conférence Women Deliver à Copenhague - Reuters

La chanteuse britannique Annie Lennox et la princesse Marie du Danemark ont invité lundi les hommes à se joindre à la lutte pour les droits des femmes, à l'ouverture de la quatrième édition de la conférence "Women Deliver", organisée à Copenhague

Pendant trois jours, les 5.500 délégués venant de plus de 160 pays vont débattre des moyens à mettre en oeuvre pour que les filles et les femmes soient au cœur des objectifs de développement durable (ODD) approuvés en septembre par les Etats membres de l'Onu pour lutter contre les inégalités et l'extrême pauvreté. Reuters

Quand on vous le disait que les monarchies étaient progressistes au XXIe siècle. A défaut de socialisme du XXIe siècle, ses adeptes se sont rabattus depuis longtemps sur la monarchie du XXIe siècle...

Bienvenue en oligarchie

- Présidentielle: ce n'est plus l'économie qui compte, imbécile!

Les questions économiques pourraient bien ne pas être la clef du scrutin de 2017. Slate.fr

- Marcel Gauchet: sous le malheur, le complot!

Il y a dans le dernier ouvrage de l'essayiste quelque chose qui dérange et qui cloche. Slate.fr

- Plaidoyer pour les voyages en solo

Vous trouvez bizarre de voyager seul? Mais non! C'est formidable. Voici quelques excellentes raisons d'attraper son sac à dos en solo. Il y a deux sortes de réactions lorsque vous dites à quelqu'un que vous avez passé une semaine ou un mois à voyager seul dans un pays lointain. Slate.fr

Individualisé, atomisé, sodomisé... le bonheur on vous dit...

- Le plaisir féminin, à bouche que veux-tu On a bien répété aux femmes que leur sexe était sale. Elles en déduisent donc que le cunnilingus est une faveur, voire un sacrifice… alors même que la majorité des hommes le pratiquent pour leur plaisir. LeMonde.fr

- James Franco «un peu gay»: le filon commercial de l'ambiguïté sexuelle

L'acteur-réalisateur-artiste contemporain ne cesse de jouer en interview et sur les réseaux sociaux sur la confusion de sa propre identité sexuelle. Dommage, il y a bien plus intéressant chez lui que de savoir s'il est ou non homosexuel.James Franco est quelqu'un de captivant. Slate.fr

- Cinquante ans après son adoption, le Civil Rights Act protège aussi les transgenres

Aux Etats-Unis, le texte de 1964 déclare illégales les discriminations de « race, couleur, religion ou origine nationale ». Au dernier moment, le mot « sexe » a été ajouté. Cette loi sert aujourd'hui de cadre aux revendications de la communauté LGBT. LeMonde.fr

- Il avait inspiré «Mad Men», le créateur de la pub la plus célèbre de l'histoire est mort

Bill Backer, 89 ans, avait inspiré le personnage de Don Draper dans la série «Mad Men».Le 12 février 1971, un spot pour Coca-Cola change l'histoire de la publicité. Son créateur, l'Américain Bill Backer, est mort vendredi 13 mai aux États-Unis. C'est lui qui avait eu l'idée de cette publicité... Slate.fr

Haut de page

Le 20 mai 2016

CAUSERIE

Allez, on se dit tout.

Ma mère est sortie du coma.

Vous ai-je dit que Selvi, ma compagne, était l'heureuse propriétaire de deux chèvres offertes par Jayalalhita, la Chief minister du Tamil Nadu (+ de 60 millions d'habitants) ? Du coup lundi lors des élections législatives, elle a voté AIADMK, le parti tamoul bourgeois d'amma (mère en tamoul), Jayalalhita, qui l'a emporté au niveau de l'Etat, elle est donc reconduite dans ses fonctions pour 4 ou 5 ans, je ne sais plus au juste.

Trois mois avant les élections, en tapant dans la caisse de l'Etat du Tamil Nadu, elle a offert deux chèvres à toutes les veuves, et à chaque foyer un mixeur, un appareil pour préparer la pâte à dossaï, des crêpes à base de riz et de lentille, ainsi qu'un ventilateur. Elle avait aussi fait fissa pour remettre en état toutes les routes défoncées lors de la mousson exceptionnelle en novembre dernier. Du coup, elle a écrasé tous ses concurrents.

Adi, la soeur de Selvi qui mange tous les soirs chez nous, l'adore. Je n'ai pas fait de commentaires désagréables à table pour ne pas perturber leur bonne humeur, à quoi cela aurait-il servi, à rien. Vous voyez que je ne suis pas aussi rustre que j'en ai l'air. Je respecte les travailleurs les plus arriérés, la preuve, sauf s'ils dirigeaient leurs armes contre moi. Quand je parle de modestie et de tolérance, je sais de quoi je parle. Cela dit nos rapports ne sont pas toujours faciles, elles font conneries sur conneries, pire, elles m'en font faire, mais c'est une autre histoire, entre nous.

C'est con que Bruxelles surveillent le budget de l'Etat français, sinon Hollande aurait pu aussi vous offrir deux chèvres, non, plutôt deux bassets, nains si possible. Non mais sans déconner, vous ne savez pas à côté de quoi vous allez passer, selon Buffon il paraît qu'on peut chasser le renard avec des bassets, et des renards ce n'est pas cela qui manque !

Si je terminais en disant que je préfère les poules, cela m'attirerait les foudres des féministes décomposés qui pourraient me traîter de renard, un compliment que j'accepterais volontiers, puisque selon un proverbe, un bon renard ne mange pas les poules de son voisin, effectivement, je préfère qu'elles soient libres !

Chez nous on se marre bien quand même.

Après ce bref instant de détente (trop rare hélas!), passons aux choses sérieuses, à la politique.

Le mot du jour.

C'est fou le nombre de gens qui s'adressent à Hollande, alors que son taux d'impopularité dépasse 85%. Voudraient-ils l'aider à se faire une légitimité qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, non ?

Un courriel reçu.

Je vous propose un courriel que j'ai reçu le 17 mai, et la réponse que j'avais rédigée le jour même à propos du soutien que

j'avais apporté au POID suite à son communiqué daté du 14 mai, ignorant que la veille l'organisation de la jeunesse du POID, Jeunesse Révolution, s'adressait à Hollande dans une "lettre ouverte", initiative que je condamne (https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs-1126549334023195).

Du coup ma réponse à ce camarade doit être relativisée ou prise au conditionnel et nécessite une mise au point. Je vous conseille de la lire avant de lire la suite pour comprendra à la fois l'état d'esprit qui nous anime ou nos réelles intentions et éviter toute confusion entre nous.

Les dirigeants de ce courant politique sont depuis des lustres familiers de ce genre de pratiques détestables qui relèvent du pur opportunisme. Pire encore, car dans le cas présent, et je pense que je ne suis pas le seul militant dans ce cas-là, elle tend à y associer les militants qui ont exprimé sincèrement leur soutien à l'un de ses partis sur la base de positions ou d'une orientation qu'ils partageaient, et que ces partis se sont ensuite empressés de renier, sans que ces militants aient imaginé un instant qu'ils pourraît être associés à une telle manipulation dont finalement ils sont victimes.

C'est très fort d'écrire dans un communiqué daté du 14 mai "dehors le gouvernement Hollande-Valls", et d'avoir lancé pratiquement simultanément, apparemment la veille, une "lettre ouverte à François Hollande" qui l'auréolait d'une soudaine légitimité pour décider du sort de la jeunesse et des travailleurs. Rappelons que l'impopularité qui frappe Hollande dépasse 85%. Question : Pour qui rame vraiment le POID, apparemment pas pour ces 85%, alors pour qui ?

A mon avis, cet énième coup tordu de ces professionnels du double langage consiste à ménager le PS, Hollande et son gouvernement, le régime, dans la mesure où cette lettre s'adresse à la jeunesse qui est mobilisée contre la loi Travail, alors que le PS contrôle le principal syndicat engagé dans ce combat, la FIDL, qu'il ne faudrait pas froisser en dressant la jeunesse contre Hollande et le gouvernement qui ont vocation à la représenter comme chacun devrait le savoir.

D'après vous, qui de la jeunesse sacrifiée et vouée à la précarité à vie avec la loi Travail ou du POID, entretient ou a intérêt à entretenir des illusions dans Hollande et le PS ?

Cette pratique est misérable, épouvantable, digne de l'opportunisme à l'état pur que nous combattons sans répit. Ils ont osé écrire dans leur communiqué que le gouvernement Hollande-Valls était le "fossoyeur de la démocratie, des droits ouvriers", pour finalement l'imiter ou lui venir en aide.

Partant de là, je conçois qu'il soit difficile, voire impossible d'appeler les militants à soutenir le POID, parce que les militants ne sont pas stupides et refusent de se faire ainsi manipuler. Mon intention était sincère contrairement à celle de ces dirigeants, dans lesquels on ne peut décidément avoir aucune confiance, c'est regrettable. Quand on dit et répète depuis des années qu'aucun parti ouvrier n'est crédible, ce n'est malheureusement pas une vue de l'esprit, on en a la preuve ici, mille fois hélas !

J'appelle les jeunes et les travailleurs à ne pas signer la lettre du POID adressée à Hollande.

Le courriel du camarade Stéphane

(Mes commentaires figurent entre parenthèses et signé JCT)

Bonjour,

La lecture du dernier communiqué du POID, et tes commentaires, m’ont suscité quelques remarques.

La formulation, "le gouvernement Hollande-Valls ne fait qu’exécuter servilement les exigences du FMI, de l’Union européenne et de la classe capitaliste", n'est pas suffisamment précise

Venant du POID, c’est au contraire bien précis, puisqu‘eux ou le POI, et avant eux les autres orgas depuis l’OCI se sont toujours réfugiés derrière les partis ouvriers bourgeois réformistes, en ne fustigeant que leurs dirigeants, mais jamais leur ligne politique. En gros, ils indiquent que les responsables sont uniquement les personnes, jamais l’orientation de ces partis.

(C'est un peu caricatural, sans vouloir faire dans la surenchère, ce serait plutôt la nature du PS qu'ils ont gravement négligée sous différents prétextes. - JCT)

Leur seule ligne est de s’en prendre aux institutions européennes, ou internationales, au mieux à la Ve République. Il ne porte jamais leur accusation sur la bourgeoisie française, et ne parle tout au plus que de la classe capitaliste. (Entre nous, c'est déjà mieux que le NPA ou LO. - JCT) Mais surtout, et c’est là qu’on voit leur véritable visage, l’unique ligne revendicative, c’est la démocratie (bourgeoise, j’imagine) et l’appel à une constituante (bourgeoise aussi). Jamais on ne lira de leur part, l’appel à la dictature du prolétariat, et la constitution d’un parti qui met en avant cette perspective. (Il serait particulièrement maladroit de

lancer un appel en faveur de la dictature du prolétariat, sachant que le terme de dictature a dans l'esprit des militants et des travailleurs une connotation négative de nature à les effrayer, leur faisant penser à juste titre au stalinisme ou au fascisme, à un régime despotique plutôt qu'à la démocratie ou au socialisme. On le réservera à des publications d'ordre théorique destinées aux militants. - JCT)

Même si dans tes commentaires, tu évoques des « imprécisions » (dont je viens de définir la véritable origine) avec raison, en partie, je m'étonne de la chute finale : Cela dit, nous appelons les militants, travailleurs et étudiants à adopter la ligne et les objectifs politiques qui figurent dans ce communiqué qui rejoignent les nôtres, et à participer au meeting organisé par le POID le 28 mai à Paris.

Peut-on vraiment appeler les militants (lesquels d'ailleurs) (Ceux qui se connectent au portail. - JCT) à rejoindre cette ligne politique aussi foireuse, et que dire des objectifs…encore plus floutesque. (J'ai estimé qu'avancer : "Dehors la loi travail ! ; Dehors le gouvernement Hollande-Valls, fossoyeur de la démocratie, des droits ouvriers ! ; Dehors la Ve République ! ; Dehors l'Union européenne, ses traités et ses plans destructeurs !", constituait un axe de combat clair, des tâches et des objectifs politiques conforment à la situation que l'avant-garde pouvait adopter, personnellement je les partage. - JCT)

Si ce n'est que pour se raccrocher à la dernière branche pourrie d'un parti qui ne cesse de sombrer dans le social-chauvinisme, forcément tiré vers le bas des autres PSC-FdG et PS, à la remorque desquels ils sont attachés depuis plusieurs décennies. (Je ne vois pas très bien en quoi ce serait être à la remorque de ces partis de dire "Dehors le gouvernement Hollande-Valls, fossoyeur de la démocratie, des droits ouvriers !" - JCT) Je trouve dommage et dommageable pour quelqu'un qui souhaite s'appuyer sur les enseignements de Marx, Engels et Lénine ou Trotsky, et à juste raison, d'en arriver à supporter des organisations dont la ligne s'en est aussi éloignée.

(Quand leur ligne s'en éloigne selon moi, je la dénonce, et quand elle s'en rapproche, je la soutiens, cela me semble logique, il n'y a là aucune contradiction, sauf naturellement si on estime que ce serait juste une manoeuvre de leur part et qu'on leur prête de mauvaises intentions. Je suis peut-être naïf mais j'ose espérer que ce n'est pas le cas ici.

J'ai le défaut de faire en général crédit a priori aux gens en privilégiant les qualités qu'ils sont censés posséder, que j'ai cru discerner en eux ou qu'ils ont déjà eu l'occasion de manifester, sans préjuger si c'est à tort ou à raison, seule l'expérience à venir nous le dira ou servira de révélateur, d'où bien sûr parfois des déboires, c'est inévitable quand on prend ce genre de risque, il faut savoir parfois faire preuve d'audace dans la vie, et d'autres fois des bonnes surprises ou la satisfaction de partager des expériences enrichissantes avec des gens ou faire un bout de chemin ensemble, là encore sans préjuger au départ pendant combien de temps durera cette liaison et quand elle prendra fin, ne sachant pas à l'avance quels aléas nous réserve l'existence ou la société.

Je soutiens temporairement le courant politique qui incarne le mieux mes idées, cela me semble normal, de toutes manières je n'ai pas le choix. J'irai plus loin, et sachant que dans ce cas-là généralement c'est parce qu'il n'existe pas d'autres alternatives à ma disposition, je ne peux pas les inventer tout de même pour faire plaisir à quelqu'un, c'est parce que c'était le bon choix, je l'assume entièrement.

J'ai toujours affirmé que ce courant politique l'emportait sur tous les autres sur le plan intellectuel, même s'il fait selon moi l'objet de graves confusions ou lacunes qui sont préjudiciables à sa crédibilité, et pour être tout à fait sincère j'ajoutais que je le regrettais profondément. - JCT)

Alors, sous quel prétexte faire encore crédit à de tels charlatans ? Parce qu'il constitue encore une force numérique dont on peut encore espérer quelque chose ? Mais à ce que compte-là pourquoi pas compter sur le PCF qui a encore au moins 10 ou 30x plus d'adhérents. Sur le tas, même une partie infime de militants encore « récupérables » , on arriverait bien à s'en tirer à meilleur compte. (Vaut mieux encore s'adresser aux dizaines de millions de travailleurs inorganisés qui n'ont jamais été piquousés au stalinisme, au réformiste ou au trotskysme conciliateur. - JCT)

Au passage, il faudra m'expliquer le sens de « les nôtres ». Dois-je comprendre que cela signifie un « nous » d'une formation constituée (et si oui laquelle), ou un « nous » imaginaire.

(Comme tu y vas, jusqu'à preuve du contraire je n'ai de compte à rendre à personne, puisque je suis le seul à essayer d'animer le courant politique dont je me revendique ou ce portail, donc je suis libre d'employer les formules syntaxiques que j'estime les plus appropriées selon le sujet traité, dans la mesure où elles n'engagent personne d'autres que moi, laissant à chacun le droit de se les approprier ou non selon qu'elles leur conviennent ou non, ce qui n'engagent qu'eux. Mais je vais te répondre.

J'emploie la première personne du pluriel, soit lorsque je considère que je ne suis pas le seul à partager les mêmes idées, soit pour marquer une distance entre moi et les idées que j'expose parce que j'estime qu'elles ne m'appartiennent pas, parce que je n'en suis pas forcément à l'origine ou plus généralement, parce qu'elles sont le produit d'une réflexion collective ou de plusieurs militants ou personnes, procéder autrement consisterait à me les approprier et à faire croire que j'en serais l'auteur, ce qui serait injuste et malhonnête.

De plus, détestant me mettre en avant ou en scène, bien que j'y sois obligé trop souvent à mon goût, employer à tout va la première personne du singulier ne correspondrait pas à mon état d'esprit, car ayant horreur des gens qui se font passer pour ce qu'ils ne sont pas je ne tiens pas à les imiter, cette attitude me semble donc conforme à mes principes, aux rapports que j'entretiens avec le monde extérieur qui ne sont pas axés sur ma petite personne. Et puis, sachant à la fois que mes causeries peuvent influencer ceux qui les lisent et que ma contribution demeure somme toute fort modeste, je préfère éviter que mes idées fassent l'objet d'une personnalisation ou que les lecteurs les identifient à une personne, moi en l'occurrence, pour ensuite procéder de même en supposant qu'ils se les sont appropriés, ce en quoi ils sont encouragés du fait que peu de gens ou personne ne me connaît, ce qui serait contraire à mes principes. - JCT)

Aujourd'hui, j'estime que ceux qui sont restés les plus fidèles aux idées que tu défends sont plus nombreux au sein du GMI. Certes, ils sont en phase de reconstruction et c'est un regroupement assez jeune (historiquement, depuis avril 2013)…

(Non, le GMI n'est pas jeune du tout, ou alors il faudrait en dire de même du POI, du POID et du NPA. En fait ses dirigeants doivent déjà avoir un certain âge et viennent de l'OCI-PCI. Ils sont restés des lambertistes pur jus et ils présentent les mêmes travers que le POI et le POID en plus accentués, en somme ils sont plus lambertistes que les lambertistes du POI ou du POID pour n'avoir jamais été capables d'en faire l'analyse jusqu'au bout, se référant encore aux discours délirants de Stéphane Just sans en avoir fait la critique ni tiré le moindre enseignement par conséquent, ce qui les amène à s'adresser aux dirigeants vendus des syndicats pour qu'ils appellent à la grève générale, bref, ils n'ont rien appris de la lutte de classe de l'après-guerre à nos jours, ils sont profondément sclérosés, et reproduisent les mots d'ordre des années 60-70 qui dans le contexte actuel me file littéralement la nausée, mots d'ordre ou ligne politique que j'ai eu l'occasion d'analyser et de caractériser d'opportunistes pour finalement les rejeter.

D'un côté, ils dénoncent "les multiples journées d'action avec le soutien du PdG, du PCF, du NPA, de LO, du POI, du POID, d'AL, etc." et d'un autre côté, ils lancent un appel en direction des dirigeants syndicaux pour qu'ils se prononcent pour la grève générale qui pour eux est une fin en soi, car sans se soucier du fait que ces dirigeants syndicaux s'emploieraient à la briser d'une manière ou d'une autre ou à faire en sorte qu'elle ne prenne pas un tour insurrectionnel tourné vers le régime qu'ils condamneraient, ce qui contribuerait à démasquer leur nature contre-révolutionnaire.

Souhaiter que les fossoyeurs du mouvement ouvrier, du syndicalisme, du socialisme, prennent la direction des opérations ou de la grève générale, c'est le meilleur moyen pour préparer les défaites de demain. C'est d'autant plus navrant que la grève générale ne se décrète pas et que j'avais reproduit récemment un passage de Lénine sur cette question, mais peut-être que tu ne l'as pas lu ou que tu en as tiré d'autres conclusions que moi.

Il y a quelques années, j'ai eu l'occasion d'échanger une correspondance avec plusieurs militants du CCI-T et du groupe bolchevik, dont un de leurs dirigeants qui dans la plus pure tradition lambertiste m'avait témoigné son mépris en estimant que mes causeries étaient de la merde, ce qui m'avait amené à conclure, qu'en étant animé par un tel état d'esprit, il n'y avait rien à en attendre jusqu'à preuve du contraire. Ils ne sont pas les premiers à avoir rompu avec un parti pour finalement adopter les mêmes pratiques... qu'ils condamnent chez les autres. Je pense avoir suffisamment démontré que cela ne me concernait pas, pour avoir reproduit dans ce portail des centaines ou des milliers d'articles dont je ne partageais pas les analyses ou les conclusions, chacun devant assumer ses responsabilités jusqu'au bout ou faire autre chose. - JCT)

C'est assez consternant qu'après 140 ans, et déjà les critiques formulées par Marx contre le programme de Gotha au Parti Ouvrier Allemand, et en particulier aux Lassaliens, le niveau de conscience politique de la classe ouvrière en soit resté au niveau zéro…mais d'un autre côté, on peut comprendre pourquoi. Je ne crois pas que tu me contrediras sur ce point.

(Et bien je voudrais bien que tu nous expliques pourquoi, ce que personnellement j'ai déjà fait à plusieurs reprises dans des causeries antérieures pour ne pas avoir à y revenir ici. On peut énoncer pêle-mêle : le stalinisme, le réformisme, l'opportunisme conciliateur, le dogmatisme, le sectarisme, le gauchisme, l'aventurisme, le parlementarisme, le républicanisme, le démocratisme, le trotskysme conciliateur, etc., qui pour s'imposer ou se justifier recourent à des méthodes déloyales ou détestables, qui à l'arrivée quand on les a l'esprit donnent une image épouvantable des partis ou du mouvement ouvrier. J'arrêterai là, car j'ai autres choses à faire. - JCT)

Cordialement,

Stéphane

La Constitution de la Ve République est incompatible avec la démocratie.

Le recours à l'article 49.3 par le gouvernement pour faire passer une loi rejetée par la majorité de la population laborieuse, démontre que la Constitution de la Ve République est incompatible avec la démocratie, et que par conséquent elle doit être abolie pour que la démocratie soit respectée.

Le recours à l'article 49.3 ne témoigne pas seulement de la crise des institutions que les rédacteurs de la Constitution de la

Ve République avaient prévue, il démontre que la démocratie est incompatible avec le régime capitaliste en crise qu'il faut abolir également pour qu'elle puisse s'exprimer librement.

Il est parfaitement clair que refuser d'admettre ce constat, nous condamne fatalement à subir indéfiniment les conséquences de la crise du capitalisme, et à nous soumettre au carcan des institutions antidémocratiques de la Ve République qui mènent la société au chaos, à la banalisation de la violence, voire de la cruauté, de la barbarie.

Quand deux parties revendiquent la propriété d'un bien et qu'une seule peut le posséder comme c'est le cas sous le régime capitaliste, l'autre partie sera spolié de ce droit et de ce bien. Quant à l'usage qu'ils en feront et au profit qu'ils en tireront, selon qu'il aura été acquis à titre privé ou collectif, ils seront de nature différente et incompatible entre eux.

Le propriétaire privé l'exploitera exclusivement pour son compte ou pour satisfaire ses propres besoins, tandis que la collectivité l'exploitera pour le compte de la totalité de ses membres. Le propriétaire privé accaparera à titre personnel l'essentiel du profit qu'il aura tiré de son exploitation, en cédant à ceux qui l'ont produit tout juste de quoi survivre pour continuer de les exploiter, tandis que les membres qui le possèdent à titre collectif l'exploiteront en commun et se partageront les richesses produites de manière à satisfaire leurs besoins.

Dès lors nous sommes en présence de deux modes de production et de répartition des richesses incompatibles entre eux ou qui ne peuvent coexister. L'un privilégie sa valeur d'échange pour satisfaire ses besoins à titre exclusif, l'autre sa valeur d'usage pour satisfaire les besoins de l'ensemble de la collectivité. Le premier correspond au capitalisme, le second au socialisme.

Les produits que la nature a créés ou qu'elle met généreusement à la disposition des hommes n'appartiennent à personne, ils devraient être le bien commun de la collectivité humaine. C'est ce droit que revendique le socialisme et que le capitalisme a confisqué à son profit.

Au départ, avant l'apparition de la moindre trace de conscience, les hommes régis par l'instinct animal étaient placés dans un état de dépendance à la nature. Ils s'employèrent alors à maîtiser leur environnement ou à domestiquer la nature pour remédier à cet inconvénient. Comment ? En mettant leur force de travail au service du développement de forces productives. Il s'en suivit du fait que les hommes ne naissaient pas égaux et qu'ils bénéfiaient selon le lieu où ils étaient venus au monde d'un environnement avantageux ou défavorables, que certains parvinrent à développer ces forces productives plus rapidement que d'autres et à former une caste de privilégiés capables de produire au-delà de leurs besoins, donnant naissance aux différentes classes sociales.

Une fois ce processus d'accumulation enclenché, les hommes n'eurent de cesse de se découvrir de nouveaux besoins, dont certains étaient inspirés inconsciemment par celui de s'émanciper du règne de la nécessité, qui les maintenait dans une situation de dépendance à la nature, ensuite à d'autres hommes s'étant mis à les exploiter et à les opprimer, la lutte des classes était née.

A partir de cette époque, les forces productives n'allait cesser de se développer, et il faudra attendre l'avènement du mode de production capitaliste pour qu'elles atteignent un niveau permettant d'entrevoir la possibilité de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population ou de l'humanité. Mais comme sur ce mode de production était venu se greffer dès son origine un mode de répartition des richesses produites destiné à satisfaire principalement les besoins de la minorité qui s'était accaparé ou possédait les moyens de production, la majorité de la population serait injustement et violemment privée du droit de bénéficier du produit du développement des forces productives, ce qui se traduirait concrètement par l'impossibilité de satisfaire ses besoins, et la conduisait à lutter pour faire valoir ce droit légitime, la lutte des classes devenant ainsi après le développement des forces productives, le second facteur déterminant ayant contribué à l'évolution de la civilisation humaine.

L'ensemble de ce processus devait se dérouler sans que les hommes aient conscience de ses tenants et de ses aboutissants, les privant du même coup de la possibilité de lui donner une orientation qui leur permettrait d'aboutir à un développement harmonieux et de vivre en paix, et leur interdirait de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Il aura fallu attendre le milieu du XIXe siècle après J-C pour que cette conscience jaillisse du conflit entre le mode de production capitaliste devenu trop étroit pour contenir les forces productives qu'il avait contribué à développer et ces forces productives elles-mêmes que les capitalistes allaient s'employer dans le futur à détruire massivement, tout en continuant comme dans le passé à les développer en recourant sans cesse à de nouveaux besoins, dont en partie les uns chasseraient les autres, sans que le rapport entre les classes change, ce qui se traduirait inexorablement par un accroissement de l'accumulation ou de la concentration du capital ou de richesses à un pôle de la société, et l'extension de la pauvreté et de la précarité à l'échelle mondiale à l'autre pôle.

Cette prise de conscience de ce processus matérialiste et dialectique, historique, était l'aboutissement des efforts qu'avaient entrepris les hommes pour se libérer du joug du règne de la nécessité, une fois que les forces productives avaient atteint un degré de développement permettant d'envisager la satisfaction des besoins de l'ensemble de l'humanité.

Mais les hommes, ceux qui étaient particulièrement concernés par cette nouvelle perspective débouchant sur leur émancipation

du règne de l'exploitation et de l'oppression, la classe des producteurs, les exploités, n'allaient pas être en mesure de saisir cette opportunité qui s'offrait à eux, pour avoir été maintenu dans un état d'ignorance tel de ce processus historique devait continuer d'échapper à leur conscience pendant encore longtemps.

Cette ignorance allait les conduire à se subordonner encore davantage au règne de la nécessité au lieu de s'en détourner ou de le combattre, en adoptant systématiquement tous les besoins que les capitalistes allaient créer spécialement pour eux ou pour entretenir leur sysème économique, ce qui devait aboutir à la plus grande confusion qui soit, au point d'identifier le bonheur ou le bien-être à leur capacité d'accumuler des biens ou consommer toujours davantage, et par conséquent abandonner tout espoir de changer les bases sociales de la société, alors que les conditions objectives ou matérielles étaient réunies pour l'envisager sérieusement.

Dès lors que les exploités ne parviendraient pas à élever leur conscience à un niveau suffisant ou à réunir les conditions subjectives indispensables pour agir sur la société et la changer, la civilisation humaine serait condamnée à une régression sans fin, à se décomposer, à se putréfier, à devenir invivable, une source de conflits et de violences, de guerres perpétuelles, à pourrir littéralement sur place jusqu'à son extinction finale.

Le cycle historique de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a contribué au développement de la civilisation humaine est parvenu à son terme. Devra-t-elle s'éteindre avec lui ou trouvera-t-elle la force de s'en délivrer une fois pour toute ?

La pétition que nous ne signerons pas parce qu'elle cautionne la Constitution de la Ve République, donc le régime et le gouvernement.

Change.org - Suppression du 49.3 dans la constitution française.

La démocratie c'est le vote, la démocratie c'est le débat parlementaire, la démocratie c'est le droit et le devoir du peuple de contester une loi.

La démocratie ce n'est pas le passage en force.

La démocratie ce n'est pas le 49.3 !

Supprimons cet article inique et surtout d'un autre temps.

Redonnons du pouvoir à notre vote.

Non, la démocratie ce n'est pas "le vote", dès lors qu'à la base le mode de scrutin est truqué, du fait que tous les partis ne bénéficient pas des mêmes privilèges pendant les campagnes électorales.

Non, la démocratie ce n'est pas "le débat parlementaire", dès lors qu'aucun parti n'exprime les besoins de la classe ouvrière.

Non, la démocratie ce n'est pas "le droit et le devoir du peuple de contester une loi", la démocratie c'est avant toute chose le droit et le devoir du peuple de faire la loi, ce que lui interdit la Constitution de la Ve République qui doit être abolie.

La France est devenu un Etat policier grâce à Hollande et au PS.

- Etat d'urgence: le Parlement adopte une 3e prolongation, jusqu'à fin juillet - AFP

Pour la troisième fois, le Parlement a adopté jeudi, par un vote de l'Assemblée, une prolongation de l'état d'urgence post-attentats, cette fois pour deux mois, après un débat très polémique dans l'hémicycle autour des violences dans les manifestations ces derniers jours. AFP

- Vers l'adoption définitive de la loi antiterrorisme - Reuters

Les députés français ont approuvé jeudi le projet de loi contre le terrorisme mis au point par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat qui prévoit de faire entrer dans la loi des dispositions jusqu'ici spécifiques à l'état d'urgence. Reuters

- État d'exception avec état d'urgence, par Jean-Claude Paye - Réseau Voltaire 18.05

Extraits.

- Remarquons d'abord qu'il est paradoxal d'invoquer l'État de droit pour justifier la prorogation de 3 mois d'un état d'urgence qui n'a d'autre objectif que de s'affranchir du principe de séparation des pouvoirs, de liquider le pouvoir judiciaire et de concentrer l'ensemble des prérogatives aux mains de l'Exécutif et de sa police.

- On doit parler d'un changement de régime politique, le passage d'un régime démocratique à un état d'exception permanent, un oxymore servant de cache sexe à un État policier.

- Depuis le début de l'état d'urgence, la plupart des perquisitions administratives ont été conduites, non pas pour des matières touchant au terrorisme, mais pour des affaires relevant du maintient de l'ordre, par exemple, à l'encontre de militants écologistes, ou de droit commun, sans aucun lien avec la lutte contre « le terrorisme de guerre », confirmant ainsi quel la « guerre contre le terrorisme » est avant tout un conflit entre le gouvernement et ses populations.

- Les perquisitions de nuit, sans autorisation judiciaire, peuvent avoir lieu s'il existe « des raisons sérieuses de penser que ce lieu est fréquenté par une personne dont le comportement constitue une menace. » Elles remettent en cause l'inviolabilité du domicile et peuvent se dérouler pour des raisons vagues et détachées de tout élément matériel.

- La perquisition s'inscrit ainsi dans un système global de mise sous contrôle des populations.

- Grâce à la notion d'atteinte à l'ordre public, le texte donne une grande marge d'appréciation pour dissoudre les associations ou groupements qui s'opposeraient à la politique gouvernementale, des groupes « qui participent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public ou dont les activités facilitent cette commission ou y incitent ». (...) La possibilité de dissolution est largement étendue par la notion d'atteinte à l'ordre public et pourrait potentiellement concerner tout groupe d'opposition à la politique gouvernementale.

- Quant aux conditions de l'assignation à résidence décidée sans intervention d'un juge, elles sont durcies. (...) La formulation est beaucoup plus large et floue, car les « raisons sérieuses » ne sont pas spécifiées. En passant de « l'activité » au « comportement » et à la « présomption », la nouvelle loi abandonne la matérialité des faits pour se rapprocher d'un délit d'intention.

- Les assignations à résidence se fondent en grand partie sur les « notes blanches » des services de renseignement, des documents non signés, non datés et sans en-tête de service.

- Les mesures attentatoires aux libertés privées, contenues dans les différentes lois installant une surveillance des populations, ont immédiatement été prises pour une durée indéterminée. Elles ne relevaient donc pas d'un état d'urgence, mais étaient l'expression d'un changement de régime juridique et politique, de la mise en place progressive d'un régime autoritaire. Il en est de même en ce qui concerne les mesures prises par le gouvernement dans le cadre de l'état d'urgence.

- L'assigné à résidence dépend ainsi totalement du bon vouloir et des caprices de l'administration, non seulement en ce qui concerne les motivations (les raisons sérieuses de penser) de la mesure à laquelle il est soumis, mais aussi pour sa durée.

- En bref, les raisons sérieuses de penser que les personnes iront manifester justifie les mesure devant les empêcher d'exercer leurs droits politiques et constitutionnels.

- Finalement, François Hollande a renoncé provisoirement à constitutionnaliser l'état d'urgence, suite à l'impossibilité de mettre d'accord les parlementaires sur la procédure de retrait de la nationalité aux Français condamnés pour terrorisme. Cette volonté gouvernementale d'opérer un changement de régime politique est confirmée par un projet, aujourd'hui abandonné, de régler la « sortie » de l'état d'urgence en prolongeant les pouvoirs de la police et du parquet pendant une période indéterminée, pendant laquelle les pouvoirs d'exception, selon l'évolution de la situation seraient progressivement abandonnés, selon la propre évaluation de l'Exécutif. Le second projet gouvernemental a abouti à la loi sur la procédure pénale « renforçant la lutte contre le terrorisme et le crime organisé ». Cependant, le gouvernement pensait aller encore plus loin en créant un délit « d'obstruction à la perquisition ». Il s'agissait bien d'indiquer aux citoyens qu'ils n'ont aucun droit face à la police. En outre, il était aussi envisagé que les policiers pourraient saisir tout objet ou document sans en référer au procureur. La police aurait été libérée du dernier élément du contrôle judiciaire, celui du procureur, d'un magistrat pourtant directement soumis au pouvoir exécutif. Réseau Voltaire 18.05.2016

Rappel. J'ai retrouvé des extraits de causeries antérieures où j'avais voulu attirer l'attention des lecteurs sur l'orientation de la société virant à la dictature ouverte.

Le 27 juin 2008

- Le tentation de la dictature se précise.

Tempête contre la "reprise en main" de la télévision publique.

Le 4 novembre 2008

- La tentation de la dictature. Le gourou et le vaudou.

Le 17 janvier 2009

- A propos de Sarkozy : ... la tentation de la dictature transpire à travers ses interventions et sa politique...

Le 8 novembre 2010

- ... la tentation du pouvoir en place de recourir aux mêmes moyens qu'une dictature sur le plan politique et judiciaire...

Le 5 juin 2013

- La tentation de la dictature. Changez-moi ces juges !...

Le 30 décembre 2013

- La tentation de la dictature écrivions-nous sous Sarkozy, elle s'amplifie sous Hollande.

Le 5 janvier 2016

- Tentation de la dictature. Pour siffler la fin de la partie, il vous faudra attendre encore un peu...

- Guillaume Richard (PDG du groupe O2) - "J'aurais apprécié que le président Hollande siffle la fin de la lutte des classes" - LePoint.fr

Flagrant délit. Le vrai visage réactionnaire de l'ONG Human Rights Watch

L'ONG Human Rights Watch et quatre ex-présidents colombiens ont de leur côté appelé les membres de l'Organisation des états américains (OEA) à se prononcer fermement sur la crise au Venezuela, à l'occasion de la présentation à Bogota d'un livre de l'opposant vénézuélien emprisonné Leopoldo Lopez. AFP 20.05

Le refus d'affronter le régime conduit fatalement à l'impuissance, ou pire, à s'associer à ceux qui se mobilisent et sapent toute tentative ou espoir de changer la société.

Grille de lecture.

- En lisant de larges extraits de cet article du portail néolibéral Slate.fr, vous aurez compris pourquoi ils l'ont publié en prêtant une attention particulière à la conclusion pratique à laquelle arrivent deux des nombreux acteurs qui entendent intervenir sur le plan politique tout en refusant de caractériser le régime et de l'affronter, encore moins envisager de le renverser, sinon Slate.fr ne leur accorderait pas cette tribune.

- La conclusion pratique à laquelle ils arrivent est de nature à rassurer les porte-parole de l'oligarchie anglo-saxonne, puisqu'elle les conduit à se détourner du combat politique pour le recentrer sur les individus, à travers "davantage d'action européenne commune aux mouvements qui émergent aussi dans d'autres pays", qui sont tous manipulés par des idéologues ou des agents de l'oligarchie.

- Numérique: «Face à un mur, il faut savoir faire autre chose que se taper la tête contre» - Slate.fr 19.05

Il existerait "un malaise dans le dialogue avec les politiques" :

- « Après des années de violence légale, de défaites et de recul des libertés fondamentales, face à une représentation politique dont la seule logique est sécuritaire, La Quadrature du Net refuse de perdre davantage de temps à tenter d'influencer rationnellement ceux qui ne veulent rien entendre et choisit de réorienter ses actions. »

Qui se traduirait par "un ras-le-bol politique qui ne date pas d'aujourd'hui" :

- « On a eu le sentiment qu'il y a eu un vrai ras-le-bol vis-à-vis de l'empilement des lois sécuritaires, notamment une vraie difficulté

à savoir comment agir quand les méthodes traditionnelles ne fonctionnent plus. »

Un ressenti qui ne se limite pas à l'association: elle nous explique que lors des discussions que la Quadrature du Net peut avoir avec d'autres associations ou syndicats, elle a pu constater que le «ras-le-bol est partagé» –symbole de ce ras-le-bol partagé

Thomas Watanabe-Vermorel, porte-parole du Parti pirate :

- « On partage complètement ce sentiment de ras-le-bol, d'impuissance et de quelque chose de l'ordre de l'injustice. En essayant d'être des citoyens motivés, qui sont capables de proposer, d'être constructifs, on se heurte à un mur qui oscille entre l'arrogance, la condescendance, et le mépris le plus total.»

Face à l'empilement de lois (renseignement, réforme pénale, loi numérique), Adrienne Charmet admet un sentiment d'impuissance. Mais elle n'est pas la seule. La présidente de la Ligue des droits de l'Homme reconnait que ce sentiment est partagé par beaucoup de monde, notamment depuis ce qu'elle qualifie de «virage sécuritaire et autoritaire» pris par le gouvernement.

Elle qualifie notamment la récente réforme pénale présentée par Jean-Jacques Urvoas de «l'un des pires dialogues que la Quadrature a pu avoir avec des parlementaires. Il n'y avait aucune ouverture. C'était un vrai rouleau compresseur. Il n'y a pas d'actions vraiment possibles.» De son côté, Françoise Dumont a l'impression que parfois les discussions sont simplement impossibles, et ce alors qu'elle reconnaît aisément «n'avoir jamais été très entendue»:

«On a vraiment l'impression de ne plus avoir d'interlocuteurs avec qui discuter.»

Frédric Toutain, attaché parlementaire de la députée apparentée écologiste Isabelle Attard –qui a souvent partagé les combats de la Quadrature du Net : «la solution passe par une reprise en main du pouvoir par les citoyens.»

Face à tout cela, la Quadrature du Net a donc décidé de se recentrer pour agir là où elle peut encore réussir à influencer le débat. La décision date d'il y a quelques semaines déjà. Au programme, note-t-elle dans son communiqué, «moins de suivi législatif français, davantage d'action européenne commune aux mouvements qui émergent aussi dans d'autres pays. [...] Moins de travail avec le monde politique, et davantage avec les individus volontaires pour nous accompagner sur ce terrain. Nous nous consacrerons à plus de sensibilisation de fond, plus de participation, de décentralisation de nos actions, d'engagement des bénévoles, plus d'indépendance face aux agendas imposés». slate.fr 19.05

En famille, même pas besoin de les cloner tellement ils se ressemblent. Parole de banquiers.

Voilà la dernière imposture pilotée par l'oligarchie et le PS. Après "notre ennemi c'est la finance", au tour des banquiers de Libération de lancer de lancer un appel aux oligarques du CAC 40.

Avant de lire un extrait de l'appel que quarante personnalités ont signé en direction du gouvernement pour qu'il limite les salaires des patrons, il est bon de lire les deux articles ci-dessous histoire de mieux cerner le contexte dans lequel cet appel s'insctit, j'allais écrire pour cerner leurs réelles intentions, puis je me suis ravisé car c'était inutile!

- Emmanuel Macron "incarne mieux le libéralisme" que les présidentiables de droite - L'Express.fr

Le ministre de l'Economie continue de tracer son sillon dans le paysage politique français. Il est même en train de se construire une solide image d'homme "libéral". Aussi bien chez les sympathisants de gauche, que chez les électeurs de droite. L'Express.fr 19.05

- La France promeut l'arbitrage privé du Tafta au sein même de l'Europe - LeMonde.fr

Une proposition soutenue par la France, que « Le Monde » a consultée, suggère d'instaurer de nouveaux tribunaux d'arbitrage privés – déjà critiqués – au sein même de l'Union européenne.

La France, hérault de la lutte pour un Tafta plus équitable et contre des tribunaux privés au service des multinationales ? Cette image que le gouvernement tente de renvoyer depuis quelques semaines risque d'être mise à mal par un document confidentiel consulté par Le Monde, dans lequel un groupe de cinq pays européens, dont la France, propose l'instauration d'une juridiction d'exception européenne au service des entreprises souhaitant attaquer les décisions des Etats.

Ce document de travail rédigé par la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande et les Pays-Bas, obtenu par le réseau militant Seattle to Brussels, a été transmis le 7 avril au Conseil des ministres européens. Il répond à l'offensive lancée à l'été 2015 par la Commission européenne pour abroger les quelque 200 traités d'investissement bilatéraux toujours en vigueur entre les « anciens » et les « nouveaux » Etats-membres de l'Union européenne, issus des élargissements récents.

L'institution bruxelloise juge ces accords non seulement inutiles – car le marché unique a déjà uniformisé les règles d'investissement entre les Vingt-Huit –, mais surtout incompatibles avec le droit européen – car générateurs de discriminations entre eux.

Menacés plus ou moins directement de sanctions par la Commission pour avoir conservé ces traités obsolètes, conclus dans les années 1990, ces cinq pays se disent prêts à les abroger, à condition qu'un nouveau régime harmonisé de protection des investissements leur succède.

« Ni utile ni nécessaire », disait la France

Et c'est là que le bât blesse. Car le quintet ne se contente pas de réclamer un cadre législatif clarifié. Il souhaite sauver le mécanisme de règlement des différends investisseurs-Etats, une juridiction arbitrale privée vers laquelle les entreprises peuvent se tourner en lieu et place des tribunaux nationaux. Plus connu sous son acronyme anglais ISDS (investor-state dispute settlement), ce système est l'un des volets les plus controversés du traité transatlantique Tafta/TTIP, en négociation entre l'UE et les Etats-Unis.

Pourquoi conserver un tel système arbitral hors-sol, dont les sentences jugées contraires au droit européen se sont multipliées au cours des dernières années ? Pourquoi ne pas profiter de cette remise à plat pour se débarrasser de ce mécanisme que la France avait qualifié l'an passé de « ni utile ni nécessaire » dans le cadre des négociations transatlantiques ?

L'argumentaire déployé ressemble à celui adressé par le lobby européen de l'industrie Business Europe à la Commission européenne en février, comme le souligne Seattle to Brussels. Le maintien de l'ISDS serait justifié par le fait que « les systèmes judiciaires nationaux peuvent susciter des préoccupations en termes de lenteur des procédures, de qualité du système judiciaire et de perception de l'indépendance judiciaire », de même que les « administrations publiques » et les « environnements d'affaires » de certains Etats-membres. Les nouveaux entrants d'Europe centrale et orientale, indirectement pointés du doigt, apprécieront.

Autre argument déployé dans le document : si les Européens renonçaient à de tels mécanismes en interne, « il serait d'autant plus difficile de plaider en [leur] faveur » dans les négociations commerciales en cours avec leurs partenaires extérieurs, tant avec les pays en développement qu'avec les Etats-Unis. Pire : cela pourrait créer « un avantage compétitif pour les investisseurs étrangers », qui bénéficieraient d'une meilleure protection sur le sol européen que leurs homologues européens.

Un arbitrage vraiment amélioré ?

Au niveau institutionnel, la France et ses partenaires veulent officiellement saisir l'occasion pour mettre en oeuvre l'« investment court system » (ICS), un ISDS nouvelle version élaboré fin 2015, que l'Europe essaie d'imposer aux Etats-Unis dans les négociations transatlantiques. Celui vise à muscler les garde-fous contre les dérives du système arbitral, qui menace parfois les politiques publiques sanitaires ou environnementales des gouvernements au nom de la « protection des investissements ».

Problème : plutôt que de créer une nouvelle cour permanente ex nihilo où ils auraient les mains libres, le groupe des cinq privilégie la rapidité en suggérant d'adosser le futur mécanisme à la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye. Or, d'après Florian Grisel, chercheur spécialiste de l'arbitrage international à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, aucun des grands principes de l'ICS ne saurait trouver sa place dans cette institution au cadre très contraint : impossible de substituer aux arbitres ad hoc des juges permanents réputés plus impartiaux, de leur interdire d'exercer en parallèle des activités d'avocat, de renforcer leurs règles d'éthique pour limiter les conflits d'intérêts, et encore moins d'instaurer un mécanisme d'appel des décisions. « Il est donc possible que cela ne change absolument rien au système actuel d'ISDS », souligne l'universitaire.

« Peut-être que cette voie sera trop compliquée », reconnaît-on timidement au Quai d'Orsay, sans pour autant s'avouer vaincu. Pour la France, il est de toute façon « trop tôt » pour savoir si ces exigences seront techniquement applicables, et politiquement acceptables pour les Vingt-Huit. LeMonde.fr 19.05

- Quarante personnalités appellent le gouvernement à limiter les salaires des patrons - Francetv info

Parmi les premiers signataires : le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, la maire de Paris Anne Hidalgo ou encoe Philippe Martinez, le numéro un de la CGT, l'économiste Thomas Piketty, l'écologiste Nicolas Hulot et l'historien Pierre Rosanvallon. Quarante personnalités appellent dans Libération le gouvernement à légiférer afin de limiter les salaires des patrons, mercredi 18 mai.

Les signataires de cet "appel des 40 au CAC 40", à l'initiative du quotidien et assorti d'une pétition sur le site Change.org, souhaitent que "désormais, en France, un patron ne puisse pas être rémunéré plus de 100 Smic, soit 1,75 million d'euros par an". Ils dénoncent "une période inédite dans l'histoire du capitalisme contemporain" avec un écart entre le salaire des PDG et le salaire moyen qui a "explosé".

Les pétitionnaires notent que "le principal argument patronal pour justifier de telles pratiques - celui d'un marché mondial des très hauts dirigeants qui nécessiterait un alignement des salaires par le haut - n'est corroboré par aucune étude économique sérieuse". Et ils soulignent qu'"en se comportant de la sorte, notre élite économique entretient un sentiment de chacun pour soi délétère".

Cet appel intervient après les polémiques sur les salaires de patrons comme ceux de Renault et de PSA, Carlos Ghosn et Carlos Tavares, et la menace brandie mardi par François Hollande de passer par la loi. Francetv info 19.05

- Quelques-uns des signataires de l'« appel des 40 au CAC 40 » - lemonde.fr

Le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis, le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone (PS), la maire de Paris Anne Hidalgo, les députés socialistes Benoît Hamon et Karine Berger ou encore l'ex-ministre Arnaud Montebourg (PS) et la députée écologiste Cécile Duflot figurent parmi les signataires de ce texte.

Les responsables syndicaux Laurent Berger (CFDT), Philippe Martinez (CGT), Carole Couvert (CFE-CGC), Luc Bérille (Unsa), Eric Beynel et Cécile Gondard Lalanne (Solidaires) ont également paraphé l'appel, comme l'économiste Thomas Piketty, le militant écologiste Nicolas Hulot, ou le président de l'Unef William Martinet.

Ont aussi apporté leur soutien les sociologues Dominique Méda et Michel Wieviorka, l'historien Pierre Rosanvallon, la pneumologue Irène Frachon, ou encore l'écrivain et réalisateur Raphaël Glucksman. lemonde.fr 19.05

Les raclures habituels maîtres & imposture !

Derniers développement de la mobilisation pour le retrait de la loi Travail

- Regain de mobilisation dans les rues contre la loi Travail - Francetv info

Il y avait plus de manifestants ce 19 mai que dernièrement. Les syndicats ne veulent pas lâcher. (Quel dommage ! - LVOG)

C'est l'un des enseignements de cette journée de mobilisation contre la loi Travail - la 7e depuis le mois de mars - ce jeudi 19 mai : davantage d'opposants se sont mobilisés par rapport à la journée de mardi. Les autorités ont compté 128 000 manifestants dans toute la France; la CGT en a compté 400 000.

A Paris, on défilait pour dénoncer la fermeté du gouvernement. Ce matin, Manuel Valls avait appelé les syndicats à la responsabilité après les violences qui ont émaillé les derniers rassemblements. "Qu'il retire son projet de loi et on en reparlera", répond Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, au micro de France 2.

Malgré un gros dispositif des forces de l'ordre, quelques débordements ont éclaté en fin de manifestation dans la capitale. Dans plusieurs villes de France, la mobilisation était semblable. "Il faut se défendre et ne pas laisser passer des lois pareilles et laisser le gouvernement passer en force comme ça", lance une femme à Rouen (Seine-Maritime). Une intersyndicale se réunit ce soir pour décider de la suite du mouvement. Francetv info 19.05

- Loi travail: FO va appeler à une "grève interprofessionnelle" en juin - AFP

Force ouvrière appelle à une "journée de grève interprofessionnelle" en "juin" contre le projet de loi travail, assortie d'une "manifestation nationale" à Paris, a annoncé jeudi le syndicat, qui propose aux autres centrales contestataires de s'associer à son appel.

La commission exécutive de Force ouvrière "décide un renforcement de la mobilisation en s'inscrivant dans une manifestation nationale interprofessionnelle en juin, avec appel à une journée de grève interprofessionnelle", écrit-elle dans un communiqué.

Depuis le début de la mobilisation, les appels à la grève étaient sectoriels et par entreprise, et les manifestations se déclinaient dans toute la France et non dans un cortège "national" unique.

Le syndicat "invite les organisations syndicales réclamant le retrait du projet de loi à s'associer" à son appel, alors qu'une intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, Fidl, UNL) est prévue jeudi dans la soirée, au terme d'une septième journée nationale unitaire contre la réforme.

Pour la centrale de Jean-Claude Mailly, le texte reste un "projet rétrograde", qui, "avec l'inversion de la hiérarchie des

normes", "s'inscrit dans une réduction de la couverture conventionnelle des salariés et un développement du dumping social dans une logique à contre-sens du progrès social et économique".

Par ailleurs, le syndicat, qui observe un "endurcissement des pouvoirs publics", rappelle qu'il "dénonce toutes formes de violences et prendra toutes ses responsabilités pour préserver la démocratie, la liberté d'expression et la liberté de manifestation". AFP 19.05

Une énième journée d'action ? Interprofessionnelle, s'il vous plaît, cela impose le respect paraît-il...

Quand l'Etat policier entre à l'école.

- L'Ile-de-France adopte les tests salivaires de détection de drogue dans les lycées - LeMonde.fr

Ce projet controversé, porté par la présidente de la région, Valérie Pécresse, a été adopté malgré l'opposition de la gauche et l'abstention du Front national. LeMonde.fr

Règlement de compte

- Salaire des patrons: Macron contredit Valls (et se contredit lui-même) - Le Huffington Post

A force de faire entendre sa petite musique, Emmanuel Macron se prend les pieds dans sa propre partition. Invité ce jeudi à s'exprimer devant une conférence d'investisseurs, le ministre de l'Economie a estimé que la loi n'était "pas la bonne méthode" pour encadrer. Alors que Manuel Valls venait de déclarer sur RTL son intention de "légiférer" sur la question du salaire des patrons. Le Huffington Post et AFP 19.05

- Loi Travail : le PS somme ses frondeurs de s'expliquer après la motion de censure - Francetv info

La Haute autorité éthique du Parti socialiste a envoyé une lettre à ses députés ayant signé la motion de censure.

Des "explications". Voilà ce que la Haute autorité éthique du Parti socialiste demande à ses 26 députés frondeurs qui ont signé le projet de motion de censure de gauche contre le gouvernement, après que ce dernier avait utilisé l'article 49.3 de la Constitution pour faire voter le projet de loi Travail. Le parti leur a envoyé une lettre que reproduit BFMTV, jeudi 19 mai.

Selon BFMTV, les frondeurs ont l'intention de rédiger une réponse commune à la Haute autorité et ils ont déjà dévoilé une partie de leur argumentaire. "Ce conflit n'est pas éthique mais bel et bien politique", fait valoir Yann Galut. "Le 49.3 n'est pas dans l'esprit du parti, nous allons insister sur ce point", argumente de son côté Laurent Baumel. Les frondeurs comptent également retenter de déposer une motion de gauche en juillet, à l'occasion de la deuxième lecture du projet de loi El Khomri à l'Assemblée. Francetv info 19.05

Traitement des déchets ou récupération de la vermine.

- Implosion du groupe écologiste à l'Assemblée, une partie rallie les socialistes - AFP

Point final à l'Assemblée d'une fracture ouverte en 2014, le groupe écologiste a cessé jeudi d'exister sous sa forme actuelle, les députés pro-gouvernement actant le divorce d'avec leurs collègues opposés à l'exécutif pour rejoindre les socialistes. AFP 19.05

- Écolos : "On est des victimes collatérales de la motion de censure" - LePoint.fr

Selon Danielle Auroi, députée EELV, le démantèlement du groupe écologiste à l'Assemblée est une mesure de représailles après l'épisode du 49.3. LePoint.fr 19.05

- Le fait politique du jour - Hollande, les Verts et la bombe à retardement - LeFigaro.fr

L'éclatement du groupe écologiste à l'Assemblée nationale complique encore un peu plus une candidature de Cécile Duflot en 2017. Et sert le président de la République. LeFigaro.fr 19.05

Bienvenue en oligarchie.

- Non, la France n'a jamais été gagnée par une «haine antiflic»

Un sondage Odoxa publié ce mardi 17 mai annonce que 82% des Français ont une bonne opinion de la police. Un chiffre qui n'a rien d'exceptionnel et masque d'autres réalités. Slate.fr

- L'amalgame des conflits fait courir un énorme risque au gouvernement

Même si les préavis de grèves n'ont pas tous le même objet, ils font courir un risque de blocage de l'économie. L'heure n'est plus à la pédagogie, mais à la recherche d'une solution d'apaisement. s'emballe. Slate.fr

- Oui, manger bio a du sens

Au minimum, il ne semble pas tout à fait insensé de s'interroger sur ce que l'on mange... Slate.fr a publié le 12 mai la tribune de Gérard Kafadaroff, ingénieur agronome et ancien directeur chez Monsanto, affirmant qu'il faut cesser d'attribuer de fausses vertus à l'agriculture biologique... Slate.fr

- Des hommes expliquent pourquoi ils envoient des photos de leur sexe

Chacun a ses raisons.Vous arrive-t-il d'envoyer des photos de votre sexe? Ou d'en recevoir? En citant une étude menée par l'entreprise McAfee, spécialisée dans la sécurité informatique, le New York magazine explique que 49% des Américains ont déjà pratiqué le «sexting», et donc envoyé des photos de leur sexe... Slate.fr

- Au XVIe siècle, en France, les troubles de l'érection étaient punis par la loi

L'impuissance était l'affaire de tous.Les troubles de l'érection n'ont pas d'âge. Dès le XVIe siècle, ils constituaient déjà un véritable problème de société. À cette différence près que l'impuissance était légalement répréhensible et passible de procès. Slate.fr

- Lever l'omerta contre le harcèlement sexuel ne suffira pas

Pour que le harcèlement cesse, en politique comme ailleurs, la «fin de l'omerta» n'est qu'une étape, explique dans cette tribune Maxime Poisot, ancien collaborateur parlementaire. Slate.fr

- Non, les préservatifs anti-zika ne protègent pas mieux que les autres

La délégation olympique australienne en sera équipée aux Jeux olympiques de Rio cet été.On connaissait les préservatifs nervurés, parfumés, extra lubrifiés... Il faudra désormais compter sur la capote anti-Zika que nous présente le Slate américain. Slate.fr

- Facebook veut transformer vos visages en emojis

Le réseau social réfléchit à une option permettant de transformer vos photos. Dans vos conversations en ligne, dans vos textos, sur vos réseaux sociaux préférés... Les emojis sont partout, y compris sur Facebook. Slate.fr

Quel degré de débilité !

- Voici à quoi devrait ressembler la cyberguerre contre l'État islamique

Cette stratégie a fonctionné à merveille contre les insurgés en Irak.Pendant le mois d'avril, les représentants du Pentagone ont annoncé qu'ils luttaient contre Daech non seulement avec des bombes et des attaques sur le terrain, mais aussi avec des opérations de cyberoffensive. Slate.fr

- Donald Trump et Kim Jong-un, la rencontre?

Le candidat républicain s'est dit prêt à renouer le dialogue avec le dirigeant nord-coréen. Retour, en vidéo, sur ses nombreuses déclarations sur la Corée du Nord. Slate.fr

- Donald Trump a tout de la posture du «mâle alpha» et rien de sa finesse stratégique

Un spécialiste des comportements des chimpanzés appliqués à la politique explique pourquoi le candidat républicain n'est pas assez stratège pour jouer le rôle du «mâle alpha» dans la campagne présidentielle. Slate.fr

- Les forces afghanes ont-elles cherché à détruire un hôpital de Médecins sans Frontières?

Une enquête du New York Times essaie de faire la lumière sur cette affaire. Le 3 octobre 2015, 45 personnes ont été tuées dans un hôpital tenu par Médecins sans Frontières à Lunduz, en Afghanistan, lors d'un bombardement américain. Officiellement, c'était une erreur. Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Otan

- Le Monténégro invité à rejoindre l'Otan - sputniknews.com

Les chefs de diplomatie des 28 pays de l'Otan et le premier ministre du Monténégro ont signé le protocole d'accession de ce petit Etat balkanique à l'Alliance, qui l'avait pourtant bombardé il y a 16 ans.

Les ministres des Affaires étrangères des 28 Etats membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et le premier ministre monténégrin Milo Dukanovic ont signé jeudi le protocole d'accession du Monténégro à l'Otan.

Ce document doit encore être entériné par le Sénat américain et les assemblées législatives des 28 autres Etats membres de l'Otan, dont le Monténégro doit devenir à terme le 29e.

"C'est la preuve que nous avions une vision claire de notre avenir à l'époque et que nous nous y sommes engagés (…) En ces temps troubles, la sécurité collective est plus importante que jamais", a déclaré le chef du gouvernement monténégrin Milo Dukanovic, après avoir signé le protocole d'accession au QG bruxellois de l'Otan.

Selon le secrétaire général, ce protocole d'accession est une étape supplémentaire dans le processus d'adhésion du Monténégro à l'Alliance, mais "les réformes amorcées doivent se poursuivre".

Il a particulièrement insisté sur la lutte contre la corruption et la modernisation des institutions de la Défense.

La Russie n'a pas manqué de critiquer ce nouvel élargissement de l'Otan et a promis de tout mettre en œuvre pour défendre sa sécurité nationale et ses intérêts.

"La signature du protocole d'accession du Monténégro à l'Otan est une nouvelle tentative de modifier le paysage politique et militaire de l'Europe (…) La décision de l'Alliance de s'élargir au Monténégro affecte les intérêts de la Russie et la contraint de réagir", lit-on dans le communique du ministère russe des Affaires étrangères. sputniknews.com 19.05

2- Israël

- Etat sioniste. "Le gouvernement le plus extrémiste à avoir jamais servi" - AFP

Israël se dirige vers le gouvernement le plus à droite de son histoire - AFP

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu semblait en passe jeudi d'élargir son gouvernement pour en faire le plus à droite de l'histoire d'Israël avec le retour probable de l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, figure détestée des Palestiniens, au ministère de la Défense.

Les proches de M. Netanyahu continuaient à négocier jeudi avec ceux de M. Lieberman pour que celui-ci rentre dans la coalition gouvernementale avec Israël Beiteinou, le parti de la droite dure qu'il dirige.

Les fuites de part et d'autre dans la presse présentaient un accord comme proche. Israël Beiteinou compte six députés, mais après les fuites sur un accord, Orly Levi-Abekasis a annoncé sur Facebook son départ du parti tout en maintenant son siège au Parlement, disant vouloir travailler sur des questions socio-économiques "suivant les impératifs de ma conscience".

Mais même avec cinq voix d'Israël Beiteinou au Parlement, M. Netanyahu verrait réalisée son ambition publiquement avouée d'élargir sa majorité.

Sa victoire inattendue aux législatives de mars 2015 avait accordé à M. Netanyahu la plus ténue des majorités (61 voix sur 120), le laissant à la merci des caprices de ses alliés et faisant peser un doute permanent sur la durée de son quatrième gouvernement.

Le retour au gouvernement de M. Lieberman, qui fut le ministre des Affaires étrangères de M. Netanyahu de 2009-2012 puis de 2013-2015 et qui demeure une figure incontournable et controversée de la politique israélienne, s'opérerait après un retournement de situation abracadabrant.

Car, M. Netanyahu avait semblé proche, mercredi matin, après des mois de théâtre d'ombres, de conclure un accord avec le chef du Parti travailliste, Isaac Herzog, se posant en champion de la paix avec les Palestiniens.

Le retour de M. Lieberman risque de susciter les inquiétudes de la communauté internationale quant à la politique du gouvernement Netanyahu, en particulier sur le conflit israélo-palestinien, alors que les craintes d'une nouvelle escalade sont déjà vives.

Au ministère de la Défense, M. Lieberman superviserait les activités de l'armée dans les Territoires palestiniens. Les commentateurs posent déjà la question d'un durcissement sous l'influence d'un homme qui, il y a quelques jours, accusait le gouvernement Netanyahu de manquer de fermeté face aux attaques palestiniennes et de ne pas construire dans les grands blocs de colonies de Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967.

La poursuite de la colonisation --la construction d'habitations civiles sur des territoires occupés par Israël-- est illégale aux yeux de la communauté internationale qui y voit un obstacle majeur à la paix.

M. Lieberman a réclamé la peine de mort contre les auteurs d'attentats anti-israéliens pour entrer dans la coalition. Il a laissé entendre mercredi que le gouvernement pourrait accéder à cette exigence, parmi d'autres comme celle, essentielle, du portefeuille de la Défense.

Le retour au gouvernement israélien d'un homme "connu pour ses vues d'extrême droite sur les Palestiniens est une preuve supplémentaire du fait que Netanyahu préfère promouvoir l'extrémisme au sein de son gouvernement", a réagi le ministère palestinien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les discussions sur l'élargissement du gouvernement ont coïncidé avec une déconcertante intervention du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi évoquant "une opportunité réelle" de résolution du conflit israélo-palestinien. Elle a poussé certains commentateurs israéliens à spéculer sur une action concertée de MM. Netanyahu et Sissi pour pousser à l'entrée des travaillistes dans le gouvernement israélien.

Ces tractations ont capoté spectaculairement mercredi, laissant le Parti travailliste en lambeaux.

"Au lieu de présenter au monde un gouvernement plus modéré en prévision des graves défis qui nous attendent, Netanyahu lui présente le gouvernement le plus extrémiste à avoir jamais servi", écrivait jeudi le quotidien Yedioth Ahronoth.

Pour son concurrent Maariv aussi, c'est avec le gouvernement "le plus extrémiste depuis la fondation d'Israël" que le pays va au-devant d'un "siège diplomatique". Mais "l'essentiel, c'est que Netanyahu soit sain et sauf", ironisait-il. AFP 19.05

Commentaires d'internautes

1- Il faut être aveugle et sourd pour ne pas s'en rendre compte depuis 50 ans. Israël se comporte comme les tortionnaires nazis. C'est connu, cela se sait mais qui oserait condamner Israël, ce prétendu peuple élu ?

2- C'est bizarre : à propos de n'importe quel autre pays il y aurait une explosion mondiale d'indignation : "L'extrême-droite a pris le pouvoir !" etc etc, mais quand il est question d'Israël, le ton change totalement : c'est "le plus à droite", ce qui est une manière de dire que non, non et non, ce n'est pas de l'extrême-droite qu'il s'agit !

3- Ah bon, car aujourd'hui l'entité sioniste n'est pas très extrême, c'est quoi être plus à droite chez les sionistes : balancer une bombe atomique sur les Palestiniens ?

4- C'est clairement un régime judéo-nazi (dixit feu le professeur Leibowitz) bâti sur une idéologie suprémaciste raciste.

5- Plus à droite que l'extrême-droite, c'est le fascisme, mais ça n'a l'air d'étonner personne. Hitler doit bien rigoler...

6- Le nazionisme.

7- Apres Israel, il y a beaucoup de pays qui vont devenir les plus à droite de leur histoire : USA, France, Belgique, etc. (sauf Allemagne).

8- Sarkozy : "La sécurité d'Israël est le combat de ma vie"

Manuel Valls : " Par ma femme, je suis lié de manière éternelle à la communauté juive ! "

Haut de page

Le 21 mai 2016

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité*.

Pour revenir brièvement sur la causerie d'hier.

Je me demande comment les militants du POID peuvent-ils justifier que leurs dirigeants dans un document déclarent : "dehors Hollande", après qu'il eut affirmé à plusieurs reprises qu'il ne retirera pas son projet de loi Travail, qu'il ira jusqu'au bout, et que simultanément ils en publient un autre dans lequelle ils s'adressent à Hollande pour exiger qu'il retire ce même projet de loi, je dois avouer que cela me dépasse.

J'ignore ce que vous en pensez, mais si je dis à quelqu'un de dégager, ce n'est certainement pas pour lui demander quelque chose ou en attendre quelque chose par la suite, il faut arrêter de délirer à un moment donné. Une si flagrante incohérence témoigne des contradictions et de la confusion la plus totale qui traversent ce parti ou ses différents courants.

C'était bien la peine de créer le POID, si c'était pour en arriver à un tel degré d'opportunisme qui tourne franchement au ridicule. On attend qu'un militant du POID nous explique comment il peut s'y retrouver. On est curieux de voir comment il tentera de s'en sortir.

Haut de page

Le 24 mai 2016

CAUSERIE

J'ai rectifié une erreur dans les liens des causeries de janvier à avril 2016. Ces fichiers sont disponibles au format pdf, sorry !

Le chiffre du jour : 6,6 mille milliards de dollars.

C'est le montant total de la dette des entreprises américaines, près de 10% du PIB mondial. (lire l'article plus loin)

J'ai reçu deux courriels en réponse aux causeries des derniers jours, j'ignore si je trouverai le temps d'y répondre et si cela en vaut vraiment la peine. Pour ajouter quoi qu'on n'a pas déjà dit et répété ? On se contentera des ces quelques réflexions en attendant.

Le premier (un lambertiste ou sympathisant du POID) a dégoté une citation de Lénine vieille d'un siècle, un "*vrai argument*" selon lui, il ne doute de rien décidément, un tel jésuistisme l'honore, bravo ! Les disciples sont souvent plus vils que leurs maîtres.

En réalité n'y a rien de commun entre Hollande et le PS d'un côté, et Kerensky et le parti socialiste-révolutionnaire de l'autre, tout comme il n'y a rien de commun entre la situation politique actuelle en France et celle de la révolution russe au mois d'août 1917. Quel délire, mais quel délire ! Passons.

Parce que l'UNEF, la FIDL, L'UNL sont "*dirigés par des militants du PS, pour qui Hollande est un "moindre mal'*"" et et parce qu'ils "*sont suivis malgré tout par quelques milliers de jeunes*", il faudrait déterminer notre politique par rapport à eux.

Autant dire que la lettre adressée à Hollande par l'organisation de la jeunesse du POID confirme que ce parti est incapable de

rompre avec le PS et de définir une ligne politique indépendante, de l'Etat ou du régime. Il faut toujours qu'il se cale sur les éléments les plus droitiers ou qui comportent le plus d'illusions dans le PS. Ce courant politique ne s'adresse jamais à l'ensemble des travailleurs, il s'adresse uniquement aux couches qui le composent et dont les intérêts (ou les statuts) sont menacés ou remis en cause. A aucun moment, sauf quand il lui arrive de verser dans le gauchisme, il se souvient que la classe ouvrière ne se limite pas à l'aristocratie ouvrière, aux intellectuels ou aux fonctionnaires, à la petite bourgeoisie, aux appareils qui incarnent leurs intérêts au côté de ceux des capitalistes.

Le reste est à l'avenant en pire, amalgames et calomnies en prime comme il se doit, ce qui nous laisse totalement indifférent.

Le second (un militant syndicaliste) s'acharne inutilement sur le POI et le POID. Il a une idée préconçue sur ce courant politique et je ne vais pas m'épuiser à essayer de le convaincre de l'abandonner. Quand vous écrivez quelque chose sur un parti ou ses dirigeants, la plupart des lecteurs ne retiennent que ce qui les intéressent.

Quant à ce que j'ai écrit sur le tract du GMI. Contrairement à ce qu'il croit, j'ai lu ce document en entier, et j'estime que le titre qui détermine leur orientation politique ne correspond pas à son contenu, cela participe du double langage, ou alors il faudrait m'expliquer où ils veulent vraiment en venir, car la dénonciation des agissements des dirigeants syndicaux ou des différents partis n'a jamais fait une ligne politique ou un programme.

Il me parle de l'INEM, j'ignore ce que c'est.

Il a terminé en me donnant un conseil qui ne me concerne pas à ma connaissance, mais je peux admettre qu'il n'ait pas lu toutes mes causeries ou qu'il ne les ait pas à l'esprit :"*quand on veut dénoncer les erreurs de jugement des autres, il faut aussi être capable de faire son auto-critique avec le ton aussi acerbe.*". Je vais te dire un truc entre nous, d'autres que moi qui n'ont pas ma patience ou qui ne seraient pas forcément animés d'aussi bonnes intentions à ton égard ou d'aussi bonne humeur, t'enverraient proprement balader. Mais je n'en ferai rien, car je préfère la pédagogie à la démagogie.

Voyez-vous, spontanément le terme "auto-critique" me renvoie aux procès de Moscou des dirigeants bolcheviks au milieu des années 30, et me donne un violent accès de fièvre que j'ai du mal à maîtriser. Et comme quoi j'ai bien la tête sur mes épaules, dans le Grand Robert de la langue française, à l'alinéas correspondant à sa signification politique, ils en ont donné la traduction russe, samokritika, datant de 1930, en citant... Maurice Thorez !

L'autocritique se rapporte à la critique de soi-même ou de ses comportements, plus généralement quand elle est agitée par une tierce personne, à une erreur qu'on aurait commise et qu'on n'aurait pas reconnue jusque là. Personnellement, chaque fois que j'ai eu l'occasion de prendre conscience d'avoir commis une erreur, je l'ai aussitôt reconnue et rectifiée publiquement, les lecteurs en sont témoins. Dans la vie en général je n'agis pas autrement.

Allons plus loin en décryptant ce procédé détestable.

Nous sommes en présence d'un militant qui m'impute une erreur et qui me demande de la reconnaître, sans même se demander si j'y suis prêt ou non, à croire que j'y serais obligé, c'est un peu fort, si je vais partager son jugement, sans même avoir pris connaissance de mes arguments qui peuvent prouver que je n'ai commis aucune erreur, ce qui est le cas ici, comme si je devrais d'emblée me ranger à son appréciation et accepter ce procédé qui relève de l'autoritarisme ou de l'arbitraire le plus absolu.

Je vais t'avouer un truc, si j'y suis si sensible, c'est parce que j'ai été un enfant battu, et j'en ai été traumatisé au point d'avoir en horreur toute forme d'autoritarisme, de la plus insignifiante manifestation de supériorité aux comportements calqués sur les aristocrates ou les militaires, arrogeants, hautains, suffisants, méprisants, humiliants, blessants, uniquement destinés à vous rabaisser, à vous écraser, à vous faire comprendre que vous êtes faible, impuissant, inférieur.

En politique, l'autocritique est un procédé autoritaire qui consiste à obtenir les aveux de quelqu'un, sur la base de l'accusation qui a été formulée contre lui, sans qu'il lui soit permis de la remettre en cause, car il est jugé coupable sans autre forme de procès.

On vous soupçonne d'avoir prononcé un jugement sur un document sans l'avoir lu ou en étant resté au titre, et cela suffit pour faire de vous un coupable qui doit expier son crime en se livrant à son autocritique. Si je n'avais pas déjà répondu plus haut, je dirais que tu peux attendre longtemps !

Tu n'as pas de bol, car vois-tu, cela fait plus de 35 ans que j'analyse mon comportement, sans en faire une fixation rassure-toi, je préfère le préciser, et tu ne peux pas imaginer le nombre de fois ou j'ai dû me sermoner ou je me suis traité de con, d'abruti, car pour aboutir dans ce trou en Inde, cela signifie que les occasions n'ont pas manqué !

Cela vient du fait que j'ai étudié la psychanalyse pendant plusieurs années avec le même acharnement que j'ai étudié le marxisme, car lorsque j'étais jeune j'ai été confronté à des problèmes relationnels, notamment avec les femmes et les personnes qui faisaient preuve d'autoritarisme qui m'intimidaient ou me mettaient fort mal à l'aise.

C'est d'ailleurs ce qui m'a sauvé en grande partie d'un naufrage précoce certain annoncé. C'est seulement après que j'ai découvert le marxisme et que j'ai été définitivement sauvé, j'entend par marxisme le matérialisme dialectique pour interpréter le monde, la société, la nature, mais aussi les hommes et leur comportement.

Je suis un ouvrier conscient, baignant dans un milieu profondément arriéré depuis ma naissance, formé principalement à l'école de la philosophe (d'Héraclite à Bergson), de la psychanalyse (Freud et Reich principalement), du marxisme.

Si tu faisais le rapprochement entre le milieu profondément arriéré dans lequel je vis en permanence et le niveau de conscience que j'ai acquis au fil du temps, tu t'apercevrais qu'il faut forcément avoir atteint un niveau de discernement très élevé pour ne pas être aspiré vers le bas ou pour ne pas mépriser les gens dont je partage l'existence ou me prendre pour quelqu'un de supérieur.

Ma situation est anachronique et pas toujours facile, je ne l'assume pas toujours comme je le voudrais parce que je ne suis pas infaillible, d'où mes rappels constant à faire preuve de modestie, ce qui ne correspond pas à la personnalité de quelqu'un qui se verrait un jour obligé de faire son autocritique, cela fait 35 ans que je me livre à mon autocritique quotidienne, donc je n'ai besoin de personne pour me rappeler à mon devoir, car cela en est un, je l'ai élevé au rang d'un principe auquel je me tiens, et si chacun en faisait de même au lieu de juger les autres, on s'en porterait sans doute beaucoup mieux.

Comme ces heures passées devant l'écran m'épuisent rapidement, je vais à nouveau réduire la cadence.

On n'est pas les seuls à le penser avec Marx. Les "droits de l'homme" ou les "droits humains" ne servent qu'à légitimer la propriété privée ou le capitalisme.

- Petite critique du droit bourgeois - Benedikt Arden - legrandsoir.info 20.05

Extrait.

- Dès lors que les droits humains sont définis comme « naturels », déconnectée du devoir civique et centré sur la protection de la propriété privée, la mise en place de l'égalité est dénoncée comme étant une atteinte aux droits de l'homme. Et ceci bien sûr malgré que le respect de ces droits ne protège en rien les humains de l'exploitation éhontée que l'on constate tous les jours. Malgré son aspect social relativement avancé, la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) comporte ce même problème, car l'article 17 précise bien que « toute personne [...] a droit à la propriété » et que « nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété ». De plus, l'article 2 nous précise que « chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune (et notamment) [...] de fortune ». Et pour ceux qui comprendraient pas encore le caractère « impératif » & « catégorique » de ce droit de propriété, il est inscrit dans l'article 30 qu' « aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés ».

De manière plus polémique et interprétative, cette charte nous apporte la logique qui suit : l'homme a le droit à la propriété (art.17). Il ne peut en aucun cas être discriminé en raison de sa fortune ou propriété (art. 2). Il a le droit de s'extraire de ses responsabilités civiques s'il n'enfreint pas les autres droits (art. 12). Il a le droit de quitter la collectivité qu'il a spoliée s'il en ressent le besoin (art. 13) et aucun de ces droits n'est limitable d'une quelconque façon (art. 30).

De ce point de vue, la DUDH ne respecte que les droits de l'homme bourgeois et non pas les droits des humains dans leur ensemble, car, même si celle-ci invite les gouvernants aux mesures sociales, elle condamne les bases de leur mise en pratique dans le monde réel.

Le problème que contiennent ces chartes de droits est que la notion de « propriété » n'est pas définie et englobe tout ce qui rentre dans le domaine de la propriété du monde capitaliste. De la paire de souliers aux puits de pétrole en passant par les moyens de communication. Il est pourtant évident qu'il y a une différence de nature entre la valeur d'usage et la valeur d'échange d'une propriété. L'une est dédiée à l'individu et l'autre à la société. C'est donc de manière tout à fait arbitraire que l'on postule un droit de propriété absolu sans même tenir compte de l'effet social que cette possession peut engendrer sur la condition de vie des autres. Il est donc inexact de prétendre que l'évolution du féodalisme au capitalisme en termes de droit humain serait une grande avancée pour l'ensemble du peuple. Le despotisme de droit divin et la propriété foncière ne sont pas plus juste que le droit de propriété tout court, si celle-ci impose un contrôle tout aussi despotique sur la vie des citoyens dans les faits. Car ne l'oublions pas, il n'y a nul choix pour le salarié de s'extraire de sa condition si celui-ci n'est pas possesseur de ses propres moyens d'existence. Alors, de choix il n'est nulle question et le despotisme envers les pauvres n'est en rien dépassé dans cette société de droit bourgeois.

La seule façon d'en finir une fois pour toutes avec l'asservissement et de mettre en place un droit réellement humain est de circonscrire le droit de propriété à sa nature d'usage et d'inscrire le « devoir » comme élément constitutif du droit, car de cette façon nous officialisons sa contrepartie nécessaire. Tout ce qui revient à la société devra donc être socialisé afin de pouvoir mettre

en place les droits universels des humains moins rêvés que concrets, soit ceux qui vivent en société de manière interdépendants. Le caractère social du travail et de la production sera enfin en phase avec sa nature et les droits de l'homme seront enfin respectés. legrandsoir.info 20.05

Ils sont ultra minoritaires, illégitimes pour imposer la loi Travail qui relève d'un coup de force.

Plus de 76% des électeurs ont boycotté les législatives partielles à Nice et à Strasbourg.

LeParisien.fr - Le PS s'en sort bien à Strasbourg (Bas-Rhin) mais s'effondre à Nice (Alpes-Maritimes). Les électeurs étaient appelés aux urnes ce dimanche à l'occasion des premiers tours de deux élections législatives partielles.

A Nice, selon les premières estimations, la candidate LR qui brigue la succession de Christian Estrosi, Marine Brenier, a rassemblé plus de 47 % des suffrages tandis que le PS s'effondrait avec 6,4% des voix, devancé par le Front de Gauche (7,2%). Le candidat FN, Michel Brutti, arrive deuxième avec 30,5% des suffrages. Le second tour verra donc un duel LR-FN dimanche 29 mai.

A Strasbourg, dans la 1ere circonscription du Bas-Rhin, Eric Elkouby, le dauphin du député sortant PS Armand Jung (démissionnaire pour raisons de santé), a viré en tête avec 30,5 % des voix. Le candidat LR, Jean-Emmanuel Robert, se classe deuxième avec 19% et la FN Andrea Didelot troisième (10,4%) est éliminée. Eux aussi éliminés, le candidat EELV, Simon Baumert, a frôlé les 10% (avec 9,26%), tandis que l'UDI Laurent Py a obtenu 7,64%, tout comme les neuf autres «petits» candidats, dont l'un des mieux placés (4,25%) est le représentant du mouvement «Ma Voix», qui n'avait aucun programme, si ce n'est de relayer au Parlement la volonté des électeurs.

Comme souvent lors d'élections partielles, c'est un énorme taux d'abstention qui a marqué ces scrutins : 77,7% à Strasbourg et 76,7 % à Nice. LeParisien.fr 22.05

Plus les faits sont à leur désavantage, plus ils s'enfoncent dans le populisme ou le déni de la réalité.

Tandis que le candidat du PS à Strasbourg a obtenu le score misérable de 6,80 % (30,5x22,3:100) des voix des électeurs inscrits, Libération.fr du 23 mai titrait : le PS s'accroche à Strasbourg.

Un député du PS en rajoutait une grosse couche : - «C'est un résultat encourageant, un beau résultat, comparé à d'autres législatives partielles», estime Philippe Bies, député socialiste de la circonscription voisine. Libération.fr 23.05

A Nice le PS a disparu du champ politique avec 1,49% (6,4x23,3 :100) des voix des électeurs inscrits.

Pour que le parti officiel de l'ordre (LR) et son supplétif (PS) assurent le fonctionnement normal ou la continuité des institutions de la Ve République au service du capitalisme, il faut qu'ils bénéficient du soutien électoral de la majorité des masses laborieuses, dans le cas contraire les institutions entrent en crise et le régime se retrouve affaibli à son tour, puisque son vernis démocratique n'est plus là pour le protéger des assauts de la lutte des classes, laissant apparaître violemment sa nature fondamentalement réactionnaire.

Partant de ce constat, pour aider les travailleurs a saisir la situation et en faire un levier pour la suite de leur combat, il est de notre devoir de leur expliquer les liens qui existent entre ces différents facteurs, pourquoi et comment leurs rapports évoluent pour dégager une issue politique qui rompt avec les institutions du capital et ses représentants.

Dès lors, chacun comprendra qu'il est hors de question de leur soumettre des mots d'ordre ou une tactique qui les ramènerait dans les sales pattes d'un des partis qui constitue un des piliers des institutions ou du régime, sauf à les ménager ou voler à leur secours.

Toute initiative lancée en direction de l'un de ces partis, le PS en l'occurrence, délégation, adresse, lettre, pétition, etc. ne servirait, volontairement, et il faut bien insister sur cet aspect particulièrement nuisible ou opportuniste de cette démarche, qu'à alimenter les illusions des masses dans ce parti, pour être plus précis encore, de sorte qu'elle donnera l'impression en cas de refus du PS de soutenir ou de partager votre position ou revendication, que finalement rien ne serait possible, que la situation est bloquée et qu'il n'existe pas d'issue, ce qui ne peut que conduire à battre en retraite, à la démobilisation, à la démoralisation, à la passivité, à subir son sort docilement.

A l'opposé, on doit proposer aux travailleurs et aux militants qui partagent notre position sur une question précise de nous organiser pour mener le combat ensemble, sans préjuger des désaccords que l'on peut avoir sur d'autres questions, qui sont une source de division ou de dispersion de nos forces pour combattre le patronat et le gouvernement.

Ceux qui affirment qu'il faut absolument s'adresser aux dirigeants du PS ou d'autres partis liés au régime, contribuent à diviser les travailleurs et les militants qui dans leur immense majorité ne se reconnaissent pas dans ce parti ou n'en attendent rien de bon.

Contrairement à ce qu'ils affirment, sur la base des faits qui l'ont largement et tragiquement prouvé au XXe siècle, ils font le jeu de notre ennemi de deux manières : Une, en alimentant des illusions criminelles dans ce parti au lieu de le combattre avec acharnement et sans répit ; Deux, en désarmant les travailleurs qui devraient ainsi davantage compter sur le soutien de ce parti que sur leurs propres forces ou leur propre mobilisation.

Notre tactique est déterminée par notre caractérisation de la nature du PS en tant que parti fondamentalement réactionnaire, de droite, capitaliste, qu'il n'a cessé de renforcer et de révéler au grand jour ou d'assumer ouvertement jour après jour, au point que leurs dirigeants sont devenus les porte-parole ou les représentants officiels de l'oligarchie financière qui a porté ce parti au pouvoir.

Il faut avoir en permanence à l'esprit que, lorsque vous vous adressez à un dirigeant, un député, un ministre du PS ou au président de la République, vous vous adressez à un porte-parole de l'oligarchie financière et à personne d'autres. Vous admettrez volontiers, que remettre son sort entre les mains d'un représentant du capitalisme n'est pas très sérieux ou relève de l'inconscience, du plus pur opportunisme.

Popularité: Manuel Valls au plus bas - LExpress.fr

Dans un contexte de crise sociale, la cote de popularité du Premier ministre est en chute libre. Dans un sondage Ifop publié ce dimanche dans Le Journal du Dimanche, seuls 22% des Français sont satisfaits de l'action de Manuel Valls.

Manuel Valls baisse alors que François Hollande reprend quelques couleurs. La cote de popularité du chef de l'Etat atteint péniblement les 15% de satisfaits et gagne un point par rapport au mois d'avril.

Le total des mécontents de l'action du couple exécutif reste très largement majoritaire avec respectivement 84% et 77% d'opinions négatives pour François Hollande et Manuel Valls. LExpress.fr 22.05

Quand la température baisse, un lambertiste a trouvé la parade, il faut casser le thermomètre. Quelle imagination !

On se demandera en feignant la surprise, qu'est-ce qui le dérange dans le fait que la popularité de Hollande et Valls soit si basse, le regretterait-il pas hasard, car cela ne ferait pas son affaire, pourquoi diable ? Pardi, parce que dans ces conditions l'opportunisme de la ligne politique de ses chers dirigeants qui s'adressent à Hollande apparaîtrait au grand jour.

Ira-t-il jusqu'à nier les résultats de ces élections partielles d'où le PS est sorti plus que laminé en atteignant le score de 1,49% à Nice ? Jusqu'où les lambertistes vont-ils se réfugier dans le déni de la réalité ?

Selon le sympathisant du POID qui m'avais envoyé un courriel, outre toutes mes tares, je ferais "*aveuglément confiance à des sondages arrangés et à des sites bidon*"... Apparemment je ne suis pas le seul :

Tribune des Travailleurs n° 39 - Edito du 20 mai de D. Gluckstein.

Extrait - "Tout cela dans un objectif : tenter d'étouffer la détermination de la classe ouvrière et de la jeunesse — soutenues par trois quarts des citoyens interrogés dans les sondages — à imposer le retrait de la loi El Khomri."

Comment aider le gouvernement Hollande-Valls à faire passer la loi Travail du XIXe siècle.

En organisant une huitième, une neuvième, une dizième, une onzième, etc. journée d'action destinée à briser la détermination et le morale des travailleurs qui exige le retrait de cette loi infâme.

Journées d'action à répétition : 17 mars, 24 mars, 31 mars, 9 avril, 28 avril, 12 mai, 17 mai, 19 mai, 26 mai, 14 juin...

Après que les dirigeants des syndicats ont renoncé à mobiliser l'ensemble des adhérents de leurs syndicats pour exiger le retrait de la loi Travail, et décrété ou encouragé la reconduction de grèves dans certains secteurs d'activité ou administrations, ainsi que des blocages, les voilà qui appellent à "généraliser les grèves" (Martinez - CGT), qui risquent fort d'être ou de devenir impopulaires pour la raison évoquée plus haut, et avec un peu de chance qui verront se dresser les travailleurs les uns contre les autres, c'est leur objectif et non obtenir le retrait de ce projet de loi.

Si les travailleurs de secteurs entiers comme la banque, l'assurance, la chimie, la sidérurgie, les organismes sociaux, le bâtiment, l'automobile, l'aéronautique, l'agroalimentaire, l'armement, l'université, le collègue, etc. ne se mettent pas en grève, ne faudrait-il pas se demander pourquoi, quel est l'état d'esprit de ces travailleurs ?

Généralement avant même de se fixer un objectif, on doit se demander si les conditions sont réunies pour avoir une chance de l'atteindre, et si tel n'est pas le cas on doit déterminer quels moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir, sinon autant dire qu'on

n'y tient pas vraiment ou qu'on s'en moque.

La question est de savoir, pourquoi ces travailleurs n'ont pas mesuré l'extrême nocivité de cette loi et de la gravité de la situation.

En guise d'explication, il est évident notamment que les syndicats n'ont rien fait pour qu'ils en prennent réellement conscience, dès lors qu'ils n'ont pas agi au niveau des branches d'activité pour envisager une action commune des travailleurs de toutes les entreprises ou administrations concernées au niveau national, ils ont fait en sorte qu'ils demeurent isolés, et ils savent très bien que ce n'est pas une grève dans une entreprise ou un service qui fera reculer le gouvernement, donc ils ne sont pas prêts à se lancer dans ce genre d'actions sans lendemain qui leur ferait perder inutilement des jours de salaire.

On peut aussi invoquer que la plupart d'entre eux appartiennent aux couches d'exploités relativement satisfaits de leur condition, soit qu'ils aient un statut et une rémunération supérieurs à la moyennes des salariés, soit qu'ils ne soient pas menacés par le chômage ou la précarité de l'emploi, l'un ou l'autre de ces facteurs ou les deux à la fois ayant contribué à façonner leur état d'esprit qui les pousse à la passivité.

Quand vous êtes face à une menace réelle, en général vous réagissez, si vous ne le faites pas, c'est que, soit vous n'en avez pas conscience, soit vous estimez qu'elle n'est pas sérieuse, dans les deux cas vous êtes insouciant ou irresponsable au point de mettre votre vie en danger. Tenez, en deux jours, juste devant la porte d'entrée de la maison, on a tué deux scorpions.

Quand on engage une bataille et qu'on se fixe un objectif, vaut mieux au préalable se demander d'où on part et si on aura une chance de l'atteindre, et si on part au combat avec un effectif insuffisant on prendra le risque d'échouer. Quant à la détermination des combattants, elle sera certes le facteur déterminant au début de la bataille, mais au fur et à mesure qu'ils prendront des coups et enregistreront des pertes, elle sera mise à rude épreuve, et plus leur armement s'avèrera désuet ou leurs coups portés à l'ennemi inefficaces, plus ils seront portés à déserter en l'absence de renforts.

La question n'est pas de savoir si telle ou telle bataille vaut le coup d'être menée, mais d'avoir conscience des conditions dans laquelle on s'apprête à l'engager, de sorte qu'en cas de défaite on sera capable d'en tirer des leçons pour les prochaines batailles, dans le cas contraire le même scénario se reproduira indéfiniment. En quelques mots, voilà le bilan de la lutte de classe des 70 dernières années.

Beaucoup de militants refusent de se poser cette question ou d'y réfléchir sérieusement, parce qu'ils n'admettent pas ce bilan. Ils n'ont pas compris que les années 70 avaient sonné le glas de la conception réformiste de la lutte de classe qui avait contribué à enchaîner les travailleurs plus solidement au capitalisme depuis l'après-guerre, et que sans en tirer toutes les conséquences il leur serait impossible de revenir à une conception révolutionnaire de la lutte de classe, ce qui les condamnerait à subir échec après échec et finalement à perdre définitivement espoir qu'il serait possible de changer la société, ce qui est beaucoup plus grave.

AFP - Blocage de raffineries et de ports, huitième journée nationale d'action, tentative de "généraliser la grève": les partisans d'un retrait de la loi travail promettent de durcir encore leur mouvement la semaine prochaine, pour faire plier le gouvernement.

Les opposants au projet de loi battront le pavé jeudi, lors d'une huitième journée nationale de grèves et de manifestations à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires-FSU-Unef-Fidl-UNL. Une neuvième journée est déjà programmée le 14 juin, avec ce jour-là, un rassemblement unique à Paris.

L'enjeu, pour les syndicats, est désormais de propager la mobilisation de la rue aux entreprises, en multipliant les arrêts de travail. Le leader cégétiste Philippe Martinez a appelé mardi à "généraliser les grèves". AFP 22.05

Un voyage dans une dictature "amie" encadré par une organisation d'extrême droite, le Crif.

- À Tel Aviv, Manuel Valls se présente en « ami d'Israël » - LeFigaro.fr

- Valls essaie de convaincre Israël en "ami", avant une rencontre avec Netanyahu - AFP

Le Premier ministre français Manuel Valls a multiplié dimanche les gages d'amitié envers Israël...

Le Premier ministre français Manuel Valls est arrivé samedi soir en Israël en amont d'une visite de trois jours dans l'Etat hébreu et dans les Territoires palestiniens, où il doit notamment défendre l'initiative française de relance du processus de paix, a indiqué son cabinet.

Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Roger Cukierman, son frère Henri Cukierman, président de la chambre de commerce France-Israël, les défenseurs de la mémoire de la Shoah Serge et Beate Klarsfeld, le journaliste Jean-Pierre Elkabbach, le cinéaste Alexandre Arcady, la chanteuse Keren Ann, le réalisateur Rani Massalha

et l'anthropologue Marion Slitine sont du voyage. AFP 21.05

En complément.

- Des policiers accusés d'avoir violemment frappé un arabe israélien à Tel-Aviv - lemonde.fr

Des médias israéliens ont publié dimanche 22 mai une vidéo sur laquelle on voit un employé de supermarché arabe israélien être violemment battu par des policiers à Tel-Aviv. Selon plusieurs témoins, cette agression était injustifiée. L'un d'eux, Erez Krispin, a détaillé le déroulé des événements sur sa page Facebook.

L'homme était à l'extérieur de l'établissement quand un individu, habillé en civil lui a demandé ses papiers d'identité. L'employé répond alors à son interlocuteur que ses documents sont à l'intérieur du supermarché, avant d'inviter ce dernier à se présenter. « A peine avait-il fini de parler qu'il a reçu des coups violents de l'homme et d'un ami qui était avec lui, poursuit alors M. Krispin. Je n'ai jamais rien vu de pareil. Ses dents ont volé en l'air. L'arabe était anéanti. »

Un jeune-homme « suspect », selon la police

Les images reprises par plusieurs sites d'informations de l'Etat hébreu montrent deux individus en train de rosser un troisième. Dans un communiqué, la police a reconnu que les deux assaillants sont des membres des forces de l'ordre et donne sa version des faits : « [Ils] ont identifié un jeune homme qu'ils pensaient suspect et lui ont demandé de décliner son identité. Le suspect a refusé de s'identifier et a attaqué les policiers, dont l'un a été mordu. »

Le gérant du supermarché, Kobi Cohen, cité par la chaîne privée « 2 », doute quant à lui que la légitime défense soit la véritable cause de cet accès de violence. « La police a agi comme un gang et l'a frappé seulement parce qu'il était un arabe », insiste-t-il. Les Arabes israéliens sont les descendants des Palestiniens restés sur leur terre après la création d'Israël. Citoyens israéliens, ils représentent 17,5 % de la population de l'Etat hébreu. Ils se revendiquent Palestiniens pour leur grande majorité. lemonde.fr 22.05

France. Etat policier.

- Le policier agressé par des casseurs a été décoré et promu - Francetv info

Le jeune homme était jusqu'alors adjoint de sécurité aux fonctionnaires de police. Il avait raté son concours de gardien de la paix. Francetv info 22.05

- Véhicule policier incendié : qui est Antonin, l'un des quatre suspects ? - Francetv info

Antonin, 21 ans, est présenté comme faisant partie du groupe Action antifasciste paris-banlieue. Il a grandi dans les quartiers aisés de la capitale... Francetv info 22.05

Comment le FN vole au secours de Hollande.

- Etat d'urgence: Marine Le Pen pour l'interdiction des manifestations - AFP

Marine Le Pen, présidente du FN, a prôné vendredi l'interdiction de toutes les manifestations en période d'état d'urgence et accusé le gouvernement de "profiter" de ce régime prolongé jeudi par le Parlement pour faire adopter la loi travail. AFP 22.05

Comme c'est uniquement la mobilisation des masses qui peut contraindre Hollande à retirer son projet de loi Travail, se positionner contre son adoption tout en voulant interdire les manifestations revient à favoriser le passage de cette loi du XIXe siècle.

Comment généraliser la pauvreté et la précarité... et au passage vous réduire en esclavage.

- Bientôt un revenu universel de base à 750 euros? - bfmtv.com

Le versement d'un revenu universel couvrant les besoins minimaux pour le logement, la santé ou la retraite est-il possible? Oui, si son montant est "proche du seuil de pauvreté", répond dans une étude la Fondation Jean-Jaurès, proche du Parti socialiste.

Versée à tous les Français jusqu'à 65 ans, l'allocation serait fixée à 225 euros jusqu'à 15 ans, puis 375 euros jusqu'à 18 ans. Elle atteindrait 750 euros entre 18 et 65 ans pour atteindre 1.125 euros après 65 ans, suggère l'étude.

Une mesure dont le coût est évalué à 565 milliards d'euros, soit 26% du PIB, et qui "pourrait être financée en réorientant

l'ensemble des dépenses actuelles de protection sociale (retraite, assurance-maladie, chômage, allocations familiales), à l'exception de celles consacrées à la prise en charge des affections de longue durée", écrit le groupe de réflexion.

A cela s'ajouterait "une hausse de deux points de la TVA, dans une logique consistant à faire peser davantage la protection sociale sur la consommation plutôt que sur le travail", poursuivent les auteurs.

Le versement de tout ou partie de la prestation pourrait être réalisé sous la forme de bons échangeables contre des prestations de services publics dans les secteurs des transports, du logement, de la santé ou encore de la culture, suggèrent-ils. bfmtv.com 22.05

En l'échange d'un revenu universel de base misérable, vous abdiqueriez tous vos droits (retraite, assurance-maladie, chômage, allocations familiales), et en imaginant que pour une raison ou une autre ce revenu vous serait refusé, vous vous retrouveriez avec un statut similaire aux travailleurs du XVIIIe et XIXe siècle.

La semaine de travail de 20 ou 25 heures est parfaitement possible. Ce sont eux qui le disent eux-mêmes.

- Semaine de 30 heures: des entreprises suédoises vantent les bienfaits du travail allégé - Slate.fr

Depuis 2015, plusieurs entreprises de la région de Göteborg, deuxième ville de Suède, testent la semaine de 30 heures. Et ils en sont très satisfaits, rapporte le New York Times.

«Nous sommes plus heureux et un travailleur heureux c'est un meilleur travailleur», se réjouit Arturo Perez, aide-soignant à Svartedalens dans la banlieue de Göteborg maintenant habitué à ses six heures de travail quotidiennes. L'expérience dans la commune porte ses fruits. Plusieurs études montrent qu'elle réduit non seulement l'absentéisme mais améliore aussi la productivité et la santé des employés. La première expérience de ce type en Europe était née en Finlande dans la seconde moitié des années 1990. Selon l'OCDE, en 2014, la durée moyenne de travail en Suède était de 35,8 heures contre 36,1 en France.

«Maintenant, il est plus facile de me reposer et avoir le temps à la maison de parler avec mes enfants», abonde Gabrielle Tikman, infirmière chirurgicale. «Nous souhaitons un nouveau débat en Suède pour que la vie professionnelle ait pour but de maintenir un état de bien-être», estime pour sa part Daniel Bernmar, chef du parti de gauche au conseil municipal de Göteborg, à l'origine de cette nouvelle organisation du temps de travail.

Employeurs séduits

On pourrait se dire que seuls les salariés profitent de ce système promouvant l'harmonie entre la vie professionnelle et le temps libre, pourtant la mesure ravit les patrons. «Nous pensions qu'une semaine de travail plus courte signifierait que nous aurions à embaucher plus, mais cela ne s'est pas vérifié car tout le monde travaille plus efficacement», explique Maria Brath, fondatrice d'une start-up spécialisée dans l'optimisation des moteurs de recherche dont les employés travaillent six heures par jour depuis trois ans. Malgré la réduction horaire, la société a doublé son chiffre d'affaires et ses profits chaque année.

L'initiative débutée dans un centre technique du constructeur Toyota pour répondre au stress des employés et aux plaintes des clients possède ses opposants. Ils y voient un risque de perte de compétitivité notamment dans les grandes entreprises. Mais la démarche fait son chemin. À l'heure où l'Europe se tourne vers des durées de travail plus importantes, la Suède nous questionne en prenant le contre-pied parfait de cette tendance. Slate.fr 23.05

Si en réduisant la journée de travail à 30 heures le niveau de la production est maintenu ou même s'accroît sans qu'il soit indispensable d'embaucher, et bien pour résorber le chômage de masse et parvenir au même résultat, il est possible de descendre bien en-deça des 30 heures.

ACTUALITÉ DU JOUR

Bienvenue chez les parrains des barbares soutenus par les ONG toujours animés de bonnes intentions, humanistes s'il vous plaît.

- Turquie: un sommet inédit à Istanbul pour mieux répondre aux crises humanitaires - AFP

Des dirigeants et ONG du monde entier se réunissent lundi à Istanbul pour un sommet inédit, parrainé par l'ONU, visant à améliorer la manière globale de répondre aux crises humanitaires provoquées par les conflits et le réchauffement climatique.

"Il s'agit d'une opportunité unique de mettre en place un programme ambitieux et de long terme afin de changer la façon dont nous apaisons et prévenons les souffrances des plus vulnérables de ce monde", a déclaré dimanche à la presse le sous-secrétaire de l'ONU aux Affaires humanitaires Stephen O'Brien.

L'ONG MSF, dont 75 hôpitaux ont été attaqués l'année dernière, a indiqué qu'elle boycotterait le sommet en raison du manque d'initiatives concrètes pour mettre fin aux "graves restrictions mises en places par certains Etats" en termes d'accès humanitaire. (Visant la Syrie notamment, MSF plus pourri que l'ONU qui n'en fait pas assez... - LVOG)

Malgré tout, les participants, dont de nombreuses ONG de petite ou moyenne taille en première ligne des crises humanitaires, espèrent que le sommet impulsera au moins un élan dans la bonne direction. (La tirelire, le gros chèque... - LVOG)

"Les attentes concernant le sommet ont progressivement diminué", a déclaré à l'AFP Rob Williams, de l'ONG War Child. Mais, a-t-il ajouté, "nous avons toujours le sentiment qu'il y a beaucoup de bonne volonté". (Pour continuer les guerres, assurément... - LVOG) AFP 22.05

L'Ongisme, c'est la syphilis du mouvement ouvrier.

Avec les félicitations des "amis" de la Syrie et du Yémen, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Turquie, Arabie saoudite, Qatar, Israël

- Des attentats de l'EI font près de 150 morts sur la côte syrienne - Reuters

Une série d'attentats à la bombe revendiqués par l'Etat islamique ont fait près de 150 morts et au moins 200 blessés lundi à Tartous et Jableh, deux villes situées sur la côte méditerranéenne de la Syrie dans une région contrôlée par le gouvernement qui héberge des bases russes, rapportent la presse et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Reuters 23.05

- Yémen: l'EI s'acharne contre les forces loyalistes, tuant 41 soldats - AFP

Le groupe jihadiste Etat islamique (EI) s'acharne sur les forces gouvernementales yéménites et sur les jeunes soldats qu'elles tentent de recruter dans le sud du pays où un double attentat a fait au moins 41 morts lundi. AFP 23.05

Quand le Pentagone se lance dans des guerres fictives... en attendant.

On a l'habitude de parler des guerres, du Pentagone, du complexe militaro-industriel d'un côté, du capitalisme, de la finance, de l'oligarchie d'un autre côté. Or les deux sont intimement liés en permanence.

- Ces cinq nations inventées pour l'armée US - sputniknews.com

L'armée américaine a créé cinq pays, avec leur propre histoire, élaborés pour les utiliser comme des adversaires potentiels dans ses exercices militaires. Sans surprise, ces entités politiques fictives ressemblent à des pays existants tels que la Russie et l'Iran.

Un document intitulé "Decisive action Formation Environnement (DATE)" (environnement de formation d'action décisive) contient toutes les informations sur les cinq faux pays, tels que l'Ariana, l'Atropia, la Donovia, la Gorgas et la Limaria, aussi bien que la façon de les affronter lors des exercices. La version la plus récente a été publiée en avril 2015.

"Chaque pays est décrit de manière très détaillée, y compris avec ses structures politiques, ses considérations économiques, ses types de troupes, ses matériels militaires et d'autres caractéristiques qui auront un impact sur la façon dont les soldats américains auront à agir pendant des exercices. Une histoire centrale relie tous les détails ensemble dans un monde imaginaire commun", raconte le journaliste Joseph Trevithick pour le site War is Boring.

La question des relations avec la Russie a scindé l'Otan

Les fausses nations sont situées dans la région du Caucase, qui sert comme tremplin le plus probable en cas de conflit avec la Russie, et rassemblent la Russie (Donovia), l'Iran (Ariana), l'Azerbaïdjan (Atropine), l'Arménie (Limaria) et la Géorgie (Gorgas). Les officiels affirment, toutefois, qu'elles ne sont pas calquées sur des Etats particuliers.

Prenez, par exemple, la Donovia. Le manuel DATE décrit le pays comme "une nation renaissante, avant le début des années 1990, elle était un acteur politique, économique, militaire et social dominant dans la région".

"Les troubles internes ont amoindri l'influence de Donovia au cours de la période allant des années 1990 aux alentours de l'an

2000. Maintenant, sur une tendance de prix du pétrole élevés, la Donovia revigorée cherche à rétablir son influence régionale et internationale grâce à une combinaison de diplomatie autoritaire et de puissance militaire", ajoute le document.

Retour vers les années 80: les USA raniment le programme Guerre des étoiles Cette description correspond à la vision de Washington et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan) du comportement et des stratégies de la Russie. De hauts responsables américains et des représentants de l'Otan ont souvent décrit la Russie comme "renaissante" et "autoritaire" pour son ingérence présumée dans la crise ukrainienne et pour sa politique étrangère indépendante.

A son tour, Moscou a toujours affirmé qu'il n'avait pas pris part au conflit ukrainien et qu'il avait fait tout ce qui était possible pour résoudre la guerre civile meurtrière.

L'Ariana a apparemment été vaguement calquée sur l'Iran. Le pays, selon le document, dispose de grandes réserves de ressources énergétiques dans la région sud-ouest, le long du golfe Persique.

"Le gouvernement de l'Ariana est agressif, capable, révolutionnaire et a l'intention de répandre sa vision de la gouvernance islamique et de mettre en place une nouvelle hégémonie arianiaiène dans toute la région. Ariana mobilise les populations cibles à l'aide de la politisation de l'islam pour atteindre ses objectifs à long terme", raconte le document.

Cette description reprend les propos, souvent entendues à Washington, à Tel-Aviv ou à Riyad, qui accusent la République islamique d'Iran de fomenter des troubles à travers le Proche-Orient. sputniknews.com 22.05

Bienvenue en oligarchie

Voyez à quoi ils pensent, comment ils pensent, c'est très instructif. Sur le plan psychopathologique, je les place au même niveau que les nazis, ils sont aussi cyniques et nuisibles à l'humanité, ce sont des détraqués mentaux qu'il faudra exterminer.

- Un acte terroriste contre le vol MS804 validerait un scénario noir craint par les autorités

Plus que tout, les pays occidentaux craignent que les terroristes nouent des complicités internes au sein des aéroports. Slate.fr

- Les positions de Jesse Hughes ne devraient pas nuire à Eagles of Death Metal

Le chanteur et guitariste du groupe qui jouait au Bataclan le soir du 13 novembre choque par ses propos. Problème: tout le groupe en pâtit. Les opinions et les prises de position d'un musicien doivent-elles avoir des conséquences sur sa tournée? Slate.fr

- Deux festivals déprogramment Eagles of Death Metal - Reuters

Deux grands festivals français de musique ont annoncé vendredi l'annulation des concerts du groupe américain Eagles of Death Metal, prévus cet été, à la suite de nouveaux propos controversés du chanteur Jesse Hughes sur l'attentat du Bataclan, où il se produisait le soir du 13 novembre 2015.

Dans un communiqué commun, les organisateurs de "Rock-en-Seine", prévu fin août au parc de Saint-Cloud, près de Paris, et de "Cabaret Vert", à la même période à Charleville-Mézières (Ardennes), expliquent être "en désaccord total avec les récents propos tenus par Jesse Hughes, chanteur de Eagles of Death Metal, à un média américain".

Jesse Hughes affirme avoir reconnu parmi eux, après coup, Salah Abdeslam, le dernier survivant présumé des commandos du 13 novembre, alors que le jeune homme n'était pas au nombre des tireurs. Il ajoute avoir vu "des musulmans célébrer les attaques dans la rue" pendant leur déroulement. (N'aurait-il pas confondu avec ces agents du Mossad qui hurlaient de joie à New York un certain 11 septembre 2001 ? - LVOG)

Il reproche en outre aux Parisiens leur "absence de colère" après les attentats. "Ils n'ont pas blâmé l'islam. En fait, beaucoup blâmaient les juifs. On avait l'impression qu'ils étaient davantage préoccupés que nous n'incitions à la xénophobie que de dénoncer les terroristes". Reuters 20.05

- Un mouvement social handicapé par sa fascination pour la violence

Les idées de «provocations» policières ou d'une violence qui serait indispensable au changement de l'ordre établi paraissent plus que jamais populaires, sans être aucunement prouvées.«C'est normal que les gens ne viennent plus en tee-shirt en manif», explique tranquillement un jeune homme... Slate.fr

- Europe: le «beau risque» de Yanis Varoufakis

Evincé du pouvoir il y a près d'un an, l'ancien ministre de l'Economie d'Alexis Tsipras ne rêve pas de gauchir l'Union européenne, mais de la démocratiser d'ici 2025. Le 5 mai dernier, à Vienne, Yanis Varoufakis réunissait son mouvement pour la démocratisation de l'Union européenne... Slate.fr

- L'Empire économique de Trump profite de sa candidature

Les sources de revenus de l'empire du candidat milliardaire, dévoilées par une commission électorale, révèlent que la mauvaise publicité autour de Trump ne l'empêche pas de prospérer dans ses affaires. Slate.fr

- La révolution sera californienne et technolibérale

Inspirée par la pensée libertarienne et la contre-culture des années 1960, la révolution internet participe aujourd'hui à la renaissance du capitalisme, autour d'un «modèle californien» à la fois collaboratif et libéral. Slate.fr

- Dans les sociétés progressistes et égalitaires, les filles sont meilleures en maths

En matière d'égalité entre hommes et femmes, les valeurs se transmettent entre parents et enfants, ce qui se répercute sur leurs performances scolaires. Le «fossé mathématique» entre les filles et les garçons se comble dans les pays les plus progressistes et égalitaristes... Slate.fr

- Pourquoi la greffe de pénis est en train de prendre

Les États-Unis viennent d'annoncer leur première transplantation pénienne. C'est la troisième au monde. Qui peut être concerné par cette prouesse chirurgicale? Les candidats potentiels sont plus nombreux qu'on pourrait l'imaginer. Slate.fr

- La démocratie et l'égalité sont bonnes pour le football

Les études historiques comme l'analyse des droits TV nous prouvent qu'elles rendent les compétitions plus incertaines et excitantes. Slate.fr

- Qu'est-ce qu'un «mogai»? Et autres considérations LGBTQQIAAP

Mogai (et non Mogwai, oui, notre photo est trompeuse) est le nouvel acronyme en vogue pour «LGBT». Une façon de contrer l'allongement sans fin du sigle LGBT, devenu LGBTQ, LGBTQI, et même LGBTQQIAAP...En lisant ce titre, vous avez peut-être songé au groupe de rock instrumental écossais Mogwai. Slate.fr

- Ce générique de «Game of Thrones» est moisi

Une vidéo recrée le générique de la série HBO avec de la moisissure. Et c'est étrangement beauAlors que les fans continuent de regarder la sixième saison de Game of Thrones, les internautes redoublent d'inventivité pour renouveler le désormais classique générique de la série. Il y a eu celui Slate.fr

- Martin Riese, le sommelier star qui conseille sur les différentes eaux

Et c'est très sérieux.Martin Riese est un sommelier un peu à part. Ce n'est pas un professionnel du vin. Non, sa passion, c'est l'eau. «C'est dur de ne pas se moquer de lui, et il le sait», commence Pacific Standard dans un article qu'il lui consacre. Slate.fr

- Pour savoir si un film est flippant ou drôle, il suffit d'humer l'air de la salle

Des scientifiques ont analysé la composition de l'air à la fin des séances de cinéma.Mauvaise nouvelle pour ceux qui pensent savoir mentir, votre corps trahit quand même vos émotions. Pas par le ton de votre voix, le rougissement de vos joues ou un tic quelconque, mais par votre souffle et ... Slate.fr

- Pourquoi le cinéma hollywoodien caste-t-il toujours le même chat?

Le chat figurant dans le dernier film de Steven Spielberg est exactement le même que celui de «Alien», «Gone Girl» ou encore «Inside Llewyn Davis». Académisme félin? Racisme anti chat noir? Vies multiples du même chat rouquin? Mystère. Slate.fr

- Au piano, les sonneries de téléphone deviennent des oeuvres d'art

Grâce à son piano et à beaucoup d'imagination, cet artiste est parvenu à sublimer les sonneries de téléphones qui nous agaçaient jusque-là.Quoi de plus familier (ou de plus agaçant) qu'une sonnerie installée par défaut sur votre téléphone portable? Slate.fr

- Comment la ministre de la Justice américaine est devenue la meilleure défenseure des droits des trans

Le discours du 9 mai de Loretta Lynch marque un virage dans l'histoire des droits des LGBTQ aux États-Unis.Sur le papier, le conflit qui oppose le ministère de la Justice américain et la Caroline du Nord peut sembler aride, tout théorique même. Slate.fr

- En Russie, les écoliers bientôt formés aux fusils d'assaut

Une nouvelle «option militaire» proposent aux collégiens et lycéens d'apprendre à manier les armes, à sauter en parachute ou encore à s'essayer au tir de précision. C'est un symptôme de plus de la montée en flèche du nationalisme guerrier en Russie... Slate.fr

- Sur internet, la Chine pratique la «censure à l'envers»

Des propagandistes chinois écrivent 488 millions de faux posts sur internet chaque année. Objectif: tuer les débats à coups de banalités plutôt que les enflammer.L'armée de «commentateurs internet» payés par le gouvernement chinois pour diffuser des posts de propagande est connue en Chine... Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Brésil

- Brésil: le gouvernement intérimaire rattrapé par le scandale de corruption Petrobras - AFP

Le scandale de corruption Petrobras n'a mis que 12 jours pour exploser au sommet du nouveau gouvernement brésilien et coûter lundi son poste à l'un des ministres les plus proches du président par intérim Michel Temer. AFP 23.05

2- Etats-Unis

- Un policier acquitté après la mort d'un jeune Noir à Baltimore - Reuters

Un policier de Baltimore a été acquitté lundi de l'ensemble des charges retenues contre lui après la mort en 2015 d'un jeune Noir, Freddie Gray, après son arrestation, un événement qui avait déclenché des émeutes et des manifestations. Reuters 23.05

3- Chypre

- Chypre: un nouveau Parlement fragmenté à l'issue d'un scrutin boudé - AFP

L'abstention record aux élections législatives chypriotes de dimanche a donné naissance à un Parlement fragmenté, avec l'entrée pour la première fois d'un parti d'extrême droite, au terme de trois années de difficultés économiques et de scandales de corruption dans la classe politique.

Les résultats définitifs donnent gagnante Disy (droite), parti au pouvoir et première formation du Parlement sortant, avec 30% des voix.

De ce suffrage sort une assemblée très fragmentée où l'extrême droite fait son entrée pour la première fois.

Ce parti, Elam, défend le coup d'Etat nationaliste de 1974 qui visait à rattacher l'île à la Grèce et avait déclenché l'invasion du nord de l'île par la Turquie. Il a obtenu 3,7% des voix, lui assurant deux sièges dans le prochain Parlement.

Le principal parti d'opposition Akel (communiste) a lui recueilli 25% des votes, en baisse de 7%.

Selon les responsables du suffrage, seulement 67% du demi-million d'électeurs a voté, un taux d'abstention record dans un pays où le vote est théoriquement obligatoire, contre 21% lors des précédentes élections législatives de 2011.

Cela a favorisé l'entrée au Parlement de petites formations: huit partis vont ainsi se partager les 56 sièges de l'assemblée contre cinq auparavant.

Les deux principaux partis, Disy et Akel, ont passé la majeure partie de la campagne à tenter de convaincre les électeurs désillusionnés de se rendre dans les bureaux de vote.

Les résultats ne devraient pas avoir d'impact sur les négociations sur la réunification de l'île méditerranéenne, divisée en deux depuis 1974.

Les dirigeants des deux parties de l'île ont relancé les pourparlers en mai 2015 et les ont intensifiés depuis novembre, avec le soutien de l'ONU, de l'UE et des Etats-Unis, avec l'objectif de créer un Etat fédéral. AFP 23.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- La Grèce adopte des mesures de rigueur en vue d'un nouveau prêt - AFP

La Grèce a adopté dimanche de nouvelles mesures de rigueur réclamées par ses créanciers comme condition pour le versement de la prochaine tranche de prêt avant une réunion de l'Eurogroupe mardi.

Plus de 10.000 personnes, selon la police, ont manifesté à Athènes devant le Parlement et tous les transports publics ont été bloqués dans la capitale pour le week-end avant l'adoption des nouvelles mesures très impopulaires.

Le texte de 7.000 pages a déjà été adopté vendredi en commission parlementaire avec les seules voix de la majorité gouvernementale qui allie la gauche Syriza du Premier ministre Alexis Tsipras au petit parti souverainiste Anel.

M. Tsipras a souligné dimanche que c'était "la première fois que les sacrifices semblent avoir une chance de payer". "C'est la première fois que la question de la dette est discutée avec l'attention appropriée au sein des institutions internationales", a-t-il ajouté.

Une députée de Syriza, Vassiliki Katrivanou, a toutefois voté contre certains des articles du texte et a ensuite démissionné du parti, évoquant "une profonde impasse politique et existentielle".

"Nous (Syriza) mettons en oeuvre des mesures et des politiques qui vont contre le coeur de nos valeurs et de notre politique, mais je ne vois aucune alternative fiable. C'est pourquoi je démissionne", a écrit la députée sur Facebook, en remettant son siège au parti.

Mme Katrivanou avait voté pour le projet dans son ensemble, mais contre les articles sur le mécanisme de correction automatique et sur la création du nouveau fonds de privatisations.

Le gouvernement grec espère que l'adoption des mesures de rigueur permettra la reprise du plan d'aide accordé l'été dernier par la zone euro mais bloqué depuis plusieurs mois.

"Les Européens reçoivent le message que la Grèce tient ses promesses. Maintenant, c'est leur tour", a déclaré M. Tsipras avant le vote.

Athènes attend que ses créanciers débloquent mardi quelque 5,4 milliards d'euros et allègent l'énorme dette grecque qui représente environ 180% de son produit intérieur brut.

Le projet de loi instaure également une Autorité indépendante des revenus publics, pour lutter contre fraude et évasion fiscales, relève d'un point, à 24%, le taux de TVA sur une série de biens, impose à partir de 2018 une "taxe de résidence" à l'hôtellerie, et met en place un nouveau fonds de privatisations pour accélérer les cessions d'actifs publics et doper leur exploitation.

Ce fonds, dénommé Société de participations publiques, avait été exigé par Berlin lors du bras de fer ayant précédé la conclusion en juillet du nouvel accord entre et Athènes et ses créanciers UE-FMI pour éviter au pays banqueroute et sortie de l'euro.

En dépit d'une grogne sociale montante et des mises en garde de nombreux économistes contre les effets récessifs de ces mesures, le gouvernement avait déjà obtenu le 9 mai que ses 153 députés, sur 300 au Parlement, adoptent deux douloureuses réformes des retraites et de l'impôt sur le revenu également requises par les créanciers.

Les journaux grecs étaient très critiques dimanche sur l'absence de garantie de la part des Européens d'un allègement de la dette grecque contre ces nouvelles mesures de rigueur. AFP 22.05

ECONOMIE

Etats-Unis

- L'endettement des sociétés américaines à son plus haut historique - sputniknews.com

Les entreprises américaines se sont plongées dans un vrai océan de problèmes liés à l'endettement. L'étude des données financières de près de 2.000 sociétés effectuée par les économistes Andrew Chang et David Tesher du groupe S&P Global Ratings dévoile clairement cette situation catastrophique.

L'étude réalisée par les économistes fait l'objet d'un article publié dans Business Insider. Les informations concernant l'endettement des sociétés américaines révèlent une crise financière sérieuse.

Les analystes affirment que le montant des dettes contractées a été multiplié par 50 par rapport à la quantité d'argent liquide en circulation. En chiffres absolus, le volume total de la dette des entreprises a augmenté de 850 milliards de dollars pour atteindre 6,6 trillions de dollars.

Un signe encore plus alarmant est la répartition des dettes et de l'argent liquide parmi les sociétés qui faisaient l'objet de l'étude. Les calculs effectués montrent que l'année dernière a été marquée par une augmentation des dettes de 730 milliards de dollars et par une diminution de la trésorerie à disposition des sociétés de 40 milliards de dollars.

Business Insider souligne que les économistes de S&P Global Ratings ne mentionnent pas que la somme énorme de 1,84 trillion de dollars de trésorerie appartenant à ces 2.000 entreprises représente un montant historique. Pourtant, cet argent est incapable de cacher les gigantesques dettes de ces sociétés.

Les économistes estiment que cette statistique s'explique par les appétits d'investissements sans fin des sociétés. Ces dernières partent à la conquête des instruments offrant d'énormes revenus: elles émettent des obligations pour trouver les ressources financières nécessaires.

Business Insider conclut que cette situation pourrait engendrer des conséquences désastreuses pour le marché des titres. sputniknews.com 22.05

Haut de page

Le 22 mai 2016

CAUSERIE

On se disait bien qu'en titillant les lambertistes, ils finiraient bien par réagir.

Un courriel reçu

Les sophistes se démasquent "vraiment".

- "*Je crois, Tardieu, que tu as vraiment un problème avec la dialectique !! On peut être vraiment sur l'orientation stratégique "d'en finir avec la cinquième république et l'union européenne" ET EN MÊME TEMPS développer une tactique visant à démasquer les représentants de ces institutions, donc entre autres Hollande, pour regrouper autour de soi et construire le parti révolutionnaire !! Ce n'est pas le POID seul qui peut abattre ces institutions au service du capital financier !!!*"

Inutile de vous exciter sur votre clavier !

Décryptons ensemble ce numéro d'illusionnisme digne de Nuit debout. Mais avant d'y venir une précision pour cadrer notre sujet.

Si vous avez lu dans la causerie du 20 mai l'article que j'avais consacré au POID, vous aurez constaté que dans la réponse de mon détracteur ne figurait absolument aucun fait que j'avais cité pour étayer ma démonstration.

C'est leur méthode habituelle et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là. Elle consiste à dénoncer votre position par exemple, mais ils ne veulent pas entendre parler des facteurs ou des faits sur lesquels elle reposait, seuls les leurs méritent d'être retenus selon eux. Du coup aucune discussion sérieuse ne peut avoir lieu entre nous. Vous devez adopter leur point de vue, un point c'est tout. Vous imaginez bien que nous condamnons cette méthode.

Je crois, Tardieu, que tu as vraiment un problème avec la dialectique !! (Une croyance aussi appuyée (vraiment) relève de l'auto-persuasion, à moins qu'inconsciemment cette forme d'insistance ne serve à camoufler un doute. - LVOG)

On peut être vraiment (Vraiment ? Encore ? Mais qui voulez-vous ainsi convaincre de croire à vos élucubrations, vous ou moi ? - LVOG) sur l'orientation stratégique "d'en finir avec la cinquième république et l'union européenne" ET EN MÊME TEMPS développer une tactique visant à démasquer les représentants de ces institutions, donc entre autres Hollande (Qui avec un taux d'impopularité qui dépasse les 85% ne serait pas encore démasqué, là vous faites dans le déni de la réalité. - LVOG), pour regrouper autour de soi et construire le parti révolutionnaire !! Ce n'est pas le POID seul qui peut abattre ces institutions au service du capital financier !!! (Non, sans blague ! - LVOG)

Ce penchant à l'auto-persuasion est indispensable quand on n'est pas sûr de son fait ou de ses convictions. Elle sert à masquer l'incohérence d'un raisonnement ou d'une analyse qui présente des lacunes sur lesquelles on ne souhaite pas s'étendre, parce qu'elle témoigne d'une incompréhension de la réalité ou du refus de prendre en compte certains aspects de la réalité qui contredisent l'interprétation qu'on en fait, ce qui est le fait de gens qui veulent toujours avoir raison et qui sont d'une mauvaise foi incurable.

Ils arrivent à s'en persuader eux-mêmes comme on vient de le voir au point de le théoriser, c'est la marque de fabrique des lambertistes, des trotskystes conciliateurs.

Leur objectif n'est pas de vous aider à comprendre quelque chose ou la situation, il consiste uniquement à vous amener à partager leur analyse ou leur position, qui parce quelles reposent sur un déni de la réalité s'apparente à un coup de force, qui dès lors ne peut supporter la moindre critique et interdit toute discussion, vous devez adopter leur point de vue un point c'est tout, sinon allez voir ailleurs.

J'ai eu l'occasion à de multitudes occasions depuis 2005 d'être confronté à ce genre d'esprits étroits et limités, auxquels j'ai chaque fois répondu en partant des faits.

Par exemple, j'ai mentionné des dizaines de fois que les travailleurs des différentes générations avaient amplement eu l'occasion de se faire une idée assez précise sur le PS et ses dirigeants, pour saisir qu'ils étaient étrangers au socialisme ou que jamais ils n'avaient eu l'intention de changer la société ou ne serait-ce que résoudre favorablement leurs problèmes, que finalement quand ils votaient encore pour les candidats du PS lors d'élections, c'était par dépit et non parce qu'ils auraient eu la moindre illusion dans ce parti, ce qu'ils n'ont cessé de témoigner par ailleurs, dont les 85% d'impopularité témoigne si nécessaire, sans parler de l'abstention massive et le rejet des candidats du PS.

Le sophiste a l'art de faire passer les apparences pour des convictions ou de les situer au même niveau pour berner son auditoire.

Le sophiste a l'art d'attribuer au peuple ses propres illusions pour servir ses intentions inavouables et se servir du peuple pour les assouvir ou en tirer profit.

Comme l'a rappelé Thierry Meyssan dans son excellent article consacré à la propagande militaire moderne, le sophiste a l'art de présenter n'importe quel présupposé comme logique, de sorte que celui qui ne l'adopte pas passera pour quelqu'un d'illogique, d'immature intellectuellement, un imbécile, quoi.

Généralement il procède à l'aide de syllogismes fabriqués pour l'occasion, qui reposent sur des postulats erronés à l'insu de leur auditoire dépourvu de connaissances suffisantes pour détecter les rapports falsifiés ou défectueux qui figurent entre ses termes.

Ici en l'occurrence, le terme défectueux, ce sont les illusions dans Hollande que notre sophiste prête à la jeunesse et aux travailleurs, qui relève de la volonté d'attribuer absolument dans l'avenir un rôle au PS, dont décidément les trotskystes concilateurs ne peuvent plus se passer depuis, depuis quand au juste, la mort de Lénine si on remontait aux origines.

Rappelez-vous qu'ils avaient élevé au rang de stratégie le front unique en direction du PS et du PCF, comme j'avais eu l'occasion de le mentionner dans une causerie antérieure ou un article à partir de leurs déclarations, rompant ainsi avec le marxisme et le léninisme. Ne pouvant plus entonner ce refrain, ils le présentent sous la forme (ou une variante) plus présentable mais bien maladroite, d'une tactique qui ne dupera personne, puisqu'ils sont obligés de recourir à un artifice qui consiste à occulter l'impopularité de Hollande au risque de se ridiculiser.

Quand j'affirme que la jeunesse et les travailleurs n'ont aucune illusion dans Hollande et qu'on n'a pas besoin de le démasquer, parce qu'il s'est démasqué lui-même ou que tout le monde savait pertinemment bien avant qu'il soit élu président, qu'il n'y aurait rien à en attendre de bon pour les travailleurs, je n'invente rien, je pars des faits j'étaie mon assertion, j'argumente le constat ou la conclusion à laquelle je suis arrivé, je ne balance pas un truc en l'air ou à la légère comme le font les sophistes, ma démonstration ou mon analyse est cohérente du début à la fin, je ne me borne pas à dire à mes lecteurs, croyez-moi sur parole ou allez voir ailleurs.

Les lambertistes sont des illusionnistes. Au lieu de s'appuyer sur l'immense majorité des travailleurs et jeunes qui n'ont aucune illusion dans Hollande et le PS ou les travailleurs les plus avancés, ils vont dégoter des travailleurs ou certaines couches (privilégiées) qui en conservent encore dans Hollande et le PS uniquement pour justifier leur ligne opportuniste ou proclamer qu'ils ont raison, parce qu'il ne peut pas en être autrement.

En présence d'un serpent, à les entendre, au lieu de le chasser ou de le tuer, je devrais commencer par me demander s'il présente ou non un réel danger et prendre ainsi le risque de ne plus être en état de répondre à cette question une fois qu'il m'aurait attaqué, ce qui serait stupide et hélas fatal !

Sachant qu'un serpent est potentiellement dangereux ou présente une menace pour mon existence, mon instinct de conservation me portera spontanément à le faire fuir ou à le neutraliser, ensuite seulement je me demanderais peut-être s'il était aussi dangereux que cela, c'est préférable.

Mon comportement est déterminé par le fait que je ne connaissais pas les différentes espèces de serpent qui existent, donc je pars du principe qu'ils sont tous dangereux et qu'il faut éviter tout contact avec eux.

Mais dans le cas de Hollande et du PS, depuis mai-juin2012 ils ont eu une multitude d'occasions de démontrer aux travailleurs à quel point ils étaient dangereux pour leurs acquis ou droits, TSCG, ANI, contre-réformes antisociales en tous genres, lois liberticides, etc. à quel point ils incarnaient les besoins des capitalistes, la réaction sur toute la ligne. C'est à croire que Valls ne serait pas Premier ministre et que le banquier Macron ne serait pas ministre de l'Economie.

Le POID fait pour ainsi dire, comme si finalement il ne s'était rien passé depuis 4 ans. Mieux, comme si les jeunes et les travailleurs n'avaient tiré aucun enseignement de cette expérience, il les prend pour des abrutis finis, ce que les faits démentent une fois de plus (l'impopularité record de Hollande, le scrore misérable des candidats du PS aux différentes élections partielles, etc.). Mais ils en ont cure au POID, ils ont défini au préalable une ligne politique à laquelle ils se tiennent, en réalité une stratégie et non une tactique qui consiste non pas à démasquer Hollande puisque c'est déjà fait, mais bien à tenter de le légitimer coûte que coûte, car une fois de plus ce n'est pas leur stratégie qui doit s'adapter à la réalité, mais la réalité qui doit aux prix de contorsions abracadabrantes se plier à leur stratégie, d'où le déni permanent dans lequel ils versent et qui ne peut conduire qu'à une impasse politique ou finalement à soutenir le régime.

On actualisera le site demain ou plus tard.

Haut de page

Le 25 mai 2016

CAUSERIE

On a ajouté l'excellent article de l'Observatoire du néoconservatisme : *Médias français : Cinq cas de journalistes acquis à la doctrine néoconservatrice* .

On a également ajouté *Socialisme de juristes* de F. Engels et K. Kautsky -1886.

En deux mots, aborder la question que faire pour améliorer la société pour la rendre plus juste, voire la changer sur le terrain du droit ou de l'humanisme, conduit fatalement à s'accommoder du capitalisme, puisque ce sont les conditions économiques ou les rapports sociaux de production qui déterminent le droit et non l'inverse.

Les discours et les programmes des partis promettant aux travailleurs une meilleure répartition des richesses ou une société plus juste en mettant l'humain au centre de leurs préoccupations, sont une supercherie, dès lors qu'ils ne remettent pas en cause l'existence ou les fondements du système économique capitaliste. Et la volonté qu'ils affichent bruyamment de rompre avec tel ou tel aspect du capitalisme ou telle ou telle institution du capital, n'est qu'un numéro d'illusionnisme qui ne sert qu'à masquer leur refus d'affronter le capitalisme, une imposture ou la trahison de l'idéal qu'ils prétendent représenter.

Vous pouvez rompre avec toutes les institutions que vous voulez, mais si vous ne rompez pas avec le capitalisme qui repose sur des fondements et fonctionne selon des lois qui sont inhérentes à la nature des rapports sociaux de production, vous en subirez les contradictions qui l'ont conduit au stade de l'impérialisme pourrissant et vous continuerez que vous le vouliez ou non à en subir toutes les conséquences, autrement dit, vous vous interdirez de mener une autre politique que celle des représentants du capitalisme, vous vous condamnerez à en devenir des agents ou à servir les intérêts des capitalistes.

Le combat pour la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière n'a de sens ou cesse d'être opportuniste, que s'il est lié à l'objectif de l'abolition du capitalisme et le passage au socialisme.

Tous les régimes qui ont été qualifiés abusivement de gauche ou de socialiste en Amérique latine ou ailleurs, étaient condamnés à tomber du fait qu'ils avaient laissé intact le capitalisme, bien que parfois ils se soient dotés d'une nouvelle Constitution ou de nouvelles institutions.

Que dans la vie ou en politique il faille faire preuve de mesure, qu'il faille passer des compromis, que l'on conçoive qu'il faut passer par différentes étapes avant d'atteindre un objectif, c'est une chose, mais qui ne doit pas occulter pour autant le fait qu'il arrive parfois qu'on soit placé face à une situation où il est indispensable de rompre radicalement ou brutalement avec certaines habitudes ou certains comportements, qu'il nous faille changer ou inverser les rapports qui existaient entre différents facteurs, sans quoi nous nous condamnons à ce qu'ils reproduisent indéfiniment les mêmes effets, ce qui n'est pas le but recherché en l'occurrence, lorsqu'on se destine de changer de fond en comble la société.

On a semble-t-il oublié qu'il y a des questions ouvertes qui appellent des réponses de type périphrase, dans lesquelles figurent certaines conditions potentiellement réalisables pour valider une réponse plutôt qu'une autre, et qu'il y a des questions de type fermé où le conditionnel est exclu, ce qui sous-entend que toutes les hypothèses qui y étaient liées ont été épuisées, et dont la réponse ne peut être que oui ou non. Oui ou non en est-on arrivé à la conclusion qu'il faut en finir avec le capitalisme, c'est aussi simple que cela.

La question qui est posée aux travailleurs et aux militants, est de savoir ce qu'ils veulent vraiment et s'ils le savent réellement eux-mêmes, ce dont on est en droit de douter fortement à l'heure qu'il est. Notre devoir est donc de les aider à y parvenir le plus rapidement possible par tous les moyens à notre disposition. Et tous les articles que nous publions ont vocation à les y aider, dès lors qu'on les relie à la stratégie que nous avons adoptée qui est résolument axée sur l'abolition du capitalisme et ses institutions, les deux objectifs politiques étant inséparables pour les raisons exposées plus haut.

Un petit mot personnel.

Il est déjà 10h30 et e n'ai pas encore commencé à collecter les infos de la veille, aussi le site ne sera pas actualisé aujourdhui. J'ai des courses à faire, j'ai peu et mal dormi, hier soir la prise du climatiseur a brûlé, cela a fait sauter le fusible du compteur situé à l'autre bout du jardin, il était un peu moins de minuit.

J'ai mis du temps à réaliser d'où venait la panne, car les six fusibles du tableau situés dans le garage étaient intacts, et ce n'est qu'au bout d'un moment que j'ai eu l'idée d'aller voir au compteur, ce qui ne m'enchantait pas tellement, car à plusieurs reprises j'en avais chassé des serpents, alors en pleine nuit, marcher dans l'herbe, je n'étais pas très fier. J'ai fait un peu de bruit au cas où pour les chasser et en cinq minutes l'affaire était réglée. Il ne me restait plus qu'à démonter les prises mâle et femelle de la climatisation, couper les fils et les raccorder directement à l'entrée de l'onduleur, et enfin j'ai pu aller me recoucher, j'étais trempé de sueur comme si je veais de prendre une douche, il était 0h30. Du coup, je n'ai encore dormi que 5 heures et je suis crevé. Quant à ma compagne Selvi, elle s'était couchée avant moi et avait mis en route le ventilateur, elle a continué de dormir comme si de rien n'était !

Haut de page

Le 26 mai 2016

CAUSERIE

Il fait 43°C à l'ombre, 39°C à ma table de travail, c'est insupportable. Au lieu de me rafraîchir un peu (?) avec le ventilateur, je l'ai mis à fond et je l'ai placé du côté de la carte mère et de l'alimentation de l'ordinateur en espérant qu'elles ne brûlent pas !

Tous les soirs j'arrose le jardin, j'en ai pour plus d'une heure à chaque fois, surtout en ce moment. Immédiatement après je mets le pumpset (moteur) en marche pour remplir le réservoir de 2.000 litres. Je crains plus les coupures de courant et de manquer d'eau que les serpents ou les scorpions, à croire que j'y suis plus habitué grâce ou à cause de mon engagement politique... Non, pas les peaux de bananes, car cela ne traîne pas ici, les vaches les mangent.

J'arrête mon bavardage, Selvi (ma compagne) vient de m'appeler et je vais la chercher en scooter à la sortie de son boulot, c'est à 10 minutes de la maison, il est 16h58. Reste le jardin à arroser et c'est moi qui m'en charge, c'est mon boulot.

Les causeries de mai sont disponibles au format html.

J'ai à nouveau corrigé les liens vers les causeries des mois précédents, sorry, je suis distrait. Mettons cela malhonnêtement sur le dos de la chaleur accablante !

L'info du jour : Attention on pourrait y retourner un jour...

- 140 000 ans avant « Homo sapiens », Néandertal s'aventurait au fond des grottes - LeMonde.fr 25.05

En voilà une affaire qui mobilise la rédaction de ce torchon institutionnel, et attendez, c'est qu'ils sont perspicaces au Monde :

- "Est-il si surprenant que cet homininé robuste n'ait pas eu peur du noir ?"

Parce que figurez-vous qu'à cette époque fort reculée, la nuit régulièrement ils n'étaient pas plongés dans la pénombre, quel crétin !

On ne demandera pas à ce journaleux s'il a "peur du noir" puisqu'on connaît la réponse.

Et vous payez pour lire ça ?

Quelle conception du syndicalisme ?

Rappel. Lu ce matin dans un article :

- En 1995, il s'agissait de combattre le plan Juppé sur la Sécurité sociale, qui prévoyait d'aligner le régime de retraite des fonctionnaires sur celui des salariés du privé. Alain Juppé a reculé sur les retraites, mais il a maintenu le reste de son plan sur la Sécurité sociale. Le Parisien 25.05

Les syndicats mobilisèrent leurs troupes au sein de la fonction publique dans l'unique but de défendre leurs statuts, et lorsque les fonctionnaires furent servis, ils s'empressèrent de reprendre le boulot abandonnant, pardon, livrant les travailleurs du secteur privé au gouvernement Chirac-Juppé.

Il en est ainsi depuis les années 40-50, vulgairement, chacun pour soi ou pour sa gueule, selon la division du travail entre travailleurs des secteurs public et privé qui permet de diviser ou d'affaiblir le prolétariat et le mouvement ouvrier, de manière à ce qu'ils demeurent soumis au régime ou pour assurer sa stabilité.

On aura compris que leur conception détestable du syndicalisme ne comprend la solidarité entre tous les travailleurs quelles que soient leurs conditions ou statuts au détriment des couches d'exploités les plus défavorisés qui sont ainsi abandonnés à leur triste sort, vous savez ceux dont ils sont prompts à faire le procès à cause de leurs préjugés jugés archaïques et dont évidemment ils sont responsables.

Il aurait été normal en 1995 que les travailleurs et les syndiqués de la fonction publique demeurent mobilisés ou poursuivent leur grève jusqu'au retrait de la totalité des mesures annoncées par Juppé. De la même manière, lorsque les travailleurs du secteur privé entament un mouvement social, les travailleurs du secteur public devraient également se mobiliser pour les soutenir, et lorsque ce sont les travailleurs du secteur public qui sont attaqués par le gouvernement, il serait normal que les travailleurs du privé les soutiennent. Du coup, la question de la grève générale se poserait tout autrement et aurait plus de chance de venir à l'ordre du jour, ce qu'il faut absolument éviter, chacun l'aura compris.

Cette partition entre secteur public et secteur privé fait le bonheur du patronat et de l'Etat. On peut aussi se demander pourquoi quand des sujets d'actualité mettent en cause des secteurs d'activité, pourquoi les syndicats de ces secteurs d'activité ne

mobilisent pas travailleurs. Par exemple, fraude fiscale, évasion fiscale, optimisation fiscale, paradis fiscaux, augmentation des impôts, etc. pas de mobilisation du secteur des impôts ; baisse des remboursements des médicaments ou de certains traitements, scandales liés à la commercialisation de certains médicaments ou produits, etc. pas de mobilisation du secteur de la santé ; magouilles des banques, pas de mobilisation des employés des banques ; manuel scolaire dont les contenus relèvent ouvertement du négationnisme ou de la falsification de l'histoire, pas de mobilisation des enseignants, etc.

On aura compris que leur conception du syndicalisme n'intègre pas le fonctionnement du secteur d'activité dans lequel les travailleurs évoluent ainsi que ses conséquences pour l'ensemble de la société, ce qui revient à laisser à ceux qui détiennent le pouvoir de faire ce qu'ils veulent.

Leur conception du syndicalisme intègre le fonctionnement du secteur d'activité dans lequel les travailleurs évoluent, uniquement quand une mesure concerne leur condition de travail ou leur statut. Et par exemple, quand une mesure concerne le personnel hospitalier et les malades, donc la population en générale, le personnel de l'Education nationale et les élèves des écoles, collèges ou les étudiants, donc la population en générale, etc eux seuls sont appelés à se mobiliser, mais par le reste de la population qui demeure neutre ou passive ou pire, qui condamne les grèves qui perturbent leurs routines quotidiennes et abrutissantes.

Et après on s'étonne ou plus généralement on feint de s'étonner hypocritement que le syndicalisme tend vers le corporatisme, mais c'est normal, car tout aura été fait pour qu'il en soit ainsi, c'est la conclusion à laquelle on arrive quand on se penche sérieusement sur cette question.

Ce qui est vraiment surprenant pour le coup, c'est que cela ne vienne pas à l'esprit des militants, car lorsqu'on lit la littérature des différents partis dits ouvriers, on trouve nulle trace de ce qu'on vient de relever, comme si finalement les militants de toutes tendances partageaient la conception du syndicalisme de leurs dirigeants syndicaux, ce qui assurément ne permettra pas d'élever le niveau de conscience des syndiqués et des travailleurs. Vous me direz, à quoi bon, puisque ce n'est manifestement pas leur priorité, quand ils ne le revendiquent pas eux-mêmes.

Tout cela j'ai pu le constater personnellement quand je travaillais en France. Je rappelle que j'ai quand même bossé dans plus de 45 boîtes différentes et que j'ai été délégué syndical notamment.

Après on s'étonnera qu'on en soit rendu là. On a envie de répondre que c'était prémédité.

Ils sont bien complètement cinglés.

- Quand le patron d'Apple croit voir un iPhone dans un tableau du 17ème siècle - BFM Business

Dommage qu'il s'agisse d'un peintre flamand, sinon le patron d'Apple aurait pu se prendre pour Léonard de Vinci !

Conditionnement. Une intrigeante et malfaisante préoccupation.

« Le futur doit gagner du poids politique » nous dit-on, quel futur, celui qu'ils sont en train de nous concocter à l'image du présent nauséabond ?

Il faut avoir à l'esprit qu'ils visent la conquête totale ou sans partage du pouvoir politique, le pouvoir politique absolu, c'est-à-dire la neutralisation de la lutte des classes, pour instaurer un nouvel ordre mondial, et que par conséquent ils ont imaginé un plan dont les contours apparaissent chaque jour un plus clairement, ils ont élaboré une stratégie politique pour atteindre cet objectif dans un futur indéterminé, sachant leur domination de classe de plus en plus gravement menacée par la crise devenue permanente du capitalisme.

Ils ne se bornent pas à gérer leurs affaires au quotidien ou à accroître leur fortune par n'importe quel moyen, ils sont en train de mettre en place un modèle unique de société, et chaque mesure qu'ils préconisent ou parviennent à imposer sur le plan économique ou politique, constitue déjà la concrétisation de leur plan ou les rapproche pas-à-pas de leur objectif final, dont évidemment la population n'a nullement conscience.

Cependant on a pu constater au cours des dernières années, qu'ils étaient parvenus au point où ils devaient associer la population à certain aspect de leur plan pour qu'elle y adhére, et pouvoir ainsi franchir de nouvelles étapes, sans lui avouer toutefois leurs véritables intentions ou objectifs et pour cause. Ils y sont également contraints par la crise du capitalisme, tout en présentant leurs objectifs sous un angle avantageux.

Les sociétés contemporaines ont une énorme capacité à produire des futurs, c’est-à-dire de les conditionner ou de les rendre possibles.

Ces réflexions m'ont été inspirées par un article du Monde, qui par le biais d'un "professeur de philosophie politique" sorti de nulle part, s'interroge sur le rôle que le futur doit jouer en politique et s'inquiète qu'il soit malmené, peut-être parce qu'il pressent qu'il est compromis pour les générations à venir. Comment penser le futur et y faire adhérer la population quand il est si mal embringué, sinon en le falsifiant.

- « Le futur doit gagner du poids politique » - LeMonde.fr

La principale urgence des démocraties contemporaines n'est pas d'accélérer les processus sociaux. Prendre le futur au sérieux exige d'abord que l'on introduise le long terme dans les considérations stratégiques et les décisions politiques, explique le professeur de philosophie politique Daniel Innerarity.

Par Daniel Innerarity, professeur de philosophie politique à l'université du Pays Basque (Espagne)

Nous, êtres humains, devons avoir une relation avec notre futur si nous voulons réaliser des opérations qui aillent au-delà du moment présent. (Quelle envolée d'esprit ! - LVOG) Cela vaut également pour les sociétés, qui doivent maintenir un rapport intelligent avec leur futur (Enfin, un prophète ! - LVOG). Les difficultés actuelles de la société au moment de se penser en termes de finalité et de promesse collectives mettent précisément en évidence le fait que le futur n'est pas bien traité. (Pour ne pas dire qu'il est déjà largement hypothéqué et d'une laideur effrayante. - LVOG)

Le futur s'est converti en un problème dans les sociétés contemporaines, peut-être notre plus grand problème, mais peut-être aussi la voie d'une solution pour procéder à une réforme de la politique. (Nous y voilà ! - LVOG) Notre plus grand défi consiste à repenser et à articuler dans la pratique la relation entre action, connaissance et responsabilité. Et il se peut qu'une réintégration du futur dans l'activité politique soit un élément de transformation et d'innovation de la vie démocratique. (Alors qu'on s'achemine à marche forcée dans la direction opposée ! - LVOG)

Mais si la politique a une quelconque justification qui la distingue de la simple gestion, c'est parce qu'elle tente de gouverner ce futur moins visible mais non moins réel et dans lequel se joue le plus important. (D'où la nécessité de se doter d'une stratégie politique, ce que l'oligarchie financière a compris, mais pas nos dirigeants, hélas : - LVOG)

Quand il s'agit de réformes politiques, leur seule justification est d'aller au-delà des intérêts des privilégiés actuels et de se demander s'ils ouvrent effectivement des opportunités pour ceux qui ne sont pas puissants dans le présent – comme les chômeurs et les jeunes – mais auxquels le futur appartient aussi. (Merci d'avoir une toute petite pensée pour eux ! On sent le nantis dans ce discours. Et comme il ne s'agit pas de s'attaquer aux puissants qui ne sont même pas identifiés ici, il faut en conclure que dans le futur qu'il appelle de ses voeux rien ne changera... ou en pire. - LVOG) LeMonde.fr 25.05

Formule qui résume bien ce qui se déroule sous nos yeux, à savoir que "la principale urgence des démocraties contemporaines n'est pas d'accélérer les processus sociaux, effectivement puisqu'elles procèdent systématiquement à leur démantèlement ou à leur destruction, en recourant à une conception de la politique opaque, voire secrète pour le citoyen lambda, parce qu'animée d'intentions et de moyens inavouables tendant à rendre sciemment le " futur moins visible" de préférence, vaut mieux quand on pense à l'avenir cauchemardesque qu'ils sont en train de nous fabriquer, ils ne vont pas le hurler sur les toits !

Article 2 de la loi Travail, c'est "le cœur de la philosophie du texte" (Valls), c'est le retour au patron de droit divin du XIXe siècle.

- Loi Travail : c'est quoi le problème avec l'article 2 ? - francetvinfo.fr

Les syndicats opposés à la réforme du Code du travail réclament sa suppression, le patron des députés socialistes propose de le réécrire, le gouvernement refuse d'y toucher.

L'article 2 du projet de loi Travail inverse la hiérarchie des normes. "La primauté de l'accord d'entreprise en matière de durée du travail devient le principe de droit commun", y est-il écrit. En clair, l'accord d'entreprise primerait dorénavant sur l'accord de branche. En matière de temps de travail, de nombre maximum d'heures par jour et par semaine, de majoration des heures supplémentaires, de temps de repos ou de congés payés, l'accord d'entreprise pourrait être "moins disant" que l'accord de branche, liste Le Parisien.

Avec cet article 2, le gouvernement entend donner plus de souplesses et de marges de manœuvre aux entreprises, afin qu'elles puissent adapter leur fonctionnement en fonction de leur activité économique et des contraintes de leur secteur.

Les opposants à la loi Travail redoutent que cette "inversion de la hiérarchie des normes" ne permette un "chantage à l'emploi", observe Le Monde. La direction d'une entreprise pourrait ainsi être tentée, par exemple, de menacer de supprimer des postes, en prenant pour prétexte une dégradation de la situation économique, afin de contraindre les syndicats à signer un accord moins favorable aux salariés que l'accord de branche.

Ils ont dit.

- Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement : « Il n'est pas prévu de revoir les principes de l'article 2 ».

- Bruno Le Roux : il n'est pas question de « revenir sur la philosophie » de l'article 2.

- Manuel Valls a déclaré à l'Assemblée nationale qu'il n'y aurait « Il n'y aura ni retrait du texte, ni remise en cause de l'article 2, car c'est le cœur de la philosophie du texte ».

- A propos d'un tract de la CGT appelant au retrait du texte et représentant une charge explosive, M. Le Roux a déclaré : "J'attends de M. Martinez qu'il dise qu'il y a des choses inacceptables dans notre démocratie. " lemonde.fr 25.05

Pourquoi, il ne l'a jamais dit ? Etonnant. Non, je déconne...

- Le gouvernement tient bon sur la loi Travail, face aux blocages - Reuters

- Blocages : Hollande et Valls dénoncent la stratégie d'une «minorité» - L'Opinion

- Loi travail: une centrale syndicale ne fait pas la loi, lance Cambadélis à la CGT - AFP

- Myriam El Khomri. Pénurie de carburant : les "Français pris en otage" - Francetv info

- Nathalie Kosciusko-Morizet : "Le droit de grève n'est pas celui de bloquer" - Francetv info

- La CGT joue "gros" et avec "le feu", estime la presse - AFP

La presse quotidienne après avoir fustigé mardi le "jusqu'au-boutisme" de la CGT, dans l'actuel conflit social, estime mercredi que le syndicat et son secrétaire général, Philippe Martinez, jouent "gros" et avec "le feu" en adoptant un tel comportement. AFP

- Electricité: la CGT-énergie appelle à un mouvement "le plus fort possible" jeudi - AFP

La CGT-Energie a appelé mardi à un mouvement d'action, notamment dans ses centrales nucléaires, "le plus fort possible" jeudi contre la loi travail et la dégradation de la filière, n'excluant pas "des baisses de charges" électriques. AFP

- Centrale nucléaire, ports, raffineries... la carte des blocages contre la loi Travail - Le Huffington Post

Loi travail - La grève contre la Loi Travail prend de plus en plus d'ampleur. La CGT du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et de Fluxel a appelé mardi 24 mai à un arrêt de travail "du mercredi 25 mai inclus au vendredi 27 mai inclus". Le Huffington Post

- Loi travail : la CGT assure qu'au moins 16 centrales nucléaires ont voté la grève - LeMonde.fr

La fédération Energie, majoritaire dans le secteur, annonce des mouvements de grève et le recours à des baisses de charge, jeudi, dans la majorité des 19 centrales françaises. LeMonde.fr

- SNCF: la CGT appelle à son tour à la grève reconductible à partir du 31 mai - AFP

A moins de trois semaines du début de l'Euro de football, la CGT, premier syndicat à la SNCF, a déposé mardi à son tour un préavis de grève à compter du 31 mai à 19H00 pour peser dans la phase finale de négociations sur les conditions de travail des cheminots. AFP

- Grève chez Amazon sur des revendications salariales et contre la loi travail - AFP

- Berger (CFDT): retirer la loi travail serait "inacceptable" - AFP

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a estimé mercredi que retirer le projet de loi travail, comme le réclament la CGT et FO, serait "inacceptable". AFP

- Montebourg: "Un référendum sur la loi Travail serait une bonne recommandation" - L'Express.fr

"Les torts sont partagés" dans le blocage actuel entre le gouvernement et les syndicats sur la loi El Khomri, a estimé Arnaud Montebourg sur BFMTV. L'Express.fr

- "Chienlit", "rage folle", "guerre des gauches": la droite fustige les blocages - L'Express.fr

Alors que les mouvements de grève se prolonge, la droite monte au créneau pour appeler à la "réquisition" des personnels et au "déblocage" de force des sites concernés. Et se retrouve paradoxalement à défendre le passage en force de la loi Travail. L'Express.fr

Le chômage a baissé au mois d'avril : 55.700 radiations de Pôle emploi de plus qu'en mars.

- Chômage: deuxième baisse consécutive en avril en France - AFP

L'horizon s'éclaircit enfin : le chômage a enregistré en avril un deuxième mois consécutif de baisse, série inédite depuis début 2011, l'indicateur passant également dans le vert sur les douze derniers mois, une première depuis la crise.

Après la forte baisse de mars, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a continué de diminuer en avril, de 19.900 personnes (-0,6%), pour s'établir à 3,51 millions en métropole, a annoncé mercredi le ministère du Travail.

En avril, la baisse a été encore plus forte (-1,1%) en incluant l'outre-mer et les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité. Au total, 5,69 millions de personnes étaient inscrites dans les catégories A, B, et C de Pôle emploi.

Mais cette baisse coïncide avec une "hausse inhabituellement forte" des sorties pour défaut d'actualisation, avertit la Dares, le service des statistiques du ministère.

A la fin de chaque mois, les demandeurs d'emploi sont tenus de déclarer leur situation à Pôle emploi, sous peine d'être désinscrits d'office. En avril, 276.700 personnes sont sorties des listes pour ce motif, soit 55.700 de plus qu'en mars.

Le cabinet de Mme El Khomri explique cet événement statistique par le grand nombre de jours fériés début mai, pendant la période d'actualisation, et par des oublis de demandeurs d'emploi ayant retrouvé une activité.

Selon l'économiste Bruno Ducoudré (OFCE), toutefois, "on peut s'attendre à un effet de bascule le mois prochain, avec le retour d'une partie de ces personnes sur les listes de Pôle emploi".

De leur côté, les deux fers de lance de la mobilisation, la CGT et Force ouvrière, ont immédiatement relativisé les bons chiffres. "Une manipulation semble être à loeuvre pour obtenir une baisse artificielle du nombre de demandeurs d'emploi", a accusé la CGT, tandis que FO a appelé à "ne pas se contenter des apparences".

La centrale de Jean-Claude Mailly a par ailleurs fait remarquer, non sans ironie, que "ces chiffres démontrent une fois de plus que le marché du travail et de l'emploi n'a pas besoin d?une loi d'inspiration libérale", mais de "croissance économique". AFP 25.05

Propagande des médias de l'OTAN. Médias zélés, hystériques, enragés.

- La "Jeanne d'Arc" ukrainienne libérée de Russie - Francetv info

- Retour triomphal en Ukraine de la pilote Savtchenko échangée contre deux Russes - AFP

- Nadia Savtchenko rentre au pays et gagne son combat - Liberation.fr

Bienvenue en oligarchie

- Internet, voici tout simplement la plus folle infographie «Star Wars» jamais réalisée

En 123 mètres de long, toute l'histoire de l'épisode IV: «Un nouvel espoir». Il suffit de scroller.Quand on aime Star Wars, on ne compte pas. Quelques semaines avant le trente-neuvième anniversaire de la sortie dans les salles du premier film de la saga de George Lucas, le 25 mai 1977... Slate.fr

- Partez en road-trip avec Shia LaBeouf

Pendant un mois, l'acteur américain va mettre en ligne les coordonnées GPS de l'endroit où il se trouve et se laissera porter à travers les États-Unis.Shia LaBeouf a quelque chose de fascinant. Après avoir passé vingt-quatre heures dans un ascenseur à l'université d'Oxford... Slate.fr

- Coming-out, mariage et orgasme... Une étude raconte les amours LGBT

Les résultats dénotent que la tolérance gagne du terrain.Les hommes hétérosexuels jouissent plus souvent que les hommes homosexuels. C'est en tout cas ce qu'affirme Match. L'application de rencontre publie chaque année depuis six ans une étude portant sur les célibataires Américains... Slate.fr

- NBA: quand les médias américains tournent autour des «couilles» de Steven Adams

«Bijoux de famille», «kiwis», «en-dessous de la ceinture», «aine», «entre les jambes», «quelque part», «ding ding»... Les expressions ne manquent pas pour décrire le coup que s'est pris le joueur d'Oklahoma. Slate.fr

- Entre sexisme et hypermédicalisation, la grossesse vue par votre smartphone

Faites le tour des stéréotypes véhiculés par les applications grossesse.Que serait l'humain du XXIe siècle sans les applications de son smartphone? Il s'en remet à elles pour réserver ses trains, retrouver son chemin, communiquer avec ses amis, pour occuper ses enfants dans la salle d'attente... Slate.fr

- «Les hommes sont attirés par les femmes froides qui agissent comme des chieuses»

Cette semaine, Lucile conseille Pomme-poire, qui en a marre de se retrouver dans un schéma de non-réciprocité amoureuse.«C'est compliqué» est une sorte de courrier du coeur moderne dans lequel vous racontez vos histoires -dans toute leur complexité- et où une chroniqueuse vous répond. Slate.fr

- Le prochain 007 sera une femme et voici ses «Jane Bond boys»

Twitter a choisi: le nouvel espion qui ne meurt jamais devrait être incarné par Gillian Anderson. Nous avons donc casté ses partenaires de jeux.Daniel Craig quittera le navire après un prochain James Bond. L'espion britannique 007 risquait donc de se retrouver à nouveau sans corps et sans visage. Slate.fr

- Dès 2008, un fan de «Game of Thrones» prédisait pourquoi Hodor ne disait qu'«Hodor»

Le reste de sa théorie était moins réussi.AVERTISSEMENT SPOILERS: Cet article révèle des informations concernant le cinquième épisode de la saison 6 de «Game of Thrones».Si vous n'avez pas encore vu le cinquième épisode de la sixième saison de Game of Thrones, il est encore temps de faire demi-tour. Slate.fr

- On a testé… « Overwatch », le jeu de tir en équipes qui mêle samouraïs, robots et cow-boys

Coloré, nerveux et varié, « Overwatch » réussit à réintroduire une bonne dose de stratégie dans un jeu de tir efficace. LeMonde.fr

- Trump président? C'est improbable, mais possible

Il suffirait d'une mobilisation exceptionnelle des électeurs blancs. Ou d'une récession. Ou d'un parti démocrate déchiré...En ce moment, les sondages indiquent un fort redressement de la campagne de Donald Trump. Slate.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Bienvenue chez les "amis" de Valls et Hollande.

- Israël: l'ultranationaliste Lieberman entre au gouvernement - AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a conclu mercredi un accord sur l'entrée dans son gouvernement

de l'ultranationaliste Avigdor Lieberman qui a promis de se montrer "responsable", face aux interrogations sur un durcissement de la politique vis-à-vis des Palestiniens.

Après une semaine de laborieuses discussions, les alliés de MM. Netanyahu et Lieberman se sont entendus pour que ce dernier prenne le poste crucial de ministre de la Défense, qui supervise les Territoires palestiniens occupés. Un autre membre de sa formation Israël Beiteinou, Sofa Landver, deviendra ministre de l'Intégration. Leur investiture doit avoir lieu la semaine prochaine.

Le remaniement porte de 61 voix à 66 la majorité de M. Netanyahu au Parlement, où siègent 120 élus. Il fait de ce gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël selon les commentateurs.

Cet accord, signé au terme d'une semaine d'intenses négociations, permet à Benyamin Nétanyahou d'élargir significativement sa majorité. À la tête d'une coalition de six partis allant du centre à l'extrême droite religieuse, en passant par le Likoud et les grandes formations ultraorthodoxes, il ne pouvait jusqu'à présent compter qu'avec le soutien de 61 députés sur 120. Une coalition étriquée qui l'exposait à tous les chantages. Grâce au soutien d'Avigdor Lieberman, il aura désormais le soutien de cinq députés supplémentaires. La sixième élue du parti Yisraël Beiteinu, Orly Levi-Abecassis, s'est pour sa part désolidarisée du groupe parlementaire en raison de son désaccord avec les termes de l'accord de coalition.

M. Lieberman, connu pour ses diatribes anti-arabes et son populisme belliqueux, est une figure détestée des Palestiniens.

Avant d'engager les négociations avec M. Netanyahu, M. Lieberman accusait le gouvernement de manquer de fermeté face aux attaques palestiniennes et de ne pas construire dans les grands blocs de colonies de Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967.

M. Lieberman défend la possibilité accrue d'infliger la peine de mort aux auteurs d'attentats anti-israéliens. Il a obtenu que la peine prononcée par les tribunaux militaires en Cisjordanie ne le soit plus à l'unanimité des trois juges, mais à la majorité. Israël n'a pas appliqué la peine capitale depuis 1962. AFP et Figaro.fr 25.05

A quoi bon, ils assassinent déjà en toute impunité des Palestiniens pratiquement quotidiennement. En facilitant le recours à la peine de mort, ils constitutionnalisent le massacre d'innocents.

Haut de page

Le 27 mai 2016

CAUSERIE

Un petit mot personnel.

40°C à l'ombre seulement aujourd'hui...

Ma mère sortira de l'hôpital samedi, ce fut une fausse alerte...

Mon épouse va attaquer la CAF en justice, si l'avocat que j'ai trouvé tient la route...

La riche patronne italienne de ma compagne Selvi est un véritable tyran...

Je n'ai toujours pas terminé mes travaux, exceptionnellement je réactualise le portail à cause de cette foutue loi Travail... Ici en Inde, le code du travail n'existe pas, c'est plus simple pour les esclavagistes...

Sorry pour les fautes de frappe ou d'orthographe, je me relis rapidement, parfois je n'en ai même pas le temps.

La "véritable démocratie", c'est tout le pouvoir à la majorité de la population, aux travailleurs

- "pour (...) l'établissement d'une véritable démocratie mettant au centre les travailleurs." PRCF 24.05.2016

Au "centre", entre quoi et quoi ?

Nous, nous les plaçons résolument aux commandes de l'Etat, de la société, ce n'est pas du tout pareil, car cela implique une inversion des rapports sociaux, le renversement du régime en place, autrement dit une révolution sociale remettant en cause les fondements du capitalisme, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière en avançant sur la voie du socialisme.

Une "véritable démocratie" peut-elle exister sans que la classe ouvrière soit parvenue à s'emparer du pouvoir politique ? Telle est la question qui est éludée dans cet article publié par l'officine stalinienne Le Grand Soir.

Toutes les déclarations, tous les discours ou programmes qui abordent ce sujet en éludant soigneusement cette question, témoignent de la volonté de leurs auteurs de refuser d'affronter le régime, afin de tromper les travailleurs et les militants pour assurer la pérennité du régime, leur unique raison d'être et objectif.

La "véritable démocratie" portait un nom autrefois, avant que les staliniens ne le balancent par dessus bord, la dictature du prolétariat ou le pouvoir politique assuré par la majorité du peuple, la classe ouvrière.

Flagrant délit de délire.

Suite de deux causeries précédentes.

Le sympathisant du POID avait écrit dans le courriel qu'il m'avait adressé le 22 mai :

- "Qui donc est complètement hors de la réalité, faisant aveuglément confiance à des sondages arrangés et à des sites bidon".

Lu dans l'édito signé D. Gluckstein du n°40 de l'hebdomadaire du POID Tribune des travailleurs :

- "Mais qui représente une minorité, sinon ceux qui nous gouvernent ? Ils sont la minorité : sondage après sondage se confirme le soutien apporté par l'immense majorité de la population à l'exigence de retrait de la loi Travail."

- "Ils sont la minorité : jamais le chef de l'Etat, le Premier ministre, le Parti socialiste lui-même n'ont été aussi bas dans les sondages et à ce point rejetés (1)."

Traduisez, quand ce sont les dirigeants du POID qui font usage des sondages, c'est normal, ils ont toute leur tête, ils savent forcément ce qu'ils font, tandis qu'un pauvre type comme moi, un écervelé, un mégalomane, en fera forcément un usage inconsidéré ou "aveugle".

Voyez-vous, je me demande lequel des deux, entre ce sympathisant du POID et moi, soutient vraiment le POID, tout du moins sa manière de traiter la loi du Travail et la mobilisation en cours pour obtenir son retrait.

Votre haine des militants qui ne partagent pas la totalité de vos analyses ou conclusions, qui osent vous contredire, qui osent aborder des sujets estampillés "complotistes" par les chroniqueurs de l'extrême droite néolibérale, qui osent se connecter à des portails gratifiés du même label par les mêmes ignobles personnes, qui osent critiquer vos dirigeants, explose au grand jour et c'est très bien ainsi, car c'est une excellente leçon adressée aux autres militants de ce qu'il ne faut surtout pas faire quand on cherche par tous les moyens loyaux ou honnêtes à se rassembler pour mener ensemble le combat sur le ou les mêmes objectifs, au-delà de nos désaccords qui sont parfaitement légitimes dès lors qu'ils reposent sur des arguments clairement identifiés.

C'est l'attitude des militants particulièrement vulnérables, fragiles, faibles, présentant de graves lacunes psychologiques, au développement intellectuel limité, à l'armement théorique désuet ou obsolète, à l'état d'esprit obtus et borné, autoritaire, belliqueux, et qui ne parviennent pas à s'assumer tels qu'ils sont, qui finalement ne comprennent pas mieux la situation qu'ils ne se connaissent eux-mêmes, cela les excite au dernier degré, les rend pratiquement fou quand on ose les défier, ils prennent cela pour une provocation, ils se sentent menacés personnellement, ils rentrent quasiment en transe, alors il faut que cela sorte ou que cela d'exprime d'une façon ou d'une autre, violemment de préférence, de manière maladroite ou désordonnée et grotesque, dévoilant au passage une facette de leur personnalité qui n'est guère à leur avantage, ce qui est dommage, car par ailleurs ils peuvent être d'excellents militants.

Moi non plus je ne supporte pas ma condition, mais ce n'ai pas une raison pour m'en prendre aveuglément au premier venu pour autant ou à n'importe qui, car dans mon cas ce serait si facile de martyriser injustement mon entourage profondément arriéré, je m'en abstiens par respect pour ces personnes qui sont finalement dans le même cas que moi ou embarqués dans la même galère.

On dit ce qu'on pense, et on fait ce qu'on dit.

Il y en a qui se font une idée partiellement ou totalement fausse du POID et ses dirigeants, c'est leur droit et je ne les juge pas là-dessus.

On pourrait m'accuser d'en être en partie responsable, mais je récuse par avance cette accusation qui a pour seul objectif de ne faire entendre qu'une seule voix, comme on ne voudrait voir dépasser aucune tête dans nos rangs, tous au garde-à-vous devant le chef vénéré. Si on encourage les travailleurs et les militants à développer leur esprit critique, ce n'est pas pour ensuite leur reprocher pour peu qu'ils soient honnêtes.

J'ai lu attentivement le dernier éditorial de la Tribune des Travailleurs et j'estime qu'il est en accord avec mon analyse de la situation, donc je le reproduis ici :

POID - L'édito du n°40 de la Tribune des Travailleurs par D. Gluckstein.

- Ils sont la minorité !

Le gouvernement pousse-t-il au pourrissement de la situation ?

Mardi matin, Hollande et Valls ordonnaient l'intervention policière contre les piquets de grève des raffineries. Cela après la répression frappant brutalement les jeunes et les manifestants depuis de nombreuses semaines, et après le recours à l'article 49-3 !

Réaction immédiate : toutes les raffineries du pays étaient en grève dans les heures qui ont suivi.

Que cherche le gouvernement ? Pour justifier l'intervention contre les piquets de grève, Hollande a dénoncé « une stratégie portée par une minorité ». Mais qui représente une minorité, sinon ceux qui nous gouvernent ? Ils sont la minorité : sondage après sondage se confirme le soutien apporté par l'immense majorité de la population à l'exigence de retrait de la loi Travail.

Ils sont la minorité : incapables de trouver une majorité dans le Parlement croupion de la Ve République, ils ont dû recourir à l'article 49-3 (avec la complicité d'une partie de ceux qui prétendaient s'opposer à la loi) pour passer coûte que coûte.

Ils sont la minorité : jamais le chef de l'Etat, le Premier ministre, le Parti socialiste lui-même n'ont été aussi bas dans les sondages et à ce point rejetés (1).

Ils sont la minorité : ils représentent les intérêts d'une poignée de capitalistes et de profiteurs qui veulent pouvoir toujours davantage licencier, baisser les salaires et gonfler leurs profits.

La démocratie, c'est la loi de la majorité. La démocratie, c'est donc que la loi Travail soit retirée. Et si le gouvernement s'acharne, la démocratie exige non seulement que cette loi soit balayée, mais que le soit, avec elle, le gouvernement qui la porte.

Comment ? Instinctivement, dans tout le pays, les travailleurs et les jeunes ont exprimé leur solidarité avec ceux des raffineries. Tous se sentent concernés. Et d'autant plus concernés que, depuis près de trois mois, ils ne cessent de répondre aux appels à des journées d'action, des grèves et des manifestations pour le retrait de la réforme El Khomri.

Manifestations élémentaires d'une solidarité ouvrière qui – comme l'écrit une motion adoptée par un congrès syndical ce 24 mai – « passe par l'organisation de la grève unie de tous les travailleurs jusqu'au retrait de la loi El Khomri ».

Le gouvernement ne craint pas de précipiter le pays dans l'aventure au risque d'aboutir à une situation de pourrissement et de chaos. Face à une telle situation, il revient au mouvement ouvrier d'opposer la voie de la démocratie, celle qui rassemble l'immense majorité du peuple. L'action unie des travailleurs et des organisations a la capacité, par la grève jusqu'au retrait, d'écarter les dérives qui menacent et d'imposer la solution conforme à l'exigence démocratique.

(1) Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le combat pour mettre en échec la politique du gouvernement et des partis qui le soutiennent. Cela ne saurait se confondre avec les attaques de locaux de partis. L'existence des partis politiques comme des organisations syndicales est une composante de la démocratie.

Gluckstein a raison d'insister sur le fait que Hollande et son gouvernement sont ultra minoritaires dans le pays et n'ont donc aucune légitimité pour légiférer plus longtemps, ils doivent dégager.

Je ne vais pas critiquer cet éditorial puisqu'il me convient, et tant pis pour ceux qui ne le comprendraient pas.

Si j'avais une observation à faire, c'est qu'il manque dans l'argumentation du POID une explication approfondie des conséquences de cette loi qui tend à démanteler ou disloquer la classe ouvrière, ce qui veut dire qu'à terme absolument chaque travailleur sera concerné, ce qui n'est pas le moindre des arguments pour amener d'autres couches de travailleurs à en prendre conscience ou à se mobiliser.

Il faut donc ne pas se contenter d'un discours académique réservé à un public averti ou destiné à des militants prétendument aguerris, mais dont en réalité le niveau théorique est plus proche de zéro, sinon on prend le risque une fois de plus de passer pour des doctrinaires bornés voulant absolument imposer leurs idées, alors que la portée de cette loi Travail est d'une gravité exceptionnelle et concerne la totalité des travailleurs et les générations à venir, on n'est pas en présence d'une simple modification à la marge de nos conditons de travail, elle les soumet à de nouveaux rapports si implacables et qui leur seront si défavorables, que c'est l'ensemble des rapports sociaux au sein de la société qui en pâtiront gravement, elle correspond à une étape décisive vers l'instauration d'une société profondément inégalitaire, injuste, individualiste, inhumaine, de sorte que la concurrence entre les travailleurs s'en trouvera aggravée au point de leur rendre la vie insupportable, puisqu'ils seront sommés de s'y soumettre de gré ou de force.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'au-delà de l'amplification de l'exploitation à laquelle elle est destinée, cette loi doit contribuer à modifier en profondeur les rapports entre les classes au profit des exploiteurs qui détiendront ainsi le droit d'exercer leur pouvoir de manière illimitée sur les travailleurs, sans qu'ils puissent réellement s'y opposer ou très difficilement, puisque seule une nouvelle loi pourrait l'abolir. Or on ne voit ni qui ou quel parti au pouvoir pourrait prendre une telle initiative dans le cadre des institutions de la Ve République , ni comment y parvenir puisqu'il sera toujours impossible à un tel parti de parvenir au pouvoir dans ce cadre-là, seul un soulèvement révolutionnaire victorieux en serait capable, or nous en sommes encore loin. Ce qui nous impose d'inscrire notre combat dans cette unique perspective pour construire le parti, sinon nous nous condamnons à accompagner la descente aux enfers à laquelle nous sommes promis.

Place à la mobilisation et à l'organisation de l'ensemble de la classe des exploités qui constituent l'immense majorité de la population, pour se doter d'organismes politiques indépendant de l'Etat et de la classe des capitalistes, d'un gouvernement des travailleurs qui décidera d'abolir la Constitution antidémocratique de la Ve République et le capitalisme, de fonder une République sociale !

Seuls les droits et les apirations des travailleurs sont légitimes, et pour qu'ils soient satisfaits ou qu'ils se réalisent, dans chaque entreprise, dans chaque commune, les travailleurs et les militants des différents syndicats et partis ouvriers qui s'en réclament ou les revendiquent, doivent se rassembler pour constituer des comités d'action ou des assemblées souveraines pour décider des tâches à accomplir pour avancer vers l'instauration de cette République sociale.

Loi El Khomri : l'aveu - Bernard Gensane - legrandsoir.info 26.05

Extrait - ... un député PS vient de commettre la bourde de sa vie en rendant public un document technique de la commission des Affaires sociales.

Le député du Nord rappelle que la loi du 4 mai 2004 « autorise les accords d'entreprise, notamment en matière de durée du travail, à déroger aux conventions de branches dans un sens moins favorable aux salariés ». Sauf dans les domaines « sanctuarisés » des salaires minima, des classifications, des garanties collectives et de la mutualisation des fonds de la formation professionnelle. Cette disposition, reconnaît le député solférinien, fut « la première entorse importante au " principe de faveur " selon laquelle un accord de rang inférieur ne pouvait déroger à un accord de rang supérieur que dans un sens plus favorable au salarié. »

Le Solférinien de service explique sans aucune vergogne que la nouvelle loi « achève ce processus en accordant désormais un primat généralisé à l'accord d'entreprise sur l'accord de branche, y compris pour fixer des règles moins favorables aux salariés, pour l'ensemble des règles applicables à la durée du travail, au repos et au congés payés. » legrandsoir.info 26.05

L'article 2 du projet de loi Travail participe à la dislocation de la classe ouvrière, à sa disparition en tant que classe face à celle des capitalistes, à l'atomisation de chaque travailleur dont les droits seraient individualisés et ne dépendraient plus que du bon vouloir de chaque patron, rendant plus difficile, voire impossible leur résistance face à l'exploitation, le but de cet article de loi.

Que ce soit le PS qui s'y colle, on a envie de dire qu'au regard de son abominable passé qui nous ramène tout de même un siècle en arrière, siècle au cours duquel il eut le temps d'illustrer une multitude de fois de quel côté de la baricade il combattait, il n'y a vraiment rien de surprenant à cela.

Un siècle d'imposture continue, c'est long, très long, ce qui est surprenant, c'est une manière de parler parce qu'on en connaît les raisons, c'est qu'elle ait pu durer aussi longtemps, et il y a lieu de penser que sans bénéficier de complicités actives au sein du mouvement ouvrier, cela aurait été impossible.

Alors évidemment, quand il vous assène à nouveau un coup d'une violence extrême et qu'on tombe des nus ou qu'on a fait durer le plaisir en le ménageant pendant plus d'un demi-siècle ou en le dotant abusivement de vertus parce que cela nous arrangeait, on se trouve comme dans la fable fort dépourvu pour l'affronter ou expliquer comment on a pu en arriver là, sans se prendre les pieds dans ses propres contradictions qui révèlent notre incurie politique ou notre opportunisme.

On a beau se reprendre ou tenter de corriger le tir, on a envie de dire qu'il est beaucoup trop tard pour espérer que cela ait le moindre effet, il ne faut pas rêver, tout se paie un jour.

Ce que les travailleurs et les militants attendent, c'est qu'on leur dise un jour la vérité, toute la vérité, y compris celle qui est plus difficile à dire qu'à entendre, et n'allez pas croire qu'ils ne seraient pas prêts à tout entendre du moment que vos explications sont claires et cohérentes, et surtout que vous êtes sincères.

On continuera une autre fois, car ce sujet nous emmène très loin

Les derniers développements autour de la loi Travail

- Loi travail : la bataille de l'article 2 - LeMonde.fr 26.05

La bataille se cristalise autour de cet article, ce qui devrait permettre au plus grand nombre de prendre conscience du danger extrême que représente cette loi.

- Les opposants à la loi Travail n'abdiquent pas - Reuters 26.05

Pas de bol !

- "Les Français sont contre cette loi" - Francetv info 26.05

Ils expriment là un regret...

- Après trois mois, la rue tient la distance - Liberation.fr

- La mobilisation nationale de jeudi a rassemblé des manifestants déterminés. Liberation.fr 26.05

C'est navrant, on sait !

- Loi Travail: Les organisations de jeunesse restent mobilisées - 20minutes.fr 26.05

Ah ben il ne manquait plus que les jeunes... au présent et à l'avenir sacrifiés...

- C à Vous : El Khomri exfiltrée, l'émission interrompue par des manifestants - LePoint.fr

L'émission de France 5 a été interrompue ce jeudi 26 mai après l'arrivée de manifestants anti loi El Khomri dans la cour du studio. LePoint.fr 26.05

Diabolisation du mouvement social

- Pénurie d'essence : les automobilistes en panique - Francetv info 26.05

- Loi Travail : des heurts éclatent à Paris en marge de la manifestation - Francetv info 26.05

- «Il y a des moments où c'est intelligent d'aller tout péter» -

«Libération» a rencontré lundi un «casseur» et une «casseuse» qui estiment que le recours à la violence est légitime. Liberation.fr 26.05

Ils ne savent plus où donner la tête et craignent le pire

- Loi Travail : "La pression s'accentue sur le gouvernement" -

Après les multiples manifestations contre la loi Travail, le gouvernement se dit déterminé, mais "reste ouvert". Francetv info 26.05

- Loi Travail : le gouvernement poussé dans ses retranchements -

Carburants, énergies, transports... Ça commence à faire beaucoup de perturbations à gérer pour le gouvernement. Francetv info 26.05

- Loi travail: El Khomri exclut de "dénaturer" son texte en revenant sur l'article 2 - AFP

La ministre du Travail, Myriam El Khomri, a exclu jeudi sur France 5 de "dénaturer" son projet de loi sur le travail en revenant sur l'article 2, qui consacre la primauté de l'accord d'entreprise en matière d'aménagement du temps de travail. AFP 26.05

- Loi Travail: Manuel Valls juge «inacceptable» de «bloquer un pays» - 20minutes.fr Sénat - Le Premier ministre a estimé qu'« on ne peut pas s'en prendre ainsi aux intérêts économiques de la France »… 20minutes.fr 26.05

- La loi permet-elle de restreindre le droit de grève ? - Liberation.fr

Face au blocage des raffineries, et désormais des centrales, par les syndicats opposés à la loi travail, Manuel Valls a promis une «réponse extrêmement ferme». Liberation.fr 26.05

- Loi Travail : le couac du gouvernement fait réagir les sénateurs PS - Public Sénat

Récrira, récrira pas ? L'imbroglio continue dans la majorité autour d'une possible réécriture de l'article 2 de la loi Travail. Public Sénat 26.05

- Le fait politique du jour - François Hollande et la «méthode Couac» - LeFigaro.fr 26.05

- Loi Travail: le gouvernement perdant à tous les coups - L'Express.fr

Les récents couacs de l'exécutif sur les modifications à apporter à la loi El Khomri soulignent la difficulté pour le gouvernement à trouver une voie de sortie de crise. C'est normal: il n'y en pas. Enfin, aucune qui ne soit pas douloureuse. L'Express.fr 26.05

- Loi travail : «La responsabilité des blocages est prioritairement attribuée à l'exécutif» - Liberation.fr 26.05

- CGT, la dictature tranquille - LePoint.fr 26.05

- L'Opinion et la presse quotidienne interdits de paraître : le chantage honteux de la CGT - L'Opinion

La CGT a en effet décidé de bloquer l'impression des journaux qui avaient refusé de publier sous la contrainte un tract appelant le gouvernement à retirer la loi Travail. L'Opinion 26.05

En complément, Hollande réactionnaire sur toute la ligne.

- Hollande et Trudeau appellent à mettre en œuvre l'accord de libre-échange UE Canada - Liberation.fr

En marge du G7, le président français et le Premier ministre canadien canadien ont défendu le Ceta, ce traité de libre-échange entre l'UE et le Canada, pourtant proche du Tafta rejeté par l'Elysée. Liberation.fr 26.05

Comme quoi ce "rejet" n'était qu'une posture ou une imposture, de l'intox.

Ils sont tous entre les mains de l'oligarchie financière, chut, c'est un secret !

- Sénat: adoption de la proposition de loi sur l'indépendance des médias - AFP

Le Sénat a adopté jeudi en première lecture en la modifiant la proposition de loi de députés socialistes sur l'indépendance des médias, prévoyant en particulier le renforcement du secret des sources, de la protection des lanceurs d'alerte... AFP 26.05

Alors qu'ils leur refusent le droit d'asile (Assange, Snowden, etc.).

- Les députés posent un cadre de protection pour les lanceurs d'alerte - LeFigaro.fr

Quelques semaines avant l'examen du projet de loi Sapin 2, les députés ont adopté en commission une définition et une meilleure protection du statut de lanceur d'alerte. LeFigaro.fr 26.05

En famille, ils se soutiennent mutuellement.

- Panama papers : le Sénat ne transmet pas à la justice le cas du patron de Société générale, Frédéric Oudéa

Le bureau du Sénat a décidé de ne pas saisir le procureur pour un éventuel faux témoignage suite aux propos de Frédéric Oudéa tenus devant le Sénat en 2012. Il avait déclaré que sa banque s'était retirée de Panama, alors que la Société générale est mêlée à l'affaire des Panama papers. Public Sénat 26.05

Bienvenue chez les néonazis de l'Otan en Ukraine.

- Mikhaïl Gorbatchev indésirable en Ukraine - Reuters

Mikhaïl Gorbatchev, auquel Kiev reproche d'avoir pris parti pour l'annexion russe de la Crimée en mars 2014, a été déclaré persona non grata pour cinq ans en Ukraine, ont fait savoir jeudi les services de sécurité. Reuters 26.05

Bienvenue en oligarchie

Dit vulgairement, si vous êtes réceptifs à toutes ces conneries, c'est que vous êtes très mal barrés...

- Vous connaissez Doraemon, la plus grande star japonaise du manga?

Au panthéon des héros de la pop culture japonaise, il trône au sommet. Omniprésent à la télé, dans les jeux vidéos, et surtout dans le merchandising et les produits dérivés au Japon, Doraemon s'exporte difficilement dans l'Hexagone. Slate.fr

- Quelle start-up va révolutionner notre quotidien ?

Trouver la meilleure idée qui va changer la vie de tout un chacun. C'est l'objectif du Challenge #100 lancé à l'occasion de Viva Technology, un rendez-vous international autour de la transformation... LeParisien.fr

- Le fantasme d'une nouvelle Guerre froide ne doit surtout pas devenir réalité

Plutôt que chercher à résoudre leurs différends, les États-Unis et la Russie préfèrent s'affronter au sujet de la défense antimissile. Le 10 mai 2016, un nouveau système américain de défense antimissile a été inauguré à grand bruit en Roumanie. Les officiels russes ont aussitôt dénoncé une provocation... Slate.fr

- Comment Spotify a (presque) réussi à cerner mes goûts musicaux

Retour sur plusieurs semaines d'écoutes de «Discover Weekly», le service qui veut vous faire aimer ce que vous ne connaissez pas encore.En 2011, j'ai découvert Pandora et ma vie a (en partie) changé. Slate.fr

- Insulté, un jeune arbitre lâche le foot, pas son combat contre l'homophobie

Le cas de Jesús Tomillero témoigne de la triste condition des gays dans le monde du football.En 1990, Justin Fashanu devint le premier footballeur à faire son coming out en une du Sun. Slate.fr

- Une photo du footballeur Özil à la Mecque fascine les Allemands

Le milieu d'Arsenal sera à l'Euro 2016 sous les couleurs de la Mannschaft dans quelques semaines.À quelques semaines du coup d'envoi de l'Euro 2016, une photo postée dimanche 22 mai 2016 par le footballeur Mesut Özil sur les réseaux sociaux fait fureur sur le web et dans la presse allemande... Slate.fr

- Transgenres: la «bataille des toilettes» prend de l'ampleur aux États-Unis

Onze États américains, Texas en tête, ont porté plainte contre une circulaire du gouvernement Obama qui laisse aux personnes transgenres la liberté de choisir quel lieu d'aisance - pour hommes ou pour femmes - utiliser. Les conservateurs jugent cette directive «dangereuse». LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'oligarchie resserre les mailles de son filet.

Microsoft et Facebook s'allient pour construire un câble sous-marin entre les USA et l'Europe euronews.com

Microsoft et Facebook annoncent qu'ils font installer ensemble un gigantesque câble internet sous-marin à travers l'océan Atlantique.

Le câble sera baptisé "Marea". D'une longueur de plus de 6000 kilomètres, il reliera la côte est des Etats-Unis et l'Espagne. De là, il pourra être relié à d'autres réseaux vers l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie.

Dans un communiqué commun publié ce jeudi, les deux géants technologiques américains affirment que cet équipement est censé faire face "à la demande croissante des consommateurs pour des connexions fiables et à haut-débit".

Cela permettra donc d'accélérer le fonctionnement d'internet en priorité pour les utilisateurs de Microsoft et de Facebook.

La construction commencera cet été et s'étalera jusqu'en octobre 2017.

Le réseau sera ensuite géré par Telxius, une filiale du groupe de télécommunications espagnol Telefonica spécialisée dans les infrastructures. euronews.com 26.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Japon

- Japon : les manifestations fleurissent contre la tenue du sommet du G7 - Francetv info

République démocratique du Congo

- Manifestation en RDC: 2 morts selon l'ONU, la police dément - AFP Une policière et un manifestant ont été tués jeudi 26 mai à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), lors de manifestations hostiles au président Joseph Kabila qui avaient été interdites par les autorités locales, selon des informations de l'ONU démenties par la police congolaise AFP 26.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Belgique

- Grève des cheminots reconduite en Belgique - LeMonde.fr 26.05

Espagne

- Troisième nuit de violences à Barcelone - euronews.com

Une expulsion a tourné à l'émeute en Espagne. Manifestants et forces de l'ordre se sont affrontés mercredi soir dans les rues de Barcelone, pour la troisième nuit consécutive. Six policiers et cinq manifestants ont été blessés, un homme a été arrêté. euronews.com 26.05

Chili

- Chili : nouvelles manifestations violentes pour une éducation gratuite - AFP

De violents affrontements ont opposé jeudi forces de l'ordre et étudiants chiliens qui manifestaient à nouveau par milliers pour réclamer une éducation gratuite pour tous, promise par la présidente socialiste Michelle Bachelet. AFP 26.05

Haut de page

Le 28 mai 2016

CAUSERIE

J'ai ajouté Prince et Lenny Kravitz à ma discothèque.

Comrades, are you alive ? Tell me, have you the feel to be alive? Yeah ! (Metallica)

Alors c'est parti pour un bref instant de détente et de rigolade qui vous est offert gracieusement par le Premier secrétaire du Parti socialiste (jeanchristophecambadelis@parti-socialiste.fr), sans déconner, en ouvrant ma boîte aux lettres ce matin j'ai découvert une lettre adressée aux "*aux militants et sympathisants*" du PS, dont j'ignorais que je faisais partie.

- "*Nous sommes LE grand parti de la gauche entouré de milliers de sympathisants qui ne se préoccupent pas de nos querelles internes, mais qui ont peur de ce qui vient.*" Et de quoi ont-ils si "*peur*"? Devinez, de l'extrême droite à laquelle le PS fait la courte échelle ! Pourquoi, pardi parce que "*l'Autriche le démontre : la victoire de l'extrême droite est possible.* "

En cause, je vous le donne en mille, la CGT, qui par "*une action minoritaire*"veut "*ruiner tout crédit aux socialistes*" comme si le gouvernement Hollande-Valls ne s'en chargeait pas avec se loi Travail scélérate, pire encore, qui veut "*s'attaquer à ce qui fut durement acquis depuis Epinay : l'image et la réalité d'un parti de gauche et de gouvernement.*, à croire qu'il est déjà grabataire, le PS n'a cessé de gouverner pour le capital ou de combattre à ses côtés.

Le but, pitoyable, électoraliste, éviter "*le retour de la droite*" que le PS incarne mieux que LR et l'UDI réunis, c'est le patronat qui l'a dit, on n'invente rien, prédisant au passage la bérézina pour le PS lors des législatives de 2017 ou que "*le FN sera, à l'Assemblée nationale, l'opposition au parti qui aura gagné l'élection présidentielle*", ce qui présenterait au moins l'avantage, on a envie de préciser enfin, de montrer le vrai visage de la Ve République, car dès lors plus aucun parti soit-disant ouvrier ne pourrait se tourner vers les institutions pour en attendre quelque chose, clarification intéressante pour confondre la cohorte d'opportunistes qui sèment la confusion dans le mouvement ouvrier, car dès lors la rue ou la mobilisation unie des travailleurs demeurerait la seule arme à leur disposition pour combattre le régime, ce qui n'est pas pour nous déplaire.

Comme quoi il ne faut jamais désespérer, the show must go on, la lutte des classes continue...

Comrades, are you still alive ? Vous êtes encore en vie, bravo !

Allez, on se remet un petit coup d'*American woman*, un duo époustouflant Prince-Lenny Kravitz en live, après on m'accusera de faire dans l'anti-américanisme, Stéphane, tu as oublié que j'adorais les femmes, on est samedi, il est 16 heures, on décompresse, ensuite aux fourneaux ! C'est aussi cela aimer les femmes, mais pas les féministes atteintes de prurit psychosomatique. Pour elles, ce sera *Sexe machin* de James Brown.

Vous voyez que je suis toujours (ou presque) de bonne humeur, et non un vieux con aigri qui passerait son temps à ressasser le passé ou des formules. En fait, tout est une question de condiment en un seul mot, je vous laisse devinez lequel, en trois mots façon créole cela donnerait con dit ment, comment, moi, jamais, sauf aux patrons, aux juges ou aux flics, mais là c'est normal, c'est même fortement conseillé. Je souhaite à tous les jeunes de parvenir à 60 ans et d'avoir toujours "*vert l'arbre éternel de la vie*". (Goethe cité par Lénine)

Have a good week-end.

Passons aux choses sérieuses.

De quoi parle-t-on au juste ?

La discussion sur la démocratie est faussée, quand ceux qui prétendent représenter les intérêts du peuple ou de la nation pour reprendre leur expression, ceux qui gouvernent leur cache la réalité de la situation, ainsi que leurs réelles intentions.

Avant même d'évoquer la démocratie, il faut que le peuple puisse juger sur pièces ce qu'on lui propose, c'est la première chose. Ensuite, il faut que ce qu'on lui propose soit présenté suffisamment clairement et simplement pour que le peuple puisse s'en saisir ou comprendre de quoi il s'agit. Et pour terminer, il faut que les différents acteurs politiques susceptibles de lui soumettre différentes propositions disposent des mêmes droits ou moyens pour lui exposer.

Force est de constater qu'aucune de ces trois conditions n'existe, n'a jamais été réunie et ne le sera un jour sous le régime bonapartiste de la Ve République, qui a été fondé par la minorité des capitalistes pour servir ses intérêts.

Un régime qui pour exister requiert justement que ces trois conditions ne soient jamais réunies ne peut être caractérisé de démocratique, et ce n'est pas la reconnaissance de la lutte des classes ou le droit accordé à la majorité des exploités de disposer de droits politiques qui y change quelque chose, puisque dès qu'ils entendent faire respecter le droit de la majorité à décider de l'orientation de la société, l'Etat les répriment ou suspend ce droit (49.3, coup d'Etat).

Nous ne vivons pas en démocratie, mais sous un régime ayant confisqué la démocratie au profit de la minorité des capitalistes. Il ne s'est pas contenté de confisquer la démocratie, il a théorisé sa négation à l'aide d'artifices juridiques ou institutionnels (Constitution) destinés à camoufler sa véritable nature antidémocratique ou dictatoriale.

Le régime repose à la fois sur l'ignorance des masses exploitées de sa véritable nature et de leurs conditions, ainsi que la nature des différents acteurs politiques qui parlent en leurs noms, et qui pour adopter une politique contraire à leurs intérêts pratiquent effrontément le déni ou versent dans la propagande, leur mentent ou les trompent délibérément.

Le développement effréné de la mondialisation au cours des 45 dernières années a eu pour conséquence de pousser les contradictions du capitalisme jusque dans leurs derniers retranchements et de révéler au grand jour son incompatibilité avec la démocratie. Toutes les politiques que les représentants du capitalisme ont adoptées depuis le début des années 70 se sont révélées impuissantes à régler la question de la crise qui mine l'existence du capitalisme, au point d'atteindre ses fondements et de fragiliser, de menacer son existence même, d'où le recours devenu systématique à des pratiques, officines ou moyens mafieux ou criminels pour en assurer la survie, que les discours trompeurs sur la démocratie ou la liberté qui un temps firent illusion, permettent de moins en moins de justifier.

Ces contradictions s'exprimant de plus en plus violemment au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'appronfondit et que ses fondements se retrouvent à découvert, le capitalisme apparaît désormais de plus en plus ouvertement tel qu'il est réellement, le vernis démocratique dont il s'était paré craquant de partout ou étant délibérément abandonné pour céder la place à un discours arrogeant, provocateur, cynique et digne des pires despotes du passé.

Dans ces conditions, la discussion sur le "rapport de force" qu'il faudrait créer pour peser sur la situation ou en inverser le cour au profit de la majorité du peuple sera forcément biaisé ou profondément teinté de démagogie, dès lors qu'il ne repose pas sur le constat que nous venons de dresser et la conclusion à laquelle nous sommes parvenus qui ne peut se solder que par l'abolition du régime capitaliste.

Car au-delà de la nécessité de créer un rapport de force favorable aux travailleurs, faut-il encore que son contenu et son orientation s'inscrivent dans une perspective historique permettant d'ouvrir la voie à une issue politique qui résoudrait la crise du capitalisme, d'entrevoir le dépassement du capitalisme. Or, ce n'est pas dans cette direction que les principaux acteurs politiques qui s'expriment au nom des exploités entendent situer leur combat, considérant qu'en aucun cas ce rapport de force, pour peu qu'il serait favorable aux travailleurs, ne doit remettre en cause l'existence du capitalisme qu'ils refusent d'affronter au-delà de certaines limites acceptables pour les capitalistes, ce qui peut donner l'impression que la démocratie s'exprimerait, alors qu'en réalité elle est bafouée.

Le dénouement de la crise du capitalisme ne peut prendre la forme et le contenu que de la barbarie ou du socialisme. C'est plus qu'une formule ou la conclusion de l'étude du développement du capitalisme, c'est chaque jour qui passe un peu plus une évidence que les travailleurs et les militants doivent parvenir à partager.

S'ils n'y sont pas prêts, on peut mettre cela sur le compte de leur ignorance, c'est facile mais cela ne nous avancera guère, c'est un lieu commun. Il faut aller plus loin et se demander pourquoi.

S'accommoderaient-ils de leur condition, y trouveraient-ils suffisamment de satisfaction pour ne pas souhaiter en changer, ne seraient-ils pas angoissés par l'orientation que prend la société, leur offrirait-elle les moyens de s'épanouir librement, comment pourraient-ils le justifier ou se donner bonne conscience alors qu'une multitude autour d'eux ou parmi leurs proches n'en ont pas le loisir, n'auraient-ils pas un minimum conscience de la menace potentielle que fait peser sur leur avenir la propagande de guerre permanente à laquelle se livrent le gouvernement et les médias, seraient-ils épargnés par la décomposition de la société qui concerne absolument tous les rapports sociaux, seraient-ils indifférents au climat délétère qui règne dans ce pays, comment dans ces conditions pourraient-ils croire qu'ils seront toujours épargnés si le mauvais sort ne s'est pas encore acharné sur eux ?

Raisonnablement, on peut penser que pas un travailleur n'échappe à ces tourments ou difficultés quand ils n'hantent pas déjà

leurs esprits ou ne leur pourrissent pas déjà l'existence. Etant tous concernés à des degrés divers et ne participant pas à la lutte des classes pour la plupart d'entre eux, c'est parfois sous un de ces angles qu'ils abordent la situation et qu'on peut engager la discussion avec eux, pour les amener ensuite à participer à notre combat politique.

Etre ignorant ne signifie pas être insensible au monde extérieur, du fait qu'il nous impose des rapports qu'on a de plus en plus de mal à supporter ou qu'on estime détestables. Croire que les travailleurs sont capables de s'élever au-dessus de leur condition ou d'en prendre conscience est le b.a-ba du socialisme.

La totalité des travailleurs à terme est directement concerné par la loi Travail.

- Grèves, blocages et cohérence - Jacques Sapir - legrandsoir.info 27.05

- "Il est clair que ces formes de luttes créent un désordre, et touche des personnes qui ne sont pas directement impliquées."

Ce n'est pas parce qu'elles n'en ont pas forcément conscience pour eux, leurs enfants ou leurs petits enfants ou les générations à venir, qu'elles ne seraient pas concernées. Et si même c'était le cas, comment vivre dans une telle société tendant toujours davantage vers la précarité sociale pour le plus grand nombre, le chaos ?

Podemos ou l'exemple à ne surtout pas suivre.

- Le cas de Podemos (Espagne) est exemplaire, qui a dû se forger un programme consensuel et rompre ses liens avec la révolution bolivarienne. Son dirigeant Pablo Iglesias a souhaité la libération de Leopoldo Lopez (leader d'extrême-droite condamné pour sa responsabilité directe dans les violences et la mort de 43 personnes en 2014) et déclaré que le "pays est au bord de la guerre civile". Il sait que c'est faux car il connaît la réalité. Mais pourquoi ne pas sacrifier un réel lointain si cela permet d'améliorer son image dans les médias et de gagner des voix? (Venezuela, pierre de folie - Thierry Deronne - Arrêt sur Info 26.05)

Les merveilles de la propagande officielle diffusée par le système scolaire.

- Une bombe A sur Hiroshima, la moitié des Américains ignorent la vérité - sputniknews.com

Bon nombre d'Américains ignorent toujours que les Etats-Unis sont jusqu'ici le premier et unique pays au monde qui a usé de l'arme nucléaire à des fins militaires, témoignent les résultats d'un sondage journalistique réalisé à Washington et à New York à la veille de la visite de leur président à Hiroshima.

A la question de savoir quel pays avait utilisé en premier une arme nucléaire à des fins militaires, les passants citaient la Corée du Nord, l'Allemagne, l'Irak, la Corée du Sud, Israël et même le Japon.

En effet, rien que la moitié des sondés ont répondu que c'était bien leur pays qui avait anéanti par des bombes atomiques les villes nippones d'Hiroshima et de Nagasaki en 1945. sputniknews.com 27.05

Les derniers développements autour de la loi Travail.

- Loi travail: l'intersyndicale appelle à "amplifier les mobilisations" - AFP

Les opposants au projet de loi travail ont appelé à "amplifier les mobilisations", en particulier dans les secteurs qui restent engagés dans des mouvements de grèves, dans un communiqué publié dans la nuit de jeudi à vendredi.

"Les organisations appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations", notamment "en multipliant et en soutenant les actions décidées par les salarié-es en assemblées générales, y compris reconductibles", a écrit l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, Fidl, UNL.

Près de 300.000 personnes selon la CGT, 153.000 selon les autorités, ont défilé dans le pays jeudi, 8e journée d'action depuis début mars.

Si elle souhaite "des temps forts de convergences de luttes interprofessionnelles (...) dans les prochains jours", l'intersyndicale garde en ligne de mire la date du 14 juin pour sa 9e journée de mobilisation, avec "une puissante manifestation nationale" à Paris. Une date choisie pour coincider avec le début des débats sur le texte controversé au Sénat.

Les organisations annoncent qu'elles "déploieront dès le début de la semaine prochaine" leur "votation citoyenne", une

grande consultation sur le projet de loi travail qui doit être menée jusqu'au 14 juin dans "les entreprises, les administrations et lieux d'études".

Ces syndicats déplorent aussi le silence de l'exécutif alors qu'ils ont demandé à être reçus dans un courrier à Francois Hollande la semaine dernière: "Alors que celui-ci dit faire du dialogue social sa méthode de gouvernement, les organisations attendent toujours la réponse à leur courrier".

"La violence des propos tenus par le gouvernement, le mépris à l?égard du mouvement social et son entêtement à ne pas retirer le projet de loi renforcent la détermination" des opposants au texte, estiment-ils aussi. AFP 27.05

Violences policières. Charge à l'aide d'une grenade de désencerclement " contre des "manifestants qui ne sont visiblement ni armés ni menaçants".

- Contestation de la loi travail : un nouveau cas de violence policière - LeMonde.fr

« Un jeune homme a été blessé sérieusement », puis hospitalisé, à la suite de heurts en marge du cortège parisien contre la réforme du code du travail, jeudi 26 mai, a indiqué le ministère de l'intérieur dans un communiqué. Le jeune homme de 28 ans, qui se présente comme un journaliste indépendant, et qui s'est effondré juste après le lancement d'une grenade de désencerclement, est toujours hospitalisé et son état n'est pas stabilisé, selon le parquet de Paris.

Jeudi, 18 h 30, la place de Nation est vide. La manifestation s'est terminée, comme à l'accoutumée, par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Les derniers manifestants ont été chassés à grand renfort de gaz lacrymogènes. Un cordon de policiers borde encore l'ensemble de la place.

A moins d'un kilomètre de là, une centaine de manifestants s'est regroupée vers la porte de Vincennes, après avoir été « refoulée par les gendarmes qui avançaient vers l'avenue du Trône », rapporte Olivier Laban-Mattei, photographe de l'agence MYOP, qui couvrait les manifestations pour Le Monde. Sur ce point, la préfecture de police de Paris assure qu'un cortège autonome s'est dirigé de lui-même vers la porte de Vincennes.

Le rassemblement se mue alors en manifestation sauvage, où des velléitaires au blocage du périphérique se font entendre. « Tous au périph ! », lancent certains, selon John (le prénom a été modifié), secouriste dans les manifestations. Un projet rapidement avorté en raison de la présence, massive, des forces de l'ordre. Certains d'entre eux, notamment des policiers en civil, tentent d'interpeller des manifestants, qui commencent à se disperser. Un lycéen est arrêté par une compagnie d'intervention.

Son interpellation suscite l'indignation des manifestants qui invectivent les policiers. Ces derniers – au nombre de dix selon un témoin et de cinq selon la préfecture – se retranchent dans un immeuble, après avoir sonné à l'interphone, situé à l'angle de l'avenue du Trône et de la rue du Général-Niessel. « Les gens se massent devant et demandent sa libération. La foule est très énervée. Certains hurlent », assure John.

Là, des renforts arrivent sur place et sont pris à partie. Selon la préfecture de police de Paris, les forces d'intervention essuient des jets de projectiles. D'après un journaliste du Monde, aucune dégradation de mobilier urbain n'a été constatée.

John, lui, assure que les forces de l'ordre « ne sont pas acculées par une foule de manifestants ». Le photographe Olivier Laban-Mattei nous confirme cette version : « Les manifestants n'ont pas l'intention de s'en prendre physiquement aux forces de l'ordre. » Ces dernières décident pourtant de les disperser à l'aide de gaz lacrymogènes et de grenades de désencerclement selon certains manifestants – une au moins est reconnue par la préfecture.

Sur deux vidéos, relayées sur les réseaux sociaux, les policiers semblent sur la défensive ; l'un d'entre eux jette vers le sol une grenade de désencerclement en direction de manifestants qui ne sont visiblement ni armés ni menaçants. Consécutivement à l'explosion de la grenade, à moins de deux mètres de l'explosion, un jeune homme, ayant une GoPro vissée sur la tête, s'effondre au sol. Les manifestants se ruent alors vers lui pour lui porter secours et le mettre à l'écart. Le jeune homme, qui se présente comme un journaliste indépendant, saigne fortement au niveau de la tête, rapporte John, qui lui a porté secours :

« Je vois que deux autres secouristes sont présents. Je mets mon matériel à disposition. Le manifestant est couvert de sang. Il a une grosse hémorragie au niveau de la tempe. »

Des policiers de la BAC et des gendarmes, l'air hagard, se massent ensuite autour de la victime, alors qu'en arrière-plan, une autre compagnie d'intervention continue de riposter contre les manifestants. « On a senti qu'ils voulaient prendre le contrôle de la situation. Un gendarme nous tend un pansement compressif. Un CRS secouriste arrive derrière », rapporte John.

Les pompiers, eux, arrivent vingt minutes plus tard pour prodiguer les premiers soins à la victime, dont l'hémorragie a été stoppée par les passants. Deux fonctionnaires montent dans leur véhicule, qui s'éloigne, à quelques centaines de mètres plus loin,

pour transférer la victime dans un camion de réanimation.

« C'est très courant dans ce genre de situation que les pompiers demandent à des fonctionnaires de les accompagner pour des raisons de sécurité », rapporte Luc Poignant, membre du syndicat Unité SGP Police. « Quand une personne est blessée, les policiers l'accompagnent parfois, surtout quand la victime est seule, ce qui était le cas », abonde la préfecture de police de Paris.

Les pompiers, eux, arrivent vingt minutes plus tard pour prodiguer les premiers soins à la victime, dont l'hémorragie a été stoppée par les passants. Deux fonctionnaires montent dans leur véhicule, qui s'éloigne, à quelques centaines de mètres plus loin, pour transférer la victime dans un camion de réanimation.

« C'est très courant dans ce genre de situation que les pompiers demandent à des fonctionnaires de les accompagner pour des raisons de sécurité », rapporte Luc Poignant, membre du syndicat Unité SGP Police. « Quand une personne est blessée, les policiers l'accompagnent parfois, surtout quand la victime est seule, ce qui était le cas », abonde la préfecture de police de Paris.

Selon les témoins sur place, au moment de son transfert dans le camion de réanimation, la victime a poussé des hurlements, notamment contre les pompiers. L'état de la victime n'est pas stabilisé, rapporte le parquet de Paris :

« Il est toujours à l'hôpital, son état n'est pas stable, il n'a pas pu être entendu. »

Selon les premiers éléments de l'enquête communiqués par le parquet de Paris, les forces de l'ordre ont bien eu recours « à une grenade de désencerclement ». Ces dernières, qui projettent des plots de caoutchouc en explosant, peuvent blesser gravement en cas d'utilisation inappropriée. Les forces de l'ordre ont en principe pour consigne de s'en servir en cas de danger, par exemple lorsqu'elles sont en « situation d'encerclement ou de prise à partie par des bandes armées ». Elles doivent également les lancer au sol.

Au regard des éléments rapportés par les témoins sur place, la posture de non-violence des manifestants ne justifiait pas d'avoir recours à cette arme non létale, estime John :

« L'usage des grenades de désencerclement doit permettre de se dégager face à un péril imminent, quand les forces de l'ordre sont acculées. Or là, dans ce mouvement social, elles les utilisent pour ouvrir une charge. C'est quelque chose qu'on n'avait pas vu dans les mobilisations précédentes. » LeMonde.fr 28.05

Les témoignages de violences policières sont tellement nombreuses à travers tout le pays, que les médias oligarchiques ne peuvent plus les nier sous peine de perdre toute crédibilité vis-à-vis de leurs lecteurs...

Hollande assure qu'il «tiendra bon» sur la loi travail et ira «jusqu'au bout» - LeFigaro.fr

Le président s'est montré inflexible et a tenté de rectifier l'impression de confusion qui règne au sommet de l'État depuis une semaine, à l'issue d'une série de couacs. LeFigaro.fr 27.05

Loi travail: des signataires de la motion de censure de gauche en appellent à Hollande - AFP

Une cinquantaine de députés PS "frondeurs", écologistes et du Front de gauche ont écrit vendredi à François Hollande pour lui demander "d'agir sans attendre pour une sortie de crise" tenant compte "de l'opposition majoritaire en France" au projet de loi travail. AFP 27.05

Juppé (LR) appelle le gouverment à "rétablir le dialogue" - AFP 27.05

Martinez invite Hollande à discuter pour mettre fin aux grèves - Reuters

Les manifestations et les grèves contre la loi Travail peuvent cesser dès lundi si François Hollande accepte de reprendre "tout à zéro" avec les partenaires sociaux, a déclaré vendredi à Reuters le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez. Reuters 27.05

Mailly (FO) appelle à suspendre les débats au Parlement - AFP

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière (FO), a appelé vendredi le gouvernement à suspendre les débats au Parlement sur le projet de loi travail, pour ouvrir des négociations avec le patronat et les syndicats. AFP 27.05

Le Medef dénonce des "méthodes de voyous" des syndicats - Reuters 27.05

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a déploré vendredi les pratiques des syndicats hostiles au projet de loi Travail, qu'il a qualifiées de "méthodes de voyous", au lendemain d'une nouvelle journée de mobilisation. Reuters 27.05

Jean-François Copé. « Notre pays est en train d'être complètement étranglé » - Sciences Po TV Sciences Po TV 27.05

Parole de banquier. Tout pour les exploiteurs.

- Emmanuel Macron prône une modération des salaires pour poursuivre le redressement industriel. - 20minutes.fr

Emmanuel Macron a estimé ce mardi que les entreprises devaient préférer les investissements productifs aux augmentations salariales, dans un entretien aux Echos.

« Sur la fonction production, nous avons rattrapé une bonne partie de notre retard compétitivité-coût des années 2000 via le pacte de responsabilité, le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) et la fin de la modération (salariale) allemande depuis 2013. Mais il faut tenir et maintenir l'impact de cette dévaluation fiscale. Et la clef, c'est la modération salariale », a affirmé le ministre de l'Economie.

« Pour relancer l'industrie française, il faut du temps et il faut privilégier l'investissement productif. Pour les salaires, il faut privilégier des négociations salariales au plus proche de la situation de l'entreprise », a-t-il souligné.

Interrogé sur la nécessité d'aller au-delà de la future loi El Khomri, qui se limite essentiellement au temps de travail, Emmanuel Macron répond « oui ».

« Il faudra élargir le champ de la négociation collective au niveau de l'entreprise à d'autres domaines. Plus on ira vers l'entreprise, plus ce sera efficace. On ne peut pas prétendre aimer l'industrie et refuser les conditions de son succès », argumente-t-il. 20minutes.fr 24.05

- Emmanuel Macron : « Le meilleur moyen de se payer un costard c'est de travailler » - LePoint.fr

Violemment pris à partie par des grévistes ce vendredi à Lunel, le ministre de l'Economie s'est emporté, agacé par les attaques verbales de ses interlocuteurs.

Une visite qui se tenait dans un fort climat de tension sociale. Climat qui a même obligé le ministre à reporter sa venue à Marseille, prévue ce samedi, pour des raisons de sécurité, selon le quotidien La Provence. Il devait y lancer son mouvement politique « En Marche ! ». LePoint.fr 27.05

Corporatisme. Cette "gouvernance" contribuerait à "l'acceptation de ceux dont elles affectent les modes de vie", comme l'exploitation est joliment emballée !

- Pour « une gouvernance mixte ou hybride des entreprises » - Le Monde

Par François Galichet, professeur émérite à l'université de Strasbourg

Dans un article du Monde (« La finalité humaine et écologique de l'économie doit déterminer les politiques et les réformes », 11 mai 2016), Philippe Vadjoux propose, pour contrer les méfaits du capitalisme ultralibéral, de développer une « économie hybride, dans laquelle l'entreprise solidaire viendrait concurrencer l'entreprise traditionnelle ».

C'est évidemment une orientation essentielle, qui peut casser la logique du profit à court terme actuellement dominante. Mais est-ce la seule ? L'économie sociale et solidaire est encore relativement peu développée, et seulement dans certains secteurs (services à la personne, etc.).

Si l'on attend qu'elle gagne les domaines qui font actuellement le plus de dégâts écologiques et sociaux – notamment les secteurs de la production industrielle et du grand commerce – on risque de laisser perdurer des situations hautement dommageables pour l'avenir du monde.

C'est pourquoi il faut aussi agir sur la gouvernance des entreprises traditionnelles.

Capital humain

Actuellement elle est assurée – sauf dans quelques pays comme l'Allemagne pratiquant la cogestion – par les actionnaires seuls. La propriété financière de l'entreprise est considérée comme l'unique fondement du pouvoir gestionnaire. D'où les dérives maintes fois dénoncées : gestion à court-terme, rémunérations aberrantes des dirigeants, licenciements abusifs, non prise en compte des externalités, etc.

Les évolutions actuelles montrent que désormais la propriété n'est plus qu'une composante de la réalité de l'entreprise. Le capital humain, dans une économie reposant sur des technologies de plus en plus sophistiquées, compte autant que le capital financier.

Une entreprise appartient aussi aux consommateurs (...). Il serait logique qu'ils soient eux aussi présents dans les conseils d'administration

Les salariés sont souvent plus conscients des coûts externes de la production, parce qu'ils vivent celle-ci au plus près, contrairement aux actionnaires. Ils sont plus clairvoyants sur les intérêts à long terme. Quant à la prise de risque, qui a longtemps servi à justifier le pouvoir des actionnaires, elle est au moins aussi importante pour ceux qui engagent dans une entreprise plusieurs années de leur vie que pour les financeurs qui n'y engagent que leur argent. Il serait donc normal qu'ils soient représentés au conseil d'administration au même titre que les actionnaires.

Une entreprise appartient aussi aux consommateurs

Pareillement, une entreprise appartient aussi aux consommateurs qui subissent les conséquences des choix opérés par les gestionnaires et participent aux risques qu'ils impliquent, comme le montre l'affaire Volkswagen après bien d'autres. Il serait logique qu'ils soient eux aussi présents dans les conseils d'administration.

Des entreprises gouvernées par des conseils composés de tous les acteurs du secteur – investisseurs, mais aussi salariés et consommateurs – seraient plus soucieuses de tous les aspects de l'activité économique : rentabilité, mais aussi équité et durabilité des choix. Cette gouvernance mixte ou hybride introduirait de la solidarité dans le secteur marchand, sans attendre qu'il évolue vers l'économie sociale et solidaire.

Elle exprimerait le caractère composite des entreprises modernes, qui ne dépendent plus des seules initiatives de leurs actionnaires, mais aussi de l'engagement des salariés, de l'intérêt des consommateurs et de l'acceptation de ceux dont elles affectent les modes de vie. Elle ferait évoluer le capitalisme financier vers un « capitalisme coopératif » qui ne nierait pas l'importance du capital dans l'activité économique, mais reconnaîtrait la diversité de ses formes. Le Monde 27.05

ACTUALITÉ DU JOUR

- Quinze ex-militaires condamnés en Argentine pour le plan Condor - AFP

La justice argentine a condamné vendredi 15 anciens militaires, dont un ex-dictateur, pour leur participation au Plan Condor, une opération des dictatures sud-américaines des années 1970 pour éliminer des opposants dans les pays voisins.

Six pays ont uni leurs forces pour pourchasser les militants de gauche hostiles à leur régime: l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie et le Brésil.

Le dernier dictateur de l'Argentine, Reynaldo Bignone (1982-1983), 88 ans, fait partie des condamnés. Il s'est vu infliger une peine de 20 ans de prison.

Des centaines d'ex-militaires ont été jugés en Argentine au cours des dix dernières années, seul pays d'Amérique latine à avoir entrepris une sorte de Nuremberg de la dictature.

Les Etats-Unis étaient au courant de l'existence du Plan Condor et ne s'y sont pas opposés, voyant dans ces dictatures un rempart face à l'avancée de la gauche, dans un contexte de Guerre froide.

"S'il y a des choses qui doivent être faites, faites-les rapidement. Mais vous devez reprendre rapidement les procédures normales", a répondu le secrétaire d'Etat Henry Kissinger à un ministre argentin qui l'informait de l'opération, selon un document versé au dossier d'accusation.

C'est la première fois qu'un procès est consacré au Plan Condor en tant qu'organisation criminelle, même si des militaires sud-américains ont déjà été condamnés pour des crimes commis dans le cadre de ce plan.

La plupart des dix-huit accusés ont été condamnés pour le délit de crime en bande organisé, à l'issue de trois ans d'audiences.

Les accusés n'étaient pas présents dans la salle d'audience lors de la lecture du jugement par le président du tribunal Oscar Almirante.

Quand le procès a débuté en février 2013, ils étaient 25 accusés. Ils ne sont plus que 17 en vie, âgés de 77 à 92 ans. Huit sont décédés durant le procès, notamment l'ancien dictateur argentin Jorge Videla (1976-1981), mort dans sa prison. Dans les autres pays du continent, les anciens militaires ont généralement bénéficié de lois d'amnistie, à quelques exceptions près.

Environ 300 témoins ont été appelés à la barre durant les trois ans du procès.

Les magistrats se sont appuyés sur ce que l'on appelle les Archives de la terreur, découvertes au Paraguay dans les années 1990, et sur des documents déclassifiés par les Etats-Unis.

Si leur pays d'origine avait accepté les demandes d'extradition de l'Argentine, le nombre des accusés aurait été supérieur.

La troisième phase du Plan Condor, la neutralisation d'exilés en Europe ou à l'extérieur de l'Amérique du sud, a finalement été suspendue après l'attentat exécuté par un agent des services chiliens, un ancien de la CIA, contre Orlando Letelier, selon l'avocate Luz Palmas, mentionnant des opérations prévues en France et au Portugal.

Letelier, ancien ministre de Salvador Allende, a été tué le 21 septembre 1976 lors d'un attentat à la voiture piégée à Washington, considéré comme l'une des premières attaques terroristes commises en territoire américain. Sa collaboratrice américaine Ronni Moffitt a elle aussi péri dans l'attentat. AFP 27.05

Bienvenue en oligarchie.

Matraquage quotidien. Tous les aspects ou rapports y passent. Mais qui a réellement conscience que cela s'insère dans une stratégie politique globale ? Pourquoi se donnent-ils autant de mal ? Devrait-on refuser de se poser ces questions ? Au nom de quoi ?

- Trump veut transformer le parti républicain en «parti des travailleurs»

Le candidat milliardaire pense que le parti républicain du futur sera moins néo-libéral. Dans une interview avec le magazine Bloomberg, le candidat républicain Donald Trump, qui vient officiellement d'obtenir assez de délégués pour être investi, a évoqué sa vision de l'avenir du parti républicain...

Dans une interview avec le magazine Bloomberg, le candidat républicain Donald Trump, qui vient officiellement d'obtenir assez de délégués pour être investi, a évoqué sa vision de l'avenir du parti républicain.

«Dans cinq, dix ans –ce sera un parti different. Ça va être un parti des travailleurs. Un parti pour les gens qui n'ont pas eu d'augmentation de salaire depuis dix-huit ans, et qui sont en colère. Ce que je veux faire... couper le budget de la sécurité sociale est une grosse erreur pour le parti républicain.»

Ce choix de mots –qui rappelle des partis socialistes ou communistes– est en complète rupture avec le parti républicain de Mitt Romney ou Jeb Bush. Au lieu du laissez-faire économique et de l'interventionnisme en politique étrangère, Trump prône des restrictions du libre-échange et l'isolationnisme. Slate.fr 27.05

- Les Iraniens sont trop nombreux à vouloir combattre Daech en Syrie

Alors que l'armée syrienne subit de lourdes pertes sur le terrain, les milices iraniennes jouent un rôle essentiel dans le conflit qui déchire la région. Certaines familles se désolent même de ne pas pouvoir envoyer plus d'un homme au combat. Slate.fr

- Pour être plus productif, mieux vaut un bureau debout

Une nouvelle étude vient contredire les fermes partisans de la position assise.Au coeur des débats qui agitent le monde de l'open space, la question du bureau debout revient régulièrement dans les études. Slate.fr

On préfèrerait allongé, ce n'est pas possible ?

- Une Américaine de 13 ans sortie de cours à cause d'un T-shirt pro-LGBT

L'administration de son lycée a jugé que le vêtement constituait un élément «perturbateur».«Certaines personnes sont gays, ce n'est pas la fin du monde!» L'inscription était plutôt bon enfant mais le T-shirt à message d'Ali Chainey, une Texane de 13 ans, n'a pas plu à l'administration... Slate.fr

- Au Pakistan, une militante trans meurt après que des médecins refusent de la soigner

Selon les proches de la victime, le personnel soignant a mis plusieurs heures avant de décider si Alisha devait être placée dans une chambre avec des hommes ou des femmes. Slate.fr

- Polémique Kinder: la réponse hilarante du web aux racistes de Pegida

Le remplacement du célèbre enfant blond qui orne depuis des décennies les paquets de la marque pour l'Euro 2016 est très critiqué par les sympathisants d'extrême droite. Les internautes ont trouvé de quoi leur répondre. Vous en avez sans doute entendu parler cette semaine... Slate.fr

Haut de page

Le 30 mai 2016

CAUSERIE

Je rappelle au passage que La voix de l'Opposition de gauche est à la fois un courant politique, un portail de combat politique et d'information. Et au diable les censeurs pointilleux, malveillants !

11 septembre 2011. Les langues se délient et la vérité affleure à la surface.

- La presse saoudienne accuse les USA d'avoir détruit le World Trade Center pour prétexter une guerre perpétuelle (Arrêt sur Info 28.05)

On a mis cet article en ligne. Il est incomplet, évidemment, puisqu'il épargne Israël et le Mossad, chacun comprendra pourquoi puisque les Saoudiens (sémites) et les Israéliens (antisémites) s'entendent désormais comme larrons en foire. La preuve.

- Exclusif : L'Arabie saoudite construit une ambassade en Israël - Réseau Voltaire 29.05

Le Royaume d'Arabie saoudite a débuté la construction d'une gigantesque ambassade en Israël, probablement la plus importante à Tel-Aviv.

Officiellement, les deux États n'entretiennent pas de relations diplomatiques du fait de l'expulsion par Israël de la majorité de sa population palestinienne, en 1948 (la Nakba).

Cependant le Pacte du Quincy, signé entre le président Roosevelt et le roi Abdelaziz, en 1945, et renouvelé par le président Bush et le roi Fahd en 2005, prévoit entre autres que le Royaume ne s'opposera pas au foyer juif de Palestine (futur État d'Israël) [1].

Le roi Abdallah finança à la place des États-Unis l'opération israélienne « Plomb durci » contre la bande de Gaza, en 2008-09 [2]. Ce rapprochement mettait fin à la « doctrine de la périphérie » selon laquelle Tel-Aviv cherchait à unifier les acteurs non-arabes de la région (Iran, Turquie, Éthiopie) contre les pays arabes.

Le président Shimon Peres s'exprima par vidéo devant le Conseil de sécurité du Golfe, en novembre 2013. Les membres du Conseils purent lui poser des questions non pas directement, mais par l'intermédiaire de Terje Rød-Larsen [3].

Actuellement, les deux pays mènent ensemble une guerre au Yémen depuis un état-major commun installé dans l'État non-reconnu du Somaliland [4]. La Force "arabe" de Défense commune reproduit le concept du Pacte de Bagdad qui était identiquement militairement commandé par un État qui n'en était pas membre (les États-Unis en l'occurrence). Ils projettent ensemble plusieurs opérations d'exploitation pétrolière au Yémen et dans la Corne de l'Afrique [5].

Le roi Salmane a désigné le prince Walid Ben Talal (5ème fortune mondiale avec Citigroup, Mövenpick, Four Seasons) comme prochain ambassadeur du royaume à Tel-Aviv. Réseau Voltaire 29.05

Notes.

[1] Les termes exacts du pacte sont toujours secrets.

[2] « La guerre israélienne est financée par l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 6 janvier 2009.

[3] « Shimon Peres s'est exprimé devant le Conseil de sécurité du Golfe, fin novembre », Réseau Voltaire, 3 décembre 2013.

[4] « La Force "arabe" de Défense commune », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 20 avril 2015.

[5] « Exclusif : Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2015.

Circulez il n'y a rien à voir. Le numéro d'illusionnisme du fakir est terminé.

Apparemment, on n'entend plus parler de Nuit debout, à croire qu'il ne s'agissait que de somnambules ou qu'ils se sont déjà couchés.

C'est vrai que la CGT compte plus d'adhérents que la totalité des partis de la réaction qui soutiennent la loi Travail ou qui composent la totalité des partis présents au Parlement.

Rappel aux nostalgiques de la démocratie.

En régime capitaliste, quel que soit le régime en place ou quelle que soit la composition du Parlement, c'est toujours une minorité qui détient le pouvoir économique et politique, et jusqu'à preuve du contraire il n'en a jamais été autrement depuis que le capitalisme existe nulle part dans le monde. Et jamais dans le passé aucun parti incarnant réellement le socialisme n'ait parvenu à détenir le pouvoir politique ou à conquérir la majorité parlementaire dans le cadre des institutions politiques créées par le capital et pour le capital.

Quelle que soit la forme du régime adoptée par les représentants du capitalisme pour défendre les intérêts des capitalistes, la plus progressiste a été tolérée dans le passé parce ses opposants n'avaient nullement l'intention de renverser le régime en place.

Si le suffrage universel fut un acquis de la lutte des classes au tournant du XXe siècle, pratiquement immédiatement il démontra ses limites ou il fit apparaître la véritable nature du régime, son incompatibilité avec les besoins sociaux des travailleurs, de tous les travailleurs il faut bien préciser, donc de la démocratie.

Friedrich Engels - Lettre à F. Mehring - 14 juillet 1893

- "C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens." - "...nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations..."

- "Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. "

Marx et Engels ont fait ce qu'ils ont pu à leur époque, et nous leur en serons éternellement reconnaissant. Maintenant c'est à nous de nous atteler sérieusement à combler cette "négligence", ce que nous essayons de faire à notre modeste échelle.

Opposer la république à la monarchie, à tout régime autocratique, est insuffisant ou ne veut pas dire grand chose, jadis les Vénitiens et les Génois par exemple, appellaient leurs États République quoique leur gouvernement soit oligarchique. De nos jours ce sont des affairistes qui gouvernent pour le compte de ploutocrates ou oligarques dans une république où le président détient autant de pouvoir qu'un monarque absolu, sans parler de son caractère quasi héréditaire, du fait que les partis qui se succèdent au pouvoir sont tous liés à la même classe minoritaire dans la société, et n'ont jamais représenté les intérêts de la majorité du peuple, y compris sous la IIIe République ou le Front populaire qui s'est soumis à la Bourse ou aux banquiers au lieu de les exproprier.

Toutes les républiques qui se sont succédés depuis l'Antiquité ont été conçues par une minorité pour qu'elle exerce le pouvoir, l'impose à la majorité et perpétue sa domination de classe. La définition qu'en avait donné J-J. Rousseau était pour le moins approximative, idéaliste, démagogique : "J'appelle donc république tout État régi par des lois (…) car alors seulement l'intérêt public gouverne", l'intérêt public en soi, qui gouverne pour qui, non, pour soi, pour soi car les lois qui seront promulguées auront été rédigées par les représententants de la minorité qui détenait le pouvoir économique et

correspondraient forcément avec leurs intérêts.

Plus la minorité concentre le pouvoir économique, plus elle est amenée à concentrer aussi le pouvoir politique, à promulguer des lois de plus en plus injuste de sorte que les inégalités se renforcent, donc à s'écarter de plus en plus de la république et de la démocratie.

Puisque la république et la démocratie ont toujours servi les intérêts d'une minorité d'exploiteurs, au lieu de s'en réclamer, il est préférable d'expliquer aux travailleurs de quelle manière la classe dominante s'en est servie hypocritement ou démagogiquement pour mieux les asservir, et qu'au lieu de lutter pour des chaînes dorées, ils doivent combattre pour les briser ou conquérir le pouvoir politique, pour qu'enfin la république et la démocratie cesse d'être un leurre ou une vaste escroquerie destinée à les duper.

Prétendre que la république et la démocratie aurait réellement existé sous un régime capitaliste, revient à prétendre que les capitalistes auraient accordé aux masses laborieuses les moyens de renverser leur régime par la voie institutionnelle, on mesure là l'absurdité d'une telle affirmation, qui n'a pour seule vertu que d'enfermer les travailleurs dans le cadre institutionnel pour qu'ils s'y soumettent.

La forme républicaine de l'Etat et le type de gouvernance démocratique qu'il a adopté, étaient justifiés à un stade du développement économique impliquant un plus grand nombre de citoyens dans la production des richesses, et dans le fonctionnement de la société qui ne pouvait pas les exclure ou les tenir à l'écart indéfiniment de la scène politique. Impliquer à tous les stades de la production et de la commercialisation des marchandises, il devait l'être également sur le plan politique, au départ en recourant au vote censitaire, puis en l'élargissant, pour passer enfin au suffrage universel, modifiant sensiblement sans les remettre en cause la répartition des richesses entre les différentes classes, sans que les rapports entre les classes ne soient fondamentalement modifiés, évidemment, sinon, à quoi bon, puisque la règle et le but du jeu consistaient à se donner les moyens politiques pour conserver le pouvoir en toute circonstance.

On a le choix entre respecter cette règle du jeu qui a été instituée par notre ennemi de classe en sa faveur ou la changer à son détriment, s'accommoder du régime en place, s'y soumettre, ou l'affronter, le combattre pour le renverser.

Le POID des mots.

https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs

POID - Salle comble et succès du meeting internationaliste du 28 Mai à Paris.

La-Tribune-des-Travailleurs. 27 mai 2016 – Mailly (FO) en appelle à Hollande qui vient de réitérer sa volonté d'aller jusqu'au bout : « ne soyez pas rigide, regardez en face la situation (…) Cet article 2, vous le retirez et vous demandez aux organisations patronales et syndicales de négocier (…) S'il y a une suspension, qu'on n'est plus soumis à un calendrier et qu'on est prêt à discuter sur le fond, mais bien sûr qu'on peut en sortir » de ce conflit.

LVOG - De son côté sur BMFTV, Philippe Martinez a proposé de suspendre la discussion parlementaire en cours sur le texte de la loi Travail et de reprendre les négociations sur de nouvelles bases. BFMTV 29.05

Retirez l'article 2 pour négocier quoi, avec qui, un président et un Premier ministre ultra minoritaires, c'est leur faire bien trop d'honneur ou leur accorder une légitimité inespérée que les masses laborieuses leur refusent. Pire, c'est laisser miroiter aux travailleurs que le retrait de la loi Travail qu'ils n'ont pas encore obtenu en se mobilisant, pourrait intervenir dans le cadre des salons feutrés des ministères, les incitant ainsi à lever le pied ou à cesser de se démobiliser.

Replacer la loi Travail dans le cadre institutionnel d'où elle était sortie pour atterrir dans la rue, c'est tenter d'en dessaisir les travailleurs et les militants pour mieux la faire passer.

La-Tribune-des-Travailleurs. 26 mai 2016 – La presse continue à publier des sondages selon lesquels une forte majorité de français estiment le mouvement social contre la loi travail « justifié» et désignent Hollande et Valls comme « principaux responsables des tensions sociales actuelles ».

Vous vous souvenez qu'un lambertiste m'avait interpelé parce que je faisais usage des sondages, un crime selon lui. Suite.

Ah quels crétins ces dirigeants, les vôtres, qui une fois de plus se fient à des sondages !

Et cessez de me harceler avec vos courriels qui vont désormais directement à la poubelle.

La-Tribune-des-Travailleurs. 26 mai 2016 – Sans préavis, les cheminots de la compagnie de chemin de fers nationale (SNCB) du sud de la Belgique ont cessé le travail pour protester contre la suppression de jours de récupération. Le mouvement a été reconduit vendredi. En outre, les délégués wallons du syndicat CGSP ont voté à l'unanimité, une motion appelant à une grève continue à partir du 31 mai, dans l'ensemble des services publics, dans le but avoué de faire tomber le gouvernement, accusé de couper dans tous les budgets de fonctionnement de l'Etat.

Législative partielle à Strasbourg. 10,92%, c'est la majorité, c'est la démocratie.

Au second tour de l'élection législative partielle dans le première circonscription du Bas-Rhin, à Strasbourg, Eric Elkouby (PS) a obtenu 53,77 % des voix contre 46,22 % pour son adversaire Les Républicains, Jean-Emmanuel Robert.

La participation, qui n'avait pas dépassé 22,8 % le 22 mai, a encore baissé, à 20,31 % ce dimanche.

Eric Elkouby a donc été élu avec 10,92% des voix des électeurs inscrits, un peu moins si on enlève les bulletins blancs et nuls. Mais c'est "une belle victoire" quand même, certainement pas de la démocratie à laquelle on dénie le droit au PS de se réclamer. (source : AFP 29.05)

Quand la machine à propagande s'emballe.

La popularité de Valls plonge, selon un sondage BVA - Reuters

Le Premier ministre, Manuel Valls, en première ligne dans le bras de fer avec la CGT et Force ouvrière (FO) sur la loi Travail, plonge de six points (24% - ndlr) dans un sondage BVA pour Orange et iTELE, à son plus mauvais niveau depuis son arrivée à Matignon. Reuters

Soit, il faut rééquilibrer cela.

Loi travail: 67% des Français ont une mauvaise opinion du leader de la CGT - AFP

Près de sept français sur dix (67%) ont une mauvaise opinion de Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, en première ligne contre le projet de loi travail, selon un sondage Odoxa pour Le Parisien/Aujourd'hui-en-France dimanche. AFP

Seuls 13% des Français veulent que la loi Travail soit conservée en l'état - L'Express.fr

Selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche, 46% des Français souhaitent le retrait pur et simple de la loi El Khomri. L'Express.fr

Valls parie sur un essoufflement du mouvement anti-loi Travail - Reuters

A l'orée d'une semaine décisive dans l'épreuve de force entre le gouvernement et les opposants à la loi sur le Travail, Manuel Valls parie sur l'essoufflement du mouvement conduit par la CGT, avec l'appui de Force ouvrière et cinq autres organisations.

"Quand un texte a été discuté, qu'il a suscité des compromis avec les partenaires sociaux, qu'il a été adopté à l'Assemblée nationale, je considère que ma responsabilité c'est d'aller jusqu'au bout", déclare le Premier ministre dans une interview publiée samedi par Le Parisien.

"Je ne pense pas que le mouvement va s'amplifier", ajoute Manuel Valls, qui dit cependant rester "prudent".

Il n'y aura pas de retrait du texte porté par la ministre du Travail, Myriam El Khomri, ou de son article 2, le plus contesté, qui vise à décentraliser et généraliser le dialogue social au niveau de l'entreprise, poursuit-il.

"Nous avons construit un compromis solide avec les syndicats réformistes et tout ce qui remettrait en cause le dialogue social dans l'entreprise mettrait fin à cet accord." Reuters 28.05

Carburants: les industriels reçus à Matignon - AFP

Les industriels du pétrole ont été reçus samedi matin à Matignon, pour aborder la question des blocages de raffineries et des pénuries d'essence. AFP 29.05

Loi travail: "Il faut maintenir l'article 2 et davantage l'expliquer" (Berger, CFDT) - AFP 29.05

Vive le Medef !

Une instrumentalisation qui a marché à fond.

- Trois ans après, le bilan du mariage pour tous en chiffres - lefigaro.fr

En 2013 comme en 2014, les mariages entre personnes de même sexe ont représenté environ 4 % de l'ensemble des mariages. En 2015, l'effet de nouveauté s'est estompé. Avec 8 000 unions, le nombre de mariages homosexuels a baissé par rapport à l'année précédente. lefigaro.fr 28.05

Et il baissera encore dans l'avenir...

Commentaire d'interanutes

1- "On peut également avoir des stats sur les divorces svp ?"

Chut !

2- "Tout ça pour ça! 4% une fois de plus ce sont les minorités qui font la loi, on ne dit pas combien de divorce depuis."

Une infime minorité possède l'essentiel des richesses et ce sont les mêmes qui font les lois, ils appellent cela la démocratie.

3- "4% de mariage homosexuels c'est ridicule. Le drame c'est que maintenant les lgbt poussent pour autoriser la pma et surtout la gpa pour tous, soit la marchandisation de l'enfant. Aux Etats-Unis les revendications des LGBT sont allées très loin."

On oligarchie, tout est à vendre...

Bienvenue en oligarchie

Bienvenue chez les dégénérés qui rêvent que vous leur ressembliez. Attention, ne vous laissez pas tenté, c'est irréversible...

- Le rosé, c'est (pas) que pour les filles

Pourquoi dit-on que les femmes préfèrent le blanc ou le rosé?L'été approche, les vêtements raccourcissent, les pique-niques, apéros et autres soirées entre copains s'organisent et l'on s'interroge: «Quel vin on amène ce soir?» Réponse: du blanc ou du rosé, c'est plus frais. Slate.fr

- « C’est toujours moi qui prends l’initiative du rapport sexuel »

Dans un couple ou entre amants, la synchronicité des désirs n’est pas toujours au rendez-vous. La chroniqueuse de La Matinale du Monde Maïa Mazaurette suggère des pistes pour sortir du piège de la demande à sens unique. LeMonde.fr

- Disney est-il prêt à (enfin) embrasser la cause LGBT?

Le studio est sous pression.Une courte séquence dans la bande annonce du Monde de Dory a lancé la rumeur. Y aurait-il un couple de lesbiennes représenté dans la suite des Aventures de Nemo? Un couple de femmes homosexuelles avec enfant! Slate.fr

- Jean, jupe, cravate: que doivent porter les politiques?

Le jean porté par Cécile Duflot lors du premier conseil des ministres du gouvernement Ayrault a suscité de nombreuses réactions. Un ministre, un député ou un sénateur peut-il s'habiller comme il veut dans l'exercice de ses fonctions? Slate.fr

- Vous avez un secret, et il se devine dans vos e-mails

En analysant le contenu de milliers de messages électroniques, des chercheurs ont établi les principaux tics de langage qui trahissent que l'on cache quelque chose. Slate.fr

- La fuite en avant de la CGT

Sans stratégie de sortie, attisant la violence, avec pour seul objectif de faire céder un gouvernement impopulaire pour montrer qu'elle existe encore et d'affaiblir sa rivale la CFDT, la centrale syndicale a choisi la politique du pire. Slate.fr

- Mon oncle était garde rouge pendant la Révolution culturelle - Slate.fr

Lishui est le surnom de mon oncle, un fermier qui a vécu toute sa vie dans la banlieue de Tianjin, une grande ville du nord-est de la Chine.

Plus je pense à Lishui, plus je suis troublée par le fait qu'il ait été Garde rouge pendant la Révolution culturelle, mouvement mené entre 1966 et 1976 par le dirigeant de l'époque, Mao Zedong, qui a provoqué de grands bouleversements et infligé d'immenses souffrances au peuple chinois. Ce qui me perturbe le plus, c'est que mon oncle si gentil et honnête affirme ne pas regretter le moindre de ses actes -même pas aujourd'hui, alors qu'il est largement admis, à la fois en Chine et ailleurs, que la Révolution culturelle fut une énorme erreur historique. Slate.fr

- Depuis New York, Garry Kasparov veut faire échec et mat à Poutine

Garry Kasparov, l'ancien champion du monde des échecs, vit désormais en exil à New York. De là, il organise la résistance contre Poutine et prédit une nouvelle guerre froide avec Moscou. Rencontre avec l'ennemi public russe numéro un. Slate.fr

- À Cologne, un prêche sur un bateau en hommage aux réfugiés morts

«Celui qui laisse des gens se noyer dans la Méditerranée laisse Dieu se noyer», a-t-il proclamé. Une barque en guise d'autel. C'est l'idée originale de l'archevêque de Cologne Rainer Maria Woelki, qui a célébré la messe de la Fête Dieu, jeudi 26 mai 2016, à bord d'un bateau placé sur... Slate.fr

- Désolé les droitiers, mais les gauchers sont meilleurs en maths

C'est la conclusion de récentes recherches sur le sujet. Il fallait bien qu'être gaucher serve à quelque chose: des chercheurs des universités de Liverpool et Milan (ça rappelle la Ligue des Champions 2005) semble avoir déniché une caractéristique encourageante... Slate.fr

- Au Meurice et à la Tour d'Argent, l'excellence regoûte à la créativité - Slate.fr

- Pourquoi le linge sale sent mauvais? La réponse de la science.

Où l'on apprend aussi que les lessives «éco-responsables» à basse température ne servent pas à grand chose, si ce n'est à tomber malade. C'est dimanche, c'est peut-être l'heure de la lessive, alors vous serez sans doute heureux d'apprendre l'existence d'une étude (financée par Procter & Gamble) identifiant pas moins de six molécules responsables de la mauvaise odeur de votre bac à linge sale. Des molécules qu'un lavage à basse température sera incapable d'annihiler, qu'importe la marque de votre détergent et les promesses de son fabricant. Slate.fr

Ah la "science" ! Coucou, on n'est pas encore mort et cela ne pue pas chez nous ! Quelle connerie !

Par mesure d'économie, j'utilise depuis 20 ans des machines à laver à froid, à chaud le prix est le double à l'achat, et comme l'eau est hyper calcaire, au bout de quelques mois elle serait hors d'usage, la machine à café a tenu un mois, depuis je ne bois plus que du Nescafé.

Et les centaines de millions d'Indiens (Indiennes) qui lavent leur linge à la main le lavent à l'eau froide sans "tomber malade".

Les oligarques et leurs idéologues peuvent laver leur linge à 100°C, ils pueront toujours autant !

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Chine

- Le fabricant de l'iPhone remplace 60.000 ouvriers par des robots - lefigaro.fr

L'entreprise taïwanaise Foxconn, sous-traitante d'Apple et d'autres sociétés de nouvelles technologies, a annoncé samedi avoir remplacé plus de 60.000 ouvriers par des robots. L'une de ses usines située dans la ville de Kunshan, en Chine, a réduit presque de moitié ses effectifs humains au profit de l'utilisation de machines capables d'assembler les différents éléments présents sur la chaîne de montage. Elle employait jusqu'ici 110.000 personnes.

Un porte -parole de Kunshan, interrogé par le South China Post, se félicite plutôt de la réduction du coût du travail. «D'autres usines vont suivre [cet exemple]», promet-il. Foxconn a vu sa croissance ralentir ces dernières années, comme de nombreuses autres entreprises chinoises. Plus de 4 milliards de yuans (545,8 millions d'euros environ) ont été investis par 35 entreprises taïwanaises dans l'intelligence artificielle et la robotique. Des centaines d'autres seraient intéressées. La tendance à la robotisation ne se limite pas à la Chine: près de 240.000 robots industriels ont été installés dans le monde en 2015. lefigaro.fr 28.05

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer, je dois cuisiner. Eh oui, l'homme au foyer à des contraintes que les femmes ignorent parfois !

Organisez-vous

On peut observer que, bien qu'ils n'ont jamais réellement changé, des gens découvrent encore ou soudainement que les médias sont totalement corrompus, que le PS n'était pas de gauche, que le capitalisme était monstueux.

S'ils n'ont pas de mémoire ou s'ils ont une mémoire relativement sélective, cette reconnaissance est de nature occasionnelle ou temporaire, elle ne correspond pas à la conclusion d'une analyse, tout au plus elle est le produit d'expériences individuelles et ponctuelles qu'ils auront aussi vite fait d'oublier lorsque leur situation s'améliorera ou dès qu'ils auront une autre préoccupation en tête ou l'occasion de passer à autre chose.

Ils n'en tireront donc aucun enseignement et ils ne progresseront pas, puisque demeurant inorganisés, sachant que seule l'organisation permet de réaliser en pratique le lien entre la théorie et leurs propres expériences pour se forger une conscience ou des convictions profondément enracinées dans leur cerveau au point qu'ils n'interprèteraient plus jamais la société comme avant.

Les médias seraient plus pourris qu'autrefois. Vraiment ?

Avant-hier soir, j'ai regardé Quai De Grenelle, un film de 1950, où un jeune homme, costaud, fraîchement débarqué de province, tout ce qu'il y avait de plus d'honnête homme, se retrouvait accusé à tort d'avoir participé à un hold-up, et qui traqué par un journaliste l'ayant présenté comme un assassin, un monstre abominable, finit par commettre deux crimes, dont un accidentellement et le second par vengeance, avant d'être abattu à la fin du film par un policier.

L'histoire avait commencé par un incident banal, quand traversant en dehors des passages cloutés pour rejoindre sa fiancée, il fut interpelé par un policier zélé. Un peu naïf et croyant qu'il plaisantait ou qu'il avait bu, il résista, mais voyant que l'agent de police prenait l'affaire très au sérieux et voulait l'emmené au commissariat, il prit la fuite. Sur ce, parmi les badauds que l'esclandre avait attiré, deux personnes signifièrent au policier qu'elles l'avaient reconnu pour être un des gangsters qui avaient attaqué une banque quelques jours plus tôt, ce qui était impossible puisqu'il n'était pas à Paris à ce moment-là.

Ce film étant inspiré de la réalité, il fallait en déduire que la presse écrite était déjà aussi pourri qu'aujourd'hui il y a belle lurette (ou toujours), et que passer son temps à s'en émouvoir comme le font certains, relève du lieu commun sans intérêt dès lors qu'ils n'en tirent aucun enseignement politique.

Le Net regorge de portails ou blogs de ce type, parfaitement inutiles, qui finalement ne servent qu'à détourner l'attention des travailleurs de l'essentiel, des questions qu'ils devraient se poser suite à une expérience personnelle ou un événement en les reliant à l'ensemble de la situation. Car on ne peut les comprendre ou en tirer profit pour la suite qu'en tenant compte des facteurs qui composent la situation, en remontant à leur origine et en examinant les transformations qu'ils ont subies.

Sinon on en reste au stade de l'abstraction, des apparences, du superficiel, qui ne sont pas vraiment aptes pour se forger de solides convictions, d'où la tendance à les oublier au fur et à mesure que de nouvelles expériences se présentent à nous ou de nouveaux événements se produisent qui pour ainsi dire chassent les précédents au fin fond des oubliettes de notre mémoire. En poussant plus loin, on pourrait dire que c'est ainsi que la plupart des gens passent malheureusement à côté de leur propre existence sans y avoir jamais rien compris ou si peu, ce qui explique pourquoi on est appelé malgré nous à devoir répéter les mêmes discours, et non parce qu'on serait sclérosé ou obnubilé par je ne sais quoi.

Les médias ont toujours été à l'image du régime.

La rhétorique qui consiste à cristaliser l'antifascisme sur l'extrême droite ou le FN relève tout autant de la supercherie, dans la mesure où aujourd'hui la véritable extrême droite est incarnée par Hollande, Valls, Macron, BHL, Draghi, Joffrin, Le Point, Le Monde, BFMTV, TF1, l'AFP, Slate, Atlantico, bref, pratiquement l'ensemble des médias de la presse écrite, de la télévision et de la radio, les think-tanks acquis au néolibéralisme et à l'ultra sionisme.

Toutes ces ordures se sont égosillés hypocritement à l'idée que l'extrême droite aurait pu se hisser à la présidence en Autriche, mais ils ne s'émeuvent pas quand elle est au pouvoir en Ukraine ou en Israël, aux Etats-Unis notamment.

Cela donne une idée assez précise du régime abominable sous lequel nous vivons en France.

Le cadre étant dressé, on se demandera comment est-il possible que tant de monde se bouscule au portillon pour participer à la mauvaise farce de l'élection présidentielle de 2017, finalement comme si de rien n'était. On aurait déjà pu dresser le même constat sans appel en 2012, depuis de nombreuses années, des décennies.

Quand on observe en prenant suffisamment de recul à quel point la société était déjà pourrie dès les années 60-70, lorsque ceux qui nous gouvernaient justifiaient la guerre d'Algérie, du Vietnam, l'apartheid en Afrique du Sud et en Israël, les dictatures en Afrique et en Amérique latine, etc. on se dit que non seulement rien n'a changé depuis cette époque, mais on n'en a tiré aucun enseignement, ce qui est le plus dramatique et le plus tragique pour les générations à venir.

Hormis les intellectuels nostalgiques de la terreur stalinienne depuis la disparition de l'URSS et ses satellites, qui se sont recyclés dans le social-patriotisme ou chauvinisme, le nationalisme ou le souverainisme, à ma connaissance aucun parmi ceux les plus en vue en France n'a rejoint le camp du socialisme, privilégiant leur statut ou leur carrière, leur petit confort, au détriment d'un idéal humaniste, qui lorsqu'ils l'évoquent, ne sert plus que la cause de la plus honteuse et plate démagogie, au service de l'ordre établi devant lequel ils se prosternent misérablement tout en feignant d'avoir encore une conscience, ce qui leur permet de se prétendre progressistes et d'être présentés comme tels, car il en faut au régime pour ne pas être caractérisé de dictature, tout comme des bouffons, des histrions, des aventuriers, des idiots utiles qu'il instrumentalise avec leur complicité de préférence, voyez Mélenchon par exemple. Ne reculant devant aucun artifice, il en est même venu à s'assurer les services d'un fakir pour faire bonne impression sur les esprits crédules ou naïfs, qui semble-t-il n'attendaient qu'une occasion pour étaler leur crétinisme à la face du monde.

Recourant au chaos et en sémant la terreur, il croyait venir à bout de la lutte des classes en jouant le pourrissement, et bien c'est raté !

Les esprits s'échauffent, les consciences sont soumises à une telle pression, qu'elles sont condamnées à mûrir lentement mais sûrement ou périr au grand dam de ceux qui rêvaient de les contenir, elles bouillonnent d'idées, cherchent encore maladroitement la voie de l'affrontement avec un régime de plus en plus honni par la plèbe, la résistance peine à s'organiser, mais elle ne s'avère pas vaincue pour autant, car répétons-le, c'est une question de survie ou dans quelle société nous voulons vivre qui est posée à chacun d'entre nous.

Voilà le formidable défi que le régime nous contraint d'affronter. Saurons-nous capable de le relever et d'en sortir vainqueur, en trouverons-nous la force, en aurons-nous le courage, la volonté, et nous en donnerons-nous les moyens, ou nous défilerons-nous pour en sortir brisé ?

Parfois on a l'impression de prêcher dans le désert, alors qu'on n'a jamais été animé par une autre intention que servir notre cause, porté par notre idéal, le plus humaniste et le plus élevé qui soit, éradiquer de la surface de notre planète la guerre,

l'exploitation de l'homme par l'homme, mettre un terme au règne de la nécessité pour enfin atteindre celui de la liberté, si chère au coeur de tous les socialistes, communistes, trotskystes, anarchistes, de tous les travailleurs qui n'osent pas y penser à haute voix, mais qui secrètement sommeille en eux parce que cette aspiration de tous les peuples est légitime ou se passe de toute justification.

Nous vivons sous un régime qui justifie les pires inégalités et injustices, la tyrannie, un tel régime ne mérite pas d'exister un instant de plus et doit être aboli de gré ou de force, renversé par une révolution s'il refuse d'abdiquer, ses représentants doivent être jugés et impitoyablement chatiés jusqu'aux derniers comme ils le méritent pour tous les crimes qu'ils ont ordonnés ou commis ou dont ils ont été complices.

Notre unique objectif demeure le renversement du régime et la prise du pouvoir politique par le prolétariat pour instaurer une République sociale, qui sur les cendres de l'Etat bourgeois abolira le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. République sociale qui s'inscrira dans la perspective de la Fédération des Républiques sociales d'Europe, de la République sociale universelle. Pour atteindre ces objectifs politiques ou vaincre notre ennemi, il faut une détermination sans faille qui soit en permanence tendue vers ces objectifs, un caractère trempé aussi résistant que l'acier, des convictions inébranlables, maîtriser les éléments de base du matérialisme dialectique

Nous devons construire le parti ouvrier qui servira de pôle de regroupement à ses éléments les plus avancés ou conscients, mais le parti seul ne pourra jamais venir à bout du régime, de même que le prolétariat ne trouvera jamais seul ou sans guide la voie pour abattre le régime, c'est ensemble qu'ils viendront à bout de tous les obstacles afin de réaliserles tâches historiques qu'ils leur reviennent d'accomplir. Sinon, il ne faut espérer aucun changement de politique ou de société.

Au bon dieu et à ses saints, priez pour eux, amen.

Le Grand Soir.

- A Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon.

- Lettre à Obama pour Ana Belen.

GMI.

- "Martinez, Mailly, appelez à la grève générale !"

Sans blague !

Hollande, Valls et Cazeneuve seraient des "serviteurs du capital". Vraiment, ne seraient-ils pas plutôt des agents du capital, ce qui n'est pas du tout pareil, parce que cela implique tout à fait autre chose, de caractériser le PS comme, non pas un parti ouvrier bourgeois, mais un parti bourgeois ou du capital tout court.

En conséquence de quoi en fonction de la caractérisation sociale qu'on aura retenue, on n'entretiendra pas les mêmes rapports avec le PS, les appareils des syndicats contrôlés par le PS. Cela se traduirait sur le plan pratique par la nécessié de réviser notre conception de la lutte de classe et donc de rompre avec la conception conciliatrice qu'on avait adoptée jusque là envers ce parti.

Mais là c'est beaucoup trop demander, car ce serait 70 ans d'opportunisme qu'il faudrait passer au peigne fin afin de : soit le justifier, soit le remettre en question, les deux exercices s'avérant pour le moins plutôt périlleux de nos jours au risque de s'empétrer dans des contradictions inextricables et révélatrices ou d'entraîner leurs auteurs beaucoup trop loin, pour arriver au constat qu'il ne leur restait plus que s'enfoncer un peu plus dans le déni ou l'aveu de leurs erreurs qu'ils n'ont eu de cesse de reproduire, ce qui demeure toujours impensable puisque cela nécessiterait de leur part des qualités que manifestement ils n'ont jamais possèdées, en somme une épreuve à la fois accablante et cruelle.

- "Hollande et Valls comptent sur la énième capitulation de la majorité des députés PS".

On ne voit pas comment des affairistes qui adoptent des lois conformes à la nature de leur parti, aux besoins de la classe dont il incarne les intérêts, au camp dans lequel ils combattent, pourraient "capituler", sauf à se renier, autant demander à un banquier de vous remettre la clé de son coffre-fort ou de cesser d'être un capitaliste.

Pour que les députés du PS capitulent, un grand mot, il faudrait qu'ils adoptent des mesures incompatibles avec l'existence du capitalisme et pas seulement avec ses besoins ponctuels, c'est grotesque ou complètement farfelu, car cela n'a jamais eu lieu depuis 1914.

Une telle formulation ne sert qu'à entretenir l'illusion que ce serait possible et à masquer la véritable nature du PS.

- "Pour gagner, il ne faut pas des grèves, il faut la grève !"

La grève générale clament-ils.

Question : Entre les grèves et la grève générale, n'existerait-il rien d'autres ?

J'ai été délégué syndical autrefois, et lorsque la question de la grève s'est posée pour faire aboutir notre revendication salariale, j'ai été très clair. J'ai consulté l'ensemble du personnel, car c'était à lui de se prononcer et non à moi de décider à sa place quel type d'action à adopter. Selon ma conception démocratique du militantisme, le délégué syndical informe, explique, propose, organise, mais ne décrète rien, n'impose rien aux travailleurs.

Mitterrand venait d'adopter un plan de rigueur aboutissant au blocage des salaires.

J'ai demandé aux salariés s'ils étaient prêts à se mettre en grève, ensuite je leur ai demandé s'ils étaient prêts ou non à aller jusqu'au bout pour obtenir satisfaction, auquel cas il faudrait que cette grève soit dès le départ illimitée, car dans le cas contraire elle risquerait de ne servir à rien, sauf à leur faire perdre des jours de salaire. Je leur ai demandé de choisir entre deux types d'action, la grève limitée ou la grève illimitée aussi longtemps que le personnel réuni en assemblée générale déciderait de la poursuivre, car là encore ce n'était pas à moi de leur imposer.

La différence entre la grève dite reconductible et l'adoption dès le départ du principe de la grève illimitée, c'est que la détermination affichée par les travailleurs face à la direction (ou au gouvernement) n'est pas exactement la même.

Dans le cas de la grève reconductible on laisse entrevoir que la grève pourrait cesser à tout moment sans même avoir obtenu satisfaction, ce qui laisse encore un espoir à la direction, elle témoigne donc d'emblée une faiblesse dans le dispositif adopté par les salariés et leurs syndicats et potentiellement dans leur détermination, ce dont profitera la direction.

Alors que dans le cas de la grève illimitée jusqu'à satisfaction, la reconduction de la grève lors des assemblées générales du personnel quotidienne ne sera qu'une pure formalité, puisqu'il a décidé qu'elle serait illimitée, ce n'est pas obligatoire évidemment, il peut y avoir des défections, mais disons que le cadre dans lequel le personnel a décidé souverainement de se mobiliser l'a uni, soudé plus solidement et favorise la poursuite de la grève. Notre grève se solda par un succès total, obtenant même le paiement des 4 jours de grève pendant laquelle l'entreprise était totalement à l'arrêt, la quasi totalité du personnel ayant cessé le travail, y compris l'encadrement.

S'agissant de la situation actuelle, il faudrait savoir combien d'entreprises sont concernées par des grèves dans le pays, quel type d'entreprises, de quelle taile, qui y participent, quelles couches de travailleurs, sur quelles revendicatons, comment ces grèves sont organisées, par qui, qui les soutiennent, sinon on parle à tort et à travers ou dans l'impossibilité de se faire une idée suffisamment précise de la situation pour déterminer quelles tâches et objectifs les travailleurs peuvent se fixer et quels moyens ils doivent adopter pour les réaliser et les atteindre, qu'est-ce qu'on peut leur proposer en fonction de ces facteurs.

Puisque personnellement je n'en sais rien, je n'irai pas plus loin que ce qui a été évoqué plus haut, à savoir que seule une grève illimitée valait le coup d'être adoptée dans tous les cas de figure, encore faut-il qu'elle le soit par la majorité des travailleurs des entreprises ou des administrations et non par des syndicats.

Pourquoi ces précisions ou rappels ?

Parce qu'il semblerait que certaines grèves et certains blocages ont un contenu corporatiste pour lequel la mobilisation pour le retrait de la loi Travail n'est qu'un prétexte, et il y a fort à parier que ces grèves et blocages cesseront dès que les directions des grandes entreprises ou des multinationale ou encore le gouvernement aura lâché quelque chose sur leurs revendications catégorielles, laissant ainsi passer la loi Travail qui ne frappe pas directement l'aristocratie ouvrière.

Les esprits malintentionnés nous accuseront sans doute de se référer à un argument avancé par la réaction, voire de soutenir la réaction... Ce genre de procédé détestable qui relève de l'amalgame et de la calomnie nous laisse indifférent pour y être habitué, car ce n'est pas parce que la réaction en a fait usage dans un but déterminé, qu'on devrait se passer de l'évoquer dans notre analyse de la situation puisqu'il en fait partie, sauf à raconter des histoires aux travailleurs et aux militants ou à déformer la réalité.

Quand on lit les discours des uns et des autres, on ne peut pas dire que la rigueur soit leur point fort, on a plutôt la désagréable impression d'avoir à faire à des gens qui se contentent comme toujours de généralités et de formules, de mots d'ordre plaqués sur la réalité, qu'ils présentent comme cela les arrange et non telle qu'elle est vraiment, ce qui ne peut qu'induire en erreur, soulever un enthousiasme inconsidéré chez les militants qui sera rapidement suivi de désillusions dévastatrices pour leur moral et la suite de leur combat, procédé que nous réprouvons pour nous avoir mené là où nous en sommes.

Comme quoi il y a des illusions qui durent moins longtemps qu'il n'en faut pour lire un tract.

- Martinez (CGT) salue la reprise du dialogue avec le gouvernement - AFP

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a salué mardi la reprise" du dialogue avec le gouvernement sur le projet de loi travail, jugeant que "quand on se parle, c'est quand même mieux", lors d'un déplacement à Fougères (Ille-et-Vilaine). AFP 31.05

Entre nous, c'est à ceux qui appellent Martinez et Mailly à rompre avec le gouvernement qui feraient bien de commencer par rompre avec eux, cela ne concerne pas seulement les lambertistes.

La nuit porte conseil ou le monde appartient à ceux qui se lèvent tôt.

- Le mouvement Nuit Debout s'est-il couché? - Huffington Post 31.05

Quand la vérité sort de la bouche des idéologues acquis au capitalisme.

- Trop de fainéants ou pas assez d'emplois en France ? - Atlantico.fr

Eric Heyer directeur du Département analyse et prévision depuis 2015 à l'OFCE, et Nicolas Goetzmann est responsable du pôle Economie pour Atlantico.

- Aujourd'hui, c'est la faiblesse de la demande qui empêche les embauches.

LVOG - Le chômage de masse, la précarité et la pauvreté, les salaires ou retraites misérables qui concernent des millions de travailleurs et leurs familles.

- Aujourd'hui, c'est bien le manque de travail qui caractérise l'économie française, et non la fainéantise supposée de sa population.

LVOG - S'ils le disent, pour une fois on peut les croire.

- Aujourd'hui, les entreprises n'embauchent pas parce qu'elles sont contraintes par leurs carnets de commandes et le chômage est essentiellement un chômage involontaire.

LVOG - Cela ne s'invente pas effectivement.

- Le discours anti-assistanat trouve son écho le plus fort chez les retraités, comme le révélait un sondage IFOP sur la réforme de l'indemnisation du chômage, ou seuls les plus de 65 ans étaient majoritairement favorables (53%) à une baisse des allocations et à raccourcir la durée d'indemnisation. Le fait est que les plus de 65 ans n'ont jamais véritablement connu une crise de cette nature.

LVOG - Il en a toujours été ainsi. Dans les années 70, quand il n'y avait pas de chômage de masse, je refusais d'accepter n'importe quel emploi et un salaire misérable, bien que je sois finalement contraint de les accepter, mon père me traîtait déjà de fainéant.

- Il existe donc bel et bien une incompréhension générationnelle, où des grands parents sont confrontés à des enfants, ou à des petits enfants qui ne trouvent pas d'emploi, et qui ne peuvent pas s'imaginer qu'il n'y a pas d'emploi à trouver. atlantico.fr 31.05

LVOG - C'est faux ou plutôt, ils instrumentalisent un rapport qui n'est pas nouveau pour dresser les générations les unes contre les autres, diviser pour mieux régner.

Derniers développements de l'actualité liée à la loi Travail.

- Pierre Gattaz accuse les syndicalistes d'agir en "terroristes"

Le président du Medef, Pierre Gattaz, se livre dans le Monde de mardi à une nouvelle charge contre les syndicalistes opposés au projet de loi Travail, CGT en tête, qu'il accuse de pratiquer la "terreur" et de se comporter comme des "terroristes".

Le patron du Medef parle même de "dictature stalinienne" pour qualifier la décision du syndicat du livre-CGT de bloquer la parution de la plupart des quotidiens jeudi dernier, lors d'une huitième journée de mobilisation.

Selon le Syndicat de la presse nationale, la CGT a agi ainsi en guise de représailles au refus de ces journaux de publier une tribune du numéro un du syndicat, Philippe Martinez.

Mené par la CGT mais aussi Force ouvrière (FO), le front des opposants au projet de loi porté par Myriam El Khomri a durci ces dernières semaines le mouvement, en multipliant les appels à la grève dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, et dans les transports.

"Il faut tout faire pour ne pas céder au chantage, aux violences, à l'intimidation, à la terreur. Ce n'est pas ma conception du dialogue social mais c'est visiblement celle de la CGT", juge Pierre Gattaz dans le Monde.

"Faire respecter l'Etat de droit, c'est faire en sorte que les minorités qui se comportent un peu comme des voyous, comme des terroristes, ne bloquent pas tout le pays", ajoute-t-il.

D'après le président du Medef, "ces blocages, qui sont la plupart du temps illégaux, vont créer du chômage. C'est pourquoi nous demandons le retour de l'Etat de droit."

Pierre Gattaz avait déjà évoqué vendredi dernier des "méthodes de voyous", sans aller aussi loin dans la condamnation des actions menées par la CGT.

Dans le Monde, il exhorte à nouveau le gouvernement à ne "surtout pas toucher à cet article 2", lequel contient la disposition consacrant la primauté des accords d'entreprise, la plus controversée du projet de loi.

"Si (l'article 2) disparaissait, nous demanderions le retrait du projet de loi", prévient Pierre Gattaz.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a qualifié lundi de "scandaleux" les propos du patron du Medef et a même évoqué sur RTL une éventuelle plainte pour diffamation. Reuters

- Le Medef invite les entreprises à porter plainte - Reuters

Le Medef a invité mardi les entreprises victimes de blocages dans le cadre du mouvement contre le projet de loi Travail à porter plainte pour délit d'entrave à la liberté de travail.

Dans un communiqué intitulé "halte aux blocages et aux méthodes de voyous", l'organisation patronale précise qu'elle a mis en place une cellule de crise pour accompagner les entreprises souhaitant s'engager dans cette démarche.

"On ne peut plus accepter les actions qui conduisent à bloquer l'économie", déclare le président du Medef, Pierre Gattaz, dans ce communiqué.

"Je regrette que le Medef n'ait pas la capacité à agir directement contre ces actions scandaleuses", ajoute-t-il. "J'incite néanmoins les entreprises à se mobiliser juridiquement dans le respect de la loi."

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a annoncé mardi qu'il avait porté plainte pour diffamation contre Pierre Gattaz, qui avait estimé la veille que le syndicat avait des méthodes de "terroristes". Reuters 31.05

- Hollande sur la loi Travail: "Le projet de loi ne sera pas retiré" - AFP

L'article 2, qui consacre la primauté de l'accord d'entreprise sur la convention de branche en matière d'aménagement du temps de travail, "prévoit que l'accord d'entreprise, pour être valide, devra être approuvé par les syndicats qui représentent une majorité de salariés. C'est un verrou très sérieux", estime le chef de l'Etat dans un entretien à paraître mardi dans le quotidien Sud Ouest.

Quant au projet de loi, "ce texte assure de meilleures performances pour les entreprises et offre des droits nouveaux aux salariés. C'est parce que c'est une loi de progrès utile à notre pays que je considère qu?il est nécessaire de le mener jusqu?à son terme", souligne-t-il.

- Blocages : le plan de sortie de crise du gouvernement - Francetv info

François Hollande et le gouvernement ont un scénario en tête pour sortir du blocage : ne rien céder sur la loi El Khomri mais lâcher de lest sur les conflits annexes. Francetv info

- Loi Travail: en coulisses, les cadeaux du gouvernement aux syndicats - L'Express.fr

SNCF, RATP, aviation civile... Une nouvelle semaine de contestation contre le projet de loi Travail débute ce lundi. Pour le moment, l'exécutif promet de ne pas céder sur le contenu du texte, en particulier sur l'article 2. Et mise sur les négociations sectorielles.

Déminer, étape par étape, chacune des négociations sectorielles à l'origine de la crise sociale qui secoue le pays depuis des semaines. Tel est, aujourd'hui, le défi du gouvernement pour tenter d'en finir avec les manifestations et autres opérations de blocage contre la loi El Khomri. Il ne pouvait sans doute en être autrement, depuis que François Hollande et Manuel Valls ont tous deux exclu toute réécriture de l'article 2 du projet de loi, malgré les appels du pied de Bruno Le Roux ou encore de Michel Sapin. L'Express.fr

- Intermittents : l'Etat met la main à la poche pour calmer la fronde - Liberation.fr

L'accord trouvé au sein de la profession du spectacle ne produirait pas assez d'économies, selon le Medef et la CFDT. Le Premier ministre assure que le gouvernement comblera le trou. Liberation.fr

- Grève à la SNCF : le gouvernement plie face aux syndicats - Francetv info

Face aux mouvements sociaux qui font rage dans plusieurs secteurs, le gouvernement a reculé sur l'essentiel des conditions de travail des cheminots.

Guillaume Pépy négocie cette réforme depuis plusieurs mois et comptait dessus pour "redonner de la compétitivité à l'entreprise". Mais le gouvernement a fait le choix d'éteindre cette contestation et a repris la main pour tenter de négocier un accord avec certains syndicats.

Ces négociations suffisent "pour que la CFDT, très bien représentée chez les conducteurs, renonce à cette grève" selon la journaliste, et un autre syndicat pourrait peut-être suivre. Restent la CGT, premier syndicat de la SNCF, et Force ouvrière, qui sont aussi mobilisées contre la loi El Komri, qui ne concerne pas les cheminots. Difficile de savoir si elles pourront emmener leurs troupes sur ces thèmes. Francetv info

- Manuel Valls veut prévenir une nouvelle crise des intermittents - Reuters

François Hollande renonce à amputer le budget de la recherche de 134 millions d'euros

Des prix Nobel avaient dénoncé dans une tribune ces coupes budgétaires qui "s'apparentent à un suicide scientifique et industriel". Francetv info

- Pilotes d'Air France : «On en est réduits à faire grève» - Liberation.fr

A quelques jours de l'Euro, alors que les préavis de grève persistent dans les transports publics, le principal syndicat de pilotes d'Air France a voté à une très large majorité le principe d'arrêts de travail de longue durée pouvant excéder six jours. Liberation.fr

- Loi travail : blocage de la plus grosse usine de traitement des déchets de la région parisienne - Liberation.fr

Une centaine d'éboueurs et égoutiers, agents territoriaux de la ville de Paris, bloquent depuis lundi matin le centre de traitement de déchets d'Ile-de-France à Ivry-sur-Seine/Paris 13, (Val-de-Marne) «face au jusqueboutisme du gouvernement» dans sa volonté d'imposer le projet de loi El Khomri, a-t-on appris de sources concordantes. «Rien ne rentre et rien ne sort», a déclaré à l'AFP Baptiste Talbot, de la CGT services publics. Liberation.fr

- Education : les salaires de tous les enseignants vont être augmentés - Francetv info

Les enseignants vont bénéficier d'un milliard d'euros par an de revalorisations salariales et les salaires vont augmenter à tous les niveaux.

Tous les enseignants vont être augmentés progressivement d'ici à 2020, avec un bonus spécial pour ceux qui exercent en zone d'éducation prioritaire. Un moyen de revaloriser le métier et de susciter de nouvelles vocations. Cette augmentation mensuelle brute représentera 86 euros pour un professeur de collège en début de carrière, 123 euros après 20 ans d'ancienneté et 912 euros par mois en fin de carrière dans un établissement difficile. Francetv info

Ils savent ce qu'ils font, à qui ils s'adressent et comment il faut s'adresser à eux... Après qu'on ne vienne pas m'accuser de l'inventer, cela ne s'invente pas, cela se passe sous nos yeux, il suffit de les ouvrir pour saisir le sens de la manoeuvre. On en recausera dans quelques jours.

En famille au chevet des institutions.

- Elections: de nouvelles règles d'inscription, outil anti-abstention? - AFP

Pour tenter de réduire l'abstention mais aussi s'adapter à des Français plus mobiles, l'Assemblée nationale a voté mardi trois propositions de loi PS-LR consensuelles réformant les règles d'inscription sur les listes électorales, mais seulement après 2017.

Les propositions de loi, dont deux organiques, devraient être débattues en juin au Sénat, dans l'espoir d'une adoption définitive en juillet, lors de la session extraordinaire du Parlement.

"Alerte pour la vitalité de notre démocratie", près de 6,5 millions d'électeurs sont "mal-inscrits", dans un bureau ne correspondant plus à leur lieu de résidence effective, et 3 millions sont "non-inscrits" sur les listes, selon les auteurs des textes, une députée socialiste, Elisabeth Pochon, et un LR, Jean-Luc Warsmann.

La France compte quelque 45 millions d'inscrits sur les listes électorales.

Mesure phare des propositions applicables entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018, il sera possible de s'inscrire jusqu'à 30 jours avant un scrutin, quelle que soit sa date. La première année d'application, ce délai pourrait être de 45 jours en cas de difficultés.

Dans un hémicycle dégarni, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a exprimé le "soutien sans réserve" du gouvernement mais aussi du président de la République à une "réforme structurelle" et d'esprit "bipartisan" pour "lutter contre l'abstention, qui mine notre démocratie".

S'il est positif de "favoriser la participation aux élections", l'orateur du Front de Gauche, Marc Dolez, a prévenu que cela ne suffira pas à contrer "la crise démocratique" détournant une importante proportion de Français des urnes.

En France, la réforme n'aura pas d'influence sur la présidentielle et les législatives de 2017.

L'application de la panoplie de mesures est prévue au plus tard le 31 décembre 2018.

La liste électorale sera gérée nationalement, avec un répertoire unique tenu par l'Insee.

Les mairies n'auront qu'à faire une extraction pour avoir leur liste électorale communale, mais les maires continueront à gérer les inscriptions, compétents pour les inscriptions et radiations.

La révision annuelle de la liste électorale communale sera supprimée, au profit d'une révision permanente, "au fil de l'eau", selon la formule de M. Warsmann.

Et la condition d'attache à la commune sera réduite de 5 à 2 ans.

Entre autres modifications, les personnes ayant acquis la nationalité française seront inscrites d'office, comme aujourd'hui les jeunes atteignant 18 ans.

Les jeunes devenant majeurs entre les deux tours d?une élection pourront participer au second tour.

Dans les retouches faites dans l'hémicycle, il a été permis, sur initiative du LR Sébastien Huyghe, aux moins de 26 ans de rester inscrits dans la commune de leurs parents. AFP 31.05

Donc, si on ajoute aux plus de 20 millions d'électeurs qui se sont abstenus ou qui ont voté blanc lors des derniers scrutins, les 6,5 millions d'électeurs "mal-inscrits" et les 3 millions qui sont "non-inscrits" sur les listes électorales, on atteint ou dépasse les 30 ou 33 millions d'électeurs sur un total de 54,5 millions qui rejettent les partis institutionnels. Du coup la question sommes-nous en démocratie ne se pose même plus.

Des sans-dents aux sans-jambes.

- Les voitures d'avant 1997, interdites de circulation dans Paris à partir du 1er juillet - LeMonde.fr

Le nouveau classement des véhicules par vignettes va finalement être publié. Les véhicules les plus polluants seront bien mis à l'index. LeMonde.fr

Qui peut encore rouler avec une aussi vieille bagnole, sinon les plus pauvres...

Bienvenue en oligarchie.

Attention, rubrique à déconseiller aux esprits faibles, déséquilibrés ou déjà très perturbés.

- Alain de Botton, thérapeute du bonheur

Cet auteur anglo-suisse, qui se définit comme « philosophe du quotidien », a fait de la recherche de l'épanouissement personnel un business florissant. LeMonde.fr

Le malheur des uns, fait le bonheur des autres, c'est bien connu... A moins que ceux qui regorgent de fric soient si blasés que même le bonheur leur est refusé, c'est peut-être la seule chose qui n'a pas de prix ou qu'ils ne peuvent pas se payer, c'est dommage, leur cynisme se retourne contre eux, ce qui est le juste retour des choses. Un vrai bonheur, n'est-ce pas !

- Qui a dit ces phrases sexistes: un journaliste ou un coach en séduction?

Les éditorialistes font régulièrement des sorties qui désespèrent les défenseurs des droits des femmes. Jusqu'à ce que l'on confonde leurs déclarations avec celles de coachs en séduction? Testez par vous-même. Pour aller directement au quiz, cliquez ici. Slate.fr

La milice de l'inquisition veille jour et nuit sur vos pensées...

Sans rire, ils ont développé exactement le même état d'esprit que les inquisiteurs ou plus près de nous que les fascistes, qui se livraient à des pogroms et des autodafés, des assassinats d'intellectuels, d'artistes, etc. sur la base de dénonciations ou de vengeances basses ou aveugles... Mais Slate ne risque pas la censure sur le Net...

- Retour en grâce de la MDMA, la « drogue de l'amour »

Plus connue quand elle se trouve sous la forme d'ecstasy, cette drogue ne détrône pas le cannabis en termes de consommation en Europe, mais elle talonne la cocaïne. LeMonde.fr

Vite, jetez-vous dessus !

- Le vocabulaire de la présomption d'innocence peut aussi se retourner contre les femmes

Les termes «victime présumée» semblent insinuer que les femmes ne sont pas vraiment victimes, s'inscrivant ainsi dans une longue histoire des violences faites aux femmes où elles étaient systématiquement considérées comme des menteuses. Slate.fr

Inimaginable, seuls les hommes mentent! Eux, ils sont présumés coupables et c'est normal. Question : Voudraient-ils nous dégoûter des femmes ? C'est raté !

- Cette sociologue sait pourquoi vous swipez à droite ou à gauche sur Tinder

Jessica Carbino travaille chez Tinder et doit comprendre pourquoi telle ou telle personne vous plaît ou non. Sur Tinder, tout se joue en quelques secondes. Le profil d'un autre membre apparaît sur votre écran et vous devez décider si cette personne vous plaît ou non. Slate.fr

Ils parlent en quelle langue ici ?

- Le gouvernement chinois appelle à un changement de régime... alimentaire

Selon Pékin, les Chinois consomment beaucoup trop de viandes. À Pékin, le gouvernement vient de lancer un appel pour que les 1,3 milliard de Chinois limitent leur consommation de viande, raconte Quartz. Slate.fr

Pourquoi, il ne vous plaît pas le régime chinois, c'est pourtant lui qui finance la dette abyssale américaine et son économie de guerre...

- Non, Hillary Clinton ne va pas planter sa campagne - Slate.fr

Un voeu à haute voix de la pire réaction...

- Ne prenons pas nos désirs de vaincre l'État islamique pour la réalité - Slate.fr

Le livre de Scott Atran «L'État islamique est une révolution» et le film de Bernard-Henry Lévy «Peshmerga» nous rappellent opportunément que, pour vaincre une idéologie comme celle de Daech, la volonté de combattre est essentielle. Nous avons la mémoire courte, très courte. Les manifestations et les grèves, les violences urbaines et la lutte des classes ont effacé de notre quotidien la menace terroriste, la guerre que nous menons, soi-disant, depuis plus de six mois contre l'État islamique (EI).

Mais c'est une illusion que de croire que «nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts», pour paraphraser la phrase tristement célèbre prononcée en septembre 1939 par Paul Reynaud. (...) Nous rappeler cette réalité, c'est tout le mérite d'un petit livre de l'universitaire franco-américain Scott Atran titré L'État islamique est une révolution et du film Peshmerga, très réussi, de Bernard-Henry Lévy. (Qui en douterait franchement, les Peshmerga sont encadrés par les sionistes et oeuvrent à la dislocation de la Syrie. - LVOG)

Le livre de Scott Atran nous montre la nature réellement révolutionnaire de l'EI: la volonté de combattre et de se sacrifier des hommes et des femmes qu'il recrute portés par des «valeurs sacrées». Le documentaire de BHL renforce cette analyse en prouvant que, pour faire front, dans tous les sens du terme, et vaincre les djihadistes, la volonté de se battre est la première arme. Les seuls à la posséder aujourd'hui avec au moins autant de force que les fanatiques de l'État islamique sont les peshmergas kurdes. (Traduire, Israël. Lire à ce sujet les articles qui ont été publiés par le Réseau Voltaire. - LVOG)

L'islamisme radical n'est pas un simple nihilisme (...) , c'est une vision des choses réconfortante, mais qui ne correspond pas à la réalité. Bien sûr, il y a des marginaux et des délinquants qui rejoignent l'EI, tout comme il y en avait dans les rangs des SA et des bolchéviques, mais sa dynamique et son succès reposent sur un projet profondément séduisant car il est le seul aujourd'hui qui se propose de changer le monde. (...)

L'EI est au djihadisme ce que le bolchevisme était au communisme. En construisant un État central attaqué de toutes parts mais qui résiste, il a mangé al-Qaida de la même façon que les bolcheviques ont absorbé et annihilé les anarchistes et les mencheviks. Slate.fr 30.05

L'amalgame ordurier SA et bolchéviques, al-Qaida et bolchéviques, laisse à penser que le bolchevisme leur inspire toujours la même terreur, alors pour ne pas les contredire ou leur être agréable, nous avouons qu'ils ont raison, car en cas de révolution on ne donnerait pas cher de leurs peaux.

- 9 mois après Aylan, une nouvelle photo de bébé migrant noyé choque le monde

Une photo comme une tragique piqûre de rappel. Quasiment neuf mois après celle d'Aylan Kurdi, cet enfant syrien retrouvé mort sur une plage turque dont les images avaient ému le monde, c'est la photo d'un bébé noyé qui suscite la tristesse et la consternation. Le Huffington Post

Et c'est bien sûr une saloperie d'ONG qui en est à l'origine.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Otan

- L'Otan appelle les alliés à se préparer face à "la menace potentielle" de la Russie - Francetv info

C'est une déclaration qui va relancer le débat sur un éventuel retour de la guerre froide avec la crise en Ukraine. L'assemblée parlementaire de l'Otan a appelé, lundi 30 mai, les alliés à se tenir prêts à répondre à "la menace potentielle" de la Russie contre l'un d'entre eux.

"Le défi en provenance de la Russie est réel et sérieux", a déclaré l'Américain Michael Turner, président de l'assemblée qui a réuni quelque 250 parlementaires des 28 pays membres de l'Alliance, à l'issue d'une session de trois jours à Tirana.

La déclaration adoptée à l'unanimité déplore "l'usage de la force par la Russie contre ses voisins et les tentatives d'intimidation des alliés" de l'Otan. Dans ces circonstances, l'Otan "n'a pas d'autre choix que de considérer l'éventualité d'une action agressive de la Russie contre un membre de l'Alliance comme une menace potentielle, et d'adopter des réponses adaptées et proportionnées", ajoute la déclaration.

La déclaration appelle également les alliés à "fournir des garanties" aux pays membres, situés notamment à l'est de la zone Otan, qui estiment que leur sécurité est menacée. Francetv info 31.05

Commentaire d'un internaute.

- "'Otan "n'a pas d'autre choix que de considérer l'éventualité d'une action agressive de la Russie contre un membre de l'Alliance comme une menace potentielle, et d'adopter des réponses adaptées et proportionnées"..... trop fort de la part du va-t-en guerre US.

Tout est dit ! Belle démonstration de la technique du retournement qui consiste à accuser celui que l'on vise des forfaitures que l'on commet."

2- Brésil

2.1- Le gouvernement brésilien à nouveau ébranlé par un scandale - Reuters

Le ministre chargé de la lutte contre la corruption du nouveau gouvernement brésilien a dû se défendre à son tour lundi d'implication dans un scandale de corruption qui ébranle le pays depuis des mois.

Fabiano Silveira, ministre de la Transparence, est le deuxième membre de l'administration du président intérimaire Michel Temer à faire l'objet de soupçons. Plusieurs centaines d'employés de son ministère lui ont interdit lundi l'accès au bâtiment puis ont défilé en direction du palais présidentiel pour réclamer son départ.

La semaine dernière, Romero Juca, sénateur nommé ministre de la Planification dans le gouvernement intérimaire, avait déjà été contraint à la démission.

Michel Temer s'en défend. Mais les révélations accablant son ministre de la Transparence, une semaine après la démission de son ministre de la Planification, noircissent le tableau et donnent des arguments aux pro-Rousseff, pour lesquels l'administration intérimaire n'a pas de légitimité.

Les accusations portées contre le ministre de la Transparence découlent de conversations enregistrées à son insu il y a plus de trois mois et révélées dimanche soir par la chaîne de télévision Globo.

On y entend Fabiano Silveira critiquer les procureurs chargés de l'enquête sur l'existence de ce vaste réseau de surfacturations et de corruption autour de Petrobras et expliquer au président du Sénat, Renan Calheiros, comment se défendre au mieux.

D'après Globo TV, d'autres enregistrements suggèrent que le ministre a tenté à plusieurs reprises d'obtenir des procureurs des informations sur le déroulement de leur enquête et en aurait fait part à Calheiros. Silveira était alors conseiller du Conseil de justice nationale, chargé de superviser le fonctionnement de la justice brésilienne.

Un porte-parole du ministre a confirmé la réalité de ces conversations mais a assuré que les extraits avaient été sortis de leur contexte. De source gouvernementale, on indique que Silveira restera en fonction.

2.2- Le patron de Petrobras présente sa démission - Reuters

Aldemir Bendine, le directeur général de Petroleo Brasileiro SA (Petrobras), a présenté lundi sa démission au conseil d'administration de la compagnie pétrolière publique brésilienne, au coeur d'un scandale de corruption, et il devrait être remplacé par Pedro Parente, a déclaré lundi à Reuters une source proche du dossier.

Agé de 63 ans, Pedro Parente, ingénieur de formation, a été ministre du Plan et chef du cabinet présidentiel pendant la présidence de Fernando Henrique Cardoso.

Il a dirigé la filiale brésilienne du géant américain du négoce de matières premières Bunge et préside actuellement le groupe BM&F Bovespa, le premier opérateur boursier du Brésil.

Il a déjà siégé au conseil d'administration de Petrobras lorsque Fernando Henrique Cardoso présidait le pays. Reuters 31.05

3- Venezuela

- Latam, la plus importante compagnie aérienne d'Amérique latine, suspend ses vols vers le Venezuela - AFP

Après l'allemande Lufthansa, Latam, la plus importante compagnie aérienne d'Amérique latine, a annoncé lundi qu'elle suspendait jusqu'à nouvel ordre ses vols à destination du Venezuela, en raison de la crise économique qui frappe ce pays.

Invoquant le "scénario macroéconomique complexe que traverse la région", Latam "suspend pour une durée non définie ses opérations à l'aéroport international Simon Bolivar de Caracas", indique le communiqué de la compagnie, née de la fusion de la chilienne LAN et de la brésilienne TAM. AFP

ECONOMIE

OCDE

L'OCDE au chevet de la productivité en berne des pays du G20 - Libération.fr

Cet enjeu est le thème central des deux jours du forum de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui a ouvert ses portes ce mardi, à Paris.

Au menu des discussions : la faible croissance de la productivité des économies du G20. Le dernier exemple vient des Etats-Unis. La première puissance économique mondiale a beau multiplier les embauches à tour de bras, frôler le plein-emploi avec un taux de chômage d'à peine 5%… Rien n'y fait, sa productivité enchaîne les records de baisse. Elle n'a augmenté que d'un petit 0,3 % en 2015, soit un niveau cinq fois inférieur à la normale. «C'est un rythme absolument misérable», a commenté la présidente de la banque centrale américaine (Fed), Janet Yellen, vendredi à Harvard.

Les autres pays du G20 ne sont pas en reste. Selon les données de l'OCDE, la hausse annuelle de la productivité des économies les plus riches (pays émergents compris) est passée de 2 % en moyenne entre 1990 et 2000 à 0,9 % entre 2007 et 2014. Et la chute se poursuit en 2016 avec une petite hausse de 0,7%. La faute à la crise, «dont les séquelles sont toujours visibles», estime Angel Gurria, secrétaire général de l'OCDE. «Croissance atone, chômage obstinément élevé dans plusieurs pays, échanges et investissement en berne, et perte de confiance profonde de la part des citoyens. Toute perspective de voir les économies avancées ou émergentes renouer résolument avec la croissance s'éloigne depuis un an», ajoute-t-il.

«L'énigme de la croissance»

Or, la faiblesse de la demande dans la plupart des pays de l'OCDE freine l'investissement. Et c'est ce dernier, estime l'organisation, qui est source de hausse de la productivité… et donc de croissance et de richesse des économies. «Il faut donc entamer des réformes», suggère le secrétaire général de l'OCDE qui pointe des économies dont la croissance économique est freinée aussi par un creusement durable des inégalités de chances, de patrimoine, de revenus et de bien-être. «Tandis que les riches sont devenus plus riches, les classes moyennes, presque partout en diminution, n'ont enregistré au mieux qu'une faible amélioration de leurs revenus, et de nombreux bas salaires ont sombré dans la pauvreté. Depuis trente ans, jamais la croissance de la productivité n'a été aussi faible et les inégalités salariales aussi importantes», a-t-il déclaré. «Le poids croissant de la finance dans l'économie mondiale pourrait avoir détourné l'investissement des activités productives et provoqué une plus forte concentration de la richesse au sommet de la distribution des revenus», s'interrogent les experts du château de la Muette.

Le ralentissement de la croissance de la productivité aurait affecté tous les secteurs de l'économie. «Il est particulièrement marqué dans les industries où les dernières innovations technologiques et numériques devaient procurer le plus de bénéfices tels que les secteurs de l'information, de la communication, de la finance et de l'assurance», précise Angel Gurria.

«Stagnation séculaire» ou difficultés à quantifier

Aujourd'hui, deux écoles s'opposent pour expliquer cette baisse de la productivité. La première est plutôt du côté des tenants de la «stagnation séculaire». Dans le sillage de deux économistes américains (encore) Robert Gordon ou Larry Summers, ces derniers estiment que le progrès technique engendré par la révolution numérique n'a pas le même pouvoir de transformation que

les précédentes révolutions industrielles, celles qui furent engendrées pendant les Trente glorieuses. Pendant ce régime de croissance qualifié de «fordiste», la combinaison du travail et du capital débouchait sur une production de masse, une consommation de masse… Le tout sur fond de progrès technique, de transformations des organisations du travail et de partage (plus équitable) de la valeur ajoutée entre d'un côté les actionnaires et de l'autre les salariés.

A la fin des années 70, ce régime fordiste entre en crise et sera vite remplacé par celui où finance et dérégulation donnent le «la» dans la plupart des économies. Et c'est justement ce nouveau modèle qui va rencontrer les fameuses TIC (technologies de l'information et de la communication). Bien sûr, ces technologies créent elles aussi une rupture, mais pas aussi forte que celle engendrée par le fordisme… La productivité augmente, mais par palier seulement. Tandis que celle du fordisme était en constante augmentation.

La seconde école suggère une autre explication. Et si la productivité était simplement moins facile à mesurer aujourd'hui qu'hier ? Et de mettre en avant un monde où les économies sont (de plus en plus) dominées par les services dont la productivité ne peut se mesurer par une production horaire. Sans vraiment prendre part pour l'une ou l'autre des deux thèses, l'OCDE préfère s'en remettre à des vieilles recettes : investir toujours plus. Dans l'espoir qu'un jour peut-être… Libération.fr 31.05

Je n'ai plus le temps de commenter cet article, on verra cela demain. Ils augmentent la productivité en créant sans cesse de nouveaux besoins, c'est un élément de réflexion.

Haut de page

Le 3 juin 2016

CAUSERIE

A lire dans la rubrique *Articles d'actualité* : ATTAC et ses relations avec les puissances globalistes. (29.05)

Courriel adressé à Arrêt sur Info le 3 juin 2016.

Bonjour,

Vous n'êtes pas à la fin de vos "découvertes" !

Silvia Cattori : Nous découvrons coup sur coup – ce qui nous avait échappé à l'époque, en 2010 – qu'il y a une caste de vrais racistes qui peuvent tout se permettre. Que la haine qu'ils peuvent distiller, les calomnies les plus violentes pour diffamer des peuples ou des individus, ne sont pas un obstacle à leur ascension. (« La Suisse, cette pute » : la dernière pitrerie de Yann Moix) Il se trouve que l'article Qui sont les faiseurs d'opinion en France ? par Youssef Hindi, publié le 31 mai 2016 par Arrêt sur Info, participe comme beaucoup d'autres publiés par votre portail à la désinformation que vous dénoncer par ailleurs.

Comment ? De par la crasse ignorance dont a fait preuve son auteur ou son anticommunisme primaire, hystérique qui l'aveugle ou dont il fait commerce, qui à l'instar de Porochenko par exemple ou bien des dirigeants occidentaux acquis au néolibéralisme, consiste à réaliser un amalgame ordurier entre communisme et stalinisme dans ses différentes versions (russe, chinoise, albanaise, cubaine, etc.), en présentant Benny Levy et Louis Althusser, l'Union des étudiants communistes, l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes, la Gauche prolétarienne, comme des "marxo-trotskistes", alors qu'ils ont toujours été les pires ennemis du marxisme et du trotskysme, du socialisme ou du communisme.

On pourrait faire un parallèle avec le procédé employé par les médias mainstream qui diabolisent Poutine en le présentant comme un descendant des bolcheviks sanguinaires ayant inspiré Daesh ; je viens de lire un article de Slate.fr sur ce thème (Ne prenons pas nos désirs de vaincre l'État islamique pour la réalité publié le 30 mai), ou encore, Le Point ayant assimilé la CGT à ces barbares fabriqués par les Etats-Unis (Editorial de Franz-Olivier Giesbert publié le 1er juin). A qui profite le crime, sinon à l'impérialisme américain, aux tenants du capitalisme. Puisque le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, et que manifestement la quasi-totalité des médias dits alternatifs ou anti-impérialistes ne veulent pas en entendre parler ou haïssent le socialisme par ignorance, pour ne pas avoir pris la peine de l'étudier, ils en viennent à adopter eux-mêmes ou à reproduire cet amalgame qui relève de la falsification de l'histoire de la lutte des classes, considérant que le capitalisme est indépassable comme s'il existait de toute éternité, impasse, impuissance ou inanité politique à laquelle conduisent fatalement la totalité de leurs analyses quand ils ne s'en remettent pas à l'ONU inféodée aux Etats-Unis, trahissant au passage la confusion extrême dans laquelle se trouvent ces journalistes ou intellectuels pour être consciemment ou non sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante, appelant de leurs vœux le retour à un capitalisme plus présentable ou tel qu'il existait il y a quatre ou cinq décennies en arrière, alors que tous les peuples étaient soumis à la même exploitation et oppression qu'aujourd'hui ou que des guerres sévissaient un peu partout dans le monde, mais dont l'écho semble-t-il était moins bruyant que de nos jours et les

rendant plus supportables à ceux qui n'en étaient pas directement les victimes ou pire, qui en profitaient car vivant confortablement ou sans que cela dérange plus que cela leur bonne conscience, en tout cas pas au point de chercher une issue politique à la crise du capitalisme ou en arriver à la conclusion qu'il fallait absolument l'abolir.

Ce qui est dommage, car outre que ce procédé porte atteinte à l'image ou à la crédibilité de ces médias alternatifs, les lecteurs seront portés à douter de la véracité des informations qu'ils publient ou ils hésiteront à deux fois avant d'en faire usage ou de les partager avec le plus grand nombre, pour ne pas dire qu'ils ne leur seront d'aucune utilité pour comprendre la situation.

Précision, il n'existe par d'autre alternative au capitalisme que le socialisme, parce qu'entre la propriété privée des moyens de production et la propriété collective des moyens de production, il n'existe pas d'autre type de propriété ou de mode de production et de répartition des richesses possible. Cela fait plus de deux siècles qu'il y en a qui s'acharnent à en trouver ou à en inventer un autre, en vain.

C'est là le nœud du problème que la civilisation humaine a à résoudre de toute urgence. Et si elle en était incapable, l'humanité serait vouée indéfiniment au chaos et à la guerre, à la barbarie ou jusqu'à ce qu'elle disparaisse.

Le non-droit social : Promis, c'est le bonheur.

Le triste sort réservé au trois quart des travailleurs indiens qui sont employés dans l'économie dite informelle et l'agriculture plébiscité ou un miracle signé Ipsos.

Sans aucun droit, sans code du travail, sans contrat de travail, sans feuilles de paie, sans certificat de travail, sans agence pour l'emploi, sans allocation chômage, sans congés payés, avec un seul jour de repos par semaine, sans aucune protection sociale. Retenez bien cela avant de lire la suite.

Selon une enquête sur le bien-être au travail réalisée par Edenred-Ipsos en janvier 2016, sur 14 pays sélectionnés sur tous les continents dont les Etats-Unis et plusieurs pays de l'UE, ce serait les travailleurs indiens qui s'estimeraient bénéficier des meilleures conditions de travail.

No comment !

Ou si, un tout frais, il date d'avant-hier. Selvi (ma compagne) a été prise d'une violente douleur à l'estomac hier après-midi. Elle s'est rendue chez un médecin. Elle a pris un comprimé et elle est retournée travailler. Et comme elle s'était absentée près de deux heures, elle les a rattrapées sur le champ et je suis allé la chercher en scooter à 19h30 au lieu de17h30. J'enrageais !

On a envie de les buter, pas vous ?

Une piste de réflexion

- En Afrique, la dangereuse tentation des gouvernements parallèles - lemonde.fr

Pour louable qu'il paraisse dans des pays privés d'alternance politique, le projet de gouvernement parallèle n'en comporte pas moins des limites et des risques politiques.

En effet, rien n'indique, à ce stade, que les opposants pourront, au Tchad, au Congo ou à Djibouti, susciter le ralliement d'institutions régaliennes (armée, police, justice) et avoir le contrôle des régies financières (fisc, trésor, douanes). En clair, avoir la mainmise sur le nerf de la guerre. lemonde.fr 02.06

En France et dans tous les pays d'ailleurs, le mouvement ouvrier est bien trop corrompu pour envisager de former une sorte de gouvernement parallèle qui serait composé de délégués élus à partir d'assemblées populaires qui se réuniraient dans chaque grand ville, chaque département et fédérées à l'échelon nationale, créant une situation de double pouvoir posant la question : qui est légitime pour gouverner, quelle classe, de quel Etat avons-nous besoin pour réorienter la société en fonction des besoins des travailleurs...

De qui s'agit-il ?

Selon Emmanuel Dang Tran, membre du Conseil national du PCF présent à son 37ème congrès.

- "*Il s'est raillé à François Hollande dès 20H02, le soir du premier tour de la présidentielle de 2012, alors qu'il connaissait parfaitement son programme*"

Réponse : Mélenchon "en visite" au Congrès du PCF.

Une vidéo.

- Le monde selon Gates - Envoyé Spécial - France 2 - William Henry Gates III et Monsanto - l'Arnaque de la Fondation Bill et Melinda Gates.

http://www.dailymotion.com/video/xpho8g_le-monde-selon-gates-envoye-special-france-2-william-henry-gates-iii-et-monsanto-l-arnaque-de-la-fon_news

Le monde selon Gates. Documentaire de Jérémie Drieu et Jean-François Monier diffusé sur Envoyé Spécial. Sur l'alliance Gates et Monsanto à 21'. Sur les liens entre la Fondation et l'industrie de l'armement aller à 14'30. http://arretsurinfo.ch 26.05

Un aveu ou une confirmation. Quand l'impérialisme français soutient les barbares de Daesh et d'Al-qaïda.

- Pour Ayrault, l'opposition modérée en Syrie commence à poser problème - Par Sputnik News - Arrêt sur Info

Gérard Bapt, député PS et président du groupe d'amitié France-Syrie, s'est entretenu ce matin avec Jean-Marc Ayrault au sujet d'Ahrar Al-Sham et Jaysh al-Islam, deux groupes impliqués dans le récent massacre de Zara'a, mais bizarrement absents de la liste des groupes terroristes. Le député livre les résultats de cet entretien à Sputnik.

Gérard Bapt a adressé une lettre qui n'est pas encore ouverte au ministère des Affaires étrangères concernant le massacre du 12 mai de Zara'a, indiquant que les « groupes responsables n'étaient ni Daech ni Al-Nosra, mais un conglomérat parmi lesquels on trouve surtout Ahrar Al-Sham et Jaysh al-Islam, que les Occidentaux ont refusé d'inscrire lors d'une récente réunion au Conseil de sécurité de l'Onu sur la liste des organisations terroristes.

Lors d'une réunion du groupe socialiste qui a eu lieu ce matin, le président du groupe d'amitié France-Syrie a interpellé à ce sujet le ministre des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault.

« Il m'a répondu très honnêtement que ces groupes posaient certainement problème et que le ministre des Affaires étrangères en avait déjà parlé avec ses alliés occidentaux », a confié M. Bapt dans un entretien à Sputnik.

Lors du massacre qui a eu lieu dans la nuit du 12 mai dernier dans le village alaouite syrien d'Al-Zara, au centre du pays, les terroristes ont enlevé des femmes et tué, selon diverses informations, entre 70 et 100 civils.

Parmi les organisateurs de l'attaque figurent deux groupes armés que le Conseil de sécurité de l'Onu a récemment refusé de porter sur la liste noire des organisations terroristes. Ces groupes, Arhar al-Sham et Jaysh al-Islam, sont connus pour leurs liens avec les terroristes du groupe Etat islamique (Daech ou EI) et Al-Qaïda. Arrêt sur Info 31.05

Des armes et des vivres destinées aux barbares.

- Washington demande au Pam des largages aériens d'aide en Syrie - Reuters

- Syrie : la France demande à l'ONU des largages humanitaires sur les villes assiégées - Francetv info

Erreur de Washington et de Moscou - Réseau Voltaire 01.06

Washington et Moscou collaborent pour développer la force militaire des Kurdes de Syrie prétendument contre Daesh, en réalité contre le président Erdogan dont les deux Grands veulent se débarrasser. Mais l'apprenti dictateur d'Ankara se prépare à renverser la table : il a commencé à changer la population à la frontière syrienne de sorte de prendre les Kurdes turcs en tenaille, et s'apprête à utiliser son espion kurde syrien, Salih Muslim —armé par les États-Unis et la Russie—, pour créer un Kurdistan en Syrie et y expulser les Kurdes turcs.

par Thierry Meyssan

es États-Unis et la Russie se sont entendus, en décembre 2015, pour faire tomber le président Erdogan. Côté russe, c'est le soutien des amis d'Erdogan —les fondations IHH et Imkander— aux jihadistes du Caucase de 1995 à la fin des années 2000, puis aujourd'hui le soutien de Recep Tayyip Erdogan en personne à Daesh, et enfin la destruction programmée d'un Soukhoï au-dessus de la Syrie en novembre dernier qui ont déclenché la colère. Sachant que les empires turco-mongols ont été des ennemis historiques de la Russie, Moscou ne se préoccupe pas de l'avenir du pays, uniquement d'en faire tomber le chef quel

qu'en soit le prix. Côté états-unien, on distingue au contraire la Turquie, État allié membre de l'Otan, du président Erdogan, un autocrate qui cède à la folie des grandeurs et foule aux pieds les idéaux occidentaux. Le renverser est une nécessité à la fois pour pouvoir continuer à présenter l'Otan comme le défenseur des démocraties, et parce qu'aucun leader ne doit défier Washington sans être sanctionné. La CIA lui a déjà fait perdre les élections de juin en créant de toute pièces le HDP, mais a été dépassée par le trucage massif des élections de septembre. Barack Obama et Vladimir Poutine se sont donc accordés pour soutenir les Kurdes syriens contre Daesh, en pensant qu'à terme ils pourraient représenter une puissance militaire capable de perturber le jeu de l'apprenti dictateur d'Ankara. De fait, Recep Tayyip Erdogan a condamné avec véhémence le soutien du Pentagone au YPG et les voyages en Syrie du commandant de la Coalition anti-Daesh, Brett McGurk, et du patron du CentCom, le général Joseph Votel. De fait, les services secrets turcs (le MIT) ont augmenté leur aide à Daesh pour qu'il résiste à cette offensive.

Mais il semble que la Maison-Blanche et le Kremlin se soient trompés sur leur adversaire. Loin d'estimer dangereux le développement du YPG, le président Erdogan l'a intégré à sa stratégie.

Les États-uniens et les Russes considèrent à tort que les Kurdes de Syrie forment un groupe soudé. En réalité, le YPG est la branche armée du PYD qui a deux co-présidents : une femme, Asya Abdullah, et un homme, Salih Muslim. La première est fidèle aux principes d'Abudllah Öcalan —le fondateur du PKK— et entend créer un Kurdistan sur le territoire turc. Le second est un traître qui a négocié, lors d'une réunion secrète le 31 octobre 2014 à l'Élysée, un accord avec les présidents Hollande et Erdogan.

Dans ces conditions, Recep Tayyip Erdogan entend tourner à son avantage le piège que les États-uniens et les Russes lui tendent.

Sur ses instructions, la police et l'armée turque mènent actuellement des opérations contre les Kurdes du PKK. Ces forces de répression ont déjà détruit plusieurs villages et terrorisé la population de plusieurs autres, les forçant à fuir. Au cours des dernières semaines, cette campagne de terreur a ainsi provoqué le déplacement des populations kurdes de plusieurs villages turcs situés à la frontière syrienne. Le Palais blanc a alors offert ces habitations à des réfugiés sunnites syriens qu'il pense favorables aux jihadistes. Ainsi a débuté un changement de population le long de la frontière turco-syrienne.

Pour comprendre ce que le président Erdogan est en train de faire, on doit se rappeler qu'à la fin du XIXe siècle, le sultan Abdülhamid II —qui voulait lui aussi homogénéiser la population turque— encouragea les Kurdes à expulser les chrétiens, voire à les massacrer. Ce programme continua et prit de l'ampleur avec les Jeunes Turcs qui massacrèrent un million et demi de Grecs pontiques et d'Arméniens. La fin de ce programme suppose que l'on expulse les Kurdes cette fois, pour les remplacer enfin par des Turcs, ou à défaut par des arabes sunnites.

C'est ce programme que la France s'était engagée, en 2011, à conduire avec la Turquie, en limitant les massacres. Selon un Traité secret signé par les ministres des Affaires étrangères de l'époque, Alain Juppé et Ahmet Davutoglu, Paris et Ankara devaient créer un nouvel État en Syrie pour y expulser les Kurdes du PKK. C'est cet accord que François Hollande s'était engagé à appliquer en organisant à l'Élysée la rencontre Erdogan-Muslim. Et c'est cet accord que, sans le savoir, Washington et Moscou sont en train de réaliser.

- L'UE prolonge d'un an ses sanctions contre le gouvernement syrien - Arrêt sur Info

Alors qu'il eut fallu lever les sanctions qui étranglent l'économie depuis 2011 – contraignant des millions de Syriens à fuir vers l'Europe – les pays de l'Union européenne les prolongent ! Ceci en sachant que cette mesure pénalise la population, aggrave leur quotidien déjà très précaire. Ce qui laisse penser que la priorité des pays de l'UE est de faire tomber l'Etat syrien, le seul Etat laïc de la région. Au prix d'un exode aggravé. Curieusement les zones sous le contrôle des groupes armés, en violation des lois internationales, ne sont pas soumises aux sanctions. Tout cela est d'un cynisme révoltant.

L'Union européenne (UE) a annoncé vendredi la prolongation de ses mesures restrictives contre le gouvernement syrien jusqu'au 1er juin 2017.

Selon un communiqué publié par le Conseil de l'UE, la décision est en conformité avec les conclusions du Conseil atteintes en décembre 2014, qui affirment que l'UE continuera d'imposer et de faire respecter les sanctions contre le gouvernement syrien et ses soutiens « tant que la répression continuera ».

L'UE a indiqué qu'elle reste engagée à trouver une solution durable au conflit syrien et qu'elle soutiendra davantage les efforts du Groupe de soutien international à la Syrie (ISSG) pour renforcer la mise en oeuvre de la cessation des hostilités en Syrie. Arrêt sur Info 29.05

A la manière des groupes, Arhar al-Sham et Jaysh al-Islam soutenus par la France notamment...

Quand la vérité émerge petit à petit à la surface.

- Un ex-diplomate français suggère que Washington pourrait être à l'origine de la crise ukrainienne - Arrêt sur Info

Ambassadeur de France à Moscou jusqu'en 2013, Jean de Gliniasty estime que les Européens auraient dû «donner» Sébastopol à la Crimée et juge que la Crimée a «toujours été russe».

«On s'est mis dans la main des Américains», regrette le diplomate qui voit la main de Washington dans la rupture épisodique des cessez-le-feu, constatée dans le Donbass. Ce fut notamment le cas il y a deux semaines, l'Union européenne décidant dans la foulée de prolonger les sanctions contre la Russie jusqu'au mois de janvier 2016.

Selon l'ex ambassadeur, qui dénonce ces mesures de représailles, l'Ukraine resterait donc l'un des terrains de jeu favori de la diplomatie américaine, permettant de bloquer dans l'ancien espace soviétique, toute velléité d'impérialisme russe: c'est la fameuse doctrine Brzezinski qui inspirerait depuis trente ans la diplomatie américaine, y compris celle d'Obama, selon Jean de Gliniasty. Arrêt sur Info 29.05

Hollande-Valls, plus minoritaire et illégitime que jamais pour faire passer la loi Travail : Dehors !

- Pluie de mauvais sondages pour le tandem Hollande-Valls - AFP

Longtemps préservé de l'impopularité qui frappait le chef de l'État, le Premier ministre voit à son tour sa cote plonger à des niveaux inédits pour lui.

Dans un sondage YouGov pour le Huffington Post et iTELE diffusé jeudi, le chef de l?État n'est ainsi plus crédité que de 11% d'opinions favorables (-5 points) et le Premier ministre de 14% (-8) - un "record" pour l'un comme pour l'autre.

Le recul de Manuel Valls est de la même ampleur dans le baromètre TNS Sofres-OnePoint pour le Figaro Magazine: si la cote de confiance de François Hollande y est stable à un bas niveau en mai (13%), le Premier ministre y chute de 8 points. Il atteint son plus bas niveau dans ce baromètre depuis sa nomination à Matignon fin mars 2014.

Records d'impopularité également pour le couple exécutif dans un sondage Elabe publié jeudi pour Radio Classique et Les Échos: la cote de confiance de François Hollande y atteint 15% (-1% par rapport au mois précédent) et celle de Manuel Valls 18% (-2%). Un niveau inférieur de quatre points au plus bas enregistré par Jean-Marc Ayrault quand il était Premier ministre.

"L'exécutif paye cher la contestation de la loi travail", note Yves-Marie Cann, directeur des études politiques chez Elabe. "Dans les différents sondages, la méthode voire le jusqu'au-boutisme du gouvernement est aujourd'hui mal perçue, pour un projet de loi contesté. On en retrouve des traces très fortes en terme d'impopularité, d'autant plus préoccupantes qu'elles viennent des rangs de la gauche."

A moins d'un an de la présidentielle, la qualification du président de la République au second tour de l'élection semble mission impossible, comme en témoigne l'enquête Ipsos-Sopra Steria-Cevipof publiée dans Le Monde mercredi: le chef de l'État -pas encore candidat- n'y est crédité que de 14% des intentions de vote, loin du candidat de la droite et de la présidente du Front national -et seulement un point devant François Bayrou (MoDem) et deux devant Jean-Luc Mélenchon (PG).

"Il est à un niveau tellement bas qu'on voit mal comment il pourrait envisager sereinement l'élection présidentielle", juge M. Cann.

Comment remonter la pente? Pour le sondeur, il faut "trouver une porte de sortie honorable" à la loi travail, espérer que l'amélioration du contexte économique se confirme, et trouver pour le futur candidat "le moyen de rassembler les différentes composantes de la gauche".

Soucieux d'afficher la cohésion de la majorité dans cette passe difficile, le Premier ministre, le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll et la ministre du Travail Myriam El Khomri devraient tenir une réunion publique à Paris mercredi prochain, selon des proches du Premier ministre.

Solidarité de façade? Pour un député proche de Manuel Valls, François Hollande est "plus abîmé" que lui, et il "aura du mal à se représenter". "Pour François Hollande, c'est plus compliqué", note aussi un membre du gouvernement.

Des affirmations qui vont à l'encontre des observations des sondeurs: "On est sur la fin d'une anomalie", où François Hollande enregistrait des scores très inférieurs à son Premier ministre, observe auprès de l'AFP Emmanuel Rivière, de TNS-Sofrès. Manuel Valls est "sanctionné pour son obstination sur une loi qui est rejetée, et pour le désordre que cela génère", note-t-il. AFP 02.06

Pourvu que ce sondage convienne au lambertiste Coquéma.

Une insulte au genre humain

- Le fait politique du jour : Hollande - Hanouna, même combat - Figaro.fr

Sur l'océan d'impopularité où navigue le président de la République, vient d'apparaître un petit ilot de réconfort. Une prédiction sur l'élection présidentielle de 2017 formulée dans Le Point par Cyril Hanouna. Lequel a «une petite idée sur celui qui va gagner : Hollande». Figaro.fr 02.06

Dossier loi Travail

Loi Travail : nouvelle journée de mobilisation contre le projet de loi - Francetv info

Après deux mois de contestation contre le projet de loi Travail, ce jeudi 2 juin était une nouvelle journée de mobilisation dans les rues de Lyon, Marseille ou Rennes. Francetv info 02.06

SNCF: la grève est reconduite pour vendredi - La Tribune

Air France: grève unitaire des syndicats de pilotes du 11 au 14 juin - AFP

- Grèves, blocages, casseurs : Valls célèbre Israël aux Folies Bergère.

Lundi 30 mai, le Premier ministre a secrètement participé à "la fête d'indépendance d'Israël". La preuve en images. 02.06

Incroyable mais vrai : six jours seulement après son retour calamiteux d'Israël et en pleine crise politique suscitée par la Loi Travail, le Premier ministre Manuel Valls a cru judicieux de se joindre à une célébration parisienne du régime colonial et ségrégationniste de Tel Aviv.

Lundi 30 mai, l'ambassade israélienne a organisé "l'anniversaire de l'indépendance" d'Israël dans un lieu inattendu : la salle de spectacle des Folies Bergère.

L'information est vérifiable sur le site de la Chambre de Commerce France-Israël. (http://www.israelvalley.com/news/2016/05/31/50143/a-paris-anniversaire-de-l-independance-d-israel-oyster-un-ballet-magnifique)

Le tweet d'un internaute informé avait d'ailleurs fait état -en direct- de la présence de Manuel Valls dans ce prestigieux théâtre géré par Jérôme Langlet du groupe Lagardère (également détenteur du Bataclan depuis son rachat -en septembre 2015- à la famille israélienne Touitou).

Détail accablant pour le Premier ministre : dans l'agenda officiel de Matignon, aucune mention n'est faite de ce déplacement idéologiquement connoté. (http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/ministre/agenda-pdf/agenda_previsionnel_de_manuel_valls_premier_ministre_du_samedi_28_mai_au_samedi_4_juin_2016.pdf)

Panamza s'est procuré deux photographies capturées par deux participants de la soirée (parmi lesquels figuraient notamment Hassen Chalghoumi et Pierre Dassas) : on y distingue Valls debout sur l'estrade et -presque visible- le sigle "ambassade d'Israël" apposé en français et en hébreu sur le pupitre.

Détail accablant pour la corporation journalistique traditionnelle : Aucun média hexagonal de la presse écrite et audiovisuelle n'a rapporté la présence incongrue de Valls -a fortiori durant une crise sociale majeure- à la cérémonie patriotique d'une nation étrangère en infraction permanente avec le droit international.

Rappel en guise de conclusion : le 14 mai 2014, Panamza avait révélé une innovation singulière de Matignon.

Pour la première fois sous la Vème République, un Premier ministre -en l'occurrence, Manuel Valls- s'était rendu à une cérémonie organisée par l'ambassade israélienne en vue de célébrer… la fête nationale d'Israël. panamza.com

- La CFE-CGC élit un président qui appelle l'exécutif à reculer sur la loi travail - AFP

- La CFE-CGC veut l'arrêt du débat sur le projet de la loi Travail - Reuters

Le nouveau président de la CFE-CGC a demandé mercredi, au soir de son élection à la tête du syndicat de l'encadrement, la suspension du débat parlementaire sur le projet de loi Travail, qui risque selon lui d'ouvrir la porte au "dumping social".

La CFE-CGC, traditionnellement classée parmi les syndicats "réformistes" comme la CFDT et la CFTC, qui soutiennent le texte porté par la ministre du Travail, Myriam El Khomri, tient son congrès à Lyon mercredi et jeudi.

"Le gouvernement serait bien inspiré et sage de suspendre le débat parlementaire sur la loi El Khomri et de donner un espace à la nécessaire concertation sociale sur certains sujets particulièrement critiques", a déclaré à Reuters François Hommeril, 54 ans, tout juste élu à la place de Carole Couvert.

Il assure que la CFE-CGC, malgré son étiquette réformiste, "est contre la loi El Khomri depuis le début", tout en prenant part "autant que faire se peut à tous les dispositifs mis en place pour essayer de faire évoluer les choses".

Mais "le gouvernement considère que tant qu'on a pas poussé un coup de gueule, on sera de bons toutous. Eh bien non."

Contrairement à la CGT et Force ouvrière, à la pointe des manifestations et des grèves contre le texte, la CFE-CGC ne réclame pas son retrait et ne s'est pas mêlée à ces mouvements. [nL8N18T2BN]

Mais comme la CGT et FO, elle estime que ce projet de loi n'aura aucun impact sur l'emploi et dénonce notamment l'article 2, qui instaure la primauté des accords d'entreprise sur les conventions de branche ou interprofessionnelles.

"L'inversion de la hiérarchie des normes n'est ni plus ni moins que la porte ouverte au dumping social", explique François Hommeril, selon qui aucune "modification à la marge" ne pourra concilier la diversité des points de vue sur ces dispositions.

Il dit redouter une "surenchère politique" lors du passage du texte au Sénat, où la majorité de droite compte le réécrire complètement dans un sens plus libéral.

"Un dispositif totalement brouillé sur le plan social va devenir totalement instrumentalisé sur le plan politique", souligne le nouveau président de la CFE-CGC.

"Plus personne ne va rien reconnaître", ajoute-t-il. "Cette loi est devenue un peu un magasin de farce et attrapes."

Il estime que le Premier ministre, Manuel Valls, et son gouvernement "ne devraient pas trop répéter qu'ils veulent aller jusqu'au bout".

"Répéter aujourd'hui 'on ira jusqu'au bout quoiqu'il arrive', pour moi, ce n'est pas sérieux", explique-t-il.

"On va jusqu'au bout de quoi ? De l'incompréhension, du mécontentement, du désordre social ? Pour un dispositif qui n'est pas abouti et qui n'apporte rien en termes d'impact sur l'emploi, je ne vois pas l'intérêt", conclut-il. Reuters 01.06

- Philippe Martinez : « La porte est ouverte mais on ne peut pas entrer » - lemonde.fr

Philippe Martinez a accusé, mercredi 1er juin, le gouvernement de refuser le dialogue sur le projet de loi El Khomri. « Le gouvernement dit : “le dialogue est possible, ma porte est ouverte…” Pour l’instant, elle est ouverte, mais on ne peut pas rentrer, c’est ça la réalité », a contre-attaqué le leader de la CGT, invité de l’émission « Questions d’info » sur LCP en partenariat avec Le Monde, France Info et l’AFP.

Mardi, la ministre du travail, Myriam El Khomri, avait dénoncé « la politique de la chaise vide » de la CGT, l’exhortant à faire « des propositions ». Le leader cégétiste a rappelé qu’il avait récemment cosigné, notamment avec FO, un courrier au président de la République, pour lui demander audience. « Je sais que François Hollande est très occupé, il fait beaucoup de déplacements, mais nous n’avons pas de réponse », a-t-il déploré, tout en assurant qu’il était « toujours temps de discuter ».

Depuis lundi soir, une évolution notable s’est produite à la CGT : Philippe Martinez ne fait plus du retrait du projet de loi un préalable mais, mardi, le premier ministre, Manuel Valls, s’est montré très ferme, en rappelant qu’il n’était pas question pour le gouvernement de reculer sur l’article 2 qui porte sur la négociation en entreprise et cristallise les tensions.

A neuf jours de l’Euro de football, une grève illimitée a été votée à la SNCF. Philippe Martinez s’est défendu de vouloir perturber la compétition. « Il n’est pas question de bloquer l’Euro », a-t-il assuré, en prenant de nouveau à partie Manuel Valls : « Si le gouvernement, demain, dit : “on discute”, il n’y a plus de grève. Que chacun prenne ses responsabilités. »

Le responsable syndical a une nouvelle fois fortement réagi aux propos de Pierre Gattaz, le patron du Medef, qui avait qualifié de « terroristes » les militants CGT. « Terroriste, dans ce pays, dans le climat actuel, l’année que nous venons de vivre, c’est une insulte », s’est-il insurgé. Dans la matinée, Pierre Gattaz est revenu sur l’utilisation de ce terme, condamné à la fois par

le gouvernement et la CFDT. « Ce mot a été mal compris et peut choquer, notamment les personnes qui ont été touchées par les événements récents qui ont endeuillé notre pays », a déclaré le président du Medef dans un communiqué, tout en ajoutant : « Les méthodes de voyous employées par la CGT doivent cesser. »

Aux socialistes qui reprochent à la CGT de favoriser la droite en menant la bataille contre le projet de loi, Philippe Martinez a riposté : « C'est toujours facile de renvoyer la balle dans la cour du voisin », et raillé la « vieille rengaine » du « au secours, la droite revient ». Il a précisé que la CGT serait présente ce week-end au congrès du PCF, à l'invitation de ce dernier.

Faire barrage au FN comme seule consigne de vote

Se défendant d'être entré en guerre contre François Hollande, Philippe Martinez a indiqué qu'« à titre personnel », la seule consigne de vote qu'il donnerait en 2017 serait « de faire barrage au Front national ». « Il faut qu'on en discute dans l'organisation, mais moi, à titre personnel, je serais favorable à ce qu'on le fasse. »

Le leader de la CGT a salué l'initiative d'Anne Hidalgo, la maire de Paris, d'ouvrir dans le nord de la capitale un camp d'accueil pour les migrants. « L'immigration a toujours été une richesse pour notre pays. Donc il faut continuer dans cette logique-là, dans cette démarche-là », a-t-il déclaré.

Il a en revanche ironisé à propos du ministre de l'économie, Emmanuel Macron, qui, selon Le Canard enchaîné et Médiapart, serait contraint de payer rétroactivement l'ISF après une réévaluation de son patrimoine. « Si les informations sont avérées, c'est grave, parce que c'est quelqu'un qui fait la leçon à tout le monde. Quand on est ministre, il faut être humble et s'intéresser à la vraie vie », a-t-il ajouté. lemonde.fr 01.06

- Un jeune syndicaliste CGT en préventive - Liberation.fr

Le militant lillois est en prison depuis deux semaines pour un coup de poing à un policier qu'il nie avoir donné.

Un militant CGT est en prison depuis deux semaines et pourrait y rester jusqu'à son jugement, le 9 juin à Lille. La justice reproche à Antoine C. 28 ans, brancardier à Lille, un coup de poing sur un policier à la manifestation lilloise du 17 mai contre la loi El Khomri. Ce qu'il nie. A la cour d'appel de Douai, le parquet a requis son maintien en détention provisoire au motif que le jeune homme pourrait réitérer dans les prochaines manifestations, et au motif qu'il pourrait ne pas se présenter à l'audience.

Que s'est-il passé ? Le 17 mai, en début de manif, trois costauds se ruent sur cet homme de petite taille. Il se débat, il est maîtrisé, à terre, un genou sur sa tête. Ce sont des policiers en civil. Selon eux, ils se sont approchés d'Antoine pour contrôler son identité, et le militant CGT a répondu par un coup de poing au visage de l'un des fonctionnaires, Anthony S. Le militant nie. Il dit qu'il s'est débattu parce que des gens dont rien ne dit qu'ils étaient policiers lui ont sauté dessus. De fait, sur une vidéo qui circule sur Facebook (mais qui ne montre pas le début de la bagarre), ceux qui tapent sont en jean et Tee-shirt et ne portent aucun brassard. Ce que confirment dans le dossier les policiers qui ont analysé la vidéo image par image, selon l'avocat d'Antoine C., Florian Régley. Pourquoi ont-ils ciblé Antoine ? Il avait un casque sur la tête, et des lunettes de ski, ce qu'il ne nie pas. Sur les images, on ne voit pas le casque, mais on aperçoit le drapeau CGT qu'il a gardé à la main. Et on voit le jeune homme frappé à coups de matraque, recevoir au moins un coup de pied dans le dos quand il est à terre, par des grands costauds qui finissent par s'asseoir sur lui.

L'audience a eu lieu par visioconférence, dans une petite salle de la cour d'appel. Ses parents sont là, silencieux et tendus. Une quinzaine de militants CGT de toute la région attendent dehors. A l'écran, le jeune homme semble minuscule dans une pièce vide de la maison d'arrêt de Sequedin, près de Lille, avec une table et quelques chaises. Dans son dossier, censé justifier sa détention provisoire : un tatouage sur la poitrine avec les lettres «ACAB», l'acronyme de all cops are bastards («tous les flics sont des salauds»), qu'il a fait faire à 19 ans, et qu'il dit regretter, et une condamnation avec sursis à la même date pour «outrage», qu'il qualifie d'«erreur de jeunesse». Casier «peu fourni», de l'avis du président. Lequel ajoute quand même : «Si on vous remet en liberté, il y a un risque que vous recommenciez.» Antoine : «Je ne comprends pas qu'on puisse me faire passer pour un casseur, je défends un syndicalisme classique. A la manifestation, je portais le drapeau de mon union locale.»

En marge de l'audience, le père d'Antoine, Lionel, délégué syndical à Roubaix, raconte qu'il communique par lettre avec son fils. «Ce ne sont pas des brûlots, il nous dit qu'il nous aime, et que sa mère, moi et ses frère et sœur, on lui manque.» Le père insiste : «S'il avait eu une barre de fer ou un couteau, j'aurais été le premier à le blâmer.» Il l'a revu le 19 mai à l'audience de comparution immédiate – laquelle a été reportée au 9 juin. «Le voir les mains dans le dos avec des menottes, comme s'il avait commis un braquage, c'est dur. Macron, il ne paie pas ses impôts, Cahuzac, il n'est toujours pas jugé, mais mon fils, il passe en comparution immédiate.» Décision jeudi à 14 heures. Liberation.fr 01.06

- Des enfants hospitalisés après une intervention policière - Reuters

Huit enfants ont été légèrement blessés et trois autres hospitalisés jeudi à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) à la suite d'une

intervention policière visant à déloger des parents d'élèves de l'entrée d'un collège, a-t-on appris auprès de syndicats d'enseignants.

Une centaine d'élèves et leurs parents s'étaient rassemblés dans la matinée devant les grilles du collège Surcouf pour protester contre la fermeture de l'établissement, prévue en 2017, lorsque des forces de police sont intervenues.

"L'un des enfants hospitalisés souffre d'une fracture de la jambe et un autre d'une fracture au poignet. Et une troisième élève a un genou abîmé", a déclaré à Reuters Gwenaël Lepaih, secrétaire régional du SNES, qui a également parlé de "blessures psychologiques" et d'élèves "très choqués".

Plusieurs enfants sont tombés à terre lors de la bousculade survenue pendant l'intervention de la police.

"Il y a un traumatisme face à une réponse démesurée à une expression de colère qui se déroulait dans une ambiance bon enfant. Nous sommes également très surpris par la rapidité de cette intervention qui s'est produite sans la moindre recherche de dialogue", a ajouté Gwénaël Lepaih.

Les pompiers, cités par différents médias locaux, ont confirmé le nombre de blessés et d'enfants hospitalisés, faisant état de "blessures superficielles".

La fermeture du collège Surcouf, situé dans une zone d'éducation prioritaire, avait été annoncée en début de semaine par le Conseil départemental de l'éducation d'Ille-et-Vilaine.

Lors d'une conférence de presse organisée jeudi après-midi devant le collège Surcouf, des parents d'élèves ont dit vouloir porter plainte pour les blessures subies par leurs enfants. Reuters 02.06

Saint-Malo: des enfants hospitalisés après l'évacuation d'un collège par la police - LeFigaro.fr

Trois collégiens blessés lors d'une intervention de la police à Saint-Malo - LeMonde.fr

- A Rennes, la police charge les manifestants en voiture - Liberation.fr

Les forces de l'ordre sont intervenues avec des véhicules roulant à «vive allure» pour stopper des manifestants cherchant à bloquer la rocade. Plusieurs journalistes ont également été frappés.

Stupeur et émotions lors de la mobilisation contre la loi travail, ce jeudi, à Rennes. La manifestation s'est déroulée dans le calme, jusqu'à ce que 300 à 400 personnes se dirigent vers la rocade, afin de bloquer la circulation.

Plusieurs témoins font état d'une charge particulièrement rapide et brutale des forces de police, qui sont intervenues avec des véhicules, puis à pied, pour empêcher les manifestants d'atteindre la rocade. «C'est la première fois qu'on voit le corps départemental d'intervention de la police nationale charger en voiture», s'insurge avec étonnement Serge Bourgin, porte-parole de Solidaires. Ces véhicules seraient intervenus «à vive allure» pour chasser les manifestants, avant que les policiers en civil ne se lancent à leur poursuite. Trois personnes auraient été hospitalisées à la suite des heurts.

«C'est la quatrième fois que je reçois des coups en un mois !»

Coups de matraque, appareils photo ou caméras endommagés, plusieurs journalistes se sont également plaints d'avoir été la cible de violences policières délibérées. «Quatre journalistes ont été pris pour cible et ont reçu des coups de matraque alors qu'ils suivaient la manif, témoigne Vincent Feuray, photographe indépendant et collaborateur de Libération. Personnellement, c'est la quatrième fois que je reçois des coups en un mois ! Les violences contre les médias indépendants comme les médias mainstream se font de plus en plus systématiques.»

Des journalistes de France 3 Bretagne, de M6 et du quotidien Ouest-France auraient notamment pris des coups. «Les relations se sont tendues ces derniers temps entre forces de l'ordre et journalistes, poursuit Vincent Feuray. On a pourtant eu des réunions avec le préfet à ce sujet, mais cela n'a rien changé au problème.» Liberation.fr 02.06

- Des "casseurs" sèment la panique dans le XVe, à Paris - Reuters

Une centaine de casseurs qui s'étaient infiltrés dans une manifestation de cheminots ont provoqué d'importants dégâts jeudi après-midi rue de Vaugirard, dans le XVe arrondissement de Paris, a-t-on appris auprès de la préfecture de police.

Les jeunes, cagoulés et armés de barres de fer, ont brisé des vitrines de commerces et tagué les devantures de magasins.

Le groupe a créé un véritable mouvement de panique chez les riverains et les commerçants, selon Le Parisien, qui a révélé l'information.

Les manifestants poursuivis par des CRS se sont acharnés à coups de hache sur plusieurs fenêtres et portes à la hauteur de la mairie de l'arrondissement, précise le quotidien.

Ces manifestants avaient infiltré un cortège de cheminots anti-loi El Khomri, qui défilaient devant le parc des expositions de la Porte de Versailles, où se tient le congrès des maires de France qui accueillait François Hollande, a-t-on précisé de source policière. Reuters 02.06

Ils sont obligés de reconnaître que les mouvements sociaux sont légitimes.

- « Les mouvements sociaux sont toujours faits par des minorités » - lemonde.fr

Comment qualifier les stratégies des syndicats face à la loi travail ? Quelle est la représentativité des différents acteurs ? Quels sont les traits marquants de la contestation ? Alors que le Sénat a entamé l'examen du projet de loi de réforme du code du travail et que la mobilisation contre ce texte se poursuit, la sociologue Irène Pereira, coprésidente de l'Institut de recherche, d'étude et de formation sur le syndicalisme et les mouvements sociaux (Iresmo) et auteure de Travailler et lutter (L'Harmattan, 2016), a répondu aux questions des internautes du Monde.fr.

So6 : Dans un pays où seuls 10 % des actifs sont syndiqués, peut-on encore parler de représentativité des organisations syndicales pour négocier et discuter d'un projet de loi ?

On distingue en général trois choses : le taux de syndicalisation, la participation aux élections professionnelles et la confiance que la population accorde aux syndicats pour défendre ses intérêts. Donc le taux de syndicalisation ne reflète pas l'adhésion des salariés aux syndicats.

Il faut en outre tenir compte de deux autres variables : dans certains pays européens, le taux de syndicalisation peut être plus important, mais les syndicats n'ont pas la même fonction qu'en France (ils peuvent gérer des services comme les mutuelles, des services sociaux…) ; et il y a des secteurs où il est très difficile de se syndiquer, comme dans les petites entreprises, par exemple. La précarité et la crainte, dans certains secteurs, de la répression syndicale, peuvent également limiter la syndicalisation.

Jose Oliver : Près d'un jeune sur trois n'a pas de travail en France. Pourquoi les syndicats, et en particulier la CGT, ne reconnaissent pas le droit des chômeurs et des jeunes à travailler et ne les incluent jamais dans leurs revendications ?

Le syndicalisme tel qu'il s'est construit en France est fondé sur l'activité professionnelle. Etre chômeur, ce n'est pas une activité professionnelle : un chômeur est rattaché au syndicat de la profession qu'il exerçait avant. Pourquoi ? Parce qu'autrement, ça reviendrait à reconnaître qu'être chômeur, c'est un statut social légitime. Pour les jeunes, c'est pareil : on ne se syndique pas par catégories d'âge, les jeunes d'un côté, les seniors de l'autre et les actifs « employables » au milieu. A partir de là, le but du syndicat, c'est plutôt de défendre le droit au travail et de créer des solidarités entre les travailleurs, sur la base de leur activité, de leur secteur professionnel, de leur condition de travailleur.

Patrique : Il y a plus d'adhérents à la CGT que dans n'importe quel parti politique. Pourquoi ne le dit-on jamais ?

Les partis politiques français ne sont pas des partis de masse. Moins de 1 % de la population est adhérente d'un parti, ce qui est plus faible que le taux de syndicalisation. Au contraire, une organisation syndicale a vocation à être une organisation de masse, réunissant l'ensemble des travailleurs. L'idée d'un syndicat, c'est que l'union fait la force, donc le nombre d'adhérents et son pouvoir de mobilisation sont une dimension plus importante que pour un parti politique. Le parti, lui, va fédérer davantage sur des enjeux électoraux (sans être adhérent, on va voter pour le parti au moment des élections). Ce ne sont pas les mêmes logiques : un parti attend qu'on vote pour lui alors qu'un syndicat peut aussi avoir comme objectif de mobiliser dans des grèves et des manifestations, au-delà des élections professionnelles.

Arthk : Comment expliquer le fait que la mobilisation semble s'amplifier chez les travailleurs alors que le nombre de manifestants dans les rues tend à baisser ?

C'est un conflit qui a une temporalité assez étonnante. On a, dans un premier temps, une forte implication des lycéens et des étudiants ; puis un gouvernement qui revoit sa copie ; ensuite, les syndicats se divisent sur cette deuxième proposition (soutenue par la CFDT) ; en parallèle, il y a l'émergence du mouvement Nuit debout et des tensions dans les manifestations ; pour finir, une loi qui est votée au 49.3. Tous ces éléments ne sont déjà pas habituels, avec en plus un conflit qui se radicalise après l'adoption de la loi. C'était différent en 2003 et 2010 contre les réformes des retraites : lorsque les lois ont été votées, les mobilisations ont cessé.

Globalement, la radicalisation du conflit doit être comprise dans un contexte plus large de désaveu du gouvernement et de sa politique, qui ne correspondait pas aux attentes de son électorat. Donc la mobilisation syndicale actuelle cristallise ce mécontentement. Elle permet aux syndicats les plus contestataires, comme la CGT ou Solidaires, de renforcer leur légitimité dans la défense des travailleurs. De fait, la mobilisation des travailleurs et la grève des secteurs stratégiques (nucléaire, transports, etc.) peuvent rencontrer un soutien plus large de la population.

Il ne faut pas lire ce conflit uniquement en termes de cuisine syndicale, de positionnement de la CGT vis-à-vis de la CFDT en vue des élections professionnelles. Il faut tenir compte du contexte social plus général.

Dranemjj : La CGT, en durcissant sa ligne, se sert-elle malgré tout de la loi travail comme alibi pour retrouver de la légitimité, alors qu'elle risque de se retrouver derrière la CFDT aux prochaines élections professionnelles ?

A mon avis, il n'est pas pertinent de réduire un mouvement social comme celui-ci à un seul facteur, relativement superficiel au vu de ce que nous apprennent l'histoire et la sociologie sur l'analyse des faits sociaux. Depuis un siècle, les chercheurs replacent les mouvements sociaux dans un contexte social plus profond. Aujourd'hui, le travail reste une question centrale qui mobilise une société entière, qui dit des choses sur ce qu'est cette société. Ainsi, les mouvements sociaux sont des révélateurs des rapports sociaux.

M. Simon : Quelles sont, selon vous, les raisons du recul des voix exprimées en faveur de la CGT lors des récentes élections professionnelles ? Pensez-vous que l'engagement de la CGT dans le mouvement contre le projet de loi travail va lui permettre de gagner de nouveaux soutiens lors des prochaines élections ?

En général, la conflictualité peut bénéficier à un syndicat lors des élections professionnelles. Mais pour moi, cela reste une dimension assez superficielle des mouvements sociaux.

Lors de son dernier congrès, la CGT a adopté un positionnement qui va vers plus de radicalité. Cependant, il ne faut pas interpréter cela uniquement en termes de stratégie syndicale. Cette affirmation de radicalité peut être aussi lue comme l'expression d'un désaveu de la classe politique. Les syndicats vont se sentir d'autant plus légitimes à porter les revendications du monde du travail en raison de l'effondrement de la gauche radicale politique. A travers les syndicats, les travailleurs retrouvent un moyen d'expression, sur les questions sociales, qu'ils ne trouvaient plus dans les partis politiques. Avec le conflit actuel, les syndicats monopolisent la question sociale, qui avait été captée par l'extrême droite ces derniers temps.

Rnst Via : La grève se manifeste-t-elle toujours par un blocage des entreprises ou institutions ? Pourquoi la contestation n'entraîne-t-elle pas une gratuité du service ? Ce serait un levier plus fort qui ne pénaliserait pas la France entière, mobiliserait autant les manifestants et donnerait une image bien plus positive et constructive de la protestation…

L'avantage des blocages, c'est qu'ils paralysent des nœuds stratégiques. Ce que l'on peut remarquer depuis au moins décembre 1995, lors de la mobilisation contre la loi Juppé sur la réforme de la Sécurité sociale, c'est l'importance de paralyser les voies de communication, les voies de transmission de l'approvisionnement énergétique… Cela correspond à l'organisation de notre société industrielle, qui est très vulnérable lorsque l'on atteint ces points stratégiques de communication et d'approvisionnement.

Dans une grève, il faut distinguer les grévistes et ceux qui les soutiennent. Le blocage est minoritaire, mais il peut bénéficier d'un plus large soutien de la population. De même lorsqu'il y a une grève, celle-ci n'est jamais votée au pourcentage du nombre de salariés, mais au nombre de présents à l'assemblée générale. La vision de la démocratie dans l'histoire du syndicalisme, c'est une démocratie directe des minorités actives. Les mouvements sociaux sont toujours faits, dans l'histoire, par des minorités. Ensuite, la question est de savoir si ces minorités ont le soutien de la population. Aujourd'hui, par exemple, les syndicats se sentent légitimes car la majorité de la population était opposée au passage de la loi par le recours à l'article 49.3.

La gratuité peut être pratiquée, c'est par exemple une pratique courante dans le secteur des musées ; elle s'organise souvent avec des caisses de soutien de la part des visiteurs. Mais il faut prendre en compte dans les conflits la question de l'efficacité : la gratuité peut avoir une vertu positive symbolique, mais le blocage impacte plus profondément l'économie. Il introduit un rapport de force plus important, plus large. Il y a dans les conflits sociaux la crainte des organisations syndicales que les équipes de grévistes s'épuisent si la mobilisation n'est pas efficace et doit se prolonger.

Stopyra : Le militantisme syndical est-il influencé par les nouvelles pratiques sociales : individualisation, réseaux sociaux, etc. ?

On met parfois en avant les nouvelles formes de militantisme et d'actions (pétitions, blocages de sites institutionnels, etc.) qui tendraient à faire disparaître les anciennes formes. Pour les sociologues, c'est une lecture superficielle. Les outils technologiques sont des instruments, mais ils ne modifient pas en profondeur, pour l'instant, les répertoires d'action. On voit que l'essentiel de la mobilisation continue à se jouer dans les grèves et les manifestations. Les réseaux sociaux jouent un rôle dans la communication, mais Internet ne constitue pas l'espace où se jouent les rapports de force. lemonde.fr 02.06

Les médias institutionnels et les réseaux "sociaux" ne peuvent remplacer les grèves et les manifestations au grand dam des tenants du régime qui ne peuvent pas les manipuler.

La loi travail vue par les économistes de l'oligarchie.

Grille de lecture.

- La régression sociale, c'est pour votre bien, vous devriez vous en convaincre au lieu qu'on soit obligé de vous l'imposer.

- Cette rhétorique peut facilement être démontée. Sur quoi repose-t-elle ? Un déni, celui des droits ou aspirations indépendant des travailleurs. Leur discours bien rodé consiste à les faire passer à la trappe, dans la mesure où le seul droit qu'ils leur concèdent consiste à adopter les mesures préconisées par le patronat jugées indispensables et progressistes en guise de justification, estimant que ceux qui s'y refusent sont des faibles d'esprit ou des ignorants incapables de faire la part des choses, et par conséquent de justifier leur position jugée conservatrice, égoïste, intransigeante, extrémiste, excentrique, farfelue.

En d'autres termes, les droits des capitalistes sont légitimes, les vôtres non. Donc à quoi bon les exprimer, autant ne pas les citer. D'ailleurs cela ne se discute pas. La question n'est pas de savoir si vous allez ou non vous adapter aux besoins des capitalistes puisque la chose est entendue d'avance, vous n'avez pas d'autre choix que de vous y soumettre, un point c'est tout.

Là où le mouvement ouvrier a un grave problème à résoudre, c'est qu'il est incapable de faire preuve de la même fermeté, de s'en tenir strictement aux droits ou aux besoins des travailleurs qui seuls devraient guider son action, de se situer sur un terrain de classe indépendant du capitalisme et son Etat.

- Ces deux articles sont longs mais très instructifs, ils devraient être lus attentivement et faire l'objet d'une étude de la part des militants, car un fil conducteur traverse ces articles, qui assure leur cohésion et indique l'objectif poursuivie par l'oligarchie, comment la loi Travail s'insère dans leur disposition pour nous soumettre à leur idéologie ou leur conception du monde ou du nouvel ordre mondial qu'ils mettent en place pas à pas.

- Porte-parole de l'oligarchie, de quels arguments dispose-t-il pour tenter de rallier la population à leur politique ultra réactionnaire ? Il leur faut présenter l'économie néolibérale animée des meilleurs intentions du monde. C'est ainsi que :

- "L'économie est au service du bien commun; elle a pour objet de rendre le monde meilleur." On en a la preuve tous les jours en semant le chaos et la guerre...

- "Le problème ne vient pas de la tyrannie de l'économie." L'expression est encore trop faible pour décrire l'effet dévastateur de la survie du capitalisme ou du néolibéralisme à l'échelle planétaire...

- "... il paraîtrait normal que ceux qui prétendent réformer expliquent en quoi les mesures qu'ils veulent faire passer sont inspirées par le souci du bien commun." Ce qui nécessiterait qu'ils fassent disparaître les conséquences catastrophiques de leurs réformes sur les conditions de travail et d'existence des travailleurs ou la formidable régression sociale qui en est le corollaire. Le contrat de travail "zéro" en Grande-Bretagne, le salaire à 1 euro de l'heure en Allemagne, etc. ont été institutés dans "le souci du bien commun".

- "l'article (2 de la loi Travail doit demeurer) tel quel parce qu'il offre une vraie démocratie dans l'entreprise en poussant les salariés à se syndiquer pour obtenir des avancées sociales."

- A bas la réforme, vive la révolution !

- Retirer la loi, ou presque - Slate.fr

Par J. Attali (Banquier PS et néolibéral ultra sioniste assumé, cofondateur du portail Slate.fr.)

Rien ne serait plus désastreux pour le gouvernement que de retirer le projet de loi sur la réforme du Code du travail. Il serait vu comme cédant aux pressions de syndicalistes minoritaires, comme incapable de réussir une réforme, et surtout une réforme à laquelle il tient particulièrement. Et, comme l'a dit le Premier ministre, c'est l'idée même de réforme qui mourrait alors.

À l'inverse, il y a aussi d'excellentes raisons de retirer ce texte. D'abord, il est très mal parti, depuis sa conception: sa première version, qui ne visait en fait qu'à faciliter le licenciement, pouvait difficilement convaincre qu'elle allait permettre de créer des emplois; les innombrables versions suivantes, issues de négociations tous azimuts, ne pouvaient aboutir qu'à des résultats totalement contradictoires. À la CGT, on accordait le maintien du tarif des heures supplémentaires pour les transporteurs et l'extension du Code du travail aux franchises, à la CFDT l'inversion (dans l'article 2, qui occupe plus du quart de l'ensemble

du texte) de la hiérarchie des normes, donnant pouvoir aux syndicats majoritaires de négocier avec le patronat des accords d'entreprise dérogatoires aux accords de branche, au grand soulagement des patrons.

La nouvelle version de la loi, qui vise ainsi à contenter tout le monde, ne satisfait plus personne, au point qu'aujourd'hui, si chacun veut publiquement qu'on la modifie, nul ne serait mécontent qu'on la retire, à condition de ne pas en porter la responsabilité.

Loi au forceps

Ce texte convient encore moins aux chômeurs, puisqu'on n'y débat plus de leur formation. Et si le projet contient une avancée, avec le principe du droit à la formation attaché à la personne, il n'est pas garanti dans ce texte obscur et pas plus financé.

Le gouvernement doit choisir: garder le texte et passer en force, en ne faisant que des mécontents, ou retirer le texte et perdre la face

Enfin, pourquoi faudrait-il garder un texte qui sera évidemment, s'il devient loi au forceps, remis en cause par le prochain président de la République et la prochaine majorité? Il ne fait malheureusement pas partie de ces progrès sociaux si évidents que, une fois votés, ils sont irréversibles.

Ce désastre s'explique aisément: le projet initial n'était pas clairement pensé, ne s'inscrivait pas dans une vision du monde, dans une conception claire de l'évolution du marché du travail et des conditions du salariat: il en est resté à la pathétique bataille des soi-disant «partenaires sociaux», qui ne pensent qu'à préserver leurs privilèges et leur influence, même au détriment de l'intérêt général, dont ils ne sont pas comptables.

Trop tard et trop tôt à la fois

Aujourd'hui, il est trop tard et trop tôt à la fois pour remettre en chantier un projet de loi qui échangerait flexibilité contre sécurité, et qui assurerait une vraie formation diplômante et qualifiante à ceux qui voudraient ou devraient changer de métier. Le gouvernement doit choisir: garder le texte et passer en force, en ne faisant que des mécontents, ou retirer le texte et perdre la face.

Pour ma part, quand un tel choix binaire m'est proposé, je cherche toujours à lui échapper. C'est ici possible: alors que le débat va se concentrer sur les amendements à apporter à l'article 2, pour le vider de son contenu, je propose de faire l'inverse. Garder l'article tel quel parce qu'il offre une vraie démocratie dans l'entreprise en poussant les salariés à se syndiquer pour obtenir des avancées sociales. Et renoncer au reste du texte, pour rédiger une loi sur la formation professionnelle des chômeurs, dont le pays a tant besoin et dont les syndicats n'ont que faire.

Cette solution serait la moins favorable aux intérêts tactiques des divers groupes de pression, et la plus favorable aux intérêts à long terme du pays. C'est sans doute pour cela qu'elle ne sera pas retenue. Slate.fr

- Les économistes ont de bonnes idées pour réformer le droit du travail - Slate.fr

Quel que soit le sort réservé à la loi El Khomri, il devra y en avoir d'autres, beaucoup d'autres et bien plus profondes. Les économistes nous donnent quelques pistes; aux politiques de prendre les décisions appropriées.

L'opposition à la loi El Khomri est plus profonde qu'on ne pourrait le croire. Il y a certes celle d'une organisation syndicale sur le déclin qui cherche à se sauver et à sauver ses permanents, quitte à entrainer les salariés qu'elle est censée défendre dans une aventure qui ne peut que se terminer mal: si ce n'est pas François Hollande qui fait cette réforme, ce sera un autre qui agira, sans doute beaucoup plus brutalement; et, sans réforme, les emplois seront créés ailleurs.

La position de la CGT conduit le pays dans une impasse. Le prétexte d'une réforme qui aurait été imposée sans concertation ne tient pas: il est exact que le pouvoir exécutif s'y est très mal pris, en mettant dans la première version de son projet des dispositions qui n'étaient pas prévues, mais les syndicats qui ont joué le jeu de la négociation, comme la CFDT, ont obtenu des modifications substantielles.

Et réclamer aujourd'hui une nouvelle négociation en disant que de toute façon on ne veut rien d'autre que le retrait complet du texte, c'est une façon bien curieuse d'ouvrir le dialogue. FO semble avoir compris que le front du refus va dans le mur et suggère maintenant qu'un accord pourrait être trouvé moyennant quelques aménagements, mais il est un peu tard.

Résistances au changement

Ces jeux tactiques ne sont qu'un aspect du conflit. La réalité profonde est que, selon certains sondages, environ sept Français sur dix refusent la loi El Khomri. Comme il est hautement probable que moins d'un François sur dix a lu le texte de la réforme (la réalité est certainement plus proche de moins d'un sur cent), cela signifie qu'il y a une opposition de principe au changement, quel qu'il soit.

Cela peut se comprendre. Notre droit social est le résultat d'une longue série de luttes: toute remise en cause peut être considérée comme un retour en arrière si elle n'est pas expliquée de façon approfondie et si les salariés ou les demandeurs d'emploi n'y voient pas un intérêt.

Il n'y a pas d'un côté une petite minorité de gens intelligents ouverts sur le monde et l'avenir et d'un autre côté des masses peu éduquées et passéistes qui ne comprennent rien

D'une façon plus générale, en dehors des problèmes soulevés par la réforme du droit social, on sent en France une certaine inquiétude face à l'avenir. Un gouffre sépare l'univers des start-ups de celui de la plupart de nos compatriotes, qui ne semblent guère fascinés par l'univers des robots, de l'homme «augmenté» auquel on réfléchit en Californie, des objets connectés et du big data.

Ces résistances au changement, ces hésitations face à des lendemains qui n'ont pas l'air de beaucoup chanter, cette méfiance face à un «progrès» qui bouleverse trop vite et trop profondément les modes de vie doivent être prise en compte. Il n'y a pas d'un côté une petite minorité de gens intelligents ouverts sur le monde et l'avenir et d'un autre côté des masses peu éduquées et passéistes qui ne comprennent rien. L'avenir n'est pas écrit par quelques-uns, il résultera de l'action collective.

Cela dit, les pages sur lesquelles on va écrire demain ne sont pas complètement vierges. Des mouvements de grande ampleur lancés au cours des dernières années se poursuivent et vont encore faire sentir leurs effets: la montée en puissance des grands pays émergents, la numérisation de l'économie, pour ne citer que ces deux phénomènes majeurs, ont des conséquences que l'on peut déjà constater et d'autres que l'on peut d'ores et déjà tenter de prévoir, pour les accompagner ou les éviter, selon les cas. Si on ne veut pas avoir à subir l'avenir, il faut le préparer.

Trouvez-moi un économiste manchot!

Là, les économistes ont un rôle à jouer. Chacun a en tête la fameuse phrase de Churchill: «Si vous mettez deux économistes dans une pièce, vous aurez deux avis différents. À moins que l'un d'entre eux ne soit Lord Keynes. Dans ce cas, vous aurez trois avis différents.» Dans son dernier ouvrage, Économie du bien commun, Jean Tirole rappelle aussi cette exclamation du président américain Harry S. Truman, «Trouvez-moi un économiste manchot!», à un moment où il était particulièrement excédé par des conseillers qui n'arrêtaient pas de lui dire «on one hand…. on the other hand», c'est-à-dire «d'un côté…. de l'autre».

Mais ces plaisanteries, à la fois faciles et justifiées, ne sauraient faire oublier l'essentiel: il y a des faits et des tendances que l'on ne peut ignorer et des problèmes dont on sait pertinemment qu'ils vont se poser. Et les économistes sont là à la fois pour poser les problèmes et pour proposer des solutions.

En deux ans, Jean Tirole a pu mesurer tous les avantages et les inconvénients de la notoriété. Quand vous avez un prix Nobel, votre voix porte davantage, mais on vous demande de vous exprimer sur tout et n'importe quoi. Il y a des gens que cela ne dérange pas: tous les journalistes, surtout ceux de la radio et de la télévision, connaissent des économistes qui ne sont pas manchots et ont toujours une main posée sur leur téléphone, prêts à décrocher à la première sonnerie. Ce n'est pas précisément dans les habitudes de Jean Tirole, qui se fait une plus haute idée de la science et de ses responsabilités.

Vous voulez mon point de vue? Lisez ces 600 pages. Et si vous ne trouvez rien sur tel ou tel sujet, ce n'est pas la peine de venir m'importuner: si je n'ai rien dit sur ce sujet, c'est que je ne l'ai pas particulièrement étudié et donc que je n'ai rien de pertinent à déclarer. Dans ces 600 pages, Jean Tirole nous en dit beaucoup sur son métier, sur quelques grands problèmes qui se posent aujourd'hui et sa façon de les aborder.

Rendre le monde meilleur

Quand on lit certains propos sur la loi El Khomri, on ne peut s'empêcher de penser à ce qu'il écrit sur la façon dont nous formons nos jugements: «Nous interprétons les faits au prisme de nos croyances, nous lisons les journaux et recherchons la compagnie des personnes qui nous confortent dans nos croyances, et donc nous nous entêtons dans ces croyances, justes ou erronées.»

Ce refus de voir les choses en face, sans parti-pris, s'explique en partie par le besoin de se rassurer. Par exemple, «nous ne voulons pas entendre que la lutte contre le réchauffement climatique sera coûteuse. D'où la popularité dans le discours politique de la notion de croissance verte, qui suggère dans son intitulé qu'une politique environnementale serait "tout bénéfice"». Il y a ce que l'on ne voit pas et ce que l'on ne veut pas voir.

Sans culture économique du grand public, faire les bons choix peut requérir beaucoup de courage politique

Jean Tirole, dans Économie du bien commun

Jean Tirole croit à l'économie. «Elle récuse le tout-marché comme le tout-État. L'économie est au service du bien commun; elle a pour objet de rendre le monde meilleur.» L'économiste est celui qui aide à faire les bons choix. Mais, comme l'actualité nous le rappelle, ces choix peuvent être vivement discutés s'ils ne sont pas compris. «On a les politiques économiques que l'on mérite et […], sans culture économique du grand public, faire les bons choix peut requérir beaucoup de courage politique.» Il est donc impératif que les informations et les connaissances circulent

C'est d'autant plus important, selon Jean Tirole, que certaines propositions des économistes ne sont pas toujours facilement comprises. Ainsi, «l'idée selon laquelle flexibiliser les licenciements faciliterait la résorption du chômage est contre-intuitive». Pourtant, il en est persuadé et explique pourquoi, avant de conclure qu'il faudrait «un minimum de consensus politique sur la nécessité de changer le contrat de travail». Apparemment, ce consensus n'existe pas encore.

Le vrai sujet: les inégalités

Pierre-Noël Giraud est aussi peu désireux que Jean Tirole d'intervenir à tout propos dans le débat public, mais tout aussi soucieux que lui de contribuer à un «bon usage de l'économie», ainsi que le manifeste son dernier et remarquable ouvrage L'Homme inutile (si vous ne lisez qu'un livre d'économie par année, voire par décennie, c'est celui-là qu'il faut lire). Cet auteur singulier ne cultive pas le dogme de la «sacro-sainte» croissance. D'ailleurs, il croit (et il explique pourquoi) que l'objet central de l'économie ne doit pas être la croissance, mais l'inégalité des revenus et plus généralement l'inégalité «d'accès aux biens de ce monde».

Selon lui, l'injection des idées économiques dans le débat politique se fait en quatre temps. D'abord l'analyse et la prospective; on formule des conjecture sur ce qui va se passer si les politiques des États restent inchangées ou évoluent peu. Dans un deuxième temps, à partir de ces projections, le pouvoir politique décide, si besoin est, de nouvelles orientations. Les économistes reviennent au troisième temps pour élaborer les politiques économiques qui peuvent permettre d'atteindre ces objectifs et le quatrième temps est de nouveau politique: c'est celui de la mise en œuvre.

Le bon usage de l'économie implique donc cet aller-retour permanent entre l'économie et le politique, sachant que le plus difficile n'est pas d'élaborer des politiques mais de les mettre en œuvre. Dans un monde où la finance est instable, où la population mondiale va encore croître de 2,4 milliards d'ici à 2050, où le risque est grand, avec les changements climatiques, que localement des hommes ne puissent plus trouver le «capital naturel leur permettant de mettre en œuvre leur capital humain», il est impératif que les politiques menées au niveau mondial changent de façon radicale.

L'auteur ne craint pas de préconiser des mesures qui ne sont pas (pas encore?) dans l'air du temps: «Il faut limiter la liberté de mise en circulation des biens-services et des capitaux par les firmes globales, sans aller, loin de là, jusqu'à l'autarcie des grands blocs, et il faut que les politiques économiques restent suffisamment indépendantes tout en étant en partie coordonnées.»

Au passage, on notera que cet économiste, si soucieux d'éviter qu'il n'y ait «de plus en plus d'hommes inemployés, piégés dans les trappes du travail précaire, dans l'extrême pauvreté, réduits à l'inutilité à soi et aux autres», penche lui aussi , comme Jean Tirole, pour l'existence d'un contrat de travail unique avec des droits progressifs pour le salarié et se montre également favorable à la possibilité de négociations à l'allemande: «flexibilité du temps de travail et du salaire versus maintien de l'emploi pour passer les caps difficiles».

Bref, il serait bon que les opposants par principe aux réformes commencent à se demander si le maintien toujours et partout du statu quo est la meilleure protection contre les risques futurs. Dans le même temps, il paraîtrait normal que ceux qui prétendent réformer expliquent en quoi les mesures qu'ils veulent faire passer sont inspirées par le souci du bien commun.
Le problème ne vient pas de la tyrannie de l'économie –au final, ce sont toujours les politiques qui ont et doivent avoir le dernier mot–, mais peut-être d'une insuffisante qualité du débat économique. Slate.fr 01.06

Que recouvre la formulation "opposants par principe aux réformes", sinon que nous ne devrions pas avoir de principes, pas de droits, pas de besoins, pas d'aspirations en dehors de ceux de l'oligarchie et nous soumettre silencieusement au sort abominable que ces tyrans nous préparent. Désolé, place à la lutte de classe.

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Somalie: un attentat contre un hôtel de Mogadiscio fait plus de 10 morts - AFP

L'attaque d'un hôtel de Mogadiscio revendiquée par les islamistes somaliens shebab a fait plus de dix morts, dont deux députés, en plus des assaillants, tués dans un face à face de plus de douze heures avec les forces de sécurité qui s'est achevé jeudi matin. AFP 02.06

- Attentat suicide meurtrier près d'une mosquée de Lattaquié - Reuters

Un attentat suicide a frappé jeudi la ville de Lattaquié, sur la côte méditerranéenne de la Syrie, sous le contrôle des

forces gouvernementales, rapporte la télévision publique syrienne et la chaîne du Hezbollah, Al Manar. Reuters 02.06

- Nigeria : six morts dans l'attaque d'un navire d'une compagnie pétrolière - LeMonde.fr Les attaques contre les infrastructures pétrolières du pays se multiplient depuis plusieurs semaines. LeMonde.fr 02.06

- Etats-Unis : le meurtrier de UCLA avait une "liste de personnes à tuer" - euronews.com L'homme qui a tué un professeur de l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) avait une liste de "personnes à tuer" dont une femme qui a été retrouvée morte dans le Minnesota. Le meurtrier était un homme de 38 ans et s'appelait Mainak Sarkar. euronews.com 02.06

- Les corps de 85 migrants rejetés sur la côte libyenne - Reuters Les corps de 85 migrants morts noyés en mer Méditerranée ont été rejetés sur la côte libyenne, près de la ville de Zouara, non loin de la frontière avec la Tunisie, a annoncé jeudi un responsable du Croissant-Rouge. La plupart semblent venir d'Afrique subsaharienne... Reuters 02.06

- Colombie: Des maisons de tortures découvertes dans un quartier dangereux de Bogota - 20minutes.fr Les forces de l'ordre ont également porté secours à plus de 200 mineurs victimes d'exploitation sexuelle et quelque 1.500 sans-abri réduits en esclavage... 20minutes.fr 02.06

Bienvenue en oligarchie.

- Crise d'ado et discours populo: le débrief du dernier épisode de «Game of Thrones»

Chaque semaine, notre analyse du dernier épisode en date avec la chronique «After Show».«After Show», la chronique qui débriefe sur YouTube et Slate.fr le dernier épisode de la saison 6 de Game of Thrones, avec Nora Bouazzouni (Slate.fr, Libération) et Léonard Desbrières (GQ, Technikart)... Slate.fr

- En Australie, un café «destructuré» devient viral

Le café, servi dans trois petits récipients, a provoqué l'indignation. Cette boisson proposée dans un café australien pourrait «signaler le déclin irréversible» de nos sociétés, selon Mashable. De quoi s'agit-il? Rien de bien méchant: un café «déstructuré». Slate.fr

- Pour lutter (un peu) contre l'obésité, une assiette-éponge qui absorbe l'huile

La Thaïlande lance ce plat percé de petits trous, qui permet de récupérer un peu de la matière grasse, très présente dans la cuisine locale.La cuisine thaïlandaise est délicieuse mais aussi très grasse. Entre le pad thai, le laap ou le yam, ce n'est pas l'huile qui manque. Slate.fr

- Non, la femelle panda ne «simule» pas sa grossesse (c'est plus compliqué)

Certaines femelles, trompées par leurs hormones, adoptent inconsciemment un comportement de future mère, même si aucun bébé ne naîtra au final.Huan Huan accouchera-t-elle d'un bébé panda ou pas? Ces jours-ci, la femelle du zoo de Beauval (Loir-et-Cher) cristallise les attentions. Slate.fr

- Les toilettes n'ont pas toujours été séparées (puis est venu le sexisme)

La séparation des toilettes a été imposée aux entreprises au début du XXe siècle, dans la foulée d'une idéologie de séparation des sexes qui voulait empêcher les femmes de sortir et de travailler.Outre-atlantique, le débat fait rage... Slate.fr

- «Ils violent tellement de filles par jour qu'ils sont obligés d'utiliser des médicaments»

Parmi les armes à feu, les bombes et les machettes retrouvées dans les repaires de Boko Haram par l'armée nigériane, les militaires découvrent aussi des réserves d'une toute autre utilité, selon The Daily Beast: des bibelots, des amulettes magiques mais surtout, d'importantes quantités de Viagra et de toutes sortes de comprimés similaires. Slate.fr

- Sur Facebook, la façon de s'exprimer des hommes et des femmes diffère

Des chercheurs se sont penchés sur la façon dont les hommes et les femmes s'expriment sur Facebook, ainsi que sur les sujets dont ils parlent. LeMonde.fr

- Quand l'attractivité de la France décroche, c'est l'emploi qui trinque

Même si la courbe du chômage s'inverse, le recul de l'attractivité de la France pénalise la création d'emplois. Dommage. C'est lorsque l'Insee fait état de statistiques plutôt encourageantes pour l'économie française que les mouvements sociaux risquent de porter un coup d'arrêt au mouvement ainsi amorcé. Slate.fr

- Le premier article de quenelles studies vient de paraître

Signé d'une chercheuse de l'université de Bologne, l'article revient sur la «nébuleuse sémantique» qu'est devenu ce «geste-discours» du polémiste. Il fallait bien que ça arrive un jour. Les universitaires se penchent sur «la quenelle»... Slate.fr

- Réquisitoire de Clinton contre Trump, candidat "dangereux"

La candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton a prononcé jeudi un virulent réquisitoire contre son rival républicain Donald Trump, dénonçant ses positions "dangereusement incohérentes" en matière de sécurité et politique étrangère. AFP

En famille. Bienvenue chez les ultra sionistes.

Avertissement.

Je rappelle pour la énième fois, que ce portail est également destiné à diffuser les informations autocensurées par les médias aux ordres. En lisant les articles plus loin, vous comprendrez immédiatement pourquoi il leur arrive d'être fort discrets ou de censurer certaines informations trop compromettantes pour le gouvernement.

Je publie ces articles parce qu'ils ne comportent aucun propos prêtant à confusion, et parce que toutes les infos qu'ils contiennent sont vérifiables.

On évoque souvent les think-tanks, les fondations ou instituts néoconservateurs ou néolibéraux auxquels sont liés les dirigeants de LR et du PS notamment, l'influence du puissant lobby ultra sioniste ou d'extrême droite sur le gouvernement français, comment il influence sa politique intérieure et étrangère, on en a chaque semaine la preuve.

Ce n'est pas une obsession, c'est un simple constat. On peut ajouter qu'il n'aurait pas acquis le même pouvoir au sein de l'UE et de la totalité des institutions internationales s'il n'était pas lié organiquement à l'oligarchie financière anglo-saxonne, car en dernier lieu, c'est elle qui lui dicte sa politique, quel moyen mettre en oeuvre pour parvenir à l'appliquer, quel homme ou quelle femme à placer à tel ou tel poste, qui soutenir ou qui diffamer, et tire les ficelles.

Pourquoi insiste-t-on si lourdement ? Parce que la plupart des militants ne comprennent pas quel est l'enjeu de toutes ces manigeances, tout comme ils ne comprennent pas la place et le rôle d'Israël dans le dispositif ou la stratégie politique néolibérale. Il n'est pas du tout question de religion, de race ou de peuple, terrain sur lequel ils entraînent les esprits faibles ou naïfs, les ignorants qui peuvent sombrer dans l'antisémitisme, mais uniquement de pouvoir, économique et politique.

On part du principe qu'on ne peut pas combattre efficacement un ennemi, si on n'est pas capable de le démasquer et de caractériser politiquement les rouages de sa stratégie. On n'a pas à se justifier davantage, et s'il y en avait pour interpréter autrement notre démarche qui est parfaitement claire, c'est que leur esprit soumis à la pression de l'idéologie de la classe dominante serait devenu particulièrement malsain ou tordu. Au regard de la confusion générale qui règne en France, gageons qu'il s'en trouvera, ce qui est inévitable et nous laisse indifférent.

Pour terminer cette présentation, alors que Hollande et ses ministres ne cessent de clamer sur tous les tons qu'ils sont les champions de la lutte contre l'extrême droite, qu'elle représente un véritable danger, etc. les lecteurs pourront constater eux-mêmes qu'ils s'en accommodent très bien quand l'extrême droite est israélienne ou sioniste, mieux, qu'ils lui vouent un véritable culte et la soutienne à fond.

- FRANÇOIS HOLLANDE, DÉSIGNÉ "HOMME D'ÉTAT MONDIAL" 2016 PAR UN RABBIN PRO-ISRAÉLIEN ET VA-T-EN-GUERRE.

Jeudi 26 mai, la presse française rapporte qu'une "fondation américaine" a décerné le prix de "l'homme d'État mondial" de l'année à François Hollande en raison de " son leadership dans la sauvegarde de la démocratie et de la liberté dans un moment d'attaques terroristes et pour sa contribution à la stabilité et la sécurité mondiales".

Un élément d'information est totalement ignoré ou passé sous silence par l'ensemble des médias traditionnels ayant rapporté cette information : depuis 1965, le président-fondateur de cette "fondation" est Arthur Schneier, un proche du criminel de guerre Henry Kissinger et un rabbin orthodoxe de la synagogue new-yorkaise de Park East qui cultive une étroite proximité avec l'oligarchie américano-sioniste et l'appareil d'État israélien.

Le 14 avril, il avait ainsi convié dans sa synagogue John Bolton, ex-ambassadeur américain et néoconservateur emblématique de la guerre en Irak, ainsi que le général israélien Yaron Rosen pour une conférence organisée par l'armée de l'air israélienne et relative -selon son titre digne de Benyamin Netanyahou- à la "lutte antiterroriste, depuis l'Iran jusqu'à Daech".

Le rabbin Schneier avait annoncé sur le programme sa "prière spéciale pour Israël". panamza.com

- Hollande "homme d'Etat de l'année" pour une fondation US, pas pour les Français - sputniknews.com

L'homme d'Etat de l'année 2016 est donc François Hollande, cet homme dont les trois quarts des sondés en France pensaient, au mois de mars dernier, qu'il ferait un mauvais président pour 2017.

La fondation interconfessionnelle new-yorkaise Appeal of Conscience (Fondation faisant appel à la conscience) vient de désigner le président français François Hollande "Homme d'Etat mondial" 2016 pour "son leadership dans la sauvegarde de la démocratie et de la liberté", rapporte la presse internationale.

"Ce prix honore les dirigeants qui soutiennent la paix et la liberté, par la promotion de la tolérance, de la dignité humaine et des droits de l'Homme, en défendant ces causes dans leur pays et en travaillant avec d'autres dirigeants mondiaux pour bâtir un avenir meilleur pour tous", lit-on dans le communiqué de la fondation.

Oubliées les journées de mobilisation en France, oubliée l'impopularité chronique du président de la République. François Hollande est "l'homme d'Etat mondial" de l'année 2016.

Quoi qu'il en soit, François Hollande n'est pas le premier président français à recevoir cette distinction. En 2008, Nicolas Sarkozy l'avait mérité. Il avait fait pour l'occasion un discours promouvant la paix interconfessionnelle.

La fondation Appeal of Conscience a été fondée en 1965 par le rabbin Arthur Schneier, survivant de la Shoah devenu, en 1962, rabbin de la Park East Synagogue de New York. sputniknews.com 27.05

- C'EST OFFICIEL : LA FRANCE CÉLÉBRERA ISRAËL "TOUTE L'ANNÉE 2018".

Vendredi 20 mai, le site de France Info rapporte qu'Audrey Azoulay, ministre de la Culture et de la Communication, accompagnera demain Manuel Valls en Israël -en présence du président du Crif ainsi que des réalisateurs ultra-sionistes Alexandre Arcady et Yvan Attal.

Détail à souligner : selon la radio publique, Azoulay "s'attelle aux préparatifs de l'année France-Israël. Ces échanges culturels croisés entre les deux pays s'étaleront sur toute l'année en 2018.

Destiné à "valoriser et renouveler l'image de notre pays comme celle du pays invité" ainsi qu'à "favoriser la connaissance et la compréhension mutuelles" selon le Quai d'Orsay, cet évènement (qui se tiendra à l'occasion des 70 ans du régime colonial et ségrégationniste de Tel Aviv) a été acté lors de la visite de François Hollande en Israël, fin 2013, au cours de laquelle le chef de l'État s'était déclaré prêt -comme l'avait révélé Panamza- à "entonner un chant d'amour pour Israël et pour ses dirigeants" panamza.com 20.05

- "JE SUIS LIÉ DE MANIÈRE ÉTERNELLE À LA COMMUNAUTÉ JUIVE ET À ISRAËL" : CETTE PHRASE DE VALLS VOUS CHOQUE ? VOUS FAITES PARTIE DE LA "FACHOSPHÈRE" SELON LE MONDE.

Samedi 21 mai, le site du quotidien Le Monde a publié un article intitulé "Manuel Valls, l'ami d'Israël, en visite à Tel-Aviv" et rédigé par le "journaliste politique" Bastien Bonnefous.

Extrait :

"En 2011, quelques mois après son mariage avec Anne Gravoin, Manuel Valls se déclare « par [sa] femme, lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël », lors d'une rencontre organisée par Radio Judaïca à Strasbourg. Une phrase qui depuis ne cesse d'alimenter les sites Internet complotistes et antisémites de la « fachosphère »".

Vous avez bien lu.

S'intéresser ou faire connaître autour de vous cette stupéfiante déclaration -révélée en septembre 2011 par l'auteur de ces lignes- vous assimile, selon le quotidien emblématique de la presse française, à un "complotiste antisémite" de la "fachosphère".

Rappel : Le Monde, dont la réaction est co-dirigée par Luc Bronner (un fervent défenseur de Charlie Hebdo) et Christophe Ayad (un journaliste pétrifié devant BHL), est financé par Pierre Bergé, mécène de la mouvance sioniste proche de BHL, et piloté par Louis Dreyfus (fils de Tony Dreyfus, un ex-député du groupe France-Israël et intime de Valls).

Détail à souligner : depuis 2015, les 8 sites du Groupe Le Monde (Le Monde, Télérama, Le Huffington Post, Courrier International, La Vie, L'Obs, Le Plus et Rue89) utilisent les services d'Outbrain, compagnie dirigée par Yaron Galai -un membre actif du complexe militaro-technologique israélien (via le Centre interdisciplinaire d'Herzliya, antenne du Mossad). panamza.com 25.05

- ALLAUD-BELKACEM «EXPRIME SON DÉSIR DE VISITER ISRAËL» AUPRÈS D'UN MINISTRE D'EXTRÊME DROITE.

Mercredi 1er juin, l'ambassade d'Israël en France a publié -via Twitter- une photographie représentant Ofir Akunis, ministre israélien des Sciences de passage à Paris, en compagnie de Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale -tout sourire.

Selon l'ambassade, Vallaud-Belkacem lui a fait connaître «son désir de visiter Israël».

Précision : membre du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, Akunis -issu lui-même de la frange droitière du parti nationaliste Likoud- s'était vanté à la Knesset d'être, si besoin, le «dernier homme sur Terre» à s'opposer totalement à la création d'un État palestinien {https://youtu.be/kkGMWU0V3lI}.

Akunis s'est également distingué en prenant la défense d'Elor Azria, ce Franco-Israélien engagé dans l'armée israélienne qui avait froidement exécuté un assaillant palestinien blessé et gisant au sol..

Rappel : le 16 mars 2015, à la veille des élections départementales, Vallaud-Belkacem, ministre chouchoutée par Valls et récemment décorée par la franc-maçonnerie, avait présenté le Front national, incarnation emblématique de l'extrême droite française, comme "le parti de la haine" {https://youtu.be/zi8VmNi8LCM.

À souligner : contrairement à l'ambassade israélienne, Vallaud-Belkacem n'a fait aucun communiqué sur son compte Twitter ou sur le site du ministère à propos de sa rencontre visiblement chaleureuse avec un ministre israélien d'extrême droite. panamza.com

- SPONSORISÉ PAR VALLAUD-BELKACEM, THOMAS HUCHON VEUT REMPLACER LES "THÉORIES DU COMPLOT" PAR DES "CONTENUS VERTUEUX".

Vendredi 20 mai, la chaîne Public Sénat a diffusé un débat (sans contradicteur) à propos de "la haine sur le net".

Invités : Sacha Reingewirtz, président de l'Union (ultra-sioniste) des étudiants juifs de France + Thomas Huchon, porte-parole médiatique de Spicee, "fils de" (Jean-Paul Huchon, ex-président PS du Conseil régional d'Île-de-France) et lauréat d'un prix bidon remis par Caroline Fourest.

Invité (pour la 2ème fois en 3 mois) et interrogé de manière complaisante par l'animatrice Caroline Deschamps, Huchon a "lancé un appel" aux "géants du net" (Google, Facebook, Twitter) afin qu'ils remplacent -dans leurs choix aléatoires proposés aux internautes- les "théories du complot" par des "contenus vertueux" {https://youtu.be/RAJQx19Cz1Y}.

Précision : salarié d'un site promu par la ministre de l'Éducation nationale et financé par le milliardaire (et ex-gérant de peep-show) Xavier Niel, Huchon s'est vanté au cours de l'émission d'avoir pu se rendre dans "21 lycées depuis janvier" afin d'y effectuer des ateliers "pédagogiques" contre le "conspirationnisme sur internet". panamza.com

- DÎNER AU CRIF ET INTERVIEWER TENDREMENT SON PRÉSIDENT : LE CAS WENDY BOUCHARD, JOURNALISTE-FAN D'ISRAËL.

Samedi 21 mai, la radio Europe 1 a diffusé un entretien particulièrement mielleux et déférent de Roger Cukierman, président ultra-sioniste et islamophobe du Conseil représentatif des institutions juives de France qui accompagne dès aujourd'hui Manuel Valls en Israël.

L'intervieweuse : Wendy Bouchard, 35 ans, présentatrice vedette de Zone Interdite (M6), future animatrice d'une émission culturelle sur la chaîne publique France 3, conférencière de l'association "Les Amis du Crif", participante du dernier dîner du Crif, fan du comploteur d'État Shimon Peres et chantre d'Israël- ce "pays magnifique".

Rappel : Europe 1 a été co-fondé par le Franco-Israélien Jean Frydman, ami du criminel de guerre Ehud Barak. Son directeur général est le pro-israélien Fabien Namias. panamza.com21.05

- "ILS SONT PARTOUT" : VALLS, CAZENEUVE, LANG ET CHALGHOUMI ONT DÉJÀ VU LE FILM D'YVAN ATTAL.

Jeudi 19 mai, au cinéma Gaumont Opéra de Paris, le réalisateur ultra-sioniste Yvan Attal a projeté en avant-première (13 jours avant sa sortie nationale) son film intitulé "Ils sont partout", produit par Thomas Langmann, soutenu par Canal + et consacré à "l'antisémitisme" en France.

Étaient présents dans les premières rangées : le Premier ministre et son épouse Anne Gravoin, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve et son épouse Véronique Cazeneuve, le président de l'Institut du monde arabe Jack Lang et "l'imam" Hassen Chalghoumi.

À la droite de Manuel Valls étaient assis Karen Taïeb, élue PS, et son mari Gil Taïeb, vice-président du Crif et fondateur d'une association dénommée "Pour le bien-être du soldat israélien".

Précision : lors d'un entretien diffusé en juin 2015 par la chaîne israélienne i24news, Yvan Attal a fait savoir qu'il avait été "encouragé" par Manuel Valls pour faire son film {https://youtu.be/SuWqlB-o0uo?t=9m36s}.

Le Premier ministre sera d'ailleurs accompagné par Attal -un natif de Tel Aviv- lors de sa visite en Israël, du 21 au 24 mai.

À souligner :

- le 4 avril, Le Monde a publié une tribune de personnalités qui ont soutenu la tenue d'un colloque islamophobe dénommé "Le Sursaut" et organisé à Paris par la nébuleuse du sionisme international. Parmi les signataires : Yvan Attal .

- ce vendredi 20 mai, Attal a déclaré au micro d'Europe 1 qu'il avait été traité de "sale juif" durant le tournage "en banlieue". Il a également tenu à préciser qu'il s'agissait d'un individu s'exprimant "en arabe" panamza.com 20.05

- LA FARCE CONTINUE : HASSEN CHALGHOUMI REÇOIT LA "MÉDAILLE DU COURAGE" À BEVERLY HILLS.

Lundi 18 avril, The Hollywood Reporter rapportait la tenue du "principal rassemblement annuel de la communauté juive de Los Angeles" au Beverly Hilton, hôtel 4 étoiles situé dans la banlieue cossue de Beverly Hills.

Maître de cérémonie : le Centre Simon Wiesenthal, organisation ultra-sioniste californienne qui avait notamment -le 27 septembre 2012- visité et salué Manuel Valls pour sa "défense de la communauté juive française".

À l'honneur de cette soirée qui a réuni le gratin d'Hollywood et des décideurs politiques locaux : Hassen Chalghoumi, président autoproclamé de "la Conférence des imams de France" (coquille vide lancée en 2009 par son ami extrémiste israélien Sammy Ghozlan).

Chalghoumi a ainsi reçu la "médaille du courage" en raison de sa "promotion du dialogue interreligieux". panamza.com 21.05

- EUROVISION : AMIR A COLLABORÉ AVEC LE KKL, ORGANISATION ISRAÉLIENNE ACCUSÉE DE "NETTOYAGE ETHNIQUE".

Le 4 mai, Panamza avait révélé que le chanteur franco-israélien Amir Haddad avait été "validé" par Delphine Ernotte, PDG de France Télévisions, pour représenter la France au concours de l'Eurovision qui se tiendra le samedi 14 mai {https://youtu.be/boYQovCybYQ}.

Amir sera d'ailleurs en concurrence avec un autre Israélien, venu représenter officiellement le régime colonial de Tel Aviv et dénommé Hovi Star {https://youtu.be/SpWKfcjXcp0}.

Un élément d'information biographique à propos d'Amir n'est jamais rapporté par la presse traditionnelle française : fervent interprète de l'hymne israélien, il avait accepté -en mai 2014- de participer à un concert parisien dédié à la célébration des 66 ans d'Israël et organisé par le KKL {https://vimeo.com/91936991; https://youtu.be/Vr9Isgq4HAc}.

Partenaire du gouvernement Netanyahou, cette organisation ultra-sioniste est régulièrement accusée -notamment par des associations juives indépendantes des réseaux communautaires- de pratiquer le "nettoyage ethnique" à l'encontre des Palestiniens en leur expropriant des terres dont l'usage ultérieur sera interdit aux non-juifs panamza.com13.05

- LE FESTIVAL DE CANNES DÉROULE LE TAPIS ROUGE À MIRI REGEV, MINISTRE ISRAÉLIENNE

D'EXTRÊME DROITE.

Elle a été porte-parole de l'armée israélienne.
Elle a été chargée de la communication du gouvernement d'Ariel Sharon.
Elle a comparé les immigrants soudanais à un "cancer dans notre corps".
Elle est favorable à la destruction des maisons familiales des "terroristes" palestiniens.
Elle menace de couper les budgets des institutions culturelles qui ne seraient pas "loyales" envers Israël et "respecteuses" de son image.

Miri Regev, ministre de la Culture et membre du Likoud, a monté les marches du Palais de Cannes, dimanche 15 mai, en compagnie du maire LR David Lisnard (à sa droite) et de Pierre Lescure, président du Festival.

Détail complémentaire à souligner : le site Geopolis du groupe France Télévisions rapporte que "le drapeau d'Israël flotte, pour la première fois, au village international du Festival de Cannes". Le motif : l'installation d'un pavillon dédié au cinéma israélien et inauguré par Miri Regev. panamza.com 17.5

- TEL AVIV SUR CANNES : BHL INVITÉ IN EXTREMIS DANS LA SÉLECTION OFFICIELLE.

Lundi 16 mai, à 13h, le Festival de Cannes a publié un communiqué relatif à la "projection de dernière minute" en sélection officielle d'un documentaire qui sortira au cinéma le 8 juin : "Peshmerga", réalisé par Bernard-Henri Lévy, un militant ultra-sioniste qui a récemment participé à une levée de fonds pour l'armée israélienne panamza.com

- COMING OUT : ZEMMOUR ARBORE UNE KIPPA DANS UNE ANTENNE DE L'ARMÉE ISRAÉLIENNE.

Mercredi 1er juin, le polémiste Éric Zemmour a donné une conférence intitulée "Qu'est-ce qu'être Français et juif?".

Le lieu : la Grande synagogue de la Victoire, établissement religieux qui sert -comme l'avait révélé Panamza en mai 2014- de base de recrutement pour l'armée israélienne.

La nouveauté : pour la première fois en public et devant des caméras, Zemmour, âgé de 57 ans, arbore une kippa, couvre-chef qu'il avait pourtant qualifié -le 14 janvier, sur RTL- de "selfie religieux" {https://youtu.be/TAMAsr9yV9k}.

Rappel : adulé par la droite identitaire française (FN, Fdesouche, etc), Zemmour avait déclaré -le 28 février, sur BFM TV- que les Français musulmans devaient -quant à eux- "se détacher de l'islam" {https://youtu.be/v0jL8ggksgE?t=10m47s}.

Pour en savoir plus sur le crypto-communautariste Éric Zemmour, consultez l'article de Panamza intitulé "Zemmour, cet admirateur d'Israël pour qui les Français musulmans sont des «colons»".

INFO-BONUS : l'un des fils d'Éric Zemmour, prénommé Thibault, a publié le 24 juillet 2015 sur son compte semi-public Facebook une photographie (à droite de l'image) le représentant avec sa petite amie, habillée en soldate de l'armée israélienne et munie -tout sourire- d'un fusil. panamza.com

- Condamné par la justice pour avoir qualifié Caroline Fourest de « désinformatrice »

Démystifier publiquement le pseudo-travail journalistique de Caroline Fourest peut vous faire sanctionner par un tribunal. Tel est mon cas.

Journaliste indépendant et fondateur du site d'investigation Panamza, j'ai été condamné aujourd'hui par la 17ème chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Paris.

Alignée sur la position du ministère public, la magistrate Fabienne Siredey-Garnier m'a déclaré « coupable du délit de diffamation » envers Caroline Fourest, suite à l'audience qui s'est tenue le 22 mars.

Rappel des faits : l'essayiste m'avait poursuivi pour l'avoir notamment qualifié de « désinformatrice » dans un article de février 2013 dans lequel je révélais son altération d'un témoignage relatif à l'arrestation -par la police américaine- d'agents du Mossad le 11 septembre 2001.

En dépit de mon "offre de preuve" (constituée par la lettre de Raphaël Berland, le témoin en question qui certifie que ses propos ont été modifiés et tronqués), la juge a préféré accréditer la version de Fourest : il s'agirait simplement, selon elle, d'une mauvaise retranscription commise par sa monteuse Laure Matthey. Celle-ci, dans sa lettre pourtant jugée irrecevable car remise hors-délai, assure avoir elle-même commis cette « erreur » en raison des propos « confus » et « inaudibles » de Berland.

Cerise sur le gâteau : dans la copie du jugement qui m'a été adressée par mon avocate Isabelle Coutant-Peyre, il est précisé que « les propos poursuivis » et jugés litigieux par Fourest ("désinformatrice, menteuse, fraude journalistique, trucage") ne « reposent pas sur une base factuelle suffisante ».

Vous avez bien lu.

Malgré les nombreuses et flagrantes contre-vérités formulées par Fourest tout au long de sa carrière et citées en audience à titre d'illustration complémentaire, le tribunal a néamoins estimé que j'avais porté « atteinte à son honneur et à sa considération ». panamza.com 31.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

- Grande-Bretagne : le Brexit annoncé par les sondages - euronews.com

Les sondages révèlent un tournant marquant, puisque désormais 52% des électeurs disent oui au divorce, contre 48% qui veulent rester dans l'UE.

Si la classe ouvrière est la plus europhobe, les jeunes au contraire sont les plus europhiles : trois quart des moins de 25 ans sont opposés au Brexit...

La participation générale devrait avoisiner les 60%, toujours selon les sondages. euronews.com 02.06

Turquie. Le führer s'emporte.

- Fureur turque après la reconnaissance du génocide arménien par les députés allemands - AFP La Turquie a réagi avec colère jeudi à l'adoption à la quasi-unanimité par les députés allemands d'une résolution qui reconnaît le génocide arménien, rappelant son ambassadeur à Berlin et menaçant d'une riposte en pleine crise migratoire. AFP 02.06

Yémen. Le massacre oublié.

- Guerre au Yémen: l'ONU épingle la coalition arabe pour les morts d'enfants - AFP

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a placé jeudi la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite sur sa liste noire des pays violant les droits des enfants, l'accusant de la mort de centaines de mineurs au Yémen. AFP 02.06

Venezuela. Opération déstabilisation-destitution.

- Venezuela : «Nous avons faim» scandent les manifestants devant la présidence

Une réunion cruciale pour l'organisation du référendum révocatoire contre le président a été annulée par les autorités chavistes qui font tout pour retarder son organisation. Les manifestations spontanées pour protester contre les pénuries de nourriture se multiplient à travers le pays. LeFigaro.fr 02.06

ECONOMIE

L'Arabie saoudite. Les féodaux adoptent l'ubérisation.

- L'Arabie saoudite investit 3,5 milliards de dollars dans Uber - AFP

Haut de page

Le 7 juin 2016

CAUSERIE

Apparemment le POID ne dit plus dehors Hollande, et la lettre de son organisation de jeunesse adressée à Hollande a été abandonnée. Je me réfère aux maigres documents que j'ai trouvés dernièrement sur le Net, dont la "news letter" de mai de Jeunesse révolution, et l'Appel du POID à une conférence nationale de travailleurs et de jeunes.

Je ne reçois plus Informations ouvrières du POI, le camarade qui me l'envoyait n'est plus abonné.

La confrontation des idées impossible.

Nous sommes une insignifiante minorité parmi l'infime minorité des militants ouvriers qui luttons pour renverser le régime capitaliste, à avoir intégré dans notre analyse de la situation à la fois la crise du capitalisme, la lutte des classes, les enseignements du marxisme ou le socialisme, et le mondialisme ou la stratégie politique néolibérale qui en est la négation, de sorte que chaque événement qu'on aura à interpréter s'intègrera dans l'orientation actuelle de la société ou sera le plus conforme possible à la réalité, ensuite et ensuite seulement en fonction de son importance et des outils théoriques à notre disposition, on évaluera en quoi et dans quelle direction il serait susceptible d'en modifer le cours.

Voilà qui nous vaut bien des inimitiés, calomnies, insultes et j'en passe.

Vous avouerez que cette démarche n'a rien à voir avec je ne sais quel a priori sujet à une déviation d'ordre mégalomaniaque ou aventurière, accusation dont nous faisons souvent l'objet de la part de ceux qui refusent ou sont incapables pour différentes raisons de prendre en compte l'ensemble des facteurs cités plus haut et les rapports qu'ils entretiennent.

Parmi nos procureurs, nous distinguerons les éléments appartenant au mouvement ouvrier et les intellectuels oeuvrant à sa marge.

Les premiers ignorent le mondialisme ou la stratégie politique néolibérale et nous reprochent d'y faire référence, les seconds, la lutte des classes, les enseignements du marxisme ou le socialisme, parce qu'ils dénient à la classe ouvrière la capacité de décider de son propre sort et de l'orientation de la société qui devraient leur revenir au côté de la classe des capitalistes puisqu'ils estiment qu'elle n'aurait pas encore épuisé le rôle historique qu'elle devait remplir au cours du développement de la civilisation humaine.

Partant de là, on se fait pour ainsi dire que des adversaires ou des ennemis et très peu d'amis.

Les uns et les autres refusent obstinément d'examiner nos arguments ou évitent soigneusement toute confrontation d'idées, ils ne cherchent pas à mieux comprendre la situation parce qu'ils estiment l'avoir comprise une fois pour toute un point c'est tout, en y mettant parfois les formes hypocritement, histoire qu'on ne les accuse pas de refuser toute discussion, qui en réalité tourne pratiquement toujours au monologue ou à la confrontation violente d'où rien ne sortira.

J'ai adressé un courriel au portail suisse francophone Arrêt sur Info, il figure intégralement dans la causerie du 3 mai. J'ai reçu une réponse de sa responsable qui a évité soigneusement de reprendre les éléments que j'avais exposés :

Merci de votre feed back

Je crois que lorsqu'il affirme que les mouvements révolutionnaires socialistes, marxistes, trotskistes et autres, ont pour origine le messianisme kabbalistique il se réfère à des sources dont le spécialiste de ces mouvements : Mochaël Lowy

Bien à vous

Silvia Cattori

Journaliste indépendante

Arrêt sur Info

Voilà un exemple qui confirme de manière éclatante ce que nous avancions. Pour éviter de répondre à une question un peu trop précise, il reste le hors sujet.

En lisant ce courriel on pourrait penser que j'aurais fait référence au "messianisme kabbalistique", or nullement, son contenu abordait un tout autre sujet purement politique qui n'apparaît nulle part dans la réponse de madame Cattori, qui visiblement n'a pas souhaité répondre aux questions politiques précises que j'avais soulevées. Notamment celle relative à un article qu'elle a publié dans son portail, et dans lequel son auteur s'était livré à un anticommunisme primaire à l'aide d'un amalgame ordurier entre le communisme et le stalinisme, présentant des staliniens assumés pour des "marxo-trotskistes" adeptes du "marxo-bolchévisme", ensuite quant au refus des intellectuels de rompre avec le régime capitaliste pour l'affronter, ce qui les condamne à l'impuissance ou les conduit fatalement à s'y soumettre. En rédigeant ces lignes, je pensais à haute voix à tous les intellectuels dont Silvia Cattori publie les articles, ainsi que les siens.

Ceci explique sans doute cela.

On se demandera qu'est-ce que vient faire ici le "messianisme kabbalistique", qu'est-ce que viendrait faire une interprétation archaïque, métaphysique et ésotérique de l'univers dans la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire profondément influencée par le marxisme ou le matérialisme dialectique, et pourquoi nous renvoyer à Michaël Lowy, descendant d'immigrés juifs de Vienne (Wikipédia) qui était lié à la LCR, membre d'ATTAC et de la Fondation Copernic, un think-tank du PS auquel le NPA s'est associé lors de différentes campagnes, aux Forums sociaux mondiaux, etc. sinon que cette association est le produit d'une obsession quasi-névrotique, malsaine ou nauséabonde qui tend à ramener tout sujet ou toute discussion aux juifs et à leur histoire, ce qui n'a absolument rien à voir avec le plan sur lequel j'avais situé mon courriel, celui de la lutte des classes.

En fait, Silvia Cattori n'a pas répondu à mon courriel, elle s'est bornée à citer Youssef Hindi, pour lequel il n'y avait "*Rien d'étonnant à voir ces athées marxo-trotskistes passer au messianisme religieux lorsque l'on sait que ces mouvements révolutionnaires des XIXe et XXe siècles trouvent leurs sources dans le messianisme kabbalistique.*, alors que Marx et Engels devaient rompre avec la métaphysique, la religion et la philosophie, dont les théories ou les systèmes reposaient essentiellement sur des spéculations, des révélations, y compris le socialisme utopique ou préscientifique imbibé de ces croyances, pour adopter le matérialisme dialectique reposant uniquement sur des faits matériels ou objectifs pour interpréter la nature, le monde et l'univers.

En famille à gauche. L'espoir dans le FMI fait vivre.

- « Le néolibéralisme a-t-il été surestimé ? » se demande le FMI. - Coralie Delaume - Le Grand Soir 06.06

Extraits.

- Au lieu de relancer l'activité, certaines politiques néolibérales ont accru les inégalités, compromettant en retour la croissance durable de l'économie. (On aura apprécié "certaines", ce qui signifie que certaines politiques néolibérales ont contribué à réduire les inégalités... dans un pays ou sur un continent pour les renforcer ailleurs, peu importe... - LVOG)

- Il y a certes eu des éléments positifs dans l'explosion néolibérale. (S'ils le disent ! - LVOG) L'expansion du commerce mondial a sorti des millions de personnes d'une pauvreté abjecte. (De pauvres et libres ou sans travailler, ils sont désormais endettés jusqu'au coup et esclaves du marché tout en étant toujours aussi pauvres, puisque ce qu'ils recoivent d'une main, ils le reversent de l'autre. En vivant en Inde je peux l'observer quotidiennement. - LVOG)

- En somme, les avantages des politiques néolibérales semblent avoir été quelque peu exagérés. (Non, en êtes-vous vraiment certain ? - LVOG)

- Ce qui précède suggère la nécessité de nuancer les bienfaits du néolibéralisme (Crescendo ils vont finir par l'adorer. Ah ces staliniens ! - LVOG). Le FMI, qui supervise le système monétaire international, a été à l'avant-garde de ce réexamen. (Faites-lui confiance. - LVOG)

- L'avis du FMI a également changé sur la libéralisation des capitaux – on est passé d'une hostilité initiale aux contrôles à une meilleure acceptation des contrôles pour faire face à la volatilité des flux de capitaux. (Et qui supervise ces "contrôles" ? Les Américains et leurs alliés pour être sûrs que ces capitaux ne leur feront pas de l'ombre ou en tirer profit. - LVOG)

- Les décideurs politiques et les institutions qui les conseillent comme le FMI, doivent être guidés non par l'idéologie, mais par les preuves tangibles de ce qui fonctionne réellement. (Ben voyons, selon leurs critères. Pour un peu elle voudrait nous faire croire qu'ils pourraient être "guidés" par les besoins des peuples. - LVOG)

Cet article publié par Le Grand Soir cautionne le FMI, abjecte.

L'éclectisme de Slate est un exercice de démagogie.

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

A en croire le titre et le contenu de l'article rédigé par Slate.fr, L'esclavage ne recule pas dans le monde… au contraire, on pourrait croire qu'on serait en présence de gens particulièrement généreux, remplis de bonnes intentions envers l'humanité toute entière, particulièrement des déshérités en soutenant le combat contre l'esclavage engagé par des philanthropes totalement désintéressés ou animés par une morale supérieure au point que Slate nous invite à les prendre pour modèle ou à les aimer.

Or, il s'avère que la réalité est tout autre, car ces apparences flatteuses sont uniquement destinées à tromper la population pour qu'elle soutienne ces braves philanthropes qui se livrent par ailleurs à des activités d'une toute autre nature et inavouables, finalement leur entreprise philanthropique leur sert uniquement de caution morale à des activités destinées à accroître leur fortune et leur pouvoir au détriment de tous les peuples en recourant à des méthodes des plus cyniques, mafieuses et criminelles, mais légales puisque ce sont eux aussi qui dictent leurs lois aux gouvernants.

Bref, tandis qu'ils affament une partie de la population ou la maintienne dans un état de sous-développement, ils prétendent voler à son secours ou oeuvrer à son bien-être.

Pour que l'imposture soit parfaite, il faut que les liens qui existent entre ces deux types d'activités, l'une consistant à amasser une forture colossale en répandant la misère à travers le monde, et l'autre consistant à venir en aide aux plus déshérités, il faut que ces liens soient les plus dillués possibles, de sorte que le citoyen lambda ne puisse le soupçonner ou remonter à la source de leurs véritables intentions qui sont inavouables.

Ce sont ces liens que nous allons nous attacher à rétablir ici. Une fois que nous en serons venu à bout, nous expliquerons pourquoi nous nous sommes attardés sur cet aspect de la propagande officielle de l'oligarchie.

- L'esclavage ne recule pas dans le monde… au contraire par Slate.fr 04.06

L'esclavage a augmenté dans le monde de près de 30% depuis 2014. C'est la conclusion effrayante de l'étude annuelle sur l'esclavage publiée par l'Association australienne de défense des droits de l'homme, Walk Free Foundation. 04.06

L'ONG Walk Free Foundation a été fondée par Andrew et Nicola Forrest.

Qui est Andrew et Nicola Forrest ?

Ami de Rupert Murdoch, avec une fortune estimée à 2.83 milliards de dollars en 2015, selon le magazine australien BRW, il fait partie des 10 Australiens les plus riches. Précédemment sa fortune dépassait les 9 milliards de dollars. Encouragé par Rockefeller, Warren Buffett, Melinda et Bill Gates, il fonda une ONG dès 2001, l'Australian Children's Trust,

Walk Free Foundation fait partie de la Freedom Fund qui fut fondée en 2013 sous les auspices de Bill Clinton alors Président des Etats-Unis.

Qu'est-ce que la Freedom Fund ?

Basée à Londres, officiellement elle a pour mission de combattre l'esclavage à travers le monde. Son Président est Nick Grono.

Qui est Nick Grono?

Nick Grono a été président de l'International Crisis Group basée à Bruxelles et de la Walk Free Foundation.

Qu'est ce que l'International Crisis Group ?

Une ONG internationale créé en 1995 dans la foulée d'une réunion qui avait eu lieu en janvier 1993 entre l'ex-secrétaire d'Etat américain sous George H. W. Bush, Morton I. Abramowitz, et le président d'une officine de la CIA, la Carnegie Endowment for International Peace et futur vice-président de la Banque mondiale, Mark Malloch Brown.

Notons que Morton I. Abramowitz qui fut ambassadeur sous Reaggan et Carter, est également directeur d'une autre officine de la CIA, la NED (National Endowment for Democracy).

Les pays visés par la Walk Free Foundation.

L'Inde, la Corée du nord, la Chine, le Pakistan, la Syrie, l'Iran, l'Erythrée, la Guinée Equatoriale, l'Irak, le Yémen et les Territoires palestiniens.

Chacun aura compris que l'aspect humanitaire de cette ONG sert de couverture à une entreprise financière et politique destinée : soit à facilité l'implantation de multinationales américaines dans certains pays (Monsanto et ses OGM par exemple), soit à destabiliser certains Etats ou à influencer leur politique pour le compte de l'oligarchie financière qui a pris le pouvoir aux Etats-Unis.

Bien entendu les médias occidentaux se bornent à présenter ces ONG sous un angle avantageux. Et quand bien même leur prétendue vocation (Santé, hygiène, éducation, agriculture, etc.) s'inscrirait en totale contradiction avec celle des multinationales auxquelles elles sont liées ou qui les financent, par exemple la fondation Gates et Monsanto ou Mcdonnell Douglas (armement), ils s'arrangeront toujours pour qu'au bout du compte les aspects en apparence positifs de leurs actions l'emportent afin que la population y adhère, partant du principe que personne ne souhaiterait qu'un enfant soit victime d'esclavage ou meure de faim quels que soient les moyens employés pour éradiquer ces fléaux et sur lesquels personne ne s'attardera, ce qui contribuera à perpétuer ces fléaux, voire à les étendre à une population encore plus nombreuses, pendant que ces généreux philanthropes augmenteront encore leur fortune et leur pouvoir politique, leur pouvoir de nuisance sur le monde.

C'est ainsi qu'il s'en trouve pour soutenir la culture des OGM car cela permet de lutter contre la faim dans le monde, les campagnes de vaccination en Afrique organisées par la fondation Gates car cela permet de sauver des millions d'enfants, etc. Quant aux conséquences de ces actions qui ne sont jamais désintéressées sur le plan financier ou politique, du moment qu'elles servent à sauver des vies, on ne cherchera pas à savoir, ni dans quelle condition ni à quelle condition, ni encore moins à quoi elles peuvent servir par ailleurs.

En politique, on a assisté au même phénomène (inconscient) depuis l'après-guerre, en réalité depuis bien plus longtemps, se bornant à se satisfaire du présent et des apparences sans chercher plus loin, du moment que le capitalisme était présenté comme à l'origine du progrès social ou que la lutte des classes permettait d'obtenir une amélioration de la condition ouvrière, pourquoi s'en faire, pourquoi envisager l'abolition du capitalisme, pourquoi aurions-nous dû combattre dans cette perspective politique puisque le capitalisme et la lutte des classes pourvoyaient à nos besoins, il n'y avait aucune raison que cela cesse un jour, et pourtant !

Bill Gates et ses amis milliardaires actionnaires de Monsanto lutte avec leurs fondations philanthropiques contre l'esclavage et la faim... que Monsanto s'emploie à répandre, conduisant des milliers d'agriculteurs au suicide ou à vendre leurs terres pour finir réfugiés dans un bidonville d'une mégalopole.

C'est exactement le même processus décrit au paragraphe précédent avec les mêmes tragédies.

Je sais que parmi nous il y en a qui vantent les vertus des OGM et du réformisme sans se poser davantage de questions, qui croient par ignorance aux vertus du présent parce qu'il est généreux envers eux, car il faut bien dire à un moment donné les choses telles qu'elles sont. On se demandera s'ils ont enfin compris que cela ne durera pas indéfiniment ou quand ils en prendront réellement conscience, disons avant qu'il ne soit trop tard, comme c'est déjà le cas pour des millions et millions de travailleurs en France, davantage encore à travers le monde, ce dont apparemment ils ne se sont jamais vraiment souciés, hormis peut-être en parole, nous leur accordons, mais aujourd'hui cela ne suffit plus, nous leur disons que cela dépasse les bornes de l'indécence et qu'il y a urgence à ce qu'ils revoient leur copie ou balancent leurs vérités dans la première fosse commune venue, avant que l'odeur de charnier qui s'en dégage les emporte également.

Gates le grand seigneur au grand coeur aussi respire la mort à plein nez, il a cela en commun avec ceux qui croient encore au réformisme ou qui refusent obstinément d'envisager l'abolition du capitalisme parce qu'ils y trouvent leurs intérêts.

Elections présidentielles et législatives. Au fil du temps c'est devenu "un piège à cons". Pourquoi, comment, dans quel but ? Suivez le guide.

Norman Montagu, gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'adressant à l'association des Banquiers des États-Unis, à New York en 1924, vous fournit le mode d'emploi qu'ils n'ont cessé depuis d'affiner.

- « Le capital doit se protéger par tous les moyens possibles, à la fois par la combinaison et la législation. Les dettes doivent être collectées, les hypothèques saisies le plus rapidement possible. Lorsque, en vertu de la loi, les gens perdront leurs maisons, ils deviendront plus dociles et plus faciles à gouverner grâce au bras fort du gouvernement mis en œuvre par un pouvoir central de la richesse sous le contrôle de grands financiers. Ces vérités sont bien connues parmi nos principaux hommes qui sont maintenant engagés dans la formation d'un impérialisme pour gouverner le monde. En divisant les électeurs par le système des partis politiques, nous pouvons les amener à dépenser leur énergie en se battant pour des questions sans importance. C'est donc par l'action discrète que nous pouvons obtenir pour nous-mêmes ce qui a été si bien planifié et ainsi accompli avec succès. »

Tous les moyens sont bons, "combinaison" et "action discrète", mais aussi "largesses" destinées à l'aristocratie ouvrière, à l'élite intellectuels au service du régime, pour parvenir à leurs fins ou faire en sorte que ceux qui n'ont aucun intérêt à la survie du régime le soutiennent ou s'abstiennent de le combattre par ignorance, cette précision a été fournie par John Sherman à New York le 25 juin 1863 dans un communiqué aux associés de Rothschild Brothers of London :

- « Les rares personnes qui comprendront le système seront soit intéressé par ses profits, soit si dépendants de ses largesses qu'il n'y aura pas d'opposition à craindre de cette classe-là. La grande masse des gens, mentalement incapables de comprendre l'immense avantage retiré du système par le capital, porteront leur fardeau sans se plaindre et peut-être sans même remarquer que le système ne sert aucunement leurs intérêts. »

Comme quoi notre ennemi ne s'embarrasse pas de fioritures pour dire ce qu'il pense et imposer sa politique, ce qui de notre côté nous vaudra d'être cloué au pilori par ceux qui au lieu de s'en tenir à ce qui pourrait nous rassembler, s'emploient à mettre en avant ce qui nous divise, ce qui a le don de nous réduire à l'impuissance.

On nous rétorquera que mettre en avant des positions radicales divisent plus qu'elles ne rassemblent, et que par conséquent nous serions mal placés pour tenir ce genre de discours. Autrement dit, il vaudrait mieux adopter des positions conciliatrices envers le capitalisme et ses institutions avant d'envisager d'aller plus loin ou la rupture. Sauf qu'on a pu observer que cela ne fonctionnait pas non plus ou que dans ce cas-là, la rupture avec le capitalisme était renvoyée aux calendes grecques, car la conciliation avec le capitalisme aboutissait systématiquement à la soumission ou à la capitulation devant l'ordre établi qu'il n'était plus question de renverser.

Donc cet argument, qui a été démenti par les faits, ne tient pas ou il est malhonnête, par conséquence nous n'avons aucune raison de modifier nos positions ou de changer de stratégie. Par contre on doit se demander pourquoi elles demeurent incomprises ou pourquoi nous ne parvenons pas à les faire partager par un plus grand nombre de militants et de travailleurs.

On peut répondre qu'elles n'ont été reprises par aucun parti ouvrier, puisque tous ont opté à des degrés divers pour la conciliation avec des représentants du régime et ses institutions, et que c'est peut-être là l'origine du problème que nous avons à résoudre.

Il semble évident que plus on adopte des positions tranchées ou radicales, plus il faut les expliquer aux militants et aux travailleurs pour ne pas les effrayer ou passer pour de furieux ou dangereux extrémistes, il ne faut pas seulement justifier pourquoi on les a adoptées, il faut surtout expliquer pourquoi la politique adoptée par les représentants du capitalisme s'inscrit dans le cadre du développement du capitalisme ou elle en est le produit inévitable, signifiant par là que le capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme ne peut plus participer au progrès social, ne peut plus survivre sans s'attaquer brutalement aux droits ou acquis sociaux qu'il avait dû concéder aux travailleurs au cours du siècle précédent sur fond de lutte des classes, qu'il n'existe pour lui aucune autre alternative, aucune autre politique possible, sauf à menacer lui-même sa propre existence ou à disparaître, ce qui n'adviendra jamais de lui-même, d'où la nécessité pour les masses laborieuses de s'organiser, de se soulever pour prendre le pouvoir politique afin de le renverser ou l'abolir.

On a dit que le passage au socialisme était une nécessité historique et c'est rigoureusement exact, encore faut-il expliquer en quoi elle consiste, de quel processus dialectique elle est la conclusion ou comment on est parvenu à cette conclusion. Sinon, cela pourrait laisser penser qu'elle serait le produit d'a priori, d'idées préconçues fabriquées, de frustrations mal assumées ou d'intérêts obscures, etc. qui auraient germé dans la tête de militants conditionnés par une théorie ou une doctrine partisane, dont il serait préférable de se détourner ou à laquelle il serait souhaitable de ne pas prêter attention pour ne pas se retrouver soi-même contaminé, alors qu'elle est la conclusion de travaux scientifiques auxquels se réfèrent encore les représentants du capitalisme, parce que les faits et le cours du capitalisme de la seconde moitié du XIXe siècle à nos jours n'ont cessé d'en confirmer la validité, la cohérence, le sérieux, et qu'il n'existait pas d'autre interprétation pour expliquer comment et pourquoi l'évolution du capitalisme et sa survie devait conduire infailleblement au chaos, à la guerre, à la barbarie... ou au socialisme.

Les capitalistes ne retiennent que le premier scénario et c'est bien naturel, celui qui se déroule sous nos yeux, tandis que le mouvement ouvrier, trahi par la social-démocratie puis par le stalinisme qui en partagent le contrôle, a abandonné le second, le socialisme.

Partant de là, il faut comprendre qu'on ne pourra jamais renouer avec le socialisme sans se réapproprier les enseignements de la lutte de classe que nous ont légué les marxistes, les enseignements du Capital, de la Commune de Paris, de la révolution russe de 1917, en les adaptant au contexte actuel ou en tenant compte des profondes transformations qu'a subi la société et le monde depuis un siècle, sinon ce sera peine perdue et nous seront vaincus, la civilisation humaine qui n'aura plus rien de civilisée ou d'humaine sera condamnée à dépérir lentement ou violemment, mais sûrement.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, ce ne sont pas les masses exploitées qui ne sont pas aptes à comprendre ce que nous venons d'évoquer, mais bien plutôt nous qui sommes incapables de leur tenir un discours adapté à leur niveau de connaissance ou de conscience que l'on confond avec leur état d'esprit, leur condition et la manière dont elles l'interprétent, pour les amener au socialisme, sachant que dans un premier temps, seuls parmi elles ses éléments les plus avancés ou les

plus conscients sont susceptibles d'y parvenir.

A force de vouloir conciler l'inconciliable, de s'abaisser au niveau du mouvement spontané des masses pour répondre à leurs besoins immédiats quitte à brader l'objectif du combat politique du mouvement ouvrier, on aura tout perdu et rien gagner en échange, on se retrouvera impuissant, anéanti, et vous aurez pu observer pour peu qu'on soit objectif, qu'on en prend bien le chemin.

On peut continuer dans cette voie suicidaire ou rompre avec elle.

Si Le Monde et Libération offre généreusement une tribune au fakir, c'est qu'il ne présente absolument aucun danger pour le régime.

- La « macronite ?» C'est « le socialisme dans sa phase terminale » par François Ruffin (Journaliste et cinéaste) - Le Monde 04.06

- Réponse à François Ruffin sur les accusations de censure par «Libération» - Liberation.fr

Le cinéaste et responsable du journal «Fakir», dont «Libération» publie une interview ce lundi, reproche au quotidien d'avoir passé à la trappe plusieurs questions.

Deux pleines pages sur ses propositions, son positionnement politique, sa stratégie. Deux pleines pages sur le fond. Enfin. C'était trop beau. Et tellement contraire à ce qu'il dénonce. Qui plus est quand le média qui l'accueille s'appelle Libération, ce journal qui «trahit». Dans une espèce de réflexe pavlovien, il fallait donc redresser la barre. Sauver la petite entreprise de dénonciation. S'ériger en victime. Mais sans aller - il ne faut pas pousser non plus - jusqu'à refuser la tribune, et l'appel en une du journal, que proposait ce média mainstream tant honni. Liberation.fr 06.06

- François Ruffin lance une campagne contre le vote PS - AFP

Le journaliste François Ruffin, à l'origine du mouvement Nuit debout et réalisateur de "Merci patron!", a annoncé à l'AFP le lancement mardi d'une campagne contre le vote PS, en raison de "l'absence de rébellion massive contre la loi travail" des parlementaires socialistes. AFP 06.06

Qu'est-ce que cela signifie ? Les "parlementaires socialistes", ceux qui sont en poste depuis juin 2012 ne seraient pas socialistes... Et alors ? En voilà une découverte ou un scoop. Parce qu'ils auraient dû l'être ? Pourquoi ? Et après ? Non, avant, car on ne peut pas comprendre le présent si on n'a pas compris le passé.

Or, ici le passé du PS passe à la trappe ou sera magnifié, un parti pris faussant toute analyse sérieuse sur son rôle de fossoyeur du socialisme depuis 1914. Analyse, qui, parce qu'elle ne remontera pas à l'origine de l'abandon du socialisme ou n'en tiendra pas compte, ne permettra pas de renouer avec le socialisme assimilé au réformisme. Réformisme qui entre temps a cédé la place au social-néolibéralisme qui demeure seul en lice, et qui, tout comme le réformisme ne peut se justifier qu'en s'en remettant au capitalisme, qui, parce qu'il demeure leur modèle économique et social ou leur horizon indépassable n'a nullement besoin de justification, par ce tour de passe-passe ces opposants au PS, ces réformistes peuvent ainsi se faire passer pour des progressistes et justifier leur soumission au capitalisme ou leur refus de rompre avec lui et la boucle est bouclée.

Le réformisme et ses variantes libérales ou néolibérales qui ont vu le jour plus tard ont les mêmes racines, et leurs représentants sont juste en concurrence pour savoir lesquels d'entre eux sont les mieux placés pour gérer la société pour le compte des capitalistes.

Dans le même registre.

- PCF: Laurent lance "un appel" aux socialistes excluant Hollande pour 2017 - AFP

Le secrétaire national du parti communiste Pierre Laurent, reconduit dimanche à son poste par le Congrès, a lancé un appel aux "électeurs socialistes": "Hollande ne peut pas être votre candidat" en 2017.

"Je lance à nouveau un appel à toutes les femmes et les hommes de gauche de ce pays, à tous les électeurs socialistes, à tous les socialistes, je leur dis: "rendez-vous à l'évidence, François Hollande ne peut pas être votre candidat, il ne peut plus être le nôtre, il ne peut plus être en 2017 le candidat qui fait gagner la gauche", a déclaré M. Laurent en clôture de quatre jours d'un Congrès qu'il a qualifié de "clair et offensif".

Signe d'une évolution du parti, M. Laurent est parvenu lors de son discours à faire applaudir le pape François, citant une de ses déclarations: "un Etat doit être laïque, les Etats confessionnels finissent mal".

Quelques minutes auparavant, M. Laurent, seul candidat, avait été réélu au poste de secrétaire national avec 81% des voix

(8% contre). Le patron du parti communiste depuis 2010 n'a pas fait le plein après les interrogations qui ont divisé le parti dans le choix de la stratégie pour 2017. AFP 06.06

Comme au PS, le PCF est devenu un parti d'affairistes, c'est la seule chose qui les intéresse.

Comment être à la fois de gauche et un "anti-communiste radical" ?

Cela ne s'invente pas. Emmanuel Todd est la caricature poussée à l'extrême de l'imposture qui a consisté à considérer de gauche le PS ou tout parti qui prétendait parler au nom des "classes populaires" ou du socialisme, alors qu'ils y étaient totalement étrangers ou les combattaient en réalité. Il est le produit achevé de cette supercherie, dont manifestement il ne comprend pas ou il ne peut pas comprendre l'origine étant corrompu lui-même par l'idéologie de la classe dominante. Il le fit lui-même quand il déclare "je n'ai pas trouvé la solution" au "blocage du système".

Emmanuel Todd fait partie de ces intellectuels qui doivent leur statut social au régime, qui brassent du vent sur un ton assuré et qui finalement ne comprend pas grand chose à la situation, là également il le dit lui-même quand il affirme que "le parti socialiste, pour des raisons mystérieuses, se comporte comme un parti de droite", alors qu'il n'y a absolument rien de mystérieux dans la mue néolibérale du PS, qui n'a fait que confirmer qu'il était un parti de droite depuis un siècle.

Et si de nos jours aucun part ouvrier n'est crédible aux yeux des travailleurs et tous sont en crise, c'est parce que tous les courants du mouvement ouvrier ont participé à cette innommable infâmie politique. Et s'ils parviennent encore à s'en sortir, c'est uniquement parce que les militants et les travailleurs sont amnésiques ou oublient au fur et à mesure les expériences qu'ils ont vécues pour n'en avoir tiré aucun enseignement politique. C'est ainsi par exemple que les ministres de Chirac ou les partis qui avaient accepté de participer à un gouvernement présidé par le PS (Jospin) et le RPR (devenu par la suite UMP puis LR) peuvent se réclamer de la gauche et se présenter sous cette étiquette à l'élection présidentielle de 2017 (Mélenchon).

Parmi les militants du Front de gauche par exemple, personne n'osera le relever. Pourquoi ? Mais parce que ce Front n'a de gauche que le nom, c'est juste une étiquette électorale, électoraliste, tandis que les prébendes ou les avantages qu'ils comptent en retirer sont de droite ou les dividendes qu'ils sont en droit d'attendre de leur soumission aux institutions ou au régime.

Je voudrais vraiment en parler comme chercheur, c'est-à-dire en avertissant que je n'ai pas trouvé la solution et que je suis réellement conscient du fait que l'on a ici un problème d'interprétation de ce qui se passe (...) il y a longtemps que moi, ou d'autres, ont perçu le blocage du système. (...)

Le Bloc MAZ, constitué des classes moyennes, des personnes âgées, très importantes, et des ex- catholiques, donnaient une sorte de base électorale à une forme de conservatisme politique qui permettait à l'oligarchie supérieure, aux 0.1%, de faire ce qu'ils voulaient. Le résultat est une société bloquée (...) un système social immobile, qui condamne les jeunes et le monde ouvrier à la destruction sociale. Il est donc normal d'assister à la montée d'une certaine violence. (...) Ce qui est spécifique de la France, c'est son état d'immobilité sociale. (...)

...en fait, nous traversons une rupture systémique. Parmi les instruments du droit constitutionnel, on avait la distinction entre le mandat impératif et le mandat représentatif. Tout le monde est aujourd'hui d'accord sur le fait que seul le mandat représentatif permet un fonctionnement normal des démocraties libérales, avec des citoyens qui votent, qui élisent des représentants qui prennent des décisions librement à l'intérieur des lignes générales préférées par les électeurs. Or, les intervenants ne semblaient pas se rendre compte que le comportement actuel de François Hollande et du PS suggère l »existence d'un troisième mandat ; le mandat « jemenfoutiste« . Ici, l'élection devient parodique, les électeurs votent, mais il est entendu dans l'esprit du grand parti politique de gauche que ce que dit l'électeur n'a aucune importance, et qu'il a donc le droit de faire exactement le contraire. Ce qui est tolérable à droite, comme Jacques Chirac en 1995, mais avec Hollande, c'est quand même plus compliqué. C'est une rupture. Parce que s'il y a des lois, il y a aussi l'esprit des lois. Actuellement, le respect des règles constitutionnelles formelles nous aveugle sur le fait que l'esprit des instituions est bafoué. Il y a une évolution des mentalités, dans la Ve République, qui fait que le corps électoral ne compte plus. Quelle évolution des mentalités a permis cette dénaturation ? L'article 4 de la constitution nous indique que les partis politiques concourent à l'expression du suffrage, mais là, en pratique, cet article a été aboli. Le parti socialiste participe à la dénaturation du suffrage, c'est un problème constitutionnel. C'est à partir de ce cadre conceptuel qu'il faut comprendre l'attitude d'action anormale de la CGT. Je crois que François Hollande ou Manuel Valls ne sont pas conscients du fait qu'ils sont en train de détruire le droit constitutionnel français. Mais je ne crois pas non plus que la CGT soit consciente de ce qu'elle représente. (...)

Les gens pensent que je suis super à gauche, ce qui est faux, parce que j'ai été membre du parti communiste pendant deux ans lorsque j'étais gamin. Mais j'ai eu, par la suite, une solide carrière anticommuniste, en prédisant l'effondrement de l'Union soviétique, en écrivant « La chute finale » ou en associant le communisme à une variante de la schizophrénie dans « le fou et le prolétaire ». Mon travail sur les systèmes familiaux ramenait le communisme à la préexistence d'un système familial autoritaire et égalitaire.

Je suis un anti-communiste radical. Donc, si je dis du bien de la CGT, cela ne doit pas être mal compris. C'est la CGT dans sa

fonction actuelle de force, nouvelle et inattendue, qui, par effet de vide et de positionnement aléatoire, se trouve défendre la démocratie libérale en France. (...) Tous ceux qui croyaient qu'on pouvait faire n'importe quoi en désignant un bouc émissaire sont tout d'un coup, par volatilité, passés au radicalisme de la lutte des classes. (...)

Les socialistes ou Pierre Gattaz, c'est pareil. Je commence à avoir la nostalgie de Laurence Parisot, que l'on n'imagine pas sombrer dans cette ineptie. (...) Si le parti socialiste pense que ses électeurs doivent lui obéir, alors on comprend leur concept de pédagogie ; c'est la stratégie du maître qui doit faire comprendre aux enfants, par l'obéissance. Le même problème de crise de représentation se pose à propos du FN. Parce que les cadres du parti sont des gens d'extrême droite, et on l'a senti au moment de la crise. Ils voulaient de l'ordre. Face à un évènement réel, les cadres du FN sont justes des gens très à droite, et ils se foutent de leurs électeurs ouvriers. Le PS méprise son électorat, mais le FN aussi. (...) Le PS est probablement plus dangereux pour la liberté d'expression que la droite. Ce n'est pas l'intolérance des gens d'extrême gauche, qui n'en auraient pas les moyens.
Les socialistes sont beaucoup plus intolérants, en fait, que les gens de droite. Ce n'est pas un hasard. Si je fais la somme de ce que les socialistes ont fait, en termes de contrôle de la presse, d'inversion des valeurs de la gauche sans tenir compte de leur électorat, le bon concept est un concept violent et doux à la fois ; il s'agit du fascisme rose, le mot rose évoquant la douceur du processus. (...)

J'ai senti une crise d'identité de la droite en voyant ses candidats perturbés par le fait que les socialistes n'avaient pas été élus pour faire ça. La droite est en pilotage automatique lorsqu'il s'agit de critiquer la CGT, ce sont des gens de droite et complètement estimables en tant que tels. Mais on sent que ce que fait le PS est un problème pour eux, cela devrait donc être également un problème pour les chercheurs.Je peux très facilement faire un numéro sur le thème de François Hollande est « méchant » ou « débile » mais ce n'est pas le problème. Le problème est de savoir pourquoi le PS fait une politique tellement à droite, et surtout sur les implications du détraquage du système politique que cela induit. Cela passe, comme je l'ai déjà dit, par le mot « radicalisation ». Il y a quelques mois, nous avions le radicalisme islamique. On le dénonçait et on le combattait.
Mais aujourd'hui, selon les socialistes, tout est radicalisé. Tout le monde est en train de prendre conscience du fait que le parti socialiste, pour des raisons mystérieuses, se comporte comme un parti de droite. Mais cela produit une dérive générale de tout le système politique. Cela pose un problème existentiel d'autodéfinition à la droite classique. Tous les candidats de la droite classique font de la surenchère libérale. C'est un effet du glissement à droite du PS. La question est pourquoi ?Quand on voit la gauche allemande, elle a fusionné avec la droite au gouvernement, la question est donc réglée. (...)

Le PS est un parti d'un genre nouveau, organisé comme l'église catholique ancienne. Avec des électeurs qui votent, des députés qui se foutent de ce que votent les électeurs, où les cadres supérieurs du PS se foutent de savoir ce que pensent les députés, et le Président et ceux qui l'entourent se foutent de ce que pense le reste du PS. Il y a, en France, une sorte de détraquage général qui fait que la droite, d'après son implantation territoriale, devrait passer à la gauche du PS. Il y a une erreur de positionnement. Atlantico.fr 02.06 - publié par Arrêt sur Info le 06.06

Ils sont trop solidement enchaîné au capitalisme.

Chut, il ne faut pas le dire, il ne faut pas que cela se sache ! Pourquoi ? Devinez.

- Non massif des Suisses au revenu de base inconditionnel - Reuters

L'initiative en faveur d'un revenu de base inconditionnel (RBI) a été rejetée par près de quatre électeurs sur cinq lors d'une votation ce dimanche en Suisse, selon une projection de l'institut GfS pour la télévision helvétique.

La nette défaite des partisans du RBI n'est pas une surprise, les sondages ayant prévu un rejet de cette ampleur.

Les partisans du RBI estiment que mettre en place un revenu mensuel de 2.500 francs suisses (2.250 euros) par adulte et de 625 francs suisses (560 euros) par enfant serait un progrès pour la dignité humaine et pour les services publics.

Mais aussi généreuse soit-elle, l'idée qu'on puisse recevoir de l'argent sans contrepartie apparaît inconcevable aux yeux d'une grande majorité des Suisses, qui portent aux nues la valeur travail. En 2012 déjà, inquiets de voir leur compétitivité baisser au niveau international, les électeurs suisses avaient refusé de porter leurs congés payés de 4 à 6 semaines.

Lors d'une autre votation, ce dimanche, les électeurs suisses ont rejeté à 67% une initiative populaire fédérale "en faveur du service public", selon une projection de GfS diffusée par la radiotélévision helvétique. Cette initiative demandait à la Confédération de ne pas viser prioritairement les bénéfices au sein des sociétés contrôlées majoritairement par l'Etat, comme Swisscom, La Poste suisse ou la société des chemins de fer CFF. Reuters et Le HuffPost 06.06

Contrôle des populations et formatages des consciences.

- Faut-il faire de l'information positive ? - lemonde.fr

Grille de lecture.

- "l'information « sérieuse » forcément négative" parce qu'elle ramène aux fondements du régime...

- "Les « nouvelles positives » seraient centrées sur les solutions plutôt que sur les problèmes", c'est préférable quand on n'a pas l'intention de s'attaquer aux causes des problèmes qu'on a soi-même créés ou contribués à créer.

- "tout type d'histoires susceptibles de célébrer la générosité, le progrès ou l'égalité", bref la crasse ignorance ou l'insouciance, le corporatisme, la collaboration de classes...

- "Les internautes sont invités à proposer leurs idées", à faire leur propre malheur... La preuve par un internaute :

"Nous vivons une époque de grands changements et des initiatives sont prises en grand nombre partout dans le monde pour construire une société plus juste : collaboration, partage, partenariat, mise en réseaux"... pendant que la décomposition de la société s'accélère, le chaos et la barbarie gagnent du terrain tous les jours, on vous appelle à y mettre la main.

Le Monde - La guerre, le terrorisme, la corruption et les crises politiques font bien souvent l'ouverture des journaux télévisés et la « une » des sites d'information. On finirait par penser qu'il ne se passe que des choses atroces dans le monde. Or, il se passe aussi beaucoup de choses positives, dont l'impact est peut-être moins immédiat, moins « transformateur » à court terme qu'une crise géopolitique, mais tout aussi essentiel : on repousse des épidémies, on invente de nouveaux médicaments, on apprend peu à peu à dépenser moins d'énergie…(Alors que ce sont les mêmes qui sont victimes des épidémies, qui manquent de médicaments ou ne peuvent pas se les payer, qui n'ont pas l'électricité ou ne peuvent pas payer leurs factures. - LVOG)

De nombreuses études psychologiques ont montré que les gens préfèrent les actualités négatives. Un vieil adage des rédactions anglo-saxonnes dit d'ailleurs « if it bleeds, it leads », « s'il y a du sang, ça fait la une ». En 2007, le Pew Research Center avait combiné 165 sondages sur les préférences des Américains en termes d'actualité. La guerre et le terrorisme arrivaient en tête, loin devant le sport et le divertissement. Mais l'arrivée des réseaux sociaux a légèrement transformé la donne. En effet, les nouvelles « positives » sont plus partagées en ligne que les contenus négatifs. (Ils façonnent la psychologie des gens et ensuite ils expliquent qu'ils leur servent ce qu'ils réclament dont ils sont en réalité à l'origine, on appelle cela la manipulation ou le formatage des consciences. - LVOG)

Liens entre émotion et viralité

Une étude réalisée par l'université de Pennsylvanie a tenté d'évaluer les liens entre émotion et viralité en analysant trois mois de contenus publiés sur le site du New York Times, soit près de 7 000 articles. Selon les résultats de cette étude, les articles les plus positifs ont plus de chances de se retrouver dans la liste des « contenus les plus partagés par e-mail ». Notons que la même expérience peut être réalisée à peu près n'importe où, en observant les partages sur les réseaux sociaux. Chez Big Browser, par exemple, où il suffit de relayer l'histoire d'une grand-mère qui préfère partir en road trip plutôt que de faire sa chimiothérapie pour se retrouver en tête des articles les plus partagés.

Si l'on choisit d'être cynique un moment, les médias auraient donc aujourd'hui tout intérêt à diffuser plus d'informations positives, tout simplement parce qu'elles génèrent plus d'audience. Beaucoup ont essayé. Le site Upworthy, par exemple, fonctionne sur la base d'une ligne éditoriale axée sur le divertissement et les contenus « socially conscious », c'est-à-dire tout type d'histoires susceptibles de célébrer la générosité, le progrès ou l'égalité. Les internautes sont invités à proposer leurs idées. Ouvert en 2013, Upworthy a été propulsé en quelques mois en tête des sites dont les contenus sont les plus partagés sur Facebook, selon Business Insider.

« Solutions, innovations, réponses » Le problème de l'information positive est que la joie n'est pas en soi un critère pour déterminer la valeur d'une information. Tout comme on ne choisit pas de parler des migrants « parce que c'est triste », on ne peut pas choisir de traiter une actualité « parce qu'elle est positive ». Ce n'est tout simplement pas une raison suffisante (sauf chez Jean-Pierre Pernaut). À ces nouvelles positives, on pourrait donc reprocher leur futilité, leur déconnexion d'avec les problèmes du monde réel. Sur le fil entre information et divertissement, celles-ci n'auraient donc pas leur place dans un média d'information comme le Guardian.

Le quotidien britannique a néanmoins demandé à ses lecteurs s'ils apprécieraient de lire plus de nouvelles positives. « Un nombre significatif d'entre eux nous a répondu que nous voyions constamment le verre à moitié vide », explique le site du Guardian. Les lecteurs sont invités à proposer leurs idées, via un formulaire disponible en bas de l'article, pour alimenter une nouvelle série d'articles intitulée « Half full », « à moitié plein ». Sous-titrée « solutions, innovations, réponses », la série « Half full » propose déjà deux articles : l'un sur les solutions imaginées par des start-up pour nourrir la planète, et l'autre sur le revenu universel.

Le « journalisme constructif » veut donc prendre le contre-pied de l'opposition entre le divertissement pur et l'information « sérieuse » forcément négative, en montrant qu'il est possible de proposer un journalisme positif sans appauvrir l'information. Non, le positif

n'est pas forcément cantonné aux chats qui font du skateboard ou à ces vidéos de soldats américains retrouvant leurs enfants, qui ressurgissent tous les ans des profondeurs de l'internet. Les « nouvelles positives » seraient centrées sur les solutions plutôt que sur les problèmes. Leur sérieux, leur valeur informative et leur importance ne seraient pas entamés pour autant. C'est en tout cas ce que promet le Guardian :

« Ceux qui ont essayé de s'opposer au cours habituel des actualités ont souvent été tournés en dérision. On les accusait de tomber naïvement dans le piège de la futilité et du buzz, ou alors de passer à côté de l'info. Nous croyons qu'il existe un juste milieu. Ce ne sont pas des "bonnes nouvelles", mais un journalisme constructif, centré sur les solutions et les réponses, sans pour autant les approuver. » lemonde.fr 03.6

Dans tous les cas de figure, actualité "positive" ou "négative", on observera qu'il s'agit de privilégier les émotions au détriment de la réflexion pour influencer les choix ou décisions politiques de la population ou obtenir son adhésion, quand ce n'est pas l'abrutir davantage.

Qui aurait cru que c'était parti de là ? Promotion de "l'homosexualité à des fins politiques ou économiques".

- Accusations de "pinkwashing" autour de la Gay Pride de Tel Aviv - euronews.com

Polémique cette année autour plus grande Gay Pride d'Asie: celle de Tel aviv, qui a réunit selon la ville 200.000 homosexuels, transsexuels, et sympathisants ce vendredi.

Depuis plusieurs années Israël fait son possible pour convaincre les touristes LGBT de faire le voyage, et ça marche: Des dizaines de milliers d'entre eux ont encore fait le déplacement pour l'occasion.

Mais l'événement a faillit être annulé cette année, après la découverte par des organisateurs, du coût d'une campagne publicitaire destinés à l'Europe: 2,2 millions d'euros (11 millions de shekels), soit 10 fois plus que les subventions annuelles de l'État aux associations LGBT.

De quoi raviver les accusations de pinkwashing qui visent régulièrement l'État hébreux. Une technique de communication visant à promouvoir – surtout en surface – l'homosexualité à des fins politiques ou économiques.

Face à la menace de la communauté LGBT d'annuler le rassemblement, les autorités ont débloqué de nouvelles aides aux associations, du même montant que la fameuse campagne de communication. Pour le plaisir des fêtards. euronews.com 03.06

Enfin une bonne nouvelle : L'économie de guerre se porte bien

- Ventes d'armes : en 2015, la France a explosé les compteurs - AFP

La France a enregistré en 2015 des commandes record d'armements. Et l'année en cours sera encore meilleure !

On le sait depuis un moment : la période est faste pour les ventes d'armement français. En 2015, les industriels français ont enregistré 16,9 milliards d'euros de commandes, ce chiffre record étant officialisé par le ministère de la Défense dans son rapport au Parlement 2016 sur les exportations d'armement de la France, publié 1er juin sur le site du ministère de la Défense (bon courage pour le trouver, il est bien caché !). Ce chiffre est d'autant plus spectaculaire qu'il traduit un accroissement exceptionnel. Après un coup de mou en 2012 (4,8 milliards d'euros), les chiffres n'ont cessé de progresser : 6,8 milliards en 2013, 8,2 milliards en 2014, pour faire mieux que doubler en 2015. Quant à 2016, cette année pourrait faire exploser les compteurs avec le gigantesque contrat de sous-marins pour l'Australie, dont la part française devrait être comprise entre 8 et 17 milliards d'euros.

Ce qui manquait le plus à l'industrie d'armement française depuis des années s'est enfin produit : elle a vendu des « plateformes », générant sur la durée des besoins techniques et opérationnels considérables. S'agissant des meilleurs clients de la France sur les neuf dernières années, les clients les plus rentables sont connus : il s'agit en premier de l'Arabie saoudite, suivie du Qatar et de l'Égypte. Viennent ensuite le Brésil et l'Inde (qui ont tous deux passé de grosses commandes de sous-marins Scorpène), puis les Émirats arabes unis et les États-Unis.

Malgré les critiques sévères des défenseurs de droits de l'homme, le soutien politique spectaculaire marqué par la France à ces trois États a joué à plein, ce que l'on reconnaît volontiers chez le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian.

N'oublions pas l'engagement jamais vu dans de telles affaires du ministre de la défense Jean-Yves Le Drian, souligné par tous les acteurs de ce dossier. Sans états d'âme, jouant à la perfection son rôle de marchand de canons en chef, il a surfé avec habileté sur les conditions stratégiques de l'heure et sur la montée des tensions. Dans sa préface au rapport, il écrit que ces succès constituent « un signe tangible et concret de la volonté du gouvernement de doter notre pays d'une industrie performante, au

service de sa défense, mais aussi de son économie, dans le respect des engagements internationaux, dont nous serons toujours les garants vigilants ». AFP 05.06

Dossier loi Travail

Grèves en cours

- Les grèves se multiplient pour l'ouverture de l'Euro - BFM Business

- SNCF: Valls appelle à l'arrêt "le plus vite possible" de la grève, "totalement incompréhensible" - AFP

Manuel Valls a appelé samedi à l'arrêt "le plus vite possible" du mouvement de grève à la SNCF, qu'il a qualifié de "totalement incompréhensible". AFP

- SNCF: après Pepy, Valls appelle à l'arrêt de la grève par "solidarité" avec les Français - AFP

- SNCF: la poursuite de la grève votée malgré l'appel de Pepy AFP

- Euro-2016: Hollande admet une "menace" contre la sécurité et souhaite l'arrêt des grèves - AFP

François Hollande a prévenu dimanche que la menace contre la sécurité de l'Euro-2016 "existe" et "vaut pour un temps qui sera long", lançant également un appel implicite à l'arrêt des grèves à la SNCF ou à Air France pour ne pas gâcher la fête. AFP

- Loi Travail: "Il faut savoir arrêter une grève" lance François Hollande - L'Express.fr

Dans une interview à La Voix du Nord, le chef de l'Etat appelle à la fin de la fronde sociale, estimant que le "gouvernement a montré sa volonté de dialogue". L'Express.fr

- SNCF: 75 élus LR d'IDF appellent à la suspension de la grève - AFP

Soixante-quinze élus Les Républicains d'Ile-de-France, au premier rang desquels la présidente de région Valérie Pécresse, le président du Sénat Gérard Larcher et le député de Paris François Fillon, ont appelé dimanche les grévistes SNCF à suspendre leur mouvement "en raison des inondations"... AFP Recul du mouvement anti-loi Travail dans les transports Reuters

La mobilisation contre le projet de réforme du Code du travail a marqué le pas vendredi dans les transports, notamment à la SNCF où le taux de grévistes répondant à l'appel de la CGT et de Sud-Rail est tombé à 10,5%, selon la direction.

A la RATP, où a débuté jeudi une grève censée être illimitée à l'appel de la CGT, la direction n'a relevé aucune perturbation sur les réseaux de métro, de bus, de tramway ou de RER - lequel était en revanche affecté par les inondations sur un tronçon exploité par la SNCF.

Les contrôleurs aériens ont par ailleurs levé jeudi leur préavis pour ce week-end, mais l'intersyndicale des pilotes d'Air France a appelé le même jour à la grève du 11 au 14 juin pour défendre les rémunérations.

Les hôtesses et stewards d'Air France sont pour leur part appelés à la grève du 27 juillet au 2 août inclus, a annoncé vendredi soir l'intersyndicale PNC.

Dans les raffineries, les salariés de Grandpuits ont voté la fin de la grève vendredi (62% - ndlr), a-t-on appris auprès de Total. Trois autres sites opérés par le groupe pétrolier (Normandie, Donges et Feysin) restaient à l'arrêt et la plateforme de La Mède (Bouches-du-Rhône) tournait à 80% de ses capacités.

A Donges (Loire-Atlantique), les salariés ont reconduit le mouvement vendredi. Selon la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), des "clous de fabrication artisanale" ont été répandus sur la route permettant d'accéder au dépôt de carburant voisin de cette même raffinerie.

Le mouvement anti-loi Travail touche aussi le secteur du traitement des déchets et des ordures ménagères, en particulier en Ile-de-France où trois des quatre principaux centres sont bloqués - à Ivry-sur-Seine, Saint-Ouen et Issy-les-Moulineaux.

D'après la fédération CGT des services publics, la collecte et le traitement des déchets sont paralysés à Saint-Etienne (Loire), où quatre sites sont bloqués, de même qu'un dépôt de bennes à ordures à Toulouse.

"On est parti pour continuer la semaine prochaine et faire en sorte que ça s'étende", a dit à Reuters Baptiste Talbot, secrétaire général de la CGT-services publics. "Jusqu'au 14 juin, il peut y avoir une montée en puissance, même s'il peut y avoir des variations d'intensité."

- Air France: les hôtesses et stewards appelés à la grève du 27 juillet au 2 août - AFP

- Loi travail: 54% des Français désapprouvent la poursuite des grèves - AFP

Il y a trois semaines, la même enquête avait donné un résultat exactement inverse, avec 54% des Français approuvant les grèves et manifestations, contre 45%.

Les sympathisants des partis à la gauche du PS approuvent à une écrasante majorité (94%) le mouvement social, selon le sondage publié dimanche, ceux d'Europe Ecologie Les Verts aussi (55%). En revanche, ceux du PS ne sont que 36% à l'approuver. (C'est bien un parti de droite. LVOG)

Concernant les suites à donner au projet de loi et parmi trois propositions, les Français optent pour la renégociation. Ils sont quatre sur dix (41%) à estimer que le texte doit être renégocié par le gouvernement et les syndicats.

La même proportion de Français (29%) pense que le gouvernement doit "maintenir en l'état" le projet de loi que le "retirer".

Logiquement, cette dernière solution recueille les suffrages des sympathisants des partis à la gauche du PS (67%), contre seulement 6% de ceux du PS. (C'est bien un parti de droite. LVOG)

Quant à la renégociation, elle remporte les suffrages de 55% des sympathisants PS, comme de ceux du MoDem, et de 40% de ceux des Républicains.

Le maintien en l'état du texte de la ministre du Travail Myriam El Khomri ne recueille une majorité que chez les sympathisants de l'UDI (52%). AFP 05.06

Mailly débloque ou tel qu'il est.

- Mailly (FO): "Personne n'a dit on va bloquer l'Euro" - AFP

"Personne n'a dit on va bloquer l'Euro, on n'est pas stupide", a-t-il déclaré lundi sur LCI. AFP 06.06

Quand l'Etat réprime

- Violences policières contre des journalistes à Rennes : le Défenseur des droits saisi - Liberation.fr

Le ministre de l'Intérieur se dit prêt à recevoir les organisations de journalistes qui ont dénoncé ces violences, tout en défendant le travail des forces de l'ordre. Liberation.fr

- Vives critiques contre les méthodes de maintien de l'ordre en Bretagne - LeMonde.fr Des journalistes matraqués, une « charge » policière motorisée : les forces de l'ordre sont accusées d'employer des moyens disproportionnés pour contenir les manifestants. LeMonde.fr

- Loi travail : 48 enquêtes judiciaires ouvertes par la « police des polices » pour des violences contre des manifestants -

Ces enquêtes ont été ouvertes après des accusations de violences policières, principalement à Rennes et Paris, a indiqué la directrice de l'Inspection générale de la police. LeMonde.fr

- Insultes et menaces de mort : panique au standard de la CGT - LePoint.fr

Depuis une semaine, les standardistes du siège de la CGT à Montreuil sont débordés par les appels douteux. LePoint.fr

- "Chienlit": quand la loi Travail ravive un mot qui "ne sent pas bon" - AFP

C'est un mot qui "ne sent pas bon" et qui revient de façon épisodique dans le discours politique mais avec une insistance accrue

ces dernières semaines autour de la loi travail: "la chienlit", un terme étroitement associé à Mai 1968. AFP

- Un manifestant dans le coma: des images à charge contre les CRS - Liberation.fr

Le 26 mai à Paris, Romain D. s'écroule en fin de mobilisation contre la loi travail. Une nouvelle vidéo montre qu'une grenade de désencerclement venait juste d'exploser.

Romain D., 28 ans, est dans le coma depuis le 26 mai, jour de la dernière mobilisation contre la loi El Khomri. Victime, a priori, d'un jet intempestif de grenade de désencerclement. Une enquête pénale pour «violence volontaire par dépositaire de l'autorité publique» a été ouverte par le parquet.

Ce jour-là, à Paris, après dissolution du cortège syndical, un groupe part vers la Porte de Vincennes. Rue du Général-Niessel, les CRS interpellent un ado, puis se replient dans un jardinet attenant. D'où ce mini-attroupement de plusieurs journalistes et quelques badauds scandant «libérez notre camarade». Le garçon en question sourit quand une caméra le filme. «L'ambiance était bon enfant, témoigne un photographe présent sur place. Un reliquat de manif, des journalistes, des passants, dont une petite vielle.» Et Romain, donc, «pas vraiment manifestant mais observateur», souligne sa famille.

D'autres CRS arrivent rapidement en renfort, et l'un d'entre eux lance, sans plus de formalité, une grenade de désencerclement. Apparemment dans les formes techniques requises, c'est-à-dire dans les jambes, au ras du sol… Mais certainement pas au motif requis par une circulaire de la police, qui prévoit d'y recourir «lorsque les forces de l'ordre se trouvent prises à partie par des groupes violents ou armés».

Selon de premières images diffusées sur Internet, on voit d'abord la grenade jetée, puis, dans un deuxième temps, Romain allongé au sol. Mais sur de nouvelles vidéos, dont l'une doit être diffusée ce lundi dans le Petit Journal de Canal + (et que Libé a pu visionner), l'homme s'écroule dans la foulée de l'explosion de la grenade. Ce qui renforcerait le lien de causalité entre l'acte du CRS et la blessure de Romain. Selon l'avocat de sa famille, Me Hugues Bouget, il pourrait avoir été touché par le bouchon déclencheur de la grenade.

Bitume.

Deuxième acte, quelques instants plus tard. Selon les témoins interrogés par Libération, les CRS lancent derechef une bombe lacrymogène en direction des passants s'étant illico greffés autour du corps de Romain, allongé sur le bitume. Attroupement intempestif, ont manifestement considéré les CRS. Une action contraire, encore une fois, aux règles qui régissent l'utilisation d'une grenade de désencerclement : «Après usage, il convient de s'assurer aussitôt de l'état de santé de la personne et de la garder sous surveillance ; au besoin, un examen médical doit être effectué dans les meilleurs délais.»

Troisième épisode : un camion de pompiers débarque enfin sur les lieux. Romain y est embarqué sur un fauteuil roulant, visage bandé mais manifestement éveillé, voire souriant pour rassurer ses proches. Deux CRS harnachés et casqués montent alors à bord. Un témoin affirme qu'un troisième CRS portant une mallette de survie se serait glissé dans le camion.

Impatience.

La suite nous est racontée par deux autres témoins oculaires, Paul et Marie (1). Peu de temps après avoir démarré, l'estafette des pompiers se gare quelques centaines de mètres plus loin, le temps qu'un autre véhicule, mieux médicalisé, ne prenne en charge Romain. «Le voyant entrer bien portant dans le camion des pompiers, on a trouvé bizarre que deux CRS s'y engouffrent. Du coup, on l'a suivi.» Ils disent ensuite avoir vu, via une vitre latérale, «deux CRS casqués se pencher sur lui», le pompier de service restant «en retrait» de la cabine. Nos témoins n'ont pu observer directement le corps de Romain, seulement les deux CRS. Mais ils affirment que «leurs gestes étaient violents, au point de faire bouger le fourgon». Premier secours, acte d'intimidation ? Dans un appel téléphonique passé à des proches depuis le camion de pompiers (Libération a eu accès à la bande audio), on entend juste Romain crier sa douleur.

Ces faits mériteraient une enquête impartiale. Mais la procédure n'en prend pas, pour l'instant, le chemin. Depuis l'ouverture d'une enquête administrative diligentée par l'IGPN (police des polices), doublée d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Paris, le CRS ayant lancé la grenade initiale n'a toujours pas été convoqué - il ne sera auditionné que cette semaine. Me Bouget, lui, ne cache pas son impatience de voir désigné un juge d'instruction : «Ce serait un geste fort de le faire rapidement, pour ainsi démontrer que l'enquête va se faire en toute transparence et en toute indépendance, comme les pouvoirs publics s'y sont engagés, au plus haut niveau, envers la famille.»

(1) Les prénoms ont été changés. Liberation.fr 05.06

- Loi travail : après la pétition, la votation - Liberation.fr

Les syndicats opposés au projet législatif organisent un référendum de terrain, dans toute la France, pour «élargir la mobilisation» et répondre «au déni de démocratie». Objectif : récolter deux millions de voix favorables au retrait du texte.

«Prenez la parole avec des bureaux de vote citoyens dans les entreprises, les administrations, les espaces publics, les lieux d'études.» Après la pétition en ligne lancée par des militants, en février, c'est au tour de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, UNL et FIDL) opposée au projet de loi travail de s'essayer à une forme alternative de mobilisation, en parallèle des manifestations : la «votation travail». «Autoritarisme et répression»

Au menu de ce référendum sur le texte porté par Myriam El Khomri, deux questions : êtes-vous «pour» ou «contre» le «retrait du projet de loi travail» ? Et «faut-il aujourd'hui des droits nouveaux pour les salarié-e-s, jeunes, privé-e-s d'emplois et retraité-e-s» ? Lancée le 29 mai, l'initiative vise à «élargir encore la mobilisation» et «permettre aux salarié-es de s'exprimer et [de] s'engager dans la mobilisation sous toutes ses formes». Mais aussi à répondre au «déni de démocratie avec l'utilisation du 49.3» par le gouvernement et à «l'autoritarisme et la répression», précisent les sept syndicats.

Partant du constat que «70% de la population est opposée à ce projet de loi», les syndicalistes espèrent, au total, récolter quelque deux millions de votes de travailleurs, étudiants et lycéens au cours des prochains jours. Pour ce faire, une plateforme sur Internet, en cours de construction, a été mise en place pour faciliter l'organisation des votations sur le terrain et fournir le «matériel» de vote, c'est-à-dire les bulletins. Des militants peuvent ainsi se porter volontaire, via ce site, pour organiser un référendum. «Remis au Président»

Usine, bourse du travail, lycée, place publique : plusieurs lieux de vote sont déjà référencés aux quatre coins de la France, sur une carte en ligne. Vendredi, le compte Twitter @votationtravail comptabilisait 200 lieux de vote. Comme celui de l'aéroport de Clermont-Ferrand, où la votation a eu lieu mercredi. Ou encore celui du site ERDF de Montpellier, où «une majorité de salariés a pris part au vote», souligne, sur Twitter, Benjamin Ordon, secrétaire général du syndicat CGT-Ufict mines et énergie de l'Hérault. Résultat : «94% sont pour le retrait.»

Et après ? Pour l'heure, aucune date butoir n'est fixée. «Une manifestation nationale a lieu le 14 juin, et les résultats de la votation seront remis au président de la République dans la deuxième quinzaine [du mois]», précisent toutefois les organisateurs. Soit en pleine période d'examen du projet de loi travail par les sénateurs de droite, qui promettent de durcir encore plus le texte. De quoi faire monter la gronde des opposants au projet. Liberation.fr 03.06

Comme quoi il y a un début à tout. Finlande : "la première fois depuis un siècle un recul des droits des salariés".

- Accord sur la réforme du Code du travail en Finlande - Reuters

Au terme d'une année de négociations jalonnées de grèves, le gouvernement finlandais de centre-droit s'est entendu vendredi avec les partenaires sociaux sur une réforme du Code du travail, qui prévoit pour la première fois depuis un siècle un recul des droits des salariés.

Les principaux syndicats et le patronat ont donné leur aval à cette "dévaluation interne" qui a pour but de relancer les exportations et la compétitivité d'une économie stagnante.

Augmentation du temps de travail, gel des salaires pendant un an, hausse des cotisations retraite pour les salariés et baisse de celles des employeurs sont quelques une des mesures retenues.

"Aujourd'hui, en Finlande, nous écrivons l'histoire. Peu de pays sont capables de prendre une décision si difficile d'un commun accord", se félicite le Premier ministre, Juha Sipilä, sur son blog.

"Avec ces mesures, nous allons réduire considérablement le déficit de compétitivité avec la Suède et l'Allemagne", ajoute-t-il. Reuters 03.06

Intox. L'art du consentement ou comment vaincre "la défiance voire le rejet de l'opinion" afin de permettre "aux réformes d'être menées".

- La loi "Sapin II" débattue à l'Assemblée veut rassembler la gauche - AFP

Salaires des grands patrons, lutte contre la corruption, encadrement des lobbies: l'Assemblée a entamé lundi les débats sur le projet de loi "Sapin II" qui vise à "combattre une finance débridée", occasion d'un rassemblement d'une gauche déchirée par la loi travail. AFP

- Loi Sapin 2 : « Le lobbying doit œuvrer à faire respirer la vie démocratique » - LeMonde.fr

Les acteurs économiques peuvent aider, au travers du lobbying, à un meilleur processus décisionnel en France, à des lois plus en lien avec les réalités économiques et sociales, aboutissant ainsi à des décisions plus légitimes, moins contestées par les parties prenantes, expliquent Laurent Mazille, président de l'Association professionnelle des responsables des relations avec les pouvoirs publics) et Fabrice Alexandre.

En France, la défiance culturelle de l'opinion vis-à-vis des intérêts particuliers, notamment quand ils sont économiques, a des racines historiques profondes : la Révolution d'inspiration rousseauiste s'est construite contre les particularismes de l'Ancien Régime, au nom d'une volonté générale qu'ils ne pouvaient que menacer.

Or, la légitimité de ces intérêts à dialoguer avec les acteurs publics étant consubstantielle à la démocratie, il n'est dans les faits pas une décision, pas une loi, pas un règlement qui ne soit pris sans qu'ils interviennent. Mais ce dialogue est mal assumé : les pouvoirs publics l'admettent du bout des lèvres, le cachent, voire le dénoncent quand il s'agit de discréditer un adversaire, contribuant ainsi à garder dans l'ombre l'activité de certains représentants d'intérêts et à entretenir la défiance voire le rejet de l'opinion.

C'est pourquoi renouveler la décision publique, installer une culture du dialogue ouvert et de la solution partagée serait plus utile que de créer de nouvelles contraintes administratives. Cela bénéficierait aux acteurs économiques et sociaux, qui évolueraient dans un cadre réglementaire plus adapté, plus lisible et plus stable, et aux pouvoirs publics, dont les décisions seraient mieux fondées, plus représentatives et plus légitimes, permettant ainsi aux réformes d'être menées.

La confiance des citoyens n'en serait que renforcée. LeMonde.fr 06.06

Mélenchonade d'un ex-ministre de Chirac. La soumission bien ordonnée commence par soi-même.

Il a annoncé que "le temps des programmes minimums est fini".

Diable, aurait-il renoué avec le programme de la révolution socialiste, aurait-il rompu avec la chimérique "révolution par les urnes", et admis que seul un soulèvement révolutionnaire des masses pourrait venir à bout du régime et ses institutions? Pas vraiment.

Prenons le cas de la loi Travail.

Et bien "pour bloquer la loi il ne reste que la censure", autrement dit il compte sur les députés de droite qui voyez-vous se placeraient naturellement au côté de l'immense majorité des travailleurs qui exigent son retrait car ils y seraient également défavorables, en réalité parce qu'elle ne va pas encore assez loin à leur goût.

Bref, vous pouvez en déduire que se mobiliser ne sert à rien, à une autre époque, tenir un tel discours en pleine mobilisation vous valait d'être accusé de trahison.

Se mobiliser ne sert à rien, sauf pour porter la candidature de l'histrion du régime à l'ambition dévorante à la présidentielle de 2017 !

Et le populiste prophétise que " la censure (...) sera votée", y compris par les députés du PCF qui " sont toujours communistes que je sache !", alors qu'ils ne l'ont jamais été, peu importe pour ce fossoyeur du communisme depuis 35 ans, dans un autre document (http://melenchon.fr/2016/05/30/5-juin-a-lecole-de-lutte) il va jusqu'à "remerciés (Martinez et la CGT) pour ce qu'ils organisent", une multitude de journées d'action pour briser la résistance des militants mobilisés pour obtenir le retrait de la loi Travail.

Une fabrication électorale des oliga-médias.

Mélenchon, (pas si) seul contre tous - Le Huffington Post

"La force va à la force", répète l'entourage de Jean-Luc Mélenchon. Traduction: vous allez voir ce que vous allez voir. Parti en solitaire dans la course à la présidentielle, le candidat de la "France insoumise" veut se compter ce dimanche en convoquant son premier meeting de campagne place Stalingrad, à Paris. Très à l'aise dans ces rendez-vous en plein air devenus sa marque de fabrique depuis 2012, le tribun y prononcera un discours centré sur 2017 devant plusieurs milliers de partisans.

Objectif de cette "démonstration de force": réaffirmer qu'il est aujourd'hui le seul à gauche capable d'offrir un débouché politique à la contestation contre la loi El Khomri, réforme dont il est l'un des plus farouches opposants. "C'est du contexte que vient l'impulsion la plus forte! Le mouvement social contre la loi El Khomri et les Nuits Debout nourrissent notre mobilisation et nous contribuons à celle du mouvement social", veut croire le candidat sur son blog, qui se rêve en représentant "des insoumissions en cours qui

courent le pays". Le Huffington Post 04.06

- 2017: 27% des Français font confiance à Mélenchon pour vaincre la crise - L'Express.fr

Jean-Luc Mélenchon lance ce dimanche sa campagne en vue de l'élection présidentielle de 2017. Selon un sondage, un petit tiers de l'électorat le croit capable de sortir le pays de la crise s'il était élu. L'Express.fr 05.06

- Mélenchon lance sa campagne avec des insoumis mais sans les partis - lefigaro.fr

Avec son «Défilé des Insoumis» place de Stalingrad dimanche après-midi, Jean-Luc Mélenchon commence sa campagne sans être parvenu à agréger autour de lui les forces qui ont constitué le Front de gauche lors de la présidentielle 2012. Les communistes en particulier, qui se sont agacés de le voir organiser son meeting le jour de la clôture de leur 37e congrès. Non seulement leur secrétaire national Pierre Laurent n'a pas rejoint sa dynamique mais en plus, il a jugé «extrêmement dangereuse» pour la suite, la stratégie de celui - sans citer explicitement Jean-Luc Mélenchon - qui part «seul dans son couloir en surfant sur la crise».

Dans une intervention prononcée samedi devant les délégués du congrès organisé à Aubervilliers, il a martelé l'importance de «construire des alliances avec des courants transformateurs et réformistes qui seraient prêts à agir avec nous». Les réformistes étant les socialistes frondeurs à qui le chef de file du PCF tend encore la main, contrairement à Jean-Luc Mélenchon. Sinon, a prévenu Laurent, «c'est de l'hégémonisme du seul courant révolutionnaire sur la majorité de la population». Ne pas s'engager dans cet hégémonisme serait faire preuve de «lucidité», a encore indiqué à une partie de ses troupes et à Mélenchon celui qui va être largement réélu dimanche matin à la tête du parti.

«C'est le Yalta de la vieille gauche», dénonce Duflot

La priorité des communistes, ce sont les législatives. Certains optimistes, dans les couloirs du congrès, calculent que le parti pourrait même emporter «une trentaine de sièges» avec le possible effondrement socialiste et des alliances à nouer avec des frondeurs du PS et des écologistes, en opposition à la gauche de gouvernement.

Jean-Luc Mélenchon a lui, les yeux rivés sur la présidentielle. Ses opposants disent qu'il veut sa revanche face à François Hollande, voir le battre au premier tour puisque les deux hommes se talonnent dans les sondages, entre 12 et 14%... Et que François Hollande, lui qui rêve au trou de souris vers le deuxième tour, voudrait un espace totalement libre à sa gauche en dehors de l'inévitable candidat de gauche radicale. «Je ne ferai pas campagne contre François Hollande, il m'indiffère», a cru bon de souligner Jean-Luc Mélenchon sur RTL. «C'est le Yalta de la vieille gauche, comme à l'ancienne», a dénoncé Cécile Duflot lors de son rapide passage vendredi au congrès des communistes. La député écologiste se prépare à sa propre possible campagne.

En attendant, Jean-Luc Mélenchon, fort du soutien affiché de figures du PCF comme l'ex secrétaire nationale, ancienne ministre et député Marie-George Buffet, espère au moins 6000 personnes dimanche après-midi sur la place de Stalingrad où il avait déjà lancé - et clôt- la campagne présidentielle du Front de gauche en 2012. Même s'il ne sait pas s'il obtiendra les 500 signatures, il se targue de l'appui de «110 000» personnes et de «1000 groupes de base» répartis en France. Il ne compte pas sur les frondeurs qui, a-t-il dit dans la revue Regards, ont «beaucoup voté et soutenu les gouvernements Hollande-Valls» et qui forment «de nombreux clans concurrents». Pas plus que sur les écologistes «atomisés». «Il est de mon devoir d'avancer sans attendre le bon vouloir de qui que ce soit», juge le candidat. lefigaro.fr 04.06

- Mélenchon réunit des milliers de personnes pour "une campagne victorieuse" - AFP

- Présidentielle : Mélenchon lance sa campagne anti-Hollande - lefigaro.fr

«Les bulletins de vote sont les balles de nos fusils!» Place de Stalingrad, Jean-Luc Mélenchon est reparti en campagne. Non pas comme en 40 mais comme en 2011. La même fleur au fusil qu'il y a cinq ans. Même ton, même radicalité, même passion. «La lutte est notre dignité», a-t-il lancé à une foule bigarrée - familiale, syndicale, associative - de quelques milliers de personnes, 10.000 selon les organisateurs. Même s'ils n'étaient que la moitié, son pari est gagné. Marie-George Buffet, ancienne secrétaire nationale du PCF, avait fait le déplacement.

Ce premier meeting précédé d'un «défilé des insoumis» restait pour lui une incertitude. Le candidat est parti en campagne en début d'année sans attendre les avis de ses camarades communistes, écologistes ou socialistes opposés au gouvernement. Et ces derniers - la direction du PCF en particulier - laissent libre court à leurs critiques contre son «solo». Conséquence: pas de coalition du Front de gauche cette année. «Il faut partir de loin pour convaincre tête par tête et cœur par cœur», s'est justifié le candidat devant une assemblée motivée, malgré le temps gris et les grèves.

Mélenchon juge dépassé le temps des partis. Il veut désormais «fédérer le peuple, sans arrangement ni compromis». Un peuple transformé en «multitude organisée». «Ce n'est pas le temps des programmes minimums», encore moins «celui des candidats champignons», a-t-il lancé, piquant l'écologiste Nicolas Hulot - sans le citer -, ce candidat «passe-muraille qui gêne

le moins». «Il faut du caractère et de la volonté» pour se lancer, a tonné Mélenchon sous les applaudissements.

Intérieurement, Jean-Luc Mélenchon rêve absolument d'en découdre avec son ennemi de 2012, François Hollande, qu'il avait abondamment attaqué, moqué, démonté au point d'en exaspérer ses camarades communistes, qui lui reprochaient de trop taper sur celui qu'ils jugeaient encore être à gauche. Au final, le Front de gauche, malgré ses 4 millions de voix, avait bien été obligé d'en appeler à voter au deuxième tour pour le candidat PS face à Nicolas Sarkozy… Son rêve cette année, alors qu'il le talonne dans les sondages - deux points les séparent selon une dernière enquête d'Ipsos - c'est au moins de le dépasser. Mais le ton est plus mesuré. La gauche le regarde et l'écoute. Beaucoup hésitent. Surtout les déçus du gouvernement.

Mélenchon ne veut pas abîmer le bel espace encore libre entre lui et le chef de l'État dont la candidature est de moins en moins incertaine. Inutile de tirer sur l'ambulance. À peine, donc, a-t-il parlé de «ce petit monsieur qui nous dirige et qui nous a tellement menti». En revanche, le danger est à droite. Face à un électorat populaire déçu il prévient: «Si vous ramenez le loup dans la bergerie», ce sera «la dislocation aggravée de la France» et «encore plusieurs milliards offerts au Medef». Le loup, c'est Nicolas Sarkozy, «celui qui attend son heure», jugé «le plus dangereux, car le plus déterminé». Mais Jean-Luc Mélenchon, qui dit former «un bataillon au milieu de la France en lutte contre la loi El Khomry», n'en pense pas moins de François Hollande et des «quarante obstinés du gouvernement». lefigaro.fr 05.06

- Loi Travail : Mélenchon s'en prend à Macron, Hollande et Valls qui «ne comprennent rien» - L'Opinion 06.06

Pourquoi ? Que devrait-il comprendre ? Au contraire, ils ont parfaitement compris les enjeux de la loi Travail et ils y adhèrent en tant que représentants du capital. Où est le problème ? Il n'y en a pas, ils sont parfaitement dans leurs rôles et surtout qu'ils ne changent rien.

Qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'en tant que socialistes, que représentants des travailleurs ils n'auraient jamais dû rédiger et soutenir une telle loi, ce qui revient à perpétuer l'illusion qui nous a conduit où nous en sommes et dont Mélenchon partage la responsabilité.

Un non-événement.

- PCF: rassembler à gauche autour d'un "pacte d'engagements communs" - AFP

Le Parti communiste a adopté en Congrès samedi, malgré des divisions internes, sa stratégie d'un "pacte commun" pour 2017, un rassemblement au-delà du Front de gauche et qui accueillerait la partie du PS contestant la politique gouvernementale.

Après le trouble ayant saisi le parti, qui avait envisagé de participer avec le parti socialiste à une primaire des gauches et des écologistes en janvier, le 37e Congrès s'est voulu un "Congrès de clarification", a décrypté le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles.

Par 71% des voix, la stratégie politique défendue par le secrétaire national Pierre Laurent pour la présidentielle et les législatives de 2017 a été adoptée, dans un texte très largement amendé depuis le début de sa rédaction en plein débat sur la déchéance de nationalité au début de l'année.

"A partir de lundi, nous avons une feuille de route pour une démarche claire", s'est réjoui M. Dartigolles à l'issue du vote lors de ce 37e Congrès, qui se tient jusqu'à dimanche à Aubervilliers.

Concrètement, le texte prévoit de "s'appuyer sur l'expérience du Front de gauche", qui réunissait le PCF, le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon et Ensemble de Clémentine Autain, pour construire un "Front populaire et citoyen". Un mouvement "plus large, plus populaire, plus citoyen" que le Front de gauche et "à vocation majoritaire".

Il s'agit, assure le PCF, de "rassembler les forces de gauche et de l'écologie politique, les forces syndicales, le mouvement social, le monde du travail et de la création" afin de rédiger un "pacte d'engagements communs".

Une fois prêt en octobre, ce pacte serait soumis à une "votation citoyenne nationale" pour lui donner "un mandat populaire". A l'issue de quoi viendrait le temps de la désignation d'un candidat, au besoin par le biais d'une primaire.

Mais cette décision n'a pas été facile. Nombre de délégués se sont élevés pendant deux jours de débats contre toute alliance avec des socialistes, quand d'autres ont appelé à rejoindre Jean-Luc Mélenchon qui s'est déjà lancé dans la campagne présidentielle sans le PCF.

Et nombre d'entre eux ont exprimé leur attachement au Front de gauche, créé en 2009, et qui, selon un militant au micro, "reste un repère important pour des milliers de personnes, continue de représenter un espoir pour des politiques anti-libérales et, de plus

en plus, anti-autoritaires".

Ce "Front populaire et citoyen" va donner lieu à "des magouilles politiciennes dans lesquelles les travailleurs seront mis à l'écart", estime Cyril Morlot, secrétaire départemental du PCF de Haute-Saône. Il a voté contre la stratégie pour 2017 car pour lui, c'est une manière de "sauver le PS, une soi-disant refondation de la gauche".

"Mais moi, je ne suis pas de gauche, je suis communiste, les ouvriers, refonder la gauche, ça ne les intéresse pas, ce qu'ils veulent c'est un projet politique", argumente le jeune homme.

A l'inverse Françoise Goissede, militante dans la fédération de l'Essonne, est favorable au texte. "Je suis attachée à une démarche qui consiste à s'ouvrir, bien sûr avec des bases sous lesquelles il ne faut pas descendre", explique-t-elle.

"Je ne me crispe pas sur la question du Parti socialiste", renchérit Jean-Marie Baty, trésorier de la section de Roissy. "L'électorat socialiste est mécontent. Si on ne veut pas faire de la courte vue, il faut rassembler tous ceux qui veulent transformer la société", poursuit-il.

"Les forces qui sont disponibles pour un rassemblement, ce sont celles qui ont voté François Hollande au premier tour en 2012, qui sont aujourd'hui dans la rue contre la loi Travail ou qui se sont toujours senties proches du PS et ne se résignent pas à abandonner l'idée d'une gauche debout", résume Olivier Dartigolles.

Depuis le début du Congrès jeudi, de nombreuses personnalités politiques se sont succédé dans la salle, de Jean-Luc Mélenchon à l'ancien ministre socialiste Benoît Hamon en passant par l'écologiste Cécile Duflot. Le socialiste proche de Manuel Valls Luc Carvounas est attendu samedi après-midi et le secrétaire national d'Europe Écologie-Les Verts David Cormand dimanche. AFP 04.06

Infos diverses

- Une majorité de Français pour une démission d'Emmanuel Macron - Reuters

Les Français sont 52% à souhaiter que le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, démissionne du gouvernement, selon un sondage Odoxa pour CQFD et iTELE publié vendredi. Reuters

Décidément le capital rend fou !

- Les étranges liens entre addiction au travail et troubles psychiatriques - BFM Business

Quelques infos internationales

- Le camp du Brexit creuse l'écart au Royaume-Uni

Trois nouveaux sondages placent lundi le camp du Brexit devant le camp des partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, avec deux à cinq points d'avance, en vue du référendum du 23 juin. Reuters 06.06

- Mexique: revers électoral historique pour le parti du président Nieto - AFP

- Kenya : la répression des manifestations fait deux nouvelles victimes

L'opposition réclame la dissolution de la commission électorale jugée trop favorable au président Uhuru Kenyatta qui sera à nouveau candidat au scrutin de 2017. LeMonde.fr

- Haïti : le premier tour de la présidentielle annulé, de nouvelles dates annoncées

Le premier tour du scrutin présidentiel, tenu le 25 octobre 2015, a été annulé en raison de fraudes. Les deux tours de l'élection auront lieu le 9 octobre prochain et le 8 janvier 2017. LeMonde.fr

Dossier Syrie

- Syrie: Les Etats-Unis ont demandé à la Russie de ne pas frapper le Front al-Nosra - arretsurinfo.ch

C'est le genre d'informations qui nous indiquent que les Etats-Unis et ses alliés ne combattent par le terrorisme mais qu'ils s'en servent ici pour contrer la Russie et l'axe de la résistance. La poursuite de la guerre, les souffrances générées et le flot continu des populations qui la fuient, est le dernier de leurs soucis.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a indiqué vendredi que Washington avait demandé aux Russes de ne pas viser al-Nosra, branche syrienne du groupe terroriste al-Qaïda, par crainte de toucher l'opposition modérée[Il n'y a pas d'opposition modérée, ndlr].

Les Américains «nous disent de ne pas le frapper [le Front al-Nosra] parce qu'il y a une opposition « normale » à côté», a indiqué le ministre dans une intervention télévisée rapportée par l'agence de presse Associated Press. arretsurinfo.ch 04.06

- Washington demande à Moscou de ne pas frapper Al-Qaïda - Réseau Voltaire

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, a déclaré le 4 juin 2016 que les États-Unis avaient demandé à la Russie de ne pas frapper al-Qaïda en Syrie.

Dans la région d'Idleb, les forces qualifiées par Washington de « rebelles modérées » sont mêlées à celles du Front al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda. L'accord de cessation des hostilités du 27 février dernier prévoyait que les Forces soutenues par les États-Unis se sépareraient des groupes listés « terroristes » par l'Onu. Mais cela n'a pas été le cas.

Officiellement, al-Qaïda a conçu et perpétré les attentats du 11 septembre 2001 qui firent 2 977 morts. Les États-Unis sont entrés en guerre contre l'Émirat islamique d'Afghanistan et contre l'Irak notamment au motif du soutien qu'ils auraient apporté à al-Qaïda (même si depuis, Washington a admis que l'Irak n'était en réalité pas impliqué).

Au cours des dernières années, al-Qaïda a financé l'AKP turc, aidé l'Otan à renverser la Jamahiriya arabe libyenne, et fait du « bon boulot » en Syrie selon l'expression de Laurent Fabius.

Depuis la publication du livre de Thierry Meyssan, L'Effroyable imposture, la plupart des États membres de l'Otan qualifient la contestation de la culpabilité d'al-Qaïda dans les attentats du 11-Septembre de « complotiste ». Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, a déclaré le 4 juin 2016 que les États-Unis avaient demandé à la Russie de ne pas frapper al-Qaïda en Syrie.

Dans la région d'Idleb, les forces qualifiées par Washington de « rebelles modérées » sont mêlées à celles du Front al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda. L'accord de cessation des hostilités du 27 février dernier prévoyait que les Forces soutenues par les États-Unis se sépareraient des groupes listés « terroristes » par l'Onu. Mais cela n'a pas été le cas.

Officiellement, al-Qaïda a conçu et perpétré les attentats du 11 septembre 2001 qui firent 2 977 morts. Les États-Unis sont entrés en guerre contre l'Émirat islamique d'Afghanistan et contre l'Irak notamment au motif du soutien qu'ils auraient apporté à al-Qaïda (même si depuis, Washington a admis que l'Irak n'était en réalité pas impliqué).

Au cours des dernières années, al-Qaïda a financé l'AKP turc, aidé l'Otan à renverser la Jamahiriya arabe libyenne, et fait du « bon boulot » en Syrie selon l'expression de Laurent Fabius.

Depuis la publication du livre de Thierry Meyssan, L'Effroyable imposture, la plupart des États membres de l'Otan qualifient la contestation de la culpabilité d'al-Qaïda dans les attentats du 11-Septembre de « complotiste ». 05.06

Bienvenue en oligarchie

A la lecture de cette rubrique on ne s'étonne plus qu'ils aient produit les barbares de l'Emirat islamique. En fait, ce sont davantage ceux qui sont réceptifs à leur propagande qui sont dégénérés ou qui finiront par le devenir.

- La prochaine étape de notre évolution est de devenir cyborgs

L'implantation croissante de prothèses cybernétiques dans notre cerveau encourage la naissance d'«hommes-machines». Ce n'est pas encore Terminator, mais nous y sommes presque. Le recours fréquent aux prothèses cybernétiques neurologiques redéfinit le rapport entre l'homme et la machine... Slate.fr

- À Hollywood, la mode des «sequels» pourrait ne pas connaître de suite

Face aux échecs à répétition de ce genre de films, l'industrie du cinéma veut éviter les séquelles. Hollywood est en train de vivre des semaines particulièrement éprouvantes. Paramount Pictures, qui a dépensé 235 millions de dollars pour faire et vendre la suite

du film Ninja Turtles... Slate.fr

- Pour affronter la crue, j'ai tenté de devenir un survivaliste grâce à internet

Parce qu'acheter dix packs de bouteilles d'eau pour chez moi ne suffisait pas à me rassurer. Ce vendredi, l'angoisse est palpable. Le niveau de la Seine a dépassé le seuil d'alerte et la crue devrait atteindre son pic dans la capitale parisienne... Slate.fr

- Le célèbre pierre-feuille-ciseaux est tout sauf un jeu de hasard

Anticipations, calculs et même recours à un robot: il existe des techniques pour gagner (presque) à coup sûr au chifoumi. Slate.fr

- Trump, l'idiot du village mondial

Ce n'est pas une coïncidence si deux des dictateurs les plus rusés du monde -le russe Vladimir Poutine et aujourd'hui, semble-t-il, celui de Corée du Nord, Kim Jong-un- se réjouissent à l'idée que Donald Trump puisse remporter les élections présidentielles américaines de cet automne. Slate.fr

- Qui acceptera d'être le numéro 2 de Donald Trump? - Slate.fr

- Arrêtez de vous excuser d'être juif auprès de la gauche comme de la droite

La communauté juive américaine devrait accorder bien plus d'attention à ce qui se dit sur les juifs à l'occasion de la campagne électorale américaine écrit dans Forward Noam Neusner, expert en communication et ancienne plume à la Maison Blanche de George Bush. Forward est un célèbre journal juif... Slate.fr

- L'Iran est-il un pays aussi fragile que l'Irak et la Syrie?

Une des raisons souvent avancées pour expliquer les guerres civiles, ethniques et religieuses qui détruisent l'Irak et la Syrie est le caractère artificiel de ces Etats nations. Leurs frontières ont été établies sans tenir compte des populations et sont le fruit de savants calculs géopolitiques... Slate.fr

- Ces parlementaires français qui reprennent mot pour mot les éléments de langage du Kremlin

Cette enquête décrypte ce qu’est le poutinisme considéré par certains comme un modèle de civilisation, révèle les revirements spectaculaires d’hommes politiques de premier plan, les opérations d’espionnage du Kremlin et sa guerre de propagande. Atlantico.fr

- Sputnik, Russia Today et consorts : ces médias russes en français financés par le Kremlin qui trouvent de plus en plus d’écho dans l’Hexagone

A l'occasion de la parution de son dernier livre "La France russe", Nicolas Hénin revient sur la façon dont la Russie de Vladimir Poutine transcende les clivages français et joue sur les fractures sociétales actuelles pour imposer son modèle civilisationnel. Atlantico.fr

- 27 ans après Tiananmen, Pékin maintient la pression sur les militants et les familles - AFP

- Désavoué par l'État, Pépy peut-il encore mener la réforme de la SNCF?

En contournant le PDG de l'entreprise publique pour négocier une sortie de crise avec les syndicats, le gouvernement torpille son autorité au moment même où il prépare la libéralisation controversée du chemin de fer. Guillaume Pépy peut-il rester à la tête de la SNCF? Slate.fr

- Que font les animaux quand il pleut?

Si c'est la question que vous vous êtes posée, un oeil sur Vigicrues, l'autre sur les cours du parpaing et des sacs de sable, voici quelques éléments de réponse. 1.Les chèvres paniquent. Les chèvres font partie des animaux domestiques les plus sensibles à la pluie... Slate.fr

- Je suis allée manger dans le deuxième meilleur resto du monde: merci Netflix

À l'origine de ce périple, il y a la série «Chef's Table». Son héros, c'est le chef de l'Osteria Francescana, Massimo Bottura. Et l'addition, le retour à la réalité.Je n'avais plus faim ce jour-là, j'avais déjà dîné, c'était un vendredi soir. Slate.fr

- L'école est-elle raciste?

Et les parents, les enseignants et les élèves le sont-ils, consciemment ou non? La réponse est oui. Un joueur de football s'indigne des choix du sélectionneur de l'équipe de France et l'accuse d'être influencé par la partie «raciste» de l'opinion française. Slate.fr

- Au collège comme au lycée, le mois de juin est synonyme d'oisiveté

La reconquête du mois de juin n'aura pas lieu.C'est officiel: la date des vacances scolaires d'été 2016 est fixée depuis belle lurette au mardi 5 juillet après les cours. Slate.fr

- Dans « Les Sims », vêtements et voix ne seront plus liés au sexe

Maxis, le studio à l'origine du jeu vidéo Les Sims 4, a annoncé jeudi 2 juin que cette simulation de vie sociale ne ferait plus de différence entre les avatars hommes et femmes, concernant les possibilités de personnalisation. Plus de 700 éléments, qui jusqu'ici n'étaient applicables qu'à l'un ou l'autre... LeMonde.fr

- Port du voile au travail : comment la Cour de Justice de l'Union européenne, comme la loi El Khomri, entend protéger la liberté religieuse (mais à quel prix ?) - Atlantico.fr

- Comment trouve-t-on l'amour?

Peut-être en lisant ces deux livres qui explorent l'histoire et l'évolution des rencontres et des relations amoureuses.C'est un sujet qui ne s'épuise jamais: comment trouver une personne que l'on aime avec qui partager sa vie? C'est l'objet de deux livres... Slate.fr

- «S'aimer comme on est» est vraiment une très mauvaise idée

Sur le campus d'Harvard, un philosophe tient un discours détonnant sur le bonheur. Il n'est plus question d'apprécier ses défauts, et d'en jouer. Cela ne sert à rien. Il faut changer et vite.À Harvard, le cours de Michael Puett est le troisième plus prisé de la célèbre université. Slate.fr

- Comment réagissent les gens qui reçoivent des photos de sexes?

Pas seulement en manifestant de l'horreur ou de la fascination, mais des sentiments bien plus nuancés.Voir débarquer le sexe de son interlocuteur sur un écran de téléphone portable ou d'ordinateur semble un élément très courant (si ce n'est une loi) des échanges sexualo-sentimentaux numériques... Slate.fr

- Jouir et faire jouir autrement : comment bien choisir un sextoy ?

Loin d'être un simple accessoire, le sextoy peut peser lourd, très lourd, dans la satisfaction sexuelle. Encore faut-il ne pas se tromper à l'achat. LeMonde.fr

- La deuxième vie des « escort girls virtuelles » du site de rencontres Ashley Madison

Deux artistes suisses font revivre les « bots » du site de rencontres adultères Ashley Madison, victime d'un vaste piratage en 2015. LeMonde.fr

- New York fait campagne pour l'usage des toilettes selon l'identité de genre

La ville a lancé lundi une campagne publicitaire qui promeut l'usage des toilettes publiques selon l'identité de genre et pas nécessairement selon le sexe de naissance, un sujet qui fait débat dans plusieurs Etats américains. LeMonde.fr

Haut de page

Le 9 juin 2016

CAUSERIE

Une initiative avortée.

J'avais envisagé de m'adresser aux responsables de certains médias dit alternatifs dans ces termes avant d'y renoncer et j'explique pourquoi plus loin :

- Pourquoi les différents auteurs des articles que vous mettez en ligne ne pourraient-il pas se rassembler dans un appel aux peuples du monde entier pour exiger un changement de régime aux Etats-Unis qui sème la guerre et le chaos sur tous les continents ?

Pourquoi ne peuvent-ils pas lancer un tel appel ?

Ils ne le peuvent pas parce qu'ils sont anticommunistes ou antisocialistes. Comment cela ? L'un n'empêche pas l'autre ? Si. Pourquoi ? Parce qu'ils se prétendent anti-impérialistes ou se disent opposants à la politique américaine, mais comme tous les gouvernements des pays occidentaux dont ils font partie sont alignés sur la politique de Washington se trouve être néolibérale, impérialiste, ils peuvent condamner cette politique antisociale ou belliciste mais ils ne peuvent pas aller plus loin pour au moins deux raisons.

La première, parce que la politique néolibérale est la seule politique qui soit à la fois conforme aux besoins de l'oligarchie qui trône au sommet du capitalisme mondial, et qui permette d'empêcher par des moyens mafieux les contradictions exacerbées du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant de conduire à une explosion de l'économie mondiale. Le néolibéralisme est la seule politique compatible avec le niveau atteint par le développement du capitalisme pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et comme elle correspond à l'ultime étape du capitalisme mondialisé pour le sauver, elle prend forcément une tournure ouvertement antidémocratique, violente, guerrière.

La seconde, parce qu'il n'existe pas de relais dans la société pour soutenir une autre politique disons moins réactionnaire, tout simplement parce que la base sociale fait défaut, ce qui nous ramène au point précédent, car entre le néolibéralisme et le socialisme il n'existe aucune autre alternative viable du point de vue des besoins du capitalisme qui n'est pas réformable. Et comme ils y sont subordonnés, il ne leur reste plus qu'à étaler leur impuissance et à se soumettre au néolibéralisme au lieu de l'affronter puisqu'ils exècrent le socialisme, ce que traduisent leurs appels en direction de différents chefs d'Etat, de l'ONU ou d'autres institutions du capital ou leur attachement au droit international.

En conclusion, leur attachement au capitalisme et à leur petit confort personnel est plus fort que leur détestation de l'impérialisme ou du néolibéralisme ou la cause des exploités et des opprimés qu'ils prétendent défendre... en parole, mais jamais en acte.

Cette analyse et cette conclusion valent pour tous les appels lancés dernièrement par des intellectuels, lire plus loin le dernier en date qui le confirme.

Réunion annuelle du groupe Bilderberg. Quand les maîtres du monde orientent le cours de l'humanité vers l'abîme.

- Les plus influents défenseurs du capitalisme vont (enfin) se pencher sur «le précariat» - Slate.fr

Le thème est au programme cette année de la célèbre conférence Bilderberg.

Chaque année depuis 1954, le groupe Bilderberg réunit une centaine de membres parmi les personnages les plus influents du monde occidental. Née après la Seconde Guerre mondiale, l'organisation poursuit l'objectif de promouvoir le système d'économie de marché capitaliste, considéré comme le seul à même de maintenir la paix dans le monde.

Cette année, la réunion des membres du célèbre groupe Bilderberg aura lieu près de la ville allemande de Dresde. 130 personnes venant de 20 pays représenteront les élites politiques, industrielles, financières, académiques et médiatiques.

Les invités du Bilderberg ont pour consigne de garder secrets les propos échangés lors des débats, et aucun journaliste n'est accepté lors des rencontres. Cette atmosphère de secret a installé une réputation sulfureuse autour du Bilderberg, qui culmine avec certaines théories conspirationnistes qui lui attribuent de décider en secret de l'avenir du monde. Le Bilderbeg ne serait, à entendre ses organisateurs, qu'un forum de discussions informelles à la bonne franquette entre grands de ce monde. Entre autres «CEO» et responsables politiques de premier plan, l'édition 2016 accueillera sous la présidence du Français Henri de Castries, PDG du groupe d'assurances AXA, un ancien chef des services secrets britanniques, Sir John Sawers et un ancien directeur de la CIA, le général David Petraeus.

A noter que parmi les rares Français présents, on ne compte que deux responsables politiques. L'actuel président du

Conseil constitutionnel Laurent Fabius et le député-maire du Havre Edouard Philippe. L'homme joue également un rôle-clé dans l'équipe de pré-campagne d'Alain Juppé, au titre de porte-parole. De quoi faire tourner à plein régime la machine à complot puisque le Bilderberg a la réputation d'apporter son soutien à un des candidats de chaque élection présidentielle américaine –de préférence le gagnant, et d'apporter un sérieux coup de pouce aux carrières en pleine ascension. Christine Lagarde, Herman Van Rompuy, Manuel Valls ou Emmanuel Macron ont eu le privilège d'être sur la liste des invités des éditions précédentes. Slate.fr 08.06

On aura compris pourquoi les médias institutionnels et les instituts de sondages liés à l'oligarchie font la promotion de Juppé, leur candidat à l'élection présidentielle de 2017.

Quand un sportif ou un comédien insignifiant ou vulgaire éructe trois mots, tous les médias s'en emparent, le commentent, etc. c'est normal, mais quand 120 personnalités parmi les plus influentes ou puissantes de la planète se réunissent, tous les médias détournent le regard et les oreilles ailleurs, s'autocensurent, ce serait normal.

Mieux encore. Et ceux qui le relèvent ou s'en étonnent sont taxés de "conspirationnistes". Par qui ? Pardi, par leur porte-parole! Pire, et dire que parmi les militants ouvriers il y en a qui leur donnent raison. On cherche à comprendre ce que cela signifie, c'est normal. Du coup on comprend mieux pourquoi, en étant ainsi sous leur influence, ils ne peuvent que témoigner une moindre attention à nos analyses ou du mépris.

Les principaux thèmes à l'ordre du jour de cette réunion recoupent l'actualité ou la stratégie qu'ils ont adoptée :

- Chine
- Russie
- Moyen-Orient
- Europe: migrations, la croissance, la réforme, la vision, l'unité
- Etats-Unis paysage politique et économique : la croissance, la dette, la réforme
- La cyber-sécurité
- La géopolitique de l'énergie et des matières premières
- L'innovation technologique
- Le précariat et la classe moyenne

Bilderberg: Extrait de la liste des participants à la réunion annuelle 2016 qui aura lieu en Allemagne.

France

- Fabius, Laurent (FRA), President, Constitutional Council
- Barbizet, Patricia (FRA), CEO, Artemis
- Baverez, Nicolas (FRA), Partner, Gibson, Dunn & Crutcher
- Blanchard, Olivier (FRA), Fred Bergsten Senior Fellow, Peterson Institute
- Charpentier, Emmanuelle (FRA), Director, Max Planck Institute for Infection Biology
- Gernelle, Etienne (FRA), Editorial Director, Le Point
- Philippe, Edouard (FRA), Mayor of Le Havre

Institutions internationales

- Lagarde, Christine (INT), Managing Director, International Monetary Fund
- Schwab, Klaus (INT), Executive Chairman, World Economic Forum
- Coeuré, Benoît (INT), Member of the Executive Board, European Central Bank
- Barroso, José M. Durão (PRT), Former President of the European Commission
- Georgieva, Kristalina (INT), Vice President, European Commission
- Goulard, Sylvie (INT), Member of the European Parliament

- Institutions américaines

- Rubin, Robert E. (USA), Co-Chair, Council on Foreign Relations
-Burns, William J. (USA), President, Carnegie Endowment for International Peace

Médias

- Noonan, Peggy (USA), Author, Columnist, The Wall Street Journal
- Micklethwait, John (USA), Editor-in-Chief, Bloomberg LP
- McArdle, Megan (USA), Columnist, Bloomberg View

- Applebaum, Anne (USA), Columnist Washington Post;
- Engel, Richard (USA), Chief Foreign Correspondent, NBC News
- Minton Beddoes, Zanny (GBR), Editor-in-Chief, The Economist
- Wolf, Martin H. (GBR), Chief Economics Commentator, Financial Times
- Cebrián, Juan Luis (ESP), Executive Chairman, PRISA and El País
- Gernelle, Etienne (FRA), Editorial Director, Le Point

Les médas font clairement partie de leur dispositif (idéologique et psychologique) en ayant pour mission de diffuser leur propagande (de désinformation) afin de faire adhérer les populations laborieuses à leur politique ou de neutraliser toute velléité de résistance de leur part.

Les autres participants sont des dirigeants de multinationales, des industriels, des hommes d'affaires, des banquiers, des ministres, des parlementaires et même un monarque, l'ensemble représente les différents cercles qui se partagent le pouvoir ou le servent.

Quelques compléments dans le même registre

Que leur monde est "bon" !

- Patrick Drahi : « En fait, le monde de la finance est un bon monde » - Public Sénat

- Toujours plus de millionnaires dans le monde - lemonde.fr

En dépit de la crise, les riches sont toujours plus riches, même si leur fortune a crû un peu moins vite en 2015 que les années précédentes, et le nombre de millionnaires continue de progresser. Telles sont, en substance, les conclusions du rapport 2016 sur la richesse mondiale des ménages, publié mardi 7 juin par le Boston Consulting Group (BCG), un cabinet américain de conseil en stratégie.

Ce rapport révèle que « la richesse mondiale privée », c'est-à-dire les actifs financiers des ménages hors immobilier – épargne bancaire (comptes, livrets, etc.), épargne financière (actions, obligations, etc.) et assurances-vie – s'est établie à 167 800 milliards de dollars (147 720 milliards d'euros) en 2015, en hausse de 5,2 % sur un an. C'est moins que la hausse enregistrée en 2014 (+ 7,5 %).

Dans le détail, et sans surprise, la hausse la plus forte a été enregistrée en Asie-Pacifique (+ 13,4 % en 2015), une zone économique en plein développement. La progression a en revanche ralenti en Amérique du Nord (+ 1,8 % en 2015 après + 6,4 % en 2014) et en Europe de l'Ouest (+ 4,3 % en 2015 après + 6,1 %). « Les incertitudes sur le futur de l'Union européenne et les prix durablement bas des matières premières ont pesé sur les marchés actions en dépit du début d'année prometteur », explique le rapport.

Ces chiffres restent néanmoins très supérieurs à la croissance du produit intérieur brut (PIB) enregistrée sur la même période dans ces régions : 2,4 % en 2015 aux États-Unis et 1,7 % en zone euro. L'Amérique du Nord se classe largement en tête du classement des régions du monde recélant le plus de ménages riches et devrait s'y maintenir à l'horizon 2020. Si l'Amérique du Nord, particulièrement les Etats-Unis, sort grande gagnante du concours de millionnaires (8 millions), elle est aussi championne des inégalités. Toujours selon le BCG, l'extrême concentration des richesses est particulièrement marquée en Amérique du Nord, où les 60 400 milliards de dollars cumulés de fortunes privées sont détenus à 63% par les millionnaires.

La place de numéro deux, aujourd'hui occupée par l'Europe de l'Ouest, pourrait revenir à la région Asie pacifique à l'horizon 2020.

En outre, non seulement la crise a épargné les millionnaires, mais ceux-ci se portent toujours mieux et sont surtout de plus en plus nombreux : ils sont 6 % de plus en 2015, selon le BCG. Ces millionnaires détiennent aujourd'hui 47 % de la richesse mondiale privée – une part qui devrait dépasser les 50 % en 2020, estime le cabinet.

Les paradis fiscaux toujours bien portants

Dans le détail, c'est la fortune des ménages les plus aisés (plus de 100 millions de dollars) qui a le plus progressé en 2015 (+ 10 %), en particulier dans la région Asie-Pacifique (+ 16 %). Le nombre de multimillionnaires a explosé en Inde et en Chine (2 millions). Mais, sans surprise là aussi, la plus forte concentration de millionnaires est toujours enregistrée… au Liechtenstein et en Suisse. La France compte 445 000 millionnaires, selon le cabinet de conseil.

Le rapport se penche également sur la « richesse offshore » des ménages, c'est-à-dire celle placée hors de leur pays d'origine, soit pour l'essentiel dans des Etats ou territoires offrant des régimes fiscaux avantageux (Royaume-Uni, Suisse, Singapour, Panama, etc.). Le BGC l'estime à 10 000 milliards de dollars en 2015, en hausse de 3 % sur un an, ce qui montre notamment que

les paradis fiscaux continuent de bien se porter.

Mais, du fait du début de « rapatriement de leurs actifs à l'étranger par les investisseurs des pays développés », la richesse offshore des Nord-Américains, des Européens de l'Ouest et des Japonais a chuté de 3 % l'année dernière. Elle continue en revanche d'augmenter pour les ressortissants des pays émergents… lemonde.fr et liberation.fr 07.06

- Le Canard révèle comment, en 2015, Liliane Bettencourt a échappé à l'ISF - BFM Business

L'hebdomadaire satirique révèle ce mercredi la liste de 50 ultra-riches français, parmi lesquels l'héritière de L'Oréal, ayant "économisé" plusieurs dizaines de millions d'euros grâce au bouclier fiscal. La divulgation de données "couvertes par le secret fiscal" étant interdite, Bercy a décider de porter plainte.

La première fortune française n'a pas payé l'ISF en 2015, révèle le Canard enchaîné mercredi 8 juin. Le tout grâce à un habile montage rendu possible par le fameux "bouclier fiscal".

Ce dernier, qui rend "confiscatoire" un taux d'imposition global supérieur à 75%, instaure de fait un plafond au-delà duquel il est impossible de se voir taxer. L'héritière du groupe L'Oréal et ses conseillers l'ont bien compris. En clair: la milliardaire, en déclarant 80 millions d'euros de revenus, ne peut pas être taxée au-delà de 61 millions. Une somme atteinte une fois acquittés l'impôt sur le revenu et la CSG. Reste l'ISF, calculé, lui, sur le patrimoine. Et par un heureux hasard, celui-ci s'élevait en 2015, à… 61 millions d'euros. Le plafond ayant déjà été atteint, aucune chance de voir le fisc les réclamer à Liliane Bettencourt.

Tout est parfaitement légal. Pour atteindre le résultat escompté, il suffit en effet de "laisser dormir dans des sociétés financières les dividendes d'action et les revenus d'assurance-vie", explique Le Canard. Et de ne retirer que le strict minimum, de manière à atteindre le plafond le plus rapidement possible.

Hormis Liliane Bettencourt, près de 50 ultra riches français ont bénéficié de ce bouclier fiscal. Parmi eux, on trouve le patron de LVMH Bernard Arnault, qui a "économisé" plus de 5 millions d'euros d'ISF. Mais aussi Hélène Darty (plus de 2 millions, soit presque la totalité), Hélène Leclerc (1,5 million) ou le président du Racing 92 Jacky Lorenzetti (1,5 million).

Quelques heures après ces révélations, Bercy a réagi en annonçant avoir porté plainte contre X. La publication de ces informations, "couvertes par le secret fiscal", est "un fait d'une très grande gravité", ont réagi dans un communiqué Michel Sapin, ministre des Finances, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au Budget, faisant part de leur "indignation". "La divulgation d'informations fiscales nominatives par des personnes qui en sont dépositaires à titre professionnel constitue un délit sanctionné par le code pénal", ont souligné les deux ministres. bfmtv.com 09.06

- Scandales financiers : 15 magistrats pour 358 affaires - Public Sénat

Une dizaine de bureaux répartis sur un étage dans lesquels cohabitent une vingtaines de personnes et c'est tout…Voilà la « task force » française chargée de lutter contre l'évasion fiscale. Le Parquet national financier (PNF) gère des dossiers colossaux : Panama Papers, fraude fiscale chez Google ou corruption à la Fifa pour ne citer que les plus médiatiques. Public Sénat 08.06

- Google a recruté près de 70 fonctionnaires européens en dix ans pour son lobbying - LeMonde.fr

Une étude indépendante met en lumière le recrutement opéré par Google chez les fonctionnaires de l'administration française pour son service de lobbying. LeMonde.fr 08.06

- Des milliers de «dîneurs en blanc» place Vendôme - LeFigaro.f

Des centaines de «dîneurs en blanc» ont investi mercredi soir la très chic place Vendôme, à Paris, à l'occasion d'un flash mob gentiment snob sous les fenêtres du ministère de la Justice et des grands joailliers.

Reposant sur l'art de vivre, le concept est de réunir des «amis» pour un dîner dans les plus beaux endroits de Paris. Ces dernières années, le Diner en blanc s'est déroulé sur les trottoirs des Champs-Élysées, place de la Concorde, au pied de la Pyramide du Louvre et, l'an dernier, dans les jardins du Palais-Royal, sous les fenêtres du ministère de la Culture et du Conseil d'État. LeFigaro.fr 08.06

Récupération et imposture.

- « La grève et les occupations sont des outils légitimes de lutte face aux abus des pouvoirs » - Le Monde

Collectif

« Bloqueurs », « archaïques », « casseurs » voire « terroristes » : les opposants à la loi travail sont bruyamment stigmatisés dans l'espace médiatique. Il convient pourtant de rappeler quelques faits.

Le projet contesté s'inscrit dans une longue série de « réformes structurelles » prônées par les milieux d'affaires et les institutions européennes. Cette série a affaibli les protections collectives sans déboucher sur les créations d'emplois promises, et accru les inégalités et la peur du lendemain pour celles et ceux qui ne disposent pas d'un confortable patrimoine. D'après des sondages convergents, l'opinion pense très majoritairement que ce projet de loi favorise les entreprises, c'est-à-dire leurs propriétaires, au détriment des salariés de base, et que le gouvernement devrait retirer ce projet inéquitable. D'où la virulence de médias largement contrôlés par les plus grandes fortunes.

Quand les privilégiés s'enrichissent sans limites ni vergogne (dividendes et salaires de patrons outranciers, évasion fiscale organisée par les banques, etc.) avec l'acquiescement de l'État, quand les gens ordinaires n'entrevoient en guise d'avenir, pour eux et leurs enfants, qu'insécurité sociale et nature saccagée, alors l'injustice structurelle débouche sur la violence ouverte. Violence des promesses électorales bafouées, des mots et des projets gouvernementaux écrits par le MEDEF ou empruntés à la droite extrême. Violence et cynisme d'État de ceux qui, comme Manuel Valls, déclarent la « bataille identitaire » prioritaire sur la lutte contre le chômage. Qui jouent avec les préjugés contre les immigrés et les réfugiés, le mépris des musulmans, le ressentiment contre les plus pauvres. Qui profitent du choc des attentats terroristes pour faire passer des réformes impopulaires au nom d'un « état d'urgence économique ». Qui écartent tout débat par le recours au 49.3 et donnent aux forces de l'ordre des consignes « d'extrême fermeté ».

Ce qui surprend alors est la grande patience de la société, la dignité du mouvement social et la rareté des débordements. La grève, l'interruption des flux de marchandises, les occupations sont des outils légitimes de lutte face aux abus des pouvoirs. Dans ces luttes, sur les places, se retissent les liens et les solidarités qui font une société vivante. Non, MM. Hollande et Valls, les protections sociales ne sont pas du luxe. Non, la loi de la compétitivité ne doit pas disloquer la société. Non, l'État n'est pas la propriété des privilégiés. Non, la rhétorique du « choc des civilisations » et la lutte orchestrée des pauvres contre les pauvres, ne sauraient faire oublier une lutte des classes de plus en plus âpre et inégale. La résistance à l'oppression est un droit naturel et imprescriptible inscrit dans la déclaration de 1789. Nuit Debout, l'intersyndicale, les manifestants et les milliers de citoyens qui mettent leur corps en travers de l'injustice sont le cœur de cette résistance populaire. Nous sommes à leur côté, contre la loi Travail et son monde.

Premiers signataires : Christophe Bonneuil (historien), Geneviève Azam (économiste), Dominique Méda (sociologue), Yves Sintomer (politiste), Thomas Coutrot (économiste), Dany-Robert Dufour (philosophe), Antoine Peillon (journaliste), Jean-Claude Guillebaud (écrivain), Emmanuel Dockès (juriste), Pierre Dockès (économiste), Jean Pélissier (juriste), Christian Laval (sociologue), Pierre Dardot (philosophe), Etienne Balibar (philosophe), Sophie Wahnich (historienne), Jérôme Pelisse (sociologue), Jean Gadrey (économiste), Julia Cagé (économiste), Mathilde Larrère (historienne), Dominique Plihon (économiste), Aurélie Trouvé (économiste), Nicolas Bouleau (mathématicien), Susan George (écrivaine), Pierre-Henri Gouyon (biologiste), Giuseppe Longo (mathématicien). Le Monde 08.06

Pourquoi cet appel est inoffensif pour le régime et bénéficie-t-il d'une tribune dans Le Monde ?

Passons sur la personnalité des signataires, on n'a pas le temps de s'y attarder, ce serait leur accorder trop d'importance.

On retiendra :

- "Violence des promesses électorales bafouées". Hollande était le candidat fétiche de l'oligarchie financière, il a donc rempli ou respecté à la lettre le mandat qu'elle lui avait confié. Quant aux promesses destinées aux autres classes, elles n'engageaient que ceux qui voulaient y croire, les nantis des classes moyennes, de l'aristocratie ouvrière ou les intellectuels vendus au régime. Au-delà, qu'est-ce que cela signifie ? On a envie de dire, toujours la même chose, il aurait fallu que Hollande et le PS soient à la hauteur des illusions que colportaient en lui ces intellectuels et qu'en retour ils ne soient pas ingrats envers eux, c'est la seule raison pour laquelle ils leur en veulent.

- "l'État n'est pas la propriété des privilégiés". Désolé, si, et il ne peut pas en être autrement. Là ils en veulent à ses représentants pour la raison qu'on vient d'évoquer, ils auraient pu se montrer plus généreux envers eux, ne participent-ils pas loyalement à la stabilité du régime ? En fait, ils auraient voulu qu'ils leur cèdent un peu de pouvoir ou les associent à la mise en oeuvre de leur politique, sachant que chaque fois cela s'accompagne de prébendes et d'avantages en nature. Ils sont frustrés ces petits-bourgeois, et lorsqu'ils évoquent le mauvais sort que Hollande et le PS devaient réserver à la plèbe, leur rhétorique sert juste à cautionner leurs misérables manoeuvres et camoufler leur soumission au régime, voilà tout.

Mélenchonade. Vous n'avez rien compris, en fait le monarque de Gaulle était profondément réublicain.

- Mélenchon fait un carton chez les francs-maçons - lexpress.fr

Jean-Luc Mélenchon a tenu le 30 mai une conférence à huis clos ("tenue blanche fermée") au Grand Orient de France, rue Cadet à Paris (IXe), devant 250 personnes. Thème: refonder la République.

Le grand maître Daniel Keller s'est ensuite dit d'accord avec de nombreux aspects du diagnostic présenté par le cofondateur du Parti de gauche (et franc-maçon assumé): démantèlement de l'Etat, rôle de l'école, inquiétudes sur le prolongement de l'état d'urgence et... critique de l'inversion de la hiérarchie des normes dans la loi El Khomri (l'accord d'entreprise pouvant s'imposer plus facilement sur les accords de branche).

Keller a, en revanche, exprimé des réserves sur les positions du candidat à la présidentielle concernant l'Europe. "On a besoin d'une construction politique, ce que n'est pas, hélas, l'Union européenne, mais pas d'un repli souverainiste."

Pendant son exposé, Mélenchon a tressé les louanges du général de Gaulle, évoquant son sens républicain et sa capacité à s'opposer, comme lors de la sortie de l'Otan, référence qui n'a pas manqué de surprendre les frères présents. lexpress.fr 07.06

La franc-maçonnerie, c'est de nos jours la caution républicaine, laïque, du néolibéralisme sioniste. Une autre imposture, n'en jetez plus la cour est pleine !

Un petit exercice pour s'entraîner.

D'après vous, à qui s'adressait Valls ?

- "Quel est le choix qui se présente devant nous? Les méthodes régressives de la droite (ou) l'immobilisme, le statu quo, c'est à dire le déclin pour la France? Ou bien bâtir ensemble des réformes faites de compromis et de progrès", a lancé le Premier ministre pour défendre sa position de fermeté face à la CGT et aux frondeurs.

"Comme vous, je n'accepte pas tous ces procès en trahison de la gauche, ces anathèmes, ces querelles d'arrière-garde. Ils ne font que nous affaiblir collectivement", a-t-il lancé. AFP 09.06

Qui était "nous" dans la première proposition du premier paragraphe et dans la dernière du second paragraphe ? De quel "choix" parlait-il ?

Nous exprimait la classe dont il représente les intérêts, celle des capitalistes, et qu'il l'ait employé à l'adresse de l'assistance composée de dirigeants du PS était naturel, puisque c'est bien cette classe que sert le PS.

Quant au "choix", il devait servir à cautionner l'imposture qui consiste à faire passer "l'immobilisme" ou le rapport de force entre les classes issu de la lutte des classes des générations passées favorable à la classe ouvrière et qui figure encore dans le droit ou qui a été retranscrit sous forme de lois, pour rétrograde, réactionnaire, dépassé, inadapté à notre époque, tandis que les "réformes" antisociales qu'il appelle de ses voeux incarneraient le progrès.

Son discours relève de la propagande de ses maîtres que ses troupes doivent adopter, sans se soucier des conséquences ou accusations de "trahison de la gauche" puisqu'il n'a de compte à rendre qu'à ses maîtres auxquels il est totalement dévoué, il a donc appelé l'ensemble des dirigeants du PS à l'imiter.

Quel est le niveau de la collaboration de classe des syndicats avec le patronat en France ?

El Khomri : "Oublie-t-on que 40.000 accords d'entreprises se négocient chaque année dans le pays" et que "ces accords sont signés à plus de 80% par la CGT et FO?" AFP 09.06

C'est ainsi qu'ils cadenassent et pourrissent le mouvement ouvrier. Voilà un aspect de la situation qu'étrangement les militants adeptes de la politique dite contractuelle avaient négligé ou soudainement oublié, le Medef en redemandent, normal, non ? C'est là qu'on mesure le degré de dégénérescence du mouvement ouvrier. Cela vous étonne ?

Alors raison de plus : Dehors !

- Valls : «La démocratie, ce n’est pas la rue ! La démocratie c’est le vote !» - Liberation.fr 10,92% des voix des électeurs inscrits à Strasbourg, 1,49% à Nice, lors des deux dernières élections législatives partielles...

Confirmation

- Sondages: Valls dégringole, Hollande continue de descendre - AFP

Manuel Valls est en chute libre en juin, avec une perte de neuf points de confiance et 28% seulement d'opinions positives sur son action, et François Hollande, au plus bas, limite les dégâts (-2) à 16%, selon un sondage Ifop-Fiducial publié mercredi.

A dix mois de l'élection présidentielle, 83% ("2) des Français n'approuvent pas son action à la tête de l'Etat... AFP 08.06

Populisme effréné.

- Manuel Valls cible la droite pour remobiliser le PS - Reuters

Les ténors du PS, Manuel Valls en tête, ont taclé mercredi une droite "destructrice" de "modèle social" lors d'un meeting destiné à remobiliser un camp divisé par le débat sur la loi Travail, source de troubles sociaux depuis des semaines. Reuters 08.06

- Parce qu'il est «un homme de gauche», Moscovici ne suivra pas Macron - 20minutes.fr

Le commissaire européen n'est pas très fan du mouvement « En Marche ! » lancé par le ministre de l'Economie… 20minutes.fr 08.06

La question qui tue.

- Robert Boulin a-t-il été assassiné ?

En 1979, le ministre du Travail est retrouvé mort. Officiellement il s'agit d'un suicide. Mais un témoignage inédit remet en question cette thèse. Francetv info

Loi Travail : faits et déclarations.

- SNCF: grève reconduite par les assemblées générales, selon SUD et FO - AFP

La grève à la SNCF a été reconduite pour mercredi par les assemblées générales de cheminots, selon SUD-rail et FO-cheminots, qui, insatisfaits du projet d'accord sur la table, ont appelé mardi à poursuivre le mouvement entamé il y a une semaine.

Dans un communiqué, SUD-Rail, troisième syndicat, "appelle à poursuivre et à amplifier la grève comme viennent de le faire l'ensemble des assemblées générales". Mercredi sera la huitième journée de grève consécutive.

Selon un nombre significatif de résultats recensés par FO (non représentatif) dans une trentaine de villes, "la tendance est identique à celle des journées précédentes, toutes les AG ont reconduit", a indiqué à l'AFP son porte-parole François Grasa, qui maintient également sa consigne.

La CGT-cheminots, premier syndicat à la SNCF, n'a en revanche pas donné de mot d'ordre. "Il appartient aux cheminots réunis en assemblée générale de déterminer les suites qu?ils entendent donner au mouvement", écrit la fédération dans un communiqué envoyé en milieu d'après-midi.

Sans donner de position définitive sur le projet d'accord sur le temps de travail ouvert depuis mardi matin à la signature après des négociations marathons, le syndicat souligne néanmoins qu'il est "au niveau" de la règlementation actuelle et évoque "des améliorations arrachées par la mobilisation". AFP 07.06

- SCNF : « Ils n'ont aucune raison de faire grève aujourd'hui, ni par rapport à la loi travail, ni pour l'accord d'entreprise », martèle Manuel Valls - Public Sénat

Alors qu'un compromis d'accord a été trouvé cette nuit entre la direction de la SNCF et les syndicats, Manuel Valls a appelé ce mardi les cheminots grévistes « à prendre leur responsabilité ». Pour lui, ils n'ont « aucune raison de faire grève aujourd'hui ni sur la loi travail, ni sur l'accord, et encore moins vis-à-vis de l'Euro 2016 ». Public Sénat

La Grève à la SNCF n'a plus lieu d'être pour Laurent Berger

Invité de l'émission Preuves par 3, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, est revenu sur les différents conflits sociaux qui impactent la France : loi Travail, SNCF, Air France. « Ce qui se passe dans cette période donne une image du syndicalisme qui n'est pas la réalité ». Public Sénat

Une grève des pilotes d'Air France? "Minable", juge Fillon - AFP

François Fillon, ancien Premier ministre et candidat à la primaire de la droite, a qualifié mardi sur TF1 de "minable" la menace des pilotes d'Air France de faire grève pendant l'Euro de foot en France. AFP

Air France : les syndicats maintiennent le préavis de grève de samedi - LeMonde.fr

Les deux principales organisations représentant les pilotes dénoncent le « flou » de la direction. Le mouvement est prévu du samedi 11 au mardi 14 juin, durant les premiers jours de l'Euro de football. LeMonde.fr

Déchetterie d'Ivry : une grève en soutien au secteur privé - Liberation.fr

Mercredi matin, les conducteurs de bennes à ordures ont rejoint le mouvement de grève au centre de traitement de déchets d'Ivry-sur-Seine-Paris XIII. Ils réclament le retrait de la loi El Khomri qui pourtant ne les concerne pas directement. Liberation.fr

Déstabilisation des Etats. Harcèlement et offensive de l'Empire du chaos. Les médias oligarques en première ligne.

Venezuela

- Venezuela: les signatures pour un référendum anti-Maduro validées - AFP

Les autorités électorales vénézuéliennes ont validé mardi la majorité des 1,8 million de signatures présentées par l'opposition en faveur d'un référendum pour révoquer le président socialiste Nicolas Maduro, premier pas d'un long processus pouvant mener à de nouvelles élections.

Désormais, les signataires ou une partie d'entre eux devront confirmer leur choix, en personne et avec leur empreinte digitale, selon une procédure qui sera détaillée mercredi par le CNE, a expliqué M. Torrealba. Il faudra ensuite réunir quatre millions de signatures en trois jours pour avoir le droit d'organiser le référendum.

L'opposition de centre-droit est engagée dans un contre-la-montre, car si cette consultation a lieu d'ici le 10 janvier 2017, elle peut provoquer de nouvelles élections. Sinon, M. Maduro serait simplement remplacé par son vice-président.

Ce premier feu vert est survenu au terme d'une nouvelle journée de protestation de l'opposition, où la police a dispersé avec des gaz lacrymogènes une manifestation à Caracas se dirigeant vers les bureaux du CNE pour exiger le référendum. AFP 07.06

- Echauffourées à Caracas pour pénurie de nourriture - AFP

Des échauffourées ont éclaté mercredi 8 juin à Caracas entre les forces de l'ordre vénézuéliennes et un groupe de personnes qui réclamaient de la nourriture devant un supermarché. Durée : 00:34 AFP 08.06

- Venezuela : le tribunal suprême interdit la diffusion d'images de lynchages - LeFigaro.fr

Des vidéos montrant des présumés voleurs frappés par la foule parfois jusqu'à la mort ont été diffusées sur les médias vénézuéliens ces derniers mois. Elles témoignent de l'exaspération des Vénézuéliens face à la violence. LeFigaro.fr

Chine

- Washington et Pékin s'écharpent sur les droits de l'homme et la mer de Chine - AFP

Les Etats-Unis et la Chine se sont écharpés en coulisses mardi sur les droits de l'homme et la mer de Chine tout en vantant leur coopération sur des sujets plus consensuels, au terme de deux jours de Dialogue stratégique et économique à Pékin. AFP 07.06

- Chine : les parias du "miracle" économique - LePoint.fr

Le journaliste Patrick Saint-Paul a fait une plongée dans les sous-sols de la capitale chinoise où vivent des centaines de milliers de travailleurs pauvres. LePoint.fr 07.06

- A Hongkong, Lancôme cède aux pressions de Pékin - Liberation.fr

La marque détenue par l'Oréal a annulé un concert de la chanteuse Denise Ho, engagée dans les grandes manifestations prodémocratiques de 2014. Liberation.fr

- Le ministre des sports russe accusé d'avoir couvert le dopage - LeMonde.fr

Vitali Moutko, proche de Vladimir Poutine, est la cible d'une nouvelle enquête de la télévision allemande, qui l'accuse d'avoir couvert un cas de dopage dans le football russe. LeMonde.fr

- Moscou cherche à "déstabiliser l'UE", assure le président bulgare - AFP

La Russie cherche à "déstabiliser l'UE", a mis en garde mercredi le président bulgare Rossen Plevneliev devant le Parlement européen, estimant que la crise ukrainienne avait marqué l'entrée dans une période de "paix froide". AFP

... et le retour de bâton...

Brésil

Au Brésil, le président du Sénat inquiété par la justice - Reuters

Le procureur général du Brésil a demandé à la Cour suprême d'autoriser l'arrestation du président du Sénat et du président du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), la formation du chef de l'Etat par intérim, pour tentative d'obstruction à la justice, rapporte mardi le quotidien O Globo.

Outre le président du Sénat, Renan Calheiros, et le dirigeant du PMDB Romero Jucá, le magistrat veut obtenir l'autorisation d'arrêter Eduardo Cunha, président suspendu de la Chambre des députés, et José Sarney, ex-président du Brésil (1985-1990) et sénateur jusqu'en 2014.

Le procureur Rodrigo Janot les soupçonne d'avoir tenté de stopper l'enquête en cours depuis deux ans sur un système de corruption autour de la compagnie pétrolière Petrobras.

Leur arrestation pourrait affaiblir encore le gouvernement intérimaire de Michel Temer. L'ex-vice-président a succédé le mois dernier à Dilma Rousseff, écartée du pouvoir le temps que le Sénat instruise son procès en destitution pour avoir manipulé les comptes publics.

Son gouvernement a déjà perdu deux ministres, impliqués dans le scandale, et le ministre du Tourisme est à son tour visé.

Si en plus d'être arrêté, Renan Calheiros était, ainsi que le réclame également le procureur Janot, relevé de la présidence du Sénat, le poste reviendrait à un allié de Dilma Rousseff, le sénateur Jorge Viana. Reuters 07.06

- Brésil: Le flic anti-corruption était lui-même un ripoux - 20minutes.fr

Ils continuent d'armer les barbares.

- Le Pentagone parachute des armes en Syrie - Réseau Voltaire

Le 3 juin 2016, le Pentagone a parachuté des armes à des groupes armés à Marea (Syrie). Washington espère que ces combattants l'aideront à faire reculer Daesh dans la province de Rakka.

Les groupes armés qui ont bénéficié de cette aide en violation du droit international sont :

- soit affiliés au YPG kurde,

- soit des Turkmènes encadrés par des soldats turcs,

- soit encore des arabes ayant fait partie de l'Armée syrienne libre encadrée par des soldats français.

Ces deux derniers groupes ont combattu préalablement la République arabe syrienne aux côtés du Front al-Nosra (Al-Qaïda) et d'Ahrar el-Sham, deux organisations responsables de crimes contre l'humanité. Réseau Voltaire 04.06

Un ministère du conditionnement et de la désinformation pour mieux soumettre le peuple à l'ordre néolibéral.

- Washington veut créer un "ministère de la Vérité" - sputniknews.com

Les législateurs américains ont introduit discrètement au Congrès un projet de loi controversé, visant à créer un "ministère américain de la Vérité", équivalent du ministère de la propagande de 1984, la célèbre dystopie de George Orwell.

Présenté par les membres du Congrès Adam Kinzinger et Ted Lieu, la Loi sur la lutte contre la propagande et la désinformation étrangère de 2016 (Countering Foreign Propaganda and Disinformation Act of 2016), sous couvert de menace extérieure, cherche une "approche pan-gouvernementale sans restrictions bureaucratiques" pour contrer "la désinformation et la manipulation étrangères", lesquelles, selon les parlementaires américains, menacent "la sécurité et la stabilité" du monde entier, informe le site Zero Hedge.

"De l'Ukraine à la mer de Chine du Sud, des campagnes étrangères de désinformation font plus que répandre des sentiments anti-occidentaux, ils manipulent la perception du public en changeant les faits sur le terrain et en subvertissant la démocratie et les intérêts des Etats-Unis" a déclaré M. Lieu, soulignant l'importance de ces dernières paroles.

Le membre du Congrès ne cache pas quel pays est particulièrement ciblé par cette loi, le qualifiant de "menace la plus importante".

"La Russie continue à cracher sa désinformation et ses mensonges, minant les États-Unis et leurs intérêts dans des endroits comme l'Ukraine, tout en alimentant l'instabilité dans ces pays," a expliqué M. Kinzinger dans un communiqué sur son site officiel.

Ce projet de loi ne propose pas de créer une équipe d'honorables enquêteurs, qui sépareraient la vérité de fausses informations des gouvernements étrangers en vue d'améliorer la vie des Américains et des populations alliées. Non, ce document, loin de l'attention du public, devient un clou de plus dans le cercueil de la liberté de la presse en rendant vains les efforts pour créer un système d'informations objectives.

Le document, néanmoins, prévoit la création d'un organisme spécial qui devrait cerner les sources de désinformation, analyser les données, et, d'une manière vraiment dystopique, "élaborer et diffuser des discours basés sur les faits" pour contrer la propagande mensongère.

Une autre raison qui fait réfléchir sur les vrais motifs du gouvernement américain est le fait que le secrétaire américain d'État à la coordination du secrétaire de la Défense et le directeur du renseignement national sont chargés de créer cet organisme spécial, nommé Centre d'analyse des informations et des réponses.

i on jette un coup d'œil sur la liste des fonctions de ce centre, il est évident que le projet de loi représente un retour spectaculaire à l'époque de la guerre froide.

"Identifier les tendances émergentes et actuelles de la propagande et de la désinformation étrangères, y compris (…) l'utilisation des opérateurs et des agents spéciaux secrets ou clandestins pour influencer les populations et les gouvernements ciblés, afin de coordonner et de façonner le développement des tactiques, des techniques et des procédures pour exposer et réfuter la désinformation étrangère"

Cela signifie que si le projet de loi est adopté, il permettra à la propagande pro-américaine d'infiltrer tous les médias mainsteam, aussi bien que les médias sociaux et les services d'information en ligne, autrement dit de s'immiscer partout.

Il est évident que, pour les contribuables américains, le fardeau sera encore très lourd.

"Alors que les dépenses des Etats-Unis pour Voice of America sont assez faibles, le Kremlin alloue d'énormes fonds pour son agence d'information RT (Russia Today)", a expliqué le sénateur Rob Portman, signifiant ainsi que cette nouvelle initiative coûtera cher à Washington. sputniknews.com 07.06

En complément.

- "Les médias, une arme géopolitique dans les mains de l'Occident" - sputniknews.com

Depuis longtemps, l'Occident se sert des médias comme d'une arme et ce dans le but d'atteindre ses objectifs géopolitiques, assure dans un entretien à Sputnik le journaliste vénézuélien et reporter de la chaîne Telesur Rolando Segura.

"Il en existe de nombreuses preuves. Je mentionnerais le rôle joué par la presse occidentale dans le renversement du leader

libyen Mouammar Kadhafi. J'étais correspondant dans ce pays et j'ai tout vu de mes propres yeux. Les journaux et les chaînes répétaient à longueur de temps qu'une +intervention humanitaire+ était indispensable dans ce pays pour protéger les civils contre le dictateur sanglant", a-t-il déclaré lors du forum intitulé "Nouvelle ère du journalisme: adieu aux grands médias internationaux".

Et voilà que cette "mission humanitaire" s'est traduite par des bombardements qui ont fait entre 30.000 et 100.000 victimes, poursuit-il.

"Ces mêmes médias qui accusaient sans répit Kadhafi de tous les maux, n'ont pas prononcé un seul mot sur les bombardements occidentaux sur des hôpitaux, écoles, immeubles résidentiels, installations d'approvisionnement en eau et en électricité", a pointé M. Segura.

Et d'ajouter que les médias libyens officiels avaient été abolis, si bien que la population de ce pays ne pouvait plus être informée sur ce qui se passe dans le pays. "Ainsi, ils ont pris le contrôle même sur l'espace médiatique de ce pays", a-t-il rappelé.

"Une rhétorique similaire résonne aujourd'hui et vise des pays comme la Russie et le Venezuela. Les médias américains peignent quotidiennement en noir la situation dans mon pays, appelant à une intervention extérieure et ce +pour le bien du peuple vénézuélien+", a lancé Rolando Segura.

Selon ce dernier, les médias qui diffusent un point de vue alternatif sur les événements internationaux doivent s'unir pour faire front uni face à "la guerre médiatique occidentale".

"C'est avec tout le sérieux possible qu'il faut prendre les déclarations des leaders occidentaux appelant à torpiller le travail des médias comme RT, Sputnik ou Telesur. Nous devons nous entraider pour leur compliquer la tâche qui n'est autre qu'une attaque à la liberté d'expression", a conclu l'expert.

Le forum "Nouvelle ère du journalisme: adieu aux grands médias internationaux" a démarré à Moscou le lundi 6 juin. Des experts des médias de 30 pays, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Inde, la Chine, l'Egypte, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et les Emirats arabes unis, participent au forum qui se tient dans l'agence Rossiya Segodnya.

L'événement a été inaugurée par une session intitulée "Le journaliste à l'époque de l'après mainstream" où des experts russes et étrangers se sont réunis pour discuter des tendances actuelles dans les médias et des traits caractéristiques de cette époque pour tenter de pénétrer la dynamique de son développement. sputniknews.com 06.06

Quand l'oligarchie détiendra tous les pouvoirs, plus besoin de partis ou de la politique.

- C'est probablement la fin de la politique telle que nous la connaissons - Slate.fr

Cet article publié par Slate est signé Christian Caryl, journaliste à Foreign Policy ou la voix de l'oligarchie anglo-saxonne, de la Fed et du Pentagone.

Les divisions idéologiques traditionnelles entre droite et gauche sont en train de disparaître. Et cela pose de grandes questions sur l'avenir de la démocratie libérale.

Nous continuons de classer nos politiciens à droite et à gauche, en ignorant généralement que cette distinction date de la Révolution française.

(Ces "divisions idéologiques" disparaissent parce que tous les partis institutionnels assument ouvertement de nos jours leur subordination au capitalisme. Pourquoi ? D'une part, parce que la crise du capitalisme le nécessite, d'autre part parce qu'à la suite de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme le mouvement ouvrier international n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction, il ne s'en est jamais remis et la menace de la révolution socialiste s'est éloignée. On pourrait ajouter la moindre concentration de la classe ouvrière dans les pays occidentaux, son atomisation croissante, son extrême hétérogénéité, son embourgeoisement l'ayant conduite à s'accommoder du capitalisme jusqu'à en perdre toute notion du socialisme assimilé au réformisme bourgeois ou au stalinisme.

Ces "divisions idéologiques" étaient devenues une imposture que les uns et les autres entretinrent minutieusement et cyniquement à l'aide d'artifices démagogiques depuis le premier quart du XXe siècle, de sorte que le jour où elle s'étalerait au grand jour ou prendrait fin les travailleurs ne comprendraient pas ce qui se passerait et se retrouveraient totalement désarmés théoriquement et politiquement pour en tirer les enseignements politiques qui leur auraient permis de renouer avec le socialisme. Et dès lors qu'aucun parti ouvrier ne serait en mesure d'incarner une issue politique à la crise du capitalisme susceptible de rassembler les éléments les plus avancés du prolétariat, la réaction représentée par la droite et la gauche (et l'extrême droite) allait avoir le champ libre pour passer à l'offensive généralisée contre la classe ouvrière pour lui reprendre tous les droits ou acquis sociaux qu'elle avait dû lui concéder lors de la lutte des classes des décennies antérieures, sans qu'elle trouve les moyens de s'y

opposer efficacement tant elle demeurait divisée, faiblement organisée et empétrée dans une confusion qui à ce jour demeure inextricable. On a préféré s'en tenir ici à des facteurs objectifs ou matériels auxquels les lecteurs peuvent facilement se référer pour comprendre ce processus, plutôt que d'évoquer des facteurs subjectifs sujets à des polémiques sans fins qui ne mènent nulle part. - LVOG)

Les deux pôles idéologiques de droite et de gauche reflétaient autrefois une vraie réalité sociale, la division fondamentale entre la classe laborieuse industrielle et agricole et ceux qui leur donnaient des ordres. Les sociétés occidentales ne sont plus organisées aussi simplement.

(Sans que fondamentalement les rapports entre les classes n'aient changé, une infime minorité continuant d'exploiter et d'opprimer l'immense majorité qui produit les richesses sous forme de biens ou de services. Qu'il soit plus aisé de saisir ce que signifie l'exploitation quand on travaille sur une chaîne de production ou sur un chantier, plutôt que lorsqu'on travaille dans un bureau, cela a toujours été. Autrefois très souvent les employés se rangeaient au côté de la direction contre les ouvriers, ils étaient assimilés aux cols blancs, aux mains propres, ce qui n'interdisait pas leur fraternisation. De nos jours ce qui les réunit, c'est davantage le mode ou le niveau de vie qu'ils partagent, la pauvreté et la précarité, ainsi que les innombrables difficultés auxquelles ils sont confrontés ou tout simplement pour survivre. Qu'on soit employé, ouvrier, technicien ou cadre dans le privé, qu'on travaille dans une TPE ou une multinationale, on doit toujours affronter un capitaliste, un patron, des actionnaires, et le profit, la productivité, la compétitivité, demeurent les critères que leurs dirigeants privilégient et opposent à leurs revendications. Il en va de même chez les fonctionnaires toutes catégories confondues qui ont pour patron l'Etat placé sous la tutelle des marchés financiers. En revanche, leurs statuts qui diffèrent notamment sur la question de la garantie de l'emploi a pris davantage d'importance avec le chômage de masse, au point que bien des fonctionnaires s'en contentent ou s'estiment heureux comme ils sont, cela vaut également pour les travailleurs des secteurs protégés et privés qui seront portés vers le corporatisme. L'absence de revendications collectives ou communes aux travailleurs du privé et du public, donc politiques, ne contribue pas à leur unité. - LVOG)

Les distinctions de classe existent encore de toute évidence, mais elles sont bien plus compliquées qu'autrefois. (Il suffit de réintégrer les services dans la production des marchandises quand ils en sont une extension ou, de leur rendre la place qu'ils occupent dans le fonctionnement de la société quand ils lui sont indispendables, pour que ce qui semble au premier abord "compliqué" le devienne beaucoup moins, les uns et les autres remplissant une fonction irremplaçable dans la société. - LVOG)

Il est possible que nous soyons en train de vivre un genre de réalignement politique fondamental, un profond déplacement de l'équilibre des forces sociétales, et que nous ne voyions pas encore où tout cela nous mène. (Ils feignent de n'y être pour rien. - LVOG) Mais il y a une autre possibilité, plus radicale: celle que la démocratie libérale occidentale soit témoin de rien moins que de la fin de la politique telle que nous la connaissons –et que les effets en soient potentiellement tumultueux. À en juger par les convulsions qui secouent en ce moment le système politique occidental, je ne suis pas sûr que nous puissions exclure cette possibilité. Slate.fr 07.06

(Qu'en réalité ils appellent de leurs voeux, mais qu'ils ne peuvent qu'esquisser pour le moment. La "fin de la politique" se traduirait simultanément par le contrôle total de la société par l'oligarchie qui concentrerait entre ses mains tout le pouvoir économique et politique. La "fin de la politique" est inscrite dans le projet de traité transatlantique de libre-échange E-U-UE (et le traité transpacifique), qui n'est rien d'autre que le programme politique de l'oligarchie anglo-saxonne destiné à lui transmettre tous les pouvoirs, y compris judiciaire. - LVOG)

La classe ouvrière et la lutte des classes existent encore, il ne manque plus que le socialisme.

- Qui sont les ouvriers d'aujourd'hui ? - lemonde.fr

Lorsque Martin Thibault, sociologue du travail à l'université de Limoges, a entamé son enquête, Ouvriers malgré tout (Raison d'agir éditions, 2013), auprès des agents de maintenance de la RATP, l'entreprise lui a répondu qu'il n'y avait pas d'ouvrier chez elle. Souvent, les agents eux-mêmes ne se disaient pas ouvriers, jusqu'à ce qu'ils soient rattrapés par la réalité de leur métier – physique, répétitif, très encadré et exercé dans des hangars où il fait trop chaud ou trop froid. Dans les entrepôts de la grande distribution, même constat : ni les préparateurs de commandes ni les caristes ne se disent ouvriers. Et chez Amazon, les salariés sont des « associates ».

Mais alors, comment définir les ouvriers d'aujourd'hui si eux-mêmes ne se disent pas ouvriers ? Où est la classe ouvrière qui, au moins en partie, se vivait comme telle, avec ses codes, ses fiertés, ses savoir-faire et ses représentants ? Où sont les bataillons d'ouvriers entrant et sortant en même temps de l'usine ? L'ouvrier est-il une espèce en voie de disparition ? La notion de classe ouvrière a-t-elle encore un sens ?

Un monde ouvrier tertiarisé

Maçons, chauffeurs, soudeurs, jardiniers, métalliers, commis de cuisine, dockers, ostréiculteurs… Selon l'Insee, la France compte 6,3 millions d'ouvriers, classés en trois catégories : qualifiés, non qualifiés et agricoles. Un chiffre en net recul par rapport aux

années 1970. Alors qu'ils occupaient 40 % des emplois il y a quarante ans, ils n'en occupent plus que 20,5 % aujourd'hui. Continental, Metaleurop, Goodyear… Ce sont avant tout des postes non qualifiés du secteur industriel qui ont disparu : en moins de quinze ans, l'industrie a perdu près de 1,4 million d'emplois.

Mais si la figure mythique de l'ouvrier en bleu de travail sur une chaîne de production n'est plus centrale, les ouvriers ont investi d'autres secteurs : la moitié d'entre eux travaillent désormais dans le tertiaire, ils sont 15 % dans le bâtiment et, dans certains domaines, comme la logistique, leur nombre augmente.

Au total, un homme français sur trois ayant un emploi est encore un ouvrier. Et s'ils ont vieilli, les ouvriers restent plus jeunes que les « jeunes cadres dynamiques » : un sur quatre a moins de 30 ans, contre un cadre sur huit. « Leur déclin numérique est réel mais relatif, affirme David Gaborieau, sociologue du travail. Les ouvriers représentent encore près du quart (21,5 %) de la population active, c'est important. Ce qui a vraiment décliné, c'est leur visibilité. »

« Avant, il y avait les mines, la sidérurgie, Boulogne-Billancourt, de gros établissements dans de grandes régions industrielles où les ouvriers étaient regroupés, observe Roger Cornu, sociologue et chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Depuis, il y a eu une baisse drastique de la main-d'œuvre dans les grandes unités de production : aujourd'hui, plus de la moitié des ouvriers travaillent dans des établissements de moins de cinquante salariés, souvent situés dans des zones rurales. Tout ce qui était spectaculaire s'est démantelé progressivement. Du coup, les ouvriers disparaissent. »

« On s'intéresse rarement à l'intérieur des usines, comme s'il n'y avait plus que des ouvriers sans emploi. »

Peu visibles dans l'espace public, les ouvriers le sont aussi dans les médias. A la télévision, seules 3 % des personnes interviewées sont des ouvriers, contre 61 % de cadres, selon le baromètre de la diversité du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). « Lorsqu'ils apparaissent dans les médias, les ouvriers sont soit accusés d'être responsables de la montée du Front national, ce qui est en partie faux puisqu'ils sont très largement abstentionnistes, soit interrogés alors qu'ils viennent de perdre leur emploi après une délocalisation, regrette Martin Thibault. Ils apparaissent comme un monde vieux, finissant. On s'intéresse rarement à l'intérieur des usines, comme s'il n'y avait plus que des ouvriers sans emploi. »

Un autre facteur a contribué à la perte de visibilité des ouvriers : l'affaiblissement des organisations syndicales et politiques qui parlaient en leur nom – même si elles n'ont jamais représenté tous les ouvriers, et notamment les immigrés et les femmes. Le Parti communiste français (PCF), en particulier, a considérablement perdu de son influence. Il a aussi cessé, dès les années 1980, d'œuvrer à former et promouvoir des élites ouvrières militantes. Dans le champ de la représentation politique, plus personne, ou presque, n'est issu du monde ouvrier. « Dans certains secteurs d'activité, le groupe [ouvrier] n'a plus les moyens de se représenter en tant que tel », résume David Gaborieau.

Ouvriers et employés, une frontière floue

Autre évolution, la frontière entre le monde des ouvriers et celui des employés n'a jamais été aussi floue. Une caissière qui accomplit une tâche d'exécution répétitive, codifiée et fortement encadrée n'est-elle pas, d'une certaine façon, une ouvrière ? Et un employé d'un centre d'appel ? D'une chaîne de restauration rapide ? Les classifications de l'Insee disent-elles tout du travail ouvrier ?

En décembre, la revue Savoir/Agir (éditions du Croquant) titrait : « De la classe ouvrière aux classes populaires ». « La notion de classe populaire, qui rassemble ouvriers et employés, permet de prendre en compte un double mouvement, explique Cédric Lomba, chargé de recherche au CNRS. D'un côté, le travail des employés s'est industrialisé, standardisé. Et à l'inverse, une partie des ouvriers réalise des tâches éloignées du monde manuel. Dans la sidérurgie par exemple, les opérateurs de production interviennent assez peu sur le produit et contrôlent un processus informatique. »

La notion de « classes populaires » traduit aussi une mixité nouvelle. Avec l'arrivée des femmes sur le marché du travail, les familles ouvrières ont été remplacées par des familles « hybrides », avec un père ouvrier – le secteur reste masculin à 80 % – et une mère employée – plus de 75 % des employés sont des femmes. « C'est une évolution importante, insiste Henri Eckert, professeur de sociologie à l'université de Poitiers. Historiquement, ouvriers et employés n'avaient pas les mêmes comportements vis-à-vis de la propriété, de la consommation… Et pendant longtemps, être employé était plus prestigieux. »

Si le monde employé a perdu de son aura, c'est aussi le cas du monde ouvrier. « A l'époque, quand on obtenait un CAP ou que l'on était apprenti, c'était une promotion, indique Roger Cornu. Aujourd'hui, si vous n'avez pas le bac, vous êtes considéré comme un déchet. Devenir ouvrier ne fait plus rêver. »

« Beaucoup d'enfants deviennent ouvriers comme leurs parents – plus d'un ouvrier sur deux est un enfant d'ouvrier, quasiment comme il y a trente ans –, alors qu'ils ont fait des études beaucoup plus longues, ajoute Martin Thibault. Ils ont une autre grille de lecture et sont plus sensibles à la représentation dominante, très dévalorisante. Mais la position ouvrière est souvent la seule à laquelle on peut accéder sans diplôme d'enseignement général. »

Les ouvriers, des précaires

De fait, les ouvriers sont les premiers touchés par la précarisation de la société. Ils sont la catégorie professionnelle la plus frappée par le chômage (14,7 % en 2014) et la plus exposée aux contrats temporaires. Dans les grands groupes, le chômage partiel se multiplie. « Les fermetures d'usine ne sont souvent que l'aboutissement d'une longue série de restructurations partielles, détaille Cédric Lomba. A chaque fois, on diminue le nombre d'intérimaires, on ne reconduit pas un CDD, on licencie une partie des travailleurs stables ou on ne remplace pas des départs à la retraite… Cette condition d'incertitude, cet état de restructuration permanente font partie du quotidien des ouvriers. »

« Beaucoup de jeunes sont précaires avant d'être ouvriers. »

« Des jeunes travaillent six mois dans une usine, puis sont au chômage, puis se retrouvent deux mois dans une société de surveillance, ajoute Henri Eckert. Ils vivotent d'emplois ouvriers en emplois non ouvriers. Ce sont des précaires avant d'être des ouvriers. »

Si une partie des emplois se sont qualifiés, par exemple dans l'automobile, l'automatisation n'a pas toujours permis de rendre le travail plus gratifiant, et les possibilités d'ascension sociale se sont tassées. Avec la réduction des effectifs, les postes d'encadrement sont moins nombreux ou réservés aux plus diplômés. « Dans la logistique pharmaceutique par exemple, quand il y a deux chefs d'atelier pour 150 personnes, les ouvrières essaient au fil des années de trouver un poste un peu moins pénible mais ne changent pas de salaire ni de statut, raconte Cédric Lomba.

Ce sont des carrières horizontales. »

Invisibles et souvent précaires, privés d'une représentation forte et valorisante, les ouvriers n'ont pourtant pas disparu. « La notion de classe populaire a un sens, assure Cédric Lomba. La bourgeoisie est la classe la plus mobilisée pour défendre ses intérêts, mais ce n'est pas parce que les autres classes sont moins mobilisées qu'elles n'existent pas. » lemonde.fr 07.06

Bienvenue en oligarchie.

- «Peshmerga», quand le poids des mots plombe la force des images

Aux côtés des combattants kurdes face à Daech en Irak, Bernard-Henri Lévy a recueilli des séquences impressionnantes, mais soumises à un commentaire envahissant et réducteur. Slate.fr

- François Hollande devrait engager Zlatan pour s'occuper de sa com'

«Je peux le rendre populaire si je veux», a déclaré le footballeur mégalo au Monde. Chiche. L'échange est surréaliste. Dans les colonnes du Monde mardi 7 juillet, le footballeur suédois du PSG Zlatan Ibrahimovic a livré une prestation à la hauteur de sa réputation de mégalomane. Slate.fr

- Macron ou la «révolution passive» des élites françaises

La recette politique macronienne repose sur un projet social-libéral, doctrine pourtant aujourd'hui minoritaire dans l'opinion, mais qui répond en revanche à une forme d'urgence idéologique pour les élites au pouvoir: s'adapter et survivre dans une période de décomposition. Slate.fr

- C'est probablement la fin de la politique telle que nous la connaissons

Les divisions idéologiques traditionnelles entre droite et gauche sont en train de disparaître. Et cela pose de grandes questions sur l'avenir de la démocratie libérale.Les élections présidentielles américaines de cette année 2016 sont assez extraordinaires. Qui aurait pu prévoir l'incroyable Slate.fr

- Dans les médias, le ramadan n'est plus «ce corps étranger» qu'il faut traiter

Depuis une petite dizaine d'années, la couverture de la fête musulmane tend à se banaliser. Décryptage d'un traitement qui ressemble de plus en plus à celui d'un marronnier. Slate.fr

- «Game of Thrones» a libéré l'inceste... dans les fanfictions

Les amateurs de «Game of Thrones» multiplient les relations incestueuses façon Jaime et Cersei Lannister.Cet article contient

des spoilers sur le quatrième épisode de la saison 6.Game of Thrones est une série de vicieux devant laquelle on s'attendrit d'une relation entre un frère et sa soeur... Slate.fr

- Les jeux vidéo de Blizzard bientôt diffusés en streaming sur Facebook

Les joueurs de « World of Warcraft », « StarCraft 2 » ou encore « Diablo 3 » pourront sous peu partager leurs parties en direct sur leur fil d'actualité Facebook. LeMonde.fr

Haut de page

Le 10 juin 2016

CAUSERIE

Les causeries et info en bref de mai son disponibles au format pdf, 168 pages.

On a actualisé la rubrique "Articles d'actualité.

La suite demain car je croule sous les emmerdements et j'ai un tas de trucs à faire chez moi en urgence.

En attendant, un commentaire intéressant d'un internaute.

- "Voici un extrait du plan menant à la gouvernance mondiale. Ce texte abordant quantités de moyens d'asservissement, est issu du fameux « Protocole de Toronto 6.6.6.".

6.6.6. désignant ceux qui dirigent les 6 plus grandes banques mondiales, les 6 plus grands consortiums énergétiques de la planète (dont le pétrole fait partie), et les 6 plus grands consortiums de l'agroalimentaire (dont fait partie le contrôle des principales routes alimentaires du monde).

Extrait :

« Aujourd'hui, nous devons faire en sorte que cet "Esprit" se traduise par une "Société Mondiale du Loisir" sous toutes ses formes. Ce "Loisir" doit se composer du [Sexe], des [Drogues], du [Sport], des [Voyages/l'Exotisme], et des [Loisirs] en général, mais accessibles à toutes les couches de la Société. L'Homme doit arriver à croire qu'il est "Moderne", et que sa modernité est composée de sa capacité, et de sa possibilité de pouvoir jouir largement, et maintenant de tout ce qui l'entoure.

Pour parvenir à cet objectif, il est impératif de pouvoir infiltrer les Médias (Radio, Télévision, Journaux), les milieux de la "Mode" et la "Culture" (les milieux de la Nouvelle Musique) par lesquels nous influencerons, à coup sûr, toutes les couches des Sociétés Occidentales. Ainsi en tenant sous la coupe des "Sens" la jeunesse (les adultes de demain), nous aurons par conséquent la voie libre pour infiltrer, et transformer en profondeur, sans être inquiétés, le Politique, le Système Légal et l'Education; ce qui nous permettra de modifier en profondeur le cours, l'orientation future des Sociétés visées par notre "Plan".

Les populations, nous le savons, n'ont pas de mémoire historique. Ils répètent inlassablement les erreurs du passé sans se rendre compte que ces mêmes erreurs avaient conduits leurs pères, avant eux, aux mêmes déchéances qu'ils vivront en pire avant la fin de ce siècle. Voyez, par exemple, ce que leurs grands-pères ont vécu au début de ce siècle grâce au travail acharné de nos prédécesseurs." Fin.

Récemment je me suis fait la réflexion suivante :

Internet et les réseaux dits sociaux flattent l'égo ou l'individualisme inconscient et effréné de la plupart des gens, pendant que leurs droits sont individualisés, donc détruits les uns après les autres, sans que cela ne les fasse réfléchir davantage ou n'influe sur leur comportement qui tend invariablement à se décomposer.

Ils leur donnent l'impression trompeuse d'enfin exister, de sortir de l'anonymat dans lequel frustrés ils végétaient, cela leur donne de l'importance, ils ont la sensation de détenir du pouvoir, ils s'expriment à tort et à travers sur tout et sur rien sans rien n'avoir véritablement étudié sérieusement ou expérimenté, à quoi bon puisqu'à part s'écouter parler ils sont incapables de tirer le moindre enseignement d'une discussion, car dorénavant ils considèrent détenir la vérité et à ce titre ils se permettent de juger ou demépriser les travaux de ceux qui leur ont consacré de nombreuses années ou la totalité de leur vie.

C'est ainsi que vous pouvez aborder un sujet une multitude de fois étalé sur plusieurs années, sous des angles différents, en développant une argumentation étayée par de nombreux faits, en exposant les différentes étapes de votre réflexion ou le processus intellectuel logique sur lequel repose votre démonstration, rien n'y fait, à peine ont-ils parcouru vos articles qu'ils les critiquent, les descendent en flèche, bref, vous font comprendre que vous êtes un con et qu'eux savent tout mieux que tout le monde.

Internet et les réseaux dits sociaux vous donnent le pouvoir d'étaler votre ignorance élevée au rang de vertu, votre manque de discernement. Ce sont les pires ennemis de la modestie indispensable pour évacuer tout a priori et pouvoir réfléchir sereinement sur un sujet pour réellement progresser, ce qui certes nécessiterait davantage d'efforts et de courage, de volonté et de persévérance, ce qui prendrait également plus de temps, l'ennemi de l'immédiateté dans laquelle on se laisse emporter et qui finit par nous s'abrutir littéralement au point d'en avoir des vertiges, que dans une suprême confusion on prend pour un éclair de conscience.

Internet et les réseaux dits sociaux rendent mégalomanes, schizophrènes, ils participent au conditionnement des masses, au formatage des consciences selon des critères qui échappent à ceux qui les utilisent, à leur insu donc. Ils leur indiquent ce à quoi ils doivent penser pendant qu'ils ne penseront pas à autres choses, donc cela influe sur le choix et l'orientation de leurs préoccupations qui sont dictées par ceux qui les manipulent et s'emploient à déstructurer ou déstabiliser leur personnalité devenue particulièrement vulnérables.

A l'arrivée on se retrouve face à des gens qui semblent tous formater selon le même modèle, et qui ne supportent plus ceux qui ne leur ressemblent pas, ce en quoi ils sont encouragés ou se croient légitimes, du fait que la multitude adopte le même comportement, pour un peu ils y verraient un exemple de démocratie, pas que les médias institutionnels n'ont pas hésité à franchir sans la moindre réaction de leur part puisque dorénavant ils sont conditionnés.

Le plus grand danger et la plus grande réussite que peuvent revendiquer Internet et les réseaux dits sociaux en privilégiant le traitement immédiat de l'information, c'est d'avoir réussi à briser le lien qui existe entre le présent et le passé, le lien logique qui existe entre eux, et donc l'instrument essentiel à toute réflexion ou tout raisonnement pour interpréter le monde dans lequel nous vivons.

La logique est l'instrument que l'on acquiert à l'école ou au cours de nos multiples expériences, qui fait défaut à l'illettré qui agit avant de penser de préférence, j'en ai l'exemple sous les yeux quotidiennement avec ma compagne Selvi et sa soeur Adilakshmi pour en parler, et entre nous je peux vous dire que ce n'est pas de la tarte, même si en compensation elles sont généralement de bonne humeur et m'aide ainsi à garder le moral, ce qui ne sera pas le cas d'une personne plus développée qui ruminera sans cesse des choses désagréables ou noires jusqu'à en avoir la nausée, j'ai connu cela aussi.

Bref, briser cet instrument merveilleux pour peu qu'on le cultive et le développe, est le meilleur moyen pour vous faire perdre tous vos repères, vous conduire à tout confondre, à ne plus savoir quoi penser, et nombreux semble-t-il sont les gens qui de nos jours en sont arrivés à cette conclusion dramatique, ne plus savoir quoi penser ou ne plus oser penser autrement, en être devenu incapable sans savoir pourquoi, sans même se le demander, cela va de soi, se contentant de ce qu'ils sont ou de leur manière de penser qu'ils estiment satisfaisante, alors qu'elle est particulièrement médiocre, aussi médiocre que celle de Selvi et Adilakshmi qui n'y sont pour rien et qui ont des excuses donc qu'il ne faut pas juger.

Quand on parle au nom des travailleurs ou du socialisme, on se doit de ne pas imiter les masses les plus profondément arriérées, fort d'une riche expérience qu'elles n'ont pas eu la chance de connaître, on se doit de développer les facultés et les outils logiques qu'on a eu l'occasion de mettre à l'épreuve au cours de notre passé, afin de parvenir à un niveau de discernement satisfaisant ou à un niveau de conscience supérieur qui nous permettent d'interpréter chacune de nos expériences, sinon nous en sommes indignes. A suivre.

Haut de page

Le 11 juin 2016

CAUSERIE

Une vidéo.

Syrie : un autre éclairage du conflit qui dure depuis 5 ans - juin 2016

https://www.youtube.com/watch?v=_2rf5DcM-t0

Dans cette interview réalisée pour Be Curious TV par une journaliste indépendante, un Syrien chrétien, médecin, évoque le quotidien des Syriens. Il appelle à ouvrir les yeux sur la "malinformation" qui entraîne une compréhension erronée de la réalité syrienne et retarde le retour à la paix.

Le réformisme ou le « moindre-malisme » : Le pire mal causé au mouvement ouvrier, assurément.

POID - Il n'est pire mal que le « moindre-malisme » - Editorial de la Tribune des travailleurs du 1er juin 2016

Extrait.

- "*Du point de vue de la classe ouvrière et de l'indépendance de ses organisations, il n'est pire mal que le moindre-malisme, qui remet en cause l'indépendance et l'unité du mouvement ouvrier forgée sur les revendications, et s'accommode du démantèlement des droits collectifs.*"

Effectivement c'est au nom du "moindre-malisme" que les lambertistes ont ménagé ou soutenu ouvertement le PS et dans une moindre mesure le PCF, notamment, qui se sont avérés être le "pire mal" causé au mouvement ouvrier.

Oser encore affirmer que les syndicats seraient indépendants (de l'Etat) après n'avoir jamais cessé de démontrer le contraire depuis que la CGT fut stalinisée, c'est démagogique, un pur mensonge et se rendre complice de leurs appareils corrompus.

Nous leur rappelons que ce ne sont pas les revendications qui forgèrent à l'origine la nature et l'unité du mouvement ouvrier, mais l'objectif de son combat, en finir avec le salariat, donc le capitalisme, objectif que les syndicats qui l'avaient un jour adopté ont abandonné depuis des lustres.

L'unité du mouvement ouvrier "forgée sur les revendications" sociales, cela porte un nom, cela s'appelle le réformisme (bourgeois), dès lors qu'elle ne s'inscrit pas dans la perspective du renversement du régime en place ou d'inverser les rapports sociaux en vigueur.

Que des revendications sociales à caractère collectif servent de cataliseur à la mobilisation des masses et à la réalisation de leur unité, personne ne le niera, mais cela n'est qu'un pur constat, un lieu commun qui ne mène nulle part hormis s'accommoder du régime en place.

Les lambertistes réécrivent l'histoire du mouvement ouvrier en effaçant les uns après les autres les épisodes qui justement ne s'insèraient pas dans le « moindre-malisme » qu'ils ont eux-mêmes adopté en guise de théorie sous un vocable à résonante révolutionnaire pour capter l'attention des travailleurs les plus avancés ou conscients, et finalement les conduire dans une impasse politique que traduit la dislocation et la décomposition de l'avant-garde, car cela concerne également les autres courants se réclamant du trotskysme.

Le « moindre-malisme » est à l'origine de la dégénérescence de la social-démocratie, puis de l'avènement du stalinisme

Le « moindre-malisme », c'est aussi le programme du Front populaire, du Conseil nationale de la résistance, qui consistait en un certain nombre de réformes sociales concourant à l'amélioration de la condition ouvrier dans le cadre du régime capitaliste qu'il était hors de question de remettre en cause ou de renverser en 1936 comme en 1945, ce que Thorez résumera dans une formule lapidaire mais ô combien révélatrice de la nature du stalinisme : « il ne doit y avoir qu'un seul Etat, une seule armée, une seule police » (Le 19 novembre 1946, interviewé dans le Time).

Le « moindre-malisme », c'est à l'origine disions-nous le programme antisocialiste des Dühring ou Bernstein opposé à celui d'Engels consistant à abandonner le but de la lutte de classe du prolétariat au profit du mouvement, la lutte, la lutte, rien que la lutte jusqu'à l'épuisement ou le pourrissement si vous préférez, devant conduire pas à pas à réaliser le socialisme après avoir nié la crise qui ronge le capitalisme et nécessite la remise en cause des droits sociaux et politiques acquis ou concédés à la classe ouvrière, révélant la nature contre-révolutionnaire de ce programme destiné à soumettre les travailleurs au capitalisme et à leur faire abandonner toute autre perspective politique.

C'est ce programme « moindre-malisme » ou antisocialiste que le PS et le PCF devaient adopter après être devenus des agents du capital, des ennemis de la classe ouvrière, entraînant dans leur sillage les syndicats qu'ils contrôlaient et qui n'avaient donc rien d'indépendants ou si, de la classe ouvrière.

R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?

Extrait de la préface.

La social-démocratie peut-elle donc être contre les réformes sociales ? Ou peut-elle opposer la révolution sociale, le bouleversement de l'ordre établi, qui est son but final, à la réforme sociale ? Assurément non ! Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire de travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.

(On remarquera que de nos jours à part des intellectuels porte-parole du régime qui évoquent la fin du capitalisme, du salariat, etc. plus aucun parti n'ose produire des articles destinés à un large public comportant cet objectif ou y faire référence dans leur propagande. Bien entendu, quand ces intellectuels évoquent cette éventualité, c'est pour mieux nous asservir au nouvel ordre mondial qu'ils appelent de leurx voeux et qui est censé remplacer le modèle économique actuel, et non pour nous proposer de passer au socialisme.

Nous devons préciser que "la réforme" ne peut être un "moyen" pour nous rapprocher de notre "but", la "révolution sociale", que dès lors qu'ils demeurent indissolublement liés et qu'on s'emploie à expliquer patiemment en quoi et pourquoi ils sont liés, au lieu de le passer sous silence, ce qui revient en pratique à briser ce lien, et donc à s'aligner sur le « moindre-malisme ». - LVOG)

Ces deux éléments du mouvement ouvrier, nous les trouvons opposés pour la première fois dans les thèses d'Edouard Bernstein, telles qu'elles sont exposées dans ses articles sur les "Problèmes du socialisme", parus dans la Neue Zeit en 1897-1898, ou encore dans son ouvrage intitulé : Die Vorausssetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie. Sa théorie tout entière tend pratiquement à une seule chose : à nous faire abandonner le but final de la social-démocratie, la révolution sociale, et à faire inversement de la réforme sociale, simple moyen de la lutte de classe, son but ultime. Bernstein lui-même a formulé ses opinions de la façon la plus nette et la plus caractéristique, écrivant : "Le but final, quel qu'il soit, n'est rien, le mouvement est tout".

Or, le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant, l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être.

(En brisant le lien entre les moyens et le but du combat du mouvement ouvrier et du prolétariat, les partis ouvriers de socialistes deviennent démocrates bourgeois. - LVOG)

Dans la controverse avec Bernstein et ses partisans, ce qui est en jeu - et chacun, dans le parti, doit en être conscient - c'est non pas telle ou telle méthode de lutte, non pas l'emploi de telle ou telle tactique, mais l'existence tout entière du mouvement socialiste.

(Pour ne pas l'avoir compris, nos dirigeants ont compromis "l'existence tout entière du mouvement socialiste". - LVOG)

Est-ce un slogan du FN ?

- Euro 2016 : la France s'habille en bleu-blanc-rouge - Francetv info

Le premier match des Bleus est très attendu des supporters tricolores partout en France. Francetv info 10.06

Le droit du travail ou la justice privatisée.

- A Lille, un militant CGT condamné à huit mois de prison avec sursis - libération.fr

Lors de la manif du 17 mai, Antoine C. avait été frappé et maîtrisé par trois policiers sans signes distinctifs. Mais c'est bien lui qui a été condamné jeudi par un tribunal.

Antoine C. est un jeune homme fluet. Le 17 mai, pendant la manifestation contre la loi travail à Lille, il a été frappé et maîtrisé avec violence au sol, genou sur la tête, par trois malabars costauds. Jeudi soir, c'était pourtant lui qui était jugé pour violences, et deux des trois costauds étaient partie civile. Les trois policiers sont membres du Groupe de voie publique, chargé de rechercher des flagrants délits : l'apparente échauffourée était donc une arrestation. Antoine C., lui, affirme qu'il s'est débattu et qu'il ne savait pas que ces hommes étaient de la police.

Sur une vidéo qui a circulé sur les réseaux sociaux militants, rien ne permet de dire qu'ils sont policiers. Pas de brassard visible. Après trois semaines de prison préventive, Antoine C., 28 ans, brancardier intérimaire et militant CGT, a été condamné à huit mois de prison avec sursis pour violences sur policiers, deux mois avec sursis pour refus de prise d'empreinte génétique, et deux ans d'interdiction de manifester dans le Nord. Philippe Martinez, patron de la CGT, le dessinateur Tardi, l'économiste Frédéric Lordon et Clémentine Autain (parti Ensemble) avaient signé une pétition pour demander sa libération, et une centaine de

militants avaient organisé un barbecue avec sono devant le palais de justice de Lille pour le soutenir. Les policiers n'ont pas réclamé de dommages et intérêts.

Coup de pied aux fesses

Le 17 mai, dans la manif lilloise, le cortège vient de démarrer quand il est séparé en deux par les Compagnies départementales d'intervention, des policiers harnachés. Motif : des casseurs se trouveraient dans une portion de la manif, munis de pavés. C'est là que se trouve Antoine. Le policier Anthony S. le voit mettre un casque et chausser ses lunettes par-dessus. Sur la vidéo, on ne voit pas le début de l'interpellation, mais les policiers assurent qu'ils se sont présentés pour contrôle d'identité. Il est maîtrisé. Autour, des manifestants scandent «tout le monde déteste la police». Le policier Anthony S. dit qu'Antoine a cherché à le mordre, lui a donné coups de pied et coups de poing. La procureure, Aline Clérot, explique que le policier n'a pas voulu voir de médecin, parce qu'il ne s'estimait pas «blessé», et que c'est elle qui l'a poussé à le faire. Les médecins ont constaté un «stigmate contusionnel à l'œil droit», sans incapacité temporaire de travail.

Alors qu'Antoine se débat à terre, on voit un des policiers, Grégory D., lui donner un coup de pied aux fesses. Juste après, un manifestant, une partie du visage dissimulé par une capuche, donne à son tour un coup de pied aux fesses au policier. Ce manifestant, c'est François D., 45 ans, non syndiqué, prof de tai-chi-chuan au RSA. Arrêté et jugé en même temps qu'Antoine, il a écopé jeudi de six mois de prison avec sursis et, comme Antoine, de deux ans d'interdiction de manifester dans le Nord.

«Eosine»

Antoine finit un genou sur sa tête. Arrestation «pas idéale, mais régulière», estime la procureure. Pourquoi lui ? Parce qu'il «dissimulait son visage», selon les policiers. Il avait un casque intégral de moto sur la tête. Et dans son sac à dos, du sérum physiologique, de l'éosine et un brassard CGT qu'il n'a pas mis. Sur les images, on n'aperçoit que le drapeau CGT accroché à son sac. Le juge le gronde comme un petit garçon : «Est-ce qu'il est normal qu'un manifestant, de surcroît syndiqué, se présente sur les lieux d'une manifestation avec de l'éosine, du sérum physiologique, des gants, un casque intégral, un foulard ? Expliquez-vous monsieur !» Antoine, le visage sombre : «Je vois plein de syndiqués, de journalistes, conscients de la tension qui existe en ce moment, le faire.» Il explique que le 12 mai, cinq jours avant les faits, la manif lilloise n'avait rien eu de bon enfant. Coups, flash-balls, lacrymos. «Il est de mon devoir d'être en capacité de protéger mes camarades plus jeunes et plus vulnérables. On avait fait une trousse de secours.» Le juge : «Il n'y a pas la possibilité de revendiquer les choses calmement ?» Autre problème : Antoine a un tatouage vieux de 10 ans sur le ventre : «ACAB» («Tous les policiers sont des salauds», en anglais). «Erreur de jeunesse», dit Antoine, qui «regrette».

Go pro

Le policier Grégory D. avait une caméra autour du cou, il ne l'a pas mise en route. Il y avait, d'après le dossier, cinq ou six caméras Go pro autour du cou des policiers dans la manif, mais la police n'a rien transmis, au motif qu'il n'y avait rien à en tirer. «On avait grand espoir dans les cinq ou six Go pro, s'étrangle Florian Régley, l'avocat d'Antoine. Elles n'ont pas été saisies par le juge, ni exploitées.» La procureure a estimé qu'Antoine C. n'était «pas un casseur». Elle avait requis huit mois de prison, dont six avec sursis pour les violences, et deux mois ferme pour le refus de prise d'empreintes, le tout aménageable pour éviter une nouvelle détention, parce que «sa place est dehors, pas en prison». libération.fr 10.06

Une justice à charge, de classe, quoi.

La présomption d'innocence n'est plus que virtuel, pour peu qu'elle ait existé un jour. Il faudrait davantage parler de présomption de culpabilité, puisque quels que soient les arguments avancés par la personne accusée d'avoir commis un délit lors de son jugement pour prouver son innocence, aucun ne seront retenus, en revanche tous ceux qui seraient favorables pour établir sa culpabilité seront retenus par le juge ou le parquet, le ministère privé de l'Injustice, c'est ce qui ressort clairement de ce simulacre de procès lorsqu'on lit attentivement cet article.

La loi Travail a été dictée par des intérêts privés, les besoins des capitalistes, donc tous ceux qui la défendent sont forcément innocents ou au-dessus de tout soupçon, leur parole a valeur de référence ou de vérité. Par contre tous ceux qui s'y attaquent, donc qui s'en prennent à ces intérêts privés ou à leurs défenseurs, dont l'appareil répressif de l'Etat, les policiers, sont forcément des menteurs et coupables.

Un autre jour je vous raconterai les démêlés de mon épouse avec la Caf, c'est du même tonneau, à ceci près que ce sont les syndicats qui gèrent les organismes sociaux, principalement FO, ce qui veut dire que je ne peux même pas me tourner vers eux pour défendre mon épouse accusée injustement de fraude. Aux dernières nouvelles, ils lui réclament le remboursement de 21.000 euros et ils ne lui laissent plus pour vivre que 671 euros par mois sur son allocation d'handicapé, ce sont des ordures finies. Depuis avant-hier un avocat se charge de son affaire.

Nouvelle cuisine pour les riches à la sauce américaine agrémentée d'amendes.

- La «convention judiciaire d'intérêt public», mesure de pragmatisme ou symbole d'une justice à deux vitesse ? - Liberation.fr

Adoptée par l'Assemblée mardi, le texte permet aux entreprises accusées de corruption d'éviter un procès en échange d'une amende. Un système pour plus d'efficacité ou une échappatoire pour les plus riches ? Liberation.fr 10.06

La cocotte minute.

- El Khomri prête à recevoir Martinez "dans la minute" - AFP

La ministre du travail Myriam El Khomri a déclaré vendredi à l'AFP être "prête à recevoir Philippe Martinez dans la minute si cela peut permettre de lever tous les blocages dans le pays", sans attendre un rendez-vous "convenu" avec lui le 17 juin.

"Soyons clair, le gouvernement n'a pas l'intention de retirer ce texte (projet de loi travail), ni même de le détricoter mais je suis à l'écoute des propositions de la CGT comme de celles des organisations syndicales que je reçois", a expliqué encore Mme El Khomri. AFP 10.06

Les ordures sont de sortie.

Le gouvernement offre une porte de sortie à la CGT - Reuters

François Hollande et Manuel Valls n'excluent pas des réquisitions pour acheminer les supporters de football vers les stades qui accueillent l'Euro, notamment ce vendredi, pour le coup d'envoi de la compétition au Stade de France. Reuters 10.06

Pas besoin, message reçu 5/5.

- La CGT encourage ses militants à ne pas bloquer l'accès au Stade de France - BFM Business

Euro-2016 : "Toutes les ordures seront ramassées", promet Hidalgo - AFP

La maire (PS) de Paris Anne Hidalgo a promis que "toutes les ordures ser(aie)nt ramassées" dans la capitale malgré la grève des éboueurs, plusieurs autres villes étant touchées par des perturbations, alors que l'Euro de football débute vendredi.

Jeudi, la Ville de Paris a annoncé "redéployer" son dispositif afin de faire enlever les poubelles par des entreprises privées, qui se chargent déjà en temps normal de la moitié des arrondissements parisiens, les dix autres étant gérés en régie publique.

"Je me félicite qu'Anne Hidalgo ait eu la force de s'opposer à ceux qui voulaient avoir une attitude dangereuse pour l'environnement des Parisiens et l'image du pays", a réagi sur LCP le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen.

"Il ne faut pas que des grèves qui n'ont plus de raison d'être du point de vue social, qui ont essentiellement un caractère politique, viennent aujourd'hui perturber le bon fonctionnement du pays", a-t-il également déclaré. AFP 10.06

Comment "***articuler le populisme à une culture politique plus riche***" fidèle à "***la gauche historique*** ".

- Unidos Podemos: la véritable «belle alliance» de la gauche? - Slate.fr

Alors que la «belle alliance populaire» de Jean-Christophe Cambadélis ressemble toujours à une coquille vide en France, un autre rassemblement politique a été négligé en Espagne: celui de Podemos et de la Gauche unie.

Depuis l'échec des forces politiques espagnoles à former un nouveau gouvernement, et dans l'attente des résultats d'un nouveau scrutin, qui se tiendra le 26 juin, l'actualité de la gauche au sud des Pyrénées est largement passée sous les radars médiatiques français. Pourtant, un événement de taille s'est produit: la formation d'une alliance électorale entre d'un côté Podemos, désormais célèbre pour son ascension fulgurante dans le champ politique espagnol; et de l'autre Izquierda Unida (IU, Gauche unie), rassemblement historique de la gauche radicale autour du Parti communiste, largement dépassé dans les urnes par son nouvel allié.

Vu de loin, l'annonce de cette coalition dans les urnes pourrait sembler une péripétie négligeable, surtout si l'on rappelle qu'IU, capable de tutoyer la barre des 10% des suffrages au milieu des années 1990, a réalisé le pire score de son existence en décembre 2015 (3,7% et deux sièges à la chambre des députés). En fait, l'existence de cette nouvelle alliance, «Unidos Podemos» (ce qui se traduit par «Unis, nous pouvons!»), se révèle importante à trois égards: l'enjeu électoral, la question

de l'identité et de la stratégie des forces politiques qui composent l'alliance, et l'espoir que caresse Podemos: dépasser le Parti socialiste (Psoe).

L'enjeu électoral

Le score d'IU au dernier scrutin législatif s'élevait à un niveau certes faible, mais plus élevé tout de même que l'écart qui séparait Podemos du Psoe (1,3 point). Face à des socialistes qui ne se sont pas effondrés de manière aussi brutale qu'en Grèce, l'enjeu pour la gauche alternative consiste donc à unir ses forces dispersées, afin de les devancer pour la première fois dans l'histoire. Si jamais le Psoe, qui est tout de même l'un des deux piliers du bipartisme imparfait ayant prévalu depuis les années 1980, se retrouve relégué au troisième rang des forces politiques espagnoles, alors le choc sera considérable.

Il ne s'agit pas d'un scénario impossible. En plus de l'indication déjà donnée par les résultats du mois de décembre, les sondages effectués depuis plusieurs semaines attribuent de façon récurrente (mais pas systématique) une avance de 1 à 5 points aux listes d'Unidos Podemos. Un autre enjeu réside cependant dans la transformation de ces voix en sièges. De ce point de vue, les projections faites par les instituts sont à la fois plus incertaines et plus contrastées.

Constituer des listes unies permet de limiter en partie les biais défavorables à la gauche alternative

Et pour cause: plusieurs mécanismes limitent la proportionnalité du mode de scrutin et tendent à favoriser les deux grands partis actuels de gouvernement. Le vote pour les législatives se déroule dans une cinquantaine de circonscriptions, ce qui implique un faible nombre de sièges attribués dans chacune d'elle: on dit alors que la magnitude est basse, ce qui avantage les grands partis traditionnellement en tête. De plus, les provinces rurales (avec une population plus âgée, aux loyautés électorales plus solides) se trouvent surreprésentées dans cette répartition des sièges.

Or, constituer des listes unies permet justement de limiter en partie ces biais défavorables à la gauche alternative. Cela maximise ses chances, à comportement équivalent des électeurs, d'arriver dans les listes de tête et de ne pas «gaspiller» des voix à cause de sa fragmentation. L'alliance a aussi pour objectif d'influencer le comportement des électeurs hésitants, en déjouant les calculs de «vote utile» et en jouant sur la symbolique positive de l'union.

Podemos: populiste, mais surtout de gauche…

Au-delà des aspects purement électoraux, l'alliance nouée entre Podemos et IU traduit le fait que ces deux formations appartiennent bien au même espace, sinon à la même famille politique. Il est vrai que la revendication par Podemos d'une «centralité» sur la scène politique espagnole, sa redéfinition des antagonismes sous la forme du «peuple souverain contre la caste corrompue» ainsi que son refus de s'enfermer dans le langage et les postures de la «vieille gauche» ont fait et continuent de faire l'originalité du parti.

Pour autant, Podemos ne s'est pas créé dans le seul souffle des indignados et des «marées» actives dans le secteur social. L'organisation a été largement construite par des cadres ayant fait leurs armes au sein de la gauche radicale, dont ils ont tenté de dépasser les limites plutôt que de liquider l'héritage. Pablo Iglesias, dont la compagne est membre et élue madrilène de la Gauche unie, a lui-même été formé aux Jeunesses communistes. C'est justement après avoir été dépité par l'immobilisme persistant d'IU qu'il s'est résolu à lancer l'initiative Podemos. Celle-ci a ensuite reçu le concours expérimenté des militants d'Izquierda Anticapitalista (IA, Gauche anticapitaliste), un groupe politique (désormais dissous) qui avait fait partie d'IU jusqu'en 2008.

Cette réaffirmation publique de l'incontestable ancrage à gauche de Podemos n'est certes pas du goût du numéro 2 du parti, Iñigo Errejon, pour qui elle entre en contradiction avec la méthode «populiste» de mobilisation de l'électorat, inspirée des écrits des philosophes Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (voir sur Slate les analyses de Gaël Brustier à ce sujet, ici ou là). Mais Errejon a contre lui que la configuration électorale actuelle incite plutôt à faire de cette méthode une composante parmi d'autres d'un puzzle stratégique plus vaste, qui exige aujourd'hui de se rapprocher de la gauche traditionnelle.

C'est d'ailleurs ce qu'a exprimé récemment un autre cadre du mouvement aujourd'hui en retrait, Juan Carlos Monedero, ainsi que l'a rapporté le 27 mai l'historien Christophe Barret dans un article éclairant pour Mémoire des luttes. Dans ces débats intenses, le populisme pratiqué par Podemos est cependant loin d'être renié. Un tel choix serait d'ailleurs absurde au regard des succès déjà enregistrés. Cependant, face à la résistance du monde ancien et au risque de placer trop d'espoirs dans la force du discours, le défi actuel semble être d'articuler le populisme à une culture politique plus riche, dont la filiation avec la gauche historique est difficilement contournable.

Une acculturation parallèle avec la Gauche Unie

Cela confirme au passage que le populisme, en tant que valorisation du peuple contre les élites et défense de la souveraineté populaire, n'est qu'une idéologie «fine», qui doit être «branchée» à d'autre corpus d'idées pour embrasser les

problèmes généraux d'une société[1]. Or, Podemos ne se résume pas à une idéologie aussi fruste: les réponses qu'il souhaite apporter (contre l'austérité, pour un nouveau modèle de développement, pour plus d'implication populaire…) s'inscrivent bien dans les combats de la gauche historique, qui trouvent à s'exprimer d'une nouvelle manière dans le contexte de crise structurelle que nous vivons depuis 2008.

Le défi actuel semble être d'articuler le populisme à une culture politique plus riche, dont la filiation avec la gauche historique est difficilement contournable

Ajoutons enfin que, si Podemos opère là un réajustement stratégique crucial, la chose est aussi vraie de la Gauche unie, dont les orientations vis-à-vis des autres forces de gauche ont été fluctuantes et sources de divisions par le passé. On peut d'ailleurs voir dans le soutien et la participation d'IU à des exécutifs locaux dirigés par le Psoe, une des explications à sa faible progression durant la crise, en plus des tensions internes qui ont miné son projet de «relance de la gauche» annoncé en 2009. Le nouveau leader de la Gauche unie, Alberto Garzon, est d'ailleurs conscient des limites de son parti, trop institutionnalisé, tout en critiquant la négligence des classes sociales qu'il a perçue chez les leaders de Podemos.

Sa défense d'une refondation démocratique (et même républicaine) de l'État espagnol, ainsi que sa conviction d'une indispensable «convergence» des forces de transformation sociale, en font au final un partenaire tout à fait compatible avec l'actuel exécutif de Podemos. On semble donc assister à une acculturation parallèle des deux forces nationales de la gauche alternative espagnole: du côté du partenaire le plus fort, un ancrage à gauche plus assumé; du côté du partenaire le plus faible, une ouverture à des stratégies de mobilisation et d'identification politiques moins traditionnelles.

La signification historique d'un «sorpasso»

En tous les cas, si jamais le pari d'un «sorpasso», —terme italien utilisé en Espagne pour désigner l'éventualité du dépassement du score du Psoe par la gauche alternative–, réussit, l'histoire politique espagnole aura connu un sacré retournement. En effet, il faut rappeler que la colonne vertébrale d'IU, le Parti communiste espagnol, a légitimé avec le Psoe une transition démocratique dont l'héritage est aujourd'hui contesté par Podemos. Cette transition a en effet épargné une bonne partie des institutions et du bloc historique de forces sociales qui soutenait le régime franquiste, au détriment des citoyens ordinaires, dont les partis de gauche n'ont pas osé utiliser la capacité de pression sur les élites.

Les communistes emmenés par Carillo sont même apparus comme des partenaires privilégiés du centre droit, comme une sorte de gage pour leur légalisation et la construction ultérieure du socialisme dans un cadre démocratique. Ce cap stratégique hasardeux s'est ajouté à l'autoritarisme de Carillo en interne, pour miner la cohérence du parti et laisser champ libre au Psoe. Ce dernier s'est alors construit un socle électoral large, de la gauche vers le centre, où il a pu se repositionner sans crainte de sanctions de la part d'une concurrence désorientée et émiettée[2]. De là provient sa puissance aujourd'hui remise en cause.

Au-delà du symbole, qu'en sera-t-il concrètement du point de vue de la formation d'un nouveau gouvernement? À lire les sondages publiés, la situation risque d'être peu ou prou la même qu'après le scrutin de décembre, aucun bloc «naturel» ne disposant d'assez de sièges cumulés pour réunir une majorité absolue. Quant à la possibilité pour le bloc de gauche de l'atteindre grâce aux élus nationalistes, elle posera le même problème qu'aujourd'hui, à savoir sa très difficile acceptation pour le Psoe.

En revanche, la gauche alternative se retrouverait dans une situation sans doute plus enviable que jusqu'à présent, c'est-à-dire soit en force principale de l'opposition (éventuellement face à une grande coalition qui lui permettrait de fustiger la défense par le Psoe d'un régime à bout de souffle), soit en position de diriger un gouvernement de coalition (dont le ciment tiendrait alors à la démocratisation des institutions et à la sortie de l'austérité). Slate.fr 10.06

1 — Ben Stanley, «The thin ideology of populism», Journal of Political Ideologies, 13 (1), 2008, pp. 95-110. Citons également les travaux d'un autre politiste ayant spécifiquement étudié le contexte latino-américain qui a inspiré les leaders de Podemos : dans «Clarifying a Contested Concept» (Comparative Politics, 34(1), 2001, pp. 1-22), Kurt Weyland parle du populisme comme d'un outil de conquête et d'exercice du pouvoir, plutôt que comme un caractère ontologique de telle ou telle force politique. Retourner à l'article

2 — Patrick Camiller, «Spanish Socialism in the Atlantic Order», New Left Review, I/156, 1986.

On retiendra : "la situation risque d'être peu ou prou la même qu'après le scrutin de décembre", il ne restera plus à l'Unidos Podemos qu'à imiter Syriza...

En Catalogne la «belle alliance» a fait long feu.

- En Catalogne, l'alliance indépendantiste se déchire - AFP

L'alliance indépendantiste au pouvoir en Catalogne (nord-est de l'Espagne) s'est déchirée mercredi, sa composante la plus radicale,

la CUP, ayant décidé de ne pas voter le budget, au risque de déboucher sur l'organisation de nouvelles élections.

La crise intervient moins d'un an après le scrutin de septembre 2015 qui avait permis aux séparatistes de devenir majoritaires au Parlement catalan, pour la première fois.

L'échec des négociations sur le budget repousse ainsi l'aboutissement de sa feuille de route, sans doute au-delà de 2017.

M. Puigdemont a annoncé qu'il envisageait de se soumettre à une motion de confiance du Parlement, en septembre.

S'il était renversé, le Parlement catalan aurait deux mois pour investir un nouveau gouvernement, faute de quoi de nouvelles élections seraient convoquées. AFP 08.06

En guise de complément. C'est quoi la gauche ? Le parti des milliardaires.

- Présidentielle américaine : comment les Démocrates sont devenus le parti des riches (et pourquoi ça se confirme) - Atlantico.fr

Alors que les 4% des Américains les plus riches avaient voté démocrate lors de l'élection présidentielle américaine (fait rarissime dans l'histoire politique de ce pays), la situation pourrait bien se répéter lors de la présidentielle de 2016 entre Hillary Clinton et Donald Trump. Atlantico.fr 10.06

- Elizabeth Warren, figure de la gauche, soutient Hillary Clinton - Reuters

Hillary Clinton a rencontré vendredi la sénatrice Elizabeth Warren, figure de la gauche américaine, après avoir reçu la veille le soutien de Barack Obama en vue de la présidentielle américaine du 8 novembre. La sénatrice du Massachusetts a annoncé jeudi soir qu'elle appuyait la candidature d'Hillary Clinton... Reuters 10.06

Déjà... barbare.

En résumé, dans le futur vous aurez le choix entre deux modèles de société : l'oligarchie ou le capitalisme consenti.

- Le capitalisme, bientôt une relique barbare - La Tribune

Le capitalisme est dépassé. Mais par quoi sera-t-il remplacé? Les progrès fulgurants de la science et de la technologie seront-ils mis au service de la liberté individuelle et de notre qualité de vie commune ? Par Michel Santi, économiste

«Les grandes luttes du XXème siècle entre la liberté et le totalitarisme se sont terminées par une victoire décisive des forces de la liberté et du seul modèle possible de succès : liberté, démocratie et libre entreprise. Au XXIème siècle, seules les nations qui s'engageront à protéger les droits de l'Homme et à garantir la liberté économique seront capables d'assurer leur prospérité». Écrite en 2002 par le conseil américain de «stratégie de sécurité nationale» sous l'impulsion du Président de l'époque George W Bush, cet auto satisfecit appartient à des temps révolus. En effet, le capitalisme occidental - survivant de justesse à la crise des années 2007 à 2010 l'ayant laissé mortellement blessé- est en phase terminale car ses plaies infectées crachent l'inégalité, le mécontentement social et les endettements colossaux.

Loin du début des années 90

Qu'il est loin aujourd'hui le triomphalisme du début des années 1990 qui avait vu le sacre du standard capitaliste américain érigé en valeur morale suprême ! Tout avait pourtant bien commencé. La démocratie n'était-elle pas supposée être en quelque sorte une sécrétion naturelle dès lors que la Russie et que la Chine embrasseraient le capitalisme ? Milton Friedman -qui affirmait qu'une société qui privilégie l'égalité des revenus à la liberté «finit par n'avoir ni l'égalité ni la liberté»- est aujourd'hui totalement ringardisé car notre liberté n'a plus à nos yeux qu'une valeur instrumentale, tout au plus un levier permettant de parvenir à des objectifs matériels. Notre défense des libertés -de la Liberté- semble bien peu crédible alors même que nous l'abdiquons au profit d'entreprises et de banques à taille de mastodonte qui nous imposent en permanence leurs diktats.

Ce qui remplacera le capitalisme?

Comment pouvons-nous nous prévaloir de ces valeurs humanistes, comment simplement être crédibles pour imposer à d'autres nations le concept des droits de l'Homme, alors que -sous couvert de cette même liberté- une minorité infime concentre chez nous en ses mains richesses et pouvoirs excessifs ? Dans un tel contexte, il est bien plus simple d'imaginer la fin du capitalisme. Après tout, nul système social n'a duré éternellement, à plus forte raison s'il s'agit d'un ordre aussi intrinsèquement instable que celui dicté par le capitalisme. La question n'est donc pas tant si le capitalisme va péricliter et disparaître, que ce qui le remplacera dans un monde -celui de demain !- où le travail humain ne sera plus une nécessité. (C'est déjà

le cas pour les rentiers, les banquiers, les spéculateurs, les gros actionnaires, etc. bref, les parasites qui nous pourrissent l'existence et dont il faut se débarrasser. - LVOG)

Quel modèle de société?

Pourtant, personne -et certainement pas les politiciens- ne s'interroge ni ne se préoccupe du modèle de société que nous voulons organiser pour notre avenir immédiat. Est-ce une société où les individus auront la possibilité (s'ils le souhaitent) de s'affranchir du travail ? Une société offrant à chacun accès aux soins, au logement et à la décence matérielle, même sans labeur ? Ou est-ce un ordre hiérarchisé où une élite dominera la masse tout en exerçant un contrôle strict sur son accès aux ressources et aux biens ?

En d'autres termes, les progrès fulgurants de la science et de la technologie seront-ils mis au service de la liberté individuelle et de notre qualité de vie commune ? Ou la domination économique et financière accentuera-t-elle son emprise et achèvera-t-elle d'asservir le plus grand nombre selon les critères impérieux de la compétitivité et du profit ? L'oligarchisation, ou le capitalisme entre adultes consentants ? La Tribune 10.06

Certains constats sont intéressants, notamment sur la "phase terminale" du capitalisme...

Qui peut croire un instant que le capitalisme pourrait donner naissance à un modèle de société humaniste, philanthropique, meilleur, plus juste ? Personne.

Alors osons le socialisme...

Dossier Syrie

- La Turquie achemine des armes et des munitions vers les jihadistes en Syrie - Réseau Voltaire

Le ministère russe de la Défense a publié, le 3 juin 2016, une vidéo prise depuis un avion de reconnaissance. On y voit de longues files de camions, venant de Turquie et transportant des armes et des munitions aux groupes armés d'Idleb, en Syrie.

Il est actuellement impossible de dire avec précision qui compose ces groupes armés. Tout au plus sait-on que les Occidentaux soutiennent actuellement à la fois des Turkmènes, des Kurdes, et des arabes anciennement membres de l'Armée syrienne libre. Selon les ministères russe et syrien de la Défense, la majorité de ces combattants est membre du Front al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda.

Le Pentagone a lui-même parachuté des armes et des munitions, le même jour à Marea. On ignore quel groupe a récupéré cette logistique.

La libération d'Idleb permettrait à la Syrie et à la Russie de libérer Alep, la seconde ville de Syrie, ce qui marquerait un coup d'arrêt définitif aux projets de renversement de la République et d'instauration d'un gouvernement islamiste. Réseau Voltaire 05.06

- Syrie: une nouvelle erreur US fait dix morts parmi les combattants anti-EI - sputniknews.com

Une fois de plus les frappes "erronnées" de l'aviation américaine ont visé les forces alliées luttant contre Daech

Le Pentagone a lancé une enquête sur une frappe aérienne qui a visé un groupe allié qui combat Daech en Syrie, annonce le journal The Wall Street Journal se référant au ministère américain de la Défense.

Selon le journal, les 27 et 28 mai, des avions américains ont effectué des frappes près de la localité syrienne d'al-Maara. Le porte-parole du Commandement central de l'Armée de l'air américaine Patrick Rider a confirmé au journal qu'une des frappes avait touché les positions des combattants de la Mutasim Brigade, en lutte contre les djihadistes de Daech.

"Initialement, il a été annoncé que la frappe aurait fait quatre morts", a indiqué le porte-parole. Selon lui, une enquête a été lancée suite à cet incident.

"Nous continuerons à soutenir les forces luttant contre Daech et nous mettrons en pratique toutes les leçons tirées de l'enquête afin d'augmenter à l'avenir l'efficacité de nos opérations", a souligné le porte-parole.

Auparavant, les chefs de la brigade ont annoncé aux médias que la frappe américaine avait fait dix morts parmi ses combattants. Le Pentagone a confirmé les frappes d'al-Maar, déclarant toutefois qu'elles avaient porté sur deux unités séparées de

Daech, détruisant deux véhicules de combat et une auto. sputniknews.com 11.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Grande-Bretagne

- Un sondage donne le camp du Brexit gagnant avec 55% des voix - Reuters

Cinquante-cinq pour cent des Britanniques affirment qu'ils voteront pour une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, contre 45% qui se disent pour un maintien, selon un sondage ORB pour le quotidien The Independent publié vendredi.

Cette avance de dix points du camp du "Leave" à deux semaines du référendum du 23 juin prochain est la plus marquée depuis le début de cette série de sondages il y a un an, précise The Independent. Reuters 10.06

Bienvenur en oligarchie.

- A la tête de l'équivalent d'un continent, mais jamais élu : Mark Zuckerberg est-il un "dictateur", comme l'affirme le fondateur de The Pirate Bay ?

Peter Sunde, co-fondateur du site de partage ThePirateBay a déclaré que "Facebook est la plus grande nation du monde et nous avons un dictateur. Si vous y regardez de plus près et du point de vue de la démocratie, Mark Zuckerberg est un dictateur. Atlantico.fr 10.06

- Pour arrêter de fumer, les femmes ont intérêt à être en phase avec leur cycle menstruel

Chez les fumeuses, les fluctuations hormonales feraient varier les circuits cérébraux impliqués dans la prise de «bonnes» ou de «mauvaises» décisions. Les fumeuses qui voudraient arrêter la clope pourraient mettre toutes les chances de leur côté en phasant leur désintoxication avec leur cycle menstruel... Slate.fr

- A quel moment a-t-on commencé à parler de cyberharcèlement ? - Rue89

- Argentine : le guide ultra-misogyne de Fiat

La marque italienne a été épinglée après avoir proposé des guides d'utilisation sexistes dans ses voitures. Les dépliants ont été retirés. LePoint.fr

- Des GIFs de chèvres pour inciter les Britanniques à voter

Les chats, ce n'était pas assez original.Les Britanniques présents sur Facebook qui ne se sont pas inscrits pour le référendum sur le maintien ou non dans l'Union européenne l'auront vraiment voulu. Slate.fr

- GIFs, histoire d'un business

Depuis que les GIFs existent, des entreprises ont tenté d'en tirer profit. Voici une petite histoire (en vidéo) de cette exploitation économique. Sur les sites d'information, sur les réseaux dans lesquels vous êtes inscrits, dans vos conversations en ligne, dans vos mails... Slate.fr

- Obliger son cerveau à se concentrer, c'est possible

Des scientifiques américains planchent sur une méthode appelée «Smart». Bon nombre de lycéens fans de foot entrent aujourd'hui dans une période sombre. Ils devront trouver un moyen de profiter de l'Euro de football, qui débute ce 10 juin en France tout en préparant les terribles épreuves du baccalauréat... Slate.fr

- Vous ne pourrez bientôt plus mentir après un accident de voiture

Tesla est aujourd'hui à la pointe de cette chasse connectée aux mauvais conducteurs appelée à très vite se démocratiser.Le premier flagrant délit de mensonge a été révélé la semaine dernière, rapporte Electrek. Slate.fr

- La première caricature des Juifs était-elle une satire politique du XIIIe siècle?

Un dossier fiscal anglais représente un stéréotype propre à la communauté juive. La première représentation caricaturale de Juifs trouve-t-elle son origine au XIIIe siècle? Dans un dossier fiscal anglais de 1233, un scribe a dessiné une scène satirique représentant le prélèvement des impôts... Slate.fr

- Pour être heureux, oubliez-vous!

Plusieurs essais récents tentent de détruire la croyance la plus partagée de ce début de siècle: celle selon laquelle la voie vers le bonheur serait introspective et individuelle. De nos états de conscience les plus troubles à la régulation de l'écosystème bactérien de nos intestins, la quête du bien-être... Slate.fr

- Comment les assistants virtuels s'immiscent dans nos vies

Les assistants virtuels intelligents peuvent vous donner les dernières nouvelles, vous commander une pizza et vous raconter des blagues. Il suffit de leur faire confiance. Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Ukraine

- Ukraine : les habitants de Donetsk opposés à une mission armée de l'OSCE - euronews.com

La population de Donetsk a manifesté ce vendredi car elle ne veut pas d'une mission armée de l'OSCE dans l'est du pays.
Un rassemblement de 5.000 personnes pourtant pas vraiment spontané, selon plusieurs témoignages sur place.

Ainsi, plusieurs personnes ont affirmé à l'AFP avoir été "fortement incitées" à participer à la manifestation.

Mais certains étaient là, quand-même, par conviction :

"Sous le prétexte d'une mission armée, déclare Konstantin, ils peuvent déployer tous les unités terroristes qu'ils veulent, avec un bon déguisement".

Depuis des mois Kiev demande le déploiement sur place d'une mission armée dans l'est de l'Ukraine, et certains ici sont très méfiants, jusqu'à imaginer des théories du complot :

"Nous comprenons tous clairement que l'armée ukrainienne pourrait facilement prendre pour cibles les moniteurs de l'OSCE et comme d'habitude, nous accuser ensuite".

Donetsk et la région du Donbass sont sous contrôle des séparatistes pro-russes de la République populaire autoproclamée de Donetsk. euronews.com 11.06

Un article très orienté.

- Un rassemblement de 5.000 personnes pourtant pas vraiment spontané...

- ...plusieurs personnes ont affirmé à l'AFP avoir été "fortement incitées" à participer à la manifestation...

Quand on sait à quel point l'incitation à manipuler les faits est fortement ancrée à l'Agence Française de Propagande, pour ainsi sa seconde nature, il est plus que recommandé de ne pas prendre pour argent comptant les informations qu'elle diffuse et qui sont reprises par l'ensemble des médias-oligarques.

ECONOMIE

Grande-Bretagne

- Les 10 principaux dirigeants du FTSE 100 largement augmentés en 2015 - La Tribune

Un bond de 28 millions de livres. Entre 2014 et 2015, le salaire de Sir Martin Sorrell, Pdg du groupe publicitaire WPP, est passé de 42,7 millions de livres à 70,4 millions de livres (89 millions d'euros), représentant à lui seul plus d'un quart des 100 millions d'augmentation des 10 principaux dirigeants du FTSE 100, rapporte vendredi le quotidien The Guardian.

Pêle-mêle suivent Tony Pidgley, à la tête de Berkeley Homes, avec une hausse de 520% sur un an (de 3,8 millions à 23,3 millions de livres), le Pdg du groupe médical Shire, Flemming Ornskov, ainsi que celui de Sky, Jeremy Darroch. Dans le Top 10, sept dirigeants ont vu leur salaire au moins doubler sur la même période.

"Ce sont des augmentations énormes qui viennent s'ajouter à des salaires déjà excessifs", a déploré Paul Nowark, secrétaire général adjoint du syndicat TUC. "Quand les travailleurs voient leur rémunération augmenter de manière modeste (2,9% en moyenne, ndlr), c'est exaspérant de voir celle des multimillionnaires exploser."

Autre membre du Top 10 augmenté en 2015, le Pdg de la Royal Bank of Scotland Ross McEwan a vu son salaire doubler à 3,78 millions de livres. Seul hic, la banque, toujours détenue à 72% par l'Etat après son sauvetage de 2009, a enregistré des pertes (2 milliards de livres en 2015) pour la huitième année consécutive... La Tribune 10.06

Haut de page

Le 14 juin 2016

CAUSERIE

A quoi bon s'exprimer sur le mouvement social en cours en France pour le retrait de la loi Travail, le 14 juin est une énième journée d'action sans lendemain, je crains que mon analyse ne choque les âmes sensibles un peu trop portés à privilégier les apparences, aussi je m'abstiendrai. Les faits parlent d'eux-mêmes pour ceux qui veulent bien les prendre en considération, trop quand on n'est pas prêt à les admettre.

On n'a envie de convaincre personne de quoi que ce soit, tant il semblerait que nous ne vivions décidément pas dans le même monde ou que nous ne disposions pas tout à fait des mêmes instruments ou de la même méthode pour interpréter la situation ou la réalité. Il serait plus profitable de partager avec vous mes expériences dont j'ai tiré quelques enseignements.

J'ai passé ces deux derniers jours à tout autre chose, par hasard j'ai dû encore revenir sur le 11 septembre 2001.

Suite à l'annonce par le ministre des Affaires étrangère, Ayrault, qui par le ton belliqueux employé à l'encontre de la Syrie témoigne qu'il a adopté la position de Fabius, du bombardement de la ville syrienne de Daraya en pleine distribution d'aide humanitaire par l'armée syrienne coupable selon lui de "duplicité" lors d'une conférence de presse à New York vendredi dernier, emboîtant le pas au porte-parole de la diplomatie américaine, Mark Toner, qui au même moment tenait à la virgule près exactement le même discours.

Ayrault en a rajouté une couche en déclarant que "le régime malgré ses déclarations choisit jour après jour de continuer à attaquer son propre peuple", et pour bien montrer qu'il marchait bien dans les pas de son précédesseur, il a repris à son compte la propagande ou les accusations demeurées sans preuve proférées depuis des années par les porte-parole des terroristes "modérés" (sic!) que l'armée syrienne continuerait à procéder à "des bombardements quotidiens avec des barils de dynamite qui vont directement sur les civils", et pour témoigner sa totale soumission à l'aile la plus réactionnaire du Pentagone ou de l'administration américaine, il a dénoncé "des crimes contre l'humanité dans le cadre d'une politique d'Etat systématique", soulignant que la France "va continuer à pousser pour que les auteurs rendent des comptes" (source : AFP 10.06)

Je sais que la ville de Daraya tombée aux mains des barbares de Daech était encerclée depuis deux ans par l'armée syrienne, sans en savoir davantage sur la situation sur le terrain, donc j'étais spontanément porté à prendre du recul par rapport à ces informations rapportées par l'Agence Française de Propagande du régime en attendant d'en savoir plus.

Du coup, au moyen d'Internet j'ai essayé d'avoir rapidement plus d'infos, en vain. Sachant que le Réseau Voltaire était présent à Damas, j'ai tenté ma chance de ce côté-là, en vain, à moins que j'ai mal cherché, ce qui est possible. Par contre parmi les

articles proposés par Google en première page, je suis tombé sur un titre remettant en cause la version de Thierry Meyssan sur le 11 septembre 2001, particulièrement l'épisode consacré à l'avion qui se serait écrasé sur le Pentagone. N'ayant aucun a priori sur ce sujet et curieux d'en apprendre davantage, j'ai cliqué sur ce lien, et là j'ai découvert un portail réalisé par un Français uniquement dédié à ce point précis du 11 septembre 2001, Jean-Pierre Desmoulin (http://jpdesm.pagesperso-orange.fr/pentagon/francais.html)

Voici ce qu'on peut lire dans la présentation de ses travaux :

Jean-pierre Desmoulins a travaillé 15 ans comme ingénieur électricien, dans le domaine des sytèmes et de l'informatique industrielle. Il est maintenant professeur, et a créé en 1996 un département multimédia dans son université. Il a aussi une licence de pilote privé. Convaincu, quoique sceptique, que les attaques du 11 septembre pouvaient être une tricherie, il a conduit une recherche personnelle, se focalisant sur le crash du Pentagone.

Son approche est rationnelle. Il examine des faits et tente d'inférer des scénarios, les critiquant avec le pour et le contre. Il a publié ses réflexions sur un site web dès septembre 2002. Ce site, dont les versions successives sont disponibles en ligne, montre le cheminement de sa pensée. Il dit que, comme beaucoup de chercheurs sur ce crash, il a été induit à inférer des théories fausses parce qu'il a pris des images de la scène de crash pour des faits, et a réalisé plus tard que ces théories violaient les lois de la physique, les capacités des avions en vol, ou qu'elles impliquaient des prémisses conspirationnistes trop étendus. Il a ainsi démontré, ab absurdo, que certaines des images les plus connues de ce crash, telles que les images de la "caméra de sécurité du parking" ou encore les images des "débris aux lettres rouges" sont des faux.

Le scénario qu'il propose maintenant comme le plus probable est que le vol 77, un Boeing 757 avec environ 60 personnes à bord, s'est bien écrasé sur l'aile ouest du Pentagone le 11 septembre. Soit l'avion était piloté par le pilote Hani Hanjour, soit il était piloté à distance par une technologie telle que "global hawk" : il n'y a pas de fait disponible pour etayer l'une ou l'autre de ces hypothèses. Il conjecture que certains témoignages précis, les rapports et les photos des dommages dans le bâtiment, ainsi que le fait que des images de ce crash aient été cachées ou falsifiées, rend très probable le fait que cet avion ait embarqué une charge militaire agressive, comme une charge creuse anti-bunker, un "pénétrateur" à uranium appauvri, ou une bombe de type "broach" qui est une combinaison des deux. Fin.

A première vue je me suis dit qu'on était en présence de quelqu'un de sérieux et ayant certaines compétences pour s'exprimer sur ce sujet, quelqu'un de mesurer, sans a priori apparemment, prêt à étudier honnêtement différentes hypothèses avant d'arriver à une conclusion, donc sa démarche semblait suffisamment rationnelle pour y accorder toute l'attention qu'elle méritait.

Cela m'a amené à télécharger la totalité des 39 fichiers qu'il avait réalisés afin de suivre pas à pas son raisonnement. A cette occasion j'ai découvert de graves lacunes remettant en cause sa conclusion.

Il faut que je précise pour qu'on comprenne ma propre démarche, que jusqu'à présent j'en étais resté à la version proposée par Thierry Meyssan et beaucoup d'autres personnes aux Etats-Unis et dans le monde, à savoir qu'aucun avion ne se serait écrasé sur le Pentagone le 11 septembre 2001, du fait qu'on n'en a jamais retrouvé la moindre trace, et que le FBI a saisi la totalité (une centaine) des bandes des caméras vidéos de surveillance qui étaient implantés autour ou à proximité du Pentagone comme si manifestement elles étaient compromettantes ou remettraient en cause la version officielle faisant état d'un Boeing 757-200, alors qu'en principe la diffusion de ces images aurait permis de mettre un terme à ce que le département d'Etat américain et l'ensemble des médias à sa suite ont qualifié de théorie du complot. J'ai donc ouvert ces 39 fichiers et lu attentivement la totalité des articles du portail de monsieur Jean-Pierre Desmoulin, pour finalement arriver à la conclusion que son étude manquait singulièrement de rigueur, or la rigueur la plus absolue est indispensable en la matière, car la moindre faille peut faire capoter l'hypothèse la mieux étayée, mais pas seulement, partant de là j'ai bien été obligé de me rendre à l'évidence que pour parvenir à la conclusion à laquelle il était arrivé, il n'avait pas tenu compte de certaines lacunes ou approximations qu'il avait lui-même mis en évidence ou qui découlaient directement de sa démonstration. Je vais en donner quelques exemples parmi les plus flagrants ou qui ne peuvent pas être contestés tellement ils parlent d'eux-mêmes.

Gardons en mémoire que l'exercice consiste à démontrer qu'un avion s'était bien encastré dans la façade ouest du Pentagone à Washington.

1- Il reconnaît que précédemment il a été victime d'une manipulation.

- "J'ai montré sur les versions précédentes de ce site web une photo montrant un pneu "dans le voisinage du Pentagone", reposant contre ce qui semble être des échafaudages, avec des débris métalliques tout autour. D'aprés un de mes correspondants, Cécile, cette photo proviendrait de New York, et pourrait même être extraite de la video des frères Naudet. Je confirme qu'en effet il s'agit d'une erreur. Cette photo serait effectivement prise à New York, à deux blocs du World Trade Center. Voir la photo nommé "Jet tire two blocks away" sur le site www.voskuil.org. Toutes mes excuses pour cette erreur et bravo à Cécile !"

2- Il s'attarde sur d'autres photos montrant d'autres débris supposés de l'avion.

- "Les photos ci-dessous montrent d'autres débris très intéressants censés avoir été trouvés dans les décombres du pentagone. "

3- Cela lui suffit pour se forger une certitude. - Il n'y a pas de doute possible, à moins d'imaginer que tous ces débris ont été disposés là en tant que fausses preuves, qu'un avion de grande taille (de la taille d'un appareil commercial) avec un train d'atterrissage fabriqué par Goodrich a frappé le Pentagone le 11 septembre 2001. Les photos présentées ci-dessus laissent penser, avec un certain degré de certitude, qu'il s'agit d'un Boeing 757.

Reprenons point par point.

Il reconnaît son "erreur", mais il en reste là. Il ne lui viendra pas à l'esprit qu'il aurait pu être victime de la même "erreur" avec les autres photos, dont le cadrage était si serré qu'il était impossible de déterminer si elles avaient bien été prises à l'intérieur du Pentagone, or c'est la première question qu'il aurait dû se poser. Cependant, on perçoit qu'inconsciemment, parce qu'il ne s'y arrête pas, qu'il a un doute.

Il écrit que les débris qui figurent sur d'autres photos sont "censées avoir été trouvés dans les décombres du pentagone", il n'en est plus tout à fait sûr, mais il n'en tiendra plus compte par la suite.

Question : Où a-t-il trouvé ces photos, d'où provenaient-elles, qui les avait prises, qui les a diffusées si grâcieusement, le Pentagone, le FBI, qui, pourquoi ne donne-t-il sa source ?

J'ai relevé que tout au long de sa démonstration ou dans les commentaires qui accompagnaient chaque photo il avait pris soin d'employer le conditionnel (Il semble que ; Qu'il lui semblait, Il pourrait s'agir ; Elle pourrait tout aussi bien ;) ou de se livrer à des suppositions (Censés ; Sans certitude ; Rien ne permet d'être sûr que ; La jante semble ; Cela n'est qu'une impression ; Laissent penser ; Certain degré de certitude) qui se faisant ni une ni deux allaient se transformer en preuves matériels suffisamment solides pour être incontestables.

C'est ainsi qu'il saute à la conclusion incroyable, selon laquelle "il n'y a pas de doute possible", c'est bien "un avion de grande taille (de la taille d'un appareil commercial) qui s'est écrasé sur le Pentagone.

A ce stade qu'il nous soit encore permis d'en douter à défaut de preuves. Voici ce qu'en disait en 2007 le réalisateur états-unien Michael Moore : 9/11 : Michael Moore veut voir les vidéos du Pentagone - Réseau Voltaire 17.07.2007

- En tant que réalisateur, il est particulièrement sensible au manque d'images de l'attentat au Pentagone. Ce, malgré les centaines de caméras de sécurité filmant en permanence l'une des institutions les plus surveillées au monde : « Laissez moi juste vous dire quelque chose que je me demande depuis longtemps. J'ai filmé le Pentagone avant le 11 septembre. Il y a des centaines de caméras installées sur les bâtiments, les arbres. Ils avaient la possibilité de filmer l'arrivée de cet avion sous cent angles différents. Comment cela se fait-il qu'on ne peut pas voir ce crash du début à la fin ? Je veux voir ces centaines de vidéos qui existent de cet événement. Pourquoi ne peut-on pas voir cet avion arriver sur les bâtiments du Pentagone ? ».

Soit parce qu'il n'a jamais existé, soit parce qu'il s'agissait d'un tout autre avion, ou encore parce que les images auraient peut-être pu montrer qu'un autre avion survolait le Pentagone au même moment.

J'ai passé des heures à lire tous ces articles et à réfléchir, de plus j'ai lu ou relu des tas d'articles publiés par le Réseau Voltaire. Il y a encore un point qui me chiffonne et non des moindres. Passons sur tous les autres débris du soi-disant avion présentés par Jean-pierre Desmoulins, qui sont du même tonneau que ceux qu'on vient d'examiner, d'ailleurs parfois il arrive à la conclusion qu'ils ne collent pas avec la théorie d'un boeing 757-200.

Il reste les supposés témoins qui auraient vu ce boeing s'encastrer dans la façade ouest du Pentagone. Qui a récolté leurs témoignages ? Quand ? Pour le compte de qui ? S'agissait-il de témoignages spontanés ? Qui étaient ces témoins ? Existent-ils vraiment ? Que pouvaient-ils voir d'où ils étaient ? Qui l'a vérifié ?

L'hypothèse d'un avion, d'un boeing 757-200 n'est pas farfelue, qu'il ait embarqué une bombe à uranium appauvri non plus au regard des énormes dégâts causés au bâtiment du Pentagone, à l'explosion qui a suivi le choc, etc. qu'il ait été téléguidé ou commandé de l'extérieur par des militaires du Pentagone non plus et non piloté par un pirate de l'air incapable de poser un petit avion de tourisme ou un jet, on veut bien croire n'importe quelle version, à condition qu'elle soit cohérente, étayée par des preuves matérielles irréfutables, ce qui ne remet pas en cause le fait que le 11 septembre ait été réalisé par une branche du Pentagone pour le compte du complexe financier-militaro-industriel américain pour justifier toutes les guerres (budgets ou dépenses militaires) dans lesquelles l'impérialisme américain allait se lancer par la suite, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie...

Vous penserez peut-être que je perds mon temps, je ne suis pas d'accord, car cela me permet de mettre à l'épreuve la méthode d'analyse que j'ai adoptée pour voir tout d'abord à quel niveau je la maîtrise, et ensuite si je suis capable ou non de traiter

à fond un sujet ou une question sans me laisser aveugler par des a priori, je voulais voir jusqu'à quel profondeur d'analyse je pouvais parvenir.

Et puis, il faut être curieux dans la vie, on ne peut pas se contenter de généralités, de propos rapportés, de conditionnels, d'approximations ou de lieux communs pour se faire une idée sur des événements, il y a un moment où il faut être sérieux.

On a envie de connaître la vérité sous peine de se faire manipuler ou de demeurer dans l'ignorance, qu'il est de notre devoir de combattre quotidiennement, la nôtre aussi, surtout la nôtre, en priorité la nôtre.

On évoque souvent la nécessité de se forger un esprit critique, libre, car cela n'est pas inné, cela ne s'acquiert pas spontanément, il faut en passer par des tests ou des exercices pratiques pour mesurer notre progression, s'assurer qu'on ne se leurre pas soi-même, sinon on en reste au stade de la bonne intention, des paroles qui ne servent qu'à se faire passer pour ce qu'on n'est pas ou tromper les autres, ce qui est détestable.

Tout cela prend du temps bien sûr et nous en manquons tous, il faut faire des choix dans la vie et aller à l'essentiel, cela réclame des efforts d'attention, de concentration, c'est épuisant, mais ô combien gratifiant personnellment à l'arrivée. C'est l'école de la vie, quoi !

Si la même méthode était employée par un parti ouvrier dans sa presse pour analyser la situation sociale et politique, des événements ou déclarations, peut-être que le niveau de conscience des militants et des travailleurs progresserait, vous ne pensez pas ? C'est tellement élémentaire, on en a même oublié que penser ou réfléchir cela s'apprend. A ne pas confondre avec comment penser que les uns et les autres tendent à nous imposer, les donneurs de leçons, etc.

Il y a tellement de gens qui pensent pour nous ou qui en ont fait profession, qu'on se demande comment avec tant de penseurs à notre service on a pu en arriver à la situation actuelle, non ?

A l'ordre du jour des maîtres du monde.

- Réunion du Bilderberg à Dresde : pendant la crise, le mondialisme continue - Arrêt sur Info

Extraits.

- Le gratin du mondialisme participe à la réunion de Dresde

Parmi les politiciens étrangers, il faut noter une forte participation néerlandaise, avec le roi Willem-Alexander, le premier ministre Mark Rutte et le maire de Rotterdam, Ahmed Aboutaleb. On remarque aussi l'ancien président de la commission européenne Manuel Barroso, le ministre allemand de l'intérieur Thomas de Maizière, le premier ministre belge Charles Michel, un bon paquet de ministres des finances, dont celui de république fédérale, Wolfgang Schäuble, et le vice premier ministre turc, Mehmet Simsek. Il n'est pas rare en outre, et conforme à l'usage du Bilderberg, qu'un ou plusieurs invités dont le nom ne figure pas sur la liste vienne se joindre aux travaux.

- L'élite du mondialisme est à la page, elle sait parfaitement que la maîtrise de la planète passe par le contrôle de l'information (sécurité informatique), de l'énergie (géopolitique de l'énergie) et de la science (évolution technique). Arrêt sur Info 11.06

Bienvenue chez les manipulateurs de l'information.

Ils méritent bien le titre de médiamensonges, de pressetituées, de médias aux ordres, du régime.

- Retour sur 3 mensonges à « Des paroles et des actes ». - legrandsoir.info

Présentée par David Pujadas comme « agricultrice », Céline Imart avait été directrice financière de Bolloré au Chili. Elle dirige une propriété de 150 hectares et est vice-présidente des jeunes Agriculteurs, organisation liée organiquement et électoralement à la FNSEA, ce qu'elle a nié à deux reprises.

Djibril Bodian, est présenté comme « boulanger ». Il défend la loi El Khomri. Personne n'a dit qu'il a été fournisseur de pain à l'Elysée sous Sarkozy et Hollande.

François Lenglet, l'économiste de l'émission, a flingué le président de la Bolivie : « C'est un corrompu. […] La petite amie de M. Morales, qui est la mère de son fils, a bénéficié de 500 millions de dollars de commandes publiques… ».

La vérité est qu'Evo Morales a eu une liaison il y a dix ans avec une femme qui s'est révélée plus tard être une aventurière. Grâce à un document falsifié émanant d'une maternité, elle prétendit avoir eu de lui un enfant mort-né, puis elle affirma qu'il vivait. Elle refusa de le soumettre à un test ADN qui fut ordonné par la justice et qui démontra que Morales n'en était pas le père. La Justice bolivienne a démasqué l'affabulatrice. Mais les Français l'ignorent, d'où le mensonge de Lenglet.

Bref, l'agricultrice est liée à l'oligarchie et à la FNSEA, le boulanger fréquente l'Elysée, Lenglet est abonné au mensonge (il y a eu des précédents. Voir http: //www.fakirpresse.info/Les-Voleurs-de-debat-1-Francois.html) et David Pujadas est le tenancier d'une gargotte coupe-gorge où le client est sûr de recevoir un mauvais coup. legrandsoir.info

Le PS ou la voix de son maître : Le Medef.

- Cambadélis presse l'exécutif de ne pas céder à la CGT - Reuters

Le gouvernement ne doit "pas céder aux injonctions" de la CGT sur la loi Travail, a déclaré dimanche le dirigeant du Parti socialiste à l'approche d'une nouvelle journée de mobilisation nationale dont Philippe Martinez entend faire une démonstration de force. Reuters 12.06

Qui est nuisible à qui ?

- Loi Travail : pour Serge Dassault, « la CGT doit être mise hors d'état de nuire » - Public Sénat

Alors que la Haute assemblée a entamé l'examen de la loi Travail, le sénateur LR de l'Essonne, Serge Dassault s'en est pris à la CGT qui, selon lui, « empêche la liberté du travail ». « Le port du Havre est paralysé par ces abrutis » s'est-il emporté. Public Sénat

Marchands de mort

- Défense : 2015, une année record pour la vente d'armes - Francetv info

Avions de combat, missiles, sous-marins... Jamais le monde n'avait acheté autant d'armement : +11% en 2015. C'est désormais un marché à 58 milliards d'euros, soit 6 milliards de plus qu'en 2014. Et le continent où l'on s'arme le plus, c'est l'Asie. L'Inde se classe ainsi deuxième acheteur mondial, l'Australie est troisième et la Corée du Sud est cinquième. Même les pays les moins riches de la région comme le Vietnam, les Philippines ou le Bangladesh rejoignent cette course à l'armement. Francetv info 13.06

L'heure a sonné : Suicide ou lobotomie.

- Cambadélis au PCF et à EELV: "Réfléchissons ensemble mais surtout réfléchissez" - AFP

"Réfléchissons ensemble mais surtout, réfléchissez", a lancé dimanche le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis à l'adresse du Parti communiste et d'Europe Ecologie-Les Verts dont les Congrès ont acté la rupture totale avec le PS.

Pour M. Cambadélis, les élections législatives de 2017 vont être un "problème" pour ces deux partis qui ont décidé, le 5 juin pour les communistes, samedi pour les écologistes, de ne pas faire d'alliance avec les socialistes.

"Est-ce qu'ils sont pour une alliance de l'ensemble des forces de gauche, ce qui leur permettrait d'avoir une existence dans la future Assemblée, que nous ayons gagné ou perdu la présidentielle ? Ou est-ce que par haine d'appareil, ils ont décidé de se suicider ?", a interrogé M. Cambadélis invité du Grand Rendez-vous Europe1-iTELE-Le Monde.

"Je fais le pari qu'ils n'ont pas décidé de se suicider et que le congrès passé, on a excité un peu l'ensemble des cadres du parti communiste et des écologistes, on va revenir à une discussion normale", a-t-il assuré, regrettant une "orientation punitive vis-à-vis du PS". AFP 12.06

Quoi qu'ils décident, ils en ressortiront laminés. A moins qu'ils optent pour un scénario à l'espagnole pour tenter de sauver les meubles déjà bien attaqués par la vermine, qui ne leur offtira dans le meilleur des cas qu'un répit de courte durée. Tous ceux qui ont inscrit leur combat politique dans le sillage du PS au cours des 70 dernières années, sont condamnés à connaître le même sort.

Quelle généreuse attention !

- Priorité à la jeunesse : introduire le droit de vote à 16 ans ! - LePoint.fr

L'école n'étant plus obligatoire après 16 ans et les jeunes étant autonomes de plus en plus tôt, pourquoi ne pas leur accorder le droit de vote plus tôt ? LePoint.fr

Ils sont ultra minoritaires et sont illégitimes pour gouverner.

- L'impopularité de François Hollande atteint un nouveau record -

Le président de la République perd encore 2 points dans le baromètre OpinionWay et tombe à 14% de Français satisfaits, au plus bas depuis son élection.

La courbe de popularité de François Hollande ne s'inverse pas. En juin, le président continue de chuter dans les sondages, selon le baromètre Opinionway pour LCI et Metronews. Seuls 14% de Français se disent satisfaits de l'action du président de la République (en chute de 2 points par rapport à mai), contre 83% de mécontents. C'est le taux le plus faible pour le chef de l'Etat sur ce baromètre depuis son élection en mai 2012.

La popularité Manuel Valls s'écroule

Le président entraîne dans sa chute le Premier ministre. Ils ne sont que 19% de Français à se dire satisfaits de Manuel Valls, en chute de 4 points. C'est également un record d'impopularité pour le chef du gouvernement, qui a vu son taux de satisfaction divisé par deux en seulement une année. Francetv info 12.06

Comment font-ils pour tenir avec un tel niveau de popularité ? Parce qu'ils contrôlent tous les pouvoirs, la Bourse, les médias, la magistrature, la police, l'armée, toutes les institutions, partis politiques institutionnels, ONG et syndicats, hormis les syndicalistes qui sont davantage au côté des travailleurs que de leurs appareils corrompus.

En famille, il assume.

- Hollande à Colombey, une première pour un président socialiste - AFP

François Hollande s'est rendu lundi après-midi à Colombey-les-Deux-Eglises (Haute-Marne), où il s'est recueilli sur la tombe du Général De Gaulle et devant la Croix de Lorraine, une première pour un président socialiste en exercice. AFP 13.06

Vert est mon business

- EELV élit son nouveau patron, espère un nouveau départ - Reuters

David Cormand a été élu samedi secrétaire national d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) au cours d'un congrès qui devait offrir un "nouveau départ" à la formation écologiste, d'après son porte-parole, Julien Bayou.

David Cormand, dont la motion a reçu 60,05% des voix, occupait ce poste par intérim depuis le départ d'Emmanuelle Cosse pour le gouvernement, le 11 février dernier.

"C'est un nouveau départ", a déclaré à Reuters Julien Bayou, qui a été confirmé samedi dans son rôle. "C'est un congrès qui acte une clarification sur une rupture très claire avec le gouvernement", a-t-il ajouté.

Divisé entre les "réformistes" pro-gouvernement et les "contestataires" favorables à une rupture claire avec le Parti socialiste, EELV a traversé en 2015 une année noire, marquée par le départ de plusieurs de ses responsables.

L'entrée d'Emmanuelle Cosse au gouvernement, où elle est désormais ministre du Logement, a achevé de plonger le parti dans la crise. Puis EELV a perdu fin mai son groupe à l'Assemblée nationale, après le départ de six de ses membres vers le groupe socialiste.

Dans un entretien au Point samedi, le député François de Rugy, ex-EELV, estime que le parti "s'enfonce dans une dérive gauchiste basée sur l'éthique protestataire".

"On est dans le registre du suicide politique", ajoute-t-il.

Une analyse que rejette Julien Bayou. "On est plutôt phénix que suicidaire", assure-t-il.

Fort de sa nouvelle équipe, EELV entend soutenir une candidature écologiste à l'élection présidentielle de 2017, qui pourrait

émaner de la société civile comme de son mouvement, indique son porte-parole. Reuters 13.06

Le chômage a dépassé les 15% officiellement.

- Les jeunes plus fréquemment au chômage, les seniors plus longtemps - AFP

Un jeune actif sur quatre était au chômage en 2015, contre seulement un senior sur quinze, mais les aînés restent en moyenne plus longtemps sans emploi, selon une étude publiée lundi par l'Insee.

L'année dernière, le taux de chômage des "15-24 ans" s'élevait à 24,0% et celui des "50 ans ou plus" à 6,8%, rapporte l'Institut national de la statistique dans sa "photographie du marché du travail en 2015".

Mais une fois au chômage, les seniors avaient plus de difficulté à retrouver un emploi: environ 60% des chômeurs seniors cherchaient du travail depuis plus d'un an (37% depuis plus de deux ans), contre 27% des jeunes chômeurs.

Par contre, lorsqu'ils avaient un emploi, les jeunes étaient beaucoup moins en CDI (44,9%) que les seniors (93,2%) et beaucoup plus souvent en sous-emploi (12,5% contre 5,5%). Cette catégorie regroupe des personnes en emploi qui souhaiteraient travailler davantage, essentiellement des personnes en temps partiel subi.

En moyenne, toutes classes d'âges confondues, 85,6% des salariés en emploi étaient en CDI. Quant au sous-emploi, il concernait 6,6% des travailleurs.

Plus globalement, 28,4 millions de personnes de 15 à 64 ans étaient en 2015 sur le marché du travail en métropole, qu'elles aient ou non un emploi, soit 71,5% de la tranche d'âge. Parmi elles, 2,9 millions étaient au chômage, soit un taux de 10,0% (10,4% avec l'outre-mer).

Outre les chômeurs, 1,4 million de personnes faisaient partie du "halo autour du chômage", c'est-à-dire qu'elles souhaitaient travailler mais n'étaient pas comptabilisées comme chômeuses parce qu'elles ne cherchaient pas activement ou n'étaient pas disponibles immédiatement.

Chômeurs et "halo" confondus, 4,3 millions de personnes étaient sans emploi et souhaitaient travailler en 2015. AFP 13.06

Donc officiellement le chômage aurait dépassé les 15%.

France. L'Etat policier nous soûle.

- La Cour des comptes condamne la « tolérance » de l’Etat sur l’alcool - LeMonde.fr

Les politiques publiques de lutte contre les consommations nocives d’alcool en France sont peu efficaces, estime la Cour dans un rapport. LeMonde.fr 13.06

Un message aux médias qui en cache un autre.

- La CIA va publier des documents confidentiels sur le 11/9 - Reuters

Le directeur de la CIA a déclaré dimanche matin que les 28 pages confidentielles d'un rapport du Congrès américain sur les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis seraient publiées et qu'elles exonéreraient l'Arabie saoudite de toute responsabilité.

John Brennan s'exprimait dans le cadre d'un entretien accordé à la chaîne de télévision saoudienne Arabiya TV. Le rapport en question date de 2002.

"Ces 28 pages vont, je pense, être rendues publiques et je crois que c'est une bonne chose. Elles ne doivent pas être considérées comme des preuves de complicité saoudienne dans les attentats", a-t-il déclaré, selon une transcription fournie par la chaîne. Reuters 12.06

- Extrémisme: Clinton dénonce Arabie Saoudite, Koweït et Qatar - AFP

La candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton a dénoncé lundi 13 juin le rôle de l'Arabie saoudite, du Qatar et du Koweït dans le financement mondial de l'idéologie extrémiste, au lendemain de l'attentat d'Orlando mené par un tireur qui avait prêté allégeance à l'organisation Etat islamique. Clinton a affirmé qu'il est essentiel de parvenir à "empêcher les terroristes

d'obtenir des armes". AFP 14.06

Bienvenue en oligarchie

Il y aurait selon eux les "bonnes inégalités" et les mauvaises, les «bonnes» et «mauvaises» mères célibataires, comme il y aurait les bons et les mauvais capitalistes, banquiers, patrons... Le monde est tel qu'il est et personne n'y peut rien, il faut s'y faire, et puis il faut de tout pour faire un monde, etc. la démagogie poussée au-delà du grotesque.

- La France a besoin de plus d'inégalités

Il faut de plus fortes et bonnes inégalités, elles permettront la croissance qui donnera les moyens de combattre les mauvaises inégalités. Slate.fr

- Non, l'article 2 de la loi Travail n'est pas un retour au Moyen Âge - Slate.fr

C'est pire encore ?

- La longue et tragique histoire des attentats contre les communautés homosexuelles aux Etats-Unis

Avant le Pulse, il y avait eu UpStairs Lounge, le Backstreet café, l'Otherside Lounge ou le Neighbours.Le massacre dans une boîte de nuit LGBT d'Orlando, le Pulse, qui a fait au moins 50 morts, n'est que le dernier chapitre d'une longue histoire de violences dans des clubs et des bars... Slate.fr

On n'en a strictement rien à foutre. On a d'autres priorités.

Tenez, il se pourrait que ma compagne Selvi perde son boulot, la riche italienne qui l'employait a disparu depuis une semaine, les policiers sont venus à trois reprises à son domicile pour mettre la main dessus, apparemment elle n'avait pas renouvelé son visa depuis 10 ans. En principe elle reçoit sa paie le 15 du mois, donc demain. Si Selvi perd ce boulot notre revenu total va baisser brutalement de 30%, passant de 25 à 18.000 roupies, soit environ 240 euros, sachant qu'on dépense en moyenne entre 12 et 15.000 roupies par mois, on ne pourra plus économiser une roupie pour se soigner, s'habiller, etc. on pourra tout juste survivre et encore.

Les histoires de LGBT, c'est bon pour les nantis, les petits bourgeois décomposés d'extrême gauche.

- Avant Orlando, les LGBT étaient déjà la cible de Daech en Irak et en Syrie - Slate.fr

- Orlando : la classe politique française montre sa carence honteuse

Pour Didier Lestrade, figure de la cause LGBT, les réactions à la tuerie d'Orlando soulignent la non-dits de la société française.

L'universalisme français, de droite ou de gauche, s'est tellement opposé au concept communautaire qu'il a banni les mots qui l'accompagnent.

La classe politique française montre ainsi sa carence honteuse dans la représentation des minorités. On l'a vu avec les musulmans. Aujourd'hui, c'est les pédés.

Nous n'avons pas besoin d'être protégés par la police devant nos clubs.

Orlando marque l'incapacité de la société française à comprendre ce que nous sommes, gays, lesbiennes, bi et trans. Nous ne sommes pas égaux, la droite nous déteste et la gauche ne nous aime pas non plus. Liberation.fr

L'intelligence est décidément une faculté très inégalement répartie sur terre, au point que ce sont ceux qui en manquent singulièrement ou qui sont les plus dégénérés, qui contrairement aux apparence semblent en posséder le plus pour imposer leur orientation à la société.

Contrairement à ce qui est écrit plus haut, les partis institutionnels et particulièrement ceux de gauche et d'extrême gauche n'ont pas banni le "concept communautaire", ils l'ont plutôt cultivé et élevé au rang de vertu suprême pour supplanter la lutte des classes.

- Arrêtons de hiérarchiser les «bonnes» et «mauvaises» mères célibataires

Il est idiot de dénigrer celles qui ont choisi d'élever leurs enfants toutes seules. Slate.fr

C'est le must pour les représentants de cette classe dont les relations ou liaisons sont de l'ordre de la prostitution...

Vous aurez remarqué qu'ils prennent systématiquement le parti des minorités, qui souvent sont les plus mal loties, à les entendre leur statut serait enviable ou elles constitueraient un modèle qu'il oppose à celui de la majorité qu'ils s'emploient systématiquement à détruire...

- Stressez un bon coup, vos neurones vous diront merci

À quelques jours du lancement des épreuves du baccalauréat, cette information ne peut pas faire de mal. Le stress, c'est bon pour la santé. Il suffit simplement de le consommer avec modération. Slate.fr

- Xbox One S, Project Scorpio : Microsoft annonce deux nouvelles consoles dans la gamme Xbox

Disponible dès août 2016, le premier modèle de Xbox One sera plus petit, plus léger et compatible avec la norme d'affichage 4K. Le second sera compatible réalité virtuelle. LeMonde.fr

- Comparé aux animaux, l'homme n'a rien d'exceptionnel

Plusieurs études démontrent que les capacités humaines ne sont pas si extraordinaires.Charles Darwin se retourne dans sa tombe. Malgré tous les efforts consentis ces deux derniers siècles par sa théorie de l'évolution dans le but de placer l'être humain au-dessus de toutes les autres espèces... Slate.fr

Surtout les hommes de votre espèce...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Brésil

Brésil : manifestations réclamant le départ de Michel Temer - euronews.com

Des rassemblements de soutien à Dilma Rousseff ont eu lieu vendredi dans les grandes villes brésiliennes, comme ici à Rio. Les manifestants réclament le départ du président par intérim Michel Temer, soupçonné de corruption, et espèrent un retour de la présidente. Le Sénat devrait se prononcer définitivement mi-août sur la destitution de Dilma Rousseff. euronews.com 12.06

2- Mexique

- Mexique: violences suite à l'arrestation d'un syndicaliste enseignant - euronews.com

Des heurts entre policier et enseignants syndiqués ont éclaté dans la nuit de samedi à Dimanche. Les raisons de leur colère: l'arrestation de Ruben Nunez, une figure du syndicalisme enseignant. La justice l'accuse de détournement de fonds et de blanchiment d'argent. Mais au sein des rangs du CNTE, le sydicat de Mr Nunez, il s'agit d'un coup de force politique.

"Je leur dis, au gouvernement, que nous ne sommes pas prêts d'abandonner notre combat. Et notre leader et secrétaire général, le camarade Nunez, où que tu sois sache que les travailleurs de l'éducation te soutiennent fortement", a promis Juan Garcia, un des leaders de l'organisation.

Ruben Nunez a été arrêté dimanche et transféré à la prison de Sonora dans le Nord-Ouest du pays. Un autre syndicaliste enseignant a été arrêté, Francisco Villalobos. Leur syndicat, le CNTE, s'oppose depuis 2013 à une réforme de l'éducation voulue par le gouvernement du Président Pena Nieto. euronews.com 12.06

ECONOMIE

BCE

La BCE entame au pas de charge ses achats de dette d'entreprise - Reuters

La Banque centrale européenne a annoncé lundi avoir acheté pour 348 millions d'euros d'obligations d'entreprise lors de la première journée de mise en oeuvre de son nouveau programme d'assouplissement quantitatif, un montant bien supérieur aux attentes qui illustre sa détermination à agir autant que possible pour soutenir la croissance et l'inflation.

Ces achats équivaudraient à plus de sept milliards d'euros par mois si le rythme du premier jour était maintenu, mais cela ne devrait pas être le cas. Ils indiquent néanmoins que la BCE entend faire taire les interrogations sur sa capacité à acheter pour plus d'un milliard d'euros par mois d'obligations "corporate".

Annoncé en mars pour renforcer le programme d'assouplissement quantitatif (quantitative easing, QE) d'un montant total de 1.740 milliards d'euros d'ici mars 2017, le "programme d'achats de titres du secteur des entreprises" (corporate sector purchase programme, CSPP) a été mis en oeuvre mercredi dernier. Il porte sur des obligations émises par des entreprises privées notées en catégorie d'investissement.

En faisant baisser les coûts de financement des entreprises, ils visent à favoriser l'investissement et la croissance de l'activité du secteur privé.

"Il ne faut pas sur-interpréter les chiffres d'une seule journée car la BCE a sciemment réalisé ces achats dans le but d'adresser un signal le lundi suivant", a commenté Michal Jezek, responsable de stratégie crédit de Deutsche Bank. "Ce signal semble confirmer nos prévisions, à savoir que la BCE a l'intention de procéder à des achats importants d'obligations d'entreprise."

"Je ne pense pas qu'elle maintienne ce rythme-là sur le marché secondaire. Si c'est le cas, avec des achats sur le primaire en plus, ce serait une grosse et bonne surprise", a-t-il ajouté.

Les taux d'intérêt, notamment pour les petites et moyennes entreprises des pays "périphériques" de la zone euro ont fortement baissé, a noté de son côté Erik Nielsen, chef économiste d'UniCredit, les taux pratiqués en Italie pour les prêts allant jusqu'à cinq ans revenant pratiquement au même niveau que ceux en vigueur en Allemagne alors qu'un écart de 130 à 140 points de base les séparait il y a deux ans.

La dette d'entreprise non financière "investment grade" de la zone euro affichait en fin de semaine dernière un rendement de 1,113%, contre 1,6% environ en mars lors de l'annonce du CSPP par la BCE. Reuters 13.06

Quand ils évoquent la Chine, ils parlent de dumping social, mais eux se livrent à un dumping financier. Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais...

Haut de page

Le 15 juin 2016

CAUSERIE

On va ralentir le rythme, histoire d'avoir davantage de temps pour penser.

Pour croire à la gauche, il faut être de droite.

Comment se faire passer pour quelqu'un de droite, quand on était de droite en se faisant passer pour quelqu'un de gauche.

Comment se faire passer pour quelqu'un de gauche, quand on était de droite en se faisant passer pour quelqu'un de gauche.

Si vous avez compris qu'il s'agissait des mêmes personnes, bravo !

Suite de l'article d'hier sur le 11/9.

Coïncidence, hier j'ai publié un article sur le 11 septembre 2001, et ce matin je découvre que le blog Les Crises venait de faire de même, mais en soutenant la théorie officielle de l'avion qui se serait écrasé sur le bâtiment du Pentagone.

Tout comme Jean-pierre Desmoulins, Olivier Berruyer du blog Les Crises expose un certain nombre d'arguments pour soutenir sa théorie en refusant d'aborder ceux qui la mettent en pièces.

- Les « théories fumeuses » du 11 Septembre : Le Pentagone - Les crises.

Extraits.

6-1. Les témoins.

...nous avons pu constituer une première liste de témoins oculaires affirmant qu'un Boeing s'est bien précipité contre le Pentagone ce 11 septembre au matin. Nos contacts personnels à Washington, la consultation de la presse locale écrite et télévisée des 11 et 12 septembre ont permis en l'espace de trois jours de répertorier dix-huit personnes, vivant dans la région d'Arlington ou à Washington, et facilement joignables en consultant les annuaires locaux. Il s'agit des personnes suivantes, qui décrivent toutes, avec de nombreuses similitudes, la trajectoire de l'avion avant l'impact contre le Pentagone

Dans le cas présent, interroger de manière détaillée certains témoins présentait une difficulté de principe : puisque le Pentagone abrite près de 23 000 employés du ministère de la Défense, une partie non négligeable des témoins présents dans l'environnement de la bâtisse, le 11 septembre au matin, appartenaient au personnel de cette administration. Nos contacts personnels à Washington, la consultation de la presse locale écrite et télévisée des 11 et 12 septembre ont permis en l'espace de trois jours de répertorier dix-huit personnes, vivant dans la région d'Arlington ou à Washington, et facilement joignables en consultant les annuaires locaux. Il s'agit des personnes suivantes, qui décrivent toutes, avec de nombreuses similitudes, la trajectoire de l'avion avant l'impact contre le Pentagone. Fin.

Outre les copier/copier de certaines portions de phrases (la trajectoire de l'avion avant l'impact contre le Pentagone), rien ne nous dit s'ils ont réellement rencontrés ces personnes ou s'il s'agit de témoignages rapportés dans la presse locale écrite ou à la télévision. On ignore également dans quelles conditions auraient eu lieu ces entretiens. On ignore également si ces témoins ont un lien de près ou de loin avec le Pentagone. Ces témoignages renvoient à des liens qui sont tous en réalité des médias acquis à la thèse officielle du 11 septembre 2001.

Donc rien de nouveau de ce côté-là. Cela va m'inciter à faire des recherches sur ce point précis quand j'en trouverai le temps. A suivre.

Le passage suivant est plus cocasse, mais plus sérieux, car là au moins nous sommes en présence d'un fait établi ou irréfutable, qui hélas ne pêche pas vraiment en faveur de la théorie officielle : le FBI a confisqué les 85 films de caméras de surveillance de la zone couvrant le périmètre du Pentagone !

Pourquoi ?

6-2. Les images

Hélas, aucune caméra n'était tournée correctement à ce moment-là pour filmer clairement l'impact sur le Pentagone.

Le FBI a saisi 85 films de caméras de surveillance de la zone, n'en révélant qu'une partie, sur lesquels rien de totalement probant n'est hélas visible.

Ceci alimentant les rumeurs complotistes, et à la demande officielle d'un citoyen américain, la justice a demandé à un agent assermenté du FBI, Jacqueline Maguire, de lui faire un compte-rendu de ces 85 vidéos.

Résultat : sur les 85 vidéos :

72 ne montraient pas le Pentagone, ou ne montraient pas le site du crash ou l'impact de l'avion

13 montraient le site du crash, mais 12 ne le faisait qu'après l'impact, et une seule montrait le crash, celle du parking.

Cette vidéo était double vidéo, et les deux ont été rendues publiques et filmaient bien l'impact, sauf que, s'agissant de caméras de surveillance d'un parking, leur taux de rafraîchissement n'était que d'une image par seconde ; hélas, les seuls éléments discernables sont des formes indistinctes et de la fumée blanche.

Pourtant, je trouve qu'on y discerne quand même bien l'avion... Fin.

On aura admiré "quand même" avec beaucoup d'imagination "des formes indistinctes" peuvent se transformer en un avion, en guise de certitude ou de preuve vous admettrez qu'on peut guère trouver pire.

Le propriétaire de ce blog, Olivier Berruyer, un économiste de formation, en a changé l'orientation qui était dédiée à l'économie pour s'improviser géopoliticien, Géo trouve tout, quoi ! Il paraît que ce blog demeure le plus visité en France pour ses analyses économiques, et qu'il figure parmi les 100.000 blogs ou portails les plus fréquentés de la planète, il a donc acquis une certaine notoriété.

Le portail OJIM rapporte que monsieur Berruyer était il y a peu de temps encore "l'invité régulier de nombreux médias", dont BFM Business, France 3, Radio Ici & Maintenant, France 24, etc. bien qu'il soit connu pour ses positions anti-néolibérales ou qu'il tienne un discours similaire à celui des souverainistes, des nationalistes, des opposants à l'UE, jusqu'au jour où il commis l'erreur fatale ou que ne lui pardonnent pas les médias aux ordres dont Le Monde et Libération notamment, mais aussi Mediapart, d'avoir pris fait et cause pour la Russie contre l'Ukraine, autrement dit de s'attaquer à la propagande de l'Otan, ce qui lui valu du jour au lendemain de violentes attaques et de figurer parmi les "conspirationnistes", ce qu'apparemment il n'a pas supporté.

On pourrait ajouter que pour avoir comme clients en tant qu'actaire (analyste si vous préférez) des banques, des institutions financières et des compagnies d'assurance, qui le font vivre car ce n'est pas avec son blog qu'il aurait le train de vie d'un économiste, il se peut qu'il ait connu quelques difficultés avec ces clients au point de vouloir se racheter ou regagner la confiance des uns et des autres, d'où cette idée d'articles sur le 11 septembre 2001 qu'ils approuveront tous assurément.

En recoupant tous ces éléments et en les rapprochant de ces articles dans lesquels il visait le principal protagoniste de la théorie sur le Pentagone niant l'existence d'un avion dans l'attaque contre le Pentagone et catalogué comme" complotiste", Thierry Meyssan, le fondateur du Réseau Voltaire, qui est lui-même un géopoliticien réputé mondialement, il se pourrait que monsieur Berruyer envisage de revendre son blog ou en bon démagogue qu'il est, il ait décidé de modifier l'image que ses pairs ont de lui pour à nouveau être présentable à leurs yeux et être à nouveau invité sur les plateaux de télévision. On se souvient que le blog Rue89 était étiqueté plutôt à gauche, jusqu'au jour où il fut racheté par le Nouvel Observateur qui était franchement à droite, ce qui révéla aux naïfs qu'ils avaient été manipulés, tout comme Libération.

Nous vivons dans un monde glauque où domine l'imposture et la désinformation, la démagogie et le mensonge, aussi faut-il se méfier ou vaut-il mieux s'y reprendre à deux fois avant de caractériser quelqu'un, avant d'accorder sa confiance à qui que ce soit, avant de s'associer à quoi que ce soit, sinon on prend le risque de se faire manipuler.

Vaut mieux toujours prendre du recul, prendre le temps de réfléchir, s'y reprendre à plusieurs fois si nécessaire, rien ne presse, et dans le doute vaux mieux encore s'abstenir ou avouer son ignorance, ce qui n'est pas un crime, sauf bien sûr quand on a une haute opinion de sa petite personne.

Brexit. Les dés sont pipés.

Grille de lecture.

- Devinez pourquoi nous n'avons pas utilisé cet argument. C'est le milliardaire Rupert Murdoch qui vous fournit la réponse.

- Je m'étais contenté de dire que si c'était Cameron, le représentant de l'oligarchie au pouvoir, qui avait pris cette initiative d'un référendum, c'était qu'il y avait anguille sous roche et qu'en aucun cas il avait pris cette décision seul, c'était totalement impensable, elle lui avait été forcément dictée par l'oligarchie qui souhaitait que la Grande-Bretagne rompt avec l'UE, reste à savoir exactement pourquoi ou qu'est-ce que cela présage dans un proche avenir, rien de bon au regard de la propagande de guerre incessante de l'OTAN montant l'UE contre la Russie, voyez l'actualité qui le confirme quasi quotidiennement. A moins que cela précède l'effondrement financier de l'UE qui favoriserait ensuite l'adoption du traité transatlantique de libre-échange que la Grande-Bretagne s'empresserait également de ratifier.

Le second scénario peut précéder ou précipiter le premier (une guerre).

Autre explication possible, ce serait pour obliger la pseudo-gauche britannique et les syndicats corrompus à constituer une sorte d'union nationale avec les conservateurs et Cameron, afin de pouvoir appliquer une politique encore plus réactionnaire. Mais le prix semble un peu fort au regard de l'onde de choc incontrôlable que pourrait déclencher la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, encourageant d'autres pays à l'imiter, quoique pratiquement aucun parti suffisamment puissant ou susceptible d'accéder au pouvoir dans aucun pays n'envisage sérieusement de rompre avec l'UE, donc ce risque demeure limité pour ne pas dire insignifiant à l'heure qu'il est.

- Le camp du Brexit, soutenu par le Sun, creuse l'écart - Reuters

A neuf jours du référendum du 23 juin, quatre nouveaux sondages donnent mardi jusqu'à sept points d'avance aux partisans d'un divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne tandis que le Sun, principal titre de la presse tabloïd, appelle ses lecteurs à voter en faveur du Brexit.

"BeLEAVE in Britain", peut-on lire en toutes lettres en une du tabloïd aux 4,5 millions de lecteurs. Un jeu de mots qui phonétiquement signifie "croire en la Grande-Bretagne" tout en comprenant le terme "sortie (de l'UE)".

"Nous sommes sur le point de prendre la plus grande décision politique de nos vies. Le Sun exhorte aujourd'hui tout le monde à voter pour la SORTIE" lors du référendum du 23 juin, écrit le quotidien populaire, propriété de Rupert Murdoch, le magnat australo-américain des médias.

Entravé par "l'expansion sans relâche de l'Etat fédéral allemand", le futur du Royaume-Uni serait "bien plus sombre" au sein du bloc des 28, poursuit le journal, qui voit dans un Brexit l'opportunité de "réaffirmer" une souveraineté compromise par la "dictature de Bruxelles".

"C'est notre chance de rendre la Grande-Bretagne encore meilleure, de reprendre notre démocratie, de préserver les valeurs et la culture dont nous sommes fiers à juste titre", argumente le Sun, premier quotidien national britannique à prendre aussi franchement position en faveur du Brexit.

"The Sun appelle chacun à voter 'Leave'. Nous devons nous libérer de la dictature bruxelloise", écrit le tabloïd de Rupert Murdoch, premier titre de la presse quotidienne britannique avec une diffusion de 1,7 million d'exemplaires.

Pour tenter d'inverser la tendance, les partisans du statu quo s'apprêtaient à lancer une nouvelle offensive mardi avec un rassemblement au siège de la grande confédération syndicale, le Trade Union Congress (TUC).

La réunion devait rassembler plusieurs responsables du Labour, le principal parti d'opposition, dont son président Jeremy Corbyn, régulièrement accusé de ne pas en faire assez pour mobiliser ses troupes.

Dans un communiqué commun publié mardi, de hauts responsables travaillistes ont mis en garde contre les conséquences d'une éventuelle sortie de l'UE, qui pourrait coûter selon eux 525.000 emplois dans le secteur public.

"Si nous quittons (l'UE), le choc ressenti par notre économie pourrait se traduire par un trou noir de 40 milliards de livres dans nos finances publiques", écrivent-ils, alors que la livre sterling était sous pression sur les marchés des changes.

En fin de journée, la campagne référendaire donnera lieu à une nouvelle joute oratoire avec un débat Telegraph-Huffington Post-YouTube opposant le conservateur Boris Johnson, chef de file des partisans du Brexit, et Alex Salmond, député du parti indépendantiste écossais SNP, pro-européen. Reuters 14.06

- Les adversaires du «Brexit» parlent comme si la disparition de leur pays était imminente - Arrêt sur Info

Les adversaires du Brexit ont mobilisé, les dernières semaines, tout le beau monde dans l'univers des «élites». D'abord, le président des Etats-Unis Obama et la directrice du FMI Lagarde déconseillaient de quitter l'UE et prévoyaient pour le Royaume Uni une catastrophe économique. Maintenant, des «scientifiques» ont levé leur voix, comme par exemple Stephen Hawking. Son «argument»: «Les temps sont passés où nous pouvons survivre seuls contre le monde. Nous devons faire partie d'un assez grand groupe de nations, tant pour notre sécurité que pour notre commerce.»

«Historians for Britain in Europe»

Plus de 300 «historiens» du pays se sont adressés au public, avec un bref texte dans «The Guardian». Leur «porte-parole» fut invité quelques jours plus tard au bureau du ministre britannique des Finances, pour y présenter leurs avis. Les 300 «historiens» s'appellent «Historians for Britain in Europe» et font ainsi opposition contre les «Historians for Britain», prônant la sortie de l'UE ou bien d'envisager de nouvelles négociations avec l'UE. Les «historiens» pour la Grande-Bretagne dans l'UE disent qu'en restant membre de l'UE «la cohésion de notre continent dans un monde dangereux» serait renforcée.

La question est de savoir si les allégations de Stephen Hawking ou des «historiens» britanniques ont affaire avec l'UE réellement existante, et si la Grande-Bretagne y a sa place en tant que membre ou non. Ces «scientifiques» ont-ils oublié que l'UE n'est pas l'Europe? Ces «historiens» ont-ils pensé au fait que cette construction intellectuelle d'un appareil bureaucratique de pouvoir supranational, qui s'appelle Union européenne, avec ses intrusions permanentes dans des Etats souverains, contredit tous les enseignements qu'on peut tirer de l'histoire européenne? Telles que l'aspiration inconditionnelle à la liberté, le droit et la démocratie, donc dans des Etats-Nations souverains, libertaires et démocratiques où règne le droit?

(Sautons à la conclusion - LVOG)

L'Europe a besoin d'une nouvelle base. Une base orientée vers le futur. Le retour aux temps avant l'existence de l'UE n'a aucune perspective. Personne ne veut sérieusement retourner avant 1945. Pourquoi ne pas élaborer une «Charte pour l'Europe», inspirée de la Charte des Nations Unies? Un Conseil de l'Europe nouvellement constitué pourrait y fournir le cadre institutionnel. Arrêt sur Info 14.06

En complément.

Dans une récente causerie, j'étais revenu sur la soumission de ces intellectuels au capitalisme et à l'ONU. Ce sont des anti-impérialistes à géométrie variable, dont finalement l'orientation politique est fonction de leurs besoins qu'ils sentent menacés par l'impérialisme américain, et le souci qu'ils affichent du sort du reste du monde ne leur sert qu'à se donner bonne conscience, c'est leur caution humaniste en quelque sorte.

- Après la France et l'Amérique, l'ONU à genoux devant les coupeurs de têtes - Arrêt sur Info

C'est un fait sans précédent qui en dit long sur l'état de déliquescence d'un monde dont les pays et les organisations internationales sont contrôlés par des dirigeants lâches et corrompus. Alors qu'il venait de publier un rapport mettant en cause la coalition menée par l'Arabie Saoudite pour sa responsabilité dans la mort de centaines d'enfants au Yémen, le secrétaire général de l'ONU fait soudainement volte-face et retire l'Arabie Saoudite de la liste.

Dans son rapport annuel sur le sort des enfants dans les conflits armés (1), le secrétaire général des Nations-Unies, Monsieur Ban Ki-Moon écrit: « L'ONU a établi que le nombre d'enfants tués et blessés avait sextuplé par rapport à 2014, avec un total de 1 953 victimes (785 enfants tués et 1 168 blessés). Plus de 70 % étaient des garçons. »

L'ONU et son secrétaire général mettent précisément en cause les responsables: » Soixante pour cent des victimes (510 morts et 667 blessés) ont été imputées à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et 20 % (142 morts et 247 blessés) aux houthistes. Dans 324 cas, il n'a pas été possible d'identifier la partie responsable. »

On peut difficilement être plus précis. D'ailleurs, dans l'introduction du rapport, il est écrit:« L'Organisation des Nations Unies a vérifié l'exactitude de toutes les informations consignées dans le présent rapport et ses annexes… Le présent rapport et ses annexes sont le fruit de vastes consultations menées au sein du système des Nations Unies, au Siège et sur le terrain, et avec les États Membres concernés. »

En résumé, l'ONU a enquêté, vérifié, recoupé et établi que la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite, ce grand défenseur des droits de l'homme qui coupe les têtes et lapide les femmes, est directement responsable de la mort de 510 enfants au Yémen.

Dans l'annexe I du rapport, figure donc une liste:

« Liste des parties recrutant, utilisant, tuant, mutilant ou enlevant des enfants, les violant ou commettant d'autres formes de violences sexuelles à leur encontre, ou attaquant des écoles ou des hôpitaux dans des situations de conflit armé dont le Conseil de sécurité est saisi. »

Et dans cette liste, à la rubrique « Yémen » figurent: le mouvement houthiste, les forces gouvernementales, Al-Quaïda et… « La coalition dirigée par l'Arabie Saoudite »

Une volte-face inédite et surréaliste:

A peine le rapport de l'ONU sorti, les dirigeants Saoudiens, grands défenseurs des droits de l'homme devant l'Eternel, font chauffer leurs téléphones. Quoi ? Comment ? Nous on ne tue pas les enfants, on les aime, on les adore. Il n'y a qu'à venir voir comment on les traite chez nous. Surtout ceux qui volent et dont on coupe les mains. Alors vous allez enlever immédiatement notre nom de cette liste ou vous allez voir de quel bois on se chauffe.

C'est Ban Ki-Moon lui même qui avoue en pleurnichant avoir agit sous la pression des monarques enturbannés: « La décision de retirer la coalition de la liste noire a été l'une des plus douloureuses et difficiles que je n'aie jamais prises », s'est-il justifié au cours d'une conférence de presse.

Ah bon, mais pourquoi avoir retiré l'Arabie Saoudite de la liste alors ? Et bien tout simplement parce qu'on lui a fait un chantage:

« J'ai aussi dû tenir compte de la perspective très réelle de voir des millions d'autres enfants souffrir gravement si, comme cela m'a

été suggéré, certains pays supprimaient des financements à plusieurs programmes de l'ONU. Il y a des enfants déjà vulnérables en Palestine, au Soudan du Sud, en Syrie, au Yémen. Il est inacceptable pour des Etats membres d'exercer des pressions injustifiées »

En d'autres termes, les Saoudiens lui ont dit, soit tu retires notre nom, soit on te coupe la tête. Non, on déconne, soit on te coupe les vivres.

On arrive donc à une situation surréaliste où le secrétaire générale de l'ONU vient nous expliquer que pour le bien de certains enfants, il décide de ne pas mentionner le nom du bourreau d'autres enfants, tout simplement parce que ce bourreau est un gros enculé, pardon, un gros financeur. Exactement comme si un état renonçait à juger un terroriste sous prétexte qu'il a placé beaucoup d'argent chez lui.

Quoi ? Comment ? C'est déjà le cas ?

Un chantage à 750 milliards de dollars

Au Etats-Unis, un projet de loi est en préparation qui permettrait aux familles des victimes du 11 septembre de traîner devant les tribunaux les dirigeants de l'Arabie Saoudite afin de d'obtenir des dommages et intérêts. (2)

Pour ceux qui l'ignorent encore, 15 des 19 terroristes impliqués dans les attentats du 11 septembre étaient ressortissants d'Arabie Saoudite. Pour ceux qui l'ignorent encore, l'Arabie Saoudite a largement contribué au financement d'Al-Quaïda. Enfin, pour ceux qui ne savent ni lire, ni écrire et qui n'ont jamais entendu parler du 11 septembre, 28 pages du rapport rédigé par les autorités américaines suite aux attentats sont classées et n'ont jamais été publiées car elle mettent en cause l'Arabie Saoudite dans le financement et l'organisation des attentats.

Dans l'émission « 60 minutes » de CBS (3), Bob Graham, un ex-sénateur ayant pu lire les pages confidentielles confirme toutes ces informations.

A peine ce projet de loi connu, les dirigeants saoudiens ont immédiatement sorti l'artillerie lourde et ils ont dit en substance aux américains: attention, si vous sortez cette loi permettant à votre justice de demander des comptes à nos dirigeants, nous retirons tous nos avoir chez vous, soit environ 750 milliards de dollars…

Immédiatement, Barak Obama s'est déclaré opposé à ce projet de loi.

Finalement le terrorisme arrange tout le monde

Au nom de la lutte anti-terroriste, les Américains sont donc capables d'envahir des pays, de massacrer des centaines de milliers de personnes. Ils sont aussi capables de créer des zones de non-droit pour y enfermer sans jugement des personnes qui n'ont jamais commis un seul attentat. Au nom de la lutte anti-terroriste, la France met sur écoute toute sa population, elle institutionnalise l'état d'urgence, mais elle est aussi capable de bombarder des pays souverains en y tuant, elle aussi des enfants. Au nom de la protection des enfants, l'ONU, sous la signature de son secrétaire général publie un rapport accablant pour ceux qui tuent ou mutilent des enfants.

Mais au nom du réalisme politique, les Américains renoncent à publier un rapport qui met en cause l'Arabie Saoudite dans les attentats du 11 septembre. Mais au nom du réalisme politique, la France offre la légion d'honneur aux dirigeants Saoudiens. Mais au nom du réalisme politique, l'ONU enlève de sa liste noire des pays tueurs d'enfants l'Arabie Saoudite. C'est du vraiment du réalisme ? Ne serait-ce pas plutôt de la lâcheté ou de la corruption ?

Qui finance l'Arabie Saoudite ? Les pays occidentaux qui lui achètent du pétrole.

Qui arme l'Arabie Saoudite ? Les pays occidentaux au premiers rangs desquels l'Amérique et la France qui lui vendent des armes.

Il est clair aujourd'hui que la menace terroriste est entretenue pour maintenir les peuples dans la peur et leur imposer une restriction de leurs libertés sans précédent. Il est clair également que la menace terroriste permet aux puissances coloniales d'envahir des pays souverains, d'y semer la terreur et le chaos afin de s'approprier leurs ressources.

Les pilotes Saoudiens du 11 septembre, les prisonniers de Guanatanamo, les Merah, Coulibaly ou Salah, tous ces terroristes en herbe ne sont que la face visible d'une organisation beaucoup plus importante et beaucoup plus puissante qui gère le terrorisme à l'échelle mondiale mais que personne, pas même l'ONU n'ose mettre en cause.

Alors de deux choses l'une. Soit c'est l'Arabie Saoudite et son régime qui compte parmi les plus sanguinaires de la planète

qui gouverne le monde avec ses pétrodollars. Soit la vague terroriste sans précédent que nous connaissons depuis 15 ans arrange bien nos dirigeants et en aucun cas, ils ne veulent punir le vrai coupable qu'ils connaissent parfaitement.

A bien y réfléchir, les deux ne sont pas vraiment incompatibles. Arrêt sur Info 11.06

L'auteur de cet article pourrait ajouter à la liste des complices les intellectuels qui refusent de rompre avec les régimes qui sévissent dans leur pays, qui jusqu'à preuve du contraire leurs permettent de vivre confortablement, car n'étant pas vraiment ou directement frappés par les souffrances ou malheurs qui s'abattent sur tous les peuples.

Dossier loi Travail

Deux autres journées d'action ont été programmées les 23 et 28 juin...

Le camp naturel des olimédiarques.

Les non-manifestants du 14 juin - Liberation.fr

Bataille de chiffres sur la mobilisation anti-loi Travail - Reuters

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté mardi à Paris à l'appel de la CGT et de Force ouvrière (FO), qui voulaient montrer que l'opposition à la loi Travail ne plie pas, mais la mobilisation donne lieu à une bataille de chiffres.

FO a revendiqué en fin de journée un million de manifestants dans la capitale, tandis que la police dénombrait 75.000 à 80.000 personnes.

La CGT a évalué pour sa part le nombre des manifestants à 1,3 million dans toute la France et le ministère de l'Intérieur à 125.000 à 130.000, dont 50.000 en province.

Les sept organisations syndicales et de jeunesse mobilisées espéraient une participation supérieure à celle du 31 mars, qui avait marqué un pic avec 400.000 manifestants en France selon la police, et 1,2 million selon les syndicats.

Fort de cette nouvelle mobilisation, qui a été émaillée d'incidents provoqués par des "casseurs", "le gouvernement a tort de ne pas vouloir discuter et de faire des a priori à toute discussion", a déclaré Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, à la presse.

"J'espère que vendredi, on enlèvera tous ces a priori et que la discussion permettra d'avancer", a-t-il dit en évoquant sa rencontre prévue avec la ministre du Travail Myriam El Khomri.

Pour la "manifestation nationale" dans la capitale, une foule nombreuse s'est ébranlée de la place d'Italie jusqu'aux Invalides, derrière une pancarte proclamant "Pour le retrait. Pour de nouveaux droits".

Une fois de plus, plusieurs centaines de jeunes cagoulés d'extrême gauche se sont livrés à des débordements en se livrant dès le départ du cortège à des dégradations et en lançant des projectiles sur les forces de l'ordre.

Des heurts se sont poursuivis notamment devant l'hôpital Necker, qui accueille des enfants malades et où des vitres ont été brisées, devant le musée de l'armée, ainsi que sur l'esplanade des Invalides.

Tout au long du défilé, des poubelles ont été brûlées, des vitrines brisées, et les policiers ont répliqué avec des gaz lacrymonèges et des canons à eau.

Selon la préfecture de police de Paris, 58 personnes ont été interpellées pour jets de projectiles et dégradations, notamment pris sur un chantier, et port d'arme prohibée. Vingt-neuf policiers et ont manifestants ont été également blessés.

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a dénoncé des "sauvageons" qui ont crié leur haine de la police alors que deux fonctionnaires ont été tués lundi à Magnanville (Yvelines), lors d'une attaque revendiquée par l'Etat islamique (EI).

"Nous avons vu des manifestants crier 'un policier, une balle' (...) après ce qui s'était passé hier. Cela n'a que trop duré !", a-t-il dit sur France 2.

Bernard Cazeneuve leur a également reproché d'avoir brisé des vitres de l'hôpital Necker alors que l'enfant des policiers tués dans les Yvelines y a été admis.

Dans la soirée, 150 à 200 manifestants cagoulés et vêtus de noir ont brisé des panneaux publicitaires et incendié deux véhicules du service Autolib, rue Saint-Maur, dans le XIe arrondissement de Paris, a-t-on constaté sur place.

L'afflux de manifestants venus de province à Paris n'a pas empêché la tenue de défilés dans quelques autres villes.

Entre 6.000 personnes, selon la police, et 30.000 selon les syndicats, ont ainsi défilé à Toulouse (Haute-Garonne), pour demander le retrait de la loi Travail.

"Nous ne perdons pas espoir de faire plier le gouvernement car on a déjà vu dans le passé des lois votées mais pas mise en application", a déclaré Bernard Dedeban, secrétaire départemental de la FSU.

A Marseille, environ 140.000 personnes ont également manifesté, selon la CGT, et seulement 5.000 selon la police. A Lyon, la police a dénombré 3.800 manifestants et les syndicats 9.000.

Le terme de "baroud d'honneur" a été récusé à la fois par Philippe Martinez et Jean-Claude Mailly, le dirigeant de Force ouvrière, les deux syndicalistes rappelant que deux autres journées de manifestations sont prévues, les 23 et 28 juin.

Des grèves, notamment contre la loi Travail, se sont poursuivies en France, notamment à la SNCF, où la direction comptabilisait 7,3% de grévistes au 14e jour de grève, contre 4,6% lundi.

Air France prévoyait d'assurer près de 80% de ses vols au dernier jour d'une grève qui mobilisait 27% de pilotes, selon la compagnie.

Les syndicats de pilotes, qui appellent à défendre l'emploi et les conditions de rémunérations, étudient "les suites à donner au mouvement".

La tour Eiffel et le château de Versailles étaient fermés au public en raison de la grève. Reuters 14.06

Etat policier et dictature en marche. La réaction est mobilisée.

Pourquoi une telle audace ou arrogeance, qu'est-ce qui donne des ailes à la réaction ?

Hollande et le PS qui en faisant une politique ultra réactionnaire les encouragent, cautionnent leur discours haineux à l'encontre des travailleurs et des syndicats.

On peut ajouter les dirigeants syndicaux vendus, qui en organisant des journées d'action étalées sur plus de deux mois participent sciemment au pourrissement de la situation dont se nourrit la réaction.

Délation.

- Anne Hidalgo dénonce publiquement les injures sexistes d'un maire

L'édile de Paris a publié sa lettre envoyée à Philippe Pemezec, maire du Plessis-Robinson, pour dénoncer les propos insultants qu'il a eus à son égard. LePoint.fr

Identification.

- Policiers tués : émotion à l'Assemblée, les députés marqués.

Émotion intense à l’Assemblée nationale ce mardi. Visages graves, les députés étaient très marqués par l’assassinat des deux policiers lundi soir à Magnanville. L'Opinion

Parole d'un assassin.

- Bernard Cazeneuve appelle les "anti-flics" à "l'humanité"

Le ministre de l'Intérieur a appelé mardi à l'"humanité" envers les forces de l'ordre, au lendemain de l'assassinat d'un couple de policiers, en fustigeant les manifestants qui s'en prennent aux forces de sécurité mais aussi des syndicalistes de la CGT.

"Moi, a-t-il poursuivi, je ne peux plus supporter comme ministre de l'Intérieur, alors que je vois la dignité de ces policiers, que je vois les souffrances accumulées, que je vois les familles déchirées derrière les cercueils (...), je ne peux plus supporter ces postures, ces propos, ces affiches qui mettent en cause ceux qui portent l'uniforme et qui en raison de l'uniforme qu'ils portent incarnent le droit."

Le ministre évoquait notamment un tract publié le 16 avril par la section Info'com (salariés de l'information et de la communication) de la CGT sur lequel on peut voir une matraque et un insigne de CRS près d'une flaque de sang avec ces mots : "La police doit protéger les citoyens, non les frapper".

Des policiers ont été par ailleurs pris pour cibles dernièrement par des "casseurs", à Paris et en province, qui se sont mêlés à des rassemblements contre la loi Travail pour s'en prendre à des fonctionnaires. Des policiers avaient manifesté le 18 mai à Paris contre la "haine anti-flic".

Des incidents ont été signalés mardi lors d'une nouvelle manifestation à Paris sous l'égide de la CGT.

"Au moment où il y a des manifestations à Paris, j'appelle tous ceux qui sont dans la violence, qui s'attaquent aux policiers, qui veulent s'en prendre à eux, à retrouver un peu au fond d'eux-mêmes d'humanité, de tolérance, de respect, simplement en respect de ceux qui sont tombés hier et en respect de ce petit enfant auquel nous nous devons de donner une image digne de la France", a dit Bernard Cazeneuve sous les applaudissements. Reuters

Commentaire d'un internaute

- "*S'il aime tant l'humanité qu'il cesse d'être l'ami des vrais terroristes de ce monde à savoir les USA, l'Arabie Saoudite, le Quatar, Israël.*

Bon nombre de gens ont compris qu'à travers les droits de l'homme l'agression de ces pays dits " civilisés" cherchent tout simplement à s'accaparer les richesses des pays dénommés non démocratiques par eux.

Vivement un vrai tribunal pour juger tous ces criminels."

Amalgame ordurier entre syndicalistes et "casseurs" ou terroristes.

- Le Medef dénonce le "sentiment d'impunité" des syndicalistes

A quelques heures d'une nouvelle démonstration de force des opposants au projet de loi réformant le marché du travail, le président du Medef a dénoncé mardi les "méthodes de la CGT" et le "sentiment d'impunité" que donnerait, selon lui, aux militants syndicaux... Reuters

La grève hors la loi

- Michel Richard - Une grève tellement indécente

Malgré l'Euro et le meurtre sauvage de deux policiers, la CGT ne renonce pas à la grève et les casseurs s'en donnent à coeur joie sur les forces de l'ordre ! LePoint.fr

- Sécurité : droite et extrême droite réclament un nouveau tour de vis

«La riposte doit monter d'un cran, là, maintenant, tout de suite», a réclamé Valérie Pécresse (LR), au diapason de la présidente du FN Marine Le Pen. Liberation.fr

- Policiers tués à Magnanville : la droite demande une lutte antiterroriste plus féroce

Après le meurtre des deux policiers à Magnanville, la droite réclame de nouvelles mesures. Et d'utiliser notamment la loi pour éradiquer de potentielles menaces terroristes. Francetv info

- Magnanville : «au bout du rouleau», les policiers demandent l'extension du port d'armes

Après le double-meurtre dans les Yvelines, les syndicats de police font valoir que les policiers sont désormais visés jusque dans leur vie privée et demandent que les forces de l'ordre soient autorisées à porter une arme en permanence, même en-dehors de l'état d'urgence. LeFigaro.fr 13.06

... et dés le lendemain...

- Les policiers pourront garder leur arme en permanence après l'état d'urgence

L'autorisation pour les policiers d'être armés hors service sera prolongée au-delà de l'état d'urgence, en vigueur jusqu'au 26 juillet. Cette annonce a été faite mardi par les syndicats policiers, à l'issue d'une rencontre avec le ministre de l'Intérieur. LeFigaro.fr 14.06

- Contre les violences policières, le succès de la pétition de Quentin

Plus de 100 000 signatures. Sur change.org, une ou deux pétitions dépassent ce seuil chaque mois. Le succès du moment est un appel à dénoncer « les violences policières ». Il proclame : « Il n'est pas normal que les policiers empêchent les citoyens de s'exprimer. Sans stigmatiser les forces de l'ordre Rue89

En complément.

- Le gouvernement allemand durcit les lois anti-terroristes - Arrêt sur Info

Le gouvernement allemand a approuvé mercredi 1er juin un nouveau durcissement des lois anti-terroristes. Partout en Europe, les attentats terroristes de Bruxelles et Paris servent de prétexte à la mise en place d'Etats policiers, comme ce fut déjà le cas aux Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001

Dans sa déclaration sur le projet de loi, le ministre allemand de l'Intérieur Thomas de Maizière s'est vanté d'instaurer un véritable Etat de surveillance: « Nous avons introduit la conservation des données des communications électroniques, nous avons renforcé l'effectif de la police fédérale et ceux de l'Office fédéral de la police criminelle (BKA), nous avons adopté en Europe une nouvelle directive sur l'échange de données des passagers aériens et l'échange d'informations entre autorités policières. »

Tout cela est « très bien », a poursuivi de Maizière. Et pourtant, le gouvernement fédéral s'était « demandé après les attentats de Bruxelles, Paris et Istanbul […], où se trouvent encore des failles dans la sécurité et que faut-il faire pour mieux protéger notre population. » Il a ajouté sur un ton menaçant : « La connaissance c'est le pouvoir. Et nous voulons combattre puissamment les organisations terroristes et pour cela il est nécessaire de se partager les connaissances. »

Le projet de loi, que le ministre de l'Intérieur veut rapidement faire voter au parlement, contient trois points centraux: plus de pouvoirs seront attribués aux services de renseignement et à la police fédérale; les échanges de données avec les services de renseignement étrangers seront élargis; et les communications par téléphones portables prépayés seront soumises à une surveillance et à un contrôle accrus. Le résumé du projet de lois dit aussi que « Les lacunes pénales existant dans le cas de soutien à la poursuite d'organisations interdites » seront comblées ».

Si l'on examine les détails du projet de 39 pages, on peut voir jusqu'où vont ces mesures. Les lois ayant trait entre autres à l'Office fédéral de protection de la constitution (BfV), au Service fédéral de renseignement (BND), à la police fédérale, à l'accès aux données Internet, celles couvrant les associations bénévoles, le BKA, les télécommunications et le code pénal, doivent toutes être modifiées.

De plus, conformément à l'Article 5, « le droit fondamental au secret des communications (Article 10 de la constitution) sera restreint. » Cela signifie qu'« en cas d'urgence, la collecte de données débutera le jour du dépôt de la demande et avant que la mesure de restriction soit approuvée. » En d'autres termes, il sera légal à l'avenir de procéder sans ordre d'un juge à une mise sur écoute.

Les compétences de la police fédérale seront également élargies. L'Article 3 modifié de la loi sur la police déclare: « Avec l'insertion du chiffre 4 dans la section 28 du paragraphe 2, la police fédérale, comme presque toutes les forces de police du pays et de l'Office fédéral de la police criminelle, sont habilitées à recourir à des agents secrets dans les limites de leur juridiction dans le but de protéger la sécurité publique et pas seulement en vue d'assurer l'application de la loi. »

Tout comme le BKA, la police fédérale sera dans certain cas en mesure d'effectuer des enregistrements audio et vidéo dans des logements privés « à l'insu des personnes affectées. »

La version amendée de la loi sur les télécommunications déclare que les acheteurs de téléphones portables prépayés doivent produire leur carte d'identité, leur passeport ou « autre document officiel valide muni d'une photographie du détenteur. »

Parallèlement, les opérateurs téléphoniques seront contraints, en vertu de la section 111 (demandes d'informations auprès des autorités chargées de la sécurité), « de relever et de sauvegarder immédiatement le numéro de téléphone et autres coordonnées du numéro attribué, le nom et l'adresse de l'abonné, sa date de naissance, l'adresse du numéro attribué, le numéro

de l'appareil et la date du début du contrat avant ouverture de la ligne. »

Pour faciliter la mise en liaison des services secrets, le projet de loi dit, « L'Office fédéral de protection de la constitution (BfV) [les services secrets intérieurs] peut établir des données communes, aux fins de coopération avec les autorités étrangères qui sont habilitées à des activités de renseignement (services secrets étrangers) visant la recherche ou les activités portant sur certains événements ou cercles de personnes… » De même, il peut « utiliser les fichiers de données communs qui sont créés par les services secrets étrangers. »

Alors que l'étroite collaboration entre le Service fédéral de renseignement (BND) et l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA) avait été considérée il y a quelque temps comme un scandale, elle doit à présent être officiellement autorisée par les services secrets intérieurs.

Compte tenu de ces projets d'accroissement massif des pouvoirs de l'Etat, on a du mal à ne pas avoir l'impression que l'annonce, le lendemain même, du « démantèlement d'une cellule terroriste présumée » à Düsseldorf tombait à pic pour le gouvernement et les médias.

Le directeur du BND, Gerhard Schindler, a averti sur la chaîne publique ARD qu'il fallait enfin s'occuper de régler « ces problèmes ». Ceux-ci ne « résident pas dans l'échange d'information mais dans la procuration des informations. Nous avons besoin d'une plus forte pénétration des réseaux terroristes par des ressources humaines et nous avons besoin d'une meilleure surveillance des communications terroristes. »

En fait, les circonstances entourant l'arrestation jeudi dernier de trois citoyens syriens par les services de sécurité allemands restent floues. Selon la déclaration officielle du bureau de l'avocat général fédéral, les quatre accusés « projetaient un attentat en Allemagne au nom du groupe terroriste étranger 'Etat islamique d'Irak et de Syrie (EI)' ». Mais la même déclaration disait aussi, « Rien ne prouve que les prévenus avaient déjà commencé la mise en œuvre concrète de leur plan d'attaque. »

Alors que politiciens et médias attisent une hystérie terroriste permanente, il est désormais clair que l'état d'urgence proclamé en France et en Belgique ne sert pas à combattre les réseaux terroristes islamistes. Les pouvoirs considérablement accrus de l'Etat visent l'opposition grandissante des travailleurs et des jeunes. Le gouvernement français se sert des pouvoirs d'exception pour disperser des occupations de lieux de travail, interdire des manifestations pacifiques et menacer de longues peines de prison des manifestants qui sont contre les réformes réactionnaires de la loi El Khomri.

Le renforcement des pouvoirs de l'Etat en Allemagne a le même objectif. La première loi anti-terroriste a été introduite en Allemagne par le gouvernement social-démocrate/Vert de l'époque, parallèlement à l'introduction des réformes Hartz sur la protection sociale et le marché du travail. Le durcissement des lois anti-terroristes annonce des attaques encore plus sévères contre la classe ouvrière.

Dans son édition du 1er juin, le quotidien conservateur Die Welt a prévenu que l'économie allemande était en train de perdre « sa compétitivité » et l'Allemagne son « attrait ». La principale raison indiquée par le journal était la faible « performance économique par rapport au capital – une tendance qui est principalement due à la hausse des coûts de la main-d'œuvre. » Arrêt sur Info 14.06

Les parrains du nouvel ordre mondial barbare.

- L'Otan et Israël peuvent "vaincre l'EI" ensemble: Netanyahu

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a assuré mardi 14 juin après une réunion avec des ambassadeurs de pays de l'Otan que l'Otan et Israël peuvent ensemble "vaincre l'EI". AFP

- Mafia du CO2 : 80% de l'argent volé en France est parti en Israël - Arrêt sur Info

L'essentiel des gigantesques sommes (entre 1,7 et 3 miliards d'euros) volées au contribuable français par une bande d'escrocs franco-israéliens a pris le chemin d'Israël, et l'Etat français n'a guère manifesté à ce jour sa volonté de les récupérer.

Dans un nouvel article consacré à cette « mafia du CO2 » dont une partie des membres sont actuellement jugés à Paris, le correspondant en France du quotidien Haaretz, Dov Alfon, annonce tout de même que la justice française va se montrer un peu plus dynamique à l'avenir.

Un premier procès impliquant les membres de la bande présents en France (les autres sont soit réfugiés en Israël, soit morts des suites de règlements de comptes internes) vient de se terminer devant le tribunal correctionnel de Paris. Le procureur a requis à l'encontre du principal accusé, Arnaud Mimran, une peine de 10 ans de prison et la confiscation de tous les biens sur lesquels il sera possible de mettre la main. Selon Haaretz, à peine 30 millions d'euros de transferts de la fraude hors de France vers

Israël auraient à ce stade été identifiés (ce qui ne veut pas dire récupérés, bien entendu).

Mis en délibéré, le jugement sera rendu le 7 juillet prochain, et on ne sait évidemment pas si Arnaud Mimran et ses comparses auront d'ici là été eux aussi se mettre à l'abri en Israël, des fois que les juges français aient la mauvaise idée de suivre les réquisitions du procureur.

Sitôt le jugement du 7 juillet rendu, écrit Dov Alfon, le parquet financier devra décider de lancer ou pas une « chasse au trésor » qui s'annonce difficile, même avec de la bonne volonté, en raison des innombrables complicités dont ont bénéficié les fraudeurs. Par Haaretz - Arrêt sur Info 14.06

Médiaoligarchie.

- George Soros investit dans les médias (anti-PiS) en Pologne - Arrêt sur Info

LE GROUPE MÉDIATIQUE POLONAIS AGORA, PROPRIÉTAIRE, ENTRE AUTRES DU JOURNAL GAZETA WYBORCZA ET DE LA STATION DE RADIO TOK FM, DEUX MÉDIAS GAUCHO-LIBERTAIRES VIOLEMMENT ANTI-PIS, A ANNONCÉ LUNDI DERNIER DANS SES COMMUNIQUÉS BOURSIERS LE RACHAT PAR MDIF MEDIA HOLDINGS DE 11,2 % DE SES ACTIONS.

MDIF Media Holdings fait partie du fonds d'investissement Media Development Investment Fund (MDIF) alimenté, entre autres, par les Open Society Foundations et le fonds Geosor Corp de George Soros. L'information sur ce rachat a été annoncée par le site polonais d'information sur les médias Wirtualnemedia.pl et a été rapidement reprise par d'autres médias polonais.

Ainsi que nous l'indiquions sur le site de l'OJIM le 17 avril dernier dans un article sur la diversité des médias polonais, Gazeta Wyborcza, qui appartient au groupe Agora S.A. à capital polonais, alimente en informations sur la Pologne la plupart des médias internationaux, parmi lesquels les médias français, à commencer par le journal Le Monde dont il est proche par les liens personnels et par les idées. Même un journal comme La Croix, quand il est interrogé sur ses sources, se réfère à Gazeta Wyborcza. Et quand les journalistes de France Culture préparent une émission de propagande sur la situation de l'État de droit en Pologne, c'est aussi vers les médias d'Agora qu'ils se tournent. Adam Michnik, qu'Arielle Thedrel, du Figaro, qualifie péremptoirement de « conscience morale de la Pologne », est le rédacteur en chef deGazeta Wyborcza depuis maintenant 28 ans. Sans attendre la victoire des conservateurs du PiS, Adam Michnik, dont le journal soutenait la coalition PO-PSL précédente, comparaît en 2013 dans une interview pour l'hebdomadaire allemand Der Spiegel le Hongrois Viktor Orbán à Hitler et mettait en garde les Allemands contre un Jaroslaw Kaczynski (le leader du PiS) autoritaire et fascisant.

Mais le groupe Agora a aujourd'hui un double problème : avec l'arrivée au pouvoir des conservateurs à l'automne dernier, il a perdu sa position privilégié en ce qui concerne les annonces publicitaires publiques et les abonnements des administrations et, par ailleurs, son journal phare Gazeta Wyborcza perd des lecteurs d'année en année, payant ainsi son militantisme politique et son manque d'objectivité et d'honnêteté journalistique.

L'année dernière, le groupe Agora a perdu 5,6 millions de zlotys après avoir enregistré un bénéfice de 1,3 million en 2014. C'est la presse écrite, et donc principalement Gazeta Wyborcza, qui le tire vers le bas. Avec 150 640 exemplaires vendus en moyenne au premier trimestre 2016, le quotidien phare du groupe a connu une chute de 8,79 % d'une année sur l'autre, soit la plus forte baisse enregistrée sur le marché de la presse quotidienne nationale en Pologne.

Depuis la fin 2015, Gazeta Wyborcza soutient activement lesmanifestations anti-PiS organisées par le « Comité de défense de la démocratie » (KOD). Notons au passage que le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, qui avait en son temps promis de renverser Viktor Orbán dans son pays d'origine, est soupçonné de financer les manifestations du KOD (voir ici etici).

MDIF Media Holdings a racheté son paquet d'action d'Agora S.A. entre autres auprès du fonds de pension PTE PSU qui avait lui-même acquis un paquet d'actions d'Agora en janvier dernier. Le ministre du Trésor polonais Dawid Jackiewicz avait alors qualifié l'investissement du fonds PTE S.A. de décision visant à sauver le groupe médiatique plutôt qu'à gagner de l'argent.

Le fonds MDIF se vante d'investir dans les pays où la liberté médiatique est menacée. D'après le journal économique polonais Puls Biznesu, la transaction avec Agora lui aura coûté l'équivalent de 17 millions de dollars américains qui sont à comparer aux 153 millions de dollars investis par MDIF ces deux dernières décennies dans plus de 100 entreprises de 40 pays. Source: Ojim - Arrêt sur Info 13.06

Xénophobie et propagande de guerre

- Euro 2016 : la Russie sanctionnée après les violences de Marseille - euronews.com

Suspension avec sursis de l'équipe russe de l'Euro 2016 et 150 000 euros d'amende : l'UEFA a sanctionné la Russie pour

les violences provoquées par ses supporters à l'issue du match Russie – Angleterre.

Le porte-parole de l'instance européenne du football Pedro Pinto a expliqué la sanction.

"La disqualification est en sursis jusqu'à la fin du tournoi" a-t-il dit. "Le sursis pourrait être levé si des incidents d'une nature similaire, si des désordres au niveau du public avaient lieu à l'intérieur du stade lors d'un match de l'équipe de Russie pendant le tournoi.

Côté russe, l'attaquant du Zénith de Saint-Pétersbourg Artem Dziuba estime que la Russie ne devrait pas être la seule sanctionnée et que la responsabilité devrait être partagée.

"Il est impossible qu'il n'y ait qu'un coupable et que les autres ne soient que les victimes" a-t-il dit en conférence de presse. "Je crois que les uns et les autres doivent surveiller leurs supporters et faire passer le message. La Russie ne devrait pas être la seule sanctionnée."

Six supporters russes font l'objet d'une procédure d'expulsion à la suite des violences qui ont suivit le match Russie – Angleterre. La police française estime qu'ils représentent une menace pour l'odre public.

De son côté, le ministre des Sports russe Vitali Moutko a indiqué que son pays respectera les sanctions prises par l'UEFA, même si Moscou juge ces sanctions "excessives." euronews.com 14.06

- Marseille : Pourquoi un "hooligan russe" porte-t-il un tatouage pro-ukrainien ? - gaideclin.blogspot.in

Depuis hier, suite aux incidents de Marseille, nous assistons à un déchainement anti-russe dans les médias qui vont même jusqu'à sous-entendre que les fameux hooligans russes seraient "manipulés par Poutine pour gâcher la fête de l'Euro en France en représailles des sanctions françaises et se venger de l'affaire des navires Mistral". Conspirationnisme de bon aloi entendu au "grand journal" de Canal +... Les éditorialistes rivalisent d'indignation sélective et appellent à retirer la Coupe du Monde 2018 à la Russie (pour la donner à l'Ukraine?).

On peut même lire que "le gouvernement balaie la polémique et vise la Russie" alors que les forces de l'ordre n'ont pas réussi a arrêter un seul hooligan russe sur 116 arrestations! Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été jusqu'à organiser des descentes de police dignes de l'anti-terrorisme dans des hôtels ou logeaient des supporters russes apparemment sans histoire...

Les seules images indiscutables de hooligans russes violents dont on dispose en réalité sont celles prises dans le stade Vélodrome lors des échauffourées survenues à la fin du match Angleterre - Russie. Bizarrement, un des hooligans que l'on voit sur plusieurs photos arbore un tatouage représentant Tarass Boulba, héros des nationalistes ukrainiens. (voir ci-dessus) Cela ne prouve rien sur sa nationalité bien entendu, l'homme peut très bien être un Néo-Nazi russe pro-ukrainien (si si, cela existe bel et bien) mais pour un "complot organisé par Poutine", vous reconnaitrez que c'est quand même étrange...

Autres photos ou l'on voit le même hooligan russe tatoué.

Par ailleurs, sur la photo suivante et sur beaucoup d'autres, on constate que les "russes" qui tabassent les anglais dans les rues de Marseille ont généralement le teint très foncé pour des slaves, ou bien bronzent-ils très vite? gaideclin.blogspot.in 13.06

- Russes à l'Euro: qu'allez-vous faire si quelqu'un essaye de vous casser la figure? - sputniknews.com

Alors que l'arrestation des Russes après le match Russie-Angleterre fait écho dans les médias, le comportement des supporters et le déroulement des accrochages restent peu discutés. Un supporter et un témoin russes confient à Sputnik des détails de l'incident, des affrontements des supporters britanniques avec la police et le contexte politique.

"Nous sommes arrivés à Marseille, il y avait un Russe pour dix Anglais dans la ville", raconte un des supporters russe venu à Marseille pour soutenir l'équipe de son pays.

Selon lui, durant toute la journée, il y avait de petits affrontements qui ont finalement abouti à de nombreux incidents où des Britanniques ont commencé à lancer des bouteilles en direction des supporters russes.

"Quand tu es Russe et que tu portes un t-shirt avec des symboles russes, tu risques de recevoir une bouteille ou des pièces de monnaies dans la figure juste en passant", souligne-t-il dans un entretien à Sputnik.

Et de préciser qu'il n'y avait aucun bar à Marseille où il n'avait pas de supporters britanniques.

De surcroit, ce n'était pas que sportif, c'était aussi des provocations politiques. Les supporters britanniques insultaient les Russes dans les rues en criant des grossièretés visant le président russe Vladimir Poutine, contenant des insultes en russe dont ils ne semblaient pas comprendre le sens exact.

"Encouragés par leur supériorité numérique car il n'y avait qu'environ 10.000 supporters russes, le reste étant des supporters britanniques, avec 67.394 places au stade de Marseille, les fans britanniques prenaient plaisir à provoquer les Russes, les insultant même avant le match, dans les rues de Marseille et surtout quand les Russes ont égalisé".

Les Britanniques ne se tardaient pas à se quereller avec des policiers, ces derniers obligés de les calmer en appliquant du gaz lacrymogène.

Les fans russes, ne voulant pas provoquer la police, n'ont pas eu de problèmes à la veille du match, certains d'entre eux pour autant blessés dans les échauffourées, au visage ou sur la tête.

"Complétement bourrés, les supporters britanniques jetaient des bouteilles sur tous ceux qui portaient des symboles russes et insultaient les habitants locaux, presque tous!", a confié à Sputnik un témoin russe ayant également assisté au match.

"Les locaux et la police étaient presque tous de notre côté car ils en avaient assez de ces gens venus des îles (les supporters britanniques, ndlr) avec leur comportement de sauvages… Je voudrais voir comment vous, vous allez régler une situation quand on essaye de vous casser la figure avec une bouteille. Allez-vous essayer de les calmer en leur parlant tout simplement?", a souligné le témoin.

Cerise sur le gâteau, nous vous proposons des photos, des vidéos et des tweets montrant des "gentlemans hooligans" britanniques qui parlent d'elles-mêmes. sputniknews.com 14.06

- Suite de l'affaire du bus des supporters russes: tous mis en garde à vue - Arrêt sur Info

Tous les supporters russes se trouvant dans le bus bloqué sur le parking de la gendarmerie de Cannes sont mis en garde à vue sur ordre du Procureur de Marseille, femmes et conducteur compris, dans le cadre de l'affaire pénale concernant les coups et blessures portés sur le supporter anglais entre la vie et la mort.

Ainsi, alors que les gendarmes, après 10h de recherches divers et variées et n'ayant strictement rien trouvé, décident de libérer les supporteurs russes, le Procureur de Marseille annule cette décision, fait revenir ceux qui avaient été déjà envoyés vers l'aéroport pour être expulsés vers la Russie et tous, avec les femmes et même le chauffeur, sont envoyés comme des criminels en garde à vue jusqu'à demain matin à Marseille.

Dans le système judiciaire français, le procureur dépend directement du Ministère de la Justice.

Le Procureur décide de détenir 50 personnes qui ne sont impliquées en rien, individuellement rien n'a pu leur être reproché – sauf d'être russe et supporter, mais gardés à vue parce que le supporter anglais risque de bientôt décéder de ses blessures. Juridiquement, cette position est particulièrement surprenante. Mais politiquement, c'est clair.

Or, les forces de l'ordre française n'ont rien trouvé contre ce groupe de supporteurs russes. Mais ils seront tous gardés à vue. Ainsi, il reste encore quelques heures pour trouver, et lorsque l'on cherche bien et que l'on a de l'imagination, on peut trouver n'importe quoi, qui les impliquera dans le cadre de l'enquête pénale concernant le futur décès de ce supporteur anglais.

C'est tragique de voir un homme mourir, mais faut-il accuser un peuple de cela? Car, en fait, c'est de cela qu'il s'agit: vous êtes russes, vous êtes coupables. Nous n'avons rien trouvé contre vous, mais nous allons chercher. Interviewé par la chaîne fédérale russe Life News, le président de l'association des supporters russes appelle tous ses concitoyens à quitter le pays. Notre pays. Car ils ne sont plus en sécurité.

Pendant ce temps, la Russie tente de calmer les choses, le Consulat intervient auprès des autorités françaises, tous évitent de mettre d'huile sur le feu. Sa position est délicate et l'attitude compréhensible. Mais si cette attitude persiste alors que demain des accusations pénales sont prononcées contre ces supporteurs, elle risque d'être prise pour de la faiblesse (et non de la sagesse), avec des conséquences lourdes pour ces supporteurs, puisqu'alors, tout sera permis. Arrêt sur Info 14.06 (Source: http://russiepolitics.blogspot.ch/2016/06/suite-de-laffaire-du-bus-des-supporters.html)

- Des hackers du Kremlin s'attaquent aux données US... mais existent-ils vraiment? sputniknews.com

On n'endort jamais la vigilance des Etats-Unis! Maintenant, ils disent qu'une équipe hautement qualifiée d'"hackers gouvernementaux" russes aurait piraté les servers du parti démocrate et volé le dossier sur le candidat à la présidentielle

américaine Donald Trump, et ça il y a... un an.

Ces hackers méchants avaient accès aux servers des démocrates depuis un an, mais tous ont été détectés le week-end dernier dans le cadre d'une campagne majeure de ratissage. Bravo, quelle vitesse! Entre-temps, les personnes "touchées" disent que ni données personnelles, ni financières, ni les renseignements sur les donateurs n'ont été volés. Mais à quoi bon donc pirater le server?

Les hackers "gouvernementaux" ont prétendument eu accès à la correspondance et à la base de données du comité national du parti démocrate, ainsi qu'aux servers des candidats à la présidentielle Hillary Clinton et Donald Trump, a affirmé le Washington Post sans préciser les volumes des données piratées. Il s'agit d'espionnage et plus concrètement de s'approprier le dossier sur l'adversaire du parti démocrate, M. Trump. Tout ça pour mieux comprendre les points forts et les faiblesses de l'éventuel président américain, explique-t-on.

En octobre dernier, un groupe de hackers russophones, soi-disant associés au gouvernement russe, aurait également eu accès à des données confidentielles de structures diplomatiques et de défense des Etats-Unis, les criminels russes démontrant un niveau d'ingéniosité à envier. Là, les hackers se sont vus attribuer le nom d'"Ours toxique".

De beaux noms, c'est bien, mais ces habiles hackers existent-ils ailleurs que dans l'imagination des Américains? sputniknews.com 14.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bahreïn

- Bahreïn: le pouvoir suspend les activités du principal groupe d'opposition

Le pouvoir à Bahreïn est resté sur une ligne dure mardi en suspendant les activités du principal mouvement d'opposition chiite, ignorant les inquiétudes exprimées par l'allié américain après l'arrestation d'un célèbre dissident. AFP

2- Venezuela

2.1- Washington irrite le Venezuela en soutenant le référendum anti-Maduro

Le chef de la diplomatie américaine John Kerry a plaidé mardi en faveur d'un "référendum juste et opportun" pour révoquer le président vénézuélien Nicolas Maduro, suscitant la colère de Caracas qui a accusé les Etats-Unis d'ingérence. AFP 14.06

... et l'erreur fatale...

2.2- Maduro annonce la reprise du dialogue entre Venezuela et Etats-Unis

Le président du pays latino-américain a fait cette annonce, mardi 14 juin, après une rencontre entre les chefs de la diplomatie vénézuélienne et américaine à Saint-Domingue. LeMonde.fr 14.06

ECONOMIE

Union européenne

- Accord entre pays de l'UE sur les fonds monétaires - Reuters

Les pays membres de l'Union européenne sont parvenus à un accord sur la régulation des fonds monétaires, a annoncé mardi le commissaire aux Services financiers, Jonathan Hill, un compromis qui pourrait mettre fin à trois ans de blocage sur un dossier qui divise l'UE.

Le marché européen des fonds monétaires, qui représente plusieurs milliers de milliards d'euros, a été mis en cause pour son rôle dans le déclenchement de la crise financière de 2007-2008.

Les autorités européennes ont tenté d'interdire les fonds dits "à valeur liquidative constante" (constant net asset value, CNAV), qui représentent la moitié environ du marché européen et qui ont pour principale caractéristique d'émettre des titres dont la valeur est garantie quelles que soient les fluctuations des marchés, ce qui les expose à un risque accru.

L'accord évoqué mardi par Jonathan Hill lors d'une audition au Parlement européen prévoit de donner aux fonds CNAV la possibilité d'investir dans des produits moins risqués ou de se transformer en fonds à valeur liquidative variable dans un délai de deux ans après l'adoption des nouvelles règles, explique un projet que s'est procuré Reuters.

Rédigé par les Pays-Bas, qui président le Conseil européen jusqu'à la fin du mois, le projet devrait être adopté mercredi par les représentants des Etats membres et avalisé vendredi par les ministres des Finances de l'UE.

L'Allemagne souhaite la disparition totale des fonds CNAV mais certains pays dans lesquels la gestion de fonds représente une activité importante, comme l'Irlande, le Luxembourg ou la Grande-Bretagne, s'y opposent.

L'accord devra être approuvé par un vote du Parlement européen avant de pouvoir être appliqué. Reuters 14.06

L'Irlande, le Luxembourg ou la Grande-Bretagne : des paradis fiscaux !

Haut de page

Le 16 juin 2016

CAUSERIE

Suite à la manifestation parisienne d'hier et aux violences qui l'ont émaillée, deux remarques et une conclusion.

Il est tout à fait remarquable qu'aucun commentateur ne s'en tient aux faits.

- Hollande, Valls et Cazeneuve, l'ensemble des médias accusent les organisateurs de cette manifestation, or on peut observer que ceux qu'ils appellent les "casseurs" précèdent la banderole qui figure en tête de la manifestation, contrairement aux manifestants qui se tiennent derrière, donc il est inapproprié de ranger ces "casseurs" parmi les manifestants, ils sont venus pour autre chose qu'exiger le retrait de la loi Travail, ils se sont placés eux-mêmes comme chaque fois hors de cette manifestation encadrée par le service d'ordre des syndicats.

Dès lors, il est parfaitement possible de les isoler de la manifestation et de les neutraliser, de les chasser ou de procéder à leur arrestation compte tenu que leur accoutrement témoigne de leur volonté de se livrer à des violences.

On doit donc en déduire que les laisser faire revient à s'en faire les complices.

- S'agissant des dégâts mineurs causés à l'hôpital Necker et qui ont été exagérés, il faut relever que ce n'était pas cet hôpital qui était visé, mais le cordon de CRS qui s'était posté à cet endroit-là, devant ou à proximité d'une facade vitrée potentiellement fragilisée ou susceptible d'être atteinte par des projectiles lancés sur les CRS.

Ce placement a-t-il été délibéré ou était-ce une erreur que l'on ne peut pas imputer aux organisateurs de cette manifestation.

En conclusion, la présence de ces "casseurs" que finalement aussi bien le ministère de l'Intérieur que les syndicats tolèrent lors de ces manifestations arrange les uns et les autres.

Le ministère de l'Intérieur on comprend immédiatement pourquoi. Quant aux syndicats, on ne peut le comprendre qu'en faisant la distinction entre les appareils pourris des syndicats qui ont organisé une dizaine de journées d'action depuis deux mois et demi dans l'unique objectif d'aider le gouvernement à faire passer la loi Travail, et les syndicalistes qui combattent véritablement ou sincèrement pour le retrait de cette loi.

En fait ce sont ces derniers qui sont visés par ce laisser-faire ou cette bienveillance ou cette tolérance affichée par le gouvernement et des appareils syndicaux envers ces "casseurs", ainsi que les travailleurs et jeunes qui envisageraient de manifester mais

s'en dissuadent de crainte des violences qui émaillent chaque manifestation.

Je me suis refusé à publier les déclarations de Martinez et Mailly reproduites par l'ensemble des médias et complaisamment reprises par les partis dits ouvriers pour cette raison, car en dehors d'exonérer leur propre responsabilité dans ces violences ces déclarations ne présentaient aucun intérêt.

Vous comprendrez ou non, peu importe, qu'on ne souhaite pas être les complices de leur duplicité, sinon à quoi bon parler d'indépendance politique, n'est-ce pas ?

Vous aurez pu observer qu'aucun parti ne développe cette argumentation. Vous êtes assez grands pour deviner pourquoi, aussi je vous laisse en déduire ce que vous voudrez, vous savez ce qu'on en pense pour ne pas m'y attarder ici.

On laissera de côté la polémique sur le nombre de manifestants à Paris, un million disent les syndicats, 70 à 85.000 dit le ministère de l'Intérieur, je crois qu'en fonction de son itinéraire et de sa durée, la moyenne doit tourner aux alentours de 250 à 300.000.

Ci-dessous, deux articles qui fournissent quelques indications précieuses, suivis du déchaînement haineux de la réaction contre les syndicats ou plutôt les syndicalistes et les travailleurs qui continuent de manifester pour le retrait de la loi Travail.

Instrumentalisation de la violence dont ils sont les initiateurs et amalgames d'extrême droite.

- L'hôpital Necker a-t-il vraiment été «dévasté» par les «casseurs» ? - liberation.fr

Que s’est-il passé ?

Il est près de 15h30 quand le cortège de tête, constitué notamment de plusieurs centaines de manifestants cagoulés et équipés pour harceler les forces de l’ordre, arrive à l’angle du boulevard du Montparnasse et de la rue de Sèvres, au niveau du métro Duroc.

Les affrontements avec les CRS, qui n’ont pas cessé depuis le départ de la manifestation place d’Italie, reprennent de plus belle. Des militants radicaux, tout de noir vêtus, lancent des projectiles en direction de forces de l’ordre situées sur leur gauche, qui répliquent à coups de grenades lacrymogènes.

L’hôpital Necker, juste à côté du cordon des forces de l’ordre, n’est clairement pas la cible de la majorité des manifestants. S’il est tout à fait probable que des pierres ou des canettes de bière aient pu endommager sa façade, c’est surtout les coups de marteau portés par un ou deux manifestants qui ont causé la majorité des dégâts. On le voit sur cette vidéo tournée par un journaliste du Monde (à partir de 4’20"). A noter, par ailleurs, l’intervention d’un homme qui tente d’arrêter l’individu en lui disant : «Hé, c’est un hôpital de gosses.» (Tout cela pour "un ou deux manifestants" surexités, s'ils s'agissaient vraiment de manifestants... - LVOG)

Les échauffourées au milieu du carrefour durent assez longtemps, peut-être une vingtaine de minutes. Sur cette vidéo, on voit même des «casseurs» détacher des plaques entières de bitume à coups de marteau, pour s’en servir ensuite de projectiles. Il faut l’intervention du canon à eau de la préfecture de police, qui scinde le cortège en deux, pour repousser la tête de manifestation plus en avant, vers le boulevard des Invalides.

Quels sont les dégâts ?

Les principaux dégâts concernent des bris de vitres, au niveau du rez-de-chaussée de l’établissement. Une quinzaine de parois, côté rue, ont ainsi été fracturées, sans par ailleurs céder. Mais «personne n’est entré dans l’hôpital, il n’y a pas de dégâts à l’intérieur», explique le professeur Noël Garabédian, présent sur place mardi.

Aussi gratuits et stupides qu’ils puissent être, ces actes sont donc loin d’avoir laissé derrière eux un bâtiment «dévasté», comme l’a dit Manuel Valls. liberation.fr 15.06

- Loi travail : «Les manifestations ne sont pas plus violentes que par le passé» - lefigaro.fr

Olivier Cahn, chercheur au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, estime que le niveau de violence des manifestations a baissé malgré quelques débordements individuels.

LE FIGARO. - Les manifestations sont-elles plus violentes aujourd'hui?

Olivier CAHN. - Non, les manifestations ne sont pas plus violentes de nos jours. Le niveau de violence a même eu tendance à

baisser depuis les années 1970-1980. Les débordements que l'on voit aujourd'hui n'ont d'ailleurs rien à voir à ce qui a pu se produire avec le mouvement des sidérurgistes et des marins-pêcheurs des années 1990. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'au cours des trois derniers mois la contestation contre la loi travail n'a pas donné lieu à des débordements individuels, parfois très graves.

Les trois mois de contestation n'ont-ils pas favorisé un certain pourrissement de la situation?

C'est davantage la manière dont le gouvernement a géré le texte qui a nourri une forme d'exaspération avec le recours au 49.3, les déclarations contradictoires du gouvernement… Le contexte est aussi particulier: nous sommes face à un exécutif impopulaire à qui les manifestants reprochent de ne pas avoir répondu aux aspirations populaires de la dernière présidentielle.

La forte présence des forces de l'ordre pour encadrer les manifestations est-elle en cause?

Structurellement, le maintien de l'ordre s'est durci ces dernières années en France alors qu'à l'étranger la tendance est à la désescalade. La tradition française, qui était de maintenir à distance les manifestants pour faire le moins de blessés, a évolué. Elle a progressivement laissé la place à une vision plus légaliste où les autorités vont moins rechercher le dialogue avec les syndicats au cours de la manifestation. De façon plus conjoncturelle, vous avez des fonctionnaires de police qui sont épuisés. D'ailleurs, les cas de violences policières sont ainsi le fait de débordements individuels. Les policiers eux-mêmes ont le sentiment que tout n'est pas fait pour les protéger.

Quelle est la part de responsabilité des syndicats?

Le service d'ordre de la CGT a très clairement essayé d'isoler les autonomes du reste de la manifestation afin de faciliter l'intervention des forces de l'ordre. Ils ont d'ailleurs été pris à partie par certains manifestants. Au final, les syndicats n'ont aucun intérêt dans ces violences. Celle-ci ne sert que deux acteurs: le gouvernement et les autonomes. lefigaro.fr 15.06

Observation et conclusion erronées.

- La CGT en accusation après les violences de Paris - Reuters

Les ambiguïtés de la centrale

La CGT aurait-elle du mal à tenir ses troupes ? Si Manuel Valls a haussé le ton, hier matin, c'est qu'il disposait d'éléments pour le moins troublants. « Apparemment, des manifestants CGT ont participé à certaines violences », glisse-t-on dans l'entourage du Premier ministre. Selon nos informations, un cégétiste a bien été interpellé mardi. Le syndicat confirme. Mais réfute tout lien avec les violences. « Il y a eu une tentative de manifestation spontanée, avant le départ du cortège officiel. C'est à ce moment-là que notre militant a été interpellé », nous assure Fabrice Angei, secrétaire confédéral chargé du projet de loi Travail. Problème, des dockers cégétistes auraient également été vus en train de desceller des pavés place Vauban (VIIe arrondissement). De quoi faciliter la tâche des casseurs... « Cela, on le nie catégoriquement », rétorque Fabrice Angei. Mais ce n'est pas tout. Selon une source policière, certains syndicalistes se trouvaient aux côtés des casseurs à la fin de la manifestation. « Aux Invalides, plusieurs membres de la CGT, présents parmi les casseurs, nous ont pris à partie. Sur les images de vidéosurveillance (voir photo), on voit clairement l'un d'eux un pavé à la main et un autre renvoyer une grenade lacrymogène vers les forces de l'ordre », explique un cadre de la préfecture de police. LeParisien.fr

- Casseurs des manifs : les ambiguïtés de la CGT

La CGT aurait-elle du mal à tenir ses troupes ? - LeParisien.fr

- Hollande veut mettre KO la CGT - LeParisien.fr

« C'est la première fois qu'un hôpital est la cible des casseurs. C'est une attaque vandale contre un lieu de solidarité qui discrédite tous ceux qui en sont à l'origine. » LeParisien.fr

- La CGT ne désarme pas, malgré les menaces de Valls - Reuters

L'intersyndicale opposée à la réforme du Code du travail a décidé de maintenir les journées d'action prévues les 23 et 28 juin malgré les menaces d'interdiction de l'exécutif, a annoncé mercredi soir le secrétaire général de la CGT. Reuters

- Bayrou (MoDem): "Les personnes et les biens sont menacés" - AFP

François Bayrou a jugé mercredi sur BFMTV que François Hollande avait utilisé une "formule incroyable" en évoquant la

possibilité d'interdire les manifestations car les "personnes et les biens sont menacés" depuis "des semaines".

Interrogé sur ce qu'il ferait s'il était à la place de l'exécutif, M. Bayrou a répondu: "j'aurais dit à l'avance que s'il y avait un débordement nouveau la manifestation serait interdite". "Des débordements on en voit depuis des semaines", a-t-il insisté. AFP

- Juppé pour l'interdiction des manifestations si "menace évidente" - AFP

Alain Juppé, candidat à la primaire de la droite pour 2017, s'est prononcé mercredi pour l'interdiction "des manifestations qui constituent une menace évidente à l'ordre public", au lendemain des défilés contre la loi travail, émaillés d'incidents. AFP

- Cambadélis demande à la CGT "une pause dans les manifestations" - AFP

Le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a demandé mercredi à la CGT de faire une "pause dans les manifestations", estimant qu'elle est "instrumentalisée" par les casseurs, au lendemain d'une nouvelle journée d'action émaillée de violences. AFP

- Daniel Cohn-Bendit s'emporte contre les casseurs, «des frappadingues» - L'Opinion

Dans sa chronique sur Europe 1 ce mercredi, il a été particulièrement virulent contre les casseurs de la manifestation de mardi. Pour lui, « l'idée d'une démocratie ouverte, une démocratie tolérante » est en danger. L'Opinion

- Sarkozy: que soit "engagée la responsabilité civile et financière de la CGT" - AFP

Nicolas Sarkozy, président du parti Les Républicains, a demandé mercredi que "la responsabilité civile" et "financière de la CGT soit engagée", au lendemain d'une nouvelle journée d'action émaillée de violences. AFP

- Loi travail : après « Nuit Debout », « Casseroles Debout » veut faire du bruit -Public Sénat

Les opposants à la loi travail sont appelés à se rassembler devant les mairies vendredi à 20 heures pour « faire un maximum de bruit » à coup de casseroles. Une initiative lancée par la féministe militante Caroline de Haas, opposante de la première heure au projet de loi. Public Sénat

Déliquescence.

- 2017: les universitaires lâchent Hollande - LExpress.fr

François Hollande aura du mal à récolter les voix des universitaires à l'élection présidentielle de 2017. Les résultats du dernier baromètre EducPros révèlent une véritable fracture entre eux et le président. Ainsi, les trois quarts des personnels interrogés estiment que le chef de l'Etat a eu un impact négatif sur l'enseignement supérieur et la recherche.

Pour les deux tiers, même, les conditions de travail se sont dégradées depuis que la gauche est arrivée au pouvoir - alors que, durant le quinquennat, le budget de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été relativement préservé. Ce verdict est d'autant plus sévère qu'il émane d'une communauté historiquement acquise à la gauche.

Parmi les sondés qui ont rendu compte de leur vote dans cette enquête (soit les trois quarts), plus de 78% avaient voté pour François Hollande en 2012, contre 8% pour Nicolas Sarkozy. LExpress.fr 15.06

- Législative partielle/Ain: la candidate LR élue - Lefigaro.fr

Etienne Blanc, a recueilli 73,32% des voix devant le candidat du Front national, Gaétan Noblet, qui a totalisé 26,68% des suffrages.

Plus encore que dimanche dernier, cette élection a été marquée par un très fort taux d'abstention (78,12%). Lefigaro.fr 12.06

Le candidat du PS arrivé en quatrième position lors du premier tour avait obtenu 13,2% des suffrages et avait été éliminé. Le taux de participation au premier tour avait été de 22,3%. Autrement dit, le candidat du PS avait atteint le score de 2,94% des suffrages exprimés.

Une autre fois : Pourquoi le taux d'abstention est beaucoup plus faible lors des municipales et des présidentielles?

Bienvenue en oligarchie

- La sexualité est-elle bien enseignée ?

Le Haut conseil à l'Egalité remet ce mercredi aux ministres de l'Education et des Familles et droits des femmes un rapport sur l'éducation à la sexualité des jeunes. Liberation.fr

Entre nous, sans excercices pratiques cela ne présente aucun intérêt...

- Les ados youtubeurs sont les nouvelles stars de la récré.

Si elle avait été youtubeuse, l'écrivain Annie Ernaux n'aurait eu aucun mal à retrouver la fille qu'elle était à 17 ans. Son livre de recherches, « Mémoire de fille », n'aurait pas eu lieu d'être : toute la matière aurait été à sa disposition. Elle aurait pu s'entendre parler pendant des heures... Rue89

Pourquoi, elle ferait autre chose ?

- Comment l'hôpital Necker est devenu le symbole de ce qui agite la France

En marge de la manifestation contre la loi Travail, plusieurs casseurs s'en sont pris à cet hôpital pour enfants où est hospitalisé le fils des policiers tués par Larossi Abballa à Magnanville. Slate.fr

Mais dites-le merde, des salopards de syndicalistes visaient ce fils de pute...

- Batailles champêtres, arts martiaux... L'entraînement des hooligans russes

Pour éviter l'intervention des autorités, les supporters les plus violents organisent des combats dans des endroits reculés. Slate.fr

Et les hooligans britanniques ?

- Rien y fera, vous dormirez moins bien la première nuit dans un nouvel endroit

Vous n'y pouvez rien, c'est une question de «survie». Le film de Sofia Coppola, Lost In Translation, prend désormais un tout autre sens. On comprend mieux pourquoi Bill Murray erre en pleine nuit dans les couloirs de son hôtel tokyoïte. Slate.fr

Même une seule nuit, ce n'est pas votre conscience qui vous empêchera de dormir...

- Face au « harcèlement de rue », les étudiantes messines entre résignation et épuisement

Sur 300 étudiantes de Metz, 87 % ont déclaré avoir été victimes de « petits harcèlements » dans l'espace public. Pauline Pélissier a analysé le phénomène dans un mémoire de sociologie qui vient d'être primé par l'Observatoire de la vie étudiante. LeMonde.fr

Quel enfer dites-donc votre société...

- Applis, sites, groupes Facebook : le vigilantisme s'installe en France

C'est un symptôme du malaise social profond que connaît notre pays, et pourtant le vigilantisme reste peu connu du public. Par ce terme, on désigne l'ensemble des initiatives privées, prises en dehors des instances légales et ayant trait à la surveillance et au maintien de l'ordre. Rue89

Les chiens de garde ou la milice de la pensée monte la garde...

ACTUALITÉ DU JOUR

Miracle !

- Rosneft et ExxonMobil découvrent de gigantesques réserves de pétrole - voltairenet.org

Rosneft et ExxonMobil ont découvert des réserves de pétrole comparables à celles dont disposaient l'Arabie saoudite au XXe siècle. Elles sont situées en mer de Kara (c'est-à-dire au Nord de la Sibérie occidentale, donnant sur l'océan Arctique). Le champ de Pobeda a été découvert fin 2014. Les deux sociétés disposent désormais d'une cartographie en trois dimensions.

L'exploration de cette zone est particulièrement difficile car elle est gelée dix mois par an.

Ces réserves s'ajoutent à celles découvertes au cours des trois dernières années au Venezuela, dans le golfe du Mexique et sous la Méditerranée. voltairenet.org 15.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Lavrov qualifie d'« inacceptable » le comportement de la France - voltairenet.org

Répondant aux questions des députés lors de la séance de contrôle du gouvernement à la Douma, le 15 juin, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, a qualifié d'« inacceptable » le comportement des autorités françaises vis-à-vis des supporters russes venus assister à l'Euro 2016.

Le 11 juin, des supporters anglais venus assister au match Angleterre-Russie à Marseille se sont imbibés d'alcool et se sont livrés à diverses provocations, d'abord contre les Marseillais d'origine maghrébine, puis contre les supporters russes. En définitive, les Marseillais d'abord, puis les Russes ont répondu à ces provocations. Les bagarres, d'une rare violence ont fait au moins 35 blessés.

Par la suite, les supporters anglais ont provoqué un vacarme assourdissant durant l'hymne national russe au début du match.

Les autorités françaises —qui n'ont arrêté aucun supporter russe en flagrant délit, mais de nombreux Anglais— ont immédiatement accusé la Russie d'être responsable des affrontements. Des journalistes ont dénoncé « l'organisation paramilitaire » des supporters russes.

L'UEFA, qui gère l'Euro 2016, a menacé l'Angleterre et la Russie de « disqualification » du tournoi « en cas de nouvelles violences » de leurs supporters.

La Fédération de football russe a invité ses adhérents à quitter la France.

Le ministère français de l'Intérieur a établi une interdiction de vente, transport et consommation d'alcool lors des « matchs à risque ». Cependant, pour une raison inconnue, cette interdiction n'avait pas été instituée à Marseille malgré les nombreuses mises en garde.

Le procureur de Marseille —qui reçoit ses instructions du ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas— a fait arrêter par des Forces de police spéciales un autobus affrété par les supporters russes qui quittaient la ville. Tous les occupants, y compris les femmes et les enfants, ont été placés en garde à vue. En violation de la Convention de Vienne, le procureur de Marseille n'a pas prévenu le consulat de Russie et s'est opposé aux contacts entre les ressortissants russes et leur représentation diplomatique. Informés par les réseaux sociaux, ce sont les diplomates russes qui ont dû intervenir pour pouvoir porter assistance à leurs ressortissants.

Depuis le coup d'État de Kiev, la France mène campagne contre la Russie. Elle est ainsi parvenue à imposer à l'Union européenne de lourdes sanctions économique contre Moscou et a rompu unilatéralement un important contrat pour la livraison de deux porte-hélicoptères.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitry Peskov, a appelé la France à conduire les investigations sur les rixes du 11 juin dans la plus totale impartialité.

Le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie s'est réuni, sous la présidence du Vladimir Poutine. Le Premier ministre Dmitry Medvedev, le chef de cabinet de la présidence Sergey Ivanov, la présidente du Conseil de la Fédération Valentina

Matviyenko, le secrétaire national de sécurité Nikolai Patrushev et son adjoint Rashid Nurgaliyev, le ministre des Affaires étrangères Sergey Lavorov, le ministre de l'Intérieur Vladimir Kololtsev, le ministre de la Défense Sergey Shoigu, le directeur central du FSB Aleksandr Bortnikov et le directeur du SVR (service de renseignement extérieur) Mikhail Fradkov participaient à la réunion.

À l'issue de cette réunion, le ministre des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de France à Moscou, Jean-Maurice Ripert (ancien camarade de promotion à l'ENA du président François Hollande). voltairenet.org 15.06

Brésil

- Au Brésil, le président par intérim mis en cause dans le scandale Petrobas

Un ex-dirigeant de la compagnie pétrolière accuse Michel Temer d'avoir utilisé des sommes d'argent issues du système de corruption pour financer la campagne de son parti. LeMonde.fr 15.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Des milliers de Grecs manifestent aux abords du parlement - Reuters

Plusieurs milliers de Grecs ont manifesté mercredi à Athènes contre le gouvernement dominé par le parti de gauche radicale Syriza et contre la dernière série en date de mesures d'austérité exigées par les créanciers internationaux de la Grèce en échange du déblocage d'une aide financière.

Si le rassemblement de mercredi aux aobrds du parlement était le plus important depuis le mois de février, avec plus de 5.000 participants, il a été bref et s'est déroulé dans le calme.

Les manifestants ont déployé des banderoles avec des slogans comme "Rentrez chez vous !" et ont scandé "Honte à vous !".

"Nous protestons contre les mensonges que (le Premier ministre) Alexis Tsipras a racontés au peuple grec", déclarait un manifestant de 60 ans, Ioannis Papadopoulos, en agitant une pancarte avec ce mot: "Démission !"

"Ils (les membres du gouvernement de coalition) ont détruit la Grèce", estimait-il.

Le rassemblement place Syntagma, théâtre de violents heurts avec les forces de sécurité ces dernières années, s'est déroulé alors que les députés débattaient d'un projet de loi offrant aux gros investisseurs plus de dix années sans hausse d'impôt, cela pour promouvoir l'entrepreneuriat dans un pays qui cherche à renouer avec la croissance après pratiquement sept années de récession.

Aux abords du parlement, les manifestants ont diffusé l'enregistrement de discours prononcés par Alexis Tsipras durant la campagne électorale, dans lesquels il s'engageait à protéger les retraites et à abroger une impopulaire taxe sur la propriété immobilière. Reuters 15.06

Haut de page

Le 17 juin 2016

CAUSERIE

J'ai rajouté dans la rubrique *Articles d'actualité* : Un mensonge d'État qui nous prend pour des idiots : l'hôpital Necker « dévasté » par des sauvageons… (16.06)

Etre de gauche, c'était être de droite, dès lors qu'on ignorait ce que signifiait être de gauche ou que la gauche n'exitait plus depuis près d'un siècle. On nous dira que ce n'était pas possible. Qu'est-ce qui n'était pas possible, ignorer ce que signifiait être de gauche, et pourtant c'était bien le cas, il suffit de questionner les militants pour en avoir la preuve ou de constater que des gens de droite

se prétendent de gauche, c'est plus que possible puisque c'est un constat, constat qu'on pouvait déjà faire dans les années 70 pour ne pas remonter plus loin. Des républicains et des démocrates furent assimilés à la gauche sans avoir jamais envisagés d'oeuvrer au renversement du régime en place, c'était donc une erreur d'appréciation politique ou un numéro d'illusionnisme.

La gauche faillit cesser d'exister en août 1914 quand la SFIO ou la social-démocratie trahit le socialisme, puis elle cessa définitivement d'exister quelques années plus tard lorsque le Parti communiste trahit à son tour le socialisme en se ralliant au stalinisme, car à partir de ce moment-là il n'existera plus qu'une infime minorité de militants restés fidèles au socialisme, isolés ou inconnus des travailleurs qui se regrouperont au sein de l'opposition de gauche dirigée par Trotsky, eux seuls devaient désormais incarner la gauche en France.

Qu'un lionceau se nourrisse de lait en têtant sa mère, puis se mette à manger de la chaire animal est normal puisque c'est un mammifère carnassier. Cela l'est moins si on l'avait pris pour une chèvre ou un koala! Il suffisait de remonter à l'origine de la fondation de la SFIO et du PC pour constater que l'un n'avait jamais été véritablement socialiste et l'autre n'avait jamais été véritablement communiste, ce n'est pas moi qui l'invente, ce sont Lénine et Trotsky qui l'ont affirmé et les faits n'ont fait que le confirmer. Sauf que voilà, il semblerait que nos dirigeants aient eu en horreur le matérialisme dialectique pour n'avoir jamais tenu compte de ce constat.

Le révisionnisme du socialisme était omniprésent au sein de la SFIO et du PC dès leur fondation en 1905 et en 1920, la révolution socialiste n'ayant pu se développer dans d'autres pays que la Russie à partir de 1917, il devait finir par conquérir la totalité de ces partis ou des sections de la IIe et de la IIIe Internationale au point de constituer jusqu'à nos jours sa véritable nature ou sa marque de fabrique.

Quand le PS adopta officiellement l'économie de marché en 1983, il ne fit que confirmer son attachement au capitalisme, tandis que le PC fit de même pratiquement à la même époque lorsqu'il renoncera officiellement à la dictature du prolétariat. En fait le PS et le PC assumaient publiquement leur renoncement au socialisme, leur soumission au régime capitaliste devenant officiellement des partis de droite, ce qu'ils étaient en réalité depuis belle lurette.

Le PS devait s'adapter jusqu'à nos jours à l'évolution de l'idéologie de la classe dominante au fur et à mesure que la crise du capitalisme mondial se développait, tandis que le PC devait demeurer fidèle au réformisme devenu obsolète, le PS prenant de plus en plus ouvertement en charge les besoins des capitalistes au point de mettre à nu sa nature foncièrement réactionnaire, imité à sa manière par le PC qui fait allégeance aux institutions de la Ve République et à l'UE notamment. Les circonvolutions et autres numéros d'illusionnisme d'un Mélenchon appartiennent au même registre avarié et infâme que ces imposteurs.

En y repensant après coup, on a l'impression d'avoir vécu un cauchemar permanent depuis 1940 dont on peine à sortir. On s'étonne que la situation soit devenue inextricable et nauséabonde.

Entre nous, ce n'est pas la première fois que cela se produit, rappelons-nous qu'à une autre époque ces partis avaient déjà soutenu les guerres coloniales de l'impérialisme français, notamment, avant de les dénoncer quand elles étaient sur le point de s'achever, et comme toujours on s'empressa de louer leur engagement en faveur de la paix ou de la décolonisation, en faisant soigneusement l'impasse sur leur engagement en faveur de la guerre comme s'il n'avait jamais existé, ainsi alla l'opportunisme jusqu'à nos jours.

Après on se demandera naïvement comment on a pu en arriver à une telle confusion, sinon qu'on avait perdu ou lâcher le fil du socialisme, je n'ai pas d'autres explications à vous proposer.

Le mouvement ouvrier et le prolétariat ont été les victimes d'une abominable supercherie politique que les opportunistes n'ont cessé de couvrir ou d'entretenir en refusant de caractériser le PS et le PC comme des partis de la réaction, sous des prétextes qui se sont tous avérés fabriqués ou fallacieux, et qui n'auraient pas résisté à un examen critique impartial, qui malheureusement n'existera pas ou sera systématiquement étouffé. C'est ainsi que la voix de l'opposition de gauche s'éteignit à son tour.

Il existait pourtant une autre stratégie politique reposant sur la réalité objective et non sur une théorie foireuse, qui aurait consisté à garder le cap de la révolution socialiste pour recruter les éléments les plus conscients ou les plus déterminés des masses exploitées, tout en réalisant un travail en profondeur en direction des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, donc les plus aptes ou motivés à rompre avec le régime, combinaison qui aurait permis de rassembler dans le même parti le meilleur des couches supérieures et inférieures des masses laborieuses incluant des éléments des classes moyennes, des intellectuels, de sorte qu'auraient été garantis à la fois le fonctionnement démocratique de ce parti et son orientation ou l'objectif de son combat politique, la prise du pouvoir par la classe ouvrière. A suivre.

Haut de page

Le 18 juin 2016

CAUSERIE

Ils ne peuvent plus cacher leur haine viscérale du prolétariat.

Quand les Américains bombardent un hôpital en Afghanistan, les Israéliens à Gaza, les Saoudiens au Yémen, etc. l'Elysée ne les condamnent pas, tel un vassal impotent il se fend tout juste d'un communiqué pour demander poliment des explications...

Le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, s'est livré à un amalgame ignoble entre les terroristes, les hooligans, et le mouvement social, tandis que Valls et Cazeneuve accusaient ouvertement des syndicalistes de s'en être pris délibérément à la façade vitrée de l'hôpital Necker, parce qu'il abritait le fils des deux policiers de Magnanville assassinés par un barbare de Daesh, le tout pour justifier une éventuelle interdiction de futures manifestations à Paris pour exiger le retrait de la loi Travail.

Ainsi un cran a été franchi dans l'abjection et la réaction par Hollande et son gouvernement digne de l'extrême droite.

Souvenez-vous qu'il y a quelques mois, nous affirmions que le PS était l'antichambre de l'extrême droite, et que loin de figurer parmi ses ennemis l'extrême droite était en réalité le complément naturel du PS, que cette collusion consistait en temps normal à se partager les tâches et les rôles couverts par un discours bien rodé destiné à tromper les naïfs, mais qu'il n'existait pas de frontières idéologiques étanches entre les deux, au point que le PS pouvait non seulement mettre en oeuvre une politique antisociale que l'extrême droite n'aurait pas reniée, allant jusqu'à recourir si nécessaire aux mêmes méthodes pour la faire passer, le recours aux provocations policières suivies de la répression aveugle et violente de manifestants présentés comme des voyoux ou pire encore, et pour finir l'interdiction de manifester ou la remise en cause des libertés individuelles et collectives ou les droits politiques de la classe ouvrière.

Notons au passage que le décryptage de l'actualité ou l'analyse de la situation seront biaisés ou faussés, dès lors que l'on ne caractérise pas la politique néolibérale de réaction sur toute la ligne ou d'extrême droite. Il faut aussi avoir à l'esprit que pour Hollande et le PS, le gouvernement néonazi de Kiev issu d'un coup d'Etat préparé par l'OTAN et réalisé à l'aide de milices fascistes, est démocratique, tout comme celui de Netanyahu en Israël.

Le développement de la situation sociale créée depuis l'annonce de la remise en cause du code du travail il y a un peu plus de deux mois, met en lumière la nature de l'Etat et du PS et les fragilise, au point que les discours de leurs représentants et porte-parole médiatiques prétendant incarner l'intérêt général en défendant cette loi scélérate ne passent plus du tout auprès de la population laborieuse.

Le dernier sondage en date réalisé par Tilder/LCI/OpinionWay et publié hier en témoigne, je cite l'AFP : plus de six Français sur dix (64%) estiment que, "face aux mouvements sociaux", le gouvernement "doit retirer" le projet de loi travail, ce qui signifie que l'opération du gouvernement et du patronat consistant à criminaliser les opposants à cette loi a échoué lamentablement.

Si le PS n'a pas commis d'erreur en sortant cette loi infâme puisqu'elle est fidèle à son engagement au côté des capitalistes, en revanche il ne pouvait pas éviter qu'elle déclenche une résistance farouche parmi les militants ouvriers et au-delà qui en comprendraient immédiatement l'extrême gravité, et seraient plus déterminés que jamais à la combattre jusqu'à son retrait total et définitif, ce qui laissait présager une lutte de longue haleine ou étalée sur plusieurs mois.

Or, c'était le pire scénario que le gouvernement pouvait envisager parce que le temps passant, alors qu'au départ personne ou presque ne connaissait le contenu exact de cette loi, cet affrontement entre partisans et opposants à cette loi allait donner lieu à une multitude de déclarations et articles polémiques, qui allaient petit à petit en révéler la nocivité extrême pour les travailleurs, qui découvraient la portée des remises en cause des droits acquis qu'elle se destinait de réduire en miettes ou le sort peu enviable qu'elle leur réservait ou à leurs enfants, de sorte que le nombre d'opposants à cette loi ne pouvaient qu'augmenter au fil du temps.

Le gouvernement et le patronat espéraient que les journées d'action programmées par les appareils pourris des syndicats finiraient par avoir raison de la détermination des syndicalistes les plus acharnés à combattre cette loi, c'est râté, ils comptèrent sur les inondations et l'Euro2016 en entonnant le refrain de l'union nationale qui fit un flop tout aussi lamentable, mais surtout ils durent faire le calcul cynique qu'en laissant se développer la violence et la répression aveugle au cours de ces manifestations, cela suffirait à décourager travailleurs et syndicalistes de continuer à manifester, apparemment c'était mal connaître l'état d'exaspération des travailleurs ou leur radicalisation en cours, après que Hollande eut poursuivi et amplifié la politique de régression sociale de son prédécesseur rendant leur existence quotidienne de plus en plus insupportable, de sorte que cette loi apparaisse comme la goutte qui fait déborder le vase, la contre-réforme de trop, alors qu'on sait qu'en réalité, elle n'est que le hors d'oeuvre de leur plan destiné à laminer la totalité de nos droits sociaux.

Ce qui sauve pour le moment Hollande et son gouvernement, et ce qui permettra à terme de faire passer cette loi, c'est

l'absence d'unité entre les syndicalistes et les militants des partis ouvriers, parce qu'elle ne peut se forger qu'à partir d'un seul et unique objectif sur lequel ils sont profondément divisés : le renversement du régime en place et la fondation d'une République sociale débarrassée du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Si les syndicalistes et les militants des partis ouvriers se donnaient cet objectif, qui correspond à celui du combat du mouvement ouvrier révolutionnaire tel qu'il avait émergé au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et qu'il avait abandonné lors du premier quart du XXe siècle, et qu'ils s'organisaient dans des comités d'action sur cette base, ils pourraient rallier des millions de travailleurs, ce qui précipiterait la crise des institutions et du régime et ouvrirait une issue politique à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs ou permettrait d'avancer vers le socialisme.

C'est à ces militants issus de différents syndicats ou formations politiques de prendre l'initiative de constituer dans tous le pays ces comités d'action au-delà de leurs désaccords, de les fédérer, de définir des tâches et des objectifs, etc. afin d'amplifier ce processus révolutionnaire et de se doter d'une direction nationale susceptible de créer une situation de double pouvoir dans le pays en prévision de l'assault final contre le régime. Nous en sommes très loin, certes, mais le processus peut s'accélérer pour peu qu'il parvienne à s'enclencher, or c'est cette étape qui est la plus difficile à réaliser actuellement.

Il faut se souvenir que rien et encore moins une révolution n'est impossible sans les masses, sans organiser des pans entiers des masses qui entraîneront le moment voulu le gros des bataillons des exploités à l'assaut du régime.

En conclusion, la situation pour inextricable qu'elle paraisse n'est pas sans issue politique, pour peu qu'on en ait réellement la volonté ou qu'on sache ce que l'on veut, et qu'on s'accorde sur les moyens pour atteindre les objectifs qu'on s'est fixé. Or, il semble que malheureusement les militants n'en soient pas encore rendus là. Sauront-ils tirer les enseignements de cette expérience ou parviendront-ils à cette conclusion, c'est le seul souhait que nous pouvons formuler.

Vous aurez constaté que nous n'avons pas évoqué la grève générale qui s'imposera au cours du processus que nous avons décrit sommairement. Nous privilégions le mûrissement politique des militants, qui ne pourra avoir lieu une fois seulement qu'ils auront laissé de côté leurs querelles d'appareil ou leur dogmatisme pour se concentrer sur l'essentiel, à savoir lutter ensemble jusqu'au renversement du régime. Il est évidemment que ce processus ne pourra se développer que si les militants l'imposent aux dirigeants de leurs formations politiques et aux différentes instances de leurs syndicats, ne comptant pas évidemment sur Martinez ou Mailly pour appeler à constituer des soviets ou comités, il faut être sérieux. Il nécessite qu'un parti ouvrier impulse cette stratégie. A suivre.

Il fallait le courage de le dire

Quelles alternatives à l'Otan? Intervention de Michel Collon au Parlement Européen

http://www.investigaction.net/suivez-michel-collon-en-direct-au-parlement-europeen-sur-les-alternatives-a-lotan/

L'intervention de Michel Collon à partir de 1 h 44' 38

Sous-titres disponibles en plusieurs langues (en bas à gauche)

Qui est le candidat du groupe Bilderberg à l'élection présidentielle française ?

Réponse : Alain Juppé, dont le porte-parole Édouard Philippe vient de participer à la réunion annuelle du groupe Bilderberg.

Suites de la manifestation à Paris le 14 juin.

- Témoignages et réflexions de militants PCF de Vénissieux montés à Paris le 14 juin. (http://lepcf.fr)

- "Les groupes de casseurs ne sont pas intégrés dans la manifestation, mais on ne peut pas dire qu'ils lui soit étrangère. Ils y entrent, en sortent, s'y réfugient."

Je ne suis pas sur place pour identifier ce que les uns et les autres appellent casseurs, je n'ajouterai rien à ce que j'ai dit hier en espérant n'avoir pas dit de bêtises, sinon reprenez-moi.

- "Tant que nous n'arrivons pas à mobiliser autant de précaires que de statutaires, de RSAistes que de fonctionnaires, le peuple reste divisé dans la concurrence et le capital peut s'en sortir... Il n'a donc alors aucune raison de céder... Dans le monde actuel, on ne peut gagner contre le capital dans un "compromis" sur le partage de marges qui n'existent plus. "

Ce militant du PCF confirme ce que j'ai écrit sur la nature de ces manifestants. Sa réflexion est juste et la stratégie que j'ai

proposée répond à la question de savoir comment associer les travailleurs à notre combat au-delà d'une frange de fonctionnaires.

Effectivement le capitalisme en crise ne dispose plus d'aucune marge de manoeuvre sur le "partage". On pourrait faire le même constat de notre côté, et en en tirer la leçon qu'il faut en finir avec le régime, que c'est l'objectif politique qu'il faut adopter et soumettre aux travailleurs.

- "Il faut distinguer la discipline nécessaire des manifestations, le rejet des actes gratuits et improductifs, qui eux sont effectivement gauchistes, et la riposte aux agressions policières qui est parfaitement légitime."

Ce discernement est la moindre des choses.

- "Les faits récents montrent que la fonction première de la police est inchangée : attaque contre les piquets de grève, agression contre les manifestants pacifiques et tolérance envers les casseurs, quand il ne s'agit pas de provocations sciemment organisées et évidemment au plus haut niveau."

Les capitalistes s'accrochent au pouvoir par tous les moyens et c'est normal, alors pourquoi ne devrait-on pas envisager tous les scénarios, y compris un soulèvement révolutionnaire, pour leur retirer le pouvoir politique.

Pardem. Quand Nikonoff se prend pour de Gaulle ou stalinien for ever.

- Rassemblement pour la démondialisation - Jacques Nikonoff

Candidat à l'élection présidentielle, c'est aujourd'hui, le 18 juin 2016, que j'appelle au Rassemblement pour la démondialisation (RD). Cette date ne doit rien au hasard. Toutes proportions gardées, elle est un hommage à l'Appel du 18 juin 1940 lancé par le général de Gaulle. nikonoff2017.fr 18.06

Récemment c'était Mélenchon qui avait loué de Gaulle devant les franc-maçons, on ne choisit pas ses maîtres à penser.

Pire qu'une chèvre Filoche, un âne !

- Gérard Filoche : "Même une chèvre gagnerait contre Hollande" - LePoint.fr

Gérard Filoche, membre du bureau national du PS :

- Moi, personne ne me fera céder. J'irai chercher les dividendes. Je ne trahirai jamais une promesse. Vous savez, personne ne croyait à Bernie Sanders aux États-Unis ou à Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne au début…

J'ai été très nuancé avec lui (Hollande - ndlr) pendant les trois premières années de son quinquennat (Pendant lesquelles il a adopté le TSCG, l'ANI, etc. une paille, quelle loque ! - LVOG) . Puis, j'ai eu le projet de la loi El Khomri entre les mains. Je n'aurais jamais imaginé que ce serait aussi scandaleux. C'est le pire texte jamais produit depuis un siècle. Macron et Valls, c'est la faute de Hollande. Tout le monde le sait. LePoint.fr 17.06

Bernie Sanders qui s'apprête à rallier H. Clinton et Corbyn qui se pose en porte-parole de l'UE, après on comprend pourquoi rien ne fera "céder" Filoche puisqu'il a déjà céder sur l'essentiel, quel démagogue !

Tenez, monsieur Filoche, il ne manquait plus que vous sur la photo de famille.

- David Cameron et Jeremy Corbyn côte à côte pour rendre hommage à Jo Cox - L'Express.fr 17.06

Tout fout le camp...

- Tesson - La Ve République est gangrenée - LePoint.fr

- Macron sur le Brexit: on est "à la fin d'une Europe ultra-libérale" - AFP

Le référendum organisé au Royaume-Uni sur une sortie ou pas de l'Union européenne montre qu'on est à "la fin d'une Europe ultra-libérale qui n'a plus de projet politique", a estimé vendredi le ministre de l'Economie Emmanuel Macron, qui a appelé à sa "refondation". AFP 17.06

Martinez négocie sa capitulation.

- Loi travail: Myriam El Khomri et Philippe Martinez constatent leurs désaccords - AFP

La ministre du Travail et le secrétaire général de la CGT ont fait le constat de leurs désaccords persistants sur la loi travail vendredi à l'issue d'une rencontre très attendue, la première depuis début mars, qui leur a toutefois permis de renouer le dialogue.

"Il y a des points de désaccords entre la CGT et le gouvernement sur des choses de fond, ces désaccords se sont confirmés aujourd'hui", a déclaré Philippe Martinez à sa sortie du ministère du Travail, après un entretien d'environ une heure et demie avec Myriam El Khomri.

Cette dernière a confirmé que le gouvernement et la CGT n'avaient "pas trouvé de consensus". "Nous avons des désaccords qui ne sont pas nouveaux", a-t-elle ajouté, mais "nous avons eu un échange constructif, argumenté, sur cette primauté que nous entendons donner à l'accord d'entreprise" sur l'accord de branche, l'un des points du texte auxquels s'oppose la CGT.

Tout en insistant sur le respect de la hiérarchie des normes, M. Martinez a évoqué pour la première fois de possibles "dérogations" dans les entreprises, dont le bien-fondé serait contrôlé par une "commission de branche".

Parmi les divergences avec le gouvernement, il a cité les questions "des licenciements économiques, de la médecine du travail, du référendum" d'entreprise. "Il faut retirer ou réécrire ces articles", a-t-il insisté.

M. Martinez a fait des propositions en ce sens à Mme El Khomri, qui a assuré qu'elle allait les "regarder attentivement".

Après avoir récemment accusé la CGT de pratiquer "la politique de la chaise vide", la ministre a estimé qu'il était "important" d'avoir "renoué le dialogue" avec la centrale de Montreuil.

L'absence de consensus sur la loi travail "ne veut pas dire que nous ne sommes pas en capacité de mieux travailler ensemble", a-t-elle ajouté.

Toutefois, le gouvernement ne retirera pas les articles qui fâchent la CGT. "Enrichir le texte oui, mais sans en dénaturer la philosophie, c'est très clair de ce point de vue-là, et notamment la primauté de l'accord d'entreprise en matière de temps de travail", a-t-elle déclaré.

Il a l'opinion publique pour lui: plus de six Français sur dix (64%) estiment que, "face aux mouvements sociaux", le gouvernement "doit retirer" le projet de loi travail, selon un sondage Tilder/LCI/OpinionWay.

Parmi ses militants, certains restent sur la ligne dure du retrait, quand d'autres s'interrogent sur la capacité de la CGT à maintenir une mobilisation en perte de vitesse face à un gouvernement inflexible.

La première organisation syndicale doit aussi compter avec les six autres membres de l'intersyndicale (FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL, Fidl), qui se montrent "déterminés".

FO a prévenu: "S'il prenait l'idée au gouvernement de passer en force à l'Assemblée nationale en juillet avec le 49-3, elle ne lâcherait pas, y compris à la rentrée." M. Martinez a lui-même indiqué vendredi qu'il ne voyait "aucune raison" de renoncer aux prochaines journées d'action.

Le 23 juin, l'intersyndicale appelle à des grèves, rassemblements, manifestations. Le 28 juin, jour du vote au Sénat, nouvelles grèves et manifestation. Elle compte aussi remettre les résultats de la votation citoyenne qu'elle a organisée à la Présidence de la République.

L'exécutif a menacé d'interdire les manifestations après les nouvelles violences intervenues lors du défilé parisien mardi contre la loi travail. AFP 17.06

Le parti officiel de l'ordre est encouragé par Hollande-Valls à faire du zèle.

- Loi travail: Bruno Le Roux (PS) n'exclut pas un recours au 49-3 - AFP

Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée nationale a affirmé vendredi ne pas exclure que le gouvernement puisse recourir à l'article 49-3 pour l'adoption en deuxième lecture de la loi travail. AFP 17.06

- Demande d'une commission d'enquête sur les syndicats - Reuters

Une quarantaine de députés de droite demandent la création d'une commission d'enquête sur la représentativité syndicale dans le but de proposer des réformes, en pleine contestation sociale du projet de réforme du Code du travail.

"Il s'agit de réformer le syndicalisme français et son fonctionnement, face à l'absence d'initiatives du gouvernement sur ce sujet urgent", affirment les députés dans un communiqué.

Dans l'exposé des motifs de leur proposition, les élus de droite protestent contre le fait que "depuis plus de trois mois, une minorité syndicale tente de paralyser le pays".

"A l'heure où la réforme de notre Code du Travail est plus que jamais urgente, attendue et cruciale, le gouvernement refuse de s'attaquer à la racine de notre blocage : la représentativité syndicale", affirment-ils.

"Est-il normal qu'une organisation syndicale comme la CGT, qui compte 688.000 adhérents, soit seulement 2,6% des salariés, bloque nos secteurs stratégiques ?", s'interrogent-ils.

Les députés LR soulignent que, d'après l'OCDE, seulement 8 % de la population active française est syndiquée et seulement 5 % dans le secteur privé alors que "la moyenne européenne tourne pourtant autour de 25 % par pays". Reuters 17.06

La BCE se languit et en remet une couche.

- Benoît Coeuré (BCE) : la France "encore à la traîne" sur ses réformes du marché du travail - Atlantico.fr

La Banque centrale européenne (BCE) a adressé le 17 juin un messages politiques aux gouvernements européens, par la voix d'un de ses membres du directoire, Benoît Coeuré, rapporte le quotidien Les Échos.

Même si plusieurs pays en crise (Espagne, Italie, Portugal et Grèce) ont adopté des plans pour alléger les coûts de leur marché du travail, du côté de la France, M. Coeuré est plus réservé, la voyant "encore à la traîne" sur ce point.

Selon M. Coeuré, il faudrait au préalable libéraliser les marchés des produits et services, mesure que les gouvernements européens ont plutôt écartée, en privilégiant d'abord les grandes réformes pour l'emploi. Atlantico.fr 17.06

Les fachos sont de sortie.

- Le "Printemps patriotique" de l'extrême droite européenne - Reuters

Portés par leur progression électorale et les perspectives d'un possible Brexit, les partis européens d'extrême droite, réunis vendredi à Vienne, ont annoncé qu'ils allaient travailler à l'émergence d'un "Printemps patriotique" qui fera reculer les pouvoirs de l'Union européenne et stoppera les flux migratoires en provenance du Moyen-Orient. Reuters 17.06

- Loi Travail : le gouvernement est incapable d'assurer la sécurité, selon Philippot - Francetv info

Le vice-président du Front national était l'invité du Grand Soir 3, ce jeudi 16 juin. Il a notamment évoqué les violents incidents qui ont émaillé la dernière manifestation contre la loi El Khomri. Francetv info 17.06

- Gilbert Collard : « Les casseurs appartiennent à la mouvance des islamo-gauchistes » - Public Sénat

Invité de Territoires d'Infos sur Public Sénat et Sud Radio vendredi, le député FN Rassemblement bleu marine Gilbert Collard, a dénoncé les casseurs des dernières manifestations contre la loi travail. Il y voit des « islamo-gauchistes ». Public Sénat 17.06

- Les 4 Vérités - Un "printemps du patriotisme un peu partout en Europe", selon Nicolas Bay - Francetv info

Le secrétaire général du Front national, Nicolas Bay, est l'invité de Roland Sicard sur le plateau des 4 Vérités de France 2 ce vendredi 17 juin. Francetv info 17.06

Le rejet qui appelle le retrait de la loi Travail

- Sondage : le rejet de Hollande s'amplifie à gauche - LeFigaro.fr

Selon une enquête TNS Sofres OnePoint pour RTL , LCI et Le Figaro , seuls 19 % des sympathisants de gauche estiment que le chef de l'État serait le meilleur candidat pour affronter la droite en 2017.

Un nouveau sondage catastrophique. Pour François Hollande, chaque enquête apparaît comme un couteau remué dans la plaie. Notre enquête TNS Sofres OnePoint pour RTL, LCI et Le Figaro vient en effet doucher encore un peu plus les espoirs de réélection du président de la République, s'il lui prenait l'envie de se représenter.

Mais c'est auprès de l'ensemble des Français que le chef de l'État est jugé le moins bon des candidats de gauche. Il est même relégué, avec 7%, en queue de liste avec ce qui est communément appelé les «petits candidats»… LeFigaro.fr 17.06

Place à la lutte des classes.

- Sur internet et dans les médias: l'inéxorable épuisement de Nuit Debout - Slate.fr

Le ballon de baudruche se dégonfle lentement mais surement. Nuit Debout (...) n'attire plus les curieux ni sur la place où les derniers regroupements ponctuels sont au mieux sporadiques ni sur internet comme le montre le graphique de Google Trends. De même les médias y consacrent moins d'articles avec le temps.

Dès le début du mouvement, on trouve plus d'un demi-millier d'articles par jour sur Nuit Debout par l'intermédiaire de Google Actualités. La thématique atteint même un pic pendant la semaine du 11 avril en fleurtant avec les 1.000 articles consacrés au sujet chaque jour. Puis c'est la perte de vitesse. Si la semaine du 25 avril avoisine les 500 publications quotidiennes, celle du 2 mai, dominée par des mouvements de grève plus généralisés, avale Nuit Debout qui rassemble entre 150 et 200 articles par jour jusqu'à la semaine du 23 mai.

À partir de cette date, la pénurie de carburant dans l'Hexagone domine les débats, tout comme la crue de la Seine quelques jours plus tard. On ne trouve alors guère plus d'une dizaine d'articles accordés à l'action citoyenne débutée deux mois plus tôt. Une tendance que l'on retrouve jusqu'à la semaine du 13 juin. Prouvant une nouvelle fois que sur internet, chez les internautes ou dans les rédactions, Nuit Debout s'est essouflé. Peu à peu depuis la fin avril, ce sont les manifestations et le bras de fer opposant le gouvernement et la CGT qui ont été suivis avec davantage d'intérêt. Slate.fr 17.06

On conçoit que Slate soit dépité. Il faut dire qu'affronter le gouvernement, c'est autre chose que passer son temps à rêvasser à un monde meilleur...

Calcul d'épicier

- L'Insee confirme la reprise en France en 2016 - Liberation.fr

Avec 1,6% de croissance estimée pour l'ensemble de l'année, l'économie créerait assez d'emplois pour faire baisser le chômage de 0,4 point. Liberation.fr 17.06

Ils inventent l'augmentation rétroactive.

- Hausse rétroactive des tarifs réglementés de l'électricité « de 1,50 euro par mois sur 18 mois » - lefigaro.fr

Quelque 28 millions de ménages et les plus gros consommateurs d'électricité devront s'acquitter d'une augmentation rétroactive de leur facture. Le Conseil d'Etat a en effet annoncé, mercredi 15 juin, l'annulation d'un arrêté qui limitait à 2,5 % l'augmentation des tarifs de l'électricité survenue en 2014 et qui portait sur la période du 1er novembre 2014 au 31 juillet 2015. Il estime que ces tarifs « avaient été fixés à un niveau manifestement insuffisant pour assurer le rattrapage des écarts tarifaires passés ». La haute juridiction donne trois mois au gouvernement pour publier de nouveaux arrêtés fixant cette hausse rétroactive.

Ce rattrapage sera d'environ « 1,50 euro par mois sur dix-huit mois », soit une trentaine d'euros en moyenne par foyer, a précisé Ségolène Royal, la ministre de l'environnement et de l'énergie, jeudi matin, sur Europe 1. Elle a également indiqué que la hausse prévue au 1er août pour la période 2016-2017 sera « de moins de 1 %, peut-être aux alentours de 0,5 % ». lefigaro.fr 16.06

Aux Etats-Unis cela fait belle lurette qu'ils ont inventé les taxes ou impôts rétroactifs...

Etat policier. Il fallait l'inventer, c'est fait.

- Les députés font du sexisme une circonstance aggravante des crimes et délits - 20minutes.fr

Un amendement socialiste adopté jeudi soir ajoute à l'article 132-77 du code pénal la mention des crimes et délits perpétrés contre des personnes en raison de « leur sexe » comme motif de circonstances aggravantes.

Selon l'exposé des motifs de l'amendement porté par Maud Olivier, membre de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée, c'est un « enjeu sociétal » et les institutions internationales recommandent de prendre en compte le caractère sexiste.

Sur le même sujet, un amendement du gouvernement également adopté en commission vise à interdire tout agissement sexiste dans la fonction publique, en ajoutant à la loi qu'« aucun fonctionnaire ne doit subir » de tels agissements. 20minutes.fr 17.06

Qui irait tuer une personne en raison de son sexe à part peut-être des députés du PS ou d'EELV ?

Imaginez que vous soyez fonctionnaire et que vous fassiez une blague à une fonctionnaire, il suffirait qu'elle détourne cette blague en lui donnant un contenu sexiste pour que vous soyez sanctionné. Quel bande de salopards !

Messieurs les assassins, si vous ne voulez pas agraver votre cas, choisissez le sexe de votre victime, un mâle de préférence si vous en êtes un, mais assurez-vous tout de même qu'il ne soit pas homosexuel pour ne pas être accusé d'homophobie, un blanc de préférence si vous êtes blanc pour ne pas être accusé de racisme, un bon Français de préférence pour ne pas être accusé de xénophobie, bref, cela va restreindre considérablement le champ de vos victimes potentiels au point de rendre votre passage à l'acte impossible, entre nous, vous pouvez aussi vous suicider, là personne ne vous reprochera quoi que ce soit, quoique...

Les membres du PS respirent, transpirent, suintent, dégoulinent de haine envers tous ceux qui ont le privilège de ne pas leur ressembler et c'est tout à leur honneur.

Quand cela les arrange ou selon les circonstances, les femmes prétendent être inférieures aux hommes ou recherchent leur protection, pour ensuite les accuser d'être dominateurs ou possessifs ou je ne sais quoi encore, car elles ne savent pas ce qu'elles veulent, ce qu'on ne leur reprochera pas puisque la société ne leur offre pas pas d'autres alternatives que d'être dominées ou dominatrices, de reproduire les rapports sociaux existant entre les classes sans en avoir conscience.

La femme l'égale de l'homme, cela ne peut pas exister sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, y avez-vous déjà pensé ? J'ai cru généreusement et naïvement le contraire autrefois et mal m'en a pris, erreur fatale, j'ai été jeté comme un chien ayant la rage à l'arrivée, une bien cruelle injustice.

Le législateur instrumentalise donc cette situation et leur inconscience pour renforcer son appareil répressif, et les abrutis de féministes (y compris de gauche et d'extrême gauche) d'applaudir à tout rompre, normal elles ou ils n'ont aucune conscience de classe, aussi se rangent-ils au côté du législateur sans qu'il y ait besoin de rappeler les intérêts de quelle classe il représente.

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats.

- Washington fustige Moscou après l'attaque de groupes luttant contre l'Etat islamique - LeMonde.fr

Les frappes russes ont visé certains combattants soutenus par le Pentagone, jeudi, en Syrie. Lors d'une conférence de presse, le secrétaire à la défense des Etats-Unis a estimé qu'il pourrait s'agir d'une erreur. LeMonde.fr 17.06

Combattants soutenus par le Pentagone qui sont en réalité issus du Front Al-Nosra et soutenus par l'Arabie saoudite, mais que les Américains ont refusé de mettre sur la liste des groupes terroristes...

- Venezuela: des détenus sortis de prison pour défendre le président - AFP

Le gouvernement vénézuélien a fait sortir de prison vendredi plusieurs centaines de détenus afin qu'ils manifestent pour dénoncer l'utilisation frauduleuse par l'opposition de leurs signatures en faveur d'un référendum pour révoquer le président Nicolas Maduro. AFP 17.06

Sans doute une pure invention de l'opposition liée aux Américains reprise complaisamment par l'Agence Française de Propagande...

Intox.

- Accord préliminaire à l'UE sur la lutte contre l'évasion fiscale - Reuters

Les pays membres de l'Union européenne ont conclu vendredi un accord provisoire sur de nouvelles règles visant à lutter contre l'évasion fiscale des multinationales mais certaines dispositions ont été édulcorées par rapport à leur version initiale...

Reuters 17.06

Ouf!

- Migrants : Médecins sans frontières refuse les aides financières de l'UE - Atlantico.fr

Ce vendredi, MSF annonce qu'il n'acceptera plus les fonds en provenance de l'Union européenne, en désaccord sur sa politique de gestion de la crise des migrants. Atlantico.fr 17.06

Cette ONG acceptera celles de l'ONU, d'Israël ou des Américains...

Bienvenue en oligarchie

- Aux États-Unis, une personne reconnue pour la première fois «ni homme, ni femme»

Jamie Shupe, né homme, a vécu 50 ans en tant que femme. La justice américaine vient de l'autoriser à ne plus se définir en fonction de son sexe. En France, des associations réclament la mention de «genre» plutôt que «sexe» sur les papiers d'identité. LeFigaro.fr

Même pas un homo sapiens, puisqu'on ne peut pas lui appliquer la définition du dictionnaire : Espèce zoologique formée par l'Homme au sein des Primates ou encore l'homme, en tant qu'espèce capable de pensée abstraite, de connaissance. (Le Grand Robert de la langue française).

- Appel à témoignages : parents gays, comment parler d'Orlando à vos enfants ?

L'attentat, qui a fait 49 morts dans la ville américaine, dimanche, soulève des questions au sein de la communauté LGBT, notamment celle des mots à employer pour s'adresser aux plus jeunes. Racontez-nous votre expérience. Liberation.fr

Quels enfants ?

- Taylor Swift et Calvin Harris: l'amour dure trois Instagram

La chanteuse et le DJ ont raconté leur vie de couple sur les réseaux sociaux, des premiers émois à la rupture douloureuse. Avant de tout effacer. En vain.«TayVin» était le couple le plus parfait au monde. Ou le plus agaçant. Ou le plus flippant. Slate.fr

- Bac de français 2016 : de « mâles louanges » qui relancent les critiques sur le manque d'auteures

Encore une fois, aucune femme écrivain n'a figuré aux épreuves de français du bac général et technologique. Et le texte empreint de testostérone d'Anatole France n'a rien arrangé. LeMonde.fr

Les chiens de garde de la pensée unique veillent...

Ce sont des obsédés, non ?

- En Chine, des prêts contre des photos dénudées

Vous connaissez les prêteurs sur gage ? Ces boutiques glauques qu'on voit souvent dans les films américains et dans lesquelles les personnages en rade d'argent déposent un objet pour obtenir du cash ? En Chine, il semblerait que ce métier se renouvelle sur Internet. Rue89

Ah ces Chinois !

- Selon une étude, les femmes diffusent mieux la propagande extrémiste

Disposant d'un rôle plus central sur les réseaux sociaux que les hommes, elles constitueraient le principal vecteur de la parole terroriste. Les apparences sont parfois trompeuses. Alors que notre image des réseaux terroristes est essentiellement masculine... Slate.fr

Voilà de quoi vous faire aimer un peu plus les femmes...

- Brexit: pourquoi les référendums sont plus violents que les élections

Comparé aux autres élections, le résultat est plus définitif.Les référendums sont souvent des moments particulièrement intenses dans l'histoire politique d'un pays. Souvenez-vous de celui du 29 mai 2005 en France, sur le traité établissant une constitution pour l'Europe. Slate.fr

On comprend pourquoi ils détestent les référendums...

- L'État islamique et al-Qaida seront-ils éternellement rivaux?

L'union aurait des avantages, mais les objectifs des deux groupes sont bien différents. - Slate.fr

Un regret, avec les encouragements de Slate...

- La footophobie, ce mal français - Slate.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Brésil : démission d'un troisième ministre dans le cadre de l'affaire Petrobras - LeMonde.fr

Au pouvoir depuis moins d'un mois, le président par intérim Michel Temer a dû essuyer le départ de son ministre de la planification, de celui de la transparence et maintenant du ministre du tourisme. LeMonde.fr 16.06

Venezuela

- Venezuela : la capitale de l'Etat de Sucre en «quasi état de siège» - LeFigaro.fr

Mardi 14 juin, de graves émeutes ont eu lieu à Cumana, capitale de l'Etat de Sucre au Nord-est du pays. Trois personnes ont été tuées par la police qui a procédé à plus de 400 arrestations. Des dizaines de commerces ont été pillés. LeFigaro.fr 16.06

Croatie

- Le gouvernement croate n'aura tenu que cinq mois - euronews.com

Le Parlement croate a adopté une motion de défiance à l'encontre du gouvernement de droite, à 125 voix contre 15 ce jeudi. Le cabinet chute cinq mois seulement après l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Tihomir Oreskovic, un homme d'affaires sans expérience politique.

Cinq mois que ce dernier essuie des critiques, sur le virage à droite entrepris par le pays et la minimisation, par son gouvernement, des crimes du régime oustachi pro-nazi. Les nationalistes du HDZ, principal parti de la coalition, avaient annoncé la veille qu'ils retiraient leur soutien au cabinet, formé avec le Most, de centre-droit. euronews.com 16.06

Haut de page

Le 19 juin 2016

CAUSERIE

Le chiffre du jour : 497.

C'est le nombre de clochards (sans-abri) qui sont décédés en France en 2015 selon le Collectif «Les morts de la rue».

A quoi rêvent les hyper riches. A un Dreamliner !

Voilà un Boeing Business Jet ou Boeing 787-8 disposant d'un espace de 230 m² entièrement conçu comme un appartement de luxe avec profusion d'écrans géants, divans convertibles, lit king-size, marbre dans la salle de bain, douche italienne. Il est destiné à accueillir seulement une quarantaine de passagers. Il a été acquis pour la bagatelle de 315 millions de dollars les luxueuses modifications incluses, par la compagnie chinoise HNA qui le louera à une riche clientèle. Source : bfmbusiness.bfmtv.com 18.06

Fan zone, c'est quoi ?

Un nouveau camp d'internement ? Pour les humains ou le bétail ?

Un espace de divertissement collectif paraît-il ! Et tout a été prévu, les "fans" sont canalisés vers cet enclos gardé par des vigiles, protégé par des policiers, surveillé par des caméras, un vrai espace de liberté... Ah ben ouais, il vaut mieux s'habituer tout de suite à vivre au quotidien sous protection pour se sentir vraiment bien ou en sécurité dans la société du futur merveilleuse qui prend corps sous nos yeux...

Existe-t-il au monde quelque chose de plus abrutissant que le sport, disons en tant que spectateur, à part les jeux vidéos ?

Je réagis à retardement, en étant à 10.000 kms et en ayant quité la France depuis 20 ans, je n'y ai pas remis les pieds depuis 2002, je découvre des trucs incensés qui n'existaient pas à cette époque. Je dis cela pour ceux qui découvrent ce portail.

La faillite du concept de droit international était inscrite dès sa formulation ou dans ses gènes.

Grille de lecture.

C'est ce constat que les intellectuels s'acharnent à refuser d'admettre.

Plus encore qu'à d'autres époques, sous l'impérialisme c'est par le recours à la force, à la violence, à la guerre que se règlent les conflits entre Etats, et cela n'a pas changé depuis le début du XXe siècle, y compris pendant les périodes de pays armés.

La réalité, c'est qu'en fonction de l'intérêt qu'ils portent à certaines causes selon des critères individuels ou sélectifs qui n'ont rien à voir avec une véritable prise de conscience du développement du capitalisme, les intellectuels s'accommodent habituellement du capitalisme et des conséquences de ses méfaits sur les peuples comme si ces derniers pouvaient finalement les imiter, bien que figurant dans une position bien plus inconfortable que la leur.

En gros, ce sont des bavards et rien de plus, qui n'apportent rien de plus.

Le droit international a été dicté par l'impérialisme dominant en fonction de ses besoins et des rapports qu'il tendait à imposer aux autres puissances impérialistes, rapports étendus ensuite aux autres nations plus faibles, dominées ou vassalisées aux différents impérialistes, dont l'indépendance ou la souveraineté n'ont jamais été davantage que le produit d'un statu quo précaire ou de circonstance, que les intellectuels, mais pas seulement, ont pris aux mots en se contentant des apparences qui un jour ou l'autre devaient voler en éclats, c'est cela qui les étonnent ou les scandalisent aujourd'hui après avoir cautionné cette mystification pendant des décennies.

Ils oublient que le droit international est né dans la douleur de guerres impérialistes dont le seul perdant ne pouvait être que le prolétariat, les peuples exploités et opprimés, donc forcément les représentants de l'impérialisme victorieux n'allaient pas édicter un droit favorable à ces peuples qu'il venait juste d'envoyer à la boucherie, un peu de sérieux s'il vous plaît.

Maintenant qu'il ait dû tenir compte du rapport établi entre les classes à un moment donné, ne l'engageait nullement à le respecter dès lors que la classe des capitalistes conservaient le pouvoir économique et politique, elle devait forcément tirer profit de cet avantage pour le pousser plus loin encore dès que les conditions le permettraient, conditions qu'elle n'aurait de cesse de contribuer à réunir pour se lancer dans une nouvelle offensive contre le prolétariat mondial, bazardant par dessus bord les traités qu'elle avait rédigés et signés quelques décennies plus tôt comme s'il s'agissait de vulgaires morceaux de papier sans intérêt.

Sa désinvolture, son audace, son arrogeance surprendront ceux qui avaient fait une fixation sur ce principe, pour avoir ignoré le processus historique dans lequel il s'inscrivait et qui allait poursuivre son évolution en fonction de la crise du capitalisme, facteur déterminant qui en réalité en était à l'origine, la guerre n'ayant résolue aucune des contradictions du capitalisme, celles-

ci devaient à terme s'imposer et faire voler (à nouveau) en éclats cette fragile et boîteuse construction qu'ils ont appelé le droit international, au profit de la loi du plus fort, de l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain.

- Le droit international et les puissances occidentales : tentatives de liquidation - legrandsoir.info

Extraits.

Aujourd'hui, à l'instigation surtout des États-Unis (EU), qui ont tous les moyens à leur disposition, le droit international fait l'objet de manipulations : il est instrumentalisé pour des causes qui lui sont contraires. Il est même victime d'une tentative de liquidation, du moins dans tous les secteurs qui handicapent la liberté de manoeuvre des grandes puissances, particulièrement les EU.

C'est ainsi, par exemple, que la « non ingérence » dans les affaires intérieures des États et des peuples, disposition centrale de la Charte des Nations unies, devient par la grâce « étasunienne » son contraire avec l'ingérence dite « humanitaire » et le « devoir de protéger » les peuples contre leur propre État. La pratique de quelques Puissances, désireuses de produire à elles seules un « droit coutumier », devient une source fondamentale en lieu et place de l'accord entre États.

Cette pratique présente les caractères les plus arbitraires, les plus discriminatoires et les plus contradictoires : elle ne relève d'aucun principe, quel que soit le discours officiel, mais d'une simple évaluation des rapports de force et des possibilités qu'ils ouvrent. C'est qu'en effet dans tous les États, y compris ceux se réclamant haut et fort de la démocratie, la politique étrangère est entre les seules mains des Chefs d'État et de gouvernement, assistés de leurs services plus ou moins spéciaux, en collaboration avec les ministres de la Défense et des Affaires étrangères. Les peuples et leurs représentants sont réduits à n'être que des sujets : malgré les discours sur la « mondialisation heureuse », l'homme est toujours en exil dans la société internationale. Roland et Monique Weyl ont raison lorsqu'ils constatent une « abdication » citoyenne. Seules, pourtant, les organisations populaires peuvent prendre en charge le Droit international, après avoir pris conscience de l'importance politique de ses principes et de ses normes aptes à limiter tous les pouvoirs publics et privés.

Le droit international devient un ensemble de normes confuses dont on ne connaît avec précision ni les sources réelles ni le contenu. Il perd toute pertinence dans la mesure où même les règles les plus limpides font l'objet d'interprétations obscures mais « utiles » à certains intérêts. Malgré toutes ses faiblesses, cette doctrine dominante peut se contredire sans se discréditer en raison de l'absence de mémoire politique de l'opinion et du caractère opportuniste de ses prises de positions successives.

La plupart des juristes s'inscrivent dans le climat ambiant, adhérant à l'agenda de leur gouvernement, et ne se placent pas à contre courant. Bien que les problèmes sociaux les plus massifs, telle la malnutrition, l'insuffisant accès aux soins, à l'éducation, au logement, au travail et aux ressources vitales, telle que l'eau demeurent irrésolus et n'ont pas de perspectives de solutions à court ou moyen terme, les acteurs du monde occidental, dont les juristes ou les ONG, qui sont en mesure de sensibiliser l'opinion, acceptent la logique du système socio-politique. Le sort des pandas ou des baleines peut, dans certains cas, prendre la place de la misère des bidonvilles du Tiers Monde ; les oppositions raciales ou religieuses, artificiellement gonflées, parce qu'elles opposent les pauvres entre eux, peuvent se substituer avec avantage aux clivages sociaux qui mettent en cause les intérêts dominants ; le spectacle sportif international peut devenir un « opium » des peuples tout comme l'étaient les jeux de cirque durant l'Antiquité. L'ensemble de ces diversions pervertissent tous les combats, y compris juridiques. Par exemple, les luttes en faveur des droits humains se transforment en une bataille pour les seuls droits électoraux ; les luttes anticoloniales (comme celle des Palestiniens) se liquéfient en problème exclusivement humanitaire...

L'« optimisme », qui n'a aucune signification scientifique, est pourtant dominant, quelles que soient les crises multiples et les drames humains qui se produisent (par exemple, la question palestinienne ou la question afghane). Lorsque l'échec des politiques occidentales est patent, constituant des « exemples » peu « exemplaires », les juristes néoconservateurs « passent à autre chose » : rien de plus éclairant que de suivre les travaux successifs d'un même auteur et de constater ses autocorrections ! La sérénité reste de rigueur : « l'ordonnancement international sera durablement le résultat d'un équilibre (...) entre les exigences de liberté et celles de la solidarité » (3). Pas question de déséquilibre et d'inégalité flagrante puisque, est-il dit, « l'Humanité est aujourd'hui plus consciente que jamais de son unité »... C'est ainsi, par exemple, que l'échec de la gestion de la « paix » imposée en Irak et de l'occupation est occulté par la chute de la dictature ; même chose pour les interventions en Afghanistan conclues par le renversement du régime taliban, même si le conflit se prolonge sans résultat ; on passe outre le chaos libyen postérieur à l'intervention de l'OTAN et les multiples conséquences dans l'environnement régional de la Libye (en particulier au Mali).

Sur le plan de la doctrine, les ONG occidentales adoptent la même attitude que les médias : le silence s'impose lorsque les initiatives euro-étatsuniennes ne sont pas couronnées de succès. L'exemple le plus flagrant est celui des accords d'Oslo en 1993 présentés comme « permettant de faire entrer le Moyen Orient dans une ère nouvelle » sans que, vingt ans après, on ne souligne leur échec total. Quant à l'Union Européenne, opportunément récipiendaire du Prix Nobel de la Paix 2012, succédant au marché commun qui devait aboutir, selon tous les juristes spécialistes, à la prospérité générale, elle reste, malgré ses 25 millions de chômeurs et ses spéculations bancaires, positivement évaluée.

La « lobbycratie » de Bruxelles n'est en rien remise en cause par les juristes européens. Plus généralement, on reste attaché

au monde « globalisé », « unifié » par l'économie de marché et les grandes firmes, on demeure hostile à la souveraineté des États (4). On se désintéresse du sous-développement qui n'a pas reculé. Ce sont le « droit des affaires internationales », avec les règles de l'OMC, la jurisprudence de son organe de règlement des conflits, les instruments juridiques d'ajustement structurel du FMI, les opérations financières du système bancaire international et de la Banque mondiale, qui seuls peuvent permettre la « croissance » pour tous !

Ce sont les médias et l'intense propagande pro-étasunienne et pro-capitaliste qui créent le climat nécessaire (5) à l'acceptation de ce qui doit, selon les EU et leurs alliés, passer pour du droit alors que les normes ne peuvent changer qu'avec l'accord des États (voir les arrêts de la Cour internationale de justice qui le rappellent expressément dans l'affaire « Détroit de Corfou », 1949, et celle concernant le « différend Nicaragua/EU », 1986).

Les violations flagrantes se transforment en interprétations « souples » (6), « justifiées » par des besoins humanitaires auxquels nul État ne saurait se soustraire : c'est ainsi que l'agression devient une opération de protection des personnes civiles. Il en a été ainsi pour les affaires yougoslave, irakienne, libyenne. Le droit cède devant le « devoir » : une Faculté de droit de Paris, assistée du docteur Kouchner et du juriste Mario Bettati, a ainsi, avec l'appui de la plus haute autorité française, réinventé « l'ingérence humanitaire », produit archaïque du XIXe siècle intitulé à l'époque « intervention d'humanité » visant à protéger les chrétiens d'Orient !

Certes, le droit international ne s'est jamais bien porté : tous les États, au prorata de leur force, l'ont violé, bien que contribuant aussi à le façonner. Mais la situation est telle aujourd'hui, y compris dans les milieux juridiques, qu'il est difficile d'aller à contre-courant lorsqu'une thèse a été martelée à tel point qu'évoquer simplement la légalité apparaît comme un « engagement idéologique immoral ».

Le monde est en crise et le droit international est entré dans un coma profond. investigaction.net - legrandsoir.info 18.06

Place à la lutte des classes messieurs les intellectuels. Il ne vous reste plus qu'à assumer votre soumission au capitalisme ou à l'affronter ainsi que ses institutions. On sait, c'est dur à admettre, mais il n'existe pas d'autres alternatives. En vous prosternant devant le droit international vous avez voulu faire dans la demi-mesure, voyez où cela vous a mené, nulle part, soyez honnêtes, admettez-le...

Nos droits sont légitimes, et il est légitime qu'on impose leur respect par n'importe quels moyens.

- 60% des Français considèrent "justifiée" la mobilisation contre la loi travail - AFP

Une majorité des Français, 60%, considèrent "justifié" le mouvement contre la loi travail et ce malgré les violences lors de la manifestation parisienne du 14 juin, selon un sondage Ifop à paraître dans Dimanche Ouest-France. AFP 18.06

En complément. Ce serait tellement mieux un "vote normal au Parlement" et un "gouvernement plus ouvert".

Pour Mailly (FO), samedi sur France Inter : "le gouvernement est maintenant confronté à un double choix: ou il ne change rien, il reste ferme sur ses positions en n'écoutant rien sur un projet de loi dont je rappelle qu'il est multiminoritaire (...) ou le gouvernement bouge et on peut espérer un vote normal au Parlement".

"Ou le gouvernement retrouve la raison face à un projet ultra-minoritaire (...) ou c'est un entêtement de caractère politicien et ils prendront leurs responsabilités. Le meilleur moyen d'arrêter les manifestations c'est d'avoir un gouvernement plus ouvert", a-t-il insisté. AFP 18.06

Vivement les vacances, Hollande, Martinez et Mailly vont pouvoir pousser un ouf de soulagement...

- Fin de la grève aux terminaux pétroliers de Fos et Lavéra - Reuters

La CGT a levé la grève qui paralysait depuis 26 jours les terminaux pétroliers de Fos-sur-Mer et de Lavéra (Bouches-du-Rhône), a-t-on appris auprès de la direction de Fluxel, la société qui gère les deux ports pétroliers. Reuters 18.06

De la tendance à la dictature à la tentation du dictateur.

- Loi travail : Manuel Valls souhaite l'annulation des manifestations jeudi - LeMonde.fr

Dans un entretien au Journal du dimanche du 19 juin, Manuel Valls estime que les syndicats opposés au projet de loi travail devraient renoncer aux rassemblements prévus lors de leur prochaine journée d'action, jeudi, en raison du contexte de sécurité actuel. Le premier ministre ajoute qu'il y aura des discussions sur le sujet dans les prochains jours entre les parties concernées.

« Le principe de notre droit, c'est la liberté de manifester. La responsabilité du gouvernement, c'est s'assurer que les conditions de sécurité sont remplies. »

« Compte tenu de la situation, des violences qui ont eu lieu, de l'attentat odieux contre le couple de policiers mais aussi de la tenue de l'Euro, les organisateurs devraient annuler eux-mêmes ces rassemblements. C'est du bon sens ! », argue-t-il. Et d'appeler la Confédération générale du travail (CGT) à « sortir de l'impasse ».

« Or, c'est un fait : des syndicalistes peuvent agir avec des casseurs, c'est inadmissible. Les organisateurs ne veulent pas prendre leurs responsabilités, se désolidariser clairement des violences, si nous constatons que ces manifestations font peser de nouveau un danger pour les forces de l'ordre et les biens publics, alors le gouvernement prendra ses responsabilités. »

Le premier ministre avait laissé entendre cette semaine que l'exécutif pourrait interdire des manifestations après les violences qui ont émaillé celle de mardi à Paris contre le projet de loi. Insinuations

Manuel Valls prend la défense des forces de l'ordre face aux accusations de violence policière des opposants au texte et dément fermement qu'elles aient reçu pour consigne de laisser les casseurs agir. « Jamais nos forces de l'ordre n'ont eu à faire face à autant de situations difficiles en même temps. »

« Alors que deux policiers viennent d'être sauvagement assassinés [lundi à Magnanville], je supporte encore moins les insinuations concernant notre police républicaine sur des prétendues consignes de laisser-faire pour discréditer le mouvement ou sur les soi-disant violences policières. »

Il fait valoir que ceux qui discréditent les mouvements sociaux sont « ceux qui ne condamnent pas les violences, voire y participent ».

Manuel Valls se défend également de toute « posture » dans la bataille autour du projet de loi qui l'oppose à la Confédération générale du travail (CGT) et à son secrétaire général Philippe Martinez. « Je crois au compromis dans l'entreprise et dans la nécessité de faire confiance aux acteurs de terrain. »

« Nous sommes dans un moment de clarification syndicale mais aussi de clarification politique au sein de la gauche. Si nous cédions à la rue, si nous retirions le texte, si nous remettions en cause sa philosophie, ce serait une régression pour les salariés, un coup porté à l'autorité de l'État, cela voudrait dire qu'on ne pourrait plus réformer sauf par la brutalité. » LeMonde.fr 19.06

Etat policier. Parodie de justice, justice arbitraire, à charge, pour l'exemple...

- Manifestation du 14 juin : «J'ai été arrêtée parce que je m'habille en noir» - lemonde.fr

Une « métalleuse » en larmes, un fiché « S » qui veut devenir avocat et un étudiant en philo suréquipé : le défilé des prévenus jugés en comparution immédiate, jeudi 16 juin, deux jours après la manifestation parisienne contre la loi travail marquée par de violents affrontements, n'aura pas beaucoup éclairé sur le profil des « casseurs ».

Dix-huit personnes étaient jugées en comparution immédiate, jeudi, devant le tribunal correctionnel de Paris pour « violences sur personne dépositaire de l'autorité publique ». Lors de la journée d'action, 58 hommes et femmes avaient été appréhendées à Paris et 44 d'entre eux placés en garde à vue. Le préfet de police, Michel Cadot, a estimé à 800 le nombre de « casseurs » qui participaient au défilé. Et accusé certains militants de la CGT d'avoir pris part aux violences, déclenchant une vive polémique entre le syndicat et le gouvernement.

Jeudi, le seul syndicaliste CGT à comparaître, accompagné d'un comité de soutien, obtient le renvoi de son procès. Elu local et employé municipal, il est accusé de violences lors de son interpellation. Placé sous contrôle judiciaire, il échappe au mandat de dépôt.

« Ne laissez pas mourir son chat ! »

Marine B. est la seule femme sur le banc des accusés. « Ne laissez pas mourir son chat ! » Me Adrien Mamère, son avocat est mi-énervé mi-ironique quand il demande la relaxe de sa cliente. Cette assistante d'éducation de 29 ans est en larmes à la barre. Son chat est seul dans son appartement à Amiens depuis mardi. Elle a peur. Mais elle s'inquiète aussi pour elle. « Je travaille pour l'Etat, si j'ai un casier judiciaire, je vais perdre mon travail », articule-t-elle entre les sanglots.

Marine B. est venue mardi avec un bus de Force ouvrière (FO). Un coup de tête pour la jeune femme qui n'est pas syndicalisée. Dès le début de la manifestation, elle s'éloigne du groupe FO avec une amie. Elle veut défiler « en tant que citoyenne libre ». D'autres habitants d'Amiens sont en début de cortège, elle tente de les rejoindre. Mais la jeune femme se retrouve à côté d'un

groupe vêtu de noir, qui jette des projectiles sur les CRS. Ces derniers chargent à ce moment-là. La jeune femme est interpellée vers 14 h 30 avant d'être conduite à l'hôpital. Trois points de suture le crâne, trois jours d'arrêt de travail. « Je me suis juste mis en boule après avoir reçu un coup à la tête, lâche-t-elle. J'ai été arrêté parce que je m'habille en noir, j'ai un look de métalleuse. » Après avoir répété sans relâche qu'elle était « au mauvais endroit, au mauvais moment », la jeune femme fond de nouveau en larmes. Le procureur requiert six mois de sursis et d'interdiction de se rendre à Paris. Elle est relaxée.

Masque de carnaval

D'après les forces de l'ordre, à 17 h 30 mardi, Faisal A. jetait des pierres sur l'esplanade des Invalides. Ou plutôt voulait le faire. Le jeune homme assure qu'il s'était baissé pour refaire son lacet, et non pour ramasser des cailloux. A 27 ans, cet étudiant parisien vient d'obtenir son master en droit des affaires. Il veut passer l'examen du barreau en septembre. Surprise, Faisal A. fait l'objet d'une fiche « S ». « Je l'apprends », assure-t-il. « C'est à cause de mes engagements de militant antiraciste et anti-islamophobie. » Son dossier évoque plutôt un port d'arme prohibé, des violences aggravées envers une personne dépositaire de l'ordre public et la présence dans un groupe armé. Tous les soupçons remontent, ou sont antérieurs à 2007. Son casier judiciaire est vierge.

Mais Faisal A. portait mardi deux masques empêchant de l'identifier pendant la manifestation. Un masque de carnaval, vénitien, doublé d'un autre, chirurgical, juste en dessous. « Le chirurgical, pour les gaz lacrymogènes, et le vénitien, pour réaliser de belles photos », explique-t-il avec aisance. Le procureur est ferme. A aucun moment il n'est fait mention de gaz lacrymogènes sur le site, qui justifierait le port d'une quelconque protection. Le jeune homme est condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis, une amende de 300 euros et une interdiction d'aller dans divers lieux propices au rassemblement de la capitale.

Un masque de plongée, une casquette coquée, des protège-tibias, un protège-sexe et un K-Way noir : c'est l'équipement de Quentin G., un étudiant en philosophie de Poitiers, pour la manifestation parisienne. Le jeune homme de 22 ans se défend : « En voyant les images des CRS et manifestants blessés à la télé, j'ai voulu prendre mes précautions. » Il est interpellé en fin d'après-midi, vers 17 h 30, alors qu'il se trouve près d'un groupe d'une cinquantaine d'individus. Des casseurs.

L'un des agents des forces de l'ordre le remarque, l'interpelle. Le jeune homme lui jetait des projectiles, selon l'agent, qui s'est porté partie civile. L'avocate de l'accusé plaide une méprise de la part du policier. Son client n'a pas réalisé, il n'a pas eu le temps de s'éloigner des casseurs. Son profil – il est décrit comme un élève brillant par ses professeurs – ne colle pas du tout avec celui d'un casseur. La présidente lit alors un passage de la déposition de Quentin G. : « Si je devais me préparer à l'affrontement, je prendrais un marteau et une kalachnikov. » De l'ironie, selon son avocate. La présidente laisse échapper une grimace. « Pensez-vous que dans le contexte actuel, il soit judicieux d'utiliser ces termes pendant une garde à vue ? » Quentin G. est finalement condamné à six mois de prison avec sursis et 200 euros d'amende pour préjudice moral contre le policier. lemonde.fr 17.06

Les jeunes qui vont manifester ignorent que tout ce qu'ils diront par la suite en cas d'arrestation sera retenu contre eux, ou qu'ils devront le justifier en prenant le risque de s'emmêler dans leurs explications. Le contexte se prête à se laisser aller à tenir un discours qui sera retenu contre eux, le procureur interprétant abusivement chaque parole en acte ou menace...

Nous exigeons l'annulation de ces peines et la libération immédiate de ces jeunes ou travailleurs. A suivre

Le suicide annoncé, acte I.

- François Hollande prend le risque d'une primaire pour se relégitimer - AFP

Fait inédit dans la Ve République pour un président sortant: François Hollande passera, selon toute vraisemblance, par une primaire s'il veut se représenter en 2017, après la décision du Conseil national du PS d'organiser une telle consultation les 22 et 29 janvier.

À moins d'un an de la présidentielle, le parlement des socialistes a approuvé samedi "à l'unanimité" une résolution affirmant que, "faute de soutien des Verts et du PCF à une primaire de toute la gauche, le Parti socialiste décide d'organiser une primaire ouverte aux acteurs de la Belle Alliance populaire et (à) tous ceux qui soutiendraient la démarche".

Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, avait mis fin vendredi soir à un long suspens, en annonçant son intention de proposer au Conseil national l'organisation de cette primaire ouverte à tous les citoyens, mais resserrée sur le périmètre politique de la Belle Alliance populaire (PS, PRG, écologistes pro gouvernement).

Il a redit samedi qu'il "souhaitait" la participation du président de la République.

"Je crois que le président de la République a hâte d'expliquer quels ont été ses choix (...) et de souligner devant l'ensemble des Français comment il a réussi et comment les résultats, que ce soit de la croissance ou de l'emploi, sont bons aujourd'hui et comment tous les indicateurs sont au vert", a ajouté M. Cambadélis sur TF1.

Lors d'une conférence de presse après le conseil national, le patron du PS a affirmé avoir "prévenu hier François Hollande de (sa) décision". "Il m'a simplement dit que c'était celle du parti socialiste et que cela ne l'étonnait pas".

"Si je ne suis pas en mesure de remporter la primaire, comment pourrais-je espérer remporter la présidentielle?", a confié à des visiteurs le chef de l'État, élu en 2012 après avoir remporté la primaire de son parti, mais actuellement en position très défavorable pour 2017 dans les sondages.

Le calendrier proposé apparaît sur mesure pour le président de la République, qui doit annoncer en décembre sa décision sur une éventuelle candidature pour un second mandat. Le texte propose d'organiser ces "primaires de l'unité les 22 et 29 janvier". La date d'ouverture des candidatures est fixée au 1er décembre, la clôture au 15 décembre.

- 'Dernier clou sur le cercueil' -

Primaire de "relégitimation" pour certains, aveu de faiblesse pour d'autres: l'organisation de la primaire est la preuve qu'il n'y a "plus de candidat naturel" du PS à la présidentielle, selon le député et ancien ministre Benoît Hamon (aile gauche du PS).

Sentiment partagé dans l'opposition: "C'est un peu le dernier clou sur le cercueil électoral du Parti socialiste que d'imposer à un sortant (...) de passer par une primaire", a ironisé sur BFMTV Thierry Solère (LR), président du comité d'organisation de la primaire de droite.

Proche du Premier ministre Manuel Valls -un des participants de la primaire 2011-, le sénateur Luc Carvounas a préféré insister sur la "modernité" d'une telle démarche, M. Cambadélis en soulignant le "panache".

Y a-t-il un risque pour le président de la République ? "Evidemment, c'est un risque", a répondu le premier secrétaire.

"Est-ce que c'est un risque pour Benoît Hamon? Vraisemblablement. Est-ce que c'est un risque pour Arnaud Montebourg? Assurément. Est-ce que c'est un risque pour Marie-Noëlle Lienemann? Certainement. Est-ce que c'est un risque pour Gérard Filoche? Je le pense. Donc tous ceux qui se lancent dans cette campagne, c'est un risque pour eux évidemment", a-t-il glissé, pointant ironiquement la multiplicité des candidatures potentielles sur le flan gauche de M. Hollande.

Dans le camp des partisans de la primaire, les réactions étaient contrastées samedi.

Chef de file des frondeurs, Christian Paul a jugé "acceptable" le texte adopté.

Porte-parole de l'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg, François Kalfon aurait souhaité voir écrit que les modalités 2017 seraient les mêmes que celles de 2011.

Il n'a eu que partiellement gain de cause, la direction du PS ajoutant au texte initial une phrase selon laquelle "les modalités de vote et de débat", qui ne seront fixées définitivement que le 2 octobre, "s'inspireront des primaires citoyennes de 2011".

"Je voudrais dire à l'ensemble des courants de ne pas avoir d'inquiétude", a affirmé M. Cambadélis.

Mais, a-t-il avoué, vu l'organisation "dans l'urgence", il n'y aura "pas autant de votants que la dernière fois", où la participation avait avoisiné les 2,8 millions. AFP 18.06

Voilà le scénario qu'ils ont mis au point.

Le courant ou la coalition de courants qui détient la majorité au sein du PS et qui gouvernent a décidé d'imposer au PS et à ce qu'ils osent appeler la gauche, la candidature de Hollande à l'élection présidentielle de 2017, dès lors il lui est impossible de présenter un autre candidat contre Hollande, Valls par exemple. Et comme à côté les candidatures des autres courants se bousculent, Hollande est sûr de l'emporter.

Par conséquent, la dislocation du PS va s'accélérer, et face à M. Le Pen et Juppé, Hollande est sûr d'être éliminé au premier tour, même si le nombre de candidats dits de gauche ou d'extrême gauche étaient réduits au minimum, pour un peu il pourrait même finir en quatrième position.

Nous appellons au boycott des élections présidentielles et législatives de 2017.

La dictature en marche en France.

- Fan zone Nice: Estrosi (LR) s'insurge contre un vigile qui a fait une prière musulmane - AFP

Christian Estrosi (LR), 1er adjoint de Nice, s'est insurgé samedi contre la présence dans la fan zone de sa ville d'un vigile privé qui a fait vendredi après-midi une prière musulmane dans cet espace et qui appartiendrait selon lui à "une mouvance radicale".

"Nous avons demandé à la police nationale d'intervenir immédiatement et d'exfiltrer cet individu. Après un simple contrôle d'identité, aucune poursuite n'a été engagée", précise M. Estrosi. AFP 18.06

Commentaires d'internautes.

1- "Estrosi qui fête kippa sur la tête Hannoucha peut évidemment donner des leçons (vidéo sur internet). Les politiques ne sont jamais à un paradoxe près ! Quoique, électoralement sa stratégie est payante..."

2- "Le 10 décembre 1948, les 58 États Membres qui constituaient alors l'Assemblée générale ont adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris au Palais de Chaillot .

L'article 18 de cette Déclaration dit :

"Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.""

Mon pauvre monsieur, ils bombardent ou occupent militairement des pays en violant les traités qu'ils ont rédigés et signés, alors imaginez l'idée qu'ils se font de votre Déclaration universelle des droits de l'homme qui n'a pourtant rien de révolutionnaire, ils l'ignorent allègrement.

- A Nice, une Franco-tunisienne condamnée à 3 ans de prison pour apologie du terrorisme - LeMonde.fr

Une Franco-tunisienne de 28 ans, en possession à son domicile d'une impressionnante bibliothèque d'ouvrages fondamentalistes et de vidéos d'exécutions du groupe Etat islamique, a été condamnée vendredi à trois ans de prison ferme, a confirmé le parquet de Nice, samedi 18 juin. La jeune femme, qui transmettait aussi à d'autres ses vidéos et photos de décapitations, a été condamnée pour apologie publique d'un acte de terrorisme et recel de documents faisant l'apologie du terrorisme. La jeune femme du Cannet (Alpes-Maritimes), fichée S (pour « sûreté de l'Etat », revenait d'un voyage en Tunisie, lorsque les douaniers ont contrôlé mercredi ses bagages à l'aéroport, selon Nice-Matin. LeMonde.fr 19.06

- Elle possédait des centaines de photos et vidéos de décapitation: 3 ans ferme pour apologie de terrorisme - nicematin.com

Je reproduis cet article, parce que l'accusation retenue par le parquet d'apologie du terrorisme ne reposait sur aucune preuve. Mieux, le procureur n'a pas été en mesure de prouver que la personne interpelée aurait eu des relations avec des barbares de Daesh, et quant à la diffusion de documents à certaines personnes, livres, articles ou vidéos portant sur les crimes commis par Daesh, rien ne permet d'établir qu'elle leur aurait adressés dans le but de les convertir à l'idéologie de ces barbares, elle aurait très bien pu leur envoyer à titre d'information, je n'en sais rien et le procureur non plus, sauf que lui il a le pouvoir de l'accuser et de la condamner sur uniquement la base de soupçons. Autrement dit, non seulement le principe de présomption d'innocence a été bafoué, aussi ou plus grave encore, ce cas constitue une violation des libertés individuelles les plus élémentaires ou la traduction directe de la mise sous surveillance généralisée de la population.

Dans une autre dictature plus avancée, l'Ukraine, c'est la possession de documents relatifs au communisme qui peut constituer un délit et vous envoyer en prison, sous prétexte qu'ils seraient des instruments au service d'une propagande illégale. Le juge a envoyé cette jeune femme du Cannet en prison sous prétexte qu'elle aurait fait l'apologie du terrorisme sans être en mesure de le prouver, c'est ce que nous retiendrons, l'Etat de droit ou de la défense en France n'existe plus.

Certains estiment qu'en présence de millions de données provenant de différents moyens ou canaux de communication (téléphone, Internet, SMS, etc.) les services de renseignement ne seraient pas en mesure de les exploiter pour cibler une population donnée. Cet article prouve le contraire.

Nice Matin - Ancienne chef de rang dans un restaurant, une habitante du Cannet, Franco-Tunisienne de 28 ans, fichée S, a été contrôlée à l'aéroport de Nice, de retour de Tunisie, avec de la propagande de Daesh.

Son téléphone et sa tablette étaient bourrés de propagande de Daesh. 80 vidéos, 221 photos de meurtres et de décapitations, des livres prônant un islam radical ont été trouvés lors de la perquisition.

Le mot de passe de sa tablette est évocateur: "Djihad 11/09/2001". Référence aux attentats de New York. Elle l'utilise depuis deux ans. Marouah Labidi, Franco-Tunisienne de 28 ans, vêtue du hijab, visage austère, apparaît comme particulièrement inquiétante.

Mercredi, les douaniers ont contrôlé ses bagages à l'arrivée d'un vol en provenance de Tunis. Cette habitante du Cannet, fichée "S", venait de passer un mois au Maghreb. Son téléphone et sa tablette numérique sont bourrés de propagande de Daesh.

Elle a été chef de rang dans un restaurant pendant des années, mais vit depuis avril 2014 du RSA. Elle a été jugée, vendredi, en comparution immédiate à Nice pour apologie du terrorisme.

Elle venait de rendre visite, dit-elle, à sa grand-mère malade. "Vous avez encore des sentiments humains donc…", observe Bernadette Riviere-Caston, la présidente du tribunal correctionnel qui brandit quelques photos des exactions de Daesh. "Qu'est-ce qui vous a amené à lâcher votre métier pour vous passionner pour les meurtres et les décapitations?", poursuit la présidente.

"A titre informatif", répond-elle sans convaincre le tribunal.

"Embrigadement"

À force d'être questionnée, la prévenue finit par lâcher le mot "embrigadement", évoque ensuite "une humeur dépressive".

- "Votre livre de chevet n'est pas le Coran mais des films de meurtres. Vous trouvez ça normal?

- Non."

Lors des perquisitions à son domicile au Cannet, les policiers de la PJ de Nice ont découvert une cinquantaine de livres religieux, pour certains fondamentalistes. "Cela semble être votre unique centre d'intérêt", remarque la présidente.

Dès l'entame de son réquisitoire musclé, le procureur Sylvie Canova évoque la policière de 36 ans égorgée cette semaine dans les Yvelines par un fanatique. Elle demande la condamnation pour apologie du terrorisme de la jeune femme et requiert trois ans ferme contre une prévenue qui encourt sept ans d'emprisonnement.

"Dissimulatrice"

"80 vidéos, 221 photos que vous regardez à longueur de temps, depuis deux ans, ce qui fait frémir, ce qui fait pleurer. Un choix de mauvais goût? Une erreur? De la naïveté dites-vous? Moi, je ne serai pas naïve."

Le procureur se pose des questions sur l'utilisation de ses deux passeports? Est-ce pour cacher sa présence à Sousse au moment des attentats? "Vous avez affaire à une dissimulatrice", prévient le magistrat.

"Je suis abasourdi par la peine requise", plaide pour la défense Me Nadir Icherqaouine. "L'expertise le dit: il n'existe aucune preuve formelle de transmission à des tiers d'images faisant l'apologie du terrorisme. Son entourage est non musulman. Et quatre livres sur 50 prônent un islam radical".

L'avocat rappelle que sa cliente n'a pas de casier judiciaire: "Son environnement familial est sain, sa mère et ses sœurs sont vêtues à l'occidental." (Me Nadir Icherqaouine, le procureur se fout éperdument de vos arguments, puisqu'il avait décidé de la culpabilité de votre cliente avant même le début de cette parodie de procès. - LVOG)

Des arguments qui ne suffisent pas à rassurer le tribunal. Cette inquiétante Azuréenne est condamnée à trois ans d'incarcération à exécuter sur le champ. nicematin.com 18.06

Mystification.

Pendant qu'il cautionne le traitement infâme dont font l'objet les peuples en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient notamment, de la part des mêmes Etats, sans parler du sort qu'ils réservent à leur propre population.

- Ban Ki-moon en Grèce pour enjoindre le monde à mieux traiter les migrants - AFP

La Grèce dirigée par un gouvernement aux ordres de la troïka...

La Turquie islamiste du parrain de Daesh.

- Turquie: la police disperse une manifestation à Istanbul - AFP

La police a dispersé samedi soir plusieurs centaines de manifestants qui protestaient dans le centre d'Istanbul après une attaque menée la veille par des islamistes contre des fans de Radiohead réunis pour écouter le dernier disque du groupe de rock, en plein ramadan.

La police a fait usage de canons à eau et à tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, dispersant quelque 500 manifestants dans le quartier de Cihangir, au coeur de la plus grande ville de Turquie, a rapporté un photographe de l'AFP.

Les manifestants, qui s'étaient retrouvés en début de soirée, ont crié des slogans tels "tous ensemble contre le fascisme" ou qualifiant le président turc Recep Tayyip Erdogan de "voleur" et de "meurtrier".

Vendredi soir, une vingtaine d'islamistes avaient fait irruption dans la petite boutique d'un disquaire où s'étaient réunis autour d'un verre des amateurs de musique pour écouter le dernier album du groupe de rock britannique Radiohead.

Une vingtaine de personnes en colère, criant "Qu'est-ce que vous faites ici pendant le ramadan, sortez!", étaient entrées au Velvet IndieGround situé dans le quartier branché de Tophane où des fans écoutaient l'album "A Moon Shaped Pool" ("Une piscine en forme de lune").

Les islamistes, qui dénonçaient la consommation d'alcool lors du mois de jeûne musulman, ont dégradé du matériel et poussé les gens à l'extérieur du magasin en les insultant et en les frappant, selon une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux.

"Nous vous tuerons, espèces de bâtards", a lancé l'un des assaillants.

Le groupe Radiohead a dénoncé l'attaque dans un communiqué sur internet. AFP 19.06

Haut de page

Le 20 juin 2016

CAUSERIE

Un portail, un courant politique qui aide à réfléchir, qui ne se borne pas à des constats ou des lieux communs, qui propose des analyses, une stratégie, une issue politique, qui mène la guerre de classe sur tous les fronts sans a priori ou tabous, qui se plante parfois et rectifie, qui se mouille, qui ne craint pas la polémique, indépendant de l'Etat...

Je m'étais demandé dans une précédente causerie si le POID continuait de dire dehors Hollande et c'est bien le cas. Entre nous, j'aurais envie de dire que c'est trop tard et inutile, bien des mois après qu'il fut tombé à un taux de popularité misérable selon les instituts de sondages, mais bon, on se fait plaisir comme on peut.

Les médias n'informent plus, ils communiquent. Ils relaient la propagande officielle quand ils ne la précèdent pas.

Une expérience vaut d'être vécue, uniquement si on est en mesure d'en tirer des enseignements.

Un constat et une analyse.

- L'OTAN ne peut pas aller trop loin - Arrêt sur Info

Les Etats-Unis font feu de tout bois en ce moment. (...) Toujours est-il qu'en Europe de l'est, l'OTAN prend un ton offensif et multiplie les provocations à l'égard de Moscou sous couvert, bien entendu, de lutter contre « l'agression russe » (défense de rire).

A tel point que cela a entraîné – fait extrêmement rare – une cinglante critique du ministre allemand des Affaires étrangères contre l'organisation militaire dont il fait pourtant partie. Frank-Walter Steinmeier s'est lâché contre le « bellicisme » de l'alliance atlantique :

« A l'heure actuelle, on ne doit pas aggraver la situation par le cliquetis des armes et une rhétorique guerrière. Celui qui pense que les parades militaires symboliques de chars à la frontière Est de l'OTAN favorisent le climat de sécurité, se trompe« .

Paroles de simple bon sens mais qui mettent au jour de profondes fractures au sein du bras armé US entre les hystériques balto-polonais soutenus par les Anglo-saxons et la « vieille Europe » un peu plus réticente à servir de chair à canon.

Ces déclarations font suite à l'étonnante réaction du Premier ministre bulgare le 16 juin. Boyko Borissov est pourtant un bon petit soldat du système impérial, formé aux Etats-Unis, ayant torpillé le South Stream sur demande US et contre les intérêts de son pays. Mais jeudi dernier, il s'est opposé tout net à la création d'une flotte otanienne de la Mer noire et a exclu la participation de Sofia. Arrêt sur Info 19.06

- La folie collective du Département d'État des Etats-Unis (Consortium News) - Par Robert Parry - legrandsoir.info 19.06

(Robert Parry, né le 24 juin 1949, est un journaliste d'investigation, principalement connu pour la divulgation et le suivi de l'Affaire Iran-Contra pour l'Associated Press et Newsweek. https://consortiumnews.com/)

Plus de 50 « diplomates » du Département d'Etat des Etats-Unis [Ministère des Affaires Etrangères – NdT] ont envoyé un rapport « dissident » exhortant le président Obama à lancer des frappes militaires contre l'armée syrienne, un signe de plus que ce Ministère a disjoncté de façon collective.

Au cours des dernières décennies, le département d'Etat des Etats-Unis qui était jadis une maison raisonnablement professionnelle et réaliste en matière de diplomatie est devenu un repaire de bureaucrates guerriers possédés par des obsessions impériales, un phénomène dangereux souligné par la récente « dissidence » de masse en faveur de nouvelles tueries en Syrie.

51 « diplomates » du Département d'Etat ont signé une note de service distribuée par un « canal de la dissidence » officiel, demandant des frappes militaires contre le gouvernement syrien de Bachar al-Assad dont les forces ont mené la contre-offensive contre les extrémistes islamistes qui cherchent à contrôler cette importante nation du Moyen-Orient .

Le fait qu'un si grand nombre de fonctionnaires du Département d'Etat plaident en faveur d'un élargissement de la guerre d'agression en accord avec l'agenda néoconservateur, qui a placé la Syrie sur une liste noire il y a vingt ans, est révélateur du degré de folie qui s'est emparé du Département d'Etat.

Le Département d'Etat semble être devenu un mélange de néoconservateurs pur jus, de libéraux interventionnistes et de quelques arrivistes qui ont compris qu'il était dans leur intérêt de se comporter comme des proconsuls globaux qui imposent leurs solutions ou recherchent un « changement de régime » plutôt que de se comporter en diplomates respectueux à la recherche de véritables compromis.

Même certains fonctionnaires du Département d'Etat, que je connais personnellement et qui ne sont pas vraiment néoconservateurs ou libéraux-faucons, agissent comme s'ils avaient avalé la pilule et toute la boîte avec. Ils parlent comme des durs et se comportent avec arrogance envers les populations des pays sous leur contrôle. Les étrangers sont traités comme des objets stupides tout juste bons à être soumis ou soudoyés.

Il n'est donc pas tout à fait surprenant que plusieurs dizaines de « diplomates » étasuniens s'en prennent à la position plus modérée du président Barack Obama sur la Syrie tout en se positionnant en prévision de l'élection d'Hillary Clinton, qui devrait autoriser une invasion illégale de la Syrie - sous couvert d'établir des « zones d'exclusion aérienne » et des « zones de sécurité » - ce qui signifie en clair, tuer d'avantage de jeunes soldats syriens. Les « diplomates » demandent l'utilisation d' « armes à longue portée et aériennes ».

Ces faucons sont si avides guerres que le risque d'un conflit direct avec la Russie ne les dérange pas. D'un léger revers de la main, ils balaient la possibilité d'un conflit avec une puissance nucléaire en affirmant qu'ils ne préconisent pas « d'emprunter une pente glissante qui se terminerait dans une confrontation militaire avec Russie. »

Dis comme-ça, ça rassure.

Risquer une victoire Djihadiste

Il y a aussi le risque qu'une intervention militaire directe des Etats-Unis pourrait faire s'effondrer l'armée syrienne et ouvrir la voie à une victoire du Front Al-Nusra/Al-Qaïda ou de l'Etat Islamique. La note ne précise pas comment ils comptent réaliser la délicate opération d'infliger suffisamment de dégâts à l'armée syrienne tout en évitant une victoire pure et simple des djihadistes et une confrontation avec la Russie.

On peut supposer que, quels que soient les dégâts infligés, ce sera à l'armée US de nettoyer après, en supposant que l'abattage d'avions militaires russes et la mort de militaires russes ne dégénérera pas en une conflagration thermonucléaire à

grande échelle.

En bref, il semble que le Département d'Etat est devenu un asile de fous dont les malades auraient pris le contrôle.

Mais cette folie n'est pas une aberration temporaire qui pourrait être facilement corrigée. C'est quelque chose qui vient de loin et il faudrait un nettoyage de fond en comble du « corps diplomatique » actuel pour rétablir le Département d'Etat dans son rôle traditionnel qui est censé être celui d'éviter les guerres plutôt que de les provoquer.

Bien qu'il y ait toujours eu des cinglés au sein du Département d'Etat – généralement placés aux échelons les plus élevés - le phénomène d'aliénation mentale institutionnelle n'est apparue qu'au cours des dernières décennies. Et j'ai vu le changement.

J'ai couvert la politique étrangère des Etats-Unis depuis la fin des années 1970 quand il y avait nettement plus de gens sains d'esprit au sein du corps diplomatique. Il y avait des gens comme Robert White et Patricia Derian (tous deux décédés) qui défendaient la justice et les droits de l'homme, et tout ce qu'il y avait de meilleur aux Etats-Unis. Mais la déchéance du Département d'Etat des Etats-Unis devenu un repaire de petits voyous bien habillés, beauxparleurs et serviteurs zélés de l'hégémonie US, a commencé sous l'administration Reagan. Le Président Ronald Reagan et son équipe avaient une haine pathologique des mouvements sociaux d'Amérique centrale qui cherchaient à se libérer des oligarchies oppressives et leurs forces de sécurité brutales.

Pendant les années 1980, les diplomates US dotés d'intégrité ont été systématiquement marginalisés, harcelés ou écartés. (Derian, qui était Coordinatrice des Droits Humains, a quitté ses fonctions à la fin de l'administration Carter et a été remplacée par le néoconservateur Elliott Abrams. Blanc fut congédié comme ambassadeur US en El Salvador, en expliquant : « Le Secrétaire d'Etat, Alexander M. Haig Jr. , m'a demandé de recourir aux canaux officiels pour couvrir la responsabilité de l'armée salvadorienne pour les meurtres de quatre soeurs religieuses américaines. J'ai refusé »)

La montée des néoconservateurs

Au fur et à mesure des départs des professionnels de la vieille garde, une nouvelle génération de néoconservateurs agressifs prenaient leur place, des gens tels que Paul Wolfowitz, Robert McFarlane, Robert Kagan et Abrams. Après huit années de Reagan et quatre années de George H.W. Bush, le Département d'Etat avait été remodelé en un foyers de néo-conservateurs, mais quelques poches de professionnalisme avaient résisté aux assauts.

Alors que l'on aurait pu s'attendre à ce que l'administration Démocrate de Clinton inverse la tendance, ce ne fut pas le cas. Au lieu de cela, la « triangulation » de Bill Clinton fut appliquée aussi bien en politique extérieure qu'en politique intérieure. Il était toujours à la recherche de ce « juste milieu » confortable. Vers fin des années 90, la décimation des experts en politique étrangère de la trempe de White et Derian n'a laissé que quelques survivants du côté Démocrate avec le courage ou les compétences pour défier les néoconservateurs profondément enracinées. De nombreux démocrates de l'ère Clinton se sont acclimatés à la domination des néoconservateurs en se réinventant comme « progressistes interventionnistes », en partageant l'amour des néoconservateurs pour la force militaire mais justifiant les tueries par des raisons « humanitaires ».

Cette approche était une façon pour les « progressistes » de se protéger des accusations de « faiblesse » lancées par la droite, une accusation qui avait profondément marqué les Démocrates pendant les années Reagan / Bush. Mais cette posture de « Démocratique dur » n'a fait qu'isoler un peu plus les diplomates sérieux favorables à une politique de donnant/donnant avec les dirigeants étrangers et leurs peuples.

Il y avait donc des Démocrates comme l'Ambassadrice auprès des Nations Unies (et plus tard secrétaire d'Etat) Madeleine Albright qui justifiait les sanctions brutales de Bill Clinton envers l'Irak, sanctions qui selon l'ONU ont provoqué la mort de 500.000 enfants irakiens, comme « un choix très difficile, mais le prix - nous pensons que cela en valait le prix ».

Les huit années de la politique du « juste milieu » de Bill Clinton, qui comprenait la guerre aérienne brutale contre la Serbie, ont été suivies par huit années de George W. Bush, qui a renforcé encore plus l'influence des conservateurs sur la politique étrangère des Etats-Unis.

A ce stade, ce qui restait des anciens Républicains « réalistes » tels que Henry Kissinger et Brent Scowcroft, vieillissait ou était tellement compromis que les néo-conservateurs n'avaient plus d'opposition significative dans les cercles républicains. De plus, la politique étrangère officielle des Démocrates était presque impossible à distinguer de celle des néoconservateurs, à l'exception de leur recours à des arguments « humanitaires » pour justifier les guerres d'agression.

La capitulation des médias.

Avant l'invasion de l'Irak par George W. Bush, une grande partie de l'élite des médias « progressistes » - du New York Times au New Yorker – s'est alignée derrière la guerre, et n'a posé que quelques rares questions gênantes sans offrir de véritable

résistance. Etre favorable à la guerre devint un plan de carrière « sage ».

Mais un mouvement anti-guerre surgit des rangs démocrates, propulsant Barack Obama, un Démocrate opposé à la guerre en Irak, à la nomination du parti pour l'élection présidentielle de 2008 au détriment de la va-t-en-guerre Hillary Clinton. Mais les sentiments pacifistes de la « base » du parti Démocrate n'ont pas eu grand effet chez les ténors Démocrates en matière de politique étrangère.

Lorsque Barack Obama est entré à la Maison Blanche, il a du faire face à un défi difficile. Le Département d'Etat avait besoin d'une purge complète des néoconservateurs et des faucons/libéraux, mais les experts en politique étrangère qui n'avaient pas vendu leur âme aux néoconservateurs étaient devenus rares. Une génération entière de décideurs politiques démocrates avait été élevée dans un monde dominé par des conférences, des réunions, des éditoriaux et des think tanks néoconservateurs, où un discours musclé passait bien et où un discours diplomatique plus traditionnel vous faisait passer pour un mou.

En revanche, de plus en plus de gens au sein de l'armée US et même de la CIA étaient favorables à des approches moins agressives, en partie parce qu'ils avaient effectivement combattu dans la « guerre mondiale contre le terrorisme » sans espoir de Bush. Mais le haut commandement, soigneusement désignée par Bush et aux penchants néo-conservateurs - comme le général David Petraeus - sont restés en place et ont favorisé l'extension des guerres en Irak et en Afghanistan.

Obama a ensuite pris l'une des décisions les plus fatidiques de son mandat. Au lieu de nettoyer le Département d'Etat et le Pentagone, il a prêté l'oreille à certains conseillers qui ont brandi la notion, astucieuse sur le plan de la communication, d' « Equipe de Rivaux » - une référence au premier cabinet d'Abraham Lincoln pendant de guerre civile [des Etats-Unis] - et a maintenu à leurs postes la direction militaire de Bush, y compris Robert Gates comme secrétaire à la Défense, et a tendu la main au sénatrice belliciste Hillary Clinton en lui proposant le poste de secrétaire d'État.

En d'autres termes, non seulement Obama n'a pas pris le contrôle de l'appareil de politique étrangère, il a renforcé le pouvoir des néo-conservateurs et des faucons libéraux. Il laissa alors ce puissant bloc Clinton-Gates-Petraeus l'entraîner dans une contre-insurrection téméraire en Afghanistan dont le seul bilan fut la mort de 1.000 soldats US supplémentaires ainsi que de nombreux autres Afghans.

Obama a également laissé Clinton saboter sa tentative de rapprochement avec l'Iran en 2010 sur la question de son programme nucléaire et il a succombé à sa pression en 2011 pour envahir la Libye sous le faux prétexte d'établir une « zone d'exclusion aérienne » pour protéger les civils, et qui se transforma en une catastrophique « changement de régime » qu'Obama a désigné comme sa plus grande erreur de politique étrangère.

Le conflit syrien

Obama a résisté aux appels du Secrétaire Clinton pour une autre intervention militaire en Syrie tout en autorisant un certain soutien militaire limité aux rebelles prétendument « modérés » et a permis à l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie de faire beaucoup plus pour soutenir les djihadistes liés à Al-Qaïda et même à l'État islamique.

Sous Hillary Clinton, le bloc néoconservateur / libéral-faucon a consolidé son emprise sur le corps diplomatique du département d'Etat. Sous la domination néo-conservatrice, le Département d'Etat est passée d'une « pensée collective » à une autre. N'ayant rien appris de la guerre en Irak, la pensée unique continua sa lancée en Libye, en Syrie, en Afghanistan, en Ukraine, en Russie, en Chine, au Venezuela, etc.

Partout, l'objectif était le même : imposer l'hégémonie des Etats-Unis, forcer les populations à se plier aux diktats US, les orienter vers des solutions néo-libérales et de « marché libre » qui étaient souvent assimilées à la « démocratie », même si la plupart des gens concernées n'étaient pas d'accord.

Le double-discours et la double-pensée prirent la place d'une pensée politique axée sur des réalités. Le terme « Communications stratégiques », à savoir l'utilisation agressive de la propagande pour faire avancer les intérêts étasuniens, devint un mot d'ordre. Un autre fut « Smart Power » [« pouvoir intelligent » – NdT], à savoir l'application de sanctions financières, de menaces d'arrestations, des frappes militaires limitées et d'autres formes d'intimidation.

Chaque occasion de propagande, comme l'attaque au gaz sarin en Syrie en 2013 ou l'abattage du vol 17 de Malaysia Airlines dans l'est de l'Ukraine, fut exploitée au maximum pour pousser les adversaires sur la défensive, même si les analystes du renseignement US doutent que les éléments présentés constituent des preuves.

Le mensonge au plus haut niveau du gouvernement des Etats-Unis - mais surtout chez les hauts fonctionnaires du Département d'Etat – devint une épidémie. Peut-être pire encore, le « diplomates » étasuniens semblaient croire à leur propre propagande.

Pendant ce temps, les médias traditionnels étasuniens ont connu une dérive similaire pour finir dans l'orbite de domination

des néoconservateurs et du carriérisme professionnel, ce qui exclut les principaux organes de presse que tout type de contrôle sur des mensonges officiels.

Les nouvelles têtes d'affiche

La nouvelle star du Département d'Etat – qu'on attend à être nommée à un poste important par la Présidente Clinton - est la néoconservatrice et Secrétaire d'État adjoint aux Affaires européennes, Victoria Nuland, qui a orchestré le putsch de 2014 en Ukraine qui a renversé un président élu, pro-russe pour le remplacer par un régime nationaliste ukrainien dur qui a ensuite lancé des attaques militaires dans l'est du pays contre les Russes ethniques qui résistaient aux putschistes.

Quand la Russie est venue en aide à ces citoyens ukrainiens retranchés, y compris en acceptant la demande de la Crimée de rejoindre la Russie, les médias du Département d'Etat et des États-Unis ont parlé d'une seule voix pour dénoncer une « invasion russe » et soutenir les manoeuvres militaires de l'OTAN sur les frontières de la Russie pour dissuader toute « agression russe. »

Toute personne qui ose remettre en question cette dernière « pensée de groupe » - qui plonge le monde dans une dangereuse nouvelle guerre froide - est accusé d'être un « apologiste du Kremlin » ou un « larbin de Moscou », tout comme les sceptiques de la guerre en Irak ont été raillés comme des « apologistes de Saddam. » Pratiquement tous ceux qui comptent dans les milieux officiels à Washington sont sur le sentier de la guerre. (Victoria Nuland est mariée à Robert Kagan, ce qui fait d'eux l'un des principaux couples de pouvoir à Washington.)

Voilà le contexte de la dernière rébellion du Département d'Etat contre la politique plus tempérée d'Obama en Syrie. En prévision d'une probable élection d'Hillary Clinton, ces 51 « diplomates » ont paraphé une déclaration « dissidente » qui préconise le bombardement de l'armée syrienne pour protéger les rebelles syriens « modérés » qui – en admettant qu'ils existent - se battent pour la plupart sous les couleurs du front Al-Nusra, une filiale d'al- Qaïda, et son proche allié, Ahrar al Sham.

La pensée confuse dans cette « dissidence » affirme qu'en bombardant l'armée syrienne, le gouvernement US pourra accroître l'influence des rebelles et forcer Assad à négocier son retrait. Mais il n'y a aucune raison de penser que ce plan pourrait marcher.

Au début de 2014, lorsque les rebelles occupaient une position relativement forte, les pourparlers de paix initiés par les Etats-Unis se sont transformés en une conférence dominée par les rebelles et posait comme condition préalable le départ d'Assad, tout en excluant les alliés iraniens de la Syrie. Sans surprise, le représentant d'Assad est rentré chez lui et les négociations ont échoué.

Désormais, avec Assad dans une position relativement forte, soutenue par la puissance aérienne russe et les forces terrestres iraniennes, les diplomates étasuniens « dissidents » disent que la paix est impossible parce que les rebelles ne sont pas en mesure de contraindre Assad de partir. Ainsi, les « dissidents » recommandent que les États-Unis étendent leur rôle dans la guerre pour donner un nouveau coup de main aux rebelles, ce qui entraînera de nouvelles exigences maximalistes de leur part.

Risques graves

Ce projet de guerre élargie présente de très graves risques, dont celui d'un effondrement de l'armée syrienne, ce qui ouvrirait les portes de Damas au front al-Nusra/Al-Qaïda (et ses alliés) ou à l'État islamique - un scénario qui, comme le souligne le New York Times, « n'est pas abordé dans le memo »

À l'heure actuelle, l'État islamique et - dans une moindre mesure - le Front Al-Nusra sont sur la défensive, pourchassés par l'armée syrienne avec le soutien de l'aviation russe et par certaines forces kurdes avec le soutien des Etats-Unis. Mais ces avancées pourraient facilement être renversées. Il y a aussi le risque de déclenchement d'une guerre plus large avec l'Iran et / ou la Russie.

Mais faire des étincelles près d'un baril de poudre n'a jamais fait peur aux néo-conservateurs et aux faucons libéraux. Ils ont toujours concocté des plans qui peuvent paraître séduisants lors d'une conférence ou dans un éditorial, mais échouent face à la réalité du terrain où les des soldats étasuniens sont censés réparer les dégâts.

Nous avons vu comment cette pensée magique a mal tourné en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Ukraine et même en Syrie où, après l'accord d'Obama de fournir des armes et une formation aux soi-disant « licornes » - ces rebelles « modérés » difficiles à observer – on a vu les combattants rejoindre avec armes et bagages les rangs d'Al-Qaïda ou de l'État islamique.

Pourtant, les néo-conservateurs et faucons libéraux qui contrôlent le Département d'Etat - et qui attendent avec impatience l'élection d'Hillary Clinton - ne cesseront jamais de sortir de nouvelles idées folles de leurs chapeaux tant qu'un effort concerté ne sera pas entrepris pour évaluer leurs responsabilités dans tous les échecs subis par la politique étrangère des États-Unis.

Tant qu'il n'y aura pas de responsables - tant que le président des Etats-Unis ne freinera pas ces bellicistes - cette folie ne fera que s'amplifier et deviendra de plus en plus dangereuse. legrandsoir.info 19.06

Inquiétant, n'est-ce pas ? Apparemment plus rien ni personne ne semble en mesure de s'opposer efficacement aux partisans de la guerre aux Etats-Unis. Cela dit ce genre d'articles comporte une grave lacune.

Ce n'est pas Hillary Clinton qui décidera quoi que ce soit si elle était élue, mais le cercle le plus puissant de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui a investi les institutions américaines ou les contrôle.

Le plus puissant ne veut pas dire qu'il serait majoritaire ou pourrait faire tout ce qu'il veut quand il veut, sinon les Etats-Unis auraient déjà bombardé Damas par exemple.

De la même manière, que tous les cercles de pouvoir constituent un consensus c'est une chose, cela ne signifie pas pour autant que la majorité du peuple y adhèrerait aveuglément.

Pour y parvenir ou le neutraliser ils recourent à des expédients, genre attentats terroristes ou massacres aveugles de civils innocents qu'ils programment et/ou instrumentalisent afin de justifier de nouvelles guerres ou l'adoption de nouvelles lois liberticides, discréditer ceux qui sont opposés à leur politique antisociale ou impérialiste présentés comme des traîtres ou des complices de ces actes barbares.

L'oligarchie donne les ordres, leurs officines ou leurs agents les exécutent, le gouvernement les couvrent et les médias les relaient en procédant à une falsification des faits en recourant au non-dit à moins que ce ne soit l'inverse parfois, le tout à l'insu du peuple, qui en ignorant la connivence qui existe entre eux ou leur degré de complicité dans la réalisation de ces actes criminels est finalement victime de ce qu'il faut bien appeler un complot, d'où l'hystérie de leurs porte-parole contre tous ceux qui révèlent l'incohérence de la version officielle qui ne peut souffrir aucune critique, pas même soulever des questions.

Leur acharnement à obtenir le soutien du peuple à leur politique pour pouvoir l'appliquer tranquillement est une partie seulement de l'explication. Au-delà il leur faut absolument éviter que le peuple se détourne et rejette ceux qui incarnent le régime en place, car cela pourrait l'inciter à chercher la voie politique pour l'affronter, le conduire à s'organiser pour le vaincre.

D'où l'extrême importance d'informer correctement les travailleurs et de démonter leurs machinations destinées à les duper.

En France, le gouvernement prétend que la loi Travail serait destinée à lutter contre le chômage, alors qu'en réalité elle est destinée notamment à faciliter les licenciements, dans ces conditions tous les travailleurs qui en ont entendu parler ne seront pas dupes et la rejettent en bloc. Là les choses sont faciles à comprendre.

Mais par exemple dans le cas de l'engagement de la France (ou des Etats-Unis) en Syrie, au premier abord cela peut paraître plus compliqué. Cependant il suffit de se rappeler les propos tenus par Fabius pour que les choses deviennent beaucoup plus claires, à savoir qu'Al-Nosra qui est la branche syrienne d'Al-Qaïda en Syrie "fait du bon boulot", Al-Qaïda qui est accusé par les Etats-Unis d'avoir perpétré les attentats du 11 septembre 2001 et qui figure sur leur liste d'organisations terroristes à abattre reçoit ainsi les félicitations du gouvernement français, dès lors on comprend immédiatement que le discours du gouvernement consistant à faire croire qu'il combattrait le terrorisme en Syrie est un grossier mensonge, une pure imposture.

Il est donc très facile de démonter la propagande officielle, pour peu qu'on en est réellement la volonté et qu'on ait compris l'importance de la combattre, pour que les travailleurs prennent leur distance ou rompent avec le gouvernement, ses partis, les institutions, le régime. Pourquoi ? Parce que si les travailleurs n'ont plus confiance dans les institutions et leurs représentants, la question va se poser de savoir par quoi et par qui les remplacer, en réalité une multitude de questions va jaillir une fois ce processus de prise de conscience enclenché, d'où la nécessité de l'alimenter et de proposer une issue politique aux travailleurs.

Je ne sais plus qui a dit que la critique était facile mais l'art difficile, et bien c'est la même chose en politique. Cela ne sert à rien de dénoncer les machinations, manipulations, falsifications, mensonges, impostures des représentants du régime, si on n'explique pas pourquoi ils recourent à ces moyens malhonnêtes et si on ne propose pas une perspective politique aux travailleurs comme réponse à la crise du capitalisme.

On dit aussi que la politique a horreur du vide, de la même manière que toute question appelle une réponse, n'importe laquelle, ne serait-ce que pour pas passer pour un ignorant ou un idiot, alors on adoptera celle qu'on a sous la main, qu'on nous sert sur un plateau, et si on l'entend répéter en boucle du matin au soir pendant des jours ou des semaines, voire des années (Syrie) par les médias, c'est que c'est forcément la bonne réponse, jusqu'au jour où un grain de sable vient enrayer cette belle mécanique à propagande, par exemple quand le ministre des Affaires étrangères rend publiquement hommage à Al-Nosra ou Al-Qaïda, et patatras nos convictions se fissurent, volent en éclats et on réalise enfin qu'on a été trompé, il faut donc reposer notre question et chercher une autre réponse qui ne pourra plus venir du gouvernement.

Au lieu de perdre notre temps en tenant de longs discours, on ferait mieux d'aller à l'essentiel, dans neuf cas sur dix cela sera suffisant pour ébranler les idées fausses que les travailleurs peuvent avoir adoptées et les aider à réfléchir au-delà. On peut aussi leur conseiller de se détourner des médias institutionnels en les informant de l'existence d'autres sources d'information, qui certes sont loin d'être parfaits, mais peuvent nourrir leur réflexion. A suivre.

Un président, un gouvernement, des élus et des institutions, une Constitution, ultra minoritaires et illégitimes.

- La droite remporte deux départementales partielles dans les Deux-Sèvres - lemonde.fr

Canton de Niort-1 : Le binôme constitué de Romain Dupeyrou et Rose-Marie Nieto (divers droite), a remporté cette élection avec 53,41 % des voix, devant Hermann Cadiou (PS) et Monique Johnson (EELV) à 46,59 %. Les candidats du Front national avaient été éliminés au premier tour avec seulement 6,3 %.

Canton de Niort-3 : Le tandem centre-droit Agnès Jarry-Guillaume Juin a remporté plus facilement ce second tour avec 59,19 % des suffrages exprimés, battant le binôme socialiste Désirée Roua et Nicolas Videau, crédité de 40,80 % des suffrages. Le binôme FN avait obtenu 8,72%.

Les Niortais se sont un peu plus mobilisés pour ce deuxième tour marqué toutefois par une faible participation de 22,53 %. Le premier tour avait battu des records d'abstention avec seulement 20,35 % des électeurs inscrits, en moyenne sur les deux cantons, qui étaient allés voter. lemonde.fr 19.06

Le score obtenu par les supplétifs du parti de l'ordre PS-EELV Cadiou-Johnson et celui Roua-Videau représente respectivement 10,49% et 9,19% des électeurs inscrits...

Il ne leur reste plus que le coup de force. Question : Qui est à l'origine de la violence, qui sont les casseurs ?

- Loi travail : pour Valls, "il n'y aura ni retrait, ni modification, ni réécriture" - BFM Busines

- Loi El Khomri : Manuel Valls demande l'annulation de la prochaine manifestation - Francetv info

Fermer ce chapitre d'intense contestation sociale. Le Premier ministre, Manuel Valls a exprimé clairement ses intentions concernant la loi Travail dans un entretien au Journal du Dimanche publié ce dimanche. «Maintenant, il faut aller vite et faire adopter ce texte», a-t-il insisté sans répondre sur un nouvel usage du 49-3.

Prié de dire si ce souci de vitesse signifie un deuxième recours à l'arme constitutionnelle du 49-3 pour faire adopter le texte sans vote à l'Assemblée, Manuel Valls se borne à répondre: «Je prends les étapes les unes après les autres».

Manuel Valls a appelé dimanche 19 juin à annuler les prochaines manifestations contre la loi El Khomri.

"Les syndicats devraient eux-mêmes annuler les rassemblements, c'est du bon sens !", a-t-il déclaré. Philippe Martinez, lui, a répondu ce matin, il maintient les défilés prévus jeudi prochain. "C'est au gouvernement de montrer des signes de sortie de crise, ça fait quatre mois que le gouvernement s'oppose à toute discussion".

Invité dimanche du « Grand Jury » de RTL, LCI et Le Figaro, le sénateur Les Républicains (LR) et ancien ministre Jean-Pierre Raffarin a appelé le gouvernement à interdire les manifestations contre la « loi travail » pour se concentrer sur « l'ennemi extérieur », le terrorisme.

M. Raffarin a également dit que la CGT avait « fait une faute » en maintenant son appel à manifester pour les 23 et 28 juin. « Quand une manifestation dérive, les organisateurs de cette manifestation ne sont pas innocents de ces dérives. »

Philippe Martinez a réaffirmé, dimanche 19 juin, qu'il « maintenait les journées d'action » des 23 et 28 mai contre la « loi travail ». Le secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT) était l'invité du « Grand Rendez-vous » d'Europe 1, Le Monde et iTélé.

A propos des violences en marge des manifestations, Philippe Martinez s'est interrogé sur les « ordres donnés » aux forces de l'ordre. « Oui, il y a un problème avec la violence, les policiers font du bon travail, ont beaucoup de travail, le problème qu'on dénonce ce sont les ordres qui leur sont donnés de non-intervention vis-à-vis des casseurs. On veut faire porter au mouvement social les problèmes en dehors des manifestations », a-t-il dit. « Pourquoi ces casseurs continuent à casser ? », s'est-il interrogé.

« Les hooligans à Marseille [en marge de l'Euro], on les a arrêtés en moins de quarante-huit heures. Pourquoi les casseurs qui sont identifiés à toutes les manifestations, on les laisse sévir, comme ce qui s'est passé à Necker ? » invité du « Grand Rendez-vous » d'Europe 1, Le Monde et iTélé.

« Toutes les violences se font en dehors des cortèges syndicaux. La question que nous posons c'est pourquoi ça continue ? Qui donne des ordres ? Ca ne peut se passer qu'au niveau du préfet ou du ministre de l'Intérieur », a-t-il insisté, en rappelant que la protection de la sécurité à l'extérieur des cortèges relevait de la police et que les manifestations étaient autorisées par les préfectures de police. Francetv info, lemonde.fr et 20minutes.fr 19.06

Gavage. Vous aussi ?

- Réseaux sociaux : les politiques en raffolent - Francetv info

Échanges en direct avec les électeurs, vlogs, vidéos : même les plus réfractaires s'y sont mis.

Alain Juppé dispose d'une équipe web d'une cinquantaine de bénévoles en France. Cela leur permet de communiquer, mais aussi de scruter les attaques dont il est victime. Francetv info 19.06

C'est ce genre "d'équipes" qui postent des commentaires réactionnaires à la suite des articles publiés sur le Net. Ils ne sont pas les seuls évidemment.

Jugé coupable sur la base de convictions et non de preuves matérielles.

- Bruno Le Maire réclame une "justice d'exception" Reuters 19.06

Bruno Le Maire, candidat à la primaire de la droite en vue de l'élection présidentielle de 2017, a plaidé dimanche pour l'instauration d'une "justice d'exception" applicable aux personnes convaincues de terrorisme. Reuters

Il faut avoir en mémoire que pour Le Maire et ses semblables le refus de partager la version officielle d'un acte terroriste, suffit à vous qualifier de complice des terroristes qui l'ont commis ou de terroriste tout court.

Les masques tombent.

Avant, "une jeune avocat".

- Municipales en Italie: une jeune avocate à l'assaut de Rome - AFP

... après, une "populiste".

- La populiste Virginia Raggi s'empare de la mairie de Rome - AFP

Virginia Raggi, la candidate populiste du Mouvement 5 Etoiles, a été triomphalement élue dimanche maire de Rome --une première pour une femme-- en infligeant un véritable camouflet au Parti démocrate (PD) du chef du gouvernement Matteo Renzi.

Les résultats partiels, après dépouillement dans 80% des bureaux de vote, accordent à cette avocate de 37 ans environ 67% des voix, loin devant Roberto Giachetti, le candidat du PD (centre-gauche).

A Turin (nord-ouest), une autre novice du MS5, Chiara Appendino, 31 ans, a détrôné avec environ 54% l'expérimenté maire sortant Piero Fassino, une figure du PD, qui a dénoncé l'appel de la Ligue du Nord de Matteo Salvini, allié du Front national français, à voter pour les deux candidates du M5S afin de battre M. Renzi.

"Nous avons fait l'histoire", s'est réjouie Mme Appendino sur son compte Twitter.

En revanche à Milan (nord), la capitale économique du pays, le candidat du PD Giuseppe Sala, ancien commissaire de l'Exposition universelle, l'a emporté avec plus de 51% des voix selon des résultats quasi définitifs.

Le parti de M. Renzi se maintenait aussi à Bologne (centre), un fief historique de la gauche, mais n'était même pas au second tour à Naples (sud-ouest), où le maire sortant Luigi De Magistris, homme de gauche atypique et ennemi juré de M. Renzi, a été largement réélu.

Pour ces élections partielles, qui concernaient près de 9 millions d'électeurs dans un peu plus d'une centaine de villes, la participation, déjà en berne au premier tour, a accusé un nouveau coup, à Rome comme ailleurs, dépassant à peine les 50% selon le ministère de l'Intérieur. AFP 19.06

Vous aurez apprécié le mépris de l'Agence Française de la Propagande officielle envers "cette avocate de 37 ans" et "candidate populiste".

S'agissant d'élections municipales, on peut donc en déduire que la décomposition politique du régime est encore plus profonde en Italie qu'en France.

Généralement l'abstention est moins prononcée aux municipales, parce que c'est davantage une élection de proximité ou dont les acteurs sont directement en contact avec la population et les enjeux plus palpables.

Quant à l'élection présidentielle, dans la tête des électeurs, elle est censée porter au pouvoir celui qui incarne une certaine idée et orientation du pays y compris dans le monde, il incarne leur destin ou leur avenir, ils s'identifient à lui jusqu'à un certain point en le chargeant de leurs illusions sans forcément être dupes, aussi estiment-ils indispensable de se prononcer ou d'y participer, de crainte qu'un candidat pire que celui pour lequel ils vont voter ne soit élu.

Rares sont les électeurs qui vont voter sur la base des promesses des candidats auxquelles ils ne croient pas, à part les niais ou ceux qui espèrent y trouver leurs intérêts, ceux sur lesquels malheureusement les partis ouvriers s'appuyent ou qu'ils flattent démagogiquement.

Haut de page

Le 22 juin 2016

CAUSERIE

J'ai un énorme problème à régler en urgence de fosse septique et d'évacuation des eaux usées dans un réservoir séparé en béton, les deux sont pleins, alors que j'ai fait vider la fosse septique il y a deux semaines seulement.

Je fais les trois quart des travaux moi-même par mesure d'économie, mais je ne n'ai plus 20 ans ! Je dois péter à la barre à mine une partie de la dalle en ciment du garage et creuser pour accéder aux canalisations.

Du coup, je vais ralentir le rythme d'actualisation du site. Je sais que c'est une manière d'évacuer mon stress, mais là j'ai vraiment plus urgent à évacuer si vous voyez ce que je veux dire. Non ce n'est pas dégueulasse, on vit dans un monde franchement dégueulasse et il est difficile de rester là sans réagir.

Sur ce, je vais bosser, après je dois encore cuisiner, je n'arrête pas une minute...

Suite de notre causerie sur le 11 septembre 2001.

Je reviendrai plus tard sur le 11 septembre 2001 et le Pentagone. J'ai échangé à ce sujet une correspondance avec Thierry Meyssan qui m'a transmis des documents, dont son livre Pentagate au format pdf.

Provisoirement on s'en tiendra à sa version du fait que le FBI et le Pentagone ont confisqué les 85 films des caméras vidéos de surveillance qui auraient permis d'établir la preuve formelle qu'un avion s'était encastré dans le bâtiment du Pentagone, s'ils n'ont pas tenu à les divulguer, c'est qu'il devait s'agir d'autre chose qu'un avion ou en tout cas pas un Boeing 757-200.

De plus, le Département de la Défense ayant refusé de recenser le seul morceau de tôle à peu près présentable figurant sur une photo comme ayant appartenu au vol 77 de l'American Airlines qui se serait écrasé sur le Pentagone, alors qu'il aurait pu s'en servir pour étayer sa version des faits et faire taire définitivement la polémique sur ce point, on ne va pas être plus royaliste que le roi et on dira que, soit ce morceau de tôle provenait d'un autre appareil, soit qu'il a été ajouté sur la photo puisque de nombreux témoins ayant parcouru cette zone ne l'avait pas remarqué.

J'ai noté également que les photos présentées avaient toutes été prises par des militaires, où, quand ? Questions qui n'effleurera pas ceux qui utilisent à tort et à travers ces photos. Quant aux témoignages visuelles ils sont contradictoires, certains ont même donné plusieurs versions à quelques heures d'intervalle dont un pompier ou se sont rétractés. De plus, effectivement on peut

se demander ce que voie réellement passer une personne entre une fraction de secondes et une ou deux secondes quand un engin se déplace à une vitesse entre 500 et 800 kms/h. Quand on observe attentivement la façade du bâtiment qui a été frappée par un appareil, on s'aperçoit que les piliers situés de part et d'autre à 15 mètres du trou n'ont pas été cisaillés par les ailes d'un avion, ils ont été endommagés, ils ont été en partie soufflés par l'explosion ou ont partiellement fondu avant de s'effondrer. En réalité les trente mètres de la façade ont été ravagés de l'intérieur, et ce n'est pas trente mètres ou l'équivalent approximatif de la voilure d'un Boeing 757 (38 mètres) qui seront si gravement endommagés qu'il faudra les détruire, mais cent mètres qui seront voués à la démolition. Le cockpit ou le nez d'un Boeing est en carbone, donc très léger, fragile, il n'a donc pas pu provoquer un trou parfaitement rond après avoir traversé 6 murs, c'est matériellement impossible, il aurait été désintégré avant. 6 murs, car trois bâtiments séparés par un large couloir ont été transpercés, chaque bâtiment comportant évidemment un mur de chaque côté.

Autre élément, la température suite à l'explosion intervenue une fraction de secondes après le choc s'élèvera à environ 3000°C, de quoi liquéfier tout ce qui se trouvait aux alentours ou au centre du foyer de l'incendie monstrueux qu'il déclenchera, où se serait trouvé l'épave de l'avion, mais des petits malins relèveront les empreintes digitales de quelques passagers. Quant au chauffeur de taxi qui avait prétendu qu'un lampadaire était venu s'encastrer dans le pare-brise de son véhicule, il a été prouvé photo à l'appui qu'il n'avait pas pu se trouver à l'endroit qu'il avait indiqué, en réalité il s'était fait casser sa bagnole et il avait semble-t-il des problèmes avec sa compagnie d'assurance.

Bref, il semblerait que plutôt qu'un missile, un drone transformé en missile ou chargé d'une bombe à uranium appauvri et peint aux couleurs de l'American Airlines ait fait l'affaire, d'où peut-être, je dis bien peut-être la présence de ce qui ressemblait à un morceau de train d'atterrissage sur un cliché, s'il a vraiment été pris à l'intérieur du Pentagone. A suivre.

Oui, je sais, c'est très con de perdre son temps avec ce genre d'histoires, mais on ne se refait pas. Je ne fais pas partie de ceux à qui on peut faire avaler des couleuvres ou qui se contentent de la première explication venue et qui ensuite la colporte, j'espère que vous apprécierez ma détermination ou ma persévérance, il en faut.

Qu'un travailleur profondément arriéré soit prêt à croire n'importe quoi, on peut l'admettre, c'est normal, mais que des travailleurs évolués en soient encore à croire Bush, le Pentagone, le FBI, la CIA, etc. c'est inquiétant, comme quoi ils ne sont pas aussi évolués qu'on le croie ou qu'ils le pensent eux-mêmes. Sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante on est facilement manipulable.

Il faut rappeler que tous les partis dits ouvriers ont adopté en choeur la version des militaires américains. J'aurais tendance à dire que s'ils font confiance aux militaires américains sachant à qui devait profiter le crime, c'est qu'ils ne sont pas digne de notre confiance.

Pour ceux que cela intéresse :

- 11 septembre, 8 pages comprenant 580 articles

http://www.voltairenet.org/mot37.html?lang=fr

Je les ai pour ainsi dire tous lus et parfois relus évidemment, plus les vidéos que j'ai visionnées.

Tenez, la dernière couleuvre que nous n'avalerons pas pour cause d'indigestion ou la fosse septique est pleine !

La pétition que nous ne signerons pas et nous expliquons pourquoi.

J'ai pris connaissance de l'existence d'une "*Pétition Appel pour le respect des libertés démocratiques et du droit de manifester*" dont les destinataires semblent être "*Pour : Président de la République, gouvernements, parlementaires*", (j'ai laissé la faute d'orthographe à gouvernements).

Tiennent-ils tant que cela à les légitimer ?

Elle a été signée par quelques dizaines de représentants ou dirigeants de différents syndicats (CGT, FO, FSU) ou partis (POID, PCF, Parti de gauche, PARDEM) parfois présentés sous leur statut professionnel ou social (historien, philosophe, etc.) ainsi que quelques élus. Depuis quelques centaines de personnes l'ont signée.

Question : D'un côté, comment le POID peut-il déclarer : dehors Hollande et son gouvernement en insistant sur le fait qu'ils sont ultra minoritaires dans le pays et illégitimes pour légiférer, et d'un autre s'adresser à eux pour que finalement ils appliquent une autre politique ?

Est-ce possible ? L'essentiel c'est de le faire croire.

De deux choses l'une, soit Hollande et son gouvernement sont ultra minoritaires et illégitimes et il y a lieu de rien en attendre et le mot d'ordre dehors se justifie, soit on estime qu'ils peuvent incarner la démocratie, autrement dit qu'ils peuvent entendre la majorité des masses laborieuses qui exigent le retrait de la loi Travail et leur donner satisfaction en les laissant manifester librement et ce mot d'ordre ne se justifie pas.

On ne peut pas prétendre à la fois qu'on n'attendrait rien d'un président de la République et de son gouvernement et appeler à les chasser, tout en s'adressant à eux comme s'ils disposaient d'une quelconque légitimité à gouverner ou pour légiférer ce qui supposent qu'ils devraient rester en place.

Comment s'appelle ce procédé ? Le double langage habituel des opportunistes qui ont pourri le mouvement ouvrier.

Ils ont fait croire (une fois de plus) aux militants et aux travailleurs que Hollande et son gouvernement pourraient "reculer" et retirer leur loi Travail, tout en sachant pertinemment que dans le contexte actuel la mobilisation pour exiger le retrait de cette loi n'atteindrait jamais le niveau indispensable pour atteindre cet objectif.

La loi Travail n'est pas une loi comme les autres.

Au-delà de la régression sociale généralisée à laquelle elle conduirait si elle était adoptée, elle présente la particularité d'être structurée sur un axe précis : le dialogue social, la collaboration de classes ou le corporatisme qu'il s'agirait d'instituer dans les rapports entre les classes, entre les exploiteurs et les exploités, entre les patrons et les travailleurs, modifiant qualitativement la nature des rapports sociaux établis entre les classes, de sorte que les travailleurs deviendraient les agents de leur propre exploitation ou se soumettraient aux besoins de l'entreprise qui les emploient au détriment des leurs.

La loi Travail implique donc la capitulation de la classe ouvrière, la négation pure et simple de ses droits sociaux, pire de la lutte des classes.

Donc la question qui est posée ici n'est pas celle du gouvernement, mais bien celle du régime capitaliste en crise qui exigent pour assurer sa survie que les travailleurs renoncent à leurs droits sociaux et soient totalement soumis aux lois du marché, au capital.

La loi Travail pose la question de savoir si oui ou non le régime capitaliste est compatible avec la satisfaction des besoins ou aspirations légitimes des travailleurs.

On répondra par oui si on estime qu'il suffirait que le gouvernement fasse preuve de bonne volonté de gré ou de force pour entendre les revendications des travailleurs ou qu'un simple changement de gouvernement permettrait d'atteindre cet objectif, auquel cas on s'adressera à lui, on fera pression sur lui, etc.

On répondra par non, si on estime qu'aucun gouvernement sous la Ve République ne légifèrera en faveur des travailleurs, auquel cas on ne s'adressera pas à lui, on situera ouvertement notre combat politique dans la perspective du renversement du régime et des institutions, de l'établissement d'une République sociale sur ses cendres.

En répondant par oui on fera naître ou on nourrira des illusions dans le gouvernement et le régime, en revanche, en répondant non, on indiquera clairement aux travailleurs les conditions à remplir pour entrevoir sérieusement la possibilité de satisfaire nos besoins.

Mettre en avant dehors Hollande et son gouvernement sert ainsi à masquer le refus des signataires de cette pétition d'affronter le régime. Cette pétition s'inscrit donc dans une démarche réformiste, qui est le pire ennemi du socialisme au sein du mouvement ouvrier, en ne proposant aux travailleurs aucune issue politique au-delà du capitalisme, alors que des pans entiers de la classe ouvrière sont prêts à rompre avec le régime.

On pourrait ajouter qu'en admettant l'idée hypothétique que la loi Travail pourrait être retirée et qu'un gouvernement succèderait à celui en place aujourd'hui, cela ne changerait absolument rien aux conditions épouvantables que vivent des millions de travailleurs depuis des décennies, toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis plus de 30 ans continueraient de s'appliquer et d'une manière ou d'une autre la condition ouvrière ne cessserait de se dégrader.

Il ne pouvait pas en être autrement hier, il ne peut pas en être autrement aujourd'hui comme il ne pourra pas en être autrement demain en s'y prenant de cette manière-là. Ceux qui se sont gargarisés du retrait du CPE, pendant que plus de 20 types de contrats de travail précaires continuaient d'exister, à croire qu'ils n'étaient pas vraiment concernés ou s'en accommodaient. Le retrait du CPE a changé quoi ? Absolument rien. C'est avec cette politique opportuniste qu'il faut en finir.

Autrefois, jadis devrait-on dire de nos jours, les militants ouvriers social-démocrates ou communistes participaient à la lutte de classe quotidienne au côté des travailleurs drapeaux de la révolution déployés, un tract dans une main, leur programme révolutionnaire dans l'autre, ils ne sortaient pas masqués, eux, leur programme n'était pas remisé au fond d'un tiroir, ils étaient fiers de leur drapeau...

C'est avec cette tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier qu'il faut impérativement renouer s'il ne veut pas être broyé, quand sous l'impulsion du socialisme scientifique ou du marxisme il combattait pour renverser l'ordre établi et non pour quelques miettes afin que le prolétariat supporte mieux le sort que le capitalisme lui avait réservé.

On est en présence de deux conceptions antinomiques de la lutte de classe qui poursuivent des objectifs différents, l'un consistant à (certaines couches privilégiées de) mieux vivre en régime capitaliste, l'autre à le renverser ou à changer la société.

De tous temps, à toutes les époques, quel que soit le contexte, des millions de travailleurs ont dû subir des conditions d'exploitations pires que celles réservées aux couches supérieures corrompues par le capitalisme, les portant à haïr le capitalisme, à rompre avec lui sans qu'on ait vraiment besoin de les y pousser, leur sort misérable leur interdisait de donner un sens à leur existence, sans espoir, livrés à eux-mêmes, abrutis par le travail, en proie à mille difficultés ou souffrances injustes, alors qu'aujourd'hui ils ont tous été scolarisés ou sont plus évolués ou développés que leurs ancêtres, comment imaginer un seul instant qu'ils rejetteraient notre discours, pour peu qu'on sache adapter notre discours à leur état d'esprit, peut-être ou sûrement plus qu'à leurs besoins puisqu'ils savent quelque part qu'ils ne seront jamais satisfaits aussi longtemps que l'ordre établi n'aura pas été renversé, on pourrait ajouter, contrairement à tous ces militants qui en vain voudraient leur faire croire le contraire ou qui n'ont pas compris grand chose à la condition ouvrière, qu'ils ne perçoivent qu'à travers le petit trou de la lorgnette de leur propre condition très souvent relativement confortable.

Les nantis parmi nous se souviennent soudain de l'existence de ces couches défavorisées de la classe ouvrière, lorsqu'ils risquent d'y basculer quand le gouvernement s'attaque à leurs privilèges, ils n'y sont pas préparés, il s'y prennent forcément maladroitement et ils ne parviennent pas à les entraîner dans leur mouvement pour les avoir négligées pendant des décennies et des décennies, toujours ou presque.

Jadis, quand on évoquait les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, on parlait de masses arriérées, profondément arriérées, illettrées, en proie à toutes sortes de croyances ou superstitions, donc difficile à atteindre, généralement elles étaient destinées rester arriérées (c'est ce que je suis en train d'oberserver en Inde), mais ce n'est plus le cas de nos jours, elles sont instruites, elles ont acquis des instruments pour réfléchir, donc pour progresser rapidement en tirant les leçons de leurs expériences, dans ces conditions, dans les couches les plus pauvres il existe forcément des millions de travailleurs plus avancés que les autres dans toutes les générations, pour en faire partie j'en suis le témoin et il serait inconcevable que je serais un cas isolé.

De la même manière, il est étrange que parmi les intellectuels ou les travailleurs les plus évolués, il y en ait si peu qui soient capables de davantage de discernement ou d'adopter le matérialisme dialectique, sachant qu'eux aussi sont en proie à de multiples déconvenues et difficultés au cours de leur existence. Si la société leur offre des compensations, ils sont pris dans le même engrenage que les autres travailleurs et ils ne tirent qu'une satisfaction superficielle et ponctuelle de leur statut social supérieur à laquelle se mêlent bien des sacrifices et souffrances. Je dirais même que leur situation est peu enviable car particulièrement inconfortable, ne pouvant justifier leurs privilèges qu'en recourant à la démagogie ou au mépris, à défaut d'avoir conscience du rôle qu'ils remplissent dans la société ou pour le régime.

En conclusion, au lieu de s'adresser à Hollande et son gouvernement dont il n'y a rien à attendre, on ferait mieux sans renier nos principes d'adapter notre discours à ces différentes couches de travailleurs pour les organiser et construire le parti dans l'unique perspective de la prise du pouvoir politique.

L'article suivant confirme à sa manière ce qui vient d'être dit.

Entre nous, c'est mieux que reproduire une citation des oeuvres des marxistes pour justifier une analyse ou une position ou dire : voyez comme j'ai raison, je suis un vrai marxiste, faites-moi confiance, n'est-ce pas ?

Survivre ou "le nouveau rêve américain". A bas le capitalisme !

The socialism, yes we can ! If they told themselves, we can believe it.

- Pourquoi les jeunes américains sont en train d'abandonner le capitalisme - slate.fr

Une tribune de l'anthropologue et journaliste Sarah Kendzior dans le magazine Foreign Policy, intitulée «Pourquoi les jeunes Américains sont en train d'abandonner le capitalisme». Extrait.

Ce cri de détresse, ou plutôt de désabusement, intervient après la publication d'un sondage réalisé par l'université d'Harvard et publiée en avril 2016. Celui-ci indique que 51% des 18-29 ans rejettent le modèle capitaliste alors que 42% le soutiennent. 33% déclarent par ailleurs pencher pour le socialisme.

«La façon dont le capitalisme est appliqué aujourd'hui, dans l'esprit des jeunes générations, voilà ce qu'ils rejettent», précise John Della Volpe, à la tête de cette étude. Les promesses d'Obama n'ont pas été tenues selon elle. Pire, la réalité d'un marché du travail ultra précaire serait déguisée sous un taux de chômage très bas (4,7%, soit le niveau des années 2006-2007). Les contrats courts, les piges et les mini salaires sont ainsi comptabilisés dans la population active.

«C'est à cela que ressemble l'emploi aujourd'hui ici. On est loin de l'épanouissement personnel ou du plan d'avenir. Survivre est le nouveau rêve américain». Les espoirs nés du mouvement Occupy Wall Street, ou plus récemment des manifestations «Fight for $15» pour un salaire minimum de base, n'ont pas convaincu. Trop peu de réformes concrètes et radicales.

Plus globalement, c'est le sens que les jeunes accordent aux termes «capitalisme» et «socialisme» qui interpelle les chercheurs américains.

«Le mot "capitalisme" ne signifie plus ce qu'il avait l'habitude de signifier, décrypte le professeurs d'Harvard Zach Lustbader, dans le Washington Post. Pour ceux qui ont grandi durant la Guerre froide, le capitalisme signifiait la liberté contre l'Union soviétique et les autres régimes totalitaires. Pour les générations plus récentes, cela renvoie à une crise financière que l'économie globale ne parvient toujours pas à digérer.»

De quoi expliquer le succès du candidat à la primaire démocrate Bernie Sanders, notamment chez les plus jeunes, lui qui a remis le mot socialisme au goût du jour.

«Les conditions de travail sont devenues tellement pourries et la course à la stabilité classique si insurmontable, que les ambitions modestes –un salaire qui couvre vos factures, la capacité d'acheter une maison ou d'aller au lycée sans s'endetter énormémement– sont devenues un luxe, une fantaisie.»

Il ne faut pour autant développer une réflexion binaire, ce que se garde bien de faire la journaliste. 47% des sondés estiment qu'avoir de quoi manger et dormir sous un toit sont des droits que le gouvernement doit pouvoir fournir aux plus nécessiteux. Cela n'en fait pas nécessairement des socialistes. Seulement des citoyens qui tentent de réhabiliter le principe d'égalité au «pays de la liberté». slate.fr 21.06

Comme quoi "l'égalité" n'a jamais existé en dehors du principe pour ceux qui voulaient bien y croire... La liberté uniquement pour les 6 millions de millionnaires américains...

L'égalité est un principe démagogique, une imposture, dès lors le mouvement ouvrier américain a le choix entre combattre pour plus d'égalité et reproduire indéfiniment les erreurs du passé, ou combattre pour renverser le régime et les institutions.

Encore un élément tout frais d'avant-hier qui confirme notre analyse. Entre nous, qui fabule, qui est mégalomane, qui est à côté de la plaque ?

Hollande, "un bon président" pour une minorité de nantis.

- Cotes de popularité au plus bas pour François Hollande et Manuel Valls - LeMonde.fr

En pleine contestation de la loi travail, la cote de popularité de François Hollande et de Manuel Valls continue de baisser en juin tandis qu'Alain Juppé et Emmanuel Macron enregistrent une chute, selon un sondage Odoxa publié mardi 21 juin.

Seules 16 % des personnes interrogées considèrent François Hollande comme « un bon président », contre 84 % d'un avis contraire. Il enregistre ainsi une baisse d'un point de popularité en un mois. Manuel Valls poursuit quant à lui sa chute amorcée depuis novembre, en perdant encore 2 points, avec 24 % des Français qui le considèrent comme « un bon premier ministre », contre 75 % (+2 points). Les deux têtes de l'exécutif se retrouvent ainsi à leur plus bas niveau depuis leur entrée en fonction, dans ce baromètre réalisé pour la presse régionale, L'Express et France Inter. LeMonde.fr 20.06

En famille.

- Hollande rend hommage à Chirac, créateur du Musée du Quai Branly - AFP

François Hollande a rendu un vibrant hommage à Jacques Chirac, créateur du musée du Quai Branly à Paris, consacré aux Arts premiers, qui portera également le nom de l'ancien président à partir de mardi. AFP 20.06

- Entre Sarkozy et Hidalgo, c'est l'entente cordiale - L'Express.fr

Loi Travail. Le PS était en réalité un parti anti-ouvrier et on vous l'avait caché pendant 70 ans.

Demandez-vous pourquoi...

- Bernard Cazeneuve ne veut pas de défilé anti-loi Travail à Paris - Reuters

L'exécutif, qui souhaite limiter la mobilisation de jeudi contre la réforme du travail à un simple rassemblement statique à Paris, et les syndicats, hostiles à cette idée, se sont renvoyé la balle lundi sans trouver de solution de compromis.

Dans une lettre au numéro un de la CGT, Philippe Martinez, le ministre de l'Intérieur lui demande de "prendre en considération" la proposition du préfet de police d'organiser un rassemblement statique place de la Nation et menace en termes à peine voilés d'interdire toute autre forme de manifestation.

Les syndicats opposés au projet de loi Travail ont dénoncé en réponse "une remise en cause d'un droit fondamental" et demandent à Bernard Cazeneuve de "faire une nouvelle proposition de manifestation garantissant la sécurité de tous".

Un défilé comme celui du 14 juin à Paris, marqué par des violences et des dégradations, "n'apparaît pas envisageable", explique dans sa lettre le ministre de l'Intérieur, soulignant la mobilisation des forces de l'ordre contre la menace terroriste et pour la sécurité de l'Euro de football.

La place de la Nation est le point d'arrivée envisagé par les sept syndicats organisateurs, dont la CGT et Force ouvrière (FO), pour le cortège de jeudi.

"Je vous demande de prendre en considération cette proposition qui, aujourd'hui, apparaît comme la seule voie responsable de l'expression des revendications que vous portez", écrit Bernard Cazeneuve.

Dans leur réponse à Bernard Cazeneuve, les syndicats réunis autour de la CGT et de FO réfutent une nouvelle fois les accusations de l'exécutif, en particulier celle selon laquelle des militants auraient agressé des policiers.

La CGT, FO et les cinq autres membres de l'intersyndicale (FSU, Solidaires, Unef, Unl, Fidl) ont renouvelé, à plusieurs reprises au cours de la journée, leur appel à deux nouvelles journées de mobilisation, jeudi et le 28 juin.

Ces organisations ont déposé auprès de la préfecture de police de Paris, pour jeudi, un projet de parcours entre les places de la Bastille et de la Nation.

Pascal Joly, numéro un de la CGT Ile-de-France, a expliqué à Reuters le choix de cet itinéraire, plus court que celui de la semaine dernière, par des impératifs de sécurité.

"Je ne vois pas ce qui pourrait nous inciter à renoncer à notre droit constitutionnel de manifester", a-t-il ajouté. Il a cependant précisé que la décision serait prise in fine à sept : "Ça sera une réponse unitaire."

Son homologue de FO à Paris, Gabriel Gaudy, a pour sa part jugé inacceptable la proposition du ministère de l'Intérieur.

"A chaque rassemblement place de la Nation on s'est fait 'canarder' des deux côtés, par les forces de l'ordre et par les casseurs", a-t-il expliqué à Reuters. "Jamais on n'ira dans une telle souricière."

"Le Premier ministre prendra ses responsabilités. Nous, nous maintenons la manifestation telle que nous l'avons prévue" avait-il auparavant déclaré. Reuters 20.06

Commentaire d'un internaute membre des forces de l'ordre établi.

- "*Manifestation du 9 avril à Paris vécue par des collègues de terrain.*

- Les autorités ont laissé partir la manif de République malgré la présence de groupuscules violents anarchistes cagoulés. Aucune action n'a été menée pour empêcher la progression vers Bastille puis vers Nation de ce groupe de casseurs.

À Bastille, un officier CRS a reçu un tir de mortier feu d'artifice tiré par ce groupe dans une jambe : plaies saignantes et profondes.

Où sont les moyens de la DOSTL ? Tels que des barres ponts et les lanceurs d'eau, qui auraient pu éviter aux malheureux collègues des compagnies d'intervention de se faire bombarder pendant plus d'une heure. Plusieurs blessés parmi les collègues des compagnies d'intervention, qui auraient pu être évités si des moyens de protections existants avaient été utilisés. Merci à la

haute hiérarchie, bien au chaud dans des bureaux, de se soucier du sort des fonctionnaires de police sur le terrain…

- Tout a été fait pour ne pas inquiéter ces casseurs du début jusqu'à la fin de la manifestation et ce ne sont pas les 140 grenades mp7 lancées place de la Nation qui ont eu le moindre effet pour les contrer efficacement et permettre à la manifestation de se dérouler sereinement.

- Vers 22h45, la station directrice parisienne l'avise qu'un groupe de 200 à 300 anarchistes arrivant de la gare du Nord justement par le boulevard Magenta pour rejoindre la place de la République.

Ordre lui est donné de se déplacer à l'opposé de son emplacement et de stationner boulevard Voltaire…. Encore une fois la hiérarchie préfère éviter toutes confrontations.

- Enfin, au lieu de les pourchasser et de les interpeler, pour disperser ce groupuscule ultra violent, la compagnie de CRS a été libérée sur le champ et sommée de quitter les lieux….

Ces individus ont ainsi pu quitter l'avenue de la République et l'avenue Parmentier pour rejoindre la rue Keller, lieu de résidence du premier ministre. Sur le chemin, ils ont au passage saccagé le commissariat du 11e et de nombreux commerces.

Enfin, des mesures ont été prises pour défendre le domicile du premier ministre !

- La CGT-Police constate qu'une fois de plus les forces de l'ordre ont servi à protéger les intérêts particuliers de certains. En effet, les policiers n'ont pas été autorisés (et on ne leur a pas donné les moyens) à intervenir pour protéger les manifestants pacifiques, les commerçants, les collègues, des biens, un commissariat… Par contre, pour protéger le domicile du premier ministre, là, tout à été fait.

- Pour quel bénéfice ?

Les conséquences d'avoir laissé le champ libre aux casseurs :

- Décrédibiliser les manifestations contre le projet de Loi EL KHOMRI et le mouvement « Nuit Debout »;

- Décrédibiliser les forces de police et creuser encore plus le fossé entre police/population ;

- Faciliter des cas de « violences policières », en choisissant de rétablir l'ordre par la force, plutôt que d'écarter au plus vite les éléments perturbateurs ;

- Laisser les personnes user de violences en toute impunité,

La tactique semble claire « diviser pour mieux régner » et éviter le débat de fond sur les choix de société, en mettant en avant des « faits divers ».

- Les attentats de 2015 ont rapproché la police de la population, ce qui semble intolérable pour le gouvernement en place.

Le gouvernement a peut-être peur que l'on suive l'exemple des policiers italiens, qui ont retiré leur casque antiémeute, lundi 9 décembre 2015 à Turin, en signe de solidarité avec les « forconi » (« fourches »), ces manifestants venus de tous les horizons pour dénoncer la politique d'austérité.

Nos collègues italiens ont été acclamés par la population, un exemple à suivre par nous, homologues du pays des Droits de l'Homme. "

Qui a dit à bas la police ? Quelle connerie ! A bas le ministre de l'Intérieur, Valls, Hollande, c'est déjà plus à propos...

- Loi travail : le sort de la manifestation parisienne en suspens - AFP

Le gouvernement va-t-il interdire le défilé parisien contre la loi travail jeudi ? Après 24 heures de négociations, le sort de la manifestation restait en suspens mardi, les syndicats ayant persisté dans leur refus d'un "rassemblement statique".

Mardi en fin de matinée, une réunion à la préfecture de police a débouché sur un "constat de désaccord", selon les syndicats d'Ile-de-France qui ont "catégoriquement refusé" un rassemblement place de la Nation.

Ils ont précisé avoir fait des "propositions alternatives de parcours": Bastille-Place d'Italie, ou Denfert-Rochereau-Place d'Italie. "Les discussions se poursuivent et à ce stade aucune décision n'a été prise", affirmait-on à la préfecture de police en fin d'après-midi.

Les sept syndicats contestataires (CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl) souhaitaient initialement défiler entre la place de la Bastille et la place de la Nation jeudi à 14 heures, dans le cadre d'une journée de mobilisation contre le projet de loi travail dans toute la France. Un trajet court pour "tenir compte", selon eux, des conditions de sécurité.

Mais les autorités insistent depuis lundi pour qu'ils choisissent une manifestation statique plutôt qu'un défilé, en invoquant des raisons de sécurité, après les violences qui ont émaillé la manifestation nationale du 14 juin dans la capitale. Faute de quoi, ont-elles prévenu, la manifestation sera interdite - une mesure exceptionnelle. AFP 21.06

- Manifestation du 23 juin : les autorités affichent leur fermeté - LeMonde.fr

Le préfet de police a refusé le parcours des syndicats, lundi 20 juin, expliquant qu'il donnerait seulement son autorisation pour un rassemblement, place de la Nation. LeMonde.fr 21.06

En complément.

Travailler plus pour gagner autant : le Sénat adopte les accords offensifs pour l'emploi - Public Sénat

Travailler plus pour gagner autant. Ce sera possible en cas d'accord offensif pour l'emploi. Ce point de la loi travail a été adopté par le Sénat. L'exécutif prévoit qu'un accord ne peut pas diminuer la rémunération mais en cas de refus de l'accord, un salarié pourra être licencié... Public Sénat 21.06

- Les pilotes d'Air France lèvent leur préavis de grève - Reuters

- Le site FranceTV Info en grève à partir du 28 juin contre le projet de chaîne d'information publique - LeMonde.fr

Les journalistes s'inquiètent d'un partage de la production de l'information numérique avec France info qui pourrait leur être défavorable. LeMonde.fr

La loi Travail ou la loi du silence.

- Malaise sur beIN Sports: une supportrice de l'euro donne un carton rouge à la loi Travail - slate.fr

Un journaliste fait tranquillement son interview après le match avec des supporters maquillés, avant que la femme interrogée (l'intermittente Sophie Tissier, qui s'était déjà fait remarquer dans Touche Pas à Mon Poste et la campagne «On Vaut Mieux Que Ça», comme l'ont remarqué plusieurs personnes sur Twitter et Facebook) ne finisse par sortir un prospectus «Carton Rouge à la Loi Travail», et n'évoque «les choses qui se passent en ce moment dans ce pays».

Sur Twitter, quelques heures après cette interview, Sophie Tissier nous explique qu'elle est bien «mobilisée contre la loi Travail» et que tout ceci était «une action revendiquée par Paris Debout - Nuit Debout».

Lorsqu'il voit le carton rouge, le journaliste de BeIn est alors plutôt embarrassé et essaie de faire comme il peut pour la faire taire, expliquant qu'il «n'est pas là pour faire leur publicité», qu'on «va parler de football», et de la pousser hors du champ de la caméra, sous le regard vide des deux autres supporters à côté. Suivent de longues secondes de malaise, avant que le journaliste en plateau, Darren Tulett ne reprenne la main.

Pour beIN Sports, pas de politique quand on parle de foot.

C'est devenu l'un des jeux préférés des chaînes d'info en continu et des chaînes de sport. Après chaque match de l'Euro, des journalistes présents autour du stade et dans les fan-zones interrogent des supporters de différents pays pour recueillir leur réaction après la victoire, défaite, qualification ou élimination de leur équipe.

Si parfois cela donne des images très sympas et parfois très drôles quand ces supporters décident de rendre la vie impossible aux journalistes, cela se retourne aussi parfois contre les chaînes quand les personnes interrogées décident d'aborder des sujets qui n'étaient visiblement pas prévus au programme.

On en a eu l'exemple ce dimanche sur BeIn Sports. Un journaliste fait tranquillement son interview après le match avec des supporters maquillés, avant que la femme interrogée (l'intermittente Sophie Tissier, qui s'était déjà fait remarquer dans Touche Pas

à Mon Poste et la campagne «On Vaut Mieux Que Ça», comme l'ont remarqué plusieurs personnes sur Twitter et Facebook) ne finisse par sortir un prospectus «Carton Rouge à la Loi Travail», et n'évoque «les choses qui se passent en ce moment dans ce pays».

Sur Twitter, quelques heures après cette interview, Sophie Tissier nous explique qu'elle est bien «mobilisée contre la loi Travail» et que tout ceci était «une action revendiquée par Paris Debout - Nuit Debout».

Lorsqu'il voit le carton rouge, le journaliste de BeIn est alors plutôt embarrassé et essaie de faire comme il peut pour la faire taire, expliquant qu'il «n'est pas là pour faire leur publicité», qu'on «va parler de football», et de la pousser hors du champ de la caméra, sous le regard vide des deux autres supporters à côté. Suivent de longues secondes de malaise, avant que le journaliste en plateau, Darren Tulett ne reprenne la main.

C'est loin d'être la première polémique autour du fait qu'il ne faut pas parler de politique lors de cet Euro.

Le ministère de l'Intérieur avait déjà demandé aux supporters de ne pas évoquer le sujet. Dans un guide publié le 9 juin, veille du début de l'Euro, la place Bauveau demandait de ne pas «tenir de propos politiques, idéologiques, injurieux, racistes ou xénophobes» aux abords des stades.

Devant la polémique, le ministère de l'Intérieur avait fini par se justifier en indiquant que les consignes venaient de l'Uefa (même si ce n'est pas tout à fait le cas) et reculer deux jours plus tard. Pour bien se comporter, il ne faut désormais «pas exprimer ou diffuser des messages injurieux, racistes, xénophobes, sexistes ou religieux». La supportrice anti-loi Travail pourra toujours dire qu'elle a bien respecté tout ça. slate.fr 20.06

Tu regardes la baballe et tu fermes ta gueule, compris ?

La réaction se déchaîne.

- Après les attentats, un Français sur cinq se dit prêt à pratiquer la torture - LeFigaro.fr

- Lyon: Des néo-nazis ukrainiens dans les tribunes de l'Euro - arretsurinfo.ch

- Guaino : « Le syndicalisme est en train de détruire l'objectivité et l'impartialité de la magistrature » - Public Sénat

Invité de Preuves par 3, Henri Guaino s'en est pris au syndicat de la magistrature « qu'il faudrait interdire ». Public Sénat 21.06

La justice version OTAN

- Non-lieu validé pour le naufrage du Bugaled Breizh - Reuters

La Cour de cassation a validé mardi le non-lieu prononcé dans le dossier du naufrage du chalutier breton Bugaled Breizh au large des côtes britanniques, qui avait fait cinq morts en janvier 2004. Elle a suivi les réquisitions du ministère public... Reuters 21.06

Xénophobie et propagande de guerre.

Russie

- Athlétisme: le drapeau russe interdit de JO - arretsurinfo.ch

- Euro 2016 : le Pays de Galles humilie la Russie - LeMonde.fr

- Ukraine: la pilote Savtchenko dénonce à Strasbourg la "traîtrise" de Moscou - AFP

La pilote militaire et députée ukrainienne Nadia Savtchenko, libérée en mai après deux ans de détention en Russie, a dénoncé lundi, devant ses homologues parlementaires du Conseil de l'Europe réunis à Strasbourg, la "traîtrise" de Moscou dans le conflit ukrainien. AFP

-«C'est qui ce joueur?» : en Russie, les naturalisations font débat - Slate.fr

-Être supporter de foot en Russie, une certaine idée de l'enfer - Slate.fr

Quand la police anti-émeutes, le racisme, le manque de moyens et les cocktails Molotov sont monnaie courante à chaque match, est-il si étonnant que le comportement des hooligans russes en France soit si violent? Il existe un mot particulier, en russe, pour désigner cette odeur d'alcool qu'exhale... Slate.fr 21.06

- L'utilisation d'armes à sous-munitions en Syrie trahie par la télévision russe - LeMonde.fr

Venezuela

- L'opposition vénézuélienne mobilise contre Nicolas Maduro - Reuters

- Le Venezuela au bord de la faillite et de la pénurie - Francetv info

Le Venezuela, qui abrite les premières réserves de pétrole de la planète, est le théâtre depuis plusieurs semaines d'émeutes de la faim avec des files d'attentes qui s'allongent. Francetv info

Leur vieux monde hideux, cruel, monstrueux

- Plus de 65 millions de personnes ont été déplacées en 2015, un nouveau record mondial - Francetv info

Depuis 2011, le nombre de personnes ayant fui leur pays en raison des guerres et des persécutions augmente chaque année.

Par rapport à 2014, la hausse est de 9,7%. Et depuis 2011, date du début du conflit syrien, ce chiffre ne cesse d'augmenter, selon ce dernier rapport statistique annuel. Parmi les 65,3 millions de déracinés dans le monde, 21,3 millions sont des réfugiés ayant quitté leur pays et 40,8 millions – un chiffre record – sont des "déplacés internes" qui sont partis de leur foyer sans quitter le pays. Les 3,2 millions restants sont des demandeurs d'asile dans les pays industrialisés. Francetv info 20.06

J'hésite à demander l'asile à la France, non, c'est une blague, on me le refuserait !

Bienvenue en oligarchie.

- L'Europe se tire des balles dans le pied, les Européens y croient encore

Malgré l'ampleur et l'évidence des défauts de l'Union européenne, je continue de croire à une Europe plus forte. Et je ne suis pas le seul. Europhile... Slate.fr

- Pourquoi Donald Trump attire tant de fans violemment antisémites - Slate.fr

- Voici l'explication la plus drôle que vous verrez sur les conséquences du Brexit

Elle est signée de l'humoriste anglais John Oliver. Il compare notamment l'Union européenne à Gérard Depardieu. Slate.fr

- MSF lance une websérie satirique pour dénoncer la politique migratoire de l'Europe

À l'occasion de la journée des réfugiés, l'ONG Médecins sans frontières a lancé lundi 20 juin une campagne sur son site afin de dénoncer la politique migratoire européenne mais aussi pour sensibiliser l'opinion publique sur sort des migrants. LeFigaro.fr

- Réfugiés : et si on cohabitait ?

Nous publions ce reportage d'une étudiante en journalisme, primé par le prix HCR- « Le Monde » 2016. LeMonde.fr

- L'expo sur les migrants qui passionne les jeunes

Une cinquantaine de photos de réfugiés en pied, le regard direct : l'exposition « I AM with them », à l'Institut du monde arabe, fait le buzz chez les moins de 25 ans. Au point d'être prolongée jusqu'au 24 juillet. LeMonde.fr

- Bac : « Le ramadan est un challenge supplémentaire »

Les écrits du bac tombent en même temps que le mois de jeûne du ramadan. Des candidats qui ont fait le choix de vivre leurs traditions tout en passant les épreuves témoignent. LeMonde.fr

- Une majorité d'articles sont partagés sur les réseaux sociaux sans même être lus

«Les gens se forment une opinion basée sur un résumé, ou un résumé de résumés». Ils sont 46.000 à n'avoir rien vu venir... Slate.fr

- Oubliez le yoga et la méditation, le must, c'est le câlineur professionnel

Ses expériences tactiles consensuelles se développent depuis une dizaine d'années aux États-Unis.Les câlineurs profesionnels ont la côte. The New York Times consacre un article à ces nouveaux practiciens qui gagnent leur vie en faisant des câlins et des chatouilles. Slate.fr

- Paris montre à Orlando comment survivre à la tragédie - Slate.fr

- « Chez moi » : le très beau texte d'un journaliste sur la nuit gay

Nous avons lu et aimé ce texte publié sur Medium de Philippe Corbé, correspondant aux Etats-Unis pour RTL, qui a tourné tout le week-end sur les réseaux sociaux.Nous l'avons aimé car il dit très simplement l'essence profonde des lieux auxquels s'est attaqué l'Etat islamique dans la nuit du 11 au 12 juin Rue89

- Une lettre ouverte accuse Twitter « d'inaction » face aux messages homophobes

Jean-Luc Romero-Michel, président de l'association Elus locaux contre le sida, et Jérôme Beaugé, président de l'Inter-LGBT, fustigent le « silence » de la direction du réseau social. LeMonde.fr

- Comprendre les sondages sur le harcèlement et les violences sexuelles

Selon une étude, 87 % de femmes ont déjà été victimes de harcèlement dans les transports publics. Mais la méthodologie de l'enquête pose question. LeMonde.fr

- On sait (enfin) pourquoi les règles peuvent être si douloureuses

Derrière les inflammations aiguës, la protéine C réactive.La revue Journal of Women's Health vient de publier les résultats d'une recherche qui ne manquera pas d'intéresser toutes les personnes dont le PMS (syndrome prémenstruel en français) est infiniment douloureux. Slate.fr

- Les parents ne doivent surtout pas commenter le poids de leur fille

C'est de là que viennent les complexes.«T'as pas un peu grossi?», «Tu es sûre de vouloir reprendre du dessert?», «Tu devrais faire attention, non?»... Slate.fr

- L'épisode le plus violent de «Game of Thrones» était aussi le plus beau

L'épisode 9 de la saison 6 a un dénouement facile, mais il réinvente la façon de filmer une guerre médiévale. Slate.fr

- Comment les acteurs et les actrices de «Game of Thrones» apprennent la mort de leur personnage

C'est tout un rituel. Attention, cet article est rempli de spoilers, y compris sur l'épisode 9 de la saison 6.C'était un épisode que tout le monde attendait. «La bataille des bâtards» a offert au public de Game of Thrones le moment qu'il attendait depuis plus de deux mois... Slate.fr

- Avec Netflix, laissez-vous initier au Manzai, cet art humoristique japonais

La plateforme de SVOD a mis en ligne l'ambitieuse série «Hibana: Spark». Une parfaite introduction à un certain type d'humour verbal codifié à l'extrême qu'a longtemps pratiqué Takeshi Kitano. Slate.fr

- Pour économiser la batterie de votre ordinateur, vous devriez utiliser ce navigateur

Selon un test de Microsoft, Microsoft Edge est le meilleur. Slate.fr

- À São Paulo, la pizza au feu de bois est décriée: elle pollue beaucoup trop

Même s'ils polluent bien moins que les voitures, les fours à bois sont une source d'émission de particules fines à ne pas négliger dans la plus grande ville du Brésil. Slate.fr

- «C'est qui ce joueur?» : en Russie, les naturalisations font débat - Slate.fr

- Être supporter de foot en Russie, une certaine idée de l'enfer

Quand la police anti-émeutes, le racisme, le manque de moyens et les cocktails Molotov sont monnaie courante à chaque match, est-il si étonnant que le comportement des hooligans russes en France soit si violent?Il existe un mot particulier, en russe, pour désigner cette odeur d'alcool qu'exhale... Slate.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

- L'UE étale ses divisions sur les sanctions contre Moscou - Reuters

L'Union européenne a affiché lundi ses divisions sur la manière de mettre fin à son bras de fer avec la Russie sur la crise en Ukraine, la Grande-Bretagne appelant les pays membres à maintenir une position dure vis-à-vis de Moscou tandis que la Slovaquie jugeait intenable l'actuelle politique de sanctions.

A la veille du renouvellement pour six mois, jusqu'à la fin de l'année, des sanctions contre Moscou, la France a réaffirmé la position selon laquelle il ne pourra y avoir de changement dans le régime des sanctions contre Moscou tant que la Russie ne cessera pas de soutenir les séparatistes du Donbass, même si Paris souhaite également que les dirigeants de l'UE cherchent à se rapprocher du Kremlin.

La Slovaquie, qui s'apprête à prendre la présidence tournante de l'UE, a estimé que les Vingt-Huit ne pouvaient ignorer les pressions politiques auxquelles doivent faire face certains pays membres en faveur d'un assouplissement des relations avec la Russie, principal fournisseur de gaz de l'Europe. L'Italie, la Bulgarie et la Grèce ne cachent pas leur souhait de voir levées une partie des sanctions.

Le ministre slovaque des Affaires étrangères Miroslav Lajcak, dont le pays présidera l'UE de juillet à décembre, a évoqué "une demande croissante pour une discussion politique" sur les sanctions.

Une telle "discussion" masque simplement un allègement des mesures de rétorsion imposées depuis juillet 2014 à Moscou en réaction à l'annexion de la Crimée par la Russie, indique-t-on de sources diplomatiques.

Dimanche, dans une interview, le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier a estimé que l'UE devrait lever progressivement les sanctions si des progrès importants sont enregistrés dans l'application des accords de paix de Minsk.

Mais la chancelière Angela Merkel a réaffirmé sa position selon laquelle les sanctions européennes envers la Russie ne pourront être levées que si les accords de Minsk sont pleinement respectés, a déclaré son porte-parole.

"Les sanctions seront levées une fois que la Russie aura rempli ses obligations", a déclaré le porte-parole Steffen Seibert lors d'une conférence de presse du gouvernement.

Cette annonce confirme la position prise par les pays du G7 le mois dernier.

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, partage également ce point de vue. "Je pense qu'il ne faut pas lever les sanctions économiques tant que la Russie n'aura pas changé de comportement. Je crois qu'il y a un consensus sur la question dans l'Union européenne", a-t-il déclaré à Reuters lundi. Reuters 21.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Percée du M5S aux municipales en Italie, revers pour Renzi - Reuters

Quelque 8,6 millions de personnes, soit un cinquième de l'électorat, étaient concernées par ce second tour qui se déroulait dans les 126 communes où aucun candidat n'avait remporté plus de 50% des voix au premier tour, le 5 juin.

Le taux de participation est tombé à 50,5%. Il était d'environ 60% il y a deux semaines. Reuters 20.06

2- Turquie

2.1- Ahmet Ogras, tête de pont d'Ankara dans l'islam français - Liberation.fr

Discret, l'islam turc pèse d'un vrai poids en France. Dès 2017, ce proche de l'AKP pourrait devenir le président du Conseil français du culte musulman. Liberation.fr

2.2- A Istanbul, les journalistes s'inquiètent des atteintes à la liberté d'expression - lefigaro.fr

Les arrestations de personnalités qui luttent pour des médias libres se multiplient en Turquie. La répression est rude à l'encontre de toute voix critique à l'égard du président Recep Tayyip Erdogan. lefigaro.fr 21.06

2.3- Turquie : ces enfants syriens au travail, plutôt qu'à l'école - Francetv info

En Turquie, les ateliers clandestins grouillent d'enfants syriens privés d'éducation, obligés de subvenir aux besoins de leur famille. Francetv info

3- Afrique du Sud

- Afrique du Sud : violentes manifestations à Pretoria avant les municipales - LeMonde.fr

Des incidents ont éclaté dans la capitale sud-africaine, Pretoria, lundi 20 et mardi 21 juin après l'annonce de la nomination d'un candidat à la mairie pour les municipales d'août. Une vingtaine de véhicules ont été incendiés et des routes bloquées par des pierres et des pneus en feu.

Des habitants de Tshwane, la municipalité qui englobe Pretoria, sont descendus dans la rue pour dénoncer la décision du parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC), de parachuter Thoko Didiza comme candidate à la mairie, au lieu de reconduire l'édile sortant, Kgosientso Ramokgopa.

Dix-neuf bus ont été incendiés lundi soir à Mamelodi, le plus grand township de Tshwane, selon le ministère des transports. Mardi, au moins un bus et un camion ont été également brûlés dans le township d'Atteridgeville.

Lors d'une conférence de presse, la ministre de la défense, Nosiviwe Mapisa-Nqakula, a dénoncé, dans des termes forts, ces actes de violence. « Il s'agit de la capitale et nous n'allons pas laisser des anarchistes, des hooligans et des gangsters (...) la transformer en zone d'anarchie », a-t-elle déclaré, ajoutant que pour l'heure l'armée n'avait pas été déployée. La police a toutefois procédé à « plusieurs arrestations » et des suspects seront déférés « peut-être dès mercredi » devant la justice, a-t-elle précisé.

L'ANC contrôle la vie politique sud-africaine depuis la chute officielle du régime ségrégationniste d'apartheid en 1994. Mais le parti de Nelson Mandela pourrait connaître des déconvenues lors des municipales, alors que le président Jacob Zuma, leader de l'ANC, accumule les déboires.

Selon un sondage réalisé la semaine dernière par Ipsos South Africa, les élections seront particulièrement serrées dans plusieurs grandes métropoles du pays. Dans cette étude d'opinion, le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique, qui détient déjà la ville du Cap, devance l'ANC à Port Elizabeth (sud-est) et à Pretoria, et talonne le parti au pouvoir à Johannesburg. LeMonde.fr 21.06

4- Israël

4.1- Assassinat ordinaire

- Un Palestinien tué dans un incident lié aux lanceurs de pierres - euronews.com

Un adolescent palestinien de 15 ans a été tué par balle par des soldats israéliens qui semblent l'avoir confondu avec un lanceur de pierres et d'engins incendiaires. L'incident a eu mardi à l'aube et quatre autres adolescents, dont deux frères de la victime décédée, ont également été blessés. euronews.com

4.2- Ils l'assument. Mossad et SS, même combat.

- Comment le protégé de Hitler a commencé à travailler pour le Mossad - lepoint.fr

La revue "Sang-froid" raconte l'incroyable histoire d'Otto Skorzeny, ancien militaire SS devenu agent des services de renseignements israéliens…

Après l'armistice, l'homme trouve refuge dans l'Espagne de Franco et devient un indispensable relais pour les nazis en fuite. Ses activités le conduisent à voyager un peu partout dans le monde, mais surtout en Égypte, où il conseille plusieurs dignitaires du régime du roi Farouk. Il y fait la connaissance de scientifiques allemands qui se sont mis au service de l'armée égyptienne et qui participent à un programme militaire top secret. L'information n'échappe pas au Mossad qui va répondre à la menace par des assassinats ciblés. En 1960, Otto Skorzeny, qui joue les entremetteurs des puissances arabes, est placé en tête de la liste des personnes à abattre. Il le restera jusqu'à l'été 1961.

Cette année-là, le Mossad change d'avis et se met en tête… de le recruter. Lui, l'ancien nazi, va devenir un agent secret à la botte d'Israël. Un soir, alors qu'Otto Skorzeny boit des verres avec son épouse, un couple les séduit. Elle, Anke, terriblement attirante, lui, Yosef, beau parleur. Les deux sont en réalité des espions. Otto et sa femme se laissent approcher et convient le couple à leur domicile pour une soirée libertine. Arrivé à son appartement, l'ancien militaire SS met en joue Yosef, lui indiquant qu'il l'avait démasqué. Les discussions commencent entre les deux hommes. Skorzeny affirme qu'il collaborera en échange d'une seule chose : que son nom soit rayé de la liste des criminels de guerre. « Je ne suis pas un criminel de guerre, dit-il, selon des propos rapportés par Sang-froid. [...] J'étais un simple soldat. »

S'ensuivra une rencontre avec l'état-major du Mossad, une visite du Yad Vashem (le mémorial dédié à la mémoire des millions de juifs victimes de l'Holocauste), et une longue et fructueuse collaboration. lepoint.fr 20.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

5- Mexique

- Mexique : une manifestation d'enseignants dégénère en heurts meurtriers - euronews.com

Six morts et plus d'une centaine de blessés, c'est le bilan de violents affrontements dans la ville Asunción Nochixtlán. Ils ont éclaté dimanche lors d'une manifestation de syndicats d'enseignants dans cette ville de l'Etat d'Oaxaca, dans le sud du Mexique. Ces derniers protestaient depuis plusieurs jours contre une réforme de l'éducation. Ils bloquaient une des principales routes de cette localité quand des centaines de policiers sont intervenues pour les déloger.

Selon la police fédérale, des individus armés se sont glissés parmi les manifestants et sont à l'origine des débordements. Ils auraient ouvert le feu à la fois contre les civils et les policiers. Mais les versions divergent, certains accusent la police d'avoir aussi tiré à balles réelles. Une cinquantaine de membres des forces de l'ordre ont été blessés, et autant de civils. 21 personnes ont été arrêtées. euronews.com 20.06

ECONOMIE

1- Concentration du capital (fusions-acquisitions).

- «En 2015, une forte reconfiguration de la structure capitalistique des multinationales» - libération.fr

Les investissements directs étrangers ont augmenté de 38% l'an denier dans le monde, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

A en croire la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), l'optimisation fiscale se porte à merveille. Certes, les fusions-acquisitions ont battu un record en 2015 atteignant 721 milliards de dollars, contre 432 milliards en 2014, indique le rapport de la Cnuced sur l'investissement dans le monde. Mais cette envolée, qui explique un net rebond des IDE (Investissements directs étrangers) dans le monde en 2015, répond également à des logiques d'optimisation fiscale, visant à réduire le montant des impôts en localisant le siège dans un pays à fiscalité réduite. Entretien avec Astrit Soulstarova, l'un des rédacteurs du rapport rendu public ce mardi par l'antenne onusienne.

Que ce soit la Banque mondiale, le FMI ou encore l'OCDE, tout le monde révise à la baisse la croissance économique mondiale. Mais à la Cnuced vous mettez en évidence une forte hausse des investissements directs étrangers au niveau mondiale en 2015. Comment expliquez-vous cette distorsion?

Le rapport 2016 sur les investissements directs étrangers présente en effet ce qui peut ressembler, a priori à une bizarrerie puisque le niveau des investissements directs étrangers est sans relation apparente avec l'état de la conjoncture économique mondiale. Nous montrons dans notre dernier rapport que les investissements directs étrangers se sont élevés à quelque 1 800 milliards de dollars en 2015 (1 590 milliards d'euros). Comparée à l'année précédente, les IDE ont donc progressé de 38% en 2015. Mais il faut nuancer la portée d'une telle croissance. Le mariage entre les géants du ciment, le français Lafarge et le suisse Holcim ou encore l'union des deux chimistes américains DuPont et DoxChemical… Les fusions acquisitions ont battu un record en 2015. En fait, nous avons assisté, en 2015, à une forte reconfiguration de la structure capitalistique des multinationales. Ce sont ces opérations capitalistiques qui expliquent en grande partie cette envolée apparente des IDE.

De quoi s'agit-il?

Nous avons vu, par exemple, de nombreuses multinationales américaines acquérir des entreprises en Irlande dans un premier temps. Elles achètent pour ensuite adopter un schéma de plus en plus classique. En clair, ces entreprises américaines ou encore européennes, domicilient ensuite leur maison mère en Irlande, alors qu'elles étaient localisées jusqu'ici aux Etats-Unis. Nous voyons que des circuits d'optimisation fiscale passent de plus en par l'Europe. D'ailleurs, les Pays-Bas ou encore le Luxembourg sont eux aussi, à l'instar de l'Irlande des havres de paix pour de nouvelles sociétés holding. Mais tout le monde a compris que ces mêmes multinationales n'ont pas délocalisé leur production. Il suffit ensuite de faire remonter les profits par des opérations intragroupe des filiales de production aux sociétés holding. Ce mouvement s'est fortement accéléré en 2015 par rapport à 2014. Sur les 1 800 milliards de dollars d'IDE qui ont circulé à travers le monde en 2015, près de 300 milliards s'expliquent par ces opérations d'acquisitions d'entreprises à l'étranger ou encore de créations de nouvelles sociétés holding dont le seul but est de faire de l'optimisation fiscale.

Et ce sont les pays développés qui en ont profité le plus ?

Oui. Mais en réalité, les IDE productifs ne se sont pas élevés à 1800 milliards mais plutôt à 1300 milliards de dollars (1 155 milliards d'euros). La progression mondiale des IDE est donc de 15% en 2015 par rapport à 2014. Qu'en est-il des pays émergents?

Hongkong, la Chine, Singapour, l'Inde et la plupart des autres pays de l'Asie émergente ont continué à connaître une forte progression des entrées d'IDE. Par contre, les pays d'Amérique latine enregistrent un recul. Ainsi, le Brésil qui est confronté à une grave crise économique et politique, n'a attiré que 65 milliards de dollars d'IDE en 2015 contre 73 en 2014. Mais il faut noter que 10 pays émergents figurent désormais dans les 20 premiers pays qui attirent le plus d'investissements étrangers au niveau mondial. Plus globalement, la part des pays en développement dans le total des IDE est de 45%, ce qui marque un recul par rapport aux années précédentes. Le reste, soit 55% va du côté des pays industrialisés. Mais encore une fois, cette répartition s'explique par une intensification de la recomposition capitalistique des multinationales. La seule raison d'être de ces flux à destination des pays industrialisés à faible fiscalité est de payer le moins d'impôts possible.

Comment ces investissements ont-ils affecté les pays producteurs de matières premières?

On parle ici des pays qui sont dans la catégorie des pays en développement ou encore des pays les moins avancés. Dans un contexte de croissance économique mondiale atone, ces pays ont tous souffert des programmes de réduction des investissements de firmes multinationales qui travaillent à l'extraction de leurs matières premières. Pour donner un ordre de grandeur, le poids de ces entreprises qui travaillent dans le secteur du pétrole, du gaz, des minerais et autres matières premières ne représente qu'à peine plus de 10% du total des investissements productifs dans les pays industrialisés. Par contre, la part des investissements de ces mêmes entreprises dans la plupart des pays riches en matières premières, notamment l'Afrique, est sensiblement supérieure. Et ce sont justement ces pays qui ont besoin de ces investissements source de croissance, de rentrées fiscales et donc de dépenses publiques. libération.fr 21.06

2- Chine

- Les Chinois font un grand bond en avant dans les fusions-acquisitions - latribune.fr

Selon des données publiées ce lundi 20 juin par Thomson Reuters, les entreprises et investisseurs chinois ont acquis pour

111,6 milliards de dollars de sociétés étrangères, depuis le 1er janvier. Un montant qui correspond à celui réalisé sur… l'ensemble de l'année 2015.

C'est un euphémisme de dire que les Chinois sont des interlocuteurs avec lesquels le monde des fusions-acquisitions doit désormais compter. Selon des données publiées ce lundi 20 juin par Thomson Reuters, les entreprises et investisseurs chinois ont acquis pour 111,6 milliards de dollars (98,5 milliards d'euros) de sociétés étrangères, depuis le 1er janvier. Un montant qui correspond à celui réalisé sur... l'ensemble de l'année 2015. Il faut dire que la mainmise de ChemChina sur Syngenta a pesé lourd dans cette performance du premier semestre 2016 : l'entreprise publique chinoise a déboursé 43 milliards de dollars afin de s'emparer du groupe suisse, numéro un mondial des pesticides. Jamais un acquéreur chinois n'avait aligné une telle somme pour remporter une entreprise étrangère.

Mais l'importance de cette transaction ne doit pas masquer une dynamique à l'œuvre dans bien d'autres secteurs d'activité, depuis le début de l'année. A commencer par l'hôtellerie, avec la montée régulière de Jin Jiang au capital d'AccorHotels : passé d'un peu plus de 5% du capital au mois de janvier à plus de 15% aujourd'hui, le poids lourd chinois de l'hôtellerie est ainsi devenu ni plus ni moins que le premier actionnaire du groupe français. A quoi s'ajoutent les infrastructures, le port du Pirée étant devenu la propriété du transporteur maritime chinois Cosco, mais également le prêt-à-porter, avec le passage des marques Sandro, Maje et Claudie Pierlot dans le giron du groupe de textile Shandong Ruyi Technology Group, ou encore le football, l'Inter de Milan étant récemment passé sous la coupe du distributeur de produits électroniques Suning.

Volonté de diversification face à une économie domestique qui ralentit

Autant de cibles qui montrent un intérêt particulier de la Chine pour le Vieux Continent. De fait, entre le 1er janvier et le 7 juin, les acquéreurs asiatiques, et principalement les Chinois, ont dépensé un total de 79 milliards d'euros en acquisitions de sociétés européennes, un montant en hausse de 65% par rapport à la même période de l'an dernier, d'après des chiffres de BNP Paribas. Certes, leurs rachats d'entreprises américaines ont doublé dans le même intervalle, mais pour atteindre 49 milliards d'euros "seulement".

« Les investissements chinois en Europe sont l'une des grandes tendances du moment, sur le marché des fusions-acquisitions. Les investisseurs chinois veulent diversifier leurs placements, face à une économie domestique qui ralentit [la croissance chinoise est tombée en 2015 à son plus bas niveau des 25 dernières années, à 6,9% ; Ndlr], et importer des savoir-faire technologiques », a expliqué Sophie Javary, responsable de l'activité de « corporate finance » pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient chez BNP Paribas, lors d'une conférence de presse, le 7 juin.

La banque conseille d'ailleurs la compagnie aérienne Air-France KLM dans le cadre de la cession de sa filiale de restauration Servair, valorisée 475 millions d'euros, au conglomérat chinois HNA. Pour Sophie Javary, pas de doute, cette propension des acquéreurs chinois à faire leurs emplettes en Europe "est là pour durer". "Ils font montre d'une professionnalisation croissante et d'une grande capacité à financer les deals, à tel point qu'il sont souvent les mieux-disants", explicite la responsable du "corporate finance" Europe chez BNP Paribas. Sans oublier l'importance des synergies de revenus que peut représenter l'ouverture du marché chinois pour un groupe européen.

Un appétit qui inquiète jusqu'au plus haut niveau des Etats

Mais cet appétit des acquéreurs chinois pour les entreprises du Vieux Continent n'est pas sans susciter des inquiétudes au plus haut niveau. Surtout quand l'ombre de l'Etat chinois plane derrière les prétendants en provenance de l'Empire du Milieu, comme c'est le cas avec Jin Jiang, contrôlé par la mairie de Shanghaï. « Accor a des actionnaires chinois car son développement se fait également en Asie. Mais je suis très attentif à ce que le capital de ce grand groupe à taille mondiale reste diversifié », a ainsi déclaré le président de la République, François Hollande, dans les colonnes de La Voix du Nord, le 7 juin.

Trois jours plus tard, c'est Sigmar Gabriel, ministre allemand de l'économie et vice-chancelier du gouvernement d'Angela Merkel, qui s'est ému du projet de rachat de Kuka, l'un des fleurons de la robotique allemande, par le géant chinois de l'électroménager Midea. Dans une tribune publiée par l'hebdomadaire Wirtschaftswoche du 10 juin, Sigmar Gabriel invite ses homologues européens à envisager l'instauration de barrages à des rachats d'entreprises européennes par des acteurs non européens, lorsque les cibles appartiennent à des industries "portant les germes de la prospérité et de la création de valeur de demain".

Au-delà de cette levée de boucliers, une autre raison pourrait diminuer l'appétit des Chinois pour les entreprises étrangères au cours des prochains mois. A savoir la volonté de Pékin de freiner l'érosion des réserves de change du pays, lesquelles ont chuté de près de 513 milliards de dollars l'an dernier. Ces sorties de capitaux mettent en effet le yuan sous pression. China International Capital Corp, la plus importante banque d'affaires de Chine, s'attend donc à ce que les rachats d'entreprises étrangères par des acquéreurs chinois n'excèdent pas 150 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2016. Ce qui représenterait tout de même un bond de 34,5% par rapport à 2015. latribune.fr 20.06

Haut de page

Le 23 juin 2016

CAUSERIE

« Segui il tuo corso, e lascia dir le genti ! » - (Poursuis ton chemin, et laisse dire les gens !)

Karl Marx, Préface de la première édition du Capital, 25 juillet 1867.

Capitulation en rase campagne.

Brexit. La gauche n'était qu'une posture... réactionnaire

Le réalisateur Ken Loach, récemment couronné de la Palme d'Or à Cannes, s'est résolu à voter pour mais sans grand enthousiasme. "L'Union européenne actuelle est un projet néolibéral. Mais si nous sortons, alors nous serons confrontés à un gouvernement très à droite. Donc, ma position comme celle de nombreuses personnes de gauche, est que nous allons voter pour rester mais en ayant une attitude très critique vis-à-vis de l'UE." Huffington Post 22.06

Ken Loach est la coqueluche du NPA...

La situation qui s'est développée ces dernières année est cruelle et doit être un véritable cauchemar pour des centaines de milliers de militants ou davantage encore qui se disaient de gauche ou d'extrême gauche et qui réalisent qu'ils ont été manipulés ou se sont laissé manipuler, parce qu'ils ignoraient ce que signifiait réellement être de gauche au point de ménager ou soutenir le PS. Au même titre que les adhérents du PS ils pourraient se voir traiter de réactionnaires, ce qui n'est pas franchement agréable ou enviable, disons que cela fait réfléchir... en principe.

Mais ce n'est pas certain, car ils pourront toujours justifier leur attitude ou se donner bonne conscience, s'ils ne réalisent pas que le PS n'avait jamais changé au cours du siècle écoulé. Dans ce domaine, il y a tout lieu de ne pas tirer de conclusions hâtives sous peine de se faire des illusions. Leur ignorance ne concernait pas seulement le rôle et la nature du PS, elle s'appliquait au processus historique dans lequel s'inscrivaient le développement du capitalisme et la crise qui le rongeait auxquels ils n'ont manifestement rien compris ou pas grand chose, un simple constat. Cette ignorance devait déteindre sur l'interprétation qu'ils faisaient de leur condition en fonction de leur statut social et les satisfactions qu'ils en tiraient, aussi leur est-il difficile de se passer de l'un sans se séparer de l'autre.

En gros, la critique de la société actuelle et particulièrement de ses méfaits ou tares ne vaut pas grand chose ou n'avance à rien, si on ne remonte pas à leurs origines. C'est ce processus qui constitue le meilleur enseignement, dès lors qu'on se débarrasse de tout a priori ou qu'on fait abstration de sa condition, cependant il est extrêmement rare que des militants parviennent à le conduire jusqu'au bout. Comme disait Marx dans la préface du Capital, cela suppose qu'on veuille "*apprendre quelque chose de neuf et par conséquent aussi penser par eux-mêmes*". (Hier soir on a subi une longue coupure de courant, et comme Selvi ma compagne regardait un film tamoul dans l'autre pièce, pour économiser les batteries j'ai éteint l'ordinateur et j'ai fait un peu de lecture avant d'aller me coucher, j'ai relu le passage sur la force de travail et la formation de la plus-value, voilà, vous savez tout !)

C'est « catégorique » : Pas question d'aller à l'affrontement avec les représentants du régime.

POID - Les syndicats d'Ile-de-France ont réaffirmé leur refus « catégorique » de substituer au défilé un « rassemblement statique »... 21.06

- le ministère de l'Intérieur a proposé un parcours quasi-statique autour de la place de la Bastille, que les syndicats ont accepté. (huffingtonpost.fr 22.06)

LO - Après avoir tenté de forcer les directions syndicales à annuler leur appel à manifester, après avoir proclamé qu'il ne tolèrerait pas la manifestation syndicale appelée le 23 juin à Paris, le gouvernement a dû finir par l'autoriser, bien que sur un parcours réduit. Nathalie Arthaud 22.06

PCF - ... le gouvernement vient d'autoriser celle-ci sur un parcours négocié avec les organisations syndicales.

C'est une victoire de la mobilisation et de la détermination des démocrates à faire respecter les libertés publiques fondamentales. 22.06

Sans rire, Mailly qui ne craint pas le ridicule a osé déclarer que c'était une "victoire pour les syndicats et la démocratie", pourquoi

pas pour le socialisme pendant qu'il y était ! Et ce ne sont pas les vendus de gauche et d'extrême gauche qui le contrediront.

Au pas.

Certains chroniqueurs évoquent en ironisant un parcours "hermétisé", "semi-statique", "quasi-statique", et qui sera pour le coup quasiment statique si la surface prévue s'avèrerait trop restreinte pour contenir la totalité des manifestants qui seraient condamnés à faire du sur-place, à moins que pour se dégourdir un peu les jambes ils fassent au pas ou à la queue leu leu le tour du bassin de l'Arsenal en dansant la farandole.

Je ne me moque des manifestants en général, uniquement de ceux qui ménageront Martinez et Mailly

- Manifestation du 23 juin contre la loi travail : un parcours de moins de deux kilomètres - lemonde.fr

Interdite, la manifestation contre la loi travail prévue jeudi 23 juin à l'appel des syndicats se tiendra finalement dans un espace des plus réduits.

Après une matinée de tensions, un accord a été trouvé in extremis, qui permet à chacun de « sauver la face » : les syndicats refusaient en effet l'idée d'un « rassemblement statique » (c'est-à-dire sans parcours) proposé par la préfecture. Ils auront donc la possibilité de défiler dans un parcours très réduit, 1,8 km au total, consistant en une boucle autour du bassin de l'Arsenal qui jouxte la place de la Bastille, dans le 11e arrondissement de Paris.

Un marcheur isolé met, selon Google, une vingtaine de minutes à effectuer ce tour, dont on peut se demander, vu sa taille, s'il ne présente pas de risques en cas d'afflux important de manifestants.

On peut calculer approximativement la surface attribuée à ce parcours : environ 32 500 m2 pour la place de la Bastille, environ 20 000 pour le boulevard éponyme, et la même chose pour le boulevard Bourdon de l'autre côté du Bassin. Au total, 72 000 m2 environ.

Si l'on s'en tient aux chiffres policiers, 75 000 manifestants ont défilé à Paris le 14 juin. Or, leur parcours faisait environ 300 000 m2, soit une surface quatre fois plus importante ! Si les images montrent un cortège où l'on circulait sans problème, il paraît difficile d'envisager que le même nombre de manifestants ne soit pas « tassé » à raison de moins de 1 m2 par personne. lemonde.fr 22.06

- Volte-face du gouvernement: la manifestation interdite puis autorisée à Paris - AFP

Le gouvernement a fait volte-face mercredi en autorisant finalement, juste après l'avoir interdite, une manifestation organisée par les syndicats opposés à la loi travail, jeudi à Paris, sur un parcours court qui fera l'objet de mesures de sécurité renforcées.

La manifestation se déroulera "sur un parcours proposé par le ministre de l'Intérieur", une boucle de 1,6 km autour du bassin de l'Arsenal, près de la place de la Bastille, a annoncé mercredi l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl).

La décision a été qualifiée de "victoire pour les syndicats et la démocratie" par les secrétaires généraux de la CGT, Philippe Martinez, et de FO, Jean-Claude Mailly, qui s'étaient entretenus dans la matinée avec le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve.

Elle a suscité un tweet ironique du cofondateur du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon: "La manif officiellement interdite est officiellement autorisée à tourner en rond de façon statique. Valls obtus et confus."

Jeudi, plus de 2.000 policiers seront mobilisés sur la manifestation, pour laquelle des mesures d'"interdiction de paraître" ont été prises contre une centaine de personnes. Un "pré-filtrage" sera mis en place pour éviter notamment que des projectiles soient introduits.

"On va tout faire pour que les choses se passent bien", a déclaré Jean-Claude Mailly mercredi soir sur BFM, indiquant que "FO renforce demain à nouveau son service d'ordre" et "la CGT aussi".

Si les secrétaires généraux de la CGT, Philippe Martinez, et de FO, Jean-Claude Mailly ont qualifié la décision de "victoire pour les syndicats et la démocratie", le parcours suscite néanmoins l'ironie de nombreux observateurs.

Lors de la conférence de presse donné par les syndicats à la veille du 23 juin, Jean-Claude Mailly a montré un étrange sens de la répartie. Face à une journaliste jugeant que le tracé (très court) du parcours prouve qu'il s'agit d'une manifestation statique, le secrétaire général de Force Ouvrière a rétorqué "Ah bon? Demandez à un unijambiste, vous verrez si c'est statique!"

"Nous poursuivrons ce texte (...) et nous le ferons adopter parce qu'il en va de l'intérêt du pays", a assuré le chef du gouvernement lors d'une séance de questions à l'Assemblée. AFP, Reuters, huffingtonpost.fr 22.06

- Manifestation contre la loi travail : les dessous d'un cafouillage gouvernemental - lepoint.fr

Bernard Cazeneuve avait trouvé la solution d'un compromis dès mardi soir. Mais Valls ne voulait pas en entendre parler. Et Hollande a laissé flotter...

Manuel Valls ne décolère pas. L'interdiction de la manif parisienne, c'était son idée. Il a été une nouvelle fois désavoué par François Hollande... En fait, Bernard Cazeneuve avait, quant à lui, trouvé une solution dès mardi soir avec la CGT et FO : un tracé de 500 mètres décidé par ses services de manière à assurer un maximum de protection aux biens et aux personnes et à mettre la manifestation contre la loi travail à l'abri des casseurs. Mais les leaders syndicaux s'arc-boutent encore sur un défilé de République à Bastille.

Le Premier ministre prend donc sur lui l'interdiction de la manifestation puisque ni la CGT ni FO n'acceptent la manifestation statique. Prévenu mardi soir, François Hollande se tient à distance et laisse faire le gouvernement. Il campe sur une position ambivalente : si la protection des biens et des personnes ne peut être assurée, alors l'interdiction de manifester se justifie. En somme, il donne alors le sentiment de soutenir son Premier ministre mais à condition qu'il soit démontré qu'on ne peut assurer l'ordre public autrement que par l'interdiction. On ne se méfie jamais assez des "petites clauses" de réserve du président.

En tout cas, Valls croit tenir une position ferme. C'est mal connaître le jésuitisme présidentiel. Quand, ce matin, le ministre de l'Intérieur annonce l'interdiction, c'est la bronca ! Et voilà que la CFDT se mêle au concert des critiques. La réunification du front syndical devient rapidement très problématique. Cazeneuve ressort sa solution de la veille : une manif sur un mini-parcours contrôlé. Hollande donne son feu vert. Le ministre de l'Intérieur reçoit dans la matinée Philippe Martinez de la CGT et Jean-Claude Mailly, le leader de FO, lequel, à la sortie du rendez-vous, laisse filtrer son sentiment : "Nous ne sommes ni optimistes, ni pessimistes. On est zen, j'aimerais qu'à Matignon ils le soient autant." Ils viennent d'accepter la solution du ministre de l'Intérieur.

Ce qui est terrifiant dans cette volte-face, c'est que le pouvoir ne semble pas apprendre de ses nombreuses erreurs passées du même acabit. Un "stop and go" quasiment permanent qui donne l'impression qu'il n'y a pas de pilote dans l'avion. On annonce une décision qu'on retire deux heures plus tard. La France qui attend de l'ordre ne s'y retrouve pas ; la France qui manifeste est confortée dans l'idée qu'une décision s'arrache sous la pression... Et, au passage, dégât collatéral : le Premier ministre est discrédité comme il le fut à l'époque de la déchéance de la nationalité, qu'il a soutenue sans mesure, comme sur la première version de la loi travail avant que Hollande et la CFDT s'accordent sur un compromis...

"Le tandem Hollande-Valls est à bout de souffle, constate, navré, un député PS. Le Premier ministre est tendu comme un arc. Il prend toutes les questions que nous lui posons en réunion de groupe comme un attentat terroriste. Il serait temps qu'il parte et qu'à Matignon, Hollande nous mette un Cazeneuve, plus rond, plus calme." Voilà qui ne devrait pas arranger l'humeur du Premier ministre... lepoint.fr 22.06

Mimétisme.

- Philadelphie, première grande ville américaine à taxer les sodas - yahoo.fr 17.06

- Des députés veulent surtaxer les sodas - AFP 22.06

Des députés ont proposé mercredi de surtaxer les boissons sucrées pour compenser la suppression d'autres petites taxes sur les produits agroalimentaires, au nom de la "simplification" de la fiscalité mais aussi pour des raisons de santé publique. AFP 22.06

Inculture politique. Et dire qu'il ne le savait pas...

- PSplusjamais.fr : « Le but de ce site, c'est qu'on n'oublie pas » - rue89.nouvelobs.com

Au téléphone, le trentenaire « clairement militant associatif » ne décolère pas. Lundi, il a lancé le site internet « PS : plus jamais ! », où il invite les électeurs de gauche déçus à expliquer pourquoi ils ne voteront plus pour le Parti socialiste « aux premiers, comme aux seconds tours ».

Ce site est « une réaction d'ulcération, d'exaspération après des mois d'incompréhension », nous explique son créateur, ingénieur en informatique, qui nous a demandé pour l'occasion de le prénommer « Pierre-Sacha ».

Lui se décrit comme un militant passé par le Nouveau Parti Anti-capitaliste, puis par le Front de gauche.

« Mais je ne suis plus encarté depuis 2012 et je ne suis pas syndiqué. »

Il explique néanmoins avoir « toujours voté PS, par réalisme, au second tour ». rue89.nouvelobs.com 22.06

On sait ce qu'il advient de tous ces petits bourgeois, ulcérés, exaspérés, indignés, etc. qui ne vont jamais au bout de leurs analyses, c'est bien pourquoi Le Nouvels Obs lui offre gracieusement cette tribune...

Vous penserez peut-être qu'il peut encore évoluer... On ne va pas attendre qu'ils évoluent tandis que des millions de travailleurs ont déjà réalisés ce constat depuis belle lurette ou que le PS était un parti pourri de droite, c'est vers eux qu'il faut se tourner.

A vau-l'eau ou la réaction sur toute la ligne.

- Le Conseil de l'Europe renonce à sanctionner Ankara - Reuters

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a dénoncé mercredi les violations des droits de l'Homme et de l'Etat de droit en Turquie, jugées contraires aux principes de l'organisation, tout en renonçant à sanctionner Ankara. Reuters 22.06

- La justice américaine invalide la réglementation de la fracturation hydraulique édictée par Obama - LeMonde.fr

Un juge fédéral du Wyoming a invalidé, mercredi 22 juin, la série de mesures édictées il y a un peu plus d'un an par l'administration Obama pour réguler la fracturation hydraulique sur les terrains publics. Cette technique de forage notamment utilisée dans l'extraction du gaz et du pétrole de schiste, fait l'objet de vives critiques de la part des organisations de protection de l'environnement.

Le juge considère que « le Congrès n'a pas délégué au département de l'intérieur [l'administration qui gère les ressources naturelles] l'autorité pour réguler la fracturation hydraulique », ajoutant que l'initiative du Bureau of Land Management (BLM), l'agence en chargée des terrains appartenant à l'Etat, s'apparente à « un abus d'autorité » et est « contraire à la loi ».

La fracturation hydraulique, qui consiste à fissurer la roche en injectant à très forte pression de l'eau, du sable et des produits chimiques pour y récupérer le pétrole et le gaz difficiles à extraire, suscite de plus en plus d'opposition aux Etats-Unis. « Il y a beaucoup de crainte et d'inquiétude de la part du public, particulièrement à propos de la sécurité de l'eau souterraine et de l'impact de ces opérations », avait affirmé Sally Jewell, la secrétaire à l'intérieur, en mars 2015, lorsque les mesures avaient été annoncées. Le BLM avait reçu auparavant plus de un million et demi de contributions de la part de particuliers et d'associations favorables à ces nouvelles règles.

Protection des secrets industriels

Celles-ci consistent à obliger les groupes pétroliers et gaziers à renforcer l'étanchéité de leurs puits et à tester systématiquement la qualité des parois en ciment censées empêcher la contamination des nappes phréatiques. Il est également demandé aux sociétés de fournir davantage d'informations concernant le stockage des fluides toxiques utilisés. Il est aussi question de sécuriser les eaux usées dans des réservoirs couverts, au lieu de les évacuer, comme c'est parfois le cas, dans des fosses creusées à même le sol. Enfin, les compagnies pétrolières étaient censées publier dans un délai de 30 jours quels produits chimiques elles injectent dans le sol pour permettre l'extraction.

Une question sensible pour les compagnies pétrolières, qui sont très jalouses de leurs secrets industriels. Ainsi, en 2015, en Caroline du Nord, Halliburton a fait un intense lobbying pour faire passer une loi, qui condamne toute personne qui divulguerait la liste des produits chimiques utilisés pour la fracturation hydraulique.

La remise en cause de ces mesures a été accueillie favorablement par le lobby pétrolier, qui avait porté plainte, bien que leur coût pour les compagnies reste relativement modeste. Le gouvernement l'avait évalué à 32 millions de dollars (29,5 millions d'euros) par an, soit à peine 1 % du coût d'exploitation moyen d'un puits. « La décision démontre que les Etats sont – et l'ont été pendant plus de 60 ans – les mieux placés pour réguler de façon sécurisée la fracturation hydraulique », estime Neal Kirby, un responsable de l'Independent Petroleum Association of America.

De son côté, Cynthia Lummis, la représentante républicaine du Wyoming, qui avait également porté plainte aux côtés de l'Utah et du Colorado, estime que c'est une victoire pour les droits des Etats fédérés : « Ces mesures sapaient la régulation prudente et efficace que les Etats ont mis en place à propos de la fracturation hydraulique, comme c'est le cas au Wyoming. » Les mesures étaient censées concerner 11 % du gaz et 5 % du pétrole consommés aux Etats-Unis. L'immense majorité de l'extraction est effectuée en effet sur des espaces privés ou appartenant aux Etats fédérés, qui restent libres d'appliquer leurs propres règles.

Si le gouvernement peut encore faire appel de cette décision, il s'agit d'un nouveau revers pour Barack Obama, qui a tenté de prendre plusieurs initiatives en faveur de l'environnement, mais qui ont été remises en cause par les tribunaux. C'est notamment le cas d'une décision de l'Environmental Protection Agency qui veut mettre sous la protection fédérale plus de plans d'eau et de zones humides. Une initiative bloquée par une cour d'appel fédérale en octobre 2015. Par ailleurs, en février 2016, la Cour suprême a mis son veto temporaire à la limitation des émissions de CO2 générées par les centrales thermiques. LeMonde.fr 22.06

Leur modèle de société.

- SDF et affamés : une étude pointe la précarité de 50 000 étudiants californiens - LeMonde.fr

Sans domicile fixe et souvent affamés : c'est le misérable quotidien de près de 50 000 étudiants californiens effectuant leur cursus au sein du réseau universitaire public Cal State, le plus vaste et l'un des plus abordables des Etats-Unis. « Quand on voit ces chiffres, on a le souffle coupé », a reconnu le chancelier Timothy White, pour qui le problème serait national, et largement sous-estimé.

Selon l'enquête, entre 8,7 % et 12 % des 460 000 étudiants sur les 23 campus du réseau Cal State n'ont pas de logement fixe, et entre 21 % et 24 % n'ont pas d'accès régulier à la nourriture.

Les étudiants qui ont répondu ne pas avoir de logement fixe passent en majorité d'un logement à l'autre, chez des amis ou de la famille. Les autres dorment dans des voitures, tentes, stations de train ou de bus, parkings, motels, campings ou refuges. L'étude note que les étudiants qui n'ont pas assez accès à la nourriture et sont SDF sont « invisibles et il y a très peu de recherches sur cette population ».

Cal State, qui se définit comme « le plus vaste réseau d'universités du pays, le plus divers et l'un des plus abordables », propose des frais de scolarité d'environ 5 000 dollars par an, soit bien inférieurs à ceux du prestigieux réseau d'universités publiques University of California (UC) – plus de 12 000 dollars l'année – lui-même bien moins cher qu'une université privée. LeMonde.fr 22.06

Ils ne pensent qu'à cela.

- Pour s'enrichir, mieux vaut miser sur les voitures que sur l'immobilier - bfmbusiness.bfmtv.com

Un rendement de 467% sur 10 ans: voilà ce qu'ont rapporté aux investisseurs avisés les voitures de collections depuis le milieu des années 2000. Difficile de faire mieux.

Oubliez l'or, la bourse, l'immobilier et même les hedge funds. Depuis 10 ans, le meilleur placement possible c'est l'automobile et de loin. Évidemment il ne s'agit pas d'investir dans une Clio, une Golf ou une Fiesta. Les automobiles qui prennent de la valeur avec le temps sont celles que les constructeurs vendent cher et produisent en petite quantité. Les Porsche et les Ferrari de collection ont ainsi toutes les chances de prendre une sacrée cote. Selon une étude de Knight Frank Luxury Investment, les chanceux qui ont les moyens d'investir dans des modèles de collection ont bénéficié de rendement hors du commun. De 161% sur 5 ans et même de 467% sur 10 ans. Autrement dit, avec un investissement initial de 50.000 euros en 2006, votre capital serait aujourd'hui de 283.500 euros.

Aucun autre type de placement ne peut soutenir la comparaison. Si vous aviez placé la même somme à la Bourse de Londres (l'étude est britannique), votre capital n'aurait pas pris un penny. Et si vous l'aviez confié à un fonds d'investissement, il aurait pris 7,83% si l'on juge les données de Prequin. Même l'immobilier et l'or n'ont pas autant rapporté sur la décennie passée. Pour un investissement dans le centre de Londres, la plus-value se serait limiitée à 100% (les prix ont doublé...). Et l'once d'or qui a beaucoup fait le yo-yo depuis dix ans a généré, elle, un rendement de 250%.

Les voitures de collection peuvent atteindre des prix hallucinants aux enchères. En février, cette Ferrari 335 Sport Scaglietti de 1957 a ainsi été adjugée pour 32 millions d'euros. Un record pour une voiture. Il s'agit certes d'un modèle très rare produit à l'époque à une poignée d'exemplaires. Et il n'y a pas que les Ferrari. Une Jaguar a par exemple atteint la somme de 7,25 millions d'euros en mai dernier lors d'une vente à Monaco. Jamais une automobile de la marque anglaise n'avait atteint un tel prix.

La star du moment c'est la Ferrari Dino. Selon le site suisse Bilan, la voiture de sport des années 60 qui porte le nom du fils du créateur de la marque valait 35.000 euros il y a 5 ans. Elle en vaut aujourd'hui 10 fois plus! De quoi aiguiser l'appétit des investisseurs.

Sauf que les bonnes affaires, c'est peut-être fini. Avec la flambée des prix, le ticket d'entrée est aujourd'hui inaccessible. Et la possibilité de faire la culbute limitée. "Si vous voulez acheter une Ferrari en espérant que sa valeur double ou triple d'ici quelques années, ce n'est pas la meilleure chose à faire, explique dans le Financial Times Fritz Kaiser, collectionneur et gestionnaire de fortune basé au Liechtenstein. Mais si vous êtes déjà un collectionneur, c'est le bon plan pour vous."

Quand la Chine s'éveillera à la voiture de collection

Comme pour l'art et les grands vins, la spéculation atteint des niveaux tels qu'il devient de plus en plus difficiles de trouver de petites pépites à fort potentiel. Certaines marques comme Ferrari sont désormais intouchables. "La spéculation sur les Ferrari a commencé à la suite du décès de son fondateur en 1988, explique Christian Rochet, un collectionneur dans Bilan. Il y a eu des rumeurs sur le fait que la construction de ces voitures allait s'arrêter. Certains modèles se sont dès lors revendus trois fois le prix une année seulement après leur sortie." Mieux vaut selon lui miser sur d'autres marques comme Porsche, Mercedes ou Aston Martin.

Mais il faut bien être un expert, écumer les garages et se tenir au courant des enchères pour espérer dénicher un modèle à fort potentiel. Et surtout avoir de la chance. Flairant le bon plan, certains fonds d'investissements se sont spécialisés dans ce secteur. Comme IGA Automobile lancé en 2011 par un groupe de passionnés parmi lesquels on retrouve Nick Mason, le batteur de Pink Floyd. Un fonds réservé aux personnes fortunées avec un droit d'entrée fixé à 390.000 euros. Mais pour l'heure le succès semble mitigé. La cote a trop grimpé pour attirer les spéculateurs et les succès sont trop aléatoires. Mais la donne pourrait changer avec l'arrivée des Chinois sur ce marché. "Il n'y a actuellement pas d'acheteurs en Chine, car il est impossible d'y importer des voitures anciennes, explique dans GQ Pierre Novikoff de la maison de vente Artcurial. Le jour où ça changera, le marché pourrait exploser." bfmbusiness.bfmtv.com 22.06

Bienvenue en oligarchie

- En 1992, un pays disait «non» à l'Europe puis «oui» à l'Euro

Le scénario qu'a vécu le Danemark en 1992 fait rêver les supporters de l'Angleterre favorables au Brexit.Un pays dit «non» à l'Europe, puis «oui» à l'Euro juste après. Slate.fr

- Tests Pisa: en France, les maths creusent les inégalités sociales

Un nouveau rapport de l'OCDE souligne l'élitisme du système scolaire français. Slate.fr

- Saurez-vous reconnaître le vrai sens de ces emojis?

Méfiez-vous, les apparences sont parfois trompeuses.C'est officiel, la baguette de pain, si chère dans le coeur des Français, est officiellement devenu un emoji. Le Consortium Unicode, organisme qui décide des caractères universels sur nos outils électroniques, a publié la version 9.0 du standard... Slate.fr

- En Syrie, une centaine de petits Hezbollahs

En Syrie, dans les régions contrôlées par Assad, le groupe libanais se fait des amis, influence des milices et développe un nouveau modèle de guerre asymétrique. Sayyida Zeinab (Syrie) Cette banlieue du sud de Damas croule sous les morts. Chaque jour amène son lot de nouveaux martyrs. Slate.fr

Haut de page

Le 24 juin 2016

CAUSERIE

Cessez de gaspiller, de consommer à outrance, d'acheter n'importe quoi parce que vous en avez les moyens, car en agissant de la sorte vous ne faites que participer à la reproduction du cycle du capital au cours duquel la plus-value est produite et qui sert à renforcer le pouvoir ou la puissance des capitalistes ou de l'oligarchie financière.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit en lisant ce matin un article consacré à la situation économique des Etats-Unis publié par le Réseau Voltaire (notamment) - L'économie US ne parvient pas à sortir de l'ornière, dans lequel on pouvait lire que la récession qui menacerait les Etats-Unis et l'économie mondiale traduirait une "crise de la productivité" qui serait liée à "l'absence d'innovation".

Effectivement il existe un rapport direct de cause à effet entre les deux facteurs que l'on connaissait déjà, puisqu'il figure au premier plan des contradictions du capitalisme, et constitue un des éléments concourant à à la formation et à l'accélération de la crise du capitalisme en se traduisant par la baisse du taux de profit.

Je ne me suis pas arrêté à ce constat, qui pour ainsi dire n'est pas de notre ressort ou sur lequel nous ne pouvons pas agir à moins d'être un capitaliste. Le cerveau fonctionnant aussi par association d'idées, cette "absence d'innovation" m'a fait penser à un autre facteur déterminant pour la réalisation du cycle du capital, à savoir que toute marchandise produite devait trouver un acquéreur, ce qui évidemment est rendu plus compliqué ou peut être compromis quand les salaires baissent ou stagnent, en présence d'un chômage de masse, etc. Mais ce n'est pas le seul aspect de cette question, il faut aller plus loin et se demander ce que recouvre le facteur marchandise.

La population en fonction du développement économique du pays et de ses revenus va acquérir un certain nombre de marchandises qui correspondent à des besoins qu'elle satisfait de la sorte. Qu'il s'agisse de marchandises correspondant à des besoins quotidiens, alimentaires ou élémenaires ou des marchandises correspondant à des biens durables ou d'équipement, le capitalisme s'emploie à créer sans cesse de nouvelles marchandises qui corrrespondent aux besoins que nous venons d'évoquer ou à de nouveaux besoins qu'il a créés pour que la population consomme toujours davantage de marchandises.

C'est ainsi que le capitalisme a besoin en permanence d'innover pour proposer de nouveaux produits aux consommateurs potentiels qui couvriront ses besoins courants ou dont l'usage s'étend sur une période plus ou moins longue. Il faut donc imaginer que le capitalisme pourrait tomber en panne d'imagination ou ne serait plus en mesure d'innover non pas en terme de marchandises mais de besoins, car l'homme ne peut pas s'inventer des besoins à l'infini surtout quand son existence en est déjà pleine, trop même, on a envie de dire n'en jeter plus, la cour est pleine !

Ils ont déjà inventé des milliers de produits si inutiles que peu de gens les acquièrent, par exemple une montre connectée à Internet. En fait la plupart de leurs "innovations" consistent en l'amélioration d'un produit déjà existant et dont la plupart des gens sont déjà équipés. A partir de là, il faut les inciter à en changer, même lorsque la limite de la durée de vie de leurs biens d'équipements est loin d'être atteinte ou qu'ils pourraient encore les utiliser pendant de nombreuses années, par exemple un réfrigérateur, une télévision, une machine à laver, une voiture, etc.

On a envie de dire : dépenser autrement le produit de la vente de votre force de travail, au lieu de contribuer à faire marcher la machine du capitalisme et ainsi assurer sa pérennité.

Rassurez-vous, je ne vous demanderai pas de me faire un don, car si mon revenu ou mon niveau de vie n'a cessé de baisser au cours des dernières années, environ de 70% tout de même, j'avais déjà anticipé cette situation en réduisant mes besoins au strict nécessaire ou presque, de manière à pouvoir continuer de vivre sans dépendre de personne dans l'avenir.

Donc je me suis fait la réflexion que "l'absence d'innovation" ne devait pas seulement concerner la productivité, mais aussi les besoins que les capitalistes créent à destination de la population, besoins qui font partie de ce que les économistes appellent la croissance économique ce dont vous avez tous entendu parler. Et évidemment ce n'est pas un hasard s'ils insistent tant sur ce facteur puisqu'il est déterminant pour la survie du capitalisme.

En réfléchissant à cette question, je me suis penché sur mon propre comportement passé, qui a évolué davantage en fonction de mes revenus plutôt que l'évolution de ma conscience politique je dois avouer jusqu'à une date relativement récente.

Je me souviens dans les années 80, quand mes revenus étaient confortables et que je vivais avec ma première épouse, avoir fait du shopping les samedi et dimanche après-midi en guise de passe-temps, et pour conserver un souvenir impérissable de ces sorties mémorables, généralement il nous fallait dépenser de l'argent dans des choses dont l'utilité était fort discutable. Autrement dit, si on avait disposé d'un revenu plus élevé, nous aurions dépensé davantage et ainsi de suite jusqu'à en avoir la nausée.

Cela dit, nous n'étions pas complètement stupide au point de dépenser tout notre revenu ou de nous endetter, au contraire, nous économisions à l'époque des dizaines de milliers de francs et nous nous comportions en parfaits petits bourgeois qui ne se souciaient guère du reste de la société, en quelque sorte, après avoir cessé de militer, nous avions trouvé une compensation aussi futile qu'illusoire qui aujourd'hui me fait horreur. Voilà ce qui arrive quand on a aime aveuglément ou qu'on se leurre sur soi-même, mais là n'est pas notre sujet.

On pourrait se dire encore que lorsque les gens disposent de tous les biens d'équipement correspondant à leurs besoins et qu'ils sont endettés, ils vont cesser de dépenser leur salaire dans ces marchandises, ce qui n'est pas malheureusement pas le cas.

Et puis il y a les services qui sont également des besoins, et dans ce domaine depuis la révolution électronique ou de l'informatique les capitalistes ont mis le paquet pour en créer une multitude, sans parler que sous forme d'applications ou programmes elle a enrichi l'usage de la plupart des biens d'équipement rendant complètement obsolètes ou archaïques ceux d'autrefois tout juste bons à la feraille.

L'usage des services est devenu frénétique au point de changer de téléphone portable tous les ans ou plusieurs fois par an par exemple. Cela s'explique du fait que la population étant entièrement équipée en biens d'équipement renouvelables en principe au bout d'un certain nombre d'années, il fallait trouver un autre moyen pour la forcer à continuer de consommer, de préférence toujours plus, mieux encore, qu'elle ne puisse plus s'en passer.

Cela dit, il arrive bien forcément un jour où la limite des besoins que l'homme pouvait imaginer est atteinte dans un contexte économique donné, ce qui ne signifie évidemment pas que les besoins de tous les hommes seraient satisfaits, loin s'en faut, mais était-il besoin de le préciser.

Le plus fort dans tout cela, c'est qu'on ne s'est même pas demandé ce que recouvrait cette notion de besoin, qui en partie est naturel, et pour le reste le résultat d'un processus historique lié au développement des forces productives. Ce qui prouve qu'elle est largement encore inconsciente, et il en sera ainsi aussi longtemps que l'immense masse de la population n'aura pas pris son destin en mains.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous ne faisons pas une priorité de cette prise de conscience ou que nous portons aucun jugement sur le comportement des masses contrairement à la gauche et l'extrême gauche dégénérées.

Alors pourquoi aborder ce sujet ? Parce qu'on ne peut pas prétendre parler au nom des travailleurs, du socialisme, avoir acquis un certain niveau de conscience et se comporter n'importe comment dans la vie quotidienne ou participer à la survie du capitalisme quand il est possible ou facile de faire autrement, sans que cela ne nous coûte aucun effort, c'est juste une question de cohérence entre les idées que l'on défend et la manière dont on les met en oeuvre au quotidien.

Si notre comportement est dicté par le capitalisme quand on peut facilement agir autrement, il y a lieu de penser qu'on n'est pas si pressé que cela de s'en débarrasser, ou que les avantages qu'on en retire influent à la fois sur notre comportement et l'interprétation qu'on en fait, ainsi que de la situation ou de la société.

La question est de savoir jusqu'à quel point nous subissons l'influence du capitalisme et de son idéologie, ensuite et ensuite seulement on pourra déterminer notre degré d'indépendance vis-à-vis du capitalisme, sachant qu'on ne pourra pas vivre en dehors du capitalisme tant qu'il existera.

On était parti de la "crise de la productivité" qui proviendrait de "l'absence d'innovation" du capitalisme, autrement dit, on était parti de la réalité, on n'a pas rêvassé à la manière d'un philosophe ou d'un sociologue, on a mis à profit notre expérience et notre imagination pour essayer de mieux comprendre un aspect du capitalisme en relation avec le combat que nous menons pour l'abattre, toujours avec l'obsession de progresser, ensemble de préférence, sinon à quoi bon.

S'informer pour comprendre et agir.

Investig'Action : Ni pub ni subside, seulement vous! (appel de Michel Collon)

https://www.youtube.com/watch?v=5bFLV-8h15g

Dehors l'ignoble imposteur !

- Hollande: "nous irons jusqu'au bout" sur la loi travail - AFP

Le président François Hollande a réaffirmé jeudi sa volonté d'aller "jusqu'au bout" sur la loi travail, alors que les opposants défilent à nouveau dans l'après-midi pour manifester leur désaccord.

"Sur ce projet de loi, nous irons jusqu'au bout, parce que c'est essentiel de pouvoir (...) permettre aux entreprises de pouvoir embaucher davantage, permettre que nous ayons davantage de formation pour ceux qui sont les plus éloignés de l'emploi, davantage d'embauches avec des contrats à durée indéterminée, et davantage pour ce que nous pouvons faire en matière d'insertion", a affirmé M. Hollande, à l'occasion de l'inauguration d'un centre social rénové dans le XIIIe arrondissement de Paris.

Le président de la République a inscrit son action dans le prolongement de la "règle d'or" sociale proposée lors de l'élection présidentielle de 2012, "faire en sorte qu'il y ait une possibilité d'éducation pour tous".

Il a défendu dans son discours son action en faveur de la lutte contre la pauvreté depuis le début du quinquennat.

"Voilà pourquoi il faut se battre (...) Il faut se battre jour après jour pour que nous puissions faire avancer les droits, pour que nous puissions améliorer la situation des plus modestes, et l'ambition que je porte depuis quatre ans, c'est de réduire les inégalités (...) C'est long de réduire les inégalités", a-t-il dit devant le personnel et les résidents de la Cité du refuge, un centre social de l'Armée du Salut conçu par Le Corbusier et Pierre Jeanneret en 1933.

"Quand on parle des plus pauvres, parfois on a l'impression de déranger les autres. Quand on parle des plus pauvres, on a parfois

le sentiment qu'on viendrait prodiguer un assistanat, une sorte de détournement de fonds publics pour celles et ceux qui ne voudraient pas travailler, qui seraient trop fragiles. Eh bien non, dans la France d'aujourd'hui -ce sera je l'espère toujours le cas-, les plus fragiles, les plus démunis, les plus modestes ont droit de cité. Et leur cité n'est pas simplement un refuge, leur cité est la République française", a-t-il dit. AFP 23.06

Quelle audace, quel cynisme ! Hallucinant, stupéfiant comme discours, provocateur, non ? C'est la première réaction qu'on peut avoir en le découvrant, et généralement la réflexion du militant n'ira pas plus loin, celle de ses dirigeants non plus. Et pour cause, les "plus pauvres" ils s'en tous détournés, ils les ignorent, alors Hollande a le beau rôle.

Hollande est le produit ou le point d'orgue de 70 ans d'opportunisme des dirigeants du mouvement ouvrier tous courants confondus. La CGT a appelé à voter pour lui, la direction de la CGT a été reconduite à son dernier congrès, les militants n'ont que ce qu'ils ont mérité avec Hollande-Valls-Macron-Cazeneuve.

Chut, ils "négocient en secret" le passage de la loi Travail.

- Loi travail : pendant la manif, on négocie en secret - lepoint.fr

L'article 2 de la loi travail qui heurte FO et la CGT fait l'objet de tractations secrètes. Puisque François Hollande et Manuel Valls se montrent inflexibles, certains parlementaires socialistes – avec les encouragements du patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis – ont pris les choses en main en attendant que la loi travail revienne en seconde lecture à l'Assemblée nationale. Des discussions ont lieu en marge des manifs. Jean-Claude Mailly, le leader de FO, se montre moins fermé. L'inversion de la hiérarchie des normes serait maintenue, mais un rôle serait dévolu à la branche sur l'accord d'entreprise. FO militait jusqu'ici pour un droit de regard ex ante de la branche sur l'accord d'entreprise. « Il semble que sa position évolue, souffle un proche de la négociation. FO a compris son intérêt à sortir au plus vite du conflit, car c'est la CGT qui a ramassé la mise. »

Pour autant, si FO évolue, il faut en même temps s'assurer que la CFDT, qui soutient l'article 2 tel quel, n'en soit pas froissée. Ce fut l'objet des discussions au début de la semaine. Alléluia ! Laurent Berger a donné son accord à une évolution qui ne déséquilibre pas le texte. C'est d'ailleurs à lui que reviendrait la mission de convaincre François Hollande que la nouvelle écriture de l'article 2 serait une bonne chose. Le monde à l'envers en somme : c'est à la CFDT de convaincre le chef de l'État qu'un compromis est possible entre la majorité des forces syndicales et qu'il ne sert plus à rien de camper sur une position fermée...

Scénariser la sortie du conflit

En somme, la nouvelle écriture de l'article 2 permettrait à chacun de sauver la face : la CFDT proclamerait que l'essentiel, à savoir la primauté de l'accord d'entreprise, est préservé et que cette primauté est à l'origine de la nouvelle rédaction ; FO pourrait dire qu'elle a obtenu la réhabilitation de la branche. Et la CGT pourrait râler en disant que c'est insuffisant, mais ranger les pancartes et retourner au travail... « Plus que l'article 2 en soi, on cherche désormais à scénariser la sortie du conflit », explique notre source.

Mais si l'article 2 doit être amendé, il ne faut plus tarder. Le dépôt des amendements doit se faire au plus tard le 29 juin, à 17 heures. Tout l'enjeu des jours à venir consiste donc à convaincre Hollande de ne pas utiliser l'article 49.3 lors du retour de la loi travail à l'Assemblée nationale. Pour l'instant, Manuel Valls ne bouge pas : il compte bien dégainer le 49.3 sans discussion générale. Mais des attitudes jusqu'au-boutistes de ce gouvernement, nous savons désormais ce qu'il faut penser... lepoint.fr 23.06

Trois petits tours et puis s'en vont...

- Bastille et le bassin de l'Arsenal sécurisés façon fan zone - Le Huffington Post

Pour faire face aux casseurs, un syndicat de police avait réclamé que les manifestations contre la loi Travail soient bouclées comme des fan zones. Son voeu est en partie exaucé. Le Huffington Post 23.06

- Notre reportage dans la manifestation "circulaire" - Le Huffington Post

Rapidement, la tête de cortège a rattrapé la queue du défilé, certains manifestants décidant alors de se lancer dans un deuxième tour tandis que d'autres faisaient demi-tour. Un surprenant va-et-vient. Le Huffington Post 23.06

- Loi travail : la manifestation parisienne, un petit «manège» très sécurisé - LeFigaro.fr

À Paris, les autorités ont déployé les grands moyens pour prévenir tout débordement. La manifestation de jeudi, très courte et complètement verrouillée, a parfois pris des airs de procession. LeFigaro.fr 23.06

- La drôle de manifestation contre le projet de loi travail à Paris - LeMonde.fr

Avec son parcours atypique autour du bassin de l'Arsenal, l'aller-retour du défilé contre la loi El Khomri a pris des airs de balade dans Paris.

« La manifestation la plus courte que j'ai jamais faite. » Jessica n'en revient pas. Le rassemblement contre le projet de loi travail porté par Myriam El Khomri s'est transformé en balade dans Paris pour la bénévole de « Street Medic », l'équipe de sauveteurs en tête du cortège. « J'ai vu le côté gauche de la place, puis le côté droit. » Soit 1,6 kilomètre en 46 minutes.

Comme elle, ils sont nombreux à déplorer ce parcours proposé par le gouvernement, et accepté par les syndicats : un aller-retour place de la Bastille, en faisant le tour du bassin de l'Arsenal. « C'est une nasse, j'ai l'impression qu'on n'a pas eu le droit de manifester et qu'ils ont réussi leur coup », s'emporte Jérôme M., 41 ans, face à ce défilé qui n'en est pas vraiment un. LeMonde.fr 23.06

- Loi travail : «On voulait une manif, pas un tour de manège» - Liberation.fr

«Nasse party», «zoo», «cage à hamster» : les participants au cortège parisien contre la loi travail, jeudi, ne manquaient pas d'ironie pour qualifier cette dixième manifestation organisée dans la capitale depuis le début du mouvement.

Foulards et masques prohibés, double fouille des sacs, parcours circulaire réduit à 1,6 kilomètre, zone du cortège entièrement entourée par la police et des grilles de protection, le dispositif sécuritaire (lire ci-contre) a provoqué l'amertume de plus d'un participant. «J'ai failli ne pas venir, explique François, la cinquantaine, qui se dit non encarté. Les syndicats n'auraient jamais dû accepter d'être enfermés comme ça, c'est une honte.» Sa voisine opine : «Moi aussi, j'ai hésité. C'est vraiment pas normal, on est où là ?».

Le trajet est si court que, trente minutes plus tard, le cortège entame le retour, de l'autre côté du bassin. «On voulait faire une vraie manif, pas un tour de manège», s'agace Grégory, militant de la CGT Santé de Clermont, dans l'Oise. Avec ses deux comparses, Carole et Valérie, il sont déçus de s'être déplacés «pour ça». «On a l'impression qu'on veut nous donner un os à ronger, s'énerve Carole. Mais on ne compte pas s'en contenter.» Tous trois songent à des actions plus longues, sur plusieurs jours, en participant notamment à des blocages. «On tourne en rond, comme si on nous avait mis dans une bergerie», se désole également Alex, street medic, alors que la tête de cortège se déverse maintenant place de la Bastille. Liberation.fr 23.06

Quand les agents du régime légitiment Hollande.

- Les opposants à la loi Travail en appellent à François Hollande - Reuters

La CGT et Force ouvrière, les deux fers de lance de l'opposition au projet de loi Travail, en ont appelé une nouvelle fois jeudi à l'intervention de François Hollande pour débloquer la situation en mettant en cause l'intransigeance supposée de son Premier ministre, Manuel Reuters 23.06

- Loi Travail: pour Philippe Martinez, "Manuel Valls met de l'huile sur le feu" - Reuters

Sur Europe 1 jeudi, le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a constaté que, "sur ce dossier, c'est Manuel Valls qui bloque l'ouverture d'un dialogue". "Du coup, les manifestations continuent", observe-t-il, alors que "quand il y a un vrai dialogue comme mercredi avec le ministre d'Intérieur, quand vous avez un interlocuteur qui accepte de dialoguer, on trouve une solution".

Jean-Claude Mailly a opposé pour sa part le dialogue mené avec le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, qui a permis un compromis sur la tenue de la manifestation parisienne de ce jeudi, et l'attitude du chef du gouvernement.

"Quand vous avez un interlocuteur qui accepte de dialoguer on finit par trouver une solution. Ça a été le cas hier. J'aimerais bien que le Premier ministre il sache dialoguer également", a-t-il indiqué.

"S'il acceptait de discuter des points clés, qu'il soit pas raide comme il l'est depuis plusieurs semaines, ce conflit serait terminé depuis longtemps", a ajouté le secrétaire général de FO.

"Si Manuel Valls n'avait pas fait ses déclarations intempestives publiques, il n'y aurait pas eu de manifestation aujourd'hui", a souligné le leader de FO Jean-Claude Mailly. (Vous avez bien lu ! Plus question de retrait. - LVOG)

Le secrétaire général de FO demande à être reçu directement par François Hollande. "Les conflits importants, comme le CPE en 2006, à un moment donné, c'est au niveau de l'Elysée que ça s'est réglé. C'est à lui [le président de la République] à un moment de prendre une responsabilité. Est-ce que c'est stop ou encore?"

Le président de la République "peut aller jusqu'au bout en passant en force, en utilisant le 49-3, mais il peut aussi aller jusqu'au bout en discutant et en faisant des changements", a commenté M. Mailly. (Vous avez bien lu ! Plus question de retrait. - LVOG)

Même tonalité chez Philippe Martinez, son alter ego de la CGT. "A chaque fois qu'on essaye d'apaiser les choses, le Premier ministre met de l'huile sur le feu", dénonce-t-il sur RMC et BFMTV. "Il est dans une posture qui va au-delà de la loi Travail", croit savoir le secrétaire général de la confédération syndicale qui ne lui a pas parlé depuis samedi directement.

"Nous avons une oreille de plus en plus attentive [du gouvernement sur la loi Travail, pas forcément de monsieur Valls", ajoute celui qui qualifie de "signe intéressant" la rencontre de vendredi avec Myriam El-Khomri. "Dimanche, il [Valls] remet de l'huile sur le feu", regrette Philippe Martinez en référence à l'interview du Premier ministre dans le Journal du dimanche dans laquelle il menaçait d'interdire les manifestations.

Le secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, a laissé entendre que le chef de l'Etat ne prévoyait pas de les recevoir pour le moment.

"Je ne pense pas que, aujourd'hui, les choses soient prévues comme cela", a-t-il dit sur RTL avant une nouvelle journée de mobilisation contre le texte de la ministre du Travail, Myriam El Khomri.

"Il faut qu'il prenne les affaires en main", a déclaré le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, à propos de François Hollande, en soulignant que la CGT n'avait reçu à ce jour aucune réponse à un courrier adressé le 20 mai à l'Elysée. Reuters et LExpress.fr 23.06

A quoi bon manifester, puisque c'est à Hollande de prendre "les affaires en main" ?

En complément : la voix du patronat.

- Berger (CFDT): il serait "inacceptable" de céder sur les accords d'entreprise - AFP

Le numéro un de la CFDT, Laurent Berger, a prévenu jeudi qu'il serait "inacceptable" que le gouvernement cède aux anti-loi travail sur la primauté des accords d'entreprise, son syndicat ayant par ailleurs fait de nouvelles "propositions d'amélioration" du texte au parlement. AFP 23.06

Finalement pour rien.

- Bayonne : un altermondialiste basque passé à tabac par la police - liberation.fr

Figure de la cause altermondialiste et non violente dont nous avions dressé le portrait en 2014, Txetx Etcheverry a été «passé à tabac» jeudi matin lors d'une action à la sous-préfecture de Bayonne pour «dénoncer la loi travail et les tentatives du gouvernement d'interdire les manifestations syndicales», comme le rapporte Bizi, l'organisation dont il est l'un des principaux animateurs.

«La police avait clos les entrées de la sous-préfecture pour empêcher une occupation du bâtiment. Mais cinq militants de Bizi ont réussi à pénétrer dedans et ont arboré des panneaux anti-Loi Travail pendant près d'un quart d'heure à l'intérieur. La police est intervenue pour les arrêter et les a traînés sur le sol sans qu'il n'y ait d'incident à déplorer, raconte Bizi, photos à l'appui. Par contre, une fois à l'abri du regard des journalistes, dans un couloir de la sous-préfecture, la police a couché, ventre et visage face au sol, un des cinq militants, Txetx Etcheverry».

Et de détailler les faits : «Il a alors subi un passage à tabac en règle de la part d'un des policiers (que Txetx ne connait pas) qui s'en prenait personnellement à lui, en l'appelant Txetx et en lui disant «tu nous emmerdes, on en a marre de toi etc.». Le policier a donné de nombreux coups de matraque sur le dos et les jambes de Txetx, et alors que ce dernier était menotté dans le dos et toujours couché face au sol lui a infligé deux violents coups de rangers dans le visage. Puis il a serré de tout son poids la tête de Txetx sur le sol, de profil, le cou tordu. Txetx a protesté en avertissant que cela lui causait une tension insupportable au niveau des vertèbres cervicales, et qu'il risquait le «coup du lapin». Malgré cela le policier a continué, aggravant sa pression».

Placé en garde à vue avec les quatre autres militants -ils en sont sortis à 13H30-, Txetx y a été examiné par un médecin, «qui a établi un certificat constatant plusieurs lésions et hématomes sur les jambes, les bras, le dos et le visage», précise Bizi.

«Je me sens comme un petit vieux tout courbaturé», confie l'intéressé à Libération, stoïque. «C'est un cas parmi beaucoup d'autres, il y en a partout en ce moment, entre les flics à bout et ce climat délétère, ça dégénère. Mais là, ce qui est choquant, c'est que le policier m'a frappé de sang-froid, gratuitement, alors que tout était calme». liberation.fr 23.06

Une capitulation qui en appelle d'autres.

- La CGT va permettre aux accords de la SNCF d'entrer en vigueur - Reuters

La CGT-cheminots a annoncé jeudi qu'elle n'exercerait pas son droit d'opposition contre les accords d'entreprise et de branche sur un nouveau cadre social pour la SNCF et le secteur ferroviaire, qui pourront donc entrer en vigueur.

La CGT-cheminots et Sud-Rail avaient fait des négociations sur ces accords un élément de leur bras de fer avec le gouvernement contre le projet de loi Travail.

Ces deux organisations ont refusé de signer ces accords conclus par les deux autres syndicats de la SNCF, l'Unsa et la CFDT. Mais seul Sud-Rail a décidé de s'y opposer, ce qui ne suffit pas à empêcher leur mise en oeuvre.

S'opposer à la convention collective nationale de branche et à l'accord d'entreprise serait prendre le risque de pénaliser les cheminots et de "remettre en cause le fruit de (leur) mobilisation", explique la CGT-cheminots dans un communiqué.

"La fédération CGT des cheminots a donc de nouveau consulté ses instances et celles-ci ont décidé de ne pas exercer leur droit d'opposition", ajoute-t-elle, précisant que la "stratégie de la terre brûlée" n'est pas sa "conception du syndicalisme". Reuters 23.06

- Travail le dimanche: une décision favorable aux Galeries Lafayette - AFP

Les Galeries Lafayette vont pouvoir ouvrir le dimanche leur grand magasin parisien à partir de l'an prochain, à la suite d'une décision de justice invalidant de fait le droit d'opposition exercé par trois syndicats contre l'accord sur le travail dominical, a-t-on appris jeudi de source proche de l'enseigne.

L'enseigne avait signé le 20 mai un accord sur le travail dominical avec la CFE-CGC et la CFTC au sein de son navire amiral du boulevard Haussmann, mais trois syndicats représentant plus de 50% du personnel - la CGT, le SCID et FO - avaient décidé d'exercer leur droit d'opposition, l'invalidant de fait.

Mais la représentativité du SCID est contestée par la direction et par la CFDT depuis qu'il s'est désaffilié de la centrale au début de l'année. Le SCID avait de son côté saisi la justice pour contester le mandat d'un délégué syndical nommé par la CFDT pour représenter les salariés du syndicat, qui avaient participé aux dernières élections professionnelles sous l'étiquette de la centrale.

Or, selon une source proche du dossier qui confirme une information du Figaro et des Echos, le tribunal d'instance du IXe arrondissement de Paris a légitimé mardi le mandat du délégué CFDT, invalidant de fait le droit d'opposition contre l'accord contre le travail dominical, les trois syndicats n'atteignant plus le seuil requis de 50%. Cela ouvre selon cette source la voie à une ouverture du magasin du boulevard Haussmann le dimanche, à partir du début 2017, une fois notamment les recrutements nécessaires effectués.

Interrogé par l'AFP, le SCID a d'ores et déjà indiqué qu'il allait se pourvoir en cassation. Selon le syndicaliste Alexandre Torgomian, le tribunal a "annulé le mandat pour un problème de forme" et non sur le fond.

"On se sert du jugement pour parler de la représentativité du SCID, mais c'est faux, le jugement n'a pas été rendu sur ça. C'est une interprétation de la direction des Galeries Lafayette. Les raccourcis vont vite, le magasin ne va pas du tout ouvrir le dimanche", a-t-il affirmé, ajoutant qu'un jugement sur la représentativité de son syndicat était attendu le 22 septembre. AFP 23.06

Avec leur justice de classe, tout est une question d'interprétation.

En théorie ou sur le papier il existe une loi, mais en pratique il en existe une autre puisqu'ils peuvent l'interpréter arbitrairement ou en fonction de la situation, de leurs besoins... Les faits importent peu ou pas du tout s'ils sont discutables ou peuvent porter à controverse, dès lors c'est leur interprétation qui primera sur la vôtre et vous n'aurez aucun recours possible.

Mon épouse qui est en butte à l'arbitraire de la Caf en fait l'expérience.

Depuis 10 ans qu'elle a obtenu le statut d'handicapée (à 80%) elle a rencontré une multitude d'agents de la Caf et d'assistantes sociales, elle a reçu une dizaine de courriers, jamais personne ne lui a stipulé quelles étaient les conditions à remplir pour percevoir l'allocation adulte handicapé et l'allocation logement, on avait donc déduit qu'elle pouvait s'absenter de France pendant environ la moitié de l'année en interprétant ce que j'avais trouvé sur le portail de la Caf, à savoir qu'elle devait résider en France, ce qui est son cas, sans plus de détails.

Or il se trouve qu'un article du code de la Sécu que personne ne connaît et que personne n'a porté à sa connaissance ni oralement

ni par écrit que j'ai découvert par hasard il y a quelques semaines, stipule que pour percevoir ces allocations l'assuré social ne doit pas quiter la France plus de 3 mois par an et non 6 comme je le croyais. Aussi la Caf lui réclame-t-elle le remboursement de 21.000 euros amende comprises.

Les agents de la Caf ont commis une faute professionnelle en ne l'informant pas pendant 10 ans, ils ne se sont pas assurés que mon épouse connaissait ses droits et ils l'ont maintenue dans l'ignorance durant toute cette longue période. Du coup, ils lui retiennent chaque mois une partie de ses allocations ne lui laissant pour vivre que 691 euros.

On a contacté deux avocats qui apparemment ne veulent pas s'occuper de cette affaire qui demanderait un trop grand investissement de leur part pour un profit aléatoire, car il s'agit de faire ressortir l'interprétation abusive ou arbitraire d'une information incomplète ou défectueuse délivrée par la Caf, donc de démontrer la mauvaise foi ou le parti pris de la Caf au profit d'une pauvre femme sans défense qui ne comprend pas ce qui lui arrive, ce qui réclame un certain courage.

Bien entendu on dispose de preuves matérielles pour prouver la bonne foi de mon épouse, puisque nulle part dans aucun courrier que la Caf lui a adressé à ce jour ne figure une référence à cet article du code de la Sécu, elle est donc censé toujours l'ignorer, c'est moi par téléphone qui as informé mon épouse de son existence, on pourrait même en arriver à la conclusion que les agents de la Caf l'ont maintenue dans l'ignorance de ce code de la Sécu délibérément. Et puis il existe tous les courriels que j'ai adressés à la Caf qui prouvent sincèrement que nous avions été induits en erreur par la Caf elle-même. Ne me demandez pas ce que je pense des agents de la Caf... A suivre.

Quand le travail devient "votre plus grand ennemi".

- Que faire pour ne pas mourir au travail - sputniknews.com

Vous travaillez sans relâche, vous sautez des repas, vous voyez le soleil se lever au bureau et le mot "vacances" ne fait pas partie de votre vocabulaire? Prenez garde, il semble que le travail soit désormais votre plus grand ennemi bien que vous puissiez penser différemment...

Le phénomène de bourreau de travail pénètre de plus en plus la vie quotidienne tant de professionnels expérimentés que de jeunes. Ce sont les habitants des mégalopoles qui sont le plus susceptibles de travailler jusqu'à perdre conscience. Et ces travailleurs acharnés sont à leur tour vulnérables à des maladies psychiques, à l'angoisse, à la dépression, à l'agressivité irrationnelle, et même aux suicides, précise l'une des récentes études de l'université de Bergen.

Plus généralement, ils s'approprient le syndrome de l'épuisement émotionnel, une maladie tristement populaire au 21e siècle.

Au Japon, par exemple, ce fléau prend souvent une ampleur exagérée. Le péché le plus grave pour les Japonais est de ne pas être productif, d'économiser ses forces et d'être paresseux en général. Ce qui entraîne l'apparition d'un héros national, véritable bourreau de travail, et à la fois du terme "karosi" qui a déjà traversé les frontières du pays signifiant mort par surcharge de travail.

Certains Japonais y trouvent une issue: ils font semblant de s'agiter sans pour autant faire quelque chose d'important. Mais quoi faire si l'on n'est pas si ingénieux ou si l'on ne peut pas se permettre de fainéanter?

La Russie, par exemple, n'a pas été épargnée par ce problème avec de plus en plus de personnes atteintes de syndrome de la fatigue chronique. Et l'âge des personnes touchées ne cesse de s'abaisser: maintenant un jeune homme de 25 ans souffrant de fatigue chronique ou d'épuisement émotionnel n'est qu'une triste réalité.

Le remède? Ne rien faire, peu importe si cela est difficile. Bien que la tendance générale soit de condamner la paresse, elle se révèle être l'unique moyen de combattre ce fléau. Et ce que rappellent à l'unanimité les médecins: les idées géniales arrivent le plus souvent quand le cerveau fonctionne en mode passive, pas quand on s'acharne à les chercher. sputniknews.com 23.06

Syrie. Combattre la désinformation.

- L'armée syrienne recule face aux armes chimiques - voltairenet.org/fr

Dans la province de Rakka, alors que l'armée arabe syrienne avançait et libérait des villages tenus par Daesh et ses alliés, ceux-ci ont fait usage de gaz sarin, ou plus précisément de sa version la plus dangereuse, le gaz VX.

L'armée syrienne a été contrainte de se replier.

Pour protéger les soutiens qataris, saoudiens et turcs des jihadistes, la propagande atlantiste assure que les forces syriennes

sont exténuées par des années de guerre. voltairenet.org/fr 23.06

Bienvenue en oligarchie.

Ils ne savent plus quoi inventer...

- Le Brexit peut-il compromettre le tournage de «Game of Thrones»?

Une grande partie de la série est tournée en Irlande du Nord... et bénéficie de fonds européens à la création. Et si c'était le seul argument de nature à faire basculer le referendum sur la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne? Slate.fr

Le stade de l'hystérie est dépassé...

- Brexit: le nain Gimli du «Seigneur des Anneaux» ne peut pas voter (et ça le met en colère)

Dans le référendum crucial qui doit décider du maintien ou de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, les Britanniques possèdent des règles de vote très particulières. Comme à son habitude, il est grincheux... Slate.fr

Cela relève de la psychiatrie...

- Un animateur de chez Cauet «déguisé» en «Fatoumata» (revoilà le blackface #soupirs)

Loris Giuliano, «coordinateur et assistant de production» de l'émission «C'Cauet» sur la radio NRJ, est apparu grimé en femme noire. Slate.fr

Il sera lobotomisé avant...

- Votre enfant ne sera jamais à la hauteur de vos rêves

Dans votre tête, votre futur bébé est beau, brillant (oui dès la naissance), drôle, il ne pleure pas. Et puis ensuite arrive le bébé réel. Quand vous êtes enceinte, vous ne comprenez pas pourquoi les lois de l'évolution biologique ont maintenu un temps de gestation de neuf mois. Slate.fr

Ce sera au plus dégénéré que moi tu meurs...

- Nous pourrions un jour tous regarder nos séries préférées en accéléré

Le nombre de séries a augmenté de manière exponentielle en quelques années. Un journaliste a trouvé la solution pour ne pas les manquer: les visionner en accéléré. Et il adore ça. «J'ai une habitude qui terrifie la plupart des gens. Je regarde la télévision et les films en accéléré.» Slate.fr

Haut de page

Le 25 juin 2016

CAUSERIE

Pondichéry 14h40

J'ai finalement terminé l'actualisation du portail, que ceux qui s'étaient connectés ce matin trouveront plus loin. L'article qui suit a été publié tôt ce matin, tôt chez vous en France.

Je vous propose une analyse à chaud des résultats du référendum britannique sur le Brexit.

Comme j'ai passé la matinée à la rédiger et à télécharcher les articles de presse de la veille pour préparer les infos en bref, je n'aurai peut-être pas le temps d'actualiser cette rubrique aujourd'hui.

J'ai ajouté le communiqué du POID dont je partage l'essentiel du contenu.

Quelle est la proportion d'intox, d'hypocrisie, de désinformation, de propos intéressés ou dogmatiques, idéologiques dans toutes les déclarations qu'on a pu entendre ou lire depuis l'annonce des résultats du référendum britannique ou Brexit ?

C'est peut-être la première question qu'on devrait se poser avant d'aborder ce sujet, non ? Mais apparemment même cette question élémentaire est devenue tabou ou prête à caution. Pourquoi ? Mais parce qu'elle soulève une multitude de questions que les uns et les autres ne tiennent pas à poser.

Voyons d'abord les chiffres.

Quelque 46 millions d'électeurs britanniques étaient invités à se prononcer sur le Brexit.

Environ 72% ont participé à ce référendum, donc un peu plus de 33 millions d'électeurs sont allés voter le 23 juin. Le vote en faveur de la sortie de l'UE a obtenu 51,89%, donc le 1,89% d'électeurs ou l'écart qui sépare le oui du non représente seulement 623.700 voix, ce qui est extrêment faible, sur la totalité des électeurs inscrits cela représente 1,36% et si on ajoute les quelques millions qui n'étaient pas inscrits cet écart doit tomber autour de 1%.

Donc tout ce ramdam ou toutes ces déclarations tonitruantes et autres analyses alambiquées censés interpréter les résultats de ce référendum et leur portée ou leurs conséquences reposent sur ce 1% qu'il s'agit évidemment d'occulter, disons pour le moment, car gageons que rapidement il fera l'objet de spéculations de la part de ceux qui souhaitaient le maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE pour contester les résultats de ce référendum, tandis que ses adversaires s'en abstiendront pour faire valoir que les faits leur avaient donné raison, histoire de justifier leur ligne politique teintée d'opportunisme qu'ils soient d'extrême droite ou d'extrême gauche.

Poursuivons par le contenu de ce vote. Rappelons au passage que l'un des principaux quotidiens britanniques, le Sun, du milliardaire Rupert Murdoch, avait fait campagne en faveur de la sortie de l'UE.

Il est clair que les électeurs britanniques ne se sont pas prononcés en fonction des mêmes critères (sociaux, économpiques, nationalistes, souverainistes, racistes, xénophobes, etc.) qu'ils aient voté "in" ou "out", ce que nos chroniqueurs à la petite semaine du mouvement ouvrier se passeront bien d'analyser pour les mêmes raisons que celles évoquées précédemment.

Pourquoi ? Parce que ce sont des institutionnalistes ou des légitimistes, soumis à l'ordre établi ou bien disciplinés, davantage habitués à penser en comptable qu'en dialecticien, toute analyse un peu fouillée qui viendrait à mettre à mal leur interprétation de la situation en faisant ressortir certaines contradictions est à bannir, et ceux osent qui s'y livrer sont voués à l'excommunication, doivent être censurés ou il faut les faire taire.

Ils hurlent victoire et ils ont déjà échaffaudés toute une théorie ou confirmés leur stratégie dans la foulée, qui parce qu'elle ne tient pas compte des facteurs que nous venons d'énoncer ou tout simplement de la réalité, s'avère aussi foireuse que les précédentes et débouchera comme précédemment sur un néant politique. Et s'ils s'en moquent éperdument, c'est parce que les résultats de ce référendum correspondaient à la position adoptée par leurs partis et leurs militants, ils renforcent ainsi leurs dirigeants qui peuvent ainsi continuer de surfer tranquillement sur la vague des illusions qu'ils n'ont eu de cesse d'insuffler à leurs troupes ou le venin de l'opportunisme qui ronge le mouvement ouvrier ou son avant-garde.

Nous avions pu observer l'année dernière qu'ils n'avaient tiré aucun enseignement de l'expérience grecque, à savoir que la question prioritaire qui était posée à tous les peuples n'était pas de demeurer ou sortir de l'UE, mais bien de rompre avec les institutions nationales et le capitalisme dans chacun des pays concernés, ce qui du même coup rendraient caducs tous les traités signés antérieurement avec des Etats ou des institutions internationales de capital, et permettrait d'envisager sérieusement la mise en oeuvre d'une politique conforme aux besoins des travailleurs, ce que la sortie de l'UE ne signifie nullement ou ne garantit en rien.

Depuis Maastricht ou 1992, ils n'ont eu de cesse de balader les travailleurs et les militants à Bruxelles, alors que l'ennemi de la classe ouvrière se trouvait dans son propre pays, à Paris, Londres, Berlin, Rome, Madrid, Athènes, etc. Pour quel résultat politique ? Le néant politique accompagné d'une régression sociale généralisée sans fin que rien ni personne ne semble pouvoir stopper...

Cela dit, on peut se féliciter des résultats de ce référendum, à condition de ne pas les instrumentaliser ou de garder les pieds sur terre, car ils ne règlent absolument aucun des problèmes auxquels la classe ouvrière est confronté comme nous venons de le souligner.

On va nous dire que c'est une étape dans la bonne voie, on voudrait bien le croire, cependant il faut avoir à l'esprit ce que nous relevions au début de notre analyse. On nous dit que c'est une victoire de la classe ouvrière, on peut le concevoir sur le plan

de l'agitation politique, mais au-delà on ne peut pas occulter le fait que ce sont aussi des travailleurs à pratiquement égalité qui ont voté pour rester dans l'UE, sans parler de ceux qui ont été réceptifs aux discours xénophobes entre autres, sinon on se raconte des histoires ou on part d'une interprétation faussée de la réalité.

Nous prenons acte des faits et nous nous en tiendrons là.

Je ne sais pas si on peut s'en servir en France comme levier pour avancer dehors la Ve République comme le fait le POID, puisqu'on est en présence d'un scénario inverse de celui qu'il aurait fallut réaliser. Mais pourquoi pas à destination des millions de travailleurs qui peuvent s'identifier à leurs collègues britanniques et qui rejettent la loi Travail ou n'en peuvent plus de la politique ultra réactionnaire appliquée par le gouvernement Hollande-Valls et dictée par l'UE pour le compte des capitalistes, travailleurs qui de plus en plus s'abstiennent à chaque élection ou qui rejettent les institutions de la Ve République.

Finalement, en réalisant ce lien qui légitime leurs droits, on peut aider au mûrissement de la conscience de classe des travailleurs, encourager leur combativité et leur radicalisation en leur indiquant dans quelle direction ils doivent orienter leur combat, contre les institutions de la Ve République qu'il faut abattre pour instaurer une République sociale, composante de la Fédération des Républiques sociales d'Europe débarrassées du capitalisme.

Aussi je pense qu'on peut soutenir le communiqué ou la démarche du POID qui montre la voix à suivre sans forcément partager l'ensemble de ses mots d'ordre ou de ses positions.

- Le communiqué du POID

La suite de ce matin

Qu'est-ce que le Comité Orwell ? Pour qui rame-t-il ?

Une association de journalistes pleins de bonnes intentions, en apparence seulement comme nous allons le voir, qui prétend " faire entendre une voix différente dans un paysage médiatique trop uniforme" et dont la "responsabilité (serait) de défendre la liberté d'expression et le pluralisme des idées", ce qui n'est pas fait pour nous rassurer puisque tous les médias entonnent ce refrain en boucle depuis janvier 2014. Poursuivons.

Il dénonce l'"*idéologie dominante « libérale-libertaire », qui fait du libre-échange mondialisé un horizon indépassable et du primat de l'individu sur tout projet commun la condition de l'émancipation, l'association entend défendre notre héritage social et politique fondé sur la souveraineté populaire.*", reste à savoir ce qu'il entend par "*projet commun*" et qui cela concerne, sans prendre trop de risques cela nous fait penser à l'intérêt général cher à tous les partis institutionnels ou au Medef. Quant à l'"*héritage social et politique fondé sur la souveraineté populaire*", il semblerait qu'il ait davantage profiter à la classe qui détient le pouvoir, aussi il serait étonnant qu'il s'y attaque. Vérifions-le.

Dans la présentation de leur association, ils citent abondamment George Orwell (1984) duquel se seraient largement inspirés les idéologues du néolibéralisme pour instaurer leur dictature mondiale, mais si les similitudes sont nombreuses et indiscutables, pour autant "Si la mondialisation est un fait, la globalisation" n'est pas une idéologie comme on peut le lire dans un de leurs articles, globalisation qu'il faut traduire ici par mondialisme et qui correspond à l'étape à laquelle est parvenu l'impérialisme rendu au stade de la putréfaction par l'entremise d'instruments financiers mafieux ou l'ultime effort déployé par les sommets de l'oligarchie financière pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou substituer au système économique capitalisme mauribond un modèle de société basé uniquement sur un règlement de type policier ou despotique, de sorte que l'hégémonie de classe des capitalistes soit assurée pour l'éternité en s'émancipant des contradictions économiques inhérentes aux fondements et aux lois de fonctionnement du capitalisme qui en découlent, et qui menacent son existence en alimentant la lutte des classes qu'il s'agit de mettre hors la loi ou de neutraliser, conditions indispensables pour parvenir à leur fin.

En caractérisant d'idéologie la "globalisation" ou le mondialisme, l'étape actuelle de l'impérialisme, il s'agit une nouvelle fois de faire croire que le capitalisme pourrait emprunter une autre voie, ce qui revient à nier le développement historique dont l'impérialisme est le produit, ce qui revient à légitimer l'existence du capitalisme qui pour ces journalistes est indépassable à défaut d'adopter le socialisme.

Quant à leur dénonciation du "contrôle de l'information et à la marginalisation de toutes pensées alternatives" et l'émergence d'"*un monde uniforme et post-national* ou encore du "consumérisme", il semble être le fait de journalistes mis au rencart de nombreux médias pour avoir tenu un discours qui ne respectait pas les critères idéologiques dominants ou le partage des rôles que se sont distribués les différents acteurs qui interviennent sur la scène politique de sorte qu'ils les mettaient en porte-à-faux, ce qu'ils détestent.

On aurait pu commencer par dire que la journaliste Natacha Polony qualifiée de *néoréac* par Arrêt sur image (Wikipédia), était

à l'origine de ce think tank, mais mon article n'aurait plus eu aucun intérêt !

Un citation de George Orwell reproduite par Natacha Polony : « Parler de liberté n'a de sens qu'à condition que ce soit la liberté de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre ».

Or c'est justement la conception de la liberté du porte-parole du capital Sarkozy, qui déclarait qu'il faudrait travailler plus pour gagner moins, on ne peut pas dire que ce soit vraiment ce que les gens avaient envie d'entendre.

Non madame, la liberté, c'est de dire aux gens ce que les médias leur cachent pour les maintenir dans l'ignorance et pouvoir les manipuler, afin qu'ils ne prennent pas conscience de leur condition et ne se révoltent pour en changer ou changer la société.

L'Etat sioniste soutient officiellement Daesh

- Le chef du renseignement militaire israélien affirme qu'Israël s'oppose à la défaite de l'Etat Islamique - arretsurinfo.ch

Alors qu'Israël a déclaré dans le passé qu'elle préfère Daesh, aussi connu comme ISIS / État islamique, plutôt que le gouvernement syrien d'Assad, le chef du renseignement militaire israélien le Major général Herzi Halevy a poussé cette affirmation plus loin, en affirmant lors de la Conférence Herzliya cette semaine qu'Israël ne veut pas voir le groupe fondamentaliste être vaincu.

Halevy a dit à la conférence que les trois derniers mois ont été les «plus difficiles» pour Daesh depuis qu'ils ont déclaré leur Califat, et il a été cité par des sources d'information israéliennes affirmant que: «Israël ne veut pas que la situation en Syrie se finisse par la défaite de [Daesh] « .

Le général israélien a déclaré que, «le Retrait des superpuissances de la région et le fait de laisser Israël seul en face du Hezbollah et de l'Iran qui possèdent de bonnes capacités mettra « Israël » dans une position difficile. Par conséquent, nous devons faire tout notre possible pour de ne pas nous retrouver dans une telle situation ». arretsurinfo.ch 24.06

Attention, toute référence aux propos de ce général israélien pourra être qualifiée d'antisémitisme ! A diffuser largement.

Les médiamensonges se lamentent

Il fallait oser le dire après leur campagne hystérique des médias en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE.

- "Les médias portent leur part de responsabilité" dans le vote pour le Brexit - L'Express.fr

Vraiment, on ne le dirait pas !

- Hollande: le Brexit "'met gravement l'Europe à l'épreuve" - AFP

- Brexit : « C'est un suicide du Royaume-Uni » - Public Sénat

- Brexit: Un leader pro-Brexit admet qu'un argument clé des partisans du «Leave» était faux - 20minutes.fr

- Brexit : réveil difficile pour les Londoniens - Francetv info

- Brexit : les Britanniques souffriront-ils de la sortie de l'UE ? - Francetv info

- Brexit : l'appréhension règne à la Gare du Nord - Francetv info

- L'Ile-de-France fait sa pub auprès des naufragés du Brexit - Liberation.fr

- En Dordogne, les électeurs anglais sont déçus du Brexit - Francetv info

- Brexit : «Tout cela va avoir de sales conséquences» - Liberation.fr

- "Où va-t-on maintenant ?" Après le Brexit, les Anglais s'interrogent sur leur avenir - Francetv info

- Brexit: les citoyens européens du Royaume-Uni inquiets - AFP

- Brexit : un réveil difficile pour les retraités installés en France - LePoint.fr

- Ces Britanniques qui ont voté «Leave» et qui le regrettent déjà - Slate.fr

- Brexit: la réaction identitaire percutera aussi la France - Slate.fr

- «Passez moi le vin»: sur Twitter, les jeunes britanniques sont bouleversés et sonnés - Slate.fr

- Brexit, le clash des générations - Slate.fr

En complément. Ils vont en profiter pour en rajouter une couche

- Brexit: Sarkozy demande un "nouveau traité" européen - AFP

- Brexit: VGE plaide pour une Europe plus concentrée - AFP

Brexit, ce n'est pas encore fait.

Qui sait, c'est déjà un paradis fiscal !

- Menacé à court terme, le Royaume-Uni pourrait devenir à long terme un pays prospère basé sur la finance, à l'image de Singapour. Francetv info 23.06

D'autant plus que...

Concernée en premier chef par les répercussions du référendum, la Banque d'Angleterre (BoE) a indiqué qu'elle était prête à injecter 250 milliards de livres (326 milliards d'euros) de fonds additionnels. Dans la foulée, la Banque centrale européenne (BCE) s'est dite également "prête à fournir des liquidités supplémentaires".

La Réserve fédérale américaine s'est aussi montrée disposée à fournir des liquidités en dollars aux autres banques centrales pour faire face aux "pressions". AFP 24.06

Tous les prétextes sont bons pour que les faux monnayeurs fassent tourner à plein régime la planche à billets...

Et puis, on ne s'inquiète pas pour les banquiers, ils ont dû parier autant sur le oui que sur le non...

La Banque du Japon (BoJ) a fait des déclarations similaires... AFP 24.06

Les réactions.

- Les Britanniques tournent le dos à l'UE, séisme mondial - AFP

- Brexit : le Royaume-Uni choisit la sortie de l'UE - Francetv info

Les électeurs britanniques ont voté en faveur du retrait définitif de leur pays de l'Union européenne à hauteur de 51,9%, ce jeudi 23 juin. Francetv info 24.06

- Brexit : David Cameron, première victime de la sortie du Royaume-Uni de l'UE - Francetv info

La démission de David Cameron est la première conséquence visible du Brexit. Le Premier ministre quittera son poste d'ici quelques mois. Francetv info 24.06

- Brexit : les capitales européennes en état de choc - Francetv info

- Bruxelles n'a pas fermé l'œil. La capitale belge a passé la nuit à éplucher les résultats - Francetv info Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, fait grise mine face à une situation sans précédent.

"L'Europe ne doit pas se perdre en procédures"

Les réunions entre dirigeants de l'Union européenne se multiplient, signe que l'Europe est bien en état d'urgence. Les piliers de l'UE réagissent tour à tour. François Hollande appelle à prendre en compte le message de défiance envoyé par les Britanniques et souhaite que l'UE se réinvente. "L'Europe ne doit pas se perdre en procédures. Elle doit être comprise et contrôlée par les citoyens." De son côté Angela Merkel lance un appel au calme. Lundi 27 juin, les ministres des Affaires étrangères des six membres fondateurs de l'UE se réuniront d'urgence à Berlin. Francetv info 24.06

Commentaire d'un internaute

- "C'est dire le fossé qui existe entre les politiques et la population ....ils sont tous étonnés ? de voir que le petit peuple qui souffre de leurs décisions débiles se révolte."

Ils ont de la suite dans les idées...

- Brexit : plus de 300 000 Britanniques signent une pétition pour réclamer un second vote - Francetv info

Les partisans du "Remain" ne veulent pas en rester là. Plus de 300 000 Britanniques ont signé

Une pétition réclamant la tenue d'un second référendum, vendredi 24 juin, au lendemain de la victoire de pro-Brexit. Sur un site mis en place par Parlement britannique, pour que les citoyens puissent leur soumettre des pétirions, le document demande qu'en cas "de victoire du Brexit à moins de 60 % des voix, un autre vote soit organisé".

Au delà de 100 000 signatures, le texte doit être soumis à un débat au Parlement, explique le quotidien. Un porte-parole de la Chambre des communes a déjà fait savoir que le comité se réunirait le 28 juin pour examiner cette pétition, indique le Monde. Francetv info 24.06

- Et si le Royaume-Uni revenait sur sa décision ? - Reuters

Officiellement, la France demande à Londres et aux Européens de tirer rapidement les conséquences du vote britannique en faveur d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Mais en privé, des diplomates français n'excluent pas que le Royaume-Uni, prenant conscience du coût énorme d'un Brexit, finisse par y renoncer dans les mois ou les années à venir.

Le Premier ministre britannique, David Cameron, grand perdant du référendum de jeudi, et son rival conservateur, Boris Johnson, qui a fait campagne pour le Brexit, ont d'ailleurs montré qu'ils entendaient prendre leur temps.

David Cameron a repoussé à l'automne sa démission et laissé à son successeur le soin d'invoquer l'article 50 du traité de Lisbonne, première étape de la procédure, jusqu'ici sans précédent, de sortie de l'UE d'un pays membre.

"Il est vital de souligner qu'il n'y actuellement nul besoin de se hâter et en effet (...) rien ne changera à court terme", a pour sa part déclaré Boris Johnson. "Il n'y a aucune raison de se précipiter pour invoquer l'article 50."

François Hollande a au contraire souhaité que les procédures prévues par les traités européens soient "rapidement appliquées" pour couper court à toute période d'incertitude.

Le chef de l'Etat français demande "que l'application des règles pour la sortie se fasse dans les délais les plus courts car (...) il faut que les choses soient claires", a expliqué le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll.

"Il faut que (...) l'ensemble des acteurs économiques puissent savoir où nous allons et comment nous y allons", a-t-il ajouté, à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire.

Le calendrier est semé d'embûches et les Britanniques en détiennent la clef dès lors qu'ils peuvent choisir le moment de notifier à Bruxelles leur demande officielle de sortie.

Des diplomates français ont une autre perception de la situation et n'excluent pas un futur revirement britannique.

L'histoire de l'Union européenne est jalonnée de nouveaux votes après un référendum perdu, comme en France, au Danemark et

en Irlande, fait valoir l'un. "C'est un sujet, on en discute", disait-il quelques jours avant le référendum britannique.

Un autre mise sur une prise de conscience des Britanniques quand ils mesureront le coût économique et politique du Brexit. Pour eux aussi, c'est un "saut dans l'inconnu", fait-il valoir.

La succession de David Cameron sera tout sauf facile. Et le parti conservateur est si déchiré entre pro- et anti-Brexit que trouver une majorité aux Communes ne sera pas aisé.

Si l'Ecosse et l'Irlande du Nord, qui ont voté massivement pour le maintien dans l'UE, menacent de quitter le Royaume-Uni, cela peut aussi faire réfléchir l'opinion publique.

"Rien ne doit être exclu, y compris parce qu'on risque d'avoir une crise politique", souligne ce diplomate.

Dans ce cas de figure, comme dans celui d'un Brexit consommé et assumé, le chemin est en tout cas étroit.

Une partie du gouvernement français paraît tenté par une "fermeté absolue" à l'égard des Britanniques, selon la formule d'un ministre favorable à cette ligne.

Pour le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, il importe au contraire d'éviter tout esprit de revanche, qui reviendrait non seulement à "punir" collectivement les électeurs britanniques qui ont "mal voté", mais également la masse de ceux qui ont voté en faveur du maintien dans l'UE. Reuters 24.06

Commentaires d'internautes

1- "Et voilà, quelques heures après, on commence à dire qu'on se tamponne du vote démocratique et qu'on va trouver une solution pour ne pas en tenir compte; Cela s'appelle une dictature."

2- "Un coup d'état comme en 2005."

3- "Le mieux et surtout le plus honnête serait de supprimer carrément le recours à la démocratie directe qu'est le referendum. On ne demanderait plus son avis au peuple, mais à ses représentants."

Et dire qu'il y en a encore dans nos rangs pour participer aux différentes élections. En fait ils n'ont tiré aucune leçon de 2005...

- Le Brexit en trompe l'oeil ? Pourquoi le Royaume-Uni ne risque pas de sentir de si tôt les effets recherchés de sa sortie de l'Union européenne - Atlantico.fr

Le "premier jour" ne serait pas celui du référendum, mais celui où le gouvernement britannique transmettrait sa décision de lancer la procédure dite de l'article 50 (qui est l'article du traité sur l'UE qui prévoit la possibilité de sortir de l'Union européenne). Cet article prévoit une négociation pour régler les conditions du divorce.

Pendant cette négociation, qui durerait au minimum 2 ans, et probablement davantage, le Royaume-Uni resterait membre plein de l'UE, en gardant son plein accès au marché intérieur et le bénéfice des accords commerciaux que l'UE a conclus avec des pays tiers.

C'est seulement à l'issue de ces 2 ou 3 ans, lorsque l'accord " de retrait " aurait été conclu, que le Royaume-Uni deviendrait un pays tiers. Atlantico.fr 24.06

La finance s'emballe, sans plus...

- Brexit : panique sur les marchés financiers - Francetv info

- L'annonce de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ce jeudi 23 juin a fait plonger les bourses mondiales. - Francetv info

Dans une salle de marché parisienne, l'effet gueule de bois s'estompe. "C'est négatif, mais on n'a pas des enchainements de mouvements de panique", explique Christian Parisot, économiste Aurel BGC.

Toute la matinée, c'est la dégringolade. La bourse de Paris chute de 10%. Celle de Francfort, de 8,3%. Celle de Tokyo de 8%. Dans l'après-midi, celle de Wall Street ouvre en baisse. Les banques centrales ne tentent alors de rassurer, et pour l'instant, il n'y a aucun signe du krach boursier tant redouté. Francetv info 24.06

- A la suite du référendum britannique, la Bourse de Paris termine en très forte baisse de 8,04 % - LeMonde.fr

Les Bourses ont fortement reculé, vendredi 24 juin à travers le monde, à la suite du choc provoqué par le vote des Britanniques en faveur de leur sortie de l'Union européenne, qui a fait dévisser la livre sterling et secoue l'ensemble des marchés mondiaux. La Bourse de Londres termine la journée à – 2,76 %, celle de Francfort chute de 6,82 %, Paris de 8,04 %, Madrid de 12,35 % et Milan de 12,48 %.

Pour Olivier Raingeard, chef économiste chez Neuflize OBC, « la réaction des marchés aujourd'hui est à la mesure de la surprise des investisseurs qui avaient, au cours de ces derniers jours, largement anticipé le scénario inverse ». « La volatilité est clairement de retour et devrait se prolonger dans les prochaines jours et semaines », selon lui.

La saignée a été générale en Europe, tous les secteurs étant affectés, en premier lieu les banques, dont l'indice sectoriel Stoxx a plongé de 14,28 %. A l'inverse, les investisseurs se sont rués sur les valeurs refuges, comme les obligations d'Etat allemandes, le yen, le franc suisse ou l'or. Le choc est tel qu'il pourrait contraindre la Banque centrale européenne (BCE) à assouplir de nouveau sa politique monétaire dans les mois à venir, et la Réserve fédérale américaine (Fed) à renoncer à ses projets de hausse des taux pour cette année. Les banques britanniques les plus affectées

A Londres, l'indice FTSE 100 des principales valeurs a reculé de 175,13 points par rapport à la clôture de la veille, à 6 162,97 points. Paradoxalement, l'indice londonien a moins souffert que ses équivalents du continent, car il compte nombre de multinationales dont certaines ont peu d'activité en Europe.

Les valeurs les plus affectées ont été les titres des promoteurs immobiliers et des banques. Les banques britanniques ont enregistré des plongeons de 17,7 % pour Barclays, 21 % pour Lloyds et 18,04 % pour la Royal Bank of Scotland. Plus tôt dans la journée, en constatant que les marchés financiers décrochaient, la Banque d'Angleterre s'était dite prête « à injecter 250 milliards de livres » pour éteindre la fièvre sur les marchés.

La Bourse de Paris

Le CAC 40 a terminé en baisse de 8,04 %. L'indice CAC 40 a perdu 359,17 points, à 4 106,73 points, dans un volume d'échanges exceptionnellement élevé de 11,7 milliards d'euros. En début de séance, le marché parisien s'est effondré brièvement de plus de 10 %. Il s'est toutefois maintenu au-dessus de ses plus bas annuels, autour de 3 900 points.

Le secteur financier, qui avait progressé ces derniers jours, a été particulièrement touché. Parmi les valeurs bancaires, la BNP Paribas a chuté de 17,40 %, à 39,40 euros ; le Crédit agricole, de 14,00 %, à 7,65 euros ; et la Société générale, de 20,57 %, à 28,80 euros.

« Le marché avait repris de la hauteur depuis le début de semaine », tablant sur un maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, donc « le fait qu'il y ait effectivement Brexit c'est la surprise et la douche froide », souligne Renaud Murail, un gérant de Barclays Bourse. L'indice parisien avait fortement progressé ces derniers jours, les investisseurs anticipant, à tort, le maintien du Royaume-Uni dans l'UE.

Francfort

Le DAX a terminé la séance de ce « vendredi noir » par une lourde dégringolade, l'indice lâchant presque 7 %. En une séance, le DAX a effacé tous les gains engrangés depuis le début de la semaine. Finalement, il a reculé de 0,77 % par rapport à vendredi dernier. Balayé par un vent de panique au tout début de la séance avec une chute de presque 10 %, l'indice a en fait abandonné 6,82 %, à 9 557,16 points. Le MDAX des valeurs moyennes a lui un peu limité la casse, avec une chite de 4,54 %, à 19 828,60 points.

Pour le principal indice de la place francfortoise, il s'agit du plus important recul au cours d'une séance depuis l'automne 2008, quand la crise financière prenait toute son ampleur en Europe. Cela reste tout de même loin de la baisse historique de presque 13 % en octobre 1989, ou de celle de 8,49 % le 11 septembre 2001.

Au rang des principaux perdants du DAX figurent les valeurs bancaires. La Deutsche Bank, dont le patron britannique John Cryan voit les conséquences négatives du Brexit « de tous les côtés », a été la plus touchée. Avec une perte de 14,13 %, à 13,37 euros, c'est la plus forte baisse d'un DAX entièrement repeint de rouge. Commerzbank a lâché 12,99 %, à 6,20 euros.

Milan

Plombé par les valeurs bancaires, le FTSE MIB a clôturé en forte baisse de 12,48 %, l'indice atteignant 15 723 points. Selon

l'agence d'informations économiques RadioCor, jamais Milan n'avait clôturé en si forte baisse en trente ans, une séance pire que celle du 11 septembre 2001 (- 7,57 %) ou à l'occasion de la chute de la banque Lehmann Brothers (- 8,24 % le 6 octobre 2008).

Ce sont les banques qui ont le plus souffert de l'annonce du vote britannique en faveur de la sortie du Brexit. Ainsi, la Banca popolare dell'Emilia Romagna a perdu 24,61 %, à 3,492 euros ; la Banca popolare di Milano, 24,08 %, à 0,380 1 euro ; Unicredit, 23,79 %, à 2,076 euros ; la Banco popolare, 23,30 %, à 2,324 euros ; et Intesa San Paolo, 22,94 %, à 1,74 euro.

Madrid

L'indice vedette de la Bourse de Madrid a essuyé la plus forte baisse de son histoire, de 12,35 %, à 7 787,70 points, après la victoire du oui au Brexit. Le secteur bancaire a été le plus affecté : la Banco Santander, très présente au Royaume-Uni, a décroché de 19,89 %, à 3,38 euros, Bankia de 20,78 %, à 0,57 euro ; et la Banco Sabadell, de 19,29 %, à 1,21 euro.

Athènes

La Bourse d'Athènes a clôturé en chute de 13,42 %, l'indice des banques ayant subi d'importantes pertes de 29,68 % à la suite du référendum britannique. L'indice général (Athex) cédait 13,42 %, à 534,78 points, à la fin de la séance à 16 h 20 (heure de Paris), et celui des banques perdait 29,68 %. Dès son ouverture, à 9 h 55 (heure de Paris), l'indice général chutait 13,99 %, à 531,28 points. Pendant la journée, il a creusé ses pertes à plus de 15 % avant de les limiter à la clôture.

Les principales victimes de cet effondrement sont les quatre grandes banques du pays, déjà fragiles en raison de la récession et des créances douteuses. Alfa a cédé 29,66 % ; la Banque nationale de Grèce, 29,45 % ; la Banque du Pirée, 29,6 % ; et Eurobank, 30 %. Wall Street baisse mais évite la panique

Wall Street n'a pas été épargnée par les turbulences, vendredi. Alors que la baisse s'était accélérée, vendredi à la mi-séance, le Dow Jones a finalement clôturé à -3,39 %.

Le recul, qui a frappé quasiment tous les secteurs, a entraîné la Bourse de New York dans sa deuxième semaine de baisse d'affilée. L'indice Dow Jones et le S&P accusent un repli hebdomadaire de 1,6 %, et le Nasdaq de 1,9 %. En effet, ce dernier, à dominante technologique, a lui perdu 4,12 points vendredi soir, par rapport à son niveau d'ouverture.

Le vote britannique « fait planer un énorme nuage d'incertitudes », explique Peter Cardillo, chez First Standard Financial. Selon lui, « la baisse n'est pas près de s'arrêter, car personne ne sait ce qui va se passer », ce qui conduit les investisseurs à chercher des valeurs refuges. LeMonde.fr 24.06

La Fed et la BCE viennent de les rassurer, ouf !

Commentaires d'internautes.

1- Que l'on ne vienne pas nous dire que ce n'est pas la spéculation qui motive les grands acteurs économiques. Pas la production, pas le travail, pas les richesses matérielles. Juste des lignes comptables. Que la City aille au diable.

2- Et le palais Brongniart ? Qu'il aille au diable aussi ?

C'est tout ce qu'on retiendra.

- Brexit : un terrible désaveu pour l'Europe - Francetv info

Populisme. Annnonce sans lendemain.

- L'Union européenne est morte - Pierre Levy - legrandsoir.info 24.06

85%. Sont-ils sûrs à l'Agence Française de propagande qu'elle soit si "nette" ?

- Présidentielle: une nette majorité contre une candidature de Hollande - AFP

Une nette majorité de Français (85%), mais aussi des seuls sympathisants de gauche (68%), ne souhaite pas que François Hollande soit candidat à l'élection présidentielle en 2017, selon un sondage Odoxa diffusé vendredi. AFP 24.06

Les "fruits" de la colère qui gronde...

- Le chômage repart à la hausse en mai (+0,3%) - Libération.fr

La hausse est plus prononcée encore lorsque l'on prend en compte les chômeurs en activité réduite: le nombre total de demandeurs d'emploi en A, B et C progresse ainsi de 31 300 (+0,6%), pour un nombre total d'inscrits de 5,43 millions (5,72 millions avec les Dom).

«Les divers événements du mois de mai ont pu impacter l'activité», explique le ministère, en allusion aux grèves et aux blocages liés au mouvement contre la loi travail.

«Mais les perspectives de croissance et de créations d'emploi pour 2016 sont positives», veut rassurer Myriam El Khomri. Et de vanter, à nouveau, les mesures du gouvernement, qui «portent leurs fruits»: l'aide Embauche PME, qui «concerne déjà 440 000 bénéficiaires», l'apprentissage qui «a augmenté de 5 % sur la dernière année», et le plan «500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi [qui] se déploie sur tout le territoire». (Qui ne sont pas comptés comme chômeurs. - LVOG)

Autre ombre au tableau: le chômage des jeunes repart lui aussi à la hausse, avec +4 400 inscrits en mai, en progression de +0,9 % par rapport à avril. Même si, là encore, la rue de Grenelle relève une «tendance [qui] demeure favorable», avec -9 500 inscrits sur les trois derniers mois et -41 700 depuis un an. Nouvelle embellie, en revanche, pour les seniors, dont le nombre de chômeurs recule pour le troisième mois consécutif (-900 inscrits, soit -0,1 %). (Ils doivent être morts ! - LVOG) Libération.fr 24.06

La revanche des féodaux

La région Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées devient Occitanie - Reuters 24.06

Big Brother ne désarme pas.

- Venezuela: l'opposition dit avoir validé assez de signatures pour un référendum anti-Maduro - AFP

L'opposition vénézuélienne a annoncé vendredi avoir obtenu la validation des signatures nécessaires pour demander la convocation d'un référendum révocatoire contre le président Nicolas Maduro. AFP 24.06

Soyez Charlie avec Erdogan !

- Turquie : comparer Erdogan à Gollum = un an de prison avec sursis - Atlantico.fr

L'homme ayant comparé le président turc au personnage du "Seigneur des Anneaux" sur Facebook en 2014 écope d'une peine de prison, rapportent les media turcs le 23 juin. Atlantico.fr 24.06

Haut de page

Le 26 juin 2016

CAUSERIE

Brexit. Pour les uns ce serait un accident malheureux, pour les autres une heureuse nouvelle. En réalité, il semblerait que ce ne soit ni l'un ni l'autre.

Souvenez-vous que dans une précédente causerie j'avais affirmé que Cameron avait pris le risque d'organiser ce référendum en sachant pertinemment que le Brexit risquait de l'emporter et qu'il le souhaitait. Je ne pense pas qu'un seul dirigeant vous ait tenu ce discours. N'hésitez pas à réagir à cet article.

Lobotomie générale. Quelle misérable et grandiose mascarade ou imposture !

Le Brexit serait une abomination pour les représentants du capitalisme, alors qu'ils pouvaient très facilement passer outre ou le contourner sans prendre le moindre risque politique, tout d'abord parce que ce référendum n'avait pas une valeur coercitive sur le plan constitutionnel, ensuite rien ne les empêchait d'organiser un second référendum (comme en Irlande), et pour finir ils pouvaient s'en remettre au Parlement qui aurait rejeté le Brexit (comme en France) et le tour était joué.

Au lieu de cela, ils se précipitent, il y aurait urgence à organiser la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, ils ont même déjà nommé un "*médiateur*" pour la préparer, avec évidemment l'accord des Américains, qui par la voix d'Obama a confié hier à Cameron qu'il était confiant dans une sortie "*sans heurts*" de l'UE (AFP 25.06), alors de là à penser qu'ils la souhaitaient il n'y a qu'un pas, sans qu'on sache précisément à ce stade à quelle fin. On a tout de même une petite idée : faire en sorte que la Grande-Bretagne ne soit pas tenue par le traité transatlantique de libre-échange EU-UE, qu'elle ne soit pas concernée non plus par l'offensive américaine en cours contre les banques européennes qui devrait se poursuivre ou s'amplifier, libérer la City qui bénéficie déjà d'un régime privilégié de la menace du carcan de la BCE...

Et puis il faut avoir en mémoire que la Banque d'Angletterre a servi de modèle à la fondation de la Fed en 1913, et que c'est la Grande-Bretagne qui a en grande partie peuplé et développé les Etats-Unis au détriment des autres Européens qui en ont été chassés. C'est aussi en Grande-Bretagne que le néolibéralisme a été implanté en premier en Europe, puis poussé le plus loin, alors que l'UE peine à l'imposer dans les 27 autres pays qui la constituent. Ce sont également les pays de l'UE et limitrophes qui sont en première ligne dans la confrontation avec la Russie orchestrée par les Américains et les Britanniques avec le risque de guerre que cela implique, tandis que la Grande-Bretagne pourrait être relativement épargnée du fait de son isolement géographique.

Bref, quelle que soit la politique que mèneront les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à brève échéance, il est clair que ce sont les Européens qui en feront les frais pour les soumettre à leur diktat ou les contraindre à accepter leur hégémonie.

Il faut également inscrire le Brexit dans la perspective de l'élection d'H. Clinton, qui incarne le camp des démocrates et des républicains les plus extrémistes ou favorables au bombardement de la Syrie, à une guerre avec la Russie et l'Iran notamment, bref à mettre le monde et en premier lieu l'Europe à feu et à sang.

L'ensemble de cette politique est dictée par la crise du capitalisme et le refus des peuples d'en supporter plus longtemps les conséquences.

Il leur faut orchestrer des événements qui soient susceptibles de leur permettre de franchir une nouvelle étape dans la mise en oeuvre de leur plan ou pouvoir l'imposer à tous les peuples par n'importe quel moyen, en instrumentalisant leurs réactions pour les orienter dans une direction qui soit favorable au renforcement de leur puissance financière et de leur pouvoir politique.

Pour que leur liberté d'action ne connaisse pas d'entrave, ils ont minutieusement semé la confusion et le chaos dans les principaux pays de l'UE, tout en s'octroyant la soumission de tous les partis institutionnels de droite ou de la pseudo-gauche, de sorte que quelle que soit la réaction des peuples ils savent qu'en l'état actuel ils ne pourront pas s'opposer à leur pouvoir ou à leur politique.

Cela dit, les tensions entre les classes qui en découlent, parce que la classe des exploités résiste malgré tout, fragilise les acteurs et les institutions qui sont chargés d'appliquer leur politique néolibérale impériale, et la plus grande menace qui pèse sur eux serait que les peuples en profitent pour renouer avec l'espoir qu'il serait possible de mettre en oeuvre une autre politique ou cherchent et trouvent une issue politique à la crise du capitalisme, donc qu'ils manifestent la volonté de changer la société en renouant à terme avec le socialisme.

On nous rétorquera qu'on n'en est pas encore rendu là ou qu'on extrapole, pour un peu on prendrait nos désirs pour la réalité. Certes, nous avons bien conscience que nous n'en sommes pas encore rendu là, mais l'oligarchie ne se contente pas de penser à court terme, elle suit une stratégie qui a été élaborée de longue date pour atteindre un objectif politique final ou à long terme, et c'est bien dans cette perspective que s'inscrit l'ensemble de sa politique...

Aussi, non seulement nous aurions tort de ne pas nous y attarder pour en comprendre les ressorts, et de ne pas l'imiter en ne situant pas notre action dans une perspective ou un objectif opposés, à savoir le renversement de l'ordre établi et la prise du pouvoir politique par les masses exploitées afin d'éradiquer le capitalisme de la surface de la planète.

Si maintenant on continue de se raconter des histoires ou on s'avère incapable, pire, on refuse de démasquer leurs impostures, en fait, si on se fie à leur interprétation de la situation, du Brexit ou de tout événement qui survient et on les reproduit, il est vrai qu'on n'a aucune chance de nous en sortir ou de les vaincre.

Les passages entre guillemets proviennent de différents articles de sources diverses, agences de presse, médias institutionnels ou ceux dits alternatifs.

C'est à croire que le Brexit était programmé.

- "*le Brexit aurait pu être évité si les dirigeants européens avaient agi autrement. David Cameron avait adressé un certain nombre de demandes, plutôt modestes, à ses collègues européens.*"

Cameron a pris l'initiative de ce référendum sachant et souhaitant que le Brexit l'emporte, ce qui était parfaitement prévisible de longue date. Je l'ai écrit il y a quelques semaines dans une causerie en précisant qu'il était impensable, impossible que ce soit Cameron qui ait pris cette décision, elle avait forcément été dictée par le sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne dont Cameron était Premier ministre et le porte-parole.

Cameron aurait joué à la roulette russe ou il se serait fié à la boule de cristal des instituts de sondages.

- " *Il convient, en réalité, de comprendre comment l'Union européenne a pu être rejetée par le pays qui, sans doute, était déjà le moins intégré en son sein.*"

Au contraire, elle a parfaitement fonctionné.

- "*Cette démarche a finalement joué contre elle-même.*"

Niaiseries.

On nous dit que ce sont les masses ignorantes qui ont voté pour le Brexit, et en même temps on leur prête un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas.

- "*Ils ont vu, sur le continent, les pressions sur le parlement chypriote, le refus du choix des Grecs en 2015, le déni des référendums français et néerlandais de 2005, le renversement par l'UE des gouvernements italien et grec en 2011…*"

Ben voyons ! Comme si les travailleurs britanniques avaient cela à l'esprit, quelle sornette!

Il faudrait davantage rechercher l'explication du vote ouvrier de ce côté-là.

- "*La politique économique de l'UE a été si peu éloignée de celle que mènent les Conservateurs britanniques depuis six ans dans la destruction des services publics, la libéralisation des marchés du travail, la réduction du droit des travailleurs, que l'argument d'un « socle » protecteur lié à l'UE n'a pas convaincu*."

… ou encore

- "*Une campagne nauséabonde où le discours dominant de responsables conservateurs et du parti xénophobe UKIP a dominé le camp du « leave ».*"

- "*Mais le problème est que justement, en Grande Bretagne, ce n'est pas le rejet de l'austérité et des politiques patronales qui a majoritairement orienté ce vote...*" (NPA)

N'avaient cru dans l'irréversabilité de l'appartenance à l'UE que ceux qui voulaient bien le croire ou des crétins d'intellectuels.

- "*Cette décision fait clairement changer de nature l'Union européenne. Jusqu'ici, l'UE était conçue comme un processus irréversible.*"

La Grande-Bretagne n'existait déjà plus, elle s'était dissoute avant l'heure dans le mondialisme

- "*La fuite en avant pratiquée par des gouvernements successifs (...) vers une immigration illimitée, a radicalement changé la société britannique. Londres n'est plus une ville anglaise depuis longtemps car, selon les chiffres officiels du dernier recensement, les Britanniques blancs y sont minoritaires. Avec son économie performante et son marché du travail souple, le Royaume-Uni aspire des immigrants du monde entier. Mais l'arrivée depuis 2004 de plus de 2 millions de Polonais et d'autres Européens de l'Est a été non pas la goutte qui a fait débordé le vase, mais une vague qui risquait de noyer le peuple britannique.* "

L'analyse qui fera le plus illusion, la plus trompeuse de toute.

- "*Certes, une partie de la bourgeoisie anglaise a soutenu le choix de sortir le Royaume-Uni de l'Union européenne. Il n'en reste pas moins que le clivage est saisissant : d'un côté, les élites institutionnelles et politiques (et syndicales, à quelques louables exceptions près), la City, les banques, les patrons des grandes entreprises (1300 d'entre eux avaient lancé un ultime appel deux jours avant le scrutin) – et les milieux urbains huppés ; de l'autre, les quartiers populaires, les villes ouvrières et les banlieues délaissées, les régions entières désindustrialisées et à l'abandon*."

Pourquoi se livrer à une nouvelle forfaiture puisqu'ils ont obtenu le résultat qu'ils recherchaient ou dont ils avaient besoin.

- "*Certes, cette volonté de récupérer sa liberté politique collective – le terme juridique est « souveraineté », un concept souvent caricaturé, alors qu'il s'agit du cadre même de la démocratie réelle – relève plus souvent de l'aspiration collective que d'une motivation explicite de chaque citoyen. Reste que les électeurs britanniques n'ont sans doute pas oublié comment fut bafoué le Non français au TCE, de même que la manière humiliante dont furent traités les Irlandais lorsqu'on leur demanda – par deux fois – de recommencer leur vote parce qu'ils n'avaient pas donné la bonne réponse du premier coup…*

Une telle forfaiture ne sera pas possible avec les Anglais. Ceux-ci viennent de délivrer un message simple : on peut s'en aller. "

Beatles : You say yes, I say no, you say no, I say yes... You say goodbye, I say hello, hello, hello...

Il y aurait urgence

- L'UE veut aller vite "*pour ne pas donner une nouvelle fois l'image d'une Europe paralysée, impuissante, et ensuite pour que d'autres pays, sous la pression de leur opinion publique, ne s'engouffrent pas dans cette tentation du référendum*" commente Etienne Leenhardt sur le plateau du 20 Heures. Francetv info 26.06

Jean-Christophe Cambadélis a assuré que la Grande-Bretagne n'était plus en position de "*fixer l'agenda de l'Europe*" manifestement pressé de voir Londres quitter le giron de l'Union européenne.

L'UDI, Jean-Christophe Lagarde, a lui aussi plaidé pour une sortie du Royaume-Uni "*la plus rapide possible*".

M. Ayrault avait ironisé à Berlin au sujet des propositions de ses adversaires politiques: "Il y en a qui, parce qu'ils sont dans le désarroi, ne savent pas quoi proposer. Ils disent "*traité, traité*", d'autres disent "*constituante*", "*référendum*"". "*C'est plutôt des messages d'impuissance. Il faut proposer des choses concrètes, acceptables par les 27*", avait-il préconisé.

- "*...samedi matin le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé à une sortie "en bon ordre" de la Grande-Bretagne de l'UE.*"

Bref, il l'a déjà acté, comme Obama et tous les chefs d'Etat des pays occidentaux. Quel empressement... à s'aligner sur Washington !

Un bienfait ou un renforcement du pouvoir de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Le genre de conneries qu'on peut lire depuis hier :

- "*Ce sera donc un Brexit. Déjouant la plupart des instituts de sondages et autres bookmakers auxquels les marchés financiers ont cru aveuglément.*"

Vraiment ? La preuve du contraire.

- "*Le dollar américain est en train de gagner face à toutes les monnaies*

Pertes mais limitées à 2,54% sur le Dow Jones à la mi-journée et de 2.63% sur le S&P 500…

...la livre est en train de perdre près de 8.58% par rapport au dollar. Mais est-ce une mauvaise chose?

Force est de constater qu'en quelques heures, la Banque d'Angleterre a atteint à zéro frais les objectifs recherchés par la BNS (Banque nationale suisse) qui ont coûté des centaines de milliards…

Avec -4,37% les pertes sur le FTSE sont nettement plus limitées… Les prévisionnistes mainstream annonçaient l'apocalypse pour la Grande Bretagne."

Les faits leur donnent tort.

Et puis au casino, il y a des perdants et des gagnants, une réflexion élémentaire qui échappe à la plupart des commentateurs épris de sensationnel ou plus prompts à manipuler les masses à partir des émotions que déclenche un événement.

Il ne faut pas oublier non plus que les traders des banques ont misé à la fois sur le maintien et la sortie de l'UE, donc peu

importait pour eux le résultat de ce référendum, dans tous les cas de figure ils s'y retrouveraient.

Par contre, ils peuvent sciemment faire perdre des sommes importantes ou colossales à leurs clients et en faire gagner aux oligarques, sachant que le Brexit avait toutes les chances de l'emporter et sans tenir compte des sondages, qui pour le coup étaient destinés à semer la confusion dans les esprits de la population.

Qu'ont-ils en tête ?

Situation qui peut préfigurer un scénario catastrophe entièrement orchestré, à la manière de chaque dépression ou précédant chaque guerre présentée comme une épouvantable fatalité, un pur hasard, un accident imprévisible, l'avenir ne tardera pas à le dire.

- "*Nous pouvons dire aujourd'hui, que la zone euro pourrait risquer la faillite. Une faillite systémique grandeur nature qui relèguerait les crises de 2008 ou de 2011 à des épiphénomènes…*"

C'est ce qu'il faut faire croire au peuple ignorant pour les manipuler.

- "*Souvent dans l'histoire, les grands tournants ont lieu par accident*."

Par accident, vraiment ? Ce qui ne risque pas d'être un "*accident*", c'est leur manière d'interpréter l'histoire, surtout celle de la lutte des classes.

Comme par exemple l'ascension ou l'accession d'Hitler au pouvoir et le financement de son régime pendant la guerre par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, un accident fortuit sans doute... Il a été révélé que les banquiers occidentaux et américains avaient financé les deux camps en présence pendant la Seconde Guerre mondiale pour tirer profit des deux côtés à la fois, les malheureux n'avaient plus toute leur tête et ce fut un malencontreux accident, ben voyons, l'histoire en est pleine, de la première à la dernière page des manuels scolaires.

Les opportunistes et charlatans en tous genre se lâchent.

- «*L'effondrement de l'Union européenne est désormais inévitable*»

- "*L'Union européenne est morte*"

- "*Le Brexit : une défaite de l'UE telle qu'elle est*"

- "*Le Brexit mènera a l'effondrement de l'Union européenne, comme la chute du mur de Berlin a mené à l'effondrement du Pacte de Varsovie...*"

- "*Le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE est un événement d'une portée historique majeure...*"

Tout cela pour quoi ? Hors ou dans l'UE, cela change quoi, cela résoud quoi ? Absolument rien.

- "*... et demain, le dirigeant conservateur qui succédera à Cameron sera tout autant réactionnaire et austéritaire que son prédécesseur (...) ce qui est à l'ordre du jour, c'est une réelle unité des exploitéEs et des oppriméEs contre les politiques capitaliste d'austérité, hors ou dans l'UE.*" (NPA)

Nous voilà bien avancés, effectivement "*hors ou dans l'UE*" cela ne change rien ou les exploités sont logés exactement à la même enseigne, aussi le combat politique devrait se réduire à quémander un morceau de beurre pour agrémenter notre plat de lentilles, politique contre-révolutionnaire, antisocialiste qui a pourri le mouvement ouvrier et son avant-garde.

Non tous les peuples exploités et opprimés d'Europe doivent lutter pour l'amélioration de leur sort ou la défense de leurs droits sociaux en inscrivant leur combat politique dans la perspective du renversement des institutions nationales et de la rupture avec le capitalisme dans chaque pays pour établir une République sociale, une Fédération des Républiques sociales d'Europe.

Haut de page

Le 27 juin 2016

CAUSERIE

J'ai décidé de m'associer à l'appel initié par le POID et 1000 signataires "*Pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République*", le lien figure ci-dessous pour le télécharger. Je voulais le mettre en ligne depuis plusieurs jours et je n'en avais pas trouvé le temps ou j'avais oublié. Je vais le signer, s'ils acceptent ma signature.

J'en profite pour signaler aux dirigeants du POID qu'il y a comme une anomalie dans la page que consacre Wikipédia à leur parti, dans les liens externes figure un lien en direction du portail que j'anime.

Il doit s'agir d'une méprise ou d'une mauvaise plaisanterie commise par une personne mal intentionnée à leur égard, car je n'ose pas imaginer un seul instant qu'ils en soient à l'origine, sauf erreur de ma part, en tout cas je n'y suis pour rien. Et pour cause, si j'avais voulu faire une telle plaisanterie à quelqu'un, c'est dans la page du POI que j'aurais inséré ce lien !

- APPEL : "POUR LA RUPTURE AVEC L'UNION EUROPÉENNE ET LA Ve RÉPUBLIQUE"

Brexit. La stratégie du chaos ou du consentement.

Ce référendum était une farce institutionnelle qui jusqu'à présent à relativement bien fonctionnée, puisque le Brexit a pour résultat de rajouter du chaos à celui déjà régnant en Europe et au-delà.

Des petits malins expliquent que la Grande-Bretagne n'était jamais réellement entrée dans l'UE, tandis que d'autres estiment qu'elle n'en sortira jamais vraiment. Et de fait, sans prendre de risques les deux ont en partie raison, puique la Grande-Bretagne bénéficiait (déjà) d'un statut d'exception au sein de l'UE, et les économies des pays de l'UE ne pourront pas se passer de l'une des plus importantes places financières de la planète, ainsi que d'un allié militaire aussi précieux que belliqueux en tant que relais de la politique impériale des Etats-Unis engagés sur tous les champs de bataille, pas forcément officiellement il faut préciser.

Le Brexit, s'il devait être le produit de la lutte des classes, force est constater qu'il n'intervient pas à l'initiative du prolétariat britannique.

Ainsi avons-nous essayer d'éviter les rumeurs et les états d'âme qui ont le don de rendre la situation encore plus confuse.

Il a été révélé hier que la pétition qui aurait déjà recueilli plus de 3 millions de signatures pour exiger un nouveau référendum était en réalité une escroquerie. Parmi les signataires 39.000 disent vivre au Vatican, alors que la cité Etat ne compte que 800 habitants. De même, plus de 23.700 signataires viennent prétendument de Corée du Nord. Or, ce pays ne dispose d'aucun accès à Internet - et les Nord-Coréens ont certainement d'autres préoccupations que le Brexit. (Source : Atlantico.fr 26.06)

Que la Grande-Bretagne sorte de l'UE au bout d'un processus qui prendra des années nous dit-on après avoir scellé avec l'UE ou confirmé des rapports qui existaient déjà ou qu'elle y reste ne changerait rien, sinon qu'elle ne serait pas tenu de supporter les conséquences de la politique de l'UE que seuls les Etats la composant subiraient, on ne voit pas trop en quoi cela nous concernerait.

Quant à l'instrumentalisation du Brexit par l'extrême droite dans d'autres pays de l'UE, c'est du domaine du populisme de la gauche avariée, car dans aucun pays l'extrême droite n'est en mesure de développer une politique indépendante de l'oligarchie et jamais elle ne parviendra au pouvoir, sauf évidemment si l'oligarchie décidait de recourir à ses services comme ce fut le cas en Ukraine par exemple. Reste que pour sortir de l'UE en respectant les clauses de l'article 50 du traité de Lisbonne, les conditions sont si draconiennes que cela semble quasiment impossible. Outre que la Grande-Bretagne et l'UE devraient réexaminer et négocier 80.000 pages de lois qui les lient, l'accord doit être approuvé par les pays membres, le Parlement européen et le Parlement britannique. Chacun des 27 pays peut faire jouer son veto (...), note le Guardian. (source Slate.fr 24.06) Et certains dirigeants européens disent que cela pourrait encore prendre cinq ans. (id)

On n'épiloguera pas sur la crise qui secoue le parti conservateur et le Labour. Y trouveront un intérêt les adeptes des jeux institutionnels stériles qui se prosternent devant le régime et ses institutions et qui ont du temps à perdre.

- La livre plonge, le moral des expats coule à pic - LeParisien.fr

- Erasmus dans le brouillard anglais - LeParisien.fr

- Brexit : les viticulteurs français s'inquiètent - Francetv info

L'autre scénario ou il est urgent de ne pas précipiter les choses.

- Pour consommer la rupture entre le Royaume-Uni et l'UE, le Premier ministre britannique doit notifier la demande de son pays au président du Conseil européen, Donald Tusk. Or David Cameron a laissé entendre que cette procédure devait être entreprise en octobre par son successeur, qui sera issu du camp du Brexit. Il ne devrait pas le faire dès le sommet de mardi. Sur la même ligne, Angela Merkel appelle carrément au « calme ». Son bras droit Peter Altmaier a eu cette drôle de phrase : « La classe politique londonienne devrait pouvoir réfléchir une nouvelle fois aux conséquences d'un retrait. »

Pour l'Allemagne, la situation est suffisamment grave. Un ultimatum n'apporte rien. “Il ne faut pas tirer des conclusions hâtives et définitives de ce référendum britannique”, a de son côté lancé Angela Merkel. L'intérêt pour Berlin est de préserver la Grande-Bretagne, son grand allié libéral en Europe et l'un de ses principaux partenaires commerciaux. Francetv info 26.06

- Brexit: Et si Londres ne déclenchait jamais sa sortie de l'UE? 20minutes.fr

Un diplomate européen «n'exclut pas» que la Grande-Bretagne ne déclenche pas l'article 50 qui engagerait son retrait... 20minutes.fr 26.06

- Retarder le « Brexit » : l’habile manœuvre de David Cameron ? - lemonde.fr

Pendant la campagne, le premier ministre britannique avait affirmé à plusieurs reprises que l’article 50 des traités, qui déclenche la procédure de sortie de l’Union européenne, devait être utilisé immédiatement en cas de victoire du « Leave ».

Cet article permet à un pays membre de l’Union européenne de lancer un processus de retrait. Bruxelles ne peut pas imposer son rythme : l’« activation » de l’article 50 ne peut être faite qu’à l’initiative du pays membre. Une période de négociation avec l’UE d’un accord fixant les modalités concrètes de cette sortie est censée s’ouvrir dans la foulée. Ces négociations, qui pourraient prendre des années, seront complexes et périlleuses. Sans parler de celles qui seront nécessaires, dans un second temps, pour construire de nouvelles relations – juridiques, commerciales, réglementaires... – entre le Royaume-Uni et l’UE.

Le camp du « Leave » a peut-être gagné le référendum, écrit ainsi le Guardian, « mais ils ne peuvent utiliser le mandat qui leur a été confié, car s’ils le font, ils condamneront à dessein le Royaume-Uni à la récession, la rupture et des années douloureuses ». Celui qui obtiendra la tête du parti conservateur, à l’issue de sa convention d’octobre, et donc les clés du 10 Downing Street après le départ de David Cameron, devra gérer une situation intenable, entre des leaders européens qui pressent le Royaume-Uni vers une sortie rapide et une voie de sortie plus que chaotique et donc coûteuse politiquement. lemonde.fr 26.06

Et ceux qui s'en tiennent aux résultats du référendum du 23 juin.

- La Banque des règlements internationaux (BRI) entérine le Brexit.

La BRI est l'organe international de coordination des grandes banques centrales, c'est pour ainsi dire la banque centrale des banques centrales contrôlée par le sommet de l'oligarchie financière mondiale, autrement dit ses souhaits sont des ordres.

"Il est probable qu'une période d'incertitude et d'ajustement nous attend. Le Royaume-Uni est étroitement intégré à l'économie mondiale, et il héberge l'une des premières places financières au monde. Une bonne coopération à l'échelle mondiale permettra, j'en suis sûr, de limiter les incertitudes et de procéder aux nécessaires ajustements aussi bien que possible" a dit son directeur général, Jaime Caruana. Reuters 26.06

- Brexit: le Royaume-Uni en pleine tourmente, l'UE s'impatiente - AFP

A l'extérieur, l'Union européenne, encore sous le choc, commence à s'impatienter et voudrait que la procédure de divorce s'engage rapidement, mais Londres compte prendre son temps.

Martin Schulz, le président du Parlement européen, a exhorté dimanche M. Cameron à entamer la procédure de sortie de l'UE dès mardi à Bruxelles, où démarre un sommet des chefs d'Etat et de gouvernements européen de deux jours, une source officielle européenne a déclaré que ce ne serait pas le cas.

"Nous nous attendons à ce que Cameron présente les résultats du référendum", mais "nous ne nous attendons pas, à ce stade, à ce que Cameron déclenche l'article 50", la clause du traité de Lisbonne qui enclenchera la sortie du Royaume-Uni de l'UE, a déclaré cette source.

Samedi, les ministres des Affaires étrangères des six pays fondateurs de l'UE avaient pressé Londres de démarrer le processus de sortie "dès que possible".

Et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a exprimé l'impatience de Bruxelles. "Je ne comprends

pas pourquoi le gouvernement britannique a besoin d'attendre jusqu'au mois d'octobre pour décider si oui ou non il envoie la lettre de divorce à Bruxelles. J'aimerais l'avoir immédiatement", a-t-il dit.

C'est dans ce contexte délicat que le secrétaire d'Etat américain John Kerry se rend lundi à Londres. M. Kerry a déclaré dimanche que les Etats-Unis auraient souhaité voir le Royaume-Uni "prendre une autre direction". AFP 26.06

- Le Brexit est irréversible, déclare François Hollande - Reuters

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, impensable jusqu'au référendum britannique jeudi dernier, est "devenu irréversible", a déclaré dimanche François Hollande lors d'un déplacement dans la Nièvre.

"Ce qui était impensable il y a quelques années est devenu irréversible par le vote d'une majorité du peuple britannique", a ajouté François Hollande, qui recevra lundi le président du Conseil européen, Donald Tusk, avant d'aller à Berlin.

La France souhaite officiellement que la procédure de sortie de l'Union européenne soit engagée sans tarder, alors que l'Allemagne paraît plutôt soucieuse de ne pas précipiter les choses. Les deux pays doivent également s'accorder sur l'étape suivante pour l'Union européenne. Reuters 26.06

- UE: grandes manoeuvres diplomatiques pour accélérer le divorce du Royaume-Uni - AFP "Nous ne nous attendons pas, à ce stade, à ce que Cameron déclenche (lors du sommet) l'article 50" du traité de Lisbonne, qui doit engager officiellement la sortie du Royaume-Uni de l'UE, a affirmé dimanche un officiel européen, sous couvert d'anonymat.

- Un procédure de divorce que les dirigeants européens veulent pourtant acter "au plus vite".

"Nous disons ici, ensemble, que ce processus doit commencer aussi vite que possible pour qu'on ne se retrouve pas embourbé", a plaidé samedi à Berlin le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, entouré de ses homologues des pays fondateurs de l'UE (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas).

Au Berlaymont, le siège de la Commission européenne, l'heure n'est pas non plus aux atermoiements.

"Ce n'est pas un divorce à l'amiable", a tranché le président de la Commission Jean-Claude Juncker. "Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement britannique a besoin d'attendre jusqu'au mois d'octobre pour décider si oui ou non il envoie la lettre de divorce à Bruxelles. J'aimerais l'avoir immédiatement".

Du côté du Parlement européen, qui se réunira mardi en session extraordinaire, on presse aussi David Cameron de "tenir ses promesses dès maintenant" et de notifier la "clause de retrait" (l'article 50).

Pour le président du Parlement, Martin Schulz, le sommet de mardi à Bruxelles serait "le bon moment".

D'outre-Atlantique, le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est invité dans la "polycrise" européenne, selon l'expression de M. Juncker.

Bouleversant son agenda, M. Kerry se rend lundi à Bruxelles pour des entretiens avec la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini, avant de s'envoler pour Londres.

En visite dimanche à Rome, il a reconnu que les Etats-Unis auraient préféré que les Britanniques prennent une "autre direction". Washington redoute particulièrement l'impact du Brexit sur la croissance mondiale et des secousses sur les marchés financiers.

Le président Barack Obama avait éloquemment plaidé en faveur du maintien de Londres dans l'UE. Mais il a promis que rien n'avait changé dans "la relation spéciale entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni". AFP 26.06

On n'attachera pas d'importance aux regrets exprimés par Kerry qui ne servent qu'à réconforter ses vassaux européens, après que la veille Obama ait acté les résultats de ce référendum en se disant confiant dans une sortie "sans heurts" de l'UE (AFP 24.06).

La palme de l'intox.

- Le Brexit, une punition que la démocratie s'inflige à elle-même - Slate.fr

Le vote des Britanniques nous oblige à interroger et à critiquer son fonctionnement actuel afin qu'offre et demande politique

se rencontrent véritablement. Le Brexit est la punition que la démocratie vient de s'infliger à elle-même. Slate.fr 26.06

Et dans la poubelle des idéologues du néolibéralisme

- BHL. Etrange défaite à Londres - Le Monde

Le réveil est cruel.

Commentaire d'un lecteur du portail Le Grand Soir :

- "J'ai personnellement voté PS à de nombreuses élections pensant être un électeur de gauche parce que c'était l'option la plus à gauche qui restait disponible.

Je découvre grâce à Hollande et Valls, qu'en fait, j'étais un électeur de droite.

Le seul mérite de Hollande et Valls, c'est permettre de découvrir l'électeur de droite qui sommeillait dans chaque électeur du PS."

Pas sûr du tout qu'ils vont vraiment en prendre conscience.

Cela dit, ils savaient à quoi s'en tenir depuis des lustres avec le PS.

Et la réponse d'un internaute :

- "...je suis étonné qu'on puisse être étonné que ce gouvernement ne soit pas de gauche, car personne ne se faisait d'illusion sur la position droitière de celui-ci et du parti se disant socialiste depuis (très) longtemps.

Hollande a été élu en 2012 pour faire partir Sarkozy et sa clique, mais l'accentuation des mesures néolibérales ne faisait pas de doute, son appartenance à la droite non plus."

Mais le problème, c'est que jusqu'à présent personne n'osait le dire à haute voix, et rien ne dit que ceux qui osent l'affirmer en tireront les enseignements politiques qui s'imposent, la nécessité de rompre avec le PS et ses satellites, ainsi que les dirigeants syndicaux liés au PS.

Un autre internaute en rajoute :

- "Pour le reste, y a longtemps que le PS n'est plus de gauche - donc, arrêtons de le nommer comme tel et ça éclairera déjà quelque peu le débat - et fait le lit des fachos... mais là, pour ceux qui ont un peu de mémoire, rien de nouveau...!"

Bref, pour un peu tout le monde savait que le PS était un parti fondamentalement réactionnaire mais personne n'en a tenu compte, alors pourquoi voudriez-vous que cela change ? Comment peut-on imaginer un instant, que ceux qui ont marché dans cette combine pourrie pendant de longues décennies ou ont fait preuve d'une malhonnêteté intellectuelle sans fond parce qu'ils y trouvaient leurs intérêts, pourraient changer et être dignes de notre confiance ? Les discours et la sémantique sont une chose, les actes en sont une autre et eux seuls nous importent.

Un troisième enfonce le clou en citant Marx :

"Seule la défaite convainquit le prolétariat que la plus infime amélioration de sa situation reste une utopie au sein de la République bourgeoise"... (Pas de quoi être nostalgique de cette République ou de réclamer le retour à cette République, encore moins l'inscrire sur son logo. Mais bon, n'est pas socialiste ou communiste qui veut. - LVOG)

"... l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ce effets (...).

Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable, ils doivent inscrire sur leurs drapeaux le mot d'ordre révolutionnaire : Abolition du salariat". K.Marx.

Marx était un penseur et un militant révolutionnaire, pas un vulgaire réformiste ou "conservateur", c'est peu flatteur pour nos dirigeants.

Allez dire aux opportunistes que se contenter de lutter "contre les effets et non contre les causes de ce effets" revient à s'adapter au capitalisme, que c'est tourner le dos au marxisme, au socialisme.

A force de s'abaisser toujours plus ou de renier les enseignements du marxisme, on en est arrivé au point de se convaincre soi-même qu'inscrire ce mot d'ordre sur notre drapeau était ridicule ou grotesque, tout simplement parce qu'on a cessé de croire dans le socialisme ou dans la capacité des masses exploitées à s'emparer du pouvoir politique.

Ils nous rétorqueront que nous sommes injuste, parce que ce mot d'ordre serait décalé par rapport à la situation, entre nous, il devait l'être davantage encore à l'époque de Marx, mais bon, Marx était un farfelu, un gauchiste, il n'y connaissait rien à la classe ouvrière...

En guise de partage équitable, il y en a qui en inventant l'altermondialisme ont inventé l'ouvrier alter ego du capitaliste, une illusion fatale...

Rappel. Qui a dit ?

- "Je veux un nouveau modèle social où les syndicats, au lieu d'être une force de conservation, seront une force de transformation sociale, mais où la négociation collective descendra jusque dans l'entreprise, où il sera possible, avec l'accord de tous, de déroger aux règles générales quand le carnet de commandes de l'entreprise l'exigera."

Réponse : Hollande, non Sarkozy à l'occasion du 1er mai 2012.

Ce qui est pratique avec ce régime, c'est que les technocrates qui rédigent les dossiers des présidents de la République qui se succèdent sortent des même écoles, du coup quand ils doivent déménager ils n'emportent que leurs effets personnels et laissent leurs dossiers pour leurs successeurs et ainsi de suite. Et dire qu'il y en avait qui l'ignoraient... parmi nous.

Le Grand Soir - Yann Fievet :

- "... il ne s'agira plus de seulement trahir des promesses mais de piétiner des droits et des principes auxquels la Gauche était jusqu'ici attachée."

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient, des naïfs ou des ignorants. Et croire que la gauche aurait été "jusqu'ici attachée" aux droits et aux principes qui caractérisaient la nature de la gauche, c'est lui prêter des intentions qu'elle n'a jamais eu ou manifester son ignorance de ces principes ou encore qu'on ne les partageait pas.

- "M. Valls, avez-vous perdu la raison ? L'Histoire de notre pays vous présentera demain comme celui qui manqua du jugement nécessaire à l'homme d'Etat. Elle vous juge déjà."

C'est là faire un procès d'intention bien mal à propos à Valls. Car, qu'est-ce qu'un "homme d'Etat" qui fait preuve de "jugement" sous la Ve République, sinon celui qui sert les intérêts de la classe des capitalistes, ce que fait minutieusement Valls.

Le Grand Soir - Bernard Gensane :

- "Si Obama, Wall Street et la Cité de Londres n'ont pas réellement paniqué, c'est que rien n'est acquis de par ce référendum car de nombreuses stratégies ont été mises en œuvre pour contourner le vote du 23 juin. Cameron a montré l'exemple quelques heures après sa défaite en proposant un calendrier dilatoire permettant toutes sortes de manœuvres secrètes entre Bruxelles, Merkel (accessoirement Hollande) et le Royaume-Uni. Il faut à tout prix que l'oligarchie mondiale (ceux que le discours dominant appelle « les élites ») garde la main, empêche l'enrayement d'une intégration européenne au service de ses intérêts...

Encore une fois, tout référendum présente un grand risque : celui qui le propose risque d'être battu. Mais il y a pire : l'électorat peut se l'approprier, peut en discuter les tenants et les aboutissants, peut lui donner un autre sens. Bref, cet électorat peut devenir intelligent, sachant. "

Cela peut aussi signifier exactement le contraire sans qu'Obama s'en vante évidemment.

Répétons-le, cela faisait des décennies que les Britanniques manifestaient leur euroscepticisme, chacun en est témoin, et voilà que tout d'un coup Cameron aurait perdu la tête ou serait devenu amnésique, cela ne tient pas debout. Quant au Brexit, sachant que les électeurs qui ont voté en sa faveur avaient à l'esprit des facteurs aussi divers qu'opposés, personne ne pourra en tirer profit, et c'est peut-être cela le fin mot de cette histoire, les seuls qui en tireront avantage seront ceux qui ont voté contre ou plus précisément les commanditaires de ce référendum.

Commentaire d'un internaute :

- "La Grande Bretagne est la grande taupe des USA installée en Europe. Avec le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande et l'entité sioniste , elle fait partie des territoires d'Outre-Mer US à telle enseigne qu'on les considère comme des étoiles non visibles à ajouter sur la bannière étoilée américaine. "

En quelque sorte...

Un regard de la gauche "ordinaire" américaine.

Encore des gens qui ont tout compris... de travers !

- Ce qui manque en Europe, ce sont des partis de gauche qui prennent au sérieux la nostalgie romantique du nationalisme - opposé à la mondialisation qui broie tout - et la fusionne avec une politique socialiste. Les sociaux-démocrates jouaient ce rôle autrefois, mais sous Blair, Schroeder et Hollande, ils ont dérivé dans la sphère de la mondialisation antinationaliste et néo-libérale.
Le nationalisme est devenu, pour eux, un vilain mot. Cela, au moment même où le nationalisme jouit d'une nouvelle popularité en devenant l'ancre des gens ordinaires perdu dans la mer du néo-libéralisme arbitraire.

L'espace qu'ils ont laissé vide sera rempli par le fascisme.

Moon of Alabama - publié par legrandsoir.info 26.06

J'ai souri en lisant ce passage, car "autrefois" les sociaux-démocrates n'étaient déjà plus socialistes, pour trouver des socialistes chez les sociaux-démocrates il aurait fallu remonter à jadis, il y a un siècle en arrière ou plus, et quand on ajoute leur plaidoirie en faveur du nationalisme, cela donne l'association nationale socialiste qui spontanément nous fait penser à l'extrême droite ou au fascisme, qui selon eux pourrait remplir le vide laisser par les sociaux-démocrates, ce qui reviendrait pour ainsi dire à admettre qu'il existerait un lien entre eux ou qu'ils se partageraient les rôles, selon une sorte de droit de succession qui serait dicté par les aléas de la crise du capitalisme.

ACTUALITÉ DU JOUR

Numéro de prestidigitation qui ne convaincra personne.

- Tafta: "il ne peut pas y avoir d'accord de traité transatlantique", assure Valls - L'Express.fr

Le Premier ministre a estimé ce dimanche que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis "ne va pas dans le bons sens". L'Express.fr 26.06

Ils sont ballots à L'Express, c'est un accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne qui irait "dans le bons sens" !

Ah ces casseurs de la CGT !

- Le siège de la CGT à Montreuil «vandalisé» dans la nuit - Libération.fr

Le siège de la CGT à Montreuil a été «vandalisé» dans la nuit de vendredi à samedi par des individus cagoulés qui ont cassé plusieurs portes et vitres, a déclaré ce samedi Philippe Martinez, secrétaire général de la confédération, confirmant une information du Parisien.

Selon le Parisien, des membres de la direction de la CGT dont le secrétaire général Philippe Martinez font l'objet de menaces, et certains ont reçu des lettres anonymes accompagnées de photos de cercueils, des menaces jugées «sérieuses». Libération.fr 25.06

Le tour de passe-passe du référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

- Notre-Dame-des-Landes : pourquoi le «oui» est favori malgré le peu de sondages - LeFigaro.fr

Devinez ?

Grille de lecture.

- Ils ont fait voter 500.000 électeurs situés dans des communes éloignées du futur aéroport qui majoritairement ont voté en faveur de ce projet, tandis que les électeurs des communes directement concernés ont voté contre majoritairement (jusqu'à 73,57%).

- Notre-Dame-des-Landes : large victoire du oui à l'aéroport - Liberation.fr

- Référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes - Francetv info

La Loire-Atlantique dit "oui" à 55,17% à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : et maintenant ?

Les électeurs de Loire-Atlantique se sont nettement prononcés en faveur de la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Les électeurs de Loire-Atlantique se sont rendus aux urnes, dimanche 26 juin, pour se prononcer sur le projet très contesté d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Les 957 000 électeurs de Loire-Atlantique étaient appelés aux urnes, dimanche, pour se prononcer sur le transfert de l'aéroport.

Avec 487 518 votes exprimés, le taux de participation dans le département s'est élevé à 51,08%. Et c'est un oui massif (55,17% des voix) que les électeurs ont décidé d'adresser au projet.

Les communes qui ont le plus massivement voté en faveur du projet sont situées dans le nord-est du département. Le "oui" a, par exemple, atteint des record dans les communes de Ruffigné, de Lusanger et de Noyal-sur-Brutz avec plus de 80% des votes exprimés. A l'inverse, les communes situées aux alentours de la zone dans laquelle l'aéroport sera construit ont sans surprise voté contre le projet. C'est le cas dans la commune de Notre-Dame-des-Landes (73,57% de "non", soit le plus gros score engistré dans le département), dans la commune de Vigneux-de-Bretagne (69,42 % de "non") et dans celle de Grandchamps-des-Fontaines (66,57 %). Francetv info 26.06

Espagne. "Retour à la case départ et aux mêmes blocages."

- Espagne : Mariano Rajoy net vainqueur des élections, amère déception pour Podemos - La Tribune

Les premiers sondages s'étaient entièrement trompés : le PP de Mariano Rajoy a progressé nettement lors des élections générales espagnoles, gagnant 13 sièges de plus. Unidos Podemos ne dépasse pas les Socialistes, toujours deuxième. Mais la crise politique est loin d'être réglée.

Les sondages sortis des urnes - et ceux publiés jusqu'à ce jour de vote en Espagne - s'étaient lourdement trompés. Finalement, Unidos Podemos (UP), l'alliance de Podemos, d'Izquierda Unida, formée des Communistes et des Ecologistes, n'a pas réussi à dépasser le parti socialiste, le PSOE, qui reste la deuxième force politique du pays derrière le Parti Populaire (PP) conservateur de Mariano Rajoy. Les vrais perdant de ce scrutin seront donc les instituts de sondage qui ne se sont révélés guère plus efficaces que leurs confrères britanniques qui n'avaient pas vu la victoire du Brexit le 23 juin.

Le PP, grand vainqueur

Quant au grand vainqueur, ce sera le PP qui, sur 95 % des bulletins dépouillés, a obtenu 32,9 % des voix et 137 sièges contre 28,7 % et 123 sièges le 20 décembre. Le président du gouvernement sortant Mariano Rajoy peut s'estimer satisfait de ce résultat. Il apparaît qu'il a bénéficié, comme le PSOE, mais dans une plus grande ampleur, d'un réflexe de retour aux partis traditionnels. Réflexe certes limité, puisque le PP avait obtenu 45 % des voix et la majorité absolue en 2011, mais la progression de près de quatre points est nette et elle donne clairement à l'équipe sortante la légitimité pour tenter de former un gouvernement. Le président du gouvernement pourra prétendre avoir gagné ces élections du 26 juin et effacé en partie les lourdes pertes subies entre 2011 et 2015. Sans doute faut-il y voir un effet de crainte face à la crise politique que traverse le pays et la volonté, en conséquence, de renforcer le gouvernement sortant.

Les Socialistes en progrès.

Mais la vraie surprise de ces élections, c'est la progression des Socialistes du PSOE que l'on donnait pour moribond.

Avec 22,8 % des voix contre 22 % le 20 décembre, il perd 5 sièges à 85 sièges contre 90 voici six mois. Le secrétaire général du PSOE Pedro Sánchez a fait mentir tous les pronostics et est parvenu à conserver largement la deuxième place dans l'échiquier politique espagnol en se renforçant. Il peut désormais espérer imposer sa candidature alternative à celle de Mariano Rajoy pour la présidence du Congrès qui avait échoué le 2 mars dernier en jouant cette fois sur l'affaiblissement d'Unidos

Podemos. (Dans un autre article, il était précisé que le PSOE avait perdu 100.000 voix par rapport au scutin précédent, bref il est en "progression". Le PP en aurait gagné 500.000. - LVOG)

Défaite pour Unidos Podemos

Car la sensation de cette soirée électorale, c'est que l'alliance menée par Pablo Iglesias n'a pas convaincu l'électorat espagnol de gauche. L'addition de IU et de Podemos avait obtenu 71 sièges et 24,4 % des voix le 20 décembre. Cette fois, la coalition ne recueille que 21,2 %, soit un recul de 3,4 points, mais préserve ses 71 députés. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette défaite : l'effet « Brexit » qui a peut-être effrayé une partie de l'électorat qui a préféré se rallier aux partis « connus », l'alliance avec les « Communistes » d'IU qui a pu là aussi inquiéter une partie de l'électorat de Podemos et les projets de référendum en Catalogne qui ont peut-être provoqué un retour vers les partis « unionistes ». L'abstention, en hausse de 3,5 points à 30,3 %, a sans doute aussi joué négativement. En tout cas, toute la stratégie de Pablo Iglesias, basée sur le « sorpasso » et donc sur une alliance « proposée » au PSOE s'effondre. Podemos va devoir réfléchir à ses choix en vue de la formation de la prochaine coalition gouvernementale.

Recul pour Ciudadanos

Reste qu'il n'est pas le seul perdant de la soirée. Le parti libéral Ciudadanos a obtenu 12,9 % des voix et 32 députés, contre 13,9 % et 40 députés le 20 décembre. La défaite de son président, Albert Rivera, est claire. Ce dernier se présentait pourtant comme un politique pragmatique, seul capable, affirmait-il, s'il était renforcé, de construire autour de lui un gouvernement. Les électeurs ne l'ont pas réellement cru et l'ont même sanctionné. Il est vrai qu'il était difficile de savoir avec qui Ciudadanos, qui avait passé un pacte avec le PSOE en février, mais qui regardait également du côté du PP, voulait gouverner. En tout cas, cette défaite réduit la perspective d'un grand partie du centre après la disparition dans les années 1980 du CDS d'Adolfo Suárez, le "parti de la transition".

Mariano Rajoy renforcé

Que va-t-il se passer à présent ? Le scrutin n'offre pas de majorité claire, mais il change la donne. Mariano Rajoy en sort renforcé et il sera plus difficile de demander sa démission pour gouverner avec le PP. Mais en a-t-il les moyens ? Sa victoire n'est pas suffisante pour construire une majorité gouvernementale et, à part Ciudadanos, il ne dispose pas de partenaires possibles à part le PSOE. Mariano Rajoy va sans doute demeurer ferme sur sa volonté d'établir une « grande coalition » avec le PSOE, mais Pedro Sánchez sort également renforcé du scrutin puisqu'il a réussi à empêcher le « sorpasso » par Unidos Podemos et à maintenir ses positions. Il pourra faire taire ses opposants en interne et imposer davantage ses conditions à ses éventuels partenaires de coalition. Autrement dit, lui aussi va retenter de devenir président du gouvernement.

Les conditions d'une alliance à gauche

Le scrutin apparaît donc comme un statu quo par rapport au 20 décembre, malgré la progression du PP. L'addition des partis de centre-droit est nettement supérieure à celle de la gauche et se creuse (169 contre 157 contre 163 à 160 auparavant). Mais les deux partis de droite ne disposent guère de réserve de voix au Congrès et sans majorité absolue (fixée à 176 sièges), ils auront du mal à obtenir le feu vert du parlement. Reste alors trois solutions, comme auparavant : une « grande coalition », un pacte à trois entre Ciudadanos, le PSOE et Podemos qu'avait proposé en mars Pedro Sánchez et une alliance de gauche avec l'appui des nationalistes catalans ou basques. Les trois cas demeurent toujours aussi peu probables qu'avant le scrutin.

Changement de position sur la Catalogne chez Unidos Podemos ?

Le changement pourrait venir de la déception d'Unidos Podemos. Si Pablo Iglesias et les siens considèrent qu'ils ont payé leur position dure face au PSOE et leur engagement trop fort pour le référendum catalan, ils pourraient décider de se montrer plus ouvert face à Pedro Sánchez. Mais la difficulté sera de faire accepter leurs alliés catalans, basques et galiciens un abandon de cette idée de référendum. Ce serait renforcer en Catalogne les Indépendantistes. Un gouvernement minoritaire de droite ?

En cas de blocage persistant, le PSOE pourrait finalement accepter la victoire du PP et tolérer un gouvernement PP/Ciudadanos qu'il pourrait renverser quand il le désirera. Mais un tel gouvernement n'est pas certain de voir le jour (Ciudadanos acceptera-t-il un pacte avec le PP après une telle défaite ?) et il serait très fragile. Ces élections du 26 juin n'ont donc pas réglé la crise politique espagnole. Tout se passe comme s'il s'agissait d'un retour à la case départ et aux mêmes blocages qu'avant le scrutin.
La Tribune 26.06

Présidentielle en Islande "sans étiquette".

- Présidentielle en Islande : Gudni Johannesson revendique la victoire - AFP

L'universitaire Gudni Johannesson a revendiqué dans la nuit de samedi à dimanche la victoire à l'élection présidentielle de l'Islande, cet homme de consensus arrivant en tête après un scrutin quelque peu éclipsé par l'attente d'un match de football historique.

"Tous les suffrages n'ont pas été comptés, mais je pense que nous avons gagné", a déclaré à son QG de campagne ce candidat sans étiquette, qui fête ses 48 ans dimanche.

Il se fondait sur le dépouillement de près d'un tiers des votes, qui d'après la chaîne de télévision publique RUV le plaçait en tête avec 37,8%.

Il devançait Halla Tomasdottir, femme d'affaires et également sans étiquette, qui obtenait 29,8% des voix.

Hostile à une adhésion de l'île à l'Union européenne, M. Johannesson était aussi en phase avec l'euroscepticisme de la majorité des Islandais. La plupart n'ont pas vu d'un mauvais oeil la victoire du "Brexit" au Royaume-Uni à l'issue du référendum de jeudi.

Le divorce entre la Grande-Bretagne et l'UE "change beaucoup de choses dans le bon sens pour les Islandais", disait vendredi soir M. Johannesson. AFP 26.06

Le prix de la déchéance.

- Clinton à la Gay Pride de New York, marquée par le massacre d'Orlando - AFP

La candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton a défilé dimanche à New York pour la Gay Pride... AFP 26.06

Haut de page

Le 28 juin 2016

CAUSERIE

A ma connaissance personne à ce jour n'a émis l'hypothèse qu'ils n'avaient pas organisé un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE, mais plutôt le Brexit. (Depuis que j'ai rédigé ces lignes hier soir, j'ai découvert un article ce matin qui allait dans le même sens, peut-être que d'autres suivront.)

Hypothèse que j'ai soutenue dans une causerie il y a quelques semaines je précise.

Quand Cameron a annoncé il y a 4 ans qu'il allait soumettre cette question par référendum aux électeurs britanniques, à l'époque personne ne l'a cru, tout le monde pensait que c'était une fanfaronade électoraliste et que les élections passées il n'y penserait plus et plus personne non plus.

Sauf que voilà, les faits viennent de démontrer le contraire, ce qui au minimum mérite une explication.

Si personne n'a voulu y croire il y a 4 ans, c'est parce que tout le monde connaissait par avance le résultat probable d'un tel référendum qui se traduirait par le Brexit, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? Et c'est bien pour cette raison que personne ne voulait y croire, le pari était trop risqué, inutile, ridicule pensait-on dans le camp du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE.

Il l'a brandi comme une menace, et je crois que bien peu l'ont prise au sérieux et encore moins en ont compris la réelle signification, pour ainsi dire aucun y compris à ce jour, sauf peut-être en observant la température monter dans les différentes bourses européennes, tout particulièrement celle des valeurs bancaires ou spéculatives qui plongeait brusquement.

Avant de poursuivre, il faut se souvenir que c'est la Grande-Bretagne qui en Europe a été le fer de lance du néolibéralisme avec Thatcher, que c'est elle ensuite avec Blair qui s'est alignée systématiquement et avec zèle sur la politique impériale américaine, bref, que ce soit sur les plans économique, financier, social, politique, militaire elle a toujours été le meilleur allié des Etats-Unis, et c'est encore elle qui depuis 2011 est aux avant-postes de la guerre contre la Syrie.

Tout laisse à penser que cette opération a été montée de toutes pièces comme un moyen de chantage ou de pression extrême destiné aux chefs d'Etat des pays de l'UE, pour qu'ils cessent de tergiverser ou de traîner les pieds face au diktat américain relayé par la troïka, la Banque mondiale, l'OCDE, etc. qui exigent qu'ils procèdent à des réformes structurelles du marché du travail, des organismes sociaux, de l'éducation, de la santé, etc. sans se soucier des conséquences politiques qui en découleraient et les moyens auxquels ils devraient recourir pour assurer la stabilité de leur régime, y compris par la force si nécessaire, puisque c'est leur rôle de les assumer. On pourrait ajouter que les différents attentats qui ont eu lieu en France et

en Belgique depuis l'annonce de ce référendum, devaient servir d'avertissement ou leur donner un avant-goût de ce qui les attendait s'ils n'obtempéraient pas sur le champ, car le temps presse, la Fed vient pour une énième fois de reporter la hausse de ses taux directeurs et la récession menace aux Etats-Unis.

Maintenant, si les chefs d'Etat de l'UE ne voulaient pas se plier aux exigences formulées par Washington, après ce dernier avertissement qui résonne comme un coup de semonce, ils doivent savoir que la prochaine fois ce ne sera pas une crise politique qu'ils auront à gérer, mais une guerre avec la Russie qui ravagerait l'Europe, car plus personne ne pourrait plus retenir les extrémistes démocrates et républicains qui brandissent aujourd'hui cette option.

Ce qui m'a fait pencher pour cette hypothèse, c'est l'annonce de l'irréversabilité du Brexit par Londres et Washington, et même le Vatican ! alors qu'ils auraient très bien pu l'enterrer au soulagement général de leur camp. S'ils y ont renoncé aussi rapidement et avec une telle fermeté, c'est qu'ils sont déterminés à aller jusqu'au bout de leur plan, quoi qu'il en coûte à l'Europe et à ses peuples, en fait à ceux du monde entier puisque ce sont leurs seuls ennemis.

On se demande si ces chefs d'Etat en ont réellement conscience, cela pourrait expliquer l'empressement de Hollande, mais rien n'est moins sûr, tandis que la désinvolture affichée par Merkel s'accorde assez bien avec le militarisme germanique et le réarmement en cours de l'Allemagne, pays qui vient justement d'accueillir la réunion annuelle du groupe Bilderberg.

On peut se demander également jusqu'à quel point les chefs d'Etat de l'UE sont informés des opérations programmées par l'oligarchie anglo-saxonne, ils ne le sont pas tous au même niveau de toutes évidences, et tout laisse à penser qu'ils n'en sont informés qu'au dernier moment ou lorsqu'ils sont mis devant le fait accompli, hormis les cas où leur collaboration est indispensable à leur réalisation.

Revenons sur le Brexit, car il y a encore des points à éclaircir.

En principe, selon la procédure (article 50 du traité de Lisbonne) que devrait suivre ce processus pour parvenir à son terme, il va falloir plusieurs années avant que la Grande-Bretagne ne fasse plus partie de l'UE, puisqu'apparemment ils ont décidé qu'il devrait en être ainsi, aussi, s'ils ont décidé de laisser traîner les choses en longueur ce n'est certainement pas non plus par hasard, c'est qu'ils ont forcément une idée derrière la tête, ils peuvent avoir envisagé d'exploiter cette longue période pour exercer un chantage permanent sur chacun des pays membres de l'UE, ce qui écarterait temporairement l'option militaire qui cependant demeurerait suspendue au-dessus de leur tête comme une épée de Damocles, ce qui pourrait les dissuader de s'écarter du chemin tracé par Washington ou de s'opposer au traité transatlantique de libre échange, qui constitue une véritable bombe à retardement dans les relations entre les Etats-Unis et l'UE, ce qui pourrait à lui seul expliquer le coup tordu du Brexit, faire en sorte que tous les chefs d'Etat de l'UE s'exécutent sans condition.

Autrement dit ce traité verrait le jour par la voie pacifique, et si pour une raison ou une autre ils s'avéraient en être incapables ou que cela soit impossible, l'option militaire serait activée, l'oncle Sam volant au secours de l'Europe ravagée une nouvelle fois par la guerre, avec en récompense la signature de ce traité accouché dans le sang des peuples d'Europe et de la Russie, la reconstruction étant assurée par les banquiers et les multinationales américaines dorévanant toutes puissantes ou sans concurrence (des Etats étant ruinés et croulant sous les dettes, réduits à l'impuissance, dépossédés de tout pouvoir, à l'exception de la Grande-Bretagne déjà placée sous leur tutelle), selon les critères définis par ce traité et la boucle serait bouclée, ils auraient atteint leur objectif.

Bien entendu un tel scénario n'est pas sans risque et il pourrait se retourner contre eux, encore faudrait-il que les masses laborieuses soient correctement informées de ce qui se passe ou qu'elles en prennent conscience, pour réagir et orienter leur combat dans la bonne direction, or aujourd'hui on en est loin.

Vous aurez remarqué que dans notre camp personne n'a analysé sérieusement le Brexit, on nous a plutôt gratifié de lieux communs en guise de commentaires sans aucun intérêt, déconnectés du reste de l'actualité politique internationale ou sans évoquer l'échéance de ce traité.

On arrêtera là pour aujourd'hui. On va continuer de réfléchir à la situation en fonction des prochains développements.

Ce qui est intéressant aussi à observer, c'est la réaction des patrons des médias et des intellectuels dont certains figurent parmi les initiés à différents niveaux de l'oligarchie, qui parce qu'ils ne possèdent pas la totalité du scénario, sont obligés d'imaginer les séquences manquantes et de s'écarter du scénario original au point de se contredire sans s'en apercevoir, révélant que leurs analyses sont de la pure propagande et rien d'autre.

Tous les médias ont fait campagne contre le Brexit en croyant savoir pourquoi, mais rares sont ceux qui le savent vraiment, ils se comptent sur les doigts d'une main, ceux dont les patrons sont des oligarques, et encore peut-être pas tous. Ce qui fait que la plupart brodent, spéculent et se répètent sans fin tel un disque rayé en se contentant de relayer la propagande officielle en guise d'information.

Pour interpréter un événement dans un sens ou dans un autre quand on se destine de l'instrumentaliser pour berner les peuples, c'est extrêmement facile.

Il suffit de sur ou de sous-estimer sciemment les rapports qui existent entre les différents facteurs qui composent la situation, de déformer ou d'amplifier certains faits ou au contraire de les occulter jusqu'à rendre méconnaissables la réalité, pour que l'interprétation fabriquée ou falsifiée à destination des masses, qui seront vivement encouragées à l'adopter, se substitue à la réalité et soit prête à l'emploi.

C'est pour ainsi dire du sur-mesure, de sorte qu'il sera impossible de démonter cette machination sans avoir connaissance des faits réels, dont l'accès sera rendu difficile ou leurs sources discréditées, de manière à ce que l'imposture parvienne à la connaissance des peuples le plus tard possible, de préférence quand cette machination a déjà atteint son objectif ou quand elle a permis de modifier l'orientation de la situation de telle sorte que tout retour en arrière s'avère impossible ou très compliqué à réaliser. Ensuite, selon les conditions dans lesquelles cette machination sera éventée, leurs auteurs pourront toujours continuer de le nier ou au contraire se livrer à des aveux, ce qui sans rien leur coûter aura pour vertu de les exonérer de mauvaises intentions histoire de berner à nouveau les peuples en prévision de leurs prochains coups tordus.

On aura compris qu'à tous les niveaux l'information ou la connaissance des faits est capitale pour interpréter correctement un événement ou la situation.

Dénoncer une machination est stérile ou insuffisant pour conquérir la confiance des masses ou pour qu'elles nous prennent au sérieux, faut-il encore pouvoir la démonter de manière cohérente, ce qui implique qu'on soit parvenu à déterminer ses tenants et ses aboutissants à partir des faits.

A cet égard l'expérience libyenne a été un modèle du genre, dont apparemment on n'a toujours pas su tirer les enseignements malheureusement, ce qui est navrant après celle de l'Irak ou du 11 septembre 2001, et bien d'autres, au profit d'un discours qui relève purement de la propagande ou plus précisément qui se réduit à la propagande, ce qui est dommage car son orientation est juste mais les masses ne pourront pas y adhérer ou la reprendre à leur compte, puisqu'elle présente la faiblesse de reposer davantage sur des principes plutôt que sur des faits, qui très souvent se suffisent à eux-mêmes pour dévoiler les réelles intentions de leurs auteurs ou la manières dont ils les ont manipulés ou falsifiés.

C'est extraordinaire qu'on ne parvienne pas à comprendre que la référence à des faits objectifs est un moyen plus efficace pour aider les travailleurs à comprendre la situation, plutôt que s'en remettre à des facteurs subjectifs qui peuvent prêter à divison, à polémique ou inspirer la méfiance. Ce n'est certainement pas le meilleur moyen pour faire passer notre politique auprès des masses exploitées et les aider à progresser ou construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

Le Brexit a été décidé à la sortie d'une réunion de l'Otan.

Le Financial Times a publié un article de George Parker et Alex Barker dans lequel les deux journalistes affirment que ce serait le 21 mai 2012 dans une pizzeria de l'aéroport O'Hare de Chicago, que la décision d'organiser un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne aurait été scellé, à l'issue d'une discussion qui aurait eu lieu entre David Cameron et l'ancien ministre des Affaires étrangères William Hague, alors qu'ils attendaient le vol qui les ramènerait en Angleterre après la conférence de l'Otan à laquelle ils venaient de participer.

Il semblerait que ces deux journalistes aient repris les informations figurant initialement dans un article signé Anthony Seldon et paru dans dans le Daily Mail en août 2015 dans lequel il écrivait :

«Mais au printemps 2012, la pression qui pèse sur Cameron pour organiser un référendum est quasiment impossible à contenir. D'abord réticent, Osborne finit par céder. Et le 21 mai, dans le cadre improbable d'une pizzeria de l'aéroport O'Hare de Chicago, l'affaire est conclue. Cameron s'attable avec William Hague et ils conviennent ensemble de proposer un référendum avant la fin 2017. Osborne a encore quelques réserves. Mais Cameron ne peut attendre plus longtemps et le référendum est officiellement annoncé.» (Source : Slate.fr 27.06)

A Slate qui ne digère pas le Brexit, ils ont failli en faire une indigestion.

On retiendra que c'est à peine sortie d'une réunion de l'Otan que Cameron a pris cette décision.

On se disait bien qu'il n'avait pas pu prendre seul une décision d'une portée aussi considérable, sans en connaître les détails, on en connaît au moins l'origine.

Quelques rappels.

Causerie du 4 décembre 2014.

Le ministre des Finances britannique George Osborne n'a pas participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2007 pour rien.

Causerie du 26 septembre 2013.

- Londres conteste en justice la limitation des bonus des banquiers - Reuters

Le Trésor a saisi la Cour européenne de justice, plus haute juridiction de l'UE, au sujet de cette mesure qui visera principalement, dans les faits, des banquiers en poste à la City de Londres, le premier centre financier de l'UE.

La limitation des bonus, entérinée en avril par le Parlement européen, doit prendre effet à partir des sommes allouées au titre de 2014. Elle prévoit que les primes versées aux banquiers ne pourront dépasser le montant de leur salaire, ce seuil pouvant être doublé si une majorité d'actionnaires y est favorable.

Le ministre britannique des Finances, George Osborne, s'était opposé à la mesure dès le début en estimant que Bruxelles allait trop loin dans les réformes censées empêcher une répétition de la crise financière.

Londres a pris les devants en allongeant le versement des bonus sur plusieurs années, mais ne veut pas entendre parler de plafonnement.

Le Royaume-Uni, qui se prépare à un référendum sur l'Europe en 2017, a de plus en plus recours à la Cour européenne de justice pour combattre des décisions qui ne lui sont pas favorables. Il conteste par exemple le projet de taxe sur les transactions financières, à laquelle il ne sera pourtant pas assujetti, en estimant qu'elle aura un impact sur certains marchés à Londres. Reuters 25.09.13

Causerie du 21 janvier 2013.

- Le ministre britannique des Finances, George Osborne, a estimé que l'Union européenne devait changer si elle voulait que la Grande-Bretagne en reste membre, dans un entretien aujourd'hui au quotidien allemand Die Welt.

"J'espère vraiment que la Grande-Bretagne restera un membre de l'Union européenne. Mais pour que nous restions dans l'UE, l'UE doit changer", a-t-il affirmé au journal conservateur qui lui demandait si Londres en serait encore membre dans 10 ans. AFP 11.01.13

Causerie du 16 octobre 2012.

Londres soutient le projet d'union bancaire dans la mesure où une telle structure aura le mérite de placer les dix-sept pays utilisant l'euro devant leurs responsabilités pour s'occuper de leurs banques et de mieux coordonner l'aide aux pays en difficulté.

Mais le ministre britannique des Finances George Osborne craint que la BCE profite de son autorité pour imposer une régulation à l'échelle européenne favorisant les pays de la zone euro au détriment de Londres.

"Il semble improbable que la BCE piétine les avis de la BoE mais c'est ce qui inquiète le Trésor britannique", a déclaré l'un des responsables européens. "Ils veulent des garanties pour être sûrs que cela n'arrive pas".

La Grande-Bretagne et les autres pays membres de l'Union européenne doivent donner leur feu vert à une union bancaire pour que le projet puisse avancer.

Londres souhaite notamment une modification du système de vote qui intervient lorsque les régulateurs de toute l'Europe doivent s'accorder sur une législation. La Grande-Bretagne aimerait un double vote - les pays de l'union bancaire d'un côté, et les pays hors zone euro de l'autre - avant toute décision finale sur une régulation européenne.

Certains estiment cependant que cela reviendrait à donner un droit de veto à la Grande-Bretagne. Reuters 15.10.12

Causerie du 27 novembre 2012.

- Un ancien de Goldman Sachs à la tête de la Banque d'Angleterre - Lemonde.fr 26.11.12

Quant à la Grande-Bretagne, dont les critiques ont redoublé ces derniers jours, elle a purement et simplement demandé que le

dossier soit définitivement archivé.

"Je suggérerais que nous enterrions cette idée selon laquelle il y aura une taxe sur les transactions financières", a dit à ses homologues le ministre britannique des Finances, George Osborne. Reuters 08.11.12

Causerie du 9 novembre 2011.

Quant à la Grande-Bretagne, dont les critiques ont redoublé ces derniers jours, elle a purement et simplement demandé que le dossier soit définitivement archivé.

"Je suggérerais que nous enterrions cette idée selon laquelle il y aura une taxe sur les transactions financières", a dit à ses homologues le ministre britannique des Finances, George Osborne. Reuters 08.11.11

Causerie du 19 mai 2010.

Environ 80% des fonds spéculatifs européens sont basés en Grande-Bretagne, qui plaidait pour donner aux fonds étrangers le droit automatique d'opérer dans n'importe quel pays de l'UE une fois qu'il était autorisé dans un Etat-membre.

Le nouveau chancelier de l'Echiquier britannique, George Osborne, n'a pas voulu reconnaître dans la position des Vingt-Sept une défaite totale pour le nouveau gouvernement conservateur, estimant qu'il restait encore de la marge lors des négociations avec le Parlement européen. Il a dit s'inquiéter que les nouvelles règles ne soient pas "entièrement compatibles avec le marché unique". Les hedge funds doivent "avoir accès au marché européen tout entier", a-t-il plaidé.

Les règles proposées ne donnent pas aux fonds le droit d'opérer dans l'ensemble de l'Union. Le secrétaire américain au Trésor Tim Geithner avait déjà déploré une initiative qualifiée de "protectionniste" qui pourrait fermer aux fonds américains les portes de l'UE. AP 18.05.10

Bill Gates prend acte du Brexit.

Le Parisien - Etes-vous inquiet des conséquences du Brexit ?

Bill Gates - Je ne m'y attendais pas du tout et cela ouvre une période de fortes incertitudes qui m'inquiète. La Grande-Bretagne est un grand partenaire en matière de développement et j'espère que cela va continuer. L'Union européenne est un partenaire fantastique dans le domaine de la recherche, notamment sur les vaccins, la distribution de médicaments. Je veux croire que cette période de turbulences sera de courte durée. LeParisien.fr 28.06

En ligne de mire : L'adoption du TTIP

Ils continuent de "négocier" comme si le Brexit n'existait pas... ou les arrangeait, ce qu'ils ne pourront pas avouer.

- Washington veut toujours conclure le TTIP d'ici fin 2016, malgré le Brexit - AFP

Les Etats-Unis ont réaffirmé lundi leur souhait de conclure d'ici à la fin de l'année les pourparlers avec l'Union européenne (UE) sur l'accord de libre-échange transatlantique, dit TTIP ou Tafta, malgré le Brexit et l'opposition croissante de la France.

La commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, doit elle-même quitter mardi Bruxelles pour Washington "afin de faire avancer ces négociations", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

"Notre objectif reste de continuer à travailler avec l'UE pour conclure un accord ambitieux, complet et de très haute qualité cette année", a déclaré le représentant spécial au commerce extérieur américain (USTR), Michael Froman.

Le responsable a toutefois reconnu la nécessité "d'évaluer" l'impact de la sortie du Royaume-Uni de l'UE sur ces négociations commerciales controversées, lancées en 2013 et visant à créer une vaste zone de libre-échange de part et d'autre de l'Atlantique.

"La raison d'être économique et stratégique du TTIP reste forte", a redit M. Froman, qui chapeaute les négociations côté américain.

En dépit de la "situation sans précédent" provoquée par le Brexit, "nos négociations avec nos partenaires vont continuer", a assuré son alter ego à Bruxelles, la commissaire européenne Cecilia Malmström. Cette dernière s'est dite "déterminée à faire le plus de progrès possibles dans les mois à venir" sur le front du TTIP.

Le vote britannique jeudi en faveur du "Brexit" semble avoir toutefois renforcé le scepticisme sur ce traité, déjà accusé d'être négocié dans le secret et de promouvoir une dérèglementation généralisée.

Dimanche, trois jours après le référendum sur le Brexit, le Premier ministre français Manuel Valls a ainsi assuré que cet accord n'allait "pas dans le bon sens" et ne pourrait pas être conclu.

Sans faire directement référence aux déclarations françaises, M. Froman a reconnu la difficulté pour les gouvernements européens de mener à bien ces négociations.

"Les Européens ont beaucoup de pain sur la planche - le vote sur le Brexit, la crise des migrants, la montée du scepticisme vis-à-vis de Bruxelles et d'autres questions difficiles," a énuméré le responsable américain qui s'exprimait lors d'une conférence à Washington.

"Nous compatissons et nous espérons qu'ils sauront réunir l'attention et la volonté politique nécessaires pour parvenir" à un accord, a-t-il ajouté. AFP 27.06

Si besoin vous les y aiderez par la ruse, le chantage ou toute autre forme de pression...

Brexit. Kerry confiant

Kerry s'est surpassé, il a été excellent, bravo !

- Brexit : John Kerry appelle les Européens à "ne pas perdre la tête" - AFP

Le chef de la diplomatie américaine John Kerry a exhorté lundi les dirigeants européens à "ne pas perdre la tête" et à défendre les "valeurs et intérêts qui nous ont rapprochés" lorsqu'ils négocieront la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

"Il est absolument essentiel qu'on reste concentrés, dans cette période de transition, pour que personne ne perde la tête, n'agisse inconsidérément (...) mais que nous regardions comment on peut maintenir les intérêts et les valeurs qui nous ont réunis depuis le début", a-t-il déclaré lors d'un point de presse à Bruxelles. (Traduction : Ne prenez aucune initiative sans notre consentement. - LVOG)

John Kerry a appelé les dirigeants européens à éviter d'agir "de manière confuse ou revancharde", avant de se rendre à Londres où il a rencontré le Premier ministre britannique David Cameron et son ministre des Affaires étrangères Philip Hammond.

"Les intérêts et les valeurs qui nous ont unis pour une période aussi longue n'ont pas changé le jour du vote", le 23 juin, de près de 52% des électeurs britanniques en faveur d'une sortie de leur pays de l'Union, a souligné M. Kerry aux côtés de Mme Mogherini. (Personne n'en doute. - LVOG)

"Les Etats-Unis veulent une UE forte", a-t-il lancé, rappelant sans ambages : "le vote n'a pas donné le résultat que nous souhaitions". (Vraiment ? Qu'il nous soit permis d'en douter fortement, car en réalité les Etats-Unis ont tout fait pour affaiblir l'UE et y semer le chaos. - LVOG)

"Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous avons tous travaillé à développer ensemble une structure pour rendre nos pays plus forts et offrir une bonne vie à nos concitoyens", a insisté M. Kerry. (Pour un peu il avouerait que ce sont les Américains qui sont à l'origine de l'UE. - LVOG)

"Il n'y a pas un seul sujet aujourd'hui, que ce soit le changement climatique, la lutte contre le terrorisme, l'immigration, et tant d'autres, où nous ne travaillons pas ensemble", a-t-il rappelé. (Tu parles, les Américains en sont à l'origine ! - LVOG)

"Oui, la relation entre l'UE et le Royaume va changer", a-t-il déclaré à Londres lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Hammond. "Mais ce qui ne changera jamais, c'est que nous sommes plus forts lorsque nous sommes ensemble en tant que communauté transatlantique et trouvons un terrain commun ancré dans nos valeurs communes de liberté, libre marché, égalité et tolérance", a-t-il ajouté. (Au moins c'est explicite. Tout un programme, le programme de l'oligarchie financière anglo-saxonne dans lequel s'inscrit le Brexit. - LVOG)

L'administration américaine, le président Barack Obama en tête, s'était nettement engagée au cours des derniers mois en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE, craignant notamment des retombées négatives d'un "Brexit". (C'est l'interprétation de l'Agence Française de propagande qui n'engage qu'elle. - LVOG)

"Je regrette personnellement le fait que le Royaume-Uni ne sera plus à la table des discussions quand il y aura un dialogue Etat-Unis/UE", a dit M. Kerry, aux côtés de M. Hammond. AFP 27.06 (Il pouvait difficilement dire le contraire. - LVOG)

Pure mensonge, son discours en est truffé !

Brexit. Turbulences sous contrôle

- Brexit: Londres n'activera l'article 50 qu'une fois prêt - AFP

Brexit: Le Royaume-Uni est prêt à faire face aux turbulences, promet George Osborne

Le Royaume-Uni ne semble pas presser d'acter son divorce avec l'Union européenne.

Le ministre britannique des Finances, George Osborne, a prévenu lundi que le pays n'activera l'article 50 pour quitter l'UE qu'au moment opportun, assurant que l'économie britannique était prête à affronter les turbulences provoquées par la décision de quitter le bloc des Vingt-Huit.

Donner « du temps » au pays

« Le Royaume-Uni seul peut activer l'article 50. De mon point de vue, nous ne devrions le faire que lorsque nous aurons une vision claire des nouveaux arrangements recherchés avec nos voisins européens », a expliqué George Osborne lors d'un court discours au Trésor, sa première intervention télévisée depuis la décision des Britanniques de quitter l'UE lors du référendum du 23 juin.

Prêt « à affronter ce que l'avenir nous réserve »

Il a ajouté que l'économie britannique était « prête à affronter ce que l'avenir nous réserve », au moment où les marchés financiers s'inquiétaient des conséquences du Brexit.

Après six ans de politique conservatrice, George Osborne a jugé que l'économie était en bien meilleure situation, avec une croissance robuste, des banques bien capitalisées et un déficit budgétaire réduit.

« Résultat, notre économie est plus robuste pour affronter les défis auxquels notre pays fait face », a-t-il souligné.

Les Bourses s'affolent

Il a aussi insisté sur la « coordination » constante entre son gouvernement, la banque centrale britannique et les autorités des autres pays du club des pays riches du G7, de façon à limiter la volatilité sur les marchés.

La livre et les marchés boursiers continuaient de baisser lundi après avoir lourdement chuté vendredi, réagissant au choc du résultat de la victoire des partisans du Brexit au référendum. Les financiers s'attendaient à de nouveaux mouvements brutaux lundi. 20minutes.fr 27.06

Tout se met en place.

- GB: Création d'un département spécial pour s'occuper du Brexit - AFP

Un département spécial va être créé au sein du gouvernement britannique, pour s'occuper du Brexit, annonce lundi le Premier ministre. AFP 27.06

Brexit. Au sein de l'UE c'est l'Allemagne qui mène la danse.

- Brexit : l'Allemagne, l'Italie et la France tentent de s'accorder - Francetv info

L'Italie, l'Allemagne et la France étaient réunies ce lundi 27 juin à Berlin (Allemagne).

Face à la fermeté et l'empressement du président français, la chancelière allemande a quant à elle obtenu gain de cause. La France et l'Italie ont accepté de laissé le temps aux Britanniques de lancer la procédure de sortie quand ils seront prêts. Mardi à Bruxelles, l'Union européenne recevra pour la dernière fois David Cameron en tant que Premier ministre pour un dîner

d'explications, mais dès mercredi, le Conseil de l'Europe se réunira à 27. Francetv info 27.06

Brexit. Comment entretenir la confusion et rassurer les troupes en faveur du "remain" qui vont trinquer.

- « Brexit » : faut-il douter des 3,9 millions de soutiens à la pétition pour un nouveau scrutin ? - LeMonde.fr

Sur le forum 4chan, certains assurent avoir faussé le compteur des signatures des partisans d'un nouveau vote, mais contrairement à ce qu'ils affirment, la plupart ont été enregistrées au Royaume-Uni. LeMonde.fr 27.06

- Brexit: 3 sondages en faveur d'un retour du Royaume-Uni dans l'UE - L'Express.fr 27.06

La Bourse ou la vie. Les grandes manoeuvres. Qui va trinquer, devinez ?

- Le Brexit continue à faire boire la tasse aux marchés - AFP

Le poids des nombreuses incertitudes entourant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne continuait à faire boire la tasse aux marchés lundi, les valeurs bancaires et la livre sterling payant le prix le plus élevé.

Le bref répit observé en Asie et à l'ouverture en Europe s'est rapidement dissipé lundi. Les Bourses européennes se sont enfoncées au fil de la matinée et Wall Street leur a emboîté le pas lundi après-midi, avec des pertes toutefois moins spectaculaires que vendredi.

"Les indices européens boivent de nouveau la tasse et se rapprochent des points bas testés vendredi matin en séance. Ils sont entraînés par le secteur bancaire, qui ne sait plus à quoi se raccrocher tant l'incertitude est considérable", résume le courtier Aurel BGC.

"La décision du peuple britannique plonge les marchés mondiaux dans une zone d'incertitudes majeures. Nous entrons maintenant en territoire inconnu", soulignent également les économistes de Groupama AM.

Vers 15H30 (13H30), alors que le Dow Jones perdait 0,90% et le Nasdaq 0,93%, Londres reculait de 1,90%, Francfort de 1,72% et Paris de 2,15%, puis plus de 3% quelques minutes plus tard. Milan lâchait 3% et Madrid 1,01%, après un bond de plus de 3% à l'ouverture, au lendemain de la victoire des conservateurs, qui n'ont toutefois pas de majorité, aux législatives de dimanche.

Les titres exposés au Royaume-Uni souffrait comme Eurotunnel qui plongeait de plus de 10% à Paris. Et les valeurs bancaires, surtout britanniques se faisaient laminées par les incertitudes sur le sort de la City, Barclays chutant par exemple de près de 25%.

"Les banques ont tout à perdre du Brexit en terme de sentiment de marché", analyse Aurel BGC.

"Le Brexit en lui-même est traumatisant car il remet en cause le projet européen et affecte les perspectives économiques de la région. Mais surtout, il remet en cause la place de Londres dans la finance mondiale" et "les banques européennes, toutes plus ou moins présentes à Londres, ne seront pas en mesure d'échapper à un stress financier certain", estime-t-il.

Sur le marché des changes, la livre sterling était sous pression et dégringolait à un nouveau plus bas depuis 1985 à 1,3152 dollar pour une livre.

En Asie, Tokyo a réussi à monter de 2,39% grâce à des espoirs d'intervention des autorités sur le marché des changes.

Dans cet environnement incertain, les investisseurs cherchaient à anticiper les conséquences du Brexit, en guettant les réactions des responsables britanniques et européens. Mais les déclarations des uns et des autres ne permettent pas de dissiper l'incertitude, ce que les marchés détestent le plus.

"Quatre jours après le choc du référendum, la seule chose qui soit sûre c'est que le Royaume-Uni est au milieu d'une sacrée crise politique", notent les analystes de Daiwa Capital Markets.

Le Royaume-Uni doit gérer les demandes pressantes des dirigeants et responsables de l'Union européenne d'accélérer un divorce. En début d'après-midi le parti conservateur a annoncé que le successeur du Premier ministre David Cameron serait nommé d'ici le 2 septembre.

Pour discuter des conséquences du Brexit et préparer ce rendez-vous, la chancelière allemande Angela Merkel reçoit dans la journée à Berlin le président du Conseil européen Donald Tusk, puis le président français François Hollande et le chef

du gouvernement italien Matteo Renzi.

Mme Merkel a dit lundi comprendre que le gouvernement britannique ait besoin de temps pour formaliser sa demande de sortie.

De son côté le secrétaire américain au Trésor Jack Lew s'est voulu rassurant en estimant que ce vent contraire supplémentaire pour l'économie pourrait être surmonté.

Les investisseurs cherchaient néanmoins refuge du côté des valeurs les plus sûres, à l'image des obligations allemandes, le taux d'emprunt à 10 ans du pays reculant en territoire négatif. De même, le taux à 10 ans britannique touchait un nouveau plus bas historique sous 1%.

Comme l'once d'or, le yen, privilégié en cas de tempête sur le marché, demeurait à des niveaux élevés.

Malgré cette accalmie sur les marchés, "il est important de garder à l'esprit qu'on n'en a pas fini avec les retombées du Brexit", a commenté Stephen Innes, courtier chez Oanda Asia Pacific. "Nous allons probablement ressentir les secousses pour les semaines, voire les mois, à venir, mais il est difficile d'anticiper leur fréquence et leur amplitude". AFP 27.06

Un peu plus tard en fin de journée.

- Le Brexit continue de faire tanguer les Bourses mondiales - AFP

Inquiets d'un long et douloureux divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, les marchés financiers ont de nouveau décroché lundi, les banques britanniques et la livre sterling payant le prix le plus fort.

En dépit d'un bref répit sur les places asiatiques, les Bourses européennes n'ont eu de cesse de s'enfoncer au fil de la journée entraînant Wall Street dans leur sillage, tandis que les agences de notation ont commencé à sanctionner le Royaume-Uni.

"Pour le moment tout ce qu'on sait, c'est que le Brexit a des implications négatives pour les marchés mondiaux, et tant qu'on ne comprend pas complètement comment il va se dérouler, les marchés évitent la prise de risque", a précisé David Levy chez Republic Wealth Advisors.

Selon cet analyste, l'état d'esprit des investisseurs peut se résumer en une formule: "Vends d'abord, pose des questions après".

Résultat: Wall Street a fini en nette baisse de 1,50%, limitant légèrement la casse par rapport à Paris (-2,97%), Londres (-2,55%), Francfort (-3,02%). Milan a lâché 3,94% et Madrid 1,93%, après un bond de plus de 3% à l'ouverture, au lendemain de la victoire des conservateurs, qui n'ont toutefois pas de majorité, aux législatives de dimanche.

Les titres exposés au Royaume-Uni ont beaucoup souffert, à l'instar de Eurotunnel qui a plongé de 17% à Paris.

Et les banques britanniques ont vécu un lundi noir, écrasées par les incertitudes sur le sort de la City et sur leur accès au grand marché européen: Barclays a chuté de 17,35%, RBS de 15,10%, Lloyds de 10,26%.

Leurs homologues américaines, présentes en masse à la City, ont elles aussi passé un mauvais moment: Bank of America a cédé 6,34%, JPMorgan Chase 3,34% et Goldman Sachs 1,66%.

"Les banques ont tout à perdre du Brexit, en terme de sentiment de marché", a analysé le courtier Aurel BGC.

Car comme le souligne Crédit Mutuel CIC, les investisseurs ont en tête que "l'effet du Brexit sera durable" car ce vote "remet en cause de nombreux équilibres". Les échéances politiques à l'horizon, tant au Royaume-Uni que dans le reste de l'Europe ou aux Etats-Unis "vont compliquer la donne". AFP 227.06

Rien de tel que le chaos pour imposer des mesures impossibles à faire passer autrement...

D'autres infos en titres

- Brexit: L'UE appelle David Cameron à entamer le divorce au plus vite 20minutes.fr

- Standard & Poor's prive la Grande-Bretagne de son triple A - Reuters

La stratégie de la peur.

- La livre plonge, le moral des expats coule à pic - LeParisien.fr

- L'Italie veut aider ses banques face aux retombées du Brexit - Reuters Brexit : la jeunesse londonienne s'inquiète Francetv info

- Brexit : l'inquiétude des expatriés polonais - Francetv info

- Brexit: "peur et dégoût" devant la xénophobie outre-Manche - AFP

- Brexit : les entreprises britanniques disent déjà souffrir - LeParisien.fr

En complément. Ce n'était que le hors d'oeuvre.

- Pacte de stabilité : Bruxelles envisage de sanctionner Madrid et Lisbonne - LeMonde.fr

L'Espagne n'a pas respecté les engagements du pacte de stabilité européen en 2015, affichant un déficit de 5,1 % du PIB. LeMonde.fr 26.06

L'heure est au réarmement de l'Allemagne.

- Merkel annonce un réarmement militaire massif - Arrêt sur Info

L'Allemagne prépare un renforcement militaire sans précédent. Cela ressort clairement du discours de la chancelière Angela Merkel à la « Journée de l'économie » du CDU, mardi soir, à Berlin. « Nous sommes confrontés à des conflits asymétriques d'une ampleur jusque-là inconnue, » a dit Merkel en s'adressant aux principaux représentants de l'industrie allemande. « Les capacités de défense de l'Union européenne, » n'étaient cependant pas « adaptées à garantir seules la sécurité de notre région. »

La chancelière en a conclu: « Il faut qu'entre un pays comme l'Allemagne qui dépense actuellement 1,2 pour cent de son produit intérieur brut pour la défense et un pays comme les Etats-Unis qui déboursent 3,4 pour cent du produit intérieur brut pour la défense, il y ait un rapprochement. » Ce ne se « passera pas bien pas à la longue si on dit simplement qu'on espère et qu'on attend que d'autres se chargent du fardeau de la défense, » a-t-elle dit.

... un nouveau jalon dans le retour du militarisme allemand après l'annonce du revirement dans la politique étrangère faite par le président Joachim Gauck, le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier et la ministre de la Défense Ursula von der Leyen à la conférence sur la sécurité de Munich, début 2014.

Jeudi, le journal économique Handelsblatt proclamait en grands caractères « L'Allemagne se remet à niveau », qualifiant la déclaration de Merkel de « tournant historique ». Au cours des 25 dernières années, écrit le journal, « Les gouvernements fédéraux, toutes tendances confondues, ont engrangé avec reconnaissance les bénéfices de la paix » et la part des dépenses de défense du PIB avait baissé de 3,4 pour cent au milieu des années 1980 pour n'atteindre que 1,2 pour cent. Merkel signalait à présent « qu'elle [était] prête à s'y mettre. »

L'annonce de Merkel comme quoi l'Allemagne cherchait à « se rapprocher » des dépenses militaires américaines afin « de garantir sa propre région », montre que l'élite allemande est de nouveau prête à préserver si nécessaire ses propres intérêts économiques et géostratégiques face à ses anciens alliés d'après-guerre.

Dans un autre récent article paru dans Foreign Affairs sous le titre « Le nouveau rôle mondial de l'Allemagne, » le ministre allemand des Affaires étrangères Steinmeier s'est distancié des Etats-Unis et a souligné la nouvelle revendication de l'Allemagne à être une superpuissance. Il a carrément déclaré que l'Allemagne était une « importante puissance européenne, » obligée de « réinterpréter les principes qui guident sa politique étrangère depuis plus d'un demi-siècle. »

L'actuel rapport militaire du gouvernement énumère « plus de 20 projets totalisant un budget de 60 milliards d'euros ». Sur la liste, divers modèles de chars, des hélicoptères d'appui « Tigres », un avion de transport A400M, « des Eurofighter », des missiles « Iris-T » et des navires « Meteor » (dont des frégates, des corvettes et le navire de combat multi-mission 180) ainsi qu'un système de défense aérienne tactique. Arrêt sur Info 26.06

Loi travail en famille et nouvelle journée d'action.

- Une nouvelle manifestation anti-loi Travail autorisée à Paris - Reuters

La préfecture de police de Paris a annoncé lundi qu'elle autorisait la manifestation de mardi dans la capitale contre la loi Travail, sur un parcours proposé par sept organisations syndicales et de jeunesse, dont la CGT et Force ouvrière.

Le défilé se déroulera de la place de la Bastille à la place d'Italie, a précisé à Reuters un porte-parole de la préfecture. Reuters 26.06

Vite sortez les ballons !

- Loi travail : quand la droite sénatoriale salue « le courage et les compétences » de Myriam El Khomri - Public Sénat

- Valls et El Khomri vont recevoir syndicats et patronat - Reuters

Manuel Valls et Myriam El Khomri feront le point sur le projet de loi Travail mercredi et jeudi avec les partenaires sociaux, mais il n'est pas question de rouvrir des négociations, ont annoncé les services du Premier ministre. Reuters 26.06

En complément

- Manifestation contre la loi travail : le ras-le-bol des policiers - LeFigaro.fr

Sortez vos mouchoirs, non, c'est interdit !

Collaboration de classes. Eux non plus ils n'aiment pas les travailleurs pauvres.

- Pas d'augmentation des allocations chômage au 1er juillet - Reuters

Il n'y aura pas d'augmentation des allocations chômage au 1er juillet, a annoncé lundi l'Unedic, organisme gestionnaire de l'assurance chômage, lui-même géré par les partenaires sociaux. Les propositions de revalorisation soumises au vote du conseil d'administration de l'Unedic n'ont pas recueilli le nombre de voix nécessaires, précise l'Unedic dans un communiqué.

"Par conséquent, il n'y a pas de revalorisation des allocations à compter du 1er juillet 2016."

Moins de deux semaines après l'échec des négociations sur l'assurance chômage, imputé par les syndicats au Medef, la CGT accuse le patronat, qui assure la présidence tournante de l'Unedic, d'avoir bloqué la hausse des allocations des chômeurs.

La CGT avait demandé une revalorisation de 5% pour compenser une hausse de prix non compensée de plus de 5% selon elle depuis 2011, avant de se rallier à la proposition beaucoup plus modeste (+0,5%) de Force ouvrière, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC. (0,5%, messeigneurs syndicaux sont décidément trop généreux. - LVOG)

"A vote égal entre représentants patronaux et salariés (...) la majorité n'a pas été atteinte", écrit ce syndicat dans un communiqué, qui dénonce un "insupportable veto du Medef" et des autres organisations patronales. Reuters 26.06

Un "veto" sur 0,5%, c'est de l'acharnement.

Flagrant délit. Notre-Dame-des-Landes. Référendum truqué grossièrement et impossible à camaoufler malgré les manipulations médiatiques.

- Notre-Dame-des-Landes : les riverains disent "oui" à l'aéroport - Francetv info

Le "oui" l'a emporté ce dimanche 26 juin au référendum local sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes avec plus de 55% des voix. Les opposants subissent un revers... Francetv info 27.06

Dans un autre article.

- Notre-Dame-des-Landes : les communes les plus proches du futur aéroport ont voté non au projet - Francetv info

C'est d'ailleurs à Notre-Dame-des-Landes que l'opposition est la plus forte, avec 73,57% de "non". Francetv info 27.06

D'autres sources prennent le relais.

- Référendum sur Notre-Dame-des-Landes : le non l'emporte essentiellement autour du futur aéroport - LeMonde.fr

Le résultat de la consultation en Loire-Atlantique a placé le oui en tête pour le transfert de l'aéroport de Nantes (55,17 %). La zone autour de Notre-Dame-des-Landes a plus volontiers voté pour le « non ». LeMonde.fr 27.06

- Les zadistes font fi du «oui» - liberation.fr

A leurs yeux, le périmètre retenu par le gouvernement pour la consultation (le seul département de Loire-Atlantique, alors que l'Etat et deux régions doivent participer au financement du projet) a été choisi pour assurer la victoire du oui. «Ceux qui portent le projet sont les mêmes que ceux qui organisaient le vote. On ne luttait pas à armes égales», regrette «Camille 1», un jeune homme d'une vingtaine d'années... liberation.fr 27.06

Le calme avant la tempête ?

- Raid de 2010: Israël va verser 20 millions de dollars d'indemnisation à la Turquie - 20minutes.fr

Les deux pays ont officialisé la normalisation de leurs relations six ans après un assaut israélien sur un navire turc… 20minutes.fr 27.06

- Avion de chasse abattu: Erdogan s'excuse auprès de Poutine - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est excusé auprès de Vladimir Poutine pour l'avion militaire russe abattu par la Turquie en novembre 2015 et a appelé à "restaurer les relations entre la Turquie et la Russie", a annoncé le Kremlin lundi. AFP 27.06

La désinformation en temps réel démasquée.

- En Espagne, horizon plus dégagé pour un nouveau gouvernement de Rajoy - AFP 27.06

Vraiment ?

- Le Psoe et Ciudadanos ne soutiendront pas Mariano Rajoy - Reuters

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (Psoe), qui s'est classé deuxième lors des législatives de dimanche, et le mouvement centriste Ciudadanos ont annoncé l'un et l'autre lundi qu'ils ne soutiendraient pas un gouvernement dirigé le conservateur Mariano Rajoy.

"Nous ne soutiendrons pas Rajoy comme président du gouvernement, et ne nous abstiendrons pas non plus", a déclaré le porte-parole des socialistes, Antonio Hernando.

Les socialistes pourraient théoriquement permettre la formation d'un gouvernement minoritaire constitué par le Parti populaire (droite), en s'abstenant lors d'un vote de confiance au parlement.

De son côté, le chef de file de Ciudadanos, Albert Rivera, a lui aussi dit lundi qu'il ne soutiendrait pas un gouvernement que dirigerait Mariano Rajoy. Reuters 27.06

A l'heure du TTIP

- Pepsi réintroduit l'aspartame dans ses boissons aux Etats-Unis - AFP

PepsiCo a décidé de réintroduire l'aspartame dans ses sodas aux Etats-Unis, après l'échec commercial de nouveaux édulcorants artificiels, a indiqué lundi à l'AFP une porte-parole.

Le géant des boissons non-alcoolisées et des snacks avait décidé en avril 2015 de remplacer cet édulcorant phare par la sucralose, commercialisée en France sous le nom Canderel, après que des études eurent accusé l'aspartame d'être cancérigène.

Mais les ventes n'ont pas suivi car les consommateurs américains continuent à se détourner des sodas produits avec des édulcorants artificiels. AFP 27.06

Stratégie du chaos ou coup d'Etat de Big Brother

- Venezuela : l'opposition marque des points contre le pouvoir chaviste - LeFigaro.fr

Le gouvernement de Nicolas Maduro n'est pas parvenu à empêcher la présentation d'un rapport accablant du secrétaire général de l'OEA sur la démocratie au Venezuela. LeFigaro.fr 27.06

Bienvenue en oligarchie

- Votre chien peut-il vous dévorer vivant comme dans «Game of Thrones»?

Oui, méfiez-vous... Slate.fr

- Le Ritz du XXIe siècle, un joyau magnifiquement préservé - Slate.fr

Haut de page

Le 29 juin 2016

CAUSERIE

Observez attentivement ce qui est en train de se passer, Brexit ou non dans quelques mois ou quelques années ou jamais, en trompe-l'oeil, peu importe, l'essentiel c'est que le mécanisme qui devait s'enclencher dès le 24 juin soit sur les rails. C'est peut-être cela le mot de la fin, non ? Histoire de justifier les mesures toujours plus antisociales, politiques toujours plus réactionnaires qu'ils ne tarderont pas à annoncer. Certains pays comme l'Italie ont déjà annoncé qu'ils allaient refinancer les banques et ce n'est qu'un début.

Brexit. Poker menteur.

Les partis officiels de l'ordre et leurs supplétifs de la pseudo-gauche font l'objet dans toute l'Europe d'un rejet de la majorité de la population laborieuse qui n'a cessé de s'amplifier au cours des dernières années, au point qu'une partie grandissante des électeurs se tournent vers les partis d'extrême droite ou de la pseudo-gauche radicale ou encore s'abstiennent massivement lors de chaque élection.

Ces partis tiennent un discours populiste anti-UE ou critique envers l'UE, de sorte que les porte-parole de l'UE et ses partisans ainsi que leurs relais médiatiques procèdent à un amalgame entre les partis d'extrême droite ou de la pseudo-gauche radicale.

Partant de là, les accuser d'être responsables du Brexit était dans l'ordre des choses, mais pas seulement, des conséquences du Brexit que les tenants de l'UE feront payer au prolétariat et à la classe moyenne britannique notamment. Un prétexte tout trouvé pour en faire du jour au lendemain les boucs émissaires de la crise du capitalisme ou ses conséquences dont seule l'oligarchie et ses représentants dans les institutions nationales, européennes et internationales portent la responsabilité.

Si l'oligarchie est tenté à un moment donné de jouer la carte de l'extrême droite, elle sait pertinemment qu'elle ne peut pas y recourir indéfiniment ou qu'elle ne peut pas à terme constituer une alternative fiable aux partis officiels de l'ordre de droite ou de la pseuso-gauche. Elle peut l'utiliser pour mater la résistance du mouvement ouvrier afin d'imposer au prolétariat les aspects les plus régressifs et violents de sa politique antisociale, tout en sachant qu'il arrivera un moment où les effets de cette politique se retourneront contre leurs auteurs, aussi est-il indispensable de préserver la crédibilité des partis de l'ordre, qui le moment venu seront amenés à gouvernerner à nouveau pour son compte sans remettre en cause les avantages que le gouvernement d'extrême droit lui avait accordés.

Lorsque l'oligarchie décide de jouer la carte de l'extrême droite, ce n'est pas forcément pour la porter au pouvoir, tout dépend du degré atteint par la crise économique et politique, elle peut très bien agiter cette menace afin de faire pression sur le gouvernement en place pour qu'il applique à la lettre sa politique et qu'il l'assume par n'importe quel moyen, la panoplie de ces moyens étant beaucoup plus diversifée et étendue lorsque c'est le supplétif du parti officiel de l'ordre qui gouverne comme on a pu le constater en France depuis 2012, ce qui présente également comme avantage de semer davantage la confusion dans les esprits sachant qu'ils contribueront à faire le jeu de l'extrême droite, et de favoriser ainsi le retour du parti officiel de l'ordre au pouvoir.

Elle porte l'extrême droite au pouvoir lorsque la crise politique se traduit par la paralysie des institutions, quand le parti officiel de l'ordre se retrouve dans l'opposition parlementaire et lorsque son supplétif au pouvoir ne dispose pas ou plus du soutien populaire pour appliquer la politique dictée par les besoins du capitalisme, l'extrême droite est alors chargée d'appliquer cette

politique en recourant à des moyens inconstitutionnels, après avoir suspendu la Constitution et décrété hors la loi le mouvement ouvrier. Cela est rendu possible quand le mouvement ouvrier est divisé, désorganisé, ou dirigé, contrôlé par des dirigeants et des partis traitres ou qui sont acquis au capitalisme, l'ayant conduit à la paralysie de sorte qu'il soit incapable de réagir à un coup d'Etat d'extrême droite, car l'extrême droite ne peut pas parvenir au pouvoir autrement, et si on émettait l'hypothèse qu'il pourrait y parvenir par la voie légale ou législative, c'est ce processus qui mériterait d'être qualifié de coup d'Etat.

Donc une des conditions à remplir pour que l'extrême droite parvienne au pouvoir, réside dans l'affaiblissement du mouvement ouvrier ou que la majorité des travailleurs s'en détournent, qu'il soit dans l'incapacité de mobiliser le prolétariat. Les travailleurs en arrivent à tourner le dos aux partis dits ouvriers ou de gauche quand parvenus au pouvoir ils adoptent une politique de droite. N'ayant jamais eu l'intention d'affronter les capitalistes ou de rompre avec le capitalisme, ils en viennent forcément et très rapidement à renier leurs promesses électorales, y compris leurs programmes politiques se coupant ainsi des masses exploitées.

Dès lors ils offrent l'opportunité au camp officiel de la réaction de leur tomber dessus, et si sa voie ne porte pas ou si elle est inaudible pour avoir précédemment appliqué la même politique antisociale quand elle était au pouvoir, c'est l'extrême droite qui est appelée à monter au créneau et qui raffle provisoirement la mise en reprenant à son compte la partie du programme des partis social-démocrate et stalinien qu'ils ont reniée, ce qui lui permet d'apparaître trompeusement comme une alternative politique pour les travailleurs tout en développant sa propagande xénophobe ou raciste pour les détourner des véritables responsables de leur condition ou du régime qu'il faut préserver à tout prix.

Si l'extrême droite est lié au capital ou en est issue, par sa nature et sa composition elle constitue le complément naturel des partis sociaux-démocrates dégénérés ou tels qu'ils sont devenus après avoir renié le socialisme il y a un plus d'un siècle, composée essentiellement de membres appartenant à la petite bourgeoisie, aux classes moyennes, l'extrême droite n'est pas plus que le PS en mesure de définir une politique indépendante du capital, ce qui explique pourquoi l'un et l'autre adopteront des positions contradictoires en fonction du contexte économique ou politique ou des besoins spécifiques du capital, c'est ainsi que le PS de parti colonial a pu en arriver à adopter une position anticoloniale sans pour autant cesser d'être pro impérialiste, tandis qu'en 1988 FN affichait son soutien à l'UE comme rempart contre la menace de "l'impérialisme soviétique", 4 ans plus tard donc après l'imposion de l'URSS, il fera campagne contre le traité de Maastricht, et ainsi de suite.

Ce ne sont pas pas là des contradictions que l'on retrouve également chez Mélenchon votant oui en 1992 au traité de Maastricht et votant non au TCE en 2005, mais aussi au PCF adepte de l'Algérie française avant de basculer dans le camp de l'indépendance une fois la position de l'impérialisme français devenue insoutenable, c'est uniquement la traduction de leur soumission au régime qui exprime leur incapacité à incarner une politique indépendante qui serait en rupture avec les besoins du capitalisme. Dit autrement, n'ayant jamais eu l'intention d'incarner l'indépendance de classe du prolétariat et ses besoins, selon les circonstances ils s'adaptent aux besoins du capitalisme, en négociant leur soutien pour le compte de la petite bourgeoisie et des classes moyennes en ce qui concerne le PS et le FN.

Je ne sais pas si vous l'avez observé, mais vous pouvez le vérifier vous-même, au cours du XXe siècle et jusqu'à de nos jours, chaque fois que s'est produit un coup d'Etat militaire ou de l'extrême droite il y avait un parti de la IIe Internationale au pouvoir ou sur le point d'arriver au pouvoir ou encore un parti présentant des caractéristiques similaires, faussement populaire ou progressiste, préservant les intérêts de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, mais en aucun cas ceux de la classe ouvrière, petite bourgeoisie ou classes moyennes dont des pans entiers sont les plus prompts à rejoindre l'extrême droite.

Une des conclusions que l'on peut tirer du Brexit au regard du déchaînement de haine débridé qu'il a déclenché, il préfigure une nouvelle offensive de l'UE contre les peuples qu'elle a soumis à son talon de fer.

Ils diabolisent les opposants au Brexit sans hésiter à recourir à des amalgames orduriers, et instrumentalisent par avance ses conséquences pour le compte des deux parties de l'ordre, le PS et LR, en vain sans doute, mais ils n'avaient pas le choix, ils sont aux abois face à la crise sociale et politique qui ne peut que s'amplifier.

Les médias-oligarques sont désormais prisonniers de la rhétorique qu'ils ont adoptée, quite à apparaître un peu plus comme les propagandistes officiels du régime et prendre le risque de se couper un peu plus de la population, ce qui n'est pas pour nous déplaire évidemment.

Leur comportement est intéressant, non seulement parce qu'ils ont fait campagne contre le Brexit, mais aussi parce qu'ils constatent qu'apparemment aucun retour en arrière n'est envisagé par les partisans de l'UE, ce qui doit être incompréhensible pour la plupart d'entre eux, on se demandera d'ailleurs des deux facteurs quel est celui qui les rend le plus hystérique, les deux sans doute.

Jouent-ils la comédie ou dans quelle mesure certains ont-ils compris ce qui se tramait, ont-ils été initiés ou réalisent-ils qu'ils ont été mis devant le fait accompli, c'est qu'on essayera de voir une autre fois si j'en trouve le temps, en observant attentivement comment va évoluer leur discours de sorte qu'ils pourraient lâcher certains indices qui pourraient confirmer l'hypothèse que j'ai retenue, bien qu'à ce stade on puisse s'en passer puisque le cours des choses et les informations que l'on a recueillies l'ont en quelque sorte déjà confirmée. A suivre.

Qui a dit ?

"C'était la chose à faire", à propos du référendum britannique du 23 juin ou du Brexit si vous préférez ?

Réponse : David Cameron mardi soir à Bruxelles.

Qui l'Agence Française de Propagande a-t-elle traité hier de "vétéran gauchiste" ?

Réponse : Le dirigeant du Labour, Jeremy Corbyn, qui est accusé d'être responsable en grande partie du Brexit pour n'avoir pas suffisamment milité en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE.

Dans le genre délation ou amalgame pourri l'AFP en connaît un rayon, car un dirigeant d'un parti de droite qui est qualifié de gauchiste, cela donne un dirigeant d'extrême droite, à l'instar de Nigel Farage de l'UKIP qui avait appelé au Brexit.

Dit autrement, indirectement quand l'extrême droite se voit caractériser de gauchisme, c'est qu'il y a quelque chose qui décidément ne tourne pas rond, quoi, mais le fait de soutenir que le Labour serait un parti de gauche.

Parole d'internaute.

- "Comme je le pensais, le Brexit semble être une belle supercherie. Il semble même de plus en plus clair qu'au final, les dirigeants britanniques ne demanderont jamais l'activation de l'article 50 du Traité européen et la sortie de leur pays de l'Union européenne.

J'ai de plus en plus l'impression que le vote a été manipulé pour que le "OUI" à la sortie de l'UE sorte gagnant pour ensuite montrer (à tort et avec mauvaise foi) qu'une telle sortie est impossible en effrayant les gens comme les politiques et les médias sont en train de le faire actuellement avec bien entendu en point de mire une énorme crise financière qui réduirait encore plus notre pouvoir d'achat.

Si tel devait être le cas, les partisans britanniques de la sortie de l'Europe mais aussi tous les autres Europhobes dont je fais partie sortiraient ridiculisés et anéantis de ce scénario intelligemment préparé. Après l'échec du Brexit britannique, qui oserait encore exiger une sortie de son pays de l'Union européenne ? Celui qui oserait encore défendre cette thèse recevrait à chaque fois en pleine face l'échec britannique... Très pratique ! Notez d'ailleurs avec quel empressement les responsables politiques européens réclament maintenant que la Grande-Bretagne demande l'activation de l'article 50. Personne ne fait rien pour retenir ce pays, au contraire, on le pousse vers la sortie, un peu comme si on savait que de toute façon la sortie n'aurait pas lieu... (A moins qu'elle ait été délibérément orchestrée. - LVOG)

Cette théorie que je développe semble surréaliste mais quand on connaît l'identité de ceux qui siègent au Bilderberg, le gouvernement mondial caché, on se dit qu'ils sont assez tordus pour avoir inventé un tel scénario pour lutter contre tous les mouvements qui se battent actuellement pour la sortie de leur pays de l'Union européenne et qui disposent bien souvent d'un large soutien au sein de la population. Je le dis depuis longtemps : ceux qui nous dirigent sont des fous, des tordus de 1ère catégorie. Si le Brexit devait ne pas avoir lieu, cela ne ferait que confirmer mes dires !

Saugrenue cette théorie ? Vu le rôle de la Grande-Bretagne dans le Nouvel ordre mondial, il ne serait nullement surréaliste de penser que Cameron ait pu joué le jeu avec l'aide de la Reine d'Angleterre. D'abord totalement désavoué, Cameron pourrait ainsi revenir rapidement sur le devant de la scène en se présentant comme le sauveur qui éviterait aux Britanniques et à tous les Européens une grave crise économique que ses amis de Goldman Sachs prendraient plaisir à organiser en 2 temps 3 mouvements..."

La faillite de Lehman Brothers est intervenue à cause de la défection d'un de ses principaux créanciers, la Deutsche Bank, alors que des dizaines de banques possédaient la surface financière suffisante pour prendre le relais, mais aucune n'a souhaité jouer ce rôle, vous connaissez la suite.

On nous a présenté la chute de Lehman Brothers comme inéluctable, mais ce qui est étrange, c'est que d'autres banques qui étaient dans une situation similaire ou pire encore n'ont pas subi le même traitement. Et cela n'a interpellé personne ou presque, tout le monde a gobé la version officielle une fois de plus.

Conditionnement, manipulation des masses. Comment fabriquer "le doute".

Brexit : et si le divorce n'avait pas lieu ? - Francetv info

À Londres (Royaume-Uni), des voix s'élèvent. Parlementaires, intellectuels, pétitions ou rassemblements, nombreux sont ceux qui militent pour renoncer au

Brexit. Même s'il y a de l'embarras, tourner le dos aux résultats du vote est-ce vraiment une hypothèse plausible ? "Ce soir, ils sont assez nombreux à vouloir le croire. Des centaines de personnes sont rassemblées en ce moment à Trafalgar Square. Un rassemblement qui pourtant avait été interdit cet après-midi par la mairie de Londres et les organisateurs", explique Clément Le Goff, en direct sur place. Le doute

"Tous contestent les résultats de ce référendum pourtant démocratique. Et il faut bien le dire, ici, à Londres, une petite musique commence à se faire entendre : et si ce fameux Brexit n'avait pas lieu ?", poursuit le journaliste de France 2. Des pétitions avec des millions de signatures, une classe politique plus divisée que jamais... autant de raisons qui permettent ce mardi soir de commencer à en douter. Francetv info 28.06

Commentaires d'internautes

1- Hum..... quelques centaines de personne pour une ville de 12 millions d'habitants....N'en faites pas trop, vous les journalistes aux ordres.

2- Le peuple a voté, c'est tout ! Ne pas respecter cela, cela s'appele une dictature....

3- Les journalistes sont manifestement contre la democratie ...de maniere tres insidieuse . Et c'est ainsi a longueur d'annees .

4- Le référendum est définitif, les pétitions sont truquées et seuls les Londoniens aisés manifestent.

5- Le succès de la pétition anti-Brexit est dû à une manipulation massive par 4chan.

L'écart n'était pas si grand vendredi dernier lors du referendum au Royaume-Uni et le récit d'un frémissement du camp pro-Union européenne plutôt séduisant. Ce week-end, une pétition en ligne déposée sur le site du gouvernement anglais a fait le tour du net et des grands médias. Elle demandait l'instauration d'un deuxième referendum en cas de participation trop faible au premier, celui qui a demandé aux Britanniques si le Royaume-Uni devait ou non rester dans l'Union Européenne.

La pétition à l'origine mise en place par un pro-Brexit a explosé les compteurs après l'annonce des résultats pour atteindre ce dimanche les 3 millions de signatures (seules 10 000 suffisent pour obtenir une réponse officielle des pouvoirs publiques). Il s'agit encore maintenant de la pétition avec le plus de signataires sur le site du gouvernement.

Sauf que tout ça ne tient pas comme le révèle le site Heat Street qui reproche à la BBC d'avoir relayé l'information sans la vérifier. La plupart des signataires de cette pétition trop populaire pour être honnête sont en réalité des bots mis en place par des utilisateurs de 4chan qui moquent l'absence quasi totale de vérification de l'origine des signatures.

Déplorant le manque de rigueur journalistique de la chaîne publique anglaise qui aurait pu découvrir le pot aux roses d'une simple recherche sur 4chan, le site publie des extraits de messages sur lesquels les « anons » s'amusent de la provenance supposée des signataires.

« Presque cinquante mille signatures provenant du Vatican. »

« Ils vont regarder les IP et se demander comment diable les gens de Corée du Nord et du Vatican sont en train de voter. »

« Combien de temps avant qu'ils ne rejettent la faute sur les hackers de Poutine ? »

Heat Street s'agace de voir la BBC ne pas changer son positionnement concernant cette pétition, d'autres grands médias ont quant à eux timidement revu leur copie en parlant d'une pétition qui « pourrait être manipulée ».

Ce n'est pourtant pas la première fois que 4chan s'amuse à influencer les résultats d'une consultation en ligne. En 2009, le site Techcrunch rapportait la manipulation du classement des 100 personnalités de l'année d'après les lecteurs opérée par les utilisateurs de l'imageboard. En prenant la première lettre de chaque occurrence du classement, il était ainsi possible de lire « Marblecake also The Game ». On ne vous conseille pas de vous renseigner sur le « Marblecake », quant à « The Game » c'est un mème aussi vieux qu'internet.

Les sites comme Change§org ne mettent pas forcément plus de moyens que ça pour vérifier l'authenticité des personnes qui signent leurs pétitions. Après tout, si cela fait gonfler les chiffres, c'est même presque dans leur intérêt de laisser faire. Cependant, quand il s'agit d'un site du gouvernement, c'est bien plus problématique, surtout si cela peut aboutir à de nouvelles décisions politiques. Sans nouvelles mesures prises par ces sites de pétitions en ligne, leur force de persuasion risque bien de s'éroder à terme.

27/06/16 Journal du Geek

Brexit. Avec les compliments de l'oligarchie financière

- Bourses européennes : du vendredi noir au mardi rose - Liberation.fr

- La Bourse de Paris se relance après son plongeon lié au Brexit - LeFigaro.fr

La Bourse de Paris a terminé en forte hausse mardi (+2,61%), reprenant des forces après avoir lourdement chuté depuis le Brexit, qui suscite toujours beaucoup d'incertitudes sur les marchés.

L'indice CAC 40 a pris 104,13 points à 4.088,85 points, dans un volume d'échanges étoffé de 4,9 milliards d'euros. La veille, il avait perdu 2,97% après une chute de 8% vendredi, au lendemain du scrutin britannique.

Parmi les autres marchés européens, Francfort a gagné 1,93% et Londres 2,64%. Par ailleurs, l'Eurostoxx 50 a pris 2,27%.

Le marché parisien a ouvert en hausse, puis n'a cessé de gagner du terrain, encouragé dans l'après-midi par un début de séance positif de Wall Street.

Les investisseurs ont profité du plongeon des marchés pour racheter des valeurs dont les cours ont fondu.

«Hier, la pression vendeuse, d'abord concentrée sur les valeurs les plus directement exposées au Royaume-Uni, s'est propagée à l'ensemble de la cote», mais aujourd'hui, «techniquement, les soldes ont commencé et il y a des bonnes affaires sur les plus belles valeurs», remarquent les gérants chez Barclays Bourse. LeFigaro.fr 28.06

Brexit. Pour quelques milliards... de plus.

- Le Brexit plombe les milliardaires - LePoint.fr

Au cours des deux jours suivants le Brexit, la perte totale serait de 196,2 milliards de dollars. "Bloomberg" a détaillé les pertes enregistrées selon les régions du monde. Ainsi, en Europe, 92 milliardaires ont perdu 81,7 milliards de dollars. Amancio Ortega, l'homme le plus riche d'Europe, le propriétaire d'Inditex (Zara Massimo Dutti, Pull and Bear, etc) a perdu 6 milliards de dollars en une seule journée.

La française Liliane Bettencourt a vu sa fortune fondre de 2,2 milliards dans le même temps.

Quant aux 26 milliardaires chinois, ils ont perdu 1 milliard de dollars.

Aux Etats-Unis et au Canada 150 milliardaires affichent une perte de 26,7 milliards soit un total de 62,5 milliards de dollars sur deux journées. Parmi eux, Bill Gates enregistre également une importante baisse de plus de 2 milliards. Jeff Bezos, fondateur et actuel PDG d'Amazon, a, lui, perdu 1,6 milliard. Au Royaume-Uni, la plus grande fortune du pays - le duc de Westiminster Gerald Cavendish Grosvenor - enregistre une perte d'1 milliard de dollars. LePoint.fr 28.06

C'est tout ce qu'ils ont perdu ? Mais alors, qui a perdu le reste, une somme colossale ?

- Brexit: Le Royaume-Uni va quitter l'UE... 2.000 milliards de dollars envolés sur les marchés financiers... - 20minutes.fr

Au total, ce sont 2.000 milliards (2 «trillions» pour les Anglo-saxons) de dollars de capitalisation qui se sont envolés en moins de 24 heures partout dans le monde. 20minutes.fr 24.06

Apparremment ce n'est pas du côté des Soros, Buffett, Gates, Rockefeller ou Rothchilds qu'il faut chercher les pigeons.

Brexit. Ça urge !

- A Bruxelles, Hollande estime qu'il faut "engager le plus vite possible la procédure" du Brexit - Francetv info Le président de la République a assisté, mardi 28 juin, au Conseil européen, à Bruxelles, consacré à la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Francetv info 28.06

- Brexit: Alain Juppé demande à ce que le processus de sortie "soit bref" - AFP

- Pourquoi la France et l'UE poussent le Royaume-Uni vers la sortie- huffingtonpost.fr

Pas question de laisser la plaie britannique à vif sans réaction. A défaut de pouvoir présenter un projet susceptible de relancer la construction européenne après le coup d'arrêt du Brexit, la France et ses partenaires ont multiplié les pressions ce mardi pour pousser le Royaume-Uni à tirer toutes les conséquences du référendum de la semaine dernière.

De François Hollande à Jean-Claude Juncker, de l'Assemblée nationale jusqu'au Parlement européen, tous les responsables politiques européens ont appelé Londres à enclencher le plus vite possible la procédure de divorce de l'article 50 du traité de Lisbonne. Leur objectif: éviter que les hésitations des dirigeants britanniques, qui ne semblent pas pressés de traduire en actes la victoire empoisonnée du "Leave", empêchent l'Europe des 27 de rapidement tourner la page.

"La responsabilité, c'est de ne pas perdre de temps pour traiter convenablement la question du départ du Royaume-Uni" et "pour traiter la question de la nouvelle impulsion que nous devons donner à l'Union européenne à 27", avait déclaré la veille François Hollande depuis Berlin. "Je n'imagine pas un gouvernement britannique, quel qu'il soit, ne pas respecter le choix de son propre peuple", a déclaré ce mardi le chef de l'Etat français aux journalistes, répétant qu'"il n'y a pas de temps à perdre" pour mettre en oeuvre le Brexit.

Ce mardi, les autorités européennes lui ont emboîté le pas. "L'Europe est prête à commencer la procédure de divorce même dès aujourd'hui", a promis le président du Conseil européen Donald Tusk.

"Nous ne pouvons pas nous installer dans une incertitude prolongée (...) Je voudrais que le Royaume-Uni clarifie sa position, pas aujourd'hui, pas demain matin, mais rapidement", a insisté de son côté le président de la Commission Jean-Claude Juncker devant le Parlement européen réuni en session extraordinaire. La veille, l'ancien dirigeant luxembourgeois s'était montré bien moins diplomate: "Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement britannique a besoin d'attendre jusqu'au mois d'octobre pour décider si oui ou non il envoie la lettre de divorce à Bruxelles. J'aimerais l'avoir immédiatement".

A Paris, où le Parlement a procédé à un débat sans vote pour tirer les leçons du Brexit, chacun juge qu'une sortie rapide du Royaume-Uni est la meilleure chance d'endiguer le risque politique et économique que fait peser David Cameron en renvoyant la responsabilité du divorce à son successeur, qui sera désigné en septembre prochain. A la tribune de l'Assemblée nationale, Manuel Valls a mis en garde contre "l'incertitude préjudiciable" des ambiguïtés de la position britannique. Alors que les bourses européennes ont chuté dans le sillage du référendum, "nous avons besoin de stabilité, pas seulement pour les marchés financiers", a plaidé le premier ministre.

Paris redoute en effet que Londres, en laissant traîner la question de départ, cherche à négocier au meilleur prix les conditions de son retrait, offrant ainsi un dangereux précédent aux partis nationalistes européens qui exigent à leur tour un référendum national pour une sortie de l'UE. Surtout, tant que l'article 50 n'a pas été enclenché, difficile pour les dirigeants européens de tirer toutes les leçons du Brexit pour y apporter une réponse collective censée insuffler une nouvelle dynamique au projet européen.

Pris en étau entre le suffrage du peuple britannique, l'effondrement de la livre sterling et la crise politique qui secoue ses deux principaux partis, le Royaume-Uni cherche avant tout à temporiser. David Cameron, dont le successeur sera désigné par le parti conservateur le 9 septembre prochain, a tenté de dédramatiser le retrait britannique. "Même si nous sommes en train de quitter l'UE, nous ne tournons pas le dos à l'Europe", a-t-il insisté, faisant valoir que les 27 autres Etats membres du bloc restaient "des voisins, des amis, des alliés, des partenaires".

Si David Cameron promet une procédure de divorce "aussi constructive que possible", ses partenaires n'ont toutefois aucun moyen de le contraindre à accélérer le tempo du Brexit. Seul l'Etat membre démissionnaire peut activer l'article 50 qui lancera officiellement les négociations sur un traité de sortie. huffingtonpost.fr 28.06

Depuis 5 ans il n'a jamais condamné le moindre attentat commis en Syrie par les barbares soutenus par la Turquie... et la France.

- Attentat à Istanbul: Hollande "condamne fermement" un "acte abominable" - BFMTV

"Je veux condamner fermement cette attaque", a déclaré le chef de l'Etat français après le meurtrier attentat d'Istanbul. BFMTV 28.06

En complément

- "Biens mal acquis": Rifaat al-Assad, oncle du président syrien, mis en examen à Paris - AFP

La loi Travail, c'est pas la santé.

- Loi Travail : Après quatre mois de lutte, les manifestants continuent de croire à un retrait du texte - 20minutes.fr

Le cortège parisien a rassemblé "plus de 55.000 personnes", selon la CGT et Force ouvrière pour une 11ème journée de mobilisation. La préfecture de police en dénombrait entre 14.000 et 15.000. La manifestation de jeudi dernier dans la capitale avait rassemblé de 19.000 à 20.000 personnes, selon la police, et 60.000 d'après les organisateurs.

Pour l'ensemble de la France, le ministère de l'Intérieur a dénombré près de 65.000 manifestants, contre 70.000 jeudi dernier, tandis que la CGT en revendique 200.000; 81 personnes ont été interpellées sur tout le territoire, a-t-il précisé.

En province, les cortèges étaient tous très maigres, au point que les manifestants de Toulouse ont renoncé à se compter. A Marseille, les manifestants étaient 38.000 selon la CGT, 3.000 d'après la police, une affluence légèrement en baisse par rapport à jeudi dernier. De 1.650 personnes, selon la préfecture à 7.000, selon les syndicats, ont défilé à Bordeaux.

La CGT a remis mardi matin à l'Elysée les 704.129 bulletins de sa votation citoyenne, avec une expression de 91,99% pour le retrait du projet de loi Travail.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, qui soutient le projet de loi adopté en première lecture par les députés, comme la CFTC et l'Unsa, exhorte Manuel Valls à tenir bon, en particulier sur l'article 2.

Malgré leur persévérance, certains manifestants s'interrogent sur l'efficacité de leur mode de protestation.

«On peut imaginer des actions sur les réseaux sociaux ou sur les plages pour nourrir la contestation », se réjouit Vincent. G., représentant de la CGT en Essonne.

Représentant de Force Ouvrière dans le Val d'Oise, Vincent Vilpasteur continue de défiler tout en estimant que « les meilleurs moyens de lutter [contre la loi El Khomri] restent les grèves, les blocages. On n'était pas loin de réussir quelque chose avec les blocages des raffineries et les grèves à la SNCF, mais on n'a pas été assez suivis », précisant que « si la protestation prend la forme de manifestations, c'est que la précarité des travailleurs et leur peur de perdre leur emploi les empêchent aussi de s'engager [dans des mouvements de grèves à long terme]. » Frédéric, responsable autoroutier, ajoute, en outre, que « toutes les entreprises n'ont pas de représentation syndicale suffisante pour faire le nombre et s'ajouter à un mouvement de grève global. »

Mais pour certains, un retrait de la loi travail pourrait venir du Parlement. « On a bon espoir de voir une éventuelle motion de censure de gauche à l'initiative des frondeurs, recueillir cette fois-ci une majorité de voix », lance Mathieu.

Vincent.G. refuse de parler du recours parlementaire comme d'un « dernier espoir », et n'est pas le seul. « Il ne faut pas oublier que 2017 approche et que même si on admet que la loi passera en deuxième lecture à l'Assemblée en juillet, le chemin pour qu'elle soit mise en application reste long », martèle Elise, 23 ans, et étudiante en droit. Bref, dans les rangs de la manif'contre la loi El Khomri, on joue la montre dans l'espoir de voir arriver le but salvateur dans les arrêts de jeu. « J'étais déjà là en 2005, pour protester contre le CPE », sourit Frédéric. « La loi avait été adoptée, et Dominique de Villepin avait fini par revenir sur ses pas face à l'ampleur de la protestation. Le schéma peut se reproduire. » 20minutes.fr et Reuters 28.06

- Une nouvelle manifestation anti-loi travail le 5 juillet (et ce n'est peut-être pas fini) - L'Opinion

Philippe Martinez a annoncé ce mardi qu'une nouvelle manifestation anti-loi travail était d'ores et déjà programmée le 5 juillet. D'autres pourraient encore avoir lieu selon le leader de la CGT. L'Opinion 28.06

- Le Sénat a adopté une loi Travail encore plus libérale que le texte d'origine

Le Sénat a adopté mardi 28 juin le projet de loi travail par 185 voix contre 156, après l'avoir rendu nettement plus libéral lors de ses travaux.

Le Sénat a notamment adopté le très controversé article 2 qui instaure la primauté des accords d'entreprises sur les accords de branches. Mais il a en outre fait sauter le verrou des 35 heures en donnant la possibilité aux entreprises de revenir à 39 heures même sans accord.

Le Sénat a aussi relevé, contre l'avis du gouvernement, le niveau des seuils sociaux dans les entreprises, faisant passer de 11 à 20 salariés l'obligation de faire élire des délégués du personnel, et de 50 à 100 salariés la création d'un comité d'entreprise (CE) et d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Le seuil minimum de 24 heures pour le temps partiel a

lui été supprimé.

Les sénateurs ont également réinscrit l'instauration d'un plafonnement des indemnités octroyées par le juge en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. Une disposition qui figurait dans la version initiale de la loi mais abandonnée par l'exécutif en échange du soutien de la CFDT. Dans le même esprit, les élus LR ont assoupli encore davantage le licenciement économique en restreignant le périmètre des difficultés de l'entreprise au niveau national. De fait, si un groupe réalise des bénéfices à l'étranger mais pas en France, il pourra plus facilement se séparer de ses salariés.

Quant au volet droits des salariés, les sénateurs ont décidé d'assouplir le compte personnel d'activité et de supprimer la généralisation de la garantie jeunes, deux concessions offertes par l'exécutif pour calmer la fronde des syndicats de travailleurs et étudiants.

Cette version devrait toutefois être détricotée par les députés lors d'une nouvelle lecture à partir du 5 juillet, pendant laquelle le gouvernement n'exclut pas de recourir à nouveau à l'article 49-3 pour faire adopter sa version sans vote. Le Huffington Post 28.06

- Sept Français sur 10 contre le 49-3 sur la loi Travail - Reuters

Plus de sept français sur dix sont opposés à ce que le gouvernement engage de nouveau sa responsabilité à l'Assemblée nationale pour faire adopter définitivement le projet de loi Travail, selon un sondage Odoxa pour Le Parisien et France Info. Reuters 28.06

- Avec le texte ultra-libéral voté au Sénat, les anti-loi Travail ont une double raison de manifester - Le Huffington Post

Pendant qu'ils y sont

- Le droit de grève ? Bien sûr qu'il faut le réglementer ! - LePoint.fr

En France, le droit de grève est dévoyé depuis trop longtemps à cause de syndicats irresponsables, de tribunaux laxistes et de politiciens sans courage. LePoint.fr 28.06

Venezuela

- Venezuela : le gouvernement veut dissoudre le Parlement - AFP

Le gouvernement vénézuélien envisage de demander au Tribunal suprême de justice (TSJ) de dissoudre le Parlement, actuellement contrôlé par l'opposition, pour usurpation des fonctions gouvernementales, a annoncé mardi le porte-parole de la coalition au pouvoir, Didalco Bolivar.

Gouvernement et Assemblée sont engagés dans un bras de fer depuis plusieurs mois, l'opposition cherchant à obtenir le départ anticipé de Nicolas Maduro, élu en 2013 jusqu'en 2019, via un référendum révocatoire.

Outre l'accusation d'usurpation, la coalition gouvernementale envisage d'inclure, dans sa requête adressée au TSJ, les charges de trahison à la patrie, violation de la Constitution et d'abus d'autorité en matière de politique extérieure.

"Nous demandons que la dissolution (du Parlement) soit accompagnée de l'appel à des élections législatives pour que ce soit le peuple qui dise si cette Assemblée qui fait de l'obstruction et viole la Constitution doit se maintenir" ou non, a indiqué Didalco Bolivar.

Les discussions sur cette possible saisine du TSJ ont débuté mardi et une décision sera annoncée la semaine prochaine, a-t-il précisé. AFP 28.06

Bienvenue en oligarchie

- Facebook suggère en amis... certaines personnes que vous croisez

Du moins, si la géolocalisation est activée sur votre smartphone. Vous vous êtes peut-être déjà demandé comment une personne que vous aviez croisé se retrouvait soudain suggérée en ami sur Facebook. Ce, alors que vous ne lui aviez pas donné d'informations de votre compte. Slate.fr

Un agent du FBI, du MI6, de la DGSE, du Mossad ?

- Les chats aussi se préoccupent de leur équilibre alimentaire

À long terme, ils ne se laissent pas aller à un abus hédoniste de pâtée au bon goût de poisson. Les chats veulent bien manger. En plus de l'odeur et du goût, ils se soucient, en effet, de l'équilibre nutritionnel de leur nourriture, selon une étude publiée dans la revue Royal ... Slate.fr

Les chats valent mieux que les pauvres qui sont assez cons pour bouffer et picoler n'importe quoi et qui puent...

Haut de page

Le 30 juin 2016

CAUSERIE

Quelques réflexions après le poker menteur du Brexit.

1- Nos dirigeants ont été encore une fois bien inspirés en hurlant victoire suite au Brexit !

Bref, ils se sont ridiculés une fois de plus, montrant que décidément ils avaient des difficultés avec la réalité, ce qui ne les empêchera pas de donner des leçons à ceux qui ne partagent pas leur interprétation de la situation en les accusant d'être coupés de la réalité, très sérieusement s'il vous plaît. Cela devrait les inciter à faire preuve de davantage de modestie et à revoir d'urgence leur copie, si on peut se permettre de leur donner un conseil.

2- Bien qu'on ignore toujours précisément pourquoi ils ont joué cette partie de poker menteur, les derniers développements semblent confirmer cette hypothèse.

Vous admettrez qu'il avait fallu faire preuve d'une certaine audace pour avancer cette hypothèse bien avant ce référendum. Ce serait exagéré d'affirmer que j'aurais fait preuve de perspicacité ou de discernement, puisque je n'avais fait que m'en remettre aux faits dont j'avais eu connaissance en les reliant entre eux, faits que tout le monde possédait, je n'ai donc aucun mérite.

Habitué à étudier toutes sortes de théories, y compris les moins recommandables, à tenir compte de l'ensemble des acteurs ou institutions qui concourent à l'orientation de la situation mondiale, y compris celles qui agissent dans l'ombre, je n'avais absolument aucun a priori en abordant la question des tenants et aboutissants de ce référendum, aussi je n'avais aucun raison de favoriser tel ou tel scénario pour tenter par la suite d'en tirer profit pour justifier je ne sais quelle théorie.

Ainsi libéré de toute entrave, je m'en suis remis aux faits sans chercher à les interpréter. C'était inutile, car il suffisait d'avoir à l'esprit que les Britanniques étaient réputés euroseptiques depuis de longues années, et que les conditions sociales de la majorité d'entre eux n'avaient cessé de se dégrader au cours des dernières décennies, pour en déduire logiquement que le Brexit avait toute les chances de l'emporter, sauf incident de dernières minutes. Ce qui a bien failli se produire avec le meurtre de la députée travailliste pro-UE, Jo Cox qui a entraîné la suspension de la campagne électorale, procurant à Cameron une occasion rêvée pour annuler purement et simplement ce référendum, par exemple au profit d'un vote au Parlement, alors que le Brexit était donné gagnant par tous les sondages, comme quoi ils y tenaient au Brexit pour pouvoir ensuite l'instrumentaliser à leur guise.

Bien qu'on ne fasse qu'aligner des faits, certains estimeront que la théorie du poker menteur relève de la théorie du complot, on n'y échappera pas de la part de ceux qui justement ont quelques problèmes avec la réalité quand il s'agit de la prendre dans sa totalité. On les ignorera.

Tenez, puisqu'on évoque la théorie du complot qu'ils agitent à l'instar des représentants du régime, profitons-en pour leur livrer une information qui témoigne de quel côté il faut chercher ceux qui complotent contre les peuples.

Mohammed Abrini est un informateur des Britanniques - voltairenet.org 28.06

Selon la presse londonienne, Mohammed Abrini, est un informateur des services de sécurité britanniques [1].

Seule personne impliquée à la fois dans les attentats de Paris (13 novembre 2015) et de Bruxelles (22 mars 2016), Mohammed Abrini dit « l'homme au chapeau » est actuellement détenu en Belgique. Le procureur du roi se serait opposé à son extradition vers la France au motif de ses liens avec les services britanniques.

La presse britannique ne précise pas s'il travaillait pour la police ou les services de Renseignement, s'il avait été retourné ou infiltré. Cette information fait également surgir une question sur son frère, officiellement mort au Levant, mais qui pourrait en réalité avoir été exfiltré. voltairenet.org 28.06

[1] "First Isis supergrass helps UK terror police", Tom Harper, The Times, June 26th, 2016. « Terror suspect dubbed 'the man in the hat' after Paris and Brussels attacks becomes British police's first ISIS Supergrass », Anthony Joseph, Daily Mail, June 26th, 2016.

Il est clair que lorsqu'on ne veut pas tenir compte de certains faits, on aura forcément une perception déformée de la réalité, partant de là on sera amené à définir une politique qui s'avèrera erronée.

L'intérêt que je porte au mondialisme et à ses institutions dont les médias ne parlent jamais ou presque, imités en cela par l'ensemble des partis dits ouvriers, ne relève pas d'une quelconque obsession qui dénoterait une orientation malsaine, je n'attache pas davantage d'intérêt à ce facteur plutôt qu'à d'autres, je le prend tel qu'il est, c'est tout, et s'il se trouve qu'il joue un rôle déterminant dans la marche du monde, je n'y suis pour rien.

Quand par exemple un agent ou ex-agent du FBI ou de la CIA déclare qu'au moins 90% des attentats qui se produisent aux Etats-Unis ou dans le monde sont le fait d'Etats et de leurs services secrets ou de renseignement, je prend acte, c'est tout.

Dans le cas de l'assassin d'extrême droite de la député travailliste Jo Cox. Il n'était certainement pas un agent du MI6, de la CIA ou de je ne sais quel service secret, cela dit, les opposants au Brexit ont mené une campagne si hystérique, violente et provocatrice qu'elle devait provoquer la radicalisation de certains opposants au maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE, dont ceux d'extrême droite parmi lesquels certains étaient prêts à tout jusqu'à péter un plomb, ce qui se produisit et était donc prévisible sans forcément en arriver à commettre un meurtre, tout cela pour dire que le recours à un agent du MI6 par exemple était parfaitement inutile et trop dangereux, et que pour arriver à leur fin ou produire le même effet ils pouvaient très bien s'en passer. Et dans les jours qui suivirent, les sondages annoncèrent que les deux camps étaient au coude-à-coude, donnant une légère avance à celui du maintien dans l'UE, comme quoi cet assassinat avait servi le camp des opposants au Brexit, qui cependant ne l'exploitèrent pas à fond puique le référendum fut maintenu par Cameron.

Cameron aurait très bien pu décréter qu'il annulait le référendum parce qu'il constituait un facteur de troubles graves à l'ordre public, annonçant dans la foulée que le Parlement était légitime pour trancher la question posée aux électeurs, puisque c'étaient eux qui l'avaient démocratiquement élu et le tour était joué. Reste qu'il était peut-être un peu tard pour recourir à ce scénario.

Vous connaissez la suite, comme prévu ils exprimèrent leur profonde (et hypocrite) déception à l'annonce de la victoire du Brexit en annonçant sur la champ qu'il était irrévocable, et quant aux Bourses, elles plongèrent pour cinq jours plus tard et pas un de plus essuyer leurs pertes et revenir au même niveau que le 23 juin, comme si elles étaient satisfaites de la situation et qu'elles avaient saisi la nature de cette opération.

Brexit. Intox et désinformation. Bienvenue chez les faussaires.

Les médias-oligarques ont interprété les résultats du référendum du 23 juin en Grande-Bretagne comme le produit d'une guerre entre générations, accusant les vieux d'avoir favorisé le Brexit, tandis que les jeunes s'y seraient opposés.

Or, il s'avère selon un sondage réalisé par Sky News et mis en ligne le 25 juin, que 83% des électeurs de la tranche d'âge supérieure à 65 ans se sont abstenus, 81% des 55-64 ans et 75% des 45-54 ans, tandis que dans la tranche d'âge de 18-24 ans seulement 36% se sont abstenus, et 58% des 25-34 ans (Source : Arrêt sur Info 28.06).

Donc ce sont les tranches d'âge les plus jeunes qui ont voté en faveur du Brexit, ce qui se comprend puisque leur avenir est sacrifié, tandis qu'il est derrière les plus vieux.

On comprend qu'il soit plus aisé ou moins risqué de s'attaquer lâchement à des vieux las ou usés qui n'attendent plus rien de la vie et de leur société pourrie, plutôt qu'à des jeunes toujours prêts à s'enflammer à la moindre étincelle et qui naturellement aspirent à davantage de justice et à une vie meilleure.

A la différence des jeunes, les vieux ont vécu dans et en dehors de l'UE et ils ont pu se rendre compte qu'aucun des problèmes auxquels ils avaient été confrontés n'avaient été réglés en entrant dans l'UE, bien au contraire, ce qui explique peut-être pourquoi ils se sont abstenus massivement, histoire de dire qu'ils n'attendaient rien du pouvoir en place dans ou en dehors de l'UE et que dans tous les cas de figure ils le rejetaient.

Dès lors on comprend pourquoi les médias-oligarques s'en sont pris violemment à eux jusqu'à les insulter, il valait mieux parler du vote des jeunes en le falsifiant au passage.

Brexit. Voici un modèle du genre en terme d'aveuglement ou de confusion.

Quelle cruauté la réalité impose à ces intellectuels qui manquent singulièrement de discernement ou de logique! Leur cerveau gavé jusqu'à la gueule s'essouffle, étouffe et finit par se scléroser pour ne plus produire à longueur de temps que des fadaises dont ils se repaissent et sont les seuls à tirer satisfaction.

Leur faconde cache mal leur absence d'idée ou d'imagination qui s'est tarie à force d'interpréter la réalité à travers le prisme déformant de l'idéologie de la classe dominante.

L'insignifiance de leurs analyses qui en résulte et que la réalité se charge ironiquement de mettre en lumière ne les émeut pas plus que cela, au contraire, tel l'idiot du village ils trouvent encore le moyen d'en tirer satisfaction. Si vous pensiez qu'ils auraient honte que leur crasse ignorance soit ainsi dévoilée, vous vous trompez ou c'est bien mal les connaître, car c'est une émotion ou un sentiment qu'ils ignorent tant ils sont imbus de leur modeste personne, ils trouveront toujours le moyen de retourner la situation en leur faveur, quite à se contredire à nouveau en ne s'embarrassant pas de scrupules inutiles qui à les entendre leur font horreur chez les autres, l'essentiel demeurant qu'ils soient satisfaits d'eux-mêmes et le fassent savoir.

Ils sont censés avoir acquis des connaissances dans certains domaines et avoir développé un niveau de conscience supérieur à la moyenne de la population, qui les autorise estiment-ils à parler en son nom, alors qu'en réalité ils n'ont jamais joué qu'un rôle subalterne dans le développement de la civilisation humaine pour n'avoir produit que des idées qui n'ont jamais nourri un homme.

Pour être étrangers à tous les centres de production, ils se sont développés tels des parasites se repaîtant des victimes que la société devait sacrifier pour se développer et qui devaient figurer parmi les plus faibles et non parmi les puissants qui dominaient, les maîtres qu'ils servent docilement.

Quand un de ces intellectuels nous livre ses états d'âme, cela donne ce que nous allons lire maintenant.

Le premier passage consiste en une sorte de mea culpa, très bref, après qu'il eut expliqué qu'il s'était laisser berner par les derniers sondages qui donnait le camp du "remain" vainqueur. S'il témoigne sa surprise du résultat de ce référendum, c'est aussitôt pour se perdre dans des divagations délirantes, ce qui était inévitable puisqu'il n'a toujours pas encore compris que cette opération s'apparentait à une partie de poker menteur.

Dans le second passage, il va le confirmer de manière magistrale en nous proposant une alliance contre nature qui révèle à quelle source il puise son inspiration, qui s'inscrit en contradiction avec le processus historique à l'oeuvre dans le développement du capitalisme auquel manifestement il n'a rien compris.

Cet article a été publié le 28 juin par le portail suisse Arrêt sur Info.

- J'avoue que malgré toute ma vie consciente passée à évaluer les infos de guerre, moi aussi je me suis laissé égarer. Au lieu de voir les pronostics pour ce qu'ils étaient, concrètement, des efforts effrontés pour persuader l'opinion, ou des désirs pris pour des réalités, j'y ai presque cru. Le pessimisme m'avait gagné, sur le mode « tout est parfaitement ficelé d'avance, dans les chambres noires des puissants ». Les nouvelles de ce vendredi 24 juin au matin m'en ont paru d'autant plus douces. Félicitations, les Anglais : vous avez vaincu la peur et le découragement, vous avez refusé d'accepter la défaite. Vous êtes les vrais fils de ceux qui ont livré la Bataille d'Angleterre au lieu d'accepter le sort décidé pour vous par Berlin et Bruxelles. Vous avez porté un coup au nouveau Reich, et nous avez redonné espoir à tous.

- Le Brexit, c'est un évènement qui change les règles du jeu. Nous discernons une force puissante qui agit contre le gang global des banksters. Il est probable que cette force est rattachée aux industrialistes, les gens de l'économie réelle, qui n'en finissent pas de souffrir sous le régime néolibéral des économies aux mains des banquiers. Les ouvriers peuvent les soutenir, et apparemment ils le font, parce que les banquiers veulent la destruction du monde. Le pouvoir montant que l'on ressent derrière Trump et le Brexit, c'est une alliance entre les travailleurs et les véritables entrepreneurs, en opposition avec ceux qui causent et qui posent, et avec les financiers.

Quel programme, quel délire !

Notre ennemi, ce n'est pas l'oligarchie financière, les banquier, le néolibéralisme : C'est le capitalisme et ses institutions qu'il faut abattre.

Brexit. Quelques rappels.

Causerie du 3 juin 2016

- Grande-Bretagne : le Brexit annoncé par les sondages - euronews.com

Les sondages révèlent un tournant marquant, puisque désormais 52% des électeurs disent oui au divorce, contre 48% qui veulent rester dans l'UE. euronews.com 02.06

Causerie du 7 juin 2016

- Le camp du Brexit creuse l'écart au Royaume-Uni

Trois nouveaux sondages placent lundi le camp du Brexit devant le camp des partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, avec deux à cinq points d'avance, en vue du référendum du 23 juin. Reuters 06.06

Causerie du 11 juin 2016

- Un sondage donne le camp du Brexit gagnant avec 55% des voix - Reuters 10.06

Causerie du 15 juin 2016

Brexit. Les dés sont pipés.

Grille de lecture.

- Devinez pourquoi nous n'avons pas utilisé cet argument. C'est le milliardaire Rupert Murdoch qui vous fournit la réponse.

- Je m'étais contenté de dire que si c'était Cameron, le représentant de l'oligarchie au pouvoir, qui avait pris cette initiative d'un référendum, c'était qu'il y avait anguille sous roche et qu'en aucun cas il avait pris cette décision seul, c'était totalement impensable, elle lui avait été forcément dictée par l'oligarchie qui souhaitait que la Grande-Bretagne rompt avec l'UE, reste à savoir exactement pourquoi ou qu'est-ce que cela présage dans un proche avenir, rien de bon...

Reuters - A neuf jours du référendum du 23 juin, quatre nouveaux sondages donnent mardi jusqu'à sept points d'avance aux partisans d'un divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne...

Dans un communiqué commun publié mardi, de hauts responsables travaillistes ont mis en garde contre les conséquences d'une éventuelle sortie de l'UE, qui pourrait coûter selon eux 525.000 emplois dans le secteur public.

"Si nous quittons (l'UE), le choc ressenti par notre économie pourrait se traduire par un trou noir de 40 milliards de livres dans nos finances publiques", écrivent-ils, alors que la livre sterling était sous pression sur les marchés des changes. Reuters 14.06

Rien de bon, juste des mauvais coups supplémentaires, il manquait juste un prétexte pour les justifier ou selon eux les rendre légitimes, c'est fait grâce au Brexit, et pour que ce soit le plus indolore possible sur le plan politique, ils vont faire en sorte que ce soit l'UE qui présente la facture au peuple britannique pour que les partisans du Brexit se tournent contre elle et non contre le gouvernement, tandis que les partisans du remain accuseront un certain nombre d'acteurs sociaux d'être responsables de la situation, dont évidemment ceux qui étaient favorables au Brexit, favorisant ainsi un climat de guerre civile ou débouchant sur une résignation générale précipitant la déchéance de la société.

Brexit. Poker menteur. Même pas peur !

Brexit: Obama confiant dans la stabilité du système financier - AFP

Le président des Etats-Unis Barack Obama a exprimé mercredi 29 juin à Ottawa sa confiance dans la capacité du système financier mondial à surmonter le vote des Britanniques en faveur du Brexit. AFP 29.06

La Bourse de Londres efface les pertes accumulées après le référendum sur le Brexit - LeMonde.fr

L'indice FTSE-100 des principales valeurs est passé en séance au-dessus du niveau de la clôture de jeudi 23 juin, veille du résultat du référendum.

Cinq jours après le séisme de la victoire du « Brexit », la Bourse de Londres a effacé mercredi 29 juin les pertes qu'elle avait subies.

L'indice FTSE-100 des principales valeurs est passé en séance au-dessus du niveau des 6 338,1 points, celui de la clôture de jeudi 23 juin, avant que le résultat du scrutin ne soit connu et n'entraîne les marchés en forte baisse. LeMonde.fr 29.06

Marché: les investisseurs reprennent leurs esprits. - Cercle Finance

Les indices actions européens alignent une deuxième séance consécutive de rebond, à l'image du FTSE de Londres (+2,5%), les investisseurs reprenant leurs esprits après le choc provoqué par le vote du Brexit la semaine dernière.

A Francfort où le DAX gagne 1,4%.
Le CAC40 monte de 2,2%
L'AEX d'Amsterdam s'adjuge 2,7%
A Bruxelles où le Bel20 progresse de 2,4%
L'indice PSI de Lisbonne avance enfin de 1,9%. CercleFinance.com 29.06

- Wall Street ouvre en hausse, le Brexit fait moins peur - AFP

- La Bourse de Paris garde la forme - AFP

- Brexit : les adieux de David Cameron à l'Union européenne - Francetv info

- Devant les Français de Londres, Nicolas Sarkozy s'explique sur le référendum. Figaro.fr

Sarkozy : «Il y a eu 74% de participation et 17 millions d'électeurs», a-t-il lancé. «Ils ont choisi de quitter l'Europe. On ne peut pas revenir en arrière!» Figaro.fr 29.06

L'UE de Monsanto, en sortir d'urgence une nécessité de salut public !

- Roundup: l'UE prolonge temporairement l'autorisation de vente - La Tribune

Loi Travail

- Loi travail: Mailly (FO) a obtenu "des garanties" sur le rôle des branches - AFP

Jean-Claude Mailly (FO) a obtenu la "garantie" du gouvernement que les branches professionnelles continueront de primer dans une série de domaines, dont les salaires, mais n'a rien obtenu sur la question des heures supplémentaires, où l'accord d'entreprise primera.

"Ce n'est pas la fin du mouvement", a-t-il déclaré à l'issue de la réunion à Matignon, en déplorant "le blocage du Premier ministre" notamment sur l'article 2 qui cristallise le mécontentement des opposants au texte.

Principal soutien syndical de la réforme de la loi Travail, le CFDT se dit "satisfaite" des amendements présentés par le gouvernement, a déclaré Laurent Berger. "Le cœur du texte n'est pas touché, donc la CFDT est satisfaite", a assuré le secrétaire général du syndicat à sa sortie de Matignon. (Et pour cause, la négociation d'entreprise permettra de déroger aux dispositions sur le temps de travail, notamment, et Mailly s'en fout aussi. - LVOG)

"C'est bien à l'échelle de chaque entreprise que doit se discuter l'organisation du travail", a renchéri en fin de journée Manuel Valls.

"Il n'y a aucune incertitude. La loi sera votée et promulguée dans les délais prévus. Je souhaite qu'une majorité puisse être trouvée. A défaut, il sera de nouveau recouru à l'article 49-3", prévient pour sa part le chef de l'Etat François Hollande dans une interview à paraître jeudi dans Les Echos. AFP et Reuters 29.06

Mailly s'est empressé d'annoncer sans avoir consulté les instances de son syndicat que FO ne participerait pas à la "journée d'action" prévue mardi 5 juillet, un soulagement pour Hollande et le gouvernement du Medef.

L'âge de ses artères n'est pas forcément celui de la raison.

- La retraite, le plus bel âge de la vie pour les seniors - LeFigaro.fr

Plus des trois quarts des personnes âgées de 65 ans et plus vivent bien leur âge et estiment que la vie reste une source de plaisir, selon le baromètre européen de l'Institut du Bien Vieillir Korian. LeFigaro.fr

Mais à 35 ans ce n'est pas mal non plus, je parle pour moi et je peux en témoigner !

Hollande plus illégitime que jamais : Dehors !

- Popularité : Hollande touche le fond. - Francetv info

Jusqu'où descendra-t-il ? Seulement 12% des Français font encore confiance à François Hollande, selon un sondage

TNS Sofres-Onepoint pour Le Figaro Magazine publié mercredi 29 juin. Francetv info

En famille. Hollande n'est légitime que pour les patrons

- Hollande annonce une batterie de mesures en faveur des entreprises - BFM Business

- PME: la prime à l'embauche prolongée

La prime à l'embauche pour les PME de moins de 250 salariés sera prolongée en 2017, de même que "le mécanisme du suramortissement des investissements", indique le président français.

"Nous allons franchir dans quelques jours le seuil des 500.000 embauches dans le cadre de ce dispositif. C'est un succès au bénéfice de l'emploi et des entreprises et j'ai donc décidé de le prolonger sur l'ensemble de l'année 2017, comme d'ailleurs le mécanisme du suramortissement des investissements", déclare le chef de l'Etat.

- La C3S pas supprimée, mais le CICE augmenté

La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) ne sera finalement pas totalement supprimée en 2017, au profit notamment d'un "relèvement" du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).

Cette possibilité, qui n'avait pas encore été arbitrée pour l'année prochaine, prévoit que 5 milliards d'euros du Pacte de responsabilité seront finalement consacrés "au relèvement du CICE - qui sera porté à au moins 7% de la masse salariale (6% aujourd'hui, ndlr) - et à la baisse de l'impôt sur les société pour les PME", explique le chef de l'Etat.

- De nouveaux avantages fiscaux pour la place financière de Paris

"Le Royaume-Uni redevenant un pays tiers, le passeport financier européen devra disparaître, de même que ce sera la fin du passeport commercial et du passeport européen tout court", a rappelé François Hollande, évoquant le Brexit. "Nous devons adapter nos règles, y compris fiscales, pour rendre la place financière de Paris plus attractive". BFM Business 29.06

Il y a de quoi avoir des sueurs froides

- Stéphane Le Foll, le VRP chahuté - LeFigaro.fr

Pris à parti par des opposants à l'action gouvernementale, le ministre de l'Agriculture a dû écourter une réunion publique à Bordeaux.

Après une courte réunion publique très houleuse, il s'est échappé chemise trempée et mine déconfite en laissant les militants abasourdis. Et surtout, sans débattre et répondre aux questions du public comme annoncé sur l'affiche.

Ce qui devait être un exercice de pédagogie s'est donc transformé en une grande farce, un simulacre de démocratie dont les véritables militants sortent les plus meurtris. Touché au dos, l'homme qui brandissait un panneau «Valls démission» face au ministre sur le départ, jeté violemment à terre par trois membres du service d'ordre. Touchés au cœur, ceux qui étaient réellement venus pour comprendre ou se rassurer. «C'est une honte, enrage un spectateur. Ils ont les mêmes méthodes que Sarkozy, en pire». «Il a été courageux de venir, il faut le dire, se désole Philippe, un autre sympathisant. Des gens sont venus manifester pour se faire un ministre. Il part avec le paquet plein, que va-t-il en faire? C'est ça la question. Dorénavant, aucun élu ne sortira indemne, il n'y aura plus que des meetings comme ça, jusqu'à l'explosion du PS». LeFigaro.fr 29.06

Violence policière encouragée par le PS

- « Contrôles au faciès » : l'Assemblée rejette le récépissé - LeMonde.fr

La justice d'un paradis fiscale ou le TTIP avant l'heure.

- Procès "LuxLeaks" : deux lanceurs d'alerte condamnés à des peines de prison avec sursis, le journaliste acquitté - Francetv info

Les deux lanceurs d'alerte qui ont permis de révéler un tentaculaire scandale d'évasion fiscale via le Luxembourg ont été condamnés à de la prison avec sursis, mercredi 29 juin, par la justice du Grand-Duché. Antoine Deltour, employé de la firme d'audit PricewaterhouseCoopers a été condamné à 12 mois de prison, avec sursis. Son collègue, Raphaël Halet a été condamné à 9 mois avec sursis.

Les deux lanceurs d'alertes étaient accusés d'avoir fait fuiter 22 000 pages éclairant les pratiques fiscales de grandes multinationales établies dans le pays. Ils encouraient jusqu'à 10 ans d'emprisonnement.Le journaliste Edouard Perrin, à qui ils avaient transmis des documents dans le cadre d'une enquête de "Cash Investigation" a été acquitté.

L'affaire, surnommée "LuxLeaks" par la presse, avait révélé les pratiques de 340 entreprises entre 2012 et 2014. Le manque à gagner représente des centaines de milliards d'euros pour les États des entreprises citées. Francetv info 29.06

Le Crif rejoint officiellement le Kalifat.

- Francis Kalifat, un homme de l'ombre et de droite à la tête du Crif - liberation.fr

Elu président, le 29 mai, sans concurrent face à lui, Francis Kalifat se situe dans le sillage de son prédécesseur, le très intransigeant Roger Cukierman. «La priorité sera de lutter contre l'antisémitisme sous toutes ses formes, que ce soit sur Internet ou à travers les discours antisémites des Soral et Dieudonné», a annoncé Francis Kalifat, dès son élection. Quant à la défense d'Israël, elle restera, elle aussi, une priorité de l'institution. Francis Kalifat a promis de «s'attaquer à la dimension de l'antisémitisme cachée derrière l'antisionisme et véhiculée notamment par le mouvement BDS [Boycott, désinvestissement et sanctions, ndlr]».

Son arrivée à la tête du Crif est l'aboutissement d'un parcours dans l'ombre de Roger Cukierman. Depuis une quinzaine d'années, Kalifat est l'un des hommes qui comptent dans son entourage. D'abord trésorier du Crif, il est devenu vice-président de l'institution en 2013.

Militant sioniste dès sa jeunesse (il est passé par le Betar, un mouvement qui n'était pas à l'époque aussi extrémiste qu'aujourd''hui), Kalifat, lecteur assidu d'Albert Camus et d'Elie Wiesel, se situe politiquement à droite. Fils d'un inspecteur de police, né à Oran, il est le deuxième président du Crif d'origine séfarade. Self-made-man, il a créé et a fait prospérer, en une vingtaine d'années, une entreprise de chaussures haut de gamme. liberation.fr 29.06

Comment ils rackettent les classes moyennes des pays émergents.

- L'assurance accélère sa croissance dans le monde - La Tribune

Le chiffre d'affaires des assureurs a crû l'an dernier de près de 10% (+9,8% exactement, en volume) dans les pays émergents, alors que la croissance des économies émergentes n'a atteint que 3,5%. L'assurance vie a progressé de 12%, contre +7,8% pour les autres branches du secteur.

La Chine, qui suscitait bien des inquiétudes à l'été 2015, affiche la plus forte croissance: +20% en assurance vie! Au total, l'Asie émergente progresse de 16% en assurance vie -contre +9,1% l'année précédente- alors que l'Amérique latine, en crise, fait évidemment moins bien. Hors assurance vie, la croissance du marché asiatique atteint 15%.

L'activité va bien, mais les profits? Le ROE (Return on equity, rendement des fonds propres) était de 12% en moyenne l'an dernier en assurance vie, soit un niveau inférieur à celui d'avant la crise, relève Swiss Re. Mais il n'a rien d'alarmant.

Les fonds propres des assureurs n'ont jamais été aussi importants, souligne Swiss Re, avec un ratio de solvabilité record de 130%. La Tribune 29.06

A part pour le scooter, comme 90% des Indiens je n'ai souscrit aucune autre assurance.

Bienvenue en oligarchie

- Mon fils s'en foutait du foot (puis l'Euro est arrivé)

Mon fils qui termine son CP s'est transformé en quelques jours en véritable tifoso à qui il faut montrer les buts de la veille au petit-déjeuner. Où et comment cela est-il arrivé? Le foot est-il aussi sexué qu'à l'époque de mon enfance? Aimer le foot, est-ce bon pour mon enfant? ... Slate.fr

- Zombies, dragons, vaisseaux spatiaux… Pourquoi la série « Call of Duty » part dans tous les sens

La franchise de jeux vidéo multimillionnaire a progressivement délaissé la seconde guerre mondiale pour la science-fiction, les zombies et maintenant l'heroic-fantasy. LeMonde.fr

- Le sexe sans lendemain, tellement banal, si peu connu

Site participatif, le casual sex project tente d'avoir une approche qualitative inédite d'un sujet qui fait l'objet de nombreux clichés. Les histoires d'un soir sont souvent regardées comme des expériences négatives, moralement condamnable parce qu'elles risquent de blesser l'autre... Slate.fr

- Pourquoi y a-t-il beaucoup plus d'épidémies depuis ces dernières décennies ?

-Le nombre d'épidémies a cru de près de 400% depuis les années 1980. Atlantico.fr

À cause de l'embargo, les jeunes Russes sont en manque de fromage - Slate.fr

Question : Ont-ils les moyens d'en acheter ? Lesquels ?

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet 2016

CAUSERIE

La suite de la causerie plus loin pour ceux qui avait lu plus tôt la première partie.

Pondichéry 15h20.

La causerie du jour sera prête d'ici une heure environ, pour patienter je vous propose quelques réflexions sur le référendum britannique du 23 juin ainsi que les premières leçons politiques qu'on peut en tirer

Les premières leçons politiques que l'on peut tirer du Brexit.

On ne peut pas aller jusqu'à prétendre que le Brexit aurait été programmé en mai 2012, bien que l'on sache que les différentes étapes qui ont contribué à la construction de l'UE aient été définies parfois des décennies avant qu'elles ne se réalisent, il en fut ainsi de la BCE et de l'euro par exemple, qui étaient dans les cartons dès la fin des années 40.

Si notre ennemi fait preuve d'une détermination sans faille, il faut en déduire qu'il la met au service d'un plan qu'il a défini qui comporte différents scénarios ou différentes options, auxquels selon les circonstances il compte recourir pour franchir les différentes étapes qui le séparent de son objectif final. C'est ainsi qu'une mesure peut changer à la fois de contenu et d'objectif ou adopter différentes formes sans changer pour autant d'orientation générale puisqu'elle est définie au départ par des besoins qui demeureront inchangés.

Que Cameron ait pensé initialement s'en servir pour mettre au pas certains membres du parti conservateur, c'est possible, c'était la version officielle de l'époque, en 2012. Qu'il ait conservé pendant longtemps cette version, cela semble probable, mais en même temps il ne pouvait pas ignorer que le Brexit était majoritaire au sein de la population britannique, et que maintenir ce référendum c'était prendre un risque énorme, quoique finalement limité, calculé ou relatif au regard de la manière dont les autorités françaises et irlandaises avaient traité les résultats des référendums qu'ils avaient organisés sur le TCE et perdus.

Cameron avait forcément ces différents facteurs et scénarios à l'esprit avant de lancer l'idée d'un référendum, ainsi que tous ceux avec lesquels il avait dû aborder ce sujet, à Bruxelles ou à Washington.

Peu importait les résultats de ce référendum puisqu'ils les instrumentaliseraient : En cas de défaite du Brexit il en sortirait renforcé pour poursuivre sa politique qu'il affirmerait ainsi légitimée, et si le Brexit l'emportait, il reviendrait à son successeur de l'annuler ou de faire en sorte qu'il serve les besoins de l'oligarchie anglo-saxonne, ce qui reviendrait au même, bref, en fonction de l'évolution de

la situation les sommets de l'oligarchie ordonneraient que le scénario correspondant aux résultats de ce référendum soit appliqué, sachant que quels qu'ils soient elle en tirerait profit, elle serait la seule à pouvoir en tirer profit, au regard de l'état de déliquescence avancée du mouvement ouvrier.

Il était pertinent de penser qu'elle tirerait un meilleur profit du Brexit sur le plan politique, parce qu'il allait rapidement démontrer que la sortie de l'UE ne changerait rien à la condition des travailleurs, tout en se chargeant de faire en sorte au contraire qu'elle s'aggrave pour leur en faire porter la responsabilité, avant même que la rupture avec l'UE soit consommée, de sorte qu'elle ne soit jamais menée à son terme, et que cette question qui empoisonnait les partis conservateur et travailliste soit enterrée pour de longues années.

Le scénario inverse, la victoire du camp de l'UE n'aurait pas rapporté grand chose en terme politique, de plus il aurait eu pour inconvénient de laisser pendante la question du Brexit, dont il était préférable de se débarrasser une fois pour toute.

En cas de Brexit, ils pourraient dire, soit qu'ils avaient essayé de le mettre en oeuvre, mais qu'ils n'y étaient pas parvenus parce que le contexte économique était défavorable, soit ils iraient au bout de ce processus laissant un goût amer aux partisans du Brexit. Cependant, cela pourrait les conduire à porter leur réflexion plus loin, et à se dire que si le Brexit n'était pas la solution miracle qu'ils attendaient, c'est qu'il fallait chercher ailleurs la solution, ce qui pourrait les inciter à se retourner contre les institutions britanniques.

En ce qui nous concerne, c'est le seul avantage qu'on concèdera au Brexit et qui pourrait servir de leçon à tous les travailleurs de l'UE : leur montrer que la rupture avec l'UE est impossible sans rompre auparavant avec les institutions nationales dans chaque pays, car eux seuls peuvent rompre avec l'UE, jamais aucun parti ou gouvernement inféodé à l'oligarchie financière ou au capitalisme ne rompra avec l'UE.

Cette expérience prouve que ceux qui avaient fait de la rupture avec l'UE une priorité s'étaient fourvoyés lamentablement ou avaient conduit les travailleurs dans une impasse politique. Manifestement ils n'avaient tiré aucune leçon de l'expérience grecque, à l'exception toutefois de certains dirigeants de l'ex-POI qui ont constitué le POID, tout du moins on veut bien le croire, la suite le confirmera ou non. Dorénavant il est clair que c'est contre les institutions nationales dans chaque pays qu'il faut axer notre politique, sans pour autant abandonner le mot d'ordre de rupture avec l'UE.

En quelque sorte les faits nous ont donné raison magistralement. Je ne sais pas si les militants qui se connectent à ce portail en prendront conscience, qu'ils n'hésitent pas à me le faire savoir, cela fait toujours du bien de se sentir un peu moins isolé, merci à eux.

Si l'hypothèse que j'ai retenue à propos du Brexit choque certains, je peux leur proposer une variante sans avoir à modifier les conclusions émises ci-dessus.

S'ils se sont tous empressés de reconnaître la victoire du Brexit, c'était peut-être pour donner l'illusion qu'ils le respecteraient, sachant que finalement ils le fouleraient aux pieds, puisque d'une manière ou d'une autre ils ne pouvaient pas et ils ne peuvent pas en être autrement, ce sont les besoins du capitalisme mondial et au premier chef ceux de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui l'exige.

Ce référendum ou le Brexit n'était qu'une partie de poker menteur, parce que jamais l'impérialisme britannique ne rompra avec l'UE, qu'il soit dedans ou dehors ne changera rien. S'il restait dedans, tout continuerait comme avant, et s'il en sortait avec ses collègues de l'UE ils feraient en sorte qu'il bénéficie d'un statut d'association avec l'UE équivalent.

Pourquoi ? Mais parce que seul un gouvernement des travailleurs rompra avec l'UE, ce qui implique qu'ils aient pris le pouvoir politique et renversés les institutions dans leur propre pays.

La suite plus tard.

Pondichéry, 16h15. La suite de la causerie et quelques infos en bref.

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir - V. Lénine.

Qui a dit ?

- "*... comprendre, c'est déjà apprendre. Apprendre, c'est accumuler l'expérience qui alimente l'imagination et affine les décisions.*"

Réponse : L'ex-ministre de Chirac, Mélenchon ou monsieur je sais tout ou qui comprend avant d'apprendre, il est très fort l'illusionniste ! Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas.

Si "*comprendre, c'est déjà apprendre*", c'est qu'il n'y a finalement rien à apprendre, et que notre discours relève de la propagande pure ou de la démagogie. Comment cela ?

Cela signifie que l'on comprend avant d'apprendre, autrement dit que sans même se donner la peine d'apprendre on est capable de comprendre ou qu'on se livre à une interprétation de la réalité, avant même de posséder les éléments ou les faits sur lesquels reposerait ensuite notre réflexion, cela revient à s'en remettre à des a priori ou des idées reçues ou toutes faites, qui nous tiennent lieu de connaissances ou qui se substituent aux faits, à la réalité.

Du coup, si on comprend ou qu'on est en mesure d'interpréter la réalité avant même d'avoir commencé à l'étudier ou savoir au juste de quoi elle est composée, dès lors "*l'expérience qui alimente l'imagination*" ne sera que pure spéculation sur des idées et non l'étude ou l'analyse des faits auxquels se substituera cette spéculation.

Une telle démarche intellectuelle relève de l'idéalisme qui consiste à placer le verbe avant l'action. Pour ceux qui en doutaient, Mélenchon témoigne ici qu'il a bien rompu avec le matérialisme dialectique ou le marxisme, pour peu qu'il l'ait adopté un jour, ce dont on doute fortement.

(A propos du référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes)

Mélenchon - "*On a constaté que les personnes consultées étaient favorables à ce gâchis. Soit. Donc acte.*

Certes, il s'agit de l'expression de l'opinion majoritaire des personnes qui sont allées voter dans une petite partie de la zone concernée par ce grand projet inutile."

Bref, ce sont vraiment des cons, ils l'auront voulu !

Partant de là, qu'il comprenne ou interprète tout de travers est inévitable, c'est ce que ce populiste démontre ici, puisqu'en réalité la zone qui a été retenue par le gouvernement pour ce référendum ne couvrait pas " *une petite partie de la zone concernée*", mais au contraire elle avait étendu bien au-delà, de manière qu'en faisant voter des électeurs qui n'étaient pas concernés, il espérait rallier ceux qui seraient sensibles à son argumentation économique faisant miroiter des créations d'emplois, opération réussie.

Et quand "*comprendre, c'est déjà apprendre*", on en vient facilement à sombrer dans la mythomanie qui se matérialise ici par le souhait que ce référendum soit étendu à l'ensemble de la population, aux 45 millions d'électeurs que compte le pays, qui forcément se sentiraient concerner par cette question.

Non mais sans déconner, on va se lâcher un peu, quelle connerie, ce type est cinglé, il est totalement déconnecté de la réalité et des préoccupations des travailleurs, il ferait mieux de commencer par apprendre, pour comprendre, pour ensuite agir ou avant de l'ouvrir !

Plusieurs lecteurs de cet article paru dans Le Grand Soir ont fait remarquer que "*le texte de Jean-Luc Mélenchon est truffé de fautes d'orthographe*", ou encore, "*j'avais déjà remarqué ça dans d'autres articles du blog de JLM*", c'est le prix que l'on paie quand on est si sûr de soi et qu'on n'a plus rien à apprendre, il faut dire que dans le domaine de la sémantique ou de la syntaxe l'imagination n'est d'aucun secours !

Qu'il ait de la tchatche ou qu'il manie l'éloquence avec aisance en fait juste un bavard à la manière de ses ex-petits camarades du PS qui sont socialistes en parole et social-impérialistes en acte, vous remarquerez que cela colle bien avec sa conception idéaliste des rapports des hommes au monde extérieur ou l'interprétation qu'il en donne en prétendant que "*comprendre, c'est déjà apprendre*".

Vous me direz que la plupart des militants sont dans le même cas en se réclamant du socialisme sans trop savoir ce que cela signifie de nos jours, ou parlent au nom des travailleurs en ignorant leurs conditions réelles, comme quoi on a toujours quelque chose à apprendre (de plus petit que soi). Le mieux, c'est encore de se dire qu'on ne sait rien et qu'on a encore tout à apprendre et qu'on demeurera un étudiant jusqu'à notre dernier souffle.

Voilà comment se traduit "***comprendre, c'est déjà apprendre***", par un étalage d'idées reçues fausses ou de spéculations hasardeuses.

- Brexit : quelles conséquences ? - République sociale publié par Le Grand Soir le 30 juin

- "*Ce vote va indéniablement mettre en cause la domination des banques et de la commission européenne sur les peuples constituant l'UE*."

C'est indéniable ou cela reste à démontrer ? Et cela leur servirait à quoi, changerait quoi en admettant que tel n'était pas déjà le cas avant ce référendum ? L'auteur de ce lieu commun sait-il pourquoi une partie non négligeable des masses refuse de rompre avec l'UE ?

- "*... l'arrêt de l'injection d'argent par la BCE avaient ensuite conduit à la soumission et à la trahison de Tsipras.*"

Erreur, Tsipras en devenant le porte-parole de la troïka n'a fait que mettre en conformité ses paroles et ses actes, une telle confusion se produit quand "*comprendre, c'est déjà apprendre*".

- "*...ce vote historique doit ravir ceux souhaitant une autre Europe. Car s'il est effectivement possible de la quitter, il est donc forcément possible de la changer et de la transformer de l'intérieur afin d'en faire un espace d'intégration et de coopération entre les peuples.*"

"*comprendre, c'est déjà apprendre*", conduit aussi à prendre ses désirs pour la réalité avant de sombrer politiquement. Y aurait-il une épidémie aiguë de mélenchonite dans le mouvement ouvrier ?

Brexit. La Bourse n'y croit pas.

Wall Street achève une troisième séance de suite en nette hausse - AFP

Wall Street a fini jeudi en nette hausse pour la troisième séance de suite, toujours entraînée par l'optimisme des Bourses européennes malgré les incertitudes liées au "Brexit": le Dow Jones a gagné 1,33%, tout comme le Nasdaq.

... les investisseurs ont une nouvelle fois suivi la tendance des Bourses européennes, confiantes dans la disposition des banques centrales à soutenir l'économie, affichée jeudi par le gouverneur de la Banque d'Angleterre.

"Le discours dominant est que les événements de la semaine montrent que les conséquences du Brexit ne seront pas aussi catastrophiques qu'on le craignait, en tous cas pour les Etats-Unis. Mais ce serait une erreur de considérer que l'impact du Brexit est terminé", a prévenu pour sa part Patrick O'Hare, chez Briefing, tablant sur des ondes de choc dans les domaines économique et politique "pour plusieurs années".

M. Bilello estimait quant à lui que la courbe en V des indices ces derniers jours montrait que "ce n'est pas le Brexit qui va abattre le marché". AFP 30.06

Ouf, on avait cru le deviner !

Une semaine après le vote sur le Brexit, la Bourse de Londres en très forte hausse, la livre au plus bas - LeMonde.fr

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney a annoncé jeudi 30 juin qu'elle pourrait assouplir sa politique monétaire rapidement, devant des « perspectives économiques [qui] se sont détériorées » à la suite du verdict du référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE). « Un certain assouplissement monétaire devrait être nécessaire cet été », a précisé M. Carney.

Son discours a immédiatement entraîné une baisse de la livre, tombée à son niveau le plus bas depuis deux ans, et une montée de l'indice vedette de la Bourse de Londres. Les investisseurs tablent en effet sur une baisse des taux d'intérêt et de l'attractivité de la livre si la banque centrale agit de la sorte. L'indice FTSE 100 des principales valeurs britanniques a terminé la journée en forte hausse par rapport à la clôture de la veille (+ 144,27 points ou 2,27 %), à 6 504,33 points.

La Banque d'Angleterre a redit qu'elle s'attendait à ce que le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE modifiât considérablement les perspectives pour la croissance et l'inflation britanniques. « L'incertitude sur le rythme, la profondeur et l'échelle des changements [découlant de la sortie de l'UE] pourrait peser sur nos perspectives économiques pendant un certain temps », a prévenu le gouverneur, dans sa deuxième allocution télévisée depuis le vote en faveur du Brexit. « Toute cette incertitude a contribué à créer une sorte de syndrome de stress post-traumatique dans les foyers et les entreprises ainsi que sur les marchés financiers, c'est-à-dire une sensibilité exacerbée » aux risques et une prudence accrue quant à l'avenir, a observé M. Carney. La banque centrale a redit aussi qu'elle se tenait prête à injecter 250 milliards de livres de fonds additionnels à travers ses outils monétaires existants.

Les marchés européens respirent

Les effets de ces annonces se sont ressentis sur les autres Bourses européennes, qui ont terminé en hausse pour la troisième

séance d'affilée, après avoir vécu des jours mouvementés à la suite du résultat du référendum britannique.

La Bourse de Paris a terminé dans le vert (+ 1 %) pour la troisième fois de suite.
La Bourse de Francfort a clôturé en hausse, comblant petit à petit les pertes causées par le Brexit.
La Bourse de Milan a terminé en hausse de 1,57 %, portée également par l'annonce de l'accord donné par la Commission européenne à l'Italie pour un soutien en liquidités aux banques solvables en cas de besoin.
La Bourse de Bruxelles a progressé de 1,45 %
La Bourse de Madrid a gagné 0,72 % LeMonde.fr 30.06

Commentaires d'internautes

1- "Et ça allait être l'apocalypse, le Brexit, pire que 2007/2008 ou le 11 septembre, sur les "marchés" bénis allaient partir en fumée des dizaines de milliards d'euros... Avec les fluctuations sur les devises (micro-trading) et les produits dérivés, les traders se sont mis des milliards dans les poches, oui. Tout sera redevenu comme avant la semaine prochaine. Tant de bruit pour rien."

2- "La dépréciation de la livre fait augmenter mécaniquement la valeur en livres des entreprises dont une part de l'activité est effectuée en dollars ou euros ... sans grande signification ."

Mais cependant un bon prétexte pour faire payer la note aux Européens, sinon à quoi bon...

- Brexit : l'agence de notation S&P dégrade la note de l'Union européenne - Francetv info

Même le pétrole est de la fête !

- Meilleur trimestre depuis sept ans pour les cours du pétrole - Reuters

Le prix du baril de Brent a progressé de plus de 25% entre le 1er avril et le 30 juin, portant à 85% son rebond depuis le plus bas de 12 ans inscrit en début d'année. Reuters 30.06

Le prix du baril de brut tourne autour de 50 dollars.

Pourquoi le Brexit n'aura pas lieu, c'est John Kerry qui l'a dit.

Tribune des travailleurs - 29 juin 2016 – John Kerry, le secrétaire d'Etat américain qui a rencontré dès dimanche à Bruxelles le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, estime après sa rencontre avec Cameron que le Brexit peut être annulé : « je pense qu'il y a un certain nombre de moyens (…) Je ne veux pas, en tant que secrétaire d'Etat, les exposer aujourd'hui. Je pense que ce serait une erreur. Mais il y a des moyens » de le faire, a-t-il dit. Tribune des travailleurs

Vous avez raison de ne pas "les exposer aujourd'hui", Cameron et Junker sont tellement cons qu'ils n'y avaient pas pensé... et nous non plus.

Boycott !

- Présidentielle : le CSA raccourcit la période d'égalité de temps de parole entre candidats - Public Sénat

Le CSA présentait ce jeudi les nouvelles règles relatives aux temps de parole des candidats à l'élection présidentielle. Issue d'une loi organique promulguée en avril dernier, le principe d'égalité stricte du temps de parole est réduit à 2 semaines en 2017 contre 5 en 2012. Public Sénat 30.06

Mais il s'en trouvera encore pour justifier leur participation à cette élection, histoire de légitimer les institutions à défaut d'avoir la volonté de les affronter... A bas l'opportunisme !

L'Etat ou le gouvernement responsable de la violence et du terrorisme.

- Violences policières : le rapport accablant de «Reporterre» - liberation.fr

Un rapport publié mercredi recense les violences policières exercées contre les opposants à la loi travail depuis le début des manifestations.

Fin avril, une Mission civile d'information a été décidée par un ensemble de journalistes, citoyens et députés afin d'évaluer

les violences policières lors des manifestations contre la loi travail. Leur rapport, long de 80 pages, et publié mercredi sur le site de Reporterre, énumère de nombreux témoignages et entretiens réalisés à Rennes, Paris, Toulouse et Nantes.

«Oreille fendue» et «mollet pété»

«Le policier en tête jette une grenade. Romain Dussaux, un observateur indépendant filmant les événements, est touché à la tête. Il s'effondre au milieu de la foule, la tête ensanglantée. Plaie ouverte à la tempe, fracture temporale avec enfoncement de la boîte crânienne, œdème cérébral. Il a été maintenu onze jours dans le coma artificiel».

Divisé en plusieurs parties, il recense les différentes violences dont sont victimes les manifestants.

Première partie : les blessures, mutilations, violences et tirs dans le dos sont énumérés. Des dizaines de blessures par grenades de désencerclement, grenades lacrymogènes, balles de lanceurs de défense (LBD) et matraques sont évoquées :«Je me suis pris un tir de flashball dans l'oreille. Maintenant elle est fendue», explique à l'association «L'assemblée des blessés 44» un manifestant présent à Nantes, le 31 mars. Il a même fourni une photo, on ne peut plus explicite, de sa plaie.

A Caen, Rennes et Nantes, manifestants, enseignantes, les secouristes bénévoles, appelés aussi «street medics», racontent les mêmes situations de violences : «Une grenade a pété juste sur mon mollet». Les mêmes termes reviennent : plaies, brûlures, tirs tendus, blessures, saignements, hématomes.

«Les grenades pleuvaient»

Les rapporteurs du document soulignent également le climat anxiogène à travers de nouveaux exemples. Ils dénoncent la mise en place de dispositifs générant des tensions comme la présence, au plus proche des cortèges, des forces de l'ordre, «l'encadrement policier spectaculaire et omniprésent», note un «street medic» de Paris, dans un communiqué post-manifestation du 28 avril. Usage des bombes lacrymogènes, cortèges coupés délibérément, enfermement des manifestants au sein d'un dispositif sans issue, mise en joue, interpellations sont illustrés par des cas précis. Des moyens considérés comme «disproportionnés» dans le rapport. Le document condamne «l'usage non-conforme de l'armement» des forces de l'ordre :«Des collègues et moi avons aperçu des personnes recevant des tirs tendus de grenades lacrymogènes au front, dans la mâchoire, au postérieur et dans les jambes», témoigne Laurie Tissière, une manifestante du 10 mai, à Nantes. «A Nation, nous avons pris en charge une personne dont une artère avait été sectionnée, au niveau de la cheville, par un tir tendu de la police. Elle avait donc une hémorragie pulsatile, ce qui la rendait indéplaçable. Nous sommes restés avec elle, pendant que les grenades lacrymogènes pleuvaient partout», évoque un «street médic» de la manifestation, du 1er mai, à Paris.

Dans une nouvelle partie, importante, elle aussi, les rapporteurs notent la multiplication de «répressions sans discernement» dont les agressions sur des journalistes et des photographes, du matraquage à terre mais aussi des menaces, des intimidations et de la destruction de matériel.

Les étudiants, lycéens, passants, secouristes témoignent à la suite, dénonçant, notamment, de choquantes lancées de lacrymogènes, aux alentours d'écoles et de jardins d'enfants : «Le cortège est passé à côté de l'école primaire et les CRS se sont mis à lancer beaucoup de grenades lacrymogènes. C'était irrespirable. Les enfants ont été confinés dans le gymnase. Certains ont été traumatisés», décrit un membre du personnel d'une école nantaise.

Un manque de coordination des équipes policières

«Le plus gros souci, ce sont des questions de dispositif et de choix tactique», explique Grégory Joron, secrétaire national CRS d'Unité SGP Police FO. Dans un entretien retranscrit dans le rapport, le représentant des forces de l'ordre tente d'apporter des explications aux défaillances recensées : elles seraient dues au manque de moyens et une suractivité des compagnies. «On enchaîne les événements terroristes, la mission de Calais, qui est très pénible, et les multiples manifestations contre la loi travail. Les fonctionnaires de police et surtout les CRS sont suremployés», confie-t-il à la rapporteure de Paris. Mais il s'agirait, également, d'un défaut de coordination entre les différents groupes d'intervention : les escadrons de gendarmerie, les CRS et les effectifs locaux de la préfecture de police de Paris. «Je le déplore souvent, on n'a pas de réunion de coordination où l'on pose les bases». Il reconnaît que les rôles de chacun ne sont distribués qu'un quart d'heure, une demi-heure avant la manifestation. Aussi fait-il référence à des «cafouillages» : quand certains ont pour ordre d'être sur la défense, d'autres jouent l'attaque…

«Certains collègues se permettent des choses qu'ils ne se seraient jamais autorisées auparavant»

Alexandre Langrois, secrétaire national de la CGT Police, explique notamment que les affrontements sont le résultat d'une sorte d'escalade : «Des deux côtés, les gens ont envie d'être plus violents. Les manifestants qui se prennent des gaz lacrymos et qui n'ont rien fait, ont un réflexe bêtement humain qui est de se venger sur la personne qui a fait ça». Il appuie sur les faiblesses de l'état d'urgence : «la procédure administrative est devenue très molle. Certains collègues se permettent des choses qu'ils ne

se seraient jamais autorisées auparavant».

Lors de la manifestation du 23 juin, Danielle Bouhanna, retraitée parisienne, expliquait : «J'ai fait toutes les manifestations contre la loi travail. J'étais contre l'état d'urgence. Je n'ai jamais voulu d'une dictature! J'ai vu des choses, pendant les rassemblements, des violences policières, qui ne m'ont pas plu».

«On leur dit "vous tirez sur la foule", pour qu'elle dégage»

Alexandre Langlois, de la CGT, justifie :«Les collègues ne savent souvent même pas où ils ont tiré. Ils ne savent même pas s'ils ont touché quelqu'un. Et c'est ça le problème, c'est une gestion de foule globale mais pas individualisée pour les personnes qui posent problème. On leur dit : "Vous tirez sur la foule", pour qu'elle dégage». Luc Escoda, secrétaire régional d'Alliance Midi-Pyrénées, avoue : «Parfois, on nous fait faire n'importe quoi, n'importe comment. Notre commandement n'est parfois pas clair. Il peut arriver qu'on intervienne trop tard, qu'on voit des gens casser ou s'en prendre à nous, et on n'est pas assez réactifs : c'est là où ça gueule. Ce n'est pas dû à des longueurs dans la transmission des instructions, mais à des lacunes en termes de décisions».

Aux lacunes, les rapporteurs formulent des recommandations, en guise de conclusion : interdiction de l'usage des grenades de désencerclement ou des LBD, recadrement des compagnies d'interventions, interdiction des policiers en civil ou encore respect des secouristes et des journalistes. Les rapporteurs affirment avoir tenté de joindre les préfets des quatre villes de référence et le cabinet du ministre de l'Intérieur, pour les sensibiliser, en vain. liberation.fr 30.06

Dis-moi avec qui tu couches et je te dirai qui tu es.

- Nuit Debout s'est recouché - LeFigaro.fr

Le mouvement place de la République s'est éteint progressivement, même s'il poursuit son activisme sous d'autres formes. Ses militants veulent croire à une transformation politique. LeFigaro.fr 30.06

Dans l'indifférence générale, place à la lutte des classes. On l'avait prévu, mais c'était trop facile...

En famille, un aveu ne coûte rien.

- Valls: "jamais un gouvernement n'a fait autant pour les entreprises" - AFP

Si, celui de Chirac-Jospin, dit les privatiseurs, gouvernement auquel participait un certain Mélenchon, des dirigeants du PCF et des Verts... Mais bon, tout le monde l'a oublié depuis.

Le capitalisme est une plaie qui ne se soigne pas, il faut amputer

- La fracture sanitaire s'aggrave en France - Liberation.fr

Contrairement à l'optimisme du ministère de la Santé, une étude de «Que Choisir» indique que depuis quatre ans les déserts médicaux s'étendent, les dépassements d'honoraires augmentent, et l'accès aux soins recule. Liberation.fr 30.06

En famille en oligarchie. Le gouvernement et le PS sous influence de l'ultra sionisme.

Le Keren Hayessod -défini comme "l'organisme central financier du mouvement sioniste mondial"- organisait un gala en l'honneur de l'Agence juive dont les 120 gouverneurs ont été réunis pour la première fois à Paris.

Parmi les invités ayant tenu un discours : Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État en charge des relations avec le Parlement, intime de Manuel Valls, ex-partisan de Dominique Strauss-Kahn et ancien député capable d'entonner -comme l'avait révélé l'auteur de ces lignes- l'hymne israélien.

À noter : honoré par les participants du gala, le président de l'Agence juive, dénommé Natan Scharansky, a affirmé - le jour même, au Jewish Telegraphic Agency- qu'il n'y avait "pas d'avenir pour les juifs en France à cause des Arabes et du très fort sentiment anti-israélien dans la société". Panamza 27.06

Comment les médias et portails liés à l'oligarchie maquillent leurs mauvaises intentions pour convertir les naïfs au néolibéralisme.

Oui, il s'agit bien des mêmes va-t-en-guerre qui célèbrent à longueur de temps les exploits de l'impérialisme américain ou de ses

alliés, qui distillent à longtemps de temps le poison mortel du néolibéralisme, qui haïssent tous les peuples qui leur résistent, qui dénoncent la violence des manifestants et des syndicats et j'en passe.

Leur populisme ou démagogie est sans limite, jugez plutôt par vous-même.

- «Le temps est venu de cesser d'instrumentaliser la notion de terrorisme»

Avocate au barreau de Paris, Marie Dosé défend deux prévenues dans l'affaire de Tarnac. Elle réagit aux derniers rebondissements d'un dossier devenu emblématique des errements de l'antiterrorisme à la française. Liberation.fr 30.06

Mais ils ne dénonceront pas le terrorisme d'Etat ou la complicité de l'Etat avec les barbares de Daesh ou d'Al-Nosra...

- Peut-on critiquer l'anticonspirationnisme?

La dénonciation du complotisme souffre trop souvent d'un fort mépris de classe et générationnel et d'une pathologisation médicale de l'opinion.Le quotidien Libération vient de publier une tribune critiquant l'action des pouvoirs publics contre le conspirationnisme... Slate.fr 30.06

Mais ils ne dénonceront pas ceux qui à la tête de l'Etat conspirent à longueur de temps contre le peuple...

- L'autoritarisme rampant à la française

Depuis plusieurs mois, défenseurs des droits humains, magistrats et universitaires alertent l'opinion. À un an de l'élection présidentielle, ils pointent du doigt une série de signaux inquiétants pour la démocratie. Slate.fr 30.06

Mais ces Charlies ont salué toutes les lois liberticides adoptées ces dernières années ou décennies et n'en réclameront pas l'abolition...

En famille. Un "consensus" qui méritait bien une récompense ou l'inverse.

- Cent Nobel demandent à Greenpeace de ne plus s'opposer aux OGM - Reuters

Plus de 100 lauréats du prix Nobel ont appelé jeudi l'ONG environnementale Greenpeace à cesser de s'opposer aux cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM), estimant qu'il y avait consensus chez les scientifiques sur leur absence de nocivité et les bienfaits que la société peut en retirer.

"Le vrai problème, c'est ceci: pourquoi tiennent-ils une conférence de presse à Washington à une semaine d'un vote important sur le label OGM?", a dit Charlie Cray, chercheur chez Greenpeace, en faisant allusion à un vote prévu la semaine prochaine au Sénat américain. Reuters 30.06

Commentaires d'internautes

1- "Il faut un moratoire d'au moins cent ans sur toutes les manipulations biologiques dont on ne connait pas les effets à long terme. L'Homme a un million d'années d'évolution et on nous assure que 5 petites années d'expérimentation, c'est suffisant pour les connaitre alors qu'on ne sait même pas ce qu'est la vie ou le cancer... Pendant ces cent ans, on continue à étudier les effets biologiques des ces OGM avant une future et lointaine commercialisation."

2- "Pourrait-on connaître l'origine des financements de leurs recherches ? Cela éclairerait peut-être leur discours qui soit dit en passant est contredit par moult autres scientifiques. De plus trop de mensonges et de silences ont entourés la productions de cultures OGM pour qu'actuellement nous puissions faire confiance aux discours les dédouanant de toute incidence sur l'environnement."

2- "Ils ont bien encaissé le chèque de Monsanto."

Haut de page

Le 2 juillet 2016

CAUSERIE

(Pondichéry 21h30. J'ai corrigé le lien vers le document sur le sionisme et le nazisme, sorry.)

Brexit, quelle "*victoire*" ?

Assurément, on va aller loin avec ce genre d'interprétation foireuse, grotesque.

Quand le Brexit tourne à la tarte à la crème.

Si quelqu'un vous dit que Cameron a pris la décision d'organiser ce référendum en pensant le gagner, parce que les Britanniques étaient de fervents partisans de l'UE et la situation sociale était florissante en Grande-Bretagne, vous vous demanderez s'il ne se fout pas de vous ou s'il est fou.

La preuve, ils le disent eux-mêmes :

- Il y a tout juste une semaine, les Britanniques ont approuvé le Brexit à 51,9%. Un résultat inattendu, mais pourtant assez peu surprenant. Parce que les Anglais ont avant tout voté contre leur gouvernement. libération.fr 02.07

Vous lirez plus loin que Soros avait parié sur la victoire du Brexit et a empoché le pactole !

Je n'ai pas recouru à cet argument plus tôt, parce que c'était trop facile.

Je n'ai pas mis immédiatement en avant les questions que je m'étais posé en abordant ce sujet, puisque je fais l'objet d'ostracisme, et qu'il aurait été inutile de chercher à discuter des réponses que j'aurais pu proposer sachant que personne n'y aurait été disposé ou tout le monde les aurait ignorées. En voici quelques-unes :

- L'opération était-elle uniquement politique ?

- Consistait-elle à dégoûter les partisans de la sortie de l'UE d'autres pays sachant que d'une manière ou d'une autre ils fouleraient aux pieds le Brexit, que la Grande-Bretagne de fait ne romprait jamais avec l'UE, que cela ne changerait strictement rien ?

- Ont-ils voulu faire croire aux peuples qui aspiraient à sortir de l'UE que ce serait possible, pour ensuite leur démontrer que c'était impossible et qu'ils devraient se résoudre à faire avec ?

- Cette opération était-elle destinée à renforcer l'impression d'impuissance qui domine dans le mouvement ouvrier en l'absence d'issue politique, afin de démoraliser ses militants les plus déterminés ou les isoler davantage ? - Ont-il choisi la Grande-Bretagne pour monter cette opération, parce que c'était le pays le plus avancé sur le terrain du néolibéralisme en étant quasiment certains que le Brexit l'emporterait, pour ensuite l'annuler ou en neutraliser les effets ?

- A-t-elle été conçue afin que les peuples se soumettent à l'UE en prévision de l'adoption du TTIP ou préparer les conditions politiques pour qu'il soit adopté sans encombre ?

- L'ont-ils conçu pour accroître le pouvoir de l'UE et le justifier, en procédant de la même manière qu'avec les attentats terroristes qu'ils instrumentalisent afin de favoriser l'adoption de nouvelles lois liberticides ou toujours plus répressives destinées comme on a pu le constater à mâter le mouvement ouvrier ? Lu ce matin dans un article daté du 26 juin : - Les élites ont besoin d'une crise maintenant afin de montrer à tous que le mondialisme est la réponse et non le problème. Si les Britanniques étaient autorisés à prospérer une fois qu'ils se sont éloignés de l'union européenne, cela reviendrait à encourager davantage d'autres pays à faire le même choix. C'est quelque chose que les élites sont déterminés à éviter. Sauf que l'auteur de cet article (businessbourse.com), qui semble être un adepte de la théorie du complot, annonçait dans la foulée l'effondrement des marchés financiers... qui n'a tout simplement pas eu lieu, parce qu'une partie de son analyse était fausse. D'une part, aucun pays de l'UE n'en sortira officiellement ou véritablement autrement que par une révolution, d'autre part parce que les tenants du mondialiste se foutent que la Grande-Bretagne prospère ou non suite au Brexit, car il existe d'autres pays dans le même cas, pas exemple la Suisse ou l'Islande qui n'appartiennent pas à l'UE et ne s'en portent pas plus mal.

Quand les dictateurs décrètent que le rejet de la loi Travail est immorale.

- Loi travail : Jean-Marie Le Guen demande un geste de la part des frondeurs - Public Sénat

Alors que le gouvernement n'exclut pas à nouveau l'utilisation du 49.3 à l'Assemblée nationale, le secrétaire d'Etat chargé

des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, appelle les frondeurs à faire un geste et avoir « de la décence morale ». Public Sénat 01.07

La morale de classe du PS est conforme à sa nature : celle du capital.

À hue et à dia. Fin de règne chaotique.

- Manuel Valls hué par des opposants à la loi Travail à Montpellier - Francetv info

Les sifflets ont recouvert la totalité de son discours. Venu inaugurer une ligne de tramway à Montpellier, Manuel Valls a été copieusement hué, vendredi 1er juillet, par plusieurs dizaines d'opposants au projet de loi Travail. Alors que la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, venait d'achever son intervention sans encombre dans le parc du Peyrou, des huées se sont fait entendre dès le début de la prise de parole du Premier ministre.

Les manifestants, qui étaient parvenus à entrer dans le parc malgré un dispositif de sécurité massif et notamment des filtrages et des fouilles systématiques aux entrées du parc, scandaient "A bas la loi travail !". Certains portaient des "cartons rouges" sur lesquels était inscrit "49-3". "L'idée c'est que Manuel Valls comprenne que nous manifesterons partout où il ira et malgré le dispositif policier qui l'entoure tant qu'il ne retirera pas ce projet de loi qui assassine le code du travail", affirme un jeune manifestant à l'AFP. Francetv info 02.07

Loi travai. Les dirigeants vendus des syndicats jouent la carte du pourrissement depuis le premier jour.

- Loi travail: nouvelle manifestation mardi à Paris à l'appel de l'intersyndicale d'Ile-de-France - AFP

Les unions régionales d'Ile-de-France des syndicats opposés au projet de loi travail manifesteront de nouveau mardi à Paris sur un trajet proposé par la préfecture de police, entre la place d'Italie et Bastille, que les syndicats ont accepté, a-t-on appris vendredi auprès de la CGT et de Solidaires.

"La préfecture nous propose place d'Italie-Bastille mardi à 14H00. Nous avons accepté le parcours proposé", a déclaré à l'AFP Pascal Joly, de l'Union régionale Ile-de-France CGT (Urif-CGT). Les syndicats avaient initialement demandé à défiler entre la place de la République et la place de la Nation.

Le défilé de mardi, jour où le projet de loi travail revient à l'Assemblée nationale, s'inscrit dans le cadre d'une douzième journée de mobilisation nationale contre ce texte. Les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et FIDL ont appelé à "poursuivre la mobilisation" à travers le pays "sur des formes à déterminer localement".

Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, s'en est cependant démarqué: "Je le dis clairement, je ne souhaite pas qu'il y ait, à Paris en tout cas, une manifestation le 5 juillet", a-t-il dit vendredi dans un entretien à La Croix.

"Nous avons fait respecter la liberté de manifester (le 23 juin, NDLR) grâce au rôle du ministère de l'Intérieur et ça, je m'en félicite", mais avec les casseurs, selon lui, "ça devient compliqué d'organiser ce type de manifestation".

"Il faut assurer la sécurité et, en même temps ça devient difficile d'entrer dans la manif", avec les mesures de sécurité, poursuit-il.

M. Mailly ne sera pas présent à la manifestation parisienne mardi, mais l'Union régionale FO manifestera bien, a précisé l'Urif-CGT.

Le secrétaire général de FO plaide pour "d'autres types d'actions" contre le projet de loi, comme des "opérations péage gratuit". AFP 01.07

En complément.

Les secrétaires généraux des confédérations des organisations syndicales et celles des étudiants et lycéens se sont également mises d'accord pour organiser un meeting, le 6 juillet 2016, au gymnase Japy – 2, rue Japy 75011 Paris à 15h00, contre le 49-3 et une nouvelle atteinte à la démocratie. (https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs)

Signalez-nous si un parti ouvrier avait décidé de rompre avec ces dirigeants syndicaux corrompus.

En famille. Quand des criminels en jugent d'autres, il y a à craindre qu'ils condament aussi des innocents.

Grille de lecture.

- Alors qu'ils ont adopté comme principe de gouvernance le déni, le populisme et l'imposture.

- Ils entendent "sanctionner la contestation" de faits qu'ils falsifient eux-mêmes tout en s'employant à les instrumentaliser à des fins politiques.

- Ils entendent sanctionner des idées qui précisément trouvent leurs origines dans leurs propres falsifications des faits ou s'en nourissent.

- Il peut arriver à pratiquement n'importe qui d'adopter des idées fausses, sachant que l'immense majorité de la population demeure dans l'ignorance des faits réels ou n'a pas les moyens de les interpréter autrement qu'en s'en remettant aux différentes versions à leur disposition. Les sanctionner est donc commettre une injustice intolérable.

- L'Assemblée adopte un amendement pénalisant la contestation des « crimes contre l'humanité »
- LeMonde.fr

L'émotion a gagné l'Assemblée nationale, dans la soirée du vendredi 1er juillet, après l'adoption à l'unanimité d'un amendement gouvernemental au projet de loi « égalité et citoyenneté ». Celui-ci permettra de sanctionner la contestation des crimes contre l'humanité, dont l'esclavage ou le génocide arménien. Votée en première lecture, cette disposition pénalise leur négation ou leur banalisation d'un an d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

Aujourd'hui, seule la contestation de la Shoah est réprimée, a fait valoir devant les députés la secrétaire d'Etat à l'égalité réelle Ericka Bareigts. L'amendement de vendredi permettra d'étendre la pénalisation à l'ensemble des crimes de guerre ou contre l'humanité « dès lors qu'ils auront été reconnus par une juridiction », où dans le cas où ces derniers sont trop anciens, dès lors qu'ils disposent d'une reconnaissance historique. C'est notamment le cas du génocide arménien de 1915, qui a fait l'objet d'une loi votée en 2001 par le Parlement français. Dans ce cas, une sanction interviendra dès lors que « leur contestation ou leur banalisation sera commise dans des conditions incitant à la haine ou à la violence ». LeMonde.fr 02.07

Nous condamnons cette loi liberticide et celle de 2001, parce qu'elle tend à limiter la liberté d'expression qui consiste notamment à permettre à chaque citoyen de s'exprimer ou d'interpréter librement les événements qui se déroulent en fonction de ses convictions personnelles, et parce qu'elle autorise les autorités judiciaires à déterminer quelle interprétation est acceptable et quelle interprétation est condamnable en fonction de critères laissées à son libre arbitre, en réalité en fonction des besoins politiques du parti au pouvoir ou du gouvernement.

D'autant plus, que le législateur quel que soit le parti au pouvoir, a toujours dans le passé interprété l'histoire en la falsifiant, en occultant les faits qui en contrediraient la version, en les tronquant ou en les déformant si nécessaire.

C'est également introduire un élément de censure au niveau de la pensée ou des idées, pour contraindre la totalité de la population à adopter la version officielle des faits, c'est l'oeuvre d'une dictature soumise aux exigences de l'idéologie de la classe dominante, dont le législateur n'est que le porte-parole et l'exécutant zélé ou obéissant.

Il est à noter que les médias ont largement anticipé cette loi en pratiquant l'auto-censure, qui se traduit par une désinformation déguisée et généralisée, afin de conditionner et tromper la population pour qu'elle ne puisse pas interpréter librement la situation et donc réagir en conséquence.

Il ne faut pas oublier non plus, que c'est l'immense majorité des historiens et des intellectuels en général qui, en adoptant les versions officielles falsifiées de l'histoire (de la lutte des classes), portent la responsabilité d'une telle dérive totalitariste par leur hypocrisie, leur lâcheté et leur cupidité.

C'est le même législateur qui a osé brandir dernièrement la menace d'interdire les manifestations appelées par des syndicats, qui a autorisé la répression violente des manifestants exigeant le retrait de la loi Travail, tandis qu'il donnait ordre de laisser les "casseurs" libres de se livrer à des violences provocatrices envers les forces de l'ordre, pour ensuite imputer la responsabilité des violences aux syndicats et aux manifestants pacifiques. Il faudrait aller plus loin et ajouter qu'en revanche ce législateur estime légitime la violence de l'Etat, qui autorise et s'accommode du chômage de masse et de la misère sociale auxquelles sont confrontés des millions de travailleurs et leurs familles.

C'est toujours le même législateur qui permet que les représentants de l'Etat assimilent l'antisionisme à l'antisémitisme, qui tolère que le communisme soit assimilé au nazisme, etc. en attendant que l'antisionisme et le communisme soient déclarés illégaux ou des "crimes de guerre".

De notre côté, nous reconnaissons à quiconque le droit de penser ce qu'il veut à propos de n'importe quel sujet et de l'exprimer librement, dès lors qu'il n'empiète pas sur le droit d'autrui d'en disposer également à sa guise. Parce que nous partons

du principe que seule la libre confrontation des idées peut permettre de faire triompher celles qui coïncident avec les besoins et les aspirations de l'immense majorité de la population dans le respect de la démocratie, aussi nous nous opposons à tout entrave à l'exercice de ce principe.

Ce qui est marrant, c'est une façon de parler, j'ai l'impression que mes lecteurs ne l'ont pas compris...

En complément. Le législateur et les députés ont un couteau à la place du coeur.

- Seine-Saint-Denis : un responsable des Restos du cœur agressé au couteau - LeFigaro.fr

Les faits ont eu lieu vendredi à Montreuil, près de Paris. La victime âgée d'une soixantaine d'années a été conduite à l'hôpital. Les agresseurs, un homme et une femme qui ont pris la fuite, sont activement recherchés. LeFigaro.fr 01.07

Brexit: Quel cataclysme !

Les investisseurs rassurés.

- Wall Street finit en hausse, reprend plus de 3% sur la semaine - Reuter

- La Bourse de Paris finit en hausse (0,86%) une semaine après le Brexit - AFP

"Les investisseurs se rendent compte que le Brexit n'est pas pour aujourd'hui, ni pour demain d'ailleurs, ce qui leur permet de penser un peu à autre chose et de rattraper le terrain perdu", a-t-il ajouté.

"Les marchés commencent à s'apaiser et la volatilité se réduit", ont également estimé les gérants de Barclays Bourse.

Et ce contexte alimente l'espoir de gestes supplémentaires des banques centrales, ce qui offre également un soutien, selon lui.

La Banque d'Angleterre (BoE) pourrait assouplir sa politique monétaire dès cet été, a d'ailleurs prévenu son gouverneur, Mark Carney, lors de sa deuxième allocution officielle en quelques jours, une réponse exceptionnelle à la décision des Britanniques de quitter l'UE. AFP 01.07

- L'Allemagne maintient sa politique budgétaire malgré le Brexit - Reuters

Le milliardaire Soros avait parié sur le Brexit

- Selon les données de S&P Global, bien qu'on ne connaisse pas le montant exact que M. Soros a gagné après le Brexit, des documents publics montrent qu'il a doublé ses paris plus tôt cette année sur le fait que les actions chuteraient.

Four days before the result of the referendum, Mr Soros wrote in The Guardian: "A vote for Brexit would make some people very rich – but most voters considerably poorer. independent.co.uk 25.06

Traduction. Quatre jours avant le résultat du référendum M. Soros avait écrit dans The Guardian: "Un vote en faveur du Brexit rendrait des gens très riches, mais beaucoup plus d'électeurs s'appauvriraient considérablement.

Get back ou la réaction se mobilise

- Brexit: Les initiatives des pro-européens se multiplient au Royaume-Uni - 20minutes.fr

L'idée d'un « Breversal », un retour en arrière sur la décision de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, émerge peu à peu outre-Manche. Ce mardi déjà, quelques milliers de Britanniques se sont rassemblés à Trafalgar Square puis devant le Parlement de Londres pour protester contre la sortie de l'UE. Et les initiatives anti-Brexit fleurissent un peu partout, notamment sur les réseaux sociaux.

Les opposants au Brexit avaient déjà lancé une pétition appelant à l'organisation d'un nouveau référendum. A ce jour, plus de 4 millions de Britanniques ont signé ce texte.

Marche, rassemblement et grève symbolique

Les partisans du « remain » ne s'avouent donc pas vaincus. Les festivités commencent dès ce samedi 2 juillet avec une grande marche pour l'Europe organisée dans la capitale londonienne. Selon The Independant, des milliers de participants sont attendus. Le lendemain, place à la jeunesse. Un rassemblement de jeunes Britanniques qui militent pour le droit de vote dès 16 ans se tiendra le dimanche 3 juillet.

En début de semaine, une grève symbolique sera organisée dans les entreprises. Les Britanniques sont invités à « débrayer » sur leur lieu de travail ce lundi 4 juillet. Kristof Deak, à l'origine de cette initiative, espère mobiliser beaucoup de monde, des milliers de Londoniens devraient notamment suivre cet appel.

La semaine d'après, le mardi 12 juillet, ce sont les immigrés travaillant au Royaume-Uni qui organiseront un rassemblement pour faire part de leurs inquiétudes. D'autres manifestations, plus conviviales, seront également organisées, notamment le samedi 9 juillet avec un pique-nique anti-Brexit. 20minutes.fr 01.07

Get back ou le retour de Thatcher en prime

- Theresa May, la « nouvelle Thatcher » - LeParisien.fr

La dame de fer, le retour ? Theresa May, 59 ans, porte le même genre de brushing carré strict que Margaret Thatcher, l'ex-Premier ministre britannique. Mais la comparaison ne s'arrête pas là. Il y a aussi le caractère bien trempé de l'opiniâtre ministre de l'Intérieur.

Eurosceptique notoire, elle a malgré tout apporté son soutien à Cameron durant la campagne du Brexit. Son manque de visibilité durant cette période lui a permis de ne pas s'aliéner les cadres de son parti. Une prudence disparue depuis l'annonce de sa candidature. « Le Brexit est le Brexit », dit-elle, en affirmant qu'il est hors de question que le Royaume-Uni revienne dans l'UE « par la porte de derrière ». Comble de l'agacement pour ses partenaires européens, elle veut imposer son propre calendrier, refusant de déclencher la procédure de divorce avant fin 2016.

Sa candidature a immédiatement reçu le soutien des médias anglophones, pro comme anti-UE. Le tabloïd « Daily Mail » titrait hier : « Il y a le feu à la maison, et seule Theresa peut l'éteindre. » Un soutien que la ministre a fièrement affiché sur son nouveau compte Twitter de campagne. LeParisien.fr 02.07

Il parle pour ne rien dire : Il ne sera plus là !

- Pour Hollande, la sortie du Royaume-Uni de l'UE ne peut être "reportée" ou "annulée" - Francetv info

Le président de la République a eu un entretien bilatéral avec David Cameron, en marge des commémorations du centenaire de la bataille de la Somme à Thiepval, vendredi. "Le Royaume-Uni restera un partenaire, un allié, un ami de la France, quoiqu'il arrive", a déclaré le président français.

« C'est là qu'on s'en rend compte : être dans l'Union européenne a des avantages. Et c'est, je pense, ce que les Britanniques commencent à comprendre, ceux qui ont pu être tentés par le Brexit sont en train d'y réfléchir (freiner ou revenir sur une sortie de l'Union européenne) », a dit le chef de l'État, en marge des commémorations du centenaire de la bataille de la Somme à Thiepval (Somme), qu'il présidait avec David Cameron.

La perspective de négociations longues avec Bruxelles offre aussi la tentation de faire traîner en longueur la sortie britannique, une option que les dirigeants européens réunis en sommet la semaine dernière s'efforcent de contrecarrer.

Après la notification du « prochain Premier ministre ou la Première ministre » britannique, il y aura une phase de négociations « qui ne durera pas plus de deux ans », a réitéré le président français. « Le plus vite sera le mieux », avait-il d'ailleurs dit au micro de la BBC peu auparavant. Francetv info et 20minutes.fr 01.07

Désinformation. Flagrant délit.

Les faussaires à l'oeuvre.

- Le pouvoir de l'électorat gris : après le Brexit, que réservent encore les baby-boomers aux générations qui leur survivront ? - Atlantico.fr

La faible participation des jeunes combinée au poids démographique et électoral de la génération du baby-boom pose un problème démocratique majeur quand les décisions qui sont tranchées dans les urnes sont structurantes pour l'avenir du pays. Une problématique qui a été révélée au grand jour par Atlantico.fr 01.07

Au contraire, les vieux se sont abstenus massivement à plus de 80%, alors que l'abstention des 18-24 ans n'a été que de 36% (lire la causerie d'hier pour plus de détails).

Pourquoi ont-ils décidé d'avoir la peau de Jeremy Corbyn, demandez-le au lobby néolibéral sioniste.

- Le chef des travaillistes britanniques compare "gouvernement israélien" et "État islamique" - Atlantico.fr

"Nos amis juifs ne sont pas plus responsables des actions d'Israël ou du gouvernement de Benyamin Netanyahou que ne le sont nos amis musulmans de celles de plusieurs États ou organisations soi-disant islamiques".

Ce jeudi, la phrase de Jeremy Corbyn, chef du parti des travaillistes en Grande-Bretagne, même si elle n'accole pas exactement les termes "État" et "islamique", a fait tache, ramassant immédiatement les huées d'un public pourtant acquis à sa cause.

Prononcée lors d'un événement contre l'antisémitisme, cette déclaration sème la confusion, même sans vouloir jouer sur les mots. Et M. Corbyn aura beau nier et essayer de se rattraper aux branches un peu plus tard, la comparaison entre autorités israéliennes et État islamique est bel et bien établie dans les esprits :

"Ce que je veux dire, c'est que l'on ne devrait pas dire à quelqu'un que sous prétexte qu'il est juif, il doit avoir une opinion sur Israël, de la même manière que l'on dit à chaque personne musulmane qu'elle doit avoir une opinion sur les ignobles agissements de la part de ceux qui déforment les justes propos de l'Islam par leurs actions", a-t-il tenté peu de temps après.

Surtout en pleine présentation d'un rapport du parti travailliste sur l'antisémitisme, publié ce jeudi, qui se base sur deux mois d'études pour préconiser justement que les membres du parti "s'abstiennent d'utiliser le nom d'Hitler, des nazis et de l'holocauste pour faire des comparaisons erronées lors des débats sur le conflit israélo-palestinien".

Pour rappel, l'ancien maire de Londres, le travailliste Ken Livingstone, avait été renvoyé de son parti en mai dernier après avoir déclaré que Hitler avait soutenu le Sionisme fin 2015. Arguant que cette affaire est toujours en cours, Jeremy Corbyn et l'auteure du rapport sur l'antisémitisme, Shami Chakrabarti, se sont refusés à tout commentaire à ce sujet lors de la présentation du 30 juin. Atlantico.fr 30.06

Ken Livingstone avait eu raison puisqu'il existe une multitude de documents ou de témoignages qui le confirment. Lire plus loin.

La caractérisation de nazi est si appropriée au sionisme qu'ils se le balancent à la figure et veulent le bannir d'Israël.

- Libération - La Knesset envisage de réprimer l'usage insultant des mots liés au IIIe Reich, pratique répandue dans la vie politique locale.

En Israël on balance du «nazi» à la tête des opposants ou adversaires ou ennemis, dans son propre pays.

Dans le camp opposé, de gauche, les militants des droits de l'homme n'ont pas hésité à dire que le gouvernement se comportait comme les nazis en mettant les immigrés africains dans des camps d'internement. Récemment le ministre des Finances a été affublé d'un uniforme de SS sur Facebook.

La négation de l'Holocauste étant déjà interdite en Israël (comme en France) il s'agit maintenant de bannir le mot «nazi» du vocabulaire israélien.

Le célèbre scénariste et écrivain Etgar Keret a toutefois pris la peine d'écrire une tribune ironique dans le New York Times intitulée «Parfois "Nazi" est le mot juste». Etgar Keret s'amuse à imaginer un Etat d'Israël d'où le mot «nazi» est banni mais où rien ne change, les mêmes répressions, les mêmes tirs de roquettes, les mêmes insultes des hommes politiques qui parlent de «cancer» pour désigner les immigrés africains. Et puis un autre Israël, un «nouveau» où on peut toujours dire «nazi» mais où, par exemple, le gouvernement accueille les réfugiés africains plutôt que de les enfermer dans des camps. liberation.fr 20.01.2014

- Roger Waters (Pink Floyd) compare Israël aux nazis...

J'ai découvert l'article suivant ce matin par hasard. Extraits

- Le sionisme et le régime nazi. par Klaus Polkehn - sott.net 31.10.2013

L'attitude des sionistes à l'égard de la menace d'une domination fasciste totale en Allemagne était déterminée par certains présupposés idéologiques communs : les fascistes tout comme les sionistes croyaient aux pseudo théories raciales, et les uns comme les autres partageaient la croyance dans des généralisations mystiques comme le caractère national» (volkstum) et la « race » les uns et les autres étaient chauvins et penchaient pours « l'exclusivisme racial. » C'est ainsi que l'officiel sioniste Gerhart Holdheim écrivait en 1930 dans une livraison du Süddeutsche Monatshefte consacrée à la question juive (une publication dans laquelle, entre autres, des antisémites notoires faisaient connaître leurs opinions) : « Le programme sioniste conçoit la communauté juive comme étant homogène et indivisible, sur une base nationale. Le critère qui définit la communauté juive n'est pas al confession ou la religion, mais un sentiment global d'appartenance à une communauté raciale que réunissent des liens de sang et historiques et qui est déterminée à préserver son individualité nationale. » C'état le même langage, la même phraséologie que celle utilisée par les fascistes. Il va de soi que les fascistes allemands voyaient d'un bon œil les conceptions sionistes, tel Alfred Rosenberg, le principal idéologue du parti nazi qui écrivait :

« le sionisme doit être soutenu vigoureusement de sorte à ce qu'un certain nombre de juifs allemands partent chaque année en Palestine ou que, du moins, on leur fasse quitter le pays. » Considérant une déclaration de ce genre, Hans Lamm écrira plus tard : « ...il est incontestable que dans les premières étapes de leur politique juive, les nationaux socialistes pensaient qu'il convenait d'adopter une attitude pro sioniste. »

De manière très perspicace, la CVn (Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens ou Union Centrale des Citoyens Allemands de Confession Juive, fondée en 1893 - ndlr) avait remarqué que la reconnaissance par les sionistes de «certains postulats des nationalistes allemands » avait donné des munitions aux antisémites et, dans une déclaration de politique générale émise par la CVn il était même question du sionisme comme ayant mis au mouvement [juif] un «coup de poignard dans le dos» dans la lutte contre le fascisme.

Mais les sionistes pensaient que seul Hitler pouvait pousser les juifs allemands antisionistes dans le bras du sionisme. Robert Welsch, qui était alors rédacteur en chef du journal sioniste allemand Jüdische Rundschau déclarait le 8 janvier 1933 (trois semaines après l'arrivée d'Hitler au pouvoir) lors d' une réunion du comité local de la ZVFD : « Le caractère antilibéral du nationalisme allemand [i.e. les tendances réactionnaires de la bourgeoisie allemande - K.P.] s'accordaient avec la position antilibérale du sionisme et nous nous trouvons maintenant devant une chance de trouver, non une base pour une compréhension [mutuelle, NdT] mais pour la discussion. »

L'appel à Hitler le 30 janvier pour prendre la tête du gouvernement fut suivi par une mainmise sur toutes les positions d'autorité par le parti national Socialiste, ce qui signifiait que des antisémites déclarés étaient désormais au pouvoir. Les juifs allemands regardaient ces évènements avec appréhension parce que dans le programme du parti nazi figuraient le retrait de la citoyenneté aux juifs (Point 5) la révocation des Juifs exerçant dans la fonction publique (Point 6) ainsi que l'expulsion de tous les Juifs qui avaient immigré en Allemagne après le 2 août 1914 (Point 8).

Seuls les sionistes voyaient des avantages à cette tournure des évènements (L'historien britannique Christopher Sykes, qui n'était certes pas antisioniste, est de l'opinion « que les dirigeants sionistes étaient déterminés dès le tout début du désastre nazi à retirer un avantage politique de la tragédie. »

La première expression publique de cela fut l'oeuvre du Dr Joachim Prinz, un rabbin berlinois qui était un sioniste convaincu et qui immédiatement après le 30 janvier 1933 décrivit la prise de pouvoir par Hitler comme étant le « début du retour des juifs à leur judaïsme. »

Évoquant le terrorisme fasciste contre les juifs allemands, Prinz écrivait : « Nous n'avons plus nulle part où nous cacher. Au lieu de l'assimilation, nous souhaitons la reconnaissance de la nation juive et de la race juive. » Ce point de vue n'était pas du tout celui d'un individu isolé. On pouvait lire le 13 juin 1933 dans l'organe officiel de la ZVFD, le Jüdische Rundschau :

« Le sionisme reconnaît l'existence d'une question juive et veut la résoudre d'une manière généreuse et constructive. A cette fin, il veut s'attirer le soutien de tous les peuples ; ceux qui ont de la sympathie pour les juifs tout comme ceux qui leur sont hostiles, dans la mesure où, du point de vue sioniste, ce n'est pas une question sentimentale mais un véritable problème à traiter à la solution duquel tous les peuples sont intéressés. »

En recourant à cette argumentation, le sionisme adoptait la même ligne politique que les fascistes.

Le 21 juin 1933, les sionistes firent une déclaration officielle sur leur politique à l'égard de la prise de pouvoir par les fascistes : « La déclaration de l'Union Sioniste pour l'Allemagne en Référence à la Position des Juifs dans la Nouvelle Allemagne. » Dans une partie de ce long document, il était souligné que « Notre avis est qu'un des principes du nouvel état allemand d'exaltation nationale rendrait possible une solution satisfaisante. » Dans son document, la ZVFD, jetait un regard sur l'histoire de la situation des juifs en Allemagne, en se servant d'un vocabulaire fasciste comme les « liens du sang et de la race » et, exactement comme Hitler, postulait une « âme spécifique » pour les juifs. Les sionistes affirmaient ainsi : « Pour le juif aussi, l'origine, la religion, la destinée commune et la conscience de soi doivent avoir une signification décisive dans sa façon de vivre.

Ce qui nécessite de surmonter l'individualisme égoïste qui s'est répandu à l'époque libérale, et devrait être réalisé à travers l'acquisition d'un sentiment commun d'unité et en assumant avec joie notre responsabilité. »

Après cette admission et cette reprise des thèses fascistes, suivait une reconnaissance ouverte de l'Etat fasciste : « Sur le sol du nouvel Etat [i.e. l'Allemagne fasciste], qui a établi le principe de la race, nous voulons organiser l'ensemble de la structure de notre communauté de la même manière, de sorte que, pour nous aussi, l'aboutissement de la revendication de notre patrie puisse aboutir dans la sphère qui nous est allouée. » En conclusion, les sionistes condamnaient la lutte contre le régime hitlérien menée par les forces antifascistes qui avaient appelé au printemps 1933 au boycott économique de l'Allemagne nazie. « La propagande pour le boycott qu'ils sont en train de faire contre l'Allemagne est dans sa nature même contraire au sionisme dès lors que le sionisme ne veut pas combattre mais convaincre et construire. » (...)

Les fascistes récompensèrent les sionistes pour leur «retenue » et permirent au ZVFD de poursuivre ses activités sans entraves. (C'était au moment où tous les partis et organisations démocratiques et antifascistes en Allemagne étaient soumis à une répression des plus rigoureuses et où leurs cadres et leurs membres étaient en prison ou en camp de concentration)

Dans le même temps, les fascistes mettaient toutes sortes d'obstacles sur le chemin des organisations non sionistes. Ces entraves touchaient en tout premier lieu la CVn parce que, avant 1933 déjà, les fascistes voyaient dans la CVn « leurs principaux opposants juifs, » ainsi qu'il est indiqué dans de nombreux exemples tirés de la presse nazie.

La CVn avait toujours accusé les sionistes de monter peu d'intérêt pour la «lutte [contre le fascisme ... et qu'ils [les sionistes] suivaient une politique d'indifférence [devant l'emprise du péril fasciste] parce qu'il ne se sentait pas concerné.»

Le 1er mars 1933, les SA, des paramilitaires fascistes, occupaient le siège central de la CVn pour le fermer. Le 5 mars 1933, la CVn était interdite en Thuringe pour cause de « complot de haute trahison ». (...)

Après 1933, les fascistes permirent aux sionistes de continuer avec leur propagande. Tandis que tous les journaux en Allemagne étaient placés directement sous supervision du Ministère de la Propagande (les journaux publiés par les communistes, le parti Social-démocrate ou les syndicats et d'autres organisations progressistes étaient interdits) le Jüdische Rundschau pouvait paraître sans entraves.

Winfried Martini, correspondant à l'époque de la Deutsche Allgemeine Zeitung à Jérusalem et qui, selon son propre témoignage, avait des « liens personnels étroits avec le sionisme » observa plus tard ce « fait paradoxal » que « de toute la presse, c'était la presse juive i.e. sioniste] qui pendant des années conserva une certaine marge de liberté qui avait été complètement retirée à la presse non juive. » Il ajoutait que dans le Jüdische Rundschau, on pouvait très souvent trouver des opinions critiques à l'égard des nazis sans pour autant que cela se traduise par l'interdiction du journal.

C'est seulement à partir de fin 1933 que cela conduisit à une interdiction de la vente de ce journal à des non juifs.

Les Juifs devaient, c'est ce que souhaitaient les fascistes, être convertis au sionisme même si cela devait se faire avec une argumentation dirigée contre les fascistes. De la sorte, la diffusion de ce journal sioniste qui était auparavant assez faible connut une rapide augmentation.

Que le journal sioniste ait pu se féliciter d'être dans les bonnes grâces des dirigeants fascistes est compréhensible quand on examine la position de cet organe de presse vis-à-vis du boycott des commerces juifs du 1er avril 1933. Ce pogrom organisé contre des citoyens Juifs en Allemagne, qui avait soulevé l'indignation dans le monde entier et provoqué colère et répulsion chez tous les Allemands honnêtes n'avait pas été condamné franchement par le journal qui l'évaluait plutôt comme une confirmation de la justesse de la position sioniste : « l'erreur fatale de nombreux Juifs [de croire] que quelqu'un peut représenter les intérêts juifs sous une autre casquette [autre que juive en tant que telle, NdT] est écartée, » écrivait le Jüdische Rundschau en parlant du pogrom :

« Le 1er avril 1933 peut être un jour de réveil juif et de renaissance juive. »

La liberté d'action des sionistes incluait aussi l'édition de livres à côté de leur journal. Jusqu'en 1938, plusieurs maisons d'édition (dont entre autres, Jüdische Verlag à Berlin-Charlottensburg et Schochen-Verlag à Berlin) pouvaient publier sans entraves de la littérature sioniste. C'est ainsi que purent être publiés en toute légalité dans l'Allemagne fasciste des textes de Chaim Weizmann, David Ben Gourion et Arthur Ruppin.

Les premiers jours de la domination nazie en Allemagne virent aussi le début d'une collaboration économique entre les fascistes et les sionistes. En mai 1933, la compagnie sioniste de plantation de citronniers en Palestine, Hanotea», avait déjà sollicité du ministère de l'économie du Reich la permission de transférer du capital d'Allemagne, ouvrant ainsi la voie à l'accord de transfert (Haavara) qui interviendra plus tard. Klaus Polkehn

L'intégralité de l'article est disponible au format pdf en haut de la page d'accueil.

- Le centre Simon Wiesenthal condamne la célébration des collaborateurs nazis en Ukraine et l'interdiction du communisme (PRCF) - legrandsoir.info 20.04

Mais pas le coup d'Etat de Maidan orchestré par l'Otan et auquel ont largement participé des milices néonazis... et des agents du Mossad...

- Ces (nombreux) pays que l'existence de Daech arrange bien - nouvelobs.com

Olivier Roy, spécialiste de l'islam et fin connaisseur du djihadisme, est professeur à l'Institut universitaire européen de Florence.

- Pour les Israéliens, Daech c'est génial : des Arabes qui tapent sur des Arabes et réciproquement ! Ils ne peuvent que se réjouir de voir le Hezbollah se battre contre des Arabes, la Syrie s'effondrer, l'Iran être empêtré dans une guerre, tandis que la question palestinienne devient une cause secondaire. nouvelobs.com 22.11.2015

- Décrédibiliser la banque auprès de la population est une grosse faute

- Le parquet, avocat fiscaliste de la Société générale - Liberation.fr

Trois médias (Médiapart, France Inter et 20 minutes) exhument un document confirmant la proximité entre le parquet de Paris et la banque dans le traitement de l'affaire Kerviel. L'entreprise avait-elle le droit de bénéficier d'un crédit d'impôt de 2,2 milliards d'euros en se dédouanant des pertes imputées à son ancien trader... Liberation.fr 01.07

- Dégât collatéral ?

- Arbitrage Tapie: le ministère public préconise la validation du renvoi en procès de Christine Lagarde - AFP

L'avocat général a préconisé vendredi le rejet du pourvoi en cassation de la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, contre son renvoi en procès pour négligence dans l'affaire de l'arbitrage qui a accordé plus de 400 millions d'euros à Bernard Tapie. AFP 01.07

Monde policier.

- Données personnelles : un accord « Privacy Shield » très favorable pour les Etats-Unis - LeMonde.fr

Le « bouclier de protection de la vie privée » encadrera le transfert de données personnelles de citoyens de l'Union européenne vers des « data centers » outre-Atlantique. LeMonde.fr 01.07

- Israël va geler des transferts fiscaux palestiniens - Reuters

Israël va geler certains transferts fiscaux et douaniers palestiniens en représailles aux deux attaques commises ces derniers jours en Cisjordanie, ont déclaré vendredi les services du Premier ministre Benjamin Netanyahu. Ce gel concernera une partie des 130 millions de dollars Reuters 01.07

- L'UE prolonge de six mois ses sanctions économiques contre la Russie - AFP

L'Union européenne a formellement prolongé vendredi jusqu'au 31 janvier 2017 les lourdes sanctions économiques qu'elle avait décrétées contre la Russie à l'été 2014, en raison de son implication présumée dans le conflit ukrainien, une décision immédiatement dénoncée par Moscou. AFP 01.07

- Kenya : un avocat retrouvé mort après avoir été enlevé par des policiers - LeMonde.fr

Willie Kimani travaillait sur des dossiers de violences policières. Il a disparu le 23 juin, après une audience au tribunal de Makovo, en banlieue de Nairobi. LeMonde.fr 01.07

Comment les médias et portails liés à l'oligarchie maquillent leurs mauvaises intentions pour convertir les naïfs au néolibéralisme.

- Le paradoxe nordique ou quand les pays les plus favorables à l'égalité des sexes ont aussi un gros problème de violence domestique - Atlantico.fr

Alors que les pays d'Europe du Nord figurent parmi les sociétés les plus égalitaires au monde, ils sont également en tête de liste des pays européens en termes de violences conjugales. Atlantico.fr 01.07

- «Le féminisme traite mal les hommes. Et c'est mauvais pour le féminisme»

- Les féministes seraient-elles devenues «anti-hommes»? se demande une essayiste américaine. Qui pointe des propos outranciers... avec des arguments bancals. Le féminisme va-t-il trop loin et serait-il devenu anti-hommes? C'est ce que déplore l'éditorialiste et essayiste Cathy Young, dans un post Slate.fr

Bienvenue en oligarchie

- Sodomie médiévale: l'amour entre hommes, envers et contre tous

Quelle était la place de ces relations homosexuelles au Moyen Âge?Au Moyen Âge, l'homosexualité, il serait absurde de le nier, est difficilement acceptée par les religions monothéistes, avec une attention toute particulière portée aux hommes qui gaspilleraient leur semence dans des relations interdites Slate.fr

- Immigration : la révolution culturelle dont l'Europe ne peut plus faire l'économie après le Brexit

Alors que la campagne pro-Brexit au Royaume-Uni a accordé une large place à la question de l'immigration, la manière dont les sociétés européennes (et notamment la France) ont pensé le phénomène migratoire est aujourd'hui clairement remise en cause. Atlantico.fr

Démocratie révolutionnaire (NPA) ne dit pas autre chose :

- "Nous militons pour l'ouverture des frontières, pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous, ce qui est incompatible avec tout repli national. Ces mots d'ordre démocratiques sont inséparables d'un programme d'urgence anticapitaliste et révolutionnaire."

Tu parles, c'est marrant de trouver Erdogan, Obama, les chantres du néolibéralisme, la pseudo-gauche et extrême gauche sur la même ligne. Ils ne comprennent rien à l'évolution du capitalisme mondial et à la stratégie du chaos de Washington. Ils tiennent à en être, ce sera sans nous.

Eh dites-donc, moi qui vit en Inde depuis 20 ans, je n'ai même pas ma place en France alors que la frontière est grande ouverte, pour cause de chômage et d'insécurité sociale !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Autriche

- Autriche: la présidentielle annulée en raison d'irrégularités, nouveau scrutin à venir - AFP

Les Autrichiens vont retourner aux urnes pour élire un président après un coup de théâtre sans précédent: l'invalidation du scrutin, qui offre au candidat d'extrême droite Nobert Hofer une deuxième chance de décrocher la magistrature suprême manquée de peu en mai.

Les Autrichiens vont retourner aux urnes pour élire un président après un coup de théâtre sans précédent: l'invalidation du scrutin, qui offre au candidat d'extrême droite Nobert Hofer une deuxième chance de décrocher la magistrature suprême manquée de peu en mai.

La répétition d'un duel extrêmement serré s'annonce entre les deux candidats, que seules 30.863 voix avaient séparés, dans un contexte européen chahuté par le vote britannique en faveur d'une sortie de l'Union européenne.

La Cour constitutionnelle, la plus haute juridiction du pays, a donné raison vendredi au recours du parti d'extrême droite FPÖ

qui contestait la régularité de l'élection présidentielle après la défaite de Norbert Hofer, 45 ans, battu par l'écologiste Alexander Van der Bellen, 72 ans.

Ni fraude, ni manipulation du scrutin du 22 mai n'ont été constatées mais une accumulation de négligences dans le dépouillement, qui entachent la validité du résultat.

Première conséquence de ce scénario totalement inédit dans cette petite République de 8,7 millions d'habitants, et dans l'UE: une nouvelle élection sera organisée, sans doute à l'automne.

La haute juridiction, qui a auditionné plus de 60 témoins en deux semaines d'audiences publiques, a confirmé que plusieurs dizaines de milliers de bulletins du vote par correspondance avaient été dépouillés soit en dehors des heures légales, soit sans la supervision requise, une pratique jusque-là largement tolérée.

Le dépouillement de ces votes n'était autorisé qu'à partir de 09H00 le lundi 23 mai, mais certains bureaux avaient débuté plus tôt, sous la pression, selon des témoins, de devoir délivrer le plus vite possible les résultats de cette élection scrutée dans toute l'Europe.

"Nous avons toujours fait comme ça", avaient justifié les responsables des bureaux de vote interrogés par les juges.

Les irrégularités constatées portent sur 77.926 suffrages, plus du double des voix qui ont séparé les candidats.

Au coude-à-coude le soir du scrutin, les deux candidats avaient été départagés par les votes par correspondance, une procédure très utilisée en Autriche, qui ont représenté 16,7% des suffrages exprimés. M. Van der Bellen l'avait emporté avec 50,3% des voix. AFP 01.07

Syrie

- Crise syrienne: Assad craint un effet domino - sputniknews.com

La dégradation de la situation en Syrie sera lourde de conséquences pour toute la région, prévient le président syrien.

La politique menée par la Russie et l'Iran à l'égard de la Syrie vise à assurer la sécurité au niveau de toute la région, ainsi que la propre sécurité de ces pays, et non pas à protéger le président syrien, a annoncé Bachar el-Assad dans une interview accordée à la chaîne australienne SBS.

"C'est une mauvaise interprétation de l'Occident. C'est probablement une partie de la propagande occidentale de dire que la Russie et l'Iran soutiennent le président Assad, mais ce n'est pas le cas. Il s'agit de la situation dans son ensemble", a-t-il indiqué.

Selon lui, la crise syrienne provoquera un effet domino dans toute la région et aura des répercussions pour les pays voisins, pour l'Iran, la Russie ainsi que pour l'Europe.

Au-delà de leur propre sécurité, la Russie et l'Iran cherchent en Syrie à protéger le droit du peuple syrien à l'autoprotection, a indiqué M. Assad, ajoutant que sans l'appui des Syriens et bénéficiant uniquement du soutien apporté par Moscou et Téhéran, il n'aurait pas pu rester au pouvoir pendant cinq ans. sputniknews.com 01.07

Irak

- L’Irak bombarde un convoi de Daesh contre l’avis des États-Unis - voltairenet.org

À l’issue de la bataille de Falloujah, un convoi d’environ 500 véhicules a permis aux combattants de Daesh de fuir la ville vers la Syrie.

Le Pentagone a refusé de le bombarder au motif qu’il s’agissait de véhicules civils et qu’il transportaient probablement les épouses et enfants de certains jihadistes.

L’armée irakienne a cependant décidé de le bombarder, détruisant plus de 200 véhicules et tuant ses occupants.

Les militaires irakiens sont persuadés que le Pentagone avait reçu instruction de laisser s’échapper les conseillers de la CIA qui encadraient les jihadistes. voltairenet.org 01.07

Haut de page

Le 4 juillet 2016

CAUSERIE

Les géopoliticiens ont le mérite de produire des articles ou des ouvrages dans lesquels sont rassemblés une multitude de faits qui nous sont précieux pour comprendre la situation, dont une partie échappera aux lecteurs de la presse écrite parce qu'ils sont disiminés ou sont censurés par les médias institutionnels.

Il faut comprendre que lorsqu'on est maintenu dans l'ignorance de l'existence de certains faits, il paraît évident qu'on aura toutes les difficultés du monde pour en établir l'existence, puisqu'on ne saura pas auprès de quelle source nous pourrions nous informer, à moins de se lancer dans des recherches laborieuses qui prendraient beaucoup de temps le plus souvent ou d'avoir acquis une certaine expérience en la matière, ce qui n'est pas du domaine du citoyen lambda qui travaille.

Quant à leurs analyses, elles sont souvent partisanes ou relèvent de la propagande. Ils ne peuvent pas traiter ces faits de manière objective ou ils n'iront pas au bout de leurs analyses qui aboutissent généralement dans une impasse ou nous laisseront sur notre faim, parce qu'ils ne conçoivent pas que les événements qui se produisent s'inscrivent dans un processus dialectique lié au développement historique du capitalisme et à ses contradictions qui constituent un ensemble de contraintes qui dépassent ceux qui nous gouvernent ou qui se situent hors de leur contrôle.

Leurs analyses sont toutes déterminées à la base ou soumises à un seul facteur qui justifieront leur orientation et détermineront leurs interprétations dess rapports et l'évolution des différents facteurs qu'ils auront à traiter au fil des événements : leur conception politique selon laquelle le capitalisme serait éternel ou indépassable. Cela a donné de leur part des interprétations extravagantes du Brexit et ses conséquences depuis le 24 juin, par exemple.

Chez les plus sérieux d'entre eux ou qui en font profession, donc qui en vivent, les analyses qu'ils nous proposent seront en partie correcte et en partie erronée, parce qu'influencés par leur conception politique ou leurs convictions politiques qui s'écartent du processus dialectique et historique à l'oeuvre dans chaque pays ou à l'échelle mondiale.

Leurs analyses sont en priorité destinées à ceux qui les emploient ou les rémunèrent, destinataires qui seront des chefs d'Etat ou de gouvernement ou des personnages puissants liés à eux qui sont avant tout préoccupés par l'évolution économique, sociale et politique dans leur propre pays, pour les aider à résoudre les difficultées auxquelles ils sont confrontées ou tout seulement rester au pouvoir.

Et comme il n'existe dans le monde aucun régime socialiste ou qui serait favorable aux travailleurs, ils sont au service de réactionnaires qui exploitent et oppriment leurs peuples, ce qui n'en font pas forcément des réactionnaires, mais n'en feront pas pour autant des révolutionnaires, ce qu'ils confirment eux-mêmes en ignorant systématiquement ou en combattant les partis qui incarnent le socialisme, ceci étant conforme avec leur conception politique ou leurs convictions.

En comparaison, Marx rédigeait pour vivre des chroniques pour des journaux américains qui n'étaient pas vraiment socialistes, tout en dirigeant l'Internationale et en combattant pour le renversement du capitalisme. Marx était très pauvre pour ne pas dire miséreux, alors qu'il aurait pu mettre son extraordinaire capacité intellectuelle au service de la réaction et en vivre confortablement ou comme un bourgeois

Il existe également au côté des géopoliticiens professionnels auxquels il faut reconnaître un certain talent et une utilité certaine, une multitude de géopoliticiens amateurs ou dilettantes qui vivent également très bien ou mieux davantage parce qu'ils bénéficient d'un statut social privilégié plutôt que de leur plume ou clavier dirait-on de nos jours. Ils officient occasionnellement pour des médias ou plus généralement pour des portails ou blogs liés au secteur dégénéré du mouvement ouvrier qu'ils alimentent, afin non pas de le régénérer mais de finir de le pourrir.

Si les uns sont des réactionnaires assumés, les autres sont des contre-révolutionnaires qui ne l'assument pas, ce qui explique pourquoi nous aurons une préférence pour les premiers.

Que des militants ou des lecteurs ne l'aient pas compris, montre à quel point nous ne partageons pas tout à fait les mêmes valeurs, d'où le dialogue de sourd entre nous.

Entre une personne qui n'est pas en mesure de s'élever au nouveau du matérialisme dialectique et historique et qui assume sa conception du monde, et une personne qui prétend y être parvenu par des moyens déloyaux pour finalement nous tromper, notre choix est vite fait.

De la même manière entre quelqu'un de sincère ou d'honnête qui se fourvoie sans avoir particulièrement l'intention de nous induire en erreur, et quelqu'un de malhonnête qui recourt à la démagogie ou des moyens détournés pour délibérément nous mener dans une impasse ou nous berner, on concevra facilement qu'il sera possible d'envisager des relations avec la première, alors que ce sera totalement exclu avec la seconde. On peut étendre ce principe à la vie en général.

Ils représentent les intérêts de la petite bourgeois ou des classes moyennes ainsi que les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, que le PS a abandonné en glissant progressivement vers le néolibéralisme. Leur stratégie est basée sur le nationalisme ou le souverainisme qui ne sont pas tout à fait la même chose, mais dont les frontières sont poreuses, de sorte que la concurrence à laquelle ils se livrent se traduira chez certains par une collusion entre les deux, tandis que d'autres demeurent hermétiques à toute alliance entre eux tout en empruntant au besoin des arguments à leurs concurrents.

Etant le produit de la décomposition du PS ou de ce qu'on appelait la gauche réformiste avant son glissement néolibéral, sans en comprendre la nature et en ignorant le socialisme, ils sont conduits à pencher de préférence à droite, voire jusqu'à l'extrême droite. Ne se positionnant pas sur un critère de classe indépendant, ils oscillent entre la droite et la gauche, entre le capital et le travail, empruntant des éléments de programme de l'un et de l'autre pour au final donner un discours démagogique qui leur permettra de s'attirer la sympathie de certaines couches des deux camps en flattant leurs aspirations.

En incarnant la petite bourgeoisie, ils ne peuvent pas proposer à leurs partisans ou sympathisants une issue politique indépendante ou cohérente puisque demeurant liés au capitalisme, aussi leur jeu consistera à privilégier ou à soutenir l'impérialisme qui leur semble le plus fréquentable (Russie, Chine...) au détriment de l'impérialisme dominant (US) ou qui selon eux incarne les intérêts qu'ils défendent, ce qui se comprend du fait que les impérialismes dominés ou les pays dit émergents en sont encore au stade où leurs classes moyennes se développent, ils s'identifient avec elles en quelque sorte en espérant en tirer profit sur le plan politique.

Leur politique est rétrograde dans la mesure où ils sont nostalgiques d'un passé définitivement révolu, réactionnaire ou contre-révolutionnaire en voulant faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, ce à quoi s'emploient justement les tenants du néolibéralisme sur le plan social, ce dont ils se soucient uniquement quand ce sont les intérêts des classes moyennes qui sont durement frappés, ne se penchant sur le sort du mouvement ouvrier ou de la classe ouvrière ou se souvenant de leur existence, les soutenant éventuellement, épisodiquement, que pour mieux les instrumentaliser ou s'en servir comme moyen de chantage ou de pression sur le pouvoir afin qu'il leur accorde des concessions ou les ménage pour continuer de vivre confortablement en régime capitaliste.

Les faits ou le développement de la crise du capitalisme ne peut que leur donner tort à court terme ou à l'arrivée. Parce que l'ensemble des impérialismes dominés, des pays dits émergents, la totalité des Etats, bien que leur niveau de développement diffère, non seulement ils ne peuvent pas ignorer la crise du capitalisme qui les frappe également, ils sont conduits à se soumettre au néolibéralisme ou à l'adopter à leur tour parce qu'il incarne le stade suprême du développement du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant, sous peine de voir remis en cause leur existence ou la domination de classe de leur propre bourgeoisie, ce à quoi ils n'échapperont pas davantage que les impérialismes dominants dorénavant en proie à une crise sociale et politique permanente qui ne peut que s'approfondir ou s'amplifier dans le futur.

Donc ni le nationalisme ni le souverainisme teintés de réformisme pas plus que le néolibéralisme ne peuvent constituer une issue à la crise sociale et politique qui va s'étendre à tous les pays de la planète dans le cadre du capitalisme en faillite ou en bout de course et qui présente une grave menace sur son existence, ce qui explique pourquoi les sommets du capitalisme, le premier cercle des oligarques les plus puissants, ont conçu une stratégie financière et politique à caractère mafieuse et criminelle pour s'émanciper des contradictions du capitalisme, qui à terme ne peuvent que conduire à des révolutions sociales et mettre en péril leur domination de classe.

Ne pouvant pas se débarrasser du capitalisme d'un seul coup ou par décret, parce que son degré de développement demeure inégal dans le monde, ils vont se servir de sa crise pour accroître la concentration du capital entre quelques mains, tout en soumettant tous les Etats à leur pouvoir ou les déposséder de leur pouvoir politique à l'aide d'institutions supranationales qui ont toute pour vocation à s'inscrire dans cette stratégie, puisqu'il ne peut en exister une autre et que c'est une question de vie ou de mort pour assurer la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Déposséder tous les Etats de leur pouvoir ou de leur souveraineté ne signifie pas leur disparition, car en réalité seuls le pouvoir politique ou la souveraineté des peuples sont amenés à disparaître, ainsi que l'ensemble de leurs droits sociaux, ce qui inclut ou concerne toutes les classes sans exception, hormis l'oligarchie et ses sous-traitants, ainsi que les élites intellectuelles qui lui sont acquis ou qui servent ses intérêts.

Le processus de mondialisation n'est pas encore parvenu à son terme, et seule l'oligarchie ou le néolibéralisme aurait les moyens de l'achever, pour peu qu'ils parviennent à neutraliser ou dévoyer la capacité de résistance des peuples ou du mouvement ouvrier, afin de réduire à l'impuissance ou de rendre la lutte des classes inoffensives à défaut de pouvoir la faire disparaître totalement, bien que ce soit leur objectif final, peu importe puisque le résultat serait sensiblement le même, aboutissant à l'impossibilité de contester et encore plus de renverser un ordre social qui échapperait à toute emprise, du fait qu'il ne reposerait plus sur un antagonisme fondé sur les inégalités entre les classes qui fut à l'origine du développement du capitalisme et de ses

contradictions, ainsi que de la lutte des classes, mais sur un règlement policier de type juridique qui fixerait le statut privé de chacun des membres de la société en accordant arbitrairement les pleins pouvoirs à l'oligarchie, aux multinationales, qui règneraient en maîtres absolus sur le monde, ce qu'on appelle aussi le mondialisme ou le socialisme à l'envers.

Ceux qui s'enthousiasment pour les Brics, la "déglobalisation", la "démondialisation" ou encore le "Brexit", qui voient dans Poutine et Xi des opposants à l'impérialisme américain, qui ouvertement ou plus discrètement voient en eux la solution à la crise du capitalisme, ne tiennent pas compte du développement historique du capitalisme, qu'ils sont en proie aux mêmes contradictions auxquelles les dirigeants de pays occidentaux dominants doivent faire face, et que finalement ils n'ont pas d'autres moyens pour les affronter que recourir aux mêmes expédients ou moyens que l'impérialisme américain ou l'oligarchie anglo-saxonne.

Ce qui explique pourquoi ils ne s'attardent pas sur la situation sociale et politique dans ces pays, qui en quelque sorte est pire que dans les pays capitalistes occidentaux, où à bien des égards prévaut avant l'oeuvre la réalisation des conditions sociales ou des rapports politiques auxquels aspire le néolibéralisme, situation qui n'est pas réservée exclusivement à la Russie et à la Chine, mais qui s'étend dors et déjà à de nombreux pays tel que l'Inde par exemple, où se côtoient des rapports de type féodaux ou issus du modèle capitaliste corrompu et mafieux, combinaison qui réduit pratiquement à néant les droits politiques des Indiens, tandis que leur condition sociale est digne de celle qui prévalait au XVIIIe ou au XIXe siècle dans les pays en voie d'industrialisation, cela vaut pour le Japon, la Corée du Sud, une grande partie des pays en Asie ou pour ainsi dire aucun parti ne représente les intérêts des masses exploitées.

Ces géopoliticiens représentent les intérêts de la petite bourgeoisie amenés à être broyés par la mondialisation. Antimatérialistes, réfractaires à la dialectique, qui plus est à l'association du matérialisme et de la dialectique qui incarne le socialisme qu'ils vomissent. Ils ne parviennent pas à concevoir que la politique néolibérale s'impose au capitalisme ou qu'elle est le produit de ses lois de fonctionnement qui ont déterminé son développement jusqu'à nos jours, car inhérentes aux inégalités sur lesquelles elles reposent et qui ne peuvent que se creuser en alimentant la crise du capitalisme et la lutte des classes, et non le produit de la volonté d'une poignée de milliardaires d'accroître leur fortune.

L'histoire du capitalisme se réduit à un processus matérialiste et dialectique qui s'est développé à l'échelle historique en dehors de la conscience des hommes qui y ont participé ou qui l'ont subi, parce qu'ils en ignoraient les tenants et aboutissants, les origines autant que les étapes par lesquels le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme allait passer au cours des siècles et des millénaires, qui allait se traduire par le développement des forces productives qui donneraient naissance à différents modes de production, avant d'atteindre la limite au-delà de laquelle, soit il entrerait en putréfaction et serait condamné à périr, soit les hommes parviendraient à en prendre conscience pour en modifier l'orientation (du processus dialectique), de sorte qu'en mettant un terme au règne de la nécessité, l'homme se libère des contraintes ou des contradictions qu'il avait contribuées à créer au cours de son développement chaotique et dont il était esclave, pour atteindre un stade supérieur de développement synonyme de progrès social sans fin ou sans entrave, de liberté, dont profiterait l'ensemble de l'humanité.

En tournant le dos à cette interprétation matérialiste et dialectique du processus historique dont le capitalisme est le produit, on est amené à adopter une interprétation de type métaphysique ou idéaliste de la situation et de son évolution, qui finalement et infailliblement aboutira à se soumettre à l'ordre capitaliste qu'on le veuille ou le reconnaisse ou non n'y changeant strictement rien.

Flagrant délit.

POID - latribunedestravailleurs.fr - Rendez-vous à Mumbai, la grande ville industrielle de l'ouest de l'Inde accueillera la Conférence mondiale contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire.

Rendez-vous à Mumbai 18-20 novembre 2016

- ...en Inde, le gouvernement veut exclure 90% des travailleurs de l'application du code du travail !

Je ne vois pas comment le gouvernement indien pourrait vouloir exclure "*90% des travailleurs de l'application du code du travail*", puisqu'ils sont justement 90% ou plus à ne pas en bénéficier du fait qu'ils sont employés dans le secteur informel où ils n'ont ni contrat de travail, ni feuilles de paie et évidemment ni certificat de travail, aucun droit hormis la journée de travail de 8 heures, et encore.

Cela confirme à sa manière que ce genre de parti ne représente que 10% des travailleurs ou les intérêts de l'aristocratie ouvrière et en aucun cas ceux de l'ensemble de la classe ouvrière. A moins qu'ils soient mal informés.

Cela me fait marrer, parce que le sympathisant du POID qui me harcèle depuis des années m'avait fait la leçon récemment dans un courriel, en m'invitant sur un ton sarcastique ou emprunt de mépris à m'intéresser à la lutte des classes en Inde au lieu de me mêler de ce qui ne me regarde pas ou la situation en France. Je n'avais pas pris la peine de répondre tellement c'était con ! La preuve.

- L'emploi en Inde : progression de l'informel - juillet 2012 - www.ird.fr

Extraits. L'emploi informel, c'est-à-dire non régulé ni protégé, n'est pas un phénomène résiduel appelé à disparaître. Dans le contexte néolibéral de concurrence globalisée, des processus de flexibilisation et d'informalisation de l'activité sont partout à l'œuvre. Une chercheure de l'IRD et ses collègues(1) explorent le cas indien. La croissance économique du pays coexiste avec une détérioration des conditions de travail et une expansion de l'emploi informel qui représente 92 % de la main-d'œuvre.

L'importance de l'emploi informel

Entre 1999 et 2004, la main-d'œuvre est passée de 397 à 457 millions de personnes. Cette croissance a été entièrement absorbée par l'emploi informel qui représente plus de 90 % du marché du travail. Le travail formel, lui, a reculé, y compris au sein des entreprises enregistrées et régulées, au rythme de 0,32 % par an. Par exemple, la part des emplois sans contrat écrit ou avec un engagement inférieur à un an a augmenté. Dans ce contexte, les progrès accomplis en matière de législation sociale et de protection des travailleurs échouent à s'imposer au plus grand nombre. Le cas indien est représentatif des évolutions à l'œuvre en temps de globalisation néolibérale. C'est par des études de cas localisées qu'une chercheure de l'IRD et ses collègues(1) peuvent en documenter les ressorts.

(1) Ces travaux ont été réalisés avec des partenaires de l'EHESS et de l'Université de Bordeaux IV, de la School of Oriental and African Studies (SOAS) et des Universités d'Oxford et d'East Anglia au Royaume-Uni, de la Jawaharlal Nehru University et de l'Institut français de Pondichéry en Inde. www.ird.fr

En 2015 la masse salariale en Inde est passée à 480 millions.

En Inde, la première revendication pour lequel le mouvement ouvrier devrait luttter devrait être un deuxième jour de congé hebdomadaire, parce que cela changerait la vie des travailleurs indiens en leur permettant de pouvoir s'intéresser à leurs affaires, s'occuper de leurs enfants, de lire, d'acquérir des connaissances, de progresser, etc.

La page nécrologique de la réaction.

Il ne fallait douter de rien pour croire un instant qu'un énarque pouvait être de gauche...

Valls qui se revendique rocardien a salué en Rocard un "*visionnaire*"... du chaos, qui selon L'Est républicain fut un "*social-démocrate avant l'heure*"... un social-libéral, à l'instar des Blair et Shroëder qui influencés par le reagganisme et le thatchérisme firent accomplir à la social-démocratie la conversion ou le tournant au néolibéralisme, qui souhaitons-le lui sera fatal.

Le Journal du dimanche reconnaît en lui "*un réformiste*"... devenu corporatiste, un théoricien de la *deuxième gauche*"... fossoyeur de la gauche s'enthousiasme les éditorialistes aux ordres, qui a laissé un "*un vrai héritage*"... la CSG, celui de la "*gauche moderne*" s'extasie Le Parisien... la plus réactionnaire depuis un siècle, celle qui pour Le Monde allait s'employer sous la direction de Rocard (et Delors) de "*rénover la gauche, la réconcilier avec le réel, allier le concret et la rigueur*", mission qui allait consister à partager l'interprétation de la situation adoptée par les représentants officiels du capitalisme qui fixerait le cadre et le cap de la politique du PS, qui en pratique allait se traduire par l'abandon de toute référence au socialisme, parce qu'il n'appartenait pas au "*réel*" contrairement au capitalisme qui lui existait bel et bien et indépassable, Rocard se faisant ainsi le "*chantre d'un socialisme exigeant et moral*" totalement dénaturé ou méconnaissable exulte naturellement Libération.

En famille, ils sont orphelins.

- Une classe politique unie rend hommage à Rocard - Le Huffington Post

De la gauche à la droite en passant par le centre, c'est une classe politique unie qui a rendu hommage à Michel Rocard, décédé samedi 2 juillet. Le Huffington Post 03.07

- Quand Rocard couvait la deuxième génération de la seconde gauche - Slate.fr

- Le "rocardisme", un héritage largement revendiqué - AFP

"Deuxième gauche"... Réformisme à la française... Le "rocardisme" est-il mort avec Michel Rocard ou peut-il être incarné par ceux qui s'en disent "orphelins" ou bousculent comme lui la gauche, tels Manuel Valls, Emmanuel Macron ou même François Hollande ? AFP 03.07

- Réfléchir avec Rocard, que du bonheur - Slate.fr

Pour rappel, Slate est un portail porte-parole de l'oligarchie financière anglo-saxonne, qui distille à longueur de temps le venin mortel du néolibéralisme ou "que du bonheur" !

- Mort de Michel Rocard : Hollande salue une « grande figure de la République et de la gauche » - LeMonde.fr

Le premier ministre Manuel Valls, issu lui-même du rocardisme, a jugé qu'il incarnait « la modernisation de la gauche et l'exigence de dire la vérité ». LeMonde.fr 03.07

La vérité selon les idéologues de l'oligarchie...

- Mort de Michel Rocard : "Je perds un mentor, un ami", affirme Manuel Valls sur France 2 - Francetv info

Il a salué en Michel Rocard "un réformateur, un visionnaire, il avait vu juste sur la décentralisation, l'écologie, l'exercice du pouvoir bien avant d'autres". Francetv info 03.07

- Le Michel Rocard dont on se souviendra - Par Bruno Guigue - Arrêt sur Info.

Depuis son ralliement au parti mitterrandien (1974), l'inventeur de la « deuxième gauche » fut l'artisan inlassable de la conversion du PS au social-libéralisme. Avec une remarquable constance, il est de tous les combats pour aligner la gauche française sur les standards libéraux. En 1983, il plaide contre Chevènement pour le funeste tournant de la rigueur, matrice originelle des politiques d'austérité. Premier ministre, il prépare la signature du traité de Maastricht (1992), pièce maîtresse du carcan européen. L'instauration forcée de l'hypermarché communautaire n'a jamais manqué d'avocats, et Michel Rocard fut l'un des meilleurs.

Difficile, en fait, de le prendre en défaut d'incohérence. Européiste convaincu, Rocard était aussi un fervent atlantiste. Lors de la crise franco-américaine de 2003, il se rend auprès de l'ambassadeur US à Paris pour le rassurer. La frénésie gaulliste de Jacques Chirac, lui dit-il en substance, n'est qu'une passade, un feu de paille. Solidement arrimée au bloc occidental, la France demeurera toujours un allié indéfectible des Etats-Unis. Définitivement jetées aux orties, les diatribes contre l'impérialisme du jeune dirigeant du PSU ! Avec l'âge et les responsabilités, Michel Rocard a pris soin de se ranger du côté du manche. Arrêt sur Info 03.07

- Jean-Luc Mélenchon : Un éclaireur nous a quittés. Sa vie est une leçon. (Twitter 02.07)

Le think tank Terra Nova financé à 80% par des multinationales ou des grandes entreprises, qui eut pour directeur un certain Michel Rocard, reprendra le «diagnostic» proposé au PS 15 ans plus tôt par le même Michel Rocard et salué en son temps par Jean-Luc Mélenchon, «diagnostic» qui consistait à "ne peut plus se regrouper au coup d'œil sur les mains calleuses", autrement dit à s'adresser à d'autres classes ou couches de la société que la classe ouvrière qu'il méprisait au passage pour permettre aux affairistes du PS de conserver leurs places au soleil des institutions de la Ve République. Cela donnera la "gauche plurielle" qui s'illustrera dans le gouvernement Chirac-Jospin en devenant le champion des privatisations sous la Ve République.

Le 20 février 1993 dans Libération, dans une tribune en forme de lettre ouverte à Rocard et intitulée «Youpi, cher Michel», Mélenchon est alors sénateur PS de l'Essonne. Extrait.

Libération - Il dit alors se retrouver sur le «diagnostic» posé par Rocard : le socialisme historique ne doit plus seulement répondre au monde ouvrier. «Ce monde actuel où toute hiérarchie naturelle s'est dissoute et où aucun individu ne peut être réduit à sa fonction sociale, son sexe ou sa religion, est bien celui qui donne au projet socialiste sa base la plus large. Je dis : youpi ! s'exclame-t-il. Les mécanismes de base sur lesquels se construisait la représentation politique des nôtres ont changé. Ce qui ne peut plus se regrouper au coup d'œil sur les mains calleuses, comment le réunir ?»

Dans une interview au Parisien en octobre 1993, il explique ainsi : «Rocard, qui plaidait pour le consensus quand il était à Matignon, ne parle plus d'alliance avec les centristes mais d'un axe avec les socialistes, les communistes et les écologistes. Voilà le changement… Et puis c'est vrai, je ne connaissais pas l'autre Rocard, le militant.» liberation.fr 03.07

Pour rappel à propos de Terra Nova.

2015 : Gilbert Cette et Jacques Barthélémy publient un rapport sur l'assouplissement du droit du travail. Ils proposent qu'une « négociation collective puisse modifier plus facilement certains éléments du contrat de travail, tels que la durée du travail et, par conséquent, la rémunération mensuelle des salariés ».

Un "monstre de cynisme" s'en est allé ou le sionisme est en deuil.

- Eloge funèbre à New York d'Elie Wiesel, salué par des hommages du monde entier - AFP

- Elie Wiesel : une vie au service de la paix - Francetv info

- Elie Wiesel est mort - LeParisien.fr

Eli Wiesel, célèbre écrivain juif américain qui avait reçu le prix Nobel de la paix en 1986, est mort hier à l'âge de 87 ans, a annoncé le mémorial de l'Holocauste Yad Vashem à Jérusalem (Israël).

Un pacifiste qui n'hésite pas à soutenir l'intervention militaire « quand aucune autre option n'est possible », comme il l'écrivait en 2003 dans le « San Francisco Chronicle » à propos de la guerre en Irak. LeParisien.fr 02.07

- Elie Wiesel l'imposteur, n'est plus - Par Georges Stanechy - Arrêt sur Info.

Notre Industrie Médiatique de la Propagande ne cesse de larmoyer, nous imposant un deuil national pour exprimer les regrets éternels que nous lui devrions… Nos cruches ministérielles en tête, ou en chœur…

Injonction s'appliquant avec autant de zèle que dans les autres pays de la « Communauté [internationale] de l'OTAN « . Nos frères en servitude…

Sans entrer dans le détail des remises en cause d'une multitude d'historiens et de chercheurs sur les « témoignages », ou le « storytelling » comme disent nos amis anglophones, de cet « ancien déporté survivant » des camps nazis, d'origine Roumaine, il restera dans l'Histoire un maître de « l'Imposture ». Référons-nous aux travaux et analyses de Norman G. Finkelstein (1) ou d'Alain Gresh (2).

A l'exemple de Tartuffe, le personnage emblématique de la célèbre pièce de Molière, de 1669, dont le titre complet était, ne l'oublions pas : Le Tartuffe ou l'Imposteur.

Pour mémoire, il se retrouva, entre autres lucratives sinécures, à la tête d'une fondation « Fondation Elie Wiesel pour l'Humanité » qui avait pour vocation de lutter, face aux crimes collectifs et génocides, « contre l'indifférence, l'intolérance et l'injustice» … Comme par hasard, les fonds propres de cette fondation, estimés à 15,2 millions de dollars, se sont volatilisés, en décembre 2008, dans l'escroquerie Bernard Madoff… Pschitt !… Plus rien…

Propagandiste le plus encensé de la colonisation européenne au Moyen-Orient, il fut couvert, dans nos pays asservis, de décorations, d'honneurs, de doctorats « honoris causa » (plus de 100 universités !…), et tutti quanti… Liste interminable.

Jusqu'à, comme il est d'usage pour les plus ardents promoteurs de cette abjection, l'incontournable Prix Nobel de la Paix qui lui fut décerné dès 1986.

Et, comme pour tout Prix Nobel de la Paix qui respecte son contrat, il fut un implacable artisan de La Guerre et du Chaos.

Parmi ses plus hystériques appels aux interventions militaires, en clair : aux massacres et destructions, citons le démembrement de la Yougoslavie sous les bombes de l'OTAN, la pulvérisation de l'Irak sur fondement de mensonges connus de tous, et son incessante campagne pour l'anéantissement de l'Iran.

Le cynisme du personnage fit de lui le récipiendaire, en 2005, du Prix Lumière de la Vérité,« pour son action en faveur des Droits de l'Homme et du peuple tibétain« . Accordé, il est vrai, par une des plus efficientes officines de propagande anti-chinoise américaine, via la promotion d'un autre célébre imposteur : le Dalaï-lama.

Lui, qui n'a jamais levé le petit doigt, prononcé la moindre parole, émis la plus insignifiante objection, pour atténuer, si ce n'est empêcher, les atroces souffrances et spoliations infligées au Peuple Palestinien par les colons européens. Encore moins pour ceux enfermés dans un des plus sanguinaires ghettos que l'Humanité ait connu jusqu'à présent : Gaza…

J'espère, avant de se retrouver face aux portes de l'Enfer, qu'il soit celui de Dante ou de Jérôme Bosch, le savoir condamné à embrasser, tenir dans ses bras, tous les enfants Irakiens, Libanais et Palestiniens, massacrés, brûlés vifs, enterrés vivants, sous les bombes et les balles de nos forces armées « démocratiques », dans son silence complice.

La mort de ce monstre de cynisme, symbole de « La Conscience » ou de « L'Ethique » de nos sociétés occidentales pétries de « Vertus » et de « Valeurs », archétype de ces Belles Ames, histrions de nos plateaux médiatiques, ne cesse d'évoquer en moi le titre de l'inoubliable roman de Boris Vian : « J'irai cracher sur vos tombes« … Arrêt sur Info 03.07

1. Norman G. Finkelstein, L'Industrie de l'Holocauste : Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des juifs (traduit de l'américain par Éric Hazan, avec une postface de Rony Brauman), éditions La Fabrique, Paris, 2001.

2. Alain Gresh, « Elie Wiesel l'imposteur et Jérusalem », Les blogs du Monde diplomatique, 18 avril 2010.

Qui sème la violence peut craindre la violence.

- Face aux "risques de violence", le PS veut reporter son université d'été - AFP

Face aux "risques de violence" et à moins d'un an de la présidentielle, le Premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a annoncé dimanche le report de l'université d'été de la Belle Alliance populaire, initialement prévue à Nantes du 26 au 28 août. AFP 03.07

Ils violentent les préjugés des masses en les humiliant pour mieux faire régner le chaos et les réprimer

- Les députés votent en faveur de l'abolition de la violence corporelle faite aux enfants - LeMonde.fr

La notion d'autorité parentale définie dans le code civil a été précisée par le vote d'un amendement au projet de loi égalité et citoyenneté. LeMonde.fr 03.07

Ayant été un enfant battu, à 60 ans je leur refuse le droit de juger mes parents, et je les accuse ainsi que leur société pourrie d'avoir été responsable de leur comportement violent à mon égard.

Qui les écoute encore ? Plus personne.

- Pierre Moscovici : "Il n'y a pas d'austérité en France, il n'y en a jamais eu !" - Atlantico.fr

Brexit.

Rassurez-vous, les Bourses ont ouvert en hausse.

Quand Valls est instrumentalisé ou n'a rien compris à la manoeuvre, il est loin d'être le seul dans ce cas-là.

- Le démenti cinglant du New York Times au rêve de Manuel Valls de voir Paris remplacer Londres dans le cœur des financiers - Atlantico.fr

Ils sabrent le champagne... et dans les impôts des sociétés

- Après le Brexit, Londres prêt à sabrer l'impôt sur les sociétés - La Tribune

Alors que George Osborne avait déjà annoncé en mars une baisse de l'impôt sur les sociétés de 20% à 17% en 2020, voilà désormais le ministre britannique des Finances prêt à le réduire davantage. Le Royaume-Uni projette ainsi de faire passer sous la barre des 15% l'impôt sur les sociétés afin de retenir les entreprises, inquiètes après le référendum en faveur d'un Brexit, a indiqué le ministre au Financial Times dimanche.

"Tirer parti de la situation donnée"

Georges Osborne a dit vouloir mettre en place une "économie super-compétitive", avec une baisse de plus de 5 points de l'impôt sur les sociétés, actuellement de 20%, ce qui en ferait le plus faible parmi les grandes puissances économiques, selon le Financial Times.

"Il nous faut rester concentrés sur l'horizon et la route devant nous et tirer parti de la situation donnée", a déclaré le ministre au quotidien économique.

Cette mesure, qui réduirait l'écart avec l'Irlande voisine, où l'impôt sur les sociétés à 12,5% est un important facteur d'attractivité, interviendrait alors que des entreprises envisagent de quitter le Royaume-Uni en raison de l'incertitude pesant sur ses futures relations avec l'Union européenne.

Le FT, qui cite le chancelier de l'Echiquier, indique par ailleurs que Londres entend renforcer ses relations avec la Chine

pour compenser les effets possibles du Brexit sur ses échanges commerciaux avec l'UE. latribune.fr 04.07

L'opération consistait à tirer ou conserver le meilleur de l'UE tout en s'affranchissant de son carcan, pour finalement lui laisser les rogatons et une situation sociale ingérable ou de plus en plus incontrôlable.

Quand la réaction néolibérale appelle à mater "les débiles hargneux" qui ont voté pour le Brexit.

- Il est temps que les élites se soulèvent contre les masses - slate.fr

Le Brexit a dévoilé le schisme politique de notre époque. Ce n'est pas la gauche contre la droite, mais les sains d'esprit contre les débiles hargneux...

L'extrémisme est devenu mainstream. L'une des caractéristiques les plus manifestes du vote pro-Brexit aura été la répudiation totale des banquiers, des économistes et des chefs d'État occidentaux ayant mis en garde les électeurs contre les dangers d'une scission avec l'Union européenne. Le Premier ministre britannique David Cameron était persuadé que les électeurs allaient se ranger du côté des experts et de leur quasi consensus. Ce qui prouve combien il s'est leurré sur son propre peuple. (...)

Dans une majorité de pays, les partis d'extrême droite et nativistes arrivent en tête des sondages. Pour l'instant, aucun n'a réussi à rafler une majorité d'électeurs, même si fin mai, Norbert Hofer, leader du FPÖ et friand de symbolique nazie, était à un cheveu de remporter la présidentielle.

À gauche et à droite, les partis traditionnels pourraient de plus en plus combiner leurs forces pour repousser les nationalistes. Un phénomène qu'a connu la Suède, où un parti de centre droit fait office de partenaire minoritaire au gouvernement de centre-gauche. En France, si le Parti socialiste est effectivement distancé dès le premier tour, il appellera très certainement à voter pour le candidat des conservateurs LR afin de barrer la route au Front national.

De telles coalitions informelles réussiront peut-être à survivre en attendant que la fièvre baisse. (...)

Fondamentalement, c'est bien la mondialisation qui est au cœur du problème. Le Brexit, Trump, le Front national et consorts montrent combien les élites politiques ont sous-estimé la colère que pouvaient susciter les mouvements trans-nationaux, et cette soif que quelqu'un, quelque part et par des moyens quelconques, réussisse à faire revivre le monde d'hier. On pourrait s'étonner que cette réaction arrive aujourd'hui, et pas au lendemain immédiat de la crise de 2008, sauf que l'atténuation de la crise aura fait naître une impression nouvelle de stagnation. Face aux perspectives de croissance nulle en Europe, et d'augmentation minimale des revenus aux États-Unis, les électeurs se rebiffent contre les sombres heures que leur promet le long terme. (...)

Il est possible que la politique se réaligne elle-même autour de l'axe de la mondialisation, avec les teigneux d'un côté et les pragmatiques de l'autre. (...)

Évidemment, à droite comme à gauche, les partis traditionnels cherchent à s'attirer les faveurs des nationalistes renfrognés. (...) Reste que la gauche et la droite se divisent sur la meilleure marche à suivre pour atténuer les effets de la mondialisation et gérer le vaste afflux de réfugiés et de migrants. La menace extrémiste pourrait ne pas être suffisante pour les inciter à faire cause commune.

Le schisme qui s'ouvre sous nos yeux ne relève pas uniquement de la politique, mais aussi du rapport à la réalité. Les forces pro-Brexit l'ont emporté parce que des politiciens cyniques n'ont eu aucun scrupule à alimenter la paranoïa des électeurs, en leur mentant sur les dangers de l'immigration et les coûts de l'adhésion à l'UE. Certains commencent à admettre leurs mensonges. (...)

Oh, pardon, j'ai utilisé le terme d'«ignorant»? Oui, tout à fait. Non seulement faut-il dire aux gens qu'ils hallucinent, mais la tâche des gouvernants est bien de les faire sortir de leur délire. Est-ce que c'est «élitiste»? Sans doute. Ou peut-être en sommes-nous tellement venus à glorifier l'authenticité de la moindre conviction personnelle qu'il est désormais «élitiste» de se fier à la raison, à l'expertise et aux leçons de l'histoire. Dans ce cas, les partis qui admettent la réalité doivent se préparer à affronter ceux qui la nient et combattre les borgnes qui règnent sur ces aveugles. Si tel est le réajustement à venir, il y a des raisons d'être impatient. Slate.fr 04.07

Bienvenue en oligarchie

- Quand les Anglais partaient faire la Grande Guerre entre amis - Slate.fr

- Google va bientôt vous demander l'autorisation de collecter plus de données personnelles : mais s'agit-il d'un choix réel ou d'une illusion de choix ? - Atlantico.fr

- Après Orlando, «venir à la Marche des fiertés est un acte de résistance» - LeFigaro.fr

Haut de page

Le 5 juillet 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer, je dois cuisiner, il est 16h10 et je suis en retard, à 18 heures je dois arroser le jardin et ainsi de suite... L'homme au foyer quelle galère vous avouerez ! A bas le féminisme ! Toujours dans la bonne humeur...

Quand des intellectuels polémiquent sur le Brexit.

- Sapir, Onfray, Chevènement, tigres de papier du souverainisme - Arrêt sur Info

« Brexit : vingt intellectuels* eurocritiques lancent un appel pour un nouveau traité », tel est le titre d'une tribune publiée par « Le Figaro » du 30 juin. Ce texte signé par Jacques Sapir, Michel Onfray et Jean-Pierre Chevènement rend un hommage appuyé au « peuple britannique » qui a « exprimé souverainement sa volonté de rester maître des décisions qui le concernent. » Car « ce vote courageux et massif » est « une claque pour la dérive technocratique dans laquelle l'Union européenne actuelle s'est laissé enfermer ». Et « tout montre que dans la plupart des pays européens, les citoyens n'acceptent plus d'être gouvernés par des instances non élues, fonctionnant en toute opacité ».

Fort bien, mais lisons plutôt la suite. « Le vote britannique peut être une chance : il doit être l'occasion de réorienter la construction européenne, en articulant la démocratie qui vit dans les nations avec une démocratie européenne qui reste à construire ».

Et nos intellectuels, pour finir, demandent la réunion d'une conférence qui aurait pour objet « la renégociation des traités sur les trois questions cruciales dont la méconnaissance a conduit à l'affaissement de l'actuelle construction européenne : la souveraineté, c'est-à-dire la démocratie et l'indépendance stratégique. »

En somme, les signataires saluent ostensiblement le courage du peuple britannique, mais ils ne manifestent nullement l'intention de suivre son exemple. Ils tressent des couronnes au « Brexit », mais ils suggèrent à nos dirigeants l'artifice permettant de faire l'économie d'un « Frexit ». Au lieu d'inviter les Français à la même intrépidité, ces héros par procuration laissent aux Britanniques le privilège d'avoir ouvert une brèche qu'ils rêvent de refermer. Coïncidence troublante, cette tribune est parue le jour même où Alain Juppé déclare sur Bfm/Tv : « On peut craindre un Frexit, et c'est pourquoi je suis hostile à un référendum ».

Il faut croire que « Frexit » et « référendum » sont des termes d'une parfaite obscénité, car ils ne figurent pas dans la tribune précitée de nos « intellectuels eurocritiques ». Prolixe en projets de « réorganisation », « refondation » ou « réorientation » de l'Europe, ce texte oublie l'essentiel : qui décide de l'appartenance à l'UE ? Alors qu'on devrait demander au peuple français s'il veut y rester avant d'envisager de la réformer, on préfère mettre la charrue avant les bœufs. Ce faisant, on exclut le peuple du processus, on fait comme s'il n'existait pas. Au lieu d'organiser sans délai l'exercice de la souveraineté, on la court-circuite.

Une conférence des chefs de gouvernement de l'UE jouit-elle d'une légitimité supérieure à celle du peuple français ? Nos intellectuels le pensent, puisqu'ils omettent de poser la question principielle de la volonté populaire. « Il faut rendre à la souveraineté populaire et à la démocratie leurs droits dans une Europe confédérale qui serait faite de l'entente et de la coopération entre les nations », disent-ils. Mais l'acte fondateur de cette souveraineté ayant été passé par pertes et profits, que vaudra cette restitution des « droits de la démocratie » dans « une Europe confédérale » qui n'a jamais existé ? Et puis, est-on sûr que le peuple en veuille vraiment, si l'on s'obstine à ne pas lui poser la question ?

C'est pourquoi les propositions qui émaillent ce texte, insignifiantes, ressemblent au filet d'eau tiède qui se remet à couler, invariablement, à chaque crise communautaire. On y lit le projet, par exemple, d'une « réorganisation profonde des compétences et, le cas échéant, du mode de désignation des institutions européennes (Conseil, Commission, Parlement, Cour de justice, BCE) ». Oui, mais pour quoi faire ? Qu'est-ce que la démocratie y gagnera ? On attend la réponse. Il faudrait aussi, dit-on, « outiller le Conseil européen où vit la légitimité démocratique en le dotant des services capables de préparer et exécuter ses décisions ». Mais ce même Conseil avalise depuis trente ans les injonctions ultra-libérales de la Commission. Croit-on vraiment qu'il s'en affranchira si on augmente le nombre de ses fonctionnaires ?

Au demeurant, cette consolidation de l'exécutif est équivoque, car on ne sait si elle vise à favoriser un surcroît d'intégration ou à border les prérogatives des Etats-membres. Comme le propos est conceptuellement flou, le moins qu'on puisse dire est qu'il demeure politiquement mou. Moyennant quelques réformes, toute l'architecture institutionnelle de l'UE, en tout cas, est promise à une remarquable longévité. Le texte mentionne la Banque centrale européenne, par exemple, mais sans mettre en question une indépendance statutaire, exigée par le dogme monétariste, qui en fait le levier des politiques d'austérité. Croit-on

sérieusement conserver la BCE tout en évacuant l'orthodoxie financière qui en est le principe fondateur ?

Cet irréalisme brouillon reflète la contradiction insoluble dans laquelle s'enferrent les signataires, prompts à diagnostiquer le mal mais apeurés à l'idée du remède. Faute de vouloir l'administrer, ils se contentent de soins palliatifs et s'obstinent à prolonger l'agonie d'une Union européenne dont ils ne veulent pas voir qu'elle est condamnée. Qu'est-ce que l'UE ? Historiquement contingent, cet artefact supranational a été construit sur une idée fausse, il s'est maintenu grâce à une supercherie et il périra à cause de l'aveuglement des élites qui l'ont imposé. L'idée fausse est le préjugé selon lequel le marché autorégulé peut créer un espace de prospérité. La supercherie est celle qui consiste à flouer la souveraineté au nom de cette idée fausse. L'aveuglement des élites consiste à croire que cette supercherie passera définitivement inaperçue.

Des signataires de cette tribune, on pouvait sans doute attendre autre chose que cette contribution insipide à la soupe européiste. En occultant la question principielle du référendum, ils passent par-dessus-bord les principes démocratiques dont ils se réclament. Tigres de papier d'un souverainisme attiédi, ils fuient devant le verdict populaire, s'effraient du tumulte des urnes en colère et se rangent derrière nos dirigeants dans cet appel pathétique, expression d'un déni de la réalité qui fait irrésistiblement penser aux cabris chers au général de Gaulle :

« Nous avons la conviction qu'il appartient à la France de lancer cette grande initiative qui proposera de remettre l'Union européenne sur ses pieds. Les peuples européens et pas seulement le nôtre, l'attendent. Nous faillirions à notre devoir de citoyens français mais aussi d'Européens si nous n'agissions pas pour que la France se porte aux avant-postes de cette grande tâche ». Arrêt sur Info 01.07

Article intéressant car perspicace, jusqu'à un certain point seulement, puisque sa conclusion à caractère nécrologique est pathétique, mais conforme à ce qu'on est en droit d'attendre d'intellectuels tournant le dos au socialisme.

Les idées fausses sur l'UE.

- "Les bourgeoisies des pays européens ont pris l'initiative d'une construction européenne pour faire face à la concurrence des bourgeoisies des autres continents..." (NPA - Démocratie révolutionnaire - N° 2 du 1° juillet 2016)

Faux, parce que ce sont les Américains qui en sont à l'origine, voir les documents qui existent datant de 1947-48 qui le prouvent. Ce qui est normal puique l'impérialisme amérivain dominait le capitalisme mondial.

Faux, parce que leur objectif était de favoriser la concentration du capital là où le capitalisme était le plus développé ou sur le continent qui l'avait vu naître, l'Europe.

Quelle est l'orientation directrice du capitalisme mondial dictée par les lois de fonctionnement du capitalisme et ses contradictions ?

La concentration du capital et la rationalisation poussée à l'extrême de la production, qui incluent ou impliquent l'augmentation de la productivité et de la division du travail.

C'est donc dans le but de réaliser ces deux objectifs que les capitalistes et leurs institutions sont amenés à décider un certain nombre de mesures sur les plans économiques et politiques.

Tout le reste est du baratin. Celui qui n'a pas en permanence à l'esprit ces deux facteurs déterminants ne peut pas comprendre la situation et son évolution.

Les éléments que nous avons fournis dans les causeries des derniers jours à propos du Brexit le confirmèrent ou permettait de le comprendre. Vous aurez observé que, si les commentateurs ont concentré leur attention sur l'aspect politique du Brexit, en revanche les premières mesures annoncées par Londres l'ont été sur le plan économique ou financier, dont la baisse importante des impôts des entreprises.

C'est ainsi que tous les discours sur l'UE qui se concentrent sur son fonctionnement relève de la démagogie ou du charlatanisme, dans la mesure où ils consistent à éviter soigneusement d'aborder l'aspect économique qui est à l'origine de la fondation de l'UE, décision qui a été dictée par la nature même et les besoins du système économique capitaliste pour assurer sa survie.

Pourquoi ? Mais parce qu'il est impossible d'appliquer une autre politique ou de s'attaquer à ses conséquences sans rompre avec le capitalisme ou sans remettre en cause ses fondements, ce à quoi ces populistes refuseront toujours par crainte de s'attirer les foudres du régime et de ses misérables porte-parole médiatiques.

La question de la rupture avec l'UE est pratique, parce qu'elle évite de poser la question de la rupture avec le capitalisme

qui démasquerait tous les opportunistes. Et lorsqu'on affirme après Marx qu'elle constitue une nécessité historique, cela signifie qu'au stade pourrissant de l'impérialisme aucun progrès social n'est acquis durablement ou définitivement ou encore n'est envisageable dans le cadre du maintien en place du capitalisme, et que la lutte de classe qui ne se situe pas dans la perspective de l'abolir s'avèrera impuissante à inverser cette tendance qui est inhérente au capitalisme, de sorte que la société deviendra de plus en plus inégalitaire et injuste, voire décomposée, décadente, policière, militarisée, autoritaire, dictatoriale, barbare.

Si c'est l'aspect économique qui guide en dernière analyse l'action des représentants du capitalisme, force est de constater que ce n'est pas le cas des représentants des exploités et des opprimés, puisqu'ils ont relayé au second plan ou aux oubliettes la nécessité historique de dépasser le mode de production capitaliste ou de passer au socialisme, sous prétexte que cette question ne serait pas à l'ordre du jour, alors que la politique du gouvernement et les conséquences qui en découlent quotidiennement pour les travailleurs permettent de la poser.

Il faut donc en déduire qu'ils s'y opposent. Soit parce qu'ils sont acquis au capitalisme et ils en sont des agents au sein du mouvement ouvrier ou à sa marge pour l'influencer et l'orienter dans la mauvaise direction, soit ils n'ont pas (ou plus) confiance dans la capacité des masses exploitées pour réaliser cette nécessité historique, et dans cas-là resterait à savoir précisément pourquoi. Soit qu'ils ne soient pas en mesure de comprendre en quoi consiste cette nécessité historique pour avoir lâché le fil du marxisme dont ils se réclament les héritiers ou assurent péremptoirement assurer la continuité tout en démontrant manifestement le contraire, soit qu'ils soient influencés de différentes manières par l'idéologie de la classe dominante ou encore les deux à la fois.

On comprendra qu'en relayant la rupture du capitalisme au second plan ou au stade d'une option à envisager éventuellement ou uniquement si les conditions le permettaient, alors que ces conditions n'existeront jamais si nous ne les provoquions pas nous-mêmes, discours relevant du sophisme, ils se détournent de cette nécessité historique, ce qui explique pourquoi dès lors ils sont incapables de défendre le socialisme ou de le populariser auprès des travailleurs.

On peut encore se poser une autre question : pourquoi ?

On a déjà répondu plus haut, mais on peut apporter une précision supplémentaire. Parce qu'ils en sont restés à la conception de la lutte de classe qui préavalait au début du XXe siècle, qui ne tient pas compte des profondes transformations qu'ont subies les différentes classes, les superstructures du capitalisme et de la société qu'avait perçues Trotsky, lorsqu'il affirmait en guise d'enseignement de la lutte des classes de son époque, que dorénavant et qui plus est dans le futur, pour envisager de s'emparer du pouvoir politique les masses exploitées devraient fournir un effort plus considérable encore que dans le passé ou avoir acquis un niveau de conscience supérieur aux prolétariats qui avaient participé aux révolutions antérieures, y compris celle de 1917 en Russie, sans quoi toute révolution serait impossible ou serait vaincue.

Nos dirigeants n'ont pas voulu ou n'ont pas su mettre en pratique cet enseignement ou en tirer profit, ils ne l'ont pas compris pour finalement basculer dans le réformisme qui fit illusion tout un temps, et qui parce qu'il est désormais définitivement révolu, ne laisse plus aux militants en guise de théorie qu'un cadavre ou le néant politique.

En guise d'épilogue à cette réflexion politique, je vous propose un extrait d'un article publié hier par Arrêt sur Info

L'exercice de la démocratie est incompatible avec une information lacunière et l'absence de conscience pour la traiter.

- Une démocratie repose surtout et avant tout sur un peuple qui prend les décisions stratégiques soit directement, soit à travers des représentants.

La démocratie se définit en effet en tant que « régime politique dans lequel le pouvoir est détenu ou contrôlé par le peuple (principe de souveraineté), sans qu'il y ait de distinctions dues à la naissance, la richesse, la compétence… (principe d'égalité). »

Mais pour qu'un pouvoir puisse s'exercer pleinement et de manière optimale, les détenteurs dudit pouvoir doivent être informés au maximum et au mieux.

Dans une démocratie, l'industrie du pouvoir est le pivot central par lequel l'information est transmise de manière saine ou travestie.

Force est de constater qu'actuellement, à l'heure où l'information est « massifiée » à travers la planète, elle s'intéresse toujours plus aux faits divers (idéalement bizarres ou sordides) et toujours moins aux analyses objectives et explicatives qui rendraient le détenteur final du pouvoir démocratique au fait des réalités et des enjeux. Arrêt sur Info 04.07

Donc pour que la démocratie puisse s'exercer, il ne suffit pas d'être animé de bonnes intentions, d'avoir des idées bonnes ou généreuses, de faire une révolution et qui plus est pour conserver le pouvoir, les "détenteurs dudit pouvoir" ou le peuple, les citoyens, les travailleurs qui représentent l'immense masse de la population, leurs représentants doivent disposer d'une

information "saine" ou non "travestie", bref, qu'ils soient informés correctement afin de pouvoir suivre ou de participer à une discussion relative à une question qu'on leur soumet, ou quand ils sont amenés à se prononcer sur un sujet ou une mesure, sinon les interprétations qu'ils s'en feront ou leurs décisions risqueront fortement d'en être faussées... ainsi que la démocratie.

Pour revenir à ce que nous disions plus haut, je crois qu'on n'a pas réellement pris la dimension de ce que signifiait le passage du capitalisme au socialisme, qui implique une réelle prise de conscience du monde dans lequel on vit, puisqu'il s'agit de commencer à faire notre propre histoire consciemment ou de rompre avec le processus inconscient qui a accompagné le développement de la civilisation humaine depuis ses origines jusqu'à cette ultime étape du cycle du règne de la nécessité à laquelle nous sommes parvenus ou aux portes du socialisme, même si nous semblons en être plus éloignés que jamais.

On ne peut pas faire l'économie de cette prise de conscience, qui ne signifie évidemment pas être spontanément en mesure de se prononcer sur n'importe quel sujet ou avoir acquis une connaissance encyclopédique, mais posséder les instruments logiques ou la méthode qui permettent d'interpréter librement n'importe quelle situation ou n'importe quel fait, bref, de faire la part des choses ou de se prononcer entre différentes propositions pour adopter celle qui convient le mieux à nos besoins et à ceux de la collectivité, de sorte qu'on ait une vie meilleure et que la société évolue dans une direction qui préserve les intérêts des générations à venir ainsi que notre planète.

On s'étonnera que des pédagogues de profession (nos dirigeants) ne comprennent pas cela. Je me demande quelle conception des rapports avec leurs élèves ou étudiants ils ont pu adopter, et pourquoi ils ne sont pas capables de mettre au point une méthode ou une didactique qui permettrait de rendre leur discours accessible aux masses pour les aider à progresser. En ont-ils la volonté ou cela leur semble-t-il accessoire, ce sont des questions qu'on peut se poser.

En écrivant ces lignes, mais pas seulement parce que je l'ai en permanence à l'esprit, je me demande encore comment l'ouvrier pauvre et profondément arriéré, l'abruti, le crétin fini que j'étais à 19 ans a-t-il pu s'élever à ce niveau de conscience, pratiquement sans l'aide de personne ou presque il faut préciser, à part Marx, Engels, Lénine et accessoirement Trotsky. C'est beaucoup penserez-vous peut-être, pas tant que cela si on considère que j'aurais pu m'en détourner ou ne pas saisir leurs enseignements, comme ce fut le cas de millions et millions de travailleurs qui ont croisé un jour leur oeuvre au cours de leur existence sans en tirer le moindre profit ou sans rien en conserver ou si peu malheureusement.

Je crois que c'est cela le plus triste pour notre classe et notre cause, être passé à côté d'une occasion exceptionnelle et n'avoir pas été en mesure de la saisir. Mille fois j'ai eu l'occasion de les imiter, tant j'ai eu un parcours chaotique qui m'a amené à m'établir dans un village indien. Alors pourquoi n'ai-je pas lâché prise, pourquoi n'ai-je pas régressé ou ne suis-je pas retombé dans l'état de crasse ignorance qui m'habitait quand j'étais adolescent ou un jeune adulte, je n'en sais rien. Peut-être était-ce dû au fait qu'en étant confronté à une multitude de difficultés, cela m'a obligé à réfléchir intensément, et que le meilleur moyen de penser était encore d'employer la méthode du matérialisme dialectique ou ce que j'en maîtrisais, pour un peu je dirais qu'inconsciemment, à un niveau relativement modeste mais suffisant pour m'en sortir, j'étais devenu marxiste. Sans déconner, ce n'est pas une question existentielle, car c'est ce qui m'a sauvé d'un naufrage mille fois annoncé, d'où ma reconnaissance infinie aux maîtres du matérialisme dialectique. Et si j'en tire une grande satisfaction, c'est parce que cela m'aide à penser et à vivre au quotidien, je n'en tire aucune fierté, ce serait franchement déplacé et ridicule.

Brexit. Le poker menteur dévoile son jeu.

- Selon Pascal Saint-Amans, en charge de la fiscalité à l'OCDE, dans un article du journal - Le Monde

"L'impact négatif du Brexit sur la compétitivité britannique pourrait pousser le Royaume-Uni à faire une offre fiscale encore plus agressive [...] Un pas de plus dans cette direction ferait vraiment du Royaume-Uni une économie de type paradis fiscal."

Le maire de Londres travailliste, Sadiq Khan, demande à ce que la Grande-Bretagne reste dans le marché unique. Il réclame aussi plus d'indépendance économique pour Londres. L'Express.fr 04.07

- Hollande et Merkel rassurent les Balkans après le Brexit - Reuters

François Hollande et Angela Merkel ont déclaré lundi aux pays des Balkans désireux de se rapprocher de l'Union européenne que la récente décision des Britanniques de quitter l'UE ne changeait rien les concernant.

Le président français et la chancelière allemande ont participé à un sommet à Paris où étaient représentés six pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie).

Outre la France et l'Allemagne, quatre pays de l'UE étaient présents à ce sommet notamment consacré aux inquiétudes liées au résultat du référendum britannique du 23 juin : l'Autriche, la Croatie, l'Italie et la Slovénie.

"Il était important de réaffirmer très clairement que la décision britannique ne remet en aucune façon en cause les engagements

qui ont été pris à l'égard des pays de la région des Balkans", a déclaré François Hollande devant la presse au terme de la réunion. "Ils seront respectés aux conditions qui ont été initialement fixées et qui devront être vérifiées", a ajouté le président français.

Angela Merkel lui a fait écho dans une déclaration distincte devant la presse allemande.

En ce qui concerne le processus de rapprochement des pays des Balkans, "la décision de la Grande-Bretagne n'a rien changé. C'est ce que ces pays craignaient", a souligné la chancelière.

Dans la cour de l'Elysée, la Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires européennes, Federica Mogherini, a délivré un message similaire : "Notre détermination à poursuivre le processus d'élargissement est là, et il est très important de le réaffirmer maintenant", a-t-elle dit.

Les Premiers ministres de la Serbie, du Monténégro et de l'Albanie, dont les pays espèrent rejoindre l'Union européenne, se sont déclarés confiants.

"Dans les Balkans, on ne craint rien", a dit en français le dirigeant albanais, Edi Rama. A ses yeux, le "choc" du Brexit doit aussi servir "à se rendre compte qu'il faut plus d'Europe."

Le ministre des Affaires étrangères macédonien, Nikola Poposkito, a lui aussi dit sa détermination à aller de l'avant.

"Nous avons perdu un allié, un pays qui soutenait l'élargissement avec force. Mais l'idée de l'élargissement ne devrait pas être affectée", a-t-il dit à Reuters. Reuters 04.07

Les chiens ne font pas des chats !

Hé oh la gauche à Lille : «Blum aussi a été traité de traître !» - Liberation.fr

Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement a tenté dans le Nord de rendre la «fierté» à des militants et élus socialistes copieusement insultés par des anti-loi travail.

Stéphane Le Foll a du arriver par une porte arrière où avaient pris position quelques CRS. Le déploiement policier était spectaculaire. Un car et une vingtaine de camionnettes étaient en effet présents.

Regroupée sur un trottoir juste en face du lieu de la réunion, une cinquantaine de militants ont accueilli bruyamment les participants à coups de banderoles déployées et de slogans. "La gauche c'est nous! Cassez-vous!".

Tout près de là, quelques militants de l'union locale CGT avaient déployé deux banderoles: "Retrait de la loi Travail" et "Non à la casse du code du Travail"

En dépit du filtrage à l'entrée de la salle, un manifestant a réussi à se faufiler à l'intérieur, réclamant à l'ouverture de la réunion le droit de parler au nom du "49.3 citoyen". Mais il a été évacué sans violence par le service d'ordre.

Ces rassemblements n'ont pas empêché les soutiens de François Hollande à se réunir. Près de 250 personnes avaient pris place à l'intérieur de la salle. Liberation.fr et lexpress.fr 04.07

250 personnes, cela ne représente même pas le dizième des élus du PS de la région...

Enterrement de seconde classe dans l'indifférence générale.

- Jean-Luc Mélenchon enterre le Front de gauche - liberation.fr

Dans une interview à Mediapart, Jean-Luc Mélenchon a allumé la dernière mèche. Le candidat à la présidentielle a enterré le Front de gauche qui «n’existe plus», selon ses mots. liberation.fr 04.07

Toutes les coalitions composées de formations politiques de la pseudo- gauche (Unidos Podemos, Bloc de gauche, Front de gauche, Syriza, Die Linke) ont ou vont exploser à moins qu'elles ne se sclérosent ou ne revêtent les oripeaux du social-libéralisme parce qu'elles sont à l'origine une supercherie qui repose sur des contradictions insoutenables à gérer à la longue ou que la crise du capitalisme va s'emploier à faire éclater, révélant leur véritable nature opportuniste, contre-révolutionnaire, réactionnaire.

Loi Travail.

- Loi travail: Le Guen prévient que le texte ne bougera plus - AFP

Le ministre des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, assure que le gouvernement ne "dénaturera pas le projet" de loi travail, quitte à passer à nouveau mais plus rapidement par un 49-3. AFP04.07

La palme de la désinformation du jour.

- Au Smic, un Français coûte moins cher pour l'employeur qu'un Polonais, calcule la rapporteure générale du Budget - francetvinfo.fr

En prenant en compte les effets du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du pacte du responsabilité,"les cotisations patronales ne sont désormais plus que de 10% du montant du salaire brut pour un salaire au Smic contre 20% en 2007 et 2012", a affirmé lundi soir Valérie Rabault à l'occasion du débat sur le projet de loi sur le règlement du budget 2015 à l'Assemblée nationale.

De quoi estimer le coût de revient d'un salarié français smicard à "1 609 euros par mois", contre "1 756 euros" s'il était Polonais et "1 619 euros" si il était roumain, selon elle. francetvinfo.fr 04.07

Mais qui dit que l'employeur qu'un Polonais le déclare ou le paie au smic, il peut très bien le faire travailler 10 heures par jour et le déclarer et le payer à mi-temps...

Amnesty international ou une officine mafieuse et criminelle

Manipulation des consciences par le tandem infernal ONG-média. Mode d'emploi.

Des rebelles islamistes coupables de « crimes de guerre » en Syrie, selon Amnesty - lemonde.fr

Amnesty international a accusé mardi 5 juillet des groupes rebelles islamistes en Syrie « d'exécutions sommaires et de torture » appelant la communauté internationale à retirer tout soutien aux mouvements responsables de crimes de guerre. L'organisation de défense des droits de l'Homme basée à Londres pointe du doigt des milices dans les provinces d'Alep (nord) et d'Idleb (nord-ouest). Certaines « auraient le soutien du Qatar, de l'Arabie saoudite, de la Turquie et des Etats-Unis », insiste l'ONG.

L'organisme estime ainsi dans un nouveau rapport que ces groupes armés ont aujourd'hui « le champ libre pour commettre en toute impunité des crimes de guerre et d'autres violations du droit humanitaire international ». Amnesty cite les formations Noureddine Zinki, le Front Al-Chamia et la Division-16, qui font tous trois partie de la coalition islamiste « Fatah Halab » (« la conquête d'Alep »), mais aussi la puissante milice salafiste Ahrar Al-Cham, soutenu par Riyad, ainsi que les djihadistes du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaida.

La voix de l'Opposition de gauche. - Arrêtons-nous là un instant. A la lecture de ces deux paragraphes les lecteurs seront censé croire qu'Amnesty international (et Le Monde) a fait leur travail, qu'elle a fait preuve d'audace, qu'elle est indépendants du pouvoir politique quel qu'il soit, etc.

En réalité, ces deux paragraphes ont été conçus pour mettreles lecteurs en confiance, afin qu'ils adhèrent à leur conclusion qui figure dans le dernier paragraphe de cet article (reproduit ci-dessous), qui va les jeter dans les bras des parrains des barbares dont Amnesty vient juste de dénoncer la cruauté, parrains auxquels cette ONG se charge de garantir la légitimité et évidemment l'impunité :

Le Monde - Amnesty en appelle aux pays du Groupe international de soutien à la Syrie (GISS), notamment les Etats-Unis, le Qatar, la Turquie et l'Arabie saoudite, pour « cesser tout transfert d'armes ou tout autre soutien aux groupes impliqués dans des crimes de guerre ou d'autres violations flagrantes ». lemonde.fr 04.07

Cet épisode confirme si besoin était qu'Amnesty international est une ONG au service de l'oligarchie anglo-saxonne, tout comme la totalité des ONG transnationales ou internationales.

Attentats d'Istanbul : Akhmed Tchataïev, terroriste protégé par Amnesty et la Cour de Strasbourg - Arrêt sur Info

Le 29 juin l'aéroport d'Istanbul fut l'objet d'un sanglant attentat perpétré par trois kamikazes, dont un tchétchène, évidemment réfugié politique en Autriche, souvent arrêtés dans différents pays européens, toujours relâché sous la pression conjointe de groupes nationalistes locaux, d'Amnesty International et de la Cour européenne des droits de l'homme qui refusait son extradition

vers la Russie. Il serait peut être temps de demander des comptes à ces organismes dont les intérêts conjoncturels rejoignent ceux de terroristes et prennent le parti de les protéger de la justice.

Le 29 juin, trois kamikazes font irruption dans l'aéroport d'Istanbul et se font exploser. Résultat, 44 morts et 239 blessés. Très rapidement, la Turquie annonce la piste de l'Etat islamique. Et le lendemain, le nom du terroriste tchétchène Akhmed Tchataïev est lancé à la presse.

Sauf qu'il ne semble pas entrer dans l'intérêt des médias français de trop répercuter l'information et surtout d'expliquer de qui il s'agit. L'on voit, par exemple, cet entrefilet d'une très grande pudeur dans Le Figaro :

Selon le quotidien Yeni afak, l'organisateur de l'attentat s'appelle Akhmed Tchataïev. L'homme d'origine tchétchène est présenté comme un chef de l'État islamique chargé de la formation des djihadistes russophones. Il est également recherché par les autorités russes.

Lors de la deuxième guerre en Tchétchénie, Akhmed Tchataïev fut arrêté pour participation illégale à un groupe armé. Il arrive à s'évader et en 2001 il quitte le pays. En 2003, il obtient le statut de réfugié politique en Autriche. Logique, tchétchène, donc victime du pouvoir tortionnaire et impérial russe. Bref, il est a priori un pauvre être innocent qu'il faut protéger.Quelle sobriété. Revenons sur cet individu « recherché par les autorités russes ».

Et voyant l'évolution de sa carrière terroriste, il est évident que cet individu ne manque pas de protection. Tant au niveau des autorités publiques de certains pays européens, que d'organismes chargés de la défense des droits de l'homme. Il est tchétchène, ne l'oublions pas, eux ne pensaient qu'à ça.

Dès 2008, un avis de recherche est lancé. Pourtant, à chaque fois, en 2010, 2011 et 2012 il fut libéré.

En 2010, il est arrêté en Ukraine et le ministère de l'intérieur ukrainien a déclaré que des informations concernant des affaires de terrorisme ont été retrouvées dans son téléphone. La Russie demande son extradition, mais une étrange coalition se met en place. Le groupe nationaliste ukrainien Trizoub au nom de Bandéra manifeste pour sa libération, Amnesty international y joint sa voix et même la CEDH refuse qu'il ne soit extradé en Russie, car il bénéficie du statut de réfugié et en Russie il ne pourrait pas bénéficier d'un procès équitable, sans compter que les autorités russes risquent fortement de le maltraiter.

En 2011, il est arrêté à la frontière entre la Bulgarie et la Turquie. Mais son statut le protège à nouveau et l'extradition vers la Russie est refusée.

Ensuite, en septembre 2012, il est encore arrêté en Géorgie, cette fois lors d'une opération des forces spéciales … en possession de grenades. Il est inculpé pour détention d'armes. Son extradition est encore refusée et il est libéré sous caution … pour 3000$.

La suite nous la connaissons.

Reste une question : quelle est la responsabilité des états européens, de la CEDH et des organismes de défense des droits de l'homme tels que Amnesty International dans l'attentat d'Istanbul ? Vont-ils présenter leurs excuses aux familles endeuillées en leur expliquant … mais c'était un tchétchène, vous comprenez, il fallait le protéger de la justice russe .

Non, l'hypocrisie continue. Washington, l'ONU et toute la communauté internationale demandent tous en choeur une plus grande coopération. Certes … avec qui ? Arrêt sur Info 03.07

Bienvenue en oligarchie

- Le plus fou des marchés noirs russes

Ce ne sont pas des armes ou du pétrole mais des thèses de doctorat et des diplômes qui circulent sous le manteau. Tout médecin, avocat et politicien russe qui se respecte veut avoir le sien. Slate.fr

- Corey, transgenre de 14 ans et phénomène viral - Rue89

- Au travail, les femmes ne savent pas dire non

Elles accomplissent bien plus que leurs collègues masculins toutes les petites tâches que personne ne veut faire, et qui ne mènent à aucune promotion. Slate.fr

Esclaves des hommes, ah non alors ! Esclaves des patrons, ah oui alors ! Comment, ils n'organisent pas une campagne mondiale contre leurs amis les patrons ? Non, c'est réservé aux féministes dégénérés du mouvement ouvrier qui tapent... sur la classe ouvrière.

- Il faut réapprendre à apprécier ces moments que l'on passe seul

La tâche est de moins en moins aisée en ces temps de contact permanent. Pourtant, prendre du temps pour soi, rien qu'à soi reste toujours aussi salvateur. Slate.fr

Ah quand les chiottes connectées wifi !

- Ce psychiatre peut vous dire si vous êtes possédé par le démon

Richard Gallagher pose un diagnostic médical sur certaines personnes qui pourraient être amenées à être exorcisées aux États-Unis. Culturellement, la détection d'humains possédés par le diable relève de la croyance, en particulier dans la religion catholique ou dans des rites païens. Slate.fr

On savait que les néolibéraux étaient des détraqués démoniaques...

Haut de page

Le 7 juillet 2016

CAUSERIE

Cette causerie ne tient pas compte des infos du 6 juillet, je l'ai terminé seulement à midi aujourd'hui.

J'ai modifié le titre de la rubrique *Défense du marxisme* par *Les enseignements du marxisme* qui me semblait plus approprié.

Je ne pourrais pas continuer de travailler à ce rythme de dingue. Pas question de me contenter de mettre des infos en ligne sans les commenter ou les analyser, j'aurais l'impression d'être un employé des médias scélérats. Aussi j'ai eu l'idée de réduire ou de condenser mes commentaires ou analyses pour les faire tenir en quelques lignes à la suite des extraits d'articles que je reproduis. J'essaierai cette formule demain si possible.

Parfois on peut se contenter d'un titre, faut-il encore qu'il me vienne à l'esprit et qu'il suggère une réflexion aux lecteurs. Mon idée est de se concentrer sur les sujets les plus importants, ceux qu'on n'a jamais traité ou pas suffisamment. Pour le reste les lecteurs n'auront qu'à se reporter aux causeries antérieures.

Je cherche à gagner du temps, en étant le plus précis et concis possible, ce qui n'est pas toujours évident.

Et puis si les lecteurs ne comprennent pas au quart de tour où je voulais en venir ou mes tournures d'esprit, cela les forcera à réfléchir un peu, cela ne fera pas de mal à la plupart, ah je sens que je vais encore me faire des amis ! Je dis cela gentiment, entre nous, on est bien dans la même galère, n'est-ce pas ? On peut se parler franchement et tranquillement, sans animosité, et n'y voyez aucune forme de mépris, ne soyez pas susceptible, n'interprétez pas tout de travers bordel, que dire encore, on est assez dans la merde comme cela, non ?

Arrivé à un certain âge, on peut s'exprimer en se passant de certaines conventions tout en respectant les autres.

La dictature en marche ou la fabrication du consentement.

Le mode de gouvernance qu'ont adopté ceux qui nous gouvernent répond au rejet ou à la "crise de légitimité" dont fait l'objet le régime capitaliste et ses institutions, dont les partis qui le soutiennent ou y participent sur fond de crise du capitalisme devenue permanente.

Pour contrer cette remise en cause de leur pouvoir qui menace à terme le régime et ses institutions, ils recourent à différents procédés ou moyens de propagande qui tous appartiennent au registre de la guerre idéologique ou psychologique que leurs représentants mènent contre la population laborieuse en priorité mais pas seulement. Et si leur discours a sensiblement évolué, sa trame n'a pas changé depuis un siècle : inspirer la peur au moyen d'ennemis dédignés ou imaginaires de manière à

mieux les isoler de la population pour ensuite les réprimer avec son consentement.

En prémices, généralement après avoir monté une opération sous un faux drapeau ou s'être livré à une provocation, ils annoncent que la société serait en proie à un grave péril, ensuite ils le personnifient en identifiant l'ennemi qui en serait la cause, et pour terminer ils expriment le besoin de le neutraliser et de légiférer pour se protéger d'une telle menace dans l'avenir, ce qui permettra en procédant par amalgame de désigner des boucs émissaires et d'étendre cette menace à d'autres acteurs, au mouvement ouvrier par exemple ou aux opposants politiques du régime, afin de justifier la répression dont ils feront l'objet.

Ce seront les médias-oligarques qui seront chargés d'étayer ce mécanisme à l'aide de faussaires experts en sophismes ou syllogismes boiteux créés de toutes pièces pour l'occasion, de sorte qu'à coup de démontrations ou de sondages fabriqués ou truqués la majorité de la population en arrive à réclamer ou soutenir les mesures que le gouvernement préconisaient pour la protéger de cette épouvantable menace.

Nous verrons dans un autre article que cette rhétorique finit par se gripper ou par devenir inopérante à force d'être employée à tout va, tout simplement parce que le peuple n'écoute plus ceux qui sont censés le représenter, s'en détourne en constatant que sa condition ne fait qu'empirer.

Si on s'attarde ici sur ce processus, ce n'est pas seulement pour bien comprendre comment il fonctionne, mais pour en déterminer la nature qui nous ramène à la crise insoluble du capitalisme qu'il faut abolir, pour que les aspirations et les besoins des travailleurs puissent être pris en compte ou satisfaits.

De BDS à la CGT: chronique d'une criminalisation par une politique de la peur - investigaction.net 03.07

Extraits.

Les systèmes de domination ont consubstantiellement besoin de susciter la peur et de mettre en scène un péril. Ne pouvant pas se présenter pour ce qu'ils sont, ils sont contraints de se légitimer par cette menace construite de laquelle ils affirment nous préserver. Devant masquer leur violence structurelle et systémique, ils ont besoin d'une figure de la menace pour justifier les répressions contre les résistances à ces violences premières. Au plus la légitimité d'un pouvoir d'Etat est en difficulté, au plus la production d'un ou de plusieurs ennemis publics est nécessaire. A ce titre la multiplication des discours de désignation des ennemis est un révélateur d'une crise de légitimité.

A l'échelle internationale c'est l'absence de légitimité des nouvelles guerres coloniales pour le pétrole, le gaz et les minerais stratégiques, qui conduit à la production d'un « ennemi civilisationnel » avec la figure du « musulman ». Du Choc des civilisations de Samuel Huntington à l' « axe du mal » de Georges Bush nous avons la déclinaison du champ théorique au champ de la propagande de ce processus de production d'un ennemi civilisationnel.

Le premier théorise dès les premières lignes de la préface du Choc des civilisations :

« Les conflits entre groupes issus de différentes civilisations sont en passe de devenir la donnée de base de la politique globale. » (1) (...)

Le Philosophe Marc Crépon a mis en évidence l'objectif principal de la démonstration « scientifique » d'Huntington : « Savoir de qui nous devons avoir peur » (3)

Une fois l'ennemi désigné, la chaîne des relais visant à transformer cette thèse en « arôme idéologique immédiat », pour reprendre l'expression d'Antonio Gramsci, peut se déployer. Les médias sont, bien entendu, le premier relais de diffusion.

Donnons quelques exemples :

1) Le Nouvel Observateur titre un des hors-série « La guerre des Dieux » (4) avec trois sous-titres « Le conflit des valeurs est-il inéluctable ? Les droits de l'homme sont-ils universels ? Le choc des huit civilisations majeures » Même le nombre de civilisations est emprunté à Huntington.

2) L'hebdomadaire Le Point lui fait écho avec un numéro portant comme titre : « Les chrétiens face à l'Islam, enquête sur un choc mondial». (5) La reprise du mot « choc » et de l'adjectif qualificatif « mondial » est en lien direct avec la théorie d'Huntington.

3) L'hebdomadaire « Valeurs actuelles » tire lui des conclusions guerrières : « La France en guerre, – contre la barbarie au nom de l'Islam, – contre la barbarie antisémite, – contre l'aveuglement des élites». (6)

La référence à « l'axe du mal » de Bush est évidente. Les trois étapes de la théorie du choc des civilisations sont ainsi

présentes : l'annonce d'un péril ; la désignation d'un ennemi ; l'appel à l'action virile et guerrière.Bien sûr la désignation de l'ennemi peut se moduler en fonction des préoccupations tactiques. Si globalement l'Islam est l'ennemi, des nuances sont apportées pour les « pays modérés ».

La distinction binaire entre « modérés » et « radicaux » recouvre entièrement les intérêts économiques et géostratégiques états-uniens. Ainsi l'Arabie Saoudite et les monarchies pétrolières sont considérées comme modérées, alors que la Syrie et l'Iran sont placés dans l'axe du mal.

La presse européenne en général et française en particulier a été un relais de la théorie du choc des civilisations et de la production de l'ennemi qui l'accompagne. Reproduisant les canevas, les logiques, les leitmotive des grands médias états-uniens, elle a contribué à produire un « choc des représentations » :

Après les attentats du 11 septembre 2001, les chaînes américaines, par l'intermédiaire de leurs réseaux dominants de couverture et de diffusion, se sont surimposées comme référentes des autres grands médias occidentaux selon le schéma inapproprié, inadapté et idéologiquement fabriqué du « choc des civilisations » : le mal absolu venait du Proche et du Moyen-Orient dont il fallait se protéger et se différencier en faisant retour aux ethnotypes de l'orientalisme le plus éculé. Transposé sur le plan de la fabrication des images, cet impératif idéologique a fortement contribué à la fabrication d'un « choc des représentations. (...)

Depuis l'arrivée de ce gouvernement à la tête du pays, on ne compte plus les déclarations de ministres ou de délégués interministériels qui annoncent le péril « communautariste » et désignent un ennemi qu'il convient de réprimer urgemment. Le relais médiatique assure à chacune de ces déclarations une diffusion massive laissant accréditer la véracité du péril. La préparation de l'opinion étant faite, il ne reste plus que le prétexte pour déclencher une remise en cause du droit de manifester. C'est alors au tour d'un préfet ou du ministre de l'intérieur d'entrer en scène en invoquant les risques de violence. Ainsi la manifestation prévue à Paris le 19 juillet 2014 en soutien eu peuple palestinien est-elle interdite « au vu des risques graves de trouble à l'ordre public qu'engendrerait sa tenue dans un contexte de tension accrue ». (11)

Le rappel de ces déclarations et faits est nécessaire pour prendre la mesure du scénario qui s'est déployé pour tenter d'interdire une manifestation syndicale le 23 juin dernier au motif que les manifestations précédentes ont « donné lieu à d'importants débordements et à de graves violences ». (12)

Le prétexte déclencheur est donc similaire. Il est mis en avant après le même scénario en trois phases : annonce d'un péril, désignation d'une cible ennemie et relai médiatique.

L'utilisation de la peur comme outil politique n'est pas une pratique neuve. Le journaliste états-unien Henry Louis Mencken déclarait déjà au début du siècle dernier que « le but de la politique est de garder la population inquiète et donc en demande d'être mise en sécurité, en la menaçant d'une série ininterrompue de monstres ». (13) (...)

La communication gouvernementale anxiogène n'a pas manqué à l'endroit des manifestations contre la loi El Khomri. Le péril est ici de nature économique. L'abandon de la loi conduirait à une remise en cause du redressement de l'économie française que Hollande perçoit et répète à longueur d'antennes.

Curieusement ce péril est exactement le même que celui que souligne le FMI par la bouche de sa présidente Christine Lagarde qui encourage la France à aller plus loin dans les réformes.

« L'économie française est en train de se redresser, mais d'importants efforts sont toujours nécessaires pour renforcer la création d'emplois et mettre les finances publiques sur une voie plus soutenable » note l'évaluation annuelle du FMI pour l'année 2015.

Les efforts supplémentaires nécessaires sont explicitement cités : « réformer les normes de l'assurance-chômage », « rallongeant la période minimale de cotisation qui est actuellement de quatre mois », « renforcer le soutien à la recherche d'emploi », faciliter la régulation pour les start-up et les auto-entrepreneurs », « réduire encore plus le déficit budgétaire afin de garantir que la dette, toujours en hausse, se retrouve sur une ferme trajectoire à la baisse. » (14)

Avec de tels objectifs, le droit du travail devient un obstacle à faire sauter entièrement afin d'ouvrir la voie à des accords entreprise par entreprise. Maintenir une régulation même minimum serait un péril pour une économie fragile. Ceux qui nient cette évidence ultralibérale seraient soit des inconscients, soit des irresponsables, soit des égoïstes défendant leur propre intérêt. Pierre Gattaz considère ainsi que « le signe CGT est égal à chômage ». (15)

Décrivant la fabrique d'un ennemi en temps de guerre, le livre La construction de l'ennemi précise : « La figure de l'ennemi prépare, accompagne et soutient l'effort de guerre. Des rhétoriques et des scénographies la construisent. Des savoirs à prétentions scientifiques ou religieuses la légitiment. Des médias la transmettent. » (16)

Force est de constater que la même logique est repérable dans les discours politiques et médiatiques portant sur la CGT dans le mouvement social en cours. Il est vrai que pour ce gouvernement nous serions en guerre depuis le 11 janvier.

Ainsi le président du MEDEF appelle le 30 mai dans le journal Le Monde à ne pas céder « au chantage, aux violences, à l'intimidation, à la terreur » et à résister à des « minorités qui se comportent un peu comme des voyous, comme des terroristes.» (17)

Le 15 juin le premier ministre dénonce l'attitude « ambigüe» du service d'ordre de la CGT à l'endroit des « casseurs qui veulent sans doute tuer ». (18) Le 19 juin c'est au tour du ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve d'accuser : « Le mardi 14 juin des militants de la CGT ont pris violemment à partie les forces de l'ordre au point de dispersion pourtant convenu avec les organisateurs ». (19)

Le 21 juin c'est au tour du syndicat de police Alliance d'exiger «le report de cette manifestation comme d'ailleurs de tout rassemblement statique car nos collègues sont sur tous les fronts et sont épuisés, usés et fatigués. Ils vivent d'autant plus mal ces manifestations qu'elles sont répétitives et très violentes ». (20)

La désignation de l'ennemi CGT a été précédée par une couverture médiatique quasi-consensuelle visant à soutenir la loi travail comme nécessaire et incontournable pour combattre le chômage. L'argument clef récurrent quel que soit le média est martelé en permanence : le chômage serait dû en grande partie à la « rigidité » et à la « lourdeur » du code du travail.

Dès le 9 septembre 2015 Arnaud Leparmentier dans Le Monde appelle à « passer en force ». Il décrit ainsi son « espoir » : « Comme souvent, nous nous sommes mis à espérer. Avec le rapport Combrexelle, la France socialiste va s'attaquer au Code du travail. Enfin un mouvement pour combattre cette préférence nationale qu'est le chômage ! […] La France s'attaque, veut-on espérer, au sujet comme l'ont fait toutes les social-démocraties apaisées de la vieille Europe. En passant en force. Courageusement. » (21)

L'argument du MEDEF est repris tel quel sans aucune nuance critique. Le président de celui-ci Pierre Gattaz considère en effet que « L'attente créée par la loi El Khomri est grande, à la mesure des blocages que vivent les chefs d'entreprise et de la crise du marché de l'emploi ». (22)

Le second acte de la pièce médiatique consiste à expliquer les oppositions à la loi. Celles-ci ne sont, bien entendu, pas abordées comme une défense des intérêts des salariés. Elles sont soit le fait d'un corporatisme syndical, soit le fait d'une incompréhension, soit enfin le fait d'une minorité qui ne serait même pas concernée comme les « jeunes » et les « fonctionnaires ».

Le troisième acte est le centrage des couvertures sur les conséquences catastrophiques pour les usagers, c'est-à-dire le choix d'aborder les sujets sous l'angle des conséquences du mouvement en éludant quasi-complètement celui des causes. Le vocabulaire des journalistes fait, sur cet aspect, preuve d'une grande diversité : pagaille, galère, chaos, etc. Toujours sous l'angle des conséquences, on trouve la focalisation sur les « casseurs » et les « violences » permettant de passer sous silence l'ampleur des mobilisations.

Il reste à tirer les conclusions dans un dernier acte à l'image de Nathalie Saint-Cricq dans le Journal de 20 h de France 2 en accusant doctement la CGT de « jouer l'explosion sociale [et de] prendre finalement la responsabilité qu'il y ait un accident, un blessé ou un mort ». (23)

Donnons le dernier mot à l'hebdomadaire Le Point qui lance le 26 mai un sondage en ligne avec une question significative : « la CGT est-elle un syndicat dépassé et dangereux pour la France ? » (24)

Le résultat est bien sûr à l'avenant : 47.473 Oui contre 4.851 NON.

Pour la quasi-totalité de la presse comme pour le gouvernement il y a un péril indiscutable, un ennemi désigné et le besoin d'une réponse ferme et virile.

Le besoin d'ennemis révèle une crise de légitimité ouvrant à une tentation totalitaire qu'il ne faut pas sous-estimer. Selon le bilan du ministre de l'intérieur se sont 1300 manifestants qui ont été interpellés depuis le début du mouvement se traduisant par 819 gardes à vue et « 51 personnes ont été condamnées en comparution immédiate, souvent à de lourdes peines ». (25)

Ces chiffres sont à la hauteur de la délégitimation de la politique économique menée par le gouvernement avec les encouragements du MEDEF, de l'Union Européenne et du Fond Monétaire International. D'autres « ennemis » ont été construits antérieurement et parallèlement, en particulier contre les mouvements de soutien au peuple palestinien et contre les associations dénonçant les violences policières. A ne pas prendre en compte les liens qui relient les différentes catégories criminalisées, c'est la capacité de résistance commune qui est affaiblie. Ne nous trompons pas, la notion d'ennemi est extensive. investigaction.net 03.07

Le passage suivant s'incrit dans le cadre de cette propagande appliquée au Brexit, que l'on va s'employer à démonter.

D'emblée le titre désigne l'ennemi vers lequel la population doit se tourner et qui ne peut pas être l'UE, mais "les autres" peuples, ou la version xénophobe de leur propagande de guerre.

Europe : l'enfer, c'est les autres - liberation.fr

Trop solidaire avec les pays du sud de l'Europe, trop généreuse avec les migrants, pas assez protectrice vis-à-vis des travailleurs : notre sondage Viavoice post-Brexit montre le repli des Français vis-à-vis d'une UE qu'ils n'aiment pas… mais ne veulent pas quitter.

(Les deux premiers motifs évoqués correspondent à ce que les médias se sont employés à présenter à la population sans qu'ils reflètent forcément la réalité, le troisième correspond à ce que les travailleurs vivent au quotidien, et s'ils ne veulent pas quitter l'UE, c'est parce qu'on ne leur offre pas le choix ou on ne leur a proposé aucune alternative. Le questionnaire a été conçu de manière à opposer les pays du sud et les migrants aux "Français", pour les faire passer pour des xénophobes ou racistes et pouvoir ensuite les assimiler à l'extrême droite, qui parce qu'elle a un programme débile les ramènera dans le giron des partis institutionnels favorables à l'UE et la boucle est bouclée. - LVOG)

On savait que l'Europe n'allait pas bien. On se doutait que cette crise existentielle réveillait de vieux clivages politiques, sociologiques et générationnels. (Alors qu'il s'agit d'une crise économique et politique à laquelle il ne faut surtout pas que les peuples cherchent une issue conforme à leurs intérêts. D'où l'intérêt qu'il se divise selon des critères de statut social ou de génération pour que toutes les couches des masses exploitées finissent par se haïr et s'affonter entre elles au lieu d'affronter ensemble le régime. - LVOG) Mais à lire notre sondage Viavoice, on ignorait que les attentes des Français étaient à ce point contradictoires qu'elles rendaient l'idée même de projet européen de plus en plus problématique. (Pure hypocrisie qui ne sert qu'à mettre les lecteurs en confiance pour la suite. Ils le savaient d'autant plus que le référendum les effraie. - LVOG)

Le Brexit n'a pas suscité en France une envie particulière de quitter l'UE (Non, elle est permanente. - LVOG). Mais il n'a pas non plus permis une réhabilitation de la construction européenne. (Mission impossible. Ou l'art de mêler une vérité et une contre-vérité, d'avouer que leur propagande peut certes influencer la population, mais jusqu'à un certain point seulement. - LVOG)

Des attentes mais sans débouché politique (C'est bien cela le drame pour avoir évacué l'alternative du socialisme. - LVOG)

Les Français n'ont pas peur de penser à la fois que les décisions de l'Europe sont allées dans le mauvais sens (à 68%) et que quitter l'UE aujourd'hui serait une très mauvaise chose à long terme pour l'économie (à 61%) et donc pour leur situation personnelle. (C'est un réflexe alimentaire. - LVOG) En clair, les Français ne veulent pas divorcer, mais ils veulent que l'Europe change. (C'est leur attribuer une intention qui correspond davantage à celle des tenants de l'UE, car à la longue le peuple est capable de comprendre qu'il n'a rien de bon à attendre de l'UE, et c'est ce qu'il manifeste quand il se prononce lors d'un référendum, les réponses à la question suivante le prouvent. - LVOG)

A la question «diriez-vous que ces dernières années les décisions de l'UE sont allées plutôt dans le bon sens?» les catégories sociales supérieures répondent non à 63% et les ouvriers et employés à 72%. (Elles sont donc majoritaires, mais on leur interdira d'exiger l'abrogation de ces décisions, de sorte que leurs voix n'existent pas, c'est leur conception de la démocratie qui le veut ainsi. Ce qui a été fait par l'UE ne peut être défait que par l'UE, c'est le règne du despotisme. - LVOG)

«Aujourd'hui, l'Europe ne se suffit plus à elle-même, tente de répondre François Miquet-Marty de Viavoice. Les Français ont tourné la page de l'Europe des valeurs et des idéaux, ils souhaitent une Europe plus utile, plus concrète qui réponde aux préoccupations des peuples.» liberation.fr 05.07

Un souhait qui restera lettre morte aussi longtemps que les travailleurs n'auront pas pris le pouvoir, en forgeant leurs propres institutions sur les cendres de celles du capital.

L'idée que l'UE garantirait la paix en Europe a pu séduire un temps une partie des générations qui avaient connu la Première ou la Seconde Guerre mondiale, mais ces générations sont en voie de disparition, ce sont donc plutôt les jeunes dont l'avenir est sacrifié ou hypothéqué qui exigent des réponses "concrètes" et immédiates à leurs problèmes, qu'ils rejettent ou non l'UE.

Ils adoptent un profil bas pour finalement avouer indirectement qu'ils sont impuissants à satisfaire les aspirations des peuples et plus particulièrement de la jeunesse, sans trop s'en inquiéter puisqu'ils savent que leurs "attentes" sont actuellement "sans débouché politique" et les appeler à prendre leur mal en patience ou à se contenter de leur condition dans le cadre de l'UE à défaut de mieux.

Ils feignent de ne pas comprendre que la population est de plus en plus allergique à leur propagande à deux balles ou usée jusqu'à

la corde, au point qu'en désespoir de cause Hollande en soit arrivé à affirmer que "cela va mieux", alors que le peuple pense exactement le contraire, cela va de mal en pis chaque jour qui passe.

Du coup, ils en arrivent à adopter un discours désabusé qui sera fortement emprunt d'hypocrisies, face à des peuples qui ne comprennent pas forcément la situation ou qui ne savent pas comment y mettre un terme, qui en ont marre d'être abusés et trompés en permanence, qui cherchent à résister par n'importe quel moyen à l'arbitraire auquel ils sont soumis, et quand sournoisement ils compatissent à leurs malheurs ou leur désarroi, c'est pour tenter à nouveau de les convaincre qu'il n'existe pas d'alternative au néolibéralisme qui sème le chaos, la guerre, la terreur à travers le monde, autant dire peine perdu d'avance, ce qui a le don de les exciter au plus haut point.

Dans l'article suivant que l'on doit à un idéologue sioniste du néolibéralisme, Moisés Naim, on peut observer à quel point ils sont dépités, reprochant aux peuples d'avoir "cédé la place aux émotions, aux passions et aux intuitions" qu'ils ont eux-mêmes instrumentalisées, substituées à la réflexion, ignorant que les émotions, les passions et les intuitions correspondaient également à des besoins ou aspirations élémentaires, universelles qui se trouvent être bafouées par les politiques que les différents gouvernements ont adoptées, et qu'un jour ces émotions, passions ou intuitions finissent par se révolter contre ceux qui en on trop abusé en les détournant au profit de plaisirs dérisoires ou éphémènes qui ne font pas le compte.

Bienvenue dans le monde des apprentis sorciers politiques - slate.fr

Extraits.

Toutes les enquêtes portant sur les indices de confiance dans différents pays montrent que ceux-ci sont en chute libre. Les populations se méfient de leur gouvernement, des entreprises privées et des ONG, sans parler des médias. (Comme quoi ils oeuvres bien ensemble contre les peuples, c'est toujours mieux lorsque ce sont eux qui l'affirment. - LVOG) Pire, des institutions qui étaient autrefois au-dessus de tout soupçon n'échappent désormais plus à la déferlante de remises en cause. (...) (L'alliance du sabre et du goupillon entre les cuisses d'un petit garçon, quoi de plus légitime en somme, divin ! - LVOG)

D'autre part, au cours des dernières années, les crises économiques et politiques ont sapé la confiance de l'opinion publique dans les «experts». Ces études nous apprennent que, partout et de plus en plus, les gens ont tendance à se fier principalement à leurs proches, famille et amis. Sauf exception. (Experts de l'entourloupe. - LVOG)

Quelquefois, une population en principe sceptique choisit de fonder tous ses espoirs sur certains leaders ou mouvements politiques, ce qui revient en somme à une réaction bipolaire. C'est tout ou rien. Il en va de la confiance comme de l'économie: le gagnant rafle tout. Soudain, des individus se manifestent qui parviennent à susciter une foi inconditionnelle et à l'abri, en l'occurrence, de toute remise en question. On a peine à croire que des électeurs puissent accorder une confiance indéfectible à certains leaders malgré leur tendance à déformer la vérité, à manipuler les chiffres, à faire des promesses qu'ils ne pourront manifestement pas tenir, à lancer des accusations sans fondement ou, tout simplement, à mentir. Et qu'importe si cette propension au mensonge est mise au jour…(Leaders mis en scelle par la même machine médiatique ou institutionnelle qui avait fabriqué les menteurs officiels. - LVOG)

Tout ce qui précède fait bien sûr penser à Donald Trump. Les médias ont beau vérifier et infirmer, jour après jour, les affirmations du magnat-candidat républicain à la Maison Blanche, cela ne diminue en rien l'enthousiasme de ses sympathisants. Pour beaucoup, ce sont au contraire les journalistes et les médias qui mentent. Pour d'autres, les faits n'ont pas d'importance. Trump leur offre de l'espoir, des protections et formule des revendications à l'emballage irrésistible; ils n'ont pas la moindre intention de changer d'avis à cause d'informations ou de faits qui les dérangent. (Il oublie de préciser que la candidature de Trump n'est pas descendue du ciel, il est soutenu par une partie de l'oligarchie anglo-saxonne. Et puis quand la quasi-totalité des institutions américaines et des médias s'emballaient pour la version abracadabrante de Bush du 11 septembre 2001, ne mentaient-ils pas effrontément au peuple américain ? Non, mais là c'était différent, c'était pour la bonne cause... - LVOG)

Le Brexit s'inscrit dans une dynamique de cet ordre. Au lendemain du référendum actant la sortie du Royaume-Uni de l'UE, il était étrangement spectaculaire de voir et d'entendre les zélateurs du Brexit revenir sur les promesses et les chiffres qui étaient à la base de leur campagne anti-européenne. (...) (Parce que prétendre que ce serait le bonheur de vivre dans l'UE, ce ne serait pas un énorme et grossier mensonge ou prendre les Britanniques pour des demeurés... - LVOG)

Là encore, les faits et les données ne comptent pas. (Au contraire et c'est ce qui le désespère ! - LVOG) On laisse ça aux experts et «[les Britanniques] en ont marre des experts». (...) Aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie et dans d'autres pays d'Europe ou d'Amérique latine…, le même son de cloche retentit partout. (Vous avez raison, on en a plus que marre de cette saloperie d'experts dans votre genre, et c'est à l'échelle mondiale qu'il faut en finir avec le capitalisme. - LVOG)

On évolue aujourd'hui dans un monde «post-factuel», dit-on, où, malgré la révolution des technologies de l'information, du big data, d'internet, entre autres avancées majeures, les faits et les statistiques ne comptent plus. Ils ont cédé toute la place aux émotions, aux passions et aux intuitions, lesquelles orientent désormais les décisions politiques de millions de citoyens. Rien de neuf là-dedans quand on sait que, dépourvue d'émotions, la politique n'aurait rien de politique. Malheureusement, lorsque

les gouvernements se mettent à prendre des décisions sans tenir compte des faits, il ne s'agit plus de choix politiques, mais de sorcellerie. (Cameron en sorcier ? Et Soros qui avait parié sur le Brexit ? - LVOG)

Les Britanniques ne tarderont pas à se rendre compte que se laisser guider uniquement par leurs émotions et leur intuition en ignorant les réalités de ce monde engendrera inévitablement de grandes souffrances humaines. slate.fr 06.07

Parce que "les réalités de ce monde" n'engendreraient pas déjà "de grandes souffrances humaines" ? Osons penser qu'elles ne sont pas inévitables et qu'on parviendra à en venir à bout en abattant l'ordre établi, cynique et aussi cruel que l'auteur de cet article.

L'article suivant montre qu'ils savent ce qu'ils font. Leur constat est accablant pour le capitalisme, aussi faut-il le présenter comme une fatalité

Pays riches, pays en voie de développement, le clivage disparu ? - atlantico.fr

...en 10 ans, les classes moyennes des pays émergents et les très riches se sont enrichis tandis que les classes moyennes des pays développés se sont appauvries.

... les classes populaires des pays riches. Ce sont eux qui, en termes relatifs, sont les perdants de la période. Si l'on considère que l'évènement majeur de cette période est l'essor de la mondialisation - avec la fin du bloc soviétique et l'entrée de la Chine sur le marché mondial - on peut les qualifier de perdants de la mondialisation. Ceux qui avaient un emploi manufacturier dans les pays riches par exemple.

On parlait avant de pays du Nord et de pays du Sud, les premiers toujours plus riches et les seconds toujours plus pauvres ; on déplorait la croissance des inégalités mondiales. Cette grille de lecture n'est plus pertinente. La sortie de masses de gens de la pauvreté dans les pays pauvres d'Asie (Chine et Inde en particulier) a fait reculer les inégalités mondiales pour la première fois. (A coups de surexploitation, d'endettement, d'énormes sacrifices et souffrances, etc. - LVOG) Mais ce gain de la mondialisation n'a pas eu que des avantages : il a coïncidé avec la croissance des revenus des 1% les plus riches et avec la stagnation des classes populaires des pays du monde développé. Et cette stagnation a des conséquences politiques : elle crée des gens qui ont le sentiment d'être les laissés-pour-compte de la mondialisation. (C'est plus qu'un vulgaire "sentiment" ou une impression, la triste et cruelle réalité. - LVOG)Ce sont ces gens qui nourrissent les votes protestataires, même si la grille de lecture économique n'est pas la seule pertinente. (Non, ces gens ne nourrissent pas les "votes protestataires" qui viendraient dont on ne sait où, ils expriment un vote contestataire, ce qui n'est pas la même chose, car cela témoigne un début de prise de conscience de leur condition, certes déformée ou mal orientée, ce sur quoi il est préférable de ne pas insister pour mieux les assimiler à l'extrême droite. - Ce qu'ils ne supportent pas et ne comprennent pas, c'est que de plus en plus de gens ne suivent plus les consignes que les médias leur inoculent du matin au soir ou qu'ils manifestent leur volonté d'indépendance, ce qui est lourd de menaces pour le régime, car cette indépendance pourrait trouver un jour la voie qui lui serait fatale. LVOG) Mais les partisans du Brexit, les gros bataillons d'électeurs de Trump, ou du Front national en France, se trouvent dans ces catégories sociales que l'on qualifie parfois, non sans mépris, de "petits blancs " : des gens qui voient leur environnement social se dégrader sous l'effet des fermetures d'usines, qui redoutent la concurrence des immigrés sur le marché du travail et ne trouvent que peu d'intérêt dans la multiplication de restaurants ethniques, le multiculturalisme des grandes capitales et la libéralisation des moeurs. Ils ont le sentiment que leur situation se dégrade et qu'ils sont méprisés. atlantico.fr 06.07

C'est plus qu'une "impression", la réalité.

Ce qui sauve le régime capitaliste, c'est que des couches entières des masses laborieuses ne réagissent qu'une fois les conséquences de la crise du capitalisme devenues insupportables pour elles, sans avoir conscience qu'elles sont le produit auquel conduit infailliblement ou inexorablement un processus dialectique qui leur échappe ou dont elles ignorent le fonctionnement et l'origine, du fait qu'elles en donnent une interprétation faussée parce qu'elles ne situent pas leur réflexion ou analyse sur un plan historique, qui leur ferait apparaître le rapport de cause à effet qui existe entre la nature du mode d'exploitation capitaliste et ce qu'il leur fait subir ou leur condition, de sorte qu'elles sont incapables de concevoir qu'il en sera toujours ainsi sans inverser le rapport existant entre les classes et qu'il n'existe pas d'autre issue politique pour mettre un terme à leurs difficultés et leurs souffrances, changer la société pour vivre dans un monde meilleur ou plus juste.

Ce qui manque aux masses laborieuses, c'est l'instrument logique pour interpréter la situation, de manière à comprendre que leur condition n'est pas le produit de la fatalité ou qu'elle serait uniquement le résultat de mauvaises mesures ou d'une politique erronée ou néfaste, mais qu'elle est l'aboutissement d'un processus objectif, matérialiste, dialectique, historique, qui est orienté dans une direction précise que seules elles peuvent modifier dès lors qu'elles prennent leur destin en mains ou s'emparent du pouvoir politique, afin de pouvoir changer les rapports sociaux qui figurent à l'origine de ce processus, tâche ou condition indispensable à réaliser pour orienter la société dans une direction favorable à la satisfaction de leurs besoins et aspirations tout en préservant notre planète pour les générations futures.

C'est une question de logique somme toute élémentaire ou qui est à la portée de millions de travailleurs et jeunes éduqués, pour peu qu'on les aide à se débarrasser du fatras idéologique qui obscurcit ce processus historique et les empêche de progresser.

Le problème, c'est qu'on n'a pas saisi qu'on avait désormais à faire à des travailleurs qui avaient été scolarisés, éduqués, qui avaient acquis des bribes éparpillées de la logique, sans parler de leurs propres expériences où elle se manifeste hors de leur contrôle, volonté ou de leur conscience, expériences toujours plus riches, nombreuses et diversifiées, même confinés dans une routine abrutissante, car la complexité de l'existence ou la multiplication de leus besoins les conduit à réfléchir toujours plus, bref, il leur manque donc peu de choses pour relier entre eux tous les facteurs qui composent la réalité qu'ils vivent au quotidien afin de saisir pourquoi et comment ils se sont transformés ou ils ont évolué.

Nous avons fait notre propre malheur en leur daignant cette capacité, donc en nous détournant du socialisme.

Ceux qui estiment qu'il suffirait que les conditions objectives soient mûres pour que les masses exploitées se soulèvent et s'emparent du pouvoir politique se trompent lourdement et font preuve d'une crasse ignorance, car toute l'histoire de la lutte de classe du XXe siècle a amplement prouvé le contraire ou que les conditions subjectives ne mûriront jamais spontanément au point de pouvoir réaliser la tâche historique qui consiste à écrire consciemment notre histoire, et à enclencher le processus qui à terme permettra de mettre fin au règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui jusqu'à présent a servi de support au développement de la civilisation humaine, mais qui désormais menace sérieusement son existence.

Si nous devions enseigner une seule chose aux travailleurs et à la jeunesse, ce serait le matérialisme dialectique, l'outil indispensable pour comprendre comment fonctionne et ont évolué, la nature, leur condition, la société, le monde.

En guise d'épilogue.

Chapitre XIII : Dialectique. Négation de la négation. Friedrich Engels : Anti-Duhring (1878).

Extraits.

C'est déjà un manque total d'intelligence de la nature de la dialectique, que de la tenir, comme fait M. Dühring, pour un instrument de pure démonstration, à la façon dont on peut se faire une idée bornée, disons de la logique formelle ou des mathématiques élémentaires. Même la logique formelle est avant tout une méthode pour trouver des résultats nouveaux, pour progresser du connu à l'inconnu, et cela est vrai, mais dans un sens bien plus élevé encore, de la dialectique qui, en outre, en brisant l'horizon étroit de la logique, contient le germe d'une vue plus vaste du monde.

(La négation de la négation) Une procédure très simple, qui s'accomplit en tous lieux et tous les jours, que tout enfant peut comprendre, dès qu'on élimine le fatras mystérieux sous lequel la vieille philosophie idéaliste la dissimulait et sous lequel des métaphysiciens incurables de la trempe de M. Dühring continuent à avoir intérêt à la cacher. Prenons un grain d'orge. Des milliards de grains d'orge semblables sont moulus, cuits et brassés, puis consommés. Mais si un grain d'orge de ce genre trouve les conditions qui lui sont normales, s'il tombe sur un terrain favorable, une transformation spécifique s'opère en lui sous l'influence de la chaleur et de l'humidité, il germe : le grain disparaît en tant que tel, il est nié, remplacé par la plante née de lui, négation du grain.

Mais quelle est la carrière normale de cette plante ? Elle croît, fleurit, se féconde et produit en fin de compte de nouveaux grains d'orge, et aussitôt que ceux-ci sont mûrs, la tige dépérit, elle est niée pour sa part. Comme résultat de cette négation de la négation, nous avons derechef le grain d'orge du début, non pas simple, mais en nombre dix, vingt, trente fois plus grand. (...)

Il n'en va pas autrement en histoire. Tous les peuples civilisés commencent par la propriété en commun du sol. Chez tous les peuples qui dépassent un certain stade primitif, cette propriété en commun devient, au cours de l'évolution de l'agriculture, une entrave pour la production. Elle est abolie, niée, transformée en propriété privée après des stades intermédiaires plus ou moins longs. Mais à un stade plus élevé du développement de l'agriculture atteint grâce à la propriété privée du sol elle-même, c'est inversement la propriété privée qui devient une entrave pour la production, - comme c'est aujourd'hui le cas aussi bien pour la petite que pour la grande propriété foncière. On voit surgir avec un caractère de nécessité la revendication qui tend à ce qu'elle soit niée également, à ce qu'elle soit retransformée en propriété commune. Mais cette revendication ne signifie pas la restauration de l'ancienne propriété en commun primitive, mais l'établissement d'une forme bien plus élevée et plus développée de propriété collective qui, bien loin de devenir une barrière pour la production sera, au contraire, la première à la libérer de ses entraves et à lui permettre la pleine utilisation des découvertes chimiques et des inventions mécaniques modernes.

Autre exemple encore. La philosophie antique était un matérialisme primitif naturel. En tant que tel, elle était inc apable de tirer au net le rapport de la pensée et de la matière. Mais la nécessité d'y voir clair conduisit à la doctrine d'une âme séparable du corps, puis à l'affirmation de l'immortalité de cette âme, enfin au monothéisme. Le matérialisme antique fut donc nié par l'idéalisme. Mais dans le développement ultérieur de la philosophie, l'idéalisme à son tour devint insoutenable et fut nié par le matérialisme moderne. Celui-ci, négation de la négation, n'est pas la simple réinstallation de l'ancien matérialisme, mais ajoute aux fondements persistants de celui-ci tout le contenu de pensée d'une évolution deux fois millénaire de la philosophie et des sciences de la nature, ainsi que de ces deux millénaires d'histoire eux-mêmes. Après tout ce n'est plus une philosophie, mais une simple vue du monde qui n'a pas à faire ses preuves et à se mettre en oeuvre dans une science des sciences à part, mais dans les sciences réelles. La philosophie

est donc ici “ levée ”, c'est-à-dire à la fois “ surmontée et conservée”, surmontée dans sa forme, conservée dans son contenu réel.

Enfin, même la doctrine de l'égalité de Rousseau...

A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes -animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes -animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement 2; et ce fut la cause de l'inégalité.

Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

“ Tous les progrès ultérieurs [au delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution. ” (La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.)

“ Pour le poète, c'est l'or et l'argent, mais pour le philosophe ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes et perdu le genre humain. ”

Tout nouveau progrès de la civilisation est, en même temps, un nouveau progrès de l'inégalité. Toutes les institutions que se donne la société née avec la civilisation, tournent à l'encontre de leur but primitif.

“ Il est incontestable, et c'est la maxime fondamentale de tout le droit politique, que les peuples se sont donné des chefs pour défendre leur liberté et non les asservir.”

Et cependant, ces chefs deviennent nécessairement les oppresseurs des peuples et renforcent cette oppression Jusqu'au point où l'inégalité, poussée à son comble, se retransforme en son contraire, devient cause de l'égalité : devant le despote tous sont égaux, à savoir égaux à zéro.

“ C'est ici le dernier terme de l'inégalité et le point extrême qui ferme le cercle et touche au point d'où nous sommes partis : c'est ici que tous les particuliers redeviennent égaux, parce qu'ils ne sont rien et que les sujets n'ont plus d'autre loi que la volonté du maître.”

Mais le despote n'est maître que tant qu'il a la violence et c'est pourquoi “ sitôt qu'on peut l'expulser, il n'a point à réclamer contre la violence... La seule force le maintenait, la seule force le renverse. Toutes choses se passent ainsi selon l'ordre naturel. ”

Et ainsi, l'inégalité se change derechef en égalité, non toutefois en cette vieille égal ité naturelle de l'homme primitif privé de la parole, mais dans l'égalité supérieure du contrat social. Les oppresseurs subissent l'oppression. C'est la négation de la négation. (...)

Qu'est-ce donc que la négation de la négation ? Une loi de développement de la nature, de l'histoire et de la pensée extrêmement générale et, précisément pour cela, revêtue d'une portée et d'une signification extrêmes; loi qui, nous l'avons vu, est valable pour le règne animal et végétal, pour la géologie, les mathématiques, l'histoire, la philosophie, et à laquelle M. Dühring lui-même, bien qu'il se rebiffe et qu'il regimbe : est obligé à son insu d'obéir à sa manière. (...)

Si je dis de tous ces processus qu'ils sont négation de la négation, je les comprends tous ensemble sous cette unique loi du mouvement et, de ce fait, je ne tiens précisément pas compte des particularités de chaque processus spécial pris à part. En fait la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée.

Eugen Dühring, un social-démocrate allemand tardif, universitaire vaniteux, ennemi de la dialectique et donc du socialisme scientifique développé par Marx et Engels, au profit de "vérités éternelles", un vulgaire fatras de "de stupidité(s) d'une part et de banalité(s) d'autre part, écrira le 28 mai 1876 Engels à Marx en lui communiquant son "plan" d'Anti-Dühring.

J'ai reproduit ces passages parce qu'ils sont à la portée de tous. Ne pas populariser la dialectique au sein de la population est inexcusable.

Brexit. Le hold up du siècle.

Le Brexit devait-il servir à couvrir la récession qui menace les Etats-Unis et l'UE ?

- Bien sûr, il ne faut pas exclure que le Brexit soit une mise en scène des Britanniques pour renégocier à leur avantage leur «

relation spéciale » avec les « Américains ». Cependant, il est beaucoup plus probable que Londres espère étendre ses relations à Pékin et à Moscou sans pour autant lâcher les avantages de son entente avec Washington. Le Réseau Voltaire 04.06

Gagner sur tous les tableaux, n'était-ce pas une spécialité des banquiers anglo-saxon depuis plus d'un siècle ?

Brexit : un vent de panique dans la finance - Francetv info

L'avertissement ce 5 juillet du gouverneur de la Banque d'Angleterre a glacé les milieux économiques. "Les risques annoncés sont déjà en train de se cristalliser. Le Royaume-Uni est rentré dans une période d'instabilité et d'ajustement, et la Banque d'Angleterre ne pourra pas totalement et immédiatement calmer les marchés", a-t-il déclaré à la presse.

Moins de deux semaines après le vote pour la sortie du royaume de l'UE, les grands groupes semblent sur le point de faire des annonces drastiques. C'est le cas de WPP, le géant mondial de la publicité, avec 180 000 employés. "La Grande-Bretagne va souffrir. Ce sera le résultat des conséquences du Brexit. On va se marginaliser, devenir plus isolé, à l'heure où le monde s'ouvre de plus en plus", a ainsi exprimé son directeur général. Mais c'est du secteur financier et bancaire que sont venues les menaces les plus fortes : le fonds d'investissement Aviva et son homologue Standard Life, ont déjà gelé les comptes de leurs bénéficiaires, face à l'afflux des demandes de retraits d'argent. Francetv info 05.07

Brexit : la livre plonge face au dollar, à son plus bas depuis 31 ans - Francetv info

Mardi 5 juillet, le cours de la monnaie britannique a chuté à son niveau le plus bas depuis 1985 face au dollar, entraînant l'euro avec elle. (Une bonne nouvelle pour le dollar et les exportateurs britanniques. Sans parler de la baisse du pouvoir d'achat des ménages britanniques, une aubaine quoi. - LVOG)

"La livre sterling enregistre une mauvaise performance (...) après de mauvais chiffres économiques au Royaume-Uni, dont un ralentissement plus fort de l'activité dans les services", a souligné Eric Viloria, de Wells Fargo. (Ils vendent la mèche, ces mauvais chiffres ne sont pas le produit de l'activité économique des derniers jours, ils nous prennent pour des abrutis. Leur discours ne sert qu'à masquer le ralentissement de l'activité économique mondial qui se répercutait sur la Grande-Bretagne. - LVOG)

"Comme pour la livre, le potentiel de hausse de la monnaie unique risque de rester limité tant que les marchés n'auront pas une vision plus claire de l'impact du Brexit sur la croissance en Europe", a écrit Joe Manimbo de Western Union, cité par l'AFP.
Il remarquait que l'euro était aussi probablement affecté par un mauvais indice sur l'activité du secteur privé dans la zone euro, au plus bas depuis la fin 2014. (Rien de tel que le chaos pour avancer sur les dossiers qui étaient en panne ou sur lesquels ils peinaient à avancer, dont le TTIP qui concerne en priorité les Etats-Unis, pour un peu ils vont le présenter prochainement comme le sauveur de l'UE, qui sait de quoi ils sont capables ? - LVOG) Francetv info 05.07

Une publication qui tombe à point pour redorer le blason des autorités britannique.

Le rapport sur l'engagement controversé du Royaume-Uni en Irak enfin publié - AFP

Attendu depuis sept ans, le rapport de la commission d'enquête sur l'engagement controversé du Royaume-Uni dans la guerre en Irak en 2003 est enfin publié mercredi et promet d'être sévère envers l'ex-Premier ministre Tony Blair.

M. Blair, chef du gouvernement britannique entre 1997 et 2007, est accusé d'avoir trompé sa population en affirmant que l'Irak possédait des armes de destructions massives, ce qui n'a jamais été avéré.

Un premier rapport officiel publié en 2004 avait conclu que Tony Blair avait exagéré devant le Parlement la menace représentée par le président irakien Saddam Hussein...

L'an dernier, il s'est excusé pour "le fait que les informations données par les services secrets étaient fausses".

L'intervention en Irak continue aujourd'hui à influer sur la politique britannique. Elle explique les fortes réticences du Royaume-Uni à s'engager militairement depuis, et la question déchire régulièrement le Parti travailliste, dirigé actuellement par le pacifiste Jeremy Corbyn. AFP 06.07

En complément

L'Italie, ce nouvel homme malade de l'Europe qui pourrait faire passer le Brexit pour une partie de plaisir - Atlantico.fr

Dans la foulée du référendum sur le Brexit, les attaques contre les banques italiennes, au bord de l'effondrement, ont redoublé. Une situation économique qui complique davantage encore la situation politique de l'Italie, où le Mouvement 5 Etoiles poursuit

son ascension dans les urnes et dans les sondages. Tous les éléments pour une explosion semblent réunis, avec les risques que cela comporte pour l'Europe. Atlantico.fr 05.07

Le Brexit ou comment justifier l'adoption du traité de libre échange Etats-Unis - Union européenne. Premier acte.

- Les parlements nationaux voteront sur l'accord UE-Canada - Reuters

Les parlements nationaux de l'Union européenne seront appelés à se prononcer sur l'accord de libre-échange négocié par l'UE et le Canada, a annoncé la Commission (CE) mardi, une décision destinée à parer aux critiques de ceux qui jugent les négociations trop opaques et leurs résultats trop favorables aux multinationales mais qui risque de freiner la stratégie commerciale de l'UE.

"J'ai examiné les arguments juridiques et écouté les chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que les parlements nationaux", a déclaré le président de la CE Jean-Claude Juncker. "Maintenant, il est temps d'agir; la crédibilité de la politique commerciale de l'Europe est en jeu."

L'exécutif européen espère que le CETA (Comprehensive Economic Trade Agreement ou Accord économique et commercial global), un texte de 1.600 pages qui a nécessité cinq années de négociations, pourra être signé en octobre.

Il devra donc auparavant être soumis au vote de chacun des 28 parlements nationaux de l'UE, et dans certains cas, comme en Belgique, aux assemblées régionales.

Paris et Berlin avaient réclamé ces derniers jours que le CETA soit ratifié par les parlements nationaux, alors que certains commissaires voulaient qu'il soit qualifié d'accord "européen" qui ne devrait être ratifié que par le Parlement européen.

La commissaire au commerce, Cecilia Malmström, a souligné lors d'une conférence de presse à Strasbourg que, pour la première fois, tous les droits de douane seraient supprimés entre les deux partenaires, dès la mise en œuvre du traité entre le Canada et l'Union européenne.

"C'est un bon accord. L'Union européenne le veut, les Etats membres ont affirmé à l'unanimité leur soutien, tous les domaines concernés relèvent de la compétence de l'Union européenne. Ce qui est très clair, c'est que juridiquement, c'est un accord de l'Union européenne", a-t-elle affirmé en évoquant le processus de ratification.

Mais "face à la difficulté de trouver un consensus, la Commission a décidé de présenter le CETA comme un accord mixte", a-t-elle ajouté.

"Nous le présentons comme un accord mixte pour que les Etats se l'approprient", a-t-elle précisé.

Les partisans du CETA assurent qu'il pourrait augmenter les échanges bilatéraux de 20%, à 26 milliards d'euros par an.

La ministre canadienne du Commerce, Chrystia Freeland, a estimé mardi que la majeure partie des dispositions nouvelles prévues par l'accord pourraient entrer en vigueur dès l'an prochain.

L'adoption du CETA par le seul Parlement européen permettrait en effet une telle application à titre provisoire.

"Il est important pour l'Europe et pour le monde que nous montrions qu'il est possible de conclure des accords commerciaux ambitieux et porteurs de progrès", a déclaré Chrystia Freeland à Reuters en citant les volets sociaux et environnementaux du CETA.

"C'est la riposte du Canada et de l'Europe contre le populisme de colère qu'on observe dans tant de régions du monde"

Les milieux favorables au libre-échange craignent toutefois de voir le CETA sabordé par les instances nationales, ce qui risque de sonner le glas de l'accord de commerce entre l'UE et les Etats-Unis, contre lequel la France a désormais pris position.

Le ministre italien de l'Industrie, Carlo Calenda, a ainsi estimé mardi que les négociations sur ce Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) étaient dans l'impasse.

"Je pense que le TTIP va tomber à l'eau, et l'accord avec le Canada risque de subir le même sort. Nous négocions dessus depuis trop longtemps", a dit le ministre à Rome, en regrettant l'absence d'un climat de confiance propice à ces négociations. Reuters 05.07

La question est de savoir si l'oligarchie financière anglo-saxonne est parvenue ou non à infiltrer ou influencer suffisamment les

partis de l'ordre qui disposent de la majorité parlementaire dans les différents pays de l'UE, pour que le CETA et le TTIP soient adoptés. Tout le reste est du baratin. Personne ne peut croire un seul instant que Valls s'y opposerait par exemple. Les réticences affichées ou à venir de certains dirigeants de l'UE relève d'une manoeuvre pour obtenir des concessions en échange. Et puis, si un dirigeant européen récalcitrant s'y opposait malgré tout, soit ils s'emploieraient à le débarquer à l'aide d'un coup tordu, soit ils passeraient par le Parlement européens.

Désinformation. Les médias au secours de l'UE

- Quand Bruxelles a bon dos - LeParisien.fr

Courbe des bananes, taille des concombres, interdiction des grille-pain britanniques : le bashing antieuropéen accuse Bruxelles de pondre des directives technocrates et tatillonnes. Mais, souvent, avec des arguments mensongers qui font de l'Europe un bouc émissaire idéal. « On ne peut pas vendre de bananes avec une courbe anormale » : ce fut l'un des arguments de l'ex-maire de Londres Boris Johnson en faveur du Brexit. Mais voilà : la directive de la Commission européenne indique que la banane doit être « exempte de malformations et de courbures anormales », mais ne précise pas ce qu'est une « courbure anormale ». De plus, cette directive s'appuie sur les normes édictées par l'ONU.

Il existe bien une « recommandation » de la Commission européenne à la France. Sauf qu'une « recommandation » n'est en aucun cas contraignante. C'est donc bien le gouvernement français qui est à l'origine du contenu de la loi El Khomri ! LeParisien.fr 05.07

Contre-arguments.

- Justement, la Commission européenne ne "précise pas ce qu'est une « courbure anormale »" d'une banane, parce qu'elle est la seule à en décider arbitrairement. Gageons qu'elle a pris pour modèle la courbure des bananes produites par les multinationales américaines.

- Chacun sait par expérience qu'une « recommandation » de la Commission européenne à valeur de décision, de diktat, de menace, de sanction au cas où l'Etat concerné n'en tiendrait pas compte.

Loi Travail ou quand le gouvernement piétine la démocratie

- La mobilisation contre la loi Travail au plus bas depuis le 9 mars - Le Huffington Post

- Jean-Marie Le Guen : « L'intransigeance n'est pas du côté du gouvernement » - L'Opinion

- Loi Travail : le gouvernement a utilisé le 49.3 - Francetv info

Ce mardi 5 juillet après-midi, Manuel Valls a sifflé la fin du match. "Malgré les avancées, je constate une alliance des immobilismes et des conservatismes", a dénoncé le Premier ministre. Pour le symbole, les députés de droite quittent l'hémicycle au moment de l'annonce du recours au 49.3. Le débat est clos, l'opposition en prend acte, elle laissera la gauche se déchirer.

Ce mardi matin devant les députés socialistes, Manuel Valls a balayé les ultimes tentatives de compromis sur le texte. Les frondeurs, eux, dénoncent la brutalité du Premier ministre. Ils ont d'ailleurs jusqu'à mercredi 15h pour déposer une éventuelle motion de censure. Après un dernier passage au Sénat, il reviendra à l'Assemblée le 20 juillet prochain.

Pour une adoption définitive du texte, il faudra "attendre le 20 juillet, jour où le texte revient devant l'Assemblée nationale, avec un nouveau 49.3 probable. Si c'est le cas, il faudra trois 49.3 à Manuel Valls pour venir à bout du texte. Un texte qui ne satisfait pas le patronat et qui déchire sa majorité", conclut la journaliste.

A 15 h 11, les manifestants parisiens apprenaient la nouvelle, scandant à tue-tête : « 49-3 ou pas, on n'en veut pas. Retrait, retrait, retrait du projet de loi ! » Des troupes moins fournies que lors du rassemblement du 28 juin -- entre 6 500 et 7 500 personnes selon les autorités et 45 000 selon la CGT et FO --, mais toujours aussi motivées.

Brigitte, retraitée et apparentée CGT, est très remontée contre le gouvernement : « Plus jamais je ne voterai pour un candidat PS. » Une colère générale stimulée aussi par l'important dispositif policier mis en place pour encadrer le défilé. Contrôles systématiques et filtrages à tous les coins de rue. « J'ai été fouillé deux fois en arrivant. C'est une grave atteinte à la liberté de manifester. Je n'ai jamais vu ça », déplore Yohan, ingénieur et militant CGT.

Défaite ou pas, ils entendent bien ne pas en rester là. Certains sont prêts à reprendre le combat dès le retour des vacances. D'ailleurs, les sept syndicats promettent une rentrée chaude, et pourquoi pas une 13 e mobilisation. D'ici là, d'autres se préparent

déjà à participer à des actions militantes cet été, comme des opérations péage gratuit, déjà planifiées à CGT et à FO. Francetv info et LeParisien.fr 05.07

- Loi travail: le groupe Les Républicains ne déposera pas de motion de censure - AFP

- VGE conseille à Macron d'acquérir de l'expérience avant de se lancer dans une présidentielle - AFP

- Un proche de Le Foll à l'Inra, la nomination qui passe mal - Liberation.fr

- Entre les radicaux de gauche et le PS, la rupture est-elle consommée ? - Public Sénat

Le patron du PRG, Jean-Michel Baylet, a fait savoir ce mardi que le « pacte fondateur » était rompu avec le PS. Il lui reproche d'avoir annoncé une primaire de gauche sans consulter son allié. Public Sénat 05.07

- Israël a-t-il espionné le portable de Manuel Valls? 20minutes.fr -

Ça fait un peu désordre. Lors de sa visite en Israël, en mai dernier, Manuel Valls et ses conseillers ont dû confier leurs téléphones sécurisés aux services de sécurité israéliens avant de rencontrer les haut-dirigeants du pays, révèle L'Express. Or, depuis les révélations Wikileaks, se séparer de son téléphone, et pire le donner à une puissance étrangère, fusse-t-elle amie, relève au minimum de l'imprudence. (De l'impuissance, de la vassalité ou de la soumission, manifestant un rapport de maître à domestique. - LVOG)

D'ailleurs, toujours selon L'Express, «en les reprenant [les portables, ndlr], la délégation a eu la mauvaise surprise de constater que plusieurs d'entre eux présentaient des signes "d'anomalie"». Etrange, non? Les téléphones ont donc été remis, dès le retour en France, à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) pour savoir si, oui ou non, les mobiles ont bien été manipulés par des tiers. Matignon a d'ailleurs confirmé qu'un téléphone était bien tombé en panne au cours du voyage diplomatique. En matière de renseignement, il n'y a décidément pas d'amitié qui vaille. 20minutes.fr 06.07

Et après ? Rien naturellement.

En famille. La preuve que Mélenchon n'est pas de gauche

- Emmanuel Macron: "Michel Rocard a renouvelé la vie de la gauche" - L'Express.fr

Entre le ministre de l'Economie qui rêve de la fonction suprême et celui qui ne put jamais y accéder, une complicité s'était installée. Nourrie de convictions communes. L'Express.fr 05.07

Ils se déchirent l'héritage de la CSG et de la première guerre du Golfe contre l'Irak. On leur laissera volontiers.

- Le "rocardisme", "quasiment du gauchisme" par rapport à Valls et Macron, dit Mélenchon - AFP

Jean-Luc Mélenchon a réfuté mardi que Manuel Valls soit le "fils spirituel" de Michel Rocard, dont le courant de pensée fait "maintenant figure quasiment de gauchisme à côté" de Manuel Valls ou d'Emmanuel Macron.

"Non, non, Rocard n'aurait pas affronté comme cela une majorité syndicale à coups de triques, n'aurait pas fait matraquer des manifestants, n'aurait pas permis tout ça, comme Premier ministre", a réagi le député européen sur BFMTV, à qui on demandait s'il considérait Manuel Valls comme le "fils spirituel" de Michel Rocard.

"Quand il était Premier ministre, il y a eu des mouvements sociaux (...) et il (Michel Rocard) n'a jamais eu un comportement d'une telle violence, d'une telle brutalité. Non, le rocardisme maintenant fait figure quasiment de gauchisme à côté des Valls, des Macron", a poursuivi le candidat à l'élection présidentielle. (Rocard a fait pire en bombardant l'Irak en 1991. On prend acte qu'indirectement Mélenchon le revendique en 2016. - LVOG)

"Le projet social-démocrate à la suédoise de Michel Rocard, ce n'est pas Clémenceau, plus des CRS et ainsi de suite. Ce n'est pas ça", a-t-il insisté. (La Suède où le taux de suicides est un des plus élevés, où pour cause d'alcoolisme chronique tellement il y fait bon vivre, les bistrots doivent fermer tôt en soirée, j'ai oublié l'heure exacte, le pays qui fait partie de ceux où le corporatisme a été poussé le plus loin, où les syndicats sont intégrés dans les institutions, etc. Quelle référence, quelle modèle ! - LVOG

"Michel Rocard était un personnage extrêmement intéressant, toujours très fécond intellectuellement. J'ai rarement été d'accord

avec lui (...) Il était un anti-communiste absolument primaire... Mais c'était un esprit engagé dans la gauche", a développé encore l'ancien membre du PS. AFP 05.07

Il semblerait que Mélenchon a provoqué l'éclatement du Front de gauche qu'il impute au PCF, pour se positionner toujours plus à droite, à l'instar de Die Linke, Syriza, Podemos, le Bloc de gauche... A suivre.

Pour bien comprendre ce que signifie pour Mélenchon être de gauche, c'est se revendiquer de gauche et être un "anti-communiste absolument primaire", autrement dit être une pourriture de droite. Vous comprendrez mieux pourquoi je le caractérise de charlatan, d'aventurier, de sale type dont il n'y a absolument rien à tirer. Et dire qu'il y a des militants ouvriers pour lui faire confiance, quel délire !

Le sort qui attend tous les escrocs de la "gauche de la gauche".

- Un an après avoir voté contre l'austérité, les Grecs en plein marasme - slate.fr

D'après de récents sondages, le parti de la gauche radicale n'est plus crédité que de 17% des intentions de vote, loin derrière la Nouvelle démocratie (centre-droit) avec 24%.

Il cherche à pérenniser son pouvoir en modifiant la loi électorale et en étendant son contrôle sur divers rouages de l'État et sur les médias.

Le chômage reste à un niveau élevé, 24%, même si le taux a baissé de deux points. Chez les jeunes, il atteint toujours les 50%. Depuis le début de la crise, 400.000 Grecs ont émigré vers des pays d'Europe du nord. Ce ne sont plus des travailleurs non qualifiés, comme dans les années 1960-1970, mais des diplômés de l'enseignement supérieur. Dans les années 1990, la Grèce avait été un pays d'immigration.

Malgré les grèves à répétition, notamment dans la fonction publique et parapublique, à l'appel des syndicats proches du Parti communiste, Alexis Tsipras compte sur le fait que la résignation l'emportera dans une population dont le niveau de vie a baissé d'un quart depuis le début des années 2010. slate.fr 05.07

La candidate du groupe Bilderberg ou de l'oligarchie financière est déjà élue présidente des Etats-Unis.

Quand le FBI se substitue à un procureur ou à la justice... en démocratie bien sûr.

- Le FBI recommande de ne pas poursuivre Clinton sur les courriels - Reuters

De l'avis du FBI, "aucun procureur sensé" n'engagera des poursuites contre Hillary Clinton. « Bien qu'il y ait des preuves de violations potentielles des lois en ce qui concerne le traitement des informations classifiées, notre opinion est qu'aucun procureur raisonnable n'intenterait de poursuites », a déclaré le directeur du FBI, James Comey, lors d'une conférence de presse à Washington.

Le candidat républicain à la Maison blanche Donald Trump, qui a déjà estimé que l'enquête sur les courriels devrait disqualifier Hillary Clinton de la course à la Maison blanche, a estimé mardi après l'annonce du FBI que "le système est truqué".

Le camp républicain reproche en outre à l'époux d'Hillary Clinton, Bill, d'avoir rencontré en privé Loretta Lynch la semaine dernière

La ministre de la Justice dit avoir regrette cette entrevue tout en assurant que la question des courriels n'avait pas été abordée. Reuters

Et comment l'Agence Française de Propagande se fait le porte-parole du FBI.

- Clinton soulagée, a évité le pire dans l'affaire de ses emails - AFP L'annonce, par le directeur du FBI, qu'il ne pensait pas qu'Hillary Clinton doive faire l'objet de poursuites pour avoir utilisé un serveur privé pour ses mails quand elle était secrétaire d'Etat, a privé les républicains du rebondissement spectaculaire dont ils rêvaient. Hillary Clinton avait été interrogée par le FBI, la police fédérale, pendant trois heures et demi durant le long week-end de la fête nationale américaine du 4 juillet, et les conclusions du FBI n'ont pas traîné, alors que de nombreux Américains étaient encore en congé, ne suivant que de loin les informations. AFP 06.07

Le Monde prend acte et s'aligne sur le FBI en poussant un ouf de soulagement..

C'est probablement la fin d'un long cauchemar pour Hillary Clinton. Le FBI a recommandé, mardi 5 juillet, de ne pas poursuivre la candidate démocrate à la présidentielle pour avoir utilisé sa messagerie personnelle quand elle était secrétaire d'Etat entre 2009 et 2013. lemonde.fr 06.07

Propagande xénophobe et de guerre. Deux poids deux mesures.

- Russie : nouveau coup de gel sur les libertés - libération.fr

Les nouvelles mesures votées fin juin, qui entreront en vigueur dès le 20 juillet si le président russe, Vladimir Poutine, les ratifie, modifient des dizaines de lois existantes et vont affecter de manière sensible la vie des citoyens ordinaires en Russie. Et pas seulement celle des terroristes et extrémistes auxquels elles sont officiellement destinées. (Alors que ce ne serait pas le cas en France avec la loi sur le renseignement. - LVOG)

La délation, l'une des plaies de la période soviétique, retrouve droit de cité. Désormais, tout individu détenant des informations relatives à la préparation d'un acte terroriste, d'un coup d'Etat ou d'une quinzaine d'autres délits, qui n'en aura pas informé les autorités à temps, sera puni : jusqu'à un an de prison ferme pour la non-délation. « L'article sur la non-délation peut s'avérer très utile pour poursuivre aussi bien de potentiels terroristes qu'un grand nombre de détracteurs du régime. Et compte tenu de l'activité effrénée de nos législateurs, nous verrons bientôt une liste étendue des délits qu'il faut rapporter sous peine d'être poursuivi en justice», commente la sociologue Ekaterina Khodjaeva, chercheuse à l'Institut de droit de l'Université européenne de Saint-Pétersbourg. L'une des lois qui a fait le plus de bruit oblige les opérateurs de télécommunications à conserver tous les enregistrements d'appels et de messages échangés entre utilisateurs durant six mois, et pour une durée de trois ans pour les métadonnées. Qui plus est, les services de messagerie instantanée et de mails, les réseaux sociaux, et tout autre service en ligne «organisateur de diffusion d'information», qui ont recours au cryptage, seront obligés de fournir au FSB, les services de renseignement russes, les clés pour décrypter n'importe quel message, sans décision judiciaire préalable. En cas de refus, une amende de 800 000 à 1 million de roubles (11 000 à 14 000 euros) est prévue.

La délation, l'une des plaies de la période soviétique, retrouve droit de cité. Désormais, tout individu détenant des informations relatives à la préparation d'un acte terroriste, d'un coup d'Etat ou d'une quinzaine d'autres délits, qui n'en aura pas informé les autorités à temps, sera puni : jusqu'à un an de prison ferme pour la non-délation. « L'article sur la non-délation peut s'avérer très utile pour poursuivre aussi bien de potentiels terroristes qu'un grand nombre de détracteurs du régime. Et compte tenu de l'activité effrénée de nos législateurs, nous verrons bientôt une liste étendue des délits qu'il faut rapporter sous peine d'être poursuivi en justice», commente la sociologue Ekaterina Khodjaeva, chercheuse à l'Institut de droit de l'Université européenne de Saint-Pétersbourg. L'une des lois qui a fait le plus de bruit oblige les opérateurs de télécommunications à conserver tous les enregistrements d'appels et de messages échangés entre utilisateurs durant six mois, et pour une durée de trois ans pour les métadonnées. Qui plus est, les services de messagerie instantanée et de mails, les réseaux sociaux, et tout autre service en ligne «organisateur de diffusion d'information», qui ont recours au cryptage, seront obligés de fournir au FSB, les services de renseignement russes, les clés pour décrypter n'importe quel message, sans décision judiciaire préalable. En cas de refus, une amende de 800 000 à 1 million de roubles (11 000 à 14 000 euros) est prévue.

«Idée effrayante»

Les principaux opérateurs russes sonnent le tocsin. Ces mesures sont une menace directe à la vie privée, garantie par la Constitution. Mais, plus grave encore pour les entreprises, la mise en place d'infrastructures nécessaires au stockage et traitement d'une telle masse d'informations va coûter des milliards d'euros, rendre les compagnies déficitaires et multiplier par deux ou trois tous les tarifs pour les utilisateurs. Dans certaines régions de Russie, il n'y a tout simplement pas assez d'énergie pour fournir l'électricité suffisante au fonctionnement de ces centres de données. «L'objectif des nouvelles lois n'est pas d'améliorer les capacités de surveillance, écrit Andrei Soldatov, expert des services secrets et d'Internet, mais de jeter une idée effrayante sur la table qui forcerait les entreprises à faire appel au Kremlin. L'idée du Kremlin est de créer autant de points de pression que possible […]. [Les autorités] pensent que cela leur ferait gagner du temps pour verrouiller Internet à l'intérieur du pays.» Le ministre russe des Télécommunications a déjà fait part de projets pour «nationaliser» 99% du trafic internet d'ici à 2020.

La réglementation de la sphère religieuse se durcit également. Le nouveau texte de loi s'étend sur «l'activité missionnaire» qui ne pourra plus être menée que par des groupes et des organisations enregistrés auprès des autorités, dans des lieux spécifiquement désignés à cet effet. Il sera interdit par exemple de faire du prosélytisme dans les lieux de résidence privés, à l'exception des sacrements. Tout missionnaire devra être en mesure de fournir des documents officiels justifiant de son activité, délivrés par l'institution qui l'envoie. Cette loi n'affectera pas tant l'Eglise orthodoxe que les autres confessions, qui peinent déjà à faire respecter leurs droits. Face à l'impossibilité d'obtenir des autorisations pour construire des lieux de culte, les protestants se réunissent parfois dans de simples logements. Du reste, les contours de la loi sont suffisamment flous pour faire craindre qu'elle ne serve à porter atteinte à la liberté d'expression personnelle et de culte, garanties elles aussi par la Constitution.

Adolescents jugeables

Déjà diminuée comme peau de chagrin par une série de lois mises en place depuis 2012 et le retour de Vladimir Poutine au Kremlin dans un contexte de contestation sans précédent, le droit de rassemblement a encore été rogné. Un point est apparu dans le code pénal, à l'article relatif aux désordres de masse : «incitation, recrutement, ou autre engagement» dans leur organisation. Une personne qui encourage simplement les gens à «descendre dans la rue», sans forcément participer à l'organisation de la manifestation, encourt désormais 5 à 10 ans de prison ferme.

Autres innovations : les réseaux sociaux sont assimilés aux médias traditionnels et les appels au terrorisme ou sa justification en ligne sont criminalisés, la responsabilité des citoyens ordinaires devenant équivalente à celle des médias, avec une peine maximale de 7 ans d'emprisonnement. La responsabilité pénale pour certains délits, dont le nombre est passé de 22 à 32, est abaissée à 14 ans. Les adolescents pourront être jugés pour terrorisme international, participation à des groupes terroristes et désordres de masse, ainsi que pour non-délation. Une nouvelle loi sur le «terrorisme international» servira à juger et condamner pour mise en œuvre ou complot d'attentat terroriste à l'extérieur du pays, dans lequel ont péri ou souffert des Russes.

Deux lois, qui avaient provoqué un tollé général lors de la première lecture, tant elles entraient ouvertement en contradiction avec la Constitution russe, ont été finalement abandonnées : la déchéance de nationalité pour crime terroriste ou extrémiste, ainsi que pour les personnes collaborant avec des organisations étrangères ; et l'interdiction de sortie du territoire aux individus qui ont reçu un avertissement, hors procédure judiciaire. Selon les experts, il s'agissait d'un calcul pour faire passer ces lois répressives : l'attention générale est d'abord mobilisée par des lois aberrantes, finalement abandonnées. Dans un soupir de soulagement, un paquet de loi extrêmement coercitif est adopté. libération.fr 06.07

Poutine ne se conduit pas autrement que Hollande ou Obama. C'est semble-t-il avant tout une réponse à la tentative de déstabilisation des institutions russes par les Américains et l'Otan à l'aide de médias et d'ONG, qu'ils ont recrutés ou qu'ils ont formés à cet effet notamment.

- La propagande de l'UE contre la Russie - Réseau Voltaire

Le Parlement européen devrait adopter le 12 juillet 2016 une résolution sur « les communications stratégiques de l'Union européenne ».

À l'initiative de Zbigniew Brzezinski et de personnalités polonaises qui ont déjà lancé une « initiative pour la guerre de l'Information » contre la Russie au sein du Center for European Policy Analysis (CEPA) à Washington, l'Otan a créé un Centre des Communication stratégiques en Lettonie et l'Union européenne devrait se doter d'une structure équivalente.

Il s'agit de centraliser tous les efforts de manipulation des médias jusqu'ici divisés selon les compétences en guerre psychologique, propagande etc.

Le programme initial était entièrement dirigé contre la Russie. Cependant, au cours des derniers mois, un volet a été ajouté contre Daesh (et non pas contre le jihadisme).

Dans les documents internes de l'Otan et de l'UE, nous avons eu la surprise de lire qu'un des auteurs du Réseau Voltaire était un des chefs de la propagande russe en Europe ; signe que les travaux des anti-Russes ne sont pas très sérieux.

Actuellement, l'Union dispose d'un groupe de travail pour les communications stratégiques vers l'Est (East StratCom Task Force) au sein de son service Action extérieure (EEAS). Cette cellule envoie par e-mail deux fois par semaine à plusieurs centaines de journalistes des éléments à introduire dans leurs articles en vue de discréditer les médias russes.

Malgré un énorme budget de sponsoring des médias, l'Union est particulièrement inquiète d'avoir perdu le contrôle d'Euronews et d'assister au développement de l'audience de Sputnik et de RT.

La résolution visant à créer un véritable service des communications stratégiques au sein de l'Union sera introduite par un rapport de l'ancienne ministre polonaise des Affaires étrangères, Anna Elzbieta Fotyga. Réseau Voltaire 05.07

Stratégie du chaos et de la guerre

- Syrie: au moins 16 morts dans un attentat suicide dans le nord-est - AFP

Au moins 16 personnes ont été tuées et 40 blessées mardi dans un attentat suicide commis par un kamikaze en moto dans un quartier kurde de la ville syrienne de Hassaké (nord-est), a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). AFP 05.07

- Le bilan de l'attentat de samedi à Bagdad atteint 250 morts - Reuters

Le bilan de l'attentat au camion piégé qui a visé samedi un centre commercial de Bagdad atteint désormais 250 morts, a annoncé mardi le ministère irakien de la Santé. Reuters 05.07

- Yémen : double attentat à la voiture piégée à Aden - LeMonde.fr

Une source militaire affirme qu'une base de soldats a été la cible d'une attaque, mercredi matin, près de l'aéroport d'Aden, dans le sud du pays. LeMonde.fr 05.07

Bienvenue en oligarchie

- Toutes en soutiens-gorge de sport?

Les jeunes femmes ne sont pas satisfaites des évolutions de la lingerie. Elles sont donc de plus en plus nombreuses à préférer les soutiens-gorge de sport, souvent jugés plus confortables. Dans les années 1970, les femmes voulaient brûler leur soutien-gorge, ou c'est en tout cas le mythe qui demeure... Slate.fr

- «Je suis obsédée par l'ex de mon petit ami» - Slate.fr

Des obsédés tout court...

- Bienvenue dans le monde des apprentis sorciers politiques - Slate.fr

Eux, quoi !

Haut de page

Le 8 juillet 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer, plus loin vous trouverez une analyse sur le capitalisme.

Autres enseignements politiques du Brexit. C'est un brouillon.

Le Brexit a eu pour conséquence politique de semer la panique à l'extrême droite en mettant en lumière l'inanité de son programme économique, et d'y associer au passage en recourant à un amalgame ordurier tous ceux qui s'étaient prononcés pour la sortie de l'UE, pour le compte de l'UE et des partis de l'ordre, qui à ce jour ne semblent pas capitaliser les effets de cette propagande.

Ils sont en train de se servir du Brexit pour déclencher une panique qui affecte certaines institutions financières britanniques (à hauteurs de 17 milliards d'euros).

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sérieusement sur cet aspect. Il semblerait qu'ils aient bloqué les comptes de certains actionnaires qui voulaient vendre leurs actions sous prétexte qu'ils ne disposaient pas de suffisamment d'argent liquide pour les régler, mais rien ne dit qu'ils aient enregistré leurs actes de vente qu'ils pourraient enregistrer lorsque le cours de ces actions se sera effrondré, ce qui leur permettrait de faire une économie substantielle de quelques milliards d'euros, tandis que certains courtiers ou certaines grosses fortunes les rachèteraient au rabais... La question est de savoir si ces titres sont toujours cotés ou si leurs cours a été bloqué. A suivre.

Qui a dit ?

- « Il nous laisse une démarche : celle du compromis, véritable fondement de la sociale démocratie ».

Réponse : François Hollande hier à propos de Rocard, qui a recouru 28 fois au 49.3 dont lors de l'adoption de la CSG.

Que Hollande ait tenu à le rappeler en se revendiquant de la sociale-démocratie était somme toute normal, puisque son "véritable fondement" est aussi antidémocratique que la Ve République et son article 49.3.

En famille. Mélenchon : Un misérable populiste.

Pour rappel (causerie du 7 juillet).

Avant-hier Mélechon avait revendiqué "le projet social-démocrate à la suédoise de Michel Rocard", projet corporatiste qui a consisté à intégrer davantage les syndicats dans l'Etat. Et il a affirmé qu'il n'aurait jamais fait matraquer des manifestatants, taisant qu'il avait recouru 28 fois au 49.3 et fait mieux encore en faisant bombarder l'Irak lorsqu'il était Premier ministre en 1991.

- Hollande rend hommage à Rocard... et au 49-3 ! - LeParisien.fr

- 49-3: pourquoi Rocard est-il encensé tandis que Valls est vilipendé? - Slate.fr

Cinq recours à l'article 49-3 de la Constitution pour Manuel Valls, vingt-huit pour Michel Rocard. Et c'est le premier qui est accusé de déni de démocratie. Slate.fr 06.07

N'en jetez plus la poubelle est pleine !

- Mort de Michel Rocard : la patrie reconnaissante réunie aux Invalides - LeParisien.fr

Un triple hommage pour un seul homme. LeParisien.fr 07.07

Machination corporatiste.

- Thierry Mandon veut rénover "notre machine à fabriquer la décision publique" - lexpress.fr

Thierry Mandon, secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.

- J'observe que tout le monde était content qu'il y ait un référendum sur le Brexit au Royaume-Uni. Aujourd'hui, on nous explique que les gens seraient prêts à voter différemment, qu'ils se sont trompés ou l'ont été. Une démocratie refondée n'est pas nécessairement une démocratie où il y a plus de référendums.

- ...la suppression de l'article 49-3 de la Constitution permettrait de redonner de la fluidité à notre vie parlementaire et d'obliger à du compromis. Cette perspective change tout.

- Une rénovation d'ensemble de notre machine à fabriquer la décision publique. Depuis dix ans, tous nos voisins l'ont fait: l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark. Nous sommes complètement passés à côté de ce mouvement pour deux raisons.

- Mes premières propositions visent donc la fabrique de la loi.

- ... il faut aussi favoriser les lois d'expérimentation, réservées à une région, par exemple, ce qui est très difficile actuellement.

- A plus long terme, les hautes administrations doivent s'entourer de profils différents de ceux des seuls élèves de l'ENA.

- Enfin, il faut aussi mieux valoriser les savoirs d'usage et les savoirs citoyens et revoir les procédures des consultations.

L'histoire séculaire de la gauche montre qu'il y en a deux. Quand elles s'affrontent, c'est la droite qui gouverne. Quand elles concluent des compromis, elles ont des chances d'arriver au pouvoir. lexpress.frr 06.07

La collaboration de classe au pouvoir ou l'antichambre de Pétain, de Gaulle, Sarkozy au pouvoir...

Pardem - Jacques Nikonoff appelle les gaullistes à démondialiser - le 7 juillet 2016.

C’est à Lille, le 4 juillet dernier, devant la maison où Charles de Gaulle est né le 22 novembre 1890, que Jacques Nikonoff, candidat à l’élection présidentielle, a appelé les gaullistes à rejoindre le Rassemblement pour la démondialisation.

Ils y retrouveront d’autres démondialisateurs : communistes, syndicalistes, jeunes, retraités, ouvriers, enseignants, abstentionnistes, altermondialistes devenus « démondialistes »… Pardem

Simplet la serpillière.

- Les 4 Vérités - Jean-Vincent Placé : "Hollande est celui qui rassemble le plus" pour 2017 - Francetv info

Jean-Vincent Placé, secrétaire d'Etat chargé de la Simplification et ancien membre du parti EELV. Francetv info 07.07

Dans le resgistre tous pourris.

- Hommage à Rocard : « C'est déjà une prouesse de réunir la famille socialiste » souligne Catherine Tasca - publicsenat.fr

Ce matin, aux Invalides, des socialistes de tous bords étaient présents, frondeurs ou pro-gouvernement. « C'est déjà une prouesse de réunir la famille socialiste. Ça, on le lui doit aussi » remarque Catherine Tasca. publicsenat.fr 07.07

- Les frondeurs ont-ils (vraiment) tout fait pour déposer leur motion de censure? - Le Huffington Post

L'échec des frondeurs était-il évitable? Le Huffington Post 07.07

- Affaire Bettencourt : Françoise Bettencourt Meyers mise en examen pour subornation de témoin - Francetv info

- Affaire Tapie: Christine Lagarde assure avoir agi «de bonne foi» - 20minutes.fr

- Sévères réquisitions contre Serge Dassault - Liberation.fr

- Roquebrune-sur-Argens: définitivement condamné, le maire (DVD) quitte son fauteuil - AFP

Pauvres pécheurs, repentez-vous !

- Le pape François demande aux plus pauvres de prier...pour les riches - LeFigaro.fr

La rencontre entre le pape François et des croyants en grande précarité s'est déroulée mercredi matin au Vatican. Les participants ont demandé au Pape de leur confier une mission et le Pape leur a demandé de prier pour les riches. LeFigaro.fr 06.07

Priez pour Liliane Bettencourt... ou pour sa fille, par exemple.

- Affaire Bettencourt : Françoise Bettencourt Meyers mise en examen pour subornation de témoin - Francetv info

- Liliane Bettencourt, première fortune de France selon le classement de « Challenges » - lemonde.fr

Avec un patrimoine estimé à 31,2 milliards d'euros, Liliane Bettencourt détrône Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, qui dominait le classement depuis 2009 et se place désormais en second, avec une fortune de 30,3 milliards d'euros.

La troisième place du classement est occupée par Gérard Mulliez et sa famille, qui contrôlent le groupe de grande distribution français Auchan, avec 26 milliards d'euros.

Le classement compte une cinquantaine de nouveaux entrants bien que le « ticket d'entrée », qui s'établit aujourd'hui à 100 millions d'euros, ait été multiplié par sept en vingt ans, d'après Challenges.

L'enquête montre aussi « une progression de la fortune médiane », qui tourne autour de 280 millions d'euros, et une « augmentation des fortunes moyennes », fait savoir Eric Tréguier, journaliste au magazine Challenges et co-auteur du classement.

« Contrairement aux grandes fortunes qui ont souffert avec la Bourse, les fortunes moyennes non cotées, moins tournées vers l'économie internationale, ont bénéficié d'une conjoncture économique française de plus en plus favorable. » lemonde.fr 06.07

Commentaire d'un internaute.

- "Par exemple sur la période 2012-2016, leur montant cumulé est passé de 267 à 456 milliards d'euros : +71%. Le quinquennat du président Hollande, qui se réclame du socialisme, c'est une forte augmentation du chômage et la stagnation des revenus de beaucoup, mais c'est aussi une bénédiction pour les très grandes fortunes."

Mais monsieur, chaque fois que le PS s'est retrouvé au pouvoir la Bourse a flambé en reconnaissant en lui son porte-parole ou son représentant.

Le plus dramatique, c'est que pendant ce temps-là ou depuis pendant des décennies il y en a au sein du mouvement ouvrier qui ont continué malgré tout de marteler qu'il était de gauche, que c'était un parti ouvrier, les petits bourgeois ajouteront bourgeois pour se donner bonne conscience ou se conformer à la caractérisation qu'avaient donné Engels puis Lénine de tels partis une fois fossilisée ou élevée au rang de dogme car fâchés avec la dialectique...

UE. Conditionnement en prévision d'une nouvelle offensive contre les peuples.

Grille de lecture.

- Comment préparer psychologiquement les peuples de l'UE aux prochaines mesures qu'ils prendront contre eux, en leur faisant croire par le biais de sondages à valeur suggestive que ce seraient eux qui les réclameraient et qu'elles seraient destinées à répondre à leurs besoins qu'ils fouleront aux pieds évidemment.

- Brexit, Frexit, euro... L'Europe coupe la France en deux - Le Huffington Post

Deux semaines après la décision du Royaume-Uni de sortir de l'UE, les Français sont plus que jamais divisés sur leur adhésion à la construction européenne. Alors que le Brexit a bouleversé la scène politique britannique et que ses premières conséquences économiques commencent à se faire ressentir outre-Manche, l'opinion publique hexagonale hésite à son tour entre un approfondissement du projet européen et l'envie de renverser la table communautaire.

Preuve de l'indécision qui règne en France, à peine plus d'un tiers (35%) des personnes interrogées par l'institut YouGov pour Le HuffPost et Itélé désapprouvent la décision des britanniques de quitter l'UE, tandis que 34% soutiennent ce vote souverain. Tout aussi signifiant, un petit tiers des Français affiche son indifférence ou ne préfère pas se prononcer sur le sujet.

Après le choc du référendum britannique, l'opinion française se montre pessimiste pour l'avenir de l'Europe. Un Français sur deux (50%) juge l'avenir de l'UE "compromis" et parie sur de nouveaux départs venant d'autres Etats membres dans un futur plus ou moins proche. Seul point sur lequel tout le monde semble s'accorder: l'Europe ne peut plus s'offrir le luxe d'un nouveau statu quo. 77% des Français estiment ainsi que l'UE devrait profiter du Brexit pour repenser sa politique d'intégration européenne. Mais là encore, tout le monde se divise sur la marche à suivre.

A la question "que faudrait-il faire pour remédier à la crise européenne", 20% des sondés réclament plus de pouvoir pour l'Europe, 35% demandent moins de pouvoirs pour l'UE et 22% suggèrent une suppression pure et simple de l'Union européenne. Une proportion sensiblement égale (24%) ne choisit aucune de ces options.

S'agissant du Frexit (la sortie de la France de l'Union européenne), aucune majorité absolue ne se dégage, même si le maintien au sein de l'UE et plus encore au sein la zone euro se classe en tête.

Comme la présidente du FN Marine Le Pen, une majorité relative des personnes interrogées se dit toutefois favorable à l'organisation d'un référendum qui poserait la question d'une sortie de la France de l'Union européenne (44% contre 36% y étant défavorables). Mais dans le même temps, 47% indiquent qu'ils voteraient pour le maintien au sein de l'UE.

A peine 41% des Français (contre 38% défavorables) se disent favorables à l'organisation d'un référendum qui poserait la question d'une sortie de la France de la zone euro. 49% des sondés indiquent qu'ils voteraient pour le maintien, 30% voteraient contre. 20% des personnes interrogées ne se prononcent pas. Le Huffington Post 06.07

Ils peinent visiblement à faire passer leur propagande, pire, près d'un quart des personnes interrogées refusent de se prononcer ou de répondre aux questions qui leur sont posées comme si leur méfiance ou rejet de l'UE s'étendait aux instituts de sondage.

Le message qu'ils essaient de faire passer :

La majorité des gens interrogés désapprouvent la décision des britanniques de quitter l'UE.

Une écrasante majorité estime qu'un nouveau statu quo est intenable et que l'UE doit "repenser sa politique d'intégration européenne".

Où cela déraille.

C'est quand une majorité demande "moins de pouvoirs pour l'UE" ou suggère une "suppression pure et simple de l'UE" et

demande l'organisation d'un référendum.

Faites sauter la banque ? Non pas vraiment.

- Qui est Theresa May, la probable prochaine Première ministre britannique? - lexpress.fr

La ministre de l'Intérieur, Theresa May fait la course en tête pour la succession de David Cameron à la tête du parti conservateur et au poste de chef du gouvernement.

Elle est mariée depuis 1980 à Philip John May, un banquier. lexpress.fr 07.07

Quand l'extrême droite est compatible avec l'UE.

- Autriche : l'extrême droite au pouvoir... par intérim - LeParisien.fr

L'extrême droite, qui a échoué de peu au second tour de la présidentielle du 22 mai, va tout de même exercer partiellement le pouvoir en Autriche, où débute aujourd'hui une présidence partagée. LeParisien.fr 07.07

Propagande de guerre de l'Otan.

- Les pays baltes voient l'Alliance atlantique comme une "sorte d'assurance vie contre la Russie" - Francetv info

La recette néolibérale : salaires à la "traine" et "emplois faiblement rémunérés"

- Emploi : redressement dans l'OCDE mais les salaires trainent - AFP

L'emploi dans les 35 pays membres de la zone OCDE se redresse et devrait rejoindre en 2017 son niveau d'avant la crise, mais la croissance des salaires est faible et la qualité des emplois préoccupante, selon un rapport de l'organisation publié jeudi.

En Allemagne, au Chili et en Turquie notamment, "le taux d'emploi a déjà dépassé son niveau d'avant crise", mais dans certains pays européens, "le déficit d'emplois par rapport à fin 2007 reste important, surtout en Espagne, en Grèce et en Irlande", selon l'organisation.

Ce "redressement" du marché de l'emploi "n'est qu'à moitié achevé car les salaires restent à la traîne", estime le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurria, dans un communiqué.

"Les gains de productivité stagnent depuis ces dernières années, et parmi les travailleurs qui ont perdu leur emploi dans l'industrie manufacturière ou la construction pendant la crise, nombreux sont ceux qui ont retrouvé, dans le secteur des services, des emplois faiblement rémunérés qui ne correspondent pas à leurs compétences", analyse l'organisation.

Elle rappelle que pendant la crise, les salaires ont "fortement chuté" en Espagne, en Grèce, en Irlande, au Japon, au Portugal et dans les États baltes. Ils ont "nettement ralenti" en République tchèque et au Royaume-Uni.

La qualité des emplois est aussi "source d'inquiétude" pour l'OCDE, qui souligne en outre que la proportion de "jeunes déscolarisés, sans emploi et ne suivant aucune formation était encore supérieure, en 2015, au niveau constaté en 2007". Les inégalités hommes-femmes persistent également sur ce point.

Le taux de chômage dans la zone "devrait reculer à 6,1% fin 2017 mais 39 millions de personnes resteront sans emploi, soit 6,3 millions de plus qu'avant la crise", relève l'OCDE. Un chômeur sur trois environ est par ailleurs sans emploi depuis 12 mois ou plus, soit une hausse de 54,6% depuis fin 2007.

L'OCDE appelle les pouvoirs publics à "adopter des mesures structurelles supplémentaires sur les marchés de produits et du travail", afin de "relancer la productivité, les salaires et la création d'emplois. AFP 07.07

Lors des grandes crises ou dépressions qui avaient accompagné les deux guerres mondiales au cours du XXe siècle, pour relancer la machine capitaliste qui s'était enrayée, tout d'abord ils allaient procéder à la destruction de millions d'emplois, de forces productives et des infrastructures des pays qui se situaient sur les champs de bataille, pour ensuite reconstruire à l'aide des moyens de production les plus modernes ou sophistiqués pour gagner en productivité et dégager des profits supérieurs à la période d'avant-guerre, ce qui leur permettrait de redistribuer une partie sous forme d'augmentation de salaires (ou de réformes sociales), afin de facilité l'accès au crédit à de nouvelles couches de travailleurs, pour finalement pouvoir écouler

leurs marchandises, accumuler de nouveaux profits et garantir ainsi la paix sociale...

Depuis des années on assiste au même processus, à ceci près que les destructions causées par une guerre mondiale sont sans commune mesure avec celles résultant de la mondialisation, du coup les destructions causées par la mondialisation devaient se traduire par des conséquences inverses, la baisse ou la stagnation des salaires pour l'immense majorité des travailleurs des pays occidentaux ou les plus industrialisés, la remise en cause de leurs acquis sociaux en guise de réformes progressistes, tandis que l'augmentation de la productivité allait s'avérer insuffisante pour rivaliser avec leurs concurrents sur le marché mondial, alors pour palier cette faiblesse ils allaient recourir à une multitude d'expédients ou d'astuces législatives pour réduire le coût du travail, rallonger la durée du travail, tout en développant un chômage de masse qui servirait notamment de moyen de chantage pour faire pression sur les salaires, de sorte que ces mesures allaient se traduire par une stagnation économique ou une faible croissance, que les capitalistes compenseraient en partie grâce au développement des marchés émergents et d'une nouvelle classe moyenne, laissant derrière eux un champ de ruine sociale dans leur pays respectif, ainsi qu'une crise politique de plus en plus difficile à contrôler.

On peut comprendre qu'en fermant des milliers d'usines ou en procédant à des délocalisations en Europe centrale et en Asie principalement, ils ont favorisé une main d'oeuvre sous-payés ou moins rémunérés soumise à une surexploitation effrénée ou à une législation du travail plus avantageuse pour les exploiteurs, s'ils ont supprimé des millions d'emplois en Europe au cours des années antérieures tout en adoptant des lois plus favorables au patronat, ce n'était certainement pas pour en embaucher demain des millions à des conditions supérieures, non, c'était bien pour leur imposer des conditions inférieures.

C'est là qu'on s'aperçoit que, si les guerres mondiales ont permis de résoudre provisoirement la crise du capitalisme après avoir imposé de sévères et sanglantes défaites au mouvement ouvrier, la situation actuelle est totalement différente dans la mesure où le mouvement ouvrier n'a pas été défait (sauf en Ukraine ou ses partis et syndicats sont interdits), il est seulement profondément gangrené et divisé, et le prolétariat résiste à la remise en cause de ses acquis sociaux, mieux, il rejette de plus en plus massivement les institutions et ses partis, au point que la crise du capitalisme ne connaît plus de répit et que ses représentants ne peuvent tirer pratiquement aucun bénéfice sur le plan politique des mesures antisociales qu'ils ont adoptées faisant planer une sérieuse menace sur le régime qui se traduit également par le rejet de l'UE.

On se demandera pourquoi ils ne se servent pas de leur système financier mafieux pour contenir la crise qui menace le capitalisme. Mais c'est ce qu'ils font lorsqu'ils risquent d'en perdre le contrôle, sinon il sert plutôt à l'alimenter. Et puis il n'a pas été conçu uniquement dans cet objectif. Quel intérêt aurait-il à tenter de résoudre la crise du capitalisme, puisqu'ils savent que c'est impossible et qu'ils en tirent profit pour accroître leur puissance. Croire qu'il aurait été conçu pour sauver le capitalisme est une grave erreur, il a plutôt été créé pour le liquider afin d'en finir avec la menace qui pèse sur leur domination de classe. Quant à ceux qui se demandent pourquoi ils ne s'en serviraient pas pour satisfaire les besoins des masses exploitées et avoir la paix sociale, ils sont tombés sur la tête ou ils n'ont manifestement pas compris qu'ils devaient leur légitimité au pouvoir qu'ils détiennent sur la population laborieuse, et que satisfaire ses besoins reviendraient à partager le pouvoir avec elle ou traiter d'égal à égal avec elle, ce qu'ils ne peuvent pas concevoir, puisqu'à terme les masses encouragées par les concessions qu'ils leur auraient accordées exigeraient toujours plus de pouvoir, ce qui leur ferait courir le risque de perdre le leur, ce qu'ils n'admettront jamais sous peine de disparaître.

Les capitalistes tirent leur existence du règne de la nécessité, dont ils sont un des facteurs déterminant ou le produit, ils ne peuvent donc pas envisager de s'en passer, il leur faut donc l'entretenir, et le meilleur moyen de l'entretenir consiste encore à maintenir les peuples dans un état de dépendance permanent, ce qui est incompatible avec la satisfaction de leurs besoins. S'ils maintiennent en état de survie artificielle le capitalisme, c'est uniquement pour garantir la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, tout du moins c'est leur objectif car rien ne permet d'affirmer qu'ils y parviendront indéfiniment.

A l'heure qu'il est, ce sont davantage les contradictions qu'a engendré le développement du capitalisme à l'échelle mondiale qui sont leur principale menace, plutôt que le mouvement ouvrier qui subit défaite sur défaite et qui ne parvient pas à se doter d'une nouvelle direction. Contradictions qui se manifestent à travers la concurrence que se livrent les différents capitalistes ou impérialistes, et qui, parce qu'elles sont reliées autant au développement inégal du capitalisme qu'à l'histoire des peuples, demeurent le principal obstacles à la réalisation de leur plan, sinon pourquoi s'acharneraient-ils à mener des expéditions militaires ou des opérations secrètes pour déposer tel ou tel chef d'Etat.

Les sommets du capitalisme ou les cercles les plus puissants de l'oligarchie financière internationale incarnent le degré de développement le plus élevé atteint par le capitalisme, il est donc normal que leur politique incarne à un degré comparable les contradictions du système capitaliste dans son ensemble et que leurs décisions apparaissent contradictoires, voire incompréhensibles, alors qu'en réalité elles ne le sont pas. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il leur faut sauver le capitalisme en faillite pour mieux l'achever, mais pas n'importe quand ni n'importe comment, et à mon avis les enjeux politiques sont tellement énormes et risqués, qu'ils ne savent pas trop comment s'y prendre, ils doivent s'y reprendre à maintes reprises ou ils commettent de graves erreurs qui peuvent compromettre leurs aventures.

On pourrait peut-être relier cela à la nature de l'homme, qui lorsqu'il détient une bribe de pouvoir s'y accroche désespérément, et à l'impossibilité de prévoir à tous les coups la réaction des masses. On sait qu'elles ont une mauvaise mémoire, mais on sait aussi que le conditionnement auquel les médias les livrent principalement ne fonctionne qu'un temps, qu'il arrive un moment où il n'a

plus d'emprise sur elles, surtout quand leur condition sociale s'est profondément dégradée, période extrêmement dangereuse car elles peuvent en profiter pour manifester leur indépendance et trouver la voie pour s'attaquer au régime capitaliste.

Comme quoi, monsieur Buffett n'a pas encore gagné la guerre de classes, le Brexit vient de le prouver, même s'il fait l'objet d'une misérable manipulation et récupération, il n'en demeure pas moins que la majorité des travailleurs britanniques ou de larges couches de travailleurs britanniques viennent de le prouver.

On arrêtera là pour aujourd'hui. On aurait pu ajouter que ce qui fait le plus défaut aux travailleurs, c'est la compréhension de la nature du régime capitaliste qui demeurera toujours incompatible avec leurs aspirations au bien-être, à la justice sociale, à la démocratie, à la paix, à la liberté, parce qu'il repose sur leur négation, et quand on étudie son développement historique depuis ses origines qui nous ramènent bien avant son avènement, on ne peut qu'en être absolument convaincu.

Toute son histoire est synonyme de guerres incessantes et de milles souffrances qu'ont dû endurer les peuples pendant des siècles, et le progrès social qu'il pourrait revendiquer n'a été que le produit de torrents de sueurs, de larmes et de sang qu'il a infligés à ceux qu'il avait réduits en esclavage, qui étaient obligés de vendre leur force de travail pour survivre misérablement, qui produisaient les richesses dont ils ne profitaient même pas ou si peu, aux travailleurs des villes et des campagnes et à leurs familles qu'il n'a eu de cesse d'exploiter et d'opprimer.

Le développement du capitalisme est le produit d'un processus dialectique inconscient, du coup les capitalistes ne peuvent même pas revendiquer son héritage sans laisser apparaître sa cruauté. La pire menace qui pèse sur lui, serait encore que les peuples en prennent conscience pour s'en débarrasser une fois pour toute.

Abolir le capitalisme demeure au premier abord quelque chose de compliquée ou portant à polémique, si on s'en remet à des valeurs ou des principes que les peuples interprètent différemment selon leur histoire ou les acteurs qui leur ont enseignés, aussi c'est à leur conscience qu'il faut s'adresser, à leur capacité de discerner ce qui leur semble compatible avec leurs aspirations les plus profondes, et que sincèrement ils ne peuvent que partager.

Que messieurs les capitalistes sachent que même le condamné à mort aspire à la liberté jusqu'à son dernier souffle, et que leur acharnement à nous imposer leur modèle de société sera vain, parce qu'en dernière analyse c'est ce que les peuples ont de plus cher et à quoi ils ne renonceront jamais.

Au passage, c'est aussi sur ce facteur que repose aussi le socialisme, ce qui suffit à le légitimer.

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats.

- Au Venezuela, cinq visages pour raconter la crise - AFP

Eugenia veut émigrer, Jenner vend moins, Elizabeth pleure son frère victime de meurtre, Yasmari peine à trouver des médicaments et Denia fait de la contrebande. Au Venezuela, personne n'échappe vraiment à la crise. AFP 06.07

- Pékin se fait menaçant avec le libraire hongkongais «disparu» - LeFigaro.fr

La République populaire exige le retour en Chine de Lam Wing-kee, placé sous protection policière par Hong Kong. LeFigaro.fr 06.07

Assassinats racistes ordinaires et impunité en dictature oligarchique.

- Enquête après la mort d'un Noir tué par la police en Louisiane - Reuters

Le département de la Justice américain a annoncé mercredi qu'il allait enquêter sur la mort d'un Noir, abattu de plusieurs balles par deux policiers blancs qui l'avaient au préalable plaqué au sol devant une épicerie de Baton Rouge, en Louisiane.

Les images de la mort d'Alton Sterling, 37 ans, ont provoqué des manifestations et l'indignation sur les réseaux sociaux contre ce qui semble être un nouveau cas de violence policière contre un Afro-Américain, après ceux de Ferguson, Baltimore ou New York.

Sur une vidéo tournée par Abdullah Muflahi, le propriétaire de l'épicerie, on voit l'un des deux policiers tirer cinq balles à bout portant dans la poitrine de Sterling, tandis que l'autre retire un objet de la poche de son pantalon pendant qu'il agonise.

"Je suis dévasté. C'est révoltant, c'est dingue", a commenté Muflahi, qui avait autorisé Sterling, père d'un garçon de 15 ans, à vendre des CD, DVD et jeux vidéo piratés devant son magasin.

Muflahi a fourni une copie de la vidéo à Reuters et précisé que le policier avait retiré un pistolet de la poche du vendeur ambulant. Juste avant qu'il ouvre le feu, on entend l'un des policiers crier "il a une arme".

Des centaines de personnes se sont rassemblées mercredi près du lieu où Sterling a été tué pour un rassemblement pacifique, présenté par ses organisateurs comme une démonstration d'unité face à "l'usage excessif de la force" contre les Noirs.

Les autorités locales ont tenté d'apaiser les tensions. Le gouverneur de Louisiane, John Bel Edwards, a parlé d'une vidéo "très perturbante", tandis que le maire de Baton Rouge, Kip Holden, et la police de la ville ont dit se féliciter de l'ouverture d'une enquête par le département de la Justice, le FBI et les procureurs fédéraux.

Les deux policiers, tous deux d'anciens militaires ayant été au combat, ont été mis en "congé administratif" en attendant le résultat de l'enquête, a annoncé le chef de la police de Baton Rouge, Carl Dabadie, pendant une conférence de presse.

Ils avaient répondu à un appel au 911 à propos d'un Noir en chemise rouge qui menaçait les passants avec une arme, a-t-il ajouté. Reuters 06.07

Philando Castile a été mortellement blessé par balle par un policier, dans la banlieue de Minneapolis, au cours d'un contrôle routier, mercredi 6 juillet dans la soirée. Le contrôle a eu lieu à Falcon Heights, dans le Minnesota, autour de 21 heures locales (4 heures en France), a déclaré la police de St Anthony.

La petite amie de Philando Castile se trouvait à bord du véhicule et a filmé avec son téléphone portable les derniers instants de son compagnon, qui ont suivi les coups de feu. Elle explique que le policier a tiré sur son ami alors qu'il cherchait ses papiers d'identité, après que la voiture avait été arrêtée pour un phare cassé.

Lors du contrôle, a-t-elle raconté jeudi à des journalistes, l'agent a émis des demandes contradictoires, exigeant de Philando Castile qu'il lève les mains en l'air et qu'il présente ses papiers d'identité, qui se trouvaient dans sa poche arrière. La police, pour sa part, a simplement confirmé la mort d'un homme tard mercredi après un contrôle routier. Jeudi, face à l'émoi suscité par la mort de Philando Castile, le gouverneur du Minnesota a reconnu que la réaction du policier à l'origine des tirs semblait « démesurée. »

La mort de plusieurs personnes noires tuées par la police ces dernières années a ravivé les tensions raciales aux Etats-Unis et a suscité de nombreuses manifestations, qui ont parfois dégénéré en émeutes. Selon le Washington Post, cinq cent cinq personnes ont été tuées par la police depuis le début de l'année 2016. Vox ajoute que les Afro-Américains, qui constituent 13 % de la population des Etats-Unis, représentent 31 % de ces victimes. Le Monde.fr 07.07

Du coup en désespoir de cause, il ne reste plus qu'à se faire justice soi-même.

- Des policiers pris pour cible par des snipers en marge d'un rassemblement à Dallas - Le Monde.fr

Quatre policiers ont été tués et sept autres blessés par balle dans la soirée du jeudi 8 juillet, à Dallas, a annoncé la police de la ville. Les faits se sont déroulés en marge d'un rassemblement organisé pour dénoncer les violences policières après la mort cette semaine de deux Noirs.

Le chef de la police David Brown, a précisé dans un communiqué qu'au moins deux tireurs embusqués avaient ouvert le feu sur les officiers. Un homme dont la photo avait été diffusée par les forces de l'ordre sur Twitter s'est rendu. Un autre individu a été interpellé. Le Monde.fr 07.07

En oligarchie, c'est sa police qui fait justice elle-même.

- Etats-Unis: pas d'inculpation d'Hillary Clinton pour ses emails - AFP

La justice américaine ne poursuivra pas la candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton pour avoir utilisé des serveurs et une messagerie d'emails privés quand elle dirigeait le département d'Etat, a annoncé mercredi la ministre Loretta Lynch.

Le rival républicain de l'ancienne Première dame, Donald Trump, a immédiatement dénoncé la décision, y voyant une nouvelle preuve que le système est, selon lui, vicié.

"J'ai accepté les recommandations unanimes (du FBI et des procureurs chargés de l'enquête) selon lesquelles l'enquête fouillée, d'une durée d'un an, est désormais close et qu'elle ne déclenchera pas de poursuites", a indiqué dans un communiqué Mme Lynch.

Cette décision de la justice américaine était attendue, car Loretta Lynch avait prévenu vendredi qu'elle se rangerait aux recommandations de la police fédérale et des procureurs impliqués dans l'enquête, tentant ainsi d'écarter tout

soupçon d'interférence politique dans ce dossier ultra-sensible, susceptible de faire dérailler la course vers la Maison Blanche de Mme Clinton.

Le FBI avait recommandé mardi de ne pas poursuivre Hillary Clinton pour l'usage de ses emails hébergés sur des serveurs privés, en transmettant à la justice son dossier d'enquête qui concluait toutefois que l'ex-secrétaire d'Etat a fait preuve d'une "négligence extrême".

"Elle a fait tant de fausses déclarations", s'est indigné le milliardaire Donald Trump mercredi soir lors d'un meeting à Cincinnati, dans l'Ohio (nord-est). "Va-t-elle être présentée devant le Congrès (pour se justifier) ? Est-ce qu'il va se passer quelque chose ? C'est une honte", a-t-il ajouté en réaction à la décision de la ministre de la Justice. AFP 06.07

Une parodie de justice... policière.

- Le département d'Etat va rouvrir son enquête sur les e-mails d'Hillary Clinton - LeMonde.fr

Selon le porte-parole, l'enquête du département d'Etat peut désormais être menée à terme dans la mesure où le ministère de la justice vient d'achever ses propres investigations sans inculper Mme Clinton. LeMonde.fr 08.07

Brésil. A qui le tour ?

- Au Brésil, Cunha démissionne de la présidence de la Chambre - Reuters

Suspendu de ses fonctions depuis deux mois pour entrave à la justice dans une enquête pour corruption, le président de la Chambre des députés brésilienne Eduardo Cunha a annoncé jeudi sa démission.

Une commission éthique du Congrès a recommandé le mois dernier que le président de la Chambre soit démis de ses fonctions et interdit de toute activité politique pendant huit ans pour avoir menti au sujet de comptes bancaires en Suisse. L'interessé a nié toute malversation.

La Chambre au complet devrait se prononcer à la mi-juillet. Les médias brésiliens estiment que cette démission du poste de la présidence de la Chambre pourrait faire partie d'un accord passé entre Cunha et ses alliés afin que ces derniers votent contre son éviction totale du Congrès.

Eduardo Cunha est membre du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), la formation du chef de l'Etat par intérim Michel Temer. Reuters 07.07

Bienvenue en oligarchie.

- Le Brexit, ou la politique de l'orgasme bidon

L'éditorialiste irlandais Fintan O'Toole s'est fendu d'un billet assassin envers les leaders du mouvement pro-Brexit qui, une fois la bataille remportée, quittent le navire. Depuis la victoire surprise des pro-Brexit le 24 juin... Slate.fr

- Hillary Clinton s'inpire de Bernie Sanders et veut rendre les études gratuites

Le plan de Clinton rend l'université publique gratuite pour les classes moyennes, un signe de l'influence de Bernie Sanders qui l'avait proposé. Slate.fr

- PMA : le «oui mais» des Français

Alors que le sujet de la PMA devrait s'inviter dans la campagne présidentielle, un sondage révèle que les Français approuvent à 54% son ouverture aux couples de femmes et à 60% aux célibataires. Une opinion favorable qui ne les empêche pas d'émettre des réserves sur cette technique... LeFigaro.fr

- Lutte contre les discriminations: les militants LGBT doivent-ils s'inquiéter?

C'est désormais la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Dilcra) qui s'occupera de la lutte contre les LGBTphobies. Une décision qui inquiète certains militants, après des propos tenus par son responsable, Gilles Clavreul, sur le communautarisme. Slate.fr

- Pour faire manger plus de légumes à la cantine, il y a le marketing

Pour que les enfants choisissent plus de légumes au self, des chercheurs proposent d'utiliser des techniques classiques de la pub. Pourquoi ne pas employer les méthodes marketing des fast-foods et des marques de sucreries pour promouvoir la consommation de légumes à la cantine? Slate.fr

- Après les touristes ivres, Barcelone chasse les armées de Segways

La mairie catalane vient d'interdire aux gyropodes l'accès au front de mer, zone touristique par excellence.Bonne nouvelle pour les Barcelonais qui déplorent l'ère du tourisme gadget. Les conducteurs de Segways et de taxis à deux roues circulant sur les trois kilomètres de promenade entre... Slate.fr

- Apple devrait enfin résoudre l'enfer du «j'ai plus de place sur mon iphone»

32 Go d'espace disponible au lieu de 16 en entrée de gamme. De quoi peut-être changer la vie des irréductibles de la marque «à la pomme». Aucune trace d'un port SD et toujours le même problème pour les possesseurs des différentes générations d'iPhones: l'espace de stockage se révèle rapidement... Slate.fr

- Les pubs pour yaourt, ce cadeau empoisonné fait aux femmes

Depuis très longtemps, les innocents yaourts sont devenus des objets de désir pour les femmes. Mais à quel prix? Manger un yaourt n'a rien d'anodin quand on est une femme. Du moins, si l'on en croit la publicité. Comme le signale le New York Times... Slate.fr

- Le texte contre la fessée sera lu lors des mariages civils

L'Assemblée a adopté ce mercredi en première lecture le projet de loi «égalité et citoyenneté» contenant notamment l'amendement contre les violences corporelles sur les enfants. Le texte devrait être définitivement adopté d'ici à la fin de l'année. LeFigaro.fr

- Quand ils vieillissent, les singes aussi deviennent ronchons et solitaires

Ils veulent de moins en moins d'amis quand ils deviennent vieux. C'est une situation que beaucoup de monde a dû connaître: devoir forcer sa grand-mère ou son grand-père à aller à la rencontre d'autres personnes de son âge, dans des clubs ou lors de soirées qui leurs sont dédiés. Slate.fr

- Les voitures autonomes vont nous obliger à être plus attentifs

Reprendre les commandes peut être plus complexe dans un véhicule semi-autonome que dans un avion.Si vous pouviez vous glisser dans le cockpit d'un avion, vous ne vous sentiriez probablement pas comme Mav, Goose ou Iceman, les héros de Top Gun. Vous seriez au contraire un peu déboussolé. Slate.fr

- Et maintenant, on quitte Snapchat?

L'application renonce à l'éphémère et son audience vieillit. Avec le risque de perdre tout intérêt.Quand on me demande d'expliquer ce qu'est Snapchat, deux mots me viennent à l'esprit: instantané et éphémère. Slate.fr

Haut de page

Le 9 juillet 2016

CAUSERIE

En complément à l'extrait d'Anti-Dühring sur la dialectique de F. Engels que nous avons reproduit hier, je vous propose L'ABC de la dialectique matérialiste de L. Trotsky, extrait du recueil de textes de la seconde moitié des années 30 intitulé Défense du marxisme.

Le matérialisme dialectique est un mode de pensée dynamique pour interpréter le monde ou l'histoire de la civilisation humaine, qui en les abordant sous un angle diachronique permet d'en saisir l'évolution et donc d'en prendre conscience pour agir sur eux afin de les orienter dans une direction déterminée conforme aux besoins de l'humanité ou qui réconcilie l'homme avec sa propre nature.

Trotsky - La dialectique n'est ni une fiction ni une mystique mais la science des formes de notre pensée, quand cette pensée ne se limite pas aux soucis de la vie quotidienne mais tente d'appréhender des processus plus durables et plus complexes.

Le vice fondamental de la pensée vulgaire consiste à se satisfaire de l'empreinte figée d'une réalité qui, elle, est en perpétuel mouvement. La pensée dialectique précise, corrige, concrétise constamment les concepts et leur confère une richesse et une souplesse, j'allais presque dire une saveur, qui les rapprochent jusqu'à un certain point des phénomènes vivants. Non pas le capitalisme en général, mais un capitalisme donné, à un stade déterminé de son développement. (...)

La pensée dialectique est à la pensée vulgaire ce que le cinéma est à la photographie. Le cinéma ne rejette pas la photo, mais en combine une série selon les lois du mouvement. La dialectique ne rejette pas le syllogisme, mais enseigne à combiner les syllogismes de façon à rapprocher notre connaissance de la réalité toujours changeante. Dans sa Logique, Hegel établit une série de lois: le changement de la quantité en qualité, le développement à travers les contradictions, le conflit de la forme et du contenu, l'interruption de la continuité, le passage du possible en nécessaire, etc., qui sont aussi importantes pour la pensée théorique que le simple syllogisme pour des tâches plus élémentaires. Hegel a écrit avant Darwin et Marx. Grâce à l'impulsion puissante donnée à la pensée par la révolution française, Hegel a anticipé en philosophie le mouvement général de la science. Mais précisément parce qu'il s'agissait d'une géniale anticipation, elle a pris chez Hegel un caractère idéaliste. Hegel opérait avec des ombres idéologiques, comme si elles étaient la réalité suprême Marx a montré que le mouvement des ombres idéologiques ne fait que refléter le mouvement des corps matériels.

Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux (ni dans les profondeurs de notre "libre esprit"), mais dans la réalité objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire de la nébuleuse. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus qualitatifs. Notre pensée, y compris dialectique, n'est qu'une des manifestations de la matière changeante. Il n'y a place, dans cette mécanique ni pour Dieu, ni pour le diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, a par conséquence un caractère entièrement matérialiste. (...)

Marx, qui à la différence de Darwin était un dialecticien conscient, a trouvé les bases d'une classification scientifique des sociétés humaines dans le développement des forces productives et la structure des rapports de propriété, qui constituent l'anatomie de la société. Le marxisme a substitué la classification matérialiste dialectique à la classification vulgaire, descriptive des sociétés et des Etats, qui, aujourd'hui encore, fleurit dans les chaires universitaires.

On retiendra.

- La dialectique embrasse la totalité des manifestations de la matière et des expériences humaines au-delà des processus immédiats.

- La pensée vulgaire est sans doute ce qui caractérise le mieux les sondages auxquels les gouvernants recourent dorénavant systématiquement pour mieux conditionner le peuple.

- La pensée vulgaire s'applique à merveille à tous les dogmatismes.

- La réalité toujours changeante nous fera penser à l'eau de la rivière qui semble être toujours la même, alors qu'en réalité elle change en permanence en s'écoulant de sa source vers son embouchure.

"Hallucinant". Quand l'armée française vous protège, non, les barbares de Daesh.

- Des militaires étaient en faction devant le Bataclan et ne sont pas intervenus - voltairenet.org

Selon le député belge social-chrétien Georges Dallemagne (ancien médecin proche du ministère français de la Défense), des militaires en faction devant Le Bataclan à Paris, lors des attentats de Daesh du 13 novembre 2015, ne sont pas intervenus.

Interrogé par RTL Belgique, l'homme politique a déclaré : « On sait que la gendarmerie n'est pas intervenue alors qu'elle était présente sur place. On sait que la force Sentinelle, qui avait six militaires en armes devant le Bataclan n'est pas intervenue au moment où le carnage se produisait au Bataclan » (…) « Ils ont estimé qu'ils ne devaient pas intervenir car leurs règles d'engagement ne prévoyaient pas qu'ils devaient intervenir. Leurs règles prévoyaient qu'ils ne pouvaient que se protéger eux-mêmes. C'est tout-à-fait incroyable, hallucinant ».

Le député a regretté un manque de bon sens, tandis que le ministère belge de la Défense a confirmé que ses hommes avaient instruction d'intervenir dans pareil cas. voltairenet.org 06.07

Question: Qui complote contre le peuple ? Hollande, son gouvernement français et leur armée.

Brexit. Quel épouvantable cataclysme ?

- Marché: les indices US prochent des plus hauts historiques. - Cercle Finance

- Les Bourses européennes clôturent en nette hausse . - Reuters

- Après le Brexit, l'ancien patron de la Commission José Barroso rejoint Goldman Sachs. - Le Huffington Post

La loi travail fappée d'illégitimité.

- Loi travail : l'usage du 49-3 condamné par 7 Français sur dix. -

Plus de sept Français sur dix estiment que le Premier ministre Manuel Valls a eu tort d'utiliser mardi le 49-3 pour faire adopter en deuxième lecture le projet de loi travail, selon un sondage Odoxa pour iTELE publié vendredi. AFP 08.07

Nouvelle "journée d'actions et d'initiatives" bidon annoncée.

- Appel à l'action des opposants à la loi Travail le 15 septembre. - Reuters

Sept organisations syndicales et de jeunesse hostiles à la loi Travail, dont la CGT, Force ouvrière, Solidaires et la FSU, ont appelé vendredi à une "journée d'actions et d'initiatives" le 15 septembre pour demander l'abrogation de ce texte.

Dans un communiqué commun, la CGT, FO, la FSU, Solidaires, le syndicat étudiant Unef et les organisations lycéennes Unl et Fidl dénoncent dans ce nouveau recours du gouvernement à l'article 49-3 de la Constitution un "déni de démocratie".

"C'est bien la preuve (...) que ce texte de régression sociale reste minoritaire", écrivent ces organisations, qui invitent les salariés, les chômeurs, les retraités, les lycéens et les étudiants à envoyer une carte postale au chef de l'Etat, pour lui dire qu'elles seront encore mobilisées à la rentrée.

Ces organisations "donnent rendez-vous à l'ensemble des salariés, privés d'emplois, étudiants, lycéens, retraités pour une journée d'actions et d'initiatives le 15 septembre, pour obtenir l'abrogation de la loi Travail".

Celle-ci doit revenir devant les députés le 20 juillet pour une lecture définitive et être promulgué en août. Mais il faudra encore de nombreux décrets d'application pour qu'elle entre pleinement en vigueur. Reuters 08.07

Simultanément ils feraient mieux de profit de l'occasion pour engager une campagne nationale pour l'abolition de Constitution de la Ve République. Impossible, car lorsqu'ils n'ont pas leur carte du PS dans leur poche, c'est pour s'aligner sur le PCF qui soutiennent le régime.

En famille. Un accord scélérat "remarquable" (Valls).

- Automobile: un nouvel accord social signé chez PSA - AFP

Le groupe automobile PSA a officiellement signé vendredi avec cinq de ses six syndicats un nouvel accord social triennal (2017-2019) succédant à l'accord de compétitivité de 2013 qui a permis de redresser le groupe.

Cet accord baptisé "Nouvel élan pour la croissance" a reçu l'aval de cinq organisations (FO, CFE-CGC, CFTC et SIA-GSEA, CFDT), représentant 80% du personnel, ce qui montre la "relation de confiance avec les partenaires sociaux", a souligné Xavier Chéreau, directeur des Ressources humaines du groupe PSA. Selon lui, il s'agit d'"un acte suffisamment rare pour être signalé".

Lors de la signature, au siège du groupe à Paris, la CFDT a mis en avant un "équilibre acceptable" entre "plus de flexibilité" et la "pérennisation de nos emplois". Elle a salué aussi les expérimentations lancées en matière de qualité de vie au travail.

Pour Franck Don (CFTC), l'accord "amplifie la dynamique de performance économique" initiée avec le précédent. Rebondissant sur la qualification des Bleus pour la finale de l'Euro, il a salué "la victoire de la coconstruction", sur le modèle de la cogestion à l'allemande.

Dans un tweet, le Premier ministre a salué un "accord remarquable" qui permet de "trouver avec les syndicats de l'entreprise les solutions pour s'adapter et rebondir". Manuel Valls a ajouté déceler là l'"esprit de la loi Travail".

Cet accord comprend des objectifs en matière d'emploi (1.000 embauches CDI, 6.000 emplois jeunes)...

Avec le millier de recrutements pérennes promis, l'entreprise "va changer de visage", selon Christian Lafaye (FO), pour qui il était "indispensable de retrouver du sang neuf" après un quasi gel des embauches depuis huit ans.

En contrepartie, il fixe de nouvelles mesures de flexibilité (davantage de samedis travaillés, travail de nuit aménagé), notamment pour adapter l'organisation du travail aux variations de l'activité.

"Honteux" selon la CGT, seule organisation non signataire, qui refuse de nouveaux efforts au moment où la santé financière de PSA s'améliore.

L'accord de compétitivité de 2013 avait été rejeté par la CGT et la CFDT. Conclu à un moment où PSA accumulait jusqu'à "7 millions d'euros de pertes par jour", rappelle FO, il comprenait notamment un gel des augmentations générales et une baisse de la rémunération des heures supplémentaires.

Il a permis au groupe d'achever son redressement avec un an d'avance, se félicitent ses partisans.

En 2015, les comptes de PSA sont repassés dans le vert - une première depuis 2010 - avec un bénéfice net de 1,2 milliard d'euros, contre un demi-milliard de pertes l'année précédente. Le groupe a vendu en 2015 près de trois millions de véhicules, dont un tiers produit en France. AFP 08.07

Que Mélenchon se rassure, l'"héritage" de Rocard est assuré.

- Sondage: Macron incarne le mieux l'héritage de Michel Rocard. -

Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, est la personnalité politique qui "incarne le mieux l'héritage" de Michel Rocard, devant Martine Aubry et Manuel Valls, selon un sondage Odoxa pour iTELE et Paris-Match publié vendredi. AFP 08.07

Flagrant délit. Quand le gouvernement français tient un "double langage" sur le Tafta ou TTIP.

- Tafta: Montebourg dénonce le "double langage" de la France. - AFP

L'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg dénonce dans une interview à l'hebdomadaire Marianne le "double langage" de la France à propos du traité de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis (TTIP/Tafta).

"J'ai entendu le Premier ministre dire (...) le 26 juin dernier, à Belleville-sur-Mer, que ce traité ne pouvait être accepté. Or, deux jours plus tard, Jean-Claude Juncker a expliqué qu'un Conseil de l'Union européenne venait de se réunir et qu'en son sein aucun pays ne s'était opposé au Tafta".

"La France parle donc un double langage, un pour les Français, un autre pour l'oligarchie européenne, et chacun comprend qui sera trompé à la fin", attaque M. Montebourg, qui pourrait être candidat à la primaire du PS en janvier. AFP 08.07

Chaque fois que Hollande, Valls ou un ministre l'ouvre, il est fortement recommandé de se demander quand, où et à qui ils s'adressent, sinon on leur prêtera des intentions infondées ou erronées.

Populisme ou la "révolution par les urnes" pour légitimer la Ve République

- Mélenchon lance une campagne d'inscription sur les listes: "je vote, ils dégagent". - AFP

Le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon lance une campagne intitulée "Je vote, ils dégagent" pour encourager les Français à s'inscrire sur les listes électorales en vue de 2017, a annoncé vendredi son équipe.

Sur ceux-ci (des tracts - ndlr), un encart présente M. Mélenchon comme "le seul candidat qui propose de remettre entièrement à plat les règles politiques", en passant par l'élection d'une assemblée constituante "chargée de réécrire complètement la Constitution". AFP 08.07

Et que restera-t-il de ce vote au soir du second tour de l'élection présidentielle de 2017 ? L'illusion criminelle que les institutions de

la Ve République seraient compatibles avec les besoins des travailleurs. Dit autrement, rien du côté des travailleurs, par contre les tenants du régime pourront être soulagés ou satisfaits du fait que leur candidat élu pourra se prévaloir de la légitimité accordée par les urnes et gouverner en appliquant son programme entièrement tourné contre les intérêts des travailleurs.

L'assemblée constituante de Mélenchon n'est rien d'autre que l'Assemblée nationale agrémentée d'une dose de proportionnelle, de manière à ce que toutes les classes de la société soient représentées, et qu'à travers leurs élus elles collaborent ensemble à la survie du régime capitaliste. La IVe République avait la même saveur trompeuse préparant l'avènement de la Ve qui sera franchement bonapartiste et antidémocratique avec pour objectif l'établissement de rapports corporatistes entre les classes dont le dialogue social est l'expression.

Nous n'accordons aucun intérêt au discours de l'admirateur de de Gaulle, Rocard, Mitterrand notamment et ex-ministre de Chirac, qui n'entend pas rompre avec les institutions européennes et internationales du capital, encore moins avec le capitalisme, cela va de soi. On aura également en mémoire que sa VIe République ne remettait même pas en cause l'existence du Sénat, en réalité aucune institution de la Ve République, et surtout pas son appareil de répression, sa police, son armée.

En admettant que la convocation d'une assemblée constituante figurerait parmi les tâches ou les obejctifs que les travailleurs devraient réaliser, il devrait être inclus dans ses statuts que ses élus seraient révocables à tout moment dès lors qu'ils auraient violé le mandat qui leur aurait été confié, ce qui implique que le peuple disposerait du pouvoir de contrôler leur activité, donc qu'il soit organisé et dispose de ses propres organismes indépendants de pouvoir pour que ses décisions soient respectées.

Comment le pouvoir de ces différentes institutions pourrait-il se combiner, de manière à ce que la volonté du peuple ou la démocratie soit respectée ou s'exerce réellement ? On a envie de répondre que cela paraît impossible et que l'une devra se soumettre à l'autre. Et dans l'hypothèse où ce seraient les organismes politiques indépendants créés par le prolétariat révolutionnaire qui devraient se soumettre à l'assemblée constituante, cela signifierait que l'orientation de celle-ci ne correspondait pas aux besoins des travailleurs, autrement dit elle incarnait ceux des capitalistes exactement comme le fait l'Assemblée nationale sous la Ve République. Dès lors un conflit ou une crise jaillirait entre les deux institutions qui ne pourrait se résoudre que par la disparition de l'une ou de l'autre. Si c'était l'organisme politique indépendant créé par le prolétariat qui devait d'effacer ou disparaître au profit de l'assemblée constituante, on retournerait à la case départ ou pire encore. Dans le cas inverse, l'assemblée constituante serait dissoute et la révolution suivrait son cours...

Une assemblée constituante qui serait décrétée n'aurait aucune valeur, car elle se bornerait à reproduire les rapports existant entre les classes qui sont favorables à la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Pour qu'on adopte provisoirement cet objectif politique, il faudrait qu'elle jaillisse au cours d'un soulèvement révolutionnaire des masses, et qu'elle soit conçue comme un instrument pour aider la classe ouvrière à conquérir le pouvoir politique, dans tous les autres cas de figure elle serait un instrument politique de la réaction pour conserver le pouvoir.

L'assemblée constituante présente un défaut insurmontable dans la mesure où les représentants ou agents de la réaction peuvent y participer, elle est davantage un produit du régime que le produit d'une rupture avec le régime.

D'ailleurs ses partisans le disent eux-mêmes en temporisant, quand ils expliquent qu'elle devra prendre un certain nombre de mesures après moultes discussions, rapports, délibérations ou votes, ce qui signifie qu'elle ne les prendra pas sur le champ, que leur application sera renvoyée à plus tard, etc. alors qu'un organisme de pouvoir indépendant du prolétariat ou le gouvernement qui en serait issu décrèterait par exemple l'abolition d'un certain nombre de lois antisociales, liberticides, réactionnaires, des institutions et de la Constitution de la Ve République, avec application immédiate, concrétisant ainsi le nouveau rapport entre les classes en faveur des masses exploitées tout en renforçant leur pouvoir, car cela témoignerait de la détermination infaillible de ses représentants à changer la société et déciderait de nouvelles couches de travailleurs à s'engager dans la révolution ou à la soutenir contre la réaction afin de la vaincre... A suivre.

Le collectif des collabos.

- Université d'été : « Des utopies aux alternatives, agissons ensemble ! » - Collectif 30 juin 2016 - legrandsoir.info

L'université d'été des mouvements sociaux et de la solidarité internationale se déroule du 6 au 9 juillet prochain, à Besançon. Objectif : y débattre des utopies, des alternatives et expérimentation pour accompagner nos sociétés sur la voie d'un développement solidaire et durable à tous les niveaux. legrandsoir.info 07.07

Sans poser au préalable comme condition la rupture avec le capitalisme et ses institutions, cela revient à "accompagner nos sociétés" dans le chaos, la guerre, vers l'abîme... Ces gens ou mouvements autoproclamés n'ont aucune légitimité.

Propagande de guerre de l'Otan

- L'Otan reste ferme, mais dans le dialogue, avec la Russie. - Reuters

- L'Otan renforce sa présence militaire dans l'est de l'Europe. - AFP

L'Otan conclut samedi à Varsovie un sommet de deux jours au cours duquel elle a parachevé le renforcement de sa présence militaire dans l'est de l'Europe. AFP 08.07

- Etats-Unis : des responsables russes expulsés en représailles d'une attaque contre un diplomate. - AFP

Le porte-parole de la diplomatie américaine a annoncé, vendredi, que cette décision avait été prise après l'agression perpétrée par un policier russe début juin à Moscou. LeMonde.fr 08.07

>Quand Le Monde "confond" les Noirs et la police.

Avant-hier Le Monde a écrit que "la mort de plusieurs personnes noires tuées par la police ces dernières années a ravivé les tensions raciales aux Etats-Unis" (voir la causerie d'hier)

Sauf que le nombre de Noirs assassinés par la police est en réalité beaucoup plus important.

Slate.fr - 2.911 noirs ont été tués de la sorte entre 1890 et 1965, selon l'université Tuskegee en Alabama. Environ 39 personnes par an. La pire année, 1892, a fait 161 morts, selon ce décompte.

Le nombre d'Afro-Américians tués pas la police l'année dernière est bien plus élevé: 258 personnes sont mortes sous ces balles.

Depuis le début de l'année 2016, environ 123 Afro-Américains ont été tués par la police américaine. C'est bien plus que le nombre de noirs lynchés en dehors de tout procès par des Blancs chaque année durant la ségrégation, fait remarquer le magazine Quartz, qui a fait la comparaison. (Source : Les noirs sont plus tués par la police qu'ils n'ont été lynchés pendant la ségrégation - slate.fr 08.07)

Bienvenue en oligarchie.

- Nos données chez les Yankees : les pays européens (et la France) disent oui

Que peuvent faire Facebook et Google avec les infos qu'on leur laisse ? Les espions américains ont-ils le droit de nous espionner en masse ? Laissés en friche depuis octobre dernier, ces dossiers sont sur le point d'être bouclés. Pas sûr, néanmoins, que les réponses apportées conviennent à tout le monde. Rue89

- La liste des actions qui ont menées à la mort d'Américains noirs est effrayante

Porter un sweat à capuche, rigoler...Alton Sterling et Philando Castile ont été tués ces mardi 5 et mercredi 6 juillet par des policiers de Baton Rouge, en Louisiane, et dans le Minnesota. Le premier vendait des CDs à la sauvette, avant d'être plaqué au sol pour refus d'obtempérer et tué... Slate.fr

- Au niveau local, les agents soupçonnés de bavures sont surprotégés

Aux États-Unis, l'enquête ouverte suite à l'homicide d'un Afro-Américain par un policier en Louisiane a été confiée aux instances fédérales, et non à la police locale. Et c'est tout sauf un hasard. «Guerre civile». Le New York Post a lâché ce vendredi 8 juillet un cri d'alame... Slate.fr

- Pour Beyoncé, «la guerre contre les minorités doit prendre fin»

La chanteuse lance un appel fort sur son site internet pour la fin des violences envers toutes les minorités. Slate.fr

- « On a besoin d'endroits où discuter sans être trop jugés »

Pouhiou a 34 ans. D'abord engagé dans les milieux LGBT+ comme Arc-en-ciel Toulouse, puis dans les milieux féministes, libristes et culturels, il cultive un « libertarisme pépère ». Rue89

Haut de page

Le 10 juillet 2016

CAUSERIE

Notre axe de combat demeure les institutions de la Ve République et le capitalisme et non l'UE.

L'essentiel, ce n'est pas que la Grande-Bretagne sorte de l'UE (sans jamais vraiment en sortir pour ne jamais y être entrée totalement, chut!), mais qu'elle demeure l'allié le plus fidèle des Etats-Unis au sein de l'OTAN... et de la Fed, on l'oublie toujours.

L'UE, l'OTAN, Goldman Sachts, la Fed, Wall street, la City, le Pentagone, Bilderberg, la BRI, la Commission Trilatérale, le CFR, le Tafta, etc. c'est la même boutique du mondialisme...

L'opium du peuple ou la légitimité usurpée.

- Plus de 200 km de bouchons sur les routes pour le premier week-end de départ, selon Bison Futé - LeMonde.fr

Plus de 200 km de bouchons étaient signalés en milieu de matinée sur l'A7 en direction de Marseille et l'A10 vers Bordeaux. LeMonde.fr 09.07

- Euro 2016 : sur Twitter, les politiques refont le match - LeParisien.fr

Plus de 19 millions de fans devant leur écran de télévision, des supporteurs en liesse partout en France et les politiques en pleine euphorie... sur Twitter. LeParisien.fr 09.07

- Hollande table sur un regain de confiance grâce à l'Euro - Reuters

- PS: Valls et Le Foll surfent sur le foot pour regonfler le moral des militants - AFP

"Tout n'est pas joué" pour 2017: Manuel Valls et son ministre Stéphane Le Foll se sont efforcés vendredi, en meeting dans l'Aude, de remonter le moral des militants PS, en s'appuyant opportunément sur la victoire de la France en demi-finale de l'Euro de football. AFP 09.07

...mission impossible.

- Pyrénées-Atlantiques: le PS empêché de tenir une "université" par des opposants à la loi Travail - AFP

Une "université d'été" organisée pour la première fois par la Fédération départementale du Parti socialiste (PS) à Cambo (Pyrénées-Atlantiques) a dû être annulée samedi en raison de l'irruption d'opposants à la loi Travail, a constaté une correspondante de l'AFP. AFP 09.07

Désinformation ou populisme, la palme revient à Hollande. Non, l'Otan les désigne !

"L'Otan ne se cherche pas d'ennemis", rappelle Hollande à Moscou - La Tribune

En réponse aux irritations de Moscou, le chef de l'Etat a rappelé que la consolidation de la défense antimissile décidée par l'Alliance "ne concerne pas la Russie".

"La posture de l'Alliance est strictement défensive, l'Otan ne se cherche pas d'ennemis", a-t-il insisté.

"Elle ne menace aucun pays". (Il a adopté la rhétorique de Bush. - LVOG)

François Hollande a de nouveau défendu l'idée d'une défense à l'échelle du continent, en complément de l'Alliance atlantique.

"Une défense européenne séparée de l'Otan n'aurait aucun sens", a-t-il dit. "Il est important que l'UE et l'Otan puissent travailler en bonne intelligence et en pleine coopération." La Tribune 09.07

L'UE est le pendant économique de l'UE militaire ou l'Otan dirigée par les Américains pour le compte du complexe militaro-industriel-financier.

Mimétisme ou Hollande la voix de l'OTAN ou de Washington.

- L'OTAN espère que « la fermeté et le dialogue » vont payer face à la Russiee - LeMonde.fr

Devant la presse François Hollande a prôné samedi à Varsovie, au sommet de l'Otan, un mélange de dialogue et de fermeté envers la Russie... - La Tribune

Deux ans après l'invasion de la Crimée par Moscou, les 28 membres de l'Alliance ont décidé de déployer des bataillons dans les pays baltes et la Pologne. LeMonde.fr 09.07

En complément

- Deux diplomates américains expulsés de Russiee - Reuters

Deux membres du personnel de l'ambassade américaine à Moscou ont été expulsés en juin après une décision similaire de la part des Etats-Unis, rapporte samedi le ministère russe des Affaires étrangères, parlant d'un geste "inamical". Reuters 09.07

- La guerre est la poursuite de la politique pour satisfaire des besoins économiques...

- Un milliard de dollars rassemblés à l'Otan pour l'armée afghane - Reuters

Les alliés ont rassemblé le milliard de dollars (900 millions d'euros) nécessaire pour soutenir les Etats-Unis sur les trois années à venir dans leur projet de constituer une armée en Afghanistan, a déclaré samedi le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. Reuters 09.07

Brexit. Poker menteur, fermé le banc.

- Goldman Sachs recrute José Manuel Barroso - Francetv info

Seulement deux semaines après le Brexit, Goldman Sachs, la banque d'affaires américaine, engage l'ancien président de la Commission européenne José Manuel Barroso pour la conseiller.

En clair, l'homme qui a incarné l'institution pendant dix ans devient superlobbyiste au profit du plus influent établissement financier mondial.

Une nomination choquante et qui ne pouvait pas plus mal tomber pour une Europe en proie à l'« euro-bashing » après le Brexit.

Rappelez-vous, Goldman Sachs, c'est une des banques à l'origine de la crise des subprimes en 2007 qui déclencha ensuite la plus grave crise économique mondiale depuis 1929. C'est aussi elle qui est accusée d'avoir, au début des années 2000, aidé la Grèce à maquiller ses comptes pour répondre aux exigences de la zone euro. Avant, pire, de spéculer contre la dette grecque, accélérant ainsi la crise qui manqua de provoquer la faillite du pays et le Grexit.

Pas de Grexit finalement mais un Brexit et un nouveau symbole désastreux pour l'image de l'Europe. Donnant du grain à moudre à tous ceux qui dénoncent la collusion entre les « technocrates de Bruxelles » et un monde de la finance qui serait le réel détenteur du pouvoir.

Mais que va faire Barroso chez Goldman Sachs ? Tout simplement défendre les intérêts de la banque d'affaires (5 Mds€ de bénéfices en 2015), au moment où ses activités en Europe sont menacées. Implantée à Londres, elle était jusqu'ici idéalement placée pour vendre ses services dans toute l'Europe. LeParisien.fr 09.07

Quoi de plus naturel quand la mafia de la finance est aux commandes !

- Obama appelle les Occidentaux à préserver le projet européen - Reuters

Qui en réalité n'a jamais été réellement menacé...

Message reçu 5/5.

- Les Britanniques ne revoteront pas lors d'un second référendum - Reuters

Le gouvernement britannique a exclu samedi la tenue d'un nouveau référendum sur l'appartenance à l'Union européenne, malgré les 4,1 millions de signatures recueillies en ce sens dans le cadre d'une pétition en ligne.

Les Britanniques se sont prononcés à 52% contre 48 - soit 17,4 millions de voix contre 16,1 - pour la sortie de l'UE, le 23 juin. La plupart des responsables politiques se sont engagés à respecter ce choix, mais certains partisans du maintien ont du mal à l'accepter.

"Le Premier ministre et le gouvernement ont clairement indiqué qu'il s'agissait d'un vote unique pour toute une génération et, comme l'a dit le Premier ministre, la décision doit être respectée", souligne samedi le ministère des Affaires étrangères.

"Nous devons désormais nous préparer au processus de sortie de l'UE et le gouvernement est déterminé à obtenir les meilleures conditions possibles pour les Britanniques", ajoute-t-il.

Theresa May et Andrea Leadsom, ministres de l'Intérieur et de l'Energie, toutes deux candidates à la succession de David Cameron, ont exclu de remettre en question du résultat du référendum. Reuters 09.07

L'Otan la branche militaire de l'UE ou Maidan et le Brexit.

«Nous sommes unis», a déclaré ce samedi le secrétaire général de l'Alliance Jens Stoltenberg, au deuxième jour du sommet qui se tient en présence du président Barack Obama et des autres dirigeants des 28 pays membres. 20minutes.fr 09.07

Obama ayant appelé "les Occidentaux à préserver le projet européen", dès lors ils feront donc tout pour que les Britanniques obtiennent "les meilleures conditions possibles" pour ne pas froisser leur maître.

En famille. L'ordre de Vichy règne.

- Vaccination : Henri Joyeux radié par l'Ordre des médecins - LeMonde.fr

En mettant en garde contre certains vaccins, le chirurgien a franchi une ligne rouge aux yeux des autorités sanitaires.

Henri Joyeux, professeur controversé pour ses prises de position, notamment sur les vaccins, a été radié de l'Ordre des médecins à compter du 1er décembre, selon l'Agence de presse médicale (APM). Retraité depuis 2014, ce chirurgien cancérologue aura donc interdiction de faire état de son statut de docteur en médecine.

Cette décision, de la chambre disciplinaire ordinale de première instance du Languedoc-Roussillon, fait suite à une plainte du Conseil national de l'Ordre des médecins en raison de ses propos sur la vaccination. En juin 2015, lors du dépôt de cette plainte, le président de l'instance, Patrick Bouet avait résumé les « deux infractions » qui lui étaient reprochées : « la tenue de propos non appuyés sur des bases scientifiques [et portant] atteinte à la profession », et « un discours qui peut être dangereux pour la population parce qu'il s'agirait de discréditer le mécanisme de vaccination préventive ».

Selon la chambre disciplinaire, le professeur Joyeux « a commis des manquements d'une extrême gravité au code de déontologie », et a enfreint la loi, notamment « en indiquant des dangers pour la santé de suivre les recommandations du Haut Conseil de la santé publique ». Il n'a pas non plus respecté l'article stipulant que « le médecin doit apporter son concours à l'action entreprise par les autorités compétentes en vue de la protection de la santé et de l'éducation sanitaire » et qu'« il participe aux actions de vigilance sanitaire ».

C'est surtout dans le domaine de la santé que M. Joyeux a trouvé une large audience et de nombreux partisans. Avec plus de 150 000 exemplaires vendus, son livre Changez d'alimentation (Le Rocher) est un succès de librairie, certaines de ses vidéos sur le Web ont été vues des dizaines de milliers de fois, les conférences qu'il tient deux à trois fois par semaine en France ou à l'étranger font salle comble, et 580 000 personnes recevraient régulièrement, dans leur boîte e-mail, sa lettre électronique d'information.

En mettant en garde contre certains vaccins, Henri Joyeux a toutefois franchi une ligne rouge aux yeux des autorités sanitaires. Dans un texte publié sur Internet et affichant aujourd'hui plus d'un million de signatures de soutien, le médecin dénonce les substances « dangereuses », voire « très dangereuses », contenues selon lui dans les adjuvants des vaccins dits hexavalents (qui protègent de six maladies) que les parents sont obligés d'utiliser pour leurs enfants, en raison de la pénurie de vaccins contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite (DTP) – les trois seuls obligatoires. Il assure y voir une « arnaque des laboratoires »

pour imposer un vaccin « sept fois plus cher ». LeMonde.fr 09.07

On aura compris que ce médecin a commis un crime impardonnable en s'attaquant à la poule aux oeufs d'or des trusts pharmaceutiques. Et comme cela ne suffisait pas ou pour tenter de le décrédibiliser, les ordures qui nous gouvernent et leurs porte-parole ont trouvé des arguments imparables ou recouru à un amalgame qui figuraient dans le passage suivant de cet article :

LeMonde.fr - Ancien président de Familles de France, une association qui s'est opposée au mariage homosexuel, M. Joyeux est connu pour ses prises de position conservatrices sur la famille. La ministre de la santé, Marisol Touraine, l'a décrit il y a un an comme « un médecin qui s'est déclaré contre la pilule, contre l'avortement, qui a pris des positions rétrogrades sur toute une série de sujets ». LeMonde.fr 09.07

Syndicaliste = casseur, voyou, terroriste...

Anti loi Travail = conservateurs, réactionnaires, rétrogrades...

Antisioniste = antisémite.

Anti-Otan = suppôt de Daesh...

Anti-UE = xénophobes, racistes, débiles arriérés...

Etc. etc. etc.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que pratiquement tous les hommes ou toutes les femmes qui ont participé depuis des millénaires au développement inconscient de la civilisation humaine, n'ont pas eu un comportement franchement exemplaire vis-à-vis de leurs contemporains ou de leur entourage, ou ils n'ont pas toujours été guidés par des intentions ou des idées géniales ou progressistes, ce qui était toutefois inévitable. Et si malgré tout pour cette raison ils avaient dû être persécutés, excommuniés ou pire exécutés, nous en serions encore au stade de la sauvagerie de jadis.

La prétention affichée par les inquisiteurs qui nous gouvernement aujourd'hui de les bâillonner ou de les châtier, coïncide avec l'orientation actuelle de la société vers le retour à la pire barbarie. S'en débarrasser au plus vite est une mesure de salut public pour la société.

Retour à l'âge de pierre.

- La construction en terre ne se cache plus - AFP

- Cette maison en carton venue des Pays-Bas veut conquérir l'Europe - BFM Business

- A Madrid, les femmes de ménage disent « basta » à la précarité - lemonde.fr

C'est la face cachée du tourisme en Espagne. L'envers du « Sol et playa ». Contrats précaires, heures supplémentaires non payées, baisse des salaires, dégradation des conditions de travail, les femmes de chambre des hôtels ont décidé de dire « basta ». Depuis quelques mois, « Las Kellys » comme elles se font appeler (pour « Las que limpian », celles qui nettoient) multiplient les rassemblements aux portes d'établissements hôteliers pour dénoncer « l'exploitation » dont elles se disent victimes.

Tout a commencé en 2014 par des témoignages sur Internet. Sous couvert d'anonymat, plusieurs femmes de chambre dénoncent les contrats abusifs qu'elles acceptent pour ne pas pointer au chômage, dans un pays où 21 % des actifs sont sans emploi. Peu à peu elles se regroupent, parfois masquées pour ne pas risquer d'être licenciées. Aujourd'hui, leur association compte plus de 500 membres.

Déçues des syndicats « qui ne les défendent pas assez », les Kellys sont passées à l'action : elles suspendent aux fenêtres des chambres qu'elles nettoient des banderoles pour faire prendre conscience aux touristes de leur situation ou organisent des piquets de grève. En juin, elles ont remporté l'une de leur première bataille judiciaire à Lanzarote, dans les îles Canaries, contre l'entreprise Alterna BPO, à laquelle un hôtel de la chaîne Barcelo avait externalisé les services de nettoyage. Rémunérées beaucoup moins que ce que fixe la convention collective du secteur hôtelier, puisque l'entreprise de nettoyage se définissait comme une entreprise de service, elles ont obtenu réparation.

« Notre travail a toujours été dur, précaire et mal payé, mais depuis la crise et la réforme du travail, je n'avais jamais vu, en vingt et un ans de profession, un tel niveau d'exploitation, affirme Isabel Rodriguez, fondatrice du groupe des Kellys de Barcelone.

Les nouvelles femmes de chambre ont perdu tous les droits que nous avions conquis au fil des années : congés payés, libération de certains week-ends, plannings en avance… Aujourd'hui, elles sont souvent à la libre disposition des chefs d'établissement. »

En cause, l'externalisation de plus en plus fréquente des services de nettoyage des hôtels à des entreprises de services qui cassent les prix. « Avec la réforme du travail, les grands hôtels ont licencié à bas coût leur personnel de nettoyage ou de blanchisserie et fait jouer la concurrence d'entreprises externes pour réduire les coûts au détriment du respect des conventions collectives et des droits des travailleurs », résume l'avocat Alex Tisminetsky, du collectif Ronda. Spécialiste en droit du travail, il conseille les Kellys et se bat pour obtenir la reconnaissance de leurs maladies professionnelles (lumbago, sciatiques, etc.) par la sécurité sociale.

« La dernière mode est de nous payer par chambre, pour 1,80 euro. On sait à quelle heure on commence mais pas à quelle heure on finit, ajoute encore Isabel Rodriguez. Pendant ce temps, les chaînes hôtelières font des millions de bénéfices. Mais nous ne sommes pas au tiers-monde ! » lemonde.fr 09.07

Commentaires d'internautes

1- "Mais c'est pourtant bien au niveau de l'entreprise que les accords devraient idéalement bien se négocier..."

2- "Oui, il est bien connu que le salarié de base, la femme de chambre par exemple, est tout à fait sur un pied d'égalité pour négocier localement face à son patron appartenant à un groupe hôtelier. De même que le routier face à son beau-frère qui possède une flotte de camions. Ceux qui nous sortent ce type d'arguments n'ont jamais travaillé en entreprise et croient qu'on négocie alors que bien souvent on est contraint d'accepter ou bien de prendre la porte, la "négociation" s'arrête là..."

3- "S'il n'y avait pas des conventions collectives différentes pour chaque secteur, il n'y aurait aucun intérêt à externaliser vers une entreprise d'un autre secteur. Mais les syndicats ont toujours tendance à défendre les corporatismes avant l'intérêt général, ils ont une part de responsabilité dans cette situation."

Votre haine des syndicats vous aveugle, car l'externalisation est une manière de modifier la répartition du capital au sein du processus de production ou la division du travail pour faire baisser le coût du travail. On peut ajouter qu'une entreprise qui dégagera un bénéfice comptable, pourra décider d'en reverser une partie à ses salariés à l'issue de l'exercice fiscal, et moins ils seront nombreux, plus la part (ou les dividendes) revenant aux actionnaires sera importante, les salariés dorénavant employés par des sous-traitants en étant exclus évidemment.

Mais je vous donne en partie raison en partant d'un constat différent et d'intentions opposées aux vôtres.

D'une part les différents secteurs d'activité ne dégagent pas le même profit ou taux de profit, ce qui explique la différence de traitement dont bénéfient les salariés, que l'on ne peut pas imputer aux syndicats ou aux conventions collectives. vEn revanche, pour palier à cette inégalité de traitement ou cette injustice, il aurait été possible de les compenser en instaurant une prime ou allocation qui aurait été réglée par l'Etat, de sorte qu'un ouvrier qui travaille pour une grande entreprise ou une multinationale ou une PME ou un sous-traitant perçoivent un salaire équivalent, prime ou allocation qui aurait été financée grâce à une fiscalité variable en imposant davantage les grandes entreprises ou multinationale à défaut ou en attendant de les nationaliser ou socialiser.

Les syndicats, qui collaborent avec le régime plus qu'ils ne le combattent, profitent au même titre de l'hétérogénéité du prolétariat et de la division du travail, pour n'avoir jamais combattu ses conséquences qui profitent aux capitalistes et à l'aristocratie ouvrière, au détriment des ouvriers des secteurs les plus défavorisés ou promis à un statut inférieur, de manière à assurer la stabilité politique du régime et des institutions.

Les syndicats n'ont fait qu'accompagner ou participer au processus inconscient qui fut à l'oeuvre dans le développement du capitalisme à défaut de combattre pour son renversement. Du coup, toutes les mesures qu'ils allaient avancer devaient être marquées du sceau de cette inconscience et se traduire par de nouvelles inégalités ou injustices jusqu'à favoriser la décomposition de la société à laquelle conduit le capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant et dont nous pouvons observer quotidiennement les manifestations ou mesurer les effets dévastateurs, par exemple à travers les droits des femmes travailleuses qui demeurent bafoués, les salaires des hommes misérables pour une grande partie d'entre eux, les enfants livrés à eux-mêmes parce que leurs deux parents travaillent, etc.

Le procès du capitalisme et de ses méfaits pour être complet ou mené à son terme devrait être également celui de la conception réformiste du syndicalisme et de la lutte de classe.

Bienvenue en oligarchie.

- Timothy Garton Ash: «Les démocraties doivent dépasser les lois contre les discours de haine»

L'essayiste américain s'inquiète des menaces qui pèsent, selon lui, sur la liberté d'expresssion.Avec Free Speech: Ten Principles for a Connected World («Liberté d'expression: dix principes pour un monde connecté»)... Slate.fr

- La grande peur de l'autonomie

Toute la politique française se noue depuis vingt ans autour de l'évolution de l'autonomie individuelle. L'opinion se partage entre ceux qui y voient une opportunité de réussir sa vie et ceux qui y voient une aliénation.L'impossibilité des réformes, les grèves, la fuite dans la nostalgie... Slate.fr

Haut de page

Le 11 juillet 2016

CAUSERIE

La France a perdu et Hollande aussi, youpi !

Brexit poker menteur ou qui perd gagne. Et les cornes du cocu, elles sont pour qui ?

C'est marrant comment nos dirigeants sont prompts à célébrer des victoires qui aussitôt tournent en eau de boudin, c'est à croire qu'ils le font exprès pour se décrédibiliser auprès des militants et des travailleurs. S'ils croient encore que c'est en faisant dans la démagogie qu'on s'en sortira, on est mal barré !

Si on avait retenu que les votes en faveur du Brexit sur la base du rejet de la politique antisociale de l'UE et du gourvernement, c'est le oui au maintien dans l'UE qui l'aurait emporté, qui de fait l'a emporté si on exclut les votes xénophobes ou racistes, souverainistes ou nationalistes. Mais cela il ne faut surtout pas le dire, ce n'est pas politiquement correct.

Mais rien ne vous empêche d'analyser la situation sur la base d'illusions ou de rapports faussés, c'est votre droit, on le respecte, et qu'il nous soit permis de ne pas en être.

C'est désespérant de devoir encore apporter ces précisions, c'est à croire qu'on ne s'en sortira jamais...

Enfin une bonne nouvelle !

Ce matin en consultant les titres des infos (France et Politique) sur Yahoo, j'ai été surpris de ne pas en trouver un sur l'Euro2016, du coup je me suis dit que la finale devait peut-être avoir lieu dimanche prochain. Et c'est en allant ensuite sur la page économie que j'ai découvert en première ligne un titre de La Tribune m'apprenant la défaite de la France de Hollande :

- La défaite est amère, et François Hollande, qui avait souligné l'impact positif de l'épopée de l'équipe de France, ne pourra pas compter sur une victoire dans "son" Euro" pour invoquer "la France qui gagne" comme emblème d'une candidature à sa réélection. La Tribune.fr 10.07

Le Frère musulman et parrain de l'Emirat islamique, Erdogan, avait assuré à Hollande qu'il n'y aurait pas d'attentat pendant l'Euro2016, et force est de constater qu'il a tenu parole, alors Hollande devra s'en contenter, ce n'est pas tous les jours le 11 janvier ou le 13 novembre !

A propos du massacre du 13 novembre 2015 annoncé quelques jours plus tôt par Erdogan, on est en droit de se demander pourquoi c'est seulement huit mois plus tard qu'on apprend que 6 ou 8 (selon les sources) militaires de la force Sentinelle étaient en faction devant le Bataclan ainsi que plusieurs policiers, ou pourquoi cet élément qui avait dû être dû être relevé à l'époque n'a jamais été exploité jusqu'à présent.

Dans les quelques articles qui relatent cet élément depuis quelques jours en France, leurs auteurs se sont attardés sur la passivité des militaires français, mais ils ont oublié un aspect de cette question : Alors qu'il y a des militaires en uniforme et armés en faction devant le Bataclan, donc qui ne peuvent pas passer inaperçus, pourquoi les terroristes n'ont-ils pas renoncé à leur projet ou ne l'ont-ils pas annulé pour le reporter à plus tard en désignant une autre cible non gardée par des militaires, pourquoi ne se sont-ils pas dits que leur projet risquait de foiré lamentablement en présence de ces militaires, qui en principe étaient là pour protéger la population et donc faire usage de leurs armes en cas d'attaque, et non pour les laisser tranquillement commettre leur massacre, pour un peu, pourquoi se sont-ils sentis plutôt protégés que menacés par ces militaires, étaient-ils au courant

qu'ils n'interviendraient pas avant que le ministre de l'Intérieur ne leur en donne l'ordre et seulement une fois qu'ils auraient terminé leur carnage ?

La réponse à ces questions réside peut-être en la présence d'un agent ou informateur du MI6 (services de renseignement britannique), Mohamed Abrini (actuellement détenu en Belgique), sur les lieux au côté de Salah Abdeslam présenté comme le "cerveau" des attaques du 13 novembre 2015. Question : Y avait-il d'autres agents d'autres services de renseignement sur les lieux qui en quelque sorte devait s'assurer du bon déroulement des opérations ou de cette tuerie, qui sera officiellement présentée comme une attaque terroriste imputée aux barbares de Daesh ?

En attendant, le même jour se déroulait à Paris une opération similaire à celle qui avait eu lieu le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, le 7 juillet 2005 à Londres, 15 avril 2013 à Boston, etc. consistant à simuler une attaque terroriste, qui pure coïncidence allait avoir lieu ces jours-là précisément.

Lorsque le 20 avril 2016, le Raid, le GIGN et la BRI ont simulé une attentat terroriste en gare Montparnasse, le ministre de l'Intérieur avait déclaré : « Je suis particulièrement fier de me trouver aux côtés des chefs des trois unités ainsi que du préfet de police, qui sont tous rassemblés pour protéger les Français. » (20minutes.fr 20.06), mais pas les militaires et les policiers présents devant le Bataclan le 13 novembre 2015, mais alors s'ils ne servaient pas à protéger la population, s'ils ne servaient même pas à dissuader une poignée de terroristes de réaliser une attaque sous leurs yeux, à quoi servaient-ils à part rappeler en permanence à la population qu'elle devrait vivre dorénavant dans la peur ou la terreur d'une attaque de manière à mieux la neutraliser ou la contrôler.

On pourrait terminer ce passage par la conclusion d'un article qui a été publié avant-hier par Le Grand Soir sur le même sujet :

- Bien qu'il soit extrêmement important d'éduquer le public quant à la nature et au but des false flags (fausses bannières. - ndlr), l'éducation ne peut être un but en soi. Le public a besoin non seulement de connaître la vérité autour des événements spécifiquement false flags lorsqu'ils apparaissent, mais il a besoin de comprendre la méthodologie pour les identifier par eux-mêmes et en temps réel.

Créer une culture où le public est capable de reconnaître un attentat false flag sans recourir à l'aide des sources médiatiques, des chercheurs ou des militants, est la première étape pour rendre la tactique inutile et rassembler la force des gens vers une action réelle ou en dernier ressort, créer une culture dans laquelle cette force ne peut être rassemblée par la classe dirigeante. Fin.

Effectivement, un constat aussi juste soit-il n'aura jamais qu'une valeur de témoignage qui s'estompera ou tombera dans l'oubli rapidement, autrement dit, il ne présentera qu'un intérêt relatif ou ponctuel, et on n'en tirera aucun enseignement utile pour la suite ou pour décrypter des événements similaires, si on ne remonte pas aux conditions qui en sont à l'origine.

De la même manière on parviendra à définir la nature d'une pensée ou d'une idée en déterminant le processus qui a participé à leur formation, et sachant qu'en fonction de certains critères et selon les individus ce processus présentera des variantes, il n'en demeure pas moins qu'il devra passer par des étapes obligées qui à titre de repères permettront d'identifier son cheminement et donc de s'en servir pour interpréter n'importe quelle pensée ou idée.

Habituellement on n'aborde ou on ne traite que les effets ou les conséquences du comportement de certains facteurs ou rapports, alors que l'essentiel réside dans la compréhension du processus qui en est à l'origine.

Une courte vidéo.

Banques,Crise mondiale et 'Shadow banking'. - https://www.youtube.com/watch?v=GbdP5Xek0oo

Brexit ou qui perd gagne.

- Un internaute : "*Les vainqueurs du référendum se retirent et les perdants restent en place.* " Pourquoi ? Parce que les "vainqueurs" refusent d'affronter le régime, dont l'extrême droite britannique, ils se mettent dans la peau des perdants comme Syriza en Grèce en révélant au passage leur imposture ou leur véritable nature réactionnaire.

- "Lorsque David Cameron décida de laisser les Britanniques voter sur le « Brexit », il n'a pas réalisé qu'il ouvrirait une boîte de Pandore. Avant le référendum, j'avais déclaré que le « Brexit » ne serait pas la raison d'un effondrement de l'économie mondiale, mais qu'il serait le catalyseur d'un tel effondrement." (L'Union européenne se disloque politiquement et financièrement - arretsurinfo.ch 09.07)

Vous brûler, encore un petit effort, le Brexit devait intervenir quelques jours à peine avant une importante réunion de l'Otan en Pologne, ainsi qu'une réunion du G20 en Chine, deux réunions au cours desquelles les Britanniques devaient confirmer

leurs engagements militaires et financiers dans le cadre de la mondialisation.

Apparemment, si je ne suis pas passé à côté d'un élément essentiel, jusqu'à présent le Brexit n'a pas servi à grand chose ou il est encore trop tôt pour en juger.

J'ai encore lu des articles publiés ces derniers jours sur ce sujet, qui faisaient la part belle à la crise financière qui ravagerait la Grande-Bretagne et les principales places boursières, en ne retenant que la cotation du 24 juin et des quelques jours qui ont suivi, mais qui occultaient totalement leur redressement spectaculaire les jours suivants, ce qui est malhonnête, tout cela pour permettre à leurs auteurs de justifier la théorie selon laquelle le Brexit serait le début de la dislocation de l'UE, de la mondialisation, etc. qui ne pourrait intervenir en réalité qu'à la suite du soulèvement révolutionnaire des masses dans un pays de l'UE, et encore, puisque c'est le seul facteur qui est en mesure d'affronter l'UE et de s'opposer au mondialisme, d'en ralentir la marche, de contrarier leur plan, de le mettre en pièces.

Tous ces articles relèvent de la démagogie d'intellectuels petits bourgeois, dont les intérêts sont mis à mal par la mondialisation ou le néolibéralisme, et qui pour cette raison sont prêts à s'en remettre à n'importe quoi ou n'importe qui pour obtenir satisfaction ou conserver leurs priviléges, un jour ce seront les Brics, un autre Poutine ou la nouvelle route de la soie chinoise, ou encore tel ou tel dirigeant issu de la gauche dégénérée, le Brexit, certains secteurs du capitalisme industriel, etc. comme s'ils auraient la volonté ou les moyens de modifier l'orientation du capitalisme, d'affronter l'oligarchie, alors que ce n'est pas du tout le cas, seul le prolétariat révolutionnaire en aurait la capacité, mais ils l'ignorent (et le prolétariat aussi hélas !), et c'est pour cette raison qu'ils invoquent désespérément ces différents acteurs qui tous incarnent le capitalisme.

Le Brexit ne pouvait pas être le "catalyseur" de l'effondrement de l'économie mondiale parce qu'il se serait déjà produit, puisque c'est l'oligarchie qui l'avait programmé (le Brexit), par contre il peut servir d'alibi pour modifier certains rapports au sein du capitalisme financier ou mondial ou entre différents Etats et institutions, afin que l'oligarchie anglo-saxonne accroît son pouvoir ou sa domination sur l'UE.

Au lieu de prendre nos désirs pour la réalité et de partir dans des théories à dormir debout, on privilégie les objectifs (ou besoins) économiques qui guident les décisions politiques prises par les représentants du capitalisme.

Encore une précision, je n'ai malheureusement pas le temps de développer.

Remarquez bien qu'ils pourraient se servir du Brexit pour précipiter l'effondrement de l'économie mondiale, dans le genre ils ne sont pas à un coup tordu près histoire d'accuser le peuple britannique (notamment) d'en être responsable à la place du système capitaliste voué à la faillite (déjà vituellement en faillite), pendant qu'ils prépareraient discrètement la suite des festivités.

Depuis la dépression de 1929, jamais ils n'ont laissé l'économie mondiale s'effondrer, certes le capitalisme était en crise et proche de la paralysie... mais chaque fois ils se sont arrangés pour que les crises n'éclatent pas spontanément, ils les ont toujours pilotées de manière à en tirer un maximum de profit sur les plans financier et politique. Et dorénavant avec les instruments financiers mafieux dont ils disposent, le pouvoir politique qu'ils ont acquis, le contrôle des médias, c'est un jeu d'enfant de monter toutes sortes d'opérations à l'insu de la population.

- Wall Street espère battre des records avec les résultats - Reuters

- Brexit: l'article 50 dès la désignation d'un PM, souhaite Merkel - Reuters

La Grande-Bretagne devra invoquer l'article 50 du Traité de Lisbonne gérant sa sortie de l'Union européenne dès qu'elle aura désigné un nouveau Premier ministre, a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel, dimanche.

Dans un entretien à la chaîne publique ZDF, Merkel rappelle que les Britanniques ne pourront pas "choisir" ce qu'ils entendent conserver de l'époque où ils étaient membres de l'UE.

"La décision des Britanniques a été prise et la prochaine étape est d'invoquer l'article 50 et la Grande-Bretagne le fera seulement quand elle aura un nouveau Premier ministre", a déclaré Angela Merkel.

"Je m'attends à ce que ce soit le cas. Je suis réaliste et j'attends fermement que cette demande soit faite", a-t-elle ajouté.

La nouvelle chef du gouvernement britannique devrait être connue le 9 septembre.

Theresa May, qui est donnée favorite, a déjà indiqué qu'elle prendrait son temps pour invoquer l'article 50, estimant que le calendrier prévu est de nature à affaiblir la position des Britanniques. Reuters 10.07

- Le G20 promet de lutter contre le protectionnisme - Reuters

Face au retour "inquiétant" du protectionnisme, les ministres du Commerce des Etats membres du G20 réunis à Shanghai se sont entendus pour réduire les droits de douane, accroître la coopération et améliorer les finances, a annoncé dimanche leur homologue chinois Gao Hucheng.

Ils ont en outre approuvé un plan de relance des échanges mondiaux et une série de recommandations en matière de gestion de l'investissement international, a-t-il ajouté, à l'issue de cette réunion de deux jours.

... le contexte est maussade. Le rythme de progression des échanges commerciaux internationaux s'est effondré dans le sillage de la crise financière, pour stagner désormais sous 3% par an depuis 2009, contre plus de 7% en moyenne lors des deux décennies précédentes.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui établit ces statistiques, n'est point optimiste pour cette année, mais poursuit son travail. "Nous restons engagés (dans le sens) d'une économie mondiale ouverte, et nous travaillerons encore davantage vers la libéralisation et la facilitation des échanges", a affirmé le ministre chinois du Commerce Gao Hucheng, citant les termes approuvés par les participants à la rencontre.

Le souci, c'est que les pays du G20 eux même ne jouent que partiellement le jeu: leur communiqué de Shanghai reconnaît sans ambages et "avec inquiétude" la montée des mesures protectionnistes adoptées par les membres du groupe. "En dépit des engagements répétés pris au G20, le nombre de mesures restreignant les échanges de biens et services a continué d'augmenter", s'alarme-t-il. "Les 3/4 des mesures observées depuis 2008 sont toujours en vigueur, le nombre de mesures protectionnistes imposées par les membres du G20 affectant biens et services a atteint un sommet depuis que l'OMC a commencé ses décomptes, en 2009".

La Chine, qui assure cette année la présidence du G20, se trouve particulièrement visée. En effet, les aciers chinois sont sous le coup de multiples mesures antidumping de Bruxelles et de taxes prohibitives infligées par les Etats-Unis, Pékin étant accusé d'inonder le monde d'acier bon marché pour soulager les surcapacités colossales de ses sidérurgistes.

Et le Brexit n'a pas amélioré la situation. Sujet des surcapacités industrielles, il s'est invité dans les discussions shanghaïennes - mais la déclaration finale se contente de les décrire comme "un problème mondial qui exige des réponses collectives". Reuters et atlantico.fr 10.07

Qui a dit ?

Ne serait-ce pas le discours des dirigeants syndicaux, de la pseudo-gauche et extrême gauche ?

- "... l'austérité est un "facteur d'explication important des frustrations et inquiétudes tangibles en Europe", plaidant pour des politiques de stimulation de la demande."

Réponse : Mailly, Martinez, Berger, Laurent, Mélenchon, etc. oui mais pas ici, là c'était le président américain Barack Obama, dimanche dans un entretien au quotidien espagnol El Pais. (Source : latribune.fr 10.07)

On vous avait prévenu que le réformisme était de droite et non de gauche...

Commentaires d'internautes.

1- "Quand on joue sur plusieurs tableaux, rien de tel que de caresser dans le sens du poil pour ménager les susceptibilités! Mais l'hypocrisie est le maître mot!"

Reste à savoir ce qu'elle recouvre vraiment et ne pas se borner aux apparences...

2- "De la part du pays qui fait "payer" ses dettes par le reste du monde de par la domination de sa monnaie c'est assez comique... "

Cynique serait plus approprié par respect pour leurs centaines de millions de victimes innocentes...

3- "Très beau discours plein de vérité Monsieur Obama, mais qu'en est-il de l'austérité qui est imposée à Puerto Rico avec toute la pauvreté qui en découle? (Pour rappel Puerto Rico est un état des USA avec un statut particulier certes mais sa population à la nationalité américaine) "

Chut ! Et puis il n'y a pas plus de pauvres que de racisme aux Etats-Unis...

Dossier Syrie.

Quand les « rebelles modérés » soutenus par les Etats-Unis et la France s'allient au Front al Nosra ou Al-Qaïda en Syrie qualifié par ailleurs d'organisation terroriste... par les Etats-Unis.

- Syrie – Les « rebelles modérés » pilonnent Alep: 60 morts et 300 blessés - arretsurinfo.ch

Alors que le bilan des bombardements intenses des zones résidentielles par les soi-disant rebelles « modérés » ne cesse de s'alourdir, les responsables de Damas ont envoyé une lettre à l'Onu, dénonçant l'hypocrisie des nations occidentales.

L'opposition « modérée » et le Front al-Nosra continuent d'attaquer Alep, essayant de la reprendre à l'armée syrienne.

La veille, les pilonnages de foyers collectifs dans la ville d'Alep par les djihadistes du Front al Nosra a fait plus de 60 morts et près de 300 blessés civils [et non 200 comme signalé précédemment, ndlr], annonce le centre russe pour la réconciliation en Syrie.

« Les tirs de roquettes de fabrication artisanale visant des foyers collectifs dans le quartier Furqan à Alep, effectués par les djihadistes du Front al Nosra, ont fait plus de 60 morts et près de 300 blessés civils. La plupart des victimes sont des femmes et des enfants », indique un communiqué du ministère russe de la Défense.

L'attaque a été perpétrée par les membres de l' « opposition modérée » soutenue par les Etats-Unis et les djihadistes du Front al-Nosra, malgré le régime de cessez-le feu imposé lors de ces dernières 72 heures. En même temps, la population d'Alep, deuxième ville la plus importante de la Syrie, continue de subir le siège, privée de nourriture et de carburant. Selon l'agence SANA, le ministère syrien des Affaires étrangères a envoyé une lettre au secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon et au Conseil de Sécurité de l'Onu, dénonçant les puissances occidentales pour leur soutien des groupes « d'opposition modérée » qui attaquent sans répit la ville malgré le mois sacré de ramadan et l'accord sur le cessez-le-feu.

« En soutenant les « modérés », la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, au lieu de lutter contre le terrorisme, visent à renverser le président Bachar el-Assad », indique la lettre qui qualifie de « très hypocrite » la position de ces pays.

Par ailleurs, Damas a demandé à l'Onu de « condamner immédiatement ces attaques terroristes et de prendre des mesures contre les Etats et les régimes qui soutiennent et financent le terrorisme, notamment Riyad, Doha et Ankara ».

Les troupes gouvernementales font face à des groupes armés de différentes origines qui comprennent des mercenaires étrangers. arretsurinfo.ch 10.07

Quand l'Agence Française de Propagande prend ouvertement partie pour les barbares armés par Riyad, Doha et Ankara et soutenus par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis

Cet article reprend inlassablement toutes les accusations formulées depuis 5 ans par les Américains et leurs alliés, pour tenter de monter les peuples contre le président syrien, afin de justifier la guerre par procuration qu'ils mènent contre le peuple syrien en armant des hordes de barbares qui détruisent la Syrie.

Bachar el-Assad est accusé d'"*affamer sa population*", d'avoir "*tué "délibérément et avec préméditation*" une reporter sous un "*déluge de bombes*", de s'être livré à de "*nombreuses reprises à des massacres*", d'avoir "*fait usage d'armes chimiques*" et de la "*torture*", sans oublier qu'il a "*également favorisé la montée en puissance de l'EI*".

Bref, Bachar el-Assad serait un tyran cruel et cynique soutenu par l'immense majorité des Syriens, tandis que les monstrueux bourreaux du peuple syrien sont qualifiés d'"*insurgés*", de "*forces rebelles syriennes*", de " *rebelles modérés* ", de braves révolutionnaires qui légitimement décapitent, amputent, cruxifient, massacres hommes, femmes, enfants et vieillards accusés de soutenir l'horrible despote ennemi de la démocratie encore au pouvoir.

Comme l'a constaté justement un internaute, l'AFP fait ouvertement l'apologie des terroristes.

- Syrie: les rebelles d'Alep s'acharnent à rouvrir leur dernière route d'accès - AFP

Les forces rebelles syriennes ont échoué dimanche à rouvrir la dernière route d'approvisionnement vers leurs quartiers dans la ville d'Alep (nord), perdant une trentaine de combattants au cours de violents combats.

Les insurgés avaient lancé samedi soir une contre-attaque pour reprendre le contrôle de la route dite du Castello, au nord d'Alep, que les forces du régime étaient parvenues à couper de facto jeudi, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Cette route est cruciale puisqu'elle représente la dernière voie d'approvisionnement vers les quartiers contrôlés par l'opposition, où vivent quelque 200.000 personnes.

Les troupes du régime de Bachar al-Assad, qui contrôlent l'autre moitié d'Alep, cherchent à reprendre ces quartiers. Elles ont de nouveau bombardé dimanche la route de Castello et ses environs selon l'OSDH.

L'arrêt de tout ravitaillement par cette route y a renforcé les craintes de pénurie, les produits de première nécessité devenant de plus en plus rares.

Au moins 29 combattants du groupe rebelle islamiste Faylaq al-Cham et de son allié le Front Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda) ont été tués dans les combats ou par des mines. Les affrontements ont aussi fait des victimes dans les rangs des forces du régime, mais aucun bilan n'était disponible, a ajouté l'OSDH.

Par ailleurs, au moins 9 civils dont 6 enfants ont péri dans des bombardements menés par des avions non identifiés sur un village de la périphérie ouest d'Alep, toujours selon l'Observatoire.

Les combats autour d'Alep interviennent malgré la trêve entrée en vigueur mercredi et prolongée de 72 heures par le régime.

Cette décision n'a pas empêché les troupes du régime de viser la ville rebelle de Douma à l'est de Damas, où les raids aériens ont tué au moins quatre civils dans la nuit de samedi à dimanche, selon l'OSDH.

Et dans la province de Homs (centre), les raids aériens du régime ont tué huit civils dont trois enfants d'une même famille et trois autres d'une autre, a ajouté l'Observatoire.

Sur le plan humanitaire, le premier avion du Programme alimentaire mondial (PAM) a atterri dimanche à Qamichli (nord-est). Il transportait 40 tonnes de nourriture - riz, légumineuses, huile et sel -, a indiqué l'agence onusienne, qui estime à 275.000 le nombre de personnes nécessitant une assistance humanitaire dans la province de Hassaké.

"Au cours du mois (de juillet), l'avion effectuera au moins 25 aller-retours entre Damas et Qamichli pour livrer plus d'un millier de tonnes (...) de nourriture, suppléments alimentaires et médicaments", selon le PAM.

Au total, près de 600.000 personnes vivent dans 18 zones ou localités assiégées en Syrie, dans la plupart des cas par les forces gouvernementales.

Damas n'est pas seulement accusé d'affamer sa population. La famille de la journaliste américaine Marie Colvin a porté plainte samedi aux Etats-Unis contre le régime syrien de M. Assad, l'accusant d'avoir tué "délibérément et avec préméditation" la reporter dans un bombardement à Homs en 2012.

L'armée syrienne a intercepté les communications de la journaliste du Sunday Times avant d'envoyer un déluge de bombes sur le lieu où elle se trouvait, un appartement transformé en centre de presse dans le quartier rebelle de Bab Amr, selon la plainte déposée devant un tribunal à Washington.

Par ailleurs, à Paris, la famille d'un médecin syrien mort en 2014 à 37 ans dans une prison du régime a porté plainte pour qu'une enquête soit ouverte pour torture et assassinat, a-t-on appris auprès de son avocat dimanche.

Depuis le début du conflit, né d'un soulèvement populaire en 2011, le régime de Bachar al-Assad a été accusé à de nombreuses reprises de massacres, d'usage d'armes chimiques et de torture. Cette guerre a coûté la vie à plus de 280.000 personnes et poussé des millions à la fuite.

L'implication de multiples acteurs syriens et étrangers dans la guerre a également favorisé la montée en puissance de l'EI.

Selon une analyse de la firme américaine IHS publiée dimanche, le groupe jihadiste a cependant perdu 12% du territoire qu'il contrôle en Syrie et en Irak depuis le début de l'année. Il en avait déjà perdu 14% en 2015. AFP 11.07

Qu'on ne nous demande pas un jour de prendre la défense de journalistes des médias institutionnels ou d'une agence de presse qui auraient été kidnappés ou qui seraient menacés de mort : Qu'ils crèvent ! Quand la quantité se change en qualité, vaut mieux en tenir compte en temps de guerre...

Un internaute apporte une précision non mentionnée par l'AFP :

- "75 terroristes morts dans cette tentative au moins, dont 7 commandants de haut niveau, dont celui du Faylaq Al-Sham, Zuheir Harba. "

Un internaute démasque la collusion de l'AFP avec les barbares d'Al-Qaïda

- "Eh oui, l'AFP considère Al Qaida comme des insurgés voir des rebelles ! Ces mêmes terroristes que Fabius admirait et que Hollande est entrain d'armer."

Trois autres enfoncent le clou :

- "Les journalistes font l'apologie du terrorisme."

- "Article de propagande pro jihadiste comme aux plus grandes heures du début de cette pseudo-révolution. A la poubelle."

- "Les combattants du groupe terroriste Al-Nosra ne sont pas des rebels. Ce sont des terroristes. Même selon l'ONU ce sont des terroristes. Mais ils ne le sont pas pour l'AFP"

Un internaute questionne :

- ""Plainte contre Damas". Quelle blague! Une journaliste située dans un quartier rebelle et dont les communications ont été interceptées par l'armée syrienne avant que celle ci n'envoie "un déluge de feu". Reste à savoir le contenu des communications."

Et à qui elles étaient destinées...

Un internaute répond :

- "Journaliste ou agent de la fameuse CIA, vrai faux journaliste ..."

C'est pas du jeu, la réponse figure dans la question !

Un autre renchérit :

- "Porter plainte auprès des Américains, c'est un peu comme demander l'aide du diable le jour du jugement dernier !"

Quand l'officine de la CIA, Reporters sans frontières, assure la propagande de Washington.

- Plainte contre Damas pour la mort d'une journaliste américaine Reuters

La famille de Marie Colvin, journaliste américaine tuée en 2012 en Syrie, a porté plainte à Washington contre le gouvernement de Bachar al Assad qu'elle accuse d'assassinat, rapporte le New York Times.

La famille de Marie Colvin a reçu l'appui de Reporters sans frontières (RSF). "Cette procédure légale démontre que des actions sont possibles pour mettre fin à l'impunité des responsables de crimes contre les journalistes", déclare Christophe Deloire, secrétaire général de l'organisation, dans un communiqué.

"RSF espère que ces efforts aideront à faire éclater la vérité, à savoir que ces journalistes ont été délibérément ciblés et tués parce qu'ils diffusaient des informations sur les crimes de l'armée syrienne contre les populations civiles", ajoute-t-il.

RSF est par ailleurs partie civile depuis 2013 dans l'information judiciaire ouverte en France pour homicide involontaire et tentative d'homicide concernant Rémi Ochlik et Edith Bouvier. Reuters 10.07

Le Canard enchaîné, à quoi ?

- Quand une chaîne de télévision israélienne rend hommage au Canard enchaîné. - Panamza

Mercredi 6 juillet, la chaîne israélienne i24news -possédée par le milliardaire "sioniste" autoproclamé Patrick Drahi- a

chaleureusement salué le centième anniversaire du journal Le Canard enchaîné {http://dai.ly/x4jp52x}.

Considéré en France comme le summum du journalisme d'investigation indépendant, l'hebdomadaire satirique cultive une particularité : n'avoir jamais exposé les réseaux sionistes de l'Hexagone et leur influence occulte sur l'appareil d'État.

Hormis quelques papiers légèrement taquins sur Netanyahou, le Crif ou le Bétar, aucune enquête approfondie ne fut jamais consacrée au maillage de l'activisme pro-israélien en France.

Rappels :

- Frédéric Haziza (à droite de l'image), salarié du service public audiovisuel et propagandiste notoire de la cause sioniste, est un "échotier" du journal : il y effectue des piges à partir de renseignements glanés auprès du personnel politique.

- À l'origine d'un scoop retentissant sur la corruption du gouvernement Pompidou (en 1972), l'un des plus célèbres informateurs du journal fut Gabriel Aranda, ancien haut-fonctionnaire "vengeur" qui livra au journal des documents confidentiels dans le but déclaré d'aider Israël contre la Libye, pays alors armé par la France.

- Le principal rédacteur en chef en exercice, dénommé Erik Emptaz, avait été épinglé en juillet 2014 par le chroniqueur Sébastien Fontenelle pour avoir déclaré ceci, en pleine phase de bombardements israéliens sur la population palestinienne : "Le Hamas doit cesser, pour se requinquer politiquement, de transformer la population civile de Gaza en chair à canon".

- La vedette littéraire du journal, dénommé Sorj Chalandon, avait débattu (en 2013, avec Jean-Pierre Elkabbach) de la guerre du Liban et du massacre de Sabra/Chatila (1982) sans jamais mentionner la responsabilité avérée de l'armée israélienne {http://dai.ly/x14z5t2?start=2099}. Panamza

Etats-Unis. Quand être noir est un délit.

- Etats-Unis: plus de 200 arrestations, vives tensions entre Noirs et policiers - AFP

Les forces de l'ordre américaines ont procédé à plus de 200 interpellations dans plusieurs villes lors de manifestations dans la nuit de samedi à dimanche, dans un contexte de vives tensions entre Noirs et policiers, selon la police et les médias.

Ces arrestations sont intervenues 48 heures après qu'un ancien soldat noir a ouvert le feu sur des policiers de Dallas, tuant cinq d'entre eux et en blessant sept autres.

Mais les manifestants qui se sont rassemblés samedi soir voulaient eux rendre prioritairement hommage aux Noirs abattus par des policiers, après deux décès en Louisiane et dans le Minnesota filmés par des témoins.

Ces vidéos ont été visionnées des millions de fois sur internet et ont choqué l'opinion publique.

Un total de 21 agents maintenant l'ordre dans cette ville du Minnesota ont été blessés dans la nuit de samedi à dimanche, ont indiqué les autorités, quand une manifestation a dégénéré, les participants jetant des pierres et refusant d'évacuer un axe routier. Un total de 102 personnes ont été interpellées.

"Cela n'a rien à voir avec le deuil, cela n'a rien à voir avec une manifestation, cela s'appelle une émeute", a déclaré le maire de Saint Paul, Chris Coleman. "Nous ne tolèrerons pas ce genre de violences inqualifiables".

"Les manifestants se sont transformés hier soir en délinquants. Je suis littéralement révolté par les actes de certains d'entre eux. Nous ne l'accepterons pas", a prévenu pour sa part le chef de la police de la ville, Todd Axtell.

Une autre manifestation tendue s'est déroulée à Baton Rouge, ville de Louisiane où un Noir, vendeur de CD à la sauvette, a été plaqué au sol par deux policiers avant d'être abattu mardi à bout portant. Plus de 100 personnes ont été interpellées selon la presse locale citant la police.

Lors de ce rassemblement, Deray McKesson, une figure du groupe "Black Lives Matter" (les vies des Noirs comptent), mouvement à la pointe des dénonciations des bavures policières à l'encontre des Noirs, a filmé sa propre arrestation via l'application Periscope.

"La police nous a provoqués toute la nuit", a affirmé ce militant très actif sur les réseaux sociaux.

"L'heure a sonné de dire "trop, c'est trop"!", a réagi sur CNN dimanche Cornell William Brooks, le président de la NAACP, la

plus grande organisation de défense des Noirs américains.

"Un jeune Noir court 21 fois plus de risques qu'un Blanc de perdre la vie en étant confronté avec la police", a-t-il souligné. AFP 09.07

Pourquoi veulent-ils la peau de Corbyn ? Parce qu'il est réformiste et antisioniste.

Le titre de l'Agence Française de Propagande à valeur de prise de position.

- Royaume-Uni : les étapes pour renverser Corbyn de la tête du Labour - AFP

Après l'annonce samedi par la députée travailliste Angela Eagle de son intention de poser lundi sa candidature pour la direction du Labour britannique, voici les étapes avant un possible changement à la tête du premier parti d'opposition. AFP 10.07

- Royaume-Uni : le Labour s'enfonce un peu plus dans la crise - LeMonde.fr

La députée Angela Eagle a décidé de contester à Jeremy Corbyn, fragilisé, son leadership sur le parti de gauche.

Soutenu par les syndicats, M. Corbyn refuse de jeter l'éponge, se targuant du soutien des quelque 250 000 militants travaillistes qui l'ont élu il y a neuf mois, avec 59,5 % des suffrages.

Depuis Varsovie, David Cameron a peut-être ouvert un front dans le conflit au sein du Labour, en annonçant que le Parlement britannique allait voter le 18 juillet sur le renouvellement des quatre sous-marins nucléaires Trident, un autre sujet de discorde au sein du Parti travailliste. Jeremy Corbyn compte parmi les opposants à ce projet, tandis qu'Angela Eagle et nombre de députés travaillistes sont favorables à son renouvellement. LeMonde.fr 10.07

Déstabilisation d'un Etat en organisant la pénurie.

- Des milliers de Vénézuéliens s'approvisionnent en Colombie - AFP

"Au Venezuela, il n'y a rien! Même pas de médicaments pour les enfants!", s'exclame Tulia Somaz. Comme des milliers d'autres Vénézuéliens, elle s'est ruée à la frontière avec la Colombie, ouverte temporairement dimanche, afin d'aller s'y approvisionner. AFP 10.07

Leur monde : exode, massacre, assassinat...

- Soudan du Sud: des milliers d'habitants fuient Juba, l'ONU demande l'aide de la région - AFP

Le Conseil de sécurité de l'ONU a sollicité dimanche l'aide des pays de la région, leur demandant des Casques bleus supplémentaires, pour mettre fin aux combats au Soudan du Sud qui font fuir des milliers d'habitants de la capitale Juba. AFP 10.07

- Inde: dix-huit personnes tuées au Cachemire après la mort d'un chef rebelle - AFP

Dix-huit personnes ont été tuées et plus de 200 blessées en deux jours d'affrontements au Cachemire indien entre forces gouvernementales et manifestants en colère après la mort du chef rebelle Burhan Wani, ont annoncé dimanche les autorités. AFP 10.07

- Cambodge: meurtre d'un commentateur critique envers le pouvoir - AFP

Un commentateur politique et analyste de renom cambodgien, connu pour ses critiques acerbes contre le gouvernement, a été tué par balle dimanche dans un magasin de Phnom Penh, a annoncé la police. AFP 10.07

Bienvenue en oligarchie.

- La PMA à l'étranger reflète les incohérences éthiques des politiques

À la demande des associations LGBT, François Hollande a choisi d'abroger un texte pris en 2013 sous son autorité. Il fragilise du même coup la loi française de bioéthique. Slate.fr

- Ces trois hôtels sur la Côte d'Azur ont conquis la crème des «rich & famous»

Ces trois palaces méditerranéens sont des refuges mythiques pour qui aime le luxe, la bonne chair et les pieds dans l'eau.Sur la Côte d'Azur, la parenthèse estivale paraît peu impactée par la crise... Slate.fr

- Timothy Garton Ash: «Les démocraties doivent dépasser les lois contre les discours de haine»

L'essayiste américain s'inquiète des menaces qui pèsent, selon lui, sur la liberté d'expresssion. Slate.fr

- La grande peur de l'autonomie

Toute la politique française se noue depuis vingt ans autour de l'évolution de l'autonomie individuelle. L'opinion se partage entre ceux qui y voient une opportunité de réussir sa vie et ceux qui y voient une aliénation. L'impossibilité des réformes, les grèves, la fuite dans la nostalgie... Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Japon

- Japon: le conservateur Abe renforce sa mainmise sur le Parlement - AFP

Le Premier ministre conservateur Shinzo Abe a renforcé dimanche sa mainmise sur le Parlement japonais à l'issue d'élections sénatoriales, malgré les résultats jugés mitigés de sa politique et la méfiance suscitée par son ambition de révision constitutionnelle.

Son Parti libéral démocrate (PLD) et son allié le Komeito ont pris 69 ou 70 des 121 sièges du Sénat à renouveler pour six ans, contre 59 précédemment.

Il s'agit des résultats donnés par la chaîne de télévision publique NHK et d'autres médias à l'issue du dépouillement.

"Je suis soulagé que nous ayons pu nous assurer plus de 61 sièges, soit la moitié de ceux soumis au vote. Je pense que c'est un appel à accélérer les abenomics", a déclaré en fin de soirée M. Abe à la chaîne privée TBS, dans une allusion à sa politique économique.

L'autre moitié des 242 sièges du Sénat sera renouvelée dans trois ans. Les deux partis au pouvoir en contrôlent 77.

Le PLD, aux commandes de façon quasi ininterrompue depuis 1955, associé à la formation centriste Komeito, avait en face de lui une opposition affaiblie. Le Parti démocrate (centre-gauche), principal adversaire, peine à se remettre d'un passage au pouvoir d'un peu plus de 3 ans (2009 à 2012), marqué par des revirements incessants et le tsunami de mars 2011 à l'origine de la catastrophe nucléaire de Fukushima.

Au pouvoir depuis décembre 2012, M. Abe n'est toujours pas parvenu à redresser la troisième économie du monde en dépit de largesses budgétaires et d'une politique monétaire ultra-accommodante, deux piliers des abenomics.

Le taux de participation a été légèrement supérieur à celui du précédent scrutin sénatorial en 2013, mais n'a pas dépassé 54,70% selon la chaîne NHK. Ce total prend en compte les 16 millions de personnes qui ont voté par anticipation, soit 15% de l'électorat. Plus de 106,6 millions de citoyens étaient invités à voter, dont pour la première fois les mineurs de 18 et 19 ans. AFP 10.07

Haut de page

Le 12 juillet 2016

CAUSERIE

Le populisme de gauche : C'est la droite, la réaction. La preuve.

Bernie Sanders et Hillary Clinton unis contre Trump mardi - 20minutes.fr

- Ils vont faire campagne ensemble dans le New Hampshire, pour afficher leur réconciliation... 20minutes.fr

Hillary Clinton a les faveurs des néoconservateurs ou néolibéraux, elle est la candidate des pires extrémistes du Pentagone, de la CIA et de la Fed, adulée par les médias américains, Wall Street, bref tout ce qu'il y a de plus pourri aux Etats-Unis pour être le clone de Bush.

Bernie Sanders a décidé sans surprise de la soutenir. Ils pourront compter aussi sur... Mélenchon.

Mélenchon est "*plein d'enthousiasme pour ce qu'il entreprend*", et "*si les Etats-Unis ont pour président Bernie Sanders, l'histoire du monde va changer*", il "*est en train d'apporter un défi inouï au système*", sur France Info le 7 avril. - Marianne.net 07.04.2016

Quel pauvre type !

Brexit ou qui perd gagne. Histoire d'une imposture.

Brexit ou mission accomplie... en chantant !

- "Doodouuu, doodou": David Cameron quitte son poste en chantant - LExpress.fr

Quelques secondes après avoir annoncé son départ à la télévision, le Premier ministre britannique David Cameron, oubliant que son micro était allumé, après avoir quitté les caméras et remercié les journalistes présents, il a poussé la porte du 10, Downing Street en fredonnant quelques notes de musique, conclues par un "doo, doo, doo, doo. Right...Good" ("bien, bien"), comme l'a relevé un journaliste de la BBC. David Cameron semble avoir pris le Brexit et la fin de son mandat avec philosophie.

Était-il soulagé, heureux, tentait-il de soulager son stress? La question qui a agité de nombreux téléspectateurs et internautes demeurera probablement sans réponse. La scène, elle, restera gravée comme un énième raté du futur ex-Premier ministre britannique. LExpress.fr et Francetv info

La finance s'en fout royalement ou s'en réjouit

- Wall Street reste sur sa lancée et finit sur un record - AFP

Une bonne occasion pour favoriser l'aile droite du Parti conservateur

- Royaume-Uni : Theresa May devient Premier ministre - Francetv info

"C'était la candidate la plus crédible pour prendre la tête du gouvernement. La ministre de l'Intérieur depuis 2010 est très respectée ici, elle représente l'aile droite du Parti conservateur. Une nouvelle dame de fer ? Elle va en tout cas devenir la première femme Premier ministre depuis Margaret Thatcher", note Ashley Chevalier, correspondante dans la capitale britannique.

Theresa May a affirmé lundi 11 juillet qu'elle ne tenterait pas de faire rester son pays dans l'Union européenne et qu'il n'y aurait pas de second référendum. Francetv info et AFP

... et des sanctions punitives infligées aux peuples espagnole et portugais en prime...

La zone euro va déclarer l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire - AFP

Les ministres des Finances de la zone euro vont déclarer mardi l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire, ouvrant la voie à une procédure de sanctions inédite dans l'histoire de la monnaie unique.

"Les membres de la zone euro vont soutenir demain la recommandation de la Commission européenne", qui avait déclaré jeudi l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire, a annoncé Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, à l'issue d'une réunion des grands argentiers de la monnaie unique, à Bruxelles.

... et la cerise sur le gâteau : de nouveaux cadeaux aux banques à coup de centaines de milliards d'euros...

- Rome va adopter d'ici août un décret sur une garantie bancaire - Reuters

Le Trésor italien compte obtenir d'ici début août un décret permettant d'accorder aux banques une garantie de l'Etat pour les aider à se débarrasser de leurs créances douteuses, a-t-on appris lundi d'une source informée de ce projet.

Le gouvernement de Matteo Renzi est parvenu en février à un accord avec la Commission européenne sur la création de ce mécanisme en faveur des banques italiennes, dont les bilans sont plombés par 360 milliards d'euros de créances douteuses.

Les banques italiennes rechignent toutefois à vendre ces créances car le prix auquel les investisseurs spécialisés paraissent disposés à les acquérir est souvent inférieur à leur valeur comptable. La garantie de l'Etat permettrait de combler cet écart.

Pour que ce mécanisme devienne opérationnel, le gouvernement doit encore approuver un décret sur les détails techniques de cette garantie. La première vente d'un portefeuille de créances douteuses bénéficiant de cette garantie de l'Etat est prête à être lancée et n'attend plus que le décret gouvernemental, a déclaré lundi l'un des conseillers de cette opération, Riccardo Serrini.

Elle concerne une petite banque non cotée, Banca Popolare di Bari, qui veut vendre un portefeuille de 500 millions d'euros. Reuters 11.07

Hollande assure le service après-vente des anti-Brexit.

- Après-Brexit : le « Hollande-tour » va commencer - L'Opinion

Minable instrumentalisation d'un pouvoir ultra minoritare et illégitime

- La France a réussi le pari de l'Euro 2016 - Reuters

- Euro : les Bleus reçus à l'Élysée - Francetv info

- Sondage: légère embellie pour Hollande et Valls en juillet - AFP

- L'esprit de l'Euro 2016, une victoire que le gouvernement veut faire durer - Le Huffington Post

L'avenir des futurs générations est gravement hypothéqué et menacé avec la survie du capitalisme.

- «C'était mieux avant» : 46% des Français se sentent déclassés - Liberation.fr

Selon une enquête menée par la Drees, le nombre de personnes considérant que leur situation personnelle est moins bonne que celle de leurs parents est en forte hausse : + 10 points en dix ans.

Un «sentiment de déclassement inter-générationnel» à mettre en perspective en fonction de la place occupée par les individus interrogés sur le marché du travail, mais aussi de leur âge. Ainsi, selon l'étude, les personnes de 60 ans et plus «ont une bien meilleure opinion de leur situation que de celle de leurs parents», a contrario de la majorité des 25-59 ans, qui estiment que leur situation s'est dégradée par rapport à leurs aïeux. Les moins de 25 ans, eux, seraient 44% à juger leur situation moins bonne, même si ce résultat recouvre plusieurs réalités : parmi eux, les jeunes actifs sont plus pessimistes que les étudiants (respectivement 51% contre 36% considèrent être déclassés).

Mais c'est la précarité sur le marché du travail qui reste, logiquement, le principal facteur d'explication du sentiment de déclassement. 67% des chômeurs ont l'impression que la situation de leurs parents étaient meilleure, contre 48% pour les personnes travaillant à temps plein. Celles exerçant à temps partiel ou en intermittent pensent également en majorité être déclassées (respectivement 55% et 61%). A noter que le niveau de vie des ménages est également un élément important : les 20% les plus aisés ont un risque de se sentir déclassé moindre de 13 points par rapport aux 20% les moins riches.

Autre conclusion de ce baromètre : 45% des Français qui pensent que leur situation est moins bonne que celle de leurs parents craignent de basculer dans la pauvreté au cours des cinq prochaines années. C'est seulement le cas de 28% des personnes estimant que la situation de leurs parents étaient moins bonne ou identique à la leur.

Les gens qui se sentent déclassés et les optimistes sont toutefois d'accord sur un point : les trois-quarts de chaque groupe

considèrent que la méritocratie à la française ne fonctionne pas, et que la société est «plutôt injuste». Liberation.fr 11.07

Objectif en partie atteint : Toujours plus de retraités pauvres.

- Touraine: « L'âge du départ en retraite n'a plus de raison d'être posé pour des questions financières » - publicsenat.fr

« La question de savoir si l'on pouvait garantir aux Français qu'ils toucheraient une retraite convenable au moment où ils partiraient en retraite […] est derrière nous. C'est un message de confiance qui ressort des rapports qui ont été remis au Premier ministre », explique la ministre des Affaires sociales au micro de Public Sénat. publicsenat.fr 11.07

De 2013 à 2016.

De 1 à 6 millions de retraités pauvres, différence qui s'explique par le fait que certains déduisent des retraites les charges fixes, impôts, taxes, assurances, loyer, etc. Une fois déduite ces dépenses incompressibles, plusieurs millions de retraités se retrouvent avec une somme dérisoire pour survivre, entre 500 et 700 euros par mois, ce que la ministre appelle "une retraite convenable".

Cela dit, ceux qui vivent encore en couple avec deux petites retraites ne devraient pas entrer dans cette catégorie des retraités pauvres, sauf à fausser l'interprétation qu'on se fera de la situation, idem pour les travaileurs dits pauvres. Certes on n'est pas des nantis avec 2.000 ou 2.500 euros nets par mois, mais on n'est pas tout à fait pauvres non plus.

- Six millions de retraités confrontés à la pauvreté franceinfo.fr - franceinfo.fr 21.01.2013

En 2012, sur 14 millions de retraités, six millions sont considérés comme pauvres. Ils vivent se logent et se nourrissent avec moins d'un smic. franceinfo.fr 21.01.2013

- 1,243 million de retraités sous le seuil de pauvrété - bienpublic.com 06.09.2014 1,243million. C'est le nombre de retraités vivant sous le seuil de pauvreté en France, selon l'Insee, soit près d'un retraité sur dix. Ces personnes vivent avec moins de 977 euros par mois. Pour l'ensemble des retraités, la pension moyenne s'établit à 1288 euros mensuels. bienpublic.com 06.09.2014

- Au total, ce sont désormais 1,08 million d'entre eux qui se situent sous le seuil de pauvreté, soit près de 40.000 de plus en un an. - capital.fr 22.9.2015

La pauvreté augmente chez les retraités : 39 000 retraités pauvres supplémentaires en 1 an !

Mais comment entendre et comprendre que de plus en plus de retraités sont pauvres.

Chez les plus de 50 ans, le taux de pauvreté a augmenté de 2012 à 2013 de 0,3% passant à 9,5% de cette catégorie d'âge soit 101 000 personnes seniors pauvres supplémentaires.

Le taux de pauvreté chez les retraités avait baissé de 2010 à 2012 car le minimum vieillesse avait augmenté de 25% à l'époque. Mais là, avec le gel des retraites, des retraites complémentaires et de l'allocation de solidarité pour les personnes âgées, la situation des retraités va s'empirer.

Le 1er Octobre, normalement les retraités devraient être revalorisées mais attendons nous au pire. Il faut se préparer à une année supplémentaire de gel des retraites soit 42 mois consécutifs, d'avril 2013 à octobre 2016! seniorenforme.com 22.06.2016

Bienvenue en oligarchie

- La folie référendaire

La consultation sur le Brexit au Royaume-Uni a ouvert une véritable frénésie en la matière, en France par exemple, alors que le référendum instille l'idée que les élus sont illégitimes et que la recherche du compromis n'est pas une priorité. Slate.fr

- Après les concours de hot-dogs, la compétition du plus gros mangeur de chou kale

Il existe désormais un nouveau record du monde. Chaque année, un grand concours du plus gros mangeur de hot-dogs est organisé à Coney Island par la chaîne Nathan's. En 2016, l'épreuve a été remportée par Joey Chestnut, avec 70 hot-dogs avalés en dix minutes. Slate.fr

- «Pokémon Go» nous livre déjà un tas de belles histoires (et d'horribles aussi)

Le jeu vous envoie dans la rue et nous confronte à la magnifique et terrible réalité. S'il n'est pas encore officiellement sorti en France, Pokémon Go fait beaucoup parler de lui à l'étranger et pour cause: il vous propose de sortir dehors pour attraper (virtuellement) des Pokémon... Slate.fr

- Les onze séries à regarder cet été (et celles qu'on attend le plus)

Vous ne partez pas cet été, ou bien la maison de vacances a une bonne connexion internet? On a ce qu'il vous faut en cas d'ennui, d'insomnie ou de temps pourri.1.BrainDead (CBS) Saison 1 en cours Si The Good Wife vous manque, navrée mais la nouvelle série de ses créateurs, Robert et ... Slate.fr

Haut de page

Le 13 juillet 2016

CAUSERIE

Cette causerie a été préparée à partir des infos disponibles hier en fin d'après-midi en France.

Le mot du jour : ILS ONT OSÉ LE FAIRE.

Autrement dit, ils sont en train de lancer une nouvelle et brutale offensive tout azimut contre tous les peuples en franchissant une nouvelle étape vers l'instauration d'un modèle de société basée sur la négation de tous leurs droits.

L'audace ou le mépris, l'arrogeance ou la provocation dont ils font preuve, témoigne qu'ils se moquent éperdument des critiques que suscite leur politique ultra réactionnaire, agissant en maîtres incontestés de la situation ou du monde comme si finalement il n'existait plus d'opposition, ce qui est le cas en quelque sorte puisqu'elle s'est disloquée ou se retrouve profondément divisée et marginalisée, incapable de mobiliser massivement les peuples.

Que dire de ceux qui se sont imaginés à coup de déclarations ou communiqués triomphants que le Brexit pourrait ou allait donner une nouvelle impulsion au combat des peuples ou du mouvement ouvrier, alors qu'on est en train d'assister au contraire à une offensive de la réaction, ce qui était prévisible puisqu'il était entendu qu'elle procéderait à un hold up sur le Brexit afin de mieux soumettre les peuples au talon de fer de l'oligarchie ?

Le décalage entre la situation et la manière dont nos dirigeants l'interprète est frappante et plus que préoccupante. Ils croyaient peut-être ainsi armer les militants et les travailleurs, alors que les balivernes qu'ils leur ont racontées se voient contrarier ou se fracassent sur la réalité et ne devaient que les diviser un peu plus ou laisser sceptiques les plus déterminés qui continueront de s'entre-déchirer.

Pourquoi cela ? Parce que au lieu de partir des faits sur lesquels tout le monde pourrait tomber d'accord, nos dirigeants se livrent à une propagande basée sur l'interprétation tronquée qu'ils en ont faite, et qui parce qu'elle est faussée par les intérêts de leurs appareils, de leurs partis ou les leurs, induira les militants en erreur, portera à polémique et contribuera un peu plus à la démoralisation des militants et à leur dislocation.

Ils ont osé pousser l'opportunisme jusqu'à à faire croire aux travailleurs et aux militants que l'Union européenne permettrait ou accepterait de bonne grâce qu'un Etat rompt avec elle, quelle infâmie ou crasse ignorance! En réalité, l'UE n'acceptera qu'un Etat rompt avec elle à condition uniquement qu'elle le décide elle-même ou plutôt ses parrains, les oligarques anglo-saxons.

Apparemment nos dirigeants n'ont rien retenu de l'expérience grecque. Ils ont simplement oublié de se poser la question, qui détient le pouvoir, vous avouerez que pour des gens qui prétendent combattre pour renverser le pouvoir en place ou prendre le pouvoir, cela la fout plutôt mal ou c'est à croire qu'ils ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités ou qu'ils se foutent de nous. Partant de là, on ne leur en voudra pas de ne pas s'être posés une autre question en rapport avec la précédente : dans quelles conditions le pouvoir en place pourrait être renversé ou être conduit à stopper son offensive contre les travailleurs, uniquement s'ils descendaient par millions et millions dans la rue, et non en glissant un bulletin de vote dans une urne, sinon cela se saurait ! C'est tellement élémentaire que cela en est pathétique.

Cet exemple est intéressant, car il prouve que nos dirigeants abordent les questions les plus déterminantes à l'envers. Une nouvelle fois ils ont tenu absolument à ce que la réalité se plie à leurs dogmes en instrumentalisant les convictions ou les

bonnes intentions des militants qui eux s'y plieraient volontiers puisqu'il étaient en quête d'une victoire qu'ils croyaient enfin tenir, alors que la réalité allait se charger de leur infliger un rapide et cinglant démenti qui les ridiculiserait. Ah vraiment Cameron avait de quoi chantonner !

Je comprends parfaitement que les militants n'accordent aucune confiance ou aucun intérêt à l'auteur de ce portail ou l'animateur de ce courant politique, c'est leur droit, en revanche je me demande comment ils peuvent l'accorder à de tels dirigeants.

On nous rétorquera qu'ils ont cru bien faire en se servant du Brexit comme levier pour alimenter la lutte de classe du prolétariat. On répondra qu'on n'en a rien à faire de leurs bonnes intentions pour rester poli, et qu'en attendant lorsque les travailleurs et les militants vont rapidement découvrir - si cela n'est pas déjà fait, que le Brexit était en réalité une imposture ou une mauvaise farce et qu'ils vont prendre ce levier en pleine figure, je ne suis pas sûr qu'ils apprécieront qu'on se soit ainsi moqué d'eux. Après que le Grexit eut été foulé aux pieds, on s'était dit que nos dirigeants avaient enfin compris que rompre avec l'UE demeurerait impossible aussi longtemps que les masses exploitées n'auraient pas pris le pouvoir politique ou renversé les institutions nationales dans leur pays respectif, parce que seul un parti inféodé au capitalisme et à l'UE parviendrait au pouvoir par la voix constitutionnelle, et que donc en aucun cas il ne faudrait s'attendre à ce qu'une rupture avec l'UE intervienne dans ce cadre institutionnel, partant de ce constat émettre l'illusion qu'il pourrait en être autrement relevait soit de l'incurie politique, soit d'une tromperie délibérée ou les deux à la fois.

Il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans la tête de nos dirigeants.

En fait, ils ne prennent en compte qu'une partie de la réalité qui leur tiendra lieu de propagande, à la manière du marchand de tapis qui nous vantera la qualité de sa marchandise sans avouer qu'elle a été en partie fabriquée par des enfants ou des ouvriers surexploités, ce qui en gâcherait l'attrait et risquerait de compromettre sa vente et son profit.

Et quand on se penche sur leurs interprétations d'évènements importants du passé, disons des années 30 à nos jours, on s'aperçoit qu'ils n'ont jamais procédé autrement, extrapolant, spéculant, surinterprétant certaines situations ou rapports et émettre des hypothèses sur leur éventuelle évolution, qui allaient s'avérer foireuses car ne tenant pas compte qu'un certain nombre de conditions étaient loin d'être réalisées ou s'y opposaient ou que certains facteurs les contredisaient de manière grossière, semant des espoirs inconsidérés ou sans fondement dans des évènements dont ils surestimeront la portée, des dirigeants, des partis et même des chefs d'Etat qu'ils qualifieront de marxistes, de révolutionnaires, de socialistes, alors qu'ils ne l'avaient jamais été et ne le deviendront jamais par la suite.

En comparaison, lorsque la toute nouvelle république socialiste russe fut en proie à des difficultés économiques qui la mettait en danger à l'issue de trois années de guerre civile (et quatre années de guerre impérialiste...), Lénine adopta une nouvelle politique économique (NEP) au lieu de compter sur une hypothétique victoire de la révolution dans un autre pays, après avoir dressé le constat lucide que le prolétariat européen et ses dirigeants n'étaient pas encore mûrs, à aucun moment il ne manifesta la moindre illusion sur tel ou tel dirigeant ou parti de l'Internationale communiste.

On a pris cet exemple pour montrer aux militants qu'à un moment donné la forme pouvait déterminer l'orientation d'une politique, tandis que son contenu passait au second plan, ou que la réalité pouvait coïncider avec la nécessité de faire des compromis sur nos principes sans pour autant les dénaturer ou s'écarter de notre objectif. Les capitalistes aussi allaient être contraints de passer des compromis avec le jeune Etat ouvrier, de se placer sous sa direction ou d'accepter ses conditions, à la différence du Brexit si on osait une comparaison, où se sont les représentants du capitalisme qui ont pris l'initiative d'organiser un référendum et qui sont aux commandes pour en gérer les conséquences ou confisquer le Brexit en cas de victoire de son camp, tandis que les travailleurs britanniques devraient les subir, si après cela on appellait cela une victoire et on comptait en profiter, ce serait se faire de graves illusions ou ne rien comprendre à la situation, qui contrairement aux apparences ne s'est pas traduite par un renversement du rapport de forces en faveur des travailleurs, ce que démontrent l'avalanche de mesures réactionnaires que viennent d'annoncer les représentants de la classe dominante dans de nombreux pays et que vous trouverez ci-dessous.

Maintenant on peut privilégier les contes de fées pour petites filles et petits garçon destinés à développer leur imagination, et à mettre en relief ce qui appartient à la réalité qu'ils sont amenés à découvrir petit à petit et ce qui relève de la chimère, méthode impossible à transposer à des adultes sous peine de les induire en erreur, car ils sont censés être parvenus à un stade de développement leur permettant de saisir la réalité pour peu qu'on leur expose simplement, sauf bien sûr si on soustrait à leur connaissance une partie de la réalité, ce qui permettra d'alimenter leur imagination, leurs illusions ou la confusion qui les habite, ce qui n'est pas notre objectif.

Ils ont osé le faire. L'Euro ou la marque déposée d'un gang d'usurpateurs.

- Sondage: la cote de popularité de François Hollande en forte hausse après l'Euro - L'Express.fr

François Hollande enregistre en juillet une hausse de popularité de sept points, avec 28% d'opinions favorables. A droite, Nicolas Sarkozy et Alain Juppé tirent également profit de "l'effet Euro". L'Express.fr 12.07

Là où cela devient franchement débile, c'est lorsque simultanément un autre sondage le donne 10% en dessous !

- Popularité de François Hollande : un Euro et ça repart (doucement) - L'Opinion

La cote de satisfaction du président enregistre une légère hausse en juillet avec 18% d'opinions positives, selon un sondage Opinionway pour Metronews et LCI. L'Opinion 12.07

Peu importe, l'essentiel est ailleurs...

- Les Européens lient l'arrivée des réfugiés au terrorisme et au chômage - LeFigaro.fr

Une étude du think-tank américain Pew Research Center démontre la montée d'un sentiment de peur à l'égard des migrants, en partie dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud. LeFigaro.fr 12.07

Dans les pays d'Europe du Nord et de l'Ouest, les ONG, les tiers-mondistes, les altermondialistes, la pseudo-gauche et extrême gauche putréfiées, etc. tous soutiennent cette opération orchestrée par l'oligarchie, en fait toutes ses campagnes : féminisme, écologie, antiracisme, homophile, théorie du genre, etc.

Ils ont osé le faire. Pour la ministre du Travail, un militant syndicaliste doit être briseur de grève.

- Sodexo: le ministère du Travail valide le licenciement d'un délégué CGT - bfmbusiness.bfmtv.com

Contre l'avis de l'inspection du travail, les services de Myriam El Khomri ont autorisé le licenciement d'un employé du groupe Sodexo, qui avait refusé de cesser un mouvement de grève.

Au moment où le droit du travail fait l'objet de nombreux débats, l'affaire pourrait faire tâche. Un délégué CGT de l'entreprise Sodexo a en effet eu la désagréable surprise d'être licencié pour faute lourde après un mouvement de grève, révèle Mediapart. Le tout avec la bénédiction du ministère du Travail.

En novembre dernier, ce chauffeur-livreur avait, en compagnie de ses collègues, entamé une grève pour protester contre les conditions de travail au sein de l'entreprise. Quelques jours et un accord de fin de conflit plus tard, tous les salariés s'étaient remis au travail. Ou presque: 19 d'entre eux, pas vraiment satisfaits de l'issue des négociations avec la direction, avaient décidé de poursuivre le mouvement. Avec autant de licenciements à la clé.

Une "décision politique"

Deux mois plus tard, 11 employés trouvaient un accord avec les ressources humaines de Sodexo et étaient réintégrés, en échange de l'abandon des poursuites engagées contre le groupe. Sept autres ont de leur côté préféré quitter l'entreprise, moyennant finances.

Restait le cas d'un dernier salarié récalcitrant, qui avait refusé les précédents accords avec la direction. Licencié pour faute lourde, soit sans aucune indemnité, celui-ci avait sollicité sa réintégration. Et avait été appuyé dans sa démarche par l'inspection du travail, celle-ci exigeant l'annulation de son licenciement. Mais cette décision vient d'être cassée par le ministère du Travail qui estime notamment que le délégué syndical "a joué un rôle d'incitation sur ses collègues grévistes", indique Mediapart.

L'avocat du salarié, lui, dénonce une "décision politique". "La ministre du Travail donne raison à Sodexo qui n'est pas la SARL du coin mais le premier employeur privé de France et elle sanctionne ainsi la CGT à la pointe de la lutte contre la loi sur le travail avec laquelle elle est en délicatesse", déclare-t-il ainsi au site d'investigation. bfmbusiness.bfmtv.com 12.07

Ils ont osé le faire. Le dernier transfert de souveraineté des peuples de l'UE imposé par les maîtres du nouvel ordre mondial à leur profit, prélude au bouquet final : le Tafta (TTIP).

- UE : un nouveau cadre juridique pour le transfert des données personnelles vers les Etats-Unis - latribune.fr

La Commission européenne a annoncé mardi le lancement officiel d'un nouveau cadre juridique pour protéger les données personnelles de citoyens européens transférées vers le sol américain, après des mois d'incertitude juridique pour les entreprises recourant à ce type d'échanges. (Donc la Commission européenne ne s'y oppose pas, mieux, ce "nouveau cadre juridique" est uniquement destiné à légitimer ce procédé mafieux utilisé illégalement par Google, Facebook, Amazon, Apple et Microsoft notamment. - LVOG)

C'est la fin de plusieurs mois d'incertitude juridique sur une épineuse question. Un nouveau cadre pour protéger les données personnelles de citoyens européens transférées vers le sol américain va être mis en place au sein de l'Union Européenne. C'est du moins ce qu'a officiellement annoncé la Commission européenne ce mardi, après deux ans de négociations avec Washington. (La Commission européenne ne s'y oppose pour la bonne raison que ce procédé mafieux de renseignement est destiné à protéger les braves citoyens européens, de quoi, de quel ennemi invisible, disons d'eux-mêmes ! - LVOG)

Ce "Privacy Shield" ("bouclier de protection des données", en français) va "protéger les données à caractère personnel des Européens et procurer une sécurité juridique aux entreprises", a assuré la commissaire européenne à la Justice, Vera Jourova. Cette dernière espère ainsi rétablir " la confiance des consommateurs dans le contexte du transfert transatlantique de données". (C'est la piraterie organisée au niveau de l'oligarchie financières pour mettre sous surveillance la totalité de la population, c'est un procédé totalitaire digne du fascisme. - LVOG)

Plusieurs milliers d'entreprises concernées

Les données en question englobent toutes les informations pouvant permettre d'identifier un individu, de manière directe (nom, prénom ou photo) ou indirecte (numéro de sécurité sociale ou même numéro de client). Plusieurs milliers d'entreprises sont concernées. (Piraterie industrielle, ils n'espionnent plus, ils sont partout ! - LVOG)

Or, jusqu'ici, ces entreprises faisaient face à une situation d'incertitude juridique depuis la décision historique de la justice européenne, le 6 octobre 2015. A l'époque, la Cour de justice européenne (CJUE) avait mis fin à l'accord du Safe Harbor, en vigueur depuis quinze ans. Cette « sphère de sécurité » autorisait environ 4.500 entreprises américaines, dont les géants Google, Facebook, Amazon, Apple et Microsoft, à transférer les données aux États-Unis, pour les traiter et les analyser. (Estimez-vous heureux, vous allez passer d'"une situation d'incertitude juridique" à la certitude que Google, Facebook, Amazon, Apple et Microsoft manipulent vos données personnelles légalement, vous devriez vous sentir rassurés, en sécurité... - LVOG)

Une entrée en vigueur immédiate

La CJUE avait alors estimé que "Safe Harbor" n'offrait plus de garanties suffisantes aux Européens pour leurs données personnelles, à la lumière des révélations de l'ancien consultant Edward Snowden sur l'ampleur des programmes de surveillance aux Etats-Unis. (Il suffit de pondre une décision de justice pour que vous ayez des "garanties suffisantes" sur quoi, sur l'utilisation ultérieure qui sera faite de nos données personnelles, qui sans rire sera garantie par Washington, et s'il vous plaît, en cas de plainte, ce sera le département d'Etat américain qui se chargera de votre affaire, alors cela devrait vous mettre en confiance, non ? - LVOP)

Formellement, la "décision d'adéquation" adoptée mardi, et dont l'entrée en vigueur est immédiate, garantit aux 28 Etats membres que les Etats-Unis assureront désormais une protection suffisante aux Européens, grâce à une série d'engagements de Washington. (On adore l'entrée en vigueur immédiate, il s'agissait juste d'habiller juridiquement une activité illégale qui n'a jamais cessé. C'est un peu comme la dernière loi française sur le renseignement. - LVOG) Le nouveau "bouclier" prévoit notamment des obligations pour les entreprises et l'installation d'un médiateur ("ombudsman") au sein du département d'Etat américain, pour suivre les éventuelles plaintes de ressortissants européens concernant un accès abusif à leurs données. latribune.fr 12.07 (Cela préfigure les tribunaux d'exception prévus dans le projet de traité transatlantique de libre-échange. - LVOG)

Ils ont osé le faire. Alors que les Etats-Unis et la plupart de ses alliés violent les droits souverains de dizaines d'Etats dans le monde.

- Mer de Chine: La Haye donne raison à Manille contre Pékin - AFP

La Chine a été sévèrement désavouée mardi par une cour internationale à La Haye qui a donné raison aux Philippines en statuant que les revendications de Pékin en mer de Chine méridionale n'ont "aucun fondement juridique", une décision qui pourrait exacerber les tensions déjà vives dans la région.

Dans sa décision de 479 pages, la Cour permanente d'arbitrage (CPA) a également conclu que la Chine avait "violé les droits souverains des Philippines", que des navires chinois avaient commis des "actes illicites" et que certaines zones revendiquées par Pékin étaient "comprises" dans les eaux territoriales philippines.

La Chine, qui a boycotté les audiences, "n'accepte, ni ne reconnaît" l'arbitrage de la CPA, "nul et non avenu", a réagi le ministère chinois des Affaires étrangères.

"Quelles que soient les circonstances, la soi-disant décision d'arbitrage (...) n'aura aucune influence sur les droits de souveraineté territoriale et les intérêts maritimes de la Chine", a de son côté commenté le président Xi Jinping, cité par l'agence

de presse Chine nouvelle.

Ce pays martèle depuis des mois que cette cour n'a pas compétence dans cette affaire, érigée en véritable "cause nationale" via son puissant appareil de propagande.

De son côté, Manille, qui avait proposé de partager les ressources avec les Chinois, a "salué" la décision des cinq arbitres, tout en appelant à la retenue, tandis que des manifestants se rassemblaient devant l'ambassade de Chine, scandant "La Chine dehors !".

La Chine - comme du reste Taïwan - estime que la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale - un carrefour de routes maritimes vitales pour le commerce mondial -, relève de sa souveraineté, au grand dam d'autres pays riverains : Philippines, Vietnam, Malaisie, et Brunei.

Dans une longue déclaration, le ministère chinois des Affaires étrangères a réaffirmé "les droits historiques de la Chine sur la mer de Chine méridionale".

Celle-ci "est toujours fermement opposée à l'invasion et à l'occupation illégales par certains Etats de certaines îles et récifs de l'archipel chinois des Nansha (nom donné par Pékin aux îles Spratleys, NDLR) et aux activités enfreignant les droits et intérêts de la Chine", a-t-il insisté.

En revanche, Pékin "se tient prêt à continuer de régler pacifiquement les différends en question à travers des négociations et des consultations directement avec les Etats concernés", sans passer par un tiers et "en respectant les faits historiques et le droit international", tout comme "la liberté de navigation et de survol" dans la zone.

La Chine se fonde sur une délimitation en "neuf traits" apparue sur des cartes chinoises datant des années 1940.

"Le tribunal juge qu'il n'y a aucun fondement juridique pour que la Chine revendique des droits historiques sur des ressources dans les zones maritimes à l'intérieur de la "ligne en neuf traits"", a fait savoir la CPA dans un communiqué.

Dans leur requête introduite en 2013, les Philippines demandaient à la CPA de déclarer que les prétentions de la Chine violaient la Convention de l'ONU sur le droit de la mer (CNUDM), dont les deux pays sont signataires.

Pour asseoir leurs revendications, les Chinois ont agrandi des îlots ou des récifs et y ont mis en place pistes d'atterrissage, ports et autres installations dont, récemment, quatre phares sur des récifs, tandis qu'un cinquième est en cours de construction, a précisé lundi Chine nouvelle.

Mais ces "éléments" revendiqués par la Chine ne sont pas à même d'accueillir une population humaine et "n'ont donc pas le statut d'île", ce qui les rend "incapables de générer une zone économique exclusive", a statué la CPA.

En entravant les activités liées à la pêche et l'exploration pétrolière, en construisant sur ces "éléments" et en permettant la pêche chinoise dans la zone, "la Chine a violé les droits souverains des Philippines dans sa zone économique exclusive", à savoir un espace allant jusqu'à 200 milles marins sur lequel un Etat exerce des droits souverains.

Les "navires de la force publique chinoise" (garde-côtes) ont par ailleurs, selon la CPA, commis des "actes illicites".

"Clairement, d'un point de vue légal, ça (le verdict de la CPA) n'est pas bon pour la Chine. Mais je ne pense pas que cela va changer physiquement grand-chose", a commenté Tim Johnston, directeur du programme Asie de l'International Crisis Group, cependant que pour Julian G. Ku, de l'Université Hofstra de New York, les membres de la CPA n'ont "pas vraiment pris en compte l'impact géopolitique de leur décision".

La marine chinoise a effectué ces derniers jours des manoeuvres entre l'archipel des Paracels et l'île chinoise de Hainan (sud de la Chine).

Pour leur part, les Etats-Unis, qui affirment ne pas prendre position sur le différend Manille-Pékin - le Département d'Etat s'est à cet égard borné à noter que la décision de la CPA est "une importante contribution à une solution" -, mais qui sont alliés militairement aux Philippines, ont envoyé des navires de guerre patrouiller près du récif de Scarborough et dans l'archipel des Spratleys, revendiqués par la Chine, d'après le journal américain Navy Times.

A la recherche de soutiens diplomatiques, Pékin a obtenu dernièrement celui de l'Angola, de Madagascar et de la Papouasie-Nouvelle Guinée.

Quant au nouveau président philippin, Rodrigo Duterte, il a dit vouloir apaiser les tensions. AFP 12.07

Commentaires d'internautes

1- Les Anglais ont les îles Malouines aux côtes de l'Argentine pourquoi Pékin ne ferait-il pas la même chose ?

Les Français la Nouvelle Calédonie, etc.etc.etc.

2- C'est un jour de fête pour les médias occidentaux qui cherchent tout le temps à emmerder la Chine. Cette cour n'a rien fait lorsque les occidentaux envahissaient Irak, Libye, Syrie. Est-elle compétante pour juger les souverainetés territoriales?

Ils ont osé le faire. Le mouvement Black Lives Matter est financé... par G. Soros !

- À Dallas, cette embrassade entre militants pro-Black Lives Matter et anti est un beau symbole -

Un manifestant blanc avec un drapeau sudiste s'est réconcilié avec des militants de Black Lives Matter après la fusillade qui a causé la mort de cinq policiers. Slate.fr 12.07

Ils ont osé le faire. Etats-Unis. Quand la police se livre à un massacre et les médias s'auto-censurent.

- Tuerie d'Orlando : l'équipe tactique d'intervention de la police (SWAT) était-elle impliquée? - Michel Chossudovsky - mondialisation.ca 11.07

Le fil des événements établi par le service de police d'Orlando qui est résumé dans un communiqué de presse du bureau du FBI à Tampa laisse entendre non seulement que personne n'a été tué avant 5 h 13, lorsque l'équipe SWAT a fait irruption dans l'immeuble, mais confirme aussi que les premières salves mortelles ont été tirées à 5 h 14 et que le suspect a été tué une minute plus tard, soit à 5 h15. Cette version des faits a été confirmée par le juge Napolitano dans un reportage de Fox News :

« Voici ce qui ressort du résumé – personne n'a été tué avant 5 h 13 du matin, lorsque l'équipe SWAT est entrée. Personne n'a été tué avant cela. Les 53 blessés et les 49 morts ont tous subi leur sort lorsque les policiers sont entrés dans l'immeuble, »

Mateen aurait été impliqué dans un échange de tirs avec l'équipe SWAT à partir de 5 h 13. Pendant que l'équipe SWAT lui tirait dessus, Mateen ne peut avoir tué et blessé plus de 100 personnes en une minute ou deux (le rapport du FBI confirme qu'il a été tué à 5 h 15).

Des gens ont-ils pu être tués par l'équipe SWAT?

C'est à peine mentionné dans les médias institutionnels, mais des policiers ont admis que certaines personnes ont pu être tuées (« accidentellement ») par les membres de l'équipe SWAT : « Le chef du service de police d'Orlando John Mina et d'autres policiers ont fourni de nouveaux détails à propos de l'échange de tirs, y compris la possibilité que certaines des victimes ont pu être tuées par des agents qui tentaient de les sauver. » (Naples Daily News, 14 juin 2016)

Les tuer afin de les sauver? Quel concept diabolique tordu! Tuer pour sauver des vies?

Le chef de police John Mina a laissé entendre que 8 ou 9 agents de l'équipe SWAT pourraient avoir tué des personnes dans la boîte de nuit par accident (voir l'extrait ci-dessous).

Ce « détail » important révélé par le chef du service de police d'Orlando n'a pas fait les manchettes dans les médias institutionnels. Il n'a été rapporté que localement, en Floride (Florida Naples News). Les organes de presse nationaux n'ont pas repris la révélation...

Le chef Mina a dit que sa décision de prendre d'assaut l'immeuble avec une telle violence était difficile : « C'était une décision difficile à prendre, mais c'était la bonne décision ». Notre priorité numéro un est de sauver des vies et c'était la décision qu'il fallait prendre. »

« Certaines des victimes pourraient avoir été tuées par des agents qui tentaient de les sauver. » Sauver des gens en les tuant? C'est la « nouvelle norme »? Les agents de l'équipe SWAT ont été considérés comme des HÉROS par les médias institutionnels « pour avoir sauvé des dizaines de vies ». Source : Daily Mail de Londres

La possibilité que des clients du club Pulse aient été tués par l'équipe SWAT a été évoquée, pour ensuite être écartée nonchalamment par le Washington Post (20 juin 2016) :

Est-ce Omar Mateen ou l'équipe SWAT qui a tiré sur les victimes?

Le fil des événements établi par le service de police d'Orlando (voir ci-dessous), que le juge Napolitano a cité, laisse entendre que personne n'a été tué avant 5 h 13, lorsque l'équipe SWAT a pris d'assaut l'immeuble. Il confirme aussi que les premières salves mortelles ont été tirées à 5 h 14 et que le suspect a été tué une minute plus tard, soit à 5 h15.

En l'espace d'une minute ou deux, Mateen aurait tué 49 personnes et en aurait blessé 53 autres. Tout cela pendant que l'équipe SWAT lui tirait dessus.

Les onze agents de l'équipe SWAT ont fait irruption dans l'immeuble à 5 h 13 et le suspect a été déclaré mort à 5 h 15. Selon le chef du service de police d'Orlando, 8 ou 9 agents sur les 11 que comptait l'équipe SWAT auraient tiré accidentellement sur des otages.

Cette déclaration du chef Mina ne fait pas référence à une erreur d'un ou deux agents, mais de l'équipe SWAT au complet (8 ou 9 sur 11) sous le commandement du capitaine Canty, qui aurait atteint « accidentellement » des clients du club.

Séquences des caméras de surveillance

Des responsables de l'application de la loi ont dit avoir visionné et examiné les séquences de plusieurs caméras de surveillance placées à l'intérieur du club Pulse. Jusqu'à maintenant, les séquences montrant ce qui s'est passé à l'intérieur de la boîte de nuit, y compris les « tirs amis » par l'équipe SWAT, n'ont pas été rendues publiques. Mateen était-il capable de tuer 49 personnes et d'en blesser 53 autres en moins de 2 minutes, pour ensuite sortir de l'immeuble par un trou dans le mur à 5 h 14 et s'engager dans un échange de tirs avec l'équipe SWAT? Est-ce corroboré par les séquences des caméras de surveillance?

Les rapports d'autopsie et les rapports balistiques n'ont pas été rendus publics non plus.

La question balistique

À ce sujet un reportage du USA Today signale que Mateen utilisait des armes semi-automatiques, ce qui laisse entendre que des tirs « amis » de la police pourraient avoir tué des gens :

« On ignore combien de munitions Mateen avait en sa possession, et les autorités vérifient si certaines des personnes ont été tuées par des tirs amis. ».

L'affirmation du USA Today reconnaît tacitement que les agents de l'équipe SWAT pourraient être responsables de la mort de certaines personnes à l'intérieur du club Pulse. Mais cette vérité doit être réprimée. Elle ne mérite pas de faire l'objet d'une enquête approfondie.

2. Les membres de l'équipe SWAT utilisaient les mêmes armes que celles que Mateen avait en sa possession (le SIG Sauer et le Glock 17 de calibre 9 mm), ce qui fait en sorte qu'il sera difficile d'établir l'origine des tirs ayant causé la mort à l'intérieur de la boîte de nuit d'Orlando.

Ce qu'il faut garder à l'esprit, et ce, peu importe le nombre de munitions à la disposition de Mateen, c'est qu'il n'aurait pu tuer ou blesser plus d'une centaine de personnes en moins de deux minutes.

Ce qui importe, ce sont les efforts déployés pour camoufler ce qui s'est passé à l'intérieur de la boîte de nuit, qui est à la fois admis tout bonnement et nié dans les médias institutionnels.

La vérité cachée est rejetée, les faits sont dénaturés.

Conclusion

Nous parlons ici d'une dissimulation orchestrée. La vérité qui ne peut être dévoilée doit être réprimée.

Les médias institutionnels rapportent des mensonges, des « demi-vérités » et des insinuations. N'empêche que de la bouche même des principaux concernés, on constate que l'équipe SWAT pourrait être impliquée dans la tuerie du club Pulse à Orlando...

L'administration Obama, le FBI et les médias ont nonchalamment écarté la possibilité d'une implication de la police dans la tuerie, malgré les déclarations provenant de sources policières. On nous balance une absurde mise en scène : La version officielle est que la tuerie a été commandée par le groupe État islamique (EIIL, EIIS, Daesh) basé à Raqqa, au nord de la Syrie, qui se

trouve être soutenu et financé par la Turquie et l'Arabie saoudite, deux des plus fervents alliés des USA, en liaison étroite avec Washington.

Il serait très étonnant que les séquences des caméras de surveillance à la disposition des responsables de l'application de la loi soient rendues publiques. mondialisation.ca 11.07

En complément. France. L'Etat accusé de complicité de terrorisme.

- L'Etat mis en cause dans les attentats du 13 novembre - Reuters

Me Samia Maktouf, qui défend 17 victimes, a estimé que ce rapport mettait en évidence la responsabilité de l'Etat et des services de renseignement français.

"On fera tout pour obtenir la condamnation de l'Etat français pour ne pas avoir empêché le passage à l'acte de terroristes dont certains étaient sous contrôle judiciaire", a-t-elle dit sur BFM TV.

Le rapport montre notamment que l'un des kamikazes du Bataclan avait pu se rendre en septembre en Syrie malgré son contrôle judiciaire, lié à sa mise en examen pour un projet de départ avorté au Yémen en 2012. Reuters 12.07

- L'Etat condamné pour faute dans l'affaire Merah - Reuters

L'Etat a été condamné mardi pour faute par le tribunal administratif de Nîmes (Gard) pour l'assassinat du caporal-chef Abel Chennouf, tué en mars 2012 à Montauban (Tarn-et-Garonne) par Mohamed Merah.

Le père d'Abel Chennouf - tué avec un autre militaire Mohamed Legouad le 15 mars quatre jours après la mort d'un autre soldat, Imad Ibn Ziaten, à Toulouse - avait déposé plainte contre l'Etat pour non-assistance à personne en danger.

"La décision de supprimer toute mesure de surveillance de Mohamed Merah (...) est constitutive d'une faute engageant la responsabilité de l'Etat compte tenu notamment du profil de Mohamed Merah et du caractère hautement suspect de son comportement, établi depuis plusieurs années et renforcé par ses récents voyages en Afghanistan et au Pakistan", écrit le tribunal dans un communiqué.

"Alors notamment que Mohamed Merah avait déjà fait une première victime quatre jours avant l'assassinat de M. Abel Chennouf, le tribunal juge que cette faute a compromis les chances d'empêcher l'attentat et fixe à un tiers la part de responsabilité de l'Etat", ajoute-t-il.

Le tribunal condamne également l'Etat à indemniser l'épouse, l'enfant et les beaux-parents d'Abel Chennouf ainsi que le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme. Reuters 12.07

Ils ont osé le faire. Google vous espionne légalement.

- Google transforme les cabines new-yorkaises en instruments d'espionnage à ciel ouvert - Slate.fr

Elles seront bientôt 7.500 à récupérer via des balises wifi et Bluetooth des informations privées pendant que les New Yorkais déambuleront sur le trottoir. Une opération de commercialisation de la ville que la mairie ne semble pas encline à abandonner.

Au cours de négociations avec l'entreprise Gimbal, spécialisée dans la vente de balises (beacon) Bluetooth, un salarié se voit proposer une très belle ristourne s'il accepte de vendre les données récoltées par ces technologies de microlocalisation auprès d'un annonceur tiers. Une pratique interdite par la ville de New York.

La proposition est d'autant plus inquiétante que Gimbal collabore sur le grand projet des bornes wi-fi gratuit ultra-équipées LinkNYC, censées remplacer les cabines téléphoniques rouges. Équipées d'une connexion téléphone gratuite, d'une prise USB, d'une tablette numérique, elles bénéficieront d'une vitesse de wi-fi dernier cri (gigabit). Cinq cents bornes seront installées fin juillet 2016, 7.000 autres suivront dans les prochaines années.

Derrière le projet LinkNYC: le consortium Citybridge, dont la moitié des sociétés appartient à Google via l'entreprise Alphabet. Celui-ci a déboursé 300 millions de dollars sans toucher aucune aide de la ville pour développer ce réseau wifi gratuit. En échange, chaque borne proposera de la publicité, mais surtout les bornes collecteront votre e-mail et tout un tas de données «anonymisées et agrégées» concernant vos déplacements, vos recherches internet, etc. Après la traque de nos comportements numériques, place donc à celle de nos comportements physiques?

«Un pacte avec le mal»

«Si CityBridge utilise ce business model qui ne coûte rien, et en mettant un tas d'argent sur ces choses, c'est qu'ils vont monétiser les données statistiques», explique Lee Tien, un avocat de l'association non-gouvernementale Electronic frontier Foundation. Selon le théoricien des médias Douglas Rushkoff, il s'agit même «d'un instrument de propagande personnalisé en temps réel», d'«un pacte avec le mal».

Les doutes sont nombreux sur la transparence et les promesses faites par Google. Le traitement des données sera-t-il réellement agrégé et anonymisé? Plusieurs défenseurs des libertés publiques en doutent. Le Village Voice rappelle que l'entreprise s'était fait prendre à collecter tout un tas de données de bornes wifi au moment des prises de vues pour Google Street View. L'Union des libertés civiles de New-York a fait part de ses inquiétudes en mars 2016 dans une lettre publique à destination de l'avocat du maire. Il y est notamment question de la rétention des données. La maire a indiqué qu'elle n'envisageait pas de répondre.

«Ce sera le réseau le plus grand et le plus rapide dans le monde –et entièrement gratuit, se vantait le maire Bill De Blasio lors de l'inauguration, en février dernier. Je suis sûr d'une chose à propos de mes concitoyens new-yorkais, ils aiment les choses qui sont tout à fait gratuites.» Pas sûr que tous apprécient tant que ça que l'édile vende leur vie privée sur le trottoir... D'autant plus qu'une affaire similaire avait été révélée en 2014 au sujet, cette fois, des vraies cabines téléphoniques. Slate.fr 12.07

Brexit, poker menteur ou qui perd gagne.

- George Soros: l'UE ne s'effondrera pas après le Brexit, sous quatre conditions - sputniknews.com

Premièrement, il faut séparer l'appartenance à l'UE et à la zone euro. Deuxièmement, l'UE doit mobiliser son énorme potentiel de crédits, presque jamais utilisé. Troisièmement, il faut que l'UE augmente sa défense vis-à-vis des ennemis extérieurs qui peuvent profiter de sa faiblesse actuelle. Finalement, les projets européens du règlement de la crise migratoire doivent être soigneusement révisés.

Et le Brexit, malgré une surprise désagréable, a entraîné une réponse bien positive. La nervosité à la suite du référendum montre ce que la Grande-Bretagne perd en sortant de l'UE.

"Si ce sentiment (le désir de rester dans l'UE, ndlr) se propage à travers l'Europe entière, l'effondrement de l'UE considéré comme inévitable peut donner un élan contraire, positif vers une Europe forte et meilleure", explique M. Soros. sputniknews.com 12.07

Rappelons que le Brexit ne fut pas "une surprise désagréable" pour tout le monde, puisque Soros avait parié dessus. Oui, une nouvelle occasion de se demander comment une bonne surprise pour le milliardaire Soros pourrait être également une heureuse surprise pour les travailleurs britanniques, il faudra qu'on nous l'explique...

To be or not to be, but that isn't the question.

- Pourquoi le Royaume-Uni a une Première ministre qui veut rester dans l'Union européenne - Slate.fr

Que la Grande-Bretagne se dote d'une Première ministre opposée au Brexit quelques semaines seulement après un vote consacrant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne peut sembler paradoxal. Mais cela ne veut pas dire que le choix du Brexit ne sera pas respecté.

Theresa May l'a déjà promis: «Il n'y a pas d'alternative au Brexit. Et nous allons le réussir.» Et cela ne veut pas non plus dire que c'est un mauvais choix: pour réconcilier le pays, et apaiser les craintes de ceux qui ont voté «remain» («rester»), quoi de mieux, finalement, que de confier le processus du Brexit à une opposante très modérée? Slatefr 12.07

Ah les "affres" de la démocratie !

- « Faute d'un accord de retrait entre le Royaume-Uni et l'Union, le "Bremain" pourrait s'imposer » - LeMonde.fr Les dirigeants britanniques n'ont toujours pas enclenché la procédure de sortie de l'Union Européenne, et une série d'obstacles juridiques doivent pouvoir ralentir voire enrayer le procès, estiment les deux juristes Stéphane Platon et Francesco Martucci.

« Le Premier ministre du Royaume-Uni a informé le Conseil européen du résultat du référendum qui a eu lieu au Royaume-Uni ». Laconique, le point 23 des conclusions du Conseil européen du 28 juin 2016 est juridiquement éloquent. D'une part, le Premier ministre britannique David Cameron n'a pas notifié la décision du Royaume-Uni de se retirer de l'Union, conformément à l'article 50 du Traité sur l'Union européenne (TUE). D'autre part, aucune négociation ne sera engagée préalablement à cette notification. Le doute s'installe dès lors… Et si, finalement, le Brexit n'avait pas lieu et que le Bremain l'emportait ? Si la

réponse est éminemment politique, encore faut-il apprécier la faisabilité juridique d'un non retrait.

L'article 50 du TUE constitue la seule base juridique pour un retrait de l'Union. Il dispose que « L'État membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil européen ». Cette notification déclenche un délai de deux ans à l'expiration duquel, faute d'accord de retrait entre le « futur-ex Etat membre » et l'Union, les traités de l'Union européenne cessent de lui être applicables. Ce délai est pour le moins dissuasif, car il soumet l'Etat « partant » au risque d'une rupture sèche en cas d'échec des négociations ; faute d'accord de retrait, l'ex-Etat membre devient un pays « tiers », sans aucun lien juridique avec l'Union. Les relations du Royaume-Uni avec l'Union seraient bien plus similaires à celles entretenues avec la Corée du Nord qu'avec la Suisse…

Indispensable notification de sortie

Aussi la notification est-elle cardinale ! Pour certains, elle aurait déjà eu lieu, se matérialisant par les déclarations du premier ministre britannique, voire du seul fait des résultats du référendum. Pour d'autres, l'accord obtenu au Conseil européen par David Cameron en février 2016, portant « nouvel arrangement » pour le Royaume-Uni dans l'Union européenne, vaudrait notification « en avance ». L'entrée en vigueur de cet arrangement étant conditionnée par la notification, par le Royaume-Uni de son intention de rester dans l'Union, le silence post-référendum voudrait alors… retrait ! En droit, tout cela ne tient pas. D'une part, ledit arrangement ne devait entrer en vigueur qu'en cas de victoire du « Remain » ; il est désormais caduc ainsi que les présidents des institutions de l'Union l'ont déclaré le 24 juin. D'autre part, l'article 50 du TUE exige une notification en bonne et due forme : une décision aussi grave, bien que dénuée de formalisme, doit être expresse, claire et sans équivoque.

Le droit de l'Union européenne n'oblige pas davantage le gouvernement britannique à sortir de l'ambiguïté. Certes, en vertu du principe dit de « coopération loyale », posé à l'article 4 § 3 du TUE, « les États membres facilitent l'accomplissement par l'Union de sa mission et s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union ». Il pourrait alors être argué que le silence gardé par le Royaume-Uni « met en péril » la réalisation des objectifs de l'Union en laissant planer une incertitude préjudiciable à l'Union et à ses États membres. Il est cependant loin d'être certain que l'on puisse faire produire à cette disposition une telle interférence dans un choix que l'article 50 laisse à la discrétion d'un Etat membre. Ce serait à la Cour de justice, saisie par la Commission, d'en décider, mais alors seulement au terme d'une procédure assurément trop longue et à l'issue bien incertaine.

Obstacles juridiques

Le droit britannique impose-t-il au gouvernement de notifier ? Purement consultatif, le référendum du 23 juin ne lie pas le gouvernement. Mieux ou pire, selon les points de vue, il pourrait exister des obstacles juridiques à une telle notification. Tout d'abord, selon certains juristes (il n'y a cependant pas unanimité), une telle décision ne peut être prise sans l'accord du Parlement. Or, la majorité de la chambre des Communes est favorable au « Remain ». Considérer que l'expression d'une volonté « directe » du peuple s'impose à ceux qui ne sont que ses représentants serait ici méconnaître un principe cardinal du droit britannique : la souveraineté du Parlement. En cas de « veto » parlementaire, il faudrait convoquer de nouvelles élections et si celles-ci venaient à consacrer une majorité nettement pro-Bremain, il reviendrait au (futur) gouvernement la délicate tâche d'arbitrer entre deux expressions contradictoires de la volonté du peuple.

S'y ajoutent les règles de « dévolution », qui donnent une forte autonomie aux institutions des « Nations » composant le Royaume-Uni, en particulier l'Irlande du Nord et l'Écosse, favorables au « Bremain ». Si l'Irlande du Nord est bien démunie, le Parlement écossais peut tout au plus s'opposer aux modifications législatives nécessaires pour priver d'effet le droit de l'Union sur le territoire écossais, voire britannique. La menace d'un tel « veto indirect » risque fort d'être brandie pour convoquer un nouveau référendum d'indépendance de l'Écosse.

Quid dès lors de l'hypothèse, certes alambiquée, d'un « Groenland inversé ». En 1985, les États membres avaient modifié les traités pour qu'ils cessent de s'appliquer au Groenland, partie du Danemark. Si l'on procédait « à l'envers », au lieu de ne plus s'appliquer à une région périphérique, ce serait cette fois à la « région centrale » (Angleterre et Pays de Galles) que les traités cesseraient de s'appliquer. En tant qu'Etat, le Royaume-Uni, resterait membre de l'Union, évitant d'activer l'article 50. D'une complexité inextricable, une telle solution ne satisferait personne, mais elle en dit long sur l'inventivité juridique dont sont capables les juristes outre-manche.

Il existe donc une série de « haies » juridiques qui sépare encore le Royaume-Uni de l'activation de la procédure de retrait. Si elles ne sont pas infranchissables, ces haies peuvent servir ceux qui voudraient revenir sur la décision du peuple. Espoir pragmatique pour les uns, crainte théorique pour les autres, le « de-Brexit » renvoie à l'éternelle question des affres et vertus de la démocratie directe.

Sébastien Platon est professeur de droit public à l'université de Bordeaux et Francesco Martucci, professeur de droit de l'Union européenne à l'université Panthéon-Assas. LeMonde.fr 12.07

Brexit ou à chacun ses sanctions.

- Déficits excessifs: Lisbonne dénonce une injustice, Madrid augmente les impôts - L'Express.fr

Les ministres de la zone euro ont enclenché ce mardi une procédure inédite de sanctions contre l'Espagne et le Portugal, accusés d'avoir laissé filer leur déficit. Les deux pays sont passibles de lourdes amendes.

La décision était attendue. Les ministres des Finances de la zone euro ont enclenché ce mardi une procédure de sanctions, inédite dans l'histoire de la monnaie unique, à l'encontre de l'Espagne et du Portugal en dérapage budgétaire.

Réunis dans le cadre d'un conseil des grands argentiers de l'UE à Bruxelles, les ministres ont constaté que l'Espagne et le Portugal "n'ont pas pris les mesures nécessaires" pour corriger leurs déficits, ce qui déclenche un processus de sanctions, écrivent-ils dans un communiqué.

Moins de trois semaines après la décision par référendum des Britanniques de sortir de l'Union européenne, cette démarche sans précédent pourrait faire craindre de nouvelles critiques contre l'orthodoxie budgétaire préconisée par Bruxelles, même si plusieurs signaux laissent penser que la clémence sera de mise. L'Express.fr 12.07

Ils ont osé le faire. En oligarchie. Le hold up du siècle sur 1 600 milliards d'euros.

- Comment le secteur bancaire européen suscite les craintes d'une nouvelle crise - sputniknews.com

Les banques ne sont pas toujours associées à une stabilité financière, et les pays de l'Union européenne ont aujourd'hui beaucoup à reprocher à leurs secteurs bancaires. Cela doit-il faire craindre une nouvelle crise européenne?

Il semble que les banques européennes constituent une vraie source d'inquiétude pour la population et pour les autorités des pays de l'UE.

Selon Guillaume Vuillemey, professeur d'économie à HEC, dans un entretien accordé à Sputnik, les banques sont actuellement confrontées à deux questions principales. D'abord, elles ont besoin de fonds propres. Mais qui devrait apporter ces fonds propres aux banques? Soit l'Union européenne ou les gouvernements, soit les marchés, souligne l'économiste.

"Clairement, ce qui est aujourd'hui préférable, ce ne sont pas des recapitalisations publiques, mais des recapitalisations par le marché. Il faut donner des incitations pour que les actionnaires détiennent davantage et supportent les risques des banques, et non les contribuables", poursuit l'interlocuteur de Sputnik. sputniknews.com 12.07

Un internaute précisait dans un post que la Deutsch Bank possédait 70 000 Milliards d'actifs pourris.

Que cela ne tienne ce seront les contribuables qui seront rackettés, dépouillés, volés le plus légalement du monde. Mode d'emploi.

- Les épargnants incités à mettre du risque dans leur assurance-vie - lemonde.fr

- Le projet de loi Sapin 2 prévoit plusieurs mesures touchant directement le placement vedette des Français. LeMonde.fr

C'est une petite révolution qui se prépare au sein du monde de l'épargne et elle concerne le placement préféré des Français : l'assurance-vie. Les pouvoirs publics et les compagnies financières ont décidé de changer les règles du jeu afin de réorienter l'épargne des contrats sans risque en euros vers les unités de compte. La tâche s'annonce complexe car sur les 1 600 milliards d'euros placés en assurance-vie à fin mai, 80 % le sont sur des fonds en euros. Et inciter les particuliers à prendre du risque au moment où la Bourse joue au yo-yo ne sera pas chose aisée.

Toutefois, les réformes sont désormais lancées. Après avoir été débattu devant l'Assemblée nationale, le projet de loi Sapin 2 a été adopté au Sénat. Le texte qui vise notamment à donner plus de pouvoir au Haut Conseil de stabilité financière pour limiter les taux de rémunération des contrats en euros, jusqu'à présent librement fixés par les assureurs.

La loi prévoit aussi de bloquer pendant un certain temps (de trois à six mois, mais cette durée est encore sujette à débat) les retraits des fonds en euros en cas de fortes fluctuations des taux obligataires. « C'est très inquiétant car les fonds appartiennent aux assurés, on peut s'interroger sur le problème de droit de la propriété », note Françoise Odau, directrice déléguée de CGPC (l'Association française des conseils en gestion de patrimoine certifiés).

Le texte évoque aussi la possibilité de transférer les plus-values des fonds en euros vers les contrats eurocroissance alors qu'il y a « un manque d'enthousiasme des Français pour ces produits et peut-être même des distributeurs, vu le peu de contrats proposés

», constate Françoise Odau.

Orienter l'épargne des Français

Si les pouvoirs publics cherchent à orienter l'épargne des Français vers le tissu économique, notamment des PME, plutôt que vers le marché obligataire, les assureurs y ont aussi un intérêt car les contrats en euros les privent d'une marge de rentabilité.

Selon les règles prudentielles, renforcées encore en ce début d'année, une compagnie financière doit, pour couvrir ce type de contrat, immobiliser une part importante de ses fonds propres. C'est le prix de la garantie des fonds, de la sécurité pour le client. Mais pour la compagnie, c'est de l'argent stérile.

En leur faisant prendre des unités de compte, c'est le client qui portera finalement le risque du placement – et potentiellement la rentabilité associée –, ce qui donnera plus de marges de manœuvre à la compagnie financière.

Ces dernières sont ainsi en train de mettre en place des mécanismes pour désintéresser les épargnants des contrats en euros. Plusieurs compagnies, comme AXA, conditionnent désormais la souscription d'un fonds en euros uniquement si 25 % à 30 % des sommes épargnées sont investies en unités de compte. Pour sa part, Generali va plus loin en précisant que la garantie accordée aux fonds en euros s'entendait désormais brute des frais de gestion.

Autant de mesures qui, couplées à la forte baisse attendue de la rémunération des contrats en euros (ils pourraient tomber à 2 % dès cette année), sont censées inciter les épargnants à réorienter leurs futurs placements. lemonde.fr 12.07

Si vous avez placé vos économies dans une assurance-vie, vous avez intérêt à vous dépêcher de l'annuler si c'est possible avant qu'ils ne fassent main basse dessus.

Ils ont osé le faire. Quand "le fascisme "fleurit" en Israël. Les sionistes le disent eux-mêmes.

- Israël: le Parlement approuve une loi controversée sur le financement des ONG - AFP

Le Parlement israélien a approuvé une loi controversée qui oblige les ONG recevant la plus grande partie de leur financement de gouvernements étrangers de le déclarer officiellement, a annoncé mardi un porte-parole de la Knesset.

La loi, qui selon ses détracteurs cible les groupes de gauche qui font campagne pour les droits des Palestiniens, a été votée par 57 voix contre 48, après un long débat.

"La loi entend s'occuper du phénomène des ONG qui représentent des intérêts étrangers d'Etats étrangers, tout en agissant sous le couvert d'organisations locales cherchant à servir les intérêts du public israélien", est-il écrit en préambule.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré que le but de la loi était "d'empêcher une situation absurde où des Etats étrangers se mêlent des affaires intérieures d'Israël en finançant des ONG, sans que le public israélien n'en soit conscient".

"Contrairement aux revendications de la gauche, l'approbation de la loi va augmenter la transparence, contribuer à créer un discours qui reflète l'opinion publique israélienne et renforcer la démocratie", a-t-il écrit sur sa page Facebook après le vote final.

De précédentes versions de la loi avaient inclus l'obligation pour les représentants d'ONG se trouvant sous le coup de cette loi de porter une indication distinctive les identifiant comme tels et de déclarer leurs sources de financement lors de leurs interventions devant une commission de la Knesset, le Parlement israélien.

L'ONG israélienne Peace Now a qualifié la loi de "flagrante violation de la liberté d'expression" et dénoncé dans un communiqué la tentative de "détourner l'opinion publique israélienne (...) de l'occupation et de museler l'opposition".

Le chef de l'opposition israélienne Isaac Herzog a affirmé que la loi constitue "les bourgeons du fascisme qui fleurit en Israël".

Pour le chef de la liste arabe au Parlement israélien, Ayman Odeh, la loi cherche à "intimider et faire disparaître les quelques organisations qui agissent et se battent dans la sphère publique pour l'égalité" de traitement envers les Arabes.

L'Union européenne craint pour sa part que la loi nuise à la démocratie israélienne.

"Israël jouit d'une dynamique démocratie, liberté d'expression et d'une société civile plurielle, qui sont une partie intégrante de (ses) valeurs", a-t-elle indiqué dans un communiqué. Mais "cette nouvelle législation risque d'ébranler ces (mêmes) valeurs".

La loi ne se réfère pas spécifiquement aux organisations de gauche, mais pourra être appliquée à 25 ONG. Les ONG de droite, celles en faveur par exemple de l'occupation israélienne de la Cisjordanie, ont tendance à dépendre de dons privés, auxquels la loi ne s'applique pas.

Plusieurs ONG israéliennes de gauche reçoivent une grande partie de leur financement de l'étranger, y compris de gouvernements européens. AFP 12.07

On retiendra que les ONG de droite ne sont pas concernées...

France. L'échec inavouable de la réforme du collège.

Grille de lecture.

- 40% des collégiens ne maîtrisent pas la langue, et parmi les 60% qui la maîtriseraient "la moitié d'entre eux doit encore progresser"... ce qui sans rire démontre à quel point les réformes successives de l'école primaire au collège sont un véritable succès !

- Maîtrise de la langue en fin de collège : « peut mieux faire » - Le Monde

9 000 jeunes de 361 collèges ont pris part, en 2015, au « cycle des évaluations disciplinaires réalisées sur échantillon » – Cèdre, selon l'acronyme en vigueur – introduit il y a une douzaine d'années.

Haro aux déclinistes : ces nouveaux résultats, sans justifier de roulements de tambours, ne sont pas la catastrophe annoncée. Si la dernière évaluation Cèdre, en 2009, montrait un glissement vers le bas des performances des collégiens, la tendance inverse n'est pas loin de se dessiner. (Pour qui veut y croire ! Pour interpréter les effets dévastateurs de leur politique de saccage de l'école publique ils recourent à la méthode Coué, à l'autosatisfaction et à la spéculation. - LVOG)

Près de 60 % des élèves ont « une maîtrise de ces compétences qui devrait les mettre à même de poursuivre une formation, peut-on lire dans la note publiée par le service statistique du ministère (DEPP), même si la moitié d'entre eux doit encore progresser ». Un peu plus d'un quart des jeunes testés ont un excellent niveau. A l'opposé, 15 % s'avèrent n'avoir pratiquement « aucune maîtrise ou une maîtrise réduite » de ces compétences, avec un noyau dur de 3 % en grande difficulté. Le Monde 12.07

Il est vrai que pour croire les fables du ministère de l'Education nationale relayées par Le Monde, il n'est pas indispensable de maîtriser la langue, il suffit d'être un crétin.

Bienvenue en oligarchie

- Kellogg's veut vendre ses céréales au rayon fruits et légumes

Dans une chaîne de supermarchés américaine, le géant de la céréale industrielle veut s'incruster entre les pommes et les bananes. Placer des paquets de céréales pour le petit déjeuner au milieu des étals de fruits et de légumes, voilà la nouvelle idée de Kellogg's. Slate.fr

- Sur «Pokémon Go», un combat homérique entre mouvements LGBT et anti-gays s'engage

Les deux communautés profitent du succès du nouveau jeu pour se livrer une bataille sans merci. Virtuelle et rhétorique. Leur conflit idéologique va se régler dans l'arène Pokémon, à grands renforts d'Écras' Face et de Torgnoles. Grâce (ou à cause, on ne sait pas trop) au nouveau jeu de réalité... Slate.fr

Haut de page

Le 19 juillet 2016

CAUSERIE

Non, je n'étais pas en vacances.

Je n'ai pas le courage et le temps de formater cette causerie, aussi je vous livre un brouillon qui comporte cependant un tas

de réflexions à creuser. Je ne suis pas de mauvaise humeur, mais exaspéré et il y a de quoi.

A quoi bon se casser la tête puisque mes analyses n'intéressent personne ou ne peuvent déboucher sur rien au crépuscule de la civilisation humaine, car c'est bien là où nous en sommes rendus, et je ne vois pas très bien ce qui pourrait inverser le cours des choses.

Made in USA.

Quand le philosophe montre la lune avec son doigt, l'idiot regarde le doigt. Proverbe chinois. On en est là !

On devrait remercier Mohamed Lahouaiej-Bouhlel d'avoir fait don de sa personne pour nous le rappeler ou ouvrir les yeux des ignorants qui n'ont que la lutte à la bouche ou un tube digestif en guise de cerveau. Que les bonnes conscience se rassurent, aucun commentateur n'a encore osé avancer cette explication et en tirer la moindre leçon politique. Les bonnes conscience peuvent partir en vacances l'esprit tranquille.

Les masques tombent, en famille, bienvenue en oligarchie, vous avouerez qu'on a du flair ou de la suite dans les idées et qu'on est bien en phase avec la réalité, trop au goût de nos chers lecteurs qui préfèrent cultiver des illusions.

Pour vous mettre en condition, deux infos toutes fraîches d'hier :

- Etats-Unis. Trois policiers tués à Baton Rouge, un tireur abattu

Trois policiers ont été tués et trois autres blessés à Baton Rouge, en Louisiane, dimanche, par un tireur qui a ensuite été abattu, selon les autorités de cette ville déjà sous le choc de la mort récente d'un Noir, tombé sous les balles des forces... Reuters 18.07

- Quatre policiers et un civil tués à Almaty, au Kazakhstan

Des hommes soupçonnés d'appartenir à un groupe djihadiste ont abattu lundi au moins quatre policiers et un civil à Almaty, capitale économique du Kazakhstan, a-t-on appris de sources au sein des services de sécurité et de santé. Reuters 18.07

Tout est relatif, c'est si commode.

Leur vieux monde pourri auquel on devrait s'adapter, dont il faudrait s'accommoder, avec lequel il faudrait composer, dans lequel il faudrait croire, duquel notre avenir dépendrait, auquel on devrait se soumettre de gré ou de force, au jeu de massacre demander le programme.

C'est le monde que je décrivais dans mes causeries et qui m'ont valu d'être caractérisé de gauchiste ou d'extrémiste, alors que j'étais encore en dessous de la réalité que je connaissais fort bien déjà, mais que je ne pouvais pas retranscrire telle quelle, car elle était insupportable à bien des égards et risquait de raidir les lecteurs les plus susceptibles ou de refroidir les âmes fragiles ou sensibles prêtes à s'enflammer d'émoi au point de les transformer en momies.

Dans quel monde vivons-nous ?

Quels sont les objectifs des maîtres du monde? Instaurer un nouvel ordre mondial déshumanisé, antisocial, nihiliste, policier, militarisé, dictatorial, destiné à perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme pour l'éternité. Mais pourquoi ont-ils adopté cette orientation politique ? Pour des raisons économiques, parce qu'ils n'avaient pas le choix. Nous non plus, mais on l'ignore, c'est cela le drame.

Parce qu'ils ont pris conscience de longue date que le développement des forces productives conduisait à l'exacerbation des contradictions du capitalisme, au point que sa crise devienne permanente et menace l'existence ou l'avenir de leur système économique ou plus précisément leur pouvoir sur l'ensemble de la société, aussi leur fallait-il trouver un moyen de s'affranchir de cette contrainte sans modifier la nature des rapports sociaux de production en vigueur, mais en s'émancipant des rapports politiques qui en découlaient entre les classes (neutraliser la lutte des classes ou la rendre inopérante), de manière à pouvoir recourir à des méthodes ou des instruments de type mafieux sur le plan financier qui seraient légalisées juridiquement par la suite sous forme de lois ou de traités, de sorte que plus rien ne puisse menacer leur domination de classe sur le plan économique, et que l'orientation ainsi donnée à la société soit irréversible.

Cela impliquait que la majorité du peuple et le mouvement ouvrier ne soient plus en mesure de contester le pouvoir en place, ce qu'ils sont parvenus à réaliser en achetant leur neutralité ou leur passivité ou en les corrompant.

Le mouvement ouvrier et plus particulièrement son avant-garde ont commis l'erreur fatale de sous-estimer la capacité des

masses exploitées à saisir les rapports existant entre les décisions politiques adoptées par ceux qui gouvernaient et les besoins du capitalisme, en étant incapables de les traiter dans une perspective historique dans laquelle était inscrit son développement à venir ou permettant de percevoir son orientation qui devait conduire à la situation actuelle. Privilégier le court terme (le mouvement spontané des masses) impliquait l'abandon de l'objectif du combat du mouvement ouvrier ou le socialisme, alors qu'ils auraient dû se combiner.

Nos dirigeants ont refusé de tenir compte de l'orientation du capitalisme en adaptant leur propagande en fonction des seuls besoins immédiats des travailleurs, au lieu de s'en servir comme levier pour conquérir leur émancipation, l'amélioration de leur condition allait se transformer en son contraire, ou à terme elle devait contribuer à les corrompre et les désarmer politiquement, pour finalement se traduire par la liquidation de tous leurs acquis sociaux et politiques.

Ce qu'ils nous ont présenté comme un bien, un avantage, autant de succès ou de victoires de la lutte de classe avait une toute autre signification qu'ils ont soigneusement passée sous silence, car il allait en réalité se transformer en un cauchemar effroyable, dont plus personne ne devrait savoir quelle en était l'origine exacte et quand il prendrait fin.

Quand la propagande s'est substituée à l'analyse lucide de la situation, c'est qu'elle était forcément erronée ou reposait sur une théorie foireuse, et il sera très difficile de la remettre en cause, le pire étant à venir. La génération précédente et la nôtre (j'ai 60 ans) ainsi que celle de nos enfants sont mortes politiquement, trop imprégnées ou corrompues par l'idéologie de la classe dominante, le réformisme, le stalinisme, ce sera à celle de nos petits-enfantes et celles à venir ensuite de renouer avec le marxisme et de définir une stratégie politique pour tenter de vaincre l'oligarchie.

Si on avait observé attentivement de quelle manière avaient évolué les rapports entre les classes aux Etats-Unis et quelle allait être leur orientation dès les années 30 ou depuis le début du XXe siècle, on aurait compris ce qui nous pendait au nez pour adapter notre stratégie en conséquence. Lénine l'avait décrit en grande partie dans Impérialisme stade suprême du capitalisme dans le prolongement du Capital de Marx et Engels, mais par malheur nos dirigeants figés dans un dogmatisme mortel se sont avérés incapables de le traduire en termes politiques.

Pour donner un exemple, à l'époque de Lénine, quand la lutte de classe était favorable au développement de la révolution socialiste, il s'exprima sur un certain nombre de rapports économiques ou politiques qui selon lui ne verraient jamais le jour ou qui devraient évoluer dans une direction déterminée ou disparaître, le tout à condition que certaines conditions soient remplies ou que certains facteurs évoluent dans une direction donnée, l'un de ces facteurs déterminants étant le comportement du mouvement ouvrier et en premier lieu de son avant-garde, qui à leur tour pouvait orienter leur combat dans une direction ou une autre, rompre résolument avec le capitalisme ce qui impliquait d'en comprendre l'orientation déterminée pas ses contradictions ou ses besoins ou s'y adapter, conditionnant ainsi le sort du capitalisme ou entrevoir la possibilité de passer au socialisme.

Le prolétariat et le mouvement ouvrier n'ayant pas été capables de se doter d'une nouvelle direction après l'effroyable épreuve du stalinisme, certains de ces rapports (ou objectifs) qui semblaient irréalisables ou que Lénine avait catégoriquement exclus en s'appuyant sur un développement optimiste de la lutte de classe du prolétariat finirent pas se concrétiser et donnèrent l'UE par exemple, suite à la débandade du mouvement ouvrier et à l'incurie politique de son avant-garde ou sa trahison.

L'impossible devenait soudain possible, de la même manière que l'organique est issu de l'inorganique, la conscience de l'inconscience, etc. ce qui demeure encore incompréhensible à la presque quasi-totalité des militants, qui lorsqu'on souligne ce constat nous traitent de renégat et j'en passe, parce qu'ils ont une conception mécanique de la lutte des classes ou empirique du développement du capitalisme, alors qu'ils sont le produit d'un processus dialectique inconscient, ces militants sclérosés ou dogmatiques faisant étalages de leur propre ignorance ou inconscience.

Comment s'y sont-ils pris ? Par étapes.

Pourquoi ont-ils unifié le nord et le sud des Etats-Unis ? Pour des raisons économiques que nous laisserons de côté ici, avec pour conséquence politique d'avoir créé un Etat monstrueux, impossible à contester, à renverser, à démanteler, qui allait devenir le plus puissant du monde sur les plans économique et politique, pour finalement dicter sa loi au reste de la planète à qui il enjoindra de l'imiter en se plaçant sous son hégémonie, son contrôle ou sa direction.

Pourquoi ont-ils conclu des traités aboutissant à la création d'institutions supranationales ? Dans le but qui vient d'être évoqué, afin de spolier les droits politiques des peuples de la totalité des Etats regroupés dans des entités tout aussi monstrueuses impossibles à ignorer ou à contourner, dans lesquels sur chaque continent tous les Etats étaient appelés à s'intégrer (se dissoudre, abandonner leur souveraineté) en recourant à des méthodes démagogiques ou antidémocratiques. Et une fois que ces Etats auraient transféré leur pouvoir à ces institutions supranationales en adoptant leurs législations ou directives, au cas où un Etat déciderait d'en sortir ou de rompre avec elles, il se verrait menacer de si lourdes sanctions économiques, qu'il s'en suivrait une menace de désordre social et politique incontrôlable qui conduirait leurs représentants à renoncer à cette rupture ou à revenir sur leur décision.

Pourquoi ont-ils créé al-Qaïda puis l'Emirat islamique ou Daech ?

Pour que l'Europe vive en permanence sous la menace d'un massacre pouvant intervenir n'importe où et n'importe quand exactement comme aux Etats-Unis.

Pourquoi ont-ils institué Schengen ? Pour permettre à des armes de guerre en tous genres de circuler librement en Europe comme aux Etats-Unis, afin que des désespérés, déséquilibrés ou fanatisés s'en servent pour se livrer à des massacres.

Alors que la liberté d'expression est inscrite dans la Constitution américaine, l'UE s'en est fait le chantre ce qui a permis à des organisations mafieuses de différentes espèces de s'en servir pour répandre sa propagande de haine, violence et cruauté. Avant-hier Valls s'en est réclamé face à ceux qui le pressaient de légiférer, tout comme Hollande le 11 janvier 2015.

Pourquoi ont-il créé les réseaux sociaux ? Afin que ces organisations mafieuses ou criminelles puissent disposer d'un canal pour répandre leur propagande, commercer, recruter.

Pourquoi tenaient-ils tant à ce qu'un tribunal d'exception représentant de fait les intérêts des multinationales américaine soit inclus dans leur traité de libre-échange ? Pour qu'elles puissent étendre leur pouvoir et commettre leurs forfaits en toute légalité ou impunité de fait. C'était donc prémédité ? Ballot, évidemment, c'est dans la nature de l'impérialisme !

Comment se fait-il qu'un banquier escroc s'en sorte en payant une caution qu'il a négociée, alors qu'un simple citoyen sera envoyé en prison pour un simple larcin ? Parce que l'oligarchie détient le pouvoir de vie ou de mort sur tout individu, et qu'elle en use comme bon lui semble. Qui en a vraiment conscience ?

Comment se fait-il qu'ils en arrivent à changer les termes d'un contrat (assurance vie) qui concerne vos économies pour vous exposer à un risque qui n'existait pas antérieurement sans votre accord préalable ? Mais voyons, privé de pouvoir, votre voix ne compte plus, pourquoi s'en soucieraient-ils ?

Pourquoi ont-ils porté Hollande, Valls, Macron, Fabius, etc. au pouvoir ? Parce que c'était le meilleur moyen pour écoeurer au dernier degré les masses et les détourner de la politique, ce qui devait contribuer à leur laisser les mains libres pour appliquer la suite de leur plan. La gauche est détestable, la gauche c'est pire que la droite, la gauche et la droite c'est la même chose, la gauche est morte, disent les uns, les autres répondent qu'elle vit toujours et qu'elle s'adapte au monde réel sans renier ses principes. Deux discours en apparence diamétralement opposés qui alimentent les discussions, qui présentent l'avantage de ne jamais remettre en cause le postulat de départ, à savoir que le PS (et ses satellites ou alliés électoraux) était de gauche, alors qu'en réalité il ne l'était plus depuis plus d'un siècle.

Dès lors toutes les analyses qu'on nous sert sont faussées ou erronées, mêmes celles dans lesquelles leurs auteurs en sont arrivés à la conclusion qu'il était devenu de droite, puisque pour eux ce serait juste une erreur de casting ou ce serait dû à un concours de circonstance, sous-entendant que ce serait accidentel ou passager. Ainsi avec le PS et LR, on se retrouve avec deux partis équivalents aux partis démocrate et républicain américains qui alternent au pouvoir et le monopolisent, faisant disparaître toute représentation politique de la classe ouvrière. Ils organisent des primaires avant les élections présidentielles de plus en plus calquées sur les primaires américaines à défaut de légitimité, qui doivent leur servir de caution démocratique, alors qu'ils en sont la négation.

L'évolution et l'orientation du PS étaient parfaitement prévisibles au regard de la crise du capitalisme qui n'a cessé de s'approfondir et qui mine les institutions et le régime, jusqu'à assumer son rôle de liquidateur de tous nos acquis sociaux pour le compte de l'oligarchie financière. Son alignement complet sur Washington et Bruxelles qui ne datait pas d'hier, n'était qu'une simple formalité conforme à sa nature de parti de la réaction.

Maintenant, quand pendant plus de 70 ans on a nié en connaissance de cause sa véritable nature réactionnaire, on a ménagé ou soutenu le PS, on s'est évertué à lui faire jouer un rôle au sein du mouvement ouvrier en le faisant passer pour un parti ouvrier, ouvrier bourgeois ou de gauche, on s'est rendu complice de l'imposture à laquelle il se livrait au détriment du socialisme ce qui devait lui permettre de se convertir tranquillement au néolibéralisme. Partant de là tous ceux qui ont marché dans cette combine sont indignes de la confiance des travailleurs, et pour n'avoir pas été capables de prévoir l'orientation qu'allait prendre le capitalisme mondial à partir du début des années 70. On est en droit de se demander quelle légitimité on devrait leur accorder, sous peine à notre tour d'être les complices de cette supercherie politique, idée qui nous est insoutenable.

Les éléments ou facteurs qui me sont venus à l'esprit en réfléchissant à la situation avant de rédiger le passage précédent.

- L'Amérique a exporté son modèle de société infâme...

- L'UE bâtie dès l'origine sur le modèle américain...

- L'horrible Mohamed, mais pas la société, pas les Etats-Unis...

- L'interprétation qui arrange tout le monde...

- Le bouc émissaire du musulman, de l'Arabe...

- C'est la faute à l'islam...

- Fusillades et massacres à répétition aux Etats-Unis, banals, la norme en oligarchie...

- Je pratiquerais un horrible anti-américanisme primaire selon un lecteur, s'il voulait parler du modèle immonde de société qui prévaut aux Etats-Unis, je le revendique.

- Une société pourrie où trois quart de petits-bourgeois se complaisent dans leur petit confort et se contrefoutent de sort du reste de la population et des autres peuples...

- Et ils arrivent à se donner bonne conscience...

- Ceux qui nous gouvernent en France revendiquent la liberté d'expression, tout comme ceux qui gouvernent aux Etats-Unis en se réclamant de la Constitution...

- Hollande, Valls, Macron liquidateur de la gauche, histoire que le peuple en arrive à la conclusion qu'il n'existe aucune alternative au pouvoir actuel et qu'il doit s'y soumettre...

- Le maccartisme et la CIA avaient eu la peau du mouvement ouvrier américain, on peut ajouter le dollar...

La fabrication d'une menace invisible.

Comment caractérisent-ils un simple candidat au suicide, un vulgaire kamikaze ?

Lu dans des articles de presse ces derniers jours :

- Les enquêteurs tentent désormais de comprendre les motivations de l'auteur de cet attentat.

- Pourquoi le profil de Mohamed Lahouaiej-Bouhlel intrigue-t-il les enquêteurs ?

- Les motivations qui ont poussé Mohamed Lahouaiej Bouhlel à mener son attaque à Nice restent floues.

- Le lien entre le tueur et "les réseaux terroristes" pas établi.

- Un profil inédit pour les policiers chargés de la lutte antiterroriste, qui pourrait poser de nouveaux défis.

Peu importe, il faut instrumentaliser ce massacre, Hollande, Valls et Cazeneuve à la manoeuvre.

François Hollande a évoqué dans une intervention télévision dans la nuit une «attaque dont le caractère terroriste ne peut être nié». Avant même l'ouverture d'une enquête, il se substitue à la justice.

Valls lui emboîte le pas, mais Cazeneuve le contredit... avant de se rétracter !

Si Manuel Valls a estimé sur France 2 que l'homme était «sans doute lié à l'islamisme radical», son ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve estimait le contraire sur le plateau du JT de TF1.

Mohamed Lahouaiej-Bouhlel avait repéré les lieux, et orchestré le massacre des jours auparavant.

«Il semble» que le chauffeur livreur tunisien de 31 ans se soit «radicalisé très rapidement», a ainsi déclaré samedi le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

Lundi.

Les liens entre le tueur de Nice Mohamed Lahouaiej-Bouhlel et "les réseaux terroristes", et notamment le groupe jihadiste Etat islamique qui a revendiqué l'attaque, "pour l'instant ne sont pas établis par l'enquête", selon le ministre de l'Intérieur.

Quand connaîtra-t-on les résultats des analyses toxicologiques de Mohamed Lahouaiej-Bouhlel? Quelle radiographie faire de l'auteur d'une tuerie sans précédent en France, quatre-vingt quatre morts écrasés sur

Un moyen comme un autre de canaliser sa haine de la société et de justifier son suicide.

Sa soeur, Rabeb Bouhlel, a confié qu'il avait des "problèmes psychologiques" et "avait vu des psychologues pendant plusieurs années"

Tous décrivent un «fou», «à la limite de la psychiatrie».

Karim, l'ancien voisin, est encore plus direct : «Si lui est terroriste, moi je suis Obama ! Ce mec a pété un câble.»

- La revendication de Daech parvenue tardivement, au bout de 36 heures n'inspire pas confiance ou porte à caution selon plusieurs commentateurs. Il faut dire que cette explication présente plusieurs avantages, désigner à la vindicte populaire un Arabe, un musulman, l'islam, une organisation terroriste, histoire d'alimenter le racisme et la xénophobie, et justifier la poursuite ou le renforcement de l'engagement de la France en Irak et en Syrie. Alors que la version d'un type devenu fou présenterait l'inconvénient de remettre en cause le modèle de société merveilleuse qu'ils sont en train de mettre en place non sans rencontrer des résistances.

Après Nice, le terrorisme continue de modifier la carte mentale de la France

Ville après ville, symbole après symbole, il faut s'habituer à voir notre géographie mentale polluée par une dimension violente qu'il sera difficile d'effacer ou de circonscrire.Il est démoralisant de voir un à un les lieux qu'on associe à tout, sauf à la mort, changer d'un instant... Slate.fr

L'oligarchie, un nouveau modèle de société, la barbarie.

- Attentat de Nice: les enquêteurs sur la piste d'une «nouvelle barbarie terroriste» - LeFigaro.fr

Le nouvel attentat qui a fait au moins 84 morts le 14 juillet à Nice relance la question des moyens de la lutte contre le terrorisme. La section antiterroriste du parquet de Paris s'est saisie de l'enquête. LeFigaro.fr

- Valls: "Nous avons changé d'époque, la menace terroriste est désormais durable" - L'Express.fr

Dans une interview au Journal du Dimanche, le Premier ministre reconnaît que le terrorisme risque de faire partie du quotidien des Français "pour longtemps". L'Express.fr

La menace terroriste durable, justifie l'état d'urgence permanent... pour mater le mouvement ouvrier.

Fin 2015 j'avais écrit qu'en 2016 notre combat se concentrerait contre l'impérialisme américain, je ne pensais pas si bien dire. Et le pire est à venir à partir de 2017.

- Hillary Clinton, une candidate à la Maison Blanche pas si rassurante que ça - Atlantico.fr

Libye, Yémen, Syrie, Irak, Ukraine, etc. Hillary Clinton s'est retrouvée impliquée, plus ou moins directement, dans chacune de ces crises. Un constat qui met en avant son côté va-t-en-guerre et qui pourrait représenter une menace pour la paix dans le monde dans le cas où elle serait élue. Atlantico.fr

Illégitime et antidémocratique.

- Hillary Clinton et Donald Trump, toujours aussi mal aimés - LeMonde.fr

Un tiers seulement des électeurs ont une opinion favorable de Donald Trump (30 %) ou de Hillary Clinton (28 %). Une majorité estime qu'Hillary Clinton est mieux préparée à présider. LeMonde.fr

Contrairement à nos dirigeants qui se cantonnaient à des lieux communs en guise d'analyses ou de pronostics pour être sûrs de ne pas être désavoués par le cours des évènements, sur un grand nombre de sujets je me suis exprimé ou j'ai adopté des positions

qu tranchaient radicalement avec la démagogie et la lâcheté ambiantes, et force est de constater que les faits m'ont généralement donné raison. Entre nous, j'ai envie de dire que j'ai peut-être commis une grave erreur politique en refusant le statut de dirigeant, car lorsqu'on voit où en sont arrivés ceux qui le revendiquent, j'ai franchement rien à leur envier.

Cet article m'a été inspiré par les évènements survenus le 14 juillet à Nice, ainsi que mon engagement politique à travers ce portail qui m'avait conduit à la conclusion dans une causerie antérieure, qu'il n'existait aujourd'hui aucun élément réel ou sérieux permettant d'envisager le passage au socialisme dans le futur ou que les chances qu'il se réalise un jour s'amenuisait au fil du temps.

Sur quoi basai-je ce constat terrifiant ? Sur les Etats-Unis qui sont devenus depuis bien longtemps déjà la négation de la civilisation humaine, que l'Europe ainsi que tous les pays développés ou en voie de développement étaient irrésistiblement en train d'imiter en reproduisant les mêmes monstruosités de cruauté.

Et ce qu'on juge ici, ce ne sont pas les pauvres, mais ceux qui ne le sont pas, les pousses au crime, ceux qui jugent les pauvres ou les malheureux, alors que par neutralité ou passivité (pour ne pas dire mépris ou indifférence) ce sont eux qui sont responsables de leur condition misérable. Même sans avoir de conscience politique, on peut tout de même avoir une conscience, sauf que ces gens-là n'en ont pas, ils ont leur bonne conscience pour eux histoire de sauver les apparences. Personnellement ils m'emmerdent au possible et je les trouve insupportables, suffisants, méprisants, hautains, arrogeants, mesquins, indécents, ignobles et cyniques, bref ils ont tout pour plaîre, ils sont à l'image de leurs maîtres et c'est logique.

Je viens d'expliquer cela à ma compagne Selvi qui est ultra arriérée et elle a compris. Plus tu es éduqué et plus tu as d'argent, plus tu deviens con en somme. Et méchant ou mauvais parce que cela va ensemble. La société progresse jusqu'au point où elle ne peut plus progresser, il faut la changer sous peine qu'elle se décompose et disparaisse, c'est simple à comprendre. Qu'à la limite on ne comprenne pas certaines choses se conçoit très bien, mais qu'on n'agisse pas quand cela ne nous coûte rien de nous opposer à une politique antisociale ou ultra réactionnaire, cela relève de la négligence, de la lâcheté, de l'infâmie. Il faut être dénué de toute conscience pour encore aller voter, allumer son poste de télé à 20h, achetez Libération ou Le Monde, changez trois fois de portable dans l'année, s'achetez une quatrième paire de chaussures, etc., j'allais oublier, célébrer ou participer au 14 juillet !

Attentat terroriste, loup solitaire, violent, asocial...

Non, un simple travailleur que la société a rendu fou de haine envers la terre entière, et qui avait décidé d'en finir avec ce cauchemar en commettant un crime pas si aveugle que cela, pour se venger de l'injustice dont à juste titre il s'estimait victime. Il était le produit de cette société capitaliste.

Mais ces victimes, elles étaient innocentes, vraiment ? Le penser, c'est décidément ne pas se donner la peine de réfléchir, non pas à la nature de son acte qui serait relativement banal en Israël ou aux Etats-Unis, mais à la gravité de la situation où nous en sommes rendus, au-delà de cet acte de désespoir qui sonne comme une condamnation sans appel de la société immonde dans laquelle nous vivons et qui annonce le crépuscule de la civilisation humaine, puisqu'elle est semble-t-il de plus en plus condamnée à disparaître à petit feu ou brutalement.

Société immonde avec laquelle plus des trois quart de la population s'est accommodée dans son hypocrisie et sa lâcheté davantage que par ignorance ou inconscience, car la population de nos jours est largement informée, elle sait ce qui se passe dans le pays (et ailleurs) et laisse faire, elle en est complice parce que cela l'arrange, c'est sa faiblesse, elle lui sera fatale.

La plupart des gens qui ont acquis un niveau de connaissance ou de conscience leur permettant de dire non mais qui continuent malgré tout de dire oui sont minables.

Quand on tire satisfaction de sa situation ou qu'on profite du temps libre dont on dispose pour se distraire ou prendre du plaisir, pourquoi irions-nous le gaspiller à vouloir changer la société, à penser à des choses si laides, si tristes alors qu'on peut s'en passer et se laisser vivre, profiter de la société telle qu'elle est sans se poser trop de questions, surtout celles qui sont embarrassantes et viendraient troubler notre petite tranquillité.

Après tout, on n'est pas responsable des gens qui sont bourrés de problèmes, s'ils en sont arrivés là c'est qu'ils l'ont bien voulu quelque part, nous, si nous nous en sommes bien sortis c'est que nous avons fait ce qu'il fallait, ils n'avaient qu'à faire de même au lieu de pleurnicher sans arrêt ou de nous emmerder avec leurs histoires.

Vous êtes pauvre, chômeur, malade, handicapé, vieux, cela a de quoi vous rendre bilieux, aigri, dépressif, agressif, triste à broyer du noir ou à mourir quand en plus on vous méprise, on vous ignore ou on vous traite en parasite, les gens, votre famille, vos amis vous tournent le dos, vous rejette, vous n'existez plus pour personne, vous êtes déjà mort.

Cette société bien pensante, qui ne manque de rien, qui a un salaire confortable, un statut supérieur ou garanti, un compte en banque bien garni, qui profite d'héritages, qui a les moyens d'économiser, qui juge, critique, censure, méprise, bannit, se croit supérieure aux autres, elle est somme toute superficielle, insignifiante, médiocre.

Brexit ou qui perd gagne.

- Brexit : une majorité de Britanniques contre un nouveau référendum - La Tribune

Les pro-remain ont compris où étaient leurs intérêts...

- Londres veut "réussir le Brexit" avec des accords de libre-échange - La Tribune

La nouvelle première ministre britannique Theresa May semble vouloir engager rapidement des discussions pour établir des accords de libre-échange entre le Royaume-Uni après la sortie de ce dernier de l'Union européenne. Samedi 16 juillet, la locataire du 10 Downing Street s'est entretenu avec le premier ministre australien, Malcolm Turnbull, qui a affirmé être « décidé à conclure un traité aussi vite que possible avec le Royaume-Uni ». De son côté, le nouveau secrétaire au Commerce Liam Fox va entamer cette semaine une tournée aux Etats-Unis pour tenter de lancer les fondements d'un accord commercial avec Washington.

Selon le quotidien eurosceptique Telegraph, la priorité du gouvernement de Theresa May sera de conclure un accord avec les Etats-Unis.

Les discussions devraient être plus faciles avec l'Australie. Malcolm Turnbull a fait part de son « enthousiasme » à Theresa May pour conclure un accord.

Elle en a profité pour dresser les grandes lignes de l'action commerciale de son gouvernement. « Il est très clair que ce gouvernement veut faire de notre sortie de l'UE un succès et une des façons de le faire est de saisir les opportunités de conclure des accords de libre-échange avec nos partenaires autour du globe ». Et de poursuivre à propos de l'Australie : « c'est très encourageant qu'un de nos plus proches partenaires internationaux cherche à réaliser un tel accord. Cela prouve que nous pouvons réussir le Brexit ». Une dizaine de pays avait fait part de leur volonté d'engager des discussions commerciales avec le Royaume-Uni dans le cadre du Brexit. La Tribune

- John Kerry invoque le Brexit pour vendre le traité transatlantique - BFM Business

- L'UE va négocier un accord de libre-échange avec l'Indonésie - AFP

- Wall Street à de nouveaux sommets avec JPMorgan et les banques - Reuters

- Brexit : "`Quitter l'UE ne signifie pas quitter l'Europe" (Boris Johnson) - La Tribune

Boris Johnson, le nouveau ministre britannique des Affaires étrangères, a affirmé jeudi que quitter l'Union européenne ne signifiait pas quitter l'Europe, dans sa première déclaration publique depuis sa nomination.

"Il y a une différence énorme entre le fait de quitter l'UE et nos relations avec l'Europe qui vont s'intensifier", a-t-il déclaré devant son ministère. "Bien sûr nous allons appliquer la volonté de la population lors du référendum mais cela ne veut aucunement dire quitter l'Europe", a-t-il ajouté.

De son côté, le commissaire britannique démissionnaire Jonathan Hill a appelé jeudi son pays et l'UE à prendre le temps d'organiser "calmement" leur divorce.

"Nous devons gérer ce processus intelligemment et ne pas aboutir à une situation" où les deux parties nuiraient à leurs intérêts respectifs, a-t-il plaidé, après avoir été interrogé sur le sujet par la presse. La Tribune

Ils ont osé le faire.

- Le Brexit provoque un regain du sentiment européen - LeMonde.fr

La tempête du Brexit suscite un regain du sentiment européen dans plusieurs capitales européennes, selon une enquête organisée dans six pays par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes, publiée par Le Monde, vendredi 15 juillet.

Après le Brexit, les six pays de l'étude considèrent que « c'est plutôt une bonne chose » d'appartenir à l'UE : cela va de 59 % en Italie à 89 % en Pologne. Le sondage Ifop montre une nette progression du sentiment européen. En France (67 %) comme en Allemagne (81 %), la progression est de près de 20 points par rapport à 2014.

Les principaux pays européens – à l'exception de l'Italie – n'adhèrent pas à une vision pessimiste de l'après Brexit. Ils sont 54 % en Allemagne, 47 % en Espagne, 44 % en Pologne, 41 % en Belgique, 37 % en France et 36 % en Italie à considérer que « l'UE va repartir sur de nouvelles bases et sortira renforcée de cette crise ». 41 % des Italiens estiment au contraire que le départ d'autres pays va provoquer la disparition de l'UE, ce qui est le cas de 32 % des Français et de seulement 19 % des Allemands.

De qui viendra la relance de l'UE ? Les Européens ont peu confiance en leurs dirigeants pour cela. C'est le cas de moins de 30 % d'entre eux en Espagne, en France et en Italie. Ils préfèrent les autres dirigeants européens et les responsables des institutions européennes (Jean-Claude Juncker, Donald Tusk, Martin Schulz) pour « engager une nouvelle relance de la construction européenne ».

Le renforcement des institutions est largement plébiscité, qu'il s'agisse de la création d'un poste de ministre des finances européen ou de l'élection d'un président de l'UE au suffrage universel. Plus des deux tiers des personnes interrogées ne veulent pas d'un retour à une monnaie nationale, à l'exception de l'Italie, où la majorité n'est que de 57 %. La nostalgie de la monnaie nationale a baissé de neuf points en France, de sept points en Belgique et de trois en Espagne. Seul en Italie, le rejet de l'euro a progressé de sept points en deux ans.

Les Européens interrogés sont globalement assez sévères avec les Britanniques. Ils jugent pour la plupart que le Brexit va « affaiblir l'économie » du Royaume-Uni. LeMonde.fr 14.07

- David Cameron quitte la scène en plaisantant - LeFigaro.fr

Avant de présenter sa démission à la reine, le premier ministre sortant s'est livré à une ultime séance de questions au chef du gouvernement à la Chambre des communes, sur un ton badin. LeFigaro.fr

- Theresa May, nouvelle Premier Ministre, nomme son gouvernement - Reuters

Consciente des défis qui l'attendent, Theresa May a précisé d'emblée: "Le gouvernement que je vais diriger ne sera pas animé par la défense des intérêts de quelques privilégiés mais par les vôtres. Nous ferons tout ce que nous pourrons pour vous donner plus de contrôle sur votre existence."

"Quand nous prendrons de grandes décisions, nous ne penserons pas aux puissants mais à vous, lorsque nous adopterons des lois nous n'écouterons pas les puissants mais vous, quand il s'agira de fiscalité nous ne favoriserons pas les nantis mais vous", a-t-elle promis. (Extraordinaire, quelle menace ! - LVOG)

Elle devra également tenter de réunifier un Parti conservateur fracturé par le Brexit et une nation divisée par un scrutin au cours duquel se sont exprimés la colère et le ressentiment de la population à l'égard des élites et de la mondialisation.

Très attentive à ce Brexit, la présidence américaine a réagi rapidement pour féliciter Theresa May de sa nomination et se réjouir que les premières déclarations de la nouvelle chef du gouvernement soient en accord avec les conseils offerts par Barack Obama. Reuters

Pour un peu ils en arriveraient à avouer que le Brexit était un coup monté depuis Washington, non ?

- David Davis, un europhobe libertarien pour gérer le Brexit - lemonde.fr

Un long article, publié le 11 juillet sur le site ConservativeHome, détaille sa stratégie de rupture avec l'UE et présente le Brexit comme une excellente opportunité pour « construire notre place dans le monde », une expression reprise depuis lors par Mme May. Il promet « des effets bénéfiques » sur l'économie britannique, « avant même le départ formel de l'UE », qu'il prévoit autour de décembre 2018.

David Davis critique le type de croissance dont profite actuellement l'économie britannique, basée, selon lui, sur une faible productivité, des bas salaires et le recours à une « immigration de masse incontrôlée ». Il estime que le Brexit offre la possibilité d'une réorientation vers une « stratégie de croissance tirée par les exportations », grâce à des traités de libre-échange beaucoup plus rapidement conclus qu'à travers l'Union européenne.

Il estime que de tels traités peuvent être signés d'ici un à deux ans avec les Etats-Unis, l'Australie, la Chine et l'Inde. L'attractivité du Royaume-Uni serait assurée par une nouvelle baisse (à 15 %) de l'impôt sur les sociétés.

Le nouveau ministre du Brexit estime que l'UE va continuer d'offrir à Londres un libre accès à son marché unique sans droits de douane, car c'est, selon lui, son intérêt. « Une fois que les pays européens auront compris que nous resterons fermes sur le contrôle de nos frontières, ils voudront discuter, dans leur propre intérêt », écrit-il. M. Davis reste cependant muet sur la question

du maintien de la libre circulation des personnes, corollaire de l'accès au marché unique.

Selon le nouveau ministre, le Royaume-Uni devrait enclencher l'article 50 du traité de Lisbonne, qui formalise le début des négociations de sortie, « avant ou dans le courant de l'année prochaine ». Dans une autre déclaration, faite en mai, il plaidait pour une stratégie de Brexit centrée sur la recherche d'un accord avec Berlin et non Bruxelles. Theresa May pourrait donc tenter de constituer un axe avec la chancelière allemande, Angela Merkel, à laquelle elle est souvent comparée. lemonde.fr 14.07

Une « immigration de masse incontrôlée » est souhaitable pour l'UE, mais pas pour la Grande-Bretagne... ni pour les Etats-Unis, vous l'aviez remarqué aussi, bravo !

Bienvenue chez les aristocrates.

- Polémique : un coiffeur à 9 895 € par mois pour François Hollande - Francetv info

C'est une polémique dont l'Élysée se serait bien passé : le contrat du coiffeur personnel du chef de l'État a été dévoilé par le Canard Enchaîné. Il a été recruté comme agent contractuel pour la durée du mandat, pour un salaire mensuel de 9 895 euros brut.

L'avocate du coiffeur, elle, affirme qu'il est corvéable à merci, disponible pour chaque intervention et déplacement à l'étranger de François Hollande. De son côté, l'exécutif assume, non sans un certain embarras. "Je peux comprendre les interrogations, je peux considérer que là-dessus il y a des jugements, mais il est là 24h/24", a expliqué Stéphane Le Foll, le porte-parole du gouvernement devant la presse. A son époque, Nicolas Sarkozy avait aussi embauché une maquilleuse à l'Élysée, rémunérée selon certaines sources, 8 000 euros par mois. Francetv info

Concours de populisme.

- Manuel Valls accuse Emmanuel Macron de "céder aux sirènes du populisme" après son meeting - Francetv info

Manuel Valls hausse encore le ton contre son ministre. Devant les députés, le Premier ministre a étrillé une nouvelle fois Emmanuel Macron, mercredi 13 juillet, en l'accusant de céder "aux sirènes du populisme", après les propos qu'il a tenus la veille, lors du premier meeting de son mouvement "En Marche !".

Le ministre de l'Economie, qui cache de moins en moins ses ambitions présidentielles, s'est revendiqué comme "anti-système". "On ne peut pas dénoncer un prétendu 'système' en cédant aux sirènes du populisme quand, circonstance aggravante, on est soi-même le produit le plus méritant de l'élite de la République", a rétorqué Manuel Valls devant les députés. Après Anne Hidalgo mercredi matin, le Premier ministre a rappelé qu'Emmanuel Macron était diplômé de l'ENA, comme un grand nombre de dirigeants politiques.

"Un climat pourri par l'ambiguïté"

S'il ne nomme pas son ministre directement, le chef du gouvernement a multiplié les attaques contre Emmanuel Macron. "Je le dis en présence de ministres, de parlementaires qui ont toujours su montrer leur loyauté. L'éthique de responsabilité, c'est le devoir de clarté, pas l'entretien d'un climat, pourri par l'ambiguïté", a-t-il continué. Francetv info

- Présidence de l'INRA : sénateurs et députés valident la candidature de Philippe Mauguin, dircab de Le Foll - Public Sénat

Alors que sa nomination par François Hollande fait polémique, les députés et sénateurs ont validé ce mercredi la candidature de Philippe Mauguin, dircab de Stéphane Le Foll à la tête de l'INRA. Public Sénat

Honneur à l'indignité.

- Légion d'honneur : qui sont les décorés du 14 Juillet ? - lefigaro.fr

Chaque année, environ 3.000 personnes sont distinguées par la Légion d'honneur. Fondée par Napoléon Bonaparte en 1802, elle est la plus élevée des distinctions nationales. Elle compte aujourd'hui environ 93.000 membres, un chiffre stable depuis dix ans. Le code prévoit un maximum de 125.000 décorés vivants. lefigaro.fr

En famille.

- 4 Vérités - NKM : "Les idées de Macron ne me posent pas de problème" - Francetv info

Etat policier, monde militarisé

- Défense: Marine Le Pen (FN) veut que le budget soit "au minimum" à 2% et puisse "tendre vers les 3%" - AFP

Marine Le Pen, présidente du Front national, souhaite que le budget de la Défense soit "sanctuarisé" et "porté au minimum à 2% du PIB, puis tendre vers les 3%", dénonçant les "choix politiques irresponsables" de Nicolas Sarkozy, puis de François Hollande. AFP

- Affiches et fresque anti-police, Eric Ciotti saisit la justice - Reuters

Le député et président du conseil départemental des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti (Les Républicains), demande à la justice d'engager des poursuites à la suite de la publication d'affiches controversées contre la police par une branche de la CGT.

Ce proche de Nicolas Sarkozy, qui a annoncé sa plainte jeudi sur Twitter, vise également la réalisation "d'une fresque anti-police" sur un mur dans le cadre d'un festival de street art "subventionné par la commune de Grenoble" (Isère), oeuvre dont la destruction, qui était prévue, a eu lieu le 8 juillet.

"Ces publications stigmatisent l'action des forces de sécurité aujourd'hui confrontées à un niveau d'engagement particulièrement intense" écrit-il dans un courrier adressé au procureur de la République du tribunal de grande instance de Paris, lettre dont Reuters a obtenu une copie.

"A défaut d'avoir d'ores et déjà été saisi par Monsieur le ministre de l'Intérieur, il serait opportun que les faits visés fassent l'objet des poursuites qu'ils méritent à votre initiative", conclut-il dans les deux courriers relatifs aux affiches et à la fresque. Reuters

- Nest veut booster ses ventes d'objets connectés - LeMonde.fr

Après le départ de son fondateur, le spécialiste américain des produits connectés pour la maison mise sur la sortie d'une caméra d'extérieur pour développer ses ventes. LeMonde.fr

Bienvenue en oligarchie

- La bataille est culturelle et nous sommes en train de la perdre

Au nom du rationalisme et du chiffre, les politiques ont décidé de totalement ignorer la bataille culturelle et idéologique. Slate.fr

- S'habitue-t-on à vivre sous le terrorisme? - Slate.fr

- Donald Trump, le pantin de Poutine

Si le président russe pouvait désigner un candidat pour saper les intérêts américains (et favoriser les siens), il ressemblerait beaucoup au milliardaire. Vladimir Poutine a un plan pour détruire l'Occident, et ce plan ressemble beaucoup à Donald Trump. Slate.fr

- Le discours de Macron, un vrai renouveau du logiciel politique - Slate.fr

- Les insultes faites aux États par Boris Johnson, nouveau ministre des Affaires étrangères britannique - Slate.fr

- Royaume-Uni : Boris Johnson, ministre des bourdes étrangères - LeParisien.fr

- Plusieurs milliers de Vénézuéliens vont acheter leur papier toilette en Colombie

La pénurie de nourriture et de médicaments se transforme en crise humanitaire au Venezuela. Slate.fr

- L'Agence mondiale antidopage appelle à l'exclusion de la Russie des JO de Rio -

L'Agence mondiale antidopage a publié lundi un rapport qui démonte le système russe mis en place notamment lors des Jeux de Sotchi, en 2014. LeMonde.fr

- «Beaucoup de femmes et d'hommes, LGBT et noirs, sont victimes de racisme et d'homophobie»

Du 15 au 17 juillet se tiendra la première édition de la «Paris Black Pride». Une association propose, le temps d'un week-end, des événements culturels, des tables-rondes et des soirées pour réfléchir au quotidien d'une personne LGBT de couleur. Liberation.fr

La causerie des jours antérieurs.

Il y a à peine quelques jours j'interprétais la rupture de Mélenchon avec le PCF et le Front de gauche comme l'annonce de sa droitisation ou sa confirmation plutôt.

- Le NPA accuse Mélenchon de reprendre "la rhétorique de l'extrême droite" - AFP

Bingo, le voilà qui vient de reprocher à l'ouvrier polonais de venir bouffer le pain du brave ouvrier français, sans doute pour être en phase avec le discours dominant ou des commentateurs officiels qui ont interprété ainsi le Brexit contre lequel il était (J'en suis resté à son refus de rompre avec l'UE), histoire de récupérer l'effet du Brexit, le crétin n'ayant pas encore réalisé qu'il avait été confisqué ou qu'il avait été le produit d'une mise en scène des dirigeants de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Le Brexit présentait plusieurs avantages pour l'oligarchie :

- Montrer aux peuples de l'UE qu'il ne servirait à rien, puisque les liens existant entre l'UE et la Grande-Bretagne ne seraient pas rompus et aucune directive européenne intégrée dans la législation britannique ne serait abrogée, sauf peut-être celles encore trop contraignantes régulant la finance, bref, le tout concourant à renforcer le pouvoir de l'impérialisme britannique davantage lié à l'impérialisme américain et donc à l'oligarchie financière anglo-saxonne ;

- Qu'ils en paieraient les conséquences, démontrant qu'il n'existait pas d'alternative à l'UE...

Mélenchon est un populisme de droite incapable de s'assumer.

Il a soutenu l'opération ayant consisté à déverser brutalement des centaines de milliers de migrants sur l'Europe depuis la Turquie avec l'aval de Washington et de l'Otan, mais lorsqu'il s'est agi d'en assumer les conséquences sociales et politiques qui devaient favoriser l'extrême droite, il n'a rien trouvé de mieux que de s'en prendre à des travailleurs immigrés qui ne demandaient qu'à vivre de leur travail. Que faudrait-il faire une fois qu'ils sont sur le sol français, les jeter à la mer, les renvoyer chez eux les menottes aux poignets comme de vulgaires délinquants, les enfermer derrière des fils barbelés, les priver de travail, c'est ce que suggère Mélenchon.

A l'opposé depuis des années je me suis prononcé pour le rétablissement des frontières et l'abolition de Schengen qui profite aux esclavagistes et à l'extrême droite, partant du principe que c'était dans leur propre pays que les travailleurs devaient lutter pour l'amélioration de leur sort et pour en finir avec le régime qui les exploite et les opprime, car personne d'autres ne pourraient le faire à leur place.

Ceux qui n'ont pas compris ma position ont adopté celle de Mélenchon qui devait le conduire là où il en est, alors que je passais pour un réactionnaire sans jamais tenir le discours ignoble que vient de tenir ce charlatan.

J'ai l'avantage sur mes contradicteurs d'avoir immigré en Inde il y a bientôt 20 ans, le 16 août 1996, et donc d'avoir un statut particulier qui stipulait que je n'avais pas le droit de travailler et que j'ai violé, sans que les autorités n'en aient tenu compte, risquant toutefois à tout moment si elles l'avaient décidé, d'annuler mon visa et de me reconduire à la frontière ou de m'expulser.

Quand j'ai décidé d'aller vivre en Inde, j'ai pris une décision individuelle et j'entends qu'elle soit traitée à ce niveau, aussi je considère que je n'ai pas à revendiquer un statut différent de celui m'était proposé en connaissance de cause, je ne réclame aucun avantage particulier ni même d'être traité comme un Indien puisque je ne le suis pas, c'est à moi de m'adapter aux conditions qui m'ont été offertes avec les restrictions qu'elles comportaient ou de retourner en France si elles ne me convenaient pas.

Quand j'ai travaillé à l'Alliance française comme professeur de français, la responsable des cours avec laquelle je m'étais lié d'amitié était chargée de répartir les heures de cours entre les différents professeurs sachant qu'elle ne pourrait pas contenter tout le monde. Jamais je n'ai contesté ses décisions quand elles ne m'étaient pas favorables, estimant que les Indiens étaient prioritaires, car si moi j'avais le choix entre vivre en France ou en Inde, eux ne l'avaient pas.

Pour vous donner une meilleure idée de mon état d'esprit qui n'a rien à voir avec l'affairiste Mélenchon, j'ai été confronté à une situation analogue quand je faisais les études dirigées de classes de 6e et 5e au lycée français. Le proviseur décida de les donner à une professeur d'allemand installée en Inde de longue date, qui avait vu ses heures de cours amputées parce que peu d'élèves avaient choisi l'allemand en option, sa rémunération s'en trouvait réduite d'autant. En apprenant que je ne travaillerais plus au Lycée Français je n'ai pas protesté, j'ai estimé que cette décision était justifiée et j'ai embrassé Marion, on était pote.

La décomposition du mouvement ouvrier fut un acte politique délibéré.

Les opportunistes n'ont pas "donné corps dans la vie à ce mot d'ordre" « plus profondément dans les masses », ils l'ont ignoré !

(Extraits de la résolution du IIe congrès de l'Internationale Communiste)

- "Un des obstacles les plus graves au mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes développés dérive du fait que grâce aux possessions coloniales et à la plus-value du capital financier, etc., le capital a réussi à y créer une petite aristocratie ouvrière relativement imposante et stable. Elle bénéficie des meilleures conditions de rétribution ; elle est, par-dessus tout, pénétrée d'un esprit de corporatisme étroit, de petite bourgeoisie et de préjugés capitalistes. Elle constitue le véritable « point d'appui » social de la IIe Internationale des réformistes et des « centristes », et elle est bien près, à l'heure actuelle, d'être le point d'appui principal de la bourgeoisie. Aucune préparation, même préalable, du prolétariat au renversement de la bourgeoisie n'est possible sans une lutte directe, systématique, large, déclarée, avec cette petite minorité, qui, sans aucun doute (comme l'a pleinement prouvé l'expérience) donnera nombre des siens à la garde blanche de la bourgeoisie après la victoire du prolétariat.

Tous les partis adhérant à la IIIe Internationale doivent, coûte que coûte, donner corps dans la vie à ce mot d'ordre, « plus profondément dans les masses », en comprenant par masse tout l'ensemble des travailleurs et des exploités par le capital, et surtout les moins organisés et les moins éclairés, les plus opprimés et les moins accessibles à l'organisation."

(Quelle précision, quelle insistance... tombée dans l'oreille d'un sourd, mille fois hélas ! - LVOG)

(Un programme de "transactions aimables avec les capitalistes" ou de collaboration de classe avec les capitalistes était plus alléchant. - LVOG)

N'englobant que les ouvriers spécialisés les mieux rétribués par les patrons, n'agissant que dans des limites corporatives très étroites, enchaînés par un appareil bureaucratique, complètement étranger aux masses trompées par leurs leaders opportunistes, les Syndicats ont non seulement trahi la cause de la Révolution sociale, mais aussi celle de la lutte pour l'amélioration des conditions de la vie des ouvriers qu'ils avaient organisés. Ils ont abandonné le terrain de la lutte professionnelle contre les patrons et l'ont remplacé, coûte que coûte, par un programme de transactions aimables avec les capitalistes. Cette politique a été non seulement celle des Trade-Unions libérales en Angleterre et en Amérique, des Syndicats libres, prétendûment socialistes d'Allemagne et d'Autriche, mais aussi des Unions syndicales de France. (...)

(Politique dite contractuelle, négociations, réunions, conférences, dialogue social, accords en tous genres, etc. une trahison permanente. - LVOG)

On constate dans tous les pays capitalistes une croissance prodigieuse des Syndicats qui ne représentent plus maintenant l'organisation des seuls éléments avancés du prolétariat, mais celle de toute sa masse. En entrant dans les Syndicats, les masses cherchent à en faire leur arme de combat. L'antagonisme des classes devenant toujours de plus en plus aigu force les Syndicats à organiser des grèves dont la répercussion se fait sentir dans le monde capitaliste tout entier, en interrompant le processus de la production et de l'échange capitalistes. En augmentant leurs exigences à mesure qu'augmente le prix de la vie et qu'elles-mêmes s'épuisent de plus en plus, les masses ouvrières détruisent par cela même tout calcul capitaliste qui représente le fondement élémentaire d'une économie organisée. Les Syndicats, qui étaient devenus pendant la guerre les organes de l'asservissement des masses ouvrières aux intérêts de la bourgeoisie, représentent maintenant les organes de la destruction du capitalisme.

(D'où à cette époque l'intérêt d'y militer, ce qui ne sera plus le cas lorsque les syndicats accompagneront les fermetures d'usine, les délocalisations, la politique d'austérité, etc. Les syndicats ne représentent plus "les organes de la destruction du capitalisme" depuis le milieu des années 20, quand le stalinisme s'est emparé de la CGT, mais des organes de soutien au capitalisme, et après il y en a qui prétendent qu'ils seraient indépendants ! Oui, du socialisme, assurément. - LVOG)

3. Mais la vieille bureaucratie professionnelle et les anciennes formes de l'organisation syndicale entravent de toute manière cette transformation du caractère des Syndicats. La vieille bureaucratie professionnelle cherche partout à faire garder aux Syndicats leur caractère d'organisations de l'aristocratie ouvrière ; elle cherche à maintenir en vigueur les règles rendant impossible l'entrée des masses ouvrières mal payées dans les Syndicats. La vieille bureaucratie syndicale s'efforce encore de remplacer le mouvement gréviste qui revêt chaque jour de plus en plus le caractère d'un conflit révolutionnaire entre la bourgeoisie et le prolétariat par une politique de contrats à long terme qui ont perdu toute signification en présence des variations fantastiques des prix. Elle cherche à imposer aux ouvriers la politique des communes ouvrières, des Conseils réunis de l'industrie (Joint Industrials Councils) et à entraver par la voie légale, grâce à l'aide de l'Etat capitaliste, l'expansion du mouvement gréviste. Aux moments critiques de la lutte, la bourgeoisie sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale ; elle est soutenue dans ces tentatives par l'oeuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous rattachés les uns aux autres par le fait même de l'exploitation capitaliste. Elle s'appuie sur le pouvoir de la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière, bien que cette dernière soit sans cesse affaiblie par l'abolition des privilèges de divers groupes du prolétariat ; cette abolition s'explique par la décomposition générale du capitalisme, le nivellement de la situation de divers éléments de la classe ouvrière, l'égalisation de

leurs besoins et leur manque de sécurité.

C'est de cette manière que la bureaucratie syndicale substitue de faibles ruisseaux au puissant courant du mouvement ouvrier, substitue des revendications partielles réformistes aux buts révolutionnaires généraux du mouvement et entrave d'une manière générale la transformation des efforts isolés du prolétariat en une lutte révolutionnaire unique tendant à la destruction du capitalisme.

Etant donnée la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les Syndicats, et considérant le caractère objectivement révolutionnaire de la lutte que ces masses soutiennent en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des Syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du Communisme. Ils doivent prendre l'initiative de la création des Syndicats partout où ces derniers n'existent pas encore.

Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de Syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution des filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroite politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle écarte de la masse les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, et les pousse vers les chefs opportunistes travaillant pour les intérêts de la bourgeoisie... Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et l'influence que possèdent sur eux les leaders opportunistes ne pourront être vaincus que par une lutte de plus en plus âpre dans la mesure où les couches profondes du prolétariat apprendront par expérience, par les leçons de leurs victoires et de leurs défaites, que jamais le système économique capitaliste ne leur permettra d'obtenir des conditions de vie humaines et supportables, dans la mesure où les travailleurs communistes avancés apprendront, par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagandistes théoriques de l'idée communiste, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. Ce n'est que de cette façon qu'il sera possible d'écarter des Syndicats leurs leaders opportunistes, de mettre des communistes à la tête et d'en faire un organe de la lutte révolutionnaire pour le Communisme. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'arrêter la désagrégation des Syndicats, de les remplacer par des Unions industrielles, d'écarter la bureaucratie étrangère aux masses et de lui substituer un organe formé par les représentants des ouvriers industriels (Betriebsvertreter) en n'abandonnant aux institutions centrales que les fonctions strictement nécessaires.

(Sauf que voilà, "les couches profondes du prolétariat" ne vaincront pas "les leaders opportunistes" qui demeureront en place pour avoir fui ou n'avoir pas rejoint les syndicats, et elles ne tireront aucune leçon de luttes auxquelles elles ne participeront pas et dont le profit devait aller principalement à l'aristocratie ouvrière. C'est dans "les couches profondes du prolétariat" que l'on trouve de nombreux désespérés, dépressifs, psychopathes, cinglés, suicidaires, criminelles... - LVOG)

5. Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des Syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation économique à convaincre les larges masses ouvrières, que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière, correspondant aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière.

(Nos dirigeants attachent plus de prix à la forme des syndicats qu'à leur "but et à (leur) substance", aussi n'envisageront-ils jamais une scission, leurs partis ne s'en remettraient pas. - LVOG)

6. Partout où la scission entre les tendances syndicales opportunistes et révolutionnaires s'est déjà produite, où il existe, comme en Amérique, des Syndicats aux tendances révolutionnaires, sinon communistes, à côté des Syndicats opportunistes, les communistes sont dans l'obligation de prêter leur concours à ces Syndicats révolutionnaires, de les soutenir, de les aider à se libérer des préjugés syndicalistes et à se placer sur le terrain du Communisme, car ce dernier est l'unique boussole fidèle et sûre dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Partout où se cons tituent des organisations industrielles (soit sur la base des Syndicats, soit en dehors d'eux), tels les Shop Stewards, les Betriebsraete (Conseils de Production), organisations se donnant pour but de lutter contre les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie syndicale, il est bien entendu que les communistes sont tenus de les soutenir avec toute l'énergie possible. Mais le concours prêté aux Syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des Syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien au contraire, c'est en s'efforçant de hâter cette révolution de la masse des Syndicats qui se trouvent déjà sur la voie de la lutte révolutionnaire que les communistes pourront jouer le rôle d'un élément unissant moralement et pratiquement les ouvriers organisés pour une lutte commune tendant à la destruction du régime capitaliste.

7. A l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque de développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la Révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les

ouvriers, dans toutes les phases de la lutte économique, que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée et se chargera, sa dictature une fois établie, de l'organisation socialiste du pays. C'est en partant de là que les communistes doivent tendre à réaliser, dans la mesure du possible, une union parfaite entre les Syndicats et le Parti Communiste, en les subordonnant à ce dernier, avant-garde de la Révolution. Dans ce but, les communistes doivent organiser dans tous ces Syndicats et Conseils de Production (Betriebsraeie) des fractions communistes, qui les aideront à s emparer du mouvement syndical et à le diriger.

(Quelle horreur, laissez-les vivre s'écrient nos dirigeants ! Malheureux, laissez les syndicats subordonnés au PS et au PCF, aux partis de la réaction ou de la contre-révolution, donc à l'Etat et au capitalisme... - LVOG)

II

1. La lutte économique du prolétariat pour la hausse des salaires et pour l'amélioration générale des conditions de la vie des masses accentue tous les jours son caractère de lutte sans issue. La désorganisation économique qui envahit un pays après l'autre, dans une proportion toujours croissante, démontre, même aux ouvriers les plus arriérés, qu'il ne suffit pas de lutter pour la hausse des salaires et la réduction de la journée de travail, que la classe capitaliste perd de plus en plus la capacité de rétablir la vie économique et de garantir aux ouvriers ne fut ce que les conditions d'existence qu'elle leur assurait avant la guerre. La conscience toujours croissante des masses ouvrières fait naître parmi eux une tendance à créer des organisations capables d'entamer la lutte pour la renaissance économique au moyen du contrôle ouvrier exercé sur l'industrie par les Conseils de Production. Cette tendance à créer des Conseils industriels ouvriers, qui gagne les ouvriers de tous les pays, tire son origine de facteurs différents et multiples (lutte contre la bureaucratie réactionnaire, fatigue causée par les défaites essuyées par les Syndicats, tendances à la création d'organisations embrassant tous les travailleurs) et s'inspire en définitive de l'effort fait pour réaliser le contrôle de l'industrie, tâche historique spéciale des Conseils industriels ouvriers. C'est pourquoi on commettrait une erreur en cherchant à ne former ces Conseils que d'ouvriers partisans de la dictature du prolétariat. La tâche du Parti Communiste consiste, au contraire, à profiter de la désorganisation économique pour organiser les ouvriers et à les mettre dans la nécessité de combattre pour la dictature du prolétariat tout en élargissant l'idée de la lutte pour le contrôle ouvrier, idée que tous comprennent maintenant.

(On doit proposer aux travailleurs qui rejettent plus ou moins consciemment le régime et ses institutions, une forme d'organisation qui leur permette de s'adresser aux autres travailleurs, afin de partager leurs expériences et d'élever à leur rythme leur niveau de conscience au niveau du socialisme, de construire de nouveau comités ou conseils et par la même occasion construire le parti... - LVOG)

2. Le Parti Communiste ne pourra s'acquitter de cette tâche qu'en consolidant dans la conscience des masses la ferme assurance que la restauration de la vie économique sur la base capitaliste est actuellement impossible ; elle signifierait d'ailleurs un nouvel asservissement à la classe capitaliste. L'organisation économique correspondant aux intérêts des masses ouvrières n'est possible que si l'Etat est gouverné par la classe ouvrière et si la main ferme de la dictature prolétarienne se charge de l'abolition du capitalisme et de la nouvelle organisation socialiste.

Comment les staliniens exploitent le Brexit au nom de la "souveraineté nationale".

La libération du pays de la soumission à l'Euro, condition pour son développement et la souveraineté nationale - Jeronimo de Sousa, secrétaire général du PCP (parti communiste portugais) - Le Grand Soir

L'OTAN ou l'armée de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

- «L'OTAN, c'est l'empire américain sur lequel le soleil ne se couche jamais» - Par Russia Today - Le Grand Soir 12.07

L'Union européenne est depuis le traité de Lisbonne (2010) «un partenaire stratégique de l'OTAN», c'est-à-dire une succursale de celle-ci...

Pour souligner d'abord que la tenue du sommet relève du pur symbolisme. L'OTAN, c'est l'empire américain sur lequel le soleil ne se couche jamais; le sommet, c'est la cour de Versailles où il faut être vu en train d'orbiter autour du président-soleil pour exister. C'est une alliance dont les Etats-Unis assurent 72% du financement; les autres pays en sont des vassaux. Le symbolisme sert à en souder la solidarité : avec 29 pays membres et autant d'autres pays participants, il est évident que rien ne peut être décidé dans ses réunions elles-mêmes. Tout a été décidé à l'avance par on ne sait quelle méthode.

Un empire, c'est un projet universel légitimé par des gestes sémiotiques et par la menace d'un ennemi extérieur. Cet ennemi, c'est la Russie...

L'OTAN est devenu beaucoup trop grande pour pouvoir exister sans un ennemi presque aussi grand qu'elle.

Si Hillary Clinton est élue présidente des Etats-Unis en novembre, de nouvelles provocations sont une quasi-certitude en 2017. arretsurinfo.ch 12.07

Un scoop, une découverte avec près d'un siècle de retard.

- Après la lutte contre la loi travail, on peut établir une première certitude : le PCF/FDG est un usurpateur et il trahit les travailleurs. - Jimmy Dalledoo - Le Grand Soir 12.07

- La dictature du capital a donc besoin d'une opposition loyale, c'est-à-dire d'opposants qui resteraient acceptables pour la dictature du capital. Et c'est à ce petit jeu qu'aime jouer le PCF/FDG, qui n'est autre qu'une formation de type social-démocrate voulant rester à la gauche du PS, lui-même un des deux grands partis du capital. Le PCF usurpe le nom de communiste, alors qu'il n'est plus communiste depuis longtemps, car il a abandonné tous les principes communistes : dictature du prolétariat, lutte de classe, analyse matérialiste de l'État, etc, etc.

En conservant le non de « communiste », le PCF empêche la reconstruction d'un véritable parti révolutionnaire basé sur des principes communistes. Le PCF rallie donc une partie des couches populaires et les subordonne à la dictature du capital. Sa volonté de rester à la gauche du PS peut se constater dans des régions où le PCF est à la gauche du PS pour gérer ces régions.

Le PCF/FDG est donc une opposition loyale à la classe capitaliste et ils espèrent un bel avenir dans le capitalisme : le PCF/FDG est un sas de décompression pour la dictature du capital. Le PCF/FDG est donc un mensonge très organisé, faisant croire qu'ils seraient les défenseurs des intérêts des couches populaires : en réalité, il oriente ces couches populaires dans la gueule du loup.

Pour que ce mensonge puisse fonctionner, le PCF/FDG détient un outil efficace : la direction syndicale. En effet, la direction syndicale est fournie par le PCF/FDG. Il s'ensuit que c'est le PCF/FDG qui donne les directives politiques à certaines directions syndicales. Lors de la lutte sociale contre la loi travail, nous avons pu constater que le PCF/FDG était très présent dans la lutte syndicale. Lors de la lutte sociale contre la loi travail, les ballons du PDG, FDG, PCF flottaient aux côtés des ballons des organisations syndicales.

Les directions syndicales fournies par le PCF/FDG avaient donc pour consigne de développer la lutte économique, mais de stopper la lutte politique et idéologique. En effet, si cela avait été effectué, si le développement de la lutte de classe avait été complet, la véritable nature du PCF/FDG aurait été avouée : les travailleurs auraient pris conscience que le PCF/FDG veut rester à la gauche du PS et prendre sa place dès que possible.

S'ajoutent aussi des perspectives électoralistes, car après l'élection présidentielle de 2017, il y aura les élections législatives et le PCF/FDG aura besoin du PS pour décrocher des mandats et conserver ses mandats en cours. Il fallait donc pour le PCF/FDG développer la lutte économique contre la loi travail au maximum, afin d'absorber la colère des masses en les asphyxiant économiquement (la grève est limitée car il faut payer les factures et pouvoir se nourrir).

Ceci étant dit, une ligne de démarcation doit être effectuée entre les directions syndicales fournies par le PCF/FDG d'un côté, et les militants et travailleurs à la base de l'autre : il y a même contradiction entre les deux. La solution au problème est d'arracher ce masque social du PCF/FDG dans un premier temps, car il oriente les travailleurs dans la gueule du loup. Il faut en finir avec ces usurpateurs du PCF, afin de reconstruire un véritable parti révolutionnaire pour les travailleurs.

De là renaîtrait un syndicalisme de classe et de lutte et dans laquelle les idées révolutionnaires seraient dominantes. Les travailleurs organisés, conscientisés et armés idéologiquement seraient alors en capacité d'en finir avec ce système pourri et d'en finir avec le mode de production capitaliste.

La seule solution, c'est le socialisme ! Le Grand Soir 12.07

Commentaires d'internautes

- *Texte parfaitement lumineux...*

Cependant le problème à prendre en compte est l'écart entre l'espace et le temps de la prise de conscience.

Combien a-il fallu de trahisons, de reniements de la part de dirigeants félon pour pouvoir publier un tel texte sur un site ou dans un média anti-système tels que LGS, (Et sur d'autres médias), sans se retrouver couvert d'anathèmes allant de "valet de l'Impérialisme" à "traître à la classe ouvrière" ?

Et ceci par des militants sincères qui en parallèle avaient rejeté en bloc les notions de "lutte de classe" ainsi que celles de "dictature

du prolétariat". Des militants qui alors prônaient alors sans arrêt la nécessité de séparer les actions politiques, économiques et syndicales alors que toutes ces actions ne peuvent fonctionner que par syncrétisme interactif.

Combien -t-il fallu de coup de pieds au cul et de baffes de la part de ces dirigeants ignares, incapables ou félons, à ces militants pour que ces derniers se rendent compte de l'état réel des lieux ?

Je n'exagère pas. J'ai écris et rendu public dans le PCF et dans la CGT à mon niveau local il y a plus de 20 ans une analyse presque équivalente. Et même à l'époque je n'étais pas seul, loin de là, à penser ainsi ; nous n'avons obtenu que des quolibets, des accusations de trahison même pas voilées, ou pour ceux qui nous aimaient bien une commisération certaine.

Le vrai problème n'est pas simplement la partie visible de l'iceberg, soit le constat qui vient d'être fait de la déstructuration des organismes "révolutionnaires" suite à ce vide de coordination, mais surtout le fait que c'est dans la conscience même des masses que le travail de déstructuration a été réalisé de l'intérieur de nos orgas par des dirigeants syndicaux et politiques que je ne citerai pas mais que nous connaissons tous très bien.

Pour cela ils ont utilisé la désinformation, l'acculturation des militants, la destruction des systèmes d'éducation politiques et syndicaux au sein de nos orgas, et la trahison de la confiance aveugle de nos militants, quand ça n'est pas l'appel aux instincts les plus bas de l'opportunisme humain.

Aujourd'hui, même si de plus en plus de camarades et de travailleurs sont à même de faire ce constat, on peut tout de même regretter que cela se réalise à travers une des plus graves atteintes aux droits fondamentaux alors que le temps est compté et que la menace d'atteintes bien plus graves y compris envers les libertés publiques tout simplement sont à l'ordre du jour.

Ca n'est pas tout de faire les bonnes analyses, et de découvrir le taureau lorsqu'on en voit les c.....s mais ça n'est certainement pas ainsi qu'on peut gagner les guerres. Ca sert tout au plus à désigner des boucs émissaires, qui de toute façon sont à l'abri, pour se dédouaner de n'avoir pas su être vigilants et actifs, ainsi qu'à à s'auto-flageller inutilement.

Et ce que nous vivons aujourd'hui est bien une "guerre". Non pas une simple "lutte de classe" avec un sous-entendu de fair-play et de sport lié au concept de "lutte", mais une vraie "guerre de classes", sinon même un "génocide de classes" dans certaines parties de la planète dont nous ne sommes pas exclus de faire partie un jour ou l'autre.

Je sais que pour des "pacifistes" le concept de "guerre" sonne comme un "gros mot" imprononçable, mais si on continue à jouer à l'autruche et à attendre après d'hypothétiques hésitations ou remords de nos ennemis pour les empêcher de nous nuire, si nous continuons à mener nos stratégies selon leur canevas, dans 10 ou 20 ans, si ça n'est pas avant, nous ou nos enfants n'auront pas dans leur esclavage le souci de savoir si ce type d'analyse peut s'écrire ou pas... Ou si c'est politiquement correct ou pas.

Je souhaite donc à tous ceux qui au travers de ce texte se rendent enfin compte dans quelle m...e nous sommes, et dans quelle situation nous avons entraîné ceux que nous avions vocation à défendre et à aider d'enfin comprendre qu'il faudrait qu'ils commencent à penser par eux-même et surtout à apprendre à se battre en commun.

Qu'ils comprennent aussi qu'aider les travailleurs ça n'est pas uniquement de poser des emplâtres sur les jambes que le capital a coupés, (afin d'apaiser l'opinion publique au bénéfice des coupeurs de jambes), mais que c'est avant tout montrer et démontrer aux travailleurs par notre exemple qui sont leurs vrais amis et qui est leur seul et unique ennemi.

Politiquement, socialement, syndicalement ; et les trois à la fois si possible.

Il est temps de recréer un vrai Parti communiste révolutionnaire, de vraies orgas sociales de masse, et un vrai syndicat CGT qui travaillent en symbiose." Fin.

Je vous fais grâce de la note nostalgique figurant à la suite de ce commentairen vantant le glorieux passé du PCF qui servait en réalité les mêmes intérêts qu'aujourd'hui, le régime en place.

Ce constat est juste mais insuffisant, encore un effort et vous parviendrez peut-être aux mêmes conclusions que nous. Dans ce commentaire figure des éléments qui expliquent également la scission du POI et la dislocation de l'avant-garde après la mort de Trotsky.

En gros, la question qui est posée aux militants ouvriers est de savoir si oui ou non nous seront capables un jour de renouer avec le marxisme. Attention aux apparences, il est facile de concevoir un discours aux accents marxistes, aussi faut-il veiller à ce qu'il ne s'accompagne pas d'un double langage consistant à refuser de rompre avec les appareils vendus des syndicats ou de caractériser de droite le PS et ses satellites ou alliés électoraux...

Alors que tout le monde sait que la Turquie sert légalement de base arrière aux barbares de l'Emirat islamique et d'al-Qaïda.

- Paris s'interroge sur La fiabilité d'Ankara face à l'EI - Reuters

La France posera la semaine prochaine à Washington lors d'une réunion de la coalition militaire la question de la fiabilité de la Turquie dans la lutte contre le groupe Etat islamique, a déclaré dimanche Jean-Marc Ayrault. Reuters

- Alain Juppé estime que la Turquie n'a pas sa place dans l'UE -

L'ancien Premier ministre français Alain Juppé a plaidé lundi pour un arrêt de l'élargissement de l'UE, estimant que la Turquie n'y avait pas sa place et demandant la suspension des négociations avec les pays des Balkans. AFP

Syrie. L'Agence Française de Propagande est bien le porte-parole des putschistes du Pentagone.

Désinformation et propagande en faveur des barbares de Daesh et du Front al-Nosra qualifiés de rebelles.

- Syrie: les quartiers rebelles d'Alep totalement assiégés par l'armée - AFP

Les quartiers est de la ville septentrionale d'Alep tenus par les rebelles sont maintenant "complètement assiégés", a indiqué dimanche une ONG, après que l'armée syrienne a repris le contrôle de la dernière route d'approvisionnement y menant.

"Les combattants du régime sont désormais sur la route du Castello et l'ont totalement coupée", a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). De ce fait, "les quartiers de l'est sont complètement assiégés", a-t-il ajouté. AFP

- Syrie : John Kerry s'accorde avec la Russie - Réseau Voltaire 15.07

Le secrétaire d'État John Kerry s'est rendu en urgence à Moscou. Il a successivement rencontré le président Vladimir Poutine, puis le ministre des Affaires étrangères Sergeï Lavrov.

Le secrétaire d'État était venu proposer de joindre les efforts militaires états-uniens et russes contre Daesh, ainsi que l'avait proposé la Russie plusieurs fois en vain.

La discussion devait porter sur les groupes à attaquer et ceux à préserver. Jusqu'ici, Washington soutient une distinction entre jihadistes étrangers qu'il condamne et opposition syrienne modérée qu'il encadre. Cependant, lors du Festival d'Aspen, John Kerry avait surpris ses auditeurs en déclarant : « Il y a plusieurs sous-groupes de Daesh et du Front al-Nosra, notamment Jaysh al-Islam et Ahrar al-Sham, qui ne respectent pas les conditions du cessez-le-feu et mènent des combats ».

Jaysh al-Islam (Armée de l'islam) est un groupe financé par l'Arabie saoudite et encadré, jusqu'au Brexit, par des SAS britanniques. Son représentant, Mohammed Allouche, a présidé la délégation de l'opposition « modérée » aux pourparlers de Genève. Il est particulièrement actif dans la région de Damas.

Ahrar al-Sham (Mouvement islamique des hommes libres du Sham) est un groupe créé au tout début de la guerre contre la Syrie, avant même l'Armée syrienne libre, par la Turquie qui l'encadre. Il est financé par le Qatar et ses relations publiques étaient assurées jusqu'au Brexit par le MI6 britannique. La plupart de ses dirigeants sont membres d'al-Qaïda, mais l'organisation elle-même n'y est pas affiliée. Ainsi, le groupe a-t-il pu publier une tribune libre dans le Washington Post. Il est particulièrement actif dans le gouvernorat d'Alep.

La coordination militaire entre la Russie et les États-unis devrait se faire depuis la Jordanie. Après quatre ans de guerre, les deux Grands seraient convenus d'une interprétation unique du Communiqué de Genève (2012) : la création d'un gouvernement d'union nationale sous la présidence de Bachar el-Assad.

Il n'est toujours pas confirmé que la Maison-Blanche ait approuvé l'accord de Moscou. Réseau Voltaire 15.07

Haut de page

Le 21 juillet 2016

CAUSERIE

Il est tard, 22 h10 à Pondichéry. Je viens de faire une petite balade la nuit en scooter dans la campagne, en fait une course, c'était super.

J'ai passé l'après-midi à terminer l'enclos pour les chèvres, je l'avais fait trop bas, encore une nouvelle expérience. C'est leur nouveau logis. Elles sont paumées et elles pleurent dès qu'elles ne me voient plus, alors quand je suis dans la maison je leur parle, au moins j'ai enfin quelqu'un à qui parler ! J'ignore tout des chèvres. Elles sont adorables, pendant que je bossais elles sont venues me lécher les bras, j'en ignore la signification, je les ai caressées, je n'imagine pas ces braves bêtes animées de mauvaises intentions, j'ai l'impression qu'elles sont très sensibles, on se ressemble, quoi.

En sirotant mon cocktail ce soir, je me suis fait une réflexion qu'il va falloir creuser, je me suis dit qu'il existait un lien entre leur propagande pour la liberté d'expression, les lois liberticides qu'ils adoptent, la violence aveugle qu'ils suscitent par leur politique, le contrôle de la population qu'ils exercent, ces facteurs s'articulant de différentes manières selon qu'il s'agit de la France ou des Etats-Unis, la France ayant la palme de la provocation, de l'arbitraire et de la répression depuis que le tandem Hollande-Valls gouverne. A suivre.

Serais-je devenu anti-américain sans le savoir ?

Hier soir pour me détendre un peu en début de soirée avant de regarder *La fille du puisatier* de Pagnol, j'ai regardé trois courtes vidéos, Lenny Kravitz (American woman) avec une amazone à la batterie à vous faire devenir sado-masochiste, Lynyrd Skynyrd (Sweet home Alabama), fucking de sudistes racistes, ZZ Top (Legs), fucking de texans, en fait je ne comprends pas trop les paroles et je m'en tape, seule la musique m'intéresse, et à part quelques groupes anglais et un groupe allemand, 95% de la musique que j'écoute depuis 50 ans est américaine.

J'ai bien enregistré un concert de Georges Brassens, de Jacque Brel et de Léo Ferré, mais je n'en ai écouté que de courts morceaux, je n'accroche pas, cela ne me fait pas rêver, ne m'inspire rien, pour déconner, je dois être trop américanisé ! Je fais partie de la génération post-soixante-huitarde, Brassens et Ferré étaient déjà morts politiquement, et Brel avait déjà pris sa retraite (son dernier concert remonte à 1964) aux Marquises, on pourrait ajouter Antoine qui l'imita plus tard, "pourquoi, pourquoi ces canons"... parti de Liverpool j'allais atterrir à Nashville... pour finir ma vie en Inde. Entre temps j'allais découvrir la musique classique et devenir fan de Beethoven (ses sonates), le jazz et adorer John Coltrane (Meditation), la musique indienne avec Ravi Shankar, en passant par Kingston avec Bob Marley, et un détour surprenant plus tôt adolescent par James Brown, bref, j'étais voué à devenir internationaliste ou citoyen du monde.

J'allais faire preuve du même éclectisme en littérature, philosophie, cinéma, etc. voyager, vivre sur plusieurs continents, étudier un tas de sujets pendant des décennies, déménager plus de 25 fois, bosser dans plus de 45 entreprises, rencontrer tant de gens différents que je ne vois pas comment je pourrais être devenu anti-américain, anti-français ou je ne sais quoi, raciste, bobo, homophobe, sexiste, conspirationniste, gauchiste, sur quelle base sociale, c'est ridicule, dans quel intérêt, aucun puisque je suis relativement épanoui et mentalement équilibré, intellectuellement développé, matériellement satisfait, sexuellement et sentimentalement comblé, là cela devient grotesque et je vais me fâcher. Il n'y a que sur le plan politique où je me sens frustré, mais c'est aussi de ma faute, donc j'assume.

Si j'ai quitté la France, c'est parce que je ne me voyais pas devoir me battre avec mes semblables pour avoir un boulot et le conserver, faire preuve de bassesses et d'hypocrisies, faire un tas de concessions humiliantes, le tout dans une ambiance nauséabonde, je parle de mon entourage direct, de ma famille. J'ai déserté parce que je n'avais plus d'avenir en France, je devais recommencer une nouvelle vie ailleurs ou l'abréger, j'y ai pensé évidemment. Et dire que j'étais casanier au possible, je n'étais pas du tout préparé à ce changement radical d'existence, j'y ai été contraint par la force des choses comme d'autres se suicident ou commettent des actes monstrueux qui leur oteront la vie et faucheront celle de leurs innocentes victimes. Sans le 11 septembre 2001 je ne serais peut-être jamais revenu à la politique et j'ignore comment j'aurais vécu depuis, comme un légume sans doute, j'aurais régressé, dégénéré, comme quoi je suis ingrat avec le Pentagone, quelle bonne idée d'avoir réalisé ce coup le jour de mon anniversaire, un jour mémorable, mieux qu'un vulgaire feu d'artifice un 14 juillet !

Cela dit, anti ou pro-américain, c'était se situer sur le terrain où notre ennemi veut nous entraîner, et si malgré tout je l'ai traité ainsi, c'était parce que je ne crains pas la controverse.

Aux Etats-Unis, un homme à une station service, dans un cinéma, une école, une entreprise, une boîte de nuit, un supermarché, un parking, bref n'importe où, sort une arme de guerre et tire sur tout ce qui bouge, hommes, femmes et enfants réalisant un carnage, quoi de plus naturel en oligarchie.

Ah oui, c'est vrai, vous n'y étiez pas préparés, on vous avait présenté les Etats-Unis comme une démocratie et vous l'aviez cru béatement, trop tard pour réagir, vous y êtes en France aussi !

Ah vous aviez un train de retard, c'est dommage, navrant, pathétique ! Si cela vous effraie, regardez-vous donc dans un miroir, attention, vous allez vous faire peur !

A vous entendre vous qui saviez tout, en fait vous ne saviez rien, c'est bien cela n'est-ce pas ?

En fait, c'est faux, vous saviez pertinemment ce qui était en train de se passer, mais cela vous arrangeait de faire comme si vous ne le saviez pas en pensant que vous seriez toujours épargnés, et bien c'est raté la réalité vous rattrape au moment où elle est devenue un vrai cauchemar, et vous n'en êtes qu'au hors d'oeuvre, voyez où en sont rendus les Américains, la plupart sont dégénérés, lobotomisés, déshumanisés. Plus de 365 millions d'armes à feu sont en circulation aux Etats-Unis, il suffirait que chaque Américain tire une balle sur un de ses concitoyens pour que le peuple américain disparaisse.

Si tu ne bois pas de Coca Cola et que tu ne manges pas de McDo, c'est que tu n'es pas normal, c'est ce qu'on m'a sorti en France pas aux Etats-Unis, pas hier, il y a environ 30 ans déjà.

Il y a à peu près 40 ans un de mes potes était allé en vacances aux States, il avait loué une grosse bagnole américaine et il était revenu émerveillé. Il bossait comme magasinier dans une boîte américaine, il était fan de Jimi Hendrix et grattait Woodoo Child sur une Fender Stratocaster, il fumait des pétards tous les jours, c'est lui qui m'a fait connaître Informations ouvrières. Quand je l'ai revu 20 ans plus tard, il était devenu chef magasinier dans la même boîte, il habitait dans la HLM de ses parents, il n'écoutait plus Hendrix, il ne se défonçait plus, et il était devenu un sympathisant du PS histoire de ménager ses intérêts.

Quand ils ont rasé une partie de Puteaux pour construire les tours de la Défense j'étais encore un gosse, un grand gosse plutôt niais, très niais, sans que je sache pourquoi parce qu'à cette époque je n'étais pas foutu d'aligner deux idées l'une derrière l'autre, je me suis dit qu'on était en train de s'américaniser. Il faut dire que tous les dimanches soirs à l'ORTF, on avait le droit à un film américain, un film de guerre ou un film policier de préférence, la virilité, la force, la haine, la violence, le pouvoir étaient au rendez-vous, ils étaient déjà omniprésents.

- Pour réussir dans la Silicon Valley, les Français apprennent à s'américaniser - Slate.fr 20.07

Que cela soit dit une fois pour toute, c'était un terroriste et ce fut un attentat.

Mohamed Lahouaiej Bouhlel picolait, se défonçait, il était obsédé sexuel, bisexuel, il se prostituait semble-t-il, il était violent, dépressif, bref, un déchet tel que la société en fabrique à la pelle et va en fabriquer de plus en plus.

Nos héritiers du trotskysme qui prétendaient assurer la continuité du marxisme, emploient volontiers la sémantique des représentants du capitalisme ou ses porte-parole en parlant de terrorisme, alors qu'on a à faire au lumpenprolétariat qui se caractérise par l'absence de conscience politique, à ne pas confondre avec les anarchistes qui peuvent commettre des attentats à caractère politique.

AFP - "Aucun élément de l'enquête ne démontre à ce stade l'allégeance" du Tunisien au groupe État islamique (EI), qui a revendiqué l'attentat, selon le procureur de la République de Paris, François Molins. AFP 19.07

Le tueur de Nice : Amateur de femmes et d'hommes… - Arrêt sur Info 18.07

Le tueur de Nice : Bisexuel, obsédé…

La police française a interpellé un homme de 73 ans, identifié comme le principal amant de Mohamed Lahouaiej Bouhlel, auteur de l'attaque, jeudi dernier, à Nice.

«Ce terroriste peut être qualifié d'obsédé sexuel au regard des auditions de ses différent(e) s partenaires», indique le journal »20 Minutes » citant un proche de l'affaire. Arrêt sur Info 18.07

- Valls: face au terrorisme, "nous devons plus que jamais faire bloc" - AFP

Manuel Valls a estimé mardi soir qu'il fallait "plus que jamais faire bloc" et prendre les mesures "qui s'imposent" face au terrorisme, en ouverture du débat à l'Assemblée nationale sur une quatrième prolongation de l'état d'urgence post-attentats. AFP 19.07

- Jacob à Valls: "contre le terrorisme, on n'a pas le droit de dire qu'on a tout essayé" - AFP

Le chef de file des députés LR, Christian Jacob, a lancé mardi au Premier ministre Manuel Valls que "contre le terrorisme, on n'a pas le droit de dire qu'on a tout essayé", lors du débat sur la prolongation de l'état d'urgence post-attentat de Nice. AFP 19.07

- L'état d'urgence va être prolongé de six mois - AFP

Cinq jours après l'attentat de Nice, l'Assemblée nationale devait prolonger mardi soir l'état d'urgence de six mois, le gouvernement satisfaisant une demande d'une partie de l'opposition, dans un climat gauche-droite tendu et de surenchère politique.

Le projet de loi va rétablir les perquisitions administratives et permettre d'exploiter les données des ordinateurs et téléphones saisis. AFP 20.07

- Le terrorisme, un processus de vieillissement accéléré - Slate.fr

Une année de terrorisme nous fait vieillir de plusieurs siècles. Slate.fr

Il nous ramène plutôt des siècles ou des millénaires en arrière, là où veut nous conduire l'oligarchie...

- Le fantasme de la sécurité à tout prix - Liberation.fr

L'inquiétude de la population, la réponse à la menace, le contexte électoral : tout pousse les politiques à céder au tout-sécuritaire. Avec quels risques pour les libertés ? Liberation.fr

Lobotomie des générations à venir ou des futurs esclaves en oligarchie.

Après la sodomie qui devrait être enseignée dès la maternelle pour que vous puissiez vivre librement votre sexualité et éviter bien des frustrations par la suite, voici comment enclencher le processus de la désagrégation schizoïde de la personnalité, afin que vous ne soyez jamais mentalement équilibré sans en avoir conscience.

- «Parler de l'attentat de Nice en colonie de vacances, c'est une bonne idée» - LeFigaro.fr

Le gouvernement a décidé de transmettre aux directeurs de colonies de vacances, un texte pour aborder auprès des tout-petits, l'attentat de Nice qui a endeuillé la France le 14 juillet. Une bonne idée ? LeFigaro.fr 19.07

Comment créer un climat propice à l'épanouissement du néolibéralisme ?

- Comment l'attentat de Nice a-t-il provoqué un climat malsain en France ? - lefigaro.fr 21.07

Comment cette horreur a-t-elle conduit certaines personnes à ce type d'agissements ? Eléments de réponse avec Olivier Douville, psychologue clinicien et psychanalyste.

Il nous explique que "certaines personnes, atteintes de troubles psychologiques (...) ont l'impression de pouvoir enfin jouer un rôle dans une histoire de laquelle elles avaient été exclues", effectivement, à l'instar de Mohamed Lahouaiej Bouhlel qui était pour le moins particulièrement perturbé sur le plan psychologique sans en rechercher les causes sociales, ce qui ne lui viendra pas à l'esprit puisqu'il a adopté la version officielle de l'attentat terroriste. Vous voyez à quoi cela mène d'adopter aveuglément la version officielle, à ignorer tout un pan de la réalité qu'on interprètera de manière erronée par conséquent, sans remonter à ses origines.

Sans en avoir conscience semble-t-il, il fait ensuite référence à l'objectif de la guerre idéologique et psychologique que mènent les représentants de l'oligarchie et par quels moyens elle compte y parvenir : "Notre société risque de devenir malade si la peur génère l'indifférence, la xénophobie ou plus largement le rejet", à l'instar des Américains que les peuples de l'UE sont invités à imiter. Pour finalement adopter le discours néolibéral de Bush ou Valls : "Notre culture politique doit adopter une vision globale du terrorisme. Il faut que chacun comprenne qu'il s'agit d'un mal qui touche non pas seulement notre pays mais de nombreux Etats. La peur (...) peut conduire à des clivages entre «les bons et les méchants.»", sans évoquer une seule fois le développement des inégalités et des injustices qui en sont le corrolaire et qui sont à l'origine de tous les maux de la société ou plus précisément la survie du capitalisme.

Un abonné du Figaro résumait bien l'état d'esprit qui anime la réaction :

- "*... je côtoie beaucoup d'Allemands et avec la politique actuelle , ils sont beaucoup moins ouverts, les choses changent et les occidentaux en ont marre de ce radicalisme et de ces jeunes qui refusent de rentrer dans le cadre de la société ... Et soyons clair des jeunes des cités ils y en a qui s'en sortent très bien donc c'est possible et pour les rebelles, nos lois pénales devraient être plus dures, plus fermes et ça en calmerait déjà une bonne partie, ça les forçerait aussi à rentrer dans le moule de la société mais en France nous sommes beaucoup mais beaucoup trop gentils et souples.*

Pour finir on en souhaiterait presque que la police ait les mêmes droits qu'au USA, ou du moins pendant un certain temps peut être ça remettrait l'église au milieu du village..."

Rassurez-vous le gouvernement ou le législateur y pense. Nous traduirons ce discours par la nécessité politique de faire sauter "le cadre de la société" qui interdit à tous les jeunes et à tous les travailleurs de pouvoir vivre décemment de leur travail, de s'épanouir sur le plan individuel, de profiter du progrès social...

Etat policier.

État d'urgence prolongé : les nouvelles mesures concernant les fouilles - Francetv info

Les policiers auront désormais le droit de fouiller un bagage ou un coffre de voiture grâce aux mesures complémentaires adoptées dans le cadre de la prolongation de l'état d'urgence. "Ouvrir son coffre ou sa valise va être, dans le cadre d'un contrôle d'identité, une obligation. Avant le vote de cette nuit, il n'y avait que le douanier qui avait le droit de fouiller dans nos affaires. Dorénavant, la voiture n'est plus considérée comme un domicile, mais c'est en revanche considéré comme un lieu privé. Jusqu'à présent, les policiers et gendarmes devaient respecter un certain nombre derègles", explique Dominique Verdeilhan en plateau.

3 mois de prison et 3 750 euros d'amende pour refus d'obtempérer

C'était difficile pour eux hors des heures légales, mais possible en cas de flagrant délit. En revanche, ils avaient l'obligation de demander l'accord du procureur si le conducteur était opposé à cette perquisition. "Il faut rappeler que ce ne sont des dispositions applicables que dans le cadre de l'état d'urgence. Si on refuse d'ouvrir son coffre ou sa valise pour une fouille, cela s'analyse comme un refus d'obtempérer qui peut couter jusqu'à trois mois de prison et 3 750 euros d'amende", conclut le journaliste. Francetv info 20.07

La stratégie du chaos et de la guerre

La stratégie du chaos et de la guerre (pour parvenir à leur fin), vous avouerez que le titre d'une de nos rubriques était bien choisi.

On attend de voir la suite, mais jusqu'à présent tous les partis dits ouvriers se sont toujours alignés sur les versions officielles, du 11 septembre 2001 au carnage du 14 juillet 2016 à Nice en passant par le Brexit...

Quelques exemples.

NPA - Massacre de Nice - 18.07

- Ces attentats vont justifier tous les discours...

Mais n'est-ce pas la barbarie des guerres d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie ou d'Afrique qui a engendré le chaos social et politique, la misère sociale dont se nourrit Daech, et qui met en mouvement des tueurs animés de son idéologie apocalyptique et meurtrière?

Pour le NPA il s'agit d'un attentat commis par un tueur animé par l'idéologie de Daech, donc un terroriste.

LO - L'attentat de Nice et ceux qui exploitent l'émotion - 18.07

Même si ce n'était pas un attentat, puisque Hollande et Valls ont dit que cela en était un, pour LO également, cela en sera forcément un, même si l'évidence prouve le contraire :

- "Qu'il l'ait voulu ou non, son acte a pris une signification politique parce que foncer dans une foule, écraser enfants, femmes, hommes en voulant faire le plus de morts possible, correspond à la politique voulue par Daech, qui a d'ailleurs fini par revendiquer l'attentat.

- Cette organisation terroriste veut dresser un mur de haine dans la population. (...)

- Sur le plan intérieur, l'attentat de Nice...

La propagande officielle qui consiste à faire en sorte que la population écoeurée au dernier degré se détourne sans nuance de la politique ou se sente impuissante ou dépasser par les événements, et laisse les deux partis officiels de l'ordre, LR et le

PS, gouverner tranquillement.

La guerre et la violence que l'Etat peut exploiter sont la poursuite de la même politique sous une autre forme, afin que ses représentants appliquent les mesures que nécessite la crise du capitalisme et qu'ils ne pouvaient pas ou qu'ils ne pourraient pas imposer au peuple autrement.

POI. Brexit

Il y a ceux qui font preuve d'honnêteté intellectuelle, de perspicacité et de lucidité, qui cherche à comprendre et qui pour cela observent sereinement le développement de la situation, tiennent compte de l'ensemble des faits avant de livrer leurs analyses ou conclusions, et puis il y a les manoeuvriers professionnels, les faussaires toujours prêts à instrumentaliser les faits qu'ils ont soigneusement sélectionnés en déformant la réalité pour uniquement justifier leur politique, s'agissant du POI, pour nous vendre le front unique avec les organisations qui nous a mené où nous en sommes.

Les faits ont amplement démontré à travers une multitude de réactions politiques et l'orientation des bourses ou des marchés depuis le 24 juin, que le Brexit avait été une victoire pour ceux qui avaient décidé d'organiser ce référendum, au-delà de leurs espérances puisque tous les partis ont repris en choeur la version officielle prouvant à quel point ils étaient sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante et incapables de faire preuve d'indépendance.

- Communiqué du bureau national du POI - samedi 25 juin 2016 : Une onde de choc mondiale

- Wall Street termine en hausse avec de nouveaux records - Reuters 20.07

Les "marchés financiers européens (...) se sont effondrés", patati patata, cela a duré en tout et pour tout 24 heures. N'étant plus lecteurs d'Informations ouvrières, j'imagine sans prendre le moindre risque que par la suite le POI n'a pas rectifié son interprétation du Brexit. Passons.

Pour éviter les jalousies...

POID. Les réseaux sociaux gangrenés par la réaction.

Le POID dispose d'une page Facebook. Dans cette page figure des infos sur l'actualité et des lecteurs peuvent laisser des commentaires.

J'en ai trouvé un daté du 9 juillet particulièrement scélérat qui explique que s'abstenir aux élections, c'est faire le jeu de l'extrême droite, et appeler à l'abstention carrément militer pour le FN. Qui en est l'auteur ? Apparemmet un militant du mal nommé Parti de gauche qui assure ainsi la promotion de l'ex-ministre de Chirac, Mélenchon, candidat à l'élection présidentielle de 2017.

Il pose une question : "Le fait de ne pas voter amènera-t-il un changement ?", servira-t-il à quelque chose et formule la réponse : "Strictement à rien parce que ça ne fera rien changer." Il suffit d'inverser cette question pour comprendre pour qui roule le PdG : Le fait de voter amènera-t-il un changement ? Servira-t-il à quelque chose ? Réponse : "Strictement à rien parce que ça ne fera rien changer" sinon cela se saurait depuis que le vernis démocratique trompeur du suffrage universel existe. En fait ce n'est pas tout à fait exact, il sert les intérêt du régime.

Le suffrage universel a servi essentiellement à faire croire aux masses exploitées qu'il serait possible de satisfaire leurs besoins ou aspirations sous le régime capitaliste et dans le cadre des institutions en place, de manière à ce que la classe dominante conserve le pouvoir et ses privilèges, ce qui a amené le parti qui allait gouverner à l'issue de chaque élection à octroyer des concessions à la marge au peuple histoire d'alimenter cette illusion dans le régime. Il n'a pas été conçu pour changer les bases de la société mais au contraire pour en assurer leur pérennité, cautionner, légitimiter les rapports sociaux de production ou d'exploitation en vigueur.

Le suffrage universel devait desservir le mouvement ouvrier et sa cause, dans la mesure où il allait se transformer en un puissant instrument de sa corruption. Il avait aussi comme vertu suprême si l'on peut dire, d'être à la base la négation de la lutte des classes, dès lors qu'il n'était pas l'expression collective de la conscience politique d'une classe, mais d'aspirations individuelles ou de travailleurs atomisés.

Par excellence, le suffrage universel est un instrument de la collaboration de classes, considérant que tous les électeurs seraient égaux en droit ou partageraient le même statut, alors qu'en réalité ils appartiennent à des classes distinctes aux intérêts antinomiques et irréconciliables.

On pourrait dire qu'il fut une revendication démocratique bourgeoise au XIXe siècle, et après avoir été satisfaite elle s'est transformée immédiatement en un instrument antidémocratique destiné à asservir plus solidement les travailleurs au régime en place. Hormis quelques rares exceptions qui confirment la règle, principalement en Allemagne et en Russie au début du XXe siècle, les élus au suffrage universel ne servirent que les intérêts de la réaction, j'entends fondamentalement et en aucun cas le socialisme.

L'auteur de ce commentaire, Hugo Rossi, est un contre-révolutionnaire partisan de l'histrion du régime Mélenchon.

Il nous explique que la révolution n'est pas à l'ordre du jour et qu'en cas de révolution, parce que l'Etat aurait développé un arsenal répressif si puissant, elle serait forcément vaincue, alors qu'il peine à réprimer une émeute dans un quartier ou ne peut prévenir l'assassinat de policiers. Autant dire que cet argument est le fait d'un petit-bourgeois vivant confortablement et que la crainte d'affronter le régime lui inspire la terreur, ce qui ne serait pas le cas de millions de travailleurs se mobilisant pour le renverser.

Ce qui nous renvoie au charlatan Mélenchon que l'on ne présente plus et pour lequel il faudrait voter. Rappelons que tout dernièrement encore Mélenchon faisait partie du Front de Gauche qui a appelé à voter pour Estrosi à Nice.

En conclusion, sur la page Facebook du POID, vous ne trouverez aucun commentaire de militants ou dirigeants de ce parti à la suite de cette prise de position en faveur de la candidature de Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017. Faut-il en déduire que les militants et les dirigeants du POID partagent cette position ?

On conçoit que chacun puisse s'exprimer librement, encore faut-il que chacun use de ce droit et qu'une véritable confrontation des idées existent, or ce n'est pas le cas ici, simple constat. Personnellement je ne suis inscrit à aucun réseau dit social, qui sert davantage à dilluer la conscience politique au lieu de l'affermir ou l'aider à mûrir.

J'ai noté également qu'Attac faisait l'objet d'une promotion dans la page Facebook du POID, il ne manque plus que la Fondation Ford, Coca Cola et les autres multinationales américaines qui financent le mouvement altermondialiste ou le Forum social mondial auxquels participent Attac, sans oublier le PCF...

La France devait être à l'image de ce monde merveilleux...

Qu'y a-t-il de pire que méconnaître la nature humaine ? Se passer d'analyser son propre comportement parce que généralement il n'est guère flatteur. Rassurez-vous, 99% des gens en sont incapables.

Une fois soulagé, voyons le monde merveilleux dans lequel chacun accepte de vivre en ne se sentant pas vraiment concerné ou sans trop se poser de questions.

Tous les titres qui figurent ci-dessous ne concernent que la journée d'avant-hier.

- Syrie : près de 60 civils tués dans des raids de la coalition

C’est vraisemblablement une erreur», selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Amnesty International appelle la coalition à «redoubler d'efforts pour empêcher la mort de civils». Liberation.fr

- Turquie: l'épuration s'étend à l'enseignement et à l'audiovisuel

Le régime Erdogan a étendu mardi à l'enseignement et l'audiovisuel ses purges dans les milieux proches du prédicateur Fethullah Gülen accusés d'être derrière le putsch avorté en Turquie, qui ont désormais tout d'une véritable épuration. AFP

- Disparitions, torture et meurtres par dizaines : un rapport accable l’armée du Kenya

Selon l’ONG Human Rights Watch, l’armée et les services secrets kényans multiplient les exactions contre les réfugiés somaliens dans le nord-est du pays. LeMonde.fr

- Mali: 17 soldats tués dans une attaque revendiquée par deux groupes armés

Dix-sept soldats maliens ont péri mardi dans l'attaque de leur base au centre du Mali, le gouvernement dénonçant une opération "terroriste coordonnée", revendiquée par deux groupes armés, un peul et un jihadiste. AFP

- Libye : deux militaires français tués dans l'attaque de leur hélicoptère à Benghazi

L'assaut est survenu dimanche, rapporte l'agence Associated press, mardi. Francetv info

- Cisjordanie : un enfant palestinien tué par des tirs israéliens

La police israélienne a affirmé avoir tiré des grenades lacrymogènes et assourdissantes sur des manifestants dans le secteur où l'enfant a été tué. LeMonde.fr

- L'OMS redoute une "crise humanitaire d'ampleur" au Soudan du Sud

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dit mardi craindre une "crise humanitaire d'ampleur" au Soudan du Sud et dans la capitale, Juba, où la situation sanitaire s'est encore aggravée à la suite de la dernière flambée de violence. Selon l'OMS, plusieurs Reuters

- Attaque en Allemagne: selon le procureur l'assaillant ne présentait aucun signe de radicalisation islamiste

Au lendemain de l'attaque, l'allemagne a découvert le visage du jeune homme qui a semé la panique dans un train régional de Bavière. Un adolescent d'à peine 17 ans, ressortissant afghan et demandeur d'asile en Allemagne. euronews.com

Aux Etats-Unis, non, en France.

- Nombre record de détenus dans les prisons françaises - Reuters

Un record de surpopulation a été enregistré dans les prisons françaises avec 69.375 personnes incarcérées au 1er juillet pour 58.311 places opérationnelles, selon les chiffres diffusés mardi par le ministère de la Justice. Reuters 19.07

- Nuit tendue dans le Val-d'Oise, après la mort d'un homme à la suite d'une interpellation - lemonde.fr

Suite à la mort d'un jeune homme de 24 ans à Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise), le quartier de Boyenval a été bouclé pendant quelques heures, dans la nuit du mardi 19 juillet au mercredi 20 juillet, après que des incidents ont éclaté entre de jeunes riverains et la gendarmerie.

Alors que l'individu avait été arrêté dans l'après-midi pour une affaire « d'extorsion de fonds et d'agression à domicile », il aurait fait « un malaise cardiaque », selon le procureur de la République de Pontoise, Yves Jannier. Des proches affirment eux qu'« il a été tabassé ». Une trentaine d'entre eux sont, dans un premier temps, allés s'en prendre à la gendarmerie en guise de représailles, avant de se replier dans leur quartier, et de brûler poubelles et voitures, selon les informations du Parisien.

Un important dispositif de sécurité – 150 gendarmes et policiers, et 60 sapeurs-pompiers – a alors été déployé. Des coups de feu ont été entendus dans le quartier, ainsi qu'à Persan, comme en témoignaient certains riverains sur les réseaux sociaux Twitter et Periscope.

En effet, un peu avant 2 heures du matin, « une centaine d'individus se sont livrés à des dégradations, des incendies volontaires et des tirs à l'encontre des forces de gendarmerie », a précisé le directeur de cabinet de la préfecture du département du Val-d'Oise, Jean-Simon Mérandat.

D'autres témoins ont évoqué un nuage de fumée et plusieurs hélicoptères survolant la ville, et éclairant la commune à l'aide de leurs projecteurs. Le poste de police municipale de Persan aurait également fait l'objet d'une tentative d'incendie – rapidement maîtrisée par les pompiers – et l'avenue Jean-Jaurès était bouclée par d'imposantes forces de gendarmerie, entre le pont reliant Persan à Beaumont-sur-Oise (ainsi que la gare de Persan). Il a fallu attendre 3 h 30 du matin pour que la tension retombe.

Un gendarme a été légèrement blessé, et une personne a été interpellée. Deux enquêtes ont été ouvertes – l'une de la section de recherches, l'autre de l'inspection générale de la gendarmerie – pour « éclairer » les circonstances du décès de l'homme interpellé, a indiqué le procureur. lemonde.fr 20.07

Loi travail : Adoptée !

- Loi travail: Valls déclenche un ultime 49-3 pour l'adoption définitive - AFP

Manuel Valls a déclenché mercredi un troisième et ultime 49-3 pour faire adopter définitivement, et sans vote, le projet de loi travail, vanté comme "une grande réforme de ce quinquennat", après cinq mois de polémiques politiques et de contestation sociale émaillée de violences.

Fruit d'une "large concertation" ayant débouché sur "un compromis solide avec les organisations syndicales et de jeunesse réformistes", ce texte "de progrès", porteur "de nombreuses avancées", est "indispensable pour l'avenir de notre pays", a affirmé le Premier ministre à la tribune.

"Sur certains textes, le gouvernement ne dispose que d'une majorité relative (?) mais il n'y a pas de majorité alternative dans cet hémicycle", a-t-il lancé à l'adresse des députés de gauche, notamment PS, opposés à un texte qu'ils qualifient de "régression sociale". AFP 20.07

Soutenir la rupture entre le syndicalisme et le socialisme, entre le combat syndical et le combat politique pour le socialisme au nom de la défense de l'indépendance des syndicats devait fatalement le conduire à épouser la réaction et ses besoins ou objectifs.

Le syndicalisme qui n'était pas orienté consciemment vers l'émancipation du capital, se condamnait à la collaboration de classes et à la trahison.

Quel parti situe aujourd'hui le syndicalisme dans cette perspective politique ? Aucun par crainte d'affronter leurs appareils qui incarnent le régime.

- Adoption définitive de la loi Travail : les conséquences dans le monde du travail - Francetv info

Cinq mois de contestation de la loi Travail n'auront pas changé grand-chose. Au final, les accords d'entreprise pourront bien primer sur les accords de branche avec des conséquences possibles sur le temps de travail. Une signature des syndicats qui représentent au moins 50% des salariés suffira par exemple pour déroger aux 35 heures et passer à 46 heures hebdomadaires.

Les entreprises pourront licencier plus facilement

Même principe pour la majoration des heures supplémentaires. Elles étaient généralement payées 25 % de plus. Désormais, selon les entreprises, elles pourront êtres majorées de seulement 10 %. C'était aussi un chiffon rouge pour la CGT, les entreprises pourront bel et bien licencier plus facilement en cas de baisse significative des commandes ou du chiffre d'affaires. En fait, le gouvernement n'a cédé que sur des points de détails. Francetv info 20.07

L'adoption de cette loi signe la faillite du mouvement ouvrier et de la conception de la lutte de classe de nos dirigeants depuis 70 ans.

La néolibérale va-t-en-guerre Hillary Clinton est la candidate des médias-oligarques français.

- Donald Trump : un programme de promesses mensongères ou irréalistes

Aux États-Unis, Donald Trump sera bien le candidat républicain dans la course à la Maison-Blanche. France 2 s'intéresse à son programme et à son réalisme. Francetv info

- Un conseiller de Trump appelle à "fusiller" Hillary Clinton

La haine envers Hillary Clinton atteint des sommets inimaginables dans le camp républicain, survolté par la convention d'investiture de Donald Trump qui se déroule à Cleveland du lundi 18 au jeudi 21 juillet. Le Huffington Post

- Echauffourées en marge de la convention républicaine à Cleveland

Dix-sept personnes ont été interpellées. Deux policiers souffrent de blessures légères. LeMonde.fr

Haut de page

Le 23 juillet 2016

CAUSERIE

Ils se trompent énormément.

Ceux qui avaient pronostiqué que Trump ne serait pas investi par le parti républicain pour le représenter à la prochaine élection présidentielle américaine se sont plantés. Pourquoi ?

Parce qu'ils n'ont pas pris en compte qu'en présentant un tel pître, c'était le meilleur moyen de faire élire la candidate favorite du groupe Bilderberg, H. Clinton. Vous n'en êtes pas convaincus ? La preuve, une de plus disons :

- Ce jeudi 21 juillet soir, alors que Donald Trump venait à peine d'être investi comme candidat officiel du parti républicain à l'élection présidentielle américaine de 2016, Google a révélé que le terme "3ème candidat indépendant" avait connu peu de temps après un pic d'augmentation… de 1150% sur le moteur de recherche. Atlantico.fr 23.07

Aux Etats-Unis, non en France.

Vous étiez jeune et Noir, vous vous baladiez tranquillement avec des potes, vous apercevez des policiers qui se dirigeaient dans votre direction, vous n'aviez pas vos papiers sur vous, vous prenez peur et vous détallez, pas assez vite, les policiers vous rattrapent, vous plaquent violemment au sol, vous menotte dans le dos et vous embarquent sans ménagement dans leur fourgeon, et quelques minutes plus tard vous en sortirez... les pieds devant, mort.

Un banal accident selon le procureur de la République, à l'entendre vous étiez pratiquement à l'agonie, vous étiez atteint sans le savoir d'« une infection très grave touchant plusieurs organes », en fait vous devriez remercier ces policiers de vous avoir évité bien des souffrances à venir. (Source : A Beaumont-sur-Oise, entre 1 500 et 5 000 personnes réclament « justice » pour Adama Traoré - Le Monde 23.07)

Moi ce qui m'étonne, c'est que personne parmi sa famille n'ait pris un fusil à pompe ou une kalachnikov pour se soulager ou pour venger cet assassinat qui restera impuni.

Tabloïd. Paris Match, le choc des mots... version lutte de classe.

C'est La Tribune des Travailleurs (POID) avec en couverture : Nice l'horreur frappe à nouveau.

Ils ont tout compris... de travers !

Extrait de l'éditorial de la Tribune des travailleurs du 20 juillet 2016 :

- "*13 novembre 2015 : le soir des attaques contre le Bataclan (...) notre parti souligne que le combat « pour la défense des droits ouvriers, pour la démocratie, pour la paix, pour la souveraineté, pour la civilisation humaine contre la barbarie (…) implique – plus que jamais dans la situation dramatique que nous connaissons – que les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière ne cèdent pas à l'invitation qui leur est lancée de se joindre à l'union sacrée avec le gouvernement et le patronat »*", ignorant délibérément le fait que "*les organisations*" soutenaient DÉJA l'intervention militaire du gouvernement français en Syrie et en Irak notamment, l'ensemble de sa politique antisociale et impérialiste.

Que ne feraient-il pas pour ménager les appareils corrompus de la CGT et de FO, car à travers "les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière", c'est bien de leurs dirigeants dont il s'agit, et non des militants qui luttent au côté des travailleurs contre ces appareils. Il faut bien que d'une manière ou d'une autre les opportunistes justifient leur refus de rompre avec les appareils vendus des syndicats.

Alors que la totalité des partis présents à l'Assemblée nationale et tous les syndicats auront tout fait pour faire passer la loi Travail ou El Khomri, soit en soutenant ouvertement le gouvernement et en s'alignant sur le Medef, soit en le soutenant indirectement en ne rompant pas le dialogue social et en organisant 13 journées d'action bidons, le POID prétend que l'union sacrée serait un "mythe" en France.

L'union sacrée existe belle et bien depuis ou bien avant la fondation de la Ve République, les uns et les autres se répartissant les rôles entre légitimistes et opposants d'opérette se relayant au pouvoir pour le compte des capitalistes.

- "Cinq mois de lutte de classe acharnée pour le retrait de la réforme El Khomri ont rétabli les lignes de classe et fait voler en éclats le mythe de l'union sacrée."

Pourquoi ce déni ? Pardi pour remettre le couvert aux syndicats corrompus et aux partis de droite qui les contrôlent.

La Tribune des Travailleurs - 21 juillet 2016 – Cinquante-huit députés, PCF, frondeurs du PS, Verts …publient dans le journal du dimanche une tribune, réagissant à l'utilisation du 49-3 par le gouvernement pour faire passer la loi Travail en force en dernière lecture à l'Assemblée. « On aurait tort de croire le débat clos avec l'adoption de la loi Travail. Il ne fait au contraire

que commencer. Nous y prendrons toute notre part », avertissent-ils.

Quelle audace ! Cette citation ne faisant l'objet d'aucun commentaire, les lecteurs seront appelés à "croire" si cela les arrange, que ces "cinquante-huit députés, PCF, frondeurs du PS, Verts" seraient de véritables opposants à la loi Travail, mieux encore ou pire selon nos convictions, que l'Assemblée nationale remplirait le rôle d'un véritable parlement dans une démocratie bourgeoise, et servirait de tribune à des partis qui représenteraient réellement les intérêts des travailleurs, nous serions donc en démocratie (certes étriquée) et non en oligarchie, bref, la nature du régime en place n'aurait pas évolué depuis 1958.

Guerre idéologique. Quand la propagande de l'oligarchie se propage à l'école.

La modification des rapports sociaux au sein de la société sans que les rapports sociaux de production n'aient été inversés va de paire avec le passage progressif du capitalisme à l'oligarchie, de la soumission inconsciente au servage consenti.

C'est ainsi que l'école devrait dorénavant enseigner des valeurs telles que les interprète le législateur, et ne plus transmettre des connaissances mais uniquement leurs interprétations en tenant compte de ces valeurs, les faits devenant secondaires au profit de leur interprétation, de manière à formater les esprits de nos enfants ou petits-enfants pour les orienter dans une direction conforme au rôle qui leur serait révolu en oligarchie. Evidemment, le développement de leur personnalité ou de leur esprit critique en fonction de leurs expériences de l'existence serait inutile et banni d'un tel processus.

Comment au nom de la défense de vos droits, ils entendent imposer au peuple un mode de pensée et de vie qui soit conforme aux critères et aux objectifs ou besoins définis par les idéologues néolibéraux ou de l'oligarchie financière.

L'Etat s'emploie à opposer les différentes générations entre elles afin de mieux les contrôler. Aussi pour parvenir à cet objectif faut-il que chacun des membres qui les composent adoptent les mêmes idées et les mêmes comportements quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent. Et le meilleur moyen est encore que l'Etat ou le législateur leur dicte, et que sous la menace d'être livrés à la vindicte publique ou de poursuites judiciaires, ils abdiquent leur droit de pensée et d'adopter un comportement en fonction de leur interprétation de leur condition ou de la société, et se soumettent de gré ou de force à ceux que l'Etat aura définis une fois pour toute, baîllonnant la liberté d'expression ou la réduisant à un exercice.

C'est ainsi que l'Etat et l'école entendent se substituer aux parents pour éduquer leurs enfants, pour déterminer les rapports que les parents doivent avoir avec leurs enfants (et que les enfants doivent avoir entre eux) sans se soucier des différences sociales et des différents niveaux de conscience qui existent dans la société, qui selon les cas rendront ce réglement de police dangereux ou inapplicable ou participera à la déstabilisation des rapports entre les parents et leurs enfants, une fois les parents destitués du pouvoir ou des prérogatives qu'ils pouvaient faire prévaloir pour être respectés par leurs enfants, ces derniers seront livrés à eux-mêmes ou adopteront un comportement échappant totalement au contrôle de leurs parents que le législateur réprimera pour en être responsables.

Le 11 janvier 2015, tous les enfants scolarisés quel que soit leur âge devaient être Charlie, et gare à ceux qui ne l'auraient pas été en adoptant une autre attitude qu'ils auraient pu copier sur leurs parents, l'Etat se substituant arbitrairement à leur autorité ou à leur responsabilité.

Un autre exemple, la fessé. Ils veulent l'interdire et sanctionner les parents qui s'y adonneraient. Sauf que voilà, il y a de nombreux parents qui à court d'arguments face à la conduite de leurs enfants ou le refus de leur obéir recourent à la violence envers leurs enfants.

Je parle en connaissance de cause pour avoir été ce qu'on appelle un enfant battu de ma naissance jusqu'à mon adolescence, et même plus tard, à 36 ans il a voulu me cogner dessus mais il était déjà trop malade et affaibli, il se contentera de me foutre dehors, c'était après mon retour d'Inde après avoir échoué à m'y installer la première fois j'avais atterri chez mes parents, la nuit tombée je me retrouverai à la rue.

Quand on a été battu tout au long de son enfance, on a forcément subi une expérience traumatisante et on en conservera une trace à vie. Parmi ceux qui une fois adultes auront des enfants, ceux qui n'auront pas développé leur conscience reproduiront de préférence quasiment mécaniquement avec leurs enfants l'éducation qu'ils avaient reçue de leurs parents, et les autres adopteront une autre méthode ou d'autres rapports avec leurs enfants en s'adressant à leurs facultés de raisonnement ou de logique qui ne demandent qu'à s'épanouir.

Faut-il avoir le temps de s'occuper de ses enfants, faut-il encore avoir conscience qu'ils ont besoin de leurs parents au-delà des questions alimentaires, faut-il avoir conscience qu'il faut consacrer du temps à nos enfants, même quand celui-ci est restreint parce qu'on travaille et qu'on doit faire face à d'autres obligations quotidiennes, faut-il encore être capable de se mettre au niveau d'un enfant quel que soit son âge, faut-il encore être en mesure d'aborder les questions qu'il se pose ou qu'il nous pose pour y apporter des réponses qui soient à sa portée et vérifier qu'il les a bien saisies, encore faut-il être préparé au rôle de père ou de mère, de préférence faut-il encore avoir souhaité cet enfant et l'aimer tendrement, en faire la démonstration plusieurs fois par jour, qu'il soit aimé par sa mère et son père et que ceux-ci s'entendent suffisamment bien, bref, cela fait beaucoup de conditions

à réunir pour que les relations entre des parents et leurs enfants soient harmonieuses ou se développent harmonieusement et se passent de toute parole ou geste déplacé ou violent.

Si par chance, je n'ai jamais élevé la voix ou la main sur ma fille, je conçois très bien que d'autres parents n'en soient pas capables et recourent à la violence envers leurs enfants. Je ne les juge pas, comme je ne juge pas mes parents, car je considère que la société dont les rapports sociaux reposent sur la violence est à l'origine de leur comportement violent, qui témoigne davantage de leur manque de patience et de leur désarroi face aux diffultés de l'existence que leur cause cette société. Aussi, c'est uniquement elle que je juge et que je condamne, contrairement aux législateurs qui fait porter les conséquences de ses tares sur les parents qui seraient indignes d'avoir des enfants, alors que c'est leur société infâme qui est indigne d'exister une minute de plus.

Il existe aussi des parents qui font preuve de laxisme envers leurs enfants, qui leur accordent un maximum de liberté ou ne s'en occupent pour ainsi dire pas, qui les gâtent ou les flattent à longueur de temps pour avoir la paix pensent-ils, jusqu'au jour où ils tournent mal ou rencontrent de graves problèmes avec eux, ils ne les frapperont pas forcément, ils les réprimanderont et seront impuissants à leur faire entendre quoi que ce soit car il sera trop tard, les liens se seront trop distendus au fil des ans, les deux seront autant à plaindre sans que cela ne serve à quelque chose non plus.

Comme quoi il n'est pas facile de trouver la bonne formule pour élever un enfant, qui a autant besoin de la présence de ses parents, de leur tendresse, de leur complicité, de leurs facultés de discernement, etc. autant de choses que ni l'Etat ni l'école ne peuvent leur apporter contrairement à ce que prétend le législateur, ou plutôt il se moque qu'il doive s'en passer, puisqu'il sera destiné une fois adulte à se soumettre à une société qui aura perdu toute trace de valeurs humaines.

L'autorité de l'Etat qui nous écrase tend à réduire toujours plus le champ de notre liberté qui était déjà réduit, s'y soumettre, c'est abdiquer nos droits, mais cela va encore plus loin puisque c'est formater les consciences de sorte qu'il soit impossible de penser autrement, de penser librement quelle orientation nous voulons donner à la société, à notre existence.

Si parfois on emploie de manière excessive le terme de lobotomie qui pourrait s'appliquer ici, c'est parce qu'on a conscience du danger qui menace la civilisation humaine, car passer du capitalisme à l'oligarchie, c'est sortir du cadre de la civilisation humaine, des valeurs et des principes qu'elle s'est forgée aux cours des millénaires antérieurs tout en profitant de façon inégale aux différentes classes sociales de la société, le but de notre combat politique étant de les rendre universels afin que tous les hommes puissent se les approprier et en jouir librement sans empiéter sur la liberté d'autrui, en passant, comme quoi le communisme demeure bien l'idéal humaniste le plus élevé.

Trois titres et extraits d'articles qui m'ont fait réfléchir à ce sujet.

- L’Ecole de la désillusion - legrandsoir.info

Le déclin du niveau des élèves est une affirmation qui n’est plus à contester. Il suffit de comparer leurs acquis linguistiques et culturels avec ceux de leurs prédécesseurs des années 60 - 70 pour mesurer l’ampleur de ce constat. legrandsoir.info 20.07

Un désastre qui les met au même niveau que les Américains, par exemple.

- Un centre aéré déconseille aux fillettes de porter des jupes

Une centre de loisirs de Reims a distribué une note aux parents demandant aux filles de porter un short sous leur jupe, pour éviter les «comportements déplacés» des garçons, provoquant l'indignation sur les réseaux sociaux. Liberation.fr

Si on comprend bien, il faut interdire aux filles et aux garçons de se découvrir, de découvrir leurs différences, un jour ils en viendront à interdire aux femmes les robes et les jupes, il leur restera le niqab, c'est mieux !

- Les enfants contrôlent-ils le monde?

Avoir un enfant en 2016 et depuis quelques années déjà, semble nécessiter de choisir son camp: Thénardier ou Bisounours. Elle est étrange, tout de même, cette société où la formule de l'«Enfant roi», désignant une génération de petits cons ingrats pourris gâtés, est si vite lâchée... Slate.fr

Libération exprime le voeux que la société devienne encore plus policière

La rédaction de Libération a été accusée de complotiste par Bernard Cazeneuve, après que Libération a contesté le dispositif de sécurité mis en place à Nice le 14 juillet dernier.

Cette polémique a été fabriquée pour vendre leur torchon et faire croire aux ignorants qu'il manipule à l'indépendance de ce

média-oligarque, afin qu'ils adhèrent à leur conclusion que ne reniera pas le ministre de l'Intérieur. Et si Libération se défend avec véhémence de faire dans le complotisme, c'est pour mieux tromper ses lecteurs.

La défense adoptée par Libération est intéressante, car pour se justifier Libération reprend les arguments qu'il refuse aux journalistes d'investigation des médias dits alternatifs, quand en conclusion de leurs enquêtes ils remettent en cause la version officielle concoctée par le gouvernement suite à certains événements et que Libération s'empresse d'adopter, celui du 14 juillet 2016 ne faisant pas exception à la règle.

Voici ce que Libération a publié hier dans un article à propos des journalistes mis en cause par le ministre de l'Intérieur :

Libération - Ils n'ont fait que leur travail, dans le plus grand respect de la déontologie : enquêter sur des faits ; débusquer les contradictions dans le flot des déclarations ; recouper les informations ; poser des questions ; donner la parole à tous, y compris ceux qui ont été mis en cause. (...) Nous posons les questions et demandons de simples réponses sur les circonstances de l'attentat de Nice. (Complotiste, la rédaction de «Libération» ? Non, monsieur le ministre - liberation.fr 21.07)

Par contre, poser des questions et exiger "de simples réponses sur les circonstances" du 11 septembre 2001 ou du 11 janvier 2015 en France était illégitime ou vous valait d'être accusé de complotisme (ou de soutenir le terrorisme), selon la définition que Libération a jugé utile de rappeler à Cazeneuve "donner une vision de l'histoire et du monde perçue comme le produit de l'action d'un groupe occulte agissant dans l'ombre" précisant que "Libération n'agit pas dans l'ombre" puisqu'il participe à visage découvert au complot de l'oligarchie contre le peuple, qui consiste à nier que l'origine des maux qui accablent la société et en premier lieu la classe ouvrière provient de l'orientation et de la survie du capitalisme. Au passage, on se souviendra de la définition qu'avait donnée Hollande de la Finance dans son discours du Bourget en 2012, qui correspondait à l'"action d'un groupe occulte agissant dans l'ombre" sans qu'aucun média ne l'ait relevé. L'oligarchie adopte différentes tactiques selon les circonstances qu'aucun média aux ordres ne mettra en évidence ou ne démasquera.

Libération dans sa bassesse a tenu à préciser sans que cela soit nécessaire, qu'il demeurait un média institutionnel qui "ne mène aucune campagne contre «les préfets, les forces de l'ordre et les services de renseignement qui, dans un contexte très difficile, luttent contre la menace terroriste»", ajoutant que "Libération ne mène pas «de campagnes politiques ou de presse qui visent à atteindre le ministère de l'Intérieur dans sa réputation, faisant fi du travail considérable accompli par ces femmes et ces hommes de devoir»" (id), l'Etat et ses représentants sont au-dessus de tout soupçon.

Libération se contente de relayer la propagande de l'oligarchie, ici en faisant du zèle, car finalement il reproche à Cazeneuve ou plutôt exprime le regret qu'il n'ait pas pris davantage de mesures pour rendre encore plus policière la société face à "la menace terroriste".

La parole de l'Etat est divine et impénétrable

- Nice: le préfet réfute un "mensonge des autorités" - AFP

Valls juge "insupportable la remise en cause permanente de la parole" de l'Etat

Le Premier ministre Manuel Valls a jugé jeudi "insupportable la remise en cause permanente de la parole de l'Etat, du préfet, des policiers", lors d'un déplacement à Saint-Martin-de-la-Porte (Savoie). AFP

Depuis le 11 septembre 2001, chaque fois que se produit un "attentat" ou une attaque, ils subtilisent les images comme s'ils craignaient qu'elles remettent en cause leur version des faits, et ce sont eux qui hurlent au complot quand on dénonce cette pratique. Mais ils ont raison, parce qu'il y en a qui sont encore assez cons pour leur donner raison.

- Attentat de Nice : quand la justice demande à la mairie de détruire 24 heures d'images - lefigaro.fr

Une réquisition judiciaire urgente a été envoyée au centre de supervision urbain de Nice mercredi 20 juillet. Le parquet de Paris évoque un souci «d'éviter la diffusion non contrôlée de ces images». lefigaro.fr

Fabrication d'un terroriste.

Pour accréditer la thèse de l'attentat terroriste prémédité, voilà qu'ils prêtent des complicités à Mohamed Lahouaiej Bouhlel, qui pour se procurer des armes aurait été en contact avec au moins cinq personnes, ce qui ne constitue pas une preuve suffisante pour établir leur complicité, puisque au cas où vous ne le sauriez pas encore, les armes ne sont pas en vente libre en France, donc il n'existe pas d'autres moyens pour s'en procurer que de faire appel à des gens qui sont susceptibles d'en avoir à leur disposition, voyous, gangsters, terroristes potentiels.

tribunemlreypa.wordpress.com - « On est presque soulagés... » décrète, sur France Info, un de ses « grands spécialistes » médiatiques, suite à la revendication par Daech de l'horrible attentat de Nice !

Ainsi, ce n'est plus « un simple déséquilibré » surgi de nulle part, mais un « soldat de Daech », qui a fait ce coup sordide et monstrueux. Nos journaleux se retrouvent ainsi rassérénés, en terrain connu, pour faire la propagande guerrière pour laquelle ils sont rémunérés...

En effet, comment expliquer à tout un chacun que le monde est devenu une sorte de roulette permanente où à tout instant votre voisin de palier, le quidam que vous croisez au volant, peut, sans le moindre signe précurseur, se révéler être une bombe vivante, une arme fatale improvisée, avec un minimum de moyens, constamment disponibles autour de lui...

Le nombre de fous agressifs aurait-il crû brutalement, de façon quasi-exponentielle, en quelques mois, telle une maladie mentale contagieuse faisant brusquement épidémie ? Et de plus une maladie transformant les fous agressifs en meurtriers de masse ?

Alors ? Fous furieux ou soldats de Dieu ?

On doit considérer sérieusement le fait que la société capitaliste en crise, sans perspectives fiables et stables pour le commun des mortels, entraîne de nombreux et profonds déséquilibres psychologiques, du stress, de la dépression de type burn-out ou simplement due à l'isolement, et de la désocialisation, d'une manière générale, en dépit, ou à cause, du développement exponentiel de la communication médiatique.

Autrement dit, le « vivier » s'est agrandi et approfondi, dans lequel peuvent puiser les manipulateurs de tous bords, incluant les organisations terroristes comme les « services spéciaux » des états légalement constitués et reconnus. tribunemlreypa.wordpress.com (Luniterre)

En complément. Quand l'appareil policier de l'Etat sème la terreur.

- COR-Opération antiterroriste menée à Argenteuil, près de Paris - Reuters

Bien lire jeudi dans le 1er paragraphe. Une opération antiterroriste a été menée jeudi après-midi par la DGSI et le Raid à Argenteuil, dans le Val d'Oise, à la demande du parquet spécialisé, a-t-on appris de sources policière et judiciaire. Reuters

La palme de la scélératesse et du cynisme.

- Attentat de Nice: Julien Dray évoque une "faille" liée à la "pression populaire" - L'Express.fr

Le conseiller régional d'Ile-de-France a épinglé ce vendredi l'impatience des Niçois venus assister au feu d'artifice, qui aurait conduit les autorités à relâcher le dispositif de sécurité le soir de l'attentat. L'Express.fr

- Fusillade à Munich: La police «suspecte un acte terroriste» - 20minutes.fr

- Interpol rejoint la coalition internationale pour lutter contre Daesh - 20minutes.fr

La collusion entre l'oligarchie et le pouvoir politique... est Total.

- Hollande perd son conseiller économique qui part chez…Total - 20minutes.fr

Révélé par « L'Express », il s'agit du troisième départ d'un conseiller économique du président vers le secteur privé… 20minutes.fr

Quand Valls en appelle à la guerre civile en ciblant les musulmans responsables du salafisme.

Qui a dit "le discours antimusulman « nourrit les mensonges des terroristes »" ? Réponse : Le populiste Obama. (LeMonde.fr 21.07)

Les drones militaires, les assassinats, massacres, détentions arbitraires, crimes racistes, occupations militaires, etc. nourrissent bien mieux le terrorisme que des discours, Obama sait de quoi il parle...

- Valls: aux musulmans français de mener "partout" le combat contre le salafisme - AFP

Manuel Valls a récusé mercredi à l'Assemblée la proposition de la députée Nathalie Kosciusko-Morizet (LR) de mettre "hors la loi"

le salafisme en tant que "dérive sectaire", estimant qu'il appartient aux musulmans français de mener le combat "partout, dans les mosquées, dans les quartiers, dans les familles".

"Il est temps de déclarer le salafisme hors la loi. Comme dérive sectaire, ou comme atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, choisissons la voie la plus sûre", avait déclaré Nathalie Kosciusko-Morizet dans sa question.

"Les musulmans français ont leur part et nous devons les aider, les encourager, dans la défense de la République. A eux aussi, bien sûr avec notre soutien, de mener le combat pour clairement séparer ce qui est la réalité de l'islam de France et ces idéologies perverses. Ce combat doit être mené partout dans les mosquées, dans les quartiers, dans les familles, sans aucune complaisance, de la manière la plus claire et la plus nette", a-t-il ajouté.

Minoritaire dans l'islam de France, le salafisme est prêché dans "un peu plus de 120 lieux de culte" dans "plus de 2.300 mosquées", et concerne "quelques dizaines de milliers de fidèles", a précisé Manuel Valls. AFP

C'est la survie du capitalisme qui est "responsable de tous les maux"

- Irak, Syrie, Algérie, Afghanistan, Palestine : le “Grand Satan” occidental responsable de tous les maux ? - Atlantico.fr

L'image de l'Occident comme principal facteur de guerre dans le monde est largement inscrite dans les opinions publiques arabo-musulmanes, mais également parmi certains courants de pensée comme les communistes ou la droite nationaliste de nos sociétés occidentales. Atlantico.fr

Les parrains du terrorisme

- Le Canard enchaîné évoque la « complaisance » France/Etats-Unis envers Al-Quaida en Syrie - arretsurinfo.ch

« Ne jamais toucher à un cheveu d’Al-Nosra »

Dans un article du Canard enchaîné en date du 20.07.16, Claude Angeli revient sur le soutien de la France et des Etats-Unis envers la filiale syrienne d’Al-Quaïda : le groupe Al-Nosra.

Selon Angeli, les Etats-Unis se seraient tout récemment décidés à combattre conjointement l’Etat islamique en s’alliant avec les Russes, une demande faite par les Russes depuis fin septembre 2015.

Dans l’article intitulé « Une Coopération USA-Poutine en Syrie et en Irak », Claude Angeli revient sur la « complaisance » franco-étatsunienne jusqu’à présent envers les combattants d’Al-Nosra.

« Une Coopération USA-Poutine en Syrie et en Irak ». (Washington propose « un commandement conjoint » pour bombarder Daesh et Al-Nosra,)

Canard enchaîné, le 20.07.16. Page 3.

Extrait :

« …Il s’agit de passer d’un accord de fait – depuis plus d’un an, Américains et Russes bombardent en évitant que leurs avions ne se percutent – à une franche coopération. L’ambition commune est d’en finir avec Daech et Al-Nosra, la filiale syrienne d’Al-Quaida.

Pour Obama, Kerry et le Pentagone, c’est une véritable autocritique. Jusqu’à présent, si les pilotes de l’US Air Force arrosaient de missiles les positions de Daech, ils avaient ordre de ne jamais toucher à un cheveu d’Al-Nosra. Et les Rafale et Mirage français épargnaient, eux aussi, ces terroristes intouchables, si l’on ose dire. Cette complaisance franco-américaine envers les combattants d’Al-Nosra, aussi cruels que ceux de Daech, mérite une explication. Dans la guerre menée contre l’armée syrienne, « une alliance de circonstance », formule d’un militaire français, s’est constituée, sur le terrain, entre ces partisans d’Al-Quaida et quelques groupes de rebelles, dits modérés, qui rêvaient d’entrer en vainqueurs à Damas et avaient le soutien de Washington et de Paris, où l’on espérait se débarrasser ainsi de Bachar.

Terroristes tolérables

Autre information, partagée, d’ailleurs, avec d’autres médias, et à déguster lentement pour éviter un violent mal de tête : Al-Nosra a des associés dans son combat, les groupes Ahrar Al-Sham et Jaïsh Al-Islam, des terroristes en tout genre financés par nos amis du Qatar, d’Arabie saoudite et de Turquie. A Paris et Washington, personne ne reproche à ses Etats de jouer, depuis bien des

années, aux supporteurs du terrorisme.

Le comportement ambigu des Etats-Unis à l'égard d'Al-Nosra et d'Al-Quaida n'a pas davantage provoqué de hurlements à l'Elysée ou au Quai d'Orsay... » arretsurinfo.ch 20.07

Confirmation

- Qui sont ces rebelles "modérés" soutenus par les USA qui décapitent un enfant près d'Alep ? - atlantico.fr

Ce genre d'horreur est associé à l'Etat islamique. Mais, cette fois, ce sont des rebelles armés par les Etats-Unis qui coupent la tête d'un garçonnet.

Et le magazine Foreign Policy a indiqué que ce groupe recevait aussi des fonds de l'Arabie Saoudite. atlantico.fr 21.07

Quand Hollande vient en aide aux barbares.

- La Syrie impute à la France des frappes ayant tué plus de 120 civils dans le nord du pays - par RT - arretsurinfo.ch

La Syrie demande à l'ONU de prendre des mesures après qu'un raid aérien français a causé la mort de plus de 120 civils le 19 juillet à la frontière turco-syrienne, selon Damas, qui déplore en outre que la coalition soutienne des groupes terroristes.

Le ministre des Affaires étrangères syrien a envoyé des missives au secrétaire général des Nations unies, ainsi qu'au président du Conseil de sécurité pour alerter l'organisation sur les présumés crimes commis par l'aviation française dans le pays. Lors du bombardement du village de Toukhan al-Koubra, situé près de la frontière turco-syrienne, cette dernière aurait provoqué la mort de plus de 120 civils.

«L'injuste agression française a coûté la vie à plus de 120 civils, dont la majorité sont des enfants, des femmes et des personnes âgées, en plus des dizaines de blessées, donc beaucoup sont aussi des femmes et des enfants. Le nombre de civils toujours présents sous les décombres reste inconnu à ce jour», a écrit le ministre syrien cité par l'agence Syrian Arab News.

Ces frappes meurtrières ont lieu un jour seulement après que des avions américains aient tué au moins 20 personnes, majoritairement des femmes et des enfants, près de la ville de Manbij.

«Le gouvernement de la République arabe syrienne condamne, de la façon la plus ferme, les deux massacres sanglants perpétrés par les bombardiers français et américains et ceux qui sont affiliés à la prétendue coalition internationale qui lancent leurs missiles et leurs bombes sur des civils au lieu de viser les groupes terroristes… La Syrie affirme aussi que ceux qui veulent sérieusement combattre le terrorisme devrairnt se coordonner avec le gouvernement et l'armée syrienne», a ajouté le ministère.

En Syrie, la coalition anti-EI tue plusieurs dizaines de civils

Dans la lettre, on peut aussi lire que le ministère des Affaires étrangères syrien condamne aussi le soutien apporté par les Etats-Unis, la France, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni et le Qatar à des organisations terroristes telles que le Front Al-Nosra et Jaysh al-Islam, malgré le fait que ces groupes aient des liens établis avec l'Etat islamique et Al-Quaïda.

L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty Internation a condamné les frappes américaines, rappelant que «toute personne responsable de violations du droit international doit être traduite en justice».

Un porte-parole du département de la Défense américain a déclaré avoir eu vent d'informations concernant ces victimes civiles mais n'a pas confirmé la responsabilité américaine des morts causés par ces frappes. «Nous prenons toutes les mesures pour éviter ou réduire au minimum les pertes civiles ou les dommages collatéraux afin de nous conformer aux lois des conflits armés», a-t-il ajouté.

La coalition internationale menée par les Etats-Unis apporte un soutien aérien à la coalition arabe syrienne, un groupe rebelle impliqué dans des combats autour de la ville de Manbij, sous contrôle de Daesh depuis 2014. arretsurinfo.ch 20.07

Partout ils soutiennent les barbares qu'ils prétendent combattre.

- L'ancien président du Yémen dénonce les Saoudiens, les États-Unis et Israël pour leur soutien aux djihadistes - arretsurinfo.ch

Dans une interview avec la chaîne de télévision libanaise Al Mayadeen fin juin 2016, l'ancien président du Yémen Ali Abdullah

Saleh, démis par la révolution de couleur manigancée en 2011 par l'Occident et dite Printemps arabe, s'est exprimé contre le financement saoudien de groupes terroristes et contre l'intervention occidentale au Yémen à des fins géostratégiques.

En plus d'indiquer que les Saoudiens ont soutenu et financé des groupes terroristes, non seulement au Yémen mais dans tout le monde arabe, Saleh a aussi déclaré que les États-Unis et Israël utilisent le wahhabisme et l'idéologie djihadiste pour étendre leur propre influence et déstabiliser leurs ennemis.

Il faut aussi relever que, tandis que Saleh était renversé par des manifestations dirigées par l'Occident, lui-même était largement contrôlé par Washington, D.C. Saleh a travaillé avec les États-Unis dans le cadre de leur programme de bombardement par drones au Yémen, ainsi que pour la cession de territoires aux terroristes d'al-Qaïda. Il était notoire que le gouvernement de Saleh était oppressif et, pour avoir tué et torturé des manifestants, il a été récompensé par une chambre d'hôtel somptueuse aux États-Unis après avoir été chassé du pouvoir, laissant la place au nouveau patron. Celui-ci était identique à l'ancien, sinon encore plus évidemment dans la poche de l'Occident et encore plus désireux de suivre les instructions du CCG.

Les actions militaires et la position prise par l'OTAN, les États-Unis et l'Occident par rapport au Yémen, contre la Syrie et l'Ukraine, sont une nouvelle position ouvertement hypocrite de ces puissances, dans leur tentative de justifier leurs objectifs géopolitiques.

Par exemple, au Yémen, c'est considéré comme une offense pire qu'une invasioncoalisée de la Ligue arabe, que les Houthis renversent un président qui avait été, à la base, installé dans sa position par une puissance étrangère. Cela après que celle-ci eût coordonné la révolte qui l'a d'abord mis carrément à la porte. C'est considéré comme une violation du droit international que les Houthis chassent leur dirigeant et le remplacent par quelqu'un d'autre.

En Syrie, cependant, il n'y a pas d'atrocité barbare ou de crime contre l'humanité au sens propre, qui ne soient pas justifiés dans le but de faciliter la destruction du gouvernement de Bachar al-Assad. Alors que les Yéménites sont condamnés pour le renversement de leur gouvernement oppresseur et corrompu, celui de Bachar el-Assad, légitime, laïque et réformateur, est considéré comme illégitime. Les soi-disant rebelles en Syrie sont considérés comme l'incarnation de la démocratie. Les rebelles au Yémen sont considérés comme une menace pour l'ordre international.

En Ukraine aussi, les États-Unis ont instigué une révolution de couleur qui a débouché sur le renversement d'un président démocratiquement (relativement parlant) élu. En Ukraine, contrairement au Yémen, les individus sur place qui ont renversé ce gouvernement engagé dans une campagne visant à l'extermination de membres choisis parmi leurs compatriotes, ont été salués comme des héros dignes de soutien, au point même d'accroître la possibilité d'une guerre nucléaire entre la Russie et les États-Unis.

De toute évidence, certains rebelles sont plus égaux que d'autres. Les concepts de droit international, de démocratie, de droits humains et d'autodétermination sont clairement des impasses. arretsurinfo.ch 20.07

Quelques infos en vrac

C'est plus qu'une vocation, une révélation, un don !

- Arnaud Montebourg a lancé son micro-parti - Francetv info

C'est ce que rapporte "L'Express", jeudi. Avec la création de ce mouvement, Arnaud montebourg peut maintenant collecter des dons. Francetv info

J'ai été con, pour récolter du fric c'est cela que j'aurais dû faire, un micro-parti !

L'Union européenne des multinationales

- L'Agence européenne du médicament veut suspendre des génériques - Reuters

- Monsanto reçoit l'agrément européen pour du soja OGM - AFP

Pourquoi ne pas en profiter ?

- Nice: des mesures de soutien au tourisme et aux acteurs économiques - AFP

- France: trois nouveaux hôtels rejoignent le club des "palaces" - BFM Business

- Bolloré attaque France 2 en justice - Atlantico.fr

Payez donc au smic les ingénieurs puisqu'ils le méritent, cela les fera peut-être réfléchir.

- Intel : 80 % des effectifs français vont être supprimés - lemonde.fr

Mi-avril, le groupe informatique américain avait annoncé un vaste plan de licenciement, prévoyant la suppression de 11 % de ses effectifs au niveau mondial, soit 12 000 emplois. Pour les salariés français, la pilule est particulièrement difficile à avaler : 80 % des effectifs tricolores devraient disparaître, soit près de 750 emplois.

Une situation qui indigne Mustapha Aqachmar, délégué syndical CFE-CGC :

« En France, nous avons la crème de la crème des ingénieurs. Grâce aux subventions de l'Etat et [au] crédit impôt recherche, nos ingénieurs ont le coût salarial le plus faible de tout l'Occident. Intel se cache derrière un discours et un dispositif rôdés. Les chiffres et l'incohérence des justifications stratégiques sont là. Nous savons déjà qu'Intel transfère la R&D et ses savoir-faire français à l'étranger. »

Inquiets de ces coupes massives dans les effectifs, les salariés se disent aujourd'hui prêts à faire les efforts nécessaires pour conserver leurs emplois et à « identifier toute solution pour assurer la continuité des activités de R&D ».

« Nous sommes prêts à envisager toute mesure permettant de conserver des emplois même à des coûts inférieurs par l'utilisation des accords de compétitivité qui seront mis en place par le gouvernement, quitte à les anticiper », précise Arnaud Lenoir, représentant CE d'Intel Corp, qui appelle par ailleurs les pouvoirs publics à se mobiliser. lemonde.fr 22.07

Stratégie du chaos et xénophobie.

- JO-2016: 14 agences antidopage pressent le CIO d'exclure la Russie

Quatorze agences nationales de lutte contre le dopage, dont l'Usada américaine et la Nada allemande, ont envoyé jeudi une lettre commune au président du CIO Thomas Bach l'exhortant à exclure la Russie des jeux Olympiques 2016. AFP

- Le Big Mac, dernière victime de la pénurie au Venezuela

Selon les médias vénézuéliens, le sandwich ne peut plus être commercialisé car la tranche de pain plate qui doit se trouver au milieu du célèbre sandwich est devenue introuvable. Francetv info

- La purge se durcit en Turquie, mandats d'arrêt contre 300 membres de la garde présidentielle - lemonde.fr

Une semaine après le coup d'Etat manqué contre le président Recep Tayyip Erdogan et alors que la Turquie est désormais en état d'urgence depuis deux jours, des mandats d'arrêt ont été délivrés vendredi 22 juillet contre 300 membres de la garde présidentielle en Turquie, a annoncé un responsable du pays.

Par ailleurs, le ministre de l'intérieur Efkan Ala a fait état sur la télévision CNN Turk de l'annulation de 10 856 passeports de personnes, soit déjà arrêtées, soit présentant un risque de fuite, alors qu'une vaste purge est en cours dans le pays.

Bruxelles se montre de plus en plus préoccupée face au tournant autoritaire que prend la Turquie depuis le putsch manqué. La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne (UE), Federica Mogherini, et le commissaire européen à l'élargissement, Johannes Hahn, se sont exprimés jeudi soir pour faire part de leur « inquiétude » :

« Nous suivons les développements concernant l'état d'urgence que la Turquie a déclaré après la tentative de coup d'Etat, que l'UE a condamné, de très près et avec inquiétude. »

Vaste purge

L'entrée en vigueur de l'état d'urgence, instauré pour trois mois, est survenue « dans la foulée des récentes décisions inacceptables concernant l'enseignement, la justice et les médias », ont-ils souligné. L'UE appelle donc une nouvelle fois les autorités turques « à respecter, en toutes circonstances, l'Etat de droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris le droit de chacun à un procès équitable ».

L'état d'urgence avait été prononcé par le président, mercredi soir, alors que l'étendue de la reprise en main, qui a surtout

frappé l'armée, la justice, l'enseignement et les médias, s'est encore accrue ces derniers jours, suscitant une vive inquiétude, de Washington à Bruxelles. Selon un comptage de l'Agence France-Presse (AFP), au moins 25 000 fonctionnaires ont été suspendus ou démis de leurs fonctions dans cette véritable épuration nationale. lemonde.fr 22.07

- Turquie : « Ce n'est pas seulement une purge, mais un reformatage de l'Etat » - LeMonde.fr

Bienvenue en oligarchie

- 25 ans, toujours puceaux, ils racontent leur calvaire

Régulièrement, sur des forums de discussion, des jeunes hommes postent des messages pour évoquer leur virginité, qu'ils vivent comme un fardeau. Voici les témoignages de deux d'entre eux. Liberation.fr

- La France condamnée pour les enfants nés de GPA

La France a été de nouveau condamnée jeudi par la Cour européenne des droits de l'homme pour ses réticences à reconnaître la filiation des enfants nés d'une gestation pour autrui (GPA), une pratique qu'elle interdit sur son sol. Conformément à ses deux arrêts de 2014 concernant Reuters

- Pokemon Go enfin au Japon, berceau de Pikachu et consorts

La chasse à Pikachu et autres créatures imaginaires peut enfin débuter au Japon, patrie des Pokemon: le jeu Pokemon Go, qui défraye la chronique partout dans le monde, a été lancé vendredi matin, après une attente insoutenable pour des milliers de fans. AFP

- Après l'attentat de Nice, une «armée de l'amour»

Jérôme Jarre, star des réseaux sociaux Vine et Snapchat, appelle chacun à filmer des actions positives pour «combattre la morosité». LeFigaro.fr

- L'alcool comme cause principale de 7 types de cancers, selon une nouvelle étude

Eh non, pas même avec modération. Une étude publiée le 21 juillet place l'alcool comme cause directe de divers cancers, comme celui du sein ou du foie. Atlantico.fr

Haut de page

Le 27 juillet 2016

CAUSERIE

Le mot du jour : Populiste.

Quand le populisme s'est emparé des opportunistes.

On enrage d'être représenté par de tels pantins.

Tous les jours je me dis, tu continues ou tu arrêtes, à quoi bon, mais ce qui se passe me rend malade, je ne me reconnais dans aucun intervenant, aucun dirigeant, aucun parti, c'est désespérant, leur démagogie me donne la nausée. Du coup je me demande si je ne suis pas devenu fou à mon tour !

Le pire, c'est que dans ma situation, bloquée à l'autre bout du monde dans mon trou, j'ai l'occasion de prendre tranquillement du recul sur ce qui se passe, je n'ai que cela à faire en dehors de mes petites affaires, le jardin et les deux chèvres, penser, réfléchir encore et encore, et j'en arrive toujours aux mêmes conclusions dramatiques indépendamment de ma volonté.

Comment peuvent-ils qualifier d'attentat terroriste l'acte d'un jeune désoeuvré d'à peine 19 ans que je considère encore comme un gosse, à croire qu'ils n'ont jamais eu 19 ans, c'est sidérant! Nos dirigeants sont décidément étrangers à notre classe, ils

n'ont jamais pensé un jour à se suicider et j'en passe. J'ai au moins quatre potes qui se sont suicidés quand ils étaient encore jeunes, tous de la même manière en se foutant une balle dans la tête. Dorénavant nos dirigeants sont vieux, parfois avant l'âge, ils sont bien trop satisfaits d'eux-mêmes (j'avais écrit bien trop cons et je me suis repris !) pour comprendre ce genre de truc ou apprendre à penser par eux-mêmes.

Je pense et je m'exprime ici en ouvrier qui en a plus que marre de leur incurie politique, ceux que cela incommode peuvent aller voir ailleurs, on ne les retient pas, chez nous ou entre nous on se comprend, c'est l'essentiel, on n'a pas été élevé dans la soie. Sur ce, on verra si on continue ou non.

Quelques réflexions politiques

1- Plus de 560 kms de bouchons, au secours, c'est la crise !

Bon, pas pour tout le monde, ouf, nos dirigeants respirent ! Vous savez ceux qui veulent absolument éviter que vous en subissiez les conséquences pour que vous puissiez continuer de vivre normalement en vous foutant de ce qui se passe autour de vous ou ailleurs, ce qui vous vaudra de soutenir le régime si nécessaire, les mêmes dirigeants s'en contrefouent éperdument, même que cela les arrange à dire vrai. Allez, que la paix soit avec vous, amen, prière de dirigeants laïques et socialistes version trotskystes, s'il vous plaît.

2- Quand la désinformation en continue sert l'entreprise des ouvriéristes, tiers-mondistes qui se prennent pour des internationalistes et marchent dans les combines criminelles de l'OTAN.

Souvenez-vous, il n'y avait pas de mercenaires étrangers dans le nord de la Syrie selon la journaliste Florence Aubenas. Puis petit à petit on apprit qu'ils étaient en réalité 10.000, 30.000, 80.000, voire plus, de 20, 50, 85 nationalités différentes.

Le Monde - L'influence de djihadistes "salafistes" étrangers fait l'objet d'une controverse intense entre le pouvoir régulier et les rebelles. Avez-vous des éléments sur cette question ?

Florence Aubenas : Oui, c'est l'argument principal du régime contre les rebelles. Dans la région du Nord où j'ai passé un mois, je n'en ai pas rencontré. Il serait impossible pour des combattants étrangers d'y passer inaperçus : la rébellion recrute par famille, par village. Tout le monde se connaît, loge au même endroit.

J'ai longuement interrogé des commandants sur l'existence de camps d'entraînement ou de soldats venus d'ailleurs. Eux non plus n'en connaissaient pas. Autre élément : la manière dont les rebelles se battent montrent la pauvreté de leur moyens, en armes et même en nourriture. Il n'y a même pas une kalachnikov par personne. Je pense que si Al-Qaida les épaulait, ils auraient moins de difficultés face à l'armée de Bachar Al-Assad. Cela dit, il faut rester modeste : la situation peut être différente dans d'autres parties du pays. Le Monde.fr 16.08.2012

En famille. "Je pense que si Al-Qaida les épaulait", tout était dit ici. On comprend mieux pourquoi cette ex-otage en Irak en 2005 avait été libérée...

Il n'y avait pas non plus de barbares d'EI ou d'al-Qaïda parmi les migrants ou réfugiés qui se sont déversés les mois précédents en Europe.

3- Pendant que tout le monde dit ce sont des criminels en parlant des différents auteurs des attaques ou attentats, le gouvernement français qui bombarde l'Irak et la Syrie (notamment, le Mali aussi, etc.) se voit épargner ce qualificatif mille fois mérité.

4- Particularité des différents auteurs des attaques des derniers jours en France et en Allemagne : ils avaient moins de 20 ans, des jeunes adultes qui se sentaient exclus de la société, sans avenir, à devenir fou au point de souhaiter abréger leur vie prématurément.

Dans cette société infâme basée sur l'individualisme forcené, l'hypocrisie, l'argent et la méritocratie, les plus vulnérables qui cumulent les handicaps n'ont aucune chance de s'en sortir, sauf exceptions qui confirment la règle, parmi lesquels figurent les arriérés qui se fondent dans le système et s'estiment heureux de leur sort , et qui se permettent de donner des leçons de civisme ou de morale à la terre entière, ils y sont encouragés par les abrutis qui flattent leurs qualités misérables qu'ils partagent avec eux.

5- Valls a été hué à Nice lors de l'hommage officiel aux victimes de l'attaque du 14 juillet. Quelle affaire, mais personne ne se demandera par qui il a été hué, vaut mieux pas, des fois que ce soit des sympathisants ou des militants d'extrême droite...

6- L'art de prêcher dans le désert ou sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante.

Le terrorisme n'est pas un problème religieux mais un problème politique, et c'est une solution politique qui y mettra fin. Ce n'est pas par la destruction de la démocratie et la guerre que nous parviendrons à empêcher nos jeunes en perdition de devenir des terroristes mais en leur offrant l'espoir qu'ils seront respectés ici pour ce qu'ils sont, quoiqu'ils pensent et d'où qu'ils viennent, en accord avec les principes pourtant affichés sur tous les frontons de nos mairies : liberté, égalité, fraternité. legrandsoir.info 26.07

Plus loin vous trouverez un sondage que j'ai qualifié de policier, parce que parmi "les priorités que devrait se fixer le gouvernement en réponse aux attentats récents" ne figurait aucun facteur social, ici non plus, les jeunes sont invités à adhérer aux principes de la République qu'ils rejettent à juste titre parce qu'ils ne comportent pour eux que des devoirs et aucun droit...

- Prêtre égorgé: tuer un prêtre, "c'est profaner la République", estime Hollande - AFP

"Tuer un prêtre, c'est profaner la République, qui garantit la liberté de conscience. C'est semer l'effroi, car ce que veulent les terroristes, c'est nous diviser, nous séparer, nous déchirer", a-t-il déclaré lors d'une allocution télévisée, depuis l'Elysée. AFP 26.07

Rien que pour "nous diviser, nous séparer, nous déchirer" votre République qui incarne le pouvoir de l'oligarchie est haïssable. Votre "liberté de conscience" qui justifie le bombardement de la Syrie, de l'Irak, etc. est haïssable.

Reuters - Le président a renouvelé son appel à "faire bloc" face une guerre qui sera longue et face à laquelle la démocratie constitue selon lui "un bouclier".

"Je vous l'assure, cette guerre nous la gagnerons", a-t-il conclu. Reuters 26.07

En bombardant les populations civiles en Syrie...

legrandsoir.info - Le représentant permanent de la Syrie devant l'ONU, Bashar Jaafari, a révélé ce lundi que l'attaque aérienne de la France du 19 juillet dernier sur le village de Tokhar, Manbij, au nord de la Syrie, a été une vengeance pour l'attentat de Nice, alors que celui-ci a pourtant été revendiqué par le Daesh.

Le bombardement de la localité syrienne a causé 164 morts de civils, le double de l'attentat de Nice. Selon Jaafari, le gouvernement français cherchait à punir l'Etat islamique (Daesh en arabe) pour l'attentat de Nice du 14 juillet dernier. Pourtant, les terroristes avaient abandonné le village peu avant l'attaque aérienne pour avoir appris que François Hollande avait promis de se venger. legrandsoir.info 26.07

Revenons à la démocrassie.

Pour être détruite, faudrait-il encore que la démocratie existe. Mais, quoi mais ? Mais quand de Gaulle a perdu son référendum en 1969 il a démissionné, c'était la démocratie. C'est ce qu'on vous a raconté et vous l'avez gobé comme des milliers d'arguments démagogiques. En réalité il a sauvé la paix sociale et son parti qui dans la foulée allait rafler la mise en remportant les deux tiers des sièges de députés, pour l'occasion on appelera l'Assemblée nationale la chambre bleue de la couleur du sigle de l'UDR, l'ex-LR.

La démocratie, cela n'a jamais été qu'un vernis, un voile, une illusion pour rendre plus présentable au peuple le régime en place, une dictature de la minorité sur la majorité. Tous les discours sur la démocratie (et la République) ne servent qu'à tromper les militants et les travailleurs, ils tiennent du populisme.

7- C'est étrange, depuis déjà quelques années il ne se passe pas une semaine ou un mois sans que des personnes soient abattues en pleine rue à l'arme de guerre à Marseille ou dans d'autres villes dans toutes la France, et tout le monde semble s'en être accommodé. Et les personnes impliquées dans ces meutres sont sensiblement les mêmes ou issus du même milieu, que ceux qui se sont livrés ou ont été impliquées dans différentes attaques ou attentats depuis le 11 janvier 2015.

Il faut croire que dans un cas les jeunes victimes n'auraient que ce qu'elles méritent, parce que quelque part elles ne seraient pas tout à fait innocentes, alors que dans l'autre cas elles le seraient. Cela se discute, non ? L'inconscience ou la douce insouciance, c'est un peu la roulette russe en oligarchie. Et puis il y a ceux qui tentent le diable comme l'on dit, par exemple les centaines de milliers de personnes qui se sont entassées dans les "fans zones" lors de l'Euro2016.

8- Nous avions affirmé il y a plus de 5 mois que la loi Travail serait adoptée, c'est fait. Les mauvaises langues diront qu'on a l'air d'en être satisfait. Non, nous avions analysé lucidement la situation, c'est tout. Cela vous étonne, qu'est-ce que vous voulez, les mégalomanes ou les charlatans ne sont pas toujours ceux qu'on croie, il faudra vous y faire.

Un portail d'information qui mérite notre soutien.

14-18 : “On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels” de Investig'Action
https://vimeo.com/99236165

En cette année anniversaire, les médias racontent « comment » a eu lieu la Première Guerre mondiale (dix millions de morts), mais jamais pourquoi.

« Morts pour la patrie », proclament tous nos monuments officiels. Mensonge ! 14-18, c’était déjà une guerre du fric. Non seulement chez les « méchants » (Allemagne, Autriche), mais aussi chez les « gentils (France, Angleterre, Belgique…), le véritable enjeu était : quelle puissance dominera le monde et contrôlera ses richesses ?

C’était aussi une guerre des classes dominantes contre les pauvres, contre leurs propres travailleurs exterminés froidement.

Michel Collon mène l’enquête avec trois historiens : Jacques Pauwels (« 14-18, une guerre de classe »), Anne Morelli (« Principes de la propagande de guerre ») et Lucas Catherine (« Des tranchées en Afrique »). Vous serez surpris par leurs révélations à contre-courant.

La question est donc : comment peut-on, aujourd’hui, répéter les médiamensonges d’il y a un siècle ? Serait-ce lié aux médiamensonges d’aujourd’hui ?

Un tout grand merci à Denise Vindevogel (montage), Jean-Jacques Mathy (images), Romain Dormal (son), ainsi qu’à Nicolas Castillo et Jean-Pierre Vanparys. Merci à vous de regarder cette vidéo entièrement. Pour comprendre à quel point on nous manipule, aussi sur l’Histoire.

Et merci de nous soutenir. En effet, avec cette équipe et d’autres amis, Investig’Action prépare pour la rentrée une chaîne vidéo avec toutes sortes de productions, de formes et durées diverses, afin de mener aussi la bataille de l’info sur le terrain des images. Projet stratégique, projet ambitieux, on a besoin de votre soutien ! Pour donner un coup de main à l’équipe vidéo : coordination@investigaction.org

J'ai téléchargé et visionné cette excellente vidéo destinée à informer et à rétablir le réalité des faits, la vérité qui demeure révolutionnaire et que nos gouvernants haïssent tant par conséquent.

Merci à monsieur Michel Collon qui fait figure ici de socialiste, de marxiste. Il y est dit dans cette vidéo relativement courte, elle dure à peine plus de trente minutes, plus de choses que ce j'avais appris lors de mon GER en 1978 avant d'être coopté à l'OCI (De nos jours, le courant communiste internationaliste du POI et du POID).

Evidemment, tout ne pouvait pas être dit ou abordé dans cette courte vidéo, aussi le rôle de chaque facteur entrant dans la composition de la situation de l'époque se devait d'être traité brièvement ou évoqué succintement, de manière concise mais suffisamment précise et concentrée pour que les spectateurs comprennent les rapports qui existaient entre eux et qu'ils ignoraient pour la plupart d'entre eux, et aboutir à une interprétation de la guerre de 14-18 totalement différente de la propagande de l'époque qui figure encore de nos jours dans les manuels scolaires où la part de non-dits l'emporte.

On aura retenu le choix délibéré des dirigeants de la classe dominante des deux belligérants officiels d'opter pour la guerre en présence d'une crise économique impossible à réduire autrement et qui menaçait l'existence du système capitaliste, leur pouvoir, leurs privilèges tandis que la classe ouvrière s'impatientait ou frappait à la porte du pouvoir. On relèvera également l'entente entre les industriels et les militaires des deux camps pour faire durer la guerre qui leur rapportait de gigantesques profits, et ne pas bombarder leurs quartiers généraux, seuls les ouvriers et les paysans envoyés à la boucherie devant périr lors cette guerre.

Si une partie importante de cette vidéo est consacrée au rôle du colonialisme dans la montée en puissance de l'impérialisme et le rôle qu'il joua dans le déclenchement de cette guerre inter-impérialistes, on peut regretter que bien qu'il soit fait mention de la trahison des socialistes ou sections de l'Internationale ouvrière ou IIe Internationale en Europe, le lien entre les deux facteurs ne soit pas établi, ce qui ne permettra pas aux spectateurs de comprendre pourquoi les dirigeants de la IIe Internationale avaient abandonné l'internationalisme au profit du nationalisme, ce qui pourrait les induire en erreur ou les amener à penser que ce revirement en apparence soudain aurait été dû à la personnalité de leurs dirigeants, qui auraient pu se laisser corrompre suite aux succès électoraux de leurs partis, autrement dit, il aurait suffi par la suite qu'ils changent de dirigeants pour que ces partis adoptent à nouveau l'internationalisme prolétarien.

Illusion fatale et criminelle qui sera minutieusement entretenue pratiquement pendant un siècle par les représentants de la classe dominante et l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier à l'exception des communistes jusqu'au décès de Lénine en 1924, ainsi que Trotsky et quelques dirigeants de l'Opposition de gauche, en aucun cas ceux qui plus tard s'en réclameront les héritiers, alors que la cause de ce revirement était à rechercher à l'intérieur de ces partis, dans leur composition petite-bourgeoise, mais aussi dans les syndicats qu'ils contrôlaient, qui ne regroupaient essentiellement que les couches supérieures de la classe ouvrière déjà corrompues par le capitalisme ou sur laquelle son idéologie excerçait une influence croissante au fur et

à mesure que leur mode de vie s'améliorait (et que la guerre approchait) et se distinguait de celui du reste du prolétariat, grâce aux gigantesques profits réalisés par la surexploitation des colonies, Lénine ayant défini l'aristocratie ouvrière comme le pendant de l'aristocratie financière, leur combinaison constituant un des éléments majeurs déterminant la nature de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Et comme quoi ce processus de dégénérescence des partis de la IIe Internationale et des syndicats était irréversible, ils récidiveront lors de la Seconde Guerre mondiale, puis soutiendront les guerres coloniales de l'impérialisme français contre l'Algérie, le Vietnam, sans oublier l'Irak et la Syrie notamment de nos jours.

Si maintenant cet aspect de la Première Guerre mondiale n'a pas été abordé dans cette vidéo pour une raison que j'ignore, on a du mal à comprendre pourquoi nos dirigeants l'ont toujours occulté, ou si on le comprend très bien, parce qu'ils avaient eux-mêmes délibérément rompus avec le socialisme et le marxisme.

Les dirigeants de la IIe Internationale étaient placés face à l'alternative suivante : soit affronter leur propre bourgeoisie en refusant de voter les crédits de guerre et en appelant à la mobilisation révolutionnaire des masses expoitées pour s'opposer à la guerre, déclencher immédiatement la grève générale, etc. soit se ranger sous son aile protectrice et assurer leur propre avenir en trahissant leur idéal qui n'était finalement qu'une simple posture opportuniste. En adoptant le nationalisme, il pouvait espérer que leurs privilèges seraient garantis ou que la patrie leur en serait généreusement reconnaissante à l'issue de la guerre, et ce fut le cas effectivement.

En conclusion, on peut se détourner de la classe ouvrière, de ses couches les plus défavorisées, mais dans ce cas-là, on ne peut pas se revendiquer du socialisme ou du marxisme, sauf à commettre une imposture politique. Aucune issue politique ne peut être envisagée en se détournant des masses et du socialisme, cela vaut aujourd'hui plus que jamais.

On s'est fourvoyé dans notre définition du militant du parti ouvrier révolutionnaire et notre conception de la lutte de classe. Comment ? En affirmant que le parti était l'expression consciente du processus inconscient qui préside au développement du capitalisme, comme s'il suffisait de l'énoncer pour que chaque militant ou dirigeant en ait pleinement conscience ou maîtrise ce processus une fois pour toute, alors qu'ils subissent en permanence, quotidiennement au cours de leur existence et de la lutte des classes, la pression ou l'influence de l'idéologie de la classe dominante, ce qui pour y résister nécessite de maîtriser toujours davantage la méthode pour interpréter ce processus, afin d'expurger de leur conscience les éléments parasites qui s'y seraient introduits et qui fausseraient leurs analyses, affaibliraient leur détermination, modifieraient la nature de leurs convictions.

C'est ainsi par exemple que nos dirigeants ont pu faire de la démocratie leur axe de combat, tout en abandonnant le modèle de parti qu'avait conçu Lénine et qui justement était le seul à pouvoir l'incarner une fois le régime renverser, ce qui signifie qu'en abandonnant l'un ils ont abandonné l'autre, ni plus ni moins, tout en prétendant poursuivre ces deux objectifs et évidement partant de là n'en atteindre aucun.

Il faudra vous y faire en oligarchie ou quand le monde est dirigé par des psychopathes.

Vous n'avez pas voulu revenir sur votre définition de la démocratie qui était frelatée, vous y serez obligés par la force des choses. Et ne dites pas qu'on ne vous avait pas prévenu ce serait un grossier mensonge.

- France. «Fou», «ordinaire», les mots des voisins d'Adel Kermiche - LeFigaro.fr

À Saint-Etienne-du-Rouvray, les riverains de la rue Nikola Tesla, bouleversés, décrivent pour la plupart un jeune homme normal. Samir est en colère: «(...) Ces gens sont des fous, ils ont le cerveau lessivé.» (...) «Ces gens ne sont pas des musulmans, qui ne tueraient pas un chat. Ce sont des drogués, une secte. Ils vendent de la drogue la journée et ils tuent le soir» s'exclame Farida.

Près de la maison familiale du jeune homme de 19 ans, les avis du voisinage sont partagés. Une voisine immédiate dit qu'«il était fou, il parlait tout seul, il disait n'importe quoi». Pour Emmeline, 26 ans, sa famille était «ordinaire, normale», et «lui aussi».

Bodri est plus disert. Ce jeune homme de 23 ans, assistant d'administration dans un club local de fitness, habite lui aussi tout à côté du pavillon d'Adel Kermiche. Il a «grandi avec lui», raconte-il en le définissant «comme un petit frère», et a même travaillé un temps avec lui. Ils étaient animateurs dans un centre aéré de Saint-Etienne du Rouvray, fin 2015. «Je l'épaulais, il était stagiaire BAFA, il était adorable avec les enfants, il se comportait bien. Il était polyvalent, s'occupait des ateliers manuels et de danse, et il était force de propositions pour organiser des grands jeux». Bodri n'a «jamais remarqué aucun signe de radicalisation». Il portait une barbe très courte, pas de djelaba.

«Hier soir encore (la veille de l'attentat, NDLR), je l'ai croisé sur le parking ici. Il était habillé en jean, il souriait, il était content, normal», souligne-t-il en précisant qu'il ignorait que le jeune homme portait un bracelet électronique. «On partageait le même goût pour la musique, de la variété, des musiques urbaines, il aimait le mannequinat car il était très beau gosse. Mais c'était un mec posé, qui ne draguait pas les filles». Bodri ne savait pas qu'«il voulait partir en Syrie, il ne parlait jamais de ça, je ne connaissais pas

du tout ce côté-là de lui». Au pire de ce qu'il a pu constater, c'est qu'«Adel commençait à traîner avec des mecs des quartiers». «Je suis choqué, ajoute-t-il, car cet attentat est atroce mais c'était une bonne personne, avec une famille qui a des valeurs». LeFigaro.fr

Dans les rues, l'effroi est sur tous les visages. Martine, «sous le choc», répète-t-elle, est en larmes. Prostrée dans «la peur et la douleur», Delphine, employée de la municipalité, attend des nouvelles de ses deux enfants, confinés au centre aéré un peu plus loin. Corinne, sa collègue, entrevoit «la fin d'un monde», touché jusque dans ses ruralités où l'«on ne pourra même plus se retrancher» car «plus personne n'est désormais à l'abri». «C'est inimaginable que cela arrive ici. Maintenant, ce sera partout, tout le temps, et jamais quand on s'y attend. On ne sera plus tranquilles», ajoute Christian, un habitant. Sur le pas-de-porte des habitations, quelques rares personnes regardent, interdites, le ballet impressionnant des policiers, des nombreuses blouses blanches et uniformes de pompiers.

Victime de la désindustrialisation, Saint-Étienne-du-Rouvray souffre du chômage depuis plusieurs années. Selon l'Insee, 21,9% des Stéphanais âgés de 15 à 64 ans étaient au chômage en 2013. Un taux deux fois plus haut que le niveau national (stable autour de 10% cette année-là). La pauvreté fait également des victimes dans cette banlieue rouennaise, puisque le taux de pauvreté s'élevait à 24% en 2012. slate.fr 26.07

Il n'aura fallu que quelques heures après la prise d'otages dans l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), pour que l'organisation Etat islamique (EI) revendique l'attentat, à travers son agence de presse Amaq : «L'attaque dans l'église de Normandie en France a été effectuée par des soldats de l'Etat islamique en réponse aux appels de cibler les pays croisés de la coalition». Alors que le parquet antiterroriste de Paris a été saisi, l'enquête commence pour tenter de déterminer le profil des assaillants, dont l'allégeance à la mouvance islamiste radicale ne semble guère faire de doute. Munis d'armes blanches, d'«un vieux pistolet inopérant» et d'un «dispositif factice» d'explosifs, ils auraient crié «Allah Akbar» à la sortie de l'édifice. Il s'agit de «deux terroristes se réclamant de Daech», a déclaré très rapidement François Hollande.

Des policiers de la BAC, présents sur place, ont néanmoins rapidement reconnu un visage familier : celui d'Adel Kermiche, un jeune homme originaire de Saint-Etienne-du-Rouvray, qui, un an et demi plus tôt, faisait déjà l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire et venait pointer toutes les semaines au commissariat. Ce dernier est en effet connu des services judiciaires pour avoir tenté, par deux fois, de rejoindre les rangs de l'Etat islamique en Syrie.

Son premier périple, entrepris en mars 2015, s'est soldé par une arrestation à Munich, en Allemagne. Retour à la maison. Comme il est encore mineur, la justice décide donc de l'astreindre à un contrôle judiciaire. Apparemment, cet échec n'entame pas les velléités de départ d'Adel Kermiche : un mois et demi plus tard, le 11 mai 2015, devenu majeur, il repart pour la Syrie mais change d'itinéraire. Il transite cette fois par Genève, avant d'embarquer pour la Turquie.

Une fois encore, son voyage sera de courte durée : il est aussitôt intercepté à l'aéroport d'Istanbul puis renvoyé à Genève. Selon certaines sources, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) l'affuble alors d'une fiche S - pour Sûreté de l'Etat. Sous le coup également d'un mandat d'arrêt international, il restera incarcéré à la prison suisse de Champ-Dollon avant d'être extradé vers la France. Le 22 mai 2015, il est mis en examen pour «association de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme». Après un nouveau séjour derrière les barreaux, il bénéficie, le 18 mars 2016, d'une libération conditionnelle, assortie d'un placement sous bracelet électronique. Le parquet antiterroriste a fait appel de cette ordonnance, sans obtenir gain de cause. Adel Kermiche a donc profité de sa permission de sortie quotidienne, entre 8h30 et 12h30, pour commettre l'attentat. Il portait encore son bracelet au moment de sa mort sur le parvis de l'église de Saint-Etienne de Rouvray.

Selon des informations de la Tribune de Genève, qui avait, à l'époque, suivi cette affaire, il semble que Adel Kermiche a subitement changé de comportement après l'attentat de Charlie Hebdo survenu en janvier 2015. Sa mère, qui le décrit dans le journal suisse, comme «un gamin joyeux qui aime la musique et sortir avec des copines» note qu'il se renferme soudainement et se met à fréquenter la mosquée de sa région. Il se serait ainsi «métamorphosé» en trois mois sous les yeux de ses proches, impuissants. «Heureusement, on a réussi à le rattraper à temps par deux fois, déplorait sa mère dans les colonnes de la Tribune de Genève. S'il avait pu passer en Syrie, je pouvais faire une croix sur mon fils. J'aimerais bien savoir qui a chamboulé notre gamin.» Actuellement, la police scientifique œuvre encore à l'identification du deuxième assaillant. Des prélèvements d'empreintes digitales sont en cours d'analyse. Mardi, un mineur, visiblement proche de l'un des deux terroristes, a été placé en garde à vue. Mardi en fin de journée, deux perquisitions étaient toujours en cours, selon l'AFP.

La ville de Saint-Etienne-de-Rouvray apparaît déjà dans un dossier antiterroriste assez médiatisé. En août 2013, Maxime Hauchard, un jeune homme de 22 ans, originaire du village du Bosc-Roger-en-Roumois, dans le département voisin de l'Eure, avait rejoint les rangs jihadistes en Syrie. Avant de ressurgir, en novembre 2014, sur une vidéo de propagande comme l'un des bourreaux de 18 otages syriens égorgés. L'enquête avait mis au jour un «foyer de dérive radicale» concernant notamment trois autres jeunes convertis à l'islam fréquentant, selon le Parisien, des mosquées à Saint-Etienne-du Rouvray et à Elbeuf. Malgré ces similitudes géographiques, aucun lien n'a pour l'instant été établi entre cette affaire et l'attentat perpétré dans l'église. libération.fr

- Etats-Unis: Ce que l'on sait sur la fusillade devant une boîte de nuit en Floride - 20minutes.fr

Une fusillade s'est produite dans la nuit de dimanche à lundi dans la ville de Fort Myers, dans le sud-ouest de la Floride. Une vingtaine de coups de feu ont été entendu dans une boîte de nuit de la ville, le Club Blu.

Quel est le bilan de l'attaque?

«Deux morts ont été confirmées et au moins 14 à 16 personnes ont été blessées» dont certaines grièvement, a indiqué dans la matinée dans un premier communiqué la police de Fort Myers, précisant que les faits avaient eu lieu vers 00h30 lundi (heure locale) sur le parking de la boîte de nuit.

Dans un communiqué publié cette après-midi vers 16h (heure française), la police a livré l'identité des deux victimes, âgées de 14 et 18 ans.

Le club accueillait ce soir-là une soirée réservée aux adolescents. Selon le communiqué publié ce lundi après-midi, l'attaque «n'est pas un acte de terrorisme» mais les enquêteurs «travaillaient encore activement sur la scène de crime pour tenter de déterminer le motif de l'attaque». 20minutes.fr 24.07

En complément.

- En 2012, selon l'Institut de sondages WIN/Gallup International, un tiers des Français répondaient être « non religieux » et presque un autre tiers « athées », soit près de deux tiers de Français sans religion.

Moins de la moitié font encore baptiser leurs enfants et seuls 4,5 % des catholiques assistent à la messe chaque semaine. legrandsoir.info

Rien à foutre de la religion !

"L'objectif" de l'attentat dans une église catholique est de "provoquer une guerre de religions", a estimé le Premier ministre Manuel Valls sur TF1, peu après le discours du président. AFP 26.07

Dans l'histoire, il n'y a jamais eu de guerres de religion, il n'y a jamais eu autre chose que des guerres pour des intérêts économiques, il n'y a que dans les manuels scolaires débiles que l'on trouve ce genre de conneries ou dans la bouche d'un Premier ministre.

- Au Japon, un déséquilibré tue 19 handicapés pour «revitaliser l'économie» - Liberation.fr

Japon: 19 morts et 25 blessés dans une attaque au couteau, un acte terroriste semble écarté

Au moins 19 personnes ont été tuées et 25 blessées au Japon dans la nuit de lundi à mardi dans une attaque au couteau. C'est un centre pour handicapés de Sagamihara, à l'ouest de Tokyo, a été visé par un déséquilibré. A ce stade, la piste terroriste semble écartée.

Le suspect est un homme de 26 ans qui s'est rendu, indique l'agence NHK News. Il a affirmé aux autorités qu'il était un ancien employé du centre. Il a été identifié comme Satoshi Uematsu, selon l'agence de presse Kyodo. Il aurait dit à la police : « Les handicapés devraient tous disparaître », selon des propos cités par le quotidien Asahi.

Les tueries de masse sont rares au Japon, qui dispose d'une législation de contrôle des armes très stricte et d'un taux de criminalité relativement faible. Mais des déchaînements de violence aveugle et coups de folie meurtrière endeuillent occasionnellement l'archipel. 20minutes.fr

- Suède: Un blessé dans une fusillade dans un centre commercial de Malmö - 20minutes.fr

Une fusillade a éclaté ce mardi après-midi dans un centre commercial du quartier de Rosengard à Malmö en Suède, rapporte le journal suédois anglophone The Local. 20minutes.fr

- Somalie: 13 tués dans un double attentat-suicide des shebab - AFP

Au moins 13 personnes ont été tuées mardi 26 juillet 2016, près de l'aéroport de Mogadiscio en Somalie, dans un double attentat-suicide à la voiture piégée revendiqué par les islamistes shebab, démontrant une nouvelle fois la capacité de nuisance du groupe affilié à Al-Qaïda au coeur de la capitale AFP

- Israël détruit 15 maisons palestiniennes en bordure de Jérusalem - AFP

Israël a détruit tôt mardi une quinzaine de maisons palestiniennes à Jérusalem et dans sa proche banlieue Qalandia, ont rapporté des sources palestiniennes et une ONG israélienne, accusant l'Etat hébreu de vider Jérusalem-Est de ses habitants palestiniens. AFP

- Daech frappe Kaboul - LeParisien.fr

Au moins 80 morts et 231 blessés : c'est le terrible bilan d'un attentat suicide qui a frappé hier Kaboul, la capitale afghane. LeParisien.fr

- Bagdad: Un attentat suicide a fait au moins 12 morts et 22 blessés - 20minutes.fr

L'attaque a été menée ce dimanche près d'un point de contrôle dans un secteur du nord de la capitale irakienne… 20minutes.fr

- Irak: au moins 12 morts dans un attentat au nord de Bagdad - AFP

Un kamikaze a fait exploser lundi 25 juillet une voiture piégée près d'un barrage bondé au nord de la capitale irakienne Bagdad, faisant au moins 12 morts. AFP

- Afghanistan: plus de 5.000 victimes en 6 mois, un record - AFP

L'ONU a comptabilisé un "nombre record" de morts et blessés en Afghanistan au premier semestre 2016, témoignant de la dégradation régulière de la sécurité dans ce pays, dont les enfants payent le prix fort. AFP

- L'Australie pourrait durcir sa législation sur le terrorisme - Liberation.fr

Le gouvernement australien, qui craint une attaque terroriste de grande ampleur sur son territoire, envisage de maintenir en prison des personnes condamnées pour terrorisme, même après avoir purgé leur peine. Liberation.fr

- Australie: Des images de maltraitance de détenus mineurs choquent le pays - 20minutes.fr

Une enquête a été ordonnée après la diffusion lundi soir d'images, filmées en 2014 et 2015, lors d'une émission de la chaîne publique ABC… 20minutes.fr

Brexit. Poker menteur. La preuve.

Article de l'AFP à propos du G20 qui se tenait ce week-end à Chengdu en Chine.

AFP - Il y a trois mois, bien avant le vote britannique fin juin, le G20 avait déjà placé le Brexit parmi "les menaces" pour l'économie mondiale. AFP 24.07

Cameron a eu trois mois minimum pour annuler le référendum sachant que le Brexit risquait de l'emporter pour l'avoir évoqué lors du précédent G20. Cela ne vous fait-il pas penser au référendum du 5 juillet 2015 en Grèce où le vote en faveur de la sortie de l'euro risquait également de l'emporter et qui l'emporta.

Quoique vous votiez qui ne soit pas conforme à notre stratégie, nous ne vous permettrons pas de l'appliquer, vous devrez vous soumettre, vous n'avez aucun pouvoir, voilà ce qu'il s'agissait de dire et de faire admettre aux peuples grec et britannique et de l'ensemble des pays de l'UE, de leur imposer.

Bienvenue chez les faussaires. L'Agence Française de Propagande de l'oligarchie à l'oeuvre.

- L'AFP efface les huées à l'attention de Manuel Valls - arretsurinfo.ch

Dans sa vidéo, l'Agence France Presse ne montre que la minute de silence, respectée, lors du recueillement devant le monument aux morts, puis les applaudissements de la foule. Des applaudissements qui étaient destinés aux forces de l'ordre, et pas à Manuel Valls et Christian Estrosi.

Pourtant, comme les internautes ont pu le constater sur de nombreuses autres vidéos, la cérémonie a surtout été marquée par d'importantes huées à l'attention du Premier ministre et des officiels.

Pourquoi l'Agence France Presse a-t-elle choisi de faire l'impasse de ces sifflets, à la fois symboliques et qui marquent un tournant dans la série d'attentats qui frappe la France depuis 2015 ? arretsurinfo.ch 22.07

Valls hué à Nice - 18/07/2016
https://www.youtube.com/watch?v=S6gyYqXT3xY

Des minutes de honte : Manuel Valls sifflé à Nice lors de la minute de silence - RT France
https://www.youtube.com/watch?v=8qjIX2raVyo

Remake. Ils nous le ressortent à chaque fois.

- Face au terrorisme, 67% des Français pour un gouvernement d'union nationale - L'Express.fr Pour faire face à la menace terroriste, deux tiers des Français sont pour cette idée, selon un sondage Ifop pour le JDD. Les 18-24 ans y sont le plus favorables. L'Express.fr

Union nationale avec qui ?

- Popularité: toujours faible niveau pour Hollande, à 19%, et Valls, à 24% - AFP

France. En Etat policier.

Les sondages policiers.

- Les Français sceptiques sur l'efficacité de l'état d'urgence - LeMonde.fr

Une courte majorité de Français (54 %) estime que l'état d'urgence n'est pas efficace dans la lutte contre le terrorisme, selon un sondage BVA pour Orange et iTélé publié samedi 23 juillet.

Interrogés sur les priorités que devrait se fixer le gouvernement en réponse aux attentats récents, les sondés citent majoritairement la lutte contre la propagande djihadiste et la radicalisation (86 %), la sécurité intérieure (75 %) et l'éducation (73 %), loin devant la situation des banlieues (54 %), la question de l'intégration (51 %) et la lutte contre le racisme (36 %). LeMonde.fr 23.07

Mais en aucun cas le gouvernement ne devrait se fixer comme priorités de résoudre les problèmes sociaux auxquels sont confrontés les travailleurs et plus particulièrement les jeunes. La violence sous toutes ses formes n'aurait pas de causes sociales, l'Etat et le capitalisme ne seraient pas en cause. On aura compris qu'il ne faut surtout pas que les travailleurs et les jeunes les remettent en cause.

J'ai noté que 72 % des sympathisants du PS sont convaincus de son efficacité, alors que "les sondés proches du parti" Les Républicains ne sont que 38 % a estimé qu'il serait efficace et 34% proche du Front national, c'est à croire que les sympathisants du PS sont encore plus réacs ou à droite que ceux de LR et du FN, ce qui ne nous étonne pas.

Du coup je me suis demandé comment des dirigeants se réclamant du trotskysme ou du marxisme avaient pu imaginer que pour construire un nouveau parti ouvrier il fallait courtiser les sympathisants du PS.

- Le soutien moral et financier de Hollande aux militaires de Sentinelle - fr.news.yahoo.com

L'ennemi : Les musulmans. Ils l'assument ouvertement dorénavant.

- Terrorisme: Fillon évoque "une forme de guerre mondiale" - AFP

L'ancien Premier ministre François Fillon (LR) a estimé, dans le JDD, qu'"une forme de guerre mondiale" est engagée et que "la société française tout entière doit se mobiliser contre le totalitarisme islamiste", avec les valeurs de la République à "imposer" aux musulmans.

"La République a su imposer aux catholiques, aux protestants et aux juifs le respect de ses valeurs. Il n'existe aucune raison pour qu'elle ne les impose pas avec autorité aux musulmans", selon lui. AFP

"L'objectif" de l'attentat dans une église catholique est de "provoquer une guerre de religions", a estimé pour sa part le Premier ministre Manuel Valls sur TF1, peu après le discours du président. AFP 26.07

Rappel. Causerie du 23 juillet.

Quand Valls en appelle à la guerre civile en ciblant les musulmans responsables du salafisme.

- Valls: aux musulmans français de mener "partout" le combat contre le salafisme - AFP 22.07

Quand on est gouverné par des psychopathes il ne faut s'étonner de rien, surtout pas que leurs créatures passent à l'acte.

- Apparemment pas de lien entre le tireur de Munich et l'EI - Reuters

Le jeune homme qui a ouvert le feu vendredi soir dans un centre commercial de Munich, tuant neuf personnes, et semé la panique dans la ville n'avait apparemment aucun lien avec l'organisation Etat islamique (EI), a déclaré samedi la police bavaroise.

Les enquêteurs sont arrivés à cette conclusion à l'issue d'une perquisition menée samedi à l'aube au domicile du tireur, qui faisait par ailleurs l'objet d'un suivi psychiatrique et n'était pas connu des services de police.

"Des documents concernant des tueries ont été découverts (lors de la perquisition), donc l'assaillant a manifestement fait des recherches intensives sur le sujet", a ajouté le chef de la police locale.

Lors de la perquisition menée samedi, les policiers ont découvert dans sa chambre la version allemande d'un ouvrage rédigé par un auteur américain et intitulé "Pourquoi les adolescents tuent, dans la tête des tueurs dans les écoles".

Les enquêteurs cherchent aussi à comprendre comment l'assaillant s'est procuré une arme alors même que la législation allemande en la matière est l'une des plus restrictives d'Europe, selon le centre de recherche du Congrès américain.

- Mais pourquoi la police allemande parle-t-elle du «forcené» de Munich, et pas d'un «terroriste»? - Slate.fr

- Allemagne: l'attentat suicide commis après "allégeance" à l'EI - AFP

Le Syrien qui s'est fait exploser dimanche soir près d'un festival de musique à Ansbach en Allemagne (sud) avait "fait allégeance" au groupe jihadiste Etat islamique (EI) d'après une vidéo retrouvée sur son téléphone portable, a annoncé lundi le ministre bavarois de l'Intérieur.

Le Syrien, résidant dans un foyer à Ansbach, avait tenté par deux fois dans le passé de mettre fin à ses jours et séjourné dans une clinique psychiatrique. AFP 24.05

France. La violence sociale, mère de toute les violences.

- La remontée du chômage se prolonge - Reuters

La remontée du chômage amorcée en mai après deux mois de baisse s'est prolongée en juin en France sous l'effet d'une hausse sensible du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, selon les chiffres publiés mardi par le ministère du Travail.

Le nombre de demandeurs de catégorie A (sans aucune activité) a ainsi progressé de 0,2% le mois dernier pour atteindre 3.525.700, soit 5.400 de plus qu'à fin mai.

En ajoutant les catégories B et C (personnes exerçant une activité réduite), le nombre d'inscrits à Pôle emploi a augmenté de 0,1%, soit 6.300 personnes de plus en un mois, à 5.434.600 (5.733.900 en incluant les départements d'Outre-mer).

La hausse de juin est due pour l'essentiel aux moins de 25 ans, catégorie dont les demandeurs d'emploi progressent de 0,8% à 511.400, un plus haut de quatre mois.

Les sorties de Pôle emploi ont progressé de 8,1%, avec un niveau toujours élevé de radiations administratives (+17,4%) et d'entrées en stage (+53,5%). Reuters 26.07

Dossier sur la Turquie

- Turquie: Ankara prévient l'UE qu'elle ne faiblira pas dans sa riposte - AFP

La Turquie a porté samedi à 30 jours la durée des gardes à vue, a dissous plus de 2.000 institutions, dont la garde présidentielle, et prévenu l'UE qu'elle ne faiblirait pas dans sa riposte aux partisans du prédicateur Fethullah Gülen, accusés d'être à l'origine du putsch manqué.

Ce que les responsables européens "disent ne m'intéresse pas et je ne les écoute pas", a déclaré le président Recep Tayyip Erdogan dans une interview à la chaîne française France 24.

Enième critique venue de responsables de l'UE, peu après la diffusion de cet entretien samedi, le chef du gouvernement italien Matteo Renzi reprochait à Ankara de "mettre en prison l'avenir" du pays, où l'état d'urgence a été instauré jeudi pour la première fois en quinze ans.

Ses premiers effets concrets ont été déclinés dans le Journal officiel: extension de quatre à 30 jours de la durée maximale de garde à vue; radiation à vie des fonctionnaires liés à Fethullah Gülen. Et samedi soir, un responsable a annoncé l'arrestation de Hails Hanci, qualifié de "bras droit" de M. Gülen.

Ont été fermés 1.043 établissements d'enseignement, 15 universités, 1.229 associations et fondations, 19 syndicats... Le président Erdogan a répété sa volonté d'éradiquer ce "virus", ce "cancer" qui se serait "métastasé" dans les institutions.

Certes, la justice a annoncé l'élargissement de 1.200 militaires du rang, une décision de libération inédite depuis le début des purges massives après l'échec du coup d'Etat qui s'est soldé par 270 morts, dont 24 mutins.

Mais dans la soirée de samedi, le Premier ministre Binali Yildirim a annoncé à la télévision la dissolution de la garde présidentielle, car "elle n'a pas de raison d'être". Après le putsch manqué, 283 de ses 2.500 membres ont été arrêtés.

M. Yildirim a également indiqué que 13.002 gardes à vue avaient été prononcées depuis les événements de la nuit du 15 au 16 juillet et 5.837 personnes placées en détention, dont 3.718 soldats et 123 généraux.

"Venez ici! Venez voir à quel point c'est grave!", a lancé le ministre des Affaires européennes Omer Celik à ceux qui penseraient "que c'est juste un jeu de Pokémon". M. Gülen, a-t-il ajouté, est "plus dangereux qu'Oussama Ben Laden" et son mouvement "plus sauvage que Daech", acronyme arabe du groupe Etat islamique (EI).

Le responsable a toutefois assuré que l'accord du 20 mars entre Ankara et Bruxelles, qui a permis d'assécher le flux des migrants en route vers l'Union européenne (UE), avait continué à être appliqué "sans accroc" et appelé de ses voeux "un nouvel élan" dans les négociations d'adhésion avec l'UE.

Le président Erdogan s'est montré moins volontariste et a répété que si le peuple l'exigeait et si le Parlement le votait, il accepterait le rétablissement de la peine de mort, ce qui risque de torpiller le processus d'adhésion.

Avant une manifestation qui s'annonce massive dimanche place Taksim à Istanbul, les partisans de M. Erdogan redescendaient dans les rues samedi soir, crier leur haine de Fethullah Gülen, dont un neveu a été interpellé, outre son proche collaborateur Hails Hanci.

"On ramènera aussi ce traître (...) de Pennsylvanie", a affirmé vendredi le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu lors d'un de ces rassemblements dans la ville côtière d'Antalya (sud).

Dans un contexte de tensions entre Ankara et Washington, le président Barack Obama a prévenu que la question d'une éventuelle remise du septuagénaire, exigée par les Turcs, serait traitée conformément à la loi américaine.

Par le passé, les Etats-Unis "nous ont fait plusieurs demandes d'extradition, (...) nous ne leur avons jamais demandé aucun document", a déclaré M. Erdogan, qui a assuré que des preuves seraient envoyées d'ici "une dizaine de jours".

Le président turc a affirmé que le chef d'état-major de l'armée Hulusi Akar, resté loyal et pris en otage par les putschistes, s'était vu proposer par ses ravisseurs de s'entretenir au téléphone avec Fethullah Gülen.

Si les autorités sont déterminées à poursuivre le grand ménage dans les services de sécurité, Hakan Fidan, le patron des puissants services de renseignement, le MIT, pris en défaut par le putsch, a pour le moment sauvé sa tête.

Le principal parti prokurde (HDP) a réuni quelques milliers de personnes à Istanbul, pour protester contre le putsch mais aussi contre l'état d'urgence. AFP 23.7

- Turquie: 42 journalistes arrêtés, nouvelles victimes des purges - AFP

Une quarantaine de journalistes ont été les nouvelles victimes lundi des purges tous azimuts lancées en Turquie par le président Erdogan, qui a eu un long entretien avec des chefs de l'opposition sur les conséquences du coup d'Etat manqué du 15 juillet.

La justice a émis des mandats d'arrêt à l'encontre de 42 journalistes, dont la célèbre Nazli Ilicak, dernier épisode d'une chasse aux sorcières déclenchée contre les partisans de Fethullah Gülen, prédicateur exilé aux Etats-Unis accusé par Ankara d'avoir ourdi le putsch.

Dans un rare geste d'unité, Recep Tayyip Erdogan a eu un entretien de près de trois heures lundi avec le dirigeant du parti CHP, Kemal Kiliçdaroglu. Ce dernier, qui avait juré qu'il ne mettrait jamais les pieds au palais présidentiel, en est ressorti en se déclarant satisfait de cet "entretien positif (pour la) normalisation", sur la télévision NTV.

M. Erdogan avait aussi invité le chef du Parti de l'action nationaliste (MHP, droite), Devlet Bahceli. Mais celui du HDP prokurde, Selahattin Demirtas, régulièrement qualifié de "terroriste" par le président, n'avait pas été convié.

Sur les 42 journalistes visés par des mandats d'arrêt, cinq ont été déjà arrêtés et 11 auraient quitté le pays, a assuré lundi l'agence de presse privée Dogan. La police recherchait dans la station balnéaire de Bodrum (ouest) Nazli Ilicak, figure de premier plan du monde des médias en Turquie.

Mme Ilicak avait été limogée du quotidien progouvernemental Sabah en 2013 pour avoir critiqué des ministres impliqués dans un scandale de corruption.

"C'est le dernier signe alarmant dans ce qui devient de plus en plus une purge éhontée fondée sur l'appartenance politique", a jugé Amnesty International.

Le monde des médias avait déjà été frappé par la purge avec le retrait, le 19 juillet, des licences de nombreuses chaînes de télévision et de radio.

Par ailleurs, lors d'une nouvelle descente de police lundi, 40 suspects de l'académie militaire d'Istanbul ont été arrêtés, a annoncé l'agence progovernementale Anadolu.

Et 31 universitaires, dont des professeurs, ont été placés en garde à vue à l'issue de coups de filet dans des milieux supposés gulenistes d'Istanbul, a indiqué Dogan.

La purge s'est étendue également à la compagnie nationale Turkish Airlines. Le fleuron du transport aérien turc a annoncé le licenciement de 211 employés en raison de leurs liens allégués avec Gülen.

Après dix jours de cavale, sept soldats suspectés d'avoir fait partie du commando ayant attaqué l'hôtel de Marmaris (ouest) où se trouvait en vacances le président au début du putsch, ont été mis en garde à vue. Trois d'entre eux ont été capturés lors d'un contrôle routier dans le cadre d'une vaste chasse à l'homme.

Depuis le putsch raté, plus de 13.000 personnes ont été placées en garde à vue, 5.800 en détention et près de 50.000 fonctionnaires suspendus ou limogés dans le cadre de la plus vaste purge depuis l'arrivée de M. Erdogan au pouvoir en 2003.

Le chef d'état-major Hulusi Akar, qui avait été retenu en otage par les putschistes lors de cette dramatique nuit du 15 au 16 juillet, a assuré aux procureurs lundi que les conjurés lui avaient proposé de parler directement avec Gülen s'il se ralliait à eux.

"Je leur ai dit "vous faites fausse route (...), ne faites pas cela, ne versez pas le sang"", a expliqué Le général Akar. Ce à quoi le chef rebelle Mehmet Disli aurait répondu : "C'est le chemin que nous avons pris. C'est sans retour." AFP 24.7

- Turquie: Une marée de drapeaux rouges pour la démocratie - 20minutes.fr

Après le coup d'Etat manqué du 15 juillet, des milliers de Turcs sont venus dire leur attachement à la démocratie place Taksim à Istanbul.

La figure tutélaire qui flotte sur la mer rouge de drapeaux turcs n'est pas cette fois celle du président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan, dont les louanges sont chantées chaque soir par la foule de ses partisans. « Nous sommes les soldats de Mustafa Kemal » Atatürk, le père de la république laïque, scande dimanche la foule de Taksim, place emblématique des luttes turques.

« La Turquie est un pays laïc et doit le rester », dit Esra, une retraitée de 66 ans qui ne donne pas son nom complet. Cette opposante à Erdogan a « prié pour qu'ils (les putschistes) soient empêchés de gagner ». « Contre le coup d'état militaire, contre aussi le coup d'état civil »

Tous sont venus crier leur opposition aux putschistes, mais beaucoup expriment aussi leur inquiétude devant l'état d'urgence et les purges massives des institutions de l'Etat. « J'étais contre le coup d'état militaire et je suis contre le coup d'état civil » que voudrait mettre en place Recep Tayyip Erdogan, dit Kemal, un trentenaire.

Professeur de 33 ans, Osman Can ne cache pas « avoir peur pour l'avenir » : « Tous ces professeurs virés ou en prison, ça pourrait être moi, (…) beaucoup de gens arrêtés sont innocents », estime cet homme qui prend soin de préciser qu'il n'a « rien à voir » avec Fethullah Gülen, le prédicateur accusé d'avoir ourdi le coup d'Etat.

L'appel à ce rassemblement a été lancé par le parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate et laïc), celui des héritiers d'Atatürk, dont les députés n'ont pas voté l'état d'urgence le 21 juillet. Le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan s'y est rallié.

Mais ses partisans sont clairement minoritaires place Taksim, survolée par un hélicoptère, scrutée par des tireurs d'élite en treillis, bouclée par des blindés légers et des canons à eau. Pour y entrer, il faut se soumettre à trois fouilles. « Beaucoup de supporters du gouvernement… pas l'unité »

Le drapeau turc se vend 5 livres (moins de deux euros). Frappé du portrait de Mustafa Kemal, son prix quadruple.

Les organisateurs avaient demandé de venir avec la bannière rouge frappée du croissant, sans marquer d'obédience politique. Certains ont enfreint la consigne : « Des drapeaux turcs ! Sortez des drapeaux turcs ! », crie un homme à des syndicalistes qui arborent leur bannière.

« Je suis venu une fois place Taksim la nuit pour veiller, mais il y avait beaucoup de supporters du gouvernement. Aujourd'hui, c'est beaucoup de sympathisants du CHP. Ce n'est pas l'unité, malheureusement », regrette Onur, un étudiant.

Présents en 2013 lors des manifestations de Taksim qui avaient ébranlé le pouvoir d'Erdogan, des supporters du club de football de Besiktas sont revenus. Sous couvert de l'anonymat, un de ses membres prévient : « Aujourd'hui c'est contre le coup d'Etat », en 2013 « c'était Erdogan, et si demain Erdogan déconne, ce sera encore contre lui ».

« Le plus grand, c'est Atatürk ! », crie en fin de rassemblement une Turque en robe rouge. « Le plus grand c'est Allah ! », répondent trois femmes voilées. Un homme intervient : « Dégagez ! Ce n'est pas une République islamique ici, c'est une République laïque ! ». 20minutes.fr 24.07

- Turkish Airlines licencie 211 employés après le putsch avorté - Reuters

La compagnie aérienne nationale turque Turkish Airlines a licencié lundi 211 employés, le groupe évoquant notamment leurs liens avec un groupe religieux qui est, selon le président turc Recep Tayyip Erdogan, à l'origine du putsch manqué du 15 juillet.

Dans un communiqué, la compagnie aérienne affirme que ses employés ont été renvoyés pour cause d'inefficacité, de performances médiocres et en raison de leurs liens avec le mouvement de Fethullah Gülen, le prédicateur en exil aux Etats-Unis accusé par Ankara d'être l'instigateur du putsch avorté.

L'opérateur Turk Telekom, détenu à 30% par l'Etat, a mis à pied vendredi 198 employés en "coopération avec les forces de sécurité". La compagnie a précisé dans un communiqué que certains responsables avaient été convoqués par la justice pour témoigner dans le cadre de l'enquête sur le coup d'Etat manqué.

Les autorités ont suspendu, interpellé ou placé sous enquête judiciaire plus de 60.000 militaires, policiers, magistrats, enseignants, fonctionnaires et autres personnes depuis l'échec du putsch. Reuters 24.07

- Le gouvernement turc va élaborer une nouvelle Constitution - AFP

Le gouvernement turc est prêt à travailler avec les principaux partis d'opposition pour élaborer une nouvelle Constitution, a déclaré lundi le Premier ministre Binali Yildirim, après des mois de blocage sur cette question.

"Tous les principaux partis sont prêts à commencer à travailler à une nouvelle Constitution", a déclaré M. Yildirim à la presse à Ankara, précisant que la question avait été réglée lors d'une réunion entre le président Recep Tayyip Erdogan et deux responsables de l'opposition plus tôt dans la journée, consacrée aux conséquences de la tentative de putsch militaire du 15 juillet.

AFP 25.07

- Ankara remercie Moscou de son soutien pendant le putsch - sputniknews.com

Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu a remercié le président Vladimir Poutine et d'autres officiels russes pour leur plein soutien pendant la tentative de coup d'Etat en Turquie.

"La Russie nous a accordé son soutien total et inconditionnel pendant la tentative de coup d'Etat. Nous en remercions Vladimir Poutine et tous les officiels russes. Une rencontre entre les deux présidents aura très probablement lieu en août avant le sommet du G20. Elle aura au programme des sujets importants, comme la levée des barrières économiques et certaines autres mesures visant le plein rétablissement des relations", a dit M.Cavusoglu lundi en direct sur la chaîne de télévision Haberturk. sputniknews.com 25.07

Info sur le Venezuela

- Venezuela : le gouvernement demande l'interdiction de la coalition d'opposition - lemonde.fr

Le gouvernement vénézuélien a demandé mardi 26 juillet à la commission électorale que la coalition d'opposition MUD (centre droit), qu'il accuse de fraude dans la collecte de signatures pour un référendum révocatoire contre le président Nicolas Maduro, soit considérée illégale.

« Nous sommes venus demander l'annulation de l'enregistrement du parti politique appelé Table de l'unité démocratique (MUD), pour avoir participé à la plus grande fraude électorale qu'ait connue l'histoire du pays », a annoncé à la presse le dirigeant chaviste Jorge Rodríguez. Ce dernier a été délégué par M. Maduro pour surveiller le processus qui devrait mener au référendum révocatoire.

Le porte-parole a remis la demande à la présidente du Conseil national électoral (CNE), Tibisay Lucena, avançant que le parti MUD avait inclus des milliers de signatures de personnes décédées, de mineurs et des détenus dans sa demande de référendum contre le président. « Cela préfigure, sans aucun doute, une fraude gravissime », a assuré Jorge Rodríguez, en soulignant que l'organisme électoral avait lui-même décelé ces fraudes au cours du processus de vérification des signatures.

Composée d'une trentaine de partis de différentes tendances politiques, la coalition d'opposition MUD, qui contrôle le Parlement, est à l'origine d'un processus visant à tenir un référendum révocatoire contre le président Maduro.

Cette requête contre la coalition a été déposée le jour même où la MUD espérait obtenir du CNE le feu vert au référendum anti-Maduro. Le CNE devrait finalement annoncer dans les prochains jours si la MUD a réussi à faire valider les 200 000 signatures nécessaires à l'organisation d'un référendum.

Cette requête s'ajoute à une action pour fraude présentée par Nicolas Maduro lui-même devant le Tribunal suprême de justice (TSJ). Les chavistes ont présenté devant le parquet et le TSJ quelque 8 600 autres recours contre cette collecte de signatures. lemonde.fr 26.07

Bienvenue en oligarchie.

- Pokémon Go, c'est comme «Sixième Sens», «tu vois des trucs que personne ne voit» - Slate.fr

- L'univers Star Trek s'agrandit avec une nouvelle série : « Discovery » « Star Trek : Discovery », la sixième série télévisée de la franchise de science-fiction, a été présentée samedi au Comic Con de San Diego. LeMonde.fr

- Six ruses pour travailler incognito à la plage

Mensonge, camouflage et stratégie ou comment gérer une fusion-acquisition les pieds dans l'eau et le cerveau au boulot. LeMonde.fr

- Le sexe sans conséquences est-il possible ?

Faut-il vraiment courir après le graal sexuel contemporain, un plaisir gratuit émotionnellement ? La chroniqueuse Maïa Mazaurette préfère la prise de risque au vapotage sexuel et à la liposuccion des sentiments. LeMonde.fr

Haut de page

Le 28 juillet 2016

CAUSERIE

Je profite de l'absence de ma compagne Selvi durant cette semaine pour actualiser le site, alors que je n'en ai pas du tout envie!

Je n'ai plus le temps d'aborder la situation en Turquie. Je dois encore lire quelques articles.

Ce que je crois avoir compris provisoirement, c'est qu'un quarteron de généraux du Pentagone poussés par un cercle d'oligarques anglo-saxons minoritaires parmi les plus extrémistes auraient fomenté à la hâte ce coup d'Etat, ce qui expliquerait pourquoi il a lamentablement foiré, après le rapprochement d'Erdogan avec Poutine. Etait-ce voulu ?

A moins qu'ils aient instrumenté les opposants à Erdogan en leur faisant miroiter je ne sais pas quoi et qu'ils l'aient cru, piège qui devait permettre ensuite à Erdogan d'épurer tous les centres de pouvoir...

Reste à savoir si Erdogan en avait été informé ou plus précisément quand, car on nous dit que ce qui l'a sauvé serait son discours réalisé à l'aide de son téléphone portable pendant qu'il était dans un avion, et qui a été retransmis par... l'agence turque de la télévision américaine CNN. Or, si les Américains avaient vraiment voulu sa peau, ils ne lui auraient pas fourni l'unique occasion qu'il avait de s'adresser au peuple turc en l'appelant à descendre dans la rue pour faire échec à ce coup tordu, à première vue cette explication semble logique ou la plus probable. Il se peut également que les dirigeants de CNN n'appartiennent pas au même cercle d'oligarques ou qu'ils ne partagent pas la même stratégie que les commanditaires de ce coup d'Etat, peu importe, c'est un détail. A suivre.

Populistes et légitimistes.

En famille. Quand le 14 juillet ils célèbrent l'union nationale entre la monarchie et la République.

On a pu lire un peu partout : L’attaque de Nice, le jour-même de la fête nationale, le 14 juillet 2016.

Une fête nationale, de qui, pour qui ?

- La date du 14 juillet comme date de fête nationale fut longtemps contestée et l'on ne commémore pas, comme on le croit souvent la prise de la Bastille en 1789... Alors que célèbre-t-on exactement le 14 juillet ? Qu'est-ce que la Fête de la Fédération ? (...)

Mais surprise : notre fête nationale ne commémore pas directement le 14 juillet 1789, même si cette première journée révolutionnaire a une portée symbolique. Le 14 juillet fait officiellement référence à un autre événement, moins connu, bien qu'appris par tous les élèves français dès leur plus jeune âge : la fête de la Fédération, organisée un an plus tard, le 14 juillet 1790... 14 juillet 1790

Après l'été 1789, partout dans les provinces françaises, se sont créées des "fédérations" régionales de gardes nationaux. Une réaction à l'affaiblissement du pouvoir central. Afin de contrôler ce mouvement spontané, la Commune de Paris, sous l'impulsion de Lafayette, décide de fonder une grande Fédération nationale regroupant des représentants des fédérations locales et de les réunir à Paris le 14 juillet. La cérémonie est censée célébrer la prise de la Bastille, un an après cette date symbolique, mais aussi apporter un semblant d'ordre et d'unité dans un pays en crise.

Le jour dit, 14 000 soldats fédérés arrivent donc à Paris et défilent sous la bannière de leur département, de la Bastille jusqu'au Champ-de-Mars. Sur une esplanade aménagée pour l'occasion, une grande messe est célébrée, à la suite de quoi le roi Louis XVI jure de maintenir "la Constitution décidée par l'Assemblée nationale". Les 400 000 Parisiens présents ce jour-là acclament leur souverain : la monarchie n'est donc pas remise en cause. L'aspiration à l'union nationale triomphe et la cérémonie se transforme en grande fête populaire. Mais la réconciliation nationale sera de courte durée. Deux ans plus tard, le roi est arrêté et condamné à mort. (Source : http://www.linternaute.com/actualite/histoire/1030307-14-juillet-non-la-fete-nationale-ne-celebre-pas-la-prise-de-la-bastille-2016/)

- La lecture du rapport de séance du Sénat du 29 juin 1880 établissant cette fête nationale éclaire le débat sous-jacent portant sur laquelle de ces deux dates (1789 ou 17910 - ndlr) est commémorée le 14 juillet :

« M. le rapporteur (Henri Martin) : - Il y a eu ensuite, au 14 juillet 1789, il y a eu du sang versé, quelques actes déplorables ; mais, hélas ! dans tous les grands événements de l’histoire, les progrès ont été jusqu’ici achetés par bien des douleurs, par bien du sang. Espérons qu’il n’en sera plus ainsi dans l’avenir (« très bien » à gauche, interruptions à droite).

À droite : - Oui, espérons !

M. Hervé de Saisy : - Nous n'en sommes pas bien sûrs !

M. le rapporteur : - Nous avons le droit de l'espérer. Mais n'oubliez pas que, derrière ce 14 juillet, où la victoire de l'ère nouvelle sur l'ancien régime fut achetée par une lutte armée, n'oubliez pas qu'après la journée du 14 juillet 1789 il y a eu la journée du 14 juillet 1790 (« très-bien ! » à gauche).

Cette journée-là, vous ne lui reprocherez pas d'avoir versé une goutte de sang, d'avoir jeté la division à un degré quelconque dans le pays, Elle a été la consécration de l'unité de la France. Oui, elle a consacré ce que l'ancienne royauté avait préparé. L'ancienne royauté avait fait pour ainsi dire le corps de la France, et nous ne l'avons pas oublié ; la Révolution, ce jour-là, le 14 juillet 1790, a fait, je ne veux pas dire l'âme de la France – personne que Dieu n'a fait l'âme de la France – mais la Révolution a donné à la France conscience d'elle-même (« très-bien ! » sur les mêmes bancs) ; elle a révélé à elle-même l'âme de la France. »

Un peu plus loin, le rapport du Sénat, préalable à l'adoption de la proposition de loi, fait également référence au 14 juillet 1790 :

« Mais, à ceux de nos collègues que des souvenirs tragiques feraient hésiter, rappelons que le 14 juillet 1789, ce 14 juillet qui vit prendre la Bastille, fut suivi d'un autre 14 juillet, celui de 1790, qui consacra le premier par l'adhésion de la France entière, d'après l'initiative de Bordeaux et de la Bretagne. Cette seconde journée du 14 juillet, qui n'a coûté ni une goutte de sang ni une larme, cette journée de la Grande Fédération, nous espérons qu'aucun de vous ne refusera de se joindre à nous pour la renouveler et la perpétuer, comme le symbole de l'union fraternelle de toutes les parties de la France et de tous les citoyens français dans la liberté et l'égalité. Le 14 juillet 1790 est le plus beau jour de l'histoire de France, et peut-être de toute l'histoire. C'est en ce jour qu'a été enfin accomplie l'unité nationale, préparée par les efforts de tant de générations et de tant de grands hommes, auxquels la postérité garde un souvenir reconnaissant. Fédération, ce jour-là, a signifié unité volontaire. » wikipedia.org

Vive l'ONU "gendarme du monde" ! Vive les guerres impérialistes !

Grille de lecture.

Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU ont une valeur coercitive sur tous les Etats, sauf les Etats-Unis, Israël, et selon le contexte leurs alliés du moment.

L'ONU a été créée par la grâce de l'oligarchie anglo-saxonne, à New York, sa capital, celle de Wall Street, sur un terrain lui appartenant (Rockefeller) qui par ce biais s'autorise à s'immiscer dans les affaires intérieures des autres Etats à la place de leurs peuples, dont la souveraineté ou l'autodétermination se trouve ainsi spoliée. Dès lors, ils deviennent des proies faciles pour l'impérialisme dominant.

L'ONU n'a jamais eu pour mission d'apporter le bien-être à tous les peuples, de leur permettre de se développer harmonieusement, de garantir la paix entre eux, mais d'intervenir en fonction des besoins économiques, politiques ou militaires de l'impérialisme hégémonique, les Etats-Unis d'Amérique.

Donc en résumé, l'ONU est un instrument destiné à permettre aux Etats-Unis et plus précisément à son oligarchie financière, de conserver et d'accroître sa suprématie sur le reste du monde.

Tout le reste est du baratin d'intellectuels malhonnêtes ou corrompus, destiné à duper les peuples et à donner bonne conscience à ceux qui s'expriment en leur nom après avoir fait allégeance au capitalisme.

Tous ceux qui se réfèrent ou en appellent à l'ONU sont des faussaires ou des manipulateurs, dans la mesure où ils s'emploient sciemment à lui trouver des qualités ou des mérites, en sous-estimant ou en occultant systématiquement les assassinats, massacres, guerres, coups d'Etat, guerres civiles, famines, déportations de populations, etc. que l'ONU a couverts pendant 71 ans et dont furent victimes des milliards d'hommes, femmes et enfants innocents issus du prolétariat urbains ou rurals sur pratiquement tous les continents.

L'ONU est le fer de lance de la réaction internationale qui regroupe tous les gouvernants de la planète et les représentants de leur opposition officielle, de la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante pour briser la résistance de tous les peuples, qui se dressent contre les conséquences sociales injustes qui leur sont imposées par la survie du système capitaliste.

C'est à cette réaction que le portail stalinien Le Grand Soir a offert généreusement une tribune. Un modèle dans le genre, on pourrait caractériser de négationnisme l'exercice auquel s'est livré l'auteur de cet article. Jugez plutôt.

- Stoppons nos frappes en Syrie et renforçons l'ONU - par Chloé Maurel - legrandsoir.info 25.07

Extrait. Ce n’est pas à la France de faire le gendarme du monde, il y a une organisation internationale qui a été créée pour cela voilà plus de 70 ans : c’est l’ONU, l’Organisation des Nations unies ! Elle a justement été créée pour éviter que de telles dérives se produisent. L’ONU est souvent taxée d’impuissance et d’inefficacité, et c’est vrai qu’elle est souvent insuffisamment efficace ou court-circuitée par d’autres instances (OTAN, G7, OCDE...), mais justement c’est à nous, les États, c’est à nous, les peuples, de pousser pour rendre à l’ONU tout son rôle, le rôle qui lui a été attribué dans la Charte de l’ONU de 1945, très beau texte et toujours d’actualité. L’ONU a créé en 1948 les « casques bleus », qui ont depuis leur création été engagés dans une soixantaine de missions de paix, et ont souvent permis de régler des conflits épineux et de rétablir la paix. Ils ont d’ailleurs obtenu le Prix Nobel de la Paix en 1988. Au delà du « maintien de la paix » (peacekeeping), l’ONU est aussi à même de faire de la « consolidation de la paix » (peacebuilding), comme l’a théorisé son Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali en 1992, c’est-à-dire aider un pays à construire ou reconstruire, sur le long terme, un État de droit, démocratique, en organisant des élections, en formant les citoyens aux idées démocratiques, etc. Et, depuis 2001, l’ONU a développé l’idée de la « responsabilité de protéger », qui affirme que si un État n’est pas en mesure de protéger sa population, il revient à la communauté internationale, donc à l’ONU, de le faire. Ainsi, l’ONU est particulièrement bien placée pour intervenir dans le conflit syrien et le résoudre. legrandsoir.info 25.07

Voilà en quelques lignes justifiées son soutien à toutes les guerres impérialistes menées par les Américains ou l'Otan depuis le bombardement de la Serbie.

Parmi les merveilleuses réalisations de l'ONU, en voici une tirée d'un article publié hier par le portail sioniste Slate.fr (L’«israélisation» de la France n’existe pas) qui sait de quoi il parle :

- La guerre entre Israël et la Palestine est un conflit tantôt latent, tantôt ouvert, ayant pour objet fondamental un contentieux territorial, et qu’a déclenché le plan de partage de la Palestine adopté en 1947 par les Nations Unies, créant l’Etat d’Israël. Slate.fr 27.07

Ces intellectuels vivent très confortablement, ils ne risquent pas le "burn out", bref ils peuvent remercier le régime de leur avoir octroyé un statut privilégié. Ces nantis tiennent à profiter de la vie, à vivre en paix qu'ils sentent menacer par la montée de la violence aveugle ou téléguidée par l'Etat ou les sommets de l'oligarchie au sein de la société, aussi sont-ils prêts à toutes les compromissions, à se faire les relais de la propagande de l'Otan ou de Washington sur laquelle est alignée l'ONU qui par exemple réclame à feu et à sang un changement de régime en Syrie : "si l’on confie à l’ONU la mission de rétablir la paix en Syrie et d’y organiser des élections et l’arrivée au pouvoir d’un gouvernement démocratique, on pourra résoudre ce dangereux guêpier.", alors que le gouvernement et le peuple syrien ont encore prouvé récemment qu'ils n'avaient pas besoin de l'ONU ou d'un pays tiers pour organiser des élections auxquelles tous les partis et toutes les couches de la société avaient participé.

On aura compris que pour reprendre à son compte cette revendication avancée par l'impérialisme américain, il a fallu à l'auteur de cet article nier que le gouvernement syrien actuel et le chef de l'Etat, les députés syriens, avaient été élus au cours d'un processus électoral similaire à celui qui existe chez les puissances occidentales dont la France.

Finalement, pour vivre à nouveau en paix en France et profiter de son petit confort, s'il faut débarquer les autorités syriennes légitimes ou mises en place par le peuple syrien lui-même au profit d'un gouvernement adoubé par les Américains et leurs alliés, pourquoi pas.

C'est là qu'on s'aperçoit que ces intellectuels n'ont pas plus de principes que Bush, Obama, Blair, Cameron, Sarkozy ou Hollande, leur discours et leur conscience sont dictés uniquement par leurs seuls intérêts, qui pour berner les ignorants ou se donner bonne conscience seront présentés comme conformes à ceux du peuple syrien, alors qu'en réalité leurs intérêts se confondent avec ceux de la pire réaction.

Ils n'adoptent pas cette rhétorique ou cette idéologie par hasard, c'est leur boulot, c'est bassement alimentaire. Ils sont encore plus dangereux que les porte-parole officiels ou assumés du néolibéralisme ou du néoconservatisme, parce qu'ils camouflent ou enrobent leurs réelles intentions sous des arguments faussement humanistes ou progressistes ou se mêlent vérités et contrevérités sans que les lecteurs dont les convictions sont destinées à être manipulées ou orientées dans une direction précise ne s'en aperçoivent forcément ou n'en aient réellement conscience. Cet exercice ne relève pas de l'information ou de la transmission de faits, il tient de la propagande pure. Que des éléments du mouvement ouvrier diffusent cette propagande n'étonnera plus personne.

En complément.

- Lavrov confirme l’échec des entretiens Putin-Kerry au sujet de la Syrie - Arrêt sur Info

Comme The Duran l’avait précédemment annoncé, les russes ont rejeté l’offre de l’américain Kerry d’une place dans une coalition anti-ISIS menée par les Etats-Unis en échange du départ d’Assad. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a confirmé publiquement ce que nous avions dit précédemment : les pourparlers à Moscou avec le secrétaire d’Etat américain John Kerry ont été un échec.

Voici ce que nous avions dit à propos de la proposition que Kerry a présenté à Moscou :

… Il semble que les Etats-Unis ont offert aux russes de se joindre à eux dans une campagne militaire conjointe en Syrie contre Al-Qaïda et Daesh. Avant de se rendre à Moscou, Kerry a laissé entendre que des « sous-groupes » affiliés à Al-Qaïda seraient aussi pris pour cible. En retour, les russes étaient censés accepter le commandement des Etats-Unis pour cette campagne militaire, cesser de bombarder les groupes rebelles en Syrie qui sont alignés sur les États-Unis, et accepter la destitution éventuelle du président Assad.

Nous avions rendu compte de cette proposition comme suit :

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les russes ont rejeté la proposition de John Kerry. Dans les grandes lignes, le cœur de cette proposition était la destitution du président syrien avec l'aide des russes, en échange d'une place dans une coalition dirigée par les militaires américains.

Lavrov, ministre russe des affaires étrangères, a confirmé que c'est exactement ce qui est arrivé. Lors d'un forum de l'éducation nationale de la jeunesse russe, Sputnik rapporte les paroles de Lavrov :

Les américains disent que nous devrions les rejoindre dans la lutte contre le terrorisme […] mais pour cela, nous devons d'abord accepter la destitution d'Assad.

Sputnik rapporte que Kerry a dit aux russes que Assad avait perdu le soutien de la « grande majorité de la population syrienne ». Selon Lavrov, les russes ont répondu que c'étaient aux Syriens – et non aux États-Unis ou à la Russie – de choisir d'une manière démocratique, leur prochain président.

En d'autres termes, les Russes ont rejeté l'offre de Kerry. Sputnik souligne que Lavrov condamne la politique américaine de changement de régime telle qu'elle a été appliquée au Moyen-Orient :

Ce qui se passe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est le résultat d'une incompétence, d'une attitude non professionnelle. Dans une tentative de maintenir leur domination, nos partenaires occidentaux ont agi comme un éléphant dans un magasin de porcelaine.

C'est la position de la Russie depuis le début du conflit syrien en 2011.

En vérité, l'histoire de la diplomatie du conflit syrien a été la répétition continue du même événement : les États-Unis poussent les Russes à accepter que le président Assad soit destitué. Les États-Unis font diverses offres et même des menaces pour forcer les russes à adhérer à leur accord. Les russes répondent que l'avenir du président Assad est une affaire interne strictement syrienne ; ils ne veulent pas s'impliquer. Alors les américains s'éloignent, déconcertés et en colère.

Le même scenario se renouvelle régulièrement, les discussions de Kerry à Moscou avec Poutine et Lavrov étant le dernier exemple.

Les américains ne sont pas les seuls à avoir fait la même proposition aux russes. En Juillet 2013, le chef du renseignement saoudien, le prince Bandar bin Sultan bin Abdelaziz Al Saud, a fait un voyage secret à Moscou, où il a également présenté diverses offres et menaces lors d'une réunion privée avec Poutine pour obtenir un accord sur la destitution du président Assad. A sa perplexité et colère, les Russes ont dit non – comme ils le font toujours.

En vérité, l'incapacité des États-Unis et de ses alliés occidentaux et arabes d'accepter que l'opposition russe à leur politique en Syrie et ailleurs est réelle, et que les Russes ne peuvent pas être intimides ou soudoyés, est l'une des choses les plus étranges à propos de l'ensemble du conflit syrien.

Les russes ont expliqué leur politique à plusieurs reprises, mais les États-Unis et ses alliés semblent incapables de croire que les russes sont vraiment sérieux à ce sujet. Ils semblent toujours penser que les russes sont en train de jouer un jeu cynique, et que s'ils font une offre alléchante, ou mettent la pression là où il faut, les russes lâcheront Assad et seront d'accord pour sa destitution.

A l'heure actuelle – cinq ans après le début du conflit – il est évident que cela ne va pas se produire. Le voyage de Kerry à Moscou et les longues heures de négociations infructueuses, montrent cependant que les États-Unis n'acceptent toujours pas le fait. Arrêt sur Info 26.07

C'est dommage pour l'auteur de l'article précédent, Chloé Maurel, dont la petite vie tranquille va continuer d'être perturbée par des attaques ou des attentats... Même en nous forçant, on n'arrive pas à la plaindre.

En complément.

Du régime policier ou régime militarisé.

La gangrène stalinienne s'illustre ou le stalinisme à la hauteur de sa réputation répugnante, réactionnaire.

L'ancien maire de Vénissieux réclame des mesures contre la "gangrène" islamiste - Lexpress.fr

Dans une lettre ouverte adressée à François Hollande, André Gerin estime qu'il existe, en France, "des territoires perdus de la République".

L'ancien maire communiste de Vénissieux monte au créneau. André Gerin exhorte ce mercredi le président François Hollande à mettre en oeuvre des mesures "sans précédent" contre la "gangrène" islamiste.

Dans une lettre ouverte adressée au chef de l'Etat au moment où se déroulait l'attentat de Saint-Etienne-du-Rouvray, l'élu se dit "convaincu" qu'il faut "franchir une étape sans précédent pour rétablir l'ordre républicain et redonner à l'Etat son autorité et sa légitimité". "La France est gangrenée par l'islamisme", dénonce l'ancien maire, qui dirigea pendant 24 ans cette ville ouvrière de la banlieue de Lyon. Pour lui, il ne fait aucun doute qu'il existe "des territoires perdus de la République".

"Une véritable idéologie de rupture et de haine de la France". (Conforme à celle de Hollande, Valls, Fabius, Macron. - LVOG)

En mars, les propos du ministre de la Ville Patrick Kanner affirmant qu'il existait en France une centaine de Molenbeek (le quartier de Bruxelles d'où avaient été pilotés les attentats de Paris), avaient fait polémique.

Depuis le milieu des années 90, affirme André Gerin, "une véritable idéologie de rupture et de haine de la France s'est développée, pourrissant la tête de nos gamins et la vie de nos quartiers. Elle s'est insinuée tel un virus idéologique, communautariste, antisémite, complotiste, anti-France et anti-blanc, diffusant en continu sa haine de la France". (Qui a soutenu le wahhabisme, qui a soutenu le communautarisme au nom de la lutte contre le racisme depuis le milieu des années 70 ? Le PCF et le PS notamment. - LVOG)

"Quand les ghettos sociaux deviennent des ghettos ethniques, le constat est clair: le quartier n'est plus black, blanc, beur, c'est le communautarisme qui prédomine et la loi de la charia qui devient la norme dans l'espace public", écrit-il. (Les régimes féodaux d'Arabie saudite et du Qatar où la charia est en vigueur sont les "amis" de la France, ses alliés contre la République arabe syrienne laïque. - LVOG)

"Un diagnostic commun en définissant l'ennemi intérieur"

D'après l'ancien édile, "certains de nos adolescents ne se considèrent pas comme étant Français. Ils sont d'abord et avant tout musulmans. Ils l'affirment avec arrogance et nous distillent les discours préformatés et victimaires qui leur ont été inoculés". (Qui a laissé se répandre ce discours, qui a fourni des visas aux imams salafistes, qui l'a encouragé en commerçant avec ses commanditaires ? - LVOG)

Pour celui qui se définit toujours comme "communiste et républicain", droite et gauche doivent d'abord partager "un diagnostic commun en définissant l'ennemi intérieur". Afin de lutter contre cette réalité "enkystée dans la société depuis plusieurs décennies", il propose une "hausse massive des budgets régaliens et de sécurité", la création d'un service civique obligatoire, la mise hors d'état de nuire des terroristes potentiels, la réhabilitation des frontières nationales et la maîtrise des flux migratoires.

André Gerin, qui, comme député, avait été l'un des promoteurs de la loi contre le voile intégral, exige par ailleurs que ce texte soit véritablement appliqué. Lexpress.fr avec AFP 27.07

- Sécurité : de nouvelles mesures annoncées - Francetv info

François Hollande. "Deux éléments nouveaux annoncés par Bernard Cazeneuve : d'abord ce seront au total 23 500 hommes qui seront affectés à la protection des grands évènements culturels, festifs et sportifs de cet été sur tout le territoire. Cela comprend les 10 000 soldats de l'opération Sentinelle, mais aussi plus de 13 000 réservistes de la gendarmerie et de la police nationale", affirme Sophie Brun. Sécurisation des grands évènements

La journaliste de France 2 continue en expliquant "qu'instruction est donnée aux préfets de définir, en relation avec les maires, la responsabilité de chacun quant à la sécurisation de ces grands évènements et si les conditions ne sont pas réunies c'est à l'État de prendre la responsabilité d'annuler au coup par coup. Une mesure qui vise sans doute à prévenir toute nouvelle polémique

après celle intervenue entre le ministre de l'Intérieur et la mairie de Nice après l'attentat du 14-juillet." Francetv info 27.07

En famille, la prière des assassins des peuples innocents

C'est parce qu'on vous aime qu'on vous bombarde, qu'on détruit méticuleusement les infrastructures de votre pays, votre existence et qu'on vous souhaite de vivre en paix, une paix éternelle, amen.

- La République réunie à Notre-Dame en hommage au prêtre égorgé - AFP

"Seigneur, rassemble-nous dans la paix de ton amour"...

Sans rire, ce sont les seigneurs de la guerre Hollande, Valls, Sarkozy, etc qui ont repris en choeur ce refrain...

"Délivre-moi des hommes criminels, des meurtriers, sauve-moi"...

Alors d'eux-mêmes !

"Le monde est en guerre", mais pas de religions, dit le pape - Reuters

Sauf entre chiites et sunnites, s'il vous plaît...

Quand Mélenchon fait la retape pour sa boutique ou les maquereaux de la Ve République.

Grille de lecture

De plus en plus de couches de travailleurs s'abstiennent à chaque élection ou estiment inutiles de s'inscrire sur les listes électorales, parce qu'ils n'attendent rien du régime et de ses représentants, ils rejettent les institutions qui l'incarnent, les rendant chaque fois un peu plus illégitimes, ce qui n'est pas sans conséquences pour la stabilité du régime qui s'en trouve fragilisé.

Aussi, faut-il tout faire pour les ramener dans le droit chemin ou qu'ils fassent allégeances au régime en retrouvant le chemin des urnes... funéraires pour leurs droits. C'est le sale boulot auquel a décidé de se livrer le Parti de gauche, qui consiste aussi à faire croire aux travailleurs que le régime serait compatible avec la démocratie et leurs droits.

A la Grande Borne, la caravane de Mélenchon face aux «dégoûtés de la politique» - Libération.fr

Le dispositif lancé par l'ex-président du Parti de gauche s'est arrêté dans le quartier populaire de Grigny, en banlieue parisienne, notamment pour inciter les habitants à s'inscrire sur les listes électorales.

«La tablette numérique, elle est à gagner ?» lance un gamin, attiré à la base par un bol de bonbons. «Non, elle sert à s'inscrire sur les listes électorales.»

«Il faut que tous ces gens cessent de se considérer comme des sous-citoyens.» Cette phrase n'est pas de Jean-Luc Mélenchon, non présent sur l'étape de Grigny, mais de Mathilde Panot, militante et coordinatrice du projet caravane insoumise.

Via ce qu'il nomme «la caravane pour l'égalité des droits», dont le parcours entamé le 12 juillet prévoit 26 dates dans toute la France cet été, le candidat à l'élection présidentielle de 2017 entend sensibiliser les quelque 10 millions de personnes non inscrites ou mal inscrites sur les listes électorales.

Mais son constat sur la Grande Borne est sans appel : «Ici, il y a beaucoup de gens qui sont dégoûtés de la politique. C'est un des quartiers les plus pauvres d'Ile-de-France, le sentiment de relégation est très fort.» C'est vrai : à Grigny, 45 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Un plan d'urgence substantiel a bien été annoncé mardi par Manuel Valls pour aider la ville. «De l'opportunisme lié à l'échéance présidentielle», estime Patrick Magnin, membre de la France insoumise venu donner un coup de main. Pour lui, ici, «tout est délaissé».

«Bonjour, vous êtes inscrite sur les listes électorales ?» Danielle Simonnet, coordinatrice du Parti de gauche et conseillère de Paris, a aussi fait le déplacement. Elle alpague un jeune homme – «J'suis mineur moi Madame!» – ou des mamans pressées avec leurs poussettes, qui prennent poliment tracts et autocollants et s'en vont. «On réussit tout de même à distribuer une vingtaine de papiers pour s'inscrire sur les listes et à faire quatre ou cinq inscriptions directement en ligne dans chaque ville», estime Mathilde Panot. Elle se félicite également de petites victoires : «A Nanterre, on a une dame qui est venue faire la simulation et qui s'est rendu compte qu'elle avait le droit à 500 euros d'aides par mois. C'est important.»

Le porte-à-porte compte aussi, de l'avis des militants.

Toc toc, bonjour Madame, vous êtes inscrite sur les listes électorales ? «Non.» «C'est important de s'inscrire car, sinon, c'est toujours les autres qui décident pour vous.» «Oui, c'est vrai.» La dame prend les papiers. Ira-t-elle réellement s'inscrire ? liberation.fr 27.07

La caravane passe et «l'égalité des droits» aussi...

Il faut être un opportuniste forcené à l'heure où les inégalités explosent pour tenir un discours sur l'égalité des droits qui doit faire sourire jaune les travailleurs auxquels il s'adresse, car personne n'y croit. C'est à Neuilly-sur-Seine, à Saint-Cloud ou dans le XVIe arrondissement de Paris que le PdG devraient aller tenir ce discours.

Brexit ou le poker menteur.

- La Fed voit moins de risques économiques malgré le Brexit - AFP

Tiens donc, non, qui l'aurait cru franchement !

Dossier Turquie

- Militaires congédiés et organes de presse fermés en Turquie - Reuters

Les autorités turques ont annoncé mercredi avoir congédié près de 1.700 militaires et fermé plus de 130 organes de presse dans le cadre d'une vaste répression suivant la tentative de coup d'Etat du 15 juillet, rapporte la chaîne de télévision CNN Turk.

Selon elle, 1.684 soldats ont été démis de leurs fonctions tandis qu'il a été ordonné à, entre autres, trois agences de presse, 16 chaînes de télévision et 45 quotidiens de mettre la clef sous la porte.

Dans la journée, CNN Turk avait dit que les autorités turques avaient interpellé plus de 15.000 personnes, dont plus de 10.000 militaires, depuis le putsch avorté d'il y a près de deux semaines.

Les nouvelles mesures prises par Ankara ne manqueront pas de soulever les inquiétudes les associations de droits de l'homme ainsi que les alliés occidentaux du pays, qui redoutent de voir le président Recep Tayyip Erdogan profiter de la tentative ratée de coup d'Etat pour accentuer son emprise sur le pays.

Lors d'un point de presse, le porte-parole du département d'Etat américain a ainsi dit que les Etats-Unis, tout en comprenant la nécessité éprouvée par la Turquie d'arrêter les auteurs du putsch, voyaient l'arrestation d'encore plus de journalistes comme une évolution "troublante". Reuters 27.07

Où cela, en Syrie, on s'en fout !

- Syrie: 44 morts dans un attentat de l'EI - AFP

Au moins 44 personnes ont été tuées mercredi dans la ville syrienne à majorité kurde de Qamichli dans une attaque suicide revendiquée par le groupe Etat islamique (EI), disant répondre aux raids de la coalition antijihadistes soutenant les forces kurdes. AFP 27.07

Etats-Unis. Ce sont les assassins qui font la loi en oligarchie.

- Mort de Freddy Gray: Tous les policiers dédouanés - 20minutes.fr

No justice, no peace. Le cri des manifestants afro-américains face à la violence policière va sans doute à nouveau résonner à Baltimore, avec l'abandon des poursuites, mercredi, contre tous les policiers impliqués dans l'homicide de Freddie Gray, un Noir mortellement blessé l'an dernier dans un fourgon de police.

"Les services du procureur de la ville de Baltimore ont décidé d'abandonner les poursuites dans les dossiers restants liés à l'arrestation et à la mort de Freddie Gray", a indiqué une cour du Maryland, dont dépend Baltimore, dans un bref communiqué. Pour la procureure Marilyn Mosby, il s'agit d'un revers cinglant.

Des procès précipités

Le premier procès dans cette affaire avait débouché sur un non-lieu surprise, les jurés n'étant pas parvenus à se mettre d'accord sur un verdict. Les deux procès suivants, y compris celui de Caesar Goodson, le chauffeur de la fourgonnette qui faisait face aux chefs d'inculpation les plus graves (« meurtre par indifférence », passible de 30 ans de prison), avaient débouché sur des acquittements.

Marilyn Mosby, une jeune procureure de 36 ans, en poste depuis seulement quatre mois, a expédié la procédure. Les six policiers ont été inculpés moins de deux semaines plus tard, le 1er mai. Le premier procès a suivi huit mois plus tard. Il a révélé qu'il y avait peu de preuves matérielles sur ce qu'il s'est passé dans le fourgon. Le chauffeur, acquitté en juin, a-t-il volontairement conduit le véhicule brutalement pour secouer Freddie Gray, menotté mais pas attaché avec une ceinture de sécurité ? « Je ne peux pas me prononcer », a conclu un expert médical pourtant mandaté par le bureau du procureur.

Enquête des affaires internes

Après un premier procès devant un jury populaire, les deux autres policiers avaient choisi de comparaître devant un juge, qui se concentre davantage sur les preuves matérielles que sur l'émotion autour d'un tel procès médiatique.

Les officiers ne sont cependant pas complètement sortis d'affaire. Une enquête des affaires internes de la police est en cours et pourrait déboucher sur des sanctions. Mais celles-ci sont extrêmement rares : les policiers sont dédouanés dans neuf cas sur dix en moyenne. 20minutes.fr 27.07

Bienvenue dans le garde-manger que vous réserve l'oligarchie.

- Le premier burger végétarien «saignant» va être servi à New York

Et tout ça grâce à une molécule qui donne à la fausse viande le goût de la vraie. Le burger, on en mange à tous les coins de rue quand on ne le porte pas à même la peau ou qu'on n'écrit pas des lignes sociologiques très sérieuses dessus. Slate.fr

Vous ne croyez tout de même pas qu'eux ils bouffent cette merde, non ils vous la destinent. Vous vous souvenez peut-être que l'actionnaire de Monsanto, Bill Gates, en visite dans une unité de cette multinationale s'était abstenu de manger à la cantine par crainte de s'intoxiquer. Quand on vous dit qu'ils sont moins cons que nous, la preuve, si nécessaire.

Le « lait » de cafard est bien plus nutritif qu'on ne l'imagine

Une espèce de cafard produit une des substances les plus caloriques et nutritives jamais découvertes. Mais qui en mangerait ? LeMonde.fr

Je ne pense que le jour où on exterminera les cafards qui nous gouvernent, nous goûterons leurs restes pour voir de quoi ils étaient faits, merci on est déjà servi, à en vomir ! Ils nous haïssent, c'est réciproque et amplement mérité, n'est-ce pas ?

Haut de page

Le 29 juillet 2016

CAUSERIE

Je suis obligé de laisser certaines infos de côté faute de temps. On traite de préférence l'actualité politique et économique.

Ici l'approximation a valeur d'aveu de manipulation des faits.

En moins de 15 jours, la France et l'Allemagne ont connu chacune deux attaques revendiquées ou inspirées par l'idéologie jihadiste. Tuerie de masse ou opérations ciblées, ces attentats restent extrêmement difficiles à décrypter mais se produisent dans une Europe affaiblie et en pleine crise existentielle. AFP 28.07

Traitre, corrompu, vendu ? Non, des agents loyaux au capital rémunérés pour service rendu.

- Thierry Lepaon (ex-leader CGT) chargé par Matignon de créer la future Agence de la langue française - AFP

L'ex-leader de la CGT Thierry Lepaon, poussé à la démission en 2015 après un scandale sur son train de vie, a été missionné par Manuel Valls pour "préfigurer" la future Agence de la langue française pour la cohésion sociale, a-t-on appris jeudi. AFP 28.07

Vous avouerez qu'ils ne sont pas ingrats envers leurs larbins.

Il ne lui restera plus qu'à postuler à l'Académie française ou au Collège de France !

France. Etat policier.

L'Etat de droit sans l'Etat social, c'est l'arbitraire permanent en dictature du capital.

- Terrorisme : doit-on s'affranchir de l'Etat de droit ? - LeParisien.fr

Pour certains, dernier rempart avant l'aliénation de nos libertés ; pour d'autres, seul frein à une lutte enfin efficace contre le terrorisme, l'Etat de droit n'en finit pas de diviser la classe... LeParisien.fr 28.07

L'Etat d'exception appelle à son renversement.

- « Changeons la Constitution ! » - LeParisien.fr

-Faut-il modifier notre Etat de droit pour lutter contre le terrorisme ? LeParisien.fr 28.07

Connais pas !

- « La démocratie peut gagner » - LeParisien.fr

Je n'ai pas encore trouvé par quel terme précis on pourrait remplacer démocratie. Il reste à inventer, démocrassie est trop vulgaire. Démocratie signifie que la souveraineté appartiendrait aux citoyens, mais ce ne fut jamais le cas, il faudrait donc trouver un mot qui exprime la négation de ce droit. Balzac signalait dans *le Cabinet des Antiques*: Il n'y a plus de noblesse, il n'y a que de l'aristocratie. Montesquieu en donnera une définition dans *l'Esprit des lois* : Dans l'aristocratie, la souveraine puissance est entre les mains d'un certain nombre de personnes. Ce sont elles qui font les lois et qui les font exécuter; et le reste du peuple n'est tout au plus à leur égard que comme dans une monarchie les sujets sont à l'égard du monarque. Renan dans *Questions contemporaines* apportait une précision intéressante : Il est de l'essence des États modernes, sortis de la féodalité, de posséder une aristocratie, reste des familles autrefois souveraines, dont le rôle consiste à limiter la royauté et à empêcher le développement exagéré de l'idée de l'État. Exactement comme le fait de nos jours l'oligarchie et ses représentants au pouvoir.

Le Grand Robert de la langue française note que *L'aristocratie dégénère quelquefois en oligarchie*, dont il donne la définition suivante qui va comme un gant à tous les régimes qui se sont succédés depuis l'Antiquité : "*Régime politique dans lequel la souveraineté appartient à un petit groupe de personnes, à quelques familles, à une classe restreinte et privilégiée*", la souveraineté du peuple ayant toujours été bafouée, y compris en République ou tout au long de la lutte des classes jusqu'à nos jours, à l'exception des périodes de la Commune et de la révolution russe de 1917.

La souveraineté se confond avec la classe qui détient le pouvoir économique, comme les masses exploitées ou l'immense majorité de la population n'a jamais détenu le pouvoir économique, on ne voit où et comment la démocratie aurait pu exister. Ce fut un leurre basé sur le fait que la classe au pouvoir pouvait en certaines circonstances prendre des mesures en faveur de l'ensemble ou de la majorité de la population dictées en réalité par ses propres besoins pour ne pas entraver le développement économique dont dépendait ses propres privilèges et son pouvoir.

Ce qui a pu faire illusion également, c'est lorsqu'elle fut amenée au cours de la lutte des classes à prendre des mesures qui en apparence allaient à l'encontre de ses besoins, lorsque des troubles sociaux ou une révolution menaçait son pouvoir, pour par la suite revenir dessus ou s'en servir pour maintenir la paix sociale et consolider son pouvoir, sans rien concéder sur le fond, sans que le régime d'exploitation et sa domination politique ne soient remis en cause.

D'une manière ou d'une autre on n'a jamais cessé de vivre en oligarchie, même si sa forme et son contenu ont évolué au fil du temps, de la lutte des classes et du développement des forces productives. C'est la débâcle du mouvement ouvrier et l'incurie politique de son avant-garde qui de nos jours met en lumière crûment ce constat ou remet au goût du jour l'oligarchie, qui apparaît soudain toute puissante, d'une violence extrême. On va continuer de réfléchir à ce sujet, ceci n'est qu'une esquisse.

Disons provisoirement qu'on est en train de passer d'une République oligarchique à un régime oligarchique tout court, le vernis démocratique dont s'était dotée la République oligarchique ayant servi à accompagner le développement chaotique de

l'ultime cycle du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, avant de s'en séparer et de retourner à la barbarie à défaut de pouvoir permettre à la civilisation humaine d'atteindre un stade social supérieur, qui ne pourra voir le jour ou être envisagée qu'au-delà du capitalisme, quand le prolétariat l'aura renversé et se sera emparé du pouvoir politique.

Mais le prolétariat non plus ne peut pas incarner la démocratie, il demeure trop ignorant face à un ennemi qui a une conscience de classe, qui dispose de tous les pouvoirs, qui est organisé, dispose de l'Etat, de son appareil judiciaire, policier, militaire, de puissantes officines de propagande, il ne peut vaincre son ennemi qu'on rassemblant dans un parti ses éléments les plus conscients et les plus déterminés qui l'aideront à s'organiser et le guideront jusqu'à la victoire, sans cet instrument qui seul peut incarner réellement la démocratie, il demeurera indéfiniment sous le joug cruel de l'oligarchie, du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ce fut la conclusion des travaux et des expériences de la lutte de classes qu'ont vécu Marx et Engels et que mit en pratique Lénine et dont nous nous sommes détournés malheureusement. Si nous ne renouons pas avec cet enseignement, jamais nous ne vaincrons.

Milice de la pensée. Cadenasser Internet pour étouffer toute opposition ou toute contestation du régime.

- Pourquoi « l'armée numérique » proposée par François Fillon n'a rien de nouveau - LeMonde.fr

Le candidat à la primaire de la droite préconise la création d'une « armée numérique » pour lutter contre l'Etat islamique. Un dispositif déjà largement engagé en France. LeMonde.fr 28.07

Milice de l'ordre nouveau.

- La réserve fait un tabac - LeParisien.fr

En avant, marche ! Politiques, journalistes, syndicalistes, professeurs ou simples citoyens, les demandes de renseignements pour adhérer aux différentes réserves proposées par le gouvernement sont en train de connaître un pic inédit depuis les derniers attentats et notamment l'assassinat du prêtre Jacques Hamel à Saint-Etienne-du-Rouvray. LeParisien.fr 28.07

Quand les porteurs de valises se font despotes.

- A Cannes, les valises interdites sur le littoral par mesure de «sécurité» - Liberation.fr

Pour prévenir le risque d'attentat, David Lisnard, le maire LR de Cannes, a pris un arrêté qui interdit aux piétons de se promener avec des valises ou des bagages volumineux en bord de mer. Liberation.fr 28.07

Invivable la France ! Imaginez le type qui sort du train ou qui a garé sa bagnolle à quelques centaines de mètres du lieu où il devait se rendre et qui trimballe sa valise...

Bordel, à côté, qu'est-ce qu'on est tranquille en Inde ! C'est le contraire de la France où quand tu es bronzé ou franchement coloré, tu es suspect, on ne te respecte pas, en Inde quand tu es blanc, on te fout une paix royale.

Ils sont directement impliqués dans le soutien aux barbares.

- Les médias peuvent-ils aider à limiter la propagation du message terroriste? - Slate.fr

Le Monde annonce qu'il ne publiera plus les photos des auteurs d'attentats en France ni d'images produites par Daech. Les médias peuvent-ils par ces pratiques juguler la propagation de la terreur? Slate.fr 28.07

Alors qu'ils sont à la solde de l'OTAN, de l'oligarchie anglo-saxonne qui a créé al-Qaïda et Daech.

Le Monde spécialisé dans la fabrication de faux témoignages, dont une partie des reporters tiennent davantage de l'agent de renseignement plutôt que du journaliste, qui par exemple a exprimé ouvertement le souhait qu'al-Qaïda s'empare du pouvoir en Syrie (voir la causerie du 27) se faisant de fait le relai de la propagande de ces barbares...

France. Policier, procureur, médias : Complicité de meurtre.

Grille de lecture.

Quel titre ! Mais il faut le prouver.

Un jeune est embraqué manu militari et vivant dans un fourgeon de la police, il en ressort quelques minutes plus tard mort, et un rapport d'autopsie statue à une mort par asphyxie. Il était menotté dans le dos, il n'a pas pu s'asphyxier lui-même, il était accompagné uniquement de policiers, c'est donc que quelqu'un parmi eux qui l'a asphyxié.

Mais peut-être qu'il était déjà souffrant.

La première autopsie réalisée à la hâte avait statué que plusieurs de ses organes étaient atteints d'«un phénomène infectieux», ce qui aurait pu expliquer cette asphyxie ou mort soudaine et disculper ainsi la thèse de l'assassinat par un ou des policiers, puis étrangement dans le rapport de la seconde autopsie cette mystérieuse infection avait disparu tout simplement parce qu'elle n'avait jamais existé.

Qui avait eu intérêt à fabriquer cette infection et cette version des faits ? A vous de juger.

- Mort d'Adama Traoré : la contre-autopsie ne montre «aucune trace de violence» - LeFigaro.fr

- Plus de mention d'infection dans la deuxième autopsie d'Adama Traoré - liberation.fr

Une mort sans fin. La nouvelle autopsie, effectuée mardi, à la demande de la famille, sur le corps d'Adama Traoré – décédé le 19 juillet lors de son interpellation à Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise) – ne révèle «aucune trace de violences» susceptible d'expliquer la mort du jeune homme, a annoncé, ce jeudi, le procureur de la République de Pontoise. «Lorsque les secours sont intervenus, la température du jeune homme était très élevée, et c'était un jour de canicule», a-t-il rappelé. La semaine passée, le premier rapport d'autopsie avait souligné «un phénomène infectieux» sur plusieurs organes. Cette fois, il n'en est pas fait mention.

En attendant, la mort d'Adama Traoré reste sans raison officielle.

De son côté, Frédéric Zajac, l'avocat de la famille, explique à Libération : «Les résultats de la première et seconde autopsie sont totalement différents : elles ne constatent pas les mêmes choses. Le rapport de la seconde évoque une mort par asphyxie. Si c'est le cas, qu'est ce qui a provoqué l'asphyxie ? On a besoin de comprendre.» Cet élément n'a pas été abordé par le procureur. Ce jeudi, Frédéric Zajac a demandé, avec l'accord de la famille, une nouvelle contre-expertise afin d'être fixé et donner une «réponse aux proches».

Samedi, un grand rassemblement est prévu à Paris, devant la gare du Nord. Il est organisé par le collectif Urgence notre police assassine en «soutien» à la famille d'Adama Traoré. liberation.fr 28.07

Il suffit d'empêcher quelqu'un de respirer pendant moins de deux minutes pour provoquer sa mort par asphyxie. Si vous voulez tenter l'expérience ou vous suicider, mettez-vous la tête dans un sac plastique, fermez-le et observez le résultat, c'est pas cher, rapide, sans souffrance et infaillible.

Attention, si un jour vous êtes témoin d'un tel suicide et que vous étiez en rapport avec cette personne, surtout ne touchez à rien avant l'arrivée de la police, laissez le sac en plastique à sa place, sinon vous feriez disparaître la preuve matériel du suicide et on pourrait vous soupçonner de meurtre. Vous voulez supprimer quelqu'un, la méthode est infaillible et sans risque, à condition de ne laisser aucune empreinte sur le sac en plastique. Quant à votre alibi, cela ne posera pas de problèmes puisque la mort intervient en moins de 2 minutes, vous ne devez pas fuir ou prétendre que vous n'étiez pas sur les lieux vous vous accuseriez, non, vous êtes seulement arrivé quelques minutes trop tard et personne ne pourra prétendre le contraire, la présomption d'innocence jouera en votre faveur et vous serez libre de savourez votre oeuvre, et plus si héritage à la clé. Démoniaque assurément, mais terriblement efficace.

C'est ainsi que le peintre expressionniste Bernard Buffet atteint de la maladie de Parkinson avait mis fin à ses jours le 4 octobre 1999. Ce qui avait retenu mon attention à l'époque en entendant cette info, c'est qu'il avait peint de nombreux portraits de clowns qui étaient tous tristes.

J'ai une mémoire déplorable, et j'ignore pourquoi je me suis souvenu jusqu'à maintenant de cette anecdote. Mais bon, vous savez ce que c'est chez les gens qui ont de la suite dans les idées...

Brexit. Ne me quitte pas...

- Malgré le Brexit, "nous ne quittons pas l'Europe pour autant", assure Boris Johnson - Francetv info

Pour sa première visite à Paris en tant que nouveau chef de la diplomatie britannique, l'ex-maire de Londres a tenu à rassurer les Français sur les intentions du Royaume-Uni malgré la décision de quitter l'Union européenne. Francetv info 28.07

Espagne.

- Les partis espagnols campent sur leurs positions - Reuters

Les principaux partis espagnols ont campé sur leurs positions jeudi lors de leurs premiers entretiens au palais royal avec Felipe VI et refusé de soutenir un gouvernement conservateur dirigé par Mariano Rajoy.

L'impasse politique perdure depuis sept mois en Espagne, aucun parti n'ayant obtenu de majorité au Parlement lors des élections législatives du 20 décembre dernier puis du 26 juin, ce qui contraint les formations politiques à négocier en vue de constituer une coalition.

Jusqu'à présent, les partis politiques n'ont pas réussi à s'entendre, mais les analystes espèrent que la date butoir pour adopter le budget 2017, fin septembre, va exercer sur eux une certaine pression.

Les chefs de parti ont rencontré séparément jeudi le roi Felipe, pour la quatrième fois cette année, mais les socialistes du PSOE, arrivés deuxièmes aux législatives, et le parti de gauche radicale Unidas Podemos, arrivé troisième, ont réaffirmé après les discussions qu'ils voteraient contre un nouveau gouvernement Rajoy. Le parti centriste Ciudadanos, quatrième du scrutin du 26 juin, a quant à lui indiqué qu'il s'abstiendrait.

"Nous voulons changer le gouvernement Rajoy est c'est pour cette raison que nous voterons 'non' lors d'un vote de confiance", a déclaré aux journalistes le chef du PSOE Pedro Sanchez.

Sans le soutien ou au moins l'absention des socialistes, Mariano Rajoy est dans l'impossibilité de réunir une majorité pour soutenir son éventuel second mandat, d'autant que les partis régionaux de centre droit de Catalogne et du Pays basque ont d'ores et déjà dit qu'ils voteraient contre lui.

Le Parti populaire (PP) du président du gouvernement par intérim a été le seul des quatre grands partis à progresser en sièges le 26 juin, mais avec 137 députés, il est encore loin des 176 nécessaires pour avoir la majorité absolue à la chambre basse des Cortes.

Selon le chef de Ciudadanos Albert Rivera, si une coalition entre le PP, le PSOE et Ciudadanos n'est pas possible, il faudra laisser le Parti populaire former un gouvernement minoritaire.

"Il y a deux options: un gouvernement fort créé par consensus ou un gouvernement minoritaire du parti qui a eu le plus de voix", a estimé Albert Rivera.

Le dirigeant centriste a également déclaré que, s'il le fallait, Mariano Rajoy devrait se retirer pour conclure un accord. Reuters 28.07

Turquie

- Turquie : alors que la purge continue, deux importants généraux démissionnent - LeParisien.fr

Deux importants généraux de l'armée turque ont démissionné, jeudi, avant une réunion au sommet du Conseil militaire suprême à Ankara. Comptant parmi les plus hauts gradés de l'armée turque, le chef de l'armée de terre, le général Ihsan Uyar, et le chef des «entraînements et de la doctrine de commandement», le général Kamil Basoglu, ont démissionné quelques heures avant le Conseil militaire suprême qui devra décider du remplacement des militaires limogés et poursuivis en justice. LeParisien.fr 28.07

Hillary Clinton est leur candidate. Il n'y a rien de plus naturel que les inégalités extrêmes.

- Avec Michael Bloomberg, les électeurs riches se sentent désormais chez eux au Parti démocrate - Slate.fr

Pendant la majeure partie des cinquante dernières années, les Républicains ont largement devancé leurs adversaires démocrates chez les électeurs fortunés. Depuis 2000, l'écart se rétrécit. Et le discours de Michael Bloomberg, ancien maire de New York qui a amassé une fortune plus de dix fois supérieure à celle de Donald Trump, en atteste.

Les responsables de la campagne d'Hillary Clinton se seraient parfaitement contentés de voir Bloomberg rester en retrait. Son intervention lors de la convention démocrate fait donc figure de cerise sur le gâteau.

J'y vois également un signe annonciateur. Pour la plupart des fins observateurs de la vie politique américaine, les primaires démocrates de cette année indiquent clairement que le parti vire à gauche, comme le démontre le déluge de

votes, d'enthousiasme et de petites contributions individuelles engrangé par Bernie Sanders –le social-démocrate autoproclamé de l'État du Vermont, qui avait rejoint les Démocrates à reculons.

Lee Drutman, responsable au sein du think tank New America, estime que les Démocrates sont désormais le parti favori des électeurs les plus riches, rôle d'ordinaire dévolu aux Républicains. En 2012, c'est Barack Obama, et non Mitt Romney, qui a engrangé le plus de contributions de foyers gagnant plus de 220 000 dollars par an. C'était la première fois depuis 1964 que les électeurs appartenant aux 4% de foyers américains disposant des plus hauts revenus préféraient un Démocrate à un Républicain. Il y a fort à parier que nombre de ces électeurs aisés ont choisi Obama pour les mêmes raisons que Bloomberg: Romney le RINO était tout simplement trop conservateur à leurs yeux. Et si ces électeurs n'ont pas trouvé Romney à leur goût, je vous laisse imaginer ce qu'ils pensent de Trump.

Pendant la majeure partie des cinquante dernières années, les Républicains ont largement devancé leurs adversaires démocrates chez les électeurs fortunés. Seulement, voilà: depuis 2000, l'écart se rétrécit. Lee Drutman attribue ce phénomène à la forte progression du Parti démocrate chez les électeurs instruits, et au fait que les électeurs riches sont plus diplômés que ceux des dernières décennies. Par ailleurs, pour beaucoup d'électeurs à revenus intermédiaires élevés ou très élevés, les réductions d'impôt sont beaucoup moins motivantes que le progressisme social. Qu'est-ce qu'une légère réduction des charges fiscales aux yeux d'un électeur déjà aisé? Par ailleurs, lorsqu'il s'agit de libre échange et d'équilibrage des budgets, Hillary Clinton s'avère beaucoup plus «conservatrice» que le populiste Trump, qui privilégie les droits de douane, les murs-frontières et des mesures économiques qui provoqueraient un gonflement du déficit. De fait, Gary Johnson (candidat du Parti libertarien) est sans doute plus susceptible que Trump de prendre des électeurs riches et progressistes à Clinton.

Ce qui nous ramène à Michael Bloomberg, le parfait représentant du courant «socialement progressiste et économiquement conservateur» (ce qui ne veut pas dire que Bloomberg est un libertarien – pour preuve, sa guerre contre la cigarette et les sodas sucrés et sa défense de la mesure dite du «stop-and-frisk»). Il serait plus juste de le qualifier de modéré favorable aux entreprises; d'homme politique n'ayant jamais réellement partagé l'opinion des progressistes alarmés par la hausse des inégalités économiques. Bloomberg ne s'émeut pas des inégalités extrêmes qui règnent dans une ville comme New York, au contraire: pour lui, il n'y a rien de plus naturel. Qu'attendre d'autre d'une économie qui voit des travailleurs immigrés à bas revenus gagner leur vie en répondant aux besoins des plus riches? Par ailleurs, Bloomberg a bâti sa fortune en mettant des terminaux de haute technologie entre les mains des traders de Wall Street; vous ne le verrez donc jamais dire du mal des grandes banques. Après tout, ce sont bien les bonus des banquiers qui financent les revenus des chauffeurs de taxis, des portiers et des serveurs de tous acabits.

Toutefois, contrairement à d'autres, Bloomberg ne se contente pas de suggérer aux pauvres manquant de pain un régime à base de brioche. Il estime que les travailleurs à bas revenus devraient bénéficier de Medicaid ainsi que du SNAP, et qu'ils devraient pouvoir envoyer leurs enfants dans des écoles gratuites de bonne qualité. Parce qu'il s'agirait de mesures justes, certes, mais aussi –parlons franchement– parce qu'elles permettraient d'éviter l'émergence d'une révolution à la française. Cette philosophie politique n'est pas entièrement délirante: elle est partagée par un nombre respectable de progressistes urbains aisés et de modérés vivant dans les banlieues résidentielles. Le bloombergisme n'est pas très éloigné du républicanisme progressiste, jadis incarné par Nelson Rockefeller et Jacob Javits. Slate.fr 28.07

Quel boulot pour les rendre fréquentables à la population occidentale !

Al-Qaïda se prépare à une rupture avec Al-Nosra - AFP

Le réseau Al-Qaïda a préparé le terrain jeudi à une éventuelle rupture avec le Front al-Nosra sur fond de spéculations sur internet quant à une possible annonce en ce sens par sa branche en Syrie.

Dans l'enregistrement diffusé par la chaîne de télévision Al-Jazeera, son chef Abou Mohammad al-Jolani a annoncé que son groupe avait changé de nom et qu'il s'appelait désormais "Front Fateh al-Cham".

La branche syrienne d'Al-Qaïda, le Front al-Nosra, continue d'être considérée comme un "groupe terroriste" et une menace pour les Etats-Unis malgré sa rupture annoncée avec le réseau jihadiste, a indiqué jeudi l'administration américaine.

Les Etats-Unis "continuent d'estimer que les dirigeants du Front al-Nosra maintiennent leur intention de mener des attaques contre les pays occidentaux", a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche Josh Earnest.

Al-Nosra "tente d'unifier et de galvaniser les autres groupes d'opposition syriens" a estimé de son côté le directeur du renseignement américain, James Clapper, lors d'un forum sur la sécurité à Aspen, dans l'ouest des Etats-Unis.

Sa décision de rompre avec Al-Qaïda est "un geste de relations publiques" et la réalité de la séparation "reste à établir", a-t-il déclaré.

Al-Nosra est apparu officiellement en Syrie en janvier 2012, soit dix mois après le début de la révolte pacifique contre le régime

de Bachar al-Assad, réprimée dans le sang, qui s'est transformée en conflit dévastateur.

Al-Nosra est allié à des rebelles combattant le régime et s'est constitué un soutien populaire. Il ne contrôle aucun territoire syrien mais domine la ville d'Idleb, d'où il a chassé l'armée du régime en 2015.

"Au centre de tout ça, c'est toujours Al-Qaïda", a estimé le général Joe Votel, le commandant des forces américaines au Moyen-Orient, lui aussi invité au forum d'Aspen.

"Nous devrons continuer de nous préoccuper d'eux à long terme, nous ne pourrons pas nous fier à ce qu'ils font aujourd'hui", a-t-il estimé. AFP 28 et 29.07

Commentaires d'internautes.

1- La communauté internationale (occidentale bien entendu) essaye de mettre en selle les décapiteurs d'enfant pour combattre l'armée syrienne et renverser Assad ; car l'objectif est toujours le même. Cette annonce ne changera rien à la barbarie du groupe.

2- Le hic c'est qu'apparemment pour les principaux dirigeants occidentaux impliqués dans le conflit syrien, Assad à la tête de ce qu'il reste de la Syrie serait plus dangereux, qu'Al-Nosra et consorts djihadistes, enfin c'est ce qu'ils veulent faire croire, par contre qu'Assad soit plus gênant pour leurs magouilles qu'Al-Norsa et consort islamopithèques, ça c'est bien plus plausible.

3- Al-Nosra s'achète une virginité ? Afin de mieux revêtir le costume de "rebelles modérés" que lui a fourni la communauté internationale hypocrite et peu encline à défendre les droits de la population syrienne.

4- Al-Nosra est une organisation de "rebelles modérés" vont nous dire les USA.

5- Al-Nosra: pour Washington, l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda n'a pas changé.

Et pour Fabius, elle a changé ou pas ? Elle fait toujours du bon boulot ou pas ?

6- Et pourtant comme dirait notre ancien ministre des Affaires étrangères et actuel Président du Conseil Constitutionnel, al-Nosra "fait du bon boulot", entendez notre soutien massif à cette filiale d'Al-Qaida financée et armée par la France et les USA était justifié, dans la volonté farouche de s'opposer à Assad dont les forces laiques combattent valeureusement les forces de l'obscurantisme, ce qui déplait fortement au Royaume wahhabite qui est avec Israël la principale source de déstabilisation du Moyen-Orient.

Bienvenue en oligarchie.

- Le jour où Lucile a échangé des photos sur Twitter avec une inconnue, elle a transformé son couple

Longtemps, raconte le sociologue Serge Chaumier dans La Déliaison amoureuse, le mariage n'était pas fait pour les sentiments mais pour le devoir. L'amour fonctionnait en parallèle: amants et maîtresses. Slate.fr

- Pour la 1ère fois, une personne trans a parlé à la convention d'un parti américain

La convention démocrate de 2016 n'en finit pas de rentrer dans l'Histoire des États-Unis. Après avoir officiellement désigné Hillary Clinton comme la première candidate d'un grand parti à l'élection présidentielle, elle a permis à une personne transgenre de s'exprimer... Le Huffington Post

- Comment le portrait du Che est devenu un phénomène capitaliste

Ce portrait, symbole de révolte anti-américaine, s'est fait happer par l'ennemi capitaliste.«Je suis désolé pour la famille de Che Guevara et les gens qui l'ont connu avant qu'il ne devienne un T-shirt.» Slate.fr

Haut de page

Le 30 juillet 2016

CAUSERIE

On ajoutera 5 articles demain, plus le temps, je dois cuisiner, arroser le jardin...

En république oligarchique, les principes de la République servent uniquement de caution démocratique et morale à la dictature de l'oligarchie pour que la pseudo-gauche (et extrême gauche) puisse y participer, afin de mieux tromper et asservir le peuple.

Au nom de la liberté, ils la mettent sous surveillance, l'encadrent strictement, la réduisent, la suppriment...

Au nom de l'égalité, les inégalités et les injustices explosent. Ils ont tous les droits, vous n'en avez aucun...

Au nom de la fraternité, ils exigent des exploités toujours plus de sacrifices pour que les exploiteurs s'enrichissent toujours plus. Autrement, ils peuvent briser votre vie, celle de votre famille, vous assassiner et assurer l'impunité aux coupables.

Quel monde merveilleux, ils veulent vous rendre dingues !

On the edge (sur le fil du rasoir).

Le plus dingue, c'est qu'il y a, quoi, à peine un an ou un peu plus, c'est moi que la plupart des lecteurs ou militants prenaient pour un dingue. Si, si, vous n'avez pas à vous en cacher puisque je l'assume, et pour cause, ce qui est con, pour eux, c'est que les faits m'ont donné raison, bon, cela je ne leur demanderai pas de le reconnaître puisque c'est au-dessus de leurs forces. A moins qu'ils aient évolué.

La règle du jeu consiste au départ à être aussi dingue ou encore plus dingue que les dingues qui nous gouvernent et qui veulent absolument nous rendre dingue, pour comprendre ce que ces dingues mijotent, mais, car il y a un mais et heureusement, en maîtrisant la règle du jeu on le destine à déjouer leur plan ou à un tout autre objectif que le leur.

Ceux qui n'ont pas encore compris que la civilisation humaine courait à l'abîme sont en danger et peuvent devenir dangereux, et pour beaucoup seront irrécupérables. Pour beaucoup moins que cela ou dans de toute autre circonstance, combien de gens ou de militants n'avons-nous pas vu sombrer ?

Ne pratiquons pas l'auto-censure, c'est ce qui nous perdra. Soyons lucides, c'est ce qui nous sauvera.

Sur cette note optimiste, bon week-end.

Nouvel ordre mondial totalitaire. Etre manipulé, vous ne demandez que cela ou on ne vous demande pas votre avis.

Je rappelle que je ne suis présent sur aucun "réseau social". Tous les partis ouvriers ont décidé de s'y mettre, du coup quand juste pour s'informer on se connecte sur leur page Facebook, au bout de quelques secondes au centre de l'écran un cadre apparaît dans lequel on vous demande de vous connecter ou de vous abonner à Facebook si cela n'est pas déjà fait pour faire disparaître ce cadre et accéder au contenu de la page en question qu'on peut malgré tout visualiser. Cependant certains passages qui nécessite d'ouvrir une autre fenêtre demeureront inaccessible si vous n'êtes pas abonnés à Facebook.

Alors qu'il aurait été plus simple et sain de communiquer les mêmes infos à partir d'un blog ou d'un portail réalisé à cet effet.

- Sept arnaques des réseaux sociaux que vous avez acceptées sans le savoir - sputniknews.com

C'est très simple. Vous téléchargez une appli ou vous vous enregistrez sur un site, puis vous faites défiler le texte énorme des conditions d'utilisation jusqu'au bouton "J'accepte". Mais les avez-vous jamais lues attentivement?

On vous propose de découvrir des points curieux parmi les conditions d'utilisation rédigées par les réseaux sociaux populaires. Laquelle de ces arnaques vous semble la plus révoltante? Qu'est-ce que vous n'auriez jamais accepté… si vous l'aviez su dès le début?

1 - Facebook possède tout ce que vous publiez. Tout, littéralement.

"Vous nous accordez une licence non exclusive, transférable, sous-licenciable, sans redevance et mondiale pour l'utilisation des contenus de propriété intellectuelle que vous publiez sur Facebook ou en relation avec Facebook"

En termes simples, Facebook peut faire tout ce qu'il veut avec tout ce que vous avez publié sur votre page. Par exemple, publier un livre de vos posts ou en faire une adaptation cinématographique. Et même transmettre vos informations aux agences publicitaires.

2 - Twitter peut vous sanctionner pour la publication d'un tweet contenant un lien sur des matériaux protégés par un droit d'auteur.

"Nous nous réservons le droit de supprimer les contenus présumés frauduleux sans préavis, à notre seule discrétion et sans engager notre responsabilité envers vous. Lorsque les circonstances le justifient, Twitter sera également en droit de résilier le compte d'un utilisateur si l'utilisateur est considéré à plusieurs reprises comme frauduleux"

Twitter interdit d'utiliser des matériaux protégés par un droit d'auteur. Ce point n'est pas surprenant. Alors, si vous violez cette règle, le site supprime les contenus en question et bloque votre compte.

3 - Snapchat prend soin de vous et ne veut pas que vous risquiez votre santé en cherchant un angle parfait.

"Votre sécurité quand vous utilisez nos services est importante pour nous. N'utilisez donc pas nos services d'une manière qui pourrait vous mettre dans une situation où vous enfreindriez le code de la route ou les lois sur la sécurité routière. Ne mettez jamais votre sécurité, ou celle des autres, en danger juste pour prendre un Snap"

Si vous voulez prendre un Snap à une vitesse de 100 km/h, vous risquez d'avoir un accident de voiture. Ainsi, afin d'éviter l'utilisation si dangereuse d'un portable, Snapchat a inclus dans ses conditions d'utilisation le conseil de ne pas mettre en danger votre sécurité et la sécurité de vos proches.

Cela veut dire que Snapchat n'est pas responsable de toutes les bêtises que vous pouvez faire en utilisant l'application. Cela autorise également Snapchat à vous bannir si vous violez cette règle. Actuellement, on doit y réfléchir à deux fois avant de demander à son ami de lui tenir les pieds, pendu du haut d'un immeuble à plusieurs étages, tout en espérant prendre un Snap idéal.

4 - Il est interdit de suivre des gens sur Instagram.

"Il est interdit d'insulter, de menacer, d'intimider ainsi que de suivre les gens et les personnes morales"

Si insulter et menacer sont des actions objectivement mauvaises, en quoi est-il mal de suivre les vies d'autres personnes dans des réseaux sociaux?

Le fait est que dans la vie réelle et sur les réseaux sociaux la notion de "filature" se distingue. Cela veut dire qu'il n'y a rien de terrible si vous suivez "cette meuf sympa de la soirée". Et quant à vie réelle, le mot "filature" est associé à des intentions sombres.

Sur les réseaux sociaux, "la filature" se manifeste par l'afflux de messages personnels indésirables et des commentaires menaçants. Ne faites jamais ça sur Internet!

5 - Il est interdit de mentir sur LinkedIn.

"Vous devez présenter seulement une information sincère sur votre profil" Mentir est mal en général. Notamment quand il s'agit de votre CV.

Afin de conserver son statut de réseau social professionnel crédible, LinkedIn demande aux utilisateurs de ne pas mentir à propos de leurs accomplissements et de leur expérience professionnel antérieure.

Dites adieu à votre page LinkedIn, si on vous pince sur un mensonge.

6 - Instagram peut vous faire changer votre surnom à n'importe quel moment.

"Nous nous réservons le droit de faire changer son surnom à n'importe quel utilisateur pour n'importe quelle raison"
Personne n'échappe à la colère d'Instagram.

Apparemment, Instagram a inclus ce point pour sanctionner des personnes qui s'enregistrent sous de faux noms.

Cependant, cela ne veut pas dire qu'Instagram peut vous priver de votre surnom. Actuellement, Instagram n'abuse pas de ce privilège, mais on ne sait jamais ce que l'avenir nous réserve. Peut-être un jour quelqu'un aura-t-il l'intention de s'approprier la popularité d'une célébrité, qui sait?

7 - Twitter n'est pas responsable du piratage éventuel de votre mot de passe.

"Vous êtes responsable de la protection du mot de passe que vous utilisez pour accéder aux services et pour toutes les activités ou les actions faites après authentification avec votre mot de passe. Nous vous encourageons à utiliser pour votre compte des mots de passe forts (mots de passe constitués d'une combinaison de lettres majuscules et minuscules, de chiffres et de caractères spéciaux). Twitter ne saurait être tenue responsable d'une perte ou d'un dommage quelconque résultant d'un manquement de votre part à ce qui précède."

Un mot de passe sûr, c'est important. Même si votre mot de passe comprend des lettres, des chiffres et des symboles, cela ne garantit pas qu'il ne puisse pas être piraté.

Si on pirate de nouveau la base de données de Twitter (et c'est déjà arrivé) et si vos mots de passe tombent entre les mains de hackers, vous serez toujours tenu pour responsable. Twitter ne reconnaît aucune responsabilité.

Nous faisons défiler toutes les conditions d'utilisation en les acceptant sans les lire, alors que parfois elles contiennent beaucoup d'informations inattendues. Mais nous sommes sûrs que même après cet article, vous n'allez pas le faire… sputniknews.com 29.07

Pas concerné. A cause du passage de Reliance en G4, j'ai dû racheter un téléphone portable, j'ai opté pour le moins cher, 1500 roupies, environ 20 euros.

Internet et toutes leurs applications ou réseaux sociaux à la con, c'est fait pour vous distraire, mieux vous endormir ou vous abrutir... Et ça marche à fond !

Le règne de la nécessité est bien la négation du règne de la liberté.

- Comment Pokémon Go est-il lié à la CIA? - arretsurinfo.ch 29.07

Alors que Pokémon Go donne le tournis à la planète entière, les joueurs ont-ils jamais pensé à quoi aussi pourrait servir ce jeu à priori innocent? Sputnik a fait une petite recherche sur l'affaire.

Voici quelques faits curieux sur le jeu Pokémon Go — et ce ne sont pas des astuces afin d'augmenter son niveau de jeu mais des détails sur le fonctionnement du projet qui sont facilement accessibles et vérifiables sur Internet. Détails qui peut-être réduiront à néant votre envie de vous lancer à la poursuite des Pokémon, ou encore de poursuivre l'aventure.

Sputnik vous propose ainsi de jeter un oeil sur ces informations et vous laisse en tirer vos conclusions.

Le projet Pokémon Go a été créé conjointement par The Pokémon Company, Nintendo et Niantic, ancienne filiale de Google. Niantic a été fondé par John Hanke, également fondateur de la compagnie Keyhole, Inc. spécialisée dans la création de cartes géospatiales. La compagnie a été financée par In-Q-Tel, un fonds américain de capital-investissement mis en place par la CIA en 1999.

A l'époque, plusieurs tâches ont été accomplies:

— la cartographie de la planète régulièrement mise à jour, y compris les autoroutes et tous les grands objets de l'infrastructure urbaine en général, — des robots-véhicules ont mis leurs nez dans tous les coins du monde et ont cartographié des villes entières, des rues…

Et voilà en 2016 que Niantic fait un pas en avant lance un jeu génial et viral basé sur le principe de la réalité augmentée. Une fois qu'il l'a installé et qu'il a lui autorisé l'accès à sa caméra qui filme tout ce qu'il voit autour de lui, son microphone, son gyroscope, son GPS et tous ses appareils connectés, le smartphone de l'utilisateur se met à vibrer et signale que plusieurs Pokémon se trouvent à proximité.

Que se passe-t-il ensuite? L'application vous félicite pour votre premier succès parce qu'elle sait comment il est important pour le joueur d'être encouragé. Puis, elle requiert que vous filmiez vos premiers Pokémon captés de tous les angles — et obtient donc les photos de votre appartement en détail, y compris les coordonnées et l'angle d'inclinaison du smartphone.

A propos, les règles d'utilisation qu'il faut accepter pour installer le jeu recèlent d'informations intéressantes. Ainsi, Niantic vous informe en ces termes officiels:

« Nous coopérons avec le gouvernement, les autorités compétentes ou des parties privées pour appliquer et respecter la loi. Nous pouvons divulguer toute information vous concernant (ou votre enfant autorisé) en notre possession ou sous notre contrôle au gouvernement, aux autorités compétentes ou aux parties privées dans le cas où, à notre seule discrétion, nous le penserions nécessaire ou approprié ».

Mais qui lit les règles de l'utilisation? On appuie sur « J'accepte » et on se dépêche de lancer le jeu.

Pourtant, les règles s'avèrent être une lecture bien excitante. Elles signalent par exemple que les servers de Pokémon Go enregistrent automatiquement certaines informations sur la façon dont une personne utilise ses services et s'en sert pour administrer ces services et analyser (petit détail: ils peuvent recourir à des tiers pour effectuer cette analyse).

Et cerise sur le gâteau:

« Les informations que nous collectons auprès de nos utilisateurs, y compris les données à caractère personnel, sont considérées comme un actif de l'entreprise ».

Voilà ce que vous acceptez en effet en installant l'appli.

« Si nous étions rachetés par un tiers à la suite d'une transaction telle qu'une fusion, une acquisition ou une vente d'entreprise, ou si nos actifs étaient rachetés par un tiers pour cause de faillite ou de cessation de commerce, une partie ou la totalité de nos actifs, y compris vos données à caractère personnel (ou celles de votre enfant autorisé), pourraient être divulguées ou transférées à un tiers acquéreur dans le cadre de la transaction », poursuivent les règles.

Imaginez-vous cela: le renseignement veut savoir ce qui se passe actuellement, par exemple… au Palais de l'Elysée. Et une minute plus tard les députés, les journalistes, les employés qui s'y trouvent sont tous rivés sur leurs portables qui leur signalent qu'un certain nombre de Pokémon sont dans la place…

Vous connaissez la suite. sputniknews.com 28.07

L'agence de renseignement du régime sioniste a plus de pouvoir que les agences de renseignements du monde entier. La preuve.

Comment un journaliste israélien a pu se trouver présent sur la scène de deux attaques perpétrées dans deux pays différents à quelques jours d'intervalle ? Il a forcément été informé que ces attaques allaient avoir lieu, CQFD.

Grille de lecture.

Etes-vous en mesure de fournir une explication différente de celle figurant dans le titre ?

On ne vous dit pas tout. Vous prétendez le savoir, on ne vous la fait pas à vous, vous êtes plus malins que les autres, c'est bien connu, mais en réalité vous n'en tenez pas compte et vous vous comportez comme le dernier des crétins qu'on peut manipuler aussi facilement qu'un gosse de 5 ans. Vous avez là l'occasion de prouver le contraire ou d'évoluer, profitez-en.

Attention, terrain glissant ! Les esprits faibles ou fragiles pourraient basculer de l'antisionisme dans l'antisémitisme. Tandis que les petits messieurs je-sais-tout avant tout le monde ou mieux que tout le monde pourraient être choqués par la révélation d'un fait qui les forcerait à remettre en cause la version officielle de l'attaque du 14 juillet à nice qu'ils s'étaient eux-mêmes empressés d'adopter, parce que cela les arrangeait ou cadrait avec leur interprétation fossilisée du monde, pour finalement nier la réalité et décréter qu'ils sont le fait de complotistes.

- Nice, Münich : un journaliste lié à Israël présent aux deux endroits - presstv.ir

L'ancienne parlementaire du Parti Démocrate U.S. Cynthia McKinney pose des questions sur les liens d'Israël avec les attaques récentes en France et en Allemagne, après qu'un journaliste israélien a réussi à filmer les deux attaques au moment où elles avaient lieu.

« Le même photographe a filmé les tragédies de Nice et de Munich, » a déclaré samedi dans un tweet Cynthia McKinney, qui a été six fois membre du Congrès pour la Géorgie.

Le journaliste en question qui a filmé l'attaque du camion à Nice, en France, qui a tué plus de 80 personnes et en a blessé des dizaines d'autres le 14 juillet, s'appelle Richard Gutjahr.

De nationalité allemande, il est marié à une Israélienne nommée Einat Wilf, une femme qui a fait son service militaire dans l'unité d'espionnage 8200, a été un temps députée à la Knesset, et qui est un agent d'influence et de propagande avéré.

Huit jours plus tard, Richard Gutjahr, qui se dit « journaliste indépendant », une appellation passe-partout, se trouvait sur le site d'une autre attaque à Münich, en Allemagne, où une fusillade a fait neuf victimes.

« Vraisemblable ? Vous vous souvenez des Israéliens en train de danser ? » a demandé McKinney, se référant aux célébrations israéliennes signalées pendant les attaques du 11 septembre 2011 aux États-Unis.

L'ancienne parlementaire américaine a aussi posté une vidéo, montrant un article avec le titre : « Le même photo-propagandiste israélien pré-positionné à Nice ET MAINTENANT A MUNICH ».

« Le fait que ce type est arrivé à être là aux deux évènements, ce ne peut pas être une coïncidence, » dit le commentateur de la vidéo.

Il fait également un commentaire sur Einat Wilf, dont il rappelle le pedigree, avant de conclure « c'est 100 % clair que les empreintes digitales d'Israël sont partout dans ces événements. »

Lors de l'attaque de Nice, Gutjahr a filmé tout l'incident depuis un balcon à l'Hôtel Westminster, juste à côté de la rue où avaient lieu les célébrations de la Fête Nationale sur la Promenade des Anglais.

Il a également donné aux principaux médias occidentaux des reportages importants sur l'attentat de Münich, postant des images et des vidéos sur son compte Twitter.

Le chef de la Police de Munich Hubertus Andrae a identifié le tireur comme étant un individu irano-allemand âgé de 18 ans de Munich, qui n'avait pas de casier judiciaire et dont les motivations étaient « complètement obscures. » presstv.ir 25.07

Traduction d'un article paru sur le site iranien Press TV lundi 25 juillet 2016.

La presse française a aussi évoqué la curieuse coïncidence : c'est le cas par exemple de BFMTV, qui se garde cependant bien de noter les connexions israéliennes de Gutjahr, « en vacances à Nice » selon ses propres dires. L'article de BFMTV :http://www.bfmtv.com/societe/a-nice-puis-a-munich-un-journaliste-se-retrouve-par-2-fois-temoin-des-attaques-1019076.html

Source: http://www.europalestine.com/spip.php?article12075

- Nice : le vidéaste israélien est issu d'une agence gouvernementale - panamza.com

L'homme qui a réalisé la vidéo troublante de la tuerie de Nice avait longtemps collaboré avec une agence dirigée par un ex-espion du Mossad.

...au lendemain de l'attentat de Nice, Panamza dévoilait l'étrange vidéo capturée –selon le site israélien Ynet– par « Silvan Ben Weiss », un « Israélien vivant en France ».

Panamza a identifié l'individu : en réalité, il s'appelle Sylvain Benouaich.

C'est via son compte Facebook que cet homme -que la chaîne américaine NBC présente comme un simple « manutentionnaire »– a publié sa vidéo, filmée nonchalamment depuis la « terrasse » du restaurant La Canne à Sucre.

Particularité de Benouaich : après avoir exercé le métier d'agent de protection pour le compte de la compagnie vinicole Baron Edmond de Rothschild, l'homme a travaillé -pendant douze ans- pour l'Israel Export Institute, une agence gouvernementale qui fut longtemps dirigée par Rafi Eitan, célèbre cadre du Mossad.

À souligner : la consultation de sa page publique Facebook permet de cerner rapidement ses accointances idéologiques. Benouaich est un sympathisant décomplexé de l'extrême droite sioniste et islamophobe comme en témoignent plusieurs de ses publications. panamza.com 22.07

- Nice : Epouse du vidéaste allemand, l'espionne israélienne passe sa présence sous silence. - panamza.com

Vendredi 22 juillet, Einat Wilf, ex-députée israélienne pro-Netanyahou, a publié un tweet -le premier depuis avril- pour se plaindre que le monde soit "devenu fou" et se féliciter qu'Israël "apparaisse désormais comme un oasis de calme rationalité".

Issue du renseignement militaire (avec le grade de lieutenant dans l'unité d'élite 8200), Wilf -figure ambitieuse de la vie politique israélienne qui commente régulièrement l'actualité internationale- passe curieusement sous silence son passage par Nice, au jour de l'attentat.

Le 21 juillet, Panamza soulignait sa présence aux côtés de son mari : Richard Gutjahr, comédien et "journaliste indépendant" à l'origine de la vidéo exclusive du camion ralentissant sur la Promenade des Anglais.

Détail à souligner : le tweet de Wilf date de la soirée du 22 juillet, soit quelques heures après la présence de son mari aux abords de la fusillade de Munich. panamza.com 22.07

- Affabulateur : Pour attaquer Panemza, un employé de Valls vous baratine. - panamza.com

Le 19 juillet, Gilles Clavreul, délégué interministériel "à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme", s'est réjoui de la publication -par le site Spicee- d'une vidéo (payante) censée, d'après lui, "démonter de façon imparable les élucubrations complotistes de Panamza sur l'attentat de Nice" {http://panamza.com/bug}.

L'auteur de cette vidéo, dénommé Thomas Huchon et obsédé par le prétendu "complotisme", affirme sur son site (payant) s'être attaqué à "3 théories conspirationnistes".

"1. Le tueur ne serait pas mort puisqu'il n'y a pas d'impact de balle côté conducteur

2. Il n'y aucune trace de sang sur le camion donc personne n'est mort

3. Le tueur est toujours vivant et vit désormais en Tunisie".

Problème : Aucune de ces 3 affirmations n'a jamais été formulée par Panamza.

Conclusion : décidément obnubilé par Panamza, Gilles Clavreul affabule -purement et simplement- en prétendant que la vidéo de Spicee aurait "démonté" les enquêtes étayées du site sur l'attentat de Nice. panamza.com 26.07

Certes, l'auteur du portail Panamza est obnubilé par le sionisme, un peu trop à notre goût, mais ce n'est pas une raison pour ne pas y récolter des informations qui peuvent nous aider à mieux comprendre la situation et que l'ensemble des médias aux ordre censurent.

Au temps (OTAN) des barbares modérés.

- Syrie: pour se protéger, le Front Al-Nosra rompt avec al-Qaïda et change de nom - Arrêt sur Info

Les puissances occidentales, furieuses de voir la Russie frapper le groupe terroriste al-Nosra actif depuis fin 2011 en Syrie – un groupe qu'elles ont armé et financé alors que, dès fin 2011, il commettait les mêmes atrocités que l'EI (apparu en 2014) – ont trouvé le moyen de sauver al-Nosra des frappes russes en lui suggérant de se détacher d'al-Qaida pour pouvoir dire ensuite qu'il s'agit d'une «opposition modérée ». Ce sont des manœuvres criminelles destinées à tromper l'opinion qui entrent dans le cadre de la guerre que livre l'Occident à la Syrie et à la Russie par groupes terroristes interposés. [Arrêt sur Info]

Al-Qaïda a indiqué à sa branche syrienne, le Front Al-Nosra, qu'elle pouvait rompre ses liens organisationnels avec al-Qaïda afin de préserver son unité et de poursuivre son combat en Syrie, dans un communiqué audio diffusé le 28 juillet.

Le chef du Front Al-Nosra, Abou Mohammad al-Jolani, a annoncé que son groupe rompait ses liens avec le groupe terroriste al-Qaïda, lors d'une opération inédite : un enregistrement audio diffusé par la chaîne de télévision Al-Jazeera. Son but : faire en sorte que les Etats-Unis et la Russie n'invoquent plus ses liens avec l'organisation djihadiste pour prendre cette organisation pour cible. Pour cela le groupe a changé de nom s'appelle désormais «Front Fateh al-Cham».

«Nous remercions les commandants d'Al-Qaïda pour avoir compris la nécessité de rompre les liens […]», a indiqué le chef du deuxième groupe djihadiste le plus important en Syrie, soulignant que cette décision visait à «protéger la révolution syrienne».

Le leader d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahri, avait précédemment déclaré dans un communiqué audio : «Vous pouvez sacrifier sans hésiter les liens organisationnels s'ils rentrent en conflit avec votre capacité à fonctionner de façon unie.»

La diffusion de cet enregistrement du feu Front Al-Nosra intervient une semaine après l'accord conclu entre les chefs des diplomaties russe et américaine, Sergueï Lavrov et John Kerry, pour lutter conjointemnet contre le Front Al-Nosra et l'Etat islamique (EI).

L'expert en groupes djihadistes Charles Lister a tweeté cette semaine que l'objectif du Front Al-Nosra était de se protéger d'une éventuelle campagne russo-américaine, de s' «incruster davantage dans la révolution syrienne et de garantir son avenir à long terme». Le Front Al-Nosra est officiellement né en janvier 2012, soit dix mois après le début de la guerre civile syrienne, qui s'est transformée en une guerre civile sanglante. Le groupe, considéré comme «terroriste» par la Russie depuis le début du conflit, ne l'était pourtant pas pour certains pays occidentaux qui considéraient que le Front Al-Nosra faisait partie des «rebelles modérés». Néanmoins, si l'organisation est aujourd'hui classée comme groupe «terroriste» par Washington, l'attitude de la coalition internationale à son égard reste ambigüe. En juin dernier, la Russie s'était vue demander, en vain, de ne pas bombarder les positions du groupe en Syrie par les Etats-Unis. RT 28.07

Etat policier. La vérité asphyxiée et impunité pour les assassins

- Adama Traoré : les deux expertises font état d'une «asphyxie» - Liberation.fr

Une mort, toujours, sans raison officielle et un nouveau personnage : Yassine Bouzrou, avocat à la cour de Paris, a été désigné, ce vendredi, par une partie de la famille Traoré.

Vendredi, Yassine Bouzrou a expliqué à Libération, après voir consulté, pour la première fois, le dossier d'Adama Traoré qu'il «y a beaucoup de points en commun entre les deux autopsies». L'avocat argumente: «L'asphyxie est présente dans les deux rapports. Reste à savoir ce qui l'a provoquée. Une strangulation ? Une compression thoracique ?»

Autre interrogation : pourquoi le procureur n'a jamais évoqué l'asphyxie. Bouzrou ajoute: «Il a communiqué après un rapport intermédiaire du médecin légiste de Garches. Ce n'est pas sérieux et cela n'a aucune valeur médicale. Ce rapport intermédiaire dit qu'Adama était malade du cœur alors que les deux experts parisiens, après la seconde autopsie, disent qu'il y a une absence d'anomalie cardiaque. Et cette précision, le procureur s'est bien gardé bien de la faire.» Liberation.fr 29.07

- Un « syndrome asphyxique » pourrait expliquer la mort d'Adama Traoré - LeMonde.fr

Une nouvelle piste, celle du « syndrome asphyxique » pourrait expliquer la mort d'Adama Traoré, 24 ans, lors de son interpellation dans le Val-d'Oise, le 19 juillet. Selon des informations publiées vendredi 29 juillet sur le site Internet de L'Obs, plusieurs éléments concordants pourraient permettre d'aboutir à cette conclusion.

Il y a d'abord les témoignages des gendarmes qui ont interpellé Adama Traoré. Ils ont assuré aux enquêteurs : « Nous avons employé la force strictement nécessaire pour le maîtriser. » Mais ont également ajouté, selon L'Obs : « Il a pris le poids de nos corps à tous les trois au moment de son interpellation. » Or, les conclusions des deux expertises médicales ordonnées successivement évoquent un « syndrome asphyxique » à l'origine de la mort d'Adama Traoré.

Le nouvel avocat de la famille d'Adama Traoré, Yassine Bouzrou, se demande donc si le jeune homme ne serait pas mort après « une compression thoracique, méthode habituellement utilisée au cours de certaines interpellations, dont on sait qu'elle peut être mortelle ».

Deux autopsies ont déjà été réalisées, excluant que le jeune homme de 24 ans ait subi des violences. Mais la cause du décès n'est toujours pas formellement établie. La famille a donc demandé une nouvelle expertise médico-légale qui a été refusée, a annoncé vendredi le procureur de la République de Pontoise, Yves Jannier.

M. Jannier avait d'abord évoqué « une grave infection touchant les poumons, le foie et la trachée ». Puis, vendredi, il a parlé d'une « pathologie cardiaque, pour laquelle il peut n'y avoir aucun signe avant-coureur », a-t-il précisé. Deux hypothèses que la deuxième autopsie a pourtant démenti.

La famille d'Adama Traoré accuse de « bavure » les gendarmes qui ont procédé à son interpellation. LeMonde.fr 29.07

Imaginez un peu l'effet qu'une telle injustice peut produire sur des cerveaux encore jeunes et fragiles, qui cumulent tous les handicaps et en proie à des conditions sociales déplorables, elle peut servir de déclic et les conduire à épouser ou à se convertir à une idéologie d'extrême droite ou fanatique qui achèvera de les déstabiliser.

Inconscient que cette idéologie les manipule et désigne des victimes innocentes responsables de leur malheur ou de leur difficulté à s'insérer dans la société, ils trouveront la la justification aux actes violents ou cruels qu'ils leur infligeront éventuellement.

De simples paumés, ils se transformeront en criminels ou barbares, en cibles idéals à abattre pour l'ensemble de la société, car parvenus à ce stade, plus personne ne pourra plus rien pour eux.

La stratégie du chaos se généralise.

"Faudrait arrêter la psychose et la désinformation, ça devient du grand n'importe quoi" (un Toulonnais)

- Deux interpellations pour risque d'attentat dans un TGV à Toulon - Reuters

Deux personnes soupçonnées de préparer un attentat ont été interpellées par la police vendredi après-midi à Toulon (Var) dans un TGV reliant Nice à Paris, a annoncé le conducteur du train.

"Il y avait deux individus suspectés de risque d'attentat et nous les avons évacués", a déclaré par haut-parleur le conducteur du TGV dans lequel se trouvait une journaliste de Reuters.

Le train a été arrêté 50 minutes en gare de Toulon où des policiers armés sont montés à bord, ouvrant notamment les portes de toilettes, a rapporté la journaliste. Reuters 29.07

Un internaute précise :

- Var Matin... " L'information selon laquelle la police a procédé ce vendredi à l'interpellation de "terroristes présumés" dans un TGV immobilisé à Toulon est fausse. La rumeur, relayée par une agence de presse, s'est propagée sur les réseaux sociaux et même sur des sites d'informations.

Une opération antiterroriste dans un TGV à Toulon? La préfecture a démenti catégoriquement, évoquant "un contrôle de police Vigipirate" sans aucune interpellation à la clé. Ce train, effectuant la liaison Nice-Paris, a été immobilisé pendant 45 minutes.

Selon nos informations, la brigade anticriminalité (Bac) de Toulon a été appelée pour contrôler deux personnes, manifestement de nationalité étrangère, signalées aux contrôleurs par une passagère. L'une était parfaitement en règle, confie une source policière, et l'autre, a échappé aux policiers qui soupçonnent une infraction à la législation sur les étrangers.

Ils le disent eux-mêmes. "Plus c'est mauvais pour l'économie réelle, meilleur c'est pour les marchés"

- Les Bourses européennes finissent la semaine en hausse - Reuters

- Taux:mauvais chiffres US ou la promesse de taux toujours bas - Cercle Finance

Nouvelle démonstration du principe selon lequel plus c'est mauvais pour l'économie réelle, meilleur c'est pour les marchés: Wall Street est en train de battre de nouveaux records historiques absolus alors même que la croissance semble retombée à ses plus faibles niveaux semestriels (moyenne de 2 trimestres) depuis fin 2009.

Le chiffre du PIB américain au 2ème trimestre 2016 ressort à +1,2% contre +2,6% anticipé, et celui du 1er trimestre est révisé de +1,1% à +0,8% (estimation initiale qui semblait peu réaliste parce que trop basse).

Comment expliquer la contreperformance du PIB quand la consommation qui 'pèse' 70% du PIB est estimée dans le même temps en hausse de +4,2% en rythme annuel à fin juin ?

Et comment la consommation peut-elle s'envoler 3 fois et demi plus vite que le PIB quand les salaires ne progressent que de +2,5% en rythme annuel ? C'est un peu comme si dans des essais de F1, un bolide venait de crever à l'arrière et de couler une bielle... mais réalisait à partir de ce moment le meilleurs temps des qualifications: cela paraîtrait un peu 'singulier'.

Il n'aura pas fallu longtemps aux opérateurs pour conclure que Wall Street vient de gagner au moins 6 mois supplémentaires sans hausse de taux.

Au plus tôt, la FED aurait pu agir en décembre, c'est de nouveau repoussé à juin 2017, comme après le 'Brexit'. Cercle Finance 29.07

Dossier Turquie.

- Turquie/putsch: 17 journalistes placés en détention préventive - AFP

Un tribunal turc a ordonné samedi le placement en détention préventive de 17 journalistes accusés de liens avec le prédicateur exilé aux Etats-Unis Fethullah Gülen, qu'Ankara désigne comme le commanditaire du putsch raté, a rapporté l'agence de presse Anadolu.

Les dix-sept journalistes sont poursuivis pour appartenance à "un groupe terroriste". Vingt-et-un d'entre eux comparaissaient vendredi, dix-sept ont été écroués et quatre remis en liberté.

Parmi les reporters mis derrière les barreaux figure Nazli Ilicak, ancienne députée, licenciée du quotidien progouvernemental Sabah en 2013 après avoir critiqué des ministres empêtrés dans un scandale de corruption -- orchestré, selon Ankara, par Gülen.

Bulent Mumay, ancien éditeur du quotidien Hurriyet et figure connue du monde des médias, a en revanche été remis en liberté.

Les médias sont en première ligne des vastes purges en cours en Turquie après le coup d'Etat avorté du 15 juillet qui avait fait vaciller le pouvoir islamo-conservateur du président Recep Tayyip Erdogan. Plus de 130 médias ont été fermés par le gouvernement cette semaine et près de 90 mandats d'arrêts émis contre des journalistes, des mesures très critiquées par les ONG de défense des droits de l'Homme. AFP 29.07

- Le président turc dit aux Occidentaux de se "mêler de leurs affaires" - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a rejeté vertement les critiques des Occidentaux inquiets des purges de masse en cours deux semaines après le putsch raté, leur conseillant de "se mêler de leurs affaires".

Le grand "coup de balai" en Turquie s'est étendu vendredi au monde des affaires, avec de premières gardes à vue de dirigeants d'entreprise, tandis que 17 journalistes dont des figures de premier plan ont été inculpés pour appartenance "à une organisation terroriste" et écroués.

A ce jour, plus de 18.000 personnes ont été mises en garde à vue à un moment donné, dont près de 10.000 sont poursuivies et placées en détention préventive, a dit le ministre de l'Intérieur vendredi, et 3.500 ont été libérées.

Quelque 50.000 passeports ont été annulés, une "précaution contre le risque de fuite des terroristes", a précisé un responsable turc, alors que la Turquie s'est installée dans l'état d'urgence pour trois mois.

Accusé du putsch par le président Erdogan sans qu'aucune preuve publique n'ait été fournie, le prédicateur septuagénaire Fethullah Gülen a démenti tout rôle dans le coup d'Etat avorté, depuis son exil américain.

Mais ses sympathisants présumés sont les victimes d'une chasse aux sorcières radicale qui touche l'armée, les médias, la justice et l'éducation.

Le ministre allemand des Affaires étrangères a dénoncé jeudi des purges qui "dépassent toute mesure" et l'Union européenne laissait entrevoir un gel des négociations d'adhésion d'Ankara en cas de violation de l'Etat de droit.

Mais M. Erdogan a fait fi de ces mises en garde.

"Certains nous donnent des conseils. Ils se disent inquiets. Mêlez-vous de vos affaires!", a lancé M. Erdogan depuis son palais présidentiel à Ankara.

"Ces pays dont les leaders ne sont pas inquiets pour la démocratie turque, ni pour la vie de nos citoyens et leur avenir alors qu'ils sont tellement préoccupés par le sort des putschistes, ne peuvent pas être nos amis", a-t-il ajouté.

Signe de la tension avec l'UE, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a estimé que l'accord entre l'Union et la Turquie pour freiner l'afflux de réfugiés en Europe occidentale risquait de capoter, dans un entretien au journal autrichien Kurier.

Le président turc a toutefois fait un geste de bonne volonté en affirmant abandonner les poursuites en justice lancées contre des personnes accusées de l'avoir insulté.

Un des leaders de l'opposition était notamment poursuivi ainsi que plus de 2.000 autres personnes, selon des chiffres officiels.

Vendredi, la purge s'est étendue aux secteurs des affaires. Mustafa Boydak, président du conglomérat familial Boydak Holding, a été arrêté à Kayseri (centre), en même temps que deux dirigeants de son groupe, Sukru Boydak et Halit Boydak, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anadolu.

Des mandats d'arrêt ont également été délivrés contre l'ex-président de ce groupe qui a des intérêts dans l'énergie, la finance et les meubles, ainsi que contre deux proches.

Vingt-et-un journalistes ont aussi comparu devant un tribunal, dont Nazli Ilicak, ancienne députée, licenciée du quotidien progouvernemental Sabah en 2013 après avoir critiqué des ministres empêtrés dans un scandale de corruption -- orchestré, selon Ankara, par Fethullah Gülen.

Des confrères s'étaient rassemblés devant le tribunal pour les soutenir, a constaté une journaliste de l'AFP.

Sur les 21 journalistes, 17 dont Nazli Ilicak ont été placés en détention préventive et sont poursuivis pour appartenance à "un groupe terroriste", a rapporté l'agence Anadolu.

Les quatre autres ont été remis en liberté, dont Bulent Mumay, ancien éditeur du quotidien Hurriyet et figure connue du monde des médias.

Le Premier ministre Binali Yildirim a par ailleurs affirmé que l'armée était maintenant "nettoyée" de ses éléments pro-Gülen.

Le chef de la diplomatie Mevlut Cavusoglu a assuré que l'armée turque continuerait la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique et sortirait renforcée de son remaniement, en réponse aux critiques "ridicules" du général américain Joe Votel, chef des forces américaines au Moyen-Orient.

Le président Erdogan a accusé ce général de "prendre le parti des putschistes", des accusations démenties par le chef militaire américain.

"Toute information selon laquelle j'ai quoi que ce soit à voir avec la récente tentative de coup d'Etat en Turquie est complètement fausse", a déclaré le général Votel.

La veille, il avait dit "craindre l'impact" des purges dans l'armée turque sur les relations entre Washington et la hiérarchie militaire turque, selon des médias américains.

L'armée turque a subi un vaste remaniement après le limogeage de près de la moitié de ses généraux (149).

"Toutes les bases dont sont partis les hélicoptères et les chars seront fermées", a annoncé le Premier ministre, "nous éliminerons tous les risques de nouveau putsch", a-t-il tonné devant la presse.

Par ailleurs, après le Kirghizistan, Ankara a mis en garde le Kazakhstan concernant des écoles "turco-kazakhes" liées à Fethullah Gülen. AFP 29.07

Après la lecture de ces infos réjouissantes, vous êtes en état d'overdose, pas de problèmes.

- Ne pas mourir d'une overdose à domicile, c'est désormais possible -

Les autorités sanitaires françaises viennent de donner un feu vert expérimental: les grands toxicomanes pourront disposer d'un spray nasal antidote contre les overdoses. Slate.fr 29.07

Haut de page

Le 31 juillet 2016

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'ajouter des articles.

Guerre et manipulation psychologique.

Une vidéo à but subversif ou au contraire destinée à terroriser et neutraliser ceux à qui elle est destinée ?

Il y a quelque chose d'étrange dans la vidéo La Stratégie du Choc signée Alfonso Cuarón et Naomi Klein, qui se présentent comme de farouches ennemis de la politique conduite par l'administration américaine depuis le 11 septmebre 2001.

Dans le générique qui figure à la fin de cette vidéo on apprend qu'elle a été réalisée en Grande-Bretagne (UK pour United Kindom) et que le Foreign Office, le ministère des Affaires étrangères, s'est chargé du design et de l'animation, ce qui est pour le moins surprenant, plus troublant encore, l'institution Hoover et l'université de Stanford ont fourni aimablement certaines photos présentes dans cette vidéo.

Voyons rapidement à quoi ressemblent l'institution Hoover et l'université de Stanford.

La Hoover Institution, archives réservées aux Républicains
http://www.voltairenet.org/article15342.html

Extrait. Fondée à l'université de Stanford par l'ancien président Herbert Hoover, l'institution qui porte son nom a constitué une gigantesque bibliothèque sur les guerres du XXe siècle et les régimes communistes. Financée par de grandes entreprises, employant de nombreux pontes du Parti républicain, cet institut universitaire ambitionne de mettre la recherche scientifique au service de la défense du « système américain ». Après avoir organisé la formation des parlementaires républicains, les meilleurs professeurs de la Hoover et la doyenne de Stanford, Condoleezza Rice, ont constitué le groupe des « Vulcains » et formé George W. Bush. voltairenet.org 26.10.2004

Dans le groupe des « Vulcains » "qui a formulé la politique étrangère mise en œuvre lors du premier mandat Bush Jr", figurait quelques sombres personnages que vous devez connaître : James Baker, Dick Cheney, Richard Perle, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Robert Zoellick, Colin Powell.

Sous Reagan "la Hoover Institution tissa des liens avec la CIA" et elle abrite les archives de Friedrich von Hayek et de la Société du Mont-Pèlerin. Elle est financée (en 2004 - ndlr)) à hauteur de 25 millions de dollars annuels par de grandes entreprises proches du parti républicain (Exxon-Mobil, General Motors, Ford, Boeing, Chrysler etc.). (id)

Du coup, on se demande si *La Stratégie du Choc* n'était pas davantage destinée à tétaniser ou effrayer à l'extrême ceux qui entendaient s'opposer aux tenants du nouvel ordre mondial néolibéral pour qu'ils cessent de le combattre. Pourquoi ?

Parce que cette vidéo relaie des scènes d'une extrême violence et tend à présenter leurs auteurs comme tout puissants, de sorte que pour y résister ou oser les affronter, il faut avoir acquis une détermination et des convictions inébranlables, être psychologiquement bien structuré, ce quifait justement défaut chez la plupart des gens ou des opposants au capitalisme qui peuvent être choqués par de telles images, le but pourrait être davantage de les dissuader de le combattre ou de s'y soumettre.

Cette explication semble assez plausible, dans la mesure où ce qui fait le plus défaut aux opposants déclarés au capitalisme, réside dans leur absence de volonté de l'affronter par crainte de la violence ou de la répression qui en découlerait et qu'ils ne sont pas prêts à assumer, préférant le réformer, autrement dit s'en accommoder.

Comment l'idéologie de la classe dominante parvient-elle à influencer, à infester le mouvement ouvrier. Un exemple.

Nous parlerons ici du terrorisme islamiste inspiré et justifié par l'idéologie wahhabite qui pratique une lecture rigoriste de l'islam.

La guerre engendre le terrorisme nous dit-on.

Non, la guerre n'engendre pas le terrorisme. Pourquoi ?

Tout simplement parce ceux qui déclenchent ces guerres et ceux qui recourent au terrorisme sont les mêmes, dans la mesure où ils appartiennent au même camp, où tout en étant complémentaires ils combattent en poursuivant les mêmes objectifs qui ne sont évidemment pas ceux affichés, auquel cas leur complicité serait avérée : Soit pour obtenir la chute de gouvernements en place qui refusent de se placer sous la coupe de l'impérialisme américain, afin de le remplacer par un gouvernement à sa solde, soit pour semer le chaos et la terreur dans les pays où les gouvernements sont acquis à l'impérialisme américain, mais ne disposent pas de la légitimité nécessaire ou du soutien populaire indispensable pour appliquer la politique qui leur est dictée par l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Qui financent les guerres et le terrorisme ? Les mêmes Etats. Qui recrutent, forment ou encadrent, arment les armées impérialistes et les organisations terrroristes ? Les mêmes Etats. Qui combat pour un changement de régime en Syrie ? L'impérialisme américain et ses alliés, l'Emirat islamique et Al-Nosra, tous les deux issus d'al-Qaïda. Ils poursuivent donc bien le même objectif politique.

Il est d'autant plus faux de dire que la guerre engendrerait le terrorisme, qu'on a pu observer le contraire en Syrie à partir de mars 2011 ou plus exactement, la guerre est venue se greffer sur le terrorisme pour en fait le soutenir plutôt que le combattre. Ils sont donc complémentaire et non ennemis.

Quand le terrorisme frappe un pays qui fait la guerre à un pays qui n'est pas en mesure de répliquer comme c'est le cas entre la France et la Syrie, ce terrorisme s'il n'est pas commandé ou inspiré par le pays agressé aura pour parrain ou commanditaire un ou des Etats qui attendent quelque chose de l'Etat agresseur avec lequel ils sont alliés, ici les Etats-Unis ou Israël, ou au contraire sans que cela ne change sa finalité, le terrorisme pourra être un acte de vengeance isolé ou réalisé par une organisation indépendamment de ses parrains, en réponse à la répression dont elle a fait l'objet de la part de ses parrains.

Dans les deux cas, les auteurs de ce terrorisme servant les objectif politiques des Etats qui en sont à l'origine, qui l'ont directement créé ou qui ont favorisé son développement, seront liquidés par ces Etats une fois leur sale besogne accomplie, ce qui explique pourquoi n'acceptant pas qu'ils leur réservent ce destin, ils les frappent à leur tour.

Ces Etats à leur tour frappés par le terrorisme, qu'ils n'auront pas forcément commandité, l'instrumentaliseront sur le plan politique afin d'obtenir le soutien de leurs populations, ce qui leur servira de caution ou delégitimité pour poursuivre ou amplifier leurs guerres ou encore en déclencher de nouvelles à l'extérieur, tandis qu'à l'intérieur ils en profiteront pour faire passer des lois liberticides ou antisociales qu'ils n'auraient pas pu adopter en temps normal.

Syrie. Démonter la propagande de guerre des puissances occidentales et leurs agents.

Alep: « STOP à la manipulation » - Arrêt sur Info

Arrêt sur Info a demandé au Dr Nabil Antaki, qui réside à Alep, si l' « Appel au secours des médecins en Syrie » lancé par Union des organisations de secours et soins médicaux (UOSSM – France) – dont fait état l'article de L'Orient Le Jour et que nous reproduisons plus bas – est partagé par les médecins syriens qui se trouvent à l'Ouest de la ville d'Alep, sous la protection de l'Etat syrien. Voici sa réponse.

Par le Dr Nabil Antaki.

NON, ce n'est pas Alep qui est assiégée par l'armée syrienne, mais les quelques quartiers à l'Est d'Alep qui ont été envahis par les groupes armés en juillet 2012.

OUI, Alep était assiégée par les terroristes depuis 4 ans et l'offensive de l'armée syrienne a justement pour but de la libérer. C'est chose en partie faite depuis jeudi 28 juillet quand l'armée syrienne a finalement chassé les groupes armés du quartier de Bani Zeid. Ces groupes ont pendant 4 ans terrorisé les habitants d'Alep en lançant quotidiennement des mortiers et des bonbonnes de gaz remplies de clous et d'explosifs faisant tous les jours des dizaines de tués et de blessés.

NON, les structures de santé ne sont pas visées délibérément par les bombardements aériens. Les hôpitaux cités n'existaient pas avant la guerre et donc ces lieux de soins sont, s'ils existent, installés dans des immeubles ordinaires. De plus, même de l'aveu de Médecins sans frontières (MSF), ces structures de santé n'ont pas été signalées à l'ONU, ni aux Etats-Unis, ni à la Russie.

Il faudrait aussi signaler que les immeubles abritant des structures de santé sont utilisés par les terroristes pour leur sinistre besogne: l'hôpital ophtalmologique situé à Alep-Est est le quartier général de Al Nosra pour la région d'Alep. Pourquoi ne pas mentionner les hôpitaux bombardés [dans les zones sous le contrôle de l'Etat syrien, Ndlr], incendiés ou détruits par les terroristes depuis le début du conflit.

OUI, les terroristes qui occupent Alep-Est appartiennent à Al Nosra, groupe considéré par toute la communauté internationale (Europe et USA compris) comme groupe terroriste. Il devrait être neutralisé comme Daech, ce que ne font pas les avions de la coalition internationale menée par les USA.

NON, les habitants d'Alep-Est n'ont pas peur de venir à Alep sous le contrôle de l'Etat Syrien par les couloirs humanitaires que les autorités ont ouverts pour les laisser rentrer minimisant ainsi le risque de pertes civils lors des raids ou des batailles. Au contraire, ils voudraient rejoindre les 500.000 habitants d'Alep-Est ayant déjà fui les régions d'Alep sous contrôle des terroristes pour se réfugier sous la protection de l'Etat syrien. Ce sont les rebelles-terroristes qui les empêchent de venir les gardant comme boucliers humains.

OUI, les habitants d'Alep ont souffert pendant 4 ans. Ils ont subi de nombreux blocus imposés par les terroristes et les 1.500.000 habitants d'Alep ont subi des pénuries très graves sans que personne n'en parle, ne s'indigne, ni ne proteste.

NON, l'Etat syrien et son allié russe ne veulent pas qu'il y ait des victimes civiles lors des combats. Ils ne veulent pas qu'il y ait des dommages collatéraux comme lors des bombardements français du village de Al Tokhar le 19 juillet dernier tuant 164 civils ou des bavures comme le bombardement américain de l'hôpital de Kunduz

OUI, arrêtez de manipuler l'opinion public par la désinformation. A chaque fois que les terroristes sont assiégés quelque part en

Syrie, les gouvernements et médias lancent des cris d'alarme. Ils veulent soit disant éviter une prétendue catastrophe humanitaire; alors que leur vrai but est en réalité de desserrer l'étau de l'armée gouvernementale sur les terroristes.

Ces derniers n'arrêtent pas leurs tirs. Comment sont-ils donc approvisionnés en munitions et en armes alors qu'ils prétendent que les produits alimentaires et les carburants ne peuvent leur parvenir, faisant craindre le pire pour les civils?

Nabil Antaki, Alep le 29 juillet 2016

Les habitants d'Alep préfèreraient vivre sous la protection des barbares, plutôt que celle du gouvernement et de l'armée syrienne.

- Le cri d'alarme des médecins d'Alep - L'Orient-Le Jour

Extrait

Dans les quartiers est d'Alep, la situation humanitaire se dégrade chaque jour davantage, alors que la population suffoque depuis que les forces du régime ont repris la route du Castello, coupant ainsi toutes possibilités de ravitaillement pour les rebelles.

En moins de 24h, quatre hôpitaux de campagne et une banque de sang d'Alep ont été pris pour cible lors de raids du régime syrien. Dans la nuit du 23 au 24 juillet, les hôpitaux d'al-Bayan, al-Hakim, al-Zahra et al-Dakak ont été détruits. Ce n'est pas la première fois que Damas s'en prend à des hôpitaux. Le 15 février dernier, un hôpital soutenu par Médecins sans frontières (MSF) à Maaret al-Naaman, dans le Nord syrien, avait été touché. Le ministre français des Affaires étrangères avait condamné ces attaques « délibérées » contre les structures de santé en Syrie par « l'armée ou ses soutiens », les qualifiant de « constitutives de crimes de guerre ». (...)

Depuis le début du conflit en 2011, plus de 700 médecins et personnels médicaux ont été tués lors d'attaques d'hôpitaux, selon le président de la commission d'enquête de l'Onu sur les droits de l'homme en Syrie, Paulo Pinheiro, qui s'est exprimé à Genève le 21 juin dernier. (...)

Si la manœuvre utilisée par le régime depuis le début du conflit a pour but de faire fuir les populations et de libérer la zone des civils, à Alep assiégée, l'objectif est de priver les habitants de tout pour les pousser à déposer les armes. Aucune aide internationale n'a pu entrer dans les secteurs rebelles depuis le 7 juillet. (...)

Depuis près d'un an et demi, les hôpitaux et les médecins sont devenus les cibles privilégiées des aviations syrienne et russe. (...)

Le 26 juillet, un appel de l'armée a été relayé par l'agence officielle Sana, exhortant les habitants des quartiers rebelles à « rejoindre la réconciliation nationale et chasser les mercenaires étrangers ». L'armée aurait envoyé des SMS aux habitants et aux combattants identifiant des « passages sécurisés » pour les civils désirant fuir et exhortant les rebelles à rendre les armes.
Hier, Moscou est allée dans le même sens en déclarant que 4 corridors allaient être ouverts. Mais la crainte et l'angoisse persistent au sein de la population. « Les gens ont très peur et ils vont certainement refuser d'aller côté régime », estime le Dr Chahine.
Des habitants, contactés via Facebook, confient que « les civils n'ont pas confiance en ce régime et ne seraient pas prêts à quitter ainsi la ville », affirme l'un d'entre eux. (Le Dr Chahine est chirurgien général et directeur de recherche de l'UOSSM à Alep, dans le dernier communiqué de l'ONG - ndlr)

Le silence assourdissant de la communauté internationale laisse les habitants d'Alep et ses médecins en plein désarroi. OLJ 29.07

Bref, la propagande américaine et de ses alliés.

Vous aurez compris qu'Orient le Jour se fait le porte-parole des "rebelles", de la "communauté internationale", d'une "ONG" française, du "ministre français des Affaires étrangères", de "Médecins sans frontières", de la "commission d'enquête de l'Onu sur les droits de l'homme en Syrie, qui tous ceux combattent pour renverser Assad. Tandis que l'ennemi de la population d'Alep serait "l'armée" syrienne, les "aviations syrienne et russe", le "régime".

Sans surprise, la pourriture stalinienne tient le même discours que L'Orient-Le Jour.

- Syrie: situation dramatique dans Alep assiégée - humanite.fr 29.07

Les rebelles et les secouristes contactés par les agences de presse comme par les ONG dans la partie assiégée de la ville ont avoué leurs doutes, notament du fait que l'armée aurait tiré sur des civils dans l'un de ces "corridors", dans le quartier de Salah al Dine.

Selon le Dr Taoufik Chamaa, de l'Union des Organisations de secours et soins médicaux (UOSSM) pour la Syrie, les quartiers d'Alep tenus par la rébellion, où habiteraient encore quelque 300.000 habitants, comptent seulement 31 médecins et trois dentistes. humanite.fr 29.07

En fait de "rebelles", ce sont les barbares d'al-Nosra ou de Daech...

France24 a publié un article qui rétablit en partie les faits.

- Alep : les rebelles empêchent les civils d'approcher les corridors humanitaires - france24.com

Seul un petit nombre d'habitants d'Alep ont pu sortir vendredi de la zone contrôlée par les rebelles et assiégée par le régime, malgré l'ouverture de corridors humanitaires par Damas. De son côté, l'ONU a proposé de prendre le contrôle des couloirs.

"Une douzaine" sur 250 000. Seul un petit nombre d'habitants d'Alep ont pu sortir vendredi 29 juillet des quartiers contrôlés par les rebelles et assiégés par le régime syrien, avant que les insurgés n'empêchent les civils d'accéder aux couloirs humanitaires ouverts par le pouvoir.

Depuis l'annonce par la Russie, alliée du régime dans le conflit, de l'ouverture des couloirs, "une douzaine de personnes ont pu sortir via l'un des corridors à partir du quartier Boustane al-Qasr", a indiqué le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane. "Mais les groupes rebelles ont ensuite renforcé les mesures de contrôle vers ces corridors empêchant les habitants de s'y approcher", a-t-il ajouté.

(Sans surprise, le gouvernement français s'oppose à la solution adoptée par Damas et Moscou. LVOG)

Pour Paris, ces "couloirs humanitaires" ne constituent pas une solution satisfaisante. "Le droit international humanitaire exige que l'aide puisse être acheminée de toute urgence" aux populations assiégées, a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Romain Nadal. "Dans ce contexte, l'hypothèse de 'couloirs humanitaires' qui consisterait à demander aux habitants d'Alep de quitter la ville n'apporte pas une réponse crédible à la situation", a-t-il précisé.

Selon des analystes, une perte d'Alep pourrait signifier le début de la fin pour la rébellion et représenter un tournant majeur dans la guerre syrienne qui a fait plus de 280 000 morts. france24.com 29.07

Et la position officielle de la France : Alep doit rester sous la coupe des barbares

- Syrie - Proposition russe de mettre en œuvre des "couloirs humanitaires" à Alep (28 juillet 2016) - diplomatie.gouv.fr

Il s'agit du portail du gouvernement français.

- Les habitants d'Alep doivent pouvoir rester chez eux en sécurité et bénéficier de toute l'aide dont ils ont besoin. Telle est la priorité. diplomatie.gouv.fr

Les habitants des quartiers d'Alep occupés par les barbares d'Al-Nosra et de Daech qui s'en servent de boucliers humains seraient "en sécurité", alors que ceux qui se trouvent dans les quartiers sous contrôle de l'armée syrienne ne le seraient pas.

Ils ont osé.

- Adama Traoré : le «New York Times dénonce «l'impunité» de la police française - Liberation.fr

Dans un éditorial consacré à la mort du jeune noir à Beaumont-sur-Oise, le quotidien américain fustige le racisme de la police hexagonale et l'indifférence du gouvernement. Liberation.fr 30.07

- A Pau, François Bayrou va finalement armer sa police municipale - L'Express.fr

François Bayrou a changé d'avis. Le maire de Pau a décidé d'armer sa police municipale. Une décision prise à la suite de l'attentat de Nice. L'Express.fr 30.07

- Croissance française : les mouvements sociaux auraient plombé l'économie - Francetv info

Alors que l'Insee prévoit une croissance nulle pour la France au second trimestre de 2016, le gouvernement a pointé la responsabilité des grèves contre la loi Travail. Francetv info 30.07

- Un « syndrome asphyxique » a causé la mort d'Adama Traoré - LeMonde.fr

Les gendarmes qui ont procédé à son interpellation le 19 juillet ont dit aux enquêteurs avoir maîtrisé le jeune homme avec « le poids de [leurs] corps à tous les trois ».

Les proches du jeune homme mort lors de son interpellation dans le Val-d'Oise avaient appelé à un nouveau rassemblement, samedi, pour demander la «vérité» sur les conditions du drame.

Un cordon de CRS a bloqué le cortège qui venait juste de se mettre en marche devant la gare du Nord à Paris. Près de 600 personnes étaient présentes, samedi 30 juillet, pour réclamer la « vérité » sur les circonstances de la mort d'Adama Traoré, 24 ans, mort onze jours plus tôt, après son interpellation par la gendarmerie à Beaumont-sur-Oise.

Plusieurs associations luttant contre les violences policières et les discriminations étaient également présentes. Personne n'a cependant pu défiler.

La préfecture de police de Paris s'y est opposée pour « des raisons tenant à la protection des institutions », « à la préservation de l'ordre public » et pour assurer « la propre sécurité des manifestants », a-t-elle justifié dans un communiqué. Elle a argué que la manifestation n'avait pas été déclarée, alors que les organisateurs affirmaient avoir déposé une déclaration 24 heures avant. LeMonde.fr et lefigaro.fr 30.07

- Un dirigeant de Publicis suspendu pour des propos sexistes - Le Monde.fr

Le patron de l'agence Saatchi & Saatchi, Kevin Roberts, également membre du directoire de Publicis, « a été prié de prendre congé de Publicis Group avec effet immédiat » en raison de la « gravité de ses propos », selon un communiqué. Il appartiendra « à la fin » au conseil de surveillance de Publicis d'« envisager la suite » sur le cas de M. Roberts, ajoute le communiqué du numéro un de la communication numérique.

Interrogé sur la question de la parité homme-femme dans le secteur publicitaire, vendredi 29 juillet sur le site d'information économique et technologique Business Insider, le patron de Saatchi & Saatchi a balayé le problème : « Ce putain de débat est dépassé. » Puis il a assuré à la journaliste qu'il ne passe « pas de temps » sur ces enjeux.

Avant d'expliquer pourquoi, selon lui, les femmes occupent moins de postes à responsabilité :

« Leur ambition n'est pas verticale, c'est une ambition intrinsèque, circulaire, d'être heureuses. Alors elles nous disent : "Nous ne nous évaluons pas avec les critères selon lesquels vous, dinosaures idiots, vous vous jugez." Je ne pense pas [que le manque de femmes à des postes de direction] soit un problème. Je ne suis pas inquiet, simplement parce qu'elles sont très heureuses, qu'elles ont beaucoup de succès et qu'elles font du très bon travail. Je ne peux pas parler de discrimination parce que nous n'avons jamais rencontré ce problème, Dieu merci. » Le Monde.fr 30.07

« Ce putain de débat est dépassé », voilà comment je le vis en Inde.

Même chez moi, en présence d'un enfant de 5 ans je ne peux pas ne serait-ce que toucher la main de ma compagne Selvi et vice versa, donc encore moins en présence d'adultes dans un lieu public, dans la rue. En quoi cela me pose-t-il un problème ? En rien. Franchement on peut se passer de se toucher en public et continuer de vivre normalement.

Ce n'est pas pour rien que je dis que les rapports en Inde sont féodaux ou semi-féodaux. Cela dit, ils ne me choquent pas. Je ne juge pas les Indiens, je n'entends pas changer ces rapports même si je ne les partage pas, j'estime qu'ils reflètent le sous-développement économique et social du pays.

Cela ne vous choque pas qu'ils aient créé des produits qu'ils mettent à la disposition de la population, tout en sachant qu'ils sont nocifs pour sa santé ou son existence, par exemple les cigarettes, des alcools forts, des bagnoles ou des motos qui peuvent rouler à des vitesses insensées.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

1.1- Turquie : le président Erdogan veut renforcer son emprise sur l'armée et le renseignement - LeMonde.fr

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé, samedi 30 juillet, à la télévision, vouloir contrôler directement les services de renseignement et les chefs d'état-major de l'armée, renforçant encore son pouvoir deux semaines après un putsch raté.

« Nous allons introduire une petite réforme constitutionnelle [au Parlement] qui, si elle est approuvée, fera passer le service national de renseignement (MIT) et les chefs d'état-major [de l'armée [sous le contrôle de la présidence. »

Le président turc a par ailleurs annoncé samedi son intention de fermer toutes les écoles militaires et de les remplacer par une université nationale chargée de former les forces armées. LeMonde.fr 30.07

1.2- Putsch manqué en Turquie: les autorités ont intercepté des messages cryptés - AFP

Les autorités turques ont commencé à intercepter plus d'un an avant la tentative de coup d'Etat les messages qu'échangeaient sur un service de messagerie crypté des sympathisants du prédicateur en exil Fethullah Gülen accusé par Ankara d'avoir ourdi le putsch manqué du 15 juillet, a déclaré samedi un responsable turc.

Selon ce responsable qui a requis l'anonymat, les services de renseignement turcs (MIT) se sont mis à décrypter ces messages échangés sur l'application ByLock dès le mois de mai de l'année dernière.

Il affirme que cette surveillance leur a permis de connaître les noms de 40.000 sympathisants du mouvement guléniste dont 600 militaires de haut rang.

"Un grand nombre de gens identifiés grâce à Bylock ont été directement impliqués dans la tentative de coup d'Etat", a affirmé ce responsable turc.

D'après lui, les partisans du prédicateur Gülen avaient pris l'habitude d'échanger par des systèmes de messagerie sécurisés depuis 2013 et ont commencé à utiliser ByLock en 2014.

Fethullah Gülen était devenu la bête noire de Recep Tayyip Erdogan en 2013 après qu'un scandale de corruption eut publiquement éclaboussé des proches de ce dernier, qui était à l'époque Premier ministre -il est devenu président en août 2014- et qui avait accusé son ancien allié d'avoir orchestré ce scandale.

"Les données collectées sur ByLock nous ont permis de réaliser un schéma de leur réseau, tout au moins d'une large partie de celui-ci. Ils ont ensuite changé de messagerie quand ils ont réalisé que ByLock n'était plus sûr", a indiqué le responsable turc.

Selon Ankara, les participants au putsch ont échangé via la messagerie WhatsApp pendant la tentative de coup d'Etat.
Cette messagerie (groupe Facebook) propose depuis cette année un cryptage "total" de ses communications. Elle a été suivie par d'autres géants de l'internet (Apple, Google) qui souhaitent renforcer leurs dispositifs pour échapper à toute surveillance.

Le ministre turc de l'Energie Berat Albayrak avait déclaré cette semaine que les autorités avaient déjà préparé des listes de membres du réseau de Fethullah Gülen avant le putsch et s'apprêtaient à purger différentes institutions dont l'armée. AFP 30.07

2- Pologne

- Pologne : le président promulgue une nouvelle loi controversée sur le Tribunal constitutionnel - LeMonde.fr

Le texte ne tient pas compte des recommandations adressées par la Commission européenne. Mercredi, Bruxelles a donné trois mois à Varsovie pour les intégrer, sous peine de sanctions.

Le président conservateur polonais Andrzej Duda a promulgué samedi 30 juillet une nouvelle loi controversée sur le Tribunal constitutionnel, source de préoccupations pour la Commission européenne et Washington.

Mercredi 27 juillet, au nom de la protection de l'Etat de droit en Pologne, Bruxelles a donné trois mois à Varsovie pour revoir le fonctionnement de son Tribunal constitutionnel, cible des conservateurs depuis leur arrivée au pouvoir. Ces derniers considèrent cette instance comme un rempart de l'opposition qui risque de freiner leurs réformes.

C'est une nouvelle étape, la deuxième, franchie dans la procédure inédite déclenchée par l'UE contre Varsovie sur l'Etat de droit,

qui peut éventuellement aboutir en dernier recours à des sanctions comme une suspension des droits de vote de la Pologne au sein de l'UE.

Varsovie remet en cause la légitimité de la Commission européenne dans ce dossier, posant la question de savoir si celle-ci « respecte les principes de la coopération loyale avec les gouvernements des pays membres ».

En contresignant ce texte, M. Duda a ignoré différents appels à le rejeter, de la part notamment de plusieurs organisations nationales de juges ou de la Fondation d'Helsinki des droits de l'Homme qui l'a qualifié d'« attentat à la démocratie constitutionnelle ».

Bruxelles a adressé mercredi à la Pologne une série de « recommandations sur l'Etat de droit », dont celle de rendre publics et de mettre en application les jugements rendus par le Tribunal constitutionnel, notamment celui dans lequel sont considérés comme contraires à la Constitution les modifications concernant la nomination des juges que le gouvernement tente d'imposer à cette juridiction. Or, la nouvelle loi n'en tient pas compte.

Bruxelles a aussi demandé à Varsovie de s'assurer que toute révision de la loi soit conforme au jugement du Tribunal constitutionnel et prenne en compte l'opinion de la Commission. LeMonde.fr 30.07

3- Tunisie

- Tunisie: le gouvernement de Habib Essid démissionnaire - AFP

Le Parlement tunisien a comme attendu retiré samedi soir sa confiance au gouvernement de Habib Essid, sous pression depuis que le président Béji Caïd Essebsi s'est dit en faveur d'un cabinet d'union nationale il y a deux mois.

Le départ de M. Essid, un indépendant de 67 ans dont le passage au gouvernement a été mouvementé, fait craindre une nouvelle période d'incertitudes en Tunisie, un pays fragilisé. AFP 30.07

4- Burundi

- Burundi: manifestation à l'appel du pouvoir contre la France et l'ONU - AFP

Le gouvernement du Burundi a organisé samedi une manifestation devant l'ambassade de France à Bujumbura, pour manifester son hostilité à la résolution de l'ONU adoptée vendredi à l'initiative de la France et prévoyant le déploiement de 228 policiers dans le pays. AFP 30.07

Bienvenue en oligarchie

- Lutte contre le terrorisme : un dispositif de blocs de béton à Nancy

Comme dans plusieurs villes et dans un contexte terroriste, Nancy (Lorraine) accueille un dispositif à base de blocs de béton pour bloquer les véhicules. Francetv info

- «Partir en vacances ne signifie pas devoir se protéger dans un abri anti-atomique»

Pour le psychologue clinicien Olivier Douville, il est important d'accepter nos peurs et de continuer à vivre malgré le drame de Nice et l'attentat survenu dans une église à Saint-Étienne-du-Rouvray. LeFigaro.fr

- Le sexe à l'Ancien Régime: "Embrasser une femme mariée est passible de décapitation"

A la Renaissance, l'Eglise et l'Etat oeuvrent main dans la main pour réprimer sexe et plaisir charnel. Mais les classes populaires parviennent à s'émanciper malgré tout. Pour le moderniste Jacques Solé, "les paysans ont inauguré le mariage d'amour". L'Express.fr

L'Ancien Régime synonyme de décadence des moeurs, de libertinage absolue... chez la noblesse...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août 2016

CAUSERIE

Je suis toujours à la recherche d'un cadre ou dirigeant qui partagerait ma démarche et l'essentiel de mes idées pour réfléchir ensemble.

Etat terroriste ou quand les Etats sèment la terreur parmi leurs peuples.

- Canada. Complot : Quand la police incite des marginaux à commettre un attentat. - panamza.com

Grille de lecture.

La même méthode que celle utilisée avec brio aux Etats-Unis par le FBI. Rappelons qu'en France M. Merah était en rapport avec un agent de la DGSI, et un des complices des attaques du 13 novembre 2015 actuellement détenu serait une recrue du MI6 britannique.

Que des attentats soient commis directement par des agents de l'Etat ou d'un Etat allié, par des personnes avec lesquels leurs services de renseignement étaient en contact et auxquelles ils auraient fourni renseignements ou matériel pour commettre leurs crimes, ou encore par des individus isolés qui les aient imités, dans tous les cas de figure ils seront instrumentalisés politiquement dans le but d'atteindre certains objectifs politiques.

Quand les gouvernements occidentaux mettent en garde la population contre les théories du complot, ils ne sont pas animés par la bonne intention qui consisterait à faire jaillir ou à privilégier la vérité. Bien au contraire, en dénonçant comme complotiste toute version qui contredirait la leur ou qui seulement émettrait un doute, poserait des questions, ils tiennent à se prémunir contre les révélations qui mettraient à jour leurs propres complots plannifiés contre leurs peuples qui doivent absolument demeurer secrets. Ceci explique pourquoi leur interprétation officielle des faits doit être systématiquement falsifiée et toute autre version censurée ou diabolisée, pour que les peuples demeurent dans l'ignorance, condition indispensable pour les manipuler et les faire adhérer ensuite aux mesures que ces gouvernements vont adopter à la hâte dans la foulée d'attentats ou attaques.

Panamza - Vendredi 29 juillet, la justice canadienne a accusé la police fédérale d'avoir manipulé John Nutall et Amanda Korody, deux ex-toxicomanes, dans le but de perpétrer un faux attentat à caractère islamiste {https://youtu.be/8WVY7tFnw9A}.

La juge Catherine Bruce de la Cour suprême de Colombie-Britannique a estimé que des agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) avaient piégé le couple lors d'une opération d'infiltration de plusieurs mois ayant mené au projet d'attentat qui devait

se concrétiser durant la fête du Canada en 2013.

Les policiers infiltrés avaient ainsi joué le rôle d'un homme d'affaires arabe assisté par des musulmans extrémistes qui ont progressivement approché le couple afin de l'encourager à commettre un acte terroriste.

"La police a décidé d'orchestrer un plan pour John Nuttall et Amanda Korody de façon agressive et leur a fait croire que c'était le leur. Il existe déjà assez de terroristes dans le monde et il serait déplorable que la police se mette à en inventer d'autres", a affirmé la juge.

Rappel : comme la France, le Canada est membre de l'OTAN, organisation militaire transatlantique qui a régulièrement organisé sur le sol européen des attentats sous faux drapeau, notamment dans le cadre de l'opération secrète "Gladio". (Lire les articles du Réseau Voltaire sur ce sujet - LVOG)

Info-Bonus Panamza : selon un document interne au corps hospitalier parisien et relatif à la simulation d'un attentat multi-sites qui fut organisée au matin du 13 novembre (soit 11 heures avant les véritables attentats), le principal décisionnaire de cet exercice fut Philippe Boutinaud, patron des sapeurs-pompiers de Paris (nommé par François Hollande) et ex-conseiller militaire de l'OTAN. Panamza.com 29.07

Syrie. Valait mieux que cela ne tombe pas dans d'autres mains...

- Syrie. Main basse sur les secrets de Daech - LeParisien.fr

Grâce à la reprise partielle de Manbidj, les Américains ont mis la main sur 10 000 documents appartenant à l'EI.

Alors que le groupe djihadiste ne cesse de perdre du terrain depuis quelques mois, regroupant ses forces autour de ses fiefs de Raqqa et de Mossoul, les services de renseignement occidentaux récupèrent au fur et à mesure des précieuses indications sur ses méthodes, ses réseaux, ses sources de financement dans les territoires reconquis.

... en tout plus de 10 000 objets différents et 4,5 téraoctets de données (soit plusieurs millions de pages) vont atterrir entre les mains expertes des spécialistes de la CIA et du Pentagone.

Les responsables américains ont d'ailleurs promis de communiquer des éléments à leurs alliés quand cela les concernerait directement. LeParisien.fr 31.07

Vous aurez apprécié "*entre les mains expertes des spécialistes de la CIA et du Pentagone*", assurément expertes en coups pourris en tout genre. C'est à ce genre de détails qu'on peut distinguer la presse de propagande de celle qui informe.

Scènes ordinaires en oligarchie.

- Fusillade à Austin: un mort et quatre blessés, selon la police - AFP

Au moins une personne a été tuée et quatre blessées par balles dimanche matin dans le centre d'Austin (Texas), au cours d'une fusillade dont l'auteur était en fuite, selon la police.

La fusillade a commencé peu après 02H15 locales (07H15 GMT) dans un quartier de bars et boîtes de nuit. La police a alors averti la population sur Twitter d'éviter le centre ville, un "tireur en action" ayant fait "plusieurs victimes".

Une femme est décédée sur les lieux de la première fusillade, tandis que trois autres femmes, blessées, ont été transportées à l'hôpital, selon les services d'urgence médicale. Une cinquième victime, un homme, a refusé les secours, selon les urgences.

La police a ensuite fait état d'un second échange de coups de feu dans la même zone à quelques minutes d'intervalle, dans lequel seul le tireur a été blessé.

La police est en alerte dans tout le pays, en particulier au Texas, quelques semaines après qu'un militant noir eut tué cinq policiers qui protégeaient une manifestation pacifique contre les brutalités policières le 7 juillet à Dallas.

Lors d'une conférence de presse diffusée via Periscope, le chef de la police d'Austin Brian Manlay a indiqué que le tireur non identifié impliqué dans la première fusillade, un homme d'une vingtaine d'années de type hispanique, était toujours en fuite.

A leur arrivée sur les lieux dans le centre ville, les policiers ont été confrontés à des "scènes très chaotiques", a-t-il dit. A la suite

d'une altercation, un homme aurait dégainé son arme et tiré sur la foule des piétons, a-t-il dit. Une femme âgée d'une vingtaine d'années a été touchée et est morte sur le coup.

Sept minutes plus tard la police avait connaissance d'un second échange de coups de feu dans un parking de la zone. Un homme a dégainé son arme et a tiré mais des témoins se sont interposés, l'ont mis à terre et désarmé. Le tireur présumé, blessé, a été interpellé et transporté à l'hôpital.

L'enquête devrait permettre d'établir si les deux tireurs connaissaient leurs cibles, selon le chef de la police. AFP 31.07

- Trois jours en prison sans pantalon ni serviette hygiénique - Liberation.fr

A Louisville (Kentucky), une femme s'est présentée devant la juge sans pantalon. La prison où elle était détenue ne lui avait proposé ni vêtement de rechange, ni serviette hygiénique.

«Est-ce que je suis dans la Twilight Zone ?» s'interroge une juge alors qu'elle reçoit une prévenue enfermée pendant trois jours, sans pantalon ni serviette hygiénique. Lors d'une comparution le 29 juillet à Louisville (Kentucky), la juge découvre les conditions «scandaleuses» d'accueil qu'a reçues une prévenue.

Elle était en prison pour ne s'être pas présentée à un programme de substitution de peine à la suite d'un vol à l'étalage. Le responsable de la prison a déclaré que la prévenue n'avait pas été détenue assez longtemps pour recevoir un uniforme de prisonnier.

La juge la condamne à 100 dollars d'amende et au temps qu'elle avait déjà effectué en prison – elle n'aurait dû faire qu'un jour en prison. La juge essaie ensuite de démêler la situation au téléphone, appelant la prison. Elle déclare que la prévenue ne sortirait pas du tribunal tant qu'elle n'aurait pas un pantalon sur elle. «Je voulais juste vous dire que je suis extrêmement désolée de la manière dont on vous avait traitée. Personne ne mérite cela, surtout dans une situation où vous n'avez commis aucun nouveau délit.»

La femme explique alors que d'autres détenues sont dans la même situation qu'elle, qu'elles ne reçoivent ni tenue ni serviette hygiénique. «Tout ceci est inhumain et injustifiable», a conclu la juge. Liberation.fr 31.07

Sans tri. Têtes et poubelle trop pleines.

- Poubelle, mode d'emploi : pourquoi vous commettez certainement beaucoup plus d'erreurs de tri des déchets que vous ne croyez. - Atlantico.fr 31.07

Ici, il n'y a pas de poubelles, c'est donc une source de culpabilisation en moins...

Pour me débarrasser de ma poubelle, avant je la brûlais, n'ayant plus de feuilles ou de bois, dorénavant je l'emmène en scooter et je la dépose dans l'espace réservé à cet effet dans le village de ma compagne Selvi à 2 kms de chez moi. Quand aux bouteilles en verre que personne ne veut, je les balance sur une des nombreuses décharges rencontrées en chemin, je n'ai pas le choix. Les objets en plastique ou en fer sont collectés par des biffins qui parcourent les villages.

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Attentat au camion piégé devant un hôtel pour étrangers à Kaboul - LeMonde.fr

Les talibans ont revendiqué l'opération. Le nombre de victimes est encore inconnu. LeMonde.fr 31.07

- Au moins six morts dans un double attentat en Somalie - LeMonde.fr

Des personnes soupçonnées d'appartenir aux Chabab sont régulièrement détenues dans le département des enquêtes criminelles, visé par cet attentat à la voiture piégée. LeMonde.fr 31.07 Toujours pas d'espoir de paix au Yémen - LeMonde.fr 31.07

- Mali : Prorogation de l'état d'urgence - presstv.com

L'état d'urgence au mali vient d'être prolongé de 8 mois. presstv.com 31.07

Bienvenue en oligarchie.

- Sommes-nous tous égaux en maillot de bain?

Éclairages sur le sens du maillot de bain et les contradictions sociales qui s'y attachent. Revoilà (enfin) l'été, et, avec le soleil, le temps des piscines, ou des plages pour ceux qui ont la chance de partir à la mer... Slate.fr

- Quand la France va-t-elle se mettre aux livres audio?

Le livre audio s'est très bien implanté dans les pays anglo-saxons, les pays nordiques et l'Allemagne. Pourquoi reste-t-il si peu présent en France? Il y a quelques semaines, j'ai enfin sauté le pas. Slate.fr

Bientôt, les mutants ou les zombies qui peupleront la terre ne sauront plus ni lire ni écrire, pour quoi faire quand réduits à l'état de serfs il ne leur restera plus qu'à subir l'ordre établi de leur naissance à leur mort...

La voiture synonyme de liberté n'est plus: vive la voiture autonome!

Pour les plus âgés, conduire a toujours été synonyme de liberté individuelle, celle d'aller où on veut, quand on veut.Le 22 janvier 1984, une des plus célèbres publicités de l'histoire des États-Unis a été lancée pendant le Super Bowl XVIII, et ce fut la seule et unique fois où elle fut diffusée... Slate.fr

Vous ne saurez même plus conduire. En fait, toutes vos pensées et tous vos actes auront été programmés, de sorte que vous ne serez même plus en mesure d'en produire qui correspondraient à votre volonté, même cette ultime liberté vous l'aurez perdue.

- Le héros le plus intelligent de Marvel est une petite fille noire

Ce n'est plus Mister Fantastique. Alors à votre avis, c'est qui? Qui est le héros le plus intelligent de Marvel? Non, ce n'est pas (ou plus) Mister Fantastique, l'homme élastique qui est aussi un scientifique hors-pair. C'est Lunella Lafayette, une petite fille noire de neuf ans... Slate.fr

Quelle merveille, une petite fille noire ! Cela existe vraiment ? Oui, une, pas deux après cela ferait trop, pour un peu j'aurais pu oublier que j'étais le seul blanc (vélai cara en tamoul, littéralement la peau blanche) dans mon village, quel privilège !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Ethiopie

- Ethiopie: les Amhara manifestent en masse contre le gouvernement - presstv.com

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé dimanche à une marche contre le gouvernement éthiopien à Gondar (nord-ouest), dans la région Amhara, la manifestation la plus importante des dernières semaines, selon des médias locaux.

"Arrêtez de tuer les Amhara", "Rendez-nous notre frontière historique", pouvait-on lire sur les panneaux brandis par les manifestants, dans des vidéos qui ont largement circulé sur les réseaux sociaux.

Gondar est depuis plusieurs semaines le théâtre de manifestations parfois violentes, contre la décision du gouvernement éthiopien de rattacher le district de Wolkait à la région voisine du Tigré.

Les manifestants estiment que ce district appartient à la région Amhara et accusent le gouvernement de favoriser le Tigré, d'où sont issus nombre des dirigeants éthiopiens.

Les manifestations ont déjà fait au moins une douzaine de morts dans des heurts avec la police, selon les autorités éthiopiennes. La marche de dimanche, d'une ampleur peu commune, s'est déroulée sans heurts.

Certains manifestants exprimaient également leur solidarité avec les manifestations des Oromo, entre novembre et mars dernier, contre un projet d'appropriation de terres, et qui ont fait plusieurs centaines de morts selon des organisations de défense des droits de l'Homme.

Les autorités éthiopiennes n'ont pas réagi dans l'immédiat. Le gouvernement a expliqué il y a une quinzaine de jours que les manifestations à Gondar avaient éclaté après une tentative de la police fédérale d'arrêter des dirigeants amhara accusés "d'activités criminelles".

Le porte-parole du gouvernement Getachew Reda, injoignable dimanche, avait accusé les manifestants d'être soutenu par l'Érythrée pour déstabiliser l'Éthiopie.

Les Amhara forment la deuxième ethnie la plus importante d'Éthiopie derrière les Oromo. Les manifestations dans ces deux régions témoignent d'un ressentiment grandissant des membres des deux ethnies, qui estiment faire l'objet de discriminations en faveur des Tigréens, accusés d'occuper les postes-clés au sein du gouvernement et des forces de sécurité.

Principalement des agriculteurs qui vivent dans le Nord de l'Éthiopie les Amhara parlent une langue sémitique qui indiquent que leurs ancêtres sémites sont venus de ce qui est le Yémen actuel. Selon leurs traditions, ils tracent leurs racines à Ménélik I, l'enfant né de la reine de Saba et du roi Salomon.

Amharique est la langue de la culture et de l'éducation, parlée par des millions d'autres Éthiopiens et Érythréens comme seconde langue.

Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie est aussi la maison pour beaucoup Amhara. presstv.com 31.07

Haut de page

Le 2 août 2016

CAUSERIE

Pas d'infos aujourd'hui, ce sera pour demain, peut-être, à la place une analyse politique.

Mélenchon l'ex-ministre d'un président de droite, Chirac, ne tarit pas d'éloges sur Mitterrand et Rocard qui seraient pour lui des sources d'inspiration intarissable.

Le Point avait posé une question à Rocard au sujet de Mitterrand dans une interview dont *Atlantico* publia des extraits le 23 juin 2016 : Diriez-vous que Mitterrand était un homme de droite? Réponse : tout le démontre. "*C'est évident. Mitterrand était un homme de droite*".

Ce qui est intéressant fut la réponse qu'il donna à une autre question que nous relierons plus loin à la précédente à propos de la gauche : "*Oui, la gauche a perdu la bataille des idées, et pas seulement en France.*"

Constatons tout d'abord que tout en arborant une étiquette de gauche, les dirigeants du PS avaient parfaitement conscience d'être de droite, et d'ainsi tromper sciemment ceux qui croyaient qu'ils étaient de gauche.

Question : La gauche n'a-t-elle pas "*perdu la bataille des idées*" justement parce qu'elle était de droite ?

Mais qu'est-ce qui était de droite ? Leur politique, autrement dit le réformisme qui a pour cadre et limite le régime capitaliste auquel il se soumet.

Le réformisme, c'est le socialisme compatible avec le capitalisme, capitalisme qui fixe les conditions dans lesquelles des réformes progressistes peuvent être adoptées, selon qu'elles sont compatibles ou non avec son existence, facteur qui en dernier lieu détermine l'orientation de tous les autres ou auquel ils doivent se soumettre, puisque pour un réformiste il ne sera aucunement question d'affronter le régime ou de le renverser par une révolution pour réunir les conditions qui permettraient de répondre positivement aux besoins ou aspirations de la classe ouvrière, c'est ainsi que le réformisme est une idéologie de droite, étrangère au socialisme et à la gauche.

Quand on a compris cela, on a presque tout compris.

Presque et hélas presque, parce qu'il sera extrêmement difficile d'aller au-delà ou d'admettre pour un militant, que sans remettre en cause la conception de la lutte de classe qui avait été adoptée par tous les courants du mouvement ouvrier depuis plus de 70 ans qui avait consisté à couvrir cette imposture, il demeurera impossible de comprendre comment on a pu en arriver à la

situation actuelle, et donc d'adopter une orientation politique qui rompt radicalement avec l'opportunisme et renoue avec le socialisme de Marx et Engels.

Pourquoi cela serait-il si difficile pour un militant ouvrier d'admettre l'évidence que les intéressés eux-mêmes reconnaissent dorénavant publiquement ?

Pendant plus d'un demi-siècle, nos dirigeants ont prétendu que le PS était de gauche, on peut même affirmer sans crainte d'être accusé de leur faire un faux procès, que durant toute cette longue période ils se seront acharnés méticuleusement avec détermination et persévérance (sournoisement aussi) à maquiller ou couvrir son imposture selon la méthode habituelle du double langage consistant à affirmer qu'il avait rompu avec le socialisme, mais (le mais de trop) que certains de ses dirigeants organisés dans un ou des courants au sein du PS pourraient évoluer à gauche ou renouer avec le socialisme ou encore pourraient servir la cause du socialisme, tout en collaborant avec ce parti, en s'enchaînant à ce parti serait-il plus juste de dire, en voulant lui faire jouer absolument un rôle progressiste au sein du mouvement ouvrier à travers la tactique du front unique contre-nature qui sera élevée au rang de stratégie du propre aveu de leurs auteurs (qui signaient là leur capitulation ou leur propre imposture), d'un gouvernement ouvrier qui ne le serait jamais, pour en arriver à une Assemblée constituante où il pourrait continuer d'oeuvrer non pas pour mais contre le socialisme.

C'est ainsi que ceux qui se présentaient comme les champions du combat pour l'unité de notre classe allait en réalité la combattre, en introduisant un facteur de division de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui un jour ou l'autre devrait fatalement précipiter sa dislocation. Il faut préciser, sans que les militants, cadres ou dirigeants qui contesteraient l'orientation politique de la direction de leur parti ne soient en mesure de prendre conscience de l'origine de cette dislocation puisqu'ils allaient continuer d'affirmer que le PS était de gauche.

N'avez-vous pas observé au cours des dernière années avec quelles précautions ou circonvolutions de langage et autres guillemets il leur avait fallu manoeuvrer plus ou moins habilement pour tenter de prendre leur distance avec le PS, se contentant généralement d'affirmer que seule sa politique était de droite, mais surtout pas le PS, à ce jour ils en sont toujours incapables, Mailly a la carte du PS dans sa poche et ils ne peuvent pas concevoir rompre avec lui ou l'appareil de FO pour fournir un exemple concret qui démontre le degré de corruption de nos dirigeants.

La "*bataille des idées*" qui a été perdue, ce n'est pas celle du socialisme, c'est celle du réformisme auquel l'étiquette du trotskysme servait de caution de gauche, de l'opportunisme pour ne pas dire pire encore.

Le mouvement ouvrier entraîné dans cette direction devait devenir corporatiste, réactionnaire, impérialiste.

En se compromettant ainsi avec le PS (et le PCF) l'avant-garde devait fatalement dégénérée à son tour au point par exemple d'adopter la politique de l'Otan consistant à semer le chaos et la terreur au sein de la société, le tout enrobé maladroitement dans un internationalisme dogmatique plus prompt à diviser encore une fois plutôt qu'à rassembler, et qui devait confiner à l'impuissance et finir de la disloquer.

S'acharner ainsi à vouloir concilier l'inconciliable témoignait que nos dirigeants avaient abandonné la lutte pour le socialisme, ce que nous n'avons pas compris lorsque nous étions de jeunes militants.

Leur objectif était de porter le PS au pouvoir, ce qui ouvrirait la voie à une crise politique qui se transformerait en crise révolutionnaire qui de fait ne vit jamais le jour, parce que leur analyse de l'évolution des différents facteurs qui composaient la situation mondiale depuis le début du XXe siècle était erronée. Sans prétendre l'être le moins du monde, n'est pas Marx, Engels ou Lénine qui veut, croire que cela se décrète comme ce fut le cas signe la tragédie que vit actuellement le mouvement ouvrier et le prolétariat international.

Récemment dans un courriel, un militant soutenant ces dirigeants crut bon de balayer d'un geste méprisant toute discussion sur ce sujet, on comprend pourquoi.

Pour l'anecdote ou pour montrer aux jeunes militants de quelle manière nos dirigeants s'arrangeaient avec la nature de droite du PS, avant les élections de 1981 ces dirigeants avançaient le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois, qui prétendaient-ils incarnait la question de l'Etat ou du pouvoir selon le marxisme ou le socialisme, sous prétexte que les travailleurs aspiraient à un tel gouvernement ou qu'il s'inscrivait dans le processus politique devant mener à la révolution socialiste.

En réalité, ce mot d'ordre flattait et allimentait les illusions que les travailleurs auraient pu avoir dans le PS ou le PCF au lieu de les combattre, alors que déjà à cette époque suite à la lutte de classes des décennies précédentes, plus ou moins consciemment ils n'ignoraient pas qu'ils n'avaient pas grand chose à en attendre, certainement pas un changement de société auquel ils n'aspiraient pas ou plus forcément tellement ils étaient déjà éloignés du socialisme, par contre ils se contenteraient bien de quelques réformes qui leur permettraient d'améliorer leur condition ou de mieux supporter l'existence du capitalisme qu'il n'était pas du tout question dans leur esprit de renverser, les confortant ainsi dans la voie du réformisme parvenu à son crépuscule, mais cela ils l'ignoraient et personne ne leur dirait et pour cause le réveil allait être particulièrement cruel, au détriment de la voie vers

le socialisme qui était définitivement abandonnée.

Dans ce mot d'ordre, la distinction entre le PS et le PCF d'un côté et les ministres bourgeois de l'autre servait également à couvrir la véritable nature bourgeoise ou de droite du PS, sinon il aurait été impossible et inutile de l'avancer.

Il faut aussi relever que les représentants de l'Etat, de la classe dominante et leurs relais médiatiques n'ont cessé avec une constante infaillible de clamer que le PS était de gauche, ce qui relevait de la propagande plus que de la réalité, et comme absolument tous les partis et syndicats leur emboîteront le pas, il était normal que les travailleurs se disent qu'ils étaient effectivement de gauche pour finir par avoir en horreur tout ce qui incarnerait la gauche, y compris tous les autres partis qui s'étaient corrompus en présentant le PS de gauche, donc en les trompant, et éventuellement atterrir dans les bras de l'extrême droite.

Après cela, comment peut-on s'étonner ou présenter comme une fatalité l'incapacité dans laquelle nous nous sommes trouvés de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, et en arriver à la conclusion que nos dirigeants auront tout fait pour ne jamais y parvenir ou que cela n'avait jamais été leur objectif ou encore qu'ils l'abandonnèrent rapidement après la mort de Trotsky, parce qu'ils n'avaient pas les qualités requises pour mener à bien cette tâche difficile et grandiose dont dépend le destin de l'humanité, il faut bien en avoir conscience.

En abandonnant le marxisme, en se détournant du socialisme, en rejettant les enseignements de la Commune mis en pratique lors de la révolution russe de 1917 par le parti bolchevik, nos dirigeants allaient se corrompre en épousant le réformisme, ce qui nécessiterait de maquiller la nature du principal parti qui l'incarnait, le PS, pour finalement être voués au même sort, tandis que travailleurs et militants seraient abandonnés aux leurs sous le joug d'une dictature de plus en plus implacable, cynique et monstrueuse. Au point qu'ils iront jusqu'à liquider leurs partis qui avaient comme un air de révolution socialiste mais apparemment frelaté au profit de partis inspirés... de la SFIO, soit du PS, cela ne s'invente pas.

Je ne lance pas ici une chasse aux sorcières dans le mouvement ouvrier, qui serait plus néfaste que bénéfique à notre cause. J'expose simplement des faits en les reliant entre eux selon les rapports qu'ils entretenaient, que l'on peut toujours nier ou contester. Disons que l'analyse que je viens de vous présenter peut comporter des lacunes ou des faiblesses, cependant il me semble que l'orientation générale qui s'en dégage est cohérente, sérieuse et correspond à la réalité.

Il faudrait tout reprendre à zéro. Mais quoi ?

On nous a expliqué qu'il fallait reprendre la lutte des classes en remontant à la fin du XIXe siècle comme si la lutte des classes qui s'était déroulée depuis et ses enseignements auraient miraculeusement disparu, passant là d'une collusion avec le réformisme à une conciliation avec des pans entiers de la bourgeoisie, ce qui devait permettre de faire diversion ou de ne pas remettre à plat ou en question notre conception de la lutte de classe qui avait été totalement pervertie par notre conciliation avec le réformisme, reprendre tout à zéro, procédé qui aurait pu consister à dresser un inventaire complet et honnête de la lutte de classe depuis 1940, ce qui demeurera impensable, impossible temps que nous conserverons les dirigeants qui nous ont menés là où nous en sommes, puisque reconnaître leurs erreurs ou plutôt leur incurie politique légendaire restera au-dessus de leurs forces.

En feignant l'ignorance ou en ignorant qui est vraiment le franc-maçon Mélenchon "*éclairé*" par Rocard (Twitter 02.07), on pourrait aussi se demander comment il en est arrivé à poser la question de l'Assemblée constituante sans rompre avec les institutions de la Ve République puisqu'il conserverait le Sénat, ni rompre avec l'UE, l'euro, l'Otan et l'ONU... Parce qu'elle serait une sorte de clone de l'Assemblée nationale agrémentée de la proportionnelle auquel même le FN pourrait adhérer, ainsi que les nationalistes issus du gaullisme, shéma qui ramènerait à la IVe République dont sont nostalgiques tous ceux qui sont issus du stalinisme et bon nombre de trotskystes (lambertistes), ce qui ne changerait en rien la nature du régime qui demeurerait en place.

La plupart des lecteurs vont sans doute penser que caractériser de droite le PS n'a aucun sens ou que l'aveu de Rocard en guise de testament politique ne présentait aucun intérêt, parce que cela les arrange et ils ne tiennent pas vraiment à regarder la réalité en face et on peut comprendre pourquoi, quand à leurs yeux ne présenterait un intérêt que ce qu'ils ont décrété qui en aurait un. Désolé, mais ce n'est pas du tout notre manière de procéder ou d'aborder la réalité. Ce qu'ils ignorent ou semblent ignorer du haut de leur piédestal, c'est qu'en procédant de la sorte ils s'exposent à être manipulés par des gens qui procèdent de même beaucoup plus finement ou sournoisement pour en avoir fait profession ou carrière.

Mélenchon avait également écrit sur Twitter que la vie de Rocard avait été une "*leçon*" dont apparemment notre philistin s'était inspiré ou avait tiré profit au cours de sa brillante carrière d'affairiste, alors que les militants s'obstinent à ne tirer (à fond) aucune leçon de leurs propres expériences, sans doute par crainte de devoir réviser leurs certitudes ou que cela les emmènerait trop loin, ce qui nécessiterait de leur part de faire preuve de modestie et un effort considérable que dans la situation actuelle ils jugent inutile ou qu'ils ne sont pas prêts à faire, on les plaint sincèrement et amicalement.

Les plus à plaindre sont les supporters de Mélenchon qui est un dirigeant de droite, admirateur déçu de Tsipras (Syriza), d'Iglesias (Podemos), eux aussi de droite. On assume, on signe et on persiste. On est ou on n'est pas conséquent, cohérent avec soi-même.

Mélenchon a été un dirigeant d'un parti de droite pendant 30 ans, le PS, il a été ministre (ou secrétaire d'Etat à l'enseignement professionnel, c'est pareil) d'un président de la République de droite (RPR), Chirac, il aurait bien postulé au poste de Premier ministre d'un président de droite, Hollande, vous vous en souvenez n'est-ce pas, il revendique avoir pour mentors deux dirigeants de droite, Mitterrand et Rocard, caractérisation assumée par ce dernier au crépuscule de sa vie, etc. après cela vous ne voudriez tout de même pas qu'on le caractérise de gauche, n'est-ce pas ?

Je comprends que cela vous choque, mais c'est la réalité, il faudra vous y faire ou vous faire faussaires, au choix. Soit on demeure fidèle au socialisme ou aux enseignements de la lutte des classes, soit on s'en écarte en empruntant le chemin des aventuriers et on s'expose à en subir les conséquences qui ne seront pas agréables. Eh oui, c'est la vie !

A suivre.

PS: Que le lambertiste qui me harcèle ne perde pas son temps à m'écrire, son courriel partira directement à la poubelle sans même avoir été ouvert.

Haut de page

Le 3 août 2016

CAUSERIE

Vous avez dit "des opérateurs voyous" à propos de SFR, Bouygues Telecom, Orange, etc. (un internaute)

Ici en Inde, c'est la même chose, en pire naturellement, ce ne sont pas des voyous, mais des mafieux.

On a une longueur d'avance sur vous en oligarchie, car vous ne le savez peut-être pas mais passer d'un système féodal à l'oligarchie va parfois plus vite que de passer du capitalisme en oligarchie.

Il y a un an j'ai été obligé de m'équiper d'un deuxième téléphone portable, parce que ma compagne avait des horaires flexibles (sic!) et j'allais la chercher en scooter après son boulot, on a donc chacun un portable, le modèle le moins cher évidemment, 20 euros environ.

L'opérateur Reliance décidant de passer en G4, j'apprends que nos deux portables ne sont pas compatibles avec la G4, comme entre temps j'ai récupéré un portable compatible G4, j'ai dû en racheter un seul, donc dépenser 1.500 roupies. Bien entendu mon nouveau modem acheté 1.200 roupies à Reliance il y a environ 6 mois n'est pas non plus compatible G4, je dois donc en acheter un autre, à Reliance uniquement, je n'ai pas le choix puisque c'est le seul opérateur à couvrir hier en G3 demain en G4 le village où j'habite, sinon plus d'Internet ! Il y a un mois "en promotion" ils proposaient le nouveau modem G4 à 899 roupies, mais pas de bol il n'était pas disponible, il y a 15 jours non plus, mais là il était passé à 1.499 roupies, et ce n'est peut-être pas fini car le prix public affiché est de 3.299 roupies !

Pour le passage du téléphone de G3 en G4, j'ai dû me rendre à leur agence (à 10 kms de chez moi) 4 fois parce que contrairement aux dates qu'ils m'avaient données, ils n'étaient toujours pas prêts, et chaque fois ils me menaçaient de me couper le téléphone si je ne venais pas avant la date qu'ils m'avaient fixée. Finalement nous sommes passés en G4 après qu'ils nous eurent coupé le téléphone pendant 48 heures, un week-end, et le lundi devant la meute qui se pressait à leur bureau, j'ai préféré faire demi-tour et me passer de téléphone 24 heures de plus, on n'en meurt pas.

Quant au modem, j'attends toujours avec une pointe d'angoisse, car apparemment c'est encore plus compliqué, épouvantable en fait, le règlement doit se faire via Internet, sauf que Reliance n'accepte pas la banque (d'Etat) qui m'a délivré une carte que je n'ai jamais utilisée, de plus je suis dans l'incapacité de leur donner une adresse complète pour qu'on me livre le modem, l'endroit où j'habite est un chemin, donc pas de nom et de numéro de rue ! Quand je suis passé chez Reliance pour la 5e fois, ils n'étaient toujours pas prêts, donc j'attends...qu'ils coupent ma connexion ! Et tous les jours ils m'envoient un SMS, un texto chez vous en France ! Et je vous ai passé les détails à devenir dingue...

L'ancien opérateur Tata Indicom avait fait aussi fort, après que j'eus résilié mon abonnement par courrier, ils ne m'ont jamais remboursé ma caution de 1.000 roupies. Mieux, quelques mois plus tard je recevais une mise en demeure pour factures impayées qui concernaient la période postérieure à ma résiliation. Je n'ai jamais répondu et je n'ai jamais récupéré mes 1.000 roupies, des voleurs ordinaires, quoi. Des gangsters, mafieux, le terme est approprié. Quel recours ? Question qu'on ne se pose même pas ici, aucun voyons.

Vous comprenez mieux pourquoi on est un peu ou beaucoup sur les nerfs ici en Inde ? Moins quand on est Indien, parce qu'on n'a jamais connu autre chose, pour moi c'est un supplice.

Quelques réflexions politiques

Entre la planche à billets dont ils disposent à leur guise, les paradis fiscaux, les rescrits fiscaux, les bilans truqués, les instruments financiers opaques, le contournement de la réglementation financière, les délits d'initiés, le trucages des taux d'intérêts et la manipulation des taux de change, etc. les exonérations en tous genres, sans oublier les cadeaux genre aide financière à la recherche, la baisse de l'impôt sur les sociétés, le recours à des contrats de travail précaire, à des travailleurs détachés, à des stagiaires, au travail au noir, le non-respect de la législation du travail, etc. bref, à un moment donné la quantité se transforme en qualité et on ne vit plus tout à fait dans le même monde ou le système économique ne répond plus aux mêmes normes, règnes ou principes.

Le dollar devait s'effondrer, Wall Street aussi, tout comme le régime, les institutions, l'économie mondiale devait exploser, ils n'avaient plus les moyens d'entretenir une armée pléthorique, l'hégémonie des Etats-Unis était compromise, une troisième guerre mondiale menaçait, etc. tout ceci était à la fois vrai et faux, faux parce que cela ne s'est pas encore réalisé, vrai parce que c'est malgré tout dans l'air du temps.

Tout comme l'imminence de la révolution depuis les années 70 dont on sait qu'elle est renvoyée aux calendes grecques suite à l'inexistence d'une Internationale ouvrière.

Peut-être bien que ceci explique en grande partie cela, pourquoi ils se comportent en maîtres du monde avec une arrogeance assortie d'un cynisme qui frisent en permanence la provocation qui incite à une réaction violente. Ils sont parvenus à corrompre le mouvement ouvrier ainsi que son avant-garde et à pour ainsi dire neutraliser la lutte des classes leur laissant les mains libres pour mener leur offensive contre le prolétariat mondial. N'ayant pu s'élever à la hauteur du socialisme, il a commencé par sombrer dans le réformisme, le social-chauvinisme, patriotisme ou impérialisme, pour finir dans le corporatisme que les uns revendiquent en collaborant ouvertement avec le gouvernement et le patronat, tandis que les autres le flattent sans oser le caractériser de la sorte, parce que ce n'est plus que sous cette forme que s'exprime la lutte de classe.

A défaut de passer au socialisme, le réformisme devait mener au corporatisme, parce que le capitalisme devait conduire à l'oligarchie, stade ultime de la concentration du capital ou de la financiarisation de l'économie mondiale au stade de l'impérialisme pourrissant au passage les moindre rapports dans la société.

On ne peut pas comprendre la situation si on n'analyse pas comment ont évolué les rapports entre le capitalisme et la lutte des classes, dit autrement, si on n'a pas en permanence à l'esprit que ces deux facteurs demeurent intimement liés selon un processus dialectique inconscient à l'échelle mondiale sur un plan historique.

Imaginez que distrait ou pressé vous quittiez votre maison en oubliant de fermer les fenêtres et la porte d'entrée et qu'un voleur potentiel passait justement par là. Il profitera de cette condition favorable que vous avez créée vous-même pour commettre son larcin, en estimant que c'était une aubaine et qu'il aurait tort de ne pas en profiter.

L'insouciance ou l'inconscience dans laquelle les travailleurs ont été maintenue sous prétexte que leurs conditions de travail et d'existence s'amélioraient, devaient servir à les plumer plus tard sans qu'ils soient en mesure de comprendre ce qui leur arrivait ou de réagir. Tout aura été fait pour qu'il en soit ainsi. Pendant ce temps-là leur ennemi avançait tranquillement ses pions et un jour il déclara échec et mat. Evidemment il était trop tard ou il était impossible de revenir en arrière ou de rejouer la partie. Et chaque partie se déroula et se termina de la même manière, à ceci près qu'elle devenait de plus en plus courte et que pour le perdant la défaite devenait de plus en plus cuisante ou coûteuse, au point de se demander si s'avouant vaincu ou reconnaissant la supériorité de son ennemi, il n'allait pas déclarer forfait ou combien de parties il leur restait à jouer.

Prétendre que l'oligarchie romprait avec le capitalisme est également vrai et faux si l'on veut, dans la mesure ou l'oligarchie s'inscrit dans la continuité du capitalisme, là où il y a rupture, c'est dans les moyens (de type mafieux) mis en oeuvre pour assurer cette continuité, qui consiste davantage à assurer la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme et donc garantir les priviléges de la classe domante, plutôt que sauver coûte que coûte un système économique mauribond ou en faillite, condamné, parvenu au bout du rouleau pour faire bref.

Et ce qui a rendu possible le passage du capitalisme à l'oligarchie, c'est uniquement la propre faillite du mouvement ouvrier.

La lutte de classe, les centaines de milliers de grèves, manifestations, meetings, réunions, conférences, tracts, discours, analyses depuis 70 ans ne se sont pas traduits par l'élévation de la conscience politique des travailleurs et des militants, ils ont servi strictement à rien, hormis permettre à certaines couches de vivre plus confortablement que le reste de la classe ouvrière, pas seulement en France, dans le reste du monde aussi. Inconsciemment ou dans l'indifférence de nos braves ouvriéristes internationalistes, les privilèges qui allaient être arrachés ou consentis aux uns seraient systématiquement compensés en le faisant payer aux autres travailleurs, là encore en France ou ailleurs dans le monde. Le développement ici avait pour corollaire

le sous-développement ailleurs, là-bas, c'est loin, très loin, loin des yeux loin du coeur, la bonne conscience est aveugle, n'est-ce pas ?

Chacun sait ou devrait savoir que lorsqu'on analyse l'évolution des différents facteurs qui entre en ligne de compte dans la composition du capital, par exemple le taux de profit, c'est à l'échelle mondiale qu'il faut le calculer, parce qu'il influe sur l'ensemble des autres facteurs, dont la lutte des classes et son pendant politique. La classe dominante en avait parfaitement conscience et elle a pris ses dispositions en conséquence, vous aurez remarqué qu'elle n'a jamais loupé une bonne occasion pour accroître le taux d'exploitation ou étendre son pouvoir politique, créer de nouvelles institutions internationales financières ou politiques, tandis que de notre côté on a négligé les différents aspects de ce processus dialectique qui se combinaient pour les traiter séparément ou comme autant d'abstractions sans liens entre eux, rendant incompréhensible la situation ou ne permettant pas de tirer le moindre enseignement de nos propres expériences de la lutte des classes.

Tous les discours sur la démocratie ou la République ou encore la laïcité en sont une brillante illustration, et témoignent à quel point on s'est éloigné du marxisme et du socialisme. Quand on recourt à la démagogie en guise de méthode pour justfier sa ligne politique, c'est que les intentions et les objectifs de son auteur ne correspondent pas à ceux qu'il affiche ou prétend poursuivre.
A suivre.

Parole d'internaute

(A propos de Nice le 14 juillet)

- "Effectivement, tout le monde pense à filmer depuis le balcon de son hôtel un camion qui s'est à priori paumé, c'est humain et tellement naturel !"

Monsieur, vous faites dans le complotisme, c'était un souvenir de vacances, un beau camion frigorifique, en Israël personne n'en a jamais vu !

Ajoutons, et si le 22 juillet, "c'est le même individu qui s'est rapidement trouvé devant l'entrée du centre commercial de Munich dans lequel vient de se dérouler une fusillade" (Panamza) c'était un pur hasard, une simple coïncidence.

C'est le gouvernement pro-sioniste Hollande-Valls qui est responsables de l'atmosphère de pogrom raciste et xénophobe qui est en train de se développer en France.

Un correspondant de « Ouest-France » expulsé d'une messe « en raison de ses origines » - lemonde.fr

Le site Ouest-France raconte comment son correspondant local a été expulsé de l'église Saint-Nicolas de Châteaubriant (Loire-Atlantique) par deux gendarmes, dimanche 31 juillet. Les autorités l'ont jugé « suspect » à cause de son sac, de son casque de moto, et « en raison de ses origines » franco-marocaines, selon le quotidien.

Toujours selon Ouest-France, un paroissien avait contacté la gendarmerie pour leur signaler sa présence, jugeant qu'il était « suspect ».

A la fin de la messe, le maire de Châteaubriant et plusieurs paroissiens sont restés avec le correspondant pour le « réconforter ». La rédaction locale de Ouest-France a dit au Monde que l'homme, qui souhaite rester anonyme, ne souhaitait pas revenir sur l'incident. Au lendemain des faits, il se disait « encore peiné mais "debout" ».

Le père Patrice Éon, qui célébrait la messe, a publié un message d'excuses sur le site de la paroisse. Il demande pardon « au nom de toute la communauté chrétienne » et appelle les fidèles à « raison garder » dans le climat actuel de peur et d'anxiété. lemonde.fr 02.08

Attentats de Nice : le ministre de la défense explique les annulations de festivités - LeMonde.fr

Le ministre de la défense a évoqué une « situation de guerre » alors que plusieurs spectacles, concerts et rassemblements culturels prévus cet été ont été annulés. LeMonde.fr 02.08

Sécurité : La Baule annule son feu d'artifice du 15 août - Francetv info

Avec la crainte des attentats, de nombreuses villes ont décidé d'annuler des festivités prévues cet été, notamment à l'occasion du 15 août. Francetv info 02.08

A Pau, François Bayrou va finalement armer sa police municipale - L'Express.fr

François Bayrou a changé d'avis. Le maire de Pau a décidé d'armer sa police municipale. Une décision prise à la suite de l'attentat de Nice. L'Express.fr 02.08

Sécurité: des patrouilles militaires sur les navires à passagers entre France et Grande-Bretagne - AFP

Le maître Drahi a dit je veux !

- SFR veut un accord cette semaine sur la réduction des effectifs - Reuters

SFR Group, qui veut réduire d'un tiers ses effectifs d'ici 2019, a proposé aux organisations syndicales un plan de 5.000 départs volontaires qui prévoit une indemnité de 2,5 mois de salaire brut en moyenne par année d'ancienneté, a déclaré mardi le délégué Unsa Abdelkader Choukrane.

"Ils veulent trouver un accord cette semaine", a précisé à Reuters ce représentant du syndicat majoritaire dans l'entreprise, à l'issue d'une rencontre avec la ministre du Travail Myriam El Khomri. "Il vaut mieux un bon accord qu'un très mauvais conflit."

Ce plan se traduira par des provisions de "centaines de millions d'euros" réparties sur les comptes 2016 et 2017, a ajouté une source proche du dossier.

Le groupe publie ses résultats semestriels le 9 août.

La direction de SFR a présenté sa proposition aux quatre syndicats représentatifs du groupe lors d'une réunion qui s'est tenue lundi soir et s'est poursuivie tard dans la nuit, avant des discussions mardi après-midi avec Myriam El Khomri.

Le PDG de SFR Michel Combes a été reçu en fin de journée rue de Grenelle, après les syndicats.

Selon Abdelkader Choukrane, la direction "est dans une logique d'essayer de trouver un accord".

"On a du mal à comprendre la stratégie de monsieur Drahi", a-t-il toutefois dit. "A part réduire les coûts et être dans une logique financière pure, on a du mal à comprendre où il veut aller pour les clients, pour les salariés et pour l'emploi".

Le dialogue social avec les représentants du personnel et les organisations syndicales "est très constructif et très concret", a déclaré un porte-parole de SFR.

"Nous avons pris en 2014 un engagement sur l'emploi. Nous le respectons et continuerons de le respecter. Nous avons une stratégie industrielle claire, de très long terme, et une priorité aujourd'hui: préparer, dans le dialogue, l'avenir de SFR pour en faire une entreprise moderne, avec une organisation adaptée", a-t-il ajouté.

Prenant acte de "la volonté d'avancer manifestée par ses interlocuteurs", Myriam El Khomri souhaite pour sa part "que le dialogue engagé au sein du groupe SFR se poursuive afin que les conditions d'un accord puissent être réunies".

Dans un contexte très concurrentiel et après les échecs de plusieurs tentatives de consolidation du marché français des télécoms, le deuxième opérateur télécoms français entend réduire d'un tiers ses effectifs à compter de la fin de ses engagements sur l'emploi, entre juillet 2017 et 2019. Ce qui ramènerait à 10.000 le nombre de ses salariés.

Lors du rachat de SFR à Vivendi fin 2014, Altice, holding de l'homme d'affaires Patrick Drahi, s'était engagé à ne pas toucher à l'emploi pendant trois ans, soit jusqu'en juillet 2017 mais, sur les 5.000 départs, 1.000 interviendraient dès cette année parce qu'ils concernent des personnes travaillant dans des filiales.

Pour les 4.000 autres, les conditions présentées sont similaires à celles proposées par SFR lors d'un plan de départs volontaires organisé en 2013 avant sa vente à Altice, soit 2,5 mois par année d'ancienneté dans l'entreprise.

SFR souhaite simplifier l'organisation de SFR, issu du rapprochement de plusieurs entreprises, en unifiant notamment les systèmes d'information et les fonctions support.

Concurrents de SFR, Bouygues Telecom a déjà mis en oeuvre deux plans de départs volontaires représentant environ 2.000 suppressions de postes et l'opérateur historique Orange a décidé de ne pas remplacer une partie des départs en retraite. Reuters 02.08

Il y avait les volontaires pour la boucherie, il y aurait maintenant des milliers de volontaires pour rejoindre l'armée de réserve du capital, les chômeurs, à moins qu'il manque un élément dans cet article...

Peu importe, ils auront l'un ou l'autre en oligarchie.

- Seulement 9% des habitants des États-Unis ont choisi Clinton ou Trump - Slate.fr

Résultat final le 8 novembre. Ces derniers jours, Hillary Clinton et Donald Trump ont été formellement intronisés comme candidats des partis démocrate et républicain à la présidentielle américaine, qui se tiendra le 8 novembre prochain. Slate.fr 02.08

Lui, il nous donne plus qu'envie de vomir...

- Pour Hollande, les "excès" de Trump donnent un "haut-le-cœur" - Le Huffington Post

La survie du capitalisme est incompatible avec celle de notre planète.

- Environnement : où sont passées les fleurs des champs ? - Francetv info

Coquelicots, camomille ou bleuets, où sont passées les fleurs sauvages qui poussaient naturellement dans les champs ? Elles ont disparu à cause des pesticides. Francetv info 02.08

Et tout cela pour produire de la merde en plus ! Les peuples ne manquent pas seulement de conscience politique, mais de conscience tout court.

UE. Non merci. Une info censurée par les médias mainstream.

- Chut! Ne le dites à personne, mais la Suisse refuse de rejoindre l'UE - sputniknews.com

La semaine dernière, le Conseil de l'Union européenne qui représente tous les pays membres de l'organisation a reçu un avertissement formel sur le retrait de la demande suisse en date de 1992 pour rejoindre les institutions européennes. On n'en parle pas beaucoup. Les autorités suisses ne veulent pas l'afficher?

Le Conseil de l'Union européenne a reçu l'avertissement formel sur le retrait de la demande suisse déposée en 1992 pour rejoindre les institutions de base de l'organisation, annonce le représentant du Conseil à RIA Novosti.

Selon l'interlocuteur de l'agence, la lettre avec l'avertissement suisse concerné a été reçue mercredi dernier.

La Suisse a déposé sa demande pour rejoindre l'UE en 1992. Mais cette même année, les citoyens du pays ont rejeté l'idée d'adhérer à la Communauté économique européenne (CEE) lors d'un référendum. Le processus d'intégration a ainsi été arrêté. La demande suisse est restée gelée plus de 20 ans avant que le parlement du pays ne soutienne son retrait officiel en juin 2016.

La Suisse a des relations étroites avec l'UE. Mais elle semble être résolue à ne jamais adhérer à cette organisation. Ce qui est le plus étonnant, c'est le fait que le retrait de la demande ne semble pas émerger dans l'espace médiatique. Pourquoi cette initiative passe-t-elle si discrètement? La Suisse ne veut peut-être pas indiquer à ses partenaires européens que leur union est loin d'être prospère? sputniknews.com 02.08

Les voilà à nouveau hystériques sur la Syrie. Et il y a de quoi.

Une info que vous n'avez pas pu lire dans Le Monde, Le Figaro, Libération, Le Parisien... Et pour cause.

- Erdogan rend hommage à Assad - presstv.ir

Le journal turc « Al Sabah » cite le président Erdogan qui semble toujours ne pas s'être remis du coup d'état manqué du 15 juillet : » Assad a condamné le coup d'état, mais l'Arabie Saoudite nous a planté le couteau dans le dos »!

Il s'agit de la première prise de position claire du président Erdogan contre la politique turque de Riyad. Erdogan a salué ensuite le Président syrien pour ses prises de position après la tentative du coup d'état.

Toujours selon ce journal, Erdogan n'a pas hésité à lancer : » en dépit de l'animosité qui existe entre moi et mon homologue syrien, il

a condamné le coup d'état alors que nos alliés nous ont planté le couteau dans le dos. Ils nous ont lâchés quand nous avions le plus grand besoin d'eux.

C'est la première fois que le Président turc salue son homologue syrien ce qui pourrait témoigner de la volonté d'Ankara de revoir ses relations avec la Syrie. presstv.ir 01.08

L'Agence Française de Propagande de Hollande et des barbares exprime un regret.

- Syrie: les rebelles freinés par l'aviation russe près d'Alep - AFP

Moscou s'est écharpé une nouvelle fois avec Washington. Malgré leurs antagonismes -- la Russie soutient Damas, les Etats-Unis l'opposition -- les deux puissances disent chacune lutter contre l'organisation de l'Etat islamique.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a exhorté les protagonistes à Alep à faire preuve de retenue. "Il est évidemment essentiel que la Russie se maîtrise et freine le régime Assad dans ses attaques, tout comme il est de notre responsabilité d'obtenir de l'opposition qu'elle évite de s'engager dans ses opérations".

Un appel qui a été jugé "inacceptable" par Moscou. "Dès qu'il y a des progrès dans les combats contre les terroristes, grâce à l'armée syrienne avec notre soutien, les Américains (...) nous demandent d'arrêter de combattre les terroristes", a déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergei Ryabkov à l'agence Ria Novosti.

Barack Obama a assuré qu'en dépit d'une relation "difficile" avec la Russie, les Etats-Unis cherchaient toujours à coopérer pour trouver des solutions diplomatiques aux conflits comme en Syrie.

Dans la bataille d'Alep, les rebelles sont soutenus par le groupe jihadiste Front Fateh al-Cham (ex-Front al-Nosra qui a coupé ses liens avec Al-Qaïda). Le régime est lui aidé par l'aviation russe et au sol par des combattants iraniens et du Hezbollah libanais, selon l'OSDH.

Selon cette ONG, l'offensive lancée dimanche est la plus importante menée par les rebelles d'Alep depuis celle de 2012 qui leur avait permis de conquérir la moitié de la métropole du nord de la Syrie et de faire vaciller le régime de Bachar al-Assad.

L'objectif est d'ouvrir une nouvelle route d'approvisionnement vers les quartiers rebelles dans l'est de la ville et d'empêcher le régime de s'emparer de la totalité d'Alep.

Alep est divisée depuis juillet 2012 entre quartiers ouest aux mains du régime et quartiers est contrôlés par les rebelles et totalement assiégés par l'armée depuis le 17 juillet.

Les frappes russes "ont ralenti la contre-offensive et permis au régime de reprendre cinq des huit positions conquises par les rebelles", a indiqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH.

Les combats ont fait au moins "50 morts" dans les rangs des rebelles et jihadistes et "des dizaines de morts" du côté du régime depuis le début de l'offensive, a précisé l'ONG.

"C'est une bataille de la dernière chance pour les rebelles. S'ils la perdent, il leur sera difficile de se lancer dans une nouvelle offensive pour briser le siège", a dit M. Abdel Rahmane.

"Pour le régime aussi, c'est une question de vie ou de mort. Cela fait des mois qu'il prépare cette bataille et ce sera un coup dur (...) s'il la perd", a-t-il ajouté. (Vous aurez compris qu'il le souhaite. - LVOG)

Déclenché par la répression de manifestations pro-démocratie, le conflit s'est complexifié avec l'intervention militaire de puissances régionales et internationales et la montée en puissance de groupes jihadistes dont l'EI. AFP 02.08

Toujours les mêmes monstrueux mensonges de l'AFP matraquées quotidiennement depuis 5 ans. Il faudrait leur dire que plus personne ne les croit.

Mais ils ne désarment pas, la preuve.

- Un groupe humanitaire syrien affirme que des gaz toxiques ont été largués sur Sarakeb - LeMonde.fr

- Attaque chimique à Alep : 5 Syriens tués et 15 autres blessés - presstv.ir

Au moins 5 Syriens ont été tués et 15 autres blessés dans des tirs d'obus de mortier contenant des substances chimiques en direction de la ville de Kadima, à Alep, ont annoncé les responsables sanitaires syriens.

Mohammad Hazouri, directeur du bureau général de la Santé d'Alep a déclaré que des éléments terroristes avaient tiré, mardi, des obus de mortier contenant des gaz toxiques, en direction de Kadima, à Alep. presstv.ir 03.08

Les habitants d'Alep préfèreraient vivre sous le joug des barbares

- Syrie : des habitants d'Alep brûlent des pneus pour empêcher les bombardements -

Des habitants des quartiers rebelles d'Alep, assiégés par le régime, allument des pneus dans l'espoir de perturber l'aviation gouvernementale et réduire les frappes dans l'est de la ville. Francetv info 02.08

Le même traitement médiatique envers le président et le gouvernement vénézuélien.

- Venezuela : l'opposition avance vers le référendum, toujours incertain - AFP

L'opposition vénézuélienne entamait mardi une nouvelle étape capitale vers le référendum contre le président Maduro, au lendemain du feu vert du Conseil national électoral (CNE) à cette consultation populaire, qui reste menacée par de nombreuses procédures.

Vent debout depuis des mois contre le président Nicolas Maduro, les antichavistes (du nom de l'ex-président Hugo Chavez, 1999-2013) cherchent par tous les moyens à le destituer, car ils le rendent responsable des pénuries alimentaires et de la situation de plus en plus chaotique du pays.

Pour destituer Nicolas Maduro, le "oui" devra dépasser son score à la présidentielle de 2013 (7,5 millions de voix). Selon un sondage de l'institut Venebarometro, 64% des Vénézuéliens (soit quelque 12 millions) voteraient pour le départ du président.

Le président Maduro, qui ne s'était pas encore exprimé sur l'avancée du référendum, a accusé lundi soir l'opposition de "coup d'Etat parlementaire contre le pouvoir judiciaire". AFP 02.08

Turquie. Erdogan reprend l'avantage.

- Turquie: charge d'Erdogan contre l'Occident accusé de soutenir "le terrorisme" - AFP

Le président Erdogan a lancé son attaque la plus virulente contre l'Occident depuis la tentative de coup d'Etat ratée en Turquie, accusant les pays occidentaux de soutenir le "terrorisme" et les putschistes qui ont failli le renverser.

"Malheureusement, l'Occident soutient le terrorisme et se range aux côtés des putschistes", a déclaré le président turc dans un discours à Ankara, en réponse aux critiques des Etats-Unis et de l'Europe sur l'ampleur des purges après le putsch avorté du 15 juillet.

"Ceux que nous imaginions être nos amis prennent le parti des putschistes et des terroristes", a-t-il répété lors d'un forum économique à la présidence.

Ces déclarations interviennent à la veille d'une visite mercredi à Ankara du secrétaire général du Conseil de l'Europe Thorbjørn Jagland, qui doit rencontrer M. Erdogan, le Premier ministre Binali Yildirim et les chefs de l'opposition.

Le président turc a affirmé que le scénario du putsch "avait été écrit depuis l'étranger". Ankara accuse le prédicateur Fethullah Gülen, en exil aux Etats-Unis, d'être le cerveau du coup d'Etat, ce que ce dernier dément vigoureusement.

M. Erdogan s'en est également pris à l'Union européenne (UE) "qui n'a pas rempli ses promesses" en ce qui concerne le versement de trois milliards d'euros dans le cadre de l'accord sur les migrants et des visas facilités pour les Turcs.

"Rien ne se passe sur le front des visas", a-t-il affirmé.

"Quand on dit cela tout haut, ces messieurs (de l'UE) sont très mal à l'aise. Pardonnez-moi mais ce pays n'est pas un esclave".

Le chef de l'Etat s'est par ailleurs insurgé contre la décision des autorités allemandes de lui interdire de s'adresser par un lien vidéo

à ses partisans rassemblés dimanche dernier à Cologne (ouest) pour soutenir la démocratie.

"Bravo! les tribunaux en Allemagne travaillent très vite", a-t-il lancé avec ironie.

Il a enfin rejeté les critiques des Européens sur les mesures prises après le coup, soutenant que "l'état d'urgence respecte les procédures européennes".

"Regardez ce qu'a fait la France: trois plus trois plus six, elle a déclaré un an d'état d'urgence", a-t-il rappelé.

La purge tous azimuts lancée en Turquie depuis le putsch raté a gagné mardi l'un des derniers secteurs qui semblaient épargnés, la santé, avec des mandats d'arrêt contre 98 membres du personnel d'un grand hôpital militaire d'Ankara, dont des médecins, a annoncé un responsable turc.

La chasse aux sympathisants réels ou présumés du prédicateur Fethullah Gülen est implacable depuis deux semaines et demie. Elle avait jusqu'ici surtout touché massivement l'armée -- dont près de la moitié des généraux a été limogée -- de même que la justice, l'éducation et la presse.

Mais mardi, une cinquantaine d'employés du GATA (Gulhane Military Medical Academy) ont été placés en garde à vue, dont des médecins militaires, a annoncé l'agence Anadolu, après un raid de la police.

Le responsable turc, qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat, a expliqué qu'ils étaient soupçonnés d'avoir permis l'infiltration de sympathisants de Gülen dans l'armée et leur rapide progression dans la carrière militaire.

"Il y a des éléments forts qui laissent penser que les membres du FETO (terme désignant les réseaux de Gülen) ont infiltré cette institution" hospitalière, a-t-il affirmé.

La purge s'est aussi étendue au sport, la Fédération turque de football (TFF) ayant annoncé avoir licencié 94 de ses membres, dont des arbitres opérant apparemment en première division, selon la presse.

Dans une déclaration à la télévision italienne, M. Erdogan a par ailleurs sommé mardi les juges italiens de "s'occuper de la mafia" plutôt que de son fils aîné Bilal, visé à Bologne par une enquête pour blanchiment d'argent.

"Dans cette ville ils m'appellent dictateur et ils manifestent pour le PKK. (...) C'est ça l'Etat de droit ?" a-t-il déclaré.

"Dans ce pays, les juges suivent la loi et la Constitution italienne, pas le président turc", a répliqué le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, sur Twitter.

Par ailleurs, le ministre du Commerce M. Bulent Tüfenkci a livré dans le quotidien Hurriyet une première estimation du coût économique du putsch : près de 90 milliards d'euros.

Le ministre a ajouté que "de nombreuses commandes de l'étranger" avaient été annulées et que beaucoup d'étrangers avaient cessé de visiter la Turquie, un pays où les attentats attribués depuis un an aux jihadistes ou à la guérilla kurde ont durement touché le tourisme. AFP 02.08

Une autre partie de pokeur menteur après le Brexit.

Brexit. En toute sécurité !

- UE : Juncker confie la Sécurité au futur commissaire britannique Julian King - AFP

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a choisi de confier au Britannique Julian King le nouveau portefeuille de la Sécurité au sein de l'exécutif européen, un enjeu majeur au moment où l'Europe est en proie à une vague d'attentats jihadistes.

"Les attaques terroristes à répétition ont souligné l'importance et l'urgence de faire des progrès rapides vers une Union de la Sécurité opérationnelle et efficace", écrit M. Juncker dans sa lettre de mission à Sir Julian.

Ce dernier hérite ainsi d'un poste stratégique dans un domaine où son pays dispose d'un "opt-out" (option de retrait), c'est-à-dire d'une possibilité de ne pas appliquer les décisions européennes et de décider au cas par cas de sa participation aux politiques communes.

Le Royaume-Uni a ainsi par exemple annoncé son souhait d'appliquer la nouvelle directive sur le PNR européen, visant à détecter des suspects potentiels d'actes de terrorisme en partageant entre pays de l'UE des informations collectées par les transporteurs aériens sur leurs passagers.

Londres ne participe pas en revanche à un autre instrument européen emblématique, l'espace de libre-circulation Schengen.

Spécialiste des questions de défense, Sir Julian, 51 ans, "appuiera la mise en ?uvre du programme européen en matière de sécurité adopté par la Commission européenne" en avril 2015. Ce programme sur cinq ans, adopté après l'attaque contre l'hebdomadaire Charlie Hebdo à Paris, vise à lutter contre le terrorisme, le crime organisé et la cybercriminalité.

M. Juncker a informé la Première ministre britannique Theresa May de son choix lundi soir.

"Nous nous réjouissons de la décision", a réagi le 10 Downing Street, réaffirmant dans un communiqué que le Royaume-Uni "continuera à remplir (ses) droits et (ses) obligations en tant qu'Etat membre jusqu'à ce que nous quittions l'Union européenne".

"La sécurité est une question vitale pour l'ensemble des Etats membres. La coopération à travers l'UE peut contribuer à mieux tous nous protéger de l'éventail des menaces auxquelles nous sommes confrontés", souligne le communiqué britannique. AFP 02.08

Etats-Unis. Pourquoi cette frénétique campagne contre Trump ?

- Trump est réaliste lorsqu'"il cherche une réconciliation avec la Russie" - sputniknews.com

Toute tentative de reprendre la Crimée à la Russie par la force conduirait à la Troisième guerre mondiale, a déclaré Donald Trump. Le milliardaire américain cherche une réconciliation avec la Russie parce qu'il comprend que la politique antirusse de Washington est complètement défavorable aux Etats-Unis.

Intervenant devant ses partisans dans l'Ohio, le candidat républicain a également préconisé une alliance avec la Russie dans la lutte contre le groupe terroriste Etat islamique. Selon lui, cette alliance pourrait également engager les pays de l'Otan.

Auparavant, Donald Trump avait déclaré qu'en cas de victoire aux élections de novembre, il pourrait étudier la question de la reconnaissance de la Crimée comme étant russe. sputniknews.com 02.08

Vous avez compris, Trump incarne un cercle de l'oligarchie anglo-saxonne adepte d'une autre stratégie pour amener la Russie dans son giron.

Les médias fer de lance de cette campagne.

Ces titres ne concernent que la journée du 2 août.

- Donald Trump attaqué de toutes parts - LeMonde.fr 02.08

- Barack Obama étrille Donald Trump, "pas qualifié pour être président" - AFP 02.08

- USA : le parti républicain sur le fil après la polémique “Khantroversy” - euronews.com

- Le CV de Trump : petits arrangements avec la vérité, mensonges et omissions - Liberation.fr 02.08

- Le petit mensonge de Donald Trump sur son exemption du service militaire - Francetv info 02.08

- Barack Obama aux Républicains : « Pourquoi soutenez-vous encore Donald Trump ? » - LeMonde.fr 02.08

- Etats-Unis: nouvelle polémique de Trump, autour d'une décoration militaire - AFP 02.08

- Quand Donald Trump mange un poulet KFC, il sort… ses couverts - slate.fr 02.08

- Etats-Unis : des femmes musulmanes répondent à Donald Trump (et lui prouvent qu'elles ont bien le droit de s'exprimer) - Francetv info

- Comment les Républicains américains sont devenus le parti de la stupidité - Slate.fr 02.08

Bienvenue en oligarchie

- Terrorisme: comment la peur s'insinue-t-elle en nous?

Etre exposé à des attentats de manière répétée affecte l'être humain en profondeur. Avec des conséquences essentiellement négatives, mais pas aussi quelques réactions qui donnent de l'espoir. Dans une scène du film Brazil, de Terry Gilliam, on voit quatre personnes en train de manger... Slate.fr

- En famille aussi, il est important de lutter contre les hoaxes d'internet

En période estivale, les discussions familiales sont parfois nourries de fausses rumeurs circulant sur le web. Il peut être utile d'apprendre à ses proches à les débusquer. Slate.fr

- Pourquoi l'émoji pistolet à eau d'Apple pose quand même problème

En changeant l'emoji revolver, la marque prend le risque de nombreux problèmes de communication. La nouvelle a été très bien accueillie. Slate.fr

- Comment les Républicains américains sont devenus le parti de la stupidité À force de mépriser les élites intellectuelles, le discours des républicains a abouti à la promotion d'un candidat stupide, regrette un éditorialiste conservateur. Dans le New York Times, l'auteur conservateur Max Boot, qui a conseillé John McCain, Mitt Romney et Marco Rubio, explique que la Slate.fr

- Des associations dénoncent « l'oubli » des victimes juives dans une tribune de Français musulmans

Le CRIF « note avec inquiétude » cet « oubli lourd de sens » des victimes de Mohamed Merah à Toulouse et d'Amedy Coulibaly à l'Hyper Cacher à Paris. LeMonde.fr

- Chez les ados, le harcèlement ne prend pas de vacances

Si pour beaucoup l'été marque une vraie pause avec les soucis rencontrés pendant l'année scolaire, d'autres peinent à sortir de leur enfer. Surtout avec la multiplication des objets connectés.Les vacances scolaires arrivent généralement comme une bénédiction pour les élèves, en particulier Slate.fr

- «Je crois que j'étais plus heureuse en n'ayant jamais cédé à l'amour»

Cette semaine, Lucile conseille Anna, une femme indépendante qui, à l'approche de la cinquantaine, s'angoisse de l'intense liaison qu'elle vit avec un homme marié.«C'est compliqué» est une sorte de courrier du coeur moderne dans lequel vous racontez vos histoires -dans toute leur Slate.fr

- Ce que les séries nous ont appris de la sexualité féminine

Dialogue avec la chercheuse Iris Brey, auteure de «Sex and the séries», autour de la façon dont le genre a repensé la représentation des sexualités féminine et queer.Desperate Housewives, Sex and The City, Orange Is The New Black, Grey's Anatomy, Transparent... Le point commun de ces séries américaines Slate.fr

- Quel jeu vidéo était le plus populaire l'année de votre naissance?

Si vous êtes né après 1981. Notre relation aux jeux vidéo commence à des âges bien différents. Tout dépendait de l'acceptation de vos parents après des années de lobbying ou de celle des parents de votre meilleur(e) ami(e), qui vous laissait alors jouer à sa Playstation ou sa Game Boy. ... Slate.fr

- Manga : « Berserk », monument immortel d'heroic-fantasy

La diffusion d'une nouvelle adaptation animée de « Berserk » vient de débuter sur la plateforme Crunchyroll, en attendant la sortie d'un jeu vidéo à l'automne. LeMonde.fr

- Voici les dix mots les plus et les moins «heavy métal»

Étonnamment, on parle plus de démons et de cendres que de comité, et de secrétaire... Après les mots préférés des rappeurs américains, voici ceux qui reviennent le plus souvent dans le heavy metal. Iain, un développeur web qui publie des articles sur le blog Degenerate State, a scrappé le site Dark Lyrics Slate.fr

- «Suicide Squad» ou le marketing du cool et du pop jusqu'à l'overdose

Le teasing omniprésent du film aura duré quatorze mois. Et cela risque de marcher. Pour Warner Bros. et DC Comics, l'été s'annonce chaud. Alors que Batman v Superman, sorti en mars dernier, est un échec critique et public, les deux entreprises californiennes misent tout désormais sur un autre Slate.fr

- Pourquoi l'arrivée de Five Guys à Paris provoque un tel engouement

La fascination autour de l'arrivée de Five Guys à Paris remet au goût du jour un paradoxe très français: un plaisir coupable pour les burgers malgré notre aversion pour la malbouffe. Slate.fr

- En vacances, pourquoi ne pas taquiner l'écran, plutôt que le goujon ?

Jeu de course, de stratégie, de plates-formes, en solitaire ou multi-joueurs, il y a toujours une appli en phase avec l'humeur du moment ou le tempérament du joueur. LeMonde.fr

Haut de page

Le 5 août 2016

CAUSERIE

"Nous ne nous laisserons pas diviser", éditorial (n°50) de la Tribune des travailleurs (POID)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! : La Voix de l'Opposition de gauche.

Fabrication du consentement.

Selon le baromètre YouGov pour Le HuffPost et iTélé.

"Il faut accepter une certaine limitation des libertés fondamentales des individus pour mieux garantir la sécurité de tous" considèrent ainsi 64% des personnes interrogées. Elles ne sont que 18% à estimer que "l'état d'urgence porte atteinte aux libertés fondamentales des individus".

Sans surprise, 80% des personnes interrogées sont favorables à la décision de maintenir l'opération Sentinelle à son maximum.

Dans les mêmes proportions ou presque (76%), les Français aimeraient que le gouvernement réponde favorablement à la volonté de l'opposition de placer en centre de rétention les personnes fichées S. huffingtonpost.fr 04.08

Le questionnaire a été rédigé de telle sorte que les "bonnes" réponses étaient suggérées aux personnes interrogées.

Un film à voir ou revoir, I comme Icare avec Yves Montand.

Le scénario a été tiré de l'assassinat de JFK, il rappelle aussi la liquidation de procureurs en Italie par le Gladio dans les années 70. Il comporte surtout une scène relative à la manipulation psychologique de personnes vulnérables, qui en réalité ressemblent aux citoyens lambdas dépourvus de conscience politique.

Des personnes ont répondu à une annonce passée dans un journal pour gagner 6 dollars. L'une sera le moniteur, l'autre l'élève, le moniteur soumet à l'élève une liste de noms auquels sont associés des adjectifs, l'élève doit mémoriser cette association et en cas d'erreur le moniteur en guise de punition lui enverra une décharge électrique de plus en plus élevée pouvant aller jusqu'à 450 volts, et en aucun cas l'expérience ne pourra être interrompue avant qu'elle ne soit achevée.

Ce que va révéler cette expérience, c'est qu'après avoir accepté de se placer sous l'autorité d'un pouvoir supérieur les

personnes jouant le rôle du moniteur deviendront capables de se rendre coupables d'actes monstrueux commis sur une personne qu'elles savaient totalement innocente, et lorsque par la suite on leur demandera de justifier leur attitude, elles répondront qu'elles n'étaient pas responsables de cet acte de cruauté pour n'avoir fait qu'obéir à des ordres venant d'une autorité supérieure, ici les professeurs du service de psychologie d'une université qui leur révèleront plus tard que l'expérience à laquelle elles avaient accepté de se livrer était en fait factice, et que la personne qui leur avait été présentée comme l'élève ou qui avait servi de cobaye était un des membres de l'équipe de ce service.

Cela fait réfléchir, on est en droit de se demander jusqu'où peut aller la bonne conscience des gens pour s'accommoder au quotidien ou en temps normal d'hypocrisie ou de mensonges bénins jusqu'à justifier les pires injustices ou leur indifférence envers les crimes les plus monstrueux, à part peut-être leur inspirer une vengeance aveugle.

Cette réflexion je me la fais régulièrement en m'estimant personnellement victime de cette injustice sans pour autant en faire une fixation ou m'en formaliser au point de haïr la terre entière ou tout ce qui ne me ressemble pas, parce que j'ai acquis une conscience politique, cela m'évite de me comporter dans la vie quotidienne comme mes procureurs dont le comportement a quelque chose d'imprévisible et somme toute d'effrayant. Voilà ce que m'a inspiré ce film que j'ai revu hier soir.

Etre lucide ou conscient vous vaudra d'être jugé injustement.

Quand le jeune couple d'Indiens pauvres évidemment qui habite pratiquement en face de chez moi m'a demandé de leur fournir de l'eau quotidiennement pendant des semaines pour construire leur petite maison, j'ai accepté immédiatement. En échange, à peine avaient-ils emménagé qu'en me croisant sur le chemin menant à chez eux, ils détournaient la tête ou me regardaient sans me dire bonjour comme s'ils ne me connaissaient pas.

Quelques mois plus tard ma compagne Selvi, qui fait partie de leur famille, se mit à leur adresser la parole, la jeune femme vint même chez nous le dimanche à plusieurs reprises pour bavarder avec Selvi. Puis vint le deuxième anniversaire de leur fils, ils demandèrent à Selvi si je pourrais les prendre en photo. J'ai accepté immédiatement. Ils sont venus à la maison, j'ai pris des photos et je leur ai remis quelques jours plus tard. C'est moi qui est payé le tirage de leurs photos 160 roupies sans qu'ils me remercient ou me demandent combien ils me devaient.

Chaque fois je n'ai rien dit, je les ai observés, je leur ai rendu service, c'est tout, je me suis passé de les juger. Chaque semaine je leur donne des courgettes et des aubergines du jardin gratuitement, c'est ma façon de les remercier.

A l'opposé, ma famille, mes proches et bien des lecteurs qui apparemment ne partagent pas mes idées se permettent de me juger et de me condamner, sinon à quoi bon. Ce qu'ils ne doivent pas supporter ou comprendre, c'est qu'on puisse être différents d'eux ou qu'on puisse avoir un comportement dans la vie quotidienne qui soit en adéquation avec ses idées, parce que sinon avoir de belles ou généreuses idées ne sert strictement à rien si on ne les met pas en pratique, ou alors c'est qu'on n'y croit pas, ce qui n'est pas mon cas.

Je suis à leurs yeux assurément infréquentable, borné, dogmatique, prétentieux ou arrogeant, médisant et j'en passe, bref, un pauvre type sans intérêt, assurément, peut-être que si j'étais une autorité supérieure, ils porteraient un autre regard sur moi, à moins que contestant toute autorité supérieure ils en viennent à revendiquer ce statut, qu'il ne faudrait pas confondre avec la prise de conscience de leur condition qui les amènerait à réviser leurs jugements, non, pour se faire plus méprisants ou despotiques encore.

Je conçois très bien qu'il ne soit pas donné à tout le monde de penser et d'agir de manière totalement désintéressé, ou de concevoir que faire le bonheur de quelqu'un puisse suffire à faire notre bonheur, en cela j'ai le pirivilège d'être comblé, j'allais écrire sans rien devoir à personne puis je me suis ravisé puisque c'est faux, en acceptant mes services ce jeune couple d'Indiens me rend heureux, c'est donc moi qui leur ai redevable de quelque chose et non l'inverse, comme quoi j'ai eu raison de ne pas les juger.

Il fallait oser le dire. Alors que les inégalités sociales, le chômage, la précarité, la pauvreté battent des records.

- Valls défend une politique antiterroriste sur "deux piliers", sécuritaire et social - AFP

Le Premier ministre Manuel Valls dénonce jeudi la critique faite par deux intellectuels de gauche de son traitement de la lutte antiterroriste, selon eux seulement sécuritaire les accusant de défendre le "déterminisme" d'un terrorisme qui serait lié à la misère ou la relégation sociale.

Dans une tribune à paraître vendredi dans Libération, le chef du gouvernement répond longuement et point par point à une tribune rédigée par le jeune écrivain Edouard Louis et le sociologue et philosophe Geoffroy de Lagasnerie, intitulée "Manuel Valls, vous n'avez rien fait contre le terrorisme", parue jeudi dans ce même quotidien.

"Deux intellectuels de gauche, dans un journal de gauche, méritent une réponse claire, d'un Premier ministre de gauche", commence M. Valls, accusant les deux auteurs de souffrir d'une "cécité -sans doute très confortable- mais qui est selon [lui] une faute".

"Qui peut sérieusement soutenir que le gouvernement détourne les yeux face aux inégalités sociales, au chômage, à l'exclusion, aux discriminations, à la situation dans nos quartiers??", s'indigne M. Valls en citant notamment les réformes décidées dans le domaine de l'Education. AFP 04.08

En complément. Comment réduire les inégalités sociales dont sont victimes les patrons.

- Le Conseil constitutionnel valide la loi Travail - Reuters

Au temps des procurateurs en oligarchie.

- "Casse-toi pov' con" à Emmanuel Macron: un jeune homme sera jugé - L'Express.fr

Une nouvelle affaire "casse-toi pov con"? Selon France Bleu, un jeune homme va être jugé en décembe prochain pour avoir insulté Emmanuel Macron, lors de son déplacement à Laval, le 25 juillet dernier.

La justice appréciera-t-elle l'hommage à l'ancien chef de l'Etat? Un jeune homme d'une vingtaine d'années va passer devant les juges le 6 décembre prochain pour avoir repris à son compte la célèbre phrase de Nicolas Sarkozy, dirigée cette fois à l'encontre d'Emmanuel Macron selon France Bleu.

Lundi dernier, alors que le ministre de l'Economie se rendait à Laval pour assister à une cérémonie de remise du label "French Tech", il a été accueilli par un: "Casse toi pauvre con", lancé par un badaud.

Si le ministre n'a pas réagi sur le coup, le jeune homme à l'origine de la phrase a été contrôlé par les forces de l'ordre présentes sur place et sera jugé pour outrage, en décembre prochain.

Le jeune homme pourra sûrement plaider la liberté d'expression. La France avait été condamnée en 2008, par la Cour européenne des droits de l'Homme après le jugement du tribunal correctionnel de Laval. Celui-ci avait poursuivi pour offense au chef de l'Etat un homme ayant brandi une affichette qui portait la mention "Casse-toi pov'con" devant la voiture de Nicolas Sarkozy. Les juges avaient fait valoir la liberté d'expression. L'Express.fr 04.08

Assassinat avec préméditation.

Grille de lecture.

Le ministère de l'Intérieur et les policiers n'étaient pas sans le savoir, ils sont donc responsables et coupables de meurtre.

Le plaquage ventral, une technique policière controversée - Liberation.fr

Lors de son arrestation, Adama Traoré, décédé par asphyxie, a fait l'objet d'une pratique d'immobilisation interdite dans plusieurs pays, mais qui continue d'être autorisée en France.

Le 19 juillet vers 17h20, Adama Traoré échappe à une première interpellation des forces de l'ordre et se réfugie dans un appartement du centre de Beaumont-sur-Oise. Rapidement, les gendarmes le retrouvent caché sous un drap. «Il était à plat ventre, les bras cachés sous le corps. Mes deux collègues ont tiré ses bras fortement […], raconte un des trois militaires présents. Un de mes collègues l'a menotté les bras dans le dos. Il a commencé à se débattre et je lui ai fait une petite torsion de sa cheville gauche. Il a commencé à nous dire qu'il avait du mal à respirer. On se trouvait à trois dessus pour le maîtriser.» Un des autres gendarmes fait un récit analogue : «Nous nous jetons sur lui. […] Il a pris le poids de notre corps à tous les trois au moment de son interpellation.»

La scène décrite par les membres de la gendarmerie correspond parfaitement à une arrestation par plaquage ventral. Cette méthode consiste à maintenir un individu ventre contre sol, par des moyens de contention comme une pression thoracique, une clé de bras ou un menottage dans le dos. Par l'entrave de la respiration, cette technique peut conduire à une asphyxie dite positionnelle. La Revue médicale suisse, qui y consacrait un article en 2011, la définit selon trois critères : «Une position corporelle entravant l'échange normal de gaz, l'impossibilité de se libérer de cette position et l'exclusion d'autres causes possibles de décès.»

...les polices belge, suisse, et des villes de Los Angeles et de New York ont fait le choix de la bannir de leur arsenal.

Une discrète réflexion est aussi engagée en France par la direction générale de la police nationale, qui indiquait déjà en 2008, dans une note aux différents services, les limites de cette pratique : «Lorsque l'immobilisation d'une personne est nécessaire, la compression – tout particulièrement lorsqu'elle s'exerce sur le thorax ou l'abdomen – doit être la plus momentanée possible et relâchée dès que la personne est entravée par les moyens réglementaires et adaptés. Ainsi, […] l'immobilisation en position ventrale doit être la plus limitée possible, surtout si elle est accompagnée du menottage dans le dos de la personne allongée.»

Les conclusions des deux autopsies d'Adama Traoré font mention d'un «syndrome asphyxique» comme cause de la mort. Une constatation qui pourrait correspondre à un décès dû à la pression exercée par les gendarmes, comme l'explique Mariannick Le Gueut, professeure de médecine légale à l'université de Rennes-I : «Un syndrome asphyxique peut effectivement être provoqué par une compression trop forte du thorax, laquelle empêche de bien respirer. Mais dans ce cas, ça m'étonnerait qu'il n'y ait pas de fractures de côtes». Les autopsies d'Adama Traoré font bien état d'une «fracture de l'arc antérieur de la cinquième côte droite», mais qui serait associée au massage cardiaque, selon les légistes. Liberation.fr 04.08

Parole de banquier. Vive le Brexit !

- Les Bourses européennes finissent en hausse avec Londres - Reuters

- Taux: la BoE ne déçoit pas, détente générale de 6Pts de base - Cercle Finance

- Après le « Brexit », grand plan de relance de la Banque d'Angleterre - LeMonde.fr

Le taux d'intérêt a été réduit à 0,25 % jeudi, et un plan de « quantitative easing » est lancé. LeMonde.fr 04.08

Nous avons négligé que c'était l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes qui assuraient la stabilité politique du régime.

Grille de lecture.

A entendre la Premier ministre britannique, la main sur le coeur, les mesures économiques qu'elle était sur le point de prendre seraient destinées à venir en aide aux "gens qui travaillent dur", à condition toutefois que cela se traduise par une amélioration de la productivité, autrement dit une amplification de l'exploitation.

Le patronat britannique a manifesté bruyamment sa satisfaction, et pour cause, cette manne financière devrait profiter aux grandes entreprises ou multinationales, les plus compétitives, et leur permettre de rivaliser davantage ou d'éliminer leurs concurrents sur le marché mondial, dont européen.

Sa générosité n'a pas été jusqu'à remettre en cause le "contrat zéro heure".

...le zero-hours contract prévoit que le salarié se rende disponible à n'importe quel moment de la journée. Dans la pratique, les employés sont en général informés d'une semaine à l'autre du nombre d'heures à effectuer, et sont priés d'être d'astreinte si besoin. Chaque heure travaillée est rémunérée au salaire minimum, soit 7,30 euros. De son côté, l'employeur n'est pas tenu de garantir une durée de travail minimum.

D'après l'étude menée par le Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD) qui se fonde sur les déclarations des employeurs, ils seraient un million de Britanniques à travailler sous ce statut.

En tête, McDonald's, qui emploie quelque 82 000 salariés sous ce statut précaire, soit 90 % de ses effectifs. Fin juillet, le Guardian révélait que Sports Direct, le premier vendeur d'articles sportifs de Grande-Bretagne, employait 90 % de ses effectifs – soit 20 000 personnes – sous le zero-hours contract. Plus surprenant, le palais royal n'échappe pas à la polémique : les 350 saisonniers de Buckingham, déjà à temps partiel, sont embauchés sous ce statut.

En avril 2013, le Financial Times estimait que les hôpitaux publics de Grande-Bretagne employaient 100 000 personnes sous ce statut. Une augmentation de 24 % en deux ans.

A l'incertitude de travailler et d'être rémunéré, s'ajoute l'absence de congés payés et d'indemnités maladie, auxquels le statut ne donne pas droit. (source : Le Monde 13.08.2013)

- Theresa May annonce un plan de relance industrielle, du jamais-vu depuis trente ans - latribune.fr

Elle avait promis de venir en aide aux "gens qui travaillent dur", en prenant ses nouvelles fonctions à la suite du référendum du 23 juin. Hier, elle a annoncé ce que sera sa politique industrielle, ce qu'elle fera pour soutenir l'activité dans les régions qui

souffrent comme dans celles qui profitent de la mondialisation.

A l'issue du référendum britannique du 23 juin, (...) Theresa May, prenant la relève de David Cameron, avait promis de venir en aide aux "gens qui travaillent dur" :

Il nous faut une véritable stratégie industrielle qui se concentre sur une amélioration de la productivité, qui récompense ceux qui travaillent dur par de plus hauts salaires, et crée plus d'opportunités pour que les jeunes gens, quel que soit le milieu dont ils sont issus, aillent aussi loin que là où leur talent les porte", avait-elle notamment déclaré.

(...) le défi consiste à enrayer le long déclin du secteur industriel en portant secours aux entreprises mises à mal par la mondialisation, sans pour autant menacer la compétitivité britannique.

De son côté, le ministre des Finances, Philip Hammond, a déclaré qu'une réduction de l'écart de compétitivité entre Londres et le sud-est de l'Angleterre, d'une part, et le reste du pays, d'autre part, pourrait entraîner une hausse de 9% de la production.

Le volontarisme affiché pourrait (...) être destiné à des fleurons historiques de l'industrie britannique, comme le constructeur automobile Jaguar Land Rover ou le groupe aéronautique BAE Systems, mais aussi à des entreprises de nouvelles technologies. latribune.fr 03.08

Syrie. Désinformation et propagande au quotidien.

- Syrie: Dans les quartiers assiégés d'Alep, tous les vivres commencent à manquer - 20minutes.fr

Depuis ce dimanche, des combats violents opposent les rebelles aux forces de Bachar Al-Assad…

Depuis ce dimanche, les combats opposant les insurgés aux troupes du régime syrien ont redoublé de violence : les rebelles mènent la plus importante opération depuis 2012 pour briser le siège des quartiers de l'est d'Alep, mais les troupes de Bachar Al-Assad, appuyées par des raids russes, contrent leur progression à coups d'attaques aériennes. Pour les populations assiégées, la situation empire de jour en jour : environ 300.000 personnes, dont un tiers d'enfants selon l'Unicef, sont prises en étau, sans aucune issue possible et aucune route permettant d'acheminer du ravitaillement.

Mais sans possibilité d'entrer dans la ville, les ONG ne peuvent rien faire et les couloirs « humanitaires » censés avoir été installés par le régime syrien pourraient n'être que des leurres. Le gouvernement a promis l'amnistie aux rebelles qui déposeraient les armes en empruntant ces couloirs. Une promesse un peu trop belle pour être vraie aux yeux des habitants d'Alep, qui redoutent d'être pris pour cible par des soldats de Bachar Al-Assad s'ils prennent ces chemins. « Ces couloirs humanitaires n'existent pas, assène Alexa Reynolds. Pour les habitants d'Alep, il est tout aussi dangereux de rester dans la zone assiégée que d'en sortir. Ce n'est pas une proposition "humanitaire" de laisser le choix entre deux options dangereuses. » 20minutes.fr 04.08

Question: A qui donne ainsi le parole 20minutes.fr ou plutôt l'AFP, qui est Alexa Reynolds ? Réponse : Un représentant du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha) de l'ONU !

- Quand le JT de France 2 soutient de facto Al-Nosra, quel combat contre le terrorisme? - Arrêt sur Info

Après la série d'attentats qui ont frappé la France, plus sanglants et plus barbares les uns que les autres, l'on aurait pu espérer que France2 réalise que soutenir des terroristes parce qu'ils n'aiment pas un Président étranger que les Etats Unis [et la France, Ndlr] veulent faire tomber, est un peu léger comme justification.

Aucune leçon n'a été tirée, comme le montre le JT de 20H ouvertement en faveur des forces « d'opposition » qui se battent contre l'Etat syrien. Rappelons que ces forces « d'opposition » sont des membres de Al-Nusra, organisation reconnue comme terroriste non seulement par la Russie, mais aussi par l'ONU et les Etats Unis. Manifestement pas par la France.

Voici la dernière mouture du « grand reportage » de France2 sur Alep qui laisse entendre à quel point le peuple syrien souffre, non pas en raison de Daesh, mais à cause de « l'armée d'Assad » et de la Russie, qui en plus seraient dans le tort d'ouvrir des corridors humanitaires. Livrer de l'aide humanitaire à une population au bord de la catastrophe humanitaire est selon France2 très douteux.

Regarder à partir de la 15e minutes: JT de 20H présenté par Julian Bugier sur France2 le 2 août 2016.

Ainsi, les journalistes rapportent la propagande des forces d'opposition ».

Deux remarques: 1) Les journalistes français ont de bons contacts avec les groupes de cette « opposition modérée »; 2) France2

se transforme en organe de propagande des groupes terroristes « modérés » en Syrie.

Et d'insister sur le caractère douteux de l'aide humanitaire apportée par la Russie – sans expliquer pourquoi la coalition « démocratique américaine » préfère livrer des armes aux groupes terroristes qui combattent l'Etat syrien plutôt que de la nourriture aux populations.

Suite à l'intensification des combats autour d'Alep la Russie a décidé le 28 juillet de lancer une grande opération humanitaire pour aider la population de la ville, qui se déroule en deux temps: largage de nourriture, de produits pour bébés et autres produits de premières nécessités et ouverture de corridors humanitaires:

« Les organisations humanitaires internationales ont été invitées à se joindre à cette opération. Pour le sauvetage des civils pris en otage, ainsi que pour les combattants qui veulent rendre les armes, le Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes a demandé d'ouvrir 3 couloirs humanitaires. […]

La suite, nous la connaissons. Un hélicoptère russe en mission humanitaire a été abattu le 1er août par les missiles d' Al-Nusra. 5 morts. Al-Nusra continue à attaquer Alep, ces gentils opposants dont parle France 2, sans les citer bien sûr, bombardent des quartiers de la vieille ville, des centres commerciaux, l'aéroport d'Alep. Et pendant ce temps, la presse parle, sans que l'information ne soit encore confirmée, de bombes chimiques de chlore lancées sur les populations avec morts et blessés par dizaines.

Amnesty International estime que les corridors humanitaires ne servent à rien. Que ça ne résoudra pas le problème. Puisque, selon -AI, c'est le « régime est responsable » du fait que les terroristes maintiennent en otage la population. Vouloir libérer cette population semble ne pas plaire à Amnesty.

Et pour cause, les Etats Unis également condamnent cette opération humanitaire, l'armée syrienne doit tout bonnement cesser d'attaquer … les terroristes. Comme cela, les populations civiles seront libres. Est-ce une plaisanterie?

Pendant ce temps, des groupes armés se rendent et l'armée syrienne avance, ce qui fait manifestement enrager les « partenaires américains ». Et explique cette campagne de dénigrement.

Quel jeu joue France2, chaîne publique? Elle retransmet le message que la France officielle veut faire passer? Seulement il faut choisir: soit pleurer sur les victimes de Nice, soit pleurer sur les terroristes d'Alep. Arrêt sur Info 04.08

- Obama promet de détruire l'EI, déplore l'action de Poutine en Syrie - AFP

Le président américain Barack Obama a promis jeudi de détruire le groupe Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak, tout en critiquant son homologue russe Vladimir Poutine pour l'appui militaire sans faille qu'il fournit au régime syrien. AFP 04.08

- La Russie défait le terrorisme ... tandis que les Etats-Unis cherchent à faire diversion - Arrêt sur Info

Extrait. S'il y a quelque chose de curieux dans les médias occidentaux ce week-end c'est bien le peu de couverture qu'ils accordent à la victoire considérable qui se déroule en Syrie. Les forces de l'armée Arabe Syrienne et russes sont sur le point de fermer le dernier volet d'une guerre longue de cinq ans – et les médias occidentaux ne semblent pas vouloir le savoir.

La ville d'Alep au nord de la Syrie – qui était la plus grande ville du pays avant que le conflit n'éclate en 2011 – est sur le point d'être entièrement reprise par l'armée syrienne, soutenue par la force aérienne russe. Des couloirs humanitaires ont été créés pour permettre aux civils d'échapper et aux combattants de se rendre avant que ne commence l'assaut final contre les milices anti-gouvernementales retranchées dans l'est de la ville.

Les militants sont un mixage de groupes armés illégaux, y compris des brigades terroristes affiliés à al-Qaïda. Les gouvernements et les médias occidentaux jouent sur les mots de manière cynique en qualifiant certains de ces combattants de «modérés» et de «rebelles». Par exemple, un rapport de CNN affirme que : « Les forces syriennes et russes sont en train d'ouvrir des couloirs humanitaires pour que les civils puissent fuir la ville assiégée d'Alep, ont déclaré jeudi les responsables des deux pays, un jour après que l'armée syrienne ait annoncé qu'elle avait encerclé la ville et coupé les voies d'approvisionnement des rebelles [sic] « . Notez comment le bienséant mot «rebelle» est invoqué pour occulter le fait que la ville a été assiégée [durant cinq ans] par des extrémistes qui n'ont pas hésité à couper les têtes de leurs victimes, y compris celle d'un gamin de 10 ans.

Ce que les forces syriennes et russes sont en train d'accomplir par la reconquête d'Alep est rien de moins qu'une victoire historique. Il ne s'agit pas seulement de la récupération symbolique de la deuxième ville de Syrie, qui a autant d'importance stratégique que Damas, et qui repasserait ainsi sous le contrôle du gouvernement. Grâce à sa proximité avec la frontière Turque, Alep a été un bastion pour la propagation illicite d'armes et de mercenaires qui ont alimentés tout le conflit syrien.

Les États-Unis et ses alliés de l'OTAN, la Grande-Bretagne et la France, ont joint leurs efforts à ceux de leurs partenaires régionaux que sont l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie pour utiliser Alep comme point de ravitaillement dans leur sale guerre de changement de régime contre le président Syrien Bachar al-Assad. Les mercenaires au culte de la mort utilisés par cette conspiration étrangère de changement de régime en Syrie sont venus de partout, de quelque 100 pays, dont d'Etats Occidentaux et Arabes, ainsi que du Caucase russe.

À bien des égards, Alep représente la dernière position des forces qui voulaient un changement de régime. Lorsqu'Alep sera finalement tombée, dans les prochaines semaines, cela annoncera la fin du tortueux conflit qui a été imposé à la Syrie par les Etats-Unis et ses alliés, en vue d'un changement de régime imposé, déguisé en soulèvement «pro-démocratique».

Quel acte d'accusation contre les criminels de Washington et des Etats voyous qui lui sont alliés!

La victoire contre le terrorisme en provenance d'Etats étrangers, qui a affligé la Syrie, est le fruit de la ténacité et du courage du peuple syrien, de son gouvernement et de son armée.

Et dans cette victoire la Russie a joué un rôle héroïque et redoutable. Le président Assad a reconnu le rôle essentiel de l'intervention militaire de la Russie pour sauver sa nation du sort auquel d'autres tels que l'Afghanistan, l'Irak et la Libye ont succombé, tous victimes de machinations dirigée par les USA.

Lorsque le président russe Vladimir Poutine a décidé d'envoyer ses forces militaires pour sauver la Syrie à la fin de Septembre 2015, le redressement a été immédiat et crucial.

Les itinéraires de contrebande de pétrole à l'échelle industrielle gérés par les réseaux djihadistes dans l'est de la Syrie c'est la force aérienne russe qui les a anéantis. En conséquence le principal soutien financier des djihadistes, facilité par l'État turc, a été tari. Cela, à son tour, a condamné le centre terroriste de Raqqa à dépérir dans l'isolement.

La reprise de l'ancienne Palmyre dans le centre de la Syrie, avec son patrimoine archéologique d'importance mondiale, a également été une autre victoire capitale pour l'armée syrienne et son alliée russe.

Pas étonnant alors que les médias occidentaux tiennent à ignorer ce qui se passe en Syrie. Pendant des années, ils ont vomi un torrent de mensonges et d'informations fabriquées, prétendant que des «rebelles» se battaient pour la démocratie contre un «régime tyrannique». Maintenant que les forces syriennes et russes frappent ce qui reste de ces « rebelles » la vérité s'impose. Ils sont vus pour ce qu'ils sont : un réseau de mercenaires terroristes déployés par les États-Unis et leurs alliés, confrontés à la défaite ultime. Et afin d'éviter le moment de vérité atroce, celui de leur propre complicité avec le terrorisme d'Etat, les médias occidentaux, se voient contraints de détourner l'attention loin de la Syrie et de la bataille d'Alep.

Ils se tournent vers un nouveau « spectacle », la merveilleuse nomination d'Hillary Clinton comme « première femme à briguer la présidence des Etats-Unis ». Ils montent en épingle des citations de Clinton sur la façon dont elle dirigera l'Amérique et le monde pour vaincre le terrorisme djihadiste, typique d'une manœuvre maladroite pour changer de sujet. C'est cette même Clinton, qui en tant que secrétaire d'État américain (2009-2013) a orchestré la guerre en sous-main pour obtenir un changement de régime en Syrie, avec l'utilisation honteuse de mercenaires terroristes dirigés par la CIA. C'est cette même guerre dans laquelle la Russie s'est engagée pour y mettre un terme, en exterminant les groupes terroristes dits modérés, parrainés par les Américains. Washington et Clinton en particulier, peuvent commencer des guerres, mais c'est évidemment la Russie qui les termine.

Pourtant, aussi surprenant que cela puisse paraître, ses partisans ont applaudi le discours de Clinton lors de la convention démocrate de cette semaine. On ne peut que s'incliner devant tant d'aberrante dissonance cognitive. Une archi-belliciste se posant en championne de la paix dans le monde, de la loi et de l'ordre ! Cette supercherie absurde à en couper le souffle n'est possible qu'en raison de la façon dont les médias occidentaux déforment les informations, faussent les perspectives et occultent les faits.

Mais le fait incontestable est que la Russie et la Syrie sont en train de gagner une guerre historique contre l'agression terroriste soutenue par l'Occident. Alep est le signal de cette victoire.

Les médias occidentaux sont impuissants à gérer cela. En lieu et place ils sont obligés d'essayer de détourner l'attention. Et vers qui tournent-ils leurs projecteurs ? Vers l'un des pires architectes de la guerre criminelle faite à la Syrie – Hillary Clinton – et vers ses promesses de défendre l'Amérique des Russes et des terroristes. Arrêt sur Info 04.08

- Du soft power russe - Arrêt sur Info

Par Alexandre Orlov

Ambassadeur de la Fédération de Russie en France

Extrait. Commençons par une déclaration, qui pourrait paraître paradoxale : la Russie n'a pas de soft power. La Russie a une culture, des idéaux et des valeurs, des traditions séculaires et, bien sûr, des intérêts. Mais elle n'a pas de soft power.

Ce terme de soft power possède une connotation particulière : il sous-entend l'expansion, la violence, la contrainte. Ce n'est pas par hasard que cette notion va de pair avec le hard power. Et ce n'est pas par hasard, non plus, que ce terme nous vient des États-Unis. Ces dernières années, à plusieurs reprises, les États-Unis ont fait usage du soft power pour promouvoir, voire imposer, leur idéologie, en faire un instrument de domination géopolitique, d'élargissement de leur sphère d'influence, de diabolisation des « régimes incommodes ». Et si le soft power ne suffisait pas, le hard power était là pour l'épauler. Aujourd'hui, les conséquences en sont visibles en Irak, en Libye, en Syrie ou encore en Ukraine.

La Russie moderne, elle, n'impose rien à personne. Elle n'est pas moins attachée que les États-Unis aux idéaux de la démocratie et aux principes de l'économie de marché. Contrairement aux années de guerre froide, lorsqu'il s'agissait d'une confrontation de deux systèmes socio-politiques différents, la Russie, aujourd'hui, n'a aucun antagonisme idéologique avec l'Occident. Elle est respectueuse des particularités historiques et culturelles des autres peuples et considère qu'aucune valeur, aucun modèle social ne peut être imposé par une décision arbitraire. Chaque pays est libre de choisir et de suivre son propre chemin.
Les particularités et les traditions russes doivent être, elles aussi, respectées. Il est inutile de vouloir imposer une vision du « bien » et du « mal ». L'expérience de l'Union soviétique, de ses ambitions d'exporter ses valeurs idéologiques partout dans le monde, ne doit pas être occultée – rien de bon n'en est sorti. La Russie est prête à défendre ses intérêts et sa sécurité, mais cela ne signifie pas qu'elle suit une logique de lutte pour les sphères d'influence. Arrêt sur Info 02.08

- JO-2016: le CIO accepte 271 sportifs russes à Rio - AFP Le chiffre est enfin tombé, jeudi soir. Les sportifs russes seront 271 à défiler vendredi soir au mythique Maracana, après avoir reçu le feu vert du CIO, qui a ainsi fermé, au moins provisoirement, le brûlant dossier du dopage d'Etat russe. AFP 04.08

- JO 2016 : l'auteur du rapport sur le dopage en Russie en colère contre le CIO - LeMonde.fr

Dans son rapport du 18 juillet, Richard McLaren dénonce un système, pas des athlètes. 118 sportifs russes ont été suspendus sur les 387 sélectionnés pour Rio. LeMonde.fr 04.08

- Chef de l'AMA piégé au téléphone : «pas de preuve de dopage en Russie sauf les propos de Rodchenkov» - rt.com

Le chef de l'AMA ose parler ouvertement sur le manque absolu de preuves mais cela ne touche personne.

Après l'exclusion par le Tribunal arbitral du sport (TAS) de 68 athlètes russes des Jeux de Rio, la chaîne de télévision russe NTV a décidé de diffuser un programme enregistré le 28 mai dans lequel le chef de l'AMA, Craig Reedie, et le chef de l'Agence antidopage américain, Travis Tygart, déclaraient par téléphone qu'il n'existait pas de faits tangibles venant prouver la culpabilité des sportifs russes.

Se présentant comme le ministre de la Jeunesse et des Sports ukrainien Igor Zhdanov, l'imitateur Alekseï Stoliarov, connu sur le net comme Lexus, a prétendu dans une conversation téléphonique avec le président de l'Agence mondiale antidopage et membre du Comité international olympique Craig Reedie que l'Ukraine s'inquiétait sur le sort des athlètes convaincus de dopage.

En parlant de manière amicale, Craig Reedie a raconté qu'il n'y avait pas à sa connaissance la moindre preuve affirmant que les sportifs russes ayant participé aux Jeux olympiques de Sotchi étaient dopés. Toutes les accusations ne s'appuient que sur les propos de l'ex-chef de l'Agence antidopage russe, Grigori Rodtchenkov.

«Les articles du New York Times avaient un caractère accusateur concernant de nombreuses irrégularités survenues dans le laboratoire de Sotchi. […] Nous avons encore besoin de voir les preuves de Rodtchenkov», a-t-il souligné.

Grigori Rodtchenkov est l'ancien directeur de l'Agence antidopage russe. Après que la commission d'enquête de l'AMA l'a accusé d'avoir détruit plus d'un millier d'échantillons en septembre 2015, il a émigré aux Etats-Unis où, six mois plus tard, le 12 mai, il a publié un article dans le New York Times sur un soi-disant système de dopage à Moscou. Il a prétendu, sans fournir de preuves, que «des dizaines d'athlètes russes, y compris 15 médaillés, faisaient partie d'un programme gouvernemental de dopage à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver de 2014 de Sotchi». Selon lui, il «a développé un cocktail de trois substances interdites» qu'il a mélangées avec de l'alcool et fait prendre aux athlètes pendant que «des experts de la lutte contre le dopage et des membres des services de renseignement russes remplaçaient subrepticement leurs échantillons d'urine».

Ses propos ont provoqué une vive réaction de la part des autorités russes. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, les a qualifiés de «diffamation d'un défectionnaire». «Ces déclarations semblent absolument infondées, elles ne se basent pas sur des données crédibles, ne sont pas appuyées par des faits», a-t-il indiqué.

Lors du même programme, Alekseï Stoliarov a également appelé le chef de l'Agence américaine antidopage, Travis Tygart, en se présentant toujours comme le ministre de la Jeunesse et des Sports ukrainien. Sa réponse diffère également de celle servie aux médias.

«C'est de la politique, mon ami», a déclaré Travis Tygart au canular téléphonique qui s'intéressait à la possibilité de l'exclusion des athlètes russes des Jeux de Rio.

«On peut exclure l'équipe nationale russe d'athlétisme pour 12 mois, puis nous verrons ce qui changera», a-t-il poursuivi. rt.com 22.07

- L'Agence mondiale antidopage aurait monté l'affaire de dopage contre la Russie - arretsurinfo.ch

L'Agence mondiale antidopage (AMA) se retrouve au centre d'un scandale après les révélations du journal The Australian quant aux projets de l'AMA de suspendre toute l'équipe russe des Jeux olympiques de Rio.

Le journal The Australian a accusé l'AMA d'amplifier le scandale de dopage contre la Russie. Des journalistes de ce média ont reçu des informations d'un responsable de l'industrie du sport dont nom et poste n'ont pas été divulgués et qui aurait été témoin de la préparation de la décision de l'AMA oncernant l'équipe russe.

The Australian affirme que la commission de l'AMA aurait appuyé ses décisions sur des informations «détruites, dissimulées ou altérées» concernant environ 170 athlètes russes. Il s'est avéré, un peu plus tard, que ces sportifs avaient été divisés en quatre catégories quant au sérieux des résultats de leurs tests de dopage, l'une d'entre elles étant : «pas sérieux du tout».

«Il nous a été demandé de rendre un verdict sur des compétiteurs russes en nous basant sur le rapport McLaren mais sans avoir aucun détail pour comprendre l'importance qu'ils [les athlètes] soient nommés. Désormais, ils nous disent qu'il y a quatre catégories différentes. Pourquoi cela n'a-t-il pas été dit dès le départ ? C'est un vrai gâchis», explique le responsable anonyme au du journal australien.

Ainsi, plusieurs athlètes russes accusés par l'AMA de dopage ne se seraient en réalité pas dopés.

Selon The Australian, l'AMA préparait son rapport en espérant que le Comité international olympique (CIO) étudie ce document et suspende toute l'équipe russe des Jeux olympiques de Rio. Cela ne s'étant pas passé, l'AMA a été «prise au dépourvu, n'ayant pas assez de détails pour justifier ses accusations contre les athlètes».

Le journal révèle aussi que le CIO «manque de confiance» en l'AMA : c'est ce que le vice-président du CIO et le président du Comité olympique australien John Coates ont écrit à la ministre de la Santé, Sussan Ley. arretsurinfo.ch 04.08

En complément.

- Le Burundi refuse le déploiement de la police de l'Onu - Reuters

Le Burundi refuse l'envoi de 228 officiers de police de l'Onu sur son territoire, voté vendredi dernier par le Conseil de sécurité pour faire respecter l'ordre et les droits de l'homme dans le pays en crise depuis un an. Reuters 03.08

- Brésil : un pas de plus vers la destitution pour Dilma Rousseff euronews.com

Un pas de plus vers la destitution pour la présidente brésilienne Dilma Rousseff. Jeudi, à la veille de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Rio, une commission sénatoriale a voté en faveur de son renvoi définitif alors que la popularité de la présidente est en berne. euronews videos

Ce vote ne constitue qu'une étape. Il doit encore être validé par une majorité de sénateurs en seance plénière. Un vote décisif est prévu à la fin du mois. euronews.com 04.08

Les médias vous trompent énormément.

Cette rubrique n'a pas pour objet de soutenir Trump vous l'imaginez bien, mais de montrer au quotidien comment les médias se font les porte-parole du cercle d'oligarques financiers le plus réactionnaire des Etats-Unis et de prendre conscience à quel point ils sont archi pourris.

- Bad Trump pour les républicains - Liberation.fr

- États-Unis : ces Républicains qui s'élèvent contre Donald Trump - Francetv info

- Mauvaise passe pour Trump - LeParisien.fr

- Obama trouve "ridicule" que Trump prédise une élection "truquée" - AFP

- États-Unis : pour Obama, Trump est "inapte" à lui succéder - Francetv info

- Élection présidentielle américaine : Barack Obama monte le ton face à Donald Trump - Francetv info

- Etats-Unis: les républicains s'inquiètent des derniers dérapages de Trump - AFP

- Les petits arrangements de Donald Trump avec la guerre du Vietnam - 20minutes.fr

- Présidentielle US: Donald Trump est-il sur une pente savonneuse? - 20minutes.fr

- Trump, la gaffe de trop… ? - Atlantico.fr

- Donald Trump aurait menti sur son passé militaire, selon le New York Times - Atlantico.fr

Bienvenue en oligarchie ou chez les dégénérés.

- Les jeunes américains font moins l'amour que leurs parents

Qui l'eut cru? La génération Tinder est plus prude que celle des babyboomers, selon une étude américaine. Et l'essor d'internet ne serait pas étranger à cette curieuse baisse de libido... À l'heure de Tinder et des conquêtes en un clic... Slate.fr

- La chute de Take Eat Easy, une très mauvaise nouvelle pour la bulle internet

Ce que l'arrêt soudain d'une start-up du secteur ultra-médiatisé de la «foodtech» nous dit du modèle économique de course à l'hyper-croissance. Take Eat Easy, une start-up fondée à Bruxelles à l'été 2013, qui a lancé un service de livraison à vélo de plats de restaurateurs à domicile... Slate.fr

- Pourquoi il faut avoir pitié des narcissiques (et être gentil avec eux)

Derrière ces personnalités complexes, un manque de confiance en soi et un petit coeur qui souffre.Ils sont (presque) partout. On les reconnaît à leur capacité à se mettre en avant, à vanter leurs propres qualités et à ne jamais douter de leur potentiel.
Les narcissiques, qui ont hérité leur nom ... Slate.fr

- Christianisme: Jésus n'est pas le pacifiste que vous croyez et sa religion est persécutrice

La religion chrétienne n'est pas seulement, par essence, la religion d'amour que l'on croit parfois. Rien n'est plus faux par exemple que de brosser le portrait de Jésus-Christ, fondateur du christianisme, comme celui d'un prophète non-violent. Slate.fr

- Les femmes bottent les fesses aux harceleurs des sites de rencontre

Dénonciation, développement de nouveaux outils... Les femmes tentent par divers moyens de se réapproprier internet.Aaaaah, les relous des sites de rencontre. Ces mecs qui harcèlent de messages dès qu'une fille ne répond pas, qui insultent celles qui refusent de leur parler... Slate.fr

- Pourquoi la propagande de l'EI s'adresse aux BAC +5 occidentaux?

Dans son dernier numéro, Dabiq, revue officielle de l'Etat islamique, accumule de manière étonnante les noms de grand auteurs, les développements théologiques obscurs. Pourquoi?En lisant la propagande djihadiste, on croit parfois rêver (c'est toujours un bien mauvais rêve). Slate.fr

- Voter à la primaire de droite quand on se revendique de gauche, est-ce éthique?

Nous avons cherché les arguments philosophiques qui permettent de les justifier.En novembre prochain, des millions d'électeurs

iront voter à la primaire de droite. Et parmi eux, comme nous le racontions en juin, quelques centaines de milliers de sympathisants de gauche. Slate.fr

- Etats-Unis: Un chef de Los Angeles propose des menus 100% cannabis

Le jeune chef Christopher Sayegh cherche à démocratiser l'art culinaire à la marijuana… 20minutes.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

- Ces cotons-tiges seront interdits à la vente en France à partir de 2020 - BFM Business

Ils pollueraient les océans, je ne plaisante pas...

- Jeux olympiques de Rio : 50% des Brésiliens y seraient opposés - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

Génération après génération l'occupant sera combattu et finalement vaincu, chassé.

- Israël abaisse à 12 ans l'âge minimum de détention pour terrorisme - LeFigaro.fr

Le Parlement israélien a abaissé de 14 à 12 ans l'âge minimal pour être jugé et condamné à un emprisonnement pour les actes terroristes, face à une série d'attentats commis par de très jeunes Palestiniens.

Le but de la loi est d'abaisser à 12 ans l'âge minimal pour être jugé et condamné à un emprisonnement. Jusqu'alors, la barrière juridique en Israël était fixée à 14 ans. Proposé par Anat Berko, députée du parti Likoud (droite) de Benjamin Netanyahu, le texte a été définitivement adopté mardi soir en troisième lecture par le Parlement. Depuis 2015, la Knesset est dominée par une coalition formée par le Likoud, le Foyer Juif (parti nationaliste religieux, proche des colons), Koulanou (centre) et les deux partis juifs ultra-orthodoxes, Shas et le Judaïsme unifié de la Torah.

Dans les faits, la nouvelle loi s'appliquera pour l'État d'Israël, où la loi civile est en vigueur, comme à Jérusalem, annexée en 1980 et considérée comme la capitale du pays. En Cisjordanie occupée, la loi militaire permet déjà à l'armée israélienne d'emprisonner des mineurs âgés de 12 ans. Un tribunal militaire a récemment condamné une jeune Palestinienne de 12 ans à quatre mois de prison. Elle a été libérée à la fin de sa peine, en avril dernier. LeFigaro.fr 03.08

Commentaire d'un internaute

- "Qui sont les vrais terroristes dans cette région ? Des enfants armés de couteaux ou des soldats d'un pays super armés qui détruisent villages, maisons, expulsent manu militari des habitants attachés à leurs terres, et colonisent toute une région appellée Cisjordanie ? L'état d'Israël se construit avec le sang des Palestiniens en dehors de ses vraies frontières crées en 1947 faisant suite à La Déclaration Balfour de 1917 !"

2- Turquie

2.1- Turquie : la purge des institutions jugée nécessaire (Conseil de l'Europe) euronews.com

Les arrestations qui ont suivi le coup d'Etat manqué en Turquie étaient nécessaires. C'est ce qu'a déclaré mercredi à Istanbul le secrétaire général du Conseil de l'Europe en visite officielle.

Thorbjorn Jagland a parlé en terme cru : il reconnu la necessité de nettoyer (sic) les institutions de la Turquie.

Thorbjorn Jagland, secrétaire général du Conseil de l'Europe :

"La tentative de coup d'Etat était choquante. Les personnes impliquées dans ce projet ont non seulement tiré sur la foule, dans la rue, mais savaient que beaucoup de personnes allaient être tuées. Ils ont aussi bombardé le Parlement, l'institution démorcratique de ce pays. Ce coup d'Etat doit être condamné de la manière la plus ferme."

Le secrétaire général du Conseil de l'Europe a appelé le gouvernement à respecter la Convention européenne des droits de l'Homme après la vaste purge qui continue de s'abattre sur le pays. euronews.com 03.08

2.2- Putsch raté: la Turquie émet un mandat d'arrêt contre Gülen - AFP

Un tribunal d'Istanbul a émis jeudi un mandat d'arrêt à l'encontre du prédicateur exilé aux Etats-Unis Fethullah

Gülen, accusé par Ankara d'être le cerveau du coup d'Etat manqué, ce que l'intéressé nie. - AFP

Cette démarche ouvre la voie à une demande formelle d'extradition de la bête noire du président Recep Tayyip Erdogan auprès de Washington.

Le chef de l'Etat turc a annoncé jeudi soir la venue du secrétaire d'Etat américain John Kerry pour la fin du mois, ce qui serait la première visite d'un haut diplomate occidental depuis le coup d'Etat manqué le 15 juillet.

Les plus hauts responsables de Turquie ont déjà réclamé de nombreuses fois aux Etats-Unis l'extradition du "terroriste" Gülen.

Dans les deux prochaines semaines, une délégation emmenée par les ministres turcs des Affaires étrangères et de la Justice doit également se rendre aux Etats-Unis pour expliquer l'implication supposée de M. Gülen dans la tentative de coup d'Etat, a ajouté M. Erdogan dans la soirée.

La Turquie avait déjà émis un mandat d'arrêt contre Fetullah Gülen en décembre 2014 notamment pour avoir "monté et dirigé une organisation terroriste armée" alors que les relations de

Recep Tayyip Erdogan avec son ancien allié s'étaient dégradées en raison d'un scandale de corruption impliquant des proches du président et des ministres. Ankara avait vu derrière ce scandale la main de Gülen.

Par ailleurs, deux juges de la Cour constitutionnelle ont été limogés jeudi, a annoncé Anadolu.

Comme chaque jour depuis le coup d'Etat manqué, le président Erdogan a dénoncé en termes très vifs le "virus" des sympathisants de Gülen "qui s'est répandu partout" et que la Turquie "est obligée de nettoyer".

"Chaque école, chaque maison (...) et chaque compagnie de cette structure (le réseau des proches de Gülen) est un nid de terroristes", a lancé le chef de l'Etat: "ces gens sont des meurtriers, des hypocrites (...) des voleurs".

"Ceux déjà arrêtés ne sont que le sommet de l'iceberg", a-t-il poursuivi, "les autres restent à l'oeuvre. Il ne fait pas de doute que le monde des affaires est un pilier de l'organisation", a-t-il assuré devant un groupe de membres des Chambres de commerce à Ankara.

"Nous couperons tous leurs liens d'affaires, tous les revenus des entreprises liées à Gülen", a-t-il promis.

Selon les données fournies par le ministre de l'Intérieur Efkan Ala, près de 26.000 personnes ont été placées en garde à vue et 13.419 étaient en détention préventive. Au total plus de 50.000 limogeages ont eu lieu.

Ce "nettoyage radical" a entraîné de vives critiques dans les capitales occidentales et notamment en Europe où l'Autriche a appelé à une rupture des négociations d'adhésion d'Ankara à l'Union européenne, s'attirant les foudres d'Ankara.

Mais rompre les négociations serait une "grave erreur", a déclaré le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker à la chaîne allemande ARD, dans un entretien qui doit être diffusé dimanche. AFP 04.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Les syndicats et la direction de SFR signent un accord sur les départs volontaires de 5 000 salariés - LeMonde.fr

Le texte a été signé jeudi par l'UNSA et la CFDT, syndicats majoritaires chez l'opérateur français de télécommunications. LeMonde.fr 04.08

ECONOMIE

Etats-Unis

- Le gouvernement américain poursuivi pour ses mesures contre l'exil fiscal - lemonde.fr

L'US Chamber of Commerce et la Texas Association of Business, deux organisations patronales, ont déposé plainte jeudi 4 août devant un tribunal du Texas pour bloquer une règlementation de l'administration Obama cherchant à combattre l'exil fiscal. Le gouvernement vise en particulier la technique de l'inversion fiscale, qui permet à une entreprise américaine de délocaliser son siège social dans un pays à l'imposition plus avantageuse en étant rachetée par une société étrangère de plus petite taille.

Selon les règles du Trésor adoptées en avril, les actionnaires d'une entreprise américaine rachetée par un groupe étranger doivent détenir moins de 60% des parts de la nouvelle entité pour que le changement de domiciliation fiscale soit complètement effectif. Cette mesure avait notamment fait renoncer les laboratoire Pfizer et Allergan qui prévoyaient de fusionner pour un montant record de 160 milliards de dollars. Cette opération aurait permis à Pfizer d'économiser 35 milliards de dollars d'impôts selon le Washington Post.

Dans un communiqué, Thomas Donohue, le président de l'US Chamber of Commerce, accuse l'exécutif d'avoir outrepassé ses droits en modifiant le code des impôts sans passer par le Congrès. Le Trésor « a simplement réécrit unilatéralement la loi. Ce n'est pas la manière dont le gouvernement est supposé fonctionner en Amérique », explique M. Donohue.

Mais le Congrès, contrôlé par les républicains, n'aurait pas approuvé une telle mesure. Le Trésor s'est défendu dans un communiqué, assurant qu'il aurait « préféré que le Congrès adopte une législation pour stopper l'inversion fiscale » et qu'il a pris les devants en « l'absence d'action » au niveau législatif. Le communiqué ajoute : « Nous continuerons à défendre ces régulations qui aideront à ralentir l'érosion de l'assiette de l'impôt sur les sociétés. »

D'après les chiffres cités par le Washington Post, les entreprises américaines auraient stocké à l'étranger 2 000 milliards de dollars de profits, dont 200 milliards rien que pour Apple.

« Plutôt que contourner les règles pour punir des entreprises menant des transactions légales, Washington devrait juste faire son travail et réformer le code de l'impôt sur les sociétés », conseille Thomas Donohue. Le taux de l'impôt sur les sociétés s'élève à 35% aux Etats-Unis. C'est l'un des plus élevés au monde même si peu d'entreprises le payent en totalité. lemonde.fr 04.08

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 7 septembre 2016

CAUSERIE

Ma connexion Internet a été coupée le 9 août par Reliance. J'ai réussi à résoudre ce problème le 23 août. J'ai dû changer d'opérateur (Vodafone). Depuis, elle a été coupée à deux reprises pendant 6 jours.

Cela dit, j'ai décidé de supprimer les Infos en bref, on se contentera dorénavant de causeries ou de chroniques politiques mensuelles ou bi-mensuelles. La suite demain, en principe, rien ne presse, n'est-ce pas?

Dorénavant également, je ne me connecte plus à Internet que 2 ou 3 fois par semaine, et quand je sors je n'emmène pas mon téléphone. En à peine 2 semaines j'ai réussi à me désintoxiquer de cette épouvantable addiction qui vous abrutit plutôt qu'autre chose, il suffit de voir où en sont arrivés tous ceux qui y sont accrocs pour ne pas avoir envie de les imiter plus longtemps.

Il y a un siècle en arrière, on parvenait à penser ou à analyser la situation mondiale, à décider de tâches politiques tandis que les infos mettaient des jours, des semaines, voire plus d'un mois avant de parvenir aux dirigeants des partis politiques, et à ma connaissance ils n'ont pas écrit ou fait pour autant plus de conneries que nos dirigeants qui nous ont mené là où nous en sommes, non ? Réfléchissez-y. A demain... peut-être !

Haut de page

Le 9 septembre 2016

CAUSERIE

Cette causerie est très longue car j'ai bossé depuis le 5 août. Elle est un peu bordélique ou comporte des répétitions. Je n'ai pas le temps d'y mettre de l'ordre car cela nécessiterait de réécrire de longs passages. Elle a été conçue pour faire réfléchir à nouveau à certaines questions déterminantes et non pour imposer quoi que ce soit à qui que ce soit. Son ton polémique ne vous surprendra pas, vous y êtes habitués, et puis entre nous, ceux qui ne polémiquent pas sont des démagogues sournois de la pire espèce.

Je n'ai pas le temps d'aborder les derniers textes publiés par différents courants politiques (GMI, DR du NPA) ou portails de

médias dits alternatifs (Investig'Action) dont je mettrai certains en ligne parce que j'en partage en gros le contenu et l'orientation, et parce que je les ai trouvés encourageant à l'heure où tout est fait pour démoraliser les militants. En fait, j'ai retrouvé dans leurs orientations et leurs positions, celles que j'avais déjà adoptées depuis longtemps, je me sens un peu moins seul !

Le 16 août cela faisait 20 ans que j'avais quitté la France pour m'établir en Inde, et le 11 septembre je fêterai mon 61e anniversaire. Passons à la causerie.

1er sujet

A nos chers lecteurs. Nous ne vous avons pas abandonné, c'est vous qui nous traitez de la sorte.

- Le nombre d'animaux abandonnés pendant l'été a augmenté de près de 25 % - LeMonde.fr 30.08

Cette causerie et celles à venir auront forcément un caractère polémique plutôt incisif puisqu'elles seront consacrées en grande partie au combat contre toutes les formes d'impostures et d'opportunisme qui essaiment le mouvement ouvrier et au-delà qui nous ont conduits où nous en sommes.

On ne se laissera pas duper par des déclarations ou appels qui en apparence se veulent radicaux (POID), mais qui rappellent fâcheusement ceux auxquels les mêmes dirigeants nous avaient habitués depuis les années 70, tandis qu'en pratique ils devaient mener une toute autre politique, absolument rien n'a changé sur ce plan-là.

On évitera également soigneusement de se comporter comme ces militants ou cadres sans principe ou qui font preuve d'une étonnante amnésie, et qui sont particulièrement prompts à tirer un trait sur le passé au fur et à mesure qu'il se déroulait, pour finalement faire comme s'il n'avait jamais existé et s'en tenir à ce qui les arrange dans le moment présent, pour aboutir infailliblement au même résultat ou le néant politique en terme de progression vers nos objectifs politiques. Dans les partis passoires ou caméléon, leurs appareils ne changent pas, donc rien ne change en réalité sur le fond.

Illusionnistes, démagogues professionnels rivalisent sans grande imagination il faut bien le dire pour tenter de nous berner une nouvelle fois, si bien que les confondre en devient un exercice déconcertant, dont le seul intérêt consiste à rappeler leur véritable nature à ceux qui auraient tendance à l'oublier ou à en prendre connaissance pour ceux qui l'ignoraient, de manière à ce qu'ils sachent qu'ils sont en présence de manipulateurs ou pour éviter qu'ils soient victimes de manipulations, qui évidemment n'ont pas été conçues pour servir la cause pour laquelle ils combattent sincèrement.

L'honnêteté ou la loyauté envers une personne ou une cause est une et indivisible, non négociable, et tout comme la confiance une fois qu'elle a été trompée, de préférence délibérément et de manière répétée plus ou moins sournoisement ou habilement, elle ne mérite plus aucun intérêt car elle est morte une fois pour toute. Maintenant on peut toujours s'employer à ses risques et périls à faire vivre son cadavre pendant des décennies et s'illusionner ou se leurrer soi-même sur le profit qu'on serait en droit d'attendre de cette compagnie pour le moins nauséabonde, qui à l'arrivée finira par nous pourrir complètement l'existence.

La classe dominante recourt à une multitude de stratagèmes et instruments pour mener à bien sa lutte de classe et corrompre, aliéner, abrutir un peu plus les masses laborieuses, non sans un certain succès jusqu'à présent il faut bien l'avouer, faute de l'avoir combattue sur tous les plans pour avoir ignoré tout un pan de la nature humaine ou avoir décrété qu'elle se réduisait à son aspect social, gravissime erreur que les idéologues de l'oligarchie n'auront pas commise, mieux, dont ils se seront servis pour mieux les influencer et les asservir à leur idéologie qui aura fini par infester leurs cerveaux toujours aussi faibles ou maléables à merci.

Quand on observe la propagande idéologique hystérique du gouvernement et des médias, il ne faut guère chercher plus loin d'où leur vient cette audace et quel en est l'objet véritable.

Sur la fin de sa vie (1893) Engels avait perçu que cette question occupait une place déterminante au sein de la lutte des classes contrairement à ceux qui le nient de nos jours et font ainsi le jeu de la réaction, et il regrettera amèrement de ne l'avoir pas suffisamment traitée avec Marx, évoquant même une faute politique que nos dirigeants s'empresseront de reproduire évidemment..."à dessein".

Engels - "...il manque seulement un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. "

Comment ces représentations idéologiques se constituent et à l'aide de quels instruments de propagande il faudrait ajouter, à l'aide de quelles mécanismes psychologiques vont se forger ces représentations idéologiques, alors qu'elles reflètent de manière

déformée la réalité ou tous les rapports qui en sont à l'origine ou la compose, afin que l'idée qu'en auront les travailleurs pénétre profondément dans leur cerveau et influence leur comportement, de sorte qu'ils subiront leur condition.

Et Engels de préciser qui cela concerne, en fait l'ensemble de la population.

Engels - "C'est cette apparence d'histoire indépendante (...) des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens."

Donc pour les aider à ne pas être aveuglés par l'idéologie de la classe dominante, il faut s'employer à la démonter pièce par pièce inlassablement dans tous les domaines, pour démontrer aux travailleurs qu'on les manipule et que l'interprétation qu'on leur sert de la situation n'a finalement que l'apparence d'une histoire indépendante qui ne sert que les intérêts de ceux qui l'ont fabriquée pour mieux les asservir ou leur interdire d'accéder au processus matérialiste dialectique et historique inconscient qui a façonné leur propre histoire, leurs propres chaînes qu'ils doivent briser.

Engels poursuivait et allait encore plus loin, considérant que l'idéologie et tout ce qui y rapportait remplissait également une fonction objective et pas seulement subjective, ou qu'elle jouait à part entière "un rôle dans l'histoire" capable d'influencer son cours, on pourrait même dire que c'est la règle ou une des lois du processus matérialiste historique inconscient qui a présidé au développement de la civilisation humaine.

Engels - "A cela se lie également cette idée stupide des idéologues : comme nous refusons aux diverses sphères idéologiques qui jouent un rôle dans l'histoire, un développement historique indépendant, nous leur refusons aussi toute efficacité historique. C'est partir d'une conception banale, non dialectique de la cause et de l'effet comme de pôles opposés l'un à l'autre de façon rigide, de l'ignorance absolue de l'action réciproque. Le fait qu'un facteur historique, dès qu'il est engendré finalement par d'autres faits économiques, réagit aussi à son tour et peut réagir sur son milieu et même sur ses propres causes, ces messieurs l'oublient souvent tout à fait à dessein. "

A l'heure où la réaction mène une violente offensive tout azimut quasi permanente sur le plan idéologique et psychologique pour façonner les consciences des peuples dans le moule du nihilisme et du néolibéralisme, il y a ceux qui désertent sciemment ce combat et lui laisse le champ libre, et il y a ceux dont nous faisons partie qui la combattent avec acharnement et sans relâche depuis des années en se situant sur le terrain du socialisme.

Maintenant on a bien conscience qu'en présence d'imposture de part et d'autre, du côté de la réaction et du côté de ceux qui prétendent la combattre en la soutenant en réalité, toute discussion sur cette question tend à exprimer des interprétations influencées ou plutôt pervertis par des facteurs subjectifs à l'insu ou non de leurs auteurs qui ne peuvent mener que dans une impasse. Aussi il existe un moyen pour éviter de perdre son temps en tombant dans ce piège. Il suffit de déterminer de quelle manière ces représentations idéologiques dont parlait Engels s'insèrent dans le processus matérialiste dialectique et historique inconscient pour en découvrir la nature, la fonction et l'objectif, sans quoi on tombera soi-même dans la spéculation idéologique ou l'existentialisme, on s'égarera en s'éloignant de la réalité matérielle ou objective pour sombrer dans l'idéalisme, qui a pour seule fonction d'interpréter le monde mais non de le changer, abandonnant de fait l'objectif de notre combat politique.

Mais encore faut-il admettre ou avoir compris (donc avoir étudié) que chaque expérience ainsi que le cours de l'histoire correspondait à la mise en oeuvre des lois de ce processus matérialiste dialectique inconscient, sans quoi on sera amené à recourir à d'autres instruments pour interpréter chaque expérience sur lesquelles nous serons amenés à nous prononcer, qui nous induirons en erreur à la manière d'un philosophe idéaliste évitant soigneusement de s'attaquer aux rapports sociaux établis qui sont à l'origine de l'impasse dramatique dans laquelle se trouve plongée l'humanité de nos jours et y qui demeurera à défaut de parvenir à la compréhension de la nécessité historique de les renverser.

Notre interprétation de la société ou du monde, de la nature ou de l'univers doit refléter le plus fidèlement possible ce processus matérialiste dialectique, c'est le seul moyen pour pouvoir agir consciemment ou efficacement sur lui ou se donner les moyens de modifier consciemment son orientation, et si nous n'y parvenons pas, nous nous condamnerons à subir notre sort indéfiniment.

Le matérialisme dialectique est à la fois un processus objectif qui participe à la transformation de chaque chose (ou être vivant) selon ses propres lois, et un instrument au départ subjectif, qui en ayant le pouvoir d'agir sur la matière qu'on se destine de traiter, possède la vertu de pouvoir la transformer ou d'agir sur son destin à la manière d'un facteur objectif.

On en revient toujours à la même question qu'on préfère souvent éviter de se poser, à savoir quelles est sincèrement la véritable nature de notre engagement politique, son objectif, ce qu'on veut vraiment, continuer de vivre sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, s'y adapter en tentant de s'en sortir individuellement le mieux possible, auquel cas on se contentera d'infléchir l'orientation du cours de l'histoire, de réformer le capitalisme, on se servira du matérialisme dialectique uniquement à cette fin, ou au contraire on en fera un puissant instrument pour élever le niveau de conscience et d'organisation des masses exploitées afin de parvenir à s'émanciper de ce carcan et conquérir le règne de la liberté.

Comme nous l'avions observé dans plusieurs causeries antérieures, les discussions sur la laïcité et les conséquences de la propagande idéologique de la classe dominante avaient pour vertu de nous écarter de l'essentiel, à savoir qu'il n'existe pas cinquante manières d'interpréter le monde, idéaliste ou matérialiste dialectique, toute autre méthode consistant à mêler une touche d'idéalisme au matérialisme étant destiné ou conduisant à dénaturer le matérialisme, pour qu'on ne parvienne pas à saisir de quelle manière s'opère la transformation de la matière ou de la société et qu'on ne remonte pas à l'origine des rapports qui en ont déterminé l'orientation parce qu'on ne se destine pas de les changer.

On aurait pu tout aussi bien dire que l'idéalisme est le mode de pensée de la réaction pour interpréter le monde, et que le matérialisme dialectique était destiné à ceux qui combattaient sincèrement pour le changer. On pourrait aussi assimiler l'idéalisme à l'inconscience ou à l'ignorance des lois qui président à la transformation de chaque chose ou être, à l'évolution des rapports qui déterminent le cours de leur existence.

Rejeter le matérialisme dialectique revient à décider de demeurer ignorant ou inconscient. Dans ce cas-là, tout d'abord il faut l'assumer, ensuite on ne voit pas très bien quelle discussion on pourrait avoir avec des gens ou des militants aussi bornés, qui refusent d'évoluer ou de progression, et pour finir on ne voit pas très bien en quoi ils pourraient être utiles à notre cause.

En fait cette question est fort simple à poser. C'est comme pour faire une addition, soit on admet que dans le système décimal 1 plus 1 font 2, 2 plus 1 font 3, etc. soit on s'y refuse et on ne saura jamais compter, c'est aussi simple que cela. C'est déconcertant, n'est-ce pas ? On se demandera comment on a pu passer à côté aussi longtemps, mais c'est ainsi.

2e sujet

Ma connexion Internet a été coupée sans préavis par l'opérateur indien Reliance le 9 août dernier pour m'obliger à acquérir son nouveau modem au protocole G4. Celui-ci n'étant pas disponible dans un premier temps, puis passant de 899 roupies à 1.500 roupies une semaine plus tard, puis à 2.700 roupies vers le 20 août, de plus n'étant disponible qu'en ligne sur Internet avec un délai de livraiment indéterminé, 10 jours, 15 jours, voire plus m'a-t-on dit, ce n'est que le 23 août que je suis parvenu à me doter d'un nouveau modem de l'opérateur Vodafone, dont l'abonnement est quatre fois plus cher, mais je n'avais pas le choix puisqu'aucun autre opérateur ne couvre le village où j'habite. Et entre le 24 août et le 9 septembre Vodafone a coupé trois fois ma connexion pendant 7 jours au total (sur 14).

Privé d'Internet pendant 13 jours jusqu'au 23 août, il ne m'aura pas fallu plus de temps pour me désintoxiquer de cette addiction et prendre de nouvelles résolutions ou tirer des enseignements de cette expérience.

Dorénavant, je n'actualiserai plus les infos en bref, on se contentera de causeries ou de chroniques.

Je ne me connecterai à Internet que 3 fois par semaine maximum pour m'informer et lire mon courrier. Quand je ne m'occuperai pas de mes affaires, je consacrerai mon temps libre à la lecture et à l'écriture.

Personne ne m'ayant contacté ou s'étant enquis de ce que je devenais depuis le 5 août, date à laquelle le portail avait cessé d'être actualisé, j'en ai conclu sans surprise que tout le monde s'en foutait et que je pouvais encore repousser son actualisation.

Le monde est bien moche et les gens sont logiquement à son image, ce dont ils n'ont pas conscience, tout comme ils ignorent sans être forcément être habités de mauvaises intentions le mal qu'ils peuvent causer autour d'eux, pour cette raison et pour rester fidèle à nos principes, nous nous passerons de les juger, la vie est assez injuste ou s'en charge à sa manière pour qu'on n'en rajoute pas.

Les causeries ne serviront plus désormais qu'un objectif uniquement personnel, qui consistera à fixer mes idées pour ne pas les perdre et pouvoir y réfléchir à nouveau ou les pousser plus loin, en vérifier leur valeur au fil du temps ou les modifier si nécessaire, si bien que personne n'est appelé à les partager, encore moins encouragé à les adopter, selon le principe que chacun doit assumer ses responsabilités, et tant pis pour ceux qui n'en sont pas capables.

On a passé beaucoup trop de temps à se justifier, dans un contexte de réaction sur toute la ligne où on avait conscience de lutter à contre-courant à l'intérieur d'un mouvement ouvrier toujours plus décomposé, dont l'orientation était dirigée dans une direction opposée à l'objectf (historique) politique de son combat, de sorte qu'il n'y a pas lieu de s'étonner du résultat quasi nul auquel nous sommes parvenus.

Cela dit, mes convictions politiques demeurent intactes, j'ai même l'impression de n'avoir jamais été aussi calme et lucide. Cependant il m'aura manqué certaines qualités ou plutôt capacités qu'il est trop tard pour acquérir, il serait inutile de le regretter.

Il y a encore un tas de choses à étudier, mais il y en a une qui me tient particulièrement à coeur de clarifier.

Quelle stratégie adoptée qui combinerait à la fois (ou simultanément) le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière et le combat pour conquérir notre liberté, notre émancipation du règne du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la servitude humaine, le premier ne devant pas annihiler le second comme ce fut le cas jusqu'à présent malheureusement.

Comment concilier les deux combats en une prise de conscience unique, universelle. Comment profiter des avantages ou privilèges liés à notre statut personnel quand c'est le cas sous le régime capitaliste, tout en combattant pour être libre de choisir notre destin, en ayant conscience que cela demeurera toujours inaccessible dans une société divisée en classes.

Comment profiter de la vie, des moments de bonheur ou de plaisir qu'elle nous procure, ce qui est parfaitement légitime, sans jamais perdre de vue la nécessité d'agir pour qu'ils ne soient plus le pendant des nombreux sacrifices qui nous sont imposés par leur société ou qu'on s'impose soi-même, et que l'humanité toute entière y ait droit également.

Comment répartir notre temps libre qui est forcément compté ou réduit, de sorte qu'on en consacre une partie au combat pour notre idéal.

Comment faire prendre conscience aux différentes couches de travailleurs qu'ils doivent prendre en mains leur destin et que c'est parfaitement possible, dès lors qu'on ne leur demande pas de sacrifier leurs relations familiales, leurs passions quand ils en ont, leur activité culturelle, artistique, sportive, etc.

Jusqu'à présent nous avons été incapables d'y parvenir puisque toutes les conceptions de la lutte de classe qui ont été adoptées pour construire le parti se sont soldées par un échec.

En reliant cette réflexion aux idées que j'ai développées sur la démocratie, j'en suis arrivé à la conclusion qu'en aucun cas il ne faudrait construire un parti de masse et que ce fut la plus grave erreur des bolcheviks. Car à partir de ce moment-là, la démocratie qu'incarnait les travailleurs organisés les plus conscients devait se dilluer et se transformer en son contraire, dans le cas du parti bochevik cela déboucha sur le stalinisme et sa bureaucratie monstrueuse qui étouffera la démocratie et lui sera fatale, mais pas seulement ce qui est une autre histoire.

Cela ne signifie pas pour autant qu'il faudrait construire un parti réservé à une élite quelconque, de préférence des intellectuels ou des membres des couches supérieures du prolétariat qui auraient acquis un certain niveau de conscience politique, pas du tout puisqu'ils seraient condamnés à stagner puis à se scléroser pour terminer complètement décomposés comme on a pu l'observer, un peu à la manière des aristocrates qui sous l'Ancien régime se reproduisaient entre eux et étaient voués à la décadence ou à la débilité.

Le parti correspond à la fois à une nécessité historique disons sociale qui est liée au développement des forces productives et de la lutte des classes dans des conditions qui nous sont imposées et dont il faut parvenir à prendre conscience, et à une nécessité qui ressort de la nature (psychologique) imparfaite de l'homme, mais qui est susceptible d'évoluer ou de s'élever à un niveau de conscience couvrant l'ensemble du processus dialectique matérialiste qui parcourt la longue et douloureuse épopée de la civilisation humaine.

Le parti doit combiner ces deux nécessités pour réunir les conditions qui lui permettront de mener à bien sa tâche historique, dont celle d'incarner la démocratie puisque les masses ne disposent pas des qualités requises pour l'exprimer.

Tous les discours sur la conquête ou reconquête de la démocratie ne sont que pure démagogie, parce que la démocratie qui ne se décrète pas ou ne correspond en aucun cas à un acte de volonté, à une décision politique, elle n'est pas et ne sera jamais le produit spontané conscient qu'on a voulu nous faire croire. Pour exister à l'échelle des masses ou de la majorité du peuple, il faudrait qu'il soit placé dans des conditions sociales favorables, de sorte qu'il soit en mesure de capitaliser les enseignements des nombreuses expériences auxquels il aurait participé au cours d'une longue période, afin de venir définitivement à bout des idées (préjugés, superstitions, etc.) et des comportements (archaïques, rétrogrades, etc.) profondément ancrés dans son inconscience, qui lui furent inculqués par la classe des exploiteurs, autrement dit que la quantité se transforme en qualité à la longue pour donner naissance à un homme nouveau, libre, débarrassé des rapports issus de la société divisée en classe qui l'empêchait de faire consciemment sa propre histoire.

Le parti ne doit être composé que de militants conscients de l'ensemble du processus dialectique matérialiste et historique, les éléments les plus conscients de la classe ouvrière et au-delà de cette classe, qui s'engagent à acquérir un niveau de conscience toujours supérieur, à agir dans la vie quotidienne ou en toutes circonstances conformément à ce niveau de conscience, ce qui nécessite qu'ils soient en permanence en contact avec les masses d'où ils tireront matière à leur propre évolution, mais aussi pour vérifier qu'ils mettent bien en pratique la théorie dont ils se réclament ou qu'ils sont censés avoir acquis.

Le parti doit être ouvert à tous ceux qui sont prêts à s'engager sincèrement dans cette voie, et qui acceptent de suivre une formation (continue, pratiquement à vie) pour progresser sur les plans politique et individuel, en plus de participer à la lutte de classes ou aux différentes activités politiques du parti en fonction de leur disponibilité, facultés, sans remettre en cause leur vie de famille ou porter préjudice à leur activité professionnelle, partant du principe que chaque militant dispose de sa propre

personnalité qu'il faut à tout prix respecter, sachant que chacun a connu au cours de son existence des expériences particulières dont il faut impérativement tenir compte, afin que ce processus de maturation ne soit pas vécu comme une contrainte ou prenne la forme d'un embrigadement auquel cas il conduirait infailliblement à un échec ou à une désertion, mais s'inscrive dans la vie comme une nécessité, un engagement conscient donnant un sens à leur vie, pour incarner l'idéal humaniste le plus élevé qui soit donné à l'homme de concevoir.

On a parfaitement conscience que cette définition du parti écarte d'emblée des millions de travailleurs, ce qui est inévitable, mais rien n'empêcherait de les organiser dans d'autres structures ou de les faire participer à nos activités politiques, c'est même une obligation. Car il s'agit là uniquement de redonner au parti sa place dans le processus révolutionnaire, et non de se substituer aux masses et aux institutions qu'elles créeraient au cours de la révolution, et si c'était au parti et aux courants ou tendances du mouvement ouvrier qui auraient participé à la prise du pouvoir que reviendrait de former le gouvernement, le renversement du régime ne pourrait être que le produit du soulèvement révolutionnaire du prolétariat, encore faudrait-il que le parti ait conquis au préalable la direction du mouvement ouvrier.

La situation politique actuelle prouve à sa façon, que rejeter les enseignements de la lutte de classe du passé ou tourner le dos au socialisme ne pouvait conduire qu'à la déchéance du mouvement ouvrier, ne pas en être convaincu, c'est n'avoir rien compris et annonce inévitablement des jours encore plus sombres et dramatiques. On se demande jusqu'où il faudra que le monde s'enfonce dans la barbarie pour que se produise un sursaut salutaire du mouvement ouvrier ou que son avant-garde rompe avec l'opportunisme qui la mine depuis plus d'un demi-siècle. Il faudra peut-être attendre que ses dirigeants aient trépassé pour qu'on veuille bien porter un regard objectif ou impartial sur leurs théories et analyses, et qu'on s'aperçoive du bien-fondé de nos critiques, ce qui paraîtra peut-être prétentieux mais est inévitable, car nous n'oserions pas formuler cette prétention si nous n'avions pas acquis la conviction que nos propres théories et analyses étaient fondées, cohérentes et sérieuses.

Sachez encore que j'en suis le premier choqué et que plus d'une fois, que dis-je, en permanence, jusqu'à l'obsession je n'ai cessé de me demander si je n'étais pas dans l'erreur, et si j'avais le droit de m'exprimer de la sorte pour ne l'avoir jamais envisagé ou souhaité ; en fait je ne m'étais jamais préparé à devoir affronter une telle situation, préférant rester confortablement dans l'ombre plutôt que me mettre ainsi en avant, sans être certain de pouvoir l'assumer. La seule chose qui m'a convaincu d'agir ainsi ou de poursuivre cette activité politique, reposait sur le fait que je n'avais jamais été guidé par de mauvaises intentions et d'avoir fait preuve d'une loyauté absolue, et en être arrivé à la conclusion que dans de telles conditions je ne pouvais pas nuire à notre cause, au socialisme.

3e sujet

- L'Inde déconseille aux touristes de porter des jupes ou des robes «trop courtes» - 20minutes.fr 30.08

Vivant en Inde depuis plus de 20 ans (22 au total), compte tenu de la profonde arriération de la majorité de la population, de la promiscuité régnante due à la surpopulation, de la frustration sexuelle dont souffre la plupart des Indiens des deux sexes due à des principes religieux ou une éducation archaïque, j'estime que cette recommandation relève du bon sens le plus élémentaire ou sert à protéger les femmes du harcèlement et du viol très répandus, et qu'il n'y a pas lieu de la condamner, contrairement aux abrutis de petits-bourgeois, gauchistes ou opportunistes du mouvement ouvrier qui crient au scandale et considèrent que ce conseil porterait atteinte aux droits des femmes ou aux libertés individuelles.

Comme très souvent et on peut l'observer dans tous les pays, les petits-bourgeois ont la fâcheuse tendance de se comporter en irresponsables ou inconscients impatients en prenant leurs désirs pour la réalité, et qui tels des réactionnaires encouragent les pires provocations gratuites qui feront par la suite éventuellement l'objet d'actes violents dont des innocents seront victimes, et qui serviront de prétexte au législateur pour adopter de nouvelles mesures répressives ou liberticides.

Non, quels que soient notre condition, notre statut social, notre degré de conscience, tout n'est pas possible dans une société divisée en classes soumise à des rapports de domination qui engendrent inégalités et injustices en tous genres. Et gare à celui qui n'en a pas conscience, qui pourrait facilement se tromper de combat et se retrouver au côté de la réaction, ce qui est de plus en plus le cas de nos jours.

L'évolution des mentalités ou le respect du principe selon lequel on ne peut empiéter sur la liberté individuelle de chacun pour faire valoir nos droits, ne peut concerner qu'une infime minorité de la population dans une société où l'immense majorité demeure exclue du progrès social, ou lorsque le progrès social n'a pas été le produit de la lutte de classe, mais a été importé avec les capitaux des puissances occidentales qui ont été à l'origine du développement économique et industriel.

4e sujet

L'éditorial n°51 de La Tribune des Travailleurs (POID) signé D. Gluckstein titrait : Le Brexit leur brûle les doigts. Vous le trouverez sur Facebook à l'adresse de La Tribune des Travailleurs en date du 17 aôut.

Voilà l'analyse et la conclusion auxquelles je suis parvenu à la lecture de ce savoureux éditorial. On y reviendra ensuite point par

point pour étayer chacune de mes affirmations ou chacun de mes arguments, ainsi chacun pourra suivre ma démarche et vérifier

L'opération consistait ici à instrumentaliser le Brexit en falsifiant à la fois son origine, son contenu, son objectif ainsi que les conséquences que les différents protagonistes étaient en droit d'en attendre, de manière à justifier une ligne politique opportuniste axée sur la rupture avec l'Union européenne qui consiste à faire croire qu'elle contribuerait à modifier les rapports entre les classes en faveur de celle des exploités et à alimenter l'illusion que ce facteur serait déterminant pour rompre avec la politique mise en oeuvre par les représentant de la classe dominante, alors qu'en réalité il ne changerait absolument rien, puisque c'est la Constitution et les institutions nationales britanniques qui demeurent les garants des intérêts de la classe des capitalistes et des rapports établis entre les classes, ainsi qu'avec l'ensemble des institutions financières et politiques internationales, institutions nationales britanniques que les travailleurs britanniques doivent impérativement abattre pour pouvoir envisager sérieusement leur émancipation du capital, objectif que ne partage pas le POID pour se contenter de réformes démocratiques bourgeoises qui profiteraient à certaines couches privilégiées du prolétariat ou qui contribueraient à assurer la stabilité du régime dans la mesure où elles seraient compatibles avec son existence, conformément à sa nature sociale qui est étrangère au socialisme.

Il commençait par dresser une liste d'arguments avancés par les autorités britanniques figurant comme autant d'obstacles ou de prétextes pour retarder la rupture avec l'UE, donc laissant entendre qu'elles auraient été opposées au Brexit, alors qu'on se souvient que le Brexit l'emportait dans tous les sondages y compris avant même que ce référendum soit officialisé et qu'il a été conçu ou provoqué par l'oligarchie financière anglo-saxonne dans le cadre de sa stratégie pour mieux soumettre l'UE à son talon de fer en émancipant l'impérialisme britannique des contraintes économiques et politiques croissantes qu'elle allait imposer à l'UE, tout en lui permettant de conserver les avantages liés aux rapports ou traités signés antérieurement avec l'UE sans en subir les inconvénients, autrement dit créer une situation favorable à l'expansion de l'impérialisme britannique lié organiquement à l'impérialisme américain (depuis le XIXe siècle) au détriment de l'UE qui leur est soumise.

Il ira plus loin dans l'imposture, pour la couvrir en quelque sorte, en affirmant que la bourgeoisie britannique ne voulait pas s'engager dans la voie du Brexit, pardi, pourquoi ne pas lui demander d'avouer qu'elle en était à l'origine ou qu'elle l'avait provoqué, ce qui devait aboutir à rendre confuse au possible ou incompréhensible la situation aux militants ou aux travailleurs, qui de fait se retrouvaient face à une impasse politique, étant donné que rien n'était possible sans rompre avec l'UE et que manifestement cette rupture était impossible en observant ce qui se passait en Grande-Bretagne.

Vous croyez qu'à ce stade Gluckstein se serait dit, bon, d'accord, j'ai compris on s'est fourvoyé depuis 24 ans en axant notre politique contre l'UE, c'est contre les institutions nationales qu'il fallait concentrer notre combat, et bien pas du tout, la suite le confirmera.

Passons sur le lieu commun qui en guise de diversion consistait à rappeler que toutes les couches de la bourgeoisie britannique n'étaient pas alignées sur la même position, que certaines étaient favorables au Brexit, alors que d'autres y étaient farouchement opposées, puisque la Grande-Bretagne demeure l'une des places financières parmi les plus puissantes du monde, la seconde après les Etats-Unis, et que dans ces conditions la bourgeoisie britannique est totalement inféodée à l'oligarchie financière qui détient le pouvoir, ses états d'âmes témoignent uniquement de son impuissance face à la crise du capitalisme dont elle subit les conséquences qui se traduisent par des réajustements permanents ou des purgent parmi ses membres quand certains ne sont pas contraints à disparaître comme d'ailleurs dans tous les pays occidentaux. Que chacune de ses couches tienne à tirer le meilleur parti de ses rapports avec l'UE, cela fait partie de la règle du jeu et pas davantage.

Cet aspect de la situation ne nous concerne qu'à la marge, puisque l'objectif de notre combat politique ne consiste pas à se contenter de conditions d'existence plus ou moins supportables sous telle ou telle régime dirigée par telle ou telle couche de la bourgeoisie, mais à renverser la bourgeoisie au pouvoir. Que l'on exploite quand cela est possible les contradictions qui existent entre les différentes couches de la bourgeoisie est une chose, encore faut-il que cette tactique demeure subordonnée à notre objectif politique, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Ensuite, le contenu du vote du 23 juin devait être sciemment et systématiquement occulté, car parmi les diverses raisons pour lesquelles des millions d'électeurs avaient voté oui à la sortie de l'UE, figurait un nationalisme exacerbé alimenté par la montée du racisme et de la xénophobie liée à l'immigration encouragée par l'UE (et les Etats-Unis via la Turquie) combinés à la crise sociale, qui ne pouvait pas constituer un argument pour se féliciter du Brexit ou lui donner un caractère social permettant de justifier la ligne politique du POID axée sur la rupture avec l'UE, il fallait donc nier les faits ou les tronquer, pour finalement falsifier les rapports existant entre les classes, ce qui une fois de plus devait contribuer à rendre incompréhensible la situation.

Une telle manipulation est d'une extrême gravité, car elle sert à camoufler sur quelle orientation politique se situent les partisans de la rupture de l'UE, qu'il s'agisse des travailleurs ou des militants en général, corporatiste, nationaliste, réactionnaire, donc très éloignée du contenu social que les opportunistes lui prêtent pour justifier leur ligne politique, qui du coup prend un tout autre éclairage ou permet de comprendre que l'objectif politique qu'ils affichent ne sert qu'à masquer leurs réelles intentions.

Pour mener à bien cette opération de camouflage, Gluckstein avait appelé en renfort le Financial Times qui avait déclaré que Brexit avait été "un vote de classe", on vient de voir de quoi il en retournait en réalité pour ne pas s'y attarder. Ce qui ne pouvait pas être le cas de Gluckstein, qui au contraire et sans se soucier de l'orientation politique du vote des électeurs en faveur du Brexit,

y verra un levier dont la classe ouvrière britannique pourrait se servir dans son combat pour rompre avec l'UE ou imposer le Brexit et non pour mener le combat politique dans la perspective du renversement des institutions nationales britanniques et de la rupture avec le capitalisme qu'il faut préserver à tous prix.

Cette dernière affirmation pourrait laisser perplexe plus d'un lecteur et ce serait normal, faut-il encore l'étayer, c'est ce à quoi nous allons nous employer sur le champ et nous finirons par là.

L'axe du Brexit ou de la rupture avec l'UE demeure l'unique ligne politique de ce courant politique fossilisé, POID ou POI, leur référence à la rupture avec la Ve République n'étant pas suivie d'effets, elle leur sert uniquement de gage ou de couverture disons de gauche. Gluckstein devait le rappeler lui-même en affirmant à propos du Brexit que "la question sera au centre des congrès du Labour Party et des Trades Unions prévus au mois de septembre", comme si quelque chose de bon pour les travailleurs et les militants pouvait encore sortir des congrès de ces organisations totalement inféodées au capital, pourries jusqu'à la moelle depuis des lustres, on baigne là en plein délire ou négation de la réalité une fois de plus, mais il n'en a cure, témoignant que la culture des illusions dans les appareils contre-révolutionnaires coïncide avec ses véritables intentions politiques et que partant de là il ne peut pas définir une ligne politique indépendante du régime en place ou axée sur son renversement.

En France, il a réussi pendant plus de 25 ans à imposer cette impasse politique à ses troupes non sans quelques péripéties accessoires et il continue en écrivant "Le même problème n'est-il pas à l'ordre du jour en France" qu'en Grande-Bretagne, la rupture avec l'UE, mais bon, il aurait pu aller raconter cela aux Grecs, quoique ils n'ont toujours pas compris non plus qu'il leur faudrait au préalable renverser leurs institutions nationales pour se débarrasser ensuite du capitalisme et de l'UE, de la troïka.

Travailleurs, militants britanniques, votre destin est suspendu aux résolutions des congrès des organisations qui vous ont conduits là où vous en êtes, autant dire que si "le Brexit (...) brûle les doigts" de la bourgeoisie britannique, avec la ligne politique définie par Gluckstein si vous ne supportez plus de crever à petit feu vous pouvez tout de suite vous brûler la cervelle, les travailleurs et militants français sont invités à en faire autant en poussant un dernier cri de désespoir : vive le socialisme !

En épilogue (à développer).

Le stalinisme prit la place de la social-démocratie dégénérée, le trotskysme qui épaulait la social-démocratie dégénérée devait prendre celle du stalinisme devenu trop faible pour poursuivre son oeuvre destructrice...

Une histoire s'achève, soit le mouvement ouvrier tel qu'il s'était manifesté à l'heure de gloire du marxisme et de la révolution d'Octobre disparaîtra, soit il renaîtra des cendres purifiées des différents courants qui se sont consummés pour le meilleur et pour le pire lors de la lutte des classes au cours du XXe siècle et du début du XIXe siècle.

5e sujet

Apprenons à faire preuve de rigueur, bannissons autant que possible les généralités, les approximations, etc.

Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 - F. Engels

F. Engels - Le nombre des prolétaires et leur misère s'accroissent de plus en plus. Cela, affirmé d'une façon aussi absolue, n'est pas exact. Il est possible que l'organisation des travailleurs, leur résistance toujours croissante opposent une certaine digue à l'accroissement de la misère. Mais ce qui grandit certainement, c'est l'incertitude de l'existence. Fin

Ce qui n'est pas rigoureusement exact induit en erreur, contribue à donner une idée fausse de la situation à partir de laquelle on déduira des conclusions erronées ou on définira des tâches inappropriées...

De nos jours les uns et les autres évoquent la pauvreté sans qu'on sache précisément qui elle concerne et à quel niveau elle se situe vraiment, bref, ils racontent et en déduisent n'importe quoi ou ce qui les arrange... Un travailleur vivant seul au smic est pauvre, deux travailleurs vivant ensemble et disposant de deux salaires au smic le seront déjà beaucoup moins, etc.

6e sujet

Que vaut l'info suivante dans un pays où 90% des travailleurs n'ont absolument aucun droit, la plupart du temps même pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie, où ils n'existent pas pour ainsi dire ?

Facebook - La Tribune des travailleurs - 2 septembre 2016 – Grève générale en Inde : plus de 150 millions de travailleurs sont appelés à la grève en Inde pour demander le doublement du salaire minimum. Lors des négociations de ces derniers jours, le gouvernement central l'a augmenté à 5 euros par jour de travail. Les syndicats, revendiquent près de 10 euros par jour. Fin

On ne vit décidément pas dans le même monde ou alors il y a quelque chose qui m'a échappé.

5 euros quand le taux de change entre l'euro et la roupie se situe aux alentours de 75 roupies, cela donne un salaire journalier de 375 roupies brut ou net puisqu'il n'y a pas de retenues sur les salaires pour cause d'avantages sociaux inexistant, sachant que 90% des travailleurs indiens travaillent 6 jours sur 7 sans congés payés évidemment, cela donne en moyenne 24 à 27 jours de travail mensuel, multipliés par 375 roupies cela donne 9 à 10125 roupies, or autour de moi je ne connais pas d'Indiens qui perçoivent ce salaire, hormis les employés de Nilgiris une chaîne de supermarchés destinés aux classes moyennes et supérieures, des profs et quelques fonctionnaires.

En réalité le salaire minimum ne doit concerner que le salaire d'embauche des salariés de l'aristocratie ouvrière ou des grandes entreprises, des multinationales ou les fonctionnaires que représentent uniquement les syndicats.

Il faut savoir que lorsqu'une grève est annoncée en Inde, ce jour-là pour éviter les violences et les dégâts matériels l'immense majorité des patrons des grandes entreprises ou des multinationales indiennes ou étrangères ainsi que les commerçants prennent les devants, ils décident de laisser baissés leur rideau ou pratiquent le lock-out préventif, tous les transports en commun publics ou privés sont à l'arrêt systématiquement, toutes les administrations sont fermées, bref,c'est dimanche ou un jour férié supplémentaire pour leurs salariés si vous préférez. Tandis que l'immense majorité des travailleurs des PME et du secteur informel ou encore agricole trimeront normalement ce jour-là. Kumar, 36 ans, superviseur dans une exploitation agricole a travaillé le 2 septembre, Manikandan, 27 ans, qui est salarié dans un cabinet comptable a travaillé, Vidge, 20 ans, ouvrier au bobinage dans une société indo-germanique a travaillé, Murugan, 22 ans, chauffeur-livreur dans une PME a travaillé, Adilakshmi, 45 ans, ouvrière à l'emballage d'encens et savons dans une PME a travaillé, Selvi, 46 ans, femme de ménage a travaillé, etc.

Je ne connais pas tous leur salaire, celui de Vidje est de 6.000 roupies seulement, celui d'Adilakshmi 5.500 roupies, Manikandan et Murugan perçoivent le même salaire environ, Kumar, 6700 roupies pour un emploi de cadre, Jayanthi, 20 ans environ, pompiste, 4500 roupies, et je sais par Selvi que les femmes de ménage qui travaillent dans l'usine (de chaussures destinées à l'Italie) de sa patronne à Sanarapet qui emploie 200 ouvriers, perçoivent un salaire mensuel de 5000 roupies seulement pour 8 heures de travail journaliers 6j/7 hebdomadaire, les ouvriers 10.000 roupies pour des cadences de travail infernales et pas un seul jour de congé annuel, etc. Autant dire que la revendication salariale des syndicats ne les concerne pas et qu'ils s'en foutent éperdument.

Comment cela direz-vous, mais le salaire minimum c'est la loi, c'est inscrit dans le droit, les patrons doivent la respecter, non mais vous voulez rire ou quoi, l'Inde n'est pas un Etat de droit, ce n'est pas la France, puisque les travailleurs n'ont aucun moyen de faire respecter la loi, c'est comme si elle n'existait pas, c'est tout. Bien entendu si vous croyez les conneries qu'on vous raconte vous ne risquez pas de comprendre la situation sociale qui prévaut dans ce pays et bien d'autres dans le monde. On roule sans permis, sans assurance, sans casque, à 3, 4 ou 5 sur une petite moto ou un scooter, sans lumière, les pneus lisses, sans frein à l'avant, on s'arrête à un feu rouge devant un agent de police qui se tapera que vous ne respectiez pas la loi, la paix sociale n'a pas de prix, voilà tout.

Par contre il existe une autre revendication qui pourrait concerner des centaines de millions de travailleurs indiens que les syndicats ne s'aventurent pas avancer, celle des deux jours de repos hebdomadaires dont profite l'aristocratie ouvrière, généralement mais pas toujours, et les fonctionnaires, mais pas toujours non plus d'après ce que j'ai pu observer. Même sans contrat de travail, en dehors des travailleurs journaliers, la quasi totalité des salariés seraient concernés et il serait possible d'imposer ce droit aux patrons et aux travailleurs de le faire respecter, ce qui est le cas en grande partie du seul droit dont ils disposent, la journée de travail de 8 heures. Les patrons ne veulent pas en entendre parler évidemment, les syndicats corrompus non plus évidemment, tout est dans l'ordre des choses établies.

7e sujet

Populisme en oligarchie. Flagrant délit.

Mélenchon veut abolir «la monarchie présidentielle pour faire la VIe République» (LeParisien.fr 28.08), la preuve, il ne loupe pas une occasion pour faire allégeance à la Ve République quand il "félicite la décision du conseil d'Etat", la plus plus haute juridiction administrative de l'Etat, pour avoir suspendu vendredi l'arrêté pris le 5 août dernier par le maire Les Républicain, Villeneuve-Loubet, interdisant le burkini sur les plages de sa commune. Personne n'a précisé si l'apnée en surface était autorisée ou si les porteuses d'un burkini devraient plonger en eaux profondes au risque évidemment de se noyer pour échapper à ces milices de la pensée.

Notre charlatan a osé reprocher à "la droite et les autres" d'avoir l'intention de "mettre en place une police des mœurs", tandis qu'il n'a cessé dans le même registre de vilipender les préjugés des masses sur un tas de sujets traitant de l'égalité notamment en emboîtant le pas à la réaction néolibérale incarnée par Hollande et son gouvernement, le PS.

8e sujet

Les vives discussions que Trotsky eut avec des dirigeants américains sur la nature de l'URSS au milieu des années 30, se concentrèrent essentiellement sur le rôle de la bureaucratie stalinienne. (dans Défense du marxisme)

Trotsky estima que bien qu'elle soit au pouvoir et qu'elle incarnait la contre-révolution au sein de l'Etat ouvrier, la défense de l'URSS était la seule position conforme au marxisme qu'on pouvait adopter, dès lors il faut préciser qu'elle était combinée au combat pour une révolution politique ou le renversement de la caste bureaucratique au pouvoir. C'était une position de principe qui semble-t-il ne prenait pas en compte tous les aspects de la réalité liés à cette question ou ne tenait pas compte de la totalité de la dimension du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme à l'échelle mondiale ou sur le plan historique.

Car il se trouve que l'existence de la bureaucratie stalinienne était subordonnée à celle de l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre ou coïncidait avec lui, et que sans l'Etat ouvrier de l'URSS l'existence du stalinisme était compromise ou le stalinisme n'avait tout simplement plus aucune raison d'exister ou ne se justifiait plus puisqu'il était né uniquement en réaction à la révolution socialiste et dirigé contre elle.

On a pu observer en guise de preuve à cette affirmation, qu'un demi-siècle plus tard lorsque l'URSS implosera ou disparaîtra, le stalinisme se disloquera à son tour, aucun parti ou aucune section du Komintern ne passa cette épreuve sans en sortir laminé, partout dans le monde, à des rythmes différents, ils furent laminés, marginalisés, quand ils ne se fondirent pas dans des partis de nature réformiste bourgeoise ou disparurent, en Italie par exemple, en France, en Espagne, au Portugal, etc. ils devinrent moribonds, en Inde ils perdirent le Kerala qu'il gouvernait depuis des décennies, ainsi que Calcutta, bastion ouvrier ou industriel du nord de l'Inde, ailleurs en Asie, en Afrique ainsi qu'en Amérique latine, nulle part ils ne purent résister à la force centrifuge qui devait les emporter au cours de cette épreuve.

La dislocation du stalinisme ne signifia pas forcément qu'il aurait perdu le contrôle du mouvement ouvrier, principalement dans les syndicats, bien que sa direction soit dorénavant remise en cause ou largement entamée après avoir adopté ouvertement le réformisme bourgeois ou renoncé au socialisme conformément à sa véritable nature contre-révolutionnaire, il devait cependant continuer de se réclamer de la lutte de classes et revendiquer son héritage, condition sans laquelle il aurait totalement disparu et aurait dû céder la place à un véritable courant socialiste ou révolutionnaire, d'où le soutien que lui apportera le régime capitaliste sous différentes formes ou sur différents plans, électoral et financier essentiellement.

La question que je me suis posé est la suivante. Dès le milieu des années 30 qui devait se solder par la liquidation du parti bolchevik et de l'Internationale Communiste par Staline et ses misérables larbins, sachant que l'existence du stalinisme était conditionnée à celle de l'URSS, au pouvoir bureaucratique et dictatorial qu'il avait acquis au sein de l'Etat, et que ce pouvoir lui permettait de saboter toutes les révolutions dans le monde, Allemagne, Chine, Espagne, France, etc. de soumettre le mouvement ouvrier international à l'impérialisme ou au capitalisme mondial, de pourrir littéralement le mouvement ouvrier dans tous les pays où il était implanté, de préparer partout ses futurs et tragiques (multiples) défaites afin d'assurer la pérennité du capitalisme pendant encore de longues décennies avec les conséquences dramatiques que l'on sait pour des centaines de millions de travailleurs et leurs familles dans le monde, en fait sacrifier l'existence de plusieurs générations d'ouvriers, le tout au nom du socialisme ou du communisme totalement défiguré qu'il allait faire haïr à autant de travailleurs ou qui s'en éloigneraient définitivement, je me suis demandé si la défense de l'URSS valait vraiment ce prix, comment dire, incommensurable, ce sacrifice qu'on n'ose même pas évalué tant il fut hors norme, déterminant l'orientation ou le destin de la civilisation humaine, et si tel était le cas, j'aurais voulu qu'on m'expliqua pourquoi, au nom de quoi au regard de l'oeuvre destructrice qu'il allait minutieusement acccomplir avec ses conséquences catastrophiques pour l'humanité tout entière, je voudrais comprendre comment on a pu concevoir une telle position et s'y tenir pendant encore plus d'un demi-siècle, qui consistait à soutenir la principale condition (l'existence de l'URSS et sa défense) qui déterminait l'existence de ce monstre, le stalinisme, et quel profit le prolétariat mondial et le mouvement ouvrier international, le socialisme, étaient censés être en droit d'en attendre, absolument aucun comme chacun a pu ou peut le constater de nos jours.

J'en suis arrivé à la conclusion (en réalité depuis des années déjà sans avoir trouvé le temps de revenir sur cette question déterminante), que Trotsky s'était focalisé sur la défense de l'URSS en privilégiant (en le déformant) l'aspect objectif ou social qu'elle incarnait, au détriment de l'aspect subjectif ou politique lié au stalinisme, alors que rien ne permettait de le justifier puisque l'URSS était vouée à terme à disparaître, l'embourgeoisement du prolétariat en occident et la soumission du mouvement ouvrier contrôlé par les staliniens au réformisme bourgeois ne devaient pas contribuer à l'avènement d'une nouvelle direction renouant avec le marxisme ou le socialisme, dans ces conditions aucune révolution socialiste ne pourrait se produire et encore moins triompher, de sorte que l'espoir d'une révolution politique en URSS s'appuyant sur le développement de la lutte de classe en occident était un voeu pieux ou une vue de l'esprit sans rapport avec la réalité, abattre le stalinisme ou faire en sorte qu'il cesse de nuire au mouvement ouvrier international le plus tôt possible, aurait pu être aussi une position de principe, quitte à sacrifier l'existence de l'URSS qui ne correspondait pas à l'idée qu'on pouvait se faire d'un Etat ouvrier, et qui de toutes manières était condamné à disparaître.

Entre la fonction que le stalinisme remplissait en Russie et celle qu'il assumait à l'échelle mondiale, malgré lui parfois mais dont il se servira pour tromper des millions d'ouvriers dans le monde qui le confondront avec le socialisme ou le communisme pour assurer la stabilité du régime capitaliste, on a envie d'ajouter puisqu'il en est issu lui-même ou son existence en dépendait, j'en suis arrivé à la conclusion que lui couper les vivres aurait été le meilleur moyen de se débarrasser de cette vermine le plus rapidement possible.

L'Etat ouvrier de l'URSS a fait l'objet d'un fétichisme pour ainsi dire par principe, sans trop se préoccuper de savoir à qui il profitait ou à quoi il devait servir, pire encore, en s'en tenant à sa nature sur la base des rapports de propriété dont le contrôle ou la gestion en était inséparable, correspondait davantage aux critères qui définissent le fascisme plutôt que le socialisme, sur le plan politique, toute opposition au régime étant férocement réprimée, pendant que sur le plan économique une bureaucratie monstrueuse gérait les moyens de production pour son propre compte et celui de l'impérialisme en attendant des jours meilleurs ou d'en reprendre directement le contrôle.

Quant à l'argument selon lequel la bureaucratie stalinienne aurait joué malgré elle un rôle progressiste en certaines circonstances, il tenait davantage de la démagogie ou du proverbe qui veut qu'à quelque chose malheur est bon sans se demander à qui le malheur devait échoir et qui devait en profiter. Quand la bureaucratie stalinienne fut amenée à défendre l'existence de l'Etat ouvrier ou à prendre position en faveur de mouvements de libération nationale, ce fut uniquement pour briser son isolement et préserver son fond de commerce, en outre simultanément dans tous les pays où elle était implantée, elle soutenait la totalité des régimes réactionnaires en place et sabotait tout espoir de révolution.

Un demi-siècle plus tard ou davantage encore, on ne peut même pas lui attribuer d'avoir joué un rôle progressiste comparable à celui de la bourgeoisie lors de la période ascendante du développement du capitalisme, au regard de l'état de sous-développement dans lequel ont été maintenus la plupart des pays décolonisés ou ayant conquis leur indépendance dans lesquels elle était intervenue. Et ne cherchons pas quels avantages les peuples auraient pu tirer de son intervention politique sur le plan moral, sachant que l'existence du stalinisme tout comme le fascisme était incompatible avec l'expression des valeurs de la République ou les principes les plus élémentaires même déformés ou étriqués de la démocratie.

Un tel dévoiement du marxisme a peut-être eu pour origine le fait d'avoir confondu la nature et la fonction de l'URSS et du stalinisme ou de leur avoir attribué par erreur des propriétés qui correspondaient plus à l'un qu'à l'autre, pour avoir manqué de discernement lors de l'appréciation de l'évolution de leurs rapports ou n'en avoir pas tenu suffisamment compte en leur attribuant un pouvoir subjectif qui relevait plus de l'autosuggestion ou de la prophétie, au lieu de s'en tenir aux différents facteurs qui composaient le processus dialectique qui déterminait quelle nature et quelle fonction dominaient et seraient amenées à dominer dans le futur dans l'URSS et le stalinisme, au point de les diluer dans un fatras théorique relevant du sophisme en leur prêtant une double nature et une double fonction en perdant de vue qu'une seule l'emportait et l'emporterait par la suite, ce que les faits démontrèrent amplement par la suite, l'URSS était vouée à disparaître et elle a disparu et le stalinisme dont l'existence en dépendait devait l'imiter.

Au lieu de partir de ce constat et de s'y tenir pour définir une stratégie politique afin de doter le mouvement ouvrier international d'une nouvelle direction, on s'évertuera à défendre l'instrument à travers lequel le stalinisme exerçait sa dictature sur le peuple russe ainsi que sur le mouvement ouvrier international et qui garantissait son existence au profit du capitalisme mondial en dernière analyse, dont il était un agent avant d'en devenir une composante à part entière une fois le capitalisme rétabli en URSS (et ses satellites).

Et comment s'y est-on pris ? En leur prêtant une double nature, dont l'une ou l'autre devait être avancée ou l'emporter en fonction des circonstances, de sorte qu'il serait possible de se réclamer de l'une ou de l'autre en fonction de critères arbitraires ou pour justifier une ligne politique correspondant uniquement à des intérêts d'appareil, au point que leur véritable nature et fonction deviendront incompréhensibles pour la plupart des travailleurs et des militants, indéfendables s'agissant de l'Etat ouvrier pour peu qu'on aurait adopté cette position ou impossible à combattre efficacement s'agissant du stalinisme.

Après cela on pouvait se prévaloir de la dialectique ou du matérialisme dialectique qu'on avait mutilé entre temps, ce qui ne manquerait pas d'impressionner les ignorants ou les naïfs. Car si la transformation de la quantité en qualité constitue effectivement le rapport déterminant de la dialectique pour comprendre l'évolution de la matière, il aurait fallu en déduire sur la base des faits ou d'une simple observation, que l'Etat ouvrier issu de la révolution russe de 1917 avait changé de nature une fois conquis par le stalinisme, que les rapports de propriété établi en faveur de la classe ouvrière avaient été renversés par une contre-révolution qu'incarnait une caste bureaucratique réactionnaire qui dorénavant l'administrait provisoirement avant d'en remettre les clés aux capitalistes qui seraient issus de cette même caste parasitaire.

Non, tout n'est pas possible dans n'importe quelle circonstance.

Un chien qui a la rage, c'est toujours un chien, mais ce n'est plus tout à fait le même chien, jamais il ne redeviendra le chien en bonne santé que vous avez connu, et faute de pouvoir le soigner il faudra bien se résoudre à abattre cette malheureuse bête qu'on aimait tant.

Cela nous ramène à tous ces beaux et généreux principes dont on nous rebat les oreilles à longueur de temps pour nous convaincre qu'ils existeraient, alors qu'en réalité ils n'existent que sur le papier ou leur existence n'a jamais dépassé le stade de l'incantation, de la spéculation ou de la démagogie.

Le stalinisme s'était tellement identifié à cet Etat ouvrier que nous nous sommes évertués à défendre, que plus de deux décennies plus tard, pas un peuple de l'ex-URSS ou de ses satellites de l'Europe de l'Est ne le regrette ou n'aurait l'idée d'avoir

la tentation de vouloir renouer avec ce monstre, et pour l'avoir vécu au quotidien, j'estime qu'ils étaient suffisamment bien placés pour savoir de quoi il retournait et leur faire confiance.

Lénine, que citera Trotsky, affirmera qu'en fait d'Etat ouvrier, à bien des égards l'URSS présentait plutôt les caractéristiques d'un Etat bourgeois dont seule l'orientation était ouvrière ou socialiste, et que par conséquent sa bureaucratie présentait les mêmes défauts contre lesquels il fallait lutter pour qu'elle ne finisse pas par l'étouffer...

Lénine ne se faisait aucune illusion et analysait avec une lucidité implacable la situation critique de l'URSS et la bureaucratisation croissante de l'Etat qu'il combattait. C'était un héritage de l'ancien régime et non le produit du bolchevisme ou du socialisme, tout comme le stalinisme.

Il savait que le plus grand dirigeant, le penseur le plus génial de tous les temps, le parti le plus parfait, les intentions les plus généreuses, les discours les plus fameux, les institutions les plus démocratiques qui n'aient jamais existé ne suffiraient pas à eux seuls à venir à bout de plusieurs siècles d'obscurantisme, de superstition, d'ignorance, d'arriération, d'exploitation et d'oppression qui avait pénétré profondément le caractère des hommes, qui avaient façonné leur mode de pensée, qu'il faudrait des années ou des décennies avant que les hommes parviennent à penser autrement ou à intégrer les nouveaux rapports sociaux de production en tant qu'acteurs de leur propre destin sur un plan collectif, historique et conscient, et que pendant cette longue période il faudrait lutter sans relâche pour venir à bout définitivement des vieilles habitudes du passé...

Tout cela paraîtra peut-être à certains pour de la spéculation sans grand intérêt, sauf qu'on n'invente rien, qu'ils veuillent bien se remémorer les décennies pendant lesquelles la bourgeoisie lutta pour imposer son pouvoir face aux tentatives de restauration de l'Ancien régime juqu'au milieu du XIXe siècle.

On peut être pris de vertige ou de découragement face à la tâche colossale qui nous attend, sauf qu'on n'a pas le choix et on ne peut pas l'aborder en se berçant d'illusions qui seraient fatales à notre combat ou notre cause, en fait la question se réduit à savoir si on en a parfaitement conscience et si on accepte librement de s'engager dans cette voie ou si au contraire on baisse les bras ou on renonce à lutter pour notre émancipation.

En épilogue (à développer)

Dans d'autres textes ou entretiens de Trotsky de la fin des années 30, j'ai constaté qu'il avait bâti ses stratégies politiques sur des suppositions pour le moins hasardeuses ou des hypothèses, qui pires encore n'avaient absolument aucun lien avec la réalité et son évolution probable disons à 90% et auraient dû être éliminées juste après les avoir formulées, refusant d'admettre que le prolétariat ne prendrait le pouvoir nulle part dans le monde et qu'il n'y aurait jamais de révolution politique en URSS ou chez ses satellites, tout simplement parce qu'il n'existait pas la moindre trace d'un facteur subjectif permettant d'aboutir d'envisager sérieusement une autre conclusion, difficile à digérer, certes, mais conforme à la réalité à laquelle Trotsky avait tourné le dos.

Plus tard en France ses héritiers autoproclamés (lambertistes) s'en inspireront de toute évidence en sortant de leurs chapeaux la théorie foireuse de l'imminence de la révolution, ils tiendront ainsi en haleine pendant plusieurs décennies des dizaines de milliers de militants avant d'autodissoudre le parti (PCI) que ces militants sincères et courageux s'étaient acharnés à essayer de construire pour finalement en revenir... à un parti du type de la SFIO !

9e sujet

Défense inconditionnelle de la Syrie malgré Bachar al-Assad.

J'ai retrouvé le passage dont j'avais parlé un jour dans une causerie, où j'affirmais avoir adopté une position identique à celle de Marx, et l'avoir découvert par la suite et m'en être félicité. Extrait du recueil de textes Défense du marxisme.

Quand Marx et Engels défendirent l'Allemagne "malgré le Hohenzollern et ses junkers".

- L'exemple des guerres nationales bourgeoises renferme, effectivement, des leçons extraordinairement instructives, mais Shachtman est passé à côté sans y réfléchir. Marx et Engels aspiraient à une Allemagne républicaine unifiée. Pendant la guerre de 1870-71 ils se rangèrent du côté des Allemands, bien que les parasites dynastiques exploitassent et déformassent ce combat.

Shachtman insiste sur le fait que Marx et Engels se tournèrent sans délai contre la Prusse dès qu'elle annexa l'Alsace et la Lorraine. Mais ce changement d'attitude ne fait qu'illustrer notre pensée avec encore plus de clarté. Il est impossible d'oublier une seule minute qu'il s'agissait d'une guerre entre deux Etats bourgeois. Ainsi le dénominateur de classe était commun aux deux camps. On ne pouvait donc décider de quel côté se trouvait le "moindre mal" -dans la mesure où l'histoire laissait le choix- qu'en fonction de facteurs complémentaires. Du côté des Allemands il s'agissait de créer un Etat bourgeois national, comme arène de l'économie et de la culture. L'Etat national constituait alors un facteur historique progressiste. Dans cette mesure Marx et Engels

se tenaient du côté des Allemands, malgré le Hohenzollern et ses junkers. L'annexion de l'Alsace et de la Lorraine brisait le principe de l'Etat national, tant vis-à-vis de la France que vis-à-vis de l'Allemagne et préparait la guerre de revanche. Il est naturel que Marx et Engels se soient alors brutalement retournés contre la Prusse. Ils ne risquaient pas en cela de rendre service à un système économique inférieur face à un système supérieur, les rapports bourgeois, je le rappelle, dominant dans les deux camps. Si la France, en 1870, avait été un Etat ouvrier, Marx et Engels se seraient trouvés de son côté dès le début du conflit puisque - on éprouve quelque malaise à le rappeler- le critère de classe dirigeait toute leur activité.

(...)

Lénine déduisait la politique du défaitisme du caractère impérialiste de la guerre; mais il ne s'arrêtait pas là. Il déduisait le caractère impérialiste de la guerre d'un stade spécifique du développement du régime capitaliste et de sa classe dirigeante. Et précisément parce que le caractère de la guerre est déterminé par le caractère de classe de la société et de l'Etat, Lénine nous recommandait de faire abstraction de circonstances "concrètes" telles que démocratie ou monarchie, agression ou défense nationale, pour définir notre politique vis-à-vis de la guerre impérialiste...

10e sujet

Après la bikinisation de la fin des années 60 qui annonçait l'émancipation pornographique des bonnes consciences de gauche qui rivalisera avec celle de la réaction, voilà le temps venu de la burkinisation des esprits placée sous le signe du populisme généralisé flirtant avec le communautarisme et le corporatisme en guise de camisole de force dans laquelle ils veulent enfermer ou étouffer la société, dont la décadence et le délitement préfigurent l'agonie des valeurs et principes que la civilisation humaine avait mis des millénaires à se forger.

Quand un militant a demandé naïvement sur la page Facebook de La tribune des travailleurs pourquoi le POID ne se prononçait pas sur cette question, il s'est vu répondre le 25 août : "notre boussole reste la lutte de classes...", ce qui signifiait qu'il n'entendait pas se mêler à la guerre idéologique et psychologique que menait la classe dominante pour briser la résistance des travailleurs à sa politique ultra réactionnaire, qui se traduira par la neutralisation de la lutte des classes au profit de la classe au pouvoir ou du régime en place, CQFD.

Vaut mieux s'attarder sur les conséquences plutôt que les causes pour que rien ne change. Les commentateurs de tous poils sont prolixes quand il s'agit de traiter les déclarations et les mesures prises suite à la prolifération du burkini, mais quand il s'agit d'en analyser les causes et de remonter à son origine pour le caractériser politiquement, il n'y a plus personne.

Les partis ouvriers refusant toujours de caractériser le PS, ses satellites et ses alliés, la nature du régime en place ou plus précisément son évolution, ils ne peuvent pas non plus caractériser l'orientation du mouvement ouvrier, ils en sont même arrivés à un degré de décomposition qui leur interdit de caractériser les miliciens de Daesh et autres fanatiques acquis à l'idéologie wahhabite, qui parce qu'ils s'attaquent à la classe ouvrière ont rejoint les rangs du lumpenprolétariat au côté de l'extrême droite. Quand une femme n'est plus vraiment une femme, qu'un homme n'est plus tout à fait un homme, alors il est permis de penser tout et son contraire, c'est pratique pour camoufler toute sorte d'impostures.

Les penseurs ou idéologues chargés de la propagande de la réaction doivent observer non sans une certaine satisfaction la lente et inexorable désagrégation de tous les courants du mouvement ouvrier tous corrompus par le régime. Un exemple.

J'ai lu sur Facebook que le POID avait publié l'info relative à la rencontre programmée entre les dirigeants de la CGT et de FO prochainement comme si cela présentait un intérêt supérieur et surtout sans y ajouter le moindre commentaire. Du coup, comme c'était à prévoir parce que les dirigeants de ce courant politique savent parfaitement ce qu'ils font ou pourquoi ils le font sans toutefois l'assumer, un militant a cru bon d'ajouter un commentaire laissant planer le doute sur ce qui pourrait ressortir de cette réunion, histoire d'alimenter les illusions dans les appareils pourris de ces syndicats que partagent les militants de ce parti notamment, tandis que ses dirigeants leur sont soumis, alors que la CGT a appelé à voter pour le candidat de l'extrême droite néolibérale en 2012, Hollande, et que Mailly à sa carte au PS qui soutient la politique ultra réactionnaire du gouvernement, et qu'ensemble ils ont organisé 13 journées d'action bidon pour faire passer la loi Travail.

Si la transformation de la quantité en qualité constitue le processus déterminant de la dialectique (selon Trotsky) et donc du marxisme, force est de constater que le POID l'ignore, puisque parvenu à un certain nombre de journées d'action sans lendemain (ou même avant !), 3,4, peut-être 5, il était devenu évident ou il fallait en conclure qu'elles avaient été conçues uniquement dans le but d'aider le gouvernement à faire passer cette loi et qu'il fallait cesser d'y participer, pire, d'y appeler, qu'il fallait les condamner en tant que telles de manière à briser les illusions que les militants et les travailleurs auraient pu placer dans les appareils vendus des syndicats, afin de les organiser sur une ligne politique indépendante de ces agents du capital, de façon à tisser des liens avec de nouveaux travailleurs et éventuellement en recruter, c'est en tout cas l'orientation politique qu'aurait adoptée un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Toujours dans la page Facebook du POID (La Tribune des travailleurs), j'ai constaté qu'il y avait eu un échange entre des militants et la direction du POID sur la question du burkini, et l'attitude du POID ayant été épinglée par un militant, quelques jours plus tard

le commentaire qui avait été ajouté par la direction du POID avait disparu. En quoi cela aurait-il une importance ? Dans la mesure où cela démontre que les dirigeants du POID naviguent à vue, qu'ils n'ont en réalité aucune ligne politique, aucune stratégie pour construire le parti, ce sont de vulgaires manoeuvriers à l'instar de feu Lambert et rien de plus.

On conçoit très bien qu'on puisse adopter une position sur une question et qu'on soit amené à en changer à un moment donné, cela nous est tous arrivé un jour, encore faut-il le faire proprement, en ne camouflant pas ses erreurs ou errements ce qui est le pire des comportements, mieux en les reconnaissant, en les caractérisant politiquement de manière à en tirer des enseignements, sans quoi il sera impossible de corriger la manière hasardeuse ou approximative dont on appréhende les événements ou la situation.

11e sujet

Si j'ai continué à actualiser ce portail, c'est parce que je ne supportais pas qu'on laissa à des réactionnaires déguisés en progressistes le monopole de l'interprétation de la guerre idéologique et psychologique que menait la classe dominante contre tous les peuples, d'autant plus que leurs conclusions contribuaient à cautionner ou justifier, à pérenniser son hégémonie sur la société au lieu de la combattre pour y mettre un terme.

Ce qui caractèrise la situation, c'est l'impasse politique dans laquelle nous nous retrouvons, situation qui semble inextricable où l'extrême confusion règne, ce qui est dû au rôle que joue le PS et ses satellites et alliés, ce qui a été rendu possible par le fait que pendant 70 ans on s'est acharné à refuser de le caractériser tel qu'il était réellement, tout en le justifiant par des procédés malhonnêtes qu'on a été jusqu'à théoriser, ce qui rend le combat contre l'opportunisme difficile et incompréhensible à la plupart des militants.

Aucune expérience humaine n'a de sens, dès lors qu'on en ignore l'origine et l'effet qui en découlera selon les conditions historique dans lesquelles elle s'est réalisée. Cette ignorance est à l'origine du processus dialectique inconscient qui a déterminé ou accompagné le développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours. Les hommes s'employèrent à la combattre sans jamais parvenir à en prendre réellement conscience, hormis quelques rares penseurs géniaux en avance sur leur époque, qui parvinrent à découvrir les lois qui l'entretenaient pour le meilleur et pour le pire, et les moyens d'y mettre un terme afin que les hommes parviennent à faire leur propre histoire consciemment pour enfin vivre en paix.

Ces lois et ces moyens nous les connaissons à travers l'oeuvre que nous ont léguée les marxistes. Mais là encore ils ne devaient pas suffire, il fallut que les hommes les interprètent et les déforment chacun à leur manière en fonction de leurs propres expériences ou plus précisément de l'interprétation de leurs propres conditions au point de rendre cette théorie méconnaissaible ou inopérante, ce qui devait nous ramener au niveau de l'arriération politique qui prévalait plus de deux siècles en arrière.

Il était entendu que cette ignorance ne serait définitivement vaincue que lorsque les hommes seraient parvenus à s'émanciper du règne de la nécessité, et qu'avant d'y parvenir leur principale tâche devrait consister à la combattre sur tous les fronts, pour préparer les conditions qui permettraient enfin d'en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui incarnait plus que tout cette ignorance du développement historique qui avait contribué à forger la civilisation humaine et à la faire progresser.

Au lieu de combiner le combat sur le plan social et politique et le combat contre la guerre idéologique et psychologique menée par la classe dominante, on jugea que la lutte des classes suffirait à atteindre cet objectif ou à faire progresser le niveau de conscience des masses exploitées, sans se soucier du cours qu'elle pourrait prendre ou de la manière dont elles interprétaient la lutte des classes, sachant que seule une infime minorité y participait pendant que l'immense majorité continuait de la subir. Du coup, au lieu de progresser, le mouvement ouvrier et l'ensemble de la société ne cessèrent de regresser, de se décomposer pour finalement être livrés à la pire barbarie et s'éloigner un peu plus du règne de la liberté, idéal qu'on n'ose même plus formuler ou espérer, pour ne pas dire qu'on s'est résigné à notre triste sort.

Les opportunistes, traîtres, renégats, charlatans, aventuriers, nous abreuvent de grands discours faisant l'apologie de la résistance du peuple opprimé, qu'ils n'auront eu aucun mal à produire pour être la copie conforme de ceux qu'ils tenaient un demi-siècle ou plus en arrière, et qui déjà à cette époque sous couvert qu'ils répondaient au mouvement spontané des masses exploitées étaient inadaptés, du fait qu'ils se situaient en dehors de toute perspective historique, en se gardant bien de caractériser son orientation qui faisait la part belle aux pires illusions (réformistes), longue expérience au cours de laquelle les travailleurs ne retiendraient aucun enseignement, tandis que les militants du mouvement ouvrier ne progresseraient pas non plus, bien au contraire.

Si de nos jours des réactionnaires en tous genres passent pour des résistants au régime et se font entendre bruyamment, tandis que les véritables opposants politiques sont marginalisés et inaudibles, c'est parce qu'ils n'ont pas réussi à tenir un discours aux masses qui corrrespondait à leur véritable condition, dans laquelle est incluse leur perception ou leur interprétation de la société autant que leur propre condition sociale, déterminant la manière dont s'exerce sur eux l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui conditionne en grande partie leur comportement (et leurs idées), y compris envers la lutte des classes et le mouvement ouvrier à laquelle elles ne participent pas ou dans lequel elles refusent de s'engager.

On dit que les conditions objectives seraient amplement réunies depuis longtemps déjà pour passer du capitalisme au socialisme. On affirme que le niveau atteint par le développement des forces productives, des sciences et des techniques permettrait de satisfaire les besoins de l'humanité entière. On estime qu'au stade de l'impérialisme, le capitalisme en concentrant et en rationalisant au maximum la production, en la socialisant, a réalisé une des conditions favorisant le passage au socialisme, alors qu'on n'a pas cessé de s'en éloigner au cours des dernières décennies pour ne pas remonter plus loin, sans réellement se demander ou comprendre pourquoi dès lors que la réponse à cette question débordait du cadre étroit de notre conception figée et bornée, dogmatique de la lutte de classe, qui finalement ne concernait qu'une minorité de travailleurs engagés dans le mouvement ouvrier parmi les mieux nantis et abandonnant au passage l'immense majorité qui servirait à assurer la stabilité du régime et des institutions.

La classe dominante l'a fort bien compris, et c'est la raison pour laquelle elle a développé une multitude d'instruments (de propagande) pour mieux maintenir les travailleurs dans l'ignorance ou les abrutir, on pense immédiatement aux médias, à la publicité, aux instituts de sondages, auxquels il faut ajouter l'alcool, la drogue, la pornographie, le sport, les jeux vidéos, les jeux d'argent, internet, etc. en multipliant aussi les ONG ou les associations en tous genres, les partis, les syndicats, les think tanks, etc. qui tous véhiculent son idéologie, ce qui ne devait pas vraiment aider à la combattre (sic!), mais plutôt pour y être davantage soumis à leur dépend.

On peut toujours nier que tous ces instruments exerceraient une influence sur le mode de pensée ou le comportement des travailleurs ou faire comme s'ils n'existaient pas, c'est ce qu'on s'est appliqué à faire jusqu'à présent avec le résultat que l'on sait. Sachant que leur objectif est de neutraliser la lutte de classe du prolétariat, on peut dire que ces instruments s'inscrivent parfaitement dans cette perspective ou la servent sans que les travailleurs et la plupart des militants en aient conscience. Donc ne pas les aider à en prendre conscience revient à les laisser là où ils en sont, ou à permettre à ceux qui les manipulent ainsi ou formatent leur conscience de continuer leur sale besogne ou nuire à leurs intérêts.

12e sujet

L'espèce humaine a évolué et elle aspire au progrès social, sans pour autant être parvenue à se réapproprier sa propre nature, ce qui lui fait courir le risque de s'accommoder de la barbarie (ce qui a toujours été plus ou moins le cas soit dit en passant) ou de s'y identifier pour n'avoir pas été capable de franchir la dernière épreuve ou le stade du règne de la nécessité, ce qui la condamnerait à une dépendance pire que toutes celles qu'elle a connues dans le passé ou à une régression sans fin qui la ramènerait à l'époque de la sauvagerie.

13e sujet

Nous disions que la démocratie n'a jamais existé et que les conditions pour qu'elle se réalise un jour n'étaient pas prêts d'être réunies, sauf à se leurrer et prétendre que la majorité de la population pourrait parvenir à s'élever à un niveau de conscience supérieur, ce qui manifestement demeurera du domaine de l'utopie pendant encore de nombreuses décennies ou davantage encore.

Ainsi la démocratie ne peut exister qu'à travers les éléments les plus conscients de la société qui sont une minorité et le resteront encore fort longtemps et il ne peut pas en être autrement. Partant de ce constat, soit on admet que cette minorité peut gouverner pour le compte de la majorité qui demeurera encore en grande partie ignorante ou inconsciente, tout en s'appuyant sur celle-ci et en l'aidant à progresser, soit on le refuse et dans ce cas-là on se condamnera à ce que ce soit toujours une minorité qui gouverne pour le compte de la minorité des exploiteurs. Il n'existe pas de troisième voie ou de voie du milieu.

Autrement dit, on a le choix entre tenir compte des enseignements de la lutte de classes du passé et notamment de la Commune et de la révolution russe de 1917, ce qui implique de construire un parti qui rassemble ces éléments conscients et d'en former de nouveaux, soit on rejette ces enseignements et on se condamne à vivre sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui ne peut plus prendre désormais qu'une tournure particulièrement violente ou barbare.

On a cru que les enseignements du marxisme n'étaient plus appropriés à notre époque et qu'il fallait les abandonner ou s'en détourner parce qu'ils constituaient un obstacle à toute issue politique à la crise du capitalisme, alors qu'en fait ils recelaient les moyens pour vaincre tous les obstacles qui se dressaient sur notre chemin pour renverser l'ordre établi.

On peut prêter aux hommes toutes sortes de qualités ou de défauts, toutes sortes d'illusions ou d'idées lumineuses, il n'en demeure pas moins que le constat que nous venons de dresser s'impose à nous qu'on le veuille ou non, et le fait que l'immense majorité le rejette prouve à sa manière le bien-fondé de nos conclusions ou leur légitimité.

Personne, pas un militant ne peut se réclamer du marxisme, du socialisme ou du communisme s'il rejette ces conclusions, s'il se détourne tout simplement de la réalité puisqu'il s'agit uniquement de cela ici, et non d'une interprétation, d'une théorie, d'une doctrine ou je ne sais quoi encore où se mêleraient inconsciemment les intentions (subjectives) de son auteur qui pourraient contribuer à déformer la réalité.

Même en Russie en 1917 ou de 1917 à 1924 la démocratie n'a jamais existé réellement ou alors seulement à travers une toute petite poignée de dirigeants du parti bolchevik qui impulsaient sa politique, et encore puisque lorsque l'occasion se présenta ils furent submergés par une horde d'éléments inconscients qui les renversa. La démocratie fut renversée dès que le majorité qui n'y était pas préparée ou ne remplissait pas les conditions pour l'incarner et la faire vivre s'émancipa du pouvoir qu'exerçaient sur elle ces dirigeants les plus conscients et ainsi vainquit la contre-révolution ennemi de la démocratie.

Si maintenant on confond la démocratie avec la libre expression de la majorité sans se soucier de son niveau de conscience ou qu'on attribue à la démocratie les mêmes qualités qu'à n'importe quelle assemblée qui réunirait la majorité du peuple, cette définition l'abaisserait au niveau d'un exercice ne présentant aucun intérêt puisque les délibérations qui en sortiraient ne pourraient pas correspondre aux besoins de la majorité dont le niveau de conscience n'aurait pas suffisamment évolué, et les représentants qui pourraient s'exprimer en son nom ne pourraient qu'appartenir également à des couches plus ou moins arriérées de la population.

La question n'est pas de savoir si on est pour ou contre la démocratie, puisque nous sommes tous censés y adhérer, mais de savoir comment ou dans quelle condition elle pourrait s'exprimer avant de pouvoir être réellement effective de manière à finir par s'imposer.

Il est évident que pour qu'une assemblée de représentants du peuple puisse fonctionner démocratiquement, il ne suffit pas qu'ils soient élus comme le veut l'idée reçue, il faut qu'ils soient en mesure de se prononcer librement sur des mesures qui appartiennent à des domaines très divers qu'ils n'ont pas forcément étudiés ou qu'ils ne maîtrisent pas ou encore qu'ils méconnaissent totalement, pour les éclairer des études ou des rapports ainsi que leurs conclusions peuvent être mis à leur disposition pour qu'ils y réfléchissent tranquillement, faut-il encore qu'ils disposent des capacités intellectuelles requises pour mener à bien ou à fond leurs travaux, investigations ou réflexions, les placer dans une perspective historique. Or ce sera rarement le cas ou seule une minorité en aura réellement les moyens, du coup ce sera la majorité qui décidera de l'orientation de la société, majorité qui ne sera pas apte à incarner la démocratie ou qui sera influencée par des facteurs étrangers à la démocratie, de telle sorte que les décisions qu'elle sera amenée à adopter ne correspondront pas à l'exercice de la démocratie ou ne pourront donc pas forcément exprimer la démocratie tout en se parant des apparences de la démocratie.

Jusqu'à présent on s'était contenté d'une définition de la démocratie approximative qu'il nous faut corriger, restrictive ou limitée à l'expression de la majorité en négligeant un facteur déterminant qui allait être à l'origine de bien des confusions et qu'il nous faut introduire dans notre définition pour la rendre cohérente, à savoir que l'exercice de la démocratie ne se réduit pas à donner la parole à la majorité ou à ses représentants sans se soucier de leurs intentions, de leurs expériences, de leur niveau de connaissance ou de conscience, faut-il encore qu'ils aient conscience que les mesures qu'ils adopteront s'inscriront dans un processus matérialiste, dialectique et historique (à l'échelle mondiale) et correspondront bien aux besoins de la majorité du peuple sans empiéter sur ceux des générations futures, sans oublier les ressources de notre planète qui ne sont pas illimitées.

On aura compris que la démocratie est une forme de gouvernance idéale, qui requiert des conditions qui ne peuvent pas être remplies sous un régime où la minorité exploite et opprime la majorité ou détient tous les pouvoirs. Dans le cadre du règne de la nécessité où l'homme en est encore à faire sa propre histoire inconsciemment, la République que l'on peut considérer comme la forme juridique la plus élevée ne peut être compatible avec l'exercice de la démocratie, hormis lorsque les intérêts de la minorité se confondent avec ceux de la majorité ou de l'ensemble de la société, dans tous les autres cas elle sera bannie de l'exercice du pouvoir. Elle est donc réduite ou soumise aux caprices ou à l'évolution des besoins du capitalisme, de la minorité qui détient le pouvoir, ainsi qu'aux aléas de la lutte des classes.

C'est d'ailleurs uniquement la lutte de classe du prolétariat qui permet de nos jours d'exprimer la démocratie, tandis que l'oligarchie financière y est farouchement opposée. Plus la couche de la classe dominante qui concentre le pouvoir économique est réduite, plus son pouvoir politique tendra à être despotique.

L'élection présidentielle est l'expression achevée de la négation de la démocratie, dans la mesure où un seul homme ou une seule femme se substitue à tout un peuple pour déterminer son destin, tel un monarque, un empereur ou un bonaparte.

Cette question n'est pas sans rapport avec celle de la tutelle d'une autorité supérieure sous laquelle la plupart des gens acceptent de se placer, ce qui revient à admettre qu'ils ne sont pas aptes à décider de leur propre sort. Quant à ceux qui prétendent s'en passer, leur statut n'est guère plus enviable, puisqu'en réalité ils subissent passivement le sort qui leur a été réservé ou s'en accommodent hypocritement parce qu'ils en tirent quelques satisfactions, quand ils ne se prennent pas pour cette autorité supérieure elle-même!

Dieu, l'Etat et l'uniforme en général en imposent à tous les crétins de la terre, autant que leur propre ignorance qui leur tient lieu de guide ou leur inspirent le respect, la crainte jusqu'à l'ivresse du fanatisme déguisée en anges gardiens de leur misérable destin qu'ils auront pour seul horizon tout au long de leur existence.

Pour l'ignorant la camisole de force de la servitude dans laquelle il évolue est rassurante, et il y demeurera attaché aussi longtemps qu'il n'aura pas fait personnellement l'expérience qu'il peut s'en passer et continuer de vivre normalement ou mieux

de préférence.

On a pu observer qu'il ne suffisait pas de vivre une expérience, d'en prendre conscience, d'en tirer des enseignements pour la reproduire ou non dans l'avenir ou pour qu'elle se grave profondément dans notre cerveau et détermine un changement radical ou irréversible dans notre comportement ou notre manière d'appréhender la réalité. Comme on a pu observer que la modification ou plutôt l'amélioration de notre condition sociale d'existence, ne se traduirait pas forcément par une élévation de notre niveau de conscience, qui demeurera en grande partie surfaite car présentant inconsciemment de nombreuses lacunes, au point d'être remise en cause à la première occasion quand l'évolution de la situation nous sera défavorable. Et lorsqu'on ne tiendra pas compte de l'ensemble de ces rapports ou qu'on se leurrera sur leur nature et leur évolution, on sera amené à interpréter de façon erronée la signification de leurs manifestations ou leur orientation, allant jusqu'à adopter ou soutenir des mesures contraires à nos intérêts ou à notre cause, passant de la gauche à la droite, voire à l'exxtrême droite sans même s'en apercevoir.

Pour qu'il en soit autrement, une des deux conditions suivantes devraient être impérativement réunie, soit qu'on soit parvenu en régime capitaliste à saisir l'ensemble du processus dialectique historique inconscient dans lequel s'insère notre propre expérience, soit que les rapports sociaux aient été inversés au profit de la classe des exploités au pouvoir et qu'on participe consciemment à l'élaboration d'une société nouvelle sur cette base, de sorte que notre niveau de conscience se nourrisse de notre expérience et progresse sans cesse.

On a pu constater qu'il ne suffisait pas de participer à la lutte de classe pour élever son niveau de conscience politique, tout comme il ne suffisait pas d'avoir lu l'ensemble des oeuvres des marxistes pour maîtriser le matérialisme dialectique et l'appliquer à la lutte de classe, parce qu'on continue à des degrés divers de subir inconsciemment l'influence de la société divisée en classe dominante et dominée ou tous les rapports dans lesquelles s'exprime cet antagonisme qu'on tend à reproduire, c'est-à-dire, sans que notre expérience de la lutte de classe aussi riche et longue qu'elle ait pu être ou que nos lectures aussi savantes fussent-elle, n'aient contribué à modifier notre comportement dans la vie quotidienne ou nos rapports à l'ensemble de la société qui finalement l'emportent sur nos bonnes ou généreuses intentions, ainsi que notre engagement politique sur lequel on se leurrera volontiers.

Si on commet une grave erreur en pensant qu'il suffirait d'accumuler des connaissances et des expériences pour atteindre un niveau de conscience supérieure ou qui coïnciderait avec la prise de conscience du processus dialectique historique inconscient qui détermine le cours de l'humanité ou le développement de la civilisation humaine, on en commet une toute aussi grande en croyant qu'il suffirait d'avoir pris conscience de l'existence de la lutte des classes ou qu'il suffirait d'avoir développé une conscience politique pour véritablement progresser, puisque les faits ne cessent de démontrer le contraire au regard des rapports qu'on entretient quotidiennement, autrement dit, il ne suffit pas de tout ramener à la politique ou avoir acquis une conscience politique ne nous conduit pas la plupart du temps à utiliser le matérialisme dialectique pour interpréter nos expériences de la vie quotidienne de sorte que notre état de conscience ne progressera pas ou tendra en permanence à nous tirer en arrière, à nous faire régresser, y compris sur le plan politique.

Ce que je voulais dire par là, c'est que la conscience politique à elle seule ne suffit pas à faire un militant conscient incarnant le socialisme ou apte à revendiquer la direction du mouvement ouvrier ou de prendre la direction des masses à un moment donné.

On sait que pour que le passage au socialisme puisse être sérieusement envisagé, il faut impérativement que certaines conditions objectives et subjectives soient réunies. Mais ce qu'on a ignoré ou laissé de côté, c'est que ces conditions objectives pouvaient constituer un obstacle à la prise de conscience de la nécessité historique de se débarrasser du capitalisme ou au mûrissement des conditions subjectives en corrompant les couches du prolétariat qui par leur statut privilégié devaient en tirer profit en priorité et s'adapteraient au capitalisme au lieu de le combattre, tandis que les couches les moins favorisées et les plus arriérées continueraient de vivre comme si ces conditions objectives n'étaient toujours pas mûres pour être confrontées quotidiennement à une multitude de difficultés matérielles et connaître des conditions de travail ou d'existence plus largement insupportables qui accapareraient entièrement leurs cerveaux et donc les empêcheraient de penser à autres choses ou d'envisager la possibilité de changer la société, pour finalement se détourner de la politique ou laisser le soin à d'autres de décider de leur sort et ainsi ne jamais progresser.

Sans que cela corresponde forcément, ceux qui bénéficient de conditions matérielles privilégiées parmi les exploités ont généralement acquis un niveau intellectuel, de connaissance et de conscience supérieur par rapport aux couches les plus défavorisées ou arriérées du prolétariat, ce qui les désignent de préférence pour parvenir à élever leur niveau de conscience politique à celui du socialisme ou prendre conscience du processus matérialiste dialectique inconscient qui préside au cours de l'histoire, pour prendre la direction du prolétariat organisé, le mouvement ouvrier, afin d'entraîner au combat contre le régime capitaliste les couches les plus arriérées ou l'ensemble des exploités...

Or il s'avère que parmi les dirigeants de ces couches privilégiées, aucun n'a réellement été capable d'atteindre ce niveau de conscience et d'accomplir cette tâche pour n'avoir pas identifié la nature des nouveaux obstacles que le développement et l'orientation du capitalisme mondial allait contribuer à faire naître au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours et qu'il fallait combattre résolument et inlassablement, lorsqu'ils ne s'en sont pas détournés volontairement pour ne pas avoir à affronter le régime et à avoir à justifier leur adaptation au capitalisme ou au réformisme après avoir renié ou trahi secrètement le socialisme.

Les auto-proclamations, les étiquettes gratuites, les légendes mêmes, les formules et autres citations apprises par coeur et répétées en boucle, les discours dithyrambiques, l'emploi de sophismes maquillés en syllogismes, le culte du secret et de la personnalité, la théorisation de leurs errements, de l'opportunisme en fait, le tout frappé du sceau du marxisme ou du socialisme (du trotskysme) allait contribuer à marquer si profondément les esprits des travailleurs de bonne foi ou plutôt naïfs qui allaient rejoindre leurs organisations, qu'ils ne se rendraient jamais compte qu'ils renonçaient à acquérir un esprit libre ou critique qui leur serait indispensable pour progresser et participer à l'orientation de leurs partis que finalement ils subiraient, jusqu'au jour pour l'immense majorité d'entre eux où ils ne le supporteraient plus, en seraient exclus ou en démissionneraient discrètement ou avec fracas sans véritablement comprendre ce qui leur était arrivé.

Ce sont ces couches privilégiées dont sont issus la quasi-totalité des dirigeants de l'avant-garde, qui ont failli à doter le mouvement ouvrier d'une nouvelle direction.

14e sujet

Encore un mot sur la démocratie.

Quand environ 80% du peuple continue de voter aux élections présidentielles pour un monarque, un empereur ou un bonaparte, on est en droit de déduire de cette simple observation, qu'il est toujours aussi ignorant et qu'il n'est pas prêt pour la démocratie, en fait c'est comme s'il n'avait pas évolué depuis l'Antiquité, ce que confirme le retour actuel à la pire des barbaries.

Combien, 90 à 95% de la population est exclu des institutions qui gèrent la société et décident de son orientation , et à peu près le même nombre ne participent pas aux organisations ou partis qui sont censées combattre pour l'influencer ou à la lutte de classes.

La démocratie représentative, du suffrage censitaire au suffrage universelle, n'a jamais incarné que les intérêts d'une minorité d'exploiteurs ou d'exploités, excluant de fait l'immense majorité des travailleurs spoliés du droit de faire valoir leurs besoins légitimes, ce qui est tout à fait logique ou inévitable et compréhensible, puisqu'ils entreraient forcément en contradiction avec ceux de la classe des exploiteurs qui détient le pouvoir.

La démocratie représentative en régime capitaliste ou le parlementarisme bourgeois devait servir l'illusion que le peuple opprimé pourrait utiliser cet instrument politique pour satisfaire ses besoins ou éventuellement conquérir le pouvoir politique à cette fin, or cela allait s'avérer impossible, pire, une fois cette expérience vécue une multitude de fois pendant de nombreuses décennies ou admis que théoriquement il ne parviendrait jamais ni au pouvoir ni à satisfaire ses besoins par cette voie, au lieu de la dénoncer et de cesser d'y participer on a persisté à la cautionner et à conduire ainsi le peuple dans une impasse politique dont il ne devait rien sortir évidemment, s'en étonner de nos jours révèle notre ignorance ou notre incapacité à faire preuve du moindre discernement.

Ce sont les mêmes qui revendiquent la démocratie et la liberté d'expression, sans se soucier de leur contenu ou à qui, à quelle classe elles profitent de préférence, à quelle fin ou pour quel usage dont devait inévitablement être exclue la majorité de la population laborieuse ou pire, en faire les frais en collaborant à cette escroquerie qui devait la précipiter dans la barbarie.

Quand on sait pertinemment que la règle d'un jeu est faussée, on a le choix d'y participer ou non, et si on décide malgré tout d'y participer, non seulement on va au-devant de déboires annoncées, on accepte par avance plus ou moins inconsciemment d'en partager la responsabilité ou qu'elle nous soit imputée, ainsi que les conséquences cruelles ou dramatiques qui l'accompagneront, autrement dit en acceptant de lier notre sort à ceux qui nous ont imposé cette règle, on a abdiqué notre indépendance sans laquelle il sera impossible de changer cette règle de sorte qu'elle nous soit favorable, du coup il ne nous restera plus qu'à subir notre condition.

Ce qui nous intéresse en priorité, c'est de découvrir ou de remonter à l'origine des difficultés que nous rencontrons pour avancer vers le socialisme, contrairement aux opportunistes, charlatans ou aventuriers qui s'en réclament et ne s'intéressent qu'aux conséquences de la survie du capitalisme.

J'ai bien été obligé de constater que ma démarche n'intéressait finalement personne, ce qui ne m'a étonné qu'à moitié à vrai dire. Chacun de mes lecteurs ou correspondants se sont focalisés sur tel ou tel aspect de ma démarche, prétexte qui devait finalement les conduire à la rejeter en bloc, sans jamais que je sache pourquoi, alors qu'elle consistait à intégrer dans notre analyse de la situation l'ensemble des facteurs qui la composaient, dont il faut préciser qu'une grande partie d'entre eux faisaient justement l'objet d'une censure ou d'un déni de la part des représentants de la classe dominante et des dirigeants du mouvement ouvrier sans que cette coïncidence ne les interroge ou ne les choque plus que cela, à croire qu'ils ne sont pas davantage mûrs pour la démocratie.

Ils sont comme tous ces gens qui ne supportent pas qu'on dise ce qu'on pense, sans se soucier de savoir s'ils sont particulièrement susceptibles ou trimballent derrière eux un tas de problèmes de tout ordre qui leur rendent l'évocation de la réalité douloureuse ou insupportable, au point de se sentir systématiquement visés ou jugés et de ne pas le tolérer, alors qu'en fait cette intention m'a toujours été étrangère, sauf envers moi-même. En réalité, ils se supportent pas eux-mêmes tels qu'ils sont

mais ils ne peuvent pas l'admettre. Ils préfèrent semble-t-il la compagnie des menteurs, des flatteurs, des démagogues, des imposteurs, bref, tous ces gens pour lesquels la loyauté, la sincérité, l'honnêteté, la modestie, sont autant de qualités incompatibles avec leur ambition, leur statut ou l'exercice de leur fonction d'agents du régime.

Il faut dire aussi que tous ceux qui se sont connectés sur ce portail ou courant politique avaient connu auparavant des désillusions plus ou moins douloureuses qui ne les portaient pas à s'engager à nouveau ou qui allaient servir de repoussoir à tout nouvel engagement, ce contre quoi j'ai essayé de lutter en vain, sans avoir vraiment le choix des instruments pour mener ce combat puisque je ne disposais que d'Internet pour communiquer avec eux, rien ne remplaçant apparemment le contact physique.

Ce qui prédomine désormais chez les militants, c'est le scepticisme, la conviction que le combat pour le socialisme serait perdu d'avance, et que tout discours ou toute orientation politique axé sur le socialisme ne mérite plus aucun intérêt, alors que je me serai démené comme un forcené pour les convaincre du contraire.

Ce sont les éclopés de la lutte de classe qui ont atterri vers ce portail, les paumés, les déçus qui n'espéraient ou ne croyaient déjà plus en rien, ils n'étaient plus aptes à entendre un discours différent des autres, cherchant la moindre petite faille pour vous fausser compagnie à la première occasion ou disparaître sans la moindre explication, jamais je ne chercherai à les rattraper car je savais que ce serait inutile.

De mon côté, si j'avais trouvé un groupe de militants ou un parti qui partageait ma démarche, ma méthode, mes principes, mon analyse de la situation, qui cultivait les qualités auxquelles je suis attaché, j'y aurais adhéré immédiatement même si nous avions eu quelques désaccords politiques sur certaines questions. C'était peut-être trop demander à mon tour pourrait-on penser. Je ne le crois pas, si demain Marx ou Lénine revenait parmi nous et créait un parti, je suis certain que j'y retrouverais ma démarche, ma méthode, mes principes, mon analyse de la situation, ainsi que les qualités auxquelles je suis attaché, et si le compte n'y était pas ou presque, je me dirais que c'était sans doute de mon côté qu'il faudrait en chercher l'origine.

J'en suis arrivé à la conclusion qu'aucun courant du trotskysme n'était parvenu à assurer la continuité du marxisme et qu'on avait commis la terrible erreur de croire le contraire, pour n'avoir pas compris que ce qu'ils avaient retenu du trotskysme, c'était justement ce que Lénine n'avait jamais supporté chez Trotsky. Et ce n'est pas un hasard si le premier principe que les courants lambertiste et pabliste balancèrent était celui qui incarnait le léninisme, le parti de type communiste ou bolchevik, pour revenir à un type de parti social-démocrate qui est voué à connaître le même sort que celui de la IIe Internationale, il suffit d'observer le POI, le POID et le NPA pour ne même pas avoir à se poser la question. LO n'est qu'une caricature grotesque du parti bolchevik, populiste ou gauchiste, dogmatique selon les circonstances, crypto-stalinienne, qui sert de repoussoire à la construction du parti.

15e sujet

- Présidentielle : un sondage donne la gauche éliminée au premier tour dans tous les cas - LeMonde.fr 07.09

Et dire que les uns et les autres se précipitent pour participer à cette mauvaise farce. A rayer des partis de gauche (ou centriste), tous les partis qui participeront à cette élection présidentielle, tous ceux qui n'appelleront pas à son boycott.

Vous voulez faire table rase du passé et vous n'êtes pas foutus de faire le ménage au présent. Bordel, soyez cohérent, sérieux. Diable, un peu d'audace, un peu de courage !

Haut de page

Le 22 septembre 2016

CAUSERIE

Remettre les pendules à l'heure prend du temps.

Cette causerie est aussi bordélique que celle du 9 septembre et je n'ai pas ni le courage ni le temps de la mettre en forme. Mettez-vous un instant à la place d'un homme au foyer, c'est déprimant parfois, mais jamais humiliant, vive les ménagères, quelles braves femmes, et au diable les féministes que j'enverrai bien trimer au fond d'une mine, égalité avec les hommes oblige ! Vous me connaissez, j'adore les femmes, propres seulement !

Depuis le 9 septembre j'ai cumulé les emmerdements : l'inverteur qui me fournit du courant par l'intermédiaire de deux batteries quand il y a une coupe d'électricité a brûlé lors d'un violent orage, tropical évidemment, c'est très exotique mais franchement je

m'en passerais bien. J'ai attendu trois semaines la réparation, on me l'a enfin rapporté, mais quelques jours plus tard je me suis aperçu qu'il était brûlant parce que le ventilateur ne fonctionnaire, ils sont venus le reprendre il y a une semaine et depuis je téléphone chaque jour pour savoir où ils en sont, heureusement en attendant ils m'ont fourni un autre inverteur ; ensuite la machine à laver est tombée en panne pour la énième fois, j'ai réussi à la réparer ; après ce fut le tour du mixeur que j'ai réparé également ; j'ai pété mes lunettes de soleil, ici c'est indispensable puisque le soleil est au rendez-vous quotidiennement, sauf disons une trentaine de jours par an ; en me levant la nuit j'ai marché sur mon sac posé sur le sol et je les ai écrasées, quelle connerie vous avouerez, je deviens vieux ! des Ray Ban, un luxe ici, mais mes yeux n'ont pas de prix, donc je suis bon pour économiser pour m'en racheter une paire ; ma compagne Selvi est tombée malade, puis ce fut le tour de sa fille, son frère, bref, la galère car chaque fois Selvi se rend chez eux pendant plusieurs jours pour s'occuper de leurs gosses, faire le ménage, ils la prennent pour leur bonne, ce qui a le don de m'exaspérer, ils sont incapables de s'assumer, passons ; comme je le raconte plus loin je suis allé un nombre de fois incalculable à Pondichéry chez Reliance et Vodafone ; les trois avocats que j'avais contactés par courriel à Marseille et Aubagne pour s'occuper de l'affaire de mon épouse (dont je suis séparé) contre la Caf se sont désistés, j'en déduis que le monde judiciaire est bien pourri aussi, mais par chance la Caf ne lui réclame plus que 1.600 euros au lieu de 21.000, suite semble-t-il à tous les courriels que je leur avais adressés pour démontrer qu'elle n'était pas une fraudeuse et que la Caf était dans son tort, enfin, quand même une bonne nouvelle, un grand soulagement ; j'ai eu moins de succès dans l'affaire qui m'oppose au sale type qui m'avait volé 500.000 roupies, il a réussi à filer en douce en France il y a deux mois, parce mon abruti d'avocat n'a pas fait son boulot, depuis je l'ai recontacté par téléphone et SMS (texto) et j'attends toujours ses explications, une sérieuse prise de tête en perspective, il est aussi arriéré qu'un conducteur de rickshaw illettré ; et pour finir mes chèvres qui sont trois maintenant m'ont fait des misères, j'ai dû réhausser et consolider leur enclos fait de morceaux de bois et de ficelles qu'elles bouffent ! mais bon elles sont adorables et parfument agréablement l'atmosphère.

Et puis j'ai continué mes travaux et c'est encore loin d'être terminé, ce n'est franchement pas du luxe vous pouvez me croire, c'est juste pour ne pas avoir davantage d'emmerdements, je vous passe les détails. Quand on n'a pas de fric, le matériel et l'outillage adéquats, tout devient forcément très ou plus compliqué, mais bon cela force à faire preuve de patiente et d'imagination, ce qui ne veut pas dire que je le prenne toujours très bien pour être honnête.

1er sujet

Hollande vient à nouveau d'appeler à bombarder la Syrie à l'ONU, pendant que les Américains multiplient les provocations envers la Russie et affichent leur soutien aux barbares de Daesh en pilonnant une position de l'armée syrienne... Voilà qui rend urgent de s'organiser pour renverser cette dictature et instaurer la démocratie incompatible avec l'existence du capitalisme et l'intégralité de ses institutions.

L'heure de la République sociale universelle a sonné, elle doit devenir le cri de ralliement des exploités et des opprimés du monde entier. Prolétaires de tous les pays, vous êtes la majorité, vous êtes la démocratie, unissez-vous pour vaincre la dictature, en finir avec l'exploitation et la guerre.

2ème sujet

Epilogue à propos de l'opérateur Reliance.

Par curiosité, le 14 septembre je me suis rendu à l'agence où j'avais l'habitude d'aller, en réponse à mes questions une employée me répond que mon compte a été fermé, bonne nouvelle car cela signifie que je ne paierai pas leurs deux dernières factures. Ensuite elle me dit que Reliance ne propose plus de modem G4 au format USB et que si je veux m'en procurer un je dois aller dans un des magasins de téléphonie de Pondichéry. Je lui demande alors si la formule à 40 GB existe toujours, là elle me montre les nouveaux tarifs de Reliance, 1800 roupies pour 10 GB, alors que précédemment pour 40 GB je payais 1146 roupies taxes incluses, ce qui signifie que pour le même volume je devrais débourser 7200 roupies, 7200 roupies au lieu de 1146, c'est tellement dingue que j'ai éclaté de rire, c'était nerveux, je me suis dit quelle bande de gangsters, on est bien en oligarchie il n'y a pas de doute.

A défaut de faire payer l'accès à tous les services, ils augmentent les tarifs dans des proportions gigantesques ce qui revient au même.

Et depuis que je me suis abonné à Vodafone, ils ont coupé ma connexion 8 fois, soit 15 jours sur 29, et j'ai dû me rendre 7 fois à leur agence de Pondichéry. Tout cela parce que mon adresse ne comporte ni nom de rue ni de numéro, je leur ai montré le titre de propriété à mon nom mais cela ne leur a pas suffi, ils devaient envoyé un employé vérifier sur place que j'habitais bien à cet endroit-là, vous avouerez qu'on a vraiment à faire à des cinglés. En fait personne n'est venu et je viens de recevoir un message m'indiquant qu'ils statueraient sur mon cas le 26 septembre. Sinon je devrais verser une caution de 1.500 roupies, de mieux en mieux !

Hier on vivait bien sans Internet, et bien à partir de maintenant on réduira son usage au plus strict minimum, on s'en passera autant que faire se peut. Surtout ne faites pas la connerie de vous séparer de vos livres, disques, photos, etc. vous pourriez le regretter un jour.

Le téléphone et Internet entre autres avantages constituent une rente équivalente, garantie, gigantesque, inépuisable et plus sûre que le pétrole pour l'oligarchie, le jackpot du XXIe siècle en somme, à côté duquel le socialisme du XXIe siècle fait figure d'ectoplasme.

C'est aussi un extraordinaire moyen de surveillance ou de contrôle de la population, de divertissement ou d'abrutissement, de manipulation des masses et d'asservissement au règne de la nécessité, qui grignotte un peu plus chaque jour le peu de liberté qu'il nous restait encore avec le consentement de ses victimes inconscientes, et évidemment nous éloigne un peu plus davantage du règne de la liberté.

3ème sujet ou suite du précédent.

La civilisation humaine est entrée dans un état psychopathique profond, où elle poursuit inexorablement à vitesse accélérée sa désagrégation schizoïde (W. Reich) qui la conduit à sa désintégration finale, à défaut d'avoir eu la capacité de s'élever au-dessus de ses contradictions et de conquérir sa liberté. Ceux qui se revendiquent encore du socialisme feraient bien d'y réfléchir un jour, si ce n'est pas trop leur demander, à moins qu'ils considèrent qu'il est déjà trop tard, ce qu'on pourrait peut-être déduire du comportement de nos lecteurs, dans ce cas-là l'honnêteté commanderait qu'ils le déclarent.

A défaut de m'apportez votre soutien ou de partager mes convictions, ce que je ne vous demande même plus, vous aurez au moins constaté que les idées que je développe tranchent singulièrement tant sous l'angle sous lequel j'aborde certains sujets, que par l'imagination dont je fais preuve en puisant dans la réalité pour aller le plus loin possible dans mes analyses, afin d'éclaircir des questions qui nous concernent tous directement, avec la médiocrité des idées (ou discours) préformatées, prêtes-à-l'emploi, précuites, prédigérées, mille fois réchauffées, obsolètes, insipides ou indigestes que les partis ouvriers nous servent à longueur de temps, et qui traduisent un mode de pensée confus ou sclérosé, étranger au matérialisme dialectique, parce que leur intervention dans la lutte des classes leur est dictée uniquement par des intérêts ou objectifs immédiats, corporatistes ou institutionnels qui ne départent pas de l'orientation inconsciente du processus historique qui se déroule sous leurs yeux, et sur lequel dans ces conditions ils ne peuvent avoir aucune emprise, qu'ils accompagnent en acteurs impuissants, qui ne se traduit par aucune avancée vers le socialisme comme si le mouvement ouvrier et son avant-garde étaient condamnés à régresser indéfiniment, mille fois hélas !

La situation politique semble si inextricable au premier abord, qu'on conçoit très bien qu'il soit difficile de s'y retrouver ou qu'il soit facile de se méprendre sur la manière dont nous abordons certaines questions ou l'évolution de nos positions.

Là où certains auront la certitude d'avoir détecté des contradictions dans nos positions et s'empresseront de s'en délecter, je leur conseillerai amicalement de se hâter lentement sous peine de commettre une erreur de jugement, je vais en donner un exemple pour qu'on se comprenne bien.

Dans cette causerie je reviens à la charge sur la question de la démocratie qu'on a sans doute négligé, mais qu'à aucun moment on a traité en opportuniste. Il est exact que j'ai vivement vilipendé ceux qui la mettaient en avant, pourquoi, parce qu'ils le faisaient sans principe ou en ayant renié le marxisme pour uniquement gagner des adhérents de tous bords politiques, alors que contrairement à eux je conditionne la démocratie à la construction d'un nouveau parti communiste, à la révolution prolétarienne, au renversement du régime en place, à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce qui figure nulle part dans le programme, les appels ou déclarations d'aucun parti.

Ce qui nous intéresse particulièrement dans la démocratie, c'est sa nature de classe. Voilà qui devrait rappeler quelques souvenirs aux trotskystes qui l'ont oublié depuis longtemps ou à tous ceux qui se réclament du marxisme, puisque c'est Marx qui en avait donné un contenu précis en la faisant coïncider avec la dictature du prolétariat honnie par les staliniens et bien entendu tous les représentants officiels ou non du capitalisme. Pour le vérifer, plus loin vous trouverez la citation extraite du Manifeste du parti communiste qu'avait repris Lénine dans l'Etat et la révolution.

Je préviens tout de suite les lecteurs que je n'ai pas la prétention d'avoir épuisé ce sujet dans cette causerie, d'ailleurs au fur et à mesure que je la relisais et que les jours passaient de nouveaux arguments n'ont cessé de me venir à l'esprit auxquels je n'ai pas encore eu le temps de réfléchir suffisamment pour les exposer ici. Disons que je vous propose une piste de réflexion.

J'ai bien conscience que mettre en avant ce mot d'ordre pose un certains nombres de questions ou difficultés d'ordre théorique, et plus nous nous poserons de questions mieux cela vaudra pour disposer d'une argumentation cohérente et sérieuse pour répondre à ceux qui tenteront de s'y opposer ou qui serait tentés de la récupérer pour la dénaturer ou la détourner de son objectif. L'idéal aurait été qu'un maximum de militants participent à cette discussion, mais hélas on sait par expérience qu'on ne peut compter sur personne, donc on avancera à notre rythme.

Tout le monde a employé dans le passé et emploie encore de nos jours la démocratie à toutes les sauces, pour parler de tout et de n'importe quoi, si nous nous comportions également de la sorte nous participerions à notre tour à sa dilution, alors que si on s'en tient à sa définition originelle à l'instar de Marx qui se l'était approprié pour définir la stratégie du mouvement ouvrier

pour conquérir le pouvoir, on a besoin au contraire d'en donner une version concentrée, explosive pour le régime que l'on caractérisera simplement de dictature ou dictature du capital, des exploités comme vous voudrez, on peut adapter la formule en fonction de notre interlocuteur sans qu'elle soit dénaturée ou qu'elle perde en intensité.

Chacun comprendra qu'on ne puisse pas d'emblée avancer le mot d'ordre de la dictature du prolétariat. Les vieux travailleurs nous traiteraient de cinglés et les jeunes de dictateurs, en revanche ils adopteront volontiers la démocratie qui traduit les mêmes rapports entre les classes et sous-entend que le prolétariat serait devenu la classe dominante détenant tout le pouvoir, tandis que la classe des capitalistes occuperait la place correspondant à son rang, celle de la minorité une fois son pouvoir de nuisance sur la société neutralisée.

Conquérir la démocratie pose directement la question du pouvoir politique et de l'Etat, jusqu'à présent on se demandait comment on pouvait la poser sans tomber dans des formules qui consistaient à la plaquer plus ou moins maladroitement sur la situation, et bien voilà finalement c'était si facile qu'on était passé bêtement à côté.

Cela implique qu'attribuer une vertu démocratique à tel ou tel aspect du régime ou de la politique du gouvernement, du fonctionnement de telle ou telle institution relève de la démagogie ou de l'imposture politique et doit être absolument banni de nos discours, éradiqué de notre cerveau, ce qui ne sera pas facile pour les militants qui ne disposent pas forcément des arguments pour répondre à toutes les questions qu'une telle position engendrera forcément, d'où la nécessité d'y réfléchir encore et encore, à fond pour ne rien ne laisser au hasard, il en va de notre crédibilité.

Pour s'entraîner, les militants peuvent tailler en pièces les discours qui consistent à réclamer plus de démocratie, le respect de la démocratie, qui attribuent à tel ou tel acteur politique ou telle ou telle institution le rôle de gardien de la démocratie, l'ONU par exemple.

Comment expliquer très simplement en quelques mots que la démocratie n'a jamais existé et que prétendre le contraire est une erreur ou une escroquerie politique ne présente aucune difficulté en réalité.

Si par exemple on vous dit que le suffrage universelle est l'expression de la démocratie, après avoir rappelé la définition originelle de la démocratie, vous demanderez à votre interlocuteur lorsque la majorité des électeurs votent pour des candidats qui vont ensuite appliquer une politique allant contre les intérêts de la majorité du peuple, si ce n'est pas la preuve éclatante que la démocratie n'existe pas. Il sera bien obligé d'en convenir. Ensuite, si la majorité du peuple n'a pas voté pour les candidats qui incarnaient réellement les intérêts de la majorité du peuple, c'est que quelque chose les a empêché de voter pour eux, soit qu'il ne connaissaissait pas ces candidats, leurs programmes, soit qu'il ne disposait pas de la faculté de discernement suffisante pour distinguer en quelque sorte le vrai du faux ou les intérêts de quelle classe ils représentaient, ceux de la minorité guidée par le profit ou ceux de la majorité à laquelle appartiennent les travailleurs et qui se confondent avec ceux de la collectivité toute entière.

Dans tous les cas de figure il sera bien obligé de convenir sauf à être de mauvaise foi ou un crétin que la démocratie n'existe pas, parce que la majorité du peuple ou ses représentants n'ont jamais gouverné, ce qui présente l'avantage de renvoyer tous les partis qui ont gouverné jusqu'à présent dans le camp de la droite, de la réaction, de la minorité des exploiteurs, des capitalistes, là où on aurait dû les placer depuis des lustres, ce qu'on a eu la faiblesse de ne pas oser faire, erreur politique gravissime qui explique en grande partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui.

Si votre interlocuteur rejette cette argumentation, cela ne sert à rien de poursuivre la discussion avec lui, dites-lui tranquillement qu'il y réfléchisse à tête reposée et que vous êtes tout disposé à reprendre cette discussion avec lui le jour où il s'en tiendra strictement aux faits.

Si maintenant vous tombiez sur un interlocuteur qui vous objecterait que des mesures en faveur de la majorité ont été adoptées, vous pourrez toujours lui répondre qu'elles n'ont pas changé fondamentalement le sort des travailleurs qui continuent de subir injustement leur condition et mille difficultés de leur naissance jusqu'à leur mort. Toutes les mesures qu'ont adoptées les représentants de la classe dominante ont été, soit le produit de la lutte de classe du prolétariat, soit elles correspondaient aux besoins spécifiques du capitalisme pour se développer, ou encore elles ont servi à corriger des inégalités ou des injustices insupportables qui ternissaient l'image que le régime voulait donner de lui-même face à la menace du socialisme toujours en embuscade, la preuve, nous sommes toujours là pour le harceler et le renverser.

Il y a deux sortes d'interlocuteurs, ceux qui sont disposés à essayer de comprendre ce qui se passe et pourquoi nous en sommes arrivés là, avec eux il est possible de discuter, parce qu'ils veulent sincèrement progresser, et il y a ceux qui ne vous écouteront pas, qui ont réponse à tout, avec lesquels vous n'aurez qu'un monologue, parce que finalement ils s'accommodent très bien de leur condition et du régime, auquel ils vont s'employer à trouver un tas de vertus qui correspondent en réalité aux intérêts individuels qu'il leur accorde, ils souhaitent juste les conserver ou en obtenir d'autres et ils se foutent du reste, c'est perdre son temps que de discuter avec eux.

4ème sujet

- Pour imposer sa dictature la classe dominante dispose d'une batterie de moyens coercitifs de dissuasion ou de répression, plus sophistiqués, plus raffinés, plus sournois, plus étendus qu'autrefois, au point qu'on se demandera comment on a pu faire pour la reléguer au second plan ou pire l'édulcorer si longtemps, sinon pour avoir négligé les transformations de la société et s'être conformé à une caractérisation du régime de manière à ne pas choquer l'état d'esprit du petit-bourgeois qui sommeillait chez chaque travailleur ou militant embourgeoisé ou plus enclin au réformisme qu'au socialisme par ignorance, paresse ou lâcheté.

On entend généralement par dictature le comportement qui consiste à imposer à quelqu'un, un groupe d'individus, une couche de la population, une communauté, une classe, des mesures ou un mode de vie, un destin, une conception ou une orientation de la société qu'il n'a pas choisi tout en piétinant leurs droits, dont celui d'en décider librement autrement.

De nos jours, le comble du raffinement consiste à mettre les sciences et les technologies au service de la dictature du capital.

Celui qui ne possède pas ou ne maîtrise par l'ordinateur, Internet et le téléphone portable est pour ainsi exclu de la société ou ravalé au rang préhistorique du néandertalien, cela concerne plusieurs pans des masses exploitées, les travailleurs les plus âgés et les plus pauvres. Ces nouvelles contraintes conduisent malicieusement à enchaîner davantage les travailleurs dès le plus bas âge au capitalisme ou à un ordre, à une orientation de la société nuisible à leurs intérêts ou leur équilibre mental, mais parce qu'elles flattent leur individualisme et les distraient, elles acquièrent facilement leur consentement sans qu'il y ait besoin de recourir à la violence pour leur imposer.

En les harcelant de messages ou de publicités, d'offres commerciales, elles empiétent sur le peu de liberté qu'il leur restait, elles parviennent à pénétrer son intimité, ses idées, en exerçant un contrôle permanent sur les rapports qu'ils entretiennent avec le monde extérieur, de sorte qu'il devient un jeu d'enfants de les influencer, de formater leur conscience, de conditionner leur comportement à leur insu, de manière à ce qu'ils se fondent inconsciemment dans la société déshumanisée qu'on leur a réservée.

Voilà un des tours qu'a pris ou qu'a réalisé la dictature en resserrant toujours plus les mailles du filet qui étouffent les libertés individuelles, en vous rendant toujours plus dépendant du règne de la nécessité dont nous devons nous émanciper ou qui constitue l'objectif de notre combat politique.

5ème sujet

- L'existence du régime, donc la dictature, repose toujours sur l'ignorance ou l'arriération des masses qu'il lui faut entretenir en permanence pour qu'elles ne parviennent pas à prendre conscience de l'origine de leur condition. En soi ce constat pourrait suffire à affirmer qu'elles ne sont pas mûres pour la démocratie et encore moins pour le socialisme, en ce qui nous concerne c'est un fait d'une logique implacable, incontestable qui justifie nos tâches politiques et notre stratégie subordonnée à la construction du parti.

Vous constaterez qu'on ne se livre pas à une interprétation, on se contente d'un simple témoignage qu'on a quotidiennement sous les yeux, mais dont malheureusement on préfère généralement détourner le regard, car il a une portée qui vient heurter les convictions qu'on s'est forgé sans en tenir compte, parce que notre amour propre est mal placé ou on s'identifie aux idées qu'on a adoptées et auxquelles on s'accroche, même lorsqu'on a la preuve sous le nez qu'elles étaient erronées.

Au fur et à mesure du développement du capitalisme mondial, de la crise qui le mine inexorablement, la tension extrême de ses contradictions qui devait en découler ou qui en est l'expression devait laisser apparaître de plus en plus au grand jour, violemment et sans fioritures, sa véritable nature dictatoriale qu'on s'est employé à minimiser ou pire, avec laquelle on s'est finalement accommodé en abandonnant le socialisme au profit du réformisme bourgeois qui a forgé l'état d'esprit de la plupart des militants.

Il faut dire que caractériser le régime de dictature impliquait de modifier radicalement la plupart des rapports qu'on entretenait avec les différents acteurs ou partis politiques ainsi que les syndicats, l'Etat, les institutions, et que cette position aurait été beaucoup moins confortable que celle consistant à le parer de vertus démocratiques qui justifiait sans le reconnaître bien des compromissions honteuses, le révisonnisme du marxisme.

Quand les peuples colonisés se soulevèrent, c'est la violence ou la cruauté de leurs oppresseurs, l'aspect dictatorial des impérialistes qui les frappa le plus et qui contribua à leur radicalisation politique, et non les humiliations ou l'exploitation auxquelles ils étaient habitués ou dont ils faisaient déjà l'objet avant la colonisation, y compris l'esclavage à plus ou moins grande échelle.

Et bien même cet aspect dictatorial ignoble de l'impérialisme français qui dure depuis l'instauration de la Ier République jusqu'à nos jours, tous les partis du mouvement ouvrier ont trouvé le moyen de s'en accommoder puisqu'il n'a jamais cessé en réalité, ses expéditions militaires autrefois en Afrique du Nord et en Indochine, de nos jours au Mali, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, etc. le prouvent suffisamment, aucun n'a trouvé utile de rectifier sa caractérisation du régime qualifié de république démocratique bourgeoise, alors qu'on était en présence d'une dictature, y compris militaire, jusqu'à se donner pour président un général ou doter le pays d'une Constitution faisant du chef de l'Etat le chef des armées en lui accordant des droits exhorbitants que tous les dictateurs de la planète envient à la France!

Rien n'y fera, la Constitution de la Ve République sera caractérisée de bonapartiste et d'antidémocratique... pour finalement participer à ses institutions miraculeusement dotées de vertus démocratiques il faut croire. Une telle compromission devait un jour ou l'autre être fatale à tous ceux qui avaient adopté cette orientation politique, ce qui revenait à tourner le dos au combat pour la démocratie et le socialisme.

6ème sujet

La camisole de force.

Par curiosité hier je me suis connecté pour regarder les infos, toujours les mêmes sujets en boucle jusqu'à en avoir la nausée, primaires, élections présidentielles, journées d'action, déclarations, terrorisme, guerres, etc., on a mieux à faire dorénavant que de les commenter.

Si j'avais trouvé le temps j'aurais appelé à boycotter la journée d'action du 15 septembre. Après 13 journées d'action destinées à faire passer la loi Travail, aucun parti n'a trouvé bon de rompre avec les appareils pourris des syndicats, la dialectique (transformation de la quantité en qualité) n'est décidément pas leur truc, ils sont tous irrécupérables.

7ème sujet

Mise au point. A l'origine de l'opportunisme, le légalisme et le réformisme.

- En fait, ceux, qui ont supporté la loi du gouvernement accordant de nouveaux droits aux homosexuels, ont d'une part saisi une occasion supplémentaire pour apporter leur soutien à un président de la République et à un gouvernement de droite, les plus impopulaires depuis l'avènement de la Ve République et appliquant avec détermination et persévérance une ligne politique ultra réactionnaire depuis 2012, et d'autre part, cette loi et la campagne hystérique à laquelle elle a donné lieu pendant 6 mois ayant été essentiellement conçues et tournées contre les préjugés d'une partie des masses exploitées pour les diviser ou les monter les unes contre les autres, ils ne se sont pas seulement illustrés en se posant à l'instar du législateur en procureurs ou miliciens du mode de pensée des travailleurs, ils ont agi en commis du régime considérant qu'une loi pouvait suffire à changer les mentalités ou les comportements des plus arriérés d'entre eux, alors qu'en réalité seule l'inversion des rapports sociaux établis entre les classes mettant un terme à la domination de la minorité sur la majorité favoriserait la prise de conscience qu'aucune couche de la population laborieuse n'avait intérêt à en opprimer une autre, et que partant de là toutes leurs aspirations sans distinction de communauté étaient légitimes du moment qu'elles n'empiétaient pas sur la liberté des autres.

Ils n'ont pas tenu compte qu'une partie des idées auxquelles étaient attachés les travailleurs leur avaient été transmises ou inculquées par les représentants de la classe dominante au cours des décennies ou des siècles antérieurs, et que pour archaïques ou réactionnaires qu'elle puissent être par ailleurs, elles tendaient à reproduire inconsciemment les rapports d'exploitations sur lesquels reposaient le régime et qui définissent sa nature de classe, régime qui par conséquent portait l'entière responsabilité de cette instrumentalisation infâme à laquelle ces "progressistes" ou "humanistes" ont cru bon de collaborer.

Finalement ces légalistes (tous partis dits ouvriers confondus) ont démontré que leur conception de la lutte de classe était étrangère au marxisme ou au socialisme, c'est tout ce qu'on voulait préciser ici.

8ème sujet

Ils osent appeler cela la "gauche américaine".

- Le Washington Post se moque des théories conspirationnistes tout en en échafaudant une - Moon of Alabama - 13 septembre 2016

Vraiment, c’est triste de voir un journal comme le Washington Post, qui était autrefois sérieux, se noyer dans un marécage des ragots inventés et de journalisme de caniveau. (Publié par Arrêt sur Info)

On en a la larme à l'oeil, Graham, Donald E. Chairman et CEO du Washington Post a participé aux réunions du groupe Bilderberg en 2007 et 2008... En fait, tous les médias mainstreams états-uniens sont inféodés à l'oligarchie et pourris jusqu'à la moelle depuis au moins la fondation de la Fed en 1913, dixit Rockefeller...

Une preuve de plus toute fraîche.

Une première dans l’Histoire du journalisme : le Washington Post demande l’inculpation de sa propre source (Snowden) - après avoir accepté le prix Pulitzer (The Intercept) - legrandsoir.info 19.09

9ème sujet

Comment les opportunistes ont déformé la définition de la démocratie qu'en avaient donnée les marxistes.

- ...la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. (K. Marx, F. Engels : le manifeste du parti communiste)

Si la démocratie est le produit de "la constitution du prolétariat en classe dominante" au cours de "la révolution ouvrière", cela signifie qu'elle n'existe pas avant ou en dehors de ces conditions, notre tâche doit consister à oeuvrer pour réunir (ou préparer) ces conditions, qui coïncident avec l'objectif de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Le processus est donc simple à comprendre, sans révolution prolétarienne le prolétariat demeure incapable de s'élever au rang de classe dominante et par conséquent de faire vivre la démocratie. Ceux qui affirment que la révolution n'est pas leur tasse de thé ou qui rejettent ce processus sont des agents du régime, conscients ou qui s'ignorent, des ennemis de la démocratie et du socialisme.

- Lénine reproduira ce passage du Manifeste dans L'Etat et la révolution en apportant les précisions suivantes :

"Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives" (pp. 31, 37 de la 7e édition allemande de 1906).

L'on trouve formulée ici l'une des idées les plus remarquables et les plus importantes du marxisme au sujet de l'Etat, celle de la "dictature du prolétariat" (comme devaient s'exprimer Marx et Engels après la Commune de Paris); nous y trouvons ensuite une définition de l'Etat, intéressante au plus haut point, et qui est également au nombre des "paroles oubliées" du marxisme : "L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante."

Cette définition de l'Etat n'a jamais été commentée dans la littérature de propagande et d'agitation qui prédomine dans les partis social-démocrates officiels. Bien plus : elle a été très précisément oubliée parce qu'elle est absolument inconciliable avec le réformisme; elle heurte de front les préjugés opportunistes habituels et les illusions petites-bourgeoises quant à l'"évolution pacifique de la démocratie". Fin de l'extrait.

Nous avons là développée la stratégie politique posant la question de l'Etat et du pouvoir et y apportant une réponse incompatible avec la convocation d'une Assemblée constituante où pourrait s'épanouir les illusions petites-bourgeoises qui incarnent une "évolution pacifique de la démocratie", romanesque ou pastorale.

10ème sujet

La formule de la démocratie bourgeoise était un oxymore.

Le concept de démocratie bourgeoise employé pour qualifier la manière dont les capitalistes exerçaient leur pouvoir, présentait la faiblesse de concilier deux facteurs antinomiques, la démocratie qui en principe ou selon la définition la plus répandue correspond au pouvoir du peuple, donc de la majorité de la population, et la bourgeoisie qui représente une minorité de la population, qui dans une société divisée en classes aux intérêts opposés et irréconciliables gouvernera en fonction des besoins de sa propre classe minoritaire et non en fonction de ceux de la majorité, ne serait-ce que pour perpétuer sa domination de classe ou conserver le pouvoir.

L'emploi de ce concept se justifiait au XVIIIe et au XIXe siècle après que des régimes républicains remplaçèrent les régimes monarchiques ou féodaux, du fait que le peuple avait été associé à la lutte de classe de la bourgeoisie pour s'emparer du pouvoir ou renverser l'Ancien régime, mais plus tard lorsque la bourgeoisie devait s'en servir pour mieux asservir le peuple et lutter contre sa prétention à revendiquer à son tour le pouvoir, il aurait dû être abandonné car il n'avait plus qu'un contenu contre-révolutionnaire ou réactionnaire destiné à tromper le prolétariat sur la nature réelle du régime en place et ainsi empêcher qu'il se rassemble pour le combattre et le renverser.

Au lieu de cela il a été élevé au rang de dogme, tout comme le suffrage universel ou le parlementarisme qui de conquêtes politiques démocratiques firent rapidement la preuve une fois mis en pratique qu'ils n'étaient plus entre les mains de la réaction au pouvoir que des instruments pour maintenir le peuple dans la soumission ou assurer la stabilité politique du régime en place.

Maintenant les représentants de la bourgeoisie affirment que le régime et ses institutions qu'ils président serait démocratique, parce qu'il serait l'émanation de la volonté du peuple qui se serait exprimé librement lors d'élections au suffrage universel, ce qui n'est pas faux, si on perd de vue que l'immense majorité du peuple composé d'exploités n'a pas développé une conscience de classe lui permettant de répondre au critère déterminant de la démocratie qui implique qu'il ait acquis ou développé cette faculté, ce qui ne peut être le cas en étant soumis par le régime à un traitement (ou des rapports) aliénant destiné à le maintenir dans un

état d'ignorance qui le rend impropre à remplir cette fonction.

En admettant qu'on ait vécu en démocratie, cela signifierait que le peuple a exercé ce pouvoir contre ses intérêts, qui plus est pour ensuite l'avoir perdu puisqu'on nous parle de "reconquête de la démocratie". Dans ce cas-là cela confirmerait que le peuple n'était pas et n'est toujours pas mûr pour la démocratie ou pour exercer le pouvoir, ce qui justifierait que le parti conscient des tâches historiques que le prolétariat a à accomplir gouverne et fournisse aux masses laborieuses les moyens de franchir ce pas décisif vers leur émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, en les associant le plus largement possible ou progressivement à l'exercice du pouvoir à travers les institutions politiques indépendantes qu'elles auraient forgées au cours de la révolution, dans la mesure où il leur reviendrait d'élaborer la politique qui serait appliquée en concertation avec le gouvernement qui leur en fournirait les moyens...

Cette stratégie pose un certain nombre de questions.

Si les masses ne sont pas prêtes à assumer la démocratie et qu'un parti prétend l'être en son nom, comment parvenir à ce que les masses lui fassent confiance ? Comment un parti ouvrier peut-il faire la démonstration qu'il serait prêt à remplir ce rôle, qu'il incarne la démocratie et non des intérêts particuliers ou ceux d'une autre classe que celle des exploités, comment peut-il le justifier de manière cohérente, crédible, sérieuse ?

Il dispose d'une multitude d'arguments pour se faire : sa référence au socialisme scientifique, au marxisme dont le développement du capitalisme mondial et le cours de la lutte des classes depuis la moitié du XIXe siècle à nos jours ont confirmé ou validé les conclusions ; la méthode du matérialisme dialectique qui permet d'interpréter le processus historique inconscient ou toute manifestation organique ou inorganique, de comprendre comment la civilisation humaine s'est développée, quelles furent les forces motrices à l'origine de son développement et qui déterminèrent son orientation ; son engagement constant au côté des exploités et des opprimés du monde entier ; son refus de toute collaboration ou compromission avec le régime, ses institutions ou ses représentants ; sa fidélité aux enseignements de le lutte de classe du passé dont sont issus les principes qu'il a adoptés et qui définissent sa nature, son fonctionnement, ses statuts, ses rapports aux différentes classes ou institutions, à l'ensemble des acteurs sociaux ou politiques qui interviennent dans la lutte des classes ; il considère que les droits, besoins ou aspirations de chaque travailleurs sont les seuls légitimes, que rien n'est situé au-dessus et que le seul fait de les formuler suffit à les justifier ; dans chacune de ses analyses, il réserve le même traitement aux évènements les plus insignifiants de la vie quotidienne qu'à ceux qui ont influencé le cours de l'histoire en partant uniquement des faits, en s'en remettant aux faits dans lesquels il faut inclure les idées qui ont pu contribuer à leur réalisation ; en ayant pour objectif la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a pris de nos jours la forme du capitalisme, la fin de la société divisée en classes sociales, de l'Etat, ce parti a adopté l'idéal humaniste le plus élevé que l'homme a pu concevoir, la liberté, ce qui en soi pourrait suffire à légitimer son existence et son combat à partir du moment où à chaque instant il s'en montre digne.

11ème sujet

Où va se nicher la démocratie.

Quant à l'affirmation selon laquelle "maintenir un équilibre entre l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire est indispensable au bon fonctionnement et à la préservation de la démocratie", que signifie-t-elle ? S'agit-il vraiment de la démocratie ou bien d'autre chose ?

Si l'exécutif, le législatif et le judiciaire ne sont pas sous le contrôle du peuple ou ne sont pas une émanation consciente de son pouvoir, parler de démocratie est commettre un excès de langage ou une imposture.

L'exécutif, le législatif et le judiciaire en place sont compatibles avec le pouvoir détenu par une minorité quand ils n'en sont pas directement une émanation, constatant qu'une classe minoritaire gouverne pour conserver ou accroître son pouvoir, le pouvoir d'exploiter et opprimer la majorité, que ses besoins guident exclusivement en dernier ressort son exercice du pouvoir, un tel régime ne peut être qualifié de démocratique, c'est une dictature.

Une telle confusion ou forfaiture provient du fait que leurs auteurs sont servis par un tel régime, dès lors leurs prises de position ou tout simplement leurs idées ne serviront plus qu'à le justifier en le dotant de qualités ou de vertus qu'il n'a pas, bref, ils interprètent la démocratie à leur convenance.

La lutte de classe du prolétariat constitue le seul acte démocratique.

12ème sujet

Comment appelle-t-on le procédé qui consiste à demander à quelqu'un de se prononcer sur une question, alors que cette personne ne possède manifestement pas les connaissances ou les compétences requises pour y répondre ?

Procéder à un excès de pouvoir camoufler en généreuse intention... dans l'intention de conserver le pouvoir.

C'est une manière détournée pour imposer à cette personne une mesure à son insu et de pouvoir le justifier ou le légitimer de la sorte, et si elle le conteste après avoir pris connaissance de son erreur, on lui rétorquera qu'il était dorénavant trop tard pour s'en rendre compte ou faire machine arrière, et qu'elle n'avait qu'à savoir plus tôt ce qu'elle voulait en se demandant si elle le sait vraiment, mettant cette fois en doute sa faculté à le savoir elle-même un jour.

13ème sujet

Pour qu'une société soit vivable ou puisse se développer, il faut que la majorité de la population en partage l'orientation qui a été définie par la classe qui détient le pouvoir, il faut qu'elle y adhère, qu'elle y collabore, et le meilleur moyen d'y parvenir demeure encore de faire en sorte que des représentants élus des différentes classes y participent en donnant l'impression ou l'illusion qu'ils vont également défendre les intérêts respectifs de leur classe, alors qu'en réalité ils n'adopteront que des mesures compatibles avec les besoins du régime en place auquel ils sont soumis, tout en prétendant qu'elles relèveraient de l'intérêt général ou qu'elles concourraient au bien-être de la population.

Etant donné qu'une seule et unique classe peut détenir le pouvoir économique et partant de là le pouvoir politique, parce qu'il ne peut pas cohabiter sous le même régime deux modes de production reposant sur des rapports sociaux opposés, aussi longtemps qu'une classe d'exploiteurs, minoritaire, détiendra le pouvoir, la démocratie n'existera pas, et aucune société ne pourra se prévaloir d'être démocratique aussi longtemps que la droite la dirigera, droite qui de nos jours inclut la gauche qui n'est qu'une escroquerie politique.

Il faudrait qu'on nous explique comment une société gouvernée par une minorité pour une minorité pourrait être démocratique, sauf à confondre le particulier et le général, la forme et le fond, à prendre les apparences pour la réalité. Dans la mesure où les représentants élus du peuple représentent les intérêts de la classe minoritaire qui détient le pouvoir économique, qualifier ces institutions, leurs statuts et leur fonctionnement de démocratique relève du charlatanisme ou consiste à raconter n'importe quoi, où tout et son contraire serait finalement équivalent ou ne voudrait rien dire, et quand c'est effectivement le cas, il faut que la distinction qui avait été établie à l'origine entre la droite et la gauche qui incarnait des rapports de classes ait disparu ou ait été dissoute au profit de la classe dominante au pouvoir.

On a opposé à la dictature du capital la dictature du prolétariat, ce qui sur le plan théorique se justifiait, l'une et l'autre formule signifiant seulement quelle classe détenait tout le pouvoir et l'imposait à celle qui n'en avait aucun.

La classe dominante a octroyé généreusement ou parfois contrainte et forcée des droits aux exploités à condition qu'ils n'en fasses pas usage, voilà pour le contenu démocratique du régime en place.

Opposer ces deux formules se justifiait quand les peuples n'avaient pas encore fait l'expérience de ce qu'on allait leur servir sous l'étiquette de la démocratie, on a évoqué la dictature démocratique de la bourgeoisie à propos des régimes constitutionnels républicains parlementaires, alors qu'en réalité les exploités allaient davantage faire l'expérience d'une dictature plutôt que de la démocratie, puisque quel que soit leur vote ou le niveau de leur mobilisation jamais la société n'imprunterait une orientation conforme à la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, jamais leurs aspirations légitimes ne seraient respectées.

En conclusion, fondamentalement ou en dernier ressort ils ont vécu sous une dictature recouverte d'un vernis démocratique destiné à les tromper et dans lequel ils placèrent leurs illusions, mais jamais ils ne vécurent en démocratie puisqu'elle est incompatible avec l'existence d'un régime conçu par une minorité et pour cette minorité.

Fort de cette expérience, à condition et à condition seulement à la fois de caractériser de la sorte le régime en place, une dictature de la minorite exploitant et opprimant la majorité, et de s'en tenir strictement à la signification originelle de la démocratie, le pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple dont la majorité est composée d'exploités, on pourrait adopter la démocratie comme axe de notre combat politique, mais répétons-le encore une fois, seulement si on accepte ces définitions et ces conditions qui reposent sur des rapports entre les classes clairs, nets et précis.

La dictature incarne la violation du droit, un excès de pouvoir dans l'imagination collective, la démocratie, en pratique, la libre expression de la majorité et le respect de ses délibérations ou de ses choix qui sont conformes à l'idée et à l'orientation progressiste, au principe humaniste qu'on peut adopter ou se faire de la société ou qu'on peut lui souhaiter, cela revient à mettre en pratique la dictature du prolétariat sans recourir à cette terminologie, qui plus est cela évite toute référence ou confusion avec le stalinisme qui avait prétendu appliquer la dictature du prolétariat, alors qu'il s'agissait d'une dictature tout court, féroce ou imposé au prolétariat.

Il ne s'agit évidemment pas de retourner à un ordre des choses qui n'a jamais existé que sous-entend le mot d'ordre de la "reconquête de la démocratie", car si les régimes antérieurs avaient acquis une vertu ou s'étaient dotés d'un vernis démocratique, s'ils avaient pu s'en prévaloir auprès des masses exploitées aussi longtemps, c'était uniquement parce que l'orientation de la lutte de classe du mouvement ouvrier avait été opportuniste au point d'en faire son unique objectif ou de s'en accommoder, après

avoir abandonné le combat pour renverser le régime ou pour le socialisme, après justement avoir abandonné la lutte pour la démocratie qui ne pourrait voir le jour qu'une fois le régime en place renversé, avant, seule la dictature du capital existerait, et en ne s'en tenant pas strictement à cette définition du régime, en lui accordant des vertus démocratiques, les conciliateurs se sont employés à en diluer l'aspect dictatorial qui était fondamental pour en saisir la nature, et lorsque de nos jours le régime s'est séparé des oripeaux de la démocratie devenus trop encombrants, qu'en reste-t-il sinon son aspect despotique, bureaucratique, antisocial, répressif, policier, militarisé, guerrier, impérial... qui en réalité ne l'avait jamais quitté.

Les partisans de la reconquête de la démocratie sont des réformistes, car ils ne pensent la lutte de classe qu'en terme de droits sociaux dans le cadre du régime en place, et non en terme de droits politiques incompatibles avec l'existence du régime..

Car, chacun peut observer qu'aucun de nos droits politiques existant il y a un demi-siècle ou plus n'a disparu, qu'il s'agisse des droits de vote, de s'organiser ou de s'exprimer, etc. et qu'on ne vienne pas nous opposer la violation du résultat du référendum de 2005 sur le TCE puisqu'il équivaut à ce que pratique systématiquement chaque candidat à une élection, qui une fois élu ne respecte pas ses engagements ou ses promesses électorales faites auprès des électeurs. En revanche nous avons perdu un grand nombre de droits sociaux collectifs qui avaient une valeur politique, donc démocratique. Donc quand on vous raconte qu'il faut reconquérir la démocratie pour reconquérir ces droits sociaux, on se moque littéralement de vous, cela ne veut absolument rien dire, ne correspond à rien, sinon que leurs auteurs sont nostalgiques de l'époque où les représentants du régime troquaient avec les dirigeants du mouvement ouvrier contrôlé par les staliniens et les sociaux-libéraux des réformes sociales ou de nouveaux droits pour les travailleurs en échange de la paix sociale et l'abandon du combat pour le socialisme.

On pourrait admettre en faisant preuve de beaucoup de bonne volonté, que cette formule de la reconquête de la démocratie serait plutôt malheureuse ou prêterait à confusion, si elle signifiait qu'il fallait conquérir la direction du mouvement ouvrier pour lui donner une autre orientation politique, et que pour y parvenir il fallait construire un nouveau parti ouvrier, mais ce n'est pas ce qu'expliquent les auteurs de cette formule.

Quand la lutte des classes était plus favorable à la classe ouvrière, entre le milieu des années 40 jusqu'à la fin des années 70, sa mobilisation se traduisait régulièrement par des avancées sociales, pour peu qu'on ait été peu exigeant ou non socialiste, on pouvait en déduire que la démocratie était respectée ou vivait au gré des rapports de force entre les classes en somme. En réalité ce n'était qu'une illusion qui allait s'avérer cruelle et dramatique à l'étape suivante de la lutte des classes.

Depuis, la disparition de l'URSS étant passée par là et le capitalisme étant entré dans un cycle de crises sans fin, les staliniens et les sociaux-libéraux qui contrôlaient et qui contrôlent toujours le mouvement ouvrier, après l'avoir soumis au réformisme ou totalement gangrené servent d'obstacles à la mobilisation de la classe ouvrière et s'emploient à empêcher la petite-bourgeoisie ou les classes moyennes de rejoindre le combat du prolétariat, à les diviser, de sorte que tous les mouvement sociaux importants échouent systématiquement depuis des décennies, retraite, sécu, code du travail, etc. tandis que la classe ouvrière demeure incapable de se doter d'une nouvelle direction, aucun parti ouvrier ne souhaitant rompre ses liens avec le PS, le PCF ainsi que les appareils corrompus des syndicats, ce qui s'est traduit par la dislocation de l'avant-garde pour ne pas dire sa disparition ou tout du moins sa marginalisation, ne laissant aucun espoir de pouvoir inverser le rapport de force favorable à la classe dominante, qui en profite pour poursuivre de plus belle son offensive antisociale tout azimut contre les travailleurs et leurs droits.

Bref, l'exercice de la démocratie ne tenait qu'à un fil ténu ou illusoire qui devait forcément rompre un jour ou l'autre, la crise du capitalisme se répercutant au sein du mouvement ouvrier. L'expression de la démocratie fut éphémère, car liée à des circonstances ou des rapports instables ou en perpétuelle évolution, ce qu'on savait pertinemment, mais dont on n'a pas voulu en tenir compte, car cela aurait impliqué de modifier les rapports à tous ces partis et aux directions syndicales, notre conception de la lutte de classe, ce à quoi nos dirigeants n'étaient pas préparés ou se refuseront obstinément jusqu'à nos jours.

La théorie de la reconquête de la démocratie s'adresse aux nostalgiques de la IVe République, aux nostalgiques des heures de gloire (quelle monstruosité!) du PS ou du PCF sur fond de guerres coloniales ou pendant que des millions de travailleurs croupissaient dans la misère, aux nostalgiques de la Ve République lorsqu'elle n'était pas attelée à l'UE, c'était le bon temps, il suffisait de voter non à un référendum pour que le président de la République (de Gaulle) dégage... et soit aussitôt remplacé par un autre (Pompidou) du même parti de droite et ainsi de suite.

Une question que les lecteurs attentifs ou sérieux ne manqueront pas de se poser ou de me poser.

Comment pourrait se combiner notre conception de la lutte de classe axée sur la construction d'un nouveau parti communiste destiné uniquement aux éléments les plus avancés des masses ayant la capacité de s'élever au niveau du socialisme, ainsi qu'une organisation regroupant les sympathisants du socialisme ou de la démocratie destinée à l'ensemble des travailleurs en rupture avec les institutions et le régime, avec l'axe de combat contre les institutions de la Ve République, le capitalisme et pour une République sociale et la démocratie ?

Notons d'emblée que l'ensemble de ces facteurs sont compatibles entre eux, complémentaires, ensuite ils correspondent à une stratégie cohérente et logique, et enfin la tactique est subordonnée à la stratégie de la lutte politique pour conquérir le

pouvoir politique.

Le combat pour en finir avec la Ve République s'inscrit dans la perspective de la démocratie dès lors qu'on caractérise le régime d'antidémocratique ou de dictature du capital ou des exploiteurs.

La République sociale répond à la question de savoir pour quoi établir la démocratie, à quoi servirait-elle, puisque la République sociale reposerait sur les droits ou besoins sociaux légitimes des travailleurs.

Quand au lien entre le socialisme et la démocratie, il renvoie au parti et aux institutions que les masses créeraient au cours du processus révolutionnaire pour exercer le pouvoir politique et changer les rapports sociaux de production, donc se doter des instruments permettant de donner à la société une nouvelle orientation en s'attaquant aux fondements du capitalisme, ce à quoi travaillerait notamment l'organisation des sympathisants du socialisme ou de la démocratie.

14ème sujet

Un "clivage" imaginaire entretenu

Hollande dans un entretien réalisé par le philosophe Marcel Gauchet et l'historien Pierre Nora pour la revue Le Débat (septembre-octobre, n°191 -

- « Je continue de penser que le clivage gauche-droite reste fondateur de la démocratie ». Source : Le Monde 15.09

On aura compris pourquoi il y tient tant !

15ème sujet

Redondance et aventurisme.

- Il y a aussi les adeptes d'"une révolution communiste démocratique" portée par Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle de 2017

Nous avons besoin de discuter aussi que le communisme ne pourra être que démocratique et révolutionnaire... (Démocratie révolutionnaire - Lettre n° 6 du 16 septembre 2016)

Sur le plan syntaxique ils ont encore des progrès à faire...

Avant d'en arriver au communisme il faudrait peut-être déjà être parvenu à l'étape préliminaire du socialisme et qu'elle ait épuisé son rôle historique. Ensuite, puisque le communisme devait selon les marxistes correspondre à la période marquée par l'extinction des classes et de l'Etat, donc des partis politiques et de la démocratie, la "révolution communiste démocratique" ne veut rien dire...

16ème sujet

Le 13 août à Strasbourg, Juppé a pété les plombs.

Juste après son discours, je cite Le Parisien, il quitte la scène du palais des congrès devant un mur de micros et de caméras. Une journaliste l'interroge avec insistance sur Nicolas Sarkozy. La question est visiblement celle de trop. Juppé la rembarre, file la mine sombre dans l'arrière-scène avec son épouse Isabelle, puis lâche devant quelques témoins médusés : « Ils me font tous ch... ! » (LeParisien.fr 16.09)

Au départ, après avoir participé à une réunion annuelle du groupe Bilderberg on pensait qu'ils avaient opté pour Fillon manifestement en perte de vitesse. Ensuite constatant que les médias s'employaient à faire monter Juppé, on s'était dit qu'ils s'étaient rabattus sur lui. Quant à Sarkozy, après lui avoir tapé dessus comme des forcenés pour affaiblir l'UMP au profit du PS qui soutenait Hollande, on pensait qu'il était cuit, mais tout compte fait, ils pourraient se rabattre sur lui à défaut de meilleur candidat de l'oligarchie.

A moins que ce soit un coup de poker si Hollande était le candidat du PS face à Sarkozy au premier tour en 2017 pour qu'il soit réélu face à Le Pen, car il faut reconnaître qu'il a fait un parcours sans faute depuis 2012, de l'adoption du TSCG à la loi Travail en passant par son appel (répété) à bombarder la Syrie il aura été le meilleur président dont pouvait rêver les oligarques, le plus à droite, le plus réactionnaire depuis 1958.

17ème sujet

En observant comment la condition ouvrière a évolué depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à nos jours, il est extraordinaire que notre conception de la lutte de classe n'ait pas évolué ou qu'elle n'en ait pas tenu compte, et c'est encore plus sidérant de rencontrer des militants qui trouvent cela normal ou que cela n'étonne pas, comment pourrait-il en être autrement puisque tous les partis s'en accommodent et sont par conséquent pareillement fossilisés.

18ème sujet

La plupart des gens se complaisent dans leur condition, font preuve d'insouciance et préfèrent ne pas se poser trop de questions.

On a abordé tant de sujets au cours des dernières années dans nos causeries, qu'on a l'impression d'avoir fait le tour de la question qui nous occupent et qu'il n'y a plus rien à ajouter. Et pourtant nous ne sommes parvenu à rien. Et pourtant ce n'est pas faute de l'avoir abordée sous tous les angles, en vain. Changer la société est incompatible avec le dilettantisme et le pessimisme réducteur à la fatalité.

Je suis venu au militantisme en ayant la conviction qu'il fallait changer la société quand j'avais 21 ou 22 ans, après avoir passé deux ans à tatonner, à chercher et à étudier, passant d'un système philosophique à l'autre pour aboutir à la conclusion qu'aucun ne permettrait de changer la société, quand je les eue épuisés, je découvris Marx et Engels.

J'était parvenu à la conclusion avant de me lancer dans cette aventure, que ma condition pourrait changer ou s'améliorer mais que je n'en serais pas plus heureux pour autant, car cette voie serait pavée de multiples complications, contrariétés, désillusions qui me pourrirait la vie et ne changerait rien au fait que je ne serais toujours pas maître de mon destin. Avoir un salaire avoisinant le smic ou avoir un revenu trois à six fois supérieur au smic ne changerait rien au fait que mon mode de vie me serait toujours imposé, métro, boulot, dodo... Je ne pouvais pas me résoudre à l'idée de cette perspective ou de reproduire le mode de vie de mes parents. J'en suis rapidement arrivé à la conclusion qu'il fallait changer la société au lieu de se contenter de vouloir l'améliorer, et c'est ainsi que je mis en quête d'un moyen pour y parvenir.

Ce processus se déroula en grande partie inconsciemment, surtout au commencement, et c'est seulement lorsque j'acquis des repères que je commençai à en tirer des enseignements et à progresser réellement, m'illusionnant plus d'une fois sur ce que je croyais avoir compris, et c'est uniquement lorsque je découvris le matérialisme dialectique que je parvins à lui donner un sens, qui devait sa traduction sur le plan pratique par mon engagement dans le militantisme.

Si s'engager dans le militantisme manifeste la volonté de prendre en mains notre destin, cela ne signifie nullement qu'on aurait pris conscience du processus matérialiste historique qui le détermine, loin de là, très loin de là même, autrement dit, c'est juste faire un petit pas dans une voie mais tout reste à faire pour ainsi dire, le plus dur avant de pouvoir plus ou moins le maîtriser car c'est l'oeuvre de toute une vie en réalité, et entre temps on aura eu mille occasions de lâcher le fil avant d'avoir atteint cet objectif.

Notre prise de conscience du monde dans lequel nous vivons doit se faire à deux niveaux, sur les plans personnel et collectif, sinon elle sera faussée, je veux dire par là que nous ne devons pas seulement lutter pour changer le monde pour vivre autrement ou satisfaire nos aspirations individuelles légitimes, mais pour faire en sorte que pas un seul homme ou une seule femme continue de vivre sous le règne de l'exploitation et de l'oppression dans le monde, tout simplement parce que nos destins sont dialectiquement ou historiquement liés.

Comme je l'ai expliqué, je ne suis pas parvenu au militantisme, puis au marxisme, par la voie de la lutte de classe ou après avoir baigné dans un milieu favorant cette prise de conscience, c'est le refus de ma condition et du sort qui m'était réservé qui m'y a conduit inconsciemment, car je ne pense pas que le militantisme devait forcément découler de lectures philosophiques ou que la philosophie inciterait à militer.

Au départ je n'avais aucune expérience du mouvement ouvrier, à vrai dire j'étais si arriéré que j'en ignorais jusqu'à l'existence. C'est en discutant avec des jeunes un peu plus âgés et mûrs que moi, que je découvris qu'il existait quelque chose au-delà du riche et du pauvre, et qu'il existait une explication à leur condition respective dont j'ignorais absolument tout.

Politiquement j'étais de droite comme mes parents, gaullistes, mais j'ignorais totalement ce que cela signifiait, j'étais vraiment le parfait abruti à 19 ans, pour faire bref. Ce qui m'a sauvé, c'est de m'en être rendu compte et surtout de l'avoir admis tout en étant profondément choqué, honteux, humilié, ce qui fut salutaire en quelque sorte puisque j'en vins à me promettre de progresser par tous les moyens pour mettre fin à cette situation insupportable. Ce n'était pas un voeu pieux, mais une décision irrévocable à laquelle j'allais me tenir durant le restant de mes jours. Car encore aujourd'hui j'ai à l'esprit d'être revenu de très très loin, et je n'ai nullement l'intention de régresser pour finir mes jours en baignant dans un océan d'inconscience comme cela sera le cas de la plupart de mes contemporains ou des gens que j'ai croisés un jour.

Un des moyens déterminant qui m'a permis de progresser, c'est d'avoir entrepris d'apprendre à me connaître moi-même, après

avoir découvert que j'étais un sot de la dernière espèce, je me suis demandé comment j'avais pu en arriver là sans m'en apercevoir ou en étant convaincu du contraire. Pourquoi c'est si important, c'est simple, pour ne pas se leurrer soi-même, pour demeurer modeste, pour remettre sans cesse en cause nos connaissances acquises ou vérifier qu'elles sont toujours valables, les améliorer, etc. sinon à un moment donné cela bloque et on ne progresse plus, c'est le cas de la plupart des militants, on devient sectaire ou dogmatique, je suis passé par là aussi, on se croit autorisé à juger les autres et à leur donner des leçons, on est injuste et on se ridiculise, parce qu'en réalité on a un esprit étroit et borné, plutôt insignifiant ou sans profondeur, que l'on confond avec un niveau de conscience supérieur qu'on n'atteindra jamais dans ces conditions. C'est ainsi qu'avant d'étudier le marxisme, j'ai consacré la quasi totalement de mon temps jours et nuits pendant deux années entières à étudier la psychanalyse. Ce n'était pas programmé, cela m'est venu spontanément après avoir étudié la philosophie, ces deux domaines m'ont semblé immédiatement complémentaire et utiles à mes recherches. Pour comprendre comment fonctionnait la société, il pouvait être utile de comprendre comment les hommes qui la composaient fonctionnaient sur le plan psychologique, cela m'a toujours semblé logique par la suite. Quand vous faites un cours de français à des collégiens et que vous abordez un ouvrage, la première chose à faire avant de l'ouvrir, c'est de cerner son auteur, sa personnalité, son milieu social, l'époque à laquelle il vivait, etc. et vous faites la même chose avec l'ouvrage en question. Avec les hommes il faut faire la même chose en quelque sorte.

Tout cela pour dire que si rien ne me prédestinait à progresser, puisque j'étais programmé pour demeurer profondément arriéré toute ma vie à l'instar de mes parents et de mes deux soeurs qui le sont restés, j'en suis arrivé à la conclusion, sachant qu'en partant de très loin cela ne prenait pas forcément un temps infini, deux ou trois ans tout au plus pour se mettre sur les rails, un grand nombre de travailleurs en sont parfaitement capables, d'autant plus qu'ils pourraient profiter de notre expérience ou de notre aide pour y parvenir, encore faut-il que nous en ayons conscience et la volonté, que nous leur fassions confiance, ce qui n'est pas gagné d'avance hélas, car c'est le principal obstacle qui se dresse devant nous de nos jours, tous les partis étant sourds à cet argument.

Pour résumer, il y a 40 ans la démarche que j'avais adoptée avait consisté en premier lieu à refuser ma condition et l'avenir que me réservait la société, ensuite j'étais parvenu à la conclusion qu'il faudrait changer la société de fond en comble pour espérer un avenir meilleur, pour finalement m'engager dans le militantisme pour atteindre cet objectif. Mais à cette époque j'ai commis l'erreur de faire de cet objectif une question personnelle ou de privilégier cet aspect-là, je n'avais pas conscience que ce n'était pas sous cet angle qu'il fallait l'aborder et qu'il pourrait très bien ne pas être atteint de mon vivant, et qu'en réalité il correspondait davantage à une nécessité historique, ce qui pouvait suffire pour donner un sens à ma vie qu'à partir où j'en aurais conscience, ce qui ne fut pas le cas et expliquera pourquoi je cesserai de militer à peine trois ans plus tard.

L'amélioration de la condition ouvrière n'a pas fondamentalement modifié le mode de vie du prolétariat dans le sens où il lui est toujours imposé (on est bien en dictature), partant de là elle aurait dû servir de levier pour envisager d'atteindre cet objectif, ce qui impliquait un changement radical des bases sociales sur lesquelles la société reposait à condition de mener la lutte de classe dans cette direction-là jusqu'au bout au lieu de s'arrêter à mi-chemin, ce qui devait être le pire scénario.

L'amélioration de la condition ouvrière n'a pas fondamentalement modifié non plus son mode de pensée, elle a contribué à l'éloigner du socialisme au lieu de s'en rapprocher, au point de l'avoir abandonné sous l'influence ou l'emprise croissante de l'idéologue nihiliste de la classe dominante.

19ème sujet

Décryptage.

Ce ne sont pas les Etats-Unis qui sont «le dernier et meilleur espoir du monde», mais le système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme parvenu au stade suprême néolibéral du capitalisme, l'impérialisme, et les qualités "exceptionnels" ou "indispensables" que leur prêtent ses représentants ne servent pas à préserver le monde du "chaos", dans la mesure où il a été conçu uniquement pour protéger leur système de domination de classe en crise ou leur pouvoir de la seule menace qui pèse sur lui, le socialisme.

Si maintenant on fait abstration ou on sous-estime les contradictions du capitalisme ou de la crise qui le mine inexorablement, autrement dit, si arbitrairement on attribue au capitalisme une origine quasi divine ou une destinée éternelle, niant le fait qu'il ait épuisé son rôle historique qui correspondait à un stade du développement des forces productives, on se condamne à refuser de les aborder ou de les traiter dans le cadre de la lutte des classes et des perspectives historiques dans lesquelles elles se sont développées, et à nier le droit ou la capacité de la classe ouvrière à gérer la société, à assumer la responsabilité de l'avenir progressiste de l'humanité qui passe par l'établissement de nouveaux rapports sociaux de production et de distribution des richesses, ce qui revient à nier ou à falsifier le processus matérialiste dialectique à l'origine du développement de la civilisation humaine, parce qu'aveuglé par l'idéologie de la classe dominante on s'interdit d'envisager que le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme pourrait prendre fin un jour ou mieux que ce serait une nécessité historique, dans ces conditions-là il ne reste plus qu'à s'en remettre au capitalisme et à ses représentants, à ses institutions, à se ranger au côté de la réaction ou à jouer le rôle d'agent ou de serviteur du régime en place. Précisons qu'il suffit d'omettre sciemment ou inconsciemment un seul de ces facteurs, d'en modifier le contenu ou le rôle historique pour endosser ce rôle au lieu de servir la cause pour laquelle on croyait combattre.

On a là en condensé l'interprétation marxiste ou socialiste qui permet de décrypter n'importe quelle déclaration ou fait ou de comprendre la situation, de caractériser n'importe quel acteur ou parti politique.

Tous ceux qui s'en remettent à une institution du capital, qui réclament le respect ou l'application d'un traité qu'elle aurait adopté un jour pour résoudre une question sociale ou politique, un conflit, une guerre, se placent eux-mêmes dans le camp de la réaction ou des ennemis du socialisme, cela inclut tous les partis du FN au PCF en passant par le PS et leurs satellites respectifs, tous les partis qui en sont issus sans exception, et évidemment les appareils de tous les syndicats.

Vouloir faire jouer encore un rôle progressiste au capitalisme sur le plan économique ou social trouve son pendant ou son prolongement politique chez les opportunistes et autres imposteurs du mouvement ouvrier, qui prétendent que les partis cités précédemment devraient ou pourraient encore remplir un rôle politique dans la lutte de classe du prolétariat, dévoilant au passage leur caractère réactionnaire en subordonnant leur stratégie à cette perspective politique où le sort de la classe ouvrière serait lié à celui du capitalisme au lieu de se situer sur le terrain de son indépendance de classe pour conquérir le pouvoir politique et s'émanciper du joug du capitalisme.

- Une nation «exceptionnelle et indispensable» : la politique américaine est fidèle à elle-même Par John Laughland - Arrêt sur Info 08.09

Les Etats-Unis sont toujours «le dernier et meilleur espoir du monde» ?

Pour Hillary Clinton, comme pour tous les théoriciens néo-conservateurs, qui sont tout aussi puissants au sein du Parti démocrate que chez les Républicains, les Etats-Unis ne sont pas seulement exceptionnels : ils sont aussi indispensables. Indispensables parce que, sans la super-puissance américaine, le monde sombrerait dans le chaos.

Quand les Etats-Unis ne dirigent pas, nous laissons un vide qui crée le chaos, ou alors d'autres pays et d'autres réseaux remplissent le vide. Par conséquent, aussi difficile que ce soit, aussi grand le défi, l'Amérique doit mener (le monde). La question est de savoir comment…

Cette vision du monde relève d'une philosophie hobbésienne. Quoi que le grand philosophe politique anglais du dix-septième siècle n'a pas abordé les relations internationales, son nom est associé avec la doctrine de «la guerre de tous contre tous» au sein de la société primitive. Afin d'éviter cette anarchie, les citoyens de dotent d'un souverain qui est garant de l'ordre. C'est très exactement la pensée néo-conservatrice, et donc clintonienne, que d'affirmer que sans la puissance américaine, le système international sombrerait dans l'anarchie.

A l'opposé de cette vision il existe pourtant une autre philosophie: celle de l'ordre naturel. Selon cette vision, il existe un certain nombre de données qui sont inscrites dans la nature. La liberté des nations de se disposer d'elles-mêmes était, pour le grand théoricien du droit international Emmerich de Vattel (1714 – 1767) un élément fondamental de l'ordre international, tout aussi inviolable que la liberté individuelle:

C'est une conséquence manifeste de la Liberté et de l'indépendance des Nations, que toutes sont en droit de se gouverner comme elles le jugent à propos, et qu'aucune n'a le moindre droit de se mêler du Gouvernement d'une autre. De tous les Droits qui peuvent appartenir à une Nation, la Souveraineté est sans doute le plus précieux, et celui que les autres doivent respecter le plus scrupuleusement, si elles ne veulent pas lui faire injure (Emmerich de Vattel, Le droit des gens, Tome 1, Livre 2, paragraphe 54). Arrêt sur Info 08.09

Ce que dit John Laughland est intéressant, mais à l'arrivée voilà encore un intellectuel qui a quelques siècles de retard et dont les conclusions ne nous serons d'aucune utilité.

20ème sujet

Méfiez-vous des médias dits alternatifs ou indépendants qui en réalité roulent pour le capitalisme.

Le titre du texte suivant publié par le portail Arrêt sur Info et qui a semble-t-il été adopté délibérément correspond à une orientation politique qui n'a rien d'anodine, puisqu'elle ne correspond pas à celle de l'auteur de ce texte, Georges Orwel, qui défendait le socialisme ou plaçait ses espoirs dans le socialisme bien que tout avait été fait pour l'en dissuader après avoir été en contact avec ses fossoyeurs sociaux-démocrates ou staliniens, et d'autre part, pire, elle s'attache à faire passer le socialisme pour incohérent afin d'en éloigner les lecteurs, alors qu'il est la seule alternative au capitalisme.

On a retenu que les passages qui le prouvent, pour montrer les réelles intentions de l'auteur de ce portail qu'ignorent généralement ceux qui s'y connectent et qui peuvent se laisser influencer ou berner par son orientation politique, elles consistent à maintenir les lecteurs dans le giron du capitalisme, la totalité des articles publiés par ce portail provenant d'auteurs s'employant à critiquer le capitalisme sans toutefois manifester l'intention de rompre avec lui.

Vous noterez que les critiques de Georges Orwell s'adressaient à ceux qui se prétendaient socialiste et non au socialisme.

- L'incohérence du socialisme: le mythe du progrès & le culte de la machine par Georges Orwell - Arrêt sur Info 08.08

- Et malheureusement, en raison du complexe associatif « socialisme-progrès-machinisme-Russie-tracteur-hygiène-machinisme-progrès » présent dans l'esprit de la quasi-totalité des gens, le même individu se trouve, en général, être également hostile au socialisme.

- En attendant, l'homme de réflexion, généralement de gauche par ses idées mais souvent de droite par tempérament, ne se décide pas à franchir le pas. Assurément, il se rend compte qu'il devrait être socialiste. Mais, constatant l'épaisseur d'esprit des socialistes pris individuellement, puis la mollesse flagrante des idéaux socialistes, il passe son chemin. Jusqu'à une date récente, il était naturel de se réfugier dans l'indifférentisme.

- Les socialistes ont assez perdu de temps à prêcher des convertis. Il s'agit pour eux, à présent, de fabriquer des socialistes, et vite.

- ... les socialistes ont, pour ainsi dire, présenté leur cause par le mauvais bout. Ils ne se sont jamais attachés à montrer de manière suffisamment nette que le socialisme a pour fins essentielles la justice et la liberté.

- L'heure est grave, très grave. A supposer qu'aucune plus grande catastrophe ne s'abatte sur nous, il y a la situation que j'ai décrite dans la première partie de ce livre, situation qui ne saurait s'améliorer dans le cadre du système économique actuel. Encore plus pressant est le danger d'une mainmise fasciste sur l'Europe. Et, à moins que la doctrine socialiste ne connaisse une diffusion très large et très rapide dans une formulation efficace, rien n'autorise à penser que le fascisme sera un jour vaincu. Car le socialisme est le seul véritable ennemi que le fascisme ait à affronter. Il ne faut pas compter sur les gouvernements impérialistes-capitalistes, même s'ils se sentent eux-mêmes sur le point d'être assaillis et plumés comme des volailles, pour lutter avec quelque conviction contre le fascisme en tant que tel. Nos dirigeants, du moins ceux qui comprennent les données du problème, préféreraient sans doute céder jusqu'au dernier pouce de l'empire britannique à l'Italie, à l'Allemagne et au Japon plutôt que de voir le socialisme triompher. Il était facile de rire du fascisme quand nous nous imaginions qu'il était fondé sur une hystérie nationaliste, parce qu'il paraissait alors évident que les États fascistes, se considérant chacun comme le peuple élu et l'incarnation du patriotisme contra mundum, allaient se déchirer les uns les autres. Mais rien de tel ne s'est produit. Le fascisme est aujourd'hui un mouvement international, ce qui veut dire non seulement que les nations fascistes peuvent s'associer dans des buts de pillage, mais aussi qu'elles tendent, d'une manière qui n'est peut-être pas encore absolument concertée, vers l'instauration d'une hégémonie mondiale. Car à l'idée d'un État totalitaire commence à se substituer sous nos yeux l'idée d'un monde totalitaire. Comme je l'ai déjà signalé, le progrès de la technique machiniste doit en fin de compte conduire à une forme de collectivisme, mais une forme qui ne sera pas nécessairement égalitaire. C'est-à-dire, qui ne serait pas forcément le socialisme. N'en déplaise aux économistes, il est très facile d'imaginer une société mondiale, placée économiquement sous le signe du collectivisme (c'est-à-dire ayant éliminé le principe de profit), mais où tout le pouvoir politique, militaire et pédagogique se trouverait concentré entre les mains d'une petite caste de dirigeants et d'hommes de main. Une telle société, ou quelque chose de très voisin, voilà l'objectif du fascisme. Et cette société, c'est bien sûr l'Etat esclavagiste, ou plutôt le monde esclavagiste. Ce serait vraisemblablement une société stable et, si l'on considère les immenses richesses que recèle un monde scientifiquement mis en valeur, on peut penser que les esclaves seraient convenablement nourris et entretenus, de manière à être satisfaits de leur sort. On a l'habitude d'assimiler l'ambition fasciste à la mise en place d'un État-ruche — ce qui est faire gravement injure aux abeilles. Il serait plus approprié de parler d'un monde de lapins gouverné par des furets. C'est contre cette sinistre éventualité que nous devons nous unir.

La seule chose au nom de laquelle nous pouvons combattre ensemble, c'est l'idéal tracé en filigrane dans le socialisme : justice et liberté. Mais ce filigrane est presque complètement effacé. Il a été enfoui sous des couches successives de chicaneries doctrinales, de querelles de parti et de « progressisme » mal assimilé, au point de ressembler à un diamant caché sous une montagne d'excréments. La tâche des socialistes est d'aller le chercher où il se trouve pour le mettre à jour. Justice et liberté ! Voilà les mots qui doivent résonner comme un clairon à travers le monde. Depuis déjà un bon bout de temps, et en tout cas au cours des dix dernières années, le diable s'est adjugé les meilleurs airs. Nous en sommes arrivés à un point où le mot de socialisme évoque, d'un côté, des avions, des tracteurs et d'immenses et resplendissantes usines à ossature de verre et de béton ; et de l'autre côté, des végétariens à la barbe flétrie, des commissaires bolcheviks (moitié gangster, moitié gramophone), des dames au port digne et aux pieds chaussés de sandales, des marxistes à la chevelure ébouriffée mâchouillant des polysyllabes, des Quakers en goguette, des fanatiques du contrôle des naissances et des magouilleurs inscrits au parti travailliste. Le socialisme, du moins dans cette île qui est la nôtre, ne sent plus la révolution et le renversement des tyrannies, mais l'excentricité incohérente, le culte de la machine et la stupide béatification de la Russie. Si l'on ne fait pas disparaître cette odeur, et vite, le fascisme peut gagner.

Un enregistrement audio proposé par le même portail.

Comment le nihilisme s'inscrustre profondément dans les cerveaux.

- Vincent Badré : «Le réel n’est ni de droite ni de gauche - Arrêt sur Info 04.09

Vincent Badré est professeur d’histoire et de géographie à Paris.

Qu'est-ce le réel sinon l'expression d'ensemble de facteurs et de rapports entre les classes qui sont bien concrets, matériels, objectifs ? Le nier, c'est ignorer la réalité ou les faits ou s'en détourner, dès lors toute interprétation de la situation relèvera de la spéculation ou de la propagande qui de préférence servira le gouvernement ou le régime en place.

L'article suivant provient également du même portail

Quand "la pensée libre" rime avec despotisme.

- Simone Weil : vérité, justice et bien public contre les partis politiques par Matthieu Giroux, 29 mai 2014 - Arrêt sur Info 07.09.2016

Extraits

- « Les partis sont des organismes publiquement, officiellement constitués de manière à tuer dans les âmes le sens de la vérité et de la justice », estime Simone Weil dans sa Note sur la suppression générale des partis politiques écrite en 1940. (...) Cette Note est un manifeste lumineux pour la pensée libre.

- Pour Simone Weil, la notion de parti implique nécessairement la possibilité de la dérive totalitaire.

- Des partis politiques ne peut découler aucun bien puisqu’ils sont fondamentalement mauvais.

- Un parti politique n’a pas pour but de dire la vérité, de rendre justice ou encore de se consacrer au bien public.

- L’adhésion à un parti implique le renoncement à la pensée libre. Nul ne peut penser par lui-même dès lors qu’il est lié à un parti. Le parti produit pour l’individu le contenu de sa pensée de manière exclusive.

- La conquête illimitée du pouvoir devient la fin même du parti.

- Le parti réclame la soumission absolu au dogme et menace d’anathème ceux qui font entendre une voix discordante.

- Cette maladie de la pensée, cette « lèpre » doit être combattue. La première étape de ce combat implique la suppression des partis politiques. Fin des extraits.

Vous avouerez que cet article était digne de figurer dans un portail néoconservateur ou d'extrême droite.

Parmi les milliers d'articles publiés par Arrêt sur Info, Le Grand Soir, Le centre pour la recherche sur la mondialisation, le Réseau Voltaire et bien d'autres encore, je n'en ai jamais lus un seul au cours des années précédentes dont j'aurais pu adopter l'orientation politique, pas un seul.

21ème sujet

- Les physiciens européens remettent en cause la version officielle du 11-septembre - voltairenet.org 19.09

Depuis quinze ans des experts stipendiés par le gouvernement fédéral états-unien assurent que l’effondrement des Tours jumelles et de la Tour 7 du World Trade Center, le 11 septembre 2001, sont imputables à la projection de deux avions de ligne sur les deux premières tours.

La très prestigieuse European Physical Society ne l’entend pas ainsi. Elle vient de publier, dans sa revue European Physics News, un article de Steven Jones, Robert Korol, Anthony Szamboti et Ted Walter, mettant en évidence qu’il s’agit d’un cas de démolition contrôlée. voltairenet.org 19.09

Reste-t-il des irréductibles pour croire encore la version officielle ?

Attention bourreaux de sorcières, à une autre époque vous auriez rejoint les rangs de l'inquisition ! Moi je ne sais pas, mais cela me ferait réfléchir. Si vous êtes un militant ouvrier et que vous croyez encore la version officielle du 11/9 après qu'une multitude de preuves et de témoignages eurent été rendus publics qui la contredisaient, c'est que vous êtes fâchés avec la dialectique, eh

oui encore la transformation de la quantité en qualité, on n'y coupe pas que voulez-vous, observez bien elle rythme votre vie.

22ème sujet

Quelques infos en bref.

Syrie : un drone russe repère des djihadistes à proximité du convoi humanitaire incendié.

De nouvelles images permettent d'en savoir plus sur les circonstances dans lesquelles un convoi humanitaire a été en grande partie détruit ce mardi 20 septembre. Mais les images dévoilent aussi la présence de djiahdistes à proximité du convoi.

«L'aviation russe ou syrienne n'a mené aucune frappe aérienne sur un convoi humanitaire de l'ONU au sud-ouest d'Alep», a déclaré le général Igor Konachenkov, porte-parole du ministère dans un communiqué cité par les agences russes. «Nous avons étudié attentivement les images vidéo des soit-disant "activistes" présents sur place et nous n'avons pas trouvé de signes de frappes sur le convoi par des armes», a poursuivi le ministère russe de la Défense.

A l'appui de son analyse, le ministère a mis en ligne les images tournées par un drone russe. On peut constater sur la vidéo la présence d'un véhicule tractant une arme lourde qui remonte la colonne des poids lourds, ces derniers étant identifiés en rouge.

Le convoi humanitaire détruit dans les environs d'Alep était escorté de djihadistes équipés d'un mortier. La destruction du convoi, qui transportait une aide d'urgence à destination de quelque 78 000 civils, a causé la mort de 21 membres de l'organisation du Croissant-Rouge syrien. Selon les Nations unies, 18 véhicules parmi les 31 du convoi avaient été touchés.

Le ministère de la Défense russe avait d'emblée indiqué que le convoi n'avait pas pu être la cible de frappes, que ce soit d'origine russe ou syrienne. Moscou a fait valoir que l'examen attentif des lourds dommages constatés sur les véhicules ne pouvaient pas permettre de conclure à des frappes aériennes. La destruction des véhicules est plus vraisemblablement due à l'incendie même de la cargaison.

«Il n'y a pas de cratère, la structure des véhicules n'est pas endommagée et ils n'ont pas subi le souffle d'une frappe aérienne», a fait valoir le porte-parole russe qui ne constate là que «le résultat d'un incendie, qui s'est comme par hasard déclenché au moment d'une offensive d'ampleur des rebelles vers Alep».

Le ministère russe des Affaires étrangères a fait part de son «indignation et colère» et dénoncé «les tentatives de certains protecteurs des terroristes et des bandits» de mettre en cause les aviations russe et syrienne dans ces bombardements. Des «accusations hâtives, non étayées» qui semblent être «calculées pour détourner l'attention de l'étrange "erreur" des pilotes de la coalition». Moscou faisant ainsi allusion aux frappes aériennes de la coalition menée par les Etats-Unis qui ont fait au moins 90 morts dans les rangs de l'armée régulière syrienne. (Source : RT 20/09/16)

En dictature, ses représentants assassinent froidement des innocents en toute impunité.

- Etats-Unis : encore un Noir non armé abattu par la police - AFP

Terence Crutcher avait les mains en l'air lorsque Betty Shelby, une policière de l'Oklahoma, l'a abattu. AFP 20.09

Il s'agit donc d'un homicide volontaire ou d'un assassinat.

Plus loin dans cet article l'AFP requalifie les meurtres semblables d'Afro-Américains commis par des policiers au cours des mois ou des années précédentes de "brutalités policières" ou "d'abus des forces de l'ordre".

Pendant qu'ils ravagent le Moyen-Orient, la Libye, l'Afghanistan...

- Obama à l'ONU : "Nous devons ouvrir nos cœurs et faire davantage pour aider les réfugiés" - Franceinfo

- Obama annonce l'engagement de 50 pays sur l'accueil de 360.000 réfugiés - AFP

Il vaudrait mieux parler de populations déplacées par l'impérialisme américain et ses alliés...

Busherie.

- Hollande sur la Syrie: «Ça suffit» - 20minutes.fr

A la tribune des Nations Unis ce mardi, le président Français a appelé la communauté internationale à mettre fin au conflit syrien... 20minutes.fr 21.09

Ils n'ont jamais cessé de le faire...

- Ces électeurs de gauche qui veulent voter à droite - LeParisien.fr 20.09

Ils ont des idées à la hauteur de leurs ambitions

- Après "Hé oh la gauche", les Hollandais lancent "Notre idée de la France" - AFP

- Prisons : Jean-Jacques Urvoas annonce un plan ambitieux de construction de cellules - Public Sénat

Quand un système financier mafieux gouverne le monde.

- UBS France souhaite être partie civile dans l'enquête à Paris - Reuters

- Banque Wells Fargo : le patron s'excuse pour les comptes fantômes - La Tribune

Plus de 2 millions de comptes non autorisés ont été ouverts, permettant à la banque de prélever à ces clients des commissions et autres frais.

De l'ordre de 5.300 employés de la banque de San Francisco ont été licenciés pour avoir ouvert pendant cinq ans des comptes bancaires fictifs au nom de clients, à leur insu.

... les employés de la banque "falsifiaient des signatures, volaient des pièces d'identité, des numéros de Sécurité sociale et l'argent durement gagné de leurs clients pour conserver leurs emplois mal payés et faire gagner de l'argent aux dirigeants bien payés de Wells Fargo."

D'anciens salariés ont rapporté qu'ils subissaient de très vives pressions pour multiplier les comptes de chaque client.

Wells Fargo a accepté au début du mois de verser 190 millions de dollars (170 millions d'euros environ) d'amendes et d'indemnités pour avoir créé ces comptes à l'insu des clients concernés, une pratique qui permettait à certains de ses salariés d'atteindre leurs objectifs commerciaux.

Mais sur ces 190 millions, cinq seulement seront consacrés à l'indemnisation des clients alors que, selon les parlementaires, les "faux" comptes ont pu se traduire pour certains d'entre eux, au-delà des frais de tenue de compte, par des coûts indirects, lors d'emprunts par exemple.

Les pratiques frauduleuses ont été identifiées dès 2011 mais les dirigeants de la banque n'ont réalisé l'étendue du problème qu'au début de 2015, s'est défendu John Stumpf, le PDG de Wells Fargo.

Auditionné par la commission bancaire du Sénat américain, le patron de Wells Frago a fait acte de contrition ce mardi, deux semaines après l'éclatement de l'affaire des comptes "fantômes". Il a déclaré : "Je suis profondément désolé que nous ayons échoué à remplir nos obligations vis-à-vis de nos clients"

Hillary Clinton, qui a été accusée pendant les primaires de représenter les intérêts de Wall Street, a dit vouloir un terme à ce qu'elle appelle "la culture de la mauvaise gestion et de l'imprudence" dans le système bancaire. reuters et latribune.fr 21.09

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2016

CAUSERIE

Je ne me casse plus la tête, j'ai largement de quoi faire ici sur place en Inde.

Ce qui m'écoeure le plus ce n'est pas la tournure que prennent les choses, mais la manière de l'aborder de nos dirigeants toujours plus sclérosés. De plus en plus de militants constatant que ces dirigeants leur tiennent toujours les mêmes discours manifestent leur impatience, se posent des questions, ils ont de quoi en présence d'un tel aveuglement ou déni, d'une telle incurie politique.

Sans renouvellement de l'avant-garde, point de salut, car on ne pourra jamais accorder la moindre confiance aux dirigeants qui nous ont menés où nous en sommes. Et quant à ceux parmi les militants qui ont la faiblesse de les suivre, ils ne font que précipiter leur propre perte. On en reparlera, comme toujours quand il sera trop tard. Et on nous dira alors, à quoi bon ruminer ce qui appartient au passé, ce qui est fait est fait, si au moins ce n'était plus à faire peut-être qu'on parviendrait à avancer mais ce ne sera pas le cas je le crains, hélas !

Le cri de guerre du jour : Antisionisme !

Carnet personnel

Faites un bon placement, adopter la modestie. On a toujours besoin de plus petit que soi.

Les cons, ça ose tout, et c'est même à ça qu'on les reconnaît (Réplique de Lino Ventura à Francis Blanche dans les Tontons flingueurs, 1963, dialogue de Michel Audiard.)

Certes, mais il faut bien admettre que dans bien des cas, c'est parce qu'ils estiment avoir à faire à plus cons qu'eux, ce qui n'est pas très difficile à trouver dans la mesure où on ne compte pas ceux qui se considèrent plus intelligents que la moyenne, ce qui entre nous est une grosse connerie parce qu'on est toujours le con de quelqu'un.

Qui peut le plus, peut le moins.

Il en va de même du plus beau, du plus fort, du plus riche, etc. qui vit par rapport aux autres et qui passe son temps à les juger à défaut de se connaître ou de s'accepter tel qu'il est. Il en va ainsi de la plupart des gens qui parlent au nom de je ne sais pas qui

ou quoi qu'ils ignorent avec arrogeance, on aurait le droit de les prendre pour des cons rien que pour cela, mais on n'en fera rien.

Cette réflexion m'est venue à l'idée en repensant au comportement des gens développés que j'avais croisés ou côtoyés en France au cours des décennies précédentes, en le comparant avec celui des Indiens ultra arriérés avec lesquels je vis quotidiennement ou que j'ai rencontrés, après avoir constaté que finalement ils en étaient pour ainsi dire au même point sur l'échelle de l'évolution, car les seules éléments les distinguant proviennent uniquement des conditions économiques dans lesquelles ils évoluent respectivement et qui leur ont été imposées, de sorte que les premiers ont acquis des éléments de conscience pour ainsi dire par mimétisme ou mécaniquement, ce que prouve leur inaptitude à s'en servir pour analyser les expériences qu'ils seront amenés à faire au cours de leur vie et dont ils ne tireront aucun enseignement susceptible de faire progresser leur niveau de conscience, qui stagnera ou régressera avec la vieillesse.

Personnellement je n'ai jamais méprisé personne, pas même les cons, en revanche je me suis toujours attaqué à la connerie, dans un langage réservé ou plus soutenu on dirait l'ignorance, à commencer par la mienne. Quand on est jeune et qu'on prend conscience qu'on est voué à avoir une vie de merde, il est permis ou même recommandé de se demander pourquoi. Tout de suite la première chose qui vous vient à l'esprit, c'est pourquoi une telle injustice. Ensuite seulement on se demandera s'il existe un moyen d'y échapper, du coup cette idée d'injustice vous accompagnera toute votre vie parce qu'on n'échappe pas à son destin, qui nous ramène toujours à la réalité ou à ce que nous sommes qui ne peut respirer le bonheur dans un monde perpétuellement en guerre. Nous sommes victime de cette guerre qui porte un nom, la lutte des classes.

Nous demander pourquoi cette injustice nous conduit à devoir regarder la réalité en face, à devoir l'affronter pour la changer. Quand on la fuit, cela revient à reporter à plus tard le moment où nous y serons confronté lors du jugement dernier comme diraient les chrétiens, à moins qu'on passe encore à côté, ce qui serait pire car nous n'aurions fait que la subir.

C'est mon oncle Marcel, décédé de vieillesse il y a quelques années, déjà qui avait développé le niveau de conscience le plus élevé dans ma famille, il était balayeur municipal à la ville de Rueil (92). Il n'a pas vécu en ascète, il s'est juste passé de ce qu'on a appelé le confort moderne, refusant de s'encombrer de charges et d'objets, il en appréciait l'usage chez les autres, mais pas chez lui, son confort à lui, c'était le dénuement (dénûment) où l'homme est plus proche de lui-même parce qu'il n'a rien d'autre à penser, donc dans un contexte social favorable il est porté à penser aux autres où à les aimer. Pendant la guerre il avait adhéré au PC, je ne sais plus s'il était parti ou non au STO en Allemagne, une adhésion à vie qui était plus de principe car il n'a jamais milité, il est resté fidèle à la générosité ou à l'humanisme qu'il y avait dans le communisme, mais non dans le PC.

A 20 ans j'avais une dégaîne d'enfer, jean usé jusqu'à la corde ou plus, treillis du surplus américain acheté au Puce de Saint-Ouen dans le même état, chemise canadienne si ample qu'on aurait pu tenir à deux dedans, savates en corde et toile, cheveux frisés, bouclés naturellement recouvrant les épaules en fredonnant Led Zeppelin, personne ne me parlait avec autant de gentillesse que Marcel.

Mon allure ne le choquait pas, lui ne se séparait jamais de son bleu de travail qui lui servait de vêtement de ville. Ah ben oui mon gars, si on lui a donné, il doit le porter, c'est logique, pourquoi dépenser de l'argent pour se vêtir lorsque c'est gratuit, pas tout à fait car c'est une part du salaire du besogneux ! Pourquoi s'acheter des fringues, cela devrait être gratuit, cela coule de source effectivement, mais c'est trop simple, trop simple pour les esprits compliqués, tordus, occupés, en burn-out de shopping!

Marcel ne s'est pas laissé acheter. Il a vécu modestement et il a été plus heureux que les repus, sans un tas d'objets qui vous encombre, y compris l'esprit qu'ils embrouillent. Ce fut un brave homme, un résistant à l'exploitation et à l'oppression marqué à vie par la guerre, s'il ne milita pas, son mode de vie dépouillé incarnait davantage le réel niveau de conscience des masses laborieuses, il était pour ainsi dire plus proche de la réalité que ceux de sa classe qui mimaient les bourgeois et qui allaient le payer très cher plus tard.

Il était l'objet de railleries parce qu'il n'avait pas adopté un mode de vie conforme à ses semblables qu'il n'a jamais enviés. Il avait rejeté cette société que nous honnissons tant et il l'assumait sans amertume. Durant 40 ans il a dû économiser au moins la moitié de son salaire, alors quand il est mort il devait avoir un sacré pécule de côté qu'il légua à un de mes oncles et à son épouse qui était sa demi-soeur. Ironie de l'histoire, il est mort riche sans en avoir jamais profité, parce que c'était superflu ou pas vraiment le but de sa vie. Je ne l'ai jamais tapé d'un centime, j'en aurais eu honte. Il m'aimait bien et j'avais tellement besoin qu'on m'aime un peu, comme j'étais, nos relations me comblaient telles qu'elles étaient pour ne pas prendre le risque de les gâcher.

Il a appartenu à l'espèce la plus rare et la plus digne, celle des humanistes désintéressés. Il aurait pu devenir aigri et mauvais pour être demeuré un vieux garçon. Il était nostalgique de sa jeunesse ou de la période qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, comme pour partager encore et encore les bons moments qu'il avait passés avec les uns ou les autres, avant que chacun emprunte une route différente qui nous éloigne, parce que lui aussi il avait besoin qu'on l'aime, tel qu'il était, quoi de plus naturel.

C'est une parabole, parce que Marcel n'a pas eu conscience de tout ce que je viens de raconter. A sa façon, il a été un dogmatique à l'envers.

Je veux mourir !

- Ma tante Réjane a dit à ma mère qu'elle en avait marre, qu'elle n'en pouvait plus... Ma mère a bredouillé quelques mots incompréhensibles en guise de réponse. Que pouvait-elle faire d'autre, Réjane a 94 ans et elle se déplace très difficilement, elle ne sort plus de chez elle depuis déjà plusieurs années, et son époux qui a 97 ans a été hospitalisé récemment et il en est rendu au même point qu'elle, elle n'en peut plus d'attendre de mourir et son voeux le plus cher doit être de s'endormir un soir pour ne pas se réveiller le lendemain matin, quelle fin triste et pathétique !

Pendant qu'il y en a qui se battent pour vivre, d'autres souhaitent mourir et n'y arrivent pas !

Il y a bien quelque chose qui ne tourne pas rond dans la tête des hommes. Ils passent à côté de la vie ou elle leur réserve un sort qu'ils n'ont pas choisi tant qu'ils sont valides, et quand ils ne le sont plus, elle s'accroche à eux comme pour faire durer leur souffrance, c'est dire à quel point elle peut être injuste et cruelle.

Une société plus juste et plus humaine leur proposerait d'abréger cette souffrance dans la dignité ou de ne pas attendre qu'elle devienne insupportable pour leur éviter cette épreuve inutile.

Voilà une raison de plus pour lutter pour le socialisme. Quand on dit que c'est l'idéal humaniste le plus élevé que l'homme puisse concevoir, on ne nous croit pas, on se moque de nous, moi ce qu'endure ma tante ne me fait pas rire du tout.

Réformiste ou internationaliste, il faut choisir son camp.

- Le montage d'images que j'ai mise en page d'accueil pour illustrer l'actualité témoigne de l'orientation internationaliste de notre politique. Ce n'est pas un hasard ou ce n'est pas dû au fait que je vivrais en Inde, encore moins une posture, c'est conforme à notre interprétation de la lutte de classe qui ne se limite pas au minuscule hexagone mais qui intègre l'actualité sociale et politique du reste du monde dans la mesure où ils sont indissociables.

Mais ce n'est qu'un aspect de cette question, il y en a un beaucoup plus sensible que les uns et les autres ne souhaitent pas aborder, et pour cause.

L'interprétation par les opportunistes de la lutte des classes des décennies qui ont précédé et suivi l'après-guerre se devait d'être conforme autant à leur conception de la lutte de classe qu'à la véritable nature de leur engagement politique, le réformisme qui s'accommodera du colonialisme et du pillage des richesses des continents africain et asiatique ainsi que sud-américain, mieux qui le perpétuera lors du Front populaire ou sous la IVe République, et qui ne sera conduit à le condamner ou à l'abandonner (provisoirement ou en réalité une simple posture ou manoeuvre) que lorsque les peuples se soulèveront pour conquérir leur indépendance ou leur souveraineté, qui seront immédiatement confisquées par leurs propres bourgeoisies. Quelques décennies plus tard, les mêmes partis soutiendront de nouvelles agressions militaires contre d'autres peuples ou parfois les mêmes, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, mais aussi au Mali, en Centrafrique, au Tchad, et bien d'autres pays en Afrique, sans oublier la Serbie, témoignant si nécessaire que leur penchant pour l'impérialisme et la guerre faisait partie intégrante de leur nature réactionnaire.

De fait, on a pu constater que le réformisme (et le capitalisme d'Etat) n'était pas incompatible avec le colonialisme et les guerres impérialistes, mieux ou plus sordide, il s'en nourrissait sans que cela ne choque plus que cela les courants du mouvement ouvrier qui vont s'associer aux PS et au PCF, tisser des liens avec eux, les soutenir sur le plan électoral, parfois siéger à leur côté, notamment dans les syndicats, ce qui permet de mesurer à sa juste valeur leur attachement au principe internationaliste dont ils osent se réclamer.

La guerre avec toutes ses horreurs, l'exploitation des pays colonisés maintenus dans un état de sous-développement permanent que des centaines de millions de travailleurs vivaient quotidiennement, qui en avait vraiment conscience, qui cela empêchait-il de dormir, c'était si loin, des images, du cinéma en somme qui ne devait pas peser bien lourd dans les préoccupations du brave travailleur ou militant français vivant en paix, ils avaient mieux à faire que se demander comment mettre fin à cette situation qui ne les concernait pas directement, surtout dès lors qu'il profitait de l'amélioration de leur condition, pas tous loin de là, peu importe à vrai dire là encore, réformes sociales financées grâce à ces guerres et au colonialisme qui permettaient au capitalisme français de conserver ou accroître ses parts de marché de l'économie mondiale tout en préservant la paix sociale en France.

Comme avec le proverbe chinois où l'idiot regarde le doigt du philosophe au lieu de regarder la lune qu'il lui montre, on se satisfera que le mouvement ouvrier combatte pour des réformes sociales sans tenir compte de son orientation politique, en refusant de le caractériser par crainte des questions et des conséquences inévitables qui en découleraient, dont la nécessité de changer de stratégie et de rompre avec les partis qui le contrôlaient, ce qui se traduira par un appel au front unique de ces partis au moment même où ils soutenaient les guerres coloniales de leur propre impérialiste et démontrait dans quel camp ils se situaient, celui des ennemis des exploités et des opprimés. Une telle politique opportuniste ne pouvait que diviser l'avant-garde de la classe ouvrière, la vouer à l'impuissance et préparer à terme sa dislocation.

Qu'on s'imagine un instant la situation, on s'adressait à des partis pour qu'ils s'engagent au côté de la classe ouvrière, alors qu'ils prenaient ouvertement ou publiquement en charge les besoins de leur impérialiste, quand on y repense on se dit que c'était impossible de ne pas s'apercevoir qu'on se retrouvait en présence de positions inconciliables ou qui se neutralisaient au profit des partis qui contrôlaient et instrumentalisaient le mouvement ouvrier et qu'on courrait fatalement à notre perte en persistant dans cette voie.

Deux vidéos de contre-propagande.

Michel Collon: journalisme ou propagande?

https://www.youtube.com/watch?v=eyKpMVX0JEk

Eh oui mon brave monsieur, il n'y a que les vauriens qui n'ont pas besoin de se justifier, hormis lorsqu'ils feignent l'honnêteté tellement elle leur est étrangère !

Les gens sont devenus susceptibles ou suspicieux, sauf envers eux-mêmes qu'ils ne connaissent pas ou trop bien. Ils sont disposés à croire n'importe quoi, sauf la vérité des faits qu'ils fuient ou leur échappent. Ce qu'il y a de pratique avec la propagande, c'est qu'elle entre en scène immédiatement après un évènement, pratiquement simultanément, sans attendre les conclusions d'une enquête, elle a réponse à tout ou plutôt elle se substitue à tout, de sorte que vous n'avez même pas à vous poser de questions, c'est la vérité révélée qui fait office de réalité... fabriquée.

- Quelques observations après avoir visionné la conférence : Ilan Pappe & Michel Collon. La Propagande d'Israël, la décèle. (http://www.michelcollon.info)

Par certains côtés cela ressemble un peu trop à une opération de marketing, parce qu'à plusieurs reprises et de manière insistante les intervenants font référence à leurs livres qu'ils appellent le public à acheter. Quant à la quête pour financer la venue à Lille d'un professeur d'université enseignant à Londres comme s'il était dans le besoin ou avait un salaire misérable, elle était plutôt déplacée.

Il manque aussi des images de la salle, du public, à croire qu'il se résumait à quelques dizaines de personnes à peine, ce qui n'est pas un problème en soi, mais le devient quand on l'occulte, cela donne une image faussée et c'est dommage.

On ne s'étonnera pas que la CGT (Educ) coorganisatrice de cette manifestation n'ait pas mobilisé ses troupes pour en assurer le succès, service minimum qui est du même ordre d'idée que les journées d'action juste pour qu'on ne les accuse pas de ne pas avoir participé à ces batailles, de la démagogie destinée aux esprits faibles ou influençables... On s'étonnera aussi que parmi le corps enseignant adhérent de la CGT, il n'ait pas trouvé un seul professeur maîtrisant l'anglais pour assurer la traduction. Ceci confirme cela.

Cela dit et c'est là l'essentiel, Ilan Pappe et Michel Collon ont tenu selon nous des positions sur la question palestinienne que nous partageons et que vous connaissez déjà, ils méritent donc notre soutien.

Selon le stratège "révolutionnaire" Mélenchon, sans rire nous vivrions en démocratie.

Les militants ou les travailleurs ayant participé à des manifestations au cours des derniers mois et victimes de la répression policière aveugle, poursuivis en justice et risquant la prison apprécieront.

Mélenchon : En France, c’est la République qui fonde la nation, et non l’inverse. La nation fait partie de la stratégie révolutionnaire que je défends en tant que cadre dans lequel s’exerce la démocratie et comme point d’appui de la volonté populaire. Une certaine gauche est en panne de réflexion, elle ne tient aucun compte de la nature du capitalisme financier international, ni des points d’appui que sont l’ONU ou l’OIT, des organisations fondées sur les nations.

(Source : Jean-Luc Mélenchon : « Le rassemblement de la ’gauche’ empêcherait le peuple de se fédérer » - legrandsoir.info 25 septembre 2016)

Question qu'élude soigneusement notre illusionniste : Quelle est la nature des rapports de classe de cette République ? Quelle est la nature de classe de l'ONU et accessoirement de l'OIT ? Qui les a fondées, pour qui ? Réponse : La classe minoritaire des capitalistes qui détenaient le pouvoir économique et politique pour le conserver, c'est leur seule raison d'être, exploiter et opprimer le peuple travailleur, ce sont donc des institutions antidémocratiques par nature destinées à permettre à la classe dominante d'exercer son hégémonie politique sur la classe dominée et de préserver son système économique basée sur des rapports d'exploitation d'où elle tire son pouvoir.

Le candidat du capital Mélenchon dévoile au passage que la nature sociale de la VIe République qu'il appelle de ses voeux n'est pas incompatible avec ces rapports d'exploitation qu'il ne faut surtout pas abolir, en revendiquant non pas leur renversement ou leur inversion au profit de la classe majoritaire des exploités, puisqu'il s'agirait uniquement de procéder à "une autre répartition entre le capital et le travail", ce qu'il confirme en ajoutant qu'elle se réaliserait dans le cadre d'une "planification écologique" qui se substitue ici (ou qui s'oppose) à une planification de la production à partir des besoins sociaux et aspirations légitimes de la population qui impliquerait une révolution sociale qui ne fait pas partie du programme de cet histrion du régime.

Qui apportera son soutien au candidat social-impérialiste Mélenchon nourrit par l'UE, porte-parole revendiqué de l'ONU qui a légitimé notamment toutes les guerres impérialistes, depuis sa création et l'existence d'Israël ?

Dans cet entretien publié par L'Humanité le 20 septembre, il a tenu un propos sur Hollande qui lui va comme un gant :

Mélenchon : Cet homme, en mentant et en trahissant la parole donnée, a désorienté des millions de gens qui ne savent plus ce que veulent dire gauche et droite.

On se demandera qui sont ces "millions de gens qui ne savent plus ce que veulent dire gauche et droite", alors qu'ils étaient censés le savoir depuis belle lurette, petits-bourgeois, membres des classes moyennes ou de l'aristocratie ouvrière, intellectuels, des hypocrites que cela arrangeait de le caractériser de gauche pour ne pas heurter leur bonne conscience et qui le savaient pertinemment, mais ils feignirent de l'ignorer en espérant tirer profit de l'élection de Hollande, ils espéraient qu'en retour il les épargnerait sans se soucier de sa nature sociale réactionnaire et des conséquences catastrophiques qui découlerait de sa politique pour la classe ouvrière. Voilà le fond de commerce de cet imposteur, le même que celui de Syriza ou Podemos ou leurs semblables ailleurs.

Entre nous, pour croire un instant que Hollande aurait pu avoir de bonnes intentions envers les travailleurs il fallait être un crétin fini. Or les gens auxquels s'adresse notre prestidigitateur professionnel ne le sont pas vraiment. Ils présentent la particularité en général d'avoir développé des besoins correspondant à un niveau de vie supérieur à la majorité des travailleurs, statut privilégié qu'ils entendent préserver par n'importe quel moyen, d'où leur penchant pour le Front de gauche ou le Front national, l'un et l'autre n'ayant pas plus de principes ou versant dans la démagogie ou le populisme.

A défaut d'avoir une réelle conscience de classe, quand ils se définissent de gauche, ils doivent se livrer à un exercice périlleux qui consiste à soutenir une politique antisociale et impérialiste en contradiction ou incompatibles avec les convictions ou valeurs auxquelles ils prétendent tenir et qui se veulent progressistes ou humanistes.

Mélenchon ne leur propose pas d'en finir avec cette politique antisociale ou impérialiste légitimée par l'OIT et l'ONU dont ils se réclament. Il leur tient un discours consistant à leur faire croire qu'en redistribuant les cartes sans changer la règle du jeu cela suffirait à modifier l'orientation de la société, ce qui évidemment est impossible. Alors à quoi cela rime ? A gagner du temps, à occuper le terrain pour éviter ou interdire à ces couches de trouver une issue politique à la crise du capitalisme, donc de rompre avec le capitalisme et ses institutions, de renouer avec le socialisme. Mélenchon n'est rien d'autre qu'un Tsipras, un Iglesias, un Sander, un Corbyn.

La fabrication des sondages ou cachez-moi ces "recettes de cuisine".

LeMonde.fr - Jean-Baptiste de Montvalon, journaliste au service politique du Monde, a répondu dans un tchat aux interrogations des internautes sur l'enquête électorale conduite par le Cevipof, dont les résultats ont été publiés lundi 26 septembre.

Pourquoi ne pas donner accès aux données brutes du sondage, ainsi qu'à son cahier des charges, etc., bref réaliser un sondage « open source » !

Jean-Baptiste de Montvalon : S'agissant des données brutes, aucun institut n'est tenu de les publier, aucun ne le fait. On peut considérer qu'il s'agit pour eux de cacher des recettes de cuisine… Mais publier ces données rendrait la lecture des sondages illisibles et incompréhensibles. On peut bien sûr le critiquer, le contester, mais c'est précisément le travail des sondeurs de corriger ces données en tenant compte, notamment, de la représentativité des sondés et de leur comportement électoral antérieur.

Dans les deux pages consacrées à ce sondage on ne parle pas des niveaux d'abstention. Ce sondage n'en tient-il pas compte ?

Concernant l'abstention, il est bien trop tôt pour l'évaluer. (On devine pourquoi. - LVOG) (LeMonde.fr 27 septembre)

On imagine le prof de français qui doit corriger la dictée d'un élève, et qui parce qu'il lui trouvera des circonstances atténuantes lui attribuera une note en fonction de sa situation sociale, des difficultés passagères qu'il devait affronter, de facteurs subjectifs ou objectifs étrangers à cet exercice et qui selon lui avaient influencé sa copie désavantageusement, au point d'en modifier la notation qui à l'arrivée ne voudra plus rien dire.

Et si on regardait la réalité telle qu'elle est.

Pratiquement tous les sujets que nous avons traités au cours des dernières années et que nous avons intégrés dans notre stratégie font la Une de l'actualité, alors qu'ils ont fait fuir la plupart ou pratiquement tous nos lecteurs. On se demande comment ils vont s'en sortir pour les aborder. On ne posera pas cette question à leurs partis puisqu'ils continuent de les ignorer.

1914, le PS choisi le camp de la guerre impérialiste contre le socialisme. 2011 il soutient un coup d'Etat fomenté par l'OTAN et réalisé par des milices fascistes en Ukraine. Depuis 2012 Hollande envoie des ames lourdes aux barbares sanguinaires qui détruisent la Syrie. Belle constance qui montre que le PS n'a jamais changé en un siècle, ce que s'efforcent d'ignorer les partis dits ouvriers.

1939, Henry Ford choisit le camp du nazisme. 2001 la Fondation Ford finance le Forum social mondial. Cela s'appelle avoir de la suite dans les idées.

1947, Européens et Américains se rencontrent à l'initiative de ces derniers en vue de fonder l'Union européenne. Un an plus tard à l'ONU ils soutiendront la création de l'Etat sioniste. 2016, l'armée, la police et le service de renseignement de l'Etat juif (comme ils l'appellent eux-mêmes) sont chargés de former les policiers des Etats de l'UE aux techniques d'interrogation des prisionniers inspirés de celles des nazis et de la CIA.

Etc. etc. etc.

Question : Après qui peut dire, on ne savait pas, on avait oublié ?

- L'heure de vérité. Les Etats-Unis ne distinguent pas al-Nosra de «l'opposition modérée» - Arrêt sur Info

- Interview avec un commandant du Front al-Nosra : «Nous formons l'une des composantes d'al-Qaïda» - Arrêt sur Info

- Al-Qaïda confirme collaborer avec la coalition internationale en Syrie - Arrêt sur Info Un commandant du Front Al-Nosra : «Les USA sont de notre côté et nous arment via des pays tiers» - Arrêt sur Info

- L'ambassadeur russe à l'ONU accuse l'Occident de fournir des armements au Front al-Nosra en Syrie - Arrêt sur Info

- Quand les USA viennent à la rescousse de Daech : les terroristes sous la protection d'Obama. Témoignages de soldats syriens victimes des frappes aériennes des USA - mondialisation.ca

- L'attaque de Deir Ezzor permet la création de la « Principauté salafiste » prévue par la DIA en 2012 - Arrêt sur Info

- Syrie «Les avions de la coalition achevaient les blessés à la mitrailleuse» - Arrêt sur Info

- Le Quai d'Orsay, l'UE et les USA financent le «Aleppo Media Centre», qui défend la cause des djihadistes - Arrêt sur Info

- Les « Casques Blancs » main dans la main avec les groupes terroristes en Syrie - Arrêt sur Info

- Syrie: Les «Casques Blancs» nominés pour le prix Nobel de la paix, un camp dans la guerre? - Arrêt sur Info

- Pourquoi le cessez-le-feu a échoué en Syrie - Réseau Voltaire

- 85 % des Kurdes irakiens ayant rejoint Daesh ont été formés dans des écoles coraniques - Réseau Voltaire

- Confirmations - Réseau Voltaire

Qui ne sait pas maintenant qu'Obama et Hollande notamment arment ces barbares ? Comment peut-on caractériser ce genre de régime ? De dictature oligarchique et impériale, par exemple, en opposition à la démocratie et au socialisme.

Collusion entre l'Etat sioniste et Facebook.

- L'Etat juif des sionistes est impérialiste, théocratique, raciste, fasciste. Un Etat pour les catholiques, un Etat pour les protestants, un Etats pour les sunnites, un Etats pour les chiites, un Etats pour les hindous, un Etat pour les bouddhistes, un Etat pour les Noirs, un Etat pour les Blancs, un Etat pour les aryens, etc. cela ne vous dit-il rien ?

L'adhésion à la psychologie collective «coalitionnelle », implique un conformisme qui est une abdication de son propre jugement sous l'effet du jugement du plus grand nombre. L'individu se retire face au groupe car l'opinion de plusieurs est ressentie comme étant supérieure à l'opinion d'un seul ! (Le rôle des médias : guerre de manipulation par la désinformation - Jean-Yves Jézéquel mondialisation.ce 23.09)

Nos détracteurs, qui ne supportent décidément pas qu'on ne partage pas leurs idées ou leurs positions, ne manquent pas d'imagination quand il s'agit de nous accuser de révisionnisme ou pire encore. Cependant, ils en manquent singulièrement dès lors qu'on aborde certains facteurs qui composent la situation mondiale ou tout simplement la réalité avec laquelle ils sont fâchés. Par exemple, cela les incommode lorsqu'on met l'accent sur le sionisme et la place qu'il occupe dans la stratégie politique des sommets de la classe dominante en l'associant à l'oligarchie financière anglo-saxonne ou à l'idéologie néolibérale dont le sionisme est inséparable.

- Facebook et Israël annoncent officiellement leur collaboration pour censurer les contenus par Whitney Webb - Arrêt sur Info 26.09

Suite à la controverse soulevée par la censure sur Facebook d'une photo mondialement célèbre de la guerre du Vietnam, Facebook a accepté de « travailler ensemble » avec le gouvernement d'Israël pour censurer des contenus jugés inappropriés par les responsables israéliens.

Mais la reconnaissance officielle par Facebook de ses relations avec le gouvernement d'Israël n'est pas la plus récente étape d'un accord qui a été à l'œuvre depuis des mois. En juin de cette année, le bureau israélien de Facebook a embauché Jordana Cutler comme chef de la politique et de la communication. Cutler est une conseillère de longue date de Netanyahou et, avant sa récente embauche par Facebook, elle était chef d'équipe à l'ambassade d'Israël à Washington, DC. Facebook a pu avoir été intimidé par Gilad Erdan, ministre israélien de la Sécurité publique, des Affaires stratégiques et de l'information, qui a menacé de promulguer et faire promulguer des lois, en Israël et à l'étranger, qui rendraient Facebook responsable d'attentats dont les auteurs auraient été « incités » par ses contenus. Erdan avait déjà dit que Facebook « a la responsabilité de surveiller sa plate-forme et de supprimer des contenus. »

En outre, comme le site The Intercept l'a rapporté en juin dernier, Israël examine activement le contenu des messages Facebook palestiniens et a même arrêté certains Palestiniens pour des posts sur le site de médias sociaux. Ils transmettent ensuite les demandes de censure à Facebook, qui accepte les demandes dans 95% des cas.

Dans ce qui apparait comme une disparité flagrante et troublante, des messages Facebook incitant à la violence contre les Palestiniens sont étonnamment courants et Facebook les censure rarement. Selon le journaliste lauréat du prix Pulitzer Glenn Greenwald, dans l'article mentionné de The Intercept* cette disparité souligne « le grave danger de voir notre discours public supplanté, régulé et contrôlé par un petit nombre de techno-géants n'ayant de comptes à rendre à personne. »

En fonctionnant sans doute comme la force la plus dominante dans le journalisme, Facebook a un contrôle significatif sur la circulation de l'information. Le fait qu'une entreprise privée avec une influence si énorme ait établi un partenariat avec un gouvernement pour censurer ceux qui s'opposent à lui est une étape indéniable vers le fascisme des médias sociaux.

Vendredi 23 septembre, la Cour fédérale des Etats-Unis a par ailleurs déclaré que Facebook facilitait la connexion entre terroristes, et considère désormais que le géant du net se trouve socialement et moralement dans l'obligation de tempérer certaines communications.

Depuis octobre 2015, plus de 20 000 Israéliens poursuivent Facebook en justice via l'ONG israélienne Shurat Hadin, afin d'obtenir une injonction visant à forcer le réseau social à lutter contre l'incitation à la violence. Arrêt sur Info 26.09

Quand le régime fasciste de Tel-Aviv sert de modèle aux polices de l'Union européenne

- Un succès BDS : le Portugal se retire d'un projet de l'UE impliquant la police israélienne - legrandsoir.info

Le ministère portugais de la Justice a annoncé qu'il s'était retiré d'un projet conjoint – financé par l'Union Européenne – avec le ministère israélien de la Sécurité publique, la police nationale israélienne et l'université israélienne Bar Ilan. Le projet intitulé Law Train, qui vise à uniformiser les méthodes d'interrogatoire de la police, a suscité la controverse au Portugal en raison de la vive opposition à la participation d'Israël dans le programme européen « Horizon 2020 » et les violations répétées des droits de l'homme par les institutions et organisations israéliennes qui participent à ce programme.

Le gouvernement portugais a subi une forte pression des groupes de la société civile qui militent pour la fin de la coopération avec Israël. Les partis politiques ont dénoncé au Parlement l'usage systématique de la torture par la police israélienne et le rôle du ministère israélien de la Sécurité publique dans la détention illégale de milliers de prisonniers politiques palestiniens.

Le projet de cinq millions d'euros vise à développer les techniques pour unifier les méthodes de questionnement par les polices [européennes] par « l'amélioration des compétences d'interrogatoire » et en comblant ce que l'on qualifie de « lacunes dans la culture, la législation, le style des interrogatoires ». Les forces de police impliquées contribueront avec leur « expérience dans l'interrogatoire et la lutte contre la criminalité, à développer le système ».

Le ministère israélien de la Sécurité publique et la police d'Israël sont accusés par les organisations de défense des droits de l'homme et par les Nations Unies, de pratiquer les détentions illégales, d'user de façon routinière la torture lors des interrogatoires, et de se servir d'une violence excessive contre les manifestants palestiniens.

Intensifier la campagne pour le Boycott, et mettre un terme aux projets de l'Union Européenne.

Le Service Public Fédéral de Justice de Belgique et le ministère de l'Intérieur et la police de l'Espagne, des entreprises privées, des universités et des institutions de recherche, restent impliqués dans le projet dans le cadre de l'initiative européenne pour la recherche : « Horizon 2020 ». Après cette nouvelle victoire, les groupes soutenant le mouvement BDS en Espagne et en Belgique se sont engagés à intensifier leur campagne pour mettre fin au projet.

Dans le cadre de la campagne dans le reste de l'Europe, des députés du Portugal, d'Espagne et de Belgique ont écrit à la Commission européenne pour dénoncer le projet. Les groupes de la société civile envisagent des actions de protestation. L'an dernier, 73 députés ont publié une lettre dans une initiative inter-partis, appelant l'UE à mettre fin au financement des entreprises militaires israéliennes impliquées dans des violations graves du droit international.

Depuis le début du cycle de financement « Horizon 2020 » en 2015, la campagne Stop the Wall, le Comité directeur du mouvement palestinien pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BNC) et la Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (ECCP), ont ciblé conjointement la participation d'Israël au programme « Horizon 2020 », en particulier la coopération avec le secteur militaire et répressif d'Israël. Dans le cycle précédent, qui s'est étalé de 2007 à 2013, l'UE a financé plus de 1500 projets de recherche et de développement avec participation israélienne. L'industrie aérospatiale israélienne (IAI) a été à elle seule impliquée dans plus de 16 projets, bénéficiant d'un financement européen et public pour un total de 148,5 millions d'Euros.

La torture est systématique dans les prisons d'Israël. Un rapport récent dévoile que 97% des mineurs palestiniens en détention n'ont eu accès à aucune assistance juridique avant et pendant leur interrogatoire. Durant les interrogatoires, 28,7% d'entre eux ont été soumis à des violences verbales ou à de l'intimidation, à l'isolement ou aux agressions sexuelles, tandis que 27,5% ont été soumis à la violence physique, y compris l'étouffement, les coups de poing, et à la pratique consistant à cogner la tête des enfants interrogés contre les murs. legrandsoir.info 28.09

En famille. Hommage de criminels à l'un des leurs.

- François Hollande, « Homme d'État [pro-israélien] de l'année » - Réseau Voltaire

En marge de l'Assemblée générale de l'Onu, la Fondation Appeal of Conscience (Appel de la Conscience) a remis son prix « Homme d'État de l'année » au président François Hollande.

Cette fondation est inter-confessionnelle, mais elle est présidée depuis sa création, en 1965, par le rabbin Arthur Schneier, connu pour son engagement en faveur de l'État hébreu. Elle honore chaque année une personnalité qui a œuvré à la fois pour la liberté religieuse et en faveur de l'État hébreu.

Depuis la création de ce prix, celui-ci est toujours remis à New York par l'ancien conseiller national de sécurité et secrétaire d'État Henry Kissinger et par l'ancien directeur national du Renseignement John Negroponte (celui de l'affaire Iran-Contra et de l'Émirat islamique en Irak).

Au cours des années précédentes, la Fondation avait également honoré des personnalités comme José-Maria Aznar, Nicolas Sarkozy, Stephen Harper, Enrique Peña Nieto ou David Cameron.

Cette année, la Fondation entendait remercier le président Hollande pour son action contre la Syrie et ses tentatives contre l'accord sur le nucléaire iranien. M. Hollande était accompagné par Jack Lang et Bernard-Henri Lévy.

La plupart des journaux français qui ont rendu compte de l'événement semblaient ignorer qui sont Henry Kissinger et John Negroponte ainsi que la caractère politique de leur association. Réseau Voltaire - 25 septembre

Le lobbying sioniste et désinformation en continu. Les preuves.

Avertissement aux âmes sensibles.

On regrettera que l'auteur de ces articles fasse une fixation sur le sionisme sans toutefois tomber dans l'antisémitisme il faut préciser, sauf à faire un amalgame entre les deux à la manière de Valls ou du Crif. Les faits qu'il rapporte sont exacts et c'est uniquement cela qui nous intéresse ici.

On se demandera comment une communauté aussi infime a-t-elle pu se hisser dans tous les rouages de l'Etat ou au sommet de toutes les institutions internationales afin d'influencer leur politique, sinon qu'elle est en prise directe avec l'oligarchie financière qui domine le capitalisme mondial auquel sont acquis tous les dirigeants de la planète.

Nous, nous n'avons pas d'idées et pas de pétrole, eux ils possèdent les deux, et cette alliance ou cette combinaison a un pouvoir redoutable.

En finir avec les institutions de la Ve République pour couper la tête de l'oligarchie mettra par la même occasion un terme au règne du sionisme. Telle est l'usage politique qu'on vous propose de ces informations.

« Sergent d'Israël » : le gouvernement a menti pour cacher l'origine de la fausse alerte terroriste - panamza

Samedi 17 septembre, à la suite de la fausse alerte attentat commise à Paris, le ministère de l'Intérieur a fabriqué un récit pour occulter le profil politique de l'imposteur : un adolescent se déclarant "sergent" israélien.

19 septembre - Stupéfiante tentative de désinformation de la part des médias traditionnels de l'Hexagone : à l'image du Monde, du Parisien, de Marianne et de BFM TV, la plupart ont passé sous silence une information-clé pourtant rapportée par leurs confrères de l'Obs. Hier soir, l'hebdomadaire révélait que la fausse alerte commise à Paris provenait d'un adolescent de 16 ans qui se présente -via son compte Facebook dénommé Tylers Swatting et aujourd'hui désactivé- comme un "sergent de l'armée de défense d'Israël".

Dès samedi après-midi, il était pointé du doigt -et dénoncé à la police- par des internautes ayant assisté en direct à son imposture.

Assisté d'un complice surnommé Zakhaev Yamaha, l'ado sioniste fanfaronne : "J'ai dit que j'étais caché dans la cave et que dix Maghrébins étaient rentrés avec des armes dans l'église".

Réaction des autorités?

Fabriquer un mensonge médiatique : selon I-Télé, le "ministère de l'Intérieur" avait alors prétendu qu'une paroissienne aurait pris "peur" en voyant un groupe d'hommes et aurait ainsi "alerté" le prêtre qui aurait donc appelé lui-même la police.

À noter : dimanche soir, Panamza a pu consulter le compte Facebook -alors accessible- du jeune sioniste et raciste anti-maghrébin qui se vante depuis d'avoir mobilisé en vain la police. À la date du 20 août, il se félicitait -via la mise en ligne d'une vidéo- d'avoir été personnellement "validé" par le cybercriminel franco-israélien Grégory Chelli, alias Ulcan.

Info-bonus : Tylers Swatting -dit aussi Taylers WB- a laissé des traces sur Internet. Ex-membre de la communauté virtuelle "web hacking", il se prénommerait Dylan et résiderait dans la région Champagne-Ardenne.

NÉGA-SIONISME : POUR DIABOLISER PANAMZA, THOMAS HUCHON DE SPICEE NIE LA NATIONALITÉ ISRAÉLIENNE DU VIDÉASTE DE NICE.

Mardi 20 septembre, un utilisateur de Youtube a mis en ligne une vidéo issue du site Spicee et initialement dénommée "Nice : déconstruction des théories du complot" {https://youtu.be/0JkZVkyqdkY?t=3m22s}.

Pour tenter de discréditer Panamza (présenté comme une "star de la complosphère"), le prétendu journaliste Thomas Huchon nie les faits : selon lui, Sylvain Benouaich -l'homme qui a filmé les tirs policiers contre le camion de l'attentat de Nice- serait "un passant israélien SELON Panamza".

Problème : Panamza a donné -à 2 reprises- la source de cette information factuelle dévoilée à l'origine par le média israélien Ynet {http://panamza.com/16569; http://panamza.com/16668}.

Bref : Thomas Huchon, l'homme parrainé par le ministère de l'Éducation nationale et qui avait récemment réalisé (pour la télévision israélienne) une interview risible sur le 11-Septembre avec Paul Amar, continue de VOUS baratiner {http://panamza.com/huchon-comedy-club}.

Rappel : son site SPICEE, qui a disposé -chose étonnante au vu de la médiocrité de sa vidéo- d'une levée de fonds de plus d'un million d'euros, est recommandé par le candidat à l'élection présidentielle Jean-Luc Mélenchon {http://panamza.com/byk}.

ATTENTAT DE NICE : TWITTER CENSURE UNE INFO DE PANAMZA.

Le lundi 12 septembre, Panamza publiait un article intitulé "Attentat de Nice : la connexion israélo-américaine qui implique Hollande et Valls" {http://panamza.com/nice-elnet}.

Le papier exposait en détail le lien, via un lobby israélo-américain dénommé ELNET, qui unit plusieurs protagonistes de l'affaire de Nice : François Hollande, Manuel Valls, Christian Estrosi, Einat Wilf, Pierre Dassas et Arié Bensemhoun.

Le lundi 19 septembre, Panamza a été notifié par Twitter que le tweet relayant l'article avait été "retiré" en France {https://twitter.com/Panamza/status/775364313536143361}.

Aucune explication pour cette censure géographiquement ciblée n'a été fournie.

11-SEPTEMBRE : LE FRANCO-AMÉRICAIN À L'ORIGINE DE LA PREMIÈRE VIDÉO-CHOC ÉTAIT LIÉ À UN MÉCÈNE DE L'ARMÉE ISRAÉLIENNE.

13 septembre - À gauche de l'image : le documentariste franco-américain Jules Naudet. Souvenez-vous : au lendemain du 11 septembre 2001, ses images avaient été diffusées dans le monde entier. Il fut celui qui avait réalisé la seule vidéo de l'arrivée du premier avion et de son crash dans le World Trade Center. Jules Naudet avait raconté être en train tourner un documentaire sur les pompiers new-yorkais (avec son frère Gédéon) quand il observa -"par hasard"- le passage bruyant d'un avion dont il dit avoir pu lire les mots "American Airlines" {https://youtu.be/4xvF-gTVxuE; https://youtu.be/rV2RbYup9FM; http://panamza.com/byc}.

Le 11 septembre 2016, CNN diffusa une nouvelle version de son documentaire sur l'évènement {https://youtu.be/s2dv62WbnnI; http://panamza.com/byd}.

À droite de l'image : le producteur américain Benjamin Silverman. En mars 2002, il a créé sa première compagnie -dénommée "Reveille"- pour produire le documentaire des frères Naudet sur le 11-Septembre. Sa particularité : l'homme -qui s'est marié en Israël, pays dans lequel il va régulièrement puiser des sujets de film- est membre et généreux donateur de "l'Association des amis de l'armée israélienne". Silverman a également été décoré par la "Ligue anti-diffamation", influent lobby sioniste aux États-Unis {http://panamza.com/bxo; http://panamza.com/bxp; http://panamza.com/bxq; http://panamza.com/bxr; http://panamza.com/bxs; http://panamza.com/bxt}.

En avril 2015, Wikileaks avait dévoilé son engagement radical en faveur d'Israël à travers la publication de sa correspondance électronique avec des cadres de Sony {http://panamza.com/bxu}.

Ancien salarié de l'agence William Morris (alors dirigée par Jim Wiatt, un ami de l'agent secret israélien et producteur de cinéma Arnon Milchan), Benjamin Silverman continue d'être le principal délégué des frères Naudet : au printemps, il fut en charge de négocier l'acquisition de leur film actualisé par CNN -diffusé le 11 septembre 2016 {http://panamza.com/bxv; http://panamza.com/bxw; http://panamza.com/bxx}.

À noter : les frères Naudet ont été formés à la réalisation audiovisuelle au sein de la Tisch School of Arts, prestigieux établissement new-yorkais dont le nom provient de Laurence Tisch, ancien président de la chaîne américaine CBS (qui avait acheté leur film) et généreux mécène de la cause sioniste {http://panamza.com/bxy; http://panamza.com/bxz; http://panamza.com/bya}.

Rappel : le 11-Septembre est essentiellement une opération israélo-américaine sous faux drapeau islamiste {http://panamza.com/byb}.

ISLAMOPHOBE, SIONISTE-CHRÉTIENNE, ZEMMOURIENNE : TIERCÉ GAGNANT POUR LA NOUVELLE RECRUE DE FRANCE 2. .

Lundi 5 septembre, la chaîne publique France 2 diffuse la première édition de sa nouvelle émission quotidienne (à 17h45) dénommée "Actuality."

Parmi les chroniqueurs recrutés (avec VOTRE argent) pour animer ce talk-show : la "journaliste" Eugénie Bastié {http://panamza.com/bwo}.

Les particularités de cette proche d'Éric Zemmour : entre autres, sa diabolisation de la lutte contre l'islamophobie, sa promotion du fourestien Mohamed Sifaoui et son éloge de l'ultra-sioniste Pierre-André Taguieff {http://panamza.com/awg; http://panamza.

com/awh; http://panamza.com/awi; http://panamza.com/awj; http://panamza.com/9621}.

En outre, Bastié a débuté sa carrière avec Causeur, revue dirigée par la pro-israélienne radicale Elisabeth Lévy et l'ex-militaire israélien Gil Mihaely, avant de réaliser ses premiers reportages pour Le Figaro, journal islamophobe du mécène sioniste Serge Dassault {https://youtu.be/KkYi2bpKDJc; http://panamza.com/awk}.

À noter : rédactrice en chef d'une revue (dénommée "Limite") qui revendique son "combat culturel et politique, d'inspiration chrétienne ", Eugénie Bastié est à l'origine du principal écran de fumée médiatique dans l'affaire de l'attentat de Nice.

Elle rédigea l'article censé "révéler" la pseudo-demande de suppression de la vidéosurveillance par le gouvernement.

Résultat : après quelques jours de polémique et des explications confuses de la part de Sandra Bertin (policière en charge de cette vidéosurveillance et soutien de l'ultra-sioniste Christian Estrosi), cette controverse - qui a dissipé d'autres éléments plus troublants- s'est évaporée {http://dai.ly/x4opgn9}.

Détail à souligner : parmi les nombreux chroniqueurs d'Actuality, nouvelle émission du service public audiovisuel, le seul "Arabe" (l'homme d'affaires Mourad Boudjellal, Français d'origine algéro-arménienne) avait comparé -le 20 décembre 2013, sur RMC- le "voile islamique" à un déguisement de "carnaval" et son port à une "règle stupide" {https://youtu.be/06CXPtBisYc}.

ATTENTATS DE PARIS : UN COMMANDO DÉTRUIT DES PREUVES.

3 septembre - Lundi 29 août, vers 2h du matin, une camionnette a défoncé les clôtures de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie, situé en Belgique. 3 bonbonnes contenant du gaz ou de l'essence ont été jetées dans ce bâtiment fédéral qui a pris feu. Les incendiaires n'ont pas été identifiés {http://panamza.com/bvz} .

Six laboratoires sur dix ont été fortement endommagés, notamment ceux analysant les traces de poudre, les produits accélérateurs de feu, les fibres textiles et les microtraces biologiques tels des cheveux {http://panamza.com/bwa; http://dai.ly/x4qu5nx} .

Les pièces à conviction concernaient des dizaines d'affaires relatives au grand banditisme, aux réseaux pédocriminels (affaire Dutroux), à des tueries non élucidées (affaire Brabant/Gladio) et des actes terroristes {http://panamza.com/bwb}.

Exemple : le ministère de la Justice avait ainsi collecté des indices à Charleroi des terroristes présumés du "commando des terrasses" du 13 novembre -tels Abdelhamid Abaaoud et Chakib Akrouh {https://youtu.be/1KRF6Hcw5zY}.

"Concorde" internationale pour rendre hommage à un des pires criminels de guerre de l'histoire.

- Obsèques de Shimon Peres : un moment de concorde - Franceinfo

- Mort de Shimon Peres : le père fondateur d'Israël - Franceinfo

Les présidents américain, français, allemand ou polonais, l'ancien président américain Bill Clinton (mais pas son épouse en pleine campagne), le prince Charles, le roi d'Espagne Felipe VI et des dizaines de personnalités sont attendus à l'enterrement.

M. Obama a ordonné que les drapeaux soient mis en berne jusqu'à vendredi soir sur la Maison Blanche, ainsi que tous les bâtiments officiels et militaires américains dans le pays et à l'étranger. AFP

- Comment Shimon Peres a obtenu la bombe atomique pour Israël - Atlantico.fr

...Shimon Peres peut pourtant s'enorgueillir d'une réussite bien différente : son plan réussi de doter Israël de l'arme atomique. Atlantico.fr

- Obsèques de Shimon Peres : Hollande et Sarkozy vont prendre le même avion -

Selon nos informations, le président François Hollande et son prédécesseur à l'Elysée iront aux obsèques de Shimon Peres à bord du même avion vendredi. LeParisien.fr

- Il y a quelque chose de gênant dans l'hommage à Shimon Peres - slate.fr

Shimon Peres fut ce jeune haut fonctionnaire à qui David Ben Gourion, premier ministre et fondateur du pays, confia une part de la survie d'Israel: l'alliance française, alors déterminante, qui fournit à l'Etat juif les armes des ses victoires de 1956 et 1967,

et l'énergie nucléaire de son ultime garantie. Shimon Peres fut ce soldat d'Israel, sans l'uniforme, qui irait jusqu'en Afrique du Sud, au temps de l'apartheid, chercher des alliances pour la sécurité des siens. Il fut ce chef de gouvernement à la main trop lourde, qui fit bombarder le Sud-Liban du Hezbollah et tuer, par erreur, des dizaines d'innocents à Cana, en 1996. Il fut cet homme d'Etat protégeant de son aura un pays déstabilisé sur la scène internationale, après la deuxième Intifada.

Ben Gourions et ses successeurs n'avaient pas construit le socialisme mais un pays, troquant le kibboutz contre l'armée, la bourgeoisie, la diplomatie. Shimon Peres, élégant, raffiné, courageux, ambitieux, politique, francophile, utopiste, pacifique, était de cette gauche de l'Etat. Il est d'autres gauches, par le monde, qui en tiennent pour le libéralisme et la patrie, et prétendent faire simplement un meilleur travail que les droites… slate.fr

Raison de plus pour haïr la gauche plus proche de l'extrême droite que la droite ! Merci.

- Shimon Peres : le criminel de guerre israélien dont l'Occident a toujours ignoré les victimes (1923-2016).
- Arrêt sur Info.

Mieux connu en Occident pour son rôle dans les accords d'Oslo.
Sa famille s'était installée en Palestine dans les années 1930.
A combattu avec la Haganah durant la Nakba.
Présenté comme l'architecte du programme nucléaire clandestin d'Israël.
Percevait les citoyens palestiniens comme une « menace démographique ».
A joué un rôle majeur dans les premiers jours des implantations en Cisjordanie.
Responsable du massacre de Qana au Liban, en 1996.
A soutenu le blocus de Gaza et les récentes offensives israéliennes.

Shimon Peres, décédé ce mercredi à l'âge de 93 ans, après avoir subi une crise cardiaque le 13 septembre dernier, incarnait la disparité entre l'image d'Israël en Occident et la réalité de la politique coloniale sanglante d'Israël en Palestine et dans l'ensemble de la région.

Peres était né en 1923 dans ce qui, plus tard, allait devenir la Biélorussie, et sa famille s'était installée en Palestine dans les années 1930. Jeune homme, Peres s'était enrôlé dans la Haganah, la milice responsable en tout premier lieu de l'épuration ethnique des villages palestiniens en 1947-1949, durant la Nakba.

Bien que le déplacement par la violence des Palestiniens fasse l'objet de rapports historiques, Peres a toujours insisté sur le fait que les forces sionistes « avaient gardé la pureté des armes », au cours de l'installation de l'État d'Israël. En effet, prétendait-il même avant l'existence d'Israël, « il n'y avait rien, ici ».

Durant sept décennies, Peres a servi en tant que Premier ministre (à deux reprises) et président, bien qu'il n'ait jamais remporté directement la moindre élection nationale. Il a été membre de 12 cabinets et a assumé les tâches de ministre de la Défense, des Affaires étrangères et des Finances.

Il est peut-être mieux connu en Occident pour son rôle dans les négociations qui ont abouti aux accords d'Oslo, en 1993, et qui lui ont valu le prix Nobel de la paix en compagnie de Yitzhak Rabin et de Yasser Arafat.

Pourtant, pour les Palestiniens et leurs voisins du Moyen-Orient, le palmarès de Peres est très différent de sa réputation en Occident d'infatigable « colombe » de la paix. Ce qui suit n'est en aucun cas un résumé complet du palmarès de Peres au service du colonialisme et de l'apartheid.

Les armes nucléaires

Entre 1953 et 1965, Peres a d'abord servi comme directeur général du ministère israélien de la Défense et, ensuite, comme vice-ministre de la Défense. En raison de ses responsabilités de l'époque, Peres a été décrit comme « l'un des architectes du programme d'armement nucléaire d'Israël » qui, à ce jour, « a toujours échappé à la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ».

En 1975, comme l'ont révélé depuis des documents secrets, Peres rencontrait le ministre sud-africain de la Défense Pieter Willem Botha et « proposait de vendre des ogives nucléaires au régime de l'apartheid ». En 1986, Peres autorisait l'opération du Mossad au cours de laquelle le lanceur d'alerte nucléaire Mordechai Vanunuallait être kidnappé à Rome.

Le ciblage des citoyens palestiniens

Peres a joué un rôle clé dans le régime militaire imposé aux citoyens palestiniens jusqu'en 1966, régime sous lequel les autorités ont massivement volé des terres et déplacé des populations.

L'un des outils de ce régime n'était autre que l'article 125, qui permettait de déclarer des terres palestiniennes zones militaires fermées. Une fois que leurs occupants s'en voyaient interdire l'accès, les terres étaient alors confisquées nomme « non cultivées ». Peres encensait cet article 125 comme un moyen de « poursuivre directement la lutte pour l'implantation et l'immigration des Juifs ».

Une autre des responsabilités de Peres dans ses attributions de directeur général du ministère de la Défense consistait à « judaïser » la Galilée, c'est-à-dire à poursuivre une politique censée réduire dans la région la proportion entre les citoyens palestiniens et les citoyens juifs.

En 2005, en tant que vice-Premier ministre du cabinet d'Ariel Sharon, Peres réitéra ses attaques contre les citoyens palestiniens via des plans visant à encourager lesIsraéliens juifs à s'installer en Galilée. Son plan de « développement » couvrait 104 communautés – dont 100 juives.

Lors d'entretiens secrets avec des hauts fonctionnaires américains cette même année, Peres prétendit qu'Israël avait « perdu un million de dounams [100 000 hectares, soit 1 000 kilomètres carrés] de terres du Néguev au profit des Bédouins », ajoutant que le « développement » du Néguev et de la Galilée pouvait « atténuer ce qu'il appelait une menace démographique ».

Soutien aux colonies illégales en Cisjordanie

Alors que le projet israélien d'implantation en Cisjordanie a été associé en premier lieu au Likoud et à d'autres partis nationalistes de droite, c'est en fait le Parti travailliste qui donna les premiers coups de fouet à la colonisation du territoire palestinien nouvellement conquis – et Peres y participa avec enthousiasme.

Durant le mandat de Peres en tant que ministre de la Défense, de 1974 à 1977, le gouvernement Rabin installa un certain nombre de colonies clés en Cisjordanie,parmi lesquelles Ofra, dont d'importantes sections furent construites sur des terres confisquées à leurs propriétaires palestiniens.

Plus récemment, après avoir joué un rôle clé dans les premiers jours de l'entreprise d'implantation, Peres intervint également pour annuler toute espèce de mesure, aussi modeste ait-elle été, visant à sanctionner les colonies illégales et ce, chaque fois, naturellement, sous le prétexte de protéger les « négociations de paix ».

Le massacre de Cana

En 1996, en tant que Premier ministre, Peres ordonna et supervisa l'opération« Raisins de la colère », lorsque les forces armées israéliennes tuèrent quelque 154 civils au Liban et en blessèrent 351 autres. L'opération, dont on croit généralement qu'elle fut une démonstration de force pré-électorale, ciblait intentionnellement des civils libanais.

L'incident le plus notoire de la campagne fut le massacre de Cana, qui vit Israël bombarder une enceinte des Nations unies et tuer ainsi 106 civils qui s'y étaient réfugiés. Un rapport de l'ONU expliqua à l'époque que, contrairement aux dénégations israéliennes, il était « improbable » que le bombardement «eût été le résultat d'erreurs techniques et/ou de procédure ».Selon le site Internet officiel des Forces aériennes israéliennes (en hébreu, pas en anglais), l'opération impliquait « le bombardement massif des villages chiites du Sud-Liban afin de provoquer un exode de civils vers le Nord, en direction de Beyrouth, appliquant ainsi des pressions sur la Syrie et sur le Liban afin qu'ils freinent le Hezbollah ».

Plus tard, les artilleurs israéliens dirent à la télévision israélienne qu'ils ne regrettaient aucunement le massacre, puisque les morts n'étaient « qu'un ramassis d'Arabes ». Quant à Peres, sa conscience était tout aussi propre : « Tout a été accompli selon une logique claire et de façon responsable », dit-il. « Je suis en paix. »

Gaza – La justification du blocus et de la brutalité

Peres connut sa consécration comme l'un des plus importants ambassadeurs d'Israël dans le monde de ces dix dernières années, au moment où la bande de Gaza était soumise à un blocus dévastateur et à trois offensives majeures. En dépit de la colère mondiale à l'égard de cette politique, Peres ne cessa jamais de soutenir les punitions collectives et la violence militaire.

En janvier 2009, par exemple, malgré les appels des « organisations israéliennes des droits de l'homme pour que soit mis un terme à l'opération »Plomb durci » », Peresdécrivit « la solidarité internationale derrière les opérations militaires » comme « les plus belles heures d'Israël ». Selon Peres, le but de l'offensive « était d'asséner un coup très dur aux gens de Gaza afin de leur faire passer l'envie de tirer [des missiles] sur Israël ».

Lors de l'opération « Pilier de défense », en novembre 2012, Peres « prit sur lui la tâche de contribuer à l'effort israélien en matière

de relations publiques en transmettant le discours israélien aux dirigeants mondiaux », pour reprendre les termes utilisés dans Ynetnews. À la veille de l'offensive israélienne, « Peres prévint le Hamas que s'il voulait que les gens de Gaza puissent mener une existence normale, il devait cesser de lancer des missiles contre Israël ».

En 2014, lors d'une vague de bombardements sans précédent sur Gaza, Peres se dressa une fois de plus pour blanchir ces crimes de guerre. Après que les forces israéliennes eurent tué quatre petits enfants qui jouaient sur une plage, Peres sut parfaitement sur qui jeter le blâme – sur les Palestiniens : « Nous avions mis en garde que nous allions bombarder cette zone », dit-il. « Et, malheureusement, ils n'ont pas fait partir les enfants. »

Le blocus honteux, internationalement condamné comme une forme de punition collective interdite, a également été défendu par Peres – sur les bases, précisément, qu'il s'agit d'une punition collective. Comme le disait Peres en 2014 :« Si Gaza cessait ses tirs, il n'y aurait pas besoin de blocus. »

Le soutien de Peres aux punitions collectives s'étendait également à l'Iran. En 2012, commentant des rapports disant que six millions d'Iraniens souffrant de cancer ne pouvaient recevoir de traitement en raison des sanctions, Peres déclara : « S'ils veulent retrouver une existence normale, qu'ils redeviennent donc normaux. »

Pas un mot d'excuse jusqu'à la fin

Peres a toujours été clair à propos du but de l'accord de paix avec les Palestiniens. Il déclara en 2014 : « La première priorité est de préserver Israël en tant qu'État juif. Voilà notre but prioritaire, c'est pour cela que nous nous battons. » L'an dernier, il réitéra ces sentiments dans une interview accordée à AP, en disant : « Israël devrait appliquer la solution à deux États dans son propre intérêt », de façon à ne pas« perdre notre majorité [juive] ».

Ceci, rappelons-le, est ce qui a donné forme au soutien du Parti travailliste auxaccords d'Oslo. Rabin, parlant devant la Knesset peu de temps avant d'être assassiné en 1995, avait été clair en disant que ce qu'Israël cherchait dans les accords d'Oslo était une « entité » palestinienne qui serait « moins qu'un État ». Jérusalem serait la capitale non divisée d'Israël, les colonies clés seraient annexées et Israël resterait implanté dans la vallée du Jourdain.

Il y a quelques années, Peres décrivait les Palestiniens comme des gens « se posant eux-mêmes en victimes ». Et poursuivait : « Ils se victimisent eux-mêmes. Ils sont les victimes de leurs propres erreurs, qu'ils commettent sans aucune nécessité. » Une condescendance aussi cruelle caractérisait bien un homme pour qui la « paix »fut toujours synonyme de pacification coloniale.

Ben White - 28 septembre 2016 -The Middle East Monitor

Ben White est un journaliste dont les travaux ont été notamment publiés dans le quotidien britannique The Guardian, dans The New Statesman, ainsi que par Al Jazeera etElectronic Intifada. Il est l'auteur de Israeli Apartheid (Ed. Pluto Press – 2009) et de « Être Palestinien en Israël » (Ed. La Guillotine – 2015)

Fabrication du consentement. Sous la tutelle de technologie ou la mise en esclavage de l'humanité par la technologie.

Nos ennemis sont malins et sournois, à défaut de pouvoir s'attaquer frontalement à nos droits sociaux acquis les plus fondamentaux, dont celui de ne pas travailler 7j/7, ni même 6j/7 dans les pays dits les plus développés, à défaut de pouvoir déclencher une nouvelle guerre mondiale, tout du moins jusqu'à présent, il leur faut tirer profit de la situation telle qu'elle existe par tous les bouts pour parvenir à leurs fins.

Puisque pour le moment ils n'osent pas s'attaquer aux deux jours de repos hebdomadaires dont dispose chaque salarié, puisqu'il ne leur est pas possible de réintroduire ou de généraliser la journée de travail de 10 ou 12 heures, autant faire en sorte que le temps libre dont dispose chaque travailleur serve utilement leur plan.

Déjà qu'au lieu d'employer leur temps libre pour s'instruire ou accroître leurs connaissances pour mieux comprendre le monde dans lequel ils vivaient et éventuellement s'engager afin de le changer, ils le consacraient généralement à des activités futiles, inoffensives ou mieux encore abrutissantes, alors en les rendant addictifs au téléphone portable et à ses multiples applications ainsi qu'à Internet il devient possible d'inverser l'ordre des choses en les rendant encore plus dépendant du règne de la nécessité qui leur sert de prison, afin qu'ils ne pensent même plus à s'en émanciper un jour, en quelque sorte cela revient à réussir le tour de force qu'ils ne disposent pratiquement plus de temps pour penser librement.

Et dans ces conditions il sera encore plus facile de formater leur mode de pensée dans une direction déterminée sans qu'ils s'en aperçoivent ou leur emprise sur la réalité s'en trouvera d'autant réduite qu'ils subiront passivement l'influence de la propagande et des idées qu'on leur inculquera à leur dépend. En présence d'individus atomisés, faibles, sans défense, dépourvus de conscience politique, cela devient un jeu d'enfant de les manipuler ou de leur faire adopter un certain comportement en agissant

sur des mécanismes psychologiques inconscients dont la plupart des gens ignorent jusqu'à l'existence.

Sur le modèle du temps disponible du cerveau destiné à recevoir la publicité, il s'agit en l'affinant de faire en sorte que chacun éprouve ou adopte un nouveau besoin ou une idée comme si elle venait de lui-même, en fonction de sa personnalité telle qu'elle apparaît à travers l'usage qu'il fait du web, de sa carte bancaire, du contenu de ses courriels, des personnes qu'il rencontre, des lieux qu'il fréquente, l'ensemble de ces données étant enregistrées et croisées pour définir quels produits ou quelles idées on va lui soumettre.

Ce n'est pas de la science-fiction. D'ailleurs on en a un aperçu avec les courriels que l'on reçoit de divers sociétés ou organismes ou lorsqu'on fait une recherche avec Youtube par exemple, il s'affiche des propositions de films ou de documentaires en relation avec ceux qu'on a téléchargés précédemment parce qu'ils les ont conservés en mémoire.

Pour parvenir à un tel résultat, il fallait que toutes les multinationales impliquées dans ces différents domaines, services ou secteurs économiques partagent leurs données, il fallait au préalable qu'un minimum d'acteurs soient impliqués dans cette gigantesque opération, qu'ils aient réussi à concentrer entre leurs mains outre une fortune colossale la plupart de ces activités de façon à ce que personne ne puisse leur échapper ou pouvoir surveiller ou contrôler la population entière, dans le but d'accroître leur pouvoir sur elle sans que personne ne puisse les concurrencer ou échapper aux mailles de leur filet.

Pour finir, il fallait qu'elles se coordonnent selon une stratégie arrêtée que la population devait ignorer pour être efficace.

La guerre de classe, qui ne dépasse pas le niveau d'une salle de classe, devait être inapte à combattre une telle stratégie que nos dirigeants se sont employés à ignorer pour en être restés à une conception de la lutte de classe datant du XIXe siècle.
Les lacunes ou failles qu'elle comportait déjà du temps de Marx et relevées par Engels à la fin de sa vie, sont devenues des gouffres béants de nos jours que l'oligarchie comble à sa manière sans rencontrer d'obstacles majeurs puisque les opposants à sa guerre idéologique et psychologique sont inconsistants ou corrompus ou figure pour les plus sérieux en marge du mouvement ouvrier.

Grille de lecture.

- Les oligarques dont on connaît ou plutôt on est censé connaître les bonnes intentions envers les peuples seraient des adeptes de « bonnes pratiques », notamment en termes d'éthique...

- Philanthropes et désintéressés, pas du tout engagés dans une guerre de classe à mort contre les exploités et les opprimés de la terre entière, ils oeuvreraient « au bénéfice des citoyens et de la société »...

- Les technologies qu'ils contrôlent n'auraient pas pour objet de surveiller ou contrôler la population comme chacun sait ou devrait le savoir, mais de « l'éduquer et de l'écouter », quelle méprise vraiment ! Surtout quel aveu, car de quel droit devrions-nous être éduqués à quoi que ce soit par des multinationales ?

- Aussi pour prévenir les critiques et convaincre la population que ces nouvelles technologies sont pour son bien ou seraient totalement inoffensives, ils préfèrent prendre les devants en promouvant « la transparence », autrement dit ils se font juges et parties en comptant sur les médias et les gouvernement une fois qu'ils les auront "éduqués" (ce qui ne devrait pas poser de problèmes puisqu'ils leur sont acquis) pour les promouvoir et les faire adopter par les peuples, ce qui relève de la propagande...

- N'ont-elles pas prouvé dans le passé que « protéger la vie privée et la sécurité des individus » était leur principe le plus cher, comment pourrait-on imaginer un seul instant que leurs pratiques « violeraient les conventions internationales ou les droits humains » ? Le penser serait leur faire un procès d'intention qui relèverait de la théorie du complot.

- D'ailleurs, si les technologies d'intelligence artificielle ont été mise au service « de la reconnaissance d'images, la reconnaissance vocale » et l'université Stanford liée à la CIA de longue date est associée à ce projet, il ne faut surtout pas y voir une entreprise à caractère policière ou liberticide...

- Intelligence artificielle : les géants du Web lancent un partenariat sur l'éthique - lemonde.fr

A l'heure où les technologies d'intelligence artificielle (IA) progressent à grands pas, soulevant quelques inquiétudes, les géants du secteur ont annoncé mercredi 28 septembre un partenariat pour définir de « bonnes pratiques », notamment en termes d'éthique. Google, Facebook, IBM, Microsoft et IBM ont officialisé dans un communiqué commun la création du « Partnership on Artificial Intelligence to Benefit People and Society » (« partenariat pour l'intelligence artificielle au bénéfice des citoyens et de la société »).

Ses domaines d'activité concerneront notamment l'éthique, et plus largement l'impact de ces technologies sur la société. Son bureau devrait être constitué pour moitié de représentants de ces entreprises, l'autre moitié étant composée de

chercheurs, d'associations et autres membres de la société civile.

Ce projet a aussi pour objectif de communiquer auprès du grand public afin de « l'éduquer et de l'écouter » sur ces questions, en promouvant « la transparence ». En expliquant mieux ce qu'est l'IA et les réalisations qui en découlent, ces entreprises espèrent désamorcer certaines craintes et favoriser l'adoption de ces technologies dans la société.

Toutefois, promet l'organisation, elle « ne compte pas effectuer de lobbying auprès des gouvernements ». Même si, a-t-on appris lors d'une conférence de presse rassemblant toutes ces entreprises, « le but sera d'éduquer le public, mais aussi les gouvernements ».

La note d'intention reste encore très vague, et n'engage en rien les entreprises participantes à appliquer les « bonnes pratiques » que définira cette organisation. Quelques principes forts sont néanmoins mis en avant : ce partenariat vise à « protéger la vie privée et la sécurité des individus », et « s'oppose au développement et à l'usage de technologies d'IA qui violeraient les conventions internationales ou les droits humains ». Même si, concrètement, il sera difficile de définir ce que sont des « technologies qui violeraient les droits humains », c'est davantage l'usage que la technologie elle-même qui serait en mesure de le faire. Qui plus est, si l'organisation dit « promouvoir des technologies qui ne font pas de mal », elle ne dit à aucun moment interdire celles qui en font.

Ces questions sont urgentes, à l'heure où les progrès de l'IA la rendent de plus en plus présente dans nos vies. La méthode du « deep learning » a notamment permis de grandes avancées ces dernières années, par exemple dans la reconnaissance d'images, la reconnaissance vocale et ce qui s'apparente à la « compréhension » du langage.

L'université Stanford a lancé un observatoire de l'IA qui prévoit de publier régulièrement, durant les cent prochaines années, un état des lieux de l'IA, de ses évolutions et de ses enjeux. lemonde.fr 28.09

Ils ont séquensé le génome humain. Ils travaillent depuis des années à la réalisation d'une puce électronique miniature qui serait implantée sous-cutanée chez chaque habitant de la planète, dans laquelle figureraient une multitude d'informations qui permettraient d'en avoir le contrôle total. Pour le bien de l'humanité évidemment.

Pendant que nous on passe notre temps à discutailler dans la cour de récréation d'une école maternelle et à élaborer des stratégies à deux balles dépassées ou inefficientes, notre ennemi progresse.

Pas vraiment un cas isolé, cela correspond à une stratégie.

- Des expériences scientifiques auraient provoqué la recrudescence de Zika sputnik.fr

Les scientifiques travaillaient sur la création de moustiques génétiquement modifiés pour arrêter la transmission d'une autre maladie, la dengue, en 2012. Certains pensent que ces expériences auraient pu entraîner les cas actuels liés au virus Zika en Amérique.

C'est exactement la sous-espèce de moustiques Aedes aegypti qui transmet aujourd'hui le virus Zika qui était le but des travaux scientifiques de modification du code génétique destinée à réduire la reproduction de l'animal.

Les experts exprimaient leur inquiétude concernant ce programme au moment de son lancement, et soulignaient la nécessité d'étudier plus en profondeur les conséquences possibles. Actuellement, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est extrêmement préoccupée par l'épidémie du virus Zika.

Les moustiques capables de transmettre le virus Zika sont très répandus dans les pays tropicaux. Par ailleurs, la répartition de ces moustiques à travers le monde pourrait considérablement accélérer la dispersion de la maladie. Dans les régions au climat modéré ou froid, le virus peut être amené par des voyageurs du sud.

Le virus Zika, repéré pour la première fois en Ouganda en 1947, tire son nom d'une forêt située au sud de la capitale du pays Kampala. Jusqu'à 2007, 15 cas de contamination seulement avaient été enregistrés en Afrique centrale et australe, dans les îles de Micronésie ainsi que dans les îles Fidji, au Vanuatu et en Australie. En 2014, le virus a été détecté sur tout le continent américain. sputnik.fr 28.09

Quelques précédents.

- Ces laboratoires secrets qui mènent leurs expériences sur des humains - sputnik.fr 28.09

- GB : expériences secrètes avec des fragments de corps humains - sputnik.fr 02.11.2014

Des expériences secrètes avec des fragments de corps humains qui pourraient être livrés à partir des États-Unis sont effectuées dans les laboratoires du Royaume-Uni. Cela a été rapporté par le journal Mail on Sunday.

Le journal a indiqué que les tests « visent à identifier la nature des blessures subies dans des explosions de bombes improvisées qui ont tué et blessé des centaines de militaires en Afghanistan ».

Le journal désigne l'Imperial College London, connu pour sa faculté de médecine, comme l'un des endroits, où ces travaux sont effectués. sputnik.fr 02.11.2014

L'UE ou le lobbying institutionnalisé.

- La Commission propose de durcir l'encadrement du lobbying - Reuters

La Commission européenne a proposé mercredi de durcir les règles encadrant le lobbying et de restreindre aux lobbyistes enregistrés l'accès aux responsables européens, parlementaires et diplomates. Reuters 28.09

C'est comme les banquiers de Wall Street qui s'intitulent gendarmes de la Bourse ou législateurs pour réguler la finance...

- Le Congrès rejette un veto d'Obama sur les attentats du 11/9 - Reuters

Le Congrès américain a rejeté mercredi le veto opposé par Barack Obama à une loi autorisant les familles des victimes des attentats du 11-Septembre à engager des poursuites judiciaires contre l'Arabie saoudite.

La Chambre des représentants s'est prononcée contre le veto présidentiel par 348 voix contre 76 tandis que le Sénat avait fait de même auparavant par 97 voix contre une, celle du chef de la minorité démocrate au Sénat, Harry Reid.

Le gouvernement saoudien avait financé une intense campagne de lobbying pour empêcher le passage de cette loi et de grandes entreprises comme General Electric et Dow Chemical, ainsi que l'Union européenne et d'autres alliés des Etats-Unis, y étaient également opposés. Reuters 28.09

Entre "la peste et le choléra", un "fou" et une "va-t-en-guerre", "ça fait peur".

- Élections américaines - Oliver Stone : "Ça se joue entre un fou et une va-t-en-guerre" - lepoint.fr

Interviewé sur la Radio télévision suisse (RTS) par le journaliste Darius Rochebin, le cinéaste américain Oliver Stone (JFK, Wall Street...) renvoie dos à dos Donald Trump « un fou dangereux » et Hillary Clinton « une va-t-en guerre ».

Darius Rochebin : Vous êtes très sévère sur Hillary Clinton. Vous dites qu'elle a un côté guerrière...

Oliver Stone : Hillary Clinton est plus dure qu'Obama. Lui n'est pas allé à plein régime en Syrie. Je pense que nous devons nous attendre à ce qu'elle le fasse si elle est élue. Je pense aussi qu'elle sera plus agressive contre la Russie. Elle l'a prouvé. Elle voulait détruire le régime de Kadhafi, et ça a été un désastre. Elle était certainement pour la guerre en Irak et pour les interventions en Afghanistan.

Mais d'où ça vient, ce côté belliqueux ?

Je ne sais pas d'où ça vient, Margaret Thatcher était pareille. Je pense qu'elle aime les militaires, elle pense qu'ils sont forts. Peut-être qu'elle a quelque chose à prouver psychologiquement. Elle n'admet jamais ses erreurs non plus, ça fait peur. Bush était comme ça. Je pense qu'elle est un peu comme Bush.

Le New York Times appelle à voter pour Hillary Clinton. Il insiste sur son intellect, sa fermeté. Vous partagez cet enthousiasme ?

En fait, le New York Times a depuis toujours supporté toutes les guerres auxquelles les États-Unis ont participé.

Le jour où il faudra voter, il faudra choisir entre Hillary Clinton et Donald Trump, vous choisirez...

Très franchement, aucun d'eux n'a parlé de l'État fouineur, ils veulent tous les deux le renforcer. Aucun d'eux n'a parlé des guerres dans lesquelles nous sommes impliqués. Ou du changement climatique, enfin quoi que ce soit de sérieux. C'est une affaire d'ego, de personnalités... Je pense qu'elle va gagner, mais je ne pense pas que ça rendra les choses plus simples pour le

pays, en aucune façon.

Vous avez connu, « pratiqué » Donald Trump. Il a vraiment un ego maladif, pathologique ?

Je ne suis pas un psychiatre certifié, mais oui, je pense qu'il est dangereux. Il y a quelque chose de fou en lui. Et une va-t-en-guerre en elle. Donc ça se joue entre un fou et une va-t-en-guerre...

Est-il vrai que, quand vous le faisiez tourner, juste après les prises, il disait : « J'ai été génial » ?

Oui, mais il est charmant. Il a une manière de faire les choses qui le rend très télégénique.

Il a du charme ?

Il a un charme spécial, à lui.

Il peut gagner ?

Je ne crois pas. Je ne crois pas, non. Sauf si... Leurs mensonges à tous les deux recèlent des scandales, je pense que vous le savez. Clinton, les gens ne l'aiment pas, ils sentent qu'elle ment, qu'elle joue. Même quand elle sourit, ça sonne faux. Donc je pense que les Américains, s'ils votent contre elle parce qu'ils ne l'aiment pas, ce serait un peu... Malheureusement, nous avons le choix entre la peste et le choléra... lepoint.fr 26.09

Trump le milliardaire n'est pas aussi fou qu'il en a l'air.

- Jérusalem, capitale indivisible d'Israël selon Trump - AFP

"M. Trump a reconnu que Jérusalem est la capitale éternelle du peuple juif depuis plus de 3.000 ans, et que les Etats-Unis, sous une administration Trump, accepteront finalement le mandat de longue date du Congrès de reconnaître Jérusalem comme la capitale indivisible de l'Etat d'Israël", a précisé la campagne du candidat républicain dans un communiqué.

"M. Trump a reconnu qu'Israël et ses citoyens ont souffert beaucoup trop longtemps sur les lignes de front du terrorisme islamique. Il s'est dit d'accord avec le Premier ministre Netanyahu que le peuple israélien veut une paix juste et durable avec ses voisins, mais que cette paix ne viendra que lorsque les Palestiniens renonceront à la haine et la violence et accepteront l'Etat d'Israël comme un Etat juif", ajoute aussi le communiqué.

Benjamin Netanyahu a de son côté remercié Donald Trump pour "son amitié et son soutien à Israël", selon un communiqué de son bureau, qui précise que les deux hommes se sont vus plus d'une heure et ont évoqué "les sujets concernant la sécurité d'Israël et ses efforts pour arriver à la paix et à la stabilité". AFP 25.09

Crédulité ou crétinisme ou tout simplement complice d'une imposture ?

Les 7 propositions de Donald Trump que les grands médias nous cachent - Par Ignacio Ramonet - arretsurinfo.ch 23.09

Après l'annonce de ces propositions Donald Trump aurait déjà dû avoir été abattu dans un pays où les hommes de main de l'oligarchie financière pratiquent en toute impunité l'assassinat d'opposants à sa politique en Afrique et en Amérique latine ou les autorités couvrent les meurtres de citoyens noirs innocents par des policiers.

Ils ont abattu JFK et destitué R. Nixon pour avoir voulu s'attaquer au pouvoir de la Fed, si le clan mafieux des oligarques ne réserve pas le même destin à Trump, c'est parce qu'ils ont de bonnes raisons de ne pas le prendre au sérieux ou ils savent qu'il n'appliquera aucune des mesures qu'il a annoncées.

Alors pourquoi faire croire le contraire, qu'est-ce que cela signifie, sinon entretenir des illusions dans un oligarque milliardaire, son passé et son statut ne suffirait-il pas à démontrer ses réelles intentions, qui ne peuvent pas correspondre aux besoins ou aspirations du peuple américain.

Ignacio Ramonet fait partie de ces intellectuels dont l'engagement politique à multiples facettes, rémunéré s'il vous plaît, sert à maintenir ses semblables dans le giron du capitalisme qu'il critiquera tout en lui demeurant loyal. Il lui sert de couverture de gauche, éventuellement gauchiste, démagogique.

Il a été à l'origine de la création de l'association ATTAC dont il est Président d'honneur. Il a été également parmi les promoteurs

du Forum social mondial de Porto Alegre financé par les multinationales anglo-saxonnes telles Coca Cola ou la Fondation Ford.

Entré au mensuel Le Monde diplomatique en février 1973, il en est élu directeur de la rédaction et président du directoire en janvier 1990 ; réélu à l'unanimité à deux reprises (1996 et 2002), il demeurera directeur du Monde diplomatique jusqu'en mars 2008.

En 2012, il soutient Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle. (source Wikipedia)

Raison de plus pour ne pas voter pour cet ex-ministre d'un président de la République issu du parti de Sarkozy. Ou alors voter directement pour Sarkozy ou Juppé.

Selon vous, est-ce un hasard si le portail stalinien Le Grand Soir fait de la pub pour le Monde diplomatique ?

Nantis et réactionnaires, ceci explique cela.

- Les Suisses disent oui à la surveillance électronique par les services secrets - 20minutes.fr

Selon les résultats définitifs, deux tiers (65,5 %) des électeurs ont accepté la nouvelle loi sur le renseignement, autorisant les services secrets à surveiller les communications téléphoniques et les activités sur internet pour notamment déjouer les nouvelles menaces terroristes.

En revanche, ils sont 59,4 % à avoir dit non à une hausse des retraites dont le gouvernement avait souligné la charge financière très élevée qu'elle représentait. Ils ont aussi rejeté à 63,6 % une initiative populaire défendue par les Verts qui demandaient une réduction de la consommation des ressources naturelles. 20minutes.fr 25.09

Fabrication de preuves et propagande xénophobe.

- Le MH17 abattu par un missile acheminé de Russie en Ukraine - AFP

Le missile qui a abattu l'avion du vol MH17 de la Malaysia Airlines en 2014 dans l'est de l'Ukraine avait été acheminé de Russie avant d'être tiré, a affirmé mercredi le parquet néerlandais, soulignant avoir identifié une centaine de personnes ayant "joué un rôle actif" dans ce drame.

La Russie a aussitôt qualifié de "biaisée" et de "politiquement motivée" cette enquête pénale internationale ayant abouti à ces premiers résultats rendus publics aux Pays-Bas, tandis que l'Ukraine a conclu à "l'implication directe" de Moscou dans la destruction du Boeing 777 reliant Amsterdam à Kuala Lumpur.

Washington a salué ces "conclusions provisoires", qui ne font "aucun doute", venant confirmer les soupçons américains d'une implication russe émis dans les jours ayant suivi la tragédie.

L'enquête a également confirmé que le missile avait été tiré d'un champ alors situé sur le territoire contrôlé par les séparatistes pro-russes, qui ont de leur côté affirmé ne pas avoir tiré le missile étant donné qu'ils ne disposent pas "de telles armes".

Si les enquêteurs ont apporté de nombreuses réponses semblant appuyer des accusations de longue date contre la Russie, qui avaient conduit à des sanctions de la part de l'Union européenne, ils se sont refusés à mettre directement en cause Moscou, suscitant de la frustration chez certains proches.

"Nous pouvons conclure que l'avion du vol MH17 a été abattu le 17 juillet 2014 par un missile BUK de série 9M38 apporté du territoire de la Fédération de Russie et qu'après le tir, le système a été réacheminé en Russie", a déclaré Wilbert Paulissen, l'un des responsables de l'enquête.

Sur la base de cinq milliards de pages internet, d'un demi-million de photos et de vidéos, de plus de 200 témoignages, de données de télécommunications et d'environ 150.000 conversations téléphoniques, les enquêteurs ont recréé l'itinéraire emprunté par le convoi ayant transporté le BUK, une batterie antiaérienne de fabrication russe puissante et précise.

Celle-ci avait été "transportée dans un camion Volvo blanc avec une semi-remorque à plateau", ont souligné les enquêteurs venus de Belgique, de Malaisie, d'Australie et d'Ukraine, dont le travail a été coordonné par le parquet néerlandais. "Le camion était escorté de plusieurs autres véhicules et par des hommes armés en uniforme".

Les conversations téléphoniques rendues publiques par l'équipe, dont le mandat a été prolongé jusqu'au début de l'année 2018, suggèrent que le BUK a traversé la frontière pendant la nuit du 16 au 17 juillet.

Le 16 juillet 2014 à 19H09 heure locale, un homme identifié comme étant Nikolayevich assure que, s'il pouvait "recevoir un BUK le matin, ce serait bien". "Sinon, tout serait foutu", s'exclame-t-il. Un homme du nom de Sanych répond : "si tu en as besoin, nous l'enverrons vers ta zone".

Selon les enquêteurs, il existe "des preuves irréfutables", dont des témoignages et des photos montrant une colonne de fumée blanche, qui permettent de repérer le lieu du tir : "un champ près de Pervomaïski à l'époque contrôlé par les combattants prorusses".

Les enquêteurs ont identifié une centaine de personnes "ayant joué un rôle actif" dans le drame mais n'ont pas encore de suspects officiels. Lançant un appel à témoins, les enquêteurs ont affirmé être à la recherche d'informations supplémentaires sur deux hommes en particulier, utilisant les noms de code d'"Orion" et de "Delfin".

Pour la première fois publiquement, les enquêteurs, qui disent ne pas avoir de preuves que les appels téléphoniques entre ces deux hommes soient "directement liés" au drame, ont identifié ces personnes comme étant Andrey Ivanovich et Nikolay Fiodorovich.

Moscou et les rebelles de l'est de l'Ukraine démentent toutefois cette version et montrent du doigt les forces ukrainiennes. AFP 28.09

Pendant deux ans ils n'ont pas pu produire une seule photos, une seule preuve matérielle, un seul témoignage humain, et voilà qu'un beau matin de septembre 2016 ils en disposeraient à profusion, "irréfutables" s'il vous plaît, au point de lancer un appel à témoin pour les confirmer !

La contre-enquête qui démonte les arguments et les conclusions du parquet néerlandais.

- MH17: le nouveau rapport qui accable Bellingcat - sputnik.fr 20.09

- Quels faits concrets ? Cinq failles qui sèment le doute sur l'enquête néerlandaise sur le MH17 - Russia Today 29.09

Selon l'enquête, le MH17 aurait été abattu depuis une région contrôlée par des rebelles par un système de missiles Bouk venu de Russie. Néanmoins, les enquêteurs ont refusé de rendre publiques des preuves essentielles pour des raisons de sécurité.

Faisant état de leurs découvertes, les enquêteurs ont déclaré qu'ils ne divulgueraient pas toutes les informations et preuves réunies. «Nous ne pouvons pas et ne voulons pas tout vous dire, parce que cela peut compromettre l'enquête et [des éléments] se retrouver entre les mains des coupables», ont-ils expliqué.

Des témoins anonymes

Selon l'enquête, le missile Bouk a été transporté en Ukraine depuis la Russie dans un semi-remorque et apporté sur le site de lancement présumé. La pierre angulaire de cette conclusion tient en des preuves libres d'accès et «des déclarations de témoins». Néanmoins, les enquêteurs n'ont préféré révéler l'identité d'aucun de ces derniers sous prétexte de sécurité.

Les enquêteurs ont aussi mentionné des témoignages évoquant une trainée de fumée après le lancement du Bouk. L'équipe d'enquêteurs dirigée par les Pays-Bas n'a publié aucune vidéo attestant de cette autre preuve.

Interceptions de conversations téléphoniques

Hormis l'utilisation de témoignages, les enquêteurs ont analysé «environ 150 000 conversations téléphoniques interceptées», mais en ont présenté seulement une infime partie. Dans l'une de ces conversations est évoquée la nécessité d'un système de missiles et la confirmation que les rebelles en auraient reçu un.

Si les enquêteurs ont présenté la date de ces appels, l'identité de ceux qui prennent part à ces conversations et de ceux les ayant communiquées n'est pas donnée. L'enquête affirme les avoir analysés en toute indépendance, mais la Russie, comme d'autres pays, n'a pas pu participer à l'enquête.

Simulation sur ordinateur et preuves vidéo

Soulignant avoir pu traquer «la majeure partie de la route» du système de missiles depuis la Russie, les enquêteurs n'ont présenté que quelques vidéos et photos dudit système, prises en Ukraine.

La preuve essentielle du chemin emprunté par le semi-remorque doté du Bouk est une reconstitution par ordinateur affichant la

route présumée du système de missile dans l'est de l'Ukraine.

Les enquêteurs ont une fois encore souligné l'importance de l'anonymat, voulant par là assurer la sécurité de ceux qui leur ont fourni les matériaux.

Données radar et images satellites

Identifier la localisation exacte du site de lancement du missile Bouk était l'une des tâches principales de l'enquête. Les enquêteurs ont cité des données reçues des Etats-Unis, selon lesquelles le missile ayant abattu le MH17 avait été «lancé depuis un site à six kilomètres au sud du village de Snezhnoye». Ce rapport n'était accompagné d'aucune photo.

Le 26 septembre, la Russie a quant à elle publié les données brutes d'un radar situé en Russie qui n'avait enregistré aucun objet s'approchant du MH17 depuis des territoires sous contrôle rebelle. Moscou a aussi appelé l'Ukraine à publier ses données radar, qui comme le dit le ministère russe de la Défense, n'ont jamais été rendues public.

Type de missile et trajectoire de vol

Les enquêteurs n'ont pu préciser le type exact de missile qui avait abattu le MH17, arguant néanmoins qu'il s'agissait d'un missile Bouk de série 9M-38.

Pour autant, le producteur des Bouk, Almaz Antei, a déclaré qu'il pouvait identifier clairement s'il s'agissait d'un missile 9M-38, déjà déclaré obsolète en Russie après des essais l'année dernière. Cela n'a pas été mentionné dans le rapport de l'enquête.

Enfin, l'enquête a décidé d'étudier un missile américain «similaire» pour modéliser l'impact, mais selon Almaz-Antei, ce missile américain diffère beaucoup du Bouk russe, notamment en termes de trajectoire de vol. Russia Today 29.09

Les syndicats sont indépendants... sauf de l'Etat et du patronat.

- Nouailhac - Les finances secrètes des syndicats - lepoint.fr 26.09

Les auteurs du "Livre noir des syndicats" nous révèlent le côté obscur d'un monde opaque et parfois hors la loi.

Rozenn Le Saint et Erwan Seznec (...) Tous les deux sont des journalistes expérimentés : Le Saint collabore à Marianne et Liaisons sociales tandis que Seznec a longtemps œuvré pour le quotidien La Tribune puis le magazine de défense du consommateur Que Choisir. (Quelles références ! - LVOG)

Que nous racontent-ils dans leur ouvrage Le Livre noir des syndicats (éditions Robert Laffont) ? D'abord qu'en France « situation unique dans le monde occidental, les cotisations des adhérents représentent moins de 4 % de leurs sources de financement réelles ». Premier choc ! Ensuite que ces organisations syndicales « se sont transformées au fil du temps en appareils administratifs complexes, lourds et largement déconnectés de la réalité du terrain ». Ces appareils constituent « un véritable millefeuille bureaucratique » et sont essentiellement composés de « permanents en détachement de la fonction publique ou de grandes entreprises d'État ». Deuxième choc ! (Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es. Vous comprenez pourquoi il y en a qui prétendent que les syndicats seraient indépendants, parce qu'ils sont financés par l'Etat et le patronat seulement à hauteur de 96%. Et oui à 100% ils n'existeraient tout simplement plus donc la question de savoir s'ils seraient ou non indépendants ne se poserait plus ! Quelle démagogie et imposture ! - LVOG)

« Ces appareils, écrivent-ils, ont vécu ou vivent encore aux crochets de l'État, des collectivités, du 1 % logement et de la formation professionnelle.

Le taux de syndicalisation en France est tombé à 15 % dans le public et à 5 % dans le privé, avec un total officiel de 1,9 million de syndiqués contre 6 millions en Italie et 12 millions en Grande-Bretagne. En revanche, le nombre de syndicalistes à plein temps est monté aux environs de 50 000 permanents, ce qui est considérable, dont 28 000 salariés détachés de la fonction publique, ce qui est proprement scandaleux. À quoi il faut ajouter les 900 000 délégués de base, bénéficiant d'un statut protégé, auxquels leurs employeurs donnent 20 heures par mois pour exercer leur mandat syndical. (Une armée de bureaucrates payés ou corrompus par l'Etat et le patronat, pas étonnant après que le socialisme ne les tente pas vraiment. - LVOG

C'est la commission d'enquête parlementaire sur les finances des syndicats, présidée par le député du centre Nicolas Perruchot, qui a établi pour les cotisations des syndiqués un ordre de grandeur de 3 à 4 % du total des ressources réelles de leurs syndicats. Le rapport Perruchot de 2012 ayant évalué ces cotisations annuelles à 232 millions d'euros, on peut valablement en conclure que le total de leurs ressources légales et illégales, officielles et officieuses, serait de l'ordre de 7 milliards d'euros… « La zone grise des financements publics illégaux », écrivent nos deux auteurs, qui représentent de véritables « détournements d'argent public

», touche la plupart des organismes paritaires de l'économie sociale, et spécialement ceux de la formation professionnelle, un ensemble assez flou et peu réglementé qui pèserait plus de 30 milliards d'euros par an de volume d'affaires. (Vous comprenez pourquoi nous sommes opposés au financement des syndicats par l'Etat, et pourquoi nous sommes pour qu'ils sortent des organismes paritaires. On ne peut pas combattre la collaboration de classe des syndicats sans prendre position pour briser ces pratiques qui l'alimentent, logique, non ? Refondre le mouvement ouvrier sur des bases saines l'exige impérativement. - LVOG)

Et tout cela, sans compter les 28 000 salariés issus de la fonction publique ou d'entreprises publiques qui sont détachés en permanence dans les syndicats mais continuent d'être payés par le contribuable. Pour la seule fonction publique, le rapport Perruchot en avait évalué le coût annuel à 1,34 milliard d'euros : un budget totalement méconnu du grand public et un énorme racket d'emplois fictifs ! (Ce sont des parasites au même titre que les tondeurs de coupons des conseils d'administration des grandes entreprises. - LVOG)

Leur gigantesque machinerie administrative – la CGT compte à elle seule 18 000 organisations adhérentes, dont 17 000 syndicats, soit une moyenne ridicule de 33 personnes par syndicat – permet à chaque entité juridique de réclamer des subventions et de se procurer de l'argent, tout en entretenant une providentielle opacité sur leurs comptes. lepoint.fr 26.09

Leur société, un modèle d'exclusion et de discrimination.

- Sept millions de Français ont besoin des autres pour se déplacer - lefigaro.fr

16% des personnes âgées de 56 à 74 ans et 44% des plus de 75 ans ont du mal à se déplacer au quotidien. C'est le résultat d'une étude conduite par le Laboratoire de la Mobilité inclusive.

Aujourd'hui, un Français sur quatre à plus de 60 ans. Et d'après le baromètre de la dépendance 2016, réalisé par TNS Sofres, un individu sur trois a parmi ses proches une personne concernée . «7 millions de citoyens, autrement dit 20 % de la population active, ont des difficultés à se déplacer. Ces personnes ont besoin des autres au quotidien, que ce soit pour aller travailler, participer à une activité, ou rendre visite à des proches», déplore Florence Gilbert, présidente du Laboratoire de la Mobilité inclusive. Un nom un peu barbare, pour désigner un collectif qui rassemble plusieurs institutions publiques et privées, sensibilisées à la problématique de la mobilité des séniors. Jeudi, sa dernière étude sur la question sera présentée au public. Avec ces nouvelles données chiffrées, le collectif espère alerter les pouvoirs publics sur la question de la dépendance.

«La mobilité durable, c'est quelque chose d'extraordinaire, qui favorise le développement économique, résume Florence Gilbert. C'est aussi un enjeu de santé publique. La capacité d'accueil des Ehpad est insuffisante aujourd'hui. Si l'on permettait à chacun de garder son indépendance, beaucoup pourraient rester à domicile». lefigaro.fr 29.09

- Un sans-abri sur dix est diplômé de l'enseignement supérieur - lemonde.fr

Pas moins de 14 % de sans-abri ont suivi des études supérieures et 10 % sont diplômés, selon une étude de l'Insee et de l'Institut national d'études démographiques (INED) publiée mercredi 28 septembre. Leurs travaux se fondent sur un recensement mené en janvier et février 2012 dans les centres d'hébergement, les hôtels, les centres maternels, les lieux de distribution de repas ou encore les banques alimentaires.

Le nombre de personnes privées d'un domicile personnel était, à l'époque, estimé à 143 000, dont 30 100 enfants. Il avait déjà bondi de 50 % par rapport à la précédente enquête, datant de 2001, avec une poussée très forte des familles, notamment étrangères. Ces données n'ont fait qu'empirer depuis. Cette année, pour la seule région Ile-de-France, la préfecture déclare mettre à l'abri 80 000 personnes chaque soir.

Ce diagnostic recoupe les observations du SAMU social de Paris qui, dans une enquête de 2011, avait dénombré 12 % de sans-abri ayant suivi des études supérieures et même 24 % de ceux hébergés dans des structures d'accueil. « Faire des études, être diplômé n'empêche évidemment pas les maladies psychiatriques ou des addictions qui peuvent conduire à perdre son logement », remarque Françoise Riou, qui dirige l'Observatoire du SAMU social de Paris.

Diplômés ou non, qu'ils aient ou non suivi des études, un quart des SDF ont, au moment de l'enquête, un emploi. « Ce n'est pas négligeable et cela corrige sensiblement la figure classique du SDF très éloigné de l'employabilité », commentent les deux chercheurs. Et parmi les diplômés, 41 % ont régulièrement travaillé.

Pour les diplômés en France, l'absence de logement est, dans 20 % des cas, motivée par une séparation d'avec leur conjoint, dans 10 %, par la perte de leur emploi et, dans 9 %, par l'incapacité de payer leur loyer.

Au moment de l'enquête, 9 % des SDF dormaient dans la rue ou un abri de fortune, mais 61 % d'entre eux avaient connu la rue au cours des douze derniers mois. C'est donc une expérience très répandue. Y compris chez les diplômés, mais de manière moins forte : seuls 49 % d'entre eux ont connu un épisode de grande précarité et vécu cette épreuve.

Enfin, la précarité étudiante est considérée comme « un phénomène mal connu dont il est difficile de mesurer l'ampleur, probablement sous-estimée ». Ainsi, 6 % des SDF diplômés auraient été à la rue au cours de leurs études et même 31 % pour ceux qui ont échoué à obtenir leur diplôme. « Leur sans-domiciliation joue un rôle prépondérant dans la non-obtention de leur diplôme », analysent les auteurs. lemonde.fr 28.09

Le gendarme des banquiers et des assureurs vous réserve une agréable surprise.

- Assurance-vie: une nouvelle menace pour les épargnants? - bfmtv.com

Le gouvernement va-t-il s'attirer les foudres des épargnants? Ce mercredi 28 septembre, le projet de loi Sapin II est de nouveau examiné en séance par les députés. Un article de cette loi, le 21 bis, fait actuellement couler beaucoup d'encre. Celui-ci prévoit que le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) puisse, sur proposition du gouverneur de la Banque de France, et après avis du collège de supervision de l'ACPR, le gendarme des banquiers et des assureurs, "suspendre, retarder ou limiter temporairement, pour tout ou partie du portefeuille, le paiement des valeurs de rachat, la faculté d'arbitrages ou le versement d'avances sur contrat". En clair, les épargnants ayant souscrit des contrats d'assurance-vie pourraient se voir forcés de patienter avant de pouvoir procéder à des retraits.

Certes cette possibilité n'est prévue "que dans le cas de menaces graves pour la stabilité du système financier ou la situation financière de l'ensemble des organismes", précise Romain Colas, rapporteur du texte à l'Assemblée et auteur des amendements en première lecture dont est issu cet article 21 bis. Et elle serait limitée à trois mois.

Panique bancaire

Cette mesure, qui s'appliquerait à tous les contrats d'assurance-vie, a en fait pour but d'éviter qu'en cas de crise financière ou de remontée forte et subite des taux des obligations d'État, dont les contrats d'assurance-vie sont remplis à ras bord, les épargnants ne se précipitent pour retirer leurs avoirs et créent l'équivalent d'une panique bancaire.

"Cet article prévu dans la loi Sapin II relève d'une attention noble qui est de s'assurer de la stabilité des compagnies d'assurance-vie. Mais les effets de cette intention sont techniquement erronés, socialement dangereux et politiquement funestes", regrette Gérard Bekerman, le président de l'Afer, la plus grande association d'épargnants avec 750.000 adhérents et 2 millions de bénéficiaires.

Le président de l'Afer maintient que ce texte est "techniquement erroné". "Les compagnies d'assurance-vie détiennent tous les moyens pour faire face à ce risque (de remontée des taux ou de crise financière) via ce que l'on appelle la réserve de capitalisation, alimentée par les plus-values obligataires encaissées lors des périodes de taux bas", explique-t-il.

"Un extincteur anxiogène"

"Le gouvernement prend une énorme responsabilité à un moment où il doit donner de la confiance, il sort un article de loi anxiogène, contre les épargnants", ajoute-t-il.

"Cela revient à considérer qu'un extincteur est anxiogène", répond Romain Colas. "Tant mieux s'il n'y aucune raison de s'inquiéter. Mais cette mesure permet de montrer que nous avons appris les leçons de la crise. Le premier intérêt de l'épargnant c'est bien qu'il ait la garantie que son capital soit préservé", insiste-t-il (Dans le coffre d'un banquier, c'est rassurant... pour lui, le banquier évidemment ! - LVOG) . Le député fait également valoir qu'avec tous les gardes-fous mis en place, il est quasi-impossible qu'une décision contraire aux intérêts des épargnants soit prise. (Ben voyons, comme en Grèce ou à Chypre. - LVOG) "Il n'y a aucune raison de penser que les pouvoirs publics veuillent faire n'importe quoi. (Si on vous le dit ! - LVOG) Quel ministre des Finances (le président du HCSF, ndlr) aurait intérêt à nuire aux assurés et bénéficiaires?" (Franchement, plus honnête tu meurs ! Rien que leurs arguments puent à plein nez leurs mauvaises intentions, un aveu pour qui sait lire ou écouter. - LVOG) bfmbusiness.bfmtv.com 27.09

Quelques infos en bref.

Communautarisme provocateur et extrémiste. Du wahhabisme au naturisme.

- Paris va expérimenter le naturisme - LeMonde.fr

Le Conseil de Paris a voté, lundi, un vœu en ce sens présenté par le groupe écologiste. LeMonde.fr

Il faut donc en déduire qu'ils vont légaliser le voyeurisme. Et dire que ces prostitués viennent de s'en prendre... aux

prostituées ! Quelle bande de scélérats dégénérés !

Comment les inégalités se creusent.

16% des français n'ont pas internet chez eux et 21% des personnes qui ont internet ne se sentent pas à l'aise pour l'utiliser. AFP

Le capitalisme est incompatible avec l'air qu'on respire, comme quoi il y a urgence à l'abolir.

- Santé: 92% de la population mondiale respire un air ambiant trop pollué - AFP

Pas moins de 92% des habitants de la planète vivent dans des lieux où les niveaux de qualité de l'air extérieur ne respectent pas les limites fixées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), selon un rapport publié mardi. AFP

Qui l'aurait cru ?

- Forte hausse du chômage en août... contre toute attente - LeParisien.fr

Pourquoi donc ? Réponse :

- Inversion de la courbe du chômage : qu'en est-il de la promesse de François Hollande ? - Franceinfo

- Chômage : les chiffres repartent à la hausse - Franceinfo

C'est la plus forte hausse depuis plus de trois ans. Au mois d'août, le nombre de chômeurs sans aucune activité augmente de 50 200, soit une hausse de 1,4%. La courbe du chômage remonte... Franceinfo 27.09

Mimétisme et propagande.

- Le président Obama inaugure un musée afro-américain à Washington - Reuters 25.09

Plutôt un cimetière.

- Californie : des manifestants demandent justice après la mort d'un Noir abattu par la police - franceinfo

Selon le chef de la police locale, Jeff Davis (38 ans - ndlr), Alfred Olango a ignoré les directives des agents lui demandant de retirer une main de sa poche. franceinfo 29.09

- Hollande "reconnaît la responsabilité des gouvernements français dans l'abandon des harkis" - Franceinfo 25.09

Extrait d'un rappel figurant dans la Lettre n°7 de Démocratie révolutionnaire (NPA)

- ... un certain Mitterrand, ministre de l'Intérieur de Mendes-France, puis de la Justice de Guy Mollet, signera en 1956 le décret donnant les pleins pouvoirs à l'armée française, fort du vote des députés, dont ceux du PCF, accordant les pouvoirs spéciaux au gouvernement. Fin de l'extrait.

Mitterrand pour lequel tous les courants trotskystes appelleront à voter en mai 1981. Pour un peu on pourrait dire qu'ils ne s'en sont jamais remis... Ce qu'on ne regrettera pas, il faut assumer.

Qu'est-ce qui chagrine tant cette antenne de la NED ?

- Avancée du régime syrien à Alep, MSF dénonce "un bain de sang" - AFP

Le régime de Damas a progressé face aux rebelles dans Alep... AFP

MSF souhaite ouvertement la défaite de la République arabe syrienne laïque au profit de ces supplétifs barbares du Pentagone. A bas MSF, dehors de Syrie !

Social

- Afrique du Sud: l'agitation étudiante s'étend - AFP

Les protestations étudiantes contre l'augmentation des frais de scolarité pour 2017 sont montées d'un cran mercredi, la police faisant usage de balles en caoutchouc contre des manifestants sur des campus de Johannesburg et de Grahamstown.

Des campus ont été temporairement fermés en raison des actions de protestation, en particulier à l'université du Cap, l'université Wits à Johannesburg et l'université de Technologie de Durban.

La police anti-émeutes utilise depuis dix jours face aux étudiants protestataires des balles en caoutchouc et des grenades paralysantes.

Le gouvernement sud-africain a donné la semaine dernière son aval à une augmentation des frais universitaires limitée à 8%, soit une hausse supérieure à l'inflation annuelle de 6%.

Les frais de scolarité annuels oscillent, selon les universités, entre 30.000 et 60.000 rands (1.900 à 3.800 euros environ).

Même si les autorités ont laissé le soin à chaque établissement de fixer le montant de l'augmentation, leur feu vert a provoqué la colère des étudiants, qui réclament l'éducation gratuite pour tous. AFP 28.09

- Aux Philippines, des centaines d'étudiants défient le controversé président Rodrigo Duterte - Franceinfo

Des centaines de jeunes ont manifesté vendredi contre les méthodes musclées du président. Franceinfo

Erdogan fait des émules, Duterte vient d'en appeler à Hitler pour justifier son régime, j'ai entrevu cela dans le titre d'un article ce matin...

Des Jordaniens manifestent à Amman contre le gaz israélien - AFP

Des centaines de personnes ont manifesté vendredi dans le centre de la capitale jordanienne Amman pour dénoncer un accord d'approvisionnement en gaz israélien signé cette semaine par le royaume. AFP

Haut de page

Le 2 octobre 2016

CAUSERIE

Prétendre que le PS ou le gouvernement Hollande-Valls seraient de gauche, participe à la fabrication du consentement destinée à soumettre les travailleurs au sort que le capitalisme leur réserve.

Comment peut-on encore écrire de telles énormités en septembre 2016 : "patronat et gouvernement, de gauche aujourd'hui ou de droite demain" ? (Démocratie révolutionnaire - Lettre n°7 - NPA)

Question :

- Qui a dit que le gouvernement était de gauche ?

- Qui a intérêt à le faire croire ?

- Qui en tire profit ?

Réponse :

- Les mêmes, ceux qui détiennent le pouvoir et leurs représentants.

Question :

- Mais alors, cela ne signifie-t-il pas que ceux qui reprennent à leur compte cette caractérisation de gauche participent à cette imposture ?

Réponse :

- La réponse est incluse dans la question, évidemment qu'ils s'en font les complices.

Question :

- Pourquoi la classe dominante a-t-elle intérêt à déclarer qu'un parti ou un gouvernement de droite serait de gauche ?

Réponse :

- L'avantage de faire passer un gouvernement (ou un parti) de droite pour un gouvernement de gauche, réside dans le fait que si les travailleurs rejettent la droite officielle ou le parti de l'ordre (LR) à cause de sa politique antisociale, spontanément ils vont se porter vers le parti (institutionnel) qui est censé incarner une autre politique et qu'on leur présente de gauche, mais comme en réalité il fera la même politique qu'un parti de droite, cela revient à les conduire à en déduire que quel que soit le parti vers lequel ils se tourneront ils se retrouveront en présence de partis qui auront adopté la même politique réactionnaire, finalement comme s'il n'existait aucune alternative à cette politique et qu'ils devaient se résigner à l'accepter ou s'y soumettre.

Si ce parti de gauche qui en fait est de droite était caractérisé de droite par la classe dominante et ses représentants, cela serait reconnaître que les principaux partis institutionnels représentent les mêmes intérêts de classe, et les travailleurs en rejetant l'un serait logiquement porté à rejeter l'autre, ce qui présenterait le risque ou le danger de les inciter à chercher s'il n'existerait pas un autre parti cette fois de gauche ou qui incarnerait réellement leurs intérêts de classe et vers lequel ils pourraient se tourner, ce qu'il faut éviter à tous prix évidemment car cela représenterait une grave menace pour le régime.

En conclusion, chacun aura compris que c'est la classe dominante qui a intérêt à entretenir cette escroquerie politique le plus longtemps possible, car elle permet de détourner les travailleurs des partis ouvriers...

Elle est aidée dans son entreprise par tous les partis dits ouvriers sans exception qui refusent de caractériser de droite le PS et ses satellites et alliés, et qui montrent ainsi qu'ils sont corrompus par le régime.

Ceci est la stricte réalité, implacable et cruel à laquelle les militants feraient bien de réfléchir.

Ceci est aussi un des facteurs déterminant qui permet de comprendre pourquoi et comment l'avant-garde du mouvement ouvrier a pu dégéner ainsi et se disloquer.

On pourrait nous rétorquer que peu importe que le PS soit caractérisé de droite ou de gauche puisqu'on affirme que tous les partis ouvriers sont corrompus.

A cet argument nous répondrons que les travailleurs ne le savent pas forcément, et surtout c'est ce qu'ils sont censés représenter qui présente davantage un danger pour le régime, aussi faut-il en détourner les travailleurs, particulièrement les couches supérieures, celles qui traditionnellement soutiennent le PS et assurent la stabilité du régime.

On mesure là l'enjeu de cette question, puisque la manière dont on y répond détermine l'orientation politique du mouvement ouvrier ou la nature de son engagement politique, réactionnaire ou révolutionnaire. Je sais que les militants ne sont pas habitués à se poser cette question ou qu'ils évitent de se la poser, et bien c'est un tort, car on n'avancera jamais avant d'y avoir répondu.

Quant au régime, on le qualifiera d'oligarchie ou de dictature oligarchique, dans la mesure où c'est l'oligarchie financière qui trône au sommet du capitalisme, et parce que ce sont les besoins de l'oligarchie qui dictent la politique mise en oeuvre par tous les gouvernements ou à laquelle se soumettent l'ensemble des institutions de l'Etat, politique dite néolibérale qui correspond au stade du développement de la crise du capitalisme, et qui est destinée à garantir la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme au profit de la classe hégémonique ou qui détient le pouvoir.

Les lois de fonctionnement du système économique capitaliste sont le produit des contradictions des rapports sociaux sur lequel repose le capitalisme. Son développement va alimenter ces contradictions au point que ses propres lois vont représenter un danger pour son existence.

Lors de chaque crise et quel que soit le moyen auquel recourent les capitalistes, non seulement ils ne feront que la résoudre temporairement, car ces expédients vont contribuer à terme à amplifier ces contradictions au point de les

rendre incontrôlables, mais ils n'ont pas le choix. En fait chaque mesure qu'ils seront amenés à prendre va les conduire inexorablement à accumuler toujours plus de capital et à réduire le nombre de ceux qui en possède, à concentrer toujours plus leur pouvoir de sorte qu'il leur faut à tous prix s'emparer du pouvoir politique ou le soumettre pour imposer ces mesures aux peuples qui sont une question de vie ou de mort pour les capitalistes, d'où le recours à des méthodes de plus en plus violentes pour y parvenir.

Le mode de gouvernance que l'oligarchie va instaurer lui est dicté par la crise du capitalisme qui a atteint un niveau inédit dans son histoire, dans la mesure où quel que soit le coût de production qui inclut le coût de la force de travail, le taux de profit tendra inexorablement vers zéro, le condamnant à produire toujours plus afin de réaliser en volume un profit toujours plus important sans toutefois atteindre le niveau colossal des capitaux engagés dans le cycle de production, dit autrement sans que le rendement de leur placement soit suffisant pour couvrir leur avance en capital ou leur investissement, ce qu'ils parviennent à masquer uniquement en recourant à un endettement faramineux que prennent en charge les gouvernements lorsqu'ils volent au secours des banques, ce qui signifie qu'en est en présence d'un système économique en faillite qui ne peut tenir que grâce à l'intervention ou au soutien des gouvernements, d'où la nécessité pour l'oligarchie de s'assurer que le pouvoir politique lui soit acquis par n'importe quel moyen, corruption, guerre civile, coup d'Etat ou guerre, sans oublier le fascisme. On laissera de côté ici le fonctionnement mafieux de l'économie mondiale soumise à cette oligarchie.

Pour asseoir son pouvoir politique, l'oligarchie va dicter aux partis qui gouvernent pour son compte, non seulement la politique qu'ils devront appliquer, mais aussi l'idéologie et les moyens de l'inculquer aux peuples afin qu'ils s'y soumettent. Elle va recourir aux médias, aux instituts de sondages, aux think-tanks, aux réseaux sociaux, à tout un réseau d'acteurs sociaux acquis à sa cause (syndicats, partis, associations ou ONG, universitaires, chercheurs), au communautarisme, au terrorisme, à la guerre psychologique, etc. afin que le législateur puisse réduire tranquillement les libertés individuelles ou collectives des peuples tout en s'attaquant à leurs droits politiques ou en les neutralisant, pendant que leurs droits sociaux seront liquidés les uns après les autres, sans déclencher une révolution sociale ni même permettre au mouvement ouvrier de se doter d'une nouvelle direction, ce qui au final reviendra à avoir déclaré hors la loi (ou l'ennemi) la démocratie, ce qu'il faudra absolument éviter de divulguer pour ne pas attirer l'attention des véritables opposants au capitalisme sur cet aspect de la situation politique, puisque pour que cette entreprise soit menée à bien il faut que cette imposture ne soit pas dévoilée.

On comprend immédiatement pourquoi toute référence à la démocratie ou au soit-disant fonctionnement démocratique du régime ne fait que contribuer à entretenir cette imposture ou à soutenir le régime.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Celui qui n'est pas capable de caractériser avec précision notamment le PS, le gouvernement, les institutions, le régime n'est pas apte à parler au nom des travailleurs, encore moins du socialisme.

On aura compris que ne pas caractériser le PS de droite est faire le jeu de la réaction, après on peut s'intituler ce qu'on voudra, se coller n'importe quelle étiquette, on ne leurra personne à part peut-être soi-même. On a toujours dit que pour combattre un ennemi il fallait commencer par l'identifier, et bien en refusant de caractériser le PS on s'interdit de le combattre ainsi que sa politique.

C'est logique, dialectique, c'est ainsi et personne n'y peut rien, même quand c'est un con d'ouvrier qui le dit cela reste valable, puisque c'est ce que pensent la plupart des lecteurs qui font preuve d'un attachement quasi supersticieux, maladif, compulsif au PS (et aux appareils pourris des syndicats qu'il contrôle, dont celui de FO).

"L'avenir de la société, de l'Humanité même, dépend de la capacité des classes exploitées à prendre conscience de leur rôle, de leurs possibilités révolutionnaires pour sortir le monde du chaos capitaliste." (Yvan Lemaitre - Démocratie révolutionnaire - NPA)

Non, il passe par la caractérisation du PS, des institutions et du régime.

Commencez par prendre conscience vous-même de la nature et du rôle du PS , après peut-être vous pourrez vous adresser aux "classes exploitées". Eh oui, c'est à ce prix-là, et si le prix vous semble excessif, c'est que vous n'en êtes pas digne !

Haut de page

Le 12 octobre 2016

CAUSERIE

Cette causerie est un peu moins bordélique que les deux précédentes.

Ce n'est pas toujours facile d'être loin du terrain et d'être aussi isolé. Si je ne risque pas de subir l'influence de l'atmosphère détestable qui règne en France, en revanche j'ai du mal à saisir avec précision comment réagisse chaque couche de travailleurs aux différents sujets de l'actualité politique, comment ils entrevoient leur avenir.

Ce qui est aberrant, c'est qu'Internet ne soit pas utilisé pour en faire un outil pédagogique à destination des travailleurs afin de les aider à faire progresser leur conscience de classe. Rien n'est fait pour leur donner envie, alors qu'ils se comportent comme de grands enfants qui n'ont pas évolué ou sont insouciants.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit en observant le comportement des Indiens, qui en attendant les prochaines élections qui ne changeront rien à leur sort, se démerdent comme ils peuvent pour survivre au quotidien, car ici le niveau de la précarité ou le risque d'y tomber est autrement plus élevé qu'en France.

Ici comme en France on a l'impression d'être pris dans un engrenage infernal dont on ne verra jamais le bout, ce qui est forcément démoralisant ou ne poussent pas à se mobiliser. Du coup tout le monde prend la vie comme elle vient sans se poser de questions puisqu'il n'existe pas de réponses, et toute discussion politique prend une tournure surréaliste ou se cantonne à des lieux communs sans intérêt. On est loin de toute notion de lutte de classes et c'est un euphémisme...

Introduction et réflexions politiques

Eat the rich. (Bouffer le riche)

Oreilles sensibles ou cerveau ratatiné s'abstenir.

Le concert d'Aerosmith de 2013 au Brésil est à savourer sans modération pour se détendre un peu, it's feeling good. Celui de 2007 à New York fut également une véritable performance...

Les concerts de hard rock sont les manifestations les plus populaires dans le monde en affluence.

Quand la muse des médias est une pute siliconnée de luxe.

- Kim Kardashian, est le meilleur exemple pour les filles ? - LeMonde.fr

Il ne pouvait y avoir que des maquereaux pour oser poser une question aussi déplacée, choquante...

Putain tout court !

- Bruno Le Maire veut que les jeunes se disent «putain, être Français, c'est la classe» - 20minutes.fr C'est tellement la honte que lorsqu'un Indien me demande ma nationalité, je réponds que je viens d'un pays qui s'appelle la France en m'empressant d'ajouter que je n'y suis pour rien, je ne tiens pas à être identifié avec un "putain" de Rafale !

Comment reconnaître les agents du capitalisme ?

Ils soutiennent ou ménagent un impérialisme qui serait plus fréquentable ou supportable qu'un autre, le russe ou le chinois par exemple. Ils font donc le choix délibéré de se situer dans le camp impérialiste au détriment des travailleurs qui le combattent dans leur pays, en Russie ou en Chine par exemple.

Ils font feu de tout bois.

Quand la Turquie s'est attaquée aux intérêts russes, ils ont pris le parti de la Russie. Ils se sont déchaînés contre Erdogan le despote infréquentable. Et quand quelque temps plus tard la Turquie et la Russie se sont réconciliés... ils sont restés muets dans un premier temps, et plus tard ils salueront ce rapprochement.

Ils hurlent contre l'UE et l'ONU un jour, et un autre ils s'en remettent à ces institutions pour régler un conflit.

Ils n'ont aucun principe, excepté la démagogie sur fond d'amnésie.

Bref, on aura compris que ces soit-disant intellectuels, journalistes, militants se présentant comme des opposants au capitalisme ou dénonçant ses excès sont en réalité des imposteurs roulant pour le capitalisme.

Cela nous fait penser spontanément aux partis ouvriers qui dénonçaient le sectarisme, le dogmatisme, le culte de la personnalité, les méthodes staliniennes, etc. et qui en réalité se livraient eux-mêmes à ces pratiques détestables.

De nos jours, les mêmes partis ou dirigeants prétendent être ouverts à la discussion, mieux, ils n'exigent plus que vous partagiez leurs principes ou leur programme, encore moins les moyens pour atteindre des objectifs dont finalement ils se foutent pas mal ou auxquels ils ne croient pas eux-mêmes, ce qui permet de trouver des accords sur une ligne politique suffisamment élastique avec des gens qui n'ont pas davantage de principes qu'eux.

Mais alors sur quoi repose leurs accords ? Sur la base de la préservation de leurs intérêts respectifs (quand ils ne se confondent pas) qui prévalent sur les intérêts collectifs pour lesquels ils sont censés combattre ensemble. Autrement dit, tu ne me poses pas de questions gênantes et je ne t'en poserai pas, tu ne reviens pas sur le passé, sur mon passé, et j'en ferai de même, tu ne cherches pas à m'imposer des faits que volontairement je n'ai pas retenus dans mes analyses, et je ne chercherai pas à t'en imposer, peu importe nos réelles intentions ou qu'elles soient contradictoires, contentons-nous de déclarations formelles en guise d'accord, l'essentiel est de sauver les apparences car nous avons tous à y gagner...

A cette braderie indigne, nous opposons le respect des principes et des enseignements de la lutte de classes que nous ont légué les marxistes

A l'école de la vie.

Quand une gangrène a été diagnostiquée, soit on ampute la partie du corps qui a été atteinte pour sauver la vie du patient, soit on le condamne à mort en la laissant envahir tout le corps.

Quand la gangrène du réformisme s'empara du mouvement ouvrier, le communisme l'amputa grossièrement de ce courant pourri, ce qui permit de le sauver momentanément, sans toutefois parvenir à extraire la totalité des cellules souches de la gangrène profondément ancrée en lui et qui devait l'envahir lorsque le terrain lui serait à nouveau favorable. Puis quand ce fut au tour du stalinisme de le gangrener, il n'existait plus aucun courant suffisamment puissant pour s'en débarrasser ou s'y opposer, il l'infesta permettant aux cellules purulentes du réformisme de se reproduire. La gangrène trouva un terrain favorable dans le développement du capitalisme, qui était lui-même condamné dès l'origine à subir le même sort et à le partager avec tous ceux qui seraient en contact avec lui. Les partis du mouvement ouvrier s'étant toujours construits par le haut, c'est la tête ou l'organe le plus vulnérable qui la première fut atteinte, et comme il était délicat de désolidariser la tête du reste du corps sans que cela lui soit fatal, la gangrène finit par descendre pour atteindre tous les organes jusqu'à la base des pieds, qui dorénavant s'agitent sans direction à la manière du corps d'un serpent dont on aurait coupé la tête et devenu inoffensif... sauf sa tête !

Ne cherchez pas d'où vient mon inspiration ailleurs que dans la réalité, pour avoir encore tué un serpent dans le jardin la semaine dernière. Le cerveau fonctionne beaucoup mieux ou il est beaucoup plus disponible quand on prend le temps de vivre pleinement les expériences que la vie quotidienne nous procurent, au lieu de se torturer l'esprit à chercher à comprendre des choses qui ne sont pas directement en rapport avec la réalité que nous vivons. Celui qui ne tire pas un enseignement de chaque expérience passe à côté de sa propre existence, puisque c'est principalement grâce à ce moyen-là qu'il peut en prendre conscience.

La matière à réflexion pour progresser, on l'a sous les yeux où qu'on soit et quoi qu'on fasse. Il y a dans la situation sociale et politique suffisamment matière à réflexion pour y puiser notre inspiration, nourrir notre imagination ou y confronter nos idées.

Ici ou ailleurs, partout et en toute chose, à travers chaque expérience, c'est le même processus dialectique matérialiste qui est à l'oeuvre, le découvrir pour mieux cerner comment il fonctionne nous aidera à mieux comprendre comment fonctionne les hommes, la société ou le monde. S'il n'y a pas de sot métier, il n'y a pas non plus de sottes expériences, sauf chez ceux qui pensent le contraire. Cela ne signifie évidemment pas que chaque expérience mériterait d'être vécue, mais que toutes celles que nous avons vécues méritent notre attention...

En finir avec une illusion qu'on a alimentée et qui n'a que trop duré.

Comment se fait-il que la réaction (le PS et le gouvernement) puisse reprendre à son compte le combat contre les inégalités ? Quel parti ouvrier aurait-il déjà abordé cette question ? Aucun naturellement, ce qui ne nous surprend pas.

Au détour du XXe siècle, le combat contre les inégalités tel qu'il figurait dans le programme du mouvement ouvrier s'inscrivait dans la perspective de l'abolition du capitalisme, ce qui était logique puisque le capitalisme ou les rapports sociaux de production reposaient sur l'inégalité entre la classe qui possèdait les moyens de production et celle qui ne possédait que sa force de travail qu'elle était obligée de vendre aux conditions qui lui étaient imposées pour survivre.

Depuis le mouvement ouvrier a abandonné cette perspective politique, du coup le combat contre les inégalités a non seulement changé d'orientation politique mais aussi de contenu, il ne s'agit plus que d'imiter vulgairement le mode de vie

des bourgeois sans trop se soucier de la manière dont on y parvient, au prix de quel sacrifice surtout quand ce sont d'autres couches d'exploités ou d'autres peuples qui en feront les frais.

Dans ces conditions, les idéologues de la classe dominante ont eu l'idée de l'instrumentaliser sachant qu'il ne se retournerait pas contre ceux qui détenaient le pouvoir et qui le mettaient en avant en figurant comme progressiste, mais contre ceux qui étaient censés en profiter et ceux qui s'y opposeraient au nom de préjugés archaïques et qu'il suffirait de présenter comme des conservateurs ou des réactionnaires réalisant d'une pierre deux coups.

C'était magistralement joué, puisqu'ils allaient ainsi inverser les rôles et rendre un peu plus incompréhensible la situation, embrouiller un peu plus les rapports qui existaient entre les classes et à l'intérieur de chaque classe, où leurs différentes couches allaient se déchirer sur cette question, pour finalement imposer leur modèle de société caractérisée par l'explosion des inégalités sociales sans que personne ne puisse s'y opposer ou même y comprendre quoi que ce soit.

C'est ainsi qu'on allait parvenir à une situation où l'oligarchie allait concentrer tous les pouvoirs et les exploités allaient voir tous leurs droits sociaux acquis disparaître les uns après les autres, à l'exception toutefois de l'aristocratie ouvrière, des nantis, de ceux qui disposent d'un statut privilégié et qui assurent la stabilité du régime, qui peuvent estimer à juste titre que le combat pour l'égalité des droits n'aura pas été un vain mot puiqu'ils en tirent profit.

C'est là qu'on s'aperçoit à quel point le réformisme peut être pernicieux et cruellement efficace pour assurer la pérennité du régime capitaliste. Si la création d'une aristocratie ouvrière et d'une classe moyenne devait accompagner le développement du capitalisme, elles ne cessaient pas pour autant d'être exploitées et opprimées, et au lieu de se servir comme levier de ces privilèges pour conquérir tout le pouvoir, elles s'en contentèrent et apportèrent leur soutien aux représentants officiels du capitalisme ou à ses supplétifs réformistes.

L'homme présente la faiblesse d'avoir une courte vue d'esprit, d'être facilement pris d'amnésie et de ne tirer aucun enseignant ou si peu de ses expériences passées, ce qui en fait un être particulièrement vulnérable, mais perfectible ou qui peut malgré tout évoluer, faut-il encore qu'il soit capable de saisir les occasions favorables qui se présentent à lui, et malheur à lui s'il les laisse s'échapper car il sera condamné à régresser pour finalement se retrouver à un niveau d'évolution antérieur à celui qu'il avait atteint précédemment. En terme de lutte des classes, on sait que lorsqu'on laisse échapper une situation révolutionnaire ou que les masses sont incapables de s'élever au niveau des tâches qu'elles ont à accomplir, une nouvelle période réactionnaire pire que la précédente s'en suivra. C'est le même processus dialectique inconscient qui scelle le sort des hommes et de la société selon l'orientation qu'ils lui donnent.

J'ai abordé ici cette question sous cet angle-là, mais il en existe d'autres. On comprend mieux pourquoi Hollande, Valls et le PS se sont emparés de ce thème ou de cette revendication qui a été détournée de sa fonction ou de son objectif originel, en finir avec les inégalités qui constituent les rapports de classe sur lesquels reposent les fondements du capitalisme, sachant à quel point le mouvement ouvrier et son avant-garde étaient gangrenés ou corrompus, ils pouvaient compter sur leur discrétion ou leur collaboration pour que leur imposture ne soit pas dévoilée pour appliquer leur politique tout en continuant de se prétendre de gauche.

Ce n'est pas par hasard si Marx avait lié dans son combat politique droits et devoirs égaux, pour tous, y compris les exploiteurs, ce qui évidemment devait être incompatible avec l'existence du régime capitaliste qui ne pourrait supporter ou survivre à la satisfaction de l'ensemble des besoins de chaque exploité. Puisque seuls les exploités devaient accomplir leurs devoirs, il devait en résulter qu'ils seraient spoliés de leurs droits, dont celui à pouvoir s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'ils devaient abandonner pour demeurer en esclavage.

Une société qui n'est pas capable de permettre à l'ensemble des citoyens de vivre décemment ou de pourvoir à leurs besoins, manque à son devoir le plus élémentaire et ne mérite pas d'exister un jour de plus, cela s'applique au capitalisme.

Si le niveau du droit atteint par une société est déterminé par son niveau de développement économique, il faut en déduire que le capitalisme est entré dans une phase de régression économique sans fin, que caractérise l'état de crise permanente qu'il doit affronter et qui le conduit à niveler par le bas les droits des peuples.

En Inde où je vis, j'ai assisté depuis 20 ans au développement économique du pays, mais les travailleurs n'ont obtenu aucun droit nouveau, hormis celui d'être davantage exploité pour pouvoir s'endetter et consommer davantage ou pouvoir accéder au marché pour faire marcher la machine capitaliste et voir le nombre de milliardaires ou millionnaires se mutiplier. Le développement économique ne s'est pas traduit par l'élévation du niveau du droit, parce qu'il a été le produit du capitalisme en crise à l'échelle mondiale qui dicte à quel niveau il doit se situer en le calquant sur l'économie où cette crise est la plus avancée, les Etats-Unis.

Le seul droit nouveau que peut consentir le capitalisme aux peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de nos jours, c'est celui d'être exploité et de consommer le produit de cette exploitation au-delà de laquelle ils ne doivent escompter absolument rien, pas même la garantie que ce droit ne leur sera pas retiré du jour au lendemain puisqu'ils sont condamnés à vivre dans une

précarité sociale permanente en l'absence de droits pour les protéger.

On évoque souvent les aléas de l'existence ou les accidents de la vie comme l'on dit qui peuvent briser une vie ou vous plonger du jour au lendemain dans la misère, chômage, maladie, divorce ou séparation, accident de la route, violence aveugle, etc. Ici en Inde, c'est vécu comme une malédiction effroyable, cela prend systématique des proportions dramatiques parce que vous en subirez les conséquences désastreuses jusqu'à la fin de votre vie, tout simplement parce que vous ne disposez d'aucun droit, d'aucune protection sociale, et il sera très difficile de trouver quelqu'un qui viendra généreusement ou de manière désintéressé à votre secours sans exiger en retour que vous en payez le prix fort au centuple qui viendra s'ajouter à vos difficultés ou votre peine, ajoutant un maillon de plus à votre chaîne au poids déjà insupportable, prostitution ou esclavage déguisés, suprême humiliation que vous vivrez comme un moindre mal à défaut de mieux.

C'est un sujet que j'ai souvent l'occasion d'aborder avec ma compagne, qui est confrontée à cette situation avec une partie de sa famille qui la considère comme son esclavage pour lui être venue en aide dans le passé, mais aussi pour que nos rapports ne prennent jamais cette tournure détestable, qui, si cela devait se produire un jour conduirait à notre séparation immédiate.

Le niveau du droit d'un pays est déterminé à la fois par son développement économique et celui de la lutte des classes, et quand son développement économique a été davantage le produit brusque et violent ou à marche forcé de l'importation massive de capitaux, plutôt que celui d'un lent processus historique auquel le peuple aurait participé et qu'il serait parvenu à intégrer pour agir éventuellement dessus, le droit progressera peu ou ne concernera que l'élite au pouvoir et ses serviteurs, il s'identifiera de préférence au niveau de l'étape historique économique antérieure, féodale en l'occurence, qui perdurera et ponctuera l'ensemble des rapports qui existent dans la société.

Un occidental qui serait venu en Inde il y a 20 ou 30 ans et qui débarquerait de nos jours s'écrierait en observant uniquement le spectacle de la rue : Quel progrès vertigineux accompli en si peu de temps, c'est magnifique, quel bonheur ! Ce serait la réaction d'un vulgaire touriste. C'est le discours dominant aussi.

Le "miracle" ne s'est pas produit, la démocratie ou le pouvoir politique par les travailleurs reste à conquérir.

- Grandes et petites questions sur nos temps difficiles - Robert Charvin - investigaction.net 06.10

Extraits.

Ainsi, ce que l'on appelle communément en Occident « la démocratie » est un ensemble de faux-semblants laissant la majorité des individus démunie. Jour après jour, on convainc le pseudo-citoyen qu'il n'y a pas d'autre choix : la solution « démocratique » serait la « moins pire ». Il échapperait ainsi au « totalitarisme », phénomène indéfini mais dont on diffuse régulièrement quelques images : les horreurs nazies et le goulag stalinien. (...)

Tous les arguments sont utilisés pour tuer toute espérance d'un autre monde que celui existant et pour enfermer les dangereux insatisfaits dans le « paradis » du possible que serait « la bien-heureuse démocratie à l'occidentale » !

Tous les jours sont répétées de soi-disant vérités d'évidence.

« L'égalité sociale tue l'esprit de compétition et anesthésie la société. Ceux d'en-haut sont donc les plus méritants ».

« Collectiviser la production des richesses, utopie communiste de mauvais aloi, même s'il s'agit d'autogestion ou de coopérative, détruit l'efficacité économique qui a besoin de chefs, c'est-à-dire de managers de haute volée, ainsi que d'actionnaires et de banquiers pour les financer ! ».

« L'information réelle des citoyens sur les réalisations locales ou sur les mesures nationales ou internationales rend la Cité ingouvernable. Il convient donc de ne laisser filtrer que ce qui est indispensable à la crédibilité du bien fondé des décisions déjà prises. Il faut faire admettre les clivages entre les Bons et les Méchants et user de la répétition pour convaincre. A défaut, se crée un climat anarchique et subversif ».

« L'enseignement a une finalité utilitariste qui doit être renforcée. Napoléon I, après avoir fait son expérience robespierriste, avait bien raison de retirer des programmes l'Histoire et la Philosophie ! Les employeurs ont besoin « d'employables » et non d'esprits critiques susceptibles de perturber l'ordre naturel des choses ! ».

Etc. etc. etc.

Face à ces conceptions qu'imposent le monde des affaires et la médiocratie politique au pouvoir, n'y a-t-il rien de possible et aucun espoir ? (...)

Il n'est pas impossible de détruire les illusions à la source de la servilité : le mot « liberté » est un mot creux si l'on ne prend pas conscience de tous les déterminismes et de toutes les limites dont il faut se libérer pour approcher de cette liberté ! Est-ce au-dessus de nos forces ?

On peut comprendre au seul spectacle du monde que les hommes vivent encore en pré-histoire et qu'il n'est nulle part de démocratie, car elle est une création continue, un projet toujours « à-venir », édifié par de vrais citoyens, « centres d'initiatives » toujours responsables mais encore minoritaires ! (...)

Alors que depuis des siècles, aucun régime politique n'a effectivement admis le pouvoir du peuple, peut-on croire qu'aujourd'hui le miracle s'est produit ? investigaction.net 06.10

Choisissez votre camp.

A droite, les défenseurs de l'ordre établi ou du capitalisme, à gauche ceux qui combattent pour le renverser et l'abolir. Et il n'existe pas d'autre voie ou alternative économique et politique, ceux qui s'emploient à faire croire le contraire sont des agents du régime en place, aventuriers ou charlatans, imposteurs ou escrocs.

- C'est en 1789, lors de l'Assemblée constituante, que sont nées la « gauche » et la « droite », quand les députés appelés à se prononcer sur le droit de veto du roi se séparèrent dans la salle : à gauche ceux qui étaient contre le maintien de ce droit royal, à droite ceux qui étaient pour… Une répartition qui se répéta entre ceux qui étaient favorables à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et ceux qui y étaient opposés. La droite devint ainsi, à l'Assemblée, l'emplacement traditionnel des députés conservateurs, défenseurs de l'ordre établi ; la gauche celui des progressistes ou supposés tel. (Source : Démocratie révolutionnaire - Lettre n° 7 du 30 septembre 2016)

En 1789, être "progressistes" ou de gauche signifiait combattre pour le renversement de l'ordre établi, féodal, monarchique et non pour le réformer, cela signifiait combattre pour l'abolition du mode de production en vigueur afin de libérer les forces productives qui étouffaient sous le joug du régime féodal.

En 2016, être "progressistes" ou de gauche signifie combattre pour le renversement de l'ordre établi, capitaliste et non pour le réformer, cela signifie combattre pour l'abolition du mode de production de la propriété privée des moyens de production et de répartition des richesses en vigueur afin de libérer les forces productives qui étouffent sous le joug du régime capitaliste.

- Le mouvement ouvrier, socialiste puis communiste, né au lendemain de la révolution industrielle et du développement de la classe ouvrière, s'est construit sur un tout autre terrain, celui de la lutte de classe, internationaliste. Les statuts de la première internationale, écrits par Marx en 1864, débutaient par l'affirmation « que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de toute domination de classe ». (id)

Ce rappel est intéressant, car il met en relief à quel point tous les partis dits ouvriers de nos jours se sont fourvoyés ou ont reniés leurs convictions en abaissant l'objectif ou l'idéal de leur combat politique, en réduisant leurs prétentions pour les rendre plus présentables comme s'ils n'y croyaient plus vraiment.

Quelle importance cela présente-t-il nous objectera-t-on. Ceci que la société sans classe, sans Etat, sans frontières, sans monnaie, sans banques, sans armée, sans police, sans prisons, etc. parvenue à s'émanciper du règne de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, de la nécessité, n'est pas seulement un idéal, le produit de travaux ou de réflexions théoriques ou l'une des conclusions potentielles du processus matérialiste historique à l'oeuvre, mais un droit légitime, naturel qui justifie à lui seul l'aspiration de tous les peuples au bien-être, à vivre en paix, à accéder à la liberté, c'est lui finalement qui sert de fil ou de guide à nos convictions ou à notre combat politique qui sinon n'auraient aucun sens et dont la légitimité pourrait être contestée.

Et c'est justement ce qui se passe dès qu'on s'en écarte ou lorsqu'on l'abandonne, on va chercher à se concilier les bonnes grâces du régime en place, on va le ménager, s'en accommoder pour finalement donner un tout autre contenu à nos convictions ou à notre combat politique et renier ce droit ou cet idéal.

- L'essor du mouvement ouvrier, ses premiers succès politiques et électoraux, le confrontèrent dès la fin du 19ème siècle à la question du pouvoir, de ses relations avec la bourgeoisie et à la question « réforme sociale ou révolution » pour reprendre le titre de l'ouvrage de Rosa Luxemburg. Polémiquant en 1898 avec Bernstein, tenant du courant révisionniste au sein de la social-démocratie allemande, elle écrivait : « Les thèses révisionnistes ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même »... (id)

Le révisionnisme est donc de droite, ce qui signifie qu'il faut classer à droite tous les partis qui "ne cherchent pas à abolir le système du salariat" ou qui se contentent de vouloir "réformer l'ordre capitaliste", cela inclus toutes les composantes de feu le Front de gauche.

Cela pourrait poser un cas de conscience aux militants qui en viendraient à se demander comment on pourrait encore s'adresser à des militants de ces partis caractérisés de droite.

En réalité c'est un faux problème, dans la mesure où la nature de notre engagement politique et son orientation sont déterminés par l'idéal qu'on a adopté ou les objectifs politiques qu'on s'est fixé pour l'atteindre ou s'en rapporcher, et à partir du moment où on s'y tient, c'est ce facteur qui va déterminer la nature des rapports qu'on entretiendra avec le monde extérieur ou les différents acteurs politiques ou économiques, il n'y a donc aucune contradiction ou crainte à avoir de côtoyer des partis ou des militants qu'on a caractérisés de droite, encore faut-il que notre idéal ou nos convictions soient profondément ancrées en nous et qu'on soit prêt à les défendre en toutes circonstances, dans le cas contraire évidemment cela pourrait poser un problème, qu'on aurait créé soi-même cela dit en passant.

Chacun aura pu observer que Marx n'avait fait aucune concession sur les principes ou qu'ils affichaient ses idées socialistes sans se soucier de savoir si elles seraient bien ou mal accueillies par son interlocuteur ou son auditoire, et bien voilà l'exemple à suivre si nous voulons être digne de notre idéal et ne pas prendre le risque de le renier un jour ou l'autre.

Reste maintenant à savoir si nos convictions sont correctement étayées, si notre argumentation est suffisamment solide, cohérente, en deux mots si nous maîtrisons notre sujet, car c'est souvent parce que ce n'est pas le cas qu'on a la faiblesse de les brader ou pire de les abandonner, d'où la nécessité de progresser, de parfaire nos connaissances, de lire et d'étudier les oeuvres des marxistes pour saisir comment inconsciemment le matérialisme dialectique à façonner le développement de la civilisation humaine et a déterminé son orientation jusqu'à nos jours, ainsi armé nous serons capable à notre tour d'interpréter n'importe quel évènement ou rapport de manière impartiale et objective, conforme à la réalité qu'on n'aura plus à craindre et qui nous servira de point d'appui, on aura enfin réalisé que la réalité est en somme notre meilleur allié quand on ne s'en détourne pas ou quand on ose la regarder en face.

Que cela ne soit pas donné à tout le monde cela paraît évident, ce qui justifie ce que j'avais écrit dans une précédente causerie à propos du parti qui ne doit pas être ou se transformer en un parti de masse. A ce propos me vient une idée que je vous livre.

La transformation d'un parti ouvrier révolutionnaire en un parti de masse qui aurait pris le pouvoir ou qui serait au pouvoir serait le meilleur moyen pour reproduire le processus qui a débouché sur le stalinisme et ses différentes versions.

Le parti ne devrait assumer le pouvoir que pendant une période de transition pendant laquelle les masses exploitées feraient l'apprentissage de la démocratie, et lorsqu'elles seraient prêtes à l'assumer directement ou entièrement ce serait à leurs institutions de prendre le relais, processus politique dans lequel la place déterminante du parti céderait le pas au lieu de se renforcer au profit des travailleurs qui exerceraient tout le pouvoir, d'où ma déduction qu'un parti de masse n'est pas nécessaire, encore moins souhaitable et ne doit pas être notre objectif.

Cela implique deux conditions, d'une part que l'avant-garde qui constitue le parti soit irréprochable à tout point de vue, qu'elle ait parfaitement assimilé le socialisme, d'autre part que le niveau de conscience politique des travailleurs progresse et parvienne à matûrité pour incarner la démocratie.

Selon vous, quelle est la condition qui présente la plus grande difficulté ? La première selon moi. Pourquoi ? Je ne répondrai pas à cette question ici car j'ai déjà eu l'occasion de l'aborder dans d'autres causeries, disons plutôt qu'il suffira d'observer la réaction des militants à ce qu'ils viennent de lire pour comprendre que c'est le principal problème que nous avons à résoudre, ils vont rejeter en bloc mon argumentation sans même y avoir réfléchi ou l'avoir étudiée, c'est écrit d'avance, je ne prends aucun risque en l'affirmant, cela vaut d'autant plus pour les cadres ou leurs dirigeants qui n'osent même pas aborder ce genre de sujets.

Pour aborder une question aussi importante, il faut avoir en tête les enseignements de la lutte des classes, il est préférable de connaître les différentes étapes du développement de l'homme et de la société au cours des millénaires précédents ou tout du moins de disposer de suffisamment de points de repères pour ne pas s'y perdre ou tout confondre, il faut également remonter à l'origine ou à la source de chacun des facteurs ou des rapports qu'on est amené à aborder, il faut en avoir la volonté, cela nécessite d'autres qualités, du courage et de la détermination, mais aussi de la modestie car dans bien des cas on est obligé de reprendre tout de zéro et de faire fi de ses propres connaissances qui peuvent présenter de graves lacunes ou imperfections. Bref voilà autant de facteurs que les uns et les autres prétendent maîtriser ou prendre en compte, alors qu'en réalité ce n'est pas du tout le cas.

Voilà le principal obstacle auquel nous sommes confrontés dans la mesure ou personne ou presque ne veut l'admettre. C'est bien simple, ce sujet n'intéresse personne comme si tout le monde l'avait épuisé, personnellement c'est ce comportement qui m'épuise !

Inventaire inachevé et conclusion bâclée ou inacceptable.

Démocratie révolutionnaire a brossé un rapide tableau des faits d'arme de ce qu'ils appellent encore la gauche avec ou sans guillemets, alors que le PS et le PC avaient adopté en permanence le comportement de partis de droite. Ils sont fâchés avec la dialectique ou la transformation de la quantité en qualité, à croire que le monde tel qu'il est est immuable et ne changera jamais, autant dire qu'avec de tels dialecticiens on ne va pas bien loin, mais cela vous avez eu largement l'occasion de vous en rendre compte.

-...en 1914, l'Union sacrée emportait la quasi-totalité de la social-démocratie et des syndicats, solidaires de leur propre bourgeoisie dans sa guerre pour le partage des colonies...

-... en Allemagne la sociale démocratie portée au pouvoir venait d'écraser la révolution et de participer à l'assassinat de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht (en 1919 - ndlr)...

-... La SFIO s'engageait dès lors dans la constitution d'une coalition électorale avec des partis de la bourgeoisie...

-... En 1935, la signature du pacte Laval Staline (qui cherchait alors des alliés face à Hitler) allait faire renoncer le PCF à toute propagande antimilitariste...

-... La crise passée (36 et le Front populaire - ndlr), la classe ouvrière politiquement désarmée, la bourgeoisie reprendra sa marche vers la guerre… jusqu'au vote des pleins pouvoirs à Pétain en 1940 par le parlement, dont une majorité des députés SFIO...

-... A la fin de la guerre, le PCF(...) rallie De Gaulle et participe au gouvernement pour la « bataille de la production », le redressement de la France… et le maintient de l'ordre dans ses colonies, de la Cochinchine à l'Algérie ou Madagascar.

-...Le 8 mai 1945, le communiste Charles Tillon est ministre de l'Air quand l'armée française bombarde Sétif, début d'une longue guerre de la bourgeoisie française en Algérie. Une sale guerre coloniale pour laquelle un certain Mitterrand, ministre de l'Intérieur de Mendes-France, puis de la Justice de Guy Mollet, signera en 1956 le décret donnant les pleins pouvoirs à l'armée française, fort du vote des députés, dont ceux du PCF, accordant les pouvoirs spéciaux au gouvernement.

-... En 1972, un programme commun de gouvernement est signé entre le PS, le PCF et les Radicaux...

-... En 81, après 23 ans passés loin du pouvoir, la gauche y revient alors que la bourgeoisie opère le virage libéral pour faire payer sa crise aux peuples. C'est Mitterrand et Mauroy, avec 4 ministres PC, qui vont engager la mise en œuvre de cette politique. Les années 80 seront celles de l'austérité, de la dérégulation bancaire, des odes à la Bourse

-... De 1997 à 2002, le gouvernement Jospin s'adjoindra à nouveau des ministres PC, qui prendront sans rechigner leur part de responsabilité dans la casse économique et sociale, tel Gayssot avec la privatisation d'Air France et de la SNCF… ainsi que des ministres Verts dont Voynet et de la minorité « gauche socialiste » du PS tels Lienemann ou Mélenchon qui s'y chargera de la réforme de la formation professionnelle…

-... Mélenchon expliquait en 2008 « Nous sommes tous des socialistes, des communistes, des écologistes, des trotskystes et même des libertaires à notre manière ! Nous sommes tout cela et nous sommes passionnément républicains ! Bref, nous sommes de gauche, en général et en particulier »…

-... Depuis plus d'un siècle, la bourgeoisie a utilisé la « gauche » pour duper les travailleurs, les faire marcher au pas, mieux désamorcer les résistances ouvrières. Du Front populaire à l'Union de la gauche en passant par la guerre d'Algérie, elle n'a pas craint de lui confier le pouvoir pour gérer les situations de crise, dans des moments où s'exacerbait la lutte de classe ou quand, comme dans les années 30, se posait de façon concrète la question « socialisme ou barbarie ». Fin des extraits.

On se demandera qui des travailleurs ou de ces militants la bourgeoisie a le plus dupés.

Crédibilité zéro. Un exemple caricatural du réformisme au populisme en passant par l'électoralisme.

- Analyse des élections allemandes - République sociale - legrandsoir.info 30.09

Extrait.

- Ces élections en Allemagne, bien que simplement cantonnées à une ville, sont révélatrices de plusieurs choses. La première c'est que les politiques prônées par la grande alliance de la CDU et du SPD ont été vivement sanctionné par les électeurs de Berlin. La deuxième c'est que contrairement à d'autres pays, et notamment le nôtre, les voix manquantes n'ont pas toutes été

adressé à l'extrême-droite, au contraire. Et la troisième c'est donc de fait qu'il existe bel et bien une alternative crédible à gauche incarnant les aspirations populaires de justice sociale et refusant la haine et la racisme. Ce sera désormais aux électeurs et aux électrices français de s'en inspirer et d'éviter le piège de l'extrême-droite. République sociale.

Ils ont juste oublié de signaler aux lecteurs que cette " alternative crédible à gauche" (Die Linke) gouvernait des landers ou administraient des communes avec le SPD (land de Berlin en 2011, Thuringe en 2014, etc.), qui lui-même allait gouverner avec la CDU de Merkel, ou encore avec les Verts eux-mêmes associés à la CDU, et c'est "bel et bien" la réalité.

En guise d'"alternative crédible à gauche" die Linke ou Syriza, Podemos ou feu le Front de gauche, c'est la social-démocratie dégénérée réhabilitée.

En famille. Il avait une double vie ou heureusement qu"on a le droit d'avoir plusieurs ambitions".

- Thierry Lepaon, ex-patron de la CGT : «Je construis ma seconde vie» - LeParisien.fr

Poussé à la démission en 2015 après un scandale sur son train de vie, l'ex-leader syndical a été chargé fin juillet par Manuel Valls d'une mission pour « préfigurer » la future Agence de la langue française pour la cohésion social.

LeParisien.fr - Le « recasage » des syndicalistes au sein de l'état fait polémique, le vôtre en particulier. Vous le comprenez ?

... Ce qui compte c'est d'avoir des envies, des passions et des compétences. On a le droit d'avoir plusieurs parcours, plusieurs ambitions, plusieurs centres d'intérêts dans la vie, heureusement.

LeParisien.fr - Pourquoi vous avoir confié cette mission ?

Manuel Valls sait que ce sujet me tient à cœur. (Ils sont intimes ! - LVOG)

LeParisien.fr - Quel est le montant de votre rémunération ?

Avant comme secrétaire général de la CGT j'avais un salaire de 4 400 euros net sur 13 mois et je n'étais, et de loin, pas le mieux payé. Pour cette mission je touche 4 200 euros par mois. LeParisien.fr 02.10

Collaboration de classes.

- Sélection à l'entrée du master: la ministre fixe les nouvelles règles du jeu - Liberation.fr

Un accord a été trouvé entre les organisations étudiantes et les universités. A partir de 2017, les étudiants recalés au master de leurs vœux, se verront proposer trois autres choix. Liberation.fr

Guerre psychologique ou la machine infernale destinée à embrouiller les esprits. Petite "vertu", aveu, provocation, déni collectif.

Qui a dit :

- "La théorie du genre, qui explique l'identité sexuelle des individus autant par le contexte socio-culturel que par la biologie, a pour vertu d'aborder la question des inadmissibles inégalités persistantes entre les hommes et les femmes ou encore de l'homosexualité, et de faire œuvre de pédagogie sur ces sujets."

Réponse : Najat Vallaud Belkacem, interview accordée à 20 minutes, 31 août 2011.

On aura compris que les inégalités entre les hommes et les femmes n'auraient pas une cause sociale en rapport avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il s'agit de préserver.

Stratégie du chaos appliquée à l'ensemble de la société, destinée à créer des tensions ou des affrontements entre ses différentes couches ou communautés jusqu'aux plus élémentaires afin de briser la cohésion sociale ou la communauté d'intérêts qui existe entre elles pour les déstabiliser, les affaiblir ou les rendre plus vulnérables encore, de façon à pouvoir plus facilement les manipuler pour leur inculquer ou les soumettre au modèle de société que l'oligarchie a conçue pour elles. C'est machiavélique assurément, mais bien réel puisqu'ils en font la démonstration quasi quotidiennement.

lefigaro.fr - Ces études de genre se sont développées depuis une quarantaine d'années dans le monde universitaire, notamment

outre-Atlantique. Elles visent, selon leurs partisans, à comprendre les mécanismes sociaux qui conduisent aux inégalités entre les hommes et les femmes, et non à nier la différence des sexes.

La loi française prévoit l'enseignement de l'égalité homme-femme à l'école depuis 1989 et des cours d'éducation sexuelle depuis 2001. lefigaro.fr 03.10

Vous avez bien lu le paragraphe précédent, l'enseignement de l'égalité homme-femme à l'école existe depuis 1989, soit 27 ans, cependant voilà ce qu'a déclaré Francette Popineau, du syndicat majoritaire SNUIpp (classé à gauche précise Le Figaro : «...il n'y a pas de programme spécifique dans les manuels scolaires sur l'égalité homme-femme.» (id) L'article du Figaro était illustré avec une image montrant une page d'un manuel scolaire prouvant manifestement le contraire de ce qu'affirme cette "syndicaliste". Question : Pourquoi un tel déni ?

Quel monde de dingues quand on écoute madame Popineau : "On explique aussi que si un garçon veut faire de la danse et une fille de la boxe, ce n'est pas un problème, et on rappelle à l'ordre en cas de propos homophobes. " Donc si un gamin voulait faire de la danse et qu'un de ses camarades se moquait de lui en le traîtant de fille, il serait immédiatement accusé d'homophobie par notre procureur en chef gardienne de l'idéologie officielle qu'elle est encharge de diffuser dans les écoles pour que les enfants y soient formatés dès le plus bas âge.

Qu'est-ce que cela peut bien vous foutre qu'un gosse estime que la danse est un truc de fille et pas de garçon, pourquoi n'aurait-il pas le droit de le penser, il n'en sait sans doute rien lui-même, tout comme vous vous ne savez même pas pourquoi vous lui reprocher.

Vous voulez jouer à ce jeu-là, alors allons-y. Comment se fait-il qu'une personne aux capacités intellectuelles aussi primaires ou limitées, aux facultés mentales manifestement déficientes, au comportement aussi despotique a-t-elle pu obtenir des responsabilités syndicales, au nom de qui vous exprimez-vous, qui légitime votre mandat, ceux qui subventionnent votre syndicat, l'Etat ? Qui vous permet de porter un jugement sur ce que pense un gosse et d'orienter ses idées ? Certainement pas ce gosse ou ses parents que vous ne connaissez même pas ou qui ne vous ont rien demandé en la matière. Au lieu de vous transformer en milicienne de la pensée de ces gosses, vous feriez mieux de vous en tenir à votre fonction originelle qui est de transmettre des connaissances ainsi que les instruments logiques pour les rendre attrayantes et compréhensibles.

Ne serait-ce pas plutôt la société qui serait responsable de ce que ces parents et leur gosse pensent ? Sauf que voilà, une telle appréciation aboutirait à la conclusion qu'il faut la changer, ce qui nécessiterait un autre niveau d'engagement que le vôtre, de faire preuve de plus de discernement et de courage, car c'est plus facile de s'en prendre à des gosses et leurs parents, de les culpabiliser, de les juger et de leur donner des leçons, de s'accommoder de cette société que de l'affronter.

C'est très grave de caractériser d'homophobes les propos naïfs d'un jeune enfant, vous portez un jugement et vous outrepassez vos droits. On n'ose même pas imaginer ce que vous devez penser de ses horribles parents, mais ce gosse l'a bien compris, ainsi vous le dressez contre ses parents qui seraient responsables de ses idées ou de son comportement, poussant ce gosse à leur reprocher donc à juger à son tour ses parents, provoquant un affrontement entre eux inutile et dommageable qui contribuera à un peu plus compliquer les rapports qu'ils ont entre eux, bref, en terme d'éducation on ne peut pas imaginer pire pédagogie. C'est le législateur, bien connu pour ses intentions généreuses, qui vous a autorisé à vous substituer aux parents, et vous, vous avez accepté de jouer ce rôle auprès de leurs enfants quitte à les déconsidérer à leurs yeux, comme si la tâche des parents n'était pas déjà suffisamment compliquée pour assumer leurs responsabilités envers leurs enfants. Vous faites sans doute partie de ceux qui leur reprochent de ne pas avoir suffisamment d'autorité sur leurs enfants, et là vous la sapez un peu plus, parce que selon vous l'ensemble de la population sans distinction de classe, de statut ou de condition sociale devrait adopter unanimement les mêmes idées et les même rapports que les vôtres, ce qui au demeurant est fort injuste, une prétention exorbitante qui a uniquement cours sous un régime despotique.

Votre conception de la liberté de pensée pour le moins étriqué et archaïque se limite à la vôtre en somme, elle ne peut constituer un exemple à suivre ni par des enfants ni par leurs parents.

La même question vaut pour les éditeurs.

- Les éditeurs assurent qu'il n'y a "nulle part de théorie du genre dans les manuels scolaires" - Franceinfo 03.10

Guerre psychologique. Comment formater de force les consciences dans une société de plus en plus individualiste et inégalitaire de manière à ce que tous les rapports tournent à l'affrontement entre personnes de sexe différent ou générations différentes.

L'OMS alerte sur les discriminations dont sont victimes les personnes âgées

- Moqueries, brimades, préjugés… - LeFigaro.fr 03.10

Heureusement encore que le peuple n'a pas de péjugé sur la police, l'armée, les patrons, les actionnaires et les banquiers...

Guerre psychologique. La pornographie à l'aide du populisme.

Une pub pour un salon érotique s'attaque à la société espagnole "hypocrite" - Franceinfo

Censée faire la promotion d'un salon érotique, la vidéo s'attaque à plusieurs institutions traditionnelles de l'Espagne et a été vue près de trois millions de fois en quelques jours.

"Je m'appelle Armana Miller. Je suis une actrice porno née dans un pays hypocrite". La vidéo, de l'agence publicitaire Vimema, démarre fort. Les institutions espagnoles en prennent pour leur grade. Eglise, famille, corrida, système politique... Cette campagne, lancée le 27 septembre pour assurer faire la promotion d'un salon érotique, a déjà été vue près de trois millions de fois dans le pays.

"Un pays qui traite les migrants comme des déchets"

Contre la corrida, de plus en plus contestée en Espagne, la vidéo attaque : "Un pays qui aime la vie, mais où l'on l'on tue au nom de l'art." Sur la politique migratoire, dans un pays confronté à l'arrivée de nombreux clandestins par le détroit de Gibraltar : "Un pays qui traite les migrants en héros et les immigrants comme des déchets." On y aperçoit également des représentants religieux et des symboles de corruption des élites politiques.

Les producteurs se posent en résistants : "Oui, nous vivons dans un pays écœurant d'hypocrisie, mais nous sommes quelques-uns à résister." Une résistance qui fait parler d'elle dans le royaume et dépasse largement le cadre des amateurs d'érotisme. Franceinfo 03.10

Pour beaucoup, c'est à ne rien y comprendre. Ils dénoncent un procédé (l'hypocrisie) auquel ils recourent eux-mêmes, de sorte qu'on ne sera pas tenté de les accuser d'y recourir. Et ça marche !

En fait ils font preuve d'une démagogie inouie en instrumentalisant les préjugés d'une partie des masses pour la dresser contre le reste de la société au lieu de s'unir, et pendant ce temps-là le gouvernement applique tranquillement sa politique.

Si on devait relever, dénoncer et combattre les pratiques ou les rapports détestables qui ont cours dans leur société on en viendrait à se coller une balle dans la tête ou à fuir sur une île déserte, mais comme on n'en aurait pas le courage, on en arriverait à détester la terre entière, c'est leur objectif.

Bien sûr que la corrida est une coutume barbare d'un autre âge, comme tant d'autres à travers le monde. Que dire alors du traitement épouvantable réservé aux animaux dans les élevages intensifs ou les abattoirs, la vivisection et autres expérimentations que pratiquent les laboratoires pharmaceutiques (y compris parfois sur des humains), etc. ces pratiques sont réalisées sur une échelle industrielle et sont légitimes, de la même manière que pour la corrida elles trouveront des adeptes ou perdureront aussi longtemps que nous n'auront pas renversé l'ordre établi.

Plus basique encore, que dire du sport en général, jouer à la ba-balle, se taper sur la gueule, rouler ou courir le plus rapidement possible, etc. je ne dirais pas que c'est inutile, quelque part c'est complètement débile. Alors que faut-il penser quand on observe les foules qui y participent ou en sont les spectateurs hystériques, que c'est finalement à l'image de cette société qui pour le meilleur et le plus souvent pour le pire continue de faire son histoire inconsciemment ou contribue à son propre malheur.

Dénoncer les tares de cette société est le pendant ou le complément démagogique de la dénonciation des excès du capitalisme pour le réformer et non pour l'abolir, cette entreprise sert les mêmes intérêts politiques.

Corruption. Comment votre force de travail sert à financer une entreprise destinée à assurer la stabilité du régime.

- CICE : c'est acté pour les associations - latribune.fr

Quatre ans après la création du CICE en faveur des entreprises, le monde associatif bénéficiera à son tour d'un crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires, à compter du 1er janvier 2017. La mesure déflorée à plusieurs reprises était attendue. L'annonce doit être officialisée par Manuel Valls, le Premier ministre, ce vendredi 7 octobre à 17 heures, en présence notamment de Yves Blein, député maire PS de Feyzin, dans le Rhône. Ce dernier, rapporteur du projet de loi sur l'économie sociale et solidaire, a été investi de missions parlementaires à ce sujet.

Le secteur privé non lucratif réunit 1,4 million d'associations. Elles sont 165 000 à employer les 1,8 million de salariés de cet

univers. Et 80 % des postes sont concentrés dans des associations employant plus de 50 personnes. De loin le premier employeur, la Croix Rouge totalise 18 000 collaborateurs. S'il ne s'agit pas d'améliorer la compétitivité économique de la France, à proprement parlé, l'enjeu économique n'est pas insignifiant. Reste à connaître le coût de ce geste et les modalités précises d'application de ce renouveau de la fiscalité des associations soulevé dès la fin 2012. latribune.fr

Que vous travaillez ou non , vous payez des impôts ne serait-ce qu'indirects (TVA), cet argent va dans les caisses de l'Etat qui va s'en servir pour financer les services publics notamment (et ses guerres). Quand des entreprises privées de type associatif ont pris le relais de services publics qui ont disparu, elles perçoivent des subventions de l'Etat tirées sur vos impôts, elles emploient des salariés qu'elles rémunèrent, alors pour les soulager de cette charge, l'Etat va prendre en charge une partie de leurs salaires sous forme de "crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires", parce qu'elles subissent les mêmes lois de fonctionnement du capitalisme que n'importe quelle entreprise privée commerciale qui voient ses charges augmenter et ses profits diminuer, pour qu'elles ne disparaissent pas.

Stratégie du chaos.

Une provocation destinée à l'extrême droite, autant pour l'exciter que pour alimenter sa propagande xénophobe et raciste. Un coup de maître pour amener le mouvement ouvrier dans le camp de l'OTAN.

- Nouvelle manifestation contre le projet d'un camp de migrants dans les Yvelines - LeFigaro.fr

La municipalité LR de Louveciennes attend plusieurs milliers de personnes dimanche dans un défilé allant de la mairie jusqu'au terrain convoité par l'État. LeFigaro.fr

- Accueil de migrants : la justice s'oppose à un référendum local - LeMonde.fr

Le conseil municipal d'Allex (Drôme), où l'Etat a ouvert un centre d'accueil et d'orientation, envisageait une consultation populaire. Le tribunal administratif de Grenoble l'a jugée illégale. LeMonde.fr

- Indignation après des tirs sur un centre de migrants - Reuters

- Des élus d'Occitanie hostiles à l'accueil de migrants - Reuters Reuters

- Manifestations apolitiques contre des centres pour migrants - AFP

Quelques centaines de personnes ont manifesté samedi de façon apolitique à Pierrefeu-du-Var (Var) et à Forges-les-Bains (Essonne) contre des centres d'accueil pour migrants, dénonçant un "projet imposé" par le gouvernement. AFP

- Centre de déradicalisation : les élus de Beaumont-en-Véron rappellent l'État à l'ordre -LeFigaro.fr

«Constatant des difficultés» liées au site, dans le superbe château de Pontourny, le maire, Bernard Château, et 23 conseillers municipaux, «demandent à l'unanimité» au gouvernement «de tenir intégralement ses engagements», notamment sur le profil des candidats à la déradicalisation. LeFigaro.fr

Guerre psychologique et fabrication du consentement.

Pas de démocratie sans pétards (balles perdues incluses) !

- Sondage : 52% des Français favorables à la vente du cannabis sous contrôle de l'Etat - LeParisien.fr

- Légalisation du cannabis : « il faut sortir du tabou » plaide Esther Benbassa - Public Sénat

À la différence des politiques, les Français sont-ils prêts pour la légalisation du cannabis ? C'est ce que veulent croire les intervenants d'un colloque au Sénat ce lundi organisé à l'initiative de la sénatrice EELV, Esther Benbassa. Public Sénat

- Au Canada, une école va former à la culture du cannabis - LeMonde.fr

La formation doit débuter l'an prochain au Nouveau-Brunswisck, où deux entreprises prévoient d'ouvrir des sites de production de cannabis. LeMonde.fr

Et à la consommation ?

Hollanderies en oligarchie. Juppé le recours. Cosse la vermine.

En famille. En votant ou en appelant à voter Hollande en 2012 ouvertement ou à demi-mot, c'est comme si vous aviez voté Sarkozy.

- 2017 : Hollande prêt à voter pour Sarkozy au second tour face à Le Pen - LeFigaro.fr

En dernière analyse, que vous soyez de droite ou de gauche, cela revient au même. Il n'est pas politiquement correct d'aborder ce sujet au sein du mouvement ouvrier et on peut comprendre pourquoi. Nous ne faisons pas un amalgame, nous nous en tenons aux faits, sur le fond.

Si nos dirigeants se figurent qu'ils pourront éternellement faire l'économie de cette discussion, ils se leurrent, car il se trouvera toujours un militant pour leur rappeler qu'en agissant de la sorte ils se seront rendus complices d'une imposture aux conséquences tragiques et incalculables, jamais ils ne pourront dormir l'esprit tranquille, nous y veillerons.

En famille avec l'extrême droite. Quand Hollande s'aligne sur les ultra sionistes en déclarant que l'islam et les musulmans sont un "problème".

La Point - Dans Un président ne devrait pas dire ça..., le nouvel ouvrage des journalistes du Monde Gérard Davet et Fabrice Lhomme à paraître mercredi 12 octobre, François Hollande apparaît sous un visage troublant. François Hollande n'hésiterait pas à voter pour Nicolas Sarkozy si celui-ci était opposé, au second de la présidentielle, en mai 2017, à la présidente du Front national, Marine Le Pen. « Oui, moi je le ferais. J'irais, pour voter contre Le Pen. Il faut se rappeler, c'était déjà très dur pour moi d'appeler à voter Chirac en 2002. (...) S'il fallait appeler à voter Sarkozy, on le ferait », confie-t-il.

« Qu'il y ait un problème avec l'islam, c'est vrai. Nul n'en doute », déclare encore le président lors d'une des conversations avec les journalistes.

« Après, ce qui peut poser un problème, c'est si les musulmans ne dénoncent pas les actes de radicalisation, si les imams se comportent de manière antirépublicaine », dit encore François Hollande, pour qui « la femme voilée d'aujourd'hui sera la Marianne de demain ». « Parce que d'une certaine façon, si on arrive à lui offrir les conditions de son épanouissement, elle se libérera de son voile et deviendra une Française, tout en étant religieuse si elle veut l'être, capable de porter un idéal », plaide le chef de l'État. lepoint.fr 11.10

Pourquoi Hollande est-il toujours le candidat préféré de l'oligarchie ?

Parole d'internautes

1- "Délirant, subitement ces guignols veulent réformer la constitution, construire des prisons, réduire les impôts, etc. et ils ont la Une des médias non seulement France Télévision (les esclaves du pouvoir payés par le contribuable !), même le Figaro est aux premières loges..."

2- "Il n'y a que des philosophes dans les commentaires "yahoo". Soit on est pro-américain et on doit dire à longueur de journées que les bombardements américains ne tuent que des djihadistes et que Assad et Poutine ne tuent que des civils. Et que tout crime que les Américains peuvent commettre sur la terre ce n'est que pour le bien de l'humanité. Sinon on est fiché FN, nazis, alliés de Bachar et de Poutine, donc un traître, un terroriste."

Fabrication du consentement. Soit, si vous ne voulez plus de Hollande, on vous imposera Juppé.

En oligarchie, c'est pratique, on connaît le nom des élus à l'avance.

- L'élection de 2017 est-elle déjà jouée ? - Liberation.fr

Le sondage Viavoice que publie «Libération» confirme la tendance d'un second tour Alain Juppé-Marine Le Pen. Mais ce ne sont pas toujours les structures d'opinion qui font l'élection...

Sous la richesse de l'actualité, l'élection présidentielle de 2017 serait-elle gouvernée par de puissantes logiques structurelles ? L'analyse des données d'opinion recueillies par Viavoice pour Libération révèle trois constantes majeures, confirmées depuis près de deux ans : la diversité des gauches, la pérennité de la stature présidentielle d'Alain Juppé, et les scores élevés en faveur de Marine Le Pen.

La diversité des gauches, en amplification depuis le début du quinquennat de François Hollande, est une nouvelle fois confirmée par le sondage que publie Libération ce lundi : interrogés sur le «meilleur candidat pour rassembler la gauche», les sympathisants de gauche citent à équivalence Emmanuel Macron (22%), Manuel Valls (21%), François Hollande (21% également), Jean-Luc Mélenchon (20%) et Arnaud Montebourg (18%).

La prééminence présidentielle d'Alain Juppé est un cas d'école : 47% des Français estimaient déjà en décembre 2015 qu'il serait un «bon président de la République pour la France à partir de 2017», et ce score est encore exactement identique aujourd'hui, après deux années d'oscillations comprises entre 45% et 51%, et un score toujours supérieur de plus de dix points à ceux de ses possibles compétiteurs de droite. L'ancien Premier ministre bénéficie de qualités perçues de rassemblement, de compétences et d'apaisement, et peut faire valoir la confiance qui lui est décernée comme un atout concurrentiel pour «battre Marine Le Pen» au second tour. Liberation.fr 03.10

Alain Juppé figure parmi les signataires d'un traité secret consacré à la partition de la Syrie (Article du Réseau Voltaire), rien que pour cela il méritait d'être désigné par l'oligarchie comme leur second candidat avec Hollande au cas où celui-ci déclarerait forfait ou serait battu au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Ils pourraient se rabattre vers Valls, mais il semble déjà usé jusqu'à la corde, tout comme Sarkozy, ils ont besoin d'un président plus discret, qui se maîtrise ou qui porte moins à polémique, ils peuvent avoir des doute sur Juppé.

Le candidat de l'oligarchie vous emmerde et franchement il aurait tort de se gêner.

- Juppé "emmerde" ceux qui le trouvent "très conventionnel" - Le Huffington

Alain Juppé, candidat à la primaire de la droite, "emmerde" ceux qui le jugent "très conventionnel", lance-t-il dans un documentaire diffusé lundi soir sur France 3. Que répond-il "aux gens qui disent 'Juppé il est très conventionnel, qu'est-ce qu'on va se faire chier...'?", lui demande Franz-Olivier Giesbert dans un documentaire consacré au maire de Bordeaux. "Je les emmerde! Moi, je ne m'emmerde pas dans la vie. Alors s'ils se font chier avec moi, qu'ils aillent voir ailleurs, hein!", lance-t-il tout à fait sérieusement.

Interrogé sur la politique, ses proches mais aussi ses goûts musicaux ou encore la religion, il confie: "J'aime bien aller à la messe parce qu'au moins pendant une heure, personne ne vous emmerde." Le Huffington 04.10

- Primaire à droite : 71% des Français pensent que le vainqueur sera le prochain président de la République - Franceinfo

Pour les Français, Alain Juppé est le candidat qui offre le plus de chances à la droite de remporter la prochaine élection présidentielle. Franceinfo 09.10

- Sondage: Macron, jugé le plus présidentiable à gauche... mais pas vraiment de gauche. - Liberation.fr

Sa candidature, s'il se présentait, pourraît être destiné à faire perdre des électeurs à Juppé, qui sur le fil du rasoir serait battu au premier tour par Hollande le candidat préféré de l'oligarchie ou son supplétif, Valls par exemple.

Vichysme. Appel à la délation.

- Migrants: Emmanuelle Cosse appelle à dénoncer les "actions racistes" - L'Express.fr

En oligarchie l'imposture devient un mode de gouvernance permanent.

- Hollande veut plus de démocratie en préservant les institutions. - Reuters

Comment ? La réponse :

- Manuel Valls annonce un objectif de 33 nouvelles prisons - Reuters

Mais encore ou pour cause :

- Loi travail : cinq manifestants condamnés à de la prison avec sursis - LeMonde.fr

Cinq manifestants ont été condamnés à de la prison avec sursis, mardi 5 octobre, pour avoir commis des violences à l'occasion d'une journée d'action anti-loi travail à Lille à la fin du mois de juin, a-t-on appris mercredi de source judiciaire.

L'un d'eux a été condamné à six mois de prison avec sursis, quatre autres à trois mois avec sursis assortis de 140 heures de travail d'intérêt général et un sixième a été condamné à 200 euros d'amende.

Six manifestants, parmi lesquels un militant CGT, avaient été interpellés le 28 juin, tôt le matin, après avoir entravé l'accès à un important nœud routier dans le sud de Lille, notamment en brûlant des pneus.

Les six prévenus étaient notamment poursuivis pour « entrave à la circulation des véhicules sur une voie publique », « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens », et aussi pour « dégradations ou détériorations du bien d'autrui aggravées ».

Le tribunal a relaxé l'ensemble des personnes mises en cause pour le chef de participation à un groupement. Les condamnations sont conformes aux réquisitions du parquet, a précisé une source judiciaire. LeMonde.fr 05.10

Et pour qu'on comprenne bien finalement sous quel régime nous sommes :

- Les tarifs bancaires s'envolent - bfmtv.com

Selon une étude dévoilée par Le Parisien ce jeudi 6 octobre, les tarifs bancaires ont connu des évolutions entre 2012 et 2016 allant parfois jusqu'à plus de 100% de hausse pour certains services. Dans le même temps, plusieurs établissements ont imposé des frais pour tenue de compte depuis janvier.

Pour justifier ces hausses de tarifs, les établissements rappellent qu'ils sont confrontés à un certain nombre de difficultés: contraintes réglementaires plus lourdes, plafonnement des commissions d'intervention ou encore des taux bas qui rognent les marges. bfmtv.com 06.10

Ou encore :

- Cotisations chômage: Valls exclut "une taxation des plus hauts salaires" - AFP

Le Premier ministre, Manuel Valls, a "exclu" dimanche, dans le cadre de la lutte contre les déficits du régime d'assurance chômage, de déplafonner les cotisations chômage des hauts salaires, lors du Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro. AFP 02.10

Plus fort encore :

- EDF va récupérer environ un milliard auprès de ses clients - Reuters

EDF va récupérer environ un milliard d'euros auprès de ses clients français après une hausse rétroactive des factures imposée au gouvernement par le Conseil d'Etat, selon deux arrêtés publiés au Journal officiel (JO).

La juridiction administrative avait annulé mi-juin un arrêté qui limitait à 2,5% l'augmentation des tarifs de l'électricité survenue en 2014, une hausse jugée trop faible pour compenser les augmentations insuffisantes des années précédentes.

Selon deux arrêtés et deux délibérations de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) publiés au JO, la hausse rétroactive atteindra 999 millions d'euros pour la période du 1er août 2014 au 31 juillet 2015 et concernera principalement les tarifs "bleus" appliqués à quelque 28 millions de ménages.

La CRE a précisé dans ses délibérations que le rattrapage sur les factures des particuliers atteindrait environ 30 euros en moyenne, pour un total de 815 millions. Reuters

Mélenchonneries et intentions douteuses.

En famille. Au-delà des "bavardages".

- Des crimes de guerre en Syrie ? Mélenchon parle de "bavardages" - AFP

Mélenchon a qualifié de "bavardages" l'attitude de Hollande envers Poutine, alors qu'en réalité la position adoptée par Hollande a été dictée par le rejet par la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution présentée par la France, résolution calquée sur le scénario qui avait ouvert la voie au bombardement de la Libye par l'OTAN... "bavardages" qui se rapporte en fait au sort de tout un peuple, et au-delà de ceux du Moyen-Orient.

Mélenchon s'est bien passé de citer les "crimes de guerre" commis par le gouvernement français (américain, etc.) en Syrie depuis 2012 qui n'a cessé d'armer les barbares de Daesh et du Front al-Nosra qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple.

En condamnant la révolution prolétarienne, Mélenchon a fait le choix du capitalisme au détriment du socialisme.

- 2017: Mélenchon défend sa "stratégie révolutionnaire, pacifiste et démocratique" - AFP

Le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon a décrit dimanche sa "stratégie révolutionnaire, pacifiste et démocratique", pour permettre, s'il est élu en 2017, "le retour du pouvoir du peuple sur ses affaires" par la convocation d'une Assemblée constituante.

"Les révolutions, en général, ne surgissent pas à la commande, mais elles sont le résultat de grandes tensions que la société a été incapable d'évacuer par des méthodes pacifiques et démocratiques, comme c'est le cas aujourd'hui", a expliqué le candidat de "La France insoumise" lors de l'émission Le Grand Jury (RTL/Le Figaro/LCI).

"Le bouchon est là, et à un moment donné, la superstructure explose et les choses se mettent en place", a-t-il développé, estimant que les révolutions violentes "sont toujours des échecs". (Reprenant à son compte les analyses qu'en ont faites les historiens et commentateurs du régime. - LVOG)

"Je ne prône, d'aucune façon, aucune violence, au contraire, je les combats", a insisté le député européen, assurant encourager par son programme "la lutte à fond contre la violence que représentent 530 morts au travail par an ou le suicide tous les 2 jours d'un paysan". AFP 09.10

Discours populiste qui consiste à condamner d'emblée la violence révolutionnaire dont devra faire usage le prolétariat pour s'emparer du pouvoir politique face à la machine répressive dont l'Etat fera forcément usage pour préserver les privilèges et le pouvoir de la classe des capitalistes, ce qui revient à les légitimer, à capituler devant notre ennemi en interdisant aux travailleurs de recourir au seul moyen à leur disposition pour renverser l'ordre établi.

Vous aurez constaté que cet agent du capital le confirme lui-même, lorsqu'il préconise pour résoudre les "grandes tensions" qui secouent "la société" de recourir à des "méthodes pacifiques et démocratiques" qui n'ont jamais permis nulle part dans le monde aux travailleurs de prendre le pouvoir, ce qui est normal puisque ce n'est pas son objectif politique.

Ce contre-révolutionnaire ou cet ennemi déclaré de la classe ouvrière s'emploie ici à donner à ses maîtres un gage de bonne conduite consistant à dire : Ne vous inquiétez pas messieurs les oligarques, je n'irai jamais jusqu'à remettre réellement en cause votre pouvoir ou le régime, d'où les tribunes que leurs médias lui accordent si généreusement.

POID. Internationalisme prolétarien et intentions pour le moins douteuses ou inavouables.

On ne vit décidément pas dans le même monde et on n'a assurément pas les même objectifs politiques.

- Yémen. Les Emirats Arabes Unis rejoignent la coalition contre les Houthis - lepetitjournal.com/dubaï 31.03.2015

Les Yéménites apprécieront cette info :

(Facebook) POID - La Tribune des Travailleurs

10 octobre 2016 (15 h) – Alstom qui avait décidé il y a quelques semaines de transférer son usine de construction ferroviaire de Belfort se porte bien. L'entreprise vient de signer un contrat de 1,3 milliards d'euros pour la construction du métro de Dubaï.

Commentaire d'un militant du POID:

Philippe Tribouillard : J'avais des doutes sur la santé d'Alstom...

Quelle noble attention, vous êtes actionnaire ? Nous n'en avions pas sur celle des Yéménites

Médias, Syrie et Russie.

Syrie : Une journaliste britannique révèle la gigantesque intox médiatique sur Alep - arretsurinfo.ch 12.10

Alep - L'intox monstrueuse dénoncée (Journaliste britannique)

https://www.youtube.com/watch?v=R87yEY_s2xk

Média-oligarque. Le Parisien propriété de Bernard Arnault, un instrument populaire de propagande.

- Meeting à Strasbourg : la leçon de démocratie de Macron - LeParisien.fr

- Syrie : Poutine, le cauchemar d'Alep - LeParisien.fr

- La Destruction de la Syrie : Une entreprise criminelle conjointe - Counterpunch 04.10

Avaaz fait actuellement circuler une pétition qui a recueilli plus d'un million de signatures et vise un million et demi. Il est susceptible de les obtenir, avec des formules telles que : « 100 enfants tués à Alep depuis vendredi dernier. Ça suffit ! » Avaaz poursuit : « Il n'y a pas de moyen simple pour mettre fin à cette guerre, mais il n'y en a qu'un pour faire cesser cette terreur venue du ciel – que partout les gens exigent l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne pour protéger les civils. »

Une zone d'exclusion aérienne ? Ça ne vous rappelle rien ? Ce fut le stratagème qui a servi à détruire les défenses aériennes de la Libye et qui a ouvert la voie à un changement de régime en 2011. Il fut promu avec zèle par Hillary Clinton, qui est également connue pour être favorable à l'application de cette même stratagème en Syrie. Et lorsque l'Occident parle de « zone d'exclusion aérienne », cela signifie que certains peuvent utiliser l'espace aérienne et d'autres pas. Avec la zone d'exclusion aérienne en Libye, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont pu faire voler leurs avions partout où ils voulaient, en tuant d'innombrables civils, en détruisant les infrastructures et en permettant aux rebelles islamiques de s'emparer d'une partie du pays. La pétition d'Avaaz fait la même distinction. Certains auraient le droit de faire voler leurs avions et d'autres pas. « Lançons un appel mondial retentissant à Obama et à d'autres dirigeants pour qu'ils résistent à la terreur de Poutine et d'Assad. C'est peut-être notre dernière et meilleure chance pour aider à mettre fin à cette assassinat en masse d'enfants sans défense. Signez. » Il ne s'agirait donc que d'une affaire d'assassinat en masse d'enfants sans défense, qu'il faudrait arrêter, et pour ce faire il faudrait faire appel au Roi des Drones, Obama, pour mettre fin à cette « terreur venue du ciel. »

Pas seulement Obama, mais aussi d'autres dirigeants « bons » et membres de l'OTAN : « A l'attention du président Obama, du président Erdogan, du président Hollande, du Premier Ministre May, et à d'autres dirigeants du monde : en tant que citoyens du monde entier horrifiés par le massacre d'innocents en Syrie, nous vous appelons à faire respecter une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie, y compris Alep, pour arrêter le bombardement des civils syriens et veiller à ce que l'aide humanitaire parvienne à ceux qui ont le plus besoin. »

Le moment choisi pour lancer cette pétition est éloquente. Elle arrive au moment même où le gouvernement syrien fait le forcing pour mettre fin à la guerre en reconquérant la partie orientale d'Alep. Elle fait partie de la campagne de propagande massive en cours pour réduire la conscience de l'opinion publique de la guerre en Syrie à deux aspects : les enfants victimes et l'aide humanitaire. (...)

La guerre n'est plus que l'étrange caprice d'un « dictateur », qui se divertit en bombardant des enfants sans défense et en bloquant l'aide humanitaire. Un tel point de vue réduit la guerre de cinq ans en Syrie à la situation telle qu'elle fut décrite en Libye pour justifier la zone d'exclusion aérienne : rien qu'un méchant dictateur qui bombarde son propre peuple. Pour le public qui aime consommer les événements mondiaux sous forme de conte de fées, tout ça se tient. Signez une pétition sur votre ordinateur et sauvez les enfants.

La pétition d'Avaaz ne vise pas à mettre fin à la guerre et à rétablir la paix. Elle vise à l'évidence à faire obstacle à l'offensive du gouvernement syrien pour reprendre Alep. L'armée syrienne a subi de lourdes pertes en cinq ans de guerre, ses recrues potentielles ont en effet été invités à échapper à un service militaire dangereux en se rendant en Allemagne. La Syrie a besoin d'une puissance aérienne pour limiter ses propres pertes. La pétition d'Avaaz appelle à paralyser l'offensive syrienne et donc à se ranger du coté des rebelles. (...)

Le résultat le moins pire serait que le gouvernement d'Assad remporte la victoire, afin de préserver l'Etat. Pour cela, les forces armées syriennes doivent reprendre la partie orientale d'Alep occupée par les rebelles.

Le travail d'Avaaz est d'obtenir de l'opinion publique une opposition à cette opération militaire, en la décrivant comme rien d'autre qu'un effort conjoint russo-syrien visant à assassiner des civils, en particulier des enfants. Pour cela, ils appellent à une opération militaire de l'OTAN pour abattre (c'est cela que signifie « zone d'exclusion aérienne ») les avions syriens et russes qui offrent un soutien aérien à l'offensive de l'armée syrienne. Même des mesures aussi drastiques ne visent pas à mettre fin à la guerre. Elles visent seulement à affaiblir le vainqueur pour l'empêcher de gagner. Pour prolonger l'impasse. Cela signifie - pour employer l'absurde expression populaire en cours pendant la guerre de Bosnie - la création d'un « terrain de jeu équitable », comme si la guerre était un match sportif. Cela signifie prolonger la guerre jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien de la Syrie, et que ce qui reste de la population syrienne aille remplir les camps de réfugiés en Europe. (...)

La vérité est que la Syrie est victime d'une entreprise criminelle prévue de longue date pour détruire le dernier état laïc nationaliste arabe indépendant au Moyen-Orient, après à la destruction de l'Irak en 2003. Bien qu'attribué à la répression gouvernementale des « manifestations pacifiques » en 2011, le soulèvement armé avait été prévu depuis des années et a été soutenu par des puissances extérieures : l'Arabie Saoudite, la Turquie, les Etats-Unis et la France, entre autres. (...)

Cette conspiration flagrante et tout à fait transparente pour détruire la Syrie est un grand crime international, et les États mentionnés ci-dessus sont co-conspirateurs. Ils sont rejoints dans cette entreprise criminelle collective par des organisations soi-disant « humanitaires » comme Avaaz qui diffusent une propagande de guerre sous couvert de la protection des enfants. Cela fonctionne parce que la plupart des Américains ne peuvent tout simplement pas croire que leur gouvernement serait capable de telles choses. Parce que les gens ordinaires normaux sont bien intentionnés et détestent voir des enfants tués, ils imaginent que leur gouvernement doit être pareil. Il est difficile de surmonter un telle foi réconfortante. Il est plus naturel de croire que les criminels sont des gens méchants dans un pays auquel on ne comprend rien. (...)

Et parmi les complices de cette entreprise criminelle on trouve toutes les organisations pro-gouvernementales « non gouvernementales » telles que Avaaz qui repoussent les limites de l'hypocrisie en exploitant la compassion pour les enfants afin de justifier et perpétuer ce crime majeur contre l'humanité et contre la paix dans le monde. (La Destruction de la Syrie : Une entreprise criminelle conjointe (Counterpunch) 04.10)

Cibles à abattre.

- Syrie : les casques blancs au coeur de l'enfer - LeParisien.fr

- Les gouvernements « occidentaux » ont versé plus de 70 millions de dollars aux « Casques blancs », la fausse « Défense civile syrienne » créée par la firme de relation publique Purpose Inc. de New York, pour faire et pour diffuser des photos et des films qui désignent l'insurrection islamique en Syrie comme « bonne » et le gouvernement syrien et ses alliés comme « méchant » (des milliards (!) supplémentaires sont consacrés chaque année à l'approvisionnement en armes des mercenaires du camp djihadiste et à leurs salaires). (Moon of Alabama 06.10)

A lire aussi :

- Casques Blancs: Des sauvetages soigneusement mis en scène - Arrêt sur Info 07.10

- Les « Casques Blancs » main dans la main avec les groupes terroristes en Syrie - Arrêt sur Info 25.09

L'entreprise commerciale américaine Netflix, qui diffuse des films et séries télévisées en ligne, a consacré aux Casques Blancs un « documentaire choc« . Diffusé depuis le 16 septembre, sur tous les continents et à grand renfort de publicité, ce film de pure propagande, à la gloire des Casques Blancs – une prétendue organisation « humanitaire syrienne » financée par les puissances qui épaulent les groupes terroristes dits « rebelles modérés » -, est destiné à entretenir la fiction que le gouvernement Assad et l'armée régulière syrienne n'agissent pas en faveur de leur peuple, mais bombardent délibérément des civils.

Le documentaire de Netflix, est une compilation d'images prises en zones terroristes où opèrent ces prétendus défenseurs civils qui se disent « a-politiques ». Il s'agit d'une propagande fort bien orchestrée qui n'en est pas moins abondamment reprise ces jours-ci par les grands médias sans aucunement vérifier qui sont ces Casques Blancs, qui les finance, où ils se situent et qui sont ces « vies » qu'ils prétendent sauver.

Les Casques Blancs ont reçu plus de 60 millions dollars et auraient « sauvé 60 000 vies »

Quand il s'agit de la guerre en Syrie – comme démontré par de nombreux témoignages dans nos colonnes [1] – les médias traditionnels, et nombre de grosses ONG, prennent fait et cause pour les forces qui financent les groupes de combattants armés (95 % d'entre eux viennent de l'étranger selon les services de renseignement allemands) engagés à renverser l'Etat syrien en violation du droit international.

« Les Caques Blancs se présentent eux-mêmes en héros de la guerre de Syrie, se donnant pour des sauveteurs médicaux humanitaires indépendants. En réalité, comme l'ont démontré l'écrivain Vanessa Beeley et le réalisateur Steve Ezzedine, cette ONG est étroitement liée à Jabhat al Nusra et a participé à des regroupements confessionnels forcés et à des exécutions. Alors qu'e cette organisation prétend ne recevoir de subventions de la part d'aucun Etat, les gouvernements du Royaume Uni et des États-Unis ont reconnu lui avoir versé des dizaines de millions de dollars. »

« Dans la tentative d'obtenir une légitimité morale, Washington utilise des ONG proches des milices, pour confirmer la fiction que l'armée syrienne n'agit pas, mais attaque les civils. Au premier rang de ces ONG [Organisations non gouvernementales, ndlr] sont Les Casques blancs alias «défense civile syrienne », qui est devenue la source principale des accusations affirmant que les avions syriens et russes ciblent les hôpitaux. »

« En fait Les Casques blancs, qui prétendent être indépendants, sont dirigé par l'ancien soldat britannique James le MESURIER, cofinancé par le gouvernement américain et britannique, opérant dans les zones sous le contrôle de l'organisation terroriste Front al Nosra; groupe interdit par le Conseil de sécurité de l'ONU. Chaque attaque contre al Nosra est ainsi décrite comme une attaque dirigée contre des «civils» et des centres de soins, ou sur des personnels de santé. La même chose vaut pour Médecins sans frontières (MSF), qui finance les cliniques d' al Nosra (la plupart du temps sans bénévoles étrangers) dans plusieurs zones tenues par les terroristes. »

« Les contradictions entre la politique et la pratique des États-Unis ont récemment été mises en évidence lorsque le chef syrien des Casques Blancs, Raed SALEH, s'est rendu aux Etats-Unis pour recevoir un prix humanitaire, mais n'a pas eu la permission d'entrer sur le sol Américain et a été renvoyé à Istanbul car il est associé à Al-Nosra. »

Seconde cible à abattre.

- Syrie: les terroristes utilisent un camion d'aide humanitaire pour le transfert de roquettes - presstv.com

Le groupe terroriste Ahrar al-Cham se sert des camions d'aide humanitaire de la Croix rouge pour transporter ses missiles dans le nord de la province de Hama.

Le bureau médiatique de ce groupe affilié à Al-Qaïda a diffusé dimanche 2 octobre des images de tir de roquettes sur l'aéroport militaire de la province de Hama. Ces images montrent également les camions d'aide humanitaire de la Croix Rouge en train de transporter des dizaines de roquettes Katioucha pour le groupe terroriste Ahrar al-Cham.

Auparavant, un autre groupe affilié à Al-Qaïda, le Front al-Nosra, qui s'est rebaptisé Fatah al Cham, avait volé un véhicule des forces de maintien de la paix, en juillet dernier, l'utiliser dans des attaques contre les unités de l'armée syrienne dans la province de Quneitra.

A la suite du bombardement, la semaine dernière, d'un convoi des Nations unies dans la cité d'Ourum al-Kobra, située à l'est de la province d'Alep, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, avait accusé les gouvernements syrien et russe d'avoir mené cette attaque. presstv.com 02.10

Les barbares d'Ahrar al-Cham sont dorénavant qualifiés de "rebelles" par la plupart des médias institutionnels.

En oligarchie massacrer des innocents doit demeurer impuni.

- Londres veut protéger ses soldats contres les plaintes abusives - euronews.com

Les soldats britannques qui combattent à l'étranger seront bientôt à l'abri de certaines poursuites judiciaires jugées abusives : Londres va déroger à la Convention européenne des droits de l'Homme en période de guerre.

Michael Fallon, secrétaire d'Etat britannique à la Défense :"Une grande partie des litiges auxquels nous faisons face sont liés à l'extension de la Convention européenne des droits de l'homme sur les champs de bataille. Cela a causé du tort à nos troupes, a compromis nos opérations militaires et a coûté des millions aux contribuables qui auraient pu être investis dans la défense".

Critiquée par les associations des droits de l'homme, la demande de dérogation devrait permettre d'éviter des procès en cascade contre d'anciens soldats britanniques comme ce fut le cas après la guerre d'Irak. Le Royaume Uni a dû débourser jusqu'à présent 23 millions d'euros aux victimes en guise de compensation.

Les plaintes pour tortures ne seront pas concernées par cette dérogation.

La France, la Turquie et l'Ukraine ont déjà dérogé à la Convention européenne des droits de l'Homme de manière temporaire. euronews.com 04.10

Médias au service de la propagande de guerre de l'OTAN et du Pentagone.

Les médias qui sont devenus la propriété de quelques oligarques tiennent tous le même discours, ils ne représentent plus les intérêts des différentes couches de capitalistes, ils sont tous alignés sur les besoins des sommets du capitalisme qu'exprime la politique de l'OTAN et du Pentagone que relaient l'AFP ou Reuters.

Ce ne sont plus des médias d'information, ils diffusent en boucle les mêmes messages préfabriqués en direction de la population, de manière à ce qu'elle ait l'impression que c'est la seule interprétation possible de la situation pour qu'elle la reprenne aveuglément

à son compte. Sauf, que cela ne fonctionne qu'avec les esprits faibles ou les couches qui ne sont pas familiarisées avec Internet, et qui pour cette raison ignoreront que les médias institutionnels les manipulent et pratiquent la désinformation en permanence.

Encore une fois ce sont les couches les plus défavorisées, arriérées, vulnérables, qui seront leurs victimes privilégiées, parmi lesquels figurent les vieux qui représentent un quart de la population, le sous-prolétariat des banlieues ouvrières et des campagnes.

Qui s'en remet à l'UE pour "libérer l'information" ?

- "... le Parlement européen ne peut plus se contenter de multiplier les rapports sur la concentration des médias et sur les atteintes au pluralisme ; il est urgent, aujourd'hui, de légiférer pour libérer l'information."

Réponse : SNJ-CGT (Vent mauvais sur l'information en Europe - legrandsoir.info 11.10.

Stalinien for ever !

Hollande ministre du Pentagone aurait pu être nommé ministre de la propagande du IIIe Reich.

- Vladimir Poutine renonce à sa visite parisienne - LeFigaro.fr

- Les portes se ferment autour de Poutine - Liberation.fr

- Syrie : la Russie, de nouveau seule contre tous - lemonde.fr

- Syrie: Alep replonge dans l'enfer des raids aériens russes - AFP

- Syrie: Des bombardements aériens russes sur Alep plus violents que jamais - 20minutes.fr

Le petit chef de guerre de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste a de quoi être contrarié ces derniers jours, outre les progrès de l'armée de la République arabe syrienne pour vaincre les barbares à Alep.

- La Chine et la Russie s'accordent sur la Syrie et l'Afghanistan - Sputnik

- La Russie et la Turquie signent un accord sur le gazoduc Turkish Stream - Sputnik

- Poutine: Moscou et Ankara œuvreront pour le départ des terroristes d'Alep - Sputnik 10.10

Pourquoi les autorités et les médias américains sont-ils fébrile au point de ne plus maîtriser leur discours envers la Russie et la Syrie qui relève de la déclaration de guerre ?

Parce qu'ils se rendent comptent qu'ils ont perdu la guerre de la communication ou que les intellectuels aux Etats-Unis et dans le monde ainsi que le mouvement ouvrier (les militants) en occident rejettent à une large majorité leur propagande de guerre et xénophobe envers la Russie ou ne la soutiennent pas.

Ils comptaient sur eux pour faire fléchir le peuple syrien qui continue de plébisciter Bachar al-Assad.

Dans un premier temps le Pentagone avait mis tous ses espoirs dans la minorité armée qui affrontait le gouvernement et l'armée syrienne qui s'est avérée quasiment inexistante et sans soutien parmi le peuple syrien. Ensuite, ils ont reporté leurs espoirs sur les groupes issus d'Al-Qaïda et du Front al-Nosra qu'ils ont instrumentalises et armés en pensant que cela pourrait infléchir l'état d'esprit des intellectuels à travers le monde qui sont opposés à l'intervention des Etats-Unis et de sa coalition en Syrie, et que fort de ce soutien le peuple et l'armée syrienne se retrouveraient plus isolés que jamais et finiraient par lâcher Bachar al-Assad, ce qui ne fut pas le cas, qui plus est en bénéficiant du soutien militaire de la Russie et de l'Iran.

Les Russes et les journalistes d'investigation opposés à cette guerre fomentée par les Américains divulgèrent par le biais de leur agences de presse et de nombreux portails Internet le double langage et jeu de Washington (et ses alliés, Turquie, France, Grande-Bretagne, UE, etc) qui en réalité soutenait militairement Daesh et les différentes milices du Front al-Nosra, et les Syriens qui étaient le mieux placés pour observer les manoeuvres des Américains, Français, Britanniques, etc. et qui depuis longtemps ne se faisaient plus aucune illusion sur leur véritable objectif, ne marchèrent pas dans leur combine pourrie qui consistait à les rallier à leur cause pour faire chuter le régime syrien, du coup ce sont les Américains et leurs alliés qui se retouvent isolés ou sans soutien populaire à leur guerre, ce qui les empêche tout du moins pour le moment de recourir à un engagement militaire direct en Syrie.

Il faut bien distinguer les peuples qui dans leur majorité peuvent être réceptifs à la propagande du Pentagone et de l'OTAN, et les intellectuels toutes tendances confondues qui sont opposés à une confrontation armée entre les Etats-Unis et la Russie, position partagée par l'immense majorité des militants du mouvement ouvrier, ainsi que tous les citoyens engagés dans des associations plus ou moins liées au mouvement ouvrier ou qui en sont issues.

Certes, la majorité du peuple qui demeure ignorante et manipulable peut apporter son soutien aux Américains ou au gouvernement français qui en est le vassal, mais comme elle demeure silencieuse en n'étant pas organisée ou engagée dans cette bataille politique, sa voix ne compte pour ainsi dire pas, contrairement aux intellectuels ou aux dirigeants du mouvement ouvrier qui disposent d'un réel pouvoir en s'exprimant publiquement sur des tribunes ou dans divers médias, et qui par ce biais au nom du peuple sont les seuls interlocuteurs officiels du gouvernement, et qui en dénonçant ou en s'opposant à sa politique impérialiste sapent tous les efforts entrepris pour légitimer la poursuite de cette guerre.

Quand le New York Times, le Washington Post ou le Wall Street Journal ou encore la porte-parole de Ketty hurlent au loup en déclarant hors la loi la Russie, ils ne font que manifester leur impuissance à obtenir l'adhésion des peuples ou plutôt ceux qui s'expriment en son nom (qu'ils soient qualifiés pour le faire ou non est une autre histoire), ils tentent de passer outre pour rallier directement les peuples à leur cause, en vain, soit qu'ils aient de préoccupations sociales plus urgentes à affronter, soit qu'ils sachent déjà qu'ils ont à faire à des démagogues qui passent leur temps à leur mentir.

Les déclarations de guerre à la Russie du New York Times, du Washington Post ou du Wall Street Journal sont à prendre au second degré, c'est de la gesticulation de psychopathes frustrés parce que le monde n'est pas soumis à l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, il n'y a pas matière à s'affoler pour si peu à mon avis. Ce sont de vulgaires propagandistes spécialistes en désinformation que rien n'arrête, qu'on se souvienne de quelle manière ils ont traité le 11 septembre 2001 et toutes les guerres de l'impérialisme américain depuis, sans oublier le coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine réalisé par des milices fascistes qu'ils ont qualifié de démocratique.

Leur problème réside désormais dans leur perte de confiance ou de crédibilité auprès des intellectuels, du mouvement ouvrier ou des personnes excerçant une réelle influence sur le peuple, alors en désespoir de cause ils aboient, éructent, insultent ceux qui osent leur tenir tête pour tenter de sauver un régime aux abois.

Je n'ai pas donné d'exemples précis pour argumenter mon analyse, vous en trouverez quotidiennement dans l'actualité ou dans certains passages de cette causerie.

Quand j'ai dit que des intellectuels de toutes tendances n'étaient pas prêts à soutenir aveuglément Washington, c'est parce que j'ai lu des articles de médias ou de portails parmi les plus farouchement réactionnaires où c'était écrit noir sur blanc, par exemple dans Le Point ou Atlantico.fr.

Et de nombreux travailleurs à l'esprit critique, curieux, soucieux de ne pas se faire manipulés ou bien informés sans être forcément des intellectuels ou être organisés dans un parti ouvrier se sont forgés une conviction sur les médias institutionnels ou propriétés d'oligarques au cours des dernières années, deux exemples tirés de commentaires figurant à la suite d'un article de France Info sur la Syrie et diabolisant Assad :

- De la propagande médiatique en démocratie

Il n'aura échappé à personne que le postulat démocratique affirme que les médias sont indépendants, déterminés à découvrir la vérité et à la faire connaitre; et non qu'ils passent le plus clair de leur temps à donner l'image d'un monde tel que les puissants souhaitent que nous nous le représentions, qu'ils sont en position d'imposer la trame des discours, de décider ce que le bon peuple a le droit de voir, d'entendre ou de penser, et de gérer l'opinion à coup de campagnes de propagande...

Première page de "La fabrication du consentement" - Noam Chomski et Edward Herman

- Depuis pas mal de temps la presse dite libre et professionnelle, a prouvé à maintes reprises qu'elle est loin de l'être, faut se rappeler les mises en scènes par les televisions françaises de massacres de bébés par la securitate roumaine, faut se rappeller des deux guerres du Golfe et leur manière de les couvrir, au lieu de faire de l'information, ils faisaient des campagnes de propagande et de diabolisation de Saddam, la CIA n'aurait pas fait mieux, et ils ont mené la m^sme propagande en Libye, en Ukraine et Syrie, cette presse occidentale n'est ni plus ni moins que des boites annexes de CIA, DGSE ou M5...

Et quand à l'état d'ignorance de la majorité du peuple, en principe il ne devrait pas être nécessaire de le prouver, mais bon, on rencontre toujours de furieux ouvriéristes qui tiennent à montrer à quel point ce sont des crétins, on citera les propos anonymes d'une personne reproduits par Le Monde à propos des "réfugiés" qui montrent que la propagande gouvernementale fonctionne sur les esprits faibles :

- Posté devant sa 2 CV bleu ciel, Dominique, 61 ans, retraité du secteur des assurances, répond aux deux opposants : « Cinquante, c'est quand même pas Calais ! » Et de poursuivre discrètement : « On tombe dans la psychose. Il faut bien qu'ils aillent quelque part. En France, on a une tradition de terre d'accueil, il faut la garder. Quand tu reçois des bombes de ton chef d'Etat et que t'es menacé par Daech, et ben tu te casses. ». LeMonde.fr 03.10

Le chef d'Etat syrien qui bénéficie du soutien de l'immense majorité des Syriens est mis sur le même plan que les barbares de Daech conformément au discours d'Obama ou de Hollande.

A propos de cette guerre, quand ce sont les Américains, Français et leurs alliés qui bombardent la Syrie et font des milliers de victimes civiles innocentes, c'est normal, c'est inévitable, cela fait partie de la guerre, bref, c'est légitime et il n'y a pas lieu de le condamner, mais en revanche lorsque c'est l'armée de la République arabe syrienne appuyée par l'armée russe qui procède de même parce qu'elle n'a pas le choix pour défendre la souveraineté et l'intégrité de la Syrie, là c'est condamnable.

Or dans toute guerre ou révolution il y a inévitablement des milliers de victimes innocentes sacrifiées, on peut en être choqué, refusé de l'admettre, le nier, le condamner, etc. mais c'est ainsi et il en sera toujours ainsi. A ceci près toutefois qu'il faut établir une distinction entre les intentions ou objectifs des différents belligérants engagés sur le champ de bataille qui déterminent s'ils disposent en quelque sorte d'une légitimité pour sacrifier une partie de la population, la première distinction consistant à départager les agresseurs des agressés dans le cas d'une guerre, la police et l'armée d'un régime antidémocratique d'un côté, et les exploités partisans du renversement de ce régime de l'autre dans le cas d'une révolution prolétarienne.

Il n'existe donc aucun principe morale pour condamner en général l'usage de la violence lors d'une guerre ou une révolution qui se traduira par la mort de civils innocents parmi la population. En revanche, ce sera les motivations et les objectifs des différents belligérants qui détermineront si l'usage de la violence auquel ils recourent peut se justifier ou non sur le plan de la morale, autrement dit si on le condamnera ou non.

La Syrie ayant été agressée par les Etats-Unis et ses alliés au départ par une armée de barbares (Daesh et Al-Nosra) qu'ils avaient recrutés, entraînés, armés, financés, puis ayant été directement bombardée par l'aviation de cette coalition internationale, les autorités syriennes et ses alliés se retrouvent donc en situation de légitime défense pour répondre à cette agression et peuvent revendiquer l'autorité morale pour repousser et vaincre leurs agresseurs en recourant à une stratégie et des moyens militaires qui leur sont imposés par leurs agresseurs, qui eux seuls devront porter à l'issue de cette guerre la responsabilité ainsi que ses nombreuses victimes, sans parler des destructions qu'elle aura causées.

Cette mise au point me semblait indispensable pour ne pas se tromper de camp ou démêler la confusion à laquelle peut conduire la propagande officielle.

Les âmes sensibles qui ne comprendraient pas notre argumentation ou notre position, feraient bien de se dire que le mode de vie relativement confortable dont ils bénéficient fait quotidiennement des milliers de morts innocents parmi les travailleurs et leurs familles aux quatre coins du monde, et qu'il est dans leur intérêt comme dans celui de ces peuples sacrifiés que les agresseurs de la Syrie soient vaincus, que leur propre impérialiste soit défait en Syrie, donc affaibli pour mieux pouvoir le combattre en France.

Dans la vie on ne fait pas toujours ce qu'on voudrait, il n'y a que le petit-bourgeois misérable pour le penser. Sa bonne conscience mise à l'épreuve des balles de la guerre ou de la révolution révèle sa véritable personnalité faible ou couard, hypocrite ou égoïste, prêt à troquer ses beaux principes dès qu'il estime que sa petite vie tranquille et confortable serait menacée.

C'est en dernière analyse le degré de conscience politique que nous avons acquis qui déterminera notre morale de classe, quel camp nous soutenons, pour quel idéal nous combattons.

C'est la raison pour laquelle il nous faut avoir parfaitement connaissance de la situation, avoir à l'esprit de quelle manière et dans quelle direction elle évolue, et en chercher l'origine pour déterminer quelle peut en être l'issue et quelle devrait en être l'issue conformément aux droits légitimes des travailleurs et des peuples qui se passent de toute justification morale, puisqu'il n'existe rien de supérieur à leurs droits.

En complément. La Turquie prolonge son état d'urgence de trois mois - L'Express.fr

Ce lundi, la Turquie a annoncé qu'elle reconduisait son état d'urgence, une mesure prise initialement pour trois mois, après le putsch raté du 15 juillet. L'Express.fr

Social

Chômage. Désinformation et falsification.

- Comment compter les chômeurs ? - LeParisien.fr

L'Insee meilleur que Pôle emploi pour compter le nombre de chômeurs en France. Un rapport sénatorial publié hier révèle en effet que les chiffres mensuels fournis par Pôle emploi ne sont pas « à eux seuls un indicateur fiable et pertinent du chômage ».

Pour les parlementaires, les chiffres de l'Insee, établis selon les critères du Bureau international du travail (BIT), constituent « une meilleure mesure ». Selon ces critères, il y a 2,8 millions de personnes au chômage en France alors que la catégorie A de Pôle emploi recense 3,56 millions de personnes sans aucune activité.

Le saviez-vous ?

- Le RSA pour une personne seule est d'environ 535 euros par mois, auxquels on peut ajouter, pour un locataire seul à Paris, une aide au logement d'environ 310 euros.

Soit environ 850 euros, somme à laquelle on peut ajouter la prime de Noël des bénéficiaires du RSA (150 euros pour une personne seule, soit environ 12,5 euros si on rapporte ce montant au mois) et à laquelle il faudrait, pour être tout à fait exhaustif, ajouter quelques autres dispositifs selon le cas (par exemple, les réductions sur les cartes de transports selon les villes). Au final, l'écart est effectivement limité avec la personne seule qui travaille et touche le smic (1 140 euros nets), puisque cette dernière ne touchera rien ou presque côté allocation logement (moins de 50 euros par mois dans les mêmes conditions que pour le locataire parisien au RSA, selon nos calculs). lemonde.fr 05.10

A ceci près qui fait toute la différence, la personne qui est au chômage devra déduire du RSA la part du loyer qu'il lui restera à payer, en considérant que son loyer est du même montant que celui de la personne au smic, il lui restera la moitié de la somme dont disposera celle au smic, soit 300 euros environ pour faire le mois, une misère. Ce n'est pas qu'on s'en sortirait mieux avec 500 euros, mais 200 euros c'est une somme importante quand on est en état de survie, ce qui ne pouvait pas effleurer le journaliste du Monde.

- En réalité, le niveau des charges sur les salaires au niveau du smic est déjà très proche du zéro absolu. Face au chômage, les gouvernements successifs les ont progressivement allégées, si bien que le taux de cotisations patronales est d'environ 14 % du salaire brut au niveau du salaire minimum. Alors qu'il se situe autour de 40 à 45 % sans allégement.

Si l'on ajoute le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), qui permet de récupérer après coup environ 6 points de charge, les charges patronales sur un salarié au niveau du smic sont d'environ 8 %. lemonde.fr 05.10

Là le compte est bon et c'est tout naturel !

Non seulement ces mesures servent à abaisser le coût du travail, mais en plus elles tirent les salaires vers le bas ou poussent les patrons à embaucher au smic...

Les hôpitaux américains étouffés par le prix des médicaments LeMonde.fr

Entre 2013 et 2015, les hôpitaux américains ont fait face à une augmentation de plus de 23 % de leurs dépenses en médicaments par patient affirme une étude publiée mardi 11 octobre et commandée par l'association des hôpitaux américains et la fédération des hôpitaux américains, deux des plus gros lobbys du secteur.

Cette étude conduite par l'université de Chicago conclut que c'est l'augmentation du coût des médicaments et non de leur utilisation qui est à l'origine d'une hausse décrite comme « aléatoire, incohérente et imprévisible ». Elle aurait un impact « sévère » sur le budget d'un tiers des 712 hôpitaux observés.

« Clairement, le système ne fonctionne plus », a critiqué Scott Knoer, en charge de l'acquisition des médicaments à la clinique Cleveland. S'exprimant lors d'une téléconférence, il a attaqué l'industrie pharmaceutique qui « a maintes et maintes fois prouvé qu'elle ne savait plus s'autoréguler ».

Pharmaceutical Research and Manufacturers of America, un des lobbys de l'industrie pharmaceutique, a dénoncé un rapport qui donnerait une vision « déformée » des coûts. Mais avant les hôpitaux, patients comme assureurs s'étaient déjà plaint du prix des médicaments. Si les deux organisations à l'origine de l'étude préféreraient éviter une régulation directe du gouvernement, elles appellent à une action rapide. LeMonde.fr

Economie

En oligarchie, la concentration de la richesse et du pouvoir n'est pas un vain mot.

Top 100 des marques les plus puissantes au monde, les valeurs automobiles et technologiques caracolent en tête - usinenouvelle.com

Interbrand a publié ce mardi 5 octobre la 17ème édition de son Best Global Brands des 100 marques les plus puissantes au monde. A eux deux, les secteurs de l'automobile et des technologies représentent 49% de la valorisation du classement avec près de 880 000 milliards de dollars. usinenouvelle.com 06.10

Une rente à vie qui ne cesse d'augmenter garantie par l'état.

- Dette française : + 31,7 milliards d'euros au deuxième trimestre pour un total de 2 170,6 milliards - rt.com 30.09

La dette publique de la France atteint les 2 170,6 milliards d'euros au deuxième trimestre, en hausse de 31,7 milliards par rapport au trimestre précédent, a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Rapportée à la richesse nationale, la dette de l'ensemble des administrations publiques françaises, mesurée selon les critères de Maastricht, atteint 98,4% du PIB, contre 97,5% à la fin du premier trimestre de l'année.

Selon l'Insee, «cette hausse provient de l'essentiel de la dette négociable à long terme (+30,7 milliards d'euros)».

Par ailleurs la dette publique nette, qui tient compte de la trésorerie présente dans les caisses des administrations publiques, a augmenté de 24,9 milliards d'euros, représentant 88,3% du PIB. rt.com 30.09

Quelques infos en bref

- Brésil: les députés votent pour un gel des dépenses budgétaires pendant 20 ans - AFP

- Les enseignants vent debout contre la réforme de l'éducation en Pologne - euronews.com

Des milliers d'enseignants sont descendus dans la rue ce lundi en Pologne pour dénoncer la réforme de l'éducation portée par le gouvernement conservateur (du Parti Droit et Justice, PiS). euronews.com

- Nouvelle flambée de violences dans les universités sud-africaines - euronews.com

Des affrontements violents ont à nouveau opposé lundi la police à des étudiants hostiles à l'augmentation annoncée des frais de scolarité dans plusieurs universités d'Afrique du Sud, dont celle de Witwatersrand (Wits) à Johannesburg. euronews.com

- Choléra et risque de famine: Haïti face à une crise humanitaire inquiétante - AFP

Faites sauter la banque pour conquérir la démocratie.

- Meeting à Strasbourg : la leçon de démocratie de Macron - LeParisien.fr

Haut de page

Le 19 octobre 2016

CAUSERIE

Ma compagne Selvi ayant été absente ces derniers jours, j'en ai profité pour rédiger cette causerie.

Levé à l'aube, mon premier acte a été d'aller éteindre la lumière extérieure et de caresser les chèvres.

Qui aurait pu imaginer qu'à 61 ans à 6 plombes du mat j'aurais été discuté avec une chèvre ? Maintenant je me souviens qu'il y a 35 ans environ, j'avais envisagé de me retirer en Bretagne pour élever des moutons, cela ne s'était pas fait parce que personne n'avait voulu nous aider, tout le monde nous avait plutôt découragé, non sans raisons valables peut-être je n'en sais rien, toujours est-il qu'à chaque fois que vous voulez entreprendre quelque chose qui sort de la norme et qui présente un risque, votre famille et vos proches s'emploient à vous décourager en ne voyant que les côtés négatifs de votre entreprise, vous faisant comprendre

qu'en cas de difficulté il ne faudra pas compter sur eux ce qui vous pousse généralement à renoncer à votre projet.

Quand j'ai décidé de partir m'installer en Inde en 1990, je me suis passé de demander l'avis de qui que ce soit. La première tentative fut un échec, j'en tirai des enseignements et la seconde fut la bonne, et je n'ai pas à le regretter après coup, puisque j'étais mal préparé ou outillé pour affronter les profondes transformations qu'allait connaître la société française. Je ne dirais pas que si c'était à refaire je le referais, je n'en sais rien et personne ne peut le dire à ma place, toujours est-il j'ai réussi à m'en sortir, alors que ce n'était pas gagné d'avance, je me voyais plutôt finir clochard dans la misère noire.

Tout est donc dans l'ordre des choses, ce que deux nouvelles expériences extraordinaires m'ont confirmé les derniers jours, je me souviens que d'une seule malheureusement ma mémoire étant défaillante. Sans être le moins du monde superstitueux ou croire aux phénomènes surnaturels que j'ai également eu le loisir d'étudier autrefois, je pense qu'il existe encore des énergies qu'on n'a pas encore découvertes qui relient entre eux tous les éléments qui composent l'univers, sous la forme d'ondes imperceptibles ou hors de portée des sens des hommes. Depuis août 2008 où j'ai commencé ces causeries, à deux ou trois reprises j'ai abordé ce sujet à l'occasion d'expériences comparables.

Le 11 octobre j'ai rencontré l'assistante sociale (et adjointe du consul) du consulat de France à Pondichéry pour relancer ma demande de retraite. Cette dame fort sympathique et très professionnelle est apparemment issue d'une famille aristocratique ou d'une classe supérieure, elle se nomme de Marguerye, mais n'ayant jamais entendu prononcé son nom et l'ayant lu distraîtement sur sa carte de visite sans lunettes je l'ai prénommée Margerie, comme l'ex-patron de Total. Ce n'est évidemment pas un nom ou un prénom courant, en tout cas pas à ma connaissance, c'est la première fois de ma vie que je croise une femme qui porte ce nom. Le jour même, le soir en regardant un film français des années 50 que j'avais téléchargé quelques jours plus tôt, à un moment donné survient une petite fille qui se prénomme Margerie.

Vous avouerez que c'était une coïncidence pour le moins inattendue ou troublante, aussi me suis-je dit comme les fois précédentes que cela signifiait que j'étais bien à la place où j'étais et que je n'avais pas à en changer, que je ne devais rien changer, que tel devait être mon destin ou que tout était dans l'ordre des choses. Si maintenant cela revenait à dire que j'étais au bon endroit au bon moment, cela signifie que les conditions sont favorables pour exploiter à fond cette situation sans pour autant en conclure qu'elle serait figée, bien au contraire elle n'a jamais autant incarné le mouvement qui est source de changement et toutes créations (et des créatures).

Il arrive parfois dans la vie qu'on se pose des questions sur notre parcours, on s'interroge sur l'orientation qu'on a donné à notre vie, on n'est jamais totalement satisfait puisqu'on subit notre condition, aussi cherche-t-on par quel moyen on pourrait l'améliorer, on se demande qu'est-ce qu'on pourrait modifier dans notre mode de vie, des idées nous viennent à l'esprit, on échaffaude des projets pour la plupart farfelus ou sans consistance qu'on abandonne aussitôt, etc.

Il faut dire que la sédentarisation à laquelle l'homme est contraint de nos jours défie les lois de la nature, et réduit singulièrement l'espace à partir duquel il nourrit son imagination, ce qui aboutit le plus souvent à la fossilisation de sa pensée ou à restreindre considérablement sa portée et ses expériences, ce qui constitue une sérieuse entrave à son évolution ou un handicap pour progresser et saisir l'existence dans son universalité, d'où généralement son esprit étroit et borné, sans profondeur ou amplitude, sa tendance à se recroqueviller davantage sur lui-même, parfois jusqu'à la folie.

Cette expérience est la réponse à toutes ces questions en quelque sorte, réconfortante, une façon de me signaler que le fil qui me relie à la réalité n'est pas coupé ou que je suis en phase avec la réalité, bref que je suis plutôt mentalement équilibré, ce dont je n'ai jamais douté, mais après tout sans m'en apercevoir j'aurais pu développer une tendance schizophrénique puisque c'est à la mode de nos jours. Je vais donc continuer de regarder de vieux films le soir, qui une fois terminé je résume pour en extraire la substance en guise d'enseignement, et je ne me fais pas de souci pour le dossier de ma retraite qui suit son cours.

Cela pourrait servir pour les gens particulièrement anxieux ou qui se demandent ce qu'ils ont fait de leur vie ou encore, qui ne savent plus très bien où ils en sont.

La proclamation universelle des droits de l'homme est tout juste bonne à justifier l'esclavagisme des temps modernes.

- "On a démontré comment la reconnaissance des droits de l'homme par l'État moderne ne signifie pas autre chose que la reconnaissance de l'esclavage par l'État antique. La base naturelle de l'État antique, c'était l'esclavage; celle de l'État moderne, c'est la société bourgeoise, l'homme de la société bourgeoise, c'est-à-dire l'homme indépendant, qui n'est rattaché à autrui que par le lien de l'intérêt privé et de la nécessité naturelle, dont il n'a pas conscience, l'esclavage du travail intéressé, de son propre besoin égoïste et du besoin égoïste d'autrui. L'État moderne, dont c'est là la base naturelle, l'a reconnue comme telle dans la proclamation universelle des droits de l'homme". (K. Marx – F. Engels : La sainte famille ou Critique de la critique critique)

Question adressée à tous ceux qui se proclament de gauche ou d'extrême gauche, à commencer par les dirigeants du mouvement ouvrier.

Pendant combien de temps encore allez-vous continuer de prétendre que le PS était de gauche avec ou sans guillemets, alors que pendant un siècle il n'a cessé de manifester la preuve du contraire ?

Pendant combien de temps encore allez-vous continuer de prétendre qu'ils existeraient des syndicats ouvriers indépendants, alors que pendant un siècle ils n'ont fait que prouver le contraire ?

Pendant combien de temps encore allez-vous continuer de caractériser de tyrans feu Kadhafi ou Assad et leurs régimes qui n'avaient déclaré la guerre à aucun pays, et refuser de qualifier de tyrans Hollande, Obama, Merkel, etc. ainsi que leurs régimes qui sont en guerre avec les peuples de la terre entière ?

Pendant combien de temps encore allez-vous continuer de prétendre que l'on aurait vécu sous un régime démocratique, alors que le peuple n'a jamais réellement détenu ou exercé le pouvoir ?

Pendant combien de temps cette supercherie ou ce déni inouï et criminel de la réalité va-t-il encore durer ?

Où avez-vous la tête, avez-vous toute votre tête, êtes-vous sous influence, laquelle, quelles sont vos réelles intentions?

Il est clair que ces caractérisations sont le produit d'une interprétation partisane des rapports qu'entretiennent ces différents acteurs ou facteurs avec la classe des capitalistes ou leurs Etats, et révèlent au passage le refus des auteurs de ces caractérisations d'affronter le régime, leur volonté d'épargner ses représentants.

Aussi longtemps que les partis dits ouvriers conserveront ce discours agrémenté d'un double langage pour mieux brouiller les pistes ou camoufler au choix, leur incurie politique, leur corruption, leur collusion avec l'ennemi de classe, leur trahison, il demeurera impossible de rassembler les éléments les plus avancés ou les plus conscients du prolétariat, d'avancer vers le socialisme.

Et le PC ? Le PS, de parti ouvrier social-démocrate il s'est transformé en parti bourgeois social-impérialiste, et le PC a emprunté une voie similaire en devenant stalinien, il mérite donc le même traitement.

Je me suis demandé pourquoi cela répugnait-il tant aux militants et à leurs dirigeants de caractériser ces partis de droite, et j'en suis arrivé à la conclusion que cela provenait du fait qu'ils ne combattaient pas pour prendre le pouvoir ou dans cette perspective, qui d'ailleurs n'a jamais été mise en avant par aucun courant de l'avant-garde du mouvement ouvrier, ils se sont condamnés eux-mêmes à être la cinquième roue du carrosse à la remorque du PS et du PC, ce qu'on a pu constater des milliers de fois dans la littérature ou la ligne politique adoptée par les différents courants se réclamant du trotskysme au cours des 70 dernières années, ce qui à partir de là était inévitable et les condamnait d'avance à stagner ou à régresser, à se décomposer (POI, POID, NPA) ou se fossiliser (LO). Poser la question du pouvoir est une chose, combattre pour prendre le pouvoir en est une autre, et quand les deux ne sont pas reliées, on se condamne à ne jamais construire le parti.

Vous vous demandiez sans doute pourquoi nous en sommes arrivés là sans trouver d'explication satisfaisante à cette question, celle que je vous propose ici est cohérente, elle repose uniquement sur les faits, on peut même ajouter que l'examen rigoureux de leur enchaînement contribue à la confirmer et la renforce chaque jour qui passe.

Quand les dirigeants de ces partis doivent analyser ou caractériser des faits ou des rapports, ils s'appliquent à faire en sorte que leurs analyses ou les conclusions auxquelles ils parviendront, coïncident avec les théories qu'ils ont adoptées et qui déterminent un certain nombre de rapports, dont ceux qu'ils entretiennent avec différents acteurs, partis ou institutions, faisant en sorte que leurs positions politiques soient en adéquation avec leurs théories sans se soucier de savoir si la réalité les contedirait puisqu'elle sera minutieusement passée sous silence, tronquée ou falsifiée, ce qui permettra de manipuler ceux qui l'ignorent ou qui ne lui attachent guère plus d'importance pour être eux-mêmes sous l'emprise des mêmes théories ou de leurs vérités qui les rendent aveugles et sourds.

Le refus de caractériser le PS (notamment), les syndicats, les gouvernements, les régimes, etc. se traduit par un manque de repères qui alimente toutes les confusions possibles ou n'aide pas à la clarification politique indispensable pour aller de l'avant. Cette attitude ne peut que diviser nos rangs et contribuer à la dislocation de l'avant-garde ouvrière au lieu de contribuer à son unité pour construire un puissant parti ouvrier révolutionnaire sur la base du programme de la révolution socialiste internationale

Les positions que j'ai adoptées sur les 5 questions évoquées plus haut, font ainsi figure de principes non négociables après coup seulement. Pour cette raison, il me semble que cette démarche est légitime ou mérite d'être examinée sérieusement selon moi.

Si maintenant il arrivait que les faits démontraient que je m'étais fait des illusions en estimant qu'un jour ou l'autre il se trouvera des dirigeants et des militants pour adopter à leur tour ces principes, cela signifierait que le socialisme était voué à demeurer une utopie, et que la destruction de la civilisation humaine sous les coups de la pire des barbaries était inévitable ou que tel devait être son destin.

Bien entendu, je n'en fais pas une question personnelle ou je ne m'identifie pas aux idées que j'ai adoptées qui demeurent libres de tout droit d'auteur. J'ai juste essayé de faire preuve de discernement, de logique, d'appliquer les rudiments du matérialisme dialectique que je maîtrise pour servir notre cause, de nommer un chat un chat tout simplement, sans en tirer le moindre profit individuel.

Le procédé qui a consisté à vouloir recopier à l'identique les analyses d'autrefois devenues en partie obsolètes, à adopter aveuglément des formules ou principes appris par coeur qui étaient valables à une autre époque, à opter sans réfléchir pour des rapports et des conceptions qui avaient vu le jour dans un monde profondément différent de celui dans lequel nous vivons, ne pouvait conduire qu'au dogmatisme ou à l'opportunisme.

On en est arrivé au point où on devrait s'interdire de dire ce qu'on pense, sous prétexte que cela choquerait la plupart des militants, dont le niveau de conscience politique est tombé si bas qu'ils ne sont plus aptes à soutenir la controverse qu'ils vivent comme une agression ou les rend méprisants et hystériques. On notera au passage que nos idées ne choqueront pas la plupart des travailleurs, particulièrement ceux des couches les plus défavorisées.

Les militants qui sont aussi des travailleurs que mes idées choqueraient, feraient bien de se poser des questions sur la nature de leur engagement politique, un simple conseil d'ami. A leur place je me dirais : stop, on arrête tout (dans leur tête), j'ai besoin d'y voir clair, de remettre de l'ordre dans mes idées, où j'en suis, qu'est-ce qui se passe, ce que je viens de lire est juste, je dois en convenir, pourquoi, pourquoi, je ne comprends pas, je veux absolument comprendre pourquoi, il le faut, je le veux et je n'aurais pas l'esprit tranquille tant que je n'aurais pas trouvé une réponse satisfaisante à cette question.

Reprenons chaque sujet à zéro, sans a priori et nous verrons bien où cela nous mènera, peut-être que j'en arriverais aux mêmes conclusion ou peut-être que ce gars-là à raison, au point où nous en sommes qu'est-ce que j'ai à perdre d'essayer, tout au plus cela va nécessité quelques efforts supplémentaires, de lire, étudier et réfléchir à tête reposée, cela ne sera pas perdu de toutes manières, qu'est-ce que je risque sinon d'être grandi par cette expérience si je la mène jusqu'au bout, sincèrement, modestement.

Essayons au moins une fois d'être lucide, de regarder tranquillement les choses en face, d'examiner rigoureusement la réalité telle qu'elle est, dans sa totalité, cessons de nous leurrer nous-même sur le rôle de certains acteurs ou institutions, hypocritement le plus souvent, avant qu'il ne soit trop tard, avant d'avoir atteint le point de non-retour au-delà duquel toute tentative pour rattraper le coup serait illusoire, ce serait dommage sachant qu'au départ nous étions tous animés de bonnes ou généreuses intentions, mais qui hélas ne suffisent pas à nous forger des principes ou à nous indiquer la bonne direction à prendre, et pour personnellement avoir atterri dans ce trou en Inde où je vais sans doute finir mes jours, je sais de quoi je parle, ce n'est pas glorieux je vous assure, ce qui par chance n'empêche pas de penser à notre cause.

Je vais vous avouer un truc assez paradoxal en apparence, je crois que je ne me suis jamais autant leurrer et fourvoyer dans ma vie qu'en interprétant ce que j'avais lu dans les oeuvres des marxistes, parce que je ne maîtrisais pas les bases du marxisme ou du matérialisme dialectique.

Aussi la priorité des priorité, c'est d'acquérir cet instrument logique jusqu'à ce qu'il soit profondément incrustré dans votre cerveau, de sorte que jamais plus vous n'interprèterez la situation avec votre ancien mode de pensée qui faisait la part belle à l'idéalisme et à l'idéologie de la classe dominante. C'est tellement saisissant qu'il fera de vous un homme ou une femme nouvelle, vous y gagnerez en lucidité, en confiance ou en maîtrise de vous-même, en modestie surtout, car vous aurez pris conscience du degré de votre propre ignorance, de vos faiblesses, de vos lacunes, la plupart du temps irréversibles, quelque part pour la première fois de votre vie vous aurez l'impression irremplaçable que là où vous êtes vous êtes à votre place, votre existence prendra une toute autre dimension, vous en sortirez plus fort.

Cela produit en quelque sorte le même effet que l'alcool ou une drogue mais sans leurs inconvénients, la descente s'effectue en douceur sous contrôle de cette prise de conscience qui constitue dorénavant un acquis, jamais plus vous ne redescendrez au niveau inférieur ou antérieur à cette expérience étonnante, à condition toutefois que vous ne lâchiez pas le fil qui vous a conduit à ce stade-là, sinon tout le processus s'évaporerait et tous les gains acquis seraient perdus. En somme c'est un peu comme si vous aviez découvert le secret du bonheur et que vous aviez le devoir de l'alimenter, pour le transmettre, le partager, pour qu'enfin un jour il puisse se réaliser ou que tous les hommes puissent en profiter, si par malheur il vous arrivait de lâcher ce fil, vous seriez à nouveau perdu ou livré au tourment de l'incertitude ou de la confusion, c'est apparemment que vous ne vous étiez pas suffisamment préparé pour être digne de ce bonheur qui vous échappe, avouez que ce serait dommage.

Ce fil, cet instrument, cette méthode logique pour interpréter toute manifestation parcourt l'oeuvre des marxistes, il suffit à travers tous les sujets qu'ils ont traités de saisir comment ils les ont abordés pour acquérir ce merveilleux instrument de mesure à la précision redoutable et qui lui vaut la haine infinie et bien méritée de nos ennemis. A suivre.

Pensons-y

- Penser procure un réel plaisir, et ceux qui ne l'ont jamais ressenti sont en droit de se dire qu'ils n'ont jamais pensé. On entend

par penser non pas le fait de remuer ou malaxer sans cesse les mêmes idées sans qu'il n'en sorte quoi que ce soit, mais l'acte créateur qui consiste à faire émerger de la réalité le fil qui relie entre eux tous les facteurs qui la composent, et qui nourrit l'imagination d'où émergera une théorie ou une stratégie en rapport avec la situation sur laquelle on agira dans une direction précise, même si on n'est pas en mesure temporairement d'en modifier l'orientation, l'essentiel étant d'être libre de l'interpréter à notre manière pour conserver la capacité d'agir dessus le moment venu, ce qui nécessite beaucoup de patience et une détermination à toute épreuve. On retrouve cela chez les artistes, qui à partir des matériaux bruts que la réalité ou la nature leur offre, vont la modeler pour la sublimer pour parler comme un psychanalyste.

- On a mis en avant la démocratie, on l'oppose à la dictature, au règne de l'exploitation et de l'oppression de la majorité par une minorité de parasites, mais on a délaissé trop longtemps l'humanisme que le socialisme et le communisme caractérisent au plus haut degré, notre idéal en somme. Constat plutôt troublant, vous ne trouvez pas et ô combien révélateur. D'ailleurs on se demande comment on a pu en arriver à une situation où on se trouve en difficulté pour justifier le passage au socialisme et au communisme, pour les défendre, sinon qu'on s'en était éloigné, non ? Cela semble si évitant que cela en est navrant. Après cela allez raconter à d'autres qu'on ne serait pas gravement fourvoyé.

Les enjeux de la guerre en Syrie et en Ukraine résumés simplement.

- Jusqu'en février 2014, au moment du coup d'état étasunien en Ukraine, la Russie, en utilisant les gazoducs de l'ère soviétique passant par l'Ukraine pour la plupart, a été la source d'approvisionnement majeure pour le gaz européen, venant des énormes gisements de gaz russes. L'objectif de Washington était, et est toujours, de briser ce lien entre la Russie et l'UE. L'administration Obama, guidée par Nuland et le vice-président Joe Biden, a installé un régime vassal à Kiev et a ordonné à ses pions de défier le russe Gazprom pour le paiement du gaz livré, qui se compte par milliards. Ils ont ordonné à leurs vassaux à Kiev de lancer une guerre contre le Donbass russophone de l'Est de l'Ukraine en bordure de la Russie. Kiev a obéi.

Cela a provoqué une crise stratégique à cause de la base navale russe en mer Noire, qui était administrativement, depuis l'époque soviétique, une partie de l'Ukraine, mais historiquement russe et tatar. Un référendum, dans lequel plus de 90% des citoyens de Crimée ont voté pour être rattachés à la Russie, a été utilisé comme prétexte pour Washington pour pousser l'UE à prendre des sanctions économiques autodestructrices contre la Russie. Les sanctions ont visé des personnes et des entreprises clés de l'industrie pétrolière et gazière russe.

L'escalade, menée par une guerre de propagande de l'OTAN et des médias traditionnels contrôlés de l'UE, a permis à la Commission de Bruxelles de placer des entraves bureaucratiques à la réalisation d'un deuxième gazoduc, ne passant pas par l'Ukraine, le South Stream.

En collaboration avec le gazoduc sous-marin, le North Stream, qui vient d'être construit entre Saint-Pétersbourg et le nord de l'Allemagne, le South Stream aurait éliminé la capacité de Washington, via l'Ukraine, de faire chanter ou de nuire à Gazprom. La Bulgarie, le point d'ancrage destiné au passage entre le sud est de l'Europe et l'Italie, a été contrainte par Bruxelles de se retirer de l'accord South Stream avec Gazprom et, en décembre 2014, le président Poutine a annoncé que South Stream était mort.

Maintenant, en Syrie, Bachar al Assad et, à un degré moindre, l'Irak dominé par les chiites, se présentent comme l'obstacle pour que le gaz qatari, sous contrôle américain, arrive jusqu'aux principaux marchés européens. (Le silence des agneaux - Par William Engdahl - Arrêt sur Info 15.10)

Quelle confusion !

- Les échecs de la gauche occidentale - Par André Vltchek - Arrêt sur Info 15.10

Extrais.

André Vltchek - Pendant des années et des décennies, la soi-disant «gauche» en Occident a été modérément critique à l'égard de l'impérialisme et du colonialisme nord-américain (et parfois même de l'européen). Mais chaque fois qu'un individu ou un pays se levait et commençait ouvertement à défier l'Empire, la plupart des intellectuels de gauche occidentaux fermaient tout simplement les yeux et refusaient d'offrir leur soutien total et inconditionnel à ceux qui mettaient leurs vies (et même l'existence de leurs pays) en jeu. (...)

LVOG - "la soi-disant «gauche» en Occident a été modérément critique à l'égard de l'impérialisme et du colonialisme nord-américain (et parfois même de l'européen)", normal pour être elle-même impérialiste ou colonialiste !

André Vltchek - Mais la question est celle-ci : est-ce que la plupart des gens de gauche en Occident soutiennent vraiment les révolutions et les luttes anti-colonialistes du monde opprimé ?

LVOG - Quelles révolutions ? Celles fomentées par le Pentagone, la CIA, le MI5, le Mossad, l'OTAN ?

André Vltchek - Je crois que non. Et c'est clairement visible à la lecture de la plupart des soi-disant médias alternatifs, tant en Amérique du Nord qu'en Europe.

Celui qui se lève, celui qui mène son pays à la bataille contre la dictature mondiale de l'Occident est presque immédiatement défini comme un démagogue. Il ou elle est très probablement baptisé comme «non démocratique», et pas seulement par les médias de masse et «libéraux», mais aussi dans les pages de la soi-disant presse occidentale «alternative» et «progressiste». Pas tous, mais certains, et franchement : la plus grande partie !

LVOG - Je ne suis pas seul à caractériser les régimes occidentaux de dictatures. Demandez-vous quelle est la nature de classe des rapports que les personnes qui animent la presse occidentale «alternative» et «progressiste» et vous aurez les réponses à vos questions en constatant qu'elles sont toutes liées au capitalisme par un bout ou un autre parce qu'elles refusent d'envisager l'existence d'une alternative au capitalisme, le socialisme.

Elles sont corrompues par le capitalisme auquel elles sont redevables de leurs statuts privilégiés ou de leur mode vie confortable, qu'elles n'entendent pas troquer contre ce qu'elles considérent comme des chimères ou une utopie.

Le véritable humanisme pour ne pas parler ici de l'internationalisme prolétarien qui est manifestement étrangers à ces personnes, devrait en principe se situer au-dessus des classes, donc au-delà du capitalisme, ce qui est impensable pour ces gens-là puisqu'il est leur horizon indépassable, ce qui explique pourquoi à l'arrivée ce sont des démagogues ou de piètres humanistes car sans principes, ce qui par certains côtés les rend aussi ou plus insupportables que ceux qui gouvernent le monde et qui n'en ont pas davantage.

Qui a dit ?

«... que tout candidat du Parti socialiste ayant «gouverné» avec lui (Hollande - ndlr) devra «assumer la sanction collective». Il ajoute : «Je ne serais pas d'accord avec un tour de bonneteau où viendrait un autre PS pour nous dire : "moi, je ne suis pas impliqué, je ne suis ni responsable ni coupable ! Amnistie générale".»

Réponse : Ce "tour de bonneteau" vous a été offert dimanche à Lilles par Mélenchon, l'ex-ministre de Chirac qui valait bien Hollande et qui ne peut pas dire "moi, je ne suis pas impliqué, je ne suis ni responsable ni coupable ! Amnistie générale".

Mélenchonneries

Il parlait pour lui ?

Le candidat estime, dans le JDD, que François Hollande doit se représenter en 2017, mais que tout candidat du Parti socialiste ayant «gouverné» avec lui devra «assumer la sanction collective». Il ajoute : «Je ne serais pas d'accord avec un tour de bonneteau où viendrait un autre PS pour nous dire : "moi, je ne suis pas impliqué, je ne suis ni responsable ni coupable ! Amnistie générale".»

Quand les "rêves" d'un usurpateur s'accomplissent, c'est un cauchemar pour ceux auxquels ils sont destinés !

Il a ajouté «... vous ne voyez pas la belle histoire qu'on est en train d'écrire. Vous ne voyez pas nos rêves s'accomplir ?» libération.fr 16.10

On ne voit que cela, mais uniquement dans les tribunes que les médias-oligarques vous accordent si généreusement...

Le recours... du régime.

- Jean-Luc Mélenchon : le recours de la gauche ? - Franceinfo

Selon une enquête publiée ce dimanche 16 octobre dans le JDD, Jean-Luc Mélenchon est celui qui incarne le mieux les idées de la gauche. De quoi donner des ailes aux ambitions du leader de "La France insoumise". Franceinfo

Comme Tsipras, Mélenchon s'emploie à leur donner des gages de ses bonnes intentions envers le régime.

- Jean-Luc Mélenchon ne veut plus faire chanter "L'Internationale" - rtl.fr

Le fondateur du Parti de gauche s'est prêté à une petite confidence devant quelques journalistes, parmi lesquels Olivier Bost de

RTL : il songe à arrêter de faire chanter L'Internationale à la fin de ses rassemblements politiques. La décision semble mûrement réfléchie.

Jean-Luc Mélenchon a constaté que beaucoup de ses militants ne connaissaient pas les paroles de L'Internationale. Les temps changent. rtl.fr 13.10

Quand Mélenchon appelle Hollande à se démentir ou témoigne qu'il n'a jamais rompu avec lui.

Mélenchon met en garde Hollande contre les «assassinats ciblés» de djihadistes

Les confessions de François Hollande dans le livre Un président ne devrait pas dire ça (Stock) continuent de faire réagir la sphère politique. Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a mis en garde ce mardi le chef de l'Etat sur le fait que les « assassinats » de djihadistes évoqués dans ce livre « relev [ai] ent en principe du tribunal pénal international ».

Dans le livre écrit par les journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme, François Hollande explique en octobre 2015 avoir « décidé au moins quatre » assassinats ciblés pendant son mandat. « Mais d'autres présidents ont fait davantage », ajoute-t-il.

« Je mets en garde François Hollande. Il ferait bien d'y réfléchir. La France a signé [pour] le tribunal pénal international et le Mali aussi ». « Il y a un problème, il y en aura un bien vite. J'espère qu'il va démentir ce qu'il y a dans le livre qui lui est consacré où il reconnaît des assassinats ciblés », a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur RMC et BFMTV.

« La vérité, c'est que c'est un assassinat décidé en haut lieu ». « En principe, ce genre de comportements relève du tribunal pénal international, mais c'est une autre histoire », a insisté Jean-Luc Mélenchon. 20minutes.fr 18.10

Ils vous ont fait le coup de la chèvre et vous avez marché à fond dedans, bravo !

- Sarcelles capitale du Grand Défi Facebook pour nourrir les migrants - Liberation.fr

Ah ben si Wall Street se joint au concert, c'est que c'était forcément une grande cause humaniste ou internationaliste !

Une "bonne idée". En oligarchie, tout doit se monnayer.

- Rémunérer les bons résultats des élèves, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

Aux États-Unis, au Brésil et au Mexique, les jeunes qui obtiennent de bons résultats sont récompensés par des gratifications financières. Une idée à suivre ? LePoint.fr

En oligarchie, démocratie rime forcément avec dictature et guerres.

- "C'est la démocratie même qui est en jeu" dans cette élection, met en garde - Obama

"C'est la démocratie même qui est en jeu" dans l'élection présidentielle américaine du 8 novembre, a prévenu le président sortant Barack Obama vendredi lors d'une réunion de soutien à la candidate démocrate Hillary Clinton. AFP

L'Internationale socialiste récompensée par ses maîtres.

- Antonio Guterres, nouveau secrétaire général appelé à muscler l'ONU - Reuters

Le Portugais Antonio Guterres succédera le 1er janvier au Sud-Coréen Ban Ki-moon au poste de secrétaire général de l'ONU.

L'ancien Premier ministre portugais, âgé de 67 ans, succédera au Sud-Coréen Ban Ki-moon, de cinq ans son aîné, dont le deuxième mandat s'achève le 31 décembre.

Antonio Guterres, qui sera le neuvième secrétaire général de l'organisation, a été chef du gouvernement portugais de 1995 à 2002 puis haut commissaire de l'Onu aux réfugiés de 2005 à 2015.

La nomination de l'ex-Premier ministre socialiste portugais, premier ex-chef de gouvernement à accéder à ce poste, a été saluée par un tonnerre d'applaudissements à l'ONU à New York.

Après son élection de jeudi, Antonio Guterres a prononcé un discours au cours duquel il a annoncé vouloir combattre « populistes » et « terroristes ».

Avec lui, « les Nations Unies se dotent du meilleur barreur possible pour cette période de tempêtes : un leader capable de tracer une direction et de rassembler, un grand professionnel capable de réformer et d'innover, un humaniste doté d'une vraie boussole morale », avait estimé avant sa confirmation l'ambassadeur français à l'ONU, François Delattre. Reuters et AFP 13.10

Le clone de Barroso en somme !

Hollanderies.

D'un sot, hommage vaut dommage.

AFP - Les propos du chef de l'État, rapportés par deux journalistes du Monde dans un livre paru ce jeudi 13 octobre, n'ont pas du tout plus au monde judiciaire.

Il n'a donc fallu que deux jours pour que vole en éclats la relation plutôt apaisée depuis 2012 entre l'institution judiciaire et François Hollande.

Jusque-là, les magistrats savaient gré à François Hollande de laisser travailler les parquets. Signe de ce climat apaisé, le président avait été reçu le 7 octobre au congrès de l'Union syndicale des magistrats, organisation majoritaire de la profession, dont de nombreux membres s'étaient levés pour applaudir son intervention.

L'USM s'est depuis dite "stupéfaite" du "double discours" tenu par le chef de l'État.

LVOG - Qu'a-t-il écrit qui fait polémique ?

AFP - Dans le livre "Un Président ne devrait pas dire ça..." des journalistes Fabrice Lhomme et Gérard Davet, François Hollande déclare ainsi : "Cette institution, qui est une institution de lâcheté... Parce que c'est quand même ça, tous ces procureurs, tous ces hauts magistrats, on se planque, on joue les vertueux... On n'aime pas le politique. La justice n'aime pas le politique..."

LVOG - Alors que ce n'est pas faute de l'épargner. Elle lui a rendu service en s'attaquant à Fillon et Sarkozy. Se soumettre ne suffit plus à Hollande, cette institution doit s'engager plus loin dans son soutien à sa politique policière, liberticide, répressive, militariste, guerrière, elle doit chanter ses louanges en s'engageant idéologiquement à ses côtés à l'instar des médias, des gens du spectacle ou de la culture qui rivalisent de servilité.

AFP - ...le premier président de la Cour de cassation Bertrand Louvel a asséné qu'il n'était "pas concevable que la charge de président (...) puisse être utilisée par son titulaire pour contribuer à diffuser parmi les Français une vision aussi dégradante de leur justice".

LVOG - Quand la justice fait preuve de mansuétude envers ceux d'en bas, c'est le pendant de sa tendance à faire preuve d'une mansuétude plus grande encore ceux d'en haut.

AFP - M. Louvel et le procureur général de la plus haute juridiction française, Jean-Claude Marin, avaient été reçus à leur demande en catastrophe mercredi soir par le chef de l'État.

Selon M. Marin, l'entretien de la veille à l'Elysée "n'a pas atténué le sentiment que la magistrature (avait) ressenti face à une nouvelle humiliation".

Le premier président a même estimé que, venant du garant constitutionnel de l'indépendance de la justice, les commentaires de M. Hollande posaient "un problème institutionnel".

Les deux plus hauts magistrats de France ont été rejoints dans leur indignation par le Conseil supérieur de la magistrature, qui a dénoncé des propos "dangereux et injustes", et par les avocats, qui ont fait part de leur "consternation" et "incompréhension" selon le président du Conseil national des barreaux (CNB) Pascal Eydoux.

"Il doit s'excuser, il doit réparer", enjoint même l'avocat Jean-Pierre Mignard, proche du président.

Les organes regroupant présidents et procureurs des tribunaux et cours d'appel ont de leur côté "vivement" déploré des propos

qui "portent gravement atteinte au crédit et à la confiance que doivent avoir les citoyens dans leur justice".

Les propos ont été d'autant plus mal compris que la semaine dernière, François Hollande ne tarissait pas d'éloges à l'égard des magistrats. "La justice n'a rien d'abstrait. Elle a vos visages, elle a votre vigilance, elle a votre énergie, elle a votre professionnalisme (...) Je me suis toujours abstenu de critiquer la justice", déclarait-il alors. AFP et Francetv info 13.10 La justice, parlons-en, quelle justice ? Les trois avocats que j'avais contactés pour s'occuper du différent qui oppose mon épouse à la Caf se sont désistés tour à tour, parce qu'ils n'avaient pas le temps ! Des pourritures.

Le FN vole au secours de Hollande.

- Le FN dénonce "les attaques" des magistrats contre "la fonction présidentielle" - AFP

"Les attaques très sévères de magistrats contre un président de la République sont difficilement tolérables pour tous ceux qui sont attachés à la fonction présidentielle et au respect républicain qu'on lui doit", a écrit dans un communiqué Florian Philippot, vice-président du FN.

"Il faut avoir du respect pour la fonction présidentielle. Manifestement les hauts-magistrats se croient absolument intouchables. J'en suis assez stupéfait", a ajouté sur France 3 le sénateur David Rachline, directeur de campagne de Marine Le Pen pour la présidentielle. AFP 13.10

Le Monde roule pour Hollande

- Economie, immigration, terrorisme : les intox du débat de la primaire à droite - LeMonde.fr 13.10

En oligarchie. Militarisation de la société.

- La garde nationale, une réserve opérationnelle - liberation.fr

Fin 2018, la garde nationale comptera 85 000 hommes répartis entre la défense (terre, air, mer) avec 40 000 personnels, 40 000 autres rejoindront la gendarmerie. Enfin les 5 000 restants seront destinés à renforcer les rangs de la police nationale.

...les réservistes, souvent mal formés, devaient se contenter d'équipements de deuxième main et d'un entraînement plutôt rare.

Les futurs membres de cette garde nationale rempliront exactement les mêmes missions que les soldats d'active. Y compris de possibles participations aux Opex, les opérations extérieures. D'ailleurs rien sur leur uniforme ne les distinguera des soldats de métier. Ils ne sont pas uniquement destinés à venir renforcer le dispositif «Sentinelle», prévu pour s'installer dans la durée. liberation.fr 13.10

- Cazeneuve porte plainte après la découverte de tags antipolice à la Sorbonne - lefigaro.fr

Quatre inscriptions appelant à la mort des policiers ont été découvertes mardi soir sur les murs de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Le syndicat Alliance dénonce «une situation alarmante».

Quatre inscriptions appelant à la mort des fonctionnaires de police ont en effet été écrites en gros sur les murs de l'université parisienne du XIIIe arrondissement. En réaction, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a déposé plainte ce mercredi contre des inscriptions «constitutives d'apologie de crimes contre des policiers». «Ces insultes et incitations aux violences contre les représentants des forces de l'ordre (...) sont intolérables et seront sanctionnées avec la plus grande sévérité», a indiqué le ministre dans un communiqué.

L'université a elle aussi annoncé qu'elle portait plainte après ces «messages intolérables à l'encontre des fonctionnaires de police laissés sur ses murs», «aux antipodes des valeurs qu'elle défend». La ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem et le secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur Thierry Mandon ont demandé au recteur de l'Académie de Paris de prendre «les sanctions contre les auteurs de ces faits dès que ceux-ci seraient appréhendés». lefigaro.fr 13.10

- Bagelstein : les peines de prison ferme de militants féministes commuées en sursis - Liberation.fr

Les quatre jeunes condamnés en mai pour des violences à l'encontre du gérant d'une sandwicherie Bagelstein à Rennes ont vu leurs peines de prison ferme commuées en sursis, a-t-on appris mardi auprès de la cour d'appel. Liberation.fr

Tout est "relatif", ouf les "heureux élus" selon l'AFP sont rassurés !

- Les milliardaires plus nombreux sur le globe mais un peu moins riches AFP

L'année dernière, 210 personnes sont entrées dans le club très fermé des ultra-riches, qui compte désormais près de 1.400 membres dont près d'un tiers (538) d'Américains, selon cette étude co-réalisée avec le cabinet PricewaterhouseCoopers.

La région Asie-Pacifique et ses 520 milliardaires arrivent en deuxième position et menace l'hégémonie américaine, grâce à l'Asie qui voit éclore un nouvel ultra-riche tous les trois jours. L'Europe ferme le peloton avec 339 heureux élus.

Leur fortune totale reste colossale, à 5.100 milliards de dollars, soit près de deux fois le produit intérieur brut de la France, mais elle a reculé d'environ 6% en un an.

Ce mauvais cru 2015 s'explique, selon eux, par les "vents contraires" qui pèsent sur l'économie mondiale, telles que la chute des cours des matières premières et l'appréciation du dollar.

Leurs déboires restent toutefois relatifs: la fortune moyenne de ces ultra-riches s'élève à 3,7 milliards de dollars quand près 800 millions de personnes vivent, selon la Banque mondiale, avec 1,90 dollar pour jour. AFP 13.10

Quand la civilisation humaine chavire.

Animalerie.

- Insémination post mortem : une Française obtient la possibilité d'utiliser le sperme de son mari décédé - LeMonde.fr

La requérante, âgée de moins de 30 ans, a perdu en janvier 2016 son mari malade, puis son enfant in utero à quelques jours du terme. LeMonde.fr 13.10

Acharnement thérapeutique

- L'affaire Vincent Lambert de retour devant le Conseil d'Etat - LeMonde.fr La Cour administrative d'appel de Nancy qui a ordonné en juin à l'hôpital de Reims une reprise de la réflexion sur l'arrêt des traitements de cet homme de 40 ans en état végétatif, a saisi la plus haute juridiction administrative. LeMonde.fr 13.10

Le suppositoire de trop au pays de Bilderberg.

Eugénisme ou comment se débarrasser légalement s'il vous plaît de tous ceux qui ne supportent plus de vivre dans leur monde pourri. Vous aurez constaté que lorsque l'oligarchie se confond avec la monarchie qui lui sert de modèle, elle fait figure de laboratoire dans la guerre qu'elle livre tout azimut à la population laborieuse, et tout particulièrement à ses couches les plus vulnérables, les jeunes, les femmes, les vieux, pour leur bien cela va s'en dire.

- Aide au suicide: Les Pays Bas veulent autoriser la pratique aux personnes âgées non malades - 20minutes.fr

Avec la Belgique, les Pays Bas ont été en 2002 le premier pays au monde à légaliser l'euthanasie. Ils envisagent désormais d'autoriser l'aide au suicide pour les personnes âgées qui ont le sentiment d'avoir « accompli » leur vie, même si elles ne sont pas malades.

« Les personnes qui pensent, après avoir mûrement réfléchi, avoir achevé leur vie, doivent, sous de strictes conditions et selon des critères très précis, être autorisées à finir leur vie d'une manière qui leur semble digne », ont affirmé les ministres de la Santé et de la Justice dans une lettre adressée au parlement.

Le futur texte, qui sera élaboré après des discussions avec des experts, ne portera que sur les personnes âgées mais le gouvernement n'a pas encore évoqué d'âge spécifique. Les personnes concernées « ne voient plus de possibilité pour donner un sens à leur vie, vivent mal leur perte d'indépendance, ont un sentiment de solitude », assure le gouvernement.

Le projet est cependant loin de faire l'unanimité et a été critiqué par plusieurs partis de l'opposition. A l'image du parti socialiste, qui estime qu'un éventuel texte ne peut que mener à « une pression sur les autres personnes âgées qui vont se sentir de trop dans la communauté ».

Il ne s'agit pas d'une « mort sur commande »

« Il faut organiser un processus très consciencieux (…) Il ne doit pas s'agir ici de personnes qui, par exemple, sont seules ou qui sont dépressives ou dont les problèmes peuvent être résolus d'une autre manière », s'est défendue la ministre de la Santé à la télévision publique NOS, assurant qu'il ne s'agissait pas d'une « mort sur commande ».

Selon un sondage publié au début de l'année, 64 % des Néerlandais sont favorables à la mise à disposition d'une « pilule de fin de vie » pour les personnes âgées qui le désirent. 20minutes.fr 13.10

Cela permettrait de résoudre de manière thérapeutique le problème du déficit des caisses de retraite...

"Les personnes concernées « ne voient plus de possibilité pour donner un sens à leur vie, vivent mal leur perte d'indépendance, ont un sentiment de solitude », assure le gouvernement", c'est le cas de tous les clochards, les exclus de leur société, cela pourrait concerner des centaines de milliers ou des millions de personnes.

Vous imaginez les ministres d'un gouvernement impliqué dans les bombardements de la Syrie ayant le sens de la dignité, qui peut croire un instant qu'ils pourraient être animés de bonnes intentions envers le peuple ?

Après les jeunes qu'ils ont livrés à la drogue, les femmes à la prostitution, tout cela pour garantir la stabilité du régime, il leur faut maintenant se débarrasser des vieux qui ne supportent plus leur condition misérable d'existence et qui pourraient se joindre aux autres générations qui contestent la légitimité du régime.

Milice de la pensée et atteinte à la liberté d'expression ou quand l'enfer est pavé de bonnes intentions.

- Proposition de loi PS pour pénaliser des sites internet anti-IVG - AFP

Les députés socialistes ont déposé leur proposition de loi pour élargir le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) aux sites internet diffusant de "fausses informations" sur l'avortement, considérant que leurs pratiques doivent être pénalisées. AFP 13.10

S'ils commencent par réprimer les sites internet qui diffusent de "fausses informations", où s'arrêteront-ils ?

En oligarchie la guerre des sexes doivent faire rage.

- Etats-Unis : les tables à langer bientôt obligatoires dans les toilettes pour hommes - Franceinfo

La proposition de loi BABIES Act a été votée à l'unanimité, vendredi. Elle vise à rendre obligatoire les tables à langer dans toutes les toilettes pour hommes des bâtiments publics américains. Franceinfo 13.10

- Le Sénat réforme la loi sur la presse en facilitant les poursuites contre les internautes - LeMonde.fr

Les sénateurs ont achevé dans la nuit de mercredi 12 au jeudi 13 octobre l'examen en séance publique de l'article 37 du projet de loi sur l'égalité et la citoyenneté, qui modifie en profondeur la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Un texte fondateur qui encadre notamment les délits de diffamation ou d'injure.

Malgré son appellation, la loi de 1881 sur la liberté de la presse ne concerne pas seulement la presse. Il est loin, le temps où les journalistes avaient le monopole de la parole publique : ils le partagent désormais avec les 40 millions d'internautes français, à qui la loi de 1881 s'applique également et que les changements concoctés par les sénateurs concernent au premier chef.

Les sénateurs ont ainsi modifié les dispositions concernant la prescription des délits de presse (injure, diffamation, etc.). Aujourd'hui, une personne qui s'estime injuriée ou diffamée dispose de trois mois pour porter plainte – à l'issue de ce délai, l'auteur d'un contenu ne peut plus faire l'objet de poursuites. La nouvelle version de la loi étend ce délai à un an, avec une dérogation pour les articles publiés sur Internet qui seraient aussi imprimés dans un journal papier.

Les sénateurs ont aussi mis à bas un mécanisme fondamental de loi sur la liberté de la presse : celui qui empêchait le juge de requalifier les faits qui lui étaient soumis. Autrement dit, si un individu se présentait au juge affirmant être diffamé et que ce dernier estimait au contraire qu'il s'agissait d'une simple injure, la procédure était annulée. Ce dispositif obligeait l'accusation à parfaitement préciser son attaque, au risque d'être déboutée : en miroir, cela protégeait la défense et donc la liberté d'expression.

Plus inquiétant encore, le texte fait sauter un autre verrou essentiel : les poursuites au civil, parfois entreprises en complément des poursuites au pénal, seront affranchies des obligations formelles spécifiques au droit de la presse, qui sont largement favorables à la défense. Cela facilitera donc de nombreuses poursuites et « cela concernera n'importe quel propos portant préjudice à autrui », souligne M. Bigot.

Les sénateurs ont souhaité exclure les « journalistes professionnels » de ce champ – mais pas les internautes de manière générale qui pourront donc se voir assignés devant les tribunaux de commerce, sans bénéficier du régime favorable actuel, par quiconque s'estimera lésé par leurs propos. lemonde.fr 13.10

En bref

Si le patronat y tient autant que les bureaucratie syndicales corrompus, est-ce vraiment l'intérêt des travailleurs ?

- Pour le paritarisme, il nous faut décréter l'union sacrée - huffingtonpost.fr 18.10

Thibault Lanxade - Entrepreneur, vice-président du Medef, administrateur dans le monde paritaire de la protection sociale.

Comme à Alep en Syrie ou les barbares sont protégés... par le Pentagone !

- Mossoul: Daesh empêche les civils de quitter le ville et s'en sert comme boucliers humains, selon le Pentagone 20minutes.fr

Haut de page

Le 27 octobre 2016

CAUSERIE

On a laissé de côté beaucoup d'infos que vous trouverez facilement ailleurs.

On poursuivra l'actualisation du site ce soir, on ajoutera notamment l'interview qu'a donné le 19 octobre le Président syrien Bachar al-Assad à la télévision suisse SRF1, dont les propos pourraient servir de leçons aux gauchistes et autres misérables internationalistes qui tiennent un discours similaire à celui de Hollande ou qui ont opté pour le camp de la guerre, celui du Pentagone et de l'OTAN, de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste. Apparemment cela ne les dérange pas, normal quand on est sous influence.

On attend avec un brin d'angoisse le début de la mousson. Ils ont annoncé des cyclones et des pluies diluviennes pendant des semaines, mais bon, avec toutes les conneries qu'ils racontent, ils terrorisent la population plutôt qu'autre chose. En urgence je dois construire un abris pour les chèvres.

Samedi ce sera Diwali ou Dipawali, trois jours de fête, de grosses bouffes et de dépenses, mais pas chez moi, on se ménage, et puis Selvi travaillera samedi et lundi.

J'ai envoyé mon dossier pour ma retraite début avril et je n'ai eu aucune nouvelle. J'ai renvoyé un dossier complet plus un fax. C'est le bordel complet à la Sécu. Ils réclamaient 21.000 euros à mon épouse, puis 1.700, ensuite c'est remonté à 4.500 pour redescendre à 1.400, et à l'heure qu'il est ils ne lui réclament plus que 670 euros.

J'ai été obligé de changer de téléphone portable alors que j'y suis allergique. Une dépense imprévue, une de plus, mais je suis prévoyant !

Celui que j'avais acheté il y a quelques mois suite au passage au G4 est tombé en panne. Je l'ai fait réparer et il est retombé en panne trois jours plus tard, normal quoi. La réception du signal et le haut-parleur étaient médiocres, du coup j'ai cassé ma tirelire pour acheter un truc à écran tactile. La réception est au maximum, au lieu d'aller au fond du jardin pour répondre au téléphone ou passer un coup de fil, je le pose sur la table dans la maison, c'est quand même plus pratique, surtout quand il pleut ou le soir à cause des serpents et autres scorpions !

Je ne pensais pas qu'ils pouvaient commercialiser des produits aussi merdiques, 20 euros, cela ne les méritait même pas, là j'ai dû en dépenser près de 100, une fortune pour moi. Autres avantages, je peux enregistrer les conversations téléphoniques et il est possible de le connecter à l'ordinateur, donc je n'ai plus besoin d'appareil photo. Je vais voir ce que donne la vidéo pour mettre des fichiers dans le site. Et puis je n'ai pas besoin de recharger la batterie tous les jours même quand je ne m'en sers pas, une ou deux fois par semaine suffise. C'est un appareil indien fabriqué près de Delhi, Vivo, j'ai pris le modèle de base, c'était le moins cher. Mais bon, je dois vous paraître archaïque avec mes histoires, même auprès de beaucoup d'Indiens qui se ruinent dans ces trucs-là.

A part cela, une autre petite histoire indienne. J'ai fait réparer le ventilateur d'une dame de mon village qui fait partie de la famille de ma compagne Selvi. Je l'avais démonté et j'en étais arrivé à la conclusion que c'était la capacité ou l'axe du rotor qui posait problème et non le bobinage. Je l'ai emmené chez un réparateur qui m'a réclamé 750 roupies pour changer le moteur complet, j'ai décliné l'offre. Ensuite je suis allé à deux reprise à Pondichéry (25 kms aller-retour) chez un autre réparateur et je m'en suis tiré pour 300 roupies. Cette dame étant pauvre, je me suis dit que j'allais lui faire économiser un peu de sous et qu'elle serait contente. Effectivement, au point qu'elle a imaginé que c'était moi qui paierait sa facture ! Je lui ai répondu non, sans qu'elle me rembourse pour autant. Plusieurs jours ont passé, puis je la croise sur la route du village, je m'arrête et je lui réclame mon argent. Elle me répond qu'elle a un problème avec une douille dans sa maison et qu'il faudrait la changer, en fait elle ne m'a pas écouté. Je lui ai répondu que je passerai plus tard et elle m'attend toujours, elle risque d'attendre aussi longtemps que moi mon argent.

C'est la troisième personne qui me fait le coup, précédemment c'était pour des photos. Elles débarquent chez moi, je prends des photos, je les fais tirer et je paie avec mon argent, je leur remets les photos et puis plus rien. J'ai dit à Selvi que si quelqu'un du village ou de sa famille demandait à ce que je les prenne en photo, elle devait répondre que mon appareil était en panne. Et c'est sans parler de ma voisine qui avait fini par s'introduire chez moi quatre fois par jour sous des motifs divers, me réclamant des aubergines, des bouteilles vides, de l'eau, des fleurs, quand elle ne se servait pas elle-même dans le jardin. Je l'ai raconté à Selvi qui l'a remise en place, du coup j'en suis débarrassé !

Le mieux, c'est qu'après elles vous détestent ou racontent volontiers des conneries sur votre dos.

J'avais pris l'habitude de nourrir le soir quelques chiens errants du village, puis un jour je me suis retrouvé avec une meute de clébards devant ma grille qui hurlaient à la mort à n'importe quelle heure de la nuit. Aussitôt on m'accusa d'en être responsable, du coup je cessai aussitôt de nourrir ces chiens pour éviter les ennuis avec les villageois. En fait, parmi les quatre chiens que je nourrissais figurait une jeune femelle qui était en chasse, ce qui explique pourquoi une dizaine de mâles affamés ont rappliqué. Jusque là je croyais que c'était un jeune mâle, il faut dire que je ne m'étais jamais penché dessus pour l'examiner de près, surtout sans mes lunettes, cela n'aurait servi à rien. C'est Selvi qui m'assura que c'était une femelle, je pris la peine de m'en assurer et effectivement elle avait raison, elle aurait pu me le dire plus tôt, ça c'est Selvi ! Tout cela pour dire qu'à la moindre occasion je peux me mettre à dos tout le village et je n'y tiens pas vraiment.

Une dernière pour la route.

Pendant plusieurs mois la soeur de Selvi a habité plus ou moins chez nous pour faire bref. Je lui ai prêté de l'argent pour construire sa petite maison (qu'elle doit me rembourser sur deux ans), une pièce unique en fait, je lui ai acheté des vêtements, plus un tas de trucs, bref, on l'a nourrie et entretenue pendant des mois, on lavait son linge, jusqu'au jour où elle a réclamé 4.000 roupies, Selvi m'en a parlé, j'ai refusé, du coup du jour au lendemain on ne l'a plus revue et elle ne nous adresse plus la parole.

Vivre au quotidien parmi les couches les plus profondément arriérées est une épreuve qui nécessite beaucoup de patience, et de faire preuve de beaucoup de tact, de discernement, de tolérance et de modestie pour ne choquer personne ou ne pas s'emporter. C'est un excellent exercice pour juger si nous en sommes capables ou si nous ne nous racontons pas d'histoires. Car c'est facile de parler à tort et à travers des pauvres ou des mes masses quand on les côtoie de loin seulement.

La plupart des gens les méprisent ou sont injustes à leur égard, et quant à ceux qui se penchent sur leur sort, ils ne trouvent pas mieux à faire que de flatter leurs côtés détestables, quand ils ne s'en prennent pas tout aussi injustement aux travailleurs qui ont la chance d'avoir des conditions meilleures, comme s'ils ne les méritaient pas ou s'ils étaient responsables de la pauvreté, ce qui est infâme. Etre juste dans tous les cas de figure n'est pas facile ou n'est pas donné à tout le monde, il faut en convenir. Avant de juger le comportement d'une personne et non cette personne en tant que telle pour peu qu'on se l'autorise, nécessite de bien connaître sa condition, son degré de conscience, avant de se mettre à sa place pour estimer ce qu'elle est en mesure de comprendre ou de faire, et lorsque ce n'est pas possible, il vaut mieux tout simplement s'en abstenir ou garder poliment et respectueusement ses distances, ce sera préférable pour tout le monde.

La question du respect entre nous est déterminante, cela aussi est un principe non négociable. On subit tous le mépris des classes supérieures, on devrait s'en inspirer pour ne pas les imiter. J'arrête là, car je pourrais encore continuer longtemps sur ce sujet qui me tient particulièrement à coeur. C'était improvisé.

Quelques réflexions politiques.

1- Des mal nommés réseaux sociaux à l'Opposition de gauche.

Ce n'est pas pour des prunes qu'ils ont appelé réseaux sociaux leurs instruments de propagande planétaires qui leur rapportent un fric monstre, il suffit de voir la cotation de Google à Wall Steet pour en avoir une petite idée, mieux, qui leur font économiser un fric tout aussi faramineux puisqu'ils n'ont pas à débourser un rond de plus pour répandre leur idéologie dans quasiment tous les foyers et atteindre toutes les générations, toutes les classes de la société, ce sont les internautes qui se chargent de la diffuser eux-

mêmes, génial !

Et vous direz-vous ? Je les boycotte. Je boycotte également TV, radio et presse écrite. Mais comme Internet est le seul instrument de communication à ma disposition, je suis bien obligé de m'y connecter, sauf à me couper du reste du monde.

Je me borne aux infos gratuites publiées par Yahoo rédigées par les agences de presse ou les médias institutionnels, qui ne peuvent avoir absolument aucune influence sur mes idées, car je les recoupe par la suite avec les articles publiés plus tard par des médias dits alternatifs ou indépendants en prenant bien soin de distinguer entre ce qui relève des faits et ce qui provient de l'interprétation subjective de leurs auteurs.

Et pour m'exprimer je n'utilise que mon portail, la voix de l'Opposition de gauche.

J'ai refusé d'en faire un instrument de leurs réseaux sociaux dans lesquels figurent également les forums, où n'importe qui peut s'exprimer et raconter n'importe quoi, où des provocateurs peuvent facilement s'infiltrer, sans parler des personnes particulièrement mal intentionnées à votre égard, belliqueuses, aigries, etc. , bref, des déséquilibrés en tous genres qui ne cherchent qu'à nuire à ceux qui ne pensent pas comme eux ou plus généralement qui sont mal dans leur peau ou sont incapables de s'assumer, qui ont adopté le plus souvent inconsciemment une conception étroite ou bornée de la liberté d'expression, qu'ils n'accordent qu'à ceux qui leur ressemblent ou partagent leurs idées.

N'ayant nullement l'intention de traiter ces cas cliniques ou de proposer des solutions à leurs problèmes, je m'en tiens à la ligne de conduite que j'ai adoptée, qui consiste à être tel que je suis le plus sincèrement possible avec mes qualités et mes défauts que nul n'est obligé d'imiter, laissant à chacun la liberté de penser et d'agir à sa guise, sans que personne ne porte de jugement sur l'un ou sur l'autre, puisque cela n'a jamais été l'objet de notre démarche qui consiste uniquement à faire avancer nos idées ou servir la cause du socialisme.

Le soutien que l'on peut accorder à un parti ouvrier est une autre question. Il doit être motivé ou justifié.

Il peut être plein ou entier, c'est-à-dire aveugle ou au contraire conditionnel en comportant des réserves qui incluent des désaccords clairement identifiés ou de simples constats faits au fil des jours, qui ne doivent pas forcément servir à alimenter la polémique, disons qu'ils témoignent du bien-fondé de nos critiques ou de nos désaccords. Quelques mots suffisent parfois pour les mettre en relief, car ils témoignent de l'état d'esprit de leurs auteurs ainsi que leurs réelles intentions, dont ils n'ont pas forcément conscience ou sur lesquelles ils ne se sont pas interrogés eux-mêmes.

Je veux dire par là qu'on peut tenir des propos qui révèlent la véritable nature de notre engagement politique sans y prêter attention (ou notre niveau de conscience en général), ce qui arrive aux gens qui ignorent que la dialectique s'applique également à leur pensée et à leur inconscience, à chacune de leurs manifestations qui peuvent être analysées et faire l'objet d'un enseignement. Et si peu de gens se livrent à cet exercice, par ignorance de préférence, il va de soi que c'est parce que la plupart du temps ils seraient effrayés par ce qu'ils découvriraient sur eux-mêmes.

Allons plus loin, et s'ils ne le supporteraient pas, il va de soi également qu'ils ne supportent pas les gens qui pratiquent ce genre d'exercice et qui peuvent s'y livrer sur eux-mêmes, ce qui contribuerait à mettre à nu leur inconsistance, leur incohérence, leurs contradictions, leur hypocrisie, etc. bref, tout ce qu'ils ne veulent pas voir sur eux-mêmes qui n'est pas vraiment à leur avantage. Ne comprenant pas votre démarche, ils vous accuseront de porter un jugement sur eux ou de leur faire un procès d'intention, alors que cela n'a jamais été votre intention, ce qui mettra fin à votre discussion ou à vos rapports.

On peut avoir été rodé à ce genre d'exercice pendant des décennies, il n'en demeure pas moins qu'on ne passe pas son temps à observer et analyser chacune de nos pensées ou chacun de nos actes. La conscience ou la lucidité sont des états qui peuvent se manifester en certaines occasions ou qui peuvent exister au-delà à différents degrés sans qu'on y prête attention, rythmés par des périodes plus ou moins longues où c'est notre inconscience qui prend le dessus, de sorte qu'aucun d'entre nous ne peut se prétendre parfait ou invulnérable, ce qui devrait nous porter naturellement à faire preuve de modestie et nous inciter à éviter de juger nos semblables, à porter des jugements catégoriques ou définitifs souvent à la hâte et injustes.

Si l'idiot est à plaindre car il subit sa condition sans en connaître la nature et sans être en mesure d'agir dessus pour l'améliorer, celui qui est parvenu à s'élever au-delà de cet état primaire n'est pas forcément mieux loti, car il ignore quel niveau de conscience il a atteint, quel champs elle couvre, quelle en est la profondeur, et surtout quel chemin il lui reste à parcourir pour atteindre un degré de conscience si élevée qu'elle peut embrasser n'importe quelle manifestation, pour ainsi dire ne jamais plus en redescendre ou ne jamais plus se retrouver aveuglément sous l'emprise de son inconscience (ou l'influence de l'idéologie de la classe dominante), de sorte qu'en ignorant où se situe le curseur, il va se méprendre sur lui-même au point de commettre de nombreuses et graves erreurs lui portant préjudice ainsi qu'à son entourage, qui plus est devenant arrogeant, méprisant, intolérant, invivable en somme pour les autres.

Il faut donc tenir compte du fait que chacun se situe à un niveau de conscience différent, et que quel que soit le niveau de conscience qu'on a atteint ou qu'on prête à quelqu'un, on n'atteindra jamais le point d'invulnérabilité ou de perfection, tout du

moins dans l'absolu à chaque instant ou dans chacune des expériences que nous serons amenés à vivre au cours de notre existence. On continuera de commettre des erreurs, ce qui est le lot inévitable de tous ceux qui ne se contentent pas de leur sort et qui cherche à aller de l'avant.

On a évidemment toute les peines du monde à se situer et à tenir compte de ce facteur.

On s'en rend compte facilement chaque fois qu'on interprète la moindre idée ou le moindre fait, puisque cela déclenche des polémiques, des incompréhensions, des critiques virulentes, des accès de haine ou de violence aveugle parfois, etc. qui sont parfaitement injustes mais pas injustifiés, car on peut détecter qu'elles en sont les origines sociales ou psychologiques ou les deux à la fois, elles sont souvent imbriquées, il faut les identifier pour ne pas commettre de méprise.

Prenons un exemple.

Si j'annonçais que je soutiens le POID après le torrent de critiques que j'ai déversées sur ce parti et ses dirigeants, je ne prends aucun risque en affirmant que cette prise de position serait interprétée de travers par la plupart des lecteurs ou militants, qui parce qu'ils ont leurs propres raisons pour ne pas y adhérer ne se donneraient même pas la peine d'examiner mes arguments. Ils interprèteraient ce ralliement comme une preuve de mon opportunisme, en guise de réflexion ils adopteraient un comportement primaire, parce que le curseur de leur conscience qu'il surestime se situe plus proche de l'idiot dont il a été question précédemment que de l'être doté d'un niveau de conscience supérieur qui devrait nous servir de modèle ou d'idéal, c'est en tout cas de cette manière que j'interprèterais leur réaction, sans leur en vouloir ou les juger évidemment. Inutile de dire qu'avec mon parcours pour le moins archaïque, je suis plutôt mal placé pour prétendre incarner ce modèle, il serait donc ridicule de me balancer une telle accusation.

Je ne ferais pas une telle annonce, cependant j'apprécie l'orientation du POID à sa juste valeur, à la fois critique envers les appareils pourris des syndicats (indépendants le week-end ou les jours de fête ai-je lu quelque part...), toutefois cela reste à confimer dans les faits, tournée contre les institutions de la Ve République, je dirais qu'à ce stade là encore cela exige confirmation, le POID doit abandonner définitivement le double langage qui était la marque de fabrique de l'opportunisme lambertiste, ses dirigeants doivent manifester résolument ou sans ambiguité leur rupture avec le PS et tous ses satellites qu'ils doivent caractériser de droite, et quant au règlement de nos désaccords qui portaient sur le passé, je pense que le développement de la lutte de classes à venir aidera à en venir à bout en se passant de procès, de séances d'autocritiques ou de chasses aux sorcières qui sont des procédés détestables.

Pourquoi affichez-vous une telle confiance, direz-vous peut-être? C'est simple, parce que si vous avez bien observé, les faits ce sont chargés de trancher dans un sens ou dans un autre un tas de questions qui nous divisaient, et peu importe ici de savoir qui avait raison, il en ira de même pour les désaccords encore en suspens. Par exemple, le développement de la crise en Grèce ou le Brexit a montré qu'axer sa politique contre l'UE au lieu de la concentrer contre les institutions nationales était une erreur ou menait à une impasse.

Maintenant, le POID s'est lancé dans l'aventure des réseaux sociaux en ouvrant une page sur Facebook. Cette décision partait sans doute de bonnes intentions, mais je ne suis pas certain qu'elle ait été judicieuse ou alors il faut la recadrer d'urgence, car les commentaires qui y figurent s'inscrivent très souvent à contre-courant de l'état d'esprit qui est censé animé les militants et les dirigeants de ce parti, les auteurs de ces commentaires poursuivant des objectifs politiques ouvertement opposés à ceux du POID.

C'est comme si dans mon portail je permettais à des personnes véhiculant le réformiste ou l'idéologie de la classe dominante de s'exprimer sans ajouter le moindre commentaire, donc en laissant le soin aux lecteurs de les adopter sans qu'ils aient forcément les moyens d'identifier leur nature de classe, ce qui reviendrait à les laisser induire en erreur sans réagir, au demeurant ce serait prendre le risque qu'ils m'attribuent le contenu politique de ces commentaires, ce qui est incevable évidemment.

En voici quelques exemples.

Le 24 octobre à 13h

- "La Cour des Comptes a, elle aussi, été polluée par les théories néolibérales de la bonne gouvernance dont le raisonnement ne repose que sur l'aspect financier et en aucun cas sur l'aspect humain."

Pourquoi, parce qu'avant "l'aspect humain" était pris en compte par la Cour des Comptes, comme on vivait bien alors, vous sans doute... Vous combattez les institutions de la Ve République ou vous les ménagez ? Il n'y a pas lieu de leur accorder dans le passé, le présent ou le futur le moindre crédit, le moindre avantage, la moindre vertu, c'est une question de principe non négociable. Quand on se prétend indépendant, on commence par l'être envers l'Etat et ses institutions.

Le 23 octobre à 14h

Le PSOE va laisser le PP gouverner en Espagne :

- "L'intérêt général, ils ne savent même plus ce que ça signifie !", parce qu'ils l'ont su un jour, pour le compte de quelle classe ? Au PS aussi sans doute.

Il faut avoir à l'esprit en permanence que sans la trahison de la social-démocratie il y a un siècle et sans le stalinisme ensuite, le cours de l'humanité aurait été totalement différent et peut-être qu'aujourd'hui le capitalisme ne serait plus qu'un vieux souvenir. Le perdre de vue un instant et vous basculez dans le camp de la réaction.

Le 22 octobre à 04:35

A propos de Valls, un commentaire :

- "La gauche, ça fait longtemps qu'il l'a laissée tomber"

Vraiment ? Pourquoi Valls aurait-il été un jour de gauche ou pour le renversement du régime, tiens donc, première nouvelle...

Et puis, la gauche n'existait-elle pas avant Valls, avec Mitterrand par exemple, avec Blum sans doute, sans oublier Jaurès l'antithèse de Marx...

La présence de dirigeants de la SFIO dans des cabinets ministériels de droite au début du XXe siècle n'était pas le fait du hasard, elle avait une signification politique, elle était le produit de l'ambiguité de la SFIO pour ne pas dire qu'elle révélait sa véritable nature de classe.

Il y a deux choses avec lesquelles nos dirigeants sont décidément fâchés, caractériser la nature des partis et particulièrement ceux de la pseudo-gauche, caractériser leurs dirigeants, ensuite, fournir la signification politique de certains faits ou de certaines déclarations, parce que dans les deux cas cela ne collerait pas avec leurs propres interprétations présentes ou passées, sur lesquelles ils ne peuvent revenir sans mettre en lumière les erreurs d'appréciation ou d'analyse qu'ils n'ont eu de cesse de répéter inlassablement, qui poseraient de trop nombreuses questions auxquelles il est préférable de ne surtout pas chercher de réponses de crainte de découvrir l'inavouable...

Quand un courant politique est marginalisé, la tentation sera grande d'imiter le discours dominant pour briser son isolement, d'emprunter ses paradigmes au sens grammatical du terme, économie qui lui sera préjudiciable, car dans certains cas il intègrera un contenu et des rapports en contradiction avec ses propres définitions ou interprétations ce qui contribuera à modifier son orientation politique et à l'écarter de ses objectifs, qu'il pourra finir par abandonner à force de ne plus être vraiment lui-même.

La gauche n'est pas morte ou elle ne s'est jamais suicidée puisque nous sommes bien vivants !

Ce n'est pas la gauche qui est morte en 1914, mais le courant politique qui s'était identifié à la gauche après l'avoir abandonnée, et qui a continué à s'identifier à elle frauduleusement en le dotant d'un objectif opposé à celui de la gauche consistant à s'en remettre au capitalisme pour réaliser le socialisme au lieu de le combattre pour le renverser. Cette substitution marquait la fin de l'appartenance de ce courant politique à la gauche, qui dorénavant ne pouvait plus se revendiquer du socialisme qu'en parole, ses actes étant conformes aux besoins de l'impérialisme qu'il avait adoptés. Dès lors il figurait dans le camp de la droite ou des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme, et c'est comme tel qu'il aurait dû être caractérisé et combattu. Cela vaut pour le PC une fois stalinisé ou devenu contre-révolutionnaire au milieu des années 20.

Ce sont les militants et les partis qui combattent pour un changement de régime ou pour abattre le régime en place qui seuls incarnent la gauche. Nous pouvons affirmer que la gauche ou la véritable c'est nous, mais cela peut passer pour une prétention exhorbitante aux yeux des travailleurs en proie à une grande confusion sur sa réelle signification ou qui l'ignore tout simplement, ce qui peut les conduire sous l'influence du discours dominant à nous identifier aux mystificateurs qui se prétendent de gauche, PS et PCF ainsi que leurs satellites, aussi est-il préférable de prendre nos distances avec ce signifiant au contenu devenu réactionnaire et d'adopter la formule de l'Opposition de gauche à défaut de mieux car elle ne présente pas que des avantages, sans rapport avec Trotsky, elle peut laisser penser qu'on pourrait se contenter d'un rôle d'opposants au régime ou à la politique du gouvernement, alors que nous combattons pour changer de régime ou prendre le pouvoir ce qui justifie ou légitime la référence à la gauche à laquelle on restitue sa signification originelle ou historique.

La gauche n'est pas morte puisque l'Opposition de gauche existe.

On nous rétorquera que cette argumentation s'inscrit en contradiction avec les analyses de Lénine ou Trotsky sur le PS et le PC ou les rapports que l'avant-garde devait avoir avec ces courants politiques, c'est un fait et je l'assume entièrement.

Cela dit, il faut noter pour être tout à fait honnête, que mon argumentation ne s'inscrit en contradiction avec les leurs qu'en partie seulement, car il ne faut pas oublier qu'ils n'ont jamais considéré le PS et le PC comme de véritables partis socialiste ou communiste, ce que ces partis ont amplement confirmé par la suite, aussi est-il indispensable d'en tenir compte ou de tenir compte que près d'un siècle ou un demi-siècle s'est écoulé depuis, et qu'à un moment donné la quantité s'étant transformée en qualité il faut impérativement rectifier la caractérisation de ces partis à partir de l'évolution de leurs rapports avec les différentes classes, avec l'Etat, le cours de la lutte des classes, le rôle réactionnaires qu'ils ont été amenés à jouer ouvertement au sein des institutions ou en bons gestionnaires de l'Etat bourgeois pour le compte des capitalistes quand ils étaient au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire.

Il faut même aller plus loin et concevoir que si Lénine et Trotsky étaient vivants de nos jours, à la manière d'Engels qui peu de temps avant de mourir avait été extrêmement critique envers la manière dont il avait abordé avec Marx certaines questions, donc après coup, après avoir observé attentivement l'évolution de la social-démocratie et du mouvement ouvrier en général, il est probable que Lénine et Trotsky, qui n'avaient pas l'esprit borné ou limité de bien des militants et qui plus est de nos dirigeants, auraient corrigé bien des erreurs qu'ils avaient commises par le passé et qui leur seraient parues évidentes au regard du développement de la situation, ce qui lui aurait amené à modifier ou préciser certaines appréciations, on n'ose même pas imaginer qu'il aurait pu en être autrement par respect pour leur mémoire.

N'étant pas là malheureusement pour nous éclairer, nous n'en dirons pas davantage. Cependant, rien ne doit nous empêcher de nous livrer à nos propres analyses, qui vaudront ce qu'elles vaudront en fonction de notre capacité à avoir réussi ou non à maîtriser le matérialisme dialectique pour interpréter le cours de la lutte des classes pendant la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, seuls les faits pourront en témoigner, on le précise à l'adresse de nos adversaires.

- "Calendrier du POID". 22 octobre, 09:07

2017 le centenaire de la révolution russe patati patata... pour finalement inscrire en couverture la devise démagogique de l'Etat bourgeois fustigée par Marx en Engels : Liberté, égalité, fraternité...

Un tel amalgame est intolérable, mais non sans signification politique assurément.

Au lieu de Liberté, égalité, fraternité, je leur propose, Prolétaires du monde entier unissez-vous qui est en phase avec les enseignements du marxisme ou de la révolution russe de 1917.

Balancez Jaurès et le réformisme, la collusion entre l'idéalisme et le matérialisme, la collaboration de classes, adoptez Marx ou Lénine, le matérialisme dialectique, la révolution socialiste...

Ces commentaires ont été lus par les responsables du POID avant d'être publiés sur leur page Facebook, on est bien d'accord ? Vous n'imaginez pas un seul instant qu'ils pourraient publier un seul de mes commentaires, n'est-ce pas ? Pour autant je n'en ferai pas toute une histoire, l'essentiel demeure l'orientation politique du POID que je partage.

A ceux qui pourraient croire que j'aurais pris soudain un coup de vieux, je les rassure, ma position est conforme à mes principes, elle s'inscrit dans la dialectique de la lutte de classe qui impose dans cette période difficile et dramatique que nous traversons, de se rassembler dans ou au côté du parti ouvrier qui incarne le mieux les objectifs politiques pour lesquels nous luttons et les tâches que le parti de l'avant-garde doit se fixer pour construire l'instrument politique sans lequel nous ne pourrons jamais vaincre notre ennemi de classe, permettre aux masses révolutionnaires de s'emparer du pouvoir politique en portant ce parti au pouvoir. Car c'est bien de cela dont il s'agit, construire un parti ouvrier révolutionnaire pour prendre le pouvoir, en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des travailleurs et les organismes politiques indépendant qu'ils auront créés, garantissant ainsi l'avènement et le fonctionnement de la démocratie.

Si les sympathisants de ce parti, ceux qui acceptent de s'associer à son combat politique sont susceptibles de faire preuve de faiblesse, de faillir, ce que l'on conçoit parfaitement, on ne peut l'accepter de la part des dirigeants de ce parti, et dans une moindre mesure de la part de ses militants, sans compromettre la crédibilité du parti auprès des travailleurs ou la confiance qu'ils lui accordent qui aura été si difficilement acquise. S'il faut faire preuve d'une détermination sans faille et de discipline pour construire cet instrument politique, il ne faut pas confondre fermeté et autoritarisme.

On ne peut exiger le meilleur de quelqu'un en général qu'à partir du moment où il dispose des conditions ou des moyens pour l'atteindre, dans le cas contraire on se comporte en procureur et on produit une injustice, ce n'est évidemment pas notre intention puisque cela serait nuisible à notre cause.

Quand on se fixe des principes, des règles, on doit se donner les moyens de pouvoir les appliquer ou de les respecter, de les défendre aussi, sinon ce n'est pas sérieux, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie. De la même manière, si ce n'est pas parce qu'on se fixe un idéal ou un objectif politique qu'on sera en mesure de l'atteindre du jour au lendemain, ce n'est pas parce qu'on adopte des principes qu'on sera forcément en mesure d'en saisir la portée ou de les respecter. Il faut donc faire preuve de patience, de persévérance et cultiver bien d'autres qualités avant d'y parvenir, alors quand cela s'applique à des milliers

de militants, il est impossible de leur imposer le même rythme ou les mêmes exigences, il faut faire preuve de beaucoup de pédagogie et de souplesse avant qu'ils ne maîtrisent suffisamment ces principes qui sont indissociables de la nature de ce parti, de ses tâches et de ses objectifs politiques.

Je suis un ouvrier et mon père était menuisier en bâtiment, et bien je vais vous dire un truc. Avez-vous déjà essayé de scier correctement une planche avec une scie mal aiguisée ? Moi j'ai essayé et le résultat a été lamentable, feu mon père m'aurait traité d'incapable ou plutôt de crétin pour avoir seulement essayé et il aurait eu raison. Et bien avec notre affaire, c'est exactement la même chose.

2- Quand "la modernité libérale" rime avec fascisme.

Comment la pseudo-gauche utilise les instruments de propagande des nazis pour le compte de l'oligarchie, afin d'alimenter le fascisme et discréditer ses ennemis à défaut de pouvoir les faire taire ou de les éliminer physiquement.

C'est là qu'on s'aperçoit de l'aspect particulièrement nauséabond et criminel de l'entreprise qui a consisté à caractériser de gauche des acteurs et des partis qui en réalité étaient de droite, qu'il faut mettre au compte des représentants de la classe dominante mais pas seulement, puisque l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier en ont été leurs complices jusqu'à ce jour.

Au départ de cette imposture on trouve des journalistes qui se prétendent de gauche et qui sévissent dans des médias réputés de gauche, les Inrocks et Libération, appartenant aux oligarques, hommes d'affaires ou banquiers, Niel, Pigasse et Bergé.

Pourquoi avoir choisi des journalistes et des médias prétendument de gauche pour diffuser la propagande de l'oligarchie plutôt que des journalistes ou des médias réputés de droite ou d'extrême droite ? Parce qu'elle cible un public particulier, celui des intellectuels, des membres des classes moyennes, de la petite-bourgeoisie, les couches supérieures ou moyennes du prolétariat qui constituent les lecteurs de cette presse, et qui par leur niveau d'études ou le niveau de connaissances qu'elles sont censées avoir acquises sont les plus à même de développer un esprit critique envers l'orientation de la société définie par l'oligarchie ou le néolibéralisme qui porte atteinte à leurs privilèges, afin de les culpabiliser si elles n'y adhèrent pas au moyen d'un amalgame insupportable avec l'extrême droite, que le cas échéant elles sont appelées à rejoindre du fait de la proximité idéologique qui existerait entre eux selon les auteurs de ce livre, ou au mieux qu'elles cessent leur critique de la politique du gouvernement et se contentent de leur sort.

Cette entreprise consiste à dénoncer sans distinction comme "fachos" tous les personnes qui ne se reconnaissent pas dans la politique ultra réactionnaire du gouvernement, dont celles qui ne sont pas des "catholiques traditionalistes" ou des "fans de Dieudonné", qui graviteraient inconsciemment ou sans le savoir autour d'un "astre central" constitué par "le Front National", au point que certaines d'entre elles surprisent d'apprendre qu'elles appartiendraient à la "fachosphère" s'en sont félicités, par dérision peut-être, cela dit, il n'en demeure pas moins qu'ils ont été amenés à prendre connaissance qu'elles partageaient certaines idées avec l'extrême droite sous-entendant ou laissant imaginer que dans d'autres circonstances elles pourraient en partager davantage.

On s'aperçoit donc ici que cette entreprise était destinée à agir à différents niveaux sur les lecteurs et à conditionner ceux dont les principes sont fragiles ou dont la conscience est pour le moins volatile ou inconsistante, de sorte à les préparer le cas échéant à une mutation future vers l'extrême droite, à laquelle ils seraient préparés inconsciemment de longue date et ce qui ne les rebuterait pas le moment venu.

En quelque sorte, aussi incroyable que cela puisse paraître au premier abord, quelle que soit vos convictions politiques ou la manière dont vous vous définissez, de gauche, de droite, centriste, conservateur, etc. soit vous êtes appelé à soutenir aveuglément la politique de réaction sur toute la ligne du gouvernement que pour cette raison on peut qualifier d'extrême droite sans pour autant disposer des moyens politiques pour appliquer la totalité d'un programme d'extrême droite, on précise pour les esprits pointilleux, soit vous êtes un facho, de toutes manières, si vous n'êtes pas d'extrême droite aujourd'hui, vous le deviendrez demain, vous n'avez pas d'autres alternatives, donc autant vous rendre tout de suite à l'évidence. Et puis cela vous évitera de culpabiliser inutilement, faites comme nous disent les auteurs de ce livre, assumez, abandonnez vos vieux principes, vos vieilles valeurs, dépouillez-vous de votre bonne conscience hypocrite, devenez ouvertement des ordures, on n'en meurt pas et le monde en est plein, votre hiérarchie ou votre patron vous en sera gré, mettez votre esprit critique au service du néolibéralisme.

C'était là un des autres aspects de cette opération, leur véritable intention, le Figaro l'avoue au passage, sinon ils n'auraient pas sorti cette saloperie, multipliez au sein de la population les porte-parole de la "modernité libérale" aujourd'hui contestée par une large frange de la population pour étouffer dans l'oeuf toute contestation à tous les étages de la société, dans tous les milieux, faire régner l'ordre sans avoir à recourir à la force, pour le moment.

Quand il y a quelques années déjà, j'avais écrit que ce qu'ils appelaient la gauche était en réalité l'antichambre du fascisme, je n'étais pas trop en avance sur la situation, j'avais seulement prévu quel devrait être son développement à venir, en vain, puisque personne ne m'a pris au sérieux.

- « Nos très chers Emirs »: « une bouffonnerie insupportable » pour Nathalie Goulet - Public Sénat

La sénatrice centriste Nathalie Goulet répond aux journalistes Georges Malbrunot et Christian Chesnot qui dans leur dernier livre rapportent qu'elle aurait réclamé cadeau et rétributions à plusieurs pays du Golfe. « Une bouffonnerie insupportable » selon la sénatrice qui envisage de porter plainte... Public Sénat

- Éric Woerth: "Mediapart, c'est la société de la malveillance" -Le Huffington Post

"Vous préférez être obligé de vous informer uniquement sur Mediapart, ou de lire tous les livres de Yann Moix?". En réponse à cette question posée dans ".pol", la nouvelle webémission politique du HuffPost en partenariat avec... Le Huffington Post

- «L'unité de la fachosphère, c'est l'opposition à la modernité libérale et aux médias» - lefigaro.fr

David Doucet est rédacteur en chef aux Inrocks et auteur avec Dominique Albertini de Libération de La Fachosphère, Comment l'extrême droite remporte la bataille du net, une enquête très factuelle et fouillée sur les coulisses de l'extrême droite sur internet.

Derrière un titre un tantinet racoleur et une expression controversée, c'est à une véritable plongée dans un continent 2.0 de plus en plus puissant que nous invitent les auteurs. On y croise des catholiques traditionalistes remontés contre la loi Taubira, des youtubeurs complotistes, mais aussi des identitaires et des fans de Dieudonné. Une nébuleuse qui a pour astre central le Front National, et qui dicte de plus en plus souvent l'agenda politique. Ce qui fait l'unité de ce vaste réseau sans convergences apparentes, selon David Doucet, c'est d'abord une opposition à la modernité libérale, ainsi qu'une hostilité marquée envers les journalistes appartenant à un «système» dénoncé. Un livre qui peut inquiéter, mais qui questionne aussi objectivement sur la capacité des médias traditionnels à rattraper une audience de plus en plus défiante et happée par la tentation radicale qu'offre internet. lefigaro.fr 21.10

Commentaires d'internautes (abonnés au Figaro).

1- "ainsi qu'une hostilité marquée envers les journalistes appartenant à un «système» dénoncé". En somme, les "faschos" sont outrés que les médias à 98 % mentent et ne soient pas objectifs. Comme dans "Tintin en Amérique" : "oh cet homme là est très méchant, quand on l'attaque il se défend" ! Cela montre d'emblée le niveau de réflexion des auteurs.

2- Que ce monsieur commence d'abord par nous expliquer en quoi la modernité est libérale, ou encore en quoi le libéralisme est "moderne".

A partir de là on pourra commencer à discuter des mérites comparés de la fachosphère, de la gauchosphère, de la bobosphère, et de l'idéolosphère.

Le but de ce livre est avant tout un guide permettant aux novices antifachos de repérer ceux qu'il considère comme des fachos selon ses propres critères à géométrie variable et de les rassembler pour les enfermer définitivement dans un ghetto, celui de la fachosphère.

3- La fachosphère, c'est tout ce qui ne se laisse pas manipuler par la propagande et le politiquement correct. Ce n'est pas nouveau, mais ces personnes qui ne pouvaient pas s'exprimer en ont acquis la possibilité grâce aux réseaux sociaux.

Les médias officiels ont perdu le monopole de la fabrication de l'opinion et c'est une révolution dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences.

4- A partir du moment où on ne pense pas comme eux on est immédiatement qualifié de facho et ils refusent tout débat au seul motif qu'on n'adresse pas la parole à un membre de la fachosphère. Un débat n'est pour eux concevable qu'entre membres de la gauchosphère.

5- Un journaliste de Libération cela veut tout dire.... Lire par contre le bouquin d'Ingrid Riocreux sur "la langue des médias" il vous donne une idée de la destruction du langage et la fabrication du consentement.

6- Cela ne trompe personne. Désigner un adversaire politique comme un fasciste est déjà d'une telle bêtise que je me doute de l'acabit du reste de l'ouvrage...

7- La fameuse citation de Bossuet est clairement d'actualité et s'applique encore une fois à ce livre.

"Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes " .

8- "une opposition à la modernité libérale, ainsi qu'une hostilité marquée envers les journalistes appartenant à un «système» dénoncé"

En logique pure, c'est ce que l'on appelle une pétition de principe: on pose que le journalisme ne relaye que "la modernité libérale", et que tout ce qui la critique s'y oppose, et donc postule la défiance aux médias. Et que tout cela constitue la "fachosphère".

C'est évidemment un procédé hautement critiquable, et je crains que la défiance à l'égard des médias traditionnels, et donc leur ruine financière (voir les chiffres de libé, par ex.) n'aille croissant en travaillant sur foi de tels postulats.

9- "une opposition à la modernité libérale" Phrase purement dogmatique qui accole la modernité à l'économie libérale, comme s'il y avait le moindre rapport. .

"hostilité marquée envers les journalistes appartenant à un «système» dénoncé" Quand on voit le traitement de la Syrie, de l'Ukraine et de l'Irak par les médias, tous dans la ligne atlantiste, il serait plutôt normal de s'en défier.

10- Fachosphère, nouveau terme diabolisant pour tenter de discréditer la Résistance à la pensée unique. En réalité le Web offre un formidable espace de liberté et de réinformation, que Voltaire lui même aurait louangé ! Les idéologues sont fébriles parce qu'il ne maîtrisent plus tout. Ça sent la fin de règne à boboland.

11- Il y a une vraie activité intellectuelle en ligne pour faire avancer le débat que les médias ne font plus : les journalistes des Inrocks ont totalement perdu leur pouvoir et plus personne n'a envie de les lire = ils sont soutenu à fond perdu par des milliardaires

12- C'est un bouquin sur l'OTAN ? Depuis Hitler et Mussolini des types en uniformes qui veulent faire la guerre au monde entier en commençant par les plus faibles, les similitudes sont évidentes.

13- Le Fascisme n'est pas ià où que l'on veut nous le montrer du doigt...c'est le doigt qu'il faut regarder ... Ce doigt ne respire pas la tolérance , la solidarité ni la démocratie...mais le sectarisme dogmatique qui sécrète les privilèges d'une seule classe d'Apparatchiks...sous couvert de faux égalitarisme...

14- Je ne crois plus du tout les médias, j'analyse, je fais mes recherches, mais je constate que les médias (TV et grands journaux) ne sont plus objectifs et çà, c'est une certitude. On nous dis ce que l'on veut bien nous dire et c'est très dommage, et dommageable !

15- 1er principe pour gagner une bataille intellectuel, si l'adversaire a des arguments solides, il faut le décrédibiliser lui-même puis le reléguer au rang de paria. Ses arguments en feront de même.

Qui sont les fachos qui imposent des lois et des codes de conduites depuis 5 ans ?

16- Ce flic du Net me fait peur. Déjà le Ministère de la Santé veut interdire tout site qui ne dit pas que du bien de l'avortement. Bientôt l'interdiction de tout site non autorisé par le Ministre de l'Intérieur?

17- À New York, lors d'un banquet, le 25 septembre 1880, le célèbre journaliste John Swinton se fâche quand on propose de boire un toast à la liberté de la presse : « Il n'existe pas, à ce jour, en Amérique, de presse libre et indépendante. Vous le savez aussi bien que moi. Pas un seul parmi vous n'ose écrire ses opinions honnêtes et vous savez très bien que si vous le faites, elles ne seront pas publiées. On me paye un salaire pour que je ne publie pas mes opinions et nous savons tous que si nous nous aventurions à le faire, nous nous retrouverions à la rue illico. Le travail du journaliste est la destruction de la vérité, le mensonge patent, la perversion des faits et la manipulation de l'opinion au service des Puissances de l'Argent. Nous sommes les outils obéissants des Puissants et des Riches qui tirent les ficelles dans les coulisses. Nos talents, nos facultés et nos vies appartiennent à ces hommes. Nous sommes des prostituées de l'intellect. Tout cela, vous le savez aussi bien que moi ! »

Ca n'a pas pris une ride bien au contraire.

19- "les journalistes appartenant à un «système» dénoncé"

La connivence journaliste/politique n'est plus à démontrer. Les journalistes ne devraient pas suivre aveuglément l'agendat officiel, ils devraient fouiller la merde, mettre les politiques face à leurs contradictions. Les journalistes devraient mettre de côté leurs tendances politiques personnelles, et non pas servir la soupe aux dirigeants. Les journalistes ne devraient pas moraliser leurs publications, mais rapporter froidement les faits et rien que les faits.

Les journalistes ne devraient pas prendre parti, que ce soit pour un parti, une personne, un référendum, un projet de loi...

Les journalistes sont, dans leur majorité, vendus aux politiques. Il est donc normal que leur opinion ne compte plus.

20- Le Figaro faisant la propagande d'un bouquin qui "marque une hostilité marquée envers les gens" qui ne pensent pas comme eux! C'est vrai que la liberté d'opinion c'est dur à accepter.

21- Le simple fait de considérer toute opposition aux idées libérales analysée par nos deux auteurs comme preuve de l'adhésion à la fachosphère signe la grande objectivité de ce genre d'enquête.

Disons le autrement: ceux qui n'adhèrent pas à notre vision du monde libéral ne peuvent être que des fachos. Notre instruction à charge vous le démontrera.

LVOG - Je ne partage pas toutes les idées qui figurent dans ces commentaires.

Outre l'amalgame qui est un procédé scélérat, l'intolérance qui se manifeste à travers le refus d'admettre que des gens peuvent être différents de vous ou développer des idées différentes des vôtres, sécrète la xénophobie, le racine, la violence aveugle que les guerres impérialistes légitiment en prenant un caractère de masse.

3- D'un populisme à l'autre. Le "conflit gauche/droite" ne servait qu'à masquer la collusion gauche/droite".

- ""Le conflit gauche/droite perd de l'intensité pour être remplacé par le combat peuple/oligarchie". C'est le point qui me gêne, chez Mélenchon, car le clivage droite/gauche garde toute sa pertinence. C'est pourquoi des partis comme le parti communiste doivent absolument rejoindre le mouvement pour que l'aspect lutte de classes ne soit pas abandonné."

Vous êtes vous soucié de savoir quel "aspect lutte de classes" incarnait le PCF ? Apparemment non, sinon vous auriez observé que depuis le milieu des années 20 en guise de "conflit gauche/droite" il s'était employé à le réduire à la collaboration de classes, qu'il consacra ou assuma officiellement en renonçant à la dictature du prolétariat 60 ans plus tard, autrement dit en abandonnant le socialisme au profit du capitalisme. A l'instar du PS, d'allié objectif de la droite il est devenu lui-même un parti de droite puisqu'il n'entend pas renverser le régime en place.

Quant au clivage "peuple/oligarchie", il sert juste à camoufler la soumission de Mélenchon au capitalisme qu'il n'entend pas affronter pour y être soumis depuis près de 40 ans.

Retirez vos oeillères

A partir du moment où la gauche avait trahi ou abandonné la cause et les objectifs politiques pour lesquels elle était censée combattre, le clivage droite/gauche n'existait plus qu'à la marge et n'était plus qu'une formidable escroquerie politique, la seule distinction qui demeurait entre la droite et la gauche correspondait aux différents moyens dont disposait le capitalisme pour assurer sa pérennité, donc compatible avec sa survie, tout en ayant pour fonction de neutraliser le mouvement ouvrier ou de l'empêcher de trouver une issue politique à la crise du capitalisme, de renouer avec le socialisme.

Le clivage droite/gauche n'était dès lors plus qu'un pur produit idéologique destiné à corrompre le mouvement ouvier pour mieux le diviser et l'affaiblir, de sorte qu'il ne soit plus en mesure de se passer des partis pourris PS et PCF qui en conserveraient le contrôle et la direction, ruinant au passage la crédibilité de tous les courants politiques extérieurs à ces partis qui ont refusé de dénoncer cette supercherie et de rompre avec le PS et le PCF, ainsi que les dirigeants des syndicats. Bref, le clivage droite/gauche n'existait plus dès lors qu'ils défendaient la même politique et partageaient les mêmes objectifs politiques, le maintien de l'ordre établi.

Pour que cette illusion puisse vivre et pour qu'elle soit adoptée par les militants du mouvement ouvrier, il fallut que soit occulté ou passé sous silence le passé aominable de ces partis, qu'il soit sciemment sous-estimé, tronqué, déformé, réécrit ou fabriqué, que leur rôle contre-révolutionnaire soit minimisé, évoqué au passage pour être aussitôt enterré, de sorte que leur véritable nature réactionnaire n'apparaisse jamais de manière flagrante et insupportable ou ne figure pas au premier plan, pour pouvoir ensuite leur attribuer des mérites ou des vertus les rendant présentables, fréquentables aux yeux des travailleurs et des militants qui se laisseraient facilement abusés ou manipulés, pour être incapables de discerner que leur combat était orienté dans une direction contraire à leurs intérêts fondamentaux les menant sur la voie du corporatisme, à défaut d'emprunter celle les rapprochant de leur émancipation du capital.

Le clivage droite/gauche est comparable à une association de malfaiteurs incapables de s'assumer, puisqu'en guise de rupture existe au contraire une collusion d'intérêts entre eux. L'origine de cette duperie repose sur l'abandon du combat pour une société sans classes ou le refus d'envisager qu'une telle société pourrait exister, objectif politique que ne peuvent pas concevoir les partisans bornés ou vendus de ce clivage qui demeure leur horizon indépassable ou auquel ils se raccrochent désespérément, tout comme au capitalisme.

L'Opposition de gauche est la meilleure réponse à lui opposer, dans la mesure où elle est guidée par une stratégie qui la conduit à mettre au premier plan la nature sociale ou politique de tous les acteurs de la lutte des classes et particulièrement ceux qu'elle combat, de manière à éviter toute confusion sur ses véritables motivations ou objectifs politiques qui nécessitent une indépendance absolue envers le PS et le PCF qui ne sont que des agents du régime que nous devons renverser.

Partant de là nous n'avons aucun intérêt à nous adresser particulièrement à ces partis ou à leurs militants, alors que des millions de travailleurs issus de différentes couches ou classes ne supportent plus leur condition, rejettent ces partis ou tous les partis institutionnels, et sont prêts à rompre avec le régime pour peu qu'on leur propose une stratégie politique claire et cohérente. Il suffirait d'arriver à convaincre quelques pourcents d'entre eux du bien-fondé de notre politique pour construire le parti.

L'Opposition de gauche témoigne de la rupture avec ce faux clivage qui incarne la collaboration entre le capital et le travail par la voix du PS et du PCF qu'il nous faut combattre sans relâche. Pour l'Opposition de gauche, la fausse gauche associée à la droite figure parmi ses ennemis à abattre. Que l'un et l'autre alimentent l'extrême droite ou lui servent de marchepied devrait suffire comme argument pour convaincre les militants les plus pointilleux qui refusent plus longtemps de soutenir cette escroquerie politique.

L'amélioration de la condition ouvrière, les réformes sociales concédées ou arrachées aux capitalistes dans le passé, l'ont été par les millions de travailleurs engagés dans la lutte de classes, jamais elles n'ont été le produit de la politique du PS ou du PCF, qui avait pour seul objectif le maintien de la paix sociale, de l'ordre établi, jamais ils n'ont combattu pour que les travailleurs s'emparent du pouvoir politique et qu'ils s'attaquent aux fondements du capitalisme qu'ils ont toujours laissé intacts quand ils étaient au pouvoir.

Quand la pression était trop forte sur le régime ou lorsque les travailleurs se mobilisaient parce qu'ils ne supportaient plus leur condition, ces partis se sont emparés de leurs revendications pour mieux contrôler ou encadrer leurs mouvements, afin qu'ils ne dégénèrent pas et ne parviennent pas à poser la question du pouvoir. De la même manière, lorsque la position qu'ils avaient adoptée à l'égard du colonialisme qu'ils soutenaient ouvertement était devenue insoutenable, du jour au lendemain ils devenaient soudainement de fervents anticolonistes, ce dont nous sommes censés nous souvenir uniquement pour que le clivage gauche/droite puisse continuer d'exister au profit de la classe qui détient le pouvoir.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ce sujet.

Par exemple comment doit-on caractériser ceux qui comptent profiter d'une escroquerie infâme? De recéleurs, d'escrocs, non ? Même sur le plan de la morale nous n'aurions plus rien à envier à nos ennemis avec lesquels nous rivaliserions, vous avouerez que c'est un sort si peu enviable qu'on préfère ne pas le partager.

Le pire encore, c'est que le PS assume ouvertement que le clivage gauche/droite n'existe pas, on parle ici des faits qui seuls nous intéresse et non des déclarations, ce sont les dirigeants du mouvement ouvrier et de ce qui reste de son avant-garde fossilisée qui y sont le plus accrochés. J'allais écrire que cela devrait faire réfléchir les militants, mais je ne suis pas certain qu'ils y tiennent vraiment, car cela les forcerait à revoir leur copie de fond en comble...

Un exemple d'actualité.

23 octobre 2016 – Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) décide de laisser la voie libre à Rajoy (conservateur, président du gouvernement sortant) pour former un nouveau gouvernement. Le Parti populaire de Rajoy, qui est arrivé en tête des deux dernier scrutins législatifs mais n'a pas réussi à former une coalition gouvernementale, assure l'intérim depuis décembre dernier. Le PSOE s'abstiendra lors du vote de confiance auquel Rajoy, a prévu de se soumettre la semaine prochaine au Parlement pour sortir de la crise gouvernementale.

A défaut de pouvoir être de gauche, le PS penche de plus en plus vers l'extrême droite.

- Comment la gauche s'est suicidée - Slate.fr

Slate.fr - (depuis 2002 et la défaite de Jospin) "... le centre de gravité s'est déplacé vers la droite et qui fait une part de plus en plus grande à l'extrême droite. Il faut ici incriminer moins la crise et ses conséquences (un chômage record) que le rejet de l'immigration (fer de lance de la progression de l'extrême droite) et, les attentats aidants, une demande d'autorité qui flirte dangereusement avec l'aspiration à un régime autoritaire.

LVOG - C'est autant la crise du capitalisme que l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui permet à l'idéologie de la classe dominante de gagner en influence dans la société ou de gangrener tous les cerveaux. En dehors du ou des partis qui ont résolument pour objectif le renversement du capitalisme et des institutions de la Ve République, tous les autres partis sont amenés à se droitiser, y compris ceux d'extrême gauche qui n'ont jamais rompu avec la social-démocratie dégénérée ou le stalinisme.

Les trois facteurs avancés ici par l'auteur de cet article sont liés ou ont la même origine, la crise du capitalisme débouchant sur une crise politique dont l'oligarchie et ses larbins instrumentalisent les conséquences qui leur sont imposées (chômage de

masse, précarité, pauvreté découlant des lois de fonctionnement du capitalisme, donc inhérents à sa nature, à ses fondements, les inégalités entre les classes) ou qu'ils ont créées de toutes pièces (immigration et attentats sur fond de guerres à usage politique mais surtout économique) dans le seul et unique but d'assurer la pérennité de leur système économique et de conserver le pouvoir politique.

Slate.fr - Au-delà de ces circonstances, ce qui rend inévitable et profond le divorce entre l'extrême gauche et la gauche de gouvernement est la place prise par le modèle Syriza. C'est-à-dire par une extrême gauche qui est parvenue à se substituer aux sociaux démocrates, lesquels paraissent avoir plongé dans les oubliettes de l'histoire. Et ce, malgré l'impopularité du gouvernement Tsipras: si les Grecs devaient voter aujourd'hui, la droite reviendrait en force.

LVOG - Rectifions, Syriza ne s'est pas substitué à la social-démocratie dégénérée, il a pris sa place et l'assume puisque leurs objectifs sont identiques. Syriza est un parti de droite comme le PASOK.

Slate.fr - La situation des socialistes français n'est guère séparable d'un contexte plus général, là aussi marqué par une crise profonde. Les travaillistes britanniques, hier modèles avec les sociaux démocrates allemands d'une gauche sachant réformer, sont ceux qui sont allés le plus loin dans la tentation suicidaire. Ils sont coupés en deux et semblent avoir pour ambition de garantir aux conservateurs un bail de longue durée…

LVOG - Quand ils ne font pas le lit de l'extrême droite, ils se contentent de faire celui de la droite officielle.

Slate.fr - Les socialistes espagnols, sous la pression de Podemos (autre modèle de l'extrême gauche française), se sont presque suicidés en tentant de bloquer le système, avant de se reprendre. En Italie, Matteo Renzi rencontre, à peu de choses près, au sein du parti démocrate la même «fronde» hostile que François Hollande au sein du PS. Les socialistes autrichiens se sont gravement compromis un temps avec l'extrême droite et les sociaux démocrates allemands ont du s'incliner durablement face à Angela Merkel.

LVOG - Entre le socialisme et le national-socialisme, les sections de la IIe Internationale ont toujours eu une préférence pour le second, y compris au Chili.

Slate.fr - Ainsi, partout ou presque, la social-démocratie peine à redéfinir et à incarner une alternative aux politiques classiquement libérales de la droite.

LVOG - Autrement avouer que si la social-démocratie ne peut "incarner une alternative aux politiques classiquement libérales de la droite", c'est parce qu'elle est de droite.

Slate.fr - Elle souffre plus que d'autres du mal qui atteint les classes moyennes; et qui est moins le niveau des inégalités que l'absence de perspectives claires en terme d'élévation des conditions de vie et de statut social offertes aux jeunes. slate.fr 24.10

LVOG - Les classes moyennes sont prêtes à vendre leurs âmes aux plus offrants, y compris à l'extrême droite du moment qu'on garantit le maintien de leurs statuts et privilèges. Il faudrait qu'elles soient menacées de prolétarisation et que la classe ouvrière soit massivement mobilisée sur des objectifs politiques claires pour qu'elle se range à ses côtés, et quand ces conditions ne sont pas réunies, elles répondent à la menace qui pèse sur ses intérêts en penchant de plus en plus à droite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Quand la survie du capitalisme nécessite de recourir à un Etat policier.

Bernard Cazeneuve dans une lettre aux policiers : «Vous êtes mobilisés sur tous les fronts à la fois : la menace terorriste, les conséquences de la crise migratoire, le maintien de l'ordre public, la lutte contre des formes de plus en plus violentes de la délinquance.» liberation.fr 21.10

- La menace terorriste est à mettre au compte du gouvernement français en tant que membre de la coalition militaire qui bombarde la Syrie et l'Irak. Sans parler qu'il instrumentalise le terrorisme ou commet des attentats qu'il attribue ensuite à des terroristes. La menace terorriste est le produit du double langage du gouvernement qui prétend combattre Daesh et Al-Nosra et leur livre des armes.

En déclarant que Bachar el-Assad n'aurait jamais dû exister et qu'Al-Nosra faisait du bon boulot (décembre 2012), c'est l'ex-

ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius qui a encouragé une frange de la jeunesse à rejoindre les rangs des barbares qui combattaient l'armée de la République arabe syrienne, qui en a fait des terroristes.

- Les conséquences de la crise migratoire sont à mettre au compte du gouvernement français en tant que membre de la coalition militaire qui bombarde la Syrie et l'Irak... Elle a été fomentée par l'OTAN donc Washington, pour contraindre la population à s'apitoyer sur le sort de ces migrants instrumentalisés par ceux qui ont déclenché ces guerres, de sorte qu'elle soutienne la politique du gouvernement alignée sur celle des Etats-Unis.

Les images de leur guerre sur les écrans de télévision ou d'ordinateur ne suffisaient pas. Il fallait y faire participer directement la population, de manière à ce qu'elle soit forcée de prendre position ou de s'engager au côté du gouvernement, qui pouvait compter pour mener à bien cette opération sur la collaboration active des humanistes et des internationalistes de pacotille, tout un réseau d'ONG subventionnées par les puissances occidentales relayant la propagande de guerre de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, ainsi que la quasi-totalité du mouvement ouvrier.

- Les formes de plus en plus violentes de la délinquance sont à mettre au compte de la politique néolibérale et antisociale mise en oeuvre par Hollande depuis 2012. Sans le chômage de masse, la précarité généralisée pour des couches entières de jeunes travailleurs, des salaires de misère, la délinquance n'aurait pas pris un tournant aussi violent, c'est donc l'Etat, le gouvernement et sa cohorte de complices assumés ou inavoués qui en portent la responsabilité et est coupable d'entraîner le peuple vers la guerre civile, qui épargnerait ceux qui détiennent le pouvoir et qui en seraient les seuls bénéficiaires, car sur sont passage elle broierait la plupart de ceux qui l'auraient attisée, qui n'hésiteraient pas à réclamer notre soutien, ce dont nous ne sommes pas certains de leur accorder cette fois-ci pour nous avoir trahis. Il faut bien tirer des leçons des expériences du passé et ne pas commettre les mêmes erreurs, par mansuétude, donc par faiblesse, car les principes de la guerre de classe qui nous animent ne peuvent supporter qu'on puisse nous abuser en toute connaissance de cause et volontairement pour soutenir le camp de notre ennemi.

- Quant au maintien de l’ordre public, c'est la définition de fonction par excellence de l'appareil répressif de l'Etat pour le compte de la classe dominante, les capitalistes que nous devons chasser du pouvoir. C'est sûrement au nom du "maintien de l’ordre public" que Hollande a affirmé que l'Islam et les musulmans étaient un problème en les rendant responsables du développement du djihadisme islamiste, ce qui nous renvoie au paragraphe précédent, en constituant une preuve qu'il pousse le peuple à s'engager dans la voie de la guerre civile.

Ils ont contribué à la formation d'un sous-prolétariat de masse pouvant sombrer dans le lumpenprolétariat, manipulable et facile à corrompre. Idéologiquement ils l'orientent vers la xénophobie, le racisme, la violence aveugle pouvant aller jusqu'à la cruauté la plus extrême, motivée par des objectifs et guidée par des aphorismes archaïques ou simplets destinés à des cerveaux maléables, déstabilisés, faciles à manipuler, à fanatiser. Là encore, les éructations hystériques de Hollande, Valls, etc. sur la Syrie ou la Russie lui montre la voie.

Chaque manifestation de violence aveugle correspond à un appel du gouvernement, une loi, une mesure, une injustice qui eux demeurent impunis, ce qui contribue à laisser croire qu'elle devrait aussi bénéficier de l'impunité.

En complément.

- Les agressions contre le corps enseignant se multiplient - LeFigaro.fr

En l'espace de cinq jours, six membres du corps enseignant ont été agressés, dont trois en banlieue parisienne. LeFigaro.fr

- Incidents chez les médecins : «les incivilités verbales sont loin d'être exceptionnelles» - LeFigaro.fr

Un nouveau rapport de l'Observatoire du Conseil national de l'Ordre des médecins pointe le nombre préoccupant d'agressions verbales et physiques dans les cabinets médicaux. De leur côté, les praticiens ne sont guère surpris. LeFigaro.fr

- Des Parisiens soutiennent les policiers qui manifestent - lefigaro.fr

La manifestation nocturne de policiers vendredi dans la capitale avait des airs de 11 janvier 2015, quand les Français avaient clamé leur attachement aux forces de l'ordre. lefigaro.fr 22.10

- Sondage : neuf Français sur dix soutiennent la protestation des policiers - lefigaro.fr Alors qu'une rencontre entre François Hollande et les représentants de policiers est prévue mercredi soir, un sondage Ifop publié ce mardi révèle que 91 % des Français estiment la grogne policière «justifiée». LeFigaro.fr 25.10

Une "opportunité formidable".

- Les légionnaires au Larzac, une "opportunité formidable", selon Le Drian - AFP

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a visité vendredi le camp du Larzac (Aveyron), où 1.300 légionnaires doivent s'installer à terme, évoquant une "opportunité formidable" pour le plateau, lieu d'une longue contestation antimilitariste dans les années 1970. AFP

Hollanderie à 4%.

C'est le "meilleur", le "mieux placé".

- Sondage: avec 4% de satisfaits, Hollande atteint un record d'impopularité - L'Express.fr

Selon un sondage du Cevipof mené auprès de 17 000 personnes pour Le Monde, le chef de l'Etat atteint un niveau d'impopularité inédit, jamais enregistré depuis la création de cette enquête. L'Express.fr

- Le Roux (PS): Hollande reste le meilleur pour rassembler - AFP

- Présidentielle : « Je ne vois aucun candidat de gauche qui soit mieux placé que François Hollande pour - rassembler » selon Sapin Public Sénat

Les médias conseillent Hollande

- Nos conseils à Hollande s'il souhaite renoncer à une candidature pour 2017 - 20minutes.fr

Une officine de la CIA aussi.

- Corruption : François Hollande reprend certaines des recommandations de l'ONG Transparency International - Public Sénat

Transparency International fait 10 recommandations aux candidats à la présidentielle pour lutter contre la corruption. François Hollande en a déjà repris lors de son discours sur les institutions. Public Sénat

Le terrorisme (d'Etat) n'a surtout pas une origine économique (sociale) ou politique.

- "Nous avons besoin du travail des chercheurs, des universitaires, des spécialistes pour analyser, appréhender ce phénomène dans sa globalité, et dans sa complexité. Il s'agit de comprendre les différents ressorts, sociologiques, psychologiques, psychiatriques, qui amènent à basculer dans le terrorisme" a déclaré le chef du gouvernement, en clôturant à la Villette, à Paris, les "Rencontres nationales État-Collectivités territoriales: tous les territoires mobilisés contre la radicalisation". AFP 24.10

Ce qu'il y a de bien avec Valls et ses semblables fanatiques, c'est qu'on sait à l'avance que tout traitement psychiatrique serait voué à l'échec pour les empêcher de nuire à la société...

Le pire, on est d'accord.

- François Hollande sur le livre de ses confidences: "Ce qui compte, c'est ce que j'ai fait" - Le Huffington Post

Valls le recours.

- Malek Boutih veut lancer une «vraie offensive antiracaille» et inciter Valls à se présenter en 2017 - 20minutes.fr

Le député PS de l'Essonne veut « isoler les voyous du reste de la population et de la jeunesse »… 20minutes.fr

- Primaire socialiste: Et si le meilleur pour remplacer Hollande était... Valls? - 20minutes.fr

Manuel Valls s'attire en revanche les faveurs de 54 % des sympathisants de gauche, qui estiment qu'il ferait un bon chef de l'Etat... 20minutes.fr

- Si François Hollande renonce, Manuel Valls est le mieux placé à gauche pour 2017 selon un sondage - Le Huffington Post

Pas d'engouement massif, mais un candidat qui tire son épingle du jeu. Dans un sondage Odoxa révélé par France info vendredi 21 octobre, plus de la moitié des interrogés estiment que le Premier ministre Manuel Valls ferait un bon président... Le Huffington Post

- «François, fais ton devoir, n'y va pas»: L'appel de parlementaires PS contre la candidature de Hollande - 20minutes.fr

« C'est l'honneur d'un président de la République de mettre fin au suspense qui paralyse et glace le système et d'annoncer qu'il renonce », est-il notamment écrit dans cet appel… 20minutes.fr

- Présidentielle: Pour Jean-Christophe Cambadélis, Valls est l'un des plus «présidentiables» du PS - 20minutes.fr

Si François Hollande ne se représente pas à la présidentielle, « il y a quatre ou cinq personnalités qui peuvent se présenter », selon le patron du Parti socialiste… 20minutes.fr

- Standard & Poor's relève la perspective de la note de la France, Valls exulte - La Tribune

Standard&Poor's relève la note de la France, Valls exulte. L'agence de notation américaine Standard&Poir' s'invite dans la campagne. Ce vendredi soir, elle a relevé la note de la République française à "stable" contre "négative" depuis qu'elle avait dégradé la dette de notre pays à AA.

"Nos réformes pour redresser notre économie, notre attractivité, sans rien sacrifier de notre modèle social, paient. Continuons !", a réagi le Premier ministre Manuel Valls, triomphant. La Tribune 21.10

- Pourquoi Manuel Valls n'ira pas à la présidentielle de 2017 - LePoint.fr

Il y a bien eu une tentation, mais elle a fait long feu. Manuel Valls a compris que l'élection présidentielle de 2017 était injouable pour lui. Il se range derrière le chef de l'État qui s'active, en coulisses, à préparer l'annonce de sa candidature en dépit d'un climat de défiance constatée chez les cadres du Parti socialiste. Même dans l'hypothèse - peu probable - où François Hollande renoncerait, Manuel Valls a compris que la partie était perdue d'avance. « Cette primaire, je ne suis pas certain de la gagner. Et de toute façon, Hollande me collerait Ségolène Royal dans les pattes », a-t-il confié à ses proches. LePoint.fr 24.10

Propulser Juppé président.

- Voici pourquoi, élu Modem, je vais voter Alain Juppé - Le Huffington Post

- «Mon électorat est populaire, ce sont des ploucs», aurait déclaré Nicolas Sarkozy - 20minutes.fr

Cette confidence, rapportée par « L'Obs », est évidemment démentie par l'entourage de l'ancien président… 20minutes.fr

- Jean d'Ormesson : «Juppé sera un Hollande de gauche» - LeFigaro.fr

Dans un entretien à la télévision suisse, l'écrivain et académicien pronostique la victoire d'Alain Juppé à la prochaine présidentielle mais estime qu'il «ne fera rien». LeFigaro.fr

Quand le nihilisme devient la religion d'Etat.

La rapporteure du Conseil d'Etat recommande de ne pas s'opposer aux crèches de Noël dans les mairies - LeMonde.fr

Pour Aurélie Bretonneau, le principe de neutralité « n'interdit pas d'installer des crèches sur le domaine public », sauf quand une « intention religieuse » préside à une telle manifestation. LeMonde.fr

Si une crèche ne manifeste pas une « intention religieuse », un homme en soutane ne professe aucune religion et la cupidité du banquier n'a aucune origine inavouable, de sorte qu'on n'a pas de questions à se poser sur leur légitimité, il suffit de le poser comme acquis et de s'y tenir pour déclarer toute autre interprétation illégitime.

Le principe de neutralité est un détournement de celui de laïcité dont nous ne sommes pas friand, mais qui là présente une certaine utilité en dévoilant les intentions du Conseil d'Etat.

Je pense que Marx aurait dit que la laïcité était un sous-produit des droits de l'homme qu'il a étrillés, tout comme la liberté d'expression.

Le jury du tribunal d'exception qui devrait trancher les différents entre les Etats et leurs citoyens avec les multinationales dans le TTIP est censé être neutre lui aussi.

En France, les institutions de la Ve République, l'Etat, sont neutres, c'est bien connu. Mais pourquoi diable ? Pour qu'on n'ait pas l'idée de les affronter, ce serait injuste, ils sont neutres ! Neutre dans le sens où ils ne produisent pas d'effets nuisibles, sans rire, car leurs intentions envers le peuple sont toujours généreuses ou bien attentionnées.

Le principe de neutralité répond à un besoin pratique, car dans bien des cas il n'existe pas d'échelle et de curseur entre l'injustice et la justice, le droit et le non-droit, ce qui est légitime et ne l'est pas, de sorte que ne pouvant invoquer ni l'injustice ni la justice sans s'exposer à être accusé d'un parti pris idéologique ou politique, ils utilisent ce principe pour camoufler leur forfaiture qui n'est rien d'autre qu'un abus de pouvoir en dictature.

Objectif atteint... mais qui ne change rien !

Ils ont toujours été à l'origine des guerres civiles, des génocides, des pogroms...

- L'accueil des migrants de Calais divise les Français - Franceinfo

Le démantèlement de la jungle de Calais provoque des réticences dans certaines communes, qui doivent accueillir des migrants. Exemple dans le Vaucluse, la Sarthe ou en Normandie. Franceinfo

- Accueil des migrants : la ville de Saint-Brévin-les-Pins divisée (Loire-Atlantique) près de Nantes. - Franceinfo

- Les Alpes-Maritimes votent une motion de soutien aux forces de l'ordre - AFP

Le conseil départemental des Alpes-Maritimes a voté vendredi une motion de soutien aux policiers qui expriment leur ras-le-bol à la suite d'une violente attaque au cocktail Molotov contre 4 policiers à Viry-Châtillon (Essonne) le 8 octobre. AFP

- Hauts-de-Seine : Colombes instaure un couvre-feu pour les mineurs de moins de 16 ans - LeMonde.fr

L'arrêté concerne les quartiers de la ville classés en zone de sécurité prioritaire (ZSP) et s'applique durant les soirs de week-end ou les vacances scolaires. LeMonde.fr

- De l'Yonne au Vaucluse, le FN poursuit sa mobilisation anti-migrants - Liberation.fr

Alors que débute ce lundi l'évacuation de la jungle de Calais, le parti d'extrême droite multiplie les rassemblements sur le terrain. Liberation.fr

- La justice valide le principe du démantèlement de la «Jungle» de Calais - LeFigaro.fr Le tribunal administratif de Lille a rejeté mardi la demande d'interdiction du démantèlement du camp de migrants de la «jungle», à Calais, formulée par onze associations en référé-liberté. Le démantèlement est «une question de jours», a affirmé Bernard Cazeneuve. LeFigaro.fr

- Un important campement rom évacué à Saint-Ouen - LeMonde.fr

Ce campement, évacué vendredi matin, comptait jusqu'à 600 habitants sur un terrain appartenant à la SNCF. LeMonde.fr

- L'arrivée de migrants divise le village de Troisgots dans la Manche - LeFigaro.fr

Après le démantèlement de la «jungle» de Calais, dix à quinze migrants pourraient venir s'installer provisoirement à la Chapelle-sur-Vire, un lieu-dit rattaché à ce village de 300 habitants. Une annonce qui suscite des remous au sein de la population locale. LeFigaro.fr

- Béziers : Robert Ménard fait adopter un référendum anti-migrants - LeFigaro.fr

Une centaine de manifestants ont protesté devant l'hôtel de ville, certains ont même été expulsés de la salle, avant le débat. Le préfet a annoncé qu'il ferait annuler le référendum en justice. LeFigaro.fr

- Béziers : une campagne publicitaire «pro-migrants» pour contrer Robert Ménard - LeFigaro.fr

Opposé à la communication «anti-migrants» de Robert Ménard, un jeune entrepreneur projette d'acheter des espaces publicitaires pour diffuser des affiches «humanistes» dans les rues de Béziers. LeFigaro.fr

En oligarchie, comment la propagande fonctionne au quotidien.

RDC. Ils ont décidé de se débarrasser de Kabila devenu trop encombrant.

- Crise politique en RDC : l'opposition appelle à une « journée villes mortes » - LeMonde.fr

La majeure partie de l'opposition a appelé à une nouvelle mobilisation, mercredi, pour pousser le président Joseph Kabila à partir à la fin de son mandat, le 19 décembre. LeMonde.fr

Turquie. Ils ont décidé de se débarrasser d'Erdogan.

- Une vie de paria : le témoignage de citoyens turcs, victimes des purges d'Erdogan - Franceinfo

Depuis la tentative de coup d'État, il y a trois mois, plus de 30 000 personnes ont été arrêtées et plus de 90 000 fonctionnaires mis à pied. Alice Serrano, envoyée spéciale de franceinfo en Turquie, a rencontré une partie de ces personnes mises au ban de la société. Franceinfo

Le Réseau Voltaire a révélé qu'Erdogan avait fait l'objet de trois tentatives d'assassinats commandités par les Etats-Unis...

Irak. La stratégie du Pentagone à l'honneur

- François Hollande : « Le défi de Mossoul est militaire, humanitaire et politique » - Public Sénat

Le président de la République s'est exprimé lors de la conférence consacrée à l'avenir politique de la ville irakienne, qui a eu lieu à Paris. Public Sénat

- Irak : avec les peshmergas sur le front de Mossoul - LeParisien.fr

Le jour se lève à peine sur la plaine de Mossoul et les combattants kurdes (peshmergas) arrivent par centaines sur un grand terrain vague qui domine le village de Naweran... LeParisien.fr

Quand l'Empire accuse, c'est qu'il a forcément des raisons inavouables de le faire.

- Syrie: trêve fragile à Alep, l'UE dénonce "les atrocités" russes et du régime d'Assad - AFP

La "pause humanitaire" décrétée par Moscou dans la ville syrienne d'Alep (nord) est entrée en vigueur, mais presqu'aucun habitant des quartiers rebelles n'avait emprunté les couloirs établis pour évacuer les civils et les rebelles. AFP

- Attaques chimiques en Syrie: La France réclame des «sanctions» contre des actes «inhumains» - 20minutes.fr

Le Quai d'Orsay a officiellement demandé des sanctions ce samedi après la publication d'un nouveau rapport de la mission d'enquête conjointe (JIM) de l'Organisation des Nations unies… 20minutes.fr

- Syrie: trêve prolongée à Alep, des experts de l'ONU accusent le régime d'attaque chimique - AFP

L'ONU, dont des experts accusent le régime syrien d'une nouvelle attaque chimique en 2015, a dû retarder l'évacuation de blessés des quartiers rebelles de la ville d'Alep (nord), les conditions de sécurité n'étant pas réunies malgré une trêve décrétée par Moscou. AFP

- La justice française saisie sur la disparition de deux Franco-Syriens à Damas - LeFigaro.fr

Ce pourrait être la première fois qu'un juge français enquête sur des crimes attribués au régime de Bachar el-Assad. LeFigaro.fr

- Yémen: les rebelles accusés de violer la trêve - AFP

La coalition militaire arabe intervenant au Yémen accuse les rebelles chiites Houthis de violer systématiquement la trêve de 72

heures entrée en vigueur sous pression internationale mercredi soir. AFP

Le 1% qui veut renverser le gouvernement vénézuélien, légitimement bien sûr.

- Le Venezuela suspend la collecte des signatures nécessaires pour un référendum anti-Maduro - LeMonde.fr

Des tribunaux locaux dans au moins cinq Etats fédérés ont annulé une première collecte de paraphes représentant 1 % de l'électorat, réalisée en juin. LeMonde.fr

- Des milliers de femmes défilent contre le président du Venezuela - LeMonde.fr

Après les étudiants, ce sont les « resteadas » qui dénoncent le gel de la collecte de signatures. Une séance extraordinaire de l'Assemblée nationale doit se tenir dimanche. LeMonde.fr

- Venezuela: l'opposition dénonce un "putsch" gouvernemental - AFP

L'opposition vénézuélienne, furieuse du gel du processus référendaire contre l'impopulaire président Nicolas Maduro, a appelé les Vénézuéliens à manifester dans tout le pays pour dénoncer le "coup d'Etat" perpétré, selon elle, par le gouvernement. AFP

- Venezuela : le Parlement vote pour destituer Maduro, qui dénonce un "putsch" - tempsreel.nouvelobs.com

La tension monte à Caracas... Le Parlement vénézuélien, contrôlé par l'opposition de centre droit, a voté ce mardi 25 octobre l'ouverture d'un procès en destitution contre le président socialiste Nicolas Maduro, accusé de "coup d'Etat", précipitant davantage ce pays pétrolier dans la crise.

Les députés ont adopté "l'ouverture d'une procédure contre Nicolas Maduro" afin d'examiner sa "responsabilité pénale, politique et les manquements au devoir de sa charge", selon la résolution.

Réplique immédiate du principal intéressé : le président socialiste a accusé l'opposition d'ourdir un "putsch parlementaire".

"En vertu des mes attributions en tant que président de la République bolivarienne du Venezuela [...] j'ai convoqué demain à 11 heures (17 heures en France) un conseil de défense national, afin que tous les pouvoirs publics puissent évaluer le putsch parlementaire de l'Assemblée nationale", a déclaré Nicolas Maduro devant plusieurs milliers de ses partisans à Caracas. tempsreel.nouvelobs.com 25.10

- Harcèlement et revanche. C'est bien un gouvernement pro-impérialisme américain et sioniste en place en Argentine.

- Attentat antisémite de 1994: Buenos Aires veut l'extradition d'un responsable iranien - AFP

Un juge argentin a réclamé jeudi à l'Irak, où il se trouve, l'extradition de l'ex-ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati, un des accusés d'un attentat antisémite en 1994 à Buenos Aires, indique le site internet du ministère de la Justice argentin. AFP

Copier/coller.

- Maison Blanche: Obama accuse Trump de saper la démocratie américaine - AFP

Le président américain Barack Obama a accusé jeudi Donald Trump de "saper" la démocratie américaine, alors que le candidat républicain souffle le chaud et le froid sur la façon dont il accueillera le verdict des urnes le 8 novembre. AFP

- Barack Obama accuse Donald Trump de saper la démocratie américaine - LeMonde.fr

L'influence du lobby sioniste est indissociable de celui du néolibéralisme.

Quand évoquer les « lobbies sionistes » ou "les super-financiers de Wall Street" est jugé antisémite

- NKM saisit la Haute Autorité de la primaire après des propos jugés antisémites de Poisson - 20minutes.fr

La polémique enfle après les propos de Jean-Frédéric Poisson sur les « lobbies sionistes » aux Etats-Unis. La candidate à la primaire de la droite Nathalie Kosciusko-Morizet a annoncé jeudi soir qu'elle saisirait ce vendredi la Haute Autorité de la primaire après des propos tenus par l'un de ses adversaires.

Dans un entretien à Nice-Matin, Poisson a affirmé que « la proximité de (la candidate à la présidence américaine Hillary) Clinton avec les super-financiers de Wall Street et sa soumission aux lobbies sionistes sont dangereuses pour l'Europe et la France ».

Cette déclaration a également été condamnée par Bruno Le Maire, qui participait jeudi soir à l'Emission Politique sur France 2. « Il y a dans notre pays des actes antisémites qui vont jusqu'à l'assassinat et je ne comprends pas qu'on puisse tenir de tels propos. Je le condamne et ce sera aux électeurs de juger », a-t-il dit.

Dans la journée le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) avait demandé à « la Haute Autorité de la primaire de la droite et du centre une condamnation ferme des propos » de Poisson. Avec cette déclaration, le candidat « se place en dehors du cadre de la primaire et s'installe aux côtés d'un Alain Soral ou d'un Dieudonné, dont il épouse les thèses », selon son président Francis Kalifat. 20minutes.fr 20.10

Confirmation. Le FN est pro-sioniste puisque l'heure est à l'islamophobie.

- "Lobbies sionistes": Philippot (FN) "ne partage rien avec M. Poisson" - AFP

Florian Philippot, l'un des vice-présidents du Front national, a assuré samedi "ne rien partager" avec le candidat à la primaire de la droite Jean-Frédéric Poisson, qui a évoqué des "lobbies sionistes" aux Etats-Unis. AFP 22.10

On comprend pourquoi M. Poisson vient de déclarer qu'il votera Le Pen au second tour de la présidentielle en 2017

- « Lobbies sionistes » : Poisson « demande pardon » à la communauté juive de France - 20minutes.fr

Après la tempête déclenchée par ses propos sur les « lobbies sionistes », Jean-Frédéric Poisson a demandé « pardon » à la communauté juive de France, ce lundi lors d'une interview sur France Info.

« Je vois bien que les propos que j'ai prononcés ont provoqué de l'inquiétude et de la peur chez beaucoup de personnes membres de la communauté juive en France, j'en suis désolé, je leur demande pardon », a déclaré le président du Parti chrétien-démocrate (PCD), candidat à la primaire de la droite. 20minutes.fr 24.10

SOCIAL

La pauvrophobie, c'est chic !

- Le futur centre d'accueil pour SDF dans le 16e arrondissement parisien incendié - LeMonde.fr

Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour « dégradation volontaire par incendie ». Ce centre a suscité de nombreuses oppositions de la part de riverains et du maire de l'arrondissement, Claude Goasguen. LeMonde.fr

- Qu'est-ce que la «pauvrophobie»? - LeFigaro.fr

Le néologisme admis par l'association ATD Quart Monde pour désigner les discriminations pour précarité sociale doit permettre de donner un sens à des actes souvent dissimulés. Avant de rentrer dans le dictionnaire ? LeFigaro.fr

Chômage. Masturbation statistique ou quand il n'y a pas de mal à se faire "du bien".

- Une baisse qui fait du bien - LeParisien.fr

- La baisse historique du chômage en septembre rassure le gouvernement - LeMonde.fr

- Pôle emploi: le chômage connaît sa plus forte baisse mensuelle depuis 1996 - Public Sénat

En pourcentage (-1,9%), il s'agit de la plus forte baisse depuis novembre 2000.

...mais...

...la baisse est légèrement inférieure en comptant l'Outre-mer (-1,8%)...

...mais encore...

Les statistiques baissent aussi, mais nettement moins, si on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité (-0,7%), à 5,48 millions en métropole, 5,78 millions en France entière. Public Sénat 25.10

Haro sur le social !

- La France, championne du monde des dépenses sociales -LePoint.fr

Selon les données de l'OCDE, notre pays dépasse désormais les pays scandinaves, pourtant réputés pour leur grande générosité dans ce domaine. LePoint.fr 21.10

... mais...

Mais si les chiffres français paraissent impressionnants, ils restent à relativiser. En France et en Finlande, les dépenses sociales publiques représentent la quasi totalité des dépenses sociales nettes (public + privé). Les citoyens n'ont donc théoriquement plus rien à débourser de leur poche.

Ce qui est loin d'être le cas dans d'autres pays, comme au Royaume-Uni, au Canada et surtout aux Etats-Unis, qui talonnent la France si l'on cumule les dépenses sociales publiques et privées, avec 28,8% du PIB, contre 19,3% pour les seules dépenses publiques. Et qui dit dépenses privées, dit inévitablement cotisations supplémentaires en amont, pour les pensions notamment. Pas forcément moins coûteux, au final, et pour un ratio de dépenses quasiment similaire. latribune.fr 21.10

Un référendum sur mesure.

- Économie : les référendums dans l'entreprise se précisent. - Franceinfo

Le gouvernement a envoyé aux syndicats le projet de décret. Concrètement, il peut permettre à un syndicat minoritaire, en opposition avec un syndicat majoritaire sur une proposition d'accord de la direction, de demander un référendum. Seule condition : représenter au moins 30% des salariés.

Le vote serait organisé par le syndicat minoritaire qui l'a réclamé et par la direction. Ensemble, ils définiront la date, la question posée et les votants. Les syndicats qui refusent l'accord seront alors exclus de l'organisation du référendum. Franceinfo 24.10

En oligarchie, pour le PS l'exception sociale devient la règle.

- "Oui" aux 12 dimanches à Paris pour les emplois et l'économie. - Le Huffington Post

Le débat sur le travail le dimanche réapparaît au Conseil de Paris. En effet, notre Assemblée va devoir décider des autorisations exceptionnelles d'ouverture dominicale pour les commerces parisiens en 2017. Le Huffington Post

Quand les parrains du terrorisme vous rackettent.

- Fonds d'indemnisation des victimes du terrorisme : la taxe sur les assurances va être relevée - LeMonde.fr

Afin d'accroître sa capacité de financement, la taxe sur les contrats d'assurance va passer de 4,30 à 5,90 euros. LeMonde.fr

Le capitalisme synonyme de "ravages".

- Japon: le surmenage au travail continue de faire des ravages -

Il n'est pas rare au Japon que les salariés cumulent jusqu'à 100h supplémentaires par mois. Les suicides de personnes en "burn out" sont fréquents. L'Express.fr

- Les pays chasseurs de baleines torpillent une proposition de sanctuaire - siècle. AFP

ECONOMIE

Richophilie

- Kering porté par les brillantes performances de Gucci et YSL - Reuters

Concentration du capital... et du pouvoir politique.

- USA: AT&T et Time Warner proches d'une méga-fusion - AFP

Le géant américain des télécoms AT&T, en pleine offensive dans la vidéo, est en discussion avancée pour racheter Time Warner, propriétaire des chaînes de télévision CNN et HBO, a indiqué vendredi à l'AFP une source bancaire proche du dossier.

L'annonce de cette méga-fusion, qui pourrait dépasser 90 milliards de dollars, devrait intervenir d'ici lundi, a ajouté cette source, sous couvert d'anonymat.

Un mariage AT&T-Time Warner devrait être examiné de près par les autorités de la concurrence car la nouvelle entité pèserait à elle seule plus de 300 milliards de dollars en Bourse, avec des activités allant du téléphone aux médias en passant par le câble et l'internet. AFP

La transaction se ferait en cash et en échanges d'actions, selon la source. Et il n'est pas exclu que d'autres acquéreurs se manifestent, notamment le géant informatique Apple regarderait de près l'évolution du dossier, d'après le Wall Street Journal.

Ce rapprochement complèterait le recentrage stratégique vers la vidéo impulsé ces dernières années par AT&T.

L'une des opérations les plus "transformatrices" pour l'opérateur de télécoms avait été l'achat à près de 50 milliards de dollars (sans la dette) de DirecTV, bouclé l'été dernier, qui a fait du groupe l'un des plus gros acteurs sur le marché américain de la diffusion télévisée payante.

Avec Time Warner, propriétaire des studios Warner Bros ainsi que des chaînes de télévision HBO et CNN, AT&T mettrait cette fois la main sur un important catalogue de contenus recherchés dans le sport, le cinéma et les séries télévisées.

Plusieurs analystes prévenaient toutefois qu'un tel mariage risquait de se heurter à des objections des régulateurs américains. AFP

INTERNATIONAL

UE. Le désarroi.

- Le rejet wallon du traité commercial CETA avec le Canada plonge l'UE dans le désarroi - LeMonde.fr

Le gouvernement de la région belge a maintenu son opposition au projet d'accord de libre-échange, et bloque ainsi sa ratification. LeMonde.fr

Pour l'ONU, le modèle de la femme est une pute ou une pin-up siliconnée... made in USA, mais cela on s'en serait douté.

- Wonder Woman ambassadrice de l'ONU : une mauvaise blague ? - lepoint.fr

L'ONU a tranché : Wonder Woman mettra bien ses super-pouvoirs au service d'une campagne d'un an sur l'émancipation des femmes et des filles.

La super-héroïne (et son seyant maillot aux couleurs de l'Oncle Sam) a été désignée vendredi ambassadrice honoraire des

Nations unies, en présence de l'actrice Lynda Carter, qui l'a incarnée à la télévision, et de la présidente de DC Entertainment Diane Nelson, qui détient les droits du personnage.

Le lancement de cette campagne coïncide avec le 75e anniversaire de la première apparition de Wonder Woman dans un « comic book », pendant la Seconde Guerre mondiale, et avec un film produit par Warner Bros qui doit sortir l'été prochain. Derrière la mission de Wonder Woman en faveur des femmes, c'est donc aussi une opération de com inespérée pour Hollywood !

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, initialement annoncé, était absent. Son adjointe à la communication Cristina Gallach a salué « l'engagement de Wonder Woman en faveur de la justice, la paix et l'égalité ».

Sur un site internet créé par des protestataires, on pouvait lire que Wonder Woman est « l'incarnation de la pin-up : une femme blanche à la poitrine opulente et aux mensurations improbables », vêtue d'un kitchissime costume moulant aux couleurs du drapeau américain. Les commentaires postés sont cinglants : « mauvaise plaisanterie », « insulte faite aux femmes », ou encore « il vaudrait mieux nommer plus de femmes à des postes de direction à l'ONU ».

Mais Cristina Gallach, a balayé ses réserves : plus que son apparence, « ce sont les valeurs incarnées par Wonder Woman » qui comptent. lepoint.fr 22.10

Commentaire d'un internaute

- "Wonder Woman ne peut être que le symbôle de la toute puissance des États-Unis, elle ne représente aucun idéal autre."

Afrique. Au temps des colonies

- Agadez, nouvelle tête de pont pour l'armée américaine en Afrique - lemonde.fr

La ville nigérienne située en plein Sahel a été choisie par l'armée américaine pour accueillir une nouvelle base de drones.

La construction de cette base est l'investissement le plus important actuellement réalisé par le Pentagone sur le sol africain : son coût est estimé à environ 100 millions de dollars, selon The Intercept.

La base d'Agadez, précise The Intercept, sera ainsi dotée d'une piste d'atterrissage d'une longueur de plus de 1 800 mètres, capable d'accueillir des avions-cargos C-17.

En édifiant la base d'Agadez, qui devrait être opérationnelle en 2017, les Etats-Unis se montrent fidèles à leur approche en Afrique : hormis une base permanente à Djibouti, d'où décollent les drones qui frappent en Somalie et au Yémen, pas d'engagement massif, mais de petits détachements de forces spéciales à des endroits très spécifiques (Ouganda, République centrafricaine et sans doute Libye), des instructeurs dans le Sahel et des moyens de surveillance sophistiqués permettant de renseigner leurs alliés et de cibler eux-mêmes les chefs terroristes. lemonde.fr 25.10

Haut de page

Le 29 octobre 2016

CAUSERIE

Ma compagne Selvi est absente, j'en profite pour actualiser le site. En fait, j'ai besoin d'être seul pour penser...

On ajoutera plus tard 4 ou 5 articles d'actualité.

Les causeries de septembre sont disponibles au format pdf, 36 pages seulement.

Toujours politiquement incorrect.

1- Il est minuit dans le siècle.

Il n'existe plus de limite à l'imposture, au cynisme et à la barbarie.

Effrayant ? Assurément pour qui est incapable de faire preuve d'indépendance dans ses analyses ou son interprétation de la situation. C'est là que l'on mesure à quel degré se situe sur les cerveaux l'influence de l'idéologie ou de la propagande de la classe dominante.

Si vous avez marché dans leur combine ou si vous avez soutenu une de leurs opérations ou positions dans un passé récent, un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, il est normal que vous vous sentiez mal, ne cherchez pas ailleurs.

2- Je pense donc je suis. J'ai été injuste de me moquer de Descartes qui fut un de mes maîtres & philosophie au milieu des années 70. En fait je tournai plutôt en dérision ceux qui estimaient que chaque homme pense et qu'il suffisait de penser - de préférence comme eux, pour améliorer le sort des hommes, en réalité les choses sont un peu plus compliquées que cela.

3- Il faut inverser cette formule car c'est le seul moyen de s'en débarrasser ou de conquérir notre émancipation du capital : Le capitalisme pour les travailleurs, le socialisme pour les capitalistes.

4- Pourquoi le développement économique est-il à la base du progrès social ? Pardi, parce qu'il engendre la lutte des classes ou le marxisme pour les nuls.

Le développement économique correspond à des besoins que partagent tous les hommes.

Or, sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de la division de la société en classes, seule une minorité détenant les moyens de production (des richesses) peut satisfaire ces besoins, du coup il s'en suit une lutte entre les classes pour que chacun de leurs membres puissent satisfaires ses besoins.

Or, cela s'avère impossible puisque la classe qui possède les moyens de production s'accapare l'essentiel des richesses produites pour pouvoir continuer de satisfaire ses besoins qui au fil du temps ne cessent de croître, et comme il est impensable d'envisager que chaque homme puisse disposer de moyens de production, le seul moyen à sa disposition pour parvenir à satisfaire ses besoins réside dans la mise en commun de ces moyens de production qui deviennent la propriété de la collectivité toute entière.

Voilà pourquoi nous ne devons pas lutter pour le partage des richesses, mais pour la socialisation ou la collectivisation des moyens de production, pour exproprier les capitalistes, sans leur verser un centime cela va de soi.

Les moyens de production doivent être transférés à l'Etat que les travailleurs ont créé pour les gérer eux-mêmes, ils deviennent ainsi la propriété collective de l'ensemble des travailleurs. Autrement dit chaque travailleur en devient propriétaire, mais aucun ne peut les accaparer ou en revendiquer la propriété à titre personnel, du fait qu'il ne possède légalement aucun titre de propriété qu'il pourrait faire valoir à cet effet, il en est davantage le gestionnaire afin de satisfaire les besoins de l'ensemble du peuple. Qui plus est, son travail cesse d'être aliéné, puisque l'intégralité du produit de sa force de travail lui revient...

On aura compris que tous ceux qui mettent en avant le mot d'ordre du partage des richesses n'entendent pas remettre en cause le système d'exploitation, ils réclament juste du capitalisme qu'il leur réserve une plus grande partie du gâteau pour eux et leurs semblables.

On aura compris également que le capitalisme repose sur la négation du droit à la propriété qu'il se réserve exclusivement. Concentrons-nous sur cette notion de droit.

Immédiatement, on a envie de dire de quel droit le capitalisme peut-il revendiquer un tel privilège, qu'il ne peut justifier autrement qu'en l'estimant arbitrairement légitime, donc en bafouant toute notion de justice ou d'égalité, ce qui effectivement constituent les fondements du capitalisme.

C'est la raison pour laquelle ceux qui se réclament du capitalisme d'une manière ou d'une autre, qui s'en accommodent ou n'entendent pas l'abolir, et qui par ailleurs prétendent lutter contre les injustices et les inégalités, sont des charlatans ou des opportunistes, de vulgaires agents du capitalisme.

Maintenant si l'existence du capitalisme repose sur le droit que les exploiteurs s'octroient et qu'ils refusent aux exploités et aux opprimés, il va s'en dire qu'en permanence et quels que soient les droits revendiqués par les travailleurs, les capitalistes considèreront de la même manière qu'ils sont illégitimes, ce qui est logique puisqu'ils possèdent l'exclusivité du droit de propriété, ils ne voient pas pourquoi il ne devrait pas s'étendre à celui du droit tout court, autrement dit ils revendiquent tout le pouvoir ou ne peuvent pas concevoir le partager avec leur ennemi de classe.

Les droits que s'accordent ou revendiquent les capitalistes, qu'ils estiment légitimes constituent un privilège exhorbitant, et pour les imposer ou le justifier ils doivent piétiner les notions universelles les plus élémentaires du droit ou de la démocratie, que

les exploités doivent défendre ou conquérir uniquement par leur lutte de classe, et non en s'en remettant aux institutions que les capitalistes ont créées pour justement légitimer leur dictature.

On aura compris que tous ceux qui s'en remettent aux parlements nationaux, à l'UE, à l'ONU ou à toute autre institution du capital ne peuvent pas représenter les droits des travailleurs.

Si la négation du droit des exploités est à l'origine du capitalisme, son expression achevée réside dans le fascisme, auquel les capitalistes recourent quand ils ne parviennent plus à imposer leur politique antisociale par des moyens démagogiques ou à imposer leur conception du droit qui prend alors ouvertement une tournure dictatoriale. Vous remarquerez au passage qu'on a soigneusement évité d'accorder au régime une quelconque prétention démocratique, comme quoi il est facile et possible de se passer de ce genre de référence, qui a pour seul mérite de ménager le régime en place.

Les travailleurs (et bien des militants) n'ont pas conscience que leurs droits sont parfaitement légitimes, ils n'ont même pas cette notion élémentaire à l'esprit. L'intérêt qu'ils en prennent conscience est déterminant, puisque cela influencera directement l'orientation de leur lutte de classe ou déterminera sur quel plan ils mèneront leur combat politique, et en manifestant ainsi leur indépendance de classe ils pourront entrevoir qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme ou qu'il existe une alternative au capitalisme, le socialisme.

Entre nous, il paraît évident que les militants qui ne parviennent pas à concevoir qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme, manifestent leur incapacité à se situer sur un terrain de classe indépendant, en somme ceci explique cela.

5- En réfléchissant bien, la question de l'Union européenne était secondaire, pour ne pas dire sans intérêt. Pourquoi ? C'est simple, ce n'est qu'un instrument ayant pour fonction de faciliter l'adoption ou d'accélérer l'adoption par les Etats d'une législation concoctée par les multinationales ou les idéologues néolibéraux devant remplacée les législations nationales, afin d'uniformiser les législations des différents pays de l'UE et graver dans le marbre les rapports qu'ils entretiennent avec le reste du monde conformément à la politique de l'impérialisme américain.

Une fois cette législation adoptée par les Etats, les directives de la Commission européenne, et les traités signés avec l'UE, l'UE peut exploser ou disparaître, cette législation et ces traités qui régissent les rapports avec les multinationales ou entre les différents Etats continueront d'exister et de s'appliquer.

Les Américains ont créé l'Union européenne en vue d'imposer le néolibéralisme à tous les peuples qui la composent. Ils ont saisi l'opportunité de l'annonce de l'implosion de l'URSS dès le début des années 90, pour franchir une nouvelle étape sur la voie qui doit conduire à l'instauration d'une gouvernance mondiale ou d'un nouvel ordre mondial sous les auspices de l'oligarchie anglo-saxonne conformément à leur stratégie.

Stratégie qui a été fondée sur le constat qu'ils ne pourraient plus recourir aux expédients du passé pour temporairement répondre à la crise du capitalisme qui était vouée à prendre une dimension aux conséquences incontrôlables. Pourquoi ? Parce que du fait du formidable développement démographique exponentiel au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les deux pôles qui constituaient les facteurs antagonistes entre les classes n'avaient cessé de se renforcer et de s'éloigner l'un de l'autre et devenaient des facteurs de dislocation de leur système économique, car cette distorsion et cette tension croissante devait alimenter la lutte des classes qu'il s'agissait justement de neutraliser.

Les contradictions exacerbées du capitalisme leur imposaient de concentrer toujours plus de richesses à un pôle représentant moins d'1% de la population mondiale, tandis qu'ils seraient dans l'impossibilité de satisfaire les besoins des 99% restants qui n'allaient cessé de croître en nombre et en volume au fil du temps, (de 3 milliards environ dans les années 40, la population mondiale dépasse dorénavant les 7,40 milliards d'habitants) rendant de plus en plus périlleux la préservation de cet équilibre entre les classes, d'autant plus que les classes exploitées étaient plus éduquées que par le passé, donc étaient davantage susceptibles de prendre conscience de leur condition pour tenter d'en changer ou de renouer avec le socialisme. Ils savent donc que leur système économique est condamné à terme et que le temps joue contre eux, car l'évolution de tous les facteurs leur sont défavorables. C'est à cela que devraient se raccrocher les militants pour conserver le moral.

Ils ont réussi à corrompre tous les partis institutionnels, ils sont parvenus à prendre le contrôle de l'ensemble des institutions nationales de chaque pays de l'UE, à des degrés divers, qu'ils s'agissent des parlements, de la magistrature, des médias, des ONG, du mouvement ouvrier et des syndicats, absolument partout leur emprise ou leur influence a progressé, soit qu'ils aient des agents dans la place, soit qu'ils aient des éléments zélés qui leur soient acquis idéologiquement, au point que l'UE est devenue pratiquement inutile pour que soit appliquée leur politique.

Et qui plus est, du fait du développement économique inégal entre les pays de l'UE et de leur histoire respective, l'UE n'a jamais été foutue de constituer une unité politique durable, même si les Américains n'ont jamais envisagé qu'elle devienne une puissance politique ou militaire capable de rivaliser avec la leur. Bref, ils ont démontré ces dernières années qu'ils pouvaient s'en passer du moment qu'ils avaient le soutien de la Grande-Bretagne, de la France, des Pays-Bas, de l'Italie et de l'Espagne, accessoirement de l'Allemagne, des pays baltes ou scandinaves, car en fait ce n'est pas l'UE qui décide la

politique étrangère de ses 27 pays ou qui dispose du pouvoir militaire en Europe, mais l'OTAN sous direction américaine.

Axer sa ligne politique contre l'UE fut une colossale erreur politique.

L'adoption du TTIP, qualifiée d'OTAN économique par H. Clinton, va parachever ce processus d'intégration économique et sociale de l'Europe dans cette gouvernance mondiale néolibérale présidée par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, de sorte que le rôle de l'UE ne consistera plus qu'à mettre à jour les directives déjà adoptées.

Sur le plan politique, il se peut qu'elle soit mise à contribution pour légitimer le recours à l'OTAN pour ramener l'ordre dans les pays en proie à une explosion sociale, à moins qu'elle justifie une guerre contre la Russie qui demeure improbable à l'heure actuelle sans qu'on puisse l'écarter définitivement.

Les masques tombent. Opposition droite/gauche : une mystification criminelle qui n'a que trop duré.

- Pour les Palestiniens sous occupation israélienne il n'y a jamais eu aucune différence de traitement entre partis de « gauche » et d'extrême droite ». Ce qu'on appelle chez nous « gauche » israélienne n'a jamais exercé une politique moins brutale que celle pratiquée par la « droite » la plus dure. Les gouvernements successifs ont habilement su gagner du temps et endormir l'opinion internationale, en avançant tactiquement; en allant toujours plus loin dans la brutalité et le refus de céder quoi que ce soit aux Palestiniens. Aidés en cette tâche par le lobby pro israélien dans le monde, mais également par la narration biaisée répandue par des propagandistes israéliens soit disant de « gauche ». Arrêt sur Info

Cherchez l'erreur.

Donc si on comprend bien, à l'arrivée la pseudo-gauche a contribué à consolider le pouvoir de la droite officielle (et de l'extrême droite) et favoriser la propagation de son idéologie infâme au sein de la population...

C'est étonnant, parce que tous les dirigeants du mouvement ouvrier sans exception avaient affirmé ou prédit au contraire que cela produirait le résultat inverse, y compris en France. Inutile d'attendre leurs explications, ils passeraient leur temps à se contredire et ne feraient qu'aggraver leur cas.

Vous comprenez peut-être un peu mieux pourquoi on en est rendu là. Si non, vous n'acceptez pas cette explication. Pourquoi, parce que vous vous en sentez responsables ? Il n'y a franchement pas lieu je vous assure.

Les militants ne doivent pas culpabiliser, cela ne ferait que freiner leur engagement politique. Maintenant vous savez à quoi vous en tenir, vous n'accorderez plus votre confiance à des dirigeants sur leurs bonnes mines ou leurs bagouts, si vous gardez cela à l'esprit et que vous ne vous leurrez pas vous-mêmes, vous n'avez pas à craindre d'être manipulés une fois de plus.

PS. Une fonction sur mesure pour monsieur SOS sionisme.

- CETA : Harlem Désir se « réjouit de l'accord intervenu en Belgique » - Public Sénat

Interrogé dans l'émission Sénat 360, Harlem Désir, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, se « réjouit de l'accord qui est intervenu en Belgique ». Accord qui permettrait une sortie de crise dans le dossier du CETA. Public Sénat 27.10

- Le député "anri-racaille" Melek Boutit confesse avoir été formé par le lobby sioniste. - Panamza

Panamza - Jeudi 20 octobre, interrogé sur RTL à propos des policiers agressés à Viry-Châtillon, le député PS Malek Boutih a prôné une "offensive anti-racaille dans les banlieues".

Rappel : Malek Boutih -qui aime poser torse nu (à gauche de l'image, portrait paru dans Libération en 2003; à droite, autoportrait de 2013 en soutien aux Femen)- pratique régulièrement l'amalgame "antisionisme=antisémitisme".

Serviteur zélé du clan Valls, ex-président de SOS Racisme et ancien disciple du sioniste radical Julien Dray, Malek Boutih avait saisi l'opportunité des attentats du 13 novembre pour fustiger -trois jours seulement plus tard, sur France Inter, au micro de Patrick Cohen- le port du voile.

Le 19 mai, l'association "Les Amis du Crif" avait chaleureusement reçu le député Malek Boutih pour une longue "conférence".

Le 1er novembre 2015, Malek Boutih était également l'invité de la 6ème convention nationale du Crif (organisée par l'islamophobe Roger Cukierman) au cours de laquelle il avait rendu hommage -entre autres- à l'Union des étudiants juifs de

France, organisation qui avait soutenu Israël durant les bombardements de Gaza, pour avoir contribué à le former. panamza 20.10

En consultant ce portail, j'ai découvert que ce qui vaut pour cette ordure concernait également la plupart des animateurs télé ou radio, les journalistes de la presse écrite, les experts et autres spécialistes auxquels ils donnent la parole, liés à l'extrême droite sioniste et porte-parole de l'OTAN, du néolibéralisme...

Splendeur et décadence ou quand leur régime accouche un monstre.

- Changement d'identité sexuelle: les conséquences folles de la nouvelle loi - lefigaro.fr

Le texte facilite le changement d'identité sexuelle sur les papiers d'identité: il n'est désormais plus nécessaire de passer par la stérilisation ou l'opération lourde. Ce qui pourrait mener à des situations ubuesques, où une femme, devenue homme pour l'administration, pourrait néanmoins accoucher...

Un homme enceint? Cet incroyable scénario pourrait se produire en France. Avec la nouvelle procédure de changement de sexe à l'état civil pour les personnes trans, sans obligation de stérilisation, une personne née femme mais reconnue comme un homme par l'administration pourrait accoucher. L'enfant aurait alors deux pères dont l'un lui aurait donné le jour. lefigaro.fr 27.10

Selon l'auteur de cet article, cela devrait concerner environ 30 personnes en France, pays de 66 millions d'habitants. Le sujet en soi ne nous intéresse absolument pas. En revanche ce qui doit questionner, c'est pourquoi l'Etat, le chef de l'Etat, le gouvernement, le parlement, bref, pourquoi le législateur a-t-il répondu positivement à une requête ou à un besoin qui ne concerne que 30 personnes, soit une infime minorité de la population, alors qu'il témoigne du mépris ou répond négativement aux besoins exprimés par des millions de citoyens ou pire légifère contre leurs intérêts.

Ils s'emploient à mettre en scène et manipuler des questions relatives à la nature biologique de chaque personne (ou citoyen si vous préférez), sachant qu'il n'existe pas au monde deux être humains biologiquement (et socialement) identiques, de sorte qu'à partir de ce constat il leur sera possible de les opposer entre eux en favorisant un des aspects qui permet de les distinguer les uns des autres, dans l'espoir que cela entraînera une réaction quasi épidermique de la part de ceux qui ne leur ressemblent pas, en la suscitant si besoin était.

Pour bien comprendre ce que recouvre leur intérêt névrotique ou obsessionnel pour toutes les questions se rapportant au sexe, il ne faut pas oublier qu'il s'inscrit dans une société où ils ont favorisé la diffusion de la pornographie et l'expansion de la prostitution, donc ils ne peuvent pas faire prévaloir que leur démarche correspondrait à un besoin morale puisqu'ils en sont dépourvus. Elle correspond donc à un objectif politique. Or c'est ce qu'on a le plus de mal à identifier dans ce genre d'opérations.

Toutes ces campagnes sont bien plus que de simples opérations de diversion. Elles contribuent à l'atomisation de la population, elles visent à la dislocation des bases sur lesquelles la civilisation humaine s'est développée et qui furent le corollaire du progrès social, les rapports entre les sexes et l'organisation sociale de la société ayant évolué au rythme du développement des forces productives et des modes de production qui se sont succédés, c'est l'ensemble de ces rapports qu'il leur faut détuire systématiquement conjointement à la régression sociale qui est censée l'accompagnée, les deux questions ou objectifs étant intimement liés. A ce stade on est fondé à se demander quelle modèle de société ils envisagent de nous imposer à la place de celle que nous connaissons aujourd'hui, qui présentait bien des lacunes pour ne pas dire davantage.

Ils s'inspirent de la monarchie absolue, où chaque personne serait un sujet ou un serf dépourvu de tout droit, où tous les rapports seraient régis par un règlement auquel chacun serait sommé de se soumettre sous peine d'excommunication, puisque chaque sujet serait anonyme, sans identité propre, un numéro, un vulgaire matricule qu'il suffirait d'effacer d'un fichier pour qu'il disparaisse dans l'indifférence générale. A suivre.

INFOS EN BREF

Pourquoi nous avons eu raison de ne pas relayer cette info.

- Traité de libre-échange : un accord trouvé in extremis - Franceinfo

La Belgique a finalement trouvé un accord sur le CETA, le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Franceinfo 27.10

En famille. Il était de gauche, peut-être que vous aussi !

- Pas de "ni-ni" pour Sarkozy à la présidentielle: il choisirait Hollande contre Le Pen - AFP

Répondant à Hollande qui venait d'affirmer qu'il choisirait Sarkozy, c'est touchant !

Ni ni : Boycott des institutions de la Ve République !

- Sondage 2017 : les Français ne veulent ni de Hollande, ni de Sarkozy - L'Opinion

Selon un sondage BVA pour Orange, plus de deux sondés sur trois (69%) déclarent ne souhaiter ni la candidature de Nicolas Sarkozy, ni celle de François Hollande en 2017. L'Opinion 27.10

Votre avenir est assuré ! Et ne dites pas que ce n'est pas mérité, car il fallait oser.

- Hélène Geoffroy dit à Hollande "d'y aller" - Franceinfo

Secrétaire d'État chargée de la Ville, Hélène Geoffroy est l'invitée de Jeff Wittenberg sur le plateau des 4 Vérités de France 2 ce jeudi 27 octobre. Franceinfo

Qui n'ose rien, n'a rien à attendre !

Ils sont en train d'implanter les ferments de la guerre civile qu'ils se sont employés à développer en Syrie.

- Paris : les riverains de Stalingrad «à bout de nerfs» face aux campements de migrants - lefigaro.fr

Plus de 2000 migrants campent dans les environs de la Gare du Nord à Paris. Des voix s'élèvent chez les riverains qui ne supportent plus les nuisances, et craignent que la situation s'aggrave avec la fermeture de la jungle de Calais.

Les langues se délient parmi les riverains du XIXème arrondissement de Paris, confrontés depuis plusieurs mois à l'arrivée massive de migrants dans leur arrondissement. Pour Marie, qui habite à côté du métro Stalingrad, «c'est devenu tout simplement insupportable.» Un mois après l'évacuation de près de 2500 migrants installés entre les stations de métro Jaurès et Stalingrad, la situation est revenue à l'identique: plus de 2000 migrants dorment dans des tentes sur le terre-plein central de l'avenue de Flandre, sur le quai de Jemmapes et sous le pont aérien de la ligne 2. «Il en arrive tous les jours. Ici, il n'y avait qu'une seule tente hier soir», dit Marie en passant devant la bibliothèque Claude Lévi-Strauss. Trois autres tentes se sont installées dans la nuit. «La fermeture de la jungle de Calais va en faire venir d'autres, c'est certain.»

Les commerçants perdent patience

Les riverains se plaignent de nuisances quotidiennes. «La situation est innommable», assure Monique, qui habite boulevard de la Villette. «Ce sont des ordures et des excréments dans la rue, des cris pendant la nuit, des batailles rangées où les migrants s'affrontent avec des pierres et des barres de fer», énumère-t-elle. Place Stalingrad, un agent d'entretien de la mairie du XIXème passe du nettoyant sur les bordures où des migrants ont installé leurs tentes. «C'est de pire en pire», dit-il. «On balaye, on aspire et on lave tous les jours. On leur donne des bacs pour qu'ils mettent leurs ordures, mais ils ne les respectent pas.»

Les rapports se tendent avec les associations qui interviennent auprès des migrants. «Ils leurs donnent des tentent Quechua et les nourrissent trois fois par jour, évidemment que les migrants ont tout intérêt à venir ici! Et quand on explique aux associations que ça nous rend la vie impossible, on nous répond que nous au moins, on a un toit sur la tête», s'agace une passante. David, qui vit avenue de Flandre, abonde: «Les riverains sont vraiment à bout de nerfs. On ne supporte plus le discours de la préfecture qui nous dit que le devoir de l'Etat est de prendre ces personnes en charge. Il n'y a pas un mot pour nous les riverains qui subissons ça depuis des mois!»

La présence des migrants pèse aussi sur les commerçants qui commencent à perdre patience. «La situation est désastreuse pour notre quartier», juge Naji, gérant du pressing au départ de l'avenue de Flandre. «A chaque descente des forces de l'ordre, la rue est bloquée pendant des heures.» Sur le mois de septembre 2016, le pressing a eu 590 clients en moins par rapport à l'année précédente à la même période. «La survie de mon activité commence à se poser», assure-t-il. Le café mitoyen estime avoir perdu 30% de ses couverts. «Les gens qui travaillent en face ne s'aventurent plus à traverser le terre-plein central pour venir déjeuner chez nous», explique Mehdi, le gérant. Même discours au laboratoire de biologie médicale. «Nos patients n'osent plus venir chez nous», déplore le docteur François Toulat. «Il peut y avoir des cas de tuberculose, de typhoïde ou d'amibes chez les personnes qui campent dehors. Désormais, j'ai des personnes âgées ou de patients en chimiothérapie, dont les défenses immunitaires sont très affaiblies, qui préfèrent ne plus venir dans mon laboratoire. Cela pose clairement un problème d'accès aux soins dans le quartier.»

«La pression monte depuis des semaines»

La mairie du XIXème assure prendre conscience de la gravité de la situation. «Nous interpellons quotidiennement l'Etat pour demander la mise à l'abri immédiate de ces personnes», explique Colombe Brossel, conseillère du XIXème arrondissement et adjointe à la mairie de Paris en charge de la Sécurité et de l'Intégration. «La situation est insupportable pour elles, mais aussi pour les riverains car elle est en train d'asphyxier le quartier.»

La mairie de Paris doit ouvrir prochainement un Centre d'accueil humanitaire, avec la promesse de mettre fin à ces campements sauvages. «Entre 50 et 60 personnes arrivent tous les jours à Paris», estime Colombe Brossel. «Il faut qu'elles soient prises en charge immédiatement par ce centre pour éviter qu'elles ne finissent à la rue.» En attendant, deux associations de riverains excédés se sont formées: le collectif «habitants-réfugiés: dignité pour tous» et le collectif «habitants associés». Elles se réuniront pour la première fois ce jeudi soir pour discuter d'actions à venir.

«On sait que la situation est terrible pour les migrants. Mais on n'en peut plus», explique Pierre, membre des «Habitants associés». Il habite boulevard de la Villette, à côté du Centre d'accueil pour demandeurs d'asile géré par France terre d'asile (FTA). «La pression monte depuis des semaines, et on s'attend à ce que la situation s'aggrave avec les migrants qui vont arriver de Calais. L'ordre public n'est plus respecté devant le centre d'accueil. C'est devenu invivable, on demande sa fermeture», ajoute-t-il. Une pétition en ce sens a rassemblé une centaine de signatures. Mais pour le président de FTA, Pierre Henry, le problème n'est pas là. «Ce n'est pas la suppression du Centre d'accueil qui va supprimer les flux. La situation ne s'arrangera pas tant que des centres d'accueil et de répartition ne seront pas mis en place en amont dans toute la France, pour orienter les migrants avant qu'ils ne se retrouvent à la rue.» lefigaro.fr 27.10

Ceux-là peuvent bien crever dans l'indifférence générale !

- En 2016, au moins 323 sans-abri sont morts dans la rue - LeFigaro.fr

L'année n'est pas encore terminée, mais le collectif Les Morts de la Rue a déjà recensé le décès de 323 personnes vivant dans la rue. Selon l'association, la moyenne d'âge des personnes décédées est de 49 ans. LeFigaro.fr

C'est marrant tout de même, cette bonne conscience qui s'apitoie sur la misère du monde, à l'autre bout du monde, qui se plie en quatre pour les secourir ou leur venir en aide, pour ne pas les laisser crever comme des chiens, et qui s'avère impuissante à sauver 323 malheureux innocents qu'ils laissent crever sous leurs yeux, devant leurs portes, à croire qu'ils avaient la rage...

Le TTIP avant l'heure.

- Lactalis obtient l'interdiction de rediffusion d'une partie d'un reportage d'« Envoyé spécial » - LeMonde.fr

Le géant laitier a saisi le tribunal de grande instance de Laval en référé afin de « mettre un terme à ces attaques injustifiées ».

Le reportage intitulé « Août 2016 : la crise du lait bat son plein » racontait le bras de fer entre les producteurs laitiers et Lactalis. Il dénonçait « les cours intenables imposés par le numéro un mondial du lait », qui assure 20 % de la collecte en France, et « en profite pour dicter ses règles ».

Lactalis exploite des marques très connues de lait de consommation (Lactel), de fromage ou de beurre (Bridel, Président, Lanquetot, Roquefort Société...), et affiche, selon son site Internet, un chiffre d'affaires de 17 milliards d'euros en 2015. Il compte environ 15 000 employés en France et 75 000 au total dans le monde. LeMonde.fr

Militarisation. Au temps de la milice.

- Le regard sur les réservistes transformé par les attentats - LeMonde.fr

- Garde nationale, la génération « Charlie Hebdo » - LeMonde.fr

Depuis 2015, les attentats poussent de jeunes Français à s'engager dans la réserve de l'armée de terre. Leur objectif : être « utiles » face à la menace terroriste. LeMonde.fr

Eat the rich. Mais attention, certains sont plus comestibles que d'autres !

Il est autorisé, voire recommander d'affirmer que des riches soutiennent Trump, mais pas Clinton.

- États-Unis : les riches qui soutiennent Donald Trump - France 2

- WikiLeaks révèle les dessous de «Bill Clinton Inc.» - 20minutes.fr

La fondation Clinton encore dans l'oeil du cyclone. Une note de 2011, tirée des messages volés d'un proche de Bill et Hillary Clinton et publiée par le site WikiLeaks, révèle les dessous des multiples sources de revenus de l'ancien président américain, également visage de la fondation Clinton.

Doug Band, proche de Bill Clinton depuis la Maison Blanche et cofondateur de la petite firme de conseil Teneo en 2011, explique dans une note rédigée en novembre 2011 les services qu'il a rendus à la fondation et à l'ancien président démocrate personnellement.

Plus de 100 millions de dollars pour Bill Clinton

Doug Band y décrit les sommes versées au fil des années à la fondation, sous son impulsion, par certains de ses clients, dont Coca Cola, Dow Chemical ou encore la banque UBS. Selon lui, ni lui ni Teneo n'étaient rémunérés pour ce travail de levée de fonds.

Doug Band raconte également avoir personnellement servi d'intermédiaire principal pour toutes les activités privées de Bill Clinton, qui lui ont rapporté des dizaines de millions de dollars depuis son départ de la Maison Blanche en 2001, dont des services de conseil et des conférences rémunérées.

« Nous avons également sollicité et obtenu, au besoin, des services en nature pour le président et sa famille - pour ses déplacements personnels, son hébergement, ses vacances et autres », écrit-il aussi.

Il estime avoir ainsi rapporté à Bill Clinton personnellement plus de 50 millions de dollars, ainsi que 66 millions en contrats futurs.

Conflits d'intérêts

La note, dont l'authenticité n'a été ni confirmée ni démentie par l'entourage de Mme Clinton, a été piratée du compte Gmail de John Podesta, ancien secrétaire général de la Maison Blanche sous le président Clinton et actuel président de l'équipe de campagne d'Hillary Clinton. A l'époque, il était alors temporairement conseiller à la fondation. La note en elle-même n'évoque pas Hillary Clinton.

Mais elle lève un coin de voile sur les méandres de conflits d'intérêts entourant les activités de Bill Clinton, à la fois président d'une grande organisation caritative levant des fonds auprès de grandes entreprises et d'Etats étrangers, époux de la chef de la diplomatie de 2009 à 2013, et mari de la possible prochaine présidente américaine. 20minutes.fr 27.10

L'Empire toujours à l'offensive, hystérique.

- Poutine dénonce l'"hystérie" antirusse aux Etats-Unis - Reuters

"Il y a un climat d'hystérie aux Etats-Unis à propos de l'influence de la Russie sur l'élection présidentielle américaine", a déclaré Vladimir Poutine devant un parterre d'experts en politique internationale réunis à Krasnaïa Poliana, dans le sud de la Russie.

"Il est bien plus simple de détourner l'attention des gens avec des soi-disant pirates informatiques, espions et agents d'influence" que de s'attaquer à des problèmes comme la dette ou le contrôle des armes, a poursuivi le président russe.

"Est-ce que quelqu'un pense sérieusement que la Russie peut influencer le choix du peuple américain? L'Amérique est une république bananière, ou quoi? L'Amérique est une grande puissance", a-t-il ironisé.

Commentant le "comportement extravagant" de Donald Trump, qui a multiplié provocations et déclarations choc depuis le début de la campagne, Vladimir Poutine a estimé que le candidat républicain avait adopté cette stratégie délibérément "pour toucher le coeur des électeurs".

Tout en se disant prêt à engager le dialogue avec le futur président américain, quel qu'il soit, il n'a en revanche pas eu de mots assez durs pour l'actuel locataire de la Maison blanche, Barack Obama, qu'il a accusé de n'avoir respecté aucun accord conclu avec Moscou, y compris sur la Syrie.

Vladimir Poutine a plus largement accusé l'administration Obama et d'autres pays occidentaux d'exagérer la menace que représenterait l'armée russe pour justifier leurs propres dépenses militaires, assurant que Moscou n'a "aucune intention d'attaquer un autre pays". Reuters 27.10

- Syrie : la Russie nie être à l'origine de la frappe qui a tué 22 enfants - LeMonde.fr

Ban Ki-moon a demandé une « enquête immédiate », alors que certains médias arabes et occidentaux avaient aussitôt accusé le régime de Poutine, après le bombardement de l'école. LeMonde.fr

- Venezuela: le président Maduro à l'épreuve de la grève générale - AFP

Le président socialiste du Venezuela Nicolas Maduro affronte vendredi une grève générale lancée par l'opposition pour le pousser vers la sortie et a menacé de faire intervenir l'armée dans les entreprises participant à ce mouvement social. AFP

- Brésil: accusé de corruption Lula interpelle l'ONU - AFP

Acculé par le scandale de corruption Petrobras, l'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a allumé un contre-feu international en prenant l'ONU à témoin de la "persécution politique" dont il s'estime victime. AFP

Haut de page

Le 29 octobre 2016

CAUSERIE

Ma compagne Selvi est absente, j'en profite pour actualiser le site. En fait, j'ai besoin d'être seul pour penser...

On ajoutera plus tard 4 ou 5 articles d'actualité.

Les causeries de septembre sont disponibles au format pdf, 36 pages seulement.

Toujours politiquement incorrect.

1- Il est minuit dans le siècle.

Il n'existe plus de limite à l'imposture, au cynisme et à la barbarie.

Effrayant ? Assurément pour qui est incapable de faire preuve d'indépendance dans ses analyses ou son interprétation de la situation. C'est là que l'on mesure à quel degré se situe sur les cerveaux l'influence de l'idéologie ou de la propagande de la classe dominante.

Si vous avez marché dans leur combine ou si vous avez soutenu une de leurs opérations ou positions dans un passé récent, un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, il est normal que vous vous sentiez mal, ne cherchez pas ailleurs.

2- Je pense donc je suis. J'ai été injuste de me moquer de Descartes qui fut un de mes maîtres & philosophie au milieu des années 70. En fait je tournai plutôt en dérision ceux qui estimaient que chaque homme pense et qu'il suffisait de penser - de préférence comme eux, pour améliorer le sort des hommes, en réalité les choses sont un peu plus compliquées que cela.

3- Il faut inverser cette formule car c'est le seul moyen de s'en débarrasser ou de conquérir notre émancipation du capital : Le capitalisme pour les travailleurs, le socialisme pour les capitalistes.

4- Pourquoi le développement économique est-il à la base du progrès social ? Pardi, parce qu'il engendre la lutte des classes ou le marxisme pour les nuls.

Le développement économique correspond à des besoins que partagent tous les hommes.

Or, sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de la division de la société en classes, seule une minorité détenant les moyens de production (des richesses) peut satisfaire ces besoins, du coup il s'en suit une lutte entre les classes pour que chacun de leurs membres puissent satisfaires ses besoins.

Or, cela s'avère impossible puisque la classe qui possède les moyens de production s'accapare l'essentiel des richesses produites pour pouvoir continuer de satisfaire ses besoins qui au fil du temps ne cessent de croître, et comme il est impensable d'envisager que chaque homme puisse disposer de moyens de production, le seul moyen à sa disposition pour parvenir à satisfaire ses besoins réside dans la mise en commun de ces moyens de production qui deviennent la propriété de la collectivité toute entière.

Voilà pourquoi nous ne devons pas lutter pour le partage des richesses, mais pour la socialisation ou la collectivisation des moyens de production, pour exproprier les capitalistes, sans leur verser un centime cela va de soi.

Les moyens de production doivent être transférés à l'Etat que les travailleurs ont créé pour les gérer eux-mêmes, ils deviennent ainsi la propriété collective de l'ensemble des travailleurs. Autrement dit chaque travailleur en devient propriétaire, mais aucun ne peut les accaparer ou en revendiquer la propriété à titre personnel, du fait qu'il ne possède légalement aucun titre de propriété qu'il pourrait faire valoir à cet effet, il en est davantage le gestionnaire afin de satisfaire les besoins de l'ensemble du peuple. Qui plus est, son travail cesse d'être aliéné, puisque l'intégralité du produit de sa force de travail lui revient...

On aura compris que tous ceux qui mettent en avant le mot d'ordre du partage des richesses n'entendent pas remettre en cause le système d'exploitation, ils réclament juste du capitalisme qu'il leur réserve une plus grande partie du gâteau pour eux et leurs semblables.

On aura compris également que le capitalisme repose sur la négation du droit à la propriété qu'il se réserve exclusivement. Concentrons-nous sur cette notion de droit.

Immédiatement, on a envie de dire de quel droit le capitalisme peut-il revendiquer un tel privilège, qu'il ne peut justifier autrement qu'en l'estimant arbitrairement légitime, donc en bafouant toute notion de justice ou d'égalité, ce qui effectivement constituent les fondements du capitalisme.

C'est la raison pour laquelle ceux qui se réclament du capitalisme d'une manière ou d'une autre, qui s'en accommodent ou n'entendent pas l'abolir, et qui par ailleurs prétendent lutter contre les injustices et les inégalités, sont des charlatans ou des opportunistes, de vulgaires agents du capitalisme.

Maintenant si l'existence du capitalisme repose sur le droit que les exploiteurs s'octroient et qu'ils refusent aux exploités et aux opprimés, il va s'en dire qu'en permanence et quels que soient les droits revendiqués par les travailleurs, les capitalistes considèreront de la même manière qu'ils sont illégitimes, ce qui est logique puisqu'ils possèdent l'exclusivité du droit de propriété, ils ne voient pas pourquoi il ne devrait pas s'étendre à celui du droit tout court, autrement dit ils revendiquent tout le pouvoir ou ne peuvent pas concevoir le partager avec leur ennemi de classe.

Les droits que s'accordent ou revendiquent les capitalistes, qu'ils estiment légitimes constituent un privilège exhorbitant, et pour les imposer ou le justifier ils doivent piétiner les notions universelles les plus élémentaires du droit ou de la démocratie, que les exploités doivent défendre ou conquérir uniquement par leur lutte de classe, et non en s'en remettant aux institutions que les capitalistes ont créées pour justement légitimer leur dictature.

On aura compris que tous ceux qui s'en remettent aux parlements nationaux, à l'UE, à l'ONU ou à toute autre institution du capital ne peuvent pas représenter les droits des travailleurs.

Si la négation du droit des exploités est à l'origine du capitalisme, son expression achevée réside dans le fascisme, auquel les capitalistes recourent quand ils ne parviennent plus à imposer leur politique antisociale par des moyens démagogiques ou à imposer leur conception du droit qui prend alors ouvertement une tournure dictatoriale. Vous remarquerez au passage qu'on a soigneusement évité d'accorder au régime une quelconque prétention démocratique, comme quoi il est facile et possible de se passer de ce genre de référence, qui a pour seul mérite de ménager le régime en place.

Les travailleurs (et bien des militants) n'ont pas conscience que leurs droits sont parfaitement légitimes, ils n'ont même pas cette notion élémentaire à l'esprit. L'intérêt qu'ils en prennent conscience est déterminant, puisque cela influencera directement l'orientation de leur lutte de classe ou déterminera sur quel plan ils mèneront leur combat politique, et en manifestant ainsi leur indépendance de classe ils pourront entrevoir qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme ou qu'il existe une alternative au capitalisme, le socialisme.

Entre nous, il paraît évident que les militants qui ne parviennent pas à concevoir qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme, manifestent leur incapacité à se situer sur un terrain de classe indépendant, en somme ceci explique cela.

5- En réfléchissant bien, la question de l'Union européenne était secondaire, pour ne pas dire sans intérêt. Pourquoi ? C'est simple, ce n'est qu'un instrument ayant pour fonction de faciliter l'adoption ou d'accélérer l'adoption par les Etats d'une législation concoctée par les multinationales ou les idéologues néolibéraux devant remplacée les législations nationales, afin d'uniformiser

les législations des différents pays de l'UE et graver dans le marbre les rapports qu'ils entretiennent avec le reste du monde conformément à la politique de l'impérialisme américain.

Une fois cette législation adoptée par les Etats, les directives de la Commission européenne, et les traités signés avec l'UE, l'UE peut exploser ou disparaître, cette législation et ces traités qui régissent les rapports avec les multinationales ou entre les différents Etats continueront d'exister et de s'appliquer.

Les Américains ont créé l'Union européenne en vue d'imposer le néolibéralisme à tous les peuples qui la composent. Ils ont saisi l'opportunité de l'annonce de l'implosion de l'URSS dès le début des années 90, pour franchir une nouvelle étape sur la voie qui doit conduire à l'instauration d'une gouvernance mondiale ou d'un nouvel ordre mondial sous les auspices de l'oligarchie anglo-saxonne conformément à leur stratégie.

Stratégie qui a été fondée sur le constat qu'ils ne pourraient plus recourir aux expédients du passé pour temporairement répondre à la crise du capitalisme qui était vouée à prendre une dimension aux conséquences incontrôlables. Pourquoi ? Parce que du fait du formidable développement démographique exponentiel au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les deux pôles qui constituaient les facteurs antagonistes entre les classes n'avaient cessé de se renforcer et de s'éloigner l'un de l'autre et devenaient des facteurs de dislocation de leur système économique, car cette distorsion et cette tension croissante devait alimenter la lutte des classes qu'il s'agissait justement de neutraliser.

Les contradictions exacerbées du capitalisme leur imposaient de concentrer toujours plus de richesses à un pôle représentant moins d'1% de la population mondiale, tandis qu'ils seraient dans l'impossibilité de satisfaire les besoins des 99% restants qui n'allaient cessé de croître en nombre et en volume au fil du temps, (de 3 milliards environ dans les années 40, la population mondiale dépasse dorénavant les 7,40 milliards d'habitants) rendant de plus en plus périlleux la préservation de cet équilibre entre les classes, d'autant plus que les classes exploitées étaient plus éduquées que par le passé, donc étaient davantage susceptibles de prendre conscience de leur condition pour tenter d'en changer ou de renouer avec le socialisme. Ils savent donc que leur système économique est condamné à terme et que le temps joue contre eux, car l'évolution de tous les facteurs leur sont défavorables. C'est à cela que devraient se raccrocher les militants pour conserver le moral.

Ils ont réussi à corrompre tous les partis institutionnels, ils sont parvenus à prendre le contrôle de l'ensemble des institutions nationales de chaque pays de l'UE, à des degrés divers, qu'ils s'agissent des parlements, de la magistrature, des médias, des ONG, du mouvement ouvrier et des syndicats, absolument partout leur emprise ou leur influence a progressé, soit qu'ils aient des agents dans la place, soit qu'ils aient des éléments zélés qui leur soient acquis idéologiquement, au point que l'UE est devenue pratiquement inutile pour que soit appliquée leur politique.

Et qui plus est, du fait du développement économique inégal entre les pays de l'UE et de leur histoire respective, l'UE n'a jamais été foutue de constituer une unité politique durable, même si les Américains n'ont jamais envisagé qu'elle devienne une puissance politique ou militaire capable de rivaliser avec la leur. Bref, ils ont démontré ces dernières années qu'ils pouvaient s'en passer du moment qu'ils avaient le soutien de la Grande-Bretagne, de la France, des Pays-Bas, de l'Italie et de l'Espagne, accessoirement de l'Allemagne, des pays baltes ou scandinaves, car en fait ce n'est pas l'UE qui décide la politique étrangère de ses 27 pays ou qui dispose du pouvoir militaire en Europe, mais l'OTAN sous direction américaine.

Axer sa ligne politique contre l'UE fut une colossale erreur politique.

L'adoption du TTIP, qualifiée d'OTAN économique par H. Clinton, va parachever ce processus d'intégration économique et sociale de l'Europe dans cette gouvernance mondiale néolibérale présidée par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, de sorte que le rôle de l'UE ne consistera plus qu'à mettre à jour les directives déjà adoptées.

Sur le plan politique, il se peut qu'elle soit mise à contribution pour légitimer le recours à l'OTAN pour ramener l'ordre dans les pays en proie à une explosion sociale, à moins qu'elle justifie une guerre contre la Russie qui demeure improbable à l'heure actuelle sans qu'on puisse l'écarter définitivement.

Les masques tombent. Opposition droite/gauche : une mystification criminelle qui n'a que trop duré.

- Pour les Palestiniens sous occupation israélienne il n'y a jamais eu aucune différence de traitement entre partis de « gauche » et d'extrême droite ». Ce qu'on appelle chez nous « gauche » israélienne n'a jamais exercé une politique moins brutale que celle pratiquée par la « droite » la plus dure. Les gouvernements successifs ont habilement su gagner du temps et endormir l'opinion internationale, en avançant tactiquement; en allant toujours plus loin dans la brutalité et le refus de céder quoi que ce soit aux Palestiniens. Aidés en cette tâche par le lobby pro israélien dans le monde, mais également par la narration biaisée répandue par des propagandistes israéliens soit disant de « gauche ». Arrêt sur Info

Cherchez l'erreur.

Donc si on comprend bien, à l'arrivée la pseudo-gauche a contribué à consolider le pouvoir de la droite officielle (et de l'extrême droite) et favoriser la propagation de son idéologie infâme au sein de la population...

C'est étonnant, parce que tous les dirigeants du mouvement ouvrier sans exception avaient affirmé ou prédit au contraire que cela produirait le résultat inverse, y compris en France. Inutile d'attendre leurs explications, ils passeraient leur temps à se contredire et ne feraient qu'aggraver leur cas.

Vous comprenez peut-être un peu mieux pourquoi on en est rendu là. Si non, vous n'acceptez pas cette explication. Pourquoi, parce que vous vous en sentez responsables ? Il n'y a franchement pas lieu je vous assure.

Les militants ne doivent pas culpabiliser, cela ne ferait que freiner leur engagement politique. Maintenant vous savez à quoi vous en tenir, vous n'accorderez plus votre confiance à des dirigeants sur leurs bonnes mines ou leurs bagouts, si vous gardez cela à l'esprit et que vous ne vous leurrez pas vous-mêmes, vous n'avez pas à craindre d'être manipulés une fois de plus.

PS. Une fonction sur mesure pour monsieur SOS sionisme.

- CETA : Harlem Désir se « réjouit de l'accord intervenu en Belgique » - Public Sénat

Interrogé dans l'émission Sénat 360, Harlem Désir, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, se « réjouit de l'accord qui est intervenu en Belgique ». Accord qui permettrait une sortie de crise dans le dossier du CETA. Public Sénat 27.10

- Le député "anri-racaille" Melek Boutit confesse avoir été formé par le lobby sioniste. - Panamza

Panamza - Jeudi 20 octobre, interrogé sur RTL à propos des policiers agressés à Viry-Châtillon, le député PS Malek Boutih a prôné une "offensive anti-racaille dans les banlieues".

Rappel : Malek Boutih -qui aime poser torse nu (à gauche de l'image, portrait paru dans Libération en 2003; à droite, autoportrait de 2013 en soutien aux Femen)- pratique régulièrement l'amalgame "antisionisme=antisémitisme".

Serviteur zélé du clan Valls, ex-président de SOS Racisme et ancien disciple du sioniste radical Julien Dray, Malek Boutih avait saisi l'opportunité des attentats du 13 novembre pour fustiger -trois jours seulement plus tard, sur France Inter, au micro de Patrick Cohen- le port du voile.

Le 19 mai, l'association "Les Amis du Crif" avait chaleureusement reçu le député Malek Boutih pour une longue "conférence".

Le 1er novembre 2015, Malek Boutih était également l'invité de la 6ème convention nationale du Crif (organisée par l'islamophobe Roger Cukierman) au cours de laquelle il avait rendu hommage -entre autres- à l'Union des étudiants juifs de France, organisation qui avait soutenu Israël durant les bombardements de Gaza, pour avoir contribué à le former. panamza 20.10

En consultant ce portail, j'ai découvert que ce qui vaut pour cette ordure concernait également la plupart des animateurs télé ou radio, les journalistes de la presse écrite, les experts et autres spécialistes auxquels ils donnent la parole, liés à l'extrême droite sioniste et porte-parole de l'OTAN, du néolibéralisme...

Splendeur et décadence ou quand leur régime accouche un monstre.

- Changement d'identité sexuelle: les conséquences folles de la nouvelle loi - lefigaro.fr

Le texte facilite le changement d'identité sexuelle sur les papiers d'identité: il n'est désormais plus nécessaire de passer par la stérilisation ou l'opération lourde. Ce qui pourrait mener à des situations ubuesques, où une femme, devenue homme pour l'administration, pourrait néanmoins accoucher...

Un homme enceint? Cet incroyable scénario pourrait se produire en France. Avec la nouvelle procédure de changement de sexe à l'état civil pour les personnes trans, sans obligation de stérilisation, une personne née femme mais reconnue comme un homme par l'administration pourrait accoucher. L'enfant aurait alors deux pères dont l'un lui aurait donné le jour. lefigaro.fr 27.10

Selon l'auteur de cet article, cela devrait concerner environ 30 personnes en France, pays de 66 millions d'habitants. Le sujet en soi ne nous intéresse absolument pas. En revanche ce qui doit questionner, c'est pourquoi l'Etat, le chef de l'Etat, le gouvernement, le parlement, bref, pourquoi le législateur a-t-il répondu positivement à une requête ou à un besoin qui ne concerne que 30 personnes, soit une infime minorité de la population, alors qu'il témoigne du mépris ou répond négativement aux besoins exprimés par des millions de citoyens ou pire légifère contre leurs intérêts.

Ils s'emploient à mettre en scène et manipuler des questions relatives à la nature biologique de chaque personne (ou citoyen si vous préférez), sachant qu'il n'existe pas au monde deux être humains biologiquement (et socialement) identiques, de sorte qu'à partir de ce constat il leur sera possible de les opposer entre eux en favorisant un des aspects qui permet de les distinguer les uns des autres, dans l'espoir que cela entraînera une réaction quasi épidermique de la part de ceux qui ne leur ressemblent pas, en la suscitant si besoin était.

Pour bien comprendre ce que recouvre leur intérêt névrotique ou obsessionnel pour toutes les questions se rapportant au sexe, il ne faut pas oublier qu'il s'inscrit dans une société où ils ont favorisé la diffusion de la pornographie et l'expansion de la prostitution, donc ils ne peuvent pas faire prévaloir que leur démarche correspondrait à un besoin morale puisqu'ils en sont dépourvus. Elle correspond donc à un objectif politique. Or c'est ce qu'on a le plus de mal à identifier dans ce genre d'opérations.

Toutes ces campagnes sont bien plus que de simples opérations de diversion. Elles contribuent à l'atomisation de la population, elles visent à la dislocation des bases sur lesquelles la civilisation humaine s'est développée et qui furent le corollaire du progrès social, les rapports entre les sexes et l'organisation sociale de la société ayant évolué au rythme du développement des forces productives et des modes de production qui se sont succédés, c'est l'ensemble de ces rapports qu'il leur faut détuire systématiquement conjointement à la régression sociale qui est censée l'accompagnée, les deux questions ou objectifs étant intimement liés. A ce stade on est fondé à se demander quelle modèle de société ils envisagent de nous imposer à la place de celle que nous connaissons aujourd'hui, qui présentait bien des lacunes pour ne pas dire davantage.

Ils s'inspirent de la monarchie absolue, où chaque personne serait un sujet ou un serf dépourvu de tout droit, où tous les rapports seraient régis par un règlement auquel chacun serait sommé de se soumettre sous peine d'excommunication, puisque chaque sujet serait anonyme, sans identité propre, un numéro, un vulgaire matricule qu'il suffirait d'effacer d'un fichier pour qu'il disparaisse dans l'indifférence générale. A suivre.

INFOS EN BREF

Pourquoi nous avons eu raison de ne pas relayer cette info.

- Traité de libre-échange : un accord trouvé in extremis - Franceinfo

La Belgique a finalement trouvé un accord sur le CETA, le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Franceinfo 27.10

En famille. Il était de gauche, peut-être que vous aussi !

- Pas de "ni-ni" pour Sarkozy à la présidentielle: il choisirait Hollande contre Le Pen - AFP

Répondant à Hollande qui venait d'affirmer qu'il choisirait Sarkozy, c'est touchant !

Ni ni : Boycott des institutions de la Ve République !

- Sondage 2017 : les Français ne veulent ni de Hollande, ni de Sarkozy - L'Opinion

Selon un sondage BVA pour Orange, plus de deux sondés sur trois (69%) déclarent ne souhaiter ni la candidature de Nicolas Sarkozy, ni celle de François Hollande en 2017. L'Opinion 27.10

Votre avenir est assuré ! Et ne dites pas que ce n'est pas mérité, car il fallait oser.

- Hélène Geoffroy dit à Hollande "d'y aller" - Franceinfo

Secrétaire d'État chargée de la Ville, Hélène Geoffroy est l'invitée de Jeff Wittenberg sur le plateau des 4 Vérités de France 2 ce jeudi 27 octobre. Franceinfo

Qui n'ose rien, n'a rien à attendre !

Ils sont en train d'implanter les ferments de la guerre civile qu'ils se sont employés à développer en Syrie.

- Paris : les riverains de Stalingrad «à bout de nerfs» face aux campements de migrants - lefigaro.fr

Plus de 2000 migrants campent dans les environs de la Gare du Nord à Paris. Des voix s'élèvent chez les riverains qui ne supportent plus les nuisances, et craignent que la situation s'aggrave avec la fermeture de la jungle de Calais.

Les langues se délient parmi les riverains du XIXème arrondissement de Paris, confrontés depuis plusieurs mois à l'arrivée massive de migrants dans leur arrondissement. Pour Marie, qui habite à côté du métro Stalingrad, «c'est devenu tout simplement insupportable.» Un mois après l'évacuation de près de 2500 migrants installés entre les stations de métro Jaurès et Stalingrad, la situation est revenue à l'identique: plus de 2000 migrants dorment dans des tentes sur le terre-plein central de l'avenue de Flandre, sur le quai de Jemmapes et sous le pont aérien de la ligne 2. «Il en arrive tous les jours. Ici, il n'y avait qu'une seule tente hier soir», dit Marie en passant devant la bibliothèque Claude Lévi-Strauss. Trois autres tentes se sont installées dans la nuit. «La fermeture de la jungle de Calais va en faire venir d'autres, c'est certain.»

Les commerçants perdent patience

Les riverains se plaignent de nuisances quotidiennes. «La situation est innommable», assure Monique, qui habite boulevard de la Villette. «Ce sont des ordures et des excréments dans la rue, des cris pendant la nuit, des batailles rangées où les migrants s'affrontent avec des pierres et des barres de fer», énumère-t-elle. Place Stalingrad, un agent d'entretien de la mairie du XIXème passe du nettoyant sur les bordures où des migrants ont installé leurs tentes. «C'est de pire en pire», dit-il. «On balaye, on aspire et on lave tous les jours. On leur donne des bacs pour qu'ils mettent leurs ordures, mais ils ne les respectent pas.»

Les rapports se tendent avec les associations qui interviennent auprès des migrants. «Ils leurs donnent des tentent Quechua et les nourrissent trois fois par jour, évidemment que les migrants ont tout intérêt à venir ici! Et quand on explique aux associations que ça nous rend la vie impossible, on nous répond que nous au moins, on a un toit sur la tête», s'agace une passante. David, qui vit avenue de Flandre, abonde: «Les riverains sont vraiment à bout de nerfs. On ne supporte plus le discours de la préfecture qui nous dit que le devoir de l'Etat est de prendre ces personnes en charge. Il n'y a pas un mot pour nous les riverains qui subissons ça depuis des mois!»

La présence des migrants pèse aussi sur les commerçants qui commencent à perdre patience. «La situation est désastreuse pour notre quartier», juge Naji, gérant du pressing au départ de l'avenue de Flandre. «A chaque descente des forces de l'ordre, la rue est bloquée pendant des heures.» Sur le mois de septembre 2016, le pressing a eu 590 clients en moins par rapport à l'année précédente à la même période. «La survie de mon activité commence à se poser», assure-t-il. Le café mitoyen estime avoir perdu 30% de ses couverts. «Les gens qui travaillent en face ne s'aventurent plus à traverser le terre-plein central pour venir déjeuner chez nous», explique Mehdi, le gérant. Même discours au laboratoire de biologie médicale. «Nos patients n'osent plus venir chez nous», déplore le docteur François Toulat. «Il peut y avoir des cas de tuberculose, de typhoïde ou d'amibes chez les personnes qui campent dehors. Désormais, j'ai des personnes âgées ou de patients en chimiothérapie, dont les défenses immunitaires sont très affaiblies, qui préfèrent ne plus venir dans mon laboratoire. Cela pose clairement un problème d'accès aux soins dans le quartier.»

«La pression monte depuis des semaines»

La mairie du XIXème assure prendre conscience de la gravité de la situation. «Nous interpellons quotidiennement l'Etat pour demander la mise à l'abri immédiate de ces personnes», explique Colombe Brossel, conseillère du XIXème arrondissement et adjointe à la mairie de Paris en charge de la Sécurité et de l'Intégration. «La situation est insupportable pour elles, mais aussi pour les riverains car elle est en train d'asphyxier le quartier.»

La mairie de Paris doit ouvrir prochainement un Centre d'accueil humanitaire, avec la promesse de mettre fin à ces campements sauvages. «Entre 50 et 60 personnes arrivent tous les jours à Paris», estime Colombe Brossel. «Il faut qu'elles soient prises en charge immédiatement par ce centre pour éviter qu'elles ne finissent à la rue.» En attendant, deux associations de riverains excédés se sont formées: le collectif «habitants-réfugiés: dignité pour tous» et le collectif «habitants associés». Elles se réuniront pour la première fois ce jeudi soir pour discuter d'actions à venir.

«On sait que la situation est terrible pour les migrants. Mais on n'en peut plus», explique Pierre, membre des «Habitants associés». Il habite boulevard de la Villette, à côté du Centre d'accueil pour demandeurs d'asile géré par France terre d'asile (FTA). «La pression monte depuis des semaines, et on s'attend à ce que la situation s'aggrave avec les migrants qui vont arriver de Calais. L'ordre public n'est plus respecté devant le centre d'accueil. C'est devenu invivable, on demande sa fermeture», ajoute-t-il. Une pétition en ce sens a rassemblé une centaine de signatures. Mais pour le président de FTA, Pierre Henry, le problème n'est pas là. «Ce n'est pas la suppression du Centre d'accueil qui va supprimer les flux. La situation ne s'arrangera pas tant que des centres d'accueil et de répartition ne seront pas mis en place en amont dans toute la France, pour orienter les migrants avant qu'ils ne se retrouvent à la rue.» lefigaro.fr 27.10

Ceux-là peuvent bien crever dans l'indifférence générale !

- En 2016, au moins 323 sans-abri sont morts dans la rue - LeFigaro.fr

L'année n'est pas encore terminée, mais le collectif Les Morts de la Rue a déjà recensé le décès de 323 personnes vivant dans la rue. Selon l'association, la moyenne d'âge des personnes décédées est de 49 ans. LeFigaro.fr

C'est marrant tout de même, cette bonne conscience qui s'apitoie sur la misère du monde, à l'autre bout du monde, qui se plie en quatre pour les secourir ou leur venir en aide, pour ne pas les laisser crever comme des chiens, et qui s'avère impuissante à sauver 323 malheureux innocents qu'ils laissent crever sous leurs yeux, devant leurs portes, à croire qu'ils avaient la rage...

Le TTIP avant l'heure.

- Lactalis obtient l'interdiction de rediffusion d'une partie d'un reportage d'« Envoyé spécial » - LeMonde.fr

Le géant laitier a saisi le tribunal de grande instance de Laval en référé afin de « mettre un terme à ces attaques injustifiées ».

Le reportage intitulé « Août 2016 : la crise du lait bat son plein » racontait le bras de fer entre les producteurs laitiers et Lactalis. Il dénonçait « les cours intenables imposés par le numéro un mondial du lait », qui assure 20 % de la collecte en France, et « en profite pour dicter ses règles ».

Lactalis exploite des marques très connues de lait de consommation (Lactel), de fromage ou de beurre (Bridel, Président, Lanquetot, Roquefort Société...), et affiche, selon son site Internet, un chiffre d'affaires de 17 milliards d'euros en 2015. Il compte environ 15 000 employés en France et 75 000 au total dans le monde. LeMonde.fr

Militarisation. Au temps de la milice.

- Le regard sur les réservistes transformé par les attentats - LeMonde.fr

- Garde nationale, la génération « Charlie Hebdo » - LeMonde.fr

Depuis 2015, les attentats poussent de jeunes Français à s'engager dans la réserve de l'armée de terre. Leur objectif : être « utiles » face à la menace terroriste. LeMonde.fr

Eat the rich. Mais attention, certains sont plus comestibles que d'autres !

Il est autorisé, voire recommander d'affirmer que des riches soutiennent Trump, mais pas Clinton.

- États-Unis : les riches qui soutiennent Donald Trump - France 2

- WikiLeaks révèle les dessous de «Bill Clinton Inc.» - 20minutes.fr

La fondation Clinton encore dans l'oeil du cyclone. Une note de 2011, tirée des messages volés d'un proche de Bill et Hillary Clinton et publiée par le site WikiLeaks, révèle les dessous des multiples sources de revenus de l'ancien président américain, également visage de la fondation Clinton.

Doug Band, proche de Bill Clinton depuis la Maison Blanche et cofondateur de la petite firme de conseil Teneo en 2011, explique dans une note rédigée en novembre 2011 les services qu'il a rendus à la fondation et à l'ancien président démocrate personnellement.

Plus de 100 millions de dollars pour Bill Clinton

Doug Band y décrit les sommes versées au fil des années à la fondation, sous son impulsion, par certains de ses clients, dont Coca Cola, Dow Chemical ou encore la banque UBS. Selon lui, ni lui ni Teneo n'étaient rémunérés pour ce travail de levée de fonds.

Doug Band raconte également avoir personnellement servi d'intermédiaire principal pour toutes les activités privées de Bill Clinton, qui lui ont rapporté des dizaines de millions de dollars depuis son départ de la Maison Blanche en 2001, dont des services de conseil et des conférences rémunérées.

« Nous avons également sollicité et obtenu, au besoin, des services en nature pour le président et sa famille - pour ses déplacements personnels, son hébergement, ses vacances et autres », écrit-il aussi.

Il estime avoir ainsi rapporté à Bill Clinton personnellement plus de 50 millions de dollars, ainsi que 66 millions en contrats futurs.

Conflits d'intérêts

La note, dont l'authenticité n'a été ni confirmée ni démentie par l'entourage de Mme Clinton, a été piratée du compte Gmail de John Podesta, ancien secrétaire général de la Maison Blanche sous le président Clinton et actuel président de l'équipe de campagne d'Hillary Clinton. A l'époque, il était alors temporairement conseiller à la fondation. La note en elle-même n'évoque pas Hillary Clinton.

Mais elle lève un coin de voile sur les méandres de conflits d'intérêts entourant les activités de Bill Clinton, à la fois président d'une grande organisation caritative levant des fonds auprès de grandes entreprises et d'Etats étrangers, époux de la chef de la diplomatie de 2009 à 2013, et mari de la possible prochaine présidente américaine. 20minutes.fr 27.10

L'Empire toujours à l'offensive, hystérique.

- Poutine dénonce l'"hystérie" antirusse aux Etats-Unis - Reuters

"Il y a un climat d'hystérie aux Etats-Unis à propos de l'influence de la Russie sur l'élection présidentielle américaine", a déclaré Vladimir Poutine devant un parterre d'experts en politique internationale réunis à Krasnaïa Poliana, dans le sud de la Russie.

"Il est bien plus simple de détourner l'attention des gens avec des soi-disant pirates informatiques, espions et agents d'influence" que de s'attaquer à des problèmes comme la dette ou le contrôle des armes, a poursuivi le président russe.

"Est-ce que quelqu'un pense sérieusement que la Russie peut influencer le choix du peuple américain? L'Amérique est une république bananière, ou quoi? L'Amérique est une grande puissance", a-t-il ironisé.

Commentant le "comportement extravagant" de Donald Trump, qui a multiplié provocations et déclarations choc depuis le début de la campagne, Vladimir Poutine a estimé que le candidat républicain avait adopté cette stratégie délibérément "pour toucher le coeur des électeurs".

Tout en se disant prêt à engager le dialogue avec le futur président américain, quel qu'il soit, il n'a en revanche pas eu de mots assez durs pour l'actuel locataire de la Maison blanche, Barack Obama, qu'il a accusé de n'avoir respecté aucun accord conclu avec Moscou, y compris sur la Syrie.

Vladimir Poutine a plus largement accusé l'administration Obama et d'autres pays occidentaux d'exagérer la menace que représenterait l'armée russe pour justifier leurs propres dépenses militaires, assurant que Moscou n'a "aucune intention d'attaquer un autre pays". Reuters 27.10

- Syrie : la Russie nie être à l'origine de la frappe qui a tué 22 enfants - LeMonde.fr

Ban Ki-moon a demandé une « enquête immédiate », alors que certains médias arabes et occidentaux avaient aussitôt accusé le régime de Poutine, après le bombardement de l'école. LeMonde.fr

- Venezuela: le président Maduro à l'épreuve de la grève générale - AFP

Le président socialiste du Venezuela Nicolas Maduro affronte vendredi une grève générale lancée par l'opposition pour le pousser vers la sortie et a menacé de faire intervenir l'armée dans les entreprises participant à ce mouvement social. AFP

- Brésil: accusé de corruption Lula interpelle l'ONU - AFP

Acculé par le scandale de corruption Petrobras, l'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a allumé un contre-feu international en prenant l'ONU à témoin de la "persécution politique" dont il s'estime victime. AFP

Haut de page

Le 30 octobre 2016

CAUSERIE

En forme ? Le moral ? Il faut, il faut, on n'a pas le choix.

Ne vous laissez pas distraire par l'actualité, prenez de la distance, de la hauteur, profitez-en pour faire le bilan, l'inventaire de la lutte de classe, réfléchissez à toutes les questions que nous avons abordées depuis des années, sous quels angles, sans jamais rompre avec le terrain de la lutte des classes. Ne vous laissez pas enfermer dans des modes de pensée préfabriqués qui n'en valent vraiment pas la peine, forgez-le vous-même. Soyez logique, cohérent, rigoureux, méthodique, discipliné, courageux, patient, modeste, vous verrez que cela en vaut la peine à la longue, ce sont des conseils d'ami à prendre ou à laisser, ici on ne vous impose rien.

On ne cherche pas à avoir raison, c'est tellement stupide, on cherche juste à mieux comprendre dans quel monde nous vivons et dans quelle direction il s'oriente pour mieux le combattre. On est au service d'une cause qu'on est censé partager. La faire avancer devrait être notre seule motivation. Ce n'est pas facile. On a du mal à comprendre pourquoi ce qui nous semble si évident ne l'est pas pour la plupart des gens, d'où la nécessité de soigner notre discours, la manière de le présenter.

Quand on a l'habitude de réfléchir intensément, on a du mal à admettre ou on n'a pas à l'esprit que beaucoup de gens réagissent à partir des apparences, il faut donc en tenir compte, les intégrer dans notre discours, en donner la signification, ensuite seulement on peut aller plus loin et peut-être se comprendre.

La plupart de nos désaccords reposent sur des méprises ou des quiproquos, on croit parler de la même chose ou que la personne est sur la même longueur que nous, alors que pas du tout. Il est inutile de faire de longs discours ou de partir dans des démonstrations à rallonge, car il arrive toujours un moment où notre interlocuteur décroche, et en perdant le fil, c'est le rapport que vous essayiez de tisser avec lui qui est rompu.

Je crois que ce qui est important, c'est que votre interlocteur perçoive que vous recourez à une méthode originale pour interpréter la situation ou aborder n'importe quelle question, de sorte que cela le captive ou qu'il ait envie de savoir d'où vous la tenez ou en quoi elle consiste, car vous faites preuve d'un naturel peu ordinaire, d'une simplicité qui suscite la curiosité ou le respect, par ce biais et quel que soit l'avancement de votre discussion, cela peut faciliter la naissance de relations fraternelles entre vous, une certaine complicité qui ne demande qu'à se développer et qui pourquoi pas débouchera sur une confiance mutuelle. Il faut laisser les choses se faire naturellement, éviter d'être maladroit, ne pas forcer le destin, même si un petit coup de main peut aider, c'est comme dans une relation amoureuse, il ne faut pas en abuser car cela peut devenir facilement oppressant, brusquer les choses est la pire erreur à commettre, elle suscitera le rejet.

Et puis surtout, on doit analyser chaque échec, comprendre pourquoi, en tirer un enseignement pour progresser, cela devrait être notre obsession de chaque instant, ne jamais vivre un jour ou s'endormir le soir sans se demander en quoi on a progressé dans la journée, est-ce qu'on a réellement été digne des idées qu'on a adoptées ou qu'on prétend défendre, de notre idéal, tout en sachant qu'on présente des défauts ou des faiblesses incurables avec lesquels on doit bien vivre, l'essentiel étant que le bilan soit positif. Il est nuisible de se mortifier ou de culpabiliser.

De la même manière, on ne juge pas en dernière analyse un parti à ses erreurs, à ses errances qui sont inévitables, mais à son orientation générale, à sa volonté d'aller de l'avant... A ce propos cela m'est arrivé plus d'une fois d'être injuste, mais sans jamais être animé de mauvaises intentions, bien au contraire, j'en suis incapable, je m'en voudrais trop par la suite.

La plupart des gens et des militants ne retiennent que les aspects négatifs d'une expérience, alors que bien souvent cela n'en représente qu'une infime partie. Allez savoir pourquoi ils se focalisent dessus et gâchent les meilleures occasions de leur existence pour finalement se retrouver dans une situation pire ou peu flatteuse qu'ils enjoliveront ou refuseront d'admettre évidemment. Il y a plusieurs explications possibles à cela, mais cela serait trop long de les exposer ici.

En complément à ***Splendeur et décadence ou quand leur régime accouche un monstre*** publié hier

En oligarchie. Fabrication du consentement.

Quand l'idéologie s'attribue le privilège d'interpréter le monde réel en accordant à son interprétation le statut de vérité objective, toute connaissance antérieure relative ou absolue est annihilée, tous les instruments logiques permettant de discrimer la matière deviennent hors la loi, le règne de l'arbitraire qui a envahi le pensée va pouvoir dorénavant régner en maître absolu.

L'identité sexuelle d'une personne n'est plus établie en fonction des critères qui distinguent biologiquement une femme d'un homme selon la nature, mais en fonction de critères purement idéologiques. Autrement dit, toute distinction entre deux êtres ou choses ne doit plus reposer sur des critères matériels ou objectifs, mais subjectifs laissés à l'appréciation exclusive du législateur.

Cette prétention ou ce droit relève manifestement du totalitarisme. Ce qui est intéressant à travers cet exemple, c'est qu'on voit poindre nettement les intentions dictatoriales des représentants de l'idéologie néolibérale. Ce serait faire preuve de laxisme ou

de dilettantisme de le prendre à la légère ou à la rigolade.

Un homme enceint et qui accouche, on se dit au premier abord que c'est une farce grotesque même pas digne d'une mauvaise comédie de boulevard, et pourtant le législateur y tient, et s'il y tient tant que cela, c'est que forcément il y a une intention inavouable derrière, c'est une affaire sérieuse que l'on doit considérer comme telle.

Telle que je la comprends, cette opération consiste à imposer une interprétation subjective ou idéologique à toute manifestation de toute nature (faits, évènements, discours, lois, etc.) dans tous les domaines (société, culture, art, politique, économie, sciences, etc.), dans l'intention de la substituer à toute interprétation objective prenant en compte des facteurs matériels ou reposant sur des faits, ce qui laisse le loisir à celui qui en est l'auteur de lui donner un contenu hors de tout contrôle ou toute contestation, puisqu'elle n'a aucun lien matériel ou physique avec la réalité, elle est purement du domaine de la subjectivité. Dès lors qu'il sera impossible de la réfuter, chacun sera censé l'adopter aveuglément.

C'est l'idéal pour orienter les idées ou le mode de pensée de la population (son mode de vie aussi) dans une direction donnée à son insu et l'obliger à s'y soumettre, puisqu'elle ne disposera d'aucun lien matériel pour contester cette interprétation. Il y a pire encore.

Puisque cette interprétation constitue un déni flagrant de la réalité, il va de soi qu'elle va faire l'objet d'un rejet massif de la majorité de la population et tout particulièrement de la part de ces éléments les plus avancés disposant d'un esprit critique ou libre et y étant attachés. Et dans la mesure où cette interprétation ne peut être justifiée sans heurter violemment le sens de l'observation ou la logique la plus élémentaire, les représentants de cette idéologie devront recourir à des méthodes de plus en plus scélérates et expéditives pour l'imposer et discréditer ses opposants, comme ils le font déjà quand quelqu'un ose les défier en contestant la version officielle d'un évènement.

Sauf que là ce procédé prend une autre dimension, car il est destiné à couvrir l'ensemble des expériences auxquelles les hommes sont confrontés au cours de leur existence ou l'ont été dans le passé depuis jadis, puisqu'il s'agit de modifier ou de réinterpréter l'ensemble des connaissances qu'ils ont acquises au cours du développement de la civilisation humaine. En guise de conclusion on peut affirmer que cette entreprise vise tout simplement à la détruire, aussi incroyable que cela puisse paraître à un esprit sain, progressiste ou évolué.

Et peu importe que leurs auteurs en aient conscience ou non, car ils visent uniquement en annihilant les progrès réalisés par les hommes pendant des millénaires pour conquérir leur liberté à assurer la préservation de leur domination de classe, qu'ils savent menacée par la lutte de classe du prolétariat mondial qu'ils doivent pervertir, discréditer, neutraliser par n'importe quel moyen, d'où la guerre psychologique et idéologique qu'ils lui mènent, et dont cette entreprise que l'on peut assimiler à une lobotomisation du cerveau fait partie.

C'est une entreprise à caractère purement dictatorial.

Les idiots utiles de l'OTAN

La Lettre n° 9 de Démocratie révolutionnaire comporte un article (signé Isabelle Ufferte) particulièrement nauséabond, où à chaque paragraphe on retrouve la propagande de l'OTAN ou du camp de la guerre contre les peuples adoptée par Hollande.

Que la République arabe syrienne et les Russes cessent leurs bombardements pour que les plans des Américains se réalisent via leur armée de barbares.

- "*à Alep, dévastée par les bombes, où 500 personnes sont mortes en moins d'un mois*"

La même caractérisation et le même amalgame ordurier que celui repris en boucle par les médias aux ordres depuis 2011.

- "*chaque jour des milliers de femmes, d'hommes, d'enfants qui fuient la guerre, les dictatures, la misère et tentent de rejoindre l'Europe*"

Quand bien des jeunes renoncent à poursuivre leurs études dans un pays comptant plus de 5 millions de chômeurs et près d'autant de travailleurs précaires.

- "*Dans « la jungle » ou dans les bus qui les amènent dans les « centres d'accueils », les jeunes Soudanais, Afghans, Irakiens ou Pakistanais ont les mêmes espoirs et ambitions, faire des études pour devenir médecins, technicien-ne-s, professeurs, avocat-e-s, sportif-ve-s ou autres...*"

Décidément, la féminisation des esprits était destinée aux esprits faibles ou déjà fort déséquilibrés, décomposés.

C'est là qu'on s'aperçoit que l'auteur de cet article ne doit pas être une ouvrière ou une employée, un monde qui manifestement lui est étranger. Car voyez-vous, tous les jeunes devraient devenir médecins, techniciens, professeurs, avocats, sportifs, pourquoi pas mécaniciens, boulangers, maçons ? Allons plus loin.

Je suis sûr que parmi les parents des jeunes mécaniciens, boulangers ou maçons de ce pays car il en existe encore, la plupart rêvaient d'un meilleur avenir pour leurs enfants, mais cela n'a pas été rendu possible, cependant cela le devrait forcément pour les jeunes Soudanais, Afghans, Irakiens ou Pakistanais qui débarquent, tout sera fait pour qu'il en soit ainsi, c'est juré.
On imagine d'ici ces parents lire ces lignes, ils enrageraient que leurs enfants n'aient pas fait l'objet d'une telle solicitude à vomir qui pour sûr alimente la xénophobie et le racisme.

Et de citer Lénine au secours de leur discours scélérats qu'elle détourne, car Lénine évoquait des "*ouvriers émigrés*" qui répondaient à l'appel d'offre des industriels occidentaux, et non des aventuriers à la conquête d'un eldorado qui n'existe pas, la seconde citation le confirme.

- "*En 1913, dans un article sur« le capitalisme et l'immigration des ouvriers », Lénine écrivait :"...Des centaines de milliers d'ouvriers sont ainsi transplantés à des centaines et des milliers de verstes. Le capitalisme avancé les fait entrer de force dans son tourbillon, les arrache à leurs contrées retardataires, les fait participer à un mouvement historique mondial et les met face à face avec la classe internationale puissante et unie des industriels.*

Nul doute que seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie, que les capitalistes exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers émigrés...."

- "*En 1913, dans le texte cité plus haut, Lénine écrivait « Après la révolution de 1905 [en Russie], le nombre des immigrants en Amérique a particulièrement augmenté.*"

Il s'agissait d'une terre d'immigration, de peuplement, ce que n'est pas la France ou l'Europe. Il a toujours existé une immigration, sauf que là il s'agit d'autre chose, de masses manipulées, instrumentalisées à des fins politiques, qui sont pour ainsi accompagnés aux portes de l'Europe pour déstabiliser des Etats ou favoriser la mise en oeuvre d'une politique que les peuples en Europe rejettent.

Les pays de l'OTAN disposent de suffisamment de satellites et de moyens terrestes et navales pour repérer et intercepter toute embarcation se dirigeant vers les côtes européennes ou une foule se dirigeant à pied vers les frontières terrestes d'un des pays de l'UE. Qu'on cesse de nous raconter des conneries, s'ils les laissent passer, c'est parce qu'ils y ont intérêt ou ils ne veulent pas affronter les Américains.

Non, elle a été plannifiée depuis Washington.

- "*La crise des migrants est une des conséquences majeures de la crise internationale économique, sociale et militaire.*"

Et pour témoigner leur incurie politique légendaire, il fallait qu'elle fasse référence aux "révolutions arabes" également plannifiées de longue date par Washington. Ce qui est logique puisque les "révolutions arabes", la "crise des migrants" et la création de Daesh, les attentats en Europe font partie de la même stratégie du chaos dont ces crétins n'ont apparemment jamais entendu parler.

- "*Aujourd'hui, ce sont les germes de bien des révoltes, d'expériences de luttes qui sont disséminés, en particulier de l'expérience des révolutions arabes…*".

La NED ou la CIA n'ont même pas besoin de les recruter ou de les former à leur propagande, ainsi va le NPA. Ce parti est à fuir en prenant ses jambes à son cou, quelle ignominie ! Vous avez là la nature du NPA.

Je peux me permettre d'écrire cet article dans la situation qui est la mienne, car absolument personne ne peut me traiter de xénophobe ou de raciste. Pour rien au monde je ne quitterai l'Inde et ma compagne pour la France. Et si j'avais à choisir entre signer l'article de Démocratie révolutionnaire ou l'interview de Bachar el-Assad qui figure dans cette page, c'est ce dernier que je signerais.

Cela choquera sans doute certains militants qui ont lu l'interview de Bachar el-Assad, qui assimile ici toute opposition armée à des terroristes, donc quelque part je pourrais me sentir concerné dans un autre contexte, alors qu'en réalité il a grâcié ou réintégré dans la société (ou dans l'armée) des milliers d'opposants armés qui avaient déposé les armes et qui luttaient contre son gouvernement, mais qui n'avaient pas fait partie d'organisations issues d'Al-Qaïda. Il faut préciser encore un point.

En 2011, il n'existait pas d'opposition armée à l'Etat syrien, parce que la contestation du régime n'avait pas atteint le degré de matûrité politique où le peuple s'empare des armes pour se lancer à l'assaut du pouvoir, pas davantage en Tunisie ou en Egypte où la mobilisation du peuple fut sans commune mesure avec ce qu'elle fut en Syrie à cette époque. Il faut avoir en tête la chronologie exacte des faits pour s'exprimer sur cette question ou pour éviter de porter un jugement à l'emporte-pièce, il est

préférable de remettre les choses à leur place et de savoir de quoi on parle précisément.

Et puis peu importe dans quel sens les lecteurs interprèteront ma position, elle est motivée uniquement par le sort du peuple syrien et non par des considérations idéologiques, qui manifestement font le jeu des barbares en Syrie. Dans toute guerre il y a deux camps, celui qui est favorable à la guerre et celui qui s'y oppose, à chacun de choisir son camp.

Pour rappel, quand la fondation d'un Etat national en Allemagne se présenta comme un facteur historique progressiste, Marx et Engels le défendirent contre la France et cela malgré le Hohenzollern et ses junkers. (Causerie du 9 septembre 2016) Je défends l'Etat national syrien qui demeure "un facteur historique progressiste" face à ceux qui envisagent de le disloquer et cela malgré Bachar el-Assad, ma position est conforme à celle de Marx et Engels que cela plaise ou non je m'en moque éperdument.

Ce n'est pas le Noir ou le Jaune, l'Arabe, le musulman ou l'hindou, l'immigré, qui me donne envie de gerber, mais le nantis, le tiers-mondiste, l'ouvriériste, l'opportuniste. Quel manque de discernement, quel avilissement, quelle déchéance, quel gâchis aussi, dommage !

Cela ne date pas d'hier que le mouvement ouvrier relaie la propagande officielle.

Quand le mouvement ouvrier adoptait aveuglément la version officielle des évènements survenus en Syrie en 1982, c'était évidemment celle que j'avais encore en mémoire il y a peu.

J'appelle les militants à le vérifier eux-mêmes en consultant les archives des journaux des partis ouvriers de l'époque, ils seront stupéfaits par ce qu'ils découvriront en renouvelant l'expérience à partir d'autres évènements importants depuis 1945, Hongrie, Algérie, Tchécoslovaquie, Chine, Yougoslavie, Allemagne, etc. A moins qu'ils les aient en mémoire depuis longtemps sans avoir jamais osé s'en servir... Ils peuvent aussi consulter les ouvrages que leurs dirigeants y ont consacrés, dont ils compareront le contenu avec les faits réels, la totalité des faits, non tronqués ou arrangés qu'ils auront trouvés ailleurs.

Sans cette mise au point qui doit être sans concession, nous n'avancerons jamais, chacun doit en prendre conscience et commencer par balayer devant sa porte.

- Cette « révolution » syrienne qui n'existe pas…(26.10) - Arrêt sur Info.

Extrait - L'Occident se souvient davantage des événements de Hama en 1982 (s'il s'en souvient du tout), non pas pour les atrocités commises par les Islamistes, mais pour la réaction de l'armée syrienne qui, comme il faut s'y attendre de la part de n'importe quelle armée, a impliqué l'usage de la force pour restaurer la souveraineté de contrôle du territoire saisi par les insurgés. Des milliers de troupes furent déployées pour reprendre Hama aux Frères Musulmans. L'ancien responsable du State Department US William R. Polk a décrit les suites de l'assaut de l'armée syrienne sur Hama comme similaire à celles de l'assaut US contre la ville irakienne de Falloujah en 2004, (à la différence évidemment que l'armée syrienne agissait de manière légitime à l'intérieur de son propre territoire, tandis que les militaires US agissaient de façon illégitime en tant que force d'occupation pour écraser l'opposition à leurs activités.) Le nombre de morts au cours de l'assaut contre Hama demeure encore disputé. Les chiffres varient. « Un rapport précoce paru dans Time affirmait que 1000 personnes y avaient trouvé la mort. La plupart des observateurs estimaient que 5000 personnes avaient été tuées. Des sources israéliennes et les Frères Musulmans » – des ennemis jurés des nationalistes arabes laïcs qui avaient donc intérêt à exagérer le bilan des morts – « ont déclaré que le nombre de morts avait dépassé les 20 000 victimes. » Robert Dreyfus, qui a écrit sur la collaboration de l'Occident avec l'Islam politique, plaide que les sources occidentales ont délibérément gonflé les chiffres du bilan des morts afin de diaboliser les Ba'athistes et les dépeindre en tueurs sans pitié, et que les Ba'athistes ont laissé courir ces histoires pour intimider les Frères Musulmans. Arrêt sur Info.

L'intégralité de cet article figure dans cette page, il est à lire, télécharger et à diffuser largement.

A tout prendre, 5000 Frères Musulmans ou partisans de ces barbares massacrés par l'armée syrienne, valaient mieux que le massacre de tout un peuple et la destruction de tout un pays de 23 millions d'habitants (en 2016).

Je crois me souvenir que Hafez al-Assad avait pendu en place publique des Palestiniens, je serais curieux d'en connaître la cause exacte. On nous a raconté tellement d'histoires, de mensonges, qu'on a colportés inconsciemment à notre tour, que je ne peux plus me fier à aucun auteur issu du mouvement ouvrier des 70 dernières années, c'est trop grave.

Haut de page

Le 31 octobre 2016

CAUSERIE

On a le droit d'apprendre à penser et on n'autorise personne à le faire à notre place.

Qui n'apprend pas à penser, ne peut prétendre penser librement.

Léon Trotsky : Il faut apprendre à penser (1938)

Extrait.

- "*Une attitude intransigeante envers le militarisme bourgeois ne signifie nullement que le prolétariat entre en lutte dans tous les cas contre son armée « nationale ». (...)*

Si demain les fascistes français tentaient de se lancer dans un coup d'Etat et que le gouvernement Daladier se trouvât contraint de faire agir l'armée contre les fascistes, les ouvriers révolutionnaires, tout en maintenant une indépendance politique complète, lutteraient contre les fascistes, à côté des troupes. Ainsi, dans toute une série de cas, les ouvriers se trouvent contraints non seulement d'admettre et de tolérer, mais encore de soutenir activement des mesures pratiques d'un gouvernement bourgeois."

Cela se discute ou tout dépend ce qu'on entend par "*soutenir*" et le contenu qu'on donne aux "*mesures pratiques*", non pas du gouvernement mais des ouvriers pour lutter contre les fascistes.

J'aurais préféré que l'on dise plus clairement que les ouvriers ne devraient pas entraver l'action de l'armée contre les fascistes, dès lors qu'il s'agissait de les neutraliser, afin qu'ils ne s'emparent pas du pouvoir pour ensuite s'attaquer et liquider le mouvement ouvrier, puisque c'est leur principal raison d'être ou objectif politique, qui n'ont rien à voir ici avec ceux de l'armée qui est avant tout de protéger ou de garantir l'existence des institutions en place aussi longtemps que les sommets de la classe dominante l'exigent.

C'est à mon sens aller trop loin que de laisser penser que les ouvriers pourraient être amenés dans certaines circonstances particulières à assurer la défense des institutions qu'ils sont censés combattre pour les renverser, car lorsqu'elles sont menacées, une fois que le danger sera écarté ou tout du moins semblera s'être éloigné, elles se retourneront contre ceux qui les auront défendues comme on a pu le constater en France, non pas contre la bourgeoisie, mais contre la classe ouvrière car il ne peut pas en être autrement. Ce qui était hier un danger pour les institutions allait se transformer demain en bénédiction pour la bourgeoisie. C'est le gouvernement Daladier ou le Parti radical et leurs complices de la SFIO et du PC qui ont permis à un militaire, au maréchal Pétain, de suspendre les institutions de la IIIe République et transmis le pouvoir au régime de Vichy.

On a semble-t-il tendance à perdre de vue la nature de ces institutions auxquelles on attribue volontiers des vertus (démocratiques) qu'elles n'ont pas, du fait qu'elles constitueraient un élément progressiste par rapport à une monarchie ou un régime absolutiste ou dictatorial dépourvu de représentation populaire, et parce qu'elles seraient le produit du processus dialectique qui parcourt la lutte des classes, un peu comme si son orientation était linéaire ou programmé et que quoiqu'il arrive il oeuvrerait à notre côté ou nous serait forcément favorable, or l'issue finale de la lutte des classes n'est inscrite nulle part et rien ne permet d'affirmer quel camp l'emportera.

Pour que ce qui est valable sur le plan historique le demeure sur le plan théorique, il faut concevoir que certaines adaptations ou certains ajustements théoriques soient indispensables. Pourquoi ? Parce que ceux qui sont censés le mettre en pratique sont des hommes qui généralement ne sont pas en mesure de l'assimiler tel quel, à moins bien sûr de doter les hommes de qualités innées ou d'une conscience politique qu'ils n'ont pas. Nous ne nous faisons aucune illusion en la matière et nous ne sommes ni des gauchistes ni des opportunistes.

On a aussi tendance à oublier qu'on est en présence d'un processus dialectique inconscient, et que ce qui apparaît à un moment donné comme un progrès se transforme presqu'aussitôt en obstacle à de nouveaux progrès. Et quand on évoque ce processus dialectique inconscient, on doit avoir à l'esprit que ce sont les hommes tels qu'ils sont qui lui donnent ce caractère inconscient et rien ou personne d'autre.

On peut parfaitement concevoir qu'il faille défendre des institutions qui nous permettent de mener notre combat pour les renverser, cela ne nous pose aucun problème, historiquement c'est justifié, un peu moins théoriquement, car combien sommes-nous à avoir atteint ce niveau de conscience politique, pour comprendre que ce qui apparaît au premier abord comme une contradiction renferme en réalité les conditions qui permettront de liquider les institutions ou de modifier l'orientation de la société.

Si nous passons outre, notre discours pourra induire en erreur militants et travailleurs, les uns estimant qu'on a trahi le socialisme, et les autres en profiteront pour soutenir aveuglément les institutions, bref, on aura faux sur toute la ligne.

On admettra que trouver la formule idéale est difficile ou pratiquement impossible, et que l'essentiel demeure l'orientation générale de notre combat politique.

Pour revenir au cas qui nous intéresse ici, la question est de savoir jusqu'où on peut s'engager à soutenir un gouvernement bourgeois sans se corrompre, sans se soucier que de toutes manières on nous portera cette accusation puisque leurs auteurs sont de manière générale soumis au régime. Tout dépendra des rapports entre les classes et plus particulièrement de l'état d'esprit du prolétariat envers les institutions.

Si les rapports entre les classes sont favorables à la classe dominante et que le prolétariat manifeste de profondes illusions dans les institutions, on pourra alors se contenter du minimum syndical pour ne pas alimenter inutilement ses illusions, ce qui plus est facilitera nos rapports pour approfondir la discussion dès lors qu'en apparence un accord se sera manifesté entre nous, il ne restera plus ensuite qu'à passer du plan historique au plan théorique, ce qui sera une autre paire de manches !

Si au contraire le prolétariat manifeste une méfiance croissante envers les institutions et conspue la classe dominante, on pourra alors charger la barque en prenant un minimum de risques et j'explique pourquoi, histoire qu'il s'interroge sur la véritable nature de ces institutions et qu'il se demande pourquoi on lui demande de les soutenir pour devoir à terme les renverser, autrement dit qu'il saisisse le processus dialectique qui se déroule sous ses yeux ou dont il n'avait pas conscience jusque là et que nous avons intégré dans notre politique, de sorte qu'elle ne lui apparaisse pas contradictoire avec les tâches qu'il a à accomplir conformément à ses intérêts de classe.

La question revient à se saisir de la situation pour aider les travailleurs à prendre conscience du processus dialectique inconscient à l'oeuvre afin qu'ils s'en saisissent et entrevoient qu'il est possible d'en modifier l'orientation pour avancer sur la voie de leur émancipation ou changer la société.

Contrairement à ce que certains pourraient penser ou à ce que les apparences trompeuses pourraient laisser entendre en lisant ces lignes, il ne s'agit pas de se livrer à des manoeuvres pour gagner la confiance des travailleurs ou à leur insu, pas du tout, on intègre dans notre tactique tout un ensemble de facteurs dont les rapports sont contradictoires, on prend la réalité telle qu'elle se présente à nous, aussi tordue, confuse, désordonnée ou inextricable soit-elle, pour au contraire y mettre bon ordre ou s'y retrouver, condition sans laquelle on ne peut pas espérer agir sur elle ou la modifier à terme.

Souvenez-vous de Lénine qui n'arrêtait pas de répéter aux dirigeants et militants du parti bolchevik qu'il fallait encore et encore inlassablement, patiemment expliquer leur politique aux travailleurs, car s'était indispensable pour qu'ils progressent et les gagner au parti, parce que faire grève ou participer à des manifestations n'était pas suffisant en soi pour conquérir le pouvoir politique.

Les ouvriers n'ont pas besoin de soutenir des mesures adoptées par un gouvernement bourgeois, ils doivent au contraire définir les "*mesures pratiques*" qu'ils doivent appliquer eux-mêmes pour combattre les fascistes. Ils peuvent reprendre à leur compte ces mesures, et le mouvement ouvrier doit désigner les fascistes comme leur ennemi sans qu'il soit nécessaire d'appeler ouvertement à soutenir le gouvernement. Si temporairement l'armée et le gouvernement ne sont pas leur ennemi, ce n'est pas une raison pour qu'ils deviennent leurs amis ou permettre que la moindre ambigüité ou illusion puisse naître dans leur esprit ou persister sur cette question. Et puis, il faut tenir compte que bien des militants auxquels on n'avait pas cessé d'expliquer le contraire ne le comprendraient pas, ce pourrait être une source de confusion ou de division supplémentaire.

Trotsky poursuivra et ne dira pas autre chose à sa manière :

- "*Dans quatre-vingt-dix cas sur cent, les ouvriers mettent bien un signe moins là où la bourgeoisie met un signe plus. Cependant, dans dix cas il sont contraints de mettre le même signe que la bourgeoisie, mais ils le font avec leur propre estampille, exprimant ainsi leur défiance envers la bourgeoisie. La politique du prolétariat ne se déduit pas automatiquement de la politique de la bourgeoisie en mettant le signe contraire, — en ce cas-là, chaque sectaire serait un grand stratège ; non, le parti révolutionnaire doit s'orienter chaque fois de façon indépendante dans la situation tant intérieure qu'extérieure, en prenant les décisions qui répondent le mieux aux intérêts du prolétariat. Cette règle concerne aussi bien une période de guerre qu'une période de paix.*"

Je ne suis pas certain que les ouvriers mettent "*un signe moins là où la bourgeoisie met un signe plus*" dans "*quatre-vingt-dix cas sur cent*", sauf peut-être à confondre ouvriers et ouvriers révolutionnaires, en tout cas certainement pas au début d'une guerre ou pendant la période qui précède une guerre, à la fin ou à l'issue d'une guerre c'est plus probable comme on a pu l'observer lors des deux guerres mondiales (Russie, Allemagne, Italie, France, Grèce notamment), et encore je doute que ce pourcentage soit atteint, sauf peut-être lorsque la situation devient ouvertement révolutionnaire.

Voyons comment cela pourrait être transposé à la Syrie.

Il existe une grande différence entre une armée et un chef d'Etat menacé de mort qui combat les fascistes ou leurs équivalents. L'armée peut être vaincue sans que fondamentalement le régime ne change, hormis le fait qu'il devient plus répressif

ou violent, alors que la liquidation physique de Bachar el-Assad entraînerait la démoralisation de l'armée et du peuple syrien qui annoncerait leur défaite face aux barbares de Daesh et d'Al-Nosra, qui précéderait un changement de régime.

Vous me direz que c'est bien joli tout cela, mais pratiquement qu'entendez-vous par soutien à Bachar el-Assad ? Les ouvriers syriens sont face à une alternative : soit soutenir les barbares dont ils connaissent les exactions et les actes de cruauté envers des civils innocents de tout âge ou sexe, soit se ranger au côté de Bachar el-Assad et son armée, car on n'imagine pas qu'un seul Syrien puisse demeurer neutre très longtemps en présence d'un tel drame, même s'il est tenté de se réfugier dans la passivité pour sauver sa peau et celle de sa famille. Ils peuvent s'engager dans la résistance contre les envahisseurs, et si c'est le gouvernement qui a pris l'initiative de créer des milices populaires qu'il a armées pour combattre au côté de l'armée, c'est parce que le mouvement ouvrier était dans l'incapacité de le faire, les ouvriers peuvent ou doivent s'engager dans cette milice populaire dans laquelle les plus politisés ou avancés d'entre eux peuvent militer.

Vous aurez constaté qu'il s'agit d'un engagement au côté de l'armée, indépendant de l'armée même si j'imagine que les milices doivent être encadrées par l'armée, cela peut leur éviter bien des maladresses qui sur le champ de bataille leur seraient fatales.

On nous dira que certains ouvriers seront tentés de rejoindre l'armée. Et alors, vous croyez qu'ils auront attendu cette opportunité pour se poser la question, redescendez sur terre. Je n'ai jamais participé à une guerre et je n'en ai jamais observée de visu, mais c'est assez facile de s'imaginer par quel état d'esprit on doit passer. L'ouvrier révolutionnaire combat pour la souveraineté du peuple syrien et la préservation de son unité dans le cadre de l'intégrité du territoire national syrien, il ne combat pas pour assurer une quelconque victoire politique ou militaire de Bachar el-Assad ou alors on s'est mal compris, car dans mon esprit il n'a jamais été question d'autres choses.

Si maintenant il existe des milices constituées à l'origine par des travailleurs syriens, les ouvriers peuvent les rejoindre, tout en sachant que leur champ d'action sera limité ou quasiment nul si elles ne collaborent pas avec les milices populaires et l'armée, à moins que dans son quartier, chacun puisse s'improviser militaire et possèdent des rudiments de la guerre, ce dont je doute fortement, ou alors elles ne participent pas directement au combat. Donc dans ce cas-là, elles se livrent à d'autres types d'activités contre l'ennemi. Ce qui au demeurant est fort utile quand il s'agit de déloger un ennemi qui s'est fondu dans la population. Il ne faut négliger ou pire mépriser aucune forme de résistance, mais il ne faut pas pour autant être aveugle sur leur orientation politique, si on tient à conserver son indépendance politique.

Tout est une question de mesure et de discernement. C'est dialectique que voulez-vous.

On a parfaitement conscience que Bachar el-Assad représente une couche de la bourgeoisie syrienne, mais s'il arrive que les intérêts de cette couche de la bourgeoisie syrienne coïncident ou convergent avec ceux du peuple syrien tout entier, est-ce qu'on va se mettre à hurler à bas cette couche de la bourgeoisie syrienne et Bachar el-Assad, ce serait incompréhensible à la plupart des Syriens, ce serait suicidaire, or on n'a pas envie que le peuple syrien se suicide, on combat au contraire pour qu'il soit libre et vive en paix.

La bourgeoisie syrienne est ou demeure historiquement l'ennemi de la classe ouvrière syrienne, comme dirait Marx et Engels, si à un moment donné dans des circonstances précises elle peut jouer un rôle progressiste, on ne va tout de même pas la condamner pour cela ou alors cela signifie qu'on est incapable de combattre pour le même objectif tout en conservant notre indépendance politique, sinon qu'aurions-nous à craindre d'une telle proximité, qu'elle nous influence, autant dire que cela signifierait que nos convictions seraient bien mal assurées.

Quand on doit faire face à plusieurs ennemis, il faut commencer par éliminer ceux qui nous empêchent d'accéder à ceux qui se trouvent au sommet du régime, pour ensuite pouvoir s'attaquer à ces derniers ou alors on se condamne à la défaite perpétuelle, ce qu'affectionnent par exemple des partis comme le NPA ou LO, les gauchistes et l'ultra gauche.

Parfois on énumère des principes en se demandant à quoi cela correspond ou à quoi cela peut servir concrètement, et bien là vous en avez un exemple : sans ordre ou sans discipline, non seulement on n'arrive à rien, on ne comprend rien ou pas grand chose, c'est une leçon élémentaire que l'on peut tirer de notre expérience de la vie quotidienne, même en temps de paix, quelle chance nous avons, nous devrions en profiter pour nous entraîner, au lieu de nous lamenter sur la tournure que prennent les évènements aussi tragique soient-ils.

La guerre en Syrie nous ramène aux guerres coloniales menées par des puissances impérialistes et nous devons la traiter comme telle. Que bien des dirigeants et militants s'en avèrent incapables démontrent simplement qu'ils ont tourné le dos aux enseignements qu'en avaient tiré Marx, Engels, Lénine et Trotsky, ce qui les amènent inévitablement à se situer sur le même plan que leur impérialiste.

Aux marxistes et autres trotskystes devenus jaurésiens, subitement, pas tant que cela.

L'unification des socialistes français - Rosa Luxemburg 1905

Extraits. Une première unification, bien qu'encore très lâche, des différentes organisations socialistes existant en France depuis longtemps avait eu lieu en 1899. Mais, la même année, l'un des députés socialistes, Millerand, accepta le portefeuille de ministre du Commerce dans le gouvernement bourgeois de Waldeck-Rousseau. Le motif invoqué était que la République française aurait été menacée par les cléricaux et les conservateurs visant à restaurer la monarchie en France et que, partant, tous les républicains sincères devaient s'unir pour défendre solidairement la République contre les attaques des monarchistes. Une partie des socialistes — les partisans de Jaurès — décida de soutenir le gouvernement « républicain » de Waldeck-Rousseau dans lequel, à côté du socialiste Millerand, prit place, en tant que ministre de la Guerre, le général de Galliffet, un de ceux qui, de la manière la plus sauvage et la plus cruelle, avaient écrasé, en 1871, la glorieuse insurrection des ouvriers: la Commune de Paris. Ces socialistes conclurent une alliance (dite « Bloc Républicain ») avec divers partis bourgeois radicaux, donc avec des ennemis de la classe ouvrière, et ils consentirent à la participation de Millerand au gouvernement bourgeois.

C'est alors que tous les socialistes révolutionnaires avec Guesde en tête, ayant compris le danger d'une pareille trahison des principes du socialisme, lesquels exigent une lutte de classe impitoyable et irréconciliable contre tout gouvernement bourgeois, même démocratique, rompirent leur alliance avec les partisans de Jaurès, alliance qui au départ était censée aboutir à la fusion totale des différentes fractions socialistes. Quelque temps après, les blanquistes dirigés par Vaillant rompirent également avec les jaurésistes et, en commun avec les guesdistes, créèrent le Parti socialiste de France. Ils déclarèrent une lutte sans merci aux fondateurs du Parti socialiste français dirigé par Jaurès et Millerand, partisans de la collusion avec les partis bourgeois et du « ministérialisme » — c'est-à-dire de la participation d'un socialiste à un gouvernement bourgeois.

Le danger majeur d'une telle participation était qu'elle engageait la responsabilité des socialistes dans les agissements de ce gouvernement. Quant à ce dernier, le fait qu'il comprenait un socialiste ne l'empêchait nullement de demeurer un gouvernement de domination de classe, l'organisation politico-policière de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire, et il continua de servir fidèlement les intérêts de la classe capitaliste dans tous les domaines de la vie sociale. C'était précisément cette circonstance – la participation d'un socialiste au gouvernement – qui encourageait davantage le gouvernement bourgeois à agir de la manière la plus brutale contre les ouvriers en grève et de recourir en toute occasion à la force armée. Ironie du sort, le sang des ouvriers français n'avait peut-être jamais coulé aussi souvent que du temps du gouvernement « socialiste » de Waldeck-Rousseau.

Dans la période antérieure au récent congrès qui décida l'unification, Millerand n'était plus depuis longtemps au gouvernement, mais les partisans de Jaurès restaient toujours alliés avec les partis bourgeois pour une prétendue « défense » de la République : c'est alors qu'à Limoges coula à flot le sang des ouvriers français qui revendiquaient d'être mieux traités par leurs contremaîtres. En devenant un parti qui soutenait toujours et partout la politique du gouvernement, les jaurésistes étaient obligés de voter un budget dont les plus beaux fleurons étaient les fonds secrets (aux fins de rétribuer les mouchards), des dépenses sans cesse accrues pour la marine et l'armée – cet instrument le plus puissant de la bourgeoisie dans sa lutte contre les revendications ouvrières – , un budget fondé dans sa quasi-totalité sur les impôts indirects et qui pèse donc de tout son poids sur les épaules des couches sociales les plus pauvres. Pris dans cet engrenage, les partisans de Jaurès durent également soutenir l'alliance franco-russe, en tant que prétendue « garantie » de la paix européenne. Tant et si bien que pendant l'Exposition universelle de Paris en 1900, Millerand s'abstint d'assister au congrès socialiste international qui se tenait au même moment, afin de ne pas se compromettre aux yeux de ses collègues bourgeois du ministère, tandis que ses convictions « socialistes » ne l'empêchaient pas d'accueillir à l'Exposition le tsar sanglant et même de laisser orner sa propre poitrine d'une décoration impériale. Fin de l'extrait.

Si après cela vous n'êtes pas dégoûté de Jaurès et des jaurésiens, c'est que vous êtes bon pour rejoindre le PS !

Tous finirent par sombrer dans le social-chauvinisme ou le social-impérialisme, comme quoi le ver de l'opportunisme était dans le fruit dès l'origine et qu'il devait le pourrir entièrement. Cela ne s'invente pas, je suis désolé. On a mis beaucoup trop de temps à le comprendre, y compris Trotsky, ce qui donnera naissance au lambertisme...

On peut également refuser ce constat ou tourner le dos aux enseignements politiques que Lénine en avait tirés, quand on voit le résultat on se dit que se compromettre à ce point-là n'en valait vraiment pas la peine.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

En guise d'épilogue.

Quand on a un enfant, on peut avoir différents rapports avec lui ou il existe différentes méthodes pour l'éduquer. Soit on y consacre peu de temps, on y accorde peu d'intérêt ou on demeure distant avec lui ou au contraire on l'opprime, on ne répond pas à ses questions ou de façon lapidaire, on lui inculque des manières ou des principes sans prendre la peine de lui expliquer réellement en quoi ils consistent, on se contente de lui dire pourquoi il doit les appliquer, il doit obéir, aveuglément, de préférence sans poser de questions ou sur un ton autoritaire, parce que cela nous énerve, et pour cause on n'est pas en mesure d'y répondre, qu'il s'en aperçoive et on perdrait l'autorité qu'on a sur lui que l'on estime légitime...

Soit on y consacre beaucoup de temps, on fait preuve de beaucoup de tendresse envers lui, on y prête une attention soutenue et bienveillante, on l'écoute, on joue chaque jour avec lui, non seulement on répond à toutes ses questions de manière argumentée en se mettant à son niveau, on devance même ses questions pour favoriser son éveil ou sa curiosité, on lui explique

patiemment pourquoi il doit adopter certains principes, en quoi ils consistent et les bienfaits qu'il est en droit d'en attendre dans la vie, sans jamais brusquer les choses, élever la voix ou le brutaliser, et si jamais il ne doit avoir l'impression qu'il serait de trop, il n'aura pas la tentation de prendre votre place et vous n'aurez pas besoin de le remettre à sa place, vous n'aurez pas besoin d'user de votre autorité naturelle sur lui, les choses se passeront dans la bonne humeur et sans heurts...

J'ai subi la première méthode et j'ai testé la seconde sur ma fille.

La première est détestable et j'en porterai des séquelles toute ma vie, par chance ma fille est épanouie et a réussi sa vie pour autant que je sache.

Si c'était nécessaire, cette expérience m'a enseigné et a conforté la conviction qui me vient du marxisme, que s'adresser à l'intellect d'un enfant, d'un homme ou d'une femme était le meilleur moyen pour qu'il comprenne ce que nous avions à lui dire ou pour qu'il puisse progresser dès lors qu'on a des connaissances ou un enseignement à lui transmettre, et que l'usage de la force ou de toute autre méthode contraignante ou malhonnête était inutile, stupide, car inopérante ou ne permettrait jamais d'atteindre cet objectif.

Vous me direz que cela ne marche pas toujours, effectivement, avec des adultes c'est plus compliqué, y compris avec des enfants qui deviennent adultes, car ils subissent l'inflence nocive de la société sans qu'ils en aient forcément conscience. La question est alors de les aider à en prendre conscience, en utilisant la même méthode.

Et si cela ne marche pas, c'est parce qu'on s'y est mal pris ou que les conditions pour qu'on vous écoute n'existaient pas. Si vous pouvez faire en sorte qu'elles se réalisent tant mieux, et si cela n'était pas de votre ressort ou dépendait de facteurs extérieurs, il ne resterait plus qu'à prendre votre mal en patience ou attendre des jours meilleurs sans désespérer.

Je ne me suis jamais senti aussi seul de ma vie, et pourtant j'ai l'impression du contraire, cela doit être dû au mode de pensée que j'ai adopté, d'où ma reconnaissance infinie aux grands philosophes ou penseurs, et surtout aux maîtres du marxisme.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 novembre 2016

CAUSERIE

Quelle solution nous reste-t-il ? La révolution.

Je souhaite le succès de la Conférence nationale de délégués pour la rupture avec Ve République et avec l'UE initiée par le POID, qui doit se tenir dans deux jours.

C'est à l'ordre du jour.

CONFÉRENCE LE SAMEDI 19 NOVEMBRE À 14h30 AU CERMTRI 28 rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Liliane Fraysse qui a coécrit avec Marika Kovács L'OCTOBRE HONGROIS DE 1956 – La révolution des Conseils présentera 1956 : la révolution hongroise des conseils ouvriers

S'il est un anniversaire peu commémoré, c'est bien celui de la Révolution hongroise des conseils ouvriers. Et Pourtant les évènements qui se déroulent du 23 octobre 1956 au mois de janvier 1957 constituent le point le plus élevé de la vague révolutionnaire qui secoue l'Europe, l'URSS et les autres parties du monde dans les années 50.

Cette montée révolutionnaire commence par la grève des travailleurs d'Allemagne de l'Est, puis par la grève générale en France d'août 1953, et se poursuit par les révoltes de détenus dans les camps staliniens, par la défaite de Dien Bien Phu infligée à l'impérialisme français, suivie de peu par le début de la révolution algérienne. Impérialisme et bureaucratie en effet subissent une crise conjointe qui provoquent ces mouvements révolutionnaires.

C'est en Pologne et en Hongrie que ces mouvements trouvent leur plein épanouissement après qu'en mars 1956, au XX° congrès du PCUS, la bureaucratie stalinienne a dénoncé les crimes de Staline. Cette dénonciation, même partielle, libère la parole et aggrave les fissures de l'appareil bureaucratique stalinien.

Cette Révolution met au centre de son combat la révolution politique : chasser la bureaucratie stalinienne pour en revenir à un socialisme véritable «à visage humain» selon l'expression d'Imre Nagy.

Révolution qui s'organise dans les conseils ouvriers dont le prolétariat a conservé le souvenir depuis 1919. Conseils ouvriers qui établissent la vraie démocratie, celle de la classe ouvrière et créent de fait une situation de double pouvoir.

Révolution isolée du mouvement ouvrier international par la collusion entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, et qui sera écrasée par les chars de la seconde intervention russe.

La révolution des conseils ouvriers, avec ses traits spécifiques liés à l'histoire de la Hongrie et de sa classe ouvrière reste une leçon universelle dans le combat pour l'émancipation des travailleurs. CERMTRI

Une brève analyse politique

- Etats-Unis. La bataille fait rage au sein de l'oligarchie financière entre les clans favorables à Clinton ou à Trump...

- France. La crise politique s'est amplifiée ces dernières semaines, Hollande cristalisant dorénavant la crise du régime fragilisant les institutions. Paradoxalement, cette tournure de la situation politique, dont Hollande a pris l'initiative, pourrait être destinée à les protéger, dans la mesure où ses mentors savent qu'il est condamné à être évincé de l'élection présidentielle dans le pire des cas ou du second tour de cette élection au mieux au profit de Juppé ou Sarkozy, comme si sa disparition annoncée de la scène politique pouvait soulager ceux qui l'ont porté à la présidence ainsi que la menace qui pèse sur les institutions ou leur redonner un semblant de légitimité. Quoi qu'il dise ou fasse Hollande ne peut qu'attiser la crise du régime sans que personne ne puisse prévoir quel pourrait en être le dénouement.

Les conditions sont en train de se réunir pour que la crise politique se transforme en crise révolutionnaire à la moindre étincelle mettant à l'ordre du jour la nécessité d'abolir la Constitution et les institutions de la Ve République, à ceci près qu'il n'existe aucun parti ouvrier susceptible d'en profiter pour prendre la direction du mouvement ouvrier et assigner cette tâche aux masses révolutionnaires, à défaut la situation favorable à une révolution prolétarienne pourrait prendre au contraire la tournure dramatique d'une révolution nationale-socialiste, fasciste, on ne peut pas écarter ce scénario qui ouvrirait la voie à une guerre civile dont l'issue serait incertaine...

Fabrication du consentement.

John Pilger, journaliste et écrivain américain.

Aujourd'hui, le gouvernement invisible n'a jamais été aussi puissant et aussi peu compris. Dans toute ma carrière de journaliste et de cinéaste, je n'ai jamais connu de propagande aussi influente sur nos vies que celle qui sévit aujourd'hui, et qui soit aussi peu contestée.

Imaginez deux villes. Les deux sont en état de siège par les forces gouvernementales de ces pays. Les deux villes sont occupées par des fanatiques, qui commettent des atrocités, comme la décapitation.

Mais il y a une différence essentielle. Dans une des deux villes, les journalistes occidentaux embarqués avec les soldats gouvernementaux décrivent ces derniers comme des libérateurs et annoncent avec enthousiasme leurs batailles et leurs frappes aériennes. Il y a des photos en première page de ces soldats héroïques faisant le V de la victoire. Il est très peu fait mention des victimes civiles.

Dans la deuxième ville – dans un pays voisin – il se passe presque exactement la même chose. Les forces gouvernementales assiègent une ville contrôlée par la même trempe de fanatiques.

La différence est que ces fanatiques sont soutenus, équipés et armés par « nous » – par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Ils ont même un centre de médias financé par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Une autre différence est que les soldats gouvernementaux qui assiègent cette ville sont les méchants, condamnés pour avoir agressé et bombardé la ville – ce qui est exactement ce que les bons soldats font dans la première ville.

Déroutant ? Pas vraiment. Tel est le double standard de base qui est l'essence même de la propagande. Je parle, bien sûr, du siège actuel de la ville de Mossoul par les forces gouvernementales irakiennes, soutenues par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne et le siège d'Alep par les forces gouvernementales de la Syrie, soutenues par la Russie. L'un est bon ; l'autre est mauvais.

Ce qui est rarement signalé est que les deux villes ne seraient pas occupées par des fanatiques et ravagées par la guerre si la Grande-Bretagne et les États-Unis n'avaient pas envahi l'Irak en 2003. Cette entreprise criminelle fut lancée sur la base de mensonges étonnamment semblables à la propagande qui déforme maintenant notre compréhension de la guerre en Syrie.

Sans ce battement de tambour de propagande déguisé en informations, les monstrueux Daesh, Al-Qaida, al-Nusra et tout le reste de ces bandes de djihadistes pourraient ne pas exister, et le peuple syrien ne serait pas en train de se battre pour sa survie.

Certains se souviendront peut-être de tous ces journalistes de la BBC qui en 2003 défilaient devant les caméras pour nous expliquer que l'initiative de Blair était « justifiée » pour ce qui allait devenir le crime du siècle. Les chaînes de télévision US fournissaient les mêmes justifications pour George W. Bush. Fox Newsinvita Henry Kissinger pour disserter sur les mensonges de Colin Powell.

La même année, peu après l'invasion, j'ai filmé une interview à Washington de Charles Lewis, le célèbre journaliste d'investigation. Je lui ai demandé, « Qu'est-ce qui se serait passé si les médias les plus libres du monde avaient sérieusement remis en question ce qui s'est avéré être une propagande grossière ? »

Il a répondu que si les journalistes avaient fait leur travail, « il y a de très fortes chances qui nous ne serions pas entrés en guerre contre Irak. »

Ce fut une déclaration choquante, et confirmée par d'autres journalistes célèbres à qui j'ai posé la même question – Dan Rather de CBS, David Rose du Observer et des journalistes et producteurs de la BBC, qui souhaitaient rester anonymes.

(...)

La propagande est plus efficace lorsque notre consentement est fabriqué par l'élite éduquée – Oxford, Cambridge, Harvard, Columbia – qui fait carrière à la BBC, au Guardian, New York Times, Washington Post.

Ces médias sont réputés pour être progressistes. Ils se présentent comme des gens éclairés, des tribuns progressistes de la morale ambiante. Ils sont anti-racistes, pro-féministes et pro-LGBT.

Et ils adorent la guerre.

En même temps qu'ils défendent le féminisme, ils soutiennent les guerres rapaces qui nient les droits d'innombrables femmes, dont le droit à la vie.

(...)

La destruction de la Libye fut un triomphe médiatique.

(...)

L'Ukraine est un autre triomphe médiatique. Des journaux libéraux respectables tels que le New York Times, le Washington Post et le Guardian, et les diffuseurs traditionnels tels que la BBC, NBC, CBS et CNN ont joué un rôle crucial dans le conditionnement de leurs téléspectateurs pour accepter une nouvelle et dangereuse guerre froide.

Tous ont déformé les événements en Ukraine pour en faire un acte maléfique de la Russie, alors qu'en réalité, le coup d'Etat en Ukraine en 2014 fut le travail des États-Unis, aidés par l'Allemagne et de l'OTAN.

L'occultation de la vérité sur l'Ukraine est une des opérations de censure les plus complètes que j'ai jamais vue. Les fascistes qui ont conçu le coup d'Etat à Kiev sont de la même trempe que ceux qui ont soutenu l'invasion nazie de l'Union soviétique en 1941. Alors que l'on se répand sur les craintes d'une montée de l'antisémitisme fasciste en Europe, aucun dirigeant ne mentionne les fascistes en Ukraine – sauf Vladimir Poutine, mais lui ne compte pas.

Beaucoup dans les médias occidentaux ont travaillé dur pour présenter la population russophone ethnique de l'Ukraine comme des étrangers dans leur propre pays, comme des agents de Moscou, presque jamais comme des Ukrainiens qui cherchent une fédération en Ukraine et, en tant que citoyens ukrainiens, qui résistent à un coup d'Etat orchestré depuis l'étranger contre leur gouvernement élu.

Chez les bellicistes règne pratiquement le même état d'excitation que lors d'une réunion de classe. Le batteurs de tambour du Washington Post qui incitent à la guerre contre la Russie sont les mêmes qui publiaient les mensonges sur les armes de destructions massive de Saddam Hussein.

(...)

En 1946, le procureur du Tribunal de Nuremberg a déclaré au sujet des médias allemands : « Avant chaque agression majeure, ils lançaient une campagne de presse calculée pour affaiblir leurs victimes et préparer psychologiquement le peuple allemand pour une attaque. Dans le système de propagande, la presse quotidienne et la radio étaient les armes les plus importantes. » Arrêt

sur Info 28.10

En complément. La palme de la désinformation revient à ?

- Pujadas, Barthès, Bourdin... qui sont les meilleurs journalistes politiques selon les Français? - Le HuffPost

Selon un sondage par l'institut Ipsos pour l'hebdomadaire Télécâble Sat Hebdo.

En terme de crédibilité, le(...) vainqueur est David Pujadas. Présentateur du JT de France 2 et co-animateur de "L'Emission politique", il recueille 37% des suffrages et devance largement Jean-Jacques Bourdin (31%). Gilles Bouleau (TF1) est sur la troisième marche du podium. Chez les femmes, Laurence Ferrari est numéro 1 (19%) devant Ruth Elkrief et Léa Salamé seulement troisième. Le HuffPost 30.10

Personnellement je l'aurais attribuée à Thierry Meyssan et Michel Collon.

Vous regardez encore la télé ?

Dans la poubelle puante du Parlement européen

- BHL affirme que le BDS est un « mouvement fasciste » - Arrêt sur Info

Bernard-Henri Lévy, alias BHL, alias Bernard, alias le philosophe en chemise blanche, était invité le 27 septembre dernier au Parlement européen pour participer à une conférence intitulée “L’avenir des communautés juives en Europe”.

Une intervention d’une quinzaine de minutes, passée relativement inaperçue, au cours de laquelle le libérateur de la Libye a tenté de donner un aperçu de la situation des Juifs en Europe et des “nouveaux visages” de l’antisémitisme.

Et comme de bien entendu, BHL n’a pu s’empêcher de reprendre à son compte l’antienne selon laquelle “l’antisionisme est la forme nouvelle de l’antisémitisme”, amalgamant sans aucun scrupule l’extrême-droite la plus abjecte et le mouvement de solidarité avec les Palestiniens.

Le mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) a fait les frais de ces amalgames, au cours d’une grandiloquente envolée dont BHL a le secret :

“Je suis le premier à me mobiliser sans le moindre quartier contre le mouvement BDS dont je pense que c’est un mouvement fasciste, né au moment du fascisme, organisé à partir d’anciens nazis recyclés dans certains pays arabes en 1946-47.”

Oui, vous avez bien lu : “un mouvement fasciste, né au moment du fascisme, organisé à partir d’anciens nazis”.

En 2013, BHL publiait un livre intitulé Les Aventures de la vérité. De toute évidence, la vérité historique ne semble guère intéresser l’aventurier BHL.

Pour mémoire :

1) Le mouvement BDS est “né” d’un appel signé par plus de 170 organisations de la société civile palestinienne le 9 juillet 2005, un an après l’avis de la Cour internationale de justice exigeant d’Israël qu’il détruise le mur construit en Cisjordanie. Soit 60 ans après la chute du nazisme.

2) La liste des membres de l’instance dirigeante de BDS, le Boycott National Committee (BNC), est publique, et il ne figure en son sein aucun “ancien nazi”.

3) “Au moment du fascisme”, l’État d’Israël n’existait pas, et il aurait donc été malaisé d’appeler à le boycotter.

4) Le mouvement BDS n’a jamais tué personne. Contrairement au fascisme. Et à l’État d’Israël.

Il est de notoriété publique que BHL est un énergumène malfaisant, et d’aucuns pensent que relever ses outrances est une perte de temps.

Mais BHL continue d’être un invité récurrent des plateaux de télévision et des antennes de radio, où l’on s’acharne à le

présenter comme un “intellectuel”, un “philosophe”, un “penseur”.

PS : Pour mémoire (bis), selon l’article 29 de la loi sur la Liberté de la Presse du 29 juillet 1881, “toute allégation ou imputation d’un fait qui porte atteinte à l’honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation” et peut être punie d’une amende de 12.000 euros. Arrêt sur Info 29.10

En complément. Dark in the world.

Clin d'oeil à un titre de Pink Floyds *Dark in the moon*.

- “American Express” punit Roger Waters pour son soutien aux Palestiniens - Arrêt sur Info

Le militantisme pro-palestinien de Roger Waters, membre fondateur des Pink Floyds, aurait – selon le tabloïd New York Post – entraîné la perte du sponsoring de l’émetteur de cartes de crédit “American Express”, d’un montant de 4 millions de dollars US au bénéfice d’un festival auquel il doit prendre part en 2017.

Le quotidien dit “populaire” a présenté la chose comme des représailles directes contre les propos jugés “anti-israéliens” de Roger Waters, auxquels American Express ne voudrait en aucun cas être associé de quelque manière que ce soit; un porte-parole officiel de la firme a affirmé que American Express n’a jamais formellement pris d’engagement financier concernant la tournée 2017 de Roger Waters, et n’a donc pas eu à décider de retirer un sponsoring qui n’a jamais été décidé. “Quand nous avons été approchés, nous n’avons pas fait de propositions”, a dit le porte-parole d’American Express.

Lors de sa prestations sur scène au festival de Oldchella, Roger Waters avait durement attaqué le candidat des “Républicains” à la présidence des États-Unis, Donald Trump – particulièrement à propos de son projet d’ériger un mur supposé infranchissable à la frontière entre le Mexique et les États-Unis – et il avait appelé au boycott d’Israël dans le cadre de la campagne BDS.

Roger Waters avait déclaré récemment dans une interview que les artistes ont souvent peur de s’exprimer à propos de la politique d’Israël, peur des conséquences financières que cela peut avoir pour elles. “J’ai parlé avec beaucoup d’entre elles, et elles ont peur. S’ils osent s’exprimer publiquement, leur carrière est finie. Ils seront détruits”, avait-il expliqué.

Les propos de Roger Waters ont été, à de multiples reprises, qualifiés d’antisémites par les lobbies pro-israéliens, notamment l’AIPAC. Arrêt sur Info 31.10

France. Etat policier.

- Les policiers mécontents vont se regrouper en association - LeFigaro.fr

Après des jours de manifestation, les policiers ont annoncé leur intention de se regrouper au sein d'une association «apolitique et hors syndicat», afin d'être mieux structurés et représentés. Ils espèrent ainsi se faire enfin entendre.

L'annonce est venue du profil Facebook de Robert Paturel mardi soir: les policiers ont l'intention de créer une association afin de militer pour «l'amélioration (générale) des conditions de travail pour tous et la révision de la légitime défense.» En témoigne la nouvelle mobilisation devant la Pyramide du Louvre mardi, les mesures annoncées par Bernard Cazeneuve le 27 octobre n'ont pas suffi à calmer la grogne des policiers, bien au contraire. Un policier, témoignant sous couvert de l'anonymat, souligne au Figaro que «cette enveloppe de 250 millions d'euros était déjà prévue, il n'y a donc pas eu de grande nouveauté.» Si les contours de l'association ne seront établis que demain, il devrait s'agir d'une association de loi 1901. Elle pourrait rassembler aussi bien des policiers que des civils, sur le modèle de l'ADEFDROMIL, l'Association de Défense des Droits des Militaires. LeFigaro.fr

Commentaires d'internautes

1- Une association de policiers qui veut concurrencer les syndicats policiers finira tôt ou tard par devenir un nouveau syndicat. Par effet d'entrisme, les meneurs de l'association finiront par être politisés et elle sera noyautée par un parti politique. Son évolution est à surveiller.

L'apparition de cette nouvelle association prouve que les syndicats traditionnels sont peu efficaces pour défendre les intérêts généraux de la police.

2- Du jamais vu dans un pays, les policiers qui sont obligés de se cacher. Il n'y a plus de droit d'expression et les droits de l'homme sont balayés.

3- Grâce à ces policiers, on sait désormais qu'en France on peut manifester cagoulés et armés, de nuit. Et sous état d'urgence.

Les activistes du Black Bloc auront compris le message.

4- La fin de la mainmise des syndicats, collaborateurs des partis politiques et des gouvernements en place....

LVOG - Place à l'extrême droite ?

Un rapport de police.

- Police et citoyens : pourquoi le divorce persiste - LeMonde.fr

Un rapport du think tank Terra Nova (PS - ndlr) appelle à rétablir des relations de confiance entre la police et la population. LeMonde.fr

A quand le tirage au sort ?

- Extractions judiciaires : l'inquiétant audit - LeFigaro.fr

Un rapport révèle qu'un détenu sur quatre ne peut actuellement être sorti de prison faute de personnels suffisants. Le garde des Sceaux, Jean-Jacques Urvoas, a récemment obtenu des moyens pour mieux gérer ces extractions. LeFigaro.fr

Vous savez quand vous y entrez mais vous ne savez pas quand vous en sortirez.

- Georges Ibrahim Abdallah a entamé sa 33ème année de détention en France - Investig'Action

Arrêté en 1984, ce militant des Forces armées révolutionnaires libanaises (FARL) a ensuite été condamné à perpétuité pour complicité dans les assassinats, en 1982, de deux diplomates, agents de la CIA et du Mossad, les services secrets israéliens, l'Américain Charles Robert Ray et l'Israélien Yacov Barsimantov. Georges Ibrahim Abdallah est libérable depuis 1999.

Le samedi 22 octobre 2016, 400 personnes ont défilé jusqu'au centre pénitentiaire de Lannemezan, dans les Pyrénées, pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah.

Comment expliquez cet acharnement des gouvernements français successifs de le maintenir en détention ?

Les gouvernements français successifs, qu'ils soient de droite comme de gauche, ont une justice de classe que l'on veut nous faire croire indépendante. Au regard des interventions connues et dénoncées des élus étasuniens auprès de nos ministres en 2003 et en 2012, qui n'acceptaient pas la libération de Georges Abdallah prononcée ces deux années-là par les tribunaux, nous n'avons aucune illusion à ce sujet. Dernièrement, Monsieur Urvoas, actuel ministre de la Justice, a donné publiquement Georges Abdallah comme exemple de perpétuité réelle (qui n'existe pas normalement en France…).

Mais voilà, Georges Abdallah ne se renie pas depuis plus de 32 ans. Et le but des démarches judiciaires, est de substituer au prisonnier politique, un docile criminel repentant. Il ne suffit pas que leurs organisations combattantes n'existent plus, ils leur faut gommer de la mémoire collective toute trace qui pourrait faire lien avec une contestation légitime contemporaine. Tant que le prisonnier se comporte en militant révolutionnaire, la justice bourgeoise lui déniera tout aménagement de peine. Et en plus… son principal combat ayant toujours été, jusqu'à nos jours, la libération de la Palestine, on comprend bien pourquoi on le maintient en prison… Investig'Action 30.10

Ils ne sont pas d'extrême droite, ce sont juste des radicaux de droite.

- Présidentielle 2017 : les réformes radicales de Sarkozy et Juppé - leparisien.fr

En cas de victoire à la présidentielle, Nicolas Sarkozy ou Alain Juppé vont-ils jeter des centaines de milliers de français mécontents dans la rue ? Difficile évidemment de prédire une crise sociale six mois avant une élection mais, pour Boris Walbaum, le fondateur de Couragepolitique.fr, pas de doute : « Cela risque d'être très très chaud. »

Et pour cause : les deux favoris à la primaire de la droite ont concocté des programmes carrément... explosifs. « On a changé de paradigme », résume Boris Walbaum qui a décortiqué les mesures préconisées par les candidats.

Certes, en 2007, Nicolas Sarkozy avait déjà ouvert une brèche, en proposant une rupture très nette et des réformes parfois radicales. Mais rien de comparable avec le remède de cheval préconisé pour 2017 par la droite. « On tape dans le dur : il y a une remise en cause du modèle économique et social français. C'est logique : en dix ans, la crise s'est accentuée et les Français sont plus favorables aux réformes », assure Boris Walbaum.

Entre les deux favoris du scrutin, très peu de différences : ils s'attaquent bille en tête à des totems, notamment l'éducation ou l'enseignement supérieur. « C'est dans ces deux domaines qu'ils prennent le plus de risques en défendant des réformes comme la sélection à l'université », constate l'expert.

Leurs projets en matière économique et sociale — entre dégressivité des allocations chômage ou baisse drastique du nombre de fonctionnaires — tranchent également. Audacieux, certes, mais très risqués. Et difficiles à vendre à des Français qui restent toujours fondamentalement attachés à leur modèle. leparisien.fr

Parmi les mesures du projet de budget de la Sécurité sociale pour 2017 présenté par le gouvernement figure une ausse des taxes sur le tabac à rouler avec une hausse des prix anticipée de 15%. Ou encore : L'hôpital devra réaliser 1,5 milliard d'euros d'économies, notamment en optimisant ses dépenses (845 millions) et grâce à l'ambulatoire (640 millions). (AFP 02.11)

Même en oligarchie une crise du régime est possible.

- «Rassemblement» à gauche ? Quel rassemblement ? - Liberation.fr

Valls, Le Foll ou encore Cambadélis ont appelé leur famille politique à ne pas se diviser. Le refrain pourrait s'entendre si l'exécutif n'était pas le premier responsable de cet éclatement de la gauche à quelques mois de la présidentielle.

Depuis la déflagration provoquée par la sortie du livre "Un Président ne devrait pas dire ça...", François Hollande n'est plus seulement (violemment) critiqué pour son action politique. La personne même du chef de l'Etat se retrouve désormais (brutalement) attaquée tant par l'opposition que par sa propre majorité. Signe de la gravité de la crise de respect à l'oeuvre, même le premier ministre Manuel Valls prend désormais des libertés inédites sous la Ve République avec la sacro-sainte solidarité gouvernementale, alimentant le scénario d'une crise de régime imminente. Liberation.fr 31.10

Libération n'est jamais en reste quand il s'agit de voler au secours des institutions de la Ve République.

- "Le président de la République peut méditer cet avertissement de Machiavel: le Prince ne doit point s'offenser d'entendre la vérité. Mais si chacun a la liberté de la lui dire, c'est alors que se perd le respect."

Autrement dit, en oligarchie nuls autres que les membres de l'aristocratie ou tout serviteur autorisé par le monarque ne doit pouvoir s'exprimer librement ou dire sincèrement ce qu'il pense de son excellence. C'est conforme à l'esprit de Charlie ou à leur conception de la liberté d'expression.

Le coup d'Etat manqué ou la corde autour du cou.

- François Hollande face à une crise de respect inédite sous la Ve République - huffingtonpost.fr

La paranoïa ambiante au Parti socialiste est telle que l'Elysée a pris au sérieux une rumeur selon laquelle Manuel Valls aurait cherché à lancer un appel dans Le JDD visant à l'empêcher de se représenter en 2017.

Preuve que l'incendie a gagné le lac, cette crise du respect s'étend en effet au plus haut niveau de l'Etat où le premier ministre en personne ne cache plus son exaspération à l'égard du président de la République. Et ce de manière de plus en plus assumée.

"Il y a une rupture de confiance avec le Président. Comment faire confiance à quelqu'un que vous connaissez depuis longtemps, avec lequel vous travaillez quotidiennement, et qui fait écouter vos conversations à des journalistes? C'est un manque de respect incroyable à l'égard de moi-même, de ses autres interlocuteurs comme des institutions", aurait confié le chef du gouvernement la semaine dernière, selon des propos rapportés par Le Canard Enchaîné.

Après avoir refusé de considérer François Hollande comme le candidat naturel de son camp, le même Manuel Valls a poussé la transgression jusqu'à exprimer ouvertement dans Le Monde sa "colère" et la "honte" des militants socialistes face aux bavardages indiscrets du président.

"Un premier ministre qui dit qu'il est en colère contre le président de la République et qu'il a honte de lui, vous vous rendez compte? Je veux bien qu'il n'y ait plus aucun principe dans cette République mais quand même... C'est énorme, c'est délirant!", s'étrangle un ministre cité par Le Figaro. huffingtonpost.fr Le Huffington Post 31.10

- Valls, Le Maire, Filoche... Plus personne ne respecte le président - LePoint.fr

En se mettant au diapason du Premier ministre, Bruno Le Maire et Gérard Filoche ont tous deux déclaré ne plus avoir de respect

pour le chef de l'État. LePoint.fr 31.10

- Quelle vanité, vous sous-estimez vos qualités !

Pour Valls, la gauche française "peut devenir la plus bête du monde" - Franceinfo

La preuve :

- Benoît Hamon : « Hollande doit être candidat » - LeParisien.fr

Quand les charognards et imposteurs changent de masques.

- PS : la révolte des sans-dents ! - LePoint.fr

Entre François Hollande et les élus socialistes, les ponts sont désormais rompus. La défaite, oui, mais le déshonneur, non, gronde le peuple de gauche.

La parution du livre de Davet et Lhomme a levé un vent de fronde chez les élus et les militants socialistes. La défaite, d'accord, mais l'humiliation, non ! Or le visage de cette humiliation est tout entier incarné par François Hollande. Il y a un mois, avec un gros effort d'imagination et de mansuétude, l'essentiel des élus accordait au président sortant le droit de concourir à nouveau. Mais aujourd'hui, disent-ils, il est temps d'arrêter les frais tant chaque semaine qui s'écoule met en danger l'idéal socialiste et les valeurs de gauche que le premier des Français était censé porter.

Déjà décimés aux régionales et absents de deux régions hautement symboliques comme Provence-Alpes-Côte d'Azur ou les Hauts-de-France, les élus locaux jouent leur peau aux (...) LePoint.fr 31.10

La suite était réservée aux abonnés du Point, mais on la connaît.

Ces élus et militants seraient de gauche quand viennent des élections et le reste du temps ils sont de droite, autant dire qu'ils le sont tout court. Ils n'ont cessé d'appliquer ou de soutenir la politique de Hollande depuis mai 2012, qui aurait incarné "l'idéal socialiste et les valeurs de gauche" démontrant ainsi qu'ils leur sont étrangers.

Autant l'achever puisqu'il est fini

Les seigneurs de la guerre n'aiment guère que leurs zélés serviteurs exposent leurs intentions inavouables à leurs ennemis, cette erreur leur sera fatal : ils les achèvent.

- Le jour où François Hollande est devenu un "mort-vivant" - lepoint.fr

Même François Hollande fête Halloween... du moins bien malgré lui. Le président de la République vient d'être qualifié de "mort-vivant" dans un article du New York Times paru vendredi 28 octobre. Le quotidien américain réagit sévèrement au nouveau record d'impopularité de François Hollande...

"Les morts-vivants hantent depuis longtemps la politique française. Certains ressuscitent après avoir frôlé la mort, alors que d'autres continuent d'exister politiquement alors qu'ils sont déjà morts. Le président français François Hollande appartient à cette deuxième catégorie", écrit le New York Times. Dans un article au vitriol, le quotidien américain analyse ensuite les derniers tollés qui ont marqué le quinquennat Hollande. lepoint.fr 31.10

Ils sont sur les nerfs. Ca vole bas ou quand ils ne parviennent plus à se contrôler.

- « Il devrait la fermer » : Alain Rousset ne visait pas François Hollande mais Michel Sapin - L'Opinion

Dans Sud Ouest, Alain Rousset a regretté l'ambiguïté de ses propos. Le président socialiste de la Nouvelle-Aquitaine a assuré qu'il s'adressait en réalité à Michel Sapin et pas François Hollande. L'Opinion

- La droite ferait mieux de "la fermer", lance Stéphane Le Foll - Huffington Post

- En plein discours, Manuel Valls recadre sèchement un ministre distrait par son téléphone - franceinfo

Facile à dire depuis Washington.

- Courage politique : selon Lagarde, «il faut être prêt à prendre des risques» - LeParisien.fr LeParisien.fr

Quitte à se suicider.

- Hollande : "Personne ne fait mieux que moi à gauche" - LePoint.fr

Le chef de l'État se dit certain d'être le mieux placé pour rassembler la gauche de gouvernement en 2017. LePoint.fr

La preuve

- Dans les banlieues, le soutien à la gauche "s'est totalement effondré" - Franceinfo

Et encore...

- Il y avait plus de journalistes que d'habitants pour accueillir Alain Juppé sur la dalle d'Argenteuil - Le Huffington Post

Profil bas

- A Argenteuil, Alain Juppé joue la carte de la sobriété - 20minutes.fr

Le candidat à la primaire de la droite est venu « écouter »… 20minutes.fr

Le journaliste voulait dire s'écouter...

People et tabloïd. Mélenchonnerie ou galéjade. Voter Sanders qui a rallié Clinton, c'était voter révolutionnaire. Digne de Gala.

- Sophia Chikirou, l'atout com de Jean-Luc Mélenchon lepoint.fr

Pour Le Journal du dimanche, qui lui consacre un portrait ce dimanche, c'est la femme qui "murmure à l'oreille de Jean-Luc Mélenchon". Qui a convaincu le député européen de se livrer sur le canapé de Karine Le Marchand dimanche 6 novembre pour la deuxième d'Une ambition intime, l'émission qui a suscité tant de controverses, entre adoration et aversion ? C'est Sophia Chikirou. Qui a orchestré la séance quinoa au magazine Gala ? Encore Sophia Chikirou ! "Nous avons considéré que la question de l'alimentation et des modes de production était un sujet populaire qui trouve davantage d'écho dans Gala que dans la presse politique", détaille-t-elle dans les colonnes du JDD. Son but est simple : "Dévoiler le vrai Mélenchon."

Cette ancienne du Parti socialiste de 37 ans - elle a claqué la porte du PS lorsque son investiture pour la 21e circonscription est refusée en 2006 - a côtoyé Jean-Marie Bockel avant de rejoindre Mélenchon en 2012 où elle est son attachée de presse. Après le bon score du candidat du Front de gauche il y a cinq ans, Chikirou rêve plus haut pour son grand homme. Elle est partie du côté des États-Unis intégrer le staff de campagne de Bernie Sanders, le candidat "hype" de l'autre gauche, pour y prendre les meilleures pratiques. Et les calquer dans la future campagne. "J'ai dans un premier temps choisi de voir comment la campagne se passait au niveau local. Porte-à-porte, phone banking, texting, facebooking : j'ai participé à toutes les actions militantes de terrain, expliquait-elle au Monde au printemps dernier, lorsque Sanders tenait la dragée haute à Hillary Clinton. Je veux comprendre comment on passe d'un vote social-démocrate à un vote révolutionnaire." lepoint.fr 31.10

Et ce n'est pas avec Mélenchon qu'elle va l'apprendre puisqu'il a emprunté le chemin inverse il y a plus de 30 ans. Pour eux le militantisme est une question de com, de marketing. Tout comme le mandat d'un élu est juste une affaire de tiroir-caisse, par ici la monnaie.

Pour allez chercher son inspiration dans le parti des Clinton, autant dire qu'en guise d'insoumis vous avez à faire à des carpettes. Le titre de charlatan ou d'aventurier qu'on lui décerne est amplement mérité. Au moins il sera épargné à Mélenchon de se rallier à Hollande ou son supplétif le soir du 1er tour de la présidentielle, l'honneur (perdu) sera sauf, c'est tout ce qu'il lui reste.

Cela vaut son pesant d'or...

- Barroso chez Goldman Sachs : le comité d'éthique européen estime qu'il n'y a pas d'infraction - LeMonde.fr

Normal, ils sont juges et parties !

Cruauté ou barbarie. Un jour ils vous feront crever à petit feu de faim et de soif.

- Dignité des personnes en fin de vie : une association "accuse - francetvinfo.fr

Sur une affiche s'inspirant du fameux "J'accuse" rédigé par Émile Zola au cours de l'affaire Dreyfus, l'ADMD entend dénoncer la loi du 2 février 2016 sur la fin de vie qui, selon elle, "n'ouvre aucun droit supplémentaire" pour les patients.

Cette loi autorise "une sédation profonde et continue jusqu'au décès", alors que l'association escomptait, sur la foi d'engagements de François Hollande, "un droit à une assistance médicalisée pour finir sa vie dans la dignité".

Invité du Magazine de la santé ce 2 novembre, le Dr Jean-Marie Gomas, responsable des soins palliatifs à l'hôpital Sainte-Perrine, ne cache pas sa colère à l'égard de la nouvelle campagne de l'ADMD. "On n'empêche jamais les gens de boire et de manger s'ils ont envie de manger. [Il faut cependant savoir que quand] vous êtes très malade, [boire et manger] n'est vraiment pas votre préoccupation. Et si ça l'est, je ne connais pas d'équipe soignante qui refuserait à boire et à manger à un patient."

Dans certains cas très précis, on arrête d'alimenter les patients ou interrompt l'hydratation afin de ne pas "encombrer" la vessie des patients, précise pudiquement le médecin. "Ce sont des stratégies graduées, sur lesquelles on a beaucoup travaillé : le premier patient que j'ai sédaté ainsi, c'était il y a 25 ans", explique le Dr Gomas. "On fait très attention à respecter le confort du patient."

Le médecin reconnaît toutefois que "beaucoup de patients ont des fins de vie difficiles, […] qu'il y a des services où ça n'est pas encore optimal, et […] que tous les médecins ne sont pas encore suffisamment assez formés". Mais il récuse ce qu'il juge être "un raccourci" de la part de l'ADMD, et juge la campagne prompte "à angoisser les patients" en fin de vie. francetvinfo.fr

Quelle ignominie, quel cynisme et cela se dit médecin ! Vous crèverez déshydraté, je n'y avais pas encore pensé. Putain, je vais boire un coup de fotte pendant qu'il en est encore tant, je me déshydrate devant ce foutu écran... Comme quoi vaut mieux prendre la décision d'en finir avant...

Etat d'exception permanent. Liberté surveillée généralisée.

Fichage universel pour imposer une dictature universelle.

60 millions de Français fichés dans une base de données commune des titres d'identité - lemonde.fr

Soixante millions de Français glissés, à l'occasion d'un week-end de pont de la Toussaint, dans une même base de données : un décret paru au Journal officiel dimanche 30 octobre, et repéré par le site NextInpact, officialise la création d'un « traitement de données à caractère personnel commun aux passeports et aux cartes nationales d'identité ». En clair, les données personnelles et biométriques de tous les détenteurs d'une carte d'identité ou d'un passeport seront désormais compilées dans un fichier unique, baptisé « Titres électroniques sécurisés » (TES). Cette base de données remplacera à terme le précédent TES (dédié aux passeports) et le Fichier national de gestion (dédié aux cartes d'identité), combinés dans ce nouveau fichier.

La base de données rassemblera ainsi des informations comme la photo numérisée du visage, les empreintes digitales, la couleur des yeux, les adresses physiques et numériques… Au total, la quasi-totalité des Français y figurera, puisqu'il suffit de détenir ou d'avoir détenu une carte d'identité ou un passeport pour en faire partie – les données sont conservées quinze (pour les passeports) à vingt ans (pour les cartes d'identité). lemonde.fr 31.10

Les mailles du filet d'une implacable dictature se resserrent jour après jours.

Pourquoi ont-ils absolument besoin de se doter de nouveaux instruments de police pour surveiller la totalité de la population et pouvoir loger n'importe quelle personne n'importe quand ? Pour pouvoir intervenir préventivement en cas d'insurrection ouvrière et emprisonner, torturer ou faire disparaître ses dirigeants ou cadres, les "meneurs"...

- Le "décret Halloween", le plus impressionnant système de fichage - Le Huffington Post

Nos libertés individuelles et le respect dû à nos vies privées ont passé un sale week-end !

Le 28 octobre 2016, le Gouvernement a signé et publié un Décret instituant le plus impressionnant système de fichage qui n'ait jamais été mis en place. Mais que l'on en juge plutôt ; tout porteur d'une pièce d'identité ou passeport biométrique verra l'ensemble des données personnelles qu'il a transmis regroupées dans un fichier comportant ainsi l'identité, l'adresse postale et électronique, la signature, la taille, le sexe, la couleur des cheveux, mais aussi les empreintes digitales.

Ce fichier comportera ainsi les données personnelles de 60 millions de personnes !

Plus encore que la façon presque clandestine de légiférer, la manière de ce gouvernement de porter cette atteinte à nos libertés est choquante. Elle procède d'un choix manifeste d'éviter le débat public. Comment ne pas s'indigner d'une telle façon de faire, une telle manière de contourner le débat parlementaire et de surprendre les défenseurs habituels des libertés individuelles ? Comment ne pas s'indigner de ce que les décisions et avis des plus hautes autorités de l'Etat soient simplement contournés par un artifice qu'il convient de dénoncer.

Le 22 mars 2012, le Conseil Constitutionnel avait rendu une décision censurant un projet équivalent porté par la précédente majorité. Il avait statué que ce projet portait en lui des atteintes disproportionnées par rapport aux atteintes qu'il était susceptible de porter aux libertés individuelles. Est-ce pour éviter pareille censure que ce Gouvernement a choisi de passer par la voie du Décret plutôt que celle de la loi ?

La Commission Nationale Informatique et Liberté quant à elle avait émis un avis de mise en garde contre l'institution d'un tel fichier. Il a été lui aussi tristement ignoré. Le Huffington Post

- Pourquoi le nouveau fichier qui stocke les données biométriques de tous les Français pose problème - Huffington Post

Mercredi 2 novembre, le député LR Lionel Tardy a posé une question au gouvernement à l'Assemblée Nationale au sujet de ce décret "passé en douce" lors du long week-end de la Toussaint. Il a notamment critiqué le fait que ce fichier ait été créé par décret et non via une proposition de loi, rappelant qu'un système "similaire", proposé par le gouvernement de Nicolas Sarkozy en 2012, avait été critiqué par la gauche, "notamment par M. Urvoas, aujourd'hui ministre de la Justice".

Le député a également mis en avant le risque d'un piratage, ou encore d'un détournement de ce décret dans le cadre des futures changement de majorités. "Il est très étonnant de voir ceux qui la condamnaient jusqu'alors mettre en place une telle mesure en catimini", a lancé Lionel Tardy.

Effectivement, un tel mégafichier était déjà inscrit dans une proposition de loi de la droite adoptée en 2012 à la fin du précédent quinquennat, avec deux finalités principales. Celui-ci devait aider à lutter contre l'usurpation d'identité pour éviter qu'une personne s'approprie le document d'une autre, comme le fichier actuellement mis en place.

Mais il devait également permettre l'identification d'une personne à partir de ses données (empreintes digitales notamment), y compris à des fins judiciaires. En raison de cette seconde finalité, la création du fichier avait été retoquée par le Conseil constitutionnel. Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- États-Unis : un dernier sondage donne Donald Trump vainqueur - Franceinfo

Conséquence des dernières affaires qui ébranlent le clan Clinton, pour la première fois depuis des mois, Donald Trump est donné vainqueur de l'élection présidentielle. Selon un sondage de NBC, le candidat républicain devance la candidate démocrate d'un point. "On se dit ce soir que tout est possible, car cet inversement de tendance était tout simplement inenvisageable il y a seulement quelques jours", rapporte Jacques Cardoze. Depuis le mois de mai, jamais Donald Trump n'avait été donné en avance sur Hillary Clinton, au plan national.

"Un deuxième institut de sondage donne une égalité parfaite entre les deux candidats", ajoute le correspondant de France 2 à Washington avant d'ajouter : "Ce qui est intéressant, c'est que ce sont les premières enquêtes d'opinion post-scandale du FBI". Franceinfo

1.2- États-Unis : une nouvelle affaire embarrasse le clan Clinton - Franceinfo

Lorsque Hillary Clinton entre en scène, en mars dernier, pour débattre avec son rival de la primaire, personne n'imagine alors que

les dés sont pipés. La chaine CNN donne alors la parole à des habitants de Flint, une ville secouée par le scandale de l'eau contaminée au plomb. Les questions et réponses semblent spontanées, mais en réalité, Hillary Clinton connaissait déjà la question grâce à Donna Brazile, une dirigeante démocrate, consultante pour CNN, qui a informé l'équipe de campagne de la candidate.

Une semaine plus tard, nouveau débat et même scénario. " De temps en temps j'obtiens des questions à l'avance, je peux vous en fournir d'autres", aurait confié Donna Brazile au clan Clinton. Elle avertit ensuite qu'il y aura une question sur la peine de mort. Aussitôt ses révélations connues, Donald Trump enfonce le clou : " Imaginez si ça avait été moi qui avait fait ça, qu'est-ce qu'il me serait arrivé ? La chaise électrique ?". Hillary Clinton s'est bien gardée de réagir, mais cette nouvelle affaire renforce les attaques du milliardaire qui l'accuse régulièrement d'être malhonnête. Franceinfo

2- Afrique du Sud

- Afrique du Sud : typhon rouge dans les rues de Pretoria - LeMonde.fr

Les rues de Pretoria, ce mercredi 2 novembre, appartiennent aux militants vêtus de rouge de la tête aux pieds de la formation de Julius Malema, les Economic Freedom Fighters (« combattants pour la liberté économique », EFF). EFF se présente comme un mouvement d'extrême gauche, dissident de l'ANC, parti au pouvoir jugé, en gros, « racial traître ».

Julius Malema se propose de briser la misère, les inégalités, les faux-semblants de l'Afrique du Sud post-aparthied par des mesures radicales (nationaliser les terres, les mines, les banques). Mais aujourd'hui, l'heure n'est pas aux discussions de programme. Les militants d'EFF ont un mot à la bouche, simple et net comme un coup de cutter : « Zuma doit partir ! » LeMonde.fr

3- Maroc

- Les Marocains dans la rue après la mort d'un poissonnier - Francetv info

De simple fait-divers, la nouvelle finit par déclencher un mouvement national. La mort tragique d'un vendeur de poisson, broyé par une benne à ordures, a suscité une vague d'indignation et de manifestations au Maroc.

Mouhcine Fikri, un marchand de poisson d'une trentaine d'années, est mort vendredi soir à Al-Hoceima, dans le Rif, happé par une benne à ordures alors qu'il tentait apparemment de s'opposer à la saisie et à la destruction de sa marchandise par des agents de la ville.

Dimanche, des milliers de personnes ont participé aux funérailles du jeune homme, avant d'envahir le centre-ville d'Al-Hoceima. "Criminels, assassins", scandaient notamment les milliers de manifestants, "Arrêtez la hogra (l'arbitraire)", ou encore "Ecoute Makhzen (le palais royal), on n'humilie pas le peuple du Rif !".

Des manifestations de moindre ampleur ont eu lieu dans plusieurs autres villes du Rif, mais aussi à Casablanca, Marrakech et Rabat... Francetv info 31.10

4- Côte-d'Ivoire

- Référendum sur la Constitution ivoirienne : le pouvoir confiant, « fiasco total » pour l'opposition - lemonde.fr

Avant la publication de chiffres officiels, l'opposition estime déjà que le taux de participation a été très faible. La compilation des résultats ne devrait être connue que lundi ou mardi, selon la Commission électorale indépendante (CEI).

Le ministre de l'intérieur, Hamed Bakayoko, a évoqué des incidents dans une « centaine de bureaux de votes », sur un total d'environ 20 000 au total, mais a assuré que les « choses se [déroulaient] bien dans l'ensemble ».

L'opposition avait appelé au boycottage du scrutin, reprochant au pouvoir de n'avoir consulté ni l'opposition ni la société civile, ainsi que de vouloir faire passer le projet « à la sauvette » avec une campagne de sept jours et une diffusion faible d'un texte qu'elle qualifie de « monarchique » et « rétrograde ».

L'issue du vote de dimanche ne fait toutefois pas de doute, le taux de participation étant la principale inconnue de ce scrutin. En août 2000, six mois après le coup d'Etat de Noël 1999, la deuxième Constitution ivoirienne avait recueilli 87 % de « oui » pour un taux de participation de 56 %. L'opposition et certains observateurs estiment qu'il faut que le pouvoir actuel obtienne au moins le même score pour que le nouveau texte soit légitime.

Dimanche dans la soirée, la coalition Front du refus parle d'un taux de participation entre 3 % et 5 % alors que la coalition autour

du Front populaire ivoirien (FPI) assure qu'il se situe entre 6 % et 7 %. Le chef du FPI, Pascal Affi Nguessan, qui considère que ce vote s'est soldé par « un fiasco total, un désert électoral sur l'ensemble du territoire national », estime qu' « il appartient au président Ouattara de tirer les conséquences (…) Soit il retire le texte, soit il démissionne ».

Selon des relevés des journalistes de l'AFP, le taux de participation tournait autour de 20 % à Ecole Riviera-Golf à Abidjan, et de 43,5 % au premier bureau de l'école Dauphins de Cocody. A Bouaké (centre-nord), ancienne capitale de la rébellion, il était de 40 % à l'école Kamonoukro et de 46,22 % au collège Saint-Jacques. lemonde.fr 31.10

5- Turquie

Le sultan de l'OTAN est toujours le Charlie de Hollande.

- Opération de la justice turque contre le quotidien Cumhuriyet - Reuters

La police turque a procédé lundi à l'arrestation d'une douzaine de membres du personnel du quotidien d'opposition Cumhuriyet, dont son rédacteur en chef, accusés de crimes commis au nom des séparatistes kurdes et du réseau du prédicateur Fethullah Gülen, qu'Ankara considère comme l'instigateur du coup d'Etat manqué du 15 juillet.

Dans un communiqué, le bureau des procureurs d'Istanbul précise que l'enquête a été ouverte en août à la suite de la publication d'articles potentiellement de nature à légitimer l'action des putschistes.

Sur son site internet, le quotidien indique que 11 de ses salariés, dont le rédacteur en chef Murat Sabuncu, ont été arrêtés et que cinq autres font l'objet de mandats d'arrêt. Il ajoute que les ordinateurs portables de plusieurs d'entre eux ont été saisis à leur domicile.

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant les locaux du journal à Istanbul pour exprimer leur soutien à la rédaction. "Le journalisme n'est pas un crime !", ont-ils scandé.

Depuis le coup d'Etat manqué du 15 juillet, 37.000 personnes ont été arrêtées et 100.000 fonctionnaires limogés. Reuters 31.10

En complément chez les Charlie.

- Un célèbre journaliste israélien tombe pour harcèlement sexuel - lefigaro.fr

Ari Shavit avait acquis une renommée internationale, il y a environ trois ans, en publiant un ouvrage remarqué sur l'histoire et les contradictions de l'État hébreu. Accusé par deux femmes, il vient de démissionner du quotidien Haaretz.

Le journaliste israélien Ari Shavit s'était attiré une renommée mondiale en publiant, à l'automne 2013, Ma terre promise. Ce récit évocateur et nuancé prétendait retracer l'épopée sioniste en s'appliquant à remettre en cause les dogmes et les caricatures de droite comme de gauche. La critique et le public réservèrent à l'ouvrage un accueil enthousiaste, qui valut à son auteur d'être invité à le présenter dans de nombreux pays.

Quelques jours après la parution de l'article l'incriminant de façon anonyme, Ari Shavit s'est publiquement dénoncé avant d'exprimer des regrets mesurés.

Après un moment d'hésitation, l'éditorialiste, qui travaillait depuis le milieu des années 90 pour le quotidien de centre gauche Haaretz ainsi que pour la dixième chaîne de télévision israélienne, a présenté dimanche sa démission. lefigaro.fr 31.10

6- Syrie

Quand l'Agence Française de Propagande exprime le regret du gouvernement français qui supporte ouvertement les barbares d'Al-Qaïda.

6.1- Syrie: l'offensive rebelle piétine à Alep - AFP

L'offensive rebelle dans l'ouest de la ville d'Alep piétinait lundi face à la résistance des forces du régime syrien, l'ONU condamnant le grand nombre de victimes civiles provoqué par les tirs des insurgés.

Depuis vendredi, les rebelles opposés au président syrien Bachar al-Assad mènent une offensive lancée de l'extérieur de la ville pour briser le siège imposé par le régime aux quartiers d'Alep tenus par l'opposition. AFP 31.10

6.2- Le Royaume-Uni reprend la formation des jihadistes en Syrie - Réseau Voltaire

Le ministre britannique de la Défense, Michael Fallon, a annoncé que son pays allait reformer l'Armée syrienne libre. Son gouvernement reprend ainsi le programme de formation de combattants dits « modérés » qui avait été lancé par le président Obama en 2014.

L'Armée syrienne libre a été créée par la France en 2011 autour du chef libyen d'al-Qaïda Abdelhakim Belhaj. L'opération avait été présentée comme une aide à des déserteurs syriens conduits par le colonel Riad el-Asaad. Progressivement les membres de l'ASL ont rejoint al-Qaïda. En 2016, l'étiquette de l'ASL a été ressuscitée par la Turquie qui en a fait usage pour ses milices turkmènes.

Les États-Unis avaient quant à eux dépensé un demi milliard de dollars pour la formation de nouveaux « combattants rebelles ». Cependant, la totalité des personnes formées a aujourd'hui rejoint al-Qaïda.

Il donc fort probable que le nouveau programme britannique masque une nouvelle aide à al-Qaïda. Réseau Voltaire 01.11

7- Brésil

- Brésil: Crivella, évangélique puritain maire de Rio la sensuelle - AFP

Marcelo Crivella sénateur néo-pentecôtiste de 59 ans accomplit des miracles: il est devenu dimanche le premier maire évangélique de l'histoire Rio de Janeiro la sensuelle, capitale mondiale du carnaval de tous les excès.

Le nouvel édile de la "Ville merveilleuse" tient du caméléon: ingénieur de formation, il a été chauffeur de taxi, militaire, missionnaire en Afrique, chanteur de gospel, avant d'embrasser une carrière politique il y a 14 ans.

Pendant sa campagne, il a tout fait pour cacher une facette méconnue de son parcours: un passé de prédicateur intégriste diabolisant catholiques et homosexuels.

Tout comme il a tenté de minimiser son passage dans le gouvernement de gauche de la présidente Dilma Rousseff destituée en août pour maquillage des comptes publics, dont il a été ministre de la Pêche de 2012 à 2014.

Pendant sa campagne, ce sénateur du Parti républicain brésilien (PRB, droite), émanation de la puissante Eglise universelle du royaume de Dieu (EURD, néo-pentecôtiste) a lissé son image.

Il s'est présenté en pasteur tolérant et modéré, ouvert même au mariage gay. Oubliées les prises de positions décapantes qu'il avait exposées en 1999 dans un livre exhumé par la presse pendant la campagne: "En évangélisant l'Afrique" (1999), où on le voit sur des photos en train de pratiquer des exorcismes.

Racontant son expérience de missionnaire en Afrique, M. Crivella y accusait l?Église catholique de "prêcher des doctrines démoniaques", alors que le Brésil est le pays comptant le plus de catholiques au monde.

Il qualifiait également l'homosexualité de "mal terrible". Il condamnait les "esprits immondes" des religions afro-brésiliennes.

Marcelo Crivella était alors l'un des responsables de l'implantation en Afrique de l'EURD, fondée en 1997 par son oncle, le polémique "évêque" Edir Macedo.

De dernier a bâti une fortune considérable avec le succès de son église, de ses livres. Il est propriétaire de Record TV, la deuxième chaîne de télévision du Brésil basée à Sao Paulo, derrière TV Globo, toute puissante à Rio.

Sur la défensive entre les deux tours, il a attribué ses positions extrémistes à de "lamentables erreurs de jeunesse" d'un jeune missionnaire au zèle immature.

Son succès électoral symbolise l'expansion du culte évangélique au Brésil, notamment dans les milieux les plus défavorisés comme les favelas.

Né à Rio de Janeiro en 1957, Crivella est marié depuis 36 ans avec Sylvia Jane, a trois enfants et deux petits-enfants.

Toujours vêtu d'une chemise bleu ciel et d'une veste, il soigne son image. Sa femme a confié récemment qu'il avait comblé ses pattes d'oie avec du botox.

"Nous avons quatre ans pour construire le Rio de Janeiro de nos rêves", a clamé M.Crivella à l'issue de sa victoire à Bangu dans la zone nord et pauvre de Rio.

Il a "remercié l'Eglise catholique qui nous a appuyés" et toutes les autres religions, critiquant la campagne diffamatoire de certains médias "contre" sa candidature. AFP 31.10

ECONOMIE

Concentration du capital.

General Electric absorbe Baker Hughes et crée un géant mondial - LeMonde.fr

Le conglomérat industriel américain fusionne ses activités dans les technologies et services au secteur pétrolier et gazier avec son compatriote. La nouvelle société réalisera un chiffre d'affaires de 32 milliards de dollars. LeMonde.fr 31.10

Haut de page

Le 4 novembre 2016

CAUSERIE

J'ai failli suffoquer en lisant l'éditorial de Daniel Gluckstein du dernier numéro de La Tribune des travailleurs paru le 2 novembre : Sous les noms d'oiseaux : le consensus contre la démocratie.

LVOG - Quelle démocratie, où, quand, comment ? Mystère !

Pourquoi, devrait-il en être autrement ? Etrange.

De quoi ce consensus est-il la signification ? Mystère ! Pourquoi ?

A quel moment est-il apparu sous cette forme ? Le mystère s'épaissit ! Pourquoi ?

Briser ce consensus et la démocratie se réalisera. Saint Daniel est passé par là. Faut-il en déduire que la démocratie serait soudainement compatible avec le régime en place ? Les voies du seigneur sont impénétrables. Qui doit briser ce consensus, comment ? Là vous commencez à nous les briser menu avec vos questions. Attendez, on en a d'autres en magasin.

Ne serait-ce pas plutôt la lutte des classes plutôt que le consensus qui serait l'ennemie de la démocratie ? Car à tout prendre le consensus consiste à neutraliser la lutte des classes au profit de la classe dominante ou qui détient le pouvoir, non ? Affirmer que le consensus est un instrument des "intérêts capitalistes" relève du lieu commun, en réalité c'est bien plus que cela, il doit servir à mettre en place et imposer un nouveau modèle de société au peuple ravalé au rang de serf. Là on va m'accuser de subir l'influence de la théorie du complot, c'est si facile. Cela expliquerait bien des choses qu'apparemment il est politiquement incorrect d'aborder.

La question ne serait-elle pas pourquoi les syndicats et les partis du mouvement ouvrier sont-ils corrompus et inféodés au régime et aux institutions, participent-ils tous à ce consensus. Là vous touchez un point particulièrement sensible. Impossible de la poser sans réviser de fond en comble sa copie, sa stratégie, sa ligne politique, ses rapports avec les syndicats et les partis ouvriers, y compris les institutions, sa conception de la lutte de classe et sa conception du parti, bref, c'est l'édifice tout entier du lambertisme qui s'écroulerait, son parti n'y résisterait pas.

Pour comprendre le sens de ma polémique et avant de continuer, il faut rappeler que consensus signifie accord librement consenti entre deux ou plusieurs parties. Autrement dit, cela sous-entend que les partis impliqués partagent au minimum le même constat et le même objectif, sans toutefois forcément partager les mêmes intentions générales qui incluent leur identité propre qu'ils tiennent à préserver, donc ce qui permet de les distinguer.

Un accord entérine des rapports déjà existants ou en scelle de nouveaux, il peut être reconduit ou prendre fin à son terme ou

être rompu unilatéralement à tout moment par l'une des partis selon des modalités convenues entre eux qu'ils interprèteront à leur manière ou respecteront ou non.

Dans le cas présent, sommes-nous en présence de rapports déjà existants entre le PS et la droite officielle ou au contraire s'agirait-il de nouveaux rapports ? Force est constater que la collusion qui existe entre le PS et la droite officielle date de plus d'un siècle. La seule modification qu'on pourrait envisager à leurs rapports résiderait dans le fait que le PS assume dorénavant ouvertement son soutien indéfectible au régime et le défend même avec zèle. C'est dialectique comme toujours.

Or, c'est ce qu'il fit dès le début du XXe siècle en participant à un gouvernement bourgeois, ensuite en votant les crédits de guerre en 1914, puis lors du Front populaire en 1936, puis quand il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, puis lorsqu'il participa à la liquidation du mouvement révolutionnaire à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, puis sous la IVe République ou l'union nationale colonialiste, puis sous la Ve République à laquelle il n'a jamais cessé de participer jusqu'à nos jours, passant d'une position social-patriote-impérialiste à une position antisocial-mondialiste-impérialiste ou si vous préférez du réformisme bourgeois au néolibéralisme pour s'adapter à l'évolution des besoins du capitalisme en crise, qui exigeait qu'il assume ouvertement son soutien au régime ou être un parti de la réaction, de droite, ce qu'il fit en adoptant officiellement l'économie de marché en 1983, entérinant sa rupture définitive avec le socialisme, fidélité qu'il s'emploiera scrupuleusement à respecter ou à renouveler chaque fois qu'il sera au pouvoir à l'adresse des capitalistes, histoire qu'ils n'aient aucun doute sur ses intentions et son orientation politique, de sorte qu'ils le soutiendront lorsque le parti de l'ordre officile ne sera plus en mesure de gouverner pour garantir la stabilité des institutions et du régime.

La fidélité du PS au capitalisme n'a jamais été prise en défaut, il ne cessera de le servir avec constance et détermination pendant plus d'un siècle. Dès lors envisager que le consensus qui le lie au régime pourrait être brisé constitue un déni flagrant de la réalité et relève du pur opportunisme.

Au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours, le PS a adopté différentes postures, il s'est présenté sous différents masques selon qu'il figurait dans l'opposition parlementaire ou qu'il était au pouvoir sans jamais se départir de sa nature réactionnaire.

Pourrait-il en être autrement demain, dans d'autres conditions, c'est ce qu'on nous suggère fortement et que nous récusons.

Faudrait-il en attendre quelque chose, il vaudrait mieux poser cette question aux banquiers ou aux actionnaires du CAC40 qui sont les mieux placés et les premiers intéressés, pour les travailleurs la réponse définitive sera négative, sauf à entretenir des illusions criminelles dans ce parti fossoyeur du socialisme, dans le réformisme bourgeois auquel adhère les couches corrompues de la petite bourgeois ou des classes moyennes, de l'aristocratie ouvrière, des intellectuels qui entendent préserver leurs statuts ou privilèges, quitte à ce que ce soit la classe ouvrière qui en fasse les frais en France ou ailleurs dans le monde, puisque cette idéologie inclut le soutien aux entreprises guerrières de leur impérialiste.

C'est ainsi qu'il n'y a rien à attendre non plus du côté des sympathisants, des adhérents, des militants, des élus et encore moins des dirigeants de ce parti qui auraient plus à perdre qu'à gagner à rompre avec le capitalisme et ses institutions, vers lequel lorgnent en permanence le POI et le POID notamment, à l'instar du PCF, du PG, etc. Ils se tourneront vers le premier charlatan venu qui leur racontera ce qu'ils voulaient entendre ou ils rejoindront la droite officielle ou l'extrême droite.

A défaut de stratégie pour combattre le régime et construire le parti ouvrier révolutionnaire, les dirigeants du POID s'accrochent désespérément à la main du bourreau de la classe ouvrière, sans qu'on sache très bien s'ils savent eux-mêmes ce qu'ils en attendent, hormis ce qui a été précisé précédemment, dès lors le même sort attendrait leur parti, qui n'aurait pas davantage de légitimité pour représenter la classe ouvrière et le socialisme.

En ont-ils conscience, était-ce leurs intentions ?

Briser le consensus entre le PS, LR et le régime pour lui redonner un vernis démocratique trompeur, cela y ressemble puisque ce serait le seul moyen de justifier cette orientation politique droitière, et par la même occasion de permettre au PS de camoufler à nouveau sa nature réactionnaire, ce qu'il s'emploiera à faire (maladroitement parce qu'il ne peut pas en être autrement) dès qu'il retournera dans l'opposition parlementaire en 2017, ce qui justifiera comme dans le passé les adresses du POID (et POI) en direction du PS, le front unique, etc.

Venons-en à l'éditorial de Daniel Gluckstein que j'avais commenté avant de rédiger cette introduction.

Daniel Gluckstein - Donc, pour résumer : Valls est fâché contre Hollande, et Sarkozy contre Juppé ; Juppé fait copain avec Bayrou, lui-même en guerre contre Sarkozy ; Montebourg est prêt à s’allier au PCF, qui n’exclut pas de soutenir Mélenchon, lequel salue la mémoire de Mitterrand dont se réclame aussi Hollande (1).

Sur la rive droite de la Seine, le palais de l’Élysée est l’objet de toutes leurs convoitises. Mais, comme le dit la chanson : « Il suffit de passer le pont… » pour se retrouver à l’Assemblée nationale, en plein débat sur le projet de loi de financement de la

Sécurité sociale (lire page 4).

Un débat limité, en fait, à une question : qui est le plus grand pillard de la Sécurité sociale, propriété collective des travailleurs ? C'est nous, affirme le député (du parti Les Républicains) Accoyer, qui rappelle les réformes successives de Balladur (1993), Fillon (2003) et Woerth (2010).

Certes, vous avez fait le travail, notamment avec votre réforme de 2010 qui a permis de détourner 11 milliards d'euros, concède le « socialiste » Issindou qui revendique néanmoins le titre : nous, les socialistes, nous avons pillé 39 milliards supplémentaires entre 2012 et 2017, plastronne-t-il !

Si gauche et droite se « disputent » le trophée du plus grand détournement du salaire différé, tous s'accordent sur le principe même des exonérations patronales : plus de 45 milliards cette année, et plus de 435 milliards d'euros depuis leur instauration par le « socialiste » Rocard en 1992.

Au même moment, à quelques centaines de mètres de là, il ne se trouvera pas un seul sénateur pour voter contre le projet de loi imposant la sélection aux étudiants (lire page 3).

LVOG- Quelle misère ! S'en serait-il trouvé un qu'il aurait fallu s'en féliciter ou l'acclamer?

Daniel Gluckstein - Sous les noms d'oiseaux qu'ils se jettent à la figure, les dirigeants des partis institutionnels de droite et de gauche sont liés par un profond consensus, qu'il s'agisse d'imposer la sélection à la jeunesse, ou de frapper la classe ouvrière et ses conquêtes. A commencer par la principale d'entre elles : la Sécurité sociale.

A la base de ce consensus : l'Union européenne (LVOG - Non, la crise du capitalisme). La sélection à l'université ? Recommandation européenne ! Le pillage de la Sécu ? La règle des 3 % des déficits publics, instaurée par le traité de Maastricht au nom de la stabilité de la monnaie commune !

Le consensus est ennemi de la démocratie, tout comme son corollaire : le corporatisme qui prétend intégrer les syndicats à l'État.

LVOG - Tout syndicat qui ne combat pas ou plus pour l'émancipation de la classe ouvrière du capital est corporatiste à des degrés divers, sans forcément être intégré à l'Etat, bien qu'en étant subventionné entre 70 et 90% par l'Etat, on comprend pourquoi les syndicats n'ont pas vraiment envie de couper la main qui les nourrit ou d'affronter le régime. Vous comprenez au passage pourquoi nous affirmons qu'ils sont corrompus ou pourquoi c'est justifié de l'affirmer.

Pour développer la théorie du consensus il fallait au préalable prétendre que le PS et Les Républicains n'appartenaient pas à la même famille politique sans tenir compte que le signifié de la gauche et de la droite était identique, qu'ils incarnaient les intérêts de la même classe, celle des capitalistes. Pourquoi ? Nous allons le savoir tout de suite.

Daniel Gluckstein - Briser le consensus est la condition pour reconquérir la démocratie.

LVOG - Autrement dit le PS pourrait se départir de son rôle de supplétif du parti de l'ordre, il ne serait pas voué à demeurer un parti de droite, bref il pourrait évoluer à gauche après un siècle passé à droite, et en tant que tel il est indispensable au mouvement ouvrier pour "reconquérir la démocratie" qui en réalité n'a jamais existé, une forfaiture en appel une autre pour justifier la précédente en procédant à un déni de la réalité et ainsi de suite. Autant appeler à voter pour le candidat du PS, voter utile quoi, sinon comment "reconquérir la démocratie", stupéfiant !

Daniel Gluckstein - Briser le consensus, c'est dresser la défense des conquêtes ouvrières contre les intérêts capitalistes (dont le consensus est l'instrument).

LVOG - Le PS est lié organiquement à la réaction, en adoptant le régime son sort devait suivre son destin au point de s'identifier au régime, pour en devenir indissociable, se fondre dedans, de sorte qu'il s'est condamné lui-même à disparaître avec lui et à ne jouer aucun rôle dans le changement social qui découlerait d'une insurrection ouvrière, hormis celui que le régime lui assignerait qui consisterait à briser tout mouvement social, à le réprimer violemment, férocement si nécessaire, envoyant aujourd'hui en prison des militants syndicalistes qui refuse le traitement que leur accorde Hollande, son gouvernement et le PS, les conditions que leur impose le régime, sa conception policière du droit, de la justice.

Plus qu'un consensus, c'est une adhésion indéfective à l'idéologie de la droite, au capitalisme, à ses institutions financières ou politiques françaises, européennes, internationales, qui caractérise le PS définitivement de droite. Le PS a fusionné avec le régime, ce qui scelle ses rapports à la classe ouvrière, qu'il considère comme son ennemi sans pouvoir l'avouer ouvertement, mais que confirme dans les faits sa politique et son orientation (depuis un siècle), ce qui a valeur de preuve.

Le consensus serait brisé, le PS ou un de ses courants prendrait la direction du prolétariat pour le dresser contre le régime en lui attribuant des vertus dont il n'a jamais fait usage depuis plus d'un siècle, une chimère. Sinon il continuerait de jouer le même rôle, ce qui est le plus probable, plausible, inévitable, certain, puisqu'il se confond avec sa nature réactionnaire. Si le PS ne disaparaissait pas, par miracle il deviendrait inoffensif, il serait neutre, c'est à la mode, il ne tenterait pas d'entraver la marche en avant du mouvement ouvrier.

On préfère au consensus qui renifle à plein nez la conciliation pour ne pas dire la collusion, l'alliance objective de toutes les forces de la réaction pour nous imposer un modèle de société déshumanisé, privatisé, individualisé, dictatorial, avec un penchant pour la cruauté ou la barbarie en prime. C'est à croire qu'il manquerait de forces au sein du mouvement ouvrier pour la combattre jusqu'au bout, pour vouloir faire jouer un rôle utile au PS auprès des travailleurs, et sachant qu'il s'emploierait à représenter ou à défendre le régime, il ne pourrait que combattre l'idée d'un soulèvement révolutionnaire pour renverser le régime.

En Grèce, le PASOK a pratiquement disparu, et le consensus est resté en place, on pourrait en dire autant dans plusieurs pays en Europe. A croire que le consensus serait plus large et plus profond que ce qu'on veut bien nous faire croire, il engloberait en fait des pans entiers et des acteurs de la société qui n'appartiennent pas à la classe dominante, ceux que flattent Gluckstein ou auxquels il s'adresse au lieu de les combattre.

Daniel Gluckstein - Briser le consensus, c’est briser le carcan de l’Union européenne et de ses traités.

LVOG- Les institutions de la Ve République passant à la trappe à peine 3 jours avant la Conférence de délégués initiée par son parti, une ultime manoeuvre bien dérisoire. Il n'a décidément tiré aucun enseignement du référendum de 2005 et de l'adoption du TCE, du référendum grec et de l'adoption des mémorandums suivants de la troïka, du Brexit qui va se solder par une nouvelle offensive contre la classe ouvrière britannique, on avait voulu espérer le contraire, dommage.

Daniel Gluckstein - (1) A propos de Mitterrand et du 100e anniversaire de sa naissance : on ne saurait trop recommander la lecture du roman De nos frères blessés dans lequel Joseph Andras rappelle le rôle joué par Mitterrand comme ministre de la Justice, en 1957, dans la décision de faire guillotiner le militant communiste Fernand Iveton, condamné pour avoir aidé au combat du peuple algérien contre le colonialisme.

LVOG - Quand il ne lorgne pas vers le PS, il lorgne vers le PCF, c'est apparemment incurable.

"Combat du peuple algérien contre le colonialisme" qui n'était pas davantage la position du PCF il faut préciser, qui à l'instar du PS devait se rallier à l'anticolonialisme une fois seulement que le colonialisme s'avérera condamné. Par la suite, les uns et les autres s'emploieront à faire preuve d'amnésie sur cette épisode et bien d'autres tout aussi inavouables, histoire de présenter le PS puis le PCF sous un jour plus fréquentable, à seule fin de pouvoir justifier une ligne politique de front unique adoptée sans tenir compte des rapports entre ces partis et les différentes classes ou l'Etat dans le passé, en occultant des pans entiers de leur épouvantable passé que cruellement la réalité se charge régulièrement de nous rappeler sous la forme de mesures ou de déclarations qui révèlent leur véritable nature réactionnaire.

En conclusion, quand Gluckstein fait référence au combat contre la Ve République, on a l'impression que c'est juste un os à ronger ou ce qu'il en reste qu'il balance aux militants de son parti demeurés fidèles au socialisme, ce n'est pas l'orientation politique du POID, mais cela demeure la nôtre.

Haut de page

Le 8 novembre 2016

CAUSERIE

Soyez naturel et la nature vous le rendra.

L'égalité homme/femme ou la transgression sexuelle à l'épreuve redoutable de la lentille.

Un exemple parmi des centaines d'autres pris au hasard.

- Il est recommandé de consommer 25 g de fibres par jour pour les femmes de 19 ans à 50 ans, et 38 g par jour pour les hommes du même groupe d’âge.

Source - Apports nutritionnels de référence-Recommandations d'apports individuels pour les Canadiens et les Américains. Manuel

de nutrition clinique en ligne 2004.

- La lentille est une excellente source de fer pour l'homme et une bonne source pour la femme, leurs besoins étant différents.

- La lentille est une excellente source de manganèse pour la femme et une bonne source pour l'homme, leurs besoins étant différents.

- La lentille est une bonne source de zinc pour la femme et une source pour l'homme, leurs besoins étant différents.

- La lentille est une bonne source de vitamine B1 pour la femme et une source pour l'homme, leurs besoins étant différents.

Source - Université Laval. Canada.

Suite de la polémique sur les transsexuels.

- État civil : quand la loi introduit la confusion des genres - lefigaro.fr

Ce cas de figure s'est déjà présenté à l'étranger. Aux États-Unis, Thomas Beatie a eu trois enfants. Né femme, il est devenu homme en 2002 après des démarches administratives en conservant ses organes reproducteurs féminins. Marié à une femme qui ne pouvait pas avoir d'enfant, il a suspendu son traitement hormonal et bénéficié d'une insémination artificielle pour enfanter. lefigaro.fr 27.10

Confirmation en France.

« Le seul fait de ne pas avoir subi des traitements médicaux, une opération chirurgicale ou une stérilisation ne pourra fonder un refus de faire droit à la demande », indique le texte tel que réécrit par le gouvernement. senat.fr

Quatres monarchies ont servi de laboratoires et de fer de lance à cette opération, et compte tenu que la monarchie est un modèle de société progressiste et démocratique comme chacun sait, il ne fait aucun doute que les intentions politiques des législateurs étaient généreuses et n'avaient rien d'inavouable.

Les premières de ces lois ont été adoptées par la Suède, le Danemark et les Pays-Bas, puis par la Grande-Bretagne suivie d'autres pays...

Commentaire d'un internaute.

- "Glissement continu vers l'irrationnel, vers l'opinion contre la connaissance, vers le déni du réel."

J'ai raconté cette histoire à ma compagne Selvi qui est hyper arriérée, elle a parfaitement compris de quoi il s'agissait, à cette occasion elle m'a appris qu'elle savait ce qu'était un ou une transsexuelle qui n'est pas un sujet tabou en Inde. A vrai dire on s'est payé une bonne tranche de rigolade.

En guise de démonstration je lui ai dis ceci : tu vois cette petite cuillère, et bien c'est une vache, non, c'est une fleur, ou plutôt une banane, en fait tout ce que tu veux. Imagine que demain dans une classe un professeur demande à ses élèves ce qu'il tient dans la main, s'il y a un éléve qui lève la main et dit que c'est une cuillère, le professeur pourra lui répliquer que cela pourrait très bien être une vache, une fleur ou une banane, et cela vaudrait pour une vache qui pourrait être un arbre, un poisson ou n'importe quoi et ainsi de suite, de sorte qu'à l'arrivée plus rien ne veux plus rien dire, tu peux absolument tout contester, y compris les bases élémentaires de la connaissance qui deviennent impossibles à acquérir.

Le rapport entre signifiant et signifié étant rompu, le recours à la logique la plus élémentaire sur la base d'une simple observation ou le concours des sens devient une hérésie, tout classement, toute définition reposant sur ce qui distinguent deux choses ou êtres ou ce qu'ils partagent, sur ce qu'ils ont en commun, concluant des études scientifiques n'ont plus aucune valeur.

L'interprétation de la réalité dans ce qu'elle a de plus banal ou élémentaire est supplantée par l'appréciation individuelle que peut en avoir chaque personne en fonction de critères relevant de son seul arbitre, c'est le règne du relativisme absolutisme, de l'individualisme poussé à l'extrême, hystérique, hypertrophié, au-delà de l'absurde. Puisque toute représentation n'a plus un lien avec la matière, puisque le rapport de l'idée à la matière ne repose plus sur la matière telle qu'elle se présente à nous dans son plus simple apparat, jusqu'à présent un caillou demeurait un caillou quel qu'ait été l'usage auquel on le destinait, dorénavant on ne pourra plus le dénommer de la sorte et le distinguer d'autre chose car le caillou aura disparu par une opération du saint-esprit.

Chez un trans masculin qui dispose d'un sexe féminin, il suffira de nier l'existence de ce sexe ou de procéder à une ablation suivi

de l'implant d'une prothèse pour en faire un homme, sauf que génétiquement ou biologiquement il demeurera une femme toute sa vie, ce qui le distingue d'un homme ne disparaîtra pas pour autant, mais du moment que cela ne sera plus apparent, on pourra faire comme si cela était possible, sauf pour la personne concernée qui continuera de souffrir de cette ambivalence ou d'être différente des hommes ou des femmes parce que la société a été incapable de concevoir ou d'assumer que la reproduction d'une espèce et pas seulement de l'espèce humaine n'était pas parfaite ou pouvait comporter des anomalies ou cataloguées comme telles par des ignorants ou des esprits bornés.

Un homme peut apparaître sous les traits d'une femme et une femme sous ceux d'un homme sans que cela ne pose aucun problème, cela en devient un dès lors qu'on ignorait que cela fut possible ou lorsqu'on les stigmatise, ce à quoi s'emploie le législateur, qui exige d'eux qu'ils modifient leur comportement et qu'ils suivent un traitement pour changer de genre, au lieu de les aider à s'intégrer dans la société tels qu'ils sont, puisque ce n'est pas un délit d'être transsexuel, pas plus par ailleurs pour des hétérosexuels de devenir homosexuels, chacun devant être libre de vivre la sexualité qui lui convient, ce qui n'est pas le cas dans cette société et ne le sera jamais quelle que soit l'évolution de la législation.

La réaction éprise de justice sociale, d'humanisme et de démocratie le justifie.

- « Une histoire marquée par la souffrance, la violence des institutions », a résumé le radical de gauche Alain Tourret. lemonde.fr

- Pour Amnesty international France, le fait qu'on puisse de nouveau exiger d'un.e. trans qu'il apporte la preuve qu'il «ne possède plus tous les caractères de son sexe d'origine» est un recul «très inquiétant sur un sujet qui touche au respect des droits fondamentaux des personnes». «Etre une femme se résume-t-il à l'apparence physique ? Non. Selon moi, c'est avant tout notre rôle social qui nous donne la reconnaissance d'autrui», affirme Emilie Dumont, femme transgenre qui a confié son témoignage à Amnesty International. «Je suis la seule à savoir qui je suis vraiment et quelle est mon identité de genre»…lemonde.fr

L'hyper individualisme qui caractérise le modèle de société néolibérale que la classe dominante entend imposer au peuple en détruisant tous les liens de nature collective issus du développement de la civilisation humaine et de la lutte des classes, aura ou a déjà pour conséquence sociale et psychologique de maintenir les hommes une fois devenus adultes au stade infantile au cours duquel se manifeste une puissante tendance égocentrique et irrationnelle, de telle sorte que leur mode de pensée et leur comportement, les rapports qu'ils entretiendront les conduisent à un affrontement permanent entre eux sur la base de ce qui les distingue sur le plan individuel et qui peut être développé à l'infini, au détriment de ce qui les rapproche, de ce qu'ils ont en commun ou partagent sur le plan social ou collectif, afin qu'ils ne puissent pas s'en saisir pour combattre ensemble le régime en place.

Faire croire que les hommes pourraient s'épanouir harmonieusement sur le plan individuel dans une société basée sur la négation de leurs droits sociaux ou politiques collectifs est un leurre ou une imposture.

Flatter, encourager l'individualisme pour faire croire aux hommes qu'ils disposeraient d'un quelconque pouvoir sous le régime actuel, tandis qu'ils n'en ont aucun sur le plan politique ou ne disposent pas du pouvoir de contester sa légitimité, a pour fonction de les détourner des origines de leurs conditions et des difficultés qu'ils rencontrent dans leur existence, de manière à ce que leur attention ne se focalise pas contre le régime, mais qu'au contraire ils réservent leurs coups à la société qu'ils vont ainsi contribuer eux-mêmes à détruire. Apparemment on a beaucoup de mal à admettre qu'ils aient pu concevoir une telle entreprise de démolition, parce qu'on s'obstine à refuser de prendre en compte qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie politique qu'ils ont élaborée sur la base du constat qu'ils ne pourraient pas sauver à terme le système économique capitaliste dont la société actuelle est le produit et qu'il leur faut les détruire ensemble, morceau pas morceau, étape par étape, à un rythme ou dans un délai qui leur sont imposés par la résistance des travailleurs ou leur lutte de classe sur lesquels à leur désespoir et ce qui les rend hystérique, ils ne peuvent pas exercer un contrôle total pour la neutraliser.

Et qu'on ne nous attribue pas l'intention de vouloir conserver à tout prix la société actuelle, puisqu'au contraire en expliquant les tenants et les aboutissants de leur guerre psychologique et idéologique, en démontant les différents mécanismes auxquels ils recourent pour conditionner les masses et parvenir à leurs fins, on contribue à armer théoriquement les militants et les travailleurs pour mieux y résister et la combattre, affronter le régime.

Il faut avoir à l'esprit que l'ensemble des rapports sociaux et plus généralement la société qui existe, sont le produit de l'évolution de la civilisation humaine, du développement des forces productives, du capitalisme, dont ils sont indissociables, aussi perfectibles ou imparfaits soient-ils, et s'ils en sont l'aboutissement, ils peuvent périr ensemble.

Les différentes civilisations connurent des destins divers, souvent tragiques.

Les plus avancées ne purent résister à celles qui étaient moins développées mais les plus nombreuses, puis lorsque celles-ci intégrèrent les progrès réalisés par les plus avancées, ils adoptèrent leur mode de production qui allait porter à un niveau plus élevé le développement des forces productives, de sorte que dorénavant ce seraient les civilisations les plus avancées qui évinceraient systématiquement les moins développées.

De nos jours on parlera davantage de pays ou de sociétés plutôt que de civilisations. Les pays les plus développés font face à une autre menace, l'incapacité de passer à un mode de production supérieur et la concurrence que leur livre les pays moins développés qui les rattrapent, du fait que pour palier aux contradictions de leur mode de production les pays développés ont dû recourir au développement des forces productives des pays dominés, concourant de la sorte à élever le niveau de vie de leur population et à créer de nouveaux besoins qu'elle exige de voir satisfait, ce qui est rendu impossible du fait que leur production est pillée par les pays dominants ainsi que leur bourgeoisie locale, l'expansion de l'économie mondiale ne coïncidant pas avec celui du marché mondial concourt à son tour à créer une situation sociale et politique explosive dans de très nombeux pays dominés menaçant les intérêts et à terme l'existence même des puissances impérialistes en crise.

Pour conserver leur hégémonie, assurer la satisfaction de leurs besoins et de leur développement futur, les pays dominants doivent conserver ou accroître leur emprise sur les pays dominés et leurs richesses, mater leur velléité d'indépendance, piétiner la souveraineté de leurs peuples, créer les conditions favorables à des guerres, des guerres civiles, des génocides, des famines, des pandémies, de sorte que leurs pays demeurent sous-développés et qu'ils s'entretuent, tout en créant une classe moyenne surexploitée avident de consommer leurs marchandises ou services et sur laquelle repose la stabilité de leurs régimes généralement corrompus.

Les pays les plus développés se sont dotés d'institutions financières ou politiques internationales destinées uniquement à satisfaire leurs besoins économiques et à imposer leur orientation politique aux pays dominés auxquels ils déclarent la guerre et détruisent s'ils leur résistent.

La guerre ou la soumission sont les seules réponses à leur impossibilité de passer à un mode de production supérieur.
Et puisqu'aucun pays (ou peuple) ne peut venir à bout de leur folie destructrice ou ne peut les menacer, le développement des forces productives ne contribue plus au progrès social et se solde par un gigantesque gâchis ou destruction de forces productives menaçant jusqu'à l'existence de la civilisation humaine.

Toute les civilisations hautement développées qui se sont éteintes avaient conçu leur pouvoir à partir d'une dynastie de souverains héréditaires entourés d'une aristocratie restreinte qui concentait les richesses produites par des armées d'esclaves, et seule cette élite profitait réellement du progrès. Cet archaïsme s'est maintenu jusqu'à nos jours dans de très nombreux pays, et ce n'est pas par hasard si les puissances occidentales comptent le plus de monarchies dans le monde, et si l'oligarchie financière fonctionne comme une monarchie absolue, en totale contradiction avec les aspirations des peuples à la démocratie.

Cette distorsion qui croît un peu chaque jour davantage ne peut conduire qu'à un affrontement général entre les classes.

En guise d'épilogue.

Je suis allé au marché central de Pondichéry hier. Pendant que je discutais avec ma vieille vendeuse de citrons qui vit dans le village de ma compagne, j'aperçois le bras d'une belle femme qui se lève et s'agite dans ma direction à une vingaine de mètres de là, en fait le transsexuel que je salue chaque fois que je passe dans son allée. Du coup je vais le voir.

On discute un peu et je lui achète des navets. Je m'approche de lui pour lui remettre l'argent et discrètement je l'examine attentivement. Je m'aperçois qu'il a de grosses lèvres et les traits d'un homme, mais aussi les mains, il a aussi la voix d'un homme. Je constate qu'il porte autour du cou le cordon des femmes mariées, et alors que je voulais lui poser une question relative à sa condition, il me dit qu'il a un fils qui est parti vivre en France. Je profitai de l'arrivée d'autres clients pour lui souhaiter une bonne journée et continuer mes courses.

Vêtu d'un beau sari, maquillé, portant un tas de bijoux, des fleurs dans ses cheveux longs, un enfant le prendrait pour une femme, un adulte qui l'observerait à une certaine distance aussi. Il a décidé d'adopter une apparence qui coïncide avec son sexe féminin et il vit très bien sa condition et il est parfaitement intégré dans la société. Après coup je me suis dit qu'il m'aurait peut-être pris pour un arriéré avec mes questions sur la transsexualité, à juste titre dans une certaine mesure, je lui aurais répondu que c'était plutôt le pays d'où je venais qui était arriéré ou plutôt que l'Inde et la France n'avaient pas eu la même histoire et le même développement économique, ce qui expliquait la survivance d'idées archaïques ou reçues sur certaines questions sociales.

La question est de savoir pourquoi en Inde les transsexuels vivent bien leur état ou pourquoi la question de leur identité et de leur genre sexuel ne pose pas de problèmes, du fait qu'il adopte le mode de vie de leur genre, par exemple ce vendeur de légume qui a tout d'un homme hormis le sexe, et qui a tout fait pour ressembler à une femme ou pour faire disparaître les traits qui l'apparentaient à un homme. Par contre j'ignore si les transsexuels qui possèdent un organe sexuel masculin sont aussi bien intégrés, s'ils apparaissent ou non sous les traits d'un homme.

Et puis, que certains transsexuels vivent mal leur état, à ma connaissance des millions d'hommes ou de femmes en Inde comme en France ou dans tous les pays sont incapables d'assumer leur sexualité ou de s'épanouir sur le plan sexuel, mais là c'est normal où il n'y a pas de raison (suffisante)pour en chercher l'origine, et on comprend pourquoi, puisque la population en général vit sous un régime oppressif qui la condamne à ne pas pouvoir s'épanouir sur le plan individuel comme dans bien d'autres domaines pour ne pas dire tous.

L'Inde traditionnellement reconnaît le statut de transsexuel et la législation les reconnaît comme tel, du coup tout le monde les respecte ou personne n'y prête une attention particulière.

En France, ils sont stigmatisés et instrumentalisés à des fins idéologiques, donc politiques, de la même manière que les homosexuels, les femmes, les immigrés, les musulmans, les communautés minoritaires en général, bref, tout ce qui ne correspond pas au modèle du Français moyen, blanc, athée ou chrétien ou juif, hétérosexuel, mâle de préférence...

N'allez pas croire que ce sujet m'intéresserait particulièrement, il est d'actualité et je le traite, c'est tout. Mais bon, je m'en serais bien passé.

On passe beaucoup de temps à se justifier. Bien qu'ingrat, c'est un excellent exercice pour éprouver notre sincérité ou notre honnêteté ou mettre au contraire en lumière notre hypocrisie. Un autre exemple.

Il faut savoir faire des compromis

Pour avoir négligé le statut et les besoins de la soeur (Adi) de ma compagne (Selvi) alors qu'elles avaient pratiquement les mêmes, Adi avait pris ses distances avec moi et sa soeur et ne venait plus chez nous. Je suis parvenu à comprendre pourquoi et je m'en suis confié à elle tout en lui témoignant que j'étais prêt à rectifier mes rapports avec elle, ce qui a permis de rétablir notre relation. Je n'ai pas une grande expérience des femmes et je commets des maladresses ou des erreurs.

J'avais négligé le fait que les deux femmes bénéficiant du même statut à peu de choses près, étaient en droit d'attendre le même traitement de ma part et que seul un rustre pouvait leur refuser. Comme quoi je suis aussi capable de faire preuve d'écoute et de tact. Mais Adi ne m'avait pas tout dit. Elle m'a expliqué hier soir que sa soeur était jalouse d'elle. J'ai écouté ses arguments que j'ai trouvé plausibles, et à l'arrivée j'en ai conclu qu'elle l'était tout autant ! Elle m'a demandé de ne pas parler de ses visites chez moi quand sa soeur n'est pas là, sinon elle ne remettrait plus les pieds chez moi, je lui ai donc promis de garder mes distances avec elle en présence de sa soeur... pour ne pas attiser leur jalousie réciproque, en prenant soin de n'évoquer que celle de sa soeur

Vous me direz que c'est parce que je suis intéressé que j'entretiens ces relations. Je ne le nie pas, mais à ma connaissance elles le sont tout autant, donc tout est dans l'ordre des choses. J'ai réparé une injustice et je n'en suis pas fier, car c'était la seconde fois en 12 ou 13 ans que je la commettais. C'est en repensant à cette expérience précédente et les leçons que j'en avait tirées, trop tard, que j'ai pu rectifier le tir avant que mes relations avec une autre femme ne soit définitivement rompue. Comme quoi cela sert toujours de tirer des enseignements de nos expériences pour comprendre ce qui s'est réellement passé, au lieu de s'en tirer en faisant reporter la responsabilité de nos erreurs sur les autres, une telle hypocrisie étant indigne.

J'ai dû aussi rectifier mes rapports avec Selvi.

Dès que sa fille a un pied de travers, son compagnon ou leurs gosses ont un problème, ils font appel à Selvi qui reste chez eux et leur sert de bonne. Cela peut durer une journée à un mois. Tous les vendredi quand elle rentre, elle consacre une heure et demi à préparer sa puja, la cérémonie hindou, donc c'est comme si elle n'était pas là. Tous les lundis elle reste déjà chez sa fille. Cela avait le don de m'énerver.

On a eu plusieurs discussions à ce sujet, parce que j'estimais que c'était trop à la fin. Ayant fait des concessions à sa soeur, je me suis dit que ce serait injuste de pas lui en faire également, et puis je suis habitué à vivre seul, j'ai de la ressource et je ne m'emmerde jamais. Du coup j'ai saisi cette opportunité pour me raisonner, et j'ai décidé de ne plus l'importuner avec ces histoires-là, elle fait sa vie comme elle l'entend et je fais de même de mon côté, et si j'estime qu'il y a quelque chose d'irrationnel ou d'excessif dans son comportement, je n'ai pas à intervenir ou à lui en faire le reproche, tant que cela ne présente aucun danger pour notre intégrité évidemment, car il lui arrive de faire de très grosses conneries, là ce serait irresponsable de ma part de ne pas intervenir.

J'avais le défaut de croire qu'elle évoluerait à mon contact, or ce n'est pas forcément le cas, les choses sont beaucoup plus compliquées en réalité. Comme quoi on a toujours quelque chose à apprendre des autres, et qu'avant d'interpréter leur comportement il vaut mieux s'y prendre à plusieurs fois ou être très prudent, patient, et être modeste, c'est préférable pour ne pas être injuste et se compliquer la vie davantage.

Une dernière petite histoire.

Je vous ai raconté que j'avais fait réparer le ventilateur d'une femme de mon village et qu'elle ne m'avait pas remboursé. En fait c'est la belle-soeur d'Adi, elle mesure moins d'1,5 m et doit bien peser plus de 100 kilos ; elle est énorme la pauvre femme, et je ne suis pas attiré par les femmes grosses ou obèses je précise. Finalement elle m'a remboursé devant Adi, du coup sur les 300 roupies je lui ai rendu 100 pour payer une bière à son compagnon, le pauvre garçon est sourd et muet, ripeur et très pauvre.

A sa demande le jour suivant je suis allé chez elle pour changer une prise électrique et je lui ai installé la lumière derrière sa maison dans la partie du jardin qui lui sert de salle de bain, après qu'elle m'eut dit qu'elle craignait les serpents, surtout la nuit tombée, le tout bénévolement, un grand sourire suffisant à mon bonheur.

Il y a des choses qu'on peut faire pour les autres gratuitement et d'autres non quand elles peuvent avoir des répercussions fâcheuses, notamment quand au lieu d'apprendre dans la vie à essayer de s'en sortir par soi-même, on attend tout des autres.

Les plus pauvres sont en proie à des difficultés innombrables que malheureusement on ne peut pas régler. Cela m'afflige, c'est très triste. Ils pourraient en éviter ou en régler certaines eux-mêmes, alors ce ne serait pas leur rendre service de les prendre en charge à leur place. Etre attentionné ou généreux, cela ne doit pas signifier sombrer dans l'ouvriérisme ou le tiers-mondisme que j'exècre pour cette raison.

C'est mon milieu depuis ma naissance, je le connais bien, j'en connais les qualités et les défauts, je peux en parler sans aucune gêne sans l'idéaliser ni le mépriser. Et si j'ai eu la chance de m'élever au-dessus de cette condition, viscéralement je demeure lié à ce milieu ouvrier défavorisé, c'est pour lui que je mène ce combat politique.

La sémantique empruntée trahit souvent les réelles intentions de son auteur ou sa véritable nature.

- La VIème République - République sociale - Le Grand Soir 03.11

Il ne pouvait pas en être certain puisqu'il baigne dedans :

- "la Vème République semble avoir atteint ses limites"...

Dans le doute, vaut mieux conserver la quasi-totalité de ses institutions, y compris le Président de la république, le Sénat et l'appareil répressif de l'Etat, puisqu'ils sont destinés à continuer de servir les intérêts de la même classe.

Il adopte le champ lexical du législateur ou du commentateur bourgeois :

- "la représentation nationale"

Relent nationaliste à vomir.

- "aux yeux de la loi"

Dont l'interprétation est à géométrie variable en fonction des acteurs...

- "notre système politique"

Si le leur, c'est le vôtre, ce n'est pas le nôtre, on vous le laisse volontiers

- "par référendum"

C'est avoué que le système de représentation politique qu'ils préconisent avec leur VIe République et ses élus n'expriment pas les intérêts des travailleurs qui composent la majorité de la population, car si c'était le cas ils n'auraient pas besoin de recourir à un référendum où toutes les classes et toutes les illusions pourraient s'exprimer. Car cela signifie que leur Assemblée nationale Constituante ne serait pas souveraine. Vous me direz que c'est logique puisque la classe qui détient actuellement le pouvoir le conserverait. Bref, leur VIe République s'inscrirait dans la continuité de la Ve antidémocratique.

Mais surtout il faut éviter de faire référence aux différentes classes :

- "tous les secteurs de la société" (Même les banquiers !)
- "les électeurs" (x3) (Même les banquiers !)
- "la classe politique" (x3) (Même les banquiers !)
- "plus de monde" (Même les banquiers !)
- "le peuple" (x2) (Même les banquiers !)

On conçoit très bien qu'on puisse utiliser ces expressions dans un article ou un ouvrage, mais à condition de ne pas s'y cantonner. De la même manière, on peut concevoir qu'il existe des intérêts communs à l'ensemble de la population à l'exception de

l'infime minorité des capitalismes, mais il existe aussi des intérêts distincts à chaque classe.

- "Le vote obligatoire"

Une mesure autoritaire qui a pour but de légitimer les institutions ou forcer les masses exploitées à ce soumettre au régime en place. Intolérable.

- "vote à 16 ans

Et si demain le législateur décidait de rendre l'école obligatoire que jusqu'à 14 ans, le vote des gosses de cet âge-là deviendrait une revendication politique légitime, quel farfelu !

- "Une amende"

Merci tout de même de nous épargner d'avance la prison ou la corde ! En guise de démocratie, un esprit et un régime policier, bravo !

En conclusion, la "révolution par les urnes" ou "citoyenne" a pour unique fonction d'adopter des mesures constitutionnelles qui permettraient aux masses exploitées de prendre davantage en charge les conséquences de la crise d'un régime en faillite au profit des couches et des classes moyennes.

Bref, rien de nouveau, c'est sous un autre masque, celui d'une VIe République, une version du programme de droite du PS ou des partis qui en sont issus.

La faillite d'une imposture

- "la faillite du clivage droite/gauche tel qu'il est habituellement instrumentalisé." - Huffington Post

Vous constaterez qu'une fois de plus ce ne sont pas les militants du mouvement ouvrier qui font preuve de lucidité, mais la réaction sous la forme d'un aveu qui a valeur de regret, car ce constat est plein d'incertitude et de danger pour l'avenir, qui s'annonce particulièrement sombre quel que soit l'angle sous lequel on l'aborde.

C'est la faillite de la droite et de la gauche, qui ne parviennent plus à incarner ou à promouvoir une société qui serait basée sur des valeurs progressistes ou sociales même au stade le plus élémentaire, et qui ne rime plus qu'avec inégalités et injustices croissantes, individualisme débridé, guerre et chaos.

Le vernis démocratique des institutions est élimé jusqu'à la corde. Il n'a pas résisté à l'orientation néolibérale de l'impérialisme qui devait exiger de l'Etat qu'il prenne exclusivement en compte les besoins de l'oligarchie financière, de sorte que toutes les autres couches ou classes de la société se sentent trahies, abandonnées, et ne leur accordent plus aucun crédit ou confiance, pour finalement s'en détourner sans pour autant que le prolétariat entrevoit le moindre espoir qu'il existerait une issue politique, puisque le mouvement ouvrier a été incapable de se débarrasser de son orientation opportuniste ou de se doter d'une nouvelle direction.

Le clivage droite/gauche a été repris par tout le monde, alors qu'il avait été conçu par ceux qui devaient en tirer profit, et qui le jour où il serait devenu inutile ou trop encombrant s'en débarrasseraient au profit d'une dictature assumée. Marcher dans cette imposture, c'était se condamner à épouser son destin et à y perdre son âme, puisque cela signifiait qu'on se plaçait sur le même plan idéologique que le capitalisme.

Dès lors que la caractérisation des différents partis ne reposait plus sur les rapports qu'ils entretenaient avec les différentes classes, il devenait possible pour le mouvement ouvrier de soutenir des partis qui incarnaient la réaction au point devenir réactionnaire à son tour, les déboirs et la confusion qui allaient s'en suivre ne feraient que hâter sa dislocation ou sa fossilisation en fonction de l'histoire de ses différents courants, allant de la compromission la plus éhontée au gauchisme ou versant dans l'aventurisme.

En guise de bilan transitoire, les rapports entre les classes favorables à l'oligarchie qui n'a cessé de renforcer son pouvoir, semblent dorénavant figés dans une société condamnée à subir le même sort que le capitalisme ou à supporter les conséquences désastreuses de la crise qui le minent, livrée à une décomposition et à une décadence sans fin, promise à une déchéance à son image, de sorte que chacun de ses membres espère trouver son salut en s'en remettant à des solutions individuelles qui ne font qu'aggraver leur condition, accélérer ce processus et précipiter leur perte.

Il en ira ainsi tant qu'on n'aura pas rompu avec l'idéologie de la classe dominante ou tant qu'on demeurera sous son influence, qui s'est manifestée en adoptant cette interprétation falsifiée des rapports entre les classes sous prétexte le plus souvent qu'il ne fallait pas se couper des masses, qu'il fallait se situer sur le terrain de leurs illusions pour les aider à s'en débarrasser,

vous connaissez le refrain, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse qui allait se produire, leurs illusions envahirent ou submergèrent littéralement le mouvement ouvrier attaqué de l'intérieur et de l'extérieur à la fois, et le socialisme en fut pour ainsi dire expulsé au profit du capitalisme resté seul en lice.

C'était méconnaître la nature humaine, ignorer ses faiblesses, et qu'à défaut de conscience politique ou de classe, de s'être doté d'un instrument logique pour interpréter la situation, le prolétariat et ses représentants se laisseraient séduire par les apparences et corrompre.

Cela dit il n'y a pas lieu de perdre espoir, car cette faillite concerne davantage l'instrumentalisation du "clivage droite/gauche" tel qu'ils l'ont conçu ou leur supercherie qui ne prend plus, la majorité des travailleurs assimilant à juste titre la gauche à la droite, ce qui présente le risque qu'ils cherchent s'il n'existerait pas une véritable gauche pour affronter le régime.

C'est aux partis ouvriers d'en apporter la preuve, d'en faire la démonstration en commençant par rompre avec cette conception frauduleuse de la gauche à l'origine de ce clivage, qui devait les conduire à élaborer des théories ou des stratégies foireuses uniquement destinées à le justifier, ce qui devait les détourner de l'objectif politique du combat du mouvement ouvrier qui demeure la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Adopter ce clivage revenait à s'identifier à l'idéologie de la classe dominante, à troquer son indépendance de classe au profit de la collaboration de classes et préparer le terrain à l'épanouissement du corporatisme, que dès lors on allait être impuissant à combattre.

La classe ouvrière et plus particulièrement ses couches inférieures ont logiquement rompu les premières avec le PS, parce que leurs conditions déjà précaires ne devaient cesser de se dégrader rapidement, tandis que les couches et classes moyennent furent longtemps relativement épargnées et y demeurent fidèles, jusqu'à ce qu'elles réalisent qu'elles étaient devenues sa cible ou que pour préserver leurs statuts privilégiés, elles devraient accepter des sacrifices de plus en plus insupportables, dans une société où il allait devenir de plus en plus improbable de donner un sens à sa vie qui ne soit pas inavouable ou de profiter des avantages qu'elle leur accordait sans ressentir un profond malaise au regard de la condition déplorable faite à la classe ouvrière.

Les couches et les classes moyennes, la petite-bourgeoisie, n'ont plus aucune raison de ne pas se tourner vers la droite officielle ou l'extrême droite qui incarnent l'offensive du capital contre les travailleurs, ce qui signifie qu'elles sont poussées à prendre davantage encore leur distance avec la classe ouvrière. La droite et l'extrême droite vont les instrumentaliser pour amplifier leur offensive contre la classe ouvrière, et lorsqu'ils estimeront avoir atteint leurs objectifs, ils se retourneront contre elles dorénavant seules, affaiblies, haïes par la classe ouvrière. A ce moment-là, on peut concevoir que certains de leurs membres seront tentés de se rapprocher de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier pour chercher une issue politique, ce qui pourrait favoriser l'espoir qu'il est encore possible de changer la société, à condition toutefois qu'il existe réellement un parti ouvrier indépendant du capital et de ses institutions corrompues qui l'incarne, sinon ils seront marginalisés, leur détermination s'en trouvera amoindrie ou ils capituleront et c'est le fascisme qui s'imposera.

Le nombre de capitalistes, leurs troupes, seuls ou sans le soutien de ces couches et classes moyennes ils n'auraient jamais pu assurer la stabilité du régime. Elles ont monnayé leur soutien au capitalisme, sauf que maintenant le capitalisme n'a plus les moyens de les entretenir ou de leur offrir un statut digne du grand bourgeois. En se laissant corrompre, elles ont scellé leur sort. Il ne leur reste plus que l'alternative suivante : soit adopter la fuite en avant, autrement dit le discours ou la propagande, l'idéologie nauséabonde officielle et s'en faire le porte-parole, soit en désespoir de cause se tourner vers le sauveur suprême qui semble représenter au mieux leurs intérêts, sans rompre avec le capitalisme puisqu'elles n'y sont manifestement pas préparées, et dont le discours démagogique aux relents nationalistes flattera leurs exigences, ce ne sont pas les candidats qui manquent en la matière et qui de manière caricaturale reproduisent ce clivage droite/gauche ou extrême droite/extrême gauche ou gauche de la gauche.

Qui du désastre annoncé ou du ralliement honteux l'emportera ?

La question de la présence du candidat issu du PS au soir du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 étant réglée, celle du ralliement du PCF au PS au second tour ne se pose pas, du coup cette élection sera sans incidence sur l'appareil du PCF quelle que soit l'option qu'il aura choisi pour le premier tour, entre présenter un candidat ou soutenir Mélenchon. J'ignore les motif invoqués par la majorité des délégués du PCF qui a refusé de soutenir Mélenchon. Lui reproche-t-il d'être trop à droite ou au contraire de pencher trop à gauche ?

- Présidentielle 2017 : "Pierre Laurent a conscience qu'une candidature communiste s'exposerait à un résultat désastreux" - Franceinfo

Le parti communiste se réunit samedi 5 novembre à Paris pour se prononcer sur une alliance avec Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle. Une candidature strictement communiste entraînerait un résultat désastreux selon Roger Martelli, spécialiste du Parti Communiste. Franceinfo

Deux jours plus tard...

- Présidentielle: les cadres du Parti communiste refusent le ralliement à Mélenchon - AFP

A rebours de ce que proposait le secrétaire national Pierre Laurent, les cadres du Parti communiste ont refusé samedi de se rallier à Jean-Luc Mélenchon en vue de l'élection présidentielle de 2017, en attendant la décision finale des militants fin novembre. AFP

A bas les institutions de la Ve République ! Ils seront bien obligés d'y venir, disions-nous.

Pendant des décennies on nous a expliqué qu'il fallait axer notre politique et nos coups contre l'UE, au détriment du combat contre les institutions nationales dans chaque pays. Après que plusieurs expériences eurent démontré l'inanité de leur stratégie, plusieurs acteurs effectuent de timides revirements sans avoir tiré les enseignements de leur erreur, sans même les avoir admis, de sorte qu'il y a à craindre que ce ne soit qu'une simple posture ou un discours sans lendemain, car toujours bourré d'illusions ou d'erreurs d'analyse.

- Pardem - Après deux semaines de comédie le CETA a été signé - par Jacques Nikonoff 01.11

Extraits.

- Paul Magnette, le ministre-président de la Wallonie, avait refusé de signer le traité, au demeurant pour de bonnes raisons, empêchant sa signature prévue le jeudi 27 octobre, en présence du Premier ministre canadien. Mais Monsieur Magnette a dit oui, sans avoir rien obtenu de tangible, contrairement à ce qu'il prétend, décevant tous ceux qui avaient cru en lui. On rappellera que Monsieur Magnette est socialiste, et que le métier des partis socialistes est précisément la trahison. C'est dans leur ADN.

LVOG - Mais alors, si vous le saviez, pourquoi avoir fait partie de "ceux qui avaient cru en lui" (et vous n'êtes pas les seuls évidemment) ou pourquoi n'avoir pas affirmé d'emblée qu'il se récuserait, pour alimenter des illusions dans ce parti parce que pour vous aussi le sort de la classe ouvrière devrait être suspendu à celui du PS comme la corde au cou du pendu. - LVOG

Tant que la situation politique ou les rapports entre les classes ne posent pas la question de l'affrontement direct entre les classes ou ne remettent pas en cause les intérêts fondamentaux des différentes classes, n'importe qui peut se prétendre socialiste en parole ou se placer au côté de la classe ouvrière, mais lorsque l'heure de l'affrontement direct entre les classes a sonné ou lorsque les intérêts fondamentaux des différentes classes deviennent l'enjeu de la lutte des classes, ils changent soudainement de camp et se placent au côté des capitalistes trahissant ainsi leur engagement au côté de la classe ouvrière ou plutôt témoignant leur véritable nature qui finalement n'a pas changé.

Il faut être naïf ou ignorant pour imaginer qu'un tel revirement serait uniquement le produit de circonstances particulières ou exceptionnelles. En fait, elles devaient plutôt servir à révéler au grand jour les contradictions de l'auteur de la trahison ou l'inconsistance de son engagement dont il devait avoir conscience. S'agissant du PS, les dirigeants du mouvement ouvrier les ont minimisées ou sous-estimées pour ensuite estimer qu'elles pourraient évoluer favorablement, à tort ou pas suffisamment apparemment pour avoir formulé un diagnostic aussi erroné.

Trahir la confiance d'une personne consiste à briser unilatéralement les rapports qu'on avait établis avec elle en la mettant devant le fait accompli, à violer les termes du contrat qui les unissaient de sorte que la partie lésée ne soit pas en mesure de défendre ses intérêts, dont la spoliation devait constituer l'enjeu de cette trahison. L'auteur d'une trahison révèle les intentions inavouables qui l'animaient ou qui existaient à l'état latent chez lui, et qui ne demandaient qu'à s'épanouir pour peu que les conditions leur soient favorables. Elle révèle aussi l'absence de principes chez cette personne ou le peu de cas qu'il leur accordait.

N'importe qui peut se prévaloir de qualités, d'idées, de principes, des meilleures intentions du monde, qui n'ont en soi aucune valeur tant qu'ils n'ont pas été soumis à l'épreuve de l'exercice pratique.

Tout état est composé d'un ensemble de facteurs régis par des rapports qui forment une combinaison complexe, dont ressort ou domine une tendance générale qui évoluera en fonction du comportement de chacun de ces facteurs qui influencera leurs rapports dans une direction ou une autre. La stabilité relative affichée par tout état est le produit de cet équilibre auquel on attribue une valeur absolue (ou éternelle) qui demeure valable aussi longtemps qu'il n'a pas été rompu.

Quand on ne parvient pas à déterminer dans quelles conditions cet équilibre pourrait être rompu ou à quel moment cette rupture pourrait intervenir, on aura forcément tendance à tout confondre ou à se méprendre sur les rapports qui existent entre différents facteurs, parce qu'on en ignore la composition qui détermine le potentiel qu'ils renferment en terme de développement et leur destin.

- Paul Magnette voulait simplement donner un petit coup de vernis de gauche à son parti, le Parti socialiste belge, talonné sur sa gauche par le Parti du travail belge…

LVOG - Voilà ce qui arrive quand on considère le PS de gauche ou quand on a une conception de la gauche héritée de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme qui s'empressa de l'adoptée. On n'a pas fini de faire l'inventaire des multiples conséquences néfastes pour la classe ouvrière causées par cette caractérisation frauduleuse, opportuniste. - LVOG

- Paul Magnette aujourd'hui en Belgique, comme Alexis Tsipras hier en Grèce et Jean-Luc Mélenchon demain en France, a capitulé. (Mais non, ils ont agi conformément à leur nature, un point c'est tout. Ils sont de droite, ce sont des agents du régime, ils ne capitulent pas, ils se découvrent tels qu'ils sont, des réactionnaires, ils s'exécutent parce qu'ils n'ont jamais eu l'intention d'affronter le régime. - LVOG)

- Un tout petit parlement régional, de 3,6 millions d'habitants, peut faire reculer l'Union européenne. (On vient plutôt d'assister au contraire. - LVOG) C'est un formidable encouragement. Imaginons ce qu'il se serait passé si la Belgique avait maintenu son refus. (Quelle naïveté (feinte ?) ! L'UE et le Canada seraient passés outre ou auraient trouvé une combine pour contourner ce refus. - LVOG) C'est bien la preuve que la pression doit s'organiser principalement à l'échelle nationale, sur les parlements et les gouvernements. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire en direction des autorités européennes, Commission ou Parlement européen. Mais oublier le niveau national, c'est faire de la diversion et préparer la défaite. (Vous aurez toujours le temps d'y penser après coup ou les jours de fête. - LVOG)

- C'est bien la preuve que c'est à l'échelle nationale que l'on peut obtenir des victoires, et nulle part ailleurs. Bien évidemment, il faut continuer à faire pression sur l'oligarchie européenne, mais il ne faut surtout pas oublier les gouvernements et parlements nationaux.

LVOG - Pourquoi cette insistance, faut-il le prendre comme un aveu ? On se demande contrairement aux travailleurs, comment des dirigeants de partis dits ouvriers peuvent "oublier les gouvernements et parlements nationaux" s'ils n'en avaient pas eu toujours l'intention. - LVOG

En complément.

Le Monde recourt à un oxymore entre deux facteurs qui s'excluent mutuellemment, l'existence de l'UE étant incompatible avec l'exercice de la démocratie, et la démocratie étant irréalisable dans le cadre de l'UE pour légitimer le CETA.

« Au cœur du CETA », épisode 4 : la démocratie européenne sera-t-elle dépossédée ? - LeMonde.fr

« Le Monde » et le site allemand Correctiv se plongent dans l'accord conclu le 30 octobre entre l'Europe et le Canada, pour tenter de savoir si les craintes de ses opposants sont fondées ou non. LeMonde.fr 4.11

Dossier Etats-Unis

Etats-Unis. Une "lumière crue (éclaire) le degré de pourriture de la République".

- Le dénouement cataclysmique de la campagne 2016 (Counterpunch) - Chris Floyd 03.11

Extrait.

En 2008, l'électorat désespéré se retourna vers une figure qui paraissait être un outsider qui apporterait enfin un véritable changement. Il présentait toutes les apparences du changement – il était noir, il portait un nom musulman, il s'exprimait avec éloquence sur la paix et la justice sociale, et même si peu pensaient qu'il était réellement de gauche, ils ont voté pour lui malgré tout. Mais Barack Obama était bien-sûr un « centriste » méritocratique pur jus. Surfant sur une énorme vague de popularité, et bénéficiant d'une forte majorité au Congrès, il procéda au… sauvetage des fraudeurs et escrocs de Wall Street avec l'argent des contribuables et à la création d'un système d'assurance santé imaginé par un think-tank de droite et destiné à favoriser les profits des entreprises privées – et qui a probablement réduit à néant toute chance d'instaurer un véritable système d'assurance santé pour des générations à venir, sinon pour toujours. Il a aussi redoublé la guerre contre le terrorisme, en l'étendant à d'autres pays, démultiplié les escadrons de la mort de Bush, participé à la destruction de nations comme la Libye et le Yémen (provoquant ainsi plus de chaos et de terreur), élargi la surveillance illégale de la population (et du monde) à une échelle bien au-delà des rêves les plus fous de la Stasi ou du KGB. Et après avoir sauvé Big Money de ses propres turpitudes et garanti au complexe santé-assurances ses profits, il passa la majorité de son temps sur le front de la politique intérieure à chercher « un accord historique » avec les Républicains pour réduire la couverture de sociale et médicale.

Une fois de plus, tous les espoirs de changement furent déçus. A présent le pays hésite entre une pseudo progressiste et un candidat belliciste de droite, cherchant celle ou celui qui apportera le changement qu'on lui refuse. Après la politique de la terre brûlée du néolibéralisme et l'inévitable dégradation morale et l'agressivité qui résultent des années et des années de guerres d'agression, le choix de Trump est plus nihiliste. C'est comme si les gens ne croyaient plus à un changement positif –

cassons tout et voyons ce qui en sortira (Ce qui est, soi-dit en passant, la philosophie affichée du gang de Breitbart, qui dirige actuellement la campagne de Trump).

Même si Cliton l'emporte, le nihilisme sera toujours omni-présent. Et étant donné qu'elle représente avec fierté l'élite qui est actuellement méprisée de tous côtés pour les nombreux dégâts occasionnés, le nihilisme ne fera que s'amplifier – d'autant plus qu'elle n'a donné aucun signe de ne serait-ce qu'esquisser un changement du système militaro-néolibéral qui nous étrangle. Au contraire.

Alors oui, il n'y a jamais eu de campagne électorale comme celle-ci, mais surtout parce qu'elle éclaire d'une lumière crue le degré de pourriture de la République et nous montre, plus clairement que jamais, que le camp militaro-néolibéral n'offre aucun espoir d'une vie meilleure, d'un monde meilleur. En réalité, il n'offre absolument rien, sinon plus de violence, plus d'amertume, plus de ruines et plus de destructions pour nous tous. Counterpunch 03.11

Etats-Unis. Une analyse qui sonne comme un verdict sans appel.

L'époque des guerres et des révolutions n'est pas révolue. Reste à savoir si la majorité du peuple américain et des peuples occidentaux en général continueront d'être conditionnés par l'idéologie de la classe dominante, auquel cas les guerres continueront de plus belles avec en prime le risque d'une guerre mondiale, soit le temps des révolutions et du socialisme aura sonné, auquel cas il sera encore long à prendre forme...

- La leçon Trump, ce que nous confirme la présidentielle américaine - latribune.fr

L'élection américaine révèle un pays plus divisé que jamais, à l'avant garde macabre de la mondialisation. L'événement doit nous interpeller, sur la révolte des peuples: la situation européenne n'est pas si différente. Par Jean-Christophe Gallien, Professeur associé à l'Université de Paris 1 la Sorbonne

Au delà de l'emballement final, des vrais faux rebondissements et malgré la remontée réelle de Donald Trump dans plusieurs États clefs, Hillary Clinton devrait l'emporter et poursuivre l'écriture de la légende Clinton. Mais est-ce bien là l'essentiel ? Le pays saura-t-il digérer sereinement ce combat ultra-violent ? On a du mal à croire à un véritable coup de sifflet final à cette incroyable compétition.

En 2000, Al Gore s'était effacé d'un final chaotique « pour préserver l'unité du pays et la solidité de notre démocratie ». La légitimité présidentielle de George W. Bush et celle du système était sauvegardée. La candidature si peu Républicaine de Donald Trump s'est progressivement dirigée contre ce « système » pour faire écho à une exaspération sociale profonde, protéiforme mais si réelle que la moindre anomalie de fin de campagne pourrait transformer en incendie démocratique.

Une Amérique plus divisée que jamais

Pourtant crédité d'une cote de popularité record pour un chef d'État en fin de mandat, Barack Obama lègue une Amérique plus divisée qu'elle ne l'a peut-être jamais été depuis la guerre de sécession. Il ne s'agit pas de 2 Amériques, c'est une société multi-fracturée avec un seul point commun, la difficulté de choisir entre « le moins pire des deux ». La seule « colère de l'homme blanc » principale victime du déclin américain ne peut expliquer l'ampleur du phénomène. Une Amérique à la renaissance économique en trompe l'œil et si peu redistributrice, basée sur les pari énergétiques court termistes et la tiers-mondisation économique de sa classe moyenne post industrielle. Une société sans perspective comme peu souvent dans son histoire. Et surtout sans destin dans un Monde bouleversé. Il s'agit d'une tendance lourde et partagée par tous les pays dits développés.

La colère d'un peuple déclassé

Certes la base électorale de Donald Trump est plus masculine, plus rurale, plus âgée et ... plus blanche que celle d'Hillary Clinton, qui a misé sur la conquête du vote des femmes, des citadins, des jeunes et des ... minorités mais aussi des médias qui sauf Wikileaks la soutiennent, de la finance aussi. Donald Trump fait si peur à Wall Street. C'est bien la colère d'un peuple déclassé, d'un pays en ébullition, qu'en cavalier opportuniste Donald Trump s'est contenté de chevaucher qui a fait exploser les grilles des analyses traditionnelles et les vieilles frontières idéologiques. Le peuple rejette : « les Bush et les Clinton, c'est la même chose » !

On pourrait penser à un nouveau Andrew Jackson, planteur populiste du Tennessee, porté en, 1829 à la Maison-Blanche par ce qu'on qualifia de « révolution jacksonienne » et qui voulait « reprendre aux élites le contrôle du pays ».

Donald Trump, trop mauvais politicien

En fait Donald Trump, est trop mauvais politicien et surtout trop isolé, manquant de moyens, délaissé, pour ne pas dire flingué par les élites d'un Parti Républicain pas encore remis de leur défaite à la primaire, pour faire réellement écho à cette nouvelle vague

de colère qui ne va pas refluer avec la fin de la campagne et que pour l'instant aucune organisation ne semble en mesure d'exploiter à son profit.

Car rien, même en cas de résultat clair et net pour Hillary, ne sera réglé le lendemain. Les 2 candidats portaient une telle dose d'impopularité, n'avaient en rien réellement expliqué encore moins incarné les raisons d'une candidature au delà d'un narcissisme affranchi pour l'un et d'une arrogante certitude en légitimité élective pour l'autre.

Un monde devenu tellement ouvert, complexe, injuste et violent à la fois

Que ce soit à la gauche du Parti Démocrate qui déteste tout de la ploutocratie conservatrice incarnée par les Clinton que chez la base républicaine plongée dans la détresse économique et la dépression identitaire, rien ne sera pardonné. Cette Amérique à l'avant garde macabre de la mondialisation qui crie son désespoir ne s'arrêtera pas là. Voilà une source mixte d'inquiétude et d'espoir selon d'où l'on écoute ce grondement, que l'on redoute l'incendie civil qui vient ou qu'on en espère grand jour social et citoyen.

Cette élection événement nous interpelle, nous devons la prendre comme une alerte : méfions-nous de la caricature simpliste, de la vision vue d'en haut et de loin à la fois, l'Europe et la France vivent sur le même bateau et affrontent les mêmes tempêtes d'un Monde devenu tellement ouvert, complexe, injuste et violent à la fois. Après le Brexit, entendrons nous ce nouveau signal ?

En France, notre réel social c'est 50 % des salariés qui gagnent moins de 1650 euros net par mois et qui vivent loin des centres urbains de la décision où se crée la richesse. Chez nous aussi, un grondement encore sourd monte peu à peu et la classe moyenne disparaît progressivement. Chez nous aussi les arguments de compétence voire d'autorité émis par les corps politiques, médiatiques et académiques qui façonnaient encore il y a 10 ans les comportements électoraux ne sont plus audibles. Les Français comme les autres européens et comme les américains qui votent demain n'acceptent plus le « tutorat » d'en haut. Ce qu'Horst Seehofer, leader de la CSU allemande exprimait avec justesse récemment : « Notre responsabilité ne peut être de dire : « Nous avons tous les droits et vous, les citoyens, vous n'avez pas compris » ». latribune.fr 07.11

Jean Christophe Gallien, Professeur associé à l'Université de Paris 1 la Sorbonne. Directeur associé de Zenon7, Président de j c g a, Membre de la SEAP, Society of European Affairs Professionals

Et ce ne sera pas la dernière fois que l'Agence Française de Propagande du régime cultive le mauvais goût.

L'Amérique goûte au charisme d'Obama, une dernière fois - AFP

Un large sourire, une réelle aisance sur scène, une façon bien à lui de créer la complicité avec la foule: Barack Obama a tenu lundi soir à Philadelphie, avec un plaisir évident, son dernier meeting de campagne. Pour "Hillary". AFP

Wall Street vote pour la guerre !

Wall Street rebondit fortement en pariant sur Clinton - Reuters

Son agence française lui emboîte le pas.

La Bourse de Paris finit en hausse - AFP

La Bourse de Paris a clairement repris de la hauteur lundi ("1,91%), rassurée par l'absence de poursuites du FBI contre Hillary Clinton, à la veille du scrutin présidentiel américain. AFP 7.11

En famille. Comment l'OTAN et son sultan financent Daesh en pillant la Syrie.

- La famille Erdogan et Daesh (suite) - Réseau Voltaire

Un groupe de hackers turcs, RedHack, a piraté les e-mails du ministre de l'Énergie. Immédiatement, un tribunal turc a interdit la publication et la reproduction de ces e-mails.

Cependant, ces 20 gigabites de données ont été analysées par le professeur Ahmed Yayla, directeur adjoint de l'ICSVE (Centre international pour l'étude de l'extrémisme violent) et ancien responsable de l'antiterrorisme turc [1]. Elles confirment des rumeurs persistantes et donnent de nouveaux détails.

Le pétrole volé par Daesh en Syrie était transporté par 8 500 camions citernes appartenant à une société ayant obtenu, sans appel d'offre, le monopole du transport du pétrole sur le territoire turc, Powertans. Elle est détenue par la très mystérieuse

Grand Fortune Ventures, basée à Singapour, puis transférée aux îles Caiman. Derrière ce montage se cache, Çalik Holding, la compagnie de Berat Albayrak, le gendre du président Erdogan et son ministre de l'Énergie.

"Hacked Emails Link Turkish Minister to Illicit Oil", Ahmed Yayla, World Policy, October 17, 2016. Réseau Voltaire 03.11

[1] « Selon l'ancien chef de l'antiterrorisme turc, Erdogan protège Daesh », Réseau Voltaire, 17 septembre 2016.

Pour un peu ils réaliseraient qu'elle n'existe pas. Faudra-t-il une guerre pour qu'ils le comprennent enfin ?

- Pour 8 Français sur 10, la démocratie fonctionne de moins en moins bien -

Près de huit Français sur dix (77%, "14) pensent que la démocratie fonctionne de moins en moins bien dans le pays, ce qui traduit une nette détérioration de la perception du système en deux ans, selon un sondage Ipsos-Sopra Steria publié lundi. AFP

Hollanderie. Entre croyance, crépuscule ou marche funèbre et règlements de compte.

Croire est décidément un vilain défaut. Voici venu le temps de la rédemption.

- Jouyet admire "la sérénité et la résistance" de Hollande et croit en "la résurrection" - AFP Le secrétaire général de l'Élysée Jean-Pierre Jouyet, invité vendredi de l'émission "Bibliothèque Médicis" (Public Sénat), confie admirer "la sérénité et la résistance" de François Hollande et croire "en la résurrection". AFP

Qui peine à convaincre :

- Aurélie Filippetti descend en flèche François Hollande « qui appartient au passé » - L'Opinion

- Mégafichier : Lemaire-Cazeneuve, nouvelle brouille au sein du gouvernement - LeParisien.fr

- Pour Anne Hidalgo, la candidature de Myriam El Khomri à Paris est « une très mauvaise idée » - LeMonde.fr

- En soutenant Valls, "Le Drian a voulu envoyer un message à Hollande" - LePoint.fr

Le fidèle menhir breton lâche-t-il François Hollande ? En évoquant l'hypothèse d'une candidature Valls en 2017, Le Drian se voit accuser de haute trahison. LePoint.fr

Combien de pages comporte le livre du PS ?

- « Il faut tourner la page du PS » - LeParisien.fr

Dans le livre qu'il publie aujourd'hui, le chef de file des frondeurs Christian Paul étrille François Hollande... LeParisien.fr 07.11

Mort ou vif !

- Défense: Lellouche (LR) propose la destitution de Hollande - AFP

Le député LR Pierre Lellouche a lancé lundi une proposition de résolution visant à la "destitution" de François Hollande, après la publication par des journalistes du Monde d'"informations secrètes concernant la sécurité nationale", qui leur auraient été divulguées par le chef de l'Etat.

Le député de Paris et ancien ministre indique dans un communiqué avoir ouvert "à la signature de l'ensemble de ses collègues de l'Assemblée nationale, une proposition de résolution visant à la destitution du président de la République, M. François Hollande, aux termes de l'article 68 de la Constitution".

"Dès lors que la résolution sera signée par 58 députés, celle-ci sera transmise au Bureau de l'Assemblée nationale avant de poursuivre son examen en Commission des lois puis en séance publique", précise M. Lellouche.

Le président de la République "ne peut être destitué qu'en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat", par le Parlement constitué en Haute Cour, stipule notamment cet article de la Constitution.

Guillaume Larrivé, porte-parole du parti Les Républicains, a affirmé que "de nombreux députés" LR allaient "co-signer" cette proposition de résolution, sans avancer de chiffre. AFP 07.11

En famille on joint les deux bouts. Après la «droite avec Macron», voici la «gauche avec Macron» Plusieurs élus socialistes ont lancé lundi un appel à rejoindre le mouvement «En Marche» de l'ancien ministre de l'Economie. Liberation.fr

En famille, il est bien connu qu'on peut se traîter de tout.

- "Facho", "voyou" : les doux mots de Rachida Dati à Brice Hortefeux - LePoint.fr

Etat policier.

- Manuel Valls veut plus de moyens pour la justice et la police - AFP

- Mégafichier: fait en toute "transparence" assure Cazeneuve - AFP

Social et antisocial

- Un centre pour sans-abri à Paris à nouveau la cible d'une tentative d'incendie - LeFigaro.fr

Un début d'incendie volontaire a touché samedi soir le centre d'hébergement qui accueille déjà 27 adultes et 24 enfants. LeFigaro.fr

- Des centaines de personnes défilent à Paris pour Adama Traoré - LeFigaro.fr

Les 800 manifestants, selon la police, ont marché dans Paris en soutien à la famille du jeune homme, dont le décès fin juillet après son interpellation par les gendarmes avait entraîné des échauffourées dans le Val-d'Oise. LeFigaro.fr

- 700 000 infirmiers en colère - LeParisien.fr

Dix-huit syndicats infirmiers et associations d'étudiants appellent à manifester ce matin à Paris contre la dégradation de leurs conditions de travail.

Cela n'était plus arrivé depuis... 1988. Mais, aujourd'hui, c'est bien la totalité des 700 000 infirmier(e)s, étudiant(e)s compris, et quel que soit leur mode d'exercice, salarié ou libéral, qui sont appelés à manifester par dix-huit organisations représentatives. Un défilé commun est prévu de la gare Montparnasse jusque sous les fenêtres du ministère de la Santé, avenue de Ségur (VII e). « Il faut vraiment que la situation soit grave pour que l'union se fasse à ce point », reconnaît la porte-parole du mouvement, Nathalie Depoire, présidente de la Coordination nationale infirmière. LeParisien.fr

Quand le ministère de la Justice se transforme en tribunal d'exception à perpétuité, suite ou confirmation.

Le cas de Georges Ibrahim Abdallah tient lieu de jurisprudence à ces pro-sionistes.

- Le principal suspect de l'attentat de la rue Copernic reste en prison - LeMonde.fr

La chambre de l'instruction de la cour d'appel a décidé de prolonger de six mois la détention d'Hassan Diab, invoquant « le risque de fuite » et de « trouble à l'ordre public » s'il était libéré.

La cour d'appel de Paris a ordonné vendredi 4 novembre le maintien en détention provisoire d'Hassan Diab, principal suspect de l'attentat de la rue de Copernic en 1980 à Paris, annulant ainsi une nouvelle décision qui autorisait sa remise en liberté, selon des sources proches du dossier.

La chambre de l'instruction de la cour d'appel a décidé de prolonger sa détention de six mois, invoquant « le risque de fuite » et de « trouble à l'ordre public » si Hassan Diab était libéré.

Le juge d'instruction chargé de cette enquête avait ordonné le 27 octobre la remise en liberté d'Hassan Diab, avec assignation à résidence et port d'un bracelet électronique. Décision aussitôt suspendue par le parquet de Paris, qui a fait appel.

Extradé du Canada en novembre 2014, Hassan Diab, 62 ans, est mis en examen en France comme auteur présumé de cet attentat qui avait fait quatre morts et une quarantaine de blessés le 3 octobre 1980 devant une synagogue.

La défense de cet universitaire déplore « une situation exceptionnelle ». « Ce qu'on comprend, c'est qu'après trente-six ans, il y a eu tellement de dysfonctionnements qu'il n'y a pas d'autre option à part Hassan Diab », ont dit à l'Agence France-Presse ses avocats, William Bourdon, Apolline Cagnat et Amélie Lefebvre.

« Le bras de fer continue entre une appréciation précipitée par le juge des charges pesant sur M. Diab et la vision de la chambre d'instruction, qui cherche à préserver la sérénité de l'enquête, ce qui est la moindre des choses après trente-six ans », a réagi Eric Morain, avocat d'une des victimes, un policier en faction devant la synagogue.

En mai, la question de la détention du suspect avait déjà fait l'objet d'un débat entre magistrats. Le 12 mai, une juge des libertés et de la détention (JLD) avait autorisé sa remise en liberté avec assignation à résidence et sous surveillance électronique, mais le parquet avait fait appel.

Quelques jours avant la décision de la JLD, le juge d'instruction avait aussi accepté une remise en liberté, aussitôt suspendue par le parquet. Et la cour d'appel avait déjà confirmé la détention.

L'enquête a connu un rebondissement en avril avec l'audition devant le juge d'instruction de son ex-épouse Nawal Copty, qui a conforté la version d'Hassan Diab. Elle a affirmé qu'il l'avait bien accompagnée à l'aéroport de Beyrouth le 28 septembre 1980, date à laquelle le détenteur d'un passeport au nom d'Hassan Diab se trouvait déjà en Europe d'après les tampons sur le document. LeMonde.fr 04.11

Si on a bien compris, la preuve a été apportée qu'une autre personne détenteur d'un passeport au même nom était déjà présente en Europe avant que monsieur Hassan Diab n'embraque à Beyrouth pour la France, mais le parquet a décidé d'ignorer cet élément matériel parc qu'il n'a jamais essayé d'identifier la seconde personne ou de mettre la main dessus, et pour cause si c'était un agent du Mossad.

Fascisme ordinaire. Il l'aurait appelé Lénine en Ukraine, qu'il aurait subi le même châtiment pour apologie du communisme.

- Il renomme son wifi "Daesh 21" et écope de trois mois de prison avec sursis pour "apologie du terrorisme" - franceinfo

Il renomme son wifi "Daesh 21" et écope de trois mois de prison avec sursis pour "apologie du terrorisme"

La box que vous utilisez pour vous connecter à internet s'appelle peut-être SFR-32XD ou Numericable-33V2. Si vous avez plus d'imagination, elle porte peut-être le nom de votre animal de compagnie. Mais si vous aviez la très mauvaise idée de lui donner le nom d'un groupe terroriste, sachez que vous risqueriez gros.

Le tribunal correctionnel de Dijon a en effet condamné un jeune homme de 18 ans à trois mois de prison avec sursis pour "apologie publique d'un acte de terrorisme", jeudi 3 novembre, rapporte Le Bien public. La raison ? Sa box et le réseau wifi associé étaient dénommés "Daesh 21".

Dénoncé par un passant

Selon le quotidien régional, présent à l'audience, c'est un passant qui a remarqué que le réseau wifi émis par la box portait comme nom l'acronyme arabe désignant le groupe Etat islamique. Un nom accompagné du nombre 21, sans doute par fierté locale – c'est le numéro du département de la Côte-d'Or. Le passant a alors prévenu la police.

Prévenu, le commissariat a remonté la trace du réseau jusqu'à un jeune homme de 18 ans. Le Bien public le décrit comme "totalement hébété" devant le tribunal, et assure qu'il n'a "rien d'un terroriste". D'abord condamné à des travaux d'intérêt général qu'il a refusés, il a finalement écopé de trois mois de prison avec sursis. franceinfo

Commentaires d'internautes

1- Un passant ? Plutôt un voisin bien intentionné non ? Que je sache le nom des réseaux disponibles n'est affiché que sur un ordinateur, pas dans la rue. Encore des gens qui savent de quoi ils parlent !

2- Condamner quelqu'un pour un nom? Mais où va t on?

3- Où est-il marqué dans la Loi que Daesh est interdit ? A ce moment-là les journaleux doivent être condamnés.

4- 3 mois de sursis pour une blague et le gamin n'a que 18 ans, par contre quand Finkielkraut fait l'apologie du racisme à la télé,

ils sont où les juges ?

5- Il aurait du l'appeler "Hollande 21" il aurait eu la légion d'honneur !

Dire que les flics et les juges n'ont que ça foutre !

6- Punition, vous me copierez 20 fois : “je ne dois pas utiliser le mot Daesh”.

L'enfer est pavé de bonnes intentions.

- Une enquête contre Zuckerberg en Allemagne! - sputniknews.com

Le Parquet municipal de Munich a entamé une investigation à l’égard de Mark Zuckerberg et d’autres gestionnaires de Facebook, soupçonnés de complicité d’incitation à la haine raciale.

L'avocat de la ville de Würtzbourg a livré au parquet une liste de cas prouvant que des publications violant la législation en vigueur ne sont pas supprimées par la société de M. Zuckerberg.

Auparavant, le ministre fédéral allemand de la Justice Heiko Maas avait promulgué les résultats d'un examen, indiquant que Facebook supprimait moins de 50 % des publications, contre lesquelles les internautes portaient plainte. sputniknews.com 04.11

Zuckerberg fait partie de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui est responsable du développement du racisme, l'alimente, l'instrumentalise, en a fait la promotion grâce aux réseaux antisociaux dont Facebook. Maintenant ce n'est pas l'image qu'en donnent les médias ou les gouvernements occidentaux qui le présente comme un démocrate au service de l'humanité. Après tout, ce n'est pas lui qui tient des propos racistes sur Facebook, mais le peuple toujours en proie à des idées archaïques que Zuckerberg condamne et combat, bref, c'est un brave homme à la morale irréprochable.

Les réseaux antisociaux fonctionnent comme une provocation permanente destinée à permettre aux adeptes de idéologies les plus répugnantes de s'exprimer sans retenue, pour ensuite justifier la réaction du législateur, qui se traduira par une surveillance accrue et généralisée du Net ou l'adoption de nouvellles lois liberticides.

Cette provocation sert également à justifier la délation et la censure, à créer une atmosphère nauséabonde sans comparaison avec l'infime minorité des adeptes de ces idéologies ignobles dont l'écho se trouvera amplifié, afin d'y rallier ceux qui hésitaient encore à les adopter ou à les encourager à exprimer leurs idées putrides de sorte que le reste de la population ait l'impression qu'elles seraient majoritaires et soutiennent les mesures prises par le législateur qui s'en trouveraient ainsi légitimité.

Elle sert à ficher et donc à mieux contrôler la population en fonction de sa réaction à certains discours...

Le ministre tunisien des Affaires religieuses limogé - Reuters

Le ministre tunisien des Affaires religieuses a été limogé vendredi après avoir établi un lien entre wahhabisme saoudien et terrorisme. Le Premier ministre, Youssef Chahed, dit un communiqué du gouvernement, "a relevé de ses fonctions le ministre des Affaires religieuses Abdeljalil Reuters

Indonésie : 50 000 islamistes réclament le jugement pour blasphème du gouverneur chrétien de Jakarta - Atlantico.fr

De violents affrontements ont eu lieu entre la police et des milliers de manifestants. Atlantico.fr

Economie.

Brexit. La partie de poker menteur continue.

- Brexit : la Haute Cour de justice de Londres autorise un vote du Parlement - Franceinfo

Mauvaise nouvelle pour les partisans du Brexit et pour la Première ministre Theresa May. La Haute Cour de justice de Londres (Royaume-Uni) autorise un vote du Parlement sur le Brexit. "Beaucoup d'observateurs pensent que Theresa May aura du mal à tenir sa promesse de déclencher le fameux article 50 avant la fin mars prochain. Il va y avoir de nombreux recours et rebondissements", explique Loïc de La Mornais en direct de Londres.

On assiste à la rébellion du Parlement. Si les députés ne veulent pas revenir sur le Brexit en lui-même, voté de manière démocratique, ils souhaitent orienter les négociations vers un Brexit plus soft qui préserve notamment les liens économiques avec l'Europe. "Tout ça se déroule dans un climat d'extrême tension voire d'extrême violence. Certains tabloïds accusent trois juges en Une d'être 'les ennemis du peuple'", conclut le journaliste. Franceinfo 04.11

Un avant-goût de TTIP où lorsque les multinationales font la loi.

- "Persona non grata" à Florence, McDonald's réclame 20 millions de dollars - L'Express.fr

La mairie de la ville italienne de Florence mène la vie dure au géant du hamburger McDonald's en lui interdisant l'ouverture d'un restaurant sur la place du Duomo. La firme contre-attaque et demande près de 20 millions d'euros de dommage et intérêts. L'Express.fr

Haut de page

Le 11 novembre 2016

CAUSERIE

35°C, un temps radieux et toujours pas de mousson à l'horizon, le moral est au beau fixe.

Les causeries d'octobre sont disponibles au format pdf, 106 pages. Je vais devoir ralentir le rythme car j'ai les articulations des deux genoux qui commencent à coincer ! Je ne marche pas assez.

Cette causerie a été réalisée sans consulter les infos d'hier, et sans lire les articles publiés par des médias dits alternatifs depuis l'annonce de l'élection de Trump, ils me soûlent !

Le mot du jour : Ça Trump énormément !

Nous vous y trompez pas... Voilà ce qui a le don de nous mettre de bonne humeur.

POID. Vous n'avez pas toujours dit cela.

Soutenir le PS dans le passé au nom du « *moindre mal* » n'a-t-il pas débouché en réalité sur le « *pire mal* » ? Prenez le temps de bien réfléchir avant de répondre.

- "*Répétons le : la preuve est faite, une nouvelle fois, que la politique du « moindre mal », au nom de laquelle les responsables des organisations ouvrières ont appelé à soutenir Clinton a débouché en réalité sur ce qu'ils présentaient comme le « pire mal », l'élection de Trump.*

Cela a déjà été le cas dans l'histoire. Et ceux qui, en France aujourd'hui, au nom de la lutte contre le « moindre mal », voudraient justifier l'alliance avec les partis du gouvernement, ceux-là ne font que préparer les conditions du « pire mal » français."

Cela dit, je partage le contenu et l'orientation politique du communiqué du POID du 9 novembre.

J'ai lu le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs de D. Gluckstein, il me convient globalement avec des réserves mineures.

C'est mon avis personnel, on a perdu plus de 35 ans en ne concentrant plus notre combat politique contre les institutions de la Ve République. Cela a eu pour conséquence d'entraîner la perte de milliers de militants et de centaines de cadres très précieux qui auraient pu former les milliers de militants qui nous auraient rejoints, et peut-être que l'objectif des 10.000 militants aurait été atteint et pulvérisé depuis des décennies. (j'ai corrigé l'orthographe)

La formation des militants devrait être une tâche prioritaire, pas seulement aux enseignements de la lutte de classe, en y ajoutant le volet de la guerre idéologique et psychologique contre la propagande officielle, bref, en s'inspirant de la pédagogie que j'emploie, en l'améliorant. Toute mesure politique correspondant à un besoin économique du capitalisme, les militants devraient recevoir une solide formation économique pour comprendre au moins les mécanismes élémentaires du capitalisme. Et surtout, ils devraient maîtriser les bases du matérialisme dialectique pour pouvoir progresser à leur rythme dans tous les domaines. Qui ne progresse pas est condamné à régresser.

Au passage, l'occasion est rêvée pour broyer les médias mensonges, toute cette pourriture de vendus qui roulent pour l'oligarchie, pour la guerre. J'en avais fait un de mes axes de combat, et je suis satisfait de constater que j'avais vu juste. Les faits viennent de confirmer qu'en me plaçant au plus près des masses sans accorder de concessions particulières à leurs illusions, j'avais adopté un positionnement en phase avec leur état d'esprit...

Cela dit, on a encore du boulot sur la planche. Mr. Buffett n'a pas encore gagné la guerre de classes et Trump va rapidement s'en apercevoir aussi.

J'ignore si cet épisode sera suffisant pour entamer la recomposition du mouvement ouvrier américain sur des bases saines, je pense qu'il en faudra davantage, la lutte des classes en France jouera un rôle déterminant...

Notre position :

- « Trump contre Clinton : ni l'un ni l'autre ! » (The Organizer), article paru dans la tribune des travailleurs (POID) du 2 novembre 2016

Demander à un travailleur, qui d'un milliardaire ou d'une millionnaire représente le mieux ses intérêts, c'est comme demander à une poule de confier ses poussins à un renard ou à un de ses prédateurs.

Information ou propagande ?

Quand on relaie l'actualité politique, il est recommandé de distinguer ce qui tient de l'information, de ce qui tient de la désinformation ou de la propagande officielle, sinon on prend le risque de se faire le porte-parole ou l'agent du régime et de participer ainsi au conditionnement idéologique des lecteurs (ou électeurs).

Quand l'information a pour origine une officine du régime, l'AFP, Reuters, AP, Euronews par exemple, relayée telle quelle par la totalité des médias, on doit redoubler de précaution et se demander pourquoi ils la diffusent, quel profit le régime ou ses représentants comptent-ils en tirer, quel est leur mobil, il faut réfléchir, se concentrer, mener une enquête d'investigation en se servant de notre mémoire de ou de nos expériences, de nos connaissances, il faut s'interroger, sans négliger la manière dont est construit et rédigé leurs discours, il est donc préférable de posséder les bases de la syntaxe et d'autres attributs de la linguistique qui peuvent influencer la psychologie d'une personne selon l'usage qu'on en fait.

L'information qu'ils diffusent est destinée à être propagée parmi la population, elle peut cibler certaines catégories, couches ou classes spécifique de la population, elle a toujours une fonction qui répond à un besoin que la plupart des gens ignorent ou qu'ils n'ont pas adopté, et qu'on leur impose en formatant leur cerveau à coup d'images et de propagande qui vont influencer et instrumentaliser leurs réflexes, leurs émotions, leurs manières de réagir, l'interprétation de leur condition, de la réalité ou de la situation, ce n'est donc pas négligeable.

C'est un puissant instrument servant à manipuler les esprits, à implanter l'idéologie nihiliste néolibérale de la classe dominante dans le cerveau de la population, ils s'en sont servis pour colporter le wahhabisme, comme avant-hier pour répandre le fascisme en Allemagne ou hier en Ukraine ou rendre fréquentables les différents gouvernements d'extrême droite qui se sont succédés en Israël depuis sa création, toujours à partir de bonnes intentions trompeuses affichées pour les présenter sous un angle avantageux, la lutte contre la discrimination, pour l'égalité, la défense à la liberté d'expression, le droit à la différence, la démocratie, la liberté, etc.

Chacun pour soi et la guerre pour tous, une devise qui va bien au fascisme, une idéologie répugnante dira Trotsky. Ils ne sont pas complètement fous, ils ont subi une ablation du cerveau proche de la lobotomie qui a singulièrement réduit leur champ de vision, et laisser un grand vide qu'ils comblent par leur fanatisme en quête de toujours plus de richesses et de pouvoir, puisque faire preuve d'attention ou de concentration est une épreuve au-dessus de leurs moyens, ils ne peuvent se départir d'une vision tronquée et étriquée de la réalité, on parle des idéologues néolibéraux et de ceux qui ont pour mission de la colporter qui finissent par croire que le monde est conforme à celui qu'ils ont fabriqué dans leurs têtes. On pourrait parler de schizophrénie aggravée.

Chez ceux qui ont adopté le néolibéralisme, c'est devenu la norme, la normalité, la réalité.

Le néolibéralisme correspond à un besoin ou une conception de la société qui ont été conçus pour votre bien et que vous êtes censé adopter. Dès lors, ils peuvent s'autoriser à dénoncer l'extrême droite ou le fascisme qu'ils agitent comme un épouventails ou une menace, de manière à ce que personne n'imagine ou n'ose leur reprocher de partager la même idéologie et les mêmes objectifs politiques, d'être eux-mêmes d'extrême droite alors qu'ils usent déjà des méthodes du fascisme ou soutiennent des régimes fascistes, ce qui leur permet d'entretenir leur crédibilité auprès de la population et de protéger leurs commanditaires ou ceux qui profitent de leurs discours, l'oligarchie.

Pour en revenir à notre manière de traiter l'information.

Concrètement, j'ai pris soin de ne publier aucun article de l'AFP ou des médias mainstreams diabolisant Trump ou le présentant au contraire comme un recours pour les Américains contre Clinton, considérant qu'ils représentaient deux clans de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Il n'était donc nulle part question d'un clivage droite/gauche dans l'affrontement Trump/Clinton contrairement à ce qu'affirmèrent certains intellectuels américains, que la confusion extrême ou l'incohérence de leurs convictions ont conduit à soutenir la candidature du républicain milliardaire Trump, ce qui les classe à droite et non à gauche, si on considère que la gauche incarne un changement de régime ou oeuvrer pour en finir avec le capitalisme.

On pourrait en déduire que ces intellectuels ne sont plus à une contradiction près, alors qu'en fait ils ignorent ce qu'incarnait la gauche ou ils s'en sont détournés volontairement en lui préférant la version corrompue qu'ils ont héritée des opposants à la république bourgeoise du XVIIIe et XIXe siècle dont devait s'inspirer par la suite la social-démocratie, passant du socialisme utopique ou bourgeois au réformisme après avoir délaissé le socialisme scientifique et ses conclusions jugés hasardeuses et trop violentes, au profit d'une théorie non scientifique prétendant que le capitalisme ne connaîtrait plus de crises et que progressivement il satisferait les besoins de l'ensemble de la population qui vivrait en paix, ce que les faits n'ont cessé de démentir depuis deux siècles, sans qu'ils en tiennent compte par crainte de devoir affronter le régime et de perdre les privilèges qu'il leur accorde, ce qu'ils ne sont pas prêts d'admettre non plus.

En voici un exemple qui l'illustre à merveille.

- La trahison de la gauche américaine par Charles Gave - Arrêt sur Info 07.11

Comme tout bon libéral, je crois en effet que les deux protections essentielles pour tout un chacun sont l'égalité de tous devant la Loi (c'est à dire une justice indépendante) et la liberté d'information (ce qui veut dire une presse non contrôlée par le capitalisme de connivence ou évidemment, l'état)…

Mentionnons au passage que ces deux conditions n'existent pas en France et depuis bien longtemps.

Mentionnons aussi que sous la présidence Obama, ces deux garde-fous ont disparu. Nous arrivons -enfin- à la fin de la campagne présidentielle aux USA et je ne peux pas m'empêcher d'être à la fois stupéfait et déçu. Je m'explique. Il est traditionnel de dire que le parti démocrate représente aux USA la gauche tandis que le parti républicain représenterait la droite, ce qui n'est pas tout à fait exact, le parti démocrate ayant soutenu l'esclavagisme et la ségrégation dans le Sud pendant toute son histoire. Cependant, tout au long de l'histoire des USA, je crois pouvoir dire que gauche et droite acceptaient sans barguigner les deux principes mentionnés plus haut.

Ce qui voulait dire que lorsque l'un des membres du parti au pouvoir se faisait pincer dans une manœuvre illégale, en général grâce à la presse, les gens de son propre parti étaient les premiers à demander sa destitution.

On songe à Nixon et au scandale du Watergate: quand il devint évident que Nixon avait commis des crimes justifiables de « l'impeachment » les sénateurs Républicains sous la conduite de Goldwater vinrent lui signifier qu'il fallait démissionner pour éviter une grave crise constitutionnelle, faute de quoi ils seraient obligés de le débarquer. Ou encore on songe à Truman virant le général MacArthur pour insubordination.

Or dans cette dernière campagne, la gauche américaine représentée par la candidate démocrate a trahi de façon tout à fait remarquable ces deux principes essentiels à la bonne marche de toute Démocratie.

Nous avons eu toutes les évidences que le citoyen de base pouvait demander prouvant que madame Clinton avait commis de nombreux crimes, mais nous avons vu également que madame Clinton échappait aux poursuites qui auraient dû suivre parce que le ministère de la Justice aux USA était tombé sous le contrôle d'une véritable mafia qui n'avait qu'un but, porter au pouvoir leur candidate même si cela nécessitait d'entraver les enquêtes (ce qui aux USA et partout ailleurs est un crime).

Et le pire est apparu récemment : le Président sortant, sans doute l'un des plus mauvais de l'histoire, était parfaitement au courant de ces turpitudes et les couvrait. (Addendum : Nous avons aussi appris que son premier cabinet ministériel lui avait été fourni « clefs en main » par Citicorp et Goldman-Sachs, source Wikileaks, ce qui montre sa grande indépendance par rapport à Wall-Street.)

Comme je l'ai écrit plus haut, ce n'était pas la première fois que nous avions ce cas de figure puisque nous l'avions déjà croisé avec le scandale du Watergate. Mais c'est là qu'était entrée en lice la presse qui avait vigoureusement recherché la vérité pour la faire éclater.

Or cette fois encore, nous avons toutes les preuves dont nous avons besoin qui montrent que la Loi n'est plus la même pour tous aux USA, ce qui devrait faire bondir tout homme ou femme de gauche. Apres tout la presse, tant aux USA qu'en dehors est à 90 %

de gauche et la gauche aime à s'identifier avec la Justice…

Que nenni.

La presse a choisi non seulement de ne pas enquêter, mais recommande de voter pour quelqu'un dont tout le monde sait qu'elle est une criminelle et qu'elle a menti sous serment. Curieuse défense de la justice…la gauche n'aimerait elle pas une justice indépendante et ne serait ce pas là une idée bourgeoise ? J'ai des doutes.

En fait la vérité est sortie non pas grâce à la presse officielle mais bien grâce aux média alternatifs issus de l'Internet (Wikileaks, Breitbart, ZéroHedge, Newmax) et bien entendu à la grande fureur des média officiels qui sont devenus depuis de grands partisans de la théorie du complot et donc de la nécessité de censurer tous ces irresponsables…La presse officielle demandant la censure, voila qui est plaisant. (...)

Une première question se pose alors: qui sont ces gens, soi disant de gauche, qui acceptent de voter pour une personne aussi pourrie et pourquoi le font-ils?

La réponse est simple.

Tout d'abord nous avons les minorités, c est à dire les noirs, les latinos et les femmes seules qui ont toujours suivi le parti démocrate en arguant du fait que c'était lui qui distribuait les subventions publiques. Voilà qui est excusable et même peut être compréhensible dans la mesure où l'on peut penser que ces gens sont mal informés, ont une vie très dure et craignent qu'elle ne devienne encore plus difficile si la droite venait à l'emporter.

L'autre moitié du corps électoral de madame Clinton est constituée par ceux qui ont fait des études supérieures et aucun de ceux là ne peut utiliser les excuses que l'on peut trouver pour la première catégorie.

Et donc nous nous trouvons face à une deuxième question: qu'est-ce qui amène ces gens soi disant intelligents car éduqués (un non sequitur d'anthologie) à voter pour une crapule?

Et là, je suis obligé de rechercher ce qu'Aristote appelait la cause première, c'est à dire dans ce cas à remonter jusqu'au système d'éducation qui leur a permis d'être là où ils sont. Revenons en arrière.

À la fin des années soixante, une véritable révolution eut lieu dans tous les systèmes éducatifs en Occident : nous passons d'un système rigoureux qui cherchait à former des citoyens responsables à un autre système fondé non pas sur une morale absolue (les dix commandements) mais sur une morale ancrée dans la notion de morale relative (tout se vaut). Le bien ou le mal n'existent pas, seules comptent les intentions. La vérité n'existe pas et quiconque la recherche est automatiquement traité de fasciste ou de raciste…(...)

Mais pour nos relativistes, le crime n'existe pas, tout se vaut et donc ils votent pour madame Clinton simplement parce que les Clinton leur permettent de se sentir bien avec eux-mêmes, puisque ces deux vieux criminels ne parlent que de justice sociale, de fraternité humaine et de partage. La ressemblance avec le redoutable (pour ses proches et pour la France) président Mitterrand est foudroyante. (...)

Ces braves bobo ne se rendent même pas compte, tant on ne leur à rien appris, que c'est la le modus operandi de la mafia en Sicile et que toute société fondée sur une morale relative finit toujours dans le chaos, la violence et la loi du plus fort.

Et donc cette classe à moitie éduquée n'a que le plus profond mépris pour ceux qui n'ont pas eu leur chance et méprise les « sans dents » puisqu'ils sont gros, laids, ignorants, pauvres et pire que tout, blancs et qu'ils ont « échoué », alors qu'eux ont « réussi ». Nous assistons donc une fois de plus à ce que Julien Benda appelait en 1927 la trahison des clercs, phénomène vieux comme les rues : Le peuple résiste, les intellectuels trahissent telle est la loi de l'histoire. Quand je vois ce qui se passe aujourd'hui dans les sociétés occidentales, j'ai honte d'être un intellectuel. (Et dire qu'un crétin de lambertiste m'avait pris à partie pour avoir tenu le même discours, comme quoi il s'agissait bien d'un procès d'intention. - LVOG)

Le rôle de l'intellectuel (qui fait automatiquement partie de l'élite) n'est pas de se servir mais de servir. Il faut instruire le peuple et l'aider, pas le mépriser. Le tirer vers le haut, et non pas le considérer avec condescendance. Accessoirement, et comme le disait Toynbee il faut que la dite élite dégage des solutions pour que le sort du peuple s'améliore, faute de quoi le système s'écroule. (De toutes manières il s'écroulera, il s'est déjà effondré dans de nombreux pays où les conditions de vie de couches entières du prolétariat ont régressé au niveau des années 60 (Grèce, Portugal, Italie et Espagne, France dans une moindre mesure). Le système ne tient plus que grâce aux méthodes mafieuses de la finance qui en accélère la décomposition, qui finira par l'emporter s'ils ne parvenaient pas à temps à lui substituer un modèle de société qui ne soit plus basée sur l'antagonisme entre les classes issu des rapports sociaux servant de fondements au capitalisme, mais sur un régime d'exception établi à perpétuité ou une impoyable dictature reposant sur un règlement de type policier que les Etats nationaux ou les Etats supranationaux

seraient chargés d'imposer aux peuples. Quoi qu'il en soit ou quel que soit le modèle de société qui prévaudra dans l'avenir, le capitalisme est contraint de poursuivre dans la voie du néolibéralisme, de concentrer toujours plus le capital entre quelques mains, de rationaliser la production à outrance, d'étendre toujours plus la division internationale du travail, etc. et de créér ainsi les conditions favorables au passage au socialisme pour peu que les exploitées parviennent à s'emparer du pouvoir politique. L'impérialisme est plus que jamais incompatible avec le progrès social et l'exercice de la démocratie- LVOG).

Montaigne a écrit dans ses essais qu'il aimait les gens de son village qui n'en savaient pas assez pour raisonner de travers. La force de monsieur Trump est que sa campagne fait appel à ceux qu'aimaient Montaigne (alors que lui même fait partie de l'élite) et de proposer des solutions, qui ne sont peut être pas les bonnes, mais qui ont le mérite de trancher sur les solutions de l'élite actuelle qui ne cherche qu'à s'enrichir personnellement sans prendre de risques et qui ont donc failli lamentablement dans les vingt dernières années.

Mais le plus amusant est que si vous dites dans un dîner en France que madame et monsieur Clinton sont des crapules et que monsieur Trump est peut être un homme honorable, vous êtes immédiatement perçu comme traître à votre classe et vous n'êtes jamais réinvité. (L'élite ou les intellectuels français sont parmi les plus réactionnaire de la planète, à l'image de Hollande côté pile, de Sarkozy ou Juppé côté face. - LVOG)

Être pour Trump en France (et partout dans le monde) est de fait un puissant marqueur social qui vous entraîne automatiquement vers le bas.

Car cette classe qui parle sans arrêt de tolérance est d'une intolérance totale pour tout intellectuel dissident, comme le montre le sort de Renaud Camus en France par exemple. Les intellectuels dissidents aujourd'hui ne sont guère mieux traités par la soit-disant élite qu'ils ne l'étaient pendant la période McCarthy aux USA.

Si madame Clinton est élue, je crains donc le pire pour les USA. (...)

Nous sommes donc à un moment important de l'histoire des USA.

Les valeurs de la classe dirigeante américaine actuelle telle que représentée par les Obama ou les Clinton sont de facto et de jure complètement incompatibles avec celles de la Constitution.

Si madame Clinton l'emporte, elle nommera des juges à la cour suprême pour mettre la Constitution en accord avec les valeurs (?) qu'elle représente et les États-Unis continueront de glisser vers le gouffre, et de façon accélérée.

J'ai rarement été aussi inquiet.

Heureusement, tout en n'ayant aucune confiance dans les élites, j'ai une grande confiance dans le peuple.

Je pense et j'espère que le peuple Américain va voter pour monsieur Trump, y compris une large partie des minorités.

(...)

Optimiste je suis, et optimiste je resterai. Entre le Brexit et la défaite des Clinton, les nuages reculent. Prochaine étape la disparition de l'euro. Arrêt sur Info 07.11

Cet intellectuel appelait donc à voter pour l'oligarque Trump, c'est lui qui l'a écrit. Mais au fait, c'était quoi le titre de son article, La trahison de la gauche américaine, c'est pathétique de s'aveugler à ce point-là, comme quoi la gauche américaine est bien morte. On attend la relève...

Hier comme aujourd'hui vous êtes invités à croire ou à soutenir la version officielle. Et comme d'habitude cela fonctionne à merveille, fantastique !

Mais vous ne serez pas invités à sabrer le champagne avec eux, et pour cause.

Le président républicain de la Chambre des représentants, Paul Ryan a déclaré : "Il (Trump - ndlr) vient de remporter un mandat et nous avons à présent un gouvernement républicain unifié", s'est félicité Paul Ryan. "L'opportunité est là, maintenant. Et l'opportunité est de voir grand, d'oser et de faire avancer les choses." Reuters 10.11

Celui que la quasi-totalité des médias présentaient encore le matin du 8 novembre comme un "républicain populiste", est miraculeusement devenu deux jours plus tard un respectable "homme d'affaires new-yorkais" (France info).

Qui des instituts de sondage, des médias, des gouvernements occidentaux d'un côté, des journalistes d'investigation, des militants pour le socialisme de l'autre, complotent ou conspirent contre les peuples en leur servant des données volontairement truquées ou des analyses délibérément faussées pour orienter leurs votes, qui ?

Qui ignorait que les sondages favorables à Clinton étaient truqués, à part ceux qui reprenaient en boucle leurs résultats et y trouvaient leurs comptes ?

- 96% des médias ont soutenu Clinton.
- 99% des sondages furent favorables à Clinton.
- 100% des chefs d'Etat occidentaux et des alliés des Etats-Unis prirent position pour Clinton.

Ils menèrent une violente campagne à charge contre son adversaire, hystérique, le traitant de fasciste, de sexiste, d'homophobe, de raciste, de xénophobe, ce qu'il est sans doute ou serait par nécessité si la situation sociale ou politique l'exigeait, tout autant que Clinton soutenant des régimes fascistes, sexistes, homophobes, racistes, xénophobes, Arabie saoudite, Qatar, Israël, Ukraine, etc.

Il n'y a que des fanatiques pour s'en remettre à la méthode Coué au-delà de l'absurde le plus grotesque.

Qu'ils se soient convaincus que Clinton ne pouvait que l'emporter, c'est possible, cependant ils n'étaient pas sans savoir qu'un ou deux instituts de sondage marginaux ou impartials donnaient Trump vainqueur depuis des mois, ils les ont ignorés délibérément pour aller jusqu'au bout de leur machination ou conspiration contre le peuple américain.

Cette version ne vous convient pas, c'est dommage car elle est conforme aux propos tenus par Paul Ryan :

- "Donald Trump a entendu une voix dans ce pays que personne d'autre n'avait entendu. Il est entré en relation avec les gens comme personne d'autre. Il a mis la politique sens dessus dessous", a-t-il déclaré, saluant en outre la part jouée par le candidat dans les victoires républicaines au Congrès. Reuters 10.11

Un aperçu du programme de Trump.

- Donald Trump a promis de baisser les impôts des plus riches en ramenant le nombre de tranches d'imposition sur le revenu de sept à trois avec la plus élevée à 33%, contre 39,6% aujourd'hui. Les classes moyennes seront également à la fête puisque toute imposition sera supprimée sous le seuil de 29 000 dollars (26 400 euros) annuels. L'impôt sur les successions devrait également être supprimé pour les particuliers et la taxation des plus-values mobilières réduite. Du côté des entreprises, le programme prévoit de ramener l'impôt sur les bénéfices à 15% contre environ 35% aujourd'hui. Au total, l'imposition des entreprises baisserait de 3 000 milliards de dollars sur dix ans, soit 1,6 point de PIB. Une politique qui vise à inciter les multinationales à rapatrier aux Etats-Unis les centaines de milliards de dollars de profits accumulés à l'étranger, en employant si nécessaire la manière forte. Un choc fiscal dans la plus pure tradition libérale, qui devrait contribuer, selon son programme, à créer 25 millions d'emplois aux Etats-Unis ces dix prochaines années, avec l'objectif de retour à une croissance de 4% par an. libération.fr 09.11

Hier le diable en personne et aujourd'hui la divine chance, pourquoi ?

Trump, c'est Reagan, Bush, Clinton et Obama réunis, la synthèse des partis républicain et démocrate, de l'oligarchie. Après avoir présenté Trump président comme le pire destin qui pourrait échoir aux Américains, une fois élu, le pire appartenant désormais au passé, l'avenir est à nous clament les représentants et les porte-parole de l'oligarchie et Wall Street flambe.

Entre une millionnaire et un milliardaire, les Américains ont préféré le milliardaire, extraordinaire, quelle aubaine, quelle occasion exceptionnelle s'exclament les oligarques pour accroître encore notre fortune et notre pouvoir.

Un petit milliardaire président peut faire des envieux, dommage pour les hypers riches Buffett ou Soros qui trop vieux et trop haïent ne seront jamais président des Etats-Unis d'Amérique. Ils se consoleront vite ou leur déception sera de courte durée, car en y regardant de plus près ils n'auront rien à regretter bien au contraire, car si Clinton, leur favorite, n'a pas été élue, cela signifie que le temps où il était nécessaire d'assimiler perfidement le parti démocrate à la gauche ou de le présenter comme tel au bon peuple est révolu. Il ne reste plus en lice que la droite, que des partis de droite, des candidats et des élus de droite, concrétisant le pouvoir qu'a acquis l'oligarchie depuis 2001 , au point qu'il est devenu inutile de s'encombrer de ce concept de gauche qui faisait référence à la lutte des classes et qui était une concession plutôt encombrante, puisque les Américains viennent de démontrer qu'ils sont dorénavant prêts à élire un oligarque à la tête des Etats-Unis, à vivre en oligarchie, qu'ils en redemandent, ils vont être servis !

Bien sûr, des millions de travailleurs américains n'ont pas participé à ce scrutin, mais leurs voix est inaudible, impuissante, marginale, qui plus est, ils ne sont pas organisés, et quand ils le sont, c'est dans des partis de droite qui se prétendent de

gauche. C'est aussi une grande partie des classes moyennes corrompues qui ont fait défection à Clinton.

- Pourquoi la victoire de Donald Trump est une chance à saisir - huffingtonpost.fr 09.11

Suicide ou euthanasie ou touche pas au capitalisme.

L'auteur de cet article a employé la première personne du pluriel (nous) pour intégrer les lecteurs dans son analyse, mais pas n'importe comment, en mettant sur le même pied d'égalité le riche et le pauvre, le nantis et l'indigent, le luxe et la misère, le confort et la précarité, en nous accusant d'être des privilégiés et en nous invitant à nous dépouiller de nos privilèges, sachant que les riches, les nantis, ceux qui vivent dans le luxe et ceux qui vivent confortablement n'en feront rien, vous aurez compris immédiatement qui devrait se sacrifier, les pauvres, les indigents, les miséreux, les travailleurs soumis à la précarité.

Nous devrions consentir à ce sacrifice pour nous en sortir. Mais comment se fait-il qu'on en soit arrivé au point où les travailleurs devrait se retrouver dans une situation, où ils devraient endurer des privations, des frustrations, des souffrances supplémentaires pour uniquement pouvoir survivre ou essayer de s'en sortir comme si leur existence était menacée ? La menace, elle porte un nom, c'est le capitalisme.

- La victoire de Trump permise par le vote d'Américains désespérés doit être pour nous un électrochoc salutaire.

LVOG - En fait de "salutaire", il nous invite plus loin à être les victimes de cet "électrochoc" qu'on devrait nous imposer nous-même.

- Que nous soyons de gauche ou de droite, (pour beaucoup cela ne signifie rien d'autre qu'une tradition familiale) chacun-e peut commencer par exprimer à haute voix la conscience qu'il ou elle a de ses propres privilèges.

LVOG - Vous devrez consentir à appliquer cet "électrochoc" à vos "privilèges", vos droits ou besoins qui seraient responsables de la situation, de vos difficultés, de la crise du capitalisme...

- La Fraternité dont le concept est tellement à la mode devrait nous obliger à penser à ce que nous sommes prêts, chacun et chacune à lâcher, à abandonner, à céder.

LVOG - Rien répondra l'oligarque, par contre vous, les travailleurs, vous êtes appelés à vous délester de ce fardeau, vos "privilèges"... au profit de vos frères milliardaires...

- L'histoire nous a habitués à penser que l'autre est le problème et que la solution est de le combattre. La révolution anthropologique en cours permet de considérer l'individu comme libre et égal à tout autre individu, une femme à un homme, un homo à un hétéro. Et donc d'admettre que le problème est aussi "moi".

LVOG - Vous êtes le problème, alors ne vous attendez pas à être la solution.

L'autre est le problème s'il accapare les richesses des autres, de ceux qui travaillent, produisent ces richesses, elles leur appartiennent collectivement, de sorte que la notion d'égalité est inappropriée, dépassée, et que personne ne soit lésée ou laissée pour compte.

- Et il faut observer que les privilèges qui nous favorisent ne nous empêchent pas de dormir.

LVOG - Et même que le banquier ou l'actionnaire s'enrichit en dormant, mais pas question de lui retirer ce privilège, de l'abolir.

- Il ne s'agit pas de se soumettre à un fatalisme politique suicidaire mais de considérer que dans le rapport de force qui s'impose, nous ne sommes pas tous intégralement des victimes dès que nous n'appartenons pas à une oligarchie. Déclarer illégitimes nos propres privilèges et en assumer les conséquences est le seul moyen d'abolir tous les privilèges, y compris ceux qui pèsent sur nous.

LVOG - L'oligarchie est épargnée une fois de plus. Si nous avons ce que vous appelez des privilèges, ils correspondent à des besoins qui ne demandent qu'à être satisfaits, ce serait un crime, autant dire que ce serait nos droits sociaux et politiques que l'on devrait déclarer illégitimes, mais pas le capitalisme.

En aparté.

C'est marrant, souvent il me revient à l'esprit la question de l'abolition de l'argent ou de la monnaie sans que je sache d'où me vient cette idée au premier abord farfelue. Peut-être parce que tout tend à se monnayer, à devenir une marchandise, l'argent et ce

qu'il représente devenant omniprésents, envahissants, au point qu'il semble difficile de concevoir qu'il serait possible de freiner son emprise tentaculaire sur la totalité de la société sans envisager de le supprimer d'un coup et qu'il n'existe aucune autre alternative.

En une fraction de secondes vous auriez résolu tous vos problèmes. Le règne de la nécessité appartiendrait au passé et l'exploitation de l'homme par l'homme, les classes sociales, les Etats et les frontières également... C'est merveilleux, on peut imaginer un monde merveilleux, c'est d'ailleurs pour cela que je suis révolutionnaire depuis 40 ans. Ce serait trop beau, il n'y aurait plus de conflits ou de guerres, et cela ne coûterait rien, mais apporterait beaucoup à l'humanité.

Dès que vous voulez modifier l'ordre des choses et surtout des sujets, on vous tombe dessus à bras raccourcis parce que le coût serait exorbitant, ruinerait l'économie, etc. bref, ce serait une catastrophe, parce que ce qu'on vit ne serait pas déjà une catastrophe, pas pour tout le monde assurément puisque le nombre de riches augmente et leur fortune croît.

Vous supprimez l'argent et d'un coup vous réalisez le communisme.

On a imaginé dans le passé un tas d'étapes pour y parvenir, mais force est de constater qu'on n'a pas cessé de s'en éloigner, du coup je me demande naïvement si on ne devrait pas revoir l'ensemble de notre théorie, je ne dirais pas qu'elle serait devenue obsolète, je m'interroge à voix haute. A suivre.

Trump président ou la victoire des millionnaires américains qui rêvaient de devenir milliardaires.

Après le coup du poker menteur avec le Brexit, au tour de Trump.

Il y aura plus de candidats que d'élus. Trump pourrait être tenté par une sorte de New deal qui favoriserait la classe ouvrière (en terme d'emplois seulement) et les entrepreneurs au détriment de la classe moyenne qui ne récolterait que les miettes ou en ferait les frais. Avec une fortune estimée à 7 milliards de dollar seulement, Trump n'appartient pas à la couche supérieure des supers et hypers riches de l'oligarchie.

Il va devoir composer avec le Sénat et la Chambre des représentants acquis au parti républicain, mais dont la majorité des délégués ne sont pas sur la même longueur d'onde que lui, ce qui pourrait conduire les Etats-Unis à la paralysie. Quoique le plus vraisemblable, c'est qu'il appliquera le programme qui lui sera imposé par le parti républicain en prenant davantage en compte les intérêts de la couche des oligarques qu'il représente. Confirmation immédiate :

- Paul Ryan veut saisir l'opportunité de la victoire de Trump - Reuters

Le président républicain de la Chambre des représentants, Paul Ryan, qui avait pris ses distances avec Donald Trump pendant la campagne, a promis mercredi de travailler en lien étroit avec le nouveau président pour mettre en oeuvre un programme républicain agressif dès 2017. Reuters 10.11

Comment va-t-il composer avec la gigantesque dette de l'Etat, quelque 20.000 milliards de dollar, va-t-il être tenté de la porter à 25 ou 30.000 milliards de dollars pour éviter la récession ou créer artificiellement de la croissance économique. Qui va la financer, car il ne suffit pas de faire marcher la planche à billets ? Le marché, les Chinois ou les investisseurs étrangers, en échange de quoi la Fed pourrait rapidement annoncer une hausse plus importante que prévue de ses taux directeurs pour rendre le dollar plus attractif sur le marché mondial, ce qui entraînerait une hausse du dollar face aux autres monnaies, ce qui reviendrait à faire payer son New deal aux autres économies que délaisseraient les investisseurs américains. Cela pourrait se traduire par une remontée de l'inflation dans des pays en proie à de graves difficultés économiques, qui ne pourraient le supporter et en reporteraient les conséquences sur leurs travailleurs, tandis que la croissance économique des pays émergents ralentirait entraînant une hausse brutale du chômage et des tensions sociales.

Deux indicateurs au lendemain de l'élection de Trump, les marchés se sont repris et les sionistes jubilent.

- Élection de Donald Trump : les réactions dans le monde - Francetv info

Donald Trump a quant à lui voulu rassurer le monde, sous-entendant que le futur président ne reprendra pas toutes les idées du candidat. Francetv info 09.11

Sans blague !

La cinglante défaite de la monstreuse machine médiatique corrompue. Ils avaient pratiquement tous voté Clinton.

Sur 200 médias américains, 194 avaient soutenu Hillary Clinton - BFMTV

Le scrutin de mardi 8 novembre s'est achevé sur la victoire surprise de Donald Trump. La veille de l'élection présidentielle encore, tous les analystes prédisaient le sacre d'Hillary Clinton. BFMTV

Excès de naïveté ou de modestie pour faire oublier leur collusion avec Clinton ou pour se la faire pardonner.

- Comment la victoire de Donald Trump a-t-elle pu échapper aux sondages et aux médias ? - LeMonde.fr

Hillary Clinton devait, selon les observateurs et les prévisions, remporter l'élection américaine et devenir la première femme présidente des Etats-Unis. Une prédiction balayée par les urnes. LeMonde.fr

Etre une femme est une vertu suffisante pour devenir Présidente des Etats-Unis, autant dire que la fonction tient du guignol et que derrière d'autres tirent les ficelles, ceux qui détiennent le nerf de la guerre, l'argent qui donne du pouvoir, permet d'accéder au pouvoir, d'exercer le pouvoir, de préférence pour accroître le leur, jusqu'au jour où ils ont confisqué le pouvoir, ils l'ont privatisé pour que seuls les plus puissants puissent en profiter.

Clinton est une ultra néolibérale pour le compte des supers et hypers riches du premier cercle de l'oligarchie financière anglo-saxonne et Trump est un ultra néolibéral pour le compte des riches, mais il ne pourra pas gouverner sans le soutien du premier cercle de l'oligarchie, en échange de quoi il fera en sorte qu'il puisse accroître sa fortune sans toutefois rejoindre le club très fermé des supers ou hypers riches.

Le premier cercle de l'oligarchie ne pouvait pas présenter un candidat et le soutenir, il aurait été battue. Il a donc décidé de soutenir plus ou moins discrètement Clinton, en vain parce qu'elle incarnait trop Wall Street, tout en permettant à Trump de remporter la primaire du parti républicain, de sorte qu'à l'arrivée quel que soit le candidat qui l'emporterait l'attention ne se focalise pas sur lui, et de ce point de vue-là la victoire de Trump est plutôt une bonne nouvelle pour ces oligarques, ils ne feront pas les frais de la défaite de Clinton et ils vont pouvoir afficher ouvertement leur soutien à Trump, c'est déjà commencé, ils ne perdent pas de temps, et Trump va s'empresser de modifier son discours pour qu'il soit en phase avec les besoins de ce premier cercle de l'oligarchie, à moins que ce ne soit même pas nécessaire, les républicains détiennent tout le pouvoir, donc ils vont pouvoir passer à l'offensive sans tarder.

On était donc en présence d'une nouvelle énorme imposture couverte par la voix du mensonge, de l'hypocrisie et du silence, que tous les commentateurs attitrés de la planète s'emploient à couvrir, y compris à Moscou ou Pékin.

Sans avoir épuisé sa capacité de nuisance, la machine à fabriquer du consentement à ses limites.

Clinton ou Trump devait être élu sur la base d'illusions trompeuses, seule l'oligarchie pouvait sortir gagnante de cette élection.

Notre lot de consolation aura été d'observer que de plus en plus d'Américains se détournent des médias mainstreams ou aux ordres, parce que leurs conditions d'existences ou de travail se sont gravement dégradées au cours des dernières années. On se gardera pour l'heure d'en tirer davantage de leçons. On peut spéculer sur leur capacité à rompre avec les institutions ou à affronter le régime, sans aller jusqu'à affirmer que ce serait ce que les travailleurs américains auraient démontré clairement à travers cette élection.

Un titre qui tombe à point. Quand la "machine à rêver" s'enraie.

TV : « 120 ans d'inventions au cinéma » et de machines à faire rêver - LeMonde.fr 10.11

Le comble du "raffinement" en matière de machination tenu en échec.

"La victoire de Trump est un échec monumental pour les prévisionnistes électoraux américains, qu'il s'agisse des sondeurs ou des analystes, dans un pays où la science de la prévision électorale semblait avoir atteint un haut degré de raffinement." slate.fr 09.11

Sondages truquées, analyses bidonnées et prévisions faussées sur la base des résultats fabriqués de ces sondages, pour influencer le vote des électeurs en faveur du candidat favori de l'oligarchie, c'est assurément une science aussi malfaisante que les experts, spécialistes, chercheurs et autres universitaires qui se sont chargés de la cautionner, aux Etats-Unis comme en France ou ailleurs.

Maintenant il leur faut désigner un coupable.

"Si ces analystes se sont trompés, c'est notamment parce que leurs «fournisseurs» de matière première, les sondeurs, se sont trompés. "(id)

Mais encore, par chance, ce n'est plus un secret de polichinelle :

"la plupart des analystes ne se contentaient pas de calculer le résultat final en se fondant sur une simple moyenne arithmétique des sondages, ils y ajoutaient leur «sauce (plus ou moins secrète)»"

Un mauvais tour de magie de la «matière noire» :

"Pour expliquer cette «matière noire» des sondages, plusieurs hypothèses ont été avancées: un vote «caché» en faveur de Trump, une composition de l'électorat mal évaluée qui a débouché sur des échantillons erronés (l'équipe de campagne de Trump avait fait ses ultimes calculs en se basant sur un électorat âgé et sur une baisse de la participation des Afro-Américains) ou encore le nombre d'indécis, quatre fois plus élevé qu'au même point de la campagne en 2012. (id)

Ils sont dépités :

"Si l'on vous dit que, demain, il y a 70% de chances qu'il fasse beau toute la journée, même si cette prévision ne se réalise pas, il est possible qu'il fasse quand même beau pendant quatre heures –et au pire, il y a toujours une autre journée le surlendemain. " (id)

Le Figaro vole au secours des instituts de sondage pour sauver sa crébilité taillée en pièces.

La victoire de Donald Trump place à nouveau les instituts de sondage sur le banc des accusés. Maudits sondages, odieux sondeurs. Encore une fois à côté de la plaque. Et le procès à nouveau.

Avec l'élection de Donald Trump les voilà à nouveau sur le banc des accusés. Depuis le début de la campagne américaine, ils n'ont rien vu, rien su, rien entendu. Mépris du peuple, élites coupées du monde, arrogance de l'oligarchie au pouvoir... tout ou presque a été dit, notamment en France par ceux-là même que les sondages malmènent. LVOG - Le Figaro enrage. Le Figaro - Depuis mardi soir, c'est donc acquis, les sondages se trompent. Tous. Tout le temps. En réalité, François Hollande est populaire. Jean-François Copé a toutes ses chances dans la primaire de droite. Benoît Hamon sera le candidat socialiste de l'élection présidentielle. Et Marine Le Pen la remportera. Dès le premier tour. Figaro.fr 09.11

Commentaires d'internautes.

1- Le Figaro est le premier à s’acoquiner avec les entreprises de sondages et leurs prévisions pipées tout comme leurs collègues américains...

2- Les sondages ne se trompent pas ....ils essayent de nous manipuler avec des fausses données ce qui est très different...

La palme du crétinisme revient à un porte-parole du populisme.

Philippe Moreau-Defarges, chercheur à l’Institut Français des Relations Internationales (IFRI), spécialiste de la montée des populismes, mercredi sur France info.

Il s'inquiétait du discours tenu par H. Clinton après sa défaite, qui selon lui "semble nier la rupture introduite par Trump."... qui de fait renoue avec l'ère Bush qui n'avait jamais réellement pris fin sous Obama ! (source : France info)

C'est manifestement le genre de chercheurs spécialisé dans la fabrication et l'instrumentalisation du populisme.

- Donald Trump président : l’immense surprise. - L'Opinion

Le candidat républicain a été élu 45e président des États-Unis. Un grand étonnement. L'Opinion

Un souhait contrarié qui tourne à l'aveu.

- Est-ce que ce monde est sérieux? L'Amérique donne le vertige - Slate.fr

Tout devait bien se passer, on voulait croire aux sondages qui donnaient Hillary Clinton présidente. Slate.fr

- Le triomphe de Trump a fait exploser toutes les boules de cristal - Slate.fr

Les sondages d'opinion se sont trompés. Ceux qui les analysent aussi.

La victoire de Trump est un échec monumental pour les prévisionnistes électoraux américains, qu'il s'agisse des sondeurs ou des analystes, dans un pays où la science de la prévision électorale semblait avoir atteint un haut degré de raffinement. Slate.fr

On ignorait que la boule de cristal était un instrument scientifique...

Entre nous, s'ils en sont arrivés là, c'est qu'ils sont loin d'être sûrs de pouvoir gagner la guerre de classes...

Une introspection plutôt suspecte pour des introvertis hystériques.

Les médias en pleine introspection après la victoire surprise de Trump - AFP

Comment les journalistes n'ont-ils pas vu venir la victoire du populiste Donald Trump à la tête des Etats-Unis? Les médias, qualifiés par le républicain de malhonnêtes et corrompus, menaient mercredi une introspection sur leur couverture de l'élection présidentielle. AFP

Des experts ont souligné que des chaînes comme CNN, Fox et MSNBC, qui peinent à revigorer leur audience, ont retrouvé des couleurs pendant cette campagne, principalement grâce à M. Trump.

- "Les médias ont fait plutôt du bon travail en soulignant les défauts de la personnalité de Donald Trump", selon Dan Kennedy, professeur de journalisme à l'université de Northeastern AFP 09.11

Défauts partagés par une majorité d'Américains qui de ce fait se sont reconnus dans Trump, autant dire que les médias ont assuré son élection, CQFD.

Plus fort encore.

Evidemment, ces analyses sortent aujourd'hui, une fois que Trump est élu, et il ne viendra pas à l'esprit des crétins qui gobent tout ce que les médias leur servent, qu'ils n'y avaient pas pensé avant... puisqu'ils vous le disent, il faut bien les croire.

Le plus vraisemblable, c'est qu'ils s'en étaient rendus compte, mais emportés par leur enthousiasme délirant ils ont voulu croire que le matraquage quotidien auquel il se livrait sur Trump contrebalancerait avantageusement la publicité gratuite qu'ils lui accordaient.

Ils n'ont pas manqué de psychologie, c'est leur schizophrénie qui leur a joué un mauvais tour.

Et ils continuent avec ce slogan repris en choeur par la totalité des médias et chefs d'Etat occidentaux :

- "Le populiste républicain est devenu le 45e président des États-Unis, et la candidate démocrate Hillary a été battue." Le Huffington Post

Trump incarnait le populisme, l'extrême droite, le fascisme, tandis que la brave Clinton incarnait le progrès social, la démocratie, la liberté, la paix... Bref, le bien contre le mal, discours élimé...

L'oligarchie a le triomphe modeste.

Après la victoire de Trump, la chute annoncée de Wall Street n'a pas eu lieu - Franceinfo

- Contre toute attente, les marchés financiers rebondissent - LeMonde.fr

L'élection de Donald Trump a été digérée par les marchés. Wall Street, comme les bourses asiatiques, sont reparties à la hausse dès mercredi. LeMonde.fr

Contre toute attente, vraiment ?

Comment se camoufle la pire réaction.

Les plus pourris qui soient se demandent comment combattre les réactionnaires, à partir de là on peut prendre la mesure du degré de schizophrénie atteint par la propagande de la réaction.

Juppé: "Honte aux manipulateurs d'extrême-droite et à leur complices!" - AFP 09.11

- Valls promet de lutter "sans relâche" face au risque populiste - Reuters 09.11

- Comment combattre les réactionnaires - Slate.fr

La vague réactionnaire qui submerge les démocraties occidentales est construite sur un mythe, celui d'un âge d'or... qui n'a jamais existé. Et sur un faux postulat selon lequel l'humanité serait en perdition. Ce qui semblait impossible semble finalement se produire. Slate.fr 08.11

- Ne nous y trompons pas : la première puissance mondiale est désormais aux mains de l'extrême droite. Liberation.fr 08.11

Comme Libération avec l'ultra sioniste Drahi (et Joffrin).

Ils roulaient pour Clintion et ils auront tenu le même discours jusqu'à la dernière minute.

- Est-ce déjà gagné pour Hillary Clinton ? - La quasi-totalité des sondages et des analyses des derniers jours donnent la candidate démocrate victorieuse. Liberation.fr

- Election américaine : « Il est important pour Clinton de l'emporter avec une marge aussi large que possible » LeMonde.fr Elle aura été battu « avec une marge aussi large que possible »...

- Etats-Unis: une femme ou un populiste pour la Maison blanche - AFP

A vous faire détester les femmes...

- Hillary Clinton : première femme présidente des États-Unis ? - Franceinfo

Quel cauchemar, à quoi devenir chaste, homo ou eunuque !

- À Paris, le Harry's New York Bar choisit Hillary Clinton - LeFigaro.fr

- Tout Donald Trump est résumé dans cette photo où il vote avec Melania à l'élection présidentielle américaine 2016 - Le Huffington Post

- Donald Trump vote sous les huées à Manhattan - AFP

- Quand Roger Waters traitait Trump de «cochon» - Liberation.fr

Libération ne précise pas, «cochon» de sioniste, et pour cause...

- "Les Américains, préparez-vous à la Berlusconi experience" - Le Huffington Post

- Quand Hollande pariait ouvertement sur un succès de Clinton - L'Opinion

Comme d'autres personnalités politiques, le président avait une préférence pour la candidate démocrate. Le 7 octobre, il l'exprimait publiquement. Mauvais choix. L'Opinion

C'était inévitable ! Mais il faut admettre que l'oligarchie avait fait le bon choix en pariant sur Hollande...

- Rocco Siffredi salue le "non" des Californiens au port du préservatif obligatoire dans les films porno - Franceinfo

Un référendum sur l'obligation du port du préservatif pour les acteurs porno était organisé dans cet Etat en même temps que l'élection présidentielle, mardi. Franceinfo

On ne comprend pas pourquoi avec un tel soutien elle n'a pas été élue, elle aurait peut-être dû essayer avec un préservatif sur la tête, qui sait ?

Et après, ils continuent le matraquage...

- 71% des Français se disent inquiets et surpris par la victoire de Donald Trump (et 59% sont choqués) - Atlantico.fr

- "La victoire de la colère": la presse mondiale catastrophée - AFP

On comprend pourquoi !

- Trump a gagné, les Américains veulent quitter le pays - Slate.fr

- Présidentielle américaine : le désespoir des expatriés en France - Franceinfo

- Trump vainqueur, les Etats-Unis et le monde ont sauté dans l'inconnu - Liberation.fr

Ne nous y trompons pas : la première puissance mondiale est désormais aux mains de l'extrême droite. Liberation.fr

- "On se croirait dans les années 1930": le témoignage d'une Américaine à Paris après les premiers résultats de l'élection présidentielle américaine - Le Huffington Post

- Les musulmans américains partagent leur peur face au résultat de l'élection - Le Huffington Post

- La nuit où le Canada a proposé d'accueillir les réfugiés du trumpisme - LePoint.fr

- Après la victoire de Trump, le hashtag #NotMyPresident devient viral - BFMTV

- La victoire de Trump vient miner le bilan économique flatteur d'Obama BFM - LeMonde.fr

...avant de se rallier...

- Obama souhaite que Trump "rencontre le succès" - Franceinfo Barack Obama s'est exprimé depuis les jardins de la Maison Blanche, mercredi, après l'élection de Donald Trump. Franceinfo 10.11

- Présidentielle américaine : Donald Trump, la success-story - Franceinfo 09.11

- Election de Trump : euphorie en Israël, inquiétude palestinienne - Reuters 09.11

L'amitié entre les États-Unis et Israel sera "meilleure que jamais", promet un conseiller de Donald Trump -

"Le niveau de l'amitié entre les États-Unis et Israël va croître comme jamais auparavant et elle sera meilleure que jamais", selon David Friedman, conseiller de Donald Trump pour le dossier israélien. Atlantico.fr

Du coup :

- Résultats de l'élection américaine 2016: Le New York Times et le Washington Post s'excusent après la victoire de Donald Trump - Le Huffington Post 09.11

Et encore :

- Election de Donald trump: les marchés se sont fait peur et se reprennent - L'Opinion 09.11

La bourse a moins plongé qu'à l'annonce du Brexit, en juin dernier. "Certaines des mesures de Donald Trump, notamment concernant la baisse de la fiscalité des entreprises, sont aussi favorables pour les investisseurs", analyse Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque. Francetv info 09.11

- Wall Street fait bon accueil à Trump - Reuters 10.11

- Wall Street signe une nette hausse après l'élection de Trump - AFP 10.11

- Asie: les marchés rebondissent, oubliant leurs peurs d'une présidence Trump - AFP 10.11

- General Motors va supprimer 2.000 emplois aux Etats-Unis - AFP

General Motors, le premier constructeur automobile américain, a annoncé mercredi la suppression de plus de 2.000 emplois dans des usines du nord des Etats-Unis. AFP 10.11

- Le point sur les secteurs gagnants au terme de l'élection, du point de vue des investisseurs. - AFP

- Les valeurs pharmaceutiques ont été nettement dopées par la défaite d'Hillary Clinton, alors que le discours de la candidate démocrate sur une baisse des prix des médicaments pesait sur le secteur depuis plusieurs mois.

A la Bourse de Paris, Sanofi a progressé de 5,84% à 77,15 euros, de même que Bayer à Francfort ("5,16% à 93,48 euros).

A New York vers 17H45 GMT, Pfizer bondissait de 7,73% à 32,32 dollars et Merck de 6,89% à 64,74 dollars.

- Donald Trump "veut réduire les régulations sur le secteur financier", a rappelé Chris Low de FTN Financial.

Cette perspective a occulté les incertitudes liées à une présidence Trump et profitait aux titres des grandes banques. A New York, Goldman Sachs prenait 3,44% à 188,18 dollars , JPMorgan 4,78% à 73,37 dollars et Wells Fargo 4,89% à 47,77 dollars.

- "Donald Trump, depuis le début de sa candidature, parle d'une hausse du budget de la défense, c'est l'un des secteurs qui pourrait le plus bénéficier de la victoire", précise auprès de l'AFP Andrea Tuéni, analyste pour Saxo Banque.

Les valeurs de l'industrie bondissaient à l'image de Thales qui a pris 4,94% à 89,49 euros tandis qu'à New York Lockheed Martin prenait 5,86% à 253,20 dollars et Raytheon 7,20% à 146,34 dollars.

- "Des plans d'infrastructures ambitieux ont été proposés par Trump", note Andréa Tuéni. C'est un élément positif" alimentant la hausse du secteur, poursuit-il.

"Nous allons reconstruire nos autoroutes, nos ponts, nos tunnels, nos aéroports, nos écoles et nos hôpitaux", a en effet déclaré le républicain lors de sa première intervention publique depuis sa victoire. En réaction, les cours du cuivre ont atteint leur plus haut niveau en près d'un an et demi mercredi.

A la Bourse de Paris, ArcelorMittal a bondi de 10,49% à 6,48 euros et Glencore à Londres a pris 6,84% 2,70 livres. A New York, les canadiens Goldcorp et Barrick prenaient respectivement 4,48% à 20,53 dollars et 1,88% à 23,28 dollars. Le BTP en profitait aussi, Caterpillar (engins de chantier) prenait 6,90% à 90,53 dollars à New York. AFP 10.11

Cela en dit plus que de longs discours...

Quelques réactions politiques.

- Nicolas Sarkozy, qui avait dénoncé la vulgarité de Donald Trump, change quant à lui de ton : "Le message du peuple américain doit être entendu. Comme le choix du Brexit par les Britanniques, il exprime une volonté de changement", a-t-il pour sa part soutenu.

- Alain Juppé s'inquiète : "Je ne veux pas que la France s'engage dans la voie de l'extrémisme et de la démagogie". (Parce que cela ne serait pas déjà le cas... - LVOG)

- "Il va falloir essayer de savoir ce que veut faire ce nouveau président", a affirmé Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères. (Eh dit, on nous a déjà fait le coup en mai 2012... - LVOG)

- Pour Jean-Luc Mélenchon, la faute revient à Hillary Clinton. "[Bernie] Sanders aurait gagné", selon lui. (Offre de service. Sanders aurait été plus à même qu'Hillary Clinton de gouverner pour le compte de l'oligarchie, comme Mélenchon en France servirait mieux que n'importe quel candidat les intérêt de la réaction à partir de mai 2017, c'est retenu. - LVOG)

- La chef de la diplomatie européenne a déclaré ce mercredi 9 novembre que "les liens avec les États-Unis sont plus profonds que n'importe quel changement politique". Francetv info 09.11 (Qui en douterait ? Personne. - LVOG)

Commentaires d'internautes après la victoire de Trump.

1- Le trio, sondeurs, journaleux et politicards n'ont plus la main, le peuple et le classe "moyenne" se révolte dans tout l'occident.

2- "un coup humiliant pour les médias, les sondeurs et l'élite démocrate".

En cela c'est une bonne chose! Depuis le temps qu'on déplore les manipulations des médias !

3- "la presse mondiale catastrophée" pas longtemps, même la bourse a fini en hausse. Comme pour le brexit, ils nous prévoyaient une catastrophe et puis tout est calme.

4- Le formatage de la pensée unique a atteint ses limites !

Le formatage peut-être, la pensée unique sans doute moins, car faut-il encore la remplacer par une alternative cohérente, consistante, bref par une politique qui rompt avec le capitalisme et ses institutions...

5- Une tragédie ? J'aurais dit une énorme bouffonnerie...

6- les médias menteurs sont les grands perdants de cette élection.

7- les médias ont bien été "unfair" comme disent les Américains, à savoir injustes, incorrects, outranciers et totalement à charge dans leurs accusation et le peuple Américain a bien ressenti cela, à juste titre, comme une imposture.

8- 97% des médias américains ont soutenu Hillary Clinton ... Ça fait beaucoup de malheureux dans les rédactions...et chez Yahoo.

9- L'Angleterre a quitté l'Europe... Les médias nous ont promis une catastrophe.

Obama a été président... Les médias nous ont promis un monde meilleur.

Hollande a été élu... Les médias nous ont promis que le changement était pour maintenant.

Assad est au pouvoir... Les médias nous ont promis une chute totale du régime.

Poutine est au pouvoir... Les médias nous ont promis la guerre et la destruction.

Stop aux médias mensonges ! Les médias mentent et l'Histoire est en marche.

10- Tous ces titres ne prouvent qu'une chose: que la dictature n'est pas du côté que l'on croit...se plaindre du résultat du vote d'une élection est vraiment lamentable pour des pseudos journalistes.

11- Si la presse mondiale est catastrophée, elle doit se regarder dans une glace et mesurer l'ampleur de sa malhonnêteté. Aujourd'hui, les peuples retrouvent de l'espoir. Un espoir d'être enfin respectés, un espoir de mettre fin à cette dictature déguisée en démocratie qui nous opprime depuis beaucoup trop longtemps !

Votre espoir sera rapidement déçu, observez l'attitude de Wall Street...

En complément. C'est la récréation. Après, en rang, marche : Une, deux, une, deux, une deux, une, deux, une, deux...

- La marijuana à usage récréatif légalisée par référendum en Californie - LeMonde.fr

Les électeurs de Californie ont légalisé par référendum, mardi, la marijuana à usage récréatif. LeMonde.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Lâche.

- Cohn-Bendit lâche Hollande, et envisage de voter pour Macron - L'Express.fr

Dans des propos rapportés par Paris-Match, le cofondateur d'EELV estime que François Hollande "ne peut pas" être candidat, et évoque la possibilité de soutenir Emmanuel Macron si Nicolas Sarkozy venait à être le candidat de la droite. L'Express.fr

Ne soyez pas si injuste envers le PS.

- Le stationnement à Paris sera géré par des sociétés privées à partir de 2018 - LeMonde.fr

Le Conseil de Paris a voté mardi pour le projet controversé y compris au sein de la majorité municipale. LeMonde.fr

- Le conseil de Paris vote en faveur des douze dimanches travaillés pour les commerces - LeMonde.fr

Cet « avis consultatif » a été voté par les socialistes, qui ont reçu pour l'occasion l'appui de la droite et du centre. Il doit désormais être entériné par un avis conforme de la métropole du Grand Paris. LeMonde.fr

- Explosion du nombre de chômeurs handicapés en cinq ans - Public Sénat

En cinq ans, le nombre de personnes handicapées sans emploi a augmenté de 65%, passant de 295 000 en 2011 à 486 000 en 2015. Le chômage s'élève ainsi à 21% pour les personnes en situation de handicap, un chiffre qui représente le double du taux de chômage de l'ensemble de la population. Parmi eux, 46% ont 50 ans et plus.

Pour l'association, cette augmentation s'explique notamment par les multiples ponctions réalisées sous le quinquennat de François Hollande dans le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées (FIPH), et dans l'association de Gestion de Fonds pour l'Insertion Professionnelle des personnes Handicapées). Un manque que l'association estime aujourd'hui à environ 204 millions d'euros pour aider les personnes en situation de handicap à trouver un emploi. Public Sénat 09.11

- L'Etat n'aura pas à indemniser intégralement les victimes du Mediator - LeMonde.fr

Le Conseil d'Etat a cassé un arrêt de la cour administrative d'appel. LeMonde.fr

- Crèches: le Conseil d'État les autorise sous strictes conditions dans les bâtiments publics - LeFigaro.fr

Le « caractère culturel, artistique ou festif » de leur installation devra être établi. LeFigaro.fr

Cette réserve suffit à le rendre légitime et gare à ceux qui le contesterait...

La décomposition de la société touche toutes les couches de la société disions-nous.

- Le niveau en orthographe des écoliers français plonge - LeMonde.fr

Pour une dictée équivalente, les élèves de CM2 ont fait, en 2015, 17,8 erreurs contre 14,3 en 2007, et 10,6 en 1987. LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Monténégro

- Au Monténégro, un ex-chef de la police secrète Premier ministre - Reuters

Le président du Monténégro a confié mercredi à Dusko Markovic, un ancien chef de la police secrète, la charge de tenter de former le nouveau gouvernement.

Dusko Markovic, 58 ans, est le numéro deux du Parti démocratique socialiste (PDS) au pouvoir et l'un des plus fidèles alliés du chef du parti, le Premier ministre sortant, Milo Djukanovic, qui a perdu sa majorité lors des élections législatives du 16 octobre.

Le PDS, pro-occidental, espère former une coalition gouvernementale avec plusieurs petits partis, ce qui ne lui garantirait qu'une majorité de deux sièges dans le Parlement de 81 élus.

Les principaux partis d'opposition refusaient d'entamer des discussions avec Milo Djukanovic, qu'ils accusent de corruption et d'autoritarisme pendant les 25 années qu'il a passées à la présidence du pays ou à la tête du gouvernement, ce qui a poussé le PDS à désigner Dusko Markovic à sa place.

Dans son communiqué, le président Filip Vujanovic explique qu'il a confié au candidat du parti arrivé en tête du scrutin le soin de former un gouvernement qui devra "se consacrer à l'intégration européenne et la prospérité économique".

L'ancienne république yougoslave espère intégrer à la fois l'Union européenne et l'Otan. Reuters 09.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili : des fonctionnaires en colère manifestent dans le parlement - euronews.com

Au Chili, la séance de travail de ce mardi au parlement a été agitée.

Les députés se penchaient sur une réforme concernant les salaires dans la fonction publique.

Plusieurs représentants de fonctionnaires ont alors manifesté leur colère, réclamant une hausse des salaires bien supérieure à celle proposée par le gouvernement.

Le président de la chambre a ordonné l'expulsion des manifestants, ce qui a amplifié la contestation.

Les députés ont finalement rejeté la proposition de réformes, obligeant le gouvernement à revoir sa copie. euronews.com 10.11

Haut de page

Le 14 novembre 2016

CAUSERIE

Le mot du jour : Etats-Unis. L'auto-censure et l'auto-suggestion peut rendre fou, mais pas ceux qu'on croyait.

J'ai reçu une importante contribution politique rédigée par un camarade (422 pages), intitulé : *Ce que je sais de ce que fut L'Organisation Communiste Internationaliste (O.C.I. pour la Reconstruction de la IVème Internationale)*. Avant de la mettre en ligne, je lui ai envoyé un courriel pour lui demander son autorisation, j'attends sa réponse. Il s'agit d'un ex-dirigeant de l'OCI-PCI.

Après le choc de l'implosion de l'URSS en 1991, la formidable imposture du 11 septembre 2001 et son cortège de guerres, voici venu le temps de l'explosion en plein vol du clivage gauche/droite, qui fut une construction méticuleusement mise en place et savamment entretenue tout au long de la seconde moitié du XXe siècle pour parvenir à détruire le mouvement ouvrier international de l'intérieur et asservir le prolétariat mondial à l'impérialisme pourrissant... sauf qu'ils n'y sont pas parvenus entièrement, la preuve, l'Opposition de gauche existe encore, le socialisme n'est pas mort !

Une vidéo

Hillary Clinton exige que Trump retire cette vidéo - Trump révèle Hillary comme jamais auparavant
https://www.youtube.com/watch?v=6JMB9GKB8jw

Il ne s'agit pas ici de faire la promotion de Trump. Cette vidéo dévastatrice est un condensé de toutes les accusations que vous avez pu lire ou entendre de la part de médias dits alternatifs contre Clinton, sans bavure et sans appel.

Inde. Quand le gouvernement organise "le chaos partout".

- Colère et désordre en Inde avec la démonétisation de gros billets - Reuters

Le retrait des gros billets en circulation en Inde provoque colère et désordre, et samedi, des centaines de milliers de personnes faisaient la queue devant les banques pour échanger leurs coupures contre de nouvelles.

Le remplacement des billets de 500 et de 1.000 roupies en circulation vise à lutter contre l'évasion fiscale et à permettre à l'Etat de récupérer l'équivalent de milliards d'euros de richesses non déclarées au fisc.

Les deux valeurs faciales retirées représentent plus de 80% de la monnaie en circulation, et la période de transition laisse des millions de personnes sans cash et menace de paralyser provisoirement une économie fortement dépendante des liquidités.

"C'est le chaos partout", a estimé le chef de l'exécutif de la ville de New Delhi, Arvind Kejrilwal, adversaire politique du Premier ministre indien Narendra Modi.

Dans le sud de la capitale indienne, la foule maugréait et frappait les portes de verre d'une succursale de la banque Standard Chartered, dont des gardiens interdisaient l'entrée en disant qu'il y avait déjà trop de monde à l'intérieur.

La banque centrale indienne s'est voulue rassurante : « Il y a suffisamment d'argent disponible en banque et toutes les dispositions ont été prises pour que les billets atteignent toutes les parties du pays », a-t-elle affirmé dans un communiqué ; elle appelle les Indiens à la « patience ».

Certains s'en prenaient à Narendra Modi, critiquant sa visite en cours au Japon pendant que ses concitoyens sont dans la difficulté. "Il prend des trains à grande vitesse au Japon et ici les personnes âgées frappent aux portes des banques pour obtenir de l'argent liquide", déclarait un étudiant qui faisait la queue depuis six heures, et d'après lequel Narendra Modi "a commis là une terrible erreur".

Le gouvernement indien a demandé à la population de restituer les billets démonétisés de 500 et 1.000 roupies d'ici au 30 décembre. Modi, qui entend viser l'"argent noir" -- terme qui concerne les transactions effectuées en dehors des circuits officiels et qui pourraient équivaloir à 20% du PIB -- veut entre autres éliminer les billets de contrefaçon qu'utilisent, selon lui, des ennemis de l'Inde pour financer leurs actes de violence. Reuters 12.11

Toujours à côté la plaque ces journalistes.

Cette mesure est davantage destinée à permettre de remplir les coffres des banques, à obliger les Indiens à y déposer leurs économies, car ils n'ont pas confiance dans les banques. En attendant l'économie du pays est en grande partie paralysée puisque la plupart des Indiens ne disposent pas d'argent liquide. On peut utiliser les cartes bancaires, mais peu d'Indiens en possèdent.

Personnellement, je ne dispose que de 800 roupies en petites coupures. J'ai reporté certains achats, en une semaine j'ai économisé 300 roupies. Par contre, j'ai dû utiliser ma carte bancaire pour prendre de l'essence, le réservoir était vide, donc je vais payer une taxe inutilement qui ira dans le coffre de la banque (d'Etat).

Pourquoi la France des Sarkozy et Hollande a assassiné Kadhafi

- Grave révélation sur le pacte colonial entre la France et quelques pays africains Par Vox Africa - mondialisation.ca 07.11

La chaîne de télévision Vox Africa vient de diffuser une information qui fait froid dans le dos et qui pourrait sans doute renforcer le sentiment anti-français en Afrique.

Selon cette chaîne panafricaine, la France oblige encore de nos jours, plusieurs pays d'Afrique francophone à payer un impôt colonial à la France. En d'autres termes, il y a encore des pays africains qui reversent d'importantes sommes d'argent à la France pour la simple raison que ces pays d'Afrique francophone sont redevables envers la France pour les avoir colonisés.

Cet impôt colonial continue d'être versé malgré l'indépendance des pays africains. Aujourd'hui, 13 pays d'Afrique Francophone ainsi que la Guinée-Equatoriale sont obligés par la France de mettre 85% de leurs réserves à la banque centrale de France.

Ces quatorze pays africains qui sont obligés de payer l'impôt colonial et de verser 85% de leurs réserves à la banque centrale de France sont entre autres: le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée Bissau, la Côte d'ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Cameroun, le Togo, la République Centrafricaine, le Tchad, le Congo Brazzaville, la Guinée-Equatoriale, et le Gabon.

La France permet à ces différents pays africains d'avoir accès à seulement 15% de leur argent. S'ils veulent avoir un montant un peu plus élevé que ces 15%, ils doivent nécessairement emprunter à des taux commerciaux. Il faut dire que cette démarche est grave de conséquence, car elle suscite la révolte des peuples africains qui se sentent grossièrement exploités mais aussi, cette méthode française d'exploitation du continent africain cultive une haine profonde de la part des Africains envers la France.

Plusieurs observateurs africains convergent sans exception à l'idée que les africains doivent mettre un terme à de tels accords qui visiblement maintiennent l'Afrique dans le sous-développement et par conséquent entraine le continent dans la misère permanente. mondialisation.ca 07.11

Si vous avez marché dans la combine de l'anticomplotisme, vous avez été manipulés.

- Soyons clairs. Le « conspirationnisme » n'existe pas, c'est une farce, une supercherie monumentale. C'est une ruse servant à discréditer par amalgame le discours critique sur les relations internationales. C'est un moyen d'intimidation qui vise à tétaniser l'opinion en lui faisant croire qu'il y a des idées qui sentent le soufre et qu'il faut disqualifier avant tout examen. Car ces idées dérangent, elles échappent à l'emprise de l'oligarchie dont les anticonspis sont les larbins. L'anticomplotisme est le nouvel instrument de la doxa impérialiste, et le cache-sexe de la nullité intellectuelle des nouveaux censeurs. (Bruno Guigue - Arrêt sur Info 08.11)

Bruno Guigue est un ancien diplomate...

Pardem. Balbutiements qui ne feront "jouir" personne.

- Élection de Trump : la démondialisation balbutiante - Jacques Nikonoff - 09.11

Il y a quelque chose de jouissif dans la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine. C'est la panique qu'elle provoque chez les élites, la caste, les importants et les suffisants. Les journalistes vedettes des grands médias, chiens de garde du système, les économistes à gage qui récitent le bréviaire néolibéral, les politiciens mondialistes de gauche et de droite, beaucoup d'intellectuels drapés dans leur posture morale, tous sont tombés de l'armoire. Cela fait plaisir à voir ! (Une simple posture, il lui en faut peu pour se réjouir, à moins qu'il ne soit blasé. - LVOG)

Cela montre simplement que le peuple ne les intéresse pas, qu'ils ne le comprennent pas et ne veulent surtout pas le comprendre. Pour tous ces gens biens, le monde se divise désormais entre ceux qui sont instruits, et qui ne peuvent qu'être favorables à la mondialisation, à l'évolution des mœurs, au multiculturalisme…, et les incultes qui restent congelés dans leurs identités frustres, leurs routines, leur horizon borné.

Tous ces perroquets et perruches qui squattent les antennes de radio et télé matin midi et soir n'ont qu'un mot à la bouche : « populisme ». Un mot qu'ils ne définissent jamais et qui leur sert à masquer leur inculture sociale, historique et politique, leur paresse intellectuelle, leurs préjugés et leurs idées reçues. À aucun moment ils ne cherchent à comprendre ce qu'il se passe en profondeur dans la société. Ils ont traité Trump de « fasciste », de nouvel « Hitler », de « bouffon », de « clown »…(Vous vous méprenez ou vous les sous-estimez, il y a certes parmi des abrutis, mais ce n'est pas le cas de la majorité des journalistes qui sont surtout corrompus, qui ont adopté l'idéologie néolibérale, par forcément par conviction, mais par intérêt personnel ou carriérisme. - LVOG)

Or, la victoire de Trump est à mettre en lien avec le référendum sur le Brexit (en train d'être remis en cause par une alliance entre les conservateurs et le Parti travailliste). À mettre en lien, aussi, avec le référendum en Grèce, trahis, lui aussi (par Monsieur Tsipras). À mettre en lien avec la montée des votes contre l'Union européenne, partout sur notre continent. Et à mettre en lien, en France, avec le vote FN.

La meilleure synthèse vient pour moi du Wall Street Journal de ce matin qui titre « Trump chevauche la vague populiste ». Si on remplace « populiste » par « démondialisation », nous avons probablement capté l'essentiel du phénomène qui s'est produit outre-Atlantique. Le peuple rejette désormais de plus en plus la mondialisation.

Mais nous en sommes à une phase balbutiante, où le peuple n'en est pas encore à une claire compréhension qu'il s'agit de la mondialisation néolibérale. Le peuple américain, comme le peuple britannique, agit un peu comme les canuts qui se révoltaient au premier tiers du XIXe siècle, se vengeaient de leurs maîtres, sans analyse des causes de leurs malheurs et des issues possibles.

Si j'étais américain des États-Unis, je n'aurais voté ni pour Donald Trump, ni pour Hillary Clinton. Celle-ci est un faucon, une représentante directe en politique du big business et de Wall Street. Donald Trump quant à lui, outre ses travers personnels, n'a pas de véritable projet cohérent et efficace de démondialisation. Le peuple l'a choisi pour « faire bouger » le système, c'est tout, parce qu'il n'avait rien d'autre sous la main. Car les classes populaires, qui autrefois étaient représentées politiquement par la gauche, s'en sont détourné. (Cela ne lui viendrait pas à l'esprit que s'il s'était réellement agi de la gauche, cela ferait belle lurette

que le "système" aurait été renversé. - LVOG) Nous sommes même à la fin d'un cycle, celui né au XIXe siècle avec le clivage gauche-droite. (Quelle horreur, n'est-ce pas ? Quelle bonheur au contraire, il était plus que temps que cette imposture à laquelle vous continuer de participer se termine. - LVOG)

J'aurai voté carton rouge, comme font les arbitres de football lorsqu'ils veulent sortir du terrain des joueurs ayant commis des fautes. Bien sûr, il se serait trouvé de bonnes âmes pour expliquer que tel candidat est moins pire que l'autre. Mais peut-on raisonnablement continuer ainsi, à voter toujours par défaut, en choisissant le moins pire ? Mieux vaut délégitimer les candidats qui n'offrent aucune véritable perspective politique. (Quel aveu ! Il n'aurait pas pu y penser plus tôt, en fait il essaie de prendre le train en marche comme pour faire oublier son passé de stalinien qu'il n'a jamais renié. On appelle cela de la récupération et c'est malhonnête. - LVOG)

Telle est la tâche exaltante à accomplir : créer le nouveau monde qui tente, confusément, de se frayer un chemin. Fabriquer les outils politiques qui pourront y contribuer est la vocation du Parti de la démondialisation (Pardem), c'est le sens de ma candidature à l'élection présidentielle.

ACTUALITE EN TITRES

Négationnisme. C'est la combinaison de la crise du capitalisme et de la trahison de la social-démocratie.

- François Hollande : "La Première guerre mondiale avait éclaté à cause de nationalismes qui n'avaient pas été dominé." - Zap Politique

Chef d'oeuvre en péril.

- Manuel Valls annonce un prolongement de l'état d'urgence pour «protéger notre démocratie» - Liberation.fr

OTAN en emporte le FN.

- Commémorations du 11 novembre: Marine Le Pen veut «sanctuariser» le budget de la Défense - 20minutes.fr

Laprésidente du FN souhaite la sanctuarisation du budget de la Défense à un minimum de 2 % du PIB ... 20minutes.fr

Hollanderies.

- Le Foll: Hollande le mieux placé à gauche pour 2017 - AFP

- Présidentielle 2017: Sapin «souhaite la candidature» de Hollande - 20minutes.fr

- Echec pour la gauche si Hollande ne se présente pas, dit Le Roux - Reuters

Il est bien piqué.

- Présidentielle 2017 : Hollande veut "piquer" des idées à... Hillary Clinton - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Dossiers Etats-Unis

La preuve en est que les sionistes se sont réjouis de son élection.

- Donald Trump, le « candidat des djihadistes » ? - LeMonde.fr

L'arnaque.

- États-Unis : pourquoi Donald Trump change-t-il d'attitude ? - Franceinfo Présidentielle américaine : Trump entame sa métamorphose - Franceinfo

- Donald Trump élu président : les ralliements d'anciens adversaires ont débuté - Franceinfo

Chercher l'erreur

- Hillary Clinton paie le prix d'une mauvaise campagne - LePoint.fr

Ce n'est pas le FBI qui a fait échouer la candidate démocrate, mais ses erreurs tactiques. Elle n'a pas su répondre aux inquiétudes des Américains. LePoint.fr

La crapuleuse interprétation de l'Agence Française de Propagande au service du clan Clinton.

- Comment Trump a contourné des médias hostiles pour faire passer son message - AFP

Face à l'hostilité de nombreux grands médias (194 sur 200 - ndlr), Donald Trump a fait passer son message par des médias conservateurs et les réseaux sociaux, pris d'assaut par ses partisans qui en ont fait une plateforme d'information alternative. (CNS, CNN, Fox news, etc. ne seraient pas des médias "conservateurs". - ndlr)

Le format de Twitter permettait à Donald Trump de dérouler son discours sans contradiction sur son fil, qui plus est dans un format attractif, direct et percutant.

Chez les républicains se développe le sentiment que "la presse traditionnelle est à gauche et que les conservateurs devraient avoir leurs propres plateformes" d'information, explique Alan Rosenblatt, consultant numérique pour les cabinets de conseil Lake Research Partners et Turner4D. (CNS, CNN, Fox news, etc. sont de gauche ! On le savait déjà. - ndlr)

Malgré la publication continue d'informations compromettantes par les médias traditionnels, de sa situation fiscale aux accusations de gestes déplacés envers plusieurs femmes, le promoteur immobilier est parvenu à conserver un élan tout au long de la campagne. (Ces " médias traditionnels" ont censuré les "informations compromettantes" concernant Clinton, mais cela l'AFP ne peut pas y faire référence et on aura compris pourquoi. - ndlr)

"Il lui est devenu possible de construire un discours alternatif, je dirais même une réalité alternative", estime Gabriel Kahn, professeur à l'Annenberg School of Journalism de l'université d'USC. (Comme l'administration Obama en Syrie ou en Ukraine par exemple. Chut !- ndlr)

"De cette façon vous avez des contre-vérités et des mensonges qui se sont mis à transiter dans l'écosystème médiatique pour devenir une lame de fond", poursuit-il. (Parce que le parti démocrate ne propage pas "des contre-vérités et des mensonges", il est honnête, lui. - ndlr)

Ce phénomène a passablement amoindri l'influence du travail de vérification mené par les médias traditionnels, qui ont passé au peigne fin les moindres déclarations du candidat Trump. (Le comble de l'imposture ! - ndlr)

Ignorant les médias traditionnels, beaucoup de supporteurs de Trump ont utilisé Twitter, Facebook et d'autres réseaux sociaux comme leur seule source d'information, laquelle était souvent mise en forme par d'autres partisans du candidat républicain. (Ce n'est pas nouveau, voir le sondage plus loin sur ce sujet. - ndlr)

"Les mensonges et les exagérations ont toujours été un élément central des vraies campagnes politiques", a reconnu l'éditorialiste du New York Magazine, Max Read. "Facebook les a simplement rendus plus faciles à diffuser". (Kadhafi qui massacre son peuple, Assad qui fait de même, ce ne sont pas des "mensonges" ou des "exagérations", puisqu'on vous le dit, vous devez les croire sur parole. - ndlr)

Placé devant ses responsabilités, Facebook a assuré, dans un premier temps, qu'il menait actuellement une réflexion sur le sujet, dans une déclaration au site TechCrunch.

Mais jeudi, son directeur général et fondateur, Mark Zuckerberg, a contre-attaqué, estimant "assez dingue" l'idée que les fausses informations publiées sur Facebook aient pu influencer le résultat du scrutin présidentiel.

"Si vous croyez ça", a-t-il ajouté lors d'une conférence en Californie, "alors je pense que vous n'avez pas intégré le message que les supporteurs de Trump ont essayé d'envoyer à travers cette élection". AFP 11.11

Tiens donc, Mark Zuckerberg suggère-t-il que lui aussi il aurait prévu la victoire de Trump ?

Commentaire d'un internaute

- "De la propagande médiatique en démocratie

Il n'aura échappé à personne que le postulat démocratique affirme que les médias sont indépendants, déterminés à découvrir la vérité et à la faire connaitre; et non qu'ils passent le plus clair de leur temps à donner l'image d'un monde tel que les puissants souhaitent que nous nous le représentions, qu'ils sont en position d'imposer la trame des discours, de décider ce que le bon peuple a le droit de voir, d'entendre ou de penser, et de gérer l'opinion à coup de campagnes de propagande...

Première page de "La fabrication du consentement" - Noam Chomski et Edward Herman"

LVOG - Les masques tombent. Chomski a appelé à voter Trump, encore un intellectuel inconsistant ou corrompu... de gauche.

Voilà ce qui arrive quand on se leurre sur la nature des représentations idéologiques créées par le règime, on en vient à leur attribuer des vertus qu'elles n'ont jamais eu et dont le mérite revient au régime ou qu'elles partagent avec lui, ce qui permet ensuite de justifier le soutien qu'on apporte à un de ses représentants.

L'entourloupe.

- Manipulation par les médias contre manipulation par les réseaux sociaux : l'équilibre de l'entourloupe, en quelque sorte.

LVOG - Pour la même cause.

- C'est surtout que les médias sont tellement évidents avec leur propagande multiculturaliste, LGBT, féministe et globaliste, que ça commence à faire gerber beaucoup de monde, et pourtant la plupart seraient prêt à avaler n'importe quoi pour réussir - comme Madonna !

Cette campagne était tellement grotesque, et Clinton traîne tellement de casseroles, que c'est à se demander si les élites n'ont fait exprès de s'attaquer à Trump de manière aussi lourde, pour le faire élire par une contre-réaction populaire ? ce qui leur permettrait de cacher leur jeu et de mieux faire gober au peuple ce qu'ils vont lui servir à travers Trump (qui en réalité fait bien évidemment partie du système, et plutôt 2 fois qu'une !)!

LVOG - Bravo, vous avez bien résumé la manoeuvre, non seulement ils n'y perdent pas au change, ils sont dorénavant aux commandes de toutes les institutions.

L'auto-mystication pendant de l'auto-censure ou quand l'espoir sans conscience rend aveugle ou idiot les intellectuels.

- Donald Trump, un espoir pour la paix? par Julie Lévesque - mondialisation.ca 11.09

- Les grands médias ne semblent pas voir à quel point Hillary Clinton est une femme dangereuse.

LVOG - Vraiment ? En réalité les médias sont à son image, aussi corrompus et répugnants, dès lors ils n'ont plus qu'un seul réflexe : l'autocensure pour justifier leur ligne politique.

Pensez-vous réellement qu'ils ignorent qui elle est, ce qu'elle a fait, pourquoi et comment elle l'a fait que vous décrivez brièvement ensuite ? N'est-ce pas voler au secours de ces médias tout aussi corrompus en leur accordant le bénéfice du doute ? On peut se demander pourquoi ?

Parce que cette intellectuelle comme 99,99% des intellectuels ne peut pas imaginer un monde sans ces médias, sans le capitalisme et ses institutions, du coup son discours prend une tournure incohérente qui aboutit dans une impasse pour vouloir leur faire jouer un rôle qui n'est pas le leur ou leur attribuer des vertus qu'ils n'ont pas.

Si son constat est correct, l'interprétation qu'elle en fait est faussée, parce qu'elle ignore que les lois du fonctionnement capitalisme qui ont présidé à son développement et la lutte des classes qui en a été le corrolaire, sont le produit d'un processus dialectique matérialiste historique inconscient.

Du carcan du capitalisme à la fabrication du consentement.

Dès lors qu'on néglige ou ignore ce facteur inconscient, on sera porté à considérer que les hommes font leur histoire consciemment, donc qu'ils sont responsables du sort qui leur échoit, pour un peu ils n'ont que ce qu'ils méritaient, et si par malheur il s'avérait épouvantable, comme il ne pouvait pas en être autrement, c'est que c'était leur destin. Partant de là, tout ce qui sera tenté pour y échapper sera fatalement inopérant, impuissant à le changer, il faut s'en accommoder, au mieux, on pourra espérer infléchir ce processus pour le rendre un peu plus supportable, quant à y échapper ou l'orienter dans une autre direction, il ne faut pas y compter, vaut mieux y renoncer tout de suite.

En résumé, quand on occulte ce facteur ou lorsqu'on n'en a pas conscience, on se condamne à légitimer le capitalisme, à penser ou imaginer la société ou le monde uniquement sous le joug du capitalisme pour l'éternité, en lui attribuant des qualités, des capacités, des vertus qu'il n'a pas et qu'il ne peut pas développer car elles sont antinomiques avec son existence ou sa survie.

Et si vous persistez à soutenir cette théorie, alors que les faits s'emploient à démontrer quotidiennement qu'elle ne correspond pas à la réalité, vous êtes amené à endosser toujours davantage les conséquences dramatiques de la survie du capitalisme, qui traduit l'influence grandissante qu'exerce sur vous l'idéologie de la classe dominante. Inconsciemment au départ, et si vous en prenez conscience plus tard et que malgré tout vous ne rompez pas avec cette théorie, alors vous devenez consciemment un agent ou un porte-parole du régime, un ennemi des exploités et des opprimés. Pour finir, vous pouvez le nier ou l'assumer.

Allons plus loin.

Maintenant, toute caractérisation mérite une explication. Pourquoi prétend-on que le processus historique s'est déroulé inconsciemment jusqu'à nos jours ?

Pardi, parce que tous les hommes viennent au monde ignorant, inconscient ! Et s'il en existe, rares sont ceux qui parviennent au cours de leur vie à un niveau de connaissance ou de conscience permettant de comprendre le processus historique dont ils sont les acteurs, de saisir le fil directeur qui le parcourt depuis son origine, qui a contribué à son développement, qui a déterminé son orientation, ainsi que le potentiel ou les contradictions qu'il renferme, dont l'évolution ou les rapports façonneront le devenir dans une direction ou une autre, sans qu'on puisse savoir à l'avance à quel rythme ou dans quel délai.

Ne serait-ce que l'énoncer demeurera opaque ou intraduisible, incompréhensible à la plupart des hommes, alors de là à prétendre qu'ils auraient pu s'en saisirent ou le maîtriser dans le passé, reviendrait à commettre un déni ou à vivre dans un monde chimèrique qu'on fabriquerait pour justifier une théorie aberrante à laquelle on s'accrocherait désespérément.

Affirmer que les hommes font inconsciemment leur histoire ne signifie pas qu'ils ne pourraient pas en prendre conscience ou qu'il serait impossible d'accéder à la connaissance, d'élever leur niveau de conscience. C'est un constat que chacun peut faire en observant que le développement de la civilisation humaine n'a cessé de rimer avec progrès et régression sociale, paix et guerres.

Si nous sommes parvenus à découvrir quels étaient les moteurs du développement de la civilisation humaine, le développement des forces productives et de la lutte des classes, en revanche nous ne sommes pas encore parvenus à résoudre les contradictions que renfermaient ces deux facteurs et les rapports qui les unient, de manière à ce que l'humanité se développe harmonieusement et vive définitivement en paix, c'est donc toujours le facteur inconscient qui prédomine et conditionne son orientation, son avenir ou son destin.

Affirmer que l'action précède le verbe ne nous avance pas à grand chose, hormis le fait qu'on remet les choses à leur véritable place. Ce n'est pas un axiome, mais un postulat que l'on peut facilement vérifier. Le foetus se développe avant que le cerveau, la première pensée ou idée ne se forme. On a attribué aux hommes le pouvoir d'agir sur leur environnement ou de le modifier en fonction de leurs besoins comme si cette faculté était innée chez l'homme, alors qu'en réalité elle est le produit de l'évolution de leurs rapports au monde extérieur autant que l'interprétation qu'ils en ont faite.

Or, il se trouve qu'il existe un décalage entre les expériences que font les hommes et la conscience qu'ils en ont, conscience qui survient plus tard, lentement ou jamais, qu'ils acquièrent par bribes, partiellement, elle se manifeste de façon épisodique, désordonnée, sans buts ni liens entre elles, de ce fait ils ne parviennent pas à en saisir l'orientation et ne peuvent pas agir dessus, leur inconscience continue de les dominer, si bien qu'ils peuvent progresser, puis régresser à un niveau inférieur à celui qu'ils avaient atteint antérieurement.

D'où la nécessité d'agir et de tirer les enseignements de chacune de nos expériences pour que notre niveau de conscience progresse, mais aussi pour déterminer quelles tâches il nous reste à accomplir. Il existe donc une interaction entre l'action et l'idée ou la conscience qu'on en a, les séparer ou les traiter séparément et ils deviennent incompréhensibles car on peut leur faire dire n'importe quoi.

Pour terminer reprenons l'exemple qui a servi de support à notre démonstration.

Si le capitalisme est le produit d'un processus conscient, à quoi donc pourrait correspondre le socialisme sinon à une obscure manifestation de notre inconscience à laquelle il ne faut prêter aucune attention, à une sorte de lubie inconsistante, une idée farfelue, une désir mal assumée, une frustration morbide

La question qui tue.

- En quoi l'élection d'une menteuse avérée, va-t'en-guerre, financée par le régime le plus misogyne de la planète, l'Arabie saoudite, qui, par ailleurs, finance le terrorisme au Moyen-Orient, aurait été un meilleur choix pour l'humanité et la condition féminine?

Cette femme a appuyé des coups d'État en Ukraine et au Honduras, s'est réjouie de la torture et de l'exécution extra-judiciaire d'un chef d'État africain, elle a contribué à la destruction de la Libye et de la Syrie en appuyant des terroristes qui font reculer les droits des femmes, elle parle de guerre contre l'Iran et la Russie, et de guerre nucléaire pour régler des conflits. Cette femme est plus violente et antiféministe que bien des hommes.

L'élection de Donald Trump n'est pas en soi une bonne nouvelle.

Les promesses électorales étant ce qu'elles sont, vaut mieux ne pas y croire. Barack Obama, le prix Nobel de la paix qui a bombardé sept pays en huit ans, en est le meilleur exemple. Trump, lui, a promis à la fois de hausser les dépenses militaires et de réduire les interventions militaires, ce qui est totalement incohérent.

Au lendemain de sa victoire, les actions des grands marchands d'armes ont bondi. Cela laisse malheureusement présager un avenir sombre. mondialisation.ca 11.09

Une "victoire" en Trump l'oeil.

- Pour la première fois dans l'histoire moderne, un candidat dénonçant la manipulation médiatique de masse et le système de corruption mis en place par les élites globalistes, est ainsi parvenu à s'imposer au sein d'un système politique par ailleurs conçu précisément pour que de tels événements ne puissent pas advenir.

Cette victoire signe non seulement la défaite de l'idéologie mondialiste mais également la défaite de ses relais médiatiques chargés d'imposer une réalité parallèle dans laquelle aucun choix raisonnable, contraire aux intérêts de la classe prédatrice, n'est possible. Les tombereaux de sondages commandés par les médias ralliés à Hillary Clinton, CNN, CNBC, ou encore ABC, et chargés d'imposer au peuple américain, par avance, la certitude et la fatalité de la victoire de leur candidate, ont ainsi vu leur crédibilité démentie par les faits comme cela avait été le cas avec le Brexit.

De manière générale, c'est l'ensemble de la réalité parallèle construite par les médias de l'establishment, qui s'est aujourd'hui encore fracassé. La victoire de Trump signe ainsi la prise de conscience par le peuple américain de la réalité de la collusion politico-médiatique et du système de corruption mis en place par l'establishment au niveau mondial; de l'influence de Georges Soros et des principautés wahhabites sur le système politique américain ; et plus généralement, de la réalité d'un pouvoir et d'une classe prédatrice mondiale, dont la source se trouve à Washington, et qui œuvre dans le but de maintenir et asseoir ses privilèges contre les intérêts des peuples et des nations, à travers un vaste système de corruption politico-financier et de collusion dont l'appareil médiatique est un élément essentiel.

La victoire de Trump signe l'adhésion de la majorité des électeurs américains à l'analyse anti-globalisation portée jusqu'à présent uniquement par les médias indépendants, qualifiés de « conspirationnistes », et marque la défaite du système de légitimation médiatique ; elle marque la victoire d'Infowars sur CNN et le New-York Times.

En ce sens, elle constitue un formidable espoir pour tous ceux qui luttent en Europe et ailleurs pour informer honnêtement les populations, pour tous ceux qui dénoncent au sein des médias indépendants, constamment attaqués et disqualifiés, les supercheries politiques et géopolitiques, la fiction de la lutte contre le terrorisme, les agressions néocoloniales en Ukraine, en Libye ou en Syrie, et la collusion des systèmes politico-médiatiques. (Guillaume Borel - Arrêt sur Info 09.11)

Deux des médias fétiches du premier cercle de l'oligarchie rassemblée au sein du groupe Bilderberg l'avaient annoncé publiquement.

- Guillaume Borel, partant de simples calculs, avait prédit, le 22 octobre déjà, la victoire de Trump.

Voici ce qu'il écrivait:

« Un sondage en ligne réalisé sur le site du Washington Post avec près de 18 290 votants donne ainsi Trump vainqueur du dernier débat à 74%, contre 52% en faveur de Clinton pour CNN ! De même, lors du premier débat, alors que la presse française

titrait sur la victoire d'Hillary Clinton, tous les sondages, sauf celui de CNN, annonçaient Trump vainqueur, parmi lesquels.

Il ne serait donc pas surprenant de voir les élections américaines de novembre accoucher d'un « cygne noir » sur le modèle du Brexit, avec une victoire « surprise » de Donald Trump à l'encontre de la réalité médiatique. » (Arrêt sur Info 09.11)

En fait, un secret de polichinelle.

- L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis n'est pas une surprise pour Laure Mandeville, journaliste au Figaro et invitée du Soir 3.

Laure Mandeville a senti l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, comme elle l'explique dans son livre "Qui est vraiment Donald Trump ?" (Éditions Équateur). "Toute cette année, j'ai senti cette colère monter. J'ai été frappée par la déconnexion entre l'Amérique d'en haut et l'Amérique d'en bas, le rejet profond des élites. Il y a aussi un rejet du politiquement correct, une fronde contre le diktat des politiques libérales. Il y a une rébellion et Donald Trump l'a portée", explique la journaliste du Figaro.

"Un personnage surprenant"

"C'est un personnage surprenant, il est toujours là où on ne l'attend pas. Il peut proposer des mesures radicales, comme sur l'immigration, mais c'est aussi le premier Républicain depuis des décennies à proposer un plan de sauvetage des banlieues et des ghettos noirs", ajoute Laure Mandeville. Francetv info 12.11

En guise d'adieu anticipé, les médias mainstreams ont salué le "charisme" d'Obama... digne du prix Nobel de la guerre.

- Durant son mandat, M. Obama a ordonné dix fois plus d'assassinats ciblés que M. Bush, étendu le war business à vingt-sept théâtres de conflits et bombardé sept pays.

Au nom de la démocratie et de la lutte contre le terrorisme, il a permis des interventions qui ont fait, directement ou indirectement, des millions de victimes musulmanes dont on parle très peu. Il a armé Al Qaïda. Il a bombardé sept pays musulmans. Il a prévu investir un billion de dollars au cours des 30 prochaines années pour augmenter l'arsenal d'armes nucléaires américain. Il a autorisé la surveillance des citoyens et des citoyennes au nom de la sécurité. Il a autorisé des milliers de déportations, entre autres. Arrêt sur Info

Comment canaliser la colère de la classe ouvrière pour la retourner contre les classes moyennes...

- Cette dernière (H. Clinton - ndlr) était sans conteste la candidate de toutes les élites dirigeantes – politiques, économiques et médiatiques.

Il (D. Trump - ndlr) a eu l'habileté de sentir la colère populaire, et de catalyser sur son nom ressentiments, exigences et espoirs, certes de manière pour le moins confuse. Pour la première fois depuis des décennies, le sentiment populaire a fait irruption dans le débat public, alors qu'il n'avait guère jusqu'à présent que l'abstention comme traduction.

La victoire surprise du milliardaire lors des primaires républicaines tient notamment au fait qu'il a amené ou ramené vers les urnes des citoyens qui s'en tenaient écartés depuis longtemps.

Un des exemples les plus significatifs a trait au succès que s'est taillé le magnat de l'immobilier grâce à son opposition proclamée au libre-échange, aux délocalisations, à l'immigration de travail. Ce qui est en cause est bel et bien la sacro-sainte libre circulation : des marchandises, des services, des capitaux et de la main d'œuvre. Autrement dit la base – du reste inscrite dans tous les traités de l'UE – qui fonde la mondialisation que les Occidentaux ont imposée à la faveur de la chute de l'URSS.

Logiquement, cette polarisation idéologique s'est bâtie sur une polarisation de classe. C'est certes paradoxal au regard de la fortune personnelle de M. Trump, mais ses électeurs se sont massivement recrutés parmi les ouvriers et les plus faibles revenus. Plus on montait dans l'échelle sociale, plus les soutiens de Mme Clinton devenaient nombreux. Arrêt sur Info

Le naufrage annoncée d'une "planche pourrie"...

- Pourquoi Donald Trump a-t-il gagné ?

On peut formuler trois hypothèses.

Premièrement, de larges couches de la population ont vu dans le candidat républicain un recours contre des politiques libre-échangistes qui les ont appauvries. Les mêmes analystes qui fulminent contre Donald Trump oublient généralement de rappeler qu'aux USA il y a 20 à 25% de pauvres. Les classes moyennes ont encaissé le choc en retour de la crise de 2008 et les travailleurs ont fait les frais de la mondialisation libérale encensée par les démocrates. Après huit années de présidence Obama, ce délabrement de la société américaine peut difficilement être porté au crédit du président sortant. Première leçon de cette élection : quand ceux qui se disent progressistes ne le sont qu'en paroles, le peuple essaie autre chose.

Deuxièmement, Donald Trump a gagné parce qu'il est apparu à tort ou à raison comme un électron libre, sans allégeance particulière, voire étranger au système politique traditionnel. Le milliardaire qui pavoise les gratte-ciel de son nom en lettres géantes, bien sûr, est un pur produit du système capitaliste.

Deuxièmement, Donald Trump a gagné parce qu'il est apparu à tort ou à raison comme un électron libre, sans allégeance particulière, voire étranger au système politique traditionnel. Le milliardaire qui pavoise les gratte-ciel de son nom en lettres géantes, bien sûr, est un pur produit du système capitaliste. Il aime se présenter comme un self-made man qui s'est taillé un empire immobilier dans la jungle new-yorkaise. Evidemment ce n'est qu'une belle histoire enjolivée pour les besoins de la cause, mais peu importe puisque les Américains qui votent pour lui ont follement envie d'y croire.

Représentatif d'une couche de managers chevillée au marché intérieur, il a fait fortune dans l'immobilier, la télé-réalité et les élections de miss. Trump, c'est l'homme qui vend du rêve aux Américains, de préférence « blancs, masculins et peu éduqués », comme disent aimablement les sociologues. Il a choisi son cœur de cible et il s'y est tenu, quitte à caresser dans le sens du poil les tendances xénophobes et islamophobes de l'Amérique profonde, avivées par le climat international et les problèmes liés à l'immigration clandestine.

Du coup, il a pu tenir un discours contre le système oligarchique tout en étant lui-même un parfait oligarque. Contrairement à Hillary Clinton, il n'a pas sollicité le soutien des lobbies qui font et défont les carrières politiques aux USA. Les magnats de l'armement, les financiers de Wall Street et les prête-nom d'Israël lui ont préféré son adversaire. N'étant pas leur débiteur, rien ne le retenait de faire le procès de « l'establishment » comme s'il n'en faisait pas partie. Capitaliste sans complexe, mais franc-tireur, il a su détourner à son profit la vindicte populaire contre les vautours de la finance qui se sont enrichis pendant la crise sur le dos des classes moyennes.

Deuxième leçon de cette élection : quand le peuple en veut à l'oligarchie, il vaut mieux montrer qu'on ne dépend pas d'elle, même si on en fait partie.

Troisièmement, Donald Trump doit aussi son succès massif, bien sûr, au climat pestilentiel qui régnait autour de la candidate démocrate. Experte en double langage, Hillary Clinton s'est pris les pieds dans le tapis à force de multiplier les mensonges. Elle s'est mouillée jusqu'au cou avec Wall Street, allant jusqu'à confesser qu'elle se sentait « plus proche des financiers que de la classe moyenne depuis qu'elle et Bill avaient gagné des dizaines de millions de dollars ». Le trucage éhonté des primaires démocrates et l'affaire rocambolesque des emails ont fait le reste. Les ploucs qui se lèvent tôt le matin pour aller nourrir leur famille ou payer les études de leurs enfants viennent de renvoyer l'ascenseur à celle dont ils ne supportaient plus la duplicité. Direction le sous-sol.

On va beaucoup dire, à gauche, que la victoire de Trump est surtout la défaite de Clinton parce que c'était une mauvaise candidate. Mais peu d'observateurs iront jusqu'à admettre que c'était une mauvaise candidate parce que le parti démocrate lui-même est une véritable planche pourrie. C'est pourtant vrai. Et si ce parti est en putréfaction, c'est parce qu'il s'est livré au clan Clinton, cheval de Troie des intérêts capitalistes les plus rapaces au sein du système politique américain. (Bruno Guigue - Arrêt sur Info 09.11)

Les médias américains massivement rejetés.

- Un sondage Gallup publié cette année a montré que 32% seulement des personnes interrogées avaient confiance en la capacité des médias à "publier une information complète, exacte et équilibrée".

Les partis institutionnels rejetés.

- Tribune des travailleurs – Election présidentielle aux USA : la réduction du corps électoral et l'augmentation de l'abstention ont fait perdre plus de 6 millions de voix à Hillary Clinton par rapport à Barack Obama en 2012. Tandis que Donald Trump a perdu près de 2 millions de voix par rapport au candidat républicain Mitt Romney en 2012.

L'"establishment" et le "système économique" rejetés.

- L'élection de M. Donald Trump est la preuve d'un rejet indiscutable par les masses de l'establishment et d'un système économique qui ne fonctionne que pour une infime minorité.

Rébellion des masses.

- L'élection du 45e président américain est un débordement aux conséquences incalculables, une rébellion des masses qui ont votées contre la mondialisation et ses excès, contre la gabegie d'une minorité qui, depuis la crise de 2008, a raflé 90% de toute la richesse créée dans l'économie mondiale. C'est la victoire du « petit blanc » pauvre, certes mais aussi des couches sociales démunies qui étaient restées en panne d'American way.

Les "classes éduquées" sont corrompues et cela ne date pas d'hier.

- Donald Trump n'est en rien un ovni ; c'est au contraire une synthétisation d'un non-dit, de l'arrière-boutique capitaliste, sale, nauséabonde, impérialiste, raciste (« l'humanité n'existe pas hors du monde libre »), sexiste, ignorante, égoïste, obsédé seulement par l'argent, l'appât du gain coûte que coûte et un habillage esthétique fait de bling bling, de CNN et de Disneyland ! La réalité du monde néolibéral est pour ses victimes un enfer esclavagiste, sexiste, raciste et violent. Jusqu'à présent les classes éduquées feignaient-elles de l'ignorer car, enfin, elles s'en accommodaient plutôt bien ?

On nous avait fait croire le contraire

- Trump a fait mieux chez les électeurs noirs (+5) et latino (+2) que Romney (en 2012).

Peut-être pas en voix ?

Quand les droits politiques du peuple ont été confisqués.

- Comment ne pas comprendre le désenchantement des classes populaires et moyennes qui se sont abstenues massivement ? Près de 55% des électeurs sont restés chez eux soit plus de la moitié du corps électoral à quoi il faut ajouter des millions de non inscrits ou de radiés. (Où va le monde ? - Jose Espinosa - legrandsoir.info 10.11)

S'agit-il d'une adhésion ou d'un reproche ou encore d'un constat ? En France les électeurs s'abstiennent moins à l'élection présidentielle et privilégient un système présidentiel, ils sont conditionnés pour à l'arrivée se voir confisquer leurs droits politiques et se retrouver dans la même situation que les Américains.

- On comprend mieux pourquoi nos gouvernants rêvent de nous imposer un système présidentiel semblable à celui des Etats-Unis. Une primaire à droite, un primaire à gauche, le tour est joué : plus de candidats contestataires et le peuple est muselé. (id)

Si on vous impose ces candidats, vous cessez d'aller voter, c'est une réaction salutaire. Vous devez exiger l'abolition des institutions et préparer les masses populaires à prendre le pouvoir. Il faut passer à l'offensive.

Commentaire d'un internaute

- Pas encore marre du Trump bashing ? Tout cela sonne très convenu, mais je pense qu'il y a beaucoup plus de citoyens que ce que les médias veulent faire croire qui n'ont absolument rien contre lui.

Ce n'est pas parce que la plupart des auteurs duPoint font comme si tout le monde prenait Trump pour un abruti et un fou que ça va se mettre à être vrai... Je dirai même que c'est contre-productif, ça produit curieusement sur moi l'effet inverse. Plus vous dites du mal de M. Trump, plus je l'aime bien ! : Réfléchissez-y.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Brésil: soupçons de financement illégal de la campagne du président Temer - AFP Une enquête a été ouverte par la justice brésilienne pour savoir si un versement d'un million de réais (425.000 dollars) du groupe de BTP Andrade Gutierrez à la campagne électorale de 2014 de l'actuel président conservateur Michel Temer provient du réseau de corruption de Petrobras. AFP

Turquie

- Turquie: arrestation du patron du quotidien d'opposition Cumhuriyet - AFP

Les autorités turques ont arrêté vendredi le patron du quotidien d'opposition Cumhuriyet. AFP

Moldavie

- Un candidat prorusse remporte la présidentielle en Moldavie - L'Express.fr

Igor Dodon a remporté l'élection présidentielle en Moldavie, l'un des pays les plus pauvres d'Europe. Le rappochement avec la Russie permettra de lever l'embargo russe sur les fruits et la viande.

Pour la première fois depuis 1997 en Moldavie, un pays pauvre de 3,5 millions d'habitants situé entre la Roumanie et l'Ukraine, le chef de l'Etat a été élu au suffrage universel. Le taux de participation au scrutin surveillé par plus de 4000 observateurs moldaves et étrangers a atteint 53,3%, selon la Commission électorale. L'Express.fr

Bulgarie

- Le candidat pro-russe remporte la présidentielle en Bulgarie - Reuters

Roumen Radev, candidat prorusse soutenu par l'opposition socialiste, a remporté dimanche le second tour de l'élection présidentielle en Bulgarie avec 59,4% des voix contre 36.2% pour sa rivale Tsetska Tsatcheva, candidate du parti de centre droit GERB (au pouvoir)... Reuters

---

ECONOMIE

France

- Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les entreprises françaises en 10 chiffres - lemonde.fr

L'Insee a publié, mardi 8 novembre, l'édition 2016 de son étude annuelle sur « les entreprises en France », qui présente un état des lieux chiffré et des dossiers thématiques à partir des données disponibles sur les entreprises (datant de 2014 pour la plupart).

- 4,4 millions

C'est le nombre d'entreprises en France au sens de l'Insee, c'est-à-dire le nombre d'unités légales, disposant d'un code SIREN (code d'identification unique utilisé notamment dans toutes les relations avec les administrations publiques).

Cette classification n'est toutefois pas nécessairement la plus pertinente, note l'Institut : en effet, de nombreux grands groupes sont constitués de myriades d'entités légales (pour des raisons d'effets de seuil notamment) ; à l'inverse, de petites PME peuvent dépendre d'une maison-mère plus importante, en tant que filiale commerciale ou de production par exemple.

De quoi relativiser la supposée impossibilité des PME françaises à grossir. Ainsi, parmi le million d'unités étudiées par l'Insee dans une étude sur le sujet, un tiers de celles de 10 salariés appartiennent à un groupe, la moitié de celles de 20 salariés et quatre sur cinq autour de 50 salariés. A partir de 30 salariés, les groupes sont plus nombreux que les entités indépendantes.

Par ailleurs, dans les groupes de plus de 5 000 salariés, on trouve un tiers des unités légales de 10 salariés et un tiers de celles de 10 à 50 salariés. « On ne raconte pas du tout la même histoire sur les PME en France selon que l'on prend en compte ou non leur appartenance à un groupe », conclut Julien Deroyon, de la division industrie et agriculture de l'Insee.

- 4 150

C'est le nombre d'entreprises de 250 salariés ou plus, ce qui correspond à la définition des ETI (entreprises de taille intermédiaire) en France en 2014. Elles employaient 5,2 millions de personnes (42 % des salariés des secteurs principalement marchands).

- 274 C'est le nombre de grandes entreprises (à partir de 5 000 salariés). Elles employaient, en 2014, 4,3 millions de salariés, soit 29 % du total.

- 1 sur 2

C'est la part de salariés des entreprises des secteurs marchands travaillant dans une multinationale, soit 6,6 millions de salariés. Parmi eux, 1,8 million travaille dans une firme sous contrôle étranger.

- Un quart C'est la part des sociétés ayant une activité en France qui sont assujetties à l'impôt sur les sociétés.

- 15 000 euros

C'est la valeur ajoutée médiane des 600 000 entreprises sans salarié. Elles ne financent donc pas l'équivalent d'un smic – dont le coût annuel à temps plein, charges patronales comprises, est estimé à près de 20 000 euros –, remarque l'Insee.

- 67 %

C'est la part des salariés français employés dans des groupes, en 2014. Près de la moitié (46 %) le sont dans des multinationales, françaises (33 % des emplois salariés) ou étrangères (13 %).

- 1 sur 2

C'est la proportion d'entreprises tricolores qui ont investi (investissement corporel) en 2014. Elle varie nettement selon la taille des entreprises : moins d'un tiers des entreprises sans aucun salarié investit, alors que près des deux tiers (60 %) de celles de moins de 10 salariés le font, et 90 % des plus grosses PME (10 à 249 salariés).

- 50

C'est le nombre d'entreprises qui réalisaient un tiers (34 %) des exportations françaises en 2014, ce qui montre la concentration de ce phénomène. Le chiffre d'affaires total à l'exportation atteignait alors 608 milliards d'euros (+1,5 % sur un an) dont 80 % réalisés dans deux secteurs : l'industrie (341 milliards d'euros) et le commerce (145 milliards d'euros).

- 20 %

C'est la part des entreprises de l'industrie manufacturière et du commerce de gros qui déclaraient un chiffre d'affaires à l'exportation en 2013. Les PME exportatrices, plus grandes que les autres, ont en moyenne 12 salariés, contre 2 salariés pour les non exportatrices, indique l'Insee. lemonde.fr 08.11

Haut de page

Le 15 novembre 2016

CAUSERIE

Hier je vous ai informé que j'avais reçu une importante contribution politique rédigée par un camarade, Pierre Salvaing, intitulé : *Ce que je sais de ce que fut L'Organisation Communiste Internationaliste (O.C.I. pour la Reconstruction de la IVème Internationale)*, et j'avais précisé que je ne la mettrai en ligne qu'une fois après avoir reçu son accord, c'est fait, il m'a répondu notamment : "*Bien entendu, tu peux faire de ce texte ce que tu veux.*"

Le révisionnisme à nu. C'est un réquisitoire sans complaisance et sans appel contre l'opportunisme qui s'était emparé très tôt de ce courant politique, à mon avis beaucoup plus tôt encore que ce que signale Pierre Salvaing pour en être arrivé à la conclusion que P. Lambert avait troqué le socialisme ou le trotskysme pour le réformisme bourgeois dès le début des années 50 ou même avant.

Cette contribution étayée par des centaines de faits, témoignages, documents, confirme tout ce que j'ai écrit depuis des années sur ce courant politque. Je rappelle que j'ai milité à l'OCI entre 1977 et début 1981 sur le secteur de Clichy (92). Bien que nous ayons vécu des expériences et que nous ayons eu un parcours très différents, nos analyses se recoupent et nous sommes parvenus pratiquement aux mêmes conclusions, disons sur l'essentiel. J'y reviendrai sans doute une autre fois.

Il s'agit d'un témoignage exceptionnel, sans équivalent à ma connaissance, qui permet de comprendre la scission du POI en 2015, qui sont réellement les dirigeants du POI et du POID, leurs véritables intentions politiques, la dérive révisionniste de ce courant politique (CCI dans le POI, TCI dans le POID, qui en réalité contrôlent ces deux partis) qui se définissait à l'origine

comme trotskyste pour finalement sombrer définitivement dans le réformisme bourgeois

Militant, puis dirigeant et permanent à l'OCI-PCI de 1968 jusqu'à sa démission en juin 1989. Etudiant (C.L.E.R. et le groupe Révolte), puis enseignant syndicaliste, permanent à l'appareil technique et du local parisien de l'OCI (Actuellement celui du POI situé 87 rue du Faubourg Saint-Denis), puis du journal de l'AJS, Jeune Révolutionnaire. Il rejoindra le Comité constitué par S. Just en 1992, qu'il quitta en 2005 "épuisé physiquement et psychiquement par un combat dont je ne voyais pas l'issue positive", ce camarade a dépassé la soixantaine.

En préambule il a tenu à préciser :

-"*Même après avoir cessé de militer depuis plus de dix ans, je n'ai jamais renié le marxisme comme demeurant le seul instrument actuel pour ceux qui veulent s'employer à comprendre, pour l'abattre, « le vieux monde », le monde dominé par le capitalisme qui conduit l'humanité à la catastrophe dans un avenir qui pourrait être proche.*"

Les militants qui ont eu l'occasion de pénétrer en profondeur la substance du marxisme et qui s'en sont imbibés, y resteront attachés le restant de leurs jours, car c'est devenu leur mode de pensée pour interpréter le monde, mais pas seulement toute manifestation de la matière et ses transformations. C'est notre bien, notre acquis le plus précieux.

Quand on a adopté le matérialisme dialectique, après avoir abandonné l'idéalisme et ses différents systèmes de pensée philosophique, et s'être dépouillé des différents états primaires, vulgaires, utopiques du matérialisme, mécanique, empirique, etc. qu'on l'a utilisé des milliers et milliers de fois y compris ou surtout dans la vie quotidienne pour interpréter toutes les expériences qui se présentaient à nous, de la moindre pensée au fait le plus anodin, des gestes les plus bénins aux évènements de portée historique, on a pu en vérifier la justesse, et établir qu'il constituait un instrument fidèle et sûr sur lequel on pouvait s'appuyer en toute circonstance pour comprendre comment fonctionnent la nature, les hommes, les sociétés et le monde.

C'est un instrument merveilleux d'une remarquable précision, jamais pris en défaut, et si quelque part on était tenté de lui attribuer une erreur, la défaillance devrait être attribuée aux faiblesses des hommes qui ne le maîtrisent pas suffisamment ou ne savent pas s'en servir, au demeurant en maîtriser l'usage est l'oeuvre de toute une vie, et encore elle n'y suffirait pas, d'où une fois de plus la nécessité d'être modeste.

Armer d'un tel instrument, d'une telle méthode, on ne craint rien ni personne, on est invulnérable mais pas invincible, on peut essuyer des échecs cuisants, de lourdes défaites, mais le processus matérialiste dialectique et historique (inconscient) se poursuit, il n'a pas disparu, il n'est pas mort, la gauche, cette gigantesque imposture est morte et c'est tant mieux, mais le socialisme est toujours bien vivant et il vaincra !

Faites cette expérience, adoptez le matérialisme dialectique et votre vie s'en trouvera transformée à jamais.

Pour un peu, après avoir observé attentivement mon entourage composé uniquement de gens profondément arriérés, j'aurais envie d'ajouter qu'à partir de ce jour vous ne cesserez plus de penser, vous apprendrez par vous-même à penser et vous en tirerez une profonde satisfaction qui vous comblera de bonheur, malgré les vicissitudes ou les aléas de la vie quotidienne vous ne cesserez de progresser, d'élever votre niveau de cosncience, d'en élargir le champ, bref, d'aller de l'avant, de vous rapprocher de votre idéal de liberté qui correspond à l'objectif de notre combat politique, au socialisme et au communisme.

C'est aussi le meilleur moyen pour lutter contre le mode de pensée nihiliste inscrit dans l'idéologie néolibérale qu'on veut nous imposer, qui consiste à nous empêcher de parvenir à la compréhension du monde dans lequel nous vivons, pour nous interdire de le combattre et d'envisager de le changer.

Le nihilisme substitue la pensée ou l'idée à la matière pour faire en sorte que toute connaissance demeure inaccessible, c'est une forme de conditionnement assimilable à un lavage de cerveau, à une lobotomie destinée à faire de chaque exploité un sujet docile et soumis dans un monde de plus en plus inégalitaire et injuste, voué au chaos et à la barbarie si on ne parvenait pas à le renverser.

Défendre et adoter le matérialisme dialectique, le marxisme, c'est le meilleur moyen de ne pas sombrer dans l'individualisme, l'opportunisme, de se faire manipuler, corrompre, de rester fidèle à notre idéal humaniste, répétons-le une énième fois, le plus élevé et le plus noble que les hommes n'ont jamais conçu.

Haut de page

Le 18 novembre 2016

CAUSERIE

Nos causeries ne sont pas destinées à déclencher une émotion ou une réaction particulière chez les lecteurs, à imposer un point de vue, elles servent juste à faire réfléchir ou à se poser des questions dans la mesure du possible, et au-delà à partager des idées, en partant du principe que nous tendons vers le même idéal ou combattons pour la même cause, le socialisme, tout en sachant cependant que ce n'est pas forcément le cas.

La didactique adoptée ou la manière de s'adresser aux lecteurs, la syntaxe retenue, la sémantique ou le recours à un champ lexical déterminé, les différents niveaux de langue qui se côtoient ou s'entremêlent, le style, le rythme, etc. l'ensemble des éléments qui structurent le discours n'a pas été conçu pour se conformer à un modèle, une règle ou une norme, une concention, un style, au contraire il a été imaginé pour être le plus naturel ou authentique que possible, donc forcément avec ses qualités et ses défauts ou faiblesses, de manière à être accessible à chacun.

J'ai essayé de tenir compte de l'ensemble des facteurs psychologiques et sociaux qui participent à la structuration de la personnalité de chacun à commencer par la mienne, de manière à être le plus près possible des lecteurs sans avoir à procéder à des concessions sur des principes, procédé qui m'aurait amené à endosser le rôle d'un personnage qui ne m'aurait pas ressemblé ou qui m'aurait été étranger, privilégiant la sincérité au détriment de tout artifice de langage ou tournure d'esprit qui serait destiné à produire un effet sur les lecteurs.

J'ai essayé de lever tous les obstacles qui pouvaient se dresser entre nous et fausser nos rapports, non pas afin que les lecteurs partagent mon état d'esprit, mais pour qu'ils prennent conscience du leur et qu'ils saisissent que nous avons tout intérêt à essayer d'avancer ensemble. Ils conviendront qu'aucun dirigeant ne leur tient ce genre de discours, la plupart en sont totalement incapables ou ne le souhaitent pas et on aura compris pourquoi. Mieux, il leur inspire le plus profond mépris, ils considèrent que c'est se fourvoyer ou que cela n'aurait rien à voir avec la lutte des classes, alors que je prétends le contraire.

Ils en sont restés à une société composée majoritairement de travailleurs illettrés ou non éduqués, non développés, non évolués, bref, arriérés, et d'une élite qui présenterait toutes les qualités opposées, au point de perdre de vue qu'elle est particulièrement vulnérable ou qu'elle présente les mêmes faiblesses ou lacunes que les travailleurs arriérés qu'ils méprisent tant ou ignorent. Car bénéficier d'un statut social supérieur ou participer à la lutte de classe n'a jamais constitué un gage d'intégrité morale ou intellectuelle, et le degré de démagogie des membres de cette élite révèle ou reflète son déséquilibre psychologique qui n'inspire pas vraiment à la sérénité, parce qu'ils n'ont pas plus conscience du processus inconscient qui leur a permis de s'élever à ce statut ou à adopter cet engagement politique que du processus dialectique matérialiste et historique dont est issue la société ou dont ils sont le produit.

On a tendance à perdre de vue de quoi sont faits les hommes, d'où on vient et qu'il en va ainsi pour l'ensemble des travailleurs quel que soit leur statut social ou leurs conditions. Je me demande qui de la personnalité de nos dirigeants ou de leurs discours inspire le plus de méfiance aux travailleurs et aux militants. Ils auront sans doute tendance à les identifier à leurs discours, dont la conception empruntée aux marxistes n'en est qu'une caricature, après en avoir expulsé les aspects que je développe ou que j'ai tenu à conserver pour justement jamais nous couper des préoccupations ou de l'état d'esprit général des travailleurs, de leurs conditions, qui font partie intégrante de la réalité ou de la situation politique, ce qui contribue à faire de leurs discours une construction idéologique figée ou fossilisée suspendue au-dessus de la réalité, impersonnelle, sortie de nulle part donc insaisissable, indigeste ou inaudible, ce qui a le don de produire une impression désagréable ou qui met mal à l'aise, car on ne saisit pas quelles sont les intentions véritables de leurs auteurs bien qu'ils s'emploient à l'exposer dans leurs argumentations, ce qui manifestement ne suffit pas à convaincre les travailleurs qui restent sur leur faim.

Il y en a qui s'imaginent qu'il suffirait de lire des milliers de livres pour comprendre comment fonctionne la société, ils se leurrent eux-mêmes.

Il est préférable de commencer par apprendre à observer et écouter, on appelle aussi cela l'école de la vie. Pourquoi ? C'est simple, parce que chaque manifestation de la nature ou chaque expérience humaine fonctionne selon les lois de la dialectique, et que si on ne maîtrise pas cet instrument logique on aura beau avoir lu des milliers de livres rédigés par d'illustres penseurs ou philosophoses, on ne sera pas plus avancé. C'est la combinaison des deux méthodes, observer et écouter d'une part, lire d'autre part, qui permet réellement de s'élever, pas forcément, mais disons qu'on met ainsi toutes les chances de notre côté pour y parvenir.

Je vous avouer un truc impensable qui illustre ce qui vient d'être dit.

Parvenu à l'âge de 19 j'étais très arriéré, un abruti complet pour faire bref. Jusque là je n'avait pas vraiment été apte à observer ou écouter, je subissais mon sort. Puis soudainement j'ai pris conscience de ma crasse ignorance, j'en ai été profondément choqué, humilié, à en pleurer, oui à en pleurer je m'en souviens encore parfaitement, je n'en dormais plus la nuit, j'y pensais 24h/24. Je me suis demandé comment cela avait pu être possible, et surtout pourquoi je ne m'en étais pas aperçu plus tôt, en me disant, mais combien de fois mon pauvre garçon tu as pu te ridiculiser aux yeux de tes copains, quelle honte, j'en étais épouvanté.

Ce fut un tel traumatisme, que je pris la résolution de consacrer le restant de mes jours à tout mettre en oeuvre pour mettre un terme à ce cauchemar épouvantable. Un pote plus âgé que moi à qui je m'étais livré m'a orienté sur la philosophie, alors que j'ignorais ce que signifiait ce terme abscons. Au départ il m'a prêté des manuels scolaires dans lesquels figuraient des extraits d'ouvrages rédigés par des philosophes, je notai leurs noms, puis j'achetai leurs ouvrages en livres de poche. En vérité, c'était pour moi du chinois, je butais presque sur chaque mot, je devais relire chaque phrase plusieurs fois avant de passer à la suivante, une vraie torture. Je devais lire en consultant sans cesse le dictionnaire et je notais sur un cahier les définitions des expressions que j'ignorais, toutes ou preque. C'était fastidieux, car ensuite quand je reprenais ma lecture je ne savais plus où j'en étais, j'avais déjà oublié ce que je venais de lire, il fallait donc le relire et ainsi de suite.

Parvenu à la fin d'un ouvrage, je le relisais plusieurs fois en entier, je devais faire un effort surhumain pour essayer d'y comprendre quelque chose, je finissais par me persuader que j'y étais arrivé, mais fort de l'expérience que j'avais faite en découvrant ma profonde ignorance, je ne me faisais guère d'illusions sur mes capacités intellectuelles qui demeuraient rudimentaires ou défectueuses, au point que je n'étais jamais réellement satisfait du résultat, mais en attendant il fallait bien s'en contenter, le chemin allait être long pour sortir de l'obscurité.

Au bout de deux ans d'études solitaires ou laborieuses, j'étais parvenu à Hegel et j'allais passer à Marx, donc j'estimais être parvenu à mon objectif. En fait je me leurrais une fois de plus, car en réalité je n'avais rien compris ou peu de choses. Et c'est cela qui est plus incroyable, c'est que malgré tout, inconsciemment, sans professeur ou aucune aide extérieure, sans plan d'aucune sorte, j'avais emprunté le chemin des grands philosophes depuis Aristote jusqu'à Hegel (et même ceux du début du XXe siècle), j'étais parvenu au bout de la philosophie avec l'idée absolue de Hegel. Ce n'est qu'en y repensant plusieurs décennies plus tard que j'ai compris comment cela avait pu se produire, parce que je m'étais identifié à chaque philosophe que j'étudiais, j'avais adopté leur mode de pensée, leur rhétorique, donc j'avais intégré des instruments logiques qui avaient rendu cet enchaînement possible et qui allaient me servir par la suite. En même temps j'avais compris que leurs systèmes philosophiques ne répondaient pas à une de mes préoccupations qui allait donner un sens aux restants de mes jours, pourquoi nous vivons dans un monde aussi injuste et comment le changer, aucun ne pouvait me donner une réponse satisfaisante à ces questions.

Si je suis parvenu à mon objectif, je le dois ma volonté, à une résolution inébranlable, à la persévérance et au courage dont j'ai dû faire preuve sans relâche, mais surtout parce que je poursuivais un but pratique, changer la société. Devenir plus intelligent, certes, mais pour quoi faire, pour reproduire le mode de vie de mes parents, trop peu pour moi, je le détestais, pour partager leur sort, il me faisait horreur, mon idéal devait forcément être plus élevé, ce sera le socialisme. Ce qui ne m'empêchera pas de l'abandonner pendant 20 ans, comme quoi adopter l'idéal le plus élevé ne signifie pas forcément qu'on aurait atteint un niveau de conscience suffisant ou qui en soit digne, avis aux bonnes consciences au passage qui se disent socialistes, communistes ou trotskystes, une étiquette usurpée dans la plupart des cas.

Cela pour dire, que sans grille de lecture, sans instruments logiques, et qui plus est quand on aborde la politique, sans le matérialisme dialectique, on est pratiquement incapable d'interpréter correctement ce qu'on lit ou étudie ou d'en tirer un enseignement pratique qui demeure l'unique expérience qui permet de le vérifier ou d'en juger, car ce qu'on pense de soi-même ou de l'état de conscience auquel on est parvenu, cela n'a vraiment aucune espèce d'importance, sauf si on se dit qu'on a encore tout à apprendre ce qui est bénéfique, au-delà, il est conseillé de ne pas y penser ou de ne pas se poser ce genre de questions qui relève d'un manque de modestie dont il faut faire preuve absolument pour progresser.

Quoiqu'on en dise les Américains ont plébiscité un oligarche.

D'un acteur médiocre de série B, Reagan, à un misérable personnage de télé réalité, Trump, ou comment l'oligarchie est parvenue à faire élire l'un des siens à la présidence du pays le plus puissant de la planète, les Etats-Unis d'Amérique. Quelle terrible défaite pour le prolétariat américain et mondial !

On peut se gargariser avec le taux d'abstention qui n'a jamais fait ni une orientation politique ni un programme ni un parti. En attendant, l'alliance entre l'oligarchie, des pans entiers de la classe moyenne et le lumpenprolétariat laisse augurer le pire. Comment pourrait-il en être autrement puisque cette élection n'a rien réglé sur le plan économique, elle a au contraire révélé la faillite ou l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme.

Il y a tout lieu de penser qu'on va assister à une violente fuite en avant à la fois sur le plan économique et politique sans qu'on puisse dire comment elle se traduira, on en saura davantage quand Trump aura désigné son équipe et les ministres qui feront partie de son gouvernement en janvier prochain. En guise d'avant-goût, on a entendu parler du chef du parti républicain, Reince Priebus, d'un dirigeant notoire de l'extrême droite, Stephen Bannon, d'un ex-banquier de Goldman Satchs, d'un ex-travesti et maire de New York, Rudy Giuliani, d'un magnat du pétrole...

On nous dira encore une fois qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, en tout cas ce qu'on constate c'est que la réaction a le vent en poupe, parce que le mouvement ouvrier n'a pas été foutu de se doter d'une nouvelle direction pour n'avoir jamais rompu avec la social-démocratie dégénérée ou le stalinisme en France, pour s'être vendu à Wall Street aux Etats-Unis.

Quelques réflexions politiques

Entre nous.

Quand on pense à la gauche, on ne peut pas s'empêcher de se dit qu'on a à faire à de véritables ordures, et quand on pense à l'extrême gauche, on se dit qu'on a à faire à son service après-vente assuré par des crétins tout aussi authentiques. Comme vous y allez fort... Attendez, ils soutiennent des guerres impérialistes tout de même, il ne faudrait pas l'oublier.

Tu m'étonnes qu'ils sont mûrs pour le national-socialisme, la gauche ou le néolibéralisme, c'est le socialisme à l'envers et l'extrême gauche n'y voit que l'expression du socialisme qui sert en réalité les desseins de la droite ultra réactionnaire. On comprend dès lors pourquoi quand un mouvement se dessine en faveur de telle ou telle minorité ils ne s'attardent pas sur les intentions inavouables qui en sont à l'origine, ils préfèrent les ignorer.

Quand vous trouvez côte à côte l'oligarchie, la gauche, l'extrême gauche, l'ultra gauche, les ONG, vous pouvez vous dire que vous êtes en présence d'une opération téléguidée par la réaction. Le fait de ne pas caractériser la gauche de droite est fort utile, car cela permet toutes les manipulations inimaginables pour le compte du régime et d'y participer.

Pire, c'est par ce biais que ces opérations peuvent se doter d'un verni populaire ou démocratique trompeur qui permet de leur octroyer une légitimité, que le régime ne renierait pas puisqu'il est destiné à en être le principal bénéficiaire.

Chaque fois qu'on nous soumet un droit, un besoin, une revendication, un appel à participer à une manifestation politique quelconque, il faut commencer par nous demander quelle en est la nature de classe ainsi que celle de ceux qui en sont à l'initiative, ensuite on est en droit de se poser la question de savoir quelles sont leurs véritables intentions et objectifs politiques, sont-ils les mêmes que les nôtres, question à laquelle on pourra répondre correctement uniquement en l'inscrivant dans le contexte social et politique du moment et au-delà.

Si vous estimez à juste raison que toute revendication ou tout droit social est légitime, mais qu'à tort vous ne vous posez pas ces questions et bien d'autres qui en découlent directement, quasi-infailliblement vous vous ferez manipulé puisque vous n'aurez pas tenu compte des réponses qu'appelaient ces questions pour n'en avoir tiré aucun enseignement politique tant théorique que pratique. Il en ira chaque fois ainsi si vous ne vous souciez pas de savoir qui en est à l'origine, qui orchestre ces opérations, qui s'y rallie, qui les légitime, qui va en être le bénéficiaire, et si vous êtes parvenu jusque là, qui en sera la victime.

Est-ce à dire que dans certains cas il ne faudrait pas soutenir une revendication ou un droit, une mesure, une loi qui profiterait à la classe ouvrière ? Effectivement, notamment lorsque ce sont les représentants de la classe dominante ou de l'Etat qui en sont à l'initiative, le gouvernement ou un de ses partis, les partis de droite ou de la réaction, puisque cette opération aura pour seul objectif de se prévaloir d'un soutien populaire pour faire passer leur politique antisociale ou impérialiste, vous ne voudriez tout de même pas qu'on leur donne un coup de main pour tromper les travailleurs ou qu'on soit complice de leur machination, n'est-ce pas ?

Alors pourquoi l'extrême gauche et plus généralement tous les partis du mouvement ouvrier y participent-ils ? Pardi, mais parce qu'ils sont incapables de défendre ces revendications ou droits en se situant sur le terrain de classe indépendant du prolétariat, sinon pourquoi glisseraient-ils sur celui de la classe des capitalistes, cela n'aurait aucun sens, réfléchissez un peu, il n'existe pas d'autres explications.

Ménager le régime, lui trouver des vertus ou des qualités qu'il n'a jamais eu sans être animé de mauvaises intentions envers les travailleurs, est incompatible avec la cause pour laquelle nous combattons. Pourquoi ? Parce que nos objectifs politiques sont incompatibles avec les intérêts du régime et sa survie, nous combattons pour le renverser, et non pour qu'il puisse se refaire une santé dès qu'il est en difficulté, en se parant de vertus ou de qualités usurpées pour se prévaloir des atours de la démocratie.

La lutte des classes est une lutte à mort.

Comme vous y aller va-t-on nous rétorquer encore, une fois de plus vous versez dans l'outrance, vous êtes un gauchiste, non, je suis d'extrême gauche, Lénine le revendiquait. Les millions de morts que font encore de nos jours les guerres impérialistes ne vous suffisent donc pas, mais alors qu'est-ce qu'il vous faut pour comprendre dans quel monde nous vivons, une troisième guerre mondiale, qu'une énorme comète s'abatte sur la terre, une collision inter galactique ou alors un miracle ?

Il ne faut pas compter sur nous pour participer à ces petits arrangements avec nos principes, notre conscience, notre morale, nos convictions, notre idéal, pour justifier l'injustifiable, notre adaptation au capitalisme. On ne porte pas là un jugement ou on ne fait de procès d'intention à personne puisqu'on sait qu'elle repose sur une faiblesse théorique qui conduit à bien des confusions.

Fidèle au marxisme ou au socialisme, nous estimons que le combat pour les revendications ou les droits des travailleurs quels qu'ils soient doit être mené dans la perspective du renversement de l'ordre établi et la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, de la révolution socialiste.

- "Le front unique ouvrier n'a de sens que si ses animateurs principaux, les révolutionnaires, tout en respectant le cadre de ce qui fait l'unité, défendent leur programme et leur orientation. Sinon, il n'y a qu' « unité » conjoncturelle et de façade, derrière laquelle se dissimule leur capitulation." Pierre Salvaing.

Autrement dit, le front unique ouvrier ne peut être conçu que dans une perspective révolutionnaire, dans le cas contraire il ne sert que les intérêts des appareils pourris des syndicats liés au PS ou au PCF, donc du régime. On en a l'illustration quand on assigne au front unique ouvrier l'objectif de défendre l'indépendance des syndicats (POI et POID), qui dès lors qu'ils sont subordonnés à l'Etat ou au régime revient à les soutenir qu'on le veuille ou non.

Le front unique ouvrière doit être résolument dirigé contre les appareils contre-révolutionnaires des syndicats en dénonçant leur double langage ou jeu au profit du patronat et du gouvernement, et s'il ne se réalise pas contre eux, il se réalisera contre les travailleurs.

On nous dira que c'est parfois ou souvent inévitable... Certes, à ceci près que lorsqu'on a mené ce combat scrupuleusement sur le terrain de classe du prolétariat dans la perspective de la chute du régime on n'aura pas à supporter la responsabilité de son échec ou les conséquences négatives pour les travailleurs que l'on mettra au compte des appareils et de notre propre faiblesse en tant que courant révolutionnaire, qu'on pourra ensuite appeler à renforcer pour mener les combats à venir dans de meilleures conditions et vaincre.

C'est donc refuser de se tenir scrupuleusement sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, qui interdit aux militants et aux travailleurs d'en tirer des enseignements, de tirer les leçons politiques du front unique ouvrier pour construire le parti.

Quand par exemple un parti publie les déclarations ou des extraits choisis de déclarations de dirigeants syndicaux sans le moindre commentaire ou la moindre analyse, sans formuler la moindre réserve, qu'est-ce que sont appelés à en déduire les lecteurs, que fait-il sinon mettre en valeur ces braves dirigeants, leur servir la soupe en réalité, les hisser à la tête du front unique ouvrier ou leur en attribuer le mérite qui plus est si la bataille se termine par une victoire, dans le cas contraire ils pourront toujours faire supporter aux travailleurs la responsabilité de la défaite sans que personne là non plus ne viennent les contredire, ils pourront être satisfaits de constater que tout sera resté dans l'ordre des choses établies dans le meilleur des mondes.

Ce qui caractérise l'opportunisme, c'est son double langage permanent dont nous ne sommes pas dupe.

On peut affirmer dans un discours prétendre combattre pour la rupture avec la Ve République, pour l'indépendance des organisations, mais quand dans les faits on refuse de rompre avec les appareils corrompus des syndicats, on refuse de caractériser de droite le PS et ses satellites et alliés, on soutient de facto le régime.

Il n'existe pas de syndicats indépendants de l'Etat et de la classe des capitalistes en France, prétendre le contraire consiste donc à faire croire que leurs dirigeants ne seraient peut-être pas aussi corrompus qu'on veut bien le dire ou qu'ils ne maîtriseraient pas l'orientation de leurs syndicats, bref, qu'ils n'en auraient pas le contrôle, ce qui laisse entendre que les syndicats pourraient malgré tout jouer un rôle révolutionnaire au côté des travailleurs et les aider à conquérir leur émancipation du capital, alors qu'en réalité cela s'avèrera impossible aussi longtemps que leurs dirigeants n'auront pas été chassés des syndicats, ce qui s'avèrera tout aussi impossible, car s'ils n'ont pas la maîtrise de la totalité des militants, par contre ils ont solidement cadenassé leurs appareils depuis des lustres, ils préfèreront saborder leurs syndicats plutôt qu'ils ne tombent entre les mains d'ennemis du régime qu'ils servent avec zèle.

D'où la nécessité de construire un nouveau syndicat ouvrier ou une tendance socialiste-révolutionnaire dans les syndicats, qui constituera un pôle de regroupement au cours de la révolution destiné aux militants du reste des syndicats qui rompront avec le régime au cours de ce combat politique.

Les étiquettes et les intentions auto-proclamées des uns et des autres ne servent qu'à camoufler cette imposture destinée à tromper militants et travailleurs.

Quant à l'instrumentalisation par la droite (ou gauche réactionnaire) du racisme, de la xénophobie, de l'homophobie, du sexisme, etc. qui sert à dresser les unes contre les autres les différentes couches de travailleurs, elle aurait rapidement été abandonnées ou elle n'aurait jamais pris une telle ampleur sans le soutien des populistes du Front de gauche et de l'extrême gauche crypto-stalinienne, NPA et LO.

Chacun aura pu observer que ce sont les pires réactionnaires qui soient qui se réclament du combat contre la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, le sexisme, etc. à l'instar de l'oligarque américain Georges Soros qui a participé au financement du coup d'Etat d'extrême droite en Ukraine. Cela ne dérange pas le moins du monde la vermine de gauche et d'extrême gauche qui les épaulent, marchent dans ces combines pourries. A aucun moment ils ne se demanderont pourquoi l'oligarchie est à l'origine de toutes ces campagnes, quels objectifs politiques elles servent, sinon à faire diversion, à

nous diviser, à briser l'unité de notre classe, à disloquer son avant-garde, à pourrir davantage le mouvement ouvrier.

Voilà qui devrait vous mettre de bonne humeur pour le restant de la journée :

- Un diamant bleu très rare vendu 17 millions de dollars à Genève - AFP 16.11

Les peuples innocents sacrifiés, massacrés, oubliés :

- 20 mois de guerre : 7 000 morts, 37 000 blessés, plus de trois millions de déplacés, dont un million et demi d'enfants… AFP 16.11

Voilà pour le Yémen.

- Chaque nuit ou presque sont retrouvés au milieu des détritus les corps d'enfants, voire de bébés. D'où viennent-ils ? Ont-ils été abandonnés à leur sort ou tués ? Personne ne le sait et ne semble s'en soucier. A commencer par la police, ainsi que le concède son porte-parole : « On ne part pas sur tous les homicides. » Après un passage à la morgue, les petites dépouilles placées dans des cartons sont inhumées sommairement, au hasard des places que les ambulanciers parviennent à trouver au cimetière. lemonde.fr 16.11

Voilà pour Haïti.

Cherchez l'erreur ou parole de faussaires.

- Sur Facebook, les fausses informations ont eu plus de succès que les vrais articles pendant les trois derniers mois avant l'élection de Donald Trump - Le Huffington Post

Une ode à la désinformation, à l'auto-censure, au mensonge éhonté...

Leur matraquage hystérique prédisant à 100% la victoire de Clinton aura eu un double effet : Certains de ses électeurs potentiels ont dû se demander pourquoi aller voter ou ajouter inutilement une voix de plus, et ceux qui ne voulaient pas spécialement voter pour Trump se sont convaincus qu'ils devaient y aller...

Les masques tombent.

Quand une officine de la NED (CIA) financée par Soros récompense Al-Qaïda.

- France: le prix du « journaliste de l'année » remporté par un soutien d'Al-Qaïda - Arrêt sur info

Le reporter syrien Hadi Abdullah, proche du chef terroriste Shaykh Abdullah al-Muhaisany, a remporté le 7 novembre le prix Reporters sans frontières (RSF)

Hadi Abdullah, ami du terroriste d'al-Qaïda nommé Muhaysini, vient de recevoir le prix Reporters sans frontières de 2016, une ONG financée par la fondation Soros.

Est-ce que cela signifie que Hadi Abdullah est lui-même un homme de la CIA? Il ne serait pas le premier « journaliste » à l'être en Syrie. Arrêt sur info

Confirmation. Amnesty International officine de la réaction.

- La CPI, désavouée par la Russie, lance un appel: "ne partez pas!" - AFP

La Russie a porté un nouveau coup à la Cour pénale internationale mercredi en annonçant son intention de retirer sa signature du traité fondateur, la quinzième Assemblée de la CPI s'ouvrant sur des appels à ne pas abandonner cette juridiction "unique".

Plusieurs pays africains avaient auparavant annoncé quitter la CPI, faisant notamment écho aux critiques récurrentes sur le continent de persécution à l'encontre des Africains.

"Je leur adresse un message solennel : ne partez pas !", a déclaré le président de l'Assemblée des Etats parties au Statut de Rome, Sidiki Kaba, à La Haye.

La Gambie a officiellement notifié lundi son retrait de la CPI auprès des Nations unies, après l'Afrique du Sud et le Burundi en octobre. Ce retrait doit prendre effet un an après la réception de cette notification.

Et mercredi, c'est la Russie qui a pris une décision hautement symbolique en souhaitant retirer la signature qu'elle avait apposée en 2000 au Statut de Rome, qu'elle n'avait jamais ratifié, reprochant à cette juridiction de ne pas être "véritablement indépendante" et de ne pas avoir été à la hauteur des espoirs suscités.

Amnesty International a de son côté condamné cette mesure "cynique" de Moscou qu'elle a qualifiée de tentative de "saper les progrès vers une justice internationale".

Sur le continent africain, le Kenya, la Namibie et l'Ouganda, grands détracteurs de la Cour pénale internationale, pourraient suivre dans un "effet domino", d'après les experts, cependant que le Soudan a lancé fin octobre un appel à tous les pays africains à quitter la CPI. AFP 16.11

ACTUALITE EN TITRES

Les valseuses

- 2017 : Sans le dire, Jean-Marie Le Guen pousse Manuel Valls à être candidat -

Interrogé par France 3 ce mercredi, le Secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement a estimé que le Premier ministre avait « la personnalité, le parcours, la densité et la vision » pour être candidat. L'Opinion

- Sondage: Valls meilleur candidat si Hollande ne se représente pas - AFP

Parole d'un banquier ou candidat millionnaire en euros.

- Macron candidat à la présidentielle contre "le système" - AFP

- Présidentielle 2017 : Emmanuel Macron se lance dans la course - Franceinfo

- Législatives: les députés pro-Macron briguent l'investiture PS - AFP

- Macron candidat: "c'est le pire scénario pour la gauche" (Ifop) - AFP

En famille.

- Marine Le Pen dévoile son logo de campagne: «C'est le grand remplacement du Parti socialiste par le Front national» - 20minutes.fr

La candidate du FN à l'élection présidentielle a repris plusieurs codes de droite et de gauche, et notamment la rose socialiste… 20minutes.fr

- De gauche à droite, ils veulent tous voir Macron tomber - Slate.fr

L'ex-ministre de l'Économie est en marche vers l'Élysée. Et d'Alain Juppé à François Hollande en passant par François Bayrou, Manuel Valls et Jean-Luc Mélenchon, sa candidature gêne un peu tout le monde. Pas sûr que ça suffise...«C'est le candidat des médias», attaque Arnaud Montebourg... Slate.fr

A défaut de pourvoir faire réélire Hollande, ils rament pour le candidat du parti de l'ordre officiel.

Le candidat un temps favori du groupe Bilderberg (2013) finira-t-il par l'emporter ?

- Fillon à égalité avec Sarkozy, battrait Juppé au second tour - Reuters

François Fillon, en plein rebond dans une série de sondages récents, fait désormais jeu égal avec Nicolas Sarkozy en vue du premier tour de la primaire de la droite avec 25% des intentions de vote, selon une enquête OpinionWay publiée mardi. Reuters

- Baromètre Ipsos : Fillon et Juppé ex aequo chez Les Républicains - LePoint.fr

Dans notre -baromètre Ispos-"Le Point", ils sont les deux hommes -politiques en exercice les plus populaires à droite. Une surprise à la primaire ? LePoint.fr

Ils veulent tester votre capacité de résistance...

- Voies sur berge : le rapport qui dénonce l'explosion des embouteillages à Paris - LeFigaro.fr

La prostitution consentie serait-elle en panne de clientèle?

- Ni Putes ni Soumises expulsé de ses locaux pour loyers impayés - LeFigaro.fr

Chut, vous êtes les amis de leurs amis !

- Dubaï: Victime d'un viol collectif, une touriste britannique porte plainte et se fait inculper pour relation sexuelle extra-conjugale - 20minutes.fr

Définition en ploutocratie. Cette nature inférieure de l'espèce humaine qu'est la femme, ne peut disposer de son sexe que pour se prostituer, comme ceux qui nous gouvernent et l'élite à leur service en somme.

La France, Hollande et le PS sont les amis des régimes archaïques du Golfe, n'est-ce pas ? Hollande et le PS qui ont mené des campagnes (démagogiques) contre le sexisme, l'homophobie, campagnes auxquels vous vous êtes peut-être associés pendant qu'ils continuaient d'entretenir les meilleurs relations du monde avec ces régimes répugnants, business oblige, qui participaient au bombardement de la Libye, de la Syrie, de l'Irak, du Yémen ou soutenaient le blocus de Gaza, etc., cela ne vous a pas dérangé le moins du monde apparemment, et quant aux sorts des femmes dans les pays du Golfe, Hollande et le PS n'y pensaient pas, alors pourquoi auriez-vous dû y penser, franchement, pourquoi ?

Je me demande si les gens ne tiennent pas à se poser de questions par crainte des réponses qu'ils devraient y apporter et qu'ils ne supporteraient pas, ou tout simplement parce qu'ils ne sont pas suffisamment évolués ou libres pour se les poser.

Nos gouvernants sont les premiers à supporter les différences entre les classes, donc les inégalités de traitement qui existent entre les différents membres de la société en fonction de leur condition ou statut social, de leur richesse et du pouvoir qui en découle

Comment banaliser la barbarie.

- Cette étude qui nous apprend comment les jeux vidéo entraînent notre cerveau à justifier le meurtre - Atlantico.fr

Une étude réalisée par des chercheurs de l'Université du Queensland en Australie a montré que certains jeux vidéos de plus en plus réalistes dans les situations de violence auraient un impact sur le cerveau des joueurs et notamment sur la façon dont ils justifient les crimes. Atlantico.fr

Syrie. Le Figaro se lamente, les barbares supplétifs du Pentagone sont en train de perdre la guerre...

- Syrie : Alep de nouveau sous les bombes, l'aide alimentaire s'épuise - LeFigaro.fr

A Tripoli, Badgad, Damas, Kabul, Gaza...

- La défaite de Clinton laisse de nombreuses femmes désemparées - AFP

- Obama: les Etats-Unis doivent rester "un phare de l'espérance" - AFP

Dossier Etats-Unis

- L'ensemble de la situation internationale, mais aussi sur le territoire américain ainsi que leur évolution à venir, pose directement la question du renversement du régime en place aux Etats-Unis, avions-nous affirmé en décembre 2015.

- Quelle qu'eut été le résultat de l'élection présidentielle américaine, il était destiné à incarner l'inconsistance et la corruption qui ont pourri la gauche américaine. Les deux principaux candidats en lice incarnaient l'oligarchie financière, l'impérialisme,

le néolibéralisme, la réaction, donc la seule position correcte consistait à appeler au boycott de cette élection.

Quels que soient les enseignements qu'on tire de ces élections, si on ne les relie pasà ce constat ou si on l'occulte, on s'interdit d'envisager une issue politique favorable aux classes laborieuses aux Etats-Unis, qui ne pourra se construire qu'une fois affirmée la rupture de la classe ouvrière avec l'ensemble des partis qui incarnent le capital et les institutions, la Constitution américaine, dont le parti démocrate, ce qui reviendra à renouer avec l'orientation originelle de la gauche ayant pour objectif le renversement du régime en place.

La gauche telle qu'elle existe aujourd'hui est réactionnaire, antisociale, impérialiste. Les hypocrites, opportunistes ou traites en tous genres passent leur temps à se demander comment la gauche a pu en arriver là, alors qu'ils en portent l'entière responsabilité, je veux parler de l'ensemble des partis du mouvement ouvrier sans exception, hélas ! Ils ont voulu ménager la chèvre et le choux, courir après plusieurs lièvres à la fois, pour finalement n'en attraper aucun ou se faire dévorer.

Ils ont confondu compromis et compromission, collusion, corruption, collaboration de classes, à moins qu'ils en aient pris conscience plus ou moins tôt, c'est ma conviction.

Le reniement le plus infime de nos principes nous condamne à devoir le justifier en recourant à des procédés que l'on qualifiait d'ignobles la veille encore, qui iront crescendo au fur et à mesure que notre imposture prendra de l'ampleur ou qu'on s'éloignera toujours davantage des intentions qui nous animaient au départ et qu'on a depuis totalement abandonnées au profit d'objectifs politiques inavouables, un mensonge, une falsification, une manoeuvre déloyale, etc. servant à en couvrir une autre, inutilement puisque la ligne politique qu'ils tentent ainsi de justifier transpire désormais l'opportunisme à plein nez sans qu'ils puissent l'éviter.

Jugez plutôt, aussi infâme, répugnante ou cynique que puisse être la gauche, ils se refusent à la caractériser politiquement, à la condamner, ce qui en soi à valeur d'aveu et confirme l'appréciation qu'on porte sur eux.

Conclusion hâtive

- La signification profonde de la présidentielle américaine est le «rejet du projet de globalisation à l'américaine par les Américains eux-mêmes», estime l'écrivain politique Diana Johnstone.

LVOG - Pas sûr qu'ils aient atteint ce niveau de conscience... La signification pourrait être plus alimentaire...

La sociologie du néant.

Extraits. Emmanuel Todd : Le modèle que j'utilise d'habitude ne fonctionne pas ici. - atlantico.fr 15.11

J'ai consacré l'essentiel de ma vie de chercheur à dire qu'il fallait chercher les déterminants de la vie politique et idéologique au-delà de l'économie : dans les structures familiales, les valeurs religieuses, les stratifications éducatives.

Mais cette approche m'aurait amené à conclure que la société américaine pouvait supporter à l'infini le néolibéralisme, l'hyperindividualisme, la montée des inégalités, la stagnation ou même la baisse du revenu médian des ménages. La famille nucléaire anglo-saxonne est individualiste, libérale, mais pas du tout égalitaire. Le protestantisme des sectes, avec ses élus et ses damnés, est inégalitaire. La nouvelle stratification éducative en supérieurs, secondaires et primaires a rajouté une couche d'inégalitarisme à la société américaine. Il était donc possible d'imaginer (comme l'ont fait Hillary Clinton et la presse de l'establishment) que tout allait continuer. Le monde anglo-américain aurait engendré le néo-libéralisme parce que, pour le meilleur et pour le pire, il lui convenait. La résistance à la globalisation ne pouvait être qu'ailleurs, dans des pays attachés à l'égalité, comme la France, à l'intégration collective comme l'Allemagne ou le Japon, ou aux deux comme la Russie.

Je crois que c'est l'augmentation de la mortalité des Américains blancs de 45 à 54 ans entre 1999 et 2013 qui m'a fait craquer. La mortalité a un peu baissé pour les Blancs qui avaient fait des études supérieures complètes, elle a stagné pour ceux qui avaient fait des études supérieures incomplètes, elle a augmenté en-dessous de ce seuil, entraînant l'élévation du taux global. Nous en sommes au point où le groupe majoritaire, les Blancs, représentant 72% du corps électoral, est tellement en souffrance que sa mortalité augmente. Les causes de cette augmentation ne sont pas "naturelles" : il s'agit de suicides, d'alcool, de drogue, d'empoisonnements médicamenteux. A l'instinct je me suis dit : à ce stade, le système idéologique néo-libéral peut craquer. Cet indicateur est vraiment le signe que la globalisation économique a fini par conduire à une insécurité individuelle et sociale insupportable même en pays anglo-saxon. Les sondages "sortie des urnes" ont bien montré qu'au fond, la principale motivation du vote Trump était la volonté de changement. Tout sauf ce que représente Clinton.

(...)

Le capitalisme est plastique, multiforme : il devrait permettre une reconstruction assez rapide de la nation américaine..

(...)

Il est vrai que Donald Trump a fait ses meilleurs scores chez les non éduqués blancs, mais il reste le fait que Trump est aussi un phénomène de classe moyenne, et qu'il fait un peu mieux que Clinton dans l'électorat blanc éduqué. Les Noirs ont voté à 88% pour Clinton, avec pourtant un taux de participation plus faible que pour Obama. Mais les mouvements les plus importants, par rapport aux élections précédentes, ont bien eu lieu en fonction des niveaux de revenus. Alors que le parti républicain était le parti des riches, il se contente aujourd'hui de faire jeu égal avec le parti démocrate chez ceux qui gagnent plus de 200 000 dollars par an. Globalement certes, on a l'impression que le niveau économique n'est plus tellement déterminant. Mais c'est le résultat d'une mutation extraordinaire : beaucoup de riches ont fui le parti républicain. D'ailleurs, pendant la campagne, l'argent est allé vers le parti démocrate. Wall Street a voté Clinton. Tout comme les chanteurs et acteurs branchés perçus comme "de gauche", liberal au sens américain, mais qui sont quand même, au fond, des milliardaires qui bénéficient à leur manière de la globalisation.

(...)

Ces prétendus "prolos blancs incultes", de la Rust Belt, entre Grands Lacs et Pennsylvanie, ont voté démocrate lorsque le candidat était noir, ils ont cessé de voter démocrate lorsque la candidate est devenue blanche.

Mais soyons sérieux. Si l'on veut comprendre la question raciale, il faut remonter au fondement même de la démocratie américaine.

Le problème racial est en Amérique d'une épaisseur, d'une résistance extraordinaire. Il n'a aucun équivalent en France. Il n'y a pas chez nous de groupes où le taux de mariage mixte soit aussi faible que celui des femmes noires aux États Unis. Loïc Wacquant a bien montré dans Urban Outcast (parias urbains) que les banlieues françaises les plus pourries n'avaient rien à voir avec l'hyperghetto américain. Il y a pire : les États-Unis sont depuis l'origine une démocratie raciale. Les Anglais qui ont fondé l'Amérique ne croyaient pas en l'égalité des hommes. La seule façon d'expliquer leur conversion à un idéal égalitaire démocratique, c'est d'admettre que les Blancs sont devenus égaux en Amérique parce que la notion d'infériorité y a été collée sur des groupes raciaux ; sur les Indiens, puis sur les Noirs.

Dès Nixon, les Républicains ont utilisé le ressentiment blanc contre la déségrégation et contre l'émancipation politique des Noirs comme un instrument de lutte et de conquête électorale. Subtilement, en utilisant un langage codé, ils ont établi l'idée que l'État Providence (le welfare) était un truc pour les Noirs. Le parti Républicain, le parti de Lincoln et de l'abolition de l'esclavage, est rapidement devenu un parti blanc. La question raciale a été à partir de Reagan un levier fondamental de la révolution néolibérale. C'est largement par racisme que les électorats de Reagan, de Bush père et fils, ont applaudi aux suppressions d'impôts, à la destruction de l'Etat social de Roosevelt. C'est en tapant sur les Noirs que les classes moyennes et les classes populaires blanches se sont autodétruites... Une bonne partie de l'électorat blanc a voté, des décennies durant, contre ses propres intérêts économiques, silencieusement contre les Noirs, bruyamment pour des valeurs religieuses ou contre l'avortement. En 1984, spécifiquement, contre le protectionnisme de Walter Mondale, candidat démocrate écrasé par Reagan. On pourrait dire qu'il s'est agi d'un électorat fou, ou peut-être seulement masochiste. C'est cet électorat raciste et masochiste que les éditorialistes du Washington Post, du New York Times aux Etats-Unis, du Guardian et de l'Independent au Royaume-Uni, et de la presse française, semblent regretter. Ils ont la nostalgie de ces gens qui votaient contre leur intérêt et qui élisaient des Présidents qui réduisaient les impôts et faisaient la guerre en Irak.

Mais aujourd'hui, sur tous les plans, l'opinion, la sensibilité américaine bouge. L'irrationnel recule. La vague religieuse fondamentaliste est en régression comme l'a montré Putnam. L'idée d'intervention de l'Etat redevient populaire. C'est ça la véritable toile de fond de l'élection de Trump. C'est aussi pour cela qu'il a pu mettre l'intérêt économique réel des gens – le protectionnisme, le retour à la nation - au cœur de l'élection, plutôt que la passion religieuse ou raciale. La question du racisme doit être posée sans illusion mais le discours qui vise à dire que le vote Trump est le vote des petits blancs racistes, n'est pas seulement absurde, c'est juste le contraire.

Mais les Noirs n'ont pas voté Trump…

Exact mais à ce stade, il faut se demander qui est responsable de la racialisation persistante du vote. Je suis convaincu que cette fois-ci, elle est venue des démocrates, par un discours raciste inversé. Les démocrates proposaient une alliance électorale perverse, ou vicieuse, je ne sais que dire, associant aux vrais privilégiés économiques et éducatifs du système, toujours blancs majoritairement, une sorte de mercenariat électoral des minorités, hispanique et noire, pour casser le cœur blanc de la démocratie américaine. Ce qui m'a le plus écoeuré dans ce processus, c'est la façon dont Hillary Clinton a évincé Bernie Sanders, dont je me sentais évidemment très proche. J'ai suivi les primaires démocrates Etat par Etat. Et c'est bien l'électorat noir qui a empêché la victoire de Sanders. En 2016 l'aliénation politique a changé de couleur. On est passé d'un système où le cœur de l'électorat blanc votait contre ses intérêts à un système où l'électorat noir a voté contre ses intérêts. En effet, les Noirs, surreprésentés dans le monde ouvrier, moins éduqués malgré des progrès importants, sont le groupe qui a le plus souffert du libre-échange, et qui continue d'en souffrir le plus. Le paradoxe ultime de l'élection qui vient d'avoir lieu est que si Trump applique son programme protectionniste, les Noirs seront les premiers à en bénéficier. atlantico.fr 15.11

L'hymne national des Etats Unis est aussi un hymne à l'esclavage - mounadil.wordpress.com

Par Jon Schwarz, The Intercept (USA) 28 août 2016 - Jon Schwarz a été un collaborateur du cinéaste Michael Moore

« La bannière étoilée » ... ce chant fait littéralement l'apologie du meurtre des Afro-américains.

Peu de gens le savent parce qu'on ne chante que le premier couplet. Mais lisez la fin du troisième couplet et vous verrez pourquoi « La bannière étoilée » n'est pas qu'une atrocité musicale mais est aussi une atrocité du point de vue intellectuel et moral :

Aucun refuge n'a pu sauver ni le mercenaire ni l'esclave

De la frayeur des déroutes et de la tristesse de la tombe :

Et la bannière étoilée flottera triomphalement

Sur cette terre de liberté et sur la demeure du brave

Les Américains savent vaguement que « La bannière étoilée » a été écrite par Francis Scott Key pour célébrer la résistance du Fort McHenry à Baltimore pendant la guerre de 1812 [contre l'Angleterre]. Mais on ne parle jamais du fait que la guerre de 1812 fut une guerre d'agression qui commença par une tentative par les Etats Unis d'arracher le Canada à l'Empire britannique.

Nous avions cependant largement surestimé la puissance de l'armée des Etats Unis. Au moment de la bataille du Fort McHenry en 1814, les Britanniques avaient contre-attaqué et effectué un raid sur la ville de Washington où ils incendièrent la Maison Blanche.

Et une des clefs des succès de l'armée britannique fut sont recrutement actif d'esclaves américains. Comme l'explique un article fouillé paru dans Harper's en 2014, l'amiral de la Royal Navy Sir George Cockburn avait reçu les ordres suivants :

Vos débarquements [sur la côte des Etats Unis] devront viser surtout à la protection des populations noires qui désertent avant toute autre considération… L'objectif prioritaire à atteindre est le soutien chaleureux de la population noire.. Quand ils seront bien armés et soutenus par 20 000 soldats britanniques, M. Madison [le président des Etats Unis] sera éjecté de son trône.

Des familles entières avaient trouvé le chemin vers la flotte britannique qui acceptait tout le monde et donnait l'assurance qu'aucun d'entre eux ne serait rendu à ses « propriétaires. » Les hommes adultes suivirent un entraînement pour constituer un régiment appelé le Colonial Marines qui participa à beaucoup des batailles les plus importantes dont le raid d'août 1814 sur Washington.

Puis, la nuit du 13 septembre 1814, les Britanniques bombardèrent le Fort McHenry. Key, voyant que le drapeau flottait toujours le lendemain matin, en tira l'inspiration pour écrire les paroles de « La bannière étoilée ».

Donc, quand Key a écrit « Aucun refuge n'a pu sauver ni le mercenaire ni l'esclave/ De la frayeur des déroutes et de la tristesse de la tombe », il témoignait de sa grande satisfaction devant la mort d'esclaves qui avaient pris leur liberté. Sa façon de voir avait probablement été influencée par le fait qu'il possédait lui-même quelques esclaves.

Avec ça à l'esprit, réfléchissez encore aux deux vers qui suivent : « Et la bannière étoilée flottera triomphalement/ Sur cette terre de liberté et sur la demeure du brave »

La réalité, c'est que des êtres humains se battirent pour la liberté avec un courage incroyable pendant la guerre de 1812. Cependant, « La bannière étoilée » glorifie le « triomphe » de l'Amérique sur eux – et inverse complètement cette réalité, transformant leurs tueurs en courageux combattants de la liberté.

Quand les Etats Unis et les Britanniques signèrent un traité de paix fin 1814, le gouvernement des Etats Unis exigea le retour des « propriétés » américaines qui, à ce moment, se chiffraient à environ 6 000 personnes. Les Britanniques refusèrent. La plupart de ces 6 000 personnes finit par s'établir au Canada, certains s'installant à Trinidad où leurs descendants sont encore appelés « Merikins ».

En outre, si ceux qui sont en pointe dans la campagne contre Kaepernick ont besoin de plus d'inspiration, ils peuvent la trouver dans la suite de la vie de Francis Scott Key.

Vers 1883, Key était procureur de district à Washington D.C.. Comme l'a relaté l'ancien journaliste du Washington Post Jefferson Morley dans son livre « Snowstorm », la police était notoirement infestée de voleurs qui volaient impunément les biens

des Noirs libres. Une nuit, un des agents de police avait essayé d'agresser une femme noire qui avait réussi à lui échapper en courant – pour malheureusement chuter d'un pont et se noyer dans le Potomac.

« Il n'y a ni pitié, ni justice pour les gens de couleur dans ce district, » écrivait un journal abolitionniste. « Il n'y a eu ni tapage, ni émotion autour de cette affaire. On l'a sortie du fleuve, elle a été enterrée et l'affaire était close. »

Furieux, Key avait poursuivi le journal pour avoir cherché à « insulté, diffamé et attenté à la renommée, au crédit et à la réputation de la magistrature et de la police du Comté de Washington. » mounadil.wordpress.com

L'affaire en question est relative à un footballeur [football américain] professionnel de San Francisco qui refuse obstinément de se lever pendant qu'on joue l'hymne national de son pays. (id) Cette affaire remonte à la fin août de cette année.

Ravage du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant.

- Les ravages de la politique de l'oligarchie financière

Dans le journal La Tribune, Romaric Godin écrit : « Les victoires du Brexit et de Trump sont le produit à la fois d'un lent phénomène à l'œuvre depuis trois décennies, la mondialisation financière, et de sa crise, débutée en 2007.

Le succès de Donald Trump s'est appuyé sur un double mouvement : il a convaincu une grande partie de la classe moyenne dans des Etats où elle domine comme la Floride, mais aussi les populations des régions désindustrialisées de la Rust Belt de Pennsylvanie, du Michigan, de l'Ohio et du Wisconsin. En gagnant ces Etats qui étaient tombés aux mains des Démocrates en 2012, le milliardaire a fait pencher la balance de son côté. Le phénomène est exactement le même que le 23 juin au Royaume-Uni où le vote avait basculé en raison du vote des régions désindustrialisées du nord de l'Angleterre et du Pays de Galles. Or, ce mouvement peut s'expliquer par un échec d'une mondialisation couplée à une financiarisation avancée. »

Oui, sauf qu'on ne peut pas parler d'un « échec » de cette mondialisation qui est le résultat de l'offensive des classes dominantes pour augmenter ou maintenir leur profit au détriment des travailleurs et des peuples. Elle a, de ce point de vue, atteint son but, elle n'en avait pas d'autre, mais à quel prix pour la société.

La mondialisation, le libéralisme, ne sont pas une idéologie mais une politique de classe, d'une classe qui tire sa puissance de la propriété privée capitaliste, financière des moyens de production et d'échange. (La mondialisation est une politique qui correspond aux besoins du capitalisme, le mondialisme est une idéologie destinée à servir la mondialisation, et tous les deux partagent le même objectif... - LVOG)

Cette bourgeoise avait réussi à construire un mythe, celui de la « mondialisation heureuse », où le marché apporterait la démocratie, la paix et le bien-être, mensonge et poudre aux yeux. Ce mythe s'effondre.

Jusqu'au début du XXIème siècle, les progrès technologiques combinés à une prolétarisation massive de la paysannerie ruinée dans les pays dits émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil faisant baisser les coûts de production ont alimenté la machine à profit, le casino de la finance. Mais cela au prix d'un endettement généralisé et d'une bulle financière « exubérante ». L'anticipation des profits donnant lieu à une spéculation effrénée. L'accident était inévitable, la crise des subprimes aux USA en a été le déclencheur.

Le vrai choc, le vrai tournant, 2007-2008

En 2007, avec la crise des subprimes, le monde de la finance a explosé. La crise des pays émergents à partir de 2012 a rendu le moteur de cette mondialisation inopérant. Le crédit, alimenté par les banques centrales, a pu permettre une relative reprise, notamment aux États-Unis, mais sans résorber le chômage, en généralisant la précarité, en licenciant et délocalisant la production.

La réponse des classes dominantes à leur propre crise obéit à une logique implacable, à défaut d'espérer obtenir suffisamment de nouveaux profits à partir de la production de nouvelles richesses les classes dominantes se livrent à un transfert en grand, « l'accumulation par dépossession », en baissant les salaires directs et indirects, en pillant les peuples.

La paupérisation d'une fraction croissante de la population est bien une terrible réalité. Le vrai choc dont Trump et tous les courants réactionnaires d'extrême droite, populistes, sont nés ce fut bien la crise de 2007-2008. La politique de sauvetage des banques puis la politique de relance à crédit que les États ont fait payer aux travailleurs et à la population ont entraîné le discrédit des partis qui les ont mis en œuvre ici, dans toute l'Europe. Aux USA, ce furent les années Obama.

Obama au service de Goldman Sachs and co

Obama est devenu président, il y a 8 ans, porté par une nouvelle génération qui voulait liquider l'ère de Bush et des Républicains, l'ère de la politique du « chaos créateur », des guerres d'Irak et d'Afghanistan, une génération qui ne voulait plus de 11 septembre, qui rêvait d'une société multiraciale et multiculturelle, démocratique et pacifique. Obama l'avait conviée à changer leur pays et le monde. En 2009, il avait invité les pays du monde arabe à de nouvelles relations, il avait promis de fermer Guantanamo comme une assurance sociale pour toutes et tous.

Non seulement il n'a rien fait de tout cela mais il a fait l'inverse.

La situation des classes laborieuses s'est dégradée. L'endettement de larges couches de la population ne cesse de croître. Les tensions sociales s'accentuent et, dans le même temps, le racisme en particulier contre les Afro-américains.

Le renflouement des banques est allé au-delà de tout ce qui avait été fait auparavant. Le gouvernement a signé un chèque en blanc à la bourgeoisie lui distribuant avec largesse des milliards de dollars. La dite croissance américaine, c'est un endettement colossal tant des particuliers, des entreprises que de l'État.

Quant à la politique étrangère, le prix Nobel de la paix ou plutôt des déclarations d'intention, loin de rompre avec la politique de Bush a renforcé le déploiement militaire américain dans le monde. Alors qu'Obama avait promis de se retirer d'Irak et d'Afghanistan, les USA y sont encore engagés. Au mépris des espoirs que son discours du Caire, en 2009, avait suscités dans le monde arabe, Obama a engagé plus avant encore les États-Unis dans le chaos créé au Moyen-Orient par la guerre de George W. Bush en Irak.

Le bilan d'Obama, c'est celui de la mondialisation libérale et impérialiste arrivée au bout de ses possibilités qui devient une guerre ouverte contre les classes populaires.

Lutte de classe et pouvoir personnel

Donald Trump n'est pas l'élu des classes populaires, il n'est pas non plus un coup d'éclair dans un ciel serein même si bien des illusions nous ont aveuglés. Il est le produit d'une convergence de phénomènes qui ont fait de celui que tout le monde prenait pour un milliardaire acteur de télé-réalité le chef d'État de la première puissance mondiale. Le mécontentement de la petite bourgeoisie blanche, le rejet des Démocrates discrédités auprès des pauvres, des plus défavorisés, des travailleurs, d'une large fraction des Afro-américains et des latinos écœurés, la mue déjà engagés par les Républicains avec le Tea Party, la nouvelle offensive militaire des USA au Moyen Orient, l'exacerbation de la concurrence mondialisée, les risques de krach, un ensemble de phénomènes ont convergé pour faire du clown un chef d'État. (...)

« America great again » ou la nouvelle phase de l'offensive libérale et impérialiste

En proclamant vouloir « rendre l'Amérique à nouveau grande », Donald Trump n'a pas seulement fait écho à la petite bourgeoisie ou à la bourgeoisie américaine voire à une partie du prolétariat en particulier blanc, il a surtout défini une orientation que partage tout l'establishment, les élites qu'il prétendait combattre. Derrière ce slogan, il y a la défense des intérêts du capital américain face à la concurrence mondialisée, contre les peuples et contre sa propre classe ouvrière. Les discours nationalistes et protectionnistes ne visent pas principalement à séduire « le peuple », il vise à l'associer à la politique des bourgeoisies confrontées à une concurrence exacerbée. C'est vrai aux USA comme ici. (La LCR, puis le NPA, n'ont pas fait autre chose en s'associant à toutes les campagnes initiées par le PS depuis 50 ans quels qu'en aient été les thèmes, en faisant croire que les discriminations ou les injustices dont faisaient l'objet certaines minorités pourraient disparaître par enchantement sans procéder au préalable à un changement de régime... - LVOG)

Personne ne sait aujourd'hui le visage que prendra cette politique, elle ne dépend pas tant de Trump que de Wall Street. (...)

Mettre les événements en perspective

L'élection de Trump est un coup de semonce qui attire les regards sur le degré atteint par la décomposition sociale et politique qu'engendre l'offensive des classes dominantes. Aussi sur les logiques qui pourraient brutalement s'accélérer dans des enchaînements dont personne n'est en mesure de prévoir les conséquences. Mais personne ne peut écarter le pire. Une logique est à l'œuvre qui ne peut, à plus ou moins long terme, n'avoir que deux issues : soit une exacerbation des tensions qui débouche sur une nouvelle crise financière aux conséquences probablement pires que celles de 2007, soit l'irruption des travailleurs sur le terrain social et politique pour mettre un coup d'arrêt à la fuite en avant anti-sociale, sécuritaire et militariste et à l'offensive réactionnaire xénophobe, raciste, nationaliste qui l'accompagne.

Il serait illusoire de croire que les classes dominantes peuvent apporter des réponses progressistes aux drames qu'elles ont créés. L'élection de Trump en est une démonstration. La fuite en avant s'exprime dans des surenchères, la concurrence est par nature destructrice, elle ne connaît comme mode de régulation que la loi aveugle du marché. Elle détruit toute démocratie et travaille au renforcement des États pour mener leur guerre de classe contre les travailleurs et les peuples...

(Démocratie révolutionnaire (NPA) - Yvan Lemaitre 11.10)

La machine à fabriquer le consentement a ses limites.

Elle ne détient pas la vertu de pouvoir transformer le plomb de la vie quotidienne de centaines de millions d'Américains en or.

- Non, les médias français n'ont pas "cru" en la victoire de Clinton, ils ont simplement pensé très fort qu'en la donnant comme acquise, cela suffirait pour que les urnes le confirment. Or, non seulement ce n'est pas ce qui se produisit mais cela entraîna exactement l'effet inverse en constituant un appel à la mobilisation en direction de ses opposants, même si elle recueillera un nombre de voix supérieur à son adversaire républicain.

Non, les médias français n'ont pas "cru" en la victoire de Clinton, ils voulaient cette victoire, ils ont fait campagne pour la candidate officielle des sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, corrompue jusqu'à la moelle, parce qu'ils appartiennent eux-mêmes à des oligarques, banquiers ou hommes d'affaires qui ont adopté la stratégie néolibérale du nouvel ordre mondial élaborée par les idéologues et banquiers de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, parce que cette stratégie est la seule à pouvoir répondre au formidable défi que représente l'évolution des contradictions du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant. Finalement, les médias institutionnels n'ont fait qu'exprimer bruyamment et violemment le souhait que l'orientation idéologique adoptée par ceux qui nous gouvernent soit préservée en étant partagée par le plus grand nombre, afin de pouvoir franchir une nouvelle étape indispensable vers l'instauration de cette gouvernance mondiale, leur souhait n'avait pas une autre signification politique.

Il était incorrect ou imprécis d'affirmer que les médias auraient été alignés sur une idéologie ou sur les besoins d'une classe, puisqu'ils appartiennent à une classe déterminée, ils ne sont pas soumis à une idéologie puisqu'ils l'ont sciemment adoptée, ce qui n'est pas du tout la même chose et n'a pas la même portée, pire, en se leurrant sur leur véritable nature, on ne peut que se méprendre sur leurs réelles intentions et leurs objectifs politiques et entretenir les pires illusions sur leur rôle qui se réduit à diffuser la propagande qui a été conçue par les idéologues de l'oligarchie pour imposer sa politique aux masses exploitées ou pour qu'elles y adhèrent.

Cette confusion est révélatrice de l'opportunisme.

Le milliardaire fasciste George Soros à la manoeuvre.

- Dans la correspondance de John Podesta dévoilée par WikiLeaks, un échange entre le milliardaire George Soros et le conseiller de Hillary Clinton évoque le financement de l'organisation MoveOn.org, qui pousse aux manifestations anti-Trump.

Juste après l'annonce des résultats des présidentielles le 9 novembre, la plateforme MoveOn.org, affiliée au milliardaire mondialiste George Soros, a publié un communiqué de presse où les Américains étaient appelés à manifester.

«Les citoyens étasuniens sont invités à se rassembler par centaines afin de participer à des rassemblements pour exprimer solidarité, résistance et convictions face aux résultats des élections. Des centaines d'Américains et des dizaines d'organisations appellent à se réunir de manière pacifique, aux abords de la Maison Blanche et dans les villes et mégalopoles de tout le pays, afin de s'opposer à la misogynie, au racisme, à l'islamophobie et à la xénophobie», lit-on dans le communiqué.

«Ces rassemblements, organisés par MoveOn.org et leurs alliés, serviront à affirmer notre rejet face à l'intolérance, la xénophobie, l'islamophobie et la misogynie de Donald Trump, et à montrer notre détermination à combattre ensemble pour que les États-Unis auxquels nous croyons aient un avenir», poursuivit l'organisation dans son communiqué.

Depuis la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles, les manifestations, dans plusieurs villes américaines, ne cessent pas. Au moins une dizaine de grandes villes, dont Chicago, New York, Los Angeles, Philadelphie, Boston, Washington D.C., Portland, Saint Paul et Seattle, en sont le théâtre depuis le 9 novembre. Certains manifestants même appellent à faire sécession des Etats-Unis pour dénoncer la victoire des républicains.

Les relations de George Soros et Donald Trump sont connues pour ne pas être des meilleures. Pendant la campagne présidentielle, George Soros a investi dans la fondation Clinton environ 13 millions de dollars.

Même avant l'annonce des résultats, WikiLeaks avait publié une lettre de John Podesta à George Soros, où était évoqué le financement de MoveOn.org.

«Les groupes qui opèrent sur le terrain ont besoin d'un financement conséquent. Des groupes comme MoveOn.org», y écrivait ainsi John Podesta. Arrêt sur Info - RT 12.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Les fonctionnaires de l'Etat de Rio manifestent contre l'austérité - AFP

Des milliers de professeurs, infirmiers, pompiers et policiers manifestaient mercredi dans le centre de Rio contre une série de mesures d'austérité proposées par le gouvernement de cet Etat du sud-est du Brésil, en pleine crise financière.

Au cours des derniers jours, le gouvernement de Rio a déjà fait marche arrière sur un projet qui augmentait de 11% à 30% les déductions sur les retraites des fonctionnaires, les limitant finalement à 14%.

D'autres propositions prévoient des hausses des tarifs des transports publics, de l'électricité, du gaz et des télécommunications, ainsi que des coupures dans les programmes sociaux comme l'aide au logement.

Dans un Brésil en pleine récession économique, Rio de Janeiro, un Etat pétrolier, est frappé par la chute du prix du brut et pratiquement en faillite avec un déficit de 17.500 milliards de réais (5,4 milliards de dollars) prévu en 2016.

La semaine dernière, quelque 200 fonctionnaires et policiers avaient envahi l'Assemblée législative et cassé des ordinateurs, pour protester contre ce plan d'austérité. AFP 16.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Jura : le lunetier Logo en liquidation judiciaire - Franceinfo

Le fabricant de lunettes Logo va fermer ses portes et licencier les 180 salariés de Morez dans le Jura. C'est l'épilogue de plusieurs mois de difficultés pour cette entreprise créée il y a 120 ans. Franceinfo 16.11

Haut de page

Le 21 novembre 2016

CAUSERIE

A propos de l'Inde.

Il y a deux semaines, le gouvernement a décidé brusquement de supprimer les billets de 500 et 1000 roupies qui représentaient 80% de la monnaie en circulation, pour inciter les Indiens à recourir à d'autres moyens de paiement que la monnaie fiduciaire, les chèques, les virements ou les cartes bancaires. Il est toujours très difficile de se procurer de l'argent, les commerçants refusent les nouveaux billets de 2000 roupies parce qu'ils ne peuvent pas rendre la monnaie, et il est impossible de se procurer d'autres billets dans les banques, quant aux distributeurs, ils les ont fermés ! Bref, c'est l'Inde quoi !

Un accident de train vers Poona, plus de 120 morts et plus de 150 blessés, en 20 ans je n'ai jamais pris le train.

23 millions d'Indiens l'empruntent chaque jour pour aller bosser essentiellement, pas le choix !

Toujours pas de mousson à l'horizon.

Quand j'en parle avec un Indien, avec son doigt il me montre le ciel, c'est dieu qui décide. Du coup je me demande si je dois

faire comme l'idiot du proverbe chinois et regarder son doigt ou scruter le ciel... comme un idiot ! L'année dernière dieu avait fait dans la démesure, on avait eu le droit à la plus forte mousson depuis un demi-siècle, j'espère que cette année il fera preuve de plus de mesure... Je déconne parce que cela me fait marrer, je ne vais pas pleurer tout de même.

Autre chose de plus sérieux.

Le document de Pierre Salvaing sur l'OCI a été téléchargé 81 fois et 712 internautes (et moteurs de recherche) l'auraient simplement ouvert ou consulté. N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions, je les transmettrai à Pierre et je les publierai (anonymement) si vous en exprimez le souhait uniquement. Si maintenant vous optez pour le silence, c'est que vous n'avez rien à dire, alors taisez-vous cela vaudrait mieux.

De quoi parle-t-on au juste ?

Comment détourner les travailleurs de la lutte des classes.

La classe dominante a parfaitement intégré dans sa stratégie que les masses étaient dépourvues de conscience de classe. Comment ? Mais en les observant tout simplement.

Elle a compris qu'en fonction de leur statut leur attention se portait de préférence vers un ou plusieurs aspects qui caractérisaient leur condition, et qu'il suffisait de les isoler des rapports sociaux qui en étaient à l'origine pour les détourner de la lutte des classes, il ne restait plus qu'à les flatter pour qu'elles se focalisent dessus et les instrumentaliser afin qu'elles participent à leur propre manipulation à leur insu.

Comment cela allait-il se traduire ?

Il devait être relativement facile d'influencer des pans entiers de chaque couche de la population concernée toutes classes confondues, et pour que l'opération soit pérenne et une réussite, ils allaient leur fournir un cadre organisé extérieur au mouvement ouvrier dans lequel ils pourraient se regrouper, dès lors le travail de sape ou de conditionnement de leur conscience pourrait commencer, il ne leur restait plus qu'à financer ou subventionner une multitude d'ONG ou associations qu'ils allaient créer eux-mêmes ou dont les initiateurs témoignaient qu'ils étaient sous l'emprise de leur idéologie et le tour était joué.

L'absence d'un parti ouvrier incarnant une issue politique ou une alternative au capitalisme allait favoriser cette opération, qui présentait l'avantage politique de se situer sur le terrain du corporatisme en y associant toutes les classes. Il allait être possible en fonction de la situation de l'activer contre telle ou telle classe, y compris celle des capitalistes qui est aussi hétérogène que celle des travailleurs.

Mieux encore, tous les partis ouvriers (et les syndicats) marginalisés ou discrédités allaient s'y engoufler, ce qui devait contribuer à donner à cette opération une légitimité inespérée dont le régime n'avait même pas osé rêver. Ils allaient une fois de plus gravement se compromettre en se plaçant sous la direction de partis réactionnaires au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire, qui n'auraient plus qu'à actionner un de ces thèmes au fur et à mesure que le gouvernement mettrait en oeuvre sa politique antisociale, ces opérations étant principalement destinées à lui faciliter la tâche en participant à la division et à la dislocation du mouvement ouvrier.

Pire encore ou pour couronner le tout, ces opérations allaient être soutenues ou orchestrées par les oligarques eux-mêmes par le biais de leurs propres fondations, instituts ou organisations à caractère philanthropique ou humanitaire, indiquant par là dans quelle direction elles étaient orientées ou quelle classe elles devaient servir les intérêts, sans que cela n'embarrasse le gauchiste, le petit-bourgeois de gauche ou d'extrême gauche qui devait ainsi combattre au côté de son ennemi contre son propre camp, puisque dans leur propre parti ou au cours de leur engagement politique ils étaient déjà habitués à en côtoyer quotidiennement, en somme ils y étaient préparés.

Il n'est pas indispensable d'appartenir à une classe spécifique pour se réclamer de l'anti-racisme, de l'anti-xénophobie, de l'anti-homophobie, de l'anti-sexisme, de l'écologie, de la laïcité, du pacifisme, etc. de la même manière qu'un bourgeois ou un petit-bourgeois pourra au même titre qu'un ouvrier se déclarer progressiste, républicain ou démocrate, à ceci près que seuls le bourgeois et le petit-bourgeois en auront conscience en leur donnant un contenu de classe correspondant à leurs besoins de manière à pouvoir les satisfaire.

Tous ces thèmes ou principes pour se situer en dehors de toute perspective révolutionnaire ont un contenu et une orientation politique réactionnaire, car ils ont tous en commun de légitimer l'Etat, le régime en place, puisque c'est à ses représentants que leurs auteurs d'adressent ou leur demandent d'agir pour la bonne cause.

C'est par ce biais que l'idéologie de la classe dominante peut facilement pénétrer dans toutes les têtes et tous les foyers pour mieux les soumettre à l'ordre établi, tout en détournant les travailleurs de la lutte de classe.

Les bourgeois et les petits-bourgeois n'ont pas de principes en dehors de ceux qui servent leurs intérêts, ce qui leur tient lieu de morale et de conscience de classe. Les travailleurs et la plupart des militants qui participent à leurs campagnes démagogiques confondent les apparences avec la réalité, les intentions qu'ils affichent avec leurs objectifs inavouables, ils se font dupés en diffusant leur propagande et deviennent ainsi leurs meilleurs agents auprès ou plutôt contre le reste de la société.

A bas les ONG et ce qu'ils appellent le monde associatif, démagogique et lucratif, corrompu ! Vive la lutte de classe et le socialisme, je complète au passage l'éditorial de Gluckstein...

Ils se disent marxistes, socialistes, communistes, trotskystes, mais ils n'y croient pas, dans qui, devinez ?

Dans sa préface au Manifeste du parti communiste, Engels expliquera en 1888 pourquoi Marx n'avait pas pu reproduire intégralement le Manifeste dans le programme de fondation de l'Association internationale des travailleurs... sans y renoncer et en précisant pourquoi :

- "*Pour la victoire définitive des propositions énoncées dans le Manifeste, Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de l'action et de la discussion communes.*"

Inutile de vous frotter les yeux, vous avez bien lu, parce que Marx estimait que la classe ouvrière pourrait et devrait se développer intellectuellement en tirant les enseignements de sa lutte de classe au contact des militants communistes ou révolutionnaires... qui malheureusement entre temps en sont devenus incapables pour avoir abandonné le socialisme, dommage.

Mais il n'est jamais trop tard pour y revenir, à condition de se tourner résolument vers les masses exploitées, de croire en leur capacité à s'élever intellectuellement, au lieu de se livrer à de misérables manoeuvres d'appareils ou de se tourner vers tout ce que compte le pays de petits-bourgeois corrompus par le régime...

En complément. Détendez-vous.

- Qui a écrit à l'adresse de ses lecteurs : "*La politique de Trump aboutira-t-elle à créer des emplois ? L'avenir le dira*" à la manière d'un chroniqueur bourgeois commentant d'un air distant ou badin l'actualité politique ?

Réponse : D. Gluskstein dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs du 16 novembre. Il ajoutait toutefois pour rassurer ses lecteurs : "*Mais une chose est sûre : son intention n'est pas de créer des emplois avec des salaires corrects, ni des emplois stables ni des emplois avec couverture de Sécurité sociale et de retraite, et surtout pas d'emplois couverts par le droit syndical !*", ouf, des fois qu'on aurait pu imaginer le contraire ! Il est fin, n'est-ce pas ?

- Qui a dit : "*Les braises des révolutions arabes d'il y a à peine cinq ans peinent à maintenir les espoirs suscités.* "... sur lesquels les différentes factions des barbares d'Al-Qaïda, l'OTAN et le Pentagone s'emploient à souffler avec les décomposés du mouvement ouvrier... Bravo !

Réponse : le NPA par la voix de Robert Pelletier le 16 novembre (L'Anticapitaliste - 359)

Décryptage de la propagande officielle.

Une question qui ne les concernent pas ou à laquelle ils ne peuvent pas répondre... et pour cause !

- La vérité importe-t-elle encore en politique ? - Franceinfo

Syrie. Quand ils prennent ouvertement le parti des barbares et s'apitoient sur leur triste sort.

- La communauté internationale « horrifiée » par les bombardements à Alep - LeMonde.fr

- Syrie: "le temps est compté" à Alep prévient l'ONU, Damas inflexible - AFP

L'émissaire de l'ONU en Syrie a averti que le "temps était compté" pour éviter un "écroulement" des quartiers rebelles d'Alep, soumis à des bombardements meurtriers du régime qui avance face aux insurgés. AFP

L'inverse aurait satisfait l'ONU, normal. Au fait, le PG, le Front de gauche, le Pardem et d'autres partis dits faussement de gauche se reconnaissent dans l'ONU, pour qui roulent-ils sinon le camp de la guerre...

- Syrie: Washington condamne des actes "atroces" à Alep, l'ONU "horrifiée" - AFP

- Syrie: Jean-Marc Ayrault condamne la «stratégie de guerre totale» de la Russie et du régime syrien - 20minutes.fr

- Syrie: sept enfants tués par des tirs rebelles à Alep-ouest - AFP

Dix personnes, dont sept enfants, ont été tuées dimanche par des tirs rebelles sur les quartiers gouvernementaux d'Alep-Ouest, a rapporté la télévision d'Etat. AFP

L'AFP les évoque pour faire bonne mesure mais personne n'est dupe, c'est la guerre !

Ne vous y trumpez pas !

En oligarchie ou entre extrême droite et droite extrême.

- États-Unis : Donald Trump bâtit une équipe de droite extrême - Franceinfo

Mais alors, c'est que toutes leurs campagnes contre le raciste, la xénophobe et l'homophobe, etc. devaient servir un autre objectif... politique.

- Drôle d'ambiance dans l'Amérique post-Trump - LeMonde.fr

L'élection du candidat républicain a décomplexé une parole raciste, xénophobe et homophobe chez une partie des Américains. LeMonde.fr

Le candidat du groupe Bilderberg en 2013 devient le huitième Président de la Ve République en 2017.

Question :

- Qui complote contre la classe ouvrière, ceux qui tiennent compte de l'existence du groupe Bilderberg ou ceux qui l'ignorent ? Avis aux négationnistes-révisionnistes.

Qui a dit ?

- "Il n'y en aura que deux, Juppé et Sarkozy. (...) Fillon n'a aucune chance."

Réponse : Hollande qui avait également prédit le 15 octobre l'élection de Hillary Clinton à la présidence des États-Unis dans "Un Président ne devrait pas dire ça".

J'écrivais dans la causerie du 18 novembre : Le candidat un temps favori du groupe Bilderberg (2013) finira-t-il par l'emporter ?

Quel pif, n'est-ce pas ? Vos dirigeants ne peuvent pas en dire autant, ils sont empêtrés dans trop de contradictions depuis des lustres pour être libres ou indépendants, et surtout ne vous fiez pas à leur discours...

Les infos du 19 novembre que nous n'avons pas eu le temps de mettre en ligne.

- Primaire à droite : François Fillon grand vainqueur du dernier débat télévisé, selon deux sondages - Franceinfo

Selon une enquête Elabe, l'ancien Premier ministre a été jugé "le plus convaincant" par les téléspectateurs, et en particulier par les sympathisants de la droite et du centre. Franceinfo

- Fillon reçoit le soutien de Valéry Giscard d'Estaing - Reuters

L'ex-chef de l'Etat Valéry Giscard d'Estaing a apporté son soutien à François Fillon dans la course à la primaire de la droite et du centre en vue de l'élection présidentielle de 2017, rapporte Le Figaro vendredi. "François Fillon est sérieux et honnête"... Reuters

Le traitement médiatique

- Comment François Fillon, le "Thatcher de la Sarthe", a réussi son pari - Challenges

- Primaire à droite: place au duel entre Fillon et Juppé - AFP

Un sondage Opinionway diffusé mardi donnait M. Fillon vainqueur à 54% face à M. Juppé (46%) en cas de duel au second tour. Un autre, réalisé par Ifop Fiducial et diffusé jeudi, donnait les deux concurrents à égalité (50-50). Mais l'ampleur de la victoire de M. Fillon laisse à penser que ces enquêtes sont dépassées.

Bonne nouvelle pour la droite française en vue de 2017, la première primaire ouverte de son histoire est déjà un succès de participation. Cette dernière devrait dépasser les 4 millions d'électeurs, près de 10% du corps électoral français. En 2011, le premier tour de la primaire socialiste avait réuni, 2,66 millions de participants.

Selon l'institut de sondage Elabe, 63% des votants sont des sympathisants de la droite et du centre, contre 15% de sympathisants de gauche, 14% affirmant n'avoir aucune sympathie particulière et 8% de sympathisants du Front national.

Avec 44,2% des suffrages, M. Fillon est l'éclatant vainqueur du premier tour.
Alain Juppé (28,5%).
Nicolas Sarkozy (20,6%).
Nathalie Kosciusko-Morizet (2,5%)
Bruno Le Maire (2,4%).
Jean-Frédéric Poisson (1,4%).
Jean-François Copé (0,3%).

"J'ai beaucoup d'estime pour Alain Juppé, mais les choix politiques de François Fillon sont plus proches (...) Je voterai François Fillon", a annoncé M. Sarkozy dans une déclaration teintée d'émotion depuis son QG. AFP 20.11

Le programme ultra réactionnaire de Fillon

Publicsenat.fr - Fillon propose de baisser les dépenses publiques à hauteur de 110%. Pour cela, il promet 500 000 emplois en moins dans la fonction publique.

En ce qui concerne les réformes sociales, il souhaite supprimer les 35 heures en laissant la liberté totale aux accords d'entreprises pour négocier. François Fillon fixe la seule limite à 48 heures (le maximum autorisé par le droit européen). Les fonctionnaires seront aussi concernés par ce changement et devront passer aux 39 heures. L'ancien Premier ministre prône également la dégressivité des allocations chômage, le report de l'âge légal à la retraite à 65 ans en 2022, et l'harmonisation du régime des retraites du public et du privé.

Parallèlement, l'impôt de solidarité sur la fortune sera supprimé et les prélèvements sur les sociétés seront baissés de 50 milliards d'euros.

Le député de Paris s'engage à réécrire la loi Taubira afin de supprimer le droit à l'adoption plénière pour les couples homosexuels. Il veut rendre plus sévères les conditions du regroupement familial pour les étrangers et instaurer des quotas annuels d'immigrés fixés par le Parlement. L'aide médicale d'urgence sera supprimée et l'accès aux aides sociales pour les étrangers sera conditionné à au moins deux ans de résidence sur le sol français.

Il s'est prononcé pour l'expulsion des « individus dans la mouvance terroriste ». La déchéance de nationalité pour les terroristes qui a suscité de nombreuses polémiques cette année sera remise au goût du jour par François Fillon qui souhaite l'appliquer pour les Français partis faire le djihad. Ajoutée à cela une peine pouvant aller jusqu'a trente ans de prison pour toute personne entretenant des relations avec l'Etat Islamique, selon l'article IV du code pénal concernant « l'intelligence avec l'ennemi ». 16000 places de prison supplémentaires seront construites. Le budget de la défense sera lui augmenté de 10 milliards.

L'éducation subira également le « choc » de François Fillon. Les programmes d'Histoire de primaire seront réécrits pour en faire un « récit national ». Il défend le port de l'uniforme à l'école et de manière générale veut instaurer le respect de l'autorité dans les établissements scolaires et surtout consacré les trois quarts du temps scolaire dans les écoles à l'apprentissage des matières fondamentales (le Français, les mathématiques et l'anglais). publicsenat.fr 20.11

Lemonde.fr - François Fillon est favorable à un rapprochement stratégique avec la Russie et la Syrie. Il souhaite lever l'embargo imposé à Moscou après l'annexion de la Crimée et coopérer avec le Kremlin sur la question syrienne. Il prône aussi une alliance avec Bachar Al-Assad et une coalition avec la Russie pour éradiquer l'organisation Etat islamique (EI).

François Fillon veut augmenter la TVA (la taxe sur la valeur ajoutée) à 22 %. Il veut réduire l'impôt sur le revenu des particuliers investissant dans des PME, à hauteur de 30 % de leur investissement, et créer une « flat tax » – une taxe à taux unique

– sur les revenus du capital.

François Fillon veut interdire le burkini.

Il souhaite supprimer le principe de précaution de la Constitution entré dans la Constitution en 2005, qui permet de prendre des mesures préventives même quand la preuve scientifique du danger pour la santé ou l'environnement n'est pas établie, le qualifiant de « dévoyé et arbitraire ». lemonde.fr 20.11

Etats-Unis. Infos et derniers développements

- Trump, c'est un empire économique comportant plus de 500 entreprises dans au moins 22 pays...

- Trump choisit le général Flynn comme conseiller à la sécurité nationale - LeFigaro.fr

- Ancien directeur du renseignement militaire...

AFP- Donald Trump a nommé vendredi à son cabinet trois tenants d'une ligne dure sur les questions de sécurité nationale et d'immigration tout en laissant filtrer des noms de personnalités plus consensuelles pour diriger la diplomatie américaine et rassurer les alliés de l'Amérique.

Le président élu des Etats-Unis a décidé de confier le ministère de la Justice au sénateur Jeff Sessions, 69 ans, partisan d'une extrême fermeté sur l'immigration illégale, un des grands thèmes de campagne du président élu qui a promis pendant la campagne d'expulser 11 millions de clandestins.

M. Sessions avait suscité aussi la controverse pour des propos racistes tenus il y a plusieurs décennies.

Natif du sud des Etats-Unis, Jeff Sessions, dont la nomination a été saluée par le sénateur ultra conservateur du Texas (et rival malheureux de Trump) Ted Cruz comme "une grande nouvelle", a représenté l'Alabama au Sénat à partir de 1997.

Il s'y est illustré durant les présidences de George W. Bush et Barack Obama en s'opposant à plusieurs projets de régularisation de sans-papiers.

Le milliardaire, élu le 8 novembre sur un programme populiste, a aussi annoncé que la CIA allait être pilotée par Mike Pompeo, 52 ans, qui représente le Kansas à la Chambre des représentants. Il avait été élu dans la vague d'arrivée au Congrès du Tea Party, l'aile ultra-conservatrice du parti républicain. AFP

- Stoltenberg a eu "une bonne discussion" avec Trump sur l'avenir de l'Otan - AFP

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a indiqué vendredi dans un tweet avoir eu "une bonne discussion" au téléphone avec Donald Trump sur l'avenir de l'Otan et l'importance d'"une hausse des dépenses de défense" des pays alliés. AFP

ACTUALITE EN TITRES

En oligarchie, la charia est compatible avec les institutions britanniques.

- Ces tribunaux britanniques privés qui appliquent la charia et brisent la vie de milliers de femmes outre-Manche - Atlantico.fr

En Grande-Bretagne, des tribunaux islamiques privés pratiquent la charia, dans le cadre de la loi. Ils sont accusés de nier l'égalité entre hommes et femmes et de couvrir toutes sortes d'abus. Atlantico.fr 17.11

Candidature articielle devenue inutile.

- Macron candidat : une "bonne chose" pour 57% des Français qui le classent "au centre" - Franceinfo

57% des Français estiment que la candidature d'Emmanuel Macron à la présidentielle est une "bonne chose", c'est ce que révèle un sondage Odoxa pour franceinfo, rendu public vendredi. Franceinfo

- Macron promet une "révolution démocratique" - Reuters

Pour qui roulent-ils ?

Après avoir appelé Hollande à se présenter en 2017.

- Parlement: Hamon revendique le soutien de la majorité des frondeurs - AFP

Benoît Hamon, candidat à la primaire initiée par le PS, a dévoilé vendredi une première liste de soutiens parlementaires, qui compte outre lui-même 18 frondeurs, soit la majorité d'entre eux selon son entourage. AFP

Les mains sales jusqu'au bout.

- Ban Ki-Moon reçoit la légion d'honneur - AFP

À un mois et demi de la fin de son mandat en tant que secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon a reçu jeudi 17 novembre la légion d'honneur des mains de François Hollande. AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Birmanie

- Violences dans l'ouest de la Birmanie: quelque 30.000 déplacés - AFP

Quelque 30.000 personnes ont été déplacées par les violences qui ont fait des dizaines de morts depuis octobre dans l'Etat Rakhine, dans l'ouest de la Birmanie où se concentre la minorité rohingya, a annoncé l'ONU vendredi. AFP

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Pauvres et mal aimés.

L'année dernière, 1.463.000 personnes en difficulté ont poussé les portes de l'association le Secours catholique-Caritas France. Soit 38.000 de plus qu'en 2014, selon son rapport annuel publié ce jeudi.

«Le nombre de familles en situation de précarité avec des enfants continue d'augmenter», écrit le Secours catholique. Les mères et les pères isolés continuent de représenter la plus grande part des ménages accueillis (28,8 %), suivis par les hommes seuls (22,8). Plus proches du seuil de pauvreté (1008 euros/mois), ces ménages «n'arrivent plus à joindre les deux bouts», constatent les auteurs du rapport. Leurs maigres ressources ne leur permettent plus de faire face à des dépenses de plus en plus lourdes. Ainsi, plus de la moitié des ménages rencontrés par le Secours catholiques faisaient état d'impayés, souvent liés au logement et à l'énergie.

Par ailleurs, de plus en plus d'étrangers précaires se sont tournés vers l'association: ils représentent désormais 36% des accueillis. «C'est une population jeune et féminine, arrivée récemment, ayant une moindre maîtrise du français, isolée et sans réseaux d'entraide», remarquent encore les auteurs du rapport. «Ces caractéristiques rendent leur situation plus précaire». De plus, «ceux qui sont sans ressources n'ont peut-être pas connaissance de leurs droits ou sont tout simplement sans droits reconnus, notamment au travail». Par conséquent, le recours à des associations comme le Secours Catholique est alors «la seule alternative possible», soulignent les rapporteurs.

La situation des plus démunis a peu évolué ces dernières années. En cinq ans, leur revenu médian* a augmenté de 35 euros pour atteindre les 932 euros par mois. Ainsi, l'immense majorité des personnes accueillies par le Secours catholique (92%) restent en dessous du seuil de pauvreté (1008 euros/mois*) et 65% vivent avec moins de 672 euros par mois. Ce sont souvent des hommes seuls, des couples avec enfants ou des mères isolées. Parallèlement, la proportion des ménages sans ressources a continué d'augmenter pour atteindre 19,5% en 2015. Soit quatre points de plus qu'en 2010.

Contre toute attente, le premier besoin exprimé par les ménages les plus fragiles est l'écoute (57%), devant les besoins alimentaires (55%). Vient ensuite le besoin d'aide pour effectuer des démarches administratives, pour payer le loyer, les factures et les besoins en vêtements.

«La pauvreté n'est pas seulement matérielle et l'isolement est de plus en plus ressenti», commentent les responsables de l'association en introduction du rapport. Concrètement, «plus de 60 % [des personnes prises en charge] déclarent n'avoir aucun proche sur qui compter et près de 80% n'ont aucune activité sociale ou collective». En franchissant les portes du Secours catholique, ils sont en fait nombreux à chercher «du lien social et un rapport humain».

L'étude du Secours catholique vient aussi battre en brèche quelques préjugés sur les aides sociales, et en particulier sur le RSA. Selon ses calculs, 38% des ménages qu'elle a accueillis en 2015 n'ont fait aucune demande de RSA socle (accordé à ceux qui ne travaillent pas), alors qu'ils y étaient éligibles. Plus nombreux encore, les foyers qui ne recourent pas au RSA activité, devenu prime d'activité (accordé à ceux qui travaillent): ils sont 66% à ne pas en bénéficier alors qu'ils pourraient le demander. Le non-recours au RSA n'est pas nouveau. En 2012, une enquête réalisée par la Caisse nationale des allocations familiales avait déjà mis en avant ce non-recours aux RSA.

Comment l'expliquer? Souvent, les ménages ne connaissent pas bien ce dispositif ou sont persuadés de ne pas y avoir le droit. «Les procédures et critères d'attribution sont illisibles pour le grand public», regrette le Secours catholique. D'ailleurs, ceux qui ont des difficultés à lire ou à écrire sont très nombreux à ne pas entamer les démarches (voir infographie ci-dessous). Parfois, c'est la honte qui freine les ménages ou l'absence de logement stable. Pour bénéficier d'une aide sociale, il est impératif de communiquer une adresse. «Si les services sociaux sont à même de d'aider ces ménages à obtenir une domiciliation, beaucoup ne le font pas et donc, n'accède pas au RSA», constatent les auteurs du rapport.

Contrairement aux idées reçues, les étrangers ont moins recours au RSA (37%) que les Français (72%). «Le manque d'information ou une moindre maîtrise du français expliquent vraisemblablement cet écart», commente le Secours catholique. lefigaro.fr 17.11

1.2- Transports : les chauffeurs de Megabus en grève - Franceinfo

Les chauffeurs de Megabus, compagnie de transport low-cost, sont en grève. Nombre d'entre eux manifestaient devant Bercy ce vendredi 18 novembre à 11 heures du matin. Leur plateforme basée dans le Rhône va cesser ses activités. 175 emplois sont menacés. Franceinfo

2- Allemagne

- Volkswagen va supprimer 30.000 postes dans le monde - Reuters

Volkswagen a annoncé vendredi qu'il allait supprimer 30.000 emplois dans le monde au sein de sa marque éponyme dans le cadre d'un plan visant à réaliser 3,7 milliards d'euros d'économies par an d'ici à 2020. Reuters

Haut de page

Le 24 novembre 2016

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée.

La causerie est prête, il ne reste plus qu'à formater les paragraphes, ce soir ou demain matin.

Si vous voulez prendre contact avec Pierre Salvaing, faites-moi parvenir un courriel que je lui transmettrai avec votre adresse électronique pour qu'il puisse vous contacter directement s'il le souhaite.

Juste un mot, un gros mot !

Un conseil en somme : Faites comme moi, ne cherchez pas à avoir raison à tous prix, personnellement c'est au-dessus de mes moyens, ne vous racontez pas d'histoires, tenez-vous en simplement aux faits, vous verrez, ce sera largement suffisamment, selon que vous aurez fait preuve ou non de discernement ils vous donneront tort ou raison, et si vous êtes honnêtes et que vous n'êtes pas bornés, ce que je suppose par principe, il suffira de le reconnaître et nous pourrons ainsi aller de l'avant, sinon nous serons condamnés au pire. A chacun de prendre ses responsabilités, j'assume les miennes.

Bonne continuation.

Haut de page

Le 25 novembre 2016

CAUSERIE

Mauvaise nouvelle, mon ordinateur portable ou de secours est tombé en panne.

Quatres réflexions politiques.

Le nouveau monde ou le nouvel ordre mondial.

Et dire que le système électoral américain date du début du XIXe siècle, lorsque l'esclavagisme avait cours aux Etats-Unis. Et avec les primaires en France, c'est vers un tel système que le PS qui a ouvert le bal des négriers veut nous entraîner.

Le ventre ou la tête ? Non, la tête et le ventre.

Autrefois les conditions de travail et d'existence du peuple étaient si précaires ou misérables, qu'il exigera leur amélioration immédiate, mais force était de constater que cela ne faisait pas le compte ou que ses besoins ou ses aspirations fondamentales ne seraient jamais satisfaits de la sorte, car ils étaient incompatibles avec le régime d'exploitation ou les rapports sociaux de production en vigueur. C'est ainsi qu'il en vint à engager le combat politique pour renverser l'ordre établi et fonder une société qui ne serait plus basée sur le profit et l'exploitation, l'oppression, mais sur ses propres besoins ou aspirations qu'il estimait légitimes.

Pour mener son combat politique il se dota de différentes théories qu'il testa au cours de la lutte des classes. Aucune ne devait résister à cette épreuve, hormis une seule qui était basée sur une analyse scientifique du processus dialectique qui parcourait l'ensemble des rapports qui régissaient la matière, donc la nature, les hommes, la société, le monde, l'univers en général, ainsi que les transformations qu'elle avait pu être amenée à connaître depuis son origine, de sorte qu'il était dorénavant possible de parvenir à la compréhension de sa nature ou de ses différentes composanes telle qu'elle se présentait à l'état présent, afin d'évaluer dans quelle direction elle pourrait évoluer en fonction de l'action de certains critères qui finalement en détermineraient le destin.

Cette théorie ne pouvait pas reposer sur des idées, auquel cas elle n'aurait été que pure spéculation ou divagation philosophique ou métaphysique, et jamais elle ne serait parvenue à la compréhension du fonctionnement de la matière et de ses différentes manifestations. Elle n'avait rien de mystérieuse, elle était uniquement le produit de la découverte du processus dialectique qui parcourait la matière tout au long de son existence, d'une simple observation, d'un banal constat, qui allait s'appliquer également à l'histoire des hommes.

Cette théorie reposait donc uniquement sur l'observation du comportement de la matière, sur des faits, ce qui devait constituer une nouvelle manière d'interpréter le développement de la civilisation humaine, qui jusque là avait été largement romancé ou idéalisé et par certains aspects était demeuré obscur aux hommes...

Pour être plus précis, il ne s'agit pas à proprement parler d'une interprétation, car ceux qui sont à l'origine de cette découverte en élargissant le champ de la dialectique à l'ensemble de la matière et de ses manifestations, n'ont fait à ce stade que transposer la réalité telle quelle sous la forme scripturale ou orale. Et ce n'est qu'au stade de la théorisation que ces penseurs apporteront leur touche personnelle à la réalité, en indiquant de quelle manière ou dans quelle direction la société pourrait s'orienter en étant soumise à l'action organisée et consciente des exploités et des opprimés.

Précisons encore, quand par commodité nous parlons d'interprétation à propos du matérialisme dialectique, nous faisons référence uniquement à la forme explicative employée dans le discours de ces penseurs, qui ne relate que des faits en dehors de toute appréciation ou jugement subjectif qui serait de nature à déformer la réalité.

Et quand par commodité encore on emploie le terme de théorie concernant le marxisme, on le déforme littéralement puisqu'il n'a rien d'abstrait ou de spéculatif. Bref, on utilise ces expressions qui ne correspondent pas exactement à leur objet par économie de langage, parce qu'elles sont couramment utilisés pour distinguer le matérialisme dialectique des autres modes d'interprétation qui vont du matérialisme vulgaire ou non dialectique à l'idéalisme absolue d'Hegel.

Nous terminerons en revenant à cette découverte parce que sa signification à une portée historique qui se confond avec l'existence et le destin de la civilisation humaine. Cette découverte correspond à une prise de conscience.

Jusqu'à nos jours les hommes n'ont fait que subir le sort que leur avait réservé la société, ou ils l'ont orientée dans une direction sans trop savoir ou sans se préoccuper des conséquences qui en résulteraient, puisqu'ils ne sont jamais parvenus à la compréhension du processus dialectique qui y présidait, c'est la raison pour laquelle nous évoquons un processus matérialiste dialectique inconscient.

La question qui est posée à l'humanité est simple : Serons-nous un jour capable de venir à bout des obstacles qui nous empêchent encore d'en prendre conscience, comment faire, par quels moyens parvenir à ce que ce processus matérialiste dialectique inconscient devienne conscient ou accessible à la majorité des exploités et des opprimés pour qu'ils conquièrent leur émancipation du règne de la nécessité?

Force est de constater que parmi ceux qui se prétendent conscients, il est exceptionnellement rare d'en rencontrer qui aient atteint ce niveau de conscience qui somme toute n'a rien d'extraordinaire.

Dites-nous, qui n'est pas capable de comprendre qu'un grain d'orge une fois planté va céder la place à une plante, qui à son tour va disparaître pour céder la place à de nouveaux grains d'orge, autrement dit, la matière passe par différentes phases contradictoires pour aboutir à un état supérieur ? Dites-nous, qui n'est pas capable de comprendre qu'en élevant la température de l'eau, parvenue à 100°C ce corps liquide elle va se transformer en gaz, et qu'en l'abaissant à 0°C il va prendre l'aspect d'un corps solide, autrement dit, que la transformation quantitative de la matière aboutit à sa transformation qualitative ?

Et ce sont ces mêmes lois qui régissent le fonctionnement du capital, et qui inexorablement le mène à la faillite ou le conduit à son effrondrement, effondrement qui peut emprunter différentes formes mais produira les mêmes effets, mais ce n'est l'objet de notre exposé.

Alors pourquoi la tête et le ventre, plutôt que le ventre ou la tête ? Parce qu'on ne vit plus tout à fait dans le monde du XIXe et de la première moitié du XXe siècle, il a subit de si profondes transformations qui nous imposent d'adapter notre conception de la lutte de classe, s'y refuser, c'est se condamner par avance à la défaite, et on comprend parfaitement que ce soit démoralisant ou démobilisateur.

Jadis le prolétariat était en grande partie illettré, son niveau de connaissance ou de conscience n'allait pas plus loin que le bout de sa rue ou celui de l'usine, du village ou de son champ, ses conditions d'existence et de travail étaient misérables, éreintantes, il ne disposait pas ou peu de temps libre, il avait peu de distractions, il ne tirait pratiquement aucune satisfaction de son existence faites de sueurs, de larmes et de sang, le contraire de celle de l'aristocrate ou du bourgeois auquel il aurait bien couper la tête pour mettre un terme aux multiples humiliations, privations ou souffrances qu'il lui faisait subir.

Au cours de la seconde milieu du XXe siècle sa condition s'est considérablement améliorée, au point qu'il s'en désintéresse car il a l'esprit ailleurs dorénavant. Une importe classe moyenne s'est développée qui vit dans la plus parfaite insouciance du lendemain et du sort du reste de la société. Tous ou presque ont été scolarisés, ont reçu une éducation, la majorité bénéficie d'un mode de vie relativement confortable, de moyens d'existence leur permettant de s'adonner au superflu et au gaspillage, ils disposent de moyens d'informations pour suivent l'actualité sociale et politique en France et dans le monde, d'une multitude d'instruments pour parfaire leurs connaissances, hormis le fait qu'ils ne disposent de pratiquement aucune liberté, peu de choses distinguent dorénavant leur mode de vie de celui des bourgeois ou des capitalistes qu'ils envient plus qu'ils n'envisagent de les chasser du pouvoir.

De ventres vides, on est passé à des ventres trop pleins, sauf chez les miséreux évidemment et ils en existent, tandis que les têtes, quand elles ne se sont pas vidées, elles sont trop pleines aussi ou ressemblent à des décharges remplies d'immondices dans lesquelles il faut fouiller pour faire émerger un brin de conscience ou creuser profondément pour trouver trace de leur volonté de changer la société rendue à l'état apoplexique.

Inutile de dire que l'on ne souhaite pas revenir à la condition du début du XXe siècle ou au-delà en arrière, cela, c'est le projet des néolibéraux. Maintenant si la plupart ont la tête pleine et aucun ne dispose réellement de liberté sauf à se leurrer par ce qu'on entend par là, c'est dans cette direction qu'il faut orienter notre discours pour toucher un maximum de travailleurs de toute condition sociale, puisqu'il y a autant de têtes pleines en bas qu'au milieu de l'échelle sociale.

Un ouvier qui travaille dans une usine ou sur un chantier, dans un commerce, ou un cadre, un ingénieur, un médecin, etc. tous

sont susceptibles d'être intéressés par notre discours, tous peuvent parfaitement le saisir, cela représente quand même quelques millions de travailleurs et jeunes. Tout dépend comment on s'y prend, de quelle manière on les aborde.

Peu, très peu peuvent rejoindre notre combat en réalité, peu importe à ce stade, il n'y en aurait qu'1% que ce serait pratiquement déjà de trop ! Si cela vous fait penser au 1% qui concentre l'essentiel des richesses mondiales et influent sur le cours de la situation mondiale, vous n'auriez pas tort, pour un peu vous partageriez presque mes convictions, mais bon, je ne pense pas qu'on en soit rendu là, sinon cela se verrait et se saurait.

Il n'y a donc pas de quoi désespérer, au contraire.

Maintenant n'allez pas croire qu'il s'agirait de changer les hommes pour changer la société, pas du tout, on sait où mène cette théorie, à ne rien changer du tout. Non, il s'agit de poursuivre la lutte de classe en défendant tous nos droits et acquis dans une perspective révolutionnaire, tout en s'adressant aux travailleurs afin d'élever leur niveau de conscience en leur fournissant la méthode pour y parvenir par eux-mêmes, sinon cela n'aurait aucune valeur ou tout progrès serait éphémère.

Nous ne leur demanderont jamais de nous faire confiance ou de nous croire sur parole, surtout pas, la méthode que je préconise s'inscrit en rupture avec celle que nous avons employée jusqu'à présent, qui consistait en gros à obtenir leur adhésion sans principe, à engrenger des résultats sans lendemain, ce qui est au passage aussi irresponsable que méprisable.

Vous ne trouverez jamais ce genre de discours dans la littérature des différents partis ouvriers qui existent de nos jours et vous aurez compris pourquoi, on vient juste de l'expliquer si vous avez suivi.

Un camarade vient de me proposer de m'envoyer un de leurs journaux par Internet en précisant qu'il était "triste à pleurer", ennuyant, destiné à une clientèle de militants enfermés dans une conception de la lutte de classe obsolète, qui a fait ses preuves quand on voit où nous en sommes rendus, mais à laquelle ils s'accrochent parce qu'ils sont incapables d'en imaginer une autre. Comment le pourraient-ils quand leurs dirigeants et leurs partis sont aussi déconnectés de la réalité, ils n'ont jamais lu un seul article qui traiterait des rapports qui existent au sein des différentes classes ou ce que vivent au quotidien les travailleurs à la manière d'un Marx, Engels ou Lénine qui m'ont inspiré.

J'ignore si en s'y mettant à plusieurs, on parviendra un jour à proposer une alternative à tous ces partis ou courants politiques faillis. On garde l'espoir, on pense qu'il arrivera un moment où les militants et les travailleurs avancés sauront faire la part des choses et se manifesteront.

A droite toute avec le PS.

Le pays n'a jamais été aussi à droite feint de s'offusquer Le Parisien qui avait sans peine adopté la même tendance après l'avoir encouragée. Et de poursuivre, si la rupture déjà promise par Nicolas Sarkozy en 2007 n'a pas encore vu le jour, c'est que le pays n'était pas prêt, grâce à qui le serait-il dorénavant, pardi, à la gauche qui devait préparer le terrain à la réaction en appliquant méticuleusement son programme, de telle sorte que la droite apparaisse comme un moindre mal, alors qu'en réalité elle s'apprête à poursuivre et amplifier la même politique antisociale et impérialiste.

Cela n'est rendu possible que parce que la majorité du peuple s'est embourgeoisé, est corrompu, demeure incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant, en proie à une confusion extrême il s'est accommodé avec une imposture qui lui sera fatale s'il ne la brise pas à temps. Tous ceux qui se sont rendus coupables en couvrant cette imposture en partagent la responsabilité, c'est-à-dire la totalité des partis du mouvement ouvrier et les syndicats.

Dès le début du XXe siècle des ministres du PS (SFIO) devait siéger dans des gouvernements de droite ou les soutenir, c'était anodin ou pour la bonne cause diront ses dirigeants dont Jaurès, au point qu'ils en viendront à voter les crédits de guerre quelques années plus tard, par adhérer à la guerre impérialiste, à prendre parti pour la guerre contre la paix, pour la grande boucherie, refusant de dresser les exploités contre les exploiteurs, par crainte du socialisme qu'ils étaient censés représenter. Ils remettront cela lors de la Seconde Guerre mondiale, lors des guerres coloniales jusqu'à nos jours.

Le PS a fait la démonstration il y a plus d'un siècle qu'il était non pas de gauche mais de droite, non pas socialiste, mais impérialiste, non pas progressiste mais réactionnaire, non pas humaniste mais partisan de la barbarie capitaliste. Et cela n'a pas suffit pour l'expulser définitivement du mouvement ouvrier, pour le caractériser comme un pure produit de la réaction. Parce qu'il incarnait les illusions d'un peuple ignorant, il fallait composer avec lui, ce qui eu pour conséquence désastreuse de faire durer cette formidable imposture jusqu'à nos jours. On ira jusqu'à nous expliquer que c'était pour notre bien, qu'il n'aurait pas été possible de faire autrement, même après coup en constatant les ravages que cela avaient causés on nous dira que cela avait été la meilleure stratégie à adopter, qu'il nous soit permis d'en douter, de la condamner, de la combattre.

Réglons la question de Trump.

Il s'est présenté aux primaires en tant que membre du parti républicain, à l'issue des primaires du parti républicain il est devenu le candidat du parti républicain à l'élection présidentielle, à l'issue de cette élection il est devenu le président des Etats-Unis, et en tant que tel il appliquera le programme du parti républicain.

Entre la copie et l'original, le parti démocrate et le parti républicain, c'est l'original qui l'a emporté. Trump a été présenté comme un "clown", un "farfelu", un "original", un "électron libre", il a tenu un discours outrancier et provocateur envers l'oligarchie qui n'était pas sans rappeler celui de Hollande sur la finance, on connaît la suite, et il en ira de même avec Trump, c'est ce que nous avons pronostiqué immédiatement après l'annonce de sa victoire sans vraiment prendre de risque puisqu'il est lui-même oligarque.

Donc la question de savoir qui va gouverner les Etats-Unis et sur quel programme est réglée, et contrairement aux apparences ou à ce qu'on voudrait nous faire croire ce n'est pas Trump qui désignera les membres du gouvernement. Quant aux nominations qu'il a annoncées, il n'est pas certain que pour certaines d'entre elles elles franchiront le cap de son investiture.

L'oligarchie a choisi Trump parce que c'est une espèce de roturier dans son milieu, un nouveau riche, un petit millionnaire qui a su profiter de la vague néolibérale destinée à accroître sans cesse la fortune des plus riches pour s'enrichir au passage ou devenir milliardaire, comment, en investissant dans les secteurs économiques qui allaient correspondre aux nouveaux besoins des plus riches ainsi qu'à ceux des nouveaux riches, c'était le moyen le plus efficace pour s'enrichir considérablement rapidement sans prendre réellement de risques. En résumé, il suffisait d'observer ou d'avoir conscience de l'orientation du capitalisme et de s'inscrire dans ce processus pour en tirer un maximum de profit, banal et déconcertant à la fois.

Ainsi, Trump n'appartient pas aux grandes dynasties d'oligarques qui sur le plan politique n'ont jamais pris le risque de se mettre en avant, elles tirent les ficelles ou gouvernent en coulisse en détenant le cordon de la bourse. Elles méprisent profondément Trump qu'elles considèrent comme une sorte d'affairiste ou d'arriviste minable qui a profité de leur enrichissement pour s'enrichir à son tour. Elles disposent de suffisamment de pouvoir pour le briser quand elles veulent et Trump le sait pertinemment.

Trump est faible et vulnérable, c'est un vulgaire pantin entre leurs mains, et c'est en grande partie pour cette raison qu'elles l'ont désigné pour assumer la politique ultra réactionnaire qu'elles vont lui imposer, elles savent que par conséquence il va devoir affronter une situation qui ne pourra que se dégrader et qui sera de plus en plus périlleuse à gérer, il fera donc l'objet d'attaques de toutes parts ou il subira une pression énorme, de sorte que si la situation l'exigeait ou risquait de dégénérer, ce serait alors un jeu d'enfant pour elles de le destituer ou de le liquider, et connaissant leur cynisme, il est même impensable d'imaginer que cela ne figurait pas dans leur programme quand ils l'ont désigné. Et les signes avant-coureurs de ce qui l'attend ne manquent pas, outre qu'il vient de louer les qualités d'Obama et Clinton qu'ils avaient violemment vilipendés pendant sa campagne électorale, le 22 novembre après avoir annoncé sur twitter qu'il refuserait tout entretien au New York Times qu'il avait également pourfendu, il a fait soudain volte-face et il s'est plié à cet exercice qu'exigeait de lui ses pairs comme une vulgaire marionnette sans réel pouvoir.

On dira plus tard que Trump aura été le pire président des Etats-Unis de tous les temps, et il est déjà sur la bonne voie pour confirmer cette prédiction. Il ne lui aura pas fallu deux semaines pour renier l'essentiel de ses promesses électorales ou adoucir ses positions pour emprunter un euphémisme des médias. Qu'en restera-t-il le 20 janvier, pratiquement rien, hormis ses propositions qui auront obtenu l'agrément du parti républicain.

Maintenant pourquoi le sommet de l'oligarchie a-t-elle préféré Clinton à Trump ? Pardi, parce que Clinton était la caution idéale pour camoufler leur imposture. Imaginez un instant, elle était censée incarner la gauche, soutenue par les syndicats ouvriers corrompus, les représentants des différentes minorités et ce qu'ils appellent le monde associatifs, de la culture, etc. de la même manière qu'Hollande en France, cette crasse réaction qui ne veut pas dire son nom. Avec une telle couverture, l'oligarchie comptait aller beaucoup plus loin dans l'application de son programme ultra réactionnaire qu'avec Trump, un oligarque.

C'est cela qui explique la violente réaction des médias que l'oligarchie contrôle, parce qu'avec Trump la situation allait s'avérer plus compliquée car d'emblée la nature des mesures qu'il prendrait risquait d'être aussitôt dévoilée et ces mesures contestées dans la rue.

Vous appartenez à une communauté et vous vous apprêtez à commettre un forfait, tout en sachant que par sa nature c'est votre communauté qui en sera collectivement désigné responsable. Vous devez trouver une solution pour la protéger. Qu'est-ce que vous allez faire ? Vous allez avoir l'idée géniale de désigner un membre d'une autre communauté pour l'accomplir à votre place, ainsi le blâme ou le châtiment, l'opprobe retombera sur sa communauté et non sur la vôtre, vous serez ainsi gagnant sur les deux tableaux car la communauté adverse sera déconsidérée aux yeux de la population.

Vous remplacez ces deux communautés par la classe des capitalistes et ses représentants d'un côté, et celle des travailleurs et leurs représentants corrompus ou leurs pseudo-représentants d'un autre côté, soit la droite et la gauche, et vous aurez compris le rôle que devait jouer ce qu'ils ont continué d'appeler la gauche pour le compte du régime.

Facile à comprendre, non ? Trop semble-t-il puisque la totalité des partis et des syndicats du mouvement ouvrier sans exception

ont trempé dans cette combine pourrie et leurs militants les soutiennent à quelques très rares exceptions. Le simple fait que pratiquement aucun militant n'ait exprimé la volonté et le courage de soutenir le courant politique que j'incarne suffit à le prouver. Ensuite ils peuvent penser tout le bien qu'ils veulent d'eux-mêmes, ils ne leurrent qu'eux-mêmes, car cela n'a strictement aucune signification, sinon de confirmer ce qui n'est finalement qu'un simple constat.

En choisissant Trump, l'oligarchie n'a voulu prendre aucun risque ou pas davantage qu'en optant pour Clinton et c'est logique. Elle préserve ainsi son indépendance de classe, elle conserve les mains libres pour agir à sa guise, contrairement au mouvement ouvrier qui a les mains et les pieds liés pour avoir troqué son indépendance de classe au profit de candidat de la réaction aux Etats-Unis comme en France et ailleurs.

Ainsi là où nous avons failli misérablement, notre ennemi s'en sort plutôt bien et nous le fait payer très cher, et le pire est à venir assurément.

Comme me l'a écrit en substance hier un camarade, aussi longtemps qu'on n'aura pas compris que tous les partis issus du trotskysme (ne parlons pas des autres!) constituent un obstacle à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, à tout pas en avant vers le socialisme, on ne s'en sortira pas.

Un tel manque de discernement et de logique de la part des militants, une telle absence de principes, une telle morale car cela va ensemble, cela va s'en dire, sont indignes de notre cause, de notre idéal, un tel comportement y est totalement étranger, il n'est pas le produit du hasard ou de la fatalité, ils portent le sceau infâme du mensonge, de l'hypocrisie, de la bonne conscience de l'imposteur, de la profonde corruption qui a gangréné les esprits et les a détournés du socialisme.

Pour illustrer notre analyse à propos de Trump :

- Les combats en Syrie s’intensifient alors qu’une escalade militaire se dessine de plus en plus sous Trump - wsws.org - mondialisation.ca

Extrait.

... la Chambre des représentants a adopté mardi par acclamation de nouvelles sanctions importantes contre la Syrie et quiconque entretiendrait des relations commerciales avec le pays. De plus, la loi requiert que le président américain présente un rapport sur la possibilité d’établir une «zone d’exclusion aérienne ou une zone sécurisée sur une partie ou la totalité de la Syrie», un acte qui, d’après les commandants de l’armée des États-Unis, entrainerait une confrontation armée avec la Russie.

Le même jour, la Chambre a voté à 419 contre 1 pour une nouvelle autorisation d’une durée de 10 années de la Loi sur les sanctions contre l’Iran, ou ISA, une loi d’abord adoptée en 1996 pour punir ceux qui entretiendraient des relations commerciales avec l’industrie énergétique de l’Iran, supposément pour bloquer le programme de développement d’armes nucléaires dont est accusé Téhéran. La volonté de réimposer cette mesure, même après négociations d’une entente internationale sur le programme nucléaire de l’Iran, est conforme aux dénonciations que faisait Trump de cette entente et les indications durant sa campagne présidentielle qu’il s’y opposerait.

Les inquiétudes dont fait part l’élite dirigeante américaine concernant le supposé danger de «complaisance» envers la Russie posé par la rhétorique lors de la campagne de Trump ou l’abandon de la guerre de changement de régime de Washington en Syrie est réfuté par la politique de ceux qu’il a recruté pour sa transition et qui pourraient occuper des postes importants de son administration.

L’ancien maire de New York, Rudy Giuliani, qui a été nommé le choix numéro un comme secrétaire d’État, a suggéré lors d’un discours devant une audience patronale lundi que toute «remise à zéro» avec Moscou serait atteinte par la confrontation militaire. «La Russie pense qu’elle est un compétiteur militaire, quand elle ne l’est vraiment pas», a dit Giuliani. «C’est notre manque de volonté sous Obama de même menacer d’utiliser notre armée qui rend la Russie si puissante.»

Stephen Hadley, l’ancien conseiller en matière de sécurité nationale pour George W. Bush, qui serait actuellement considéré au poste de secrétaire de la Défense, a plusieurs fois réclamé des frappes de missiles Tomahawk contre la Syrie, une arme produite par l’entreprise d’armement Raytheon, où il a siégé au conseil d’administration.

Plusieurs sources proches du Pentagone ont exprimé un optimisme par rapport à l’entrée de l’administration Trump qui va entreprendre de développer massivement l’armée américaine.

Le Navy Times soulignait mardi que la promesse du président élu de construire une flotte navale de 350 navires dans un article intitulé «Donald Trump souhaite entreprendre la plus importante construction navale militaire depuis des décennies». La flotte de la Marine est constituée actuellement de 272 navires.

L'Army Times, pour sa part, a publié un article mardi intitulé «On peut anticiper une armée plus grosse et agressive sous Trump».

L'article citait l'ancien général quatre étoiles Barry McCaffrey prédisant que malgré les critiques de l'OTAN faites par Trump, il s'attendait à voir une mobilisation majeure des forces américaines, pas seulement dans le Pacifique, mais également en Europe de l'Est.

«Il faut avoir une capacité de combat militaire qui est perçue par les Russes et les Coréens du Nord, entre autres, comme étant en mesure et ayant la volonté de les confronter dans une bataille aérienne, terrestre et maritime», a-t-il dit.

McCaffrey a ajouté qu'il y avait un «appui majeur pour Trump pendant la campagne de la part des forces armées de la base», en partie à cause de ses critiques des «règles d'engagement» restrictives.

Cet article a également cité le sénateur républicain de l'Alabama Jeff Sessions, un partisan réputé de Trump qui est également cité comme étant parmi les premiers choix au poste de secrétaire de la Défense, disant que Trump «propose une augmentation de l'armée».

«Nous avons environ 480.000 soldats. Il propose que l'armée soit maintenue à 540.000 soldats», a dit Sessions.

En bref, peu importe ce que prétendait la rhétorique de campagne de Trump sur un rapprochement avec la Russie ou la cessation de l'intervention américaine en Syrie, tout indique que la nouvelle administration se prépare à une campagne encore plus agressive et dangereuse d'agression militaire américaine mondiale. wsws.org 17.11

Qui a dit ?

- "*... je n'ai pas l'habitude de vendre mon âme pour un plat de lentilles*"

Réponse : Le député PCF du Puy-de-Dôme, André Chassaigne, qui a confirmé qu'il serait candidat à sa succession aux législatives de juin. lemonde.fr 23.11

Il a raison, pour si peu, cela ne vaut pas le coup, aux PCF ils valent mieux, les lentilles ont toujours été le plat du pauvre...

On rigole, mais en Inde qui est le premier ou le second producteur mondial de lentilles, elles sont très chères, plus de 100 roupies le kilo, les tomates sont à 6 roupies, les pommes de terre à 20 rs pour vous donner un ordre d'idée, d'ailleurs elles font parties des denrées alimentaires présentent dans le carnet de rationnement destiné aux pauvres, dont ma compagne et sa famille.

Chassaigne ignorera toujours qu'il n'y a pas que la députation (prostitution) qui soit héréditaire, la pauvreté aussi...

Tenez monsieur Chassaigne et vos ignobles semblables, un article qui vous concerne

- La notion de richesse n'est pas celle que vous croyez - huffingtonpost.fr Le monde est frappé d'un mal dont on pensait qu'il était de mieux en mieux combattu: la pauvreté. huffingtonpost.fr 22.11

Les médias aux ordres passent leur temps à tout dire (ou presque) et son contraire, à se contredire sans cesse comme un ministre de l'Intérieur manie la carotte et le bâton.

Qui franchement pensait sérieusement qu'ils combattaient réellement la pauvreté, à part ceux qui étaient chargés de relayer cette propagande ? Personne. Ses conséquences étant devenues trop voyantes et surtout imprévisibles en période électorale, pris de panique ou en proie à une crainte incontrôlable ils doivent bien se résoudre à admettre le contraire.

Dossier Etats-Unis

Leur masque est tombé et ils ne s'en remettent pas, on les comprend...

Hillary Clinton a encore une infime chance de remporter l'élection présidentielle 2016 et cela va se jouer d'ici le 25 novembre

Hillary Clinton a beau avoir reconnu sa défaite à l'élection présidentielle américaine il y a deux semaines, il lui reste encore une infime chance de s'installer dans le Bureau ovale à la place de Donald Trump le 20 janvier 2017. Mais le temps est compté.

Pour ce faire, une vérification du scrutin dans plusieurs États où les résultats ont été très serrés doit en effet être demandée d'ici au vendredi 25 novembre par l'un des candidats. Après, il sera trop tard pour contester la répartition des voix.

Cette idée a fait surface dans les médias américains mardi 22 novembre quand le New York Magazine a rapporté qu'un groupe d'experts informatiques et d'avocats avaient des soupçons de fraudes électorales et tentaient de convaincre ardemment les équipes de la démocrate de s'en saisir. Le Huffington Post

- Hillary Clinton a perdu l'élection mais a battu Donald Trump de plus de 2 millions de voix

S'il arrive que le candidat qui emporte le vote populaire perde le collège électoral jamais, depuis 1876, un président n'a été élu avec autant de voix de retard. Franceinfo

- Trump revient sur plusieurs promesses de campagne

Changement climatique, Hillary Clinton en prison, torture, immigration : deux semaines après son élection, le futur président Trump continue d'assouplir ses positions clés. Au point de susciter la colère de certains de ses partisans. Liberation.fr

Trump s'en tape littéralement, ses pairs, c'est Wall Street, le sommet de l'oligarchie, la Fed, le Pentagone, la CIA, le complexe militaro-industriel, le pétrole...

La preuve :

- 19 000 points : un record historique pour le Dow Jones

Dopé par l'élection de Donald Trump, l'indice vedette de la bourse de New York a franchi pour la première fois de son histoire le seuil des 19 000 points. euronews

- Maison Blanche: Trump nomme deux femmes dans son administration - AFP

Le président élu des Etats-Unis Donald Trump a insufflé une dose de diversité dans son équipe en cours de formation en nommant mercredi au poste d'ambassadrice à l'ONU Nikki Haley, une jeune gouverneure d'origine indienne, et une autre femme, Betsy DeVos, à l'Education.

Le magnat de l'immobilier pourrait aussi annoncer la nomination de son ancien rival de la primaire républicaine Ben Carson, un Noir, au poste de ministre du Logement.

Mercredi, Donald Trump a aussi nommé la femme d'affaires milliardaire et philanthrope Betsy DeVos, 58 ans, comme ministre de l'Education.

Ben Carson comme Betsy DeVos appartiennent à l'aile chrétienne traditionaliste et conservatrice du parti républicain. AFP

- Qui est Nikki Haley, la nouvelle ambassadrice américaine aux Nations unies - lefigaro.fr

La gouverneure de Caroline du Sud est une étoile montante du parti républicain.

«La gouverneure Haley a fait ses preuves en rassemblant des gens, peu importe leur origine ou leur parti politique, pour faire adopter des politiques importantes pour le bien de son État et de notre pays», a indiqué Donald Trump dans un communiqué, ce mercredi.

Nikki Haley a 44 ans, elle est la fille d'immigrants originaires d'Inde. Étoile montante du parti républicain, elle devient donc la première femme nommée dans son administration par Donald Trump. Elle a été la première femme à devenir gouverneure de Caroline du Sud, et est actuellement la plus jeune des gouverneurs du pays. Elle est mariée à un capitaine de la garde nationale qui a notamment été déployé en Afghanistan. Ils ont deux enfants, âgés de 15 et 18 ans. Initialement de confession sikh, elle se définit maintenant comme chrétienne et a rejoint le culte méthodiste, un mouvement religieux protestant.

L'équipe de Trump a justifié son choix, en partie, avec l'action de Nikki Haley pour ouvrir son État à l'étranger. «En tant que gouverneure, elle a mené sept missions commerciales à l'étranger et a réussi à attirer des emplois et des investissements grâce à des négociations avec des entreprises étrangères.» Donald Trump a lui-même commenté la nommination: «Elle est aussi une négociatrice reconnue et nous avons l'intention de négocier plein d'accords. Elle sera une grande leader pour nous représenter sur la scène mondiale.» Selon le Washington Post, ses points de vue en matière de sécurité nationale et de l'action militaire américaine sont semblables à ceux du Parti républicain «mainstream».

La jeune femme n'a beau avoir que peu d'expérience en politique internationale, elle apporte une dose de diversité dans l'équipe du président élu...

L'ambassadeur aux Nations unies est un diplomate dirigeant une mission diplomatique auprès de l'ONU. Les plus haut placés sont ceux assignés au siège des Nations unies à New York. Nikki Haley, accompagnée d'une équipe, représentera les intêrets des États-Unis à l'ONU. À travers des missions, des propositions et des votes elle devra négocier ou renégocier les traités et accords internationaux. Plusieurs dossiers et chantiers sont déjà en cours. lefigaro.fr 23.11

- Le premier jour de sa présidence, Trump retirera les Etats-Unis d'un accord commercial - AFP

Le président américain élu Donald Trump n'a pas encore constitué son cabinet, mais il vient d'annoncer la première mesure qu'il prendra à la Maison Blanche: porté au pouvoir sur des propositions anti-mondialisation, le milliardaire retirera les Etats-Unis du traité commercial transpacifique (TPP).

Il s'agit de "réformer" la classe politique, de "reconstruire notre classe moyenne" et de "rendre l'Amérique meilleure pour tout le monde", a souligné M. Trump, qui sera investi 45e président des Etats-Unis le 20 janvier.

Au premier jour de sa présidence, Donald Trump engagera le retrait des Etats-Unis du TPP, signé en 2015 par douze pays de la région Asie-Pacifique, mais sans la Chine.

Ce partenariat commercial est « un désastre potentiel pour notre pays », a expliqué M. Trump. « A la place, nous négocierons des traités commerciaux bilatéraux et justes qui ramèneront les emplois et l'industrie sur le sol américain », a ajouté M. Trump.

Pour entrer en vigueur, ce partenariat porté par le président sortant Barack Obama devait encore être approuvé par le Congrès américain, dominé par les républicains. Sa remise en cause inquiète les pays de cette région, grande priorité géostratégique et économique de l'administration démocrate.

En matière d'énergie, M. Trump, qui s'est entouré de responsables climatosceptiques, a indiqué qu'il "annulerait les restrictions tueuses d'emplois dans la production" d'énergie, y compris le gaz et le pétrole de schiste et le charbon propre, "créant ainsi plusieurs millions d'emplois bien payés". AFP 21.11

- L'Asie-Pacifique veut approfondir le libre-échange, avec ou sans Trump - AFP

Les dirigeants de l'Apec ont pris l'engagement de "conserver (leurs) marchés ouverts", de ne pas dévaluer leurs monnaies "à des fins compétitives" et d'oeuvrer activement à la création à long terme d'une zone de libre-échange Asie-Pacifique totalement intégrée.

Le retour au protectionnisme n'aurait selon eux pour effet que de réduire les échanges commerciaux et de "ralentir les progrès dans la récupération de l'économie internationale".

"Le commerce international est fondamental pour la prospérité du monde", a insisté le président péruvien Pedro Pablo Kuczynski à l'issue de la réunion.

Inquiets face à "l'opposition croissante à la mondialisation" aux États-Unis et en Europe et face à "l'émergence de tendances protectionnistes", ils ont insisté sur la nécessité d'une "plus juste répartition des bénéfices" de la mondialisation entre "toutes les couches des sociétés".

Le sommet de l'Apec s'est déroulé dans un climat d'inquiétudes quant aux intentions réelles, encore floues, du futur locataire de la Maison Blanche, qui prendra ses fonctions le 20 janvier.

L'élection de Donald Trump risque de rebattre en profondeur les cartes au sein de l'Apec, qui représente 60% du commerce mondial pour 40% de sa population.

Xi Jinping a affiché à Lima l'ambition chinoise d'assumer le leadership unique des négociations de libre-échange dans la région Asie-Pacifique, pour combler l'éventuel vide laissé par la future administration Trump.

"Nous n'allons pas fermer la porte au monde extérieur mais l'ouvrir encore plus largement", avait ainsi lancé le dirigeant chinois.

Pendant sa campagne, Donald Trump a attaqué avec virulence le Partenariat transpacifique (TPP) signé en 2015 entre 12 pays de la région. Mais cet accord, qui laissait la Chine sur la touche, nécessite pour entrer en vigueur l'approbation désormais fort improbable du Congrès américain dominé par les Républicains.

La Chine s'est engouffrée dans la brèche pour relancer à Lima son initiative alternative de Partenariat économique intégral (RCEP), un projet d'accord de libre-échange entre l'Asean (Association des nations du Sud-Est asiatique), l'Australie, la Chine et l'Inde, notamment... mais sans les États-Unis. AFP 20.11

ACTUALITE EN TITRES

En famille.

- «Emmanuel, participe à la primaire», lance Jean-Christophe Cambadélis - 20minutes.fr

Examen post mortem de la vérité pas ses assassins.

- «Post-vérité» : les politiques mentent-ils plus qu'avant ? - LeFigaro.fr

Pas plus que les journalistes en général...

- Le PM slovaque qualifie des journalistes de "prostituées" - Reuters

- C'est encore leur accorder trop de vertu !

Vive le Brexit !

- Le premier budget post-Brexit - liberation.fr

«Je souhaite que le Royaume-Uni reste la première destination pour le business», a affirmé le ministre des Finances britannique, Philip Hammond. liberation.fr 23.11

Le capitalisme a enfanté un monstre hideux.

- Royaume-Uni : le grand business de la fertilité - Franceinfo

En France, le marché est très encadré en la matière, mais en Grande-Bretagne les futures mères peuvent commander un père. Tout se fait sur catalogue : couleur des yeux, taille ou pratique religieuse. Franceinfo

Et même que la charia était compatible avec la version chinoise du stalinisme.

- La Chine investit dans la finance islamique - LeMonde.fr

Notre chroniqueur fait le point sur la montée en puissance des fonds chinois qui respectent les principes de la charia, notamment en Afrique. LeMonde.fr

Stratégie du chaos et de la guerre

- Seize morts dans des affrontements en Centrafrique - Reuters

Deux jours de combats entre groupes armés en République centrafricaine ont fait 16 morts et 10.000 déplacés, a déclaré mercredi la mission des Nations unies dans le pays (Minusca). Les affrontements se sont produits dans la ville de Bria, à 600 km environ au nord-est de Bangui, la Reuters

- Yémen : 12 civils tués dans un raid de la coalition arabe - euronews.com

Une nouvelle bavure de la coalition arabe au Yémen. Douze civils ont été tués dans une frappe aérienne menée à Hiran, une localité de la province de Hajja, dans le nord-ouest du pays. Selon des habitants, un véhicule faisant route vers un marché a été pris pour cible par un raid. euronews.com

- Violences au Cachemire : au moins neuf civils tués - euronews.com

Vives tensions entre l'Inde et le Pakistan dans la région disputée du Cachemire. Des tirs d'artillerie provenant du côté indien de la frontière ont touché un bus civil. Bilan : près de dix morts et plusieurs blessés. Trois soldats pakistanais et sept soldats indiens ont par la suite été tués... euronews.com

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi les médias s'en prennent-ils à Fillon ?

Cela dit, si la guerre est la continuité de la politique sous une autre forme ou par d'autres moyens, la politique extérieure est la continuité de la politique intérieure, le programme de Fillon étant conforme à la réaction sur toute la ligne pour ce qui concerne la politique intérieure, il n'y a donc aucune raison qu'elle le soit moins à l'extérieur ou à l'international...

- Primaire à droite : la Russie se réjouit de la victoire de François Fillon au premier tour - Franceinfo

Les relations avec la Russie sont une des grandes divergences entre les deux candidats à la primaire. Contrairement à Alain Juppé, François Fillon souhaite un rapprochement avec Vladimir Poutine et une levée des sanctions. Franceinfo

Pure propagande ou vouloir nous faire prendre Poutine pour un demeuré, il sait très bien à quoi s'attendre avec Trump et avec le futur président français...

- Juppé "observe" des "soutiens d'extrême droite" pour Fillon - AFP

Alain Juppé a observé mardi que "depuis quelques jours les soutiens d'extrême droite arrivent en force" en faveur de François Fillon, son adversaire au second tour de la primaire de la droite. AFP

L'Agence française de propagande du régime oublie de préciser aux lecteurs qu'ils ont annoncé qu'ils n'iraient pas voter au second tour de la primaire de la droite officielle.

- François Fillon repeint en rose les années Thatcher - LeMonde.fr

Le candidat à la primaire de la droite a rejeté mercredi toute critique du bilan économique de la « Dame de fer », quitte à nier certaines réalités. LeMonde.fr

C'est qu'il est de gauche... ou d'extrême droite !

- Le programme de François Fillon inquiète la communauté homosexuelle - Franceinfo

François Fillon réussira-t-il à rassurer la communauté homosexuelle, inquiète de son projet de supprimer l'adoption plénière pour les couples du même sexe ? Franceinfo

Peu importe, Juppé et Fillon sont rejetés.

- Plus de la moitié des Français opposés aux programmes de Fillon et Juppé - 20minutes.fr

La réaction planétaire ou un monde policier.

- Surveillance : ce que contient la nouvelle loi sur le renseignement britannique - LeMonde.fr

Le Parlement britannique a adopté un texte qui étend largement les pouvoirs de surveillance des services de renseignement et de la police. LeMonde.fr

- Philippines: Les enfants de 9 ans pourraient être condamnés à des peines de prison - 20minutes.fr

Le projet de loi prévoit également le rétablissement de la peine de mort... 20minutes.fr

- Turquie : polémique autour d'un projet de loi sur la dépénalisation des viols de mineurs - Franceinfo

- Turquie : la romancière Asli Erdogan risque la perpétuité - LePoint.fr

Après l'annonce de sa libération provisoire, la romancière accusée de complicité de terrorisme reste incarcérée et encourt la prison à perpétuité. LePoint.fr

- Quinze mille fonctionnaires de plus écartés en Turquie - Reuters

Les autorités turques ont annoncé mardi 15.000 nouveaux limogeages dans la fonction publique, l'armée et la police ainsi que la fermeture d'organes de presse soupçonnés d'être impliqués dans le coup d'Etat manqué du 15 juillet. Reuters

Syrie. Propagande des officines de la barbarie.

L'AFP et Le Monde se lamentent, car ils ne voient pas comment venir en aide aux barbares...

- Le régime avance à Alep, un million de personnes assiégées en Syrie - AFP

Les troupes du régime syrien progressent rapidement dans les quartiers rebelles d'Alep, qui sont soumis depuis quatre mois à la "tactique cruelle" du siège comme "près d'un million" de personnes au total en Syrie selon l'ONU. AFP

En réalité, c'est le Front al-Nosra qui a pris en otage la population d'Alep-Est, qui s'en sert de bouclier humain, qui assiège Alep-Est.

- Alep-Est abandonnée aux bombardements russo-syriens, dans l'indifférence des Occidentaux - LeMonde.fr

La transition engagée aux Etats-Unis et les élections à venir dans plusieurs pays européens, dont la France, compliquent la donne pour la rébellion syrienne. LeMonde.fr

Haut de page

Le 28 novembre 2016

CAUSERIE

Je vous conseille de lire attentivement l'article mis en ligne aujourd'hui et de le diffuser largement, même si nous ne partageons pas les conclusions ou les illusions de l'auteur : Le néo colonialisme de l'empire et sa stratégie du chaos.

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir (Lénine). Voilà un formidable instrument politique pour combattre le néolibéralisme, le capitalisme, le sionisme, la réaction, démonter leur propagande, faire avancer la conscience politique des militants et des travailleurs. Le jour où on aura compris que ce n'est pas à coup de propagande qu'on peut briser la propagande de notre ennemi, on aura réalisé un grand pas en avant.

Intox. Vous y croyez vraiment ?

- " la CIA a tenté à 638 reprises de se débarrasser du dirigeant cubain" (Le Monde 26.11)

Quelle mauvaise volonté ou incompétence franchement ! Surtout quand on pense aux dizaines de chefs d'Etat, d'ex-personnalités politiques ou opposants, qu'ils n'ont eu aucun mal à supprimer au cours des 50 dernières années à travers le monde... Quelle fable !

Un pays de 6 millions d'habitants en 1950, Cuba, situé à un coup de canon d'un pays de 150 millions d'habitants à l'époque, les Etats-Unis, qui s'avèrera impuissant à réaliser un changement de régime dans ce minuscule Etat pendant plus de 50 ans. La fable prend la tournure d'une farce.

Un ex-dirigeant ou diplomate russe révèlera qu'en cas d'attaque ou d'invasion de Cuba par les Américains, la décision avait été prise au Kremlin de ne pas intervenir et que les Américains en avaient été informés, fin de l'imposture.

Quels étaient leur objectif politique ? Permettre l'existence d'un allié de l'URSS à une encablure de la côte ouest des Etats-

Unis présenté comme une menace, qui justifierait leur propagande hystérique anticommuniste afin de se présenter comme les défenseurs de la démocratie et de la liberté.

Il leur fallait un ennemi pour justifier leur énorme budget militaire auprès du peuple américain, la mise sous surveillance de la terre entière, au besoin ils allaient le fabriquer. Une fois l'URSS disparut, ils créeront les Talibans, puis Al-Qaïda, et ils entonneront le même refrain répandant le chaos et la guerre sur tous les continents...

Fidel Castro n'était qu'un idiot utile qu'ils manipulaient à distance, un fossoyeur du socialisme, un stalinien. Chaque fois que Cuba interviendra dans un pays en Afrique ou en Amérique latine, les Américains en profiteront pour déployer leur armée et leurs services secrets dans ces pays-là pour finalement parvenir à leurs fins, installer des régimes tyranniques ou des dictatures militaires, les forces en présence ou les moyens logistiques et financiers employés étant disproportionnés à l'avantage des Américains.

L'histoire qu'on nous a servie sur Castro et la révolution cubaine fut en grande partie romancée, les uns et les autres s'en tenant à ses discours aux relents anti-impérialistes qui au passage faisaient le bonheur du Kremlin menant la contre-révolution dans le monde au côté des Américains. Castro soutint les mouvements ou organisations gauchistes et faussement révolutionnaire, qui devaient faire un tort terrible à l'avant-garde du mouvement ouvrier fidèle au socialisme qui ont hérité de la même étiquette peu flatteuse qui leur colle encore à la peau.

Qu'en dehors de Trump, l'intégralité des chefs d'Etat lui rendent hommage n'a rien d'étonnant, c'était la moindre des choses.

Qu'on nous accorde le droit de ne pas verser dans le politiquement correct qui s'est emparé du mouvement ouvrier depuis des lustres et qui l'a complètement défiguré ou corrompu. Nombreux sont ceux qui parmi nous ont une mémoire sélective.

De notre côté, nous préférons inscrire ou replacer les évènements importants qui jalonnent le développement de la lutte des classes, dans le cadre du processus historique qui en est à l'origine, de manière à pouvoir les interpréter en toute indépendance et en tirer les enseignements politiques pour la suite de notre combat.

Finalement, le culte du castrisme ou du guévarisme revient à faire le culte du stalinisme, qu'il nous soit permis s'il vous plaît de ne pas nous y associer et de le combattre.

En oligarchie, la majorité est fixée à 10%.

Avec une participation de 10% du corps électoral à la primaire de la droite officielle, l'heureux élu du second tour qui aura récolté 50% ou légèrement plus de ces 10%, soit 5 à 6% du total des électeurs inscrits et qui deviendra sans doute le prochain Président de la Ve République antidémocratique, pourra se prévaloir du même taux de légitimité.

Ces 10% d'électeurs représentent l'ensemble de la classe des capitalistes auxquels il faut ajouter l'élite ou les parasites qui ont décidé de lier leurs destin à cette classe ultra minoritaire dans la société. Quant à ceux qui n'en font pas partie et qui lui apporteront leurs suffrages en 2017, en manifestant ainsi leur absence de conscience politique, ils ne feront que confirmer l'absence de légitimité des institutions de la Ve République, du fait que cette élection aura été conçue uniquement pour les plébiciter et non pour élire le représentant de la classe qui constitue la majorité de la population, la classe ouvière ou celle de l'ensemble des travailleurs, ce qui en soi constituerait encore un déni de la démocratie.

Nous n'accorderons aucune légitimité au Président de la République, à son gouvernement et à son parlement, parce que nous leur dénions le droit de gouverner à la place des travailleurs ou de fouler aux pieds la démocratie pour le compte des capitalistes.

Si comme on nous le rabâche depuis des lustres, les démocrates doivent respecter les résultats de cette cynique mascarade, c'est que manifestement nous ne partageons pas la même conception de la démocratie, que seuls les représentants élus parmi les masses laborieuses au sein des institutions qu'elles auraient créées pour décider de l'orientation de la société pourraient incarner, ce qui impliquerait qu'au préalable elles se seraient soulevées pour renverser les institutions de la Ve République incompatible avec l'exercice de la démocratie ou du pouvoir politique par le peuple travailleur.

Depuis 1958, le mouvement ouvrier n'a cessé de se prosterner devant les institutions de la Ve République et d'y participer, flattant les mérites d'une démocratie usurpée ou les dotant d'une vertu démocratique qui ne servit qu'à les légitimer, et permettre aux chefs de l'Etat et aux différents gouvernements qui se sont succédés d'appliquer le programme correspondant aux besoins du capitalisme afin d'en assurer la survie sans se soucier des conséquences désastreuses ou dramatiques qui en découlaient pour des millions de travailleurs et leurs familles.

Le moment est venu de dénoncer et de rompre avec cette imposture qui n'a duré que trop longtemps.

La voie du réformisme et du parlementarisme empruntée par le mouvement ouvrier tout au long du XXe siècle ou presque jusqu'à

nos jours à largement fait la démonstration qu'elle ne permettait pas de résoudre les difficultés auxquelles l'ensemble des travailleurs étaient confrontés, car une fois parvenu à la fin du nouveau cycle du capitalisme (d'accumulation du capital) engagé à l'issue de la Seconde Guerre mondiale de nouvelles crises du capitalisme toujours plus profondes et étendues que les précédentes devaient jaillir et se traduiraient par la remise en cause des droits ou acquis sociaux conquis par les travailleurs par leur lutte de classe au cours des décennies antérieures ou des concessions que les capitalistes avaient dû leur accorder pour assurer son développement. Seule la voie de la révolution socialiste et une République sociale où les travailleurs disposent de tous les pouvoirs peut permettre de venir à bout des maux qui les accablent.

C'est la guerre, le colonialisme et la hausse du taux d'exploitation qui ont rendu compatible l'amélioration de la condition de la classe ouvrière avec l'existence du régime capitaliste sur fond de lutte des classes, et une fois que les capitalistes avaient épuisés le profit qu'ils avaient pu en tirer, c'était logiquement sur les travailleurs que devaient retomber les conséquences de la nouvelle crise du capitalisme et ainsi de suite. C'est ce processus infernal et destructeur conduisant à la décomposition de la société, à la régression sans fin de la civilisation humaine sur fond de chaos, de guerres et de barbarie, qu'il nous faut briser net.

Cela doit se manifester par l'adoption d'une position intransigeante envers le régime, qui doit se traduire par le refus de toute collusion, tout compromis, toute collaboration avec ses institutions et ses représentants, ce qui implique impérativement de caractériser leur nature de classe réactionnaire ou contre-révolutionnaire ou de droite, de ne leur accorder aucune vertu ou qualité, de les combattre avec acharnement sans répit, sans chercher à les ménager ou à s'en accommoder sous aucun prétexte, en faisant toujours ressortir que quelles que soient les (bonnes) intentions qu'ils affichent ou le masque sous lequel ils se présentent, au final ils ne serviront qu'à mieux duper les travailleurs afin de pouvoir appliquer leur politique antisociale et impérialiste.

Nous devons dénoncer, refuser de participer et combattre férocement toutes les campagnes dont les représentants du régime prennent l'initiative sur les thèmes du racisme, de la xénophobie, de l'homophobie, du sexisme, de l'écologie, etc. qui ne servent qu'à éloigner les travailleurs et les militants de la lutte de classe, à briser leur indépendance de classe indispensable pour mener leur combat politique contre le régime en les associant avec leurs représentants, ce qui conduit à la pire des confusion et revient à corrompre leur faculté de les combattre.

Il n'existe pas de demi-mesure en la matière. Soit on s'associe avec nos ennemis et on renonce à les combattre, on accepte d'avance le sort qu'ils nous réservent, on capitule. Soit on s'y refuse en demeurant strictement sur un terrain de classe indépendant et on se donne ainsi les moyens politiques de combattre nos ennemis et de les vaincre. Gare à ceux qui auraient la faiblesse de passer ne serait-ce que le bout du petit doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes, car ils en arriveront infailliblement à y laisser tout le corps pour le justiifier, ou à abandonner leurs convictions ou leur idéal au profit de ceux de ses ennemis, à rejoindre leur camp.

Nous devons avancer drapeau déployé.

Il faut également rompre avec le comportement hypocrite des traitres ou des capitulards, des agents du régime, qui a consisté à renoncer à situer le combat politique dans une perspective révolutionnaire, attitude qui s'est traduite par le renoncement au programme de la révolution socialiste suite à une multitude de reniements, pour finalement adopter le discours et l'idéologie de notre ennemi, processus qui devait concourir à l'affaiblissement théorique des militants qui en sont parvenus au point d'ignorer en quoi consistait le socialisme, et par conséquent dans l'incapacité de le répandre parmi les travailleurs ou de le défendre, dans le cadre de partis démocratiques petit-bourgeois, qui jamais ne pourraient conduire les masses exploitées à l'assaut du régime et encore moins le renverser, partis qui sont devenus des obstacles à la révolution socialiste.

Les dirigeants de ces partis se sont compromis à jamais au cours des 50 ou 60 dernières années. S'encanaillant avec la social-démocratie dégénérée, les staliniens, les appareils vendus des syndicats qu'ils contrôlaient et qui en échange de leur collaboration leur ont cédé des postes de permanents dans leurs instances et bien d'autres avantages en nature, participant aux institutions de la Ve République, le tout sous l'étiquette du trotskysme ou du marxisme avec lesquels ils avaient rompu rapidement ou dès le début de leur carrière politique.

Dorénavant, ces partis, le POI, le POID, le NPA et LO, occupent la place ou remplissent le rôle qui avaient échu au PS et au PCF sans avoir les moyens de l'assumer pour avoir lié leur sort à ces partis. Leurs dirigeants n'hésitent pas à adopter parfois un discours aux relents radicals destiné aux ignorants ou naïfs, aux esprits faibles ou facilement manipulables, qui ne servent qu'à camoufler leurs intentions inavouables ou leur corruption.

Dans les faits cela se traduit par leur soutien et leur participation aux journées d'action programmées par les appareils syndicaux avec lesquels ils refusent obstinément de rompre, mieux, dont ils assurent la promotion en publiant leurs déclarations sans émettre la moindre réserve sur leurs réelles intentions ou leur signification politique, quand ils ne participent pas directement aux campagnes du gouvernement pour détourner les travailleurs de la lutte de classe, ils évitent soigneusement de les évoquer pour ne pas indisposer le PS, ils pratiquent l'autocensure à l'instar des médias en refusant d'évoquer le rôle joué par les institutions fondées par l'oligarchie financière anglo-saxonne qui trône au sommet du capitalisme mondial, le groupe Bilderberg, le réseau Gladio ou stay-behind, le CFR, la Commission trilatérale, BRI, etc. ils adoptent les versions officielles des attentats commis à travers le monde par les services de renseignements américains, occidentaux ou sionistes, CIA, MI6, DGSE, MITE, Mossad, et logiquement pour couronner le tout, ils en arrivent à nier l'existence de la stratégie néolibérale et du système financier mafieux qui

en est le pendant, qui ont pour objectif d'accompagner l'effondrement du capitalisme tout en instaurant un nouvel ordre mondial ou une dictature mondiale qui prend forme un peu plus chaque jour sous nos yeux.

On aura compris que de telles pratiques et que de tels dénis ne peuvent qu'aboutir à des analyses foireuses ou inconsistantes qui ne peuvent que diviser les militants... au nom de l'unité, s'il vous plaît. Que de telles analyses alimentent un sentiment d'impuissance, c'est légitime. Qu'elles n'aient pas permis au mouvement ouvrier de se doter d'une nouvelle direction, dans de telles conditions c'était inévitable...

Qui a dit ?

- "il s'agit d'une période d'épanouissement « extraordinaire »" à propos de la situation en général en Russie à la veille de la révolution de 1917.

Réponse : L'ex-apparatchik de la perestroïka et écrivain, Vladimir Fédorovski, un faussaire qui au terme de son "enquête" de chien policier sur cette période de l'histoire de la Russie (Dictionnaire amoureux de Saint-Pétersbourg), révèle selon Le Point (BHL) qu'"un grand malentendu persiste quant à cette période historique" qu'il faut réécrire à destination des manuels scolaires, de sorte que les cerveaux maléables de nos enfants ou petits-enfants retiennent qu'il faisait si bon vivre dans ce pays que les horribles communistes ou bolcheviks ont livré à la guerre civile, tandis qu'en réalité le peuple russe vivait sous un régime féodal tyrannique et subissait une guerre impérialiste avec ses conséquences effroyables, ce qui n'était pas précisé dans l'article du Point, évidemment.

Qui a dit ?

- « Les bonnes informations sont celles sur lesquelles nous avons un contrôle. »

Réponse : Barack Obama, lors d'une conférence de presse donnée à Lima, au Pérou.

Traduire : Pour exercer notre contrôle de la population, rien de telle que la désinformation. Dit autrement, les informations que l'on fabrique sont les bonnes, les autres sont les mauvaises...

Quelques vidéos.

Le 11 septembre 2001 pour les nuls

Le 11-Septembre expliqué en 5 minutes (11 septembre 2001)
http://www.dailymotion.com/video/xldbpd_le-11-septembre-explique-en-5-minutes-11-septembre-2001_fun

Stay-behind ou le réseau Gladio ou quand l'OTAN flanquée de l'extrême droite se fait terroriste.

Daniele Ganser / Raw interview (p 1) / avril
https://www.youtube.com/watch?list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&v=NbVmQA1GXN0

Daniele Ganser / Raw interview (p 2)
https://www.youtube.com/watch?v=x2bvy8A1jGM&index=2&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 3)
https://www.youtube.com/watch?v=Rq6npyf_da0&index=3&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 4)
https://www.youtube.com/watch?v=1WsVJGnTg6k&index=4&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 5)
https://www.youtube.com/watch?v=bBphdzCCn8w&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&index=5

Daniele Ganser / Raw interview (p 6)
https://www.youtube.com/watch?v=cWf5wDgzfsI&index=6&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 7)
https://www.youtube.com/watch?v=Zg4l3K8401A&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&index=7

Daniele Ganser / Raw interview (p 8)
https://www.youtube.com/watch?v=SOApn1WkXhg&index=8&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 9)
https://www.youtube.com/watch?v=0UyOsBGlfw8&index=9&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 10)
https://www.youtube.com/watch?v=AVr6bnh0A_E&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&index=10

Daniele Ganser / Raw interview (p 11)
https://www.youtube.com/watch?v=eg4jvihcRu8&index=11&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 12)
https://www.youtube.com/watch?v=fib9HUTqkXg&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&index=12

Daniele Ganser / Raw interview (p 13)
https://www.youtube.com/watch?v=2hoX_5mWyU4&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&index=13

Le réseau Gladio - Armée secrète d'Europe. Fr (Arte)
https://www.youtube.com/watch?v=nz5Kf0kNauw

Gladio, le scandale des armées secrètes de l'OTAN (France 5)
https://www.youtube.com/watch?v=M0Ie_WUJGH0

Le réseau Gladio - L'armée secrète de l'OTAN (RTBF)
https://www.youtube.com/watch?v=d4xuzz2xcLk

Lecture.

- Guerres du-pétrole. Tout a commencé en Irak en 1916 - Mondialisation.ca, 24 novembre 2016

Par Gilles Munier et Fabrice Monnier

Tous ceux qui suivent la situation en Irak doivent absolument se procurer « 1916 en Mésopotamie » de Fabrice Monnier, qui vient de paraître aux Editions du CNRS. Ils apprendront – s'ils ne le savaient pas – que dans l'Empire ottoman, qui s'effondrait, les musulmans ne se laissaient pas envahir facilement par les grandes puissances, les « kouffars » comme ils les appelaient déjà. Ils étaient capables, ne serait-ce que par obligation religieuse – sunnite ou chiite – ou pour l'honneur, de leur résister courageusement, voire de les battre à plate couture.

La « Force D », expédition militaire venue des Indes britanniques - débarquée à Fao en 1914, près de Bassora - l'a appris à ses dépens en avril 1916 : 18 000 morts rien qu'à la bataille de Kut al-Amara et 9 500 prisonniers emmenés en Turquie dont beaucoup ne revinrent jamais.

L'ouvrage de Fabrice Monnier, passionnant, se lit comme un roman historique. Il m'a tenu en haleine de bout en bout, notamment avec son récit du siège de Kut et de la reddition du général Charles Townshend qui croyait conquérir Bagdad sans difficulté. Ce n'est pas l'impréparation des militaires britanniques chargés d'occuper la Mésopotamie – appelée, selon eux, à être peuplée avec des paysans indiens – qui m'a sidéré le plus, mais l'arrogance et le mépris des officiers anglais pour les forces armées ottomanes, les tribus arabes, et même pour leurs propres « harkis » indiens. A croire que l'armée de Sa Majesté ne venait pas de subir une cuisante défaite face à la Turquie dans le détroit des Dardanelles…

Tandis que la Première guerre mondiale faisait rage en Europe, à Londres il n'était pas seulement question d'empêcher le Kaiser Guillaume II de contrôler la route des Indes. On y parlait déjà d'Or noir. Certes, il fallait protéger la raffinerie de l'Anglo-Persian Oil Company d'Abadan (Iran) qui approvisionnait la marine britannique en mazout mais, au-delà, il s'agissait de s'emparer d'une région connue de quelques spécialistes – et de l'Intelligence service - pour être gorgée de pétrole.

A cette fin, et pour effacer l'humiliante défaite de Kut al-Amara – quasiment passée sous silence dans la presse londonienne -, les Britanniques durent envoyer en Irak un corps expéditionnaire de 100 000 hommes, 176 canons et des avions leur assurant la supériorité dans les airs. Commandés par le général Frederick Maude, les Britanniques prirent Bagdad le 11 mars 1917. Mossoul qui résistait ne sera occupée que le 10 novembre 1918, sans respect pour l'armistice conclu avec les Turcs à Moudros dix jours plus tôt.

« Cent ans plus tard, les conséquences de cette guerre », écrit Fabrice Monnier, « les promesses non tenues et des humiliations infligées se font toujours sentir dans un Moyen-Orient où on a la mémoire longue».

Elles sont de toute évidence avec les deux guerres du Golfe, l'embargo international et plus d'un million de victimes civiles, à l'origine du chaos irakien actuel.

Les Américains - Bush père et surtout fils - n'ont tiré aucun enseignement de l'occupation de l'Irak par les Britanniques. Les résistances irakiennes sunnites et chiites - avec l'Armée du Mahdi et le Hezbollah irakien – les ont contraints à rappeler leur corps expéditionnaire. Un Etat islamique (EI) remettant en cause les accords Sykes-Picot a aussitôt émergé dans les provinces majoritairement sunnites d'Al-Anbar et de Ninive. Ce qu'il représente ne disparaîtra pas après sa défaite à Mossoul, loin de là. La partition de facto du pays en entités plus ou moins autonomes semble maintenant en cours. Il va s'en dire qu'elles ne demeureront pas longtemps en paix.

Mais en attendant cet éventuel redécoupage, ce sont les déclarations de campagne de Donald Trump - nouveau président des Etats-Unis – qui inquiètent. Elles ne laissent présager rien de bon dans la région, puisqu'il considère que les Américains ont le droit de s'emparer des champs de pétrole irakiens pour se rembourser des dépenses occasionnées par la guerre contre le terrorisme (terrorisme qu'ils ont eux-mêmes provoqué !). C'est plus facile à dire qu'à faire. Comme disent les anglo-saxons : Wait and see… Mondialisation.ca

Url de l'article:
http://www.mondialisation.ca/guerres-du-petrole-tout-a-commence-en-irak-en-1916/5558703

Tandis que les Etats-Unis, le France et Israël notamment, les recyclaient.

- Vaste enquête en Allemagne sur l'influence des nazis après 1945 - lexpress.fr

Le gouvernement allemand a annoncé ce samedi qu'il allait allouer quatre millions d'euros pour enquêter sur l'influence des réseaux nazis sur les "autorités centrales" après la guerre, en particulier au sein de la chancellerie.

Les enquêtes vont pouvoir se poursuivre jusqu'en 2020. Berlin a annoncé ce samedi que le gouvernement allemand consacrait quatre millions d'euros pour décrypter l'influence des réseaux nazis sur les "autorités centrales" après 1945.

L'objectif est de compléter la vingtaine d'études sur le même sujet déjà réalisées dans certains ministères et institutions, tout en examinant pour la première fois l'héritage nazi au coeur du pouvoir, avec un million d'euros consacrés à la seule chancellerie. Clarifier la politique de recrutement

Il s'agit de clarifier "la continuité personnelle" au sein de la chancellerie avant et après 1945, soit le maintien en poste d'anciens responsables du IIIe Reich, ainsi que la politique de recrutement et l'évolution "des mentalités et de la culture politique", explique le ministère de la Culture dans un communiqué.

Selon l'hebdomadaire Der Spiegel, l'étude vise en particulier à éclaircir le rôle de Hans Globke, patron de la chancellerie ouest-allemande de 1953 à 1963, qui supervisait à ce titre les recrutements et reste considéré comme le plus proche conseiller de l'ancien chancelier conservateur Konrad Adenauer.

Or, Hans Globke, juriste et haut-fonctionnaire au sein du ministère nazi de l'Intérieur, avait notamment travaillé au durcissement des lois raciales de Nuremberg, avant de contribuer au "Code juif" appliqué dans la Slovaquie alliée du IIIe Reich.

77% des dirigeants du ministère de la Justice étaient d'anciens nazis en 1957

L'influence des juristes nazis bien après la fin de la guerre, à des postes clés de la jeune démocratie ouest-allemande, est l'un des principaux enseignements des différentes études réalisées au sein de chaque ministère.

Un rapport gouvernemental publié début octobre révélait par exemple qu'en 1957, 77% des cadres dirigeants du ministère de la Justice étaient d'anciens membres du parti national-socialiste (NSDAP), une proportion jusqu'alors insoupçonnée. Le plus célèbre de ces cadres, l'ancien magistrat nazi Eduard Dreher, avait forgé en 1968 une loi d'apparence technique, qui avait considérablement compliqué les poursuites contre d'ex-criminels du IIIe Reich, mettant fin à la quasi-totalité des enquêtes en cours. lexpress.fr 26.11

Voudraient-ils banaliser le nazisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Car, ne faudrait-il pas en conclure que l'Allemagne a été bien gérée par des nazis ou ex-nazis après la fin de la guerre ? Merkel et le gouvernement allemand se sont bien accommodés du régime néo-nazi de Kiev, on est donc en droit de penser que parmi eux un certain nombre seraient prêts à soutenir un

même régime en Allemagne ou dans d'autres pays de l'UE ou ailleurs.

Les illusions criminelles colportées sur Trump par des intellectuels qui se prétendent progressistes ou de gauche.

Passages extraits d'articles publiés par Mondialisation.ca ou Arrêt sur Info.

- Trump se prépare à prendre le contrôle de la Réserve fédérale des États-Unis (FED)

Maintenant, il va passer au niveau suivant en lançant une attaque surprise sur la Fed qui dépouillera les banques de Wall Street de leur pouvoir et les laissera se débrouiller toutes seules. (...) Maintenant, leur petite fête est terminée. Mike Whitney

- Trump a lancé une OPA sur la Maison Blanche. Maintenant, il est le PDG. Si – et c'est un si important – il parvient à la gérer comme une entreprise saine, cela peut être une bonne affaire, non seulement pour les États-Unis, mais pour la planète entière. Pepe Escobar

- Le candidat Trump a déclaré la guerre à l'establishment . Nous verrons jusqu'à quel point le président Trump est capable de mener cette guerre. Ricky Twisdale

- De même qu'il a récusé le libre-échangisme, Trump a répudié le néo-conservatisme en casque lourd et le cynisme au petit pied des apprenti-sorciers du djihad. Cette double orientation le place sur une trajectoire différente de celle de ses prédécesseurs, démocrates ou républicains. Bruno Guigue

- Alors, que risque-t-on en fait, à explorer, avec ce nouveau président américain, les possibilités d'un tel rééquilibrage ?

Que risque-t-on à lui faire confiance ? De toute façon, notre monde se noie et l'Occident est à la manœuvre de ce naufrage. Caroline Galacteros

- La probable nomination de Michael Flynn en fera l'un des pivots, du moins dans les relations internationales, de l'administration Trump. Son « réalisme », s'il se confirme, sera un changement bienvenu par rapport à la dimension très doctrinaire actuelle de la politique étrangère américaine. Jacques Sapir

- Si Trump constitue une réponse tardive à l'initiative de paix de Mikhaïl Gorbatchev, il pourra ramener les troupes US au pays, et l'Age d'Or pourra se répandra sur l'humanité souffrante. Israel Shamir

Et dire qu'ils ont dû lire l'article suivant, quelle horreur !

Il faut avoir à l'esprit que ces intellectuels font figure de progressistes, d'opposants à l'impérialisme américain. Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi nous faisons preuve d'une telle intransigeance intellectuelle ou politique, pour ne pas induire les lecteurs en erreur ou nous tromper de camp, c'est préférable !

L'oligarchie financière anglo-saxonne a le choix entre trois scénarios possibles pour imposer sa stratégie ou instaurer une dictature mondiale : Soit liquider les Etats et s'en remettre exclusivement à des institutions supranationales, ce qui paraît irréaliste, soit s'en remettre aux Etats les plus puissants pour qu'ils instaurent eux-mêmes le fascisme dans leur propre pays, cela peut prendre beaucoup de temps et n'est pas sans risques, soit une combinaison des deux selon le degré de résistances rencontrées dans chaque pays, ce qui serait la solution la plus économique, car elle permettrait d'avancer sur tous les fronts à la fois.

Ils peuvent aussi être tentés de précipiter les choses en orchestrant une guerre conventionnelle en Europe. Il faut avoir à l'esprit qu'ils ont la capacité à n'importe quel moment d'appuyer sur un simple bouton pour faire chuter n'importe quelle place boursière et gouvernement par la même occasion, ils sont les maîtres du jeu si l'on veut.

On enrage rien que d'y penser, mais bon, cela ne sert à rien, sachons garder notre sang froid et soyons lucide. Ne nous laissons pas intimider ou démoraliser. Demandons-nous plutôt qui en a vraiment conscience. Là cela devient plus inquiétant. Quoique, tous ceux qui jusqu'à présent ont rejeté notre stratégie ou préfèrent l'ignorer pourraient y venir très rapidement si la situation prenait une telle tournure, en prenant enfin conscience qu'ils n'ont plus rien à perdre, tous les obstacles au rassemblement de l'avant-garde et au-delà sauteraient les uns après les autres pratiquement spontanément, et dans ce cas-là, seraient bien mal avisés ceux qui leur reprocheraient leurs errements passés.

On me reproche d'être outrancier, trop radical ou intolérant dans mes analyses ou mon discours, alors qu'en réalité je ne fais que situer mon combat politique au même niveau que celui de notre ennemi qui nous agresse en permanence, donc je ne pense pas être décalé par rapport à la réalité, au contraire. Reste à savoir si on est prêt ou non à affronter le régime, si cette

perspective nous effraie ou si au contraire on s'y prépare avec la volonté de vaincre, d'abattre notre ennemi. Lui il fait preuve d'une détermination cynique et sans faille, et bien la nôtre doit se situer au même niveau ou à un niveau supérieur encore, et ayant le nombre et la force de notre côté, nous sommes invincibles pour peu qu'on sache s'y prendre. Il n'y aurait rien de pire que de prendre les travailleurs pour des idiots incurables. Il ne reste plus qu'à nous mettre en ordre de bataille pour mener ce combat jusqu'au bout, et nous sommes certains de l'emporter.

Mais bon, force est de constater que nous en sommes très éloignés, hélas ! Nous gaspillons un temps précieux qui nous fera défaut demain, nous le paierons très cher en sacrifices inutiles, chacun doit y réfléchir tranquillement. Il faut que les militants se libèrent du carcan du dogme ou du sectarisme qu'incarnent leurs différents partis, la parole et leur personnalité doivent se libérer de ce joug pour qu'ils puissent donner le meilleur d'eux-mêmes et progresser, briser les obstacles que nos dirigeants ont érigés entre nous, il faut remettre en cause leurs vérités, cesser de leur octroyer des qualités ou des vertus qu'ils n'ont jamais eu, de leur accorder une confiance qu'ils n'ont jamais méritée, sinon nous ne nous en sortirons pas.

Il faut se ressaisir, laisser de côté nos a priori, faire preuve de modestie, remettre les compteurs à zéro et repartir sur des bases saines. Qu'est-ce qu'on risque au point où nous en sommes ? Et si vous avez suivi comment j'ai essayé de mettre en oeuvre la méthode du marxisme ou le matérialisme dialectique vous ne risquerez pas de vous faire manipuler ou de vous fourvoyer vous-même.

Dites-moi sincèrement entre nous, est-ce que je serais tomber dans le piège du complotisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie, du racisme, de l'homophobie, du réformisme, du gauchisme, du social-patriotisme, du souverainisme, du nationalisme, du social-impérialisme, du féminisme, de l'écologie ou de l'écosocialisme, du socialisme du XXIe siècle, etc. je les ai démasqués, identifiés, caractérisés et combattus sans relâche, c'est donc que cette méthode est efficace, non ? Je ne demande pas aux lecteurs de me faire confiance ici ou ailleurs, cela ne m'intéresse pas, je leur demande juste d'expérimenter cette méthode. A suivre.

- Les « amis » terroristes de Trump - Arrêt sur Info

Malgré sa rhétorique d'homme fort contre le terrorisme, Trump est heureux de faire affaire avec des gouvernements qui ont des liens avec des extrémistes

Le président élu Donald Trump s'est ingénié à se présenter comme un homme fort dans la lutte contre le terrorisme. (...)

Cependant, la rhétorique de Trump ressemble beaucoup à son autobronzant orange : effrayante, inoubliable… et bien trop fausse.

Terrorisme d'État saoudien

Si Trump est persuadé que les attentats du 11 septembre ont été financés par l'Arabie saoudite, il est clair qu'il n'en est pas moins heureux de fricoter avec les ennemis de l'Amérique, tant qu'il peut se faire rapidement du fric.

Au cours de sa campagne l'année dernière, Trump a enregistré huit nouvelles sociétés en Arabie saoudite. La Commission électorale fédérale a révélé que quatre d'entre elles étaient encore en activité en mai 2016.

THC Jeddah Hotel Advisor et DT Jeddah Technical Services Advisor sont les sociétés dont il est désigné comme propriétaire ou président et elles seraient liées au développement potentiel d'un projet hôtelier.

Le même jour où il créait ces sociétés, Trump avait annoncé lors d'un rassemblement en Alabama : « Les Saoudiens, je m'entends avec tous. Ils m'achètent des appartements. Ils dépensent 40 millions de dollars, 50 millions de dollars.

Suis-je censé les détester ? Je les aime beaucoup. »

Les relations lucratives de Trump avec les Saoudiens sont anciennes. Trois mois avant le 11 septembre, Trump aurait vendu le 45e étage de Trump World Tower au royaume d'Arabie saoudite pour 4,5 millions de dollars.

Groupe terroriste iranien

Cela n'a pas empêché Trump et ses représentants d'utiliser avec hypocrisie la question saoudienne pour discréditer leurs opposants politiques.

Rudy Giuliani, principal candidat de Trump pour le poste de secrétaire d'État selon des sources au sein de son équipe de transition, a appelé Hillary Clinton, alors rivale de Trump, à s'excuser publiquement pour avoir reçu des dons d'Arabie saoudite.

« Je voudrais la voir s'excuser pour tout l'argent que la Fondation Clinton a accepté, venant disons-le d'Arabie saoudite, où les femmes ne sont pas autorisées à conduire. On me dit qu'elle est féministe et elle accepte de l'argent d'un pays où les femmes ne sont pas autorisées à conduire ? » a souligné Giuliani.

Pourtant, Giuliani est un lobbyiste rémunéré pour le compte de l'Organisation des moudjahidines du peuple iranien (Moudjahidine e-Khalq, MeK), organisation pour laquelle il a fait campagne (avec succès) afin qu'elle soit retirée de la liste des organisations terroristes étrangères du Département d'État en 2012.

« Le MeK a beaucoup de sang américain sur les mains, ainsi que celui de milliers d'Iraniens tués alors que le groupe était une force de frappe au service de Saddam Hussein dans les années 1980 et 1990 », a écrit Daniel Benjamin, un ancien coordinateur de la lutte contre le terrorisme au sein du Département d'État.

Giuliani a également reçu des indemnités pour des conférences de la part du MeK pour s'être exprimé plusieurs fois au nom du groupe en 2011 et 2012. Il est intéressant de noter que Giuliani a profité de son plaidoyer pour le MeK alors que le groupe était encore répertorié comme une entité terroriste. Comme le remarque Benjamin, son lobbying pour le MeK pourrait bien avoir été illégal.

Autoritarisme turc

Pourtant, le lobbying pour les terroristes semble être un passe-temps régulier pour les personnes nommées par Trump.

Il a été révélé que son conseiller à la sécurité nationale, le lieutenant-général Michael Flynn, ancien chef de la Defense Intelligence Agency (DIA) du Pentagone, avait signé un contrat avec une entreprise néerlandaise servant de façade à un entrepreneur turc étroitement lié au régime d'Erdogan.

En septembre 2015, la société de Flynn, Flynn Intel Group, a signé un accord de lobbying avec Inovo BV, une façade pour Inovo Turkije. Les deux entités ont été fondées par Ekim Alptekin, un représentant d'Erdogan qui préside le Conseil d'affaires turco-américain, lui-même division de la Commission des relations économiques étrangères de la Turquie, dont les membres sont désignés par le ministre de l'Économie et la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Pendant ce contrat, Flynn a écrit une tribune regorgeant d'éloges exubérantes pour la répression post-coup d'État menée par Erdogan. Il a même repris la propagande de l'État turc en affirmant que le coup d'État avait été orchestré par le religieux exilé Fethullah Gülen – qu'il qualifiait de terroriste.

Pourtant, selon le Comité pour la protection des journalistes, la Turquie emprisonne désormais plus de journalistes que n'importe quel pays, notamment la Chine, alors que les opposants politiques d'Erdogan sont arrêtés par milliers – tous sur des accusations de « terrorisme ».

Ce mois-ci, l'indice d'État de droit du World Justice Project a placé la Turquie à la 99e place sur 113 pays, juste derrière l'Iran et le Myanmar.

« Si Flynn connaissait les liens d'Alptekin avec le gouvernement turc, il a violé la loi américaine en ne s'inscrivant pas en vertu de la Foreign Registration Act (FARA) et en ne se déclarant pas comme agent étranger », fait remarquer David Phillips, ancien conseiller du Département d'État sous les administrations Clinton, Bush et Obama.

Djihadistes syriens

Cependant, Flynn en sait beaucoup plus sur la duplicité de la Turquie que d'autres. En août 2012, alors qu'il était chef de la DIA, cet organisme a obtenu des informations alarmantes prouvant que les « États du Golfe et la Turquie » appuyaient « l'insurrection en Syrie » en soutenant al-Qaïda en Irak.

La DIA a averti que la poursuite d'un tel soutien aux rebelles islamistes conduirait à la création d'une « principauté salafiste » dans l'est de la Syrie et, éventuellement, à la déclaration d'un « État islamique… en Irak et en Syrie ».

Dans les interviews concernant le rapport, Flynn a confirmé que l'exactitude de cette information.

Malgré les allégations de financement de djihadistes syriens par l'État turc, Flynn est heureux de s'accorder avec Erdogan.

Interdire le territoire aux musulmans, mais prendre leur argent

Trump lui-même n'a aucun scrupule à investir dans ces régions.

À ce jour, Trump a reçu des redevances pour plus de 10 millions de dollars pour la licence de son nom sur l'immeuble Trump Towers à Sisli, une tour résidentielle de 40 étages à Istanbul.

Trump aime aussi prendre l'argent des pays du Golfe, même si son propre chef de la sécurité nationale a connaissance de leur financement direct des djihadistes syriens.

L'entreprise publique Qatar Airways, par exemple, loue de l'espace dans une tour Trump pour son quartier général de New York. Et Trump a un grand projet immobilier aux Émirats arabes unis. En 2015, The Trump Organization a indiqué à Hotelier Middle East que sa ligne d'hôtels de luxe, Trump Hotel Collection, prévoit de construire d'autres hôtels importants à Dubaï, à Abu Dhabi, au Qatar et en Arabie saoudite.

L'argent est roi. Trump sait cela mieux que la plupart des gens. Et ses alliés qui financent le terrorisme également. Arrêt sur Info 26.11

Turquie. L'aveu.

- Turquie : Erdogan menace de laisser passer les migrants vers l'Europe - Franceinfo

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a menacé, ce vendredi 25 novembre, de rouvrir les frontières pour laisser passer les migrants voulant se rendre en Europe. Franceinfo

Erdogan avoue que sur ordre de l'OTAN, il y a un an, il a ouvert les frontières de la Turquie pour que plus d'un million de "migrants" se déversent sur les pays d'Europe occidentale, afin d'y semer le chaos qui profiterait à l'extrême droite et déstabiliserait certains chefs d'Etat ou gouvernement qui traînaient les pieds pour augmenter leurs budgets de la Défense ou n'appliquaient pas à la lettre la politique de Washington, tandis que ceux qui lui étaient soumis mais peinaient à la mettre en oeuvre, bénéficieraient du soutien inespérés de la pseudo-gauche et extrême gauche...

Quand les sionistes fabriquent l'antisémitisme.

- Pourquoi il est possible à Steve Bannon d'être pro-Israël et antisémite - arretsurinfo.ch

Voici ce que les dirigeants juifs pensent du choix de Donald Trump pour le poste de responsable de la stratégie

Steve Bannon, ancien patron de Breitbart News, a pendant des années et avec une grande fierté donné aux nationalistes blancs et aux antisémites une plateforme pour répandre leur haine.

Lorsque l'Anti-Defamation League, une des plus anciennes organisations juives américaines consacrées à la lutte contre l'antisémitisme, a dénoncé la décision de Donald Trump de faire de Bannon son stratège en chef , les soutiens juifs du président élu se sont précipités pour défendre Bannon – le dépeignant comme un «défenseur d'Israël ».

Aaron Klein, chef du bureau de Breitbart à Jérusalem, a déclaré à BuzzFeed que Bannon est un «patriote engagé qui est profondément préoccupé par les menaces croissantes sur Israël. »

Mais certains leaders intellectuels et religieux juifs ne sont pas disposés à accepter l'argument selon lequel être pro-Israël ou s'engager fermement à protéger Israël ne disculpe pas automatiquement quelqu'un d'être un antisémite.

En fait, soutiennent ces leaders, il est absolument possible que des gens soutiennent Israël et soutiennent dans le même temps des réseaux qui promeuvent la haine à l'égard des Juifs américains.

Le rabbin Abraham Cooper, vice-doyen du Centre Simon Wiesenthal, a longtemps travaillé à pister l'antisémitisme en ligne. Il a déclaré par courriel à The Huffington Post qu'il n'a pas vu de « preuve définitive » que Bannon est personnellement un antisémite, ou quelqu'un qui hait les Juifs, le judaïsme, et les valeurs juives.

« En 2016, Israël est le foyer de la plus grande communauté juive dans le monde. Il est également le centre spirituel du judaïsme et du monde juif « , a déclaré Cooper à The Huffington Post. «Compte tenu de ces faits, il serait difficile de classer quelqu'un comme un antisémite de type classique, s'il soutient et défend l'Etat juif et ses 8,3 millions de citoyens (dont plus de 6 millions de Juifs). »

Le rabbin Jack Moline, Président de Interfaith Alliance [alliance interreligieuse], a déclaré à The Huffington Post penser qu'une personne peut «absolument» être pro-israélienne et antisémite dans le même temps. Moline se définit à la fois comme juif et sioniste. Mais il a prévenu qu'il était dangereux de confondre ces deux identités.

« Certains ont des raisons politiques, religieuses et idéologiques pour soutenir l'Etat d'Israël qui ont peu ou rien à voir avec le soutien pour le peuple juif lui-même », a affirmé Moline au Huffington Post dans un courriel. «Le fait que Bannon a gagné le soutien d'une poignée de juifs américains de droite qui partagent ses opinions politiques ne fait rien pour effacer ses propos antisémites ou la nature antisémite du mouvement alt-right que son site a favorisé. «

Jane Eisner, rédactrice en chef du site juif Forward, a parlé des propos haineux tenus sur internet contre elle et d'autres journalistes juifs pendant la campagne électorale. Elle pense qu'ils venaient en bonne partie de ceux qui s'identifient avec la candidature de Trump. Dans une tribune libre, Eisner a insisté sur ce qu'elle a appelé l'hypocrisie à couper le souffle » des Juifs qui soutiennent Bannon, et a condamné la logique qui veut que « tant que vous soutenez certaines politiques du gouvernement israélien actuel, il est correct de copiner avec des gens qui haïssent les Juifs « . arretsurinfo.ch - Carol Kuruvilla - 17 novembre 2016

Il faut dire qu'après le pacte passé entre Hitler et les sionistes, plus rien ne devait nous surprendre de leur part.

En oligarchie, qui gouverne, devinez ?

- Wayne Madsen : « La CIA a toujours servi les intérêts de Wall Street » - Arrêt sur Info

Dans votre livre très pertinent consacré à George Soros : Soros : Quantum of Chaos, vous dévoilez le véritable visage de ce personnage qui est le fer de lance de plusieurs opérations de déstabilisation dans le monde. D'où vient tout le pouvoir que détient ce criminel et pourquoi est-il intouchable ?

Soros est très riche et est en fait une façade pour une personne encore plus puissante et riche, Evelyn de Rothschild avec sa famille. Ce sont tous les vrais maîtres marionnettistes du monde.

Soros reste une pièce maîtresse dans le dispositif anti-Trump. Trump peut-il lui résister ?

Trump est en réalité actuellement entouré de gens qui serviront dans son administration et qui seront fidèles aux maîtres marionnettistes Soros-Rothschild et certainement pas à Trump. (...)

Selon vos diverses analyses très intéressantes, peut-on affirmer que le gouvernement mondial ou les faux prophètes du nouvel ordre mondial sont les vrais décideurs de ce monde ?

J'en ai déjà parlé, Soros/Rothschild. D'autres sont les Bilderberg, le Bohemian Club, et le Council on Foreign Relations et leurs homologues.

Vous connaissez très bien certaines agences américaines de renseignement telles la NSA. Ces agences de renseignement servent-elles les intérêts des États-Unis ou plutôt les intérêts de l'oligarchie ?

La CIA a toujours servi les intérêts de Wall Street. La NSA sert maintenant les intérêts du réseau mondial de sécurité qu'elle dirige. (...)

La quantité et surtout la qualité de vos rapports nous dévoilent un monde inconnu par des millions d'êtres humains. Comment toutes ces vérités ont-elles pu être cachées ?

Les principaux médias collaborent avec le gouvernement pour couvrir les événements d'actualité. Je conseille à tout le monde de lire le Wayne Madsen Report ainsi que vos livres et de suivre vos diverses interventions dans les médias alternatifs.
Comment expliquez-vous que nous, les résistants à ce que je nomme la caste oligarchique fasciste, sommes nommés « théoriciens du complot » ou « conspirationnistes » ? Ce concept est-il la seule arme des impérialistes fascistes pour réduire au silence tous ceux qui leur résistent et pour renforcer les rangs de ceux dont qui ont subi un lavage de cerveau, les «brainwasheds» ?

Le terme théoricien du complot a été développé par la CIA au milieu des années 1960 pour ridiculiser ceux qui croyaient qu'il y avait un grand rôle gouvernemental dans l'assassinat du Président Kennedy. Il a été utilisé depuis lors pour décrire les chercheurs légitimes sur l'Iran-Contra, le 9/11, et d'autres crimes de l'Etat profond.

Votre livre The Star and The Sword est l'un des rares à évoquer les liens intimes et opaques entre l'entité sioniste d'Israël et l'Arabie Saoudite. Vous avancez qu'ils organisent des attentats sous fausse bannière, dont celui du 11/9. Quelle sont l'origine et la nature de cette alliance stratégique israélo-saoudienne ? Pensez-vous que la loi JASTA va aboutir ou bien va-t-elle être contrée par les alliés sionistes de l'Arabie Saoudite ? Le fait que les USA et les Occidentaux ferment les yeux sur la guerre criminelle que mènent les Saoudiens au Yémen n'est-il pas dû au poids du lobby sioniste ?

L'alliance sioniste-wahhabite/saoudienne remonte à Ibn Saoud qui a écrit aux dirigeants britanniques et sionistes qu'il ne

s'opposait pas à une patrie juive en Palestine tant qu'elle ne revendiquait pas le territoire saoudien sur la rive orientale du golfe d'Aqaba. La relation a toujours été étroite, sauf du temps du roi Faisal, qui a été comme par hasard visé dans le visage et tué par un parent. (...) Arrêt sur Info 25.11

Les saoudiens sont sémites, les sionistes n'en sont pas pour la plupart et sont antisémites, les Palestiniens sont sémites, mais eux par malheur ils n'ont pas de pétrole !

Propagande xénophobe. Ne dites pas que les multinationales des puissances occidentales pilleraient l'Afrique.

- Que restera-t-il aux pêcheurs d'Afrique de l'Ouest quand les Chinois auront fini d'épuiser les fonds marins avec leur flotte industrielle ? - Atlantico.fr

En Afrique de l'Ouest, la surpêche épuise les fonds marins. Les industriels chinois installés dans cette région sont les principaux responsables de ce désastre environnemental. Atlantico.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Aux armes camarades, non, c'était aux urnes les nantis !

- Votez pour les Trophées du Golf 2016 ! - LeFigaro.fr

Et si vous n'aviez rien d'autres à foutre :

- Trois bonnes raisons de venir au Salon des grandes écoles, organisé ce week-end par - LeMonde.fr

Enfin une bonne nouvelle...

- Nouveaux records de Wall Street pour le "Black Friday" - Reuters

... et une mauvaise pour les suppôts des barbares, les mêmes.

- Syrie: la chute des quartiers rebelles s'enchaîne à Alep - AFP

Selon l'Agence Française de Propagande, les Syriens plébisciteraient les barbares.

- Syrie: avancée de l'armée à Alep, détresse des civils en zone rebelle - AFP

L'armée syrienne a encore gagné du terrain vendredi à Alep et bombardé les quartiers rebelles de la ville, faisant de nouvelles victimes chez les civils et ajoutant au désespoir des habitants assiégés. AFP

Cette rhétorique ne vous rappelle-t-elle rien ? Ce n'est pas une horde de mercenaires d'Al-Qaïda qui se seraient emparés de Bengazi et qui auraient pris en otage sa population, c'est Kadhafi le tyran qu'il faut renverser...

ACTUALITÉ DU JOUR

La fabrication du consentement a du plomb dans l'aile.

- Primaire de la droite : "C'est une très belle victoire de la démocratie" - Franceinfo

Si un scrutin auquel n'a pas participé 90% des électeurs est "une très belle victoire de la démocratie", c'est bien qu'elle n'existe pas...

La preuve.

- Fillon, un candidat en phase avec son parti, pas avec le pays - Liberation.fr

Le régime en quête d'un sauveur suprême pour poursuivre son offensive contre la classe ouvrière.

Au premier étage, un suppositoire euphorisant et explosif.

- La "fusée Fillon décolle", la gauche "s'autodétruit", juge la presse - AFP

Le parallèle est ravageur : la presse de lundi souligne le "triomphe" de François Fillon dans la primaire de la droite et sa mise sur orbite élyséenne alors qu'"aux antipodes" la gauche "s'autodétruit". AFP

Ils ont déjà largué Hollande, usé prématurément comme Sarkozy, et ils ont signifié à Valls qu'ils le gardaient en réserve, en sortant deux sondages dans lesquels ils ont recueilli moins de 10% face aux autres candidats potentiels à l'élection présidentielle de 2017. On voudrait être plus dissuasif qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Au second, un luxueux suppositoire soporifique.

- Après la victoire de François Fillon à la primaire de droite, Emmanuel Macron appelle François Bayrou à le rejoindre - Le Huffington Post

Emmanuel Macron a appelé ce dimanche 27 novembre François Bayrou à soutenir son mouvement En Marche et donc sa candidature à la présidentielle de 2017. Le Huffington Post

Au troisième, un suppositoire à fragmentation.

- Au Front national, la candidature Fillon va déplacer le débat sur le terrain économique - LeMonde.fr

Le parti d'extrême droite dépeint le nouveau champion des Républicains comme le promoteur d'une « politique ultralibérale », « contre le peuple ». LeMonde.fr

Sylvia Pinel candidate (PRG), Valls qui pourrait l'être: le gouvernement au bord de l'explosion? - Challenges

Pinel candidate à la présidentielle contre Hollande, Valls qui hésite : le gouvernement peut-il résister à la crise qui vient de s'ouvrir? Challenges 26.11

Primaire de la gauche : Valls se tient prêt à être candidat face à Hollande - Franceinfo

Manuel Valls accentue encore la pression sur François Hollande en vue de la présidentielle de 2017. Dans un entretien au Journal du Dimanche, daté du 27 novembre, le Premier ministre n'exclut pas d'être candidat face au président lors de la primaire de la gauche. Il explique vouloir "casser cette mécanique qui conduirait (la gauche) à la défaite".

Choisira-t-il d'affronter le chef de l'Etat, comme l'a évoqué, samedi, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone ? "Chacun doit mener ses réflexions en responsabilité. Je prendrai ma décision en conscience. Quoi qu'il arrive, le sens de l'Etat m'animera toujours", répond Manuel Valls dans le JDD. "C'est une question de jours", précise encore le Premier ministre alors que les candidats à la primaire de la gauche ont jusqu'au 15 décembre pour se déclarer.

J'ai des rapports de respect, d'amitié, et de loyauté avec le président. Mais la loyauté n'exclut pas la franchise. Force est de constater qu'au cours de ces dernières semaines, le contexte a changé. La parution du livre de confidences a créé un profond désarroi à gauche. Comme chef de la majorité, ma responsabilité est donc de tenir compte de ce climat.

Manuel Valls dans "Le Journal du dimanche" :

"Je n'oublie pas que le président a été élu par les Français en 2012. Mais toute candidature doit intégrer le rapport avec les Français, avec la gauche, avec notre famille politique. Toute décision qui ferait fi de ces trois dimensions apparaîtrait comme bancale ou fragile. Me concernant, j'intègre en permanence ces trois éléments", poursuit Manuel Valls. Pour lui, la primaire initiée par le PS "doit donner un élan, de l'espoir. Il faut se préparer au face-à-face". Et d'ajouter : "Je m'y prépare, j'y suis prêt." Franceinfo

En famille. Pour assurer le service-après-vente...

- Présidentielle : les militants communistes votent d'une courte tête pour le soutien à Mélenchon - LeMonde.fr

Le suspense aura duré jusqu'à la dernière minute, samedi 26 novembre. Avec plus d'une heure de retard sur l'horaire prévu, le Parti communiste (PCF) a annoncé les résultats de la consultation de ses adhérents quant à leur stratégie présidentielle. A 53,6 % des voix, les militants ont choisi d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon tout en menant « une campagne autonome ». Plus de 40 000 adhérents à jour de cotisation se sont exprimés.

Ce score, très serré, vient contredire celui des cadres du PCF. Le 5 novembre, ces derniers avaient opté à 55,7 % des suffrages pour une candidature communiste. Mais les militants avaient le dernier mot. « C'est une majorité, pas un raz-de-marée, commente Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF. Ça montre des communistes en responsabilité, très préoccupés, qui n'ont pas voulu rajouter un bulletin de vote à une gauche déjà très divisée. » Marie-Pierre Vieu, une autre dirigeante du parti, reconnaît des « débats difficiles » mais assure que sa formation peut encore « manier le rapport de force ».

« Bonne nouvelle »

On voit pourtant mal quelle est désormais la marge de manœuvre de l'organisation dirigée par Pierre Laurent. M. Mélenchon parvient à rallier les communistes sans avoir fait aucun compromis ni sur son programme, qui doit être publié début décembre, ni sur le cadre pour les législatives qu'il veut leur imposer. Reste que pour Alexis Corbière, son porte-parole, il s'agit d'« une bonne nouvelle ». « C'est la conséquence de la dynamique construite depuis février, juge-t-il. Toutes les énergies sont les bienvenues pour faire cette campagne. » Si ce dernier regrette certains « mots vifs » lancés ces derniers temps contre le leader du mouvement La France insoumise, il souligne que ce résultat montre que « la candidature de Jean-Luc Mélenchon est la seule qui permette d'éviter un second tour droite-extrême droite » – l'objectif revendiqué par la direction du PCF. Pour sa part, M. Dartigolles invite celui qui est désormais son candidat à la présidentielle à prendre « positivement » la décision de ses camarades. « Par son attitude et ses propos, on pouvait penser que Jean-Luc Mélenchon ne souhaitait pas ce soutien », estime-t-il.

Ce choix des communistes pourrait grandement faciliter la quête des 500 signatures du fondateur du Parti de gauche.

Les élus communistes qui attendaient la fin du processus interne de leur parti pourront désormais lui apporter leur précieux sésame. Selon M. Corbière, le candidat a déjà récolté 370 promesses de parrainages. Début novembre, un proche de M. Mélenchon assurait cependant au Monde que, quelle que soit l'option du PCF, la recherche des signatures continuerait indépendamment de celles promises par leurs ex-alliés afin de ne pas leur offrir un moyen de pression.

« Soutien critique »

Si ce vote peut sembler une victoire pour M. Mélenchon, il ne règle pas tout, loin de là. On est loin des conditions qui avaient amené le PCF à soutenir M. Mélenchon en 2011. Ce dernier avait en effet été désigné candidat du Front de gauche à plus de 59 % des voix. A l'époque, un accord liait les deux partenaires, et les communistes étaient pleinement investis dans la campagne du député européen – M. Dartigolles avait le titre de codirecteur de campagne.

Six ans plus tard, l'ambiance risque d'être tout autre et le ralliement du PCF pourrait se révéler bien encombrant pour M. Mélenchon. « C'est un soutien critique mais constructif », précise M. Dartigolles, qui participait samedi après-midi à une rencontre organisée par la maire socialiste de Lille, Martine Aubry, à Bondy (Seine-Saint-Denis). Si les communistes partagent l'essentiel du programme du candidat de La France insoumise, des divergences sont apparues ces derniers mois, comme sur l'Europe. Certains propos de M. Mélenchon, notamment sur l'immigration, ont également été peu appréciés au sein de feu le Front de gauche.

De son côté, Pierre Laurent peut pousser un soupir de soulagement. Le secrétaire national du PCF s'était résolu, au dernier moment et du bout des lèvres, à appeler à rejoindre la campagne de M. Mélenchon avant d'être désavoué par les cadres de sa formation. L'honneur est donc sauf pour le sénateur de Paris, réhabilité par ses militants. Sa position n'en est pas moins très inconfortable, lui qui se retrouve à la tête d'un parti plus fracturé que jamais. LeMonde.fr 26.11

En complément

Le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles a participé samedi au "carrefour des gauches", organisé par les amis de Martine Aubry en vue de 2017.

En partant, un proche de Benoît Hamon pestait : "Si tout ça, c'est pour dire à la fin, 'je vote pour François Hollande', c'est vraiment décevant." Comme si les personnalirés présentes avaient avant tout pris date pour l'avenir et le congrès socialiste d'après-2017. Pour l'heure, chacun a pu noter que ni Christiane Taubira, ni Martine Aubry, ni Anne Hidalgo n'ont exclu de soutenir une nouvelle fois le président de la République. marianne.net 27.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Corée du Sud

- Corée du Sud: plus d'un million de manifestants contre la présidente - AFP

Plus d'un million de personnes ont bravé samedi le froid et la neige à Séoul pour réclamer de nouveau la démission de la présidente Park Geun-Hye empêtrée dans un retentissant scandale de trafic d'influence, selon les organisateurs. AFP

Brésil

- Brésil: démission d'un ministre-clé pour trafic d'influence, Temer mis en cause - AFP

La démission d'un ministre-clé du gouvernement brésilien dénoncé pour trafic d'influence a relancé vendredi la crise politique au Brésil, le président Michel Temer étant accusé d'avoir exercé des pressions en sa faveur dans une affaire patrimoniale privée. AFP

Philippines

- Philippines : colère et indignation après l'enterrement de Marcos - euronews.com

"Pas d'honneurs pour un tyran". C'est derrière ce slogan que plusieurs milliers de Philippins ont manifesté ce vendredi à Manille. Ils tenaient à exprimer leur indignation après l'enterrement la semaine dernière de l'ex-dictateur Ferdinand Marcos dans le cimetière réservé aux héros de la Nation. euronews.com

Haut de page

Le 29 novembre 2016

CAUSERIE

Le document de P. Salvaing sur l'OCI a été chargé 295 fois et il a été consulté ou ouvert (moteurs de recherche inclus) 1710 fois.

J'ai actualisé les pages d'accueil suivantes : *Tribune libre* et *Sur le Parti ouvrier indépendant et le Parti des travailleurs*.

Les lecteurs pourront retrouver plus facilement les documents que nous avions publiés de juillet 2015 à novembre 2016 sur la crise et la scission du POI.

Ce qui donne un caractère particulièrement dramatique et très préoccupant à la situation sociale et politique en France, c'est évidemment les multiples difficultés et souffrances auxquelles sont confrontés quotidiennement des millions de travailleurs et leurs familles, on les a à l'esprit en permanence, mais c'est surtout le constat alarmant que ce qu'on considérait jusqu'alors comme l'élite de l'avant-garde ouvrière et révolutionnaire était en réalité faillie ou corrompue dans tous les sens du terme et pas seulement sur le plan politique depuis des décennies, voire depuis les années 40, d'où la crise qui devait un jour ou l'autre l'emporter et révéler au grand jour l'ampleur de ce que j'ai appelé personnellement une imposture manifeste, compte tenu que les dirigeants de ce courant politique en avaient parfaitement conscience, l'avaient couverte et y avaient participé, on en a fourni une multitude de preuves, de sorte que le prolétariat et le mouvement ouvrier allaient se retrouver littéralement seuls ou sans défense, sans perspective politique révolutionnaire pour affronter l'offensive néolibérale du capital, qui de son côté pouvait compter sur le soutien du PS et du PCF ainsi que leurs satellites et alliés respectifs, sans oublier les appareils vendus de tous les syndicats.

J'ignore si tous les dirigeants de ce courant politique (POI-CCI et POID-TCI) qui sont pratiquement tous des intellectuels ou des diplomés d'études supérieures, ont véritablement conscience de la signification politique et de la portée de leurs actes, de leur faillite politique ou de leur trahison à des degrés divers, de leur responsabilité dans la situation politique actuelle, car il ne fait absolument aucun doute que les représentants et idéologues de la classe dominante en ont parfaitement conscience et tiennent compte de ce facteur politique.

Ils savent qu'il n'existe plus en France aucun courant politique, aucun parti digne de confiance susceptible de constituer un pôle de regroupement pour les éléments les plus déterminés ou avancés de la classe ouvrière, pour les membres des couches ou des classes moyennes qui auraient pu être tentés à un moment donné de rejoindre un véritable parti ouvrier révolutionnaire, ils n'ont donc plus à craindre que leur offensive se traduise par le renforcement d'un tel parti ou la construction d'un nouveau parti communiste, puisque tous les dirigeants et les partis dits de l'avant-garde révolutionnaire se sont discrédités eux-mêmes à jamais, car il suffirait qu'un ouvrier ou un membre de la classe moyenne rejoigne un de ces partis pour qu'il prenne rapidement connaissance de son passé et en démissionne sur le champ, sauf évidemment s'il y trouvait son compte, ce qui est improbable dans la situation actuelle puisqu'il n'y a plus rien à gratter ou le réformisme est mort (au passage, avec la pseudo-gauche), hormis la bonne conscience du petit-bourgeois satisfait de lui-même qui évoquera le socialisme entre le fromage et le dessert.

C'est cette situation qui a diférents moments nous a amené à nous interroger sur le bien-fondé de soutenir une tendance du NPA ou du POI, puis du POID, à tort sans doute, tout en sachant qu'aucun de ces partis ne pourraient désormais constituer la base d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. J'avais émis l'espoir que des militants ou ex-militants, cadres ou mêmes dirigeants de ces partis ainsi que de LO, comprendraient ma démarche et partageraient l'essentiel de mes analyses ou de mes positions, or tel n'a pas été le cas, du coup cela bouchait toute perspective organisationnelle.

Mais peut-être que je m'y suis mal pris et j'aurais dû en proposer une dès le départ, sauf qu'à ce moment-là je n'étais pas prêt à assumer la direction d'un quelconque regroupement politique. J'ai d'ailleurs toujours affirmé que je ne possédais pas les capacités indispensables pour assumer la fonction et les responsabilités d'un dirigeant, qui plus est mon niveau théorique comportait encore trop de lacunes ou faiblesses il y a quelques années en arrière, d'où mon acharnement à progresser et à corriger mes erreurs.

Si maintenant des dizaines ou des centaines de militants s'étaient manifestés les choses se seraient présentées différemment, mais sans que cela ne change grand chose, puisqu'ils auraient eu besoin de cadres expérimentés ou de dirigeants pour les encadrer, car même avec la meilleure volonté du monde je n'aurais pas pu remplir ce rôle en étant à 10.000 kms de la France, cela n'aurait pas été sérieux de l'envisager, à moins de se transformer en aventurier, l'expérience aurait tourné court assurément. A aucun moment je n'ai voulu embarquer les quelques militants qui m'avaient contacté dans une aventure sans lendemain.

Si des cadres ou des dirigeants s'étaient manifestés et que nous partagions les mêmes analyses sur l'essentiel, là évidemment la situation aurait été totalement différente et nous aurions pu envisager de créer une structure politique avec des statuts, un programme, etc. mais tel n'a pas été le cas malheureusement.

On m'a fait un procès d'intention en voulant me faire passer pour un ennemi des intellectuels (et des fonctionnaires entre autres), alors qu'ils sont indispensables pour fonder un parti ouvrier et le faire fonctionner, j'ai eu l'occasion de l'évoquer à plusieurs reprises dans des causeries consacrées au mouvement ouvrier. Mais on a absolument besoin d'intellectuels qui soient en mesure de penser également en ouvriers, et c'est cela qui est le plus difficile à trouver. Sinon le parti prend une tournure aristocratique destinée à une élite composée d'intellectuels, d'ouvriers qui devenus militants s'imaginent que spontanément ils auraient acquis un niveau de conscience supérieure et en deviennent arrogeants, alors qu'en réalité ils démontrent exactement le contraire en reproduisant le discours de leurs dirigeants et en étant incapables de penser par eux-mêmes, ce dont ils n'ont pas conscience la plupart du temps, ils se leurrent sur eux-mêmes ou s'auto-manipulent pour ainsi dire, ce qui au passage fait l'affaire de leurs dirigeants qui n'ont même pas à se donner ce mal. Un tel parti, entre autres défauts irréversibles, emploiera une rhétorique toute aussi élitiste, inaudible ou inaccessible à la plupart des travailleurs qui instinctivement s'en méfieront, parce que leur discours, plus par la forme que par le contenu, est déconnecté de la manière dont ils abordent et perçoivent la situation. D'où la nécessité d'avoir à la direction du parti des intellectuels qui pensent en ouvriers, et des ouvriers évolués évidemment.

Le parti que nous devons construire doit être l'écho, la voix des ouvriers, et non uniquement un appareil de propagande destiné à une élite qui présente le défaut d'avoir été formatée à l'école de l'idéologie de la classe dominante, de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme. Toutes les couches des masses exploitées comportent des qualités et des défauts, le sachant et après les avoir identifiés, à nous de trouver le moyen d'exploiter au mieux leurs qualités tout en combattant leurs défauts, de manière à ce que le fil qui nous relie à notre objectif politique soit en permanence tendu sans jamais rompre.

On a bien vu que c'était inimaginable ou impossible dans des partis perclus de croyances qui n'avaient rien à envier à une vieille bigote bourrée de superstitions. La laïcité leur sert uniquement de feuille de vigne pour mieux camoufler leur compromission honteuse avec le régime ou ses représentants, et se donner bonne conscience au passage, car ils tiennent à donner d'eux-mêmes à l'extérieur une image avantageuse ou flatteuse, qu'ils ne méritent pas ou qu'on leur refuse.

Ce qu'on n'a pas compris semble-t-il, c'est qu'un parti (ou des dirigeants) qui se comportait uniquement comme un appareil de propagande, allait rapidement se déconnecter de la réalité dès lors que le développement de la situation contredirait la théorie qui lui servait de support, ce qui amènerait ses dirigeants à falsifier la réalité pour justifier leur orientation ou leur stratégie politique et ainsi de suite, car une fois mis le doigt dans cet engrenage infernal, il deviendrait impossible de l'arrêter ou d'en sortir par crainte que toute la machine du parti ne se brisa nette, mais un jour ou l'autre l'accélération brutale de la crise du capitalisme s'en chargerait.

Dans mes causeries je fais très peu de propagande si vous avez bien remarqué. J'expose essentiellement des faits, ensuite on essaie de voir comment les différents facteurs réagissent, comment les différents rapports évoluent, et à partir de là on essaie de comprendre quelle tendance se dégage de la situation ou dans quelle direction il est problable qu'elle s'oriente, sans recourir à aucune citation des marxistes, sans recourir à aucune formule, aucun théorème, aucune définition ou alors ponctuellement, mais rarement au bout du compte, la lutte de classe est un organisme dynamique ou vivant destiné à évoluer, et non une substance inorganique, sclérosée ou fossilisée.

Et quant aux enseignements de la lutte de classes que nous ont légués les marxistes, on ne devrait s'en servir qu'après coup, une fois notre démonstration terminée, pour vérifier qu'on ne s'est pas fourvoyé, mais jamais pour justifier nos positions ou nos analyses, sauf quand la concordance entre des analyses ou des positions espacées de plusieurs décennies ou siècles peut être établie, et encore en étant extrêmement prudent ou en rappelant chaque fois le contexte qui en fut à l'origine ou leur servit de support autrefois, ce qui nécessite de faire preuve d'une honnêteté intellectuelle sans faille, ce qui vous l'avouerez n'est pas vraiment donné à tout le monde !

Nous vivons dans un monde qui a subi trop de profondes transformations depuis 7 décennies, un ou deux siècles, pour qu'on puisse se permettre de recourir à longueur de temps à des citations des marxistes. Leurs enseignements peuvent guider nos réflexions ou nos recherches, nous servir de repères dans certains cas, mais en aucun cas ils ne doivent se substituer à notre propre analyse de la situation ou on ne devrait calquer nos positions sur les leurs, sauf si le contexte le permet comme nous l'avons précisé précédemment, ce qui sera de plus en plus rare. On doit garder à l'esprit que c'est la théorie qui doit s'adapter à la réalité et non l'inverse, pour ne pas verser dans l'opportunisme.

En revanche, ce qu'on en retiendra, c'est leur méthode (le matérialisme dialectique) pour interpréter le monde, la société, les hommes, la nature et l'univers, qui, comme un fil parcourt leur oeuvre de part en part, d'où l'intérêt de lire et d'étudier leurs ouvrages, davantage pour en acquérir la substance, ce mode de pensée qui correspond au processus historique inconscient qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine qui est indissociable de celui des forces productives et de la lutte des classes. On s'abstiendra de reprendre à notre compte ou pire, de reproduire à la lettre, bien des positions que les marxistes avaient adoptées et qui sont devenues obsolètes depuis.

C'est grâce à cette méthode que j'ai pu aborder sereinement une multitude de sujets ou de questions d'actualité sur lesquels nos dirigeants ont préféré faire l'impasse, tout en sachant que je mettais les pieds sur des planches pourries et que je prenais le risque d'être incompris, ce qui était inévitable dans une certaine mesure et ne manqua pas d'arriver, sans que cela me fasse renoncer pour autant, car j'estime qu'aucune question ne doit être laissée de côte, qui plus est quand la réaction se charge d'y apporter des réponse, vous ne vouliez tout de même pas qu'on imite ces dirigeants et qu'on lui laisse le champ libre.

J'appartiens à cette espèce de gens qui sont obsédés par des questions qu'ils vont se poser des centaines ou des milliers de fois pendant des années, voire durant toute leur vie, sans jamais être tout à fait satisfaits des réponses qu'ils auront trouvées, qui se repassent sans cesse le film des évènements ou des expériences passées, car il y a toujours quelque chose à y puiser pour comprendre le présent. Ne dit-on pas que celui qui n'a pas de passé n'aura pas de futur, je l'ai interprété de cette manière-là, de même que, qui ne progresse pas, régressera obligatoirement, d'où la nécessité d'avoir la conviction de n'être jamais parvenu au bout du chemin ou de notre recherche pour toujours progresser.

Or la plupart des gens et des militants font du sur-place, sont bornés en somme, ils sont bloqués à un niveau et ils ne parviennent plus à progresser, souvent ils y restent ainsi le restant de leurs jours, ce qui est bien triste. Seuls un choc ou de terribles souffrances peuvent leur être salutaire, et encore si quelqu'un les aide à les interpréter à ce moment-là.

On se demande pourquoi l'humanité n'a pas progressé plus rapidement, car à bien des égards l'homme n'est pas plus évolué qu'il y a des milliers d'années en arrière quand il se comporte en barbare ou y reste indifférent comme on peut le constater quotidiennement autour de nous. Tout simplement parce qu'elle ignore toujours les lois ou le processus matérialiste dialectique qui président au fonctionnement de la matière, des hommes, de la société.

L'humanité est parvenue à un stade de développement où les conditions objectives sont mûres pour s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou conquérir sa liberté, mais les conditions subjectives pour parvenir à cet objectif ne le sont pas. Autrement dit, les exploités demeurent toujours prisonniers de leur ignorance, d'où notre devoir de les aider à élever rapidement leur niveau de conscience pour pouvoir changer la société, ce qui passe évidemment par leur organisation. Et sachant que l'ensemble ni même la majorité des exploités ne sont susceptibles de s'élever à un niveau de conscience suffisant dans un premier temps, la nécessité s'impose de rassembler les éléments les plus conscients d'entre eux dans un parti, afin que le moment venu ils entraînent le reste des exploités à l'assaut du régime et s'emparent du pouvoir politique, d'où la nécessité absolue de construire ce parti...

Que les partis dits de l'avant-garde répugnent à former leurs propres militants, à élever le niveau de conscience des travailleurs, s'accompagne logiquement du refus de s'attaquer à la propagande officielle ou à la guerre idéologique et psychologique que la classe dominante livre en permanence aux travailleurs pour les conditionner et briser leur résistance, du refus de dénoncer ses campagnes engagées sur des thèmes communautaires destinée à éloigner les travailleurs de la lutte de classe et à les diviser, témoigne si besoin était que leurs dirigeants n'ont jamais eu l'intention de construire le parti qui nous fait tant

défaut aujourd'hui, qu'ils ne partagent ni nos principes, ni notre méthode, ni notre théorie, ni notre programme, ni notre stratégie, ni notre drapeau, ni notre objectif.

Bref, on aura compris qu'en procédant de la sorte, ils ont résolument tourné le dos au socialisme, quel que soit le discours en apparence radical qu'ils peuvent tenir un jour, pour ensuite en tenir un plus proche de leurs véritables intentions, par exemple lorsqu'ils font référence à Jaurès qui était l'antithèse de Marx et du marxisme, un vulgaire social-patriote dont l'éloquence ne pouvait duper que des esprits prompts à la conciliation dans un moment de faiblesse, la négation du socialisme. A suivre.

Haut de page

Le 30 novembre 2016

CAUSERIE

Adoptez le matérialisme dialectique, un filtre qui ne laisse passer aucune impureté, un filtre d'amour pour ceux en quête d'un idéal.

Fabrication du consentement. Décidément, quel monde merveilleux ! Ils seraient humanistes, progressistes, démocrates...

Si maintenant ce sont eux qui s'emploient à vouloir le démontrer, il ne faut surtout pas les croire, car c'est forcément qu'ils ont des intentions inavouables ou mauvaises à l'égard des exploités et des opprimés et qui ne doivent surtout pas parvenir à leurs oreilles, car cela pourrait compromettre leurs plans...

- Les multinationales bientôt responsables des agissements de leurs fournisseurs - Challenges

L'Assemblée nationale a voté en nouvelle lecture la proposition de loi PS instaurant la responsabilité aux multinationales de prévenir les atteintes aux droits de l'Homme et à l'environnement de leurs sous-traitants. Challenges 29.11

Ils en tremblent déjà venant d'un parti qui les bafouent en permanence.

Il faut garder à l'esprit que les dirigeants des multinationales ou de l'oligarchie savent parfaitement à quoi s'en tenir à propos du PS, qui ne présente aucun danger pour leurs intérêts. Les travailleurs savent également à quoi s'en tenir.

Apparemment, il n'y a malheureusement que les militants du mouvement ouvrier qui ne parviennent pas à partager leurs convictions, qui n'en tirent aucun enseignement pratique. Après ils s'étonnent de la situation dans laquelle nous nous trouvons, qu'ils ne s'en prennent qu'à eux-mêmes dans ce cas-là, car ils sont censés aussi savoir à quoi s'en tenir sur le PS, sinon c'est qu'ils ne sont pas dignes des idées qu'ils prétendent représenter.

- La démocratie tunisienne engrange des soutiens pour sa fragile économie - AFP

- L'Europe et les monarchies du Golfe au chevet de l'économie tunisienne - BFM Business

La banque européenne d'investissement, mais aussi le Qatar ou l'Arabie saoudite, ont promis que plusieurs milliards d'euros seraient investis dans l'économie tunisienne d'ici à 2020. BFM Business 29.11

Vous aurez relevé l'astuce dans le titre de l'AFP, qui consistait à associer la démocratie à ces généreux donateurs, le Qatar et l'Arabie saoudite.

- L'Assemblée réhabilite les communards victimes de la répression - Le Monde.fr

... le président PS de la commission des affaires culturelles et élu parisien, Patrick Bloche, a plaidé que « le temps est désormais venu »... Le Monde.fr 29.11

Cela ne leur coûte rien et justifiera que les partis dits ouvriers ménagent le PS quand l'occasion se présentera. Quels braves camarades tout de même, n'est-ce pas D. Gluckstein ?

- L'armée US reconnaît des erreurs dans une frappe en Syrie - Reuters

"Plusieurs erreurs humaines" sont à l'origine d'une frappe aérienne de la coalition sous commandement américain qui a coûté la vie à des soldats défendant le régime syrien près de Daïr az Zour en septembre, conclut une enquête de l'armée américaine. Reuters 29.11

Le général Richard Coe, qui a conduit l'enquête, a expliqué par télé-conférence à des journalistes réunis au Pentagone mardi, que l'armée américaine avait été victime d'une "mauvaise identification des cibles" pour avoir confondu les forces progouvernementales syriennes avec des combattants de l'organisation Etat islamique en partie parce qu'elles ne portaient pas leurs uniformes habituels, je cite Reuters. Foutaise !

Parce que voyez-vous les satellites et autres avions de reconnaissance américains qui planent dans le ciel syrien, ainsi que les pilotes de l'escadrille qui ont bombardé l'armée syrienne, n'avaient pas identifié les tanks et autres matériels lourds de l'armée syrienne qui se trouvaient sur place...

Bref, ils reconnaissent "des erreurs" pour ne pas avoir à reconnaître des actes de guerre délibérés.

- Travaux forcés, exploitation d'enfants... Des abus dans la production d'huile de palme - LeMonde.fr

Dans un rapport, Amnesty International dénonce les conditions de travail dans des plantations en Indonésie et souligne l'apathie des multinationales. LeMonde.fr 29.11

Tout le monde ou presque sait dorénavant pour qui roule Amnesty International...

Qui a dit ?

1- "***Fillon a plus un côté libéral à la Thatcher que libéral social comme l'était Schröder***".

Un supporter de Schröder et de Hartz IV, du salaire à 1 euro de l'heure en Allemagne, assurément.

Réponse : Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, lundi dans le Grand Soir 3. (France Info 29.11)

Suite. Qui a dit voir en François Fillon "*plutôt Schröder*" que Thatcher.

Réponse : Le patron du Medef, Pierre Gattaz, dans une interview aux Echos. (L'Express.fr 29.11)

Jean-Claude Mailly, agent du Medef, du capitalisme ? Impossible, il a sa carte du PS en poche, comme Blondel et Bergeron. Diable, mais raison de plus !

Combien de permanents des différents partis ouvriers (dont ceux du POI et POID) ont-ils depuis démissionné de leurs postes ? Aucun, et c'est normal puisqu'ils partagent la même conception que Mailly de l'indépendance des syndicats vis-vis de l'Etat et du patronat. Question : Sont-ils corrompus ? Question grotesque !

2- "(Avec Mélenchon) ***... je ne vois pas comment on va pouvoir arriver à une candidature de rassemblement de toute la gauche antilibérale", laquelle "aurait eu une chance d'être au second tour" en 2017 vu "la sorte de contre-révolution libérale portée par François Fillon***".

Réponse : Le député PCF André Chassaigne.

Parce que Hollande (rejoint par Valls) n'aurait pas mené une "*sorte de contre-révolution libérale*" depuis 2012 (TSCG, ANI, loi Travail, intervention armée au Mali, Centrafrique, Syrie, Irak, etc.) ?

Mieux, Hollande ou Valls pourrait incarner le "*rassemblement de toute la gauche antilibérale*", mais comme Hollande et Valls se sont employés à démontrer (sans efforts) avec zèle qu'ils étaient de droite, cela signifie que toute les composantes de ce qu'ils appellent la gauche antilibérale le serait également.

Mieux encore, étant entendu que seul un candidat issu du PS pourrait représenter "*toute la gauche antilibérale*" dans l'esprit d'André Chassaigne, il laisse clairement entendre que que Mélenchon et le PCF ou feu le Front de gauche soutiendraient le candidat du PS quel qu'il soit s'il parvenait au second tour de la présidentielle de 2017. Nous devons remercier André Chassaigne de ces précisions qui légitiment à leur manière si nécessaire notre caractérisation du PS et de ses satellites ou alliés de droite, dont le PCF.

3- « ***il faudra dire que les plus riches ne seront pas les seuls bénéficiaires de notre projet. La droite doit s'adresser aux classes moyennes*** ».

Réponse : Le 1er vice-président des Républicains , Laurent Wauquiez, dans une interview accordée au Journal du Dimanche.

Cela ne mange pas de pain, surtout pour les sans-dent !

Normal qu'ils s'arrachent les classes moyennes et fassent dans la surenchère contre la classe ouvrière, puisqu'ils n'existent plus de partis ouvriers dignes de ce nom dans ce pays.

Les inspirés du sabre, du goupillon et du coffre-fort

- Garde nationale: Cambadélis propose le rétablissement de la conscription - AFP

Le Premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a proposé mardi de rétablir le service militaire... AFP 29.11

- Jacques Attali : « Je suis entièrement d'accord avec un grand nombre de propositions de François Fillon » - Public Sénat

Invité de l'émission « L'épreuve de vérité », Jacques Attali, l'ancien conseiller de François Mitterrand, a loué les qualités de François Fillon et d'Emmanuel Macron... Public Sénat 29.11

- Environnement: Hulot regrette que Fillon ne soit pas plus "inspiré par l'encyclique du pape" - AFP

Le plus dur reste à faire : "Croire que Fillon a été élu sur son programme économique est un contresens qui se paiera".

- Geoffroy Didier (LR): «Il va falloir faire beaucoup de pédagogie pour montrer que le projet Fillon est positif» - L'Opinion

- Après sa victoire à la primaire, le discours de François Fillon ressemble beaucoup à celui de François Hollande en 2011. - Le Huffington Post

- Fillon, le candidat des patrons et des riches ? - LePoint.fr

- Guaino sur Fillon : « Soit le mensonge est dans le discours, soit le mensonge est dans le programme » - Public Sénat

- Buisson: Fillon n'a pas été élu sur son programme économique - AFP

Croire que François Fillon a gagné la primaire de la droite "sur son programme économique est un contresens qui se paiera", a mis en garde Patrick Buisson, conseiller-clé de l'ombre de Nicolas Sarkozy pendant son quinquennat qui a rompu avec l'ancien président.

"Son succès s'explique par deux facteurs: il est apparu capable de restaurer la fonction présidentielle dans sa dignité et sa sobriété. Et il a attiré un électorat davantage préoccupé par l'abrogation de la loi Taubira que par la suppression de l'ISF", déclare-t-il dans un entretien mardi au Parisien.

"Croire que Fillon a été élu sur son programme économique est un contresens qui se paiera".

"La France sénatoriale et provinciale de François Fillon n'est pas la France en souffrance des catégories populaires, qui ne sont pas allées voter", analyse-t-il. "Pour l'emporter en 2017, il doit impérativement sortir du ghetto des inclus et des privilégiés s'il veut disputer l'électorat populaire à Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon".

"Il a été porté par un électorat conservateur et catholique qui n'était pas du tout tenté par le vote Le Pen", développe-t-il. "L'élection de Fillon ne dit rien des 20 millions d'électeurs de la "France périphérique" qui feront l'élection présidentielle" et qui "ne se sont pas déplacés dimanche".

Les primaires "accentuent la dérive vers le suffrage censitaire", affirme encore M. Buisson. "Ne vont voter que les inclus, les catégories favorisées, les retraités". AFP 29.11

Mélenchonnerie ou l'art du lieu commun du populiste.

- Mélenchon alerte sur le "coup d'Etat social" que préparerait Fillon - AFP

Jean-Luc Mélenchon, candidat à l'élection présidentielle pour La France insoumise, s'est livré mardi soir à Bordeaux à une attaque en règle du candidat de la droite, François Fillon, qui prépare un "coup d'Etat social", une "guerre sociale éclair".

"Sa politique, c'est un coup d'Etat social", a affirmé le co-fondateur du Parti de gauche dans un meeting à Bordeaux, où il a concentré une grande partie d'une intervention d'1H45 sur le programme du vainqueur de la primaire de droite, tenant, selon lui, à la fois "du libéralisme économique le plus absolu et du conservatisme intellectuel et moral le plus total".

Le théâtre de 1.100 places étant comble, environ 600 personnes ont dû rester dans la rue suivant son discours via haut-parleurs.

Jean-Luc Mélenchon s'est attardé sur la "Blitzkrieg" ("guerre-éclair"), via ordonnances, vote bloqué, 49.3, pour changer le "climat de l'économie, le climat du travail" qu'a promis François Fillon pour ses premiers mois s'il est élu président, lors d'une rencontre en mars avec des patrons, au cercle de réflexion libéral Fondation Concorde.

"Contre qui compte-t-il faire une guerre-éclair? Puisqu'il compte faire la guerre? C'est une guerre sociale qu'il prépare et il l'a dit!", a lancé Jean-Luc Mélenchon. "Quand vous défaites toutes les lois et que vous le faites passer en force, et que vous vous en vantez (...) "je vais passer en force, il n'y aura même pas de pause pendant l'été", c'est un coup d'Etat social!".

Fin de la durée légale du travail, réforme de l'assurance-chômage, de la couverture santé, fin du CDI... le dirigeant de La France insoumise a passé en revue les mesures de François Fillon, tantôt les qualifiant de "recul jusqu'aux années 1900, avant les premières définitions de durée légale du travail". Tantôt les tournant en dérision, tel le focus de l'assurance-maladie sur la prise en charge des "affections graves et de longue durée".

"Personne ne lui a expliqué que quand on est "un peu malade" et qu'on peut se soigner, on ne devient pas "très malade", mais que si on ne se soigne pas, on devient très malade?", a-t-il ironisé.

Dans son long discours, Jean-Luc Mélenchon a à peine évoqué le chef de l'Etat et pas une fois le chef du gouvernement. AFP 29.11

En complément.

S'ils sont de gauche, c'est bien que vous êtes de droite.

- PCF: Hollande, Valls et Macron "responsables" de la division à gauche - AFP

Vive la Ve République et vive la France !

Pardem.

- Appel aux maires de tradition gaulliste ou communiste par Jacques Nikonoff, le 28 novembre 2016.

ACTUALITÉ DU JOUR

En oligarchie. L'Etat policier est la règle.

- Les policiers municipaux peuvent porter des pistolets - Reuters

Les policiers municipaux et les services de sécurité de la SNCF et de la RATP peuvent désormais être armés de pistolets semi-automatiques 9 mm en vertu d'un décret paru au Journal officiel, a annoncé mardi le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve. Reuters 29.11

- Vignettes antipollution dans Paris: mode d'emploi - LeFigaro.fr

À compter du 16 janvier prochain, une vignette indiquant le niveau de pollution de votre véhicule devra impérativement être collée au pare-brise de votre voiture ou sur la fourche de votre moto pour rouler dans Paris.

Le contrevenant devra payer une amende.

Les conducteurs de véhicules ou de deux roues motorisés qui seront en infraction s'exposent à une amende de troisième classe de 68 euros. Les poids lourds encourent une amende de 135€. Le prix de la vignette est fixé à 4,18 euros. LeFigaro.fr 29.11

Syrie. Les barbares perdent du terrain à Alep et leurs porte-parole occidentaux s'en inquiètent.

- "Descente aux enfers" à Alep, des milliers de civils fuient - AFP

L'ONU condamne la "descente aux enfers" vécue par les civils à Alep-Est, où des milliers d'entre eux fuient les combats et les bombardements à mesure qu'avancent les forces du régime syrien face à des rebelles aux abois. AFP 29.11

- « La tragédie d'Alep montre l'impuissance de l'ONU avec tous ses verrous » - LeMonde.fr

Marc Semo, journaliste au service International du « Monde », est revenu, mardi, sur les enjeux diplomatiques face au calvaire alépin. LeMonde.fr 29.11

Tiens, ils auraient compris la manoeuvre :

- Damas veut reprendre Alep avant l'investiture de Trump - Reuters 29.11

Etats-Unis. Les dernières nominations des gangsters ou mafieux de l'équipe Trump.

M. Trump s'apprête aussi à nommer Wilbur Ross, un patron spécialisé dans la reprise d'entreprises en difficultés, au Commerce, affirme le Wall Street Journal.

Le président élu a officialisé mardi la désignation d'un élu républicain anti-avortement et opposant à la réforme de l'assurance maladie Obamacare, Tom Price, comme ministre de la Santé.

Il a aussi nommé Elaine Chao, ancienne ministre du Travail sous George W. Bush, aux Transports. Mme Chao est par ailleurs l'épouse du chef de la majorité républicaine du Sénat, Mitch McConnell. AFP 29.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

- Sept soldats indiens tués dans l'attaque d'une base au Cachemire - Reuters

Sept soldats indiens ont été tués mardi dans l'attaque d'une base militaire proche de Jammu, capitale d'hiver du Cachemire indien.

Elle a été suivie d'une prise d'otages de plusieurs heures qui s'est achevée par la mort de trois assaillants, selon un porte-parole de l'armée en poste à Jammu.

"Nous avons renforcé le cordon (de sécurité) et les recherches reprendront dans la matinée. S'il y a des activistes, ils seront neutralisés", a-t-il ajouté. Deux officiers figurent parmi les tués.

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière depuis celle du 18 septembre, qui a coûté la vie à 19 soldats indiens. Les accrochages indo-pakistanais se sont ensuite multipliés le long de la "ligne de contrôle" qui sépare la région himalayenne.

Au Pakistan, le général Qamar Javed Bajwa a pris mardi ses fonctions de chef d'état-major de l'armée et son prédécesseur Raheel Sharif a lancé à cette occasion un sévère avertissement à New Delhi concernant le Cachemire. Reuters 29.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- L'Unef n'est plus le premier syndicat étudiant, devancé par La Fage - Le HuffPost

Révolution dans les Campus. L'Unef n'est plus le syndicat numéro un des étudiants. A l'occasion des élections dans les Crous dont les résultats ont été communiqués mardi 29 novembre, La Fage a remporté plus de sièges.

La Fage totalise 76 élus (sur 196) contre 66 pour l'Unef qui avait toujours eu la majorité lors de ce scrutin qui a lieu tous les deux ans. Comme le rappelle Le Monde, l'écart s'était resserré en 2014 puisque la Fage était revenu à sept élus de l'Unef (77 contre 70).

Malheureusement, comme toujours pour ces élections, le taux de participation est très bas. Seulement 7,5% des étudiants ont pris part au scrutin qui s'est déroulé entre le 8 et le 24 novembre.

Durant l'année écoulée, les deux syndicats avaient eu une attitude différente lors du débat sur la loi Travail. A l'instar de la CFDT, La Fage avait salué les avancées proposées au printemps (notamment la garantie jeune) et n'avait plus appeler à manifester.
Le HuffPost 29.11

2- Fonctionnaires : manifestation des agents de la fonction publique à Paris - Francetv info

Les fonctionnaires ont organisé une journée de mobilisation ce mardi 29 novembre. Une centaine d'agents de la fonction publique ont répondu à l'appel des quatre principaux syndicats de fonctionnaires."Ils se sont réunis devant le musée d'Orsay avant qu'une délégation ne soit reçue par le ministre de la Fonction publique", explique Luc Bazizin en direct sur place. Francetv info 29.11

ECONOMIE

Etats-Unis

- Les bénéfices des banques en hausse de 12,9% au T3 aux USA - Reuters

Le bénéfice net des banques américaines a augmenté de 5,2 milliards de dollars au troisième trimestre, soit de 12,9% sur un an, rapporte mardi le fonds de garantie des dépôts bancaires. Reuters 29.11

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 décembre 2016

CAUSERIE

Je n'ai pas pu accéder à Internet pendant 48h. Comme le téléphone ne fonctionnait pas non plus, je n'ai pas pensé que le problème pouvait provenir de la carte sim, et c'était le cas, elle n'ont pas supporté le début de la mousson, taux d'humidité ambiant 83%.

Parfois on manque de logique, ou on ne conçoit pas que des coïncidences improbables puissent malgré tout se produire et entrer dans la logique. J'analyse chacune de mes expériences, même les plus insignifiantes, en apparence.

Tenez, en voilà une qui vaut son pesant de cacahuètes, ne rigolez pas, j'en ai récoltés environ un kilo ou plutôt Selvi ma compagne, on s'enrichit comme l'on peut !

Un soir, il y a de cela deux ou trois semaines, j'ai regardé un film français des années 70, la dernière image représentait la mer avec des vaques ondulantes. Le lendemain soir, je vais pour regarder un autre film, exactement la même image apparaît à l'écran. Etonnant, incroyable, non ?

Un autre soir après avoir dîné avec Selvi (ma compagne) et Adi (sa soeur et ma demi-compagne!) j'ouvre le téléphone portable et on regarde un passage d'un concert d'Aerosmith, elles adorent le hard, le metal et le heavy rock, mélodieux j'entends et interprété par des virtuoses, pas du bruit. Quelques temps plus tard, je les laisse papoter et je rejoins la pièce qui me sert de bureau, j'allume l'ordinateur pour regarder un film. Et qu'est-ce que j'allais entendre au beua milieu de ce film, Aerosmith, un des morceaux du même concert. Troublant comme coïncidence, la seconde en à peine quelques jours.

Comme d'habitude quand ce phénomène se produit, j'en ai déduit que tout était dans l'ordre des choses et que je ne devais surtout rien changer, bref que j'étais sur la bonne voie ou que tel était mon destin.

S'il vous arrive de réfléchir à la situation, entre nous c'est recommandé, mais chacun fait comme il l'entend, soyez logique, mais méfiez-vous de ce que vous entendez pas logique. Tout l'est assurément, et seul ce qui nous échappe ne semble pas l'être.
Les expériences que je viens de relater prouve qu'il existe un lien entre des évènements espacés dans le temps, qui ne sont pas perceptibles à l'heure actuelle par l'être humain

Les causeries de novembre sont disponibles au format pdf, 117 pages.

Le document de Pierre Salvaing a été téléchargé 473 fois et ouvert ou consulté par 2781 internautes, bravo à eux !

Et n'oubliez pas de tirer la chasse derrière vous, monsieur le président, merci !

Dites, si Fillon prépare un "coup d'Etat social" (dixit Mélenchon), c'est quoi un coup d'Etat antisocial ? Mélenchon président ?

Ne vous laissez pas distraire par cet illusionniste, observez plutôt ce qui est en train de se mettre en place aux Etats-Unis, une machine de guerre d'une puissance de feu comme jamais l'humanité n'en a connu contre tous les peuples.

Leur stratégie politique devait les conduire à prendre tout le pouvoir, ils y sont parvenus.

La règle du jeu est pipée, les cartes sont fausses, l'enjeu inavouable.

- Les cartes rebattues dans une gauche disparate avec 10 candidats - AFP

Après le renoncement de François Hollande à briguer un deuxième mandat, les cartes sont rebattues dans une gauche très disparate et qui compte déjà une dizaine de candidats à l'élection présidentielle, à l'intérieur ou à l'extérieur de la primaire.

Après le renoncement de François Hollande à briguer un deuxième mandat, les cartes sont rebattues dans une gauche très disparate et qui compte déjà une dizaine de candidats à l'élection présidentielle, à l'intérieur ou à l'extérieur de la primaire.

Dans la primaire organisée par le Parti socialiste:

- Arnaud Montebourg (PS), 54 ans

L'ex ministre de l'Economie de Jean-Marc Ayrault et Manuel Valls a été le premier à déposer ses parrainages rue de Solférino jeudi. Celui qui avait totalisé 17% des voix à la primaire de 2011 apparaît comme le favori contre Manuel Valls qu'il avait contribué à faire nommer à Matignon.

- Benoît Hamon (PS), 49 ans

L'ancien ministre de l'Education nationale de Manuel Valls a réaffirmé vendredi son souhait de participer à la primaire. Il a prévu de déposer ses parrainages le 9 décembre.

- Marie-Noëlle Lienemann (PS), 65 ans

Issue comme les deux précédents de l'aile gauche du PS, la sénatrice de Paris a ses parrainages, mais veut inciter ses camarades à "réfléchir à une candidature unique" des frondeurs. Elle rédigera prochainement une lettre en ce sens.

- Gérard Filoche (PS), 70 ans

Membre du Bureau national du Parti socialiste, ancien syndicaliste et inspecteur du travail, Gérard Filoche se "bagarre" pour réunir les parrainages requis.

- François de Rugy, 42 ans

Le Député de Loire-Atlantique transfuge d'EELV, vice-président de l'Assemblée nationale, est candidat au nom de son parti, le Parti écologiste.

- Jean-Luc Bennahmias, 62 ans

Président du Front démocrate et co-président de l'Union des Démocrates et Ecologistes, ex-secrétaire national des Verts puis vice-président du MoDem, est lui aussi candidat au nom de son parti, associé à la Belle alliance populaire (BAP).

- Pierre Larrouturou, 52 ans

Cofondateur de "Nouvelle Donne" avec Nathalie Cayet, ancien membre du PS et d'Europe Ecologie-Les Verts, Pierre Larrouturou a annoncé sa candidature jeudi. Mais elle doit encore être validée par le Conseil national d'organisation de la primaire.

Candidature attendue dans le cadre de la primaire :

- Manuel Valls (PS), 54 ans Le Premier ministre apparaît avec le renoncement de François Hollande comme le candidat "naturel" de la gauche de gouvernement -de nombreux proches du chef de l'Etat s'étaient exprimés en ce sens ces dernières semaines. Il doit encore confirmer sa participation.

Candidatures en dehors de la primaire:

- Yannick Jadot, 49 ans

Le député européen EELV a été investi à la présidentielle à la faveur d'une victoire lors de la primaire EELV. Il a réaffirmé jeudi soir sa volonté d'être candidat en dehors de la primaire initiée par le PS. Mais il pourrait avoir des difficultés à réunir les parrainages nécessaires.

- Emmanuel Macron, 38 ans

L'ancien ministre de l?Economie, qui a contribué à affaiblir François Hollande en déclarant sa candidature à la présidentielle le 16 novembre, a lui aussi réaffirmé jeudi sa volonté d'être candidat sans passer par la primaire. - Sylvia Pinel, 39 ans La présidente du Parti radical de gauche a été désignée la semaine dernière pour porter les couleurs de son parti à l'élection présidentielle.

- Jean-Luc Mélenchon, 65 ans

Fondateur du mouvement "La France insoumise", candidat à l'élection présidentielle de 2012. Ancien député européen, sénateur de l'Essonne, et ministre délégué à l'enseignement professionnel de Lionel Jospin (sous Jacques Chirac).

- Nathalie Arthaud, 46 ans

Professeur d'économie et de gestion. Membre de Lutte ouvrière. Candidate à l'élection présidentielle en 2012. - Philippe Poutou, 49 ans Ancien ouvrier. Membre du Nouveau parti anticapitaliste. Candidat à l'élection présidentielle en 2012.

- Bastien Faudot, 37 ans

Il portera les couleurs du MRC, le mouvement fondé par Jean-Pierre Chevènement. AFP 02.12

En complément.

Deux jours plus tôt.

- Hollande "le mieux placé pour rassembler la gauche et les Français", selon Sapin - AFP

Michel Sapin, ministre de l'Économie et des Finances, a affirmé mercredi que François Hollande était "le mieux placé pour rassembler la gauche" et "les Français" en vue de l'élection présidentielle de 2017. AFP 30.11

De la planète des singes.

- Valls sur orbite après le renoncement de Hollande - AFP

Ordre nouveau.

- Sans Hollande ni Sarkozy, la présidentielle de 2017 annonce le renouveau ! - Le Huffington Post

Etats-Unis. Bienvenue en oligarchie chez les "enragés".

Et dire qu'il en a encore dans nos rangs pour caractériser tous les régimes des puissances occidentales de démocratie !

Bravo aux oligarques anglo-saxons-sionistes, vous tenez le bon bout, ne lâchez rien ! Nos sincères condoléances au peuple américain qui en est la première victime.

Nos ennemis sont manifestement en ordre de bataille. Et nous ? Nous, nous sommes les otages de dirigeants incapables et corrompus auxquels les militants continuent malgré tout d'accorder leur confiance, c'est l'aspect tragique de la situation

du prolétariat mondial...

- Etats-Unis: Steven Mnuchin, ancien dirigeant de Goldman Sachs, nommé secrétaire au Trésor - 20minutes.fr

Il est inconnu du grand public mais bien connu du monde de la finance. Steven Mnuchin, un banquier de Wall Street et ancien dirigeant de la banque d'affaires Goldman Sachs, a annoncé mercredi avoir été nommé secrétaire au Trésor de Donald Trump.

L'ancien « Goldman boy » a aussi confirmé la nomination de Wilbur Ross à la tête du département du Commerce, en charge de la politique industrielle américaine.

Wilbur Ross, qui se trouvait à ses côtés pendant l'interview télévisée, est également un banquier qui gère son fonds d'investissement et s'est spécialisé dans le redressement d'entreprises en difficultés.

Wilbur Ross, 79 ans, avait notamment travaillé avec le magnat de l'immobilier lorsque certains de ses casinos traversaient des difficultés à la fin des années 1980. 20minutes.fr

"Je les connais, les banquiers de Goldman Sachs! Ils exercent un contrôle total sur Hillary Clinton", lançait Donald Trump au printemps 2016.

Inconnu du grand public (Steven Mnuchin), ancien donateur du parti démocrate, ce grand brun de 53 ans à l'allure svelte surprend son entourage quand il devient directeur financier de la campagne de Donald Trump en avril 2016.

La presse économique prête à l'époque à ce père de trois enfants, deux fois divorcé, l'intention de s'installer au Trésor afin d'ajouter la touche finale à un parcours l'ayant conduit dans les principales sphères du pouvoir aux Etats-Unis: Wall Street, Hollywood et maintenant Washington.

Steven Mnuchin se voit ainsi récompensé de s'être rallié à Donald Trump au moment où les gros donateurs traditionnels du parti républicain, tels les milliardaires frères Koch, s'en détournaient

Il a un CV atypique: études à l'université de Yale, Goldman Sachs, création d'un fonds d'investissement avec le soutien du financier démocrate George Soros, production avec succès de blockbusters hollywoodiens comme "Avatar" et "Suicide Squad".

Donald Trump a promis des baisses d'impôts, une réforme fiscale pour inciter les multinationales à rapatrier leurs bénéfices et le démantèlement de la loi Dodd-Frank, adoptée après la crise de 2008 pour protéger le système financier et les consommateurs des abus des banquiers.

"Il y a beaucoup à faire mais les priorités sont clairement les impôts, la règlementation, le commerce et les infrastructures", a-t-il énuméré récemment, disant espérer engager ces chantiers dans les 100 premiers jours. huffingtonpost.fr

- Le prochain chef du Pentagone, "l'enragé" de l'armée américaine - AFP

Le général retraité James Mattis, 66 ans, que Donald Trump a nommé jeudi pour devenir le prochain secrétaire à la Défense, est une figure légendaire dans l'armée américaine, réputé pour ses qualités militaires et son franc-parler, mais aussi pour sa défiance vis- à-vis du régime iranien.

Le chef de guerre, très aimé de ses troupes, a commandé sur les champs de bataille les plus difficiles, en Irak et en Afghanistan, des missions qui lui ont valu son surnom de "mad dog", l'enragé.

"Nous allons nommer "l'enragé" Mattis secrétaire à la Défense", a annoncé Donald Trump jeudi soir lors d'un meeting à Cincinnati, dans l'Ohio, le premier de la tournée de remerciements qu'il a initiée. "Mais nous ne l'annoncerons pas avant lundi, donc ne le dites à personne", s'est-il amusé devant un public conquis.

"L'enragé, il est excellent, il est excellent", a ajouté M. Trump. "C'est le meilleur. Ils (les autres généraux) disent que c'est ce qu'on a de plus proche du général George Patton", a-t-il ajouté en référence à l'ancien officier qui s'était illustré durant la Seconde guerre mondiale.

Mais James Mattis est aussi un intellectuel, surnommé le "moine soldat", connu pour détenir une impressionnante bibliothèque de plus de 7.000 livres, et pour donner de copieuses listes de lecture à ses officiers.

Ce célibataire natif du nord-ouest des Etats-Unis, né le 8 septembre 1950, a commandé une brigade des Marines pendant l'invasion de l'Afghanistan après le 11-Septembre, avant de diriger la Première division du corps des Marines au début de la guerre d'Irak en 2003, puis pendant la terrible bataille pour reprendre la ville rebelle de Falloujah, en 2004.

"Soyez poli, soyez professionnel, mais soyez prêts à tuer quiconque vous rencontrez", avait-il expliqué à ses Marines au début de cette guerre, pour résumer la situation périlleuse dans laquelle se trouvaient les militaires américains occupant le pays.

Mattis est également connu pour ses phrases "salées". Juste après l'invasion et la capitulation de l'Irak, il rencontre des homologues de l'armée irakiennes, et déclare : "J'arrive en paix. Je n'ai pas apporté d'armes. Mais je vous supplie, les larmes dans les yeux : si vous me baisez, je vous tuerai tous." (Atlantico 12.04.2016)

Le général dérape parfois, comme en 2005. Sur la guerre en Afghanistan, il avait déclaré une fois : "Vous savez, vous débarquez en Afghanistan, et vous avez des mecs, ça fait cinq ans qu'ils tabassent leurs femmes parce qu'elles ne veulent pas mettre de voile. Des mecs comme ça ne sont pas des vrais hommes. Donc c'est vraiment très rigolo de leur tirer dessus. En fait, c'est très sympa de se battre. C'est très marrant. C'est sympa de tirer sur des gens. Je vais être honnête avec vous, j'aime me battre." (Atlantico 12.04.2016)

Ces propos, pour lesquels il s'est excusé, lui valent des remontrances, mais n'entament pas la confiance du Pentagone dans cet homme réputé pour être "direct, vif comme l'éclair et d'une résolution sans faille", selon les mots de l'ancien secrétaire à la Défense Leon Panetta.

James Mattis occupe de 2007 à 2009 le poste de commandant suprême allié de la transformation de l'Otan.

En 2010, l'administration Obama le nomme à la tête du Centcom, le commandement des forces américaines au Moyen-Orient, qui compte encore 150.000 militaires, dont 66.000 en Afghanistan.

Mais la Maison Blanche n'aura jamais vraiment confiance dans le général, le voyant comme trop prompt à une confrontation avec l'Iran alors que la communauté internationale tente de négocier un accord pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire.

Début 2013, elle le pousse vers la sortie, quelques mois avant son départ prévu. Le général quitte l'armée. Mais contrairement au général Michael Flynn, le futur conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, également poussé dehors par l'administration Obama, il évite les propos incendiaires contre l'administration et reste une voix écoutée à Washington.

Au printemps 2016, il est poussé par certains républicains à se présenter comme candidat indépendant à la Maison Blanche, pour couper court à l'ascension de Donald Trump, mais il décline la proposition.

"Nous avons été lents à identifier les menaces émergentes, nous n'avons pas voulu prioriser nos intérêts, et nous avons envoyé des signaux déroutants à nos ennemis comme à nos alliés", écrivait-il dans une tribune co-signée en août dans le quotidien San Francisco Chronicle.

"Notre pays doit d'urgence renforcer sa posture, faire cause commune avec les pays qui sont prêts à nous aider à réparer et soutenir un ordre international qui a si bien servi les Etats-Unis et leurs alliés", écrivait-il.

James Mattis est le premier ancien général à devenir secrétaire à la Défense depuis George Marshall en 1950, sous Harry Truman.

Il aura besoin d'une autorisation spéciale du Congrès pour pouvoir entrer en fonction. AFP 02.12

ACTUALITE EN TITRES

Une méthode directement inspirée de l'extrême droite sioniste.

- Les propriétaires pourront bientôt résilier le bail des dealers condamnés - LeFigaro.fr LeFigaro.fr

Et s'ils sont propriétaires, vous raserez leurs maisons ou vous confisquerez leurs logements ?

Etat policier.

- Mort de Rémi Fraisse à Sivens : le Défenseur des droits dédouane le gendarme - LeFigaro.fr

Jacques Toubon «critique le manque de clarté des instructions données aux militaires déployés sur la zone». Rémi Fraisse, jeune militant écologiste, a été tué le 26 octobre 2014 par un tir de grenade offensive lors d'affrontements entre forces de l'ordre

et manifestants... LeFigaro.fr

- Chauffard condamné pour avoir tué deux policiers en 2013 : le parquet fait appel - LeMonde.fr

La condamnation à douze ans de réclusion de l'accusé a provoqué la réaction des familles des victimes, qui ont dénoncé une peine sans rapport avec la gravité des faits. LeMonde.fr

La loi du talion. Pourquoi ne pas le tuer tout de suite ? Je propose de l'écarteler et de faire passer dessus un rouleau compresseur, en place publique s'il vous plaît, entrée gratuite, buvette, fanfare... militaire, etc.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Brésil

1.1- Le président du Sénat brésilien inculpé de détournement de fonds - Reuters

La Cour suprême brésilienne a inculpé jeudi le président du Sénat, Renan Calheiros, de détournement de fonds publics. Huit magistrats de la plus haute instance judiciaire du pays ont voté pour le renvoi du sénateur devant un tribunal pour une affaire vieille de neuf ans impliquant Reuters

1.2- Brésil: le Sénat adopte le gel des dépenses publiques - AFP

Le Sénat brésilien a approuvé mardi en première lecture une mesure prévoyant de geler les dépenses publiques pendant 20 ans, mesure phare du gouvernement de Michel Temer, qui a généré des manifestations à Brasilia où des protestataires ont affronté la police. AFP

2- Syrie

Jour après jour les officines qui soutiennent les barbares se lamentent sur leur sort.

2.1- Les rebelles syriens défendent avec acharnement Alep-Est - AFP

Les rebelles défendaient avec acharnement vendredi un grand quartier d'Alep-Est après de violents combats nocturnes avec l'armée de Bachar al-Assad qui a réussi à reprendre près de la moitié de leur principal bastion en Syrie à la faveur d'une offensive destructrice. AFP

2.2- Syrie : à Alep-Est, "le régime d'Assad vise clairement les civils" - LePoint.fr

Haut de page

Le 5 décembre 2016

CAUSERIE

De nouveau littéralement épuisé.

Les maîtres du monde.

Ce qu'on découvre en tapant Georges Ibrahim Abdallah sur Google.

Comment ça marche la censure sur le web ? Un exemple.

La société Lumen basée aux Etats-Unis (Cambridge, Massachusetts) a reçu une plainte d'un média français, Libération, via le moteur de recherche Google, concernant la reproduction partielle ou intégrale d'un article publié par Libération relatif à Georges Ibrahim Abdallah. Je n'ai pas pu en prendre connaissance parce qu'il a disparu du Net.

Qu'est-ce que Lumen (lumendatabase.org)

The Lumen database collects and analyzes legal complaints and requests for removal of online materials, helping Internet users to know their rights and understand the law. These data enable us to study the prevalence of legal threats and let Internet users see the source of content removals.

Traduction : La base de données Lumen recueille et analyse les plaintes juridiques et les demandes de retrait des documents en ligne, aidant les internautes à connaître leurs droits et à comprendre la loi. Ces données nous permettent d'étudier la prévalence des menaces légales et de laisser les utilisateurs d'Internet voir la source des renvois de contenu.

Lumen fait référence à la DMCA.

Qu'est ce que la DMCA ?

Qu'est-ce que la DMCA qui détient le pouvoir de censurer des images, textes, vidéos publiés par des blogs ou portails de ressortissants de nationalité française ou qui dépendent de la législation française ?

Réponse. Google : La loi Digital Millennium Copyright Act (DMCA) est la loi de protection des droits d'auteur aux États-Unis).

Qui peut saisir la DMCA ?

DMCA: Is someone complaining that images, text, video, or other content found online infringe their copyrights?

DMCA: Est-ce que quelqu'un se plaint que les images, le texte, la vidéo ou tout autre contenu trouvé en ligne violent leurs droits d'auteur? (J'ajoute que le champ de Lumen concerne d'autres types de plaintes, par exemple la diffamation.)

420 blogs ou portails censurés par Google.

Suite à cette plainte, Google pour le compte de Libération a censuré les adresses de 420 blogs ou portails dont certains ne comportaient que le terme "libération" sans que Georges Ibrahim Abdallah n'apparaisse une seule fois. Pourquoi une telle aberration ? Parce que Google s'est conformé à la liste qu'il avait reçu de Lumen qui avait été établie, je cite, sur la base "d'allégation d'infraction au copy right" (Allegedly infringing), donc sans vérifier au préalable que le contenu de ces 420 blogs ou portails était bien en rapport avec la plainte de Libération ou constituait réellement une infraction au copy right.

On retiendra qu'une loi américaine s'applique en France ou qu'elle s'impose au-delà des frontières américaines au reste du monde, ce qui est également le cas dans le domaine du commerce dès lors qu'une entreprise utilise le dollar pour ses transactions internationales ou qu'elle est implantée sur le sol américain.

Tous les articles (6), que Lumen-Google-Libération ont bloqué en rapport avec Georges Ibrahim Abdallah, provenaient d'un seul blog : http://liberonsgeorges.over-blog.com.

En guise de complément. L'Empire en dictateur mondial.

Non, mais alors, qui vous a donné l'autorisation ?

- "Est-ce que la Chine nous a demandé si c'était OK de dévaluer leur monnaie (ce qui complique la tâche de nos entreprises pour être compétitives), de lourdement taxer nos produits importés dans leur pays (les Etats-Unis ne les taxent pas) ou de bâtir un vaste complexe militaire en mer de Chine du sud ? Je ne crois pas !", peut-on lire dans les deux tweets du président élu. AFP 04.12

- Obama bloque le rachat d'Aixtron par le Chinois Grand Chip - LeFigaro.fr

Le président américain a publié un décret qui empêche le chinois Grand Chip Investment Fund de racheter les actifs américains de l'équipementier des semi-conducteurs allemand Aixtron, en raison des risques que l'opération fait peser sur la sécurité nationale américaine.

C'est par un décret publié vendredi et signé de la main du président Barack Obama, invoquant «des risques pour la

sécurité nationale», que les États-Unis ont bloqué le rachat des actifs américains du spécialiste allemand des semi-conducteur Aixtron, par le chinois Grand Chip Investment (FGC). Avec ce nouveau revers, la fusion envisagée entre les deux groupes semble désormais sérieusement compromise.

Les États-Unis se disent préoccupés par l'accès de la Chine à la production de nitrure de gallium, un composé chimique utilisé dans les diodes électroluminescentes (LED), les radars, les antennes et les lasers, selon des spécialistes de la sécurité cités par Reuters. Une autre source a déclaré, toujours à Reuters, que la technologie de nanotubes d'Aixtron acquise lors du rachat en 2007 de Nanoinstruments était également un motif de préoccupation car les produits de cette société basée à Cambridge ont des applications militaires. Le ministère chinois des Affaires étrangères, a estimé que l'opération relevait d'une activité commerciale normale» et que Pékin espérait qu'une intervention politique n'allait pas interférer dans la transaction.

En novembre, l'Allemagne avait stoppé le rachat d'Aixtron par Grand Chip Investment. Berlin avait alors invoqué les inquiétudes des services de renseignement américains d'une possible utilisation à des fins militaires des techniques de cette entreprise, en pointe dans le secteur des semi-conducteurs.

Certains analystes doutent toutefois de la capacité d'Aixtron à survrir en l'absence d'un adossement à un investisseur aux épaules solides, en raison des surcapacités sur ce marché dominé par les entreprises chinoises. LeFigaro.fr 04.12

Quand la réaction a une mémoire sélective. La France serait un exemple en terme de droits politiques et de "droits de l'homme".

- Prisonniers politiques, droits de l'homme... Trois choses que Ségolène Royal semble avoir oubliées sur Cuba - Franceinfo 04.12

On va rafraîchir la mémoire des journalistes pourris de France Info.

Georges Ibrahim Abdallah. Le plus ancien prisonnier politique en France.

Georges Abdallah est, selon le droit français, libérable depuis 1999.

- En janvier 2012, Georges Abdallah dépose une huitième demande de libération. Le 21 novembre 2012, le tribunal d'application des peines compétent en matière de terrorisme, réuni à Lannemezan le 23 octobre 2012, prononçait un avis favorable à la demande de libération de Georges Abdallah. Le 10 janvier 2013, la chambre d'application des peines de Paris qui examinait l'affaire en appel, accède à sa huitième demande de libération, en la conditionnant à un arrêté d'expulsion du territoire français. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, reçoit à l'époque un coup de téléphone de son homologue américaine Hillary Clinton qui lui demande de ne pas rendre la liberté à Georges Ibrahim Abdallah. La décision de libération est annulée en avril 2013 par la Cour de cassation...

Dans une entrevue à La Dépêche du 7 janvier 2012, Yves Bonnet, directeur de la DST au moment de l'arrestation, juge anormal et scandaleux le fait de maintenir encore emprisonné Georges Ibrahim Abdallah. Il considère par ailleurs qu'« il avait le droit de revendiquer les actes commis par les FARL comme des actes de résistance. Après on peut ne pas être d'accord, c'est un autre débat. Mais il faut se souvenir du contexte, aussi, des massacres de Sabra et Chatila dont les coupables n'ont jamais été punis. Et aujourd'hui, la France garde cet homme derrière les barreaux alors qu'elle a libéré Maurice Papon ? » Il pense ainsi à une vengeance d'État, « c'est absolument lamentable » conclut-il. Wikipédia.org

Rémi Fraisse.

- Sivens : Rémi Fraisse aurait eu les mains en l'air quand il a été tué - lemonde.fr

Sionisme. La griffe du Crif.

Valls a ses priorités...

Dimanche 4 décembre, le Conseil représentatif des institutions juives de France organise à Paris un colloque en présence de nombreuses figures politico-médiatiques du clan pro-israélien et/ou islamophobe {Frédéric Haziza, Yves Thréard, Zineb El Rhazoui, Patrick Pelloux, Rudy Reichstadt, Roger Cukierman, Richard Prasquier, Jean-Yves Camus, Mohamed Sifaoui, Aliza Bin Noun, Meyer Habib,Yann Moix -liste non exhaustive}.

Un prestigieux invité se distingue : l'Américain Ronald Steven Lauder alias Ron Lauder.

Milliardaire et président du Congrès juif mondial depuis 2007, Lauder, proche de l'extrême droite israélienne et décoré en 2013 par François Hollande, est un ancien haut-fonctionnaire du Pentagone (en charge de l'OTAN) et un mécène des services

secrets israéliens.

Dimanche 4 décembre, il prononcera en fin de journée un discours en présence de Manuel Valls qui a maintenu sa participation.

À l'inverse, le Premier ministre a fait savoir aujourd'hui qu'il annulait sa venue à un meeting du Parti socialiste (prévu le samedi 3 décembre) suite à l'annonce-surprise de la non-candidature aux élections présidentielles de François Hollande.

Particularité de Ronald Steven Lauder : sa participation occulte dans l'opération israélo-américaine (sous faux drapeau islamiste) du 11-Septembre.

Il fut le personnage-clé ayant favorisé la privatisation des tours jumelles du World Center (qui seront ainsi acquises par Larry Silverstein, ami personnel d'Ariel Sharon et Benyamin Netanyahou, avant d'être secrètement soumises à une démolition contrôlée le jour des évènements). Il est également celui qui oeuvra à la privatisation éphèmère de l'aéroport américain Stewart Air Force Base (au-dessus duquel les deux premiers avions détournés ont mystérieusement vu leur transpondeur interrompu avant de repartir, en même temps et du même lieu, en direction du World Trade Center).

À noter : consacré au "terrorisme", le débat du 4 décembre auquel participe Lauder réunira Francis Kalifat, président du Crif, et Georges Fenech, le député -professionnelement lié au clan Netanyahou- qui fut en charge de la version officielle (élaborée par sa commission d'enquête parlementaire) sur les attentats de 2015 (Charlie Hebdo, Hyper Cacher, Stade de France, commando des terrasses, Bataclan, Saint-Denis). panamza.com

Valls la magouille...

Mercredi 16 novembre, le site de l'hebdomadaire Le Point rapporte que le Premier ministre "a fait en sorte" que la 8ème circonscription des Français de l'étranger (aujourd'hui représentée par le député UDI Meyer Habib) soit "gelée" par le PS (au détriment du principe démocratique) en faveur de son conseiller Benjamin Djiane}.

Djiane? En avril 2014, Panamza avait révélé que cet homme chargé d'élaborer les discours du Premier ministre -et qui l'a récemment accompagné en Israël- est un militant communautaire et sioniste lié à "Socialisme et judaïsme", association (adhérente du Crif) dont il a été le vice-président.

Science-fiction : imaginez le tollé politico-médiatique si le "conseiller pour les discours" du Premier ministre de France était un membre pro-palestinien de l'Union des organisations islamiques de France en charge de la vice-présidence d'une association dénommée "Islam et socialisme".

Réalité : le cas Djiane n'a jamais été débattu ou exposé par les nombreux éditorialistes et pamphlétaires de l'Hexagone. panamza.com 16.11

Bientôt nous ne rendrons plus compte des infos glanées sur ce portail dont l'animateur à des fixations douteuses, puisqu'il va devenir payant.

L'aveu.

- Philippe Poutou - Porte-parole du NPA, candidat à la présidentielle 2017.

- "Pour cela, il n'y a pas d'autre choix que de rompre radicalement avec la gauche gouvernementale, avec les institutions. Les institutions de la Ve République, la fonction présidentielle, il faut tout balayer." huffingtonpost.fr 04.12

Ce qui signifie que jusqu'à présent le NPA entraitenaient des rapports avec "la gauche gouvernementale" que de notre côté nous caractérisons de droite. Est-ce que cette déclaration sera suivie d'effets ? Ayons la faiblesse de lui accorder le bénéfice du doute, on jugera sur pièces d'ici mai 2017. Cela vaut pour Gluckstein et le POID.

Si maintenant le NPA et le POID peut-être rejoints par d'autres partis, groupes, tendances ou courants du mouvement ouvrier adoptaient ou confirmaient l'adoption d'une ligne politique axée contre les institutions de la Ve République, alors ils pourraient constituer une plate-forme politique ou fusionner dans un seul parti comportant différentes tendances.

S'ils le disent eux-mêmes...

- Le 22 octobre 2015, lors d'une interview avec TV Libertés, Philippe de Villiers avait rapporté une confidence révélatrice de François Fillon : «Les Bilderberg, c'est eux qui nous gouvernent».

- François Fillon confie à Philippe de Villiers "Les Bilderbergs, c'est eux qui nous gouvernent"
https://www.youtube.com/watch?v=XhAuCSDAy_w&feature=youtu.be&t=2m31s

La gauche, c'était la réaction ou le temps des chrysanthèmes.

Le réformisme menait au social-libéralisme, le socialisme mène à l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression qui l'accompagne.

Adoptez le socialisme, c'est oeuvrer pour le bien-être, l'harmonie et la paix, la liberté.

Lui ou un autre.

- François Hollande a-t-il tué le Parti socialiste? - Le Huffington Post

Ce parti n'était plus socialiste depuis plus d'un siècle, en admettant qu'il l'ait été un jour. Hollande ou un autre, le PS ne pouvait qu'adopter une politique toujours plus réactionnaire à mesure que la crise du capitalisme se développait, puisqu'il ne pouvait pas s'orienter dans la direction opposée et adopter le socialisme, parce qu'il était devenu un parti du capital, de droite, une fois adopté le capitalisme. Il incarnait des couches de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes qui avaient lié leur destin à celui du capitalisme, une fois entré en crise, il n'incarnera plus que les intérêts du capitalisme, ruinant la base sociale sur laquelle il reposeait et devait s'écrouler, car il n'a pas disparu en tant que parti,en tant que parti de gauche, si besoin était, Hollande lui a porté le coup de grâce.

- Le PS, un parti en lambeaux - LeParisien.fr

« Maintenant, il nous faut reconstruire à partir des décombres du Parti socialiste qui est dans un état pire que celui de la SFIO en 1969 : plus de projet, plus d'idées, plus de stratégie, plus d'alliance... et maintenant, plus de leadeur ! »

Ce constat accablant, d'une froideur clinique, vient d'être consigné sur son blog par Jean Glavany.

« En fait, il s'agit du chiffre des adhérents potentiels (120.000 avancé par Cambadélis -ndlr), ceux qui peuvent se mettre à jour de cotisation pour pouvoir voter lors d'une désignation ou d'un congrès, à la condition qu'ils aient moins de deux ans de retard de cotisation », décrypte un permanent du PS. A l'entendre, le parti compte 42 300 militants à jour de cotisation, comme révélé par « le Canard enchaîné ».

« C'est un des chiffres les plus bas que nous ayons jamais connus », reconnaît un dirigeant PS. « On va finir à 50 000 adhérents », redoute le député de la Nièvre Christian Paul, chef de file des frondeurs. LeParisien.fr

- Primaire à gauche : la Belle Alliance tourne... à la veillée funèbre - LeParisien.fr

Comment propulser Valls ? Mode d'emploi.

- Hollande renonce : une bonne nouvelle pour Manuel Valls ? - Franceinfo

L'annonce surprise de François Hollande ouvre un véritable boulevard pour le locataire de Matignon. Franceinfo

- Présidentielle : le Premier ministre prêt à foncer - LeParisien.fr

Tous les prétendants du PS partagent son bilan.

- Plus des 3/4 des Français jugent négatif le bilan de Hollande, selon un sondage - AFP

Plus des 3/4 des Français (78%) jugent négatif le bilan de François Hollande à la présidence de la République, selon un sondage OpinionWay pour Le Figaro à paraître lundi. AFP

Du coup, la quadrature du cercle.

- Valls face au défi du rassemblement à l'approche de sa candidature - AFP

- Manuel Valls candidat préféré de la gauche pour la présidentielle - LeMonde.fr

Le courant de la gauche le plus réactionnaire...

Flagrant délit de populisme.

- Jean-Luc Mélenchon : "Une campagne présidentielle n'est pas une séance de communication". - Francetv info 04.12

Vraiment ? Et une multitude de "séances de communication" : Pure propagande sans consistance ou lendemain.

- Jean-Luc fait des vidéos : comment le candidat Mélenchon est devenu le "champion" de YouTube en deux mois. - francetvinfo.fr 02.12

La tentation de la dictature féroce. Ils ont de la suite dans les idées ou intention inavouable.

Autriche, Italie, Brexit, Trump... Contre le populisme et le vote de rejet, certains veulent en finir avec les élections et les référendums - huffingtonpost.fr

La majeure parti de la population qui votent aspire à la démocratie, elle se sert de ce moyen pour exprimer son aspiration à la démocratie, ce qui ne signifie pas que le régime serait démocratique, attention à ne pas confondre les deux, ce qu'on n'a pas cessé de faire dans le passé et qui nous a conduit où nous en sommes.

Nous ne sommes pas des partisans acharnés du suffrage universelle, et si dans les conditions dans lesquelles il se déroule il est antidémocratique, il n'en demeure pas moins qu'il correspond à un droit politique qui exprime la lutte des classes, de manière déformée.

La signification politique de notre appel à boycotter les élections présidentielles et législatives de 2017 est claire.

C'est un acte politique. Il consiste à condamner le cadre de la Constitution de la Ve République dans lequel on nous demande d'exercer ce droit, sachant que sa mise en oeuvre ou le contenu social qu'il renferme est incompatible avec le régime et sera piétiné par le prochain président de la République et l'Assemblée nationale, dans ces conditions nous n'avons pas à légitimer un processus électoral qui consiste à cautionner la survie des institutions de la Ve République qui ont été fondées par et pour le capital que le prolétariat révolutionnaire doit renverser...

A leur manière dans la suite de cet article, ils confirment l'appréciation que l'on porte sur les institutions et cela est valable pour tous les pays

Huffington Post - "Tout le monde pense que 'démocratie' et 'élections' sont synonymes, mais elles ne le sont pas", explique David Van Reybrouck, interrogé par Télérama. L'historien, qui rappelle que le terme "élections" est étymologiquement de la même famille que "élite", estime que ce principe, contrairement à l'illusion populaire, n'est pas des plus démocratiques: les élections ne seraient qu'un "moyen privilégié par les élites pour désigner un leader". Même s'il choisit son leader tous les cinq ans, le citoyen est, le reste du temps, incapable d'influencer ses idées, et donc de participer à la démocratie. Pour le politologue Bernard Manin, le gouvernement représentatif est "mixte": il "combine des éléments démocratiques et des éléments non-démocratiques".

Avec les élections, Van Reybrouck remet en cause un autre outil particulièrement vanté par les politiques jugés les plus populistes (et promis par François Fillon s'il est élu en mai): le référendum. "Ces deux procédures restent extrêmement primitives, quand on y songe: avec les élections, il s'agit de cocher une case à côté d'un nom; avec le référendum, à côté d'une question (à laquelle on répond oui ou non)", tout cela sans être forcé de se documenter sur les programmes ou les conséquences de son choix.

Le vote pourrait-il devenir inefficace car trop souvent irréfléchi? huffingtonpost.fr 03.12

Vous avez peut-être encore en tête des causeries récentes dans lesquelles j'affirmais que la démocratie n'a jamais existé, ils en arrivent à le dire eux-mêmes, et que prétendre le contraire était une escroquerie politique qui ne pouvait que contribuer à embrouiller davantage les travailleurs. A ceci près que notre critique s'inscrit dans un objectif diamètralement opposé aux représentants du régime qui rêvent d'instaurer le corporatisme pour mieux museler nos droits politiques ou empêcher les travailleurs de les exercer.

Régime policier. Ils ont horreur de la vérité, un crime.

- Suisse : un journaliste condamné après avoir démontré les failles du vote électronique - franceinfo

Un journaliste suisse, qui avait voté deux fois lors d'un scrutin en mars 2015 pour dénoncer une faille du vote électronique à Genève, a été reconnu coupable de fraude électorale par le Ministère public de la Confédération (MPC), rapporte

Le Matin Dimanche, dimanche 4 décembre.

Journaliste à la RTS, Joël Boissard a écopé de jours-amendes avec sursis. "Cette affaire est hallucinante, estime Jamil Soussi, avocat du journaliste. Mon client a dévoilé un problème d'intérêt public, mais le Ministère public de la Confédération en fait abstraction totale et le sanctionne."

Joël Boissard et la RTS ont décidé de porter l'affaire devant le Tribunal pénal fédéral, qui statuera début 2017 lors d'un procès public. franceinfo 04.12

Relent excrémentiel du capitalisme.

- En Caroline du Nord, le Ku Klux Klan croit à sa renaissance - Liberation.fr

Après la victoire de Donald Trump, le groupe suprémaciste blanc appelle à un rassemblement ce samedi, dans cet Etat où il jouit d'un fort soutien depuis les années 60. Liberation.fr 03.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

1.1- Italie: Matteo Renzi démissionne après un camouflet électoral - AFP

Le chef du gouvernement italien Matteo Renzi a annoncé tôt lundi matin sa démission après le rejet massif de "sa" réforme constitutionnelle par des électeurs qui ont préféré renvoyer chez lui l'homme qui avait promis de changer l'Italie au pas de charge. AFP 04.12

1.2- Les Italiens votent massivement contre la réforme de Renzi - latribune.fr

Les Italiens ont rejeté massivement dimanche la réforme constitutionnelle portée par le chef du gouvernement Matteo Renzi, selon des sondages réalisés à la sortie des urnes. Le "non" au référendum réaliserait un score situé entre 54 et 58% (peu avant 01h00 (00h00 GMT) le non à 59,59% des voix. - AFP) contre 42 à 46 % pour le oui, un résultat qui devrait conduire M. Renzi à démissionner.

Les préoccupations des investisseurs s'expliquaient avant tout par la fragilité du secteur bancaire italien exposé à 360 milliards d'euros de créances douteuses. Le sort de la plus ancienne banque du monde encore en activité, Monte Dei Paschi di Siena, troisième établissement du pays, est également en jeu. La banque a besoin de lever de nouveaux capitaux à hauteur de cinq milliards d'euros pour avoir une chance de nettoyer son bilan, plombé par 46 milliards d'euros de créances douteuses. Avec le "non" Monte dei Paschi pourrait être contrainte de renoncer à l'opération, ce qui l'obligerait à appeler les pouvoirs publics à l'aide pour tenter d'échapper au dépôt de bilan. Une telle issue risquerait de provoquer une contagion désastreuse par effet de dominos dans le secteur. latribune.f 04.12

2- Grande-Bretagne

Réaction. La surenchère.

- L'opposition britannique déposera un amendement au texte sur le Brexit - Reuters

3- Venezuela

- Le Venezuela qualifie de "coup d'Etat" et d'"agression" sa mise à l'écart du Mercosur - AFP

Le Venezuela a qualifié vendredi de "coup d'Etat" et d'"agression" sa mise à l'écart du Mercosur par les autres membres du

principal bloc économique sud-américain, qui reprochent notamment au gouvernement socialiste vénézuélien de ne pas respecter les valeurs démocratiques AFP

4- Syrie

L'autodétermination du peuple syrien leur reste en travers de la gorge.

4.1- Alep: le régime syrien maître de plus de la moitié de la partie rebelle - AFP

L'armée syrienne contrôlait samedi plus de la moitié de la partie rebelle d'Alep, après la prise d'un nouveau secteur dans son offensive pour reprendre la totalité de la deuxième ville du pays, ignorant les protestations internationales face à la mort de nombreux civils. AFP

L'armée de la République arabe syrienne avait repris samedi le contrôle de la moitié de la partie d'Alep occupée par une horde de barbares venus de l'extérieur de la Syrie, après la reprise d'un nouveau secteur dans son offensive pour reprendre la totalité de la deuxième ville du pays, ignorant les protestations des commanditaires de ces mercenaires fanatiques qui se servent de la population comme bouclier humain.

4.2- Syrie : les rebelles cèdent un nouveau quartier d'Alep aux forces du régime - LeMonde.fr

Le régime de Bachar Al-Assad contrôlerait désormais 60 % du secteur rebelle d'Alep qui lui échappait depuis 2012. LeMonde.fr

---

Le 6 décembre 2016

CAUSERIE

Cloué à la maison ! J'explique plus loin pourquoi. J'ai téléchargé en retard une trentaine d'articles, je verrai par la suite s'il y en a qui méritent d'être publiés dans le portail.

- Inde : le Tamil Nadu en état d'alerte après la mort d'une dirigeante idolâtrée - lefigaro.fr

Comme d'habitude en pareille circonstance, on m'a fortement déconseillé de sortir de chez moi par crainte pour ma sécurité. Mon voisin le plus proche qui bosse avec sa petite camionnette n'a pas osé la sortir par crainte qu'elle soit caillassée ou brûlée, donc je ne raconte pas de conneries.

Le Figaro - Jayalalithaa Jayaram est morte ce lundi soir dans son État natal du Tamil Nadu. Ancienne vedette de cinéma devenue femme politique, elle était adorée, voire divinisée par ses partisans. L'exécutif a pris des mesures pour éviter des émeutes.

Jayalalithaa Jayaram faisait l'objet d'un culte en Inde. Affectueusement appelée «Amma» («Mère») dans l'État du Tamil Nadu, dans le sud du pays, l'extravagante ex-vedette de cinéma devenue femme politique de premier ordre est morte ce lundi soir d'une llongue maladie à l'âge de 68 ans, a annoncé le chef de l'exécutif du Tamil Nadu. «C'est avec une peine indescriptible que nous annonçons le triste décès de notre estimée honorable ministre en chef du Tamil Nadu (...) à 23h30 aujourd'hui», a déclaré l'hôpital Apollo à Chennai, la capitale régionale, dans un communiqué transmis aux médias.

Jayalalithaa Jayaram, qui avait dirigé par intermittence son État natal depuis le début des années 1990, n'avait plus été vue en public depuis son hospitalisation en septembre. Traitée dans un établissement privé de Chennai (autrefois appelée Madras), elle avait fait un arrêt cardiaque dimanche soir et se trouvait depuis dans un état critique. En prévision de son décès et par crainte de violences, la police de l'État avait été mise en alerte et des contingents de forces de l'ordre déployés devant l'établissement où elle était traitée. Au total, plus de 6000 policiers ont été mobilisés pour maintenir l'ordre et prévenir les émeutes. Le culte autour de sa personne était tel que des personnes sont allées jusqu'à se mutiler, voire se suicider, pour lui manifester leur soutien.

Des centaines de fidèles ont veillé jour et nuit devant l'hôpital depuis son premier séjour en septembre suite à une forte fièvre. Leur nombre n'a cessé d'augmenter depuis que sa santé s'est détériorée dimanche. Lundi dans la journée, quelques esprits échauffés au sein d'une foule de plusieurs milliers s'étaient heurtés aux barrages de police. Mais à la confirmation du décès, les chaînes de télévision ne montraient que des visages d'hommes et de femmes en pleurs. De nombreux admirateurs se sont également massés devant sa résidence, dans un autre quartier de la ville.

Dans un Tamil Nadu où cinéma et politique sont historiquement poreux, Jayalalithaa s'était faite la championne d'un mouvement d'affirmation des basses castes. Jouant habilement de l'aura conférée par sa célébrité cinématographique, elle

avait rapidement grimpé les échelons du parti tamoul All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam (AIADMK), jusqu'à devenir la ministre en chef du Tamil Nadu en 1991. Elle occupera cette position à plusieurs reprises, régulièrement interrompues par des condamnations pour corruption.

En 1997, les policiers avaient découvert lors de perquisitions de ses propriétés pas moins de 10.500 saris, 750 paires de chaussures, ainsi qu'une ceinture en or incrustée de diamants de 1,5 kg. Jayalalithaa avait été brièvement incarcérée à deux reprises, la dernière en 2014. Mais les accusations de mensonge et d'autoritarisme à son encontre n'avaient pas entamé sa popularité, le Tamil Nadu étant devenu sous sa férule l'un des États les plus prospères de l'Inde. Son conseiller et homme de confiance, O Panneerselvam, qui avait déjà assuré son intérim lors de démêlés liés à la corruption, lui a succédé pendant la nuit. lefigaro.fr et AFP 05.12

Je n'étais pas "fan" de Jayalalithaa que ma compagne et sa soeur adoraient, la 3e ou 4e fortune du Tamil Nadu, autour de 60 millions d'habitants.

Cela dit, vous aurez constaté que Le Figaro n'avait pas pu s'empêcher de relayer "les accusations de mensonge et d'autoritarisme à son encontre" comme si ce n'était pas le cas des dirigeants des autres partis (DMK, BJP et le parti du Congrès), et d'insister lourdement sur le culte de la personnalité dont elle faisait l'objet de la part des plus pauvres que Le Figaro honnit par dessus tout, là encore culte qui vaut pour les dirigeants de tous les partis dans un pays où la population est demeurée arriérée, bigote, superstitueuse, etc., y compris les membres des nouvelles classes moyennes qui penchent vers l'extrême droite, pour finalement la présenter comme une populiste qui a une valeur négative ou dépréciative, alors qu'en réalité c'est bien à un exercice de populisme, de démagogie ou d'hypocrisie que s'est livré lui-même Le Figaro.

Cela vaut pour le traitement de l'information en générale par les médias mainstream en France et dans tous les pays, c'est pour cela que je l'ai relevé, afin d'aider les lecteurs à décrypter leur rhétorique et à démonter les mécanismes auxquels ils recourent pour déformer la réalité et les influencer.

Deux vidéos

Je n'ai pas eu le temps de les visionner.

L'Arabie saoudite dévoilée, documentaire
https://www.youtube.com/watch?v=DgSfJGfaWyI

Kékidi le Journal Officiel 2 : L'OTAN et la France... Le retour!
https://www.youtube.com/watch?v=qk0G_7AZae4

Suite de l'article d'hier ***Les maîtres du monde.***

- Alliance de Facebook, Microsoft, YouTube et Twitter contre les « contenus terroristes » - LeMonde.fr

Grille de lecture.

A lire en ayant à l'esprit qu'ils sont les parrains du terrorisme, en remplaçant terroristes par militants ouvriers.

Facebook, Microsoft, Twitter et YouTube – filiale de Google/Alphabet – ont annoncé lundi 5 décembre un partenariat à l'échelle mondiale visant à identifier plus rapidement les « contenus à caractère terroriste » sur leurs plateformes, et ainsi freiner leur diffusion. Les quatre entreprises américaines ont prévu de créer une base de données commune comprenant les « empreintes digitales » numériques de photos ou vidéos de propagande et de recrutement retirées de leurs plateformes.

Aucun message ne sera toutefois retiré ou bloqué automatiquement : il reviendra à chaque entreprise d'évaluer si les contenus identifiés enfreignent ses propres règles. Chacune décidera également indépendamment des contenus qu'elle décide d'ajouter à la base commune. Elles précisent vouloir commencer avec les images et vidéos « les plus extrêmes et flagrantes », et donc « les plus susceptibles de violer les règles de toutes entreprises ».

Microsoft, Facebook, Twitter et YouTube disent en outre vouloir examiner comment impliquer d'autres firmes à l'avenir, mais insistent sur le fait que chacun des partenaires continuera de traiter de manière indépendante les demandes d'informations ou de retrait de contenus émanant des gouvernements ou des forces de l'ordre.

L'initiative intervient alors que les Etats-Unis, la Commission européenne et une série d'autres pays ont multiplié les appels ces derniers mois à ce que les réseaux sociaux intensifient leur lutte contre la propagande djihadiste en ligne. LeMonde.fr 05.12

Chacun aura compris que les fondateurs de ces réseaux sociaux qui appartiennent tous au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne, savaient parfaitement ce qu'ils faisaient en mettant ces instruments au service notamment de la propagande des barbares dont elle était le parrain et de l'extrême droite qui constitue leur dernier recours pour conserver le pouvoir, à la portée de tous les cinglés qui peuplent le monde.

En complément.

Ils vous surveillent partout pour mieux vous réprimer et vous soumettre..

- En Ecosse, fumer en voiture en présence d'un enfant est désormais interdit - L'Express.fr

Depuis ce lundi matin, les Ecossais qui fumeront dans leur voiture alors qu'ils transportent des enfants s'exposent à une amende de 119 euros. L'Express.fr 05.12

ACTUALITE EN TITRES

Infantilisme ou crétinisme d'un ex-banquier.

- Emmanuel Macron, idole des enfants new-yorkais - 20minutes.fr

Le candidat à la présidentielle est venu chercher soutiens et inspirations... 20minutes.fr 05.12

La tentation du fascisme.

- Antiterrorisme: faut-il suivre le modèle israélien? - Causeur.fr

La vague d'attentats qui a frappé la France et le monde depuis le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et depuis le Bataclan à Paris, a fini par faire comprendre, avec retard, à de nombreux observateurs occidentaux, ce qu'Israël répète depuis de nombreuses années... Causeur.fr 05.12

En oligarchie. La fabrique à exclusion, à déchets, à esclaves.

- Un Français sur dix vit dans la solitude - LeFigaro.fr

Selon une étude réalisée par le Crédoc pour la Fondation de France, 5 millions de Français sont dans une situation d'isolement. LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Valls. Tour de chauffe en attendant 2022 ou le dernier recours avant le fascisme.

- Manuel Valls se déclare candidat à la primaire de la gauche et annonce son départ de Matignon - huffingtonpost.fr

Huffington Post - Son slogan: Faire gagner tout ce qui nous rassemble. "Je n'ai jamais cédé à la tentation de l'individualisme", a-t-il affirmé, avant d'annoncer qu'il quitterait Matignon dès le lendemain.

LVOG - Valls s'est livré à un exercice de faussaire relativement médiocre, mais il n'avait pas le choix. Il faut lire sa rhétorique en inversant tous les termes pour saisir ses réelles intentions nauséabondes et réactionnaires.

Huffington Post - Ciblant la droite et l'extrême droite, Manuel Valls s'est érigé en rempart contre "le communautarisme, la ségrégation sociale, les actes antimusulmans, les actes antichrétiens..." (Autant d'actes qu'il s'est employé à alimenter. Parole de sioniste ou porte-parole du Crif - LVOG)

"La mondialisation doit être mise au service des peuples", a-t-il affirmé en s'affichant comme un européen convaincu, promettant

de "refonder le projet européen" et de "mettre la France à la hauteur d'un monde nouveau": économie verte, transition énergétique, formation continue, recherche et santé. (Discours éculé, plus qu'usé jusqu'à la corde, grotesque. - LVOG)

Critiquant la droite qui propose de gouverner par ordonnances, Manuel Valls a promis de proposer des réformes institutionnelles visant à mieux impliquer les citoyens tout en rééquilibrant les pouvoirs en faveur du Parlement. huffingtonpost.fr 05.12

Après avoir recouru à trois reprises je crois à l'article 49.3 de la Constitution.

On se demande comment ils peuvent ainsi faire feu de tout bois. C'est facile à comprendre et cela vaut dans la vie en général.

Le peuple demeure toujours incapable de tirer les enseignements des expériences qu'il a vécues. Du coup, il peut revivre les mêmes expériences indéfiniment sans que son niveau de conscience ne progresse.

C'est ainsi que la plupart des gens finissent leurs jours pratiquement aussi ignorants ou inconscients que lorsqu'ils étaient des enfants ou de jeunes adolescents, certains s'étant hypocritement convaincus du contraire, mais à l'article de la mort, on est trop faible, il n'existe plus d'enjeu, les dernières résistances craquent et alors il devient impossible de se leurrer soi-même plus longtemps, et on est bien obligé de se rendre à l'évidence que cela n'avait servi à rien de se mentir, bien triste destin ou fin en vérité, qu'on ne souhaitera à aucun de nos lecteurs qui sont résolus à progresser, n'est-ce pas ? C'est tout le mal qu'on leur souhaite.

- Comment Manuel Valls peut être le candidat légitime du bilan sans être celui de l'échec de François Hollande? - Le Huffington Post

- #TSV : "Tout sauf Valls", le hashtag des irréductibles pro-Hollande sur Twitter - Franceinfo

- Après la candidature de Manuel Valls, des doutes sur sa capacité à rassembler - LeMonde.fr

- Valls: Aubry ne croit pas qu'il puisse réunir la gauche - AFP

- Valls candidat : "Nous n'aurons pas François Hollande, mais nous aurons son suppléant" - Franceinfo

- Manuel Valls : la ville d'Évry divisée sur son ancien maire - Franceinfo

- Manuel Valls : près de Toulouse, sa candidature ne fait pas l'unanimité - Franceinfo

Hommage du vice à la vertu.

- Forte remontée de Hollande depuis l'annonce de sa sortie - Reuters

Les masques du populisme tombent... en famille.

L'appel de Thomas Piketty et une quinzaine de personnalités pour "une seule primaire à gauche" - HuffPost

Une quinzaine de personnalités, dont l'économiste Thomas Piketty, signent ce mardi 6 décembre dans Libération un appel pour "une seule primaire à gauche", estimant qu'à cette seule condition "nous n'avons pas encore perdu l'élection présidentielle".

"Il faut donc que les dirigeants des différentes mouvances de la gauche et des écologistes et les candidats qu'elles ont investis, d'Emmanuel Macron à Jean-Luc Mélenchon, se rencontrent d'urgence au cours des prochains jours pour transformer la primaire organisée par le Parti socialiste et ses alliés, les 22 et 29 janvier prochains, en une véritable primaire de toute la gauche", lit-on dans cet appel baptisé "A gauche, tout n'est pas perdu!".

Les signataires, dont l'avocat William Bourdon, l'économiste Daniel Cohen ou encore la philosophe Dominique Méda, estiment que "si nous nous mobilisons suffisamment vite et fort pour éviter la dispersion, et donc l'élimination, de la gauche et des écologistes nous n'avons pas encore perdu l'élection présidentielle !" Le HuffPost 05.12

Il n'y a pas à être choqué qu'il réclame une primaire de Macron à Mélenchon puisqu'ils incarnent tous le régime en place.
Ces intellectuels sont moins idiots ou plus conséquents que les militants du mouvement ouvrier qui considérent Mélenchon de gauche ou qui s'apprêtent à voter pour lui.

Quel est le commanditaire des barbares puisqu'il en existe forcément un des deux ?

- Russes et Américains vont discuter du départ des rebelles d'Alep - AFP

Russes et Américains vont discuter cette semaine, selon Moscou, du départ de "tous les rebelles" d'Alep où le régime syrien ne cesse de gagner du terrain, une proposition immédiatement rejetée par des groupes insurgés. AFP 04.12

- Moscou et Pékin mettent leur veto à une résolution de l'ONU sur une trêve à Alep - LeMonde.fr

La Russie et la Chine se sont opposées au texte, mentionnant la tenue de pourparlers américano-russes, mardi, sur le retrait des rebelles de la ville. LeMonde.fr 05.12

- Jean-Marc Ayrault "déplore" le veto russe à l'Onu pour une trêve en Syrie - Franceinfo

Pas de trêve des confiseurs pour les barbares "déplore" Ayrault...

Le Brésil ingouvernable.

- La Cour suprême destitue le président du Sénat brésilien - Reuters

La Cour suprême du Brésil annonce lundi qu'elle a démis de ses fonctions le président du Sénat, Renan Calheiros, qu'elle avait inculpé voici quelques jours pour détournement de fonds publics. Reuters 05.12

Le 8 décembre 2016

CAUSERIE

Bienvenue en oligarchie ou chez les truies.

- L'aéroport de San Francisco embauche une truie pour calmer les voyageurs - Slate.fr

L'aéroport avait déjà une équipe de chiens, chats et lapins de soutien thérapeutique, mais LiLou la truie a désormais rejoint la troupe. Slate.fr

- Absolutely Fabulous : les deux Anglaises les plus déjantées de l'histoire de la télé britannique débarquent sur le grand écran - Atlantico.fr

Edina et Patsy sont de retour, toujours aussi alcoolisées et dévergondées dans Absolutely Fabulous. Si la série est mieux que le film, vous allez adorer les retrouver. Atlantico.fr

D'où tirent-ils leur inspiration ? Frustration obsessionnelle ou idolatrie... inavouée.

- Voici le calendrier de l'Avent, version nazie - Slate.fr

Qui a dit ?

- (Il) avait prôné la rupture avec "toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes". (Reuters 22.01)

Réponse : François Mitterrand lors du Congrès d'unification du PS à Epinay en juin 1971. (causerie 21.01.2012)

Cela ne vous rappelle-t-il pas le discours de Hollande au Bourget en 2012 ? Et en cherchant bien vous en trouverez l'équivalent chez Blum et Jaurès.

En état de survie artificielle. Pour combien de temps ?

Mise en scène. Acte I.

- Primaire à gauche: Comment le public (devant et derrière) Valls a été mobilisé par ses équipes - 20minutes.fr Rien n'a été laissé au hasard. Manuel Valls a annoncé lundi soir sa candidature à la présidentielle avec une mise en scène particulièrement soignée. Ni le cadre - celui de la mairie d'Evry, la ville où tout a commencé pour l'ex-Premier ministre -, ni le fond - orange, loin du bleu présidentiel et du rouge socialiste - et encore moins le public.

Un public métissé en arrière-plan

En arrière-plan derrière le candidat, une assistance variée a été rassemblée : hommes, femmes, Blancs, Noirs, jeunes et vieux, que les caméras des nombreux médias présents ont cadrés et diffusés à la télé... 20minutes.fr 07.12

Même la méthode Coué n'est plus efficace.

- Primaire à gauche: «Je crois que nous pouvons gagner», lance Valls à 150 parlementaires PS - 20minutes.fr

Mise en scène. Acte II

- Valls : quel échec ! quelle désillusion ! - lepoint.fr

Manuel Valls incarnait la modernisation du socialisme. Mais sa déclaration de candidature a rassemblé les vieilles lunes de la gauche...

... on a continué à respecter, voire à admirer l'énergie que déployait cet homme-là pour réinventer la gauche, pour rénover le socialisme, pour le libérer de ses pesanteurs et de ses archaïsmes, à l'image de ce qu'avaient fait Blair et Schröder, chacun à sa façon. Et le temps a passé. Et on a pu croire, il y a bientôt trois ans, lors du virage libéral opéré par Hollande, que le souhait de Valls allait connaître un début de réalisation. Et l'on sait ce qu'il est advenu de cette espérance...

On se rappelait tout cela en entendant Manuel Valls lundi soir. Quel échec ! Quelle désillusion ! Il y avait quelque chose de pathétique dans l'effort qu'il faisait pour donner le change. Le voilà qui se lance dans une aventure aléatoire où l'on distingue mal ce qui le motive, de la part d'ambition personnelle ou de la part de dévouement à la cause. Comment peut-il croire qu'il est le rassembleur qu'il se veut être, lorsqu'on sait les hypothèques qui pèsent sur son dessein ? C'est un rêve qu'il a livré, rien que cela, sur les ruines d'un quinquennat désastreux, c'est une utopie, cette « splendide utopie » qu'il dénonçait avant son accession au pouvoir. Lui qui incarnait autrefois l'avenir n'a utilisé lundi que le langage du passé, celui de la légende socialiste. Tout y était : l'emphase, le lyrisme désuet, le vocabulaire inépuisable du sentiment et de la morale, la vanité des mots. Écoutons-le : « La gauche est grande et belle », dit-il au moment où elle donne d'elle-même une image mortifère. Écoutons-le énumérer la litanie des lieux communs, des références grandiloquentes, des concepts éculés de la mythologie républicaine et démocratique. Écoutons cette énormité d'un incroyable cynisme, qu'il lance comme un hommage : « La gauche, c'est le débat », alors que c'est justement le débat qui est en train de tuer la gauche, c'est le débat interne à la gauche qui, depuis bientôt cinq ans, paralyse la France. C'est vraiment trop d'arrogance ou de frivolité ou d'inconscience. Jusqu'à quand vont-ils nous faire payer leurs discussions byzantines sur leur sexe idéologique ?

On veut bien admettre que, campagne électorale oblige, l'annonce d'une candidature puisse s'accompagner d'une exhortation à l'enthousiasme. Encore faut-il que celui-ci prenne en compte la réalité du contexte. On attendait de Manuel Valls un minimum d'humilité après la déroute de la gauche. On est frustré. On attendait ensuite qu'il définisse les « valeurs » qu'il défend. On est tout aussi frustré. Car, paradoxalement, il y en a trop. Elles font ratatouille, et elles sont communes à la plupart des familles politiques, en ces temps de confusion démocratique. Ce que l'on attend de lui, enfin et surtout, c'est que dans les quelques semaines qui nous séparent de la primaire, il informe le pays de son projet politique. Ou bien du sien propre, fidèle aux promesses novatrices que portaient ses propositions passées et nourri de ses récentes expériences. C'est ce que l'on souhaite à la gauche. Ou bien d'un projet rassembleur issu d'une série de compromis passés avec ses concurrents. C'est ce que l'on redoute pour la gauche, mais cela semble très aléatoire. Car, quoi qu'il en soit, il est fortement douteux que l'un ou l'autre de ces projets emporte l'élection présidentielle ! Dans tous les cas de figure, l'ambition de l'ancien Premier ministre est illusoire. lepoint.fr 06.12

Mise en scène. Acte III.

Commentaire d'un abonné du Point

- "Mr Tesson, vous savez bien que, comme une primaire de droite se gagne à droite (Fillon), une primaire de gauche se gagne à gauche. Valls serait bien sot de ne pas l'avoir compris. Vous savez bien aussi que Valls ne croit guère qu'il pourra réussir 2017. Les socialistes ont intériorisé le fait qu'ils seront balayés. Valls prépare donc le coup d'après. La bataille qui s'annonce à gauche est celle de la recomposition... C'est pas gagné. "

Epilogue.

Mission impossible.

- Valls appelle au rassemblement de toute la gauche - Reuters

Manuel Valls s'est défendu mardi d'avoir contraint François Hollande à renoncer à briguer un second mandat à l'Elysée et appelé à un rassemblement de l'ensemble de la gauche, y compris Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron... Reuters 06.12

- Rebsamen à Valls: "On ne gouverne pas la gauche avec un 49-3" - AFP

- Sondage: Fillon et Le Pen au second tour, la gauche divisée - AFP

François Fillon et Marine Le Pen se qualifieraient dans toutes les hypothèses pour le second tour de la présidentielle 2017, Manuel Valls ne parvenant pas à prendre l'avantage sur les autres candidats de gauche, selon un sondage BVA-Salesforce diffusé mercredi.

Avec 23% à 29% d'intentions de vote, le vainqueur de la primaire de la droite serait au coude à coude au 1er tour avec la présidente du Front national, créditée de 24% à 26%.

Au second tour, François Fillon l'emporterait largement avec 67% contre 33% à Marine Le Pen, selon cette enquête pour Orange et la Presse régionale. Un tiers des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote.

Au 1er tour, la gauche apparaît quant à elle parfaitement divisée entre Emmanuel Macron (14%), Jean-Luc Mélenchon (14%) et Manuel Valls (13%).

Dans cette configuration, le centriste François Bayrou obtiendrait 6%.

Dans l'hypothèse où il remporterait la primaire socialiste fin janvier, Arnaud Montebourg n'est crédité que de 6,5% au 1er tour, contre 19% à Emmanuel Macron et 13% à Jean-Luc Mélenchon.

Manuel Valls, qui a annoncé lundi sa candidature à la présidence, ne franchirait la barre des 20% (21% d'intentions de vote) que si Emmanuel Macron et François Bayrou renonçaient à se présenter, sans toutefois pouvoir se hisser au niveau de Fillon (29%) ou de Marine Le Pen (26%).

Bien que bousculée par la dynamique en faveur de François Fillon, la patronne du FN résiste plutôt bien, sans rééditer ses scores du mois d'octobre qui la situaient entre 27,5% et 29%.

Le chômage est le sujet qui influe le plus sur les intentions de vote des électeurs de François Fillon (92%), Manuel Valls (85%), Jean-Luc Mélenchon (91%) et Emmanuel Macron (92%), devant la sécurité, la menace terroriste ou la loi travail. Ceux de Marine Le Pen placent la sécurité (93%) en tête, devant la crise des migrants et la menace terroriste. AFP 07.12

Et quel taux d'abstention ?

Pourquoi ce qu'ils appellent encore la gauche sera-t-elle balayée ? Parce qu'elle ne peut pas incarner à la fois les intérêts des nantis et ceux des travailleurs. Ce sera parmi ceux étiquetés à gauche les plus éloquents, les plus populistes, les pires cyniques qui s'en tireront le mieux.

Fin du bal masqué.

- Pour survivre, le Parti socialiste va devoir faire peau neuve - Le HuffPost

Méfions-nous des avis de décès avant terme. L'histoire du parti socialiste est ponctuée de crises. On le donnait moribond en 1958 (scission due à la guerre d'Algérie et au retour de De Gaulle au pouvoir), en 1969 (quand Gaston Defferre obtint péniblement un peu plus de 5 % à la présidentielle) ; il était au bord de l'abîme en 1993 (désastre électoral aux législatives)... À chaque fois, et parfois assez vite, le parti a repris force. Mais ses divisions persistaient, entre des individus, entre des doctrines, entre des courants. Quand Hollande devint premier secrétaire, il déploya un art de la synthèse qui, à chaque congrès, permettait de sauver les apparences grâce à des motions chèvre-chou. Cet art, il n'a pas pu en faire preuve au pouvoir, car il avait alors à trancher pour gouverner.

Si je ne crois pas à la fin annoncée du parti socialiste, je pense, en revanche, que pour se redresser il aura à faire peau neuve.

Les anciens frondeurs, les nostalgiques du congrès d'Épinay, les pseudo-marxistes, ceux qui ont fait chuter Hollande devraient, d'eux-mêmes, quitter le parti et s'inscrire sous le drapeau de Mélenchon où ils seraient mieux à leur place. "La" gauche n'en existerait pas pour autant, mais, du moins, les choses seraient plus claires. À cela j'ajouterai ce que j'écrivais déjà en 2006, que pour retrouver sa cohérence et son audience, "il faudra sans doute à la tête du parti socialiste une forte personnalité, respectée et écoutée, portant les espoirs du parti au lieu de la médiocre concurrence actuelle des présidentiables qui pousse aux compromissions, aux discours doubles, aux tractations de couloir, au détriment de la clarté des objectifs." Le HuffPost 07.12

De nos jours en quelques clics de souris, chaque fois qu'un dirigeant politique ou un parti s'exprime il est possible de le confronter à ses contradictions ou à ses mensonges, à son bilan, à son passé peu recommandable, de sorte qu'il en ressort affaibli, déstabilisé, broyé.

Manipuler les esprits ou mentir effrontément devient un exercice plus compliqué et plus risqué qu'autrefois, et la sanction ne se fait plus attendre, bien qu'elle soit encore trop longue à venir à notre goût.

La gauche, c'était la bonne conscience de la droite, des couches de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes, des intellectuels et des couches supérieures du prolétariat qui avaient épousé le destin du capitalisme pour avoir rejeté le socialisme. Ménagées autrefois, attaquées en période de crise du capitalisme, elles éclatent, c'est ce qu'exprime la multitude de candidats déclarés à la primaire du PS, ainsi que Macron ou Mélenchon et d'autres encore.

On pourrait retenir que le PS tomba à 5% pour ensuite se relever, porté à bouts de bras par la bourgeoisie qui en avait un sérieux besoin pour contrer l'influence du PC auprès des classes moyennes. Mais c'était à une autre époque, quand le capitalisme entamait un nouveau cycle d'expansion qui s'est achevé aux alentours de la fin des années 60, et qui apparemment est révolu pour être entré en crise permanente sans aucun espoir d'en sortir, de sorte qu'une refondation du style de celle d'Epinay sera impossible puisque les bases économiques ou sociales sur laquelle elle reposerait n'existent plus.

Aussi le PS est condamné à se droitiser toujours plus à l'instar du parti démocrate américain qui est devenu la coqueluche de l'oligarchie financière ou Wall Street, et à incarner les couches supérieures de la petite bourgeoisie les plus corrompues et réactionnaires, qui pour être mieux servis par le régime pourront continuer à parer leur discours d'un vernis faussement humaniste ou progressiste, histoire de tromper le peuple ignorant en l'absence de toute issue politique à la crise du capitalisme ou de toute alternative au capitalisme. C'est Valls qui assurément est le mieux placé pour incarner cette transition.

Dictature ou régime impérial.

- La Cour de cassation s'indigne d'un décret gouvernemental - Reuters

Les deux plus hauts magistrats de France réclament dans une lettre publiée mercredi des explications au Premier ministre sur un décret qui place selon eux la Cour de cassation "sous le contrôle direct du gouvernement".

Le décret qu'ils fustigent permet à une nouvelle inspection générale de la justice de contrôler le mode de fonctionnement de la plus haute juridiction française, alors qu'elle ne pouvait jusque-là le faire que pour les juridictions de première et deuxième instance, explique-t-on à la Cour. Cette modification engendrée par le décret est "en rupture avec la tradition républicaine observée jusqu'à ce jour", écrivent dans leur courrier le premier président Bertrand Louvel et le procureur général Jean-Claude Marin.

"Aussi, nous vous serions obligés de bien vouloir nous recevoir afin de nous communiquer des explications sur les raisons de ce décret (daté de lundi-NDLR) dont la Cour a pris connaissance par le Journal officiel", ajoutent-ils, précisant que le ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas ne leur a "pas fait part, à ce jour, de disponibilités" pour les recevoir.

Jusque-là, la Cour de cassation se contrôlait elle-même, et rendait compte de son activité dans son rapport annuel ainsi qu'à l'occasion de sa rentrée solennelle, explique-t-on à l'institution.

Elle pouvait faire l'objet de contrôles ponctuels de la part de la Cour des comptes, comme ce fut le cas en 2015, mais échappait, comme le Conseil d'Etat, à un contrôle externe par le gouvernement.

Avec ce changement, la Cour s'interroge sur une porosité croissante entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, dit-on.

Le décret dénoncé par les magistrats crée une inspection générale de la justice, attachée au ministre de la Justice, dont le rôle est notamment d'exercer "une mission permanente d'inspection, de contrôle, d'étude, de conseil et d'évaluation sur l'ensemble (...) des juridictions de l'ordre judiciaire". Reuters 07.12

Syrie. Derniers développements.

- L'armée syrienne a pris le contrôle de la vieille ville d'Alep - Reuters

L'armée syrienne a pris le contrôle de tous les quartiers de la vieille ville d'Alep, qui était aux mains des insurgés, rapporte mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Une nette progression des forces gouvernementales en direction de la vieille ville avait commencé mardi et s'est prolongée dans la nuit.

Les forces gouvernementales, appuyées par l'aviation russe et des milices chiites libanaises, iraniennes et irakiennes, semblent désormais sur le point de reprendre le contrôle de l'ensemble des quartiers orientaux de la ville, où vivent encore 200.000 personnes, selon les Nations unies.

Selon les forces russes, l'armée s'est emparée de 35 quartiers depuis le début de sa progression dans la grande ville du nord de la Syrie, devenue un enjeu majeur de la guerre civile qui ravage le pays depuis près de six ans.

Face à l'intensification des combats et à une situation sur le plan humanitaire que l'Onu juge "désastreuse dans l'est d'Alep", les rebelles ont demandé mercredi la mise en place d'un cessez-le-feu de cinq jours pour permettre l'évacuation d'environ 500 personnes ayant besoin de soins médicaux urgents.

Le gouvernement syrien a fait savoir mardi qu'il n'accepterait aucune offre de cessez-le-feu à Alep-Est tant que les mouvements qu'il considère comme des organisations terroristes n'auront pas évacué le secteur.

La Russie et la Chine ont opposé lundi leur veto aux Nations unies à un projet de résolution du Conseil de sécurité exigeant une trêve de sept jours à Alep et l'arrêt des combats dans l'ensemble de la Syrie. Moscou a fait valoir qu'une cessation des hostilités permettrait aux rebelles de se regrouper.

L'armée syrienne a indiqué qu'elle entendait terminer la reconquête d'Alep avant l'entrée à la Maison blanche du nouveau président américain, Donald Trump, le 20 janvier.

Impuissants, les pays occidentaux tenteraient désormais de convaincre les rebelles de quitter la ville pour éviter un bain de sang encore plus grand lorsque les forces gouvernementales attaqueront les zones les plus densément peuplées.

Pour l'heure, les rebelles n'ont donné aucune indication en ce sens et se disent déterminés à se battre jusqu'au bout.

Un représentant de l'opposition syrienne a néanmoins reconnu en privé que les insurgés seraient peut-être contraints de partir pour éviter un massacre de la population civile, bombardée quotidiennement et affamée par le siège d'Alep-Est.

Le chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault, a une nouvelle fois dénoncé mardi la "logique de guerre totale" du régime de Damas et de son allié russe. "Ce n'est parce qu'Alep va tomber peut-être dans quelques semaines que la question de la paix sera réglée", a-t-il dit. Reuters 07.12

Ils sont au désespoir : le peuple syrien va être libéré.

- Syrie : Alep, la victoire de Bachar Al-Assad ? - Franceinfo

En Syrie, la deuxième ville du pays, Alep, est quasiment retombée entre les mains de l'armée de Bachar Al-Assad après une nouvelle offensive éclair. Franceinfo 07.12

- Asphyxiés à Alep, les rebelles appellent à un cessez-le-feu - AFP

Les rebelles syriens ont appelé mercredi à un cessez-le-feu immédiat de cinq jours à Alep et à l'évacuation des civils, après avoir perdu encore du terrain dont la vieille ville face aux troupes du régime. AFP 07.12

- L'appel des barbares entendu.

- Cécile Duflot appelle à une visite parlementaire à Alep : "On ne peut pas laisser la population mourir sans réagir" - Franceinfo

Sur proposition du maire d'Alep, la députée écologiste tente de monter avec d'autres parlementaires une visite dans la ville martyre syrienne, sous le feu des bombes depuis plusieurs mois. Franceinfo 07.12

On ne peut même pas la traiter d'ordure, car cette abrutie ne connaît pas la situation sur place, elle se fit aveuglément à la propagande officielle et elle est loin d'être la seule.

Entendez que c'était le bonheur quand les Syriens étaient sous la coupe des mercenaires cruels et sanguinaires d'Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda armée par les puissances occidentales et du Golfe : Dans la ville martyre, c'est principalement le front al-Nosra qui combat Assad et ses supplétifs iraniens et hezbollahis, dixit l'ultra sioniste et membre de la direction du Crif, l'avocat franco-israélien, Gilles-William Goldnadel, président de l'Association France-Israël, dans un article publié le 7 décembre par Le Point. Il est également rédacteur du portail Atlantico.

ACTUALITE EN TITRES

L'Etat d'urgence personnalisé.

- Cazeneuve "ticket tranquillité" de Hollande, selon la presse - AFP

L'arrivée de Bernard Cazeneuve à Matignon récompense un "fidèle" de François Hollande et une assurance "tranquillité" pour la fin de règne du chef de l'Etat, commente la presse de mercredi. AFP 07.12

God save the queen... et le Brexit !

- Brexit : les députés britanniques votent le calendrier de Theresa May - euronews.com

La Première ministre britannique a obtenu la validation par les députés de son calendrier pour déclencher la procédure pour lancer le Brexit au plus tard le 31 mars 2017. En échange de cet accord, Theresa May accepte de révéler les grandes lignes de son plan pour le Brexit. euronews.com 07.12

L'oligarchie a pondu un oeuf... pourri.

- L'UE dévoile son "Oeuf de l'espace", nouveau quartier-général - AFP

L'UE a dévoilé mercredi 7 décembre son nouveau siège à l'allure futuriste, un symbole de "joie"... à 321 millions d'euros... AFP 07.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- OTAN

1.1- UE et Otan renforcent leur coopération avant l'arrivée de Trump - Reuters

L'Otan et l'Union européenne sont parvenues mardi à mettre de côté leurs rivalités pour s'accorder sur un programme en sept points sur des sujets allant de la protection contre les attaques informatiques à la guerre de l'information en passant par la contre-guérilla.

Cet accord, conclu lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles n'est pas contraignant et permettra aux six Etats membres de l'Union absents de l'Otan de bénéficier d'un soutien militaire américain.

Les propositions mises sur la table sont censées rassurer l'Europe sur les intentions des Etats-Unis, chef de file de l'Otan, alors que le populiste Donald Trump s'apprête à entrer à la Maison blanche.

Lors de sa campagne électorale, le futur président américain avait laissé entendre qu'il pourrait conditionner le soutien militaire américain à un accroissement des budgets de défense en Europe.

"Nous renforçons le lien transatlantique et le lien vital entre l'Amérique du Nord et l'Europe", a déclaré le secrétaire général de

l'Otan, Jens Stoltenberg, lors d'une conférence de presse.

L'accord UE-Otan intervient quelques semaines après un accord conclu entre membres du bloc communautaire sur le financement d'un fonds de défense destiné à l'acquisition d'hélicoptères, d'avions et d'autres équipements militaires, en partie dicté par la volonté d'adresser un message à Donald Trump.

"Avec la modification du contexte sécuritaire, c'est une bonne chose que l'Otan et l'Union européenne combinent leurs efforts", a commenté le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier. Reuters 06.12

1.2- Ukraine : l'Otan appelle à maintenir les sanctions contre la Russie - euronews.com

L'Alliance Atlantique a renouvelé son soutien à l'Ukraine lors d'une réunion à Bruxelles des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Otan. euronews.com 07.12

2- États-Unis

2.1- Trump nomme un ami du pétrole et du charbon à l'Environnement - 20minutes.fr

Scott Pruitt, 48 ans, s'est récemment fendu d'un édito affirmant que le débat sur le climat est « encore loin d'être tranché » et que « les scientifiques ne sont pas d'accord sur l'importance du réchauffement climatique ni sur son lien avec actions humaines ». Surtout, l'ancien ministre de la Justice de l'Oklahoma a mené la fronde des Etats républicains en traînant en justice l'EPA pour contester certaines régulations sur les émissions carbone. Son CV ne s'arrête pas là.

Selon une enquête du New York Times, Pruitt a participé, en 2014, à une alliance secrète avec des représentants de l'industrie du pétrole et du charbon pour combattre l'EPA. 20minutes.fr 07.12

2.2- États-Unis: un ex-général des Marines pressenti pour l'Intérieur - Reuters

Le président élu américain Donald Trump compte nommer l'ancien général des Marines John Kelly à la tête du département de la Sécurité intérieure dans son futur gouvernement, rapporte mercredi la chaîne d'information CBS News.

L'ancien chef du Commandement Sud de l'armée américaine, qui couvre l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes, a accepté l'offre, ajoute CBS, citant des sources anonymes.

Si cette nomination se confirme, John Kelly sera le troisième général à la retraite choisi par Donald Trump pour diriger un poste de haut rang au sein de son administration.

Donald Trump a déjà choisi Michael Flynn comme conseiller national à la sécurité et James Mattis comme secrétaire à la Défense. Reuters 07.12

3- Brésil

- Brésil : scènes de guérilla urbaine à Rio - Francetv info

Des scènes de guérilla urbaine en plein cœur de Rio. Des affrontements entre policiers et manifestants ont éclaté, mardi 6 décembre, aux abords de l'assemblée législative de cet Etat du

Brésil, en pleine crise financière, au premier jour du vote d'une série de mesures d'austérité proposées par le gouvernement local. Au moins deux blessés

Les heurts ont commencé lorsque les 300 manifestants, en majorité des fonctionnaires, ont tenté d'envahir l'assemblée législative locale, avant d'être dispersés par la police. Un groupe de manifestants a lancé des projectiles contre les forces de l'ordre et le bâtiment. Les policiers ont répliqué avec des grenades assourdissantes et du gaz lacrymogène. Des agents ont pris position en hauteur pour tirer sur les manifestants depuis les fenêtres. Au moins deux personnes ont été blessées par les balles en caoutchouc tirées par la police. Francetv info 07.12

4- Israël

- Israël: nouvelle étape pour la loi décriée sur les colonies - AFP

Un projet de loi légalisant 4.000 logements dans des colonies israéliennes construites sur des terres privées palestiniennes en Cisjordanie occupée a été voté mercredi en première lecture, malgré les multiples critiques qu'il suscite dans le pays et à l'étranger.

Ce texte soutenu par le gouvernement de droite de Benjamin Netanyahu a été approuvé par 57 voix contre 51 à la Knesset. Il doit encore être voté en seconde et troisième lecture avant d'avoir force de loi.

Le lobby de la colonisation est représenté dans le gouvernement par le Foyer juif, un parti nationaliste religieux. Pour ce parti, cette loi constitue un premier pas vers une annexion partielle de la Cisjordanie où quelque 400.000 colons sont installés sous la protection de l'armée israélienne.

Le texte vise à légaliser au regard du seul droit israélien 4.000 logements disséminés notamment dans 55 colonies dites sauvages, selon l'organisation israélienne anti-colonisation "La Paix maintenant".

Sur le front intérieur, le procureur général Avichaï Mandelblit, personnage central dans le système légal israélien et censé défendre les positions du gouvernement, a jugé le projet non conforme aux droits israélien et international. Selon les commentateurs, la loi une fois votée définitivement risque d'être retoquée par la Cour suprême.

C'est "la loi la plus dangereuse édictée par Israël depuis 1967", début de l'occupation de la Cisjordanie par Israël, a pour sa part affirmé à l'AFP Walid Assaf, ministre palestinien suivant le dossier de la colonisation.

Isaac Herzog, le chef de l'opposition de gauche, a assimilé le texte à un "suicide national".

L'opinion publique est pour sa part divisée. Selon un sondage de l'Institut pour la Démocratie en Israël, 46% des Israéliens sont favorables à cette loi tandis que 43% y sont opposés. Ces résultats ne concernent que la majorité juive et n'inclut pas la minorité arabe (17,5 %) de la population israélienne.

Le projet de loi est le fruit d'un compromis entre Benjamin Netanyahu et Naftali Bennett, chef du Foyer juif et ministre de l'Education, qui n'a pas hésité à mettre à l'épreuve la cohésion gouvernementale pour faire avancer ses vues.

"C'est un grand jour pour Israël malgré le goût d'amertume dû au sacrifice" des habitants d'Amona, a déclaré M. Bennett en séance plénière avant le vote.

L'arrangement laisse en effet de côté la colonie sauvage (illégale pour Israël) d'Amona près de Ramallah, vouée par une décision de la Cour suprême à la démolition d'ici au 25 décembre.

L'évacuation de cette colonie fait craindre des affrontements entre les colons et les forces de sécurité, malgré l'appel de M. Bennet mercredi à "ne pas lever la main sur qui que ce soit".

Des dirigeants des colons venus mercredi dans la colonie d'Ofra pour examiner la possibilité d'évacuer les 40 familles vivant à Amona dans cette colonie voisine ont été agressés par des jeunes colons leur reprochant de n'avoir pas réussi à "sauver Amona". AFP 07.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Au cœur d'une «crise sociale», les employés de la Poste appellent à la grève ce jeudi - Liberation.fr

Trois syndicats enjoignent les 220 000 agents de l'opérateur à cesser le travail, face à la «souffrance généralisée» des personnels, dixit Sud PTT. Liberation.fr 07.12

Le 9 décembre 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer.

Priez pour eux ou bigoterie en famille (entre frères) au chevet du PS et du régime.

Il paraîtrait que le chômage serait la préoccupation prioritaire des travailleurs interrogés par un institut de sondage, une confirmation en somme. Que cela ne tienne.

Comment détourner les travailleurs et militants de la lutte de classe et du combat pour le socialisme au profit de l'Etat des capitalistes, leur République oligarchique, bananière, du 49.3, de l'état d'urgence, de la répression du mouvement ouvrier, de la guerre, bref, à l'heure de la réaction sur toute la ligne, où les injustices et les inégalités sociales explosent en faveur des plus riches, en agitant la laïcité comme un hochet qui sert une énième fois à un exercice de collaboration de classes des fossoyeurs des droits sociaux légitimes de la classe ouvrière et ceux qui sont destinés à en tirer profit, quand ce ne sont pas les mêmes.

Ils rivalisent dans l'imposture avec les représentants officiels du régime dont ils servent les intérêts sans avoir forcément besoin d'être intégrés à l'Etat. Comment voler au secours du PS, servir ou légitimer l'ordre établi, les institutions ou l'Etat à l'heure où ils sont isolés ou rejetés par la majorité des travailleurs, tous les partis et toutes les organisations qui y participent ou y sont subordonnés, pardi en emboîtant le pas aux pires démagogues en instrumentalisant l'extrême droite qui constituerait une menace, tandis que la principale menace et les mauvais coups assénés aux travailleurs ne viendraient pas de l'Etat en guerre contre tous les peuples qui refusent de se soumettre au talon de fer de l'oligarchie, ceci expliquant cela.

La montée de l'extrême droite ne serait pas liée à la politique de démolition sociale systématique engagée par tous les partis qui ont participé aux différents gouvernements depuis des décennies ou qui les ont soutenus, elle serait le produit d'un tour de magie des dirigeants d'extrême droite, qui auraient le don de reprendre à leur compte tous les thèmes du mouvement ouvrier à des fins inavouables ou condamnables, elle ne serait pas le produit du refus des représentants du mouvement ouvrier d'affronter le gouvernement ou de situer leur combat dans la perspective du renversement du régime en place, ce qui ne peut que contribuer à laisser le champ libre à l'extrême droite pour propager son idéologie nauséabonde. Les initiateurs de cet appel en sont les complices car ils savent pertinemment ce qu'ils font, aucun n'a l'excuse de ne pas être en possession de ses facultés intellectuels. Ils n'en sont pas à leur premier coup d'essai.

Il ne vous aura pas échappé qu'ils sont unis pour défendre la laïcité, contre la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, le sexisme, l'homophobie, etc. mais dès lors qu'il s'agit de réaliser l'unité contre le chômage, les licenciements, la précarité, pour préserver tous nos acquis ou droits sociaux, soit ils sont aux abonnés absents, soit ils adoptent des positions ou des moyens qui ne permettent pas de dresser les masses exploitées contre le régime, mais au contraire contribuent à semer la confusion et à les diviser, ce qui permet au gouvernement en place d'appliquer sa politique antisociale bien qu'il soit ultra minoritaire et illégitime.

On nous rétorquera que les signataires de cet appel sont animés de bonnes intentions. Qu'il nous soit permis d'en douter fortement ou plutôt de penser le contraire pour les raisons évoquées ci-dessus (et plus loin), dont on trouve confirmation à quasiment chaque paragraphe. Et si vous aviez encore un doute, pour vous l'oter il vous suffira d'observer dans quel perspective se situe cet appel, à savoir, permettre "à la citoyenneté républicaine qui garantit la démocratie" de s'exprimer, alors qu'en réalité chacun a pu constater au cours des décennies qui viennent de s'écouler que le régime (en crise) était incompatible avec l'exercice de la démocratie ou qu'elle n'a jamais existé.

Un régime où règne l'exploitation de l'homme par l'homme ne peut pas se prévaloir de la démocratie, parce qu'aucun homme n'a jamais été livré à l'esclavage avec son consentement, il lui a toujours été imposé et il a toujours été réprimé quand il tentait de s'en émanciper. Toute autre interprétation est oeuvre de faussaires ou d'esclavagistes, d'agents du régime.

Nous sommes donc en présence d'une énième opération de récupération, de manipulation destinée uniquement à redorer le blason de l'Etat et du PS.

Vive la libération d'Alep, vive le peuple syrien !

Ceux qui ont pratiqué l'autocensure en ne diffusant pas les informations sur la situation en Syrie qui contredisaient la version officielle concoctée par Washingtion, Bruxelles et l'OTAN ont clairement montré dans quel camp ils se situaient, frappés ainsi du sceau indélébile de l'infâmie.

Ils se sont compromis honteusement à jamais en reprenant à leur compte la propagande de guerre des agresseurs de la Syrie, soit ouvertement soit en recourant au double langage en faisant un amalgame entre les différents belligérants en présence sur le champ de bataille, démontrant ainsi leur détermination ou leur volonté à soutenir leur propre régime au détriment du droit légitime de tous les peuples à aspirer à leur auto-détermination, ce qui se traduit dans leur propre pays par le refus d'accorder aux exploités le droit légitime de s'émanciper du joug du capitalisme.

Ils ont fait plus que refuser leur soutien au peuple syrien et déserter le combat politique, ces lâches et corrompus ont

trahi l'internationaliste (prolétarien) dont ils se réclamaient.

Ils ont été jusqu'à devenir les complices des puissances occidentales impérialistes et de leur armée supplétive de mercenaires barbares recrutés dans plus de 83 pays qui ont ravagé la Syrie et massacré son peuple depuis 2011. Dès lors, de quelle légitimité peuvent-ils se réclamer hormis le régime dont ils constituent un des maillons, un des remparts.

De 11 septembre 2001 jusqu'en décembre 2016, pendant 15 ans ils auront couvert toutes les guerres impérialistes et tous les attentats plannifiés par des officines à la solde de Washington ou d'Israël en adoptant leur version officielle, qui devait servir à justifier ces guerres auprès des populations pour qu'elles les approuvent ou instrumentaliser ces attentats pour justifier l'instauration de l'état d'urgence et l'adoption de nouvelles lois toujours plus liberticides destinées à placer sous surveillance policière, c'est ainsi qu'ils ont oeuvré à renforcer l'appareil répressif de l'Etat, dont ils s'affirment être les dignes représentants dans cet appel.

Comble de l'infâmie, ils osent se présenter en défenseur de la laïcité et des musulmans ou des Arabes, alors qu'ils n'ont cessé d'apporter leur soutien aux impérialistes qui ciblaient systématiquement des régimes laïcs pratiquant la tolérance envers toutes les religions.

Ils se sont les chantres de la désinformation au même titre que les médias institutionnels.

Ils passeront soigneusement sous silence cet aspect de la situation dans chacun des pays du Moyen-orient agressés par l'impérialisme américain et ses alliés, comme par exemple le fait que chrétiens et musulmans partageaient le même lieu de culte dans la capitale syrienne Damas avant le début de la guerre ou que 75% de l'armée de la République arabe syrienne étaient composés de sunnites épaulés par les milices chiites syriennes, libanaises et iraniennes luttant ensemble pour la libération de la Syrie.

Pire, est-ce possible, disons plus abjecte encore car généralisé, ils participeront ou soutiendront toutes les campagnes provocatrices initiées par le gouvernement et le PS sur des thèmes communautaristes destinées à dresser les différentes couches de la société les unes contre les autres, afin que la haine du peuple accumulée contre le régime s'oriente vers les membres de ces communautés ou minorités ou se traduisent par des actes violents et aveugles qu'ils pourront condamner par la suite, en se faisant passer pour des défenseurs de leurs droits, qui évidemment ne seront jamais respectés aussi longtemps que le régime en vigueur qu'ils refusent d'affronter n'aura pas été renversée par une révolution prolétarienne et socialiste.

Vive le capitalisme, vive l'Etat, vive la République, vive la France !

L'Etat (d'urgence) et la république des copains et des coquins sont dotés de tant de vertus qu'on en resterait presque muet, ne pas les louer serait faire preuve d'ingratitude ou pire, d'intolérance. Vous refusez de leur reconnaître, de vous prosterner devant eux, ils vous ignoreront ou ils n'auront aucun argument à vous opposer, hormis se réfugier dans la collaboration de classes qu'ils refuseront logiquement d'assumer pour ne pas exposer leurs véritables intentions et leur nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire.

Extraits commentés de cet appel reproduit intégralement plus loin.

- La République est séparée des religions, elle n’a pas à organiser les cultes.

LVOG - Leur république organise l'exploitation et doit déjà gérer le culte du capitalisme, c'est déjà pas mal ! On se demandera d'où les religions tiennent-elles leur pouvoir et leurs moyens de subsistance. Demandez-le à un exploiteur...

- Nous, militants laïques, par-delà parfois des divergences d’analyse, en appelons à la constitution d’un front commun autour des fondements de la laïcité républicaine, telle que définie par la loi de 1905

LVOG - Entre patrons et ouvriers il n'y aurait plus que des "divergences d’analyse", les militants restés fidèles au socialisme ou combattant au côté des travailleurs apprécieront.

Vous avez là le front unique ouvrier version front populaire de la racaille qui a plannifié la procession des journées d'action pour faire passer la loi Travail ou encore, qui ont appelé à voter Hollande, qui soutiennent tous les institutions de la Ve République, l'UE, l'ONU, etc. Mailly, Martinez, Mélenchon, etc.

- Être laïque, c’est reconnaître que l’État assure en même temps la liberté de conscience

LVOG - Etat qui a créé les conditions pour que l'idéologie barbare wahhabite puisse s'implanter et proliférer sous sa protection. Quand l'Etat a bonne conscience, c'est qu'il a forcément quelque chose à se reprocher dont les travailleurs ne doivent pas avoir connaissance.

La liberté de conscience ou de pensée aux uns, la liberté d'agir aux autres, et gare à ceux qui confondraient les deux ou qui ne disposent que de la liberté de conscience ou de pensée, s'ils étaient tentés d'en user, ils seraient férocement réprimés par l'Etat qui en use en toute liberté et que cautionne cet appel.

- Être laïque, c'est affirmer que l'État ne doit reconnaître, salarier ou subventionner aucun culte.

LVOG - Hormis celui du marché !

- La République ne tranche pas parmi les cultes plus ou moins respectables

LVOG - Inutile, elle est pro capitaliste depuis son origine. Un aveu de complicité. Elle laisse trancher des têtes d'innocents, ce qui est assurément " plus ou moins respectable", quand elle ne tient pas la main des bourreaux.

- Ses Elus et représentants doivent conserver cette neutralité dans leurs fonctions

LVOG - Dotés d'une majuscule comme hier les aristocrates une particule, l'élégance en moins pour cause de décadence ou de fin de régime. Les voilà en conseillers spirituels des représentants du régime, c'est touchant !

- La République ne juge personne selon ses croyances ou appartenances présumées.

LVOG - Qu'elle soit hypocrite, on l'avait deviné, merci. La rhétorique adoptée par les trotskystes lambertistes francs-maçons.

Non, elle ne juge personne, elle matraque de préférence ceux qui ont commis le péché mortel de cesser de croire, ainsi soit-il. Même que le roi d'Arabie saoudite, l'émir du Qatar ou le sultan de Turquie sont ses amis, c'est pour dire à quel point elle est tolérante et mérite le respect, inclinez-vous peuples ingrats !

- Elle accorde à l'Ecole publique la noble mission d'instruire les enfants

LVOG - Elle les formate à l'image du régime, et son interprétation de l'histoire n'est pas vraiment destinée à permettre aux enfants une fois devenus adultes de posséder les connaissances requises pour comprendre le monde dans lequel ils vivent et oeuvrer pour le changer.

- c'est par conséquent à elle que l'État doit accorder les fonds nécessaires aux défis que porte l'Ecole aujourd'hui.

LVOG - Les dociles serviteurs de l'Etat bourgeois sont intéressés, vous l'ignoriez, et bien maintenant vous le savez.

- La laïcité organise l'espace public et donne sens à la citoyenneté républicaine qui garantit la démocratie.

LVOG - Vous avez rêvé en estimant vivre sous un régime policier, une société de plus en plus militarisée, une dictature, en oligarchie. L'Etat des capitaliste garant de la démocratie, il fallait oser le sortir.

- La loi de 1905 est une loi de liberté qui permet toutes les autres libertés. LVOG - A commencer par celle des exploiteurs, des négriers, des esclavagistes des temps modernes, des parrains des barbares d'Al-Qaïda, merci pour eux, ils vous le revaudront. Vous pensiez jusque là que c'était la lutte de classe qui permettrait de conquérir notre liberté, et bien vous vous étiez trompés, c'est au législateur ou greffier du régime que vous la devez

- Elle doit donc être préservée.

LVOG - Au passage vous aurez admirés le syllogisme, c'est leur spécialité pour enrober leur forfaiture de manière à abuser les naïfs ou ignorants.

Le premier prémisse : La loi de 1905 est une loi de liberté. (Pour qui et au détriment de qui ?)

Le second prémisse : Qui permet toutes les autres libertés. (Pour qui et au détriment de qui ?) Sauf celle de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production et qu'il faut préserver s'il vous plaît.

La conclusion : Elle doit donc être préservée.

Là en l'occurence, ce n'est ni le premier ni le second prémisse qui est incorrect, faux ou relève de l'escroquerie, ce sont les

deux. Attention, à condition seulement de se placer sur notre terrain de classe indépendant, car du point de vue de celui des capitalistes ou des religieux il est juste, puisque ce sont eux qui en tirent profit ; les écoles ou institutions religieuses proliférent sur fond de démantèlement de l'école publique, et les nantis ne cessent d'accroître leur fortune, tandis que la pauvreté et la précarité gagnent sans cesse de nouvelles couches de la population.

Bref, longue vie à l'obscurantisme, au capitalisme, au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme bénie par les anges gardiens de la laïcité, amen.

La liberté en général sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ne vaut que pour ceux qui détiennent le pouvoir d'en faire l'expérience ou de la mettre en pratique, autrement dit, ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique.

Quand des trotskystes (POI) s'associent à des membres, des représentants ou des agents ouvriers de cette classe, à des bigots et à leur porte-parole dans le seul but que la liberté de conscience soit respectée, c'est uniquement la leur qu'ils entendent défendre qui se confond avec l'ordre établi

Pour qu'on ne m'accuse pas de faire un procès d'intention à ces braves paroisiens de la République bourgeoise ou de l'Etat des capitalistes, je reproduis leur appel ainsi que la liste des signataires disponibles hier sur Internet.

Pour le respect de la laïcité

A l'occasion du 9 décembre 2016, jour anniversaire de la promulgation de la loi de 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat

Pour le respect de la laïcité

C'est peu de dire que la laïcité va mal : malmenée, manipulée, vilipendée, on n'ose plus s'affirmer laïque par peur des amalgames et des contresens. Principe de paix, elle serait devenue sujet de discorde. Principe d'unité par-delà les différences, on lui assigne des fins identitaires.

L'extrême-droite, de tradition pourtant anti-laïque depuis toujours, veut s'approprier le mot pour mieux distiller son venin xénophobe. Hier les juifs, les arabes, aujourd'hui les musulmans. On ne peut se réclamer de la laïcité, quand on condamne les prières de rue, quand elles se font aux abords des mosquées, mais qu'on les soutient quand il s'agit de l'église Sainte Rita. On n'est pas laïque, quand on se fait le porte-parole des discours les plus réactionnaires du Vatican en appelant à la suppression du Planning familial.

Non, l'Islam ne serait pas par nature plus hermétique aujourd'hui à la laïcité que ne l'était le culte catholique en 1905. La laïcité n'a pas à s'adapter à une religion, de même qu'aucun croyant ne peut réclamer de droits particuliers. La République est séparée des religions, elle n'a pas à organiser les cultes.

Nous, militants laïques, par-delà parfois des divergences d'analyse, en appelons à la constitution d'un front commun autour des fondements de la laïcité républicaine, telle que définie par la loi de 1905. Être laïque, c'est reconnaître que l'État assure en même temps la liberté de conscience - croyant et non croyant - et le libre exercice des cultes. Être laïque, c'est affirmer que l'État ne doit reconnaître, salarier ou subventionner aucun culte. Par conséquent la République ne tranche pas parmi les cultes plus ou moins respectables : elle demeure indifférente dans la seule limite du respect de l'ordre public et des lois communes.

Ses Elus et représentants doivent conserver cette neutralité dans leurs fonctions. La République ne juge personne selon ses croyances ou appartenances présumées. Elle accorde à l'Ecole publique la noble mission d'instruire les enfants : c'est par conséquent à elle que l'État doit accorder les fonds nécessaires aux défis que porte l'Ecole aujourd'hui.

Nous, militants de la cause laïque, appelons à la plus grande vigilance contre toute tentative de détourner la laïcité de ses objectifs. En cette date anniversaire de la loi de 1905, nous en appelons au respect plein et entier de ses principes fondateurs. La laïcité organise l'espace public et donne sens à la citoyenneté républicaine qui garantit la démocratie. Ce n'est ni une police de la pensée, ni une option philosophique parmi d'autres valeurs particulières.

La loi de 1905 est une loi de liberté qui permet toutes les autres libertés. Elle doit donc être préservée.

Premiers signataires : Guiseppe Aviges (vice-Président de l'Union Nationale Lycéenne – UNL), Jean Baubérot (ancien titulaire de la chaire Histoire et sociologie de la laïcité à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes), Alain Barbier (Secrétaire général de l'UFR de la FERC-CGT), Hervé Basire (Secrétaire général de la FERC- CGT), Thierry Baudet (Président de la MGEN), Christian Beauvais (Délégué Général de la Fédération du Pas de Calais et de l'Union Régionale des Hauts de France de la Ligue de l'enseignement), Nadia Bellaoui (Secrétaire générale de la Ligue de l'enseignement), Hassan Benhsain (Président de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne – FIDL), Daniel Bénichou (Président de l'Association Le Chevalier de la Barre), Roland Biache (Délégué général de Solidarité Laïque), Jean-Marie Bonnemayre (Président du CNAFAL, Edith

Boulanger (Commission « Laïcité » du Mouvement de la Paix), Edouard Brézin (Président de l'Union Rationaliste, Ancien Président de l'Académie des Sciences), Marcel Caballero (Président d'honneur de l'Institut de Coopération Sociale Internationale (ICOSI) - vice-Président du Centre international de recherche et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative (CIRIEC), Monique Cabotte-Carillon (Présidente du CEDEC : Chrétiens pour une Eglise Dégagée de l'Ecole Confessionnelle), Jean-Luc Cazaillon (Directeur général des CEMEA), Philippe Corcuff (maître de conférences de science politique à l'IEP de Lyon), Daniel Callewaert (Président fondateur du Cercle Laïque Maria et Gustave Dron – Tourcoing), Jacques Calvier (militant laïque), Jean-Yves Cerfontaine (Président du Cercle Laïque Jean Macé et ancien Secrétaire National de la FEN), Guy Cirla (Président de la Ligue de l'Enseignement de l'Ariège), Charles Conte (Chargé de mission laïcité à la Ligue de l'enseignement), Guy Coq (administrateur de Confrontation et Membre de l' OFC), Dominique Dattola (Auteur réalisateur humaniste, citoyen du monde), Claude Dejean (Présidente du Cercle Condorcet de l'Ariège, Vice- présidente de la Ligue de l'Enseignement Fédération de l'Ariège), Abdoulaye Diarra (membre du Bureau national de l'Union Nationale des Etudiants de France – UNEF), Jean-Michel Ducomte (Président de la Ligue de l'Enseignement), Françoise Dumont (Présidente de la Ligue des Droits de l'Homme), Michel Eliard (Docteur ès-lettres, professeur émérite des universités), Christian Eyschen (vice-Président de la Libre Pensée), Philippe Forget (essayiste), Judith Fouillard (Secrétaire nationale de la FSU), Anne-Marie Franchi (ancienne Vice-présidente de la Ligue de l'Enseignement et ancienne Secrétaire générale des DDEN), Jean-Claude Frey (Président d'un groupement de mutuelles interprofessionnelles), Mireille Fridman (militante laïque de Toulouse), Gabriel Gaudy (Secrétaire général de l'Union régionale Ile-de-France de FO, libre penseur), Jean-Yves Gallas (Président du Comité francilien du Mouvement de la Paix), Maurice Gelbard (chercheur), Jacques Gelly (Président de l'Union Régionale des Fédérations des Œuvres Laïques Auvergne Rhône-Alpes de la Ligue de l'enseignement), David Gozlan (Secrétaire général de la Libre Pensée), Anne-Marie Harster (vice-Président de Solidarité laïque), Pascal Joly (Secrétaire général de l'Union régionale Ile-de-France de la CGT), Dadou Khel (Président du groupe "diversité/laïcité" de la Ligue de l'enseignement), Annie Lacroix-Riz (professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris 7), Pascal-Eric Lalmy (Conseiller municipal d'Osny (95), Hélène Langevin-Joliot (Présidente 2004-2012 de l'Union rationaliste), Lilâ Le Bas (Président de l'Union Nationale des Etudiants de France – UNEF), Jo Le Lameur (Président de la Fédération Française de Crémation), Polo Lemonnier (Secrétaire national de la FSU), Jacky Lesueur (syndicaliste), Jean-Claude Mailly (syndicaliste), Michel Miaille (professeur honoraire à l'Université de Montpellier, Président de la Ligue de l'Enseignement de l'Hérault), Paul Markidès (Vice-Président de l'Association Républicaine des Anciens Combattants), Roger Martelli (codirecteur du magazine Regards), Philippe Martinez (Secrétaire général de la CGT), Jean-Luc Mélenchon (Eurodéputé), Maurice Montet (militant pacifiste), Pascal Nakache (Avocat, membre du Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme), Michel Naud (ingénieur, chef d'entreprise, rationaliste scientifique), Gauthier Ngumbu (Président de la Ligue de l'Enseignement de Haute-Garonne), Françoise Olivier-Utard (militante laïque), Rémy Pech (professeur émérite et Président honoraire de l'Université de Toulouse - Jean Jaurès), Jean-Claude Pecker (Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France), Catherine Picard (ancienne Députée), Jean Louis Petriat (President d'Honneur du Groupe GMF et de la FNAC), Jean-Sébastien Pierre (Président de la Libre Pensée), Bernard Quelquejeu (membre de l'Observatoire Chrétien de la Laïcité, co-fondateur du Groupe International, Interculturel, Interconvictionnel (G3i), Jean-Michel Quillardet (l'Observatoire international de la laïcité contre les dérives communautaires), Jean-Robert Ragache (Historien et Ancien Grand Maître du Grand Orient De France), Hubert Raguin (syndicaliste), Jean-Marc Raynaud (responsable des Editions libertaires), Caroline Rebhi (co-présidente du Mouvement Français pour le Planning Familial), Liliane Rehby (Secrétaire Nationale de l'ARAC), Jean Riedinger (Secrétaire de l'Observatoire Chrétien de la Laïcité), Johannés Robyn (Président de l'Union des Athées - France), Patrice Rolland, (professeur de droit public), Joël Roman (Président de Islam et laïcité), Jean-Luc Romero (Président de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité), Pierre Roy (Président de la Fédération nationale laïque des Associations des Amis des Monuments Pacifistes, Républicains et Anticléricaux), Frank Sammeth (Président de la société d'histoire du radicalisme), Jean-Marc Schiappa (Président de l'Institut de Recherche et d'Etudes de la Libre Pensée), Benoit Schneckenburger (Philosophe), Véronique Sehier (co-présidente du Mouvement Français pour le Planning Familial), André Sirota (Président de l'Association nationale des CEMEA), Patrick Staat (Secrétaire général de l'ARAC), Benjamin Stora (Historien), Michèle Talfer (Bureau de l'Union rationaliste), Dominique Thys (Président de Solidarité laïque), Bernard Toulemonde (Inspecteur général honoraire de l'Education nationale), Pierre Tournemire (vice-Président de la Ligue de l'Enseignement), Michel Tubiana (Président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme), Raphaël Vahé (Président de l'ARAC), Valentine Zuber (Historienne ou Directrice études à l'Ecole pratique des hautes études)

Syrie. Une vidéo

Pourquoi l'armée syrienne et ses alliés ont-ils bombardé des écoles, des hôpitaux ou d'autres infrastructures de l'est d'Alep tenu jusqu'à hier par les barbares d'Al-Nosra (Al-Qaïda) ? La réponse figure dans cette vidéo, ils les avaient transformées en QG, casernes, laboratoires ou dépôts d'armes.

Ecole minée et armes chimiques : une journaliste de RT explore un quartier d'Alep libéré (EXCLUSIF)
https://www.youtube.com/watch?v=drdupZmR614

La version vichyste du travail de retour

- Macron veut être "le président du travail" - Reuters

Emmanuel Macron, candidat aux prochaines élections présidentielles, a appelé jeudi à Rennes à l'avènement d'"une république contractuelle" qui fasse la part belle aux accords d'entreprise et dont il serait "le président du travail". Reuters

En oligarchie il n'existe aucun pouvoir placé au-dessus des banquiers et des multinationales

La "liberté de conscience" et la "liberté d'entreprendre" sont comme la République, une et indivisible, qu'on se le dise.

- L'obligation de publication des données des multinationales retoquée par le Conseil constitutionnel - 20minutes.fr

Selon les Sages, elle porte « une atteinte disproportionnée à la liberté d'entreprendre ». 20minutes.fr 08.12

En complément. Ils sont blasés, alors ils aiment bien se faire peur... pour rien !

- Affaire Cahuzac : «Ce jugement marque un virage et inquiète les banquiers» - LeFigaro.fr

Fillon invité en 2013 à participer à la réunion du groupe Bilderberg dont Rockefeller est le président d'honneur s'attaquer aux banquiers, vous y croyez vous ?

Comment, elle n'est pas belle la vie ?

- Malgré les difficultés, les étudiants français se disent satisfaits de leur situation - Liberation.fr

Obligés de travailler pour joindre les deux bouts et confrontés à des loyers très chers qui siphonnent leurs budgets, les étudiants jugent néanmoins leurs conditions de vie correcte. Liberation.fr 08.12

Des rejetons de nantis. A force d'augmenter les tarifs d'inscription à l'université, ils finiront par exclure les gosses de pauvres des études supérieures, ainsi les gosses de privilégiés seront entre eux et estimeront leur condition supportable.

Ah, ça coince déjà pour le châtelain Fillon!

Dans un article publié par Le Grand Soir figurait la photo de son château pour illustrer un article.

- Front contre la purge des dépenses publiques - Reuters

La baisse draconienne des dépenses publiques, dont le candidat de la droite à l'élection présidentielle de 2017 François Fillon s'est fait le champion, suscite un front du refus dans l'opinion publique française, selon une enquête de l'institut Elabe.

Selon ce sondage réalisé auprès de 1.003 personnes les 6 et 7 décembre pour Les Echos, l'Institut Montaigne et Radio classique, 90% des Français jugent ainsi inacceptable une réduction des dépenses publiques de santé.

Les sondés sont 89% à juger également inacceptable la réduction des dépenses en matière de sécurité ou de retraites, 86% quand il s'agit d'éducation, 82% concernant la justice et 70% s'il s'agit de l'environnement.

Ce front du refus traverse toutes les préférences partisanes, souligne l'institut de sondage.

Les avis sont en revanche moins tranchés quand il s'agit de réduire les aides sociales (50% se disent contre), les dépenses en matière de culture (53%) et l'indemnisation des demandeurs d'emploi (également 53% contre). Reuters 08.12

Le Brexit, it's very very big business ! C'est le paradis... fiscal !

Ah ben alors, qui l'aurait cru s'exclament les crétins !

- McDonald's transfère sa base fiscale européenne au Royaume-Uni - Reuters

McDonald's a annoncé jeudi qu'il transfèrerait sa holding d'optimisation fiscale européenne du Luxembourg au Royaume-Uni, une réorganisation qui intervient alors que l'Union européenne s'intéresse aux pratiques fiscales du géant de la restauration rapide dans le Grand Duché.

Le groupe américain a dit vouloir créer une nouvelle holding domiciliée au Royaume-Uni, qui percevra la plus grande partie des royalties générés par les accords de franchise hors des Etats-Unis. Reuters 08.12

Commentaire d'un internaute.

- "On parie sur le Brexit chez MacDo? Il faut dire que Londres et les paradis fiscaux c'est une longue histoire d'amour."

Allez au pif, un peu plus de trois siècles !

Ah ben ça alors, Wall Street ausi ?

- Wall Street poursuit sur sa lancée, le Dow gagne 0,33% - Reuters

Wall Street a fini sur de nouveaux records jeudi, couronnant un mois de hausse quasi continue depuis la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle du 8 novembre. Reuters 08.12

Ils ont de quoi.

- Trump nomme un "dur" au Travail - AFP

Donald Trump a confirmé jeudi l'orientation résolument conservatrice de sa future administration en choisissant le patron d'une chaîne de restauration rapide opposé à la hausse du salaire minimum comme ministre du Travail.

Le futur président des Etats-Unis qui s'est rendu jeudi à Colombus, dans l'Ohio, et était attendu en soirée dans l'Iowa pour une troisième réunion publique de sa tournée de "remerciements", a choisi Andrew Puzder, 66 ans, comme ministre du Travail et Scott Pruitt, un républicain de 48 ans, pour diriger l'Agence de protection de l'environnement (EPA).

Patron millionnaire de la chaîne de fast-food CKE Restaurants, Andrew Puzder estime qu'une hausse du salaire minimum génère des pertes d'emplois chez les moins qualifiés et soutient l'abrogation de la réforme de l'assurance-santé Obamacare.

"Puzder a démontré qu'il ne soutient pas les travailleurs", a réagi la présidente de l'Union internationale des employés de services (SEIU), Mary Kay Henry. AFP 08.12

Syrie. Désinformation et propagande hystérique des mauvais perdants.

Médecins du Monde est au serment d'Hyppocrate, ce que Reporter sans frontière est à l'information, la CIA ou la NED ou encore Robert Ménard à la démocratie.

- Alep-Est : "Ce n'est pas normal de tuer des civils et des soignants de manière délibérée" - Franceinfo

Des médecins se sont rassemblés jeudi 8 décembre à Paris en soutien aux médecins syriens qui essaient de soigner les victimes civiles habitant notamment dans la partie est de la ville d'Alep. L'un d'eux, Jean-François Corty, médecin et directeur des opérations internationales à Médecins du Monde, a expliqué à franceinfo que cette mobilisation avait pour but de rappeler que "ce n'est pas normal de tuer des civils et des soignants de manière délibérée".

"Depuis le début du conflit, les civils paient un lourd tribut dans cette guerre. Ce sont des centaines de milliers de blessés et de morts, des millions de réfugiés et de déplacés", relève le médecin qui dénonce "une destruction aussi quasi-systématique des hôpitaux et des centres de soins". Franceinfo 08.12

Médecins du Monde restera muet sur l'info suivante, normal.

- Alep: l'opposition « modérée » bombarde un hôpital militaire russe avec la protection de l'Occident - Arrêt sur Info

La communauté internationale est en train de commettre un crime contre l'humanité et les structures comme l'ONU, la Croix Rouge en sont les complices.

Hier, l'opposition dite modérée a bombardé un hôpital militaire russe qui venait juste d'être installé à Alep, au moment où il allait recevoir les civils. Tirs très bien ciblés, les terroristes furent parfaitement informés du lieu et de l'heure. Deux médecins militaires russes sont morts, un est gravement blessé et plusieurs civils ont été touchés. Mais aucune condamnation de la communauté internationale qui se bat à l'ONU pour faire cesser les combats contre tous les combattants, y compris Al Nusra et Daesh.

Alors que les tentes venaient d'être dressées, que les médecins militaires étaient en place et que les premiers patients arrivaient – heureusement les bus étaient en retard et le gros des civils n'était par hasard pas sur place – le groupe Nureddin-an-Zinkin a bombardé très justement le lieu. Attention, vidéo +18 ans. (...)

Manifestement, le sort des groupes terroristes inquiètent beaucoup plus cet étrange Occident, dans lequel il devient difficile de se reconnaître, que la vie des civils. Et le soutien qui est apporté à ces groupes qui commettent des crimes sans nom contre les civils, les enfants, les femmes, égorgeant, violant, les mettant enceinte de force, ces crimes commis contre l'homme parce qu'il est homme et non animal. L'Occident se rend coupable, de soutenir, protéger, favoriser la commission de crimes contre l'humanité. Arrêt sur Info 05.12

- Le Ministère de la Défense russe commente le bombardement de l'hôpital russe à Alep - Arrêt sur Info

Le porte-parole du ministère russe de la défense n'a pas mâché ses mots :

« Le sang de nos militaires repose également sur les mains des commanditaires de cet assassinat. De ceux qui ont créé, fait grandir, armé ces animaux dans des peaux d'homme, les appelant, comme justification devant leur conscience et leur électorat – opposition. Oui oui, sur vous, Messieurs les protecteurs des terroristes, les Etats Unis, la Grande Bretagne, la France et autres organisations et pays sympathisants. »

« Nous exigeons que la communauté internationale, ainsi que le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Médecins sans frontières et d'autres organisations internationales condamnent fermement l'assassinat délibéré des médecins militaires russes qui assumaient leur devoir médical en portant assistance à des civils d'Alep. Tous les acteurs et les auteurs du bombardement de l'hôpital mobile russe à Alep doivent en porter la responsabilité proportionnée ». Arrêt sur Info 06.12

Quand j'indique dans un article que telle ou telle ONG ou association est liée à la CIA, la NED, etc. vous pouvez le vérifier vous-même sur le Net, si toutefois vous ne trouviez pas d'articles convaincants ou suffisamment étayés, contactez-moi, j'ai archivé tout cela dans le disque dur. C'est le cas de la totalité des grosses ONG occidentales. Demandez-vous qui les financent à coups de millions de dollars ou d'euros et vous aurez tout compris.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Les travailleurs sociaux de la ville de Paris manifestent face au manque de solutions pour les précaires - LeMonde.fr

200 fonctionnaires ont débrayé jeudi pour dire leur ras-le-bol et leur épuisement. Une mobilisation inhabituelle.

La mobilisation est exceptionnelle pour ces 1 000 fonctionnaires peu syndiqués et peu habitués à faire grève, tant ils répugnent à pénaliser les plus précaires qu'ils sont chargés d'aider.

Ces soldats du social, en première ligne sur le front de la pauvreté qui s'aggrave, étaient venus témoigner leur ras-le-bol devant la charge de travail qui s'alourdit avec un public de plus en plus nombreux et en grande difficulté sans que les effectifs suivent. Les absences et les temps partiels nombreux dans cette profession jeune et féminine ne sont pas remplacés et retombent sur les collègues.

Ils ou plutôt elles – la profession compte 90 % de femmes – sont aussi venus dire leur épuisement, voire leur écœurement devant un travail « qui n'a plus de sens tant on a peu de solutions à proposer. On n'a pas de places d'hébergement, le 115 ne répond plus. C'est extrêmement violent d'annoncer à une famille qu'elle va dormir cette nuit dehors, témoigne Severine Parrot, déléguée FSU. Parfois, on fait les permanences la boule au ventre. »

« C'est un flux continu de réfugiés, de migrants. On accueille mal les gens, on n'a rien à proposer », renchérit un agent d'accueil à la permanence des sans-abri, qui préfère comme la plupart garder l'anonymat. « Moi je me demande pourquoi je fais ce boulot, d'ailleurs les familles nous le disent : vous parlez, mais à quoi servez-vous ? », confirme une assistante sociale dans le 20e arrondissement.

C'est aussi la pression du chiffre : fournir toujours plus de statistiques, justifier chaque tâche qui exaspère. « Obtenir une aide financière est de plus en plus complexe, il faut tout justifier, la demande se fait en ligne et donc les bénéficiaires ne peuvent le faire », raconte Elodie, qui travaille dans le 15e.

La pression s'est intensifiée avec le « Nouveau Paris solidaire », selon l'expression d'Anne Hidalgo, une nouvelle organisation mise en place en 2016 qui redéploie les effectifs mais ne les augmente pas. « On oriente une famille vers une association, il faut le dire au logiciel ; on obtient un colis alimentaire, il faut remplir les cases. Autant de temps à nourrir les logiciels qu'on ne passe pas à écouter et à comprendre ! », témoigne Deborah, assistante sociale dans le 14e arrondissement.

Cette informatique de plus en plus envahissante, ces fichiers collectant des données sensibles sur les familles bénéficiaires qui prolifèrent et circulent entre services posent un « problème d'éthique ». « Je sais que cette famille a réclamé, il y a près de dix ans une aide, et alors ! Il y a un droit à l'oubli ! », s'indigne Deborah. « Notre but c'est que quand quelqu'un sort de notre bureau, il aille un peu moins mal que lorsqu'il est entré », conclut cette syndicaliste.

Jeudi, les manifestants ont tambouriné à la porte du centre social Olympe de Gouges dans le 11e arrondissement, où se tenait la coordination annuelle des cadres de l'action sociale parisienne, copieusement hués à leur arrivée, notamment celle de Florence Pouyol, directrice du Centre d'action sociale de la ville de Paris (CCASVP).

Les manifestants auraient souhaité rencontrer des politiques : Anne Hidalgo, la maire de Paris, ou son adjointe à la solidarité Dominique Versini, ou Emmanuel Grégoire, chargé des ressources humaines. « Il ne peut nous recevoir il est à la fédération du PS, une espèce en voie de disparition », annonce un représentant de la CFDT dans le mégaphone.

Les travailleurs sociaux n'obtiendront que quelques minutes d'entretien avec Mme Pouyol, qui a consenti à s'extraire un instant de la réunion sous l'œil attentif de cinq CRS dépêchés pour l'occasion. LeMonde.fr 08.12

2- Fret ferroviaire: Deutsche Bahn supprime 300 postes en France - AFP

La filiale française de fret ferroviaire du groupe allemand Deutsche Bahn va supprimer environ 300 postes, déclenchant le premier plan social depuis l'ouverture à la concurrence du secteur en France en 2006. AFP 08.12

Grèce

- Grèce : grève générale contre l'austérié - euronews.com

Des navires restés à quai, symbole d'une Grèce partiellement paralysée ce jeudi par une grève générale de 24 heures, initiée par les principaux syndicats du public et du privé. Le mouvement a impacté le trafic maritime et ferroviaire, les transports en commun, les services publics ou encore les banques euronews videos

À Athènes, quelque 15.000 personnes ont défilé pour protester contre la poursuite de l'austérité réclamée par les créanciers du pays, UE-FMI. Parmi les mesures, figurent une révision du droit du travail, davantage de privatisations et de nouvelles taxes et hausses d'impôts. Pour ces Grecs, trop, c'est trop :

"Il y a un sentiment de déprime dans presque toutes les familles. Il y a d'énormes difficultés, non seulement économiques, mais aussi dans la sphère sociale", explique cette manifestante.

"Nos pensions de retraites ont été amputées d'au moins 40%. Les gens n'ont pas assez d'argent pour payer davantage de taxes. Ils ont travaillé dur et cotisé énormément, dit ce retraité grec.

Notre correspondant à Athènes, Stamatis Giannisis : "La possibilité d'une révision de l'accord entre le gouvernement et les bailleurs de fonds du pays, qui doit probablement conduire à davantage d'austérité, a alarmé les syndicats des travailleurs grecs, qui redoutent encore plus de coupes dans les salaires et les pensions de retraite." euronews.com 08.12

Le 10 décembre 2016

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée.

Correction.

Causerie du 6. Vidéos à visionner, c'est mieux que visionnée ! Je ne fais pas attention, je relis en coup de vent, les idées vont trop vite!

En attendant la suite de la causerie, il est 13h30 et je dois préparer ma salade de crudités et déjeuner, un complément à la causerie d'hier sur la laïcité.

C'est l'Etat, les représentants de la classe dominante et leurs armées de larbin de gauche et d'extrême gauche qui sont responsables des atteintes portées à la laïcité, du développement du racisme, de la xénophobie, etc

Je ne l'ai pas précisé hier, cependant les lecteurs honnêtes auront bien compris qu'il ne s'agissait pas de s'attaquer à la laïcité, mais de montrer qu'en s'en remettant à l'Etat ou à ses représentants officiant au sein des différentes institutions de la Ve République, l'orientation de cet appel n'était pas destinée à défendre ce principe et constituait au contraire un soutien au régime qui le piétine ou avec lequel il est incompatible au même titre que la démocratie.

Quand on nous propose une pétition, un appel, une déclaration, un communiqué, un article, un texte, un programme, ou lorsqu'on nous propose de participer à une réunion, un meeting, une conférence, un débat, une manifestation, un mouvement social, on doit impérativement se demander quelle en est l'orientation politique ou si cet exercice qui relève des moyens d'expression reflète l'orientation politique qu'on a adoptée ou s'il permet la libre confrontation des différentes orientations politiques, de sorte qu'il soit utile à la cause que nous défendons sous peine de participer à une opération destinée à la combattre.

Quand son orientation politique enrobée dans une rhétorique démagogique est manifestement destinée à servir les intérêts de notre ennemi de classe, s'y associer relève du reniement, de la trahison.

Le principe de la laïcité est aussi poreux ou élastique que ceux de la liberté, de l'égalité ou de la fraternité que l'on doit traiter de la même manière que Marx, en faisant ressortir que sa soit-disant neutralité garantie par l'Etat est un leurre ou un grossier mensonge destiné à duper les naïfs, et à permettre à ceux qui détiennent le pouvoir de le contourner à leur avantage en toute impunité, ce qu'on peut constater quotidiennement.

En fait, c'est davantage un principe contraignant pour ceux qui s'en réclament et qui sont appelés à le respecter, sous peine que ses opposants dénoncent leurs violations et s'en servent pour légitimer leur refus de s'y soumettre.

La laïcité est à la liberté de pensée, ce que l'apolitisme est à l'indépendance syndicale. Vous pouvez ajouter la propagande à l'information.

Vous aurez pu observer que pour accéder aux différentes instances des syndicats, être promus permanents par leurs dirigeants ou être intégrés à leurs appareils, il fallait que les militants aient renoncé à combattre pour l'émancipation du capital ou pour le socialisme dans les syndicats, qu'ils aient renoncé à se constituer en tendances sur la base de leur orientation politique, tandis que les dirigeants corrompus qui les contrôlent définissent une orientation politique conforme aux besoins de la classe des capitalistes qu'ils imposent à tous leurs adhérents, davantage par les moyens auxquels ils recourent et qui ne permettent pas de dresser les travailleurs contre le gouvernement ou le régime.

Des bureaucrates syndicaux corrompus prétendent ainsi êtres apolitiques ou rester neutre sur le plan politique, alors qu'en réalité il n'en est rien.

Avec la laïcité, c'est ce même principe de neutralité qui est avancé, cela vaut évidemment avec les principes de la République qui ont également un caractère démagogique, ce qui n'avait pas échappé à Marx. (A lire dans cette page)

Que de prétendus marxistes ou trotskystes qui se revendique de Jaurès se livrent à une telle opération nous éclaire sur leurs réelles intentions et est somme toute normal, puisque Jaurès n'avait eu de cesse de vouloir concilier matérialisme et idéalisme destinés à se neutraliser mutuellement, de sorte que ce mode de pensée relevant de la confusion ou de l'impuissance aboutissait au néant ou à une impasse politique, laissant le champ libre à toutes les interprétations possibles ou de préférence à ses différentes versions idéalistes, qui pouvaient s'épanouir tranquillement pour être les plus répandues dans la société. Jaurès ici comme ailleurs n'a jamais dépassé le stade de l'affrontement oral avec le régime, ce qui fera dire à Trotsky qu'entre son patriotisme et son internationalisme, il n'y avait pas lieu de se demander pour lequel il aurait opté s'il n'avait pas été assassiné à la veille de la Première Guerre mondiale.

Mettre en avant la question de la laïcité permet également d'évacuer la confrontation entre idéalisme et matérialisme et de se soustraire à la défense du matérialisme dialectique pour interpréter l'orientation de la société ou le développement de la situation mondiale.

Les pires réactionnaires à l'instar de Sarkozy ou Valls ou encore Le Pen par exemple, peuvent ainsi se réclamer de la laïcité et des principes de la République à des fins politiques qu'ils n'hésitent pas à afficher, autrement dit la laïcité fait partie de la panoplie des arguments démagogiques qu'ils emploient dans leurs discours pour finalement justifier ou faire passer leur politique antisociale ou réactionnaire.

Ils sont d'autant plus encouragés à y recourir, après avoir observé qu'en face aucun de leurs opposants ne liera dans leurs discours la défense de la laïcité à la nécessité d'en finir avec les institutions de la Ve République auxquelles en réalité ils sont soumis, ne manquant pas une occasion pour le démontrer si besoin était, comme c'est le cas ici en l'occurrence.

Garde-à-vous.

Bientôt une formation au respect de la laïcité pour tous les agents du service public - LeMonde.fr

La commission « laïcité et fonction publique » a rendu son rapport vendredi. Le ministère de la fonction publique entend mettre en œuvre « immédiatement » six propositions. LeMonde.fr 09.12

Le "fait religieux" est dorénavant enseigné au collège, mais pas le matérialisme dialectique, et pour cause... On laissera de côté l'athéisme qui peut prêter également à bien des amalgames.

Ce qui est étonnant, c'est qu'on ne dispose déjà pas de forces suffisantes pour propager nos idées, mais on en trouve pour colporter celles qui flattent la bonne conscience des démagogues ou s'encanailler avec des membres du Parti radical, du PS ou de la franc-maçonnerie...

La suite de la causerie.

La question qui tue.

Lu dans un article ce matin.

- "Les régimes et les médias de l'Ouest n'ayant de toute évidence aucun respect à l'égard de la vérité, comment l'Occident peut-il être démocratique ?"

Quelle vérité, de qui ? On va aller loin comme cela, assurément.

La démocratie se décline à deux niveaux qui sont indissociables.

En quoi le "respect à l'égard de la vérité" serait-il un gage de démocratie ? Vous pourrez sortir toutes les vérités que vous voudrez, si le peuple n'est pas apte à s'en saisir, elles vous resteront sur les bras. Au minimum il faudrait qu'il ait les moyens d'élire les représentants qui en ont la capacité et qui incarnent ses besoins. Ensuite il faudrait qu'il se donne les moyens de la faire respecter, ce qui implique qu'il disposerait du pouvoir politique, ce qui n'est pas le cas

La démocratie à toutes les sauces a conduit à toujours plus de confusion. On devrait pratiquement le bannir de notre discours, cesser d'en parler au passé ou au présent.

Syrie. Décryptage de la propagande officielle.

- La grande tricherie mise à découvert à Alep - Par Oscar Fortin - Mondialisation.ca 05.12

Extraits.

Lorsque les terroristes se révèlent être des mercenaires à la solde de la coalition internationale, la lutte contre les terroristes prend un tout autre sens.

Ce qui se passe présentement à Alep, ville de 1 693 603 habitants, met à découvert cette grande mise en scène d'une coalition internationale qui se proclame contre le terrorisme tout en l'alimentant, le soutenant et l'orientant militairement.

Les derniers évènements de la confrontation des forces gouvernementales syriennes et de ses alliés contre ces terroristes qui utilisent la population locale comme bouclier humain mettent en évidence ces liens étroits qui existent entre ces terroristes et Washington.

De fait, pendant que l'armée arabe syrienne et ses alliés combattent fermement ces terroristes, Washington et la presse qui en est l'écho transforment ces combats contre ces terroristes en combats contre les civils et le peuple syrien.

Autant les médias se portaient à la défense de ces pauvres civils, cibles perpétuelles des attaques des forces armées gouvernementales, autant leur libération et hébergement dans des milieux sécurisés par ce même gouvernement est

passé sous-silence.

Ce qui devient une bonne nouvelle pour ceux qui souhaitent la libération de cette partie d'Alep, sous contrôle des terroristes, devient une mauvaise nouvelle pour ceux qui se présentent pour les défenseurs des populations civiles tout en soutenant ces terroristes confrontés à une défaite inévitable. Une fois que nous savons que ces terroristes sont des leurs au service de la cause visant le départ du président Bachar Al Assad, nous pouvons comprendre qu'ils souhaitent les sauver de l'extermination qui les attend.

La guerre pour la vérité fait lever les boucliers de la censure qui ne cesse de se multiplier dans les médias, dans les agences gouvernementales, dans les réseaux sociaux. Tout récemment, l'Union Européenne a émis une résolution visant à limiter l'accès des réseaux à l'information russe.

Ce que nous reprochions à l'ex URSS est ce que l'Occident applique au niveau de l'information, c'est à dire la censure la plus stricte. Mondialisation.ca 05.12

Ils ne peuvent plus contenir la réalité.

- Des rebelles empêchent les civils de fuir Alep-Est - LeFigaro.fr

Selon l'ONU, des djihadistes n'hésitent pas à faire usage de leurs armes pour les obliger à rester. LeFigaro.fr

Ils se lamentent.

- « Assad va rester au pouvoir » - LeParisien.fr

- Les moyens de l'Otan utilisés par les jihadistes pour attaquer un hôpital à Alep-Ouest - Le Réseau Voltaire 08.12

Le 5 décembre, les jihadistes d'Alep-Est ont tiré sur un hôpital militaire que la Russie venait d'installer à Alep-Ouest pour soigner les enfants fuyant la dictature d'Al-Qaïda.

L'hôpital avait été déployé le jour-même.

Immédiatement, les autorités russes ont accusé les États-Unis, la France et le Royaume-Uni d'avoir fourni aux jihadistes les coordonnées de leur hôpital.

Plusieurs membres de l'Otan ont répondu en accusant la Russie de « bloquer le Conseil de sécurité de l'Onu » [1].

Après vérification, il apparaît que les jihadistes ont directement touché l'hôpital sans procéder aux tirs de réglage habituels de l'artillerie ; qu'ils ont effectivement reçu les coordonnées de l'hôpital sous forme d'image satellitaires ; que ces images ont été fournies par le LandCom —le centre de commandement des Forces terrestres de l'Otan, situé à Izmir (Turquie)—.

Comme en Libye où les moyens de l'Otan ont été utilisés par quelques États membres sans autorisation du Conseil atlantique et donc en violation des statuts de l'Organisation, la guerre contre la Syrie est menée depuis le premier jour sous la coordination de l'Alliance atlantique. Le Réseau Voltaire 08.12

Note

[1] « Déclaration des chefs d'Etat et de Gouvernement de la France, de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de l'Italie et du Royaume-Uni à propos de la situation à Alep », Réseau Voltaire, 7 décembre 2016.

Les "escadrons de la mort" de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

- Obama étend la portée mondiale des escadrons de la mort des Forces d'opérations spéciales des États-Unis - Par Patrick Martin Mondialisation.ca 03.12

Dans les grandes mesures qui n'ont été rapportées que brièvement par la presse de l'establishment, le président Obama a donné une nouvelle portée au Joint Special Operations Command (JSOC), le Commandement des opérations spéciales interarmées du Pentagone, l'autorisant dorénavant à mener des assassinats partout dans le monde.

Obama a approuvé une proposition de donner au JSOC l'autorité de fonctionner en autonomie en dehors des commandements régionaux, essentiellement comme une force d'assassinat mondialisée. Les unités du JSOC ne relèveront donc plus des commandants régionaux, mais directement du Special Operations Command (SOCOM), le Commandement des opérations spéciales siégeant au Pentagone.

Selon le Washington Post, «Des missions pourraient être menées bien au-delà des champs de bataille de l'Irak, de la Syrie et de la Libye, où le Commandement des opérations spéciales interarmées (JSOC) a déjà effectué des opérations clandestines dans le passé. Une fois opérationnel, le JSOC passera d'un outil de frappe utile et très apprécié des commandements militaires régionaux à une nouvelle force de renseignement et d'intervention multi-agences.»

Le mandat de la nouvelle formation, qui sera appelée la «Counter-External Operations Task Force» (Force opérationnelle de contre-opérations extérieures), ou Ex-Ops dans le jargon du Pentagone, embrassera toute la planète. Les escadrons de la mort américains pourront dont être déployés pratiquement n'importe où, des villes européennes aux jungles sud-américaines, en passant par les États-Unis mêmes.

Cette décision est probablement, à tout le moins en partie, une réaction à la débâcle des États-Unis dans leur «guerre contre le terrorisme» du point de vue des objectifs mondiaux de l'impérialisme américain.

Les guerres menées par les États-Unis en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, et les frappes de drones répétées dans d'autres pays, y compris au Pakistan, au Yémen et en Somalie, ont infligé des niveaux catastrophiques de mort et de destruction, mais elles ne sont pas parvenues à imposer le contrôle hégémonique espéré par les États-Unis sur la région et ses vastes ressources énergétiques. La décision d'Obama représente une volonté d'escalader la violence militaire américaine en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au-delà.

Dans sa première déclaration postélectorale, Obama s'est bien efforcé de minimiser les vitupérations de la campagne électorale, déclarant que la lutte électorale entre les démocrates et les républicains n'était rien de plus qu'une «mêlée intramurale». Il n'y a là rien de plus vrai: les deux partis représentent bien en effet la même classe, la même aristocratie financière américaine et ses intérêts mondiaux, défendus en fin de compte par la mort et la destruction qu'elle sème avec sa machine de guerre. Mondialisation.ca 03.12

En complément

- Un troisième dirigeant passé par Goldman Sachs va rejoindre l'administration Trump -

- Selon la presse américaine, Gary Cohn, le numéro deux de la banque, devrait diriger le Conseil national économique. LeMonde.fr 09.12

La crise du capitalisme les déstabilise.

- Fillon confronté à ses premières difficultés jusque dans son propre camp - AFP

Moins de deux semaines après avoir remporté haut la main la primaire de la droite, François Fillon est confronté à ses premières difficultés, en partie issues de son propre camp, inquiet de son projet de réforme de la Sécurité sociale. AFP 09.12

- Julien Dray menace de "mettre son poing dans la face" du chef de cabinet de Le Foll - LePoint.fr

Moquant la candidature de Vincent Peillon, dont certains soupçonnent Julien Dray d'en être l'instigateur, Rémi Branco a provoqué le courroux du "baron noir". LePoint.fr 09.12

Sur Peillon, hormis sa loi scélérate sur l'école. Longue causerie du 15 février 2014 lors de la sortie de son livre *La Révolution française n'est pas terminée*.

Un internaute avait noté ceci :

- "Vincent Peillon a célébré en 2009 la Bar-Mitsva de son fils Elie à la synagogue de la Place des Vosges à Paris. Pour la circonstance, Vincent Peillon, qui a épousé en seconde noces la journaliste Nathalie Bensahel, avait mis les tefillins « amulettes » et était monté à la Torah. Il est père de quatre enfants : Salomé, Maya, Elie et Izaak." Il déteste apparemment les prénoms qui n'ont pas une consonnance juive.

Le candidat du Crif supplétif de Valls. Justement à propos de Valls :

- "Il a le souci de la synthèse", se félicite-t-on à l'Elysée, où l'on sait apprécier cette qualité. "C'est un mécanicien du génie politique, qui excelle dans la tactique", explique un proche de Vincent Peillon, cité par L'Opinion. francetvinfo.fr 27.05.2015

Le 23 septembre 2012.

Causerie : Infos trouvées en naviguant d'un lien à un autre sur Internet.

Vincent Peillon – Ministre de l'Education Nationale : Issu d'une famille juive par sa mère (lui-même nomme ses quatre enfants Salomé, Maya, Elie et Izaak), son père fut banquier (directeur général de la Banque Commerciale d'Europe du Nord). Marié à la journaliste Nathalie Bensahel. Militant trotskyste à ses débuts. Soutien de Dominique Strauss-Kahn en 2011, il se rallie ensuite à François Hollande. Sioniste, il est Franc-Maçon membre du Grand Orient de France. Il prône une « république spirituelle », considérant « la Franc-Maçonnerie et la laïcité » comme « religions de la république ». Il soutient la ratification du Traité de Lisbonne par la France, et milite pour le fédéralisme européen, et « une harmonisation politique, économique et fiscale au sein de l'Europe ». Au Parlement Européen, il défend les intérêts sionistes et collabore activement au projet de déstabilisation de la Syrie.

Il fait aussi partie du comité d'honneur du Cercle Léon Blum dont les membres se revendiquent ouvertement du sionisme.

Juif et sioniste assumé, franc-maçon fils de banquier, il a en effet le profil d'un candidat du PS

Et en plus ça rapporte déjà !

- Le programme de Jean-Luc Mélenchon parmi les dix meilleures ventes de livres - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Corée du Sud

Corée du Sud : cris de joie, danses et manifestations pour fêter la destitution de la présidente - Francetv inf

Vendredi 9 décembre, les rues de Séoul ont vu défiler des milliers de manifestants pour fêter leur victoire. La raison ? Les députés ont adopté une motion de destitution contre la présidente

Park Geun-hye, éclaboussée par un vaste scandale de corruption.

L'adoption par l'Assemblée nationale de cette motion de destitution transfère l'autorité de Park Geun-hye au Premier ministre.

Le texte a été adopté par 234 voix contre 56, soit largement la majorité des deux tiers des 300 votes nécessaires, ce qui a déclenché des manifestations de joie parmi les opposants à la présidente rassemblés devant l'Assemblée.

Cette destitution s'explique en bonne partie par les manifestations monstres qui ont vu des millions de Sud-Coréens en colère exiger le départ de la présidente. Après un peu moins de quatre ans de mandat, elle affronte ainsi la perspective de devenir le premier chef de l'Etat sud-coréen démocratiquement élu à être mis dehors. Francetv info 09.12

ECONOMIE

Russie

- La Russie cède 19,5 % de Rosneft à Glencore et au Qatar - voltairenet.org

La Fédération de Russie, qui détient directement 50% du capital de Rosneft, vient d'en céder 19,5% à Glencore et au Qatar.

On ignore la répartition exacte du capital.

Rosneft est la première entreprise pétrolière mondiale.

Cette décision intervient alors que l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis laissent prévoir la levée des sanctions économiques contre Moscou, et alors que l'accord de réduction de la production pétrolière prise au sein de l'OPEC devrait permettre à la hausse des prix de se poursuivre lentement.

Rosneft avait par ailleurs acquis le pétrolier Bachneft juste avant cette privatisation. À cette occasion, selon le Comité d'enquête de la Russie, le ministre de l'Économie, Alexeï Oulioukaïev, aurait illégalement perçu 1,8 million d'euros pour donner son accord. Le ministre a été placé en résidence surveillée.

La valeur boursière de Rosneft est évaluée à 55,02 milliards d'euros. Les actions cédées à Glencore et au Qatar l'ont été avec une décote de 2%, soit 10,5 milliards d'euros.

Le Qatar est déjà actionnaire majoritaire de Glencore.

Les 10,5 milliards d'euros de recettes seront reversés à l'entreprise publique Rosneftegaz, qui devrait en verser à son tour une partie à l'État. Ils seraient alors utilisés pour couvrir le déficit provoqué par les sanctions économiques européennes.

Séparant totalement sa politique économique de sa politique étrangère, la Russie a ainsi scellé une alliance avec le Qatar qu'elle combat militairement en Syrie. voltairenet.org 08.12

Le 13 décembre 2016

CAUSERIE

Le document de Pierre Salvaing a été téléchargé 558 fois depuis sa mise en ligne et consultés 3660 fois, bravo à lui et à vous !

Les médias dits alternatifs multiplient la publication d'articles sur la situation à Alep (Syrie) qui révèlent l'ampleur de la propagande et de la désinformation auxquelles se livrent les gouvernements occidentaux et les médias institutionnels. On publiera les plus significatifs.

On se demande au passage comment des militants ouvriers peuvent-ils encore soutenir des partis dits de gauche ou d'extrême gauche qui soutiennent ces entreprises pilotées par l'OTAN ou refusent de communiquer les informations contenues dans ces articles, et sans lesquels il est impossible de comprendre la situation ou de ne pas se faire manipuler. C'est une manière comme une autre de soutenir le gouvernement français impliqué au côté des Américains dans la guerre contre la Syrie.

Autre chose plus personnel.

En raison de la mousson qui a fait des siennes hier, on a été privé de courant pendant près de 24 heures, du coup mon travail a été perturbé. Mes batteries de secours sont HS et j'économise pour les remplacer, 30.000 roupies, soit environ 400 euros. Donc j'éteins l'ordinateur dès que le courant est coupé, et je garde le peu de courant que délivre encore les deux batteries pour avoir de la lumière en soirée ou une partie de la nuit.

Si je continue l'actualisation du portail, je demanderai aux lecteurs une participation financière, car depuis la nouvelle tarification d'Internet ma facture est passée de 1.100 roupies à 2.500 roupies, et encore je limite les recherches sur le Net pour ne pas l'alourdir davantage. J'ai même restreint le téléchargement de films en tamoul pour ma compagne, parce qu'ils sont très volumineux.

Je ne parviens pratiquement plus à économiser parce que l'inflation flambe et mes revenus n'ont cessé de diminuer depuis 3 ans. De plus j'aide des membres de la famille de ma compagne Selvi qui sont très pauvres et doivent faire face à de graves difficultés. Je me démunis pour aider des gens qui ne peuvent pas faire face à des besoins élémentaires. Cet argent me fait défaut, j'en aurais besoin pour remplacer certains équipements défectueux ou finir les travaux de ma maison, mais j'estime que leurs besoins passent avant les miens. Cela me force à me priver davantage pratiquement sur tout, comme la semaine dernière où je suis allé au marché de Pondichéry, par curiosité j'ai demandé le prix du kilo de poisson, du saumon et du requin, quand on m'a dit le prix, 700 roupies, j'ai renoncé à en acheter, d'ailleurs le marché était pratiquement vide, Selvi achètera des sardines trois fois moins chères et on s'en contentera, une fois bien cuisinées ce sera excellent. Et ma famille direz-vous ? Je suis déjà mort pour elle.

Tout chez nous est ancien ou a déjà été réparé plusieurs fois, l'ordinateurs (6 ans) que je bricole sans cesse, la machine à laver

(12 ans) qui fait un bruit infernal et va lâcher d'un jour à l'autre, le scooter d'occasion que j'ai encore réparé la semaine dernière, un ventilateur tout rouillé aussi, le climatiseur que je n'entretiens pas, tous les articles électroménagers ou autres équipements ont plus de 20 ans et je n'en ai pas remplacé certains, pas de fer à repasser, pas de chaîne hifi, pas de radio, plus d'appareil photo, plus de télé et évidemment pas de bagnole, bref rien de superflu ou d'inutile, seule le réfrigérateur est récent, on ne peut pas s'en passer ici, j'oubliais le téléphone. Quant aux meubles, ils ont subi le tsunami de 2004 et je n'ai rien racheté, je les ai raffistolés et ça tient ainsi. Aucun colifichet, pas de rideaux, pas de tapis, pas d'abat-jour, pas de livres, disques, cassettes, pas de resto, cinéma, concert, sortie, vacances, etc. quand j'affirme qu'on survit, je n'exagère pas, c'est l'expression qui convient le mieux à notre condition. Et je peux vous dire que cela suffit au bonheur de ma compagne, donc au mien. Malgré tout on est de bonne humeur et on garde le moral.

On n'ose pas se plaindre ou trop nous étendre sur cette question par respect pour tous ceux dont la condition est bien pire que la nôtre, on pense notamment à nos soeurs et frères syriens, soudanais, yéménites qui souffrent de la faim et de la guerre. On leur dédie notre travail.

Pour commencer la semaine dans la bonne humeur, j'avais retenu cet instant de détente offert par le Monde ou plutôt sa face "cachée".

Le Monde montre ici qu'une bien piètre considération pour ses lecteurs qu'il prend pour des demeurés, quoiqu'il faille admettre qu'il sait de quoi ou de qui il parle (les Csp+ pour cas socio-psychiatrique.).

- La face cachée du sexe féminin - LeMonde.fr 11.12

Par Maïa Mazaurette, journaliste au Monde.

Le sexe féminin n'est pas invisible (En effet il s'expose partout, la prostitution fait partie de l'art de la gouvernance chez les oligarques. - ndlr) : nous refusons de le voir (Il faudrait être aveugle. - ndlr). Il n'est pas impensable (Mais qui pense encore de nos jours, les abonnés du Monde ?- ndlr), seulement ignoré, par paresse intellectuelle (Crétinisme intellectuel ou défaillance cérébrale serait plus précis. - ndlr) et par pur égoïsme (Un lieu commun. - ndlr). Et pourtant. Le désir des femmes est là (Affirmation bien péremptoire après cela. - ndlr), présent, complexe, tissé de chair, de neurones (C'est à démontrer dans votre cas. - ndlr) et de terminaisons nerveuses (Hystérique, elle voulait dire. ndlr). Il est mesurable (Au pied à coulisse ! - ndlr). Malgré notre culture du déni (Ah si vous l'avouez, on ne vous contredira pas. - ndlr), il parvient à exister (Ca a du bon parfois le matérialiste. - ndlr) , il commence même à s'exprimer (A devenir envahissant. - ndlr) : le sexe parle (Pense à la place du cerveau chez les obsédées dans votre genre. - ndlr), tendons l'oreille (Poliment vous nous les cassez déjà ! - ndlr)– ça nous changera. (Il y en a qui ferait mieux de la fermer, ça nous soulagerait !- ndlr)

LVOG - Tous à poil !

Que de telles dégénérées officient dans les rédactions des médias officiels expriment la décadence d'un régime qui ne survit que grâce à l'absence d'une nouvelle direction du mouvement ouvrier.

LeMonde.fr - De toute façon, s'il fallait voir le désir féminin, pourquoi s'acharner à le couvrir ? Pourquoi ce double standard qui veut qu'un homme puisse montrer ses seins, mais pas une femme, alors même que cette tolérance permettrait de rendre visibles au moins certaines manifestations d'envie ? (Vous ignoriez que la physionomie des seins d'une femme changeait quand elle avait envie, et bien vous venez de l'apprendre, une pure invention en fait. Quelle cinglée !- ndlr) Pourquoi nous priver de parole sexuelle, de mots cochons, de la liberté de faire des avances (« Dans la bouche d'une femme c'est vulgaire ») ? (Quelle allumeuse ! Encore une frustrée. - ndlr)

LVOG -Quand une femme vous adresse des regards languissants n'allez surtout pas vous figurer des choses... Vous n'avez encore rien vu.

LeMonde.fr - Plutôt que de s'interroger sur un désir intrinsèquement invisible, il faudrait se demander pourquoi nous refusons de voir. Pourquoi nous détournons, non pas notre regard, mais des corps en entier. On peut avancer des raisons morales ou religieuses, du double standard, une pudeur sélective. Mais aussi de la méchanceté : on castre les femmes. (On se disait bien qu'elle avait développé un complexe de castration aurait dit Freud. - ndlr) On les réduit à des orifices, on les réduit au vide. (Quelle vulgarité, dans le reste de son article elle n'aura que le mot "trou" à la bouche pour en parler ! - ndlr) On tente de les anéantir. (L'attitude des hommes serait criminelle, mais celle des femmes portées à l'auto-castration ne serait pas suicidaire. - ndlr). Ce n'est pas très sympa. (C'est très con ! - ndlr)

Quand l'invisibilité tourne à l'obsession chez cette clitoridienne refoulée.

Même si le désir féminin était réellement invisible, on pourrait toujours le rendre dicible. (C'est à croire qu'elle en doute ou ignore de quoi elle parle. - ndlr) Il suffirait de nous poser la question. Il suffirait de nous demander si nous avons envie. (On ne la posera

pas à cette névrosée par crainte de la réponse ! - ndlr) Une fois encore, si l'ordre social s'en abstient, c'est dans l'intérêt des hommes : ne pas savoir, c'est pouvoir outrepasser. (C'est peut-être la seule chose sensée qu'elle a sorti dans cet article. Alors attaquons-nous à "l'ordre social" établi. -ndlr)

LVOG - La division de la société en classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables se traduit par un complexe de supériorité chez ceux qui détiennent le pouvoir, et un complexe d'infériorité chez ceux qui n'en détiennent aucun, par conséquent comme la société est bâtie sur un modèle patriarcal, ce sont les hommes dominants qui seront portés à développer un complexe de supériorité et les femmes dominées un complexe d'infériorité. Il en découle que les comportements des deux sexes et les principes moraux qui servent à les justifier ont été édictés par des hommes en faveur des hommes et au détriment des femmes. Au lieu de faire le procès des hommes, c'est celui du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il faudrait faire.

Les théologiens les ont théorisés non sans une arrière pensée, pas n'importe comment, en sanctifiant le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme instauré sur la base de la division du travail instaurée très tôt entre les hommes et les femmes et les vouant donc à un statut social distinct, en privilégiant les hommes du fait que c'était eux qui produisaient les richesses ou pourvoyaient à la subsistance de la tribu, du clan, etc. tandis que les femmes ne jouaient plus qu'un rôle mineur réduit à la reproduction de l'espèce une fois que le patriarcat s'était imposé.

Quant au désir féminin, rassurons nos lecteurs : il existe ! Vous vous en doutiez, bravo !

En complément.

- Le plus vieil oiseau marin a encore pondu, à 66 ans. - AFP

Les biologistes de la réserve naturelle américaine des Iles Midway dans le Pacifique ont observé l'albatros de laysan, appelé Wisdom, retourner pondre début décembre. C'est l'oiseau marin sauvage le plus âgé à concevoir, à au moins 66 ans. AFP

Braves gens vivez en paix ou le mur de la honte des bonnes consciences qui s'accommodent du capitalisme.

- Le mur « anti-intrusions » de la rocade de Calais est achevé - lemonde.fr

La construction d'un mur « anti-intrusions » à Calais est terminée, a annoncé lundi 12 décembre la préfecture du Pas-de-Calais. L'édifice de 4 mètres de hauteur et 1 kilomètre de long prolonge les grillages déjà installés sur la rocade près du port.

Financé par le Royaume-Uni – à hauteur de 2,7 millions d'euros –, il doit être progressivement végétalisé côté circulation et vise à empêcher les migrants de monter clandestinement dans des camions.

Les travaux d'édification avaient débuté le 20 septembre, alors que « le camp de la Lande » – le nom officiel de la « jungle » où vivaient plusieurs milliers de migrants – était situé à proximité. Le camp a été démantelé à la fin d'octobre.

« C'est un outil extrêmement important, ça montre que l'autoroute est sécurisée », avait déclaré Jean-Marc Puissesseau, PDG du port de Boulogne-Calais, à la fin de novembre à l'occasion d'une conférence de presse. lemonde.fr13.12

Un baron vert à la tête de l'Autriche. Un brave "réfugié", c'est à la mode, dont les parents avaient fui l'URSS pour se réfugier dans l'Allemagne nazi. .

On se disait bien qu'il y avait un ver dans ce fruit pourri.

- Le petit "réfugié" autrichien - Jean Levy - Le Grand Soir

Autriche : quand "le petit réfugié", "qui a fui l'Union soviétique pendant la seconde guerre mondiale" pour gagner la grande Allemagne de Hitler, est devenu "le président qui a barré la route à l'extrême-droite"

Le Monde (05/12/16) se réjouit de l'échec du candidat du FPÖ. Pour le quotidien, dit de référence, l'extrême-droite a été battue en Autriche. Et de désigner le vainqueur, "un petit réfugié" venu d'ailleurs, le candidat Van der Bellen, qui a vaincu le dragon, présenté comme une résurgence du nazisme.

Chacun comprend le sens de l'allégorie : il a fallu que ce soit un miraculeux fils d'étranger qui opère le miracle. En ces temps où l'immigré est la cible de la "'fachosphère", l'élection autrichienne devient symbolique. Et l'allégresse du Monde est telle que le journaliste en rajoute sur l'itinéraire européen de la famille du nouvel élu, afin de "prouver qu'un petit réfugié peut devenir un grand président".

Ainsi le journaliste précise que "les parents de M. Van der Beullen ont fui l'Union soviétique pendant la seconde guerre mondiale". Cette précision donnée sans commentaire étonne le lecteur averti : fuir l'Armée rouge boutant les hordes nazies n'apparaît pas comme une référence d'antifascisme, surtout que le correspondant du Monde en Autriche insiste et donne des détails sur l'itinéraire suivi par les parents Van der Bellen : "La famille Van der Bellen, a émigré au XVIIIéme siècle des Pays-Bas vers la Russie, d'où elle fut chassée en 1917 en direction de l'Estonie par les bolcheviks, avant de gagner Vienne où Alexander naître en 1944. L'occupation soviétique du secteur obligera encore tout le monde à partir, cette fois pour rejoindre la profondeur rassurante des vallées alpines les plus reculées".

Or, au 31 décembre 1944, l'Autriche faisait encore partie de la "Grande Allemagne"... Ainsi les parents Van der Bellen ont fait retraite avec l'armée hitlérienne pour s'installer en Autriche, où règne encore le Führer, et ils décampent à nouveau quand Vienne est libérée par les Soviétiques.

On peut s'étonner que le journaliste semble trouver normal ce périple... Faut-il lui rappeler que c'est grâce à l'Union soviétique que la France à été libérée, car si les 200 divisions allemandes du front de l'Est avaient pris leurs quartiers en Normandie, le débarquement allié n'aurait pas eu lieu. Et puis, revenons à l'élection autrichienne, disons que si son vainqueur n'est pas responsable du choix de ses parents, le parrainage de ceux-ci fait tache en matière de référence de lutte contre l'extrême-droite.

LGS : pour ce qui est de ses origines familiales, le petit "réfugié" ne vient pas de nulle part. Citons Wikipédia : "En 1763, ses ancêtres néerlandais immigrent à Pskov et y sont anoblis. Son grand-père, né à Pskov, fuit l'Empire russe pendant la révolution bolchévique de 1917, en Estonie où lui et sa famille trouvent refuge. Entre 1940 et 1941, après l'occupation de l'Estonie par l'Union soviétique, le père d'Alexander Van der Bellen, un baron de l'Empire russe, parvient, avec sa future femme Alma Siebold, d'origine germano-estonienne, à se rendre en Allemagne, puis, de là, à Vienne." Le Grand Soir 11.12

Dossier Syrie.

L'une des manifestations que vous n'avez sans doute jamais vue.

Le 19 Octobre 2011, plus d'un million de Syriens sont sortis dans les rues pour manifester leur soutien au Président Bashar Al Assad.

Plus d'1 million de syriens manifestent pour soutenir Bashar Al Assad à Alep
https://www.youtube.com/watch?v=u-O6xpEIA1w

Sur CNN. L'Empire craque de partout...

Rep. Tulsi Gabbard Introduces Bill to Stop Arming Terrorists
https://www.youtube.com/watch?v=uKV1sTw8zOc

La députée Tulsi Gabbard dit que le gouvernement US finance l'EI et Al-Qaïda (en français)
https://www.youtube.com/watch?v=ENgIK3qWCzw

Valls soutient la dictature effroyable d'Arabie saoudite alliée des Etats-Unis et Israël.

Valls sur l'Arabie Saoudite
https://www.youtube.com/watch?v=tB_ZpCrWrR0

- Yémen: 2,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë - AFP 12.12

Valls le justifie au nom de l'économie et des emplois que créent ou préservent les bonnes relations et le commerce avec la monarchie wahhabite saoudienne.

Désinformation, comment cela fonctionne ? Mode d'emploi.

La libération d'Alep.

- Syrie : "La chute d'Alep est vraisemblablement actée" - Franceinfo

Le soulagement de la population civile.

- Alep : le martyre de la population civile - Franceinfo

Elle est le symbole de l'impuissance de la communauté internationale, la ville d'Alep en Syrie est sur le point d'être reprise par l'armée syrienne. Franceinfo

L'armée de mercenaires sanguinaires supplétive de l'OTAN vaincue.

- Syrie : la bataille d'Alep s'achève dans les atrocités selon l'ONU - M6info

Ce mardi, la bataille d'Alep entre dans sa phase finale. Les rebelles sont en passe de perdre leurs derniers bastions et les militaires de Bachar Al Assad et leurs alliés russes de remporter la victoire après un siège terrible de plusieurs semaines. M6info

Soutien aux barbares d'Al-Nosra.

- Trois députés français à Alep pour "affirmer un soutien à la population" - L'Express.fr

Dimanche, Cécile Duflot (EELV), Hervé Mariton (LR) et Patrick Mennucci (PS) devraient se rendre en Syrie avec le maire d'Alep-Est, Brita Hagi Hasan pour "affirmer [leur] soutien à la population" et alerter sur la situation de la ville martyre d'Alep. L'Express.fr 10.12

Les Etats-unis coupables de "crimes contre l'humanité".

Alep: Le régime coupable de "crimes contre l'humanité" (Kerry) - AFP

Les forces armées syriennes qui bombardent la ville d'Alep sont responsables de "crimes contre l'humanité" et de "crimes de guerre", a jugé samedi 10 décembre lors d'une conférence internationale sur la Syrie à Paris le secrétaire d'Etat américain John Kerry. AFP

La France est devenue le fer de lance de la réaction mondiale.

L'agence de presse britannique titre prudemment :

- Obama veut une enquête sur le piratage de la présidentielle américaine - Reuters

L'Agence France de Propagande (AFP) désigne le coupable avant même qu'une enquête démarre :

- Obama veut un rapport sur les cyberattaques, Moscou en ligne de mire - AFP

C'est établi, l'AFP en livre déjà les conclusions :

- Jusqu'où la Russie s'est-elle immiscée dans l'élection de Trump ? -

Jusqu'à quel point la main de Moscou a-t-elle battu les cartes de l'élection qui a amené Donald Trump à la Maison Blanche ? La réponse ne changera rien à l'issue du scrutin mais permettra d'étaler au grand jour les interférences de la Russie dans le processus démocratique. AFP

Démocratie et ses déclinaisons sont à bannir de notre discours en évoquant le régime oligarchique.

Mise au point. Fabrication probable de fausses informations par des agents de la CIA.

- Piratage russe: micmac au sein de la CIA - challenges.fr

Surprise. Le Bureau du directeur national du renseignement (Odni), chargé de chapeauter les agences américaines de renseignement, n'a pas validé les conclusions de la CIA sur l'ingérence de la Russie dans l'élection présidentielle du 8 novembre, a-t-on appris lundi auprès de trois sources proches du dossier.

Si l'Odni ne conteste pas l'analyse de la CIA, il n'appuie pas pour autant ses conclusions, jugeant que l'agence manque de preuves pour étayer ses accusations.

Le FBI, dont le mode de fonctionnement l'oblige à ne se saisir que de dossiers qu'il sera capable de défendre devant la justice, a pour les mêmes raisons refusé lui aussi de souscrire à l'analyse de la CIA, parvenue à ses conclusions par des déductions

fondées sur les renseignements en sa possession, ont dit les trois sources. challenges.fr et Reuters 12.12

Harcèlement et xénophobie.

- Syrie : Vladimir Poutine soutient toujours le régime de Bachar Al-Assad - Franceinfo

- Rapport McLaren: la Russie du dopage, entre système d'Etat et bricolage - AFP

L'UE n'est pas en reste.

- Les sanctions de l'UE contre Moscou prolongées après le 15/12 - Reuters

- L'UE "troublée" par la détérioration des droits en Chine - Reuters

Boycott. Pressetituée, merdia, média-mensonge, média-oligarque.

Comment fonctionne la désinformation. Ils se partagent les rôles.

En fonction des lecteurs ciblés, ils leur proposent une interprétation tronquée ou déformée de la réalité, basée sur une sélection de faits qui sera conforme à leur état d'esprit supposé, ou qu'ils orienteront dans une direction en fonction d'un objectif déterminé, qu'à ce stade les lecteurs ne soupçonneront pas, de sorte qu'ils l'adoptent à leur tour, ce qui contribuera à renforcer ou à détourner leurs convictions à leur insu.

Vérités et contrevérités, faits réels et inventés, réalité et allégation, déni et révélation, similitude et amalgame, etc. se côtoieront, se superposeront ou s'imbriqueront sur un ton affirmatif ou assuré, de manière à ce que les lecteurs aient l'impression d'être en présence d'un journaliste ou d'un expert honnête ou impartial et inspirant le respect, ce qui inconsciemment aura pour effet d'affaiblir leur vilgilance et de les mettre en confiance pour mieux les manipuler ou les conditionner.

Ces professionnels de l'imposture ou de la désinformation usent ainsi d'une multitude d'artifices destinés à agir sur la psychologie des lecteurs de sorte qu'ils soient réceptifs à un certain discours ou qu'ils soient préparés à le recevoir. Donc leur opération de conditionnement ne fonctionne pas uniquement sur le plan des idées, mais aussi sur celui du mental ou psychologique, leur guerre contre les masses étant à la fois idéologique et psychologique à des fins sociales (économiques) ou politiques.

Ceux qui prétendent les combattre et négligent un des deux aspects de cette guerre ne peuvent atteindre leurs cibles, leurs discours seront inefficaces, ils seront impuissants à démonter et à briser les mécanismes qui concourent à influencer à la fois la psychologie des travailleurs et leur manière d'interpréter leur condition ou la situation, donc entravent leurs moyens d'action.

La guerre idéologique et psychologique que leur mène la classe dominante a pour objectif de les conduire à accepter leur condition ou à se satisfaire de la situation telle qu'elle, est après les avoir amenés à partager son interprétation, dès lors il ne leur plus qu'à s'y soumettre ou à se faire une raison en attendant d'hypothétiques jours meilleurs qui ne viendront jamais, sombrant dans un fatalisme destructeur qui leur sera fatal.

- Malgré les difficultés, les étudiants français se disent satisfaits de leur situation - Liberation.fr 8.12

- Les étudiants plus stressés, déprimés et isolés en 2016 - LeMonde.fr 09.12

La révolution (social-) nationale en marche...

- Le Figaro sarcastique : Valls et Macron parlent de révolte et de révolution, Mélenchon se réjouit...

La macronite est la nouvelle maladie infectieuse des nantis.

- Et Macron prit le virage humaniste - LePoint.fr La preuve :

- Pour Macron, les syndicats font «trop de politique» - 20minutes.fr

- Ségolène Royal n'exclut pas de soutenir Emmanuel Macron - AFP

- Thomas, jeune soutien d'Emmanuel Macron à son meeting parisien: "C'est un peu l'homme providentiel qui arrive une fois par

siècle" - Le Huffington Post

- Qui finance la campagne d'Emmanuel Macron ? - Francetv info

Depuis le lancement de son mouvement En marche !, Emmanuel Macron a pu compter sur le soutien de 11 000 généreux donateurs. De quoi récolter plus de 3 millions d'euros.

Pour augmenter son budget de campagne, Emmanuel Macron organise aussi des dîners, à Londres ou à New York. A cette occasion, chaque convive doit débourser 7 500 euros pour pouvoir s'asseoir à sa table, le don maximum autorisé par la loi.

Enfin, l'ancien banquier compte bien emprunter plusieurs millions d'euros, de quoi rapidement atteindre la limite autorisée de 16 millions d'euros pour la campagne du premier tour à l'élection présidentielle. Francetv info 11.12

Ca craque de partout !

- Hervé Morin : «Si rien ne change, nous partirons de l'UDI» - LeParisien.fr

- Déjà balkanisé par la présidentielle, le centre compte (encore) un nouveau parti - Le Huffington Post

Vous connaissiez le Modem, l'UDI, le Parti radical, l'Alliance centriste, Force européenne démocrate, La Gauche moderne... Découvrez "Les Centristes", le dernier-né des partis de la nébuleuse centriste. Le Huffington Post

- Sécurité sociale : Woerth appelle Fillon à amender son programme - LeParisien.fr

- «C'est une purge» : coup de gueule d'Henri Guaino contre le projet de François Fillon - LeParisien.fr

Fillon rectifie le tir trois jours plus tard... mais ses intentions scélérates demeurent.

- Fillon fait machine arrière sur son projet de réforme de l'Assurance-maladie - Challenges

François Fillon, candidat de la droite pour 2017, a assuré lundi qu'il n'entend pas "privatiser l'assurance maladie", qui "continuera à couvrir les soins comme aujourd'hui", dans une tribune au figaro.fr publiée lundi.

"La situation de notre système de santé est inquiétante et ceux qui prétendent le contraire sont dans le déni et la démagogie. Mon objectif est de sauver notre système de santé qui fut l'un des meilleurs au monde et qui doit le redevenir", écrit-il dans cette tribune intitulée "Ce que je veux pour la Sécurité sociale".

"J'entends réaffirmer le principe d'universalité dans l'esprit des ordonnances de 1945. L'assurance-maladie obligatoire et universelle, pilier de la solidarité, doit rester le pivot dans le parcours de soins dont le médecin généraliste est l'acteur-clé" et "elle continuera à couvrir les soins comme aujourd'hui et même, mieux rembourser des soins qui sont largement à la charge des assurés, comme les soins optiques et dentaires", défend-il. "Il n'est donc pas question de toucher à l'assurance-maladie et encore moins de la privatiser", martèle le champion de la droite.

François Fillon a plaidé durant la campagne de la primaire pour une prise en charge par la "Sécu" des seuls gros risques, les petits étant remboursés par les mutuelles ou assurances privées. Sa position a suscité inquiétude et critiques jusque dans son propre camp. Certains tel Bernard Accoyer, secrétaire général du parti LR, avait estimé qu'une "clarification" était nécessaire.

"Mes adversaires s'érigent en défenseurs de notre +modèle social+ mais ils en sont, en réalité, ses fossoyeurs" car "ils refusent de voir que ce modèle craque de toutes parts, que le chômage, la pauvreté et les injustices se propagent, que les déficits menacent la solidarité nationale", estime le député de Paris.

"Au lieu de regarder les faits, mes détracteurs me soupçonnent de vouloir +privatiser+ l'assurance-maladie et diminuer les remboursements. C'est évidemment faux!", affirme François Fillon, relevant "au passage" que "la gauche préfère oublier que le poids des mutuelles et des assurances personnelles n'a cessé d'augmenter depuis des décennies, y compris dans le cadre des réformes qu'elle a elle-même votées".

Il souhaite placer "l'Assurance-maladie obligatoire et les organismes complémentaires sous le pilotage d'une agence de régulation et de contrôle". Il entend aussi "faire en sorte que tous les Français puissent bénéficier d'une protection complémentaire appropriée sur la base de contrats homogènes" et "responsabiliser chacun en simplifiant les nombreux dispositifs de franchise actuels et le ticket modérateur qui sont un maquis incompréhensible". Il répète en outre vouloir "l'abandon de la généralisation du

tiers payant".

"J'entends garantir un égal accès aux soins pour tous en enrayant la désertification médicale, grâce à la multiplication des maisons médicales, grâce à la revalorisation de la médecine libérale" notamment, soutient François Fillon. "Il faut assurer l'équilibre financier", souligne-t-il enfin. "N'en déplaise aux charlatans du +toujours plus à n'importe quel prix+, on ne peut pas continuer de financer notre assurance-maladie à crédit et d'en faire porter le poids aux générations futures, d'autant que les dépenses de santé vont continuer de croître", ajoute-t-il. "Ces réformes se feront dans la concertation avec tous les acteurs", promet François Fillon. challenges.fr et AFP 12.12

- Plus que jamais, le PS court vers la catastrophe - Le Huffington Post

- Au Parti socialiste, "il y a l'idée que cette élection présidentielle est perdue" - Franceinfo

- Marion Maréchal-Le Pen tacle Florian Philippot - 20minutes.fr

- Marine Le Pen appelle à la fin des "chicayas" au FN - Reuters

En complément.

Comme ils les aiment les travailleurs...

- Hollande: nouveau plaidoyer en faveur du "modèle social" français - AFP

- A Paris, Macron se pose en "candidat du travail" - AFP

- Le gouvernement prolonge l'état d'urgence - Franceinfo

Pour la cinquième fois consécutive, le Parlement devrait valider la prolongation de l'état d'urgence demandée par le nouveau Premier ministre. Franceinfo 10.12

Quand l'UE compte pas moins de 8 paradis fiscaux

- Quel est le pire paradis fiscal du monde ? - latribune.fr

L'archipel des Bermudes est donc le pire paradis fiscal pour l'année 2016 selon Oxfam. Souvent citées comme paradis fiscal, les Iles Caïmans se placent sur la deuxième marche du podium. L'identité du troisième pays est en revanche beaucoup plus surprenante, car cette place est occupée par les Pays-Bas. Viennent ensuite la Suisse (4), Singapour (5), l'Irlande (6), le Luxembourg (7), Curaçao (8), Hong Kong (9), Chypre (10), les Bahamas (11), l'île de Jersey (12), la Barbade (13), l'Île Maurice (14), et les Îles Vierges Britanniques (15).

On constate que les îles et archipels sont sur-représentés dans ce top, et en particulier les îles dépendantes de la couronne britannique, au nombre de 3 avec les Îles Caïmans, Jersey et les Iles Vierges Britanniques. Cela porte le nombre de pays et territoire européens du classement à huit, soit plus de la moitié du top 15... latribune.fr 12.12

Faites sauter la banque.

- Banques : comment éviter la hausse des frais de tenues de compte ? - Yahoo Finance

Au 1er janvier, les frais de tenus de compte vont augmenter. Yahoo Finance 12.12

- L'UE prête à étudier diverses options avec Rome sur les banques - Reuters

La Commission européenne est prête à discuter avec l'Italie de différentes solutions possibles pour résoudre les problèmes du secteur bancaire de la péninsule, a déclaré lundi son vice-président.

En complément.

- "L'Etat accompagnera les efforts d'Air France" (Alain Vidalies) - latribune.fr

L'Etat a déjà fait des efforts conséquents. Air France bénéficie notamment du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), à hauteur de 70 millions d'euros environ. Si l'on ajoute les 60 millions d'euros d'économies engendrés par l'exonération de la taxe de l'aviation civile pour les passagers en correspondance que nous avons décidée à la suite du rapport Le Roux (remis au gouvernement fin 2014, ndlr), cela fait près de 130 millions d'euros d'aides nouvelles annuelles à Air France sur deux ans. Ce n'est pas rien ! S'ajoutent aussi les 26 millions d'euros correspondant à la dernière partie du produit de la taxe de l'aviation civile, qui était jusque-là toujours reversée au budget général. Après l'amendement voté au Sénat l'année dernière, j'ai obtenu qu'ils ne soient plus captés par budget général, mais qu'ils soient destinés au soutien du secteur. Cette mesure concerne toutes les compagnies mais Air France en sera bénéficiaire très largement.

Ceci étant, je suis favorable à ce que l'Etat accompagne les efforts que feraient les salariés de la compagnie. Je l'ai dit à la direction d'Air France dans une lettre transmise le 2 novembre dernier (jour du conseil d'administration au cours duquel le plan stratégique était présenté, NDLR). Il y a un engagement écrit du gouvernement pour dire que s'il y a des évolutions à Air France sur la compétitivité, l'Etat est prêt, lui aussi, à faire des efforts. J'ai l'idée d'un contrat social dans ce dossier : ce serait une bonne chose que la puissance publique, les syndicats et les actionnaires fassent chacun des efforts. On avait l'impression que chacun restait dans la posture de dire « que l'autre commence d'abord et notamment l'Etat», ce que je dis c'est que l'Etat a déjà commencé avec les 130 millions d'aides apportées en deux ans.

Quels peuvent être les efforts supplémentaires de l'Etat ?

Cela ne peut être que budgétaire, c'est à dire sur les taxes, en affectant par exemple au transport aérien les sommes d'une taxe qui dépasse son plafond. Cet écrêtement s'applique à toutes les taxes en France et pas seulement à celles du transport aérien. Aujourd'hui, il y a un tel écrêtement sur deux taxes aériennes : la taxe contre les nuisances sonores et la taxe de Solidarité, qui dépasse d'une dizaine de millions d'euros son plafond de 210 millions d'euros. Par deux amendements différents, la première vient d'être déplafonnée, la seconde vient de voir son surplus reversé au secteur. Il faut attendre la fin du processus budgétaire. Je ne prends pas cela pour argent acquis à ce jour. En tout cas, le potentiel de reversement de la taxe de Solidarité est important. Car, même si le surplus de cette taxe n'est d'environ que 10 millions d'euros aujourd'hui, il s'élèvera à 310 millions d'euros au cours des 7 prochaines années, en se basant sur les prévisions de croissance du trafic sur cette période. Si ce n'est pas fait cette année, je pense que c'est une vraie piste pour répondre à la question de l'utilisation de ce surplus.

L'Etat est un partenaire dans ce dossier comme le sont les actionnaires et la compagnie mais il ne fera pas l'essentiel de l'effort. On a déjà apporté 130 millions d'euros. Le temps est venu maintenant de voir s'il peut y avoir du contenu du côté de la négociation sociale. Je le dis clairement pour que personne ne se perde : la compagnie ne peut pas faire un effort de 1 et l'Etat un effort de 9. Cela ne marchera pas. Il faut un partage des efforts. Si l'objectif du plan est de faire 500 millions d'euros d'économies d'ici à 2020, et que cet effort est partagé par les salariés, les actionnaires et l'Etat, ce n'est pas infranchissable.

Mon objectif principal était d'empêcher la mise en place d'une taxe sur les billets d'avion tant que l'infrastructure ne fonctionnerait pas, c'est-à-dire, pas avant 2024. C'était ma seule exigence et je l'ai obtenue. Le gouvernement a fait voter un amendement en ce sens. Le montage financier a par conséquent une autre configuration. Il prévoit un engagement du gestionnaire de l'infrastructure composé d'ADP, de SNCF Réseau et probablement de la Caisse des Dépôts, portant sur un montant total de fonds propres de 400 millions d'euros et sur 100 millions d'avances remboursables sur lesquelles ADP s'est prononcé, ce qui devrait permettre la bancabilité du projet. Nous allons pouvoir désormais notifier le dossier à Bruxelles. latribune.fr 12.12

Ils ont des idées et du pétrole.

Bank of America, JP Morgan Chase, Citigroup and Wells Fargo possèdent Exxon Mobil, Royal Dutch/Shell, BP Amoco et Chevron Texaco.

- Premier accord pétrolier depuis 2001 entre pays membres et hors Opep - LeMonde.fr

Les pays qui ne font pas partie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se sont engagés, samedi 10 décembre, à Vienne, à réduire leur production de 562 000 barils par jour dans le cadre d'un accord avec les membres du cartel pétrolier sans précédent depuis 2001.

Outre la Russie, onze pays hors Opep étaient représentés ou avaient envoyé leurs engagements à la réunion de Vienne : Azerbaïdjan, Bahreïn, Bolivie, Brunei, Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Mexique, Oman, Soudan et Soudan du Sud.

La décision, en discussion depuis près d'un an, a été finalisée lors d'une réunion avec les pays membres de l'Opep visant à réduire la production mondiale de pétrole et soutenir les cours, malmenés depuis deux ans. Le ministre iranien du pétrole, Bijan Zanganeh, a précisé à l'agence Reuters que ces réductions de production s'appliqueraient à partir du 1er janvier.

Fin novembre, les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole s'étaient déjà engagés à diminuer leur production de 1,2 million de bpj (barils par jour) à compter également du 1er janvier. « Absolument historique »

Le secrétaire général de l'Opep, Mohammed Barkindo, avait déclaré avant même réunion de samedi :

C'est une réunion absolument historique qui va porter l'économie mondiale et aidera certains pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) à atteindre leurs objectifs d'inflation.

Les 562 000 bpj consentis par les pays extérieurs à l'Opep représentés à Vienne sont légèrement en deçà de l'objectif de 600 000 bpj. La Russie devrait y contribuer à hauteur de 300.000 bpj au cours du premier semestre de 2017.

Le baril de pétrole, qui avait atteint les 115 dollars à la mi-2014, a plongé depuis lors sous les 50 dollars, parfois même sous les 30 dollars.

Si ce recul des cours a eu pour effet de réduire l'extraction, coûteuse et donc non rentable sous un certain niveau de prix, du pétrole de schiste aux Etats-Unis, il a également frappé au coeur les pays largement dépendant de leurs exportations de pétrole, à commencer par l'Arabie saoudite et la Russie. LeMonde.fr 10.12

En oligarchie. Quand les Rockefeller prirent le pouvoir... ils le conservèrent.

ExxonMobil, c'est Rockefeller. ExxonMobil était un des clients du pétrole volé à la Syrie par Daesh. Rockefeller c'est Bilderberg, la Commission Trilatérale, le Conseil en Relation Etrangère (CFR). Les Rockefellers sont les banquiers les plus riches et les plus puissants du monde.

- Le PDG d'ExxonMobil pressenti pour diriger la diplomatie américaine - AFP

Le patron du géant pétrolier ExxonMobil Rex Tillerson, qui entretient d'étroites relations d'affaires avec Vladimir Poutine, est le favori de Donald Trump pour diriger sa diplomatie, selon des médias américains, à l'heure où la CIA s'inquiète de l'immixtion de Moscou dans la dernière présidentielle.

Citant deux sources proches de l'équipe du président élu, la chaîne NBC rapporte également que John Bolton, l'ancien ambassadeur à l'ONU controversé de George W. Bush (2001-2009), pourrait être retenu comme secrétaire d'Etat adjoint.

Mais ces mêmes sources préviennent que rien ne sera arrêté jusqu'à l'annonce officielle de ces nominations, qui devrait probablement intervenir la semaine prochaine.

Le PDG d'Exxon, 64 ans, s'est entretenu avec M. Trump pendant deux heures samedi, croit savoir le New York Times.

M. Tillerson "est beaucoup plus qu'un chef d'entreprise (...) je veux dire par là que c'est un acteur à l'échelle mondiale", a déclaré Donald Trump à Fox News, dans un extrait d'une interview diffusée dans son intégralité dimanche.

"Il connaît un grand nombre de dirigeants mondiaux et il les connaît bien", a fait valoir M. Trump.

Rex Tillerson "a conclu des affaires énormes avec la Russie pour sa société, pas pour lui-même", a-t-il encore noté.

ExxonMobil a des activités pétrolières et gazières dans plus de 50 pays et a conclu une dizaine de partenariats avec Rosneft, la principale compagnie pétrolière russe, détenue par l'Etat, depuis 2011.

En 2013, M. Tillerson a reçu des mains de Vladimir Poutine la décoration russe de l'ordre de l'Amitié.

Les contrats conclus avec la Russie par ExxonMobil pourraient potentiellement générer 500 milliards de dollars, selon des médias américains.

Le choix de M. Tillerson irait dans le sens de la volonté affichée par M. Trump, durant sa campagne, d'améliorer les relations entre les Etats-Unis et la Russie, mises à l'épreuve ces dernières années, notamment au sujet de la guerre en Syrie.

Mais la perspective de voir M. Tillerson mener la diplomatie américaine fait des vagues jusque dans le camp républicain.

A l'instar de John McCain qui a exprimé "ses inquiétudes" concernant les liens entre le patron d'ExxonMobil et Vladimir Poutine que le sénateur qualifie "de voyou et d'assassin".

Son entrée en fonctions est soumise à l'approbation du Sénat. AFP10.12

Complément du 12.12

Pour la presse américaine lundi soir, et notamment le New York Times, le Washington Post et NBC News, les jeux seraient mêmes faits, en faveur de l'ancien PDG.

Le choix de M. Tillerson irait dans le sens de la volonté affichée par M. Trump, durant sa campagne, d'améliorer les relations entre les Etats-Unis et la Russie, mises à l'épreuve ces dernières années, notamment au sujet de la guerre en Syrie. AFP12.12

- Rabibochage en vue entre Trump et la Silicon Valley ? - latribune.fr

Donald Trump et la Silicon Valley vont-ils enfin enterrer la hache de guerre ? D'après le site américain Re/code, une douzaine de pontes de la Silicon Valley se rendront mercredi 14 décembre à New York, dans la Trump Tower, pour rencontrer, à sa demande, le président-élu.

La presse américaine indique que Tim Cook (Apple), Sheryl Sandberg (Facebook), Larry Page (Google), Elon Musk (Tesla, SpaceX), Jeff Bezos (Amazon), Satya Nadella (Microsoft), ainsi que des dirigeants de Cisco, d'IBM ou encore d'Oracle devraient participer au sommet. La rencontre a été organisée par l'équipe de transition de Donald Trump, par l'intermédiaire du puissant investisseur Peter Thiel. Le co-fondateur milliardaire de Paypal, également premier investisseur de Facebook, faisait partie des rares soutiens de Trump dans la Silicon Valley pendant la campagne, à laquelle il a versé un chèque de plus de 1 million de dollars. Un engagement à contre-courant, mais payant : Thiel est désormais le conseiller du futur président sur les nouvelles technologies.

L'élection a rebattu les cartes et le futur président doit collaborer avec l'épicentre de l'innovation mondiale. Apple et Google sont les deux premières capitalisations boursières dans le monde et la Silicon Valley pèse, à elle seule, 6% du PIB américain...

De leur côté, les dirigeants de la Silicon Valley, qui ont tant critiqué le programme de Trump, doivent désormais faire preuve de pragmatisme. Pour protéger leurs intérêts, ils doivent convaincre le futur président de ne pas mettre en œuvre certaines de ses promesses, notamment par rapport à l'immigration, au renforcement du copyright ou encore au chiffrement des données, que Trump voulait affaiblir après le conflit Apple/FBI.

Certains des participants à la réunion ont d'ores et déjà annoncé la couleur. « Je veux dire au président-élu que nous sommes avec lui et disposés à l'aider », a déclaré la directrice générale d'Oracle, Safra Catz. L'industrie des nouvelles technologies, réunie au sein du lobby Internet Association, a déjà fait part à Donald Trump de ses préoccupations. Dès le 14 novembre, les quarante membres (dont Google, Facebook, Twitter, Amazon, Netflix, Uber, Airbnb ou encore Paypal) cosignaient une longue lettre à l'attention du nouveau président.

En tête de leurs demandes : ne pas affaiblir le chiffrement des données, « indispensable à la sécurité nationale et individuelle » ; faciliter l'embauche des travailleurs qualifiés non-Américains, dont la Silicon Valley dépend ; réformer « la surveillance », qui serait « en contradiction avec les valeurs importantes de la vie privée défendues par la Constitution » ; et promouvoir un « marché unique transatlantique numérique » pour lutter contre la sévérité grandissante des régulateurs européens envers les plateformes en ligne. latribune.fr 12.12

L'auteur de cet article qui manifestement n'a rien compris terminait ainsi : "Pas sûr que l'oreille de Donald Trump soit sensible à toutes ces revendications.", comme si c'était lui qui détenait le pouvoir.

- Trump menace de ne plus reconnaître le principe de la "Chine unique - FP

Le président élu des Etats-Unis Donald Trump a menacé dimanche de ne plus reconnaître le principe de la "Chine unique", qui a conduit Washington à interrompre en 1979 ses relations diplomatiques avec Taïwan, si Pékin ne fait pas de concessions surtout en matière commerciale.

"Je ne sais pas pourquoi nous devons être liés à une politique d'une Chine unique, à moins que nous passions un accord avec la Chine pour obtenir d'autres choses, y compris sur le commerce", a-t-il estimé. AFP 11.12

- La BRI s'interroge sur l'impact sur la finance de l'élection de Trump - AFP

La Banque des règlements internationaux (BRI) est longuement revenue sur les élections américaines dans son rapport trimestriel, publié dimanche, ses économistes s'interrogeant quant à savoir si cet événement marquait un changement de paradigme dans le monde de la finance.

Dans les premiers jours qui ont suivi l'élection de Donald Trump, les marchés d'actions et obligataires aux États-Unis ont

rapidement rebondi, les économistes de la BRI notant que la réaction n'était pas sans rappeler la dynamique observée lors de l'élection de Ronald Reagan au début des années 1980.

Les marchés émergents n'en ont pas moins connu de vastes corrections, la dépréciation de leurs monnaies et les sorties d'argent dans les fonds investis en actions étant même plus marqués que durant l'épisode de secousses de mi-2013.

Pendant la période qui a suivi les élections américaine, "et c'est là une très bonne nouvelle, les marchés ont fonctionné sans heurts en dépit des fluctuations", a cependant relevé Claudio Borio , le chef du département monétaire et économique de la BRI.

"Pour une fois, les banques centrales n'étaient pas en première ligne", a-t-il ajouté.

Avec les élections américaines, les investisseurs semblent tout d'un coup avoir remis en question l'idée que les taux d'intérêt allaient rester durablement bas, que la croissance allait rester structurellement basse et que l'économie soit marquée par des tensions dés-inflationnistes, a-t-il argumenté.

Un resserrement des taux d'intérêt pourrait d'ailleurs avoir des effets bénéfiques pour les banques et le secteur financier, une courbe de rendements plus pentues leur donnant un "coup de pouce bienvenu" pour dégager des bénéfices durables qu'elles peinent à redresser depuis la crise financière.

Les banques non-américaines, qui dépendent des financements en dollar devraient, par contre s'adapter. De même, les économies émergentes subiraient probablement des pressions supplémentaires, les plus vulnérables étant celles qui ont accumulé des déséquilibres en s'endettant en dollars.

Sous cet angle, ces événements pourraient marquer "le début tant attendu" d'un processus de normalisation après des années de conditions extraordinaires sur le front des politiques monétaires, a observé le chef économiste de la BRI, une institution considérée comme la banque centrale des banques centrales.

"Mais cela reste à voir, et la prudence s'impose", a-t-il affirmé, tout en soulignant au passage qu'un tel processus serait également progressif et irrégulier.

A plus long terme, les signes les plus inquiétants concernent, selon lui, le risque de renforcement du protectionnisme, qui induit un ralentissement de la croissance mondiale, et éventuellement une hausse de l'inflation.

"Personne n'y gagnerait: il n'y aurait que des perdants", a-t-il mis en garde. AFP 11.12

La BIS est la banque la plus puissante du monde, une banque centrale globale pour les huit familles qui contrôlent les banques centrales de presque toutes la nations occidentales et des pays en voie de développement. Le premier président de la BIS fut le banquier de Rockefeller Gates McGarrah, un officiel de la Chase Manhattan Bank et de la réserve fédérale. McGarrah était le grand-père de l'ex-directeur de la CIA Richard Helms. Les Rockefellers, tout comme les Morgans, avaient des relations très étroites avec Londres. David Icke écrit dans "Les enfants de la matrix", que les Rockefellers et les Morgans n'étaient que des "prête-noms" pour les Rothschilds.

La BIS est une propriété de la réserve fédérale, de la banque d'angleterre, de la banque d'italie, banque du canada, banque de suisse, banque de hollande, banque fédérale allemande et la banque de france.

La BIS détient au moins 10% des fonds de réserve d'au moins 80 banques centrales au monde, du FMI et autres institutions multilatérales.

Pour comprendre qui contrôle le monde.

D'après les déclarations d'entreprise 10K enregistrées avec la SEC (NdT: la commission des cotations boursières, le "shériff" de Wall Street, ou ce qui devrait l'être), les quatre cavaliers de la banque (Bank of America, JP Morgan Chase, Citigroup and Wells Fargo) sont parmi les 10 actionnaires majeurs de pratiquement toutes les entreprises figurant dans le ghotta du Fortune 500

Un des monument de la richesse de l'oligarchie globale qui possède ces compagnies de holding bancaire est la US Trust Corporation, fondée en 1853 et maintenant propriété de Bank of America. Un des récents directeurs de l'US Trust Corporation et administrateur honoraire était Walter Rothschild. D'autres directeurs furent Daniel Davison de JP Morgan Chase, Richard Tucker d'Exxon Mobil, Daniel Roberts de Citigroup et Marshall Schwartz de Morgan Stanley. [2] J.W. McCalister, un membre éminent de l'industrie du pétrole avec des entrées dans la maison des Saouds, écrivit dans le Grim Reaper, qu'il a obtenu des informations de banquiers saoudiens, qui citaient le fait que 80% de la banque fédérale de New York, de loin la plus puissante branche de la réserve fédérale, étaient détenus par juste huit familles, dont quatre résident aux Etats-Unis. Ce sont

les familles Goldman Sachs, Rockefellers, Lehmans et Kuh Loebs de New York, les Rothschild de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourd, les Lazards de Paris et les Israël Moses Seifs de Rome.

CPA Thomas D. Schauf confirme les dires de McCallister, ajoutant que 10 banques contrôlent les douze branches de la réserve fédérale. Il nomme N.M Rothschild de Londres, Rotshschild Bank de Berlin, la banque Warburg de Hambourg, la banque Warburg d'Amsterdam, Lehmans Brothers de New York, Lazard Brothers de Paris, la banque Kuhn Loeb de New York, la banque Israel Moses Seif de Rome, Goldman Sachs de New York et la banque JP Morgan Chase de New York. Schauf également cite William Rockefeller, Paul Warburg, Jacob Schiff et James Stillman comme étant les individus qui ont le plus d'actions à tire individuel dans la réserve fédérale. [3] Les Schiffs sont étroitement liés à Kuhn Loeb, les Stillmans de Citigroup, qui se marrièrent dans le clan Rockefeller au début du siècle.

Eustace Mullins arriva aux même conclusions dans son livre "Les secrets de la réserve fédérale", dans lequel il montre des diagrammes connectant la Fed et ses banques membres avec les familles Rothschild, Warburg, Rockefeller et autres. [4] Le contrôle exercé par ces familles sur l'économie globale ne peut pas être exagéré et est couvert volontairement du sceau du secret. Leur bras médiatique est prompt à discréditer toute information exposant ce cartel de banques privées comme étant une "théorie du complot". Pourtant, les faits demeurent.

Les banques de Rockefeller contrôlent 25% de tous les biens des 50 plus grandes banques commerciales des Etats-Unis et 30% de tous les biens des 50 plus grosses compagnies d'assurance aux Etats-Unis.

Les Rockefeller possèdent tout ou en partie, contrôlent les entreprises suivantes, liste très loin d'être exhaustive :

- JP Morgan Chase (fusion de JP Morgan et Chase Manhattan Bank)
- Citigroup
- Bank of America
- Merrill Lynch
- la Standard Oil
- Metropolitan Life
- Equitable Life
- Prudential and New York Life
- Exxon Mobil
- Chevron
- Texaco
- BP Amoco
- Marathon Oil,
- Freeport McMoran
- Quaker Oats
- United
- Delta
- Northwest
- ITT
- International Harvester
- Xerox
- Boeing
- Westinghouse
- Hewlett-Packard
- Honeywell
- International Paper
- Pfizer
- Mororola
- Monsanto
- Union Carbide et General Food
- Rockefeller Institute for Medical Research
- General Foundation Board
- 30 Rockefeller Plaza - Rockefeller University
- L'Université de Chicago
- Les fondations Carnegie et Ford
- Etc. etc. etc.

Il fait des bonds...

- Bond du déficit budgétaire américain en novembre - Reuters

Le déficit budgétaire des Etats-Unis a atteint 137 milliards de dollars (129 milliards d'euros) en novembre, un montant en hausse

de 112% sur un an, a annoncé lundi le Trésor.

En novembre 2015, les comptes budgétaires avaient fait ressortir un déficit de 65 milliards de dollars. Pour le mois dernier, les analystes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne un déficit de 135 milliards.

Sur les deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2017, entamé le 1er octobre, le déficit atteint 181 milliards de dollars, soit 20 milliards de moins sur la même période l'an dernier.

En novembre, les recettes budgétaires ont diminué de 2% à 200 milliards tandis que les dépenses, à 337 milliards, augmentaient de 25% par rapport au même mois de 2016. Reuters 12.12

... et devinez qui va le financer ?

- Vers un relèvement des taux de la Fed: quel impact ? - AFP

La très probable hausse mercredi des taux d'intérêt aux Etats-Unis, largement attendue par les marchés, n'aura qu'un impact minime sur les consommateurs américains mais pourrait davantage affecter les économies à l'étranger, estiment les économistes.

La Réserve fédérale (Fed) devrait relever mercredi d'un quart de point de pourcentage les taux d'intérêt au jour le jour, à l'issue d'une réunion monétaire de deux jours, affirment les économistes, quasi-unanimes. Ce sera la première hausse des taux depuis un an et la deuxième seulement en une décennie.

Pour les consommateurs américains, ce renchérissement minime du coût du crédit, qui reste historiquement bas, ne devrait guère freiner la dynamique des dépenses et des investissements immobiliers, estiment les analystes.

"L'impact ne va pas être dramatique. Cela va relever le coût des emprunts à taux variables comme les cartes de crédit ou certains crédits immobiliers", admet Robert Hughes, économiste à l'American Institute for Economic Research (AIER).

Dans le sillage de l'élection surprise du républicain populiste Donald Trump et des perspectives d'une relance budgétaire massive, le rendement des bons du Trésor a grimpé d'un quart de point et les taux du prêt immobilier à 30 ans, référence aux Etats-Unis, a augmenté légèrement aussi pour se situer en moyenne à 4%, son plus haut niveau depuis juillet 2015, selon la Mortgage Banking Association.

Comme le résume Jim Glassman, directeur chez JP Morgan Chase: "que la Fed lève son pied de la pédale d'accélérateur" en réduisant la masse monétaire par un resserrement des taux "ne va pas faire dérailler l'économie américaine".

Pour Joe Gagnon du PIIE, l'incidence d'un renchérissement du crédit va aussi être compensée aux Etats-Unis par les mesures de relance, si elles se concrétisent: "les réductions d'impôts vont donner de l'argent aux ménages pour acheter un logement même si les taux montent", promet-il.

A l'étranger, l'impact de la politique monétaire de la banque centrale la plus puissante du monde risque d'être plus délicat. Certains craignent même une réédition du "taper tantrum" lorsqu'en 2013, Ben Bernanke, alors patron de la Fed, avait annoncé une réduction progressive des achats d'actifs et donc du soutien monétaire. Les flux de capitaux avaient fui les économies émergentes pour se rapatrier sur le dollar aux perspectives plus rémunératrices, provoquant des dévaluations en série.

Déjà en novembre, les investisseurs étrangers ont retiré près de 25 milliards de dollars de fonds des économies émergentes, principalement placés en obligations, selon l'Institute of International Finance (IIF). C'est le plus fort exode de capitaux depuis juin 2013.

"Anticipant des mesures de relance et un resserrement monétaire, il y a déjà eu des ventes d'actions et d'obligations en Asie par les étrangers en novembre", a noté Bejoy Das Gupta, économiste pour cette région à l'IIF. "A l'avenir, les changements dans la politique américaine risquent de provoquer une volatilité chronique sur les marchés financiers de la région", ajoute-t-il.

Le renforcement du billet vert va aussi peser sur les économies qui doivent rembourser leur dette libellée en dollars.

"Le dollar plus fort va devenir un problème pour les pays étrangers qui ont d'importants montants de leur dette souveraine libellés en dollars", reconnaît Robert Hughes.

Certains sont plus optimistes, comme les économiques de Barclays Research, qui ne croient "pas à une réaction des économies émergentes à moins que le Comité monétaire de la Fed ne change sa rhétorique sur les taux" et cesse de répéter qu'il est favorable à des hausses graduelles pour adopter un ton plus brutal. AFP 12.12

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Attentat meurtrier au camion piégé en Somalie - LeMonde.fr

- Turquie: près de 30 morts dans un double attentat à Istanbul - AFP

- Attentat suicide à Aden, une cinquantaine de soldats tués - Reuters

- Yémen: 2,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë - AFP

- Egypte: un attentat fait 23 morts dans une église copte du Caire - AFP

- Le journaliste algérien Mohamed Tamalt meurt en prison - LeMonde.fr

Il avait été condamné à deux ans de prison pour « offense aux institutions et au président ». Il est mort dans des conditions floues, après une grève de la faim et trois mois de coma. LeMonde.fr 11.12

Le 14 décembre 2016

CAUSERIE

A discuter tranquillement entre camarades, si c'est encore possible.

Pourquoi ne pas participer au Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'Union européenne initié par le POID ?

Cela pourrait devenir une plate-forme d'action politique regroupant les militants des différents courants ou des différentes tendances du mouvement ouvrier qui combattent sincèrement pour en finir avec le régime en place. J'ignore comment il est structuré et comment il fonctionne actuellement, mais cela peut aider à rassembler toutes les forces disponibles éparpillées dans une multitude d'organisations ou micro-organisations qui sont impuissante à faire entendre leurs voix, sauf à les mêler à celles d'opportunistes qui finalement ne combattent ni pour les mêmes objectifs, ni pour la même cause.

S'engager dans le combat pour la rupture avec la Ve République, cela signifie aussi dénoncer et combattre les opérations de type communautaire montées par le PS et ses alliés destinées à détourner l'attention des travailleurs de la responsabilité des institutions de la Ve République dans la crise sociale qui frappe des millions de travailleurs en France, et des conséquences tragiques que vivent quotidiennement des centaines de millions de travailleurs en Afrique et au Proche-Orient soumis aux guerres auxquelles participe (ou soutien) l'impérialisme français.

C'est désigner clairement la cible à abattre pour instaurer une République sociale, membre de la Fédération des Républiques sociales d'Europe une fois rompues les chaînes de l'UE et du capitalisme.

C'est ne pas craindre d'affronter les capitalistes et leur Etat, d'avancer vers le socialisme.

Cela implique de rompre avec tous leurs représentants au sein des institutions et des syndicats, condition indispensable pour définir et garantir une politique réellement indépendante du capital.

Il faut admettre qu'il existe des désaccords entre les militants, cadres ou dirigeants provenant de différents courants ou différentes tendances du mouvement ouvrier, du fait qu'ils ont vécu des expériences différentes ou ont une culture ou une approche de la lutte de classe différente, cela fait partie de la vie et ne pas l'admettre serait commettre une grave erreur politique.

Si maintenant nous ne sommes pas capables de nous mettre d'accord sur l'essentiel ou si nous privilégions nos ressentiments ou querelles passées, c'est que nous ne sommes pas digne du combat que nous menons ou des idées que nous représentons.

Ayons à chaque instant à l'esprit le sort atroce et injuste que subissent des centaines de millions, plusieurs milliards d'hommes, femmes et enfants qui ont eu le malheur de venir au monde au mauvais moment au mauvais endroit, vous lirez cela plus loin dans les infos du jour, c'est terrifiant. Face à cette situation abominable que vit notre classe au quotidien, comment peut-on hésiter un instant à s'organiser, comment peut-on avoir le réflexe du petit-bourgeois frustré et capricieux qui trouvera toujours un prétexte pour refuser de s'associer au combat qu'on lui propose ?

L'idée que je me fais de cette association, et la faculté qui est laissée à chacun de ses membres de d'exprimer librement en fonction de ses convictions personnelles, est comparable au droit de tendance qui devrait exister dans un parti ouvrier, et donc chacun de ses militants devrait pouvoir user dans le respect de ses statuts, car sans un minimum discipline consentie ou assumée aucune organisation ne peut fonctionner ou se construire, chaque militant doit en avoir pleinement conscience.

Il est normal que les militants se posent des questions auxquelles il faut apporter des réponses satisfaisantes ou qu'ils soient particulièrement méfiants, j'avoue en faire partie et pour cause.

On a connu autrefois des dirigeants et des partis qui avaient adopté l'axe de la rupture avec la Ve République, et qui à côté fréquentaient les ministres et mêmes les Présidents de la Ve République dans le dos de leurs militants qui ne l'ont appris par hasard que bien des décennies plus tard.

Pour s'assurer de la loyauté absolue des dirigeants de ce mouvement, il faut impérativement qu'il n'y ait aucune entrave à la liberté d'expression des militants, et que ses dirigeants répondent à toutes leurs questions, aucune exception ne doit être tolérée dès lors qu'elle ne porte pas atteinte à l'existence même de cette organisation ou à l'intégrité d'un de ses militants.

Ce n'est donc pas seulement la forme et le contenu qui structure ce mouvement qui doivent répondre aux besoins des militants, mais aussi les principes qui le guident et l'état d'esprit fraternel qui y règne, sinon il ne se développera pas ou sera condamné à disparaître.

Et puis, il faut avoir à l'esprit que le combat que l'on mène à l'intérieur d'une organisation pour imposer loyalement nos idées est une chose, et que le combat que l'on mène en direction des travailleurs en est une autre, et que celui-ci prime sur le premier, dans la mesure où si l'on parvient à ce que la majorité des militants partagent nos idées, mais que l'organisation ne se développe pas parce qu'on consacre la plupart de notre temps à polémiquer, on n'atteindra jamais notre objectif.

Ce n'est pas dans une structure organisée qu'on peut ou qu'on doit vérifier en pratique la cohérence de nos idées, bien que ce ne soit pas négligeable, mais de préférence sur le terrain, en allant à la rencontre des travailleurs, et ce sont les résultats obtenus qui permettent de valider ou non nos idées ou notre méthode. Vous allez me dire que je suis bien mal placé pour tenir ce genre de discours, qui plus est, c'est la raison pour laquelle j'insiste sur ce point.

Comment aborder les travailleurs dans un article, un tract, un appel, un communiqué, une déclaration, etc. si on ne sait pas de quelle manière ils abordent la situation, comment ils la vivent au quotidien, reste évidemment à savoir si c'est à eux que notre littérature s'adresse, on ose le supposer, sinon à quoi bon.

Quand Marx et Engels ont rédigé Le manifeste du parti communiste, à ma connaissance ils ne l'ont pas décliné en différentes versions en fonction des différentes couches d'exploités, ils ont trouvé le ton, le rythme, le niveau de langue, la rhétorique, la sémantique, la syntaxe, etc. adaptés à l'ensemble des travailleurs, et leur discours conquit aussi bien des ouvriers que des membres des classes moyennes, il ne s'adressait pas particulièrement à des militants ou à une élite intellectuelle, à nous de nous en inspirer, et si nous n'en sommes pas capables, et bien il faut avoir la modestie de le reconnaître et de retourner à l'école pour apprendre à s'exprimer dans un langage qui soit accessible au plus grand nombre.

Voyez le populiste Mélenchon et le succès qu'il rencontre, dont les uns et les autres vantent l'éloquence, qui d'ailleurs tient plus de Jaurès que de Marx ou Engels, du sophisme que du socialisme, c'est peu de le dire, mais il a saisi comment il fallait s'adresser aux masses. Evidemment, on ne demandera à personne d'imiter cet illusionniste.

Pour revenir à notre question, peut-on participer au Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'Union européenne, a priori je n'y vois aucun obstacle, dans la mesure où c'est ce que chaque militant peut lui apporter à partir de son expérience qui doit primer sur toute autre considération et il n'en manque pas.

Cette structure étant plus souple qu'un parti, chacun doit être en mesure de conserver sa personnalité, mieux de lui permettre de s'épanouir dans cette structure tout en progressant. Et quand on n'est pas organisé, c'est toujours mieux que de refaire le monde entre quatre murs ou de ronger son frein dans son coin, ayons l'audace de faire cette expérience pour faire avancer nos idées, elle ne présente pas un caractère irréversible, elle ne nécessite aucun sacrifice, elle ne constitue pas une menace, elle permet juste à chaque militant d'assumer ses responsabilités et de vérifier qu'il en est capable, quelle chance vous avez, ne la laissez pas passer !

L'enfer est pavé de bonnes intentions.

Comment atomiser la classe ouvrière ou mieux l'arrimer au capitalisme, comme par exemple en Grèce.

- Ce pays de l'Union européenne va tester le "revenu de base" - bfmbusiness.bfmtv.com

Le Parlement finlandais a donné son feu vert mardi pour tester auprès de 2.000 chômeurs le versement d'un "revenu de base" de 560 euros par mois,

Le gouvernement espère ainsi "promouvoir l'emploi" et "réduire la bureaucratie et simplifier le système complexe des aides sociales". Il a été adopté à 143 voix pour, 21 contre et 35 abstentions.

Sur deux ans, en 2017 et 2018, l'État comparera la trajectoire de ces 2.000 chômeurs entre 25 et 58 ans, choisis au hasard et contraints de participer à l'expérience, avec celle d'un "groupe-test" de chômeurs touchant environ ce même montant en prestations sociales.

Motiver les chômeurs à trouver un emploi ou créer une entreprise.

L'objectif est de savoir si, comme le pense le gouvernement, les chômeurs recevant le revenu de base seront plus motivés à trouver un emploi ou à créer une entreprise sachant qu'ils garderont dans ce cas leur revenu de base. Le revenu de base, parfois appelé allocation universelle, est une réforme radicale qui a ses partisans aussi bien à gauche, chez ceux qui appellent l'État-providence à assurer à tous un niveau de vie décent, que parmi les libéraux, dont certains défendent une remise à plat de la protection sociale.

Juha Sipilä ancien homme d'affaires à la tête d'un gouvernement de centre-droit pro-austérité, est convaincu qu'il inciterait les Finlandais à être plus entreprenants et mobiles, et que la réforme répond aux évolutions du marché du travail, plus instable. Sans être hostile à l'idée, l'opposition a estimé que le test était d'ampleur trop limitée, dans un pays de 5,5 millions d'habitants, pour livrer des enseignements décisifs.

Une allocation mensuelle de 560 euros ne permet de vivre que très chichement en Finlande, où le revenu net disponible moyen dépasse 2.200 euros par personne et par mois selon l'OCDE. Mais le pays est le premier en Europe à tester la mesure au niveau national. bfmbusiness.bfmtv.com avec AFP 13.12

Descente en enfer dans l'univers carcéral français.

- A Fresnes, le « traitement inhumain » et « dégradant » des détenus - LeMonde.fr

C’est une lecture édifiante qu’offre mercredi 14 décembre le Journal officiel. Le Contrôleur général des lieux de privation de liberté fait usage de la procédure d’urgence pour alerter publiquement le gouvernement sur la situation de la maison d’arrêt des hommes de Fresnes.

Entre la surpopulation carcérale, la prolifération des punaises et des rats, le délabrement des locaux, le « climat de violence constant qui règne » et un « usage de la force [à l’égard des détenus] ni maîtrisé ni contrôlé », on pourrait penser qu’il s’agit d’un rapport sur les geôles d’un pays peu recommandable. Cela se passe dans le Val-de-Marne, à 7 km des portes de Paris, dans la seconde plus grande prison de France.

A l’issue d’une visite effectuée dans cet établissement par douze contrôleurs du 3 au 14 octobre, « un nombre important de dysfonctionnements graves » ont été constatés. Adeline Hazan, la Contrôleure générale, estime ainsi que « les conditions de vie des personnes détenues constituent un traitement inhumain ou dégradant au sens de l’article 3 de la Convention européenne des droits de l’homme ».

Un taux d’occupation de 202 %

Il n’y a guère de surprise sur le niveau de surpopulation et les conséquences néfastes que cela entraîne pour les conditions de vie des détenus et de travail pour le personnel pénitentiaire. Dans son courrier de réponse adressé le 13 décembre à Mme Hazan, Jean-Jacques Urvoas, le ministre de la justice, reconnaît lui-même que la maison d’arrêt des hommes affiche un taux d’occupation de 202 % avec 2 474 détenus pour 1 226 places.

C’est d’ailleurs dans cette même prison de Fresnes que le ministre avait convoqué une conférence de presse le 20 septembre pour dévoiler son plan baptisé « En finir avec la surpopulation carcérale ». Mais là où la Contrôleure générale demande des mesures urgentes comme « la suppression immédiate des encellulements à trois », le ministre répond que trois nouvelles maisons d’arrêt pourraient sortir de terre en Ile-de-France d’ici cinq ou dix ans.

La prison de Fresnes n’est dotée que de cellules individuelles d’environ 10 m2 dont l’espace vital est limité à 6 m2, « une fois déduit l’emprise des lits, des toilettes et de la table ». Or, 56 % des détenus vivent à trois dans de telles « cellules individuelles » et 31 % à deux dans le même espace. La surpopulation pénale n’est pas l’apanage de cet établissement, mais, écrit Mme Hazan, ici

« son caractère massif et durable lui confère un caractère particulièrement indigne ».

« Brutalités et violences »

Autre point noir, l'état des parloirs, « constitués de boxes de 1,3 m2 ou 1,5 m2 dans lesquels deux personnes ne peuvent se tenir assises face-à-face qu'en croisant leurs jambes ». Pourtant s'y installent régulièrement un détenu et trois visiteurs. Autre lieu exigu, les salles d'attente des détenus, baptisées « placards ». Dans ces espaces pas plus grands qu'une cellule sans sanitaire et sans point d'eau, les détenus sont amenés en attendant un parloir ou un rendez-vous avec un avocat. Or, ils peuvent y rester debout « pendant de longues heures », parfois « jusqu'à trois par mètre carré ». « Des brutalités et des violences se déroulent dans les "placards" hors de tout contrôle », peut-on lire dans le Journal officiel.

C'est aussi que le personnel est en nombre insuffisant. « Les contrôleurs ont été en permanence témoins du travail effréné des surveillants soumis à une pression constante qui les empêche de faire face à leur programme. » En quatre ans, le nombre de surveillants est resté stable à Fresnes, mais 70 % seraient stagiaires sortis d'école. Dans le même temps, le nombre de détenus augmentait de 20 % et l'effectif d'encadrement baissait. 30 % des postes d'officiers seraient aujourd'hui vacants. Résultat, certains détenus sont privés de soins, de visite ou de travail faute de personnel suffisant pour gérer les mouvements internes.

Autre conséquence du sous-encadrement et du manque d'expérience des surveillants, la « discipline rigide » de Fresnes, « autrefois objective et ferme, est devenue illisible et brutale ». Les contrôleurs évoquent « un climat de tension et d'affolement », « incompatible avec un usage serein et proportionné de la force ». Quitte à tronquer les compte rendus d'incidents pour justifier a posteriori le recours à une intervention musclée contre un détenu. Le garde des sceaux se veut rassurant en objectant que la fréquence des violences entre détenus et celles à l'égard du personnel a baissé en quatre ans.

Dératisation et désinsectisation

Dans cette triste litanie, Mme Hazan remarque que « l'anomalie la plus grave, tant pour les personnes détenues que pour le personnel », vient de l'état d'hygiène « déplorable » de la prison. Les rats prolifèrent, jusque dans le lit d'un surveillant de permanence… « L'odeur persistante de leur pelage, de leurs excréments et de leurs cadavres, s'ajoute à celle des amas d'ordures qui jonchent les pieds des bâtiments », relate-t-elle.

Le 6 octobre, l'Observatoire international des prisons obtenait du tribunal administratif de Melun une décision ordonnant à l'Etat d'intensifier la lutte contre les rats à Fresnes. La Contrôleure affirme que la situation est telle que la France risque une sanction de la Cour européenne des droits de l'homme.

Le garde des sceaux assure que les choses sont aujourd'hui prises en main. Pour la dératisation, « une prestation exceptionnelle » confiée à une entreprise extérieure a démarré le 2 novembre, écrit-il. Quant aux punaises et cafards, les opérations de « désinsectisation » menées par des détenus spécialement formés ont été jugées « très insuffisantes », souligne M. Urvoas qui précise qu'un marché pour tous les établissements d'Ile-de-France sera notifié en mars. Parmi les investissements prévus à Fresnes, le ministre affirme qu'un programme de rénovation des parloirs est inscrit sur trois ans, de 2017 à 2019 pour 400 000 euros.

A court terme, rien ne devrait changer à Fresnes. LeMonde.fr 14.12

Au bout de l'enfer : l'extrême pauvreté. On crève de faim, de sous-alimentation, de l'eau polluée, d'absence de médicaments ou de soin...

- Les pays les plus pauvres de plus en plus à la traîne du reste du monde - Libération.fr

Sous l'égide de l'ONU, la quatrième Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés a lieu en Turquie. Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, chefs de gouvernement, représentants de la société civile, tout le monde a répondu présent à cette grand-messe internationale.

Les objectifs définis par les Nations unies en 2011 lors de la conférence d'Istanbul sont loin d'avoir été atteints. A peine 10 des 49 PMA de l'époque (ils sont 48 aujourd'hui), répondront en 2020 aux critères de reclassement qui leur permettront de devenir des pays en développement. Les experts onusiens espéraient, à l'époque, que la moitié d'entre eux seraient en mesure de pouvoir le faire à cette date. Depuis 1990, la proportion de pauvres vivant dans les 48 PMA a plus que doublé à l'échelon mondial. La part de ceux n'ayant pas accès à l'eau a également doublé pendant la même période, s'établissant à 43,5%. Et ces pays représentent désormais la majorité (53%) du 1,1 milliard de personnes dans le monde qui n'ont pas accès à l'électricité, en hausse de 50%. Le taux d'extrême pauvreté se situe entre 70 et 80% dans 6 PMA et entre 50 et 70% dans 10 autres.

Le constat de la Cnuced est pour le moins préoccupent. «De nombreux PMA sont ainsi pris au piège de la pauvreté, cercle

vicieux dans lequel la pauvreté se traduit par une mauvaise alimentation, une détérioration de la santé, un manque d'accès à l'éducation, aboutissant à une baisse de la productivité et de l'investissement». Seuls quatre pays ont relevé le défi et sont sortis de la liste des PMA : le Botswana, le Cap-Vert, les Maldives et les Samoa. Les trois derniers, classés parmi les Petits États insulaires en développement (PIED), bénéficient de conditions très particulières, avec des économies de petite taille et de faibles populations, où la moindre évolution positive se fait immédiatement sentir. Libération.fr 13.12

En complément.

Dans le nord-est du Nigeria, un demi-million d'enfants menacés par la faim. - LeMonde.fr 13.12

Et dire qu'on accepte de vivre dans ce monde cruel, monstrueux. Pire, de procréer encore, en occident !

Dossier Syrie.

Ils ne digèrent pas leur défaite et la victoire du peuple syrien sur leurs barbares jusqu'à en devenir hystérique.

- « Alep est devenue la ville de la mort » - LeParisien.fr

- Syrie : que reste-t-il de la rébellion syrienne alors qu'Alep est sur le point de tomber ? - Franceinfo

Le régime et ses soutiens étaient, mardi, tout proches de la victoire dans la deuxième ville du pays, dont les rebelles contrôlaient certains quartiers depuis 2012.

- Alep : "Tuer des civils et des soignants est devenu la norme" - Sciences et Avenir

Médecins du Monde et l'UOSSM font un point avec Sciences et Avenir sur les atrocités commises à Alep.

- "A travers la population d'Alep, c'est le droit humanitaire international qui est en train d'être tué" - Franceinfo

En Syrie, la partie est d'Alep tombe peu à peu entre les mains de l'armée.

- Syrie : Bernard Cazeneuve dénonce des "atrocités qui peuvent être constitutives de crimes contre l'humanité" - Franceinfo

- Paris demande une réunion du Conseil de sécurité sur Alep - Reuters

La France a réclamé mardi la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu pour évoquer les exactions qui auraient été commises à Alep, la deuxième ville de Syrie, par les forces de Bachar al Assad et de ses alliés... Reuters 13.12

- Pour éviter le blocage de la situation à Alep, la France demande la suspension du droit de veto à l'ONU - huffingtonpost.fr

Qualifiée de "réforme essentielle", cette proposition a été soumise lors de la réunion exceptionnelle qui s'est tenue ce mardi à New York. Son objectif: mettre un terme à la paralysie de l'ONU alors que de nombreux messages décrivant des exactions de masse ont été relayés ces dernières heures.

Ce projet est pourtant loin d'être nouveau. Dès 2013, François Hollande proposait en effet l'encadrement du recours au veto, qui consisterait "pour les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à s'engager volontairement et collectivement à ne pas recourir au veto lorsqu'une situation d'atrocité de masse est constatée."

Une demande réitérée en septembre 2015, à l'occasion de la 70e Assemblée générale à New York: "La France veut que les membres permanents du Conseil de sécurité ne puissent plus recourir au droit de veto en cas d'atrocités de masse. Comment admettre que l'ONU, encore aujourd'hui, puisse rester paralysée, lorsque le pire se produit? Là aussi, montrons l'exemple. Je m'engage ici à ce que la France n'utilise jamais son droit de veto lorsqu'il y a des atrocités de masse" avait ainsi déclaré le président de la République.

Cette démarche "volontaire" n'entraînerait pas de modification de la Charte des Nations Unies. Mais plusieurs points restent encore à définir, et notamment la notion de "situation d'atrocité de masse". Dans la proposition française, les génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre à grande échelle pourraient être considérés comme tels.

Des termes qui résonnent particulièrement alors que Washington accusait le régime syrien de "crime contre l'humanité" le 10 décembre dernier. En septembre, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon avait quant à lui qualifié de "crime de guerre"

les bombardement d'hôpitaux dans les quartiers Est d'Alep. huffingtonpost.fr 13.12

- Mariani (LR) : «Ceux qui combattent le terrorisme devraient se féliciter de la reprise d'Alep» - LeFigaro.fr

Proche de François Fillon, le député des Français de l'étranger va se rendre en Syrie le mois prochain. Une nouvelle rencontre avec Bachar el-Assad est en train d'être organisée.

Proche de François Fillon, le député des Français de l'étranger va se rendre en Syrie le mois prochain. Une nouvelle rencontre avec Bachar el-Assad est en train d'être organisée.

La reprise d'Alep par les troupes de Bachar el-Assad est saluée, mardi, par Thierry Mariani. Le député des Français de l'étranger, qui entretient une relation privilégiée avec la Russie, estime que «tous ceux qui combattent le terrorisme devraient se féliciter» de la défaite des rebelles dans la deuxième ville de Syrie. L'élu reconnaît également que des civils ont été victimes des troupes loyalistes: «Je suis consterné, mais j'ai une pensée pour toutes les victimes. Il ne faut pas oublier les victimes des exactions des terroristes lorsqu'ils sont arrivés à Alep», assure-t-il, rappelant que la coalition des rebelles, visée par le régime de Damas, est notamment composée de factions proches d'al-Qaida.

Selon un premier bilan communiqué mardi par l'ONU, 82 personnes auraient été tuées lundi soir. «On n'en sait rien, la première victime d'une guerre, c'est la vérité», élude Thierry Mariani qui dit craindre la «manipulation» des différents protagonistes du conflit. «Malheureusement il y a toujours des victimes civiles lorsqu'une ville est reprise... Mais parle-t-on des victimes de Mossoul (où les troupes irakiennes, aidées par les occidentaux, se battent contre l'Etat islamique, ndlr)?», s'interroge l'ancien ministre. Et pas question de critiquer l'action de la Russie en soutien du régime à Alep: «On passe notre temps à dire que nous sommes en guerre contre le terrorisme. Alors nous devrions nous féliciter du recul des terroristes. C'est un risque en moins pour nous».

Dans son viseur, les trois parlementaires (Duflot-Mennucci-Mariton) qui ont tenté lundi de se rendre à Alep pour imposer une trève humanitaire. «J'aurais bien aimé qu'ils soient aussi actifs lorsque les terroristes arrivaient», dit-il. Leur échec à entrer en Syrie le fait sourire: «Le seul espace au monde où on peut entrer sans visa, c'est Schengen».

Thierry Mariani, lui, n'aura pas de problème de visa lorsqu'il se rendra une nouvelle fois en Syrie début janvier, avec d'autres parlementaires. Il fêtera le Noël arménien et orthodoxe à Alep et se rendra «probablement» à Damas. Une rencontre avec Bachar el-Assad n'est pas à exclure. «Le voyage est en cours d'organisation», précise le député. le figaro.fr 13.12

Commentaire d'un internaute.

- "On a bien foutu le bordel dans des pays souverains au nom d'une démocratie que l'on n'applique même pas chez nous, et on désigne un coupable, un seul, alors que nous avons réveillés de vieux démons tenus en laisse par des dictateurs dont l'éviction a généré les vagues de terrorisme que nous vivons actuellement. Allez plutôt demander aux irakiens ou aux syriens rescapés si leur vie était aussi compliquée avant l'arrivée des islamistes et les conséquences qui en découlent. "

Le populisme ou l'imposture est devenu le mode de gouvernance des puissances occidentales dont la France.

- Bernard Cazeneuve devient la personnalité politique la plus populaire - L'Express.fr

- Cazeneuve jure de défendre le modèle social - Reuters

- Cazeneuve cite Jaurès dans son discours de politique générale : "Le courage, c'est de se donner aux grandes causes" - Franceinfo

- Bernard Cazeneuve : il obtient le vote de confiance des députés - Francetv info

Petite consolation pour un gouvernement né dans l'épreuve : les députés frondeurs du PS ont voté la confiance. Avec 305 voix contre 239, Bernard Cazeneuve a le feu vers pour dit-il "préparer l'avenir". Francetv info

- Macron veut "de nouvelles protections" face au défi de la mondialisation - AFP

- François Fillon : le candidat adoucit son discours - Franceinfo

Alors que ses propos sur la sécurité sociale sont au cœur de la polémique, François Fillon est reparti en arrière.

Vraiment ?

- Sécu: "absolument aucun recul" de Fillon, selon Jacob - AFP

Le chef de file des députés Les Républicains, Christian Jacob, a estimé mardi qu'il n'y a "absolument aucun recul" de François Fillon. AFP13.12

Deux autres infos en bref

Après "je les emmerde" de Juppé et le "pauv'con" de Sarkozy, on comprend pourquoi ils ont préféré Fillon.

- "Petite saloperie" : Juppé dérape en plein conseil municipal - LePoint.fr

Comment recruter gratis.

- Le nouveau plan de compétitivité de Renault - BFM Business

La direction de la marque au losange propose de recruter 3.600 CDI d'ici 2019 en échange de la possibilité de pouvoir demander une heure supplémentaire de travail par jour. BFM Business 13.12

Etats-Unis. Trumperie qui veut bien. Les sommets de l'oligarchie financière et son pendant militaire le Pentagone sont servis.

Si cela pouvait aider à briser la soi-disant opposition à l'impérialisme qui ont pris la place de la pseudo-gauche et extrême gauche, et qui n'a cessé de colporter des illusions dans Trump avant et après son élection, les médias dits alternatifs et autres géopoliticiens soumis au capitalisme, ce serait le seul aspect positif de l'élection de Trump, place à la véritable opposition de gauche, au socialisme. Il faut être très patient.

- Records pour Wall Street, le Dow près des 20.000 points Reuters

- Les trois indices de Wall Street ont à nouveau battu leurs records mardi... Reuters 13.12

- Pétrole: le cours finit sans tendance après une nette hausse AFP

Les cours du pétrole ont fini sans réelle tendance mardi, les investisseurs prenant du recul au lendemain d'une nette hausse à la suite d'un accord sur l'offre entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et d'autres pays.

Le cours du baril de "light sweet crude" (WTI), référence américaine du brut, a gagné 15 cents à 52,98 dollars sur le contrat pour livraison en janvier au New York Mercantile Exchange (Nymex). AFP 13.12

En oligarchie. Quand le business ou l'économie prend le dessus sur la diplomatie et la politique.

- Etats-Unis: Trump nomme le PDG d'ExxonMobil à la diplomatie - AFP

Donald Trump a nommé mardi comme chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson, PDG du géant pétrolier ExxonMobil qui a ses entrées à Moscou, une nomination qui provoque des remous chez certains conservateurs inquiets du rapprochement annoncé avec la Russie.

M. Tillerson, 64 ans, connaît très bien la Russie où il a conclu de nombreux contrats depuis les années 1990, avant de prendre en 2006 la direction du premier groupe pétrolier mondial coté en Bourse. Il a au fil des ans développé une relation personnelle avec le président russe Vladimir Poutine. Le Kremlin a d'ailleurs immédiatement salué un "professionnel" qui a "de bonnes relations de travail" avec le chef de l'Etat russe.

Ce choix risque toutefois de se heurter à l'opposition du Sénat, qui devra confirmer cette nomination ministérielle, au moment où Moscou est accusé par la CIA d'avoir interféré dans la présidentielle américaine du 8 novembre en faveur de Donald Trump.

Mais en faisant de ce puissant homme d'affaires la voix et le visage de la diplomatie américaine, le président élu confirme qu'il veut amorcer une détente avec la Russie.

Je ne peux imaginer une personne mieux préparée et aussi dévouée pour servir en tant que secrétaire d'Etat à ce moment crucial de notre histoire", s'est félicité M. Trump en annonçant la nomination de M. Tillerson dans un communiqué.

Justifiant ce choix inhabituel, l'équipe Trump a souligné que M. Tillerson saura "comment s'orienter dans l'architecture complexe des affaires du monde et de différents dirigeants étrangers".

L'enjeu fondamental du moment est la relation Washington-Moscou, mais Rex Tillerson aura aussi à traiter avec la Chine.

Plus tard dans la journée, M. Trump a reçu dans sa tour à Manhattan le milliardaire philanthrope Bill Gates, qui vient de lancer avec d'autres riches donateurs un nouveau fonds pour investir dans des technologies propres.

Le fondateur de Microsoft a déclaré "avoir eu une bonne conversation sur l'innovation, comment elle peut aider dans la santé, l'éducation, l'impact de l'aide étrangère et l'énergie". AFP 13.12

Le Pentagone prend le contrôle de l'intérieur.

- Trump propose le département de l'Intérieur à un ex-Navy Seal Reuters

Donald Trump a proposé le poste de secrétaire à l'Intérieur au représentant républicain Ryan Zinke qui vient de décrocher son premier mandat parlementaire dans le Montana, annoncent plusieurs médias américains.

Ryan Zinke, ancien commandant des Navy Seals, n'a pas encore donné sa réponse et n'a pas précisé si la proposition l'intéressait, précise le site d'information Politico.

Le secrétariat à l'Intérieur emploie plus de 70.000 agents dans les Etats-Unis et supervise notamment 20% du foncier fédéral, les parcs nationaux de Yellowstone et du Yosemite notamment.

Ryan Zinke est un partisan du maintien du territoire public au sein du domaine public fédéral, une position qui va à l'encontre des positions d'un certain nombre d'élus républicains, favorables à leur privatisation ou à ce que leur administration soit déléguée aux Etats. Reuters 14.12

Guerre au sommet de l'oligarchie

- Le testament bancaire de Wells Fargo encore retoqué par la Fed - bfmbusiness.bfmtv.com

Les régulateurs bancaires américains ont retoqué une nouvelle fois le plan de simulation de faillite de la banque systémique Wells Fargo qui montre encore "des défauts", ont indiqué la Fed et la FDIC mardi.

La troisième banque américaine en terme d'actifs va être limitée dans sa croissance internationale et celle de ses services non-bancaires jusqu'à ce qu'elle corrige les lacunes de son "testament".

Cette décision n'a pas de rapport avec les déboires du groupe bancaire sur l'ouverture de comptes factices.

En avril, cinq grandes banques avaient été sommées par les autorités de régulation de soumettre de nouvelles versions de ces "testaments", jugés non-crédibles.

Les versions amendées présentées par Bank of America, Bank of New York Mellon, JP Morgan Chase et State Street ont été satisfaisantes, ont précisé la Fed et la FDICmardi.

Les plans de simulation de faillite, mis en place par la loi Dodd-Frank après la crise financière de 2008-2009, visent à prévoir de façon pratique comment une banque ferait face à sa banqueroute sans recevoir de fonds publics.

Ils sont demandés à toutes les banques avec plus de 50 milliards de dollars d'actifs opérant sur le territoire américain ainsi qu'aux compagnies financières non-bancaires qui ont été désignées comme présentant des risques systémiques.

Wells Fargo "n'a pas remédié à toutes ses déficiences et va être restreinte dans ses activités jusqu'à ce qu'elle le fasse", précise un communiqué commun à la banque centrale (Fed) et à l'agence d'assurance des dépôts bancaires (FDIC).

La banque a jusqu'au 31 mars 2017 pour soumettre une version amendée de son scénario de faillite 2015.

D'ici là, dès maintenant, elle ne peut pas s'étendre à l'international ni acquérir de filiales non-bancaires. Ces sanctions seront levées si sa version amendée est jugée satisfaisante. Si à nouveau, les défauts persistent, les régulateurs vont "limiter la taille des activités non-bancaires" de Wells Fargo ainsi que le niveau de ses activités de courtage.

Ces décisions concernent les plans de faillite 2015 mais les grandes banques devront soumettre cet été de nouveaux scénarios de liquidation pour 2017. La date limite est fixée au 1er juillet 2017.

Wells Fargo a réagi en se disant "déçue" de la décision des régulateurs mais assure qu'elle "sera capable de remédier" dans les délais impartis aux déficiences relevées par la banque centrale.

"Nous avions pris les remarques" des régulateurs "très sérieusement et pris plusieurs mesures pour y remédier, en créant un programme à cet effet, en y consacrant aussi des ressources supplémentaires", affirme la banque qui assure avoir "substantiellement renforcé ses capacités dans les secteurs identifiés" comme la séparation des activités et des structures commerciales. bfmbusiness.bfmtv.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Le Parlement vénézuélien porte un coup sévère au Président Maduro - euronews.com

Le très controversé successeur d'Hugo Chavez, fait l'objet d'un texte de loi approuvé cette nuit par des députés de l'opposition, après le départ des chavistes de l'Assemblée. Les auteurs du texte estiment que Nicolás Maduro est responsable de la crise économique et sociale. Ce vote pourrait permettre de le chasser du pouvoir et de le traduire en justice.

De plus en plus impopulaire, le président vénézuélien a de son côté annoncé lundi le retrait des billets de 100 bolivars, la plus importante coupure du pays, dans les 72 heures. Officiellement, il s'agit de lutter contre les mafias.

La monnaie nationale a dégringolé depuis l'arrivée au pouvoir de Maduro. Ce dernier a, dans le même temps, ordonné la fermeture de la frontière avec la Colombie pour éviter une demande massive de change chez son voisin. euronews.com 13.12

Brésil

- Brésil: affrontements après le passage du gel des dépenses - AFP

Affrontements entre manifestants et police après que le Sénat brésilien a définitivement validé mardi 13 décembre le gel des dépenses publiques sur 20 ans, mesure phare du gouvernement de Michel Temer, qui prône une cure d'austérité pour sortir le pays d'une récession historique, mais rejetée par la majorité des Brésiliens. AFP 13.12

Turquie

- L'UE tiraillée sur les négociations d'adhésion de la Turquie - AFP

Les pays européens n'ont pas réussi mardi à adopter une position unanime face à la "dérive" de la Turquie, partagés entre la volonté de lui envoyer un avertissement et la crainte de rompre les relations avec ce partenaire devenu incontournable.

Les 28, réunis à Bruxelles, étaient tous d'accord pour réagir aux atteintes à la démocratie du gouvernement turc, qui se sont intensifiées depuis le coup d'Etat avorté du mois de juillet.

Mais ils se sont divisés sur l'intensité de la réplique, dans un contexte de lutte contre le terrorisme, de guerre en Syrie et de gestion des migrations, où le président Recep Tayyip Erdogan s'impose comme un interlocuteur central.

"Dans les circonstances actuelles, l'ouverture de nouveaux chapitres" dans les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE "n'est pas envisagée", a annoncé la présidence du Conseil de l'UE (instance regroupant les Etats membres), à l'issue de la réunion de ministres européens.

Mais malgré de longues dicusssions, le texte n'a pas obtenu l'unanimité des 28. L'Autriche a en effet refusé jusqu'au bout de soutenir des conclusions communes si elles ne se prononçaient pas en faveur d'un "gel" des négociations d'adhésion de la Turquie au bloc européen.

"Un pays n'a pas apporté son soutien au compromis soutenu par les 27 autres", a regretté le ministre slovaque des Affaires étrangères, Miroslav Lajcak, dont le pays assure la présidence tournante du Conseil. D'autres pays défendant une ligne dure, comme les Pays-Bas ou la Belgique, se sont eux rangés au compromis.

Une large majorité des pays européens se refusaient à franchir le pas d'une rupture avec Ankara, qui plus est dans un moment où le pays est confronté sur son sol à des attaques terroristes, comme celle - revendiquée par un groupe radical kurde - qui a fait plus de 40 morts samedi.

"Il faut un dialogue maintenu, sur la base de la clarté et de la fermeté", a ainsi plaidé mardi à Bruxelles le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Harlem Désir, excluant le "gel" formel des négociations, comme demandé par le Parlement européen dans une résolution votée en novembre.

Mais "compte tenu de la dérive du pouvoir en Turquie en matière de violation des droits de l'Homme et de répression contre les journalistes, contre les universitaires, et contre des parlementaires, il ne peut pas y avoir d'ouverture de nouveaux chapitres de négociations", a ajouté M. Désir.

"Nous ne devrions pas claquer la porte dans ce moment difficile", a également soutenu le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères, Michael Roth, jugeant qu'il fallait "un signal clair de l'UE" y compris en direction des "citoyens turcs qui partagent nos valeurs".

Jugeant "très décevante" l'absence d'unanimité des 28 mardi, l'Allemand a cependant assuré qu'elle n'avait pas de conséquence concrète sur la position de l'UE dans les négociations d'adhésion avec la Turquie.

Ces tractations, découpées en 35 chapitres portant sur des domaines spécifiques, ont commencé en 2005, mais elles avancent depuis au ralenti. A ce jour, 16 chapitres seulement sont ouverts et un seul a été bouclé.

La question du gel ou non des négociations d'adhésion est "un débat artificiel, parce que les négociations d'adhésion sont au point mort depuis des mois", a jugé le commissaire européen Johannes Hahn, chargé des questions d'élargissement.

Dans un rapport publié en novembre, la Commission européenne a déploré le "retour en arrière" de la Turquie sur les critères d'adhésion, en particulier concernant la liberté d'expression et l'Etat de droit.

Mais l'exécutif européen juge qu'une rupture avec Ankara serait une erreur diplomatique, quelques mois après que l'UE a accepté de "redynamiser" les négociations d'adhésion, en contrepartie des efforts turcs pour freiner les flux migratoire vers l'Europe.

Un nouveau chapitre, portant sur des questions budgétaires, avait ainsi été ouvert fin juin et des "travaux préparatoires" lancés pour en ouvrir d'autres.

Le président Erdogan a lui plusieurs fois menacé de ne plus appliquer le pacte migratoire conclu en mars 2016, qui a permis de faire chuter sensiblement les traversées de la mer Egée.

"Il existe pour la Turquie de très nombreuses alternatives" à l'UE, a-t-il averti fin novembre. AFP 13.12

Le 17 décembre 2016

CAUSERIE

Le mot du jour : Incroyable, l'heure est au combat politique !

Qui l'aurait cru franchement, les uns et les autres s'étant vautrés pendant des décennies dans le trade-unionisme, le syndicalisme réformiste et pire encore au détriment du combat contre les institutions de la Ve République, pour le socialisme. Ils y viennent timidement, sur la pointe des pieds, à reculons, à suivre.

Une question à multiples entrées à poser aux travailleurs en tenant compte de leur statut social de manière à ne pas les culpabiliser,

le but étant de les aider à prendre conscience que ce n'est pas en subissant sans réagir le sort que la société leur a réservé depuis leur naissance que leur condition, celle de leurs enfants ou petits-enfants va s'améliorer dans le futur, bien au contraire, et qu'ils disposent du droit légitime de prendre en mains leur destin ou d'exiger que leurs besoins ou aspirations soient satisfaits.

Qui peut s'estimer satisfait de ses conditions de travail et d'existence, qui peut affirmer qu'il a réussi à donner un sens à sa vie et dispose des moyens de le réaliser, qui peut s'estimer satisfait des conditions dans lesquelles il élève ses enfants, qui peut affirmer que sur le plan personnel il s'est épanoui, qui peut affirmer qu'il est parvenu à s'en sortir individuellement sans l'avoir payé au prix de lourds sacrifices injustes ou sans avoir causé du tort à ses semblables, qui peut prétendre avoir des rapports harmonieux avec l'ensemble de la population, qui peut s'estimer satisfait de l'orientation de la société et du monde ? A ma connaissance absolument personne en dehors des exploiteurs et l'élite intellectuelle qui sert leurs intérêts.

On pourrait leur demander s'ils estiment normal qu'un enfant, une femme ou un homme n'ait pas de quoi se nourrir, se vêtir, se loger, se chauffer, se soigner, etc. mais cela ne les concernerait pas forcément ou ils répondraient tous qu'ils trouvent cela anormal sans qu'on soit plus avancé, ils ajouteraient qu'ils n'y sont pour rien et nous n'aurions rien à leur répondre sous peine de les juger injustement, ce qui n'est évidemment pas notre intention.

L'arrogance belliciste des dirigeants des puissances occidentales témoigne de leur impuissance face à la crise du capitalisme et aux difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour imposer aux peuples un modèle de société régi par un règlement policier au profit de l'oligarchie, elle est la seule réponse qu'ils peuvent opposer aux peuples qui résistent et luttent pour leur souveraineté ou leur émancipation, pour la liberté en attendant de trouver la voie du socialisme.

Autrefois le parti bolchevik ou communiste russe avait renversé le régime en place en ayant pour mot d'ordre, le pain, la paix, la liberté, si de nos jours la plupart des travailleurs bénéficient du pain, ils ne disposent pas vraiment de la paix et de la liberté qu'on pourrait reprendre à notre compte.

A la place du pain, qui a un côté trop alimentaire et pourrait avoir un relent de réformisme, on pourrait retenir la dignité qui fait tant défaut à ceux qui nous gouvernent, à tous les représentants du capitalisme, aux affairistes, aux philistins, à la racaille qui contrôle le mouvement ouvrier, aux saloperies d'exploiteurs petits, moyens ou grands, à leurs porte-parole médiatiques...

L'hypocrite, le menteur, le faussaire, le manipulateur, le corrompu, bref, la pourriture qui s'emploie à justifier l'ordre établi, la politique antisociale du gouvernement, toutes les guerres impérialistes, l'exploitation et l'oppression des peuples, ils ont tous en commun de manquer de dignité, d'être indigne du pouvoir qu'ils ont dans la société, de parler en son nom, de décider de son sort, nous ne leur accordons pas la légitimité d'y prétendre qu'ils ont usurpée en profitant de l'ignorance du peuple qu'ils haïssent.

Menons donc cette guerre de classe pour la dignité, la paix et la liberté. Ne nous laissons pas impressionner par tous ces bonimenteurs, ces illusionnistes, ces escrocs d'un cynisme sans fond. Debout nous sommes et debout nous resterons, digne jusqu'au bout. Refusons tout compromis sur ce principe qui incarne les valeurs de la civilisation humaine. Soyons intolérant envers ceux qui s'emploient à les corrompre, à les instrumentaliser, à les piétiner. Forgeons-nous un caractère en acier trempé, inoxydable, pour être fier des idées que nous portons et nous vaincrons notre ennemi.

Quelques réflexions politiques.

1- Aucun dirigeant du mouvement ouvrier ne peut dire qu'il ne savait pas, aucun.

Les lignes qui suivent ont été écrite en 1919, sans doute par Lénine, on les croirait écrites spécialement pour notre époque.

- En réalité, dans les questions fondamentales dont dépend la destinée des nations, c'est une oligarchie financière qui gouverne dans les coulisses de la démocratie parlementaire. Il en fut ainsi naguère dans la question de la guerre. Il en est ainsi maintenant dans la question de la paix.

Dans la mesure où l'oligarchie financière se donne encore la peine de faire sanctionner ses actes de tyrannie par des votes parlementaires, l'Etat bourgeois se sert, pour atteindre les résultats désirés, de toutes les armes du mensonge, de la démagogie, de la persécution, de la calomnie, de la corruption, de la terreur, que les siècles passés d'esclavage ont mises à sa disposition et qu'ont multipliées les prodiges de la technique capitaliste. (1er Congrès de l'Internationale Communiste)

LVOG - C'est effectivement les mêmes moyens ou armes qu'ils utilisent de nos jours en plus sophistiqués et plus diversifiés pour conditionner les masses, les soumettre en esclavage. Et que font les partis de la soi-disant avant-garde ? Ils les ignorent, ils considèrent que la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses laborieuses n'a aucune influence sur leur comportement, donc ils refusent de la combattre sur ce plan-là.

C'est un des aspects de la collaboration de classes les plus nocifs auquel ne pensent pas les militants qui partagent la conception archaïque de la lutte de classe de leurs dirigeants faillis ou corrompus, qui ne prennent pas le temps de réfléchir, qui ne

le souhaitent pas ou qui en sont incapables.

Si en 1919 on pouvait observer que c'était une oligarchie financière qui gouvernait dans les coulisses de la démocratie parlementaire, que devrait-on dire un siècle plus tard sachant qu'elle a conquis pratiquement tous les rouages du pouvoir politique en s'assurant le contrôle de la totalité des centres de pouvoir.

Ce qui est aberrant mais apparemment ne choque pas les militants, c'est que nos dirigeants ont continué de l'ignorer en refusant de modifier leur conception de la lutte des classes, comme si les rapports entre les classes n'avaient finalement pas changé ou si peu, s'interdisant ainsi de définir une stratégie politique indépendante ou conforme au socialisme, ce qui devait conduire à la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier ou à sa corruption. Oui, effectivement dans ces conditions c'était inévitable.

- Exiger du prolétariat que dans sa dernière lutte à mort contre le capital il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaudrait à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, instituées par son ennemi et que son ennemi ne s'en serve pas. (id)

LVOG - Vous comprenez mieux pourquoi nous rejetons l'argument du retour à la démocratie politique, toute participation aux institutions, la rupture avec tous les partis liés aux institutions ainsi que les appareils syndicaux corrompus. Sous ce régime oligarchique, toute référence à la démocratie est une tromperie, elle est à bannir de notre discours, hormis quand on la lie à la prise du pouvoir par les exploités.

- La lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme. (id)

LVOG - Sauf qu'au lieu de lutter contre le PS, on l'a ménagé, flatté, on s'y est associé, on l'a soutenu, pire, on a été jusqu'à souhaiter qu'il accède au pouvoir, pire encore, une fois au pouvoir on a continué de s'adresser à lui comme s'il s'agissait d'un parti ouvrier, en 1981, et on a remis cela en 2012, plus sournoisement. La situation actuelle du mouvement ouvrier en est la conséquence. Cela vaut pour le PC évidemment.

Excès d'enthousiasme ou manque de discernement, certes en employant le conditionnel, Les dirigeants de l'IC ne furent pas toujours aussi lucides dans leurs analyses de la situation et son évolution prévisible, ils commirent également de graves erreurs d'appréciation, voici deux exemples d'affirmations péremptoires qui furent contredites par les faits. Mais l'essentiel n'est pas là, il consiste à détecter là où ils ont failli et à chercher pourquoi, pour ne pas répéter les mêmes erreurs.

- Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les ouvriers à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre, l'ont obligé à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capital se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible. (id)

LVOG - 20 ans plus tard ce sera possible, il faut donc en déduire que de "tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières". C'était prévisible à bien des égards. Quels enseignements en avons-vous tiré près d'un siècle plus tard ? Aucun ou si peu.

- L'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes, est désormais impossible.

LVOG - Et pourtant, la domination des trusts et autre holdings tentaculaires est une réalité en 2016. Quels enseignements en avons-vous tiré près d'un siècle plus tard ? Aucun ou si peu.

La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat du prolétariat victorieux.

En d'autres termes, l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Ligue des Nations, au moyen d'une armée « internationale » et d'une flotte « internationale » pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres, mais, toujours et partout, enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés des autres parties du monde s'emparera-telle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?

LVOG - Une "clique mondiale" qu'on appellera oligarchie financière est "triomphante" un siècle plus tard sous l'enseigne de l'ONU, au moyen d'une armée « internationale », l'OTAN... Quels enseignements en avons-vous tiré près d'un siècle plus tard ? Aucun ou si peu.

Quand Lénine évoque une "clique mondiale" en parlant de l'oligarchie financière, on ne comprend pas, on se demande pourquoi

les militants qui se disent trotskystes notamment, donc léninistes, se bouchent les oreilles. Ils feraient mieux d'essayer de comprendre... pour agir.

2- Si vous êtes adepte des lieux communs, plus loin je vous propose deux articles dans lesquels est soigneusement évacué un facteur qui semble-t-il (un euphémisme) a pu avoir une influence sur le cours de l'économie mondiale ces dernières années et donc de la lutte des classes, précision indispensable puisqu'on a perdu l'habitude de lier ces deux facteurs, ce qui est pour le moins révélateur d'une décomposition politique avancée.

A savoir quelque 30.000 milliards de dollars ou beaucoup plus apparemment que les banquiers (privés) de la Fed ont fabriqués et se sont généreusement distribués depuis 2008 par le biais du gouvernement américain à leur solde, et dont au bas mot 9.000 milliards se sont volatilisés dans la nature (en 8 mois seulement) ou ne figurent nulle part au bilan de la Fed (révélé par Bloomberg), voir à ce propos l'interview (toujours disponible sur You Tube en tapant : Les 9000 milliards de dollars volatilisés de la FED 2009, j'ai vérifié ce matin) révélateur d'une inspectrice générale de la Fed à la commission des finances du Congrès américain, qui avoue ne pas savoir à qui cet argent a été distribué, où il est passé, sans pour autant que les mêmes banquiers ne soient inquiétés par la justice...

Ensuite, ne pouvant pas expliquer pourquoi le capitalisme ne s'était pas encore soudainement et brutalement effondré bien qu'il ait de fait dépasser le stade de la faillite selon le processus et la définition qu'en avaient donné les auteurs du Capital (Marx et Engels), en quoi cette monstreuse création monétaire débordait du cadre du capitalisme ou violait ses lois de fonctionnement, et surtout à quelle fin sachant qu'elle n'a jamais cessé depuis, l'agence européenne de la Fed, la BCE, s'y étant mis à son tour, sans pour autant pouvoir juguler encore moins stopper la crise du capitalisme qu'on nommera une crise de décomposition du capitalisme sapant au passage les bases du socialisme.

Ce serait trop long ici de développer cette argumentation. Disons que depuis l'introduction d'un côté de l'intérim, puis des CDD longs, courts et finalement à la carte en fonction des besoins des entreprises, pour aboutir à la remise en cause du contrat de travail tout court ; de l'autre, le passage de la grande entreprise à une multitude de sous-traitants qui ne sont rien d'autres que des services détachées créés avec l'aide des banquiers pour notamment diminuer leur bilan et payer moins ou pas d'impôts sur les bénéfices, augmenter le taux d'exploitation, bénéficier d'un tas d'avantages fiscaux, exonérations ou aides en tout genre de l'Etat, pour en arriver à l'auto-entrepreneur et finalement à l'ubérisation en passant par le travail détaché, le travailleur se retrouve atomisé et pratiquement sans droit, on peut ajouter les multiples remises en cause du Code du travail, l'ensemble du tableau consacre la concentration du capital et du pouvoir entre les mains de l'oligarchie financière sur fond de décomposition du capitalisme, accompagnée de l'atomisation du prolétariat, qui plus est se retouve sans représentation politique et concourant à la neutralisation de la lutte des classes, sa résistance se situant sur un terrain purement défensif et corporatiste que l'ensemble des syndicat corrompus ne démentiront pas.

Ainsi on se trouve en présence d'une société, de rapports à l'intérieur des classes et entre les classes, entre les classes et l'Etat radicalement différents de ce qu'on avait connu jusque là. Comme dans toute analyse d'un processus dialectique à l'oeuvre, observer de quelle manière s'opère la transformation de la quantité en qualité est relativement aisée, il suffit d'ouvrir les yeux et les oreilles, ce qui l'est moins en revanche, c'est de déterminer à quel moment précis cette transformation de la qualité se réalise, et comment à partir de là elle va contribuer à modifier la nature de certains facteurs et influencer leurs rapports dans une direction donnée qui agira sur leurs destins.

Jusqu'à présent, nous en avons été incapables. Et lorsqu'on cherche à résoudre ce problème en avançant une analyse qui rompt avec les discours convenus en la matière qu'on nous sert depuis des lustres, systématiquement on nous traite de farfelu ou de théoricien du complot, parce qu'on aurait commis un crime abominable en tenant compte de la totalité des facteurs en présence, au lieu de ne retenir compte que de ceux conventionnellement admis ou soigneusement sélectionnés par des idéologues ou des militants pour justifier leur théorie ou leur interprétation, qui justement pêche par l'absence de réponses à tout un tas de questions qu'ils ne souhaitent manifestement pas aborder ou qu'ils rejettent avec mépris d'un geste du bras.

Répétons-nous une énième fois, soit la théorie de l'effondrement du capitalisme telle que l'ont définie Marx et Engels demeure valable, mais dans ce cas-là il faudrait nous expliquer pourquoi le capitalisme ne s'est-il pas effondré depuis des décennies autrement qu'en recourant à des tours de passe-passe, soit cette théorie telle qu'elle a été conçue à l'origine j'insiste bien car c'est important, ne s'applique plus exactement de la même manière qu'autrefois ou l'évolution d'un ou de plusieurs facteurs est venue la contrarier, de sorte que l'effondrement du capitalisme se réalise selon d'autres mécanismes, sans pour autant remettre en cause non pas le capitalisme, mais le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il s'agit de préserver pour ceux qui détiennent le pouvoir et entendent bien le renforcer afin de le conserver, sans changer de mode de production mais en modifiant radicalement les rapports entre les classes à leur avantage de sorte qu'ils ne constituent plus une menace pour leur domination de classe ou qu'il devienne impossible d'envisager en changer dans l'avenir, ce qui implique qu'ils parviennent à contrôler l'ensemble des activités humaines, y compris les idées des hommes, ce à quoi ils s'emploient activement comme chacun a pu le constater.

Vous me direz qu'il y a là bien des contradictions ou qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, mais je n'ai jamais affirmé le contraire... A y regarder de plus près, on se rend compte qu'on a tout pris à l'envers pour n'avoir pas analyser à fond le développement du capitalisme sur le plan historique qui devait déboucher sur une crise économique permanente qui ne pourrait trouver une

solution (bancale) que sur le plan politique, y compris pour les capitalistes. On nous explique que l'UE s'attaque à nos droits sociaux pour le compte des capitalistes comme si c'était là son unique fonction, on pourrait prendre le FMI, la Banque mondiale, la BRI, l'OCDE, l'ONU, l'OTAN, etc. et en arriver au même constat, alors qu'en réalité, elle a été spécialement conçue pour nous soumettre à un modèle de société déterminé une fois nos droits politiques confisqués, ce qui n'est pas du tout la même chose. Et si on regarde ce qui se passe dans chaque pays, on s'aperçoit que c'est le même processus qui est en cours ou qui l'a même précédé.

Le mouvement ouvrier a rompu avec le socialisme en adoptant le parlementarisme qui a pu faire illusion à une autre époque sans en avoir tiré la moindre leçon, ce qui permet de justifier d'avoir conserver des rapports avec le PS et le PCF ainsi que leurs satellites, ainsi que les appareils des syndicats qu'ils contrôlent ou qui prônent la même politique de collaboration de classes. Voilà pour tous les partis dits ouvriers. Quant aux autres formations politiques et à un grand nombre de militants inorganisés, ils en sont restés aux manuels de la lutte de classe du XIXe siècle ou de la première moitié du XXe sicècle comme si rien ne s'était produit ensuite, et comme ils l'ignorent il ne leur reste plus qu'à verser dans le sarcasme ou le déni dès qu'on avance des facteurs qu'ils n'ont jamais traités, car il leur faut avoir raison à tous prix. Dans ces conditions, on ne voit pas vraiment pas comment on pourrait arriver à se comprendre puisqu'on ne parle pas de la même chose.

3- Extrait sur le même sujet d'un passage rédigé en réponse à un courriel reçu que je ne reproduirai pas ici puisque son expéditeur n'y tient pas. Dans ce passage il y a forcément des répétitions.

Pour qu'il y ait une révolution sociale, soit il faut que la situation du prolétariat soit devenue insupportable au quotidien ainsi que celle de certaines couches des classes moyennes, soit il faut que le capitalisme s'effondre brutalement entraînant des conséquence sociales désastreuses pour le prolétariat et précipitant les classes moyennes dans sa chute.

Dans le premier cas, l'existence d'un puissant parti révolutionnaire sera indispensable pour entraîner le mouvement ouvrier au combat ou submerger l'obstacle de ses appareils corrompus, dans le cas contraire les appareils réussiront à contenir et briser tout mouvement des masses. Dans le second cas, les masses pourront déferler par millions sans parvenir à renverser le régime si le parti révolutionnaire n'existe pas ou est trop faible, les appareils parviendront à faire refluer la mobilisation des masses.

Si maintenant au prix de nouveaux sacrifices les masses et surtout les classes moyennes parviennent tant bien que mal à s'en sortir, elles ne se dresseront pas contre le régime, elles continueront d'essayer d'en obtenir des concessions pour mieux supporter leur condition, il faudrait qu'elles en soient rendues au stade de l'indigence ou de la misère noire pour chercher une issue à leur condition ou pour que spontanément elles se soulèvent, sans aucune garantie quant à l'issue de leur mobilisation, tout dépendrait de son orientation politique, et encore une fois, si toutefois il existait un parti révolutionnaire pour leur indiquer la direction à prendre ou les objectifs politiques qu'elles devraient se fixer.

Or, hormis la question du parti, pour en arriver à ces conditions il faut que ce soit produit un choc violent, une chute brutale du capitalisme entraînant une réaction aussi brutale et violente des masses qui refusent d'en subir les conséquences. Mais si maintenant l'oligarchie financière parvient à agir en aval en recourant à des moyens exceptionnels pour prévenir un tel soudain effondrement, le stoppe ou y met un terme rapidement afin d'éviter qu'il soit suivi d'effets en cascade qui auraient de vastes conséquences sur le plan social, elle va supprimer les conditions qui auraient servi de levier à la mobilisation révolutionnaire du mouvement ouvrier et des masses et conserver le contrôle de la situation et des institutions.

On aura compris que l'oligarchie financière pour parvenir à ses fins à tout intérêt à s'attaquer progessivement aux droits sociaux des travailleurs ou en procédant par étapes, patiemment pas à pas, brusquer ou précipiter les choses présentant un risque, elle y recourra qu'une fois assurée qu'elle sera toujours en mesure de contenir ce risque, autrement dit, qu'elle n'a rien à craindre du mouvement ouvrier divisé et profondément gangrené, toujours sous le contrôle des appareils pourris de la social-démocratie ou des staliniens, tandis qu'aucun nouveau parti communiste n'a émergé. Elle parviendra ainsi au même résultat qu'en cas d'effondrement brutal du capitalisme, puisqu'elle ne peut pas empêcher l'effondrement de son système économique, autant qu'il se réalise en douceur en minimisant les risques.

Pour comprendre ce processus, faut-il encore qu'on s'entende sur la définition de l'effondrement du capitalisme qui correspond à l'incapacité du capitalisme de survivre en satisfaisant les besoins des masses, en ayant la vertu de servir de prétexte pour s'attaquer à leurs droits sociaux qui correspondent à des besoins ou en les réduisant, de sorte que les conditions soient réunies afin que la part de la plus-value qui revient aux capitalistes augmente, car il ne faut pas s'imaginer que le capitalisme pourraît disparaître pour autant.

On a observé au contraire qu'il pouvait survivre en état de crise permanente pendant de longues décennies, mieux encore, il est parvenu à se doter de pouvoirs politiques et d'instruments financiers permettant à l'oligarchie financière de réaliser un effondrement contrôlé du capitalisme pays par pays grâce au soutien de leur institution nationale respective ou à une plus vaste échelle, par exemple celle de l'Europe en se servant de l'UE.

Mais leur problème, c'est que ces mesures ne suffiront pas à résoudre la crise du capitalisme, car ses contradictions continuent onexorablement de le ronger de l'intérieur et font peser une menace à brève échéance sur son existence, ce qui n'est

pas sans rapport avec la résistance des travailleurs ou la lutte de classe des exploités qui contribue à amplifier ces contradictions. Il faut avoir à l'esprit que quelle que soit les mesures qu'ils sont amenés à prendre pour améliorer la situation du capitalisme, systématiquement elles se traduiront par des effets inverses ou elles seront accompagnées de leurs pendants négatifs qui le déstabilisera à nouveau à terme ou rendra sa crise encore plus incontrôlable.

On a aussi évoqué ailleurs qu'ils étaient dans l'impossibilité de déclencher une nouvelle guerre mondiale du fait de l'arsenal nucléaire, chimique, bactériologique que possède les progatonistes potentiels, donc de détruire des forces poductives dans des proportions gigantesques.

Privés de ce moyen pour accroître le taux de productivité et d'exploitation au cours de la reconstruction de l'appareil productif (de la plus-value), ils ont dû opter pour d'autres moyens pour parvenir à cet objectif, grâce notamment à la complicité des dirigeants syndicaux corrompus ainsi que ceux des partis dits de gauche ou d'extrême gauche, briser la résistance des travailleurs et des militants restés fidèles au socialisme ou combattant à leur côté.

Par le biais de magouilles ils ont pris le contrôle de l'économie grecque et ils ont ramené la condition des travailleurs un demi-siècle en arrière en liquidant tous les droits sociaux qu'ils avaient acquis au cours de cette période, dans une moindre mesure en Irlande, en Espagne, au Portugal, en Italie et en France, etc. où leurs objectifs sont les mêmes. Et il en va ainsi dans tous les pays sur tous les continents, à commencer par les Etats-Unis où pour ainsi dire le prolétariat et les classes moyennes sont déjà privés de tous droits sociaux ou politiques.

De la même manière qu'ils avaient fondé la Fed en 1913 et pris le contrôle de la création monétaire, prolongé artificiellement la Première Guerre mondiale au-delà de 1916, créé la BRI (ou BSI), balkanisé l'Afrique jusqu'au Soudan récemment, orchestré la crise de 1929 et toutes celles qui allaient suivre jusqu'en 20018, financé le régime nazi de Hitler, créé de toutes pièces le prétexte (Pearl Harbour) pour que les Etats-Unis participe à la Seconde guerre mondiale, fondé le FMI, la Banque mondiale, l'ONU, les paradis fiscaux, etc., dicté leur loi lors des accords de Bretton Woods, du Gatt puis à l'OMC, engagé immédiatement de nouvelles guerres (Corée, Vietnam, etc.), crée l'OTAN et les réseaux terroristes Gladio ou stand-behind en collaboration avec l'extrême droite, installé entre 500 et 1000 bases militaires sur tous les contients, renversé ou assassiné les leaders du nationalisme arabe, soutenu les dictateurs africains, proche ou moyen-orientaux, asiatiques, mis en place des dictatures militaires en Amérique latine, désindexé le dollar de l'or en 1971, fait adopter la dérégulation de la finance (Steal Glass), créé des instruments financiers pour contrôler tous les marchés, monnaie (taux de change), obligations, actions, matières premières, produits dérivés, etc. fondé des institutions destinées à plannifier la mise en oeuvre de leur stratégie politique (Bilderberg, CFR, Commission Trilatérale), sur lesquels sont venus se greffer des think tanks animés par leurs idéologues, créé ou financé une multitude d'ONG par le biais de la NED (CIA) ou de fondations, plannifié le 11 septembre 2001 et la "chute" de Lehman Brothers, la plupart des attentats terroristes survenus depuis dans le monde ainsi que toutes les guerres, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, créé les talibans, Al-Qaïda, puis Daesh, décidé la hausse du pétrole en 1973, sa baisse à la fin des années 80 et sa chute en 2016, pris le contrôle de la quasi-totalité des secteurs clés de l'économie mondiale, desmédias, de l'ensemble ou presque des institutions qui existent dans le monde, des parlements, des partis politiques, des syndicats, etc. tout ceci juste pour montrer l'étendu de leur pouvoir.

Pour revenir à une question économique de la première importance ou leur rôle de faux monnayeurs qui sert à financer toute sorte d'opérations, mais surtout influencer le cours de l'économie mondial dont dépend la lutte des classes afin d'accroître encore leur pouvoir politique.

On pourrait se dire que si la Fed a fabriqué plus de 30.000 milliards de dollars depuis 2008 qu'elle a remis au gouvernement américain qui les a ensuite distribués à son tour à des entreprises en difficulté ou prétendument en difficulté, car avant 2008 ou depuis les mêmes entreprises font face à un énorme endettement sans pour autant qu'elles soient déclarées en faillite ou ne s'effondre il faut bien le noter au passage, ces entreprises (financières ou banques) ont remboursé depuis le gouvernement. Certes, à ceci près que la Fed avait accordé ou prêté cette somme colossale au gouvernement avec intérêt, et que même à seulement à un taux de 1%, cela représentait tout de même la coquette somme de 3.000 milliards de dollars qui tombaient au bout d'un an dans l'escarcelle des banquiers privés de la Fed, en fait les plus grandes banques américaines, somme qui permet de financer gratuitement bien des opérations (Maidan, les "printemps arabes" et des guerres).

Donc nous sommes dans la configuration où l'oligarchie financière anglo-saxonne peut à tout moment décider de faire chuter l'économie d'un pays ou de la secourir selon les intérêts économiques ou politiques qu'elle est en droit d'en attendre, elle en a les moyens financiers, politiques et militaires. Elle peut déstabiliser n'importe quel Etat qui lui résiste en orchestrant des mouvements de masse ou en paralysant son économie, en fomentant des guerres civiles, des attentats terroristes qui déboucheront sur des génocides ou de terribles famines, l'exode de leur population, etc.

Elle a montré depuis 2008 qu'elle était pratiquement en mesure de faire face à n'importe quelle situation ou crise économique ou politique, parce qu'en face elle n'a aucun ennemi organisé de taille à lui résister, elle agit donc en maître absolu du monde, bien qu'elle ne soit pas encore parvenue à le contrôler totalement.

C'est une faille dans leur stratégie ou l'une des difficultés qu'ils ne sont pas encore parvenues à résoudre,qui constitue la petite fenêtre de tir qu'il nous reste pour les atteindre et les faire chuter, encore faut-il qu'on ne soit pas aveugle ou qu'on ait une bonne

vue, qu'on ait l'honnêteté intellectuelle et la modestie d'admette enfin que notre conception de la lutte des classes basée sur une lecture linéaire et erronée de l'évolution du capitalisme était inadaptée pour combattre efficacement ses représentations politiques, dont nous avons gravement sous-estimé le rôle pour en être restés au fonctionnement classique du capitalisme dont l'oligarchie avait violé les lois.

Nous en étions restés à la définition selon laquelle la politique était le concentré de l'économie sans comprendre que si le système économique en vigueur était défaillant, car présentant des contradictions telles que quel que soit le pouvoir économique acquis par une poignée d'oligarques, il leur serait impossible à un moment ou à un autre d'éviter son effondrement, les oligarques devraient s'emparer du pouvoir politique pour disposer des moyens de prévenir cet effondrement, le contrôler, l'accompagner de manière à en tirer profit. Dit autrement, le pouvoir politique devrait prendre l'ascendant sur l'économie, et les oligarques tenteraient de s'en emparer par n'importe quel moyen, pour finalement imposer un modèle de société qui reposerait davantage sur l'arbitraire absolu que sur des facteurs économiques à ce stade devenus obsolètes car contournables du fait qu'ils concentraient l'essentiel des richesses mondiales produites.

Ce qu'on ne parvient pas à comprendre ou plutôt à faire comprendre, c'est que si le lien existant entre la politique et l'économie ne disparaît pas pour autant, les rapports qui les régissent ont été bouleversés du fait du pouvoir économique acquis par l'oligarchie financière.

Un jour, un militant m'a demandé pourquoi les oligarques ne fabriquaient-ils pas autant de billets qu'il en faudrait pour résoudre la crise du capitalisme qui les menace, ne comprenant pas que ce n'étaient pas ou plus leur priorité, bien qu'ils recourent encore à ce moyen lorsqu'ils le jugent nécessaire, tout dépend du pays en question, de sa place au sein de l'économie mondiale, etc. s'ils n'y recourent pas systématiquement, c'est parce qu'ils comptent instrumentaliser la crise économique pour renforcer leur pouvoir politique qui est la clé de la situation et de leur domination de classe, sur le monde, ne pas y penser prouve simplement qu'on n'a pas tiré ou retenu les leçons de la Seconde Guerre mondiale. Tous les Etats qui y avaient participé étaient endettés jusqu'au cou, ils se sont tournés vers l'oligarchie pour financer leur reconstruction et stabiliser leur régime en proie à des mouvements révolutionnaires, en échange de quoi ils ont cédé une grande partie de leur souveraineté ou de leur pouvoir politique aux institutions internationales qui allaient être créées sous l'égide des Etats-Unis et qui devaient consacrer son hégémonie mondial, en réalité celle de l'oligarchie financière anglo-saxonne (sioniste).

On se figure toujours lorsqu'un gouvernement prend une mesure antisociale qu'elle est de nature économique, mais on n'en mesure pas ou pas suffisamment la portée politique, alors de là à imaginer qu'elle correspondrait à un objectif politique à long terme, pure folie, on refuse de l'envisager, car aveuglé qu'on est par le mouvement spontané des masses et incapable de penser plus loin que les conséquences immédiates de cette mesure, on préfère se réfugier dans la propagande à deux balles faite de citations ou de formules avariées que l'on récite comme des mantras... ou un professeur d'université.

Si on admet volontiers qu'on est en présence d'un processus dialectique inconscient en évoquant le développement de la civilisation humaine, apparemment on a du mal à concevoir que cet aspect inconscient concerne toutes les classes sans exception ou que toutes en sont tributaires, donc que les sommets de oligarchie aient pu imaginer une stratégie politique qu'on pourrait qualifier de surréaliste ou d'hallucinante, en désespoir de cause et qu'ils s'y accrochent parce qu'ils n'ont pas le choix.

On se demandera jusqu'à quel point ils y croient eux-mêmes, peu importe ici, en attendant elle existe belle et bien, et la plus grave erreur à commettre serait de l'ignorer, car lorsqu'on y regarde de plus près on s'aperçoit que par bien des aspects elle permet d'apporter des réponses politiques au défi que constitue l'aggravation des contradictions du capitalisme pour maintenir en survie leur système économique.

Alors si on veut vraiment le renverser, on ferait mieux d'en tenir compte ou de l'inclure dans notre stratégie politique, qui ne s'en trouvera pas bouleversée pour autant, au contraire, et je dis cela à l'attention de mes détracteurs, elle contribue à la confirmer.

Et si on nous rétorquait malgré tout que cette stratégie politique de l'oligarchie financière c'était du vent, patati patata, on répondrait qu'à partir du moment où elle l'applique, elle devient un facteur objectif et qu'on ne brasse pas de l'air en la combattant, on s'en tient au processus matérialiste dialectique dont il a été question précédemment. Sur ce je veux bien admettre que ma démonstration mériterait d'être affinée, j'y pense, je ne pense qu'à cela !

- François Chesnais: Le cours actuel du capitalisme…(novembre 2016)
http://www.inprecor.fr/article-Crises-Le%20cours%20actuel%20du%20capitalisme%20et%20les%20perspectives%20de%20la%20soci%C3%A9t%C3%A9%20humaine%20civilis%C3%A9e?id=1952

François Chesnais: Crise de suraccumulation mondiale ouvrant sur une crise de civilisation (janvier 2010)
http://www.inprecor.fr/article-Economie-Crise%20de%20suraccumulation%20mondiale%20ouvrant%20sur%20une%20crise%20de%20civilisation?id=859

Dans sa brève biographie, ils ont oublié de signaler qu'il avait été membre du comité central de l'OCI-PCI, ancêtre du courant POI-CCI ou POID-TCI.

La plupart des hommes évoluent depuis leur naissance jusqu'à acquérir un certain niveau de conscience qui peut arriver très tôt, au cours de l'adolescence ou pendant les premières années de leur vie d'adulte au contact de la dure réalité de la société, puis plus rien, il reste bloquer à ce niveau-là durant le reste de leur vie ou progresse très peu.

Et ce n'est pas le fait d'avoir atteint un certain niveau intellectuel ou acquis des convictions qui favoriserait ou garantirait une éventuelle évolution (supérieure) future, bien au contraire, on s'y identifie comme le disciple ou le chien à son maître, on développe un état d'esprit proche de celui du possédant qui ne supporterait pas d'être dépossédé de son titre de propriétaire, on devient dogmatique sans même s'en apercevoir...

Juste un constat.

Dossier Syrie.

Une vidéo.

ONU : une journaliste démonte en deux minutes la rhétorique des médias traditionnels sur la Syrie
https://www.youtube.com/watch?v=0DZSPy5KkWg

Mimétisme.

- Piratage électorale : la Maison Blanche accuse Poutine, Obama annonce des représailles - Liberation.fr

- L'UE va prolonger de six mois les sanctions contre la Russie - Reuters

L'Agence Française de Propagande fait du zèle.

- Assad, le paria qui a renversé la situation grâce à ses alliés - AFP

Nuisible jusqu'au bout.

- François Hollande condamne l'attitude de la Russie à Alep : "Il y a un moment où il faut répondre de ses actes" - Franceinfo

Alors quand est-ce qu'on vous excécute ?

La réaction se mobilise.

- Alep : face à l'urgence, la mobilisation s'intensifie sur plusieurs fronts à Paris - LeMonde.fr

- Alep: les Occidentaux se mobilisent à Bruxelles et à l'ONU - AFP

Les diplomaties occidentales s'efforçaient jeudi de se mobiliser au secours des civils d'Alep... AFP

- Rassemblement de soutien aux habitants d'Alep à Paris - Reuters

- Amnesty International France
- CCFD - Terre Solidaire
- Collectif pour une Syrie libre et démocratique
- FIDH
- Souria Houria
- MRAP
- Vague Blanche pour la Syrie
- CFDT
- CARE
- Union Syndicale Solidaires
- Appel d'Avignon à la solidarité avec le peuple syrien
- Solidaires
- Euromed Rights
- Fédération Syndicale Unitaire
- CGT

- A Paris, l'hommage et la solidarité aux personnels de santé visés à Alep et en Syrie - Sciences et Avenir

- Alep-Est : les "Casques blancs" se disent prêts à partir, par crainte de représailles - Franceinfo

Qu'en est-il vraiment ?

- Les vidéos sur les prétendues «atrocités à Alep» filmées par les terroristes - sputniknews.com

Les scènes de prétendues «atrocités à Alep-Est», qui ont bouleversé la communauté internationale, ont été filmées par les terroristes.

Des équipes de tournage spéciales des terroristes ont filmé les vidéos dénonçant les prétendus « bombardements russes », « exécutions » et autres « atrocités » à Alep, a annoncé mardi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Selon le général Konachenkov, il s'est avéré qu'il n'y avait pas « de combattants d'opposition », ni « d'organisations humanitaires » ou « défenseurs des droits de l'homme » à Alep-Est, c'était le secteur où les djihadistes semaient la mort et la terreur.

Le général russe a également démenti les informations selon lesquelles environ 250 000 civils resteraient toujours encerclés à Alep.

« Tous les appels dramatiques à protéger « les 250 000 civils encerclés à Alep », qui ont été émis par certains représentants des autorités britanniques et leurs collègues français, ne sont que des propos russophobes », a ajouté le responsable.

Le général a rappelé que les terroristes avaient retenu près de 100 000 habitants d'Alep pour les utiliser comme boucliers humains. Mais ces civils ont quitté la partie orientale d'Alep à la première occasion venue. Ils ont reçu une aide humanitaire dans les quartiers contrôlés par l'armée gouvernementale. Qui plus est, « nos collègues occidentaux et les organisations internationales ont laissé sans réponse les appels de Moscou à envoyer l'aide humanitaire qu'ils avaient promise aux civils ayant échappé aux terroristes à Alep », a rappelé M. Konachenkov.

À la place d'aide, les Syriens n'ont eu pour seule réponse que le silence ou les déclarations sur les « menaces de sécurité ».

« Or personne à Londres, à Paris, à Berlin ou à Washington n'a jusqu'ici jamais craint d'envoyer l'aide dans les quartiers est d'Alep alors qu'ils étaient contrôlés par les terroristes », a rappelé le général. Le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu, Vitali Tchourkine, a annoncé mardi, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité, que le gouvernement syrien avait repris le contrôle d'Alep-Est et que les actions militaires y étaient terminées. sputniknews.com 13.12

Les enragés.

- Paris va éteindre la Tour Eiffel mercredi soir en soutien à Alep - Reuters

- Syrie : «Il n'y aura pas d'évolution politique avec Al-Assad», prévient Ayrault - LeParisien.fr

Le conditionnel est de rigueur quand la réalité ou la vérité transpire.

- Des groupes rebelles bloqueraient les civils à Alep-est, selon l'ONU - AFP

Des groupes rebelles empêcheraient des civils de quitter les quartiers assiégés d'Alep-Est et s'en serviraient comme boucliers humains, selon la Commission d'enquête sur la Syrie de l'ONU.

Dans un communiqué, cette Commission déclare avoir "reçu des allégations à propos de groupes de l'opposition, dont le groupe terroriste Fateh al-Cham (ex-Front al-Nosra) et Ahrar al-Cham, qui empêcheraient des civils de partir, et à propos de combattants de l'opposition qui se mêleraient à la population, augmentant ainsi le risque pour les civils d'être tués ou blessés".

Le Front Fateh al-Cham est l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda. Ahrar al-Cham est un autre influent groupe rebelle islamiste qui lutte contre le régime du président Bachar al-Assad.

Vendredi dernier, le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, Rupert Colville, avait déjà dénoncé le Front Fateh al-Cham et les Kataëb Abou Amara, qui, selon plusieurs sources, auraient exécuté des civils parce qu'ils tentaient de fuir les derniers quartiers d'Alep-Est encore aux mains de l'opposition. AFP 14.12

Xénophobie d'Etat... contrariée

Grille de lecture.

A ce jour, ils n'ont rien trouvé de mieux qu'un parti estampillé de gauche et censé représenter les classes moyennes pour mener une politique de droite, voire d'extrême droite.

L'Etat doit protéger ses arrières. Une affaire intérieure.

Obama et le parti démocrate refusent d'endosser la responsabilité de la défaite d'H.Clinton lors de l'élection présidentielle, tout comme ils refusent d'assumer la responsabilité de la défaite des Etats-Unis à Alep en Syrie, et dans les deux cas ils ont trouvé un bouc émissaire : La Russie ou Poutine.

Bouc émissaire pratique mais ridicule, puisque la majorité des Américains ont davantage confiance en Poutine qu'en Obama, ce n'est donc pas la cible de cette attaque, mais plutôt le parti républicain ou Trump, au moment où se dessinent les contours du prochain gouvernement américain qui sera plus à l'extrême droite que jamais, histoire de ramener au bercail les brebis égarés qui avaient fait défaut à Clinton lors de l'élection présidentielle sur fond de discours toujours plus démagogiques à même espèrent-ils de ranimer des illusions dans le parti démocrate lié également à l'oligarchie financière.

Embourbés dans la guerre en Syrie et en Irak, dans une crise économique dont il leur est impossible de sortir, dans l'impossibilité d'accélérer la mise en oeuvre de leur stratégie à l'échelle mondiale au regard des résistances ou des oppositions qu'elle suscite chez tous les peuples, il leur faut gouverner à vue en recourant à un populisme grossier par médias interposés pour tenter de sauver les apparences et empêcher que la situation sociale et politique tourne au cauchemar ou ne dégénère, car elle pourrait entraîner la perte soudaine de confiance d'un grand nombre d'investisseurs dans leur capacité à maîtriser la situation, ce qui déclencherait un effondrement en cascade de l'économie qui serait suivi d'un mouvement de panique aux conséquences incalculables et incontrôlables qui auraient des répercussions sur l'économie mondiale et plus particulièrement sur les Etats les plus fragiles ou qui ne demandent qu'à s'effondrer également.

Dès lors, on comprend mieux leur propagande hystérique, qui témoigne de leur impuissance à résoudre les contradictions économiques et politiques auxquelles ils ont de plus en plus de mal à faire face ou à contenir, car il n'existe pas d'issue à la crise du capitalisme qui leur serait favorable, et à ce stade ils ne sont toujours pas en mesure d'imposer leur modèle de société néolibérale qu'ils appellent le nouvel ordre mondial, ce qui offre une formidable opportunité pour le mouvement ouvrier et le prolétariat international pour s'organiser et les combattre afin de renverser l'ordre établi, pour le socialisme, pour peu qu'on sache l'exploiter, rien n'est moins sûr hélas si on en juge par la manière dont les partis dits ouvriers ont rendu compte de la guerre en Syrie ou de la bataille d'Alep sur laquelle ils sont restés muets ou ils ont repris à leur compte les arguments de la propagande officielle.

On peut ajouter que la libération d'Alep va donner lieu à d'importantes révélations (cela a déjà commencé) sur les soi-disant rebelles que les Américains et leurs alliés ont soutenus et armés, qui porteront un sérieux coup à leur propagande et à leur crédibilité déjà bien entamée auprès des peuples, ce qui contribuera à déstabiliser un peu plus certains régimes, dont celui de la France.

J'ai réalisé cette analyse en m'appuyant notamment sur les éléments suivants tirés de l'actualité politique, ainsi que ceux figurant dans le dossier sur la Syrie.

La Tribune - L'affaire du présumé piratage russe a été relancée la semaine dernière par un rapport de la CIA. Alors que le Congrès a décidé d'ouvrir une enquête, un média américain avance que Vladimir Poutine serait personnellement impliqué.

Cette demande fait suite à un rapport de la CIA, dévoilé vendredi dernier par le Washington Post. Il assure que des "agences de renseignement ont identifié des personnes ayant des liens avec le gouvernement russe".

Fin juillet, des milliers d'emails du parti démocrate ont été diffusés. Ils dévoilaient la cuisine interne du parti, préférant la candidature d'Hillary Clinton à celle de Bernie Sanders. La responsable du parti, Debbie Wasserman Schultz, avait alors quitté ses fonctions. La polémique est réapparue la semaine dernière. latribune.fr 16.12

Récapitulons par ordre chronologique.

- une fuite, disons opportune,
- un rapport de la CIA à partir du contenu de cette "fuite",
- un article et une conclusion du Washington Post relayant ce rapport,
- des personnes ayant des liens avec le gouvernement russe, cela ne manque pas,
- le tout repris (légitimé pour ainsi dire) dans les différents discours d'Obama.

- Obama: le monde est "uni dans l'horreur devant l'assaut sauvage" sur Alep - AFP

- Obama tire à boulets rouges sur Poutine et la Russie - LeFigaro.fr

- Obama promet un "message clair" à Moscou - AFP

- États-Unis : "l'arme parfaite" de la Russie contre le camp démocrate - LePoint.fr

- Vladimir Poutine est toujours l'homme le plus puissant du monde devant Donald Trump, selon le magazine "Forbes" - franceinfo

- 81% des Allemands font confiance à Poutine - arretsurinfo.ch

Les résultats d'un récent sondage allemand sont plutôt étonnants pour un pays où de nombreux médias diabolisent le président russe et la Russie.

81 % des Allemands ont déclaré faire confiance au président russe Vladimir Poutine à la télévision du pays lors d'un sondage organisé début décembres.

Le sondage par téléphone portant sur l'attitude des Allemands à l'égard de Vladimir Poutine s'est tenu le 1er décembre, pendant la diffusion du Message annuel du président russe au parlement par certaines chaînes de télévision. Les sondés étaient invités à répondre à la question « Peut-on faire confiance à Vladimir Poutine ? ». arretsurinfo.ch

Une vidéo

- Poutine aux services secrets occidentaux : « Je lis toutes vos instructions »
https://www.youtube.com/watch?v=zKikbAr3Eo8

Les premières révélations.

- Dans le QG déserté par les rebelles, une caverne d'Ali Baba euronews.com

Quand les rebelles de Jaysh al-Islam, "L'armée de l'Islam", ont déserté mardi leur QG, dans le quartier de Al kalasa, les voisins se sont précipités dans cette ancienne école.

C'est une véritable caverne d'Ali Baba pour ceux qui souffrent de la faim depuis des semaines. "Ils nous empêchaient de tout prendre, dit Hanan. Il n'y avait pas de lait, rien pour cuisiner, pas de viande, pas de citron, ils ne nous donnaient rien." "Ils gardaient tout ça pour eux ici, ajoute Amer. Ils ne nous permettaient même pas de manger un morceau de pain. On mourait de faim et on se couchait affamés."

Au milieu des sacs de nourritures, des colis d'aide humanitaire, qui ne sont jamais parvenus aux civils. Si les combats perdurent à Alep-Est, cette découverte dans le QG abandonné est un cadeau inespéré. euronews.com 14.12

Les premières aveux.

- L'aveu de John Kerry - Kharroubi Habib - legrandsoir.info

Les dix pays dont les représentants ont participé à la réunion de Paris sur la situation à Alep ont en commun que depuis le début du siège que subissent les quartiers de cette ville tenus par la rébellion hétéroclite qui s'y terre, ils soutiennent que la population qui y est prise au piège est totalement acquise à cette dernière et que si elle n'a pas emprunté les couloirs humanitaires ayant été mis en place pour lui permettre de quitter les quartiers assiégés, c'est à la fois par solidarité avec les combattants anti régime et par peur de la répression qui s'abattrait sur elle dans les zones sous contrôle des forces du régime.

Faisant de cette désinformation le leitmotiv de leur propagande anti régime, ils martèlent l'accusation que ce régime poursuit une opération génocidaire contre une population ayant pris fait et cause pour ses adversaires. C'est ce qu'ils ont encore rabâché au cours de leur réunion à Paris. Sauf qu'au sortir de cette réunion à laquelle il a participé, le secrétaire d'Etat américain John Kerry à fait à la presse une confondante révélation : à savoir que la rébellion qui occupe les quartiers assiégés d'Alep et qu'il a toujours qualifié de « modérée » a empêché la population sous son contrôle de fuir les zones bombardées et a dans certains cas empêché l'assistance humanitaire d'être délivrée.

C'est de sa part un aveu qui démolit tout ce que la propagande anti régime a déversé à l'encontre du régime et de ses forces tout

au long de la bataille d'Alep.

Le sidérant est que l'aveu vient de John Kerry qui a systématiquement fait porter au régime la responsabilité de l'échec des multiples accords de trêve et cessez-le-feu qu'il a négociés avec son homologue russe Serguei Lavrov alors qu'il savait que c'est celle de cette rébellion « modérée » à laquelle les participants à la réunion de Paris tentent néanmoins encore de sauver la mise. Son aveu s'est cependant limité à admettre pour avéré qu'à Alep les protégés de son pays et de l'Occident en général ne sont pas les « purs défenseurs » du peuple syrien contre un régime criminel et génocidaire. Il ne s'est pas fait obligation de reconnaître que son pays et ses alliés européens ont trompé le monde sur la nature de la rébellion à laquelle ils ont octroyé aide et assistance qui lui ont permis de détruire la Syrie et de prendre en otage une partie de son peuple. Encore moins de condamner cette rébellion et d'arrêter d'en cautionner la folie meurtrière. Son aveu vaut preuve que les pays qui la soutiennent sont complices de crimes de guerre et contre l'humanité. Il y a que les dix pays qui ont pris part à la réunion de Paris persistent, malgré l'aveu de John Kerry, dans leur complicité avec cette rébellion dont la conduite est à l'identique de celle de l'organisation terroriste auto proclamée Etat islamique. Qui peut par conséquent croire encore en leurs hypocrites déclamations sur l'horreur qui se déroule à Alep et à la sincérité de leurs gesticulations censées vouées à tenter de faire taire les armes à Alep et en Syrie ? legrandsoir.info 15.12

Le vassal emboîte le pas de son suzerain

- Syrie: Ayrault veut "négocier" avec Assad, mais dénonce le "cynisme" de Fillon - lexpress.fr

Quelques jours après la victoire décisive du régime syrien à Alep, le ministre des Affaires étrangères se dit favorable à une discussion avec les représentants de Bachar el-Assad. Une position semblable à celle de François Fillon.

Sans l'admettre, Jean-Marc Ayrault vient de faire prendre un tournant symbolique à la diplomatie française. Trois jours après la reprise d'Alep par les forces de Bachar el-Assad, le ministre des Affaires étrangères a annoncé ce vendredi sur RTL qu'il était urgent de "relancer le processus de paix à Genève". Pour cela, le proche de François Hollande souhaite convier des représentants de l'opposition syrienne, mais aussi ceux du régime. Ce qui ne l'a pas empêcher de lui reprocher son cynisme et sa stratégie de "guerre totale".

Par ailleurs, la position exprimée par Jean-Marc Ayrault ressemble à s'y méprendre à celle de François Fillon, qui défend de longue date une réinsertion de Bachar el-Assad et de son principal soutien, la Russie de Vladimir Poutine, dans le jeu diplomatique mondial. lexpress.fr 16.12

La Russie accuse l'ONU d'imposture et de complicité avec les barbares qui affament la population qu'ils ont pris en otage à Alep.

- La Russie exhorte l'Onu à livrer de l'aide humanitaire aux Syriens - Arrêt sur Info

Qui affame qui?

Encore une information qui ne fait pas les titres de la presse occidentale, entièrement occupée à relayer la propagande émanant d'ONG proches des rebelles accusant l'Etat syrien et ses alliés d'affamer les civils !

Moscou appelle l'Onu à participer à la livraison d'aide humanitaire aux Syriens. La partie russe exige également que l'organisation cesse de discréditer les efforts russes et syriens dans la lutte antiterroriste.

La Russie a appelé les institutions de l'Onu à s'engager dans la livraison d'aide humanitaire aux Syriens, y compris les résidents d'Alep.

En outre, la situation où certains hauts fonctionnaires du secrétariat de l'Onu deviennent une partie de la propagande lancée par des pays occidentaux ayant pour but de discréditer les efforts des autorités syriennes ainsi que des forces aérospatiales russes est inacceptable, lit-on dans un communiqué publié sur le site du ministère russe des Affaires étrangères.

« Nous appelons les structures pertinentes du segment humanitaire de l'Onu à s'engager activement et immédiatement dans la livraison d'aide humanitaire dont ont tellement besoin les Syriens, en particulier les habitants d'Alep, libérés des groupes terroristes et extrémistes », demande le ministère russe des Affaires étrangères. Le ministère a notamment souligné que les pays occidentaux n'aidaient pas la Syrie en termes d'aide humanitaire d'urgence en décrivant cependant inlassablement les souffrances de la population civile. « Il est temps de passer des paroles aux actes, pour ceux qui veulent vraiment l'amélioration de la situation humanitaire des Syriens ».

« Je voudrais rappeler encore une fois aux personnel de l'Onu la nécessité de respecter les principes bien connus de livraison d'aide humanitaire, y compris le respect de la souveraineté, de neutralité et d'impartialité. Nous considérons inacceptable quand certains hauts fonctionnaires du secrétariat de l'Onu font partie de la campagne de propagande lancée par certains

pays occidentaux et visant à discréditer les efforts anti-terroristes des autorités syriennes et des forces aérospatiales russes ainsi qu'à dénigrer nos efforts dans le domaine humanitaire en faisant circuler des informations non vérifiées et de vrais bobards de temps en temps », a ajouté le ministère.

« En même temps, la réalisation des opérations (demandée, ndlr) par le personnel de l'Onu sur l'humanitaire est accompagnée de conditions absolument incroyables et manifestement irréalisables dont le but est évident — pour la énième fois mettre en péril les autorités syriennes. Nous espérons que les membres du personnel administratif des Nations unies abandonneront les jeux politiques autour du sujet humanitaire syrien et se mettront à effectuer leurs fonctions directes », ont conclu les diplomates russes. sputniknews.com 15.12

Etats-Unis. Trumpitudes et tempête annoncée.

- La Fed relève ses taux avant l'arrivée de Trump à la Maison Blanche - AFP

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a décidé mercredi de relever de nouveau ses taux d?intérêt face à l'amélioration de la conjoncture aux Etats-Unis, à un mois de l'entrée en fonction du président élu Donald Trump.

"C'est un vote de confiance dans l'économie", a commenté la présidente de la Fed Janet Yellen, lors d'une conférence de presse.

A l'issue d'une réunion de deux jours à Washington, le comité monétaire de la Fed (FOMC) a annoncé une hausse d'un quart de point de son taux directeur, qui évoluera désormais dans une fourchette comprise entre 0,50 et 0,75%, au risque d'entraîner une hausse du coût du crédit aux Etats-Unis.

Le FOMC, qui se réunissait pour la première fois depuis l'élection de M. Trump, semble désormais convaincu de détenir les "preuves supplémentaires" de l'amélioration de la conjoncture américaine qu'elle attendait pour passer de nouveau à l'action.

"Une hausse modeste (des taux, ndlr) est appropriée au vu des progrès solides que nous avons vus concernant nos objectifs de plein emploi et d'inflation à 2%", a résumé Mme Yellen.

Le taux de chômage a continué sa décrue aux Etats-Unis pour tomber en octobre à son plus bas niveau en neuf ans (4,6%), se rapprochant du plein emploi au coeur de la mission de Fed. "Les gains d'emplois ont été solides au cours des récents mois", note le FOMC dans son communiqué.

L'inflation annuelle continue par ailleurs de remonter très progressivement vers le seuil de 2%, l'autre objectif de la Fed qui table désormais sur une inflation annuelle de 1,9% pour l'année prochaine.

Signe supplémentaire de ce regain d'optimisme, la Fed a également revu à la hausse mercredi ses prévisions de croissance économique aux Etats-Unis, notamment en 2017 où le produit intérieur brut devrait progresser de 2,1%.

Certaines faiblesses subsistent toutefois notamment l'investissement des entreprises qui reste "faible", déplore le FOMC dans son communiqué. AFP 14.12

- Etats-Unis: Trump tend la main à la Silicon Valley - AFP

Le président élu américain Donald Trump a tendu la main mercredi aux patrons de la Silicon Valley dont beaucoup ont soutenu son ex-adversaire Hillary Clinton et s'opposent aux mesures protectionnistes qu'il entend appliquer.

"Je suis là pour vous aider à réussir", a déclaré d'emblée M. Trump lors d'une rencontre au sommet dans sa tour "Trump" sur la célèbre 5e avenue à New York.

M. Trump, qui avait initié ce rendez-vous, a poursuivi son numéro de charme devant une dizaine de grands noms de la Silicon Valley dont les entreprises ont une capitalisation boursière cumulée de plus de 2.500 milliards de dollars et sont à l'origine de nombreuses innovations, dont le très populaire iPhone.

"Dans le monde, il n'y a personne comme les gens se trouvant dans cette salle. Et nous ferons tout ce que nous pouvons pour faire en sorte que ça continue et nous serons vraiment là pour vous. Vous pouvez appeler mes équipes ou m'appeler directement", a-t-il ajouté, visiblement décidé à enterrer la hache de guerre.

Le reste des discussions, qui ont duré un peu moins de deux heures, s'est tenu à huis clos.

Un autre pas pour rétablir la confiance entre les deux parties a été effectué un peu plus tôt mercredi lorsque M. Trump a annoncé que Travis Kalanick, le patron d'Uber, et Elon Musk allaient intégrer son Forum stratégique composé déjà de 16 patrons qu'il consultera pour élaborer et évaluer sa politique économique. AFP 14.12

- Trump choisit un partisan de la colonisation pour représenter les Etats-Unis en Israël - LeFigaro.fr

David Friedman a publiquement pris ses distances avec la solution des deux Etats et ne verrait pas d'inconvénient à ce qu'Israël annexe une partie de la Cisjordanie. Si l'on en juge par ces déclarations récentes, le choix du prochain ambassadeur américain auprès de l'Etat hébreu annonce une rupture franche avec la ligne qui fut celle de Barack Obama. «Les relations intenses qu'il a nouées avec Israël constitueront la base de sa mission diplomatique», a commenté Donald Trump dans un communiqué publié jeudi pour annoncer cette nomination. «Je suis impatient de prendre mes fonctions à l'ambassade américaine dans la capitale éternelle d'Israël, Jérusalem», a pour sa part indiqué cet avocat spécialisé dans la gestion des faillites qui, selon le quotidien libéral Haaretz, «ferait presque passer Nétanyahou pour un gauchiste».

Ses premiers mots d'ambassadeur désigné, validés par l'équipe de transition, semblent indiquer que Donald Trump entend traduire dans les faits sa promesse de faire déménager l'ambassade actuellement située à Tel Aviv pour l'installer à Jérusalem.

Une loi en ce sens a été votée par le Congrès américain en 1995, mais les présidents Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama ont constamment refusé de l'appliquer au nom de la «sécurité nationale». Les Etats-Unis, tout comme la France et les autres pays de l'UE, persistent à considérer Jérusalem comme un corpus separatum qui a vocation à être placé sous supervision internationale aussi longtemps qu'Israéliens et Palestiniens n'auront pas signé un accord de paix. L'actuel locataire de la Maison-Blanche a signé, début décembre un décret qui gèle jusqu'au 1er juin 2017 le transfert de l'ambassade. Toute la question est maintenant de savoir ce que décidera Donald Trump à l'issue de cette période.

Au lendemain de l'élection américaine, de nombreux commentateurs ont estimé que le futur président pourrait bien oublier sa promesse de campagne comme d'autres candidats l'ont fait avant lui. Ils ont souligné que l'installation de l'ambassade américaine à Jérusalem risquerait de provoquer un regain de tension dans les territoires palestiniens, ainsi que de compromettre les efforts engagés par Benyamin Nétanyahou en vue de se rapprocher des grands pays arabes sunnites.

Mais l'entourage du président-élu a, depuis, assuré qu'il souhaite avancer «assez vite» sur ce dossier. «J'ai bon espoir que ce déménagement intervienne plutôt rapidement», indique pour sa part le maire de Jérusalem, Nir Barkat, qui dit s'être récemment entretenu avec des membres de l'équipe de transition.

La nomination de David Friedman envoie, à cet égard, un message assez explicite. Ce partisan de la colonisation, qui succèdera dans les prochaines semaines à l'ambassadeur Dan Shapiro, ne cache pas son peu d'enthousiasme pour la solution des deux Etats. Lors d'un entretien accordé en juin dernier à Haaretz, il résumait ainsi la «doctrine» du candidat républicain: «Les Israéliens doivent décider s'ils veulent renoncer à des territoires pour créer un Etat palestinien. S'ils ne le souhaitent pas, alors [Donald Trump] ne pense pas qu'ils doivent y être contraints. Il ne croit pas que la création d'un Etat de Palestine indépendant soit un impératif américain.»

«David Friedman parle couramment l'hébreu et qu'il a passé sa vie à étudier l'histoire d'Israël»

Interrogé sur les intentions de certains dirigeants nationalistes israéliens, qui prônent l'annexion unilatérale de certaines zones de la Cisjordanie, Friedman s'est également montré assez ouvert. «Je ne pense pas que ça lui poserait problème», a-t-il indiqué, tout en admettant qu'une telle décision ne manquerait pas de soulever de lourdes objections juridiques. «Nous soutenons que les Israéliens ont tout autant de droits que les Palestiniens sur la Judée-Samarie [le nom biblique de la Cisjordanie]», a-t-il par ailleurs récemment indiqué à une radio conservatrice américaine.

La courte notice biographique publiée par l'équipe de transition du président élu précise que «David Friedman a célébré sa bar mitzvah au mur des Lamentations il y a 45 ans, qu'il parle couramment l'hébreu et qu'il a passé sa vie à étudier l'histoire d'Israël». Elle le décrit en outre comme «un généreux philanthrope envers les causes juives» - notamment l'association de secouristes United Hatzalah of Israel et l'ONG Aleh Negev, qui s'occupe d'enfants handicapés. Mais elle omet de rappeler que le futur ambassadeur préside l'Association des amis de Beit El, qui soutient et finance à coups de millions de dollars l'entreprise de colonisation en Cisjordanie.

«Friedman éprouve un amour profond pour la terre et le peuple d'Israël - y compris ceux qui résident en Judée-Samarie. Sa sagesse et sa connaissance des enjeux va fortifier les ponts entre nos deux grandes nations», s'est réjoui, ce vendredi, Oded Revivi, l'un des responsables du conseil qui représente les colons. Quoi que généralement présenté comme l'une des principales figures de l'opposition au gouvernement nationaliste de Benyamin Nétanyahou, le centriste Yaïr Lapid s'est pour sa part dit «impatient de travailler avec David Friedman, un grand ami d'Israël, dès qu'il sera installé dans ses locaux légitimes au cœur de notre capitale, Jérusalem». LeFigaro.fr 16.12

Le brave Trump a reçu le soutien des médias dits alternatifs pendant la campagne électorale, malgré les nominations qu'il

a annoncées aux postes de clé de la future administration américaine, certains continuent malgré tout de le soutenir ouvertement (Le Réseau Voltaire notamment). Ils méritaient donc bien toutes les critiques que nous en avons faites et les avertissements que nous avions adressés à nos lecteurs. Sur le fond, absolument aucun média dit alternatif n'est digne de votre confiance, ils sont tous corrompus par le capitalisme.

Insouciance et hypocrisie ou la réaction habituelle de tous ceux qui peuvent encore vivre comme avant : Je ne suis pas concerné, je m'en tape.

- Au moins 497 personnes sans domicile sont mortes en 2015 - LeMonde.fr

Ils sont morts à 49 ans en moyenne, soit plus de trente ans plus tôt que l'âge moyen de décès dans la population globale, et il ne s'agit que de la « partie visible de l'iceberg ». En 2015, 497 sans-domicile-fixe sont morts en France dans la rue, dans un abri de fortune ou à l'hôpital, a dénombré le collectif Les Morts de la rue, qui publie mercredi 14 décembre son décompte annuel.

A ce nombre s'ajoutent les décès de 88 personnes « anciennement à la rue », précise le collectif, qui s'attache à compter les personnes mortes sans abri, grâce aux témoignages de riverains ou d'associations. « Le nombre réel de décès de personnes SDF est estimé à plus de 2 800 », affirme cependant le collectif. En 2012, l'Insee évaluait à 141 500 le nombre de sans-abri en France.

Six mineurs de moins de 15 ans

Plus de neuf personnes sur dix mortes dans la rue en 2015 (92 %) étaient des hommes. Quarante-trois étaient des femmes et six étaient des mineurs de moins de 15 ans (dont les parents sont tous étrangers).

Si les causes de décès sont connues dans seulement 55 % des cas répertoriés par le collectif, 28 % sont morts de causes violentes (chutes, accidents, agressions, suicides) et 27 % de maladie.

Ces personnes sans abri ont rendu leur dernier souffle sur la voie publique ou dans des abris de fortune (44 %), dans un lieu de soins (37 %) ou dans une structure d'hébergement (13 %).

L'association Les Morts de la rue s'attache à démontrer que plus que le froid, c'est la précarité qui tue :

« Attribuer ces décès à des causes climatiques pourrait laisser penser qu'il s'agit d'une fatalité à laquelle nul ne peut rien. L'hiver comme l'été sont immuables, alors que la situation précaire face au logement ne l'est pas : nous pouvons agir contre la précarité. Pas contre les saisons. »

Si les SDF meurent davantage en hiver qu'en été, comme la population générale, cinq personnes sont mortes d'hypothermie, soit moins de 1 %, en 2015.

Les Morts de la rue a annoncé avoir déjà recensé 388 morts de sans-domicile-fixe en 2016 et précise : « La liste n'est pas exhaustive. » lemonde.fr 14.12

Cela a toujours existé, chéri, tu veux encore un peu de fromage ou on passe directement au dessert ?

Désinformation et fabrication du concentement. Comment cela fonctionne. Mode d'emploi.

- La population musulmane largement surestimée en France - lefigaro.fr

Selon une étude de l'institut Ipsos Mori publiée ce mercredi, les Français interrogés estiment que 31% de la population de l'Hexagone est musulmane, contre 7,5% en réalité, et que ce chiffre grimpera à 40% en 2020.

Ce que l'on perçoit n'est pas toujours conforme à la réalité et peut même en être très éloigné. C'est ce que constate une étude de l'institut de sondage britannique Ipsos Mori intitulée «Les périls de la perception 2016». L'expérience a été menée dans 40 pays du monde, dont la France, sur des sujets d'actualité et sensibles.

Premier constat marquant de cette étude, la surévaluation globale de la population musulmane dans les 40 pays étudiés. Hormis l'Indonésie et la Turquie, tous les pays surestiment leur nombre sur leur territoire. Et en tête de classement arrive la France. Les sondés estiment que sur 100 personnes, 31 sont musulmanes. Un score très éloigné de la réalité puisque les musulmans représentaient 7,5% de la population française en 2010 (chiffres du Pew Research). D'autres pays d'Europe font la même erreur: l'Italie (20% de musulmans estimés contre 3,7% en réalité), l'Allemagne (21% estimés contre 5% en réalité) ou encore la Belgique (23% estimés contre 7% en réalité).

À la question: «Quand on leur demande dans un sondage, quel pourcentage des gens disent qu'ils pensent personnellement que l'homosexualité est moralement inacceptable?», les sondés sont globalement dans le faux. Les Néerlandais arrivent en première position, estimant que 36% de leurs compatriotes trouvent l'homosexualité moralement inacceptable, contre 5% en réalité, selon le Pew Research Center. La France arrive 10e/40 de ce classement, puisque les personnes interrogées pensent que 35% des gens trouvent l'homosexualité moralement inacceptable, contre 14% en réalité. A contrario, dans des pays comme l'Indonésie (79%), l'Afrique du sud (51%) ou encore l'Inde (56%), les sondés surestiment l'acceptabilité de l'homosexualité.

À la question: «Quand on leur demande dans un sondage, quel pourcentage des gens disent qu'ils pensent personnellement que l'avortement moralement inacceptable?», les sondés sont, comme pour l'homosexualité, largement éloignés de la réalité. lefigaro.fr 14.12

Le Figaro avoue juste qu'il passe son temps comme les autres médias à manipuler les esprits à partir de données qu'ils savaient pertinemment être fausses, mais ils vont faire comme s'ils le découvraient... Pas sûr qu'ils pourront continuer ainsi à berner le plus grand nombre, si les véritables données ou les faits réels parviennent à leurs destinaires beaucoup plus rapidement que par le passé.

La question qui concerne le temps qui s'écoule entre leurs grossiers mensonges et leur découverte est donc de la première importance, puisque de là découle l'ampleur ou la profondeur des ravages que leurs mensonges auront causés.

Si des militants ou de simples lecteurs m'envoyaient des infos ou des articles dont ils disposent en la matière, ils participeraient ainsi au combat pour réduire le délai pendant lequel l'oeuvre des faussaires peut agir sur tous ceux qui se connectent à ce portail. Ils peuvent évidemment les envoyer à Je ne suis pas du genre à conserver des infos

---

ACTUALITE EN TITRES

2017. Abstention massive en perspective ?

- Les jeunes ne se reconnaissent plus dans les partis traditionnels - Franceinfo

Pour la prochaine élection présidentielle, une personne sondée sur trois n'exclut pas de ne pas aller voter. 12% d'entre elles sont quasiment sûres de ne pas s'y rendre. Franceinfo 15.12

La blanchisseuse du parquet

- Arbitrage Tapie: le parquet demande la relaxe de Christine Lagarde - AFP

- Attentat de Karachi : le parquet de Paris refuse aux victimes l'ouverture d'une enquête pour violation du secret défense - Franceinfo

Le parquet de Paris a refusé aux victimes de l'attentat de Karachi au Pakistan, qui a tué 11 Français de la Direction des constructions navales en 2002, l'ouverture d'une enquête pour violation du secret défense, a appris, vendredi, franceinfo.

Populisme sans limite.

- Coignard - Valls et le 49.3 : la grande foire de la démagogie est ouverte - LePoint.fr

- Montebourg propose une "relance keynésienne de nature écologique" - AFP

Crise politique devenue également permanente.

- La Cour constitutionnelle contre un référendum en Catalogne - Reuters

- Le gouvernement italien déjà en sursis malgré la confiance du Parlement - AFP

Auto-piratage.

- Yahoo: Un milliard d'utilisateurs victimes de piratage en 2013 - AFP

Le groupe internet Yahoo a admis mercredi avoir été victime d'une cyberattaque en 2013 ayant frappé plus d'un milliard de ses utilisateurs et qui vient s'ajouter à un précédent piratage de 500 millions de ses comptes. AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Royaume-Uni: grèves en série à l'approche des fêtes - AFP

Les trains, les avions, la poste... les grèves se multiplient au Royaume-Uni à l'approche des fêtes de fin d'année contre les conditions de travail ou les salaires dans un pays où l'austérité a frappé durement malgré une économie florissante.

Cette semaine, ce sont les 300.000 usagers des trains de la compagnie Southern Railways reliant le sud de l'Angleterre à Londres qui ont dû trouver des solutions alternatives, les 2.242 liaisons quotidiennes ayant été intégralement annulées mardi, mercredi et vendredi.

Ce conflit au long cours pourrait s'étendre à l'ensemble du réseau ferré du pays, les syndicats ayant menacé de durcir leur mouvement.

Il a aussi un impact sur le métro londonien, qui doit absorber un flot de voyageurs supplémentaires alors qu'avec plus de quatre millions de voyageurs quotidiens il est déjà saturé en temps normal.

Le plus vieux métro du monde, et l'un des plus chers, est confronté depuis plus de trois semaines à des suppressions de trains sur la Piccadilly Line, provoquant des perturbations qui s'étendent à tout le réseau.

Plusieurs trains de la ligne, qui traverse la capitale d'est en ouest et dessert l'aéroport d'Heathrow, premier aéroport européen en termes de passagers, ont dû être retirés de la circulation en raison de dommages provoqués aux roues par l'accumulation de feuilles mortes sur les voies.

Les difficultés de circulation pourraient s'étendre la semaine prochaine aux transports aériens. Près de 2.000 membres du personnel naviguant de la compagnie aérienne British Airways (soit 15% du total) ont en effet voté la grève, à l'appel du syndicat Unite, dans un conflit sur les salaires des nouveaux embauchés depuis 2010.

"Un nombre significatif d'employés sont contraints de prendre un second emploi et beaucoup vont travailler alors qu'ils ne sont pas en état de le faire parce qu'ils ne peuvent pas s'offrir le luxe d'être malades", a dénoncé Matt Smith, un responsable de Unite.

Le syndicat n'a pas encore arrêté la date de cette grève qui pourrait démarrer mercredi 21 décembre et provoquer de fortes perturbations pour les voyageurs alors que les vacances scolaires de Noël britanniques commencent le même jour.

Vendredi, ce sont une majorité de pilotes de Virgin Atlantic qui ont voté en faveur d'un mouvement social à partir du 23 décembre pour faire reconnaître leur syndicat, le PPU, sans faire grève mais en n'assurant qu'un "service minimum". La compagnie aérienne a toutefois affirmé qu'aucun vol ne devrait être affecté.

Par ailleurs, certains cadeaux pourraient manquer sous le sapin, les salariés des bureaux de poste (The Post Office, public) ayant également annoncé cinq jours de grève la semaine prochaine pour dénoncer "les attaques continuelles contre la sécurité de l'emploi et les retraites".

Face à la multiplication de ces conflits sociaux, qui ont également touché les hôpitaux avec plusieurs grèves des internes cette année, le gouvernement a durci en mai la législation sur le droit de grève, a rappelé mardi la porte-parole de la Première ministre conservatrice Theresa May.

"Nous allons continuer à examiner la façon dont ces mesures sont appliquées", a-t-elle ajouté. AFP 15.12

Le 18 décembre 2016

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité.* en ajoutant deux articles sur la Syrie.

Vive Alep libéré !

Alépins : «Quand les caméras s'éteignent, les Casques blancs laissent les gens sous les décombres» (RT)
https://www.youtube.com/watch?v=mU_valZ4tts

Bachar el-Assad à RT : la trêve proposée par les Occidentaux a pour but de sauver les terroristes.
https://youtu.be/uRbgipkikbU

Le saviez-vous ?

Notre portail figue en 533e position sur une liste de "sites conspirationnistes" établie par un portail de l'extrême droite néolibérale, c'est trop d'honneur ! Gageons que n'y figure aucun portail de vénérés partis révolutionnaires.

Sites conspirationnistes (liste ultime), version 1.0 (janvier 2016)
https://archive.is/vvpf9#selection-9.0-9.67 ou http://complosphere.dynu.com/

533 - Français - Lutte de Classe (.org) - Site Web - luttedeclasse.org - Jean-Claude Tardieu

La pensée unique, cela existe aussi dans le mouvement ouvrier, au-delà de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme, elle fait l'objet d'un consensus entre tous les partis... Comment, vous l'ignoriez ? Si c'est le cas, c'est que vous en êtes la victime sans le savoir. Mais on ne s'inquiète pas trop pour vous, vous trouverez le moyen de le nier parce que vous êtes très fort ou vous avez une idée de vous-même qui transpire la suffisance, vous pourrez ainsi continuer de colporter des illusions et des mensonges criminels tout en conservant votre bonne conscience. Les intéressés qui doivent être nombreux, se reconnaîtront facilement eux-mêmes, ils auront haussé les épaules d'un signe réprobateur en lisant ces lignes.

La jeunesse révolutionnaire : A bas les institutions de la Ve République, à bas le capitalisme !

Enfin une découverte, presqu'une bonne nouvelle après avoir pris des décennies de retard... Saurons-nous capables de le rattraper ?

La vérité est révolutionnaire dit-on, bien, mais qui dit vérité dit honnêteté intellectuelle et sincérité absolues, nos dirigeants en sont-ils capables ? Ce n'est pas ce qu'ils ont démontré dans le passé, hélas! Ont-ils retenu la leçon ? On ose l'espérer, en fait on n'a pas le choix sans jamais relâcher notre vigilance.

Ce qu'on a à leur dire : C'est qu'on doit admettre nos faiblesses ou lacunes, et ne pas se prendre pour ce qu'on n'est pas, et qu'aucun prétexte ne peut justifier de renier ou brader nos principes pour parvenir à nos fins, en aucune circonstance, rien ni personne ne peut légitimer de recourir à des méthodes déloyales pour imposer ses idées.

On dit aussi que la pratique doit être en adéquation avec la théorie, cela signifie qu'on doit avoir un comportement irréprochable dans la vie en général, en toute circonstance, et rapporté à son propre parti que chaque militant doit impérativement être respecté.

Maintenant nous devons avoir à l'esprit que chacun peut interpréter de manière différente ce qu'on entend par principe ou valeur ou plus généralement tout ce qui parvient à notre cerveau par le biais des sens, aussi devons-nous nous prémunir contre toute conclusion hâtive ou jugement catégorique qui pourrait s'avérer erroné ou injustifié et discréditer ou porter préjudice à nos idées ou à notre idéal. Pour se faire, nous devons avoir la modestie de reconnaître que nos idées ne nous appartiennent pas, et que la pire erreur à commettre consisterait à s'y identifier, de sorte que toute confrontation des idées serait vécue inconsciemment comme une agression ou un drame personnel et tournerait en un affrontement stéril aboutissant à une impasse.

Si les militants estiment que les dirigeants de leur parti ne sont pas tenus de respecter ces principes élémentaires, qu'ils sachent qu'ils n'arriveront jamais à rien parce qu'ils n'obtiendront jamais la confiance des travailleurs, jamais.

- Une étude publiée, par le Cevipof (CNRS/Sciences Po), à partir du volet français de l'enquête « Generation What ?» sur les jeunes européens (18 à 34 ans) témoigne du pessimisme des jeunes sur leur avenir et de leur défiance vis-à-vis de la politique, des institutions et des médias. Elle relève en même temps une colère profonde : 62 % déclarent pouvoir « participer demain ou dans les prochains mois à un grand mouvement de révolte». 99 % des jeunes pensent que les hommes politiques sont corrompus,

et 63 % « tous corrompus »; 87 % n'ont pas confiance dans les responsables politiques et les médias. L'idée que « c'est la finance qui dirige le monde» reçoit l'assentiment de 93 %. latribunedestravailleurs.fr 14.12

Comme quoi il ne faut pas désespérer.

Faisons en sorte que le discernement dont fait preuve une grande partie de la jeunesse se transforme en un puissant levier révolutionnaire pour renverser l'ordre établi qu'elle honnit.

Après qu'on ne vienne pas nous dire que les conditions ne seraient pas favorables pour construire le parti, avouons plutôt qu'on n'a jamais su (voulu) nous y prendre, parce qu'on s'était accroché à des analyses erronées en recourant à des méthodes douteuses ou condamnables.

Les jeunes ont raison, on ne peut pas avoir confiance dans des partis qui passent leur temps à dire : faites ce qu'on vous dit et qui exactement le contraire, autrement dit, faites ce qu'on vous dit mais pas ce qu'on fait, parce que leurs véritables intentions sont inavouables et leurs actes répréhensibles, dès lors ils ne méritent aucun respect et ne peuvent inspirer la moindre confiance.

On voudrait dire ici particulièrement aux jeunes, qu'il existe une multitude de moyens pour les tromper, et que leur expérience limitée de la société ne permet pas forcément de les détecter, qu'ils doivent l'admettre ou en prendre conscience. Ils ignorent sans doute que le meilleur moyen de déformer la réalité ou de soutenir la propagande officielle ou la politique du régime consiste à adopter l'autocensure ou à recourir au non-dit souvent plus efficace que de grotesques mensonges. Quel portail ou blog de partis politiques publie quotidiennement ou régulièrement des infos sur la situation réelle à Alep ? Ne cherchez pas, absolument aucun !

S'ils se connectent sur Facebook, qu'ils vérifient quel parti n'est pas corrompu ou ne se réfère pas exclusivement aux dépêches des agences de presse du camp de la guerre ou de l'OTAN (AFP, Reuters, AP, Euronews), ou qui relaie les infos censurées par les médias institutionnels qui publient les médias dits alternatifs, ils s'apercevront qu'il n'y en a aucun. Ils peuvent le vérifier sur le champ sur Alep (Syrie) par exemple, j'invite tous les militants ou lecteurs qui lisent ces lignes à en faire de même, c'est éloquent et en dit davantage que de longs discours.

A vrai dire, ce constat est plus alarmant ou effrayant que toutes les guerres dans le monde, car il augure mal la suite... Souvenez-vous, soyons lucide en toute circonstance, même lorsque ce qu'on doit affronter est dur à supporter, car c'est le seul moyen de nous en sortir. Honnêteté, sincérité, modestie, ayez confiance en vous, le reste suivra et vous n'aurez jamais à le regretter, soyez digne jusqu'au bout.

"Tous corrompus" disiez-vous, c'est effectivement le cas sans exception, on ne pouvait vraiment pas dire mieux.

D'autres infos sur Alep

Alep libéré : Un échec, l'aveu !

- Syrie : constat d'échec - Franceinfo

Barack Obama a regretté son impuissance dans le drame syrien. Franceinfo 17.12

- Le Conseil de sécurité siège à huis clos, ce vendredi 16 décembre 2016 à 17h temps universel, alors que des officiers de l'Otan ont été arrêtés ce matin par les Forces spéciales syriennes dans un bunker à Alep-Est. voltairenet.org 16.12

- Syrie : quand les médias font l'apologie du terrorisme. L'aveuglement, la russophobie des élites journalistiques, leur asservissement aux élites politiques – qui peuvent faire et défaire les carrières et les rédactions – ont abouti à une véritable catastrophe déontologique, une monstruosité que le journal l'Express résumait ainsi malgré lui et qui fera office de conclusion : « Alep, tombeau de nos principes ». Arrêt sur Info

- En France, 2.000 manifestants défilent pour soutenir les civils d'Alep - M6info

Naïveté feinte ou réelle ? Cette ONG de la réaction fait son travail.

Que fait Amnesty international une nouvelle fois parmi les organisateurs d'une manifestation où flotte le drapeau à trois étoiles, emblème des groupuscules qui combattent – au coté d'al Norsa – l'Etat légal syrien soutenu par la grande majorité du peuple ? Arrêt sur Info.

Alors pourquoi vous en réclamez-vous ?

- L'idéologie des droits de l'homme pour justifier l'ingérence humanitaire, que Glucksmann met en avant, a fait le lit des guerres qui ont détruit et ensanglanté des pays entiers – Irak, Yougoslavie, Libye, Syrie – jeté sur les routes des millions de gens, laissés ensuite à l'abandon… Arrêt sur Info.

Commentaires d'internautes à la suite de l'article de M6info

1- Si Yahoo indique le chiffre de 2000 nous pouvons dire qu'ils n'étaient guère plus de 500 lorsque l'on voit les chiffres annoncés à paris la dernière fois ou l'on disait "plusieurs centaines" alors qu'ils n'étaient que quelques dizaines.

2- Ils soutiennent qui ? Les islamistes de Daesh ou d'al-Qaïda ?

3- Est ce qu'ils soutenaient Alep quand les rebelles islamistes attaquaient les quartiers ouest ?

4- L'évacuation des terroristes a été interrompue par leur fait. Ils ont tenté de faire passer des armes lourdes et des otages à l'insu de l'armée régulière qui s'est aperçue de la tentative. Ils ont donc rompu les termes de l'accord conclu entre Moscou et Ankara. Ils sont au nombre de 900 à 1000 max. Le nombre total des assiégés (terroristes et leurs familles) serait entre 4 à 5000 personnes. On est loin des 40 000. Ceux qui défilent sont des doux rêveurs. Ils sont manipulés et sont loin de comprendre le jeux politique sordide auquel se livre les dirigeants des pays occidentaux... la France en tête.

5- Poutine tout comme Bachar ne veulent pas la guerre. Poutine comme Bachar veulent la destruction de Daesch and co. Apparemment, les médias et les gens comme Hilary et ses complices veulent tout le contraire.

6- Dans une France normale, ces manifestations pro-terroristes islamiques devraient être interdites ! Ces gens qui manifestent devraient tous être arrêtés et interrogés par la police et les services secrets.

7- Les seuls à avoir soutenu les habitants d'Alep, ce sont les Russes qui les ont libéré des islamistes. Honte à nos élites d'avoir armé et financé ces nazis de l'islam !

8- Ces gens qui défilent sont soit de mauvaise foi, soit mal informés, soit stupides. La version que nous vendent les médias : Poutine et Bachar sont les vilains est un travestissement de la réalité, de la propagande éhontée, mais quand les choses sont répétées suffisamment souvent, elles finissent par tenir lieu de vérité, d'où ces gens qui défilent. Renseignez-vous vraiment.

9- Le Conseil de sécurité se réunit à huis clos après l'arrestation d'officiers de l'Otan à Alep Réseau Voltaire — Le Conseil de sécurité siège à huis clos, ce vendredi 16 décembre 2016 à 17h temps universel, alors que des officiers de l'Otan ont été arrêtés ce matin par les Forces spéciales syriennes dans un bunker à Alep-Est.

10- ils devraient manifester pour l'arret de l'interventions des Occidentaux en Syrie, qui avec les monarchies du Golf ont crié, armé et financé cette doit disant opposition pour changer au régime en place, c'est Obama, Hollande et Cameron qui sont responsable du drame Syrien, ceux qui devraient etre poursuivis pour crime de guerre et crime contre l'humanité, Assad ne fait que défendre son peuple et son pays que ces mercenaires ont prit on otage la population d'Alep et ont mis à feu a sang le pays.

11- Et pour Mossoul y a personne, silence radio des mass merdias, pour le Yemen y a personne, silence radio des mass merdias

12- Le jour où une armée de mercenaires, venus des 4 coins de la planète, viendra renverser la république française... allez-vous encore les qualifier de "rebelles" ?!? C'est exactement ce qui se déroule en Syrie , laissez le président élu défendre sa terre comme tout homme d'État qui se respecte , et qui ne dispose pas d'autres moyens.

13- Quel cynisme de la part de la France, quand on sait que ces manifestations n'ont rien d'humanitaire au contraire sauver ce qui reste de terroristes made in Otan.

14- Assad et son allié russe poutine ont réussi à libérer Alep de la vermine rebelle islamiste et c'est pourquoi la France, l'Angleterre, l'Amérique et l'Arabie Saoudite qui fournissent les armes aux rebelles sont très très en colère!

15- Sur la photo, on voit des barbus et une voilée à la belphégor.. ils manifestent pour qui exactement ? Ces "manifestants ne se demandent pas pourquoi des Syriens sont restés auprès de Bachar Al-Assad à Damas plutôt que rejoindre les "rebelles djihadistes" ? Que tous ces pro djihad se renseignent sur les femmes Syrienne de Damas et ce qu'elles pensent de ces "fameux rebelles" si Bachar leur avait laissé le pouvoir en Syrie !

16- La Maison Blanche a pris la décision d'aider les rebelles armés en Syrie malgré les avertissements des services de renseignements prévoyant l'avènement du groupe État Islamique. Aveu de l'ancien chef de la DIA : la création de DAESH fut une

« décision délibérée » de l'Administration américaine. Dans le dernier épisode d'Head to Head sur Al Jazeera, l'ancien directeur de la Defense Intelligence Agency (DIA), Michael Flynn, confirme au journaliste Medhi Hasan qu'il a non seulement bien étudié le rapport de la DIA prédisant que l'Occident soutenait l'idée d'un État islamique en Syrie lorsque ce dossier lui fut soumis en 2012, mais prétend même que le sponsoring de djihadistes radicaux (qui deviendront EI et Nusra) par la Maison Blanche pour contrer le régime syrien fut « une décision délibérée ». Sources : tappez sur le net " Who is to blame for the rise of ISIL? " ou " Pgs. 287-293 (291) JW v DOD and State 14-812 "

Le 19 décembre 2016

CAUSERIE

No pain no gain.

Puisque depuis août 2008 personne exceptée une poignée de militants n'a accepté de financer ce portail, alors que cela me coûte de plus en plus cher pour l'actualiser et que je me prive déjà sur absolument tout, tandis que mes lecteurs doivent avoir une situation financière sans commune mesure avec la mienne, j'envisage de rendre l'accès aux causeries payant.

Ici en Inde les prix flambent, le beurre, le lait, la viande, le poisson, les oeufs, etc. augmentent à une vitesse vertigineuse, entre 15 et 25% par an, je fume les cigarettes les moins chères et les plus dégueulasses et elles viennent de passer de 30 à 35 roupies le paquet de 10 et le prix du paquet dépassera les 40 roupies à la fin de 2017. Quant à ma connexion Internet, avec la nouvelle tarification je dois débourser plus du double par rapport au début de l'année, 2300 au lieu 1100 roupies, et je télécharge beaucoup moins d'articles, de vidéos et de films.

Je pourrais lancer une souscription, mais cela ne marchera pas. Il me reste aussi la solution de tout arrêter. Pourquoi pas après tout, je crois que j'ai déjà suffisamment donné sans compter, y compris ma santé, pour n'avoir rien à me reprocher si je devais en arriver là. Il existerait bien une autre solution, faire participer des militants à ce portail, mais là encore toutes mes tentatives se soldées par des échecs donc je n'y crois plus, en plus je suis très exigeant, très rigoureux même si ce n'est pas l'impression qui se dégage toujours de mes causeries. Disons que je n'écris jamais rien gratuitement ou au hasard et je sais où je veux en venir, et je sais également qu'il est très difficile de trouver plusieurs militants qui seraient exactement sur la même longueur d'onde, je n'en ai jamais rencontrés en 8 ans.

C'est le seul portail et courant politique à ma connaissance qui engloge dans sa stratégie la mondialisation et le mondialisme, la crise du capitalisme et la lutte des classes, le combat contre l'impérialisme et l'opportunisme, qui mène la guerre à la classe dominante sur tous les fronts à la fois, politique, idéologique, psychologique, qui diffuse les enseignements du marxisme et essaie de populariser la méthode du matérialisme dialectique, qui défend le socialisme. A vous de voir si cela vaut le coup (ou coût !) de faire en sorte qu'il continue d'exister. J'arrive à un âge où on n'a plus rien à se prouver.

Enfin, après avoir trahi la IVe Internationale, ils entérinent sa liquidation avec un demi-siècle de retard.

POID - Mumbai (Inde) : « le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière » est constitué par 350 délégués de 28 pays, soutenus par des militants de 20 autres pays. latribunedestravailleurs.fr 15.12

Ils se passeront bien de publier sur le Net le document adopté à cette occasion qui doit rester confidentiel, cela doit être le meilleur moyen de le partager, ils ne changeront décidément jamais.

Si un militant pouvait me l'envoyer, je pourrais en analyser le contenu pour voir si je peux ou non le partager, je n'ai aucun a priori, je juge uniquement sur pièces.

France. Comment ils répriment, terrorisent la population. Un exemple.

La dictature ordinaire en France ou le terrorisme d'Etat frappe quotidiennement.

- Gard : une conductrice de 72 ans contrôlée positive au cannabis - M6info

Arrêtée pour un banal contrôle routier mercredi 14 décembre, cette septuagénaire était en fait sous l'emprise de stupéfiants.

Mercredi 14 décembre, les gendarmes arrêtent la vieille dame pour un banal contrôle routier. Et si les papiers de sa voiture sont en règle, quelque chose d'autre se charge de mettre la puce à l'oreille des agents. Les pupilles de la septuagénaire apparaissent dilatées et la conductrice ne semble pas être dans son état normal. Pour couronner le tout, une odeur de cannabis

se dégage de l'habitacle…

A la surprise des gendarmes, le test salivaire conduit dans la foulée se révèle positif. La conductrice a été verbalisée et son permis de conduire retiré. Son véhicule a été quant à lui immobilisé. M6info 18.12

Commentaires d'internautes.

- Les grand mères bourrées de neuroleptiques peuvent en revanche circuler normalement

- Ca fait cinquante ans qu'elle conduit, 50% de bonus ça ils ne le disent pas.

- Dans ce pays, si je fume un joint le samedi je suis détectable pendant des semaines avec suspension de permis à la clé. Mais il est toléré de se taper 3 nuits blanches, se taper 2 valium et 3 actifed nuit et prendre le volant... Cherchez l'erreur !

Bon, ici en Inde on peut rouler sans permis ni assurance, sans lumière, sans rétroviseurs, avec des pneus rechappés, une portière ou le capot en moins, monter à 5 sur un scooter ou à 10 dans une bagnole, rouler avec des freins tout de même, c'est fortement recommandé ! Alors téléphoner en conduisant, bourré ou défoncé, tout le monde s'en tape !

Je ne dis pas que ce ne serait pas sans inconvénients évidemment ou que ce serait un modèle à suivre, mais sachant à quel point les Indiens sont exploités et opprimés par ailleurs, si en plus on leur pourrissait la vie au quotidien avec ce genre de contrôle, je crois bien que le pays deviendrait ingouvernable et sombrerait dans les pires violences.

En fait, c'est le peu de liberté dont on dispose encore et on y tient. Et quand les Indiens font l'objet d'un contrôle routier, en cas d'infraction, ils glissent un billet de 50 ou 100 roupies dans la main du policier et ils continuent leur chemin.

Un conseil d'ami, ne jugez pas trop vite ce qui se passe dans les autres pays que vous ne connaissez pas. Et entre nous, qu'est-ce que cela peut bien nous foutre que cette mémère de 72 printemps se fasse du bien en fumant du cannabis.

Le législateur recourt à la répression à titre préventif sur les citoyens, comme il autorise le bombardement de peuples au nom du même principe pour les soumettre à sa politique, non, excusez-moi, c'est pour leur bien !

Dossier sur la Syrie.

Le camp du peuple syrien et de la paix.

Même l'ONU (dont nous exigeons la dissolution) est obligée de changer de ton (temporairement).

- Onu: aucune preuve d'atrocités de l'armée arabe syrienne sur les civils à Alep - Arrêt sur Info

Le Haut-Commissariat de l'Onu aux droits de l'homme n'a pas d'informations attestant que les troupes gouvernementales syriennes perpètrent des atrocités sur les civils à Alep, a déclaré mercredi à Sputnik Rupert Colville, porte-parole du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

« Nous n'avons pas d'informations à ce sujet, parce que le gouvernement syrien ne permet pas à nos représentants d'entrer dans le pays (…). Or il importe de le faire pour dissiper les craintes des habitants d'Alep et d'autres villes syriennes », a indiqué M. Colville. sputniknews.com 14.12

Comment un horrible dictateur aurait pu conserver la confiance de son armée et de ses services de renseignement ainsi que celle du peuple au cours d'une guerre qui dure depuis près de 6 ans, s'il maltraitait le peuple.

- Même la commission de l'ONU a dû admettre qu'il y a eu manipulation des faits. Et déclarer que les «rebelles» empêchaient les civils de quitter Alep-Est.

Onu: les terroristes empêchaient les civils de quitter Alep-Est - sputniknews.com

Les terroristes des groupes Front al-Nosra et Ahrar al-Cham empêchaient les civils de quitter Alep-Est et se déguisaient en civils pour échapper aux militaires syriens, d'après une commission de l'Onu.

« La commission a reçu des informations sur des groupes d'opposition, dont les groupes terroristes Front Fatah al-Cham et Ahrar al-Cham, qui empêchaient les civils de partir, ainsi que sur les rebelles qui se déguisaient en civils, augmentant ainsi le risque pour

les civils d'être tués ou blessés », est-il indiqué dans un communiqué de la commission. sputniknews.com 14.12

Le CICR officine de Washington.

- Appeler aux dons pour les civils de la partie d'Alep-Est au moment où ils étaient otages des groupes terroristes du Front al-Nosra et Ahrar al-Cham, qui manipulaient l'information et empêchaient les civils d'aller se réfugier à Alep-Ouest sous contrôle gouvernemental, n'est pas une manière d'informer équilibrée et neutre de la part du ICRC. C'est une manière de surfer sur la vague émotionnelle suscitée par les informations biaisées des médias, et la propagande d'ONG proches des terroristes et de leurs familles, sans prendre aucune distance. Arrêt sur Info

Caroline Galactéros : «À Alep, sortons enfin des vues manichéennes» par Alexis Feertchak - Arrêt sur Info

Docteur en Science politique et colonel au sein de la réserve opérationnelle des Armées, Caroline Galactéros dirige le cabinet d'intelligence stratégique Planeting.

FIGAROVOX. – L'armée syrienne a repris aux rebelles la ville d'Alep, ancienne capitale économique du pays. Comment percevez-vous le traitement médiatique de cette bataille décisive dans le conflit syrien?

Caroline GALACTEROS. – Si vous me pardonnez cette franchise, je le trouve globalement déplorable et surtout dangereux. Par ignorance, goût du sensationnalisme et de la polarisation manichéenne des situations, confiance excessive dans les réseaux sociaux, ou par inclination à relayer la doxa véhiculée par le pouvoir et ses alliés, la plupart des médias se sont engouffrés depuis des mois dans la brèche de la facilité et ont relayé bien des informations parcellaires voire fausses (cf. l'affaire des «Casques Blancs» ou «l'opération OSDH» – source unique elle aussi anglaise, clairement contestable et pourtant devenue la référence depuis cinq ans). Ils ont en conséquence nourri une interprétation déformée des enjeux et des faits. Bref, l'immense majorité des médias occidentaux s'est fait la caisse de résonnance naïve ou parfois sciemment complice d'une vaste entreprise de désinformation sur la nature des «rebelles», les objectifs réels de la guerre, l'idée même d'une guerre civile ou encore la dimension confessionnelle du conflit de fait secondaire mais montée en épingle, etc…

Comment voyez-vous les événements?

La partie Est de la ville d'Alep a été, dans la douleur et au prix d'une tragédie humaine indéniable, libérée de djihadistes qui s'en étaient emparés dès 2012. La méthode russe de bombardement intensif est évidemment difficilement acceptable au plan humain, au plan des individus. Les forces occidentales notamment françaises, c'est tout à leur honneur, cherchent davantage à éviter des pertes civiles massives. Elles en font malgré tout nécessairement car la précision de ces frappes n'a de «chirurgicale» que le nom. On les appelle alors pudiquement des «bavures» ou des «dommages collatéraux», on les passe sous silence ou on les relaie très peu médiatiquement. Pourquoi? Parce que depuis le début de ce conflit (comme dans bien d'autres d'ailleurs) et notamment depuis l'intervention militaire russe d'octobre 2015, il s'agit de délégitimer voire de criminaliser l'action de Moscou, comme si elle était de nature fondamentalement différente de la nôtre. Or, la différence n'est pas là. Ce sont nos objectifs politiques et militaires qui, malheureusement, sont très différents et c'est d'ailleurs cet écart béant qui, – pour une grande part-, fait durer le conflit et qui fait beaucoup de morts… La polarisation politique délibérée autour d'un «bon» et d'un «mauvais» camp bat son plein. Ce manichéisme est pour moi extrêmement dangereux et renvoie à l'agenda véritable de la Coalition en Syrie aujourd'hui clairement mis en échec par l'intervention de Moscou mais qui est surtout depuis le début, diamétralement opposé à celui de la Russie. En effet, il ne s'agissait pas pour les Etats-Unis, les puissances européennes et les monarchies du Golfe ou la Turquie, de réduire le cancer islamiste sous toutes ses formes – pas seulement celle de Daech, bouc-émissaire spectaculaire -, mais de déstabiliser l'Etat syrien et faire tomber le régime d'Assad coûte que coûte. Il en a coûté effectivement bien des vies innocentes. On a donc crédibilisé dès 2011 les groupes islamistes radicaux issus d'Al-Qaïda pour délégitimer radicalement la résistance du régime syrien (certes brutale et qui au début a volontairement joué sur les islamistes en embuscade pour balayer l'embryon d'opposition démocratique presque immédiatement débordé puis disparu).

Quid de la responsabilité des rebelles dans la situation humanitaire?

Elle est première. On a passé sous silence les pratiques horrifiantes de ces groupes islamistes (exécutions, tortures, racket, enrôlement des enfants…) pour tenir en otages les populations syriennes – toutes communautés confondues – sous leur coupe afin de se protéger des frappes. Au-delà, le problème de la médiatisation relève de la quadrature du cercle. Il est évident que l'on ne peut que s'indigner en tant qu'humain de ce que subissent les civils dans les guerres car notre focus systématique sur l'individu escamote la dimension politique et stratégique. Et là, on a un problème. Car pour en finir avec les djihadistes d'Alep, il faut pouvoir les séparer de leurs populations-boucliers. Soit par la persuasion, soit par la force. C'est ce qui a fini par arriver lorsqu'enfin ont pu être mis en place (pas grâce aux Etats-Unis) des corridors d'exfiltration des civils et de reddition des derniers djihadistes souhaitant eux-mêmes éviter la mort.

Parleriez-vous de guerre civile? Il n'y a pas de guerre civile à proprement parler en Syrie. Il y a une guerre contre tous les Syriens (toutes confessions et communautés confondues) qui est menée de l'extérieur contre ces populations. Les rebelles les retiennent sous leur coupe nous l'avons dit, les rançonnent, menacent les familles de ceux qui voudraient fuir, utilisent écoles

et hôpitaux pour s'y retrancher, y disposer leurs snipers et provoquer l'opprobre occidental contre ceux qui n'hésitent pas à les en déloger.

Bachar al-Assad s'érige depuis longtemps en rempart contre le «terrorisme». Dans quelle mesure s'agit-il là d'un moyen tactique pour écarter l'opposition modérée?

Bien sûr, cela a été un moyen du régime au tout début de la Guerre, lorsqu'existait un embryon d'opposition modérée. Mais depuis quatre ans, il n'y a plus un «rebelle modéré» en Syrie. C'est une pure utopie voire un mensonge éhonté et délibéré. C'est d'ailleurs tout le problème de la représentativité des interlocuteurs patronnés par les uns ou les autres dans la perspective de négociations. Il faut d'abord vider l'abcès djihadiste et pas seulement reprendre Raqqa à Daech. Puis chercher à favoriser un dialogue inter-Syriens entre personnalités ayant du poids dans la population syrienne et souhaitant une Syrie unitaire, laïque, pluraliste et stable. Et pour tout cela, il faut que Washington et Moscou s'entendent et ne se tirent plus dans les jambes.

La morale est-il tout ce qui reste à l'Occident qui, en Syrie, a perdu la main politiquement?

Précisément l'attitude occidentale en Syrie est tout sauf «morale». La morale en relations internationales n'existe pas. Il n'y a qu'un entrechoquement plus ou moins violent de forces, d'ambitions, d'intérêts, de capacités de nuisance et d'influence... Lefigaro.fr 16.12 - Arrêt sur Info

- Les médias ont créé une tempête de fausses nouvelles autour de l'effondrement de la partie « rebelle » d'Alep par Moon of Alabama - Arrêt sur Info

C'est la première fois que j'assiste à un pareil assaut de nouvelles mensongères. Tous les grands médias et toutes les agences semblent avoir perdu toute inhibition et ils présentent n'importe quelles rumeurs concernant la libération d'Alep-Est comme des faits.

Voyez cette annonce de la BBC en ouverture du journal :

Bataille d'Alep: selon l'ONU, 82 civils ont été abattus sur place

Les forces pro-gouvernementales syriennes ont pénétré dans des maisons d'Alep-Est et ont tué ceux qui étaient à l'intérieur, y compris des femmes et des enfants, selon l'ONU.

Le bureau des droits de l'homme de l'ONU a affirmé avoir des preuves fiables que dans quatre zones 82 civils avaient été abattus à vue.

1-Il n'y a pas de bureau des droits de l'homme de l'ONU, cela n'existe pas. La BBC veut parler du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Ce commissaire est le prince jordanien Zeid Ra'ad Al Hussein, un hachémite qui a fait ses études au Royaume-Uni et aux États-Unis et qui un parent du roi dictateur jordanien. C'est intéressant de noter que la Jordanie est fortement impliquée dans le soutien des « rebelles » contre le gouvernement syrien.

2-Le bureau n'a pas « dit » que « 82 civils avaient été abattus », ni rien d'aussi monstrueux. Il a dit qu'il y avait des « sources » qui avaient « rapporté » que cela s'était produit. Voilà un extrait de son communiqué de presse aujourd'hui:

Selon de nombreuses sources, des dizaines de civils ont été abattus hier place al-Ahrar, dans le quartier d'Al-Kallaseh, ainsi qu'à Bustan al-Qasr, par les forces gouvernementales et leurs alliés, dont le groupe irakien al-Nujabaa.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (HCDH) a affirmé que « de nombreuses sources » ont reçu des informations » de XYZ, sans révéler ni le nom des « sources » ni la provenance des soi-disant « informations » de XYZ.

Je trouve irresponsable que le HCDH mentionne des informations non vérifiées dans ses conférences de presse. Mais c'est encore plus irresponsable de la part de la BBC de titrer « L'ONU dit que… » en ouverture de bulletin d'information à propos de ces rumeurs, surtout sans apporter le moindre élément supplémentaire dans le reste de son « reportage »

Il y a aussi cette info récente sur les chats tués à Alep.

#Flash info – Activistes: Tous les chats résidents et de passage au dernier refuge d'Alep ont été tués dans une attaque au gaz du Hezbollah.

Le porte-parole du Haut-Commissariat a eu connaissance de cette nouvelle. Nous attendons maintenant le titre de la BBC: « L'ONU dit que le Hezbollah a gazé les derniers chats d'Alep ».

La BBC n'est pas la seule à sortir #de fausses nouvelles. En effet, il semble que les agences de presse recherchent la « sécurité du nombre » en rapportant toutes les mêmes sottises partout où elles le peuvent :

Reuters – Alep pourrait tomber 'à tout moment', selon l'ONU des civils ont été tués

AFP – Les forces syriennes ont tué dernièrement au moins 82 civils à Alep: ONU

AP – Selon une agence de l'ONU, des dizaines d'enfants sont prisonniers d'un bâtiment en feu de l'aéroport d'Alep en Syrie

Là encore, l'ONU a seulement dit qu'elle avait connaissance de tels rapports. Elle ne les a pas vérifiés et ne s'en porte pas garante. Cela n'empêche pas les influentes organisations « humanitaires » habituelles, comme Amnesty International, de se joindre au chœur de ceux qui brodent sur le thème de « l'ONU a dit que… ». Des milliers de sites d'information et de sites Web copient les faux rapports de l'agence et de la presse « humanitaire » et font en sorte de rendre la fausse nouvelle encore plus sensationnelle. La désinformation déraille complètement.

Mais il se passe aussi des merveilles à Alep.

Les vrais habitants et les vrais journalistes d'Alep disent que les connexions internet y sont lentes et instables. Mais les « militants » qui se trouvent sous un feu d'artillerie intense dans l'est semblent avoir des quantités de gigabits de bande passante fiable à leur disposition. C'est un miracle. Photos et vidéos dans des tweets comme celui-ci « sortent d'Alep » à chaque instant. [Cette image les pro-rebelles l'ont tirée d'un clip réalisé en 2014 au Liban, ndlr].

Bien sûr, une telle quantité de gigabits pourrait être utilisée à meilleur escient que pour des captures d'écran de vieux clips musicaux, mais personne n'est parfait, surtout subit un feu d'artillerie lourde.

Les agences de presse et les médias grand public considèrent tous les tweets des « militants », les échanges sur la situation, les téléchargements vidéo et les diffusions en direct de Periscope comme la pure vérité sans même savoir d'où ça vient. Ces « militants » pourraient se trouver n'importe où sur terre et les journalistes n'ont aucun moyen de vérifier leur location.

Je suis inquiet pour la sécurité de toutes ces opérations d'information (pdf). Quand les « derniers militants d'Alep » tweetent que l'armée syrienne se rapproche d'eux, veulent-ils dire que les chars d'Assad s'approchent en vrombissant de Vauxhall Cross (le building du M16, les services secrets britanniques, ndt)?

Mais tant que tout le monde répète les mensonges de ces « militants » sur « les événements sur le terrain » personne ne pourra être tenu pour responsable. « Nous nous sommes tous honnêtement trompé », est l'excuse habituelle, et elle passe comme une lettre à la poste. Arrêt sur Info 14.12

Post scriptum

Au sujet de la désinformation des médias le Dr Nabil Antaki nous écrit ceci:

Ils sont très forts. Tous les médias en Europe reprennent les mêmes vidéos et les mêmes images sans dire aucun mot sur ce qui se passe a Alep-Ouest. Rien qu'hier 18 tués par les tirs « rebelles ». Aujourd'hui mercredi 14, déluge d'obus partout sur Alep-Ouest.

La plupart des vidéos sont des faux. La vidéo montrant un homme au milieu d'une rue jonchée de cadavre a été prise au Pakistan il y a des années. Celle d'un médecin aux abois a été prise a Gaza en 2014…

Ils sont vraiment très forts et beaucoup de nos amis commencent à douter de ce que nous leur disons tellement le matraquage médiatique est impressionnant. Ils se disent que ce n'est pas possible de mentir autant.

Nabil Antaki, le 14 décembre - Arrêt sur Info

Deux vidéos

Une députée démocrate accuse le gouvernement Obama de livrer des armes à Daech
ttps://www.youtube.com/watch?v=B0UW0pnvIHE

Attaque de Palmyre: orchestrée par les USA? (PressTV Français)
https://www.youtube.com/watch?v=jv-3BV6Oby4

Des instructeurs de l'Otan ont-ils prêté main forte aux extrémistes à Alep-Est? - sputniknews.com

Passage de Palmyre sous le contrôle de Daech, libération d'Alep et réunion à Paris des pays qui soutiennent l'opposition syrienne dite «modérée», tous ces éléments font partie d'une stratégie mise en place par les pays occidentaux, dont les militaires soutiennent les extrémistes à Alep-Est, écrit l'agence Life.

Toute la défense d'Alep-Est a été assurée avec le soutien des instructeurs militaires des pays de l'Otan, y compris la France, qui ont prêté main forte aux terroristes occupant cette partie de la ville, a déclaré dans un entretien à l'agence Life Semion Bagdassarov, directeur du Centre d'étude des pays du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

D'ailleurs, assure-t-il, il existe un lien entre la prise de Palmyre et la tenue de la réunion des pays occidentaux et arabes qui soutiennent l'opposition syrienne modérée le week-end même à Paris. Ce n'est qu'un levier de pression sur la Russie, pays qui a contribué à la libération de cette ville du joug de Daech au printemps dernier. « La prise de Palmyre est une décision stratégique dans le règlement de la crise en Syrie et maintenant les pays occidentaux mettront toute la pression sur la Russie afin de faire sortir (d'Alep-Est) des combattants et les instructeurs occidentaux qu'ils y combattent », a-t-il indiqué. Et d'ajouter que la Russie ne devait pas céder à ces pressions « et présenter à la presse et au monde entier les instructeurs occidentaux capturés et les traduire en justice ». À la question de savoir de quels instructeurs il s'agissait, il a répondu : « Des militaires des pays l'Otan — États-Unis et Turquie — il y a également parmi eux des instructeurs français. Tout le monde le sait, d'ailleurs les pays concernés ne le nient pas ».

Selon M. Bagdassarov, il est crucial d'arrêter les représentants d'organisations terroristes telles que le Front al-Nosra et le Harakat Nour al-Din al-Zenki pour obtenir des informations sur ceux qui prêtaient main forte aux djihadistes. sputniknews.com 18.12

- Crise à l'Otan - Réseau Voltaire

Dimanche 18 décembre 2016, le Conseil de sécurité des Nations unies examinera la proposition de résolution française demandant le déploiement d'observateurs de l'Organisation et de ses « partenaires » (sic) [§3 de la proposition] à Alep-Est pour superviser l'évacuation aussi bien des civils que des « combattants de l'opposition » (re-sic) [§1 de la proposition].

Lundi 19 décembre 2016, se tiendra un sommet Otan-Russie alors que des officiers de l'Alliance viennent d'être faits prisonniers à Alep-Est où ils encadraient les jihadistes. Comme lors de la prise de Tripoli, en août 2011, et contrairement à l'article 9 des statuts de l'Otan, le Conseil atlantique n'avait pas été consulté sur cette opération secrète.

Mardi 27 décembre 2016, la Russie et l'Iran recevront à Moscou une délégation turque alors que des officiers turcs ont été faits prisonniers à Alep-Est dans le bunker de l'Otan et que l'Alliance a tenté par quatre fois d'assassiner le président Erdogan. Réseau Voltaire 18.12

Des questions que nombre d'Allemands se posent légitimement.

- ... que fait Mme Merkel pour mettre fin à cette effroyable situation? Pourquoi ne s'investit-elle pas pour désarmer en premier lieu tous ceux n'ayant pas le droit de porter des armes? Ou bien se peut-il que Mme Merkel fasse partie des «révolutionnaires» ne respectant plus aucune légalité, plus aucun pouvoir étatique et monopole de la force détenu par l'Etat? Pourquoi continue-t-elle à être l'alliée de ceux qui promeuvent le terrorisme au Proche Orient depuis des décennies? Pourquoi ne réagit-elle pas aux propos de Jürgen Todenhöfer, son collègue de parti, suite à son voyage à Alep-Est après avoir interviewé un terroriste du Front al-Nosra? L'interview a été publiée le 26 septembre dans le «Kölner Stadt Anzeiger», le journal régional de Cologne, sous le titre «Les Américains sont de notre côté»(!).

Et pourquoi en 2003, Mme Merkel s'est-elle prononcée ouvertement en faveur de la guerre contre l'Irak? Pourquoi n'exprime-t-elle aucune compassion pour les populations civiles ayant vécu l'épouvantable horreur de cette guerre? Pourquoi aujourd'hui, alors qu'elle déplore les violations du droit international, ne souffle-t-elle pas un mot de regret concernant son engagement d'alors en faveur d'une guerre d'agression contraire au droit international? Et pourquoi ne parle-t-elle pas des conséquences dévastatrices durables de cette guerre?

Et ainsi de suite. Karl Müller 18.12 - Arrêt sur Info

- Outil de propagande ultime: La vérité sur la «blogueuse Bana» révélée - Sputnik

Un militant syrien a contacté en novembre la célèbre blogueuse de 7 ans, Bana Alabed, dont l'histoire a fait le tour des médias mainstream, pour proposer d'aider sa famille à quitter d'Alep-Est. Un mois plus tard, il a reçu une réponse qui l'a convaincu que le compte en question est un «outil de propagande ultime».

Désigné sur Twitter comme « vérifié », le compte de Bana, une fillette syrienne de sept ans qui raconte en anglais les horreurs de la guerre qu'elle vit au quotidien, compte près de 310 000 abonnés. L'authenticité de ce compte a été mise en cause à plusieurs reprises, car tout laisse à penser que dans « ses » vidéos, la fillette ne fait que reproduire un texte appris par cœur ou soufflé.

Mais les médias opposés aux autorités syriennes officielles ont fait de ce personnage une véritable icône de la guerre civile, une « Anne Frank d'Alep ».

Maytham Al-Achkar, un militant syrien installé actuellement à Beyrouth, a décidé d'établir un contact avec Bana. Il s'est accordé avec les autorités syriennes pour évacuer la petite fille et les membres de sa famille de la ville en toute sécurité et a même réussi à obtenir une amnistie pour son père, membre d'une organisation islamiste.

Le 27 novembre, il a écrit à Bana en lui proposant d'aider à évacuer sa famille d'Alep.

« Au bout du compte, vous êtes nos compatriotes. On va s'occuper de vous », a-t-il écrit dans son message.

Or, le 12 décembre, Maytham a reçu un message en arabe, dans lequel un utilisateur Twitter lui demandait si la proposition était toujours d'actualité. Après avoir confirmé ses intentions, c'est Bana elle-même qui a répondu.

« Lorsque j'ai été contacté depuis le compte de Bana, j'ai commencé à bavarder en arabe, car nous sommes tous Syriens et l'arabe est notre langue maternelle. Mais, la personne de l'autre côté a préféré communiquer en anglais », relate-t-il.

Selon les informations relayées par les médias, la mère de Bana, Fatima, qui aide la fille à gérer son compte, est institutrice.

Tweet, dont l'auteur a été bloqué par Bana: « Hi Bana, peux-tu demander à ton père pourquoi il est amis avec des djihadistes du Front al-Nosra et Ahrar al-Sham ? »

Toutefois, ni la « mère », ni la « fille » ne se sont exprimées en arabe à l'écrit.

« La mère de Bana a étudié la loi, ce qui veut dire qu'elle a étudié le programme syrien, qui est entièrement en arabe, pendant 12 ans à l'école, puis pendant quatre ans à l'université », explique Maytham à Sputnik.

Quoi qu'il en soit, l'évacuation de la famille de Bana avait été coordonnée avec l'armée gouvernementale et avec les autorités de la ville, prêtes à les évacuer en toute sécurité.

Maytham : « Nous allons vous évacuer en toute sécurité d'Alep-Est quand vous serez prêts et ce en présence des médias, des Nations unies, du Comité international de la Croix-Rouge. (…) Il me faut juste ton numéro de téléphone pour te contacter. Nous pouvons garantir votre sécurité. Personne ne touchera à vous ».

Bana : « Qu'est-ce qui va se passer lorsque vous m'appellerez ?»

Maytham : « On va vous guider vers un couloir sécurisé ».

Bana : « Je ne peux pas faire confiance au gouverneur de la province. Organise une conférence Skype avec lui. Je suis prête à être évacuée ».

Maytham: « D'accord, d'accord. Ton compte Skype, s'il te plait. Le gouverneur va vous contacter par Skype immédiatement ».

Bana: « Hussein Diab, c'est ça ? »

Maytham : « Oui ».

« J'ai même invité tous les médias à me contacter pour couvrir l'évacuation, ce qui était une excellente garantie de son salut », indique-t-il.

Mais au bout du compte, prétendant que Maytham la pressait trop, Bana a fini par rejeter l'offre.

« La personne qui me répondait depuis ce compte n'était pas terrifiée (par les bombardements permanents dont elle fait part sur Twitter, ndlr) », avoue l'interlocuteur de l'agence.

Mais alors qui est derrière ce compte ? « La fille est juste une figure, un outil employé par les renseignements britanniques. Et je dis britanniques car il y a un lien fort entre le compte de Bana et les Casques blancs (The White Helmets) qui sont sponsorisés par le Royaume-Uni », estime-t-il.

Tweets : « Chère Bana, pourquoi ton compte est-il enregistré au Royaume-Uni et pourquoi bloques-tu ceux qui te posent cette question? »

« Une personne a lu les métadonnées de son compte, lui a posé la même question, et s'est fait bloquer ».

« Je croyais que cette fille était à Alep, mais je ne le crois plus. Son rôle était de prendre quelques photos et vidéos, et une fois fait elle est partie », poursuit Maytham.

Aujourd'hui, il est convaincu que les représentants de Bana ont accepté d'établir un contact avec lui pour l'accuser de mensonge. Ceci leur aurait permis de le présenter comme un propagandiste de Damas.

« Peut-être qu'ils voulaient me laisser les menacer ou leur écrire des choses indécentes pour ensuite les utiliser contre les autorités syriennes. Mais, à leur plus grande surprise, je n'ai pas menti. Je voulais sincèrement aider cet enfant syrien dont on se sert, et les autorités syriennes ont accepté de coopérer avec moi », conclut Maytham. Sputnik 18.12

Le camp de la guerre contre le peuple syrien.

C'est aux pieds du mur qu'on juge le maçon dit-on, ici en la matière il n'y a pas photo. On est en présence de partis dits ouvriers fondamentalement réactionnaires, pourris jusqu'à la moelle, à vomir, prêts à soutenir les pires entreprises criminelles, cruelles, barbares, pourquoi, mais parce qu'ils sont inféodés au régime qu'ils prétendent combattre, ce sont des agents de la réaction tout simplement.

Ils se démasquent eux-mêmes remarquez bien, car les représentants du régime, partis, syndicats, ONG et médias, ne vont pas tarder à faire volte-face ou à changer de discours après leur défaite à Alep, d'ailleurs ils ont déjà commencé, l'ONU a donné le ton, mais il va falloir du temps à ces imposteurs pour adapter à nouveau leur propagande à celle de leurs maîtres à Washington ou à Bruxelles.

Depuis 2011 leur lâche discours a consisté à renvoyer dos-à-dos les différents protagonistes de cette guerre, à les traîter de la même manière, à les accuser des mêmes crimes, comme si leurs statuts étaient identiques, refusant d'accorder la légitimité à l'Etat indépendant et souverain syrien, à la République arabe syrienne, à son peuple et à son armée de se défendre contre leurs agresseurs à la solde des Etats-Unis.

Pas un instant il ne l sera venu à l'esprit de ces démagogues que l'armée syrienne avait perdu plus de 100.000 soldats au cours de cette guerre ,et qu'il lui aurait été impossible de continuer cette guerre de libération si des dizaines de milliers de civils ne s'étaient pas enrolés dans l'armée, et que lorsqu'aujourd'hui ils évoquent l'armée syrienne (et les milices populaires) en réalisant un ignoble amalgame avec les barbares de Daesh ou Al-Nosra, c'est du peuple syrien qu'ils parlent, qu'ils traitent comme un chien. Honte aux dirigeants de tous ces partis ! Honte aux militants qui connaissent la vérité et qui se taisent, c'est vous qui êtes les fossoyeurs du mouvement ouvrier, du socialisme, honte à vous, vous n'êtes pas dignes de parler en notre nom !

Lutte ouvrirère - La destruction d'Alep et la barbarie du monde capitaliste 12.12

Alep agonise sous les bombes. Depuis plusieurs mois, les habitants de cette ville grande comme Marseille sont pilonnés par l'armée syrienne soutenue par la Russie. « Les rues sont pleines de gens sous les décombres. Ils meurent parce qu'on ne peut pas les sortir de là », expliquent les secouristes. Même les hôpitaux sont pris pour cible, tandis que l'armée reprend rue par rue les quartiers qui lui échappaient encore.

Les grandes puissances se renvoient la balle. Le rôle de la Russie est certes révoltant ; et que penser de politiciens comme Le Pen ou Fillon qui font l'éloge de Poutine ! (...)

Il n'y a pas si longtemps, elles (les grandes puissances - LO - ndlr) soutenaient la dictature féroce d'Assad, que Sarkozy avait invité en 2008 pour le défilé du 14 juillet. Puis en 2011, lors des « printemps arabes », les dirigeants occidentaux l'ont lâché. Ils ont soutenu des milices, y compris celles d'islamistes aussi barbares que le régime. (...) Elles critiquent Assad et Poutine, mais leur laissent faire le sale boulot (...) LO

NPA - Syrie : Avec la complicité des grandes puissances, Alep agonise - 17.12

Alep-est pousse à cet instant, peut-être, son dernier soupir. Les forces du régime et ses alliés avancent à grande vitesse sous

un déluge de feu dans les derniers quartiers résistants d'Alep. Et on ne compte plus les civils morts ou blessés.

Comme à l'accoutumée, l'ONU exprime son «?inquiétude?», mais aucune réaction ni condamnation du Conseil de sécurité de l'ONU, qui n'est que le terrain de jeu des grandes puissances. Le quatrième véto russo-chinois a tout bonnement avorté une résolution d'aide aux populations d'Alep. Les autres puissances occidentales se bornent à exprimer leurs regrets et «?inquiétude?», mais n'agissent même pas dans le domaine humanitaire. Le peuple syrien, à Alep et ailleurs, peut continuer à mourir dans le silence général. NPA

PG - A Alep, la situation est terrifiante 13.12

Comme cela devient hélas désormais systématiquement le cas, en Syrie comme en Irak, les civils y sont pris en otage, et la nécessité d'éradiquer Daech, le Front Fatah al Cham (branche d'Al Qaïda en Syrie) et tous les groupes pratiquant la terreur ne peut justifier le massacre de populations civiles. Ces massacres sont intolérables d'où qu'ils viennent. Cette situation nécessite de toute urgence, comme le Parti de Gauche le réclame depuis des années, une résolution politique dans le cadre de l'ONU. (...)

La France doit jouer son rôle de médiation en ne prenant parti ni pour Bachar El Assad, ni pour les États-Unis, ni pour la Russie, ni pour les monarchies du Golfe, mais en trait d'union pour construire un corridor humanitaire, face à ces massacres terribles de civils. PG

PCF - Alep/Syrie : Pour un cessez-le-feu immédiat et la mise en œuvre des accords de Genève - 14.12

La population d'Alep est la principale victime de la bataille d'Alep.

Chacun des belligérants, et de leurs soutiens, se livrent à des combats sans merci rejetant sur leurs ennemis la responsabilité de la violence de la guerre alors que des crimes de guerre ont été commis par toutes les parties en présence, et leurs alliés, depuis le début de l'offensive sur Alep et de la guerre en Syrie. PCF

POID

- La France présente une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour faire déployer à Alep (Syrie) le personnel humanitaire de l'ONU déjà présent en Syrie « pour une surveillance adéquate neutre et une observation directe » de « l'évacuation des parties assiégées d'Alep ». Les observateurs arriveraient après la conquête presqu'entière d'Alep par le régime de al-Assad, à la suite d'une violente offensive aérienne et terrestre qui a duré un mois, doublée d'un siège hermétique depuis juillet. Selon l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, il reste environ 40 000 civils et entre 1 500 et 5 000 combattants avec leurs familles dans le seul quartier non repris par les troupes de al-Assad et leurs alliés. latribunedestravailleurs.fr 18.12

On retrouve là les termes du discours des colonisateurs qui suggèrent que l'agressé (la Syrie) est l'agresseur (Mercenaires venus de plus de 83 pays à la solde des Etats-Unis et ses alliés) : la conquête, le régime, une violente offensive aérienne et terrestre, destiné à refuser toute légitimité à la République arabe syrienne et au peuple syrien pour mettre fin à cette guerre au profit d'une horde de barbares sanguinaires encadrés et armés par l'impérialisme américain et ses alliés dont la France.

Juste une précision, un détail que ces braves défenseurs des services publics ont omis de mentionner en soulignant qu'Alep était soumis à un "siège hermétique", le gouvernement syrien a continué de verser les salaires de tous les fonctionnaires depuis mars 2011, y compris à ceux se trouvant dans les villes occupées par les barbares d'Al-Nosra ou de Daesh, afin que dans la mesure du possible (en période de guerre) la population ne soit pas privée des services élémentaires indispensables pour satisfaire ses besoins quotidiens.

France. Concours de populisme de la réaction.

- Valls s'en prend au "cynisme" de Fillon - AFP

Montebourg se veut "au coeur des différentes gauches" - Reuters

"Mon projet se situe au coeur des différentes gauches, la gauche sociale, la gauche du travail - je suis favorable à l'abrogation de la loi El Khomri -, la gauche des valeurs, la défense des libertés publiques, de la laïcité", dit-il.

"Je suis également favorable à la gauche entrepreneuriale", ajoute Arnaud Montebourg, qui estime que son socialisme est "incarné de façon contemporaine tant par Dominique Strauss-Kahn que par Jean-Pierre Chevènement" tout en soulignant que son projet "est aussi d'inspiration gaulliste, écologique et républicaine".

Alors que Manuel Valls propose de supprimer le recours à l'article 49-3 de la Constitution, Arnaud Montebourg estime nécessaire

de pouvoir continuer à utiliser ce dispositif en matière budgétaire.

Arnaud Montebourg propose enfin la création d'une mutuelle de soins "à prix modérés" dans le giron de Sécurité sociale et la mise en place d'un service national civil, militaire ou humanitaire de six mois. Reuters 18.12

- Primaire à gauche : Filoche éliminé - LeParisien.fr

La candidature du socialiste Gérard Filoche à la primaire de la gauche a été invalidée.

«Arrête ton cirque Gérard Filoche. Ce que tu ne supportes pas c'est que la gauche du PS t'ait boycotté! Ils n'ont pas voulu te parrainer point à la ligne!» a de son côté répondu sur Twitter M. Cambadélis. LeParisien.fr 17.12

Comment, la gauche du PS n'existerait pas ? Parce que même le réformisme était de droite, qui l'aurait cru sans blague ? Je sens qu'il y en a qui vont devoir revoir leur copie de fond en comble, quelle horreur ! Bon courage tout de même, car ils vont avoir du pain sur la planche. Entre nous, je suis passé par là, et on n'en meurt pas vous savez.

Même pas encore élu et il est déjà contesté de partout.

- Présidentielle: Fillon, le candidat à abattre - Challenges

2017, concentre désormais toutes les attaques.

Il est l'homme abattre dans la compétition présidentielle. (...) Ce week-end, les flèches sont parties aussi bien de la gauche, que du centre ou de droite. challenges.fr 18.12

- Présidentielle : déjà Fillon se "hollandise" - L'Obs

Programme contesté, recherche de la synthèse et défiance de 7 Français sur 10... Le vainqueur de la primaire souffre des mêmes handicaps que le candidat Hollande, il y a cinq ans de cela. Inquiétant ? … L'Obs 18.12

- François Fillon, un favori sans boulevard devant lui - Libération.fr

Contraint de rassurer jusque dans son camp, concurrencé par le libéralisme ouvert de Macron et sous la pression d'une nouvelle candidature de Bayrou, le champion de la droite a perdu des plumes ces dernières semaines.

Et si François Fillon avait gagné la primaire par défaut, autrement dit pour ce qu'il n'est pas au moins autant que pour ce qu'il est ?

Depuis qu'il est sorti vainqueur de la primaire, l'ancien Premier ministre peine en tout cas à trouver le bon rythme et surtout le bon ton.

Selon une étude l'Ifop* pour le JDD, seuls 28% des Français souhaitent sa victoire en 2017.

Alors qu'en novembre 61% des Français jugeaient que Fillon a la stature présidentielle, à quatre mois du premier tour ils ne sont plus que 54% à le considérer. Quant à son programme qui, on l'a dit, n'a pas forcément été le premier critère de sa victoire à la primaire et qui va être de plus en plus décortiqué par ses adversaires, celui-ci continue d'inquiéter 62% des Français mais surtout 50% des sympathisants LR (+16 points par rapport à la fin novembre). Autre chiffre qui sonne comme une alerte : Fillon est considéré par 72% des Français comme insuffisamment attentif à leurs problèmes (+9 points par rapport à novembre). Libération.fr 18.12

- Accoyer: 500.000 emplois publics seront supprimés en 5 ans - AFP

Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, a confirmé dimanche la volonté de François Fillon, s'il est élu, de supprimer 500.000 AFP 18.12

Précarité généralisée au programme.

- La philosophie d'Emmanuel Macron est de créer une protection sociale plus universelle - Le Huffington Post

Etats-Unis. Tout est une question de rythme et de délai.

Quand le clan Rockefeller est au pouvoir.

- La société Exxon Mobil ouvre la voie vers la levée des sanctions antirusses - sputniknews.com

Comme l'indique le journal Politico, le géant pétrolier américain Exxon Mobil exerce une influence sur le Sénat américain afin de retarder l'examen du projet de loi censé rendre plus compliquée la levée des sanctions antirusses.

Le 13 décembre dernier, Rex Tillerson, qui était le chef de la société Exxon Mobil, a été proposé par Donald Trump en tant que candidat au poste de secrétaire d'État américain. Il a démissionné de son poste au sein de l'entreprise pétrolière suite à cette décision du président élu américain. sputniknews.com 18.12

Quand les Américains deviennent moins crédules...

- Les hackers ont conduit Trump à la victoire? La majorité des Américains n'y croient pas - sputniknews.com

Plus de la moitié des Américains ne croient pas que les attaques des hackers aient aidé le président élu américain Donald Trump à remporter le scrutin présidentiel, révèlent les résultats d'une enquête réalisée par le Wall Street Journal et la chaîne de télévision NBC News.

À la question « Croyez-vous que ceci a aidé Donald Trump à remporter la présidentielle », 57% des personnes interrogées ont répondu par la négative et 37% par l'affirmative. 6% des sondés sont sans opinion fixe.

Une des questions du sondage portait sur les « relations » entre le président élu américain et le dirigeant russe Vladimir Poutine. 31% des sondés considèrent que les relations entre ces deux personnalités politiques qui ne se sont jamais rencontrées étaient « très amicales », 24% des Américains soutenant le contraire. sputniknews.com 18.12

ACTUALITE EN TITRES

Le régime est entre de bonnes mains jusqu'en mai 2017

- Mailly craint « le choc libéral » de Fillon - LeMonde.fr

Mailly n'a pas craint celui de Hollande puisqu'il reste au PS.

Savez-vous ce qu'ils répondent ? Vous exagérez, minimisant les conséquences de la politique antisociale menée par Hollande et le PS depuis 2012 sur les travailleurs, qui effectivement auraient pu être pire sans la résistance des travailleurs et sans la mobilisation des militants qui combattaient à leur côté, ce qu'ils s'attribuent. Car voyez-vous, dans le fond ils n'ont jamais été animés de mauvaises intentions à leur égard, c'est la situation qui leur a imposé cette politique scélérate, eux ils n'y sont pour rien et c'est leur faire un bien vilain procès d'intention de leur reprocher et la boucle de l'enfumage est bouclée.

C'est le discours ou ce que retiennent les bureaucrates ou permanents pourris des syndicats.

- Cote de popularité du Premier ministre à 51% - AFP

Ou comment légitimer artificiellement Hollande et son gouvernement par un tour de passe-passe...

Décadence et fin de règne.

- Une fillette transgenre en couverture du National Geographic - LeParisien.fr

- National Geographic fait sa Une avec Avery Jackson, une jeune fille transgenre. Et c'est une première - Le Huffington Post

Ils n'ont pas encore trouvé une chienne ou une chatte transgenre, étonnant !

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne

- Espagne: les syndicats mettent la pression sur Rajoy - euronews.com

Mettre la pression d'entrée sur le gouvernement de Rajoy. C'était l'objectif de la manifestation de dimanche à Madrid.

Organisée par les deux syndicats espagnols majoritaires, l'UGT et la CCOO, le rassemblement a mobilisé près de 30 000 personnes selon les organisateurs. Réunis pour obtenir un retour aux droits sociaux d'avant la crise de 2010. "Ces manifestations continueront si nécésssaire. Cela dépend seulement de la capacité du gouvernement à dialoguer, à négocier et passer des accords", prévenu Josep Maria Alvarez, secrétaire général de l'UGT.

Dans le cortège, en plus des syndicats; des représentants de la gauche espagnole, certains membres du Parti socialiste dont Mario Jiménez, porte-parole du parti ou Pablo Iglesias de Podemos.

Côté gouvernement, la ministre du Travail, Fátima Báñez a expliqué attendre que les syndicats s'assoient à la table des négociations. euronews.com18.12

ECONOMIE

UE-Japon

Un accord de libre-échange UE-Japon évoqué pour début 2017 - Reuters

L'Union européenne a annoncé samedi être proche de la conclusion d'un accord de libre-échange avec le Japon, une mesure d'importance pour les deux partenaires après l'élection de Donald Trump qui a promis de retirer les Etats-Unis de l'accord de partenariat transpacifique (TPP).

Un accord pourrait intervenir dès le début de l'année prochaine si le Japon ouvre ses frontières aux produits agricoles européens et si l'Europe s'accorde sur l'ouverture de son marché automobile aux véhicules japonais, a déclaré le chef des négociateurs européens dans un communiqué.

"Ces négociations sont très proches de leur conclusion", a commenté Mauro Petriccione, faisant état de "progrès significatifs" au cours des deux dernières semaines. Le Japon a même évoqué la possibilité d'un accord d'ici la fin décembre.

"Nous allons devoir continuer à travailler dans les prochaines semaines pour parvenir à un accord de principe au début de l'année prochaine", a dit Mauro Petriccione.

Pour l'Europe, cet accord représenterait une impulsion pour son économie mais également une avancée symbolique dans ses négociations commerciales qui ont fait l'objet d'une opposition de certaines opinions publiques.

Pour le Japon, c'est l'occasion de montrer que d'autres partenariats peuvent être conclus alors que Donald Trump a décidé de revenir sur le TPP, dont l'administration Obama a fait un des piliers de la politique américaine en Asie.

Le Japon, troisième économie mondiale, est le sixième débouché commercial de l'Europe tandis que l'UE est le troisième débouché commercial du Japon. Reuters 17.12

Le 20 décembre 2016

CAUSERIE

Enfin une vraie bonne nouvelle, comme cela fait du bien !

J'assume, depuis mars 2011 je combats au côté du peuple syrien, donc je ne pouvais pas passer à côté de la libération d'Alep. C'est aussi notre victoire, celle de tous les peuples luttant pour le droit à l'autodétermination qu'a déserté ce qu'on appelait la gauche et l'extrême gauche.

Autrefois, en s'inspirant des enseignements du marxisme, l'avant-garde du mouvement ouvrier soutenait les pays dominés agressés par un ou des pays dominants quel que soit le régime en place dans les pays dominés.

Depuis la guerre contre l'Aghanistan on a pu observer qu'elle avait tourné le dos à ces enseignements, elle vient une fois de plus de l'illustrer avec la Syrie en traitant de la même manière pays dominés et pays dominants. Leur principe internationaliste fait partie du double langage de leurs dirigeants, mêlant vérités, contrevérités et autocensures pour ne pas contrarier le régime qu'ils soutiennent dont ils ont repris en partie la propagande. En espérant que nos lecteurs n'auront pas été dupes.

Entre les lignes. Lutte quotidienne contre la propagande officielle du régime.

Tombée ou libérée.

- La ville d'Alep est « tombée » regrettait l'AFP, Hollande et le gouvernement français, pas les habitants d'Alep libérés de l'effroyable cauchemar qu'ils ont vécu depuis 2012.

Otage ou assiégé.

- Les habitants d'Alep n'avaient pas été pris en otage par les barbares d'Al-Nosra et Daesh armés par les Etats-Unis et ses alliés dont la France, non, ils étaient "assiégés" par les forces armées de Bachar al-Assad ou de leur propre pays.

La Russie soutient la République arabe syrienne qui combat Al-Nosra et Daesh, alors qui donc la Turquie pouvait-elle représenter ?

- L'opération d'évacuation a débuté jeudi aux termes d'un accord entre la Russie et la Turquie.

Succès diplomatique de la France, vraiment ?

La résolution présentée à l'initiative de la France et rejetée tenait à l'écart les autorités syriennes. Celle adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU hier soir après que la France eut accepté un amendement de la Russie stipulant "que toutes les parties intéressées soient consultées, y compris Damas". Vous avez la réponse à la question posée plus haut.

La dépêche (extrait) de l'AFP falsifiant les faits au profit des autorités françaises.

AFP - A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité a voté à l'unanimité une résolution prévoyant le déploiement rapide à Alep du personnel humanitaire de l'ONU déjà présent en Syrie pour surveiller les évacuations. Un premier signe d'unité depuis des mois entre les grandes puissances mondiales sur le conflit. AFP 19.12

Le rétablissement des faits.

- Alep : les enjeux de l'évacuation - sputniknews.com

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté à l'unanimité une résolution visant à envoyer des observateurs surveiller l'évacuation des dernières poches de résistance dans les quartiers est d'Alep.

Pas de veto russe, comme le craignaient de nombreux observateurs. Il faut dire que cette fois, son texte a fait l'objet de tractations préalables entre la France et la Russie. C'est d'ailleurs la méthode standard au sein de l'Onu quand on souhaite vraiment faire voter les résolutions, méthode qui n'avait pas été appliquée lors de la présentation des derniers projets à l'Onu concernant la Syrie.

Dans la copie présentée au Conseil, amendée, la Russie a obtenu l'ajout d'un paragraphe imposant que toutes les parties intéressées soient consultées, y compris Damas. Un résultat obtenu a prix de négociations jusque tard dans la nuit, qui ont de facto reporté le vote de cette résolution à ce matin, faute pour les ambassadeurs d'obtenir l'aval de leurs capitales. Un point que souligne le général Dominique Trinquant, fin connaisseur de cette institution qu'il a servi à plusieurs reprises au cours de sa carrière:

Même si une partie de la presse tablait ce matin sur « l'incertitude » du vote, rappelant les précédents vetos russes, les différents représentants s'étaient quittés en bons termes. En témoignent les déclarations Vitali Tchourkine, l'ambassadeur russe à l'Onu, qui a estimé dimanche soir qu'il s'agissait « d'un bon texte » et de son homologue français, qui se voulait rassurant. Un optimisme que partageait en début d'après-midi Dominique Trinquant, à notre micro:

« Si François Delattre dit que cela va passer, c'est qu'il a des certitudes, je le connais, il ne s'avancerait pas sans. » Il faut dire que le premier jet de la résolution français avait été recalé par l'ambassadeur russe qui avait jugé le texte « impraticable et dangereux », évoquant « des éléments discutables ». « Déployer des observateurs prend des semaines, penser qu'on peut le faire en deux ou trois jours n'est pas du tout réaliste. » Ce énième projet de résolution survient alors que les combats à Alep touchent à leur fin, une grande partie des quartiers insurgés ayant été libérés par l'armée régulière. De même pour l'évacuation, un grand nombre de civils, de combattants et leurs familles ont déjà été évacués depuis plus d'une semaine. Les images des fameux « bus verts », mis à disposition par Damas dans cette optique, ont d'ailleurs fait le tour des médias. Mais celles de ces mêmes bus verts incendiés par les rebelles ont été moins diffusées.

La résolution étant à présent adoptée, il ne reste plus qu'à savoir si les observateurs des Nations Unies seront en mesure d'arriver avant la fin des opérations d'évacuation entreprises par Damas, Moscou et Ankara. sputniknews.com 19.12

Médias au service de la guerre.

- Syrie-Russie : assez de manipulation et d'imposture médiatiques ! par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 16 décembre 2016

La guerre qui ravage la Syrie depuis près de 6 ans est un sinistre exemple de plus de la désinformation organisée et systématique de la part des tenants du pouvoir des pays occidentaux et de leurs médias aux ordres, menant le monde à toujours plus de barbarie. Et cela, dès le début de ce conflit, présenté comme un « soulèvement populaire » alors qu'il fait partie de ces complots qui finissent en guerres, fomentés et orchestrés de l'extérieur par les USA et leurs alliés (lire : Le jour avant Deraa : Comment la guerre a éclaté en Syrie – La véritable histoire - http://arretsurinfo.ch/le-jour-avant-deraa-comment-la-guerre-a-eclate-en-syrie-la-veritable-histoire/).

Dans son irrésistible et légitime reconquête du pays, ces derniers jours l'armée officielle syrienne soutenue par son allié russe a entamé la reprise d'Alep – seconde ville du pays après Damas – face aux mercenaires djihadistes qualifiés régulièrement par nos médias de « rebelles modérés » – ceux-là mêmes qui égorgent, violent et massacrent les civils quand ils ne les prennent pas pour « boucliers humains » – et à cette heure, la ville semble enfin libérée de ses tortionnaires. Or, que lit-on et qu'entend-on dans ces médias orientés : que la ville d'Alep est « tombée »… une terminologie qui en dit long sur la désinformation !

L'habituelle clique de bobos, tant de droite, de gôôche, du centre que des verts, bien installée dans ses certitudes – les Kouchner, Glucksmann, B-H Lévy, Fabius, Cohn-Bendit, Ayrault, Duflot, Mariton, etc… – qui à longueurs d'ondes nous a rabâché son refrain élimé de « droits de l'homme et blablabla… », falsifiant les faits, les chiffres, relayant la propagande occidentale, mentant sur le quotidien des populations syriennes et ne ratant jamais l'occasion de flamber le président Al Assad, fulmine de cette situation imprévue qui met à mal ses plans sordides, et pousse le ridicule – pour ne pas dire l'abject – à demander l'intervention de Normal 1er – déjà complètement grillé sur ce dossier – à se rendre sur place, à Alep… (...)

(LVOG - Je n'ai pas reproduit la dernière phrase dans laquelle l'auteur de cet article affirmait que Hollande avait commis des "erreurs en ce dossier", alors qu'en réalité il n'a fait que s'aligner sur l'extrême droite néolibérale américaine ou Israël, c'est la même chose, pour finalement déplorer que la diplomatie de la France était "moribonde", ce qui nous réjouirait au contraire, considérant que la France n'existe pas pour nous indépendamment de son régime auquel on ne souhaite pas vraiment une bonne santé puisque nous combattons pour le renverser.

La différence entre l'auteur de cet article et nous, c'est qu'il se situe sur un plan intégrant le capitalisme dans la France, alors que nous nous situons sur le terrain de classe indépendant du prolétariat qui combat pour en finir avec le capitalisme, donc nous nous situons sur des terrains de classe opposés. Nous ne nous réclamons pas de la France telle qu'elle existe ou soumise au capitalisme. Chaque fois que dans un article ou une déclaration son auteur s'exprime au nom de la France, il se situe sur le même terrain que l'auteur de cet article.)

Un siècle après les accords désastreux de Sykes-Picot (1916), la France « sionisée » de l'intérieure, se pense encore au temps des colonies. A tel point que Le Figaro ose proposer à ses lecteurs un referendum leur demandant s'ils sont pour ou contre le maintien de Bachar Al-Assad au pouvoir ! (Souhaitez-vous que Bachar el-Assad reste à la tête de la Syrie, Le Figaro, Mise à jour le 14 décembre 2016). De quel droit ce piètre canard s'autorise-t-il à croire qu'il peut intervenir dans les affaires intérieures d'un pays souverain et que sa voix aurait un quelconque poids ?! C'est d'un grotesque ! Où vont ces médias – Mediapart compris – et leur bande d'affidés avec de telles pratiques ?! Pour qui se prennent-ils ?! Ignorants des réalités des civils syriens et aveuglés par une idéologie qui a déjà produit tant de dégâts et de désastres en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Palestine, au Liban, au Yémen, … que cherchent donc ceux qui s'acharnent contre la Syrie, à moins de vouloir écarter le principal obstacle résistant au projet d'extension sioniste de l'Etat d'Israël ?

Par ailleurs, qu'aurait donc fomenté la Syrie comme plan funeste à l'égard de l'un ou l'autre pays européen pour que ceux-ci s'octroient le droit d'intervenir dans cet Etat souverain ?! Après avoir démasqué les complots qui n'avaient pour seuls objectifs que de s'en approprier les richesses puis les contrats de reconstruction, les cuisants échecs des interventions dans d'autres pays du M-O depuis près de 30 ans ne servent-ils pas de leçon ?! Ce petit monde politico-médiatique va-t-il encore s'obstiner longtemps dans ce réflexe grossier de se croire supérieur à ce qui fut le berceau de nos civilisations, sous le label aisé des droits de l'homme et du droit d'ingérence ?! Quand donc, ces « spécialistes » vont-ils avoir la modestie élémentaire qui convient face à des Etats qui sont millénaires et savent mieux que la plupart d'entre eux ce que le mot « civilisation » recouvre ?! Quand donc ces « experts » autoproclamés auront-ils un vrai respect pour les populations que d'aucuns affirment vouloir soutenir et aider quand tout indique que leurs sordides manœuvres mènent ces dernières au pire et ne sont qu'un encouragement aux multinationales pour piller ces pays en toute impunité ?! (La libération imminente d'Alep a déjà des conséquences géopolitiques inquiétantes pour l'Europe, 12 décembre 2016 - http://www.arretsurinfo.ch/la-liberation-imminente-dalep-a-deja-des-consequences-geopolitiques-inquietantes-pour-leurope/)

Le propos n'est pas d'exprimer ici ou là une admiration inconsidérée pour tel dirigeant plutôt qu'un autre. Le propos est de dénoncer une abjecte propagande anti-syrienne qui dure depuis bientôt 6 ans, en trompant délibérément l'opinion publique occidentale sur le dos de milliers de victimes qui sont allées rejoindre celles des guerres précédentes dont on sait qu'elles étaient déjà orchestrées pour et par les puissances occidentales en tête desquelles, les USA ! Et dont on ne dira jamais assez que les retombées dans nos pays sont les attentats terroristes face auxquels nos gouvernements ne répondent jamais de leurs responsabilités directes !

Il y a quelques années déjà, je soulignais le changement qui s'annonçait par l'usage de plus en plus étendu des moyens de communication. Aujourd'hui, internet permet à un nombre croissant de citoyens de croiser les informations dont certains médias pensent qu'ils ont encore le monopole en continuant à tromper leurs lecteurs et auditeurs. Ce temps-là est révolu, mais d'aucuns ne l'ont pas encore compris. Abonnés des micros qui leur sont tendus et des plateaux-télés où ils ont leurs entrées, certains s'imaginent que le peuple « attend » leur message comme un rai de lumière jeté sur d'obscurs évènements. Qu'ils se ravisent : comme les derniers résultats des élections à travers le monde, les peuples ont appris à réfléchir par eux-mêmes et n'ont plus besoin qu'on leur dise qui croire, pour qui voter, ni comment penser ! Que tous ces prétentieux retournent donc à leurs antres et se fassent discrets, tremblant qu'on les oublie, au risque de devoir un jour rendre des comptes ! Mondialisation.ca 16.12

On comprend mieux maintenant pourquoi et comment Alep a pu être libérée en faisant un minimum de victimes civiles.

- Le rôle des Spetsnaz dans la libération d'Alep par Valentin Vasilescu - Mondialisation.ca, 16 décembre 2016

En libérant la route Castello à la mi-2016, l'armée arabe syrienne a permis l'isolement quasi total de 10 000 rebelles dans l'est d'Alep. Après cinq années de guerre civile, l'armée arabe syrienne a surpris par son niveau d'efficacité maximale prouvé par l'opération de libération de la partie Est de la ville d'Alep. La base de cette efficacité se trouve dans une vaste action de désorganisation de la direction des groupes des mercenaires islamistes menée par les opérations des forces spéciales de l'armée russe, les Spetsnaz. Les Spetsnaz sont directement subordonnés au GRU, le service de renseignement militaire de la Fédération de Russie et disposent de 13000 combattants. 25% seulement des effectifs des Spetsnaz, c'est-à-dire un régiment (45 parachutistes), sept groupes de troupes terrestres (les groupes 2, 3, 10, 14, 16, 22 et 24) et quatre groupes de la Marine (420, 431, 442 et 561), sont autorisés à mener des actions clandestines, loin de la Russie.

Pour agir dans un environnement hostile nécessitant de l'intelligence, la force physique et mentale, la motivation, la capacité de travail en équipe et la prise de décision rapide, l'armée russe a sélectionné pour le contingent de la Syrie trois bataillons de Spetsnaz, autorisés à l'action clandestine qui connaissent parfaitement la langue arabe et les coutumes locales. Durant un an, un bataillon Spetsnaz s'est infiltré progressivement à Alep, dans les zones contrôlées par les rebelles islamistes. Le bataillon des Spetsnaz a été structuré en 30 équipes Alpha, formées de 10 soldats chacune dotées de matériel de communications ayant les dimensions d'une tablette qui permet la communication à voix basse et la transmission de vidéos et de données par satellite dans la bande X (de 7 à 11 2 GHz). Des terminaux similaires existent dans le système russe de collecte et de traitement de l'information C4I (commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement et interopérabilité) que les Russes ont créé en Syrie. Les équipes de Spetsnaz disposent en plus d'appareils de vision nocturne, les exposants, de GPS, de balises, d'émetteurs de faisceaux laser et une multitude de capteurs avec lesquels ils surveillent, en continu, des individus ou des groupes de personnes.

Les activités de recherche par les informateurs (HUMINT) et par les moyens techniques (SIGINT IMINT, MASINT) de l'armée russe ont mené à la conclusion que des sponsors étrangers fournissent des informations (certaines obtenues par satellite ou des drones de reconnaissance) relatives aux faiblesses du dispositif de l'armée arabe syrienne et ses plans opérationnels, à destination de seulement 50 commandants de groupes islamistes à Alep. C'est également par l'intermédiaire de ces commandants que passent le paiement des soldes des mercenaires, la livraison d'armes, de munitions et les instructeurs militaires. C'est la raison pour laquelle les Russes ont décidé de leur élimination physique.

10% seulement des combattants islamistes dans l'est d'Alep sont Syriens, ce qui explique que la population d'Alep, non seulement refuse de collaborer avec eux, mais tentent de fournir, autant que possible, des informations à l'armée arabe

syrienne. Cette réalité sur le terrain a facilité l'infiltration des Spetsnaz et leur présence devenue légendaire dans les quartiers Est d'Alep, où ils ont créé des abris, des points d'observation, et effectué le recrutement de groupes de soutien parmi les civils syriens. En quelques mois, chaque équipe a recueilli des informations sur l'emplacement des membres de la structure de direction, les habitudes et les faiblesses des dirigeants de groupe islamiste tenant les zones d'occupation. Sous prétexte de procurer de quoi manger, certains membres des équipes Alpha Spetsnaz se sont portés volontaires pour participer au creusement des abris et des tunnels destinés à stocker les armes et les munitions des djihadistes. Disposant d'énormes quantités d'euros et de dollars, les membres des équipes Alpha Spetsnaz ont ensuite soudoyé des combattants islamistes de bas niveau pour obtenir des permis de libre passage et la possibilité de travailler dans des ateliers pour la réparation ou l'entretien de véhicules, de blindés ou de matériel de communication. Les djihadistes ont déclaré qu'ils possédaient des camionnettes Toyota Tacoma modernes fabriqués à San Antonio (Texas), dont le moteur de 3,5 litres de 278 chevaux est assisté par un microprocesseur.

Au final, pour de l'argent, de nombreux rebelles sont devenus des informateurs pour les membres des équipes Alpha Spetsnaz. Dans chaque équipe Alpha, il y avait deux spécialistes de réparation et de gestion pour tous les matériels autos et blindés, et trois spécialistes de l'exploitation, la programmation et la réparation de matériels de communication (y compris le déploiement de dispositifs de repérage par satellite et qui permettent d'émettre). L'équipe comporte également trois tireurs d'élite qui sont chargés de guider les attaques de l'aviation par le biais de commandes vocales ou en plaçant des balises ou grâce à des faisceaux laser pointant sur l'objectif visé. Deux autres membres de l'équipe font partie du génie, spécialisés dans la fabrication de système de camouflage intégral, d'explosifs artisanaux et dans le déminage. Tous les membres d'une équipe alpha sont spécialisés dans l'utilisation de tous les types d'armes et sont formés à la manière d'apporter les premiers soins.

Ceci explique le fait que quelques jours avant le début de l'opération de libération de la zone Est d'Alep menée par l'armée arabe syrienne, on a vu apparaitre sur les comptes des réseaux sociaux de la soi-disant opposition syrienne des info sur la liquidation de plus de 10 commandants parmi les plus hauts placés des groupes islamistes, tous abattus avec des fusils de sniper de gros calibre, par des tireurs d'élite Spetsnaz postés à une grande distance de leurs cibles.

Huit autres commandants rebelles ont été tués par l'aviation russe pendant qu'ils parlaient sur les téléphones cellulaires ou par satellite. Les téléphones avaient été « travaillés » au préalable par les équipes Alpha des Spetsnaz de telle sorte que les missiles « intelligents » soient guidés par le signal qu'ils émettent. 12 autres commandants islamistes ont été éliminés par des frappes aériennes sur les voitures ou les blindés dans lesquels ils se déplaçaient dans Alep. Les équipes Alpha des Spetsnaz avaient monté sur ces véhicules des dispositifs miniatures de marquage localisables par satellite. Dans le même temps, des missiles de croisière ou des bombes lancées par l'aviation russe, se fiant aux coordonnées GPS reçues des équipes Alpha des Spetsnaz, pour pulvériser les bâtiments ou les bunkers d'Alep-Est au moment exact où s'y tenaient les réunions de commandements de chefs islamistes.

La veille de l'offensive de l'armée arabe syrienne, des avions russes ont effectué 24 raids et ont bombardé les abris et les tunnels souterrains, laissant les rebelles sans munitions. Les bombes de l'aviation russe ont été guidées par des balises de marquage mises en place par les équipes Alpha. Les activités de ces équipes ont continué pendant l'offensive de l'armée arabe syrienne, transmettant par satellite des informations et des images sur les dispositifs de défense adoptés par les groupes islamistes à Alep, et localisant avec précision les zones de concentration, les moyens de feu. Cela a permis aux avions russes de neutraliser les blindés et l'artillerie des islamistes et syrienne. Ils ont permis à l'armée arabe syrienne de découvrir des couloirs d'infiltration et de les utiliser pour contourner et envelopper leurs points d'appui, réussissant à fragmenter les dispositifs de défense et à détruire chacun d'eux.

Conclusions.

Nous assistons à la transformation militaire des forces spéciales des grandes puissances mondiales, de simples combattants de type Rambo pour devenir des professionnels de haute technologie.

La Russie a démontré qu'elle disposait de forces spéciales, comme les Etats-Unis, et dont le professionnalisme peut changer le sort de la guerre.

Les islamistes en Syrie peuvent être faciles à battre quand ils sont isolés, sans possibilité de recevoir des renforts, de l'argent, des armes et des informations de leurs sponsors externes.

Après cette première tentative réussie, les Russes peuvent infiltrer les équipes Alpha des Spetsnaz en territoire détenu par l'État islamique. Ce qu'ils n'avaient fait jusqu'à présent. Les actions des Spetsnaz ont influencé de manière décisive l'opération de libération menée par l'armée arabe syrienne contre le groupe Etat islamique. Mondialisation.ca 16.12

Format pdf : http://www.mondialisation.ca/le-role-des-spetsnaz-dans-la-liberation-dalep-en-savoir-plus-sur-
httpreseauinternational-netle-role-des-spetsnaz-dans-la-liberation-dalepori2zs3dsxqhvbi7-99/5562927?print=1

Quelques courtes vidéos

"Syriennes" - "Syrians"
https://www.youtube.com/watch?v=EhL8D0wYevo

Libération d'Alep : triomphe pour Damas et ses alliés, tragédie pour l'Occident
https://www.youtube.com/watch?v=fUuVZxvydcU

Vidéo en arabe, mais les images sont parlantes.
https://www.youtube.com/watch?v=fpw3oTDeIyk

« Les centaines de missiles entassés dans leurs caisses en bois ne détruiront plus Alep. Des munitions pour armes lourdes et des missiles anti-char que les terroristes n'auront pas eu le temps d'embarquer dans leur fuite devant l'avancée fulgurante de l'Armée syrienne. Des dizaines de caisses dont les numéros de série montrent qu'elles ont été achetées par le Pentagone en Bulgarie, en Roumanie et en Serbie, en trois transactions entre décembre et juin de l'année dernière. Les missiles Grad sont arrivées à Alep via les ports de Turquie et de Jordanie à travers la brèche d'Al-Ramoussa ; ce qui prouve que l'administration américaine a continué à envoyer des armes malgré l'accord conclu avec la Russie…

Les numéros de série des missiles TOW américains montrent qu'ils sont arrivés des entrepôts de l'Armée US en juin dernier et le « contingent 16 » de l'ASL [la soi-disant Armée Syrienne Libre], entraîné par les USA, n'a pas mieux défendu les missiles d'une valeur de plus de 100 millions de Dollars US, lesquels sont désormais entre les mains de l'Armée syrienne…

La découverte de plusieurs caches d'armes et de missiles dans les sous-sols du vieux Alep témoigne du nombre considérable de transactions conclues durant l'agression contre Alep et des milliards de dollars dépensés pour ravir la ville à la Syrie ». Mondialisation.ca

---

ACTUALITE EN TITRES

Qui sauvera le PS ?

- Une pétition pour arrêter «le massacre» des rats à Paris - LeFigaro.fr

Qui sauvera un régime moribond ?

- Lutte contre la corruption : Transparency France salue "une amorce de changement de culture" depuis l'affaire Cahuzac - Franceinfo

Pour rappel : Transparency International liée à la NED, vitrine de la CIA...

La preuve... du contraire :

Selon que vous soyez puissant ou misérable...

- Christine Lagarde jugée coupable mais sans peine : un régime de faveur ? - Franceinfo

Des politiques s'interrogent sur l'indépendance de la Cour de justice de la République après que Christine Lagarde ait été déclarée coupable de négligence dans l'affaire Tapie, mais non sanctionnée par une peine ce lundi 19 décembre.

- Le FMI apporte sa "pleine confiance" à Lagarde malgré le jugement de Paris - AFP

Double peine

- Le Smic augmentera de 11 euros en janvier, sans "coup de pouce" - AFP

Une nouvelle année sans "coup de pouce": le gouvernement a annoncé lundi une hausse du Smic de 0,93% au 1er janvier, soit une revalorisation de 11 euros net par mois.

Début 2017, le Smic horaire passera de 9,67 à 9,76 euros brut, a annoncé la ministre du Travail Myriam El Khomri aux partenaires sociaux. Un salarié rémunéré au Smic touchera ainsi 1.480,27 euros brut mensuels. Après déduction des cotisations sociales, il recevra 1.153 euros sur son compte bancaire, soit une hausse de 11 euros par rapport à 2016.

Le Premier ministre, Bernard Cazeneuve, a expliqué qu'il ne fallait "pas obérer le redressement des entreprises au moment où la croissance recommence à poindre", et souligné que le niveau très bas de l'inflation "permet malgré tout d'engranger du pouvoir d'achat pour ceux qui sont au Smic".

L'exécutif n'a plus accordé de "coup de pouce" au Smic depuis le 1er juillet 2012. AFP 19.12

Qui en doute encore ?

- La classe politique française est-elle intégralement corrompue ? - Franceinfo

Il reste La voix de l'opposition de gauche, incorruptible, inoxydable, lucide, trop apparemment au goût des militants qui pratiquent la ségrégation ou le sectarisme envers son auteur, ils préfèrent la compagnie des imposteurs, c'est leur droit.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le meurtre de l'ambassadeur russe en Turquie est signé.

Il peut aussi être le fait d'un homme isolé qui a été particulièrement réceptif à la propagande hystérique des médias occidentaux... A suivre.

- Meurtre de l'ambassadeur: «Une tentative de saboter la rencontre sur la Syrie» - sputniknews.com

L'assassinat de l'ambassadeur russe en Turquie intervient à la veille de la rencontre des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la Russie, de l'Iran et de la Turquie au sujet de la Syrie. Ce n'est pas un hasard, estime l'expert militaire Koray Gurbuz dans son commentaire pour Sputnik.

« La Russie, la Turquie et l'Iran souhaitent sincèrement établir une paix stable dans la région. C'est pourquoi les décisions qui seront prises demain seront très importantes. Tout le monde sait que les Américains ont des plans pour la reconfiguration du Grand Proche-Orient. C'est pour réaliser ces plans que la discorde dans la région a été semée », explique l'expert militaire Koray Gurbuz dans son commentaire pour Sputnik.

Dans cette situation, la rencontre à Moscou est très importante, d'autant qu'elle se tient à la veille de la rencontre entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan à Astana, au Kazakhstan, indique M. Gurbuz.

La rencontre à Moscou est un terrain préparatif, seuls les efforts communs de la Russie, de la Turquie et de l'Iran permettent d'espérer un règlement de la crise syrienne, déclare l'expert. Selon lui, l'attaque contre l'ambassadeur russe à Ankara peut être considéré comme une tentative de saboter les contacts planifiés entre ces trois pays au sujet de la Syrie. sputniknews.com 19.12

- Conseiller d'Erdogan: l'ambassadeur russe tué pour saper les efforts russo-turcs à Alep - sputniknews.com

« Le meurtre de l'ambassadeur russe en Turquie visait à ébranler les relations russo-turques qui nuisent aux intérêts occidentaux ».

Et de conclure :

« Certes, l'excellente coopération entre la Turquie et la Russie à Alep aurait pu mettre en colère plusieurs personnes qui ont provoqué cet assassinat. Cependant, ils ciblent la coopération entre les deux pays dans tous les domaines. », a-t-il rajouté. sputniknews.com 19.12

Commentaire d'un internaute :

- "Il est évident que derrière l'assassina ignoble d'Andre? Karlov les ennemis de la Russie libre sont passés à un niveau supérieur dans leurs crimes abjects. Cet homicide, bien préméditée, a certainement beaucoup à voir avec la victoire de Damas et ses fidèles alliés qui ont repris aux terroristes la grande ville d'Alep. En quelque sorte, c'est la réponse du berger à bergères qui, en parallèle, à programmer, le même jour, une attaque au camion-bélié en Allemagne. Une façon astucieuse de détourner l'attention du public et de l'aiguillonner surtout vers l'événement meurtrier qui a eu lieu à Berlin. Quoi qu'il en soit, dans les 2 cas, les "braves journalistes" de BFM TV, Itélé, LCI, France 24, Euros-News, RFI, France Info, France Inter, Le Monde, le Figaro, Libération, Le Parisien etc..... ne manqueront pas, comme d'habitude, d'aborder cette actualité biaisée du terrorisme

durant des heures, des jours, des semaines etc.... en prenant toujours le soin de ne jamais dénoncer les sponsors des terroristes."

Le meurtre d'un ingénieur palestinien en Tunisie est signé.

- Tunis enquête sur le meurtre d'un membre du Hamas - Reuters

Le gouvernement tunisien a jugé possible l'implication d'une organisation étrangère dans l'assassinat jeudi dernier près de Sfax d'un Tunisien que l'organisation radicale palestinienne Hamas présente comme l'un de ses experts en matière de drones. Reuters 19.12

- Le Mossad assassine Muhammad al-Zawahri, ingénieur de la résistance palestinienne - Arrêt sur Info

L'aile militaire du mouvement Hamas, les Brigades Izz ad-Din al-Qassam, a diffusé samedi soir une déclaration confirmant que l'ingénieur aéronaval tunisien Muhammad al-Zawahri, assassiné jeudi en Tunisie, était l'un de ses dirigeants et avait organisé la fabrication de drones pour le mouvement de la résistance islamique. Selon le communiqué, al-Zawahri, âgé de 45 ans, est un « martyr de la Palestine, de la Tunisie et des nations arabes et islamiques ». Toujours selon le communiqué, l'ingénieur aurait été assassiné par le Mossad, et était un des responsables de l'aile militaire du Hamas.

Le Hamas a accusé directement Israël de l'assassinat, en disant que « les mains sionistes lâches ont assassiné le responsable des brigades d'al-Qassam », et a déclaré que al-Zawahri était un « pionnier du printemps arabe et un soutien de la révolution et de la résistance palestiniennes ».

La déclaration souligne que les drones Ababil, le drone développé par l'Iran et fabriqué par al-Zawahri, ont joué un rôle majeur dans la résistance pendant l'offensive militaire israélienne de 2014 sur la bande de Gaza assiégée.

Selon la déclaration du Hamas, al-Zawahri avait rejoint l'aile militaire du Hamas il y a dix ans, en suivant les « exemples connus » de plusieurs combattants arabes et musulmans qui ont lutté contre « l'ennemi sioniste » et défendu la Palestine.

Selon le journal israélien Haaretz, le journaliste tunisien Burhan Basis a déclaré que le Mossad avait mené l'assassinat et que le travail d'al-Zawahri sur les drones pour le mouvement Hamas avait conduit les services de renseignements israéliens à cibler l'ingénieur.

Al-Zawahri aurait été « abattu à bout portant avec six balles, dont trois à la tête, alors qu'il était dans sa voiture », a ajouté Haaretz, ajoutant que les rapports indiquaient que l'assassin était « hautement professionnel et compétent et n'a laissé aucune trace. » Arrêt sur Info 19.12

Etats-Unis Le complexe militaro-industriel-financier est comblé.

- Trump nomme un milliardaire au poste de secrétaire à l'Armée - sputniknews.com

Le président américain élu Donald Trump prévoit de nommer le milliardaire fondateur de la société Virtu Financial, spécialisée dans le trading à haute fréquence, et propriétaire majoritaire des Panthers de Floride, Vincent Viola, au poste de secrétaire à l'Armée des États-Unis, annonce lundi son équipe de transition.

Le président élu des États-Unis se dit heureux, dans un communiqué, de pouvoir compter sur les services d'un homme, « que ce soit par son activité militaire ou son impressionnante performance dans le milieu des affaires, (qui) a prouvé tout au long de sa vie qu'il sait comment être un leader et obtenir des résultats lorsqu'il affronte des défis ».

L'ancien militaire Vincent Viola, par le passé élève de la prestigieuse académie de West Point, a par ailleurs contribué à fonder le Combating Terrorism Center après les attentats du 11 septembre 2001. sputniknews.com 19.12

CAUSERIE

Cette causerie est consacrée à la Syrie. Je ne sais pas si j'aurai le temps aujourd'hui d'actualiser les infos en bref.

On pourrait la dédier à Daniel Gluckstein qui vient d'écrire dans le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs : "*Un journal ouvrier doit-il donner les faits ?*", assurément et ce n'est pas nous qui dirons le contraire, à condition qu'il s'agisse de tous les faits, et pas seulement des faits qu'on a soigneusement sélectionnés pour justifier une ligne politique ou une position.

Sur ce plan le POI et le POID ont publié depuis 2011 un grand nombre d'informations que les autres partis et médias ont censurées, il faut le reconnaître puisque c'est la vérité. Par contre, ils ont continué de caricaturer le chef d'Etat syrien en le présentant comme un horrible dictateur de concert avec l'ensemble de la réaction, dont Hollande et le gouvernement français qui leur seront grè d'avoir repris à leur compte leur propagande. C'est ce double langage ou jeu que nous dénonçons et combattons ici.

Guerre implacable à l'opportunisme qui en versant dans le déni, la désinformation et le mensonge rend un service inestimable au camp de la réaction et de la guerre.

On peut comprendre pourquoi des travailleurs peuvent passer de partis du mouvement ouvrier au FN, ils y sont poussés par les discours adoptés par les dirigeants des partis dits ouvriers que nous condamnons.

Dans la rubrique *Défense du marxisme*, j'ai ajouté un texte de Léon Trotsky rédigé à Coyoacan, le 24 janvier 1940, qui traitait des guerres nationales bourgeoises.

A la suite de ces extraits j'ai ajouté le commentaire que vous trouverez ci-dessous, auquel je rajoute le brouillon que j'avais rédigé la veille qui traite de la même question en apportant quelques précisions. Ayant prévu de publier cette causerie hier, mais ayant manqué de temps pour le faire, depuis j'ai rédigé une troisième partie ou un complément que vous trouverez à la suite, c'est l'analyse la plus élaborée qui nous servira de conclusion pour le moment.

Première partie rédigée le matin du 22 décembre.

En 2011, 140 ans plus tard il ne restera plus rien de ces "leçons extraordinairement instructives" au sein du mouvement ouvrier français (notamment).

Que Kadhafi ait incarné l'unité et la souveraineté de la Lybie, le pays le plus développé du continent africain, qu'Assad ait incarné une république laïque et un des pays les plus développés du Proche-Orient, face à des régimes monarchiques, féodaux, archaïques, de terribles dictatures pratiquant la charia, alors que ces deux Etats indépendants et souverains résisteront à l'impérialisme américain prêt à les détruire, à les disloquer si nécessaire en recourant à une horde de barbares sanguinaires pour parvenir à ses fins, les dirigeants du mouvement ouvrier de tous les partis sans exception reproduiront le discours des représentants de la réaction en présentant leurs chefs d'Etat comme de terribles dictateurs à la tête de régimes tyranniques.

Les dirigeants de tous les tous les partis sans exception du mouvement ouvrier ne tiendront pas compte non plus que Kadhafi et Assad bénéficiaient du soutien de l'immense majorité de leurs peuples. A aucun moment ils ne produiront une analyse sur la situation en Libye et en Syrie sur la base des rapports existant entre les classes dans ces pays en les reliant au développement du capitalisme mondial.

Pire, à l'instar des représentants des puissances occidentales et des médias ils pratiqueront l'autocensure en refusant d'utiliser les arguments ou les faits en leur possession qui leur auraient permis de démonter la propagande de guerre de Washington, Bruxelles et de l'OTAN.

Un grand nombre de commentateurs bourgeois se sont demandés pourquoi contrairement à autrefois quand des pays dominés étaient agressés par des pays dominants le mouvement ouvrier international se mobilisait au côté des pays dominés agressés par des impérialistes, ou lorsque que des pays luttaient pour conquérir leur indépendance ou leur souveraineté, de nos jours il les abandonnait à leur triste sort, sans pouvoir répondre à cette question, puisqu'il leur aurait fallu mettre en lumière que le mouvement ouvrier international était totalement corrompu à quelques exceptions près marginales, et qu'il était complice des impérialistes intervenant militairement en Libye et en Syrie.

En résumé, les dirigeants de tous les tous les partis sans exception du mouvement ouvrier se livreront au double langage habituel, consistant à dénoncer une agression impérialiste tout en reprenant à leur compte les arguments des représentants de l'impérialisme qui la justifiaient ainsi, de sorte que l'ensemble de ces arguments se neutralisaient réciproquement et laissait le champs libre au camp du plus puissant, au camp de la guerre, ce qui explique pourquoi ils se mirent dans une situation qui ne leur permettait pas de mobiliser les masses au côté des peuples libyen et syriens contre ces guerres néocolonialistes, pour peu qu'ils en aient eu l'intention un jour, ce dont on est en droit de douter fortement au regard de cette expérience.

Cette méthode du double langage et jeu était fort pratique ou présentait l'avantage de laisser à chaque militant ou travailleur l'opportunité d'interpréter la situation en fonction de ses intérêts individuels et non en se situant sur le terrain de la lutte des classes, ce qu'ils ignoreront évidemment. Comment, en s'appuyant sur l'un de ces arguments contradictoires de manière à diviser le mouvement ouvrier, à le paralyser, mieux, de sorte qu'aucune tendance ne s'en dégage, ce qui offrirait pas la suite l'opportunité à ses dirigeants de manoeuvrer ou d'instrumentaliser les conclusions de ces guerres à leur profit sans scrupule et pratiquement sans risque, puisque militants et travailleurs n'y ayant rien compris continueront de se faire manipuler. Il suffira d'invoquer la situation en France ou de reporter sur les travailleurs leur propre impuissance ou trahison et le tour sera joué.

Les dirigeants de tous les tous les partis sans exception du mouvement ouvrier ont ainsi trahi le principe de l'internationalisme prolétarien, du droit des peuples à l'autodétermination, et démontré si nécessaire qu'ils avaient bien rompu avec le marxisme et le socialisme dont ils continuent de se réclamer.

En guise de deuxième partie, le brouillon rédigé le 21 décembre.

- Depuis mars 2011 ils ont adopté le même discours ou la même propagande de la réaction sur la Syrie et la Libye.

Ils ont commencé par affirmer que Kadhafi était en train de massacrer son peuple à Bengazi qui aurait manifesté pacifiquement, alors que c'était faux. Ils ont déclaré qu'Assad massacrait son peuple à Deraa, alors que c'était faux.

En réalité Assad tout comme Kadhafi furent confrontés à une provocation armée menée par des salafistes ou des takfiristes recrutés et armés à cet effet par Washington, Riad, Doha, Tel Aviv, Londres et Paris notamment. Ils y répondirent en recourant à l'armée pour la réprimer, parce qu'aucun Etat ne peut répondre à ce genre d'agression armée en distribuant des fleurs ou des cachous. En Syrie pour parfaire l'opération, les Américains firent en sorte que ses mercenaires armés se mêlent à un mouvement social pour que l'armée fasse des victimes parmi les manifestants, pour ensuite pouvoir accuser Assad de réprimer férocement un mouvement pacifiste et justifier une intervention militaire occidentale pour renverser cet ennemi de la démocratie.

Cette falsification des faits était destinée à justifier une intervention militaire des puissances occidentales dite préventive à caractère humanitaire, pour que les populations occidentales y adhèrent et que leurs aventures guerrières soit ainsi légitimées, les médias aux ordres se chargeant du matraquage quotidien pour leur imposer.

De mars 2011 à décembre 2016 les Etats-Unis et leurs alliés, l'OTAN, l'UE, tous les partis de la réaction, tous les dirigeants des partis dits ouvriers et des syndicats, tous les représentants des ONG ont affirmé que la Libye et la Syrie étaient gouvernés par d'horribles dictateurs qui massacraient leurs peuples, alors qu'il s'est avéré que c'était une infâme falsification de la réalité que tous se sont employés à systématiquement censurer.

Etant donné que cet argument devait servir à justifier une intervention militaire des puissances occidentales auprès de leur population dans le but affiché de renverser les chefs d'Etat libyen et syrien, afin d'installer un gouvernement qui appliquerait la politique que leur dicterait l'impérialisme américain, tous ceux qui ont eu recours à cet argument partagent la responsabilité de la destruction de la Libye et de la Syrie et du massacre de ces peuples.

Dès lors, les mêmes partis dits ouvriers pouvaient tranquillement condamner le bombardement de ces pays en recourant au principe de l'internationalisme prolétarien pour couvrir leur ignominie ou se donner bonne conscience.

A la place de Kadhafi ou d'Assad, n'importe quel gouvernement dans le monde aurait réagi de la même manière, un gouvernement ouvrier révolutionnaire également, sans doute plus rapidement et plus férocement encore pour empêcher que la situation ne dégénère ou avant que la réaction internationale n'ait le temps de se retourner.

Tout cela pour dire que tous les partis dits ouvriers ont fait preuve d'un cynisme, d'une hypocrisie criminelle et inutile en s'alignant sur la réaction dans l'affaire libyenne et syrienne, mais aussi irakienne. Pire encore, ils auront ainsi empêché le prolétariat international de partager la victoire du peuple syrien à Alep contre les forces coalisées de la réaction et de pouvoir en tirer la leçon politique qu'il est possible de la vaincre dans chaque pays et à l'échelle mondiale, qu'aucun peuple n'acceptera jamais d'être réduit en esclavage, y compris au moyen de la pire barbarie, et qu'uni il est invincible.

Tous ceux qui ont aveuglément approuvé la politique de ces partis ne peuvent revendiquer la victoire que vient de remporter le peuple syrien, ils sont du côté des vaincus, cela devrait les faire réfléchir s'ils en sont capables.

Nous avons à juste titre dénoncé la conception de la lutte de classe de ces partis dont les discours se résument à de la propagande stérile ou pire encore comme on vient de le voir, au lieu de reprendre la méthode du marxisme basée sur les faits, l'enchaînement des faits, consistant à parvenir à des conclusions politiques à partir de l'interprétation de la situation dans un pays qu'il est impératif de connaître au préalable pour comprendre sur quoi reposent les rapports entre les classes auxquels aucun principe au monde ne peut se substituer.

Ces abominables manoeuvriers ce sont sciemment servis du principe de l'internationalisme prolétarien et du droit des peuples à leur autodétermination pour emmener leurs militants au côté de la réaction à leur insu ou inconsciemment le plus souvent.

Quand les bolcheviks firent la paix de Brest-Litovsk avec l'impérialisme allemand, quand ils matèrent la révolte de Cronstadt, quand ils opérèrent le brutal tournant de la NEP, etc. ils n'avaient pas vraiment le choix des armes pour défendre l'Etat, la révolution prolétarienne, le nouvel Etat ouvrier. La comparaison avec la Libye et la Syrie s'arrête là, vaut mieux le préciser.

Si les braves dirigeants du POI, du POID, du NPA, de LO ainsi que ceux de tous les groupes de militants qui en sont issus avaient vécu à cette époque, ils auraient hurlé à la trahison, ils auraient sans doute été parmi les premiers à capituler en rase campagne devant l'ennemi comme on vient de le voir. Assez d'imposture !

Leur comportement pose une foule d'autres questions politiques qu'on a déjà largement abordées dans de précédentes causeries. Je me suis demandé si les trotskystes avaient réellement adopté une position correcte au cours de la Seconde Guerre mondiale après la mort de Trotsky, je n'en suis plus si sûr que cela. On y réfléchira plus tard, si possible, car je manque cruellement de documentation.

La troisième et dernière partie rédigée entre le 22 au soir et le 23 au matin.

Pourquoi ont-ils caractérisé S.Hussein, M. Kadhafi et Bachar al-Assad de dictateurs, alors qu'ils n'ont pas employé cette expression envers Reagan, Thatcher, Clinton, Bush père et fils, Obama, Cameron, Sarkozy, Mitterrand, Hollande, pour ne citer que quelques-uns des dirigeants occidentaux parmi bien d'autres qui se sont illustrés par des guerres impérialistes, des génocides, des guerres civiles, des famines qui ont fait des millions et millions de morts innocents, pas dans leur propre pays, ceci doit expliquer cela, on ne peut pas couper le bras de ceux qui vous nourrissent, on comprend, en fait les rapports (complaisants ou de soumission) qu'ils entretiennent avec les représentants de ces Etats sont les mêmes que ceux qui ont cours à l'ONU ou au TPI.

Depuis le début ils ne cesseront de présenter complaisamment Assad et le gouvernement syrien sous les pires auspices à l'instar des médias et des représentants des puissances occidentales.

En revanche, à aucun moment ils ne tiendront compte de la structure sociale et du niveau de développement économique de la Syrie et des rapports qui les caractérisent à la fois capitalistes et moyenâgeux, féodaux ou tribaux, de sorte que leur analyse des rapports politiques entre les classes, les institutions ou sur la nature du régime qui en sont le produit, la société syrienne en général, sera faussée pour les avoir appréciés à l'aide d'instruments (principes et valeurs) appropriés pour évaluer la situation des pays économiquement les plus développés.

Dans un pays où l'agriculture et l'élevage occupent encore 50% de la population ou davantage, les masses sont demeurées profondément arriérées et reproduisent les rapports féodaux qui existaient précédemment et qui structurent les rapports sociaux. Ils sont omniprésents à tous les niveaux de la société, ils constituent avec la religion leur fond culturel ou ils fondent leur identité, d'où leur profond attachement à des rites ou des coutumes archaïques, ce que des esprits occidentaux bornés ne peuvent pas comprendre.

Dans ce genre de pays au développement inégal et combiné, où les frontières ont été imposées par différents impérialistes ou à l'issue de guerres, où la majorité ou les trois quart de la population est encoreprofondément arriérée, où le développement économique n'a pas été le produit d'un long processus historique, mais a été largement influencé par l'importation de capitaux en provenance de différents puissances qui sont venus se greffer sur leur économie semi-féodale, de ce fait la lutte des classes n'y a pas joué un rôle prépondérant, ce qui explique la faiblesse du mouvement ouvrier dans ces pays-là, et les rapports entre les classes, l'Etat, sa structure politique et juridique, son appareil de répression, devaient s'adapter à cette réalité, être influencés par l'ensemble de ces facteurs pour garantir leur unité nationale ou assurer la stabilité du régime ou des institutions, leur indépendance ou leur souveraineté sous peine de se disloquer à tout moment.

Il suffit d'occulter ou de nier l'un de ces facteurs pour avoir une vision déformée ou confuse de ces pays-là.

La question était de savoir si on pouvait soutenir ou non la Syrie victime d'une agression impérialiste, sachant que temporairement ou durant la durée de cette guerre cela contribuerait à renforcer le pouvoir de Bachar al-Assad, ce qui devenait impossible dès lors qu'on le présentait comme un dictateur, mais notez bien, non les chefs d'Etat qui avaient déclenché cette guerre contre la Syrie et qui demeuraient respectables ou fréquentables aux yeux de ceux qui refuseraient de soutenir l'Etat syrien indépendant et souverain.

Et que personne ne s'avise à jouer sur les mots, car lorsque Marx et Engels qui luttaient pour une "*Allemagne républicaine unifiée*" soutinrent un moment la Prusse du Hohenzollern, c'était uniquement parce qu'il était engagé dans un processus politique devant conduire à la création d'un Etat national, un Etat bourgeois national qui constituait alors un "*facteur historique progressiste*", aucun militant n'aurait l'idée d'accuser Marx et Engels de s'être compromis, assumant jusqu'au bout leur position.

Marx et Engel firent preuve de discernement et de courage pour tenir et défendre cette position qui fit l'objet d'une polémique, ce qui fait le plus défaut à nos vaillants dirigeants.

Entre une Syrie républicaine unifiée et une Syrie théocratique islamique éclatée, est-il utile de préciser aux lecteurs quelle est celle qui constitue un "*facteur historique progressiste*".

Le courage, c'est comme la générosité, on peut en user tant que cela ne nous coûte rien ou ne vient pas perturber notre

petite tranquillité ou confort.

En guise d'épilogue

Je reproduis un passage de l'éditorial de D. Gluckstein dont je partage la méthode.

Je préciserai qu'il ne suffit pas d'affirmer qu'il faut "*toujours lier le but (la perspective politique) et le mouvement*", faut-il encore que le mouvement soit subordonné au but, sinon cela peut donner lieu à toute sorte de dérives ou à abandonner le but qu'on s'était fixé ou en adopter un autre sans forcément l'avouer.

Il faudrait qu'il nous explique pourquoi pendant des décennies son courant politique s'était employé minutieusement à faire exactement l'inverse. Je ne sais pas ce que vous en pensez (ou si je le sais très bien), mais j'ai comme l'impression qu'avoir soutenu le PS et les appareils corrompus des syndicats n'a pas vraiment servi notre but si on en juge par la situation actuelle ou l'état actuel du mouvement ouvrier et de son avant-garde.

- "*Tel est le sens de la campagne engagée par le Parti ouvrier indépendant démocratique.*

Suffira-t-elle à changer l'ordre des choses ? Évidemment non. Briser la dictature des traités européens et du capital financier, seul un mouvement de millions et de millions pourra l'imposer. C'est de lutte de classe qu'il s'agit.

Mais alors, à quoi sert la campagne politique du POID ? C'est un vieux débat dans le mouvement ouvrier, presque aussi vieux que le mouvement ouvrier lui-même : celui du rapport entre le mouvement et le but.

Il y a toujours eu ceux pour qui seul compte le mouvement, peu importe le but ; limitant l'horizon de la classe ouvrière à la revendication immédiate, ils confortent l'idée que l'ordre social ne changera pas, et que, de ce fait, on ne peut, au bout du compte, qu'accompagner les contre-réformes.

Il y a toujours eu ceux qui, au nom d'un but idéal (mais inatteignable), multiplient les promesses et renoncent à aider au mouvement pratique de la classe ouvrière, seul à même d'abolir l'ordre actuel des choses.

Nous sommes, pour notre part, les héritiers d'un courant qui a toujours lié le but (la perspective politique) et le mouvement."

Il faut en déduire que le POID s'identifie à sa tendance communiste internationaliste et que la Tribune des travailleurs est l'organe de cette tendance. Si ce n'est pas le cas, il y a un gros problème, car il ne me semble pas que les membres du POID issus du PS ou du PCF partagent ni même but ni les mêmes moyens pour l'atteindre que la tendance de D. Gluckstein, du coup on est en droit de se demander quel but ils poursuivent réellement et par quels moyens.

En annexe.

J'ai parcouru quelques numéro d'*Informations ouvrières* dont D. Gluckstein était le directeur de la rédaction en 2011 et 2012, et j'ai relevé de quelle manière son parti présentait le président syrien élu au suffrage universel. Vous aurez compris pourquoi ils ne tenaient pas à ce que je reçoive leur journal...

Lucien Gauthier - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 157 - SEMAINE DU 14 AU 20 JUILLET 2011

- "*Et puis, il y a la Syrie. Alors que le peuple manifeste contre le régime, qui n'hésite pas à réprimer sauvagement, le gouvernement refait le coup de la défense des populations civiles et menace la Syrie.*"

C'était le gouvernement qui menaçait la Syrie, pas les Américains et les monarchies du Golfe...

Lucien Gauthier - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 187 - SEMAINE DU 16 AU 22 FÉVRIER 2012

"*En Syrie, l'armée du régime a, comme à son habitude, violemment réprimé et massacré les manifestants*."

La propagande officielle depuis mars 2011 à décembre 2016...

Communiqué des secrétaires nationaux du POI à propos de la Syrie - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 189 - SEMAINE DU 1er AU 7 MARS 2012

"*Depuis longtemps, le régime syrien opprime et réprime son peuple, avec la complicité des grandes puissances.*"

La même rhétorique péjorative qu'à Washington sur le "*régime syrien*"...

Extraits de la déclaration du secrétariat international de la IVe Internationale sur les menaces de guerre en Syrie et en Iran, à paraître dans le n° 73 de La Vérité

"*Le déclenchement d'une guerre civile signifie que le peuple, pris entre deux feux, est terré, soumis à la violence et la barbarie de tous côtés*."

Là le gouvernement était qualifié de barbare... Entre barbares, laissons-les s'entretuer...

INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 198 - SEMAINE DU 3 AU 9 MAI 2012

"*Qui est en mesure aujourd'hui de répondre aux " aspirations " du peuple syrien ? Ni le régime policier et sa politique de privatisation, ni l'opposition externe qui (…) n'a aucune légitimité… ni les Etats-Unis ni l'Union européenne.*"

La rhétorique de l'OTAN sur le "*régime policier*"... Et en France dites-nous, c'est quoi au juste ? Ce n'est pas un régime policier, ce n'est pas une dictature, pourtant vous avez (depuis) les militaires dans la rue, la police réprime violemment les manifestants, il arrive même qu'elle en tue, la France a occupé la Côte d'Ivoire, la Centrafrique, le Mali... Elle a bombardé l'Irak et la Syrie, elle a appuyé le coup d'Etat fasciste en Ukraine, elle soutient le régime d'apartheid en Israël, c'est quoi au juste, dites-nous, c'est quoi ce régime?

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 203 - SEMAINE DU 7 AU 13 JUIN 2012

- "*A de nombreuses reprises, dans ces colonnes, le régime syrien a été caractérisé comme corrompu, brutal à l'égard de ses opposants, et partisan de la mise en oeuvre des privatisations ordonnées depuis plusieurs années par le FMI.*

Aujourd'hui en Syrie, le peuple souffre. Il y a d'un côté le régime militaire de Bachar el- Assad et de l'autre côté, les « rebelles »."

Ah au fil des semaines, ils étaient passés d'un régime policier à un régime militaire, et au-delà ? Au fait, le gouvernement syrien faisait face à une agression armée, à une guerre, il était en guerre, lui il n'avait jamais déclaré la guerre à aucun pays, on le rappelle des fois qu'il y en aurait qui l'auraient oublié !

Lucien Gauthier

- "*Le régime a toujours réprimé le peuple sans que les grandes puissances n'en disent mot.*"

Quel dommage, sans doute parce qu'elles étaient bien placées pour juger "*le régime*" d'Assad....

Lucien Gauthier - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 206 - SEMAINE DU 28 JUIN AU 4 JUILLET 2012

- "*Le peuple syrien est soumis à ce déchaînement de violence de part et d'autre.*"

Le pays était en guerre messieurs les opportunistes en chef...

François Forgue - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 210 - SEMAINE DU 26 JUILLET AU 1ER AOÛT 2012

- "*D'une manière générale, la presse répète qu'une insurrection armée « libératrice » fait face à un régime sanglant.*

Pourtant, le reportage montre que des « groupes de rebelles » terrorisent eux aussi la population, qui est prise en otage entre le régime actuel et ceux qui réclament sa chute."

Vous aurez remarqué que tout au long de ces articles ils plaçaient délibérément sur le même pied le gouvernement syrien et les barbares de Daesh et Al-Nosra.

François Forgue -

- "*Répression et atrocités s'intensifient des deux côtés*"

Idem, une constante dans l'ignominie digne des porte-parole du Pentagone, bravo !

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 212 - SEMAINE DU 9 AU 14 AOÛT 2012

- "*Pour autant, dans sa majorité, le peuple syrien ne veut ni de l'opposition armée islamiste, ni des Frères musulmans, ni du régime représenté par Bachar al-Assad (qu'il soutient essentiellement par peur du chaos violent que ne manquerait pas de produire sa chute).*"

Même les observateurs de l'ONU, les ONG à la solde des Américains ont dû reconnaître que l'immense majorité des Syriens soutenaient Bachar al-Assad. Ils ont même organisé des sondages qui le confirmèrent à leur grand dam, et je ne parle même par des élections législatives qui l'ont confirmé. Là le POI se faisait faussaire.

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 214 - SEMAINE DU 23 AU 29 AOÛT 2012

- "*Le pouvoir réplique avec la brutalité qui caractérise ce régime.*"

Parce que face à une horde de dizaines de milliers de mercenaires armés en provenance de plus de 83 pays détruisant le pays et mitraillant sa population, la réplique du gouvernement ne devrait pas être brutale. Avec ce genre de dirigeants le tout nouvel Etat ouvrier en Russie en 1917 aurait duré encore moins longtemps que la Commune de Paris (72 jours).

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 217 - SEMAINE DU 13 AU 19 SEPTEMBRE 2012

- "*Derrière le flot continu d'informations délivré par les médias, il apparaît dans les reportages que dans sa grande majorité le peuple syrien ne soutient pas les « rebelles », dont la brutalité n'a rien à envier à celle des forces de répression du régime*"

Parce qu'en plus ils se fient aux "*informations délivré par les médias*"... Tiens donc, les médias diffuseraient des informations, ils ne feraient pas systématiquement dans la désinformation. En guise d'informations, en réalité ils diffusent uniquement la propagande de guerre de l'OTAN, du Pentagone.

Encore une fois, ils accusaient gratuitement ou sans preuve le gouvernement syrien, qui ne faisait que se défendre contre une agression armée il faut le rappeler, d'user de la même "*brutalité*" que les barbares qui égorgeaient des innocents, hommes, femmes et enfants, coupaient des mains, arrachaient des yeux, éventraient des corps en place publique, cruxifiaient, brûlaient vifs des civils innocents, etc.

Partant de là, vous aurez compris que le travailleur sans conscience politique ou le lecteur d'Informations ouvrières ou encore le militant dont le niveau théorique était proche de zéro ne pouvait que donner raison à Obama, Hollande ou Fabius qui avaient décidé d'avoir la peau de l'horrible "*dictateur*" Bachar al-Assad ou de renverser son régime à n'importe quel prix. Après cela tout le reste était du baratin destiné à faire oublier la complicité du POI avec les bourreaux du peuple syrien ou à donner bonne conscience à ses militants, quelle honte, un vrai cauchemar !

On arrêtera là pour aujourd'hui on est pris de nausée ! Les faits, rien que les faits Daniel Gluckstein, vous avez raison.

Au fait, savez-vous qu'environ la moitié des effectifs de l'armée syrienne est morte au combat souvent dans des conditions effroyables, et que depuis ce sont quelque 100.000 travailleurs qui ont endossé l'uniforme pour défendre l'unité et la souveraineté de la Syrie, cela vous cause n'est-ce pas l'unité et la souveraineté de la nation, la République une et indivisible, laïque, alors s'il vous plaît un peu de respect envers ces travailleurs, faites preuve d'un peu de dignité au-delà de vos beaux discours destinés uniquement à galvaniser vos troupes qui ont franchement de quoi douter des intentions de leurs dirigeants.

Pour ne pas faire de jaloux, j'ai retrouvé ce passage qui concernait le NPA.

La palme de l'infâmie reviendra comme il se doit au NPA, qui ira jusqu'à justifier l'armement des barbares qui détruiront la Syrie et se livreront à des actes de cruautés dignes des nazis.

INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 222 - SEMAINE DU 18 AU 24 OCTOBRE 2012

- "*Le numéro 168 de Tout est à nous, l'hebdomadaire du NPA, publie un article consacré à l'appel de Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner à la guerre en Syrie. On peut y lire : « Tout n'est pas faux dans ce texte, loin de là. » L'article poursuit à propos de nos trois va-t-en-guerre : « Ils évoquent à plusieurs reprises l'idée de "livrer des armes à la révolution" en Syrie. On ne saurait pas être contre, à condition toutefois de préciser certaines conditions. Ainsi faudrait-il proposer de livrer avant tout des armes dont les rebelles puissent facilement se servir en toute autonomie, sans tomber dans le besoin d'avoir recours à des "conseillers" (…). Ces conditions étant précisées on pourrait dire : chiche ! »*"

Vous avouerez, le NPA flanqué de Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner, je ne comprends pas comment on peut adhérer à un parti aussi pourri.

Tout cela nous attriste et nous désole profondément.

Mes meilleurs voeux à tous, sans rancune ou arrière-pensées, j'en suis bien incapable.

Le 24 décembre 2016

CAUSERIE

Happy Christmas and New Year !

On a ajouté quelques articles sur la Syrie dans la rubrique *Articles d'actualité*

En oligarchie ou voyage... vers le passé. C'est bien leur objectif.

- Ces drôles de jeunesses qui rêvent d'un nouveau Moyen Âge - Slate.fr

Comment combiner un régime politique avec un système économique en proie à des contradictions qui menacent son existence tout en sachant qu'elles sont destinées à se tendre toujours plus dans l'avenir, sinon en recourant à un régime despotique du type ploutocratique, une sorte de monarchie absolue constitutionnelle reposant sur des traités rédigés par les représentants de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale et adoptés ensuite par des institutions internationales auxquelles sont soumis les institutions nationales qui n'ont plus pour seule fonction que de les faire appliquer contre la volonté des peuples de grès ou de force.

Au fait, Charlie, cela ne vous dit rien, ça y est, vous avez compris pourquoi ? Bravo !

Vous aviez affirmé qu'il existait en France un consensus entre LR et le PS pour faire porter aux travailleurs les conséquences de la crise du capitalisme, ce qui est exact sans pour autant constituer une nouveauté, puisqu'il existait depuis plus d'un siècle pour assurer la stabilité ou la survie du régime...

Aussi est-il étrange que vous ne perceviez pas celui qui existait sur la Syrie, dont le chef d'Etat et le régime étaient systématiquement présentés comme tyranniques, sanguinaires et j'en passe et des meilleurs. Que cette présentation ait été largement exagérée et frauduleuse ne vous aurait pas effleuré l'esprit un instant, ce qui pose un problème. Car on ne peut pas le croire, pour la bonne raison que : soit vous avez fourni des éléments sur la situation en Syrie qui prouvait justement le contraire, soit vous les avez lus dans des articles publiés par des portails dont vous connaissiez forcément les adresses.

En adoptant ainsi la propagande officielle au lieu de vous en tenir aux faits ou à la réalité, vous avez repris à votre compte le principal argument avancé par l'impérialisme américain et ses alliés pour justifier l'armement des barbares oeuvrant à la destruction de la Syrie et au massacre de son peuple.

C'était un parti pris de votre part, conscient, de ne pas faire preuve de discernement ou de manquer de mesure.

La situation en Syrie ne correspondant pas à ce que vous auriez souhaité qu'elle fut au début de cette guerre, et ne pouvant pas non plus correspondre à ce que vous auriez souhaité qu'elle soit à l'issue de cette guerre, par conséquent vous avez adopté la posture la plus confortable en colportant celle propagée par la majorité qui détient le pouvoir et les médias, de sorte, et là on vous rassure, personne ne vous reprochera d'avoir dérogé à ce consensus.

Autrefois vous pouviez raconter ce que vous vouliez aux militants ou aux travailleurs et leur faire croire pratiquement n'importe quoi , ils n'avaient pratiquement aucun moyen de vérifier la véracité de vos assertions. Dorénavant, depuis qu'Internet s'est développé ce n'est plus possible, on est en mesure de vous prendre en flagrant délit de falsification de la réalité et de le prouver sur le champ à l'aide d'informations sourcées, publiques, vérifiables.

Quelle crédibilité peuvent revendiquer des gens qui adoptent les mêmes discours que Bush, Obama, Cameron, Erdogan, Sarkozy, Hollande, l'UE, la CIA, le Pentagone? Qui sont les tyrans, qui ont agressé ou envahi une dizaine de pays en Afrique et au Proche-Orient depuis 2001, la Syrie, la Russie, l'Iran, qui ? Qui a créé ces monstres de cruauté que sont les talibans, Al-Qaïda, Daesh, Al-Nosra ? Qui soutient la confrérie des Frères musulmans, qui soutient les pays régis par la charia et

l'idéologie wahhabite diffusée partout dans le monde et que partagent les djihadistes barbares, qui ? Qui plannifie ou supervise des attentats terroristes en Europe et ailleurs dans le monde ? A toutes ces questions, une seule et unique réponse : Les mêmes.

Est-il encore utile de rappeler que la priorité ou la tâche du moment pour le peuple syrien était de chasser du pays l'envahisseur, les mercenaires armés qui l'avaient envahi, et qu'ensuite les masses laborieuses poursuivraient leur lutte de classe pour obtenir davantage de droits politiques et sociaux en posant la question du gouvernement ouvrier et paysan...

Il y en a qui se bercent d'illusions et qui croient que ce serait possible du jour au lendemain, sans que le pays et le mouvement ouvrier se développent, sans un véritable parti révolutionnaire, ils font fi des conditions objectives et subjectives qui n'existent pas, peu importe, ils les inventent !

Leur discours en apparence radical cache mal une autre réalité peu à leur avantage, à savoir que dans un pays comme la France où les conditions objectives existent, ils ne sont pas foutus de réunir les conditions subjectives pour envisager sérieusement le renversement du régime en place déjà largement ébranlé et discrédité ou qui ne tient que justement parce que les conditions subjectives ne sont pas mûres ou pourrissent sur pieds du fait de la corruption des partis ouvriers.

Ne soyons pas dupe, quand ils gueulent qu'il faudrait renverser le régime du dictateur syrien, c'est pour faire oublier leur incurie politique en France. S'il n'existe pas plus aujourd'hui qu'en 2011 une force pour renverser Assad, comment expliquer que cela vaut également pour la France sans dévoiler leurs propres contradictions. A suivre.

Maintenant, je ne suis ni borné ni sclérosé, je veux bien croire tout ce qu'on veut, mais uniquement sur la base des faits en les situant dans le développement de la situation.

Jusqu'en 2014, j'ai publié plus de 1200 articles sur la Syrie et depuis j'ai dû en lire autant. Si Assad était réellement un dictateur, je pense que je m'en serais aperçu et je ne vois pas vraiment quel intérêt j'aurais à le nier si tel était le cas, à moins qu'on n'ait pas tout à fait la même définition d'un dictateur, ce qui est possible aussi. Mais la question n'est pas là à mon avis. Qu'il soit un dictateur ou non était secondaire dans la situation actuelle en Syrie.

La question était plutôt de savoir comment serait perçu par les travailleurs et les militants la manière dont on le présenterait et si cela servirait ou non le combat que nous menons au côté du peuple syrien et de la classe ouvrière en France.

En le présentant comme un dictateur à l'instar de Sarkozy, Juppé, Hollande, Valls, Fabius et Le Drian, etc. les travailleurs et les militants pourraient en déduire que nous partageons également la politique qu'ils ont menée sur la Syrie, et que bombarder Damas aurait été légitime, ce qu'au passage le NPA ira jusqu'à déclarer. Cela pourrait justifier l'envoie d'armes aux barbares caractérisés de rebelles par le gouvernement français, donc cela irait très loin, il fallait en avoir conscience avant d'adopter un tel discours, comme avec la Libye.

Et puis évidemment par la suite, pour peu qu'Assad libère la Syrie de ces mercenaires et reste au pouvoir, qu'il organise de nouvelles élections et qu'il soit plébiscité une nouvelle fois par le peuple syrien, il faudrait qu'on explique aux travailleurs et aux militants comment un dictateur avait-il pu réussir ce tour de force. Sans parler des révélations qui vont suivre dans les semaines et mois à venir, le retournement de situation entraînant un changement de discours radical de tous ceux qui l'avait présenté comme un tyran sanguinaire, ils lâcheront l'armée de mercenaires qu'ils avaient engagés pour faire leur sale besogne et parmi eux il s'en trouvera pour lâcher le morceau comme l'on dit. Et une fois le pays plus ou moins sécurisé, des journalistes, des diplomates, des personnalités en tous genres vont se rendre en Syrie, parmi lesquels il y en aura encore pour se livrer à des confidences, etc.

Bref, tous ces éléments ou témoignages tendront à présenter Assad comme une brave chef d'Etat légitime ayant vaillamment défendu son pays et son peuple, de sorte que tous ceux qui avaient soutenu le contraire pendant des années se trouveront totalement discrédités aux yeux des travailleurs et des militants pour avoir été les complices des ennemis de la Syrie et du peuple syrien. Vous nous permettrez de ne pas avoir eu envie d'en faire partie.

Si maintenant on ne le présentait pas comme un dictateur ou si on faisait passer cet élément au second plan, cela nécessitait d'expliquer pourquoi, cela nécessitait un peu de courage pour affronter la propagande officielle ou l'idée dominante parmi la population, ce qui en soi n'était pas réellement un problème insurmontable au regard de l'argumentation grotesque avancée par le gouvernement français et son relais médiatique, qui ne reposait que sur une interprétation de faits tronqués ou fabriqués, sur des témoignages frauduleux provenant de personnes qu'il avait mis en place ou sélectionnés pour justifier sa politique. Comment croire sur parole un chef d'Etat ou un gouvernement "ami" de l'Arabie saoudite, du Qatar ou de la Turquie ? Franchement, un peu de sérieux.

Et puis, il était d'autant plus inexcusable de se faire les relais du discours officiel, que le gouvernement, les partis institutionnels et les médias faisaient déjà l'objet d'un profond rejet par la majorité des travailleurs, donc finalement rien ne justifiait de s'aligner sur leur discours, sinon des intentions inavouables.

Syrie, dans le camp du peuple syrien.

- Un habitant d'Alep : "Alep n'est pas tombée, Alep est libérée" - (Valeurs Actuelles - 23.12)
http://www.dailymotion.com/video/x563slv_un-habitant-d-alep-alep-n-est-pas-tombee-alep-est-liberee_news

Syrie. Vahan Vaghian habite à Alep. Au milieu des ruines de la ville syrienne, qu'il considère libérée des djihadistes grâce à l'armée gouvernementale, il adresse un message aux médias occidentaux : "Regardez ce qui arrive à cause de ceux que vous appelez 'rebelles modérés' ".

C'est la fin de la bataille d'Alep. Hier soir, l'armée arabe syrienne a repris le contrôle de la deuxième ville du pays. Les médias français et occidentaux titrent en chœur : le revers est cinglant pour les "rebelles", les "insurgés" qui se battent contre les forces du régime.

"Comment pouvez-vous dire qu'Alep est tombée ?"

Dans la ville, où peu de journalistes mettent les pieds, les habitants ont souvent une autre interprétation de ce tournant de la guerre en Syrie. Vahan Vaghian fait partie de ceux-là. Ce Syrien arménien de 23 ans étudie la littérature anglaise à l'université d'Alep. Jusqu'à l'offensive du régime, il habitait à 50 mètres de la ligne de front.

Filmé par le responsable de mission SOS Chrétiens d'Orient en Syrie, il contredit en grande partie le discours véhiculé dans les médias occidentaux. Alep est tombée sous les coups de canon de Bachar al-Assad ? "Alep n'est pas tombée, Alep est libérée" répond le Syrien. "Si vous ne le croyez pas, vous devriez venir ici et voir de vos propres yeux les gens fêter sa libération. Comment pouvez-vous dire qu'Alep est tombée ?"

Pour venir à bout des islamistes qui occupaient la ville, le régime syrien l'a bombardée et transformée en champ de ruines. Mais Vahan Vaghian fait porter cette responsabilité aux djihadistes qui l'occupaient :

A quoi vous attendiez-vous ? C'est la guerre. Nous sommes tristes que la ville soit détruite, mais tout sera reconstruit. Les parties de la ville qui sont détruites étaient aux mains des djihadistes, et l'armée a tout fait pour les récupérer. Nous ne pouvons pas reprocher [cela au gouvernement], parce que ces djihadistes voulaient détruire nos vies. Ces djihadistes nous bombardaient aussi, il était normal que l'armée réponde !

Dans une rue dévastée d'Alep, il adresse un message amer aux Français : "Vous les appelez 'rebelles' ou 'rebelles modérés', regardez ce qui arrive quand vous les appelez ainsi". Et de conclure : "Alep est une ville libre désormais, libérée des djihadistes". valeursactuelles.com 23.12

- Alep : l'ancien ambassadeur britannique en Syrie démonte la propagande occidentale (BBC)
https://www.youtube.com/watch?v=sRjAQYXiQso

- Alep : une foule en liesse célèbre Noël pour la première fois depuis 5 ans (22.12)
https://www.youtube.com/watch?v=2ufHJ57I1Zo

Quand ils ne peuvent plus cacher la vérité

- OMS : la «générosité de la Russie» envers les citoyens syriens est «impressionnante» - Arrêt sur Info

La reprise des évacuations à Alep-Est et dans les villages chiites au nord d'Idleb a été constatée sur le terrain. La représentante de l'Organisation mondiale de la santé a de son côté salué le soutien apporté aux Syriens par la Russie.

«J'ai été impressionnée par la générosité et le soutien fournis par la Russie à un moment où les [citoyens syriens] en avaient le plus besoin», a déclaré à l'agence russe RIA Novosti Elizabeth Hoff, la représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Damas.

La reprise des évacuations n'a pas été officiellement annoncée le 19 décembre mais, sur le terrain, les convois semblent reprendre de manière continue, annonce l'agence Reuters. rt.com - Arrêt sur Info 19.12

Confidence accablante.

- Interview de Peter Ford, ancien ambassadeur britannique en Syrie, le 21 décembre 2016 (BBC Radio 4) - Arrêt sur Info 23.12

Extraits.

Peter Ford : Nous nous sommes accrochés bien trop longtemps à l'illusion selon laquelle la soi-disant opposition modérée allait vaincre Assad. C'est maintenant évident avec la reconquête d'Alep par le gouvernement, il faut cesser de nous voiler la face et nous devrions regarder la réalité telle qu'elle est : Assad ne sera pas renversé par la force des armes ni à la table des négociations...

Journaliste : Mais comme nous le savons, pour beaucoup de dirigeants occidentaux, le règlement politique de la situation ne laisse pas de place à Assad.

Peter Ford : Oui, mais c'est absurde. C'est vraiment absurde. Assad contrôle maintenant plus de 80% des zones habitées de Syrie. Il n'y a aucune raison pour que dans les mois à venir, lui et ses forces ne reprennent pas les 10, 15 voire 20% restants. Il sera alors le maître absolu du pays. Bien sûr, il y aura toujours des groupes mécontents de la situation. Mais dans toute l'histoire écrite de l'humanité, y a-t-il eu une seule guerre civile d'une telle durée après laquelle tout le monde ait été satisfait d'un dirigeant ? Il n'y a pas de [Nelson] Mandela syrien. Il n'y a aucun [autre] dirigeant. Pouvez-vous me nommer ne serait-ce qu'un chef de l'opposition qui pourrait assumer le rôle d'Assad ? C'est absurde. C'est grotesque. Boris Johnson et Theresa May ont perdu contact avec la réalité. (...) Quand allons-nous nous réveiller ?.

Peter Ford : Ecoutez, ce soir, il y a un sapin de Noël et des festivités au centre d'Alep. Je pense que si Assad était renversé et que l'opposition était au pouvoir, vous ne verriez pas de sapin de Noël à Alep. La diabolisation du régime a pris des proportions grotesques. Même pour la fin de ce conflit avec les bus [d'évacuation] verts. Il n'y avait pas de bus verts à Gaza. Il n'y avait pas de bus verts lorsque l'OTAN bombardait la Yougoslavie sans merci. Cette campagne d'Alep est menée, dans ses dernières étapes, avec une certaine humanité. Ce n'est pas à la débâcle de l'humanité qu'on assiste, contrairement à ce que prétendent certains, mais à la débâcle de la rationalité. Où se trouvent les moindres preuves des prétendues atrocités, de Guernica, des massacres, du génocide, de l'Holocauste ?

Journaliste : En attendant, il y a certes des critiques contre les deux côtés, oui, mais vous vous opposez violemment à énormément de figures de premier plan dans les gouvernements du monde, selon lesquelles, et je terminerai là-dessus, qu'il n'y a pas de place pour le Président Assad dans la Syrie de demain...

Peter Ford : C'est vraiment être aux antipodes de la réalité. Qui mettraient-ils donc à la place d'Assad ? Persister à vouloir renverser le régime en Syrie comme nous l'avons fait ailleurs, en Irak, en Libye, ne mène qu'à plus de souffrance chez les simples citoyens. Arrêt sur Info 23.12

Dans le camp des ennemis du peuple syrien.

La défaite est dure à avaler.

- Alep, un désert de ruines et une citadelle fantôme - euronews.com

- Les images qui témoignent de la violence «inouïe» des combats à Alep - LeFigaro.fr

- Le Trésor américain place sur sa liste noire des ministres syriens - LeMonde.fr

Vous avez dit confusion, aveuglement dogmatique, cerveau sclérosé.

- Yvan Lemaitre (Démocratie révolutionnaire - NPA) - Lettre n°13 du 23 décembre 2016

- "La tragédie d'Alep suscite, à travers le monde, émotion et révolte non seulement contre les bourreaux du peuple syrien mais aussi contre leurs complices qui s'indignent, cyniques et impuissants, pour mieux faire oublier tant leur abandon du peuple syrien que leurs propres crimes en Irak, à Mossoul, en Afghanistan ou au Yémen."

Ici "les bourreaux du peuple syrien" ne peuvent être que les barbares d'Al-Nosra puisque les puissances occidentales ne sont pas les "complices" d'Assad, n'est-ce pas ? Et que dit Yvan Lemaitre, qu'elles seraient impuissantes, qu'elles auraient oublié le peuple syrien, vraiment ? En nous, il aurait mieux valu, cette guerre n'aurait jamais eu lieu ou elle serait terminée depuis longtemps. Quel crétin !

Les puissances occidentales ne sont pas demeurées les bras croisés ou impuissantes, puisqu'avec leurs alliés saoudien, qatari, turc, israélien, etc.elles ont recruté, financé, formé, encadré, équipé, armé ces mercenaires sanguinaires qui dévastent la Syrie depuis 2011, dites-donc pour des "impuissants" elles ont plutôt fait du "bon boulot" en Syrie pour parodier Fabius. Sans oublier les sanctions qu'elles ont adoptées contre la Syrie, qui n'ont fait qu'aggraver les conditions de vie du peuple syrien.

Bref, il faut donc en déduire qu'elles n'en ont pas fait assez et qu'il aurait été préférable qu'elle réédite leur exploit en Libye.

Voilà la signification politique de ce genre de discours réactionnaire.

La crasse ignorance du gauchiste le conduit à adopter le discours de la réaction et à se retrouver à ses côtés.

- « Je pense qu'avec la libération d'Alep, on dira que la situation a changé, pas seulement pour la Syrie, pas seulement pour la région, mais pour le monde entier, il y aura un avant et un après la libération d'Alep » a pu déclarer avec cynisme le dictateur sanglant de Syrie.

On interprétera l'aveu suivant comme une sorte de testament politique du NPA.

- "Nous avons besoin de nous dégager des effets de mode, analyses superficielles, qui confondent l'écume avec le mouvement de fond. "

A quoi servent l'ONU et les ONG ou quand un paradis fiscal dépose une résolution à l'ONU contre les libérateur d'Alep.

- L'ONU se prépare à constituer des dossiers sur des crimes de guerre en Syrie - LeMonde.fr

L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé mercredi 21 décembre une résolution visant à créer un groupe de travail sur les crimes de guerre en Syrie. Ce groupe aura pour mission de constituer les dossiers nécessaires à l'éventuelle poursuite en justice des responsables.

La résolution, proposée par le Liechtenstein et parrainée par 58 pays dont la France, a été approuvée par 105 votes contre 15, avec 52 abstentions, sur les 193 Etats membres de l'Assemblée. « Nous faisons enfin un pas significatif en direction des attentes que nous avons déçues si longtemps », a déclaré Christian Wenaweser, ambassadeur du Liechtenstein auprès des Nations unies.

La Syrie dénonce l'initiative

La préparation des dossiers se fera en collaboration avec la commission d'enquête des Nations unies mise en place dès 2011. Celle-ci a déjà soumis plusieurs rapports détaillant les atrocités commises depuis le début d'un conflit ayant déjà fait plus de 310.000 morts. Ce travail de collecte de preuves et de documents est mené en parallèle par des ONG.

« Les auteurs savent désormais que les preuves de leurs méfaits seront rassemblées pour qu'arrive plus rapidement le jour où ils se retrouveront dans le box des accusés », s'est réjoui Balkees Jarrah, de Human Rights Watch.

L'ambassadeur syrien aux Nations unies, Bachar Jaafari, a dénoncé cette initiative, la qualifiant « d'intromission flagrante dans les affaires internes d'un Etat membre de l'ONU ». La Russie et la Chine, toutes deux alliées du régime de Bachar Al-Assad, ainsi que l'Iran se sont opposés à l'adoption de la résolution. LeMonde.fr 22.12

Comment l'Etat sioniste à "instituer un discret canal de communication" avec les barbares de Daesh et Al-Nosra en Syrie qu'il soutient

- Plus de 2600 blessés syriens accueillis dans des hôpitaux israéliens - lefigaro.fr

Chaque nuit ou presque, des combattants rebelles et des civils franchissent la clôture sécurisée qui traverse le plateau du Golan pour être transférés vers les hôpitaux de Safed, Nahariya, Tibériade et Haïfa. La plupart y resteront jusqu'à ce que l'amélioration de leur état de santé permette de leur faire retraverser la frontière.

«Nous ne leur demandons pas d'où ils viennent, pour qui ils se battent ou ce en quoi ils peuvent nous être utiles», assure le colonel Alon Galsberg, qui dirige le service de Santé des armées dans le nord d'Israël. Pourtant il n'est pas interdit de penser que l'État hébreu tire un bénéfice indirect de cet engagement. L'armée en aurait profité pour instituer un discret canal de communication avec les factions rebelles établies sur le versant syrien du Golan, dans l'espoir de préserver le calme à sa frontière mais aussi de «gagner les cœurs» de la population syrienne». lefigaro.fr 21.12

La fabrication de preuves en panne.

Enquête non conclusive sur l'attaque d'un convoi de l'Onu près d'Alep - Reuters

Le convoi humanitaire de l'Onu attaqué le 19 septembre dernier près d'Alep, en Syrie, a été la cible d'une frappe aérienne, selon les conclusions de l'enquête menée par les Nations unies qui notent cependant qu'il est impossible de dire qui en est l'auteur et s'il s'agit d'une attaque "délibérée".

Au moins dix personnes ont été tuées et 22 autres blessées dans l'attaque contre ce convoi de l'Onu et du Croissant-rouge arabe syrien à Ourem al Koubra qui a également détruit 17 camions.

Selon un résumé remis mercredi au Conseil de sécurité par les services du secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, le rapport d'enquête indique que "bien que l'incident ait été provoqué par une attaque aérienne, il n'a pas été possible d'en identifier le ou les auteurs".

Les enquêteurs font cependant observer que seuls les forces gouvernementales syriennes, les Russes et la coalition sous commandement américain disposent de moyens aériens, au contraire des forces de l'opposition, et ajoutent qu'il est "hautement improbable" qu'un avion de la coalition US ait été impliqué dans cette attaque.

A Washington, des responsables américains ont exprimé leur conviction que l'aviation russe était mêlée à cette attaque. La Russie a démenti et le ministère russe de la Défense a affirmé qu'un drone américain se trouvait dans le secteur au moment de l'attaque. Reuters 22.12

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse ou la vie.

- Le Dow Jones finit à un record à Wall Street - AFP

Président par défaut, quelle importance en oligarchie...

- François Fillon a-t-il pris un mauvais départ ? - Franceinfo

L'état de grâce a été de courte durée pour François Fillon. Trois semaines après sa désignation, le candidat de la droite est sous le feu des critiques. Franceinfo

- Présidentielle 2017 : François Fillon a-t-il déjà gagné ? - Yahoo Actu

55% des Français pensent que le candidat Les Républicains va l'emporter mais seulement 28% le souhaitent. Laurent Joffrin, directeur de la rédaction de Libération, nous explique pourquoi ces sondages ne sont pas si contradictoires que cela. Yahoo Actu

Comment faire monter la sauce Macron

- Emmanuel Macron ferait un meilleur président que François Fillon pour 55% des Français - Franceinfo

Selon un sondage Odoxa pour franceinfo révélé vendredi.

- Macron personnalité politique de 2016, devant Fillon - AFP

Emmanuel Macron est la personnalité politique de 2016, devant François Fillon, selon un sondage Elabe publié mercredi...

Plus va-t-en-guerre que moi tu meurs !

- François Hollande : « Le budget de la défense a déjà été augmenté tout au long du quinquennat. » - Zap Politique

- Élue, Marine Le Pen commanderait un deuxième porte-avions - L'Express.fr

- Valls pour un budget de la défense à 2% du PIB face au terrorisme - AFP

Vive l'Etat policier !

- Police: large soutien à la réforme assouplissant la légitime défense - AFP

Xénophobie ordinaire et amalgame facile.

- Front national : Le Pen, Poutine et... les millions - LeParisien.fr

- Présidentielle : un parlementaire américain réclame une enquête sur les liens entre Vladimir Poutine et Marine Le Pen - Franceinfo

- Financement du FN : le rapprochement Le Pen-Moscou inquiète Washington - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

- L'Italie vote 20 milliards d'euros pour les banques - Liberation.fr

Le Parlement a voté un plan d'aide alors que la Banca Monte dei Paschi di Siena, la plus vieille banque du monde, suscitait mercredi de nombreuses interrogations. Liberation.fr

Etats-Unis

- Trump fait appel à Carl Icahn et à un contempteur de la Chine - Reuters

Donald Trump a nommé le milliardaire et homme d'affaires américain Carl Icahn conseiller spécial chargé de la simplification des "règles excessives" qui pèsent sur les entreprises américaines, a annoncé mercredi son équipe de transition.

Le président élu, qui prendra ses fonctions le 20 janvier prochain, a par ailleurs désigné l'économiste Peter Navarro, qui préconise une ligne dure face à l'expansion de la Chine, à la tête du Conseil du commerce national, une structure nouvellement créée dépendant de la Maison blanche.

Carl Icahn, qui est âgé de 80 ans, ne sera pas rattaché à l'administration fédérale et n'aura non plus de missions spécifiques mais interviendra en tant que conseiller spécial sur des domaines comme la régulation financière ou les règles environnementales. Il ne sera pas rémunéré pour ses conseils, a précisé un membre de l'équipe Trump.

"Il est temps de nous libérer de la régulation excessive et de laisser nos entrepreneurs faire ce qu'ils font le mieux: créer des emplois et soutenir les communautés", souligne Icahn dans un communiqué diffusé par l'équipe de transition.

Icahn, qui juge que la loi bancaire Dodd-Frank adoptée en 2010 est allée "trop loin" dans les normes imposées à Wall Street, a également exprimé son opposition aux obligations réglementaires en matière d'énergies renouvelables.

Ses préconisations seront surveillées de près, Icahn détenant notamment des parts dans l'assureur American International Group et dans les raffineries CVR Energy

Lors de la campagne électorale, Trump avait soulevé l'idée de lui confier le soin de négocier de meilleures relations commerciales avec la Chine. Ce dossier sera suivi de près par Peter Navarro, qui va prendre la tête d'un nouveau Conseil du commerce national auprès de la Maison blanche.

Agé de 67 ans, cet économiste qui fut conseiller de Trump durant la campagne prône une redéfinition des relations commerciales et politiques avec la Chine.

Il est l'auteur de plusieurs livres, dont un essai au titre limpide, adapté ensuite en documentaire, "Death by China: How America Lost its Manufacturing Base" (La mort provoquée par la Chine: comment l'Amérique a perdu sa base industrielle), dans lequel il décrit la menace chinoise sur l'économie américaine et l'ambition de Pékin de devenir la puissance économique et militaire dominante en Asie.

Un "visionnaire" qui sera à même de "mener des politiques commerciales qui réduiront notre déficit commercial, porteront notre croissance et contribueront à stopper l'exode des emplois loin de nos côtes", dit de lui l'équipe Trump dans le communiqué annonçant sa nomination.

Navarro défend également un engagement accru des Etats-Unis avec Taïwan que la Chine interdit à ses partenaires de reconnaître diplomatiquement et appelle à remettre en cause le "principe de Chine unique" défendue par Pékin, sans pour autant proposer de reconnaître Taïwan. "Il n'est pas nécessaire de titiller inutilement le panda", dit-il.

Sa nomination pourrait accentuer l'inquiétude de Pékin, déjà troublé depuis que Trump a rompu le mois dernier avec une tradition établie depuis 1979 aux Etats-Unis en faisant savoir qu'il s'était entretenu par téléphone avec la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen et en s'interrogeant à voix haute sur la pertinence de la politique de "Chine unique".

"J'ai lu il y a quelques années un des livres de Peter sur les problèmes commerciaux de l'Amérique et j'ai été impressionné par la clarté de ses arguments et l'exhaustivité de ses recherches. Il a consigné de façon visionnaire les torts infligés par la mondialisation aux travailleurs américains et dégagé une voie pour rétablir notre classe moyenne", a déclaré Trump. Reuters 21.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Le travail du dimanche concerne 18% des salariés - AFP

Quelque 18% des salariés, soit 4,2 millions, ont travaillé au moins un dimanche par mois en 2015, et ce travail était souvent associé à celui du samedi et à des horaires tardifs, selon des données du ministère du Travail publiées vendredi.

En moyenne sur l'année 2015, 21% des actifs occupés (18% des salariés, 37% des non-salariés, soit 5,3 millions de personnes) ont travaillé au moins un dimanche par mois, sur leur lieu de travail, à leur domicile ou ailleurs. Environ 12% des salariés ont travaillé au moins deux dimanches.

Les employés sont les plus concernés (24%), "en raison notamment de leur place dans les activités de service, assurées en partie ce jour-là", explique la Dares.

Les professions de la sécurité et de la santé sont les premiers concernés: 46% des salariés du domaine de la santé travaillent au moins un dimanche par mois, et 31% au moins deux par mois pour assurer la permanence de soins.

Viennent ensuite les professions assurant "la continuité de la vie sociale": 32% de salariés de l'hôtellerie-restauration, des transports, du commerce, de la culture ou des loisirs travaillent le dimanche. Dans le commerce, où 17% des salariés travaillent le dimanche, les boulangers et pâtissiers sont les plus sollicités.

L'étude souligne que le travail dominical va le plus souvent de pair avec celui du samedi (pour 92% des salariés travaillant le dimanche) et avec des horaires tardifs ou variables d'une semaine sur l'autre. AFP 23.12

Le 26 décembre 2016

CAUSERIE

Ma compagne et sa soeur ont foiré ma soirée de Noël.

Alors que j'avais préparé un super repas indien, j'y avais passé près de 3 heures, elles sont hindoues et se foutent autant que moi de Noël, c'était juste une occasion de se faire plaisir, elles sont si rares dans l'année. Je les attendais sur les coups de 19h30, c'était convenu ainsi, personne, 20 heures, personne, 21 heures personne et pas un coup de fil, elles ont débarqué tranquillement, séparément, pratiquement simultanément à 21h30.

J'avais déjà siroté deux cocktails en regardant des concerts de Satriani, Vaï et Petrucci. J'en avais eu marre d'attendre et je venais juste de tout plier sans avoir touché à un plat, j'étais en train de me faire chauffer un café avant de rejoindre mon bureau pour regarder tranquillement un film. Elles m'ont sorti des histoires à dormir debout, je les connaissais par coeur, j'ai refusé de

les écouter, je leur ai dit que tout était prêt et qu'elles n'avaient plus qu'à se servir et j'ai fermé la porte de mon bureau pour ne plus les voir.

Du coup elles n'ont rien mangé non plus, sans que cela ne me culpabilise le moins du monde, c'est le genre de truc qui ne marche plus avec moi, je suis vacciné. Je suis gentil, serviable, attentionné, patient, mais j'aime bien qu'on me respecte un peu, un tout petit peu parfois, c'est à croire que je n'existe pas, vous me direz que pour mes lecteurs ou ma propre famille non plus et que cela ne me change guère. En effet, mais il y a des trucs comme cela qui ne passeront jamais. Je me faisais une joie de leur offrir cette soirée et elles ont tout gâché. Car il faut préciser que cela faisait suite à un nombre incalculable d'expériences similaires, de plus je leur avais répété à plusieurs reprises que je tenais à cette petite fête car je les connais bien, elle m'ont privé du bonheur de leur faire plaisir, tant pis. Je les ai déjà prévenues qu'au jour de l'An je ne préparerai rien, et qu'à 19h30 tapantes je me mettrai à table sans les attendre.

Cela dit, je suis d'excellente humeur, j'en ai vu d'autres. J'aurais pu agir autrement et j'y ai bien pensé, mais ce sont comme des enfants, il faut marquer le coup pour que cela imprime dans leurs petites têtes, qu'elles ne sont pas les seules au monde et qu'en se comportant de cette manière-là on n'est jamais vraiment heureux et on s'expose à bien des tourments inutiles.

The show must go on... et mes meilleurs voeux à tous, désintéressés s'il vous plaît, merci de les accepter.

Une vidéo sur Alep.

Situation à Alep: différence entre propagande France 2 et réalité !
https://www.youtube.com/watch?v=1WBsTl9LRSQ

Le témoignage de ce jeune garçon est sincère et poignant, respectable et digne, c'est si rare de nos jours.

Il a raison d'insister sur le fait qu'on n'a jamais entendu au cours des mois ou des années passées depuis 2012, lorsque les barbares se sont emparés des quartiers est d'Alep tous ceux qui pleurniquent aujourd'hui sur le sort des habitants d'Alep-Est, tandis que pendant 4 ans les 1,5 million d'habitants d'Alep-Ouest sous contrôle du gouvernement syrien étaient bombardés quotidiennement par Daesh et Al-Nosra.

Il faut croire que pour ces abominables porte-parole de Washington, la vie des 150 à 250 000 Syrien (selon les sources) qui avaient été pris en otage par les barbares à Alep-Est valait mieux que celle des 1,5 million de Syriens d'Alep-Ouest qui survivaient comme ils pouvaient sous la protection de l'armée de la République arabe syrienne.

Il précisera une chose importante, à savoir que la population d'Alep-Ouest était pacifiste ou qu'elle ne disposait pas de missiles ou de rockets pour se défendre face aux bombardements quotidiens des barbares, et qu'elle estimait normal que l'Etat syrien et son armée répliquent en bombardement leurs positions à Alep-Est, y compris en visant les écoles et les hôpitaux si nécessaire puisqu'ils servaient de QG aux terroristes, la plupart des Syriens n'envoyant plus leurs enfants à l'école et les hôpitaux étant désertés depuis longtemps par les malades ou les civils blessés car trop risqués.

La décomposition du mouvement ouvrier a franchi un échelon suplémentaire dans l'infâmie en relayant systématiquement la propagande du gouvernement et des médias aux ordres, alors que par ailleurs il disposait d'une multitude de sources d'information pour connaître la situation réelle en Syrie.

Répétons-le encore une fois, après ses dirigeants s'étonnent que parmi les travailleurs et surtout les jeunes qui ne supportent pas l'injustice, cette guerre et qui voudraient agir, il s'en trouve qui rejettent le traitement ignoble qu'ils en font et lorgnent vers l'extrême droite ou préfèrent son discours populiste, ils en sont directement responsables.

En Trump l'oeil.

Avant, pendant et après l'élection de Trump, nombreux sont les publicistes ou géopolitologues et autres analystes qui se sont demandés quelle politique il allait adopter comme s'il s'agissait d'un mystère, alors qu'il suffisait d'avoir entendu son discours sur Israël pour savoir qu'il ne changerait pas de stratégie, parce qu'il n'en existe aucune autre face à la crise du capitalisme, et qu'Israël constitue un des facteurs déterminants de leur stratégie néolibérale.

La nomination par Trump du prochain ambassadeur américain en Israël l'a confirmé. Puis celle comme chef de la diplomatie américaine du président d'ExxonMobil, Rex Tillerson, dont l'un des principaux actionnaires est l'oligarque et banquier le plus puissant du monde, Rockefeller. Passons les autres nominations liées à l'oligarchie financière, au Pentagone, au complexe militaro-industriel.

Certains se sont précipités comme des chiens affâmés sur un os à ronger sur ces déclarations à propos de la Russie, en y voyant un signe d'apaisement des tensions entre les Etats-Unis et la Russie sur la scène mondiale, et l'espoir que la paix revienne

rapidement au Proche-Orient, que la nomination du président d'ExxonMobil aurait confirmé selon eux.

Manifestement, il semblerait qu'ils aient pris une fois de plus leurs désirs pour la réalit, l'avenir ne tardera pas à le confirmer. Car j'en ai fait une toute autre interprétation sachant que les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste ne lâcheront jamais le morceau, parce que ce sont des gens faisant preuve avant tout d'une détermination sans faille.

J'en ai déduis qu'ils avaient décidé de changer de tactique, puisque celle qui devait conduire à affaiblir et isoler Poutine et la Russie a manifestement échoué, ce qui explique en partie pourquoi ils se sont rabattus sur Trump, discrètement apparemment. Chacun sait qu'ExxonMobil a pour partenaire Rosnef, son équivalent russe. Chacun sait ou devrait savoir qu'il existe en Russie un clan d'oligarques qui soutiennent Poutine, et un autre clan d'oligarques qui soutiennent les Américains.

N'étant pas parvenu à éliminer Poutine ou à obtenir sa capitulation lors de la guerre contre la Syrie, la provocation ukrainienne, les sanctions économiques contre la Russie, etc., la nomination de Rex Tillerson à la tête de la diplomatie américaine par Trump pourrait être au contraire un signal envoyé aux oligarques russes pro-américains, qui s'en trouveraient ainsi renforcés en prévision de troubles importants qui pourraient surgir en Russie même, et dans lesquels ils pourraient jouer un rôle important en sous mains pour déstabiliser Poutine de l'intérieur et non plus de l'extérieur, puisqu'ils ont échoué sur ce plan-là. Ensuite, s'ils parvenaient à leur fin par cette voie-là, ils pourraient à nouveau s'attaquer à la Syrie, qui ne bénéficiant plus de son principal et décisif allié pour la protéger, tomberait dans l'escarcelle américaine comme un fruit mûr prêt à être cueilli, à moindre frais cette fois ou sans risque d'essuyer un nouveau revers politique. A suivre.

Quelle chute ! Avec nos sincères condoléances.

Après la chute d'Alep : déclaration du Collectif révolution permanente dont fait partie le GMI (Groupe marxiste internationaliste). 18.12

Le 13 décembre 2016, les forces du régime bassiste de Bachar Al-Assad, avec l'aide des troupes du Hezbollah du Liban, les milices chiites d'Iran et l'appui décisif de l'impérialisme russe sont parvenues à reprendre Alep (Alep-Est, il faut préciser. On croirait qu'ils le regrettent. Qui d'autre aurait pu la "reprendre" ? Personne, il aurait mieux valu qu'Alep-Est reste entre les mains des mercenaires qui terrorisaient et persécutaient la population depuis 2012 et bombardaient quotidiennement Alep-Ouest où résidaient 1,25 million d'habitants, sans doute au nom de l'internationalisme prolétarien. - LVOG). Personne ne peut dire combien de personnes ont fui depuis le début de l'attaque de cette ville autrefois prospère. À l'est, il devait vivre encore 250 000 personnes quand les troupes d'Assad sont entrées (En réalité beaucoup moins, autour de 150.000, mais peu importe. - LVOG. Des mois de siège (Rectifions, Alep-Est était occupé illégalement par des assaillants étrangers armés essentiellement. - LVOG) ont abouti à un effondrement des soins, du ravitaillement, des logements, des équipements. (Quand un ennemi s'empare d'une ville, les autorités du pays agressé en font le siège pour affaiblir les assaillants ou les empêcher de se répandre dans le reste du pays, ensuite elles passent à l'offensive pour reprendre la place, c'est parfaitement légitime, tout en sachant que cela se traduira forcément par des victimes civiles. En réalité, nourriture et médicaments existaient en abondance mais étaient confisqués par les djihadistes. 80% avaient été livrés par le gouvernement syrien, 20% par l'ONU. De plus le gouvernement syrien continuait de verser les salaires des fonctionnaires. - LVOG) Les frappes des hélicoptères de l'armée syrienne et des avions de l'armée russe, de l'artillerie, ainsi que les exactions des milices djihadistes ont entretenu une atmosphère de terreur inimaginable. (Et la terreur quotidienne des habitants d'Alep-Ouest, rien à foutre ils étaient protégés par l'armée syrienne. En réalité, ces frappes étaient parfaitement ciblées grâce à l'emploi de moyens ou armes hyper sophistiqués et elles n'ont fait qu'un minimum de victimes civiles. - LVOG) (...)

En 2011, dans le flux des protestations de masse de Tunisie et d'Égypte qui ont conduit à la chute des deux régimes dictatoriaux (Interprétation frauduleuse. - LVOG), se produisit en Syrie une mobilisation plus modeste. En particulier, le centre de Damas n'a guère été affecté (A Alep en 2012 une manifestation en soutien à Assad avait rassemblé près d'un million de personnes. - LVOG). Le régime des Assad, avec une brutalité inégalée (Même pas celle des décapiteurs dites-donc, bravo les bourreaux ! - LVOG), a immédiatement écrasé les manifestations (Des provocations armées où des snipers tiraient à la fois sur les manifestants et les force de l'ordre faisant de nombreuses victimes. Assad aurait dû laisser faire. - LVOG). Le manque de partis ouvriers révolutionnaires dans la région a conduit toutes les tentatives des masses pour renverser le joug des oppresseurs locaux et de leurs protecteurs impérialistes à l'échec. La responsabilité principale en incombe au stalinisme. (Encore ? Ils en sont encore là, ils sont incurables, c'est pratique pour camoufler sa propre incurie ou faillite politique. LVOG) (...)

Avec l'intervention militaire directe de l'impérialisme russe en Syrie en septembre 2015, la situation s'est aggravée. (C'est ce que n'avait pas manqué de mentionner Obama et Hollande. Le peuple syrien pense exactement le contraire. Alors une question : Dans quel camp combattez-vous au juste ? - LVOG) (...)

Les abominations et la marche à la barbarie causées par la domination du système impérialiste en Asie de l'Ouest ont alimenté des raisonnements absurdes et dangereux chez les centristes de tout genre dans le monde (On peut observer qu'ils ne sont pas les seuls en la matière. - LVOG).

D'un côté, ceux qui justifient un « front uni anti-impérialiste » avec l'islamisme, puisqu'ils sont censés être des combattants conséquents contre « l'impérialisme ». Sous différentes variantes, telle est la position de la LOI argentine et de sa

FLTI, du CWG néo-zélandais et de son CLC, du RKOB autrichien et de sa TICR… Le prétendu FUAI, selon ces opportunistes, serait le seul moyen de défendre une mythique « révolution syrienne » qui durerait depuis plus de 5 ans sans parti ouvrier révolutionnaire ni même d'activité de la classe ouvrière. (Toute cette infâme pourriture soutient ce que vous appelez les islamo-fascistes, et vous les caractérisez encore de centristes, donc vous estimez qu'ils pourraient un jour évoluer vers le socialisme (comme hier la tendance de gauche du PS qui en réalité n'a jamais existé, vous vous souvenez, n'est-ce pas ?) quelle incohérence, quelle manque de lucidité, quelle opportunisme ! LVOG)

De l'autre côté, on trouve des « révolutionnaires » comme le britannique SF et son CLQI, le site américain WSWS et sa « 4e Internationale » qui défendent le régime, présentant comme un « front uni anti-impérialiste » leur soutien au tortionnaire de masse Assad et à ses béquilles réactionnaires (l'Iran islamiste et la Russie impérialiste).

(L'accusation de "tortionnaire de masse" portée contre Assad est du domaine de la propagande et n'est étayée par aucun fait, là encore on croirait entendre les généraux du Pentagone. Cela dit, je ne participe pas à ce « front uni anti-impérialiste ».

Je suis un ouvrier et non un intellectuel comme ces gens-là, je suis pragmatique, alors je réagis comme le peuple syrien, au côté du peuple syrien, je soutiens toutes les opérations destinées réellement à libérer la Syrie quels qu'en soient les acteurs et leurs intentions qu'on n'est pas obligé de partager, toute autre considération est dès lors secondaire, c'est une question de vie ou de mort quand on est en guerre faut-il le rappeler. Vous nous excuserez de ne pas faire preuve du même aveuglement dogmatique et de la même hypocrisie que vous.

Je suis littéralement scandalisé par cette présentation des choses, excédé, en rage, car c'est particulièrement dégueulasse de prétendre que ceux qui se placent au côté du gouvernement syrien ou Assad en partageraient forcément les intentions politiques, c'est du domaine de la diffamation, c'est inqualifiable, indigne de militants ouvriers. - LVOG) (...)

Pour montrer sa solidarité avec les masses syriennes, la classe ouvrière internationale doit imposer des fronts des syndicats et des partis ouvriers pour ouvrir les frontières aux réfugiés, pour combattre l'impérialisme dans son propre pays, pour s'opposer à toute intervention aux côtés d'un camp ou de l'autre, pour imposer le retrait immédiat de tous les avions, navires, forces spéciales impérialistes. En même temps, le mouvement ouvrier ne doit faire aucune concession à la peu laïque bourgeoisie panarabe ou à la bourgeoisie hyper-réactionnaire panislamiste.

(Pour ces gens-là, et cela vaut pour la quasi-totalité du mouvement ouvrier en France (et ailleurs), le peuple syrien et la libération de la Syrie importe peu, ce n'est pas une guerre qu'ils subissent mais un conflit qui se situerait sur le plan idéologique, car la seule chose qui compte à leurs yeux c'est que les alliés des Syriens qui combattent pour libérer la Syrie soient idéologiquement purs, vertueux, comme peuvent l'être ces braves "trotskystes" en somme.

Et vous aurez pu observer qu'à aucun moment ils n'évoqueront le combat héroïque du peuple syrien, à aucun moment ils ne vous diront comment il résiste, comment il mène ce combat, car cela les forcerait à avouer qu'il s'est engagé dans l'armée syrienne ou dans les milices populaires qu'Assad a armés. Ils ne vous diront pas non plus que l'horrible dictateur Assad a accordé la nationalité syrienne aux Palestiniens et aux Kurdes réfugiés en Syrie et qu'ils disposaient des mêmes droits que les Syriens, y compris pour les Kurdes d'enseigner dans leur langue dans les écoles...

Bref, à défaut de pouvoir adopter une position conforme aux intérêts du peuple syrien et plus particulièrement des masses exploitées dans une perspective historique, de soutenir le camp engagé dans le combat pour libérer la Syrie parce que ceux qui le mènent ne vaudraient pas mieux que les barbares qui ravagent ce pays, ils en arrivent infailliblement à pratiquer la désinformation, le déni, l'autocensure ou le non-dit ou à étaler leur ignorance des faits tout simplement, on retrouve ici le cocktail idéologiquement pur dominant ou de la propagande officielle destinée à empêcher les travailleurs et les militants de comprendre la situation en Syrie et dans quel cadre cette guerre s'inscrit à l'échelle mondiale...

En fait, ils se servent des réfugiés comme caution morale pour masquer leur incurie politique ou leur soutien aux agresseurs de la Syrie à défaut de pouvoir le justifier ou l'assumer.

Parce que ces gens-là sont purs, ils refuseront la moindre concession "à la peu laïque bourgeoisie panarabe", rompant ainsi avec la tradition du mouvement ouvrier international révolutionnaire ayant combattu au XXe siècle pour la décolonisation au côté des mouvements nationaux arabes de libération qui par nature était bourgeois, ignorant que si on ne choisit pas ses ennemis dans la lutte de classe, il arrive également qu'on ne soit pas en mesure de choisir non plus ses alliés, mais allez faire comprendre cela à des gens bornés ou dogmatiques, qui passent leur temps à refaire le monde non pas à partir de ce qu'il est, mais de ce qu'ils voudraient qu'il soit, ce qui conduit aux pires confusions ou compromissions. - LVOG)

« L'ennemi principal est dans notre pays » est le principe de base du prolétariat international. Il montre la voie pour la victoire, le renversement de la bourgeoisie, la proclamation d'un gouvernement ouvrier et paysan en Irak et en Syrie, l'établissement de la fédération socialiste du Proche-Orient et de la république universelle des conseils.

(Comme tout bon dogmatique et sectaire qui se respecte, ils sont évidemment farcis de principes qui viendront utilement le

moment voulu se substituer à la réalité ou à toute analyse cohérente et sérieuse de la situation, histoire de pouvoir avoir toujours raison, ce dont il ne leur arrivera jamais de douter un instant.

Leur discours apparaîtra complètement surréaliste ou délirant ou pire encore aux masses syriennes et irakiennes, spontanément il nous fait penser au dernier éditorial de D. Gluckstein qui aurait pu leur être destiné : "Il y a toujours eu ceux qui, au nom d'un but idéal (mais inatteignable), multiplient les promesses et renoncent à aider au mouvement pratique de la classe ouvrière, seul à même d'abolir l'ordre actuel des choses", ici de mettre un terme à cette guerre qui dure depuis bientôt 6 ans, objectif et tâche que ces aventuriers gauchistes désertent.

Puisque le mouvement ouvrier est incapable de se situer au côté du peuple syrien, parce qu'il aurait des alliés peu recommandables ou franchement infréquentables, des tyrans aux intentions forcément néfastes envers les masses exploitées, il offre l'opportunité à l'extrême droite d'occuper la place laissée vacante par ces déserteurs et de se présenter en humaniste en récupérant la libération d'Alep, bravo ! Ils rétorqueront que le FN aurait de toutes manières tenu ce discours, ce qui est exact, à ceci près qu'il sera le seul bénéficiaire du développement de la situation en Syrie, encore bravo ! - LVOG)

Le ParDem fait amende honorable et propose un toilettage de la Ve République.

- La VIe République, un slogan creux par Jacques Nikonoff. 23.12

- Jacques Nikonoff a été invité, le 13 décembre dernier, à faire une conférence devant l'Académie du gaullisme à Paris. Il devait répondre à la question suivante : « Pourquoi une VIe République ? »

Dans son discours, il a estimé que sans nul doute il faudra, un jour, passer à une VIe République à la suite des travaux d'une assemblée constituante. Mais ce moment, de son point de vue, n'est pas encore arrivé, pour de solides raisons qu'il développe dans son discours.

En revanche, il considère comme une urgence absolue de réviser en profondeur, sur quelques questions-clés, la Constitution actuelle. Et ceci, bien entendu, par référendum. ParDem 23.12

Nikonoff stalinien for ever, on ne se refait pas !

France. Double peine. Quand un Etat policier, terroriste, guerrier se mêle d'éducation, il est fortement recommandé de s'inquiéter.

Ils haïssent la classe ouvrière et à défaut de pouvoir la soumettre, ils lui imposent des lois humiliantes.

- La «violence éducative ordinaire» désormais interdite - Liberation.fr

Les députés ont donné leur feu vert définitif jeudi au projet de loi «Egalité et Citoyenneté», qui prévoit notamment l'interdiction de «tout traitement cruel, dégradant ou humiliant, y compris tout recours aux violences corporelles» sur les enfants. Aucune sanction n'est cependant prévue. Liberation.fr 24.12

Dans la société, il existe des classes qui sont plus ou moins hétérogènes, celles qui le sont le plus sont les classes moyennes ou la petite bourgeoisie ainsi que la classe ouvrière. Et à l'intérieur de ces classes, chacune de leurs couches disposent d'un statut social différent, supérieur, intermédiaire ou inférieur, allant du plus au moins favorisé, de sorte qu'elles ne disposeront pas des mêmes conditions pour interpréter l'ensemble des rapports qui leur seront imposés.

Cela se traduira par un niveau de conscience ou de développement intellectuel différent pour répondre aux défis ou résoudre les difficultés auxquels elles seront confrontées tout au long de leur existence.

Les éléments parmi elles les plus développés disposeront de moyens matériels ou financiers ou de capacités ou facultés intellectuelles leur permettant d'affronter la multitude de rapports sous lesquels se décline la réalité dans les meilleures conditions, dont ceux que les parents entretiennent avec leurs enfants.

Leurs enfants grandiront dans un environnement favorable, leurs besoins affectifs et matériels seront pour ainsi dire satisfaits, ils auront donc tendance à se développer harmonieusement, leurs parents seront trouvés les mots pour transformer les expériences désagréables auxquelles ils seront exposés ou les contraintes qui leur seront imposés en enseignements ou bienfaits garants de leur bonheur futur, sans avoir à recourir à la violence physique en cas de conflit, la menace orale agrémentée éventuellement d'une récompense suffisant à maintenir l'autorité des parents sur leurs enfants sans laquelle leurs rapports partiraient à vau l'eau.

Ce que je viens de décrire, ce sont les conditions dans lesquelles avec mon ex-épouse nous avons eu la chance de pouvoir élever notre fille unique et le résultat a été concluant autant qu'on pouvait l'espérer. Jusqu'à notre divorce et séparation lorsque notre fille avait 8 ans, nous avons fait preuve à son égard d'une attention et d'une tendresse de tous les instants, personnellement j'avais opté pour une éducation basée sur l'écoute et la complicité, prenant la patience de répondre à toutes ses questions en me mettant à son niveau tout en consacrant en moyenne une heure par jour à jouer avec elle, souvent plus, de sorte que le rapport de dominant à dominé existant forcément entre nous soit vécu par l'un et par l'autre comme le produit d'une nécessité naturelle plus que comme une contrainte imposée par la société, ainsi je voulais la protéger des méfaits de cette société pourrie aussi longtemps que possible, afin qu'elle puisse se forger un caractère et une personnalité qui lui permettraient de résister à son influence une fois devenue une jeune fille, puis une femme.

En agissant de la sorte, j'allais prendre le contre-pied de la méthode employée par mes parents, qui de ma naissance jusqu'à mon adolescence et même plus tard avait consisté à user de la violence physique à mon égard. Mais mes parents n'avaient pas bénéficié des mêmes conditions matérielles et intellectuelles que moi et mon épouse, ils appartenaient aux couches les plus arriérées et les plus pauvres de la classe ouvrière.

Harceler de difficultés sans espoir d'en voir un jour le bout, ayant eu une scolarité écourtée par la guerre, étant logés dans une chambre de bonne exiguë sans confort au 6e étage sans ascenseur, pas de cuisine, pas de salle de bain, pas de toilettes, pas de chauffage urbain. Alors que mes parents se privaient absolument sur tout, le salaire (au pièces à l'époque) de mon père menuisier en bâtiment ne suffisait pas pour finir le mois, c'était ma grand-mère maternelle, forain ou camelot, qui apportait le complément en nourriture, vêtements, etc.

Quand mon père rentrait du boulot, il était éreinté par sa journée de travail. Il supportait mal l'injustice dont il était victime, il n'en comprenait pas l'origine, aussi cela l'avait rendu irascible. Il n'avait pas la patience d'écouter ses enfants, ses conditions d'existence étaient telles qu'il n'en avait pas les moyens, alors il frappait quasi quotidiennement ses enfants. Il reproduisit l'éducation qu'il avait reçue ou les rapports violents de dominant à dominé que lui imposait la société. J'ignore si cela le soulageait, car il ne nous parlait jamais, hormis pour nous donner des ordres. Et ma mère l'immitait quand elle ne prenait pas un malin plaisir à lui raconter mes bêtises, ce qui a fait dire plus tard à mon ex-épouse que la lourde main qui s'abattait sur moi était en fait celle de ma mère, qui par ailleurs me frappait aussi, mais pas assez fort, pas jusqu'à me faire hurler de douleur. En fait, d'avoir eu des enfant devait aggraver leur condition déjà très précaire ou misérable et ils ne le supportaient pas, au point qu'un jour ma mère m'a dit qu'ils ne m'avaient pas désiré et que j'étais venu au monde trop tôt, par accident, ce qui explique pourquoi ils ne m'ont jamais supporté, aimé serait un grand mot, un gros mot ici.

Cela dit, certes j'allais être un enfant battu, mais mes parents allaient me donner une bonne éducation. Ils n'étaient pas croyants, mais je ne fréquenterai que des écoles privées catholiques quite à se saigner chaque mois. Ils ne pivolaient pas, ils avaient un langage châtié, ils étaient courageux, dignes, et ils respectaient les gens en général, avec le défaut de vouer un culte aux plus puissants, ils étaient gaulistes, le "libérateur" de la France. Mentir, voler, avoir ne serait-ce qu'une mauvaise pensée me valait un passage à tabac en règle, ce dont je suis encore incapable 61 ans plus tard.

Ils m'ont inculqué un tas de principes et de valeurs auxquels je suis très attachés et que j'ai communiqués à ma fille, mais en recourant à une autre méthode que celle de mes parents parce que j'en avais les moyens, et pas un instant il ne me viendrait à l'esprit de penser qu'ils auraient agi autrement que moi s'ils en avaient eu les moyens, c'est là que je voulais en venir. Car je ne tolère pas que des ordures finies comme ceux qui nous gouvernent et leurs larbins de merde de la pseudo-gauche ou extrême gauche les jugent, ceux qui sont responsables du massacre ou du sacrifice de millions d'enfants dans le monde par les guerres (génocides, famines, etc.) auxquelles ils ont participé ou qu'ils soutiennent.

Ces procureurs généraux jugent les couches les plus défavorisées ou pauvres de la société, alors que ce sont eux qui leur rendent la vie impossible, qui leur interdisent de sortir de leur condition infâme ou d'accéder à une condition d'existence meilleure qui leur permettrait d'être à l'écoute de leurs enfants.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'il y a plus grave encore, car cette loi, même si pour le moment elle ne s'accompagne pas de sanctions, elle peut causer des effets désastreux dans bien des familles dont les parents ne disposent pas d'autres moyens pour conserver le contrôle sur leurs enfants que le recours à la force.

Elles vont se retrouver dans une situation très délicates, totalement démunies face parfois à des gosses qui peuvent se livrer à un tas de conneries, des gosses qui ne leur obéiront plus du tout puisqu'ils n'auront plus à craindre, cela va les encourager à en faire davantage, plus rien ni personne ne protègera plus ces gosses qui seront ainsi abandonnés à leur triste sort.

Il faut croire que c'est l'objectif du législateur, parce que si je suis parvenu à tirer les enseignements désastreux d'une telle mesure, j'imagine que je ne suis pas le seul. Ils veulent vraiment pourrir la société, accélérer sa décomposition, c'est clair, cela fait partie de leur stratégie politique. Chut ! C'est un gros mot de l'évoquer au sein du mouvement ouvrier, mieux, c'est pour notre bien-être, car voyez-vous le gouvernement ne pense qu'à cela, si, si, vous devez vous en convaincre.

Je condamne sans réserve cette loi scélérate tournée une fois de plus principalement contre les couches les plus défavorisées et

les plus pauvres de la société.

Bienvenue chez les barbares.

- Bienvenus à Idlib. La patrie d'al-Nusra et le modèle américain de ville syrienne par Ulson Gunnar - Arrêt sur Info

Un rapport publié par The Century Foundation (TCF), un groupe de réflexion sur les politiques américaines, aide à éclairer le fonctionnement interne de la petite ville du nord de la Syrie, Idlib.

Idlib est à l'organisation terroriste Jabhat al-Nusra (également connue sous le nom de Jabhat Fateh al-Sham ou al-Qaïda en Syrie), ce que la ville d'al-Raqqa est au soit disant État islamique, sa « capitale ».

Mais la ville abrite également un large éventail d'autres groupes militants coopérant avec l'organisation terroriste, ainsi qu'une myriade d'organisations non gouvernementales (ONG) financées et dirigées par les États-Unis, l'Europe, la Turquie et les États du Golfe.

Bien que de grands espoirs soient proclamés dans les déclarations des politiciens des États-Unis, de l'Europe et du Golfe, espoirs répercutés par leurs plates-formes médiatiques respectives, pour le rôle possible de cette ville comme « capitale » alternative pour un « gouvernement » alternatif, c'est-à-dire opposé à l'État et à la nation syrienne, ce rapport est une douche froide sur ce qui n'était qu'une étincelle, pas même une flamme d'espoir.

L'« opposition » n'existe que grâce au soutien d'intérêts étrangers

Le rapport intitulé Garder les lumières allumées dans l'Idlib rebelle, décrit une ville si dangereuse et dysfonctionnelle que les auteurs du rapport n'ont même pas pu s'y risquer pour réaliser leurs entrevues, qui ont plutôt été menées à distance de l'autre côté de la frontière turco- syrienne.

Le rapport admet même que le « conseil provincial », destiné à remplacer le gouvernement syrien, est resté en Turquie pendant des années et y maintient encore un bureau.

Ce rapport dit :

« Dans la province d'Idlib détenue par les rebelles en Syrie, les habitants ont créé des organes locaux de gouvernance qui fournissent les services nécessaires et posent simultanément un défi politique au régime de Bachar al-Assad. Aucune autorité dominante n'a remplacé l'État après qu'il a été évincé d'Idlib. Les groupes armés islamistes et jihadistes détiennent le pouvoir au niveau local et ont développé des organes de coordination des services relativement sophistiqués. Pourtant, le pouvoir décisionnel ultime reste généralement entre les mains des organisations donatrices étrangères. »

Le rapport souligne que les groupes armés sont en compétition non seulement pour exercer une influence au sein d'Idlib, mais aussi pour avoir accès au flux constant de ressources dont disposent les bailleurs de fonds étrangers. Le rapport admet que cette aide étrangère (dominée par l'USAID) soutient les occupants d'Idlib qui n'ont pas la capacité d'unifier la ville, de financer leurs activités, et encore moins de contester l'État syrien par eux-mêmes.

Le rapport admet également qu'au départ, le gouvernement syrien était en mesure de protéger les centres urbains d'Idlib et qu'ils ne sont tombés qu'après la prise de possession de la frontière de Bab al-Hawa, qui rejoint la Turquie. Cela suggère qu'un afflux d'armes, de fournitures et de combattants passant par la frontière turque, avec le soutien des Turcs et d'autres sponsors étatiques, ont aidé à inverser la tendance contre les forces syriennes, et non l'élan du « soulèvement » lui-même.

La province d'Idlib est maintenant l'une des rares régions du pays qui a encore une frontière non sécurisée avec la Turquie, ce qui explique qu'Idlib continue à échapper au contrôle du gouvernement syrien. Le rapport admet également que les organisations terroristes (Ahrar al-Sham et al-Nusra) dominent cette région, contrairement à la rhétorique américaine et européenne [qui l'a dit aux mains de « modérés », NdT].

Le dysfonctionnement d'Idlib reflète ceux de la Libye ou de l'Afghanistan

Le rapport de TCF explore les différentes facettes du dysfonctionnement qui afflige Idlib, y compris la corruption, le népotisme et l'ingérence des groupes armés. La dépendance à l'égard de l'aide étrangère et les luttes intestines constantes ne sont pas qu'un avant goût des choses à venir dans tout le pays si le gouvernement syrien était renversé, c'est aussi le reflet de la situation en Libye et en Afghanistan après l'intervention des États-Unis et de l'OTAN.

Avec des entrepreneurs intéressés seulement par être payés, et des groupes locaux consumés par les luttes intestines, Idlib fournit

le dernier exemple de l'échec de la politique de « construction de nation » occidental.

Idlib une ville faillie, présiderait un État failli.

Le rapport présente Idlib comme un « microcosme de la guerre ». Il stipule :

« L'administration et le secteur des services d'Idlib ont été, à bien des égards, un microcosme de la guerre syrienne et du mode de gouvernance des rebelles. Comme pour l'opposition armée de la province, une tendance au localisme et des flux disparates et non coordonnés de soutien extérieur ont abouti à un secteur des services déchiré et inefficace. »

Même si les États-Unis et leurs alliés pensaient qu'il était politiquement possible de présenter Idlib comme une « capitale » pouvant remplacer Damas, en réalité un tel rôle lui serait impossible à assumer. Entre sa petite taille, le fait qu'elle soit dominée de façon transparente par des terroristes armés et complètement dépendante de l'aide étrangère signifie qu'Idlib ne peut même pas s'auto-administrer, ni la province dans laquelle elle réside, et encore moins tout le pays. Tout État soumis au pouvoir de la ville défaillante d'Idlib serait sans aucun doute un État failli.

Idlib ne sert qu'à entretenir l'illusion d'une opposition viable. L'administration de la ville et de la province est aussi artificielle que le conflit armé qui est la cause de son état actuel de dysfonctionnement. L'administration municipale et provinciale dépend entièrement du soutien étranger qui ne s'intéresse qu'au renversement de Damas, pas à la paix ni à la prospérité d'Idlib.

Comme l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, une fois la guerre terminée et le changement de régime accompli, les entrepreneurs chercheront à faire autant d'argent que possible sur la reconstruction, plus intéressés à retourner à la maison pour dépenser leurs nouvelles fortunes qu'à partir en laissant un État-nation libre et fonctionnant bien.

Le rapport conclut sur la question de savoir si oui ou non le gouvernement syrien peut se réinstaller à Idlib. Le gouvernement syrien possède absolument tout ce qui manque aux « administrateurs » actuels d'Idlib, à savoir l'unité, la capacité et les ressources. Tout comme ce qui se passe à Alep, quand les zones sont finalement retournées au contrôle syrien et la fourniture d'aide étrangère sous forme d'armes a été arrêté, l'illusion d'une opposition s'est d'elle-même arrêté. Arrêt sur Info 23.12

Non évènement. L'Etat sioniste n'a jamais respecté les résolutions votées à l'ONU depuis 1948, et Trump l'a encouragé à ne rien changer.

- ONU : Israël sur la défensive après la résolution sur la colonisation - AFP

"Honteuse", "absurde": Israël a fait pleuvoir les critiques sur la résolution contre les colonies adoptée à l'ONU, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'en prenant plus particulièrement au gouvernement Obama, qui aurait enfin montré son "véritable visage".

Le Conseil de sécurité a voté le texte vendredi, l'abstention des Etats-Unis ayant permis l'adoption de la première résolution de l'ONU depuis 1979 condamnant Israël pour sa politique de colonisation.

"La décision qui a été prise est biaisée et honteuse, mais nous la surmonterons (...) cela prendra du temps mais cette décision sera annulée", a déclaré M. Netanyahu lors d'une cérémonie retransmise à la télévision israélienne samedi.

De son côté, le président élu américain Donald Trump a regretté dans un tweet samedi cette "grande défaite (...) pour Israël", estimant que cette résolution allait rendre "beaucoup plus difficiles" les négociations de paix.

"Dommage, mais nous y arriverons quand même!", a-t-il encore tweeté après ce vote lors duquel les Etats-Unis se sont abstenus au lieu de mettre leur veto, ce qui constituait un renversement de leur position habituelle sur ce dossier.

Dès vendredi, Donald Trump avait déjà promis sur Twitter qu'après sa prise de fonction, le 20 janvier, "les choses seraient différentes" à l'ONU.

Benjamin Netanyahu, qui entretient des relations notoirement exécrables avec l'actuel président Barack Obama, s'en est pris à son gouvernement, qu'il a accusé d'avoir fait "un coup anti-israélien honteux aux Nations unies".

M. Netanyahu a affirmé que M. Obama avait brisé un engagement américain datant de l'époque du président Jimmy Carter de ne pas "dicter les termes de la paix à Israël au Conseil de sécurité des Nations unies".

Un haut responsable israélien, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, avait estimé plus tôt dans la journée que l'abstention des Etats-Unis à l'ONU révélait "le véritable visage de l'administration américaine". "Maintenant, nous sommes en mesure

de comprendre avec qui nous avons eu affaire ces huit dernières années", avait-il ajouté.

Même si la résolution ne prévoit pas de sanctions contre Israël, les responsables israéliens craignent qu'elle ne facilite les poursuites à la Cour pénale internationale et n'encourage des sanctions contre les produits des colonies.

Vendredi, dans un communiqué, les services de M. Netanyahu avaient accusé le gouvernement Obama de s'être "associé en coulisses" à la "ligue anti-israélienne" à l'ONU.

L'Etat hébreu "attend avec impatience de travailler avec le président élu Donald Trump et avec tous nos amis au Congrès, Républicains comme Démocrates, pour neutraliser les effets néfastes de cette résolution absurde", selon le communiqué.

Washington, plus important allié d'Israël, a traditionnellement servi de bouclier diplomatique à l'Etat hébreu en le protégeant des résolutions de l'ONU.

Mais, frustrés par des années d'efforts diplomatiques infructueux, les Etats-Unis ont justifié leur abstention par l'impact de la colonisation sur la recherche de la paix au Proche-Orient.

"On ne peut en même temps défendre l'expansion des colonies israéliennes et une solution à deux Etats", comme le fait Benjamin Netanyahu, a déclaré l'ambassadrice américaine aux Nations unies Samantha Power.

La résolution votée vendredi exhorte Israël à "cesser immédiatement et complètement toute activité de colonisation en territoire palestinien occupé, dont Jérusalem-Est", affirmant par ailleurs que les colonies israéliennes "n'ont pas de valeur juridique" et sont "dangereuses pour la viabilité d'une solution à deux Etats".

En réaction, M. Netanyahu a très vite annoncé une réévaluation de "tous les engagements d'Israël avec l'ONU (...) et la présence en Israël de représentants de l'ONU". Il a précisé qu'il avait donné l'ordre de réduire de 30 millions de shekels (environ 7,5 millions d'euros) le financement par Israël de cinq organismes de l'ONU "particulièrement hostiles" à Israël.

Nabil Abu Roudeina, un porte-parole du président palestinien, Mahmoud Abbas, a qualifié cette résolution de "grand camouflet" pour Israël, estimant qu'il s'agissait "d'une condamnation internationale unanime de la colonisation".

Pour le numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saëb Erakat, il s'agit "d'un jour historique" et d'une "victoire (...) du droit international".

Le secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Aboul Gheit a dit espérer que cette résolution fasse naître "un élan permettant d'intensifier les appels pour pousser la partie israélienne à se conformer à cette résolution et à l'ensemble des décisions internationales liées à l'arrêt de la colonisation". AFP 25.12

- Israël rappelle dix ambassadeurs après la résolution de l'Onu - Reuters

En colère après l'adoption d'une résolution de l'Onu demandant l'arrêt immédiat des activités de colonisation en Cisjordanie, le gouvernement israélien a rappelé dix de ses ambassadeurs et formulé de nouvelles critiques contre l'administration Obama.

Les autorités israéliennes ont rappelé pour consultation leurs ambassadeurs dans 10 des 14 pays qui se sont prononcés en faveur de la résolution et avec lesquels elles entretiennent des relations diplomatiques. Il s'agit de la Grande-Bretagne, la France, la Chine, la Russie, l'Egypte, la Nouvelle-Zélande, le Japon, l'Uruguay, l'Espagne et l'Ukraine.

Ce rappel, qui intervient le jour de Noël, est particulièrement inhabituel.

Dans un premier temps, la résolution avait été portée par l'Egypte mais sous la pression d'Israël et du président élu Donald Trump, les autorités égyptiennes avaient renoncé à leur initiative.

Celle-ci avait ensuite été reprise par la Nouvelle-Zélande, le Sénégal, le Venezuela et la Malaisie.

"Depuis des décennies, les administrations américaines et les gouvernements israéliens sont en désaccord à propos des colonies mais nous étions d'accord sur le fait que le Conseil de sécurité n'était pas le lieu pour régler cette question", a commenté Netanyahu.

"Nous savons que ce qu'il s'est passé là-bas va rendre les négociations plus difficiles et éloigner encore plus la paix. Comme je l'ai dit à John Kerry : "des amis ne traduisent pas d'autres amis devant le Conseil de sécurité'", a poursuivi le Premier ministre israélien.

De nombreux pays estiment que les activités de peuplement en Cisjordanie occupée sont illégales. Israël affirme que ces colonies se justifient par des raisons bibliques et des questions de sécurité. Reuters 25.12

Entre hypocrites et menteurs ils sont faits pour s'entendre sur le dos du peuple palestinien et des israéliens juifs qui aspirent à vivre ensemble en paix.

ACTUALITE EN TITRES

Leur société, leur monde, quel bonheur !

- La pensée positive, une entreprise très lucrative - Le Monde

Dans cette époque prétendument morose, le bonheur est un marché porteur. Le Monde 24.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Moscou répond aux nouvelles sanctions américaines contre la Russie et la Syrie - M6info

“Cet élargissement des sanctions américaines contre la Russie (…), au moment où des attaques sanglantes à Ankara et à Berlin devraient unir les personnes raisonnables dans leur résistance à la menace terroriste, témoigne de la perte totale par Washington du sens de la réalité”, affirme le ministère dans un communiqué. Moscou accuse les Etats-Unis de punir le pays pour le soutien qu’in a apporté au gouvernement syrien dans la lutte contre le terrorisme « qui menace non seulement ce pays, mais aussi le monde entier ».

Les Etats-Unis ont annoncé vendredi avoir placé sur leur liste noire économique six ministres syriens et des responsables de la banque russe Tampbank pour leur rôle présumé dans les « violencesé commises par le régime du président Bachar al-assad.

Le communiqué accuse Washington d’avoir une “aspiration si forte à changer le régime en Syrie qu’il est prêt à aider n’importe quelles forces destructrices”, parmi lesquelles le groupe jihadiste Fateh al-Cham (ancien Front al-Nosra, branche syrienne d’Al-Qaïda).

Mais “nous ne cèderons pas face aux sanctions”, affirme le communiqué, en assurant que les compagnies russes visées continueraient de “fonctionner normalement”. M6info 24.12

Le 27 décembre 2016

CAUSERIE

Les militants ne supportent pas la réalité telle qu'elle se présente à eux, parce qu'elle ne correspond pas à ce qu'elle devrait être selon l'idée qu'ils s'en étaient faites ou à leur corpus théorique. Vous savez, cet obscur objet du désir aux angles droits et aux dimensions si précises qu'un corps étranger aussi fin que l'aile d'une libellule ne pourrait y pénétrer sans déclencher chez eux un signal d'alarme qui signifierait attention danger.

Assurément cette rigidité cérébrale est néfaste à la santé et à leur équilibre mental, car que font-ils ?

Puisque la réalité ne leur convient pas, ils lui substituent la leur, fantasmagorique, un bric-à-brac constitué d'éléments disparates qu'ils ont été piochés dans leur imagination et qu'ils ont rassemblés en les mêlant à des débris soigneusement sélectionnés de la réalité, qui ne servent qu'à sauver les apparences sur lesquelles la plupart des gens basent leur jugement, histoire de pouvoir affirmer par la suite qu'ils ne sont pas coupés du monde réel ou des masses en langage politique.

Les avantages de ce processus de substitution psychotique sont indéniables, puisqu'il leur permet à la fois de se rassurer tout en ayant la conviction d'être dans le vrai, à ceci près toutefois, mais cela ils ne peuvent pas y penser, c'est que si c'était réellement le cas, ils n'auraient pas besoin de se livrer à cette contorsion de la réalité pour la faire rentrer dans leur petite boîte.

Qu'on ne se méprenne pas, ils ne tirent pas leur imagination de la réalité pour agir dessus dans la perspective de la changer, non, ils la puisent dans ce qu'ils estiment avoir compris de leurs expériences passées et qu'ils ont théorisé de manière à ce qu'elle s'y conforme, quitte à lui faire subir bien des mauvais traitements à l'aide de procédés plus ou moins malhonnêtes ou inavouables, et c'est ainsi qu'ils ne risquent pas de se contredire, puisque finalement leur imagination évolue dans un univers aussi fermé, figé, sclérosé que leur théorie rendue à l'état de fossile et donc rendue inapte à tout emploi, même en temps de guerre.

En procédant de la sorte ils seront à la fois impuissants à agir sur la réalité et à la changer, mais ils pourront toujours s'en sortir en affirmant qu'ils n'y étaient pour rien parce qu'ils avaient fait tout ce qui devait être fait pour qu'il en soit autrement, hélas, et si vous insistez, comme dans toute imposture ils vous sortiront un bouc émissaire et vous devrez vous en contenter. Et sinon, après ? Après quoi, rien, qu'est-ce que vous voulez qui se passe ?

Cela dit, si cela vous chante de les imiter, c'est votre droit, au moins vous savez où cela vous mènerait. Et si nous en sommes arrivés au point où toute discussion sérieuse et constructive est devenue pratiquement impossible entre militants, vous savez également pourquoi, parce qu'on ne vit pas vraiment dans le même monde, eux refusent de partir de la réalité telle qu'elle est, alors que je préfère la regarder en face et l'affronter. Chacun est libre d'adopter la méthode qui lui convient le mieux pour l'interpréter, ensuite les faits diront laquelle était conforme à la réalité en fonction de l'objectif (politique) qu'on s'était fixé, précisons, sans avoir à porter de jugements sur les personnes, puisque ce n'était ni l'objet de notre réflexion ni notre intention qui au demeurant nous est étranger.

Voyons maintenant comment cela se traduit sur le plan politique avec la question syrienne, attention, âmes trop sensibles s'abstenir.

On comprend l'amertume ou la frustration de tous les militants qui s'interdisent de fêter la libération d'Alep-Est au côté du peuple syrien de crainte d'être accusés de soutenir Bachar al-Assad l'horrible despote selon leurs dirigeants, après tout ils ne le méritaient pas pour avoir épousé aveuglément la propagande de guerre officielle ou avoir fait preuve de tant de couardise.

Après on se demande pourquoi aucun intellectuel influent ne rejoint la cause du mouvement ouvrier, pardi, pour ne pas se couvrir de honte !

Mes causeries enflammées qui sentent la poudre à canon n'ont suscité aucun courriel de la part de lecteurs, seraient-ils tous devenus autistes ? Mais peut-être ne désirent-ils pas se compromettre avec l'auteur de ce portail et préfèrent-ils garder l'anonymat, quel courage ou c'est l'aveu que leurs convictions n'en valaient pas vraiment la peine, ce serait la confirmation qu'on ne partageait pas exactement les mêmes.

Je prie les travailleurs et les militants inorganisés qui ont refusé de rejoindre un des partis dit ouvriers de bien vouloir m'excuser d'avoir tant insisté auprès d'eux pour qu'ils entament cette démarche, qui au regard du traitement qu'ils ont réservé à la guerre contre la Syrie était injustifiée, notamment, car j'aurais pu le déclarer en bien d'autres occasions, qu'ils veuillent bien admettre que j'étais animé uniquement de bonnes intentions et que je n'ai jamais eu celle de les tromper ou de les mystifier. Je suis sincèrement désolé.

Si vous avez l'habitude de vous connecter à ce portail, vous n'êtes pas sans ignorer que je tire des enseignements politiques de chaque expérience bien au-delà des faits auxquels elles se rapportent, en les reliant à d'autres expériences passées qui ont été interprétées en leur temps sans qu'on revienne dessus, comme si leurs auteurs avaient été dignes de foi. Or, il se trouve que depuis on a appris qu'ils ne méritaient pas notre confiance, sans pour autant qu'on se penche à nouveau sur leurs assertions ou enseignements théoriques, autrement dit, leurs méfaits continuent de produire des effets néfastes au sein du mouvement ouvrier bien qu'ils ne soient plus de ce monde pour certains d'entre eux.

Si la libération d'Alep-Est par l'armée de la République arabe syrienne et ses alliés russes et iraniens doit être considérer comme une défaite ou un crime, il faut croire que la libération de la France du nazisme et du régime de Vichy par l'armée américaine était également une défaite, et que se placer au côté des forces de la résistance où se côtoyaient staliniens et gaullistes notamment aurait été une trahison, c'est bien cela n'est-ce pas ? Pourquoi, mais parce qu'Assad et Poutine à l'issue de cette guerre qui est loin d'être terminée n'envisagent rien d'autre que la survie du régime en place, tout comme staliniens et gaullistes n'envisageaient pas autre chose que la reconstruction de l'Etat bourgeois en France, autrement dit, comme on ne pouvait pas partager leurs intentions ou perspectives politiques il aurait fallu s'abstenir de combattre à leur côté, c'est bien cela n'est-ce pas ? Il aurait donc mieux valu que la France demeure sous le régime de Vichy et devienne une province de l'Etat allemand fasciste, et que la Syrie passe sous le contrôle des barbares de Daesh ou d'Al-Nosra, une fois qu'on aurait refusé le soutien des seuls forces capables de libérer la France et la Syrie, on est bien d'accord, vous suivez ? Mais dans quel monde vivrions-nous alors aujourd'hui si tel avait été le cas, vous êtes-vous posé un instant cette question terrifiante ? Qu'on en vienne à poser une telle question permet de mesurer à quel point le mouvement ouvrier n'a cessé de se fourvoyer depuis 70 ans,

et particulièrement son avant-garde.

Sans être ni stalinien ou gaulliste, ni partisan d'Assad ou de Poutine, j'aurais rejoint la résistance française et syrienne contre l'envahisseur, et une fois la France et la Syrie libérée j'aurais retourné mes armes contre l'Etat français et syrien, car à aucun moment je n'aurais bradé mes convictions ou mon idéal, le socialisme. Je n'aurais eu de cesse de combattre pour la fin de ces guerres le plus tôt possible par tous les moyens à ma disposition, sachant très bien que je n'aurais pas vraiment eu le choix des armes ou des alliances pour la mener aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est le cours de l'histoire qui nous les impose, soit on fait avec, soit on se leurre sur notre propre action qui confine à l'impuissance ou encore on déserte...

En accusant Assad de dictateur au moment même où il s'apprêtait à libérer Alep-Est, vous vous êtes rangés au côté des ennemis du peuple syrien que vous avez littéralement poignardé dans le dos, vous vous êtes trompé de camp, les militants intéressés se reconnaîtront. Il faut en prendre conscience sans attendre pour rectifier le tir, car plus tard ce sera plus difficile, voire impossible, car il ne vous restera plus qu'à justifier l'injustifiable jusqu'à la fin de vos jours en recourant à des procédés infâmes, quel cauchemar, vous méritez mieux assurément !

Vous avez eu là l'occasion de tester en pratique vos convictions, pour ainsi dire sur le champ de bataille. Etes-vous satisfait de cette expérience, des conclusions auxquelles vous êtes parvenu sachant que vous avez été évincé de la fête qui a suivi la libération d'Alep-Est, et que vous vous retrouvez en bien mauvaise compagnie avec les vaincus, Hollande, Cameron, Obama et les monarques du Golfe, etc. qui sont les seuls responsables de cette guerre et qui ont armé les barbares. Assad et Poutine ne valent pas mieux, on n'a jamais dit le contraire, à ceci près qu'ils n'ont pas joué du tout le même rôle dans cette guerre, vous saisissez la nuance ? On parle de cette guerre et non de la nature du régime de Poutine ou d'Assad, ne confondons pas tout.

Etes-vous capable de faire preuve de discernement ou de mesure pour comprendre que dans toute situation il existe des facteurs prépondérants qui ne sont pas forcément ceux qui nous viennent en premier à l'esprit, et que parfois des facteurs secondaires s'avèrent temporairement déterminants, autrement dit, que les choses ne se passaient pas toujours, pas souvent en réalité comme on les aurait souhaitées, et qu'il fallait en prendre son parti à défaut de mieux ou en attendant des jours meilleurs, qui viendront tôt ou tard si on fait preuve de suffisamment de patience et de détermination, même si ses jours meilleurs s'avèrent éloignés. Il faut savoir se contenter de ce que nous réserve le présent pour mieux préparer l'avenir, sinon on passe à côté de l'occasion qui nous est donnée de faire un pas en avant dans la direction qu'on s'est tracé et c'est dommage, car en procédant de la sorte on n'ira jamais nulle part et on ne changera jamais la société. L'essentiel, c'est de ne jamais lâché le fil qui nous relie à notre objectif.

Ce qui me fait marrer, c'est une façon de parler, c'est de me retrouver dans une situation où j'ai l'impression de donner un cours de léninisme à des lecteurs ou militants qui me prenaient pour un extrémiste, un fou furieux, un gauchiste, qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre qu'on est parfois obligé de faire des compromis, ce qui ne signifie pas forcément se compromettre. On m'a accusé de manquer de mesure, excusez-moi, c'est vous qui avez prouvé que vous en manquiez singulièrement, n'inverser pas les rôles s'il vous plaît. Dans la vie quotidienne on est bien obligé d'en faire, ne serait-ce que lorsqu'on va vendre notre force de travail sur le marché aux esclaves pour subvenir à nos besoins élémentaires, est-ce pour autant qu'on aurait trahi notre cause ou qu'on serait devenu des esclaves soumis satisfaits de notre sort ?

Il y a quelque chose de pourri dans le mouvement ouvrier qu'il faut extirper une bonne fois pour toute, sinon nous ne nous en sortirons jamais. Que vous soyez militant de base, cadre ou dirigeant, ne craignez pas de vous exprimer librement, donnez-vous en les moyens si ce n'est pas le cas aujourd'hui, affranchissez-vous de la tutelle de ces appareils corrompus, vous valez mieux. On ne peut pas imaginer un instant que la totalité des militants, cadres ou dirigeants soient passés sous l'influence de l'idéologie ou du discours de la classe dominante.

Je terminerai par une note plus personnelle.

Hier je vous ai raconté que ma compagne et sa soeur avaient foiré ma soirée du 24 décembre et que je l'avais mal pris. Vous voulez savoir pourquoi. Parce que j'avais l'intention de la dédier au peuple syrien, je voulais célébrer à ma manière la libération d'Alep-Est, j'avais cela en tête, enfin une bonne nouvelle, c'est si rare, et encore une fois peu importe comment elle avait été arrachée. Moi aussi je voulais savourer ce répit, ce moment de bonheur, cet espoir de paix après près de 6 ans de guerre que je suis quotidiennement depuis le premier jour.

Et puis vivre en Inde n'est pas vraiment une partie de plaisir, loin s'en faut, je dirais même qu'en dehors des occasions qu'on doit se créer soi-même, c'est une notion pratiquement inconnue ici, car le peuple indien baigne dans un océan de difficultés sans nombre, au point d'être gêné d'éprouver un peu de bonheur, mais celui du peuple syrien est légitime, qui oserait affirmer le contraire.

Dossier sur la Syrie

- Syrie: découverte d'un charnier dans l'ex-bastion rebelle à Alep - AFP 25.12

Commentaires d'internautes à la suite de cet article.

1- Les "civils (ont été) exécutés par les groupes terroristes avant leur sortie des quartiers est de la ville d'Alep", a indiqué Sana dimanche soir, utilisant le terme qui dans la phraséologie du régime signifie les groupes rebelles. Ou c'est le contraire : l'AFP utilise le terme "groupes rebelles" qui dans la phraséologie de propagande signifie terroristes.

2- Fabius et Hollande doivent rendre des comptes ! Et surtout qu'ils ne disent pas "nous ne le savions pas " !

3- "La plupart ont été tués d'une balle dans la tête, beaucoup de corps ne sont pas entiers"

Les bras m'en tombent...

4- Quelle surprise ! Les "insurgés" ne seraient donc pas tous des pauvres victimes innocentes et les soldats de Bachar tous d'horribles tortionnaires ?

5- Voyez les pauvre protéger de la France, des USA, ces rebelles terroristes modérés, qui protégeaient soi-disant les civils à Alep ; et c'était l'armée régulière syrienne et l'armée russe qui était les grands assassins d'après la presse partiale occidentale ! Enfin la vérité triomphe toujours n'en déplaise à certains, anti-Assad et anti-russe.

- Aucune trace des Casques blancs n'a été détectée à Alep - sputniknews.com

Mais où sont donc passés les secouristes volontaires des Casques blancs à Alep, ceux qui «font chaque jour l'impossible dans cette ville martyre, face au déferlement de violence»? Aucune trace de ces derniers, selon le ministère russe de la Défense.

Aucune trace des secouristes volontaires des Casques blancs (White Helmets) n'a été détectée à Alep, a déclaré lundi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov. « Les seuls que nous n'avons toujours pas retrouvés à Alep-Est ce sont les soi-disant "secouristes volontaires" des "Casques blancs", qui sont accueillis en grande pompe dans les meilleures maisons de Paris et de Londres et qui ont failli être proposés pour le Prix Nobel de la Paix », a-t-il déclaré.

Les Casques blancs, cette soi-disant ONG de défense des droits de l'homme, ont été maintes fois accusés de mener un sale jeu en Syrie. Parmi les griefs retenus contre eux figurent une propagande anti-gouvernementale visant le régime de Bachar el-Assad, des tentatives pour encourager une intervention étrangère dans le pays, ainsi que des « preuves » fabriquées dénonçant les « bavures » commises lors de la campagne russe en Syrie.

François Hollande a reçu le 19 octobre le chef des Casques blancs. « Les Casques blancs et le Comité civil d'Alep font chaque jour l'impossible dans cette ville martyre, face au déferlement de violence. Leur action a permis de sauver des dizaines de milliers de vies », a alors indiqué l'Élysée dans son dossier de presse consacré à la visite. sputniknews.com 26.12

La Moldavie rompt avec l'UE et l'OTAN.

- Pourquoi le drapeau de l'UE ne flotte-t-il plus sur la résidence du président moldave? - sputniknews.com

Peu après l'investiture du nouveau président moldave Igor Dodon, le drapeau de l'Union européenne a été retiré de sa nouvelle résidence.

Juste après la cérémonie d'investiture du président moldave Igor Dodon, le drapeau de l'Union européenne ne flotte plus sur sa résidence. On ignore si le drapeau a été enlevé à l'initiative du président ou pour d'autres raisons, rapporte Rossiya Segodnya.

Le nouveau président a également déclaré quelques semaines avant son investiture qu'il avait l'intention de saisir la justice pour replacer sous contrôle présidentiel le Service d'information et de sécurité (SIS), de supprimer le bureau de l'Otan à Chisinau et de remplacer le procureur général qui lui a été imposé.

De même, Igor Dodon a promis un référendum pour annuler l'accord d'association et d'échange signé avec l'Union européenne en 2014. Il propose au contraire de rejoindre la Communauté économique eurasiatique créée par la Russie. M. Dodon a confirmé que son premier déplacement en tant que président se fera à Moscou, comme prévu. sputniknews.com 26.12

Les pauvres d'esprit sous influence, qui sans rire se présentent comme des opposants à l'UE et à l'OTAN, vont s'écrier : A quoi bon rompre avec l'UE et l'OTAN, si c'est pour se ranger au côté de la Russie.... C'est cela, vous avez raison comme toujours, la Moldavie ferait mieux de rester sous la coupe de l'UE et de l'OTAN, bravo les charlatans !

Le 28 décembre 2016

CAUSERIE

Vous imaginez un peu, vous seriez prisonnier ou otage, les dirigeants du mouvement ouvrier refuseraient que les seuls forces capables de vous sortir de là passent à l'action pour vous libérer de vos tortionnaires, sous prétexte que vos libérateurs ne seraient pas fréquentables, ils préfèreraient vous laisser moisir ou crever, et après cela il faudrait leur accorder notre confiance, on croit rêver !

J'ai été qualifié d'ennemi de la classe ouvrière par un dirigeant du PT en 2005, et je sais que beaucoup de militants le pensaient également pour ne pas avoir voulu tenir compte des éléments sur lesquels reposaient mes conclusions, que les faits viennent encore une fois de confirmer malheureusement. Je ne leur en veux pas, tout le monde peut se tromper, le tout est d'en tirer des enseignements tant individuels que politiques pour aller de l'avant.

Certes, cette victoire du peuple syrien a un goût amer, mais c'est mieux qu'une terrible défaite dans un gigantesque bain de sang, non ?

En bref

1- Un courriel reçu d'un militant : D'accord avec ton analyse sur la Syrie (datée du 27-12).

Je ne sais pas si cela se fait, je l'en remercie sincèrement et lui souhaite mes meilleurs voeux.

2- J'habite en Inde depuis plus de 20 ans, j'y ai travaillé, enseigné. Je vis dans un petit village avec une femme indienne. J'ai été amené à croiser des Indiens de toutes conditions sociales, y compris des professeurs indiens et un grand nombre d'étudiants des universités indiennes. Pendant des années avec mon épouse indienne dont je suis séparée, j'ai regardé quotidiennement différentes chaînes de télévision en tamoul ou en anglais.

Je peux affirmer que le niveau de connaissances générales des couches de la population les plus développées est misérable pour ne pas dire quasiment nul, au mieux elles sont surfaites ou superficielles. Pourquoi ? Parce l'éducation et l'information sont conçues de telle sorte que seul ce qui est susceptible de vous apporter quelque chose pour vous enrichir individuellement ou augmenter votre pouvoir personnel est mis en avant pour attirer l'attention des jeunes ou de la population, c'est le culte de l'individualisme qui a valeur d'idéal suprême à l'image de la société.

Aussi il ne faut pas s'arrêter aux apparences, un jeune peut porter un T-shirt de Che Guevara sans savoir qui il était par exemple. Alors qu'à Taïwan des lycéens défilent en uniforme nazi n'a aucune signification à mes yeux, hormis que le culte d'Hitler peut être cultivé en haut lieu dans ce pays sous influence américaine, souverons-nous qu'un portrait de Ford trônait dans le bureau d'Hitler à Berlin dans les années 30.

Un jeune indien ou taïwanais ou dans n'importe quel pays ne verra pas quel intérêt il pourrait tirer plus tard de connaissances en histoire, géographie ou sciences naturelles, si on ne leur enseigne pas que la société et le monde dans lesquels ils vivent sont le produit de leur développement depuis des millénaires, et qu'ils ont intérêt à comprendre comme ils fonctionnement pour pouvoir s'y intégrer plus tard ou s'en sortir, ce qui ne s'apprend pas en un jour ou en dormant.

- Taïwan : un proviseur démissionne après un défilé nazi dans son lycée - francetvinfo.fr

Le proviseur d'un lycée taïwanais a présenté sa démission, mardi 27 décembre, après la célébration de l'anniversaire. Des élèves y avaient défilé en uniforme nazi derrière un char en carton. Des photos et et des vidéos postées sur internet ont suscité un déluge de critiques contre le Lycée Kuang Fu de Hsinchu City.

On y voit les élèves portant des répliques d'uniformes du IIIe Reich riant et dansant tout en brandissant des bannières ornées de la croix gammée. Un professeur a également participé selon les médias locaux à ce défilé, se faisant notamment photographier en faisant le salut nazi de la tourelle du blindé en carton.

"Voici Hitler ! Etudiants, saluez-le ! Ou le char vous écrasera, ou vous serez emmené dans la chambre à gaz !", peut-on entendre sur une vidéo publiée par le site internet de l'Apple Daily. Cheng Hsiao-ming, le proviseur, a annoncé dimanche sa démission. "Je présente mes excuses aux victimes et au public", a-t-il dit en promettant aussi des sanctions contre les autres responsables de l'établissement.

Le ministère taïwanais de l'Education a également présenté ses excuses et demandé au lycée de prendre des mesures pour améliorer l'éducation historique de ses élèves.

La culture pop et l'art commercial en Asie ont souvent exploité l'image d'Adolf Hitler et l'iconographie du IIIe Reich. Dans les années 1990, un "bar nazi" avait brièvement ouvert à Taipei. francetvinfo.fr 27.12

3- J'ai appris que Libération et Le Monde avaient créé respectivement une rubrique désintox et décodeur, qui consiste à décrédibiliser les auteurs d'articles ou de déclarations remettant en cause à partir des faits réels ou de témoignages les versions officielles du déroulement des évènements dans le monde que la quasi-totalité des médias et des partis institutionnels relaient, ne supportant plus que leur présentation frauduleuse de la réalité ou leurs mensonges éhontés soient démontés dans des centaines de supports sur Internet principalement, et que le peu de crédibilité qui leur restait soit ainsi entamée, ils n'ont pas d'autre alternative que la fuite en avant en versant dans la diffamation.

Un fait est absolument certain, retirez-leur les subventions de l'Etat et ils mettent pratiquement tous la clé sous la porte, à commencer par L'Humanité. Comme les syndicats et la plupart des partis si vous y tenez, puisque leurs financements sont comparables ou ont la même origine, le régime en place.

La diversité de la presse serait un gage de démocratie nous dit-on. Foutaise, imposture, elle a une seule ligne éditoriale, celle de Washington, Bruxelles, Tel-Aviv, cette assertion a toujours servi à faire oublier qu'on ne vivait pas en démocratie, mais sous une dictature, celle du capital.

Dossier sur la Syrie

Une vidéo.

Les médias contre la réalité en Syrie - Eva Bartlett parle à RT
https://www.youtube.com/watch?v=D5OW2tuoS3Q

La journaliste canadienne qui a critiqué la couverture médiatique de la crise syrienne lors d'un récent sommet de l'ONU, a déclaré à RT que ses rapports avaient été qualifiés de «partiaux» en faveur des gouvernements russe et syrien.

J'ajouterai que cette brave journaliste semblait profondément troublée par ce déversement de haine auquelle elle ne s'attendait apparemment pas.

- Alep libérée : quand l'AFP qualifie des décapiteurs d'enfants de «rebelles» - Arrêt sur Info

Si sur le plan humain, l'agence se réjouit du retour de la paix dans Alep, elle déplore la défaite des djihadistes toujours qualifiés de «rebelles modérés», même lorsqu'il s'agit d'un groupe à l'origine de la décapitation d'enfants.

Le 23 décembre, l'Agence France Presse (AFP) publie une dépêche dans laquelle, après avoir précisé que «pour la rébellion armée s'opposant au régime du président Bachar al-Assad, la perte d'Alep représente un revers cinglant», elle donne la parole à un certain Yasser al-Youssef.

« Sur le plan politique, c'est une grande perte […] pour la révolution, c'est une période de recul et un tournant difficile », a estimé Yasser al-Youssef, un responsable du bureau politique du groupe rebelle Nourredine al-Zinki», explique la dépêche de l'AFP.

Le texte oublie cependant de rappeler que les membres de ce fameux groupe «rebelle» allié au front Al-Nosra (désormais Fatah al-Cham), avaient, il y a quelques mois, publié une vidéo sur laquelle on les voyait égorger un enfant.

Par ailleurs, Amnesty International a signalé dans un rapport de juillet 2016 que Nourredine al-Zinki s'était rendu coupable de crime de guerres, notamment d'actes de torture sur des membres du personnel humanitaire, ainsi que sur… des journalistes.

Outre l'AFP, d'autres médias mainstream ont interviewé l'obscur Yasser al-Youssef, porte-parole du groupe Nourredine al-Zinki, comme le quotidien américain The Wall Street Journal dans un article du 30 septembre dernier, dans lequel les membres de cette organisation étaient là aussi qualifiés de «rebelles».

L'AFP a également interrogé Ahmad Qorra Ali, responsable «du puissant groupe islamiste rebelle modéré» Ahrar al-Cham, dont les membres fondateurs sont de hauts cadres d'Al-Qaïda. Ce dernier a martelé qu'Alep était maintenant «sous l'occupation de la Russie et de l'Iran».

Pour reprendre le contexte, l'AFP explique également : «en quatre semaines, du 15 novembre au 15 décembre, l'opération militaire a tué plus de 465 civils, dont 62 enfants, à Alep-Est». Et d'ajouter … «selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH)», se basant donc sur une source unique et dont le manque de crédibilité a été démontré à maintes reprises.

Ainsi, la presse mainstream qui certes, semble se réjouir que les Alépins puissent enfin regagner leur domicile et retrouver leur antique cité restée près de cinq ans aux mains des djihadistes qui ont livré la ville à feu et à sang, continue cependant de qualifier ces derniers de «rebelles modérés».

Pourtant, ces djihadistes, qu'ils soient membres du Front Fatah al-Cham (ex Front al-Nosra) ou d'autres groupuscules, ont commis des atrocités contre la population civile d'Alep, n'hésitant pas à utiliser hommes, femmes et enfants comme boucliers humains durant les bombardements des forces syriennes et de leurs alliés russes et iraniens.

L'été dernier, plusieurs dirigeants du groupe Al-Nosra, rebaptisé depuis Fatah al-Cham, avaient déclaré être soutenus matériellement par Washington dans leur opposition au gouvernement du président Bachar el-Assad. Arrêt sur Info 27.12

Manipulation des masses.

Il est certain que parmi la population dans n'importe quel pays, ils trouveront toujours des gens mal informés qu'ils pourront embrigader dans leurs aventures criminelles.

- Marche citoyenne : en route pour Alep - euronews.com

En Allemagne, une centaine de Berlinois a décidé d'entreprendre une longue marche citoyenne jusqu'en Syrie, pour demander l'arrêt des bombardements et attirer l'attention sur le sort des réfugiés qui ont dû fuir leur pays. Ils communiqueront via les réseaux sociaux.

Près de 3000 personnes se sont déjà portées candidates pour suivre tout ou partie de l'itinéraire. euronews.com 26.12

Les bombardements de l'armée syrienne et ses alliés auraient causé 465 morts parmi la population civile d'Alep-Est depuis le 15 décembre, chiffres contestés par les autorités syriennes, mais peu importe, prenons-les comme tels. Sur 250.000 habitants, cela fait 0,2% de victimes pour libérer la seconde ville du pays qui était à un carrefour stratégique pour les barbares et infliger une cinglante défaite aux Etats-Unis et ses alliés, ce n'est pas cher payé, même si ce sont des civils innocents qui en ont fait les frais ou la vie n'ayant pas de prix, sauf en temps de guerre.

La guerre n'est pas terminée.

- L'armée syrienne intensifie son offensive près de Damas - Reuters

L'aviation syrienne a intensifié les bombardements sur une zone rebelle au nord-ouest de Damas dans le cadre d'une offensive lancée vendredi pour reprendre ce lieu stratégique qui fournit en eau la capitale, ont annoncé mardi des rebelles et des habitants.

Des tirs de mortiers et des frappes aériennes ont touché plusieurs villes de la vallée de Wadi Barada, à 18 km au nord-ouest de la capitale, rapportent-ils.

Les routes menant aux villes et les montagnes bordant la vallée sont contrôlées par la garde républicaine syrienne ainsi que des milices du Hezbollah libanais, allié du régime de Bachar al Assad.

Des habitants précisent que les combats se sont concentrés lundi dans le village de Baseimeh, où les forces du régime tentent une percée pour rejoindre une enclave d'une dizaine de villages comptant environ 100.000 habitants.

"Ils cherchent à nous pousser à conclure un accord de reddition, nous n'abandonnerons pas notre terre", a déclaré un commandant du groupe rebelle Ahrar al Sham, Abu al Baraa. Reuters 27.12

Pour info : Ahrar al Sham présenté comme "un groupe rebelle", est en réalité un groupe salafiste qui regroupe 1 500 hommes et dont les membres fondateurs sont de hauts cadres d'Al-Qaïda, soutenu par le Qatar.

Avertissement. La fabrique du consentement comporte des failles, ils optent pour la censure.

- Israël : Le Parlement va examiner une loi pour retirer d'Internet les « incitations » à la violence - LeMonde.fr

Des ministres israéliens ont approuvé dimanche 25 décembre un projet de loi qui autorisera un tribunal à ordonner à des sites comme Facebook ou YouTube de supprimer certains contenus considérés comme des incitations à la violence. Connu sous le nom de « projet de loi Facebook », le texte pourrait permettre au gouvernement de demander, par l'intermédiaire d'un tribunal,

la suppression sur un site web d'un contenu dans les cas où il poserait « un vrai risque pour la sécurité d'une personne, du public ou de l'Etat », selon la ministre de la justice Ayelet Shaked, du parti d'extrême droite Foyer juif.

Israël a tenu cette année des discussions avec des responsables de Facebook à ce sujet, et en septembre Mme Shaked avait affirmé que le géant américain avait supprimé 95 % des publications qu'Israël lui avait demandé de retirer. Elle a ajouté qu'en 2016 71 % des 1 755 demandes formulées par Israël concernant le retrait de contenus avaient reçu une réponse favorable.

Elle a cependant souligné qu'il était important qu'une telle collaboration soit « obligatoire ». « La nouvelle loi est essentielle pour nous donner les outils pour agir immédiatement et supprimer du contenu qui pourrait mener à des actes terroristes et au meurtre », a renchéri le ministre de la sécurité publique, Gilad Erdan, autre défenseur du projet de loi.

L'Etat hébreu assure qu'Internet a joué un rôle clé dans l'incitation aux violences perpétrées contre les Israéliens par des Palestiniens depuis octobre 2015.

Selon l'Institut pour la démocratie en Israël, le projet est « sans précédent » dans sa forme actuelle, comparé à d'autres législations ailleurs dans le monde. Il a dit craindre qu'il ne « facilite un niveau de censure disproportionné ».

Les Palestiniens redoutent aussi que cette campagne ne conduise à une censure de l'information et soupçonnent Israël d'être derrière la fermeture de deux comptes en septembre. Facebook s'était alors excusé pour avoir temporairement rendu inaccessible deux comptes liés à des sites d'informations palestiniens critiques à l'égard d'Israël, évoquant « une erreur ». LeMonde.fr 26.12

Commentaires d'internautes abonnés au Monde.

1- La premier des violences c'est l'occupation colonisation.

2- "retirer l'Internet les incitations a la violence", quid de de la violence du texte de loi lui même et ce qui soustend ce projet ?

3- Les incitations à la violence anti-arabes ne seront évidemment pas concernées, ça va de soi.

4- Quand on constate que les critiques à l'égard de l'oppression des Palestiniens sont qualifiées "d'antisémites", on imagine ce que l'état israélien nomme violence.

Vous avez raison, en voici une démonstration, sachant que cette critique concerne un gouvernement acquis au sionisme :

- Israël: Le ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman qualifie la conférence de paix française de "procès Dreyfus" - AFP

- Fausses nouvelles par omission – Bientôt interdit de les dénoncer ? Par Moon of Alabama - Arrêt sur Info

Des gradés israéliens prétendent que le Hezbollah utilise des transporteurs de troupes blindés en Syrie, une affirmation correcte des transporteurs de troupes qu'il a reçus des Forces armées libanaises (FAL), un mensonge. Les transporteurs en question sont de très très vieux véhicules à chenilles et les FAL ont reçu une seule fois des véhicules un peu plus perfectionnés des États-Unis. Israël fait ce genre de déclaration régulièrement.

Mais comme cela a été dit les fois précédentes, le Hezbollah a pris ces APC à l'Armée Libanaise du Sud (ALS) qui était une force de procuration israélienne pendant l'occupation israélienne du Liban. Lorsque, en 2000, le Hezbollah a finalement expulsé Israël du Liban, l'ALS s'est dissoute et toutes les armes qu'Israël lui avait livrées ont été ajoutées aux stocks du Hezbollah. Il les a utilisées depuis pour combattre Israël et les différents états du Golfe, les Djihadistes par procuration au Liban et en Syrie.

Mais vous n'apprendrez pas cela du principal organe de presse israélien aux États-Unis, le New York Times. Son article ne mentionne pas la source originale des APC (...)

Il s'agit manifestement d'une campagne de diffamation israélienne contre les FAL et le très modeste soutien matériel qu'elles reçoivent des États-Unis sous formes d'armes obsolètes. C'est de la calomnie. (...)

Israël accuse les FAL de soi-disant transférer des armes alors que ces armes proviennent d'un stock, appartenant à sa force de procuration, qui est resté sur place après l'échec de son occupation du Liban. C'est de la chutzpah* caractérisée ou plutôt de la calomnie et de la diffamation venimeuse.

Mais le soi-disant journal de référence dont la devise est « toutes les nouvelles qu'il est nécessaire de publier » ne trouve

pas nécessaire de rétablir la vérité en disant pour que les responsables israéliens font des allégations clairement fausses. Les « nouvelles » qu'il publie sont consciemment fausses par omission. Il ne s'agit pas de nouvelles« fabriquées de toutes pièces » – aucun des faits imprimés n'est tout à fait faux, mais ça n'en est pas moins une fausse nouvelle qui désinforme les lecteurs en laissant de côté les faits pertinents.

On parle beaucoup en ce moment de « fausses nouvelles ». La plupart de ce que les organes de presse à la solde du gouvernement des États-Unis affirment sur ses différents « ennemis » en sont. Presque tous articles du NYT sur la guerre en Syrie n'ont peut-être pas été et ne sont pas entièrement fabriqués, mais ils demeurent des fausses nouvelles. Cependant maintenant il y a davantage de sources d'information alternatives accessibles aux gens qui veulent s'informer.

Les tentatives actuelles pour diffamer ces sources alternatives en les accusant de conspirationnisme ou de relayer la propagande russes sont les derniers soubresauts d'un combat pour arrêter le flot de la réalité qui va bientôt emporter le NYT, d'autres organes d'informations similaires, et les « officiels chevronnés » qu'ils servent. Je pense que la violence de ce combat va s'intensifier pendant un an ou deux. Trop d'argent et trop d'egos sont menacés.

La question qui se pose maintenant est celle de la capacité de ces sources alternatives, espérons-le plus honnêtes et plus réalistes, à se protéger contre les attaques qui ne manqueront pas. Les grandes multinationales d'Internet (qui sont toutes aussi employées par le département de la Défense) commencent à supprimer des blogs et des sources alternatives d'information qu'elles accusent de publier des « nouvelles fausses ». Il va y avoir des (cyber-) attaques directes. Que peut-on faire pour contrer toutes ces attaques ? Arrêt sur Info 25.12

- L'Egypte se dote d'un Conseil suprême de la presse et des médias - Reuters

Un organe de tutelle de la presse et de l'audiovisuel dont les membres seront désignés par le président Abdel Fattah al Sissi va être créé en Egypte en vertu d'une loi promulguée lundi par le chef de l'Etat.

Le Conseil suprême de la presse et des médias sera notamment chargé de veiller au respect des règles de la concurrence, de l'éthique journalistique, de l'indépendance et de la neutralité de l'information. Il aura le pouvoir d'infliger des amendes et de suspendre la publication ou la diffusion des journaux et des émissions, et pourra également retirer les autorisations de la presse étrangère.

Son président sera désigné par Abdel Fattah al Sissi, qui choisira également les autres membres sur recommandation de différentes instances, dont l'appareil judiciaire et le Parlement.

Les organisations de défense des droits de l'homme et le Comité pour la protection des journalistes estiment que les atteintes à la liberté de la presse sont courantes en Egypte. Le pays figurait en 2015 à la deuxième place du classement mondial par le nombre d'arrestations de journalistes. Reuters 26.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Trump nomme Greenblatt, un proche conseiller, « négociateur international » - lemonde.fr

Le président élu américain, Donald Trump, a nommé, mardi 27 décembre, son conseil juridique en chef à un poste de « représentant spécial en charge des négociations internationales », une nouvelle fonction au sein de l'administration américaine.

Dans un communiqué de l'équipe de transition, M. Trump affirme que Jason Greenblatt l'assistera « dans les négociations internationales de tout type et pour les accords commerciaux à travers le monde ». L'intéressé dirige de longue date le cabinet d'avocats de l'entreprise du président élu : Trump Organization.

Durant la campagne électorale, Jason Greenblatt, avocat du droit immobilier âgé d'une cinquantaine d'années, a notamment conseillé Donald Trump sur les questions proche-orientales. Il a déclaré que les colonies de peuplement juives construites sur des territoires où les Palestiniens veulent créer leur propre Etat n'étaient pas un obstacle à la paix, et qu'une solution à deux Etats n'était pas viable.

Selon CNN, M. Greenblatt va se concentrer sur le conflit israélo-palestinien, les relations des Etats-Unis avec Cuba et les

accords commerciaux avec d'autres pays.

Au commerce, le président élu sera déjà assisté par le milliardaire Wilbur Ross, 79 ans, qu'il a désigné comme secrétaire au commerce. M. Trump n'a pas encore nommé son représentant au commerce extérieur (USTR). lemonde.fr 27.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France. Titrisation des chiffres du chômage.

- Chômage : trois mois de baisse consécutifs - Libération.fr

Au total, les effectifs de la catégorie A, la plus observée des cinq employées par Pôle Emploi, ont diminué de près de 110 000 depuis septembre, et de 133 500 depuis le début de l'année. Non sans controverses sur la nature de cette baisse, soutenue notamment par un recours massif à la formation. C'est ainsi qu'en novembre, les effectifs de la catégorie D, regroupant notamment les demandeurs d'emploi en formation, ont bondi de 4,3%, soit environ 14 000 personnes. En incluant les catégories B et C (activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi est ressorti à 5.475.800 fin novembre 2016, en hausse de 0,3% sur un mois (+15.000 personnes), mais en baisse de 0,8% sur trois mois (soit -42.400 personnes).

En novembre 2016, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A étaient 525 000 de plus qu'en mai 2012. Libération.fr 26.12

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 janvier 2017

CAUSERIE

Contrairement au 24 décembre qui dut foiré, j'ai passé une excellent soirée le 31 décembre, les filles avaient enregistré la leçon de la semaine précédente, du coup je les ai gâtées, oui comme des petites filles, outre un excellent repas indien et une glace en dessert, j'ai offert une nouvelle boucle de nez à Adi et un sari à Selvi ainsi que du tissu pour faire deux corsages, ici ils sont faits uniquement sur mesure. Le tout en musique (vidéos de concerts) avec Def Leppard et Aerosmith, elles adorent !

J'ai reçu un nouveau courriel d'un militant. Il mettait l'accent sur les raisons économiques à l'origine de la guerre en Syrie que je n'ai pas rappelées dans mes dernières causeries, estimant que les lecteurs devaient les avoir à l'esprit depuis longtemps.

Comme beaucoup de militants qui ont dépassé la soixantaine, il m'a indiqué qu'il n'avait plus l'intention de militer, ce qu'on peut comprendre sans avoir à porter de jugement. Quand on a consacré toute sa vie ou des décennies au militantisme, et qu'on s'aperçoit qu'à l'arrivée cela n'aura servi à rien, puisque le parti n'existe pas et rien n'indique qu'on parviendra à le construire un jour au regard du degré de décomposition politique actuel de l'avant-garde du mouvement ouvrier, on peut comprendre ce genre de réactions et l'amertume qui doit habiter ces générations de militants qui ont tout donné loyalement pour des prunes.

C'est dur à supporter de faire quelque chose en pure perte, de consacrer l'essentiel de son temps, les meilleures années de son existence à une activité qui finalement se traduira par du vent, ne débouchera sur aucune réalisation concrète, quelle frustration ou déception ! Pour moi qui suis encore un ouvrier, donc avant tout pragmatique, c'est intolérable, c'est choquant, cela n'a aucun sens, en un mot, c'est con.

Bien sûr on a pu tirer des satisfactions de notre militantisme, on s'est aussi et surtout beaucoup illusionné, mais on a du mal à se l'avouer, d'ailleurs c'est bien simple on trouvera toujours les mots qu'il faut pour le justifier ou embellir le passé qui ne le méritait pas tant que cela au regard du néant politique auquel nous sommes parvenus, non ? De préférence on évitera d'aborder cette question sous cet angle-là car cela fait trop mal. Cela pose trop de questions auxquelles on n'a jamais pris la peine de penser ou qui ne nous étaient jamais venues à l'esprit quand elles se posaient, et évidemment auxquelles on est toujours incapable de répondre, dans ce cas-là il vaut mieux arrêter là.

Je ne partage pas l'interprétation de la lutte des classes depuis les années 40 que font les militants en général, j'y vois plutôt l'origine des problèmes qu'on n'a jamais réussi à résoudre et qui nous ont conduit à la situation actuelle. Des analyses foireuses ont débouché sur des théories foireuses qui se sont traduites par des stratégies tout aussi foireuses pour un résultat quasiment nul, ne pas l'admettre, c'est s'interdire d'aller de l'avant.

Ou alors il reste à invoquer la fatalité, d'ailleurs quelque part cela revient un peu au même. Le capitalisme était décidément trop puissant, tout était contre nous, nous luttions à armes inégales, voués à l'impuissance, à l'échec, nous nous avouons vaincus au crépuscule de notre vie.

Quand on a tout donné dans ce combat, on est épuisé, usé, vidé, parfois écoeuré, dégoûté au dernier degré, on n'a plus la force ni l'envie de tout reprendre à zéro face à l'opportunisme qui a envahi, pourri le mouvement ouvrier et son avant-garde, on se sent impuissant à inverser cette tendance, personne ne nous écoute, alors quitte à pisser dans un violon, autant profiter tranquillement des quelques années qui nous restent encore à vivre et qu'on a bien méritées, donc sans avoir à se justifier ou avoir de compte à rendre à personne, ce qu'on admet volontiers.

J'ignore encore si je n'emprunterai pas aussi cette voie un jour. En attendant je me dis qu'on pourrait peut-être réfléchir ensemble aux nombreuses questions que j'ai soulevées, et dans quelle mesure au lieu de demeurer isolés chacun dans notre coin, on pourrait peut-être créer une structure politique souple et fraternelle qui accueillerait tous les militants inorganisés parmi lesquels nos vieux, qui par la richesse de leurs expériences peuvent aider les plus jeunes générations à continuer le combat politique, à assurer la relève en renouant avec le marxisme, qui sait, peut-être réussiront-elles là où nous avons échoué, ayons la modestie de le reconnaître. Mon idée est de briser notre isolement, de briser la crainte de s'exprimer librement, de rassembler le meilleur de l'avant-garde, ensuite on verrait quelle forme et quelle contenue pourrait prendre cette association ou ce regoupement politique, de quelle manière il pourrait jouer un rôle même très modeste dans la lutte de classes.

Quand on observe que nos dirigeants osent encore affirmer que l'évolution de la situation avait été conforme à leurs analyses ou prévisions, alors qu'en réalité ils en avaient été totalement incapables ou la situation actuelle ne correspond pas du tout à celle qu'ils avaient décrite, on croit rêver, leur comportement suffit à lui seul à justifier la nécessité de rejeter pratiquement toutes leurs analyses passées, et particulièrement l'orientation, la stratégie, les conclusions pratiques qu'ils en avaient déduites.
Ils n'assument pas leurs erreurs ou leur incurie, leur faillite politique, ils les justifient à leur manière.

Pour revenir à cette proposition d'association, elle pourrait à partir d'un exemple, d'une question ou d'un sujet, d'un évènement, déterminer comment il fut présenté ou analysé, chacun donnant sa propre explication et tous réfléchissant à la manière dont elles ont été construites pour vérifier quelle place ou quel traitement a été accordé à chaque facteur ou rapport, quelles étaient leurs faiblesses ou lacunes pour qu'on parvienne à un bilan qui serait en quelque sorte la correction des erreurs commises dans le passé ou la confirmation d'analyses en admettant que certaines avaient été correctes jusqu'à un certain point seulement. Toutes les hypothèses seraient prises en compte et traitées sérieusement pour arriver à un diagnostic le plus précis possible, évacuant évidemment tout argument ou affirmation à l'emporte-pièce, absolument tout devant être vérifié, étayé ou validé par des faits une fois remonté à l'origine de chaque facteur examiné, etc. reprenant minutieusement la méthode de Marx et Engels en somme pour interpréter le monde et son évolution.

Aucun d'entre nous ne pouvant se prévaloir être de la trempe de ces penseurs géniaux ou les égaler, ce travail collectif pourrait être utile à notre cause et accessible à nos plus vieux camarades qui ne souhaitent plus s'investir dans le militantisme.

Comment fonctionne la dialectique appliquée à l'homme ?

Tout homme est appelé à se développer, c'est une loi naturelle générale. Mais il peut très bien ne jamais se développer au-delà du primate voué à survivre par mimétisme inconscient et à subir la condition que lui impose la société.

Car pour qu'il se développe, il faut qu'il rencontre des conditions favorables à son développement, conditions qui proviendront du monde extérieur, mais pas seulement, car il faut aussi qu'il soit en mesure de les saisir ou de saisir cette occasion. Donc, il existe également des conditions qui lui sont propres ou intérieures à chaque homme, qui seront déterminées essentiellement par l'environnement social dans lequel ils auront évolué depuis leur naissance et les expériences qu'ils auront vécues, qui forgeront leur personnalité et détermineront le développement de leurs facultés intellectuelles ou leur niveau de conscience, en fonction des enseignements qu'ils auront su en tirer ou non.

C'est l'ensemble de ces facteurs qui se résument à des rapports sociaux et individuels exerçant une influence mutuelle dès sa naissance, qui détermineront de quelle manière l'homme interprètera le monde extérieur et sa propre condition (et comment, dans quelle direction s'orientera la société...).

A partir de là, rien n'est écrit d'avance ou personne ne peut dire à l'avance si un homme évoluera ou non, quel niveau de conscience il atteindra au cours de son existence, sachant qu'à l'origine ou lorsqu'il vient au monde il est totalement inconscient.

La vie ou le sens qu'on peut lui donner consiste donc à s'élever de cet état d'inconscience totale à un niveau de conscience supérieur. On pourrait ajouter que cela devrait être la vocation de l'école, qui malheureusement est dévoyée ou détournée au profit d'un conditionnement qui a pour objectif de l'empêcher d'accéder à un niveau de conscience supérieur, parce qu'il constituerait une menace pour l'ordre établi qui justement ne peut se maintenir en place que grâce notamment à la faiblesse du niveau de conscience des hommes, dont celle de classe ou de leur condition concernant les exploités et les opprimés.

Dorénavant on connaît beaucoup de choses sur l'homme.

On sait que son espèce s'est distinguée des autres espèces animales à la suite d'une évolution qui a duré des millions d'années, et au cours de laquelle la reproduction de son ADN a connu des imperfections se traduisant par une modification irréversible de son génome sans qu'on puisse établir exactement quand ni dire pourquoi, en rapport semble-il avec sa propre activité et les transformations que devaient subir son environnement ou notre planète.

Sautons quelques millions d'années pour en arriver à l'homme que nous connaissons depuis le paléolithique.

Cet animal, ce mammifère primate a montré un sens aigu de l'observation des manifestations de la nature, y compris la sienne, allant jusqu'à les reproduire plus ou moins adroitement ou avec plus ou moins de bonheur, et ces expériences transmises de génération en génération qu'il allait reproduire des millions de fois devaient contribuer à aiguiser ses cinq sens (le goût, l'odorat, l'ouïe, le toucher et la vue) relié à son cerveau, qui a son tour allait se transformer ou se développer, pour en arriver au stade où il parviendrait à être en mesure de modifier son environnement pour assurer sa subsistance et garantir la pérennité de son espèce.

A cette étape, il allait inventer les premiers outils et inaugurer un mode de production et le développement des forces productives. Inutile d'aller plus loin puisque l'homme en est encore à cette période (préhistorique) en quelque sorte. A l'origine il allait produire ou reproduire sa propre espèce, mais laissons cela de côté.

Venons-en à la lutte des classes et au XXe siècle pour ne considérer que les générations qui existent de nos jours.

C'est un fait que la société et le monde ont subi de profondes transformations au cours du XXe siècle. Du coup les différentes générations ne se sont pas développées exactement dans le même environnement dans tous les domaines et pas seulement sur le plan social ou politique. La manière dont ils appréhenderont le monde extérieur ou la société sera forcément différente. Et si les rapports sociaux de production sont demeurés inchangés quant à leurs fondements basés sur l'inégalité entre les classes, les rapports et la composition ou la répartition de chacune des couches à l'intérieur de chaque classe ont connu également de profondes modifications en fonction de l'évolution des différents secteurs économiques (Les services ont supplanté l'industrie et l'agriculture n'emploie plus que 4% environ de la main d'oeuvre.).

Jusque dans les années 80, les rapports qui présidaient à l'orientation de la société et au développement du capitalisme ainsi que la lutte des classes étaient liés, ou chacun de ces facteurs avaient une influence sur les autres, de sorte qu'il était relativement facile de percevoir ces liens ou d'en prendre conscience pour ensuite tenter d'agir dessus pour modifier leur orientation ou ces rapports, comprendre comment fonctionnait la société capitaliste ne présentait aucune difficulté insurmontable dès lors qu'on ne s'écartait pas du processus dialectique qui se déroulait sous nos yeux, afin de changer la société. Tel fut l'environnement dans lequel évoluèrent les générations des années 20 à 60.

Evidemment, il faut intégrer dans ces facteurs leurs représentations politiques, qu'il était plus facile de saisir que de nos jours, puisqu'elles étaient directement reliées au développement de la lutte de classe ou du mouvement ouvrier depuis le début du XXe siècle. Bien que la lutte pour le socialisme fut rapidement dévoyée par la social-démocratie et le stalinisme, l'existence d'une puissante classe ouvrière, nombreuse et concentrée, confrontée à des conditions d'exploitation et d'existence encore dignes des maîtres des forges ou épouvantables, contribuaient à forger une conscience de classe chez chaque ouvrier, qui favorisait leur compréhension des fondements et du fonctionnement de la société, au point que le discours envisagant de la changer rencontrait un puissant écho dans la classe ouvrière.

Les générations suivantes allaient évoluer alors que tous ces rapports allaient être bouleversés, hormis les fondements du capitalisme, du coup, il leur est beaucoup plus difficile de comprendre dans quelle société elles vivent et dans quelle direction elle est orientée actuellement, et quant à envisager de la changer de fond en comble, elles n'y pensent pratiquement plus, tellement elles baignent dans une confusion inextricable.

Les générations précédentes avaient bénéficié de l'offensive du mouvement ouvrier à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, qui s'était traduite par d'importantes améliorations de la condition ouvrière, mais qui malheureusement n'avaient pas été acquis dans la perspective d'en finir avec le capitalisme abandonnée par les partis et les syndicats qui représentaient la classe ouvrière, malgré elles, elles se laissèrent ainsi corrompre par le capitalisme auquel elles allaient finir par s'adapter pour le meilleur et pour le pire, le pire étant réservé aux générations suivantes.

Elles allaient être victimes de l'évolution du capitalisme à l'échelle mondiale, qui petit à petit n'épargnerait aucun des acquis que les générations précédentes étaient censées leur léguer. Les nouvelles profondes transformations qu'allaient connaître la société et l'ensemble des rapports que nous avons mentionnés plus haut, allaient les laisser totalement démunies pour affronter la situation qui les attendait, et malgré leur résistance, elles n'allaient pas être en mesure de se dresser contre le régime, afin d'éviter de subir le sort qu'il leur avait réservé en l'absence d'une alternative crédible au capitalisme, puisqu'elles en sont arrivées au point où elles ignorent tout du socialisme, quand elles n'en ont pas un a priori négatif.

Le rapport de cause à effet entre le développement du capitalisme et la lutte des classes, qui se traduisait par davantage de profits et des augmentations de salaire, des réformes sociales ou progressistes, n'existe plus, en partie du fait que des pans entiers de la production industrielle ont été délocalisée, de la modification intervenue dans la répartition de la main d'oeuvre au sein des différents secteurs économiques, et de la corruption généralisée du mouvement ouvrier, les partis traditionnels de la classe ouvrière étant devenus des partis bourgeois ou de droite tout en ayant conservé leurs anciennes étiquettes.

Il faut ajouter que l'état de crise permanent du capitalisme ou sa faillite, et la financiarisation à outrance de l'économie qui en est le pendant, ont conduit leurs représentants à remettre en cause l'ensemble des rapports sociaux qui existaient à tous les niveaux de la société et qui traversaient toutes les classes, de manière à ce que toutes leurs couches s'affrontent pendant que l'oligarchie procède à une profonde et ultime transformation de la société destinée à leur être entièrement soumise sous la forme d'un régime implacable, corporatiste, policier, dictatorial, de sorte que l'idée de changer la société que les exploités avaient déjà abandonnée ne puisse jamais plus germer dans leurs têtes tant la tâche s'avèrerait titanesque, puisqu'ils passeraient leur temps à se déchirer entre eux ou à se haïr sur fond de régression sociale sans fin et de chaos minutieusement entretenu en créant un climat de terreur ou délétère.

Autrefois l'industrialisation avait alimenté la lutte de classe, elle avait débouché sur les congés payés dont devenait profiter le transport ferroviaire, puis le développement de l'automobile, ensuite le transport aérien de masse, de nos jours les ouvriers sont appelés à partir en vacances en car ou à rester chez eux, mieux encore, a continué de travailler...

Autrefois l'électrification avait permis l'expansion du secteur de l'électroménager, de satisfaire certains besoins, d'en créer de nouveaux, de nos jours de plus en plus de familles ouvrières peinent à payer leurs factures d'électricité et se passent de certains articles électroménagers ou biens d'équipement...

Autrefois l'augmentation de la production de pétrole entraîna le développement de l'automobile pour le consommer, qui entraîna le développement du réseau routier, de nos jours des pans entiers ne sont plus entretenus.

Autrefois ils construisaient de nouvelles écoles, de nouveaux hôpitaux, etc. de nos jours ils les ferment...

Autrefois le capitalisme produisait, ce qui permettait de satisfaire certains besoins, de nos jours il produit toujours plus, mais de moins en moins de besoins sont satisfaits...

Autrefois la baisse du temps de travail permit le développement de l'industrie culturel, des arts, du loisir, des sports, dorénavant elle sert à occuper un second emploi pour tout juste pouvoir survivre. Etc. etc. etc.

Comme on le voit, le rapport de cause à effet qui existait autrefois a été rompu entre le travail et ce qu'on était en droit d'en attendre, je n'irai pas jusqu'à dire que cela donnait un sens à la vie ou justifiait l'existence du régime, disons qu'il existait un lien logique entre ces facteurs que les masses exploitées pouvaient saisir, sans que pour autant elles soient satisfaites de leur condition, pour en arriver à une situation où plus rien n'a réellement de sens, où plus rien ne trouve de justification, sans qu'on puisse expliquer pourquoi, encore moins le comprendre, comme s'il n'existait plus aucune issue pour en sortir, ce qui explique aussi pourquoi toutes les valeurs que la civilisation humaine avait mis tant de siècles à se forger sont aussi malmenées, menacées ou progressivement abandonnées au profit du nihilisme ou d'un individualisme forcené, cynique, nauséabond.

Tout cela pour arriver à la conclusion qu'on ne peut pas aborder toutes les générations avec un même ou unique discours qui plus est datant d'un demi-siècle ou davantage encore, et qu'on doit prendre soin d'intégrer l'ensemble des facteurs et des rapports auxquels elles ont été soumises si on veut vraiment les aider à élever leur niveau de conscience et les organiser. A suivre

Parole d'internaute.

Commentaire suite à un article du portail néolibéral Slate, dont "*le patron est Jacob Weisberg, qui est démocrate et soutien de Hillary Clinton.*"

- "*C'est plutôt la puissance militaire et économique US qui est très surévaluée avec la très grande complicité des pays qui rampent devant eux, et de leurs journaistes toujours prêts à mentir sans complexe.*

Les quelques autocrates des pays atlantistes, tels que Rothschild et Rockefeller, qui depuis de nombreuses décennies font continuellement disparaître par l'intimidation, les arrestations arbitraires, les assassinats et le contrôle des médias toute opposition intérieure, semble irrésistible. Mais cette analyse est sommaire et trompeuse. La puissance réelle des USA géopolitique, économique, militaire et technologique est très exagérée. Sans l'OTAN les USA n'ont plus de puissance militaire. Sans la Chine il ne sont plus rien non plus économiquement : les USA sont hyper endettés, auprès de la Chine en particulier, leur argent ne repose plus que sur du vent. Enfin, sans leur NSA qui espionne tout le monde, le niveau technologique des USA serait réduit à zéro : ils ne font qu'exploiter toutes les inventions mondiales avant qu'elles ne soient brêvetées par leurs vrais inventeurs.

"Il faut dire que les hackers russes lui ont facilité la tâche" des hackers qui n'existent que dans la tête des complotistes, qui n'ont évidemment pas le moindre soupçon de preuve de leurs accusations. par contre qu'en est-il des "hackers" de la NSA qui surveillent quasiment toute la planète et décryptent toutes communications chiffrées? Slate n'est aujourd'hui plus qu'un magasine de décérébrés collabos qui n'ont rien compris à la réalité... ou font mine de ne rien comprendre, pour conserver leurs comptes en banque".

Votre analyse était correcte, mais à la fin vous vous méprenez sur ce que sont les administrateurs de Slate qui comprennent mieux la réalité que ce que vous croyez...

Nouvelles d'Inde.

- Inde : la jupe déconseillée aux touristes - Francetv info

Pourtant, elle ne devrait pas s'habiller ainsi, selon le ministre indien du Tourisme.

Pas de jupe, pas de short, il l'a annoncé sur les télévisions locales. Ses services distribueront bientôt un guide dans ce sens dans les aéroports. Des conseils avec comme objectif, selon lui, de lutter contre les crimes sexuels qui secouent le pays. Pour les associations de défense des droits des femmes, ce sont les mentalités qu'il faut changer. Et les propos du ministre sont rétrogrades. " *Ce ne sont pas les vêtements des femmes qui posent problème, c'est la façon dont les femmes sont traitées comme des objets et prises pour cibles par les hommes*", explique Ranjana Kumatri, directrice du Centre for social research. Francetv info 29.12

Commentaire d'un internaute.

- "*Je pense que ce Monsieur voulait juste sensibiliser les étrangères en donnant un simple conseil, connaissant bien son pays et les pervers sexuels il a juste conseillée aux femmes de ne pas se mettre en jupe pour leur bien et pour justement qu elles evitent d'être offensée moi je comprends son message dans ce sens là après certains le voient comme une atteinte à la femme, chacun son interpretation.*"

La question est de savoir pourquoi les hommes ont-ils de tels rapports envers les femmes. Parce que la société est très inégalitaire et continue de véhiculer les rapports entre les hommes et les femmes qui existaient sous l'ancien régime de type féodal.

Elle est très inégalitaire entre les classes dans la mesure où jusqu'à une époque récente, disons le début des années 90 qui constitua une nouvelle étape dans l'industrialisation du pays et le développement de ses infrastructures, l'immense majorité des Indiens étaient exclus du marché ou du progrès social réservé exclusivement à l'élite qui administrait le pays ainsi que les classes moyennes encore peu développées ou dont les conditions étaient proches de celle du prolétariat des villes et des campagnes.

Jusqu'au début des années 90 peu de femmes travaillaient, hormis dans le secteur de l'agriculture qui concentrait encore environ 70% de la main d'oeuvre. La majorité des jeunes filles n'étaient pas scolarisées, et lorsqu'elles l'étaient, leurs parents leur imposaient de quitter l'école parvenues à l'âge de la puberté, les cloîtraient à la maison, puis les mariaient rapidement sans leur demander leur consentement.

Si dorénavant la majorité des femmes travaillent dans l'industrie, elles sont surexploitées, leur salaire se situe entre 4 et 5.000 roupies nets par mois (55 à 68 euros), alors que celui des hommes est le double. Cela dit les mentalités n'ont pas évolué pour autant ou n'évolueront que très lentement. Cela a peu d'influence sur l'éducation qu'elles ont reçue ou celle de leurs parents, qui considéraient que les femmes étaient inférieures aux hommes ou plus exactement que les hommes décidaient de leur sort, chaque sexe étant confiné dans un rôle auquel il devait se tenir et qui n'avait pas lieu de changer. Bien entendu cela se traduit par des conflits entre homme et femme dans chaque foyer où les femmes continuent de subir des châtiments corporels, quand elles ne sont pas violées par leurs époux.

La femme qui travaille remet son salaire à son époux, ici il n'existe pratiquement pas de familles monoparentales ou de femmes vivant seules, elles restent chez leurs parents et sous leur autorité, puis elles passent sous celle de leur époux. Et une femme qui travaille devra se taper toutes les tâches ménagères en rentrant de son boulot, il est humiliant pour un homme de tenir à la main un balais, de faire la vaisselle ou de laver le linge (à la main), et ils sont incapables de faire cuire un oeuf. Elles ne disposent donc d'aucune liberté, elles sont doublement exploitées et elles subissent des mauvais traitement, en fait elles sont sans cesse humiliées et accablées de fatigue.

C'est dans ce cadre pour le moins despotique que doivent s'épanouir leurs besoins sentimentaux et leurs désirs sexuels, et les hommes sur ce plan-là sont logés à la même enseigne. Leurs déclarations d'amour sont purement conventionnelles ou marquées du sceau de l'hypocrisie, à moins qu'elles aient le caractère d'un voeux pieux qui ne se réalisera jamais, sauf parfois à travers des relations extraconjugales qui ne sont pas rares puisque finalement les liens qui unissent les deux époux ressortent davantage de la contrainte plutôt que du consentement ou de la complicité mutuelle. On n'osera pas se demander si

dans ces conditions ils sont épanouis ou respirent la joie de vivre, c'est bien triste.

De nombreuses femmes se sont élevées au plus haut de la société tout en perpétuant ces relations de type féodal puisque la classe dominante y trouvait son compte, les classes moyennes déjà moins, bien qu'elles en tirent profit également plus hypocritement encore puisqu'elles exploitent de la même manière les femmes qu'elles emploient comme domestiques sans pour cela remettre en cause les fondements économiques de la société et donc les rapports sociaux établis.

Elles préfèrent s'attaquer au comportement ou à la mentalité archaïque des membres masculins du prolélariat, plutôt que s'en prendre au régime auquel elles doivent leur situation privilégiée. Ce qu'elles n'avoueront pas, c'est qu'avec les classes dominantes elles sont les classes les plus perverties de la société, profitant de la prostitution ou se prostituant elles-mêmes.

Les femmes comme les hommes des classes moyennes qui travaillent passent très peu de temps dans leur foyer. Ils sont soumis aux mêmes cadences de travail infernales que les ouvriers et ouvrières si ce n'est pire la plupart du temps, mais en compensation ils disposent de quelques aménagements qui leur permettent d'avoir un peu de temps libre qu'ils ou qu'elles passeront avec un ou une collègue de travail marié ou non, un amant ou une maîtresse, ce qui est beaucoup plus difficile sur le plan matériel pour un ouvrier ou une ouvrière.

Changer les hommes ou leur mentalité, leur comportement sans changer la société, sous la contrainte du législateur, n'a jamais conduit à rien d'autre qu'à déplacer les problèmes auxquels étaient confrontés les différentes couches sociales de la société sans jamais les résoudre véritablement. Ils évolueront lentement au grès de la lutte des classes et du développement économique qui une fois parvenu à une nouvelle crise révèlera qu'aucun rapport n'avait véritablement changé ou que tout restait à faire, changer les fondements sociaux de la société ou changer de régime.

Comment légitimer les institutions antidémocratiques et le régime oligarchique.

- Listes électorales: grand rush pour s'inscrire avant la présidentielle - AFP

- Présidentielle. Pas si fâchés avec la politique, les Français ! - LeParisien.fr

Aux urnes citoyens ! Au-delà du rush pour s'inscrire sur les listes électorales, de nombreux indices laissent transparaître un véritable engouement des Français pour la politique, à moins de cinq mois de la présidentielle. LeParisien.fr 28.12

L'histrion du régime à leur chevet s'adresse à son monarque.

- Inscription sur les listes électorales : Mélenchon demande un délai à Hollande - M6info

“Je forme le vœu de pouvoir être entendu. Vous pouvez si simplement décider cette prolongation! Elle est d’un haut intérêt civique”, argumente le candidat de “la France insoumise” dans une lettre ouverte à M. Hollande et à son Premier ministre Bernard Cazeneuve.

Il “appelle le gouvernement à prolonger de manière exceptionnelle le délai d’inscription sur les listes électorales jusqu’au 15 janvier au moins”, comme le permet, assure-t-il, “l’article L16 du code électoral”. Ce délai permettrait selon lui de “sensibiliser plus fortement les personnes mal inscrites suite à un déménagement et celles qui ont encore oublié de s’inscrire”.

Constatant l’afflux de fin d’année pour s’inscrire sur les listesn Jean-Luc Mélenchon rappelle que “malheureusement environ 9 millions de Français en âge de voter risquent encore de ne pouvoir participer au scrutin” faute d’être “inscrits régulièrement” sur les listes, dont “6 millions” de “mal inscrits”. M6info 29.12

Le Conseil monarchique porte-parole des multinationales.

- Le Conseil constitutionnel ne censure pas le prélèvement de l’impôt à la source - LeMonde.fr

Sur le prélèvement à la source de l’impôt sur le revenu, réforme majeure de ce texte budgétaire qui doit entrer en vigueur au 1er janvier 2018, les conseillers ne se sont prononcés que sur quatre points de la mesure, et ne les ont pas censurés.

Le Conseil constitutionnel a censuré la « taxe Google » relative aux bénéfices de multinationales exerçant des activités en France. Les conseillers ont rejeté cette disposition au motif que l’administration fiscale ne peut avoir « le pouvoir de choisir les contribuables qui doivent ou non entrer dans le champ d’application de l’impôt sur les sociétés ». LeMonde.fr 29.12

Commentaire d'un internaute.

- "Etrange argumentaire du rejet de la "axe Google", puisque l'amendement portait non sur le choix des contributeurs mais sur l'assiette de l'impôt. Amendement à revoir. Merci à la droite de préférer augmenter la TVA et ou la CSG que d'imposer l'évasion fiscale qui représente le montant du déficit à elle seule."

Votre remarque manque de profondeur, allez jusqu'au bout de votre analyse et dites merci à ce que vous appelez sans doute la gauche pour se soumettre au Conseil constitutionnel ou à la Constitution antidémocratique de la Ve République.

LR. C'était déjà l'extrême droite.

Chut, ne dites surtout pas qu'ils sont sionistes, des militants vont vous accuser d'antisémitisme !

- Un voyage d'Estrosi en Israël pour soutenir Netanyahu suscite la controverse - AFP

Le président (LR) de la métropole niçoise Christian Estrosi essuyait vendredi des critiques pour un voyage en Israël, durant lequel il a apporté son soutien au premier ministre Benjamin Netanyahu après la résolution de l'Onu condamnant la politique de colonisation.

M. Estrosi, également président de la région PACA, a expliqué le 25 décembre sur Twitter partir en Israël pour y "témoigner (son) soutien" à M. Netanyahu après le vote d'une résolution "dangereuse qui attaque la seule démocratie de la région".

Lors de son voyage, M. Estrosi a annoncé un don de 50.000 euros, de la part de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour un projet de reforestation du Fonds national juif (KKL), organisme paragouvernemental. Selon son site internet, le KKL est actif en Israël, à Jérusalem-Est annexé et sur le plateau du Golan annexé. AFP 31.12

Dossier sur la Syrie

Enfin, la gauche a trouvé son Pierre-André Taguieff ou Rudy Reichstadt en la personne de Vincent Presumey.

- Alep, le XXI° siècle et la gauche du XX° siècle, par Vincent Presumey - anti-k.org 31.12.2016

Avant-propos.

Cet article est disponible sur le blog Anti-K du NPA que je ne connaissais pas. Je tiens à préciser que je n'ai jamais envoyé le moindre article à ce blog qui par le passé a reproduit certains de mes articles, d'ailleurs je crois bien n'en avoir jamais envoyés en 12 ans à aucun blog ou portail, hormis à des militants.

Quand on s'écarte des faits, on se condamne à les fabriquer. Quand on s'écarte de la réalité, on se condamne à lui substituer la réalité qu'on aura fabriquée. Quand on cesse d'être honnête, on se condamne à la déchéance morale. Et pour finir quand on est devenu un imposteur, un misérable faussaire perfide et cynique, on est prêt à tout pour le justifier. En voici une démonstration.

- Presumey avait manifestement tablé sur la victoire des barbares à Alep et en Syrie, cette perspective ayant été contrariée provisoirement, il s'agissait maintenant pour lui d'en trouver les coupables au sein du mouvement ouvrier ou éventuellement de les inventer, c'est dans l'air du temps.

Pour ce faire, il ne trouvera rien de mieux que reprendre la rhétorique officielle, mais pour s'en distinguer il l'adaptera à sa manière en recourant à la méthode de l'amalgame entre les différents courants du mouvement ouvrier qui étaient sur des positions contradictoires et inconciliables, vous m'excusez d'y faire figurer le courant que je prétends incarner, puisqu'il n'a pas été capable de citer un seul courant du mouvement ouvrier ayant été sur une autre position que celle qui consistait à diaboliser le chef d'Etat et le gouvernement syrien ainsi que leurs alliés, mais peut-être qu'il n'en existait pas d'autres après tout, je n'en sais rien, entreprise scélérate particulièrement maladroite, en vain.

Il ira jusqu'à déplorer "*la chute d'Alep Est*" ou "*la prise d'Alep Est*" par l'armée de la République arabe syrienne et ses alliés, qui selon lui fut un grand malheur pour les Syriens concernés qui auraient préféré demeurer quelques années de plus sous la coupe des barbares d'Al-Nosra, allant jusqu'à nier le coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine réalisé en recourant à des milices fascistes et maquillé ici en "*une crise révolutionnaire*" et regretter avec Hollande, BHL, Caroline Fourest, etc. que "*la révolution était ici traitée de réaction fasciste*", face à "*la contre-révolution armée des milices payées par le premier capitaliste du pays, Rinat Akhmetov, et armées par la Russie*", leur ennemi commun. Pitoyable, n'est-ce pas ?

Confusion extrême ou ignominie, toujours est-il qu'il a publié son article plusieurs jours après la libération d'Alep-Est et qu'aient été découverts les premiers charniers de dizaines d'hommes, femmes et enfants, torturés puis exécutés, ainsi qu'une centaine de soldats syriens ayant subi le même sort, auxquels s'ajoutent les témoignages des habitants d'Alep-Est, etc. je pencherais donc volontiers pour un acte délibéré et désespéré consistant à manipuler délibérément les faits. Ainsi il a signé sa propre

"faillite intellectuelle et morale" et il est loin d'être le seul dans ce cas-là, hélas !

Avant d'aborder en détail comment il a opéré, on aurait pu parvenir à la même conclusion sans même avoir besoin de lire la suite, puisque dès la 7e ligne de son article il reprenait la version officielle du 11 septembre 2001 : "*11 septembre 2001, les crimes de masses de la multinationale islamiste al-Qaida à New York et Washington...*" ou dès la 15e ligne dénonçant le "*22 décembre 2016, l'écrasement et la déportation des habitants d'Alep Est par les forces russo-iraniennes...*", le comble de la désinformation était franchi allègrement non sans cynisme. Le cap de l'abjection sans recours ou sans retour a été franchi ici.

Voyons comment il a procédé.

Il a fustigé "*la conscience ordinaire de trop de militants de gauche et d'extrême-gauche*" qui s'est traduite par "*une faillite intellectuelle et morale de couches assez larges*" qui auraient une "*vision du monde fétichiste et figée*" du monde, jusque là nous sommes d'accord, encore qu'il aurait fallu préciser que cela concernait plutôt la quasi-totalité des militants de gauche et d'extrême-gauche organisés, tous les partis ayant tenu le même discours, avec des nuances à la marge comme d'habitude.

Il faudrait donc en déduire que monsieur Presumey ne serait pas atteint par cette défaillance "*intellectuelle et morale*", or il fait ici la démonstration du contraire, mais pas n'importe comment, en procédant à des amalgames dignes des néoconservateurs Pierre-André Taguieff ou Rudy Reichstadt dans une confusion dont on se demandera si elle était voulue ou inconsciente tant la ficelle est grosse et confine au ridicule.

Ils prêtent aux militants de gauche et d'extrême-gauche en général un ensemble de convictions ou de positions qu'en réalité ils ne partagent pas. Par exemple, les admirateurs de Chavez ou de Castro auraient soutenu les "*dictatures arabes*" sous prétexte qu'elles étaient "*laïques*" parmi lesquelles celle d'Assad en Syrie, or c'est absolument faux, niant au passage qu'elles "*résistent à l'impérialisme*", sans préciser lequel ou lesquels, de sorte que subrepticement il peut ainsi placer dans le même panier de crabes sans distinction l'ensemble des militants de gauche ou d'extrême gauche, ce qui permet de faire passer à la trappe l'existence de militants ouvriers qui ne se reconnaissaient ni dans Chavez ni dans Castro, qui ne vouaient aucun culte envers la Russie ou la Chine, et qui avaient développé une autre analyse que la sienne sur la Syrie et plus généralement sur la situation mondiale.

Lorsqu'il fait référence au mouvement ouvrier ou à la lutte des classes, c'est uniquement pour s'en servir de caution "*intellectuelle et morale*" pour finalement ne retenir qu'un aspect de la situation ou un seul facteur ou plutôt sa propre interprétation de la nature de ces régimes sans tenir compte de leurs rapports aux différents impérialistes et des différents facteurs qui déterminaient leur existence, dans quel cadre historique ils se présentaient, occultant au passage les contradictions que ces régimes incarnaient, et on comprend tout de suite pourquoi, car elles permettaient différentes interprétations de la situation en Syrie que la sienne calquée sur celle de l'OTAN ou des dirigeants des puissances occidentales qu'il légitimait ainsi.

Pour parvenir à ce tour de passe-passe, il devait évidemment nier la formidable opération de désinformation et de conditionnement des peuples auxquelles se livrent les Américains et leurs alliés depuis 2011, comment, en procédant à nouveau à un amalgame en opposant "*la croyance dans la manipulation et la méfiance envers les masses*", alors qu'en réalité parmi ceux qui dénoncent cette manipulation, il s'en trouve qui ne manifestent aucune "*méfiance envers les masses*" tandis que d'autres les ignorent tout simplement. Vous aurez constaté que sa démarche consistait à exclure l'existence au sein du mouvement ouvrier d'un courant politique honnête et qui ait des positions conformes aux intérêts des exploités et des opprimés.

L'avantage de ce procédé, c'est qu'il fait l'économie de l'analyse de la situation sociale et politique réelle en Syrie, des rapports entre les classes et de leur composition, de sorte qu'on ne s'interrogera pas sur l'état de conscience politique exact du peuple syrien et des rapports des différentes classes à l'Etat, aux institutions, puisqu'on devrait s'en tenir à l'interprétation qui en a été donnée à travers la propagande officielle que Presumey nous invite à partager, et qui naturellement ne relèverait pas d'une manipulation ou ne devrait inspirer aucune méfiance : l'horrible dictateur de Damas est responsable de la situation actuelle de la Syrie, il n'a aucune légitimité, la majorité des Syriens exigent son départ pour mettre à la place les rebelles modérés armés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Arabie saoudite, le Qatar, etc. qui sont des modèles de démocratie...

De dénis à répétition en falsifications en chaîne des faits, il en arrive logiquement à défaut de pouvoir l'assumer, à reprendre à son compte l'argumentation selon lequel tous les faits et témoignages qui ne cadrent pas avec la version officielle de la situation en Syrie (notamment) seraient le fait de militants qui verraient « *derrière Facebook, Washington* », « *un coup de la CIA (ou du Mossad)* » dans la déstabilisation de certains Etats, des adeptes de la théorie du complot qui seraient sous influence, bref de dangereux écervelés dont les autres militants devraient se méfier comme la peste, méthode ignoble que les chiens de garde du régime emploient quotidiennement depuis des années pour discréditer et censurer ses opposants, dignes de "*défiler derrière un Fillon, un Orban, un Trump*" pour avoir "*raconté partout que la population d'Alep n'était plus composée que d'islamistes armés, était otage des islamistes, aspirait à être libérée par cet Etat certes un peu brutal, mais laïque, etc.*", se livrant à un énième et ultime amalgame mêlant vérités et contrevérités qu'il attribue aux militants qui ont le malheur de ne pas croire aveuglément le discours officiel, de s'informer à d'autres sources que les médias propriétaires des va-t-en-guerre et subventionnés par l'Etat du parti de la guerre contre le peuple syrien.

La décomposition politique sans fin s'accompagne d'une déchéance morale vile, sinistre, méprisable.

Personnellement je m'en suis tenu aux faits. Pour un complément je vous renvoie à la causerie du 27 décembre.

Commentaire d'internautes connectés au portail Le Grand Soir :

1- "Les quinquagénaires aleppins se souviennent bien de l'écrasement de l'insurrection de 1979-1982, lorsque des fanatiques islamistes des régions du nord et d'Alep menaient des actes terroristes quasi quotidiennement, en posant des bombes dans des gares, des restaurants, des services publics, assassinaient des militants du parti Baas, des communistes, des syndicalistes, visant les chrétiens et les alaouites tout particulièrement. Trempait alors dans ce bain de sang, à l'époque, Ali Sadreddine al-Bayanouni, vieux responsables des Frères musulmans de Syrie, à leur tête entre 1999 et 2010, exilé depuis à Londres, et son successeur Mohammed Riyad Al Chaqfeh qui sert encore aujourd'hui d'autorité morale à tout ce petit monde, directement d'Istanbul !"

LVOG - Et personnellement, depuis 2011 j'ai eu l'occasion de constater au moins une fois qu'Informations ouvrières avait reproduit la version frauduleuse colportée par l'impérialisme américain et son vassal français et reprise en choeur par leurs larbins de gauche et d'extrême gauche depuis 1982, qui avait consisté à expliquer qu'Hafez al-Assad avait réprimé dans le sang une insurrection "ouvrière", alors qu'en réalité il s'agissait d'un soulèvement orchestré par des djihadistes fanatiques armés à la solde du Qatar.

En 2011, le PT fut tenté de présenter de la même manière les évènements en Syrie, avant de faire rapidement (partiellement) machine arrière, ses dirigeants ayant sans doute compris qu'on n'était plus dans les années 80, et que dorénavant avec Internet les travailleurs et militants étaient en mesure de vérifier facilement auprès de différentes sources la véracité de leurs informations, et que le temps où ils pouvaient leur raconter n'importe quoi était définitivement révolu.

2- "Un autre détail que nos médias oublient de préciser quand ils évoquent l'armée de Bachar el Assad... L'Armée syrienne puisqu'il faut l'appeler par son nom est une armée de conscription, donc issue de la population qu'elle massacrerait à tour de bras depuis plus de 5 ans ! Cherchez l'erreur..."

LVOG - Effectivement, cet argument était grotesque.

3- Syrie : quand la NVO-CGT reprend le récit néo-conservateur ! - Front syndical de classe - legrandsoir.info 29.12

Extrait publié par un internaute.

"Questions d'autant plus nécessaires que même un organe de la CGT se fait l'écho de la version UE-OTAN :

Le 14 décembre dernier la NVO, organe de la CGT sur L'information sociale, juridique et syndicale, a publié un article intitulé : « Alep, l'agonie en direct » sous la plume d'Isabelle Avran.

On y trouve à propos de la situation en Syrie tous les poncifs du récit occidental, ceux de la droite et du gouvernement Hollande - Valls, comme ceux de tous les défenseurs du droit d'ingérence humanitaire (Gluksman, l'inévitable BHL, Nicolas Hénin, E. Guigou, Cohn-Bendit …), sans oublier les néo-conservateurs états-uniens et autres faucons masqués du parti dit "Démocrate" :

La « communauté internationale » est inerte face au martyr d'Alep, Le véto de Moscou et Pékin au Conseil de sécurité empêche tout projet de trêve, les forces « rebelles » qui contrôlent Alep-est sont en gros des forces démocratiques que la répression du régime d'Assad dès 2011 a contraint à se militariser, le régime s'est livré à des bombardements chimiques en 2013 et a libéré des criminels des prisons afin de pourchasser les militants …(...) le rôle d'une organisation comme la CGT en charge de la solidarité internationale et de la lutte pour la paix est-il d''enfourcher tous les clichés de la propagande médiatique qui permettent de justifier les interventions étrangères dont celle de notre pays, hors de tout mandat, ni du pouvoir légitime syrien, ni de l'ONU, en violation quotidienne des règles les plus basiques des traités internationaux, en délégitimant tout travail diplomatique nécessaire à un règlement politique permettant d'éviter la violence de la guerre."

LVOG - Cet article de la CGT est disponible dans le blog du Front syndical de classe (http://www.frontsyndical-classe.org/2016/12/le-14-decembre-dernier-la-nvo-organe-de-la-cgt-sur-l-information-sociale-juridique-et-syndicale-a-publie-un-article-intitule-alep-l)

Front syndical de classe subordonné à l'ONU comme ils l'écrivent eux-mêmes, qui ne trouverait rien à redire à une "interventions étrangères", entendez des puissances occidentales sous mandat de l'ONU qu'ils légitiment au passage, réclamant le respect des "règles les plus basiques des traités internationaux" que les Américains et l'Etat sioniste n'ont cessé de violer depuis 70 ans ou qui n'ont servi qu'à justifier leurs guerres et la création d'Israël... Que voulez-vous, ce sont des staliniens, on ne se refait pas.

4- "De l'autre côté, le NPA déraille complètement, par la bouche d'un de ses porte-parole les plus actifs : NPA Hérault (relayé par rézocitoyen)

Dossier Syrie. Alep, le massacre d'une population, la mise à mort d'une révolution, la faillite politique d'une partie de la "gauche radicale" ! Des textes de Julien Salingue, Philippe Marlière, Vincent Presumey...

Faute d'une analyse géopolitique sérieuse, la situation en Syrie est ainsi instrumentalisée par le NPA, comme par les autres partis présentant des candidats, au service des prochains échéances électorales. C'est à se demander si cette collusion du NPA et du PS n'aurait pas quelque motif moins avouable que le soutien aux "révolutionnaires" syriens."

LVOG - Non, c'est davantage en rapport avec sa véritable nature qu'il a eu l'occasion de révéler dans une multitude d'occasions tout comme la LCR, contre-révolutionnaire, réactionnaire, ni de gauche, ni d'extrême gauche, ni centriste dans le sens ou il pourrait évoluer vers le socialisme, il y est étranger en réalité, ce qu'on a du mal à admettre semble-t-il, et ce dont on refuse de tenir compte par conséquent. On s'en tient aux apparences trompeuses en temps normal, on se contente de discours radicaux ou d'analyses aux relents marxistes qui ne servent qu'à cautionner une pratique opportuniste. C'est valable pour LO.

5- Personnellement, c'est l'interdiction faite par le gouvernement français aux ressortissants syriens de voter à leur ambassade pour les présidentielles de leur pays, en 2014, qui m'a grand ouvert les yeux. https://www.voltairenet.org/article183859.html

Soi : pourquoi cette interdiction puisqu'on nous rabâche que le peuple vomit ce tyran de Bachar ? Il va voter contre, n'est-ce pas ? Donc, ça convient parfaitement à notre gouvernement, non ?

A présent, la vérité est en marche. Les médias aux ordres sont totalement discrédités."

LVOG - Plus un conflit ou une guerre dure, plus il devient difficile d'en camoufler la véritables nature, les intentions et le rôle des différents protagonistes, la vérité finit par transpercer le ligne de front de la propagande officielle et par parvenir aux oreilles des peuples qui dès lorscherchent à en connaître les véritables responsables contre lesquels ils se retournent ensuite, ici, l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux et du Golfe, sans épargner tous les partis, syndicats, ONG, médias, etc.

6- "Petit rappel : Bachar al-Assad réélu avec 88,7% des voix avec plus de 73% de participation, élection reconnue par la communauté international..."

LVOG - Dans deux précédentes causeries j'avais indiqué qu'une organisation opposé à Assad avait organisé un sondage en Syrie qui s'était soldé par des résultats similaires qu'avait dû relayer amèreremrnt les média américains et l'ONU.

Les administrateurs du portail Le Grand Soir ont précisé:

- "Il serait bon de rétablir une certaine chronologie des événements : Manifestations —> concessions de la part du gouvernement —> tirs contre les forces de l'ordre —> réaction (répression) —> invasion (à moins d'une erreur)."

LVOG - Des lecteurs pourraient penser qu'il existerait des staliniens corrects. Détrompez-vous, c'est un oxymore. Certains colportent la propandande officielle que d'autres vont dénoncer, dans pratiquement tous les courants politiques du mouvement ouvrier (y compris dans les syndicats et les partis officiels de droite) on retrouve ce partage des rôles qui reflète les contradictions qu'ils doivent affronter en les assumant sous des angles différents, tandis que sur le fond ils sont tous liés au régime, cela apparaîtra plus clairement chez les uns que chez les autres. Tous les courants du mouvement ouvrier ou qui prétendent en faire partie se déclinent sous la forme d'un parti sur lesquels viennent se greffer un ou plusieurs satellites qui en sont issus, mais leur nature est identique à la maison mère

C'est cet aspect qu'on a totalement négligé ou sous-estimé dans notre lutte contre l'opportunisme en tentant de concilier l'inconciliable, le résultat est à la hauteur de cette illusion dramatique.

Prenons l'exemple d'Alep bien argumenté dans un article.

- Premièrement, Alep, deuxième ville du pays, où le soufisme est très présent, n'est jamais tombé entre les mains des rebelles. Il n'y a jamais eu de soulèvement populaire massif dans la ville contre Al Assad et les autorités locales.

LVOG - Pas vraiment un soulèvement populaire.

- La bataille d'Alep a débuté le 19 juillet 2012 par une offensive rebelle venant du nord, des frontières turques, et de groupes paramilitaires divers dont le plus important est le Liwa al-Tawhid, groupe proche des Frères musulmans, probablement armé et financé rapidement par la Turquie...

LVOG - Il s'agissait donc d'une provocation armée menée par une infime minorité de Syriens fanatisés encadrés par des mercenaires extérieurs à la Syrie.

Quelques éléments concrets et vérifiables qui le prouvent.

- ... si Alep-Ouest voyait encore sa population compter 1,6 millions d'habitants (sur 2,3 millions d'habitants au total. - ndlr), il est surprenant de s'apercevoir que les 50% de la ville contrôlée par les rebelles n'avaient que 250 000 habitants maximum. L'état de siège entre 2012 et 2015, c'est Alep-Ouest qui a dû le subir…avec une majorité de sa population, et des milliers de réfugiés qui fuyaient les zones de combat. L'ONU a reconnu ces derniers mois que près de 50 000 habitants avaient rejoint Alep-Ouest, et que la prise par les loyalistes des quartiers permettaient à d'autres syriens de ne plus être en zones de conflit.

LVOG - Donc plus de 70% de la population d'Alep vivait ou s'était réfugié dans les quartiers ouest de la ville ne craignant pas la féroce répression de l'"horrible dictateur" syrien.

Dans un article du Réseau Voltaire Thierry Meyssan avait indiqué qu'en mars 2011 l'opposition "démocratique à Bachar al-Assad ne dépassait pas 10%, elle était donc insignifiante ou ne constituait pas une menace pour le régime, surtout sachant que parmi cette opposition figurait le parti communiste syrien et qu'il n'existait aucun parti de type bolchevik, tous étant des partis bourgeois ou petits-bourgeois n'ayant nullement l'intention de s'orienter vers le socialisme, dans ces conditions cette opposition était vouée à se disloquer dès le début de cette guerre et à aucun moment elle ne pourrait constituer un pôle de regroupement de forces "progressistes ou démocratiques" susceptible de rallier à elle la majorité des Syriens.

On doit admettre qu'il existait une opposition ultra minoritaire à Assad qui fut rapidement marginalisée en 2011, et qui n'eut d'autre choix que rejoindre le camp des principaux belligérants en fonction des sensibilités de ses membres, et que parmi eux peu ont dû conserver leurs convictions intactes sachant qu'au départ elles étaient minées par leurs faiblesses théoriques, de sorte que cette opposition hétéroclite et divisée, sans réelle perspective politique hormis participer aux institutions pour en tirer parti sans vraiment se préoccuper du sort du peuple et particulièrement du prolétariat, était vouée à végéter ou à se disloquer sans même "l'ingérence des puissances de l'OTAN".

L'argument ci-dessous tombe à l'eau

- Quoi qu'il en soit, l'ingérence des puissances de l'OTAN, alliées des islamistes pour l'occasion, aura eu comme conséquence pratique de totalement détruire l'opposition laïque et démocratique syrienne.

D'autant plus que les Syriens savent compter... leurs morts, et qu'ils savent qui a tué qui. C'est con à dire, mais ils étaient les mieux placés !

- Et si les bombardements et combats ont fait plus de 1 500 tués civils, que le massacre supposé de 82 civils n'a pas pu être retenu par les organisations internationales comme relevant de crimes de guerre imputables aux armées d'Al Assad (l'ONU a même explicitement dit que rien ne pouvait prouver cette assertion…), il n'en reste pas moins qu'on est loin du « massacre » et du « génocide » dénoncé par les partisans de l'ingérence diplomatique, militaire et politique, la France en tête.

Et bien malgré tous ces éléments qui jusqu'à présent permettaient de rétablir la réalité des faits et de se faire une idée assez précise du rôle et de la responsabilité des différents acteurs engagés dans cette guerre, l'auteur du même article a trouvé le moyen d'en glisser un qui remet en cause ce que nous avions cru comprendre et nous ramène à la version officielle, à savoir que c'est Assad qui aurait déclenché le mécanisme infernal de cette guerre, ajoutons que dans ces conditions il mérite largement les qualificatifs de despote ou tyran que les représentants des puissances occidentales ont employés à son égard, que l'auteur de cet article s'était employé à dénoncer, lisez plutôt on y reviendra tout de suite après.

- Si le premier problème syrien a été effectivement l'écrasement brutal et sanglant des manifestations du Printemps syrien, il n'en reste pas moins que les forces opposées au régimes étaient multiples et aux intérêts contradictoires...

Tout cela pour en arriver à une telle confusion quand on n'est pas capable de prendre en compte la totalité des facteurs qui composent une situation, dont fait partie l'Etat, les institutions, le chef d'Etat, etc. qui prendra certes des décisions politiques pour assurer la stabilité du régime, mais également pour garantir l'intégrité et la souveraineté de son pays quand il estime qu'elles sont gravement menacées, ce que les faits ont amplement confirmé, plutôt que s'en remettre à une interprétation romantique ou sentimentale pour faire face à la situation.

Dès lors on ne peut pas lui imputer ce chaos et cette guerre ayant conduit à la destruction d'une grande partie de la Syrie et causé la mort de plusieurs centaines de milliers de Syriens, et l'accusé d'avoir pris des mesures pour essayer d'éviter ce drame, sous prétexte qu'il aurait recouru à la violence pour répondre à des actes d'une violence inouie, puisqu'aussi bien des manifestants que des membres des forces de l'ordre avaient été la cible de snipers ou de djihadistes armés et des bâtiments

publics avaient été attaqués.

L'auteur de cet article a commis une erreur chronologique ou de cause à effet, fatale.

Car c'est cette violence déclenchée lors de manifestations qui a motivé la réponse violente du chef de l'Etat syrien. On peut toujours estimer que sa réponse fut disproportionnée, je n'en suis pas du tout certain, dans la mesure où il devait posséder des informations précises que nous ne possédions pas pour porter un jugement portant sur l'infiltration depuis des mois de mercenaires armés en Syrie pour déstabiliser le régime et entraîner sa chute selon un plan concocté à Washington, Londres et Paris notamment, et que par conséquent il devait tenter par n'importe quel moyen de mettre un terme rapidement à ces manifestations par crainte que le pays ne s'enflamme et qu'il perde le contrôle de la situation, ce qui s'est effectivement produit par la suite et qui justifie les mesures répressives qu'il avait prises.

On a pu lire dans des dizaines d'articles qu'Assad était à la tête d'un Etat policier, que le pays était quadrillé par des agents ou indics à la solde du ministère de l'Intérieur, après coup on est en droit de se demander si c'était vraiment exact ou pourquoi dans ce cas-là il n'a pas pris la décision d'employer les moyens à sa disposition pour faire avorter ce complot, renforcer le contrôle aux frontières de la Syrie, procéder à l'arrestation des dirigeants des différents groupes terroristes, confisquer leurs armes, fermer leurs comptes bancaires, saisir leurs publications, bref, les neutraliser avant qu'ils passent à l'action. Le même argument avait été avancé sur la Libye de Kadhafi si vous vous souvenez.

Et l'argument consistant à dire qu'il était impopulaire ne tient pas puisque des millions de Syriens étaient descendus dans la rue pour le soutenir, au regard des 23 millions d'habitants de la Syrie comparé à la France c'est comme si plus de 10 millions de manifestants étaient descendus dans la rue contre la loi Travail, Hollande aurait dû abandonner son projet de loi ou il aurait démissionné, tandis que l'opposition ne rassemblera qu'une centaine de milliers de manifestants ou guère plus dans tous le pays.

- Cessez-le-feu global en Syrie sous l'égide de Moscou et Ankara AFP

Un cessez-le-feu global en Syrie entre régime et rebelles est entré en vigueur jeudi à minuit (22H00 GMT), en vertu d'un accord conclu sous l'égide de la Russie et de la Turquie qui pourrait marquer un tournant après plus de cinq ans de conflit. AFP 29.12

- Syrie : le Conseil de sécurité de l'ONU soutient à l'unanimité le cessez-le-feu porté par la Russie et la Turquie - franceinfo

Le cessez-le-feu en vigueur en Syrie depuis la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 décembre a été approuvé par le Conseil de sécurité de l'ONU, samedi 31 décembre. Celui-ci a adopté à l'unanimité une résolution soutenant l'initiative de la Russie et la Turquie qui a mené à cette trêve, et doit conduire à des négociations entre le régime et les rebelles.

Le Conseil de sécurité "accueille avec satisfaction et soutient les efforts" pour la paix de Moscou et Ankara, et "prend note" de l'accord de cessez-le-feu conclu le 29 décembre. Le texte ne dit en revanche rien des modalités de la trêve et des négociations à venir. Plusieurs pays membres du Conseil de sécurité avaient demandé des précisions sur la surveillance du cessez-le-feu, le rôle de l'ONU et l'accès humanitaire.

Les groupes jihadistes Etat islamique et Fateh al-Cham (l'ex front Al-Nosra, émanation d'Al-Qaïda) sont exclus de cet accord de cessez-le-feu.

L'accord doit ouvrir la voie à des négociations de paix prévues fin janvier au Kazakhstan sous l'égide de Moscou et de Téhéran, parrains du régime, et la Turquie, soutien des rebelles. C'est la première fois, depuis le début de la guerre en Syrie, que les Etats-Unis sont écartés des discussions sur un cessez-le-feu. franceinfo 31.12

Dossier guerre inter-impérialistes Russie - Etats-Unis

Le "***Ministère de la vérité***" à l'oeuvre.

- Les Etats-Unis expulsent 35 diplomates russes - Reuters

Les Etats-Unis ont expulsé jeudi 35 diplomates russes à Washington et San Francisco et fermé deux centres russes à New York et dans le Maryland en réponse à une campagne de harcèlement des diplomates américains à Moscou, a déclaré jeudi un haut responsable américain.

Ces mesures visant les diplomates de l'ambassade de Russie à Washington et du consulat russe à San Francisco s'inscrivent dans une série de sanctions annoncées par la Maison blanche pour punir une campagne d'intimidation des diplomates américains

en Russie et l'interférence de la Russie dans les élections américaines, a dit ce responsable.

Les 35 diplomates russes ont 72 heures pour quitter le territoire américain, a précisé le haut responsable de Washington. L'accès aux deux centres sera interdit à tout responsable russe à partir de vendredi midi, a-t-il ajouté.

Les sanctions ne s'arrêteront pas là, a précisé le président américain, prévenant que les Etats-Unis prendront d'autres mesures "au moment que nous choisirons", y compris des opérations secrètes dont le public ne sera pas informé.

Dans sa déclaration, Barack Obama a également lancé un appel à une sorte d'union sacrée internationale pour faire revenir Moscou dans le droit chemin et l'empêcher de mener des mesures de déstabilisation dans des pays étrangers.

Les "amis et alliés" des Etats-Unis doivent "travailler ensemble pour contrer les efforts de la Russie visant à saper les bonnes pratiques internationales et à s'ingérer dans le processus démocratique", a déclaré le président américain. ("Bonnes pratiques internationales" et "processus démocratique" qui consistent à déstabiliser, bombarder, détruie les pays qui refusent de subir l'hégémonie américaine... - LVOG)

Les sanctions décidées par Barack Obama moins d'un mois avant son départ de la Maison Blanche sont une pierre dans le jardin de Donald Trump, qui ne croit pas à l'ingérence de Moscou et veut réchauffer les relations américano-russes.

Mais M. Obama sait aussi que beaucoup de responsables républicains ne partagent pas l'analyse de son successeur et sont favorables à des sanctions contre Moscou.

Paul Ryan, le président républicain de la Chambre des représentants, s'est ainsi félicité des mesures annoncées, estimant qu'elles "n'avaient que trop tardé".

C'est "une manière appropriée de mettre fin à huit ans de politique étrangère ratée avec la Russie (...), qui a affaibli l'Amérique aux yeux du monde", a-t-il déclaré.

John McCain et Lindsey Graham, deux "faucons" républicains du Sénat, ont estimé que Moscou s'en tirait bien et ont promis "de mener l'offensive dans le nouveau Congrès pour imposer des sanctions plus fortes". Reuters et AFP 29.12

Commentaires d'internautes

1- "Étonnant que l'AFP fasse mention de l'ingérence russe sans mettre entre guillemet : "ingérence" ou ne précise "ingérence supposée".

Comme elle le fait systématiquement pour les informations en provenance de pays qui ne sont pas des caniches des USA.

En effet l'AFP n'a aucune preuve de l'ingérence, et n'en aura jamais puisqu'elle n'existe pas.

L'AFP se considère-t-elle comme un média sérieux, objectif et indépendant ?"

Evidemment, pourquoi devrait-elle affirmer le contraire ? Question stupide qui dénote au passage votre soumission au régime, passons.

2- "De la poudre aux yeux, nous faire croire que c'est Poutine qui a 'élu' Trump, c'est nous prendre pour des gogos. Par contre, les Américains qui espionnent le monde entier (n'est ce pas Angela Merkel), c'est juste un mirage !

3- Les "amis et alliés" des Etats-Unis doivent "travailler ensemble pour contrer les efforts de la Russie visant à saper les bonnes pratiques internationales et à s'ingérer dans le processus démocratique" : des "bonnes pratiques" comme celles consistant à mettre les gouvernants des pays amis sur écoute ?

Mais comment peuvent-ils continuer ainsi à nous prendre pour des buses ?

4- Et si en Amérique Latine par exemple on sanctionnait les USA à chaque fois que ce pays s'ingérait dans des élections ?

- Moscou fatigué des mensonges US sur les hackers russes - Sputnik

« À vrai dire, nous sommes fatigués des mensonges sur les "hackers russes", qui sont déversé par des hauts-fonctionnaires des États-Unis. Cela fait déjà six mois que l'administration Obama a lancé cette désinformation visant à donner des armes à un candidat

à la présidence qui lui était utile » a déploré Maria Zakharova, la porte-parole de la diplomatie russe, dans un communiqué publié sur le site officiel du ministère.

Selon elle, après l'échec de cette initiative, l'équipe du président sortant cherche à se justifier face à un tel couac, se vengeant sur le partenariat entre Washington et Moscou.

« À l'aide de fuites volontaires d'informations vers des médias américains, ils s'efforcent de nous faire peur d'une amplification des sanctions antirusses, par le recours à des mesures "diplomatiques" jusqu'à des piratages de nos systèmes informatiques », a indiqué la porte-parole.

« Par contre, la vérité sur cette provocation, orchestrée par la Maison Blanche, verra bientôt le jour. C'est même le cas maintenant », a prévenu Maria Zakharova, rappelant les paroles de Brian Kemp, secrétaire de l'État de Géorgie qui avait affirmé le 8 décembre dernier que les cyberattaques sur le système de dépouillement du scrutin étaient venues depuis une adresse électronique du ministère américain pour la Sécurité intérieure.

Cette révélation a été vite mise au second plan par des accusations arbitraires contre Moscou.

Plusieurs des 17 services de renseignement américains avaient antérieurement affirmé que des hackers russes avaient attaqué les sites d'organisations politiques américaines pendant la campagne présidentielle aux États-Unis pour aider le milliardaire Donald Trump à remporter l'élection.

Le directeur du FBI James Comey n'a pas soutenu ces accusations. Sputnik 29.12

- Des hackers russes piratent un fournisseur américain d'électricité - latribune.fr

Des hackers russes ont piraté un ordinateur d'un fournisseur d'électricité de l'Est américain, une cyber-attaque sans conséquence sur les opérations de cette entreprise mais qui a pu révéler les "vulnérabilités" du réseau électrique des Etats-Unis, a rapporté vendredi le Washington Post.

"Un code associé à l'opération de piratage informatique baptisée Grizzly Steppe par l'administration Obama a été détecté à l'intérieur du système d'un fournisseur d'électricité du Vermont", écrit le quotidien sur son site internet, sans indiquer de date et en citant des sources anonymes.

Le journal précise que ce si code "n'a pas été activement utilisé pour perturber les opérations du fournisseur (...), la découverte souligne les vulnérabilités du réseau électrique national".

"Et cela attise les craintes au sein du gouvernement américain que les pirates informatiques du gouvernement russe tentent activement de pénétrer dans le réseau pour perpétrer d'éventuelles attaques" informatiques, ajoute le Washington Post.

Les autorités américaines ignorent à ce stade quelles étaient les intentions des Russes, poursuit le journal, supputant qu'ils pourraient avoir tenté de porter atteinte aux activités du fournisseur, Burlington Electric latribune.fr 01.01

Commentaire d'un internaute

- "Ce qu'il faut trouver sympa est que les pirates laissent la photocopie de leurs papiers d'identité avec le virus. Histoire que l'on sache tout de même qu'ils sont Russes... Les "victimes" ne doivent pas avoir fréquenté de vrais pirates. Voire, même, s'y connaitre en info... Amusant cette période de propagande style guerre froide. "

Poutine tourne en dérision les sanctions d'Obama - lefigaro.fr

Le président russe a refusé d'appliquer la réciprocité habituelle et d'expulser à son tour des diplomates américains. Il a au contraire invité leurs enfants au Noël du Kremlin.

Ne voulant pas passer pour l'ogre moscovite, Vladimir Poutine laisse le soin à ses lieutenants de répondre «au niveau des cuisines». Dès jeudi soir, le compte officiel de l'ambassade de Russie à Londres employait un ton fort peu diplomatique dans un tweet représentant graphiquement Obama en «canard boiteux»: «Tout le monde, le peuple américain compris, est ravi de voir en cela le dernier acte de cette Administration incapable.»

Sur un ton franchement venimeux, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova, accuse les officiels américains d'avoir répandu un canular selon lequel Moscou souhaitait fermer l'école anglo-américaine de Moscou par mesure de rétorsion. «C'est un mensonge, écrit-elle sur sa page Facebook. La Maison-Blanche a perdu la tête et s'est mise à

imaginer des sanctions contre ses propres enfants.»

Or, les choses ne vont pas en rester là, prédit le politologue Gleb Pavlovsky: «D'ici à février, Obama va encore dévisser des lampes à la Maison-Blanche et balancer un rat crevé sous la baignoire de Trump.» Ces scandales ne seraient pas pour déplaire au Kremlin, si l'on en croit un autre politologue, Mikhaïl Vinogradov: «2016 a été une année très réussie pour la diplomatie russe. Le principal objectif a été atteint: s'incruster dans l'ordre du jour des Américains.»

«Poutine confirme qu'il est un homme politique capable, peut-être le plus capable du monde», s'enflamme, dithyrambique, Sergueï Markov. Pour cet expert des relations internationales qui épouse fidèlement la ligne officielle, la décision présidentielle de ne pas expulser les diplomates américains et de ne pas leur ôter leur datcha et à la place d'inviter leurs enfants au Kremlin «va faire la une des médias internationaux. Quel soufflet pour Obama! C'est une manœuvre à la fois adroite, noble et puissante. Un miracle de Noël! Personne n'avait encore à ce point humilié Obama. Répondre au mal par la bonté, voilà bien l'esprit chrétien, l'esprit de Noël». Les diplomates américains peuvent être certains que leurs enfants auront droit à la plus grande attention des chaînes de télévision russes s'ils acceptent l'invitation de Vladimir Poutine. lefigaro.fr 30.12

Commentaires d'internautes abonnés au Figaro

1- "Faut-il rappeler qu'à ce jour, AUCUNE preuve n'a été fournie par la CIA du supposé hacking russe. Ca ne les dérange pas, ils ont bien envahi l'Irak en mentant à l'ONU, et nos journalistes de l'époque s'étaent empressés d'applaudir cette mascarade. Aujourd'hui on fait de même: accusations et sanctions sans même une preuve ou un embryon de procès. Quand les US veulent agresser un pays, ils trouvent toujours un prétexte, la méthode est rodée depuis longtemps."

2- "La méthode de départ adoptée par Obama (après moi le chaos) est tout simplement honteuse. Je ne suis plus du tout étonné que les lecteurs aient décidé de se débarrasser de tout ce qui avait lien, de près comme de loin, avec cette administration. "

3- "La fin de mandat d'Obama est absolument pitoyable, inutile d'être un admirateur éperdu de l'autocrate du kremlin pour s'en rendre compte. Le problème c'est que l'insuffisance du prix Nobel en carton adulé des média et de sa politique étrangère de gribouille couplées à l'aveuglement et au suiviste stupide des autres leaders occidentaux, vis à vis desquels Chirac apparait rétrospectivement comme encore plus clairvoyant et digne, signent un abaissement de l'influence occidentale assez inédit. Après Bush, les Etats-Unis étaient détestés mais encore craints, après Obama, ils ne comptent plus , sont toujours détestés mais sont de plus devenus une source de plaisanterie et de dédain dans les chancelleries du monde entier et risquent d'entrainer leurs partenaires-vassaux occidentaux dans leur dégringolade.

J'ignore si la fantasque Trump sur qui tous les grands et beaux esprits adorent cracher, sera de taille à sauver les meubles, mais le ferait- il qu'ils viendrait définitivement piétiner le cadavre du mythe et de l'escroquerie politique que fut Obama, déjà salement amoché par l'échec et mat final au Moyen Orient que viennent de lui infliger russes et iraniens."

Trump salue l'"intelligence" de Poutine après les représailles américaines - francetvinfo.fr

Le président élu des Etats-Unis Donald Trump a salué dans un tweet, vendredi 30 décembre, "l'intelligence" du président russe Vladimir Poutine moins de 24 heures après une longue série de sanctions prises contre Moscou par le président sortant Barack Obama.

Donald Trump faisait référence à la décision du président russe de ne pas répondre pour l'instant aux sanctions prises par Washington, qui accuse Moscou d'ingérence dans la campagne présidentielle américaine. Le président Vladimir Poutine a créé la surprise vendredi en décidant de "n'expulser personne", ne répondant ainsi pas à l'expulsion par Washington de 35 agents russes, contrairement à ce que proposait son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

La Russie se réserve toutefois "le droit de prendre des mesures de rétorsion" et "restaurera les relations russo-américaines au vu de ce que sera la politique du président américain élu Donald Trump", avait ajouté Vladimir Poutine. francetvinfo.fr 30.12

- Les États-Unis se dotent d'un centre de « lutte contre la propagande étrangère » Réseau Voltaire

Le 23 décembre 2016, le président Barack Obama a signé la Loi fiscale de Défense 2017. Dans sa section 1287, ce texte institue un Centre d'engagement global (Global Engagement Center), dont la fonction est de lutter contre la propagande et la désinformation ennemies [1].

Ce Centre, qui s'ajoute au Centre de communication stratégique de l'Otan et à l'Unité de communication stratégique l'Union européenne [2], dispose d'un budget de 140 millions de dollars abondé par ceux de la Défense et du secrétariat d'État.

Le Centre états-unien est placé sous la responsabilité du secrétaire d'État qui estimera ce qui doit être considéré comme de la « propagande étrangère ». Il peut utiliser ses fonds pour sous-traiter son travail à des prestataires privés (société civile, médias,

ONG, centres de recherche, sociétés privées, universités). Réseau Voltaire 27.12

[1] “Global Engagement Center”, Voltaire Network, 23 December 2016.

[2] « La campagne de l’Otan contre la liberté d’expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 décembre 2016.

- Chicago avec 750 meurtres en 2016 est minée par la violence - AFP

Pendant quelques jours en décembre, il n'y a eu aucun mort par armes à feu à Chicago. Un répit si rare qu'il a fait la une des journaux dans la métropole américaine où les meurtres ont été plus nombreux qu'à New York et Los Angeles en 2016.

Avec plus de 750 meurtres, contre 600 en additionnant les chiffres des deux villes les plus peuplées du pays précédemment citées, Chicago a connu sa pire année en près de deux décennies et les solutions semblent difficiles à trouver pour endiguer le fléau des armes à feu.

Les fusillades, concentrées dans des quartiers défavorisés où vivent une majorité d'habitants noirs et hispaniques, ont augmenté de près de 50% pour atteindre les 3.500 incidents au cours des douze derniers mois. AFP 01.01

ACTUALITE EN TITRES

France. De quoi vous plaignez-vous, franchement ?

- 2016, très bon cru pour la fréquentation des salles obscures - AFP

La fréquentation dans les cinémas français a atteint son deuxième meilleur niveau depuis cinquante ans en 2016, une année marquée par un grand éclectisme dans les choix des spectateurs, avec une centaine de films qui ont engrangé plus de 500.000 entrées.

213 millions de billets ont été vendus au total en 2016, soit une hausse de 3,6% par rapport à l'année précédente, selon les chiffres du Centre national du cinéma (CNC). AFP 31.12

- Le marché auto a retrouvé des couleurs en 2016 - latribune.fr

Le marché automobile français a retrouvé sa bonne santé en 2016 en dépassant le seuil symbolique des deux millions d'immatriculations, une première depuis 2011, avec un fort bond du groupe Renault, selon les statistiques publiées dimanche.

La hausse des livraisons de voitures particulières neuves s'est établie l'an dernier à 5,1%, ce qui représente 2,015 millions d'unités, indique le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) dans un communiqué. latribune.fr et AFP 01.01

Bienvenue chez les robo-lobotomisés.

- Ces restaurants ont remplacé les serveurs par des robots - BFM Business

Aux États-Unis, au Japon, en Allemagne et même en France, des restaurants sans serveur tentent de séduire les consommateurs. Une nouvelle tendance "food tech" dans laquelle le service a été robotisé. BFM Business 01.01

INFOS EN BREF

ECONOMIE

France

- Le CAC 40 a gagné au final 4,86% en 2016. - lefigaro.fr

Les Bourses fêtent le retour de l'inflation et une économie qui accélère des deux côtés de l'Atlantique: autour de 2,5% attendus en 2017 aux États-Unis, de 1,5% dans la zone euro.

Yves Maillot, directeur actions européennes chez Natixis Asset Management, s'est fixé «un objectif très raisonnable de 5000-5050 points à fin 2017 sur l'indice phare de la Bourse de Paris», estimant que sur la base d'une progression de +7% des bénéfices par action et des multiples de valorisation inchangés le potentiel de hausse est limité.

Les belles surprises du CAC 40 en 2016

ArcelorMittal +80,40%
Technip +48,27%
Kering +35,04%
Schneider Electric +25,78%
LVMH +25,19%
Sodexo +21,14%
Michelin +20,25%
Total +18,07%
BNP Paribas +15,93%
Valeo +14,92%
Solvay +13,48%
L'Oréal +11,65%
Saint Gobain +11,05%
Vinci +9,40%
Société Générale +9,81%
Crédit Agricole +8,27%
Safran +7,79%
LafargeHolcim +6,86%
Publicis +6,79% lefigaro.fr 30.12

Russie

- Russie: une centaine de banques fermées en 2016 - AFP

Les autorités russes ont fermé jeudi deux banques, portant à 97 le nombre d'établissements devenus trop fragiles ou aux pratiques douteuses mis en faillite cette année dans le but de renforcer le pléthorique secteur financier.

Dans deux communiqués distincts, la banque centrale a annoncé avoir retiré la licence bancaire de la Bank na Krasnykh Vorotakh, 275e du pays par les actifs sur près de 600, au niveau de liquidités insuffisant, et de la NKB (527e), qui ne respectait pas la législation sur le blanchiment d'argent.

Depuis le 1er janvier, 97 établissements ont perdu leur autorisation d'exercer, a précisé la Banque de Russie à l'AFP.

La banque centrale procède depuis plusieurs années à un grand ménage parmi les centaines d'établissements hérités de la mise en place de l'économie de marché il y a 25 ans. Le processus, coûteux en termes d'indemnisation des déposants, s'est accéléré depuis la crise monétaire de fin 2014 et la récession en découlant.

Près de 300 banques ont disparu en trois ans.

Interrogé lors de sa conférence de presse annuelle sur les difficultés des entreprises clientes des banques fermées, non indemnisées contrairement aux particuliers, le président Vladimir Poutine a assuré que ce travail était "mené dans l'intérêt avant tout des déposants".

"Si sur le marché financier se maintiennent des établissements qui constituent des machines à laver pour argent sale, cela ne donnera rien de bon", a-t-il expliqué.

Le chef de l'Etat a estimé cependant que les exigences de capital pourraient être assouplies pour les banques régionales spécialisées dans le financement des petites et moyennes entreprises, réservant les normes dites de "Bâle 3" élaborées après la crise mondiale de 2008 aux établissements d'importance systémique.

La Banque de Russie travaille actuellement à un nouveau mécanisme de sauvetage des établissements en difficulté qui lui permettrait d'injecter directement des fonds au lieu d'en prêter à un repreneur sans contrôler réellement leur utilisation.

Elle s'est prononcée en faveur d'une loi permettant d'empêcher les banquiers soupçonnés de fraude de partir à l'étranger pour échapper à la justice. Le président a demandé au gouvernement et aux forces de l'ordre de réfléchir à un tel système.

Mercredi, la présidente de la banque centrale Elvira Nabioullina a demandé un renforcement des peines encourues par les dirigeants des banques publiant des comptes truqués, relevant que les jugements prononcés étaient actuellement cléments. AFP 29.12

Chine

- Une usine Foxconn de LCD de 8,3 milliards d'euros en Chine Reuters

Une coentreprise entre le taïwanais Hon Hai Precision Industry, plus connu sous le nom de Foxconn, et le japonais Sharp prévoit de construire une usine de 61 milliards de yuans (8,3 milliards d'euros) en Chine pour produire des écrans à cristaux liquides LCD.

Le premier fabricant chinois d'écrans LCD, BOE Technology Group, a lancé l'an dernier la construction à Hefei d'une usine de production de génération 10.5 dont la mise en service est prévue en 2018.

En mai, Shenzhen China Optoelectronics Technology, filiale de TCL, a annoncé la construction d'une usine LCD de 50 milliards de yuans à Shenzhen. Reuters 31.12

Libye

Les destructeurs et prédateurs de la Libye à son chevet.

Grille de lecture.

- Sous Kadhafi, la Libye était le pays le plus développé d'Afrique.
- L'essentiel des moyens de production avait été étatisés.
- La Libye n'était pas endettée, n'avait pas de déficit.
- La Libye disposait de réserves supérieures à 100 milliards de dollars
- La population bénéficiait du niveau de vie le plus élevé en Afrique.
- La population disposait d'avantages sociaux supérieurs (bon marchés ou gratuits, logement, santé, transports en commun, énergie, etc.) à ceux qui existent dans les puissances occidentales.
- Il n'y avait pas de chômage en Libye.
- Le taux de scolarisation était le plus élevé d'Afrique en incluant les études supérieures.
- Etc. etc. etc.

- Ils avouent dans cet article que 80% de la population travaille dans le secteur étatique, qu'il s'agit pour eux maintenant de démenteler et privatiser après l'avoir pillé et réduit en faillite.

- La France et l'Union européenne au chevet économique de la Libye - LePoint.fr

Les informations concernant la réduction de la poche de Daech à Syrte ont fait plus de bruit et, pourtant, l'initiative de la France et de l'Union européenne pour aider la Libye à repartir vaut qu'on s'y arrête. En effet, alors que la situation politique, économique et sécuritaire en Libye est toujours instable, l'Union européenne et la France ont lancé, le 28 novembre, le premier projet d'appui à la reprise économique dans ce pays. Dénommé Sleidse pour Support to Libya for Economic Integration, Diversification and Sustainable Employment, ce projet de 7,6 millions d'euros piloté, depuis Tunis, par l'agence de coopération technique internationale Expertise France. Il vise à diversifier l'économie libyenne et à favoriser l'entrepreneuriat des jeunes.

« Ce projet est un signal fort pour la Libye, pour la jeune génération, en vue de tourner une page », a souligné l'ambassadrice de l'Union européenne à Tripoli, Bettina Muscheidt, lors du lancement du projet. Un geste de soutien au peuple libyen salué par le vice-président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale, Moussa Al-Koni. « C'est la situation de la jeunesse qui nourrit aujourd'hui l'insécurité dans le pays. C'est cette même jeunesse qui construira la stabilité », a-t-il relevé. Une jeunesse privée d'emploi. « La situation économique libyenne est dramatique », a d'ailleurs reconnu Essam Garbaa, directeur de la coopération technique internationale au ministère libyen de la Planification. La chute drastique de la production et des exportations de pétrole, en raison du conflit, a mené au désastre économique. L'or noir constitue en effet plus de 80 % des revenus du pays. Conséquences : l'État libyen n'a plus guère de ressources, ses réserves en devises s'épuisent, il est incapable de financer sa reconstruction. Dans le pays, l'inflation tourne autour de 25 %. L'argent ne circule pas.

Dans un rapport le mois dernier, la Banque mondiale s'est ainsi alarmée du risque d'effondrement de l'économie libyenne. (Qu'elle a provoqué elle-même. - LVOG)

Surtout, « il y a un réel mouvement économique venant du secteur privé, qui investit à l'intérieur du pays, dans le secteur immobilier notamment. [...] Les jeunes brûlent de créer leur entreprise, ils ont de l'énergie, de l'ambition.

En Libye, la culture de l'entrepreneuriat est quasi absente. Près de 80 % de la population active travaille en effet dans le secteur étatique. « L'objectif sur quatre ans du projet Sleidse est d'accompagner 500 nouvelles entreprises, sur tout le territoire, pour la création ou le financement », a indiqué Alexandre Chatillon-Mounier, directeur de projet Appui au secteur privé chez Expertise France.

Selon une étude commanditée auprès du cabinet Altai Consulting, 50 % des jeunes Libyens ont un diplôme universitaire, niveau licence, master ou doctorat. Les jeunes Libyens sont bien éduqués, mais manquent d'employabilité.

Dans le pays, les effets tragiques du conflit se font aussi sentir au niveau des infrastructures de base. Tout est à refaire : adduction d'eau, gestion des eaux usées, réparation des centrales électriques, remise sur pied de l'éducation… Les besoins sont vastes. « Pour redémarrer, cela nécessitera des milliards de dinars », précise Essam Garbaa. Et dans ce domaine, les entreprises françaises sont sur le qui-vive. « Elles sont prêtes à revenir en Libye, sitôt que la sécurité le permettra », indique Brigitte Curmi, ambassadrice de France à Tripoli. LePoint.fr 29.12

Brésil

- Le réal brésilien a pris 21,5% en 2016, la Bourse 38,9% - Reuters

Haut de page

Le 5 janvier 2017

CAUSERIE

Hier nous n'avons pas eu d'électricité toute la journée pour cause d'entretien du réseau, cela arrive une fois par mois. Et je n'ai pas pu travailler parce que les deux batteries de secours sont HS, et j'hésite à puiser dans mon compte courant pour en racheter d'autres car il est très bas. Mais comme on subit à nouveau des coupures de courant à répétition pratiquement quotidiennement, je vais devoir m'y résoudre, en espérant ne pas avoir de grosses dépenses imprévues dans les mois qui viennent... J'ai passé la journée à jardiner.

Un vieux camarade (ex-PCI) m'a proposé de m'envoyer "quelques sous" de soutien financier, voici l'adresse où envoyer un chèque : Madame Tardieu Lise, 26 rue Diderot - 92500 Rueil, c'est ma vieille mère qui n'est plus en état de sortir, elle va avoir 84 ans, c'est ma soeur Solange qui me fera suivre ces "quelques sous" qui seront les bienvenus et nous aideront à tenir.

Tenez, j'ai dû avancer les frais de scolarité (5.000 roupies) du fils de ma compagne Selvi qui n'avait pas le sou pour les régler, bien qu'il travaille (et suit une formation) dans un cabinet comptable depuis 3 ans. J'ai aussi prêté 2.000 roupies à la fille de la soeur de Selvi (Adi) pour que son époux puisse changer le pneu arrière de sa petite moto qui lui sert pour aller travailler, bref, deux cas de force majeure, il faut bien s'entraider, et puis ce sont des jeunes, ils bossent, ils sont courageux. J'ai aussi prêté 6.000 roupies à Adi qui ne s'en sortait plus, elle me rendra cette somme en plusieurs parties, elle me doit aussi 25.000 roupies. Bref, j'aide des membres de ma nouvelle famille qui sont vraiment confrontés à de graves difficultés, plus graves que les miennes, entre nous, si je ne le faisais pas, j'en ferais des cauchemars et je m'en voudrais terriblement.

Quand on a des principes et une certaine morale, le moins que l'on puisse faire c'est de les mettre en pratique, c'est la moindre des choses, sinon à quoi bon, ce serait hypocrite d'agir autrement, quelque chose qui m'est étranger, y compris en politique évidemment. J'ai la conscience tranquille, c'est aussi le secret de mon équilibre mental et intellectuel.

Certains doivent croire que j'ai un état d'esprit belliqueux et j'en passe, ils se trompent lourdement ou ne comprennent rien. Au contraire, je me sens plutôt heureux et j'en suis gêné pour tout vous dire, j'estime que c'est indécent de le montrer quand on est entouré de gens qui souffrent tant, sauf quand on peut leur apporter un peu de bonheur pour les soulager ; comme je dis toujours en pareille occasion pour qu'on ne se méprenne pas sur mes réelles intentions, tout le plaisir est pour moi, j'essaie toujours d'être honnête ou sincère jusqu'au bout, je déteste les flatteries ou qu'on me prenne pour quelqu'un de bien. Je ne supporte aucun jugement d'où qu'il vienne, bien que je sois confronté à des gens qui ne cessent de juger les autres, je ne leur en tiens pas grief car ce serait les juger, je suis lucide et je comprends, c'est tout, je fais ce que je peux et je pense que chacun en est là finalement. Quant aux gens qui vous font des procès d'intention, ils se font du mal uniquement, qu'ils y réfléchissent, c'est leur problème.

Un dernier mot, les infos en bref ne seront pas actualisées aujourd'hui, je dois m'occuper de mon affaire de batterie en urgence cet après-midi.

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée à partir d'articles parus depuis une semaine, parmi des dizaines j'ai sélectionné ceux qui me paraissaient les plus intéressants, je n'ai pas le temps de commenter ceux qui le mériteraient parce que je ne partage pas leurs conclusions faites d'espoirs ou d'illusions dans l'ONU ou la nouvelle administration américaine qui à mon avis nous réserve le pire, au-delà de ce qu'on aurait pu imaginer, on verra par la suite si je me suis trompé (ou trumpé).

Maintenant il est vrai aussi, et je l'avais souligné il y a déjà quelques années, qu'avec les informations qui circulent sur le Net la conscience des masses et particulièrement des jeunes allaient mûrir plus rapidement pour arriver à un rejet en bloc de la société que les oligarques nous ont concoctée, processus auquel ne manque plus qu'une orientation politique correcte pour se traduire sur le plan politique (et organisationnel) et espérer parvenir au renversement de l'ordre établi, vaincre la barbarie et passer au socialisme.

Donc tout n'est pas négatif dans la situation actuelle, il faut être patient et croire dans les masses, c'est tout. Cela démontre aussi que le travail que je fais correspond bien à un besoin ou à une tâche politique que malheureusement aucun parti ouvrier n'a voulu adopté, car ils prétendent que cela ne sert à rien, les faits les contredits manifestement, ce sont plutôt eux qui ne servent à rien ou à pas grand chose en la matière, pire encore après avoir observé comment ils avaient traité la question syrienne... Si vous avez des infos à ce sujet, je suis preneur, surtout sur la Syrie.

Haut de page

Le 9 janvier 2017

CAUSERIE

Le règne du mensonge et de la terreur en guise de démocratie et de liberté.

Les multiples agences de renseignement états-uniennes (notamment) fabriquent quotidiennement de fausses nouvelles ou informations, de faux témoignages à une échelle planétaire, que les médias soumis à la dictature de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste diffusent sur la même échelle pour conditionner les peuples, les soumettre à leur politique ultra réactionnaire, obtenir leur consentement à leurs opérations militaires ou leur ingérence dans les affaires d'autres Etats...

Ils discréditent et criminalisent systématiquement tous ceux qui s'y opposent ou dénoncent leur imposture et leur dictature en les assimilant à des complotistes, des malades mentaux, des terroristes ou complices du terrorisme.

Il serait irresponsable et criminel de demeurer indifférent face à cette monstrueuse opération de propagande mondiale. Qui oserait encore affirmer que cela n'aurait rien à voir avec la lutte des classes, que cela n'en serait pas une des manifestations ?

Cette causerie et les infos en bref d'aujourd'hui n'ont pas pris en compte l'actualité d'hier.

La causerie de décembre est disponible au format pdf, 132 pages.

Quelques réflexions politiques.

1- Quand le matin on prend connaissance des infos de la veille, on ne peut pas s'empêcher de se dit : mais quel monde de dingues ! Vous ne vous faites pas spontanément cette réflexion ? C'est que vous êtes plus gravement atteint que vous ne le croyiez jusqu'à présent ! Rassurez-vous, vous n'êtes pas les seuls !

Il est à peine 6 heures du matin, le soleil vient de se lever, la journée s'annonce radieuse, et pourtant tout va être fait pour vous la pourrir soigneusement. Vous vous dites alors, je profite de la vie parce que c'est amplement mérité ou je laisse filer cette occasion parce que d'autres n'ont pas cette chance et je vais partager leur destin.

J'ai déjà vécu les deux expériences. La première est plus égoïste, la seconde est plus amère, car finalement vous vous demandez si vous ne perdez pas votre temps à essayer de convaincre des gens qui n'ont pas envie de l'être ou qui se complaisent dans la situation actuelle, certains n'hésitant pas à l'assumer non sans cynisme sous de faux prétextes, ce n'est pas cela qui manque, sans compter qu'ils vous méprisent pour les mettre face à leurs responsabilités.

A mon âge on ne compte plus les désillusions ou les trahisons qu'on a dû subir. Du coup on se demande comment certains

peuvent être nostalgiques, à croire que cela ne leur a pas suffit et qu'ils en redemandent. Non merci comme dit la chanson, on a même eu ce qu'on ne voulait pas (Trust), l'addition a été suffisamment salée pour ne pas en réclamer davantage et pour le pourboire vous repasserez ! Traduisez cela comme vous voudrez, qu'on a hâte de tourner la page ou passer dans l'autre monde ne serait pas une épreuve plus pénible que celle qui nous attend quotidiennement dès lors qu'on partage le sort de tous les malheureux, ce serait même hypocritement un soulagement.

Qu'y a-t-il de pire que croire ? Etre convaincu que l'on a cessé de croire, alors qu'on ne sait rien ou presque et se comporter comme tel. En fait, on s'arrange avec sa conscience. Il faut bien vivre et au diable toute considération morale qui nous servira uniquement à juger les autres, on n'est pas à une incohérence près et on s'en fout.

Terminons par une note philosophique.

Si ce n'est pas la volonté qui guide le monde, l'absence de volonté consciente peut lui être fatale.

L'élément conscient que j'ai ajouté représente les conditions matérielles d'existence des hommes et leur évolution, qu'il faut mettre en rapport avec leurs besoins issus de leurs sensations et impressions au stade élémentaire, et qui les conduiront à transformer leur environnement pour les satisfaire.

Ce rapport ou l'ensemble de rapports que les hommes vont développer entre eux et le monde extérieur vont donner naissance à ce qu'on a appelé l'esprit, la pensée, les idées. Ils vont ainsi se dérouler selon un processus matérialiste dialectique dont les hommes n'auront pas conscience, pour ignorer qu'à l'origine c'était la transformation de la matière par l'homme qui allait le distinguer de l'animal ou engendrer le développement de la civilisation humaine. Ce qui demeure valable de nos jours évidemment...

- Le principe du monde est dans la volonté au sens large du terme. Née avec la vie même, elle s'épanouit et devient consciente avec l'homme pensant. (Schopenhauer, philosophe allemand du XIXe siècle)

- Ne craignons pas le froid non plus que les épreuves, c'est ainsi que l'on forge les volontés les plus viriles. (...) La maîtrise de soi est la grâce suprême. (...) Le plus mauvais service à rendre à un enfant c'est bien de le gâter. Il convient au contraire, de l'armer pour la lutte que la vie nous impose.

La moitié du succès est la confiance en soi, le vouloir compte plus que le savoir lui-même et que l'intelligence ; Partout où l'on travaille le succès se fait jour. (Emerson, philosophe américain du XIXe siècle)

- La sensibilité est l'élément passif, comme la volonté est l'élément actif. Vivre vraiment c'est donc vouloir et faire effort, regarder, écouter, ne pas se contenter de voir ou bien d'entendre, grâce à la volonté, nous cessons d'être des esclaves. (Maine de Biran, philosophe français du XIXe siècle)

Lorsqu'on vit relativement confortablement ou qu'on tire quelques satisfactions de sa condition, notre volonté à vouloir changer la société ou le monde à tendance à considérablement diminuer jusqu'à s'éteindre parfois.

2- Il existe plusieurs interprétations de la situation. Sous prétexte qu'elles ne se situeraient pas exclusivement ou au premier abord sur le terrain de la lutte des classes, on a tendance à exclure toutes celles qui s'en écartent, ce qui est une grave erreur, car en réalité toutes réflètent à des degrès divers la lutte des classes, hormis celles délirantes qui ont été conçues visiblement pour nous induire en erreur ou pour y associer les auteurs d'interprétations prenant en compte les faits que le pouvoir et les médias censurent, car trop dangereux et susceptibles de contredire leur version et de dévoiler ainsi leur imposture.

Le comportement qui nous conduit à écarter toute interprétation qui tend à privilégier des facteurs que l'on considère secondaire ou auxquels nous n'avions pas pensé, témoigne de l'influence de l'idéologie de la classe dominante que nous subissons ou que notre manque de discernement ne fait que traduire. Il revient à se conformer à celui que la classe dominante exige de nous, ajoutons, tout en étant convaincu du contraire évidemment, car on le nie.

On peut observer cela quotidiennement, et c'est lassant à la longue de voir tant de gens continuer encore et encore à se leurrer eux-mêmes. C'est aussi cela ce monde de dingues auquel je faisais référence plus haut.

3- Il aura fallu attendre plus d'un siècle que des dirigeants prétendument de gauche assument être de droite pour que nos vaillants dirigeants emploient le conditionnel ou utilisent des guillemets, autrement dit quand il était trop tard ou quand il n'était plus possible de couvrir cette imposture qui aura eu des conséquences désastreuses pour le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Pour rappel être de gauche signifiait autrefois souhaiter un changement de régime, un changement de mode de production et de distribution des richesses ou des rapports sociaux de production ou la liquidation du système économique capitaliste.

Cette définition avait l'avantage d'être claire, puisqu'elle sous-entendait qu'il ne pouvait exister de compromis ou de conciliation entre les deux principales classes de la société, celle des capitalistes et celle des ouvriers ou des producteurs, et que seule l'une des deux devaient détenir tous les pouvoirs.

Elle fut abandonnée, reniée, au profit d'une définition basée sur la collaboration de classes et le corporatisme (rampant et de plus en plus affirmé au fil du temps) au profit de la classe qui détenait le pouvoir auquel la classe des exploités devait définitivement renoncée. Dès lors que la lutte de classe du prolétariat ne se situait plus sur le terrain politique de son indépendance de classe, elle ne devait plus consister à l'instar des classes moyennes ou de la petite-bourgeoisie qu'à avancer des revendications démocratiques bourgeoises compatibles avec l'existence du régime et à se contenter de réformes sociales qui contribueraient à améliorer son sort et plus particulièrement celui de l'aristocratie ouvrière, ces couches que le capitalisme allaient corrompre, afin d'acheter la paix sociale et assurer la stabilité du régime.

Le prolétariat à des degrés divers et le mouvement ouvrier allaient s'embourgeoisés et lier leur sort à celui du capitalisme en crise, qui le moment venu leur ferait payer très cher le renoncement à leur idéal de liberté et au socialisme, sans qu'ils soient en mesure de lui résister une fois gangrenés par son idéologie et leurs organisations affaiblies, corrompues, disloquées, au point de ne plus être en mesure de mobiliser les travailleurs qui rejettent en bloc tous les partis dits ouvriers.

J'ai lu ce matin un article du courant du NPA *Démocratie révolutionnaire* consacré à Lutte ouvrière et plus particulièrement à l'interprétation de la situation que donnait LO, qui revenait à se demander comment on avait pu en arriver à une telle situation, sans que ni LO ni Démocratie révolutionnaire ne soient en mesure de répondre à cette question, puisqu'ils n'évoquaient nulle part l'embourgeoisement du prolétariat et du mouvement ouvrier qui est à l'origine de leur adaptation ou de leur soumission au capitalisme.

Ils nient le fait pourtant logique ou que chacun peut observer à l'oeil nu quotidiennement, qu'il suffit que les hommes tirent quelques satisfactions de leur condition pour avoir la faiblesse de supporter durant des décennies ou toute leur vie le destin qui leur a été réservé aussi médiocre soit-il.

Il suffit donc de faire en sorte qu'ils disposent d'un revenu qui leur permette de satisfaire leurs besoins élémentaires et au-delà, pour qu'ils acceptent toutes les contraintes que leur impose la société capitaliste, et lorsqu'il leur arrive de réagir, c'est uniquement pour desserer un peu l'étau de ces contraintes qui les maintiennent en esclavage sans aller jusqu'à imaginer qu'ils pourraient s'en émanciper ou avoir une toute autre vie. Et quant à ceux que les machoires de cet étau broient déjà, ils sont trop préoccupés à assurer les moyens de leur subsistance quotidienne pour envisager voir un jour le bout de ce cauchemar.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans tous les partis dits ouvriers, c'est qu'à entendre leurs dirigeants, cadres ou militants ou ceux qui y avaient un jour adhéré, depuis les années 40 ils auraient tous produit des analyses correctes d'une profondeur incomparable, sans rire, leurs intentions auraient toutes été d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon, sauf que voilà au lieu que cela se traduise concrètement et logiquement par la construction du parti, cela a abouti au résultat inverse, là on n'a plus du tout envie de se marrer car c'est dramatique quelque part, on se dit en entendant ce discours qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans leurs démonstrations.

Certains admettent que les intentions de leurs dirigeants auraient subitement changé, étrange, un peu comme si vous faisiez chauffer de l'eau dans une casserole et qu'elle passerait de 10 à 100°C ou de l'état liquide à l'état gazeux en une fraction de seconde sans l'action progressif de la chaleur, ce n'est pas sérieux. Mais ils arrivent à s'en convaincre puisqu'ils refusent d'envisager tout autre explication.

Ils sont comme tous ces gens dont le mode de pensée a été formé dans un moule et qui sont incapables de concevoir qu'il n'aurait pas été parfait. Ils pensent à la manière des philosophes enfermés dans le système qu'ils ont conçu et auquel le monde et son évolution devrait se conformer, or les choses ne se passent pas ainsi. Et lorsque l'évolution de la société entre fatalement en conflit avec leur système rigide de pensée ou la contrarie, ils en déduiront que ce n'était pas leur système qui était défectueux, mais la société qui avait commis le péché impardonnable de refuser de s'y conformer, et c'est là qu'on s'aperçoit que le syllogisme qui leur servait de table de lois était en réalité un vulgaire sophisme.

Finalement quand ils en arrivent à la conclusion que les intentions de leurs dirigeants auraient changé soudainemet ou qu'ils auraient trahi leur engagement politique, il ne leur viendrait pas à l'esprit que les analyses que leurs dirigeants avaient produites jusque là comportaient de graves lacunes et que leur orientation générale aussi juste fussent-ellles n'avaient servi qu'à les masquer ainsi que leurs intentions inavouables qui s'étalaient dorénavant au grand jour. Le plus navrant, c'est de constater que leurs partis et leurs dirigeants se sont comportés exactement comme le PS, et qu'ils en soient encore à le réfuter, y compris pour le PS, ceci expliquant cela pour n'avoir jamais rompu le cordon ombilical avec l'opportunisme.

En 70 ans, la loyauté de leurs dirigeants envers les appareils du PS, du PCF et de FO ne fut jamais prise en défaut sans que personne ne s'en étonne ou ne se pose de questions, et quand ceux du PCI décidèrent de liquider leur parti dès 1981, ce fut parce qu'ils refusèrent d'affronter les appareils du PS et du PCF ainsi que ceux des syndicats, la suite ne fit que le confirmer. Ils allèrent jusqu'à faire croire à leurs militants que la social-démocratie aurait accepté de leur servir de marchepied sans

contreparties, sans reniements fondamentaux, jusqu'à leur offrir une rente à vie dans FO, quelle naïveté !

Là encore, l'effondrement de l'URSS et ses satellites se précisant, ils profitèrent de cette situation pour expliquer qu'une nouvelle période s'ouvrait qui nécessitait un tournant stratégique, et ils s'en servir comme prétexte pour camoufler leur soumission au régime qu'incarnait la majorité PS-PCF-MRG et se débarrasser du socialisme (ou du trotskysme).

Tout cela témoigne d'un manque manifeste de logique de la part des militants ou pire, car on en vient à se dire qu'ils ont cru par faiblesse ou corruption ce qui les arrangeait, et ils continuent de nos jours à jouer aux petits alchimistes, ce qui nous renvoie à un monde révolu depuis des lustres, au point de ce dire qu'on n'a pas vraiment vécu dans le même monde et que partant de là on ne peut pas se comprendre.

En conclusion. Il suffit d'être convaincu que seul un changement de régime permettrait de résoudre tous les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs pour être de gauche, sans pour autant avoir conscience de tout ce que cela implique ou être en mesure de s'élever au niveau du programme de la révolution socialiste, ce qu'on n'exigera a priori d'aucun travailleur.

Et les faits ont démontré qu'il n'a jamais réellement existé de courant politique indépendant de la social-démocratie ou du stalinisme au sein du mouvement ouvrier depuis 1940. Maintenant on peut facilement se convaincre du contraire, en refusant de faire le lien tout au long des 70 dernières années entre les rapports qu'on entretenut les différents courants se réclamant du trotskysme avec le PS et le PCF auxquels étaient soumises leurs orientations politiques qu'il ne fallait pas réduire à des mots d'ordre. Qu'ils aient été amenés à connaître le même destin était dans l'ordre des choses qu'on l'admette ou non, c'est la réalité.

Un dernier mot, les militants se sont fait berner parce que leurs dirigeants ont eu l'intelligence de tenir le discours qu'ils voulaient entendre, et au-delà ils ont pris la fâcheuse habitude d'attribuer à leur parti plus d'importance que ce qu'il avait au point de s'en persuader, et de croire qu'il se développerait inexorablement, pour finalement tomber de haut en s'apercevant qu'il se décomposait ou pire encore s'ils partagent nos conclusions. Au lieu d'essayer de comprendre ce qui s'était passé, ils se sont enfermés dans une logique autodestructrice ou suicidaire qui les a conduit à la dislocation actuelle ou les a réduit à l'impuissance.

On ne remet évidemment pas en cause leur sincère engagement, les sacrifices qu'ils ont pu consentir pendant des décennies. S'ils estiment qu'on peut indéfiniment reproduire les mêmes analyses erronées en conservant les mêmes dirigeants qui en sont à l'origine et qui les ont couverts, qu'ils en assument jusqu'au bout les conséquences.

Une vidéo

Médias : pourquoi 10 milliardaires contrôlent notre information ?
https://www.youtube.com/watch?v=41lAe0mgjjU

Alors qu'ils pourraient très facilement s'en passer et les remplacer par des vidéos visionnées ou téléchargées sur le Net, films, pièces de théâtre, documentaires, musique, concerts, etc. d'autres sources d'informations dites alternatives, le tout en fonction de leurs sensibilités, leurs goûts, leurs besoins ou désirs, etc. de manière à en tirer profit ou plutôt satisfaction, prendre du plaisir, passer un bon moment, acquérir des connaissances...

- Pourquoi les travailleurs regardent-ils encore la télévision ?

- Pourquoi les travailleurs écoutent-ils encore la radio ?

- Pourquoi les travailleurs lisent-ils encore des journaux ou des magazines ?

Pour la même raison qu'ils subissent leur condition sans réagir ou si peu, à croire soit qu'ils en sont relativement satisfaits, soit qu'ils ne savent pas comment faire pour la changer, dans les deux cas parce qu'ils sont conditionnés et n'en ont pas conscience...

Lu dans un article .

- Pourquoi je ne suis plus de gauche sans avoir jamais rien fait pour ça. - lesakerfrancophone.fr - Arrêt sur Info 12.2016)

- "S'il est clair que les anciens partis étaient aussi malhonnêtes et aussi hypocrites que ceux d'aujourd'hui"...

"La gauche gagnante est la gauche républicaine, libérale, jeune, décomplexée, bobo quoi ! Ses composantes seront atlantiste, capitaliste tendance finance et mondialiste tendance Soros. Ses combats se feront sous les couleurs des « minorités » (LGBT, immigrés sans papiers, femmes, etc.), sous celles de l'Union européenne et d'un intégrisme laïcard étroit… Pour cela, elle reprendra les cibles du mai 68 étudiant : contre la famille patriarcale, le couple hétéro, la patrie, les religions, les frontières… Aucun de ces axes n'appartient véritablement à l'ancienne gauche antilibérale. Me reconnaître dans ces combats

que je n'ai jamais vraiment ni approuvés ni menés est donc parfaitement sans objet."

On a envie de dire à l'auteur de cet article, que s'il n'est "plus de gauche sans avoir jamais rien fait pour ça", peut-être qu'il n'a jamais rien fait non plus pour savoir ce que signifiait réellement être de gauche ou qu'il s'est contenté de l'idée communément admise qui prévalait autrefois.

Or cette idée était largement surfaite puisqu'elle reposait essentiellement sur des apparences ou des intentions, des autoproclamations qui ne coûtaient rien et devaient mener nulle part, on a envie d'ajouter, évidemment tellement cela semblera naturel à tout esprit un peu rigoureux. Bref, elle ne signifiait rien en y regardant de plus près, par contre elle pouvait faire l'objet de bien des interprétations en rapport avec notre conception du monde en fonction de notre milieu ou statut social et de nos besoins, la manière dont on envisageait de les satisfaire, l'orientation ou le sens qu'on entendait donner à notre propre vie dans une société ou sous un régime donné.

Autrement dit, cette définition de la gauche était très approximative, flexible, élastique, éclectique, basée essentiellement sur des facteurs subjectifs, émotionnels, indivuels, car correspondant davantage à une réaction face à la situation sur laquelle on entendait peser pour en infléchir l'orientation ou en tirer satisfaction sur le plan personnel, plutôt que sur des facteurs objectifs et leurs origines plus difficile à discerner ou à atteindre, qu'au mieux on effleurera (théoriquement) sans jamais tenter de les remettre en cause comme s'ils étaient trops éloignés de la réalité, alors que le déroulement des faits en était justement l'expression concrète qu'on a été incapable de saisir. C'était privilégier la forme au contenu et se comporter en opportuniste.

Ce dilettantisme devait conduire à s'accommoder de positions, rapports ou comportements qui n'avaient rien de gauche, qui seraient justifiés en expliquant qu'il était inévitable de se livrer à des compromis ou de composer avec des alliés qui nous étaient imposés sans que cela porte à conséquence. L'essentiel était de faire avancer nos idées ou de parvenir à imposer des réformes sociales qui profiteraient aux travailleurs, sans se soucier le moins du monde de la portée de ce processus qui s'inscrivait dans le cadre plus large de l'évolution du capitalisme mondial orienté dans une direction bien précise qu'on ne prendra pas davantage en compte, à la manière d'aventuriers ou d'apprentis sorciers ne se préoccupant guère du développement du processus dialectique historique à l'oeuvre et à venir, comme s'il serait toujours tant de traiter le moment venu les conséquences des contradictions qui ressortaient de notre stratégie, or cela allait s'avérer être une fatale erreur.

On allait faire passer au second plan le fait que les partis de gauche étaient en réalité des partis bourgeois, du capital, de droite, qui avaient trahi ou abandonné le socialisme qui seul pouvait incarner la gauche puisqu'il n'existait pas d'autres alternatives au capitalisme, en expliquant là encore que c'était les conditions extérieures où la situaton qui nous imposaient cette caractérisation de gauche de ces partis ou d'entretenir ce genre de rapports avec le PS et le PCF, ainsi que leurs satellites respectifs, ce qui revenait à entretenir le plus longtemps possible l'illusion que ces partis étaient de gauche et pouvaient encore servir la cause du mouvement ouvrier ou de la classe ouvrière, les faits prouveront le contraire sans qu'on en tienne davantage compte, on est donc en droit de se demander pourquoi nous nous sommes acharnés pendant encore des décennies à nous fourvoyer dans un tel déni.

En réalité, on adopta un comportement digne des moutons de Panurge sous le prétexte fallacieux de ne pas se couper des masses, du mouvement ouvrier, voilà à quel niveau fut ravalé le socialisme. Maintenant la question est de savoir pourquoi. On sait exactement comment un tel avilissement de notre cause s'est produit et quelles en ont été les conséquences qu'on peut mesurer quotidiennement, mais on refuse toujours d'en découvrir les origines et encore moins de l'admettre.

On a procédé comme s'il était possible de concilier l'inconciliable, soi-disant pour ne pas paraître sectaire ou dogmatique, or chacun aura pu observer qu'il n'y avait pas eu plus sectaires ou dogmatiques que ceux qui ont tenu ce genre de discours pendant plus d'un demi-siècle. Il aurait été plus honnête de reconnaître qu'on n'était pas capable ou qu'on n'avait pas la volonté de défendre le socialisme au lieu de le défigurer, et finir par l'abandonner parce qu'on n'y croyait plus.

Adopter une autre stratégie n'était pas forcément incompatible avec le front unique ouvrier, qu'il aurait fallu adapter en fonction de la nature de ces partis (PS et PCF) et de l'évolution prévisible du capitalisme. Mais nos dirigeants ont été incapables de développer une stratégie politique indépendante du PS et du PCF ou ils ne l'ont pas souhaité.

Le front unique ouvrier tel qu'il a été conçu pendant 70 ans n'a jamais servi à autre chose qu'à renforcer les appareils des différents partis, de tous les partis, et en aucun cas il n'aura servi le socialisme. On en veut pour preuve si besoin était que lorsque le PCI fut liquidé, ses dirigeants se tournèrent vers les appareils, les élus du PS et du PCF, et jusqu'à une date récente ou encore aujourd'hui, les mêmes dirigeants du POI ou du POID développent une ligne politique en direction des mêmes appareils, combien d'éditoriaux leur étaient directement adressés, personnellement.

Le front unique ouvrier tel qu'il a été conçu pendant 70 ans, n'a servi qu'à alimenter, colporter, faire naître des illusions dans le PS et le PCF chez les militants et les travailleurs. Comment a-t-on pu imaginer un instant qu'en associant le PS et le PCF au combat du mouvement ouvrier à travers leurs dirigeants ou leurs appareils, la tactique du front unique ouvrier pourrait exprimer une politique indépendante du capitalisme et ses institutions conforme aux besoins du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, tout en n'étant pas orienté vers l'émancipation du capitalisme ou vers le socialisme ?

Si on ne se contente pas d'observer le cours de l'histoire de la lutte des classes par le petit bout de la lorgnette, on s'aperçoit qu'à une multitude de reprises le PS et le PCF s'associeront au combat de la classe ouvrière, ils seront même portés au pouvoir, et à l'arrivée qu'en reste-t-il pour les différents acteurs, quel bilan on peut tirer de 70 ans de lutte de classe, même mal en point le PS et le PCF existent toujours, merci pour eux, on n'a pas été foutu de construire le parti, l'avant-garde est décomposée, sclérosée, disloquée, les institutions sont toujours en place et le régime aussi, plus pourri que jamais en prime, et cerise sur le gâteau la plupart de nos acquis sociaux ont foutu le camp, le mouvement ouvrier est devenu corporatiste, réactionnaire, impérialiste, alors si maintenant il y a des militants qui revendiquent ce bilan, on leur laisse volontiers.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, personnellement si je me retrouve en présence d'un menteur notoire qui me demande de lui faire confiance, il pourra attendre longtemps, et si une ou plusieurs personnes qui ne le connaissent pas me demandent de lui faire confiance, je leur expliquerais pourquoi ce n'est pas possible quoi qu'ils puissent en penser, si certains se rangent à mes arguments, tant mieux, c'est que mon discours aura été à leur portée, et tant pis pour les autres, je ne vais pas me sacrifier pour leur faire plaisir et me faire rouler à l'arrivée.

Cela me fait penser aussi aux parents qui peuvent prendre le temps d'expliquer quelque chose à leur enfant, mais qui ont un bon prétexte pour ne rien en faire et qui préfèrent lui filer une baffe pour lui faire comprendre quelque chose, c'est certes plus rapide et économique, mais sur le long terme cela pourrait s'avérer désastreux pour leur enfant et pour leurs rapports.

Le front unique ouvrier fut mis au service du réformisme et profita de la nouvelle phase d'expansion du capitalisme mondial après-guerre comme si cette combinaison (ou combine), cet idylle devait durer éternellement.

Quand je m'adresse aux militants, je développe ma politique, et si j'engage le combat sur une question ou une revendication particulière tous les militants qui le souhaitent peuvent s'y associer quel que soit le parti dans lequel ils militent ou quelles que soient leurs convictions, ils sont tous les bienvenus, et je ne les empêcherais pas de développer leur propre politique ou de conserver leurs convictions qui pourraient être différentes des miennes. Mais en aucun cas je ne m'adresserais à leurs dirigeants ou à leurs partis que je combats, tout comme ils pourraient combattre contre le courant politique que j'incarnais, à partir du moment où j'estimais qu'un combat devait être mené, je le mènerais et tous les autres facteurs passeraient au second plan, et si maintenant c'était un autre parti ou courant qui prenait l'initiative de ce combat, je m'y associerais si j'estimais que son contenu était correct en le menant sur ma propre orientation politique et sans interdire aux autres partis d'en faire de même, et si j'estimais que tel n'était pas le cas, je m'abstiendrais voilà tout.

Le front unique ouvrier en direction des appareils ou des dirigeants du PS et du PCF était inutile, nuisible à notre cause, et qu'on ne nous sorte pas l'argument selon lequel ils auraient encore un rôle à jouer dans la lutte des classes, on le sait pertinemment car ils ne vont pas nous demander notre avis ou attendre qu'on s'adresse à eux pour s'associer à un mouvement social ou politique que les travailleurs ont enclenché, ils vont s'y associer pour le contrôler et tenter de le pourrir, ce qui montre la stupidité de croire qu'on aurait absolument besoin de s'adresser à eux, ils s'inviteront dans la bataille de toutes manières sans attendre d'avoir reçu un hypothétique carton d'invitation, prétendre autre chose, c'est se prendre pour ce qu'on n'est pas ou vouloir rivaliser avec leurs appareils, leur rendre service. A suivre.

Dossier Syrie.

- Syrie : L'histoire s'écrit sans les putschistes occidentaux - Par Gilles Devers - Arrêt sur Info

Extraits - En se trouvant garante du cessez-le-feu, la Turquie reconnaît définitivement qu'elle finançait et armait les groupes djihadistes et que, si elle a accueilli tant de réfugiés syriens, c'était pour vider l'armée syrienne.

La semaine dernière, 16 soldats turcs ont été tués. Les États-Unis étant aux abonnés absents, c'est l'aviation russe qui est venue à la rescousse, pilonnant les positions de Daech. Vraiment, on passe d'une époque à une autre, mais il y aura un coût élevé pour Erdogan.

Combien de temps, et surtout à quel prix, la Turquie va-t-elle pouvoir rester dans l'OTAN, accueillant une stratégique base militaire des États-Unis, contrainte de s'en remettre à la Russie et à l'Iran pour sauvegarder son intégrité ?

Sissi a rompu avec les États-Unis et l'Arabie saoudite...

... le Qatar (...) a lâché les djihadistes d'Alep, à la suite de deux accords passés avec la Russie. Le 6 septembre 2016, a été signé à Moscou un accord de coopération militaire entre la Russie et le Qatar, et surtout, le 10 décembre 2016, a été conclu un accord de vente de 19,5% des actions de Rosneft, la société russe d'exploitation du pétrole et du gaz avec le fonds souverain Qatar Investment Authority (QIA), pour 11 milliards de dollars, faisant du Qatar le second actionnaire de Rosneft après l'État russe. On est là avec l'enjeu décisif de l'approvisionnement de l'Europe en gaz. Au premier rang des fournisseurs, se trouvera désormais la Russie, l'Iran et le Qatar, avec 50% des réserves mondiales de gaz naturel, et ces trois États vont pouvoir organiser les gazoducs en passant par la Syrie et la Turquie. Le revirement de la Turquie et du Qatar place l'Europe en situation de

grande dépendance énergétique.

L'Arabie Saoudite est au plus mal, lâchée par l'inconsistant Obama, lâchée aussi par la Turquie et le Qatar, embourbée au Yémen… Arrêt sur Info 31.12

Lu dans un article où était interviewé un député syrien.

- Les gangs d'Al-Qaeda ont conquis Alep à l'été 2012. Les résidents d'Alep n'étaient pas impliqués, notre ville était très paisible, personne n'avait pris les armes contre le gouvernement. Nous avons été conquis par des terroristes possédant des armes lourdes, qui ont pris 70 % de notre ville. En 2012, environ deux millions de civils vivaient à Alep-Est. De ce nombre, 1,5 million ont quitté le territoire occupé pour se rendre dans des zones de sécurité. Personne en Occident n'a parlé de ces 1,5 million de personnes qui ont fui vers les zones contrôlées par le gouvernement. Les USA et l'Europe sont restés silencieux. Personne en Occident ne s'est intéressé au sort des 11 000 civils tués par les tirs d'artillerie et les bombardements lancés au hasard par les gangs terroristes, dont 30 % d'enfants. Pendant 4,5 années, les grenades, les explosifs et les tireurs embusqués des terroristes ont constamment tué des civils innocents. (...)

J'invite les lecteurs occidentaux à se mettre à notre place. Imaginez si des dizaines de milliers de terroristes d'Al-Qaeda occupaient la moitié de Berlin, Paris ou Londres. Que feraient les gens? Ils auraient l'espoir que leur armée les libère. Notre libération, ici à Alep, nous l'avons attendu pendant 4,5 ans! Mais nous avons dû faire ce sacrifice afin de minimiser le nombre de victimes civiles. Nous avons dû attendre qu'une superpuissance, la Fédération de Russie, vienne nous aider. Si notre armée avait aussitôt lancé une contre-attaque en 2012, nous aurions subi des milliers de pertes civiles et plus de destruction. Mais nous avons attendu et libéré notre ville.

- Les sapeurs russes déminent Alep-Est et découvrent des munitions de fabrication occidentale - Arrêt sur Info

Les Russes accomplissent un travail dangereux pour assurer la sécurité des civils et la France et la Grande Bretagne veulent encore ajouter des sanctions aux sanctions contre la Russie ? A noter que ces armes en main « rebelles » étaient utilisées contre les civils d'Alep-Est mais cela les médias de grand chemin l'ont ignoré. Arrêt sur Info

Alors qu'en Syrie le déminage d'Alep se poursuit, les experts russes ont découvert des quantités impressionnantes de munitions de fabrication étrangère, notamment américaine, allemande et bulgare.

Le Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes en Syrie a annoncé le mercredi 28 décembre que l'opération de déminage menée à Alep depuis trois semaines par des sapeurs russes avait permis le nettoyage de 966 hectares dans la deuxième ville du pays, récemment libérée par l'armée syrienne.

Dans la ville et autour d'Alep, 2 149 bâtiments (dont 44 écoles, 38 mosquées, dix installations médicales ainsi que d'autres infrastructures civiles vitales) ont été déminés et sont désormais considérés comme des lieux sûrs et sans danger. Selon le Centre pour la réconciliation, les sapeurs russes ont également déminé 350 kilomètres de routes dans la région d'Alep.

Après la découverte de charniers de civils torturés dans les territoires précédemment occupés par les rebelles, la zone d'Alep-Est, les opérations de déminage se poursuivent. La partie orientale de la ville d'Alep a en effet été piégée à l'aide d'explosifs et de mines, parfois placés dans des jouets pour enfants par les groupes terroristes qui occupaient la ville.

Le Centre pour la réconciliation des parties belligérantes est un organisme créé par l'armée russe qui assure, entre autres, les opérations de déminage de la ville et les livraisons d'aide humanitaire aux civils à Alep.

Des munitions de fabrication occidentale découvertes à Alep

Les unités russes de déminage ont trouvé et désamorcé 14 700 objets dangereux, dont 6 700 engins explosifs improvisés. De très nombreuses munitions ont été découvertes dans les dépôts abandonnés par les divers groupes terroristes lors de leur fuite d'Alep. Les sapeurs russes ont ainsi découvert des quantités impressionnantes de munitions, parmi lesquelles des obus de mortier, des obus de lance-roquettes multiples, des grenades à main, des lance-roquettes.

Des munitions de fabrication américaine, allemande et bulgare ont également été découvertes par les sapeurs russes lors du déminage de la ville, a annoncé Ivan Gromov, commandant d'un groupe de déminage du ministère russe de la Défense.

«On y trouve des munitions pour des armes d'infanterie de gros calibre, et cela va jusqu'aux roquettes de type Grad. Les munitions sont de fabrication américaine, allemande et bulgare», a précisé Ivan Gromov à Ruptly, l'agence vidéo de RT.

Certaines de ces caisses portent l'inscription en anglais «Procured in Yugoslavia by Ordnance Corps United States Army» (l'Ordnance Corps est une branche de l'armée américaine dont la mission principale est de fournir des armes et des munitions aux soldats américains). Des inscriptions qui pourraient indiquer qu'il s'agit d'armements que les Etats-Unis s'étaient procurés pendant la guerre de Yougoslavie et qui sont utilisés aujourd'hui par différents groupes rebelles et par les djihadistes en Syrie. Arrêt sur Info 29.12

Vidéo. Interview d'un médecin syrien d'Alep

https://www.youtube.com/watch?v=xrZhpHo3XkU

- En réponse à la lettre de Julien Salingue à un « camarade » qui s'obstine à justifier l'injustifiable par Philippe Huysmans - Arrêt sur Info

Extraits.

... la presse serait presque invariablement critiquable s'agissant de certains sujets économiques, d'actualité sociale ou de politique intérieure; et qu'elle deviendrait subitement irréprochable s'agissant du traitement de la crise en Syrie ?

Où est l'analyse des sources contradictoires ? Où est passé l'esprit critique ? Tu considères l'OSDH comme une source sérieuse ? Tu considères des quidams interrogés via Skype comme des témoins privilégiés ? Tu ne t'inquiètes pas une seconde de savoir que durant les derniers jours de la bataille d'Alep, la quasi-totalité des images qui accompagnaient les informations via les réseaux sociaux étaient fausses, ou plus exactement recyclées ? On rapporte six fois en quelques mois le bombardement du dernier hôpital d'Alep, sans jamais en apporter la moindre preuve, et ça ne fait même pas froncer le sourcil ?

La réalité c'est que durant la plus grande partie du conflit, il n'y a eu aucune source fiable d'information sur place. Et quand des journalistes indépendantes comme Vanessa Beeley et Eva Bartlett sont arrivées à Alep et ont fait un récit qui ne cadrait pas avec la doxa occidentale, elles se sont vu accuser de travailler pour les Russes. Une perle de sophisme par association. Un bon argument ?

Pourtant, les langues se délient, et ne voyait-on pas, l'autre jour sur LCI, Eric Dénécé, Directeur du Centre français de recherche sur le renseignement, dénoncer la désinformation systématique des médias dans ce dossier ?

On peut parfaitement être contre cette guerre sans être un soutien de Bachar al Assad ou vendu aux Russes, ne t'en déplaise.

Les pays n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts et des alliances stratégiques. Ils ne sont ni bons ni mauvais par essence, et d'où viendrait qu'un gentil civil syrien d'Alep Est, dès qu'il se mettrait à fêter la libération de la ville deviendrait un allié objectif du criminel de guerre Assad ? As-tu remarqué tout d'abord qu'en temps de guerre il n'y a que des criminels, de part et d'autre ? On peut les appeler combattants, libérateurs, rebelles, peu importe : ce sont des gens qui en tuent d'autres parce qu'on leur a enjoint de le faire ou par conviction. Conviction souvent emportée par la propagande, d'ailleurs.

Ainsi, j'ai fort peu goûté ta tirade sur le « massacre, la véritable boucherie (…) », qui est un réquisitoire à sens unique s'agissant de dépeindre des « civils innocents » systématiquement pris pour cible par l'armée régulière appuyée par les Russes. La ficelle est grosse, le procédé est indigne et relève nettement plus de la manipulation mentale que de l'analyse. Bravo.

Alors laisse-moi te poser une question Cher Julien. Imagine que la décision de bombarder ou pas te soit revenue ? Te voilà dans la peau d'un général, et en face d'un cruel dilemme.

Soit tu bombardes et tu sais qu'en milieu urbain, bon nombre de civils innocents seront tués, sans parler des destructions d'infrastructures.

Ou bien tu envoies tes pouscailloux au feu, prendre des positions fortifiées avec leur courage et leur fusil pour seul viatique, sachant qu'il faut 10 hommes contre un pour prendre sans coup férir une position retranchée; et qu'en agglomération, les blindés sont aussi inutiles que vulnérables aux tirs directs d'un lance-roquette.

Et non, Cher Julien, je ne te parle pas d'Alep, mais des villes de Normandie, lors des bombardements en prélude au débarquement de juin 1944.

Toutes ces villes furent détruites, certaines totalement, et 20.000 civils (dont tu ne diras probablement pas qu'il s'agissait de collabos) ont péri. Ceci a d'ailleurs valu aux Américains d'être très froidement accueillis dans les régions qu'ils traversèrent.

Alors, crime de guerre ? Non, parce qu'il s'agissait de libérer l'Europe des mâchoires de l'étau nazi, et accessoirement parce

que l'histoire est écrite par les vainqueurs. Vae victis.

Ainsi, il n'est pas tout à fait exclu de penser que peut-être l'intention des Syriens et de leur allié Russe était précisément de limiter le nombre de victimes civiles dans la population en libérant la ville, dans un premier temps, puis le pays ensuite; ce qui ne devrait plus tarder. Et dans le cas contraire, quels arguments objectifs pourrais-tu y opposer ? Quelle serait la motivation ? Que Bachar serait un grand malade qui passe le plus clair de son temps à détruire son propre pays en massacrant la population par milliers ? Et quelle serait la motivation des Russes dans cette hypothèse ? Il ne faut pourtant pas être Docteur en Science politique pour comprendre que c'est légèrement bancal.

Pour moi, quand un « camarade » se met à justifier les guerres coloniales d'agression de ce qu'il faut désormais appeler l'Empire, et qu'il présente la propagande de guerre comme de l'information, il y a lieu de s'interroger sérieusement sur ses convictions. Philippe Huysmans 24.12 - Arrêt sur Info 27.12

- Damas ratifie le plan de redressement d'Alep - sputniknews.com

Malgré toutes les difficultés d'après-guerre, la ville d'Alep libérée retrouve au fur et à mesure son quotidien paisible avec l'appui du gouvernement syrien.

Le conseil des ministres syrien a approuvé le programme de reconstruction étape-par-étape de la ville d'Alep, libérée des terroristes par l'armée syrienne le 22 décembre 2016, selon l'agence syrienne SANA. Le plan prévoit le redémarrage des services collectifs et de l'industrie locale, le renforcement des mesures de sécurité ainsi que la normalisation du fonctionnement des établissements médicaux et d'enseignement.

Une équipe responsable de la mise en œuvre du programme a été également formée, comprenant les ministres syriens des Travaux publics, de la Construction de logements, de l'Autogestion et du Tourisme. sputniknews.com 07.01

Dossier Etats-Unis.

Lu dans un article.

- Le paysage médiatique en Amérique est dominé par les « fausses nouvelles ». Depuis des décennies. Ces fausses nouvelles n'émanent pas du Kremlin. C'est une industrie de plusieurs milliards de dollars par an, qui est habilement conçue et gérée par des agences de relations publiques, des publicistes et des services de communications au nom d'individus précis, du gouvernement, et des sociétés pour manipuler l'opinion publique.

Cette industrie de la propagande met en scène des pseudo-événements pour façonner notre perception de la réalité. Le public est tellement inondé par ces mensonges, livrés 24 heures par jour à la radio, à la télévision et dans la presse écrite, que les téléspectateurs et les lecteurs ne peuvent plus distinguer entre la vérité et la fiction.

- Donald Trump désavoué par sa propre majorité quelques jours avant son investiture - Le HuffPost

Même pas arrivé à la Maison Blanche, et déjà en conflit avec sa propre majorité. Donald Trump a vertement critiqué ce mardi 3 janvier les parlementaires républicains qui ont discrètement réduit la veille les pouvoirs du Bureau d'éthique parlementaire, organisme indépendant chargé d'enquêter sur les violations éthiques des élus.

"Avec tout ce que le Congrès a à faire, doivent-ils vraiment faire de l'affaiblissement de l'organisme d'éthique indépendant, aussi injuste soit-il, leur premier acte et première priorité", a écrit le milliardaire sur Twitter. "Concentrez-vous sur la réforme fiscale, la santé et toutes les autres choses bien plus importantes!", a-t-il plaidé.

Ce vote en catimini du groupe majoritaire, un jour férié aux Etats-Unis, a mis mal à l'aise les dirigeants républicains, qui avaient pris position contre, et provoqué un tollé chez les associations de lutte pour la transparence en politique et chez la minorité démocrate. Mais il met aussi le futur président dans l'embarras.

Donald Trump, qui sera formellement investi le 20 janvier, a promis tout au long de sa campagne de "curer le marigot" ("drain the swamp", en anglais), c'est à dire de débarrasser Washington de l'influence des lobbys et de la corruption. Comme le souligne le Washington Post, le vote républicain de lundi ne va pas vraiment dans ce sens.

Le Bureau d'éthique parlementaire, créé en 2008 après des scandales de corruption, n'est pas supprimé mais sera renommé et il passera avec cette réforme dans le giron des parlementaires, qui auront le pouvoir de mettre fin à des enquêtes. Il n'aura plus le droit de communiquer. Des élus se plaignaient que le bureau, en enquêtant sur eux, n'aient pas respecté la présomption d'innocence.

Donald Trump a déjà donné des gages aux républicains (majoritaires à la Chambre des représentants comme au Sénat) et devrait promulguer tout ou presque. Le HuffPost 03.01

- Trump va nommer Robert Lighthizer représentant au commerce - Reuters

Le président élu Donald Trump a désigné Robert Lighthizer, farouche adversaire des pratiques commerciales de la Chine, comme représentant américain au Commerce, a déclaré mardi son équipe de transition dans un communiqué.

Lighthizer a été représentant adjoint américain au commerce avec rang d'ambassadeur sous l'ancien président Ronald Reagan dans les années 1980, selon une biographie mise en ligne sur le site internet de Skadden Arps, le cabinet juridique dont il est actuellement l'un des associés.

Lighthizer a estimé, en 2010 lors d'une audience au Congrès, que la Chine n'avait pas respecté ses engagements pris en 2001, au moment de son entrée dans l'Organisation mondiale du Commerce. Il a prôné des tactiques plus agressives pour "changer le système", y compris en contournant les règles de l'OMC.

"Des années de passivité et de dérive de la part des décideurs américains ont permis au déficit commercial sino-américain d'atteindre un niveau qui est devenu, de l'avis de beaucoup, une menace majeure pour notre économie", a-t-il écrit dans ce témoignage devant la US-China Economic and Security Review Commission. Reuters 03.01

- Qui est Jason Greenblatt, l'avocat pro-israélien que vient de nommer Trump ? - liberation.fr

L'avocat d'affaires de la Trump organization deviendra «représentant spécial pour les négociations internationales», chargé notamment de gérer les relations entre Israël et l'Autorité palestinienne. Le périmètre de ce nouveau poste, créé spécialement pour le personnage, n'est pas clairement défini.

Diplômé de l'école de droit de la New York University, Jason Greenblatt a enseigné à son ancienne alma mater, l'université privée juive Yeshiva, à Manhattan. Il vit avec sa famille de six enfants à Teaneck, dans le New Jersey. L'avocat, qui n'a pas donné suite à une demande d'interview de Libération, a conseillé le candidat Trump sur le conflit israélo-palestinien pendant sa campagne, aux côtés de David Friedman, le futur ambassadeur des Etats-Unis en Israël, juif orthodoxe comme lui. Lors d'une rencontre en avril dernier, c'est Greenblatt qui avait dû répondre aux questions d'une délégation de militants juifs orthodoxes adressées au candidat, Trump ne connaissant pas assez bien les sujets abordés, selon la Jewish Telegraphic Agency. Sur ce dossier, Trump suit également les avis de son gendre, Jared Kushner, mari de sa fille Ivanka, qui a par ailleurs fait des dons pour le développement de colonies israéliennes.

Pendant la campagne, David Friedman et Jason Greenblatt ont signé des communiqués communs appelant à la reconnaissance de Jérusalem comme la «capitale éternelle et indivisible de l'Etat juif» et soutenu le déplacement de l'ambassade américaine dans la ville. Selon eux, «une solution à deux Etats entre Israël et les Palestiniens semble impossible aussi longtemps que ces derniers seront réticents à renoncer à la violence contre Israël, ou ne reconnaîtront pas le droit d'Israël à exister en tant qu'Etat juif». Les deux hommes ne considèrent pas les colonies israéliennes comme un obstacle à la paix et rejettent tout accord imposé à Israël par les Etats-Unis ou une autre puissance étrangère.

Discret, Jason Greenblatt n'est pas aussi exposé médiatiquement, dogmatique ou controversé que son collègue. David Friedman s'est impliqué personnellement dans la construction des colonies et dans la levée de fonds à cette fin. Il a écrit de nombreuses tribunes pour Arutz Sheva, un site d'extrême droite israélien. Il a également comparé les soutiens de J-Street, un groupe progressiste de lobbying, à des «kapos», les juifs forcés à contrôler les prisonniers des camps de concentration et qui ont collaboré avec le pouvoir nazi. Il a aussi décrit la Ligue Anti-Diffamation (ADL), la principale organisation contre l'antisémitisme, comme un «groupe de crétins».

Dans le passé, Donald Trump a inquiété ses soutiens juifs et pro-Israël à plusieurs reprises. «J'ai des mecs noirs qui comptent mon argent… Je déteste ça. Les seuls comptables que je veux, ce sont des petits gars qui portent des kippas tous les jours», aurait-il déclaré selon un de ses anciens employés, John O'Donnell. Pendant la campagne, il a d'abord promis d'être «neutre» dans le conflit Israël-Palestine, avant d'embrasser une politique de soutien actif à Tel Aviv. Sa future administration pourrait abandonner toute pression sur Israël et sa politique intérieure. Il en a donné un avant-goût sur Twitter. Le 28 décembre, le président élu a rompu avec la tradition en s'opposant ouvertement à la politique de l'administration sortante :

«Nous ne pouvons pas laisser Israël être traité avec un mépris et un manque de respect total. Ils sont habitués à voir dans les Etats-Unis un grand ami, mais [...] plus maintenant. Le début de la fin fut l'horrible traité avec l'Iran, et maintenant ça (ONU) ! Reste fort Israël, le 20 janvier [la date de son investiture, ndlr] arrive vite !» liberation.fr 03.01

ACTUALITÉ DU JOUR

Testament politique d'un djihadiste.

Nos bombardements ont la vertu de vous apporter la démocratie ou de vous "***attirer au paradis***", que demande le peuple franchement !

- François Hollande en Corrèze : «j'ai essayé de vous attirer au paradis» - Liberation.fr

L'enfer !

Une revendication de l'OTAN portée par Trump.

- François Hollande souhaite une augmentation du budget de la Défense - Francetv info

"Nous sommes aujourd'hui au-dessus de 1,8%. Nous devons aller vers 2%", a déclaré le chef de l'État. 2%, soit huit milliards d'euros supplémentaires, c'est ce que demande avec insistance le plus haut gradé de l'armée. Francetv info 06.01

Un monument élevé à la gloire du colonialisme et de la barbarie impérialiste.

- Un monument à la mémoire des soldats morts en opérations extérieures sera érigé à Paris - Francetv info

Le monument sera installé au parc André-Citroën, à Paris. Francetv info 06.01

Crétinisme, infantilisme ou sinisme assumé, les promesses d'un candidat ne valent que pour ceux qui y croient.

- Un ex-conseiller dresse un portrait sans concession de Hollande - AFP

Ancien conseiller de François Hollande à l'Elysée, Aquilino Morelle dépeint un homme dépassé par sa fonction, qui a renoncé à toute idée de changement dès les premiers mois de son quinquennat, dans un livre intitulé "L'abdication" dont Le journal du dimanche publie des extraits.

L'auteur a été évincé de l'Elysée en avril 2014, après des accusations de prises illégales d'intérêt, classées sans suite un an plus tard.

François Hollande a fait dès 2012 "le choix de la résignation", estime l'énarque de 54 ans dans les colonnes du Monde. "Il n'a jamais voulu devenir ce leader d'une nouvelle Europe (...) Il a enterré tout espoir de changement en se résignant à l'austérité, en acceptant, sans véritable renégociation, le pacte budgétaire européen imposé par Merkel et signé par Sarkozy. Ce renoncement inaugural a précédé et déterminé tous les autres."

Pendant deux ans et demi, le Président a "singé le volontarisme, mimé le patriotisme, simulé une politique de lutte contre la finance jamais engagée, proclamé à répétition une réorganisation de l'Europe sans cesse repoussée", écrit-il dans ce livre à paraître le 11 janvier. Les Français ont, selon lui, vite compris que "cette mise en scène" offrait le spectacle "de l'impuissance voulue et consentie, cette impuissance singulière qui porte le nom d'abdication". AFP 07.01

Une imposture prend fin, une autre la remplace et ainsi de suite.

- Vote des ouvriers : à Saint-Denis, la gauche ne fait plus vraiment rêver - LeParisien.fr

- Vote des ouvriers : à Saint-Quentin, Marine Le Pen en position de force - LeParisien.fr

- Vote des ouvriers : à Vénissieux, la tentation Macron - LeParisien.fr

- Valls en tête des intentions de vote pour la primaire - Reuters

- Débat : pour ou contre tirer au sort nos représentants politiques ? - LeParisien.fr

Amener les citoyens à participer à la vie politique en... les tirant au sort. L'idée peut paraître saugrenue, elle fait pourtant son

chemin...LeParisien.fr 06.01

- Présidentielle : « Le religieux revient partout dans le monde » - LeParisien.fr

On n'a pas l'habitude d'entendre un candidat à l'Elysée afficher ses convictions religieuses comme vient de le faire Fillon... LeParisien.fr 06.01

Le bonheur est dans le pré... de la Ve République.

- Mélenchon se "réjouirait de traiter" avec Trump - Reuters

Jean-Luc Mélenchon a déclaré mercredi qu'il se "réjouirait de traiter" avec le président élu des Etats-Unis Donald Trump, notamment sur la question du traité transatlantique de libre-échange (TTIP ou Tafta), qu'il prévoit de régler "en quelques jours" s'il accède à l'Elysée au printemps prochain.

"Comme Français, soyons habiles, moi je me réjouirais de traiter avec un homme pareil", a dit le co-fondateur du Parti de Gauche, candidat du mouvement "La France insoumise" à l'élection présidentielle qui se tiendra les 23 avril et 7 mai prochains, sur France Inter.

"Puisqu'il (Donald Trump-NDLR) prétend se situer sur la base des intérêts des Nord-Américains, donc il comprendrait parfaitement que je me situe strictement sur le point de vue des Français", a-t-il souligné.

"Moi c'est clair, je ferai tout pour planter Tafta et Ceta parce que je ne veux pas d'accord de libre-échange avec les Etats-Unis d'Amérique ni avec le Canada parce que nous n'aurions plus de normes environnementales, plus de normes sociales, telles qu'elles nous conviennent aujourd'hui et qui conviennent à notre manière de vivre", a souligné Jean-Luc Mélenchon. Reuters 05.01

Enfin un homme heureux en oligarchie sous la Ve République !

Le charlatan veut "traiter" avec Trump, le représentant de l'oligarchie anglo-saxonne, à croire qu'ils appartiennent au même monde, nous, nous le combattons.

Le mégalomane entend défendre les intérêts du capitalisme français, nous, nous le combattons.

A chacun son camp.

En famille chez les bivalves.

- "J'ai la tête d'un moule?": Macron défend l'ENA - AFP

- Présidentielle : un troisième ministre de droite rejoint Macron - LeParisien.fr

L'ancien ministre de l'Ecologie de Jean-Pierre Raffarin, Serge Peltier, a annoncé soutenir pour la présidentielle Emmanuel Macron. Avant lui, deux autres anciens ministres de droite l'ont rejoint : Jean Arthuis et Renaud Dutreil.

L'ancien maire UDI de Bourges (Cher), a participé au gouvernement de Jean-Pierre Raffarin en tant que ministre de l'Ecologie et du Développement durable et a même brièvement dirigé le RPR en 2002. Lors de la primaire de la droite, c'est derrière Alain Juppé qu'il s'était engagé.

Pour l'ancien édile, il est nécessaire de « dépasser l'opposition entre la droite et la gauche. »

Fin décembre, une autre tête de la droite multipliait les compliments à l'égard du fondateur d'En Marche : Dominique de Villepin. Invité de la matinale de BFMTV et RMC LeParisien.fr 06.01

- Primaire: "J'ai changé", dit Valls pour justifier son inflexion à gauche - AFP

- Philippot est-il de gauche ? - LePoint.fr

Régulièrement dénoncé par ses ennemis comme un homme de gauche, le numéro 2 du FN ne dédaigne pas les vieux

refrains d'extrême droite. LePoint.fr 06.01

PS. Autocensure des médias. Bourgeois, capitalistes, banquiers, de gauche, et leur morale.

- Le fondateur de Terra Nova tombe pour pédophilie: silence dans les médias - sputniknews.com

Christophe Bejach, l'un des fondateurs du think tank Terra Nova, proche du Parti socialiste, a été condamné pour pédophilie en décembre dernier. Toutefois, la presse n'en dit pas mot. Est-ce parce qu'il s'agit d'un événement politiquement délicat?

Ce « petit incident » — au moins à en juger par les médias qui ne le couvrent même pas — nous donne l'occasion de nous pencher sur la fondation en question et son fondateur. Christophe Bejach, 53 ans, est l'ex-vice-président et l'un des fondateurs de la fondation française Terra Nova qui se définit comme « un laboratoire d'idées, proche de la gauche ». L'association a été fondée en février 2008 et se veut progressiste et indépendante, pourtant, elle est souvent décrite comme proche du Parti socialiste.

Sur le site de Terra Nova, on trouve les louanges suivantes à l'endroit de Christophe Bejach : il s'avère être « ingénieur et titulaire d'un MBA du Groupe HEC (ISA) » qui « a effectué une carrière orientée vers l'investissement dans des entreprises cotées ou non cotées, en France, aux USA et en Asie ». Il a grossi les rangs de l'équipe d'Arnaud Montebourg en 2012 et s'est fait surtout connaître en tant que conseiller sur l'aérospatial, la défense et l'énergie de M. Montebourg, ainsi que comme fondateur de l'entreprise L'Avion, revendue par la suite à British Airways.

Et voilà que ce brillant ingénieur et conseiller technique de M. Montebourg se retrouve condamné à une peine de neuf mois de prison, le 14 décembre, pour « un premier chef d'accusation d'offense sexuelle sur enfant mineur et trois autres chefs d'accusation pour possession de photographies d'enfants indécentes ».

Comme l'explique le Daily Mail, l'ancien conseiller a fait des propositions indécentes sur le Web afin d'organiser des séances photo en lingerie avec trois sœurs d'une dizaine d'années. Son dessein a été heureusement repéré par Sadie — un officier de police de la capitale britannique chargé de détecter les cybercrimes. Le tribunal britannique a condamné M. Bejach à neuf mois de prison avec sursis.

Actuellement, puisque Christophe Bejach a évité la prison, il sera sur le Registre des délinquants sexuels pendant dix ans, apprend-t-on des médias britanniques. De même, il devra payer 1 200 livres sterling de frais aux tribunaux, ceci après avoir préalablement payé une caution de 100 000 livres à la cour et remis son passeport aux autorités.

Pourtant, la presse française ne s'est pas précipitée pour parler du délit. Presqu'un mois plus tard, Google propose un curieux résultat à la requête « Christophe Bejach ».

Parmi quelques piètres publications sur la condamnation du pédophile, on trouve par exemple l'article du Parisien intitulé « Un homme d'affaires français condamné pour pédophilie à Londres ». Dans l'article, le coupable est présenté comme « ex-membre fondateur du groupe de réflexion politique et économique Terra Nova ».

Le Huffington Post évoque de son côté le terme de « fachosphère » qui, selon l'article, profite de la condamnation du pédophile « pour éclabousser Arnaud Montebourg ».

Le public attentif pointe entre autres que le cas de Christophe Bejach est traité différemment comparativement à d'autres cas de pédophilie, par exemple, dans les cercles religieux. Les médias n'en parlent pas vu que ce pédophile est de gauche et qu'il n'est pas un curé.

Nombreux sont ceux qui s'étonnent du temps qu'il a fallu attendre pour divulguer finalement la condamnation.

Plusieurs explications possibles de ce mutisme viennent à l'esprit : ne pas gêner les primaires de la gauche, ne pas saper la réputation de Terra Nova, épargner le Parti socialiste qui avait déjà été éclaboussé par plusieurs affaires de mœurs…

Finalement, une bonne réponse dans le style de la Main du Kremlin omniprésente est suggérée :

Exclusif: des hackers russes pro-Trump empêchent l' @afpfr de publier une dépêche sur #christophebejach le pédophile. sputniknews.com 07.01

France. Etat policier. Surveillance et répression tout azimut.

- Les chauffards de plus en plus traqués par les caméras - LeFigaro.fr

Depuis le 31 décembre, sept nouvelles infractions, comme le portable au volant, pourront être verbalisées grâce à l'image.

Les automobilistes vont de plus en plus rouler sous l'œil de caméras. Depuis le 31 décembre dernier, la panoplie des infractions verbalisables par le biais des radars et de la vidéo s'est étoffée. Sept nouvelles catégories viennent de s'ajouter aux quatre premières existantes comme l'excès de vitesse.

Depuis un décret du 31 décembre dernier, la caméra peut ainsi davantage relever des écarts de conduite qui lui échappaient jusqu'alors. C'est le cas du portable au volant. Si l'usager est vu sur un cliché téléphone à la main en roulant, il recevra un PV à son domicile. Il en est de même s'il est aperçu sur une image sans ceinture de sécurité. Ce même décret permet aussi d'utiliser des images de vidéosurveillance pour sanctionner le motard roulant sans casque, le conducteur qui ne respecte pas les règles de dépassement, qui franchit des lignes continues, qui stationne sur une bande d'arrêt d'urgence ou encore qui, en ville, s'arrête au feu dans les «sas vélos».

Ainsi, pour tous ces écarts, il n'est donc plus nécessaire d'intercepter le contrevenant: la preuve par l'image gagne du terrain. Auparavant, et outre l'excès de vitesse, celle-ci permettait de traquer trois autres comportements répréhensibles: le feu rouge «grillé», le non-respect des distances de sécurité et l'usage des voies réservées aux bus et aux taxis.

Concrètement, toute commune qui a adopté la vidéoprotection sur son territoire peut décider dès aujourd'hui de s'emparer de ce nouveau champ d'action. C'est le cas de Nice, qui a annoncé qu'elle allait mettre à profit ses 1.643 caméras pour lutter contre ces comportements répréhensibles «avec bon sens et discernement». D'ailleurs, elle ne fait qu'ouvrir un peu plus le robinet de la vidéoverbalisation, qu'elle utilise déjà pour faire la chasse aux stationnements en double file. Dans cette ville pionnière dans ce domaine, cela s'est soldé par 28.000 infractions relevées en 2016. À Valenciennes, autre municipalité qui s'est très vite lancée dans la vidéoverbalisation, on assure que «la police municipale est en train d'examiner le décret, pour permettre à la Ville de se positionner dans les meilleurs délais». À Puteaux, en région parisienne, où l'on traque aussi les voitures mal garées, on indique que l'on n'ira pas plus loin en attendant.

Quant aux radars qui flashent les excès de vitesse, ils vont permettre eux aussi une verbalisation sans interception après quelques réglages techniques au Centre national de traitement (CNT) de Rennes, qui gère ces millions de PV. «Cela va être au point dans quelques mois», signale Emmanuel Barbe, le délégué interministériel à la sécurité routière. Dans un premier temps, ces appareils feront un tir groupé d'infractions. C'est en se déclenchant à l'occasion d'un dépassement de vitesse qu'ils permettront ensuite à l'agent installé à Rennes de voir sur le cliché s'il y a un portable à la main ou une ceinture non attachée. «Aujourd'hui, on voit défiler ces infractions sur photo. Dans quelques mois, on pourra donc les sanctionner», révèle Emmanuel Barbe en indiquant que ses services mettent au point un dispositif encore plus performant. Dans un an ou deux, le super radar analysera les voitures prises dans son faisceau et sera capable de flasher le conducteur qui ne s'est pas attaché ou qui conduit avec son téléphone à la main! Même s'il roule en dessous des limites de vitesse.

Mais les professionnels du droit se méfient de ces technologies intrusives. «Le conducteur qui est ainsi verbalisé n'est pas arrêté et continue d'être dangereux sur la route», souligne Me Rémy Josseaume, tandis que Me Matthieu Lesage pointe une atteinte à la défense de l'automobiliste. «Avec un seul cliché, on décontextualise l'infraction. Comment prouver que l'on franchit une ligne blanche pour éviter un accident?», s'interroge-t-il. Tous deux d'ailleurs prédisent une augmentation de la contestation. Mais pour Pierre Chasseray, le délégué général de 40 Millions d'automobilistes, «on est, avec ce décret, dans la communication». «Les clichés résultant des radars et de la vidéoprotection sont souvent de piètre qualité. On ne voit rien!», dit-il, en ajoutant: «Dommage car il s'agit cette fois de réprimer des comportements dangereux.» Et pour une fois, il ne s'agit pas seulement de vitesse… LeFigaro.fr 06.01

Un homme condamné pour alcoolémie au volant sur simple dénonciation. - lefigaro.fr

(Délation. Quand la présomption de culpabilité a valeur de preuve matérielle sur la base d'un simple témoignage. - LVOG)

La Cour d'appel de Montpellier a condamné en décembre un automobiliste pour conduite en état d'ivresse avec pour seule preuve la déclaration d'un témoin. Un jugement incompréhensible, selon son avocat.

«C'est la première fois que je vois ça dans toute ma carrière», affirme l'avocat Ludovic Para. Son client, un jeune automobiliste, a été condamné en décembre par la Cour d'appel de Montpellier pour conduite en état d'ébriété sur la simple parole d'un témoin.

Le 31 janvier 2013, Jérémie est malgré tout condamné par le tribunal correctionnel de Montpellier à trois cents euros d'amende et cinq mois de suspension du permis pour conduite en état d'ivresse manifeste. «Il n'y avait rien dans le dossier à part la déclaration du témoin. À aucun moment, mon client n'a vu un agent assermenté. Il n'a jamais été soumis à un test d'alcoolémie ou à une prise de sang. Il n'avait pas antécédent judiciaire, affirme au Figaro son avocat, Me Para. J'étais outré par ce jugement arbitraire. J'ai donc décidé de porter l'affaire en Cour d'appel à mes propres frais».

Sept ans après les faits, le verdict de la Cour d'appel est rendu. À la surprise générale, le tribunal confirme en décembre

la condamnation de Jérémie et décide même d'alourdir sa peine: cinq cents euros d'amende et six mois de suspension. Une décision que Me Para ne comprend pas: «C'est une première en France selon moi. Je ne pensais pas qu'il était possible de condamner une personne simplement sur dénonciation. Mon client a été jugé non pas sur ses actes mais sur une attitude. C'est la parole de Jérémie contre la parole de ce témoin. Pourquoi sa déclaration a-t-elle eu plus de valeur aux yeux des juges? Voilà la question que l'on se pose aujourd'hui». Pour l'avocate Laureen Spira, experte en droit routier, «ce jugement est aussi insensé que consternant». «La justice vient de condamner un homme sans aucune preuve objective et concrète», dénonce-t-elle.

Jérémie, lassé par cette affaire, a renoncé à se pouvoir en cassation. «J'ai payé l'amende et rendu mon permis. En attendant, je fais du covoiturage et je me déplace à pied. Je veux désormais passer à autre chose. Je n'ai de toute façon pas les moyens financiers de continuer cette procédure qui s'avère aussi longue que fastidieuse». lefigaro.fr 03.01

En complément.

- Suède : un magasin de jouets tenu de retirer une publicité jugée sexiste - Liberation.fr

Un magasin de jouets à Umea, dans le nord de la Suède, a été pénalisé pour sexisme après la publication d'une publicité dans les magazines et journaux de la ville. L'image représentait, selon la chaîne nationale suédoise SVT, un garçon déguisé en pirate fendant l'air de son épée, accompagné par une femme dénudée, déguisée en ange. Le magasin a assuré vouloir simplement démontrer à travers le cliché qu'il vendait des déguisements à la fois pour adultes et pour enfants, destinés à une clientèle à 75% adulte.

L'observatoire suédois de la publicité a ordonné le retrait de la réclame en question. Selon lui, elle irait à l'encontre des règles suédoises sur les discriminations sexuelles, qui interdisent la représentation stéréotypée des rôles de chacun(e) selon leur genre, ainsi que le traitement des femmes et des hommes comme objets sexuels.

La Suède est particulièrement éclairée dans le domaine de l'égalité des sexes, et s'aventure même au-delà : vers la neutralité des sexes.

Au-delà de ses catalogues pour enfants, la Suède a également introduit la neutralité dans son dictionnaire en avril 2015, lorsque le pronom «hen» a été ajouté dans la liste des mots reconnus par l'Académie suédoise. Le terme, ni «elle» ni «lui», est utilisé dans deux cas de figure : quand le genre du sujet est inconnu ou superflu, et lorsque quelqu'un ne se reconnaît dans aucun des pronoms alternatifs. Liberation.fr 06.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Otan-UE

- L'Otan entame le renforcement sur son flanc est - Reuters

Le renforcement de l'Otan sur son flanc est et le déploiement prévu de troupes en Pologne et dans les Etats baltes a débuté vendredi avec l'arrivée par bateau en Allemagne de blindés et de matériel militaire américains.

L'Alliance atlantique prévoit d'envoyer 4.000 soldats ainsi que des avions, des blindés et de l'artillerie en Pologne, puis en Estonie, en Lettonie et en Lituanie.

Ce déploiement est présenté comme une stratégie purement défensive mais irrite profondément la Russie.

De grandes manoeuvres entre forces américaines et polonaises sont prévues à la fin du mois. D'autres manoeuvres sont programmées par la suite dans les pays baltes, en Bulgarie, en Roumanie et en Allemagne.

Outre les soldats américains envoyés en Pologne, trois pays - Allemagne, Canada et Grande-Bretagne - prévoient de déployer jusqu'à un millier d'hommes chacun dans les pays baltes.

Le général américain Timothy McGuire a souligné vendredi que "le meilleur moyen de maintenir la paix était de s'y préparer".

Interrogé par la presse à Bremerhaven sur le point de savoir si l'Otan cherchait à envoyer un message à Moscou, il a répondu :

"Il s'agit simplement de montrer la force et la cohésion de l'alliance et l'engagement des Etats-Unis en faveur du maintien de la paix sur le continent". Reuters 06.01

Grande-Bretagne

Démission d'Ivan Rogers, représentant britannique auprès de l'UE - Reuters

Le représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne, Ivan Rogers, a présenté mardi sa démission, à quelques semaines de l'ouverture attendue des négociations sur la sortie du pays de l'UE.

Ivan Rogers a informé mardi après-midi son équipe qu'il quittait son poste, sans préciser les raisons de sa décision, selon le Financial Times, premier à révéler son départ.

Dans un communiqué, le gouvernement britannique a pris acte de sa démission tout en soulignant qu'il aurait dû quitter son poste en octobre prochain et qu'en anticipant son départ, il permettait à la Première ministre Theresa May de nommer son successeur avant le début des négociations.

Après le commissaire britannique Jonathan Hill, qui a quitté son poste deux jours après le référendum, Ivan Rogers est le deuxième haut responsable britannique impliqué dans les arcanes européennes à remettre sa démission depuis la victoire du camp du Brexit.

"Cela affaiblit la capacité de May de parvenir à un bon accord avec l'UE. Ivan Rogers était l'une des très rares personnalités au sommet du gouvernement à comprendre l'UE", a commenté Charles Grant, directeur du Centre for European Reform, un groupe de réflexion sur la construction européenne basé à Londres.

Il y a moins de trois semaines, le 15 décembre, Rogers avait estimé que les négociations pour définir les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne après le Brexit pourraient prendre dix ans.

Il ajoutait que rien ne garantissait en outre leur succès, soulignant que des Parlements nationaux d'Etats membres de l'UE pourraient faire obstacle à la ratification d'un éventuel accord.

Les services de Theresa May avaient alors fait savoir que la dirigeante conservatrice ne partageait pas son point de vue.

Rogers avait été nommé représentant du Royaume-Uni auprès des institutions bruxelloises en novembre 2013 par David Cameron, le prédécesseur de May.

Sa carrière de haut fonctionnaire l'avait auparavant conduit à Downing Street, au Trésor britannique et à la Commission européenne avec des passages dans le privé, dans les banques Citigroup et Barclays Capital. Reuters 02.01

Mexique

- Mexique: trois morts dans les protestations contre la hausse de l'essence - AFP

Les manifestations et saccages contre la hausse des carburants au Mexique ont fait trois morts en trois jours, selon un nouveau bilan communiqué vendredi par les autorités.

Vendredi, quelques foyers de contestation subsitaient, avec quelques routes bloquées.

Le prix de l'essence a été augmenté de 20,1% et celui du diesel de 16,5% au 1er janvier. A partir du 18 février, le prix plafond fixé par le gouvernement sera réajusté tous les jours.

La vague de protestations a commencé aussitôt après l'entrée en vigueur des hausses avec, depuis mercredi, des blocages de routes, des pillages de magasins et des actes de vandalisme dans des stations service.

Selon le président de la Confédération des chambres de commerce, Enrique Solana, quelque 800 commerces petits ou moyens et 250 grands magasins ont subi des dégâts à travers le Mexique.

Le président mexicain Enrique Peña Nieto a expliqué dans son message de voeux à la télévision jeudi soir que la décision d'augmenter les prix des carburants était une conséquence de la montée des prix internationaux. Il s'agissait, selon lui, d'un "changement difficile" mais nécessaire pour garantir la stabilité économique du pays.

Cette hausse des prix est la première étape de l'ouverture au privé du marché des carburants et de la libéralisation des prix initialement prévue pour 2018, mais que le gouvernement mexicain a choisi de mettre en place un an plus tôt. AFP 06.01

Corée du Sud

- Corée du Sud: nouvelle manifestation contre la présidente - AFP

Des centaines de milliers de manifestants sont à nouveau descendus dans la rue à Séoul samedi, réclamant le départ immédiat de la présidente Park Geun-Hye, engluée dans un scandale de corruption, et le renflouement d'un ferry qui avait fait naufrage en 2014.

"Park démissionne, renfloue le Sewol", scandaient les manifestants, estimés à un demi-million par les organisateurs, en marchant vers la Maison Bleue, siège de la présidence, ainsi que les bureaux du Premier ministre et de la Cour constitutionnelle.

L'Assemblée nationale a voté le 9 décembre une motion de destitution de Mme Park, soupçonnée de collusion avec sa confidente Choi Soon-Il, qui est, elle, en détention provisoire dans une tentaculaire enquête pour corruption.

Il revient à la Cour constitutionnelle d'entériner ou non cette motion. En attendant, tous les pouvoirs de la présidente ont été confiés à son Premier ministre.

Cette affaire a poussé la population à manifester en masse tous les samedis à Séoul pour réclamer la démission de la présidente.

La présidente a cependant toujours des partisans, dont quelque 30.000 ont participé à une contre-manifestation samedi, devant le bureau du procureur enquêtant sur le scandale.

Agitant des drapeaux et entonnant des airs militaires, les manifestants ont affirmé que la procédure de destitution de la présidente était un complot de gauchistes à la solde de la Corée du nord. AFP 07.01

Turquie

- Turquie: nouvelle vague de purges, des milliers de limogeages - AFP

Les autorités turques ont limogé plus de 8.000 personnes et fermé des dizaines d'associations supplémentaires dans le cadre des enquêtes ouvertes après le putsch manqué en juillet, selon trois décrets-lois parus au Journal officiel dans la nuit de vendredi à samedi.

Parmi les 8.390 personnes limogées, figurent 2.687 policiers, 1.699 fonctionnaires du ministère de la Justice, 838 de celui de la Santé et des centaines d'employés d'autres ministères ainsi que 631 universitaires et 8 membres du Conseil d'Etat.

Les décrets précisent que les ressortissants turcs se trouvant à l'étranger pourront être déchus de leur nationalité s'ils ne rentrent pas dans les trois mois suivant leur convocation par les autorités.

Ils ajoutent que la police pourra désormais accéder aux informations personnelles des internautes, dans le cadre d'enquêtes concernant la cyber-criminalité.

Plus de 80 associations accusées d'"activités portant atteinte à la sûreté de l'Etat" ont par ailleurs été fermées.

Parmi elles, huit clubs de sport sont concernés, principalement situés dans le sud-est à majorité kurde du pays.

En revanche, onze journaux - principalement du sud-est - précédemment fermés ont été autorisés à rouvrir. Par ailleurs, 276 personnes ont été réintégrées à leur poste par ces décrets.

Ces mesures sont prises dans le cadre de l'état d'urgence instauré après la tentative de putsch du 15 juillet. Les autorités turques accusent Fethullah Gülen, un prédicateur exilé aux Etats-Unis, d'avoir ourdi le coup de force, ce que l'intéressé dément.

Depuis le coup d'Etat manqué, plus de 41.000 personnes ont été arrêtées en Turquie et plus de 100.000 limogées ou suspendues, notamment des professeurs, policiers et magistrats.

D'une ampleur inédite en Turquie, ces purges suscitent l'inquiétude des partenaires occidentaux d'Ankara et d'organisations de défense des droits de l'Homme qui redoutent que l'état d'urgence, prolongé cette semaine de trois mois supplémentaires, ne

serve de prétexte pour réprimer toute voix dissidente.

Les autorités turques affirment pour leur part que ces mesures d'exception sont nécessaires pour éliminer les risques de sédition et faire face à la double menace "terroriste" du groupe Etat islamique (EI) et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les premiers jugements dans des procès liés au putsch manqué sont tombés jeudi: deux soldats ont été condamnés à la prison à vie par un tribunal d'Erzurum (nord-est). AFP 07.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Les lycées de ZEP poursuivent la grève pour obtenir des moyens supplémentaires - Le Monde

Le ministère de l'éducation nationale a beau multiplier les gestes en leur faveur, les lycées de l'éducation prioritaire ne désarment pas. Mardi 3 janvier, jour de rentrée des classes, plusieurs établissements étaient en grève, à l'appel du collectif Touche pas ma ZEP qui réunit 90 lycées de 14 académies. Les personnels concernés craignent de perdre, à terme, leur label éducation prioritaire, et avec lui leurs moyens supplémentaires.

C'est le cinquième jour de grève organisé par le collectif depuis le printemps 2016, et pas le dernier : celui-ci vient de voter la reconduction du mouvement mercredi 4, jeudi 5 et mardi 10 janvier. Lors d'une assemblée générale mardi, à Paris, les enseignants mobilisés ont décidé de jouer leur va-tout, conscients qu'à quatre mois de l'élection présidentielle, c'était le moment ou jamais de faire valoir leurs revendications : obtenir une « carte élargie » des lycées en éducation prioritaire sous un label unique et avec des moyens pérennes : effectifs de classe réduits, cours en demi-groupes, compensations pour les personnels (prime et mutations facilitées).

« On ne peut pas attendre le prochain quinquennat. Si on n'obtient pas des choses maintenant, après ce sera trop tard », ont martelé, au cours de l'assemblée générale, plusieurs enseignants grévistes parmi les quelque 135 présents issus de 24 lycées d'Ile-de-France. Selon le collectif, soutenu par la FSU, la CGT, FO et SUD, une cinquantaine de lycées « a minima » étaient en grève mardi au niveau national, quand le ministère dit en comptabiliser seulement une dizaine.

Pour comprendre ce mouvement, il faut revenir trois ans en arrière, au moment de la réforme de l'éducation prioritaire. En 2014, Vincent Peillon, le prédécesseur de Najat Vallaud-Belkacem, entreprend de réviser la carte des ZEP. De nouveaux réseaux sont définis (REP et REP +), comprenant chacun un collège et les écoles de son secteur. La question des lycées devait être traitée plus tard, afin d'éviter d'ouvrir plusieurs fronts à la fois. Pour les lycées concernés s'ouvre alors une période transitoire au cours de laquelle leurs compensations seraient maintenues jusqu'en 2017.

Or, 2017 débute sans que le chantier de l'éducation prioritaire au lycée n'ait été lancé. « Ce qu'on souhaite, c'est que ceux qui ont engagé cette réforme la terminent, réclame David Pijoan, membre du collectif Touche pas ma ZEP. Nos lycées accueillent pour une bonne part des élèves venus de REP et REP +. Les difficultés scolaires et sociales ne s'arrêtent pas à la fin de la 3e ! » Dans ses communiqués, le collectif met en avant l'intérêt d'avoir des classes à effectifs réduits pour favoriser l'apprentissage des élèves, tout comme la nécessité d'équipes stables. Ils dénoncent la situation « paradoxale » de voir un ministère entériner la fin de l'éducation prioritaire au lycée « au moment même où la publication de l'enquête PISA confirme le caractère particulièrement inégalitaire du système scolaire français ! »

Face à la multiplication des jours de grève, Mme Vallaud-Belkacem a pourtant lâché du lest : prolongement de la « clause de sauvegarde » jusqu'en 2019, promesse d'une « dotation exceptionnelle » de 450 emplois à la rentrée prochaine pour les lycées « les plus défavorisés ». Le 2 novembre 2016, devant les parlementaires, la ministre a même donné raison aux personnels mobilisés : « Les enseignants des lycées qui ont vocation à être dans l'éducation prioritaire ont raison de réclamer les mêmes moyens que leurs collègues de collèges. Il faudra faire cette réforme des lycées de l'éducation prioritaire. » Le Monde 04.01

Haut de page

Le 12 janvier 2017

CAUSERIE

J'ai téléchargé quelques articles dont certains seront mis en ligne demain.

Parole d'internaute

- "Nous vivons encore dans un monde où chacun grâce aux nouvelles technologies peut se forger une opinion, sa propre opinion. Internet est une aubaine, une mine d'infos. Et paradoxalement nous vivons aussi une période de fainéantise intellectuelle sans bornes. Alors que tous les moyens sont aujourd'hui à notre portée, beaucoup préfère s'abreuver de programmes télé poubelle, de s'abrutir toujours tant et plus. Il y a 30 ans quand j'étais ado, j'aurais donné très cher pour avoir accès à toute cette info d'un simple clic."

Un simple clic, par exemple pour savoir quelle est réellement la situation en Syrie. Faut-il encore en avoir la force ou la volonté, ce qui fait le plus défaut au NPA, par exemple.

Faites tomber les masques ou en famille. Quand le NPA monte au créneau pour soutenir la guerre contre la Syrie déclenché par les Etats-Unis-OTAN.

NPA - Syrie : Les peuples sacrifiés sur l'autel des grandes puissances (10.01)

- La chute d'Alep-Est est un tournant majeur du soulèvement populaire syrien, permettant au régime d'Assad de réaffermir son pouvoir, et aux puissances mondiales et régionales d'imposer leurs intérêts politiques propres.

LVOG - Traduction : Il aurait été préférable que les barbares de Daesh et du Front al-Nosra s'emparent du pouvoir en Syrie, et qu'ainsi les "intérêts politiques propres" à l'impérialisme américain soient satisfaits.

Après cela, nous refusons d'accorder la moindre légitimité au NPA pour s'exprimer en notre nom ou au nom des travailleurs.

LVOG - Le NPA exprime à sa manière le regret que le "changement de régime à Damas" ne soit pas la priorité des Syriens.

- Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'Iran, de la Turquie et de la Russie se sont rencontrés le 20 décembre pour discuter du futur de la Syrie. À l'issue de cette conférence, les trois puissances ont adopté une déclaration commune visant à mettre fin au conflit, par laquelle ils s'engagent à œuvrer à la mise en place d'un cessez-le-feu dans l'ensemble du pays, la préoccupation commune devant être de « lutter contre le terrorisme » et non d'aller vers un changement de régime à Damas. Une déclaration qui a reçu après coup le soutien des pays occidentaux.

LVOG - Le NPA exprime le regret que la priorité du gouvernement syrien soit de rétablir l'accès à l'eau potable pour les 5 millions d'habitants de la capitale Damas et sa région qui en sont privés depuis plus de trois semaines.

- Un cessez-le-feu national (qui exclut les forces djihadistes Daech et Jabhat Fateh al-Sham) a ainsi été proclamé le 30 décembre, parrainé par la Russie, la Turquie et l'Iran. Mais le régime Assad a continué le bombardement de certaines régions d'opposition, tandis que ses forces armées et le Hezbollah ont poursuivi leur offensive militaire au nord-ouest de Damas dans la vallée de Wadi Barada. Cette zone est stratégique car s'y trouvent les principales sources en eau potable pour les plus de cinq millions d'habitants de la région de Damas. C'est aussi une voie d'approvisionnement majeure utilisée par le Hezbollah entre le Liban et Damas.

LVOG - Le NPA rend compte de "manifestations populaires massives" ayant eu lieu récemment dans "les territoires libérés" par celui qu'il appelle par ailleurs "le dictateur Assad" sans préciser que ce fut des manifestations... en soutien à Assad.

- ...des manifestations populaires massives avec des slogans démocratiques et non confessionnels ont eu lieu ces deux derniers vendredi (31 décembre et 6 janvier) dans les territoires libérés, profitant de l'accalmie.

LVOG - Le NPA, qui n'a cessé de relayer la propagande USA-OTAN depuis 2011, considère que l'avenir des Syriens "s'obscurcit toujours plus", alors que l'espoir que cette guerre se termine rapidement et la paix revienne en Syrie sont sérieusement envisagés après la libération d'Alep.

- L'avenir pour les populations en lutte en Syrie, (arabes, kurdes ou autres), s'obscurcit toujours plus, malgré des résistances populaires et démocratiques locales qui continuent, à la fois contre le régime et contre les mouvements islamistes fondamentalistes.

LVOG - Le NPA se fait gauchiste à la fin de cet article. Vous constaterez une fois de plus que le gauchisme rejoint ou sert les intérêts de la réaction.

- Et le cas de la Syrie a démontré de nouveau la futilité de ceux qui cherchent des accords stratégiques avec des puissances impérialistes et régionales, ou mettent leur confiance en elles pour réaliser l'émancipation des classes populaires. Fin

LVOG - Jusqu'au bout à la manière d'Obama ou des généraux du Pentagone-OTAN, le NPA aura regretté que la Russie et l'Iran soient intervenus militairement au côté de la Syrie contre les Etats-Unis et leurs alliés flanqués de leurs barbares.

Jusqu'au bout le NPA (et LO, ainsi que bien d'autres soi-disant trotskystes ou révolutionnaires) aura fait oeuvre de faussaire ou de désinformateur au côté du gouvernement français et des médias-oligarques diffusant en boucle pendant près de 6 ans la propagande du Pentagone-OTAN.

Nous, nous avons assumé nos responsabilités envers le peuple syrien : Compte tenu de la situation politique en Syrie (et dans la région) ; compte tenu du soutien de l'immense majorité des Syriens au président (élu) et au gouvernement de la République arabe syrienne ; compte tenu que la Syrie avait fait l'objet d'une agression armée commise par plus de 100.000 (certaines sources évoquent plus de 200.000) mercenaires particulièrement cruels et sanguinaires en provenance de plus de 83 pays différents, sous les ordres de Washington, Riad, Doha, Tel-Aviv, Londres et Paris notamment ; compte tenu de la configuration des forces en présence et de la nature des différents belligérants sur le terrain, nous avons soutenu le camp qui combattaient pour l'unité et la souveraineté de la Syrie, pour l'autodétermination du peuple syrien.

Nous avons considéré que neutraliser cette cohorte de barbares encadrés par des experts militaires occidentaux, sionistes et de différents pays du Golfe qui détruisaient la Syrie et massacraient son peuple, ainsi que le rétablissement de la paix dans ce pays, était la priorité pour le peuple syrien, et déterminait notre position politique qui se limite strictement au règlement de ce conflit il faut préciser, et que toute autre interprétation se situant au-delà relèverait du procès d'intention provenant de personnes malintentionnées ou aux intentions inavouables ou encore favorables au camp des ennemis de la Syrie et du peuple syrien, qui tenteraient par ce moyen de nous discréditer (ainsi que tous ceux avec lesquels nous partageons cette position) en nous présentant comme des suppôts de l'impérialisme russe ou de la République islamique d'Iran ou de manière générale comme des agents de la bourgeoisie syrienne, avec laquelle les masses exploitées syriennes partageaient exceptionnellement et temporairement les mêmes intérêts pour ne pas être promises à un sort pire que tout ce qu'elles avaient connu jusqu'à présent.

Chut ! Allez donc raconter cela à ces dégénérés du NPA, ils vont vous traiter de ... gauchiste (ou de complotiste) !

- ... la CIA, la plus experte en matière d'infiltrations et coups d'État. Il suffit de rappeler ses opérations pour provoquer et conduire les guerres contre le Vietnam, le Cambodge, le Liban, la Somalie, l'Irak, la Yougoslavie, l'Afghanistan, la Libye et la Syrie ; ses coups d'État en Indonésie, au Salvador, au Brésil, au Chili, en Argentine et en Grèce. Des millions de personnes emprisonnées, torturées et tuées ; des millions déracinées de leurs terres, transformées en réfugiés objet d'une véritable traite des esclaves. (Source : Réseau Voltaire)

Quelle horreur, bientôt la fin des décapitations et des crucifixions en places publiques en Syrie !

- Syrie: Assad veut "libérer chaque centimètre carré" du territoire - AFP

Le président syrien Bachar al-Assad se dit déterminé à libérer "chaque centimètre carré" de son pays, en se targuant d'avoir "légitimité" et "soutien populaire" pour mener à bien cet objectif, dans un entretien diffusé lundi par des médias français.

"Nous avons la légitimité pour libérer n'importe quelle zone contrôlée par les terroristes, quel que soit le nom qu'ils se donnent. Qu'ils s'appellent État islamique, qu'ils s'appellent Al-Nosra, qu'ils se disent modérés ou bien Casques blancs, nous n'avons rien à faire des noms", a asséné le président syrien sur la radio privée RTL.

Dans son entretien à RTL, à la radio et chaîne de télévision publiques France Info et LCP, le président syrien affirme que son régime est "sur le chemin de la victoire", après la reconquête d'Alep, la deuxième ville syrienne, reprise par le régime fin décembre, après des mois de siège et de bombardements aériens.

"Nous avons pour mission constitutionnelle de libérer chaque centimètre carré du territoire syrien, ça n'est même pas discutable", ajoute M. Assad.

Interrogé sur les crimes de guerre dont est accusé le régime de Damas (tortures de prisonniers, largages de barils explosifs sur les populations civiles, bombardements d'hôpitaux...), le président syrien répond: "Si on avait fait des choses pareilles, nous n'aurions pas eu de soutien, je ne serais plus président, le gouvernement ne serait plus là".

"Nous avons pu résister durant toute la guerre parce que nous avons le soutien populaire. Et vous ne pouvez pas avoir le soutien populaire, si vous tuez vos propres citoyens. Donc toute cette histoire ne tient pas debout", soutient-il.

Interrogé sur les lourds bombardements qui ont ravagé la ville et fait de très nombreuses victimes, y compris civiles, M. Assad a estimé que c'était "le prix à payer parfois".

"Bien entendu c'est très douloureux pour nous, Syriens, de voir une partie de notre pays détruite, et de voir un bain de sang" mais "je n'ai jamais entendu parler, dans l'histoire, d'une bonne guerre (?) Toutes les guerres sont mauvaises", a souligné le chef de l'Etat syrien.

"La question c'est comment libérer les civils des terroristes", a-t-il poursuivi. Le régime qualifie de terroristes tous les groupes de l'opposition qui combattent son régime.

"Est-ce que c'est mieux de les laisser sous leur pouvoir, avec les décapitations, les exécutions ?(?) Non, il faut les libérer(?) et c'est le prix à payer parfois", a conclu Bachar al-Assad.

Une trêve, globalement respectée, a été décrétée le 30 décembre en Syrie. Des négociations de paix sont prévues fin janvier à Astana au Kazakhstan, parrainées par la Russie, alliée du régime, et la Turquie, soutien de la rébellion.

"On ne sait pas qui représentera l'autre partie", a déclaré le président syrien aux médias français, en soulignant vouloir parler à la "vraie" opposition syrienne. "Quand je dis "vraie", je veux dire qui a ses racines en Syrie, pas la saoudienne ou la française ou la britannique? ça doit être une opposition syrienne pour discuter des problèmes syriens, le succès de cette conférence dépendra de ce point", a-t-il dit. AFP 09.01

La coqueluche du NPA (et accessoirement du POI) était en réalité un fieffé réactionnaire, cela vous surpend ?

La lettre ouverte de Michael Moore à Ivanka Trump pour faire interner son père - francetvinfo.fr

Pierre Monégier a rencontré dans un bar de New York le réalisateur de documentaires engagés à l'éternelle casquette. Michael Moore, prêt à tout pour destituer Trump, lui explique comment, en dernier recours, il s'est adressé à sa fille Ivanka dans une lettre ouverte.

"Il est malade, c'est psychiatrique. Il a besoin d'aide, sérieusement. Donc j'ai écrit une lettre à sa fille pour qu'elle fasse quelque chose, qu'elle le fasse interner. Qu'elle le prenne à part et qu'elle lui dise : 'Papa, il y a quelque chose qui ne va pas chez toi. Tu as besoin d'aide.'" Sa fille "semble raisonnable, elle est démocrate"

"Pourquoi le ferait-elle ?" objecte le journaliste. "Parce qu'elle aime son père." Michael Moore la connaît-il ? "Non, mais elle me semble plutôt raisonnable. Elle est démocrate, elle a l'air d'être intelligente. D'être quelqu'un de bien", juge-t-il. Pourquoi cette jeune femme réputée brillante, pondérée et proche de l'élite démocrate du pays s'est-elle engagée dans un soutien sans faille au candidat de tous les excès ? Peut-être en raison de la relation fusionnelle qu'entretiennent père et fille… francetvinfo.fr 11.01

A tous les Charlie, charlots, charlatans.

- Charlie Hebdo, toujours pro-OTAN et pro-USA - Vladimir MARCIAC - legrandsoir.info 09.01

Depuis des décennies déjà, Charlie hebdo s'est positionné discrètement dans le camp impérialiste, soutenant toutes les guerres de l'OTAN, fustigeant les Arabes sous couvert d'une religion, dénonçant, fut-ce à coups de mensonges, les pays d'Amérique latine qui se libèrent de l'emprise des EU... (Source : Le Grand Soir)

Parole d'internaute

- "Il y a un bail que je ne me situe plus "à gauche", mais plutôt comme "communiste et révolutionnaire". Ce que j'ai toujours été.

Rien que de savoir qu'ils s'auto-proclament "de gauche" ça m'empêche même de songer pouvoir y être situé un jour."

Au passage, vous devriez vous demander comment vous avez fait pour vous les situer à gauche dans le passé et figurer à leur côté. Aussi longtemps que le mouvement ouvrier n'aura pas apporté une réponse cohérente et satisfaisante à cette question, on ne s'en sortira pas, alors à mon avis cela vaut le coût de tenter d'y répondre sérieusement...

Pourquoi ont-ils inventé les mal nommés réseaux sociaux ?

Nous avons des opinions sur tout, mais nous n'avons la science de rien. Or les opinions sont incohérentes, contradictoires

et instables ; elles sont comme des colombes qui volètent sans cesse autour du colombier. Surtoute elles opposent les hommes, car chaque homme à ses opinions personnelles. Enfin l'opinion se fonde sur les données de nos sens, qui ne nous font connaître que des apparences et des objets particuliers (et non des rapports - LVOG). Or la vérité doit être objet de science, et non d'opinion ; de science, c'est-à-dire de connaissances rationnelles, autrement dit logique, ordonnée, constante et générale.

(Extrait d'une brochure de 1944 intituée de Socrate à Platon ou de la raison à l'idéal et signée Charles Hertrich, un illustre inconnu pour moi. Cette brochure me fut donnée avec quatre autres sur la philosophie à la fin novembre de 1974 par mon agent de maîtrise Françoise Déduyer quand j'étais employé administratif au GAN à la Défense, rescapées fortuites du tsunami de 2014 pour leur avoir gardé un attachement sentimental du fait qu'elles avaient contribué à l'éveil de ma conscience, plus que pour avoir eu un relation amoureuse platonique avec Françoise plus âgée que moi.)

C'est par hasard que je suis tombé hier soir sur ce passage qui pourrait servir d'introduction à notre causerie du jour.

De nos jours, c'est l'opinion qui non seulement fait office d'étude ou d'analyse, et dont les éructations verbeuses tiennent lieu de connaissances ou de vérité et servent de référence pour interpréter la réalité ou la situation, autrement dit, l'arbitraire le plus vulgaire et totalitaire fait office de discernement ou de logique dans un monde voué à l'obscurantisme et livré à l'ignorance des sots, élevés au rang de parangons de la morale.

Pour comprendre sur quoi repose la vulnérabilité de l'opinion, il ne suffit pas de se livrer au constat qu'elle ne fait que traduire la réaction de nos sens qui ne traitent que "des apparences et des objets particuliers", il faut aller plus loin et se demander ce qu'ils ne peuvent pas saisir ou ce qui se situent au-delà des sensations, ce que l'on ne pourra appréhender qu'en faisant fonctionner notre cerveau, pour découvrir de quels rapports la réalité ou la situation est le produit (historique) en fonction de la nature et de l'évolution de chacun des éléments qui la composent, éléments qui incluent notre cerveau.

Sachant que nos besoins et leur satisfaction sont inséparables de l'existence et de la survie de l'espèce humaine (pas seulement), et que leur expression à l'état élémentaire est représentée par leurs sens qui en sont pour ainsi dire les garants, les hommes auront tendance à les privilégier au détriment de leurs facultés intellectuelles qui ne serviront qu'à justifier leurs penchants plus ou moins enviables en les mettant au service de leurs sens, au lieu de servir la collectivité dans son ensemble dont ils se moquent du sort, du moment qu'ils peuvent jouir des plaisirs de la vie.

Les sens relèvent de l'instinct, dans un rapport d'immédiateté avec la réalité, tandis que l'intellect a la faculté de pouvoir se projetter dans le futur. Ainsi, privilégier ses sens revient à se laisser vivre ou à se contenter des conditions existantes sans se préoccuper de son avenir. Et comme une fois développé l'intellect présente des qualités (et des défauts) ou adopte un comportement comparable à nos sens, cela explique pourquoi la plupart des intellectuels ne sont pas portés à se préoccuper davantage du sort de la société, surtout si cela devait remettre en cause leur petit confort matériel ou leurs privilèges.

L'atavisme dans le sens ou réapparaît le caractère primitif, primaire ou sauvage des hommes après un nombre indéterminé de générations, prouve qu'ils ne maîtrisent toujours pas ou qu'ils n'ont pas encore pris conscience des rapports qui existent entre leurs besoins, leurs sens, leur intellect, leur condition, et qu'ils ne sont pas à l'abri d'une régression sociale qui les ramènerait des siècles en arrrière ou pire encore.

On n'a fait qu'effleurer ici un sujet sur lequel il y aurait encore des milliers de choses à dire.

Manipulation des consciences et fabrication du consentement.

La guerre contre les «fake news» ou nouvelles fausses, truquées ou falsifiées, fait partie d'un dispositif destinée à interdire aux peuples à accéder à la vérité, afin qu'ils ne prennent pas conscience de leur condition et ne comprennent pas dans quelle monde ils vivent, pour qu'ils ne trouvent pas les moyens efficaces pour le combattre et la voie politique pour le renverser et le remplacer par un monde meilleur ou plus juste, dans la perspective de s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne de nos jours le capitalisme.

La guerre contre les «fake news» ou nouvelles fausses, truquées ou falsifiées s'attaque directement à la liberté d'expression qui est un droit politique. Ses auteurs ont en commun de se faire les porte-parole de la propagande officielle ou des versions officielles des événements survenant dans le monde délivrées par les gouvernements et les médias principalement en occident mais pas seulement, subordonnés à l'impérialiste américain.

Ce n'est donc pas un hasard si en première ligne de cette guerre idéologique on trouve les médias (presse, radio, télévision) qui appartiennent tous à des milliardaires ou oligarques, aux Etats-Unis, en France ou ailleurs. Depuis le 11 septembre 2001, ils versent dans une magistrale imposture ou se livrent à une désinformation systématique pour justifier auprès des peuples toutes les guerres engagées depuis par l'impérialisme américain ou l'OTAN, qui fabriquent en continu de fausses informations, de fausse vidéos, de faux témoignages qu'ils sont chargés de relayer quotidiennement.

Mais ils ne sont pas les seuls. Il existe une cohorte de charlatans, de parasites ou d'agents agissant au sein d'officines très diverses, organisations, associations, ONG, think tanks, etc. qui se chargent de diffuser leur propagande, sans oublier les syndicats et la presque totalité des partis politiques, les institutions internationales.

Parmi cette vermine, on compte donc de nombreux acteurs prétendument progressites, de gauche ou d'extrême gauche. Ils interviennent via Internet dans des blogs ou portails qui prétendent combattre le fascisme ou l'extrême droite pour mettre dans un premier temps en confiance les internautes potentiels pour mieux les berner par la suite.

Comment s'y prennent-ils ? C'est très simple, tous de la même manière, en empruntant une méthode similaire ou identique à celles des think tanks néoconservateurs ou néolibéraux qui procèdent par amalgames en mêlant vérités et contrevérités selon un dosage minutieusement pesé, analyses sérieuses et théories ayant germé dans la tête d'illuminés ou fabriquées pour l'occasion, en associant ou identifiant extrême droite et extrême gauche, de sorte que les lecteurs soient en proie à un affreux doute ou ne soient pas capables de démêler le vrai du faux, d'acquérir des certitudes sans lesquelles leur esprits critiques ne leur sera d'aucune utilité ou sera neutralisé, ils ne pourront pas interpréter librement la situation et seront donc portés à adopter l'interprétation qu'on leur sugggère qui correspond à la version officielle ou à soutenir la politique du gouvernement.

Comment se présentent-ils ? Comme des antifascistes ou des combattants de l'extrême droite à laquelle partant de là on n'osera pas les assimiler, ce sont des imposteurs qui agissent comme tels consciemment ou non, peu importe puisqu'ils sont aussi nuisibles à notre cause. Leur mise en scène est astucieuse et bien rodée, et elle fera d'autant moins l'objet de critiques ou leur imposture sera d'autant moins repérable que personne ne caractérise les néoconservateurs ou les néolibéraux d'extrême droite, ce qu'ils sont pourtant, tant par les méthodes malhonnêtes qu'ils emploient pour parvenir à leurs fins en substituant à la réalité celle qu'ils ont fabriquée, que par leurs objectifs qui consistent à imposer à la société et plus particulièrement au prolétariat leur politique antisociale, ultra réactionnaire et impérialiste, leur dictature.

Leur but est de détourner les masses exploitées des acteurs qui rendent compte réellement des faits afin de les rendre infréquentables. Ils sont systématiquement assimilés à des complotistes ou des déséquilibrés mentaux, voire pire encore, de sorte que seuls les médias-oligarques et leurs agences de presse paraissent respectables aux yeux de la population. Au passage, une mise au point. Il faut remarquer que, pour que tous les médias institutionnels reprennent en boucle ces «fake news», cela signifie qu'ils ne prennent pas la peine de vérifier l'origine ou la source des informations qui leur parviennent avant de les publier. Du coup on est en droit de penser qu'ils agissent ainsi intentionnellement, ils sont donc complices du phénomène qu'ils dénoncent par ailleurs et qu'ils prétendent combattre, cela permet de cerner avec certitude leurs réelles misérables intentions.

Ce procédé sert à discréditer les journalistes ou toute personne honnête relayant dans leurs blogs ou portails des faits que les médias-oligarques censurent, et qui ne doivent surtout pas parvenir à la population, sous peine qu'elle comprenne qu'elle est en présence d'une vaste imposture, un complot destiné à la conditionner pour mieux pouvoir s'attaquer à ses droits sociaux ou politiques.

L'existence de ces officines agissant par le biais d'Internet pose la question de leur légitimité sous un angle difficile à saisir, dans la mesure où leurs auteurs se présentent comme de simples citoyens bénéficiant du même droit de s'exprimer que n'importe quelle personne, ce que a priori on ne peut pas leur reprocher, du coup leur dénier ce droit pourrait être ressenti ou présenté comme une atteinte à la liberté d'expression de la part de personnes particulièrement intolérantes ou qui n'entendent pas partager ce droit, de sorte qu'il sera facile de les assimiler à des dictateurs en herbe ou à l'extrême droite.

Ceux qui ne l'avaient pas encore compris saisiront pourquoi ils ont mis ce moyen de communication à la disposition de la population, pour noyer ou dissoudre la légitimité des organisations du mouvement ouvrier qui reposait sur leur combat au côté des exploités et des opprimés, et qui jusque là était indiscutable ou était communément admise, y compris par leurs ennemis, ce qui n'est plus le cas de nos jours en étant concurrencée par n'importe quel individu qui pourra s'attribuer une légitimité pour ainsi dire sans principe, ce qui pose une autre question, plusieurs en fait.

Comment a-t-on pu en arriver-là ? La légitimité des organisations du mouvement ouvrier peut d'autant plus être contestée qu'elles ont renié leur idéal. En trahissant la cause qu'elles prétendaient défendre, elles ont perdu leur légitimité. Si elles avaient réellement servi cette cause, elles auraient été à l'écoute des besoins ou aspirations des travailleurs, ainsi en incarnant la voie de chaque travailleur leur légitimité et celle de chaque travailleur auraient été représentées, et la question de le contester ne se serait pas posée avec autant de virulence qu'aujourd'hui, car on doit admettre que de tout temps il se trouvera des travailleurs qui ne se reconnaîtront pas dans les organisations du mouvement ouvrier, y compris lorsqu'elles seront loyales à leur idéal.

Les organisations du mouvement ouvrier ont facilité la naissance et l'expansion des associations ou ONG en tous genres qui prolifèrent de nos jours et qui détournent les travailleurs de la lutte des classes, après les avoir détournés elles-mêmes du combat pour conquérir leur émancipation du capital, elles se sont privées des moyens permettant de mobiliser la classe ouvrière pour défendre ses droits, en abandonnant l'objectif de renverser le régime pour changer la société, ce qui devait aboutir à la fragmentation de leur combat et à leur sclérose ou dislocation.

Ce processus n'aurait pas eu lieu ou il aurait eu une portée extrêmement limitée, si l'avant-garde de la classe ouvrière avait été à

la hauteur de l'héritage qu'elle revendiquait et qui lui valait une légitimité incontestable, ce qui n'est plus le cas de nos jours puisqu'elle est également jugée sur ses résultats ou son implantation dans la société (en terme d'organisation) qui sont proche du néant ou pour le moins demeurent marginaux, insignifiants.

Sans refuser à quiconque parmi les travailleurs de faire valoir leur droit à s'exprimer librement, le droit que les militants expérimentés pouvaient revendiquer de s'exprimer au nom de la classe ouvrière leur est dorénavant contesté, et comme ce n'est pas encore suffisant, il leur est ordonné de se taire ou de disparaître.

Ce droit des militants du mouvement ouvrier reposait sur le niveau de conscience politique qu'ils étaient censés avoir acquis et qui incarnait des valeurs, des principes, un idéal qu'ils devaient aider les travailleurs à adopter à leur tour pour changer la société, en tant que tel cela suffisait à le rendre légitime et à le rendre pour ainsi dire unique ; Acquérir ce droit leur conférait une sorte de statut ou d'identité sans pareille, cela pouvait suffire à rendre leur légitimité incontestable ou tout du moins ils pouvaient la justifier ainsi.

La notion de droit (et non du droit) est à l'origine de nos valeurs, de nos principes ou de notre idéal qui en sont l'expression concrète, mais dans un contexte précis, de sorte que son contenu sera influencé par l'orientation de la société et par la lutte des classes, et lorsque la lutte de classe du prolétariat se solde par des échecs et des reculades pendant des décennies, c'est que la société n'est pas orientée dans une direction favorisant la reconnaissance de ce droit sans qu'elle puisse le remettre définitivement en cause, auquel cas je n'écrirais pas ces lignes !

On aura compris que cette notion de droit est la traduction de nos besoins ou aspirations légitimes qui nous renvoient au début de cet exposé. Dès lors qu'on n'est pas capable de le faire valoir, qu'on abdique ce droit ou qu'on s'en désintéresse, on n'est plus en mesure de trouver les moyens de le satisfaire, au petit bonheur la chance on est prêt à remettre notre sort entre les mains du premier charlatan venu qui aura tenu le discours qu'on voulait entendre. A suivre.

Quand ceux qui prétendent combattre les "fake news" les fabriquent ou les colportent. Et ils ne manquent pas de complices.

J'ai observé hier matin qu'il existait deux liens dans la page Facebook du POID (La Tribune des travailleurs) vers ce genre d'officines.

- Acrimed - Action-Critique-Médias - Site web d'actualités / Média

- Debunkers des rumeurs/hoax d'extrême droite - Organisation à but non lucratif

Après avoir mis en ligne dans la causerie du 9 janvier de larges extraits du document *En réponse à la lettre de Julien Salingue à un « camarade » qui s'obstine à justifier l'injustifiable*, signé Philippe Huysmans (?) et publié notamment par Arrêt sur Info et daté du 27 décembre 2016, on n'a plus aucun doute sur la nature d'Acrimed

Philippe Huysmans - Pour moi, quand un « camarade » se met à justifier les guerres coloniales d'agression de ce qu'il faut désormais appeler l'Empire, et qu'il présente la propagande de guerre comme de l'information, il y a lieu de s'interroger sérieusement sur ses convictions.

Pour rappel, il m'était arrivé d'interpeler Acrimed lors de l'affaire du "Mur des cons" qui avait mis en cause le syndicat de la magistrature. En lisant des articles sur le Net accessibles à tous les internautes, j'avais facilement découvert que le portail de l'extrême droite néolibérale et sioniste Atlantico.fr était à l'origine de cette affaire, et j'avais demandé par courriel à Acrimed pourquoi ils ne l'avaient pas traitée, alors qu'elle avait fait l'objet d'un scandale pendant des semaines, donc personne ne pouvait l'ignorer. Ils m'avaient répondu qu'ils n'avaient pas eu le temps sans s'y atteler par la suite.

http://www.debunkersdehoax.org

Présentation (dans leur blog)

- "Nous recherchons et démontons la propagande d'extrême droite dans les médias et particulièrement sur l'internet."

- "notre combat est "antifasciste""

Comment reconnaître un hoax ?

Quelles sont leurs références ?

- "des articles récents sérieux de Fox et CBS" qui avec CNN rivalisent dans la désinformation hystérique en continu !

- http://www.liberation.fr/desintox,99721, Drahi le néolibéral ultra sioniste faisant dans la "désintoxication", bravo, il fallait y penser !

Et parmi leurs trouvailles, je vous le donne en mille :

- Les impostures du Réseau Voltaire et des "théories du complot"... relatives au 11 septembre 2001, sans commentaire.

Mieux encore, comment, en caricaturant ceux qui dénoncent la propagande de l'impérialisme américain qui tient lieu d'information. Depuis le 11/9, les armes de destruction massive de S. Hussein, l'affaire des couveuses, les fausses informations sur Bengazi ou la Libye, la Syrie, etc. ces porte-parole de l'OTAN resservent le couvert sous la forme éculée d'amalgames.

Leur page Facebook du 15 décembre 2016

- Il est malheureux qu'après cinq années de travail nous avons toujours des gens qui pensent que "propagande=américains", et que" russes= bien absolu". Et bah non.

"La propagande est toujours la propagande. Quand elle est utilisée par les amerloques, elle l'est (Bush/Irak), quand elle tend à faire ignorer les massacres au Yémen ou la guerre au Congo depuis 20 ans, elle est de la propagande (mensonge par "omission"), quand elle est aujourd'hui lancée par les régimes baasistes syriens ou le régime de poutine (et relancée avec vigueur par la fachosphère en France), c'est toujours de la propagande. C'est toujours un mensonge, quels que soient les belligérants, les intérêts opposés. Et elle doit être dénoncée avec vigueur d'où qu'elle vienne !

Une journaliste "indépendante" payée par Moscou pour servir le bortsch poutinien quotidiennement, ce n'est pas une "journaliste" et elle n'est pas "indépendante".

Source : http://lesinrocks.com (Matthieu Pigasse, associé de X.Niel-Huffington Post et P. Bergé - Le Monde)

Si c'est le torchon de Matthieu Pigasse qui déclare que ce n'est pas une "journaliste" et qu'elle n'est pas "indépendante", c'est forcément vrai...

http://www.hoaxbuster.com

Qu'on se le dise :

- 11 septembre 2001 : "La thèse officielle est en concordance avec la réalité."

"La conclusion est donc sans appel : la théorie de la démolition contrôlée ne tient pas plus la route que les thèses de Meyssan sur le Pentagone. On peut vraiment se demander pourquoi ceux qui y adhèrent sont aussi nombreux sur le Net..."

Dites-nous qui vous soutient et on vous dira qui vous êtes :

(dans leur blog) rubrique "Ils en parlent" :

- Le 20h de TF1 - Septembre 2014
- Le Plus - NouvelObs - Janvier 2014
- C dans l'air - Octobre 2013
- Médiapol - Septembre 2013
- Rue89 - Juillet 2013
- Slate.fr - Novembre 2011
- Le Monde - Septembre 2011
- Télé Poche - Septembre 2009
- Télé Star - Septembre 2009
- Culture Pub - Mai 2009

Parrainé par TFI, Le Monde et Slate.fr, cela inspire forcément le respect ! Ce qu'il y a de bien avec ces gens-là, c'est qu'ils sont assez cons pour se vendre eux-mêmes, c'est comme lorsque Obama en appelle à la CIA, une officine au-dessus de tout soupçon dans laquelle les Américains ont forcément confiance...

http://www.hoaxkiller.fr

Syrie : Aucun résultat !

Il faut noter que ce qu'ils appellent hoax s'étend bien au-delà de l'information fabriquée ou truquée, ils appliquent ce principe ou cette notion à des informations publiées sous forme d'articles, photos ou vidéos en fonction de la rhétorique que leurs auteurs ont employée et qui suffit à les caractériser d'extrême droite ou à les assimiler à l'extrême droite en fonction d'une liste qu'ils ont établie, ce qui leur permet de dénoncer comme tel des informations ou leurs auteurs.

En voici quelques exemples tirés du blog debunkersdehoax.org :

- Des termes qui renforcent le message « scandaleux », « atroce », « incroyable », etc…(Expressions employées quotidiennement par toutes les agences de presse, AFP, Reuters, AP, Euronews, etc. - LVOG)

- Eléments de langage classique de l'extrême droite (rhétorique habituelle juifs/immigrés/musulmans/francs maçons etc…), mots « valises » (comme « islamonazis ») (Le GMI (trotskyste) emploie l'expression islamofasciste, les voilà amalgamés à l'extrême droite ! - LVOG)

- Eléments du message : « système politico médiatique »/généralisation abusive (Evoquer la collusion qui exsite entre les partis de l'ordre ou les institutions avec les médias fait de vous un complotiste, donc nous le sommes tous, hormis ceux qui le nient, mais qui sont-ils, ceux qui en tirent profit et les crétins sous leur influence. - LVOG)

- Eléments du message informant que celui-ci est confidentiel, ignoré des médias (Sachant qu'ils pratiquent l'autocensure, cela signifie que tous les blogs ou portails qui citent des faits que les médias-oligarques censurent sont assimilables à des complotistes. - LVOG)

Gageons qu'ils ne seront jamais inquiétés par les renseignements généraux pour les services qu'ils leur rendent...

Un autre blog cité parmi ces chiens de garde du régime... à éviter également.

http://www.cerisesenligne.fr

Du coup j'ai été voir sur leur blog pour en savoir plus ou qui ils sont, et je n'ai pas été déçu : la cerise sur le gâteau renfermant du cyanure !

- Cerises est une publication de l'Association des communistes unitaires (ACU). cerisesenligne.fr est édité par l'ACU.

Le noyau de Cerises est composé de : Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot.

L'ACU vise à mutualiser les efforts de ceux pour qui un engagement communiste refondé peut être utile à la transformation de la société. Elle est ouverte à toutes celles et à tous ceux qui se vivent communistes, indépendamment de leurs éventuelles appartenances (passées ou présentes).

L'ACU est une des composantes de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE).

- Pour Alep, larmes et cris... - 16 décembre 2016

À Alep, pour Bachar al-Assad, Poutine et le régime iranien, c'est l'heure de la victoire militaire.

Après des mois de bombardements incessants, la population n'a plus d'autre issue que la fuite et l'exil. Pour les rebelles, c'est le choix entre l'héroïsme d'une ultime résistance et la reddition, au risque de l'exécution sommaire... (...)

Nul ne pourra dire qu'on ne savait pas, ni qu'on ignorait ce qu'il en serait si on laissait les mains libres au régime et à ses alliés.

Et on a laissé faire ! Les bombardements, les barils de dynamite, les missiles explosant les abris souterrains, l'organisation de la famine, l'offensive des troupes du Hezbollah, des régiments d'élite iraniens, des milices afghanes, irakiennes...

Et de commenter que la guerre, c'est cela, sans rien de propre... Occultant que cette guerre-là a ceci de particulier que c'est la guerre menée par un dictateur contre son peuple, au prix de la destruction de son pays. C'est à cette entreprise-là que les régimes russe et iranien ont fourni tous les moyens dont disposent de modernes armées professionnelles... Pour écraser et éradiquer une révolution populaire ! cerisesenligne.fr

De A à Z la propagande officielle depuis 2011, stalinien for ever !

Après cela comment croire ce que ces gens-là racontent ? Tenez, après toutes les fausses informations qu'ils ont diffusées, ils ne seront pas catalogués comme complotistes, étonnant, non ? Non, normal.

Le Net regorge de blogs ou portails aussi pourris ou réactionnaires.

En complément. 83% des Américains estiment qu'ils sont victimes d'un complot d'Etat.

- USA. Qui croit encore la CIA? Par Slobodan Despot - arretsurinfo.ch

Dans le cadre de l'imbroglio lié aux manipulations de l'élection américaine, les «agences» U. S. ont affirmé que Wikileaks avait bénéficié d'un «coup de pouce» des hackers russes. John Harwood, le journaliste vedette du New York Times et de CNBC, a demandé au public (via son compte twitter) à qui, entre Wikileaks et les renseignements, il accordait sa confiance. La réponse est dévastatrice : 83% en faveur de Wikileaks sur 84115 votants! arretsurinfo.ch 10.01

Et ce n'est pas un "fake news".

- Le rapport du Renseignement concernant l'influence russe sur les élections est un flop - Par Moon of Alabama arretsurinfo.ch 07..01

John Harwood couvre « l'économie et la politique nationale pour CNBC et le New York Times. » Plus de 100 000 personnes le suivent sur Twitter. Il est connu comme un supporter d'Hillary Clinton et c'est un copain de John Podesta qui a dirigé la campagne électorale de Clinton.

Harwood a fait un petit sondage. Il n'est pas représentatif statistiquement mais il donne un aperçu du sentiment général.

Qui crois-tu, Amérique ? 83% Wikileaks et 17% les officiels du renseignement étasunien.

Ce résultat montre bien les limites de pouvoir de la soi-disant Communauté du Renseignement. Mais il y a pire : les allégations de « hacking russe » d'hier n'ont même pas réussi à convaincre ses partisans anti-russes les plus ardents.

The Daily Beast : Le rapport américain sur l'espionnage accuse Poutine de piratage, mais ne fournit aucune preuve.

Kevin Rothrock (Moscow Times):

Je n'en crois pas mes yeux. Est-ce là le dossier du Renseignement du gouvernement américain sur cette affaire?

Il faut bien le dire : le rapport déclassifié du gouvernement des USA intitulé « Évaluation des activités et intentions russes lors des dernières élections aux Etats-Unis » embarrasse tout le monde.

Susan Hennessey (Lawfare, Brookings):

Le rapport non classifié est pour le moins décevant. Il n'y a pas de nouvelles informations pour ceux qui ont suivi l'affaire.

Bill Neely (NBCNews):

Beaucoup de jugements de valeur, mais peu de faits et aucune preuve tangible dans le rapport du renseignement étasunien sur le prétendu piratage russe.

Stephen Hayes (Weekly Standard):

Le rapport des Renseignements sur la Russie n'est guère plus qu'une suite d'allégtions. Je comprends qu'on protège les sources/procédures, mais le rapport est faible.

Julia Ioffe (The Atlantic):

Il est difficile de dire si la minceur du rapport sur le #hacking vient de ce que la preuve est classifiée ou qu'elle n'existe pas.

@JeffreyGoldberg Je dois dire, cependant, que beaucoup d'observateurs russes que je connais sont très sceptiques à propos

du rapport. Aucun d'eux n'aime Poutine/Trump.

Quelque chose est cassée, cela ne prend plus et c'est cela qui les rend hystérique.

- En Russie, le rapport américain sur l'ingérence ne convainc personne - Liberation.fr

Censé démontré l'influence qu'a eu Moscou dans l'élection présidentielle américaine, les écrits qui ont fuité vendredi ont été accueillis avec scepticisme voire amusement, y compris par les opposants à Vladimir Poutine.

Le rapport sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine publié vendredi par les services secrets américains a suscité en Russie déception, hilarité ou dédain. Même les pourfendeurs du Kremlin qui pouvaient attendre des révélations crédibles n'ont eu à se mettre sous la dent qu'un document «faible», «peu consistant», «naïf», «caduc».

La rédactrice en chef de la chaîne RT, que les renseignements américains placent au cœur du dispositif de propagande russe, Margarita Simonyan, a, elle, qualifié le rapport de «fou rire de l'année» et de «travail d'écolier». Et Vladimir Poutine, qui est accusé nommément d'avoir «ordonné une campagne d'influence en 2016 visant l'élection présidentielle américaine», a fait dire par son porte-parole, Dmitri Peskov, qu'il était «fatigué» des «accusations absolument infondées, d'un niveau amateur». «Nous continuons à démentir catégoriquement toute implication de Moscou dans les attaques informatiques contre les Etats-Unis, a-t-il ajouté. Nous ne savons toujours pas quelles sont les données utilisées par ceux qui lancent de telles accusations infondées.»

Et de fait, le rapport expurgé de ses informations classifiées n'apporte pas d'éléments nouveaux ni de preuves tangibles sur l'implication de la Russie dans la campagne et la présidentielle aux Etats-Unis. «Le rapport est décevant parce que si les services de renseignement ont des billes, ce qui est sûrement le cas, ils ne peuvent absolument pas citer ni leurs sources ni leurs méthodes», explique le professeur Mark Galeotti, spécialiste des services de sécurité à l'Institut des relations internationales de Prague. Qu'il y a eu ingérence russe commence néanmoins à faire l'unanimité, puisque même Donald Trump a fini par l'admettre. Liberation.fr 9.01

On en rajoute une dernière couche.

- Présidentielle américaine: Assange juge le rapport de la CIA "politisé" - AFP

Le rapport de la CIA sur l'intervention de la Russie dans l'élection américaine est un "communiqué de presse" avec un objectif "politique" et n'apportant aucune preuve, a affirmé lundi Julian Assange lors d'une conférence de presse en ligne. AFP 10.01

Deux vidéos pour briser les idées reçues.

Je n'ai pas eu le temps de les visionner.

Patrick MBEKO - 42 ans de lutte de l'Occident contre Kadhafi
https://www.youtube.com/watch?v=tAQKer2_RQw

Un internaute : "J'ajouterais que Kadhafi était avec Gbagbo l'instigateur d'une politique visant a démanteler le franc CFA dans le cadre du Panafricanisme... chose qui a également contribué à ce que l'occident veuille l'écarter."

Je l'ignorais pour Gbagbo.

"A visage découvert" Documentaire Arte sur Bachar Al Assad jamais rediffusé
https://www.youtube.com/watch?v=Zn-riejD6NY

USA. Trumpitudes et malheur à ceux qui y croient.

- À son tour, Fiat Chrysler relocalise aux États-Unis - BFM Business

Après Ford la semaine dernière, c'est au tour de Fiat Chrysler de relocaliser sa production aux États-Unis. Le groupe italien a annoncé dimanche 8 janvier la création de 2.000 emplois et le rapatriement de la production d'un gros pickup aux États-Unis, au moment où les constructeurs automobiles sont sommés par le président élu américain Donald Trump de freiner leurs délocalisations vers le Mexique.

Le constructeur investira un milliard de dollars d'ici à 2020 dans deux de ses usines dans le Michigan et l'Ohio, où seront créés ces nouveaux emplois, pour assembler notamment sa nouvelle Jeep de luxe Wagoneer ainsi qu'un pickup, précise son

communiqué publié à la veille de l'ouverture du salon automobile de Detroit.

Il va également produire dans son usine de Warren dans le Michigan une grosse camionnette à plateau (pickup) de marque Ram, actuellement fabriquée au Mexique.

Donald Trump pourra en tout cas revendiquer un nouveau succès politique, après avoir déjà obtenu en décembre, moyennant un cadeau fiscal de 7 millions de dollars, du fabricant de climatiseurs Carrier qu'il renonce à créer une usine au Mexique pour investir aux Etats-Unis et y créer 1.000 emplois. BFM Business 09.01

- Washington sanctionne encore Moscou, dix jours avant la présidence Trump - AFP

L'administration sortante du président américain Barack Obama a pris lundi de nouvelles sanctions contre des responsables russes, dont un proche du président Vladimir Poutine, dix jours avant l'entrée à la Maison Blanche de Donald Trump, qui veut se rapprocher de Moscou.

Le Trésor américain vise également le procureur Alexander Bastrykin, un proche du président Poutine et patron selon la presse du Comité fédéral d'investigation, l'équivalent russe du FBI américain, qui aurait conduit nombre d'enquêtes contre des opposants au chef du Kremlin.

Le Trésor et le département d'Etat ont en fait rendu publique l'actualisation d'une liste dite "Magnitski", du nom d'une loi américaine de décembre 2012 qui permet de geler les éventuels biens et intérêts américains de responsables russes interdits de séjour aux Etats-Unis car accusés de graves violations des droits de l'homme. Cette liste est renouvelée et présentée chaque année devant le Congrès et est une source de grandes tensions entre les deux anciens adversaires de la Guerre froide aux relations de nouveau glaciales depuis quatre ou cinq ans.

La liste Magnitski comprend dorénavant "44 noms" et "les personnes (qui y figurent) sont inéligibles pour obtenir un visa et pour être admises aux Etats-Unis". Certains jouent "un rôle dans la machine répressive des systèmes (judiciaires et policiers) russes et d'autres sont mêlés à des affaires de violations des droits de l'homme", a accusé la diplomatie américaine. AFP 09.01

Commentaire d'un internaute

- "Surtout que ces "fuites" sont venues d'un employ" du Parti démocrate...

Mais quand on sait que 90% des média appartiennent à six corporations multinationales, il est facile de comprendre que le "Faux News" est dans toute la "Grande Presse", et pour savoir le revers, il faut se renseigner ailleurs..."

- Trump dénonce de "fausses informations" le liant à Moscou - AFP

Donald Trump s'en est pris mercredi aux services de renseignement et à la presse pour dénoncer de "fausses informations" sur d'éventuels liens secrets avec Moscou, devenues un des sujets des auditions au Congrès de ses futurs ministres qui se poursuivront jeudi.

"Ce sont des fausses informations. C'est bidon. Ces choses ne se sont jamais passées", a lancé Donald Trump lors de sa première conférence de presse depuis juillet, dans le hall bondé de la Trump Tower à New York, après la publication, par le site Buzzfeed, de 35 pages de notes alléguant de liens de longue date entre son entourage et le Kremlin.

Le site Buzzfeed, selon ces documents, à l'authenticité incertaine, les services russes d'espionnage disposent également d'informations compromettantes ("kompromat") compilées au fil des années, notamment sur des rencontres avec des prostituées à Moscou.

Le futur commandant en chef s'en est aussi pris aux services américains, se demandant s'ils n'étaient pas la source de ces fuites.

"C'est scandaleux, scandaleux, que les agences de renseignements aient permis (la publication) d'une information qui s'est révélée être erronée et fausse", a-t-il dit. "C'est le genre de choses que l'Allemagne nazie faisait".

Une attaque qui lui a valu une réponse cinglante de l'administration sortante. Ces critiques sont "très malavisées", a lâché le porte-parole de la Maison Blanche, Josh Earnest.

Le Kremlin a nié l'existence d'un tel dossier. AFP 11.01

- Trump ignore CNN et qualifie le site d'info BuzzFeed de «tas d'ordures» - Sputnik

Lors de sa première conférence de presse, commentant l'article publié sur le site BuzzFeed selon lequel les services secrets russes auraient des dossiers sur lui, Donald Trump a qualifié le site de «tas d'ordures». Il a également refusé de répondre à la question de CNN.

Le président élu américain Donald Trump a déclaré que le site BuzzFeed répondrait de la publication d'un document anonyme comportant des « dossiers » sur lui.

« Ils doivent être prêts à en subir les conséquences, ils se préparent déjà », a exhorté M. Trump lors d'une conférence de presse à New York qui a été diffusée par les chaînes de télévision américaines.

Il a également qualifié les collaborateurs du site de «tas d'ordures» et de «personnes très malhonnêtes». Il a souligné avoir déjà été témoin de personnes « détruites » par ce genre de publications dans les médias.

« Tout ce que je veux c'est que les journalistes soient honnêtes » a souligné le président élu.

Un peu plus tard, Donald Trump a interrompu un journaliste de CNN qui essayait de lui poser une question.

« Non, pas vous, vous êtes une organisation horrible et vous publiez de fausses informations », a-t-il attaqué, ajoutant qu'il ne communiquerait qu'avec des « journalistes honnêtes ». Sputnik 11.01

Commentaire d'un internaute

- "Ils installent le chaos comme ils savent le faire partout. C'est leur seule arme. Crier fort un mensonge pour le rendre incontournable et celui qui osera dire la vérité sera qualifié de sectaire."

Très juste. Et à qui profite le chaos ? Aux amis oligarques de Trump...

- Prostituées, douche dorée, lit d'Obama: enfin des révélations sur le rapport contre Trump! - Sputnik

Le FSB aurait forcé Trump à se livrer à des «actes sexuels pervers à Moscou» pour le faire chanter. Voilà les nouveaux détails croustillants sur les soi-disant frasques de Donald Trump à Moscou qui ont explosé les médias mainstream. Voulez-vous un autre secret? Ce rapport sur le lien Trump-Moscou n'est que le canular d'un pro du troll internet!

Sources fiables ? Informations vérifiées ? Bof, pourquoi se casser la tête si l'occasion se présente d'accuser et condamner encore une fois la Russie ? Pure logique « as usual » pour les médias américains. La semaine dernière, le Washington Post s'est cassé le nez sous l'influence de l'intox antirusse, maintenant c'est au tour du réseau CNN et de BuzzFeed de s'en prendre une lampée.

Le refus du directeur du FBI, M. Comey , de révéler si le président élu se trouvait sous une enquête secrète a coïncidé avec la publication par plusieurs médias de rapports accusant Trump de se livrer à des « actes sexuels pervers organisés / supervisés par le FSB ». Même les médias qui ont publié ces rapports reconnaissaient qu'ils étaient non seulement infondés, mais qu'ils contenaient plusieurs erreurs factuelles.

Le seul hic, c'est que toute cette histoire, incroyablement détaillée et sensationnelle, n'était en fait qu'un… canular et un immense fake ! Selon le forum anonyme anglophone, constitué d'un réseau d'imageboards, 4Chan, ces documents ont été créés par un utilisateur et envoyés à Rick Wilson, que CNN décrit comme « le plus hardcore des "haters" de Trump », sachant qu'il agirait comme il se doit.

Et les médias libéraux, dont CNN, BuzzFeed, Cosmopolitan, sont tombés dans le panneau !

« Ils croient encore en cela. Les gars sont vraiment désespérés, il n'y a pas de scandale concernant Trump digne de confiance », a écrit ce génie diabolique et amateur de bonnes blagues.

Le site Gateway Pundit précise encore que les documents du rapport n'étaient pas conformes aux exigences de la CIA ou du renseignement britannique, car ni le renseignement américain ni le renseignement britannique n'écrirait « CONFIDENTIAL / SENSITIVE SOURCE » sur un document. Même WikiLeaks a exprimé des soupçons à ce sujet :

« Le fichier de 35 pages publié sur BuzzFeed à propos de Trump n'est pas un rapport du renseignement. Le style, les faits et la date du rapport ne montrent aucune crédibilité », a déclaré WikiLeaks dans un tweet. Sputnik 11.01

Au fait, tout cela est paru également dans les médias français, où sont donc passés ces blogs de merde debunkersdehoax, hoaxbuster.com, hoaxkiller.fr, liberation.fr/desintox ? Aux abonnés absents, normal.

- Donald Trump nomme son gendre Jared Kushner haut conseiller à la Maison Blanche - francetvinfo.fr

Le président américain élu a décidé de nommer son gendre, Jared Kushner, haut conseiller à la Maison Blanche, a indiqué son équipe de transition dans un communiqué, lundi 9 janvier. Le mari d'Ivanka Trump, la fille aînée du futur 45e président des Etats-Unis, a renoncé à tout salaire pour la durée de ce poste, précise le communiqué.

Jared Kushner qui n'avait aucune expérience politique avant de s'engager dans la campagne de son beau-père, se retrouvera ainsi dans le tout petit cercle des très proches conseilleurs du futur président américain. Le gendre conseillera son beau-père sur les accords commerciaux et sur le Moyen-Orient, d'après les précisions apportées à Reuters par des membres de l'équipe de transition lors d'une conférence téléphonique. Jared Kushner travaillera en étroite coopération avec Reince Priebus, futur secrétaire général de la Maison blanche, et Steven Bannon, nommé stratège en chef.

Ancien élève d'Harvard, diplômé de droit de la New York University, Jared Kushner, qui dirige le groupe immobilier familial, travaille avec son beau-père depuis 2015. Il a su s'imposer dans l'organigramme de la campagne présidentielle de Trump et a été associé à la plupart des décisions. Le voir poursuivre au côté de son beau-père ne constitue pas une surprise.

Sa nomination comme conseiller ne nécessitera pas une confirmation par le Sénat. Mais elle pourrait poser un problème juridique. Une loi fédérale de 1967 interdisant normalement à un président, au nom de la lutte contre le népotisme, de nommer des membres de sa famille au sein de son administration. Des conseillers juridiques ont toutefois assuré que cette loi ne s'appliquait à la Maison Blanche. francetvinfo.fr 10.01

- Le futur chef de la diplomatie américaine dénonce le "danger" russe - AFP

Le chef de la diplomatie américaine nommé par Donald Trump, l'ex-PDG d'ExxonMobil Rex Tillerson, a pris mercredi le contre-pied d'accusations de proximité avec Moscou en dénonçant le "danger" russe pour l'Europe et en assurant qu'Américains et Russes ne seraient "jamais amis".

"La Russie représente aujourd'hui un danger", a jugé d'emblée Rex Tillerson.

Il a condamné le fait que Moscou avait "envahi l'Ukraine en s'emparant de la Crimée et apporté son soutien aux forces syriennes", réclamant une "réponse vigoureuse" des Etats-Unis.

M. Tillerson, un Texan de 64 ans à l'imposante carrure et qui s'exprimait pour la première fois depuis sa nomination le 13 décembre, a toutefois refusé de suivre le sénateur républicain Marco Rubio accusant le président russe d'être un "criminel de guerre".

"Nos alliés de l'Otan ont raison de s'alarmer de la résurgence de la Russie", répondu M. Tillerson au sénateur démocrate Ben Cardin en condamnant les ambitions prêtées à Moscou en Europe.

Rex Tillerson, qui brigue la tête de la diplomatie américaine à la suite de John Kerry, a également reconnu que "même si la Russie cherche à se faire respecter sur la scène internationale, ses activités récentes sont allées à l'encontre des intérêts américains".

"Nous ne serons probablement jamais amis" en raison de "systèmes de valeurs clairement différents", a-t-il encore souligné.

Rex Tillerson est aussi passé sur le gril du Sénat à propos du piratage informatique durant la présidentielle américaine pour lequel Washington accuse Moscou. Il a indiqué du bout des lèvres qu'on "pouvait raisonnablement penser" que le président Poutine était derrière.

Mais pour l'industriel, totalement novice en politique, la riposte américaine, sous forme de sanctions imposées par le président sortant Barack Obama, "fait du mal aux milieux d'affaires américains" désireux d'investir en Russie.

Même si la politique étrangère de M. Trump reste floue, le milliardaire veut non seulement se rapprocher de M. Poutine, mais aussi être ferme avec la Chine, notamment en matière commerciale.

Ainsi, Rex Tillerson a déploré que Pékin "n'ait pas été un partenaire fiable pour user de son influence afin d'endiguer la Corée du Nord" et ses programmes militaires balistique et nucléaire sanctionnés par la communauté internationale. Il a jugé que les objectifs de la seconde puissance mondiale pouvaient être "en conflit avec les intérêts américains".

Les ministres nommés par M. Trump ont besoin de 51 sénateurs sur 100 pour être confirmés. Les républicains contrôlent 52 sièges au Sénat. Si tous les démocrates et trois républicains votent contre Rex Tillerson, il ne sera pas secrétaire d'Etat. AFP 12.01

C'est le dernier paragraphe qui doit servir de grille de lecture à l'intervention de Rex Tillerson...

En revanche, ils adorent Obama

- Le message d'optimisme du discours d'adieu d'Obama - Liberation.fr

Dans un vibrant discours d'adieu, Barack Obama a affiché sa foi inébranlable en l'Amérique, tout en mettant en garde contre les menaces qui pèsent sur elle, à quelques jours de l'investiture de Donald Trump.

- Les larmes de Barack Obama pour son discours d'adieu - L'Opinion

- «Yes we did», des larmes et de l'espoir pour les adieux d'Obama - 20minutes.fr

- Adieux de Barack Obama : les Etats-Unis face au lourd prix politique de l'échec du "Yes We Can" (malgré un bilan pratique défendable) - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Au groupe Bilderberg : Ils ont mieux en magasin.

- Primaire: à Clermont, Valls tient une réunion dans un gymnase à moitié vide - AFP

Quelque 300 personnes étaient venues assister mardi soir à une réunion publique du candidat à la primaire organisée par le PS.

Samedi soir, Emmanuel Macron avait rempli la grande halle d'Auvergne avec plus de 2.000 personnes. AFP 11.01

- L'européiste Emmanuel Macron et son club : le Groupe Bilderberg - par Bruno Arfeuille - Comité Valmy 11.07

Le lien caché entre Fillon et Macron ? Ils ont tous les deux assisté, après y avoir été invité, à une réunion annuelle du « Club des Bilderberg »

L'européiste Emmanuel Macron et son club : le Groupe Bilderberg

« Je pense que vous pourriez dire, déclara un jour le diplomate américain George McGhee, que le traité de Rome, qui a créé le Marché commun, a été mûri pendant ces réunions de Bilderberg et aidé par le flot de nos discussions. »

Source :

« L'Europe sociale n'aura pas lieu », de François Denord et Antoine Schwartz, édition Raisons d'agir, page 40.

A propos des participants au Groupe Bilderberg : tout ce petit monde forme un clan, et ce clan est une nouvelle aristocratie.

Le mouvement politique d'Emmanuel Macron s'appelle « En Marche ! ». En avril 2016, le siège de ce mouvement politique était situé au domicile particulier du directeur de l'Institut Montaigne, Laurent Bigorgne, proche de la droite ultra-libérale !

Découvert par le site d'informations Mediapart, le lien était à chercher dans les mentions légales du site du mouvement (elles ont été modifiées depuis la publication de l'article, mais Mediapart en a conservé une capture d'écran).

Celles-ci faisaient apparaître le nom du directeur de la publication du site, Véronique Bolhuis, et son éditeur, « En Marche ! », association loi 1901 domiciliée au 33 rue Danton, 94270 Kremlin-Bicêtre.

Véronique Bolhuis est la compagne de Laurent Bigorgne, le directeur de l'Institut Montaigne, détaille Mediapart. Et l'adresse

de l'association « En marche ! » est celle du domicile privé du couple.

- 1- Laurent Bigorgne a participé au Groupe Bilderberg du 11 au 14 juin 2015.

- 2- Son ami Emmanuel Macron a participé au Groupe Bilderberg du 29 mai au 1er juin 2014. A ce moment précis, Emmanuel Macron était secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Il était le conseiller économique et financier de François Hollande. Deux mois après la réunion du Groupe Bilderberg, il est nommé ministre de l'Economie.

- 3- Pour succéder à Macron, son amie Laurence Boone est nommée conseiller économique et financier du président de la République. Laurence Boone avait elle-aussi participé au Groupe Bilderberg du 11 au 14 juin 2015. En janvier 2016, elle rejoint le secteur privé : elle devient chef économiste des assurances AXA, dont le président est son ami Henri de Castries.

- 4- L'ami d'Emmanuel Macron, Henri de Castries, patron d'AXA, est président du comité de direction du Groupe Bilderberg.

Source :

http://www.lexpress.fr/actualite/politique/macron-son-mouvement-en-marche-intimement-lie-a-l-institut-montaigne_1780429.html

Mercredi 11 janvier 2017 :

Jean Pisani-Ferry rejoint Emmanuel Macron pour diriger son projet.

C'est une recrue de choix pour Emmanuel Macron. Selon nos informations, Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France Stratégie, va rejoindre son équipe de campagne, où il coordonnera le programme et le projet du candidat d' « En Marche ! ».

Agé de 65 ans, diplômé de Supelec et professeur d'Economie à Berlin, Jean Pisani-Ferry est une personnalité très respectée à gauche. Il a été conseiller à Bercy auprès des ministres Dominique Strauss-Kahn et Christian Sautter.

Source :

http://www.lesechos.fr/elections/emmanuel-macron/0211680774199-jean-pisani-ferry-rejoint-emmanuel-macron-pour-diriger-son-projet-2056275.php

En 2009, la réunion du Groupe Bilderberg s'était tenue du 14 au 17 mai 2009 en Grèce à Vouliagmeni, à 20 km au sud d'Athènes, au Nafsika Astir Palace, un palace 5 étoiles sur une presqu'ile, avec plages privées et port privé pour yachts.

Jean Pisani-Ferry était un des rares Français invités à cette réunion.

Il y avait d'autres membres de la gauche caviar : Pascal Lamy, Denis Olivennes, Dominique Strauss-Kahn … Bref, les européistes de gauche, les brasseurs d'argent, les affairistes habituels. Comité Valmy 11.07

Je vais rajouter un lien dans le portail vers le blog du Comité Valmy qui publient des articles de qualité. Il est animé par des staliniens et des gaullistes, qui présentent au moins l'avantage sur d'autres courants politiques notamment ceux qui se définissent d'extrême gauche, de ne pas se camoufler derrière une fausse étiquette et d'être honnêtes au moins.

Un uméro d'illusionnisme sous les feux de la rampe.

Quelle tribune, gratuite ! N'en rajoutez plus : la poubelle est déjà pleine !

- Le "style Mélenchon" selon ses fans? "Il casse la baraque" - Le Huffington Post

- Mélenchon déboule dans le Nord - LeParisien.fr

- Présidentielle. Des experts jugent le programme économique de Mélenchon - LeParisien.fr

- Mélenchon appelle les ouvriers à se faire entendre - Reuters

- Présidentielle: Mélenchon obtient un prêt bancaire de 8 millions - AFP

- Mélenchon sent "la panique" dans un PS coincé entre Macron et lui - AFP

- Présidentielle : Mélenchon se moque de la chaîne YouTube de Philippot - LeParisien.fr

- En pleine dynamique, Mélenchon parle Sécurité sociale au Mans - AFP

- Hollande, Macron et Mélenchon en forte hausse - AFP

Et ce n'est qu'un modeste échantillon des deux derniers jours.

Son ennemi n'est pas les banquiers, sinon cela se saurait, la preuve.

- Présidentielle: Mélenchon obtient un prêt bancaire de 8 millions - AFP

Le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon a annoncé lundi avoir obtenu un prêt bancaire de huit millions d'euros pour financer sa campagne, en plus du million d'euros reçus via des dons.

"Tout va bien, je suis flambant de santé: la preuve, on me prête 8 millions que je n'ai pas", a-t-il déclaré au micro de BFMTV/RMC. Son entourage a précisé à l'AFP que cette somme était répartie en emprunts auprès de "deux banques coopératives", sans donner leur nom.

M. Mélenchon a précisé que le mouvement La France insoumise, créé autour de sa campagne, avait réuni par ailleurs "un million d'euros, comme ça par petits dons". "C'est moins que M. Macron, mes copains sont moins fortunés", a-t-il ironisé. L'ancien ministre de l'Economie revendiquait près de 4 millions d'euros de dons à la mi-décembre.

Il a en outre assuré disposer de 496 parrainages dimanche soir, sur les 500 exigés pour pouvoir se présenter à la présidentielle. AFP 09.01

Commentaire d'un internaute

- "Quels que soient les partis, je m'inquiète qu'ils doivent passer par des banques pour participer à une campagne électorale. Et après on s'étonne que les banques soient tellement choyées par nos politiques..."

Quand la nouvelle iddyle des banquiers fait le "mariole".

- Mélenchon appelle les ouvriers à se faire entendre - Reuters

Jean-Luc Mélenchon, crédité de 13% à 15% d'intentions de vote pour le premier tour de l'élection présidentielle, a exhorté dimanche les ouvriers à faire entendre leur voix face aux "beaux parleurs" qui annoncent "de nouveaux sacrifices".

Soulignant que "60% des ouvriers ne votent pas", Jean-Luc Mélenchon les a appelés à prendre le pouvoir dans l'isoloir.

"Je viens leur dire : sortez de votre trou, mêlez-vous de vos affaires, (...) ne vous auto-éliminez pas de la décision, n'abandonnez pas vos bulletins de vote", a-t-il lancé.

Lors de son discours à l'intérieur du théâtre, il a principalement attaqué le programme économique de François Fillon, candidat de la droite et du centre.

"Venez pas après pleurer si vous recommencez avec des Macron, des Fillon, des je-ne-sais-pas-quoi, tous ces gens qui ont la même doctrine, simplement qui vous emballent la marchandise d'une manière différente", a dit le promoteur de la "VIe République".

"N'allez pas voter pour des marioles pareils ou alors vous vous faites injure à vous-mêmes", a insisté Jean-Luc Mélenchon. Reuters 09.01

Ou quand il se fait protecteur des milliardaires... made in USA !

- "Si je suis élu, l'impôt sera perçu sur la base de la nationalité" - bfmtv.com

Il a pris pour cible sans le nommer Gérard Mulliez, le doyen de la famille fondatrice et propriétaire d'Auchan. "Qui est cet homme?

Où habite-t-il? En Belgique. Il a le droit. Pourquoi pas? Mais ses impôts, ils habitent où? En Belgique aussi ! évidemment, tout cela doit avoir une fin", a-t-il déclaré.

"Si je suis élu, l'impôt sera perçu sur la base de la nationalité du cotisant quand il n'est plus en France", a alors promis Jean-Luc Mélenchon. "Et Monsieur Mulliez pourra bien aller en enfer, que je l'y trouverais aussi pour lui prendre sa part d'impôt", a-t-il promis devant la foule enthousiaste.

Détaillant le dispositif qu'il souhaiterait mettre en place, il a expliqué que "les citoyens français devront déclarer partout dans le monde ce qu'ils paient comme impôt à la nation qui les accueille. Et il est bien normal qu'ils en paient là où ils se trouvent car nous pratiquerons de même chez nous. Mais ils devront déclarer ce montant au fisc. Et celui-ci regardera si, après avoir payé cette somme, en France, ils ne devraient pas encore d'argent. L'impôt sera donc universel". Et d'ajouter: "qu'on ne me dise pas que c'est impossible, s'est-il encore écrié, puisque ça se pratique aux États-Unis d'Amérique, et j'aime mieux vous dire qu'ils le font avec une certaine férocité". bfmtv.com 09.01

Populiste ? Vous en doutiez encore.

En famille. Une imposture peut en cacher une autre.

- Etre antisystème, la recette 2017 - LeParisien.fr

De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, en passant par François Fillon, tous fustigent les pouvoirs établis.

Quelle mouche les pique tous ? Longtemps l'apanage du FN (parti anti-« UMPS ») puis de Jean-Luc Mélenchon (haro sur le capitalisme libéral et mondialisé), la posture antisystème est devenue le passage obligé de presque tous les candidats à la présidentielle. Hier, François Fillon, élu député depuis 1981, n'a pas hésité à reprendre cette antienne à son compte : « Il y a deux mois, je n'étais pas le candidat de l'establishment. Je n'ai pas l'intention de le devenir », a déclaré l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy.

Même serments à gauche ! Manuel Valls, ancien vice-président de conseil régional, longtemps maire d'Evry, député pendant dix ans de l'Essonne, ministre de l'Intérieur puis Premier ministre, n'a pas hésité à lancer, mardi, à des journalistes interloqués : « C'est vous qui êtes enfermés dans le système. C'est vous qui représentez le système, ce dont les Français ne veulent plus. » Quant à Arnaud Montebourg, son projet pour l'Elysée se veut un projet « alternatif aux appareils politiques et à la pensée unique ».

La candidature d'Emmanuel Macron — pourtant archétype d'une élite à la française et jamais confronté au suffrage universel — s'inscrit dès l'origine dans cette logique. Membre d'aucun parti, pas même du PS, il s'est placé très vite hors de tout appareil partisan dont il a vivement critiqué les lourdeurs et les compromis pour finalement placer son discours — en attendant son programme — « ni à gauche ni à droite ».

« Ce positionnement antisystème d'une grande partie de la classe politique est devenu la condition à satisfaire avant de prendre la parole. C'est se mettre ainsi du côté du mécontentement populaire », explique Dominique Reynié, directeur général de Fondapol, la Fondation pour l'innovation politique. LeParisien.fr 11.01

Mais aucun ne remettra en cause l'existence du capitalisme et l'ensemble de ses institutions.

ACTUALITE EN TITRES

Enfin leur rêve se réalise ! Quel cauchemar !

- Budget de défense : la France le rêve, l'Allemagne le fait - La Tribune

Le budget allemand de la défense devrait passer de près de 32 milliards en 2011 à plus de 39 milliards d'euros en 2020. Soit une hausse deux fois plus fortes que celle du budget de la défense français. La Tribune 11.01

Meurtre avec préméditation des trusts pharmaceutiques et la complicité de la ministre de la Santé.

- La vaccination contre la grippe des personnes âgées n'est pas sans défaut - Liberation.fr

La mort de treize retraités dans une résidence de Lyon pose la question de l'efficacité des politiques de prévention.

L'épidémie, «intense» cette année, «n'a pas encore atteint son pic», estimait lundi la ministre de la Santé Marisol Touraine. Liberation.fr 09.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Pologne

- Pologne: la crise politique se poursuit, le Parlement toujours paralysé - AFP

Le Parlement polonais restait paralysé mercredi, occupé par les députés de l'opposition protestant contre ce qu'ils estiment être des actions anti-démocratiques et illégales de la majorité conservatrice, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les députés occupent l'hémicycle depuis le 16 décembre, initialement en signe de protestation contre des tentatives du pouvoir de restreindre drastiquement les libertés de la presse parlementaire, puis contre le vote "illégal", selon eux, du budget 2017.

En dépit de négociations menées mercredi entre dirigeants des partis pour que la chambre basse puisse reprendre son travail, le Sénat, dominé lui aussi par les conservateurs, a approuvé le projet controversé de loi budgétaire, dans une ambiance de crise parlementaire sans précédent depuis la chute du communisme en Pologne il y a 27 ans.

L'opposition exige que le budget soit à nouveau soumis à un vote, contestant le fait que la majorité du parti Droit et Justice (PiS) ait effectué celui du 16 décembre dans une salle annexe du parlement.

Le chef du PiS, Jaroslaw Kaczynski, a dénoncé les actions "antidémocratiques" et "illégales" de l'opposition et réitéré que toutes les actions de son parti étaient conformes à la loi.

"Le budget est adopté et j'espère que bientôt, une fois que le président (Andrzej Duda) l'aura signé, il sera publié dans le Journal officiel", a-t-il insisté devant la presse.

Grzegorz Schetyna, le chef du plus grand parti d'opposition Plateforme civique (PO, centre), a rétorqué aussitôt que "le vote du budget par le Sénat s'est fait en violation de la loi" ce qui, selon l'opposition, pourrait être remis en question par Bruxelles, et entraîner des recours en justice.

La majorité conservatrice a imposé dans la soirée la tenue d'une nouvelle réunion de la chambre basse, en dépit de l'occupation de la tribune. Comme si de rien n'était, le président de la Diète a proclamé une minute de silence en hommage à quatre personnalités publiques décédées récemment et après une prière aux morts, a décrété une pause jusqu'à jeudi, 10H00 du matin (9H00 GMT).

Quelques centaines personnes manifestaient dans la soirée devant le Parlement leur soutien aux députés de l'opposition.

"La lutte continue pour le droit de l'opposition à pouvoir s'exprimer", a déclaré à l'AFP Danuta Stolecka, Varsovienne d'une cinquantaine d'années, fidèle des manifestations organisées par le Mouvement de défense de la démocratie KOD.

Dès leur arrivée au pouvoir après les législatives d'octobre 2015, les dirigeants du PiS ont ouvert plusieurs fronts, notamment contre le Tribunal constitutionnel et les médias, suscitant des inquiétudes pour l'Etat de droit en Pologne au niveau du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne. AFP 11.01

Ce qu'il y a de bien avec ce genre d'articles, c'est qu'on est incapable d'y comprendre quoi que ce soit...

2- Venezuela

2.1- Venezuela: le salaire minimum augmente de 50% - BFM Business

Pour la troisième fois en moins d'un an, le président vénézuélien Nicolas Maduro a décidé d'augmenter le salaire minimum de 50%. Une manière de "bien commencer l'année", selon lui.

Une fois encore, le très impopulaire président socialiste, Nicolas Maduro, a annoncé dimanche une hausse du salaire minimum de 50% au Venezuela, un pays qui connaît une inflation vertigineuse. Le salaire minimum s'élèvera désormais à un peu plus de 40.000 bolivars, a décrété Nicolas Maduro, soit 60 dollars au plus haut taux de change officiel, ou 12 dollars au marché noir.

"Pour bien commencer l'année, j'ai décidé d'augmenter le salaire minimum", a déclaré le chef d'Etat vénézuélien pendant son émission hebdomadaire à la télévision nationale. Le montant de l'aide alimentaire fournie avec le salaire reste lui inchangé, à environ 93 dollars. L'an dernier, le salaire minimum avait déjà été augmenté par le président de 30% en avril, puis de 40% en octobre.

Depuis des mois, une grave crise économique frappe le Venezuela. Elle est liée à la chute des cours du pétrole - son unique richesse -, qui a fait exploser l'inflation (475% en 2016 selon le FMI) et vidé les supermarchés et les pharmacies. Pour le président Maduro, la crise que traverse le pays s'explique par un "complot capitaliste" orchestré par les Etats-Unis.

L'opposition de droite juge pour sa part qu'elle est due aux 18 années de gouvernance socialiste, sous l'ancien président Hugo Chavez, et sous Nicolas Maduro. Selon un récent sondage publié par Datanalisis, près de 80% des Vénézuéliens désapprouvent la politique de leur chef d'Etat. BFM Business 09.01

2.2- Venezuela: vote au Parlement condamnant le président Maduro - AFP

Le Parlement vénézuélien, contrôlé par l'opposition, a voté lundi contre le président Nicolas Maduro pour "manquement aux devoirs" de sa fonction, lui attribuant la responsabilité d'une "crise sans précédent" qui secoue le pays.

Ce vote, au cours d'une session agitée, reste toutefois symbolique car il a de fortes chances d'être invalidé par la Cour suprême vénézuélienne (TSJ) qui, avant même le début des débats, a prévenu que "l'Assemblée nationale n'avait pas la faculté de destituer le président de la République".

"Est approuvé l'accord selon lequel Nicolas Maduro est reconnu responsable de manquements aux devoirs de sa fonction et il est exigé une sortie électorale à la crise vénézuélienne pour que ce soit le peuple qui s'exprime dans un vote", a déclaré le nouveau président du parlement Julio Borges, issu de l'opposition.

Selon ce texte, "Maduro a provoqué une crise sans précédent au Venezuela" et est "en marge de la Constitution" pour avoir provoqué "un marasme économique", "la rupture de l'ordre constitutionnel" et pour avoir "fait violence aux droits" des Vénézuéliens.

En face, le député chaviste Hector Rodriguez a qualifié l'initiative d'"acte insensé et irrationnel". "Lorsqu'ils diabolisent les actions du président, ils reconnaissent implicitement qu'il gouverne effectivement. C'est un opéra bouffe de plus", a également commenté le député chaviste Pedro Carreno.

Nicolas Maduro a nommé la semaine dernière comme vice-président Tareck El Aissami, un "dur" de son équipe, chargé de lui succéder au cas où il serait finalement destitué. AFP 10.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France. Corporatisme.

- Renault: la CFDT signe l'accord de compétitivité et permet son adoption - La Tribune.fr

Le syndicat CFDT de Renault a annoncé lundi dans un communiqué qu'il signerait le nouvel accord triennal sur l'emploi et la flexibilité, une décision qui permet d'atteindre la majorité nécessaire à sa validation.

Trois syndicats approuvent l'accord

Le projet avait déjà obtenu l'aval de FO et de la CFE-CGC. En échange d'une hausse de la flexibilité demandée, par exemple une heure supplémentaire travaillée par jour en cas de hausse de l'activité, il propose l'embauche de 3.600 CDI sur trois ans (2017-2019), sans toutefois compenser le nombre de départs sur la période.

"Cet accord est un compromis très favorable et prometteur" qui "va permettre de préparer l'avenir face aux futurs challenges sociétaux, techniques et réglementaires qui vont transformer le monde automobile", explique la CFDT.

La CGT, qui n'était pas signataire du précédent accord, n'a pas encore officiellement communiqué sa position. Mais à l'issue

des discussions, le syndicat estimait qu'il manquait encore 1.000 personnes pour remplacer les départs naturels de CDI, sans compter les intérimaires que la direction souhaite réduire de moitié (-4.500).

Ce nouvel accord doit succéder à l'accord de compétitivité de 2013 qui, selon la direction, devait se solder, selon le bilan prévu à fin 2016, par 9.200 départs sur trois ans et 3.000 embauches (contre 730 prévues initialement), dont une partie seront réalisées en 2017. Une santé économique nettement améliorée

Depuis, la situation économique de Renault s'est considérablement améliorée. Fin juillet, l'entreprise avait publié un bénéfice net en hausse de 7,5% pour le premier semestre 2016, à 1,5 milliard d'euros. La Tribune.fr 09.01

ECONOMIE

Chine

- Industrie : 200 usines chinoises en Tanzanie d'ici 2020 - latribune.fr

A quelques heures de la visite du ministre chinois des affaires étrangères Wang Yi en Tanzanie, l'on apprend de sources du ministère tanzanien des affaires étrangères, que le partenariat entre la Chine et la Tanzanie va permettre d'implanter 200 usines les trois prochaines années en Tanzanie. L'objectif selon Mindi Kasiga, la chargée de communications du ministère des affaires étrangères, est de faire de ce pays de l'Afrique de l'est un grand pays industrialisé. « Ces usines permettront de créer 200.000 emplois », a-t-elle ajouté, pour rappeler l'importance socio-économique de ces usines. Le chiffre semble irréaliste et pourrait créer des envies. Pourtant c'est bien réel et la Tanzanie n'est pas le seul pays indexé par ce genre d'appui de la part de la Chine pour 2020.

En effet, au Forum de coopération Chine-Afrique de Johannesburg, en septembre 2015, quelques pays ont été choisis par le Président chinois Xi Jinping pour bénéficier de l'expertise chinoise en ce sens. Il s'agit de l'Ethiopie, du Kenya, de l'Afrique du sud et enfin la Tanzanie. Le plan d'industrialisation du gouvernement de Dodoma s'inscrit donc dans le cadre de la feuille de route de cet accord de partenariat avec la Chine.

L'empire du milieu et la Tanzanie nourrissent des relations de longues dates qui se sont renforcées ces dernières années, le premier devenant l'un des plus gros investisseurs et partenaires commerciaux du second. La Chine a investi ces dernières années dans les secteurs des chemins de fer, routiers et portuaires.

Une prochaine visite de la Chine en Tanzanie

L'annonce faite par la chargée de communication du ministère des affaires étrangères de la Tanzanie sur les 200 usines semble être une suite de celle du porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Geng Shuang.

En effet, selon lui, le ministre chinois des affaires étrangères Wang Yi, sera en tournée dans cinq pays africains à compter d'aujourd'hui jusqu'au 12 janvier 2017. Ce périple du chef de la diplomatie chinoise prend justement en compte la Tanzanie. A en croire le ministère, lors de cette tournée, Wang Yi, évoquera avec les dirigeants africains la mise en œuvre et les résultats des accords obtenus entre le chef de l'Etat Chinois Xi Jinping et les chefs d'Etat du continent noir, lors du dernier forum sur la coopération sino-africaine de Johannesburg.

Cette visite du membre du gouvernement chinois pourrait bien être aussi celle au cours de laquelle, les termes de l'accord d'appui avec la Tanzanie sur l'industrialisation seront mis en œuvres. latribune.fr 08.01

Haut de page

Le 16 janvier 2017

CAUSERIE

Trois jours de fête nationale, c'est Pungal au Tamil Nadu (sud de l'Inde). Mais malheureusement ma compagne qui a un statut social misérable a travaillé samedi et lundi, chez une riche italienne qui l'emploie comme servante ou esclave quoi.

La rubrique *Articles d'actualité* sera actualisée ce soir ou demain matin avec 10 articles.

A propos du néolibéralisme.

C'est le processus dialectique matérialiste qui préside au fonctionnement du système économique capitaliste qui conduit à l'accumulation du capital et qui se traduit par la concentration du capilal entre les mains d'une poignée d'oligarques. Autrement dit et contrairement en partie à ce que nous avions affirmé jusqu'à présent, le néolibéralisme est à la fois une idéologie et le produit de ce processus historique.

Le néolibéralisme est une idéologie dans la mesure où leurs représentants et bénéficiaires ne tiennent pas à ce que les peuples sachent ce que cache leur stratégie ou quels en sont les tenants et les aboutissants, leurs véritables intentions ou objectifs politiques. C'est une idéologie parce qu'il repose sur une mystification, sur une interprétation fabriquée ou falsifiée du développement de la civilisation humaine et de ses origines jusqu'à nos jours, qui ne sert qu'à justifier ou légitimer le pouvoir économique et politique dont dispose la classe dominante sans partage afin qu'elle le conserve ou que personne lui conteste, ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant, afin d'en assurer la pérennité.

Et le néolibéralisme s'inscrit dans la continuité du processus matérialiste amorcé il y a des milliers et milliers d'années lorsque l'homme entreprit le développement des forces productives en se dotant des premiers instruments pour modifier son environnement afin de satisfaire ses besoins, recourant ensuite successivement à différents modes de production pour permettre à ces forces productives d'atteindre un niveau supérieur au cours d'un processus dialectique inconscient, dont les contradictions devaient mener à la concentration des moyens de production et des richesses entre les mains de quelques oligarques, pendant que l'immense majorité de la population mondiale vouée à vendre sa force de travail serait condamné à survivre péniblement ou peinement à satisfaire ses besoins élémentaires.

Au stade où en est rendue la concentration du capital, parler d'inégalité ou de répartition des richesses est pour le moins inapproprié et particulièrement choquant, grotesque, et ce qui suit l'illustre parfaitement, nous y reviendrons plus loin.

- 8 hommes détiennent autant de richesses que les 3,6 milliards de personnes qui représentent la moitié la plus pauvre de l'humanité.

- 21 milliardaires possédaient autant que les 40% les plus pauvres de la population française en 2016.

- Le patrimoine cumulé des 1% les plus riches du monde a dépassé en 2015 celui des 99% restants

- Les plus fortunés accumulent les richesses à un tel rythme que le premier "super-milliardaire" du monde pourrait voir son patrimoine dépasser 1000 milliards de dollars dans 25 ans à peine. oxfam.org

Oxfam est une coalition d'ONG ayant pour fonction de colporter l'illusion dénoncée plus haut, elle est donc au service du capitalisme et non celui des peuples exploités et opprimés auxquels elle prétend venir en aide, elle est partie prenante de cette mystification destinée à tromper les peuples pour qu'ils ne puissent pas trouver la voie de leur émancipation du capitalisme.

Voilà notamment ce qu'on trouve dans sa présentation, dans son portail.

- Une économie centrée sur l'humain, au service du plus grand nombre

Ensemble, nous devons créer un nouveau sens commun et concevoir une économie qui profite à tous, et non à quelques privilégiés. Une économie centrée sur l'humain serait synonyme de sociétés meilleures et plus justes, dans lesquelles les travailleuses et travailleurs gagneraient un salaire décent, les femmes et les hommes seraient traités sur un pied d'égalité, les enfants auraient des perspectives d'avenir et personne ne vivrait dans la crainte des dépenses engendrées par la maladie.

Rejoignez l'appel pour une économie qui profite à tous, et non à quelques privilégiés

Demandez aux milliardaires de contribuer à la construction d'une économie qui profite à tous, et non à quelques privilégiés. Signez la lettre

Nous devons agir maintenant. Les gouvernements doivent ouvrir la voie, mais chacun doit se charger de lutter contre les inégalités. Les milliardaires doivent veiller à mettre fin aux pratiques d'évasion fiscale. Vous aussi, veillez à ce qu'ils paient leur juste part d'impôt, versent des salaires décents et font bon usage de leur fortune, au lieu de l'utiliser pour biaiser davantage le système en leur faveur. oxfam.org

Cette ONG s'adresse à la bienveillance des gouvernements et des milliardaires, les premiers appliquant la politique dictée par

les seconds pour assurer la pérennité de leur domination sur les masses exploitées et opprimées du monde entier. A l'entendre, il suffirait que les oligarques fassent preuve de bonne volonté pour que la condition des peuples s'améliorent. Or la question n'est pas celle-ci.

Les oligarques n'accroissent pas indéfiniment leur fortune pour le plaisir d'être plus riches ou plus puissants encore, mais parce que ce sont les contradictions inhérentes aux fondements du capitaliste reposant sur les inégalités entre les classes et ses lois de fonctionnement qui leur imposent d'accumuler toujours plus de richesses, cela figure dans Le Capital de Marx et Engels et s'est vérifié tout au long des XIXe et XXe siècle jusqu'à nos jours

Et le problème auquel nous sommes confrontés consiste en ceci, que la quasi-totalité des opposants déclarés aux excès ou méfaits du capitalisme, qu'ils interviennent dans ou en dehors du mouvement ouvrier, ne comprennent pas que le néolibéralisme n'est pas uniquement une idéologie, mais incarne la continuité du capitalisme au stade de développement auquel il est parvenu au XXIe siècle, selon les lois qui le régissent depuis son avènement et qui sont demeurés inchangées, il n'existe pas d'autres sources de plus-value que la force de travail consommée par les exploités au cours du procès de production.

Puisqu'à l'aube du capitalisme les inégalités entre les classes étaient un de ses facteurs déterminants, à son crépuscule il est normal qu'elles atteignent un tel sommet ou niveau insupportable.

Partant de là, il est facile de comprendre ou de constater que toute tentative destinée à réduire le pouvoir de l'oligarchie est infaillement vouée à l'échec, puisqu'il y va de la survie de son système économique et de son statut de classe dominante.

Donc la question ne peut pas être de remodeler ou de réformer le capitalisme, mais bien de l'abolir, de l'éradiquer définitivement de la surface de la planète, au profit d'un mode de production qui ne soit plus basé sur les inégalités entre les classes, mais sur l'égalité entre tous les producteurs de richesses, ce qui nécessite qu'ils s'organisent et s'emparent du pouvoir politique en renversant par une révolution le régime en place.

Il n'existe pas d'autres alternatives politiques.

La survie du capitalisme ne fait qu'exacerber ses contradictions.

- Plus de 55 milliards d'euros de dividendes en 2016 sur le Cac 40 - Boursier.com

En 2016, l'indice Cac 40 a été moins en vue qu'en 2015. Sa progression n'a en effet pas dépassé les 5% (4,9% exactement), alors qu'elle avait été de 8,6% un an auparavant. Mais il ne faut pas oublier que la rentabilité d'un investissement en Bourse ne dépend pas que de la hausse des cours. La distribution entre aussi en ligne de compte. Or, sur ce plan, 2016 aura été une bonne année pour les actionnaires.

La lettre Vernimmen de janvier estime que le taux de distribution moyen de l'indice (soit son rendement) s'est élevé à 4,6%. Un chiffre bien supérieur aux 3,4% obtenus en 2015 et même aux 3,8% de 2014.

Plus de 40 milliards d'euros en cash.

En valeur, le bond en avant de la distribution a de fait été spectaculaire. Les entreprises du Cac ont versé à leurs actionnaires 55,7 milliards d'euros, contre 42,7 milliards d'euros en 2015 (+30%). Le Cac 40 est ainsi revenu sur des niveaux proches de ceux de 2007 et 2008, alors que ces dernières années les distributions oscillaient plutôt entre 40 et 45 milliards d'euros.

Dans le détail, 9,5 milliards d'euros ont été payés sous forme de rachats d'actions. 5,5 milliards d'euros ont été accordés sous forme de dividendes en actions. Enfin, sans surprise, la majeure partie des versements provient de dividendes ordinaires en cash, pour pratiquement 37 milliards d'euros. En ajoutant, le dividende exceptionnel de Vivendi (Swiss: VIV.SW - actualité) (3,7 milliards d'euros), la barre des 40 milliards d'euros de dividendes en cash a même été dépassée (après 34,8 milliards en 2015). Boursier.com 11.01

Qui a dit ?

- « En temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être protégée d'un glacis de mensonges. »

Réponse : Winston Churchill (The Second World War, vol. 5, 1951)

Seul défaut : la glace finit par fondre !

Lu dans un article.

- Faut-il rappeler une énième fois qu'à notre ère de la société de l'information, les médias dominants sont plus que jamais utilisés comme dispositifs d'influence géopolitique, servant à modeler et préparer les opinions publiques selon les objectifs stratégiques des grandes puissances ?

Avec le traitement médiatique du conflit syrien et sa couverture schizophrène, amnésique, orwellienne et hypocrite, nous avons atteint de nouveaux sommets dans l'art de la désinformation, la manipulation et la propagande. Difficile de trouver d'autres mots tant les faits sont accablants.

Mis à part quelques notables exceptions (comme l'émission de France 2 Un œil sur la Planète - Syrie : le grand aveuglement , les médias dominants n'ont eu de cesse d'alimenter la propagande anti-Bachar, renforçant la ligne politique du gouvernement français.

Tout point de vue divergent du discours politico-médiatique officiel a été taxé soit de conspirationniste, soit de « pro-Poutine » , surtout suite au début de l'intervention militaire russe (octobre 2015). Le paroxysme du manichéisme et de la désinformation a été atteint durant les dernières semaines de la bataille d'Alep (qui a pris fin le 22 décembre 2016).

Ce passage m'a inspiré l'article suivant.

Pourquoi des sites d'informations "indépendants" ont-ils une telle audience auprès de couches de travailleurs et de jeunes de plus en plus larges, alors que les partis ouvriers n'attirent qu'une minuscule partie de travailleurs et de jeunes ? Et encore, il faut préciser que lorsqu'on soustrait de ces partis leurs militants les plus âgés et les membres plus jeunes de leurs familles qui y ont également adhéré, pour mesurer leur audience il faut employer un zéro suivi d'une virgule. Et si parmi leurs adhérents on soustrait ceux qui participent pratiquement à aucuneactivité politique, là on tombe à un niveau pratiquement indétectable. Autant dire que leur influence est confidentielle ou insignifiante. Mais le plus forte, c'est qu'il réussissent malgré tout à se convaincre du contraire. Si on les prenait au mot, on leur rétorquerait qu'au regard du résultat, ce n'est pas très emballant ou ils n'y a pas de quoi s'en vanter.

On pourrait dresser un constat à peine meilleur concernant les syndicats qui pourtant comptent des centaines de milliers d'adhérents, parce que parmi eux une infime minorité seulement peuvent être qualifiés de militants, et cela ne date pas d'hier. Quand dans les années 70 je travaillais au GAN, sur quelque mille employés regroupés dans une seule tour à la Défense (Puteaux 92) il y avait plus de cent adhérents à la CGT, mais je n'ai jamais vu plus de trois militants réellement au cours des six mois où j'allais travailler là.

On était devenu potes très rapidement, bien que j'ai refusé de me syndiquer, j'avais été formé à l'école de l'anticommunisme par mes parents gaullistes. J'avais 19 ans et je commençais seulement à m'éveiller intellectuellement en abordant la philosophie dont j'ignorais tout, alors la politique, je m'en tapais d'autant plus que je détestais la condition que la société m'avait réservée préférant les paradis artificiels de Baudelaire. A l'époque avec ma dégaîne décontractée de hippy j'étais le chouchou de ces dames toutes générations confondues, sur la cinquantaine d'employés qui travaillaient au même étage que moi, il ne devait y avoir que trois ou quatre hommes, j'étais le plus jeune.

J'étais très affables et je parlais avec toutes ces femmes qui auraient pu être mes soeurs ou mes mères. Certaines étaient syndiquées à la CGT, et je ne me souviens pas qu'elles m'aient parlé une fois de syndicalisme. Leur activité syndicale se bornait à payer leurs timbres, et participer de temps en temps aux réunions syndicales et aux actions que leur syndicat avait décidées, en dehors de cela elles n'avaient aucune activité syndicale, autant dire aucune et n'en parlaient pas. On leur avait dit qu'elles devaient se syndiquer pour donner plus de poids au syndicat lors des négociations avec la direction pour obtenir des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail, c'est sur cette base qu'elles avaient adhéré à la CGT, je m'en souviens parfaitement puisque ce fut le même discours que me tint Chantal, la déléguée syndicale qui avait son bureau à quelques mètres du mien.

Je me souviens également que certaines employées avaient adhéré au syndicat pour faire comme la copine ou pour faire plaisir à Chantal. Et quand il y avait une grève ou un débrayage, les délégués syndicaux passaient à tous les étages et demandaient au personnel de sortir, et il s'exécutait comme si l'ordre leur avait été donné par la direction, l'étage où je travaillais se vidait en cinq minutes, j'ai eu l'occasion d'obserser cette scène à trois ou quatre reprises, et évidemment je ne me faisais pas prier pour suivre le mouvement puisque c'était une occasion de plus de ne pas travailler, de prendre l'air ou de rentrer chez moi. La mise en scène était parfaitement réglée et aucun agent de maîtrise ou chef de service ne cherchait à retenir les employés qu'ils soient syndiqués ou non. Pour un peu elle aurait pu être incluse dans le contrat de travail! Au coup de sifflet tout le personnel sortait, et au coup de sifflet suivant il rentrait bien sagement, car parfois il s'agissait d'un débrayage de quelques heures. Je me souviens que je m'étais fait la réflexion suivante en me marrant : et bien si c'est cela le syndicalisme, à quoi bon se syndiquer, je suis le troupeau et tout le monde est content...

Je déduis de cette expérience que sur les 600 ou 700 000 adhérents que compte la CGT ou la CGT-FO, chacun de ces syndicats doivent reposer sur à peine plus de 10 ou 20 000 militants à proprement parler.

Quand je fus délégué syndical FO pendant trois ans au début des années 80 chez U-Bix (Konica), je ne mis les pieds au syndicat qu'une fois par an pour renouveler ma carte et payer mes timbres, et pas une seule fois je n'aurai la visite du bureaucrate de la fédération. J'étais l'unique syndiqué. Mieux encore, on ne me demanda pas de diffuser la littérature du syndicat, j'ignorais tout de ce que fabriquait FO au niveau de la fédération ou au niveau national, cela ne m'intéressait pas. Je n'ai jamais eu l'intention de construire ce syndicat. Je n'ai jamais eu de discussion avec un responsable du syndicat. J'avais adhéré à un syndicat uniquement pour me couvrir ou obtenir le statut de salarié protégé, afin de pouvoir militer dans l'entreprise où je travaillais pour diffuser mes idées politiques, je n'avais pas l'intention de servir ce syndicat ou de grimper dans ses instances, cette idée me répugnait au plus haut point en tant que trotskyste. Et je n'ai jamais changé, mais j'ignorais alors que mes dirigeants ne partageaient pas vraiment mon point de vue sur cette question.

De mon expérience de militant à l'OCI, je conserve un mauvais souvenir dans la mesure où je n'ai été qu'une machine à diffuser de la propagande (tout comme les syndicats), et j'estime ainsi avoir été manipulé à des fins inavouables que j'ignorais, que je condamne évidemment. En fait, depuis j'ai observé que toutes les formations politiques se comportaient exactement de la même manière.

Leur objectif n'est pas d'aider les travailleurs à comprendre la situation pour prendre leur destin en mains et changer la société, il n'est pas de parvenir à réunir les conditions pour renverser les rapports sociaux existant, il consiste uniquement à combattre les excès du régime pour le rendre plus supportable aux travailleurs.

Quand dans leur propagande ils font référence à certains faits, ils n'en recherchent pas l'origine, ils ne vont pas jusqu'à décrire les rapports de classe qui les sous-tendent, ils ne vont pas non plus les mettre en perspective puisqu'ils nient que la classe dominante agirait selon une stratégie politique déterminée, ils en fournissent seulement ou au mieux une interprétation ou une signification politique qui est plaquée sur la situation et apparaîtra comme telle, le régime, le capitalisme, les institutions sont en crise, etc. qu'on se le dise, discours répété des centaines de milliers de fois ou que les travailleurs ont entendu pendant des décennies sans effet et sans convaincre qui que ce soit, sans que leur niveau de conscience ne progresse, il a même plutôt fortement régressé depuis 40 ans, sans qu'ils se demandent pourquoi, cela ne les intéresse pas, si les choses sont ainsi, c'est qu'il devait en être ainsi, c'est la fatalité et il faut faire avec. Mais comme il leur faut avoir réponse à tout ou pour sauver la mise, les apparences, leur appareil, leurs statuts, leurs dirigeants l'expliqueront en recourant au même registre qui produira le même effet, c'est-à-dire sans convaincre personne, hormis ceux parmi leurs militants, qui, trop fainéants ou intéressés pour penser par eux-mêmes et affronter leurs dirigeants, se satisfairont de syllogismes à valeur de sophismes répétés en boucle pendant 20,30, voire 40 ans qui finiront pas s'incrustrer si profondément dans leurs cerveaux qu'ils seront hermétiques à tout autre explication ou interprétation.

Leur propagande repose généralement sur des lieux communs du genre, c'est de la faute à qui ou à quoi, mais voyons, c'est de la faute à untel ou à ceci ou cela. Ah ben oui, c'est tellement évident, qu'est-ce qu'on est bête franchement de ne pas y avoir pensé plutôt ou nous-même. Et après ? Après quoi ? Rien. Ils passeront à côté de la question déterminante qu'il fallait se poser, sérieusement j'entends, honnêtement : Mais pourquoi, comment a-t-on pu en arriver là. Mieux encore, la question qu'on doit se poser, c'est pourquoi ils ne la posent pas, pourquoi elle ne leur vient pas à l'esprit, à moins qu'ils connaissent la réponse et préfèrent ne pas la poser car elle serait trop compromettante.

Quand on voit qu'ils ont banni de leur discours des expressions comme l'aristocratie ouvrière, le lumpenprolétariat, l'embourgeoisement de couches entières de la classe ouvrière, etc. se contentant de généralités qui servent à camoufler certains aspects de la réalité, à la déformer, comment voulez-vous que leur discours soit crédible tellement il est coupé de la réalité, personne ne les prend au sérieux, ils n'ont aucune légitimité sur ce plan-là.

A l'instar des tenants de la propagande officielle, ils pratiquent donc le déni de la réalité pour fabriquer la leur à partir d'éléments théoriques qu'ils vont mêler à des faits qu'ils ont soigneusement sélectionnés, les uns servant à justifier les autres, et cela va donner une soupe idéologique indigeste, qui lorsque les travailleurs la reniflent leur donne la nausée et c'est bien naturel.

Les militants deviennent rapidement des machines à colporter de la propagande de bas étage et rien d'autres. S'ils tirent profit de leur statut parce qu'ils ont des mandats, pire s'ils deviennent permanents, ils vont s'y accrocher et ils ne progresseront plus jamais. L'immense majorité des travailleurs qui rejoignent une formation politique laissent au vestiaire en entrant leur esprit critique quand ils avaient commencé à en acquérir un précédemment. Ils vont se fondre dans le moule du parti qui va les formater pour diffuser sa propagande et servir des intérêts qu'ils ignorent. Ils sont naïfs, dociles ou très disciplinés généralement, ils vont adopter des principes que leurs dirigeants ne respecteront pas, et s'il leur arrive par la suite de le découvrir, ils ne pourront rien y faire sous peine d'être exclus ou poussés à la démission après une campagne de calomnies ou d'intimidation ou de menaces physiques.

Au départ, les travailleurs sont crédules, sincères et honnêtes, ils ignorent tout du monde dans lequel ils vont mettre les pieds en adhérant à une formation politique (un syndicat, une association, etc.), un monde qui fonctionne selon ses propres règles dont certaines ne sont écrites nulle part, cela ils l'apprendront un jour, plus tard à leur dépens, sans pouvoir y changer quoi que ce soit, d'autant plus que leur mode de pensée aura été formaté par leur organisation, ils seront donc mal placés pour en faire la critique et le corriger, ils auront toutes les peines du monde à s'en séparer même des décennies après avoir quitté leur organisation.

Quand on rejoint une organisation, on est forcément bourré d'illusion sur cette organisation, mais pas seulement, sur soi-même, et si par la suite cette organisation fera tout que vous conserviez les illusions que vous aviez en elle, elle ne fera rien pour vous aider à vous débarrasser des illusions que vous avez sur vous-même, de sorte que le jour où vous en sortirez, que ce soit rapidement ou au bout de plusieurs décennies, sur le plan personnel vous n'aurez pas évolué, on en veut pour preuve, que soit vous replongerez en faisant confiance aveuglément à une autre organisation, soit vous vous direz qu'on ne vous y reprendra plus et vous cesserez de militer, même s'il existait une organisation honnête.

On a parlé ici que d'organisations existant de nos jours, qui fonctionnent selon le principe, fait ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais. Il a existé heureusement des organisations qui ne fonctionnaient pas selon ce principe, par exemple le parti bolchevik jusqu'en 1922 ou 23, quand Lénine cessa de le diriger lorsque les séquelles d'un des attentats dont il avait été victime devinrent insupportables au point de l'emporter l'année suivante.

Il existe aussi des organisations ou associations dont les dirigeants sont honnêtes, mais dont les activités et l'orientation politique ne correspondent pas aux nôtres ou sont mêmes opposés aux nôtres, dont font partie certains journalistes ou intellectuels qui se prétendent indépendants et qui ne cachent pas leurs intentions ou leur orientation politique sans forcément être fermés aux militants qui ne partagent pas toutes leurs idées, je pense en particulier à Michel Collon pour lequel j'ai beaucoup d'estime et d'admiration pour le courage et la détermination dont il fait preuve en affrontant à la fois l'oligarchie, le sionisme et les médias tout en défendant publiquement le marxisme, c'est si rare de nos jours.

Il existe d'autres journalistes ou intellectuels isolés et honnêtes qui publient des articles dans différents portails francophones, sans qu'on partage les orientations politiques qu'ils affichent. Certains vont beaucoup trop loin à mon avis en donnant la parole à des personnes réputées d'extrême droite au nom de la liberté d'expression, car c'est nier par ailleurs leur rôle infâme d'instrument de la classe dominante contre la classe ouvrière, légèreté ou compromission embarrassante qui nous oblige à garder nos distances avec elles, ce qui est dommage car je ne dois pas être le seul dans ce cas-là, ce qui n'enlève rien à leurs qualités personnelles incontestables ainsi qu'à l'honnêteté de leur engagement politique, mais raisonnablement nous ne pouvons pas les soutenir parce que cela serait incompréhensible pour la plupart des militants, précaution que je n'ai pas toujours prise dans le passé pensant à tort que les militants seraient capables de faire la part des choses, ce qui n'était hélas pas le cas la plupart du temps.

Cela dit, les sites d'informations "indépendants" dans lesquels les uns et les autres publient des articles révélant les faits que les médias censurent ou ne tiennent pas à porter à la connaissance de la population par crainte qu'elle comprenne trop bien que les gouvernements et les institutions en général leur mentent effrontément sur la situation ou les manipulent, font l'objet à juste titre de la confiance de millions de travailleurs à travers le monde, et deviennent incontournables dès lors qu'ils interviennent également sur You Tube, Facebook ou Twitter dont les jeunes raffolent.

Il y a de plus en plus de travailleurs et jeunes qui prennent conscience que ceux qui les gouvernent et les médias ne les informent pas mais diffusent leur propagande, l'idéologie de l'oligarchie à laquelle ils sont soumis ou qui en est les propriétaires et le bénéficiaire. Ils savent que s'ils veulent être correctement informés pour se forger librement leur propre idée sur la situation, ils doivent aller voir ailleurs.

Aucun parti ouvrier ne l'a compris et ce n'est pas un hasard. Ce n'est pas un hasard s'ils continuent de reprendre à leur compte la propagande de guerre de l'OTAN sur la Syrie par exemple, en proclamant que la libération d'Alep fut une tragédie pour le peuple syrien. Ils se mettent à dos l'ensemble des travailleurs et jeunes. Cela démontre qu'ils sont complètement coupés de la réalité, et qu'ils poursuivent d'autres intérêts que ceux qu'ils affichent.

En reprenant notamment la version officielle sur Alep, ils se rangent au côté des Obama, Hollande, OTAN, Pentagone, etc. et méritent d'être traités comme tels par les travailleurs et jeunes qui s'en détournent à juste titre. Ils indiquent par là dans quel camp (de la guerre) ils se situent réellement. Je ne sais pas si vous mesurez jusqu'où cela va, c'est très grave, car cela signifie qu'il n'existe pas un seul parti ouvrier digne de confiance, et après ce sont ces mêmes partis qui prétendront combattre l'extrême droite qui peut attirer des couches de travailleurs et jeunes, alors qu'ils en sont directement responsables.

Cette situation nous désole.

Nous en sommes réduits à lutter pour le droit à la vérité, pour le respect, la survie de la vérité, pour qu'elle puisse s'exprimer face à une imposture généralisée ou ce qu'il faut bien appeler un complot qui rassemble tous les acteurs qui interviennent à des degrès divers ou par différents canaux sur la scène politique.

Nous appelons les militants à demander des comptes à leurs dirigeants, à exiger qu'ils cessent leur double langage ou jeu, qu'ils s'en tiennent strictement aux faits en Syrie et ailleurs, qu'ils cessent de déformer la réalité et de soutenir le gouvernement et l'OTAN.

Gageons que de nombreux lecteurs qui jusque là n'étaient pas convaincus du bien-fondé des positions que nous tenions sur la Syrie sauront faire preuve de lucidité, de discernement, de mesure, de logique, on ne sait plus quels mots il faut employer pour se faire comprendre, alors que la situation nous paraît tellement claire, évidente.

On a l'impression que les militants et les travailleurs ne retiennent absolument rien des expériences passées auxquelles ils ont été confrontés. On a pu observer à de nombreuses reprises à peine quelques mois après la dernière opération qu'ils étaient frappés d'amnésie dès que la machine infernale de la propagande officielle reprenait du service pour couvrir un nouvel évènement, ils se faisaient à nouveau manipuler.

En terme de conscience politique ils n'ont pas progressé, parce qu'ils ont été incapables d'en tirer des enseignements par eux-mêmes ou ces leçons ne sont jamais parvenues jusqu'à eux, d'où l'importance capitale de parvenir à leur transmettre, par n'importe quel canal, que ce soit par l'intermédiaire d'un parti ou de journalistes qui font honnêtement leur travail en rendant public tous les faits ou toutes les informations qui leur sont parvenus ou qu'ils ont découverts, et sans lesquels il est impossible de comprendre un évènement ou la situation et partant de là de se forger des convictions qui leur serviront pour la suite, qui serviront de base à leur réflexion au lieu chaque fois de repartir de zéro comme s'ils étaient totalement ignorants de ce qui se passait.

On nous rétorquera qu'à la longue ils y parviennent quand même, en effet cela arrive, mais toujours de manière confuse et teintée d'immenses illusions, et qui plus est sur le plan individuel, ce qui à ce niveau-là ne présente aucun danger immédiat pour le régime, puisqu'ils demeurent incapables de le traduire en terme d'enseignements à valeur collective ou de tâches politiques sur le terrain de la lutte de classes. D'où la nécessité d'interpréter sans cesse les évènements qui se produisent, pour empêcher qu'ils régressent à nouveau ou retombent dans l'amnésie que nous avons évoquée.

A défaut de convictions, les militants et les travailleurs acquièrent davantage des certitudes qui vont s'avérer fragiles le temps passant en l'absence d'une conscience de classe bien aiguisée ou profondément ancrée en eux. Le plus souvent, leurs réactions spontanées, quand elles sont critiques par rapport aux versions officielles qu'on leur sert, ne dépasseront pas le stade de l'impression qu'un rien pourra faire basculer dans une direction opposée, pour peu qu'un beau parleur leur délivre le discours qu'ils voulaient entendre sur un tout autre sujet par exemple.

Le mode de pensée de chaque génération va être formaté par son époque ou dans un contexte social et politique différent en France et dans le monde. Il subira l'influence de l'idéologie dominante qui reflètera le niveau atteint par les contradictions du capitalisme et de la lutte des classes, qui détermineront à leur tour l'orientation de la société qui connaîtra de profondes transformations, autant de facteurs et bien d'autres dont il sera d'autant difficile d'interpréter la signification qu'ils feront l'objet d'importantes modifications au fils du temps. Certains modes de pensée demeureront figés, d'autres évolueront lentement, tandis que d'autres apparaîtront tout en présentant les mêmes lacunes ou d'autres sans que le fil conducteur qui les relie entre eux n'apparaisse clairement, ce qui ne facilitera pas non plus la compréhension de la situation et compliquera encore les rapports entre les différentes générations, qui seront confrontées à des difficultés différentes ou ne les aborderont pas de la même manière... Tout cela pour dire que le déroulement de l'existence ou les expériences qu'on a été amenées à faire tout au long de notre vie ne conduisent pas forcément à élever notre niveau de conscience du monde dans lequel on vit, et croire le contraire comme le font souvent les plus âgés est un leurre, tandis que les plus jeunes sont bourrés d'illusions, un autre leurre.

Pendant plus d'un demi-siècle, depuis beaucoup plus longtemps en réalité, on leur a présenté la situation (et les différents acteurs politiques) de manière contradictoire, sans qu'ils puissent en comprendre la finalité pour avoir cédé à la tentation de recourir à la propagande qui privilégiait un des aspects de la situation, alors qu'il aurait fallu les traiter ensemble pour éviter qu'ils ne se fassent des illusions sur leur condition ou l'évolution à venir de la société, si la classe ouvrière ne parvenait pas à s'emparer du pouvoir politique. Dit autrement, on a favorisé un des aspect de la réalité en le présentant sous un angle progressiste au détriment d'un autre franchement détestable ou réactionnaire, en estimant que c'était le meilleur moyen d'avancer vers notre objectif politique, ce qui encouragera militants et travailleurs à oublier ou à ne pas prendre conscience de la véritable nature de la société ou du régime ainsi que celle de certains acteurs qui intervenaient à leur côté, nature qui n'était pas franchement à leur avantage pour être animée fondamentalement de mauvaises intentions à leur égard ou guidée par des intérêts opposés aux leurs.

En adoptant cette stratégie, l'avant-garde du mouvement ouvrier n'a fait qu'inciter militants et travailleurs à adopter la théorie selon laquelle le progrès social qui avait accompagné le développement du capitalisme devait être infini, ajoutons, et pour peu que la classe ouvrière se mobilise avec ses organisations la condition des exploités devrait s'améliorer sans cesse jusqu'à réaliser le socialisme, les uns le déclaraient ouvertement, les autres s'en défendaient tout en sachant que c'était ce que sous-entendait cette stratégie, ou ils savaient pertinemment que la plupart des travailleurs et des militants l'interpréteraient de cette manière-là, parce que cela semblait plus à leur portée et pour tout tout dire préférable car moins aléatoire, dangereux ou violent qu'une révolution.

C'était ignorer que cette situation ne durerait pas indéfiniment ou faire l'impasse que le moment venu les différents acteurs sur lesquels comptaient la classe ouvrière pour se mobiliser répondraient aux abonnés absents et qu'ils demeureraient seuls, sans direction face à l'offensive engagée par le capital pour broyer tous leurs acquis sociaux et politiques. Ces acteurs vous les connaissez très bien, le PS et le PCF, des ennemis de la classe ouvrière qu'on nous a vendus comme ses alliés ou ses représentants pendant un siècle.

Le PS nous a été présenté sous un angle particulièrement avantageux, alors qu'il était foncièrement anticommuniste, anti-social, anti-ouvrier, ce que chacun est bien obligé d'admettre en 2017, mais il l'était déjà il y a plus d'un siècle en arrière. Quant au PCF, tout aussi anticommuniste, il nous fut présenté successivement sous un aspect monstrueux, puis sous un jour plus fréquentable au point de revendiquer sa présence dans un gouvernement au côté du PS, au nom de la classe ouvrière qui était invitée à

formuler au plus haut niveau des illusions dans ces partis, ce dont elle s'abstiendra sans qu'on se demande pourquoi.

Jusqu'à présent je m'en étais tenu à l'explication consistant à dire qu'elle n'avait plus d'illusions sur la volonté de ces partis de changer la société, mais cette explication était incomplète, il fallait ajouter qu'elle n'avait pas ou plus l'intention de changer la société parce qu'elle avait été corrompue par le capitalisme et qu'elle s'était éloignée du socialisme au point de ne plus savoir ce que cela signifiait vraiment. Cette explication qui est conforme à la réalité quand on observe le mode de vie et de pensée de la classe ouvrière, vous ne la trouverez dans aucune des publications des différents courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier depuis la mort de Trotsky en 1940, bien que je ne les aie pas toutes lues, je ne prends aucun risque en l'affirmant. Or, c'est un des facteurs déterminants qui permet de comprendre la situation, comment et pourquoi le mouvement ouvrier s'est décomposé au point de soutenir la propagande de l'OTAN en Syrie par exemple, un véritable cauchemar pour un militant ouvrier.

Terminons pour aujourd'hui en revenant à notre sujet.

Tous les partis ouvriers sans exception se sont alignés sur les versions officielles que les représentants de la classe dominante et ses médias ont adoptées des principaux évenements qui se sont produits dans le monde depuis 2001 pour ne pas remonter plus loin. Tous ont versé à des degrés divers dans la désinformation, la manipulation ou la falsification des faits, de la réalité. Tous ont ainsi oeuvré délibérément à empêcher les travailleurs et les militants à compendre la situation, à élever leur niveau de conscience. On a dit qu'ils s'étaient employés à minimiser, à placer au second plan ou à faire passer à la trappe les mauvaises intentions du PS et du PCF vis-à-vis des travailleurs, en fait, ils n'ont rien fait d'autres qu'imiter ces partis qui n'ont fait que servir d'alibi ou de cache-misère à leurs basses manoeuvres et à leurs intentions inavouables. J'allais écrire qu'ils en récoltaient les fruits aujourd'hui mais cela aurait été une erreur, car en fait ils ont atteint leur but en empêchant qu'un véritable parti ouvrier ne se construise sur les bases du socialisme.

Momentanément de nombreux travailleurs et militants se tournent vers d'autres sources pour obtenir les informations que les médias et les partis politiques censurent, afin de se faire leur propre idée sur la situation et décider quel type d'actions ils vont soutenir en attendant des jours meilleurs, où une nouvelle génération de militants renouera avec le socialisme, le plus tôt serait le mieux car il y a urgence.

Apprentis sorciers ou monstruosité. Vive le nucléaire !

La Tribune des Travailleurs (https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs)

10 janvier 2017 – Le comité d'entreprise d'EDF a rendu un avis négatif sur la fermeture de la centrale de Fessenheim. Ce vote attendu des syndicats n'est que consultatif. Il symbolise l'opposition à ce projet très politique, dont les chances d'aboutir se réduisent au fur et à mesure que la fin du quinquennat Hollande approche.

A l'époque de la catastrophe d'AZF ma fille et sa mère habitaient à Toulouse, cette dernière m'avait raconté qu'elle avait été stupéfaite d'entendre les militants locaux du PT exiger que cette usine de produits chimiques soit reconstruite au même endroit.

Depuis elles sont parties vivre à la Réunion, et bonne anniversaire à ma fille au passage si elle me lit.

D'illusions en désillusions sans être capable d'en tirer tous les enseignements.

Vidéo. Barack Obama, le marketing, & l'Empire (par John Pilger)
https://www.youtube.com/watch?v=bZHJRe9Amns

Barack Obama, durant sa dernière année au pouvoir, a largué plus de 26 000 bombes sur 7 pays différents, et pourtant les médias « progressistes » et la gauche bien-pensante dans son ensemble pleurent douloureusement son départ, pour la seule raison qu'il avait l'air cool et classe en le faisant. Cela témoigne de l'emprise et de l'influence du marketing sur l'opinion publique, puisqu'en 2008, Barack Obama, en tant que marque / produit, recevait le « prix marketing de l'année » pour sa campagne présidentielle, devançant Apple et Nike.

Le monde est plus que jamais dirigé par une aristocratie de corporations et de superpuissances, dont la propagande publicitaire, omniprésente, joue sur les sentiments pour altérer la perception de la réalité. Ce type est un meurtrier. Comme la plupart des présidents. Même s'il sourit et qu'il est noir. arretsurinfo.ch 15.01

John Pilger est un journaliste, qui comme la plupart des intellectuels et les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier avait émis des illusions dans Obama parce qu'il était incapable de se situer sur le terrain de classe du prolétariat ; dire qu'ils avaient eu des illusions dans Obama revenait à manifester leurs illusions dans le capitalisme et un de ses représentants, puisque c'était les oligarques et Wall Street qui avait financé sa campagne électorale. C'est là qu'on mesure à quel point ils sont inconsistants.

Soumis à l'influence de l'idéologie dominante, il avait suffit que le nouveau président soit noir ou d'origine africaine pour éclipser la

lutte des classes de leurs analyses, rendant incompréhensible la période qui allait suivre ou participant à la confusion générale qui allait profiter à l'oligarchie.

Il semblerait que l'enthousiasme plus ou moins accentué dont ils avaient fait preuve à l'annonce de l'élection de Trump soit rapidement retombé, après qu'il eut annoncé la liste des membres de son gouvernement, qui présage la continuité de la politique menée par son prédécesseur à la Maison Blanche, en pire puisqu'encore une fois il ne peut pas en être autrement. A suivre

Tenez, un élément tout frais qui le confirme.

- Dimanche dans les quotidiens britannique Times et allemand Bild. - Francetv info

M. Trump a jugé que Berlin, plutôt que d'accueillir des réfugiés, aurait mieux fait de militer pour des zones d'exclusion aérienne en Syrie pour protéger la population des bombardements. "Les pays du Golfe auraient dû payer pour ça, après tout ils ont plus d'argent que quiconque", a-t-il dit. AFP 16.01

On sait depuis l'expérience de la Libye ce que signifie l'imposition à un Etat indépendant en guerre contre les USA/OTAN de "zones d'exclusion aérienne", l'impossibilité pour l'armée de cet Etat de bombarder les positions de l'armée supplétif de l'OTAN composée de barbares armés par elle et ne reculant devant aucune cruauté pour réduire son ennemi et aboutir à la chute du régime en place.

C'est cela que Trump vient de revendiquer dimanche, à en faire regretter Hollande de l'avoir diabolisé...

Il est dit que criminel de guerre Hollande poursuivra sa sale besogne jusqu'au dernier jour de sa législature

Bachar Al-Assad ne peut pas "être la solution du problème" syrien, lance Hollande - Francetv info 15.01

Commentaire d'un internaute.

- "Demandez aux chrétiens de Syrie qui ils veulent au pouvoir, Bachar a été le seul à les protéger. Et que dire des Saoudiens qui massacrent le Yémen sans qu'on dise quoi que ce soit.... Il faut dire que la France lui vend les armes...".

Le Council on Foreign Relations a tenu les comptes.

- Les Etats-Unis ont largué l'équivalent de trois bombes par heure dans le monde en 2016 - Arrêt sur Info

Un rapport du Council on Foreign Relations (CFR) a montré que Washington a bombardé la Syrie, le Pakistan, l'Afghanistan, la Libye, le Yémen ainsi que la Somalie en 2016. Pas moins de 26 171 bombes ont été larguées. 72 par jour. Trois par heure.

Les frappes militaires américaines ont été nombreuses en 2016. Très nombreuses. Alors que Barack Obama s'apprête à laisser sa place à Donald Trump dans le fauteuil du Bureau Ovale, le Council on Foreign Relations (CFR) a publié une étude sur les bombardements des forces étasuniennes l'année dernière.

Le toujours président des Etats-Unis avait fait du désengagement militaire de son pays une promesse de campagne, pourtant, le think-tank basé à New-York nous apprend que Washington a bombardé au moins sept nations en 2016 : la Syrie, l'Irak, le Pakistan, l'Afghanistan, la Libye, le Yémen et la Somalie.

Les chiffres publiés par le CFR sont impressionnants : 26 171 bombes larguées. Cela représente 72 bombes par jour et trois… toutes les heures. Pourtant, l'organisme de la Grande Pomme assure que ces estimations sont «indiscutablement sous-estimées, considérant que les données fiables pour les frappes aériennes ne sont disponibles que pour le Pakistan, le Yémen, la Somalie et la Libye». De plus, selon le CFR, «une seule « frappe » peut en réalité faire référence à plusieurs bombes et munitions d'après la définition du Pentagone».

Sans surprise la très grande majorité des bombardements américains ont concerné la Syrie et l'Irak. 24 287 bombes y ont été larguées selon les comptes du CFR. Toujours d'après les chiffres du think-tank, en 2015, les Etats-Unis avaient largué 22 110 bombes sur les deux nations arabes.

En juillet 2016, Barack Obama enterrait sa promesse de désengager ses troupes d'Afghanistan en annonçant que 8 400 soldats resteraient déployés dans le pays jusqu'à début 2017. De son côté, l'aviation américaine a augmenté la cadence. D'après le CFR, 1 337 bombes ont frappé l'Afghanistan en 2016 contre 947 en 2015. Arrêt sur Info 11.01 (Source:https://francais.rt.com)

Voilà qui va les rendre encore plus hystérique... à moins que ?

- Moscou et Ankara ont signé un mémorandum garantissant la sécurité des vols en Syrie - sputniknews.com

Le ministère russe de la Défense et l'état-major des forces armées de la Turquie ont signé un mémorandum sur la prévention des incidents et la garantie du maintien de la sécurité des vols aériens au cours des opérations en Syrie, selon le département de l'information et des communications de masse du ministère russe de la Défense.

Comme indiqué, le mémorandum a été signé jeudi au ministère russe de la Défense au cours des consultations des forces armées de la Russie et de la Turquie sur les questions de la coopération russo-turque dans la lutte contre le groupe terroriste EI (Daech) en Syrie. « Le document définit les mécanismes de la coordination et de la coopération de l'aviation des forces aériennes russes et turques lors des frappes sur les installations des terroristes, ainsi que l'ordre des actions des parties en matière de prévention des incidents lorsque les avions et les drones se trouvent dans l'espace aérien syrien », lit-on dans le message. sputniknews.com 12.01

Trumperitudes, grandes manoeuvres et mystification.

- Donald Trump s'en prend à une icône des droits civiques - AFP

Voilà comment ils alimentent le communautarisme et le racisme.

John Lewis, 76 ans, pilier démocrate du Congrès depuis trois décennies, une référence assurément, un Noir, intouchable à ce niveau-là, un saint homme. Qui plus est, je cite l'AFP, il avait participé aux marches de protestation de Selma à Montgomery, menées dans l'Etat de l'Alabama (sud) en 1965 au nom du droit de vote des Noirs, qui ont marqué la lutte des droits civiques aux Etats-Unis, j'ajoute, peu importe comment il a évolué par la suite, une icône de la vertu qui dans la foulée a répondu à Trump dimanche sur par la chaîne NBC : "Je ne considère pas ce président élu comme un président légitime" et d'enchaîner : "Les Russes ont contribué à l'élection de cet homme. Et ils ont pris part à la destruction de la candidature de (la démocrate) Hillary Clinton" la va-t-en-guerre corrompue et pourrie jusqu'à l'os, bref une pourritude...

- Rapport compromettant sur Trump, «un faux complet» - sputniknews.com

Le renseignement US a reconnu le récent rapport compromettant pour Donald Trump comme étant un «faux», a annoncé via son compte Twitter le président américain élu lui-même.

À l'approche de son investiture au poste présidentiel, Donald Trump a déclaré que « des sources » au sein des services de renseignement estimaient que le « dossier Trump » était « un faux complet », sans plus de détails. sputniknews.com 14.01

- Le Sénat américain va enquêter sur l'espionnage russe - Le Huffington Post

- Trump n'exclut pas de lever les sanctions imposées à la Russie - Reuters

Donald Trump laisse entendre dans un entretien accordé au Wall Street Journal qu'il pourrait lever les sanctions imposées fin décembre à la Russie et ne pas se tenir au principe d'une seule Chine qui fonde les relations entre Pékin et Washington. Reuters

- Début à Washington d'une semaine de manifestations anti-Trump - Reuters

Une semaine de manifestations avant l'investiture de Donald Trump a débuté samedi par une marche à Washington pour protester contre les commentaires du futur président des Etats-Unis sur les musulmans, Mexicains et autres minorités. Reuters

En complément

- Otan: les soldats américains accueillis en héros en Pologne - AFP

Trump, la marionnette des chefs de guerre du Pentagone

- Pour le futur chef du Pentagone, il faudra faire face à la Russie - Reuters

L'ex-général James Mattis, choisi par Donald Trump pour diriger le Pentagone dans la prochaine administration, a déclaré jeudi au Congrès qu'il fallait prendre conscience que Vladimir Poutine tentait de briser l'Alliance atlantique dans le cadre d'une offensive plus large menée par différents acteurs contre la stabilité mondiale.

L'ordre mondial, a-t-il dit, "est soumis à la plus grande attaque depuis la Deuxième Guerre mondiale, et elle est menée par la Russie, par les groupes terroristes et par ce que la Chine fait en mer de Chine méridionale".

Il a par la suite ajouté l'"influence maligne" de l'Iran à la liste des défis qui l'attendent, qualifiant Téhéran de "principale force déstabilisatrice au Proche-Orient".

"Je suis entièrement acquis au dialogue mais nous devons aussi voir la réalité ce que représente la Russie", a-t-il dit, ajoutant un peu plus tard lors de son audition que les menaces principales contre les intérêts vitaux des Etats-Unis "commençaient en Russie".

Dans son propos liminaire, il avait indiqué: "Nous avons noué un dialogue avec la Russie même aux heures les plus sombres de la Guerre froide, et je soutiens le désir du président élu de nouer un dialogue avec la Russie à présent.

"Dans le même temps, lorsque nous identifierons d'autres domaines où nous ne pouvons pas coopérer, nous devrons affronter le comportement de la Russie et nous défendre si la Russie choisit d'agir à l'encontre de nos intérêts."

Mattis a précisé devant les sénateurs que les domaines où la coopération était possible était en "nombre décroissant".

Mattis a évoqué l'implication russe dans les cyberintrusions de même que dans la "guerre de l'information". Il a aussi énuméré des violations de traités, des opérations de déstabilisation de pays tiers et les "messages alarmants émanant de Moscou concernant l'utilisation d'armes nucléaires".

"Nous savons qu'il (Poutine) essaie de briser l'Alliance atlantique", a-t-il insisté, qualifiant l'Otan d'élément central de la défense des Etats-Unis.

Le sénateur John McCain, président républicain de la commission des Forces armées, a dit pour sa part que rien ne pouvait le rendre "plus heureux" que la nomination de Mattis à la tête du Pentagone.

"Poutine veut être notre ennemi. Il a besoin de nous en tant qu'ennemi. Il ne sera jamais notre partenaire", a-t-il dit en ouvrant la séance. "Il pense que pour renforcer la Russie, il faut affaiblir l'Amérique. Nous devons procéder de manière réaliste sur cette base-là."

En attendant la confirmation de sa nomination, l'ex-général Mattis, 66 ans, a franchi une première étape en obtenant jeudi une dérogation au Sénat: il n'a en effet quitté les rangs de l'armée qu'en 2013, quand la loi rend techniquement inéligible à la tête du Pentagone les ex-militaires n'ayant pas été rendus à la vie civile depuis au moins sept ans. Les sénateurs lui ont accordé cette dérogation par 81 voix contre 17.

James Mattis a obtenu dans la foulée l'accord de la commission des Forces armées de la Chambre des représentants par 34 voix contre 28.

"Je reconnais que mon potentiel rôle civil diffère en essence et en substance de mon ancien rôle sous l'uniforme", a indiqué Mattis dans son propos liminaire dont le texte a été diffusé à l'avance. Reuters 13.01

Commentaires d'internautes

1- Quand les USA parlent de menace contre leurs intérêts vitaux, il faut comprendre menace contre leur domination du monde.

2- Au cas où quelqu'un aurait été assez naïf pour croire qu'il y aurait un réel changement avec Trump, et douterait encore que la politique des U.S.A, comme celle de bien d'autres pays d'ailleurs, est dictée par la haute finance et le lobby militaro-industriel....

3- Encore un ton de guerre froide de la part des Américains qui en réalité déstabilisent le monde avec leurs guerres et poussent sans cesse leurs pions pour affaiblir la Russie. Les Américains ont toujours besoin d'un ennemi pour justifier leur expansionnisme en se servant notamment de l'Otan dont le chapelet de bases encercle la Russie.

En complément et en signe de "paix".

- Les USA testent une nouvelle bombe thermonucléaire - sputniknews.com

Le Pentagone a l'intention de lancer dès mars 2017 les essais de qualification d'une nouvelle bombe thermonucléaire B61-12.

A leur issue, la liste des avions à même d'embarquer cette munition sera élargie. Une production en série réduite de la nouvelle arme devrait être lancée en 2018. sputniknews.com 12.01

Sans attendre que le nouveau gouvernement s'emmêle.

- Plainte des Etats-Unis contre la Chine sur l'aluminium - Reuters

Le gouvernement des Etats-Unis a déposé jeudi une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre les subventions chinoises à l'aluminium, accusant la Chine de gonfler "artificiellement" sa part de marché par le biais de prêts bon marché et de subventions.

Cette plainte, qui prévoit toutefois des consultations avec Pékin, devrait intensifier un peu plus les tensions commerciales entre les deux superpuissances économiques. Le président élu Donald Trump, dont l'entrée en fonctions aura lieu la semaine prochaine, a fait de la réduction du déficit commercial avec la Chine une priorité absolue.

La plainte, déposée par le Bureau du délégué américain au commerce, affirme que les décisions de la Chine dans le secteur de l'aluminium enfreignent les règles de l'OMC qui interdisent toute subvention susceptible de causer un "grave préjudice" à un ou plusieurs de ses membres.

Elle évoque des prêts publics jugés trop avantageux et des prix "artificiellement bas" pour certaines composantes de la production d'aluminium (électricité, charbon, alumine) qui sapent les prix mondiaux et gonflent de façon non naturelle la part de marché de la Chine.

"La Chine donne à son industrie de l'aluminium un avantage indû par le biais de prêts sous-évalués et d'autres formes de subventions publiques illicites", dit le président sortant Barack Obama dans un communiqué accompagnant la plainte.

"Ce type de politique a nui aux producteurs américains et a contribué à une saturation mondiale de l'acier, de l'aluminium et d'autres secteurs", poursuit Obama. "Nous agissons pour protéger les salariés, chez nous et de par le monde, affectés en permanence par ces politiques. C'est ce que nous avons toujours fait".

Cette plainte fait suite à une demande de saisine de l'OMC formulée en octobre par six sénateurs américains, dont deux de l'Ohio, un Etat qui abrite plusieurs producteurs d'aluminium, à la suite des quelque 15.000 emplois perdus par le secteur ces dernières années.

"Quand la Chine fait baisser les prix de l'aluminium en trichant, les travailleurs et les producteurs de l'Ohio en paient le prix", constate le sénateur démocrate de l'Ohio Sherrod Brown, dans un communiqué publié mercredi.

Selon les services du délégué américain au Commerce, les capacités de production d'aluminium de la Chine ont plus que quadruplé de 2007 à 2015, alors que les prix mondiaux ont chuté de 46% environ. La Chine produit actuellement plus de la moitié de l'aluminium mondial.

Dans le même temps, la production américaine a chuté de 37% et neuf des 14 fonderies d'aluminium ont cessé toute production depuis 2011, une seule opérant au maximum de ses capacités.

Cette plainte est la 16e déposée contre la Chine auprès de l'OMC au cours des huit années des deux mandats de Barack Obama. Reuters 12.01

Incroyable, le New York Times vous informe... ou presque !

Si c'est le New York Times qui le rend public, alors que cela va à l'encontre de la propagande de l'oligarchie qu'il diffuse depuis 2011, exceptionnement on va le croire.

- Preuve audio : John Kerry confirme en privé soutenir et armer Daesh - voltairenet.org

Le New York Times a publié le 30 septembre 2016 des extraits de l'enregistrement audio d'une conversation entre le secrétaire d'État, John Kerry, et des membres de « l'opposition » syrienne. La conversation a eu lieu le 22 septembre 2016, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. On l'y entend déplorer que le Congrès US refuse d'envoyer des hommes renverser la République arabe syrienne et conseiller aux opposants de se trouver une autre puissance militaire pour faire le travail à leur place et les porter au pouvoir.

Les extraits choisis par le New York Times laissaient comprendre que le département d'État ne pouvait plus soutenir la

Coalition nationale de l'opposition et lui demandait de se tourner vers d'autres sponsors.

L'enregistrement complet de 36 minutes a été publié, le 1er janvier 2017, par The Last Refuge [1]. Il modifie totalement le sens de la conversation et atteste par conséquent que le choix des extraits initialement publiés par le New York Times visait en réalité non pas à accuser l'administration Obama, mais à la protéger.

Dans l'enregistrement complet, on entend le secrétaire d'État.

- confirmer que le but stratégique de la guerre menée depuis 2011 par l'administration Obama contre la République arabe syrienne est de renverser le régime.

- confirmer que l'administration Obama espérait que Daesh serait en mesure de renverser à sa place la République arabe syrienne.

- confirmer que l'administration Obama a approvisionné Daesh en armes pour qu'il renverse la République arabe syrienne.

Cet enregistrement met fin au mythe de la prétendue révolution syrienne aussi bien qu'à celui de la lutte de l'Occident contre Daesh. Il permet de mieux comprendre les tensions au sein de l'administration Obama et la démission du général Michael Flynn. En droit international, le soutien à Daesh viole plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et constitue un crime contre l'Humanité.

[1] "Absolutely Stunning – Leaked Audio of Secretary Kerry Reveals President Obama Intentionally Allowed Rise of ISIS…", The Last Refuge (The Conservative Tree House), January 1, 2017. voltairenet.org 12.01

France. Décomposition politique et mystification

Ce sera peut-être le score du candidat du PS au soir du 1er tour de la présidentielle en mai prochain ?

- Mauvaise audience pour le débat de la primaire de la gauche beaucoup moins suivi que celui de la droite - Le HuffPost

Moins de 4 millions de personnes (3,8 millions - ndlr) étaient devant TF1, presque 2 millions de moins (1,8 million - ndlr) qu'en octobre dernier.

L'autre comparaison délicate pour la primaire du PS version 2017 est celle avec le premier débat de la primaire de 2011. Les échanges entre François Hollande, Martine Aubry, Ségolène Royal avaient rassemblé 4,9 millions de téléspectateurs.

Alors que 4 millions de Français ont voté à la primaire de la droite et que 2,6 millions l'avaient fait pour la gauche en 2011, le PS espère toujours atteindre la barre des deux millions. Le HuffPost 13.01

En famille. Ils partagent tous le bilan de Hollande le honni.

- Le bilan de Hollande jugé contrasté lors du débat de la primaire - Reuters

Débat de la primaire de la gauche: le bilan de Hollande en un mot? (Presque) aucun candidat n'y est arrivé Le Huffington Post

Invités à donner leur sentiment sur le quinquennat qui s'achève, la plupart des sept interlocuteurs ont visiblement eu du mal à accabler le président de la République tout en cherchant à démontrer l'utilité de leur candidature.

Résumer le bilan de François Hollande en un mot, telle était la mission impossible fixée aux candidats de la primaire de la gauche lors du premier débat télévisé qui les a opposés ce jeudi 12 janvier.

Invités à donner leur sentiment sur le quinquennat qui s'achève, la plupart des sept interlocuteurs ont visiblement eu du mal à accabler le président de la République tout en cherchant à démontrer l'utilité de leur candidature.

Pourtant farouchement hostiles à François Hollande, Arnaud Montebourg a tenu à énumérer les succès du quinquennat tout en critiquant un bilan "difficile à défendre". Dans le même esprit, Benoît Hamon a regretté les arbitrages du président en critiquant des réformes "au milieu du guet". Pourtant un soutien indéfectible du chef de l'Etat, le démocrate écolo Jean-Luc Bennahmias a hésité avant d'attribuer un "peut mieux faire" tandis que François de Rugy se contentait d'un "bilan contrasté et en demi-teinte". Même Vincent Peillon, qui se pose en candidat du "rassemblement" a décrit le bilan du chef de l'Etat comme celui d'une "profonde incompréhension".

Au final, comme on peut le voir dans la vidéo ci-dessus, Manuel Valls a été le premier à se conformer à la règle du jeu. Et avec un certain panache puisqu'il a résumé le bilan du président de la République avec le mot "fierté". "Fierté d'avoir servi les Français dans une période difficile. Face aux crises. Face au terrorisme", a assumé l'ancien ministre de l'Intérieur et ex-premier ministre, revendiquant l'héritage de la dimension régalienne du bilan.

Dans la foulée, la candidate du PRG Sylvia Pinel a elle aussi trouvé son mot: "responsabilité" d'avoir gouverné et de défendre un bilan "à porter" même s'il est au final très contesté par les Français. Le Huffington Post 13.01

Comment l'oligarchie fabrique à l'américaine son élu à la primaire bis de la droite : Valls.

- L'intérêt pour la primaire initiée par le PS progresse légèrement, à huit jours du premier tour, selon un sondage Elabe pour BFM TV publié samedi.

43% des sondés ("1 en trois jours) se disent "intéressés par cette élection: 31% s'y intéressent "assez" et 12% "beaucoup". 56% (-2) ne s'y intéressent pas (31% "pas vraiment" et 25% "pas du tout").

Parmi les sympathisants de gauche, ils sont 68% ("2) à s'intéresser à la primaire (24% "beaucoup" et 44% "assez"). 32% (-2) ne s'y intéressent pas (8% "pas du tout" et 24% "pas vraiment").

31% des personnes interrogées souhaitent la victoire le 29 janvier de Manuel Valls (stable), devant Benoît Hamon (25%, +1), Arnaud Montebourg (24%, stable) et Vincent Peillon (8%, -1). La victoire de Sylvia Pinel est souhaitée par 5% des sondés, celle de François de Rugy par 3% et celle de Jean-Luc Bennahmias par 1%. 3% sont "sans opinion".

Chez les sympathisants de gauche, M. Valls recueille 31% de souhaits de victoires (43% chez les sympathisants PS, 15% chez les sympathisants de la gauche non socialiste). Benoît Hamon enregistre lui 25% de souhaits de victoires (19% des sympathisants PS, 34% de ceux de la gauche non PS), juste devant Arnaud Montebourg, avec 24% (21% des sympathisants PS, 26% des sympathisants de la gauche non socialiste). AFP 14.01

Les affairistes et la gamelle.

- Guerre froide entre Jean-Luc Mélenchon et les communistes en vue des élections législatives 2017 - Le Huffington Post

Plus encore que le scrutin d'avril et mai, celui de juin représente un enjeu majeur pour le Parti communiste puisque ce sont les voix engrangées aux législatives qui déterminent les subventions que toucheront les formations politiques durant les cinq prochaines années.

Le dialogue étant rompu avec le Parti socialiste et les écologistes, la partie s'annonce toutefois douloureuse dans les 10 circonscriptions où le PCF avait obtenu des élus Front de gauche en 2012. Autant dire que les parlementaires communistes ont très mal digéré d'apprendre que la France insoumise, le mouvement initié par Jean-Luc Mélenchon, envisageait d'investir 577 candidats, y compris dans les circonscriptions tenues par le PC.

Mezzo voce, les communistes mettent en cause les exigences de Jean-Luc Mélenchon qui interdisent tout accord. La charte de la France insoumise prévoit des conditions non négociables aux candidats investis, dont celle de faire campagne sous l'étiquette "France insoumise" et de se rattacher à son association de financement. Concrètement, cela signifie que la comptabilisation des voix engrangées, critère retenu pour l'octroi des subventions, ira à la seule France insoumise qui en reversera une partie aux appareils partenaires. De fait, le PCF se retrouverait affilié économiquement au mouvement mélenchoniste.

"Nous avons prévu un mécanisme de reversement contractuel", rétorque le coordinateur politique du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, Eric Coquerel, qui dément toute volonté de tordre le bras aux communistes. S'agissant de l'étiquette France insoumise, il sera autorisé aux partis d'accoler le logo de leur propre parti à côté. "Jean-Luc Mélenchon veut dépasser les partis, il ne les nie pas", assure Eric Coquerel.

Dans ce climat de guerre froide, les dirigeants du PCF n'ont toutefois que peu de marges de manœuvre. Le parti dirigé par Pierre Laurent est en effet contraint par le vote de ses adhérents qui, contre l'avis de la direction, ont voté le soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Le secrétaire général communiste en est donc réduit aux admonestations verbales.

Le Parti communiste est d'autant plus embarrassé qu'il lui est très difficile de négocier une révision de la charte des Insoumis alors qu'il en boudé la rédaction. En son absence, les mélenchonistes ont également imposé la règle des adhésions directes à la France insoumise, principe auquel le PCF s'était frontalement opposé pour le Front de gauche, le condamnant à demeurer un cartel de partis. Le Huffington Post 14.01

- Le PCF investit ses 253 premiers candidats aux législatives - AFP

Le Conseil national du Parti communiste a investi samedi ses 253 premiers candidats aux législatives, en pleine polémique avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, la France Insoumise, qui prévoit aussi de présenter des candidats partout.

La liste des 253 candidats, qui comprend une grosse vingtaine de personnes non encartées au parti, "a été adoptée à 91% par le Conseil national", le parlement du PCF, a précisé le Parti communiste dans un communiqué.

Cette première salve d'investitures, qui sera suivie par d'autres, intervient alors que les militants du parti ont décidé fin novembre de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. Mais au fil d'une campagne "autonome" et sur leur propre programme, "la France en commun".

Des dents commencent néanmoins à grincer sur la question des législatives entre les deux organisations, celle de M. Mélenchon souhaitant un "label" France insoumise commun et la signature d'une "charte" qui prévoit notamment l'obligation de la discipline de vote à l'intérieur du futur groupe parlementaire.

De telles conditions ont déjà été repoussées par la direction nationale du PCF. Mardi, le chef de file des députés Front de gauche, André Chassaigne, a protesté contre la présence d'un candidat FI contre lui dans sa circonscription.

"André Chassaigne a raison de pousser un coup de gueule", a réagi mardi le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent. "Face à des députés communistes sortant qui appellent à voter Jean-Luc Mélenchon, on ne voit pas pourquoi il y aurait un candidat de la France insoumise", a-t-il estimé. "Ou alors, il faut accepter tous ensemble de se tirer une balle dans le pied !" AFP 14.01

Mélenchon termine le boulot engagé par Mitterrand pour en finir avec le PCF. Paradoxalement on en tire aucune satisfaction puisqu'on a aucun profit à en attendre, au contraire, il fait le jeu du bipartisme à l'américaine qui se met en place en France et qui en principe devrait profiter au PS, bien qu'il soit mal engagé aujourd'hui pour en profiter, quoique si c'était Hamon ou Montebourg le candidat du PS, Mélenchon n'aurait aucune chance de le devancer. A suivre.

Les temps sont durs...

- Présidentielle: pour Fillon, dur, dur de rassembler - LeParisien.fr

- Ces militants qui désertent le Parti socialiste - LeFigaro.fr

Depuis 2012, plus de 40 000 militants ont quitté le PS, souvent par rejet de la politique menée sous le quinquennat de François Hollande par les gouvernements de Jean-Marc Ayrault et de Manuel Valls. Pour la plupart membres de l'aile gauche du PS, et proches des frondeurs, ils se sont opposés au CICE et au pacte de responsabilité, «des cadeaux faits aux entreprises sans aucune contrepartie d'embauches», selon eux. Ils ont dénoncé la loi travail et le pacte budgétaire européen, «placé sous le signe de l'austérité», et combattu avec succès l'inscription dans la Constitution de la déchéance de nationalité pour sanctionner les auteurs d'actes terroristes.

Devenus orphelins, certains vont voter pour Arnaud Montebourg ou Benoît Hamon, candidats dans le cadre de la primaire de la gauche, d'autres ont rejoint la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. De plus en plus d'élus ont rallié le mouvement En Marche! d'Emmanuel Macron, ce qui ne manque pas d'inquiéter les dirigeants du PS. Certains ont même pris fait et cause pour Marine Le Pen. Un ancien militant L'un d'eux affirme même que le Front national «est le seul parti à défendre les sans dents»! LeFigaro.fr 16.01

- Dans la vallée de la Fensch, la présidentielle, ça ne parle pas - AFP

Dans la vallée de la Fensch, d'Algrange à Florange, on n'y croit plus. Trop loin, trop déconnectés, les candidats à la présidentielle ne donnent plus envie et la politique semble incapable de régler les problèmes. AFP 12.01

Ils osent tout !

Cela vous fait penser à une répartie cinématographique célèbre, bravo !

- L'hommage appuyé du Mali à François Hollande - LeFigaro.fr

Il ne manque plus que celui d'Obama...

- Briois (FN) fustige le "mépris de classe" de Macron - AFP

Vous aurez deviné à quoi on les reconnaît...

- Pour Valls, Fillon est "prisonnier" de son projet - AFP

Alors que Valls est "prisonnier" de son bilan comme Premier ministre de Hollande...

- A Lille, Macron se réclame de l'histoire d'une terre de "combat social" - AFP

Parole d'un millionnaire ex-banquier et ex-ministre de Hollande...

- « La culture du respect ferait du bien à la France » - LeParisien.fr

Alors que les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient...

- Hirsch plaide pour la création d'une "assurance-maladie universelle" - AFP

Alors qu'il fut ministre de Fillon sous Sarkozy...

Demandez le programme de la réaction

- Artus - À faire des réformes impopulaires, autant qu'elles soient ambitieuses - LePoint.fr

Artus - Il va être nécessaire en France de mettre en place des réformes impopulaires : sur le marché du travail, la réduction des dépenses publiques et la fiscalité

Face à la nécessité de mettre en œuvre des réformes impopulaires, autant qu'elles soient radicales et non marginales, plaide l'économiste de Natixis.

Il va être nécessaire en France de mettre en place des réformes impopulaires : décentraliser dans les entreprises les négociations du marché du travail, la définition de certaines règles du marché du travail ; réduire les dépenses publiques pour financer la baisse des impôts défavorables à la croissance ; réformer la fiscalité pour qu'elle soit plus favorable à l'emploi, à l'investissement des entreprises. Mais ces réformes peuvent être mises en place de manière minimaliste ou bien de manière ambitieuse. Ces réformes étant impopulaires, autant qu'elles soient ambitieuses, radicales et non marginales. ArtusLa première réforme impopulaire mais nécessaire en France est la décentralisation des marchés du travail. Les salaires en France réagissent très peu à la hausse du chômage, à la perte de compétitivité des entreprises, à la dégradation du commerce extérieur, au déficit de compétitivité-coût par rapport à d'autres pays de la zone euro, comme l'Espagne, au ralentissement de la productivité. Les salaires des peu qualifiés, liés au salaire minimum, ne réagissent pas du tout au chômage des peu qualifiés, ce qui reflète l'absence de lien entre la fixation du salaire minimum et le niveau de productivité des peu qualifiés. ArtusL'idée de la décentralisation des négociations du marché du travail est que, si ces négociations sont faites au niveau des entreprises, elles prendront mieux en compte la compétitivité, la productivité, la situation des entreprises, leurs coûts relativement à ceux des concurrents étrangers...

Sous influence. Le sionisme vaut bien l'union nationale.

"C'est bien la violence de l'occupation qui génère celle de la résistance, et cette résistance est légitime."

- Après l'attentat de Jérusalem, Droite, PS et FN à l'unisson ! - Par Bruno Guigue - Arrêt sur Info

Le 8 janvier 2017, une opération de la résistance palestinienne a coûté la vie à quatre soldats de l'armée d'occupation israélienne, dont trois jeunes femmes. Quatre morts de trop dans ce terrible conflit, bien sûr. Mais cette action n'est pas la première que mènent des Palestiniens réduits à se battre contre l'occupant avec leurs faibles moyens. Utilisant un camion-bélier, cette opération meurtrière, à la différence des actions précédentes, n'a frappé que des militaires. Et elle s'est déroulée sur la « promenade de Talpiot », un nouveau quartier juif de Jérusalem érigé sur des terres arrachées aux Palestiniens durant la guerre de juin 1967.

Ni le mode d'action, ni le lieu choisi n'étaient donc indifférents. A Jérusalem-Est annexée, plus qu'ailleurs, le peuple palestinien est soumis, sur son propre sol, à une occupation et à une colonisation condamnée par le droit international. Dans l'indifférence générale, il subit les humiliations infligées par un occupant surarmé qui bénéficie de la complicité des puissances occidentales et de la passivité des régimes arabes. L'opération du 8 janvier, par conséquent, est le fruit amer de

cette cruelle dépossession du peuple palestinien, de la négation de ses droits les plus élémentaires. C'est bien la violence de l'occupation qui génère celle de la résistance, et cette résistance est légitime.

Les forces politiques françaises ont-elles pris la mesure d'un tel événement et de ce qu'il signifie ? Après cet attentat, considéré par de nombreux observateurs comme le plus grave depuis le déclenchement de « l'Intifada des couteaux », ont-elles médité la phrase célèbre du général de Gaulle accusant Israël, le 27 novembre 1967, d'organiser « sur les territoires qu'il a pris une occupation qui ne peut aller sans oppression, répression et expulsions » et prophétisant la naissance d'une « résistance qu'Israël, à son tour, qualifiera de terrorisme » ?

Loin de là. Au lieu de susciter une analyse objective, l'événement a provoqué une épidémie de mauvaise foi. Championne hors catégorie du soutien à Tel Aviv, Anne Hidalgo a organisé un rassemblement silencieux et illuminé l'Hôtel de Ville de Paris aux couleurs d'Israël. « Ce soir nous sommes face à l'Hôtel de Ville de Paris illuminé en mémoire des victimes de l'attentat de Jérusalem #TousUnisContreLeTerrorisme », a tweeté de son côté le Conseil représentatif des institutions juives de France. Chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault ne pouvait demeurer en reste. Il a dénoncé un « acte ignoble » et exprimé la « solidarité de la France avec Israël ».

A cette belle harmonie entre le PS et le CRIF, la droite n'a pas manqué d'apporter sa contribution. Son chef de file, François Fillon, a immédiatement réagi : « Solidarité avec le peuple israélien après l'attentat de Jérusalem. Soyons unis contre le terrorisme ». Visiblement frappé d'amnésie gaulliste, le candidat des Républicains à l'élection présidentielle a perdu de vue la distinction entre le terrorisme et la résistance à une occupation illégale. Celui que l'on créditait un peu vite d'un certain courage sur les questions internationales vient aussi de déclarer, sur Bfm/Tv, que « Bachar Al-Assad est un dictateur et un manipulateur ». Pour peu, on aurait presque oublié qu'il fut le premier ministre de Nicolas Sarkozy, passé à la postérité comme le fossoyeur de l'héritage gaulliste.

Au Front national, enfin, même son de cloche. « Soutien au peuple israélien après le terrible attentat islamiste de Jérusalem », a twitté le 9 janvier la présidente du Front national. Une fois de plus, l'opération du 8 janvier est qualifiée dans des termes qui en interdisent toute intelligibilité. L'islamisme supposé de cette action armée agit comme un mot-écran, qui dispense de toute analyse politique sur l'oppression coloniale en Palestine. Il est vrai que la famille Le Pen n'a jamais été très ardente dans la lutte contre le colonialisme. Et si l'on est, en principe, pour l'indépendance de la France, on sait aussi faire des exceptions. Tous ceux qui s'imaginent que la présidente du FN s'affranchit de tous les communautarismes, et pas seulement de celui qu'elle prête aux musulmans, en seront pour leurs frais. Arrêt sur Info 11.01

ACTUALITE EN TITRES

La lessiveuse de l'aristocratie

- Surprise dans l'affaire Wildenstein: les héritiers sont relaxés - LeFigaro.fr

Racket

- Le prix du PV de stationnement de base grimpera jusqu'à 50 euros à Paris - Boursier.com

La ville de Paris va profiter de la réforme des PV de stationnement, initialement programmée pour 2016 et reportée à 2018 pour fortement relever le prix de l'amende de base.

Elle va passer de 17 euros actuellement à 50 euros, dans le centre de Paris et à 35 euros dans les arrondissements périphériques, a annoncé la mairie...

Si la contravention est réglée dans les 72 heures, l'amende sera minorée à 35 euros dans le centre et à 24,50 euros en périphérie.

Pour ceux qui estimeraient ce montant trop élevé, Christophe Najdovski, adjoint en charge des transports, rappelle que nos voisins européens sont beaucoup plus sévères en la matière: elle est de 96 euros à Londres, 90 euros à Barcelone ou encore 55,50 euros à Amsterdam. Boursier.com

Ouf, ici en Inde c'est gratuit ! Je n'ai pas de bagnole et je n'en aurai jamais plus, le scooter me suffit.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

- Tunisie: 6e anniversaire la révolution sur fond de contestation sociale - AFP

La Tunisie a marqué samedi le sixième anniversaire de la chute du dictateur Zine el Abidine Ben Ali sur fond de contestation sociale qui s'étend, le Premier ministre déplorant l'échec des gouvernements successifs à réaliser les objectifs économiques et sociaux de la révolution.

Dans la capitale, la foule s'est rassemblée sur l'avenue Habib-Bourguiba, l'une des principales artères de Tunis en présence de membres de partis politiques et d'ONG, et sous un dispositif de sécurité renforcé en raison des craintes d'attentat.

Selon les médias locaux, aucune festivité n'a eu lieu ailleurs dans le pays.

La révolution avait été déclenchée à la suite de l'immolation par le feu le 17 décembre 2010 du vendeur ambulant Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, dans le centre-ouest défavorisé de la Tunisie, qui a donné lieu à un mouvement de protestation contre le chômage et la vie chère.

Les manifestations, marquées par des émeutes sanglantes, s'étaient ensuite étendues à tout le pays. Sous la pression populaire, Ben Ali a pris la fuite pour l'Arabie saoudite le 14 janvier 2011.

Six ans après, Sidi Bouzid connaît de nouveaux troubles sociaux ainsi que la région de Ben Guerdane (sud-est) et la contestation semble s'étendre.

Samedi encore, des dizaines de chômeurs ont manifesté à Sidi Bouzid, en scandant "Le travail est un droit, bande de voleurs" ou encore "Travail, liberté, dignité, patrie", deux slogans phares de la révolution, selon un correspondant de l'AFP.

Par ailleurs, quelque 150 chômeurs ont brûlé des pneus pour bloquer la route principale de Menzel Bouzaiane, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Sidi Bouzid, en chantant les mêmes slogans, d'après la même source.

Des protestations similaires ont eu lieu à Meknassi, près de Sidi Bouzid, où une grève générale a été observée jeudi pour réclamer des emplois et le développement de la région.

A Ben Guerdane, ville proche de la frontière libyenne, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour répondre aux jets de pierres de manifestants, selon des témoins et des médias locaux. Les manifestants ont utilisé des pneus et des poubelles pour bloquer les routes. Ils réclament l'ouverture du poste-frontière de Ras Jédir et le libre passage des marchandises.

"Si nous voulons que cette démocratie devienne solide, nous devons atteindre les objectifs économiques et sociaux de la révolution, à savoir l'emploi et la dignité. Aujourd'hui, nous n'y parvenons pas car le chômage et les inégalités sociales ont augmenté et les régions marginalisées le sont encore", a déclaré vendredi soir le Premier ministre Youssef Chahed à la télévision nationale.

Samedi, le président Beji Caïd Essebsi a annoncé de nouveaux projets lors d'un déplacement dans le gouvernorat de Gafsa (centre).

Selon la télévision privée "Nessma", des heurts ont éclaté lors du passage du convoi présidentiel, les forces de l'ordre répondant avec des tirs de grenades lacrymogènes aux jets de pierres de certains manifestants. AFP 15.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Le système de santé publique anglais "au bord de la rupture" - AFP

La Croix-Rouge décrit une "crise humanitaire", les médecins déplorent des conditions dignes du "tiers monde": le système de santé public NHS, fierté britannique depuis 1948, traverse une crise inédite cet hiver qui commence à rattraper la Première ministre Theresa May.

La photo a fait le tour des réseaux sociaux et la Une du quotidien Daily Mirror. Elle montre le petit Jack, 22 mois, seulement vêtu d'une couche. Faute de lit, il dort sur une couverture posée sur deux chaises en plastique rouge. Malgré une suspicion de méningite, Jack a attendu cinq heures aux urgences avant de voir un médecin.

Comme tous les hivers, le National Health Service est "au bord de la rupture" selon les médecins et organisations hospitalières. Système de soins gratuit, le cinquième employeur mondial (1,5 million de salariés) est une institution sacrée. "Notre religion nationale", disait l'ex-ministre Nigel Lawson.

Le NHS représente un enjeu politique crucial qui décide des élections. Les partisans du Brexit en avaient fait l'un de leurs principaux thèmes de campagne, promettant, chiffres racoleurs et tronqués à l'appui, de renflouer les caisses du NHS avec l'argent qu'il n'y aurait plus à envoyer à Bruxelles.

Mais le NHS est aussi un modèle en crise, confronté au vieillissement de la population, à la croissance démographique et aux politiques d'austérité.

Alors, il suffit de la moindre alerte, comme l'épidémie de grippe cette année, pour enrayer le système. Depuis l'automne, le temps d'attente aux urgences explose: 23% des patients ont attendu plus de quatre heures avant de voir un médecin la semaine dernière. Deux patients sont morts sur un brancard dans un couloir du Worcestershire Royal Hospital cette semaine. Partout, il manque des lits, des ambulances, des médecins.

Le docteur Richard Kerr, membre du Collège royal des chirurgiens, dit n'avoir jamais vu une telle détérioration en 26 ans de carrière.

La situation est si alarmante que la Croix-Rouge a été appelée à la rescousse. "Nous sommes face à une crise humanitaire", a souligné son directeur général Mike Adamson.

La Première ministre conservatrice Theresa May a dénoncé ces propos qualifiés d'"irresponsables et exagérés".

Afin de désengorger les urgences des hôpitaux, elle a appelé samedi les cabinets de médecins généralistes à ouvrir 7 jours sur 7 et de 8h à 20H, sans quoi ils pourraient perdre des aides gouvernementales.

Mais pour beaucoup, le mal est bien plus profond. "Ce n'est pas une crise hivernale, c'est un blizzard dans l'hiver éternel du NHS. On demande au personnel d'offrir un service de première qualité avec des effectifs et un nombre de lits dignes du tiers monde", accuse le docteur Mark Holland, spécialisé en médecine aiguë.

Selon les chiffres de l'OCDE, le Royaume-Uni a consacré 7,7% de son PIB aux dépenses publiques de santé en 2015, contre 8,6% pour la France et 9,4% pour l'Allemagne.

Concédant qu'une "énorme pression pèse sur le NHS", Theresa May assure que "jamais" le gouvernement n'avait autant investi dans le système en injectant 10 milliards de livres supplémentaires sur six ans jusqu'à 2020.

"Faux", a répondu le directeur de NHS England, Simon Stevens affirmant que "le financement du NHS en termes réels (sans tenir compte de l'inflation) va diminuer en 2018/19". AFP 14.01

Situation similaire en France, au point que mon épouse n'éprouve plus aucune raison de rester un jour de plus en France et va rentrer en Inde, puisque pour se faire soigner ou suivre quand on est lourdement handicapé la situation pose de sérieux problèmes en France.

Nigeria

- Nigeria: catastrophe humanitaire dans le nord-est du pays - euronews.com

“C’est de pire en pire”. Ce sont les mots des Nations-Unies au sujet de la situation dans le nord-est du Nigeria. Selon les derniers chiffres, dans la région du lac Tchad, près de 11 millions de personnes ont besoin d’aide de manière urgente. 2,4 millions de d’hommes et de femmes ont déjà fui la région. La plupart se rendent dans la zone de Maiduguri, la grande ville du secteur côté nigérian, en espérant trouver une place dans un camp humanitaire. euronews.com 14.01

Haut de page

Le 17 janvier 2017

CAUSERIE

Hollande, Valls, Fabius, Sapin et Macron avaient préparé le terrain... Avec Fillon président de la France l'oligarchie financière anglo-saxonne va réaliser un coup d'Etat autrefois inimaginable, sans même tirer un coup de canon, après avoir cependant orchestré quelques attentats, la sueur et les larmes ce sera pour plus tard.

Bravo ! Bien joué, si ce n'était pas dramatique on aurait presqu'envie d'applaudir après que les partis dits ouvriers eurent tous cru bon d'ignorer l'existence et l'influence du groupe Bilderberg qui fonctionne comme le gouvernement mondial...

Ils osent tout.

Qui a dit ?

- "Je ne souhaite pas soutenir ce grand exercice d'amnésie et d'amnistie où la responsabilité des anciens ministres n'est pas évoquée".

Réponse : Alexis Corbière, porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, à propos de la primaire de la gauche. (Francetv info 16.01), il est vrai qu'en matière "d'amnésie et d'amnistie" ou de "responsabilité", l'ex-ministre de Chirac se pose là !

En oligarchie. Mai 2017. Quand le candidat de l'oligarchie financière anglo-saxonne s'empare officiellement de l'Elysée ou de la France.

- Henri de Castries soutient officiellement Fillon - Reuters

Henri de Castries, qui fut à la tête de l'assureur Axa pendant près de 17 ans, a rendu public mardi son soutien à François Fillon pour la présidentielle d'avril-mai tout en affirmant n'avoir aucune prétention ministérielle.

"Je ne demande rien. Je n'attends rien. Je ferai ce qu'il souhaitera que je fasse", dit-il dans une interview au Figaro.

Jusque-là, l'ancien PDG, qui a quitté le numéro deux européen de l'assurance en septembre dernier, conseillait François Fillon dans l'ombre mais n'apparaissait pas dans l'organigramme de campagne, ni sur la scène des meetings.

En 2014, sa rémunération totale a été supérieure à 5,3 millions d'euros. Reuters 16.01

Précision sur Wikipedia :

- Il est nommé Young Leader de la French-American Foundation en 1994. (Comme Hollande et d'autres dirigeants du PS... LVOG)

- Président du comité de direction du groupe Bilderberg depuis 2011.

LVOG - Rappelons que Fillon avait participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013 et Juppé en 2015, ils avaient deux candidats potentiels sur le feu... en plus de Valls et Macron.

http://www.bilderbergmeetings.org/conferences.html

2016 - The key topics for discussion this year include (Les sujets importants soumis à la discussion cette année) :

Current events
China
Europe: migration, growth, reform, vision, unity
Middle East
Russia
US political landscape, economy: growth, debt, reform
Cyber security
Geo-politics of energy and commodity prices
Precariat and middle class
Technological innovation

Vous aurez constaté qu'ils ont fait l'objet de la Une de l'actualité internationale ou ils étaient tous inclus dans la stratégie américaine à laquelle tous les participants étaient priés de se soumettre, pas difficile, ils y étaient déjà acquis. Comment nier ensuite l'influence de cette officine sur le cours du monde ?

2016 Bilderberg Meeting (Liste des participants) - Dresden, Germany 9-12 June

Castries, Henri de (FRA), Chairman and CEO, AXA Group
Fabius, Laurent (FRA), President, Constitutional Council
Gernelle, Etienne (FRA), Editorial Director, Le Point
Philippe, Edouard (FRA), Mayor of Le Havre
Charpentier, Emmanuelle (FRA), Director, Max Planck Institute for Infection Biology
Blanchard, Olivier (FRA), Fred Bergsten Senior Fellow, Peterson Institute
Baverez, Nicolas (FRA), Partner, Gibson, Dunn & Crutcher
Barbizet, Patricia (FRA), CEO, Artemis

La France vassale de Washington était déjà devenue un des pays les plus réactionnaires de la planète, alors si en plus de l'influence du Crif et du Medef vous ajoutez celle de Bilderberg, elle est en passe de devenir aussi infréquentable qu'Israël et les Etats-Unis.

- “Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd’hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d’une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l’autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles.” David Rockefeller.

- Le juge anti-mafia Imposimato accuse le groupe Bilderberg de terrorisme - 28 janvier 2013
http://www.youtube.com/watch?v=9fVDewJx0W4

ACTUALITE EN TITRES

Les imposteurs sont légions.

- Hollande remet la Légion d'honneur à l'ambassadrice américaine Jane Hartley - AFP

Ne cherchez pas la différence, il n'y en a pas.

- Hollande répond à Trump: l'UE "n'a pas besoin de conseils extérieurs" - L'Express.fr

- "C'est une déclaration de guerre à l'Europe" réagit Manuel Valls après les déclarations de Donald Trump - Franceinfo

- Montebourg: Trump a "dans le viseur la destruction" de l'UE - AFP

Deux réflexions politiques

1- J'ai pensé à un truc hier, je me suis dit que si des militants ou lecteurs m'avaient un jour versé une modeste somme d'argent et qu'ils l'avaient regretté par la suite, je suis prêt à les rembourser sans leur demander d'explications. Je ne voudrais pas qu'ils aient sur la conscience d'avoir soutenu financièrement un suppôt de dictateur (syrien) ou je ne sais pas quoi de pire encore.

J'essaie de partager honnêtement les quelques enseignements que j'ai tirés de mes expériences et de mes réflexions politiques, je n'ai pas d'autres ambitions, si on peut appeler cela une ambition, car mon intention est plutôt simplement de rendre service pour faire avancer notre cause dans la mesure de mes moyens.

J'ai parfaitement conscience qu'il est extrêmement difficile pour tout militant de se faire une idée précise ou même approximative sur la situation réelle qui existe dans des pays très différents de celui dans lequel ils ont évolué depuis leur naissance.

Il faut qu'ils sachent qu'ils sont amenés à interpréter les interprétations qui leur ont été fournie par des dirigeants, qui a bien des égards avaient été conçues à partir de principes ou de valeurs qui étaient très éloignés de ceux qui prévalaient parmi ces

peuples, oubliant qu'ils devaient refléter le niveau de développement économique de chaque pays ou que leur développement ne s'était produit ni à la même époque ni en empruntant les mêmes voies.

C'est ainsi qu'imaginer que dans des pays sous-développés où les masses demeurent majoritairement profondément arriérées ou soumis à des rapports semi-féodaux, elles pourraient accéder à la démocratie ou au socialisme relève de l'utopie, du non-sens, du fantasme ou du délire, d'une profonde confusion ou ignorance des rapports qui prévalent dans ces pays entre les classes, au mieux, c'est prendre ses désirs pour la réalité, mais cela n'a rien à voir avec la réalité quotidienne de ces peuples. Faire croire que cela serait possible fausse forcément le regard que l'on porte sur la réalité ou débouche sur des analyses et des conclusions erronées.

J'ai envie de dire que depuis plus de 20 ans à un niveau beaucoup plus modeste, je n'ai cessé d'en faire l'expérience en Inde au contact de ces masses arriérées, puisque c'est le milieu dans lequel je baigne quotidiennement. On attribue généralement un niveau de conscience aux masses exploitées qui n'a aucun rapport avec ce qu'il est réellement, et on les charge d'accomplir des tâches qui sont au-dessus de leurs moyens. Et quand ces pays sont parvenus à un certain stade de développement économique, on ne se demandera pas comment ils y sont parvenus ou si on le sait plus ou moins, on n'en tiendra pas compte. Et ne parlons même pas des enseignements de la lutte de classe du passé que l'on a oubliés.

Si Marx et Engels n'avaient pas imaginé que le prolétariat pourrait parvenir au pouvoir dans un pays sous-développé, ils avaient certainement de bonnes raisons de le penser. On a prétendu par la suite que les faits les avaient contredits après la révolution russe de 1917, pas tant que cela si on y regarde de plus près, après avoir observé que les masses russes qui étaient à l'époque très arriérées avaient cédé au stalinisme, ce qui d'ailleurs n'est pas tout à fait exact, car c'est davantage les couches les moins arriérées du prolétariat, les couches moyennes et la petite-bourgeoisie qui les premières cédèrent au stalinisme pour en tirer profit.

On a tendance, soit à idéaliser la classe ouvrière, soit à l'oublier en lui prêtant un rôle insignifiant dans l'histoire.

On ne va pas poursuivre aujourd'hui sur ce sujet. Disons en gros que pour analyser ce qui se passe dans un pays, on recourt à la mauvaise habitude qui consiste dans la vie quotidienne à juger les autres à partir de nos propres expériences et critères ou principes, valeurs, etc. qu'ils ne partagent pas forcément ou dont ils n'ont aucune idée pour n'y avoir jamais réfléchi sérieusement. On porte des jugements de valeur que l'on substitue à une analyse des rapports et des conditions auxquels sont soumis les différents peuples et particulièrement les masses exploitées, et forcément on en tire des conclusions erronées, voire ridicules ou monstrueuses.

2- Le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière n'a pas permis au prolétariat de prendre conscience qu'il avait pour tâche historique de libérérer l'humanité des chaînes de l'exploitation parce qu'il a été dévoyé ou trahi par la social-démocratie et le stalinisme qui l'ont détourné de cet objectif.

S'il en fut ainsi, c'est parce qu'il n'avait pas atteint un niveau de conscience politique et d'organisation suffisant pour briser ces obstacles. Ce combat devait servir à l'aider à prendre conscience de sa force et de la légitimité de ses besoins ou aspirations dans la perspective de changer la société de fond en comble, ce qui n'a pas été le cas et sa sa condition d'exploité et d'opprimé devait demeurer inchangée.

C'est ainsi que ce qui se présentait au départ comme un avantage ou un levier pour envisager de franchir une étape politique décisive vers son émancipation, se transforma en un nouvel obstacle depuis infranchissable après avoir abandonné toute perspective de changer la société.

Cela est dû à la faiblesse du niveau de conscience des dirigeants du mouvement ouvrier qui devait se traduire par leur défaillance ou leur trahison du socialisme. Ils n'ont jamais voulu l'admettre, et c'est en quelque sorte le principal obstacle auquel nous devons nous attaquer de nos jours pour espérer aller de l'avant ou renouer avec l'espoir de changer la société. En attendant ou plutôt pendant ce temps-là les militants et la classe ouvrière en sont les otages.

Ces dirigeants ont pour ainsi dire théorisé leurs propres faiblesses ou faillite politique érigées en système, qui ne sert qu'à couvrir leur incapacité à comprendre l'évolution des rapports entre les classes ainsi que les profondes transformations de la société qui l'ont accompagnée, de sorte que les tâches qu'ils vont assigner à leur parti ne correspondront pas aux besoins pressants de la classe ouvrière d'élever son niveau de conscience, ce qui se traduira logiquement par leur échec à l'organiser.

Ils demeureront incapable de produire un discours accessible à toutes les couches de la classe ouvrière et des classes moyennes dont le sort est lié. Le réformisme bourgeois qu'ils avaient adopté au détriment du socialisme et qui devait désormais leur servir de théorie et de boussole, devait connaître le même sort que celui des capitalistes voués à subir l'hégémonie grandissante de l'industrie financière et de la mondialisation de la division du travail sans pouvoir s'y adapter et condamnés à disparaître. C'est ainsi que les partis du mouvement ouvrier profondément gangrenés par le virus du réformisme en sont arrivés au stade de dégénérescence ou ils ne luttent plus désespérément que pour assurer leur survie dorénavant gravement menacée.

Leurs dirigeants rejettent en bloc le constat qu'on vient de dresser et ne cessent de reproduire les mêmes erreurs qui se traduisent logiquement par le même résultat ou le néant politique

Ce qui domine la situation aujourd'hui comme hier ou avant-hier, c'est que les travailleurs demeurent incapables de prendre conscience de leur condition, mais surtout elle traduit leur incapacité à concevoir que leurs besoins ou aspirations sont légitimes, comme s'ils avaient abdiqué ce droit ou demeurait hors de leur portée, alors qu'il devrait s'exprimer naturellement et chercher à l'imposer, ce qui signifie qu'il existe un ou des obstacles qui les empêchent de l'exprimer ou les conduisent à l'abandonner temporairement et non définitivement parce qu'ils n'y renonceront jamais, d'où l'espoir raisonnable de parvenir à terme à changer la société.

Parmi ces obstacles figure évidemment le mouvement ouvrier lui-même tel qu'il existe de nos jours et ceux qui s'en réclament, mais ce n'est pas le principal obstacle qui conduit les travailleurs à subir leur sort, c'est davantage leur capacité d'adaptation aux conditions que leur réserve le capitalisme, dans la mesure où ils en tirent certaines satisfactions et s'en contentent, à défaut de mieux ou d'une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme à laquelle ils pourraient adhérer, encore faudrait-il qu'elle leur soit présentée comme une nécessité historique s'inscrivant dans un processus dialectique, et non sous une forme dogmatique repoussante à la manière de propagandistes ou de vulgaires doctrinaires comme c'est le cas généralement, ainsi sans prétendre qu'ils pourraient s'élever au niveau du socialisme ils pourraient en saisir l'essentiel en élevant dans un premier temps leur niveau de conscience et s'organiser dans la perspective de la réalisation de cette alternative politique qui ne serait déjà plus tout à fait une utopie.

La stratégie que je définis ici repose sur le constat que quelle que soit la condition des travailleurs, des nantis aux plus défavorisés, aucun ne peut prétendre sincèrement qu'il l'a librement choisi, il suffit d'examiner le cours imprévisible et souvent tortueux de notre existence depuis notre naissance ou le milieu dans lequel nous sommes venus au monde, pour s'apercevoir et admettre qu'il nous a été imposé par la société ou des facteurs extérieurs sur lesquels nous n'avions aucune emprise pour pouvoir orienter notre vie dans une direction donnée.

Personne ne peut nier que les rares fois où nous avons été amenés à choisir une voie plutôt qu'une autre au cours de notre existence, chaque fois cela s'est traduit par une multitude de difficultés qu'on n'avait pas forcément envisagées ou de douloureuses désillusions, donc pour peu qu'on soit honnête ou que notre amour propre ne soit pas mal placé, chacun admettra que ce constat correspond bien à la réalité et que la conclusion qu'on tirera de cette expérience n'était pas satisfaisant ; par exemple, on peut très bien être satisfait d'être devenu médecin, mais quand on voit dans quelles conditions les médecins doivent exercer leur métier, il y a de quoi en faire des cauchemars et détester la société telle qu'elle existe, non ?

Ce discours est à la portée de chaque travailleur manuel ou intellectuel, qu'il appartienne à la classe ouvrière ou aux classes moyennes. Il les porte à réfléchir à leur propre condition sans appréhension ou complexe sous un angle différent, tout en leur proposant une interprétation qui la dépasse dans la perspective d'en changer sans les juger, les critiquer ou leur imposer quoi que ce soit, ce qui doit les mettre en confiance et leur permettre de progresser par eux-mêmes ou de parvenir à comprendre qu'il est possible de briser ce qui apparaissait au départ comme une fatalité face à laquelle ils devaient demeurer éternellement impuissants, dès lors que leurs propres expériences leur apparaissaient dorénavant comme un des maillons du processus dialectique inconscient qui a façonné la société, ils allaient être maintenant en mesure à leur rythme de s'en saisir pour changer la société.

Cette méthode consiste donc à faire prendre conscience aux travailleurs que c'est l'interprétation qu'ils font de leur condition et de la société qui détermine leur orientation et leur destin. Et si évidemment on les appelle à agir ou à s'organiser pour en changer, il faut les prévenir d'emblée qu'ils ne doivent pas en attendre des miracles à court terme ou même au cours de leur vie, tout dépendra du nombre de travailleurs qui parviendront ou non à progresser pareillement ou non, par contre ce dont on peut les assurer, c'est qu'en agissant de la sorte ils cesseront d'oeuvrer inconsciemment à la reproduction de leur condition et de la société que jusque là ils ne faisaient que subir, ils pourront plus facilement les supporter sans se compromettre ou être manipuler, car ils cesseront de compter parmi les soutiens anonymes sur lesquels repose la stabilité et la pérennité du régime dont ils doivent se débarrasser. Ils donneront ainsi un sens à leur vie digne ou tout à fait respectable, qui sera pour eux et éventuellement leur entourage un sujet légitime de satisfaction de chaque instant, qu'ils n'auraient jamais pu revendiquer autrement.

On doit adopter le principe selon lequel nos besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes sans avoir à se justifier, car on ne peut pas admettre qu'une seule personne soit privée de nourriture, d'un toit, etc. ou cautionner une société et un système qui s'en accommode ou engendre ce genre d'injustices intolérables. Sinon, c'est simple, on est perdu, cela revient à abdiquer nos droits les plus élémentaires et on se condamne dans l'avenir à voir les droits sociaux ou politiques qu'il nous reste encore disparaître les uns après les autres.

Donc à tout prendre, entre se laisser vivre ou vivre dans l'insouciance en se contentant de quelques satisfactions éphémères ou illusoires, et être livré à des tourments infinis le reste du temps ou de nos jours, qui plus est en devant s'arranger hypocritement avec notre conscience, ou mettre un terme consciemment à cet engrenage infernal et donner un sens ou un idéal à notre vie dont on peut être fier sans contreparties désagréables, sans porter préjudice à quiconque, en respectant un certains nombres de valeurs ou de principes, le choix est vite fait pour peu que notre démontration soit simple et claire.

Haut de page

Le 18 janvier 2017

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée.

La suite plus tard ou demain... il est 9h31 à Pondichéry.

Haut de page

Le 20 janvier 2017

CAUSERIE

Avec Trump et son équipe au pouvoir, c'est le syndicat mafieux du crime aux commandes des Etats-Unis. Rien de changer, à ceci près que l'imposture a franchi un cran de plus...

Audio Evidence: John Kerry confirms arming Daesh (en anglais)
https://www.youtube.com/watch?v=41HhRABl3kM

La Guerre Invisible - Documentaire de John Pilger (vostfr)
https://www.youtube.com/watch?v=5ym6bC2ggVs

Ils osent tout.

- «La démocratie a besoin de vous», lance Obama à la presse avant l'arrivée de Trump - 20minutes.fr 18.01

- “Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd’hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d’une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l’autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles.” David Rockefeller.

- Obama craint qu'un accord israélo-palestinien devienne impossible - Reuters

En Inde

Si j'avais ouvert ma boîte aux lettres ce matin avant de partir faire des courses, cela m'aurait évité de perdre mon temps :

Manifestations contre l’interdiction des festivités de Jallikattu (lâchers traditionnels de taureaux durant les festivités de Pongal).
Origine du courriel : Le Consulat général de France à Pondichéry.

Madame, Monsieur,

Le Tamil Nadu connait de très fortes perturbations ce jour dans les transports et les services en raison des grèves et manifestations contre l’interdiction du jeu ancestral de Jallikattu.

Des blocages de routes sont en cours dans l’ensemble du Tamil Nadu, notamment dans les villes de Chennai, Pondichéry, Madurai ainsi que sur l’East Coast Road reliant Pondichéry à Chennai.

Le Consulat général de France recommande donc à la communauté française du Tamil Nadu et aux Français de passage d’éviter les lieux de rassemblement, de limiter leurs déplacements au strict nécessaire et de se tenir informés de l’évolution de la situation.

Cordialement.

Je suis rentré chez moi sain et sauf, ouf quelle frayeur, je déconne bien sûr !

Qui a dit ?

- « Ce que j'ai vu sur place à Alep, ce n'est pas ce que j'ai entendu dans les média depuis des semaines » ; « La ville d'Alep n'est pas rasée. Il n'y a que 15% qui l'est. 20% endommagée et 65% intacte » ; « les habitants d'Alep disent que leur ville a été libérée ».

Réponse : Le député Les Républicains Thierry Mariani. Au passage dans une vidéo il dénonce les mensonges et les oublis des média officiels et le rôle abominable d'Hollande : « La France se trompe parce que la France fait la politique de nos ennemis !». (Source : arretsurinfo.ch 19.01)

On aurait préféré que ce soit un dirigeant d'un parti ouvrier qui tiennent ces propos...

POID. Après ces lamentations lamentables mais révélatrices, non, il n'est plus "permis (de) douter".

Editorial de la Tribune des travailleurs du 18 janvier 2017 par Daniel Gluckstein

Sur un iceberg, on ne reconstruit rien.

(...) La fuite grandissante des caciques du Parti socialiste vers Macron pourrait annoncer la disparition prochaine de ce parti. Serait-ce positif pour les travailleurs ?

Les dirigeants du PS ont tout fait pour préparer cette autodestruction. (...)

Si la disparition du PS s'opérait au profit d'un authentique parti ouvrier portant haut les couleurs du socialisme, les militants et sympathisants qui ne renoncent pas à cet objectif (et les travailleurs en général) pourraient y voir une bonne chose. Mais que peuvent-ils attendre de la dissolution des restes du PS dans la nébuleuse autour de Macron, l'homme des banques « au-dessus des partis » et partisan de l'association capital-travail ?

La survie du Parti communiste français est, elle aussi, en question. Là encore, les dirigeants ont tout fait pour que s'éloignent les militants fidèles à l'idéal communiste (...)

Si les dirigeants du PCF acceptent de se soumettre à l'ultimatum qui leur est adressé aujourd'hui de diluer leur parti, cela aidera-t-il à l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ? Il est permis d'en douter. (..)

Les travailleurs, eux, n'ont rien à attendre de qui que ce soit. Ils ne peuvent compter que sur leur propre action organisée. Ce qui, en démocratie, exige l'existence d'organisations de classe, syndicats ouvriers et partis ouvriers.

Un iceberg, c'est vrai, peut détruire et faire couler de gros paquebots. Mais sur un iceberg, on ne reconstruit rien. Fin.

Avec du vent non plus !

On est en droit de demander à Glucsktein où a-t-il rencontré des "militants et sympathisants" du PS "qui ne renoncent pas" au socialisme sachant que justement pour être militants ou sympathisants de ce parti il faut forcément être étranger au socialisme ou tout en ignorer, tant la politique du PS depuis des lustres (ou toujours en fait) se situe à l'extrême opposé du socialisme, pire, le combat.

Gluckstein qui prétend développer une politique indépendante se désole que le PS et le PCF puissent disparaître, à croire qu'il ne peut pas s'en passer (tout comme ses collègues du POI), alors qu'ils n'ont cessé de pourrir le mouvement ouvrier en recourant à l'imposture qui consistait justement à se faire passer pour socialiste ou communiste, illusion criminelle que notre brave "trotskyste" entend perpétuer.

Il confirme ici tout ce que nous avions déjà dit de ce courant politique opportuniste, révisionniste. Incurable décidément, dommage.

On l'invite à lire les infos suivantes qui lui sont destinées.

Confirmation. Etre de gauche signifiait bien être nanti, sans principe et corrompu.

- Politique : le désarroi des électeurs de gauche - Francetv info

Même en terres de gauche, sur ce marché près de Lille, le moral des militants PS est au plus bas. "On verra bien comment ça se passe", dit sobrement un homme. Les propositions des candidats n'attirent pas franchement. Des électeurs un peu perdus, et des militants qui ne craignent qu'une chose : disparaître. "Si c'est Macron qui passe, on sera derrière Macron", se résout tout de même un militant.

"Je pense que je vais me tourner vers Macron parce qu'il a des bonnes idées de gauche et malgré tout quelques bonnes idées de droite", affirme une dame. À la clé, non pas le gros lot, mais l'espoir que la gauche puisse rester en jeu et peut-être même, qu'elle sorte gagnante. Francetv info 17.01

- De droite, du centre, de gauche, nous sommes En Marche ! avec Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Primaire de la gauche : Finkielkraut en pince pour Valls - LePoint.fr

Une réflexion politique un peu plus sérieuse.

Sans avoir lu la littérature des partis ouvrier et leurs satellites, je parie qu'ils ont repris leur antienne favorite sur la menace qui pèse sur l'hégémonie américaine qui déterminerait la politique de la Maison Blanche, comme d'autres n'ont cessé de prédire pendant des années la chute du dollar et de Wall Street ou une troisième guerre mondiale, ou encore la fin du régime en France ou l'effondrement de la Ve République, or aucune de ces prophéties ne s'est produite.

A ma connaissance le dollar est au plus haut de sa forme et Wall Street bat records sur records, on vient d'apprendre que les Etats-Unis allaient ouvrir une nouvelle base militaire au Pérou, au Forum économique mondial (WEF) de Davos qui s'est ouvert avant-hier, le président chinois, Xi Jinping, a délivré "un étonnant plaidoyer en faveur du libre-échange" (Libération), fustigeant ceux qui "blâment la mondialisation économique comme étant responsable du chaos du monde", et d'ajouter "mais ce n'est tout simplement pas le cas (...) nous devons rester attachés au développement du libre-échange et des investissements", précisons, et la Chine doit continuer de financer l'économie américaine qui pour cette raison n'est pas prête de s'écrouler, tandis que la planche à billets des faux-monnayeurs de la Fed sert à la fois de pompier et de pyromane de l'économie mondiale pour éviter qu'elle explose, et cela durera aussi longtemps que les peuples supporteront le sort qu'ils leur ont réservé, car en réalité ce n'est pas l'économie mondiale qui serait menacée de disparaître mais les valeurs et les principes qui présidaient au développement de la civilisation humaine si le prolétariat mondial ne parvenait pas à les chasser du pouvoir...

Au cours du XXe siècle, les deux guerres mondiales ont été fomentées par l'oligarchie financière anglo-saxonne.

La première s'inscrivit dans la continuité de la crise du capitalisme de 1907-1908 et la création de la Fed en 1913. La seconde fut la suite logique à l'époque du krach de Wall Sreet en 1929 qui fut minutieusement plannifié ; durant les quatre années qui le précédèrent les oligarques vendirent des actions en très grande quantité ce qui leur permit de disposer d'énormes réserves en espèces qu'ils utiliseront au lendemain du krach pour racheter pour une bouchée de pain des milliers d'entreprises et s'enrichir ainsi dans des proportions colossales.

Tout comme elle le fit en 2008 jusqu'à nos jours, la Fed avait la possibilité d'injecter de l'argent dans les banques pour éviter ce krach, mais les oligarques optèrent pour un autre scénario, qui les amena à financer la montée d'Hitler au pouvoir, puis le régime nazi qui devait être le prélude à une nouvelle guerre mondiale, ce qui leur permit de réaliser de gigantesques profits et de renforcer leur pouvoir politique sans pour autant que la crise du capitalisme ne soit réglée. Ce furent les seuls véritables vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

A l'issue de la guerre, tous les Etats étant en faillite ou considérablement endettés, les banquiers étaient les seuls à disposer des fonds nécessaires au financement de la reconstruction des pays ravagés par la guerre et au redémarrage de leur économie afin que ces Etats ne s'effondrent pas sous la pression de la lutte de classe du prolétariat. Et c'est en contrepartie des prêts qu'ils leur consentirent, que les accords de Bretton Woods consacrant l'hégémonie du dollar et de l'impérialisme américain sur l'économie mondiale furent signés, et qu'allaient être créées dans la foulée ou au cours des années ou décennies suivantes des institutions financières, politiques et militaires qu'ils contrôleraient, FMI, Banque mondiale, ONU, OTAN, UE, Bilderberg, CFR, Commission Trilatérale, OMC, OSCE, etc.

Toutes ces institutions auxquelles les Etats du monde entier étaient sommés de participer sous peine d'être exclu de l'économie ou du marché mondial. Elles devaient servir plusieurs objectifs, dont celui de maîtriser les conséquences de la crise du capitalisme, qui en réalité n'avait jamais pris fin et devait revenir périodiquement sur le devant de la scène pratiquement chaque décennie à partir d'un secteur clé de l'économie qui avait fait l'objet d'une spéculation monstrueuse ou de magouilles, énergie (pétrole et électricité), Internet, immobilier.

Par la suite à une échelle réduite, on assista à un effondrement contrôlé et limité de pans entiers de l'économie qui eut des répercussions à des degrés divers ou selon les pays à l'échelle mondiale, dont les conséquences furent rapidement absorbées ou réduites, de sorte que la confiance des investisseurs dans l'économie mondiale ne fut pas entamée et la vie put continuer comme avant. Et chaque fois cela permit également à l'oligarchie anglo-saxonne de renforcer son pouvoir politique sur tous les continents.

Mon analyse repose sur deux facteurs au moins qui ont été négligés jusqu'à présent :

- La multitude d'instruments financiers et d'institutions dont dispose désormais l'oligarchie anglo-saxonne ou qu'elle contrôle et qui n'existaient pas autrefois, ils consacrent à la fois son pouvoir économique, politique et militaire, tandis que le mouvement ouvrier international est réduit à l'impuissance ou pratiquement neutralisé.

- L'achèvement de la mondialisation du capitalisme, qui, à travers la division du travail international poussée à l'extrême et l'exportation de masses gigantesques de capitaux, allait soulager le capitalisme de ses contradictions.

Et en guise de conclusion, de sorte que la combinaison de ces deux facteurs agissant de concert mais séparément allait lui octroyer les moyens d'accompagner l'effondrement inévitable du capitalisme, tout en maîtrisant ses conséquences sur le plan social afin que la destabilisation politique des Etats qu'il entraînerait ne conduise pas à une recomposition du mouvement ouvrier ou à des révolutions, en agissant minutieusement pas à pas sur tel ou tel secteur économique, en visant certains pans de la classe ouvrière ou des classes moyennes qui verraient leurs droits sociaux réduits ou disparaître les uns après les autres, ainsi que collectivement leurs droits politiques sans qu'ellles puissent s'y opposer, ce qui reviend à terme à tirer le maximum de profit de cet effondrement contrôlé sans prendre le moindre risque, mieux encore, en renforçant encore son pouvoir politique au point que les exploités se retrouvent sans représentation politique ni direction, donc à sa merci.

Maintenant que l'oligarchie détient pratiquement tous les pouvoirs, la mondialisation du capitalisme et la financiarisation de l'économie ont atteint des niveaux tels qui lui permettent de concevoir une multitude de combinaisons, pour à la fois éviter un effondrement brutal et imprévisible du capitalisme, accompagner au contraire son effondrement, intervenir sur le plan économique et politique avant qu'une crise sociale ne dégénère en crise révolutionnaire et menace l'existence de leur régime, de sorte que tabler sur l'effondrement soudain du capitalisme qui déboucherait sur une crise révolutionnaire est devenu un scénario obsolète, à moins de croire que les oligarques seraient suicidaires ou seraient prêts à renoncer à leur pouvoir.

On peut se demander depuis quand ce scénario est obsolète, peut-être depuis que l'oligarchie a pris conscience qu'elle ne pourrait jamais plus recourir à une guerre mondiale sans prendre le risque d'en être directement ou indirectement également la victime, soit depuis l'après-guerre et qu'un certain nombre de nations se soient dotées de l'armement nucléaire, chimique et bactériologique.

Or, toutes les théories qui ont été produites par les dirigeants du mouvement ouvrier reposaient sur ce scénario. Et il est vrai que si on devait compter sur ce scénario pour envisager le passage au socialisme, on pourrait attendre indéfiniment ou on devrait abandonner cette perspective. Alors évidemment, cela signifie qu'il nous faut revoir notre copie de fond en comble puisqu'elle était basée sur une analyse tronquée ou erronée du fonctionnement du capitalisme et ses institutions tels qu'ils étaient et ont évolué.

On n'a pas abordé le facteur du mouvement ouvrier, puisqu'en l'absence d'une analyse ou d'une théorie correcte, il était voué à se décomposer ou à demeurer incapable de se doter d'une nouvelle direction, bien que la résistance de la classe ouvrière alimente la crise du capitalisme, mais jamais au point d'en menacer les fondements ou les institutions que justement les dirigeants du mouvement ouvrier se sont employés à ménager en détournant l'attention des travailleurs et des militants vers Bruxelles, Washington ou l'ONU auquel certains vouent un culte, autant dire à l'impérialisme américain ou à l'oligarchie qui contrôle cette institution.

Vous aurez remarqué que je ne niais pas la crise du capitalisme et l'effondrement du capitalisme, je constate seulement que les capitalistes ont trouvé les moyens de les accompagner pour qu'ils ne débouchent pas sur une crise révolutionnaire. Je ne nie pas non plus le développement des forces productives et l'expansion du marché mondial, contrairement aux pires dogmatiques qui font dans le déni pour des raisons inavouables ou n'ont pas su lire Trotsky.

Je me contente de rendre compte de l'évolution des différents facteurs et rapports qui déterminent l'orientation du capitalisme mondial et de la lutte des classes qui correspond à celle qui figurait en grande partie dans Le Capital de Marx et Engels, puis dans Impérialisme stade suprême du capitalisme de Lénine, qui en quelque sorte en fut le complément pour l'époque à venir et la nôtre.

J'ai essayé honnêtement d'évaluer à leur juste valeur ou de déterminer la place et le rôle de chaque facteur en veillant à ne pas les sous-estimer ou les surestimer, et j'avoue avoir dû procéder à de nombreuses corrections au fur et à mesure que la situation devenait plus claire, au fil des nouveaux éléments dont j'étais porté à prendre connaissance, parfois par hasard....

C'est la raison pour laquelle j'estime que mon analyse n'est pas à prendre ou à laisser, mais mérite d'être discutée et d'être améliorée. Je pense qu'en étant parvenu à relier depuis disons le début du XXe siècle jusqu'à nos jours les éléments qui ont influencé l'orientation de la situation mondiale et contribué à façonner la société telle qu'elle se présente, j'ai réussi à produire une interprétation plus conforme au processus historique dialectique inconscient qui préside au développement de la civilisation humaine que celles qui nous sont proposés ailleurs, sans renier quoi que ce soit du marxisme et du socialisme, ce que certains contesteront inévitablement et c'est leur droit.

J'ai dû présenter la trame de mon analyse sous des angles différents pour tenter de faire réagir les lecteurs, parfois en ménageant leur susceptibilité, d'autres fois en exagérant volontairement certains traits, en vain, sauf à verser dans le mépris.

Hier soir dans une vidéo qui date de 2010 je crois, j'ai entendu un brillant économiste américain opposé à l'hégémonie de l'oligarchie et à l'existence de la Fed, expliquer qu'il était impossible ou illusoire de s'attaquer au président des Etats-Unis, aux institutions américaines, parce qu'ils dépendaient tous des oligarques qui dirigent le groupe Bilderberg, le CFR et la Commission trilatérale, commettant la même erreur que ceux qui prétendaient qu'il était pratiquement devenu impossible de s'attaquer aux institutions nationales dans chaque pays, sous prétexte qu'elles étaient subordonnées à l'Union européenne et qu'il fallait axer le combat contre l'UE, alors qu'en réalité l'existence du groupe Bilderberg, du CFR et de la Commission trilatérale ou de l'UE ne remet pas en cause le fait que c'est le chef de l'Etat, son gouvernement et les députés ou membres du Congrès ou sénateurs qui adoptent toujours les lois et qui décident des mesures qui seront appliquées dans leur pays ou en matière de politique étrangère, qu'elles leur soient dictées par l'oligarchie financière est une chose qu'il ne faut pas négliger bien entendu, mais ce n'est pas elle qui au sommet de l'Etat les met en oeuvre, même si aux Etats-Unis la CIA et le Pentagone interfèrent avec la politique du gouvernement, constitutionnellement et pour le peuple américain il n'en demeure pas moins que c'est le Président, son gouvernement, le Congrès et le Sénat qui détiennent le pouvoir et orientent l'avenir de la société, donc l'ennemi que la classe ouvrière doit combattre a bien un visage, il est identifiable et il est possible de l'atteindre, de le faire chuter, de le vaincre. Reste à définir les moyens de la lutte de classe pour y parvenir, ce dont nous avons été incapables jusqu'à présent, et rien ne changera si on s'obstine à s'accrocher à des analyses ou des théories erronées.

On peut ou pas partager cette analyse. Si vous avez une meilleure interprétation à nous proposer, n'hésitez pas à nous la faire connaître, on l'étudiera sérieusement et sans a priori.

Si vous n'êtes pas convaincu par ma démonstration, je vais vous fournir plus loin quelques pistes de réflexion pour réaliser votre propre analyse, car loin de moi l'idée de vouloir vous imposer la mienne ou les conclusions auxquelles je suis parvenu. Volontairement j'ai laissé de côté un certain nombre de facteurs économiques ou politiques qui ont pu jouer un rôle plus ou moins déterminant dans le cours de l'histoire et que les lecteurs sont censés avoir à l'esprit. J'allais oublier de préciser ou de rappeler que j'en étais arrivé à la conclusion pratique que pour construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire, il faudrait en priorité s'employer à élever le niveau de conscience politique de la classe ouvrière et des classes moyennes, sans quoi notre combat est perdu d'avance.

Autrefois, le secteur primaire ou industriel était dominant dans l'économie, dorénavant il a été supplanté par celui du tertiaire ou des services, où les salariés travaillent davantage avec leurs têtes qu'avec leurs bras. Autrefois, les besoins de la population étaient élémentaires, essentiellement alimentaires, matériels si l'on veut, de nos jours, si ces besoins n'ont pas disparu évidemment, ils sont concurrencés ou supplantés par des besoins plutôt intellectuels ou qui s'adressent davantage au cerveau qu'à l'estomac. Ainsi au fil du temps, le mode de vie de la population a été profondément modifié par ce transfert ou ce déplacement de ses besoins matériels vers des besoins immatériels qui ont un contenu intellectuel ou qui influence son mode de pensée, la manière dont elle va percevoir sa condition, la société, etc.

Partant de là, on a le choix entre tenir compte de ce constat ou le nier, ce qu'on a toujours fait jusqu'à présent, tout comme on a nié que l'amélioration de la condition ouvrière s'était traduite par une plus grande adaptation au capitalisme au point d'y être pratiquement entièrement soumis, selon le schéma que j'ai indiqué plus haut. A ce stade, la question est de savoir si on est décidé ou non à en tirer les conclusions pratiques qui s'imposent pour sortir de cette impasse politique, en prenant appui sur la décomposition de la société qui a résulté de ce processus pour l'orienter dans une autre direction, en se fixant pour objectif de changer la société, ce qui implique de renverser l'ordre établi, ce qui évidemment ne se produira jamais par les urnes mais par le soulèvement révolutionnaire de millions de travailleurs.

Posez-vous certaines questions, par exemple, demandez-vous comment sont intervenues toutes les crises depuis les années 70, quels en ont été les facteurs déclencheurs, dans quel contexte dans chaque pays, voyez de quelle manière elles ont pris fin, quelles en furent les conséquences sur les plans social et politique, au niveau des institutions dans ces pays et au plan international, comment elles se sont traduites pour les différents acteurs sociaux, qui en a tiré profit, lequel, au détriment de qui, et pour terminer quelles en furent les répercussions sur la société, les rapports entre les classes, entre les Etats et l'oligarchie ou le marché, et vous aurez une vison globale ou complète de la situation et son évolution au cours des 46 ans qui viennent de s'écouler.

En famille. Quand Mélenchon et Le Pen prennent la défense de Valls le teigneux.

- Giflé, enfariné, boudé... Trois moments difficiles dans la campagne de Manuel Valls - Francetv info

- Un jeune homme gifle Manuel Valls à Lamballe - AFP

Un jeune homme a giflé mardi Manuel Valls, candidat à la primaire initiée par le PS, lors d'un déplacement de l'ex-Premier ministre dans la petite ville de Lamballe (Côtes-d'Armor), à une vingtaine de kilomètres de Saint-Brieuc.

L'ancien Premier ministre a tenté d'esquiver et le jeune homme n'a pu que le toucher légèrement au visage, a constaté une journaliste de l'AFP.

Peu après, Manuel Valls, détendu, a réagi à l'incident devant la presse: "Je ne suis pas venu parler de moi. Il y a toujours des individus qui veulent empêcher la démocratie de s'exprimer", a-t-il dit. Et d'ajouter: "Il y a ceux qui contestent la démocratie et ceux qui l'incarnent comme les hommes politiques. La démocratie ne peut pas être la violence." (Comme quoi elle est bien incompatible avec le capitalisme. - LVOG)

Dans le train qui le ramenait à Paris, le candidat a dit qu'il porterait plainte contre son agresseur pour "ne pas laisser passer un acte de violence".

Le candidat de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a condamné sur Facebook "les agressions physiques en politique comme dans la vie". "Aucune incrimination contre Manuel Valls ne doit conduire à se manquer de respect à soi-même au point de frapper quelqu'un par surprise plutôt que régler son différend avec un bulletin de vote", a-t-il insisté. AFP 17.01 (Comme si un jour un bulletin de vote avait réglé quoi que ce soit... En effet, c'est dommage qu'on ne puisse pas le juger et l'exécuter. - LVOG)

Commentaire d'internautes

1- "La démocratie s'exprime à coups de 49-3 ? tiens c'est nouveau !"

2- "Heureusement que M. Valls est là pour nous rappeler à quel point une gifle est une terrible menace pour la liberté d'expression et la démocratie...

Ce même Valls qui déclarait "La démocratie, ce n’est pas la rue !"

3- "" La démocratie ne peut pas être la violence." a dit ce con de Valls. Alors pourquoi tu as soutenu l'ingérence de la France en Lybie en utilisant la force pour imposer la "démocratie" = "démo...lition de ce pays?"

4- "Que dire de ce modeste soufflet face à la violence insupportable de notre société dont il porte une part de responsabilité..."

Complément en famille.

- La gifle reçue par Valls est "inadmissible" pour Marine Le Pen - AFP

La gifle reçue mardi par Manuel Valls à Lamballe est "inadmissible", a déclaré Marine Le Pen, qui a dénoncé un geste "honteux en démocratie" en marge d'une visite en Moselle sur le thème de l'économie, mercredi. AFP 18.01

Ils osent tout.

- Sarkozy s'inquiète du "travailler plus sans gagner plus" de Fillon - LePoint.fr

- Macron est "évidemment le candidat de la gauche", affirme Accoyer - Franceinfo

- Pourquoi Emmanuel Macron est le candidat de l'émancipation des femmes - Le Huffington Post

- Pierre Moscovici salue "le talent" d'Emmanuel Macron, "un homme à suivre avec intérêt" - Le Huffington Post

- Daniel Cohn-Bendit : "Macron, c'est la version moderne de Bayrou." - LePoint.fr

- Montebourg décrit à Paris une gauche "en train de renaître" - AFP

- Présidentielle : le Medef accepte désormais de discuter avec Marine Le Pen - L'Express.fr

Pierre Gattaz a choisi d'inviter la candidate frontiste à présenter son projet à l'organisation patronale, rompant ainsi avec une

longue tradition anti-FN. L'Express.fr 17.01

- L'artiste russe Piotr Pavlenski demande l'asile en France - Franceinfo

- Les protestants français combattent ouvertement le Front national. - LeFigaro.fr

- Le Roux parle de baisse de la délinquance en France depuis cinq ans. - Reuters

- Les Européens jugent Donald Trump "agressif, raciste, dangereux, démagogue, mais dynamique" - Franceinfo

Selon un sondage Odoxa pour franceinfo et Les Echos... Franceinfo 19.01

L'Empire du crime ne supporte pas qu'un chef d'Etat ait une "position rigide envers l'Otan".

- Les USA sanctionnent le président de la République serbe de Bosnie - sputniknews.com

Alors qu'on n'impose des sanctions à l'encontre d'un président que de manière exceptionnelle, Washington a tout de même sanctionné le président de la République serbe de Bosnie Milorad Dodik pour s'être opposé, selon les États-Unis, aux accords de paix de Dayton en 1995.

Les États-Unis ont ajouté dans leur liste des personnalités politiques sanctionnées le dirigeant de la République serbe de Bosnie Milorad Dodik, a déclaré le 17 janvier le département américain du Trésor. M. Dodik est connu pour sa position rigide envers l'Otan ainsi que pour ses relations tendues avec le Haut Représentant international en Bosnie-Herzégovine, Valentin Inzko.

Récemment, M. Dodik a obtenu un refus de visa américain où il avait l'intention de se rendre pour assister à l'investiture du président américain élu M. Donald Trump. sputniknews.com 17.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Gambie

- Les troupes sénégalaises sont entrées en Gambie - Sputnik

Les troupes sénégalaises déployées aux frontières avec la Gambie en vue d'une opération ouest-africaine pour contraindre Yahya Jammeh à céder le pouvoir au nouveau président Adama Barrow sont entrées sur le sol gambien dans l'après-midi, a annoncé le porte-parole de l'armée.

"Ils sont entrés cet après-midi", a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'armée sénégalaise, le colonel Abdoul Ndiaye, interrogé sur le fait de savoir si les militaires sénégalais avaient déjà franchi la frontière.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a soutenu jeudi à l'unanimité les initiatives menées par la Cédéao pour pousser le président sortant Yahya Jammeh à quitter le pouvoir en Gambie.

Une résolution préparée par le Sénégal a obtenu le soutien des quinze membres du Conseil, y compris celui de la Russie, qui a néanmoins souligné que ce texte n'autorisait pas formellement une intervention militaire en Gambie.

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a entrepris plusieurs démarches auprès de M. Jammeh pour qu'il respecte le résultat des urnes de l'élection du 1er décembre, remportée par Adama Barrow. Mais le président sortant s'accroche au pouvoir, qu'il détient depuis 22 ans.

La résolution appelle le Conseil à apporter "son soutien total à la Cédéao concernant son engagement à assurer, par des moyens politiques avant tout, le respect de la volonté de la population". Sputnik 19.01

Syrie

Plusieurs victimes de «l'opposition syrienne modérée» retrouvées à l'est d'Alep - sputniknews.com

Fuyant la ville d'Alep, les combattants du groupe Front du Levant ont exécuté plusieurs soldats de l'armée syrienne gouvernementale, a déclaré l'ambassadeur syrien à l'Onu.

Suite à la libération des quartiers est de la ville d'Alep, les autorités syriennes ont retrouvé 23 cadavres dans l'école Moukhadass, dans le quartier as-Sukkari, apprend-t-on d'une lettre que le chargé d'affaires de l'ambassade syrienne auprès de l'Onu, Munzer Munzer, a adressée au secrétaire général et au président du Conseil de sécurité de l'Onu.

« L'école servait à abriter le quartier général du Front du Levant, que certains pays considèrent comme un groupe de "l'opposition syrienne modérée" », lit-on dans le document.

Les autorités syriennes ont réussi à identifier au moins 20 victimes, tous des soldats de l'armée syrienne gouvernementale. En outre, elles ont retrouvé par la suite 37 autres cadavres, dont l'identité reste à préciser.

« La plupart des victimes ont la gorge tranchée, d'autres ont été tués par balle ou sont morts suite à des tortures », souligne la lettre. sputniknews.com 19.01

Commentaire d'un internaute. - "Ah les Sénégalais ils sont restés toujours tirailleurs dans l'âme! Jadis ils prenait les armes pour le compte du colon (maitre) pour le défendre ou tuer ses propres frères, aujourd'hui rien a changé il le fait pour la communauté internationale on dirait qu'ils ont pris du grade! Quand il fallut aller aider le Cameroun et le Nigéria pour repousser Boko haram, on n'a jamais vu les Sénégalais, pas la moindre résolution préparée de leur part pour éliminer Boko haram. Mais quand il faut dégommer son frère africain pour le compte de la communauté internationale, là ils sortent les dents! Des dents pourries à force d'avoir léché le cul des Francais! what a pity!"

Moldavie

- Direction Moscou, le revirement confirmé de la Moldavie - sputniknews.com

C'est un virage à 180 ° pour la Moldavie. Dirigé pendant sept ans par une équipe résolument pro-européenne et pro-Otan, le pays se tourne désormais vers la Russie. La visite d'Igor Dodon, le président moldave à Moscou, concrétise ce changement stratégique.

La première visite officielle à l'étranger d'Igor Dodon, le président moldave récemment élu, vient de se clore. Son agenda fut assez chargé. Durant sa visite, le chef d'État moldave a rencontré plusieurs responsables russes de haut niveau, dont Valentina Matvienko — l'actuelle présidente du conseil de la Fédération (la chambre haute du Parlement russe) puis Sergei Lavrov, le chef de la diplomatie. Enfin, en soirée Igor Dodon a rencontré Vladimir Poutine. Les deux chefs D'État ont abordé plusieurs sujets.

Dans le domaine énergétique, ils ont ainsi confirmé leur désir d'avancer sur plusieurs dossiers sensibles, notamment ceux en rapport avec la dette de l'État moldave pour le gaz russe, y compris celui livré en Transnistrie (PMR), qui avait fait sécession avec la Moldavie en 1990. Pour rappel, ce pays dépend à 100 % des livraisons de gaz russe.

L'autre point important concernait l'élargissement des entreprises moldaves pouvant exporter en Russie leur production, notamment agroalimentaire. En effet et depuis les sept dernières années du pouvoir de la coalition pro-occidentale, puis de la signature de l'accord d'association avec l'UE, la Moldavie n'a cessé de perdre ses parts sur le marché russe. Un marché qui n'a jamais pu être remplacé ailleurs, au vu de ses capacités.

Les deux hommes ont également abordé la question des migrants moldaves travaillant en Russie, autre source importante de revenus pour le budget du pays. C'est un point que la presse mainstream oublie souvent de mentionner lorsqu'elle aborde le sujet, puisqu'à en croire certains médias, la grande majorité des Moldaves travailleraient dans l'UE, principalement en Italie, où ils sont effectivement environ 150 000. Mais ce sont plus d'un demi-million de Moldaves qui vivent et travaillent en Russie, sur une population totale du pays de 3,5 millions d'habitants.

La discussion s'est aussi axée sur le dialogue lancé par Igor Dodon avec Tiraspol, la capitale de la PMR. Un éventuel accord de fédéralisation ne serait pas à exclure, bien que l'on en soit encore loin. Néanmoins, le dialogue positif engagé entre Chisinau et Tiraspol est un signe positif. Enfin, le président moldave a réitéré son engagement d'annuler l'accord d'association avec l'Union européenne, signé en juin 2014, et dans lequel la Moldavie n'a, selon Dodon, rien gagné, tout au contraire. Mieux que cela, le leader moldave a demandé à ce que son pays puisse rejoindre l'Union économique eurasiatique, ne serait-ce qu'à titre d'État observateur dans un premier temps.

Une approche qui a suscité la réaction des milieux pro-occidentaux à Chisinau, alors que Dodon se trouvait encore à Moscou. Selon leur déclaration officielle, ils ont affirmé « être prêts à tout pour bloquer toute éventuelle annulation de l'accord d'association avec l'UE et tout processus d'intégration en direction de l'Union économique eurasiatique ».

En effet, le combat s'annonce sérieux puisque le président moldave aura besoin du soutien de son parlement pour mettre en œuvre ses ambitieux projets. Néanmoins, et au vu des sentiments régnant au sein d'une large part de la société moldave, ses chances sont assez importantes. Il convient de rappeler que depuis quelques années, les sentiments pro-UE ont baissé d'une façon aussi drastique qu'augmentaient les sympathies prorusses au sein de la population. Une situation qui a d'ailleurs permis de mettre fin à sept années de pouvoir de la coalition pro-occidentale et de voir arriver la victoire d'Igor Dodon, le chef du Parti des socialistes de Moldavie, en novembre dernier.

Dernier point, au moment où l'Otan cherche de nouveau à attiser les tensions aux frontières de la Russie, le président moldave n'a pas caché son intention de s'éloigner du dialogue engagé par la précédente administration avec l'organisation nord-atlantique. D'ailleurs, le choix même de Moscou comme première visite officielle à l'étranger conserve toute sa symbolique : ce fut Bruxelles qui était la priorité tout au long des années précédentes de Chisinau. Une page vraisemblablement tournée, du moins pour le moment. sputniknews.com 19.01

Corée du sud

- Corée du sud: la justice refuse l'arrestation de l'héritier de Samsung - AFP

La justice sud-coréenne s'est opposée mercredi à l'arrestation de l'héritier de l'empire Samsung, Lee Jae-Yong, pour des soupçons de corruption, dans un vaste scandale qui a entraîné la destitution de la présidente du pays.

L'équipe spéciale d'enquêteurs chargée de ce scandale avait annoncé lundi qu'elle cherchait à obtenir un mandat d'arrêt contre M. Lee, soupçonné de corruption, d'abus de biens sociaux et de parjure.

Mais le tribunal du district central de Séoul a estimé que les preuves n'étaient pas assez solides pour procéder à l'arrestation de Lee Jae-Yong, patron de facto du premier conglomérat du pays, qui pèse 20% du Produit intérieur brut.

"Il est difficile d'accepter les raisons, les nécessités et la justification" pour émettre un tel mandat, explique la cour dans un communiqué publié par les enquêteurs.

La décision est intervenue après une audition de quatre heures de Lee Jae-Yong, 48 ans, plus tôt dans la journée.

Le groupe Samsung, le premier fabricant mondial de smartphones, est le premier exportateur de Corée du Sud.

Le scandale a pour figure centrale la confidente de l'ombre de l'ex-présidente Park, Choi Soon-Sil, accusée d'avoir utilisé son emprise sur elle pour contraindre les grands groupes industriels du pays à "donner" près de 70 millions de dollars à des fondations douteuses.

Samsung est celui qui s'est montré le plus généreux envers les fondations de Mme Choi. Il a également versé à l'amie de 40 ans de la présidente des millions d'euros, sous couvert de financer en Allemagne les entraînements sportifs de cavaliers sud-coréens, parmi lesquels la fille de Mme Choi.

Au total, Samsung aurait mis la main à la poche pour 43 milliards de wons (34,2 millions d'euros).

Les enquêteurs cherchent en particulier à savoir si les versements effectués par Samsung ont servi à acheter le feu vert du gouvernement à une fusion controversée entre deux de ses entités en 2015.

L'opération entre Cheil Industries et Samsung C&T était vue comme une étape cruciale pour une transition en douceur au sommet du groupe. Elle avait été dénoncée avec force par certains actionnaires qui estimaient que C&T avait été délibérément sous-évaluée. Mais la Caisse nationale de retraites, gros actionnaire de Samsung sous tutelle du ministère des Affaires sociales, avait soutenu la fusion qui était devenue réalité.

M. Lee, petit-fils du fondateur du groupe, est le dirigeant de facto de Samsung depuis la crise cardiaque de son père, Lee Kung-Hee, en 2014.

Si le tribunal avait donné raison aux enquêteurs, il se serait agi de la première arrestation d'un capitaine d'industrie sud-coréen dans le cadre de ce scandale qui dure depuis des mois.

Une décision qui aurait porté un coup à l'image de marque du groupe déjà été considérablement ternie par la débâcle du Galaxy Note 7 aux batteries explosives.

Le rejet de la demande d'arrestation risque par ailleurs de remettre en question le projet des enquêteurs d'entendre au plus tard début février l'ex-présidente Park Geun-Hye - destituée par le parlement le mois dernier - sur des accusations de corruption.

Il compromet aussi leur volonté d'étendre les investigations à plusieurs autres compagnies ayant "donné" des millions de dollars aux fondations de Choi, a rapporté l'agence de presse Yonhap.

Mme Park est accusée de complicité avec Mme Choi. Sa destitution doit encore être validée par la Cour constitutionnelle, mais tous ses pouvoirs ont été transmis au Premier ministre.

Si sa destitution devient définitive, une élection présidentielle sera organisée sous 60 jours. Mme Park perdrait immédiatement l'immunité qui la protège contre toute poursuite pénale. AFP 18.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- France: moins de grèves en 2016 qu'en 2015 - finance.yahoo.com

Pilotes, cheminots, postiers, infirmiers... Les mouvements sociaux ont été nombreux en 2016, mais s'affichent toutefois en repli par rapport à 2015. Le site spécialisé 'C'est la grève.fr' en a recensé 801 contre 966 en 2015, dont 691 grèves locales et 110 mouvements nationaux.

Ces (Shenzhen: 300469.SZ - actualité) grèves se sont concentrées sur les mois de septembre et novembre (94 chacun) et de février et mars (respectivement 89 et 85).

Sur ce total, le site a recensé 13 manifestations liées à la loi El Khomri.

Par secteur, hors mouvements interprofessionnels, celui des services publics a été le plus touché avec 353 mouvements, devant celui des transports (186), du secteur privé (125), de l'Education (124) et la culture (8).

Concernant les services publics, la santé arrive en tête, devant la SNCF et l'industrie. finance.yahoo.com 18.01

2- Quelle est la radio la plus écoutée de France ? - Boursier.com

RTL demeure la première radio généraliste de France avec 12,7% d'audience cumulée sur novembre-décembre, en progression de 0,7 point par rapport à la même période de l'an dernier, montrent les données publiées ce jeudi par Médiamétrie...

En moyenne, le temps d'écoute des auditeurs est de 2 heures 20.

France Inter, qui arrive en deuxième position, réalise également une belle performance, avec une part d'audience cumulée de 11,2%...

Derrière, France Info confirme sa remontée récente de 8,4 à 8,9 pts, tandis que RMC se hisse au niveau d' Europe 1 avec une audience cumulée identique de 8,1% mais la part d'audience de la première est de 6,8% contre 6,6% pour la seconde...

Aux musicales, NRJ chute de 11,9 à 10,7 pts, tandis que Virgin Radio affiche une nouvelle performance en hausse à 5,2 pts d'audience... Boursier.com 19.01

Haut de page

Le 21 janvier 2017

CAUSERIE

Souvent la guerre a cela d'utile qu'elle met à nu la corruption et rejette tout ce qui est convention. (V.Lénine - L'opportunisme et la faillite de la II° Internationale)

Guerre à l'opportunisme

Le dernier éditorial de Gluckstein (POID) m'a inspiré (lire la causerie d'hier). Hier soir j'ai relu deux textes de Lénine L'impérialisme et la scission du socialisme et L'opportunisme et la faillite de la II° Internationale

- La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste peut, économiquement, soudoyer les couches supérieures de « ses » ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par ans, car son surprofit s'élève probablement à près d'un milliard. Et la question de savoir comment cette petite aumône est partagée entre ouvriers-ministres, « ouvriers-députés » (rappelez-vous l'excellente analyse donnée de cette notion par Engels), ouvriers-membres des comités des industries de guerre, ouvriers-fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., etc., c'est là une question secondaire. (V. Lénine : L'impérialisme et la scission du Socialisme)

Liste non exhaustive en effet dont les composantes sont à l'origine des courants et partis dits ouvriers qui existent aujourd'hui, et tout particulièrement leurs dirigeants, ce qui n'est guère flatteur et largement mérité quand on voit où nous en sommes rendus.

Le problème ne fut pas que des membres de l'artistocratie ouvrière furent à l'origine de la création des partis ouvriers ou en soient les dirigeants, mais qu'ils aient été incapables d'orienter leur parti vers les masses les plus défavorisées. En les choses sont un peu plus compliquées que cela pour comprendre pourquoi tous les courants se réclamant du trotskysme devaient être indissociables de l'opportunisme.

Le prolétariat est très hétérogène, il comporte de nombreuses couches qui ne disposent pas des mêmes conditions, statuts ou avantages.

Les couches supérieures ou l'aristocratie ouvrière bénéficient de privilèges, tandis que les couches inférieures héritent d'un sort misérable ou cumulent les inconvénients ou difficultés inhérents à leur milieu défavorisé. Ce sont les couches supérieures du prolétariat qui vont constituer le gros des bataillons des syndicats dont les dirigeants sont déjà corrompus ou des agents du capitalisme. Tandis que les couches inférieures sont habituellement abandonnées à leur triste sort et demeurent inorganisées.

Puisque les couches supérieures du prolétariat peuvent tirer des satisfactions de leur condition, cela ne les portera pas à se poser des questions sur le fonctionnement de la société, encore moins à la remettre en cause puisqu'elles s'estiment servies ou bien loties ou tout du moins elles se comportent comme tel plus ou moins consciemment. Alors que les couches inférieures seront accaparées par les difficultés en tous genres sous lesquelles elles croulent, tout en sachant ou en se disant qu'elles n'en verront jamais le bout ou que tel était le sort que la société leur avait réservé, de sorte qu'elles ne seront pas portées à s'interroger sur leur propre condition qu'elles subiront passivement, car trop occupées par la question de leur propre survie quotidienne.

Voilà en gros le schéma général telles que se présentent les différentes couches du prolétariat.

Cependant dans tous ses couches à chaque époque, à chaque génération , vont se dégager des éléments qui vont avoir tendance à tenter briser le cadre ou le carcan de leurs conditions, soit parce qu'ils sont insatisfaits du fonctionnement de la société qui pèse sur leur existence et craignent qu'il finisse par porter préjudice à leur condition, soit parce qu'ils ne peuvent pas se faire à l'idée qu'ils seraient condamnés à subir de leur naissance jusqu'à leur mort le sort misérable qui leur a été réservé.

Ainsi il existe des centaines de milliers de travailleurs ou davantage encore appartenant aux différentes couches du prolétariat qui sont susceptibles de s'élever au-dessus de leur condition et qui sont donc des candidats au socialisme.

Le drame ou la tragédie, c'est qu'aucun courant politique ne s'est jamais réellement tourné vers ces travailleurs. Quand ils se sont tournés vers les couches supérieures ce fut pour flatter leur penchant corporatiste, et lorsqu'il leur arriva de se tourner vers les couches inférieures de la classe ouvrière ce fut pour flatter leur ignorance, leurs préjugés, etc.

En somme ces courants politiques se détournèrent de ce qu'il y avait de meilleur dans les différentes couches du prolétariat au profit de ce qu'elles pouvaient produire de pire, et c'est ce qu'incarne de nos jours leurs partis et les syndicats. Quelque part sur la base de ce constat, on pourrait affirmer que leurs dirigeants ont eu faux sur toute la ligne, ce qui explique en grande partie pourquoi il n'existe aujourd'hui aucun parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom. S'ils s'en étaient tenus aux enseignements du marxisme, nous n'en serions pas là aujourd'hui, mais malheureusement ils les ont abandonnés ou ils s'en sont détournés, le résultat ou leur bilan à valeur de verdict et est sans appel.

Ils ont sciemment opté pour l'opportunisme, et leur étiquette trotskyste ne devait servir qu'à le camoufler tant bien que mal, manoeuvre malhonnête et cynique, désuète ou condamnée à l'avance, parce que tôt ou tard l'exacerbation de la crise du

capitalisme devait finir par mettre cruellement en lumière l'inanité de leurs théories, leur corruption par l'idéologie dominante, leurs réelles intentions, leur faillite politique, la trahison de leur idéal, et réduire ainsi à néant tous les partis issus du mouvement ouvrier qui avaient adopté l'opportunisme, définitivement.

Leurs courants et leurs partis furent conçus selon le principe que la lutte des classes réglaient en quelque sorte les rapports entre les classe, et que lors de cette lutte la classe dominante était amenée à procéder à des réformes favorables aux travailleurs tout en privilégiant l'aristocratie ouvrière, ce qui au passage permettait d'assurer la stabilité du régime ou de maintenir la paix sociale. Temps que ce fut le cas, il était difficile de les démasquer, mais pas impossible. Et lorsque l'aristocratie financière concentra suffisamment de pouvoir entre ses mains, elle décida de mettre un terme à ce petit jeu-là, elle siffla la fin de la partie estimant que ces rapports de bon voisinage n'avaient plus lieu d'être compte tenu qu'avaient été développés entre temps une multitude de canaux (qu'elle finança ou dont elle encouragea la création en sous-main ou ouvertement, les ONG, Internet, les réseaux dits sociaux, etc.), à travers lesquels la collaboration de classes pourrait s'exercer désormais plus efficacement tout en conditionnant les masses, en intervenant directement sur leur mode de pensée de manière à neutraliser la lutte des classes, dès lors ces courants et partis allaient être privés de leur fond de commerce que dorénavant ils devaient partager avec une multitude d'acteurs étangers ou non au mouvement ouvrier, par conséquent ils devaient s'affaiblir, entrer en crise à leur tour, se disloquer, destin qui était inscrit dès l'origine de leur formation pour avoir adopté le réformisme bourgeois ou l'opportunisme, et s'il existe une fatalité à cette histoire, il ne faut pas la chercher ailleurs.

Quand on lit ou relit L'impérialisme et la scission du socialisme de Lénine, on est stupéfait de constater que le destin de ces courants ou partis tels qu'ils se sont développés y figurait déjà, et que pas un seul de leurs dirigeants n'aura la présence d'esprit de s'en apercevoir, à moins qu'il y en ait eu et que leurs voix furent étouffées ou qu'ils aient préféré se taire, ce qui nous paraît improbable. Il se peut aussi que certains dirigeants en soient arrivés aux mêmes constats et conclusions que moi, mais qu'ils n'aient pas eu la volonté ou les capacités pour engager le combat contre l'opportunisme qui avait gagné leurs courants ou partis.

- V. Lénine : L'impérialisme et la scission du socialisme au format pdf

Nous sommes donc parvenus au constat que les dirigeants des différents courants se réclamant du trotskysme avait eu faux sur toute la ligne, ce que l'inexistence du parti prouve suffisamment.

Maintenant il n'est pas dit qu'on devrait en rester là ou que notre combat serait perdu d'avance, ce qui arriverait infailliblement si on devait se contenter de ces courants et leurs partis ou leur confier notre destin.

Nous avons dit plus haut que dans chaque couches d'exploités, qu'ils appartiennent à la classe ouvrière ou aux classes moyennes, il se trouvait à chaque époque et à chaque génération des centaines de milliers ou plus encore de travailleurs qui a un moment donné de leur vie avaient l'occasion d'évoluer et pouvaient être acquis au socialisme, d'autant plus facilement de nos jours que pour peu qu'ils soient un peu curieux ils peuvent accéder à la littérature de tous les courants politiques par le biais d'Internet, hormis le POI dont on les invite à se détourner sans craindre de louper quelque chose ou d'y perdre au change.

Il s'agit donc de trouver un langage ou un discours qui leur soit accessible pour nouer un premier contact. Cela sous-entend qu'on ne se présente pas comme de vulgaires doctrinaires ou donneurs de leçons et qu'on leur dise toute la vérité, rien que la vérité sur la situation et comment nous avons pu en arriver là en reprenant la méthode de Marx, Engels et Lénine qui a fait ses preuves et que l'on retrouve dans tous leurs discours, textes ou ouvrages.

Ce discours devra être adapté au travailleur avec lequel on engagera la discussion ou à ses conditions spécifiques, ce qui nécessitera au départ de le laisser parler, de le faire parler ou de le questionner, et bien sûr de l'écouter attentivement. Comme la manière dont il interprètera sa condition ne sera pas très claire, on l'aidera en orientant les questions qu'il doit se poser. On se passera évidemment de répondre à sa place ou de porter le moindre jugement sur ses expériences passées quand il les évoquera. On ne cherchera pas davantage à l'influencer, car c'est à lui de progresser ou de réaliser le lien entre les différents rapports qui existent dans la société et sa condition, la manière dont il les perçoit, tout au plus on l'aidera à progresser en évoquant certains faits qu'il ignorait ou certains facteurs à côté desquels il est passé et sans lesquels il serait impossible de comprendre la situation.

Notre but est de faire en sorte qu'à l'issue de notre discussion il ait l'impression ou la conviction qu'il n'a pas perdu son temps et qu'il a commencé à progresser en trouvant des réponses satisfaisantes aux questions qu'il se posait.

Autrement dit, nous ne chercherons pas à le faire adhérer au socialisme ou à partager nos idées, à le convaincre de quoi que ce soit, nous nous contenterons de l'aider à employer la méthode de matérialisme dialectique pour résoudre ses problèmes ou répondre à ses interrogations, à faire l'expérience que grâce à cette méthode on aboutit à une toute interprétation de la société ou du monde que celle communément admise et qui ne le satisfaisait pas, interprétation qui répond à ses attentes, mais surtout, à en prendre conscience, et c'est là seulement qu'on interviendra, car cet instant est déterminant pour que cette expérience n'ait pas eu lieu en vain. Il en tirera satisfaction, et en principe il devrait avoir envie de la renouveler ou qu'elle se poursuive puisqu'elle a été bénéfique pour lui. Ce n'est pas sorcier, aucun mystère ou secret, aucune manipulation, aucune arrogeance, aucune flatterie, aucun mensonge, aucune hypocrisie, aucun a priori, aucun dogmatisme, aucun jugement, autant de pratiques

inappropriées, détestables, nuisibles, misérables, bref inutiles et à éviter à tous prix entre deux travailleurs qui s'expriment librement, honnêtes, sincères, loyaux, embarqués dans la même galère et qui ont besoin de l'un et de l'autre pour progresser et s'en sortir ensemble.

Rien d'idyllique, de fantasmatique, d'extraordinaire ou d'inaccessible là-dedans. Chaque militant devrait être en mesure d'employer cette méthode pour construire le parti après avoir reçu une formation adéquate, car elle ne s'invente pas ou on ne l'acquiert pas spontanément.

C'est un peu comme un patient qui expose son cas à un médecin consciencieux (ce qui est extrêmement rare, hormis chez les homéopathes) qui l'écoute, et qui en fonction de son mode de vie l'aidera à prendre conscience qu'il doit le modifier s'il tient à rester en bonne santé par la suite. A suivre.

Erreur de casting. Il faut changer la société pour changer les hommes et non l'inverse.

- Le probleme ce n'est pas Trump, c'est nous. - Counter Punch, publié par arretsurinfo.ch 20.01

John Pilger s'amuse de ceux à qui l'élection de Trump arrachent des cris d'orfraie, alors qu'ils étaient silencieux durant ces années où Obama balançait 72 bombes par jour sur les pays les plus pauvres de la planète. Il y a pourtant une ligne droite qui a mené d'Obama à Trump.

Le jour où le président Trump sera inauguré, des milliers d'écrivains aux États-Unis exprimeront leur indignation. (...)

La menace d'un pouvoir rapace était en pleine ascension bien avant la montée de Trump. Cette menace a été acceptée par les écrivains, dont beaucoup sont des privilégiés et des célébrités. Elle a aussi été acceptée par les gardiens des portes de la critique littéraire et de la culture, y compris la culture populaire. C'est indéniable. L'impossibilité d'écrire et de promouvoir une littérature dépourvue de politique, ce n'est pas pour eux. La responsabilité de s'exprimer, peu importe qui occupe la Maison-Blanche, ce n'est pas pour eux.

Aujourd'hui, le symbolisme factice est tout. L'« identité » est tout. En 2016, Hillary Clinton a stigmatisé des millions d'électeurs comme « un panier de déplorables racistes, sexistes, homophobes, xénophobes, islamophobes — et ainsi de suite ». Ses insultes ont été distribuées lors d'un rassemblement LGBT, dans le cadre de sa cynique campagne pour gagner les minorités en abusant d'une majorité blanche essentiellement ouvrière. C'est ce qu'on appelle diviser pour régner ; ou politique de l'identité, dans laquelle la race et le genre cachent la classe, et permettent de mener la lutte des classes. Trump l'a très bien compris.

« Quand la vérité est remplacée par le silence », a déclaré le poète dissident soviétique Yevtushenko, « le silence est un mensonge ».

Ce n'est pas un phénomène américain. Il y a quelques années, Terry Eagleton, alors professeur de littérature anglaise à l'université de Manchester, comptait que « pour la première fois en deux siècles, aucun éminent poète, dramaturge ou romancier anglais, n'était prêt à remettre en question les fondements du mode de vie occidental ».

Pas de Shelley pour parler des pauvres, pas de Blake pour les rêves utopiques, pas de Byron pour maudire la corruption de la classe dirigeante, pas de Thomas Carlyle ni de John Ruskin pour révéler la catastrophe morale du capitalisme. William Morris, Oscar Wilde, HG Wells, George Bernard Shaw n'ont aucun équivalent aujourd'hui. Harold Pinter était le dernier à se faire entendre. Aujourd'hui, parmi les voix insistantes du féminisme consumériste, nul ne fait écho à Virginia Woolf, qui a décrit « l'art de dominer les autres… de gouverner, de tuer, d'acquérir la terre et le capital ». (...)

Un des courants persistants de la vie politique américaine, c'est cet extrémisme du culte (de l'ordre établi - Ndlr) qui frise avec le fascisme. Cela a été exprimé et renforcé au cours des deux mandats de Barack Obama. « Je crois en l'exceptionnalisme américain avec chaque fibre de mon être », a déclaré Obama, qui a développé le passe-temps militaire favori de l'Amérique, les bombardements et les escadrons de la mort (« opérations spéciales »), comme aucune autre président ne l'a fait depuis la guerre froide. (...)

Chaque mardi — comme l'a rapporté le New York Times — Obama a personnellement choisi ceux qui seraient assassinés, principalement par des missiles Hellfire tirés depuis des drones. Des mariages, des funérailles et des bergers ont été attaqués, ainsi que ceux qui tentaient de recueillir les parties du corps composant la « cible terroriste ». Un sénateur républicain de premier plan, Lindsey Graham, a estimé, d'un air approbateur, que les drones d'Obama ont tué 4 700 personnes. « Parfois, vous frappez des innocents et je déteste ça, a-t-il dit, mais nous avons arraché quelques doyens à Al-Qaïda. »

Tout comme le fascisme des années 1930, de grands mensonges sont livrés avec la précision d'un métronome : grâce à un média omniprésent dont la description correspond désormais à celle du procureur de Nuremberg : « Avant chaque grande agression, à quelques exceptions près, ils lançaient une grande campagne de presse visant à affaiblir leurs victimes et à préparer psychologiquement le peuple allemand… Dans le système de propagande… c'était la presse quotidienne et la radio

qui étaient les armes les plus importantes. »

Prenez la catastrophe en Libye. En 2011, Obama a déclaré que le président libyen Mouammar Kadhafi planifiait un « génocide » contre son propre peuple. « Nous savions… que si nous attendions un jour de plus, Benghazi, une ville de la taille de Charlotte, pourrait subir un massacre qui aurait retenti dans toute la région et entaché la conscience du monde ». C'est le mensonge reconnu des milices islamistes confrontées à la défaite par les forces gouvernementales libyennes. Ce mensonge est devenu l'histoire des médias ; et l'OTAN — emmené par Obama et Hillary Clinton — a lancé 9 700 « sorties de frappes » contre la Libye, dont plus d'un tiers visaient des cibles civiles. On a utilisé des ogives d'uranium ; les villes de Misurata et de Syrte ont essuyé des tapis de bombes.

La Croix-Rouge a identifié des fosses communes, et l'Unicef a rapporté que « la plupart [des enfants tués] avaient moins de dix ans ». Sous Obama, les Etats-Unis ont étendu les opérations secrètes de « forces spéciales » à 138 pays, soit 70 % de la population mondiale. Le premier président afro-américain a lancé ce qui représentait une invasion à grande échelle de l'Afrique. Rappelant le partage de l'Afrique à la fin du XIXe siècle, le US African Command (Africom) a construit un réseau de quémandeurs parmi les régimes africains collaboratifs avides de pots-de-vin et d'armements américains. La doctrine du « soldat à soldat » d'Africom embarque les officiers américains à tous les niveaux de commandement, du général à l'adjudant. Il ne manque plus que les casques coloniaux.

C'est comme si la fière histoire de la libération de l'Afrique, de Patrice Lumumba à Nelson Mandela, était confinée à l'oubli par l'élite coloniale noire du nouveau maître. Nouveau maître dont la « mission historique », a averti Frantz Fanon il ya un demi-siècle, est la promotion du « capitalisme effréné, bien que camouflé ».

C'est Obama qui, en 2011, a annoncé ce qui est devenu connu comme le « pivot à l'Asie », à travers lequel près des deux tiers des forces navales américaines seraient transférés vers l'Asie-Pacifique pour « affronter la Chine », selon les mots de son Secrétaire à la Défense. Il n'y avait pas de menace de la part de la Chine ; toute l'entreprise était inutile. C'était une provocation extrême pour garder le Pentagone et ses gradés déments heureux.

En 2014, l'administration Obama a supervisé et financé un coup d'État fasciste en Ukraine contre le gouvernement démocratiquement élu, menaçant la Russie dans cette frontière occidentale par laquelle Hitler avait envahi l'Union soviétique, causant la perte de 27 millions de vies.

C'est Obama qui a pointé des missiles en Europe de l'Est en direction de la Russie. Et c'est le lauréat du Prix Nobel de la Paix qui a augmenté les dépenses en ogives nucléaires à un niveau supérieur à celui de tous les gouvernements depuis la guerre froide — alors qu'il avait promis, dans un émouvant discours prononcé à Prague, d'« aider à débarrasser le monde des armes nucléaires ».

Obama, l'avocat constitutionnel, a poursuivi plus de lanceurs d'alerte que n'importe quel autre président dans l'histoire, même si la Constitution américaine les protège. Il a déclaré Chelsea Manning coupable avant la fin d'un procès qui était une parodie. Il a refusé de grâcier Manning qui a subi des années de traitements inhumains considérés par les Nations Unies comme des actes de torture [Le 17 janvier, après la publication originale de cet article, Obama a annoncé la grâce de Manning, NDT]. Il a pourchassé Julian Assange à travers un procès entièrement bidon. Il a promis de fermer le camp de concentration de Guantanamo et ne l'a pas fait.

Après la catastrophe des relations publiques de George W. Bush, Obama, le smooth operator de Chicago passé par Harvard, a été enrôlé pour restaurer ce qu'il appelle le « leadership » des Etats-Unis à travers le monde entier. La décision du comité du prix Nobel en faisait partie : une sorte de racisme inversé qui béatifiait l'homme sans autre raison que d'attirer les sensibilités libérales et, bien sûr, le pouvoir américain, à défaut d'attirer les enfants qu'il tue dans des pays démunis, principalement musulmans.

C'est l'Appel d'Obama. Il n'est pas sans rappeler le sifflement d'un chien : inaudible pour la plupart, irrésistible pour les méchants et les sots, surtout les « cerveaux libéraux décapés dans le formaldéhyde de la politique identitaire », comme le disait Luciana Bohne. « Quand Obama entre dans une pièce, s'est épanché George Clooney, vous voulez le suivre quelque part, n'importe où. » William I. Robinson est professeur à l'Université de Californie et membre d'un groupe non contaminé de penseurs stratégiques américains qui ont conservé leur indépendance pendant les années de sifflement intellectuel depuis le 11 septembre. Il a écrit cette semaine :

« Le président Barack Obama… a peut-être fait plus que quiconque pour assurer la victoire de [Donald] Trump. Tandis que l'élection de Trump a déclenché une expansion rapide des courants fascistes dans la société civile américaine, une issue fasciste pour le système politique est loin d'être inévitable…. Mais cette lutte exige un peu de clarté sur la façon dont nous sommes arrivés au bord d'un précipice aussi dangereux. Les semences du fascisme du 21e siècle ont été plantées, fertilisées et arrosées par le gouvernement Obama et l'élite libérale en faillite politique. » Robinson souligne que « le fascisme est avant tout une réponse aux profondes crises structurelles du capitalisme, comme celle des années 1930 et celle qui a débuté avec la crise financière de 2008 (…). Il y a une ligne presque droite d'Obama à Trump… Le refus de l'élite libérale de contester la rapacité du capital transnational ainsi que sa marque de politique identitaire ont éclipsé le langage des classes ouvrières et populaires… Ce refus a ainsi poussé les travailleurs blancs dans une "identité" de nationalisme blanc et a aidé les néo-fascistes à les organiser ».

Ce semis est la République de Weimar d'Obama, un paysage de pauvreté endémique, de police militarisée et de prisons barbares : la conséquence d'un extrémisme « de marché » qui, sous sa présidence, a entraîné le transfert de 14 mille milliards de dollars de deniers publics vers Wall Street.

Peut-être que son plus grand « héritage » est la cooption et la désorientation de toute opposition réelle. La « révolution » spécieuse de Bernie Sanders ne trouve pas d'application concrète. La propagande est son triomphe.

Les mensonges au sujet de la Russie — où les Etats-Unis sont déjà intervenus ouvertement dans les élections — ont fait des journalistes les plus importants du monde la risée de tous. Dans le pays dont la presse est la plus libre au monde, le journalisme libre n'existe plus que dans ses honorables exceptions.

L'obsession de Trump est une couverture pour beaucoup de ceux qui se disent de « gauches/libéraux ». Comme s'ils voulaient revendiquer une forme de décence politique. Ils ne sont pas « de gauche », et encore moins « libéraux ». Une grande partie de l'agression américaine contre le reste de l'humanité est venue de prétendus gouvernements démocrates libéraux — comme celui d'Obama. Le spectre politique de l'Amérique s'étend du centre mythique à la droite lunaire. Les « gauchistes » sont des renégats sans abri que Martha Gellhorn a décrits comme une « fraternité rare et tout à fait admirable ». Elle exclut ceux qui confondent la politique avec l'obsession de leur nombril. (...)

Plus précisément : quand un véritable mouvement d'opposition surgira-t-il ? En colère, éloquent, dans le style un pour tous, tous pour un ? Jusqu'à ce que la vraie politique revienne dans la vie des gens, l'ennemi n'est pas Trump, c'est nous-mêmes.
Counter Punch, publié par arretsurinfo.ch 20.01

Vous dites des choses très justes que l'on partage monsieur Pilger, mais votre conclusion est erronée.

Ce ne sont pas des hommes qui font l'histoire mais des classes sociales. Des classes sociales qui présentent la particularité de ne pas disposer des mêmes moyens matériels pour assurer leur subsistance.

Les uns possèdent les moyens de production, ils disposent du pouvoir économique et politique, ils détiennent tous les pouvoirs, tandis que les autres n'ont que leur force de travail à vendre, ils ne disposent d'aucun pouvoir, sinon celui de se rassembler et de se battre pour exiger que leurs droits soient pris en compte.

Les uns disposent des autres, et quelle que soit la répartition des richesses ou l'état d'esprit des exploités ou opprimés, cela ne changera absolument rien si vous n'inversez pas les rapports sociaux qui en sont à l'origine, que vous l'admettiez ou non c'est ainsi.

Prenez garde, car vous obstiner dans cette voie vous fera pencher toujours plus à droite, vous en arriverez comme cette prétendue gauche ignoble à être profondément injuste en attaquant les préjugés des masses ignorantes, alors qu'elles n'en sont pas responsables. Ou alors vous continuerez de brasser du vent, de proposer des analyses qui aboutissent toutes à une impasse politique.

Si vous voulez sincèrement changer la société c'est aux fondements du capitalisme et à ses institutions qu'il faut vous attaquer ou renouer avec le socialisme scientifique. Il n'existe pas d'autre voie ou alternative politique.

Made in "America First".

AFP - « A partir d'aujourd'hui, une nouvelle vision gouvernera cette terre, America First », a lancé dès le début de son discours le 45e président des Etats-Unis.

"A compter d'aujourd'hui, ce sera l'Amérique d'abord et seulement l'Amérique!", a lancé le magnat en énonçant "deux règles simples: acheter américain et embaucher américain".

"Ensemble, nous rendrons sa force à l'Amérique. Nous rendrons sa richesse à l'Amérique. Nous rendrons sa fierté à l'Amérique. Nous rendrons sa sécurité à l'Amérique. Et, oui, nous rendrons sa grandeur à l'Amérique", a-t-il conclu, brandissant le poing, image surprenante dans ce contexte. AFP 20.01

L'art de tout dire et son contraire made in France, son docile vassal.

Deux dépêches de l'AFP publiées à différents moments de la journée d'hier et rédigées par différents journalistes, donnaient un aperçu totalement différent du National Mall de Washington. Pour les uns, une "mobilisation populaire limitée", pour l'autre une "foule immense", une "ferveur historique".

- USA: Trump s'installe à la Maison Blanche et signe son 1er décret - Jérôme CARTILLIER et Ivan COURONNE

Des dizaines de milliers de partisans s'étaient rassemblés malgré une très fine pluie sur le National Mall, coloré du rouge de leurs casquettes. Mais les vues aériennes des immenses pelouses montraient une mobilisation populaire limitée, dans un contraste saisissant avec l'investiture de Barack Obama, au même endroit, il y a huit ans. AFP 21 janvier 2017

- Ferveur historique à Washington pour l'Amérique pro-Trump - Sébastien BLANC

Une foule immense et de tous âges a envahi aux aurores le prestigieux National Mall de Washington, composée d'Américains professant une foi sans bornes pour Donald Trump, qui réalise leur rêve vendredi en devenant leur président. AFP 21 janvier 2017

No comment !

En dictature, exprimer un avis désuet contraire à l'idée répandue par les idéologues de l'oligarchie est "inacceptables".

Les propos de cette intervenante sur Obama étaient si extrêmes que BFMTV lui a demandé de quitter le plateau - Le Huffington Post

Personne n'était d'accord avec elle. L'auteure d'un livre sur Trump, invitée sur le plateau de BFMTV pour commenter en direct l'investiture du nouveau président américain, a dû quitter le plateau après des propos tenus sur Barack Obama.

Evelyne Joslain en a effectivement profité pour évoquer la question de la religion aux Etats-Unis mais également les préférences du président sortant dans ce domaine: "Je pense qu'il était plus musulman dans son cœur que chrétien", a déclaré l'intervenante, comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article.

Ces propos ont provoqué de vives réactions sur le plateau mais également en coulisse. Après ces déclarations, Evelyne Joslain a été conduite hors du plateau de la chaîne d'info pour avoir tenu des propos qualifiés d'"inacceptables" par Hervé Béroud, le directeur général de BFMTV, contacté par BuzzFeed.

De nombreux téléspectateurs ont commenté les propos de Evelyne Joslain sur Twitter, en dénonçant notamment l'irresponsabilité de la chaîne au CSA. Le conseil supérieur de l'audiovisuel a reçu 24 signalements après la séquence. Et celles-ci pourraient mener à une instruction car un seul signalement suffit pour déclencher une procédure. Le Huffington Post 20.01

Dites-moi, BFMTV, le CSA, c'est bien en France, n'est-ce pas ?

On se croirait sous le régime néonazi de Kiev où toute référence au communisme est banni et son emploi réprimé par le législateur fasciste.

BFMTV doit être classée à l'extrême droite, tout comme le néolibéralisme.

Commentaire d'un internaute.

- "Musulman c'est une insulte maintenant ? C'est ça qui est grave : qu'on pousse cette dame à quitter le plateau pour avoir "insulté" Obama en le "traitant" de musulman."

ACTUALITE EN TITRES

En famille, on préfère l'original à la copie.

- Débat PS: 3,1 millions de télespectateurs, bien moins qu'à droite - AFP

Le troisième débat de la primaire élargie du PS a été suivi par 3,1 millions de téléspectateurs sur France 2 (15% de part d'audience) jeudi soir, soit 2 millions de moins que les 5,1 millions qui avaient suivi le 3e débat de la primaire de la droite sur la même chaîne.

C'est un score également inférieur au premier débat de la primaire PS (3,8 millions de personnes sur TF1 le 12 janvier) mais supérieur au deuxième (1,7 million sur les chaînes d'info le 15 janvier), selon les chiffres de Médiamétrie. AFP 20.01

Ils osent tout

- Primaire: Valls s'en prend aux "fausses promesses" lors d'un dernier meeting chahuté - AFP

- Le cours magistral d'optimisme de Vincent Peillon pour son dernier meeting - Le Huffington Post

- Pour Valls, Montebourg et Hamon, le mot "travail" ne veut pas exactement dire la même chose - Le Huffington Post

- Alliot-Marie veut priver les fonctionnaires du droit de grève - AFP

- Rachida Dati charge Nathalie Kosciusko-Morizet qui n'a "jamais bossé de sa vie" - Le Huffington Post

- La Marche des Femmes, un mouvement planétaire anti-Trump ? - euronews.com

- Donald Trump veut “rendre le pouvoir au peuple” - euronews.com

Turquie. La dictature française et américaine pour modèle.

- Turquie: le Parlement approuve le renforcement des pouvoirs d'Erdogan - AFP

Le projet de révision constitutionnelle visant à renforcer les pouvoirs du président Recep Tayyip Erdogan a été adopté par le Parlement turc en seconde lecture tôt samedi, ouvrant la voie à un référendum au printemps.

"Notre nation prononcera le dernier mot sur ce sujet. Elle donnera la décision finale", a affirmé le Premier ministre Binali Yildirim, à l'issue du scrutin.

"Que personne n'en doute, notre nation prendra (...) la plus juste des décisions", a-t-il ajouté.

Cette réforme constitutionnelle transfère au président le pouvoir exécutif qui jusque-là appartenait au Premier ministre, bien que ce poste ait de plus en plus été marginalisé depuis l'accession de Recep Tayyip Erdogan à la présidence en 2014.

Les 18 articles du texte ont recueilli 339 des 550 voix du Parlement, soit neuf de plus que la majorité des trois cinquièmes requise pour que la réforme soit soumise à référendum, a priori au mois d'avril.

La victoire, scellée un peu après 4 heures du matin (01h00 GMT) samedi, a été assurée par une alliance formée entre le parti islamo-conservateur au pouvoir, l'AKP, et le parti de droite nationaliste, le MHP. Selon la majorité, la présidentialisation du système est essentielle pour assurer la stabilité au sommet de l'Etat et permettra simplement de s'aligner sur les systèmes en vigueur dans d'autres pays, comme aux Etats-Unis ou en France.

Mais l'opposition dénonce une dérive autoritaire supplémentaire de M. Erdogan.

"La séparation des pouvoirs serait complètement abolie et tous les pouvoirs seront concentrés dans les mains d'une seule personne sous prétexte de créer de la stabilité", déplore Metin Feyzioglu, président de l'Union des barreaux de Turquie. "Mais une stabilité pérenne n'est possible qu'avec un état de droit."

"Ce n'est pas une réforme, mais un suicide, et le peuple ne se suicidera pas", affirme-t-il. Aux termes de la réforme constitutionnelle, le président Erdogan pourrait en théorie se maintenir au pouvoir jusqu'à au moins 2029 et pourrait, entre autres, nommer ou limoger les ministres ainsi qu'un, voire plusieurs, vice-présidents.

Le poste de Premier ministre disparaîtrait, ce qui serait une première depuis la fondation de la Turquie moderne par Mustafa Kemal Atatürk en 1923.

Le président pourra également intervenir directement dans le domaine judiciaire et promulguer des décrets.

Les élections législatives et présidentielle se dérouleront simultanément. Le projet fixe la date du prochain scrutin au 3 novembre 2019.

Emma Sinclair-Webb, directrice Turquie de Human Rights Watch, parle d'une réforme qui "concentre absolument tous les pouvoirs dans les mains du président".

"Tout ce vote au Parlement se passe en plein état d'urgence, au cours duquel des médias ont été fermés, des journalistes emprisonnés", déplore-t-elle. Selon elle, dans de telles conditions il est impossible "qu'un débat public effectif ait lieu dans les médias à propos des changements qui sont apportés" et que le peuple soit correctement informé.

L'opposition accuse M. Erdogan de mettre à profit l'état d'urgence en vigueur depuis le putsch manqué du 15 juillet pour faire taire toute voix discordante, à travers une vague de purges sans précédent. AFP 20.01

Haut de page

Le 23 janvier 2017

CAUSERIE

Note aux lecteurs.

Je me suis dit que la page d'accueil du portail devenait trop volumineuse, et que cela pouvait poser des problèmes à des lecteurs pour l'ouvrir ou que cela dévorait à chaque fois leur abonnement à Internet dans des proportions trop importantes, ce qui pouvait les inciter à ne plus s'y connecter ou moins souvent. Aussi, j'ai décidé de ne plus reproduire les articles qui figurent dans la rubrique *Articles d'actualité*.

Cette rubrique va demeurer mais uniquement sous la forme de liens vers des articles que j'aurai lus, avant de les sélectionner plus rigoureusement que par le passé. Cela devrait également me faire gagner un gain de temps non négligeable pour faire autres choses.

Je vais aussi m'employer à archiver plus tôt les causeries du mois en cours comme je le faisais précédemment.

Le volume de la page d'accueil devrait tomber de 700kb à 300 kb environ.

Guerre à l'opportunisme, suite.

Première partie.

- "*Le 30 novembre une députation de nos camarades, de femmes berlinoises, s'est présentée à Berlin au siège du Parti et a déclaré « qu'à l'heure actuelle, étant donné l'existence d'un vaste appareil bien organisé, il est beaucoup plus facile qu'au temps des lois contre les socialistes, de diffuser des brochures et des tracts illégaux et de tenir des « réunions non autorisées ». « Ce ne sont pas les voies et moyens qui font défaut, c'est évidemment l'envie qui manque. »*" (Lénine : L'opportunisme et la faillite de la II ° Internationale)

C'est l'envie de construire ce parti, son appareil qui fait défaut de nos jours également, c'est une constante et c'est naturel, puisqu'il faut avoir atteint un certain niveau de maturité ou de conscience pour estimer que le règne de la nécessité a développé cette capacité ou opportunité de construire l'instrument qui nous permettrait de changer la société. C'est aussi une idée mais pas au sens idéaliste, dans la mesure où elle sert d'intermédiaire entre la réalité et son évolution, son devenir, sa négation en dialecticien, elle n'est pas la réalité, mais uniquement son interprétation, une de ses représentations, et plus elle sera fidèle aux faits, plus elle rendra le monde compréhensible au plus grand nombre, ce à quoi nous travaillons sans relâche.

Construire ce parti c'est réaliser un acte militant, politique, une tâche pratique, c'est autre chose que se contenter de bavarder politique, puisque dorénavant on ne peut plus aborder un sujet sérieusement sans être immédiatement vilipendé. C'est autre chose que de brasser des idées à longueur de temps qui ne mènent nulle part, c'est un acte responsable et cela se respecte, encore faut-il en être digne.

Construire ce parti, c'est aussi cesser d'être inactif, passif, de subir sans rien faire, sans réagir, c'est passer à l'action, à l'attaque, à l'offensive contre notre ennemi de classe pour le vaincre. C'est déjà cesser de subir notre sort parce qu'on agit pour orienter la société dans une direction précise, pour atteindre un objectif précis qui définit la nature de notre parti, son véritable objectif, non pas comme ceux qui l'affichent ou le font figurer dans leur programme percé comme un écumoire, bourré de lacunes ou de contradictions au point qu'on peut l'interpréter dans tous les sens, il tire son sens d'un non-sens, qui ne profite qu'à ceux qui savent se fixer un cap et s'y tenir ou qui savent ce qu'ils veulent et comment l'obtenir, ce qui s'annonce mal, que ce soit pour

changer ou non la société.

Construire ce parti c'est se fixer un cap et s'y tenir ou savoir ce que l'on veut et comment l'obtenir, c'est donc bien un moyen pour combattre le régime et ses représentants qui s'en tiennent à la même discipline ou conscience de classe...

Seconde partie

En refusant d'entendre ce qui suit, les dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier condamnent les militants à adopter des tactiques opportunistes et à sombrer dans le corporatisme.

- "*Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième édition (1892) de* La situation des classes laborieuses en Angleterre*. Il y traite de «* l'aristocratie de la classe ouvrière *», de la «* minorité privilégiée des ouvriers *», qu'il oppose à la «* grande masse des ouvriers *». «* La petite minorité privilégiée et protégée *» de la classe ouvrière bénéficiait seule des «* avantages durables *» de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868 ; «* la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée *»... «* Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée ... »

Les membres des « nouvelles *» unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés, «* ont un avantage inappréciable *»: leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des «* respectables *» préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des «* vieux unionistes *» mieux placés » ... Les «* prétendus représentants ouvriers *», en Angleterre, sont des gens «* à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme *»...*

C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste."

Comme je l'ai déjà affirmé à plusieurs reprises, martelé, nos pleutes dirigeants n'ont jamais tenu publiquement un tel discours, pas même à l'intérieur de leurs partis.

En 1872 le Conseil fédéral de l'Internationale avait voté un blâme à Marx pour avoir dit que « *les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus* » (Engels dans une lettre à Sorge le 21 septembre 1872), et j'imagine que Marx n'avait pas balancé cela à la légère et qu'il avait argumenté son accusation.

En comparaison, nous, nous avons le droit à la reproduction des communiqués des Mailly, Martinez et Cie. sans le moindre commentaire, sans la moindre réserve sur leurs réelles intentions, ce qui a pour objectif de faire passer ces agents du capital pour de vénérables représentants de la classe ouvrière. C'est petit, c'est minable comme procédé, mais c'est aussi une manière pour nos dirigeants de montrer aux chefs des opportunistes qu'ils méritent leur confiance. Qu'ils les critiquent par ailleurs ne présentent dès lors aucun intérêt, ne représentent aucune menace, cela fait partie du jeu habituel du double langage dans lequel leurs militants sont censés y trouver leur compte. Et les chefs de l'opportunisme le savent pertinemment et ne leur en tiendront pas rigueur, puisqu'ils sont eux-mêmes contraints de se livrer à un exercice similaire en critiquant le patronat ou le gouvernement qu'ils soutiennent par ailleurs.

Les militants en tolérant les agissements opportunistes de leurs dirigeants s'en font les complices consciemment ou non, dès lors on comprend pourquoi la volonté leur fera défaut pour les combattre, et lorsqu'une crise éclatera dans leur parti l'immense majorité d'entre eux cautionneront leurs dirigeants et il demeurera impossible de modifier l'orientation de leur parti ou de le redresser témoignant ainsi qu'il est perdu à jamais pour le socialisme, ce qu'ils n'admettront pas non plus évidemment.

Troisième partie

Quand on examine toute sorte de discours, on peut très bien tomber sur des analyses ou des constats corrects. En revanche, généralement il en ira tout autrement des conclusions de leurs auteurs, dont les orientations seront déterminées en fonction de leurs intentions, qui le cas échéant pourront être plus ou moins inavouables ou que leurs lecteurs (ou militants) ignoreront, ainsi ces derniers seront amenés à satisfaire leur désir légitime d'acquérir des connaissances, et en prime à leur insu ils adopteront une idéologie contraire à leurs intérêts qui ne les aidera pas à comprendre dans quel monde ils vivent ou à en prendre conscience. De préférence la plupart des lecteurs confondront les deux, ce qui les portera à vouer à ces auteurs et au régime en place des vertus qu'ils ne méritaient pas.

Quand on lit un ouvrage qui date de plusieurs décennies, voire plus d'un siècle ou davantage, il faudra tenir compte du contexte dans lequel il a été rédigé pour n'en retenir que les parties qui demeurent encore valables de nos jours, si notre objectif est de nous

en servir afin de montrer à nos lecteurs que nos idées s'inscrivent dans le cadre d'un processus historique ou dans son prolongement, autrement dit, qu'elles ne sont pas une de nos inventions, mais sont partagées de longue date par des penseurs qui les ont élaborées avant nous, et non pour nous en servir comme caution ou comme moyen de substitution pour palier notre incapacité à développer nos propres idées, ce qui est généralement le cas de ceux qui recourent à des citations à tour de bras pour se donner de la contenance et épater les ignorants.

C'est ce cas précis sur lequel on va se pencher brièvement.

Le recours à des citations peut donner lieu à de multiples manipulations que les faussaires professionnels connaissent parfaitement, mais que le lecteur lambda ignore habituellement.

Dans tous les cas de figure, il s'agira de prêter à l'auteur originel d'un texte des intentions qu'il n'a jamais eu ou de détourner le contenu de son discours, afin de justifier les analyses ou les positions qu'on a développées ou adoptées. Le procédé le plus couramment utilisé consiste à tronquer une phrase ou une idée, nous y reviendrons plus loin.

Mais il en existe un autre plus pernicieux, qui va consister à procéder par amalgame en recourant à plusieurs citations extraites de textes qui ont été rédigés dans des contextes différents, à plusieurs années ou décennies d'intervalle, à des fins différentes, et que les faussaires vont réunir en vantant la cohésion de leur production, en fait leur propre créature monstrueuse.

Assurément, le procédé le plus efficace et le plus difficile à détecter parce qu'il repose sur l'ignorance des personnes qui sont destinées à être les victimes de cette escroquerie est une variante du précédent, qui consiste à inventer tout simplement, à prêter à un auteur une théorie, un principe, une position qu'en réalité il n'a jamais tenu.

Une autre variante va consister à occulter ou à nier délibérément la théorie, le principe ou la position qu'il avait adopté et qui s'inscrivait en contradiction avec celle des faussaires. Mieux encore, le must, résidera dans une combinaison de ces différents procédés malhonnêtes et infâmes, qui par exemple sera employée pour faire dire à un opposant à la guerre impérialiste qu'il y était favorable, attribuer à un parti ou des dirigeants des vertus ou qualités directement sorties de l'imagination de ses auteurs frauduleux, alors qu'ils incarnaient la réaction, la contre-révolution...

C'est en recourant à ces procédés que les dirigeants se réclamant du trotskysme feront dire à Lénine qu'il était favorable au front unique au sommet, alors qu'il avait écrit que l'unité avec les opportunistes (la social-démocratie), c'était faire l'unité avec "les social-chauvins" ou "l'impérialisme", et s'adressant directement à eux, je cite : "Votre propagande en faveur de l' « unité » avec les opportunistes (...) revient objectivement à favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier", ce que deviendont de fait les trotskystes.

Comment procéderont-ils ? En extrayant des passages de différents textes où Lénine avançait la tactique du front unique ouvrier, notamment les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste (ou III° Internationale, pour justifier leur front unique au sommet ou avec les opportunistes que Lénine combattaient farouchement, alors que sa définition du front unique ouvrier s'adressait en réalité aux masses exploitées et non aux appareils pourris de la II° Internationale passés avec armes et bagages dans le camp de la réaction en 1914.

Mais Lénine n'avait rien à voir avec nos braves dirigeants "trotskystes", quand il affirmait quelque chose ou lorsqu'il était parvenu à une conclusion, il s'employait à étayer publiquement ses convictions, à l'expliquer patiemment, il n'avait rien d'un vulgaire doctrinaire bourré de formules ou de principes prêts à l'emploi pour mieux les trahir plus tard ou qui les imposait en recourant à des procédés déloyaux. Lénine poursuivait un objectif contrairement à nos dirigeants, contruire le parti de la révolution socialiste pour que la classe ouvrière parvienne à s'emparer du pouvoir politique, ce qui demeurerait impossible sans une analyse, une théorie cohérente, fiable ou sérieuse, bref, ce n'était ni un aventurier ni un charlatan, un imposteur.

A l'époque de Lénine, en 1916, l'ex-marxisme Kark Kautsky incarnait l'opportunisme qu'il s'était employé de théoriser.

Toutes les citations qui suivent sont issues de L'impérialisme et la scission du socialisme rédigé par Lénine en octobre 1916.

Voici ce qu'en disait Lénine : "*Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisant l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le «* parti ouvrier bourgeois *», de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier*", fonction qui sera incarnée par le front unique au sommet que les trotskystes adopteront après la mort de Trotsky en 1940 jusqu'à nos jours, l'éditorial de D. Gluckstein (POID - La Tribune des travailleurs) vient de le confirmer admirablement.

Les dirigeants trotskystes justifieront le front unique au sommet en expliquant que s'en passer reviendrait à laisser les mains libres aux chefs de l'opportunisme... C'était là mal poser une question déterminante à laquelle semble-t-il (sic!) Lénine avait répondu en la formulant tout autrement : Pas de conciliation, pas d'unité entre le prolétariat et les opportuniste, les social-traîtres, c'était net, clair et précis.

Lénine ne concevait pas l'unité du prolétariat avec ces partis passés dans le camp de la réaction, il concevait uniquement l'unité de la classe avec l'ensemble des militants qui se battaient à ses côtés, combattant férocement leurs dirigeants en les caractérisant pour ce qu'ils étaient réellement, quotidiennement, et non en se contentant de quelques critiques ici ou là pour faire bonne mesure. Il semblerait que cette méthode porta ses fruits puisqu'elle permit de construire le parti bolchevik et de prendre le pouvoir en octobre 1917.

Un autre argument démagogique qu'ils emploieront sans cesse pour justifier leur lien avec l'opportunisme :

- "*L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux «* masses *». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les «* organisations de masse *» des trade-unions anglaises étaient au XIX° siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX° siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.*

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois *» des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la «* masse inférieure *», la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la «* respectabilité bourgeoise *». Là est le fond de la tactique marxiste !*"

Chaque militant aura pu observer pour peu qu'il soit honnête, que les trotskystes se sont détournés de cette "*masse inférieure*" qui constitue "*la majorité véritable*", les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière au profit de l'aristocratie ouvrière que l'on trouve principalement dans les grandes entreprises, les entreprises nationalisées, de ses couches supérieures, les mieux nantis par le capitalisme et les plus corrompus par lui et lier à l'opportunisme, les intellectuels ou le corps enseignant, les fonctionnaires qui disposent d'un statut privilégié par rapport au reste du prolétariat, pire, les sympathisants, adhérents, militants élus des partis opportunistes PS et PCF et leurs satellites, les syndicalistes dont les couches qu'on vient de citer sont le fond de commerce, ce qui suffit à démontrer que la tactique adoptée par les trotskystes était étrangère au marxisme et au léninisme.

Et si ce courant politique fut définitivement condamné à tourner le dos au marxisme et au socialisme, ce fut lorsque l'un de ses dirigeants (P. Lambert) décida d'élever la tactique du front unique au sommet en stratégie ou son interprétation du front unique ouvrier, ce qui signifiait qu'il liait le sort de son parti à celui du PS et du PCF, et c'est ce que chacun peut observer effectivement, puisqu'il en est réduit au rôle insignifiant de figurant dans la lutte de classes. Quand Gluckstein s'est ému de la dislocation du PS et du PCF, il devait penser à son propre courant politique voué au même sort pour n'avoir jamais cessé d'être lié à ces partis, y compris dans les syndicats qu'il considère indépendants, sans rire, tout comme peuvent l'être le PS et le PCF envers l'Etat et le capitalisme, et dire qu'il y a encore des militants pour gober cela, c'est qu'ils doivent y trouver leur compte !

Ce n'est pas un hasard si pendant 76 ans vous ne trouverez absolument jamais dans la littérature des trotskystes, les caractérisations qu'employèrent Marx, Engels et Lénine envers les différentes couches de la classe ouvrière, et les conclusions pratiques qu'en tirait Lénine demeurent plus que jamais d'actualité.

- "*En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.*"

Comment les trotskystes pourraient-ils adopter ce discours, puisqu'ils sont pratiquement tous issus de cette couche d'ouvriers privilégiés avec laquelle ils s'identifient, et dont leur propre existence individuelle et politique dépend ainsi que leurs partis, y compris lors "*des armistices impérialistes*", impossible en effet, simple constat.

- "*Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.*"

Au lieu d'"*expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire*", Gluckstein la gorge nouée s'émeut du triste sort qui attend l'opportunisme, après il peut toujours dénoncer "*les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale*", l'exploitation et la guerre, cela ne lui coûte rien, l'opportunisme même affaibli va pouvoir continuer de faire ses ravages sur le mouvement ouvrier et la classe ouvrière pour le compte du régime, c'est ce qu'aurait sans doute retenu Lénine, c'est ce qu'on retiendra, tout le reste n'est que du baratin pour berner les naïfs et donner bonne conscience aux

militants corrompus.

On pourrait ajouter rapidement quelques réflexions pour étayer notre propos.

- "*Une couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens des centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés.*"

Quel travailleur ou militant peut avoir conscience de sa condition, s'il n'a pas conscience d'appartenir à cette "*couche privilégiée du prolétariat*" d'une puissance impérialiste ? Vous comprenez pourquoi Marx, Engels et Lénine insistaient tant sur cette question. Si vous ne comprenez pas, c'est décidément que vous êtes incurable parce que vous fuyez la réalité, mais faites attention, elle vous rattrapera un jour ou l'autre, et là il risquera d'être trop tard pour réagir et sauver votre peau ou votre misérable condition.

Personnellement, j'ai eu l'occasion d'en prendre conscience en allant vivre en Inde, et en baignant depuis plus de 20 ans dans un des milieux ouvriers les plus défavorisés de la planète. Au départ, je n'ai pas bien compris de quoi il s'agissait ou tout simplement ce qui m'arrivait, cela m'a amené à commettre beaucoup d'erreurs, à être injuste avec des Indiens. J'en ai été très choqué, et cela m'a poussé à revoir ma copie de fond en comble pour tenter d'y voir plus clair, sans savoir à l'avance que j'allais découvrir que je m'étais fait berner par les dirigeants du courant politique auquel j'avais appartenu, ce qui devait me conduire à vérifier le bien-fondé de la totalité de mes convictions qui jusque là m'avaient été plutôt inculquées, pour m'en forger de nouvelles sur la base de ma propre expérience de la vie, en me réappropriant la méthode du matérialisme dialectique pour mener à bien cette entreprise titanesque qui me prit plus de 10 ans, et si je n'en suis pas encore parvenu au bout, j'ai bien déblayé le terrain et j'y vois enfin plus clair. C'est tout le mal que je souhaite à mes lecteurs.

On terminera provisoirement avec ce dernier passage.

- "*Kautsky dissocie la politique de l'impérialisme de son économie ; il dissocie le monopolisme en politique du monopolisme dans l'économie, afin de frayer la voie à son réformisme bourgeois : le* «désarmement»*, l'*« ultra-impérialisme *» et autres sottises du même acabit. Le sens et le but de cette théorie falsifiée sont uniquement d'estomper les contradictions les plus profondes de l'impérialisme et de justifier ainsi la théorie de l'*« unité *» avec les apologistes de l'impérialisme, les social-chauvins et opportunistes avoués.*"

Cette dissociation que j'avais appelée ailleurs une dichotomie, on la retrouve dans la stratégie des trotskystes. Au "*monopolisme en politique*" correspond le parti qui ne doit pas s'ingérer dans les affaires des syndicats qui correspondent au "*monopolisme dans l'économie*", de telle sorte qu'ils n'y construiront aucune tendance pour ne pas gêner leurs appareils pourris.

C'est le deal que les dirigeants du courant lambertiste (POI-CCI et POID-TCI et les formations de militants issues de ce courant politique) devait passer à l'issue de la Seconde Guerre mondiale avec l'appareil social-démocrate de FO notamment.

Cette dissociation s'est traduite par des manifestations syndicales auxquelles les partis ouvriers ne participaient pas et vice versa, afin de laisser les opportunistes ou social-chauvins-impérialistes à la tête des syndicats pourrir tranquillement et complètement le mouvement ouvrier pour le compte du régime qui en échange se montrera généreux envers eux, c'était la moindre des choses.

C'est ainsi qu'au fil du temps, plus aucun syndicat ne combattra pour l'émancipation du salariat ou du capital, abandonnant ainsi l'objectif du combat du mouvement ouvrier au profit de son adaptation toujours plus profondément ancrée au capitalisme et intégré à l'Etat.

- "*C'est un fait que les «* partis ouvriers bourgeois *», en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste.*"

Une utopie qui tarde à se réaliser sur fond de décomposition générale de la civilisation humaine.

- "*L'époque de l'impérialisme capitaliste est celle où le capitalisme a atteint sa maturité, celle où il l'a dépassée, et se trouve à la veille de son écroulement ; il est mûr au point de devoir céder la place au socialisme*." (V. Lénine - L'opportunisme et la faillite de la II ° Internationale publié en janvier 1916)

Et à défaut de "*céder la place au socialisme*" il va entrer en putréfaction, entraînant dans son sillage l'ensemble de la société toutes classes confondues, de sorte que sous la forme d'une barbarie sauvage ou débridée qui ne veut pas dire son nom et affublée d'une étiquette démocratique, elle deviendra nauséabonde au point de conduire à un affrontement de plus en plus violent entre toutes ces couches au lieu de dresser les classes les unes contre les autres, sur fond d'une imposture gigantesque que les uns et les autres s'emploieront à couvrir, et au-delà, en proie à la résistance de la classe ouvrière, ils devront l'assumer de plus en plus ouvertement au risque de découvrir leur véritable nature.

Lénine demandait à propos de l'opportunisme s'il fallait "*refouler à nouveau ce pus dans l'organisme au nom de «* l'unité *» (avec le pus) ; ou bien s'il faut pour aider à la guérison complète de l'organisme du mouvement ouvrier, le débarrasser de ce pus aussi vite et aussi soigneusement que possible, malgré la douleur aiguë, mais passagère, que cause cette opération.*

Il est évident que ceux qui ont voté les crédits de guerre, qui sont entrés dans les ministères et ont défendu l'idée de la défense de la patrie en 1914-1915, ont trahi le socialisme. Seuls des hypocrites peuvent nier ce fait."

Les trotskystes ne le nieront pas, ils s'en accommoderont à l'aide de sophismes ou de syllogismes fabriqués pour l'occasion.

- "*Considérer qu'une guerre est une guerre de libération nationale, entraîne une tactique ; considérer qu'elle est impérialiste implique une autre.*"

Gluckstein, Gauquelin, Gauthier et Cie vont être rassurés :

- "*...le courant social-chauvin ou (ce qui est la même chose) opportuniste ne peut ni disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire*" (id - Lénine)

- Cambadélis : «*Le PS existera après la présidentielle*» - LeParisien.fr

- Cambadélis : « *On sonne le glas du PS trop tôt* » - LeParisien.fr Le Huffington Post - Le "grand cadavre à la renverse", dont la France insoumise et En Marche se disputent déjà les restes, bouge encore. - Le Huffington Post 23.01

A moins que...

- PS: chronique d'une "*mort annoncée*" pour la presse - AFP

Tout est bon pour vendre leurs torchons.

Mais rassurez-vous, tout n'est pas perdu, comme en Grèce, en Italie, en Espagne, etc. une imposture peut en cacher une autre :

AFP - Laurent Joffrin, dans Libération, s'interroge : "*Si le candidat désigné ne convainc pas, s'il patauge dans le discrédit, il sera temps de constater le décès de l'ancienne gauche*", poursuit l'éditorialiste du quotidien de gauche qui pense qu'en "*attendant, il serait bon de laisser une chance, non à un appareil, mais à une idée. Celle de la gauche, qui peut encore servir en se réinventant*".

C'est Yves Harté de Sud-Ouest qui lâche le morceau et qui je cite l'AFP :croit savoir que pour "la question fondamentale de l'avenir d'une gauche française, c'est vers l'extérieur que bientôt on regardera".

Pour lui, ce sont "*Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron*" qui poseront "*les véritables questions qu'aurait dû entendre un congrès socialiste qui n'a jamais eu lieu*". AFP 21.01

Et il n'est pas dit que des dirigeants de plusieurs courants du PS alliés à d'autres qui en sont issus et qui ont constitué plusieurs partis, ne se rassembleront pas pour constituer un nouveau parti sur les cendres du défunt PS. En Grèce par exemple, la relève est assurée par Syriza qui remplit la même fonction que le PASOK précédemment et le tour est joué, l'ordre établi est sauvé ! D'ailleurs on n'entend plus parler de la Grèce, vous l'avez constaté aussi, bravo !

Tenez bon camarades "*trotskystes*" Gluckstein, Gauquelin, Gauthier et Cie. tout espoir n'est pas perdu... Allez, vive le PS et le PCF ! Demain vive le PG ou je ne sais quel parti bâti sur les mêmes fondations pourries.

Dossier Syrie

Syrie. Alep détruit, vraiment ?

Saviez-vous que 70% de la ville est indemne, que 20% a subi des dommages et que seulement 10% en a été détruit ? C'est ce que des députés français qui ont visité la ville ont pu constater par eux-mêmes.

Saviez-vous que, lorsque les barbares dits modérés soutenus par la France notamment ont investi la ville en 2012, dans les jours qui ont suivi la majorité des Syriens qui vivaient dans les quartiers est de la ville se réfugièrent dans la partie protégée par l'armée syrienne que manifestement ils ne craignaient pas vraiment ?

On vous a raconté le contraire ou vos dirigeants n'ont pas démenti les fausses informations délivrées par les médias aux ordre, dorénavant vous connaissez la vérité. Si on vous a menti ouvertement ou par omission, c'était uniquement pour que vous souteniez la version officielle ou le gouvernement. Si vous l'aviez adoptée il n'est pas trop tard pour vous en débarrasser et accessoirement demander des comptes à vos dirigeants, c'est le droit de chaque militant.

A l'ordre du jour

- Astana dévoile les détails des pourparlers sur la Syrie - sputniknews.com

À moins de 24 heures du début des pourparlers entre Damas et l'opposition qui se préparent dans la capitale de Kazakhstan, Sputnik fait le point sur la rencontre.

Il sera 8h à Paris lorsque les délégations de l'opposition et du gouvernement syriens se réuniront à la table de négociations à Astana. Cette rencontre qui pourrait permettre à la Syrie de retrouver la paix et la stabilité et de relancer le dialogue intersyrien démarra lundi et durera deux jours, annonce le site du ministère kazakh des Affaires étrangères.

Enjeux de la rencontre

À huis clos, les partis en conflit chercheront à renforcer la fragile trêve en vigueur depuis la fin décembre sous le parrainage de la Russie, qui représente les intérêts de Damas, et de la Turquie, garant de l'opposition. Selon cette dernière, le sort de Bachar el-Assad ne sera pas porté à l'ordre du jour et constitue une question à part.

Dimanche soir, l'opposition a confirmé son intention d'établir un dialogue direct avec Damas. Dans le cas contraire, les groupes opposés au gouvernement se sont dit prêts à négocier grâce à la médiation d'autres parties.

« S'il le faut, nous nous mettrons à la table des négociations. Sinon, nous sommes prêts à mener les négociations avec la participation de médiateurs pour obtenir une trêve et mettre fin à l'effusion de sang. Nous sommes prêts à beaucoup de choses pour atteindre ces objectifs », a annoncé un conseiller de l'opposition dans une interview à la chaîne Current Time.

Qui participera aux pourparlers?

La délégation de l'opposition est arrivée dans la capitale kazakhe dimanche matin. Elle est composée des représentants de 12 groupes d'opposition. Au total, 27 des 31 groupes ont signé la semaine dernière le document final en vue de former une délégation unique. Parmi eux figurent Ajnad al-Sham, le Front du nord, l'Armée libre d'Idleb, un « gouvernement provisoire » ainsi que les groupes Jaish al-Islam et Fastakim, proches du Front al-Nosra.

Quatre groupes d'opposition ont pourtant refusé de participer aux pourparlers. Il s'agit notamment d'Ahrar al-Sham, groupe armé proche d'al-Nosra, de Failak al-Sham, du mouvement Bayan et d'Ahl al-Sham.

La délégation de l'opposition est dirigée par Mohammad Allouche, celle de Damas par l'ambassadeur de Syrie à l'Onu, Bachar Jaafari.

Parmi autres pays qui participeront aux pourparlers figurent l'Iran, la Turquie, de la Russie, les États-Unis. Selon certaines sources, la France, la Grande-Bretagne et l'Union européenne auront également une présence officielle. Washington ainsi que Paris et Londres, en cas de la participation de ces derniers, seront représentés par leurs ambassadeurs, Moscou, par le général Stanislav Gadjimagomedov.

L'attitude de l'Onu

Les pourparlers se dérouleront en présence de l'émissaire de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura. Le responsable onusien a salué dimanche les pourparlers, qu'il a qualifiés de « bonne initiative ».

« Nous sommes en train de faire un grand travail », a-t-il indiqué à l'issue d'une rencontre avec l'ambassadeur américain au Kazakhstan. sputniknews.com 22.01

Un travail de sape n'en doutons pas, qui a des relais dans le monde entier, dont la France.

Guerre idéologique et psychologique. Fabrication du consentement.

Si la propagande de l'USA-OTAN anti-syrienne en vous a pas encore fait vomir et que cela vous tenterait, vous pourrez dîner ce

soir avant de regarder un documentaire fabriqué par un média-oligarque états-unien, le Huffington Post, un supporter des barbares du Front al-Nosra qui ont fait "du bon boulot en Syrie" et ex-ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et surtout un homme d'affaires, Firas Tlass, la deuxième fortune de Syrie ralliée à Washington, qui vous expliquera qu'en réalité c'était le "boucher de Damas", Bachar al-Assad, qui avait fomenté cette guerre, qui avait financé et armé Daesh, etc.

Pour vous donnez un avant-goût de ce vomis proposé par France 3.

- Quand Bachar al-Assad "favorisait l'idée du jihad en Syrie" pour faire revenir l'Occident vers lui - Huffington Post

Le documentaire "Bachar, moi ou le Chaos", dans lequel témoigne Firas Tlass, mine les arguments de Trump, Poutine et Fillon sur la Syrie.

"Nous devrions nous féliciter du recul des terroristes." Au moment de la reprise d'Alep par le régime syrien, le filloniste Thierry Mariani reprenait à son compte la thèse selon laquelle Bachar al-Assad serait un rempart contre les islamistes. Bien lui prendrait de regarder le documentaire "Bachar, Moi ou le chaos", réalisé par Antoine Vitkine, blogueur au HuffPost. Ce film sera diffusé ce lundi 23 janvier dans la soirée sur France 3 alors que les pourparlers, qui doivent démarrer en début d'après-midi à Astana, au Kazakhstan, seront les premiers entre des émissaires de Bachar al-Assad et une délégation composée de rebelles combattants.

Dans ce reportage, le réalisateur donne la parole à Firas Tlass, ex-proche du dictateur syrien, et aujourd'hui en exil. Ce dernier rappelle une chose utile: c'est Bachar al-Assad qui a favorisé l'émergence des jihadistes en Syrie pour ensuite, s'ériger en rempart contre le péril islamiste qui tétanise les occidentaux. Mieux, il explique comment le dictateur syrien sponsorise des jihadistes depuis 2003.

"Favoriser l'idée du jihad"

Rappel des faits. En 2013, après les utilisations répétées par le régime d'armes chimiques contre les civils syriens, les États-Unis et la France sont à deux doigts de lancer une offensive contre les forces de Bachar al-Assad.

Finalement, Barack Obama, craignant une escalade, fait machine arrière et enterre les espoirs français d'en finir avec le "boucher de Damas". En difficulté dans son pays, Bachar al-Assad voit dans cet aveu d'impuissance l'occasion de diviser encore plus l'insurrection syrienne, en favorisant l'émergence d'une rébellion jihadiste.

L'objectif est double. Créer en quelque sorte une guerre dans la guerre et compliquer la tâche des occidentaux dans leurs opérations de soutien aux forces rebelles. Une fois le chaos installé, le dictateur syrien aura beau jeu de s'ériger en rempart contre les jihadistes, ce qu'il fait aujourd'hui.

"Bachar a compris que s'il créait un ennemi, s'il convertissait tous ses ennemis au jihadisme, progressivement l'occident reviendrait vers lui", explique Firas Tlass. "Le but était de favoriser l'idée du jihad, qui existait déjà partiellement chez certains, et qui est condamné par l'occident", poursuit l'homme d'affaires.

Dès 2011, le régime avait libéré quelques 260 jihadistes qui occupaient ses geôles. Pour Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères à partir de 2012, Bachar al-Assad va même jusqu'à donner un "coup de pouce" aux jihadistes, en écoulant notamment le pétrole de Daech.

Très vite, les services de renseignement occidentaux se rendent compte que les troupes du régime ne font pas la démonstration d'une lutte acharnée contre les troupes de Daech. Bien au contraire. Une fois Daech bien implanté, Bachar al-Assad fera le tour des médias internationaux pour agiter la menace terroriste et se poser en victime.

L'idée: que les opinions internationales se disent "Bachar c'est bien mieux que l'alternative", explique Firas Tlass. Ce plan com', abondamment relayé par les médias de la Russie alliée, a particulièrement fonctionné sur plusieurs personnalités politiques, dont François Fillon et Donald Trump.

Qui est Firas Tlass?

Que les services occidentaux accusent Bachar al-Assad d'avoir favorisé le jihadisme en Syrie est une chose. En revanche, que ce soit un ancien pilier du régime syrien, et aujourd'hui en exil, qui confirme ces soupçons largement étayés par des témoignages en est une autre. Pour autant, il est légitime d'interroger la personnalité de Firas Tlass.

"Ce n'est pas n'importe qui", explique au HuffPost, Antoine Vitkine. "C'est surtout le fils de Mustafa Tlass, militaire syrien de haut rang et très proche d'Afez al-Assad, le père de Bachar, dont il fut le ministre de la Défense", poursuit le réalisateur. "Il est aussi le frère de Manaf Tlass. Ancien général de brigade, il était très proche de Bachar al-Assad jusqu'à sa défection en 2012",

poursuit Antoine Viktine. Enfin, la famille Tlass est "la deuxième fortune de Syrie, ce qui confère à ses membres, dont certains ont occupé des postes clés, un accès direct aux secrets du régime". Tous ces éléments font dire à Antoine Viktine que Firass Tlass est une source "très crédible".

D'autant que ce dernier en sait quelque chose en matière d'instrumentalisation de jihadistes. Firas Tlass était aux premières loges quand, en 2003, Bachar al-Assad sponsorisait (déjà) les islamistes, alors qu'il disait collaborer avec la France dans la lutte contre le terrorisme islamiste. "Les services syriens ont inventé un certains nombre de groupes jihadistes", explique Firas Tlass.

À l'époque, il s'agissait de gêner l'administration Bush dans son intervention en Irak voisine. "Ils avaient créé des camps militaires en Syrie pour que des jihadistes aillent se battre en Irak contre les Américains", poursuit ce témoin privilégié des manœuvres du pourvoir syrien.

Adepte du double-jeu, Bachar al-Assad fournissait alors à la CIA des listes de jihadistes pour prouver sa bonne foi. Des jihadistes que son régime avait lui même formés. Pas tout à fait l'image du "rempart" que vendent aujourd'hui les partisans d'une reprise du dialogue avec le dictateur syrien. Huffington Post 23.01

Une vidéo sur la Syrie

- Syrie : Casques blancs, le masque de la terreur (VOSTFR)
https://www.youtube.com/watch?v=nQDQTcpNFO8

Il faut cliquer sur "sous-titre" pour avoir la traduction en français.

ACTUALITÉ DU JOUR

Dans la fosse septique de la Ve République, candidats au trône

- Présidentielle : Ipsos donne 8 % à Hamon et 9 % à Valls - LePoint.fr

L'institut Ipsos a réalisé pour France 2 un sondage présidentiel entre les 10 et 15 janvier : Benoît Hamon, qui sort en tête du premier tour de la primaire de la gauche, ne récolterait que 8 % au premier tour de la présidentielle, pointant ainsi à la 5e place. Marine Le Pen, dans ce scénario, conserve la tête avec 27 %, juste devant François Fillon à 26 %. Emmanuel Macron confirme sa troisième place, mais encore loin du duo de tête, à 20 %. Jean-Luc Mélenchon, à 13 %, est également éliminé. Dans cette hypothèse, l'écologiste Yannick Jadot ne décolle pas des 2 %, à égalité avec Nicolas Dupont-Aignan.

Son rival, Manuel Valls, ne fait guère mieux : 9 %. Emmanuel Macron serait réduit à 18 % dans ce cas, Jean-Luc Mélenchon reprendrait 2 points à 15 %. Marine Le Pen, toujours en tête (27 %), devancerait François Fillon (25 %).

Au second tour, François Fillon l'emporte avec 62 %, contre 38 % pour Marine Le Pen. LePoint.fr 22.01

- Primaire PS: Hamon vire en tête, avantage face à Valls - AFP

Benoît Hamon est arrivé en tête dimanche soir du premier tour de la primaire organisée par le PS et aborde le second avec un net avantage face à Manuel Valls, grâce au soutien apporté par Arnaud Montebourg, troisième homme comme en 2011.

En fin de soirée, sur quelque 1,33 million de bulletins dépouillés, Benoît Hamon arrivait en tête avec 36,3% des voix, suivi de Manuel Valls avec 31,1%, l'ancien ministre de l'Education creusant davantage l'écart au fur et à mesure de la soirée. Suivent Arnaud Montebourg, avec 17,5% des suffrages, puis Vincent Peillon (6,8%).

Les trois candidats issus des partis partenaires du PS pour cette primaire ferment la marche, avec 3,8% pour François de Rugy (Parti écologiste), 2% pour Sylvia Pinel (PRG) et 1% pour Jean-Luc Bennahmias (UDE).

Le bon score de la gauche du Parti socialiste dimanche (près de 55% des voix) et la mise en minorité de la ligne politique et économique du quinquennat incarnée par Manuel Valls, s'ils se confirment dimanche prochain, pourraient faire les affaires d'Emmanuel Macron.

"On voit bien qu'il y a une grande partie du PS qui ne peut pas se retrouver dans la ligne politique de Benoît Hamon, ni dans l'autoritarisme de Manuel Valls", résume un député soutien de M. Macron. "Cela fait déjà beaucoup d'orphelins... mais

nous sommes généreux", ironise-t-il en anticipant de futurs ralliements.

M. Valls a aussitôt fait monter la pression sur les enjeux du second tour: le choix est "très clair" entre la "défaite assurée" avec M. Hamon et "la victoire possible" avec lui, ou encore entre les "promesses irréalisables et la gauche crédible".

Mme Pinel a elle aussitôt appelé à voter en faveur de l'ancien Premier ministre, "le plus proche de (ses) convictions". M. de Rugy demande à rencontrer les deux finalistes avant de faire son choix. M. Peillon, qui rêvait d'incarner la synthèse, au centre du PS, n'a pas exprimé son choix pour l'heure.

Le PS affichait sa satisfaction sur le niveau de participation, qui s'approcherait finalement des 2 millions de votants, objectif fixé par son premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis. "Nous avons réussi le premier tour de la primaire", s'est-il félicité devant la presse, adressant un "merci pour votre résistance à l'air du temps".

La participation est toutefois à comparer aux 2,7 millions de votants du premier tour de la primaire d'octobre 2011 et surtout aux 4,3 millions au premier tour de la primaire de la droite.

Dans le camp Valls, on sait déjà que la partie sera plus que difficile à gagner. "Ca pue pour Valls", grinçait une source gouvernementale.

- Qui de Mélenchon ou de Macron a remporté le premier tour de la primaire de la gauche? - huffingtonpost.fr

Qui, dans la course à l'Elysée, va donc le plus profiter de la percée de Benoît Hamon, du ballottage défavorable de Manuel Valls et de l'élimination sèche d'Arnaud Montebourg au premier tour de la primaire de la gauche?

Premier enseignement: la participation a de quoi réjouir tous les adversaires du Parti socialiste, depuis François Fillon jusqu'à Jean-Luc Mélenchon en passant par Emmanuel Macron. Avec un peu plus de 1,5 million d'électeurs ce dimanche, la "Belle alliance populaire" chère à Jean-Christophe Cambadélis sauve les meubles et peut rentrer dans ses frais. Les sympathisants du PS peuvent aussi se rassurer: le "grand cadavre à la renverse", dont la France insoumise et En Marche se disputent déjà les restes, bouge encore. On est toutefois loin des 2 millions de participants qu'espéraient en secret les hiérarques du PS et encore plus des quelques 4,3 millions de Français venus participer au premier tour de la primaire de la droite.

Faute d'un improbable raz-de-marée, Jean-Luc Mélenchon a d'emblée dénoncé via ses lieutenants des chiffres de participation "gonflés à l'hélium solférinien". "Décidément, le PS est condamné à perdre toutes les élections, même celles qu'il organise", tacle dans un communiqué le Parti de Gauche. "François Fillon totalisait à lui seul le score total des sept candidats à la primaire de la gauche", a ironisé de son côté (en forçant le trait) la députée LR Valérie Boyer, soutien de l'ancien premier ministre.

Mélenchon parasité par Hamon

Voilà pour la forme. Sur le fond, l'affaire se complique en revanche pour Jean-Luc Mélenchon. Car si Benoît Hamon n'a pas encore gagné, il s'impose désormais comme le grand favori des primaires citoyennes, fort du soutien sans équivoque d'Arnaud Montebourg. Or une victoire du député des Yvelines n'arrangerait pas du tout le candidat de la France insoumise, qui espérait un bras de fer avec Manuel Valls, symbole du virage social-libéral du quinquennat de François Hollande.

Frondeur attitré, défenseur d'une VIe République et porteur d'un projet solidement ancré à gauche, Benoît Hamon a par ailleurs opté pour un programme s'ouvrant largement au logiciel écologiste. Un créneau que Jean-Luc Mélenchon, apôtre de la planification écologique, espérait lui-même accaparer en contraignant les écologistes à se ranger sous sa bannière. Autrement dit, entre les deux hommes, la concurrence sera frontale. Macron dopé par une possible défaite de Valls

Si Jean-Luc Mélenchon se serait bien passé du résultat de ce dimanche soir, Emmanuel Macron, lui, peut se féliciter. Certes, une victoire d'Arnaud Montebourg aurait grandement arrangé ses affaires au vu de certaines enquêtes d'opinion. Mais la perspective d'une possible défaite de Manuel Valls facilite malgré tout les choses pour le fondateur du mouvement En Marche.

Si celle-ci se confirme le 29 janvier prochain, Emmanuel Macron deviendrait le seul candidat à occuper le vaste espace politique allant du centre-gauche au centre-droit. A condition bien sûr que François Bayrou renonce à se présenter, en dépit des tensions avec l'équipe de François Fillon.

Une défaite de Manuel Valls pourrait avoir une autre conséquence bien plus préoccupante pour Benoît Hamon: la rupture de l'aile droite du Parti socialiste et de certains cadres hollandais en faveur d'Emmanuel Macron. Les premiers à s'en inquiéter ouvertement sont... les centristes alliés à François Fillon.

Mezzo voce, certains pensent la même chose à la direction du Parti socialiste. "Ce premier tour montre que des gens se sont

fait plaisir en votant pour une gauche utopiste. Mais si Manuel Valls ne gagne pas, il y a un risque évident que le peuple de gauche qui veut gagner en 2017 aille vers Macron", prévient un dirigeant du PS.

Nul doute que Manuel Valls va jouer cette partition à plein régime pour tenter de refaire son retard d'ici le 29 janvier. En attendant, En Marche entend bien se saisir d'une victoire de Benoît Hamon pour débaucher un maximum d'élus socialistes. "Toutes celles et ceux qui veulent se rallier autour de notre démarche, de notre projet et de nos valeurs sont bienvenus", mais En marche! "ne veut pas d'accord d'appareils mais des engagements personnels", a rappelé dans la soirée le député PS et bras droit d'Emmanuel Macron Richard Ferrand. Après avoir parié sur la renonciation de François Hollande, Emmanuel Macron pourrait réussir l'exploit de gagner la primaire de la gauche... sans même y avoir participé. huffingtonpost.fr 23.01

Ils osent tout

- Notre système de retraite par répartition a quelque chose du système Madoff - Le Huffington Post

- Gouvernement : Ségolène Royal se voit un avenir international - LeParisien.fr

- FN et extrême droite, des partis comme les autres: la preuve par les données - L'Express.fr

- Réunion de Coblence: les patriotes européens veulent de bonnes relations avec Moscou - sputniknews.com

L'extrême droite en fait...

- Valls : "rien n'est écrit" - M6info

- Peillon, la « surprise » promise a fait un flop - LeParisien.fr

- "Manuel Valls est le seul à pouvoir faire gagner la gauche", assure Sylvia Pinel après le premier tour de la primaire - Franceinfo

- Italie: Beppe Grillo apporte son soutien à Poutine et à Trump - L'Express.fr

- Quand Bachar al-Assad "favorisait l'idée du jihad en Syrie" pour faire revenir l'Occident vers lui - Le Huffington Post

- Israël approuve la construction de 560 logements à Jérusalem-Est - Reuters

- USA: une ONG affirme qu'elle assignera Trump en justice lundi - AFP

- Plus de deux millions de personnes ont participé à la Marche des Femmes aux États-Unis - huffingtonpost.fr

De quoi illustrer la fracture sociale provoquée par l'élection de Donald Trump. huffingtonpost.fr 21.01

Tous les médias mainstream occidentaux ont monté en épingle ce non-évènement. Car, qu'est-ce que c'est que 2 millions de manifestants sur plus de 365 millions d'habitants, en admettant qu'il y aurait 200 millions de personnes en âge de manifester aux Etats-Unis, cela représente 1%, c'est gigantesque, osons, historique ! C'est le 1% qui concentre les richesses mondiales qui doivent bien se marrer pendant ce temps-là.

- Quel est le lien entre la «Marche des femmes sur Washington» et Georges Soros? - sputniknews.com

Les presse libérale en Occident, notamment Le Guardian, présente la «Marche des femmes sur Washington» comme une action «spontanée» pour les droits des femmes, mais omet de préciser qu'il s'agit en fait d'une marche «partisane» en faveur des femmes qui sont anti-Trump.

Sur le site Internet de la « Marche des femmes sur Washington », ses organisateurs publient le manifeste de cette vaste mobilisation qui explicite : « L'ascension de la femme = l'élévation de la nation », insistant tout particulièrement sur son caractère « non partisan », mais selon de nombreuses fuites dans les médias, il ne s'agit en réalité que des anti-Trump payés par George Soros qui manifestent dans la capitale américaine.

Nombreux sont les observateurs qui se demandent quel est le lien entre George Soros, l'un des plus importants donateurs d'Hillary Clinton, et cette vaste mobilisation contre le nouveau président des États-Unis Donald Trump qu'est la fameuse « Marche des femmes sur Washington ».

Les organisateurs de la marche font la promotion de leur travail avec des organisateurs « indépendants », mais on découvre bien des choses dans les documents du milliardaire George Soros et de sa philanthropie de l'Open Society.

Il s'avère notamment que, décrit par Wikileaks comme « l'architecte de chaque révolution et coup d'État des 25 dernières années », M. Soros a financé, ou a entretenu d'étroites relations avec au moins 56 « partenaires » de la marche. Il s'agit, entre autres, de Planned Parenthood et du Conseil national de défense des ressources, structures connues pour leur opposition intransigeante envers le nouveau président des États-Unis Donald Trump, ou de MoveOn.org, organisation « farouchement pro-Clinton », et le National Action Network, salué par l'ex-locataire de la Maison Blanche Barack Obama.

D'autres « boursiers » de M. Soros parmi les « partenaires » de la marche sont l'Union américaine des libertés civiles, le Centre pour les droits constitutionnels, Amnesty International et Human Rights Watch (HRW).

Quoi qu'il en soit, la plupart des Américains savent bien que la marche n'est vraiment pas une « marche des femmes », mais une marche en faveur des femmes anti-Trump. On se souvient par ailleurs des propos tenus récemment devant les journalistes à Davos par le philanthrope idéologique et donateur politique George Soros sur Donald Trump, un « dictateur éventuel », selon lui.

Malheureusement, la marche a pris position et les « femmes » ont été utilisées pour une journée explicitement anti-Trump, constatent les observateurs. sputniknews.com 22.01

Haut de page

Le 24 janvier 2017

CAUSERIE

Nouvelles d'Inde

On m'a reproché de ne pas m'intéresser à ce qui se passe en Inde où je vis depuis plus de 20 ans, et bien voici des nouvelles.

Manifestations à Chennai - Origine : Consulat général de France à Pondichéry

Madame, Monsieur,

La ville de Chennai connait de très fortes perturbations ce jour suite à l'évacuation par la police des manifestants pro Jallikattu (courses de taureaux - LVOG) de Marina Beach. De nombreuses scènes de violence ont été observées, attaques de commissariats, dégradations de véhicules et de biens.

Les manifestations sont de plus en plus violentes, plusieurs routes sont bloquées paralysant la ville de Chennai et ses accès principaux. La sécurité a été renforcée à travers la ville pour éviter les débordements.

Les écoles et les lycées de la ville ont été fermés par précaution.

Le Consulat général de France recommande donc à la communauté française de Chennai et aux Français de passage d'éviter les lieux de rassemblement, de limiter leurs déplacements au strict nécessaire et de se tenir informés de l'évolution de la situation. Fin.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que les Indiens ont une vie misérable, ils travaillent comme des esclaves sans aucun droit ni protection sociale, ils sont confrontés quotidiennement à une multitude de difficultés, tous les rapports dans la société sont archi pourris, les inégalités sont gigantesques, la corruption est omniprésente à tous les niveaux de la société, etc.

La vie au quotidien est un cauchemar pour la plupart des Indiens et pas seulement pour les plus pauvres. L'inde demeure un pays sous-développé. Ce n'est pas un Etat de droit au sens communément admis, c'est un Etat semi-féodal ou les citoyens n'ont aucun droit. Ils règlent leurs différents entre eux généralement, à l'amiable ou en recourant aux menaces, à la violence, chaque village compte son lot de personnes horriblement assassinées, décapitées, coupées en morceaux, y compris dans tous ceux où j'ai vécu jusqu'à présent.

Dans ces conditions insupportables, il est facile de comprendre que la vie offre peu d'occasion aux Indiens de jouir d'un moment de répit. Ils demeurent très attachés à leur culture ou à leurs coutumes, à leur religion qui justement leur procurent quelques instants de bonheur, alors lorsque le gouvernement fédéral s'y attaque, ils réagissent violemment, c'est la goutte qui fait déborder

le vase, c'est les priver de ce qui leur permet de supporter leur condition misérable.

Si j'étais un crétin de gauchiste, je leur donnerais tort car j'ai de l'estime pour la condition animale. Mais comme je comprends et partage leur détresse, je n'en ferais rien. Je me range au côté du peuple indien contre le gouvernement qui l'opprime et qui lui inflige de supporter des conditions d'existence indigne d'un animal en 2017.

L'art de mal poser une question pour éviter d'en poser une compromettante.

Selon le Figaro il existerait une « gauche d'opposition et celle de gouvernement » qui seraient « irréconciliables », tandis que Martine Aubry (PS) estime au contraire qu'il serait possible de « rassembler les gauches que nous n'avons jamais crues irréconciliables », et comme c'était Manuel Valls (PS) qui avait balancé qu'elles étaient « irréconciliables », elle appelle à voter Hamon au second tour de la primaire du PS.

La différence d'appréciation qui se manifeste ici entre Le Figaro et Martine Aubry est conforme aux intérêts divergents ou opposés qu'ils sont censés représenter, en apparence seulement sur le fond, mais réelle sur la forme. Cela tient au fait qu'ils se partagent les rôles, Le Figaro tenant celui de représentant officiel du capitalisme, Aubry tenant le même rôle officieusement mais ne remplissant pas la même fonction.

Pour Le Figaro, il est logique que toute politique comprenant des réformes sociales ou des concessions à la classe ouvrière appartienne définitivement au passé et doit être résolument écartée, et qu'il considère qu'elle est inconciliable avec les besoins du capitalisme en crise dont il est le porte-parole

Martine Aubry se doit de le nier pour que le PS continue d'exister ou son avatar en cas d'explosion de ce parti. Elle a besoin de faire vivre l'illusion qu'il pourrait appliquer une autre politique pour engrenger les votes des électeurs et obtenir des élus, car dans le cas contraire le PS serait évincé des institutions et les affairistes qui en composaient la direction et la structure le déserteraient, ce qu'il faut éviter, d'où sa tentative désespérée de concilier l'inconciliable tout du moins sur le terrain des apparences, puisqu'en réalité tous les dirigeants et ex-dirigeants du PS sont inféodés au régime, en sont le produit.

Qu'ils se rassurent, la « gauche d'opposition et celle de gouvernement » continueront d'exister après mai 2017, parce qu'ils ont besoin l'un de l'autre pour que leur imposture perdure ou continuer à faire croire qu'ils seraient de gauche, alors que ni l'un ni l'autre ne le sont en réalité.

Les dirigeants et ex-dirigeants du PS savent pertinemment qu'ils ne sont pas de gauche. Les uns l'assument davantage que d'autres, et cela exaspère ceux qui l'assument, parce qu'ils ne peuvent pas démasquer les imposteurs qui ne l'assument pas sans prendre le risque de se démasquer eux-mêmes, et ceux qui ne l'assument pas ou le nient comme Mélenchon par exemple qui s'en régale, en profite en lorgnant sur la place qu'occupait jusqu'à présent ces petits camarades du PS réduits à l'impuissance.

Hamon ainsi qu'Aubry ont compris qu'il était préférable de reprendre à leur compte une parti du programme de Mélenchon plutôt que d'en dénoncer les contradictions, histoire de l'affaiblir ou de mordre sur son électorat en espérant que cela sera suffisamment pour sauver les meubles, ce en quoi rien n'est moins sûr.

Quant à Valls, il n'a aucune chance parce que quel que soit les arguments qu'ils avanceraient ils se retourneraient immédiatement contre lui. Il a tenté d'adopter à sa manière la tactique conciliatrice qu'elle préconise quand il s'est prononcé pour l'abolition de l'article 49.3 de la Constitution, opération grotesque qui a achevé de décrédibiliser sa candidature et a permis de renforcer son véritable concurrent, Macron, vers lequel se tournent maintenant les courants les plus droitiers ou réactionnaires du PS.

Le candidat des Rothschild Macron a été mis en orbite par l'oligarchie financière pour achever le PS, après avoir dressé le constat qu'il demeurerait impossible de lui faire opérer la même transition qu'à l'UMP du fait de l'existence au sein du PS de différents courants continuant de se réclament de ses origines lointaines ouvrières ou du socialisme, qui collait à la peau de ce parti comme une tâche infâme ou honteuse dont il fallait le débarrasser à tout prix, ce dont ni Valls ni personne au sein du PS ne pourrait réaliser, seule une personnalité étrangère au PS y parviendrait à l'issue d'un processus relativement court que les idéologues de l'oligarchie avaient peaufiné soigneusement, en profitant de l'occasion qui se présentait à eux avec un Président réduit à l'impuissance et pratiquement au silence, le PS discrédité dans le pays et incapable de la moindre réaction pour empêcher que le mécanisme qui devait le broyer soit mené à son terme.

Comment fabriquer un syllogisme crapuleux ou l'art de la confusion.

Le mode d'emploi vous est offert par le politologue Jérôme Sainte-Marie, président de la société de conseil PollingVox.

Mais si Benoît Hamon, représentant de l'aile gauche du PS, bat l'ex-Premier ministre Manuel Valls, c'est Emmanuel Macron, installé dans le statut de troisième homme de la présidentielle, qui en profitera le plus, estiment les analystes.

Benoît Hamon est crédité à ce stade dans les sondages sur les intentions de vote de moins de voix au premier tour de la présidentielle que Manuel Valls (7% à 8% contre 9% à 10%).

A priori autant de suffrages gagnés pour Emmanuel Macron, qui peut espérer rallier l'essentiel des électeurs potentiels de l'ancien Premier ministre, le 23 avril.

"Si Hamon l'emporte, il y aura une grande déperdition vers Macron. Ce sera un big bang", admet un ministre.

Pour Jérôme Sainte-Marie, cet afflux peut cependant se transformer en "victoire à la Pyrrhus" pour Emmanuel Macron en en faisant de facto le candidat de la gauche.

"Il sera la voiture-balai de tous les hiérarques socialistes et sera rattrapé par le vieux monde politique", explique cet analyste. "Ça risque d'abîmer son image et surtout de bloquer d'éventuels ralliements et votes de droite en sa faveur." Reuters 23.01

Commentaire d'un internaute.

- "Comme pour vendre du papier, mieux vaut annoncer qu'il va y avoir du sang sur les murs, la théorie des deux gauches irréconciliables va nous être assenée et martelée par le microcosme politico-médiatique. Le plus étonnant, c'est que le premier tour de la primaire nous montre plutôt le contraire, la formidable convergence des vues et programmes des candidats."

1- Hamon est présenté comme le "représentant de l'aile gauche du PS", donc Valls est censé incarner l'aile droite du PS. On est bien d'accord, n'est-ce pas ?

A retenir : Hamon à gauche, Valls à droite.

2- Du coup, si Hamon remportait la primaire du PS, Macron pourrair récupérer " l'essentiel des électeurs potentiels" de Valls, jusque là la logique est respectée.

A retenir : Valls et Macron à droite.

3- Emmanuel Macron deviendrait de facto le candidat de la gauche.

Conclusion : Macron à gauche.

Où se situe le lézard ? Le tour de passe-passe a tout simplement consisté à faire passer frauduleusement les électeurs de Valls de droite à gauche pour que Macron devienne un candidat de gauche.

Et la réserve consistant à prétendre que le vote des électeurs de Valls en faveur de Macron pourrait "bloquer d'éventuels ralliements et votes de droite en sa faveur" est logique puisque les électeurs de Valls sont dorénavant de gauche, tout comme l'ensemble de la direction du PS ou son courant majoritaire qu'incarnaient Hollande, Valls, Sapin, Fabius, Cazeneuve, etc.

Le Huffington Post a été plus direct :

- Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon ont pris en otage la Gauche - Le Huffington Post

Il serait acté de façon définitive l'existence de deux gauches irréconciliables, chacune dotée de son héraut, Jean-Luc Mélenchon d'un côté, Emmanuel Macron de l'autre (...) face à la droite et l'extrême-droite. Le Huffington Post 23.01

En Marche est en passe de devenir le nouveau PS, on verra plus tard si cela se vérifiera, il est trop tôt pour le dire, mais on est en droit de penser que tel était leur objectif.

- La primaire à gauche fait le jeu de Macron plus que de Mélenchon - Reuters

Le premier tour de la primaire à gauche, qui a placé Benoît Hamon position de favori dans la course à l'investiture socialiste pour l'élection présidentielle, fait le jeu d'Emmanuel Macron plus que celui de Jean-Luc Mélenchon. Reuters 23.01

Mélenchon bouffe à tous les râteliers, il n'a rien à envier à Macron, c'est la définition du populiste par excellence.

Comment fonctionnent les promesses électorales des imposteurs de gauche.

Le mode d'emploi vous est offert par Malik Lounès, ex-dirigeant de SOS Racisme et de la Licra, président de l'association LOLitik.

Une élection, ce n'est pas une question d'arithmétique, mais de dynamique.

Ce qui est compliqué dans une dynamique, ce n'est pas de l'entretenir, mais de la créer.

Ce qui est compliqué dans une dynamique, ce n'est pas de l'entretenir, mais de la créer. Il l'a fait et on sait que la force va à la force. Il devrait l'emporter, mais cela dépend maintenant de sa capacité à opérer dès maintenant le rassemblement, autrement dit à mettre de l'eau dans son vin. Nous sommes à la mi-temps, c'est le moment d'opérer les changements pour gagner le match.

Première visée, sa proposition d'instaurer dès son élection son idée de Revenu Universel. Puisque Arnaud Montebourg le rejoint après avoir tiré à boulets rouges sur sa proposition phare qui l'a fait percer, Benoit Hamon serait bien avisé de dire qu'il a entendu les multiples réticences qu'elle suscite, et qu'en conséquence il ne propose plus de l'appliquer tout de suite une fois élu, mais de convoquer une grande conférence nationale sur le sujet, chargée d'en déterminer les modalités, le financement et le calendrier. huffingtonpost.fr 23.01

Vous avez bien lu, cette misérable vermine explique que pour se faire élire son candidat devrait parer ses promesses électorales de subtiles réserves assorties de délais indéterminé pour les mettre en oeuvre, de sorte que d'éventuels électeurs qui y sont opposées puissent également voter pour lui.

Comme quoi nous n'avons pas à faire à des traîtres ou des gens inconscients qui ne savent pas trop ce qu'ils font, mais bien à des ennemis qui trompent délibérément les électeurs, c'est écrit noir sur blanc.

Le candidat de la gauche introuvable.

Un internaute à propos de l'illusionniste Mélenchon.

- "C'est un jeune étudiant qui découvre, à 18 ans, le trotkisme, à 25 ans il adhère au PS, devient, sous contrôle de la direction, jusqu'à 55 ans, un permanent appointé par le Sénat ou par diverses collectivités territoriales. Quand l'heure de la retraite sonne, le salaire devient une pension de retraite libre de toute conditionnalité par rapport au PS, il se repositionne alors, comme avant ses 25 premières années, à la gauche du PS, après 30 années de silence révolutionnaire total....

Juger les individus en fonction de leurs études, de leur parcours politique, syndical ou professionnel est aberrant. C'est la sincérité de l'engagement qu'il faut interroger, les actes concrets, pas les origines quelles soient ethniques ou sociales. Alors, c'est vrai que, sur ce terrain, il ne resterait pas grand monde sur le tarmak pour 2017, et pas seulement à gauche."

Il a juste oublié de préciser qu'il s'agissait de sa retraite du PS, donc usurpée, et que par là il y demeure lié jusqu'à la fin de ses jours, sauf s'il y renonçait. Puis qu'il était député européen, et qu'à ce titre il n'a ni vraiment rompu avec les "30 années de silence révolutionnaire total" qu'il a passé au PS, ni qu'il se serait repositionné "comme avant ses 25 premières années" ou qu'il serait redevu trotskyste, pas vraiment, ce que d'ailleurs Mélenchon ne revendique pas.

Le candidat du PS est déjà éliminé.

- Primaire de gauche : il y a eu 1,6 million de votants - Francetv info

Officiellement, il y a eu 1,6 million de votants au premier tour de la primaire de la gauche. C'est le chiffre annoncé ce lundi 23 janvier par les organisateurs. "C'est un dernier décompte qui pourrait faire taire la polémique du jour : est-ce le véritable chiffre de la participation ? A-t-on gonflé les chiffres pour dépasser la barre symbolique des 1,5 million d'électeurs ?", interroge Serge Cimino, en direct du siège du parti socialiste. Francetv info 23.01

Comment soutiennent-ils Valls ? En fabriquant un sondage.

- Les Français majoritairement opposés au revenu universel - L'Express.fr

Selon un sondage Harris pour LCP, plus de 60% des Français se montrent hostiles à cette mesure phare du programme de Benoît Hamon, qui est arrivé en tête du premier tour de la primaire à gauche dimanche. L'Express.fr 23.01

Macron en retard d'une guerre ! Il ignore que la marche arrière n'existe pas sur le plan historique.

Comme Fillon il s'aligne sur Trump.

- A Beyrouth, Macron prône une politique d'"équilibre" de la France en Syrie - AFP

Le candidat à la présidentielle 2017 en France Emmanuel Macron a défendu lundi à Beyrouth une "politique d'équilibre" à l'égard du régime et des rebelles en Syrie, se démarquant de la politique pro-opposition de Paris depuis le début du conflit.

Actuellement en troisième position dans les sondages, M. Macron a plaidé pour une "politique d'indépendance, d'équilibre de capacité à parler à toutes les parties" dans le conflit syrien, qui a fait plus de 310.000 morts depuis 2011.

C'est "une logique de construction de la paix beaucoup plus qu'une logique d'intervention à tout-va pour un clan ou pour un autre", a déclaré le candidat à des journalistes en marge d'un discours prononcé à l'Ecole supérieure des affaires dans la capitale libanaise.

M. Macron, qui a quitté en août 2016 le gouvernement français pour diriger son mouvement "En marche !", s'est dit opposé à ce que le départ du président syrien Bachar al-Assad soit un "préalable à tout", tout en refusant de "pactiser" avec lui.

"Assad est un dirigeant qui a failli (...), l'erreur qui a été faite, de droite ou de gauche a été à un moment de faire du départ de Bachar al-Assad un préalable à tout", a-t-il dit, au premier jour de sa visite au Liban.

Sous la présidence de François Hollande, Paris n'a cessé d'appeler au départ du président syrien, l'accusant de massacres contre son peuple et le qualifiant de "dictateur sanguinaire".

"La France n'est pas là pour décerner des bons points et des mauvais points à qui que ce soit, elle est là pour construire la paix, c'est bien plus compliqué", a insisté M. Macron.

Il a déploré que "la France ne soit pas partie prenante" aux négociations de paix syriennes parrainées en ce moment par la Russie et l'Iran, alliés du régime, et la Turquie, soutien des rebelles. "Nous devons construire une solution politique (...) avec les grandes puissances régionales en acceptant de dialoguer avec chacune d'entre elles", a souligné M. Macron.

Il a appelé à la création d'un "groupe de contact" qui mettrait "les solutions diplomatique devant toute solution militaire".

"Cette région a besoin de reconstruire la paix pour elle-même (...) nous avons connu les conséquences de ce conflit", a-t-il résumé. AFP 23.01

América fist. A quoi correspond la statégie de Trump, Président des Etats-Unis, et de May, Première ministre britannique ?

Permettre à l'oligarchie financière, aux actionnaires des multinationales anglo-saxonnes d'accroître leur fortune, leur puissance ou pouvoir, de s'émanciper de toute réglementation contraignante, bref agir en maître du monde.

Ce qui explique pourquoi ils devaient se libérer du carcan de l'UE, du TTP, du TTIP, de l'Alena, tout comme ils s'émancipent déjà de celui de l'OMC, de l'ONU, etc. autant de carcans que par contre les autres Etats seront sommés de respecter sous peine de sanctions ou pire encore.

Quel Etat dans le monde est en mesure de rivaliser avec eux, de contester leur hégémonie financière, politique, militaire sur le monde, aucun. Si c'était possible en se regroupant, lors de négociations bilatérales ce n'est pas le cas, c'est l'Etat le plus puissant qui pose ses conditions et remporte la mise, c'est à prendre ou à laisser.

Au fait, le Brexit a été conçu dans cette perspective, la Grande-Bretagne étant liée depuis plus de trois siècles avec le Nouveau Monde qui devait en être la créature monstrueuse.

D'après vous, comment faut-il caractériser ceux qui au sein du mouvement ouvrier (et ailleurs) se réclament du Brexit ?

- Trump enterre le Partenariat transpacifique - Reuters

Donald Trump a signé lundi une ordonnance retirant les Etats-Unis du Partenariat transpacifique (TPP) et menace de faire de même avec l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) faute d'un "accord équitable" avec le Mexique et le Canada.

Signé l'an dernier par douze pays d'Amérique et d'Asie dont les Etats-Unis, mais pas encore ratifié, le TPP visait à créer une

nouvelle zone de libre-échange. En vertu de ses règles de ratification, le retrait des Etats-Unis signifie que le texte ne pourra pas entrer en vigueur.

Le Partenariat transpacifique, soutenu massivement par les milieux d'affaires américains et négocié par l'administration de Barack Obama, n'a jamais été approuvé par le Congrès.

L'accord constituait l'un des piliers de la politique du "pivot" vers l'Asie mise en oeuvre par l'ancien président.

Le nouveau président américain compte aussi renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), qui lie Etats-Unis, Mexique et Canada depuis 1994, et faute d'un "accord équitable", décidera également d'en retirer les Etats-Unis, peut-on lire sur le site de la Maison blanche. Reuters 23.01

Une vidéo

Michel Collon teste les médias: Trump, un monstre pour l'establishment ?
https://www.youtube.com/watch?v=aLX26tAMN0U

Michel Collon propose de recréer un "mouvement anti-guerre" pour saper à la base la propagande de guerre de l'impérialisme, qui sert à conditionner les peuples pour qu'ils cautionnent toutes ses guerres, condition sans laquelle il serait plus difficile, voire impossible aux différents gouvernements impérialistes de se lancer dans de nouvelles guerres. Car en s'exposant de la sorte, les peuples condamneraient leurs guerres et l'ensemble de leur politique, ce qui destabiliserait leurs Etats et alimenterait la lutte de classe du prolétariat, y compris sur le plan social.

Cette proposition est intéressante, tout dépendra de son contenu et des acteurs qui y seront associés. Elle devrait être discutée et adoptée par le mouvement ouvrier, les partis et les syndicats. Sauf s'il s'agissait de récréer un mouvement du type front unique anti-impérialiste ou sur le modèle altermondialiste. A suivre.

Je devais justement lui adresser un courriel...

Ils osent tout

- Primaire de la gauche : l'unité du PS va-t-elle voler en éclats ? - Franceinfo

- Le camp Valls croit encore la victoire possible - Reuters

- Hamon-Valls : deux gauches irréconciliables ? - Franceinfo

- Benoît Hamon et Manuel Valls : des programmes qui s'opposent en tout point - Franceinfo

- François Fillon : "Il va y avoir trois candidats de gauche" à la présidentielle - Franceinfo

En réalité il n'y en aura aucun, bravo !

Haut de page

Le 27 janvier 2017

CAUSERIE

Stratégie du chaos.

Qui est George Soros ? - Français
https://www.youtube.com/watch?v=_srlUrH8YkQ

Le réseau Soros se dévoile
https://www.youtube.com/watch?v=Fglt-CIfQPw

OpenSociety, Manifestations Anti-Trump, Révolutions colorées, Black Lives matter, Femen, Ingérence, LGBT, multiculturalisme, légalisation du cannabis, etc.

Avis à tous les naïfs ou ignorants qui supportent ces mouvements et se font manipuler, pire, qui manipulent à leur tour travailleurs ou militants.

Il serait intéressant d'établir la liste des formations politiques qui se disent de gauche ou d'extrême gauche qui les ont soutenus ou y font grâcieusement référence, attention la liste des mouvements ou sujets en question ci-dessus est loin d'être exhaustive... Il est fort à craindre qu'aucune ne soit épargnée à l'issue de cette épreuve. Nous n'y sommes pour rien, qu'ils s'assument.

Lutte contre le stalinisme.

Qui en parle encore ? Plus personne apparemment, or son cadavre puant bouge encore, vous aurez si nécessaire l'occasion de le constater par vous-même plus loin.

Premier sujet

Extrait d'un courriel adressé à un camarade.

Plus je creuse et plus je lis de textes que je n'avais jamais lus auparavant, plus je réfléchis aux positions et à l'orientation politique adoptées par le courant politique que j'avais rejoint dans les années 70, plus je me dis que je me suis fait berner dans des proportions si monstrueuses que j'en découvre encore, et pas sur des question mineures. Par exemple je suis tombé sur un article de Lénine publié dans la Pravda des 26 et 27 mai 1923 dans lequel il écrivait que la construction du socialisme dans un seul pays était tout à fait pertinente et même engagée sur la bonne voie. En voici des extraits.

- "Lorsque la population est groupée au maximum dans les coopératives, le socialisme se réalise de lui-même, ce socialisme qui provoquait auparavant des railleries légitimes, des sourires, le dédain des gens convaincus avec juste raison de la nécessité de la lutte de classes, de la lutte pour le pouvoir politique, etc. Eh bien, tous les camarades ne se rendent pas compte de l'importance énorme, illimitée, que la coopération acquiert pour nous aujourd'hui en Russie."

- "... n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule, que nous traitions auparavant de mercantile, et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la NEP, de la même façon, n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet."

- "Or, le régime de coopérateurs civilisés, quand les moyens de production appartiennent à la société et que le prolétariat comme classe a triomphé de la bourgeoisie, c'est le régime socialiste."

- "Aujourd'hui, nous sommes en droit de dire que le simple développement de la coopération s'identifie pour nous (compte tenu de la « petite » exception signalée plus haut) avec celui du socialisme. Force nous est de reconnaître en même temps que tout notre point de vue sur le socialisme a radicalement changé. Ce changement radical consiste en ceci : autrefois nous faisions porter le centre de gravité, et nous devions le faire, sur la lutte politique, la révolution, la conquête du pouvoir, etc. Aujourd'hui, le centre de gravité se déplace : il porte sur le travail pacifique d'organisation « culturelle »."

- "Or, ce travail parmi les paysans a pour objectif économique la coopération. Si nous pouvions les grouper tous dans des coopératives, nous nous tiendrions des deux pieds sur le terrain socialiste. Mais cette condition implique un tel degré de culture de la paysannerie (je dis bien de la paysannerie, puisqu'elle forme une masse immense), que cette organisation généralisée dans les coopératives est impossible sans une véritable révolution culturelle."

- "Aujourd'hui, il suffit que nous accomplissions cette révolution culturelle pour devenir un pays pleinement socialiste."

Ce discours est tellement incroyable provenant de Lénine, que j'ai envie de demander au Cermtri ou à J-J Marie si ce texte est authentique ou la traduction correcte.

Certes cela ne remet pas en cause la théorie de la révolution permanente au niveau nationale ou internationale, mais cela porte un coup terrible à la théorie selon laquelle la construction du socialisme serait impossible selon Lénine. J'ai trouvé un autre texte de 1915 où il tenait un discours similaire, où apparemment l'économie mondiale dominée par le capitalisme ou l'impérialisme ne constituait pas ou plus une entrave au développement du socialisme dans un seul pays ou une menace mortelle à terme pour un Etat socialiste isolé.

Si cela devait me gêner, ce ne serait pas où on le penserait spontanément pour deux raisons au moins. Parce que la Russie était

un immense pays déjà bien peuplé (plus de 100 millions d'habitants), ensuite, j'envisage l'hypothèse que Lénine (tout comme Trotsky) ait pu commettre de lourdes erreurs, il l'a reconnu lui-même à plusieurs reprises. On peut aussi se dire que ce discours étant réservé au peuple russe en 1923, et sachant qu'il arrivait à Lénine de verser volontairement dans l'outrance pour marquer les esprits positivement chez un peuple arriéré - ce qu'on a tendance à oublier comme beaucoup de choses qu'on ignore, ce discours peut avoir été tenu à cet effet et conçu dans un contexte bien précis qui échappera à un lecteur extérieur ou qui ne l'interprétera peut-être pas de la même manière ou encore ne le comprendra pas, n'en saisira pas la finalité ou les objectifs qui n'étaient pas seulements politiques.

On pourrait aussi se dire que cela ne change rien à la tonalité ou à l'orientation politique des autres discours que Lénine avait tenus sur cette question. Certes, certes (à prononcer en prenant le ton de Louis Jouvet), mais comme dirait l'autre, cause toujours il en restera quelque chose, d'ailleurs ce n'est pas un hasard si un an plus tard Staline pour la première fois mentionnait la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, selon Trotsky.

Bref, attaquer les staliniens sous cet angle-là, c'était tomber dans une polémique stérile et se ridiculiser, pire leur rendre service en décrédibilisant Lénine, qui plus est, c'était doublement inutile parce que cela ne remettait pas en cause la théorie de la révolution permanente. Et puis, si la construction du socialisme était concevable en Russie en 1923, elle le serait d'autant plus après la Seconde Guerre mondiale une fois réalisé le Pacte de Varsovie, elle le serait ensuite en Chine et ses futurs satellites d'Asie du Sud-est...

Un tel argument devait assurément ridiculiser les trotskystes aux yeux des militants et travailleurs conquis ou attirés par le PC, j'ai presque envie de dire, encore un argument qui prouve que les trotskystes manipulés par leurs dirigeants au lieu de combattre le stalinisme ils lui ont rendu un fier service. J'ai constaté que ces dirigeants avaient eu une constante propension à polémiquer sur des mots d'ordre sous des angles qui finalement déservaient la cause pour laquelle ils prétendaient combattre, y compris la défense du trotskysme.

Au lieu de nier la possibilité de la construction dans un seul pays, il aurait été préférable de prendre les staliniens au mot et leur demander pouquoi, 30,40, 50 ans plus tard le Kremlin consacrait des sommes gigantesques à la course aux armements avec les Etats-Unis au lieu d'élever le niveau de vie du peuple ou satisfaire ses besoins, pourquoi la construction du socialisme tardait tant à venir, etc. pour montrer qu'en réalité cela n'avait jamais été leur objectif alors qu'ils en auraient eu les moyens s'ils en avaient eu réellement la volonté, car au-delà des éléments qu'on a déjà cités, au besoin ils pouvaient aussi bénéficier de la coopération des pays non alignés pour s'approvisionner en matières premières, ils pouvaient tisser des liens avec la Chine et ses satellites, pourquoi par exemple un minuscule pays comme Cuba est parvenu à un taux de mortalité infantile inférieur à celui des USA, alors que l'URSS avec les immenses moyens dont elle disposait n'y est jamais parvenu, etc.

Il fallait utiliser intelligemment cet argument contre les staliniens au lieu de s'enfermer dans un déni stupide perpétuel : Oui la construction du socialisme dans d'immenses pays comme la Russie ou la Chine est possible, alors prouvez-le. Et plus tard : Pourquoi malgré tout cela est toujours demeuré impossible, quelle explication avez-vous à nous fournir, dites, on vous écoute, et ainsi on aurait pu démonter chacun de leurs arguments pour justifier l'absence du socialisme en URSS et les laisser se démasquer eux-mêmes en proie à leurs contradictions, ce qui aurait eu une autre portée que le faire nous-mêmes, on n'aurait pas pu nous accuser de leur faire un procès d'intention ou je ne sais quoi, on aurait gagné en crédibilité...

Ces dirigeants trotskystes, qui se présentaient comme de féroces ennemis du stalinisme, ont plutôt fourni des arguments à ses représentants ainsi qu'à ceux du capitalisme pour lutter contre le socialisme, ce qui devait aller de paire avec les relations qu'ils allaient tisser avec les dirigeants de la social-démocratie et l'appareil de FO notamment. Car les représentants de la réaction, qui étaient également de farouches anticommunistes, auront le beau rôle par la suite de faire le procès du socialisme ou du communisme et non du stalinisme. Comment ? En affirmant qu'en URSS c'était la construction du socialisme ou le modèle de société bâtie sur les principes du socialisme qui avait fait faillite ou avait engendré un monstre incompatible avec l'exercice la plus élémentaire de la démocratie, et non la gestion bureaucratique et parasitaire de l'Etat et des ressources du pays par les staliniens, parce qu'ils ne revenaient pas à ces représentants du capitalisme de révéler la vérité ou le pot aux roses, à savoir que c'étaient les staliniens qui avaient ruiné l'opportunité de construire le socialisme en URSS (en admettant que cela soit possible, peu importe ici), leur ennemi étant le socialisme et non le stalinisme qui en réalité était leur allié au sein de l'Etat soviétique pour le compte du capitalisme mondial...

Il faut aussi avoir à l'esprit que si la construction du socialisme était réellement impossible dans d'immenses pays bien ou densément peuplés comme l'URSS (et les pays d'Europe centrale et de l'Est) ou la Chine, on ne voit pourquoi il le serait davantage en Europe, aux Etats-Unis, en Inde, en Australie qui sont pour un peu des continents à eux tout seul.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Quelle que soit la question ou le sujet qu'on aborde, on s'aperçoit que les dirigeants trotskystes tous courants confondus n'ont cessé depuis la mort de Trotsky de les aborder par le mauvais bout, à l'envers, sous un angle étroit, borné ou purement dogmatique, dont les effets seront à terme désastreux, c'était imparable.

L'auteur de ces lignes en sait quelque choses pour avoir été sous leur influence jusqu'à une date relativement récente. Il faut donc fortement recommander de reprendre à zéro sans a priori et sans crainte de ce qu'on va découvrir, l'étude sérieuse de l'ensemble des questions essentielles qui ont marqué la lutte des classes au cours de la seconde moitié du XXe siècle ou depuis le milieu des années 20. Il est impératif de faire ce travail ou de se livrer à cet inventaire pour aller de l'avant.

C'est un travail colossal qui devrait être entrepris collectivement, mais hélas si personne ne daignait ou ne tenait à s'y coller, nous reproduirions à l'infini dans le futur les mêmes erreurs qui nous ont menées où nous en sommes aujourd'hui. Il est évident qu'un militant de base ne disposera pas des instruments ou des capacités pour mener à bien ce travail ardu et ingrat, mais indispensable. Ce message s'adresse donc à des intellectuels, à des dirigeants ou cadres aguerris qui entendent demeurer fidèles au socialisme. Je ne sais pas ce que vous pensez du texte que vous venez de lire et que j'ai rédigé hier et ce matin. Certains ne manqueront pas de m'accuser d'être passé au stalinisme en guise de réponse ou de non réponse plutôt à mon argumentation, c'est inévitable et pour tout vous dire je m'en tape éperdument, car au contraire j'ai la conviction d'avoir rendu ainsi un grand service au mouvement ouvrier en remettant à leur place respective le socialisme et le stalinisme qui en est la négation, l'ennemi, après démontré qu'il ne peut conduire qu'on rétablissement du capitalisme dans tous les pays où il avait exproprié précédemment.

Second sujet

Le blog Le Grand Soir publie de plus en plus d'articles d'une médiocrité intellectuelle affligeante rédigés par des staliniens qui réécrivent ou falsifient l'histoire à tour de bras, j'ai donc décidé de retirer le lien qui renvoyait vers ce portail infréquentable.

J'ai aussi décidé de publier de préférence des articles à partir de Mondialisation.ca ou du site de Michel Collon au lieu d'Arrêt sur Info et du Réseau Voltaire, sauf évidemment quand il n'est pas possible de ne pas passer par ces portails ou blogs. J'aurais peut-être dû prendre cette décision depuis longtemps, j'ai cédé à la facilité d'un point de vue pratique pour gagner du temps sans entrer dans les détails, voilà tout.

Pour les jeunes qui n'ont pas idée de ce que sont capables de produire les idéologues faussaires staliniens, voici un exemple.

Trump, Brexit, Merkel, Shinzo Abe, quel redéploiement des contradictions inter-impérialistes ? - Georges Gastaud et Antoine Manessis. - Le Grand Soir - 20 janvier 2017.

Georges Gastaud est secrétaire national du PRCF ; Antoine Manessis est responsable international du PRCF.

Source de l'article : http://www.initiative-communiste.fr/articles/international/trump-brexit-merkel-shinzo-abe-redeploiement-contradictions-inter-imperialistes-georges-gastaud/

Extraits.

- Dans L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (1916), Lénine a réfuté la thèse révisionniste défendue par les ténors de la Deuxième Internationale à propos du prétendu « hyper-impérialisme ».

Reprise par Kautsky, cette expression de Hilferding résumait l'idée suivante : la concentration mondiale des capitaux est de nature à unifier mondialement l'impérialisme, dont les principaux Etats finiront par fusionner planétairement pour exploiter collectivement les travailleurs. De cette manière, la tendance à la guerre mondiale propre à l'ancien capitalisme disparaîtrait ; les Etats-nations s'effaceront alors devant une sorte d'Empire mondial dont la mise en place d'éventuels « Etats-Unis d'Europe » seraient les prémices heureuses. Léon Trotski – dont les liens d'avant-guerre n'avaient pas été rompus avec les mencheviks – adhérait alors à ce montage théorique spécieux, si bien que Lénine dut polémiquer contre lui en réfutant le mot d'ordre pseudo-internationaliste des « Etats-Unis socialistes d'Europe ». Un slogan dont, manifestement, le NPA et LO ne sont toujours pas sortis aujourd'hui. (...)

C'est pourquoi Lénine répliquait déjà aux « européistes » superficiels de son temps que, sous le capitalisme, « le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe ne peut être qu'utopique ou réactionnaire ». A l'inverse, Lénine développait la théorie, fondée sur les faits, selon laquelle « une chaîne vaut ce que vaut son maillon le plus faible ». Si bien qu'il était parfaitement absurde d'attendre « la révolution mondiale », fût-elle « permanente », pour mettre en place le socialisme, au besoin dans un seul pays ou groupe de pays. Au contraire, expliquait Lénine, le prolétariat révolutionnaire devait d'abord briser la chaîne impérialiste dans son maillon le plus faible (à l'époque, l'Empire tsariste travaillé par d'éclatants antagonismes) pour ouvrir en grand l'ère historique des révolutions prolétariennes. C'est d'ailleurs pour cette raison que le choix opéré en 1925 par les bolcheviks russes, celui d'entreprendre la construction du socialisme dans un seul pays, n'avait rien de l'aberration antimarxiste dont l'accusèrent alors les partisans de Trotski, incapable de rompre durablement avec le menchevisme. Le Grand Soir - 20 janvier 2017.

Grille de lecture.

Comme tout esprit tordu aux intentions malhonnêtes ou inavouables, les auteurs de cet article se sont employés à noyer leur

poison dans une mixture invraisemblable pour mieux le faire avaler à leurs lecteurs, au point de se demander où ils voulaient véritablement en venir.

Cependant on a l'avantage de savoir qui ils sont, des crapules n'hésitant pas à recourir à n'importe quelle falsification pour parvenir à leur fin.

En quête d'existence, ils s'en prennent à tous les partis dits de gauche ou d'extrême gauche, y compris le PCF, leur maison mère qui a commis la trahison suprême de s'aligner sur le PS, en se présentant comme des "militants franchement communistes", entendez les seuls et authentiques "léninistes" qui existeraient en France, prétention tellement grotesque qu'elle les conduit à en faire trop et à se démasquer eux-mêmes en revendiquant une "ligne à la fois patriotique, internationaliste" dont le programme est "100% anti-UE, 100% anti-OTAN et 100% anticapitaliste" mais compatible avec les institutions de la Ve République, l'aspect patriotique de leur programme, et l'ONU son volet internationaliste.

Chacun aura compris qu'un Etat pourrait rompre avec l'UE sans changer de nature, rompre avec l'OTAN tout en demeurant impérialiste, rompre avec l'euro sans cesser de demeurer capitaliste, et ne pourrait pas être anticapitaliste sans liquider la Constitution de la Ve République qui consacre les rapports sociaux existant entre les classes, légitime le capitalisme et lui assure une caution ou une couverture juridique, l'ONU assumant le même rôle pour garantir l'hégémonie de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale.

Le PRCF n'ayant qu'une existence confidentielle ou insignifiante au niveau du pays, ils recourent à un discours qui se veut radical, en apparence seulement, confus à souhait ou intentionnellement, sans rompre avec le régime ou ses institutions. Ils peuvent ainsi tromper bien des militants ou travailleurs qui ne disposent pas des éléments pour démasquer les mécanismes frauduleux qu'ils emploient pour mener à bien leur misérable petite entreprise.

On se concentrera sur un passage de leur article qu'ils ont construit en recourant à une une substitution doublée d'une identification grossière, le mécanisme favori des staliniens, des esprits policiers, des chiens de garde du régime, des imposteurs. Pourquoi ? Parce que c'est le meilleur moyen de berner les ignorants, pardi !

Cette substitution va consister à identifier le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe de Trotsky à celui des Etats-Unis d'Europe ou les Etats-Unis républicains d'Europe, autrement dit l'Union européenne. Vous avouerez que c'est tout à fait grotesque, mais rien ne les arrête.

Une fois cette substitution réalisée, ils vont en appeler à Lénine contre Trotsky, un de leur procédé favori pour le compte de leur maître à penser Staline. Arrêtons-nous un instant et posons-nous une question.

Qui connaît au juste le contenu précis des écrits ou discours de Lénine ? Pratiquement personne à part ses ouvrages disons de référence ou théoriques. Et pour cause, pour le reste, les milliers d'articles qu'il a écrits et les milliers de discours qu'il a prononcés demeurent inconnus de la plupart des militants et qui plus est des travailleurs. Partant de là, il sera très facile à un faussaire d'en extraire des passages tronqués pour leur faire dire ce qu'il veut ou les interpréter à sa guise.

La seconde manipulation va donc consister une fois identitifiés les deux mots d'ordre au contenu antagonique ou opposé à faire entrer en scène Lénine qui affirmera en 1915 que si le mot d'ordre des États-Unis républicains d'Europe était "*absolument inattaquable en tant que mot d'ordre politique* ", en revanche "*du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales « avancées » et « civilisées », les États-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires*." Arrêtons-nous là une seconde fois.

Trotsky n'a jamais prétendu le contraire, il partageait le point de vue de Lénine sur cette question précise depuis au moins 1904 jusqu'à sa mort en 1940. Vérifions-le immédiatement pour démasquer ces ignobles faussaires staliniens.

- "*C'est précisément parce qu'ils craignent la révolte du prolétariat que les partis bourgeois sont obligés, au moment même où ils votent des sommes monstrueuses pour les dépenses militaires, de faire des déclarations solennelles en faveur de la paix, de rêver de tribunaux internationaux d'arbitrage et même de l'organisation d'États unis d'Europe. Ces pitoyables déclarations ne peuvent, naturellement, abolir ni les antagonismes entre États, ni les conflits armés*". (Bilan et Perspectives Léon Trotsky - rédigé à partir de 1904 et publié en 1906)

- "*Les vieux pays capitalistes ne sont nullement confrontés à la solution de problèmes nationaux. Bien au contraire, l'humanité souffre de la contradiction entre les forces productives et le cadre trop étroit de l'Etat national. Constituer une économie planifiée sur la base de la propriété collectivisée, indépendamment des frontières nationales, c'est la tâche du prolétariat international, et avant tout en Europe. C'est cette tâche qu'exprime notre slogan Etats-Unis Socialistes d'Europe.*" (Défense du marxisme - La comparaison avec les guerres bourgeoises. - 1940 - Léon Trotsky)

Poursuivons avec l'intervention de Lénine.

- "*Certes, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les États-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente de capitalistes européens... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique, gravement lésés dans l'actuel partage des colonies, et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique, arriérée, qui pourrit déjà de vieillesse. Comparée aux États-Unis d'Amérique, l'Europe dans son ensemble est synonyme de stagnation économique. Sur la base économique d'aujourd'hui, c'est-à-dire en régime capitaliste, les États-Unis d'Europe signifieraient organisation de la réaction en vue de retarder l'évolution plus rapide de l'Amérique. Les temps sont à jamais révolus où l'oeuvre de la démocratie et celle du socialisme étaient liées uniquement à l'Europe.*

Les États-Unis du monde (et non d'Europe) sont la forme politique d'union et de liberté des nations que nous rattachons au socialisme en attendant que la victoire totale du communisme amène la disparition définitive de tout État, y compris l'État démocratique. Toutefois, comme mot d'ordre indépendant, celui des États-Unis du monde ne serait guère juste, d'abord parce qu'il se confond avec le socialisme ; en second lieu, parce qu'il pourrait conduire à des conclusions erronées sur l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays et sur l'attitude du pays en question envers les autres."

Vous aurez constaté que Lénine ne confondait pas les États-Unis d'Europe "*en régime capitaliste*", une "organisation de la réaction" et les Etats-Unis socialiste d'Europe qui placés dans une perspective historique devrait en constituer la négation parce que "*les temps sont à jamais révolus où l'oeuvre de la démocratie et celle du socialisme étaient liées*", dès lors tout ralliement au mot d'ordre des États-Unis d'Europe ou tout soutien futur à l'Union européenne était contre-révolutionnaire, réactionnaire. De la même manière Trotsky ne reprendra pas à son compte le mot d'ordre des États-Unis du monde

On reproduira la suite de l'article de Lénine parce qu'elle renvoie au sujet que nous avons abordé précédemment, et parce qu'elle présente un intérêt pour les lecteurs qui tiennent à comprendre comment à évoluer la pensée et la stratégie de Lénine entre avant et après la révolution de 1917, où il allait être confronté à une situation et des tâches colossales qu'ils n'avaient pas prévues, et qui nécessiteraient d'opérer plusieurs tournants tactiques et statégiques pour sauver la révolution et l'Etat ouvrier.

- "*L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs États. La forme politique de la société où le prolétariat triomphera en renversant la bourgeoisie sera une république démocratique, centralisant de plus en plus les forces du prolétariat d'une nation ou de plusieurs dans la lutte contre les États qui ne sont pas encore passés au socialisme. La suppression des classes est impossible sans la dictature de la classe opprimée, du prolétariat. La libre union des nations sous le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des Républiques socialistes contre les États arriérés.*

C'est pour cette raison et à la suite de nombreuses discussions sur ce point, pendant et après la Conférence des sections du P.O.S.D.R. à l'étranger, que la rédaction de l'organe central en a conclu à la fausseté du mot d'ordre des États-Unis d'Europe."

Deux rapides remarques pour terminer.

La première. A première vue, il envisageait déjà la possibilité de construire le socialisme en Russie, on pouvait mettre cela à l'époque sur le compte de la propagande.

Le second. Il évoquait la "*libre union des nations sous le socialisme*" et non la version édulcorée "*l'union libre des nations libres*" chère au POI et au POID, il ne vous aura pas échappé que la seconde formule (ou mot d'ordre) avait été amputée, épurée et défigurée, le socialisme passant à la trappe.

Un dernier mot à propos des États-Unis d'Europe que Lénine abordera également dans Impérialisme stade suprême du capitalisme.

Les lecteurs sont en droit de se dire à ce stade que Lénine s'était trompé ou n'entrevoyait pas la possibilité de l'UE. Pour le justifier, il partira de l'analyse de l'économiste anglais J.A. Hobson "*professant un point de vue social-réformiste bourgeois et pacifiste*", qui envisageait le développement fulgurant de l'Afrique et de l'Asie et plus particulièrement de la Chine (par les puissances coloniales occidentales) exactement comme il devait se produire lors des dernières décennies du XXe siècle, et qui offrirait l'opportunité de constituer "*une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances*". Il émit des réserves et une condition pour que ce processus se réalise en ces termes : "*la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable.*

Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront."

Lénine abonda dans le même sens : "*L'auteur a parfaitement raison : si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat. La signification des "Etats-Unis d'Europe" dans la situation actuelle, impérialiste, a été ici très justement caractérisée. Il eût fallu seulement ajouter que, à l'intérieur du mouvement ouvrier également, les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays, "jouent" avec système et continuité, précisément dans ce sens.*" Autrement dit, si le mouvement ouvrier corrompu par l'opportunisme permettait à l'impérialisme d'avancer "*dans ce sens*", dès lors la principale résistance à la réalisation des "*Etats-Unis d'Europe*" s'évanouirait, ce que Lénine refusait d'admettre puisqu'il estimait au contraire que l'opportunisme serait plus ou moins rapidement vaincu ou balayé du mouvement ouvrier, ce qui ne fut pas le cas, jusqu'à nos jours.

Voilà pourquoi entre autres Lénine se montrait sceptique face à cette prévision. On peu donc en conclure que les faits lui ont donné raison, puisque la "*résistance*" du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière en Europe une fois vaincue, en dehors de la résistance des capitalistes les plus faibles qui allaient être broyés par les nouveaux développements de la mondialisation conjointement à la financiarisation croissante de l'économie ou le passage au néolibéralisme, plus rien n'allait s'opposer à la construction de l'Union européenne.

C'est ainsi que ce qui paraissaît improbable, voire impossible autrefois est devenu réalité une fois remplies certaines conditions qui n'existaient pas à une autre époque. Ainsi va la processus matérialiste dialectique et historique inconscient, qui n'est qu'une suite ou un enchaînement de contradictions qui trouvent leur résolution dans des conditions ou rapports déterminés qui président à l'évolution du capitalisme et à l'orientation de la société et du monde.

En aparté (je n'ai plus le temps).

Ce qui définit l'impérialisme, c'est notamment l'alliance entre l'aristocratie financière et l'aristocratie ouvrière, entre les représentants de l'impérialisme et l'opportunisme au sein ou en dehors du mouvement ouvrier selon Lénine.

Si cette alliance est indispensable pour que les Etats-Unis d'Europe ou l'UE voient le jour et fonctionnent, on comprend mieux pourquoi la pseudo-gauche et tous les syndicats (CES) sont autant attachés à l'UE, mais aussi pourquoi le référendum de mai 2005 ne devait être qu'une mystification. Du coup, je me dis que la position correcte aurait dû être de le boycotter au lieu d'appeler à voter non qui a été une erreur politique.

Que les voix des nationalistes, des souverainistes et de l'extrême droite y furent associées, devaient rendre ses résultats illisibles ou impossibles à exploiter. Que le oui ou le non l'emporte, la construction européenne n'aurait pas été stoppée pour autant, ceux qui ont voulu faire le croire le contraire se sont moqués des militants et des travailleurs, une fois de plus. Quand on vous dit qu'ils n'en loupent pas une, on n'invente rien malheureusement, hélas, on préfèrerait se tromper.

Troisième sujet

Un autre exemple pour montrer comment les trotskystes déformèrent le trotskysme ou l'abandonnèrent.

Extraits. Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - L. Trotsky - Août 1940

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à- vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière. (Quand ils devinrent des organisations de masses au milieu des années 30, puis à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, ils étaient déjà passés sous la coupe de l'aristocratie ouvrière, ce qui explique en partie pourquoi quand ils cessèrent d'être des organes des masses exploitées ils demeurèrent l'expression des intérêts de l'aristocratie ouvrière dont leurs dirigeants étaient issus la plupart du temps. - LVOG)

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats. (Mot d'ordre qui fut abandonné rapidement. - LVOG)

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. (Liberté qui n'a jamais existée en réalité, on y reviendra plus loin. LVOG)

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes. Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise. (Elle l'était depuis plus d'un siècle. En fait, "la neutralité des syndicats" fut condamnée pratiquement dès l'origine des syndicats, pour la bonne raison que dès le milieu du XIXe siècle l'Etat bourgeois était déjà impérialiste et colonialiste comme en témoignèrent Marx et Engels et à leur suite Lénine. En étant réformistes les syndicats le démontrèrent à leur manière lors de la phase ascendante du capitalisme, et ils l'illustrèrent de manière éclatante lorsque au tournant du XXe siècle le capitalisme se fit impérialiste, processus qui devait se concrétiser peu de temps plus tard par leur ralliement à la bourgeoisie lors de la Première Guerre mondiale, puis la Seconde et ainsi de suite jusqu'à nos jours où ils ont soutenu l'entreprise de destruction et de liquidation de la Syrie.

Le réformisme fut relégué au musée des illusions quand la crise du capitalisme s'amplifia dans les années 70-80. Elle devait alimenter la concurrence que se livraient les différents impérialistes existant pour se partager le gâteau de l'économie mondiale, alors que de nouvelles puissances impérialistes allaient s'éveiller et réclamer leur part, réduisant un peu plus celle revenant aux anciennes puissances impérialistes ou rognant les profits qu'elles pouvaient attendre de la nouvelle expansion du marché mondiale qui se profilait, de sorte qu'elles n'auraient plus les moyens de se montrer aussi généreuses envers l'aristocratie ouvrière dont il s'agissait dorénavant de réduire la taille ou le volume et les droits.

En manifestant ouvertement la volonté de se passer des services de l'aristocratie ouvrière sur fond de privatisation et de délocalisation de pans entiers de l'industrie, les puissances occidentales portaient un coup mortel au réformisme et condamnaient les syndicats à épouser les traits du corporatisme. Les syndicats accompagneront ce processus de liquidation des entreprises et des services nationalisés ainsi que des pans entiers de l'industrie, ils le négocieront avec les différents gouvernements qui se succèderont et le patronat moyennant des miettes pour l'aristocratie ouvrière amenée à continuer d'exister et le maintien de son statut privilégié au prix de la détérioration des conditions de travail des travailleurs concernés. - LVOG) (...)

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continuelle des syndicats et de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimatiste à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

(Ailleurs il affirmera que si "le travail au sein des syndicats" devenait impossible, il faudrait envisager de créer un nouveau syndicat ouvrier. - LVOG) (...)

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. Il exige de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver plus longtemps de la destruction.

A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social réformisme doit être transformé en social impérialisme dans le but de prolonger son existence et rien de plus car, dans cette voie, il n'y a en général aucune issue. (Martinez de la CGT a appelé à voter en 2012 pour le chef de guerre de l'impérialisme français, François Hollande, Mailly a conservé sa carte du parti de Hollande, et les chefs des syndicats jaunes se sont ralliés officiellement au Medef et au gouvernement au travers du dialogue social, bref, tous les syndicats ont fait acte de soumission complète au régime que par conséquent ils n'entendent pas combattre, confirmant ainsi leur conversion au social-impérialisme.

Partant de là, osé affirmer qu'ils seraient indépendants est une escroquerie pure et simple. La multitude d'échecs de la lutte de classe enregistrés au cours des 4 dernières décennies démontrent suffisamment que les syndicats ne sont plus que des instruments de l'impérialisme, parce que l'avant-garde du mouvement ouvrier est disloquée et refuse de se rassembler pour constituer une tendance révolutionnaire au sein des syndicats qui contraindraient leurs appareils à mobiliser les masses contre le régime, ou au-delà si cela s'avérait impossible, poserait la question de la nécessité de créer un nouveau syndicat ouvrier comporant différentes tendances résolument orienté contre l'Etat et le régime, ce dont aucun parti ouvrier ne veut entendre parlé parce qu'ils sont tous corrompus et liés aux appareils vendus des syndicats sociaux-impérialistes. - LVOG)

Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne... (Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste L. Trotsky - Août 1940)

Opportunisme "alternatif" ou l'autre manière... de vous enfumer. Pour qui roulent ces intellectuels ? Pour les peuples, voyons !

- Donald Trump le révolutionnaire ? - Article publié par plusieurs portails ou blogs.

- Si Donald Trump donne suite à cette promesse, bien des peuples, victimes de l'interventionnisme étasunien, lui en seront grandement reconnaissants. Oscar Fortin 20.01

Donald Trump et Nicolas Maduro : Un défi commun à relever - Article publié par plusieurs portails ou blogs.

- Dans les deux cas, ils se sont engagés à mener à terme une véritable révolution dans la manière de gérer les pouvoirs de l'État de manière à répondre en toute priorité aux intérêts de leur peuple. Oscar Fortin 23.01

Ils sont tous alignés sur la même rhétorique. Ces brillants intellectuels ne sont finalement pas plus évolués que le misérable prolo qui s'en remet à un sauveur suprême par ignorance, à ceci près qu'ils n'ont aucune excuse.

La preuve.

- Le Néolibéralisme – l'idéologie à la source de tous nos maux (The Guardian) - George Monbiot - Le Grand Soir 14.01

- Le néolibéralisme n'avait pas été conçu à l'origine comme un racket égoïste, mais il l'est rapidement devenu. (C'était la recette miracle, la confirmation au dernier paragraphe. - LVOG)

- Nous sommes tous devenus des néolibéraux. (Quel aveu ! Parlez pour vous, s'il vous plaît. - LVOG)

- Il peut sembler étrange qu'une doctrine qui promet le choix et la liberté ait été promue avec le slogan « il n'y a pas d'alternative ». (C'est aussi la devise de la franc-maçonnerie vieille de 5 siècles ! - LVOG)

- Après l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, le reste des mesures ont rapidement été appliquées : réductions massives d'impôt pour les riches, écrasement des syndicats, déréglementations, privatisations, externalisations et concurrence dans les services publics. Par le biais du FMI, de la Banque Mondiale, du traité de Maastricht et de l'Organisation Mondiale du Commerce, des politiques néolibérales furent imposées - souvent sans consentement démocratique - à une grande partie du monde. Le plus remarquable fut l'adoption de cette idéologie par les partis qui appartenaient autrefois à la gauche : les Travaillistes et les Démocrates, par exemple. Comme le note Stedman Jones, « il est difficile de trouver une autre utopie appliquée avec autant de vigueur ». (Il faut croire que Travaillistes et Démocrates n'étaient pas vraiment de gauche, non ? Non, on ne le forcera pas à en convenir, on n'arrive même pas à en convaincre nos petits camarades imbibés de théories foireuses. Et après il s'en trouvera encore pour prétendre que l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste n'aurait pas de suite dans les idées, pas de stratégie, par de plan pour instaurer un nouvel ordre mondial, une dictature mondiale. - LVOG

- Mais dans les années 1970, lorsque les politiques keynésiennes ont commencé à s'effondrer et les crises économiques à apparaître sur les deux rives de l'Atlantique, les idées néolibérales ont commencé à se répandre. Comme Friedman l'a remarqué, « quand le moment est venu de changer ... il y avait une alternative prête à l'emploi ». (Ce ne sont pas "les politiques keynésiennes (qui) ont commencé à s'effondrer et les crises économiques à apparaître", mais l'inverse, ce que vous appelez les politiques keynésiennes étaient devenues incompatibles avec le niveau atteint par la crise du capitalisme, il fallait donc agir vite et brutalement, c'est tout. - LVOG)

- L'impact le plus dangereux du néolibéralisme n'est peut-être pas la crise économique qu'il a provoquée, mais la crise politique. (Ne soyez pas si hypocrite, la crise politique est le produit de la crise économique et vous craignez qu'elle déteigne sur votre mode de vie relativement confortable de petit bourgeois nanti. Un peu de dignité ! - LVOG)

- Plus l'échec est grand, plus l'idéologie devient extrême. (Une découverte, bravo ! - LVOG)

- Tandis que les partis de droite et d'ex-gauche adoptent des politiques néo-libérales similaires, l'impuissance se transforme en une privation de droits. Un grand nombre de personnes ont été chassées de la sphère politique. (C'était leur objectif aussi, cela vous étonne, pourtant vous faisiez partie de ceux qui soutenaient cette mystification (de gauche), non ? Ah, vous avez déjà oublié ! - LVOG)

- Chris Hedges souligne que « les mouvements fascistes construisent leur base non pas parmi les gens politiquement actifs, mais parmi les politiquement inactifs, les « perdants » qui sentent, souvent à raison, qu'ils n'ont ni voix au chapitre ni rôle à jouer dans l'establishment politique ». Lorsque le débat politique ne leur parle plus, les gens deviennent plutôt réceptifs aux slogans,

aux symboles et aux sensations. (On en rencontre surtout beaucoup parmi les classes moyennes. Et puis le fascisme, il n'est pas forcément là où l'on croit, le néolibéralisme est une forme de fascisme bien plus pernicieuse et plus dangereuse encore ou si vous préférez ils se rejoignent, suivez la piste de Trump et vous en serez convaincu. - LVOG)

- A l'instar du communisme, le néolibéralisme est le Dieu qui a échoué. (Amen, no comment après un tel amalgame ou une telle comparaison. - LVOG)

L'économie de guerre définit le stade de l'impérialisme pourrissant.

- La fausse accusation de Trump à Obama Par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 24 janvier 2017

Face à l'accusation du président nouvel élu Trump contre l'administration Obama, parce qu'elle n'aurait à peu près rien obtenu des alliés en échange de la « défense » que les Etats-Unis leur assurent, le New York Times est descendu dans l'arène. Il a publié le 16 janvier une documentation, fondée sur des données officielles, pour démontrer ce qu'a fait l'administration Obama pour « défendre les intérêts des USA à l'étranger ».

Ont été stipulés avec plus de 30 pays des traités qui « contribuent à apporter de la stabilité dans les régions économiquement et politiquement les plus importantes pour les Etats-Unis ». A cet effet les USA ont déployé en permanence outremer plus de 210 mille militaires.

En Europe, ils maintiennent environ 80 mille militaires, plus la Sixième Flotte basée en Italie, pour « défendre les alliés Otan » et comme «dissuasion contre la Russie ». En échange ils ont obtenu l'engagement des alliés Otan de « défendre les Etats-Unis » et la possibilité de garder leurs propres bases militaires proches de Russie, Moyen-Orient et Afrique, dont le coût est assumé pour 34% par les alliés. Ce qui permet aux USA d'avoir l'Ue comme plus grand partenaire commercial.

Au Moyen-Orient, les Etats-Unis maintiennent 28 mille militaires dans les monarchies du Golfe, plus la Cinquième Flotte basée à Bahrein, pour « défendre le libre flux de pétrole et gaz et, en même temps, les alliés contre l'Iran ». En échange ils ont obtenu l'accès à 34% des exportations mondiales de pétrole et à 16% de celles de gaz naturel, et la possibilité de maintenir leurs propres bases militaires contre l'Iran, dont le coût est assumé pour 60% par les monarchies du Golfe.

En Asie orientale, les Etats-Unis maintiennent plus de 28 mille militaires en Corée du Sud et 45 mille au Japon, plus la Septième Flotte basée à Yokosuka, pour « contrecarrer l'influence de la Chine et soutenir les alliés contre la Corée du Nord ». En échange ils ont obtenu la possibilité de maintenir leurs propres « bases militaires près de la Chine et de la Corée du Nord », dont le coût est assumé par les alliés dans la proportion de 40% en Corée du Sud et de 75% au Japon. Cela permet aux USA d'avoir le Japon et la Corée du Sud comme importants partenaires commerciaux.

En Asie du Sud-Est, les Etats-Unis maintiennent un nombre variable de militaires, de l'ordre de plusieurs milliers, pour soutenir la Thaïlande et les Philippines avec l'Australie dans le Pacifique. C'est dans ce cadre qu'entrent « les exercices militaires pour la liberté de navigation en Mer de Chine Méridionale », où passe 30% du commerce maritime mondial. En échange les Etats-Unis ont obtenu la possibilité de « protéger » un commerce maritime d'une valeur de plus de 5 mille milliards de dollars annuels. En même temps ils ont obtenu « une région plus amie des Etats-Unis et plus en mesure de s'unir contre la Chine ». On oublie dans cette liste le fait que le Pentagone, pendant l'administration Obama, a commencé à déployer contre la Chine, à bord de navires de guerre, le système Aegis analogue à celui déjà déployé en Europe contre la Russie ; système en capacité de lancer non seulement des missiles anti-missiles, mais aussi des missiles de croisière armables de têtes nucléaires.

Elle est donc infondée, la critique de Trump à Obama, lequel a démontré dans les faits ce qu'il affirme dans son dernier message sur l'Etat de l'Union : « L'Amérique est la plus forte nation sur la Terre. Nous dépensons pour le militaire plus que ne dépensent ensemble les huit nations suivantes. Nos troupes constituent la meilleure force combattante dans l'histoire du monde ». Voilà quel est l'héritage laissé par le président « bon ». Que fera maintenant le « méchant » ? Mondialisation.ca, 24 janvier 2017

Trump ou le clone psychopathe de Bush et Obama réunis.

- C'est parce que le nouveau président des USA, Donald J. Trump (1946-), est un homme d'affaires, un magnat de l'immobilier international en fait, qui possède des hôtels, des terrains de golf et des casinos dans de nombreux pays, qui n'a aucune expérience politique et qui exerce un contrôle complet sur son entreprise familiale. L'homme d'affaires Donald Trump a aussi tendance à se fier davantage à son instinct qu'à sa tête quand il prend des décisions d'affaires importantes, tout en étant porté à agir de manière intéressée. C'est une personne qui, par tempérament et à l'occasion, n'hésite pas à dénigrer, à humilier et à intimider son entourage pour obtenir ce qu'il veut. En fait, son modus operandi dans ses relations avec les gens semble reposer sur l'intimidation et le bluff dans le but d'obtenir des concessions et quelques bénéfices personnels.

Il y a une quinzaine d'années, un autre homme d'affaires a été élu président des USA : un magnat du pétrole texan appelé George W. Bush (1946-), qui se vantait aussi de prendre ses décisions en se fiant à son instinct. On ne peut pas dire que les choses ont

bien tourné pour les États-Unis pendant qu'il était au pouvoir, Bush II ayant fini par être considéré comme l'un des pires présidents des USA. Le candidat à la présidence Trump a même dit publiquement que George W. Bush a été « le pire président de l'histoire », en ajoutant qu'il aurait dû être destitué pour avoir menti à propos de la présence d'armes de destruction massive en Irak, avec l'intention manifeste d'inciter le peuple américain à soutenir une guerre contre ce pays.

Il est vrai que George W. Bush n'a pas caché son intention de gouverner de manière autoritaire lorsqu'il a déclaré ceci : « Je suis le commandant en chef, je n'ai pas d'explications à donner, je n'ai pas à expliquer pourquoi je dis telle chose. C'est le côté intéressant d'être président. Il se peut que quelqu'un doive m'expliquer pourquoi il a dit telle chose, mais je n'ai pas l'impression de devoir une explication à qui que ce soit », comme l'a rapporté Bob Woodward dans son ouvrage intitulé Bush s'en va-t-en guerre (2002). Le président Trump va-t-il utiliser ces propos comme un précédent ou sera-t-il plus ouvert à des idées nouvelles pour améliorer les choses? Quoi s'attendre de l'administration Trump? Un gouvernement protectionniste favorable aux grandes sociétés américaines.

Question qui tue celui qui la pose !

On peut être un professeur d'université et un crétin fini, la preuve.

Le candidat Donald Trump a aussi promis de déréglementer les méga-banques américaines, qui ont été au coeur de la crise financière de 2008 due aux prêts hypothécaires à risque, et surtout de mettre fin à la loi Dodd-Frank sur la régulation bancaire, qui oblige les banques à détenir davantage de capital à titre de police d'assurance contre les échecs catastrophiques. C'est donc reparti : des politiciens qui se plient au désir de ceux qui peuvent leur verser de l'argent, compromettant ainsi la stabilité du système financier au complet et les emplois de millions d'Américains. Si la mesure est adoptée, la prochaine crise financière pourrait être appelée « la crise financière de Trump ». Par Prof Rodrigue Tremblay Mondialisation.ca, 20 janvier 2017)

Quand on lit ce genre d'articles, on ne peut pas s'empêcher de se dire que son auteur se fout éperdument de ce qu'il raconte et de ses conséquences pour ceux qui vont le subir brutalement. Ce discours est insupportable, on sent que son auteur est loin de ce qu'il raconte ou qu'il n'est pas directement concerné. Ces intellectuels vivent sur le dos de la misère du monde, c'est leur gagne-pain, ils me dégouttent.

Ceux qui profèrent des illusions dans Trump sont les mêmes qui avaient proféré des illusions dans Obama 8 ans plus tôt.

Il y en a même qui osent écrire que Trump va remettre le pouvoir entre les mains du peuple, ridicule, grotesque, charlatanerie. Ils sont faits pour s'entendre, n'écoutez pas ces intellectuels.

- "... il entend restituer au Peuple états-unien le Pouvoir qui lui a été confisqué le 11 septembre 2001."

- Il a manifesté la volonté de "remettre les armées au service du Peuple." (Thierry Meyssan - Trump : le 11-Septembre, ça suffit ! Réseau Voltaire 24.01)

La réaction sur toute la ligne, suite ou confirmation.

-Trump relance le projet d'oléoduc Keystone XL, rejeté par Obama - AFP

Le président américain Donald Trump a redonné vie mardi au projet du gigantesque oléoduc Keystone XL reliant le Canada aux Etats-Unis, dont la construction avait été bloquée par Barack Obama au nom de la lutte contre le changement climatique.

Il a signé mardi des décrets ouvrant la voie à la construction d'un oléoduc controversé porté par la compagnie Energy Transfer Partners dans le Dakota du Nord, ainsi que celui, très symbolique, de Keystone XL.

M. Trump a souligné que l'aboutissement du projet Keystone XL était conditionné à une renégociation avec la société canadienne TransCanada.

"Nous allons renégocier certains des termes et, s'ils le veulent, nous verrons si cet oléoduc peut être construit", a-t-il déclaré lors de la signature des documents dans le Bureau ovale.

Le gouvernement canadien s'est félicité de cette décision: "Lors des deux conversations que j'ai eues avec M. Trump, on a parlé du projet et j'ai souligné que oui, je suis en faveur de ce projet d'oléoduc parce que cela va amener de bons emplois (...) et de la croissance économique", a déclaré le Premier ministre canadien Justin Trudeau lors d'une conférence de presse.

Long de 1.900 kilomètres, dont 1.400 aux Etats-Unis, le projet Keystone XL vise à transporter le pétrole canadien des

sables bitumineux de l'Alberta (ouest) jusqu'au Nebraska (centre des Etats-Unis) d'où il pourrait rejoindre les raffineries américaines du golfe du Mexique.

Dans un dossier distinct, M. Trump a aussi ouvert la voie à la relance d'un projet d'oléoduc dans le Dakota du Nord dont le tracé avait été rejeté en décembre après une intense mobilisation des Amérindiens et des écologistes.

Le président américain avait commencé sa journée en recevant les dirigeants des grands groupes automobiles américains, auxquels il a promis d'assouplir les réglementations pour éviter les délocalisations d'usines et de rendre les processus d'autorisation plus rapides. AFP 23.01

- Mattis réaffirme l'engagement des USA dans l'Otan - Reuters

Le secrétaire à la Défense américain James Mattis a souligné l'engagement des Etats-Unis au sein de l'Otan lors d'une conversation téléphonique avec son homologue allemand, a déclaré le Pentagone.

James Mattis a assuré Ursula von der Leyen de l'engagement durable des Etats-Unis dans l'alliance atlantique, a précisé le Pentagone dans un communiqué.

Lors d'une autre conversation téléphonique, avec cette fois le ministre de la Défense français Jean-Yves Le Drian, James Mattis a également souligné l'importance de l'Otan.

S'entretenant avec Avigdor Lieberman, le ministre israélien de la Défense, il a souligné "l'engagement sans faille (des Etats-Unis) en faveur de la sécurité d'Israël", ajoute le Pentagone.

Lundi, James Mattis s'était entretenu lundi avec le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg pour souligner l'importance qu'il accorde à l'Alliance atlantique. Reuters 26.01

- Le général Mattis s'entoure de deux amiraux - voltairenet.org

Le nouveau secrétaire à la Défense, le général James Mattis, vient de désigner l'amiral Craig S. Faller (photo) comme conseiller personnel et l'amiral Kevin M. Sweeney comme chef de cabinet.

La désignation d'un militaire à la tête du département de la Défense avait provoqué l'inquiétude des parlementaires. La nomination de deux autres officiers supérieurs à un cabinet habituellement civil ne va pas les calmer.

Les trois hommes étaient en poste ensemble en Irak où, avec les généraux John Kelly et Michaël Flynn, il se sont rebellés contre l'État profond US et ont tenté de se lier aux chefs des tribus du centre du pays. voltairenet.org 24.01

- États-Unis : Donald Trump cible les étrangers musulmans - Franceinfo

Le territoire américain va être interdit aux ressortissants de sept pays musulmans pendant un mois. "Les Syriens, eux, vont être définitivement interdits de territoire aux États-Unis. Le président prévoit aussi de suspendre toutes les demandes d'asile, à l'exception des minorités religieuses persécutées, autrement dit des chrétiens. Donald Trump fait le tri selon la religion, c'est une première aux États-Unis. Et le président a déclaré qu'il assumait de provoquer la colère de la communauté musulmane", explique Valérie Astruc, en direct de Washington (États-Unis). Franceinfo 26.01

Il convient de noter que l'ordre exécutif interdisant l'entrée des musulmans de Trump coïncide avec la confirmation du républicain Mike Pompeo à la tête de la CIA. Pompeo est un républicain du Tea Party et membre du comité du renseignement de la Chambre des représentants, qui connaît peu les pratiques des services du renseignement des USA.

Pompeo est en faveur du rétablissement du « simulacre de noyade (waterboarding) entre autres techniques de torture ». Il considère les musulmans comme une menace à la chrétienté et à la civilisation occidentale. Il est considéré comme un « extrémiste chrétien radical » qui croit que la « guerre mondiale contre le terrorisme » constitue une « guerre entre l'islam et la chrétienté ».

Autrement dit, il soutient fermement la doctrine de la « guerre mondiale contre le terrorisme », sous la bannière d'une « guerre sainte contre l'islam ».

La guerre mondiale contre le terrorisme est « sur la table » de l'administration Trump comme instrument des services du renseignement des USA. (Il est abondamment étayé que Al Qaeda et Daech sont des « ressources en matière de renseignement » conçues par la CIA. De leur côté, les terroristes affiliés à Al Qaeda et à Daesh en Syrie et en Irak sont les fantassins des USA et

de l'OTAN).

Pour parler franchement, aussi bien Trump que le directeur de la CIA Pompeo croient fermement à leur propagande antiterroriste. La continuité est assurée. La pierre angulaire des opérations de renseignement des USA qu'est l'utilisation des « terroristes islamistes » comme instrument de déstabilisation et de destruction prévaut. L'interdiction d'entrée des musulmans aux USA a ainsi toute sa pertinence dans le programme de sécurité intérieure.

Il ne faut donc pas s'attendre à un tournant majeur sous l'administration Trump par rapport au programme militaire des USA au Moyen-Orient. Mondialisation.ca 26.01

- Retour possible de la torture aux USA : une pratique "inefficace" et "contre-productive", selon une ONG pour l'abolition - Franceinfo

- Mur: Trump envisage une taxe sur les produits mexicains - AFP

Le président des Etats-Unis Donald Trump envisage, entre autres possibilités, la mise en place d'une taxe sur les produits mexicains pour financer la construction d'un mur à la frontière qui a provoqué jeudi un pic de fièvre entre les deux voisins. AFP 26.01

- Etats-Unis: les militants anti-avortement défilent à Washington - AFP

Galvanisés par le président américain Donald Trump, les militants anti-avortement entendent faire une démonstration de force en défilant vendredi à Washington, dans un nouveau contexte politique qui leur est favorable. AFP 26.01

- Pour le stratège de Trump, les médias devraient «fermer leur gueule» - Slate.fr

Steve Bannon, le bras droit du président à la Maison-Blanche, a affirmé au New York Times que les médias, qui représentent «l'opposition», ont été humiliés par l'élection de Trump et devraient se taire. Slate.fr 26.01

En fait, ils visent les véritables opposants à l'oligarchie, ne comptez pas sur Slate qui en est le porte-parole pour l'avouer...

- Israël sous l'effet Trump annonce 2.500 logements de colonisation - AFP

Israël a annoncé mardi la construction de 2.500 logements de colonisation en Cisjordanie occupée, la plus importante annonce du genre depuis des années, exploitant de nouvelles réalités à Washington a priori plus favorables au gouvernement de Benjamin Netanyahu.

C'est la deuxième décision israélienne relative à la colonisation en deux jours, après le feu vert donné dimanche à la construction de 566 logements dans des quartiers de colonisation de Jérusalem-Est, partie majoritairement palestinienne de la ville occupée et annexée par Israël.

Cette annonce reflète la volonté clairement affichée par le gouvernement israélien de profiter de la nouvelle donne créée selon lui par l'élection de Donald Trump, après les huit années passées à la Maison Blanche par Barack Obama, opposé à la colonisation.

"Nous construisons et nous continuerons à construire", a tweeté Benjamin Netanyahu.

Les colonies, c'est-à-dire les implantations civiles israéliennes dans les Territoires palestiniens occupés, sont illégales au regard du droit international.

M. Netanyahu signalait encore lundi combien la situation avait changé avec l'investiture de M. Trump. Après huit années de "pressions énormes" au sujet de l'Iran et des colonies, "nous sommes en face d'une chance formidable pour la sécurité et l'avenir de l'Etat d'Israël", disait-il.

Le Premier ministre, à la tête de l'un des gouvernements les plus à droite d'Israël, est soumis à la surenchère des alliés de sa majorité, qui font le forcing sur la colonisation et même l'annexion d'une partie de la Cisjordanie.

Il a promis dimanche soir devant des ministres qu'il levait toutes les restrictions à la colonisation à Jérusalem-Est, ont rapporté différents médias dont les informations n'ont pas été démenties.

L'administration Trump n'a pour l'instant pas condamné l'annonce de colonisation faite dimanche.

Une centaine de logements verront par ailleurs le jour dans la colonie de Bet El, près de Ramallah, à l'importante signification historique pour le mouvement des colons.

Le quotidien israélien Haaretz a décrit Bet El comme "la colonie préférée de l'équipe Trump en Cisjordanie".

Celui que M. Trump a choisi pour devenir le prochain ambassadeur des Etats-Unis en Israël, David Friedman, est à la tête d'une organisation américaine qui verse chaque année des millions de dollars à Bet El, a affirmé le journal en précisant que les parents du gendre juif de M. Trump, Jared Kushner, et M. Trump lui-même ont versé des contributions à la colonie. AFP 23.01

Ils osent tout

- Le Nobel de la Paix pour Chirac ? - LeFigaro.fr

- Primaire à gauche : Valls accuse Hamon «d'ambiguïtés » sur le communautarisme - LeParisien.fr

- Le président de la Haute autorité de la primaire de la gauche affirme que des cyberattaques ont ciblé le scrutin - Le Huffington Post

- Pour Bernard Kouchner, Emmanuel Macron incarne l'"espoir" - Reuters

- Conjoint de politique, c'est un (vrai) métier - Le Huffington Post

- Pourquoi des féministes dénoncent la modération de Facebook - Liberation.fr

- Cazeneuve appelle à agir face aux propos "inquiétants" de Trump - Reuters

- Enfin un accord sur le travail du dimanche à la Fnac ? - Boursier

- Être patron de son entreprise, un rêve pour les jeunes - Boursier

---

ACTUALITE EN TITRES

Tous pourris et corrompus !

- Macron soupçonné d'avoir utilisé l'argent de Bercy pour sa campagne présidentielle - Franceinfo

- François Fillon : le Canard enchainé épingle sa femme, Penelope Fillon - Franceinfo

- Cazeneuve, Le Drian et Royal soupçonnés d'irrégularités budgétaires - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

Son modèle : Reagan !

- "Mon conseil c'est coopérez, mais prenez garde" : Theresa May met en garde les Etats-Unis contre Poutine - francetvinfo.fr

La Première ministre britannique a mis en garde, jeudi 26 janvier, le pays contre Vladimir Poutine, lors d'un discours devant les républicains américains réunis à Philadelphie.

"Quand on parle de la Russie, il est sage comme souvent de prendre exemple sur le président (Ronald) Reagan qui, dans

ses négociations avec son homologue russe d'alors Mikhaïl Gorbatchev, avait l'habitude de suivre cet adage 'faites confiance, mais vérifiez'. Avec le président Poutine, mon conseil c'est 'coopérez, mais prenez garde'", a déclaré Theresa May.

Theresa May a aussi souligné l'importance des institutions internationales, dont les Nations unies et l'Otan, éreintées à maintes reprises par Donald Trump. "Les Nations unies ont besoin d'être réformées mais restent vitales", notamment dans la lutte contre le terrorisme ou le changement climatique, a affirmé Theresa May. Elle a également défendu le rôle de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et l'importance cruciale de l'Otan,

"L'Otan est la pierre angulaire de la défense de l'Occident."

2- Syrie

- Les négociations syriennes repoussées, la Russie s'impatiente - lefigaro.fr

La Russie est impatiente de régler le conflit syrien et accuse l'ONU et certains groupes rebelles de faire traîner les choses. Le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a annoncé vendredi matin le report des négociations de Genève, destinées à ébaucher une solution politique. Initialement prévus le 8 février, ces pourparlers sont repoussés à la fin du mois, a indiqué le chef de la diplomatie à l'occasion d'une rencontre avec un groupe d'opposants syriens, à Moscou. La Coalition nationale syrienne, proche de l'Arabie saoudite, et qui plaide en faveur d'un changement de régime à Damas, a annulé à la dernière minute sa participation à ces rencontres de Moscou, justement destinées à préparer les négociations de Genève. Cette décision a irrité Moscou.

«Le groupe de Ryad ne doit pas chercher des excuses pour faire trainer le processus», a lancé Sergueï Lavrov accusant cette branche de l'opposition - notamment soutenue par la France - «d'avancer sans arrêt de nouvelles exigences». lefigaro.fr 26.01

Une étude sur le marché de la publicité en France révèle quelque chose de terrifiant pour l'avenir des médias Business Insider.fr

Les Français regardent leur smartphone plus de 26 fois par jour. Souvent, quelques minutes après le réveil. Le mobile permet de communiquer, se divertir, s'informer.

Le mobile est donc un relais de croissance important pour les médias, en terme d'audience et de recettes publicitaires.

Mais les résultats du 17e Observatoire de l'e-pub du Syndicat des Régies Internet (SRI, publiés ce 26 janvier 2017, révèlent que les jeux sont déjà faits sur ce secteur porteur.

Comme le montre ce graphique du SRI, 92% de la publicité mobile passe par le search et les réseaux sociaux. Le search et les réseaux sociaux sont respectivement dominés par Google et Facebook, qui absorbent donc la quasi totalité des recettes publicitaires sur un support qui devait garantir l'avenir des médias.

En 2016, le mobile a représenté 41% des dépenses numériques, soit 1,264 milliard d'euros (+72%) sur un marché de la publicité numérique en France qui atteint 3,5 milliards d'euros, en hausse de 7% par rapport à 2015. Business Insider.fr 26.01

ECONOMIE

France

- Une étude sur le marché de la publicité en France révèle quelque chose de terrifiant pour l'avenir des médias - Business Insider.fr

Les Français regardent leur smartphone plus de 26 fois par jour. Souvent, quelques minutes après le réveil. Le mobile permet de communiquer, se divertir, s'informer.

Le mobile est donc un relais de croissance important pour les médias, en terme d'audience et de recettes publicitaires.

Mais les résultats du 17e Observatoire de l'e-pub du Syndicat des Régies Internet (SRI, publiés ce 26 janvier 2017, révèlent que les jeux sont déjà faits sur ce secteur porteur.

Comme le montre ce graphique du SRI, 92% de la publicité mobile passe par le search et les réseaux sociaux. Le search et les réseaux sociaux sont respectivement dominés par Google et Facebook, qui absorbent donc la quasi totalité des

recettes publicitaires sur un support qui devait garantir l'avenir des médias.

En 2016, le mobile a représenté 41% des dépenses numériques, soit 1,264 milliard d'euros (+72%) sur un marché de la publicité numérique en France qui atteint 3,5 milliards d'euros, en hausse de 7% par rapport à 2015. Business Insider.fr 26.01

Haut de page

Le 28 janvier 2017

CAUSERIE

L'attaque contre Fillon est étrange, adoubé par l'oligarchie anglo-saxonne du groupe Bilderberg, il était tout désigné pour devenir le prochain Président de la République jusqu'à cette affaire d'emplois fictifs, qui peut cependant être enterrée du jour au lendemain.

Maintenant on sait que leur spécialité est d'avoir toujours deux fers au feu des fois que l'un ferait défaut au dernier moment. Et en l'occurence l'autre serait Macron adoubé à la fois par Rothschild et Rockefeller.

A mon avis ils n'ont aucun intérêt à propulser (immédiatement) Macron au détriment de Fillon, car celui-ci étant usé jusqu'à la corde à la fin d'un quinquennat, il serait utilement remplacé par son clone Macron. Et au cas où Macron serait élu, ils formeraient un gouvernement d'union nationale ou l'équivalent droite-gauche.

Or à ce stade on n'en voit pas l'intérêt, à moins que la situation soit plus détériorée que ce que je la perçois, je l'ignore. Douteraient-ils de la capacité de Fillon d'appliquer leur programme du fait que plusieurs clans s'affrontent au sein de LR, c'est une autre explication possible. Auraient-ils remis à plus tard de porter le coup de grâce au PS ou ont-ils désigné quelqu'un d'autre que Macron pour s'en charger, qui, Valls ? Si Macron était élu, il ne pourrait pas diriger en même temps En marche. Et puis à ce niveau-là les talents sont rares, ils en ont fait l'expérience avec Sarkozy ! A suivre.

Enquête réalisée en ligne du 24 au 26 janvier. L'enquête a été en partie réalisée avant les révélations du "Penelopegate". (L'Express.fr 27.01)

Emmanuel Macron obtient 42% d'opinions favorables
Benoît Hamon se hisse à 35% d'opinions favorable
François Fillon perd un point en un mois pour se situer à 30%.
Jean-Luc Mélenchon a gagné 2 points pour se hisser à 28% de cote positive.
Manuel Valls, qui recule de 2 points pour tomber à 21%
Et le FN ?

POID - Editorial de la Tribune des travailleurs du 25 janvier 2017

Ils travailleront jusqu'au dernier jour ? Mais à quoi ? par Daniel Gluckstein

« Nous travaillerons jusqu'au dernier jour », a déclaré le 17 janvier Michel Sapin, ministre de l'Économie et des Finances. Jusqu'au dernier jour : mais à quoi ?

Présidée par ce ministre, l'Agence des participations de l'État n'a plus que quelques semaines devant elle pour achever sa grande braderie. Après avoir revendu 4 % du capital d'Engie, l'État envisage de céder des parts d'Orange et de Renault. Il est vrai qu'il lui reste de moins en moins de choses à vendre. En deux ans, le gouvernement Valls a cédé des parts du capital de Safran et des aéroports de Toulouse, Lyon et Nice. Avant lui, le gouvernement Ayrault avait cédé des parts de Safran, d'EADS et d'Aéroports de Paris. Avant cela, le gouvernement Fillon avait bradé ses parts dans la branche gazière, et, avant lui, le gouvernement de Villepin avait privatisé des pans entiers des autoroutes du Nord, du Rhône et du Sud, de GDF, de la SNCF, d'EDF, d'Aéroports de Paris, de la DCNS. Et avant cela, le gouvernement Raffarin avait bradé des participations dans les autoroutes, à France Télécom, la SNECMA, la SAGEM, le Crédit lyonnais, Thomson. Et avant cela, etc.

Depuis trente ans, les gouvernements successifs, de droite et de gauche, vendent à bas prix les secteurs les plus rentables que les capitalistes acquièrent pour en tirer de substantiels profits. Au passage, les statuts des personnels, pour ceux qui relèvent d'entreprises publiques, sont remis en cause, ainsi que les effectifs, les garanties de salaire et les conditions de travail.

Et que font-ils, ces gouvernements de toutes couleurs politiques, des dizaines de milliards d'euros retirés de cette grande braderie (1) ? Ils renflouent les banques faillies et leur paient la dette et ses intérêts. Ils financent l'économie d'armement et

les budgets militaires pour livrer des guerres d'agression contre les peuples du monde entier. Ils subventionnent les patrons [avec le CICE (2), par exemple, accordé au nom de l'emploi et qui ne sert qu'à spéculer].

Dans un même mouvement, tous ces gouvernements capitalistes, de droite comme de gauche, réduisent les dépenses publiques : un plan de 200 000 suppressions d'emploi est en cours dans la fonction publique territoriale ! Sans parler des lits supprimés dans les hôpitaux et des postes d'enseignant dans les écoles, de la liquidation de La Poste publique. Tout cela en application des directives européennes et des exigences du capital financier.

Entre nationalisation et privatisation, il n'y a pas plus de compromis possible qu'entre l'eau et le feu.

Ou bien le gouvernement capitaliste qui privatise, démantèle le service public et l'ensemble des entreprises publiques au service de la finance, comme ce que font tous les gouvernements depuis trente ans.

Ou bien le gouvernement ouvrier qui bloque les privatisations, renationalise sans indemnités ni rachat, rétablit les monopoles de service public, ce qui impose la rupture avec les institutions de l'Union européenne et de la Ve République.

Pour le gouvernement ouvrier, pour les renationalisations, nous serons le 18 mars au mur des Fédérés.

(1) Plus de 112 milliards d'euros en trente ans.

(2) Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Il manque encore l'appel au boycott de la farce électorale de mai et juin prochain qui aura pour fonction de légitimer les institutions de la Ve République, notamment.

Notons qu'à ce jour aucun parti ne se place au côté des travailleurs de plus en plus nombreux à refuser de cautionner cette cynique mascarade dont ils sont appelés à faire les frais.

On ne peut pas se compromettre en y participant d'un côté, et prétendre de l'autre proposer une issue politique sérieuse et cohérente qui pourrait inspirer confiance aux travailleurs, sans être fatalement réduit à l'impuissance et perdre à l'avance toute crédibilité.

En famille, ils osent tout.

Le Huffington Post - À chaque primaire son soutien (très) gênant. De la même manière que François Fillon avait obtenu le soutien du groupe d'extrême droite "Riposte laïque" pendant l'entre-deux tours de la primaire de la droite, Benoît Hamon a récemment reçu les soutiens d'Alain Soral et Dieudonné, à quelques jours du second tour de la primaire de la gauche contre Manuel Valls.
Le Huffington Post 27.01

Qui a dit la main sur le coeur?

- "...mettre les intérêts des travailleurs ordinaires sur le devant de la scène".

- "Ces gens qui, vous savez, travaillent de longues heures. Ils font tout leur possible pour leurs familles et parfois ils se sentent juste lésés"

Réponse : La Première ministre Theresa May, qui avait fait l'éloge de Ronald Reagan quelques jours auparavant.

En guise de complément

- Trump loue l'alliance avec Londres et le "merveilleux" Brexit - AFP

Le nouveau président américain Donald Trump a affiché vendredi son enthousiasme pour le Brexit, "une chose merveilleuse", en recevant la Première ministre britannique Theresa May, avec laquelle il a vanté "la relation spéciale" entre Washington et Londres.

Mme May était le premier dirigeant étranger reçu par M. Trump depuis qu'il est arrivé à la Maison Blanche le 20 janvier.

Au cours d'une brève conférence de presse conjointe, M. Trump et Mme May se sont engagés à renforcer les liens entre Washington et Londres après les changements de cap majeurs intervenus dans leurs pays respectifs de chaque côté de l'Atlantique, mais ils sont restés évasifs sur le calendrier et les contours d'un futur accord commercial.

"Je pense que nous allons très bien nous entendre", a lancé M. Trump. "Je suis souvent capable de savoir très rapidement si je vais m'entendre avec quelqu'un", a-t-il ajouté, prédisant "une relation fantastique" avec son invitée du jour.

Le président républicain, qui a personnellement accueilli Mme May, toute de rouge vêtue, à son arrivée à la Maison Blanche, a accepté une invitation de la reine Elizabeth II à se rendre au Royaume-Uni dans l'année.

"L'une des choses que nous avons en commun est la volonté de donner la priorité aux intérêts des travailleurs ordinaires", a souligné Mme May, félicitant le magnat de l'immobilier septuagénaire pour sa victoire.

Image surprenante, qui a immédiatement fait la Une de nombreux journaux britanniques: les deux dirigeants se sont brièvement tenu la main en marchant ensemble sous la célèbre colonnade des jardins de la Maison Blanche.

"Vous allez pouvoir conclure des accords de libre-échange sans avoir quelqu'un qui vous surveille et regarde ce que vous faites", a lancé M. Trump en faisant l'éloge du Brexit et soulignant combien il avait eu, en tant qu'homme d'affaires, "une mauvaise expérience" de l'Union européenne.

Au moment où les relations transatlantiques traversent une période de tensions, la Première ministre britannique a pris soin de souligner que le nouveau président américain lui avait assuré qu'il était "à 100%" derrière l'Otan. AFP 27.01

Faites tomber les masques. Trumperitude.

- Trump au Pentagone.

AFP - Le président américain a signé au Pentagone un décret ordonnant un audit de l'état opérationnel des forces américaines, et la préparation d'un amendement au budget 2017 pour commencer très rapidement à augmenter les dépenses militaires.

Il s'agit "d'entamer une grande reconstruction des forces armées des Etats-Unis, pour développer un plan pour de nouveaux avions, de nouveaux navires, de nouvelles ressources et de nouveaux outils pour nos hommes et femmes en uniforme", a-t-il dit. AFP 27.01

- Le vice-président des Etats-Unis se rend pour la première fois à une marche anti-avortement - Franceinfo

La lutte contre le droit à l'avortement vit un tournant "historique" aux Etats-Unis, a déclaré, vendredi, Mike Pence, en référence au nouveau rapport de force instauré par la victoire à la présidentielle de Donald Trump. Franceinfo 27.01

- L'Onu réagit prudemment aux propos de Trump sur la torture - Reuters

Les Nations unies ont réaffirmé vendredi que la torture était illégale et que les réfugiés avaient droit à une protection, sans critiquer directement de récentes remarques du nouveau président américain Donald Trump. Reuters 27.01

Et dire que des journalistes et autres intellectuels vont continuer de publier des centaines d'articles dans des portails ou blogs dits indépendants ou alternatifs dans lesquels en guise de conclusion ils vont en appeler à l'ONU qui refuse de condamner sans appel le recours à la torture contre des opposants politiques à l'impérialisme américain, autant dire que l'ONU le cautionne.

- La nouvelle représentante des USA à l'Onu promet des changements - Reuters

Le nouvelle ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, Nikki Haley, a promis que Washington oeuvrerait avec force et conviction, avec ses alliés, en vue d'atteindre ce but.

"Notre objectif est d'apporter des bénéfices à l'Onu, et pour ce faire nous ferons preuve de force, nous ferons entendre notre voix, nous obtiendrons le soutien de nos alliés et ferons en sorte qu'ils nous soutiennent aussi", a-t-elle dit à la presse avant de présenter ses lettres de créances au nouveau secrétaire général, Antonio Guterres.

"Quant à ceux qui n'ont pas notre soutien, nous les connaissons, nous nous assurerons de leur répondre comme il convient", a-t-elle ajouté.

- Syrie : Poutine "dé-Trumpé" ?

Trump annonce vouloir la création d'une zone sécurisée - PressTV - par Comité Valmy, jeudi 26 janvier 2017

Trump annonce vouloir la création d'une zone sécurisée.

La Russie se réveille après avoir trop espéré de Trump dans le dossier syrien.

Le colonel à la retraite et expert russe des questions internationales, Semyon Bagdasarov, estime que « le changement à la tête de l'administration américaine n'apportera aucune modification aux politiques de Washington en Syrie, car les États-Unis n'ont toujours pas accepté les réalités syriennes et n'abandonneront pas leurs intérêts en Syrie ».

Interrogé par Sputnik, l'expert voit à travers la visite en Syrie de la représentante démocrate, Tulsi Gabbard, et sa fameuse phrase « la paix est possible en Syrie » une démarche « personnelle » et sans effet.

« Certes, Mme Gabbard a conseillé aux autorités de Washington de renoncer à armer les terroristes et à préparer le terrain à l'avènement de la paix en Syrie. Gabbard a même révélé sur CNN les détails de ses entretiens avec le président Assad. Tout ceci est de bon augure, mais de là à y voir les signes d'un changement de cap américain en Syrie, il y a un pas à ne pas franchir », dit l'expert russe, qui dirige le Centre d'études russe pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Bagdasarov a dit douter de la sincérité des États-Unis de Trump quand ils affirment vouloir agir différemment qu'Obama en Syrie. « Gabbard s'est rendue en Syrie pour tâter le terrain, pour voir ce qui se passe dans des régions sous contrôle des forces gouvernementales. Mais je ne crois sincèrement pas que la visite de Gabbard change quoi que ce soit à la nature des relations entre les États-Unis et la Syrie. »

« L'arrivée au pouvoir de Trump aux États-Unis causera peut-être de petits changements, mais il ne s'agira pas de grosses modifications. Trump pourrait coopérer sur certains points avec la Russie, mais les États-Unis ne seront jamais nos alliés. La réalité est que les États-Unis n'ont pas accepté les réalités syriennes. On vient d'apprendre l'ouverture d'une base militaire américaine dans le nord de la Syrie, où se seraient déployés quelque 800 soldats US, armés et équipés. Outre l'armée américaine, la CIA et les services de sécurité américains continuent à opérer en Syrie en suivant les ordres décidés en haut lieu. Que le locataire du bureau ovale soit Trump ou quelqu'un d'autre, cela ne changera rien au fond du problème.

En un mot, les États-Unis ne lâcheront pas la Syrie. » PressTV 26 janvier 2017

Fillon le châtelain et le filon doré des ors de la République bananière.

- Et maintenant, les enfants ! - LeParisien.fr

Jeudi soir sur TF 1, François Fillon a assuré que, lorsqu'il était sénateur, il avait parfois « rémunéré pour des missions précises deux de [s]es enfants qui étaient avocats, en raison de leurs compétences ». Las, ni sa fille ni son fils n'étaient encore officiellement avocats lors du passage de leur père au Sénat entre le 18 septembre 2005 et le 17 juin 2007. Marie Fillon a prêté serment le 14 novembre 2007 et son frère Charles le 29 juin 2011.

De quoi faire bondir certains parlementaires : « Le coup des enfants, c'est dévastateur ! Il donne l'impression de mentir devant des millions de téléspectateurs », enrage un député. Et de poursuivre : « Il a parlé de ses enfants parce qu'il a dû sentir que le prochain scoop dans la presse serait sur eux. Mais franchement... » LeParisien.fr 27.01

- Deux articles payés à prix d'or - LeParisien.fr

C'est l'autre versant de l'affaire Fillon. LeParisien.fr 27.01

Ils osent tout.

- Le moral des Français au plus haut depuis 2007! - Boursier

- Fillon s'appuie sur Philippe Séguin pour dénoncer la "médiacratie" - AFP

- Jean-Marie Le Pen vole au secours de Fillon - AFP

- Quand Mélenchon rêve d'un jeu vidéo pour servir sa campagne - AFP

- Ecologie: Nicolas Hulot salue la vision "lucide" et "exigeante" de Benoît Hamon - L'Express.fr

- Comité d'éthique de l'Académie de médecine : une nomination pas très saine - Liberation.fr

Ancienne sénatrice UMP, Marie-Thérèse Hermange a été mise en examen en 2013 dans l'affaire du Mediator.

- La visite de Nicolas Bay, secrétaire général du FN, provoque l'embarras en Israël - Le Huffington Post

- L'ONU lance une alerte à la famine au Yémen - euronews.com

Haut de page

Le 30 janvier 2017

CAUSERIE

Privé de représentation politique, privé de droits politiques, privé de droits sociaux, privé de tout avenir... tous les candidats à l'élection présidentielle ont déjà tous été ministre sous la Ve République, dans ces conditions, pour les travailleurs ils n'existent aucune issue politique par la voie des urnes ou institutionnelle, il faut se préparer à renverser le régime en place.

Seule la lutte à mort pour le pouvoir est à l'ordre du jour, pour un gouvernement ouvrier, une République sociale rompant avec le capital et ses institutions, tout le reste est du baratin ou chimère.

Socialisme ou barbarie.

A l'échelle mondiale, il est devenu impossible d'envisager dans l'avenir le maintien ou la perspective d'un régime républicain (démocratique) bourgeois dans aucun pays, du fait de l'augmentation exponentielle ou continue de la population mondiale qui alimente un des pôles et qui caractérise la principale contradiction inhérente au capitalisme.

Pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme à l'origine de son pouvoir, l'oligarchie anglo-saxonne et internationale ne peut gérer cette contradiction amplifiée par la concentration toujours plus grande des richesses produites entre les mains d'une poignée d'oligarques, qu'en semant le chaos, la haine, la guerre civile ou la guerre à l'échelle planétaire en instaurant des dictatures civiles ou militaires, dans lesquelles les exploités n'ont aucun droit et ne disposent plus d'aucune représentation politique, l'ensemble des institutions des différents pays étant contrôlées par des partis ayant pour unique tâche d'appliquer le programme économique dicté par les besoins de l'oligarchie financière. A suivre.

Quel était l'enjeu des primaires du PS ?

L'enjeu des primaires du PS n'était pas l'élection présidentielle, mais l'avenir du PS, accessoirement les législatives qui y sont liées.

S'ils avaient voulu que Valls soit leur candidat en mai prochain, il aurait dû démissionner du gouvernement beaucoup plus tôt de manière à avoir le temps de se démarquer de Hollande, si ses conseillers ont préféré qu'il attende le dernier moment, c'est qu'ils ne voulaient pas qu'il ait une chance de remporter la primaire.

Mais alors pourquoi avaient-ils intérêt à ce qu ce soit Hamon ou Montebourg qui l'emporte ? Pas pour empiéter sur l'électorat potentiel de Mélenchon, puisqu'il ne serait jamais en position d'être qualifié pour le second tour de la présidentielle. On peut en dire autant du candidat issu de la primaire du PS quel qu'il soit, puisqu'il était voué à être relayé derrière Le Pen et Fillon au soir du premier tour de la présidentielle.

C'est ce qui me fait dire que l'enjeu était ailleurs et visait uniquement l'avenir du PS ou plutôt la nature du régime qui est de plus en plus calqué sur celui des Etats-Unis. Dans ce cas de figure, si par la suite Hamon, Montebourg et Cie. devaient assurer la direction du PS, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui, le destin du PS serait alors scellé et il serait relayé au rang du PASOK aujourd'hui en Grèce par exemple, tandis que le parti de Macron prendrait sa place au sein des institutions au côté de LR une fois que les dirigeants actuels du PS ou ses courants les plus droitiers l'auraient rejoint.

A l'étape suivante, il n'y aurait plus qu'à dégonfler la baudruche du FN qui avait été conçue artificiellement à cet effet et devenu inutile dans ce nouveau contexte politique, il ne resterait plus dans la foulée qu'à modifier la Constitution pour instituer une dictature identique à celle qui existe aux Etats-Unis, scellant par avance le sort des élections à venir en écartant tous les autres partis des institutions, hormis celles à caractère local ou accessoires, de sorte que la stabilité du régime soit assurée dans l'avenir ou que la lutte de classes n'ait plus aucune influence ou emprise sur la politique du gouvernement en place quel que soit le parti dont il est issu et la boucle du néolibéralisme serait bouclée.

Ajoutons qu'assurer l'implantation du FN faisait partie de leur plan, dès lors qu'il présentera un programme social calqué sur celui du PG ou du FdG qui servira à rogner son électorat de manière à ce qu'aucun candidat ou parti à la gauche du PS ne puisse le supplanter ou ne parvienne à s'imposer comme concurrent du parti officiel de l'ordre ou de la droite, Fillon et LR.

Ainsi le FN aura été employé avec la complicité du PS et du FdG pour éliminer des institutions tous les partis qui se réclamaient à tort ou à raison (lequel ?) de la gauche, le coup était bien joué puisqu'il est en passe de réussir. Chacun aura pu constater que pour tous les médias il était acquis que le FN figurerait au second tour de l'élection présidentielle quoi qu'il arrive, ce qui de leur part ne mérite aucun commentaire puisqu'ils sont partie prenante de ce processus de confiscation du pouvoir politique par les oligarques, leurs propriétaires, donc tout est dans l'ordre des choses.

Ce constat étant dressé, chacun aura compris que les dés étaient pipés avant même la tenue de ces élections et qu'y participer reviendrait à cautionner le régime dictatorial qu'ils sont en train de mettre en place, disons qu'ils en sont rendu à la phase finale de leur plan que tous les partis dits ouvriers ont cautionné au fil des décennies antérieures comme s'ils n'avaient rien vu venir, partant de là on peut se demander à quoi ils servaient d'autres, non ?

Mais ce n'est pas encore suffisant pour qu'ils appellent au boycott de ces élections, ce qui témoigne de leur niveau de corruption ou qu'ils ne servent pas la cause des exploités ou du socialisme.

En titres

Comment ils ont achevé le PS.

- La Sofres donne Fillon et Macron au coude-à-coude - LePoint.fr

Selon la Sofres, Marine Le Pen creuse l'écart au premier tour (25 %). Macron (20 %) talonne dorénavant Fillon (21 %). LePoint.fr 29.01

- Hamon victorieux, la voie royale pour Macron ? - Yahoo Actu

Et si une victoire de Benoît Hamon était le scénario rêvé pour Emmanuel Macron ? Yahoo Actu 29.01

- Primaire de la gauche : en cas de défaite, les soutiens de Manuel Valls envisagent l'option Emmanuel Macron - Franceinfo

Manuel Valls l'a d'ailleurs dit vendredi sur BFMTV : s'il perd, il ne pourra pas défendre le programme de Benoit Hamon. Il "s'effacera". Ses troupes ne suivront pas non plus, et réfléchissent à se rallier à un autre candidat : Emmanuel Macron. Franceinfo 27.01

Le candidat de l'ombre.

- Primaire: Benoît Hamon sera le candidat du PS à la présidentielle - AFP

Benoît Hamon s'est imposé comme candidat socialiste à la présidentielle dimanche grâce à une très large victoire sur Manuel Valls au second tour de la primaire élargie du PS, se fixant désormais pour tâche de "rassembler" les socialistes et la gauche.

Le député des Yvelines, 49 ans, a réuni 58,72% des suffrages contre 41,28% pour l'ancien Premier ministre, 54 ans, selon des résultats quasi définitifs de ce scrutin qui marque aussi un large désaveu pour ceux qui ont exercé le pouvoir depuis 2012, François Hollande et Manuel Valls en tête.

Hamon Dans son discours de victoire, M. Hamon, qui s'entretiendra avec le Premier ministre Bernard Cazeneuve lundi après-midi à Matignon et avec François Hollande dans la semaine, a affirmé que la gauche "relevait la tête".

Il a dans la foulée annoncé qu'il proposerait "à tous les candidats de cette primaire" mais aussi à l'écologiste Yannick Jadot et au candidat de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, de construire une majorité gouvernementale.

Dans cette perspective, il pourra s'appuyer sur un premier sondage Kantar Sofres onepoint diffusé dimanche soir qui le place devant M. Mélenchon au premier tour de la présidentielle, avec entre 13 et 15% d'intentions de vote selon les configurations, contre 10% au candidat de la France insoumise.

Dans l'immédiat, si Jean-Luc Mélenchon a légèrement adouci son discours à l'égard de Benoît Hamon dimanche soir.

Alors que l'équipe de campagne de l'ancien Premier ministre se montrait très discrète dimanche soir, de nombreux militants vallsistes prévenaient déjà qu'ils étaient prêts à rejoindre Emmanuel Macron.

"Je ne crois pas à l'hémorragie, nous ne sommes pas à la veille de l'explosion du PS. C'est un moment que l'on retiendra dans notre histoire comme le prélude à la renaissance de la gauche française", a préféré positiver le député Christian Paul, chef de file des frondeurs, en se félicitant de la "dynamique" offerte par la participation. AFP 29.01

Comme nous l'avons dit au début de cette causerie, dorénavant il n'existe plus aucun espace pour la "renaissance de la gauche française", pour des réformes sociales, pour l'expression de la démocratie, tout ce bric-à-brac réformiste bourgeois est à remiser au musée de l'opportunisme, seule la lutte à mort pour le pouvoir est à l'ordre du jour, pour un gouvernement ouvrier, une République sociale rompant avec le capital et ses institutions.

En famille.

- Appel au rassemblement de Benoît Hamon : "On n'est jamais fermés à la discussion", réagit le camp Mélenchon - Franceinfo

Sur Facebook, Jean-Luc Mélenchon s'est félicité de la victoire de Benoît Hamon. "Que pour désigner son candidat, le PS ait préféré nos mots à ceux de son propre gouvernement est un fait qui donnera ses fruits le moment venu", écrit l'ancien sénateur.

Contacté par franceinfo, Manuel Bompard, le directeur de campagne du candidat de la France insoumise, renchérit : "On réagit très positivement à la victoire de Hamon, c'est la ligne gouvernementale qui a été chassée". Pour ce dernier, "les thématiques de Jean-Luc Mélenchon" ont été reprises par le député des Yvelines. (Alors que Hamon avait été ministre de Hollande, il n'a pas démissionné, il a été congédié... pour la bonne cause apparemment. - LVOG)

Le camp de Jean-Luc Mélenchon répondra-t-il favorablement à la main tendue du vainqueur de la primaire de la gauche ? "On va voir, on n'est pas fermés à la discussion, mais il faut que Benoît Hamon précise tout cela puisqu'il a dit que, quoi qu'il arrive, il y aura un bulletin de vote Hamon à la présidentielle", précise-t-il.

C'est une opération de communication de tendre la main à tout le monde. On a fait le choix de ne pas participer à la primaire, ce n'est pas pour se rallier au vainqueur. Manuel Bompard, directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon

"On peut toujours se parler, mais il faut savoir sur quoi", conclut-il. Le rassemblement, ce n'est pas encore maintenant. Franceinfo 29.01

Pas encore, admirable, on en redemande !

Le déni permanent en guise d'information.

Pourquoi vos dirigeants ne vous disent-il pas (tout) ce qui se passe réellement ou plutôt, pourquoi et comment les choses se passent? Pardi, pour que vous ne soyez pas en mesure de comprendre ce qui se passe !

Réfléchissez un instant, c'est logique, car partant de là vous serez portés à leur faire confiance, à les écouter ou à les suivre aveuglément et ils pourront vous manipuler à leur guise, sinon pourquoi ou quel intérêt aurait-il à agir de la sorte?

A l'inverse, chaque fois que je propose aux lecteurs une interprétation, une analyse, une position, une théorie, que j'évoque un évènement, je leur soumets la totalité des éléments, faits et sources qui m'ont permis de réaliser mon argumentation ou ma démonstration, de sorte que je leur fournis tout le matériel leur permettant de réaliser le même travail que moi, éventuellement de vérifier par eux-mêmes que tout y était ou que rien n'y manquait ou encore que j'en avais fait un bon ou un mauvais usage, car ils sont libres de parvenir à un autre résultat ou à une autre conclusion.

Quand une personne vous fournit tous les éléments permettant de comprendre sa démarche ou son raisonnement intellectuel, vous serez en mesure de saisir comment il a construit sa démonstration, ce qui vous en facilitera la critique si nécessaire, tout en percevant ses réelles intentions pour peu qu'il ait pris soin de distinguer clairement les faits de ce qui relevait de son apport personnel ou subjectif, de ses interprétations.

Je ne suis pas un intellectuel à la base, mais j'essaie quand j'expose mes idées d'être le plus clair possible, ce qui n'est pas toujours facile, car il est plus facile de comprendre quelque chose que de l'énoncer clairement, il faut trouver les mots, le ton (niveau de langue), le rythme (syntaxe) juste ou qui convient et qui varieront en fonction d'un tas de facteurs, la nature des faits en eux-mêmes, le contexte, les lecteurs auxquels on s'adresse en particuliers, etc. en fait c'est terriblement compliqué et de nature à bien des quiproquos ou incompréhensions de part et d'autre.

Après avoir abordé durant toutes ces années sans a priori une multitude de sujets sur lesquels nous sommes revenus à de nombreuses reprises pour corriger des approximations ou des erreurs, sans aucun tabou, jamais je n'ai refusé d'aborder une question, jamais je n'ai renoncé à essayer de comprendre quelque chose que je ne connaissais pas en y mettant toujours la même énergie pour arriver à une conclusion satisfaisante, chacun peut en être témoin, c'est la raison pour laquelle je peux me permettre de m'exprimer librement et la conscience tranquille, et j'estime être en droit de revendiquer cette légitimité à ce titre.

Lu un commentaire dans la page Facebook du POID ou La Tribune des travailleurs.

Philippe Tribouillard : "*Que vient faire Soros ici ?*".

C'était à propos des manifestations qui ont eu lieu aux Etats-Unis trois jours après la prise de fonction de Trump, soi-disant en faveur des droits des femmes, en réalité contre le nouveau président ou plus exactement, pour semer le chaos aux Etats-Unis afin que Trump puisse prendre le relais d'Obama et appliquer le programme de l'oligarchie financière.

Démocrates et Républicains ont les mêmes objectifs, ils ne sont pas ennemis mais complémentaires tout comme les différents moyens qu'ils mettent en oeuvre pour les atteindre, leur opposition ou contradiction s'arrête là.

Pourquoi monsieur Tribouillard pose-t-il cette question ?

Parce que monsieur Tribouillard avait été maintenu dans l'ignorance que le milliardaire américain George Soros était derrière ces manifestations, par le POID qui lui a fourni une information tronquée ou fait également dans la désinformation.

Reprenons l'ordre chronologique des évènements qui le prouve.

- Le 20 janvier D. Trump était officiellement investi 45e Président des Etats-Unis d'Amérique.

- Trois jours plus tard était organisé une "Marche des femmes" contre Trump.

- Le POID en rend compte ainsi le jour même. La Tribune des Travailleurs - 23 janvier

22 janvier 2017- Aux Etats-Unis, la Marche des femmes a rassemblé des opposants de tout bord à Trump : sur le National Mall dans le centre de Washington et dans les rues de New York, Los Angeles, Chicago ou Boston, Aux Etats-Unis et ailleurs, la Marche des femmes a rassemblé dans des défilés au total près de cinq millions de personnes. La Tribune des Travailleurs 23.01

Or, le jour même, le 23 janvier l'agence de presse russe Sputnik publiait en français un article fournissant des détails précis sur les liens qui existaient entre les organisateurs de cette Marche des femmes et George Soros, information qui ne sera pas relayée par les agences de presse occidentale évidemment, AP, Reuters, AFP et Euronews.

Question : Pourquoi le POID n'en a-t-il pas tenu compte ? Ignore-t-il l'existence de l'agence de presse russe ? Pourquoi s'est-il précipité pour reproduire la dépêche de l'Agence Française de Propagande (AFP) ? Je vous laisse deviner la réponse.

De tout temps ce courant politique n'a jamais tenu compte de la nature d'un mouvement social, pour ses dirigeants l'essentiels étaient ailleurs, hormis lors des "révolutions colorées" en Europe de l'Est au cours des années 90, et encore de manière tronquée, mais plus jamais par la suite, y compris en Ukraine ou lors du "printemps arabe", en Libye ou en Syrie.

Il passera sous silence la manière dont une large partie des masses avaient été manipulées via les mal nommés réseaux sociaux en Tunisie et en Egypte, tout cela parce que cela ne cadrait pas exactement avec leur interprétation préformatée ou prête à l'emploi de la situation dans ces pays, avec leur théorie foireuse, confondant ou transformant des embryons de révoltes populaires en révolutions tout au long de la seconde moitié du XXe siècles au point de rendre inintelligible l'orientation du monde.

A force de nier l'existence d'un certains nombres de facteurs, d'institutions ou d'acteurs économiques au pouvoir politique considérable ou capables d'influer sur le cours du monde, on se condamne fatalement à jouer le rôle d'un commentateur impuissant à le changer.

A la source de l'opportunisme et du révisionnisme.

Œuvres - novembre 1938 - Karl Kautsky - Léon Trotsky

- Le côté révolutionnaire du marxisme s’était changé en une perspective indéfinie et en tout cas lointaine. C’était la lutte pour les réformes et la propagande qui étaient à l’ordre du jour. Kautsky s’occupait de commenter et de justifier la politique de réformes

du point de vue de la perspective révolutionnaire. Léon Trotsky

Les trotskystes ne firent rien d'autre tout au long de la seconde moitié du XXe siècle.

Extrait de la dépêche de presse de Sputnik du 23 janvier.

- Quel est le lien entre la «Marche des femmes sur Washington» et Georges Soros? - sputniknews.com 23.01

Nombreux sont les observateurs qui se demandent quel est le lien entre George Soros, l'un des plus importants donateurs d'Hillary Clinton, et cette vaste mobilisation contre le nouveau président des États-Unis Donald Trump qu'est la fameuse « Marche des femmes sur Washington ».

Les organisateurs de la marche font la promotion de leur travail avec des organisateurs « indépendants », mais on découvre bien des choses dans les documents du milliardaire George Soros et de sa philanthropie de l'Open Society.

Il s'avère notamment que, décrit par Wikileaks comme « l'architecte de chaque révolution et coup d'État des 25 dernières années », M. Soros a financé, ou a entretenu d'étroites relations avec au moins 56 « partenaires » de la marche. Il s'agit, entre autres, de Planned Parenthood et du Conseil national de défense des ressources, structures connues pour leur opposition intransigeante envers le nouveau président des États-Unis Donald Trump, ou de MoveOn.org, organisation « farouchement pro-Clinton », et le National Action Network, salué par l'ex-locataire de la Maison Blanche Barack Obama.

D'autres « boursiers » de M. Soros parmi les « partenaires » de la marche sont l'Union américaine des libertés civiles, le Centre pour les droits constitutionnels, Amnesty International et Human Rights Watch (HRW).

Quoi qu'il en soit, la plupart des Américains savent bien que la marche n'est vraiment pas une « marche des femmes », mais une marche en faveur des femmes anti-Trump. On se souvient par ailleurs des propos tenus récemment devant les journalistes à Davos par le philanthrope idéologique et donateur politique George Soros sur Donald Trump, un « dictateur éventuel », selon lui.

Malheureusement, la marche a pris position et les « femmes » ont été utilisées pour une journée explicitement anti-Trump, constatent les observateurs. sputniknews.com 23.01

J'avais immédiatement reproduit cet article dans la causerie du 23 janvier, donc juste après en avoir pris connaissance afin d'informer le plus rapidement les lecteurs afin qu'ils n'interprètent pas faussement cette "marche des femmes" ou se fassent manipuler.

Cela me fait dire que c'est vraiment dommage que des militants n'aient pas voulu s'associer avec moi pour continuer d'actualiser quotidiennement ce portail.

Ne me reprochez pas de ne pas vous fournir certains informations ou de le faire avec un certain délai, je fais ce que je peux et je ne suis plus si jeune !

En guise de complément

- La marche des femmes en faveur de la misogynie? par Mark Taliano - Mondialisation.ca, 26 janvier 2017

La marche des femmes s’opposait-elle à Trump? Si c’est le cas, elle a été détournée. Hillary Clinton compte parmi les politiciens les plus misogynes qui soient à Washington. Elle soutient le wahhabisme, la charia, la mort et la destruction dans ses faits et gestes criminels en matière de politique étrangère.

Linda Sasour, une des organisatrices de la marche, a même feint d’appuyer la charia dans un tweet :

Vous savez que les principes de la charia s’appliquent lorsque vos prêts et vos cartes de crédit ne portent plus intérêt. Quelle bonne idée!

Cette interprétation erronée de la charia, une loi outrageusement misogyne, apparaît comme un geste de soutien nuancé à l’endroit des terroristes de l’OTAN en Syrie, qui imposent la charia sur les infortunés Syriens vivant dans les territoires qu’ils occupent.

Marwa Osman, une analyste politique et chargée de cours à l’Université internationale libanaise (LIU), a répondu ceci sur Facebook : « Qu’on l’attache à une des cargaisons du programme « d’aide » et qu’on la largue à Idlib. Elle va adorer la charia là-bas. » (Idlib est le foyer des terroristes coupeurs de tête mandatés par l’Occident en Syrie.) Pour sa part, l’artiste australienne Diane Mantzaris s’est interrogée :

Où étaient les manifestants de la #MarcheDesFemmes quand Obama et Hillary ont financé, formé et armé des terroristes qui ont brutalisé des femmes syriennes et irakiennes avant de les vendre comme esclaves sexuelles? Quand des femmes enceintes ont été éviscérées, leurs ventres ouverts à la pointe de l'épée et leurs enfants à naître arrachés de leurs entrailles puis pendus à des arbres?

La guerre sale de l'administration Obama en Syrie EST une guerre contre les femmes.

L'opposition féministe était donc contrôlée et approuvée par les médias et l'establishment. La CIA, de concert avec les oligarques formant l'establishment, ont clairement tenté de fomenter une opération de type « révolution de couleur ». La couleur prédominante était le rose (Révolution rose?). On a rapporté que les chapeaux roses avec des oreilles étaient la tendance mode du jour (les fameux « pussy hats »). Ce qui nous rappelle le groupe Pussy Riot, qui était probablement une opération de la CIA visant à diaboliser Vladimir Poutine. Il y a aussi des liens avec les Femen, dont au moins une a participé au massacre d'Odessa en Ukraine, à la suite du coup d'État néo-nazi illégal qui est en train de détruire l'Ukraine en ce moment, grâce en bonne partie à Victoria « Fucking the EU » Nuland. Mondialisation.ca, 26 janvier 2017

L'auteur de cet article ignorait que Soros finançait également les Femen.

En complément à propos de Soros.

Wikipédia - Open Society Foundations (Open Society Institute) fondée en 1979 par le milliardaire américain George Soros.

Critiques et controverses

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. Votre aide est la bienvenue ! Wikipédia.org

A mon avis des contributeurs ont dû vouloir remplir cette rubrique, mais le comité de lecture de Wikipédia les a censurés.

On peut lire dans cette page Wikipédia

- Sur les 30 dernières années, la fondation a dépensé plus de 11 milliards de dollars américains, dont 873 millions en 2013.

- À titre d'exemple, en Ukraine notamment, la National Endowment for Democracy a ainsi financé de nombreuses structures associées aux Open Society Foundations comme le National Democratic Institute for International Affairs (NDI). La branche ukrainienne de l'Open Society Foundations est cofinancée par le National Endowment for Democracy (NED).

Et dans la page Wikipédia consacrée à la NED.

- Le National Endowment for Democracy (NED) (en français, Fondation nationale pour la démocratie) est une fondation privée à but non lucratif des États-Unis, fondée en 1983 sous le gouvernement de Ronald Reagan...

- Depuis sa création conjointement par les républicains et les démocrates, la NED est restée bipartite. Elle est dirigée par un conseil équilibré entre les deux partis et est soutenue par l'ensemble des formations politiques du Congrès, cependant l'orientation générale de ses actions est celle du mouvement néo-conservateur.

- L'ancien directeur de la CIA, William Colby, déclarait en 1982, dans le Washington Post, à propos du programme de la NED : « Il n'est pas nécessaire de faire appel à des méthodes clandestines. Nombre des programmes qui [...] étaient menés en sous main, peuvent désormais l'être au grand jour, et par voie de conséquence, sans controverse ».

En 1991, un des fondateurs de la NED, Allen Weinstein, expliquait au Washington Post que « bien des choses qu'ils [à la NED] faisaient maintenant étaient faites clandestinement par la CIA 25 ans auparavant ».

- Le financement de la NED est voté par le Congrès et figure dans le chapitre du budget du ministère des Affaires étrangères consacré à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

La NED reçoit également des moyens de la part de société multinationales américaines, telles que Chevron, Coca-Cola, Goldman Sachs, Google, Microsoft etc. Wikipédia.org

Ils osent tout.

- Primaire à gauche : Hamon, le vainqueur que personne n'attendait - LeParisien.fr

- Marine Le Pen juge le programme de F.Fillon "brutal" - AFP

Quand Fillon fait dans le rouge-brun des idéologues néoconservateurs d'extrême droite.

- Pour Fillon, il y a "quatre gauches en France": Mélenchon, le PS, Macron et le FN - AFP

François Fillon, candidat de la droite à la présidentielle, affirme qu'il a "quatre gauches en France", à savoir celle de Jean-Luc Mélenchon, celle du PS, celle d'Emmanuel Macron et celle du Front national, dans un entretien au Journal du Dimanche.

"La première, c'est la gauche pure, dure, rouge. C'est Mélenchon, le Fidel Castro de YouTube", ironise-t-il avant de cibler "la deuxième", le PS, "l'équipage des naufragés du Titanic hollandais qui viennent de s'entredévorer sur le radeau de la Méduse de la primaire".

Vient ensuite "la gauche numéro trois", à savoir Emmanuel Macron. "Il fait croire qu'il est neuf, en réalité, c'est lui qui a fait le programme de Hollande. Toute l'équipe gouvernementale de Hollande est en train de le rejoindre. Macron, c'est le sortant, c'est l'héritier, c'est Hollande. C'est pour ça que ce sera très difficile pour lui", affirme M. Fillon.

Reste "la gauche numéro quatre" qu'incarne, selon lui, le Front national, avec la "sortie de l'euro", la "retraite à 60 ans", l'"augmentation du salaire minimum" ou encore le "recrutement illimité de fonctionnaires". "L'original, c'est Mélenchon, la copie, c'est Marine Le Pen", s'amuse-t-il. AFP 27.01

- Hollande incite l'Europe à faire bloc face à Trump - AFP

- Netanyahu salue la décision de Trump de construire un mur à la frontière avec le Mexique - AFP

- Présidence Trump : La grande peur des Démocrates - Atlantico.fr

- Theresa May parle commerce et Etat de droit avec Erdogan à Ankara - AFP

- Donald Trump: "Ensemble nous allons répandre l'amour et la tolérance à travers le monde" - Le Huffington Post

- 'Vanity Fair Mexique' crée la polémique en affichant en couverture Melania Trump en train de déguster des diamants - Franceinfo

Dossiers Syrie.

- Le peuple syrien veut désespérément la paix. Par Rep Tulsi Gabbard (Parti démocrate - USA)
- mondialisation.ca 27.01

Il est clair maintenant plus que jamais: cette guerre de changement de régime ne sert pas les intérêts de l'Amérique, et elle n'est certainement pas dans l'intérêt du peuple syrien.

J'ai traversé Damas et Alep, en écoutant des Syriens de différentes parties du pays. J'ai rencontré des familles déplacées de la partie orientale d'Alep, de Raqqah, de Zabadani, de Latakia et de la périphérie de Damas. J'ai rencontré des dirigeants de l'opposition syrienne qui ont conduit les manifestations en 2011, des veuves et des enfants d'hommes qui luttaient pour le gouvernement et des veuves de ceux qui luttaient contre le gouvernement. J'ai rencontré Aoun, le président nouvellement élu du Liban et Hariri, le Premier ministre, Elizabeth Richard, l'ambassadeur américain au Liban, le président syrien Assad, le grand Mufti Hassoun, Denys Antoine Chahda, l'archevêque de l'Église catholique syrienne d'Alep, des chefs religieux musulmans et chrétiens, des étudiants, des propriétaires de petites entreprises, et d'autres encore.

Leur message au peuple américain était puissant et cohérent: il n'y a aucune différence entre les rebelles « modérés » et al-Qaïda (al-Nusra) ou l'Etat islamique – ils sont tous les mêmes. Il s'agit d'une guerre entre, d'une part, des terroristes sous le commandement de groupes comme l'Etat islamique et al-Qaida et, d'autre part, le gouvernement syrien. Ils supplient les États-Unis et d'autres pays d'arrêter de soutenir ceux qui détruisent la Syrie et son peuple.

J'ai entendu ce message encore et encore dans la bouche de ceux qui ont souffert, et survécu à des horreurs inexprimables. Ils m'ont demandé de faire entendre leur voix dans le monde; Des voix frustrées qui n'ont pas été entendues en raison des fausses informations et des informations biaisées, uniformément destinées à soutenir la guerre pour un changement de régime au dépens de la vie des Syriens.

J'ai entendu des témoignages sur la façon dont les manifestations pacifiques du début ont été rapidement infiltrées par des groupes de djihadistes wahhabites comme al-Qaïda (al-Nusra), financés et soutenus par l'Arabie saoudite, la Turquie, le Qatar, les États-Unis et d'autres. Ils ont exploité les manifestants pacifiques, occupé leurs communautés, tué et torturé les Syriens qui ne voulaient pas coopérer pas à leur lutte pour renverser le gouvernement.

J'ai rencontré une jeune musulmane de Zabadani qui a été enlevée, régulièrement battue et violée en 2012, alors qu'elle n'avait que 14 ans, par des « groupes rebelles » qui étaient en colère contre son père, un éleveur de moutons, qui ne leur donnait pas d'argent. Elle a assisté, horrifiée, à l'assassinat de son père, dans leur salon, par des hommes cagoulés qui ont vidé un chargeur tout entier sur lui.

J'ai rencontré un garçon qui a été kidnappé an allant acheter du pain pour sa famille. Il a été torturé, il a subi le supplice de la noyade, il a été électrocuté, placé sur une croix et fouetté, tout cela parce qu'il avait refusé d'aider les « rebelles » – il leur avait dit qu'il voulait juste aller à l'école. C'est ainsi que les « rebelles » traitent les Syriens qui ne coopèrent pas avec eux ou dont ils n'acceptent pas la religion.

Bien qu'opposés au gouvernement Assad, l'opposition politique a affirmé avec vigueur qu'elle rejetait catégorique l'utilisation de la violence pour obtenir des réformes. Les opposants politiques du gouvernement affirment que si les djihadistes wahhabites, soutenus par des gouvernements étrangers, réussissent à renverser l'État syrien, ils détruiront la Syrie et sa longue histoire de société laïque et pluraliste, une société où les peuples de toutes les religions ont toujours vécu pacifiquement côte à côte. Bien que cette opposition politique continue à vouloir des réformes, elle répète avec insistance que, tant que les gouvernements étrangers mèneront une guerre de changement de régime contre la Syrie par groupes terroristes djihadistes interposés, elle se tiendra aux côtés de l'Etat syrien et luttera pacifiquement pour une Syrie plus forte pour tous les Syriens.

Je rentre à Washington, plus que jamais résolue à mettre fin à la guerre illégale que nous menons pour renverser le gouvernement syrien. De l'Irak à la Libye et maintenant en Syrie, les États-Unis ont mené des guerres de changement de régime qui ont entraîné partout des souffrances inimaginables, tué des quantités d'innocents, et renforcé des groupes comme Al-Qaïda et l'Etat islamique.

J'appelle le Congrès et la nouvelle Administration à ne pas rester indifférents aux souffrances du peuple syrien et à soutenir l'Acte pour interdire l'armement des terroristes. Nous devons arrêter de les soutenir directement et indirectement – en fournissant directement des armes, de l'entrainement et du soutien logistique aux groupes rebelles affiliés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique ; et indirectement par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite, des Etats du Golfe et de la Turquie. Nous devons mettre fin à notre guerre pour renverser le gouvernement syrien et nous concentrer sur la défaite d'Al-Qaïda et de l'Etat islamique. Les États-Unis doivent cesser de soutenir les terroristes qui détruisent la Syrie et son peuple. Les États-Unis et les autres pays qui alimentent cette guerre doivent cesser immédiatement de le faire. Nous devons laisser le peuple syrien se relever de cette terrible guerre.

- Une nouvelle défaite pour les rebelles syriens près de Damas - AFP

L'armée syrienne a repris dimanche la région de Wadi Barada près de Damas qui lui échappait depuis 2012, une nouvelle défaite pour les rebelles qui subissent échec après échec dans cette guerre.

Après plus d'un mois de combats, le régime du président Bachar al-Assad s'est emparé de cette région cruciale pour l'approvisionnement en eau de la capitale et les insurgés ont commencé à quitter les lieux par centaines.

La capture de Wadi Barada, à 15 km au nord-ouest de la capitale privée d'eau potable depuis le 22 décembre, intervient plus d'un mois après la perte par les rebelles d'Alep (nord), deuxième ville de Syrie, leur plus importante défaite depuis le début de la guerre en 2011.

Les insurgés n'ont plus désormais de véritables fiefs que dans la Ghouta orientale, une région à l'est de Damas, dans la province d'Idleb au Nord-Ouest, et dans le Sud.

Samedi, l'armée était entrée pour la première fois dans la station de pompage d'Aïn al-Fijé, vitale pour l'alimentation en eau de Damas.

Le régime avait accusé les rebelles de sabotage ayant conduit aux pénuries d'eau. Les insurgés avaient rétorqué que les bombardements du régime avaient détruit les infrastructures.

Bachar al-Assad avait exclu Wadi Barada de la trêve en cours depuis le 30 décembre entre régime et rebelles.

Un accord de cessez-le-feu avait été conclu il y a quelques semaines pour permettre aux équipes techniques de rétablir l'approvisionnement en eau potable pour les 5,5 millions d'habitants de Damas, mais il avait échoué et les combats

avaient redoublé d'intensité jusqu'à vendredi.

Dimanche, les premiers travaux ont commencé dans la station, d'après le gouverneur de Damas, Ala Ibrahim. Il a affirmé que les "dégâts étaient importants", mais que le pompage d'eau devait reprendre "bientôt".

L'ONU avait dénoncé ces coupures d'eau comme un "crime de guerre".

En vertu de l'accord, les rebelles ont le choix: déposer les armes ou se rendre dans la province d'Idleb, frontalière de la Turquie.

"Le régime essaie de s'emparer de la totalité de la province de Damas (...) Pour les rebelles qui perdent territoire après territoire, c'est la fin du rêve d'entrer dans la capitale", estime Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Dimanche, des centaines d'insurgés ont commencé à quitter Wadi Barada en bus vers Idleb.

C'est dans cette région que des milliers de rebelles se sont installés, après avoir été chassés de plusieurs de leurs bastions en Syrie par le régime et ses alliés russes et iraniens notamment.

Idleb était jusque-là contrôlée par une alliance dénommée Armée de la Conquête, formée des jihadistes du Front Fateh al-Cham (ex-branche d'Al-Qaïda) et de plusieurs groupes rebelles.

Mais cette alliance semble avoir implosé depuis mardi, avec des affrontements inédits entre rebelles et Fateh al-Cham.

Furieux de voir des rebelles participer à des négociations au Kazakhstan, Fateh al-Cham, désigné comme groupe "terroriste" par Washington et Moscou, les a accusés d'avoir conclu un accord pour le combattre et "l'isoler".

Dès la fin des négociations mardi, Fateh al-Cham a attaqué une base d'un groupe rebelle dans la région d'Idleb et les combats se sont propagés dans cette province et dans celle voisine d'Alep.

Samedi, un nouveau bloc nommé Tahrir al-Cham, composé de groupes rebelles et du Front Fateh al-Cham, a vu le jour.

Deux blocs rivaux sont ainsi en train d'émerger dans la province d'Idleb: l'un emmené par Ahrar al-Cham, la plus puissante faction rebelle, et l'autre conduit par Fateh al-Cham.

Considéré par la rébellion comme une force efficace dans la lutte contre le régime, Fateh al-Cham était critiqué depuis quelques mois par l'opposition politique, qui lui reproche sa volonté hégémonique.

Le président américain Donald Trump, qui a décidé de fermer les frontières de son pays pendant plusieurs mois à tous les réfugiés et aux ressortissants de sept pays musulmans dont la Syrie, a évoqué le conflit syrien lors d'un entretien téléphonique dimanche avec le roi Salmane d'Arabie saoudite.

A la demande de M. Trump, les deux dirigeants se sont mis d'accord pour créer des "zones de sécurité" en Syrie, mais aussi au Yémen en guerre, et pour soutenir "d'autres idées pour aider les nombreux réfugiés déplacés par les conflits en cours", selon la Maison Blanche.

Cette question a également été évoquée lors d'un entretien téléphonique de M. Trump avec le prince héritier des Emirats arabes unis, Mohammed ben Zayed al-Nahyane, qui "a accepté de soutenir cette initiative", selon la présidence américaine.

Les modalités pratiques de la mise en place de ces "zones de sécurité" n'ont pas été détaillées. AFP 29.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Maroc

- Maroc: des milliers de personnes manifestent contre le gouvernement - AFP

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans le calme dimanche à Rabat, des militants dénonçant la "corruption" ou des enseignants stagiaires en lutte depuis des mois contre le gouvernement, a constaté un journaliste de l'AFP.

Un premier cortège a rassemblé en début de matinée un peu plus d'un millier de marcheurs: des membres de plusieurs syndicats de travailleurs --notamment l'Union marocaine du travail (UMT) et la Confédération démocratique du travail--, de partis de gauche et des militants associatifs.

Ils entendaient exprimer leur "ras-le-bol contre la corruption et la gabegie des deniers publics" par le gouvernement, selon l'un de leur représentant, un membre de l'UMT qui a requis l'anonymat.

Une seconde manifestation a eu lieu dans la foulée, toujours devant le Parlement, où deux à trois mille enseignants stagiaires sont venus défendre la cause de 150 d'entre eux récemment recalés à une épreuve d'admission dans la fonction publique.

Ce conflit avec le ministère de l'Education dure depuis mi-2015. Il concerne la fin de l'intégration automatique des professeurs stagiaires dans la fonction publique, et la réduction de leur bourse. Il avait été en partie résolu avec la signature d'un accord en avril avec le gouvernement.

"La mobilisation se poursuit contre les agissements successifs de l'Etat", pouvait-on lire sur l'une des banderoles.

"Les 150 profs ont été recalés pour des raisons politiques, la plupart sont des militants actifs de notre Coordination nationale des professeurs stagiaires", a affirmé à l'AFP Aoula, membre de cette organisation.

"Nous sommes ballotés, méprisés depuis des mois par l'Etat, notre avenir est incertains alors que nous sommes ceux qui formeront la jeunesse de notre pays", a-t-elle déploré.

"Liberté, dignité, justice sociale!", "Plutôt la mort que la soumission!", ont notamment scandé des manifestants, dont certains affichaient leur soutien à la cause amazigh (berbère), au Mouvement du 20 février, né dans le sillage du Printemps arabe, ou encore au mouvement islamiste Al Adl Wal Ihsane (Justice et dignité, interdit mais toléré).

Le ministère de l'Intérieur n'a donné aucune estimation chiffrée sur les deux rassemblements, qui se sont déroulés sans incident.

Les manifestations sont quasi-quotidiennes devant le Parlement à Rabat mais ne rassemblent généralement que quelques dizaines, au mieux quelques centaines de marcheurs. AFP 29.01

Haut de page

Haut de page

Haut de page

Haut de page

Haut de page

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 2 février 2017

CAUSERIE

Il est 16h et j'ai le plaisir de vous annoncer la naissance de trois petites adorables chèvres.

Pour cette raison, je n'ai pas le temps de discuter, mais bon avec cette causerie particulièrement dense vous avez de quoi alimenter votre réflexion.

Une vidéo

Le "féminisme" moderne, le développement personnel et la politique identitaire (par John Pilger) • Cliquer ici

Introduction

L'univers est régie par un processus matérialiste dialectique contribuant à modifier les rapports qui existent entre les multiples éléments qui le composent, d'où se dégage une énergie ou une force qui va contribuer à sa transformation, dynamisme ou mouvement qui déterminera son orientation ou son destin, les différentes phases par lesquelles il sera amené à passer.

L'organique est issu de l'inorganique ou les espèces vivantes sont issues d'espèces mortes ou inertes ou plus exactement elles sont le produit de l'évolution de la transformation ou de la combinaise d'éléments minéraux ou chimiques, en cela tout ce qui a existé, existe ou existera est issu de la même matière première.

Il nous faut admettre que si la nature a su créer ces milliards et milliards de combinaisons, à côté le cerveau des hommes et surtout leur imagination apparaît bien pauvre ou ne pourra jamais rivaliser avec elle, ce qui devrait nous inciter à faire preuve de modestie soit dit en passant, aussi, au lieu de se torturer l'esprit à essayer de chercher dans leur imagination une solution à leurs problèmes, les exploités et les opprimés, les militants feraient mieux de se contenter de la réalité qu'ils vivent au quotidien ou qui se déroule sous leurs yeux, car en étant le produit de ces milliards de combinaison elle leur fournit amplement matière à transformer la société ou à la changer radicalement, s'ils n'en prenaient pas conscience ou ne parvenaient pas à le percevoir, ils se condamneraient à connaître un sort pire que tout ce qu'ils ont pu imaginer jusqu'à présent.

Mystification et désinformation au service de la fabrication du consentement.

Grille de lecture.

Les porte-parole de l'aile la plus droitière de l'oligarchie fustigent les premières mesures annoncées par Trump, dont la construction d'un mur à la frontière mexicaine, alors qu'ils passent soigneusement sous silence que c'est Bush puis Obama et Clinton qui initièrent la construction de ce mur que Trump entend simplement poursuivre ou achever.

Trump poursuit et amplifie la politique de réaction sur toute la ligne de ses prédécesseurs. A la question, pouvait-il en être autrement, la réponse est négative. Pourquoi ?

Parce que les Américains (et avec eux l'économie mondiale) sont irrésistiblement entraînés dans une spirale infernale depuis qu'ils se sont émancipés du carcan qui limitait ou régulait la création et la masse monétaire, qui s'est traduit par un gigantesque endettement mondial qu'ils ne parviennent pas ou ne peuvent pas contrôler, mécanisme monstreux qu'ils doivent alimenter en permanence pour empêcher que leur système économique ne s'effondre brutalement, ce qui les conduit à extorquer toujours davantage de richesses produites dans le monde ainsi qu'à couvrir leurs opérations spéculatives ou à régler leurs engagements une fois parvenus à terme, en pillant toujours plus les ressources des pays dominés au détriment de leurs peuples, en recourant à la dérégulation de l'économie, en soumettant tous les Etats, y compris en recourant à la guerre qui présente l'avantage de réaliser d'immense profits en un temps record.

Cette politique de la terre brûlée à pour corollaire la stratégie du chaos destinée à instaurer un climat de guerre civile à l'échelle planétaire, afin de parvenir à liquider tous les droits sociaux et politiques des exploités et des opprimés, pendant que se mettent en place des dictatures civiles ou militaires sur fond de corruption généralisée du mouvement ouvrier, qui dans ces conditions ne peut offrir qu'une faible résistance sans jamais parvenir à contester le régime qui lui est imposé, ses dirigeants refusant obstinément d'admettre l'existence de cette stratégie, il leur est évidemment impossible de la combattre efficacement, ils condamnent ainsi la classe ouvrière à l'impuissance à défaut d'avoir la volonté d'affronter le régime.

Les dirigeants du mouvement ouvrier ont déserté, ils ont trahi leur mandat, leur idéal ou ils ont failli en refusant d'adapter leur conception de la lutte de classe aux transformations qu'avait subie la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, qui se traduit de nos jours par leur refus d'armer les masses exploitées contre la guerre idéologique et psychologique que leur livrent quotidiennement les idéologues de l'oligarchie relayés par les médias et une multitude d'acteurs, afin de les conditionner pour briser leur résistance au rouleau compresseur du néolibéralisme ou les empêcher d'entrevoir qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme, objectif dors et déjà partiellement atteint, puisqu'elles ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier ou pire, sont tentées de s'orienter vers l'extrême droite par pans entiers, quand elles ne sombrent pas dans la démoralisation qui annonce des jours encore plus sombres.

- Derrière le Mur bi-partisan par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 28 janvier 2017

C’est le 29 septembre 2006 ; au Sénat des Etats-Unis on vote la loi « Secure Fence Act » présentée par l’administration républicaine de George W. Bush, qui établit la construction de 1100 km de « barrières physiques », fortement surveillées, à la frontière du Mexique pour empêcher les « entrées illégales » de travailleurs mexicains. Des deux sénateurs démocrates de l’Illinois, l’un, Richer Durbin, vote « Non » ; l’autre par contre vote « Oui » : son nom est Barack Obama, celui qui deux ans après sera élu président des Etats-Unis. Parmi les 26 démocrates qui votent « Oui », faisant passer la loi, émerge le nom de Hillary Clinton, sénatrice de l’état de New York, qui deux ans après deviendra secrétaire d’état de l’administration Obama.

Hillary Clinton, en 2006, est déjà experte de la barrière anti-migrants, qu’elle a promue en habit de first lady. C’est en effet le président démocrate Bill Clinton qui en a commencé la construction en 1994. Au moment où entre en vigueur le Nafta, l’Accord de « libre » commerce nord-américain entre Etats-Unis, Canada et Mexique. Accord qui ouvre les portes à la libre circulation de capitaux et capitalistes, mais barre l’entrée de travailleurs mexicains aux Etats-Unis et au Canada.

Le Nafta a un effet ravageur au Mexique : son marché se trouve inondé de produits agricoles étasuniens et canadiens à bas prix (grâce aux subventions d’état), provoquant l’écroulement de la production agricole avec des effets sociaux dévastateurs pour la population rurale. Se crée ainsi un bassin de main d’oeuvre à bas coût, qui va être recrutée dans les maquiladoras : des milliers d’établissements industriels le long de la ligne de frontière en territoire mexicain, possédés ou contrôlés pour la plupart par des sociétés étasuniennes qui, grâce au régime d’exemption fiscale, y exportent des semi-finis ou des composants à assembler, ré-important aux Etats-Unis les produits finis dont elles tirent des profits beaucoup plus élevés grâce aux coût beaucoup plus bas de la main d’oeuvre mexicaine et à d’autres facilitations.

Dans les maquiladoras ce sont surtout des jeunes filles et jeunes femmes qui travaillent. Les horaires sont massacreurs, les effets toxiques très élevés, les salaires très bas, les droits syndicaux pratiquement inexistants. La pauvreté diffuse, le trafic de drogue, la prostitution, la criminalité galopante rendent la vie extrêmement dégradée dans ces zones. Il suffit de se souvenir de Ciudad Juarez, à la frontière avec le Texas, rendue tristement célèbre par les innombrables homicides de jeunes femmes, pour la plupart ouvrières des maquiladoras.

Voilà la réalité au-delà du mur : initié par le démocrate Clinton, poursuivi par le républicain Bush, renforcé par le démocrate Obama, ce même mur que le républicain Trump veut compléter sur les 3000 km de frontière. Cela explique pourquoi de nombreux

Mexicains risquent leur vie (il y a des milliers de morts) pour entrer aux Etats-Unis, où ils peuvent gagner davantage, en travaillant au noir au bénéfice d'autres exploiteurs.

Traverser la frontière est comme partir en guerre, pour échapper aux hélicoptères et aux drones, aux barrières de barbelés, aux patrouilles armées (pour beaucoup formées par des anciens des guerres en Irak et Afghanistan), qui sont entraînées par les militaires avec les techniques utilisées dans les théâtres de guerre. Emblématique le fait que, pour construire certains tronçons de la barrière avec le Mexique, l'administration démocrate Clinton utilisa dans les années 90 les plate-formes métalliques des pistes d'où avaient décollé les avions pour bombarder l'Irak dans la première guerre du Golfe, faite par l'administration républicaine de George H.W. Bush. En utilisant les matériels des guerres successives, on peut certainement compléter la barrière bi-partisan. Mondialisation.ca, 28 janvier 2017

Analyses politiques sur les Etats-Unis.

En interdisant pendant trois mois l'entrée aux Etats-Unis de ressortissants de sept pays musulmans: Irak, Iran, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen, Trump cible les 7 pays qui figuraient sur la liste que le sommet de l'oligarchie avait établi en prévision de les attaquer une fois que le coup d'Etat du 11 septembre 2001 qu'elle avait fomenté soit réalisé.

Donc loin de rompre avec la stratégie qui avait présidée au 11 septembre 2001 comme certains l'affirment, Trump vient d'indiquer clairement au monde entier qu'il entendait poursuivre la politique de ses prédécesseurs, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il ne procèdera pas à des modifications tactiques ni qu'il ne rencontrera pas de nouvelles difficultés pour la mener à bien.

A cette fin, les oligarques qui ont désigné Trump à la présidence des Etats-Unis semblent avoir misé sur l'amplification de la stratégie du chaos que le milliardaire fantasque incarne à travers ses prises de position rétrogrades ou conservatrices, qui sont autant de provocations à l'encontre des différentes couches ou communautés minoritaire de la société, de manière à les stigmatiser et à provoquer leur réaction violente qui sera orchestrée ou manipulée (et financée) en sous main par des organisations contrôlées par des oligarques (Soros notamment), violence que Trump condamnera et que les forces de l'ordre militarisée réprimeront violemment boucs émissaires livrés à la vindicte populaire ou aux couches les plus arriérées ou réactionnaires, dont la réaction se traduira par un regain de haine et de violente, le tout concourant à créer un climat nauséabond et de guerre civile latent permanent au sein de la société destiné à permettre à l'oligarchie d'appliquer la suite de son programme pendant que toutes les couches exploitées et opprimées s'affronteront entre elles ou leur attention sera détournée des institutions contre lesquelles elles devraient se dresser.

Il faut préciser qu'en dehors des Etats-Unis personne ou presque ne comprend réellement ce qui s'y passe, pour avoir cru qu'il suffirait que des lois soient votées en faveur de telle ou telle communauté ou minorité ou qu'un président ou son parti tienne un discours en leur faveur, pour que l'état d'esprit de la majorité du peuple américain évolue, progresse ou change radicalement, or cela n'a jamais été le cas puisque les origines de classe de toutes les discrimations n'ont jamais disparu, au contraire, les inégalités sociales n'ont jamais été importantes qu'à présent aux Etats-Unis.

L'arrogeance de Trump relève du chef de gang mafieux à la tête de l'organisation criminelle la plus puissante de tous les temps : l'oligarchie financière. Pour mener à bien son oeuvre destructrice ou poursuivre celle de son prédécesseur, il bénéficie de la neutralité de la moitié du peuple américain, du soutien du quart ignorant au point de placer son destin entre les mains d'un oligarque, et de l'hostilité de l'autre quart qui a soutenu sa concurrente qui était la candidate officielle de l'oligarchie.

Partant de là, il faut interpréter le chaos que sèment ses opposants autoproclamés ou désignés par l'oligarchie comme une mesure préventive pour contrer toute contestation qui pourrait venir du ceux qui ont rejeté l'alternative qui leur était proposée et qui n'en était pas vraiment une, une grossière imposture, une provocation, un déni des droits du peuple américain et en particulier de la classe ouvrière.

Par conséquent, elle doit axer son combat contre l'oligarchie qui concentre les richesses en se fixant comme objectif la confiscation de leur richesse, ce qui inmancablement déstabiliserait le capitalisme au point de provoquer son effondrement, ce qui pourrait ouvrir la voie à la refondation de la société sur une autre base que le profit, l'argent, la monnaie, le capital. Concrètement ou en pratique, cela doit se traduire sur le plan politique par la lutte contre les institutions et la Constitution qui ont engendré ce monstre qu'est devenu le capitalisme pour s'en débarrasser, faire table rase, il n'y a rien à récupérer de cette pourriture.

Gare aux mouvements qu'elle finance ou organisent avec la complicité des médias qui pratiquent l'autocensure sur leurs véritables commanditaires, qui comptent en tirer profit pour avancer leur agenda ou faire en sorte d'être entendus au sommet de l'Etat, avec Trump on a envie de dire que ce ne sera pas nécessaire et que même le langage des signes serait inutile parce qu'ils y sont au sommet de l'Etat. Ils fabriquent la propagande et la contre-propagande, comme les médias fabriquent des contrevérités et leurs vérités ou les patrons fabriquent des syndicats jaunes et leur contre-partie patronale, comme ils fabriquent les guerres et tous les maux qui accablent les masses laborieuses.

Les médias ont pour tâche de fabriquer le consentement du peuple au triste sort que leur réservent ceux qui détiennent le pouvoir, et de lutter contre ceux qui dénoncent leur machination, démontent le mécanisme de leur imposture et dévoilent (souvent malgré

eux) leurs véritables intentions criminelles, cruelles, monstrueuses.

Internet, c'est la connexion numérique à la mondialisation et non à la démocratie, et malheur à ceux qui auraient confondu les deux destins de la civilisation humaine, s'abaisser toujours plus dans la barbarie ou s'élever

Ils osent tout. Osons tout : Il faut renverser leur régime.

Lu dans un article : "*...les médias mainstream non seulement ne critiquent pas, mais ne disent pas un seul mot sur la politique « fatale de renversement de régimes au Proche et Moyen-Orient, menée par les États-Unis ».*"

Des Etats comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France (notamment) se permettent d'intervenir militairement ou en recourant plus discrètement à leurs services de renseignement ou encore à des organisations en tous genres (ONG, médias, partis politiques, etc.) qu'ils ont créées ou infiltrées, qu'ils financent et conseillent pour renverser des régimes qui rechignent à se soumettre à la politique dictée par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste ou s'y opposent ouvertement, violant l'indépendance et la souveraineté de ces Etats, le droit des peuples à leur autodétermination, en toute impunité ou avec la caution de l'ensemble des institutions internationales, dont l'ONU qui n'existe que par leur volonté dès lors qu'elle sert leurs intérêts au détriment de ceux de tous les peuples.

Bref, ils se comportent comme de vulgaire brigands, voyoux ou barbares détruisant des pays entiers et massacrant leurs peuples pour leur bien ou au nom de la démocratie, tout en se permettant de faire la morale au monde entier, rhétorique relayée en boucle par la quasi-totalité des médias qui pénètrent quotidiennement dans chaque foyer et conditionnent ainsi les consciences des peuples, de sorte qu'ils soient acquis à leur cause ou leur laissent les mains libres pour agir à leur guise pendant qu'ils sèment le chaos et la guerre à travers le monde à seule fin de conserver leur pouvoir ou de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dont l'existence est incompatible avec la satisfaction des besoins de plus de 7,3 milliards d'hommes, femmes et enfants.

Ils peuvent décréter que tel ou tel régime doit être renversé, l'afficher ou le revendiquer publiquement, et de notre côté, celui des exploités et des opprimés, nous nous refusons de leur répondre au même niveau, nous nous abstenons de déclarer que notre droit et devoir est de renverser leurs propres régimes, de nous y préparer parce qu'il n'existe pas d'autres alternatives politiques pour mettre un terme au cauchemar que vivent tous les peuples quotidiennement, pas seulement les chasser du pouvoir, mais renverser leurs régimes, abolir les Constitutions et les institutions nationales dans chaque pays sur lesquelles ils s'appuient, inverser les rapports sociaux de production ou les rapports entre les classes en confisquant leurs richesses, en les expropriant sans leur verser un centime, faire en sorte que ce soit le peuple travailleur qui dispose du pouvoir économique et politique, de tout le pouvoir pour anéantir la capacité de nuisance de ces parasites qui pourrissent la société et conduisent la civilisation humaine vers l'abîme.

Ce n'est pas l'Otan mais la gauche qui est « obsolète » par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 31 janvier 2017

Des voix influentes de la gauche européenne se sont unies à la protestation anti-Trump « No Ban No Wall », en cours aux Etats-Unis, oubliant le mur franco-britannique de Calais en fonction anti-migrants, et taisant le fait qu'à l'origine de l'exode de réfugiés il y a les guerres auxquelles ont participé les pays européens de l'Otan.

On ignore le fait qu'aux Etats-Unis le bannissement bloque l'entrée de personnes provenant de ces pays -Irak, Libye, Syrie, Somalie, Soudan, Yémen, Iran- contre qui les Etats-Unis ont mené pendant plus de 25 ans des guerres ouvertes et secrètes : des personnes auxquelles ont été jusqu'à présent concédés les visas d'entrée fondamentalement non pas pour des raisons humanitaires, mais pour former aux Etats-Unis des communautés d'immigrés (sur le modèle des exilés anti-castristes) servant les stratégies étasuniennes de déstabilisation dans leurs pays d'origine. Les premiers à être bloqués et à intenter une class action (recours collectif) contre le bannissement sont un contractor (mercenaire) et un interprète irakiens, qui ont collaboré longtemps avec les occupants étasuniens de leur propre pays.

Tandis que l'attention politico-médiatique européenne se focalise sur ce qui se passe outre-atlantique, on perd de vue ce qui se passe en Europe. Le cadre est désolant.

Le président Hollande, voyant la France doublée par la Grande-Bretagne qui récupère le rôle d'allié le plus étroit des USA, se scandalise de l'appui de Trump au Brexit en demandant que l'Union européenne (ignorée par cette même France dans sa politique étrangère) fasse entendre sa voix. Voix de fait inexistante, celle d'une Union européenne dont 22 des 28 membres font partie de l'Otan, reconnue par l'Ue comme « fondement de la défense collective », sous la conduite du Commandant suprême allié en Europe nommé par le président des Etats-Unis (donc maintenant par Donald Trump).

La chancelière Angela Merkel, alors qu'elle exprime ses « regrets » » au sujet de la politique de la Maison Blanche envers les réfugiés, dans son entretien téléphonique avec Trump l'invite au G-20 qui se tient en juillet à Hamburg. « Le président et la chancelière -informe la Maison Blanche- s'accordent sur l'importance fondamentale de l'Otan pour assurer la paix et la stabilité ». L'Otan, donc, n'est pas « obsolète » comme avait dit Trump. Les deux gouvernants « reconnaissent que notre défense requiert

des investissements militaires appropriés ».

Plus explicite la Première ministre britannique Theresa May qui, reçue par Trump, s'engage à « encourager mes collègues les leaders européens à acter l'engagement de dépenser 2% du PIB pour la défense, de façon à répartir la charge plus également ».

Selon les données officielles de 2016, seuls cinq pays Otan ont un niveau de dépense pour la « défense » égal ou supérieur à 2% du PIB : Etats-Unis (3,6%), Grèce, Grande-Bretagne, Estonie et Pologne. L'Italie dépense pour la « défense », selon l'Otan, 1,1% du PIB, mais est en train de faire des progrès : en 2016 elle a augmenté sa dépense de plus de 10% par rapport à 2015. Selon les données officielles de l'Otan relatives à 2016, la dépense italienne pour la « défense » se monte à 55 millions d'euros par jour. La dépense militaire effective est en réalité beaucoup plus élevée, étant donné que le budget de la « défense » ne comprend pas le coût des missions militaires à l'étranger, ni celui d'armements importants, comme les navires de guerre financés avec des milliards d'euros par la Loi de stabilité et par le Ministère du développement économique. L'Italie s'est en tous cas engagée à porter la dépense pour la « défense » à 2% du PIB (1), c'est-à-dire à environ 100 millions d'euros par jour. Mondialisation.ca, 31 janvier 2017

Défense de marxisme.

Elever le niveau de conscience des masses doit être impérativement une de nos tâches prioritaires.

Combattre impitoyablement "le banditisme bureaucratique" - Les cahiers du mouvement ouvrier n°40 (Cermtri)

- Lors du plénum du comité central du Parti communiste de l'URSS (PCUS) de la mi-novembre 1962, Khrouchtchev, en colère contre les bureaucrates qui truquent les statistiques, détournent des produits et des fonds, veut intimider ces derniers.

A cette fin, il cite une lettre restée jusqu'alors inédite de Lénine, du 18 mars 1922, furieux que le comité de Moscou du Parti bolchevique ait tenté de défendre ceux de ses membres qui avaient commis des abus de pouvoir lors de la répartition de logements ; Lénine avait alors écrit : « C'est le sommet de la honte et du scandale : le parti au pouvoir défend "ses propres" canailles. » Il allait, rappelle Khrouchtchev, jusqu'à réclamer la pendaison pour les communistes coupables et l'exclusion du parti à la moindre tentative d'influencer les tribunaux en vue d'atténuer leur responsabilité.

Khrouchtchev fait publier cette lettre jusqu'alors inédite dans la Pravda (20 novembre 1962). Il informe le comité central qu'au cours de la dernière période, 40 000 cadres du parti (dont des cadres de la procurature des tribunaux) ont été arrêtés ou sont passés en jugement pour malversations diverses, pots-de-vin, etc., ce qui, d'ailleurs, ne change rien, car la corruption et la prévarication sont une donnée organique de la caste parasitaire qu'est la bureaucratie.

Les adversaires de la révolution russe utilisent certaines expressions musclées de Lénine dans quelques lettres ou circulaires pour dénoncer sa brutalité, sa violence, etc., sans jamais chercher à savoir (et surtout à indiquer) quels faits ont motivé sa vigueur verbale, pourquoi cette dernière et de quels effets ont été suivies ses recommandations vigoureuses destinées à fouetter des énergies défaillantes, ou dont il craint — à tort ou à raison — qu'elles ne le soient.

"Pendre les criminels-communistes" est manifestement l'expression d'une indignation à la fois devant les actes de bureaucrates corrompus et devant "l'indulgence" des dirigeants du parti de la capitale à leur égard, et non une proposition à prendre au pied de la lettre.

Lénine ne veut certainement pas les faire "pendre" au sens exact du mot, mais les faire châtier de façon exemplaire… comme la suite de la lettre le montre. La menace de pendaison est à l'évidence une image hyperbolique. Les faits le prouvent…

Lénine : lettre au bureau politique du comité central du PCR(b)

Au camarade Molotov pour les mem - bres du bureau politique.

Le comité de Moscou (et Zelenski dans le nombre) — et ce n'est pas la première fois — se montre indulgent avec les criminels-communistes, qu'il faut pendre.

Cela se fait "par erreur", mais le danger de cette "erreur" est gigantesque. Je propose :

1. D'accepter la proposition de Divilski.

2. D'infliger un blâme sévère au co - mité de Moscou pour indulgence à l'égard des communistes (pour la forme de l'indulgence, une commission particulière).

3. D'informer tous les comités provinciaux que le comité central ré pondra à la plus petite tentative "d'in fluer" sur les tribunaux

afin “d’adoucir” la responsabilité des communistes par l’exclusion du parti.

4. D’informer par circulaire le commissariat du peuple à la Justice (avec copie aux comités provinciaux) que les tribunaux sont obligés de punir les communistes plus sévèrement que les non-communistes.

La non-exécution de cette direc tive par les juges populaires et les membres du collège du commissariat à la Justice entraînera leur révocation.

5. Confier au présidium du comité exécutif central des Soviets la tâche de stigmatiser le présidium du soviet de Moscou par un blâme dans la presse. 18 mars 1922, Lénine

P. S. : C’est le sommet de la honte et du scandale : le parti au pouvoir défend “ses propres” canailles…

Fin

La question du parti est déterminante. Elle est un des enseignements de la Commune de Paris en 1871, puis de la révolution russe de 1917. Notons au passage qu'elle se pose dans tous les pays. Pourquoi ? Parce qu'ils font partie intégrante de la structure des Etats et des institutions de chaque pays et représentent les intérêts des différentes classes en présence. C'est donc l'existence des classes qui déterminent l'existence des différents partis politiques dans lesquels leurs représentants sont regroupés pour défendre leurs intérêts de classe face aux autres classes. Même les anarchistes qui sont hostiles à la construction d'un parti et à l'existence d'un Etat sont organisés en parti. Voilà pour la légitimité historique du parti qu'on le veuille ou non.

Partant de là, nier la nécessité de construire un parti ouvrier révolutionnaire, revient ni plus ni moins qu'à se soumettre à l'ordre établi ou à laisser le ou les partis qui se partagent le pouvoir pour le compte de la classe dominante des capitalistes régner en maître. On comprendra dès lors que tous ceux qui tiennent des discours vantant l'apolitisme et ses mérites n'entendent pas combattre l'ordre établi et encore moins le renverser. Ce sont des agents conscients ou non du régime en place.

Maintenant, comme on vient de le voir, la construction du parti n'est pas simple, c'est une tâche particulièrement ardue mais pas irréalisable, à condition d'en avoir la volonté ou d'y prêter une attention soutenue pratiquement de tous les instants.

La complexité de cette tâche se situe à différents niveaux et variera selon les pays ou le contexte économique et politique. On peut essayer d'en tracer les grands traits rapidement.

Elle est particulièrement complexe parce que la composition du parti sera forcément très hétérogène, à l'image de la classe ouvrière et des classes moyennes, de l'ensemble de la société hormis les grands capitalistes. Pour cette raison et au regard des enseignements que l'on peut tirer de l'expérience du parti bolchevik, le parti que nous devons construire n'est pas destiné à devenir un parti de masse composé de centaines de milliers ou plusieurs millions de travailleurs pour préserver sa nature ou son essence, le rôle transitoire qu'il est amené à remplir avant, pendant et après la révolution, pour guider les masses et conserver son rôle dirigeant tout au long du processus révolutionnaire qui se poursuivra bien au-delà de la prise du pouvoir.

On peut facilement comprendre que si quelques milliers ou dizaines de milliers de militants ayant élevé leur niveau de conscience au niveau du socialisme étaient noyés dans une masse de centaines de milliers ou plusieurs millions de militants ou adhérents bourrés d'illusions ou encore en grande partie arriérés, il arriverait un moment où ils perdraient le contrôle du parti ou le niveau de conscience du parti qu'ils incarnaient se retrouverait dillué et c'est l'ensemble du parti et du processus révolutionnaire qui s'en trouveraient fragilisée et gravement menacée de dégénérescence ou décomposition contre laquelle ils auront de toutes manières à lutter en permanence.

On ne peut pas envisager raisonnablement que des millions de travailleurs puissent se hisser au socialisme en quelques semaines ou mois ni même années, encore moins l'exiger. Si on veut que le parti remplisse sa tâche historique, il faut le protéger contre cette tentation, qui au départ pourrait présenter des avantages qui se transformeraient très rapidement en obstacles infranchissables ou fatales, il faut absolument se préserver d'une telle aventure qui tournerait forcément mal.

Il faut donc envisager de construire un parti composé uniquement des éléments les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes amenés à prendre la direction de la révolution et capable d'assumer les responsabilités d'un Etat ouvrier dans un premier temps en s'appuyant sur les institutions ou organismes politiques indépendants qui auront émergés au cours de la révolution.

Quant aux centaines de milliers ou millions de travailleurs qui sympathiseront avec le parti ou supporteront sa politique, et qui seront amenés à jouer un rôle déterminant dans les assemblées populaires qui couvriront tout le pays, il faudra leur proposer un autre modèle d'organisation plus souple et moins contraignant que le parti, sans leur accorder le moindre pouvoir après la révolution au sein de l'Etat.

Je dois interrompre cette argumentation que l'on reprendra une autre fois, car je dois actualiser le portail aujourd'hui.

On peut ajouter les tâches suivantes que le parti devraient accomplir au quotidien ou dès maintenant s'il existait, nous développerons plus tard.

- La formation des militants doit être continue pour qu'ils acquièrent la maîtrise de la méthode du matérialisme dialectique pour interpréter le monde. L'objectif ne doit pas être de former des machines à propagande, mais des militants conscients et destinés à le rester, et donc à rester au parti...

- La formation des militants doit être conçue en fonction des différentes couches de militants, c'est quelque chose qui doit être discutés, étudiés sérieusement sans négliger aucun aspect de la vie ou des expériences vécues par les militants...

- Il doit se doter d'une commission formation dotée de moyens suffisants, humains, matériels et financiers...

- Le parti doit s'adresser aux masses exploitées sans négliger les couches les plus défavorisées...

- Le parti doit lutter contre la guerre idéologique et psychologique de la classe dominante contre les masses...

- Il doit intervenir dans la lutte des classes sur au moins quatre axes :

- Contre la politique du gouvernement, les institutions et le capitalisme, les trois facteurs étant liés.

- Contre l'opportunisme en général.

- Mener des campagnes de solidarité en direction du mouvement ouvrier international.

- Mener des campagnes sur des aspects de la situation qui ressort de sa propre interprétation pour attirer l'attention des masses dessus, sans se soucier qu'ils figurent ou non à l'agenda des médias ou de qui que ce soit.

- Il doit diffuser les idées ou principes, les valeurs du socialisme, sinon à quoi bon tout le reste, n'est-ce pas ?

A suivre.

Aux "petits boutiquiers" et autres apprentis sorciers.

Léon Trotsky : La révolution d'Octobre a-t-elle été un échec ? (mai 1940) - Les cahiers du mouvement ouvrier n°39 (Cermtri)

Ce texte de Trotsky figure à la fin du tome 23 des OEuvres (pp. 334 à 338).

- La réalité est infiniment plus riche en ressources, variantes et combinaisons que n'importe quelle imagination. (...)

Un pronostic est valable, non pas dans la mesure où il exprime ou trouve une confirmation photographique exacte des développements ultérieurs, mais plutôt s'il nous aide, en projetant devant nous les facteurs historiques, à nous orienter dans le cours réel des événements. (...)

La présence du génie humain côte à côte avec une barbarie terrifiante — c'est l'image du monde de demain. Là aussi, notre "schéma rigide" s'est révélé juste.

Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un certain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'oeil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie. (...)

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ? (...)

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle-ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

Il y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel "la révolution d'Octobre a été un échec". Qu'en est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes.

Fin.

Je n'ai pas le temps ici d'analyser les riches enseignements que contient ce passage.

Peut-être qu'après cette lecture attentive qui nécessite de s'arrêter à chaque paragraphe pour réfléchir, on cessera de nous accuser de faire un procès en "sorcellerie" aux dirigeants des courants trotskystes qui n'ont cessé de se gargariser dans le passé, moins de nos jours par la force des choses, de victoires qui reposaient uniquement sur "des alignements objectifs et les tendances générales du développement", plutôt que faire preuve réellement d'un esprit scientifique en tenant compte de l'ensemble des facteurs en présence...

La révolution d'Octobre n'a pas été un échec, dans un contexte précis, elle a épuisé toutes les ressources dont elle disposait, voilà tout. Qu'il lui en ait manqué pour mener cette expérience plus loin, c'est indéniable, mais on ne pouvait pas en faire le reproche à ses deux principaux dirigeants, Lénine et Trotsky.

L'enseignement qu'on devait en tirer était de déterminer ce qui lui avait fait défaut pour qu'elle se poursuive à l'échelle mondiale, puisque c'est à ce niveau seulement qu'elle pourra triompher ou que nous vaincrons définitivement notre ennemi, le capitalisme.

Elle a démontré que c'était possible de porter la classe ouvrière au pouvoir dans un pays arriéré ou qui ne figurait pas parmi les pays capitalistes les plus développés, mais que sans développement à l'échelle mondiale ses faiblesses en auraient raison, dont l'arriération des masses qui profita à la bureaucratisation et à la corruption du parti bolchevik et de l'Etat ouvrier et sur laquelle germa et proliféra le stalinisme.

L'ignorance ou l'arriération des masses est un problème majeur, qui répugne à nos dirigeants qui ont délibérément décidé de s'en détourner.

Dans un autre texte ou lors d'une conférence je ne sais plus au juste, Trotsky avait insisté sur cette question en étant très clair, en substance il disait que dans l'avenir pour qu'une révolution triomphe, il faudrait au préalable avoir élevé le niveau de conscience du prolétariat à un niveau considérablement plus élevé que par le passé, ce qui s'imposaient du fait des transformations profondes en cours au sein de la société et de l'évolution du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme, ce dont nos dirigeants ne tiendront jamais compte, y compris de nos jours. A suivre.

La liberté ou la mort.

- Le Monde et sa lumineuse trouvaille anti « fakes » : Le Décodex - arretsurinfo.ch

Je vous présente un des fleurons du Ministère de la Vérité français, l'un des plus performants chenils de chiens de garde du

pouvoir : Le groupe Le Monde.

Direction Louis Dreyfus, Pierre Bergé

Filiales Le Monde Le Monde interactif Télérama La Vie L'Obs

Propriétaires du groupe : Bergé, Niel, Pigasse trois milliardaires affairistes et banquiers qui touchent chaque année, pour faire tourner leurs machines à formater : près de 25 millions d'euros d'argent public.

Un groupe tenu par des oligarques proches du pouvoir et de plus, alimenté par l'État, quel beau label d'objectivité ! Quoi de plus indépendant, quoi de plus crédible, n'est-ce pas ?

Une fois que vous savez ça, vous allez apprécier ce qui suit : Ces journalistes forts de leur positions de faiseurs d'opinions et de manipulateurs d'une plèbe qu'ils considèrent en déficit de neurones, ont décidé du haut de leur position de gardien de la doxa de créer un instrument de « lutte citoyenne » (sic) contre les fake news ! C'est quoi les fake ? Les doutes sur la version officielle du 9/11 ? Le scandale du Pizza-Gate et les manoeuvres honteuses du parti démocrate révélé par Wikileaks ? Les dangers de la vaccination ? Les chemtrails ? En réalité, ne nous y trompons pas, tout ce qui n'est pas approuvé ou toléré par le Ministère de la Vérité est un fake, point.

Un tel mépris non seulement pour notre intelligence à tous, mais aussi pour notre honnêteté est un camouflet intolérable.

Dans le lumineux projet Decodex (fruit du blog de censure du Monde : Les Décodeurs*) qui devrait voir le jour au début du mois prochain, tels des enfants de maternelle, nous aurons des gommettes de couleur pour nous orienter sur la fiabilité de 600 médias, médias dont je doute qu'ils aient été tous honnêtement explorés et étudiés afin d'en vérifier les sources. Ce serait un travail titanesque et coûteux qu'ils ne feront probablement pas. Sera-ce une copie améliorée de cette liste de sites conspirationnistes grotesque publiée en janvier 2016 ? En tout cas, vous saurez que les blogs ou sites bénéficiant de la gommette verte sont approuvés par le pouvoir. Finalement, cela pourra vous faire gagner du temps.

Plus inquiétant, il est probable que ce décodex sera utilisée par les enseignants pour laver le cerveau des jeunes élèves sous le prétexte de former leur esprit critique vis à vis d'internet.

Ne vous laissez pas prendre. Selon les façons d'opérer habituelle des Décodeurs, les choses seront présentées avec nuance pour rester crédibles et faire oublier que l'intention finale est celle de lutter contre une information alternative qui fait apparaître leur propres mensonges et silences coupables et met à jour leurs manipulations.

Nous allons sans doute voir surgir également dans cette liste tous les sites les plus extrêmes et farfelus du net afin de déconsidérer l'ensemble du travail des blogs de contre-information.

Qu'est-ce que cela dit ?

D'une part, ce projet prouve sans aucun doute possible que l'on nous prend pour des débiles incultes incapables de faire la balance entre deux informations contradictoires et d'analyse correcte d'une situation, incapables également de vérifier l'orientation ou la validité des sources. C'est comme si ils nous écrivaient noir sur blanc : « Vous êtes trop stupides pour comprendre, nous seuls pouvons. »

D'autre part cela démontre qu'ils ont peur, que le pouvoir a peur, que le Brexit comme l'élection de Donald Trump leur donnent des cauchemars et qu'il faut faire vite vite en Europe avant les élections françaises, allemandes et néerlandaises.

Vu sous un autre angle ce projet de Decodex est l'aveu de leur défaite et pour nous tous qui aimons la liberté, un immense encouragement à continuer la lutte : Libres égaux et fraternels.

(* Je mets en garde contre le blog Les Décodeurs qui sous le masque d'analyses alternatives « objectives » mélange habilement sujets sur des mensonges avérés que l'on ne peut qu'approuver et sujets dérangeants pour la doxa, sous le masque de ce qui s'appelle maintenant le « débunkage ». Il se pose comme le garant de la vérité. Vous n'ignorez nullement comme il est aisé de trouver des liens pointant vers toutes nuances d'opinions émises par des spécialistes et experts de tout poil sur le net : Monsieur Truc, Professeurs machins croulant sous les médailles, dont on nous ne connaissons souvent pas l'existence et moins encore le degré d'indépendance vis à vis de tel ou tel lobby ou telles instances du pouvoir en place.) arretsurinfo.ch 29.01

Pour vérifier que l'auteur de cet article n'a rien inventé.

Le Monde déclenche son offensive contre les "fake news" - Lexpress.fr 25.01

Le Monde mettra en ligne le 1er février une boîte à outils de lutte contre les sites de fausses informations baptisée, "Decodex", qui s'appuie sur une base de 600 sites classés par degré de fiabilité, a indiqué Samuel Laurent, patron des "Décodeurs" du Monde.

"Nous avons recensés 600 sites, majoritairement français mais aussi anglais et américains et quelques allemands, avec 5 niveaux de fiabilité, repérés par cinq couleurs", a-t-il expliqué.

"Nous distinguons en gris les sites collectifs, donc non classés, comme Wikipedia, en bleu les sites parodiques, comme Le Gorafi ou NordPresse, en rouge les sites pas du tout fiables, complotistes ou trompeurs, comme le portail IVG.net qui, sous couvert d'informations, veut manipuler les femmes pour les décourager d'avorter, en orange les sites peu fiables ou très orientés, type FdeSouche, ou les attrape-clics qui republient des informations non recoupées, et enfin en vert les sites très fiables", a-t-il précisé.

Tous sont décrits dans la base, y compris leur idéologie et leur actionnariat, quand il est connu. "C'est n'est pas un jugement sur leur opinion, mais sur leur démarche journalistique", a-t-il souligné.

Ce classement permettra à "Decodex" d'offrir trois déclinaisons : un moteur de recherche, disponible sur le site du Monde, qui permettra de se renseigner sur un site ; une extension pour les navigateurs Chrome et Firefox, qui ouvrira un fenêtre d'avertissement quand on lira un article venant de l'un des sites recensés ; et enfin un bot (robot) sur la messagerie Messenger de Facebook, qui donnera aux internautes des réponses automatiques sur les sites qu'ils veulent vérifier et des conseils sur la manière de vérifier l'info.

Ces outils gratuits, disponibles pour tous, visent un public large, notamment les jeunes. "L'idée n'est pas de faire du clic ni de l'argent, c'est une démarche citoyenne", a expliqué Samuel Laurent, dont l'équipe de "Décodeurs" est l'une des plus actives parmi les "fact-checkeurs" de la presse française qui luttent contre les fausses informations.

Les Décodeurs veulent continuer à enrichir leur base et l'ouvrir aux développeurs, pour que d'autres puissent élaborer de nouveaux outils à partir de ces données. AFP, publié par lexpress.fr le 25.01

Le mimétisme ou la synchronisation est pratiquement parfaite.

- Bruxelles demande aux réseaux sociaux de traquer les « fausses informations » par OJIM - Arrêt sur Info 01.02

Aussi, les médias traditionnels en perte de vitesse (qu'il s'agisse des audiences ou des ventes, pour la presse papier) redoutent par-dessus tout le succès des sites de réinformation sur internet, tout comme l'effet des réseaux sociaux.

Dernier signe d'inquiétude en date, Bruxelles vient de sommer Facebook et les autres réseaux sociaux de « prendre une position plus forte » contre les « fausses informations ». « Je suis très préoccupé comme tout le monde au sujet des fausses informations, surtout après les élections aux États-Unis », a déclaré le commissaire européen chargé du marché unique numérique Andrus Ansip. Au-delà de l'avertissement, l'Union Européenne compte bien sévir : « Je crois vraiment aux mesures d'autoréglementation, mais si des clarifications sont à faire, nous serons prêts à les faire. »

De son côté, Facebook a annoncé la mise en place d'un système de filtre pour les contenus suspects. « Nous testons plusieurs façons de rendre plus facile le signalement de fausses informations, ce que vous pouvez faire en cliquant sur le coin supérieur droit d'un message. Nous comptons beaucoup sur notre communauté pour obtenir de l'aide sur cette question… », a déclaré la plate-forme. Une manière comme une autre d'inviter ses utilisateurs à la délation…

Outre les principes douteux du procédé, le fait qu'un réseau social décide quelle information est « vraie » ou « fausse » relève de la naïveté affligeante et pose bien des questions, notamment celles de savoir qui seront les principales cibles de cette vigilance et quelle sera le degré idéologique de cette vigilance. Question subsidiaire enfin : les médias traditionnels devront-ils également rendre des comptes sur la fiabilité de leurs informations ? OJIM, le 1 février 2017

Un autre article :

http://www.lesechos.fr/tech-medias/medias/0211748486438-la-commission-europeenne-met-en-garde-facebook-sur-les-fake-news-2061213.php#ykRdtVUwxAuUSwwL.99

On peut ignorer d'où viennent les mauvais coups, mais quand on en connaît l'origine on n'est pas plus avancé pour autant si on ne sait pas pourquoi on nous les a portés ou quelles étaient les intentions de leurs auteurs, c'est ainsi qu'ils pourront récidiver à tout moment sans être inquiété et ainsi de suite.

Les démagogues qui sévissent au sein du mouvement ouvrier (dont le courant politique dont j'étais issu) prétendaient que démasquer leurs auteurs seraient suffisant, or il n'en est rien. Pourquoi ne tenaient-ils pas à ce qu'on se pencha sur leur véritable nature ? Parce que ces auteurs arboraient le masque trompeur de la gauche sans lequel les révisionnistes du marxisme n'auraient pas pu justifier leur théorie et leur ligne politique opportunistes.

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées...

- Un milliardaire propose de donner plus de voix au riches et compare la "guerre contre les riches" à l'Holocauste. - Le Grand Soir 14.02.2014

Lorsque Adam Lashinsky, du magazine Fortune, lui a demandé s'il avait une idée qui pourrait « changer le monde », le milliardaire capitaliste Tom Perkins a déclaré jeudi devant un auditoire du Commonwealth Club à San Francisco que les Américains qui ne payaient pas d'impôts ne devraient pas avoir le droit de voter que les riches devraient avoir plus de voix.

« Mon système serait le suivant : seul celui qui paie des impôts aurait le droit de vote, » a dit Perkins. « Le f ond de ma pensée est qu'il f audrait f aire comme pour une entreprise. Vous payez un million d'impôts, vous avez droit à un million de voix. Qu'en pensez-vous ? »

Le public a ri à l'idée, mais CNN a remarqué que le milliardaire ne semblait pas plaisanter.

Le mois dernier, Perkins a employé une analogie avec l'Holocauste pour décrire ses craintes quant à la sécurité des 1% les plus riches, en écrivant , « J'aimerais attirer votre attention sur le parallèle entre la guerre de l'Allemagne nazie contre ses « 1% » , c'est-à-dire les juifs, et la guerre des progressistes contre les 1% d'Américains, c'est-à-dire les « riches ». » Le Grand Soir 14.02.2014

Dans quel monde (totalitaire) Le Monde et ses semblables voudraient-ils nous projeter ?

Le Meilleur des mondes - Aldous Huxley (1931)

Extraits - « La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader, un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude. »

« Sous la poussée d'une surpopulation qui s'accélère et d'une sur-organisation croissante et par le moyen de méthodes toujours plus efficaces de manipulation des esprits, les démocraties changeront de nature. Les vieilles formes pittoresques — élections, parlements, Cours suprêmes, et tout le reste — demeureront, mais la substance sous-jacente sera une nouvelle espèce de totalitarisme non violent. Toutes les appellations traditionnelles, tous les slogans consacrés resteront exactement ce qu'ils étaient au bon vieux temps. La démocratie et la liberté seront les thèmes de toutes les émissions de radio et de tous les éditoriaux. Entretemps, l'oligarchie au pouvoir et son élite hautement qualifiée de soldats, de policiers, de fabricants de pensée, de manipulateurs des esprits, mènera tout et tout le monde comme bon lui semblera. » (Le Meilleur des mondes - Aldous Huxley 1931) Aldous Huxley consacrera le reste de ses jours à combattre l'oligarchie et sa conception totalitaire du monde. 27 ans après la rédaction du Meilleur des mondes il nous livrera ses conclusions qui sont matières à réflexion et enseignements pour le combat que nous menons pour abattre le capitalisme et l'éradiquer de la surface de la terre.

Retour au Meilleur des mondes - Aldous Huxley -1958

Extrait - Arrivés à ce point, nous nous trouvons devant une question très troublante. Désirons-nous vraiment agir? Est-ce que la majorité de la population estime qu'il vaut bien la peine de faire des efforts assez considérables pour arrêter et si possible renverser la tendance actuelle vers le contrôle totalitaire intégral? Aux U.S.A. - et l'Amérique est l'image prophétique de ce que sera le reste du monde urbano-industriel dans quelques années d'ici - des sondages récents de l'opinion publique ont révélé que la majorité des adolescents au-dessous de vingt ans, les votants de demain, ne croient pas aux institutions démocratiques, ne voient pas d'inconvénient à la censure des idées impopulaires, ne jugent pas possible le gouvernement du peuple par le peuple et s'estimeraient parfaitement satisfaits d'être gouvernés d'en haut par une oligarchie d'experts assortis, s'ils pouvaient continuer à vivre dans les conditions auxquelles une période de grande prospérité les a habitués. Que tant de jeunes spectateurs bien nourris de la télévision, dans la plus puissante démocratie du monde, soient si totalement indifférents à l'idée de se gouverner eux-mêmes, s'intéressent si peu à la liberté d'esprit et au droit d'opposition est navrant, mais assez peu surprenant.“ Libre comme un oiseau ”, disons-nous, et nous envions les créatures ailées qui peuvent se mouvoir sans entrave dans les trois dimensions de l'espace, mais hélas, nous oublions le dodo. Tout oiseau qui a appris à gratter une bonne pitance d'insectes et de vers sans être obligé de se servir de ses ailes renonce bien vite au privilège du vol et reste définitivement à terre. Il se passe quelque chose d'analogue pour les humains. Si le pain leur est fourni régulièrement et en abondance trois fois par jour, beaucoup d'entre eux se contenteront fort bien de vivre de pain seulement - ou de pain et de cirque. “ En fin de compte ”, dit le Grand Inquisiteur dans la parabole de Dostoïevski, “ ils déposeront leur liberté à nos pieds et nous diront : faites de nous vos esclaves, mais nourrissez-

nous. ” Et quand Aliocha Karamazov demande à son frère, celui qui raconte l’histoire, si ce personnage parle ironiquement, Ivan répond : “ Pas le moins du monde! Il revendique comme un mérite pour lui et son Eglise d’avoir vaincu la liberté dans le dessein de rendre les hommes heureux. ” Oui, pour rendre les hommes heureux. “ Car rien ”, assure-t-il, “ n’a jamais été plus insupportable pour un homme ou une société humaine que la liberté. ” Rien, si ce n’est son absence; en effet, lorsque les choses vont mal et que les rations sont réduites, les dodos rivés au sol réclament leurs ailes à tue-tête - pour y renoncer, une fois de plus, quand les temps deviennent meilleurs et les éleveurs plus indulgents, plus généreux. Les jeunes qui ont si piètre opinion de la démocratie combattront peut-être pour défendre la liberté. Le cri de “ Donnez-moi la télévision et des saucisses chaudes, mais ne m’assommez pas avec les responsabilités de l’indépendance ”, fera peut-être place, dans des circonstances différentes à celui de “ La liberté ou la mort ”. Si une telle révolution se produit, elle sera due en partie à l’action de forces sur lesquelles, même les gouvernants les plus puissants n’ont que très peu de pouvoir, en partie à l’incompétence de ces chefs, à leur manque d’efficacité dans le maniement des instruments de manipulation mentale que la technique et la science ont fournis et continueront à fournir aux aspirants dictateurs.

Si l’on considère leur ignorance et le peu de moyens dont ils disposaient, les Grands Inquisiteurs du passé ont obtenu des résultats remarquables. Mais leurs successeurs, les dictateurs bien informés et intégralement scientifiques de l’avenir, feront à n’en pas douter beaucoup mieux. Le Grand Inquisiteur reproche au Christ d’avoir appelé les hommes à la liberté et Lui dit “ Nous avons corrigé ton oeuvre et l’avons fondée sur le miracle, le mystère et l’autorité. ” Mais cette trinité n’est pas suffisante pour garantir la survie indéfinie d’une tyrannie.

Dans Le Meilleur des Monde, les dictateurs y avaient ajouté la science, ce qui leur permettait d’assurer leur autorité par la manipulation des embryons, des réflexes chez les enfants et des esprits à tous les âges. Au lieu de parler simplement de miracles et de glisser des allusions symboliques aux mystères, ils étaient en mesure, grâce à des drogues, d’en faire faire l’expérience directe à leurs sujets - de transformer la foi en connaissance extatique.

Les anciens dictateurs sont tombés parce qu’ils n’ont jamais pu fournir assez de pain, de jeux, de miracles et de mystères à leurs sujets; ils ne possédaient pas non plus un système vraiment efficace de manipulation mentale. Par le passé, libres penseurs et révolutionnaires étaient souvent les, produits de l’éducation la plus pieusement orthodoxe et il n’y avait rien là de surprenant. Les méthodes employées par les éducateurs classiques étaient et sont encore extrêmement inefficaces. Sous la férule d’un dictateur scientifique, l’éducation produira vraiment les effets voulus et il en résultera que la plupart des hommes et des femmes en arriveront à aimer leur servitude sans jamais songer à la révolution. Il semble qu’il n’y ait aucune raison valable pour qu’une dictature parfaitement scientifique soit jamais renversée.

En attendant, il reste encore quelque liberté dans le monde. Il est vrai que beaucoup de jeunes n’ont pas l’air de l’apprécier, mais un certain nombre d’entre nous croient encore que sans elle les humains ne peuvent pas devenir pleinement humains et qu’elle a donc une irremplaçable valeur. Peut-être les forces qui la menacent sont-elles trop puissantes pour que l’on puisse leur résister très longtemps. C’est encore et toujours notre devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous opposer à elles. (Retour au Meilleur des mondes - Aldous Huxley)

Utilisons la liberté dont nous disposons encore pour combattre cette entreprise totalitaire.

L'initiative du Monde dirigée contre les sources d'informations alternatives aux médias institutionnels subventionnés par l'Etat et propriétaires d'oligarques ou banquiers serait puérile ou vouée à l'échec car trop tardive, s'il s'agissait uniquement d'en éloigner les travailleurs et les jeunes, parce qu'elles sont connues et ont même déjà acquis une certaine notoriété à tort ou à raison, là n'est pas la question.

La désignation d'un certain nombre de portails ou blogs comme infréquentables ou dangereux, qualifiés de négationnistes, complotistes ou de complices du terrorisme peut s'inscrire dans le cadre d'une opération beaucoup plus vaste ayant pour objectif inavoué à ce stade mais pendant ou logique à terme de les interdire, ce qui nécessite d'y préparer les esprits afin que cette mesure soit appliquée sans rencontrer de résistance ou mieux qu'elle soit ainsi cautionnée, car ne manquant pas de supporters dès à présent y compris au sein du mouvement ouvrier corrompu.

Dès lors nous appellons au boycott de ce portail du Monde, ainsi que tous les portails ou blogs du Monde et des médias qui consacrent déjà une rubrique similaire à leurs lecteurs.

Cette opération digne des méthodes employées par le ministère de la propagande d'un régime nazi manifeste l'impuissance et l'impatience de l'oligarchie face au rejet grandissant dont font l'objet la politique du gouvernement, le néolibéralisme, l'ensemble des médias qui en sont les relais parmi l'ensemble de la population et qui sont voués à connaître le même sort que les institutions de la Ve République ou l'Union européenne.

La méfiance ou le rejet croissant qu'inspirent les médias-oligarques est le produit de leur soutien sans faille à la politique ultra réactionnaire du gouvernement, de leur parti pris hystérique et tapageur contre le Brexit ou en faveur de l'Union européenne, de Clinton ou encore, leur présentation frauduleuse de la libération d'Alep en Syrie, de leur alignement systématique sur les va-t-en-guerre de l'OTAN et de Washington, de leur misérable idolâtrie de l'oligarchie ou du marché, et enfin de leur volonté

affichée d'étouffer, de discréditer et criminaliser toute interprétation différente des versions officielles et leurs auteurs, d'imposer au moyen d'artifices ou d'analyses bâclées ou manifestement incohérentes ou puant la falsification à plein nez une pensée unique qui ne sert qu'à cautionner ce que les travailleurs et les jeunes vivent au quotidien et dont ils voudraient bien se débarrasser. Cette entreprise a justement été conçue pour les en empêcher ou tenter de leur enlever l'idée de la tête que ce serait possible, en leur interdisant de prendre connaissance des origines de leurs difficultés ou de la décomposition de la société.

Quelques articles qui illustrent la corruption des médias et la désinformation, l'intox à laquelle se livre en continu Le Monde.

Il s'agit d'articles que j'ai mis en ligne entre 2012 et 2016 et qui proviennent de sources diverses à travers le monde.

Liste des 200 titres de presse les plus aidés en 2014 - Aides directes et indirectes provenant du budget de l'Etat.
http://www.luttedeclasse.org/dossier37/France_medias_200_titres_de_presse_les_plus_aides_2014_12062015.pdf

Les informations du "photojournaliste Mani", pour Le Monde - Mondialisation.ca 30.01.2012
http://www.luttedeclasse.org/dossier/syrie_3_300112.pdf

Syrie : "Le Monde" diffuse une vidéo-show de l'AFP - Réseau Voltaire 09.08.2012
http://www.luttedeclasse.org/dossier2/syrie_france_media_090812.pdf

La presse française assume le caractère colonial de l'opération Serval - Réseau Voltaire
http://www.luttedeclasse.org/dossier3/mali_france_media_300113.pdf

Le Monde ou la voix de l'Etat terroriste sioniste. - La voix de l'Opposition de gauche 05.02.2013
http://www.luttedeclasse.org/service2/le_monde_media_sionisme_050213.pdf

L'enquête sur les armes chimiques par deux reporters du Monde en Syrie : Une nouvelle manipulation - mondialisation.ca 31.05.2013 http://www.luttedeclasse.org/dossier4/syrie_france_media_2_310513.pdf

Le Monde et les gaz chimiques : des invraisemblances médicales ? (michelcollon.info) (30.05.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/syrie_france_media_300513.pdf

« Le Monde » et les conflits yougoslaves : entre manipulation, mensonges et désinformation (michelcollon.info) (05.06.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/france_media_1_050613.pdf

Le journal Le Monde : une référence de la désinformation (michelcollon.info) (05.06.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/france_media_2_050613.pdf

Le Monde fait de la propagande pro-guerre sur les armes chimiques en Syrie (mondialisation.ca) (06.06.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/syrie_france_lemonde_1_060613.pdf

Un journaliste quitte Le Monde pour échapper à la censure du business. (michelcollon.info) (02.09.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier5/france_Le_Monde_Herve_Kempf_020913.pdf

Anomie du Monde - La responsabilité des médias mainstream - Le Grand Soir 09.09.2013
http://www.luttedeclasse.org/dossier5/syrie_Le_monde_01_090913.pdf

Syrie : intox habituelle au journal Le Monde. (legrandsoir.info) (28.09.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier6/medias_syrie_france_Le_Monde_280913.pdf

Le djihad de l'intox - legrandsoir.info 03.10.2013
http://www.luttedeclasse.org/dossier7/syrie_france_media_Le_Monde_1_031013.pdf

L'anti-terrorisme selon Le Monde. (french.irib.ir) (19.02.14)
http://www.luttedeclasse.org/dossier14/Syrie_France_190214.pdf

Venezuela : incitation à la violence (La Jornada) - legrandso ir.info 08.04.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier17/Venezuela_medias_080414.pdf

Courrier au médiateur du Monde, concernant le Venezuela - legrandso ir.info 19.04.2014

http://www.luttedeclasse.org/dossier18/France_media_Le_Monde_Venezuela_190414.pdf

Le Monde diffuse la propagande de guerre gouvernementale sur l'Irak (mondialisation.ca) (05.10.14)
http://www.luttedeclasse.org/dossier25/France_Le_Monde_media_Irak_051014.pdf

Le journal « Le Monde » défend les crimes de guerre dans le Donbass - Arrêt sur info 11.08.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier41/media_France_Le_Monde_Donbass_11082015 .pdf

« Courrier international », le produit offshore du « Monde » legrandsoir.info 19.02.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier30/France_medias_Courrier_international_Le_Monde_190215.pdf

Le quotidien Le Monde semble vouloir prendre la tête de la propagande contre la Russie (Arrêt sur info) (03.03.15)
http://www.luttedeclasse.org/dossier31/France_media_Le_Monde_propagande_contre_Russie_030315.pdf

Guerre médiatique : l'Amérique Latine selon Le Monde (legrandsoir.info) (20.04.15)
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/France_media_Le_Monde_Amerique_Latine_20042015.pdf

Un journaliste de « Le Monde » en croisade permanente contre le Venezuela - Arrêt sur Info 26.05.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/France_media_Valls_Canal_Plus_26042015.pdf

Un journaliste de « Le Monde » en croisade permanente contre le Venezuela (michelcollon.info) (01.05.15)
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/France_media_Le_Monde_Venezuela_01052015.pdf

Syrie: Grandeur et décadence d'un journal au-dessus de tout soupçon - mondialisation.ca 25.08.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier42/Syrie_France_media_Le_Monde_25082015.pdf

Syrie : quand les médias font l'apologie du terrorisme - Arrêt sur Info 15.12.2016
http://www.luttedeclasse.org/dossier44/Syrie_Alep_medias_France_16122016.pdf

Nous ne sommes pas les seuls à dénoncer cette entreprise totalitaire, partout dans le monde des voix s'élèvent pour s'y opposer ou mieux, pour la combattre.

- La propagande a un double objectif : diffuser des informations favorables, mais aussi empêcher la diffusion d'informations gênantes. (Réseau Voltaire 06.03.2006)

- Dans Mein Kampf, Hitler explique la crédibilité en d'énorme mensonge par rapport au petit bobard : « Dans la simplicité de leur esprit, les gens tombent plus facilement victimes d'une monstrueuse fiction que d'un petit boniment, car eux-mêmes se laissent souvent aller à de petites contrevérités peu importantes, mais auraient honte de recourir à de grosses mystifications. Il ne leur viendrait jamais à l'esprit de fabriquer une énorme imposture, et sont incapables de croire qu'un autre pourrait avoir pareil toupet. Même si des faits prouvant qu'il en est ainsi sont portés de manière claire à leur connaissance, ils continuent de douter et pensent qu'il pourrait y avoir une autre explication. »

Ce que les sociologues et Hitler nous disent, c'est que, avec le temps, les faits devenant évidents, les gens tiennent absolument sur le plan émotionnel aux croyances implantées par la propagande et trouvent que s'en libérer est une expérience déchirante. Il est plus confortable de dénoncer celui qui révèle la vérité plutôt que le menteur.

La psychologie de l'adhérence à des convictions, même injustifiées, est un pilier de la cohésion et de la stabilité sociale. (Paul Craig Roberts 19.09.2009)

- En 1977, Carl Bernstein, devenu célèbre grâce au Watergate, révéla que plus de 400 journalistes et dirigeants médiatiques travaillaient pour la CIA. Parmi eux des journalistes du New York Times, de Time et des réseaux de télévision. En 1991, Richard Norton Taylor du Guardian révéla quelque chose de similaire dans ce pays. (John Pilger 08.12.2014)

- Les « grands médias d'information » ont quasiment cessé d'informer ; de porter au public, à distance critique, les faits pertinents et vérifiés ; à partir bien sûr du réel constatable et non d'idéologiques lubies. Toujours plus, ces médias vendent la salade de leurs propriétaires libéraux-libertaires ; tout en vantant, à la Tartuffe, leurs "valeurs" et leur indépendance. Désormais, ces médias délaissent l'échange d'idées pour la brutale affirmation d'un "There Is No Alternative" (TINA) à la Thatcher. Qui s'oppose à cette ligne est noyé dans le silence.

Les médias-des-milliardaires offrent désormais des simulacres de "data journalism" nommés "Le Vrai du Faux", "Décodeurs" ou "Décryptage" – en fait, des outils pour disqualifier les esprits libres. (Xavier Raufer - Arrêt sur Info 02.06.2015)

- Le choc des civilisations du 21ème siècle est bien moins celui du fait religieux que de celui de l'abandon de la démocratie en Occident! Plus le mondialisme avance et plus la démocratie recule. La financiarisation à outrance des moindres recoins de la société inverse toujours plus les priorités de celle-ci pour finir par l'asservir. En une quinzaine d'années, la soumission des ressorts démocratiques aux méandres de la finance ne peut être contestée. Les éloges de la démocratie sont dorénavant réservés aux discours préélectoraux ou justifiant des guerres. Mais dans les faits le concept démocratique semble bel bien se déliter tendant à disparaître de pans entiers de la société. (Liliane Held-Khawam 12.03.2015)

- La mondialisation a permis la création d'un monstre au-delà de ce qu'on peut imaginer, puisque ce n'est plus un être humain, mais une organisation légale incontrôlable. Le petit crime organisé n'est qu'un insignifiant biscuit dans la trame cachée mais élue indirectement du crime invisible et gargantuesque qui domine le squelette de ladite représentativité. La chasse est ouverte… La chasse aux dictateurs est ouverte, puisque ceux-ci contrôlent leur pays, alors que l'Occident a perdu tout contrôle.

La phrase clef est ici : Il faut alors transformer en démocratie tout ce qui peut apparaître sous forme de dictature, bonne ou mauvaise, puisque celle-ci échappe aux dominants économiques désormais les seuls « représentants » des sociétés démocratiques. Ils ont les cordes et nous élisons les pantins.

Dans sa fabulation narcissique, le monde de la finance ricane, prenant le pouvoir, par des moyens encore plus grands et plus énormes que les armes et les bonnes intentions.

L'argent n'a pas d'odeur ni d'intention. Elle est le diktat dans un brouillard longuement concocté, vendu, et en oeuvre.

L'Histoire qui passe, passe si vite, et les tueurs économiques sont maintenant des snipers invisibles engraissés de manière journalière.

Mais comme au cinéma, ce n'est pas la réalité. La démocratie est maintenant la culture de l'hyper finance. Elle est la « démocratie ». (Gaëtan Pelletier 05.09.2013)

- Les élites au pouvoir en France et dans la majeure partie des pays du bloc américano-occidental, se caractérisent par leur servitude volontaire aux impératifs idéologiques et économiques du Nouvel Ordre Mondial. Par Nouvel Ordre Mondial il faut entendre le processus de la mondialisation et la constitution de pouvoirs financiers et économiques transnationaux qui dictent leurs réglementations aux représentations nationales. La libre circulation du capital et des marchandises induit de fait une prise de pouvoir de la sphère économique et financière mondialisée sur la sphère politique nationale. (Guillaume Borel 11.03.2015)

- La guerre en Afghanistan, mais surtout l'invasion et la destruction de l'Irak sous des prétexte mensongers et, depuis un an, les manigances des Etats-Unis et de l'Union européenne en Ukraine ont consacré le triomphe du journalisme embarqué: de Washington à Bruxelles, de Paris à Zurich, les médias dominants sont formatés et drillés pour réciter inlassablement le même discours: l'OTAN c'est le bien, la Russie c'est le mal. L'Europe, c'est la paix, la démocratie et la liberté, les autres, c'est la guerre, l'expansionnisme et l'oppression. (Guy Mettan - Arrêt sur Info 08.06.2015)

- Une véritable campagne d'intimidation se déploie – à coups d'émissions TV, de dossiers de presse, d'accusations infâmantes, de « listes noires », d'interdictions de parler etc… – à l'encontre de « complotistes » et de « confusionnistes » où l'on fait figurer, pêle-mêle, des critiques surtout dérangeants des politiques des Etats-Unis, d'Israël, de l'Union européenne etc… (curieusement, il s'agit toujours de ceux-là !) et les « populistes » « antisémites » « conspirationnistes délirants » auxquels les précédents sont abusivement amalgamés.

Les procédés de cette « chasse aux sorcières », couverte par certains intellectuels français, sont de type policier et rappellent les méthodes de l'extrême-droite « organisée », y compris des menaces physiques à l'encontre d'organisateurs de débats « conspirationnistes ».

Cela frise la terreur intellectuelle, vu que les « accusés » sont quasiment mis en demeure de se taire ou, de facto, réduits au silence par des médias (journalistes) eux-mêmes effrayés d'être vus en sulfureuse compagnie. (Michel Segal - mondialisation.ca 26.06.2015)

- Les adeptes d'une gouvernance mondiale de la Haute Finance Internationale se servent du multiculturalisme comme d'un levier pour fragmenter les nations jusqu'alors culturellement homogènes. Ces ensembles homogènes représentent en effet un obstacle à un gouvernement centralisé.

Cette offensive contre les identités n'est pas là pour combattre une identité dans l'absolu, elle est pour asseoir et baliser le terrain pour l'avènement définitif du néo-libéralisme. (Professeur Chems Eddine Chitour 06.02.2014)

- L'appareil de propagande occidental est extrêmement efficace. Il est également brillant dans sa manière de veiller à ce que

ses inventions soient transmises, diffusées et acceptées aux quatre coins du monde. Le système par lequel la désinformation se répand est incroyablement complexe. Sur tous les continents, des médias et des universitaires serviles usent de tout leur pouvoir pour garantir qu'une seule version des faits soit autorisée à pénétrer le cerveau de milliards d'individus. Résultat : lâcheté intellectuelle et ignorance, partout dans le monde, mais en particulier en Occident et dans ses États vassaux. (...)

La majeure partie de l'humanité est accro à la propagande de l'Empire. Cette propagande n'est pas seulement le fait des médias mainstream, mais également de la musique populaire, des feuilletons télévisés, des réseaux sociaux, de la publicité, du consumérisme, des tendances de la mode et de tout autre moyen dissimulé. Elle revêt aussi les habits d'une soupe culturelle, religieuse et médiatique qui conduit à la stupeur émotionnelle et intellectuelle. À l'instar d'une drogue hautement addictive, elle est administrée régulièrement et avec persistance. (Andre Vltchek 26.05.2015)

Deux exemples de désinformations criminelles à porter au compte du Monde.

- Florence Aubenas avait affirmé dans un article du Monde que lors de son séjour dans le nord de la Syrie elle n'avait rencontré aucun mercenaire de Daesh ou d'Al-Nosra en provenance de pays étrangers, pour accréditer la thèse officielle de l'OTAN reprise par Hollande (notamment) que c'était le peuple syrien qui s'était soulevé contre Assad qui le massacrait. Sur un tout autre sujet, Informations ouvrières (POI) lui consacra une page entière.

Arrêt sur Info - Elle nous a écoeuré au delà du supportable l'été 2012.

Entrée illégalement en Syrie « au couer de la révolution » en compagnie de fixeurs qui n'étaient que des bandits au service de la propagande d'une prétendue Armée Syrienne Libre (ASL) – une émanation des services secrets français – ses reportages mensongers cadraient parfaitement avec la propagande distillée par la diplomatie française.

Montrant là son profond mépris à l'égard d'un peuple que les bandes de sunnites extrémistes menaçaient, d'un Etat souverain. Ses reportages depuis Alep étaient de la propagande calquée sur la diplomatie française.

Le peuple Syrien n'existait pas. Nous savions quels étaient les vrais enjeux, sans y être allés. Nous savions que la réalité était autre. (Arrêt sur Info 08.05.2015)

Notons qu'aux derniers renseignements des mercenaires de 110 pays seraient ou auraient été présents en Syrie pour le compte de l'OTAN/USA selon le relevé établi par les autorités syriennes.

Elle s'illustrera à nouveau dans une affaire tout aussi cynique.

Approximations, inventions, silence absolu sur les éléments à charge du dossier, mensonges calomnieux et exagérations outrancières, Florence Aubenas s'est tout permis selon le vieil adage « la fin justifie les moyens ».

« La méprise » : les mensonges de Florence Aubenas sur l'affaire d'Outreau (http://arretsurinfo.ch/la-meprise-les-mensongesde- florence-aubenas-sur-laffaire-doutreau/)

Quand Le Monde attribuait à l'armée syrienne un massacre perpétré par les barbares qu'il soutenait et soutient toujours.

Un article du Monde du 28.01.12 intitulé "Il est 16h30, un massacre a eu lieu à Nasihine..." (Un quartier de Homs - ndlr)

Mondialisation.ca - Le 30 janvier 2012, une religieuse, Mère Agnès-Maryam de la Croix, habitant à Homs, dénonçait "Le Monde de s'enfoncer encore davantage dans la couverture de ce qui devient un crime contre l'humanité." pour avoir

Le quartier de Nâzihîn est bloqué depuis 20 jours. Les bandes armées ont réussi à le soustraire totalement aux forces de l'ordre. Ils ont forcé la cinquantaine de familles alaouites à émigrer en brûlant leurs maisons ou en les menaçant des pires exactions. Cette version contredit celle que rapporte le journal Le Monde qui, avec les médias mainstream, a tendance à toujours cacher les malfaiteurs.

C'est une preuve de plus de l'implacable cruauté de la désinformation médiatique qui tourne, à base de chair humaine fraîchement sacrifiée pour pouvoir en attribuer la responsabilité au régime. En quête d'évidences pour accabler une dictature, on suscite et instrumentalise la mort des civils pour en faire "matière" à reportage. La chair vive sacrifiée sert lâchement de matière à une campagne médiatique tendancieuse. Dommage pour Le Monde de s'enfoncer encore davantage dans la couverture de ce qui devient un crime contre l'humanité. Les informations du "photojournaliste Mani", pour Le Monde - Mondialisation.ca 30.01.2012

Extraits des Nouveaux chiens de garde 2011.

Amnésie

Depuis son éviction du Monde et de LCI, Edwy Plenel se réinvente en Emiliano Zapata. Il a échoué dans sa tentative d'introduire Le Monde en Bourse ? Il exhorte aujourd'hui les abonnés de Mediapart à la « révolte nécessaire » contre « la dictature financière » (10.8.11). Il a fait du Monde un groupe de presse dont Lagardère et Maurice Lévy (Publicis) étaient les actionnaires ? Il dénonce maintenant « l'anormale situation de dépendance, économique et politique, de nos médias envers une oligarchie financière imbriquée à l'actuel pouvoir présidentiel » (Rue89, 14.12.07). « Alain Minc est devenu un ami, et je suis fier d'être son ami », ronronnait-il à propos de son partenaire à la tête du Monde (France 2, 6.3.03) ? Il brame à présent que Minc a toujours été pour lui « un adversaire potentiel qu'il fallait tenir en marge » (France Culture, 13.12.07). Le plus insolite, dans ces divagations, c'est l'indulgence teintée de charité qu'elles suscitent dans son nouveau public. Le 4 octobre dernier, après le NPA et le Front de gauche, c'était au tour de l'« Université critique et citoyenne » de Nîmes d'inviter Plenel pour une conférence moustachue sur la « crise de la démocratie ».

Acrobatie

La « crise » contraint parfois la presse à des contorsions douloureuses. À propos de l'économie allemande et des réformes ultra-libérales imposées en 2004 par le gouvernement du social-démocrate Gerhard Schröder, Le Monde découvre aujourd'hui que « les inégalités se sont accrues » depuis sept ans et qu'« environ 7,4 millions de salariés occupent un "mini-job" très peu payé » (11.12.11). À l'époque, ces réformes avaient soulevé l'enthousiasme du Monde. Dans un éditorial intitulé « L'Allemagne bouge », le quotidien expliquait : « Ces mesures marquent un incontestable tournant dans l'histoire sociale de l'Allemagne. Les avantages sociaux sont fortement réduits. […]. Gerhard Schröder veut que l'Allemagne "bouge" : pour le bien de l'Europe on ne peut que saluer cette ambition » (25.12.04)

Il y a dix ans, la monnaie préférée des banquiers et des patrons de presse entrait en circulation. L'occasion de se rafraîchir la mémoire…

Dans Le Monde, Jean-Marie Colombani célébrait une « révolution » synonyme de « victoire sur les marchés, de la détermination de quelquesuns sur les forces économiques » (31.12.98).

- Les spécialistes de la désinformation: une profession de plus en plus en vogue de Oscar Fortin - Global Research, juin 13, 2014

Le temps où il suffisait de dire « je l'ai lu dans le journal, je l'ai entendu à la radio, vu à la télévision » pour faire taire tous les incrédules est désormais dépassé. Ce qu'on écrit dans le journal, ce que l'on dit à la radio, ce qu'on nous montre à la télévision n'a plus la crédibilité d'antan. Une nouvelle profession s'y est taillé une place pour en faire le lieu privilégié de la désinformation aux allures de ce qu'il y a de plus vrai et de plus convaincant. Un métier qui se vend aux plus offrants. Des vendeurs d'images et d'opinions qui savent se vendre ainsi que ce qu'ils produisent. Ils ont tous et toutes l'allure de personnes qui ne sauraient mentir ou tromper leur public.

Des dizaines de milliards de dollars sont engagés chaque année en armements et en interventions militaires dans divers pays du monde. Les dirigeants politiques et les médias de communication qui leur sont soumis en arrivent à convaincre par divers montages les citoyens et citoyennes de la justesse de ces dépenses et de ces interventions.

Au cours des dix dernières années, nous avons vécu une sorte de sommet dans la mise en place des moyens permettant de tromper carrément les auditeurs et auditrices sous le couvert d'une présentation erronée de faits et d'analyses, fabriquées à dessein pour qu'elles soient reprises par tous les médias officiels (meanstream). Souvent, ce ne sera que plus tard que les langues se délieront pour mettre au grand jour la tricherie.

On nous a convaincus qu'il y avait en Irak des armes de destruction massive, qu'il était urgent d'intervenir avant que Saddam Hussein ne vienne tous nous empoisonner. Ce n'est que plus tard que nous avons appris que ce n'était qu'un grand mensonge soutenu par nos médias.

On nous a également convaincus qu'en Libye, Kadhafi bombardait des populations civiles entières comme par plaisir de tuer. Ce fut également là un grand mensonge, entretenu par nos médias. Le chef de la fausse révolution libyenne admet que Kadhafi n'a pas tué de manifestants.

En Syrie que n'a-t-on pas dit pour que le monde sache que le président Al-Assad est un dictateur sanguinaire qui n'a aucun respect des droits de la personne et qui prend une sorte de plaisir à tuer d'innocentes victimes. Encore là, le mensonge et les demi-vérités ont fait leur travail auprès de l'opinion publique.

Que dire de ce qui se passe en Ukraine? Depuis des mois on nous dit que l'ex-président ne répondait plus à ses obligations et que

le peuple ukrainien ne pouvait plus le supporter. Il fallait donc se porter au secours de ce peuple pris en otage par un Président sans conscience. Les faits nous révèlent de plus en plus qu'on nous a menti pour mieux agir dans le sens d'intérêts qui vont bien au-delà de celui de se porter à la défense d'un peuple.

Plus les évènements avancent dans le temps, plus nous découvrons les mensonges mis à la disposition d'une manipulation machiavélique de l'opinion publique. Des spécialistes de la désinformation se consacrent comme de véritables artistes à créer l'illusion et la ressemblance avec la vérité pour mieux assurer les interventions militaires et autres à des fins qui n'ont rien à voir avec les intérêts des peuples visés. Global Research, juin 13, 2014

Pour terminer, quelques articles relatifs à l'idéologie de la classe dominante et à sa stratégie politique.

Des articles qui sont relatifs à l'idéologie et à la stratégie politique adoptée par les sommets du capitalisme mondial, l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale, au néolibéralisme, ses liens avec les médias, leur propagande contre ce qu'ils appellent la théorie du complot, qui en réalité ne fait que dévoiler les véritables intentions qui se cachaient derrière la multitude de méfaits qu'ils ont commis à travers le monde et que les médias censurent ou falsifient à souhait.

- On réécrit l'histoire au "Ministère de la Vérité" de George Orwell (RT) - legrandsoir.info 09.06.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier21/Nom_090614.pdf

- Le retour de la guerre de George Orwell et Big Brother en Palestine ; l'Ukraine et la Vérité. - legrandsoir.info 17.07.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier22/nom_totalitarisme_1707144.pdf

- Le fascisme réel - legrandsoir.info 16.06.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier21/neoliberalisme_fascisme_160614.pdf

- « L'essence des médias n'est pas l'information. C'est le pouvoir. » - legrandsoir.info 30.11.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier27/medias_pouvoir_propagande_301114.pdf

- Médias français : Cinq cas de journalistes acquis à la doctrine néoconservatrice - legrandsoir.info 22.05.2016
http://www.luttedeclasse.org/dossier43/Medias_francais_journalistes_doctrine_neoconservatrice_2205016.pdf

- Ukraine: les Européens doutent de l'impartialité de leurs médias 21.04.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/Ukraine_medias_Europe_21042015.pdf

- La manipulation de l'opinion publique - Arrêt sur Info 18.5.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier35/manipulation_de_opinion_publique_18052015.pdf

- Quand la liberté de la presse cède le pas à des intérêts politiques - mondialisation.ca 21.12.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier43/medias_21122015.pdf

- Censure. L'offensive politico-médiatique contre les sites de ré-information
http://www.luttedeclasse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

- Sciences sociales et propagande: Le cas Huntington - mondialisation.ca 05.02.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier28/Sciences_sociales_propagande_Huntington_050215.pdf

- La réinformation, enjeu crucial des prochaines années - Arrêt sur info 11.06.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier37/France_medias_11062015.pdf

- Lavage de cerveau versus Éducation: L'Occident répand l'idiotie intellectuelle universelle Andre Vltchek - mondialisation.ca 29.08.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier42/propagande_conditionnement_29082015 .pdf

- Qui sont les néoconservateurs ? - legrandsoir.info 24.12.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier28/neoliberalisme_141214.pdf

- Il était une fois l'oligarchie - legrandsoir.info 22.8.2013
http://www.luttedeclasse.org/dossier5/politique_oligarchie_220813.pdf

- L'essence du néolibéralisme : La conquête du monde - mondialisation.ca 15.07.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier22/neoliberalisme_150714.pdf

- Sergents du néoconservatisme et extrémisme, lutte ou alliance ? - legrandsoir.info 10.07.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier22/neoconservatisme_intellectuels_propagande_100714.pdf

- Nous vivons en oligarchie et non en démocratie - Arrêt sur Info 12.03.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier31/Nouvel_Ordre_Mondial_2_12032015.pdf

- Quand le libéralisme économique nuit à l'idée de démocratie - Arrêt sur Info 24.03.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier32/neoliberalisme_24032015.pdf

- La capitulation des élites : la mise en place du Nouvel Ordre Mondial - Arrêt sur Info 11.03.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier31/Nouvel_Ordre_Mondial_capitulation_des_elites_oligarchie_11032015.pdf

- De quoi le nouvel ordre mondial est-il le nom ? - Arrêt sur Info 03.03.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier31/nouvel_ordre_mondial_030315.pdf

- Qu'est-ce qu'une théorie du complot? Qu'est-ce que la vérité? Global Research, mars 12, 2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier32/theorie_du_complot_12032015.pdf

- Théorie du complot – Info ou intox?
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/Theorie_complot_Info_intox_011052015.pdf

- Théorie du complot : comment le « Le Style paranoïaque » fut détourné par les néo-conservateurs (1/2) michelcollon.info 28.05.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier34/Theorie_du_complot_neo_conservateurs_28042015.pdf

- Théorie du complot : comment le « best seller » de Richard Hofstadter « Le Style paranoïaque » fut détourné par les néo-conservateurs (2/2) - Arrêt sur info 26.05.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier36/Theorie_du_complot_Le_Style_paranoïaque_Hofstadter_26052015.pdf

- L'épouvantail de la « théorie du complot » - mondialisation.ca 26.06.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier38/theorie_du_complot_26062015.pdf

- Hofstadter et les "Théories du Complot" : Traduction de son article-phare du Harper's Magazine - legrandsoir.info 13.08.2015
http://www.luttedeclasse.org/dossier41/Hofstadter_Theories_du_Complot_13082015.pdf

En complément.

- Les techniques de la propagande militaire moderne - Réseau Voltaire 16.05.2016
http://www.luttedeclasse.org/dossier43/techniques_propagande_militaire_moderne_1605016.pdf

- Les ONG et les mécaniques de la guerre hybride - Arrêt sur Info 27.10.2016
http://www.luttedeclasse.org/dossier44/ONG_guerre_hybride_27102016.pdf

Ils osent tout

- Obama dénonce toute discrimination fondée sur "la religion" - AFP

- Présidentielle 2017 : Les entrepreneurs plébiscités pour l'action politique - Boursier

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

En famille. Rubrique nécrologique.

- Pierre Bergé : «Le PS est fini, mort» - LeParisien.fr

A 86 ans, l'homme d'affaires et mécène, soutien inconditionnel de la gauche, explique son choix de soutenir Emmanuel Macron au «Parisien ».

Ca n'a pas traîné. Quelques heures à peine après la victoire de Benoît Hamon à la primaire de la Belle Alliance populaire, Pierre Bergé a annoncé sur twitter son ralliement à Emmanuel Macron. « J'apporte mon soutien sans la moindre restriction à Emmanuel Macron pour être le président qui nous conduira vers une sociale-démocratie », a écrit le cofondateur de la maison de couture Yves-Saint-Laurent. A 86 ans, l'homme d'affaires et mécène, soutien inconditionnel de la gauche, explique son choix au «Parisien ».

Pourquoi avoir attendu la fin de primaire socialiste pour rejoindre officiellement Emmanuel Macron ?

Pierre Bergé - J'ai voulu attendre, car si Manuel Valls avait gagné, je l'aurais accompagné. C'est un ami et je ne lâche jamais mes amis. D'autant qu'au-delà de la présidentielle, il était celui qui pouvait refonder le PS, mais bon, ça ne sera probablement pas lui... La gauche, au fond, a renoncé au pouvoir. Elle est partie pour quelques années d'opposition.

Le Parisien - Le grand responsable, c'est François Hollande ?

Pierre Bergé - Le quinquennat a été complètement raté, au moins dans la perception qu'on en a eu. J'aime Hollande, j'aurais voté pour lui. Son bilan ne sera pas aussi mauvais qu'on le dit, loin s'en faut. Malheureusement, les bonnes actions qu'il a faites n'intéressent pas les Français. Le Mali ne les intéresse pas.

Le Parisien - Pour vous, le PS est... ?

Pierre Bergé - Fini. Mort. Le parti, dont je ne suis pas membre mais que j'accompagne depuis si longtemps est aujourd'hui dans un état lamentable, de décrépitude. Le PS où Benoît Hamon l'emporte, ce n'est plus le parti socialiste. Il est urgent de provoquer un nouveau congrès de Tours (1920). La situation est la même que presque cent ans en arrière : les socialistes d'un côté, les communistes de l'autre... avec Hamon dans ce camp aujourd'hui. Comme à Tours, il faut provoquer la scission... (la suite réservée aux abonnés du Parisien, on s'en passera.) LeParisien.fr 30.01

Passons sur la réécriture du congrès de Tours de la SFIO par cet oligarque.

En réalité, la majorité des congressistes et des militants (Que Bergé assimile à Hamon) votèrent l'adhésion à l'Internationale Communiste (IC) ou IIIe Internationale, et ce fut la majorité des élus de la SFIO qui demeurèrent attachés au réformisme et à la IIe Internationale qui avait trahi le socialisme le 3 août 1914 en votant les crédits de guerre, mis en minorité et vaincus lors de ce congrès, ce qu'ils ne pouvaient pas admettre, ce qui entraîna la scission de la SFIO et la création de la SFIC ou le PC...

Ce ne sont pas les sociaux-impérialistes qui furent à l'origine de la scission de la SFIO, mais leur refus d'accepter lmeur défaite et de figurer dans la minorité ou dans un parti membre de l'IC par haine farouche du communisme, ce qui ne s'est jamais démenti par la suite jusqu'à nos jours.

Ce discours est conforme à la nature du PS que nos dirigeants ont nié pendant plus d'un demi-siècle. Cette pourriture sous l'effet d'une déception amoureuse perd son sang-froid, car Hamon n'est pas aussi infréquentable qu'il le prétend.

A propos de Benoît Hamon.

- De 2004 à 2009, Benoît Hamon était député européen. Extrait de sa fiche dans les archives en lignes du Parlement européen.

Alors que George Bush et Ariel Sharon étaient au pouvoir, Benoît Hamon avait néanmoins choisi de rejoindre -dès son élection en 2004- les groupes parlementaires dénommés "délégation pour les relations avec les États-Unis" et "délégation pour les relations avec Israël". Il assuma la vice-présidence du groupe connecté à Washington.

Invité en 2011 par l'UPJF (Union des patrons juifs de France qui se qualifie elle-même de "lobby juif"), Benoît Hamon avait présenté Israël comme une "démocratie" et manifesté son refus de toute forme de "boycott" envers ce régime colonial et ségrégationniste. (source : Panamza)

- Benoît Hamon et Manuel Valls (...) semblent partager la même volonté de museler la diffusion de l'information indépendante sur Internet.

Le 12 novembre, invité sur Franceinfo, Benoît Hamon a ainsi dénoncé les «médias et hébergeurs» -tels Facebook et Twitter- qui seraient «co-responsables» de la victoire de Donald Trump et, plus généralement, de l'apparition de «contre-sociétés» dans lesquelles «chacun se construit une théorie, une vérité qui est très loin de la réalité» {https://twitter.com/franceinfo/status/797356249381818368}.

Le 8 janvier, interviewé par France Inter, Benoît Hamon a surenchéri en affirmant que la lutte contre la «déradicalisation islamiste» devait d'abord passer par un combat contre «le complotisme, cet écosystème extrêmement violent» {https://youtu.be/DPcDZMKWkLM}.

À l'instar de la mouvance sioniste et de Rudy Reichstadt, principal référent politico-médiatique de l'imposture intellectuelle du "conspirationnisme", Benoît Hamon établit clairement un lien -inquiétant pour les libertés individuelles- entre "complotisme" (attitude qu'il ne définit précisément pas), djihadisme et terrorisme (id)

- M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue

En décembre 2016, Benoît Hamon voulait voler au secours des populations d'Alep bombardées par le méchant Poutine. Il a même déclaré que s'il était président de la République, il y serait allé, comme Mitterrand à Sarajevo. Lors des primaires qui l'ont désigné comme candidat du PS, il s'est opposé à toute aide financière destinée au peuple syrien. «

Arroser les zones contrôlées par Bachar al-Assad, je ne vois pas bien en quoi cela doit être une priorité de l'Union européenne quand il existe tout une autre Syrie avec d'autres partenaires possibles, comme les villes quasi autonomes autogérées ».

Les zones tenues par les groupes takfiristes, pour M. Hamon, c'est un territoire indépendant, une commune libre où on applique les recettes de l'autogestion, comme dans le programme du PSU des années 70. C'est là, dans ces lieux idylliques où règne la démocratie, que se trouvent les « partenaires possibles » de la France. On les aime tant, chez les socialistes, ces bandes armées qui s'estiment dépositaires du destin de la Syrie ! Elles s'emploient à la détruire, elles ne vivent que de rapines, elles coupent les têtes et imposent la charia wahhabite. Mais peu importe. La bouche en cœur, M. Hamon veut y voir les amis de la France.

Assassinats de fonctionnaires et de leurs familles, attentats à la voiture piégée qui fauchent les passants, false-flags meurtriers à l'arme chimique, tirs de mortiers qui tuent les écoliers, exécutions de conscrits capturés lors des combats, pollution des sources d'eau potable, destruction des infrastructures et saccage du patrimoine historique, les partenaires de M. Hamon n'ont pas fait dans la dentelle. Le peuple syrien a payé cher son refus de prendre les armes contre le gouvernement. Mais quelle importance ! Rue de Solferino, on l'aime tant, cette bacchanale sanglante qui se prend pour une révolution.

Le candidat socialiste feint de l'ignorer, mais les takfiristes ne sont pas tombés du ciel. Ce sont des mercenaires rémunérés par des dynasties corrompues et des puissances occidentales qui ont juré la perte du seul Etat séculier de la région. S'ils se multiplient, c'est parce qu'il y a de puissantes organisations internationales pour les recruter, les encadrer et les armer jusqu'aux dents. Ces organisations, elles, ont de puissants alliés sans lesquels elles n'auraient jamais eu des milliards de dollars, des 4X4 et des missiles TOW. Parmi ces alliés, la France d'un certain Hollande, qui a livré des armes aux terroristes, est mouillée jusqu'au cou.

Al-Qaida, ses clones et ses avatars ne sont ni l'expression d'un élan mystique, ni la nouvelle version du romantisme révolutionnaire. Ce sont des entreprises nihilistes qui doivent leur nocivité exponentielle, depuis vingt ans, aux manœuvres impérialistes dont le Moyen-Orient est la victime. Elles ne sont pas nées par génération spontanée. Elles sont le fruit des accouplements entre les apprentis-sorciers de Washington et les monarchies réactionnaires du Golfe. C'est un secret de polichinelle. Mais M. Hamon préfère délirer sur l'autogestion à la sauce takfirie et enfumer l'opinion en continuant d'accréditer la fable ridicule d'une révolution démocratique. Les exactions de ces bandes mafieuses sont des crimes répondant à la définition précise du terrorisme, c'est-à-dire l'exercice d'une violence aveugle contre des civils en vue d'obtenir un résultat politique. Ce terrorisme est perpétré par une soldatesque recrutée dans 110 pays pour accomplir les basses besognes exigées par ses donneurs d'ordres. Supplétifs de cette OTAN à laquelle les socialistes français tiennent comme à la prunelle de leurs yeux, ces petites frappes ont pour seule fonction de fournir sa piétaille au « regime change » fomenté par Washington, Paris et Londres.

Voir dans ces mercenaires des révolutionnaires épris de justice est une imposture colossale. S'acharnant sur le moindre vestige d'une culture qui la dépasse, cette lie de l'humanité accomplit le sale boulot pour lequel on la paie. Elle ressemble à la pègre utilisée lors du coup d'Etat bonapartiste de 1852 : « Rebuts et laissés-pour-compte de toutes les classes sociales, vagabonds, soldats renvoyés de l'armée, échappés des casernes et des bagnes, escrocs, voleurs à la roulotte, saltimbanques, escamoteurs et pickpockets, joueurs, maquereaux, patrons de bordels, soûlographes sordides .. » (Karl Marx, « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte ») .

Chouchous de la Hollandie, les mercenaires qui dévastent la Syrie ressemblent à ces voyous à la solde du capital, à cette meute sans foi ni loi, à ces exécutants des basses besognes dont les puissants louent les services pour commettre des massacres analogues à ceux qu'un ministre socialiste, l'ignoble M. Fabius, osa qualifier de « bon boulot ». On aura beau tenter de nous en persuader ad nauseam, non, les pseudo-rebelles démocrates et coupeurs de tête ne sont pas des révolutionnaires. Ils sont la chair à canon de l'impérialisme dont M. Hamon est le laquais solférinien. Bruno Guigue 31.01

Ex-haut fonctionnaire, Bruno Guigue est un analyste politique français, enseignant en relations internationales à l'Université de La Réunion.

C'est avec cette pourriture que Mélenchon accepte de discuter, normal pour celui qui fut ministre du gouvernement Chirac-Jospin qui tient le record des privatisations...

Raison de plus pour appeler au boycott des élections présidentielles et législatives en France !

ParDem - Dans tous les cas, la gauche est dans l'impasse. Cette élection est déjà perdue pour elle, voter pour ses candidats (Jadot, Hamon et Mélenchon), quels qu'ils soient, au premier ou au second tour, ne présente aucun intérêt. ParDem 31.01

Et une raison pour ne pas voter pour le candidat du ParDem

ParDem - ...tous ces candidats et partis qui se disputent le pouvoir ont un point commun, celui d'accepter en réalité la mondialisation néolibérale et les trois piliers sur lesquels elle repose : le libre-échange, la globalisation financière, les institutions supranationales qui tuent la souveraineté des nations et la démocratie. (id)

Il a oublié le pilier de l'aristocratie ouvrière selon Lénine, qui se touve être le fond de commerce... du ParDem ! Un simple oubli sans doute...

Mixture sondagière ou l'art de formulé un voeu à haute voix.

- Fillon et Macron au coude à coude au 1er tour, derrière Marine Le Pen (sondage) - AFP

François Fillon et Emmanuel Macron seraient au coude à coude au 1er tour de l'élection présidentielle, derrière Marine Le Pen, selon un sondage Ifop-Fiducial diffusé mercredi.

Avec 24% d'intentions de vote, la présidente du Front national devancerait le vainqueur de la primaire de la droite (21%), ébranlé par les soupçons d'emplois fictifs visant son épouse, et Emmanuel Macron, à 20%.

Benoît Hamon est crédité de 18% d'intentions de vote, soit le double de Jean-Luc Mélenchon, à 9%, selon cette enquête pour Paris Match, iTélé et Sud radio. François Bayrou obtiendrait 4,5% des voix, le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan 2% et l'écologiste Yannick Jadot 1%. AFP 01.02

Le Monde et Mediapart, le Canard enchaîné et l'Obs à la manoeuvre contre Fillon, que mijotent-ils, Le Monde ayant opté pour Macron, Mediapart pour Hamon, le Canard enchaîné je n'en sais rien, l'Obs pour Macron ? Fillon va-t-il résister ou céder la place à Pécresse qui a participé avec lui à la réunion du groupe Bilderberg ? La défaite de Valls va-t-elle les inciter à opter pour Macron ? A suivre

Cette déchéance-là était au programme de la crise politique du régime

- Au PS, l'unité, ce n'est pas pour dimanche - LeParisien.fr

- Affaire Fillon : l'unité du parti est compromise - Franceinfo

Sauve qui peut

- Les Républicains : un comité politique sur fond de crise - Franceinfo

- Comment "débrancher" François Fillon? Les quatre scénarios qui tournent chez Les Républicains - Le Huffington Post

- Affaire Fillon : "Il ne maîtrise presque plus rien" - Franceinfo

- Affaire Fillon : "La question n'est pas de savoir s'il va renoncer, mais plutôt quand il va annoncer son retrait de la présidentielle" - Franceinfo

- Les six affaires qui plombent François Fillon - francetvinfo.fr

- Pourquoi les accusations contre François Fillon ne résisteront pas à une enquête du Parquet - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron ou le parfait bonimenteur - Le Huffington Post

- Benoît Hamon supplante Emmanuel Macron comme personnalité politique préférée des Français - Le Huffington Post

- François Bayrou fait un pas vers la présidentielle - AFP

- François Bayrou exclut de rallier François Fillon et l'enfonce sur le Penelope Gate - Le Huffington Post

- Valls appelle ses soutiens à rester "ensemble" au PS et à ne pas aller chez Macron - AFP Franceinfo

- Présidentielle : Valls, Le Guen, Bartolone... Ces ténors qui n'iront pas à l'investiture de Benoît Hamon - Franceinfo

- Benoît Hamon : des députés socialistes font valoir leur droit de retrait - Franceinfo AFP

- PCF: saisir "l'occasion" Hamon pour renouer le "dialogue" à gauche - AFP

- Marine Le Pen sommée de rembourser 300 000 euros au Parlement européen avant mardi soir - Franceinfo

- Faux JT, chaton et sandwich au poulet, le clip surréaliste de Philippe Poutou pour obtenir ses 500 parrainages - Le Huffington Post

Etats-Unis

- Donald Trump renvoie la ministre de la Justice pour "trahison" car elle jugeait son décret anti-immigration illégal - Le Huffington Post

Sally Yates, qui officiait en tant que ministre de la Justice par intérim, a demandé ce lundi 30 janvier aux procureurs de ne pas défendre le décret anti-immigration pris par Donald Trump vendredi et l'a payé de son poste.

L'ancienne numéro deux du ministère sous l'administration Obama -qui avait pris la tête du ministère depuis le départ de l'ancien président, en attendant que le ministre proposé par Trump soit confirmé par le sénat- a été renvoyée quelques heures après avoir a mis en doute dans une note interne la légalité et la moralité de ce décret qui interdit temporairement l'entrée aux Etats-Unis des ressortissants de sept pays à majorité musulmane et à tous les réfugiés.

"Sally Yates a trahi le département de la Justice en refusant d'appliquer un décret destiné à protéger les citoyens des Etats-Unis. Le président Trump a relevé Mme Yates de ses fonctions", a déclaré la Maison Blanche dans un communiqué qui qualifie cette femme de 56 ans de "faible sur les frontières et très faible sur l'immigration illégale".

Son remplaçant immédiat est Dana J. Boente. Ce dernier n'aura pas l'occasion de rester en place bien longtemps car une commission sénatoriale doit se prononcer mardi sur la nomination de Jeff Sessions, choisi par Donald Trump pour définitivement prendre la tête du ministère de la Justice. Un vote du Sénat dans sa totalité est également nécessaire mais l'institution étant aux mains des républicains, les démocrates peuvent au mieux espérer ralentir et faire traîner le processus.

Les ministres de la Justice de seize Etats fédérés, représentant près d'un tiers de la population américaine, ont condamné dimanche le décret anti-immigration et promis de "le combattre" avec tous les moyens à leur disposition. Lundi, le ministre de la Justice de l'Etat de Washington (nord-ouest) Bob Ferguson a déposé plainte pour réclamer l'arrêt immédiat de l'application du décret, qu'il considère contraire à la Constitution. Le Huffington Post

- Cour suprême: Trump nomme le juge conservateur Neil Gorsuch - AFP

Donald Trump a annoncé mardi soir la nomination du juge conservateur Neil Gorsuch, 49 ans, au neuvième siège vacant de la Cour suprême des États-Unis, une décision lourde de conséquences pour l'évolution de la société américaine.

Cet choix, immédiatement loué par les républicains et critiqué par les démocrates, arrime la vénérable institution à droite, possiblement le temps d'une génération, au grand soulagement des religieux traditionalistes, des militants des armes à feu, ou encore des partisans de la peine de mort.

"Le juge Gorsuch a des capacités juridiques extraordinaires, un esprit brillant, une discipline remarquable", a déclaré Donald Trump depuis les salons de la Maison Blanche, en présence des principaux ténors républicains et de ses fils Éric et Donald Jr,

assis au premier rang.

"J'ai toujours pensé que, après la défense de notre pays, la décision la plus importante qu'un président des États-Unis pouvait prendre était la nomination d'un juge à la Cour suprême", a-t-il ajouté.

Gardienne de la Constitution, la haute cour tranche les grands débats de la société américaine. Chacun de ses membres est nommé à vie par le président en exercice, puis confirmé par un vote du Sénat.

Accompagné de sa femme, Louise, ce magistrat passé par Columbia, la Harvard Law School et Oxford, a rendu un hommage appuyé au juge Antonin Scalia, "un lion de la loi".

Neil Gorsuch a aussi insisté sur le fait qu'il appartenait aux juges "d'appliquer, non pas d'altérer", le travail des représentants du peuple.

"Un juge qui aime toutes les décisions qu'il prend est très probablement un mauvais juge, car il opte pour les orientations qu'il préfère plutôt que pour ce que la loi exige", a-t-il ajouté sous les rires.

Magistrat reconnu pour sa rigueur intellectuelle qui a connu une ascension rapide, Neil Gorsuch, magistrat à la cour d'appel fédérale de Denver (Colorado), deviendra, s'il est confirmé par le Sénat, le plus jeune juge nommé à la Cour suprême en un quart de siècle.

"Des millions d'électeurs ont dit que c'était le sujet le plus important pour eux lorsqu'ils m'ont élu", a souligné Donald Trump. "Je suis un homme de parole". AFP

- Etats-Unis: Rex Tillerson devient secrétaire d'Etat américain - AFP

L'ex-PDG d'ExxonMobil Rex Tillerson a pris mercredi les rênes de la diplomatie américaine mais ce capitaine d'industrie proche du président russe Vladimir Poutine arrive dans un département d'Etat en quasi rébellion contre Donald Trump.

Ce Texan de 64 ans, dont 41 passés au sein du géant pétrolier américain, est dorénavant la voix et le visage de la première puissance mondiale à l'étranger après que le président Donald Trump, son vice-président Mike Pence et un vote du Sénat l'ont officiellement confirmé dans ses fonctions.

"Il a quitté un très bon boulot pour (faire) ça", a lancé Donald Trump lors d'une cérémonie de prestation de serment à la Maison Blanche, estimant qu'avec le 69e secrétaire d'Etat, "un homme respecté à travers le monde", les Etats-Unis "pourront parvenir à la paix et à la stabilité en cette époque très, très troublée".

Donald Trump, un magnat de l'immobilier aux options de politique étrangère nationalistes et isolationnistes, ne connaissait pas Rex Tillerson avant que d'anciens ministres républicains - l'ex-chef du Pentagone Robert Gates et l'ancienne secrétaire d'Etat Condoleeza Rice - lui soufflent son nom en décembre.

La multinationale, à la valorisation boursière de quelque 350 milliards de dollars, et son ancien patron ont assuré en janvier qu'ils avaient coupé tous leurs liens. AFP

- Le test d'un missile par l'Iran est "absolument inacceptable" pour Washington - AFP

- L'administration Trump adresse une "mise en garde" à l'Iran - AFP

L'administration du président américain Donald Trump a adressé mercredi une mise en garde à l'Iran dont elle a dénoncé "le comportement déstabilisateur" au Moyen-Orient, citant en particulier le récent tir de missile confirmé par Téhéran.

"A partir d'aujourd'hui, nous mettons officiellement l'Iran en garde", a déclaré Michael Flynn, conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump et ancien chef du renseignement militaire américain, sans autres précisions.

Calendrier surprenant: cet avertissement a été lancé quelques heures avant que l'ex-PDG d'ExxonMobil Rex Tillerson ne prête serment pour prendre les rênes de la diplomatie américaine.

Le ministre iranien de la Défense, le général Hossein Dehghan, a confirmé qu'un "test" de missile avait été effectué, tout en assurant qu'il n'était en contradiction ni avec l'accord nucléaire de juillet 2015 conclu avec six grandes puissances ni avec la résolution 2231 de l'ONU qui l'a entériné.

Cette résolution appelle l'Iran "à ne mener aucune activité liée à des missiles balistiques conçus pour emporter une tête nucléaire". Téhéran a toujours affirmé que ses missiles n'étaient pas conçus dans ce but.

Il y a deux jours, le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, avait appelé les Etats-Unis à ne pas chercher de "prétexte" pour créer de "nouvelles tensions" entre les deux pays.

Evoquant le récent tir de missile mais aussi des attaques menées par des rebelles Houthis "entraînés et armés par l'Iran" contre des navires saoudiens, M. Flynn a jugé que de tels actes affaiblissaient "la sécurité, la prospérité et la stabilité au Moyen-Orient et au-delà", et mettaient des vies américaines en danger.

"Nous examinons les options stratégiques", a indiqué peu après un responsable américain sous couvert d'anonymat. "Nous sommes dans notre deuxième semaine, nous ne voulons pas agir d'une manière qui réduirait nos options ou contribuerait de manière inutile à une réponse négative".

Rappelant que Donald Trump avait vivement critiqué "les divers accords conclus entre l'Iran et l'administration Obama" considérés comme "faibles et inefficaces", M. Flynn a déploré que l'Iran se sente encouragé par ces derniers.

Les intentions de Donald Trump sur l'accord international sur le nucléaire iranien, qui a entraîné le levée d'une grande partie des sanctions internationales frappant Téhéran, sont entourées d'un certain flou.

Durant sa campagne, le milliardaire avait promis de "déchirer" cet accord, considéré comme une victoire diplomatique à la fois pour Barack Obama et pour son homologue iranien Hassan Rohani.

Mais depuis son arrivée au pouvoir, il n'a pas pris clairement position sur le sujet. Lors d'un entretien téléphonique lundi, M. Trump et le roi Salmane d'Arabie saoudite se sont déclarés pour une "application rigoureuse" de l'accord.

En complément

- Trump a épargné l'Arabie et d'autres pays musulmans alliés - AFP

Les monarchies du Golfe, dont l'Arabie saoudite, et d'autres pays à majorité musulmane sont épargnés par le décret de Donald Trump limitant l'immigration car ils sont des alliés de Washington jugés très coopératifs, selon des experts.

- Netanyahu sera reçu le 15 février par Trump à la Maison blanche - Reuters

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sera reçu le 15 février prochain par Donald Trump à la Maison blanche, a annoncé lundi le porte-parole de la présidence américaine.

"Notre relation avec la seule démocratie du Moyen-Orient est cruciale pour la sécurité de nos deux nations, et le président est impatient de poursuivre cette coopération stratégique, technologique, militaire et dans le domaine des renseignements avec le Premier ministre", a déclaré Sean Spicer.

Netanyahu a quant à lui fait savoir qu'il inviterait le président des Etats-Unis à rétablir les sanctions imposées à l'Iran pour son programme nucléaire, en soulignant que la République islamique venait de procéder à un essai de missile balistique, comme l'a confirmé lundi un membre de l'administration américaine.

Le chef du gouvernement israélien dénonce l'accord sur le programme nucléaire iranien conclu en juillet 2015 avec les grandes puissances, qui, selon lui, n'empêchera pas la République islamique de se doter de l'arme atomique.

Trump a quant à lui qualifié le Plan d'action commun (JPOA), le nom officiel du texte négocié à Vienne, de "désastre" et de "pire accord jamais négocié, mais a reconnu qu'il serait difficile à dénoncer dans la mesure où il fait l'objet d'une résolution des Nations unies.

"L'Iran a encore lancé un missile balistique. Il s'agit d'une violation flagrante d'une résolution du Conseil de sécurité", dit Benjamin Netanyahu dans un message envoyé sur Twitter peu après l'annonce de sa visite à Washington.

"Lors de ma prochaine rencontre avec le président Trump, j'ai l'intention d'évoquer le rétablissement des sanctions contre l'Iran. L'agression iranienne ne peut rester sans réponse", ajoute-t-il.

Pendant la campagne électorale, Trump a promis à plusieurs reprises de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem mais

la prudence semble désormais de mise et le sujet, a-t-on alors indiqué de source gouvernementale israélienne, a été à peine abordé au cours de leur entretien téléphonique. Reuters

- Israël fait une 4e annonce de colonisation en deux semaines - AFP

Israël a annoncé dans la nuit de mardi à mercredi la construction de 3.000 logements de colonisation en Cisjordanie occupée, quatrième annonce du genre en moins de deux semaines depuis l'investiture du président américain Donald Trump.

- Les combats reprennent en Ukraine - Franceinfo

Les affrontements ont repris entre les soldats ukrainiens et les séparatistes prorusses. Une nouvelle flambée de violence a eu lieu, mercredi 1er février.

... les séparatistes repartent à l'offensive. Sont-ils dopés par l'élection de Donald Trump plutôt favorable au Kremlin ? La question se pose.

L'armée ukrainienne, (...) évacue les enfants en priorité. Les séparatistes menacent de s'en emparer. Francetv info 01.02

Grande-Bretagne

- Brexit: le gouvernement britannique publie son "livre blanc" - AFP

Le gouvernement britannique publie jeudi son "livre blanc" précisant sa stratégie sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, au lendemain du feu vert du parlement au texte autorisant le lancement du processus de Brexit.

Le "livre blanc", très attendu, "décrira le plan du gouvernement pour le Brexit", a déclaré mercredi à la presse la porte-parole de la Première ministre Theresa May.

Après plus de 17 heures de débats, les députés ont voté mercredi soir par 498 voix contre 114 pour la poursuite de l'examen du projet de loi autorisant le gouvernement à lancer la sortie de l'UE.

Si plus des deux tiers des députés étaient opposés au Brexit lors de la campagne du référendum du 23 juin, une majorité estime désormais difficile de s'opposer à la volonté des électeurs britanniques, qui se sont prononcés à 52% pour une sortie de l'UE.

Le rejet de l'amendement permet la poursuite de l'examen du projet de loi la semaine prochaine pendant trois nouvelles journées de débats aux Communes, les 6, 7 et 8 février, qui se concluront par un vote. Soixante pages d'amendements visant à nuancer le projet de loi seront alors débattues.

Il n'éteint pas pour autant les dissensions qui règnent au sein du parti travailliste, où deux députés, membres du cabinet fantôme, ont démissionné mercredi après-midi pour marquer leur opposition à la ligne officielle du parti imposée par Jeremy Corbyn.

La direction du Labour avait appelé les députés travaillistes à ne pas bloquer le projet de loi, mais 47 d'entre eux ont voté contre la poursuite de l'examen du texte.

M. Corbyn n'a pas encore annoncé comment il allait réagir à ce refus d'obéissance. Il avait auparavant menacé d'exclure de fonctions de responsabilité au sein du parti, et notamment du cabinet fantôme, tout député rebelle.

"En tant que démocrates, nous devons accepter le résultat" du référendum, a expliqué Keir Starmer, chargé du Brexit au Labour, qui a rappelé que les deux tiers des circonscriptions tenues par les travaillistes avaient voté en faveur de la sortie de l'UE.

Après la chambre des Communes, le projet de loi passera devant la chambre des Lords, avec une approbation attendue le 7 mars, avant d'être transmis à la reine pour assentiment final. AFP 01.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

La Fondation Abbé Pierre publie ce mardi son 22ème rapport annuel, qui montre que quatre millions de personnes en France sont sans abri, mal logées ou sans logement personnel. Par ailleurs, 12,1 millions de personnes sont touchées à des degrés divers par la crise du logement, qu'il s'agisse d'un effort financier excessif, de précarité énergétique, de risque d'expulsion locative, de copropriétés en difficulté, ou de surpeuplement...

Sur le plan des loyers, le nombre d'impayés semble stable, mais les auteurs du rapport notent que les locataires sont 44% de plus qu'en 2006 à se priver de chauffage à cause de son coût et 42% de plus à subir un effort financier excessif pour payer leur logement.

Le nombre d'expulsions locatives avec le concours de la force publique a atteint son record en 2015, avec 14.363 expulsions, un chiffre en hausse de 33% par rapport à 2006. Boursier 31.01

Haut de page

Le 8 février 2017

CAUSERIE

Qui a commandé le rapport d'Amnesty International "***L'abattoir humain. De nouvelles révélations lèvent le voile sur une véritable politique d'extermination en Syrie.***" ? Réponse : l'oligarque George Soros. La preuve.

Commençons par un extrait de la présentation de ce rapport par Amnesty International.

Amnesty Internationale - Le but de cette politique et ces pratiques qui s'apparentent à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, approuvées au plus niveau du gouvernement syrien, est d'écraser toute forme de dissidence au sein de la population.

Les conclusions de ce rapport se fondent sur un travail de recherche poussé, mené sur une année, de décembre 2015 à décembre 2016. Au cours de nos recherches, nous nous sommes entretenues directement avec 84 témoins, dont des anciens responsables ou gardiens de la prison de Saidnaya, des anciens détenus, juges et avocats, ainsi que des experts nationaux et internationaux de la détention en Syrie. (Source : le portail d'Amnesty International)

Enchaînons avec la réaction empressée du gouvernement français.

diplomatie.gouv.fr - La France est profondément indignée par les faits relatés par le rapport publié le 6 février par Amnesty International sur la prison de Sednaya.

Comme la France le rappelle avec constance, seule une transition politique crédible peut permettre un retour durable de la paix en Syrie. C'est l'enjeu des négociations prévues à Genève le 20 février. (Source : diplomatie.gouv.fr)

Un rapport qui ne date pas d'hier... mais qui tombe à pic.

- Amnesty dénonce la cruauté du régime syrien dans les prisons - nouvelobs.com 18 août 2016

nouvelobs.com - Il y a un an, "l'Obs" se faisait l'écho des révélations de "César", photographe de la police militaire syrienne, qui avait copié et fait sortir du pays 45.000 photos et documents insoutenables de détenus qui avaient péri dans les geôles de Bachar al-Assad.

Même l'emploi d'armes chimiques par le gouvernement syrien, défini comme la "ligne rouge" à ne pas franchir par Barack Obama, n'avait pas poussé la communauté internationale à agir contre le gouvernement de Bachar al-Assad, laissant le champ libre à la Russie pour renverser la situation et soutenir le président syrien. nouvelobs.com 18 août 2016

- Brûlures, viols, électrocutions : Amnesty dénonce la cruauté du régime syrien dans les prisons - francais-express.com 18.08.2010

Amnesty dénonce, dans un rapport publié jeudi, le caractère systématique et délibéré de la torture dans les prisons syriennes, où près de 18 000 détenus ont trouvé la mort en cinq ans. L'ONG a recueilli 65 témoignages d'ex-prisonniers. francais-express.com 18.08.2010

L'article qui va nous permettre de remonter à Soros.

«J'ai vu le sang couler, on aurait dit un fleuve» - 20min.ch 18.08.2010

20min.ch - Au moins 17'723 prisonniers sont morts en détention depuis le début de la guerre en mars 2011, soit, en moyenne, plus de 300 décès par mois, d'après Amnesty qui s'appuie sur de nouvelles statistiques transmises par le Human Rights Data Analysis Group (HRDAG). Cette organisation applique des approches scientifiques à l'analyse des violations des droits humains.

Mais selon les deux ONG, les chiffres réels sont bien plus élevés. Et de citer les dizaines de milliers de disparitions forcées. 20min.ch 18.08.2010

Qu'est-ce que The Human Rights Data Analysis Group ?

The Human Rights Data Analysis Group se nomme en réalité The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC). Quand on clique sur le lien https://hrdag.org on a le message suivant qui s'affiche à l'écran : Error establishing a database connection. En poursuivant ma recherche je suis tombé sur le lien suivant Human Rights Data Analysis Group (HRDAG) Publications _ Syria Justice & Accountability Centre qui m'a conduit à The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC). Et chacun peut le vérifier en cliquant dans ce portail sur le lien "data base" situé à gauche de l'écran, vous atterrissez sur The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) (https://syriaaccountability.org)

Son siège est à Washington, ce qui n'étonnera plus personne quans vous aurez lu la suite, sa mission, favoriser une "advance transitional justice" ou parvenir à une transition vers plus de justice ou dit plus ouvertement obtenir un changement de régime en Syrie, le but de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Pour cela, il prétendent collecter des informations ou témoignages auprès de tous les belligérants, hormis le gouvernement syrien, puisque cet instrument de propagande qu'ils fabriquent est destiné à préparer et justifier la suite des opérations menées par les Américains et ses alliés pour entraîner sa chute. Ensuite ils diffusent ce document ou rapport grâcieusement aux agences de presse chargées de les ventiler à tous les médias acquis à leur cause à travers le monde.

Il faut noter que pour donner une touche d'impartialité à leur manipulation, ils vont se servir des informations qui circulent sur Internet ou diffusées par les réseaux sociaux qui auront été fabriqués par "the Group of Friends of the Syrian People", leur commanditaire, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, Israël, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, etc., c'est écrit noir sur blanc, vous pourrez le lire et le vérifier plus loin.

The Human Rights Data Analysis Group a été coaché de 2003 à 2013 par Benetech qui est soutenu par de généreux milliardaires philanthopes et le gouvernement américain, (la liste figure plus loin, Gates, Soros, etc.). A partir de 2013 Human Rights Data Analysis Group serait devenu indépendant et serait sponsorisé par Community Partners lié à des centaines de fondations ou institutions dont celles figurant dans la liste de Benetech. Quand on se connecte au portail de Benetech, on s'aperçoit qu'en réalité The Human Rights Data Analysis Group n'a pas rompu avec Benetech, puisque cette ONG se présente ainsi Benetech Human Rights Data Analysis Group (HRDAG) ! Ce sont autant de façades

Voilà la source ou les commanditaires du rapport fabriqué par Amnesty International pour que la guerre contre la Syrie continue jusqu'à la chute d'Assad pour lui substituer un président, un gouvernement ou un régime entièrement soumis à l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste...

En guise de notes, en anglais, je n'ai pas le temps de traduire.

Qu'est-ce que The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) ?

The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) strives to prevent impunity, promote redress, and facilitate principled reform.

At its second meeting, held in April 2012 in Istanbul, the Group of Friends of the Syrian People identified a need for an independent, multilateral institution to respond to increasing reports of massive rights violations and potential international crimes in Syria. The Group envisioned an entity that would take the lead collecting, processing, and preserving documentation of these violations, while coordinating with international and Syrian actors to advance justice and accountability efforts.

In 2016, SJAC closed down its operations in The Hague after being registered there for three years, and moved its headquarters to Washington, DC.

Mission

SJAC's mission is to promote justice and accountability in Syria by ensuring that human rights violations are comprehensively documented, and that documentation data is securely preserved, catalogued, and analysed to advance transitional justice and peace-building.

Contact : Email: info@syriaaccountability.org - Headquarter- Washington DC: 1275 K Street NW | Suite 600 - Washington DC, 20005

Media Kit

SJAC's staff is available to provide insights and analysis related to the documentation of violations and transitional justice efforts in Syria.

What are the sources of your information/data?

SJAC collects documentation from individuals and organizations working to document violations in Syria, accessed primarily through its team in Syria. SJAC also collects documentation from public sources (such as Internet and social media), using technology tools to ensure comprehensive capture.

Do you have a team inside Syria?

Yes. The SJAC team on the ground covers all geographic areas of Syria.

Faux, Amnesty a vendu la mèche, à moins que des journalistes travaillent pour eux. Amnesty International n'est pas autorisé à entrer en Syrie, tous les témoignages que cette ONG rapportent viennent de sa directrice adjointe basée à Beyrouth (Liban).

Do you document violations from all sides?

Yes. SJAC gathers documentation from locations and sources all over Syria — regardless of the affiliation of the victims or perpetrators. All reports are checked for accuracy and tagged based on source, date, location, actors, witnesses, and media to facilitate retrieval and analysis. (Source : syriaaccountability.org/about/)

Qu'est-ce que Benetech ?

The Benetech Human Rights Program, commissioned by the United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR).

Benetech was founded in 1989 by high technology entrepreneur Jim Fruchterman in Palo Alto, California.

Benetech Human Rights Data Analysis Group (HRDAG) designs and builds information management solutions and conducts statistical analysis on behalf of human rights projects. With our partners, we make scientifically-defensible arguments based in rigorous evidence. (Source : hrdag.martus.org)

The Benetech Story.

It was at Caltech during the 1970s when the idea hit like lightning. An engineering student named Jim Fruchterman had just learned, in a modern optics class, about how pattern recognition technology could guide a missile to its target.

"If you could use this technology to recognize tanks or bridges," Jim thought, "perhaps you could also recognize letters and words. Then we could use software to read those words aloud to people who are blind." (Source : benetech.org/about-us/the-benetech-story)

Financial Partners & Supporters

Benetech is generously supported by leaders in philanthropy and technology and by government agencies.

Our recent public and private institutional financial supporters include:

AT&T
Ford Foundation
Bill & Melinda Gates Foundation
Google

The William and Flora Hewlett Foundation
Hewlett Packard Company
Hitz Foundation
The John D. and Catherine T. MacArthur Foundation
Knight Foundation
Lavelle Fund for the Blind
Microsoft
National Endowment for Democracy (NED ou la CIA - ndlr)
Oak Foundation
Open Society Foundations (Soros -ndl)
Radio Free Asia's Open Technology Fund (Soros - ndlr)
Peery Foundation
Packard Humanities Institute
Poses Family Foundation
Sigrid Rausing Trust
Skoll Foundation
Texas Education Agency
U.S. Department of Education, Office of Special Education Programs
U.S. Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor
VMware (Source : benetech.org/want-to-help/partner)

Quand les médias complotent contre les peuples.

Les médias présentent ce rapport à charge contre Assad comme impartial, honnête, alors qu'il est une fabrication d'une officine au service de l'OTAN/USA, de la guerre, du complexe militaro-indutriel-financier des puissances occidentales.

Pourtant, ils disposent des mêmes sources d'informations que l'auteur de cet article pour établir la véritable nature et les réelles intentions qui sont à l'origine de ce rapport, en ne les révélant pas, ils mentent délibérément, ils font dans la désinformation, ils sont complices de cette falsification de la réalité ou de la situation en Syrie, ce sont eux qui complotent avec les oligarques contre le peuple syrien, contre tous les peuples hostiles à toutes les guerres de rapine ou impérialistes, qui aspirent à la paix.

En guise de complément. Une info sur la nature des "civils", des "personnes" emprisonnées et exécutées par le gouvernement syrien.

- Syrie - Plus de 50 prisonniers ont disparu de la prison de Saydnaya, dénonce Amnesty International - demo.e-joussour.net - le 6. Juillet 2010. (portail marocain - ndlr)

« Au moins 52 prisonniers sont portés disparus depuis le 5 juillet 2008, après les affrontements qui se sont produits à la prison militaire de Saydnaya près de Damas », révèle Amnesty International dans un nouveau rapport sur la Syrie. Ces troubles s'étaient soldés par la mort de 17 détenus et 5 policiers.

Selon les informations reçues par Amnesty International, les troubles de 2008 ont commencé lorsqu'un contingent de la police militaire a entrepris une fouille des cellules, au cours de laquelle des exemplaires du Coran auraient été jetés à terre et piétinés, dénigrant ainsi les convictions religieuses de nombreux prisonniers. Neuf détenus islamistes non armés auraient été abattus par la police militaire en tentant de récupérer les exemplaires du Coran. (source : lorientlejour.com 05.07.2010)

Des takfiristes, wahhabites fanatiques, des barbares que pleurent Amnesty International et Hollande...

Haut de page

Le 6 février 2017

CAUSERIE

Ce n'est plus 3 mais 8 chevreaux qui sont nés depuis cinq jours, du coup je suis très occupé avec les biberons... Une corvée de plus ! J'ai dû écourter l'actualisation du portail !

Vidéos. L'idéologie barbare des "amis" de la France, des Etats-Unis, d'Israël et de Bruxelles.

- Colloque sur le wahhabisme – partie 1 : interventions d'Eric Denécé et Pierre Conesa

https://www.youtube.com/watch?v=KQNYPOCrOiA

- Colloque sur le wahhabisme – partie 2 : intervention d'Alain Corvez
https://www.youtube.com/watch?v=9GzAY8oKOSc

- Colloque sur le wahhabisme - partie 3 : intervention d'Abderrahmane Mekkaoui
https://www.youtube.com/watch?v=PU-GVty5NCs

- Colloque sur le wahhabisme – partie 4 : intervention de Richard Labévière
https://www.youtube.com/watch?v=_I9dvqyLATo

- Colloque sur le wahhabisme - partie 5 : intervention de Mezri Haddad
https://www.youtube.com/watch?v=7kB5uaAMDEs

- Colloque sur le wahhabisme - partie 6 : intervention de Michel Raimbaud
https://www.youtube.com/watch?v=lZuRaNH2QPE

Quelques pistes de réflexion à creuser.

Ce qui fait le plus défaut aux hommes.

- La logique est la théorie non des formes extérieures de la pensée, mais des lois de développement de « toutes les choses matérielles, naturelles et spirituelles » — c'est-à-dire des lois de développement de tout le contenu concret du monde et de la connaissance de celui-ci, c'est-à-dire le bilan, la somme, la conclusion de l'histoire de la connaissance du monde. (Résumé de la science de la logique de Hegel - Lénine 1914)

Méprise ou ignorance. Amertume et ironie de l'histoire.

- Face à un Front national dont la seule fonction est de jouer les épouvantails... (Bruno Guigue)

- "Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne." (Programme de Transition - L. Trotsky)

- "... la politique conciliatrice des "Fronts populaires" voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme." (id)

- "Le fascisme est un instrument du capital financier" (id)

Que vient faire ici le Front populaire ? Le PS et le PCF n'ont-ils pas cessé d'être des alliés sous la IIIe, IVe puis la Ve République ? Quand le PS était au pouvoir, de l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement le PCF n'a-t-il pas cessé de le soutenir ?

Sachant qu'à l'élection présidentielle et législative seuls les deux candidats ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour figureront au second tour, la principale fonction du Front national ne serait-elle pas plutôt de faire en sorte que son candidat figure parmi les deux sélectionnés au terme du premier tour de l'élection présidentielle, afin qu'il affronte celui de l'un des deux partis de l'ordre en lice, LR et En marche qui sera ainsi assuré de l'emporter, tandis que tous les autres candidats, y compris le parti supplétif de l'ordre, le PS, seront éliminés d'avance ?

Les institutions de la Ve République n'était pas encore assez antidémocratique, désormais il ne reste plus qu'une place à pourvoir pour figurer au second tour de l'élection présidentielle au lieu de deux.

Vous aurez observé que les médias foutent une paix royale au FN, personne ne remet en cause sa présence au second tour de la présidentielle qui semble acquise. Bien qu'ils pourraient modifier leur stratégie si Fillon se retirait et Macron et Hamon arrivaient à égalité dans les sondages, recréant le mythe de la droite et de la gauche pour mieux assurer la victoire de Macron qui dans ce cas-là serait loin d'être assuré, leur idée étant d'infliger une défaite à ce qu'ils appellent encore la gauche pour assurer l'offensive à venir contre la classe ouvrière, c'est un scénario envisageable mais plus risqué.

Mitterrand et le PS ont favorisé la montée du FN dans les années 70-80 face à l'époque à l'UDR (RPR, UMP, LR), Hollande et Valls s'y sont employés méticuleusement depuis 2012, ironie de l'histoire, cela se retourne contre eux.

La dictature mondiale en marche ou le nouvel ordre mondial.

- Trump : C'est Reagan, Clinton, Bush père et fils, plus Obama réunis ou la stratégie du chaos en guise de gouvernance.

- Quand Le Monde (le journal) de la désinformation, de l'intox, de la diffamation se fait inquisiteur...

- Elections présidentielles 2017 : La démocratie confisquée...

A propos de la vidéo mise en ligne le 2 février

(Le "féminisme" moderne, le développement personnel et la politique identitaire par John Pilger)

John Pilger - "Les femmes furent incitées à se considérer libérées mais uniquement dans leurs relations avec les hommes, au mieux. Et presque jamais vis-à-vis des pouvoirs qui dirigent les hommes et les femmes. (...) Qu'est-il arrivé au féminisme moderne ? Pourquoi est-il aussi déconnecté de ses racines politique et du socialisme "

John Pilger est sympathique, mais comme la plupart des intellectuels qui se revendiquent de gauche, il pose une question à laquelle il ne propose aucune réponse, il se contente d'un constat qui ne nous avance pas à grand chose. Alors la question qui se pose immédiatement à nous, c'est pourquoi, pourquoi ne peut-il pas aller plus loin dans son analyse de la décomposition du mouvement ouvrier ou de ce qu'on appellait la gauche, et il n'est pas le seul dans ce cas-là, en réalité personne ne tient vraiment à poser cette question apparemment embarrassante, en premier lieu les dirigeants des partis dits ouvriers ?

Peut-être parce qu'il faudrait requalifier l'orientation politique du mouvement ouvrier des trois décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui était réformiste bourgeoise ou bourrée d'illusions sur lesquelles personne ne tient à s'attarder ou revenir, ce que l'on peut comprendre puisque cela mettrait en relief l'opportunisme des dirigeants du mouvement ouvrier ou de ce qu'on appelait la gauche.

L'espoir ou l'exigeance de vivre dans un monde meilleur qui avait jailli à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et qui allait alimenter la lutte de classe du prolétariat allait être détourné par la social-démocratie dégénérée et le stalinisme qui subordonneront le mouvement ouvrier à la reconstruction du capitalisme et de son Etat au détriment du socialisme et d'un Etat ouvier, dit autrement, les sociaux-impérialistes et les staliniens ne pouvant pas endiguer le profond mouvement révolutionnaire de masse qu'avait fait naître la barbarie capitaliste, ils le contrôleront en le déconnectant du socialisme pour reprendre l'expression de John Pilger, tout en tenant un discours aux relents socialistes histoire de camoufler leur orientation opportuniste, les bienfaits des réformes concédées par les capitalistes feront le reste en détournant le mouvement ouvrier de l'objectif de son combat qui était de renverser le capitalisme et de prendre le pouvoir et sauveront ainsi le régime en place.

L'espoir ou l'exigeance de vivre dans un monde meilleur qui avait jailli à l'issue de la Seconde Guerre mondiale était également alimentée par l'illusion que l'URSS incarnait ce monde meilleur et qu'il était donc possible de le conquérir par la lutte de classe puisqu'il était censé exister ou pouvoir se réaliser. Cette terrible illusion allait tomber en morceaux au fil du temps et commencer à s'évanouir à partir du début des années 80, pour disparaître totalement au début des années 90 avec l'implosion de l'URSS, puis sa dislocation.

Le PS et le PC s'étant employés chacun à leur manière à identifier le communisme à l'URSS, le PS en identifiant le communisme au stalinisme, le PC en confortant cette identification, le PS se servant des aspects hideux du stalinisme contre le communisme, le PC se réfugiant dans le déni, partant de là chacun aura compris que le communisme ou le socialisme allait être à terme leur principale victime. Cela allait se traduire par une profonde désillusion qui allait gagner l'ensemble du mouvement ouvrier qui demeurerait désormais sans alternative face au capitalisme.

Le PS qui dans cette perspective annoncée à brève échéance dès le début des années 80 avait déjà officiellement manifesté son ralliement à "l'économie de marché" ou au capitalisme devait l'assumer de plus en plus ouvertement en passant du social-réformisme au social-libéralisme, puis par la suite au social-néolibéralisme, parcours ainsi parvenu à son terme et qui avait pour origine sa nature bourgeoise qui s'était révélée un siècle plus tôt en se rangeant au côté de la classe des capitalistes en 1914 et en trahissant le socialisme.

Après avoir rompu avec la classe ouvrière, il devait continuer à s'afficher à ses côtés pour détourner les travailleurs du PC. Il incarnait les couches de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes progressistes subordonnées au capitalisme qui auraient pu évoluer en direction de la classe ouvrière et du socialisme. Elles en furent dissuader en leur octroyant des privilèges dont elles devaient se contenter, se laissant ainsi corrompre elles étaient perdues pour le socialisme et évoluer toujours plus à droite.

A partir de la dernière décennie du XXe siècle, il ne restait pratiquement plus aucun ouvrier au PS hormis quelques membres de l'aristocratie ouvrière, et quant à ceux des classes moyennes qu'il organisait ils se situaient davantage parmi leurs couches supérieures totalement étrangères au socialisme, affairistes à souhait, populistes, fortement imbibées par l'idéologie néolibérale, à côté de grands bourgeois, de banquiers, d'hommes d'affaires, de rentiers en tous genres, sortis des grandes écoles telle l'ENA formant les nouveaux aristocrates destinés à gouverner pour le compte du régime, ultra

réactionnaires, impérialistes, farouches sionistes, totalement acquis au néolibéralisme ou soumis à l'oligarchie financière ango-saxonne, couche à la direction du PS qui après lui avoir imposé plusieurs mutations devrait le conduire à sa dislocation à défaut de pouvoir en faire le clone du parti démocrate américain qu'en réalité il est déjà devenu.

Il est parfaitement clair que rendu au stade où sa politique est ultra droitière, le PS ne peut plus compter dans ces rangs que des réactionnaires ou des petits bourgeois ignares hyper individualistes sans intérêt pour le mouvement ouvrier, des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme. Le PS dut se défaire progressivement des oripeaux du réformisme qui lui collaient encore à la peau, dès lors que le capitalisme amorçait son virage néolibéral pour faire face à la nouvelle crise du capitalisme qui devait se manifester au tournant des années 70. Il cessera de défendre les revendications sociales collectives de la classe ouvrière auxquelles il s'attaquera quand il sera au pouvoir dans les années 80, puis 90, et enfin à partir de 2012, se rangeant ouvertement dans le camp de la réaction. C'est ce qui nous fait dire qu'il ne reste plus que de fieffés réactionnaires dans les rangs du PS.

Le PC le suivra comme son ombre après sa mutation au stalinisme dont la nature est identique à celle du PS et étrangère au communisme ou au socialisme qu'il n'aura de cesse de combattre. On ne peut pas parler à proprement parler de sa mutation du stalinisme au réformisme bourgeois puisque le stalinisme pratiquait déjà le réformisme bourgeois pour avoir tourné le dos au socialisme, ce qu'il confirmera en abandonnant la dictature du prolétariat, ce qui signifiait que son objectif politique n'était plus ou pas plus exactement d'affronter le régime pour porter la classe ouvrière au pouvoir, bref, qu'il avait abdiqué et était devenu un parti du capital, bourgeois ou de droite comme le PS avant lui.

Le PS tout comme le PC ayant connu leur heure de gloire sous le réformisme bourgeois, une fois celui-ci devenu obsolète, ils allaient être amenés à prendre en charge de plus en plus ouvertement les besoins du capitalisme en crise ou à participer à son offensive contre la classe ouvrière, ce qui allait accélérer leur décomposition et leur marginalisation au sein des masses laborieuses.

Leur politique a consisté pendant plus de trente ans à entretenir l'illusion que les besoins et aspirations des travailleurs étaient compatibles avec le capitalisme, jusqu'au jour où ce dernier décida de siffler la fin de la récréation sur fond de réorganisation du capitalisme mondial au profit de la mondialisation, de l'intensification de la division internationale du travail, de la financiarisation généralisée de l'économie, etc. qui devait se traduire par la liquidation de tous les droits sociaux et politiques acquis par la classe ouvrière au cours des décennies antérieures ou concédés par la bourgeoisie pour assurer la bonne marche du capitalisme ou assurer la stabilité du régime, abandonnant la classe ouvrière à son triste sort, cessant de l'organiser par la force des choses, la laissant sans représentation politique à la merci de l'offensive entreprise par l'oligarchie.

On peut déduire de ce constat, que durant toutes ces décennies depuis l'après-guerre, l'orientation du mouvement ouvrier ne fut pas révolutionnaire mais réactionnaire, elle consista à subordonner au capitalisme la classe ouvrière et les classes moyennes, dans le cas contraire nous n'en serions pas où nous en sommes.

L'orientation opportuniste du mouvement ouvrier ne date donc pas d'aujourd'hui ou d'hier. Il a pu se développer à l'ombre de la reconstruction d'après-guerre et de la nouvelle phase d'expansion du marché mondiale, conduisant à une nouvelle et rapide accumulation du capital dont une partie servira à corrompre l'aristocratie ouvrière ou à financer des réformes sociales, toujours sur fond de guerres impérialistes qui demeurent une source de profit irremplaçable et imbattable en terme d'efficacité.

Une illusion fonctionne ou on peut en tirer certains avantages aussi longtemps qu'on a une raison d'y croire en la dotant d'un contenu qui lui est étranger, de la même manière qu'on peut tirer profit pendant un temps des pires confusions qui soient, jusqu'au moment où un facteur vient à faire défaut, le voile se déchire soudain et le réveil est brutal.

Le mouvement ouvrier et la pseudo-gauche luttaient pour des réformes sociales dont les droits des femmes sans orienter leur combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, le mouvement anti-guerre était sur la même orientation, de quoi faire trembler de peur les capitalistes assurément. Les opportunistes s'en satisferont et ils ne seront pas les seuls, Nixon au même moment (1975) en profitera pour normaliser les relations des Etats-Unis avec la Chine afin de stabiliser les relations politiques dans la région appelée à devenir l'usine du monde, en commençant pas les 4 Dragons et les 5 Tigres asiatiques en attendant le tour de la Chine.

Les travailleurs en France et en Europe ou dans les pays occidentaux en général bénéficiant d'un niveau de vie relativement élevé par rapport au reste de la population mondiale, allaient être aptes à s'endetter massivement et à consommer les produits qui seraient dorénavant fabriqués à bas coût en Asie tout en étant vendus à un prix similaire à ceux qui étaient préalablement fabriqués en occident, ce qui permettrait aux multinationales américaines et occidentales de réaliser des profits colossaux qui leur serviraient à accroître encore leur pouvoir et à imposer leur politique à tous les Etats par la suite, démanteler la législation sociale jugée trop favorable aux travailleurs, pour à terme s'emparer du pouvoir politique, Trump en est l'illustration parfaite. On retiendra que l'orientation opportuniste du mouvement ouvrier aura servi les desseins de l'oligarchie, que dès lors on est impuissant à combattre efficacement, ceci explique cela.

Revenons à l'intervention de John Pilger.

John Pilger - "Les femmes furent incitées à se considérer libérées mais uniquement dans leurs relations avec les hommes, au mieux. Et presque jamais vis-à-vis des pouvoirs qui dirigent les hommes et les femmes. (...) Qu'est-il arrivé au féminisme moderne ? Pourquoi est-il aussi déconnecté de ses racines politique et du socialisme "

C'est très simple à comprendre, parce qu'au cours de la seconde moitié du XXe siècle, le combat pour les droits des femmes (travailleuses) n'a jamais été réellement connecté au socialisme, et ce qui nous a été présenté comme la gauche était réformiste ou avait rompu avec le socialisme.

En conclusion, le véritable problème soulevé par John Pilger, c'est la conception ou le contenu de la gauche et du socialisme adoptée par ceux qui se réclamaient de la gauche, leur orientation politique qu'ils ne peuvent pas mettre sur le dos de l'oligarchie, orientation politique qui se caractérise par leur refus de rompre avec le capitalisme ou de mener leur combat dans la perspective du socialisme.

Complément..

J'avais terminé ce passage quand je suis tombé le lendemain sur le commentaire suivant d'un internaute qui illustre l'illusion qu'on vient de démonter :

- "JLM n'est pas communiste, il représente la vrai gauche, c'est à dire ce que le PS aurait dû être depuis toujours, le PS est aujourd'hui un parti libéral."

Si Mélenchon n'est pas communiste, il ne peut pas représenter "la vrai gauche", et pas davantage le PS, depuis quand déjà, plus d'un siècle...

Un complément rédigé deux jours plus tard. Le mouvement ouvrier n'a cessé d'être sous l'emprise de l'opportunisme.

Le mouvement féministe, écologiste, antiraciste n'aurait pas connu une telle ampleur dans les années 70-80, si le PS ne s'y était pas investi, de même le mouvement anti-guerre n'aurait pas connu une telle mobilisation dans les années 70 si le PC ne s'y était pas impliqué sur ordre du Kremlin à l'époque de l'URSS, et les campagnes menées par les lambertistes (POI-CCI et POID-TCI) en apparence contre le stalinisme, n'auraient pas connu un certain succès sans le soutien du PS, de personnalités proches du PS ou d'organisations liées à ce parti qui ne visaient pas le stalinisme mais le communisme, l'héritage de la révolution russe de 1917 dont ils voulaient se débarrasser.

Si pour les réformistes antisocialistes le mouvement est tout et le but n'est rien, il faut préciser pour qui le mouvement est tout et pour qui le but n'est rien.

Le mouvement est tout pour ceux qui sont appelés à y participer et à se faire manipuler, autrement dit à terme ils n'en tireront aucun profit puisqu'il est dirigé contre eux, et le but n'est rien pour eux également, dans la mesure ou le mouvement sert un autre but que le leur ou inavouable, détourner les travailleurs de la lutte de classe dans le cas des mouvements féministes, écologistes, antiracistes, etc. et dans le cas du mouvement anti-guerre soulager la pression de l'impérialisme américain qui pesait sur le bureaucratie stalinienne du Kremlin du temps de l'URSS donc servir les intérêts de celle-ci, alors qu'elle constituait la principale force contre-révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier international, quant aux campagnes dirigées contre la bureaucratie stalinienne du Kremlin, elles serviraient directement les plans de l'impérialisme américain qui étaient de destabiliser son adversaire en prévision de la dislocation de l'URSS ou le rétabissement de la propriété privée des moyens de production.

Le discours que vos dirigeants ne vous ont jamais tenu. Question que tous les militants devraient se poser : Pourquoi ?

- "Les masses populaires demeurent plongées dans un abîme d'ignorance et de préjugés." (Trotsky le 9 avril 1922 au bureau politique du parti bolchevik)

Quand je militais à l'OCI fin des années 70, le militant qui aurait osé tenir un tel propos aurait été qualifié d'ennemi de la classe ouvrière qui n'avait pas sa place dans le parti. Autant dire que depuis j'ai totalement rompu avec ce courant politique.

Trotsky a eu raison d'affirmer en 1940 que la révolution d'Octobre n'avait pas été un échec, ajoutons, mais qu'elle était vouée à l'échec parce que le prolétariat des pays occidentaux était pratiquement aussi arriéré et bourré de préjugés que celui de Russie et que pour cette raison dans aucun pays en Europe il sera en mesure de se doter d'un parti ouvrier révolutionnaire et de réaliser sa révolution.

Sur ce plan-là, rien n'a changé depuis, puisque les courants issus du trotskysme se sont transformés en machines à propagande insipides et impuissantes, au lieu de partir de la réalité pour interpréter la situation et aider ainsi les masses populaires à élever leur niveau de conscience, tâche qui manifestement leur répugne.

On a toujours eu à faire à des dogmatiques, des gens à l'esprit étroit ou borné pour lesquels du moment que ce ne sont pas les idées qui guident le monde, mais l'action des hommes qui le transforment, tout ce qui est relatif aux idées ou à la pensée doit être traité avec mépris ou considéré comme secondaire, alors qu'en réalité action et pensée sont liées et interagissent l'un sur l'autre en permanence tout au long de la vie des hommes, donc ils doivent faire l'objet de la même attention quand on se donne pour objectif de changer la société, ce qui demeurera toujours irréalisable, tant que les masses populaires demeureront profondément ignorantes ou arriérées.

Les gens qui se destinent de changer les idées ou la mentalité des hommes, leur comportemet ou de les libérer de leurs préjugés sans changer la société nous répugnent au plus au point, parce qu'ils les culpabilisent en estimant qu'ils seraient coupables de leur état d'ignorance, alors qu'en réalité tels qu'ils sont, ils ne sont que le produit de la société basée sur des inégalités sociales et des injustices qui s'est employée à les maintenir dans cet état d'arriération ou d'obscurantisme pour mieux les exploiter et les opprimer.

Maintenant pour parvenir à changer la société, il est indéniable que les exploités doivent élever leur niveau de conscience, sinon cet objectif demeurera toujours hors de portée. Ceux qui refusent de s'y atteler sérieusement et qui prétendent combattre pour le socialisme sont des ignorants ou des imposteurs ou les deux à la fois.

On sait par ailleurs qu'il ne suffit pas que les hommes acquièrent des connaissances ou se hissent momentanément à un certain niveau de conscience à la suite ou au cours d'une expérience pour qu'il soit acquis qu'ils auraient progressé définitivement ou que cela servira de point de départ à de nouveaux progrès. Au contraire, on a constaté que du fait qu'ils n'ont pas conscience d'être un des facteurs ou acteurs déterminant du processus dialectique inconscient qui caractèrise le développement historique qui se déroule sous leurs yeux ou auquel ils participent, ils ne seront pas en mesure d'inscrire leurs expériences dans le cadre de ce processus et d'en comprendre la signification pour en tirer des enseignements pour l'avenir et seront voués à régresser à tout moment, à sombrer à nouveau dans la barbarie par exemple. Tout au plus peut-on espérer que seuls ceux qui auront acquis un conscience de l'ensemble du processus dialectique matérialiste et historique pourront se maintenir à un niveau de conscience supérieur.

Partant de là, imaginer que des millions de travailleurs pourraient se hisser à ce niveau de conscience et être organisés dans un parti ouvrier révolutionnaire de masse relève de l'ignorance ou du fantasme. Par contre des millions peuvent se hisser à un niveau de conscience suffisant pour soutenir ou participer à un processus révolutionnaire, entraînant derrière eux le reste des masses demeurées neutres ou passives jusque-là de manière à assurer la victoire de la révolution. La question qui se pose et qui déterminera l'issue de la révoluton, c'est le niveau de conscience acquis par les masses au début de la révolution, dit autrement, plus leur niveau de conscience sera bas au début d'une révolution et plus le risque sera grand qu'elle se termine par une défaite ou que la contre-révolution reprenne le pouvoir, et plus il sera élevé et plus l'espoir qu'elle se conclut par une victoire sera grand ou fondée, et qu'ensuite elles conservent le pouvoir.

La question est donc de savoir si nous voulons ou non mettre le maximum de chance de notre côté pour atteindre notre objectif, c'est tout ce que je voulais dire ici.

Quand on ignore la nature de quelque chose et son destin éventuel, qui correspond généralement au comportement et à l'orientation de différents facteurs au cours de son développement, bien malin serait celui qui pourrait affirmer quoi que ce soit en la matière.

Comme le rappelait Trotsky, le développement de la civilisation humaine a toujours été chaotique, bourré de contradictions et de paradoxes, fait de progrès et de régressions, de révolutions, de guerres et de paix, cela dit son orientation général ou son bilan demeure positif bien que parfois les faits portent à croire le contraire, tant momentanément ou pendant une longue période elle est résolument orientée dans une direction portant atteinte à ses intérêts fondamentaux (dont fait partie l'épuissement de nos ressources naturelles ou la destruction de notre environnement), sans qu'il ne faille évacuer l'hypothèse toujours possible qu'elle pourrait disparaître par la folie des hommes, si leurs activités finissaient par gravement porter atteintes aux bases sur lesquelles elle repose.

La lutte de classe doit donc être conçue en tenant compte de ces différents facteurs objectifs et subjectifs. On a été jusqu'à dénier au cerveau des hommes la capacité de jouer un rôle objectif dans le développement de la civilisation humaine, en refusant d'accorder à son activité le statut de rôle objectif, alors que cette faculté n'a cessé de se traduire par des décisions contribuant à modifier l'environnement des hommes ou à façonner la société en agissant directement sur la matière. Autrement dit, parce que l'action précède le verbe, penser ne serait pas agir. Dans la société actuelle cela se traduit par : Vous n'avez pas besoin de penser, on s'en charge à votre place, pour votre bien évidemment.

L'homme qui ne pense pas ne peut pas postuler à la liberté.

Toutes les civilisations qui se sont succédées ont connu une phase ascendante ou progressiste avant de passer à une phase descendante où elles régressèrent et disparurent ou furent absorbées par une autre civilisation, parce qu'elle n'était pas mûre pour passer à un stade de développement supérieur ou à un mode de production supérieur, submergée par les forces productives qu'elle avait engendrées et qui paradoxalement allaient entraîner sa décadence ou son autodestruction. Fort de l'apport des anciennes civilisations, celles qui devaient leur succéder allaient leur emprunter le meilleur, ce qui allait leur permettre d'atteindre un niveau de développement supérieur aux précédentes et ainsi de suite.

Rendue au stade de l'impérialisme pourrissant, la société est devenue décadente, elle se décompose rapidement, elle se putréfie, et comme elle est engagée dans une régression sans fin, elle tend à renouer avec les montres du passé qu'on croyait définitivement abandonnés ou enterrés. A suivre.

Stalinisme for ever (pour toujours).

Une minorité domine sans partage, une nouveauté et un regret.

- Le refus du vote, l'abstention conduisent à laisser une minorité dominer sans partage la majorité du peuple. On a besoin d'autre chose, de prendre nos responsabilités, d'intervenir, de décider de notre avenir. La Cinquième République vacille, achevons-la. Mettons au pouvoir la force qui propose de sortir du système présidentiel qui place notre vie entre les mains d'un seul homme.

... d'élaborer une constitution démocratique avec de nouveaux droits... Jose ESPINOSA legrandsoir.info 01.02

Traduction : C'était mieux quand une minorité dominait sans partage avec l'aval des masses qui participaient massivement à chaque élection, ce qu'ils regrettent.

Que regrettent-ils au juste? Les "jours heureux" où le PCF tirait profit de sa collaboration avec le régime et engrangeait députés et sénateurs, où les institutions affublées ainsi d'un vernis démocratique trompeur pouvaient se prévaloir d'un semblant de légitimité.

Assurément, le régime n'était pas ingrat envers ses serviteurs. Qu'ils ne se plaignent pas sans les subventions de l'Etat et les largesses des banquiers L'Humanité disparaîtrait. Si la Ve République a pu durer aussi longtemps, c'est parce que depuis 1958 le PS et le PCF se sont employés à priver les travailleurs de toute représentation politique (indépendante) à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions.

Et c'est reparti avec la "révolution par les urnes"... supervisée par l'ONU s'il vous plaît.

- ... si on ne commence pas dès le 8 mai prochain (lendemain du second tour de la présidentielle) à mettre en oeuvre la libération de notre pays de l'oligarchie qui le dirige depuis trente ans

- ... un pôle de résistance à l'ordre capitaliste mondial et à son vecteur impérialiste.

Alors, certains me disent que ce genre de discours, c'est finalement appeler à soutenir "le moindre mal". Je ne suis pas d'accord ! Mélenchon, ce n'est pas le moindre mal ! C'est un bien ! Ce n'est peut-être pas "le" bien, mais c'est un plus grand bien, comparé à ce que nous vivons depuis le début de la mise en oeuvre de la stratégie du choc.

Aussi longtemps qu'une révolution au sens traditionnel n'éclate pas pour que le peuple reprenne par la force le pouvoir qui lui a été enlevé par la loi, il n'y a que la loi pour défaire la loi et la refaire, à commencer par la loi fondamentale, la constitution ! Et donc les urnes !

... redevenir ainsi, libres, indépendants et souverains, nécessite des ruptures géopolitiques et géostratégiques majeures (telles que sortir de l'OTAN et de l'UE mais aussi de la Banque Mondiale, de l'OMC et du FMI par exemple, tout en renforçant l'ONU... Vincent Christophe LE ROUX legrandsoir.info 01.02

Pure démagogie pour finalement se soumettre à l'ONU, une institution fondée par et pour les capitalistes...

Il y a plus de 35 ans Mélenchon en rejoignant le PS se convertissait à l'économie de marché et soudain il deviendraitun anticapitaliste.

Trumperie.

Les élites paniquent

« C'est la fin du monde », a lâché Manuel Valls (BFMTV, 16/01/17), qui n'évoquait pas les résultats de la primaire socialiste, mais

la perspective d'une « alliance entre Trump et Poutine ».

« Donald Trump (est) décidé à détruire le projet européen », s'épouvante l'éditorial de Libération (18/01/17). Et Le Monde (19/01/07) sonne le tocsin : « le président des Etats-Unis s'est lancé dans une opération délibérée de déstabilisation de l'Allemagne (...) c'est toute l'Europe qui est attaquée ».

L'UE est confrontée à l'un des « plus grands défis de ces dernières décennies » alerte pour sa part Angela Merkel. Le Commissaire européen Pierre Moscovici s'étrangle : « on a une administration américaine qui souhaite le démantèlement de l'Union européenne, ce n'est pas possible ! ».

Quant au Secrétaire d'Etat américain sur le départ, il a exhorté le gratin des élites mondialisées réuni à Davos à se « rappeler pourquoi nous avons fait ce voyage de 70 ans ensemble » . John Kerry semble ainsi évoquer l'axe euro-atlantique... au passé.

Mobilisant tout son sens de la litote, le Secrétaire général de l'Alliance atlantique s'est dit « préoccupé ». Le Monde enrageait déjà fin décembre (22/12/16) : M. Trump « veut être l'homme du renouveau industriel américain, pas le shérif d'un ordre démocratique occidental à maintenir et propager ». Impardonnable ! A Davos, Joseph Biden, encore vice-président américain pour deux jours, a lancé un appel désespéré pour « sauver l'ordre libéral international »...

Le nouveau président américain a confirmé qu'il jugeait l'OTAN « obsolète »... Pierre LEVY legrandsoir.info 31.01

Vraiment ? Vérifions-le.

AFP 28 janvier, donc trois jours avant la publication de cet article.

- Au moment où les relations transatlantiques traversent une période de tensions, la Première ministre britannique a pris soin de souligner que le nouveau président américain lui avait assuré qu'il était "à 100%" derrière l'Otan. AFP 28.01

Toutes ces déclarations soigneusement sélectionnées sont destinées à détourner l'attention des travailleurs de l'essentiel sachant qu'elles seront reprises par les opportunistes de tout poil.

L'auteur de cet article, qui manifestement suit l'actualité politique au quotidien, a forcément lu la déclaration de la Première ministre britannique, alors pourquoi l'a-t-il passé sous silence ? Pardi pour se faire passer pour un opposant à l'OTAN, à "l'ordre libéral international", car voyez-vous, c'est un vrai communiste...

Les bons comptes font les bons amis. Non pas 103 ans de trahison ou d'imposture, 5 seulement.

Même avec Benoit Hamon.... le Parti "socialiste" ? Non merci !

Méfions-nous des illusions qui consisteraient à croire qu'une union sacrée serait possible avec ce parti qui a trahi pendant 5 ans ses engagements pris devant le peuple.

Ne comptez pas sur nous pour légitimer avec Benoit l'illégitime Parti socialiste.

Ne comptez pas sur nous pour mentir au peuple et laisser croire que le PS serait de gauche. Paul ARIES legrandsoir.info 31.01

Les engagements ou promesses de Hollande et du PS n'étaient pas seulement destinés aux arriérés toujours prêts à croire tout ce que les filous peuvent leur raconter, ils devaient servir aussi à exempter par avance de toute responsabilité ou à blanchir ou encore à donner bonne conscience à tous ceux qui savaient pertinemment à quoi s'en tenir à leur sujet sans le faire paraître, pour qu'on ne les accuse pas par la suite d'en avoir été les complices.

Comme quoi ils savent que Mélenchon est un couteau sans lame ou un imposteur.

Benoit Hamon et la farce du « rassemblement de la gauche »

Manuel Valls ne représentait que l'avant-garde d'une longue dérive droitière de l'ensemble de la direction du PS.

La politique antisociale du gouvernement Hollande avait le soutien de l'écrasante majorité des parlementaires « socialistes ». Quant à l'aile gauche du PS, elle suivait la droite comme son ombre. Elle était lâche et inconséquente. Les prétendus « frondeurs » protestaient, multipliaient les communiqués, exhortaient Hollande à mener une politique moins brutale – puis, le moment venu, rangeaient leurs frondes et votaient les textes réactionnaires du gouvernement (notamment les budgets). Lorsqu'ils

poussaient la mauvaise humeur jusqu'à menacer de ne pas voter certains textes (lois Macron, loi Travail), Manuel Valls pouvait recourir au 49-3 avec l'assurance que les frondeurs ne voteraient pas de motion de censure. Tel est le pathétique bilan de la « gauche du PS », ces cinq dernières années.

Benoit Hamon ne fut pas un plus vigoureux opposant à la politique de François Hollande. En fait, pendant deux ans, il ne s'y opposa pas le moins du monde. Ministre de mai 2012 à septembre 2014, il défendait alors publiquement la politique du gouvernement, qui fut pourtant d'emblée marquée par un renoncement aux engagements de campagne et un alignement sur les intérêts du « monde de la finance ». (...)

En attendant la primaire du PS, Montebourg fréquenta les milieux patronaux. De son côté, Benoit Hamon intégra les rangs assoupis des députés « frondeurs », dont il adopta immédiatement les rites : protestations verbales le matin, vote de textes réactionnaires le soir.

Benoit Hamon et ses proches se félicitent d'avoir déjà « rassemblé » une très grande majorité des députés socialistes. Mais tous ont voté la politique réactionnaire du gouvernement, pendant cinq ans, et nombre d'entre eux soutenaient Manuel Valls à la primaire. S'ils se « rassemblent » derrière Benoit Hamon, c'est par pur pragmatisme : à ce stade, ils considèrent que c'est la meilleure option du point de vue de leur candidature aux élections législatives de juin prochain. Il n'y a pas la moindre différence de principe entre ceux qui font ce calcul et ceux qui rallient Macron. Certains pourraient d'ailleurs changer d'option en cours de route, suivant l'évolution de la situation. Magnifique « rassemblement », en vérité !

Le programme sur lequel Benoit Hamon a remporté la primaire du PS est rejeté par l'écrasante majorité de l'appareil et des parlementaires du PS. Ils ont par exemple soutenu la loi Travail, que le vainqueur de la primaire propose d'abroger. Ont-ils changé d'avis sur le sujet ? Bien sûr que non. Mais Benoit Hamon ne leur en demande pas tant. Au lieu de s'appuyer sur sa victoire pour lancer une lutte sérieuse contre la droite du PS, il propose d'amnistier celle-ci de ses crimes récents sous couvert de « rassemblement de la gauche ». Ce faisant, Benoit Hamon expose l'inconsistance de ses propres idées, qui apparaissent comme les variables d'ajustement de combinaisons parlementaires et bureaucratiques.

La campagne de Jean-Luc Mélenchon a déjà gagné le soutien de la fraction la plus consciente et la plus radicalisée de la jeunesse et du mouvement ouvrier. Ces éléments ne tomberont pas dans le piège du « rassemblement » de tout et son contraire.

Mélenchon et les dirigeants de la France insoumise doivent – comme ils le font – démasquer les manoeuvres hypocrites des dirigeants du PS, qu'il s'agisse de Benoit Hamon ou de l'aile droite du parti. Ils doivent aussi rappeler dans le détail ce que fut le parcours récent du candidat du PS, depuis sa participation au gouvernement, entre 2012 et 2014, jusqu'à ses activités de « frondeur » sans fronde – et notamment ses votes à l'Assemblée nationale. Il y a là tout un travail pédagogique à mener, car il ne faudra pas trop compter sur Benoit Hamon lui-même pour expliquer d'où il vient et où il va.

Bien sûr, il faut aussi critiquer le programme de Benoit Hamon, qui est nettement plus modéré et confus que celui de la France insoumise. Mais ici, force est de constater qu'un nombre significatif de jeunes et de travailleurs de gauche considèrent ces deux programmes comme assez proches, somme toute. Cette idée donne de l'eau au moulin du « rassemblement ». Il y a là une difficulté que l'on ne pourra pas lever simplement en détaillant les différences concrètes entre L'Avenir en commun et le programme de Hamon. En effet, la plupart des jeunes et des travailleurs regardent les programmes « de loin », pour ainsi dire, sans entrer dans tous les détails. Et si, de ce point de vue, nombre d'entre eux ont le sentiment que les deux programmes sont assez proches, c'est précisément parce qu'ils le sont, sous un certain rapport. Dans les deux cas, en effet, il s'agit d'un ensemble de réformes progressistes (excepté le « revenu universel », qui ne l'est pas). Prises dans leur globalité, ces réformes vont dans la bonne direction, mais ne marquent pas de rupture avec le système capitaliste. Autrement dit, ces deux programmes sont réformistes – et ce alors que la faillite du capitalisme appelle une transformation radicale, révolutionnaire, de la société.

En complétant son programme par des mesures visant à briser le pouvoir économique des grands capitalistes – ce qui suppose leur expropriation –, la France insoumise ferait d'une pierre deux coups : d'une part, elle se distinguerait clairement du réformisme de Benoit Hamon ; d'autre part, elle se donnerait les moyens de mettre en oeuvre les mesures progressistes de son programme, si elle prend le pouvoir, car ces mesures ne pourront pas être réalisées dans le cadre du capitalisme en crise. Jérôme METELLUS legrandsoir.info 04.02

En réalité, "la fraction la plus consciente et la plus radicalisée de la jeunesse et du mouvement ouvrier", entendez par là l'aristocratie ouvrière, sera tenté de tomber "dans le piège du « rassemblement » de tout et son contraire", parce que c'est également la couche la plus corrompue du mouvement ouvrier pour avoir soutenu le PS et le PCF pendant des décennies ou pour avoir adopté le réformisme bourgeois.

Si elle estime que pour défendre ses propres intérêts il faut en passer par ce « rassemblement », elle ne se le fera pas dire deux fois, elle ne s'est jamais comportée autrement depuis plus de 50 ans, ne soyons pas dupe.

Tout est possible. L'art de tout dire et son contraire ou de renvoyer le socialisme aux calendes grecques

Benoît Hamon doit vaincre sa procrastination et faire un geste pour rendre possible le rassemblement

En choisissant Benoît Hamon le 29 janvier au second tour des primaires, plus d'un million d'électeurs ont approuvé un programme politique différent de celui mis en oeuvre par Manuel Valls.

Benoît Hamon, parmi les sept, c'était le meilleur choix.

Le PS s'étant engagé à respecter le verdict des urnes, Benoît Hamon bénéficie à ce jour des soutiens du chef de l'Etat, du Premier ministre (donc, du gouvernement), des députés socialistes (sauf défections marginales). Maxime VIVAS legrandsoir.info 03.02

Et que demande ce stalinien dans l'âme ? Que Hamon, Hollande, Cazeneuve et le PS fassent la démonstration qu'ils sont capables de respecter des promesses qu'ils n'ont jamais tenu, histoire d'entretenir l'illusion un peu plus longtemps dans le PS et cautionner le ralliement du PCF au PS ou même peut-être à Hamon en vue des législatives.

En complément.

Il faut que ou l'art de livrer notre destin à nos bourreaux.

La destruction de la classe politique dirigeante a commencé.

Toutes les sensibilités politiques de droite et de gauche sont cuites. Et pour cause, elles ont été utilisées comme des écrans publicitaires pendant que le vrai programme politique, économique et financier était celui des corporations transnationales.

Aujourd'hui les multinationales sont prêtes à prendre les rênes du pouvoir.

Les seuls candidats qui trouvent actuellement grâce aux yeux des faiseurs d'opinions, propriétés de la finance internationale sont les candidats qu'elle a formatée. M Macron est le chouchou des médias mainstream. Qu'il soit bon ou pas, qu'il soit suivi par le public ou pas ne compte guère plus !

Il est adoubé par la haute finance. M Draghi, patron de la BCE et lui-même ex Goldman-Sachs l'a choisi ! (Draghi : la solution c'est Macron, pas Le Pen). Les médias, en réels porte-parole de leurs propriétaires de la haute finance lui pavent le chemin. en matraquant notre inconscient avec des reportages. La différence de traitement entre candidats est significative. Au 21ème siècle, ça compte.

Mettons tout de même à l'actif de M Macron son message qui se démarque volontairement de la droite ET de la gauche. Un message à la mode globaliste qui se veut refondateur d'une nouvelle société qui consolide depuis le bas (Bottom-up).

Cette approche qui travaille sur la base en direct (sans partis politiques et autres organes publics) est nouvelle. Elle s'appuie sur la technologie et la numérisation pour gouverner. Les intermédiaires y sont éliminés. C'est le modèle qui fut appliquer aux entreprises au moment de l'aplatissement de la hiérarchie.

En résumé, il est moins une pour que les corporations fassent leur coming-out en tant que nouveaux patrons du monde. La preuve si vous deviez encore douter vient du Danemark. Ce pays ouvre une ambassade auprès des GAFA (Google, Alphabet, Facebook, Amazon). Le ministre danois dans une conférence aurait même dit ceci : Google, Apple ou Amazon doivent être considérées désormais comme des nouvelles nations avec lesquelles il faut donc entretenir des relations diplomatiques.

Et voilà que nos médias font les surpris ! Si nous l'avions annoncé sur ce petit site il y a plusieurs années, il n'y a aucune raison que France Inter soit étonnée !

Quant à nos chers dirigeants politiques, le temps presse. Mais ils pourraient se rattraper auprès des gens qui leur ont livrées leur vies et l'avenir de leurs enfants.

Il faut qu'il dénonce le système avant que celui-ci ne prenne le pouvoir de manière définitive, irrémédiable et totalitaire !!!

Nous avons besoin de leur revirement de position. Liliane Held-Khawam - legrandsoir.info 04.02

Si vous comptez sur eux, autant dire que notre sort est scellé d'avance. Tout cela parce que vous refusez d'affronter le régime et ses représentants. Et pourquoi tous ces intellectuels en arrive là ? A défaut d'alternative au capitalisme puisqu'ils rejettent le socialisme. Mais pourquoi en arriver à une conclusion aussi aberrante, stupide au possible, cela ne tient pas debout.

En effet, ils y sont contraints parce qu'ils refusent d'accorder un rôle historique à jouer aux masses laborieuses, ils ne croient pas en elles, ils ne leur font pas confiance, alors ils s'en détournent et il ne leur reste plus qu'à se tourner vers ceux qu'ils passent leur temps à dénoncer, les représentants du capitalisme qu'ils qualifient de gauche le cas échéant, car ils ne sont pas à cela près.

Tous ces gens-là n'ont aucune conscience politique, ils sont prêts à se vendre et surtout à nous vendre aux plus offrants du moment qu'ils y trouvent leur compte, voilà tout.

Ils osent tout, merci on a eu l'occasion de "bien s'en apercevoir".

Election présidentielle française : au-delà du fatras, DANGER !

- Il faut dès lors se rappeler que si B. Hamon se présente aujourd'hui comme « frondeur », il n'en reste pas moins un apparatchik de plus de 25 ans passés au PS, ce ramassis de carriéristes – au LR aussi, bien sûr – qui n'ont d'autre ambition que de se maintenir dans les sphères du pouvoir à n'importe quel prix.

- N'en reste qu'un à se situer vraiment hors de ce système avarié : J-L. Mélenchon, seul aujourd'hui à pouvoir fédérer les forces d'une vraie gauche. A avoir un programme sérieux et charpenté. Qui a pour lui l'expérience des années, et celle d'avoir appartenu à un parti qu'il a quitté depuis 2008, tant il lui devenait impossible d'y déployer un réel programme de gauche.

- De tous les candidats qui se proclament de gauche, JLM semble le seul crédible à pouvoir prétendre à la présidence du pays. Et il faut faire l'effort de comparer son programme à celui des autres pour bien s'en apercevoir. Par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 05.02

LVOG- Et de formuler à Mélenchon un conseil d'apothicaire spécialiste en placebo :

- ...si une élection est comme le disent certains, la rencontre d'un individu avec le peuple, il faut que cette rencontre garde un caractère agréable comme dans toute rencontre dont on espère que l'autre gardera un souvenir positif. Si cette rencontre ne séduit pas un minimum par sa gentillesse, son amabilité, son charisme, elle risque de ne pas trouver assez de partenaires ni d'adhérents quelle que soit la qualité du programme proposé. (id)

Le populisme dégoulinant, répugnant...

A lire

- Qui était Mouammar Kadhafi et pourquoi l'ont-ils tué? (31.01)

Quand on a achevé la lecture de cet article, même en ayant eu l'occasion de lire l'essentiel de son contenu dans d'autres articles quelques années plus tôt, on est profondément choqué de l'avoir présenté comme un horrible tyran qu'il n'était manifestement pas, par ignorance ou pour avoir été trompé sur la réalité de la Libye sous Kadhafi, ce qu'il en avait fait, on ressent une honte indescriptible qui est à mettre au compte de nos ignobles dirigeants qui n'étaient pas sans savoir le gigantesque progrès social que Kadhafi avait permis de faire au peuple libyen, pour rappel on va en donner un bref aperçu plus loin.

Kadhafi envisageait de supprimer le franc CFA et ainsi porterait gravement atteinte aux intérêts fondamentaux de l'impérialisme français, à la manne financière indispensable à l'entretien de l'aristocratie ouvrière, les social-chauvins jugeront inacceptable de s'attaquer ainsi à leur fond de commerce et soutiendront le gouvernement français en aboyant avec la meute des loups enragés de l'OTAN et du Pentagone contre le tyran Kadhafi, puis le dictateur Assad.

Ces clébards enragés pousseront l'infâmie et le cynisme jusqu'à condamner par principe les bombardements de l'OTAN sur le Libye histoire de se donner bonne conscience ou de se faire passer pour des internationalistes auprès de leur troupeau de bénis oui-oui également frappé d'amnésie

- Sous le roi Idriss, la Libye était parmi les pays les plus pauvres de la planète. 94% de la population était analphabète. La mortalité infantile était parfois de 40%. Kadhafi va transformer un pays et un peuple tout entier. Et pas seulement la Libye. L'argent du pétrole libyen va financer plusieurs causes à travers le monde, notamment la cause du peuple palestinien et la lutte des Noirs en Afrique du Sud. La Libye est ainsi le premier pays que visite le leader de la lutte contre l'Apartheid, Nelson Mandela, dès sa sortie de prison en 1994.

Kadhafi permet à l'Afrique de connaître sa première révolution technologique en finançant le premier satellite de télécommunication RASCOM-QAF1 permettant aux pays africains de se rendre indépendants des réseaux satellitaires occidentaux et d'économiser plus de 500 millions de dollars (ou de les faire perdre aux compagnies occidentales).

La Libye investit plusieurs milliards de dollars dans les secteurs variés des économies des pays africains. Contrairement aux Occidentaux qui investissent principalement dans l'industrie extractive, Tripoli investit dans les secteurs primaires (agriculture, élevage) et tertiaire (banques, hôtels, services), principalement dans les pays les plus pauvres du Continent. La Libye lance le chantier de trois organismes financiers qui devraient contribuer à asseoir l'émancipation monétaire et financière de l'Afrique : la Banque africaine d'investissement (BAI), le Fonds monétaire africain (FMA) avec un capital de 42 milliards de dollars et la Banque centrale africaine (BCA). Outre le rachat des dettes et engagements contractés auprès des Institutions financières internationales, le développement de ces trois organismes devait permettre aux pays africains d'échapper aux diktats de la Banque mondiale et du FMI et marquer la fin du franc CFA . Une émancipation que l'Occident voit de très mauvais oeil.

Lorsque débute la crise, le niveau de vie de la population libyenne n'a rien à envier à celui des populations occidentales. C'est le pays qui avait l'indice de développement humain le plus élevé du continent africain. Le PIB/hab était de 13.300 $, soit loin devant l'Argentine, l'Afrique du Sud et le Brésil. La croissance dépassait les 10% et le PIB/hab augmentait de 8,5%. La Jamahiriya était un Etat social où des biens publics étaient mis à la disposition de la population : l'électricité et l'eau à usage domestique étaient gratuites ; tout le monde avait accès à l'eau potable. Les banques libyennes accordaient des prêts sans intérêts ; les libyens ne payaient pratiquement pas d'impôts. La TVA n'existait pas. La dette publique représentait 3,3 % du PIB contre 84,5 % pour un pays comme la France, 88,9 % pour les États-Unis et 225,8 % pour le Japon. Le système public de santé, gratuit, était aux normes européennes, tout comme le système éducatif (le taux d'alphabétisation moyen était de 82,6 %). Les meilleurs étudiants libyens poursuivaient leurs études supérieures à l'étranger en bénéficiant d'une bourse du gouvernement. Les produits d'alimentation pour les familles nombreuses étaient vendus moitié prix sur présentation du livret de famille. Les voitures importées d'Asie et des États-Unis étaient vendues à prix d'usine. Le prix d'un litre d'essence coûtait à peine 8 centimes d'euros.

Le pays, en dépit des sanctions qui lui avaient été imposées, avait tout de même réussi à constituer des fonds souverains à hauteur de 200 milliards de dollars placés dans des banques étrangères, occidentales notamment, et gérés par un organisme public, la Libyan Investment Authority (LIA), contrairement aux accusations faisant état d'enrichissement personnel. Peu de dirigeants au monde peuvent revendiquer un bilan pareil.

Par ailleurs, la Libye de Kadhafi fut un solide bouclier contre les vagues migratoires puisque de nombreux migrants sub-sahariens, notamment, choisissaient de s'installer en Libye au lieu de tenter la traversée de la Méditerranée. Et non seulement. Kadhafi fut un bouclier contre la circulation des terroristes islamistes qu'il combattait, bien avant les attentats du 11 septembre 2001. L'auteur rappelle que la Libye est le premier pays à avoir lancé, dès 1998, un mandat d'arrêt international contre Ben Laden pour un double assassinat perpétré, en 1994, contre deux fonctionnaires allemands sur le sol libyen. Mais tout au long de la campagne de l'OTAN contre la Libye, et même après, aucune des réalisations susmentionnées n'a été relevée et les populations occidentales n'en savent presque rien. Elles ne sauront jamais que celui qui leur a été présenté par leurs dirigeants et médias comme un méchant dictateur dilapidant les deniers publics de son pays, était en réalité un homme qui a énormément investi dans le bien-être de son peuple et protégé l'Europe des vagues migratoires et des mouvements terroristes.

La Libye est aujourd'hui un pays complètement ruiné. (...) au moins 3 000 migrants libyens ont péri en mer. Le trafic de drogue a explosé, faisant de l'ex-Jamahiriya un pays de transit de la drogue, essentiellement à destination d'Europe… Le pays est devenu le nouvel eldorado des groupes intégristes islamistes. Dès le lendemain de la chute de Kadhafi, Al-Qaïda en a profité pour hisser son drapeau au-dessus du palais de justice de Benghazi. AQMI se promène dans le grand sud. Les islamistes d'Ansar al-Sharia se sont implantés à Benghazi et Derna, tandis que l'État islamique / Daesh a profité de l'insécurité permanente dans le pays pour s'y implanter. Fin de l'extrait.

L'auteur de l'article a oublié de mentionner que les transports publics et le logement social étaient également gratuits.

Quand on lit cela, on ne peut pas s'empêcher de se dire qu'en réalité la Libye de Kadhafi était plus socialiste (ou un régime plus proche du socialisme) que l'URSS de Staline que nos dirigeants défendront jusqu'au bout.

Entre les lignes.

Comment Donald Trump alimente un complotisme de gauche - Slate.fr 04.02

Qui dévoile la stratégie du chaos est qualifié systématiquement de théoricien du complot... par ses idéologues.

Grille de lecture

Il faut savoir ou il faut apprendre à lire entre les lignes pour ne pas se faire manipuler par ceux qui prétendent incarner la vérité et qui en réalité passent leur temps à la falsifier.

Dans tout discours d'hommes politiques véreux il y a ce qui relève de l'intention qui révèle sa nature de classe, son penchant, ses véritables objectifs ou le contenu réel du programme qu'il entend appliquer qui apparaîtra généralement en filigrane ou sur lequel il n'insistera pas trop et on comprend pourquoi, ce qui tient de la démagogie destiné à faire illusion, à inspirer confiance de manière

à obtenir le soutien du plus grand nombre sans lequel il aura des difficulté à obtenir leur adhésion à sa politique, et enfin ce qui est conçu à destination de ses commanditaires histoire de les rassuers sur sa volonté à se conformer à leurs décisions.

Tout discours d'hommes politiques véreux est destiné à attirer l'attention de la population sur certains évènements au détriment des autres ou plus précisément, sur l'interprétation qu'il en donne et que les gens doivent retenir ou partager, partant du principe que plus ils seront nombreux à y adhérer, plus cette interprétation sera censée correspondre à la réalité, ce qui lui permettra de revendiquer sa légitimité, tandis que toute autre interprétation fera l'objet d'un traitement spécial, censurés, discrédités en recourant à toute une panoplie de méthodes plus infâmes que les autres, leurs auteurs ridiculisés ou criminalisés par des moyens tout aussi ignobles.

C'est l'entreprise à laquelle se livre ici l'agence française du portail américain Slate. com.

Trump voudrait instituer un "contrôle total", mais n'était-ce pas déjà le but affiché en promulgant le Patriot Act dès 2001, ou quand la NSA surveillait la planète entière, notamment ? On peut remonter ainsi jusqu'à la fondation de la Fed en 1913 qui confiait le pouvoir aux banquiers en leur permettant de faire main basse sur la création monétaire et le contrôle de la monnaie en circulation, d'ouvrir ou de fermer le robinet de la planche à billets afin de précipiter des crises ou des dépressions ou de produire de l'inflation, financer à crédit l'expansion du capitalisme à bout de souffle...

L'objectif du régime serait de transférer le pouvoir à un cercle restreint (d'oligarques) sur lequel personne ne pourrait exercer le moindre contôle ? Mais n'est-ce pas déjà le cas quand les oligarques du groupe Bilderberg définissent la politique qui devra être appliquée dans absolument tous les domaines à l'échelle mondiale et auquel tous les gouvernements de la planète sont sommés de se soumettre sans broncher, lorsqu'ils désignent à l'avance quels seront les futurs présidents ou ministres dans chaque pays ou les dirigeants des institutions internationales, etc. ?

Il est facile à toute personne un tant soit peu honnête de constater après coup, en examinant les principaux évènements qui ont eu lieu au cours d'une année, qu'ils figuraient tous à l'agenda de la réunion du groupe Bilderberg de l'année précédente, ce qui suffit à établir que le cours du monde est directement influencé par les décision prises par ces oligarques. Je vous invite à le vérifier en consultant leur portail si vous avez encore le moindre doute.

Ainsi, ce ne sont pas les oligarques que nous devons accuser de comploter contre les peuples, mais ceux qui le nient, en premier lieu les médias et les dirigeants de tous les partis politiques qui en sont les complices, ceci expliquant cela.

Les théoriciens du complot sont ceux qui le dénoncent, ils visent ce qui pour eux constitue leur pire ennemi : la vérité par les faits, les réelles intentions de ceux qui nous gouvernent, qui détiennent le pouvoir, tous ceux qui s'emploient à des degrès divers à les faire connaître au peuple qui doit continuer de les ignorer pour qu'ils puissent continuer d'appliquer leur politique et conserver le pouvoir.

Dans le cas de figure qui nous occupe ici, l'auteur de cet article cite à plusieurs reprises le Washington Post qui est un des participants réguliers des réunions annuelles du groupe Bilderberg, tout comme le New York Times, et que dit le Washington Post, que c'est l'interprétation d'évènements réels réalisée par ceux qu'il qualifie de théoriciens du complot qui serait davantage "problématique" que les faits en soi, ce qui s'explique dès lors que cette interprétation tend à révéler les véritables intentions de l'oligarchie et comment elle compte s'y prendre pour les mettre à exécution en se servant de Trump, autrement dit en recourant à la stratégie du chaos ou à de vulgaires provocations auxquelles s'emploie Trump avec assiduité et persévérance, on comprend dès lors pourquoi ils enragent contre ceux qui mettent en lumière cette machination tournée contre le peuple américain et au-delà du monde entier, car ce sont les plans de l'oligarchie qui sont mis à nu et qui à terme risques d'être compris, tandis que l'oligarchie se retrouve fragilisée et la cible des attaques de tous les opposants à sa politique ultra réactionnaire.

A qui s'attaque le Washington Post, Slate. com et Slate.fr ? A un dénommé Yonatan Zunger qui est ingénieur chez Google, officine liée au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne. Du coup en est en droit de se demander si cette opération est le produit d'un individu incontrôlable, particulièrement "narcissique" je cite ou si elle a été télécommandée en haut lieu, on privilégiera le second scénario et j'explique pourquoi.

Que dit monsieur Zunger, que les premiers décrets pris par Trumps seraient destinés à "tester la propension du pays à capituler face à un régime fasciste", un régime ouvertement fasciste pour être plus juste, caractérisation du régime en place aux Etats-Unis qui ne serait guère à son avantage et qu'il vaudrait mieux que le peuple américain ne partage pas, qui plus est, de référence les Etats-Unis risqueraient de devenit infréquentable pour le reste du monde ou un Etat paria, ce qu'il faut éviter à tous prix évidemment.

Il faut donc évacuer cette piste et proposer une autre explication qui conduit aux mêmes conclusions, empêcher la classe ouvrière et les classes moyennes dont le niveau de vie a brutalement chuté au cours des dernières décennies de trouver la voie du combat politique contre les institutions américaines, comment les neutraliser, comment briser leur résistance, les diviser, faire en sorte qu'elles s'entredéchirent, sinon en créant un climat de guerre civile permanent sur fond de confusion inextricable dont seule l'oligarchie doit tirer profit.

Pour étayer cette piste, le mieux est encore de laisser la parole à Slate qui cite un professeur de science politique à l'université de Cornell, un certain Tom Pepinsky, qui spécule sur l'origine des décrets adoptés par Trump, en est-il vraiment l'auteur ou quelqu'un d'autre lui aurait-il soufflé, alimentant au passage la théorie du complot, comme quoi ils en sont bien à l'origine ils en font la démonstration ici, ce qui l'interresse ce ne sont pas les premières mesures annoncées par Trump mais "ce qui se passe dans l'administration du président Trum", sur "ce que l'on ne voit pas", c'est tout ce qui se passe autour pour que l'on puisse interpréter ces résultats", alors que la logique la plus élémentaire permet de deviner sans même attendre qui sont les commanditaires de ces décrets et à qui ils sont censés profiter, aux mêmes cela va de soi, aux oligarques, ce que Slate va tenter de démentir par un tour de passe-passe misérable en affirmant que c'est là que "gît le problème majeur de la théorie du complot" qu'ils viennent justement de fabriquer !

Ils révèlent ensuite leur objectif : faire en sorte que les Américains ne sachent pas si les mesures adoptées par Trump correspondent à une "prise de contrôle absolue" par l'oligarchie agissant dans l'ombre du gouvernement ou à une "navigation à vue" de la part de Trump, précisant que "sauf si l'on est en mesure de suivre comment sont prises ces décisions, on ne peut qu'émettre des hypothèses, pas tirer des conclusions", et donc être réduit à l'impuissance pour les combattre, formulant le conseil suivant en guise de fin "si des gens s'inquiètent de Trump, ils devraient se concentrer sur ce qu'il fait vraiment" et détourner leur attention de l'oligarchie qui tire derrière les ficelles ou gouverne les Etats-Unis.

Trump est donc destiné uniquement à protéger ou épargner l'oligarchie financière et à prendre tous les coups à sa place, c'est la raison pour laquelle ils l'ont propulsé au sommet de l'Etat.

Voilà à quelle genre de machinations ils en sont réduits. C'est tordu à souhait parce que la majorité des Américains honnissent l'oligarchie, y compris la plupart de ceux qui ont voté Trump, ce qu'on a du mal à imaginer en France. En écrivant cet article qui m'a pris au moins deux heures, je me suis dis que la plupart des travailleurs et des militants n'y comprendraient rien si on n'était pas le plus clair possible, j'ignore si j'y suis parvenu.

En observant quel mal de chien qu'ils se donnent pour détourner l'attention des travailleurs de l'oligarchie et pour leur livrer à la place un bouc émissaire, on se dit que notre stratégie ne doit pas être aussi farfelue que certains prétendent ou qu'on a visé juste.

En révélant le fonctionnement des institutions américaines entièrement soumises à l'oligarchie, ce sont elles qui se trouvent ainsi fragilisées, et contre lesquelles le mouvement ouvrier américain doit axer son combat sans épargner Trump qui les incarne au sommet de l'Etat. Ceux qui ont des scrupules à attaquer Trump mais qui s'en sont pris à Obama ou à H. Clinton sont les mêmes qui ont épargné les institutions américaines pendant des décennies tous gouvernements confondus, leur impuissance n'est pas à chercher ailleurs.

Slate.fr - Pour résumer rapidement, Zunger (Yonatan Zunger, un ingénieur de Google, sur Medium -ndlr) pense que Trump était sérieux pendant sa campagne, qu'il va bien mettre en place tout ce qu'il avait promis et qu'il vise bien plus que la présidence du pays: il voudrait un contrôle total.

«Le principal objectif organisationnel du régime est maintenant de transférer tout le pouvoir effectif à un cercle rapproché, éliminant ainsi tout contrôle possible de la part de la bureaucratie fédérale, du Congrès ou des tribunaux. Les ministères sont en train d'être réorganisés ou purgés pour y parvenir. Le premier cercle est en train de sonder les moyens par lesquels il peut s'emparer d'un pouvoir incontesté. Les démarches [du week-end dernier] devraient être vues comme la première partie de tout cela.»

Le site extrémiste Breitbart, dont l'ancien patron, Stephen Bannon, aujourd'hui stratège en chef de l'administration Trump, ferait partie des personnages impliqués dans le complot, n'a pas perdu de temps et souligne que ce post Medium, «rempli d'implications infondées, [...] a été partagé des milliers de fois sur les réseaux sociaux, sa popularité étant largement dû aux célébrités de l'élite progressiste qui l'ont posté».

Mais Breitbart n'est pas le seul à avoir de gros doutes sur cette théorie.

Le Washington Post souligne que, comme toute théorie du complot efficace, celle élaborée par Yonatan Zunger se base sur des événements réels: c'est l'interprétation qui est plus problématique. Sur Medium également, David Auerbach, contributeur à Slate.com, démonte pièce par pièce la théorie de Zunger et expose les exagérations et raccourcis de l'employé de Google.

Tom Pepinsky, un professeur de science politique à l'université de Cornell, revient lui aussi longuement sur son blog sur les arguments avancés par Yonathan Zunger et livre une lecture des événements qui va à l'extrême opposé. Pour lui, les premières décisions de l'administration Trump ne relèvent pas d'une démonstration de force, mais «de faiblesse et d'incohérence de gestion de la part d'une personne narcissique».

«Nous avons peu de preuves de ce qui se passe dans l'administration du président Trump. Ce que l'on voit, ce sont les résultats: les décrets présidentiels, les décisions du staff et la gestion du personnel. Ce que l'on ne voit pas, c'est tout ce qui se passe autour pour que l'on puisse interpréter ces résultats.»

C'est là que, selon lui, gît le problème majeur de la théorie du complot. Chacune des décisions peut être envisagée dans deux versions différentes, selon le côté où l'on se place: prise de contrôle absolue ou navigation à vue. Et sauf si l'on est en mesure de suivre comment sont prises ces décisions, on ne peut qu'émettre des hypothèses, pas tirer des conclusions.

C'est d'ailleurs l'argument repris par Slate.com, qui n'hésite pas à parler ouvertement de «théorie du complot» et appelle à suivre les principes du rasoir d'Ockham: pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple?

«Cette théorie s'apparente à un coup en onze bandes qui peut être bien mieux expliqué par la simple incompétence et l'extrémisme idéologique. À savoir l'incompétence de Donald Trump en tant que gestionnaire –rappelez-vous que la seule entreprise cotée qu'il a dirigée a fini par déposer le bilan à deux reprises– et l'extrémisme idéologique de Steve Bannon et Stephen Miller, deux de ses principaux lieutenants.»

L'article de Yonatan Zunger n'est pas le seul post Medium à avertir les citoyens américains des plans secrets supposés de l'administration Trump. Le Washington Post relève un autre texte intitulé «L'interdiction migratoire est une supercherie et on se fait tous avoir», dont l'auteur – Jake Fuentes, qui travaille pour la banque Capital One– explique que l'administration en place «vient de tester la propension du pays à capituler face à un régime fasciste».

Un texte qui a également reçu le soutien de nombre de célébrités.

«Les posts Medium semblent être un cousin du “à dérouler” sur Twitter, où des analyses spéculatives de l'état actuel des choses sont développées dans de longues séries de tweets au lieu d'un post de blog classique. Et elles ont généralement tendance à exagérer la certitude de ce qu'elles écrivent.»

Un problème réside peut-être dans le design de Medium, une plateforme utilisée par de nombreux médias et professionnels, mais aussi par des analyses «amateurs». Un journaliste du site Quartz estime ainsi que la plateforme «semble fournir un vernis de respectabilité à des analyses très réfléchies de gens qui n'ont aucune idée de ce dont ils parlent».

Comme le résume le Washington Post, Medium permet à qui que ce soit de publier ce qu'il veut sur l'administration Trump et ses potentielles manigances, et de faire passer cela pour un article élégant. Si cela peut être parfois utile et permet de couvrir des domaines ou des sujets non traités par les médias traditionnels, «Medium devient aussi le lieu où des spéculations effrayantes et qui n'ont pas été prouvées à propos du futur des États-Unis sous Trump trouvent refuge».

Alors, plutôt que de se concentrer sur ce que Trump et sa garde rapprochée pourraient bien imaginer, ses opposants devraient se concentrer sur ce qui est vraiment en train de se passer et que l'on peut voir tous les jours, argue Slate.

«On sait, en d'autres mots, que le décret agressif et dégradant de Trump a été conçu par deux hommes dont la vision du monde traite implicitement et explicitement les personnes non-blanches, en particulier les musulmans, comme une menace de masse pour les États-Unis. Que cela ça fasse partie d'un coup en plusieurs bandes ou non, c'est inquiétant et ça se passe en ce moment. Pourquoi perdre notre temps à nous acharner à essayer d'y voir un dessein plus large qui pourrait exister ou ne pas exister?»

Même argument pour Bustle, qui rappelle que, lors de la campagne présidentielle, Trump n'a jamais cherché à construire sa stratégie comme une immense partie d'échecs avec des coups prévus longtemps à l'avance.

«Il ne joue pas aux échecs. Quand ses adversaires l'ont fait, il s'est levé et les a giflés. C'était une stratégie efficace. Et c'est également la stratégie qu'il semble mener ici. Si des gens s'inquiètent de Trump, ils devraient se concentrer sur ce qu'il fait vraiment.» slate.fr 04.02

Tentative désespérée de réfutation.

- Pourquoi le roman «1984» et la réalité de 2017 ont peu en commun - Slate.fr

Nous vivons moins une situation dans laquelle les gens ne seraient pas capables de décrypter les gros mensonges de Big Brother que dans un monde dans lequel ils sont prêts à accepter des «faits alternatifs». (Que vous et les médias institutionnels censurés. - LVOG) Certains chercheurs ont découvert que lorsque certaines personnes sont persuadées que leur vision du monde est la bonne –par exemple, s’ils pensent que les experts et les fonctionnaires ne sont pas dignes de confiance– toutes les infirmations qui viennent contredire leurs convictions les renforcent. (D'où le désarroi de Slate.fr - LVOG) En d’autres termes, utiliser des faits pour contrer des contre-vérités peut avoir un effet totalement contre-productif sur ce type de profil. (Parce que ces faits sont fabriquée ou falsifiés, à moins que ce ne soit leur interprétation. - LVOG) Ayant décidé que ce qu’ils pensent est plus vrai que les faits tels que les experts et les journalistes les exposent, ils ne font que chercher des confirmations de leur opinion à travers des faits alternatifs, qu’ils s’empressent de diffuser via Facebook… Même pas besoin de Big Brother. (Parce que Facebook n'en ferait pas partie, c'est sa créature ! - LVOG)

Dans l'Océania d'Orwell, on ne peut parler que des faits officiels (Tout comme dans les médias aux ordres. - LVOG). Dans l'Amérique de 2017, du moins pour la minorité puissante qui a choisi Trump comme président, plus les faits sont officiels, plus ils sont sujets à caution. Selon Winston, «La liberté, c'est la liberté de dire que deux et deux font quatre». Pour cette puissante minorité, la liberté consiste à pouvoir dire que deux et deux font cinq. (Ou que bombarder un pays serait conforme à la démocratie ou que permetttre aux riches de le devenir toujours plus profiterait aux plus pauvres, par exemple. - LVOG) Slate.fr 06.02

Leurs médias en première ligne.

- Trump insurgé, décapiteur ou dans le viseur : les magazines du monde entier se lâchent - Liberation.fr

De quoi faire trembler l'oligarchie.

- A New York, l'impossible dialogue entre pro et anti-Trump - AFP

Quelques dizaines de personnes d'un coté, une douzaine de l'autre: manifestants pro et anti-Trump se sont retrouvés face-à-face à scander des slogans opposés dimanche à New York, témoin du dialogue impossible entre les deux camps. AFP 06.02

Parole d'ultra sionistes.

- Une société ne peut pas se barricader et rester libre - Slate.fr

Face aux politiques migratoires adoptées par l'administration Trump, nous devons nous souvenir que les murs ne bloquent pas seulement les gens à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur. Slate.fr 06.02

Où, en Palestine occupée ?

Ils en sont là !

- Oussama ben Laden et sa fatwa secrète sur la masturbation - Slate.fr 06.02

Soros leur banquier et gourou.

- Le gouvernement hongrois lance une croisade contre sa société civile - Slate.fr

Après les migrants, Viktor Orbán lance une offensive contre le philanthrope George Soros, qui l'a pourtant façonné. Slate.fr 06.02

Quitte à être ultra riche, autant en profiter.

- Cette villa high-tech ultra luxueuse vendue à un prix record - LaVieImmo

Située à Los Angeles, cette incroyable propriété est présentée par son promoteur comme la plus chère jamais mise en vente aux États-Unis. Elle est proposée au prix de 250 millions de dollars.

Depuis la semaine dernière, une annonce hors norme agite le monde de l'immobilier de prestige aux États-Unis. Il s'agit d'une maison de plus de 3.500 m² habitables à Bel Air, en Californie, mise en vente à un prix record: 250 millions de dollars (233 millions d'euros). Elle serait désormais la plus chère jamais proposée sur le marché américain. Du moins si l'on exclut ce ranch texan estimé à 725 millions de dollars, mais cédé en 2016 à un milliardaire pour un montant tenu secret.

Située au 924 Bel Air Road à Los Angeles, cette incroyable propriété est destinée aux super-riches qui aspirent à une vie de rêve. Elle a été conçue par Bruce Makowsky, un promoteur qui a fait fortune dans les sacs à main en cuir. L'homme d'affaires n'en est pas à son coup d'essai. Il est aussi le concepteur de la maison achetée 70 millions de dollars par Markus Persson, le créateur du jeu vidéo phare Minecraft. Une maison vendue totalement meublée

Bruce Makowsky a raconté à CNBC que son objectif était de créer une expérience unique pour séduire les plus grands milliardaires de la planète. La bâtisse est vendue entièrement meublée, avec l'équivalent de 10 millions de dollars d'œuvres d'art contemporain et des voitures de collection parmi les plus prestigieuses au monde, dont une Mercedes-Benz de 1936 valorisée plus de 15 millions de dollars. LaVieImmo 02.02

Politique franco-française.

Un commentaire laissé par un internaute à la suite d'un article de presse :

- Dossier Fillongate Le « dossier » émane du Ministère des Finances et a été remis au Canard Enchainé par Gaspard GANTZER, grand ami d'Emmanuel MACRON (même Promotion à l'ENA) auquel il doit son poste à l'Elysée.

LR. Fillon où la vie tranquille d'un châtelain de province peut-être destiné à le rester.

- Fillon éliminé au premier tour, selon un sondage - Reuters

François Fillon, déstabilisé par une enquête sur les soupçons d'emplois fictifs de son épouse, serait éliminé dès le premier tour de la présidentielle, avec 18,5%, si le scrutin devait avoir lieu ce dimanche, selon un sondage paru vendredi.

D'après cette enquête Ifop-Fiducial pour Paris Match, Sudradio et iTELE réalisée après les révélations du Canard enchaîné, Marine Le Pen (Front national) et Emmanuel Macron (En marche !) vireraient en tête, avec respectivement 25% et 20,5% des voix.

Crédité de 16,5%, le socialiste Benoît Hamon figure en quatrième position, devant Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), à 10%, et une kyrielle de candidats à moins de 5% -François Bayrou, Nicolas Dupont-Aignan, Yannick Jadot, Philippe Poutou, Nathalie Arthaud et Jacques Cheminade. Reuters 03.02

- Pour 61% des Français, Fillon a tort de persévérer - Reuters Six Français sur dix (61%) et près d'un sympathisant de droite sur deux (46%) jugent que François Fillon a tort de ne pas renoncer à briguer la présidence de la République, selon un sondage Odoxa pour franceinfo publié vendredi. Reuters

- Le dernier joker de François Fillon: 68% des électeurs de droite souhaitent son maintien - Le Huffington Post

- Dans la «tempête» Fillon, les centristes confirment leur alliance avec Les Républicains - LeFigaro.fr

Le congrès du Parti radical a repoussé samedi la perspective d'un ralliement à Emmanuel Macron.

- Pour François Bayrou, François Fillon n'a "pas d'autre solution" que de se retirer de la présidentielle - Le Huffington Post

- Rancunier, Patrick Balkany lâche François Fillon: "Il ne peut pas être candidat à la présidentielle". - Le Huffington Post

- Serge Dassault condamné à deux millions d'euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité pour blanchiment de fraude fiscale - Franceinfo

PS. En famille.

- Rencontre entre François Hollande et Benoît Hamon : l'entente cordiale par Gérard Filoche, membre du bureau national du Parti socialiste - LeParisien.fr

L'heure des retrouvailles a sonné, à l'Elysée. Vainqueur de la primaire de la gauche, Benoît Hamon avait sollicité, dès le soir de son élection, un entretien avec François Hollande. Le tête-à-tête entre le frondeur et le président s'est donc déroulé jeudi à 11 heures, dans le bureau de celui qui fut naguère investi à l'issue du même processus. Le chef de l'Etat et son ancien ministre de l'Education ne s'étaient pas vus depuis plus d'un an. « Mais François est toujours bienveillant et agréable », nous confiait le candidat il y a quelques jours.

A un internaute qui lui demandait s'il était toujours favorable à la candidature de la ministre du Travail aux législatives, Benoît Hamon, qui se livrait à un direct sur Facebook, s'est refusé à la remettre en cause, en tant que "garant et architecte de l'unité de la gauche". AFP

Macroligarchie.

- Pourquoi Emmanuel Macron est une révolution - Le Huffington Post

Emmanuel Macron et son mouvement En Marche! sont aujourd'hui propulsés au rang de favoris de l'élection présidentielle de mai dans plusieurs sondages. Le Huffington Post

- Chronique d'une victoire annoncée - Episode 3: Emmanuel Macron, un homme à prendre au sérieux - Le Huffington Post

Alors qu'il n'a toujours pas de programme, ce sont eux qui le disent (lire plus loin), c'est "à prendre au sérieux"...

- Laval : le succès d'Emmanuel Macron en Mayenne - Franceinfo

- Présidentielle 2017 : toujours sans programme, Emmanuel Macron fait le plein à Lyon - Franceinfo

- C'est quoi un macroniste ? - LePoint.fr

Au-delà des partis, l'ancien ministre de l'Économie semble aussi rassembler les différentes classes sociales. Si le programme d'Emmanuel Macron n'a pas encore été dévoilé, c'est son « ni droite ni gauche » qui séduit surtout les macronistes aujourd'hui. LePoint.fr 06.02

- À son meeting de Lyon, Emmanuel Macron fait des appels du pied à l'électorat de droite - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron - Geneviève de Fontenay présente à son meeting. - Le Huffington Post

Invitée au meeting d'Emmanuel Macron, Geneviève de Fontenay est venue vérifier qu'"il n'a pas une banque à la place du cœur" - Le Huffington Post

No comment !

- Assange: des révélations sur Macron dans les mails de Clinton - Sputnik

Le fondateur du site WikiLeaks, Julian Assange, a dévoilé au journal russe Izvestia que des emails d'Hillary Clinton contenaient des «informations intéressantes» sur l'un des favoris de la présidentielle française, Emmanuel Macron. «Tout le monde a été enthousiasmé par nos publications sur les candidats», a-t-il souligné.

Bien qu'il y ait eu déjà sur le site plusieurs extraits des courriels de Hillary Clinton et de son directeur de campagne John Podesta, contenant notamment une description détaillée du profil d'Emmanuel Macron et une invitation pour une « petite table ronde » organisée par Manuel Valls avec Macron comme invité spécial, il semble que WikiLeaks s'apprête à publier des informations beaucoup plus troublantes. Dans un commentaire exclusif à Izvestia, le fondateur du site, Julian Assange, a apporté quelques précisions.

«Nous possédons des informations intéressantes concernant l'un des candidats à la présidence française, Emmanuel Macron. Les données proviennent de la correspondance privée de l'ex-secrétaire d'État américain, Hillary Clinton », a confié à Izvestia Julian Assange.

Quant à la dernière fuite publiée par le site, elle dévoile le lien entre la candidate malchanceuse à la présidentielle américaine, Emmanuel Macron, Manuel Valls et bien d'autres figures politiques européennes. De toute évidence, dans une lettre datant d'août 2015, le premier ministre français et le ministre de l'Économie de l'époque ne doutaient pas de la victoire de Hillary Clinton et avaient hâte de réunir une table ronde et d'organiser des discussions à l'avance.

Dans une lettre transférée à la démocrate par son directeur de campagne, Manuel Valls a invité des Américains et des compagnies engagées à un dîner.

Qu'y a-t-il derrière le vif intérêt de Snowden pour les primaires en France? ?« Je veux te faire savoir que le premier ministre Valls accueille une table ronde de 25-30 personnes à Paris le 16/17 octobre », lit-on dans la lettre.

La table ronde aurait débuté par un dîner avec Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, et aurait été suivie par une série de sessions avec des personnalités politiques du monde entier.

« La liste des personnes ayant confirmé leur présence est impressionnante », a souligné John Podesta.

Parmi les invités, la ministre suédoise de Finances Magdalena Andersson, le vice-premier ministre néerlandais Lodewijk Asscher, Carlotta de Franceschi, conseillère du premier ministre italien Matteo Renzi et Jeroen Dijsselbloem, ministre néerlandais des Finances et président de l'Eurogroupe.

« Valls demande surtout de confirmer votre présence », a alors insisté Matt Browne, du think-tank US Pour le progrès

américain. Sputnik 03.02

En famille, collaboration de classes.

Tenez, une version toute fraîche du Front populaire...

- "Redonnons la priorité à l'industrie" (appel de politiques et syndicalistes) - lexpress.fr

Cette tribune, publiée dans le Monde daté de jeudi et intitulée "Redonnons la priorité à l'industrie", est signée, entre autres, par Arnaud Montebourg (candidat à la primaire organisée par le PS), Pierre Laurent (secrétaire général du PCF), Philippe Martinez (secrétaire général de la CGT), Jean-Claude Mailly (secrétaire général de FO), Eric Coquerel (responsable du Parti de gauche), Gabriel Colletis (économiste), ou Jacques Génereux (économiste et coordinateur du programme de Jean-Luc Mélenchon).

Ils évoquent les pertes d'emplois dans le secteur industriel français depuis 2001.

"Ce chiffre-là glace d'effroi. Et même en pleine campagne électorale, où les discours doivent donner de l'élan, il faut bien le citer. Peut-être même le crier : depuis 2001, l'industrie française a perdu chaque jour, en moyenne, 165 emplois", écrivent-ils.

"Ça suffit ! (...) le patron des patrons, Pierre Gattaz, promettait effrontément de créer +un million d'emplois+ si le coût du travail baissait suffisamment. Selon la même magie de l'appauvrissement, François Fillon assure, lui, de diviser par deux le taux de chômage. Ils trompent les Français !", ajoutent les signataires.

Selon eux, "pour retrouver le sentier du développement et de l'emploi, le pays ne doit pas jouer les pères Fouettards du salariat mais s'appuyer sur la mère de toutes les batailles productives : l'industrie".

Les signataires proposent de lancer une réorientation des activités industrielles qui "s'inscrit pleinement dans la perspective de la nécessaire transition écologique et ne pourra être opérée qu'avec des travailleurs mieux formés".

Parallèlement, ils demandent de remettre "la finance à sa place".

"Le temps des marchés financiers et celui des publications de résultats trimestriels ne sont pas ceux de l'entreprise et des projets industriels".

Ils évoquent aussi les "exigences excessives de rendement des capitaux propres qui privent les entreprises de nombreuses opportunités industrielles et commerciales".

Enfin, ils dénoncent l'idée selon laquelle "la politique d'austérité suivie depuis des années soit de nature à donner à la France la perspective et le dynamisme dont elle a besoin". Pour eux, "les coupes claires budgétaires ne peuvent que provoquer la récession et la contraction des débouchés des entreprises". lexpress.fr 18.01

On croirait entendre des représentants du patronat...

Ils osent tout.

- USA : et si on jouait à être pauvre ? - Franceinfo

Vivre sans argent, sans toit, sans nourriture... ou faire comme si : aux Etats-Unis, des ateliers proposent de se glisser dans la peau d'un SDF. Dans un lycée huppé du Texas... Franceinfo

- La majorité des 18-19 ans aborde l'avenir avec confiance - Boursier

- Marine Le Pen vante son "patriotisme" face aux "totalitarismes" - AFP

- RSF s'inquiète de l'attitude de Trump envers les journalistes - AFP

- Le numérique à l'école, un investissement d'avenir - Le Huffington Post

Présent aujourd'hui dans tous les domaines de l'activité humaine, le numérique s'installe comme un facteur déterminant

de l'évolution... Le Huffington Post

Parce que ces gens-là oeuvreraient au bien-être de nos enfants ou petits-enfants ? Grotesque.

- François Hollande appelle Donald Trump à "ne pas se mêler" des affaires européennes et réclame du "respect" - Franceinfo

- Pour gagner, Hamon et Mélenchon doivent s'engager dès aujourd'hui à gouverner ensemble - Le Huffington Post

- Rencontre entre François Hollande et Benoît Hamon : l'entente cordiale - LeParisien.fr

- Etats-Unis : Donald Trump peut-il être démis de ses fonctions pour "maladie mentale" ? - Franceinfo

- Comment Donald Trump alimente un complotisme de gauche - Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Où étaient les manifestants contre le décret Trump quand Daech perpétrait des massacres? - sputniknews.com

Tandis que de nombreux Américains se mobilisent contre le décret de Trump sur l'immigration, l'archevêque irakien Bashar Warda pose crûment la question: que faisaient ces manifestants à l'époque où Daech commettait des massacres, pourquoi ne sont-ils pas descendus dans la rue pour condamner de tels actes de violence?

« De mon point de vue en Irak, je me pose la question de savoir pourquoi tous ces manifestants ne protestaient pas dans les rues quand Daech est venu tuer des chrétiens et des Yazidis et d'autres groupes minoritaires. Ils ne protestaient pas quand les dizaines de milliers de chrétiens déplacés, que mon archidiocèse a soignés depuis 2014, n'ont reçu aucune aide financière de la part du gouvernement américain ni des Nations unies. Il n'y a eu aucune protestation quand seulement 1/20e des chrétiens syriens ont été autorisés à entrer sur le territoire US », martèle l'archevêque.

La plupart des Américains n'ont aucune idée de la vie d'un Yazidi ou d'un chrétien ou encore d'un représentant de quelque autre minorité que Daech a placée sous son joug.

« Notre peuple a eu la possibilité de s'enfuir, de se convertir ou bien d'être tué, et beaucoup ont été tués de la façon la plus brutale imaginable », souligne-t-il.

Pourtant, personne n'est sorti dans la rue pour dénoncer cette barbarie. sputniknews.com

1.2- Suspension du décret anti-immigration de Trump : le début d'une bataille juridique ? - Franceinfo

Après qu'un juge fédéral de Seattle a bloqué son décret anti-immigration, la Maison-Blanche a bien l'intention de répliquer. La prochaine étape, c'est dès lundi 6 février. "Au cours d'une audition préliminaire, il sera décidé si la levée du décret anti-immigration de Donald Trump doit être provisoire ou permanente. Si c'est le cas, il y aura un deuxième jugement, cette fois sur le fond, d'ici deux à quatre semaines. Il sera question de la constitutionnalité de la loi", explique Jacques Cardoze, en direct de Washington (États-Unis).

Là où ça se complique, c'est que plusieurs juges fédéraux considèrent que ce décret est parfaitement légal et constitutionnel, notamment parce qu'il fait référence à la sécurité nationale et qu'en la matière, on peut presque tout ici aux États-Unis. "Au final, si cette procédure dure plusieurs semaines, c'est la Cour suprême qui aura le dernier mot", conclut le journaliste.

1.3- Les Etats-Unis rouvrent leurs frontières aux immigrants, Trump fulmine - AFP

Les Etats-Unis ont rouvert samedi leurs frontières aux ressortissants de sept pays musulmans, l'administration étant forcée de faire marche arrière sur l'application du décret migratoire signé par Donald Trump en raison de la décision d'un magistrat américain.

1.4- Etats-Unis: les banquiers saluent le détricotage financier - AFP

Après des années de lobbying intensif, les banquiers vont finalement obtenir le détricotage par Donald Trump de la règlementation mise en place pour prévenir une nouvelle crise et protéger les consommateurs des excès de la finance.

1.5- Mike Pence et Sigmar Gabriel d'accord sur le rôle central de l'Otan - Reuters

Le vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, a rencontré jeudi à Washington le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, et les deux responsables se sont entendus sur le rôle central de l'Otan pour garantir la sécurité de l'Europe et de l'Amérique...

1.6- Trump veut supprimer la loi qui sépare églises et politique - Reuters

Donald Trump a promis jeudi d'affranchir les églises d'une loi de 1954 qui leur interdit toute activité politique, une mesure susceptible de donner des gages aux chrétiens évangéliques qui ont contribué à son élection à la Maison blanche.

1.7- Les Etats-Unis condamnent les "actions agressives" de la Russie en Ukraine - AFP

Les sanctions contre la Russie resteront en place "jusqu'à ce que la Russie redonne le contrôle de la péninsule (de Crimée) à l'Ukraine", a déclaré jeudi l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU Nikki Haley devant le Conseil de sécurité.

1.8- CIA: une espionne impliquée dans les prisons secrètes nouvelle N°2 - AFP

Gina Haspel, une ancienne responsable des opérations clandestines de la CIA et impliquée à ce titre dans les prisons secrètes à l'étranger où les détenus étaient torturés après le 11-Septembre, a été nommée jeudi N°2 de l'agence d'espionnage.

Mme Haspel a été nommée directrice adjointe de l'agence, aux côtés du nouveau directeur Mike Pompeo, après avoir été la première femme à brièvement prendre la tête du service des opérations clandestines de la CIA.

Espionne très expérimentée dans les opérations sous couverture, elle a rejoint l'agence en 1985 et a servi dans plusieurs endroits du monde, notamment à Londres à la fin des années 2000.

Elle avait été nommée en 2013 à la tête du Service national clandestin de la CIA, mais avait été remplacée après seulement quelques semaines, apparemment en raison de doutes sur sa responsabilité dans la mise en place après le 11 septembre 2001 de prisons secrètes à l'étranger où des méthodes comme la simulation de noyade, assimilée à de la torture, étaient employées pour interroger les suspects.

Selon le Washington Post à l'époque, elle avait "géré une prison secrète en Thaïlande où les détenus étaient soumis à des simulations de noyade et à d'autres mauvais traitements".

Le quotidien américain affirmait que Gina Haspel avait aussi été impliquée dans la destruction en 2005 de vidéos compromettantes sur ces techniques "d'interrogatoire poussé" appliquées sur plusieurs détenus en Thaïlande.

Les avocats de ces détenus membres présumés d'Al-Qaïda souhaitaient récupérer ces vidéos pour les présenter devant les tribunaux.

"Gina est une agent d'espionnage exemplaire et une patriote dévouée qui apporte plus de 30 ans d'expérience dans l'agence. Elle est aussi une dirigeante expérimentée avec une aptitude fantastique à faire les choses et inspirer ceux qui l'entourent", a indiqué Mike Pompeo.

Trois anciens directeurs de la CIA et d'autres responsables, dont James Clapper, ancien directeur du renseignement américain, ont apporté leur soutien à Mme Haspel.

En revanche, deux sénateurs démocrates ont fait part de leurs réserves sur la nomination de Gina Haspel dans une lettre au président Donald Trump.

"Son parcours fait qu'elle n'est pas adaptée pour ce poste", estiment ainsi les sénateurs Ron Wyden et Martin Heinrich.

Mark Warner, membre de la commission du Sénat sur le Renseignement, a indiqué vouloir entendre Mme Haspel s'exprimer elle-même: "J'apprécie les nombreuses années de service de Mme Haspel à la CIA, cependant je veux l'assurance de sa part qu'elle respectera l'esprit et la lettre de la loi", a-t-il indiqué dans un communiqué. AFP

1.9- Le PDG d'Uber quitte le conseil économique de Donald Trump - Reuters

Travis Kalanick, le patron d'Uber Technologie a quitté le comité de conseil économique du président américain Donald Trump, a annoncé jeudi le service de VTC.

La participation du PDG d'Uber à ce comité consultatif avait fait l'objet de critiques et d'appel au boycott d'associations, en lien avec les mesures anti-immigration prises par l'administration Trump. Reuters

1.10- Washington s'apprêterait à imposer de nouvelles sanctions à l'Iran - Reuters

2- Roumanie

Sous la "bannières étoilées de l'Union européenne".

2.1- Roumanie : le gouvernement annonce l'abrogation du décret controversé - euronew.com

Le Premier ministre roumain Sorin Grindeanu a annoncé ce samedi soir qu'il allait retirer le décret controversé sur la législation anti-corruption. L'abrogation sera officialisée ce dimanche. euronew.com 04.02

2.2- Roumanie: nouvelles manifestations record malgré le recul du gouvernement - AFP

Un demi-million de Roumains ont manifesté dimanche soir, plus nombreux que jamais à exprimer leur mécontentement vis à vis du gouvernement qui a pourtant battu en retraite et retiré un décret sur la corruption à l'origine de la contestation.

Pour la sixième journée consécutive de manifestation, la mobilisation a battu un nouveau record : ils étaient environ 250.000 à Bucarest, sur la place de la Victoire, siège du gouvernement, et autant dans une cinquantaine de villes à travers ce pays de 20 millions d'habitants.

"Démission" et "Voleurs", ont-ils scandé dans la capitale, en brandissant des drapeaux aux couleurs nationales et des bannières étoilées de l'Union européenne.

Le chef du parti social-démocrate (PSD), Liviu Dragnea, a durci le ton dimanche soir : "si les manifestations continuent après l'abrogation de ce décret, il deviendra clair qu'il s'agit d'un plan ourdi après les élections législatives" de décembre pour faire chuter le gouvernement, a-t-il avancé.

Chassé du pouvoir fin 2015 par des manifestations contre la corruption, le PSD jouit d'une solide base électorale dans les milieux ruraux et défavorisés, qui l'ont à nouveau plébiscité aux dernières législatives, sur fond de promesses de hausse des prestations sociales. AFP 06.02

3- Palestine occupée

- Arabes et juifs Israéliens manifestent à Tel-Aviv contre des démolitions de maisons - AFP

Des Arabes et des juifs israéliens ont marché samedi soir dans l'unité dans le centre de Tel-Aviv pour appeler le gouvernement à stopper les démolitions de maisons d'Arabes israéliens construites sans permis, ces derniers leur étant rarement accordés.

Environ 1.000 personnes ont pris part à l'évènement, certains arborant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire en arabe et en hébreu "Juifs et Arabes ensemble", a constaté un journaliste de l'AFP.

A la tête du défilé figuraient des députés du parti de gauche Meretz et de la Liste unifiée, une coalition de différentes formations arabes israéliennes.

Ils accusent le gouvernement de droite du Premier ministre Benjamin Netanyahu de mener une campagne contre des habitations illégales d'Arabes israéliens pour apaiser la colère des colons après la décision de la Cour suprême d'évacuer la colonie "sauvage" d'Amona en Cisjordanie occupée.

Les Arabes israéliens, qui sont les descendants des Palestiniens restés sur leurs terres à la création d'Israël en 1948, ont la nationalité israélienne et représentent 17,5% de la population de l'Etat hébreu.

Ils se plaignent de discrimination et affirment notamment être obligés de construire leurs habitations sans permis, les autorités refusant de le leur accorder. AFP 05.02

Haut de page

Le 11 février 2017

CAUSERIE

Pondichéry 10 février : 6h du matin, à peine 15°C, frigorifique ! 25°C dans la maison, température normale. 36°C à midi.

En principe mon article sur le rapport d'Amnesty International sera publié par le portail alternatif suisse Arrêt sur Info dont j'ai accepté la proposition.

J'avais oublié de terminer une phrase dans le brouillon que j'ai mis en ligne avant-hier. Il fallait lire : Ce sont autant de façades sous-traitant une multitude d'activités très diverses dans la plus grande discrétion pour le compte de donneurs d'ordres, qui les financent afin d'atteindre les objectifs politiques qu'ils se sont fixés.

Il y a pire que les menteurs ou populistes, ceux qui les dénoncent et les imitent en arborant une étiquette de gauche ou d'extrême gauche, en se réclamant du socialisme. En faisant consciemment dans le déni ou la désinformation ils brisent ainsi toute perspective de changer la société. Les démasquer, les combattre devrait être un devoir pour tout militant ouvrier, sinon à quoi bon combattre l'impérialisme.

Une vidéo

Un groupe de MAFIEUX a pris le POUVOIR
https://www.youtube.com/watch?v=kaCmAmYqPC8

L'extrême gauche française sous influence de la pire réaction.

Aux Etats-Unis le peuple est en train de comprendre petit à petit que la gauche américaine est aussi réactionnaire et monstrueuse que la droite, que c'est une formidable imposture, elle vient d'en faire une nouvelle et terrible expérience avec Obama qui a poursuivi la politique de Bush en l'amplifiant encore.

En France, la majorité de la population vient également à nouveau d'en faire l'amère et pénible expérience avec Hollande.

Tous les peuples sur tous les continents ont eu à souffrir de la politique impérialiste, néocolonialiste ou guerrière des puissances occidentales, dont la France.

Ceux qui se prétendent d'extrême gauche leur ont emboîté le pas systématiquement.

Ils ont soutenu a des degré divers toutes leurs campagnes communautaristes ou militaires dictées par l'oligarchie destinées à alimenter la xénophobie, le racisme, l'homophobie, le sexiste, le fanatisme religieux, le fascisme, bref, tous les préjugés archaïques et leur traduction politique que les représentants et idéologues de la classe des capitalistes (et les religieux) se sont employés méthodiquement à inculquer aux masses laborieuses arriérées ou ignorantes au cours des deux siècles passés, pour les diviser et assurer leur domination de classe ou la pérennité de leur système économique, les guerres ayant servi le même objectif, garantir les profits des capitalistes français au détriment des intérêts des peuples des pays dominés.

Pour mener à bien son combat politique et sa guerre idéologique et psychologique contre les masses exploitées, l'oligarchie financière a recouru à une propagande hystérique basée sur la désinformation et la falsfication de la réalité destinée à formater les consciences, afin d'obtenir le consentement du peuple opprimé à sa politique ultra réactionnaire tournée contre lui, contre les intérêts de tous les peuples, en se servant des médias institutionnels et des réseaux sociaux qui ne sont que des instruments destinés à satisfaire ses besoins, relayée par une multitude d'acteurs institutionnels, sociaux ou politiques, dont l'ensemble des partis dits ouvriers et des syndicats, des ONG, etc. tous subventionnés par l'Etat directement ou indirectement.

Des Etats souverains et indépendants ou des pays qui étaient parvenus à sortir de l'état de sous-développement dans lequel les pays dominants les avaient maintenus pendant des décennies pour mieux les piller et les contrôler, ont fait l'objet de destruction et de massacres systématiques par l'OTAN ou les puissances militaires occidentales depuis le 11 septembre 2001, et sont dorénavant en proie à un chaos indescriptible et livré à une horde de barbares sanguinaires (Toutes les organisations issues

d'Al-Qaïda) que ces mêmes puissances ont créés spécialement pour mener à bien leur dessein, qu'elles se sont bien gardées de révéler à leurs peuples pour obtenir leur soutien à leurs entreprises criminelles, ramenant ces pays et ces peuples des décennies en arrière une fois ravagés et traumatisés par la guerre.

Pour justifier leur intervention militaire, ils ont affirmé qu'il était de leur devoir de voler au secours de peuples qui s'étaient soulevés pour en finir avec les horribles dictateurs qui les réprimaient férocement, alors qu'en réalité, dans le meilleur des cas ces peuples exigeaient des réformes sociales et politiques que les puissances occidentales ne sont mêmes pas capables d'accorder à leurs propres peuples, sans que leurs représentants ne soient pour autant qualifiés de tyrans par la pseudo-gauche ou extrême gauche, comment le pourraient-elles puisqu'elles les soutiennent.

Et alors qu'en Libye et en Syrie seule une infime minorité des masses étaient mobilisées et manifestaient pacifiquement, ces puissances occidentales recoururent à leurs barbares pour créer de toutes pièces un climat insurrectionnel à coup de provocations sanglantes contre les institutions de ces pays pour entraîner leur chute. Leur chef d'Etat respectif tentèrent de contenir cette provocation armée, qui encouragée, financée et armée par les puissances occidentales et sunnites du Golfe (plus la Turquie et Israël) redoubla de violence en massacrant des manifestants, des civils, des policiers et des militaires, ce qui devait entraîner une réplique de ces chefs d'Etat garant de la souveraineté de leur pays en présence d'une opération destinée à le déstabiliser, voire à le détruire, ce qui fut effectivement le cas par la suite.

A partir de là, les représentants des puissances occidentales falsifièrent les faits en prétendant que Kadhafi et Assad auraient été à l'origine de ces violences ou tueries qui en réalité avaient été initiées par les mercenaires que l'OTAN ou les puissances occidentales avaient armés.

Une multitude d'articles furent publiés sur Internet par des médias alternatifs du monde entier qui prouvaient que les Etats-Unis et ses vassaux occidentaux et du Golfe avaient falsifié la réalité de la situation en Libye, en Syrie, en Afghanistan, en Irak, au Soudan, en Somalie, vous pouvez ajouter le Liban, la Palestine occupée, l'Egypte, la Tunisie, etc.

LO, le NPA, tous les dirigeants des partis dits ouvriers sont censés les avoir lus, délibérément ils ont décidé de les ignorer parce qu'ils ne collaient pas avec la version officielle donnée par le gouvernement français ou l'OTAN... Pourquoi ? Quelle question, pourquoi d'autres sinon parce qu'ils se rangent à leur côté, auriez-vous une autre explication cohérente ou argumenté à nous proposer ?

Voici trois exemples qui le prouvent, qui concernent LO, le NPA et le POID (le POI est sur la même ligne politique).

Quand Lutte ouvrière se fait l'agent de Soros, Gates, etc. de l'oligarchie anglo-saxonne-sionite qui a juré de s'emparer de la Syrie quitte à la détruire de fond en comble, et à faire payer au prix fort la résistance de son peuple.

Quand LO agent de l'oligarque américain George Soros

LO - Une enquête réalisée par Amnesty International révèle qu'entre 2011 et 2015, entre 5 000 et 13 000 opposants au régime de Bachar al-Assad ont été pendus dans la prison de Seydnaya, au nord de Damas.

Ils n'avaient droit qu'à un jugement sommaire, dont l'issue était toujours la même : passage à tabac et exécution en pleine nuit ou à l'aube, par groupe de dix.

C'est avec ce régime de tortionnaires que les grandes puissances entendent rétablir un semblant de paix dans ce Moyen-Orient où leurs intérêts économiques sont si grands. Et peu leur importe si les affaires reprennent sur un champ de cadavres. (Source : Le portail national de Lutte ouvrière)

Même là où Amnesty International a employé le conditionnel, LO utilise le mode indicatif ou affirmatif et fait du zèle. Gageons que les responsables du régime auront apprécié...

Le NPA agent de l'OTAN.

Avec le peuple syrien nous avons célébré la libération d'Alep occupé par les barbares de l'OTAN depuis 4 ans, alors que le NPA a regretté, condamné cette libération.

Les militants et les travailleurs doivent comprendre qu'au-delà du soutien que le NPA apporte au gouvernement français engagé au côté de ces barbares issus d'Al-Qaïda, la caractérisation précise des différents régimes ou belligérants engagés dans un conflit ou une guerre est déterminante pour définir quelle position on va adopter vis-à-vis d'eux, lequel éventuellement on soutiendra dans un contexte précis et dans une perspective politique ou historique beaucoup plus large à l'échelle mondiale. Quand cette caractérisation sera le produit d'une approximation ou du dogmatisme en recourant à une théorie figée ne prenant pas en compte l'ensemble des facteurs et rapports en présence, elle sera erronée et elle aura pour conséquence de fausser notre analyse

de la situation, analyse qui nous amènera à adopter une position opposée aux intérêts du peuple qui subit cette guerre ou au côté duquel on prétendait se placer.

Conservez bien à l'esprit que la libération d'Alep a été vécue comme un moment de soulagement par des centaines de millions de travailleurs de par le monde qui partageaient le bonheur du peuple syrien, ce qui ne fut pas le cas du mouvement ouvrier en France pour être passé sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante. Cela devrait faire réfléchir particulièrement les militants sur la nature de leur engagement, en s'étant refusés de fêter la libération d'Alep, ils devraient s'interroger et se demander en ayant adopté cette position quelle cause ils défendent ou dans quel camp ils combattent vraiment.

Source : https://npa2009.org/category/tags/syrie

- Solidarité avec la lutte du peuple syrien

L'étau ne cesse de se refermer sur les derniers quartiers libérés d'Alep, avec les offensives continues des forces pro-régime d'Assad et de ses alliés. La chute d'Alep Est marquerait un tournant dramatique pour le soulèvement populaire syrien, au niveau militaire comme politique.

- Syrie : Avec la complicité des grandes puissances, Alep agonise

Au moment où ces lignes sont écrites, on annonce que les massacres ont commencé dans Alep-est. Toutes les informations sont concordantes. Ainsi des nouvelles alarmantes arrivent de l'hôpital al-Hayat?: on y tue des soignants et des malades.

- Nous sommes avec le peuple syrien Les images accompagnant la chute des derniers quartiers libres d'Alep-est provoquent à juste titre des protestations dans le monde, hélas pas partagées par tous les leaders politiques.

- Syrie : Les peuples sacrifiés sur l'autel des grandes puissances La chute d'Alep-Est est un tournant majeur du soulèvement populaire syrien, permettant au régime d'Assad de réaffermir son pouvoir, et aux puissances mondiales et régionales d'imposer leurs intérêts politiques propres.

- Alep, les crimes de la contre-révolution Le 22 décembre dernier, la ville d'Alep tombait entièrement aux mains du régime de Bachar el-Assad, ses quartiers est repris après avoir été bombardés sans relâche par les aviations syrienne et russe, un déluge de feu

- Syrie : Un pays sous occupation La chute d'Alep-est, mi-décembre, aujourd'hui entre les mains du régime d'Assad, a révélé un tournant du soulèvement syrien, avec une nouvelle entente russo-turque sur le dos des populations mobilisées.

Cela se passe de commentaires. Si nous ne rendons pas compte des activités de ces partis, c'est parce que cela n'en vaut vraiment pas la peine.

Un complément sur le NPA.

Où va se nicher l'opportunisme. Trois petits tours et puis s'en vont...

- Election présidentielle une foire d'empoigne ou piège à cons pour ceux qui ont décidé de présenter des candidats au "premier tour social" (Tendance Claire du NPA).

Les remerciements du peuple syrien au NPA et à LO qui l'ont trahi en soutenant les barbares.

Témoignage.

- Alep, la douleur et la honte - Note de voyage par Leslie Varenne - Mondialisation.ca, 08 février 2017

(...) Vingt-cinq jours après sa libération, le bruit des roquettes et des missiles s'est tu et la vie tente difficilement de reprendre le dessus. Désormais, pour des décennies et pour des générations d'Alépins, il y aura un avant et un après la guerre, un avant et un après juillet 2012. C'est à cette date que des groupes armés divers et variés [1] venus des quatre coins de la planète, ont envahi puis occupé les quartiers Est et Sud et assiégé la totalité de la ville. Avant, le gouvernorat de la région d'Alep comptait entre six et sept millions d'habitants et la ville environ trois millions, quatre ans et demi plus tard, entre les morts, les exilés et les déplacés internes, le nombre d'Alépins a été divisé par deux. Avant quinze zones industrielles employaient un million de salariés ; il y avait un hôpital réputé dans tout le Moyen-Orient ; un centre historique avec le plus grand et le plus ancien souk du monde, 4000 ans avant Jésus Christ, attenant à la mosquée des Omeyyades, monument classé appartenant au culte musulman et chrétien. De tout cela, il ne reste que des gravats…

L'humanité en ruines

Les imams sunnites de la mosquée des Omeyyades servent de guides pour commenter l'étendue du désastre : « ils ont occupé la mosquée pendant trois ans de 2013 à 2016 ». Qui est ce « ils » ? « D'abord, il y a eu l'Armée syrienne libre (ASL), ensuite Daech et enfin al-Nosra.» Ces religieux, comme tous les Syriens rencontrés, ne font pas de différences entre ces divers groupes, « ce sont les mêmes » répètent-ils inlassablement. Pour les désigner, les Alépins emploient un seul mot : « terroristes ». La délégation d'imams poursuit : « dès qu'ils sont entrés dans les souks, ils les ont fait exploser. » Puis les religieux désignent l'endroit, au fond de la salle de réception, d'où ils lançaient les roquettes et où se tenaient les snipers qui tiraient sur les civils. Ils montrent également les tranchées et les tunnels creusés avec des excavateurs sous cette église byzantine construite en 627 et transformée en mosquée au 13ème siècle. Lorsqu'au détour de leurs déprédations, ils trouvaient des antiquités, ils s'en emparaient pour les revendre. Et comme si cela ne suffisait pas, avant de partir, ils ont incendié ce qui n'était pas encore complètement détruit. « Ces gens-là », poursuit un imam « n'ont aucune relation avec le spirituel ni avec l'islam, l'idée est d'effacer les traces des civilisations chrétiennes et musulmanes. » Devant les visages dépités des personnes contemplant le désastre, un autre religieux tente de rassurer « la décision de restaurer cette mosquée est prise. Ce ne sont pas les pierres, c'est « l'être » syrien qui fait le monument. Nous sommes des bâtisseurs, nous reconstruirons. » A côté des Omeyyades, dans le centre historique, les djihadistes ont utilisé 40 tonnes d'explosifs pour faire sauter l'école Sultanieh, le Carlton construit par les Turcs puis les Français, le tombeau du fils de Saladin ; le hammam de l'époque ottomane, le caravansérail… Le centre-ville historique n'est pas le seul touché. Midan, le quartier arménien du Nord de la ville était une ligne de front, il ressemble à un paysage d'après tremblement de terre. Le député de cette circonscription, Jirair Reisian, décrit le quotidien de ces années de guerre : « les années les plus noires ont été celles de 2013 et 2014. Chaque fois que nous sortions, nous ne savions pas si nous allions revenir. Un jour, en moins de 12 heures, 80 roquettes sont tombées ici. Des églises arméniennes ont été détruites. » Les Arméniens se sont installés en Syrie après le génocide de 1915, compte tenu du rôle joué par la Turquie dans la guerre en Syrie, cette communauté a eu l'impression de revivre l'impensable, « Nous nous sommes dit, ça recommence ! ».

La triple peine

Non seulement les Syriens doivent contempler chaque jour leur ville en ruines mais ils doivent aussi affronter un quotidien difficile. Sans eau, il a fallu creuser des puits dans les cours des maisons, des hôpitaux, des lieux de cultes. Sans électricité, il a fallu s'équiper de groupes électrogènes, le bruit de ces engins résonne dans toute la ville. Ces machines fonctionnent au gasoil et avec la guerre il a eu l'inflation, la dépréciation de la livre syrienne. Alors les Alépins se regroupent dans une seule pièce et ne se chauffent qu'une à deux heures par jour. Avant-guerre, un euro valait environ 65 livres syriennes, aujourd'hui un euro est égal à 547 livres. Avant-guerre, avec un dollar une famille achetait cinq paquets de pain. Après la guerre, elle pourrait en acheter quinze, mais qu'importe puisque la majorité des gens est ruinée . Après six années de conflit, les riches ont épuisé leur bas de laine et les pauvres n'ont toujours rien. Toutes les usines sont à terre et 85% de la population est au chômage. En Syrie, les communautés religieuses ont encore un rôle social, sanitaire et éducatif, elles offrent paniers repas, ampères, vêtements et des cours pour les enfants. Les hôpitaux et cliniques privés des congrégations de chrétiens soignent, sans distinction de religion, tous les malades et les blessés de guerre. Mais en plus du dénuement, du nombre de patients à traiter, dont beaucoup touchés par des éclats d'obus, tous les hôpitaux qu'ils soient publics ou privés doivent faire face à un autre mal : l'embargo. Cette mesure décrétée par les USA et l'Union européenne interdit toutes transactions commerciales avec la Syrie sans aucune distinction. Aucun habitant de ce pays, aucune organisation caritative ne peut recevoir un chèque, un don, un virement Western Union. Pire encore, impossible pour les hôpitaux d'obtenir des médicaments et des pièces de rechange pour les scanners ou les IRM. Avec la guerre, les médecins rencontrés estiment qu'un Syrien sur deux a besoin de soins sanitaires, mais les compagnies étrangères ne coopèrent plus pour entretenir le matériel, ne livrent plus de médicaments. La Syrie était productrice de génériques, 70 % de ces médicaments étaient fabriqués à Alep, mais les usines ont été détruites… « Nous manquons de tout, de scanner, d'IRM, d'appareils de radiologie, de petits consommables, d'antibiotiques de dernière génération, nous ne recevons aucun soutien, hormis l'OMS et l'Unicef qui nous ont un peu aidé, mais c'était symbolique, et les Russes qui nous donnent aussi quelques médicaments. L'embargo pourrait s'imposer à tout mais jamais aux matériels médicaux. » déclare le directeur du CHU. Monseigneur Dionicio Antonio Chahda partage la même colère : « Tous les biens même ceux de l'église sont sous embargo. Nous sommes en train de souffrir pas seulement de la guerre, certes les lancements de missiles se sont arrêtés, mais nous avons une autre guerre : le manque de tout. Alep est une ville morte, dommage il n'y a pas une lumière d'espérance pour croire que la vie normale va reprendre. Les Américains sont venus nous voir, nous leur avons dit : laissez-nous tranquille et nous saurons construire notre vie. »

La guerre gagnée

Ici, dans une clinique tenue par une congrégation catholique, une maman portant le foulard implore les sœurs de prier pour la survie de son enfant blessée à la tête par des éclats d'obus. Là, à un poste de douane, c'est un commandant de police alaouite qui prend le thé avec son supérieur, un colonel sunnite. Dans les rues d'Alep, se croisent des femmes en burqa, en foulard, têtes-nues, ni plus, ni moins qu'avant-guerre. Les nombreux experts arabisants qui ont déversé leur « science » à longueur de colonnes et sur les plateaux de télévision, en expliquant doctement cette guerre comme un conflit entre sunnites et alaouites devraient se rendre en Syrie pour entendre et voir. Les manifestations religieuses sont encore œcuméniques, catholiques, protestants, musulmans, chrétiens d'Orient s'y côtoient. Le député de Midan constate que rien n'a changé « Il y a eu des manipulations pour faire de ce conflit un problème de religion, mais c'est pareil qu'avant. » Sur ce sujet, au moins, il n'y aura pas d'avant et d'après.

La mystification

Tout au long de ce voyage et qu'elles que soient les personnes rencontrées, dans les hôpitaux, les lieux de culte, dans la rue, tous les Alépins tiennent le même langage « s'il vous plaît, ne mentez pas, dites seulement ce que vous voyez, ce que vous entendez. Soyez honnêtes. » Ce leitmotiv revient comme une supplique. Car, en plus de la guerre et de ses horreurs, aucune famille n'a été épargnée par un drame, en plus de l'embargo, les Syriens ont souffert de la manière dont ce conflit a été traité par les médias occidentaux. La couverture des événements de ce qui a été appelé « Alep Est » en est la démonstration. Pendant la guerre, 25% du territoire de la ville, quartiers Est et Sud, était occupée par les djihadistes, le reste étant sous contrôle gouvernemental. Selon les médecins rencontrés, il y a eu dix fois plus de morts à l'Ouest qu'à l'Est à cause des tirs de roquettes, de missiles et de bonbonnes de gaz remplies de clous. Mais la compassion occidentale ne s'est tournée que vers les populations des quartiers Est. Or, tous les Alépins ont vécu les mêmes affres et une minorité seulement soutenait les groupes armés. Lors de la libération d'Alep, sur les 140 000 personnes qui vivaient encore en zone occupée, seules 35 000 ont choisi de rejoindre Idlib, une ville sous l'emprise d'al-Nosra, les autres sont allées se réfugier du côté gouvernemental.

Un autre événement a provoqué l'ire des Syriens. Un homme, sorti de nulle part, Brita Hadji Hassan, soupçonné d'avoir des liens avec al-Nosra, s'est présenté comme le maire d'Alep Est devant tous les médias internationaux. Les Alépins sont restés médusés lorsqu'il a été reçu sous les lambris du Quai d'Orsay par le ministre des Affaires Etrangères, Jean-Marc Ayrault. Un député, Boutros Merjaneh raconte sa stupéfaction « J'ai découvert son existence lorsqu'il est arrivé en France et j'ai mis trois jours à savoir qui il était. En réalité, il travaillait à la direction de la communication de la mairie. Pour être maire d'Alep, il faut être né ici, or lui est de la région d'Idlib. Que les autorités françaises reçoivent de cette manière un homme sans qualité est simplement inacceptable. » Mieux encore, l'affaire tout aussi inacceptable, voire surréaliste, de trois députés français, dont une ancienne ministre, Cécile Duflot, Patrick Menucci et Hervé Mariton tentant d'entrer sans visa en territoire syrien, via la Turquie, le chemin qu'emprunte les djihadistes, accompagnés d'un faux maire ! Et le député Merjaneh de conclure « si ces députés veulent venir ici, je suis prêt à les accueillir et ils auront leurs visas de manière légale. »

La trahison

De nombreux Syriens sont francophones et étaient, avant la guerre, très attachés à la France, à sa culture, mais les positions de Paris dans le conflit syrien les ont profondément heurtés. Ils sont amers « la France nous a poignardé dans le dos » « Nous nous sentons trahis » « Nos enfants seront anglophones ». Etre Français et marcher dans les ruines d'Alep, s'entretenir avec des habitants, rencontrer les blessés de guerre, c'est un peu comme porter sa honte en bandoulière. En armant « les rebelles » en soutenant, contre vents et marées, une « opposition » coupable de tant de crimes contre l'humanité, en privilégiant son alliance avec les pétromonarchies qui financent les djihadistes, une nouvelle fois, la France s'est placée du mauvais côté de l'histoire. Dans ce pays berceau de la civilisation, le peuple a la mémoire longue… Mondialisation.ca, 08 février 2017

Vous avez retenu "*qu'il y a eu dix fois plus de morts à l'Ouest qu'à l'Est à cause des tirs de roquettes, de missiles et de bonbonnes de gaz remplies de clous*" du fait des barbares. Hamon les a soutenu en falsifiant les faits. La preuve.

Sur la Syrie, Hamon est aligné sur Washington, Riad, Doha, l'OTAN, Hollande, Bruxelles.

Europe1 09.12.02016 - "Ce que moi je ferais si j'étais président de la République aujourd'hui : j'irai là-bas. J'irai là-bas. J'irai là-bas comme François Mitterrand avait été à Sarajevo. Et je dirais aux Russes et aux Syriens : 'C'en est fini aujourd'hui d'une stratégie qui conduit à massacrer des populations civiles pour reprendre du terrain.'"

- "Moi Président, je considère que la solution politique passe d'une manière ou d'une autre par une discussion avec le régime syrien, en tout cas des représentants du régime syrien. Mais il n'y a aucune solution politique ou aucun avenir envisageable avec Bachar al-Assad pour la Syrie derrière." Europe1.fr 09.12.02016

Peu importe...

POID. Quand le POID appelle à voter pour un candidat social-impérialiste.

Le communiqué adopté par le bureau national du POID le 5 février 2017 s'inscrit dans la même logique opportuniste.

Le POID raconte à qui veut bien l'entendre que les institutions de la Ve République "devront être balayées", pour finalement axer sa politique contre l'Union européenne et non contre les institutions de la Ve République, ce qu'on est en droit de qualifier de glissement droitier qui ne tient pas du hasard.

Le POID aurait pour objectif l'élection d'une Assemblée constituante, qui "pour être pleinement souveraine (...) devra commencer par rompre avec l'Union européenne", non, qui devra commencer par abolir la Constitution de la Ve République rendant caduc tout lien du nouvel Etat (ouvrier) avec l'UE, donc tous les traités signés antérieurement avec elle.

Question : Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple et ne pas supprimer d'un coup l'ensemble des institutions de la Ve République et rompre avec l'UE, pourquoi ne pas opter pour un tel processus, économique, clair, précis, cohérent, sérieux ?

Pardi, parce que le POID se verrait bien soutenir une candidature unique à l'élection présidentielle qui pourrait émerger d'un accord passé entre Hamon et Mélenchon, les ex-ministres de Hollande et Chirac faut-il rappeler, qui ont simplement manifesté oralement et très timidement leur intention de s'attaquer à l'UE, sans jamais exprimer leur intention de rompre avec l'UE. Cette ligne politique opportuniste est conforme au parcours du courant politique "trotskyste" qui dirige le POID (PT, PCI) depuis plus d'un demi-siècle, gageons que le POI issu du même courant l'imitera.

POID - Hamon vient de déclarer : « Après mon élection présidentielle, la Commission européenne, ce sera “merci, au revoir” » (20 minutes, 25 janvier). Quant à Mélenchon, il vient de réaffirmer lors de son meeting du 5 février à Lyon : « Il faut sortir des traités européens ».

Pour justifier qu'une simple manifestation d'intention suffit au POID pour soutenir une telle hypothétique candidature, il nous a ressorti les arguments habituels démagogiques qu'il trimballe depuis l'après-guerre avec le succès que l'on sait au regard de l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire en France. Si Hamon ou Mélenchon était élu ou cet hypothétique candidat PS-PCF-PG-EELV-PRG-MRC (Etc.), il abolirait la loi El Khomri, ce qui selon le POID "marquerait une inversion du cours des choses" et patati et patata, je vous passe la suite qui relève de la grande illusion, il nous avait déjà tenu le même discours 36 ans plus tôt pour justifier son appel à voter Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1981, qui devait déboucher sur une révolution et qui cette fois serait "un premier pas pour la reconquête" qui de toute évidence n'irait pas plus loin que le premier pas.

L'objectif du POID est uniquement de reconduire le PS à la tête de l'Etat, avec lequel il n'a jamais réellement rompu les liens, ne serait-ce qu'à travers l'appareil de FO, mais là il est forcé d'aller plus loin et de soutenir une fois de plus le candidat du PS ou le candidat PS-PCF-PG-EELV-PRG-MRC.

Si vous vous demandez où figure dans le communiqué du POID son soutien à ce candidat, en admettant que l'explication que vous venez de lire ne vous suffit pas, on va vous aider en reproduisant le passage en question :

POID - "Alors, si les mots ont un sens, si ces deux candidats veulent véritablement l’abrogation de la loi El Khomri, rien ne devrait s’opposer à ce qu’ils se mettent d’accord pour qu’un seul candidat, soutenu par les partis qui appuient Hamon et Mélenchon, se présente comme candidat pour l’unité pour l’abrogation de la loi Travail.

Dans ce cas, nul doute qu’il bénéficierait d’un large soutien ouvrier et populaire. Un bloc uni pourrait se constituer permettant une large mobilisation imposant l’abrogation de la loi Travail. (...)

Pour le Parti ouvrier indépendant démocratique, qui n’a pas d’intérêts distincts de l’ensemble de la classe ouvrière, c’est une évidence : rien ne doit faire obstacle à la réalisation de l’unité pour l’abrogation de la loi El Khomri. Aucune possibilité ne doit être écartée pour y parvenir."

Certains militants demeurés fidèles au marxisme, au socialisme ou au trotskysme pourraient se demander comment le courant politique auquel ils ont appartenu a pu en arriver là.

Tout d'abord ils observeront que ses dirigeants n'ont tiré absolument aucune leçon de leurs errements passés. Ils constateront qu'il existe bien un fil qui relie la politique opportuniste que ces dirigeants avaient adoptée en 1981 (en réalité depuis la mort de Trotsky en 1940, peu importe ici.) jusqu'à nos jours, ce ne fut donc pas un accident de parcours ou une simple erreur politique qui les amena à soutenir les sociaux-impérialistes, mais bien le produit de leur véritable intention que leurs militants ignoraient.

Là encore, on pourrait nous accuser de nous livrer à une surinterprétation malintentionnée, or la suite et fin de ce communiqué du POID confirme notre interprétation, voici le passage qui le prouve :

- "Oui, les jeunes générations ont droit à un vrai travail, un vrai salaire. Oui, il faudra, demain, qu’un gouvernement ouvrier ose prendre ces mesures de rupture avec l’ordre établi", un ensemble de réformes sociales dont peut se réclamer n'importe quel charlatan prétendument de gauche puisqu'elles n'engagent à absolument rien dès lors que n'y figure pas l'expropriation des capitalistes, ceux du CAC40, des grandes entreprises (et leurs sous-traitants) ainsi que les banquiers, mesure sans laquelle ces réformes sociales demeureront inapplicables, du vent, des paroles en somme et rien d'autres sans s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Ils peuvent écrire "soyons clair", nous ne sommes pas dupes.

Dans le plus pur style jésuististe, le POID pratique le double langage habituel lorsqu'il affirme du côté pile qu'il serait pour la rupture avec "la classe des capitalistes", et du côté face que finalement cela n'aurait aucune espèce d'importance ou cela ne porterait pas à conséquence que ni Hamon ni Mélenchon n'entendent s'attaquer aux fondements du capitalisme, le simple fait

qu'ils "sont poussés à s'exprimer un peu plus loin que ne le laissaient présager leurs programmes respectifs " serait de bon augure ou suffirait pour qu'on les soutiennent. Pour rappel la nationalisation des moyens de production figurait au programme de Mitterrand, vous connaissez la suite.

Le POID est ouvertement sur une ligne réformisme qui sous-entend que l'existence du capitalisme serait compatible avec des réformes sociales. Rompre avec le capitalisme est secondaire pour le POID, il n'entend pas aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme, ce n'est pas l'axe et l'objectif de son combat politique, du coup on est porté à affirmer qu'il ne représente pas les intérêts collectifs fondamentaux de la classe ouvrière, il représente uniquement l'aristocratie ouvrière et ses privilèges.

Nos détracteurs objecteront que je suis loin de la France, que j'ignorerais la situation dans ce pays, l'état d'esprit des masses et leurs besoins, etc. Or, au contraire, je pars de leurs besoins en les dotant des moyens pour les satisfaire, je refuse de séparer leurs besoins des moyens pour les satisfaire, ce que font justement les réformistes bourgeois ou les opportunistes, le charlatan Mélenchon notamment, c'est d'ailleurs ce qui les caractérise comme tel et les distingue du socialisme ou des véritables militants révolutionnaires.

Le POID flatte les masses qui sont subordonnées au capitalisme ou versent dans le corporatisme pour qu'elles le demeurent, au lieu de les aider à élever leur niveau de conscience politique en leur fixant pour tâche de rompre avec le capitalisme et ses institutions. Il colporte les pires illusions dans le PS et le PG.

De la fin du XIXe siècle jusqu'en 1917, alors que les masses russes étaient profondément arriérées, illettrées pour la majorité d'entre elles et qu'elles avaient des besoins élémentaires urgents à satisfaire, Lénine participera à leur lutte de classe quotidienne et leur fixera pour tâches ou objectifs pour les satisfaire de s'emparer de la terre et des usines, de chasser le régime en place, de s'emparer du pouvoir politique, et c'est sur cette base politique qu'il construira le parti bolchevik. Vous croyez qu'entre 1890 et le milieu des années 1910 le prolétariat russe en proie à des difficultés sans nombre juste pour survivre au quotidien, subissant une guerre impérialiste, se posait la question de sa conditon et la manière de la résoudre en ces termes-là, vous le croyez, non, évidemment, et vous avez raison puisque ce n'était pas le cas. Or c'était le discours que leur tenaient Lénine et les bolcheviks (Le pain, la paix et la liberté). Mais alors pourquoi ? Il y a plusieurs explications à cela.

La première, même s'il n'en comprend pas les implications politiques, dites par exemple à un ouvrier ou à un paysan sans terre le plus arriéré qui soit que l'exploitation et l'oppression dont il fait l'objet est injuste et ne devrait pas exister, qu'il a le droit à une vie meilleure, il appouvera immédiatement, dites lui qu'il n'est pas normal qu'il existe des pauvres et des riches, il approuvera immédiatement, ajoutez qu'il faudrait mettre un terme à cette situation dont il est la victime innocente et il appouvera immédiatement, c'est ce quoi il aspire naturellement, dans le plus profond de lui-même, il en rêve le malheureux et il n'ose pas se dire que cela pourrait se réaliser un jour. Donc votre discours colle parfaitement avec ses aspirations, il est donc légitime, n'est-ce pas ?

La seconde, c'est que notre ouvrier ou notre paysan pauvre à force d'entendre qu'il existe dans le pays un courant politique ou un parti dont la politique ou le programme incarne ses besoins ou coïncide avec les aspirations, qui les défend depuis des années sans changer de discours, qui se place systématiquement à ses côtés, les mots d'ordre de ce parti, sa ligne et ses objectifs politiques vont finir par s'inscruster profondément dans son cerveau, par saper lentement mais sûrement tous les efforts entrepris par le régime pour légitimer son existence au point qu'il arrivera un moment où ils n'auront plus aucune entreprise sur lui, et une fois cet obstacle levé il sera prêt à soutenir un processus révolutionnaire puisqu'il n'a rien à perdre mais tout à y gagner. En fait, plus ou moins inconsciemment son niveau de conscience aura progressé.

La troisième explication, c'est que sans un tel discours révolutionnaire, la construction du parti indispensable pour renverser le régime en place s'avèrerait impossible, cet objectif politique s'avèrerait irréalisable tout simplement, car ce serait un tout autre parti qui se construirait, qui ne changerait rien à la condition de notre ouvrier ou de notre paysan pauvre, qui aussi arriéré qu'il soit finirait par s'en apercevoir.

Mais il est vrai que les dirigeants du POID ne construisent pas un tel parti, ceci peut expliquer cela.

Car lorsqu'interviendra la scission du POSDR (Part ouvrier social-démocrate de Russie) en 1903 avec les mencheviks, au départ sur une question de principe relative aux statuts du parti, Lénine comprendra immédiatement qu'au-dela de ce principe qui déterminait la nature du parti qu'ils devaient construire, le désaccord qu'il avait avec les mencheviks était fondamental parce qu'il portait sur l'objectif politique que devait se fixer leur parti, autrement dit bolcheviks et mencheviks ne combattaient pas pour le même objectif politique. Ce qui fut amplement prouvé par la suite quand les bolcheviks comprirent que l'heure de la révolution socialiste avait sonné en octobre 1917 pour que la classe ouvrière et la paysannerie pauvre s'emparent du pouvoir, tandis que les mencheviks en restèrent à la révolution démocratique bourgeoise déclenchée en février 1917 qui avait remis le pouvoir à la bourgeoisie, à ce titre ils combattirent le nouvel Etat ouvrier au côté de la réaction.

Certains ont voulu trouver une signification politique à la scission du POI l'an dernier, en affirmant que certains de ses dirigeants auraient été plus à gauche que d'autres disons pour faire bref, explication que je refuserai de partager. Aujourd'hui cet épisode prouve qu'il n'en était rien en fait. Leur désaccord portait uniquement sur les rapports qu'ils devaient avoir avec le PS et

les appareils des syndicats, principalement celui de FO, à quel niveau devait se manifester leur subordination à ce parti (et au PCF) ainsi qu'aux appareils des syndicats (donc au régime) pour conserver les avantages que leur propre appareil en tirait. Soumis comme tous les partis à la pression de la crise du capitalisme et des institutions, au lieu de saisir cette opportunité pour aboutir à une clarification politique, ils en feront une affaire de vulgaires boutiquiers, voilà tout.

Si nous ne croyons pas aux théories du complot, nous ne croyons pas davantage dans les miracles, même bien emballés dans un discours aux allures radicales mais qui ne dépasse pas le stade du plus vil opportunisme.

En guise d'épilogue.

Entre nous, la loi El Khomri était déjà largement appliquée avant qu'elle ne soit adoptée, elle devait juste être généralisée ou servir aux générations à venir de travailleurs.

Et encore, c'est comme l'abrogation du CPE en 2006, ils en ont fait toute une histoire, alors qu'en réalité plus de 20 types de contrats précaires continaient d'exister et existent toujours sans qu'ils fassent l'object d'une mobilisation pour obtenir leur abolition. Là aussi ils nous promettaient que si le CPE sautait, on allait voir ce qu'on allait voir, ce serait "un premier pas"... et pas un de plus depuis. Idem lors du référendum de mai 2005 sur le projet de Constitution européenne, la victoire du non devait stopper les velléités belliqueuses de l'UE envers les travailleurs, en réalité elle poursuivra son offensive de plus belle, et en 2008 Sarkzoy signera leTCE, adopté en Congrès par l'UMP et le PS.

Bref, bien entendu que tous ces combats devaient être menés, là n'est pas la question, ils étaient parfaitement légitimes, en revanche la fable qui les enrobait était méprisable car bourrée d'illusions qui devaient démoraliser des milliers de militants qui y avaient cru, ce qui est inexcusable, ce dont se foutent éperdument ces dirigeants. Comment croire dès lors que le POID, je cite : "n'a pas d'intérêts distincts de l'ensemble de la classe ouvrière" ? Quel intérêt la classe ouvrière aurait-elle à porter au pouvoir un dirigeant du PS ou à voter pour un candidat soutenu par le PS, après l'expérience du Front populaire, de la IVe République, de Mitterrand, du gouvernement Chirac-Jospin-Mélenchon, Hollande, ne serait-ce pas toutes ces expériences qui nous ont menés où nous en sommes, "c'est une évidence", non ?

Pour nous la signification politique du communiqué du POID est claire : il s'agit d'un appel à soutenir le candidat le mieux placé entre Hamon et Mélenchon ou le candidat qui resterait en lice si l'un des deux se désistait, voeux à peine voilé qu'a formulé ici le POID au nom de "l'unité", sans tenir compte de leur nature sociale ou de la classe dont ils incarnent les intérêts, celle des capitalistes. Réaliser l'unité avec un représentant du capitalisme, on sait à quoi cela mène, on a acquis une solide expérience en la matière en un siècle ou plus.

Ce sera non merci en ce qui nous concerne, on ne marchera pas dans cette combine pourrie d'appareil.

Les dirigeants du POID ont dû sentir le vent tourner, telle des girouettes...

Libération - Bayrou prépare sa candidature. Il espère attirer à lui la droite sociale et le centre en siphonnant les voix de Fillon empêtré dans ses scandales. S'il y va, il peut reprendre à Macron ces électeurs centristes que le mouvement En marche a détournés du Modem. Mauvais pour Fillon, mauvais pour Macron. Avec deux centristes en face de lui, Hamon est en meilleure position : les quelque 20% d'électeurs qui veulent voter Macron pourraient se diviser. Du coup le candidat de gauche pourrait arriver dans le trio de tête. Ou dans le duo… Libération 08.02

Confirmation.

Le POID serait prêt à voter pour Hamon le candidat du PS, le clone du parti de la réaction ou pour Mélenchon si Hamon se désistait en sa faveur.

Et dire qu'un sympathisant ou un militant de ce parti avait osé m'écrire un jour que le courant communiste internationaliste du POI dont Gluckstein était l'un des dirigeants (le TCI du POID) avait rompu avec le PS depuis 1988 ! Vous avez là exposé ouvertement la véritable nature contre-révolutionnaire, réactionnaire de ce courant politique. On appellerait bien les trotskystes à fuire ce courant politique et ce parti, mais on doute qu'ils en restent encore qui soient demeurés fidèles au socialisme.

Le Front populaire comme issue politique à la crise du capitalisme... qui a mené à la Seconde Guerre mondiale, à la Ve République, à l'élection de Chirac, puis de Sarkozy, Hollande l'ayant pratiqué également à travers le "dialogue social".

Editorial de la Tribune des travailleurs du 1er février 2017 par Daniel Gluckstein

- L'empreinte de la lutte des classes.

- (...) Les travailleurs qui assistent à ces développements, eux, sont fondés à dire : « Si ces deux candidats ont vraiment pour objectif d'abroger la loi El Khomri en soulevant le carcan de l'Union européenne, pourquoi ne se rencontrent-ils pas (et avec eux, les dirigeants des partis – PS, PCF, PG – qui les soutiennent) ? Pourquoi ne se mettent-ils pas d'accord sur un candidat unique qui ferait campagne sur cet axe ? Nul doute qu'une telle campagne bénéficierait d'un élan de la population laborieuse et de la jeunesse qui pourrait l'emporter, et encourager la mobilisation d'ensemble pour la rupture avec l'Union européenne et l'abrogation de toutes les contre-réformes. »

Il n'a tiré aucun enseignement de l'expérience grecque, pas étonnant. Nous, nous encourageons "la mobilisation d'ensemble pour la rupture avec" les institutions de la Ve République en appelant au boycott de l'élection présidentielle. Constatant que les travailleurs et la jeunesse s'abstenaient de plus en plus massivement à chaque élection, moins lorsqu'il s'agissait de l'élection présidentielle, qui de Gluckstein ou de nous incarne le mieux l'état d'esprit des travailleurs et de la jeunesse, qui les aide à aller plus loin dans la voie de la rupture avec les institutions de la Ve République ?

Daniel Gluckstein a omis sciemment, parce qu'il n'est pas censé l'ignorer, les dirigeants des partis bourgeois EELV, PRG et MRC, alliés électoraux du PS depuis des lustres. Jusque dans les moindres détails il lui faut falsifier les faits, c'est plus fort que lui, à ce stade ce n'est pas une tendance ou un penchant, c'est sa véritable nature.

On appelle les militants et les travailleurs à n'accorder aucun crédit à ces chimères.

Les travaillent se sont détournés du PS, le POID tient absolument les ramener dans son giron. Pathétique et ignoble.

Un bref complément rédigé le lendemain.

Depuis la rédaction de ces articles j'ai continé de lire des articles d'actualité et de réfléchir à notre sujet.

Vous aurez compris au passage pourquoi les dirigeants de ce courant politique s'obstinaient à caractériser de gauche le PS, pour ne pas rompre avec lui, parce qu'ils ne pourraient pas soutenir un parti de droite.

La voix de son maître

- PCF: Laurent appelle les "responsables de gauche" à "discuter" - AFP

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF), a appelé lundi "les responsables politiques de gauche" à "discuter publiquement" pour la présidentielle et pour avancer vers une "nouvelle majorité législative". AFP

- Chassaigne espère un "pacte" rouge-rose-vert pour les législatives - AFP

Le chef de file des députés Front de Gauche, André Chassaigne, a jugé mardi "difficile" un retrait de Jean-Luc Mélenchon au profit de Benoît Hamon ou l'inverse pour la présidentielle malgré des convergences de fond, mais espéré un "pacte" rouge-rose-vert pour les législatives. AFP

Benoît Hamon l'affairiste qui n'a pratiquement jamais bossé de sa vie, comme Mélenchon.

A lire absolument : https://fr.wikipedia.org/wiki/Beno%C3%AEt_Hamon

- Benoit Hamon ou la gauche rêvée - lesechos.fr 29.01

Extraits.

Benoit Hamon "apparatchik du PS depuis trente ans"

Ancien président du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), de 1993 à 1995, il fut longtemps celui qui organisait la claque pour les ténors, le leader d'une force d'appoint pour les congrès du parti. Celui qui oeuvrait en coulisses pour Michel Rocard (son premier engagement), Henri Emmanuelli, Lionel Jospin, Martine Aubry... Il était lieutenant, il aspirait à plus depuis longtemps.

Mais un tel leader, qui aide Manuel Valls à accéder à Matignon en avril 2014 avant de devoir quitter quatre mois plus tard le -gouvernement, est-il autre chose qu'un apparatchik opportuniste ?

L'ennui est que ses amis ne l'accueillent pas à bras ouverts à son retour. Ils ont organisé sans lui la fronde contre Manuel Valls et ils se posent la même question que François Hollande. L'amitié demeure, mais la -confiance est fragilisée. Benoît Hamon

s'explique mais ne s'excuse pas : « Oui je voulais jouer un rôle au gouvernement. Je n'ai jamais postulé à être chef de minorité toute ma vie. »

Il est convaincu que la gauche doit mener une bataille « culturelle » dans une France qui a « dérivé » à droite. Il va se mettre au travail. Sérieusement. Bientôt, il parlera « d'imaginaire -collectif puissant » et de « futur désirable ».

Ces idées sont travaillées par des chercheurs et en vogue chez des patrons de la Silicon Valley. L'ennui est qu'elles ne sont pas applicables dès 2017, pas financées et qu'elles négligent l'attachement d'une grande partie de la population au travail comme élément de statut social. Mais qu'importe pour Benoît Hamon. Il ne s'adresse pas encore à la France, mais à cette partie de la gauche qui veut « changer le rapport au travail ». « Il faut qu'on plante le drapeau tout de suite pour nos idées des dix ans qui viennent », a-t-il dit à ses proches en leur annonçant sa candidature, le 11 juillet 2016.

« Benoît, c'est le vote plaisir »

« Convictions, orientation et stratégie politiques vont de pair, c'est la clef », résume Guillaume Balas. Et tant pis encore si son programme européen, positif, volontariste et très coûteux, oublie que l'Union est -dominée par des exécutifs conservateurs aux antipodes de ses idées. « Benoît, c'est le vote plaisir », analyse Emmanuel Maurel, une figure de l'aile gauche du PS qui a -soutenu Montebourg.

« Ringardiser Mélenchon »

Désormais, le candidat du PS va devoir tenter de réparer la vaisselle cassée, préciser son programme (il a déjà mis -plusieurs étapes au revenu universel) et essayer de sortir de sa cinquième position dans les sondages d'intentions de vote. S'il y reste, les pressions seront fortes pour qu'il se retire. Son pari : attirer les écologistes et « ringardiser Mélenchon », dixit le député Régis Juanico, l'un de ses plus proches. La raison pour laquelle Benoît Hamon souligne sa proximité sur le fond avec le leader de la France insoumise tout en cultivant un parallèle de forme... avec Emmanuel Macron. lesechos.fr 29.01

* Sa compagne mi-danoise mi-catalane, Gabrielle Guallar (cadre dirigeante de LVMH, propriétaire des « Echos »)

Rappel : Benoit Hamon « a voté l'état d'urgence », rappelle son porte-parole...

Même sous la torture on ne nous ferait pas voter pour Hamon ou Mélenchon.

Mystification. Tout est dans la posture ou imposture. Comme ils l'aiment "la gauche de gouvernement"

Libération - Les hommes politiques s'adressent souvent à ceux qui se lèvent tôt. Lui (Hamon - ndlr) va voir ceux qui ne se couchent pas. Ils le méritent. Hamon a compris qu'il fallait tenter de renouer les liens entre socialistes et couches populaires ; il est temps : pas d'autre voie pour une victoire éventuelle.

LVOG - Libération porte-parole du mythe selon lequel le PS serait un parti des "couches populaires".

Mais pas seulement, aussi celui des aristocrates.

Libération - On assimile désormais les socialistes à la classe dirigeante privilégiée en oubliant la vraie, celle qui possède le capital.

LVOG - Le PS ne représenterait pas les intérêts de la classe du capital, il y serait étranger. Si c'est le journal de l'oligarque milliardaire Drahi qui le dit...

Libération vole au secours de "la gauche de gouvernement".

Libération poursuivit : ... l'obsessionnel réquisitoire de la «vraie gauche» et de l'extrême droite contre les sociaux-démocrates a installé l'idée que le peuple avait répudié la gauche de gouvernement. Ce qui est largement outrancier.

LVOG - Libération vole naturellement au secours de "la gauche de gouvernement" qui gère la société pour le compte du capitalisme quand elle est au pouvoir et se contente d'y être associée quand elle est dans l'opposition parlementaire. La seule gauche qui a grâce à ses yeux, normal, puisqu'elle est de droite en réalité, comme Libération et ses actionnaires qui ont perçu plus de 8 millions d'euros de subventions de l'Etat ou de la part de "la gauche de gouvernement" en 2014, près de 40 millions d'euros en 5 ans, pas ingrat Libération.

- Le bouclier des entreprises transnationales : le régime de commerce et d'investissement - par

Raffaele Morgantini - investigaction.net 06.02

Grille de lecture.

L'auteur de cet article dresse un bilan (incomplet) qu'on pourrait partager. En revanche nous condamnons sa conclusion qui consiste une fois de plus à s'en remettre à l'ONU, autrement dit, à défaut d'affronter le capitalisme et d'adopter le socialisme, il préfère conserver le capitalisme (l'impérialisme) et ses institutions qui auraient encore de beaux jours devant eux. Son inconsistance ou son incohérence va jusqu'à dénoncer le corporatisme pour y plonger tête baissée en pratiquant la collaboration de classes avec une des institutions du capitalisme mondial. C'est également la démarche opportuniste de Mélenchon notamment.

Le processus qu'il décrit fait penser penser à l'altermondialisme financé par l'oligarchie anglo-saxonne dont on n'entend plus parler, à moins que ce ne soit ici un de ses avatars.

Investigaction - Que faire ?

Il s'agit là de la question prépondérante et omniprésente face à la situation actuelle. La Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir corporatif et mettre fin à l'impunité (une coalition de plus de 200 organisations, mouvements sociaux, syndicats, organisations paysannes, etc) a fait des propositions concrètes en ce sens qui méritent considération. Celles-ci ont été émises dans le cadre des négociations à l'ONU pour l'adoption d'un instrument juridique contraignant pour les entreprises transnationales en matière de droits de l'homme. (...)

Le processus de négociations à l'ONU (conduit par l'Equateur, avec le solide soutien de la Bolivie, de Cuba, du Venezuela et de l'Afrique du Sud) a ouvert un espace politique très important pour lutter contre ce régime qui permet l'impunité du pouvoir corporatif. Il s'agit d'un processus qui pourrait être qualifié de révolutionnaire, car il a également ouvert un nouvel espace juridique, dans lequel on aspire à développer une nouvelle branche du droit international et un traité contraignant à ce respect.

La Campagne mondiale, en tant que plateforme représentative des peuples affectés par le pouvoir corporatif et des organisations qui luttent pour son encadrement structurel, est en train de participer avec des propositions concrètes, comme celles qui figurent ci-dessus, pour en finir avec ce régime de commerce et d'investissement générateur d'injustices et de crimes. Grâce à ces efforts, on est en train d'obtenir de plus en plus de place à la table des négociations et de nombreux pays du Sud intègrent ces propositions et se les approprient. Il est nécessaire de continuer à faire pression pour créer un nécessaire rassemblement de forces pour assurer un succès de ce projet, contribuant ainsi aux intérêts populaires des pays et des peuples du monde.

Il s'agit d'un processus historique, qui constitue un énorme défi et qui mérite d'être suivi de prêt. En fait, non seulement les droits fondamentaux des peuples sont en danger, mais c'est la démocratie dans son ensemble qui est remise en cause. investigaction.net 06.02

Il y en a qui décidément ne doutent de rien, on se demande depuis quand l'ONU serait garante de la démocratie. Quand à peine créée l'ONU a légitimé la création de l'Etat sioniste en spoliant et en chassant les Palestiniens de leurs terres, elle a montré aux peuples du monde entier quelle était sa conception de la démocratie et depuis avec constance et persévérance elle s'est employée à confirmer qu'elle était un instrument au service des exploiteurs et des oppresseurs.

Et on voudrait nous embarquer dans une telle escroquerie, non merçi. Nous qualifierons cette initiative de populiste parce que la véritable intention de leurs auteurs consiste à détourner le prolétariat mondial du socialisme à son insu, sur la base d'un déni, en attribuant à l'ONU une vertu qui est antinomique avec sa nature, sa fonction et son objectif. En fait de processus historique, c'est surtout un processus démagogique, malhonnête. C'est comme proposer aux peuples un placebo pour les guérir d'un virus particulièrement virulent ou mortel, c'est criminel.

Ils osent tout.

Quand Libération se défend de faire dans le "complot" envers Fillon, ce que ne démentirait pas Le Monde lancé à la chasse aux complotistes, car voyez-vous ces gens-là sont propres sur eux, leur déontologie est exemplaire.

Libération - L'intensité de la réaction médiatique est surtout liée aux explications confuses, contradictoires et partielles données par Fillon une fois les informations du Canard publiées. Il aurait donné à l'opinion publique des éléments précis et convaincants que la campagne se serait arrêtée dans la minute. Nul complot, donc. L'interrogation légitime de journalistes dont l'une des fonctions est de vérifier ce que disent les hommes publics. Libération 08.02

Si Libération et l'ensemble des médias aux ordres vérifiaient effectivement "ce que disent les hommes publics", ils en concluraient qu'ils sont tous malhonnêtes, même lorsqu'ils leur arrivent de lâcher des vérités mêlées à des contrevérités, l'essentiel demeurant qu'ils n'avoueront pas leurs réelles intentions parce qu'elles sont inavouables et ces vérités ne servent que cet objectif, se faire passer pour des gens honnêtes pour mieux berner ceux qui les écoutent.

Etat policier en famille. Union nationale du FN au POID.

Ah ben oui, il faut assumer jusqu'au bout !

La police assassine, matraque, torture, et en réponse à la dernière bavure le ministre de l'Intérieur a annoncé hier une mesure pour "rassurer les forces de sécurité", le déploiement de quelque 2.600 caméras mobiles "avec déclenchement automatique" au bénéfice des policiers et gendarmes. (Source : AFP 10.02)

- L'Assemblée approuve le projet de loi controversé de sécurité publique - AFP

Ce texte, déjà voté au Sénat en janvier, assouplit les règles de légitime défense pour les policiers, durcit les peines pour outrages aux forces de l'ordre (un an de prison et de 15.000 euros d'amende - ndlr) et autorise l'anonymat des enquêteurs. Il a été approuvé à l'issue des débats à l'unanimité de la quinzaine de députés PS, LR et FN présents. Seul le Front de gauche avait annoncé son intention de s'abstenir. AFP 09.02

Cela ne vous donne-t-il pas envie de voter pour le candidat du PS ou soutenu par lui ? Vous ne suivez pas le POID, vous avez raison...

Mise au point.

Quand on a à l'esprit que les Etats-Unis et la France ont déversé plus de bombes que durant la Seconde Guerre mondiale sur le Vietnam, 80 millions de litres de défoliant dont l'équivalent de quatre cents kilos de dioxine pure (l'Agent Orange) (1) à mettre au compte des Américains, et que la guerre a duré 25 ans, on peine à être convaincu de l'efficacité du mouvement anti-guerre, et on se demande quelle légitimité peuvent revendiquer ceux qui s'en réclament, qui regrettent la rupture de ce qu'ils appellent la gauche avec le mouvement anti-guerre qu'elle réduisit à l'impuissance en le dotant d'une orientation opportuniste.

Ce fut le lot de tous les mouvements généralement orchestrés ou contrôlés par les sociaux-impérialistes ou par les staliniens. On nous dit qu'il était justifié d'y participer, on se demande bien pourquoi au regard de son efficacité ou des objectifs véritables qu'ils devaient servir, questionnement politiquement incorrect selon nos censeurs qui ne supportent pas qu'on fasse appel à la logique la plus élémentaire. Quand on s'encanaille avec la canaille, il ne faut pas s'étonner ensuite qu'on vous traite de canaille, il faut assumer.

A quoi cela sert-il de combattre pour mettre fin aux guerres ou pour la paix, si on ne s'attaque pas aux origines des guerres, au capitalisme, à l'impérialisme, à ses institutions ? A rien au bout du compte comme on peut le constater quotidiennement. Eux (les impérialistes) peuvent se permettre de mener leur lutte de classe et d'inclure dans leur programme le renversement de régimes qui refusent de se soumettre à leurs diktats, mais nous les exploités, les opprimés, nous n'aurions pas le droit d'inscrire dans notre programme que notre objectif politique est le renversement de leur régime, et que nous axons notre lutte quotidienne dans cette perspective révolutionnaire. Certains courants du mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis évoluaient dans cette direction dans les années 60, ils furent décapités, leurs dirigeants assassinés.

C'est ce droit exorbitant que revendiquent les tenants de l'impérialisme qu'on nous appelle à respecter, s'y conformer c'est renier notre droit à l'insurrection, le socialisme, c'est être de droite.

Et le résultat ou la conclusion sont les mêmes concernant tous les mouvement sociaux auxquels ont participé des millions de travailleurs au cours des 3 ou 4 dernières décennies. On a privilégié le mouvement spontané des masses au détriment de l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui fut littéralement sacrifié. Nous sommes évidemment favorable au progrès social, mais pas à n'importe quel prix, je veux dire par là que, lorsque les trois quart ou plus de l'humanité en demeurent privés, on a le devoir de combattre pour qu'ils y accèdent, le progrès social doit être un levier pour conquérir notre émancipation et non pas pour nous en priver. Cette prise de conscience devrait être notre raison de vivre, afin d'être digne de notre idéal : La liberté.

Quand on considère la communauté des hommes, que l'humanité est une famille universelle, quelle que soit notre condition, vivre sous un régime qui livre des guerres à des peuples qui ne leur ont pas déclaré la guerre devrait nous révolter, vivre sous un régime qui procure autant de souffrances à son peuple devrait nous inciter à nous soulever et non à nous indigner pour mieux le tolérer, cette hypocrisie est ignominieuse. Quand à croire qu'il existerait des degrés dans l'indignation, nous n'en doutons pas, mais ce n'est pas là la question.

Avec la guerre et le despotisme, nous ne sommes pas en présence d'une question ouverte où il existerait des degrés, on est en présence d'une question fermée à laquelle il faut répondre par oui ou par non : Doit-on rompre avec ce régime infâme, injuste, guerrier, cruel, monstrueux, barbare pour avoir créé les talibans, Al-Qaïda, Daesh, doit-on le laisser sévir plus longtemps encore ou le stopper net, l'éliminer, l'abolir?

Quand on répond par oui à cette question, c'est notre mode de pensée et notre comportement qui vont s'en trouver bouleversés, tous nos rapports parce qu'on remet en cause l'origine de toutes les injustices, ce dont on va prendre conscience à des degrés divers ou jusqu'à un certain niveau, notre objectif étant d'acquérir une pensée universelle.

On a tendance à confondre le niveau de conscience qu'on a atteint avec cet objectif qui demeura un idéal pour le plus grand nombre, sauf à se bercer d'illusions sur l'évolution de la conscience humaine qui est très éloignée de cet objectif, ce qui n'est pas un obstacle infranchissable pour conquérir notre liberté.

Le révolutionnaire se distingue du philistin ou de l'opportuniste, du petit-bourgeois, par le fait qu'il n'hésite pas à trancher le fil qui le reliait au régime, à rompre avec le capitalisme, à l'affronter.

Notes.

1- La dissolution de 80 grammes de dioxine dans un réseau d'eau potable pourrait éliminer une ville de 8 millions d'habitants, selon une étude de l'université Columbia (New York) publiée en 2003 (http://www.legrandsoir.info/l-agent-orange-et-la-guerre-du-vietnam.html)

Le mouvement ouvrier au service de la gestion de la société capitaliste.

Autrefois on aurait titré : Le mirage de l'autogestion en régime capitaliste.

- État espagnol. Le Réseau des municipalités contre la dette illégitime se renforce à Pampelune. Par Jérôme Duval Mondialisation.ca 06.02

Dans la foulée de la première édition à Malaga, la deuxième rencontre « Municipalisme, Auto-gouvernement et Contre-pouvoir » (MAK2) a rassemblé « municipalités du changement » et mouvements sociaux à Pampelune (Espagne), du 20 au 22 janvier.

De la dichotomie entre institutions et mouvements sociaux ? La rencontre a permis d'analyser la dichotomie entre institutions et mouvements sociaux dans le difficile exercice de la gestion du pouvoir. Avec l'assaut de centaines de coalitions électorales aux municipales de 2015, on note une importante perte de précieux activistes due à l'exercice du pouvoir dans les municipalités, dans l'opposition ou partageant souvent le pouvoir avec des partis plus modérés. Sans doute un élément à considérer pour expliquer l'actuel repli de la mobilisation sociale.

Les milliers de militants actifs, maintenant en poste politique, héritent d'institutions structurés par leur ennemis politiques du bipartisme, et les problèmes sont parfois inhérents au fonctionnement même de la mairie, ce qui ne facilite pas la voie pour changer la façon de faire de la politique. Cependant, il reste toujours une marge de manœuvre quand la volonté politique est effective. Mondialisation.ca 06.02

Traduire ce sophisme : Quand la "marge de manœuvre" se réduit à la "volonté politique".

La participation aux institutions conduit inévitablement à mettre en oeuvre la politique d'austérité du gouvernement et de Bruxelles et à en faire porter les conséquences sur les travailleurs, ils disent eux-mêmes qu'ils doivent gérer "des municipalités étranglées par un endettement insoutenable".

Jérôme Duval - Enfin, une tache extrêmement importante est portée par le groupe pédagogie, qui se propose d'expliquer de manière didactique et à travers des outils de communication le travail sur des municipalités étranglées par un endettement insoutenable.

Ou l'exercice de la collaboration de classes ou l'exercice du pouvoir pour le compte des capitalistes qui pendant ce temps-là vaquent tranquillement à leurs affaires puisqu'ils ont trouvé des larbins pour garantir la paix sociale.

Enfumage. Pour qui roule Mediapart ?

Edwy Plenel à l'AFP à propos de Fillon : "... tous les faits dont il s'est excusé aujourd'hui seraient restés cachés sans la presse". "Quand on ne veut pas jouer le jeu, on discrédite un des piliers de la démocratie: l'information indépendante. Ce sont des écrans de fumée" AFP 07.02

- "C'est un rideau de fumée" : la journaliste qui a interviewé Penelope Fillon contredit François Fillon - francetvinfo.fr 06.02

Ce qui nous fait marrer, c'est qu'Hamon est le candidat déclaré de Mediapart, et en fusillant Fillon, si ce dernier se retirait, ses électeurs se reporteraient sur Macron qui serait alors certain de figurer au second tour face à Le Pen, Hamon serait éliminé.

- Le Pen (26%) et Macron (20,5%) devancent Fillon (17,5%) - Reuters 11.02

Décoder l'imposture.

Les criminels crient au meurtre, les falsificateurs hurlent à la désinformation, les exploiteurs au vol, les mafieux et corrompus en tous genres clament leur innocence et leur honnêteté.

Ne devrions-nous pas nous demander au-delà de ce constat, pourquoi peuvent-ils agir ainsi en toute impunité ? N'y sont-ils pas encouragés par les dirigeants du mouvement ouvrier qui ont autant sur la conscience à se reprocher pour n'avoir pas cessé d'employer les mêmes méthodes pour justifier leur politique opportuniste et camoufler leur trahison du socialisme ?

Il n'est pas étonnant qu'ils soient les derniers à dénoncer et à combattre l'emprise des médias sur les consciences, chacun peut le constater également. Et qu'on ne vienne pas nous accuser de leur faire un procès d'intention, car ils sont les premiers à reprendre à leur compte les versions officielles servies par les médias ou les services de presse de l'OTAN ou du Pentagone.

Tout s'explique un jour et tout se paie un jour, mais malheureusement plus le temps passe, plus l'addition sera élevée, pas pour eux, pour nous, pour tous les peuples opprimés.

- Nos médias mentent, par Justin Raimondo - Par Justin Raimondo — arretsurinfo.ch 06.02

Extraits. Les médias « mainstream » ont ouvert le robinet à fausses nouvelles et déversent quotidiennement, à propos de Trump et de son administration, un véritable tsunami de pseudo informations non vérifiées (et invérifiables) qui sont démenties presque aussitôt. Des démentis, qui, lorsqu'ils sont publiés, ce qui n'est pas systématique, arrivent souvent trop tard pour redresser les torts. Et c'est là toute la question. Cela crée une atmosphère de désastre et de sombre menace autour de la Maison Blanche de Trump, et on ne peut s'empêcher de penser que c'était là le but recherché.

Des fausses nouvelles au faux renseignements voici en résumé le monde dans lequel nous vivons. Et le problème est aggravé par une campagne systématique de dénonciation de soit-disant fausses nouvelles, menée par ceux qui les génèrent : les médias « mainstream ». arretsurinfo.ch 06.02

- Décodex: le vieux Monde se meurt - investigaction.net 06.02

Extraits. C'est Le Monde qui avait découvert en 1991 des charniers sandinistes qui n'existaient que dans l'imagination de son envoyé spécia. C'est Le Monde encore qui avait authentifié le plan « Fer-à-cheval » de Milosevic ; ce plan avait été inventé par le gouvernement allemand pour justifier les bombardements au Kosovo. C'est Le Monde toujours qui annonçait la fausse démission de Chavez lors de la tentative de putsch en 2002. C'est Le Monde que quitte Hervé Kempf en 2013, alors que la direction du journal l'empêche de couvrir la mobilisation contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. C'est Le Monde aussi qui reproduit un décompte farfelu des victimes syriennes, à partir des statistiques d'une obscure ONG proche du Quai d'Orsay. C'est le même Monde qui avait en un temps record attribué à l'armée syrienne l'attaque chimique de la Ghouta en 2013; par contre un expert du Massachusetts Institute of Technology et un ancien inspecteur de l'ONU imputeront la faute aux rebelles tandis que les Nations Unies confirmeront l'usage d'armes chimiques sans établir de responsabilités.

Ces quelques exemples de dérives journalistiques ne sont pas l'apanage du Monde. En fait, à chaque guerre de l'Otan, les mensonges de l'alliance atlantique sont relayés dans la presse mainstream. L'ensemble de cette presse est pourtant considéré comme fiable par le Décodex. À l'inverse, un coup d'œil sur la base de données de l'outil nous montre que les sites d'info alternative dénonçant les interventions de l'Otan doivent être considérés comme suspects.

La grille du Décodex blanchit la presse mainstream. Elle s'assied sur une riche et abondante littérature d'analyse critique des médias, au profit du fact-checking. C'est plus tendance. Mais c'est boiteux dans le cas du Décodex. Aux oubliettes donc l'étude empirique d'Herman et Chomsky ainsi que leur modèle des filtres de l'information[17]. À la trappe, la collusion entre les pouvoirs médiatique, politique et économique, illustrée par Geuens[18]. Oubliée, la marchandisation de l'information dénoncée par Ramonet[19]. Pardonnée, l'inquiétante concentration des médias entre les mains d'une poignée de riches industriels, comme l'a notamment illustré Halimi[20]. Ignoré, le poids de l'habitus social théorisé par Bourdieu, ces lunettes particulières « à partir desquelles [les journalistes] voient certaines choses et pas d'autres ; et voient d'une certaine manière les choses qu'ils voient [21]». Absentes, les conditions de travail des journalistes dont Accardo a mis en lumière l'impact sur la qualité de l'info[22]. Tous les travers de l'industrie médiatique sont passés entre les mailles du Décodex. Agitant l'épouvantail reptilien, Le Monde tente d'offrir une nouvelle virginité à la presse mainstream. Le Décodex, c'est l'anti-critique des médias 2.0. Un moteur de recherche et une extension Facebook pour ramener les internautes sur le droit chemin de l'idéologie dominante. Y arriveront-ils ?

Elections en oligarchie ou le chaos généralisé.

Le matraquage

- Deux sondages prévoient un duel Macron-Le Pen au deuxième tour - Reuters

Déployer les grands moyens pour y parvenir.

- Pour 7 Français sur 10 pour, Fillon devrait se désister - Reuters

Dans le duel Macron-Fillon on retrouve les mêmes commanditaires que dans le duel Clinton-Trump...

Si Macron l'emportait, cela signifierait que la majorité des oligarques auront préféré le candidat qui n'aura pas de parti auquel rendre des comptes une fois élu.

Une précision apportée par un internaute

- "Et Macron ?

Je cite - "A qui appartient BFM qui casse du Fillon à longueur de journées, à Patrick Drahi, homme d'affaires franco marocain israelien propriétaire de SFR, RMC, L'Express, Libération L'Expension, Mieux-Vivre, Votre Argent, Studio Ciné, i24 news, (entre-autres) une audiance qui lui permet de faire passer ses messages en permanence à 50% de la population (chiffres ACPM).

Pourquoi casser Fillon pour faire monter Macron ?

Bernard Mourad, ancien banquier et patron d'Altice Media Group (Drahi) rejoint l'équipe de campagne Macron comme conseiller spécial, et structurer "En Marche".

Le programme sera-t-il celui de Mourad-Drahi ?

En 2014, Drahi- Numéricable en concurrence avec Bouygues, rachète SFR contre l'avis de Montebourg, ministre de l'Economie, qui s'y oppose en disant que Numéricable a un holding au Luxembourg, son entreprise est cotée à la Bourse d'Amsterdam, sa participation personnelle est à Guernesey paradis fiscal de sa Majesté Britannique, et lui même est résident en Suisse !... Nous avons des questions fiscales à lui poser".

La suite se termine par un feu-vert discrètement donné.

Macron, lui, "futur candidat hors du système", soutient le rachat se SFR par Numéricable qui appartient à Drahi... et se présente aux présidentielles."

De là à penser que ce petit monde soit, aussi, lié à la finance américaine.

Hein que c'est grand, beau et grand, la politique !

Tout est sur google : "Macron-Drahi" pour en savoir davantage encore.

- «Fillon est à terre mais ne le sait pas» - Liberation.fr

Pendant la présidentielle, Libération va sonder, chaque jour de la semaine, cinq lieux différents de la «France invisible». Aujourd'hui, les abords du canal Saint-Martin à Paris, avec un sans-abri.

- François Fillon, une PME très familiale - Liberation.fr De l'argent récolté par sa société de conseil à celui versé par le Parlement à sa famille, le candidat LR a créé un réseau financier qui lui a fourni des recettes confortables.

- Accoyer (LR) dénonce "une attitude scandaleuse" de Bayrou - AFP

- Bayrou accuse Fillon d'être "sous l'influence des puissances d'argent" - AFP Le président du MoDem François Bayrou a accusé mercredi François Fillon d'être "sous l'influence des puissances d'argent", faisant un pas supplémentaire vers une candidature à la présidentielle en affirmant qu'il prendrait "ses responsabilités".

Lu dans un commentaire laissé par un internaute.

- "Marine Le Pen a elle aussi des démêlés avec la justice notamment des présumés emplois fictifs de deux de ses collaborateurs et de déclaration de patrimoine sous estimées, elle est épargnée par les médias..."

Macron, une comète ou la planète des singes.

- L'heure de vérité approche pour Emmanuel Macron - Le Huffington Post

C'est le nouveau leitmotiv des politiques et de la presse: sous ses airs de gendre idéal Emmanuel Macron, est transparent, son discours est creux, son programme est vide.

- Présidentielle : Macron, un zeste de programme - LeParisien.fr

Il est des petites musiques qu'il vaut mieux ne pas laisser se jouer trop longtemps. Celle d'un candidat sans programme, par exemple. Pour Emmanuel Macron, il y a urgence à faire taire ce refrain,...

- Macron : un programme, et vite ! - Liberation.fr

Ils osent tout

- La France est-elle en retard dans la moralisation de la vie politique ? - Franceinfo

- «Reconstruire l'économie en redonnant de la valeur au savoir» - Liberation.fr

Le philosophe Bernard Stiegler établit une différence entre l'emploi, aujourd'hui largement prolétarisé, et le travail, qui transforme le monde par le savoir, et dont il faut cultiver la richesse.

- Politique : et si les citoyens décidaient ? - Franceinfo

Tous les candidats sont désormais en lice pour la présidentielle. Parmi les propositions, un nouveau thème émerge cette année : la participation démocratique.

- L'impasse avec Emmanuel Macron - Liberation.fr

- Le poker menteur avec Jean-Luc Mélenchon - Liberation.fr

- Hamon dans le métro parisien à 2 heures du matin : «C'est vous qui avez choisi de travailler la nuit ?» - Liberation.fr

- Cambadélis met en garde contre les affaires politico-judiciaires - AFP

Parole d'un repris de justice...

- Fin de cycle pour l'extrême-gauche française - LeFigaro.fr

- Présidentielle 2017 : l'élection menacée par une cyberattaque russe ? - LePoint.fr

- Une "erreur", mais des faits "légaux": la conférence de presse de Fillon - AFP

- Conférence de presse de F. Fillon : "montrer qu'il n'a rien à cacher" - Franceinfo

- Présidentielle 2017 : Macron visé par la Russie - LePoint.fr

- Hamon: Fillon "persiste dans le déni" - AFP

- Collomb, soutien de Macron, restera "toujours socialiste de coeur" - AFP

Le sénateur-maire PS de Lyon Gérard Collomb, soutien d'Emmanuel Macron, a assuré mardi qu'il serait "toujours socialiste...

- Marine Le Pen: "mon principe de base, c'est de soutenir les policiers" - AFP

- Aulnay-sous-Bois : les avocats des policiers plaident «l'accident» - LeFigaro.fr

- Loin de la Maison Blanche, Barack Obama fait du kitesurf avec le milliardaire Richard Branson - Franceinfo

- L'UE presse la Libye à protéger les migrants - euronews.com

- Ukraine: l'UE veut le respect des accords de Minsk - AFP

- «La prison sera la mémoire de la Syrie des Assad» - Slate.fr

- Le mur de Donald Trump inquiète aussi le Mexique pour la survie des papillons monarques - Le Huffington Post

- L'UE demande aux Etats-Unis de ne "pas interférer" dans sa politique - AFP

Ils osent tout.

Guerres, militarisme, répression, violence aveugle, murs, corruptions, abus de pouvoir, impostures, intimidations, surveillance, harcèlements, menaces, provocations, assassinats, piratages, arrogeance . Faisons table rase.

- Dombrovskis avertit les USA sur les règles bancaires - Reuters

- Occitanie. La présidente Delga visée par des menaces, la région porte plainte - Liberation.fr

L'Occitanie a indiqué avoir porté plainte pour «outrage» et «menaces de mort» envers la présidente de région, Carole Delga (PS). Liberation.fr

- Sur Europe 1, Nicolas Canteloup fait des blagues homophobes sur l'affaire Théo - Liberation.fr

- Affaire Bygmalion : Nicolas Sarkozy renvoyé devant la justice - Franceinfo

- Sécurité: Le Roux annonce le déploiement de 2.600 caméras mobiles - AFP

- Election syndicale dans les TPE : Solidaires dénonce les couacs du scrutin - Liberation.fr

- Centre de déradicalisation : sept mois après, un échec - Franceinfo

- Espagne: l'avenir politique du chef de Podemos se joue ce week-end - AFP

- Côte d'Ivoire: tirs en l'air de soldats à Adiaké, près d'Abidjan - AFP

- Plus de 50 miliciens tués par l'armée dans le centre de la RDC - Reuters

- Afghanistan: au moins 19 morts dans un attentat suicide à Kaboul - AFP

- Renforcement de la présence de l'Otan en Lituanie - Reuters

- Etats-Unis. Feu vert de l'armée au tracé d'un oléoduc dans le Dakota Reuters

- Migration: création en Tunisie d'une instance contre les trafics d'êtres humains AFP

- La loi israélienne pour les colons contestée devant la Cour suprême - AFP

- Argentine : des seins nus contre le machisme - LePoint.fr

- Argentine: Macri pris dans un scandale financier visant son père - AFP

- Manifestations: "Les Roumains ont perdu confiance dans le gouvernement" - L'Express.fr

- Une mère accuse Trump d'instrumentaliser la mort de sa fille AFP

- Décret migratoire: Donald Trump dénonce une justice "politisée" AFP

- Le décret anti-immigration de Donald Trump reste gelé, la justice rejette l'appel du président - Le Huffington Post

- États-Unis : nouveau revers sur l'immigration pour Donald Trump - Franceinfo

- Le camp Fillon poursuit son offensive contre le parquet financier - AFP

- Affaire Fillon : la justice et les médias dans le viseur du candidat - Franceinfo

- Le Kremlin veut m'empêcher d'être candidat, dit Navalny - Reuters

- Russie: la peine prononcée contre un opposant pourrait être révisée - AFP

- La Hongrie prête à ériger une autre clôture à sa frontière sud - Reuters

- La Pologne voudrait avoir un parapluie nucléaire, américain ou européen - AFP

- De plus en plus d'hommes politiques indiens ont des déboires avec la justice - Slate.fr

- Afghanistan : le commandant des forces de l'Otan demande des renforts - euronews.com

- Chaos au Parlement sud-africain pour le discours à la nation du président Zuma - AFP

- Nouvelles manifestations contre le gouvernement au Nigeria - Reuters

- Jérusalem: nouvelle manifestation contre le service militaire - AFP

- Netanyahu exhorte les pays "responsables" à sanctionner l'Iran - Reuters

- Au Pérou, l'ex-président Toledo recherché pour corruption - AFP

- La police néerlandaise a réalisé une saisie de drogue représentant l'équivalent d'un milliard de cachets d'ecstasy. - Liberation.fr

- Le ministère italien des Affaires étrangères aurait été piraté - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Union européenne

- L'UE dit vouloir s'en tenir aux sanctions contre Moscou - Reuters

L'Union européenne va maintenir ses sanctions contre la Russie jusqu'à ce que Moscou renonce à son soutien aux séparatistes de l'est de l'Ukraine, malgré la promesse faite par Donald Trump d'améliorer les relations des Etats-Unis avec la Russie, ont déclaré lundi à Bruxelles les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Huit.

L'UE apparaît décidée à maintenir un front uni sur des dossiers de politique étrangère où elle se retrouve en porte-à-faux avec Donald Trump, comme l'Iran, la Chine et le rôle de l'Otan.

2- Etats-Unis

Trumpitudes

2.1- Immigration: le secteur technologique prend la tête de la fronde anti-Trump - AFP

Les entreprises technologiques se mettent en ordre de bataille face au décret anti-immigration du président américain Donald Trump, inquiètes autant des conséquences immédiates que du précédent qu'il pourrait créer pour un secteur reposant énormément sur des talents étrangers.

Dans la première initiative d'envergure du monde des affaires contre le nouveau président, près de 130 entreprises, basées en majorité dans la Silicon Valley, ont apporté leur soutien devant une cour fédérale à la procédure visant à contrecarrer l'application du décret.

La lettre des entreprises ("amicus brief") dénonce une rupture avec "les principes d'équité et de prédictibilité qui ont régi le système de l'immigration aux Etats-Unis depuis plus de cinquante ans", et les "dommages importants pour le commerce américain, l'innovation et la croissance" qui en découlent.

A part quelques signataires comme les jeans Levi's ou les yaourts Chobani, la liste réunit le gratin de la high-tech.

Sa première version dans la nuit de dimanche à lundi rassemblait une centaine de noms et la plupart des poids lourds et startups en vue: Apple, Facebook, Google, Intel, Microsoft, Netflix, Twitter, eBay, PayPal, Uber, Airbnb, Yelp, Pinterest, Snap, Spotify USA, Lyft, Stripe, Dropbox...

Une trentaine d'autres les ont rejoint lundi après-midi, dont SpaceX et Tesla, les deux entreprises du milliardaire Elon Musk qui fait partie d'un forum de dirigeants d'entreprises chargé de conseiller Donald Trump. Le patron d'Uber, Travis Kalanick, vient lui d'en démissionner, après une fronde de ses utilisateurs qui y voyaient une marque de soutien à la politique présidentielle.

IBM, dont la patronne participe au même forum, n'a en revanche pas signé. D'autres absents notables sont Oracle et Amazon. Ce dernier a toutefois appuyé la plainte initiale de l'Etat de Washington, où il est basé.

Pendant la campagne électorale, le secteur technologique avait plutôt fait campagne contre Donald Trump. Et après des tentatives de dialogue depuis l'élection, ce n'est pas un hasard si c'est le sujet de l'immigration qui fait ressurgir l'opposition au président.

"Toutes ces entreprises dépendent lourdement de scientifiques et ingénieurs étrangers", souligne Darrell West, directeur du Centre pour l'innovation technologique de la Brookings Institution, qui prédit des antagonismes d'autant plus forts que les entreprises du secteur comptent beaucoup de "gens jeunes et progressistes", peu favorables à la politique présidentielle.

Roger Kay, analyste chez Endpoint Technologies, rappelle que les meilleures entreprises du secteur sont allées chercher des ingénieurs ainsi que beaucoup de fondateurs et de patrons en Asie, en Russie... Ce sont ces gens, venus souvent au départ avec des visas, qui ont "alimenté l'essor de la hi-tech".

L'Iran et l'Irak ont fourni beaucoup de "mathématiciens et de scientifiques brillants" à la Silicon Valley, explique-t-il, mais "Donald Trump a montré qu'il pouvait, selon son bon vouloir, viser n'importe quel groupe" en bannissant même provisoirement des résidents légaux détenteurs d'une carte verte.

"La Silicon Valley est un pays d'immigrants" et donc est "terrifiée" à l'idée que l'administration Trump s'attaque à "d'autres pays", "d'autres religions", avance-t-il.

Les spéculations circulent déjà sur une refonte du système de visas, notamment des H1-B pour travailleurs spécialisés dont le secteur est très friand.

L'un des arguments des entreprises, c'est bien d'ailleurs l'application arbitraire de mesures déjà jugées d'une ampleur sans précédent et "déraisonnables", frappant "des millions d'individus" et susceptibles d'être étendues sans préavis.

Pourquoi les entreprises et leurs potentiels employés étrangers se donneraient-ils la peine d'enclencher les procédures d'obtention pour un visa ou une carte verte s'ils risquent du jour au lendemain d'être révoqués?

Leur lettre prévient que cela va peser sur le recrutement et la compétitivité des entreprises américaines, nuire à leurs activités (si certains salariés ne peuvent plus négocier des contrats à l'étranger, ou que des mesures de rétorsion sont mises en place par les pays visés), voire encourager des multinationales à investir et à embaucher ailleurs qu'aux Etats-Unis.

En optant pour le conflit ouvert, le secteur technologique risque toutefois de se retrouver isolé. "Oui, ils ont beaucoup d'argent, et oui, ils créent des emplois, mais les alliés politiques de Trump sont enracinés dans les vieux secteurs industriels" qui ont les moyens de contrebalancer l'influence de la Silicon Valley, prévient Roger Kay. AFP 07.02

2.2- Trump reconnaît la "Chine unique" et apaise Pékin - AFP

Deux mois après un coup de fil retentissant avec Taïwan, Donald Trump a apaisé la Chine en assurant à son homologue Xi Jinping qu'il respecterait le "principe de la Chine unique" interdisant tout contact diplomatique entre des pays étrangers et le frère ennemi taïwanais. AFP

2.3- Washington s'engage à respecter l'accord sur l'Iran - Reuters

La porte-parole de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a dit vendredi avoir été rassurée par ses entretiens avec des membres du nouveau gouvernement américain sur l'application par Washington de l'accord sur le nucléaire iranien. Reuters

2.4- En titres.

- Immigration: le secteur technologique prend la tête de la fronde anti-Trump - AFP

- La justice américaine entre en guerre contre Donald Trump - Franceinfo

- Maxine Waters, l'élue démocrate qui compte bien obtenir la destitution de Donald Trump - Le Huffington Post

- Fox News qualifie Poutine de “tueur” quand Trump dit le “respecter” - euronews.com

3- Roumanie.

Coup d'Etat en cours fomenté depuis Washington, Berlin et Bruxelles

3.1- Le réveil citoyen accule le pouvoir roumain. - Liberation.fr

Malgré l’annonce du retrait de l’ordonnance assouplissant la loi anticorruption, les manifestations se poursuivent partout dans le pays. Accusé de voler au secours du leader de son parti, le Premier ministre Grindeanu refuse de démissionner. Liberation.fr

- Le Premier ministre roumain refuse de démissionner euronews.com

Face aux appels sur les réseaux sociaux à poursuivre la mobilisation, le Premier ministre Sorin Grindeanu a appelé la population “au calme”, mais envisage la démission de son ministre de la Justice Florin Iordache. La majorité de centre gauche fait bloc, estimant qu’il y a un plan pour renverser le pouvoir en place. euronews.com

C'est fait, le ministre de la Justice a été débarqué...

3.2- Le gouvernement roumain résiste aux appels à la démission - Reuters

Lundi soir, 25.000 personnes se sont rassemblées devant le siège du gouvernement, soit bien moins que les jours précédents, pour réclamer la démission de Sorin Grindeanu et la tenue de législatives anticipées.

Dans le même temps, une autre manifestation, forte de 4.000 personnes, a eu lieu pour la deuxième journée consécutive sous les fenêtres de la présidence, pour accuser le chef de l'Etat Klaus Iohannis, de centre droit, d'être l'instigateur des marches antigouvernementales de la semaine dernière.

La Commission européenne et les Etats-Unis ont condamné un retour en arrière dans la lutte contre la corruption et un revers pour les procureurs roumains, dont le travail est applaudi. Reuters

3.3- Les manifestations contre la corruption continuent en Roumanie - Par Peter Schwarz - Mondialisation.ca, 06 février 2017

Extrait. Le 22 janvier, alors que les premiers projets concernant la modification de loi étaient ébruités, le président avait participé à

des manifestations de rue les condamnant. En conséquence, le président du PSD, Liviu Dragnea, l'avait accusé de vouloir participer à un coup d'État.

Johannis, qui passe pour être un partisan de la chancelière allemande Angela Merkel, avait été élu président de la Roumanie à la fin de 2014. Le candidat d'opposition le plus important était alors le premier ministre Victor Ponta du PSD. Un an plus tard, Ponta démissionnait suite à une vague de manifestations qui avait présenté une forte similarité avec les manifestations actuelles.

À l'époque, le WSWS avait caractérisé ces manifestations comme suit [article en anglais] : « Les manifestations, décrites dans les médias comme étant une "révolution populaire", représentent les efforts entrepris par les puissances impérialistes et les élites locales pour cultiver une couche de la classe moyenne supérieure comme appui pour leur politique de guerre et d'austérité. »

Johannis s'était servi de la démission de Ponta pour mettre en place un gouvernement technocrate mené par l'ancien commissaire européen Dacian Ciolos qui fut responsable de la mise en œuvre implacable des diktats d'austérité de Bruxelles.

Pour la classe ouvrière, les conséquences furent dévastatrices. Plus de 25 ans après la chute du régime stalinien de Ceausescu et 10 ans après l'entrée de la Roumanie dans l'UE, elle demeure le pays le plus pauvre d'Europe. Selon l'étude Social Justice Index 2016 sur la situation sociale dans l'Union européenne par la Fondation Bertelsmann, la Roumanie occupe la 27? place. Seule la Grèce fait pire. Le salaire moyen est de 400 € par mois ; 40 pour cent de la population et 48 pour cent des jeunes de moins de 18 ans sont menacés de pauvreté ; 28 pour cent de la population souffrent de graves privations matérielles.

Finalement, la politique pratiquée par le gouvernement Ciolos est détestée au point que le PSD a remporté plus de 45 pour cent des suffrages aux élections anticipées en décembre dernier. La participation a cependant été inférieure à 40 pour cent. Au début de cette année, le PSD a formé un nouveau gouvernement sous la direction de Sorin Grindeanu et qui est actuellement au cœur des manifestations.

Depuis la chute de Ceausescu, le PSD et ses organisations antérieures ont été des piliers fiables du régime capitaliste en Roumanie. Étroitement associé aux syndicats, il a soutenu des attaques féroces perpétrées contre la classe ouvrière, la privatisation des entreprises d'État et l'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne. L'organisation qui a succédé à l'ancien parti d'État stalinien a toujours rencontré une certaine méfiance de la part de Washington, de Bruxelles et de Berlin. Les accusations de corruption ont aussi toujours été synonyme de la suspicion de subir l'influence de Moscou.

Maintenant que les conflits entre Bruxelles et Washington sont en train de s'intensifier, le PSD essaie de se faire bien voir du gouvernement Trump. Le président du parti, Liviu Dragnea, et le premier ministre Grindeanu, se sont publiquement vantés d'avoir participé à un dîner privé à l'occasion de l'investiture de Donald Trump, lors duquel le nouveau président était présent.

Dragnea a publié des photos sur Facebook en affirmant avoir dit à Trump vouloir hisser le partenariat stratégique entre la Roumanie et les États-Unis à un nouveau niveau. Trump a répondu : « Nous y parviendrons ! La Roumanie est importante pour nous ! »

Il aurait aussi rencontré Michael Flynn, le conseiller à la sécurité nationale, et évoqué « les excellentes perspectives du partenariat stratégique entre la Roumanie et les États-Unis ». Il avait assuré à Flynn que le nouveau gouvernement respecterait l'engagement de la Roumanie à consacrer 2 pour cent du PIB à la défense.

Le président Iohannis a réagi immédiatement. Ses services publièrent un communiqué disant que l'ambassadeur roumain aux États-Unis avait été le seul représentant officiel du pays présent à la cérémonie d'investiture. « Les délégations constituées de représentants de certaines institutions ou de certains partis politiques et qui ont participé à des manifestations organisées en marge des cérémonies officielles d'investiture, ne représentent pas l'État roumain ». WSWS, le 4 février

4- Inde

- De plus en plus d'hommes politiques indiens ont des déboires avec la justice -

En 2014, 17% des candidats aux élections législatives indiennes avaient été ou étaient poursuivis par la justice. Aujourd'hui, le chiffre a doublé et concerne des élus. 34% des membres du Parlement ont ainsi été poursuivis au moins une fois par la justice.

Les causes seraient diverses. D'abord, la lenteur de la justice indienne. Celle-ci aurait à gérer 31 millions d'affaires et mettrait donc parfois plus d'une décennie à traiter certains cas. Résultat, de nombreux malfaiteurs passent entre les mailles du filet. Un climat d'impunité qui encouragerait aux délits et certains hommes politiques ne dérogent pas à la règle.

Ensuite, après l'indépendance de 1947, les criminels avaient l'habitude de soudoyer les politiques afin de se faire oublier et/ou de préserver de bonnes relations. Mais le déclin de l'hégémonique Parti du Congrès à partir des années 1980 change tout. Les scélérats décident qu'ils ne sont jamais mieux servis que par eux-mêmes et investissent de plus en plus le champ politique.

Enfin, les fondement civilisationnels de l'Inde seraient aussi la cause de cet attrait pour la corruption. Max Jean Zins notait ainsi dans un long article sur le sujet (disponible sur le web en fichier word):

«Dans le système hindou, les notions de bien et de mal n'ont rien à voir avec celles de la culture chrétienne. La culpabilité n'existe pas. Au contraire, il faut bien faire tout ce qui est nécessaire pour réussir, y compris dans le cadre de la corruption.»

La pauvreté en Inde n'ayant cessé d'augmenter, les habitants du pays reconnaissent dans les criminels des sortes de Robin des Bois. Lorsque des décrets sont par exemple votés pour construire une école ou une route, il peut être difficile de trouver les fonds nécessaires. Les malfaiteurs ont l'habitude de trouver de l'argent par tous les moyens possibles; un résultat qui satisfait les plus pauvres.

Toujours d'après The Economist, si on analyse les résultats des trois dernières élections générales, un escroc avait 18% de chances d'être élu contre 6% pour quelqu'un ayant un casier vierge.

Cette bataille visant à éliminer le crime financier et à avoir des hommes politiques fiables et «propres» divise. Si certains préfèreraient garder le système tel qu'il est afin de préserver leurs intérêts, d'autres aimeraient changer les choses, quitte à ce que le gouvernement se durcisse. Max Jean Zins écrivait à ce propos, dans son article:

«Une partie des couches moyennes indiennes est intéressée par la lutte contre la corruption. Elle acquitte ses impôts, travaille, fait avancer le pays; elle en a assez de devoir payer en plus pour que l'État fonctionne correctement. (…) Pour éliminer la corruption, elle aspire à un gouvernement autoritaire. C'est un débat de société.» slate.fr 08.02

Ce sont les couches moyennes qui ont porté Modi au pouvoir, issu du BJP d'extrême droite, allié à des partis hindouistes (RSS et VHS) xénophobes, racistes, anti-musulmans. Ce sont elles, qui sous l'égide du Parti du Congrès ont bénéficié principalement de la libéralisation économique engagée depuis le début des années 90, qui ont abouti à une multitude de privatisations des services publics, à l'implantation en Inde de nombreuses multinationales occidentales, à l'endettement croissant de l'Etat...

Si le développement économique a également profité au prolétariat, il a surtout contribué à l'endetter tout en le surexploitant, car depuis 26 ans que je vis en Inde je n'ai jamais entendu parler d'une nouvelle réforme sociale favorable aux travailleurs, qui demeurent pour l'immense majorité d'entre eux soumis à des rapports sociaux de type féodal, despotique, en l'absence de toute loi pour les protéger de l'arbitraire patronal, et lorsque des lois existent comme par exemple celle sur le salaire minimum, elle n'est pas appliquée par pratiquement la quasi-totalité des employeurs en toute impunité.

Autant dire, que l'Inde où la corruption est généralisée, n'est ni ce qu'on appelle un Etat de droit, ni une République et encore moins une démocratie.

5- Afghanistan

- Afghanistan: record de victimes civiles en 2016, selon l'ONU - AFP

Avec l'intensification des combats et l'enracinement du groupe Etat Islamique en Afghanistan, 2016 a été l'année la plus meurtrière pour les populations depuis le début du recensement des victimes civiles par l'ONU en 2009.

Au total, 11.418 civils ont été tués (4.498) ou blessés (7.920) l'an dernier, en augmentation générale de 3% en un an, dont un tiers d'enfants (plus de 3.500, en hausse de 24%), selon le huitième rapport de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Manua) qui l'a présenté lundi.

A titre de comparaison, l'ONU en comptait moins de 6.000 victimes lors de sa première édition en 2009. Au fil de bilans régulièrement en hausse, 24.841 civils afghans ont été tués et 45.347 blessés au total depuis cette date.

Le conflit ayant rattrapé l'ensemble des 34 provinces, la Manua (Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan) a enregistré un nombre record de victimes dues aux combats au sol, ainsi que "le pire bilan pour les victimes des opérations aériennes depuis 2009", a souligné la directrice des Droits humains au sein de la Mission, Danielle Bell.

Selon la Manua, les forces afghanes sont responsable de "43% des victimes".

Les frappes conduites par les forces afghanes et américaines ont fait 590 victimes au sein de la population dont 250 morts, près du "double" comparé à 2015.

Les forces américaines ont reconnu le mois dernier avoir fait "33 morts et 27 blessés", lors de raids menés le 3 novembre en "légitime défense", selon elles, dans le village de Boz-e-Qandahari, près de Kunduz.

L'ONU avance de son côté le bilan de "32 tués, dont 20 enfants et six femmes et 36 blessés dont 14 enfants et neuf femmes" et cite un témoin: "J'ai entendu le bruit terrible de l'explosion, il y a avait un trou dans le toit de ma chambre. Ma belle-fille criait: je me suis approchée, elle saignait, puis elle est morte. Sa fille de deux ans a perdu ses deux jambes".

"Les témoins ont rapporté que les frappes avaient duré toute la nuit, empêchant les villageois d'aller chercher des secours", insiste le rapport.

L'ONU attribue cependant la grande majorité (61%) des victimes civiles aux "éléments antigouvernementaux", principalement les talibans mais aussi au groupe jihadiste Etat islamique (EI) dont le bilan des attaques a été "décuplé" en un an.

L'EI a tué 206 civils et blessé 690 autres dans des attentats ciblant la minorité chiite, principalement à Kaboul. La Manua évoque la possibilité de "crimes contre l'humanité" en raison du caractère confessionnel de ces attaques.

Sur l'année, le nombre des victimes civiles a augmenté dans cinq des huit grandes régions du pays avec un record pour le Sud (3.000 victimes dont 1.056 morts) qui comprend notamment la province très troublée du Helmand, première région productrice d'opium au monde, passée aux trois-quarts sous contrôle des talibans et théâtre de combats permanents, même en hiver. Résultat: le nombre de civils tués ou blessés y a augmenté de 40% (164 morts et 333 blessés).

Dans un communiqué, les talibans ont nié la responsabilité que leur fait porter l'ONU en affirmant être "très sensibles à la question des victimes civiles": "Ce rapport est incomplet" assurent-ils en accusant les "envahisseurs d'être responsables des destructions en Afghanistan".

L'ONU mentionne également l'autre impact de la guerre sur les civils : les déplacements de population fuyant les combats. Au cours de l'année passée, plus de 623.000 Afghans ont dû quitter leur foyer, 30% de plus qu'en 2015, selon le bureau des affaires humanitaires (Ocha).

Cette situation dégradée s'est également traduite par de lourdes pertes dans les rangs des forces armées, en hausse de 35% sur l'année écoulée, avec près de 6.800 soldats et policiers tués et 12.000 blessés entre janvier et novembre.

6- Yémen

- Yémen: non aux opérations terrestres américaines! - sputniknews.com

Après la mort de civils lors du dernier raid américain sur son sol, le Yémen a retiré aux États-Unis l'autorisation d'effectuer des opérations terrestres dans le pays, selon des responsables américains.

Les autorités yéménites ont annulé l'autorisation de mener des opérations au sol sur leur territoire, qui avait été donnée aux États-Unis afin de lutter contre les groupes terroristes, annonce le New York Times, citant des responsables américains.

Pour autant, l'interdiction des autorités yéménites ne porte pas sur les attaques de drones, ainsi que sur le travail des conseillers militaires américains qui accordent un soutien en termes de renseignement aux forces du Yémen et des Émirats arabes unis.

Selon le journal, cette décision a été prise après la première opération de grande envergure effectuée par des forces américaines au Yémen depuis l'investiture de Donald Trump. Ainsi, 16 civils, notamment des femmes et des enfants, ont été tués lors de l'opération menée par des drones et des hélicoptères Apache à Yakla, dans la province de Baïda, dans le centre du Yémen.

Jusqu'à aujourd'hui, le Pentagone avait seulement déclaré que 14 combattants dans la péninsule arabique (AQPA) avaient été tués dans le raid et qu'il étudiait si des civils avaient pu être tués. Pourtant, des rapports ont rapidement fait état d'un certain nombre de civils tués dans le raid, y compris Nora Al-Awlaki, la fille de huit ans d'Anwar Al-Awlaki, l'imam d'origine américaine tué par des frappes de drones en 2011. Depuis mars 2015, plus de 7 400 personnes ont été tuées dans le conflit au Yémen, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Un coordinateur humanitaire de l'Onu, Jamie McGoldrick, a donné un bilan beaucoup plus élevé en citant une estimation de 10 000 civils tués. sputniknews.com 08.02

7- Iran

- La France participe à l'exercice naval « Unified Trident »: une attaque simulée contre l'Iran - Par Gilles Munier - Mondialisation.ca, 07 février 2017

Tandis que Jean-Marc Ayraud, ministre français des Affaires étrangères, signait des accords de coopération économique à

Téhéran, la frégate Forbin de la Marine nationale participait à l'exercice naval « Unified Trident » (Trio uni), simulation d'une attaque préemptive contre l'Iran programmée par les Etats-Unis !

Cet exercice, décidé par le Centcom (US Central Command), auquel participaient également la Grande-Bretagne et l'Australie – au total 17 navires de guerre - s'est déroulé dans le Golfe du 31 janvier au 2 février 2017, au large de Bahreïn. Objectif officiel: « maintenir la capacité des forces américaines et élargir les coopérations pour garantir le libre trafic maritime dans le golfe Persique »… Selon l'amiral Wallace, commandant en chef britannique d' « Unified Trident », il ne s'agissait pas d'une « démonstration de force face à l'Iran »… et c'était pur hasard si elle s'était déroulée dans le Golfe. A d'autres…

Ce genre de déclaration rassure peut être l'équipe Rohani qui gouverne actuellement l'Iran, mais pas les observateurs qui prennent au sérieux les menaces de l'administration Trump et d'Israël contre ce pays. D'autant que le congressiste démocrate Alcee Hastings (Floride) - qui n'a pas voté l'accord nucléaire avec l'Iran - a introduit, début janvier, à la Chambre des représentants, un projet de loi autorisant « l'utilisation des forces armées des États-Unis pour empêcher l'Iran d'obtenir des armes nucléaires ». Mondialisation.ca, 07 février 2017

8- Israël.

Le gouvernement sioniste d'extrême droite se lâche et obtient le soutien de Londres.

8.1- Le Parlement israélien a voté une loi controversée en faveur des colons - AFP

Le Parlement israélien a voté lundi une loi qui permettra à l'Etat de s'approprier des centaines d'hectares de terres palestiniennes en Cisjordanie occupée.

S'exprimant après le vote, Bezalel Smotrich du Foyer juif, parti nationaliste religieux qui fut l'un des instigateurs du projet, s'est félicité de l'élection du président américain Donald Trump "sans lequel la loi ne serait pas probablement passée".

Quelques heures plus tôt, le chef de l'opposition et du parti travailliste, Isaac Herzog, avait dénoncé une "loi abjecte" qui "annexerait des millions de Palestiniens" et exposerait selon lui les soldats et hommes politiques israéliens à des procès aux tribunaux criminels internationaux.

Le ministre des Sciences et de la Technologie, Ofir Akounis, du parti de droite Likoud de M. Netanyahu, lui avait rétorqué que "toute la terre d'Israël appartient au peuple juif. Ce droit est éternel et incontestable".

A Londres, M. Netanyahu a indiqué avoir informé l'administration de M. Trump du projet et que le vote aurait bien lieu le jour même. "On ne prend pas ses amis par surprise, on les informe. C'est ce que j'ai fait", a-t-il dit, cité par les médias locaux.

Pour l'organisation israélienne anticolonisation La Paix maintenant au contraire, "la loi fera des citoyens israéliens des voleurs et constituera une tache dans les livres de loi d'Israël". Elle "légalisera" 53 colonies "sauvages" et au minimum, plus de 800 hectares de terres palestiniennes seraient expropriées.

8.2- Le revirement récent de Londres à l'égard d'Israël - euronews.com

La position de la Grande-Bretagne à l'égard d'Israël semble moins critique ces derniers temps, et le Premier ministre israélien l'a bien compris. Avant même de s'envoler pour Londres, Benjamin Netanyahou a clairement dit qu'il voulait profiter de ces vents favorables :

"Les opportunités proviennent du fait qu'il y a une nouvelle administration à Washington et un nouveau gouvernement en Grande-Bretagne.

Ce que Netanyahou souhaite, c'est convaincre la Grande-Bretagne d'adopter une position aussi ouverte que celle de la nouvelle administration américaine.

Autant de signes de bon augure pour le dit gouvernement. Les Etats-Unis ont toujours été un allié de l'Etat hébreu, face à une Europe plus critique.

Netanyahou pourrait jouir d'un soutien encore plus marqué de leur part, et il pourrait même récupérer dans son camp la Grande-Bretagne post-Brexit, impatiente de conclure des accords économiques bilatéraux.

Beaucoup en Europe, en tout cas, voient dans les agissements du gouvernement May un signe de rapprochement. euronews.com

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Chili

- Chili: une grève paralyse la plus grosse mine de cuivre au monde - AFP

Les travailleurs d'Escondida au Chili, la plus grosse mine de cuivre au monde, propriété de l'anglo-australien BHP Billiton, ont entamé jeudi une grève "dure" pour demander des hausses de salaires, un conflit qui inquiète les marchés.

"La grève a commencé, une première équipe n'allant pas travailler et une deuxième équipe s'apprêtant à faire de même", a déclaré à l'AFP Carlos Allendes, porte-parole du Syndicat des travailleurs d'Escondida.

La grève avait été approuvée par "99,9%" des quelque 2.500 salariés d'Escondida, après des semaines de négociations avec l'actionnaire principal, a-t-il dit.

Cette mine du nord du Chili produit environ 927.000 tonnes de métal rouge par an, soit 5% de l'offre mondiale.

"L'entreprise maintient une position inflexible. Ca sera (un conflit) dur. Nous sommes disposés à résister le temps qui sera nécessaire", a prévenu M. Allendes.

Dès mercredi, les employés avaient commencé à arrêter certaines des machines de l'énorme complexe minier et à abandonner leurs postes.

Les mineurs, qui travaillent douze heures quotidiennes pendant 7 jours puis se reposent une semaine, ont installé un campement provisoire à l'extérieur de la mine et constitué un fonds de soutien de 250 millions de pesos (390.000 dollars).

BHP Billiton, principal actionnaire de la mine, a annoncé la suspension de la production pour au moins les 15 premiers jours du mouvement, qui pourrait durer plus longtemps que celui de 2006 (25 jours). Le groupe a demandé à ses travailleurs d'éviter les actes de "violence".

L'entreprise refuse de céder aux exigences des employés, qui réclament une hausse de 7% des salaires et un bonus de 25 millions de pesos (près de 39.000 dollars) chacun, contre 8 millions proposés par la direction, sans augmentation de salaires.

"La mine d'Escondida a les travailleurs les mieux payés du Chili, avec des salaires moyens de 150.000 dollars par an", explique à l'AFP Gustavo Lagos, expert du secteur à l'Université catholique.

"Une grève à Escondida serait importante, à cause de l'effet direct sur la production et l'équilibre du marché, mais également à cause de son poids symbolique, alors que les négociations (salariales) prévues cette année pourraient affecter 2,5 millions de tonnes" d'extraction de cuivre, soit 12% de la production mondiale, souligne Dane Davis, de Barclays.

Toutefois, "les grèves de 2011 et de 2006 n'ont duré que deux et quatre semaines respectivement. Par ailleurs, les réserves de cuivre sont à des niveaux importants", tempèrent les experts de Natixis.

Le cours du cuivre a fortement augmenté fin 2016, profitant de la perspective de chantiers d'infrastructures aux Etats-Unis après l'élection de Donald Trump, pour gagner 30% en moins d'un mois, à 6.045,50 dollars la tonne fin novembre. Les prix se maintiennent depuis autour de ce niveau, le plus haut en un an et demi.

La Chine, premier consommateur mondial, pourrait pâtir "de pénuries saisonnières" liées à la grève mais le soudain renchérissement des cours ne suffira pas à décourager sa demande, indique à l'AFP Chris Wu, analyste du cabinet CRU.

Les entreprises chinoises "n'ont pas le choix, car les stocks de cuivre concentré dans le pays peuvent être un recours pour quelques jours, mais pas trois mois", ajoute-t-elle. AFP 09.02

2- Brésil

- Au Brésil, le pouvoir hausse le ton face à une grève de policiers - Reuters

Les autorités de l'Etat brésilien d'Espirito Santo ont menacé vendredi de poursuites pénales des policiers en grève tandis que le gouvernement fédéral envoyait des troupes supplémentaires pour tenter de ramener l'ordre après une semaine de violences qui ont fait plus de 120 morts.

L'Espirito Santo est l'un des nombreux Etats brésiliens confrontés à des difficultés budgétaires. La grève dans la police, au nom de revendications salariales, a favorisé une flambée de criminalité et parfois de véritables émeutes et des pillages.

Des manifestations - pour l'instant de faible ampleur - de policiers à Rio de Janeiro inquiètent désormais la première mégalopole du pays, qui compte 12 millions d'habitants. Certains maires de l'Etat de Rio ont annoncé leur intention de recourir aux finances municipales pour assurer la paie des policiers.

Dans l'Espirito Santo, un porte-parole du syndicat local de policiers a déclaré que le bilan des troubles de la semaine écoulée atteignait 122 morts. Les autorités de l'Etat n'ont pas confirmé officiellement ce chiffre, se contentant d'expliquer qu'une part importante des décès concernaient des membres de gangs rivaux.

S'il était confirmé, ce bilan correspondrait à plus de six fois le nombre moyen d'homicides comptabilisé chaque jour dans l'Etat l'an dernier.

Le gouvernement fédéral a déclaré jeudi soir que plusieurs centaines de soldats et de policiers fédéraux seraient envoyés dans l'Espirito Santo, et notamment sa capitale, Vitoria, pour participer au maintien de l'ordre.

Au total, le contingent envoyé sur place par Brasilia atteindra 3.000 personnes d'ici la fin du week-end, a précisé le ministère de la Défense.

Les autorités de l'Etat d'Espirito Santo ont annoncé parallèlement que plus de 700 policiers en grève seraient inculpés de rébellion.

Les épouses et les membres de la famille des policiers qui ont participé au blocage des postes de police pourraient être inculpés ou mis à l'amende, ont-elles ajouté.

Des écoles, des cliniques, des magasins et des entreprises ont été fermés et une partie des transports publics mis à l'arrêt dans l'Etat. Reuters 11.02

Haut de page

Le 12 février 2017

CAUSERIE

J'ai dû réécrire en partie mon article sur le rapport d'Amnesty International sur la Syrie et modifier sa présentation. Il est disponible dans la page d'accueil de notre portail ou sur le portail Arrêt sur Info à l'adresse suivante :

- Qui a commandé le rapport d'Amnesty International sur la Syrie ? - Arrêt sur Info 12.02

Arrêt sur Info a publié un autre article sur le même sujet traité sous un autre angle, son auteur s'est concentré sur la manière dont le rapport d'Amnesty International a été fabriqué maladroitement :

- Amnesty dénonce des exécutions massives en Syrie, sans fournir la moindre preuve. - Arrêt sur Info 11.02

Moon of Alabama (Etats-Unis) - Un nouveau rapport d'Amnesty International affirme que le gouvernement syrien a fait pendre entre 5 000 et 13 000 prisonniers dans une prison militaire en Syrie. La preuve de cette allégation est fragile, basée sur ce qu'ont entendu dire des personnes anonymes qui ne vivent pas en Syrie. Les chiffres eux-mêmes sont des extrapolations qu'aucun scientifique ou tribunal ne pourrait jamais accepter. Il s'agit d'un reportage romancé digne de la presse à sensation, depuis son titre « Abattoir humain » jusqu'à son dernier paragraphe. Moon of Alabama, 8 février 2017

France. "Tout peut en effet arriver". Seraient-ils inquiets que leur cynique farce électorale ne prenne pas ?

- "On ne peut jamais prévoir l'élément déclenchant d'une révolution", selon le journaliste Jean-François Kahn - Franceinfo

"Pour qu'il y ait une révolution, il faut une atmosphère, des conditions. Mais il y a eu des tas de fois où il y a eu les conditions et où il n'y a pas eu de révolution", rappelle le journaliste Jean-François Kahn.

"A la fin du règne de Louis XIV, je peux vous dire que tout était réuni pour qu'il y ait une révolution terrible. Et il n'y en a pas eu. Il faut toujours un élément déclenchant. Et ça, vous ne pouvez pas le prévoir. On ne peut jamais le prévoir !" Franceinfo 12.02

- "Jusqu'à présent, l'insurrection se fait par le vote", selon la journaliste Natacha Polony - Franceinfo

"Jusqu'à présent, l'insurrection se fait par le vote, et c'est le cas dans tous les pays occidentaux. C'est un vote insurrectionnel", estime la journaliste Natacha Polony.

"C'est une façon de voter contre le système, contre les élites, en allant systématiquement dans le sens qui va déplaire à la fois aux médias, aux politiques et à toutes les forces établies. Si ce vote insurrectionnel ne trouve pas de catalyseur, ne trouve pas à s'exprimer, chacun sait que tout peut arriver", analyse l'essayiste.

C'est une façon de voter contre le système, contre les élites, en allant systématiquement dans le sens qui va déplaire à la fois aux médias, aux politiques et à toutes les forces établies. Si ce vote insurrectionnel ne trouve pas de catalyseur, ne trouve pas à s'exprimer, chacun sait que tout peut arriver", analyse l'essayiste.

Tout peut en effet arriver… Franceinfo 12.02

Concours de présidentiabilité ou piège à cons.

Les promesses destinées aux crétins qui y croient et aux hypocrites corrompus qui espèrent y trouver leur compte.

- «C'est une erreur de penser que le programme est le cœur d'une campagne.» - Liberation.fr

Après la une de Paris Match jeudi, Emmanuel Macron faisait celle du Journal du dimanche. Il y affirme notamment que «la politique, c'est mystique». Liberation.fr

Benoît Hamon ou la gauche rêvée (Les Echos) par les pires opportunistes.

Mélenchon dans un entretien à La Provence, dimanche 12 février :

"Croyez-vous une seule seconde que si M. Hamon et moi nous nous sautions au cou, des centaines de milliers de gens bondiraient d'enthousiasme et oublieraient tout", a-t-il déclaré. "Au contraire, ce serait la déception en masse chez tous ceux qui ne sont pas prêts à amnistier le PS. On ne leur fera pas une deuxième fois le coup du discours du Bourget. Hamon doit le comprendre : les gens qui ont voté pour lui voulaient dégager Valls et sa politique. C'est à cela qu'il doit rester fidèle!" francetvinfo.fr 12.02

Fidèle à quoi ?

Des électeurs qui seraient mal inspirés de voter Hamon qui "aide Manuel Valls à accéder à Matignon en avril 2014" (Les Echos), le populiste Mélenchon l'aurait-il oublié ? Non, il s'en fout et il n'est pas le seul dans ce cas-là, comme il se fout des électeurs qui vont voter pour lui, CQFD.

Que vaut cette déclaration de notre illusionniste? Que dal, pas tout à fait tout de même.

Hamon étant mieux placé que Mélenchon pour figurer au second tour, partant de là les électeurs potentiels de Mélenchon peuvent décider de maintenir leur vote en sa faveur sachant pertinemment qu'il ne servira à rien, puisqu'il ne figurera pas au second tour, qui plus est, ce serait autant de voix qui pourraient faire défaut à Hamon pour demeurer en lice au soir du premier tour, et à l'arrivée les deux seuls candidats pour lesquels ils auraient pu voter seraient éliminés. Partant de ce constat, un certain nombre d'entre eux pourraient être incités à voter pour Hamon plutôt que Mélenchon qui avait leur préférence dans l'espoir qu'il soit présent au second tour et l'emporte face à Le Pen donnée battue dans tous les cas de figure.

Autrement dit, Mélenchon n'a pas besoin de se désister pour Hamon, puisque dès à présent le maintien de sa candidature sert de repoussoir à sa propre candidature, quelque part c'est comme s'il appelait à voter Hamon. Maintenant, si Mélenchon voulait vraiment que Hamon ait une chance de figurer au second tour, il se retirerait immédiatement, en refusant de le faire, il prend le risque de faire échouer de peu Hamon.

On pourrait se dire que si ce scénario se réalisait, Mélenchon serait accusé d'en porter la responsabilité ou d'avoir fait élire Fillon ou Macron à la place de Hamon. Mais il pourrait toujours en reporter la responsabilité sur Hamon en l'accusant d'avoir refusé de modifier son programme pour le rendre compatible avec le sien, ce qui était un préalable à un désistement en sa faveur. Bref, ils se renverraient la balle de leur échec de sorte que ni l'un ni l'autre n'en porterait la responsabilité ou ils se la partageraient pour en minimiser les conséquences, pour eux évidemment, et le tour serait joué, la vie continuerait comme avant dans le meilleur des mondes, on ne se fait pas de soucis pour eux.

On dit que la politique internationale adoptée par un chef d'Etat ou de gouvernement s'inscrit dans le prolongement de la politique intérieure qu'il applique contre les travailleurs dans son propre pays, ou qu'elle en constitue le complément naturel pour servir les intérêts de l'impérialisme français ou assurer son développement futur. Les deux sont intimement liés et visent à exploités les travailleurs dans leur propre pays ou ailleurs dans le monde, c'est d'autant plus vrai et indispensable au stade de l'impérialisme du capitalisme. C'est ainsi que les guerres de rapine ou néocolonialistes que mène actuellement l'impérialisme français en Afrique et au Moyen-Orient ou en Asie s'inscrivent dans ce processus global du capitalisme mondial dont il est une des composantes.

Dès lors, pour apprécier le programme ou les intentions d'un candidat à une élection, les deux volets de sa politique doivent être pris en compte pour évaluer l'orientation de sa politique et quels intérêts elle servira réellement s'il était élu, en se penchant tout particulièrement sur les rapports qu'il entend avoir avec les institutions financières et politiques internationales du capital, s'engage-t-il à rompre avec elles ou comptent-ils s'en accommoder par la suite.

Vous connaissez tous la réponse à cette question, ni Hamon ni Mélenchon ne rompront avec elles. Et ce ne sont pas les déclarations de Mélenchon qui nous impressionneront sachant qu'il est assuré de ne pas être élu, nous ne leur accordons à ce stade aucune valeur. Mais pour qu'on ne nous accuse pas de vouloir lui faire une procés d'intention, allons plus loin. Il n'a jamais dit qu'il romprait avec l'UE, ni avec l'ONU.

Si j'insiste sur ce volet international, c'est parce qu'il est déterminant pour une puissance impérialiste qui doit absolument préserver ses parts du marché mondial ou même les accroître pour ne pas être ravalée au rang de pays dominé par les impérialistes plus puissants.

Quant au refus de rompre avec l'ONU, il indique clairement que ni Hamon ni Mélenchon n'entendent remettre en cause son fonctionnement qui justement favorise les impérialistes ou les pays dominants au détriment des autres pays du monde, dont l'impérialisme français qui fait partie du Conseil de sécurité de l'ONU, et qui dispose à ce titre d'un pouvoir exorbitant pour faire prévaloir ses intérêts mercantiles ou éventuellement marchander sa voix avec les Etats-Unis, par exemple en présentant des résolutions inspirées ou dictées par les Américains.

La politique de Hamon et Mélenchon est destinée sur le papier à satisfaire partiellement principalement les besoins de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, l'aristocratie ouvrière qui en récolterait quelques miettes, contre les intérêts de l'immense majorité de la classe ouvrière en France et dans les pays où l'impérialisme français est implanté.

Il faut bien comprendre que face à la concurrence féroce que se livrent les différents impérialistes pour conserver ou accroître leurs parts du marché mondial, notamment des matières premières indispensables à leur développement, Hamon ou Mélenchon s'il était élu en avril prochain serait amené à mener à adopter la même politique que leurs prédécesseurs pour préserver les intérêts du capitalisme français, que d'ailleurs nulle part ils n'entendent remettre en cause, bien au contraire, ils s'en réclament en prétendant représenter les intérêts de la France, entendez par là ceux de la classe qui détient le pouvoir économique.

Ainsi, c'est l'impérialisme qui caractérise la nature des candidatures de Hamon et Mélenchon, et non les 147 euros nets mensuels que ce dernier accorderait généreusement aux travailleurs au Smic ou l'abrogation de la loi El Khomeri qui laisserait intacte l'ensemble de la législation anti-ouvrière en vigueur.

La nature social-impérialiste de la politique de Hamon et Mélenchon est l'incarnation du réformisme ou la négation du socialisme, elle s'inscrit dans le prolongement ce celle de la social-démocratie depuis plus d'un siècle. Que des dirigeants ou des militants se réclamant du socialisme, du communisme ou du trotskysme soient prêts à la soutenir, témoigne de la dégénérescence du mouvement ouvrier.

En famille : "Tout le monde est le bienvenu" !

- Présidentielle: Hamon présente un organigramme ouvert à la société civile - AFP

Benoît Hamon, candidat socialiste à l'élection présidentielle, a présenté samedi une partie de son équipe de campagne, ouverte à des personnalités de la société civile, dont des experts comme l'économiste Thomas Piketty.

Plusieurs personnalités politiques étaient présentes aux premiers rangs, dont la maire socialiste de Paris Anne Hidalgo ou le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis...

S'il n'a pas dévoilé la composition exacte de son conseil politique, d'une trentaine de membres dont Mme Hidalgo, M. Cambadélis et les secrétaires d'Etat Axelle Lemaire et Mathias Fekl, M. Hamon a détaillé le reste de la "gouvernance politique", en se défendant d'avoir effectué un "casting" destiné à respecter les équilibres des courants au sein du PS.

"Je ne leur ai pas demandé de venir avec leur étiquette Peillon, Montebourg, Valls ou Hollande", a-t-il assuré.

Proche de l'ancien Premier ministre Manuel Valls, le sénateur Luc Carvounas chapeautera le "conseil des parlementaires", tandis que le sénateur David Assouline, soutien de Vincent Peillon, sera en charge de la "riposte".

Et parmi les sept porte-parole figurent deux soutiens de François Hollande, la sénatrice Frédérique Espagnac et le député Sébastien Denaja, ainsi que deux proches d'Arnaud Montebourg, les députés Aurélie Filippetti et Jérôme Guedj.

"Tout le monde est le bienvenu", a insisté M. Hamon. "Je veux me tourner vers l'avenir, et dans cet avenir-là, il y a toutes les familles de la gauche. AFP 11.02

... du passé

Le POID appartient au passé.

Le POID a appelé Hamon et Mélenchon à présenter un candidat unique au premier tour de l'élection présidentielle, laissant entendre qu'il le soutiendrait.

Sachant que Hamon devance Mélenchon dans tous les sondages, il n'aurait aucune raison de se désister en faveur de Mélenchon, autrement dit l'appel du POID consiste ouvertement à demander à Mélenchon de se retirer en faveur de Hamon que le POID soutiendrait, le candidat du PS, du parti de Hollande, Valls, Fabius, Kouchner, Moscovici, Sapin, Careneuve, Le Drian, Lang, Attali, Rocard, le parti des banquiers, des grands bourgeois, des oligarques, des ex-dirigeants du FMI, de l'OMC.

Ils osent tout, nous ne pensions pas aussi bien dire, il paraîtrait que l'élection du candidat du PS serait "un pas en avant" qui favoriserait la lutte de classe des travailleurs, or depuis 1936 c'est exactement l'inverse qui s'est produit, la preuve en est si c'était névessaire, c'est qu'on est revenu pratiquement au même point 81 ans plus tard, avec en prime la corruption du mouvement ouvrier et la dislocation de son avant-garde, quel pas en avant !

Chaque fois que le PS a été au pouvoir il a frayé la voie à la guerre ou à la réaction qui fort de son retour au pouvoir se lançait immédiatement dans une nouvelle offensive contre les travailleurs, et il en fut ainsi dans tous les pays du monde où des partis de l'Internationale socialiste parvinrent au pouvoir tout au long du XXe siècle.

En guise de "gauche rêvée", un véritable cauchemar à l'arrivée, voilà les faits.

Pour avoir appartenu au courant politique dit communiste internationaliste qui dirige le POID à la fin des années 70, je me souviens parfaitement ce que ses dirigeants expliquaient aux militants : nous ne sommes pas comptables des défaites du mouvement ouvrier causées par ses appareils traîtres, nous sommes uniquement comptables des tâches que nous avons décidées et qui doivent se traduire en terme de construction du parti. Inutile d'avoir fait math sup pour faire le bilan de leur stratégie qui est pratiquement nul en terme de construction du parti.

En mai 81 ils appelèrent à voter pour le candidat du PS François Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle, affirmant que s'il était élu cela constituerait un formidable "pas en avant" vers la conquête du pouvoir politique (ou la révolution) par la classe ouvrière, vous connaissez la suite. 36 ans plus tard, ils n'ont tiré aucun enseignement de cette expérience, ils récidivent !

En guise de "pas en avant", les dirigeants de ce courant politique liquidèrent le parti (PCI) que des milliers de militants s'étaient employés à construire au prix de nombreux sacrifices, au profit d'un parti social-démocrate calqué sur la SFIO, ce qui constituait un retour en arrière de 80 ans. Ce parti (POI) fut l'objet d'une scission en 2016, gageons que ses dirigeants l'ont interprétée comme "un pas en avant" permettant une clarification politique, patati patata.

En présence d'un tel déni, d'une telle malhonnêteté intellectuelle, nous nous s'inclinons, nous n'avons aucun argument à leur opposer, nous appartenons désormais à des courants politiques différents qui emploient des méthodes différentes, et nous poursuivons manifestement des objectifs politiques inconciliables.

La vertu du déni tient au fait qu'on ne peut rien lui opposer. C'est un procédé qui relève de l'arbitraire absolue, du totalitarisme, de la mythomanie, dans certaines circonstances de l'abus de pouvoir.

Recourir à ce procédé revient à vouloir imposer son point de vue ou ses idées à quelqu'un sans discussion, puisque toute discussion est impossible dès lors qu'une des parties en présence nient les faits qu'on lui expose ou refuse de les prendre en considération, tout du moins de les examiner pour déterminer quelle influence ils ont pu avoir sur certains facteurs ou rapports, afin d'en tenir compte ou non dans notre analyse ou quelle place il tient lieu de leur réserver, il va de soi qu'un esprit critique ou libre devrait s'en saisir sans a priori.

La suite est plus personnelle, vous pouvez passer si ma personne vous incommode.

Il nous arrive souvent de ne pas savoir quoi penser de la situation ou sur tel ou tel sujet, et de devoir procéder à tâtons, d'avancer prudemment dans une direction et d'en changer par la suite, etc. c'est normal, généralement c'est la prise en compte de nouveaux faits qui nous incite à modifier notre analyse, soit qu'ils viennent de se produire, soit qu'ils étaient anciens ou viennent juste de parvenir à notre connaissance.

Mais si maintenant nous sommes hermétique à tout fait nouveau d'où qu'il vienne ou auquel nous n'aurions pas pensé précédemment, il nous sera impossible de comprendre réellement quoi que ce soit et de nous orienter en conséquence. Notre mode de pensée va se scléroser rapidement et finir par se fossiliser. Ce que nous croirons être une idée que nous aurions développée proviendra en fait d'ailleurs, ce dont nous n'aurons pas conscience si l'auteur de cette idée fait partie du monde clos dans lequel nous nous sommes enfermé. C'est de la sorte qu'on peut facilement se faire embrigader, en le niant évidemment.

Personnellement je préfère être ouvert et devoir affronter des idées qui ne m'étaient jamais venues à l'esprit, car c'est le seul moyen de progresser, c'est même devenu un principe chez moi, je ne tolère pas qu'on m'impose une idée, cela me met hors de moi. Et je dois avouer que je me suis beaucoup amusé à aborder de nouveaux sujets dans les causeries, en observant la réaction outrés des militants qui en déduisirent à tort que j'avais changé l'orientation du portail (ou pire que je filais un mauvais coton.), alors que j'avais seulement ajouté des facteurs ou traité certains sujets que j'avais sous-estimés ou ignorés jusque là, mais comme le mouvement ouvrier ou leur parti les ignoraient, ils en ont déduit que je m'étais écarté de la lutte de classe ou pire encore, mais bon, je ne leur en veux absolument pas.

Je ne sais pas si c'est une chance ou un avantage de vivre avec des gens hyper arriérés (ma compagne, sa soeur et leur famille...) qui sont bourrés d'idées reçus, de préjugés archaïques, d'a priori et même de superstitions, à un point qu'on a du mal à imaginer, mais on peut en tirer plein d'enseignements pour peu qu'on les observe attentivement et qu'on fasse preuve de patience, de beaucoup de patience, cela dit, ce n'est pas toujours facile à vivre.

Pour tester leurs réactions il m'arrive de ne pas en tenir compte, je me comporte comme si j'étais en France ou en présence de personnes évoluées, le résultat est détonant, au-delà de mes espérances, cocasse souvent parce qu'elles savent que je n'ai pas de mauvaises intentions à leur égard ou en règle générale, passé l'instant de surprise ou un bref mouvement de mauvaise humeur que j'ai provoqué volontairement, on se marre bien parce qu'elles comprennent que je les ai roulées, mais pas humiliées, comment pourrais-je les mépriser puisqu'elles me rendent service, aussi incroyable que cela puisse paraître elles m'aident à progresser.

Et le plus incroyable encore, c'est qu'elles ont compris la règle du jeu et s'emploient à me raconter des histoires pour me tester, et évidemment il m'arrive de tomber dans le panneau, ce qui déclenche chez elles un fou rire : monsieur est très développé, voyez-vous cela, on peut le berner comme un gamin quand on veut. Attendez, c'est exact, mais là elles trichent, elles ont saisi qu'il existait une faille dans mon dispositif, elles me prennent pas surprise quand ma vigilance est au plus bas ou quand j'ai baissé ma garde, par exemple quand je suis en train de parler de tout autre chose ou que j'ai l'esprit ailleurs. Mais bon, je ne le prends pas mal, bien au contraire...

C'est difficile de s'assumer entièrement quand il n'y a personne dans votre entourage pour vous contredire ou vous remettre en place quand c'est mérité, il faut en permanence s'observer et être son propre juge, c'est épuisant. Je préfèrerai toujours avoir à faire à quelqu'un qui me dise franchement ce qu'il pense de moi, que ce soit justifié ou non, plutôt que quelqu'un d'hypocrite ou sournois, j'ai horreur des flatteurs...

Je vous ai raconté cela pour que vous mesuriez le niveau de mon ouverture d'esprit et ce que j'étais prêt à supporter, alors après me faire passer pour un dogmatique, un mégalomane, un déséquilibré mental, vous repasserez.

L'origine de l'offensive des néolibéraux jusqu'au boutistes contre Fillon.

François Fillon on Muslim Brotherhood and ISIL (en français)
https://www.youtube.com/watch?v=u3xdXd3ZdVs

Dans un discours prononcé à Lyon, Fillon appelait à la dissolution de tous les mouvements qui se réclamaient du salafisme et des Frères musulmans, mettant en cause le rôle de l'Arabie saoudite et du Qatar qui abritent les penseurs de l'islam radical, appelant à s'allier avec la Russie pour "terrasser", "abattre l'Etat islamique".

Les plus farouches partisans de l'UE ne sont pas des centristes, mais des extrémistes de droite.

- Nouvelle charge de Bayrou contre Fillon - Reuters

Le président du MoDem François Bayrou a une nouvelle fois plaidé dimanche pour un retrait de la candidature de François Fillon en vue de la présidentielle, déclarant sur France 3 que son maintien constituait une menace non seulement pour l'alternance mais aussi pour la démocratie. Reuters 12.02

- Jean-Louis Bourlanges (UDF): "François Fillon est sournois, le pire candidat que la droite pouvait avoir" - Franceinfo

On croirait entendre Obama ou Clinton...

Quand les destructeurs de la Libye et assassins de son peuple appellent au secours... la Russie !

- Migrants : l'Italie appelle Poutine au secours - Lepoint.fr

Rome, submergée par les arrivées incessantes d'immigrés depuis la Libye, se tourne non vers Washington, mais vers Moscou. Une aubaine pour Poutine.

Au moment où, en Allemagne, Angela Merkel durcit sa position à l'égard d'une immigration qu'elle accueillait à bras ouverts il y a à peine plus d'un an, l'Italie – qui n'a pas les mêmes capacités d'absorption d'étrangers que Berlin – cherche par tous les moyens possibles à endiguer le flot des migrants qui abordent ses côtes. Elle vient d'appeler la Russie au secours, en espérant que Moscou parviendra à stabiliser la situation sur les côtes de la Libye, d'où sont venus la plupart des 180 000 immigrés arrivés en 2016 à Lampedusa.

La situation de la Libye, plus de 5 ans après la mort du colonel Kadhafi, est, en effet, toujours aussi chaotique...

Devant l'absence de volonté ou l'incapacité de la présidence Obama et aujourd'hui les incertitudes quant à la politique étrangère de Donald Trump, Rome a décidé de se tourner vers la seule puissance qui, depuis son intervention en Syrie, montre qu'elle est décidée à exercer son influence dans cette région du monde : la Russie. « Nous avons toujours eu de bonnes relations avec la Russie, s'est justifié Mario Giro, le vice-ministre italien des Affaires étrangères. Et alors qu'il est urgent d'avoir une Libye pacifique et unifiée, nous serons heureux que Moscou nous aide dans cet objectif. » Lepoint.fr 11.02

Une comparaison méritée.

- Au meeting de Fillon, un de ses partisans compare les journalistes aux nazis à Auschwitz - Le Huffington Post

Attendraient-ils le dernier moment pour les monter en épingle ?

- Présidentielle : les quatre affaires qui pourraient plomber la campagne de Marine Le Pen - Franceinfo

En pleine course à l'Elysée, Marine Le Pen traîne derrière elle plusieurs enquêtes judiciaires. Franceinfo 12.02

Dans un article, Le Point, qui n'a pas cessé de faire la promotion de Macron pendant des semaines, vient de l'étriller.

Je ne sais pas si vous vous en êtes aperçu, mais c'est l'oligarchie financière américaine qui est à la manoeuvre, en France comme aux Etats-Unis, sans qu'on sache à l'avance à quelle stratagème elle va recourir pour favoriser ou abattre tel ou tel acteur politique, bien malin celui qui peut à coup sûr s'y retrouver.

Ils sont guidés par un seul obejctif qui leur tient lieu de principe, ils n'en ont pas d'autres.

Une seule chose est absolument certaine : il leur est impossible de modifier l'orientation du capitalisme mondial qui doit aboutir coûte que coûte à une nouvelle concentration du capital, ils favoriseront donc toute stratégie allant dans ce sens.

Maintenant le cours du capitalisme ne suit pas une trajectoire linéaire, il peut emprunter temporairement bien des voies imprévisibles, tout comme ils peuvent se servir de tel ou tel acteur politique pour ensuite le lâcher ou le liquider.

Ils osent tout.

- Penelopegate: appel de la droite à la séparation des pouvoirs - AFP

- Pourquoi le PS met autant de temps à lancer la purge des soutiens de Macron - Le Huffington Post

- L'Otan constate une envolée de la désinformation russe - Reuters

- Maréchal-Le Pen: Macron, "véritable homme de gauche" dont il faut se méfier - AFP

- Présidentielle : Macron engage un baryton pour corriger sa voix - LeParisien.fr

Haut de page

Le 17 février 2017

CAUSERIE

La causerie d'aujourd'hui est encore très dense, vous excuserez les fautes de frappe ou d'orthographe que je n'ai pas corrigées. On est en guerre que voulez-vous !

Rappel.

Personne n'est obligé de se connecter à ce portail politique. Il est fortement déconseillé à ceux qui privilégient la démagogie à la pédagogie ou qui confondent les deux, à tous ceux qui réfléchir réclame un effort au-dessus de leurs forces.

Ici, nous affichons ouvertement nos convictions, notre drapeau. Il suffit d'observer les images qui figurent dans le bandeau vertical à gauche de l'écran pour en avoir une idée très précise.

Quant à mes critiques ou polémiques, n'en seront choqués ou ne se sentiront visés uniquement ceux qui ont quelque chose à se reprocher et qui ne l'assument pas, c'est leur problème, pas le nôtre.

Afin d'épargner une nouvelle polémique aux lecteurs que cela n'intéresserait pas, ils peuvent la sauter en cliquant sur le lien suivant :
Lien vers la causerie du jour et les infos en bref.

Trois courriels reçu.

J'ai reçu deux courriels du militant qui me harcèle depuis des années, je n'ose plus vous le présenter. Le troisième vient d'un camarade qui lui répond indirectement.

Il en fallait plus pour me mettre de mauvaise humeur, ici le temps est radieux, 35°C. Je dois même vous avouer que ce fut un moment de détente de lui répondre, aussi vous m'excuserez quelques écarts de langage ou d'avoir pris quelques libertés sémantiques pour me soulager de cette épreuve ingrate que je me suis infligé, car je n'étais nullement obligé de lui répondre.

Et puis, une causerie n'est pas le lieu prédestiné pour se livrer à un exercice de style ou littéraire, convenez-en. Qui plus est, entre nous, nous sommes censés être animés de bonnes intentions et destinés à essayer de nous comprendre pour progresser ensemble, n'est-ce pas ?

Voilà quelqu'un qui ne doute de rien, qui nous prend vraiment pour des cons, il faut dire d'emblée les choses telles qu'elles sont, j'y tiens absolument pour que chacun puisse en juger librement par la suite.

Nous cumulerions toutes les tares possibles et inimaginables. Bien entendu, nous n'aurions pas de mémoire et nous n'aurions rien appris des expériences passées. Nous confondrions tout, et vous savez pourquoi, parce que nous ne réfléchirions pas ! Non mais sans blague, cela va faire sourire de nombreux lecteurs qui se disent ou qui savent que pour avoir une telle activité politique que la mienne en étant en Inde, c'est 24h/24 qu'il faut mobiliser son cerveau au service de notre cause, il ne faut pas se contenter des apparences, il faut au contraire se poser des centaines, des milliers de questions à partir de la réalité des faits pour essayer d'en comprendre la signification, et à partir de là définir une stratégie et des tâches politiques. Au départ il faut s'informer et lire des dizaines de milliers d'articles et textes divers.

Il dénigre ou déforme systématiquement mes analyses sans jamais aborder les éléments ou les arguments sur lesquels

elles reposent. Il les méprise parce que lui et ses dirigeants les ignorent, il fait dans le déni pour ne pas avoir à évaluer mes arguments qui posent des questions ou aboutissent à des conclusions embarrassantes.

Il est vrai que mettre en lumière que son courant politique n'a produit que des théories qui se sont avérées foireuses pendant plus d'un demi-siècle, c'est difficilement supportable, comme par exemple lorsqu'il expliquait que les institutions de la Ve République, qui avaient été forgées pour de Gaulle et son parti, étaient incompatibles avec un président et une majorité parlementaire issue d'un autre parti et que cela sonnerait le glas des institutions. Or les faits ont amplement prouvé le contraire dès lors que Mitterrand et le PS devaient se fondre dans les institutions de la Ve République, pourquoi, tout simplement parce que leur nature sociale était identique sur le fond à celle de de Gaulle et l'UDR (RPR, UMP, LR), 36 ans plus tard les institutions de la Ve République ont résisté à toutes les combinaisons politiques, y compris la cohabitation entre un président issu d'un parti et une majorité parlementaire composée de députés d'un autre parti. Comme vous pouvez le constater, j'étaie toujours mes arguments, je ne raconte pas n'importe quoi et chacun peut le vérifier.

LR et le PS sont des partis du capital, les deux le proclament, le premier en l'enrobant dans l'intérêt général de la nation, de la France, de sorte que toutes les classes y trouvent leur compte, le second en le parant d'un vernis populaire élimé qui s'adresse de préférences aux classes moyennes, pour qu'elles ne soient pas tentées de rallier la classe ouvrière.

Ce petit monsieur devrait nous expliquer pourquoi son courant politique ne tenait pas à caractériser le PS comme un parti de droite ou bourgeois. Vous avez deviné pourquoi, parce que ses dirigeants devraient abandonner leur stratégie et reconnaître qu'ils s'étaient fourvoyés pendant des décennies, ce qu'ils demeureront toujours incapables de faire, car il leur faudrait remettre en cause la nature de leur propre parti et de leur engagement politique qui ne correspondent pas vraiment aux intentions qu'ils affichent. Ils n'ont jamais été capables de définir une ligne politique indépendante du PS, ce qu'ils illustrent aujourd'hui en appelant à voter pour le candidat du PS à l'élection présidentielle ou celui qui serait le produit de la fusion avec celui du PG, ce qui revient au même.

Pour le justifier ces manoeuvriers professionnels ou les champions de l'embrouille se livrent à un tour de passe-passe éculé et minable. Dans le passé, coté pile ils définissaient la nature contre-révolutionnaire du Front populaire, et côté face ils appelaient à voter pour un gouvernement PS-PCF flanqué du MRG (PRG) comme s'il ne s'agissait pas d'un gouvernement de Front populaire. Comment cela fut-il possible ? Un peu d'imagination camarade, il suffisait d'ajouter que ce gouvernement ne devrait comporter aucun ministre bourgeois, donc aucn ministre issu du MRG pour que le tour soit joué, comme si ceux du PS n'était pas des bourgeois. Ils récidivent en 2017, voilà tout.

Nous avons affirmé à plusieurs reprises que le Front unique en direction des appareils du PS et du PCF s'était toujours soldé par un échec ou que le PS (et le PCF) au pouvoir avait toujours frayé la voie à la guerre, à la pire réaction. Il y a un passage de la lutte de classes que nos lecteurs devraient connaître par coeur ou se remémorer.

(Source : Wikipedia.org) En 1919, en Allemagne, les deux principaux dirigeants communistes Rosa Luxemburg et Karl Liebneck étaient assassinés par la police du président du Reich, Friedrich Ebert (SPD).

Par la suite un dirigeant proposera aux militants communistes allemands et aux sympathisants ouvriers du KPD (Parti communiste allemand) la réalisation du Front Unique entre la social-démocratie, le parti communiste allemand et les syndicats, il s'appelait Trotsky. (S. Just - Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI 1984)

En 1925 lors de la première élection présidentielle au suffrage universel, Hindenburg, le candidat d'une coalition de partis bourgeois est élu grâce au maintien du candidat du parti communiste (KPD) (Ernst Thälmann) au second tour, alors qu'en se retirant et en s'alliant au centriste soutenu par le SPD (parti social-démocrate), Wilhelm Marx, c'est ce dernier qui aurait été élu.

Le KPD avait adopté la position dictée par Staline qui fut apparemment plébiscitée par les militants et l'électorat du KPD, puisque Thälmann obtiendra encore plus de voix au second tour (1 931 151 contre 1 871 815 au 1er tour). Il faut croire que les militants et sympathisants du KPD n'avaient pas digéré l'assassinat de leurs dirigeants par la social-démocratie six ans auparavant. En 1932, le KPD obtiendra le double de voix (3 706 759).

L'élection d'Hindenburg en 1925 grâce au KDP aura pas la suite des conséquences dramatiques d'une portée mondiale.

En 1932 lors de l'élection présidentielle, Hindenburg se représentera soutenu par la social-démocratie face à la candidature d'Hitler, le parti communiste présentera un candidat (Thälmann) au premier tour qui se maintiendra au second tour face à Hitler et à Hindenburg qui sera élu avec 5 941 466 voix d'avance sur Hitler. Cette fois le maintien du candidat du KDP pouvait se justifier ou avait été légitimé, puisque Hindenburg n'avait pas eu besoin du report de ses voix pour battre Hitler.

Quelques mois plus tard Hindenburg nommera Hitler chancelier, c'est-à-dire chef du gouvernement, vous connaissez la suite. Dans la foulée, lors des élections législatives de juillet le Parti national-socialiste d'Hitler (NSDAP) deviendra le premier parti d'Allemagne et remportera ces élections avec 37,27%, alors que le SPD et le KDP qui présentaient des listes séparées obtiendront 35,9%, soit une différence de 503 332 voix seulement avec le NSDAP, et si on ajoutait le pourcentage ou les voix obtenues par différents partis dissidents de la social-démocratie, Hitler aurait été battu et peut-être que le cours de l'histoire aurait pris une tout autre

tournure par la suite, on ne le saura jamais.

On tirera comme conclusion de ce tragique épisode que les dirigeants social-démocrates et staliniens auront privilégié la division et auront préféré ouvrir la voix au régime nazi et à la Seconde Guerre mondiale plutôt qu'opter pour la révolution socialiste. A vous dégoûter à tout jamais de la social-démocratie et du stalinisme, mais pas pour tout le monde apparemment.

Vous me direz que j'apporte là de l'eau au moulin de mon détracteur. Certainement, si on s'en tient aux apparences. En réalité, pas vraiment, car les faits ont prouvé qu'il était impossible d'influer sur le cours de la social-démocratie et du parti stalinien, sur leur politique et le programme qu'ils présentaient aux électeurs, de sorte que tous les appels à l'unité devaient rester lettres mortes, et il n'en resterait que l'aspect opportunisme peu flatteur qui serait porté au crédit de ceux qui avaient lancé de tels appels.

Aujourd'hui, en 2017, près d'un siècle plus tard on n'a tiré aucun enseignement de ce qui s'est passé en Allemagne dans les années 20-30.

Les travailleurs viennent de subir en France la politique du gouvernement le plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République en 1958, ce qui lui vaut un taux d'impopularité record et un rejet de la part de l'immense masse des travailleurs, et on leur demande de voter pour le candidat issu du parti qui est au pouvoir depuis 2012, il faut être tombé sur la tête, cela dépasse l'entendement.

Dans l'hypothèse où Hamon parviendrait à figurer au second tour de la présidentielle, ce serait uniquement parce que les médias l'auraient propulsé là à force d'un matraquage incessant pendant des mois, mais cela ne changerait absolument rien à ses véritables intentions ou à la politique qu'il appliquerait par la suite qui s'inscrirait forcément dans le prolongement de ses prédécesseurs. On vient d'en faire l'expérience avec Hollande, aucune mobilisation n'a eu raison de sa politique antisociale qu'il a appliquée à la lettre.

Devrions-nous marcher dans cette combine pourrie, faire naître des illusions dans la tête des travailleurs sur le PS après ce qu'il vient de leur faire subir, et espérer par la suite qu'ils nous en seront reconnaissants, je parle des travailleurs et non du PS qui pourra renvoyer l'ascenseur à leurs vils serviteurs ou complices.

Comment peut-on exiger des travailleurs qui se sont détournés du PS, des militants du mouvement ouvrier qui honnissent le PS qu'ils fassent preuve soudainement d'amnésie, qu'ils renient les convictions qu'ils ont acquises que le PS était un parti capitaliste, bourgeois, de droite, pourri jusqu'à la moelle, sur la base de leurs propres expériences. Comment peut-on espérer tirer profit d'un tel déni ? A qui profite-t-il, je vous laisse deviner.

Comment peut-on imaginer que sur des bases pourries puisse germer une issue politique favorable aux travailleurs. C'est démentiel et absolument rien ne peut le justifier.

On nous rétorquera que dans ces conditions il faut laisser les choses se passer comme elles doivent se passer, compte tenu de l'état d'esprit des masses et qu'il n'existe actuellement aucun scénario correspondant à leurs intérêts, il faut en prendre son parti, sauf à se prendre pour ce qu'on n'est pas ou péter plus haut que son cul ce qui est une fâcheuse habitude chez vos dirigeants, et croire qu'on serait en mesure de les influencer ou de modifier le cours des choses. C'est cela même.

Alors on nous répondra que nous serions prêts à favoriser l'élection de Macron ou Fillon sachant que Le Pen n'a aucune chance d'être élue. Si vous le prenez sur ce ton-là, tout à fait, car tôt ou tard cela se produira, car quoi qu'il en soit avec Hamon élu grâce à l'apport des voix des électeurs de Mélenchon, les travailleurs subiront la même politique, en plus dilluée, plus sournoise, plus démagogique, tout aussi efficace, il faudrait juste leur passer un peu plus de cirage ou de pommade pour que la douleur leur paraisse plus supportable, la fatalité rend docile et con, ils n'y échapperaient pas.

Ce que les capitalistes n'ont pas pu obtenir d'un coup depuis 40 ans, ils se sont employés à l'obtenir petit bout par petit bout, morceau par morceau, étape par étape sous le gouvernement Chirac-Jospin-Mélenchon, puis Hollande-Valls-Hamon, sans parler que le PS et le PCF n'ont cessé de participer à la rédaction de tous les textes de lois tournées contre la classe ouvrière au sein des différentes commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat adoptées depuis 1958, mais tout cela vous le savez, j'imagine que cela figure dans l'argumentaire du POID, non ? Sans blague !

Je terminerai cette présentation par le courriel qu'un camarade m'a adressé après que je lui eus envoyé vos deux courriels.

- "*Ce qu'il écrit est d'une imbécillité de la plus belle eau, avec des contradictions dont la plus grosse est sans doute qu'il perd son temps à écrire son mépris, avec toute la violence voulue, à quelqu'un qu'il présente comme un isolé sectaire, alors qu'il reconnaît implicitement le lire "tous les jours" (puisqu'il s'en "abreuve", quel masochiste!).*

Ce qu'il dit du gouvernement ouvrier, re-trouvaille récente du POID, est aussi très intéressant, à défaut d'être pertinent. Et

qu'ils paraissent s'intéresser un peu aux élections, elles qu'ils ont dédaignées pendant tant d'années. Ils découvrent donc l'Amérique, l'insulte à la bouche comme de coutume, pensant peut-être que c'est la langue qui se parle entre "ouvriers" de gouvernement. Comme on disait d'Aragon, les jeunes putains font les vieilles bigotes. Je t'enverrai sous peu la réponse que je lui ferais, si j'avais eu le bonheur que ce soit à moi qu'il envoie ces insanités. "

Quel bonheur, tu ne pensais pas si bien dire !

Pour le reste je suis blindé. Et puis je vais te dire un truc. Le chaos, en vivant en Inde depuis plus de 20 ans, c'est au quotidien que je le vis, j'ai eu le temps d'en étudier les effets sur les esprits et de concocter des anti-virus pour m'en préserver et le combattre. Ici les masses sont ultra arriérées et elles s'en accommodent comme elles peuvent, elles le vivent très mal en réalité, elles souffrent beaucoup, en France elles sont corrompues, elles s'en accommodent davantage, c'est pire, je vous plains de tout coeur. Quand on part de très bas, quand on se ramasse cela fait moins mal que lorsqu'on part de plus haut.

Et malgré tout on réussit à être de bonne humeur, il le faut bien.

Le premier courriel reçu de mon détracteur.

Effectivement, Tardieu, tu es très loin du terrain et tu ne comprends pas grand'chose à la situation réelle en France actuellement.

J'ai compris au moins une chose. Mon épouse vient de me téléphoner d'Aubagne, et elle m'a raconté que lorsqu'elle s'est présentée à CAF des Bouche du Rhône à Marseille, on lui a donné le numéro 647, elle a précisé qu'il devait y avoir plus de mille assurés sociaux qui attendaient leur tour depuis des semaines et que c'était insupportable.

En réalité, les syndicats dont vos amis depuis des décennies ne se sont jamais servis de leur position stratégique dans les instances dirigeantes de FO au sein des organismes sociaux pour déclencher une grève illimitée jusqu'à ce que le gouvernement ait embauché les dizaines de milliers d'agents nécessaire au traitement décent des assurés sociaux, et réouvert toutes les agences de la Sécurité sociale qui ont été supprimées au cours des décennies précédentes ou en ouvrir dans les communes où elles font gravement défauts. En réalité, en guise de défense de la Sécurité sociale, ils n'ont fait que défendre leur fond de commerce, les statuts du personnel afin de conserver leur influence sur lui et les privilèges qu'ils en retirent, jamais ils n'ont livré un combat pour exiger que la Sécurité sociale dispose des moyens matériels et humains pour pouvoir remplir sa mission conforme aux besoins de l'ensemble des travailleurs.

Ils ont dénoncé les dizaines de millards d'exonérations patronales, mais ils n'ont jamais réellement mobilisé le personnel de la Sécurité sociale pour les récupérer, ils se sont contentés de gérer la crise au sein des organismes sociaux en assurant la stabilité des rapports entre les travailleurs et l'Etat et le patronat, la paix sociale.

Depuis la fin 2013, les petits kapos de la Caf réclament à mon épouse des sommes énormes qui lui auraient été versées indûment, ils lui retiennent cette somme chaque mois sur ses allocations adultes handicapés, et lorsque le solde est épuisé, quelques semaines plus tard ils lui adressent une autre facture, ils lui ont déjà fait le coup au moins quatre fois, elle est excédée, désespérée, en sanglots, monsieur, elle n'en peut plus! Quand elle demande une explication, à quoi correspond cette somme pour éventuellement la contester, ils lui fournissent une réponse laconique ou ils changent de version, mieux, ils abandonnent une version mais ne la remplacent par aucune autre, c'est l'arbitraire et le mépris le plus total des droits de mon épouse, c'est du totalitarisme. Imaginez que deviez vivre avec 808 euros et qu'on vous annonce que vous devez rembourser 14.000 euros, vous suffoquez. Mais il y a pire encore, ils l'accusent d'avoir fraudé la Sécurité sociale, d'être une voleuse, une femme malhonnête, une délinquante. Ils n'ont jamais été en mesure de le prouver. Ils ont abandonné leur accusation, mais pas la facture qu'ils réclament à mon épouse. Sans explication, elle est passée successivement de 14.000 à 7.300 puis 2.400 euros pour remonter ensuite à 7.500 et redescendre à 1.400 euros pour finalement remonter brusquement à plus de 7.000 euros, mon épouse n'a pas pu me dire combien exactement elle était en pleurs et effondrée au téléphone, tous les courriers qu'elle a reçus l'atteste, c'est complètement dingue, non ? Voilà comment fonctionne l'organisme que cogère vos amis.

Tu es complètement aveuglé par ton sectarisme gauchiste qui n'a rien à voir avec Lénine ou Trotsky, l'analyse marxiste consiste en une "analyse concrète de la situation concrète" et non pas en un débit obsessionnel de présupposés idéologiques.

Quel "sectarisme gauchiste" ? Il doit s'agir de mon appel au boycott des élections présidentielles et législatives. Il est vrai que votre courant politique n'a jamais boycotté une seule élection, on pourrait le qualifier de légaliste ou de parlementariste bourgeois.

Cela doit être sectaire et gauchiste de ne pas vouloir soutenir un ex-ministre de Chirac ou de Hollande, de refuser de rouler pour le PS, les institutions et le régime, si c'est de cela dont il s'agit, je l'assume ou je le revendique et je l'ai déjà justifié.

En guise de "présupposés idéologiques" il se pose là :

Tout pas en avant réel vaut bien plus qu'une douzaine de programmes disait Marx.

Réel, vous savez ce que cela signifie ? D'où sortez-vous cette citation de Marx, fournissez-nous la source pour qu'on puisse vérifier dans quel contexte Marx s'était exprimé, à quoi faisait-il allusion. Je la connais depuis 39 ans mais je n'éprouve pas le besoin d'y recourir pour donner de la consistance à un discours creux, je la mets en pratique quotidiennement et je me l'applique, considérant que tout véritable progrès ou enseignement vaut mieux que des déclarations sans lendemain auxquelles vous êtes particulièrement attachées. Laissez Marx où il est, vous n'en êtes pas digne, vous nous faites honte.

Le POID, qui combat pour un gouvernement de la classe ouvrière (titre principal de la Tribune des travailleurs) réaffirme qu'aucune solution conforme aux intérêts des exploités ne peut se trouver dans le cadre de l'Union européenne et des institutions de la Cinquième république et qu'il faut donc les balayer....Est-ce clair ?

En effet, c'est un lieu commun ! Dites à n'importe quel travailleur que sa condition serait meilleure si c'était lui qui gouvernait, et je prends le pari qu'il sera d'accord avec vous ! Nous voilà bien avancés ! Quel démagogue ! Je peux me tromper, mais j'ai comme l'impression que les travailleurs doivent accomplir d'autres tâches ou résoudre d'autres problèmes avant d'y venir ou qu'ils se saisissent de cette perspective politique, par exemple identifier les obstacles qui se dressent devant eux pour les empêcher de prendre conscience de leur condition et de la situation sociale et politique et de se mobiliser contre le régime, j'ai aussi comme l'impression qu'aucun parti ne subordonne son intervention dans la lutte de classes à cette perspective politique, notamment dans les syndicats. Où, quand s'attaquent-ils à l'Etat, aux institutions ? Jamais, tu parles, c'est leur employeur et leur banquier! C'est clair assurément.

Nous sommes actuellement dans une situation de chaos et de décomposition politique, rien ne se passe comme prévu pour la bourgeoisie et tout peut arriver (moins que jamais il faut réfléchir avec des oeillères, ça va être dur pour toi!).

Vous brassez beaucoup du vent décidément. Cela fait des années que j'entretiens mes lecteurs sur la stratégie du chaos adoptée par l'oligarchie, dont font partie le néolibéralisme et sa philosophie nihiliste, la finance mafieuse, la guerre, Al-Qaïda, ainsi que les institutions politiques aux ramifications tentaculaires qui les pilotent et qui de fait gouvernent le monde, que vous et vos amis vous vous employez à les ignorer. On se demandera au passage comment on peut combattre un ennemi qu'on ignore ou en portant des oeillères puisque vous y tenez, qui plus est, qui détient le pouvoir.

Je ne sais pas si "rien ne se passe comme prévu pour la bourgeoisie", mais je constate qu'elle parvient toujours à ses fins, y compris à fomenter des guerres, coups d'Etat, guerres civiles, génocides, famines, etc. à se doter d'instruments politiques et financiers qui lui assurent un pouvoir toujours plus dictatorial, les riches n'ont jamais été aussi riches, le pouvoir économique n'a jamais été aussi concentré entre quelques mains ou banquiers, le pouvoir politique en étant le pendant, confisqué au profit de cette infime minorité qui préside au destin de l'humanité et l'entraîne vers l'abîme.

Vous êtes sous l'influence de la propagande des porte-parole médiatiques de l'oligarchie, vous prenez pour argent comptant toutes les fadaises qu'ils nous racontent à longueur de temps pour nous détourner de l'essentiel, et cela fonctionne à merveille, vous en faites la démonstration.

Il faut analyser l'actuelle pression d'une masse de travailleurs et de jeunes sur Hamon et Mélenchon pour une candidature commune autour de l'abrogation de la loi travail et de la remise en cause des traités européens....Serait-ce ou non un pas en avant réel favorisant la mobilisation populaire et constituant ainsi une brèche décisive dans cet édifice vermoulu.

"une masse de travailleurs et de jeunes", laquelle ? Celle qui est la plus corrompue par le capitalisme que l'on retrouve dans tous les partis dit ouvriers et les syndicats, tout du moins leurs éléments les plus actifs les yeux rivés sur leurs privilèges. Hamon a dit, Mélenchon a dit, et cela lui suffit, il est comme l'idiot du proverbe chinois qui regarde le doigt du philosophe et non la lune qu'il lui désigne, pitoyable d'en arriver là.

Contrairement à ce que tu nous abreuves chaque jour, les masses apprennent mille fois plus de leur expérience concrète que des prêchi-prêcha à l'infini !

Vous devriez prendre un peu de repos, à me lire "chaque jour" vous allez finir par être intoxiqué par mes "prêchi-prêcha" !

Les masses apprennent mille fois plus de leur expérience, si c'était le cas cela se verrait ou se saurait. Et puis la question n'est pas là. Apprendre quelque chose, c'est bien je vous l'accorde, ce n'est pas moi qui dirais le contraire, à condition que cela serve à quelque chose. Voyez, il existe des millions d'intellectuels en tous genres qui ont la tête bien pleine, à quoi cela leur sert-il, à rien apparemment puisqu'ils passent à côté de l'essentiel ou ils ne sont pas foutus d'interpréter correctement la situation, en fait ils n'y comprennent rien ou pas grand chose, vous avez eu amplement l'occasion de vous en apercevoir en lisant les milliers d'articles que j'ai mis en ligne et qui se terminaient tous dans une impasse politique.

Vous savez à quoi on reconnaît un bon chercheur ou scientifique, à ceci qu'il est capable d'orienter ses travaux dans une direction qui lui permettra de progresser ou de faire de nouvelles découvertes, dans le cas contraire il végètera comme vous et votre parti

Cela dit, de plus en plus de travailleurs et de jeunes plus particulièrement éprouvent de la méfiance vis-à-vis des médias, des institutions et de leurs représentants, mais ce n'est certainement pas grâce à vous pour m'avoir écrit que le combat contre la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs était inutile, vous vous souvenez, n'est-ce pas? Les louanges adressées aux mal nommés réseaux sociaux ont fait long feu, pourquoi ? Parce que leurs utilisateurs se sont aperçus que s'ils ne possédaient pas les instruments politiques pour s'orienter ils seraient des proies faciles pour toutes sortes de manipulateurs ou charlatans.

Le second courriel du même auteur.

Que voilà un grand dialecticien qui confond la période 1981 et aujourd'hui, 2017, où tout peut arriver !!

Je vous rappelle qu'en 1981 votre courant politique tenait déjà ce discours, la théorie foireuse de "l'imminence de la révolution", cela doit vous dire quelque chose, non ? Vous êtes grabataire ou quoi, vous perdez la mémoire faites attention à vous.

Cela fait des années, des décennies qu'on entend le refrain lancinant que cela va péter du jour au lendemain, que le régime et les institutions sont à l'agonie, dites-donc ils ont du souffle, pour un peu on finirait pas croire qu'ils sont immortels, vous devriez vous présenter à l'Académie française !

Et quand tout peut arriver, quel (petit) pas réel en avant peut être la goutte d'eau faisant tout exploser et déboucher sur une situation révolutionnaire, indépendamment de la volonté des intéressés ou de leur conscience des enchaînements.....et ces élections n'ont justement rien à voir avec toutes celles qui les ont précédées.

Là on passe à la méthode Coué, à l'autopersuasion. Votre discours est bourré de clichés, de lieux communs, de généralités, de banalités, de formules à l'emporte-pièce mille fois rabâchées à en perdre la tête.

Rappelons quand même que le POID combat pour un gouvernement ouvrier (titre principal de la dernière Tribune des travailleurs), un gouvernement issu des délégués élus sur tous les lieux de travail et de vie, mandatés, révocables, s'organisant en pouvoir constituant souverain....un nouveau gouvernement de la Commune.

Pour durer 72 jours, c'est peu, on espérait davantage 146 ans plus tard !

Mais le sectaire, imbu de ses discours idéologiques, purement stériles, (après des années d'animation de son site, où en est-il le malheureux ?), déconnecté des événements réels (le chaos, notamment en France), en est réduit au monologue!

Admirable, quelle argumentation dites-moi, vous devez faire partie de ces gens qui ont la grosse tête mais certainement à force de réfléchir ou alors cela ne se voit pas.

Je vais vous raconter un truc monsieur le procureur. J'ai eu à de nombreuses reprises à affronter la critique de militants qui me reprochaient de soutenir votre courant politique et je vais vous dire pourquoi.

Parce que à peine avais-je annoncé soutenir le POI ou maintenant le POID après avoir lui un éditorial de D. Gluckstein ou un communiqué, que la semaine ou les semaines suivantes il publiait un article en contradiction avec le précédent ou que je condamnais, dans lequel il renouait avec le vieux démon du révisionnisme pour faire bref, de sorte que je passais pour un crétin ou un farfelu aux yeux de ces militants...

Et bien voyez-vous, j'en ai plus que marre de leur double langage, de leur double jeu, de leur hypocrisie ou de leur sournoiserie, de leurs coups tordus à la con, de leurs manoeuvres minables d'appareils que je n'ai cessé de dénoncer, qui leur fait dire tout et son contraire d'une semaine sur l'autre, pour finalement en revenir au constat qu'ils sont décidément incurables, que c'est leur véritable nature. Que vous le compreniez ou pas importe peu. Et je ne dois pas être le seul militant dans ce cas-là, qui peut supporter beaucoup de choses contraire à ses principes et j'en passe, mais qui n'admets pas qu'on le manipule, que de petits monarques ou despotes le prennent pour un abruti, car c'est bien de cela qu'il s'agit, qui m'aime me suive telle est en substance leur méthode bureaucratique et non démocratique insupportable. Mais vous êtes parfaitement libre de vous faire berner une fois de plus par ces bonimenteurs.

- Présidentielle: Face à Mélenchon, Hamon agite le réflexe du vote utile - L'Express.fr 15.02

L'Europe, obstacle majeur à une alliance Hamon-Mélenchon - Reuters

Les divergences sur l'Europe entre les deux principaux candidats de gauche à l'élection présidentielle, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, sont un obstacle majeur à une alliance que certains de leurs soutiens espèrent, sans forcément y croire.

Depuis la victoire à la primaire socialiste du candidat le plus à gauche du PS, Benoît Hamon, l'idée d'une alliance avec Jean-Luc Mélenchon travaille l'électorat de gauche mais beaucoup la jugent improbable. En cause, un fort ressentiment envers les socialistes dans le camp de Jean-Luc Mélenchon et des programmes présidentiels très éloignés, en particulier sur l'Europe.

"J'ai des différences importantes avec Jean-Luc Mélenchon sur la question européenne", a déclaré Benoît Hamon mardi sur France 5. "Je ne crois pas qu'il faille faire le pari que ça ne marchera pas, qu'il n'y a plus de relance de la construction européenne qui soit possible."

Alors que Jean-Luc Mélenchon annonce dans son programme qu'il faudra dès sa victoire à l'élection présidentielle cesser de respecter les traités européens, "moi, je ne le souhaite pas", a poursuivi l'ancien ministre de l'Education.

"Je souhaite qu'il y ait un nouveau traité budgétaire européen, qui permette une régulation politique et démocratique de la zone euro", a-t-il ajouté, en précisant que ce projet de traité, qu'il a confié à l'économiste Thomas Piketty, serait présenté "dans quelques semaines à nos partenaires allemands".

Avec Jean-Luc Mélenchon, "pour l'instant, nous n'avons pas eu de contact direct", a précisé Benoît Hamon.

L'échec de François Hollande, qui avait promis une renégociation du traité budgétaire européen lors de sa campagne électorale de 2012 avant de se heurter à un refus allemand, a contribué à creuser les divisions au sein de la gauche sur les dossiers européens pendant son quinquennat.

La question européenne déchire la gauche depuis le rejet par les Français du projet de Constitution européenne en 2005.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a une nouvelle fois suggéré lundi qu'il serait mieux que Jean-Luc Mélenchon renonce. "Comment peut-il, à 10%, 11%, 12% espérer être majoritaire à lui seul ?", s'est-il interrogé.

Mais il n'y a aucune chance que Jean-Luc Mélenchon renonce, assure un ministre, en expliquant que Benoît Hamon ne vise pas directement Jean-Luc Mélenchon mais ses électeurs et une partie de ses soutiens.

"L'idée de Hamon, c'est de siphonner les voix de Mélenchon et de Jadot pour faire une pression assez forte sur Jadot et sur Laurent", explique ce ministre, à propos du candidat d'Europe Ecologie-Les Verts, Yannick Jadot, et du numéro un du Parti communiste, Pierre Laurent. Reuters 15.02

L'homme propose et dieu dispose.

- Mélenchon propose à Jadot et Hamon de soutenir une candidature unique, "la sienne" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, candidat à la présidentielle de La France insoumise (LFI) a proposé mercredi une rencontre aux candidats du PS Benoît Hamon et écologiste Yannick Jadot pour soutenir une candidature, "la sienne". AFP 15.02

Dans les mailles du filet.

Avis aux opportunistes : Je me presse de rire de tout, de peur d'être obligé d'en pleurer. (Beaumarchais, le Barbier de Séville.)

Ils ne peuvent l'emporter seuls, mais en s'alliant, Mélenchon et Hamon peuvent gagner la présidentielle - Tribune généreusement offerte par Le Huffington Post le 15 février 2017

Gérard Filoche, membre du bureau national du Parti socialiste, ne fait pas dans le détail :

LVOG- Eux seuls ont quelque chose à y gagner.

Filoche - Hamon ne gagnera pas seul. Mélenchon ne gagnera pas seul.

Jean Luc Mélenchon vient de déclarer récemment qu'il ne voulait pas de "majorité composite".

"Personne ne peut croire qu'il est possible de gouverner un pays avec une majorité composite de gens qui s'attendent les uns les autres au coin du bois".

LVOG- Poulet, jambon, saucisson, "labellisés" s'il vous plaît !

Filoche - Ca c'est vrai! Il faut que les candidats de la majorité ne s'attendent pas "au coin du bois" mais soient derrière le président élu les 23 avril et 7 mai prochain même "labellisés" en soutien au programme commun de gouvernement qu'il aura formé.

Il serait impossible de gouverner autrement.

LVOG- Gaucherie garantie ou labellisée.

Filoche - Mais la majorité sera forcément plurielle à gauche ou ne sera pas.

LVOG- Quand la fin ou faim justifie les moyens.

Filoche - Donc il faut commencer par le commencement :

Rédiger un programme commun de gouvernement: cela doit être facile, d'ailleurs Mélenchon ne le conteste pas, il a déclaré que les positions étaient "voisines". Et si on les étudie bien, on le vérifie.

Se mettre d'accord sur les grandes lignes de la composition de ce gouvernement correspondant au programme signé.
Un gouvernement Hamon, Jadot, Laurent, Mélenchon.

Se mettre d'accord sur une liste partagée respectant chacune des sensibilités et partis de gauche, de 577 noms de candidats communs labellisés en soutien à ce gouvernement.

LVOG- Il est pressé de se goinfrer le bougre.

Filoche - Il faut aller vite car le dépôt des candidatures est le 17 mars.

LVOG- Ils ne seront les obligés de personne puisque les promesses électorales n'engagent que les crétins qui les prennent au sérieux ou ceux qui y trouvent leur compte.

Filoche - Personne ne se ralliera à personne. Personne n'exclura personne. Personne ne sera obligé de "scissionner" ou de soumettre son propre parti.

LVOG- Programme à la carte, c'est plus pratique.

Filoche - Le programme retenu ne sera ni celui de Benoit Hamon, ni celui de Yannick Jadot, ni celui de Jean-Luc Mélenchon.

LVOG- L'art de l'escamotage, de l'enfumage des escrocs.

Filoche - Ce ne sera pas des "bouts de programme" ni une "mosaïque de programme": il sera clairement retenu ce qui unit, et écarté ce qui divise.

LVOG- Eh hop, emballé c'est pesé !

Filoche - En 7 ou 8 ou 9 questions clefs, centrales, sera défini un programme d'action de transition non pas pour résoudre toutes les questions du socialisme, mais pour gouverner de 2017 à 2022. LVOG- Arrêtons-nous un instant

On aura compris que seule l'ambition personnelle ou la soif du pouvoir les guidait (Postes ministériels, statut et les prébendes qui vont avec...). Qu'ils n'en avaient rien à foutre du programme, des électeurs, des travailleurs, au fait où sont-ils passés ceux-là ? Ne cherchez pas, ils ne sont pas "labellisés", il faut dire que c'est si vulgaire, n'importe qui fera l'affaire. LVOG- Pas besoin de passer des "alliances" avec la droite, ils feront son boulot très bien sans eux.

Filoche - Il est en effet hors de question que des alliances se fassent avec la droite ou son prétendu "centre", car il s'agit justement de combattre la politique de droite du trio des candidats de la corruption et de l'argent, les Fillon, Le Pen, Macron.

Et de mettre en œuvre le programme commun de gouvernement de la gauche. LVOG- La gauche sous Jospin fut pluriel en effet en s'étendant à Chirac ! Quand on veut gouverner il faut s'en donner les moyens que voulez-vous.

Filoche - Mais en ce sens, au sein de la gauche, oui, la majorité sera composite tout comme la gauche sous Lionel Jospin fut plurielle. Si elle ne l'était pas, elle ne serait jamais une majorité.

Filoche - Il faut donc "composer" une large majorité de gauche appuyée sur une large majorité de partis, d'associations, de syndicats, à gauche. LVOG- Un sophisme en dernier recours : En "vérité", être de gauche consisterait à gouverner pour le compte des capitalistes en affirmant qu'il n'existe aucune alternative politique possible. Sans rire, vous, travailleurs, vous y gagnerez à tous les coups, il est vrai que le PS sait jouer de la matraque, même cela s'est déjà volatilisé.

Filoche - Il faut le faire ouvertement, largement, publiquement, expliquant toute la vérité, il s'agit de gagner ou de perdre, de refuser le choix entre LR et FN et d'ouvrir une page nouvelle de la gauche.

LVOG- Et le meilleur moyen de ne douter de rien, c'est encore de s'enfermer dans le déni.

Filoche -Dans tous les camps de la gauche, il y a des doutes, mais ils ne sont basés sur rien.

LVOG- Mais il y a des choses incontournables qui ont comme un parfum de doute...

Filoche - Il n'y aura pas non plus d'envolée invincible du candidat Benoit Hamon et vains sont ceux qui croient qu'il pourrait passer seul au second tour: malgré la belle primaire, l'avidité de victoire, la peur de la droite et de l'extrême-droite, les réflexes électoraux ne seront pas assez puissants pour vaincre l'héritage du quinquennat.

LVOG- Un autre exemple de déni.

Filoche - C'est pourquoi il ne faut pas croire ceux qui vous disent "c'est impossible". Ni ceux qui sèment le doute. Encore moins ceux qui énumèrent les obstacles.

Ceux qui argumentent du passé, des égos, des futurs candidats, des difficultés... agitent des obstacles, mais soit ils sont irréels, soit ils sont exagérés, soit ils sont "renversables".

LVOG- Voilà qu'il nous traiterait de sectaire. Au POID ils tiennent le même discours, qui se ressemblent s'assemblent. De l'idiot utile à l'électeur idiot utile

Filoche - Certains disent que les militants des deux côtés ne comprendraient pas, et reprocheraient leur candidat de s'être alliés, ou même d'avoir "capitulé". D'abord il faut dire que ça se passe toujours comme ça dans tous les processus unitaires dans toute l'histoire. Il y a toujours des ultras qui refusent, hurlent... mais que proposent ils donc à la place? Ces sectarismes là se surmontent vite. On passe vite du doute, de l'incrédulité, de la méfiance, à la raison, puis à la joie et à l'enthousiasme.

LVOG- Toujours à la gamelle. Attendez, mais c'est qu'il oserait tout : Car c'est nous les gamelles sur lesquelles ils taperaient, et on devrait leur servir de "garantie" en prime. Ah ben si un bulletin de vote cela ne doit pas être exploité à fond, c'est que cela ne servirait à rien !

Filoche - Certains demandent "des garanties": on les comprend il en faut. Ils ne veulent pas d'un "autre discours du Bourget". Ils veulent une "majorité cohérente".

Mais quelle garantie supérieure à part un programme commun de gouvernement, un accord de gouvernement, un accord de partage des circonscriptions?

LVOG- Laissez-nous nous partager le pouvoir, foutez votre bulletion dans l'urne et allez gratter, la vie continuera comme avant ne vous faites pas de soucis, en pire parce qu'il ne peut pas en être autrement dans le contexte actuel.

Si ceux qui détiennent le pouvoir sont capables d'empêcher le Président des Etats-Unis de gouverner, ils ne permettraient pas que quiconque s'avise à mettre en oeuvre un programme qui ne serait pas conforme à leurs intérêts, ils feraient tout pour le renverser et de nos jours ils en ont les moyens.

Battre la droite, ignorer que le PS n'a pas cessé d'appliquer un programme de droite depuis des lustres ou qu'il est également de droite.

Filoche - Il n'en existe aucune à part la mobilisation populaire, des comités populaires de soutien? Et pour qu'il y ait une telle mobilisation populaire, il faut commencer par gagner donc par battre LR et FN. Ce n'est jamais une défaite qui permettra cela...

LVOG- Sa seule préoccupation est électoraliste. Vous devez vous mobilisez pour faire élire des députés de leurs partis, ensuite vous rentrez dans votre caserne, vous vous mobiliserez plus tard ou jamais pour vos droits.

Ce n'est jamais une défaite qui ne permettrait pas quoi, que la gauche plurielle gouverne sous un président de droite, il filoche un mauvais coton !

LVOG- Ce qui serait terrible, c'est déjà ce qui est possible depuis que le PS est au pouvoir, les conditions que vivent au quotidiens des millions et millions de travailleurs et leurs familles, effectivement cela donne à réfléchir.

Filoche - Il y a de quoi réfléchir et choisir entre ce qui est possible et ce qui serait terrible.

LVOG- On doit aider les travailleurs à rompre avec les institutions pour prendre en mains leur destin, à parvenir à se dire qu'il n'existe pas d'autre voie que renverser le régime en place, certainement pas par les urnes, prendre le pouvoir politique et régler leurs comptes avec les capitalistes, l'oligarchie qu'il faut déchoir de leurs droits et privilèges, les abolir, les neutraliser pour qu'ils cessent de nuire à la société, dès lors tout deviendra possible, si et seulement si cette condition est remplie, sinon il n'y absolument rien à espérer, il faut se le dire une fois pour toute.

Quelques aphorismes et réflexions politiques.

1- Et dire qu'il y en a qui procréent encore dans un monde pareil ! C'est monstrueux quelque part, non ? En fait, je l'ai toujours pensé.

En donnant le biberon à un chevreau serré dans dans mes bras qui me regardait dans les yeux, sachant qu'il serait destiné à l'abattoir 6 mois plus tard ou à finir dans mon assiette, j'ai eu un instant la même pensée d'une tristesse infinie à me dégoûter de l'espèce humaine ou de moi-même. Je me suis demandé pourquoi j'avais dû subir cette expérience supplémentaire

2- Il est normal d'avoir toutes les peines du monde à nous en sortir ou à y voir clair, tant nous sommes influencés par l'idéologie dominante ou notre inconscience tout au long de notre existence. En réfléchissant à la situation à partir des faits, on pourrait aussi s'interroger sur l'incohérence de notre propre comportement. Cela me semble indispensable pour progresser.

Avant de juger les autres, ce qui est fortement déconseillé, on ferait bien de commencer par balayer devant notre porte, et il y a du boulot !

Même s'il faut commencer par changer la société pour ensuite changer les hommes, on changera la société si les hommes sont prêts à se comporter en hommes, vous saisissez la nuance ? On pourrait peut-être les aider à s'y préparer, non ?

On ne part jamais de nulle part pour parvenir quelque part ou vaut mieux savoir d'où on part. S'illusionner sur soi-même ne mène pas bien loin.

3- Plus de 99% des travailleurs ont adhéré à aucune formation politique. Ils estiment que cela n'est pas fait pour eux. La moitié environ d'entre eux s'y intéresseraient plus ou moins de loin.

Autrement dit leur condition, leurs droits, besoins, aspirations, l'orientation de la société, le monde dans lequel ils vivent, ils laissent le soin à d'autres d'en décider à leurs places. Ils subissent le sort qui leur a été réservé, aussi ne faut-il pas s'étonner s'ils cherchent à l'améliorer en versant dans l'individualisme, au lieu de prendre conscience qu'ils appartiennent à une classe sociale et qu'ils en partagent le destin.

Pris au premier degré, ce comportement est irresponsable, stupide, illogique. On peut accuser les partis ouvriers d'en être responsable. On doit surtout accuser l'école de les avoir formatés ainsi. Car c'est là qu'on les induit en erreur en ne leur enseignant pas que la nature des superstructures de la société, des institutions ou de l'Etat est déterminée par des rapports économiques ou sociaux, des intérêts de classe que vont incarner les différents partis politiques qui en assurent le fonctionnement.

Les partis politiques qui ont liés leur sort à celui du régime fonctionnent comme un fonds de commerce, dont les membres peuvent espérer tirer un profit individuel, à la manière d'un actionnaire à qui l'on verse des dividendes.

On va leur présenter les partis politiques comme une représentation idéologique qui poursuivrait ses propres objectifs, de sorte que leur nature sociale apparaisse indéterminée ou suffisamment floue, de manière à pouvoir pour donner lieu à toute sorte d'interprétations, qui par la suite donneront lieu à toute sorte de manipulations, afin que les exploités ne soient pas en mesure de déterminer quel est ou quels sont les partis politiques qui représentent réellement leurs intérêts de classe.

Ceux qui s'engageront dans de tels partis seront les premières victimes de ces manipulations. Ceux qui en auront pris conscience auront le choix entre les quitter ou y rester. Ceux qui y resteront deviendront donc consciemment des manipulateurs. Dorénavant ils défendront la ligne politique de leur parti parce qu'elle coïncide avec leurs intérêts sans plus se soucier du reste. Selon le zèle qu'ils y mettront et le talent qu'ils déploieront à cette fin, ils en seront récompensés en se voyant

confié un poste électif, en fonction de leur docilité ou servilité ils pourront grimper dans l'appareil du parti. Dès lors ce ne sera plus que leur mode de vie et les privilèges liés à leur fonction qui détermineront leur mode de pensée en bons agents, représentants ou serviteurs du régime, auquel ils doivent leur statut social.

Quand les partis politiques apparaissent ainsi suite à une multitude de grossiers mensonges, d'affaires ou de scandales de corruption, on a du mal à imaginer qu'ils servent autre chose que leurs propres intérêts, ils inspireront un profond dégoût aux travailleurs qui s'en détourneront ou qui parfois continueront de voter pour eux par dépit, mais surtout cela ne les incitera pas à s'engager dans un parti politique, le pire, c'est que ces partis serviront de repoussoir à quiconque voudrait ne serait-ce que s'intéresser à la politique, ce qui était le but recherché ou devait en être la conséquence inévitable.

Dès lors, sommés de s'exprimer lors d'élections, ceux qui ne se réfugieront pas dans l'abstention voteront en fonction des intentions trompeuses affichées par les différents partis, et tout peut arriver, hormis qu'un candidat incarnant les intérêts de la classe ouvrière soit élu.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les travailleurs aient décrypté la règle (truquée) adoptée lors de ces élections. Or, ils en sont incapables pour n'avoir pas acquis la conscience de classe qui leur permettrait de déterminer la nature sociale de chaque parti ou candidat, et de voter en connaissance de cause. Les partis ou candidats en lice à l'élection présidentielle le prouve si nécessaire.

Maintenant la question qui se pose à nous et à laquelle apparemment personne ou presque ne tient à réfléchir, c'est pourquoi les travailleurs ne sont pas capables de se poser les bonnes questions, pourquoi finalement ils abdiquent leurs droits à décider eux-mêmes de leur propre destin.

Pourquoi demeurent-ils insensibles au discours rompant avec le régime qui leur pourrit la vie au quotidien et leur promet pire encore dans l'avenir, pourquoi s'en détournent-ils ou le rejettent-ils au lieu d'y adhérer ou de s'en saisir, puisque on sait qu'au fond d'eux-mêmes ils partagent ce discours, ils perçoivent très bien qu'il n'existe aucune issue favorable à leurs intérêts dans le cadre du régime en place.

La question qu'on doit se poser dès lors, c'est comment faire pour que cette perception affleure à la surface, s'exprime, se traduise concrètement. Il ne faut pas se leurrer, il faut admettre que s'ils partagent l'essentiel de notre analyse ou de notre constat, ils sont encore loin de partager nos conclusions pratiques. Pourquoi, quels obstacles les empêchent-ils d'y venir ou de s'en saisir ? Peut-être l'inexistence d'un parti ouvrier qui les aiderait à cerner ces obstacles pour en venir à bout.

4- Les militants sont tellement sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante que le seul fait d'avoir évoqué des évènements passés ou présents sous un autre angle que ses représentants, nous a valu toute sorte d'accusations. Ils sont si corrompus par cette idéologie qu'il leur est devenu impossible d'aborder sereinement un sujet sous un angle contradictoire ou d'y réfléchir, pour eux la seule version valable, c'est celle des représentants du régime que les médias distillent à longueur de temps, dès lors on se demandera comment ils pourraient analyser la situation et prétendre y comprendre quoi que ce soit puisque au départ ils s'emploient à la déformer.

En Oligarchie. OTAN de la désinformation ou de la dictature néolibérale mondiale sur les esprits.

- L'Otan et l'Union européenne derrière le Décodex - Réseau Voltaire 16.02

L'état-major militaire de l'Union européenne a dévoilé son rôle dans la création d'un service du quotidien Le Monde visant à décrédibiliser des sites Internet, le Décodex.

Ce service, techniquement subventionné par Google et Facebook, entend lutter contre l'influence russe supposée en Occident en accusant les sites Internet contestant l'Otan de ne pas être sérieux et de relayer la « propagande » supposée de Moscou.

Plusieurs médias ont été choisis pour collaborer à ce projet. Ils sont tous français, la racine du mal étant, selon les promoteurs de la campagne, non pas Sputnik et Russia Today, mais le Réseau Voltaire.

Lire :

- « La lutte continue », brève en anglais de l'état-major militaire de l'Union, EU vs disinfo.eu, 13 février 2017.

- « La campagne de l'Otan contre la liberté d'expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 décembre 2016. Réseau Voltaire 16.02

Confirmation

La lutte continue traduit en français.

La lutte continue (https://euvsdisinfo.eu/la-lutte-continue)

Feb 13, 2017 - Nouvelles et analyses.

Comme nous l'avons signalé le mois dernier, l'action se déroule contre la désinformation dans la campagne électorale française.

Première étape sur la voie d'un environnement d'information plus fondé sur les faits pour les électeurs, First Draft News a annoncé le lancement de CrossCheck. Ce projet de vérification collaborative vise à aider les électeurs français à comprendre ce qui et à qui faire confiance en ligne. CrossCheck est une coopération entre First Draft News, Google News Lab et dix-sept salles de rédaction en France, dont AFP, Le Monde, Les Echos et Libération. Il utilisera un logiciel à la fine pointe de la technologie pour détecter les tendances du contenu en ligne, puis vérifier les images, les vidéos, les mèmes et les commentaires, afin que les mythes soient rapidement démystifiés et que des histoires trompeuses ou confuses soient signalées avec exactitude.
Des vérificateurs de faits renommés Bellingcat suivra en outre la propagation de la désinformation dans le cadre d'une recherche plus large sur les élections européennes.

Le projet CrossCheck sera mis en ligne le lundi 27 février et n'importe qui pourra en faire partie en partageant ses propres déboguages sur la prochaine page CrossCheckers. Suivez CrossCheck sur Twitter et aimez leur page sur Facebook pour en savoir plus! (Source : https://euvsdisinfo.eu/la-lutte-continue)

Menu (id)

East Stratcom Task Force FAQ (Le lien vers l'armée américaine ou l'OTAN - LVOG)
https://eeas.europa.eu/node/16043_ru

European Union External Action (Le lien vers l'Union européenne - LVOG)
https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_ru

Qu'est-ce que First Draft News ?

https://fr.firstdraftnews.com - Ressources pour la collecte et la vérification d'informations à destination des journalistes (Avec une photo du siège social du Monde en page d'accueil de la version en français.)

Présentation de Samuel Laurent, éditeur délégué du Monde, partenaire de First Draft L'éditeur délégué du Monde présente à First Draft ses travaux en matière de lutte contre la désinformation en ligne et ses projets

(Redorer le blason des médias aux ordres - LVOG)

Outils pour renforcer la confiance envers les journalistes

Fort de son expérience dans le paysage journalistique américain, Josh Stearns nous présente des outils pour que journalistes et rédactions regagnent la confiance de leur audience.

L'entreprise Gallup rapportait au début de l'année 2016 que la confiance dans les médias, déjà très faible, avait atteint son niveau le plus bas. (...)

Nous nous trouvons désormais confrontés à un effet de rétroaction négatif stratégiquement et intentionnellement alimenté par les personnes bénéficiant de la propagation de sentiments de défiance et d'incertitude. Alors que la presse fait face à des menaces à la fois politiques et financières sans précédent, rétablir cette confiance est prioritaire.

Voici donc six pratiques à développer et dans lesquelles s'investir pour bâtir une relation de confiance avec son audience. Elles sont accompagnées d'exemples de personnes qui montrent la voie.

(Alors que la vérité est leur pire ennemi. - LVOG)

Il faut que les journalistes deviennent de véritables ambassadeurs de la vérité. En effet, les rédactions doivent participer activement à la défense des médias et à l'éducation numérique.

(Alors qu'ils sont à la source de la désinformation. - LVOG)

Nous devons cultiver le scepticisme chez nos lecteurs et les armer d'outils pour qu'ils nous aident à lutter contre la désinformation et que nous puissions donner sa chance à la vérité.

Guide pour la vérification visuelle des vidéos

Il s'agit d'un guide de référence rapide pour vous aider à identifier le qui, quoi, où, quand et pourquoi des vidéos des internautes.

Qu'est-ce que CrossCheck? (id)

Lancement de CrossCheck : à l'approche des élections françaises, les rédactions s'associent pour lutter contre la désinformation

CrossCheck réunit les compétences des secteurs des médias et des technologies pour s'assurer que fausses déclarations soient rapidement détectées et corrigées.

Lundi 6 février, First Draft et le Google News Lab sont au News Impact Summit à Paris et lancent CrossCheck, un outil de vérification collaboratif destiné à aider les citoyens à savoir à quoi et à qui se fier dans les flux des réseaux sociaux, des recherches sur Internet et des actualités, au cours des prochains mois. Facebook soutiendra cette initiative par des outils et un effort d'éducation à l'information sur sa plate-forme. 17 rédactions sont déjà parties-prenantes

CrossCheck réunit les compétences des secteurs des médias et des technologies pour s'assurer que les rumeurs et fausses déclarations soient rapidement détectées et que les nouvelles trompeuses ou fallacieuses soient corrigées. Avec l'élection présidentielle en ligne de mire, les journalistes de rédactions françaises et étrangères vont collaborer pour identifier et vérifier les contenus qui circulent en ligne, qu'il s'agisse de photos, de vidéos, de « memes », de commentaires ou de sites d'actualités.

Parmi les premiers partenaires du projet figurent l'AFP (Agence France-Presse), BuzzFeed News, France Médias Monde (via les Observateurs de France 24), France Télévisions, Global Voices, Libération, La Provence, Les Echos, La Voix du Nord, Le Monde, Nice-Matin, Ouest-France, Rue89 Bordeaux, Rue89Lyon, Rue89 Strasbourg, Storyful et StreetPress. Chaque rédaction mobilisera son expertise, ses ressources et sa connaissance du terrain pour accélérer et approfondir le processus de vérification et s'assurer que tous les citoyens aient accès à des informations vérifiées. Les membres du projet CrossCheck utiliseront ces informations dans leurs propres articles, programmes et contenus relayés sur les réseaux sociaux.

Chacun est invité à signaler les sites et contenus douteux

Le public sera également incité à participer : ils pourront envoyer leurs questions et des liens vers les sites et contenus douteux afin que CrossCheck puisse mener une enquête. Toutes les questions seront recensées sur un site dédié, où figurera également le résultat des investigations de CrossCheck.

Facebook soutiendra CrossCheck sur l'identification et la diffusion des contenus

En tant que partenaire du réseau collaboratif First Draft, Facebook offrira aux membres du projet CrossCheck l'accès à CrowdTangle, un outil facilitant l'identification et le suivi des contenus sociaux en lien avec les élections. Facebook soutiendra en outre la promotion des articles et des ressources de CrossCheck sur sa plateforme pour les publics concernés et, via un effort d'éducation à l'information sur sa plate-forme, aidera à expliquer le processus de vérification et à tenir les électeurs informés des actualités confirmées ou douteuses ayant trait aux élections.

Tirer les leçons des élections américaines en mobilisant les étudiants

Le projet bénéficiera de l'expérience et des enseignements que First Draft et le Google News Lab ont tirés de leur participation à Electionland, une initiative collaborative pour découvrir et rapporter les preuves de manipulation des électeurs au cours de l'élection présidentielle américaine de novembre dernier.

A l'instar du processus mis en œuvre par Electionland, des étudiants seront sélectionnés pour être formés aux technologies de pointes utilisées par les salles de rédaction et des techniques de recherche avancées. CrossCheck recrutera des volontaires au CFJ et à l'école de journalisme de Sciences Po. Les rédacteurs de CrossCheck résumeront et remettront dans leur contexte chaque allégation, créant un flux continu de bulletins d'actualité partageables sur le site CrossCheck. Ce flux sera supervisé par l'Agence-France Presse.

Membre fondateur de First Draft, Bellingcat cartographiera les schémas et les comportements au sein de l'écosystème

de désinformation dans le cadre d'un projet de recherche plus large ayant trait aux élections en Europe. Les bulletins et graphiques produits au fil de l'actualité et fournis par Bellingcat seront diffusés sur le site de CrossCheck pendant toute la durée du projet.

La directrice générale de First Draft, Jenni Sargent explique :

« Nous observons depuis longtemps la qualité du travail de vérification réalisé par de nombreuses rédactions en France. Face à un défi de cette ampleur, c'est vraiment l'union qui fait la force. En collaborant avec de nombreuses rédactions et en ouvrant le projet au public, je suis convaincue que nous serons en mesure de contribuer à limiter le flux de désinformation à un moment aussi crucial pour la France. »

David Dieudonné, en charge de Google News Lab pour la France, a déclaré :

"Après avoir soutenu avec succès First Draft associé à plusieurs rédactions et entreprises de technologies autour du projet Electionland, lors des élections américaines, il est naturel de poursuivre cette approche collaborative unique et efficace avec des rédactions partout en France pour aider à couvrir l'un des scrutins les plus suivis en Europe. Nous sommes fiers de ce partenariat et du nouveau modèle de journalisme collaboratif qu'il inaugure".

Participez : vous pouvez vous joindre au projet jusqu'au 10 février au plus tard

CrossCheck sera lancé le le lundi 27 février. Les rédactions et les étudiants qui souhaitent participer à CrossCheck sont invités à contacter crosscheck@firstdraftnews.com pour plus d'information.

Devenez CrossChecker, partagez vos propres démystifications et vos reportages figureront sur notre page CrossCheck qui sera bientôt en ligne, après vérification par notre équipe. Pour de plus amples informations, inscrivez-vous sur notre liste de diffusion First Draft (choisissez l'option Français).

A propos de CrossCheck

Développé à partir d'idées initialement partagées dans le cadre d'une réunion du réseau collaboratif First Draft en septembre 2016, CrossCheck a été co-construit avec des rédactions locales et nationales en France et le soutien d'organismes internationaux de presse et de technologies membres du réseau First Draft. (https://fr.firstdraftnews.com)

Si vous vous connectez à ce portail, vous ne serez pas surpris qu'ils fassent la promotion de... Macron !

Fakes et fakirs

Fake news (fausses nouvelles ou infos), c'est-à-dire les faits que les médias censurent ou les vérités qui contredisent la propagande ou les versions officielles, et qui pour cette raison ne doivent surtout pas parvenir à l'oreille du plus grand nombre par crainte qu'ils se soulèvent contre le régime pour le renverser.

Macron

Fakir : Personne qui donne un spectacle d'exercices : voyance, prestidigitation, hypnose, tours imités de ceux des fakirs. (Le Grand Robert de la langue française)

#Rewind - L'ambiance des meetings de Macron
https://www.youtube.com/watch?v=3BPckfQ8N7c

- Emmanuel Macron, le produit de l'année ? - LePoint.fr

- Une vidéo révèle comment les équipes de Macron chauffent l'ambiance de ses meetings via Telegram - Franceinfo

"Plus et mieux" que Minute. Qui cela ? Mais ceux qui nous gouvernent et leurs instruments de propagande : Les médias que l'Etat subventionnent.

- La presse aux ordres et la bonne information: Le magister dixit par Chems Eddine Chitour - Mondialisation.ca, 13 février 2017

Extrait.

«C’est beaucoup plus économique de lire Minute que d’acheter Sartre car pour le prix d’un journal, vous avez à la fois la nausée et les mains sales.» Pierre Desproges

Cette boutade de l’humoriste Pierre Desproges à propos du journal d’extrême droite « Minute », était là pour nous rassurer à l’époque sur la structuration du monde entre les bons et les mauvais, les pyromanes et les autres. De nos jours tout se brouille et le journal Minute de l’extrême droite, que l’on croyait seul à éructer ses insanités brutales, n’est plus le seul, il est secondé par une bien pensance qui, sous couvert de civilité, fait plus et mieux, mais d’une façon insidieuse pour formater l’imaginaire des citoyens lambda. Mondialisation.ca

Tiens, c'est marrant, cela fait déjà quelques années que je tiens ce discours qui m'a valu d'être traité de gauchiste.

Entre nous, qui rendait compte de la réalité, votre serviteur ou tous ceux qui ont nié la réalité pendant des années, et qui par la force des choses sont obligés d'y venir les uns après les autres ?

La Croix sous la bannière étoilée de l'Agence Française de Propagande (AFP).

- S’informant de plus en plus sur les réseaux sociaux, huit Français sur dix s’estiment ainsi exposés aux fausses nouvelles, d’après les résultats du baromètre annuel « La Croix » Kantar Sofres/Kantar Média sur la confiance dans les médias. Ils attendent des médias qu’ils jouent un rôle important lors de la présidentielle, pour fournir une « information vérifiée ». Un défi que les médias veulent relever.

...l’économiste des médias Julia Cagé, (...) redoute que la France « se retrouve dans une situation à l’américaine, où les médias traditionnels perdent complètement la main face aux réseaux sociaux ».

« Comme beaucoup de médias, nous nous sommes interrogés après sa victoire et avons engagé une réflexion collective », explique Michèle Leridon, directrice de l’nformation de l’Agence France-Presse. « La plupart des médias américains avaient appelé à voter pour Hillary Clinton en vain. On s’est donc dit qu’il fallait mieux capter le terrain, mais aussi mieux se faire entendre, en touchant un public plus large sur les réseaux sociaux. » (http://www.la-croix.com/Economie/Medias/Barometre-medias-Francais-veulent-information-verifiee-2017-02-02-1200821914)

Traduction : L'AFP doit diffuser plus largement encore sa propagande vénéneuse sur les réseaux sociaux pour intoxiquer davantage de personnes, de sorte que la mésaventure survenue à Hillary Clinton ne se reproduise pas.

A retenir au confessionnal :

1- Les fausse nouvelles ne sont pas relayées par les médias institutionnels.

2- S'ils en diffusent, c'est à leur insu (coupable mais pas responsable).

3- Ils n'en sont surtout pas à l'origine.

4- La majorité de la population a confiance dans les médias institutionnels

La méthode de l'amalgame.

1- Chez les maoïstes ou gauchistes.

J'ai posté ce commentaire dans le blog maoïste resistance-politique.fr, suite à leur article publié par mondialisation.ca : "La guerre est devenue un moyen de gouverner".

LVOG- "Incohérence ou confusion.

Vous dénoncez « la mise en accusation des salafistes », pourquoi, vous y seriez favorable ? Si n’importe qui dénonçait le fascisme, vous plaindriez-vous de la mise en accusation du fascisme ?"

Resistance-politique - « Rien ne sera plus comme avant » avaient déclaré certains journalistes et hommes politiques après les attentats qui ont frappé la France. L’intensification des politiques et pratiques sécuritaires préexistantes ne s’est pas fait attendre. Mise en accusation des salafistes, des musulman-e-s, de l’islam ou des immigrés en général. À la parole des politiques, s’est joint l’acte… policier. Resistance-politique.

Constatons que l'auteur de cet article n'a manifestement pas compris que ce genre d'amalgame était destiné à dresser la majorité de la population contre les musulmans, et qu'en le reproduisant tel quel il en devenait un agent, mieux encore, en regrettant la "mise en accusation des salafistes" il légitime l'existence de cette idéologie criminelle !

Quand j'entends Fillon déclarer qu'il veut s'en prendre au salafisme ou aux Frères musulmans, aux Etats qui diffusent l'idéologie criminelle wahhabite, l'Arabie saoudite et le Qatar en premier lieu, qui ont été jusqu'à présent instrumentalisés par les Etats-Unis et Israël pour réaliser leurs objectifs politiques au Moyen-Orient, je ne vois pas pourquoi nous devrions l'attaquer sur ce plan-là puisque nous paratageons son analyse, même si évidemment nos intentions ou nos objectifs différent totalement.

Il y a lieu de distinguer entre le contenu d'un discours politique et les véritables intentions de son auteur.

On peut partager certains passages d'un discours politique prononcé par un dirigeant ou un élu d'un parti ou n'importe quelle personne en général, à condition de faire ressortir ses réelles intentions, autrement dit en faisant ressortir de quelle manière il compte exploiter tel ou tel élément de son argumentation, quelle est la part d'hypocrisie contenue dans son discours.

On ne lui reprochera pas de tenir une position que nous partageons éventuellement, ce serait ridicule, or c'est ce que font les gauchistes ou ceux qui veulent se faire passer pour des opposants ou des gens de gauche, parce qu'ils n'ont pas d'autres moyens à leur disposition pour le prouver ou se faire passer comme tels, parce qu'en réalité ce sont des opportunistes qui se caractérisent par leur refus d'affronter le régime ou de combattre pour un changement de régime...

2- Le comble de la confusion. Exiger de BFM-TV qu'il fasse preuve de "transparence", c'est comme exiger du pape qu'il avoue ne pas croire en dieu.

Résultats électoraux contraires à leurs espérances, Penelopegate frappant un de leurs champions désignés...

Écoutez donc ces coquelets hurler à la persécution à la moindre publication d'informations gênantes pour l'un de leurs protégés du moment (Hillary Clinton, François Fillon…)...

Quelle mouche a donc piqué une des égéries du poulailler (Ruth Elkrieff de BFM-TV) pour dénoncer toute exigence de transparence comme « totalitaire » ? Entendre des "journalistes" évoquer le totalitarisme de l'information transparente, c'est un comble !

Par Pierrick Tillet (http://yetiblog.org/) le 08 février 2017

Apocalypse now en Syrie.

- Syrie : de l'uranium appauvri utilisé par les Etats-Unis contre Daech - LeParisien.fr

Des munitions accusées de causer des cancers et des malformations congénitales.

C'est la première utilisation confirmée de munitions à l'uranium par l'armée américaine depuis l'invasion de l'Irak en 2003. LeParisien.fr

Ils osent tout

- Quand l'assistant d'un parlementaire PS donne des conseils aux lobbyistes pour influencer les politiques - francetvinfo.fr

Mal connu, ce métier est aussi mal encadré, puisqu'il est, par exemple, possible d'assister un député pour la rédaction de propositions de lois tout en étant rémunéré par des lobbies. Dans son édition diffusée dimanche 12 février, "C Politique" a ainsi découvert que l'assistant du député PS du Pas-de-Calais Nicolas Bays apprenait aux représentants d'intérêt à livrer clés en mains un amendement aux parlementaires.

Prêt à défendre la fabrication de "mines antipersonnel"

Lors de cette formation de huit heures, cet assistant explique ainsi aux élèves lobbyistes comment s'"insérer dans l'ensemble des rouages du pays". Et de prendre l'exemple d'une usine de sacs plastique menacée de fermeture par la décision de la ministre Ségolène Royal d'interdire leur distribution en caisse des magasins.

"En l'occurence, vous appelez quelqu'un comme Emmanuel Macron, à l'époque à l'Economie, pour lui demander si au nom de l'environnement on est obligé d'aller détruire des emplois", raconte-t-il.

"Vous vous débrouillez pour que les parlementaires de la circonscription montent au créneau de manière publique, car c'est leur intérêt : ce sont leurs électeurs qui sont en train de se faire virer. (...) Soyons clair : les sacs plastique, on s'en fout, ils auraient pu faire des mines antipersonnel à l'uranium, on les aurait tout de même défendus", ajoute l'attaché parlementaire.

Interrogé par les équipes de "C Politique", Nicolas Bays, qui emploie ce collaborateur, est gêné aux entournures : "Il le faisait avant que je l'embauche, et doit donner huit heures de cours par an. Je ne savais pas qu'il apprenait aux lobbies à rédiger un amendement, c'est gênant. Il arrêtera." francetvinfo.fr

A voix haute personne ne savait rien, mais à voix basse tous savaient tout, puisqu'ils partagent les mêmes pratiques ou ont tous quelque chose à se reprocher.

La gamelle. De la Belle Alliance Populaire à La belle démocratie.

- Lancement de "La belle démocratie" par des collectifs citoyens pour "changer les pratiques politiques" - AFP

Les représentants de 24 collectifs citoyens de toute la France se sont réunis à Marseille pour lancer le label "La belle démocratie" avec l'objectif, aux élections législatives, de "changer les pratiques politiques" pour une "réappropriation citoyenne du pouvoir"... AFP

C'est fou le nombre de dirigeants politique qui veulent au nom des travailleurs ou des citoyens reconquérir ce qu'ils n'avaient jamais conquis, se réapproprier, ce dont ils ne s'étaient jamais appropriés, à moins qu'ils s'agissent de tout autre chose

Fabrication du résultat de la présidentielle.

- Chute libre pour Fillon, Macron en recul, Hamon s'envole (sondage) - AFP

Emmanuel Macron reste en tête des personnalités suscitant le plus de soutien ou de sympathie, mais est en recul, tandis que François Fillon dégringole et que Benoît Hamon s'envole, selon un sondage Odoxa rendu public mardi.

- Ni le droit ni la morale ne sortent grandis de l'affaire Fillon - Le Huffington Post

- Pour Bayrou, le maintien de Fillon "menace l'alternance" - AFP

- Les associations anti-racistes reçues à Matignon - AFP

- Fillon veut que les Français musulmans expriment leur "colère" - AFP

François Fillon a souhaité, lors d'une visite à la grande mosquée de Saint-Denis de La Réunion, voir "monter du fond" des Français musulmans "un cri de colère contre les extrémistes" se réclamant de l'islam.

M. Fillon voudrait voir "monter du fond même des citoyens français de confession musulmane ce cri de colère et de protestation contre les extrémistes, pas seulement contre les terroristes", mais "contre ceux qui déforment le message de l'islam et appellent à la division à l'intérieur de la communauté musulmane".

"Je réclame l'interdiction de tous ceux qui sont en contradiction permanente avec les valeurs de la République (...) La République a le droit de se défendre contre ceux qui appellent à sa destruction", a insisté l'ex-Premier ministre.

"Si la coexistence entre religions est exemplaire à La Réunion, elle ne l'est pas partout sur le territoire national", a-t-il regretté dans cette mosquée, la plus vieille de France, inaugurée en 1905 sur une île peuplée aujourd'hui d'environ 850.000 habitants, dont 5% de musulmans (85% de chrétiens, essentiellement catholiques).

"Je comprends que vous soyez choqués quand on parle de "totalitarisme islamique"", a encore déclaré l'auteur de Vaincre le totalitarisme islamique, aux responsables musulmans qui venaient de lui en faire la remarque.

"Il vaudrait mieux dire que ce sont des totalitaires qui se réclament de l'islam, qui brandissent le drapeau de l'islam, qui essaient de s'accaparer l'islam", a-t-il concédé.

L'ex-Premier ministre a également souhaité "que nous ayons un CFCM (Conseil français du culte musulman) qui soit plus une autorité religieuse. Je ne crois pas que nous ayons besoin d'une organisation du culte musulman en France qui ait un caractère politique".

"Nous avons besoin d'un islam dégagé des influences étrangères", a-t-il également affirmé. "Nous savons que les influences étrangères ne sont pas des influences innocentes - je ne les mets pas toutes dans le même panier- mais il y en a qui poursuivent un but politique", a-t-il déploré.

- Une majorité d'Européens se disent contre l'immigration provenant de pays musulmans - LeFigaro.fr

Selon un sondage du think tank britannique Chatham House, 55% des Européens souhaiteraient suspendre l'entrée des immigrés venant des pays musulmans. Cette proportion s'élèverait à 61% chez les Français. LeFigaro.fr

- Emmanuel Macron est le seul capable de renouveler notre système politique - Le Huffington Post

- En Marche!: Moscou pourrait oeuvrer contre la candidature Macron - AFP

Richard Ferrand, secrétaire général d'En Marche!, a demandé lundi aux "plus hautes autorités de l'Etat" de "garantir qu'il n'y aura pas d'ingérence d'une puissance étrangère dans notre vie démocratique", laissant entendre que la Russie pourrait oeuvrer contre...

- Le programme de Hamon amène la France tout droit vers l'arrêt cardiaque - Le Huffington Post

En oligarchie. Hommage au "chef-d'œuvre" de la barbarie.

- World Press Photo : l'ambassade de Russie à Ankara condamne le choix du jury - Franceinfo

L'ambassade russe à Ankara a condamné, mardi 14 février, la décision du World Press Photo de récompenser la photographie montrant l'assassin de son ambassadeur se tenant debout près du corps de sa victime.

Dans un message publié sur sa page Facebook, l'ambassade s'est élevée contre une décision "démoralisante", estimant qu'elle traduisait une "déchéance complète de l'éthique et des valeurs morales". Faire "la propagande de l'horreur du terrorisme est inacceptable", a-t-elle ajouté.

La photographie, prise le 19 décembre par Burhan Ozbilici, de l'agence Associated Press, montre le policier turc de 22 ans alors qu'il venait de tuer de neuf balles l'ambassadeur de Russie à Ankara, Andreï Karlov, lors de l'inauguration d'une exposition. On y voit l'assassin, Mevlüt Mert Altintas, doigt en l'air, une arme à la main, son visage montrant la colère.

Les juges qui lui ont décerné, lundi, le premier prix du plus prestigieux concours de photojournalisme ont salué le courage du photojournaliste, ainsi que la portée symbolique de cette image.

Mais ce choix a suscité la controverse au sein même du jury du World Press Photo, a révélé son président, Stuart Franklin, dans une tribune publiée par le quotidien britannique The Guardian. "C'est une photo d'un meurtre, le tueur et le tué, tous deux aperçus sur la même image, et moralement aussi problématique à publier qu'une décapitation terroriste", a-t-il écrit. Franceinfo

Libération.fr - Pour le photographe Nicolas Baudouin, au-delà de toute polémique, l'image de Burhan Ozbilici, récompensée par le World Press Photo 2017, fera partie des chefs-d'œuvre de l'histoire de la photographie de reportage.

Il ne fait donc aucun doute qu'au-delà de toute polémique et de son contexte géopolitique, cette image viendra s'ajouter aux incontournables chefs-d'œuvre de l'histoire de la photographie de reportage et mérite donc cette récompense institutionnelle qu'est le World Press Photo 2017. Libération.fr 15.02

Ils osent tout.

- Le directeur de la police s'indigne d'une tribune pour Théo - Reuters

- Incidents en banlieue: Le FN lance une pétition "pour soutenir la police" - AFP

- Hamon candidat de la "bienveillance" face au "bulletin de vote qui veut faire mal" - AFP

- Audrey Azoulay juge "irresponsables" les attaques contre les journalistes - AFP

Les attaques contre les journalistes de la part de responsables de la droite sont "irresponsables", a estimé mardi la ministre de la Culture Audrey Azoulay, s'interrogeant sur la viabilité de la candidature de François Fillon. AFP

- Macron qualifie la colonisation française de "crime contre l'humanité" et s'attire les foudres d'élus des Républicains et du FN - Franceinfo

- Hollande dénonce les attaques de la droite contre les pauvres - Reuters

- Le scandale russe aux États-Unis est un potentiel Watergate pour un ex-journaliste vedette de CBS - Le Huffington Post

- Les organisateurs de la "Marche des Femmes" appellent à une grève générale des femmes le 8 mars - Le Huffington Post

- Et si Donald Trump ne savait pas lire ? - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Le principal conseiller de Trump pour la sécurité fragilisé - AFP

La Maison Blanche a laissé planer un doute lundi sur l'avenir politique de Michael Flynn, principal conseiller de Donald Trump pour la sécurité, soupçonné de proximités avec la Russie.

"Le président évalue la situation, il parle au vice-président (...) et à plusieurs autres personnes", a indiqué le porte-parole de la présidence américaine Sean Spicer, au moment où les Etats-Unis s'interrogent sur un éventuel remplacement de Michael Flynn à ce poste stratégique, moins d'un mois après la prise de fonction de M. Trump.

La position de M. Flynn, conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, s'est considérablement fragilisée depuis la publication vendredi par le Washington Post et le New York Times de la teneur de conversations entre lui et l'ambassadeur de Russie à Washington Sergey Kislyak.

Au moment où l'administration de Barack Obama ordonnait fin décembre des sanctions contre la Russie pour son ingérence présumée dans les élections américaines, Michael Flynn assurait le diplomate russe que Donald Trump serait beaucoup moins sévère à l'égard de Moscou. Selon les médias, de telles discussions peuvent être considérées comme illégales.

Les démocrates au Congrès réclamaient lundi le renvoi de l'ancien général pour ces accusations "ahurissantes", tandis que leurs collègues républicains optaient pour le mutisme.

(suit un tissu de mensonges)

Ces révélations ont manifestement placé l'administration Trump dans l'embarras. Les conseillers du président, qui sont apparus dans les médias pendant le week-end, n'ont pas cherché à défendre Michael Flynn.

(pour finalement...)

Ce n'est que lundi après-midi qu'une proche conseillère de Donald Trump a tenté de dissiper le malaise, assurant sur MSNBC que l'ancien soldat bénéficiait "de la confiance totale du président".

Kellyanne Conway a relevé que M. Flynn était un "pivot important" cette semaine avec les visites de dirigeants étrangers, les chefs de gouvernement canadien Justin Trudeau et israélien Benjamin Netanyahu.

1.2- États unis : démission du patron de la sécurité nationale de Donald Trump - Franceinfo

Le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump Michael Flynn a été contraint de démissionner lundi 13 février... Franceinfo

1.3- La CIA refuse l'accès au CNS de l'adjoint du général Flynn - Réseau Voltaire

La CIA a refusé à Robin Townley l'accréditation Défense au niveau nécessaire pour siéger au Conseil national de sécurité (CNS).

Robin Townley avait été désigné comme principal assistant du conseiller de Sécurité nationale, le général Michael Flynn. Il devait exercer au sein du CNS la fonction de directeur pour l'Afrique, mais s'est ainsi trouvé contraint de présenter sa démission.

La décision de l'Agence est la « réponse du berger à la bergère » après le Mémorandum du président Trump mettant fin au siège permanent du directeur de la CIA au CNS.

Simultanément, la CIA tente de prouver que les contacts du général Flynn avant l'élection présidentielle avec l'ambassadeur de Russie, Sergey Ivanovich Kislyak, constituent un crime fédéral. Selon l'Agence, en confirmant au diplomate les déclarations pourtant publiques de Donald Trump sur la nécessité de lever les sanctions contre Moscou, Michaël Flynn aurait commis un délit d'espionnage.

Si la CIA parvenait à ses fins, le conseiller de sécurité nationale serait arrêté.

"Turmoil at the National Security Council, From the Top Down", David Sanger, Eric Schmitt, and Peter Baker, The New York Times, February 12, 2017. Réseau Voltaire 13.02

1.4- Trump accuse le renseignement américain de fuites à la presse - Reuters

Donald Trump a accusé mercredi les services de renseignement américains de fournir illégalement des informations à la presse après la parution dans le New York Times de révélations sur les relations entre des membres de son équipe de campagne et la Russie.

Dans un message matinal sur son compte Twitter, le président américain affirme que "des informations ont été illégalement fournies" au New York Times et au Washington Post "par la communauté du renseignement".

Donald Trump met en cause dans ce message le comportement de l'Agence de sécurité nationale (NSA) et du Bureau fédéral d'investigation (FBI), mentionnant entre parenthèses les acronymes des deux agences suivis par un point d'interrogation.

Dans un autre tweet, le locataire de la Maison blanche estime que la "connexion russe" est un "non-sens" se résumant à une simple tentative pour "couvrir les nombreuses erreurs commises par la campagne perdante d'Hillary Clinton".

Citant plusieurs sources, le New York Times a rapporté mardi que des écoutes et relevés téléphoniques avaient montré que plusieurs membres de l'équipe de campagne de Donald Trump et certains de ses associés avaient multiplié les contacts avec les services de renseignement russes au cours de l'année ayant précédé l'élection présidentielle.

Ces nouvelles révélations sont parues au lendemain de la démission de Michael Flynn, conseiller présidentiel à la sécurité nationale, mise en cause après des conversations téléphoniques tenues avec l'ambassadeur de Russie à Washington fin décembre, soit avant l'investiture de Donald Trump.

Une telle pratique est considérée comme illégale en droit américain. Des parlementaires, inquiets après ces révélations, ont demandé mardi une enquête officielle sur les relations entre la Maison blanche et la Russie.

Lors d'une conférence de presse tenue en compagnie du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, le président américain est revenu sur la démission de Michael Flynn, le présentant comme "un homme formidable" et jugeant que ce qui lui est arrivé "est très, très injuste" et que les documents le mettant en cause ont été, a-t-il insisté, "diffusés de manière illégale". Reuters 14.02

1.5- Feltman prorogé à l'Onu - Réseau Voltaire

Le nouveau secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a procédé aux nominations de son équipe.

Le directeur des Affaires politiques, Jeffrey Feltman, a été prorogé dans ses fonctions pour une année. Durant le mandat de Ban Ki-moon, il s'agissait de la plus haute fonction diplomatique au monde.

M. Feltman représente les intérêts de l'État profond US. Diplomate de carrière, il a d'abord servi en Israël, puis pour le compte de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak (un organisme privé qui ne dépendait pas de la Coalition, mais concentrait les membres du « gouvernement de continuité » US). Ambassadeur au Liban, il organisa l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, la Commission d'enquête de l'Onu et le Tribunal spécial contre les présidents Émile Lahoud et Bachar el-Assad. Par la suite, il devint l'assistant d'Hillary Clinton au département d'État, puis entra comme numéro 2 à l'Onu. Il est l'auteur du plan de capitulation totale et inconditionnelle de la Syrie (techniquement rédigé par l'Allemand Volker Perthes) [1].

[1] « L'Allemagne et l'Onu contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 28 janvier 2016. Réseau Voltaire 16.02

1.6- Israël/Palestine : Trump s'éloigne de la solution à deux Etats - AFP

Marquant une rupture dans la politique américaine au Proche-Orient, Donald Trump a affirmé que la "solution à deux Etats" n'était pas la seule possible pour régler le conflit israélo-palestinien, assurant être ouvert à des alternatives si elles mènent à la paix.
En accueillant à Washington mercredi son "ami" le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le nouveau président a vanté les liens indestructibles des Etats-Unis avec Israël, tout en appelant l'Etat hébreu à "la retenue" sur la poursuite de la colonisation dans les Territoires palestiniens.

Lors d'une conférence de presse commune, M. Netanyahu, qui entretenait des relations exécrables avec Barack Obama, a loué le nouveau locataire républicain de la Maison Blanche, jugeant qu'il offrait "une occasion sans précédent" pour faire avancer la paix. "Il n'y a pas de meilleur soutien du peuple juif et de l'Etat juif que le président Donald Trump", a-t-il martelé. AFP 15.02

Qu'on ne s'y Trump pas, le nouveau président américain en affirmant, je cite : qu'il n'était pas arc-bouté sur la solution à deux Etats : un Etat de Palestine coexistant en paix avec Israël. "Je regarde deux Etats et un Etat, et si Israël et les Palestiniens sont contents, je suis content avec la solution qu'ils préfèrent. Les deux me conviennent", a dû vouloir dire par là ce que tout le monde pense tout bas, à savoir qu'il ne devait exister qu'un seul Etat, "l'Etat juif" d'Israël (Netanyahu). L'extrême droite l'a confirmé peu de temps après.

AFP - Le chef de la droite nationaliste religieuse israélienne Naftali Bennett a estimé pour sa part que l'idée d'un Etat palestinien était révolue. "Une nouvelle ère, de nouvelles idées, pas besoin d'un troisième Etat palestinien au-delà de la Jordanie et de Gaza", a tweeté le chef du Foyer juif, fervent partisan de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-est occupées. AFP 15.02

Après ces encouragements, Netanyahu s'est soulagé en allant plus loin encore.

AFP - Après la rencontre, Benjamin Netanyahu, cité par la radio publique israélienne, a refusé de s'engager à continuer de soutenir l'idée de deux Etats.

Il a également demandé au président américain de reconnaître l'annexion du plateau syrien du Golan conquis par Israël. "Le président n'a pas été stupéfait par cette demande", a-t-il dit. AFP 15.02

1.7- Puzder, nommé secrétaire au Travail par Trump, contraint à se retirer - LeFigaro.fr

Après le refus de sa candidature par le Sénat américain, ce PDG d'une chaîne de fast-food, plombé par des révélations sur d'anciens épisodes de sa vie personnelle, a préféré retirer sa candidature, ce mercredi.

1.8- Trump abroge une règle anti-corruption dans le secteur énergétique - AFP

Le président américain Donald Trump a signé mardi l'abrogation d'une règle qui obligeait notamment les compagnies minières et pétrolières américaines à rendre publics les paiements versés aux Etats étrangers afin de prévenir des faits de corruption.

2- Union européenne

- CETA: le Parlement européen approuve l'accord commercial UE/Canada - AFP

Le Parlement européen s'est prononcé mercredi en faveur du CETA, le controversé accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, en dépit de nombreuses protestations.

Avec ce vote favorable, une grande partie du texte devrait être appliquée de manière provisoire, a priori au printemps, le temps qu'il soit ratifié par les Parlements de l'UE, ce qui prendra des années.

Réunis en session plénière à Strasbourg, les eurodéputés ont été 408 à se prononcer en sa faveur, 254 à voter contre et 33 à s'abstenir.

Le texte - appelé Accord économique et commercial global (AECG, en anglais CETA) - supprimera 99% des droits de douane. Présenté comme un modèle d'accord commercial, il prône également la coopération en matière sociale, sanitaire et environnementale.

Parmi les principales cibles des critiques, les tribunaux arbitraux amenés à être mis en place une fois que le traité aura été définitivement approuvé.

Ces juridictions pourront être saisies par une entreprise afin de demander réparation à un Etat ayant pris une réglementation contraire à ses intérêts.

Avec l'approbation du Parlement européen, un long et incertain processus de ratification du CETA s'ouvre maintenant. Au total, 38 parlements nationaux et régionaux dans l'UE devront approuver le texte. AFP

3- Venezuela

3.1- Washington inflige des sanctions au vice-président du Venezuela - AFP

Les Etats-Unis ont imposé lundi des sanctions financières au vice-président du Venezuela Tareck El Aissami, au titre de la lutte contre le trafic de drogues, selon le site de l'OFAC, une agence du Trésor qui met en place ces sanctions gelant les actifs aux Etats-Unis des personnes visées. AFP

3.2- Venezuela: la démocratie est "en phase terminale" - AFP

La démocratie au Venezuela est "en phase terminale", a accusé mardi le président du parlement vénézuélien, Julio Borges, qui a mis en cause le régime "autoritaire" du président Nicolas Maduro. AFP

4- Syrie

- L'Otan suspend ses opérations en Syrie - Réseau Voltaire

Les ministres de la Défense de l'Alliance se sont réunis le 15 février 2017 au siège de l'Organisation à Bruxelles, en présence du général James Mattis, secrétaire à la Défense de l'administration Trump.

Les ministres ont décidé à la fois la création d'un pôle Sud chargé de contrôler l'Afrique et le Moyen-Orient et la suspension des vols de renseignement en Syrie.

Depuis le début de la guerre initiée par Washington, Londres et Paris contre la Syrie, en 2011, l'Otan assure la surveillance du champ de bataille au moyen de ses AWACS et des satellites de ses membres. Ces informations sont aussitôt triées et certaines d'entre elles sont transmises aux groupes jihadistes qui peuvent ainsi échapper à l'Armée arabe syrienne.

En retirant ses AWACS, l'Organisation entendrait ne pas prendre position dans le conflit qui oppose actuellement les kurdes entre eux. Réseau Voltaire 16.02

ECONOMIE

Egypte

- L'Egypte sur la voie du sacrifice économique - euronews.com

Après avoir obtenu la promesse d'un prêt de 12 milliards de dollars sur trois ans auprès du FMI pour soutenir son économie, après avoir dévalué sa monnaie, l'Egypte remanie son gouvernement pour mener à bien d'importantes réformes économiques. Des réformes indispensables pour redresser le pays et tenter d'insuffler un climat de confiance pour attirer les investisseurs. Car le pays continue de s'enfoncer dans la crise économique.

Premier indicateur, l'inflation devenue galopante. De 13 % en septembre 2016, le taux d'inflation a fait un bond spectaculaire, passant à 24 % en décembre et atteignant 30 % en janvier 2017.

Une inflation qui s'explique en partie par la dévaluation de la monnaie égyptienne face au dollar. Il fallait 8,83 livres pour un dollar en novembre, 16 en janvier 2017.

Cette dévaluation et le passage à un régime de change flottant, réclamés par le FMI, doivent permettre à terme au pays de reconstituer son stock de devises étrangères en facilitant les exportations.

Mais sur le marché intérieur, cette dévaluation est synonyme d'explosion des prix, car les importations en pâtissent.

Des produits importés tels que la farine de blé, le riz, le sucre ou encore le café, ont vu leurs prix augmenter jusqu'à 80 % en moyenne en l'espace de quelques mois seulement. Les denrées alimentaires ont globalement subi une hausse des prix de 40 % en un an.

Denrée de base, la consommation de blé de l'Egypte a atteint 19,6 millions de tonnes en 2016. Or le pays en importe la plus grande partie. Les importations de blé devraient s'établir à 11,8 millions de tonnes en 2017.

Aujourd'hui, près de 70 millions d'Egyptiens bénéficient d'une aide de l'Etat pour acheter ces marchandises de première nécessité dans des magasins contrôlés par l'Etat. Et pourtant, le marché noir explose lui aussi et la grogne commence à se faire sentir :

"Il n'y a pas un client qui arrive sans se plaindre. Des choses qui coûtaient 1 livre, en coûtent aujourd'hui 5, et ce qui coûtait 5 livres en coûte aujourd'hui 10. Certains prix sont exagérés et je ne sais pas pourquoi. Y'a-t-il une raison pour que le gouvernement laisse cela se produire ? Quelles sont leurs raisons ? Nous ne le savons pas", explique le directeur de la chaîne de magasins Samy Salama, Emad Maher.

Un sentiment d'incompréhension qui ne peut qu'augmenter avec la deuxième salve de réformes économiques. En échange de son prêt, le FMI a effectivement demandé au gouvernement d'Al Sissi une forte diminution des aides sur ces produits de première nécessité, sur l'essence et sur l'électricité (ainsi qu'une hausse de la TVA).

La Banque centrale égyptienne n'a de toutes façons plus les moyens de mener ces politiques d'aides, car elle ne dispose pas d'assez de devises pour répondre aux besoins de la population. Ses réserves en dollars sont passées en cinq ans de 40 à un peu moins de 20 milliards.

Avec la chute du tourisme, des prix du pétrole et des investissements étrangers, le pays est dans une mauvaise passe. Mais le remède risque de faire à nouveau descendre les Egyptiens dans la rue. euronews.com

Haut de page

Le 21 février 2017

CAUSERIE

Encore une causerie très dense.

Nouveau courriel reçu.

Nouveau courriel reçu du névrosé profond qui me harcèle depuis des années de ses inepties.

- "Un constat qui résume l'ensemble : après des années et des années de réflexions quotidiennes, des milliers et milliers de lignes (la plupart du temps bien fumeuses), et de consultation de ce site par des centaines et centaines de personnes.... à l'arrivée , un seul sympathisant !! Tout est dit !"

Et un seul lecteur fulmine à la lecture de mes causeries, tout est dit en effet ! Il n'est pas à une contradiction près, qui ne méritent même plus d'être relevées. Passons.

Présentation de cette causerie.

Aujourd'hui on va consacrer une grande partie de cette causerie à l'attaque de la classe dominante via ses médias contre les supports (portails ou blogs) qui diffusent des informations qu'ils censurent ou qu'ils déforment délibérément ou encore qu'ils inventent, en hurlant aux fake new pour mieux s'ériger en inquisiteur de la pensée ou en détenteur de la vérité, qu'ils s'emploient à fabriquer pour façonner les consciences conformément à leurs besoins, et ainsi neutraliser toute opposition au monstrueux modèle de société que l'oligarchie est en train de mettre en place.

C'est un sujet si dense qu'on ne peut évidemment pas tout dire en quelques pages. Qui plus est, la situation semblant inextricable

et confuse à bien des égards, il devient impensable d'aborder les différents acteurs qui y jouent un rôle sans les caractériser politiquement. Cela semblera peut-être arbitraire à ceux qui s'accommodent de leurs contradictions, mais c'est encore le moyen le plus efficace à notre disposition pour démasquer leurs véritables intentions et la fonction qu'ils remplissent, qui ne correspond pas toujours ou rarement pour être plus précis avec la cause qu'ils prétendent représenter ou défendre.

J'ai observé depuis des années que les uns et les autres partageaient les mêmes méthodes malhonnêtes ou sournoises dans leurs analyses, consistant à recourir à une multitude de moyens pour falsifier la réalité ou la déformer avec une arrogeance, un aplomb tel ou une sincérité désarmante, de sorte qu'en les dénonçant je prends le risque de passer pour un dogmatique, un donneur de leçons ou un procureur, alors qu'en réalité sur la base des faits je ne fais que remettre les uns et les autres ou les choses à leur place tout simplement.

S'agissant des intellectuels à l'origine des médias dits alternatifs, il est facile de prouver ce que j'avance ou de les confondre, puisque les milliers d'articles qu'ils ont publiés se caractérisaient pratiquement tous par leur incohérence, si bien qu'ils conduisaient systématiquement à une impasse politique ou dans les bras du régime, c'est d'ailleurs à cet endroit uniquement qu'on pourrait leur attribuer une certaine consistance ou logique ce qui mériterait qu'on salue leur détermination à étaler ainsi leur propre impuissance, peu importe qu'ils en aient eu ou non conscience puisqu'ils y trouvaient satisfaction, ce qui montre au passage qu'on ne poursuit pas les mêmes objectifs politiques, celui du combat du mouvement ouvrier, renverser l'ordre établi, s'emparer du pouvoir politique, changer radicalement de société, en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne de nos jours le capitalisme ou l'impérialisme.

Se donner les moyens d'atteindre ces objectifs devrait être une obsession, or chez eux ils font défaut puisqu'ils ne reconnaissent pas à la classe ouvrière son rôle historique et les tâches politiques notamment qui en résultent, ils interviennent et demeurent à l'extérieur du mouvement ouvrier, ils ne peuvent donc pas prétendre y jouer un rôle dirigeant.

C'est autre chose d'écrire de beaux articles ou de s'adresser à des gens d'une tribune, cela en est une autre de construire les instruments qui permettent de changer la société en allant à la rencontre des travailleurs quotidiennement et de confronter nos idées et nos convictions aux nombreux obstacles qui les retiennent de prendre leur destin entre leurs mains. La différence est qualitative, on passe à un niveau de conscience supérieur quand on s'organise dans un parti ouvrier, on se donne les moyens d'atteindre nos objectifs, on passe au plan pratique, on passe à l'action, on ne contente plus de paroles écrites ou orales, on s'engage véritablement. Le parti est la conclusion du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels, et il concentre les enseignements de la lutte de classes, les expériences les plus élevées du mouvement ouvrier révolutionnaire, c'est de là qu'il tire sa légitimité.

Ceux qui lui refusent, ignorent le développement du capitalisme qui aboutit à sa putréfaction, au chaos et à la barbarie ou à sa négation en le dépassant. Pour eux l'horizon du capitalisme est indépassable. Ils sont plus proches des hommes qui pendant des millénaires contemplèrent l'horizon au-dessus des océans sans savoir ce qu'il y avait au-delà ou au bout, ils restent fixés au rivage du capitalisme, tandis que les hommes d'aujourd'hui doivent avoir les yeux rivés au-delà de cet océan de sueur, de larmes et de sang. Cet au-delà n'est pas inaccessible, dès lors qu'on ne se contente plus d'idées ou de paroles ou qu'on passe à l'action.

Eux ils sont en quête de respectabilité, de légitimité et il est puéril de l'autoproclamer. J'ai lu que la démission de Flynt sonnait comme un avertissement à tous ceux qui au sein de l'administration Trump envisagerait d'affronter les sommets de l'oligarchie, ce qui devrait en décourager plus d'un de s'y frotter, ils devraient faire profil bas s'ils voulaient conserver leur poste.

Pour passer à la radio ou à la télévision en France, il fallait avoir adopté la version officielle du 11 septembre 2001 sous peine d'être qualifié de complotiste et de se retrouver en compagnie de personne jugée indésirable pour cette raison. Du coup certains journalistes ou animateurs de blogs ou portails qui avaient bien retenu la leçon, n'ont cessé à ce jour contre la logique la plus élémentaire (niveau CE1) de demeurer fidèles à la parole de G.W. Bush, D. Cheney et de C. Powells. Cela ne leur aura servi à rien puisque plus tard certaines de leurs prises de positions aboutiront à les exclurent des médias mainstream.

Je rappelle pour la énième fois qu'il est impossible qu'un building de plus de 40 étages aux structures métalliques s'effondre sur lui-même en 5,6 secondes suite à un simple incendie (Tour n°7), et que la température maximum atteinte par la combustion du kérosène ne permet pas d'atteindre le degré de fusion de l'acier et de faire fondre des poutres de 10 cm d'épaisseur (Tours jumelles percutées par des avions).

S'agissant d'intellectuels de formation et professionnels on ne peut pas dire qu'on serait en présence d'idiots, dès lors il était parfaitement clair qu'ils s'étaient abaissés délibérément à mentir sur le 11 septembre 2001 pour des raisons inavouables ou des intérêts purement individuels qui n'avaient strictement rien à voir avec les intentions qu'ils affichaient ou la cause pour laquelle ils prétendaient lutter, trompant ainsi les gens qui leur faisaient confiance, donc finalement empruntant les mêmes méthodes que les médias institutionnels dont ils dénoncent à juste titre les pratiques. Cette bassesse n'aura servi strictement à rien puisqu'ils sont bannis des médias aux ordres, et qui plus est ils figurent sur la liste rouge des inquisiteurs du Monde ou des maîtres de l'internationale oligarchique numérique qui contrôlent vos ordinateurs, Internet, tous les grands moyens d'informations.

Si j'ai choisi cet exemple, c'est pratiquement parce qu'il se passe de tout commentaire et non pour revenir sur le 11/9. Concernant

les autres intellectuels ou les intellectuel en général, on peut les confondre facilement à partir d'une multitude d'exemples où ils font également dans le déni, pour certains sur la Syrie, pour d'autres sur la Libye, mais aussi sur la Russie ou la Chine sur lesquels ils comptent, alors que les travailleurs n'ont rien à attendre de ces régimes impérialistes, ils relaient également toutes les opérations montées par l'oligarchie pour détourner l'attention des travailleurs contre les institutions et le capitalisme, qui finalement ne servent que l'agenda ou la stratégie du chaos des oligarques, car nous n'irons pas comme eux jusqu'à leur attribuer des qualités philantropiques.

Cela démontre simplement qu'à des degrés divers ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante et que ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut chercher une issue politique à la crise du capitalisme.

Cela dit on reconnaît leur utilité pour diffuser des informations que les médias mainstream censurent et qui sans leur concours ne parviendraient pas à notre connaissance, c'est la seule qualité qu'on leur reconnaîtra pour nous rendre un indéniable service, aussi nous devons les soutenir contre l'entreprise du Monde (Facebook, Google, Microsoft, etc) destinée à les discréditer et à les faire disparaître.

Si j'ai tenu à apporter ici certaines précisions concernant la nature de ces médias dits alternatifs, c'est pour qu'on ne nous accuse pas de collusion avec leurs mensonges ou leur orientation politique qu'on ne partage pas. Je ne remets pas systématiquement en cause leur honnêteté ou leur talent, je mets simplement en évidence leurs limites et ce qu'on est en droit d'en attendre sans semer la moindre illusion à leur sujet afin que les choses soient parfaitement claires entre nous, entre celui qui écrit ces lignes et les lecteurs, jamais à aucun moment je n'ai tenté ou je chercherai à les manipuler.

Je sais pertinemment que la plupart des lecteurs sont devenus extrêmement susceptibles, et qu'ils sont à l'affût du plus infime détail dans lequel ils verront à tort ou à raison une contradiction qu'ils monteront en épingle au point de les aveugler et de perdre de vue que l'essentiel demeurait l'orientation politique de son auteur qui n'a jamais varié d'un millimètre ; C'est un peu comme s'ils prenaient un malin plaisir à se priver des moyens de progresser en manquant ainsi de discernement. Ce qui n'est pas mon cas me semble-t-il, car ce n'est pas parce que j'ai conscience de la nature de ces médias dits alternatifs que je vais en perdre la tête et les vouer aux gémonies.

Ils remplissent malgré tout un rôle progressiste à ce stade irremplaçable, puisqu'aucun parti ouvrier n'a été capable de remplir les tâches qu'ils assument, il est là le véritable problème. Les partis ouvriers ont déserté le combat sur une multitude de plans dont ceux idéologique et psychologique, de l'information, de la pédagogie en direction des masses qu'ils laissent le soin à des intellectuels petits-bourgeois d'accomplir avec tous les travers ou aspects indésirables, contreproductifs que cela peut comporter ou qui en résultent forcément, ensuite placer devant le fait accompli, il nous faut bien faire avec ces contradictions dont nous ne sommes pas responsables ou comptables, c'est ce qu'ai essayé de faire ici avec mesure.

Les faits étant à l'origine de notre interprétation matérialiste et dialectique du monde, il est donc indispensable qu'ils parviennent à notre connaissance pour comprendre dans quel monde nous vivons pour le changer, sinon cela s'avèrera impossible, c'est l'objectif du Monde ou de l'oligarchie qui sont nos ennemis, et non ces médias dits alternatifs que nous soutenons sans réserve, mais pas aveuglément.

Quelques réflexion politiques.

Remonter à la source.

Si on doit axer notre combat politique contre l'oligarchie et les institutions de la Ve République, c'est pour s'attaquer aux fondements du régime, au capitalisme qu'il faut abolir, éradiquer de la surface de la terre.

Proclamer qu'il faudrait abolir la Ve République n'a aucun sens ou ne sort pas de la posture, si cela ne s'appuie pas sur une mobilisation révolutionnaire des masses exploitées.

De même qu'il est inutile de dresser une liste de revendications sociales qu'un gouvernement satisferait, si elle ne s'accompagne pas ou ne repose pas sur l'expropriation sans indemnités des banquiers et des actionnaires du CAC40, des quelque 2.000 grandes entreprises.

Pourquoi demeurons-nous optimiste malgré tout ?

Parce que la désillusion présente vient d'un espoir qui pendant beaucoup trop longtemps a reposé sur une imposture. Elle peut être salutaire si on décide de relever ce défi ou de l'affronter, ou au contraire un terrible cauchemar et conduire à la démoralisation extrême, à la dépression, au suicide collectif.

Bref retour sur les primaires.

Je ne sais pas si quelqu'un l'a déjà mentionné, les primaires de ce qu'ils appellent encore la droite et la gauche a pu donner lieu à des manipulations qui ont dépassé leurs organisateurs, tant les résultats ont déjoué tous leurs pronostics. C'est à croire que quelque chose est en train de leur échapper...

Etats-Unis. Imposture et marché de dupes.

La démission du conseiller américain à la sécurité nationale, le général Michael Flynn, démontre que les institutions américaines sont contrôlées par la CIA et le Pentagone, derrière lesquels se tiennent un clan parmi les oligarques les plus puissants des Etats-Unis, qui depuis de nombreuses décennies se sont emparés du pouvoir dans ce pays.

Soyons plus précis, après avoir nommé tous les présidents des Etats-Unis depuis Reagan, les présidents américains successifs n'ont cessé de céder à leurs exigences au point de renforcer leur pouvoir dans des proportions telles, qu'ils sont parvenus petit à petit à placer leur personnel aux postes clés de l'administration ou des différentes institutions de l'Etat, de sorte que le président élu quel qu'il soit sera sommé d'obéir au doigt et à l'oeil à leurs dicktats sous peine d'être destitué ou supprimé physiquement si nécessaire.

Trump vient juste de démontrer qu'il n'avait ni les moyens ni l'intention de leur résister, autrement dit il va poursuivre comme prévu la politique d'Obama, Bush père et fils, le vice-président Mike Pence, le secrétaire d'Etat Rex Tillerson et le chef du Pentagone Jim Mattis viennent de le confirmer lors de leur tournée européenne... Trump, c'est la banalisation du capitalisme sauvage, c'est la dérégulation de l'économie tout azimut au profit de l'oligarchie anglo-saxonne qui va encore accroître sa fortune et son pouvoir politique.

Cela ne modifie en rien notre stratégique, la classe ouvrière américaine doit axer son combat politique à la fois contre l'oligarchie qui détient le pouvoir et contre les institutions que contrôle l'oligarchie...

Quelques données pour étayer notre analyse.

- Guerre froide entre Trump et ses espions - liberation.fr

Depuis son investiture, le nouveau président américain houspille à intervalles réguliers les agences de renseignement, outil pourtant essentiel à sa prise de décision. En retour, les puissantes officines à trois lettres (NSA, CIA, FBI), qui n'avaient pas manqué de scruter la présidentielle française en 2012, semblent prendre leurs distances avec une Maison Blanche hors norme qui ne leur inspire guère confiance. liberation.fr 18.02

- La sécurité de l'Amérique liée à celle de l'Europe, dit Mattis - Reuters

Le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, qui effectue son premier déplacement en Europe, a évoqué vendredi l'émergence d'un "arc d'instabilité" à la périphérie du Vieux Continent et s'est efforcé de rassurer ses alliés, qui craignent un désengagement de Washington.

"Nous voyons tous que notre communauté de nations est menacée sur de multiples fronts, alors que l'arc d'instabilité se développe à la périphérie de l'Otan et au-delà", a déclaré le numéro un du Pentagone à Munich, ou se tient une conférence annuelle sur la sécurité.

"La sécurité de l'Amérique est liée de façon permanente à celle de l'Europe", a-t-il ajouté par la.

A Bruxelles, la veille, pour une conférence de l'Otan, l'ancien général du corps des "marines" avait jugé que les conditions permettant une coopération militaire avec la Russie n'étaient pas réunies, une déclaration sans précédent depuis l'investiture de la nouvelle administration américaine.

Mercredi, il a invité les Etats membres de l'Otan à respecter leur engagement en matière de dépenses militaires, ce que la chancelière allemande Angela Merkel s'est engagée à faire vendredi.

"Il est juste que ceux qui bénéficient de la meilleure alliance au monde prennent leur part des dépenses nécessaires pour défendre nos libertés", a répété Mattis vendredi. Reuters 17.02

Un coup d'Etat.

- La militante canadienne Naomi Klein voit dans le nouveau gouvernement des États-Unis un coup d'État très clair des grandes entreprises. (legrandsoir.info)

Naomi Klein - Que ce soit clair : ceci n'est pas un changement pacifique du pouvoir. C'est une prise de contrôle des commandes par le monde de l'entreprise. Ceux qui achetaient les deux plus grands partis pour défendre leurs intérêts ont décidé qu'ils en avaient marre de jouer le jeu. Apparemment, tous ces dîners fins avec les politiciens, toutes ces cajoleries et pots-de-vin légalisés insultaient leur sentiment de pouvoir de droit divin.

Désormais, ils suppriment l'intermédiaire et font ce que tout grand chef fait quand il veut que quelque chose soit fait comme il l'entend : ils le font eux-mêmes. C'est Exxon qui est ministre des Affaires étrangères. C'est Hardee qui est ministre de l'Emploi. C'est General Dynamics qui est ministre de la Défense. Et, pour tout le reste, ce sont les types de Goldman Sachs. Après avoir privatisé l'État par petits morceaux pendant des décennies, ils ont décidé de s'emparer du gouvernement lui-même. La dernière frontière du néolibéralisme. C'est pourquoi Trump et tous ses lieutenants qu'il a nommés rigolent bien des faibles protestations quant aux conflits d'intérêts – toute l'affaire n'est qu'un seul très grand conflit d'intérêts. (« Le cabinet de copains de Trump a peut-être l'air très fort, mais ces gens ont peur » - legrandsoir.info 16.02)

Le "capital financier mondialisé" a pris le pouvoir.

- Jean Ziegler (Membre du Comité exécutif des droits de l'homme à l'ONU) : « Les Etats ont été vidés de leur capacité normative et de leur efficacité. Ils se sont fait, en quelques sorte, mettre K.O. par les détenteurs –ceux-là, ultra performants- du capital financier mondialisé ». (« Les Chemins de l'espérance » Jean Ziegler, éditions Le Seuil)

Ce que les plus acharnés défenseurs du capitalisme ne peuvent pas comprendre.

Désinformation. L'art de prendre ses désirs pour la réalité.

L'art de ne retenir que les informations qui vous intéressent à la manière des médias, dont par ailleurs vous dénoncez les méthodes crapuleuses.

- Les Anglo-Saxons rétropédalent par Vila - legrandsoir.info 16.02

- "Avec le Brexit et l'élection de Trump, le monde anglo-saxon vire à 180° sa façon de voir les choses. Après avoir poussé le libéralisme à son paroxysme, il change de cap. Si on reprend la grande histoire du monde, ce n'est pas la première fois qu'il innove et avec un certains succès, d'ailleurs. Il a compris que la période de mondialisation qui a représenté, depuis le début de l'ère industrielle, une sorte de rente de l'occident sur le tiers monde s'achève. (...)

Du coup ces forcenés du mondialisme rétro-pédalent pour atténuer le basculement du centre de gravité de la richesse du monde de l'occident vers le reste du monde." legrandsoir.info 16.02

Toutes les décisions prises par Trump depuis son intronisation le 20 janvier prouvent exactement le contraire. Les Britanniques et les Américains, qui concentrent le pouvoir financier, ont décidé de s'émanciper des contraintes de l'UE qu'ils ont imposées à ses pays membres pour resserer le noeud coulant qui les étrangle déjà, afin qu'ils se plient à leurs injonctions, le tout agrémenté de menaces proférées ouvertement, mais qu'apparemment l'auteur de cet article a décidé de ne pas prendre en compte.

Nouvelles du ministère de la Vérité.

(En référence au roman "1984" de George Orwell)

Un peu de logique.

Qui a diffusé les fausses informations sur l'Irak de G.Bush et C. Powel, puis d'Obama et de Clinton sur la Libye pour justifier la guerre contre l'Irak et la Libye, sinon la totalité des médias qui aujourd'hui prétendent faire la chasse aux fake news ou fausses informations.

Comment croire que des médias liés à l'oligarchie financière ou propriétaires d'oligarques auraient une morale au-dessus de tout soupçon et auraient intérêts à permettre au peuple d'accéder à la vérité qui est la pire menace qui pèse sur le vieux monde pourri.

En oligarchie. L'inquisition ou le fascisme ordinaire.

- L'International Fact-Checking Network, auquel a fait appel Facebook pour vérifier la crédibilité des contributions de son site – pourtant à 99% inoffensives – est chapeauté par le Poynter Institute for Media Studies visant, selon les ultimes directives d'Obama du 26 décembre 2016, à protéger les gouvernements alliés des Etats-Unis de la propagande de la Russie, de la Chine entre autres.

Le Poynter Institute for Media Studies est financé par des fondations de George Soros : Arthur M. Blank Family Foundation, the Duke Reporters' Lab, the Bill & Melinda Gates Foundation, Google (on le retrouve), the National Endowment for Democracy, the Omidyar Network, the Open Society Foundations and the Park Foundation.

http://www.activistpost.com/2017/01/international-fact-checking-network-new-worldwide-ministry-truth.html

Réveillez-vous.

(Parole d'internautes.)

1- "Derrière ce "Decodex" est-ce que se ne serait pas plutôt un organisme de censure qui va se mettre en place avec loi à l'appui pour fermer et interdire tel ou tel site d'infos alternatif ? Je trouve que ça pue cette affaire !"

2- "Nous sommes passé sans nous en rendre compte d'un Etat de droit à un Etat policé."

Il vous en faut peu pour vous satisfaire dites-donc.

La bonne conscience ou la dignité à pas chère proclamée par un auteur d'articles publiés notamment par ces médias à leur propos une "bouffée d'air frais sans lequel on ne peut vivre dignement" (un internaute).

La stratégie du chaos.

3- "Ils donnent l'impression de chercher la guerre, mais le maintient d'un état de tension peut suffire, comme dans le cas de la guerre froide."

4- "Le decodex du Monde est un phénomène parmi d'autres des stratégies continuelles de certains médias occidentaux de museler l'opinion publique et de la manipuler. Ces stratégies s'accélèrent avec les diverses élections en Europe qui risquent de révéler au grand jour l'échec de l'Euro et de l'UE. Enfin, ils veulent entretenir les tensions dans les sociétés civiles et construire un "ennemi global" la Russie voire les Etats-Unis de Trump maintenant."

Il faut passer à l'offensive.

5- "Etre uniquement sur une position défensive c'est se condamner à perdre… "

La vérité est révolutionnaire.

- Edward Bernays, père de la propagande : « La manipulation consciente, intelligente des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays. » (Source : Edward Bernays, Propaganda, Montréal, Lux Éditeur, 2008, p. 1)

- David Rockefeller. "Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles."

- Victor Hugo à Adolphe Thiers : "Un peuple instruit est un peuple ingouvernable" .

Certains affirment que le Decodex du Monde serait une réaction des médias aux ordres au Brexit et à l'élection de Trump. Analyse hasardeuse ou erronée, parce que cette opération sert les mêmes intérêts que ceux qui sont derrière le Brexit et l'élection de Trump.

Ce serait davantage une machination, qui à l'instar du terrorisme serait un moyen destiné à atteindre des objectifs inavouables, en deux temps. Dans un premier temps ils se présentent comme les juges impartiaux au service de la vérité des informations diffusées par le canal d'Internet, en désignant les portails ou blogs qui seraient coupables d''enfreindre la vérité et en les mettant à l'index , pour ensuite justifier faire passer une loi qui interdirait ces portails ou blogs ou limiterait leur accès à Internet, de sorte qu'il ne resterait plus que les portails ou blogs passés maîtres de la désinformation pour le compte de l'idéologie néolibérale, de l'oligarchie.

Iront-ils jusque là ? Ils ont créé un instrument de communication accessible à tous qui comportent des failles ou qu'ils ne contrôlent pas, et ils n'aiment pas cela du tout manifestement. Il est peu probable dans l'état actuel des choses qu'ils iront plus loin, parce qu'il n'y a qu'une seule chose qu'ils craignent vraiment : le socialisme ou que le mouvement ouvrier international renoue avec le socialisme.

Or nous en sommes encore très éloignés, si on en juge par l'état de confusion ou décomposition des partis ouvriers, les analyses que diffusent les médias dits alternatifs ou indépendants, dont aucune n'est orientée vers le socialisme. Nos lecteurs ont pu le vérifier depuis des années.

Cela dit, la menace que représentent pour eux ces médias provient du fait qu'ils diffusent des informations qui peuvent permettre à leurs lecteurs de mieux comprendre la situation, sans pour autant leur proposer d'issue politique cohérente ou sérieuse répétons-le, leurs analyses aboutissent systématiquement dans une impasse politique, mais ils peuvent être amenés à s'en apercevoir et à se demander pourquoi, ce qui pourrait les conduite ensuite à se poser une multitude de questions qui les mettraient à un moment donné sur la bonne voie, ce qu'il faut éviter à tous prix évidemment, leur régime n'y résisterait plus très longtemps.

Quand on a l'impression de toucher la vérité et qu'il ne se passe rien ou que cela ne change rien, que cela ne sert finalement à rien, on sera tenté pour peu qu'on soit curieux ou qu'on persiste dans nos recherches, à se dire que cette vérité doit être incomplète ou doit comporter des lacunes, qu'il y manque le petit quelque chose qui changerait du tout au tout notre interprétation ou perception de l'évolution de la société et du monde, qui nous permettrait de renouer avec l'espoir et la conviction qu'il est possible de les changer, qu'historiquement rien ne permet de justifier que la civilisation humaine serait condamnée à régresser et à sombrer dans le chaos et la barbarie.

Ce dont des petits bourgeois des classes moyennes ou intellectuels issus généralement de la social-démocratie ou du stalinisme ou encore de l'anarchisme, déçus par ces idéologies ou leur impuissance à modifier le cours de la société qu'ils avaient eux-mêmes abandonnés, qui ont été à l'origine de la propagation et de la multiplication des ONG en tous genres, quand ce ne fut pas directement des membres du PS ou du PCF. Ils y furent encouragés par l'Etat et l'oligarchie financière qui tirait les ficelles derrière ou était destinée à en tirer profit sur le plan politique.

Outre la fonction d'accompagner les conséquences de la survie du capitalisme agonisant au stade de l'impérialisme liquidation, elles devaient servir à vampiriser et disloquer le mouvement ouvrier en se concentrant sur un aspect de ces conséquences au détriment de leurs causes qui ramenaient toutes au capitalisme qu'il ne s'agissait plus de combattre pour le renverser ou l'abolir.

Les ONG comptent cent fois, mille fois plus d'adhérents et de sympathisans que les partis ouvriers, donc c'est une affaire qui a fonctionné à merveille. Dorénavant les plus importantes sont directement créées ou financées ou les deux à fois par l'oligarchie ou des idéologues à son service, par les Etats également, et elles se voient confiées des missions par des institutions internationales du capital.

Elles se sont substituées à l'Etat dans certains domaines tout en empiétant sur le terrain (social) d'intervention du mouvement ouvrier, ce qui en fait des organisations de nature corporatiste puisqu'elles sont toutes orientées dans la même direction sans remettre en cause l'ordre établi.

Sur le plan de l'information et de sa diffusion, ce sont les médias dits alternatifs ou indépendants qui remplissent la même fonction. Si leur champ d'action et leur diversité est très large, ils ont tous en commun d'être incapables de proposer une issue politique à la crise du capitalisme.

Si les ONG se sont épanouies sur la misère du monde, les médias dits alternatifs se sont développés en la commentant ou en ont fait commerce également à des fins idéologiques plus que lucratives, mais pas toujours.

Ce qui les caractérise, c'est leur incohérence, leurs contradictions, l'impuissance qui en résulte. Leur modèle est individualiste, parce qu'une action collective pour venir à bout de l'origine des méfaits du capitalisme qu'ils dénoncent les répugne, pas question d'envisager sérieusement la nécessité d'un soulèvement populaire ou de recourir à une révolution pour régler définitivement les maux de la société qu'ils dénoncent par ailleurs à juste titre.

Les ONG et ces médias ont été créés dans cet esprit-là, ce sont leurs fondations, donc il est impossible d'agir dessus ou il est vain d'essayer de les réformer ou de leur faire adopter une autre direction. Autre point commun avec les médias institutionnels, les institutions ou l'Etat, le capitalisme, ils recourent à l'autocensure en tant qu'intellectuels en refusant obstinément d'étudier le développement et le fonctionnement du capitalisme et plus généralement le processus dialectique matérialiste et historique inconscient qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine, de la société, du monde ou de l'humanité. A moins qu'ils n'aient pas les capacités intellectuelles de l'analyser jusqu'au bout qui conduit à l'alternative barbarie ou socialisme. Ils se condamnent ainsi au déni en limitant leur réflexion à la barbarie et en imitant les méthodes des médias mainstream.

Sur le plan politique on peut les caractériser de réformistes bourgeois ou de progressistes de droite consacrant leur temps et

leur énergie et souvent leurs talents à des digressions sans fins qui ne servent à rien au regard des décennies qui passent et des générations d'hommes et de femmes qui sont victimes de la survie du capitalisme à travers le monde. On en vient à ce constat, quand on observe qu'ils se satisfont de discours ou de mesures qui ne changent rien fondamentalement à la condition des exploités et des opprimés.

On conçoit très bien qu'il existe une marge entre le combat pour une cause sociale ou un droit politique et la lutte pour renverser le régime en place. Ce que je veux mettre en évidence, c'est que ce n'est pas parce qu'on se bat pour une revendication ou une cause que systématiquement on ne doit pas être partisan du renversement du régime ou un révolutionnaire.

Inévitablement également, leurs discours versent dans la confusion, ils sont eux-mêmes manipulés ou ils se laissent manipulés. Ils acceptent volontiers certaines interprétations que leur servent les représentants du régime, comme par exemple la version officielle du 11 septembre 2001

En guise de conclusion.

En guise de conclusion pour confirmer ce qui vient d'être dit, donnons la parole à l'un d'entre eux, les-crises.fr (Olivier Berruyer) qui nous révèle leur objectif : "*redonner à la masse de la population confiance dans les grands médias*", autrement dit faire en sorte que les travailleurs qui se sont détournés des médias aux ordres y retournent, pour leur plus grand bien, cela va s'en dire.

- "Face à ça, la première des missions n'est pas de s'occuper de sites rouges (la plupart des gens ne vont pas par hasard sur Iluminatis.com ou Mon-voisin-est-un-extraterestre.fr), mais de redonner à la masse de la population confiance dans les grands médias.

C'est le principal sujet, qui devrait occuper 90 % des débats et non pas 0,1 % comme aujourd'hui.

On est dans une situation surréaliste : c'est comme si 80 % de la population n'avait plus confiance dans les médecins, et allait consulter des chamanes, et que l'Ordre des médecins réagissait en… faisant la liste des mauvais chamanes, soit presque tous… Le tout sans s'interroger sur l'origine de la perte de confiance envers eux, ni y remédier…

Bref, le jour où tout le monde pourra aller en confiance sur Le-Monde.fr, sans se demander s'il n'y aura pas des mensonges non corrigés ou des omissions préoccupantes, où de vrais débats pluralistes seront présents, les gens ne passeront plus leur temps à aller sur des sites sur Internet.

Et ceci réalisé, je pourrai alors fermer mon site, ce qui est mon objectif..." (Source : DEC-INDEX : Quand Le Monde ressuscite L'Index de l'Église catholique 07.02.2017… - les-crises.fr)

Nous voilà bien avancé !

(Par des internautes)

1- "Pointer les incohérences et le danger du programme du FN ne sert pas à grand chose. Il vaut beaucoup mieux mettre en face des gens des propositions convaincantes pour les sortir de leurs misères."

2- "Le Monde ne reconnaitra jamais votre blog et vous n'obtiendrez jamais gain de cause. Le problème pour cette officine n'est pas de déterminer si un blog ou un site présente des faits avérés, sourcés, vérifiés mais si ces derniers sont en adéquation avec la ligne politique néoconservatrice du journal. "

3- Si vous voulez des exemples de journalisme de "renvoi d'ascenseur-copinage-complaisance-collusion-connivence-imposture-manipulation" allez sur le blog de Vanessa Schlouma : "jusqu'ici tout va bien"' qui s'est arrêté hélas en 2014 : http://vanessa-schlouma.blogspot.fr/ Tout y est entre journalistes, communicants, entreprises, le grand mélange des genres dénoncés et décryptés par cette dame.

4- "Vous comprendrez mieux en lisant ceci : Le Centre de formation des journalistes saisi par l'argent-roi." https://www.monde-diplomatique.fr/2003/02/RUFFIN/9931

5- "Les conflits en cours en Syrie, en Irak, en Afghanistan, en Ukraine, en Libye, au Zimbabwe, bouleversent les conditions de vie et génèrent des flux migratoires. Certains pays, enfin, vivent dans une insécurité alimentaire chronique : la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, le Burundi, le Mali, le Niger. Ce n'est pas un hasard si la plupart de ces pays sont en proie à la guerre civile, au terrorisme et à l'intervention militaire étrangère. Le désordre qui y sévit est d'abord de nature politique et géopolitique. Loin d'être une fatalité, il résulte de causes endogènes et exogènes identifiables. La famine ne tombe pas sur les damnés de la terre comme frappe la foudre. C'est l'arme des puissants pour écraser les faibles." (Source :

Yémen. La famine arme des forts contre les faibles par Bruno Guigue - Arrêt sur Info 19.02)

Et on fait quoi pour mettre fin à ces horreurs ? Pas de réponse.

Les intellectuels et les membres des classes moyennent ne peuvent pas changer le monde sans le concours des masses révolutionnaires, mais comme elles leur répugnent ils sont voués à l'impuissance...

6- "L'inversion des courbes de croissance en Occident et dans le prolongement dans le reste du monde pousse la presse système à la manipulation (trafiquer les thermomètres) et à un déni de réalité (optimisme doctrinal) car notre système repose essentiellement sur une croissance devenue inaccessible. Cette inversion imposée par la physique nous amène à inverser jusqu'au sens des concepts qui permettent de décrire le réel pour se protéger d'une réalité devenue menaçante. Comme par réflexe, la classe politico-médiatique pratique un optimisme béat et traite tout qui met en doute cet optimisme de décliniste comme si le seul fait de dire que cela n'allait pas allait faire en sorte que cela n'aille pas (par prophétie auto-réalisatrice)."

7- "On se situe au croisement entre la crispation des ploutocrates (qui possèdent tous les grands médias) et l'effondrement éducatif (qui fait que les jeunes journalistes ne savent même plus écrire une phrase correcte, alors de là à réfléchir un tant soit peu…) Cela dit, il y a une différence avec l'index catholique. Autrefois l'Eglise était toute puissante. Aujourd'hui, qui lit Le Monde ?"

8- "En fait, dans mon entourage on lit Le Monde pour avoir les derniers éléments de langage et l'opinion majoritaire consensuelle chez les CSP+. Histoire d'avoir la bonne attitude dans sa vie professionnelle et sociale. Avec les personnes de confiance, on échange les vraies infos et on s'amuse des derniers bobards publiés. Le basculement de l'opinion à mon sens vient du traitement de la guerre en Syrie qui a été désastreux pour l'image du Monde. A des degrés divers, tout le monde a compris que les infos étaient au mieux partielles, au pire mensongères."

9- "L'argent commandant tout, il faudrait déjà supprimer toutes les aides à la presse.

Si le lecteur est le seul payeur on le respecte (et le journal est le seul produit).

Si l'argent vient de la pub c'est l'annonceur qu'on respecte (et le lecteur est le produit).

Si l'argent vient des aides, c'est le pouvoir politique que l'on respecte.

Dans le système actuel le moins important est le lecteur (d'ailleurs il disparait et ça tiens encore). Dans le système actuel nos impôts (les aides à la presse et aux medias) sont juste notre obole aux milliardaires pour que cela leur coûte moins cher de nous bourrer le mou."

Cela ne date pas d'hier

- La presse a toujours monstrueusement menti. Toujours. Et jusqu'à la création de l'internet, elle n'avait pas de contradicteur. La "presse libre" était un piège à c… Les puissances d'argent pouvaient financer 99% de la presse, et le reste était ostracisé et combattu avec vigueur. Jusqu'à aujourd'hui, sa principale arme était le silence total sur les nouvelles, blogs, et opinions qui les dérangent. Visiblement, ils ont décidé d'attaquer. Leur arme favorite, la diffamation n'est qu'un des aspects de la guerre qui se prépare(car elle n'est pas commencée) contre l'info alternative. (...) Demain, ce sera fermeture autoritaire, haute trahison, prison. Vous verrez, on y arrive.

- L'excellent Pierre Péan et Philippe Cohen avaient déjà dénoncé les dérives du Monde dans leur ouvrage "La face cachée du Monde" : "Usant de son pouvoir d'intimidation, Le Monde aurait insidieusement glissé de son rôle de contre-pouvoir vers l'abus de pouvoir permanent…"

C'était en 2003 et tout était déjà dit. Rien n'a semble-t-il changé depuis, si ce n'est que maintenant ce sont les sous-fifres et non plus les "grands pontes" qui font le sale boulot…

- Et avant MM. Péan et Cohen, il y avait eu Michel Legris, en 1976 : "Le Monde tel qu'il est" (Plon, 65 000 exemplaires). http://tempsreel.nouvelobs.com/culture/20030313.OBS8090/le-monde-du-mythe-au-mensonge-par-michel-legris.html Malgré son passage à la télé ("Apostrophes" du 7 mai 1976), Legris avait été ostracisé après la sortie de ce livre sacrilège. http://www.ina.fr/video/I04252732

- Ce sont les conséquences logiques de la loi Pleven puis de la loi Gayssot. Criminaliser la recherche des faits au nom de l'émotionel. Ils ne font pas ça par hasard, ils se protègent car les médias ne sont pas un contre pouvoir, ils sont le pouvoir. Montrer la vérité c'est révéler leur pouvoir de nuisance et surtout pour qui ils travaillent etd ans quel but. Car il n'y a que 2 façons d'exercer le pouvoir : par la force ou par la persuasion. La propagande est la base de leur pouvoir c'est pour cela qu'il s'attaquent aux

plus faibles : les enfants. Ensuite ce sont les poursuites judiciaires “et après il y a les coups” (les connaisseurs apprécieront).

No news plus nuisible que les fakes news car indétectable au premier abord.

- ... le Parlement ukrainien a élu Andreï Paroubi comme nouveau président du Parlement ukrainien à la majorité des députés. Andreï Paroubi est le cofondateur du parti néo-nazi ukrainien. Il a animé toutes ses milices militaires pendant plusieurs années. Il s’est occupé du commandement militaire de Maïdan. Cet homme-là a été nommé président du parlement ukrainien dans un contexte de tensions avec la Russie. On imagine ce que la nomination d’un tel personnage signifie pour la stabilité de l’Europe. Il n’y a pas une information là-dessus dans Le Monde. Le président du parlement du plus grand pays d’Europe est le fondateur du parti néo-nazi local et Le Monde n’en parle pas.

J’ai consacré du temps à cette histoire sur mon blog. j’ai même fait un très gros effort, j’ai fait traduire la prose de ce sinistre personnage des années 1990 en français. Dedans, on apprend que le rôle historique de l’Ukraine est de protéger la race blanche en Europe des hordes barbares asiatiques qui vont les envahir avec les Russes. Cet homme est président du parlement. C’est délirant. Il rencontre les plus grands dirigeants de l’Europe et cela ne pose aucun problème. C’est de ce genre de choses dont j’ai parlé et qui me font être haï par les grands médias. C’est parfaitement vrai. C’est parfaitement factuel. Ils n’en parlent pas. c’est un exemple de « no news » avec des conséquences dramatiques. (Olivier Berruyer fondateur et animateur du blog Les-Crises.fr - Source : interview au portail Le Grand Soir)

Quelques exemples de fake news répertoriés chez les inquisiteurs et repérés par des internautes.

Libération fake.

- Fausses informations, vraies conséquences - liberation.fr

Blogs américains, fermes à clics… Les «fake news» s’imposent comme un business lucratif, à des fins très politiques.

C’est la question à un million de dollars. Les fake news ont-elles influencé l’élection américaine ? Un rapport du renseignement a confirmé l’ingérence russe dans l’élection de novembre. Sans pour autant confirmer que celle-ci a favorisé directement l’arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche : les experts de la CIA, du FBI et de la NSA ont refusé de s’avancer sur ce terrain. «Le renseignement américain est chargé de surveiller et évaluer les intentions, les capacités et les actions d’acteurs étrangers. Il n’analyse pas le processus politique américain ou l’opinion publique américaine», indique le rapport. Impossible pour l’instant de savoir si, et à quel point, la désinformation à l’œuvre tout au long de la campagne a modifié l’issue du scrutin. liberation.fr 17.02

1- Une fausse question débouchant logiquement sur...

2- Une accusation...

3- Sans preuve...

4- Peu importe...

5- Mille fois répétée elle est destinée à se substituer à la réalité à laquelle chacun est prié d'adhérer.

Le Télégramme fake.

- "hier j’ai pris en flag le Télégramme, classé vert, en train de faire de la fake news, et de modifier après coup, mais l’URL les trahit. N’hésite pas à faire tourner.

https://web.facebook.com/damoclesinternational/photos/a.475760839179229.1073741828.331105460311435/1224636714291634/?type=3&theater"

Slate fake sous la forme d'une suggestion.

- Après les États-Unis, la Russie interfère-t-elle dans les élections aux Pays-Bas? - Slate.fr

Le spectre de l'ingérence russe flotte maintenant sur l'Europe...

- Des hordes de hackers russes déferlent sur la présidentielle par Philippe Huysmans - arretsurinfo.ch 16.2

Apparemment, ce serait devenu un must, une sorte de consécration à laquelle doit accéder tout candidat pour asseoir sa stature internationale, et son rôle de défenseur de la liberté; puisque chacun sait que les hackeurs russes Ukrainiens à la solde de Vladimir Poutine sont parmi ses pires ennemis. Accessoirement, c'est aussi très pratique pour détourner l'attention populaire de ses propres errements, comme ce fut le cas pour le DNC, la Convention Nationale Démocrate. Et si l'on devait malgré tout perdre quand même les élections, cela s'avère très pratique pour rejeter la responsabilité de son échec sur « les Russes ». Réchauffé ? Sans doute, mais n'est-ce pas dans les plus vieilles casseroles qu'on fait le meilleur bouillon ?

Quand l'anathème vaut preuve

Il semblerait que nos gouvernants, relayés par leurs chiens de garde[1], aient décidé que désormais, désigner l'ours russe comme responsable vaut automatiquement pour condamnation d'une action d'ingérence intolérable. Plus besoin d'enquête, plus besoin de preuves; la presse aux ordres se fait adjoint du procureur, greffier méticuleux au procès et commis du bourreau lors de l'exécution publique. La post-vérité dans toute sa splendeur.

S'agissant d'un domaine technique, et plus encore, relevant d'un domaine entouré d'une aura de mystère, il est assez facile de faire circuler les histoires les plus farfelues, la majorité de la population n'y verra que du feu. Et le temps que la supercherie soit éventée, si elle devait l'être, l'élection sera passée. Ce qui compte ici ce ne sont pas les faits, mais bien les bénéfices escomptés en terme d'image. Une énième campagne de com' du candidat Macron, qui faute de programme en est réduit à ce genre d'expédients pour continuer à exister jusqu'au premier tour, le 22 avril prochain. L'idée même repose sur un sophisme : le candidat Macron doit être un candidat formidable puisqu'il a un ennemi personnel aussi formidable que la Russie, incarnée par son Président. (...)

Et ça va continuer

Il ne faut pas se faire d'illusions, ce qui était visé, bien au-delà d'hypothétiques « cyberattaques russes », c'étaient les médias russes, tels Russia Today et Sputnik, qualifiés de « médias de propagande » :

Dans les rangs d'En Marche! on en est sûr, la Russie chercherait à déstabiliser la présidentielle française. C'est d'ailleurs le titre de la tribune publiée dans Le Monde mardi et signée par le secrétaire général du mouvement d'Emmanuel Macron, Richard Ferrand. Dans le viseur du proche de l'ancien ministre de l'Economie : le Kremlin, bien sûr, mais aussi des médias qualifiés de «médias de propagande», la chaîne de télévision multilangues Russia Today (RT) et l'agence de presse Sputnik, deux médias publics russes destinés aux opinions étrangères. SOURCE : EUROPE1

La bonne vieille propagande antirusse, et plus généralement tous les médias qui ne veulent pas danser sur l'air que l'oligarchie leur chante, comme en attestait le pathétique Decodex des « décodeurs » du Monde, détenteurs autoproclamés (et auto-certifiants) de l'orthodoxie et pourfendeurs des nouvelles « fausses » ou « orientées ».

Gageons qu'en dépit des évidences, les « cyberattaques russes » contre bébé Rotschild ne seront jamais classées au rang de fausse nouvelle. Un petit sourire entendu et l'on passera à autre chose. arretsurinfo.ch 16.02

New York Times fake.

Quand la dénonciation d'une "fausse nouvelle" est elle-même une fausse nouvelle. par Moon of Alabama - legrandsoir.info 17.02

Un nouvel article assez amusant sur les fausses nouvelles a été publié dans le New York Times d'aujourd'hui.

Voilà son titre : fausses Nouvelles, faux Ukrainiens : Comment un groupe de Russes a influencé un vote hollandais

C'est amusant parce qu'aucun élément de l'article ne vient corroborer le titre. Au contraire, l'article se révèle n'être lui-même rien d'autre qu'une fausse nouvelle. Il fait état d'événements anciens, qui ne sont pas des nouvelles, et il n'apporte aucun élément à l'appui de sa thèse.

Quelques expatriés ukrainiens ont fait campagne aux Pays-Bas contre un vote sur un accord d'association UE-Ukraine.

Des Hollandais d'origine russe ont fait campagne dans le même sens. Les Néerlandais ont finalement rejeté l'accord avec 61,1% de voix contre et 38,1% pour.

Ce vote a eu lieu en avril 2016. Je ne comprends pas pourquoi ce vote mérite aujourd'hui un article. Son but n'est certainement pas de d'informer sur l'actualité ou sur le vote lui-même. L'article n'explique pas sur quoi portait précisément le vote, ni ne mentionne les chiffres du résultat.

Quelques expatriés aux Pays-Bas ont participé à des discussions publiques et ont fait campagne contre l'accord et ils ont finalement gagné. Ils l'ont fait sans cacher leur identité, honnêtement et dans le cadre de la loi. Absolument rien ne prouve qu'ils aient eu une influence indue sur le vote. Mais cela ne convient pas au NYT. « C'est Poutine qui l'a fait » est un impératif permanent pour le NYT. Et donc, les Ukrainiens qui ont fait campagne doivent être de « faux Ukrainiens », et en réalité des Russes, parce qu'il est impossible, aux yeux du NYT, qu'un Ukrainien se prononce contre le putsch violent de Maidan et ses conséquences (citation du NYT)

L'auteur semble dire que les gens « des régions russophones d'Ukraine » (qui représentent au moins le tiers du pays) sont de « faux Ukrainiens » ? Qu'ils n'ont aucune volonté propre en tant qu'Ukrainiens et qu'ils sont seulement capables de « relayer la ligne du Kremlin comme des perroquets » ? Ces Ukrainiens russophones sontils de moindre valeur ? Est-ce mal de ne pas relayer comme un perroquet la ligne de Washington / Bruxelles ?

Voyons de plus près ces « Faux Ukrainiens » et ces « Groupe de Russes » :

Vladimir Kornilov semble avoir la quarantaine. Quand il est né, il n'y avait pas de « Russie » ni d'« Ukraine » comme aujourd'hui. La Russie historique comprenait l'Ukraine. Lorsque Kornilov est né, c'était l'Union Soviétique avec ses nombreuses entités fédérales. « Né en Russie » et « a grandi en Ukraine orientale » sont des catégorisations nationales que personne n'avait faites avant que l'URSS ne s'effondre. Les gens auraient dit « né à Moscou » et « grandi à Donetsk » ou quelque chose comme ça.

Le seul « Russe » mentionné dans l'article est un jeune étudiant qui est arrivé enfant aux Pays-Bas (id)

Ananjev se décrit lui-même publiquement comme quelqu'un qui « a été élevé comme un Hollandais mais qui est encore russe à 80% ». Kornilov et Ananjev sont les deux seuls noms que le NYT peut fournir à l'appui de sa thèse. Ils sont les « Faux Ukrainiens » et le « Groupe de Russe », dont le titre parle.

Le « faux Ukrainien » n'est pas « faux » du tout, c'est un vrai Ukrainien. Le « groupe de Russes » est un étudiant de Rotterdam élevé en Hollande. Le NYT n'a trouvé aucun signe d'une quelconque pression russe sur leurs idées ou leurs opinions. Il n'y a aucune preuve dans l'article, pas la moindre preuve, que ces personnes « aient fait basculer » le vote hollandais. Le NYT n'essaie même pas de le démontrer.

Le peuple néerlandais, a voté contre la préférence des éditeurs du NYT à une large majorité. Que la raison puisse en être le fait que l'accord sur lequel portait le vote n'était pas très bon, ou l'illégalité du putsch de Maidan organisé par les États-Unis, cela ne les intéresse pas du tout et ne soulève aucune question. A la place, ils nous servent de fausses allégations qu'ils présentent comme des faits sur une soi-disant influence étrangère, sans aucune preuve à l'appui.

L'expression « Fausse nouvelle » du titre ne prend sens que si on l'applique à l'article lui-même.

Il n'y a aucun argument dans l'article qui justifie le titre. Il n'y a pas de « faux Ukrainiens », il n'y a pas de « groupe de Russes » et les quelques militants expatriés n'ont pas « fait basculer le vote néerlandais ».

L'article est aussi une fausse nouvelle dans le sens qu'il ne contient aucune nouvelle du tout. Le vote a eu lieu il y a 10 mois. Avant le vote, les expatriés ont fait campagne contre l'accord tout à fait ouvertement. Rien n'a changé depuis. Il n'y a pas un seul fait nouveau dans l'article.

C'est de la propagande pure et simple. Il n'y a pas un seul fait qui vienne corroborer le titre. C'est un effort plutôt raté pour alimenter la campagne anti-russe qui a été exacerbée par Hillary Clinton pour gagner l'élection et ensuite pour expliquer son échec quand elle a été battue. Il colle avec l'illusion impériale de la « seule superpuissance » qui est le fonds de commerce du NYT. Mais il rate son coup. L'article ne convainc personne et il est facile à percer. Ce sont des fake news. (http://www.moonofalabama.org/2017/02/anti-russian-piece-about-fake-news-turns-out-to-be-such.html

20th Century Fox fake.

20th Century Fox s'excuse pour les «fake news» sur Trump et Poutine - sputniknews.com

20th Century Fox a présenté ses excuses à propos d'une série de faux sites de nouvelles et de fausses histoires destinés à promouvoir le nouveau film de la société américaine. La société a été largement critiquée de tous les côtés.

La société de production cinématographique 20th Century Fox a présenté ses excuses pour l'utilisation de fausses nouvelles pour promouvoir son nouveau film « Un remède pour le bien-être », informe le site Variety.

« Dans le cadre de la campagne de sensibilisation de nos films, nous faisons de notre mieux pour repousser les limites du

marketing traditionnel afin d'exprimer notre message aux consommateurs. Dans ce cas, nous avons eu tort », a déclaré la société dans un communiqué officiel.

Plus tôt, la société de production a lancé plusieurs sites qui ressemblent à des sites d'actualité réels. Les producteurs ont créé, notamment, des médias tels que le Salt Lake City Guardian, le NY Morning Post et l'Indianapolis Gazette.

Ces sites présentaient des « nouvelles » inventées sans mentionner qu'il s'agissait de fiction où que les sites faisaient partie d'une campagne publicitaire. En particulier, ces « médias » attiraient l'attention des lecteurs inconscients avec des histoires telles que: Donald Trump rencontre clandestinement Vladimir Poutine, M. Trump interdit les vaccinations, et Donald Trump refuse d'envoyer de l'aide dans une zone sinistrée en Californie.

20th Century Fox a tenté de justifier ses actions en indiquant la particularité de l'histoire du film.

« "Un remède pour le bien-être" est un film sur le "fake" médicament, qui n'aide pas à soigner les gens, mais les rend encore plus malades. Dans le cadre de la campagne publicitaire nous avons créé un faux site sur la santé et nous avons collaboré avec un créateur du fausses infos pour publier ces fausses nouvelles », a informé le New York Times en citant la déclaration de la société.

Après que le subterfuge a été exposé, Fox a été inondé de critiques sur les médias et réseaux sociaux.

« Cela dépasse absolument les bornes. Utiliser un faux site de nouvelles pour inciter les consommateurs à acheter des billets pour le film est en fait une forme de marketing trompeur », a estimé Bonnie Patten, la directrice exécutive de l'organisme pour la défense des consommateurs TruthinAdvertising.org.

À l'heure actuelle, tous les faux sites de nouvelles crées par 20th Century Fox ne fonctionnent pas et redirigent sur le site officiel du film « Un remède pour le bien-être ». sputniknews.com 17.02

HuffPost et AFP fakes.

Macron Vs Sputnik: les Fake News du HuffPost reprises par l'AFP - sputniknews.com

Mardi matin, Le Huffington Post a relayé les réactions de Sputnik et RT aux accusations gratuites de l'équipe Macron. Pourtant, exposer un démenti d'un média en déformant complètement l'accusation même et reformulant la réponse des médias, c'est de la fabrique de «fake news» par excellence… Un fake qui a déjà été repris par l'AFP.

Diffuser le démenti « des deux médias financés par le Kremlin » accusés gratuitement est une bonne chose en soi.

Pourtant, quand le HuffPost déforme l'accusation en question — les propos du collaborateur de M. Macron et la réponse des médias en question — ce n'est plus de l'information, c'est de la désinformation. Une « fake news » publiée et diffusée par le Huffington Post et déjà reprise par l'AFP, la plus grande agence de presse en français… Voilà comment les fausses nouvelles viennent au monde et sont propagées. Les juristes de Sputnik examinent d'ailleurs les suites à donner à cette affaire.

Ainsi, le 14 février, avec tout l'amour qu'il voue à Sputnik et RT, le Huffington Post, un média racheté par le géant américain AOL en 2012 et dont la branche française était détenue à son lancement à 51 % par la maison-mère américaine, à 34 % par Le Monde et à 15 % par le banquier Matthieu Pigasse, s'est réjoui des accusations « formulées par des cadres d'En Marche! » et de la réponse des deux médias en question. Et voilà ce qu'il a écrit:

« Il [le secrétaire général du mouvement français En Marche!, Richard Ferrand, ndlr] a notamment cité une "rumeur" partie d'un blog et relayée par Sputnik, selon laquelle Emmanuel Macron, lors de son déplacement au Liban, aurait dormi "aux frais du contribuable" à l'ambassade de France ».

Pourtant M. Ferrand n'a jamais accusé Sputnik ou RT de diffuser cette rumeur, issue en réalité d'un blog et reprise par les médias français et non ceux « du Kremlin ». Voilà ce que Richard Ferrand a réellement dit lors d'une émission sur France 2:

« Je crois qu'aujourd'hui, il faut regarder les faits: deux grands médias, Russian Today (sic) et Sputnik, qui appartiennent à l'État russe, font leur quotidien de la diffusion et de la propagation de fausses nouvelles, ces nouvelles sont reprises, sont citées et viennent peser sur notre vie démocratique. »

Un blog [qui a indiqué, ndlr], lorsqu'Emmanuel Macron est allé au Liban: « Il a dormi à l'ambassade du Liban, au fond, aux frais du contribuable », ce qui naturellement était inexact. Mais alors que s'est-il passé? Le magazine Les Inrockuptibles, non sans citer le blog, a donné cette fausse information, que deux porte-paroles de Monsieur Fillon ont repris, sur Europe 1, sur France Culture et ailleurs pour ensuite s'apercevoir qu'elle était inexacte, mais en attendant, le mal est fait.

Eh oui, comme l'a fait remarquer M. Ferrand, « la rumeur est partie et ensuite on vient comparer cela à d'autres faits qui sont plus embêtants ».

Couper des citations, c'est aussi un art. Et le HuffPost le maîtrise parfaitement. Le média présente ainsi la réponse de Sputnik:

« À titre de preuve, le collaborateur d'Emmanuel Macron a cité un article qui n'a jamais été publié par Sputnik », se défend le site, expliquant qu'il s'agit d'une «publication dans un blog et non d'un article du site. »

Que doit-on alors tirer de cette citation habilement tronquée? Que Sputnik a bien publié cette information, non sur son site principal, mais sur un blog. Espérons que le HuffPost a au moins ouvert le site pour l'étudier un peu avant d'en parler et de voir… que si des blogs écrits par des lecteurs de Sputnik sont bien présents sur le site, aucun d'entre eux n'a cité la rumeur en question, pas plus que le site principal d'ailleurs…

« Sollicitées par le HuffPost, les rédactions françaises des médias russes Spoutnik (sic) et RT France n'ont pas souhaité réagir aux accusations de l'entourage d'Emmanuel Macron », poursuit le Huffington Post.

Pourtant, la rédaction française de Sputnik n'a reçu aucune demande de la part de ses confrères du Huffington Post. Tant pis, car cette demande aurait pu empêcher l'apparition de la « fake news », qui poursuit déjà son bonhomme de chemin dans les médias français… La raison en est peut-être que le Huffington Post a tenté de contacter la rédaction française d'un inexistant « Spoutnik »…

La réponse de Sputnik au mouvement français En Marche! ne concernait en réalité que la déclaration de Richard Ferrand qui a accusé les deux médias de « s'ingérer dans la vie démocratique » de la France sans toutefois fournir de preuves, se limitant à citer un message d'un blog qui n'a rien à voir avec ces sites. sputniknews.com 17.02

- D'où les rumeurs sur Macron proviennent-elles en réalité? - sputniknews.com

Le candidat à la présidentielle Emmanuel Macron s'attaque déjà en personne à Sputnik pour la propagation de rumeurs que le site n'a jamais diffusées. Rejetant fermement toute accusation, Sputnik invite à creuser plus profond dans les origines de ces rumeurs. Oh surprise! Le sujet s'avère avoir été soulevé il y a déjà fort longtemps.

Les rumeurs autour de l'ancien ministre de l'Économie font couler toujours plus d'encre, entre autres à cause de la « chasse aux coupables » à laquelle se livre l'équipe de Macron. Sur Radio Classique, le candidat à la présidentielle française vient lui-même de reconnaître le caractère non truqué de la campagne électorale, pour ensuite critiquer les sites Sputnik et RT pour leurs prétendues attaques médiatiques.

« L'élection […] n'est pas truquée mais nous avons subi des attaques répétées, multiples, de hackers sur notre site internet, beaucoup viennent d'Ukraine avec de fortes présomptions », a assuré Emmanuel Macron, affirmant avoir des preuves de ces attaques. « Je souligne que plusieurs sites, Sputnik ou Russia Today, où vous avez beaucoup de journalistes français dont l'orientation politique n'est pas à démontrer […], ont produit des attaques en règle […] en propageant qui des rumeurs, qui des propos assez infamants qui ne relevaient pas du journalisme mais plutôt de la pire presse d'opinion », a-t-il ajouté.

L'un des prétendus coupables, Sputnik, s'est chargé de démêler l'écheveau de l'affaire.

« Révélation » ? 1

Si on regarde de plus près les crimes médiatiques attribués à Sputnik, le site ne se révèle pas si impliqué que ça. Ayant publié un article rédigé à partir d'une interview du fondateur du site WikiLeaks Julian Assange accordée au journal russe Izvestia, qui évoquait des informations « intéressantes » à propos d'Emmanuel Macron, le site a essuyé bien des foudres de la part des médias français ainsi que des partisans du candidat, ceci, alors qu'aucune information concrète n'a été mentionnée.

Qui plus est, les informations en l'espèce s'avèrent circuler dans les médias depuis déjà un certain temps, alimentées par des propos retentissants dans les cercles politiques de l'Hexagone. Parmi les probables raisons de cet émoi autour de la candidature de Macron, il y a les termes quelque peu osés prononcés par l'ancien président français Nicolas Sarkozy, dans un entretien au magazine Le Point en mai dernier :

« Que voulez-vous que j'en pense? Il est cynique. Un peu homme, un peu femme, c'est la mode du moment. Androgyne. Ce qui vous plait chez Macron, c'est que vous aimez toujours ceux qui ne vous obligent pas à choisir », avait déclaré l'homme politique à propos du candidat d'En Marche!.

Si la formulation de Sputnik attire tant de grogne, cela ne peut que signifier que l'on veut tout simplement discréditer M. Macron sans s'inquiéter de l'absence de preuves. En outre, alors que le site préfère parler du parcours politique de M. Macron que de sa vie privée, plusieurs médias français évoquent sans ménagement ce côté de la vie du candidat et choisissent hardiment leurs termes, tout en accusant Sputnik d'avoir jeté la rumeur dans l'espace médiatique.

Ces médias semblent ainsi utiliser ces rumeurs comme prétexte pour lancer une nouvelle polémique autour du candidat à la présidentielle française.

Macron gay? La fabrique d'une rumeur https://t.co/z26d1Roghz pic.twitter.com/vpRPD0Djsb — Actu en France (@ActuEnFrance) 8 ??????? 2017 ?.

Ce que disent les rumeurs d'homosexualité sur Emmanuel Macron https://t.co/5Vw0zNWvu8 par @askolovitchC — Slate.fr (@Slatefr) 9 ??????? 2017 ?.

Soutien de Bergé = lobby gay = Macron homosexuel, explique sérieusement un député de droite https://t.co/jdgWrWETlW pic.twitter.com/DVPY2jHKyt — Marianne (@MarianneleMag) 7 ??????? 2017 ?.

Le sujet Macron semble d'ailleurs avoir provoqué un scandale sur Closer: un article évoquant un proche d'Emmanuel Macron travaillant pour Mathieu Gallet — que plusieurs médias soupçonnent d'entretenir une liaison avec le candidat à la présidentielle et dont le nom n'a jamais été mentionné par Sputnik — est supprimé peu après la publication.

@B_Roger_Petit #Closer supprime un article sur Mathieu #Gallet très gênant pour #macron & #EnMarche pic.twitter.com/1F6WsgGGfz — titouont (@calielius) 6 ??????? 2017 ?.

« Révélation » ? 2

La plus récente rumeur qui vaut à Sputnik de se retrouver au cœur des critiques concerne les informations selon lesquelles Emmanuel Macron aurait séjourné à la résidence officielle de l'ambassadeur de France « aux frais des contribuables français » lors de sa visite au Liban. En réalité, la rumeur est issue du site d'info français Le Vent se lève, puis a été relayée par les Incrocks et mentionnée sur RT, qui a pourtant reconnu que l'information en question était difficile à vérifier.

Sur Sputnik France, aucune information sur le sujet n'a émergé, un constat également confirmé par Libération.

Alors que l'équipe Macron continue de s'arc-bouter sur ses accusations, les portes de Sputnik restent ouvertes à tous ceux qui souhaitent faire la lumière sur la situation, y compris les membres d'En Marche! et son candidat. sputniknews.com 17.02

Tous les prétextes sont bons pour s'attaquer à la liberté d'expression

- Le délit d'entrave numérique à l'IVG définitivement adopté au Parlement - LeFigaro.fr

L'extension du délit d'entrave aux sites de «désinformation» sur l'IVG a été définitivement adopté jeudi matin à l'Assemblée nationale. Voté à main levée, le texte punit de deux ans de prison et de 30.000 euros d'amende toute tentative en ligne de diffuser des informations «de nature à induire intentionnellement en erreur, dans un but dissuasif, sur les caractéristiques ou les conséquences d'une interruption volontaire de grossesse». Tous les groupes de gauche et une majorité de l'UDI ont voté en faveur du texte, tandis que Les Républicains ont voté contre «une atteinte à la liberté d'expression».

La ministre assure que cette loi n'instaure pas une forme de censure en ligne. «Les militants anti-IVG resteront libres d'exprimer leur hostilité à l'avortement. A condition de dire sincèrement qui ils sont, ce qu'ils font et ce qu'ils veulent», a-t-elle expliqué. Christian Kert, député Les Républicains des Bouches-du-Rhône, a pour sa part dénoncé un texte qui menace «la liberté de pensée» et «met en place une véritable censure gouvernementale».

De son côté, le planning familial s'est félicité de l'adoption d'un texte qui vise à «garantir une information fiable pour permettre à toutes les femmes d'exercer le droit». LeFigaro.fr

- Les parlementaires rétablissent le délit de consultation de sites djihadistes - LeFigaro.fr

France. Elections présidentielles : Les institutions en quête de légitimité introuvable.

Ils craignent que les masses se détournent des institutions que les élections doivent cautionner.

- Présidentielle : à deux mois du premier tour, "il y a un certain désarroi pour une partie de l'opinion" - Franceinfo

Rarement une élection présidentielle a été aussi indécise sous la Ve République.

Franceinfo a interrogé Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, pour comprendre les raisons de ces hésitations dans l'électorat.

Brice Teinturier : C'est un des enseignements importants de cette enquête. Les électeurs ont des certitudes de choix plus faibles qu'à l'accoutumée, avec seulement environ 50% d'entre eux qui déclarent que leur intention de vote est définitive. Par ailleurs, les Français apparaissent moins sûrs d'aller voter qu'en 2012, avec environ six points de moins qu'il y a cinq ans. L'étude montre un certain désarroi pour une partie de l'opinion, une insatisfaction vis-à-vis de la campagne en cours.

Comment expliquer cette indécision et cette relative démobilisation ?

Il y a tout d'abord l'affaire Fillon.

Le deuxième élément d'explication relève des projets politiques qui sont, aujourd'hui, assez peu audibles.

Il n'y a donc pas de lignes de force très nettes, de débats sur les propositions qui polarisent et fixent le vote des électeurs. Cela ajoute au sentiment de flou et de désarroi de l'opinion.

Enfin, tout cela se joue sur fond de désengagement profond vis-à-vis du politique, après deux quinquennats qui ont déçu, à droite comme à gauche.

L'absence de candidat sortant peut-elle aussi expliquer cette incertitude ?

Oui, tout à fait. Le rapport au candidat sortant structure habituellement une élection présidentielle. Avec le renoncement de François Hollande, il n'y a pas de sortant et cela contribue à l'absence de ligne identifiée, d'aspérité, d'arête solide. C'est un moteur classique et fondamental de l'élection qui ne joue pas. En plus, tous les candidats se sont démarqués du quinquennat : personne ne revendique le bilan, ni Benoît Hamon, ni Emmanuel Macron. Chaque candidat tente donc de dérouler ses propositions dans son couloir, sans toujours se faire entendre. C'est une difficulté supplémentaire pour l'électeur. francetvinfo.fr

En Hamon et en aval

Faites tomber les masques. Hamon le félon consommé.

Toute issue du côté de Mélenchon étant bouchée, sa nature droitière s'expose pour rallier des voix de droite qui seraient allés à un autre candidat. Et ce n'est pas fini.

- Benoît Hamon veut "une nouvelle loi Travail" et non plus son abrogation. - Franceinfo

Commentaire d'un internaute

- "Hollande avait au moins attendu d'être élu pour annoncer ses renoncements... Hamon prouve chaque jour qu'il représente la continuité avec la politique de Hollande et Valls ; il est prisonnier du PS et n'y pourra rien changer."

Stop ou encore, Hamon le supplétif de Hollande.

- Election présidentielle : le camp Hamon dit "stop" aux discussions avec Mélenchon - Franceinfo

Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, c'est fini. La discussion n'aura duré que 24h. Elle a été achevée samedi 18 février après une série d'échanges par courriers, téléphones et caméras interposées.

Depuis Lisbonne, où Benoît Hamon achevait samedi son premier déplacement international, le candidat du PS a acté l'échec de ces négociations pour une alliance avec Jean-Luc Mélenchon, qui étaient pourtant souhaitées par une partie de la gauche.

"On ne va pas non plus lui envoyer des rébus"

Entre la lettre envoyée par Jean-Luc Mélenchon à Benoît Hamon vendredi, et un coup de téléphone, le ralliement des deux

candidats semblait d'ores et déjà compromis.

Mais la déclaration du candidat de La France insoumise vendredi sur BFMTV, où il a clairement dit qu'il n'allait pas s'accrocher "au vieux corbillard du PS", a peut-être été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Les mots de Pascal Cherki, conseiller de Benoît Hamon, sont clairs : "Stop on arrête le feuilleton ! On ne va pas non plus lui envoyer des rébus à Mélenchon." Le candidat socialiste, lui, a froidement répliqué dans son discours à Lisbonne : "Je ne répondrai pas avec les mêmes mots à Jean-Luc Mélenchon."

La rupture consommée, le candidat socialiste en a donc profité pour s'adresser directement aux électeurs de gauche, expliquant qu'"il va falloir que nous choisissions l'horizon que nous jugeons désirable. Jugeons-nous désirable l'horizon que nous proposent Marine Le Pen et la droite ? (...) Je continuerai à être l'architecte et le maçon d'un rassemblement de la gauche qui ira au-delà des postures personnels." Il a ajouté, un rien bravache, qu'"aujourd'hui, je suis le mieux placé pour faire gagner la gauche." Franceinfo

Parole de croque-mort du socialisme.

- Mélenchon : "Je n'ai pas l'intention de m'accrocher à un corbillard" - LePoint.fr

Invité ce vendredi sur le plateau de BFM TV, le candidat à la présidentielle est notamment revenu sur l'épineux sujet de l'union de la gauche. LePoint.fr

Comment Hamon reprend les arguments de l'extrême droite selon lequel le wahhabisme serait un produit de l'islam.

Lisez attentivement, c'est écrit noir sur blanc. Sachez aussi que Hamon est entouré d'ultra sionismes. Les femmes ne sont pas plus libres ou égales en droit aux hommes que le serait les exploités aux exploiteurs, celui qui perd cela de vue tombe dans leur manipulation.

- Hamon dans un entretien au Journal du Dimanche. AFP 19.02

...il existe "un double déni", celui "de la République, qui a laissé se développer des ghettos sociaux et territoriaux" et "celui de musulmans qui disent que cette dérive-là est extérieure à l'islam" alors qu'il y a "une offensive très forte de groupes religieux qui testent la République et veulent mordre sur les libertés fondamentales, notamment celles qui concernent les femmes".

Mais comment donc établir que la femme est libre de porter le voile islamique ? "La République, c'est la liberté de conscience et de religion, y compris quand elle est visible, tant qu'elle ne trouble pas l'ordre public", élude Benoît Hamon en mettant en garde contre Marine Le Pen, qui "détourne la laïcité pour en faire un instrument antimusulman".

"Si elle arrive au pouvoir, c'est l'embrasement garanti des banlieues", prédit-il. AFP 19.02

Hamon en famille avec l'oligarque Bill Gates.

- Présidentielle : le point commun inattendu de Benoît Hamon et Bill Gates - LePoint.fr

Présidentielle : le point commun inattendu de Benoît Hamon et Bill Gates "Il faut une fiscalité qui se fonde non pas sur le nombre de travailleurs qu'il y a dans notre entreprise, mais sur la richesse créée par l'entreprise", avance Benoît Hamon (Non, la plus-value créée par la mise en oeuvre de la force de travail appliquée au capital et extorquée aux exploités par les exploiteurs. - LVOG)

Le fondateur de Microsoft et le vainqueur de la primaire de la gauche partagent une vision similaire de l'avenir du monde du travail.

Les soutiens internationaux se multiplient dans le camp Hamon. Après Thomas Piketty, l'économiste français qui a fasciné les États-Unis jusqu'à s'attirer les faveurs de Barack Obama, c'est un autre nom célèbre de la scène économique mondiale qui semble plébisciter le programme du candidat sorti vainqueur de la primaire de la gauche. En tout cas sur un point. (Piketty, Obama, Gates, dis-moi les faveurs de qui tu t'attires et je te dirai qui tu es. - LVOG)

Dans une interview accordée à Quartz, un site américain spécialisé en économie, Bill Gates détaille pourquoi la taxation des machines au sein des entreprises est, selon lui, essentielle. Une théorie économique soutenue par Benoît Hamon qui occupe une place de choix dans son programme de candidat à l'élection présidentielle.

Des robots qui remplacent les salariés

Le fondateur de Microsoft explique pourquoi il sera nécessaire de mettre en place une taxe sur la richesse créée par les robots dans l'entreprise dans un avenir proche. Il met en exergue le fait que les machines se développent dans les différents secteurs économiques et viennent dans certains cas remplacer le travail des salariés. Le propos du fondateur de Microsoft est clair : ces machines devraient être taxées au même taux que les humains. (Qui produit ces machines ? Les travailleurs qui demeurent à l'origine de la production des richesses qu'on le veuille ou non. - LVOG)

Améliorer les conditions de travail

D'après Bill Gates, cette robotisation du travail contribuera à améliorer les conditions de travail des salariés, car ces machines effectueront les tâches dites « pénibles » qui incombent aujourd'hui aux humains, notamment dans les usines. En filigrane, Bill Gates avance que les modèles d'organisation scientifique du travail notamment développés par Taylor et Ford aux XIXe et XXe siècles sont dépassés et qu'il est temps que les robots prennent le relais. Mais pas à n'importe quelle condition. (Quel brave homme, les oligarques sont des saints, Hamon n'aura pas de mal à prier pour eux. - LVOG)

Il souhaite que les robots soient imposés au même taux que les humains pour permettre un développement du travail moins pénible, et favoriser les emplois dans le secteur des services – en lien avec les personnes âgées ou les enfants, prend-il notamment comme exemple. « Il faut saisir cette opportunité de continuer à produire les biens et les services que nous avons actuellement et libérer une force de travail », avance-t-il. Et Bill Gates explique qu'il « est important d'avoir des dirigeants politiques pour accompagner ce phénomène ». (Ils sont tous à votre solde, mais c'est encore insuffisant, vaudrait mieux que vous les désignez vous-même après les avoir formés à votre idéologie. - LVOG)

Fiscalité sur la richesse créée

Taxer les robots, c'est un projet que défend Benoît Hamon depuis plusieurs mois et qui est au centre de sa stratégie économique. Il a d'ailleurs salué l'initiative de Bill Gates en publiant un message sur son compte Twitter. Ravi de voir que Bill Gates partage ma proposition de création d'une taxe sur la richesse créée par les robots https://t.co/hluTY5d5J3 — Benoît Hamon (@benoithamon) 18 février 2017 Le vainqueur de la primaire de la gauche compte notamment sur cette mesure pour financer le revenu universel d'existence, autre point phare de son programme présidentiel. « Si demain une machine remplace un homme et crée de la richesse, il est normal qu'elle cotise » pour la protection sociale, justifiait-il sur le plateau de L'Émission politique de France 2 en décembre dernier. « Il faut une fiscalité qui se fonde non pas sur le nombre de travailleurs qu'il y a dans notre entreprise, mais sur la richesse créée par l'entreprise », avance Benoît Hamon.

En attendant de voir Bill Gates débattre avec le candidat socialiste sur l'avenir du monde du travail, ce point d'accord pourrait représenter un bon moyen pour Benoît Hamon d'asseoir la crédibilité de ses propositions économiques face à ses détracteurs qui qualifient son programme d'utopiste et irréaliste. LePoint.fr 19.02

Pas le temps de commenter cet article, désolé.

Commentaires d'internautes.

1- "Gates, les taxes et Hamon

Comment se fait-il que B. Gates n'ait jamais proposé de taxe sur les logiciels qui ont détruit et continuent de détruire des centaines de milliers de jobs administratifs ? Non pas que ces logiciels soient une mauvaise chose mais un peu de cohérence ne ferait pas de mal, à défaut d'honnêteté intellectuelle ! "

2- "M Bill Gates, M Hamon et la robotisation.

M Bill Gates a été le plus grand pourvoyeur au monde de robots en répandant la pandémie Windows dans nos ordinateurs.

Pourquoi l'a-t-il fait si les robots sont si nocifs pour l'humanité ?

Si un remords de fin de vie le taraude, il peut faire don total de sa fortune injustement gagnée et vivre en ermite de la mendicité.

Voir M Hamon soutenir l'ineptie de la taxe robots et son corollaire, le revenu universel, est plutôt inquiétant. "

Serait-ce l'attitude de Trump qui les conduit soudain à ce revirement envers Macron?

Craignent-ils que Macron ne serait pas à la hauteur et que tout parte en vrille, que la situation leur échappe ?

- Présidentielle: Macron se défend de pratiquer un "grand écart" - AFP

- Macron, de contradiction en contradiction - liberation.fr

... il parle ; beaucoup, mais sans cohérence. Ces trois derniers jours ont été un florilège. Il dit que la colonisation est «un crime contre l'humanité», mais qu'il faut en assumer les aspects «positifs». Il confie que les antimariage pour tous ont été «humiliés», mais il défend la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de femmes. En trois mois, il change trois fois de position sur la légalisation du cannabis, pour finalement défendre le statu quo.

- La ligne brisée d'Emmanuel Macron - LePoint.fr

Après avoir surpris et séduit par son langage et son positionnement, le fondateur d'En marche ! prend le risque de passer pour un opportuniste maladroit.LePoint.fr

- Emmanuel Macron multiplie les grands écarts et prend le risque de la déchirure - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron en marche vers l'échec - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron, l'apprenti sorcier de la politique - Atlantico.fr

- Présidentielle : Emmanuel Macron, l'heure du doute - LeParisien.fr

- Présidentielle 2017 : fin de l'état de grâce pour Emmanuel Macron - Franceinfo

- Emmanuel Macron : "La communauté LGBT trouvera toujours en moi un défenseur" - Franceinfo

Ou un coup qui a foiré lamentablement.

- Mis en examen ou pas, Fillon déterminé à aller jusqu'au bout - Reuters

- Fillon sera candidat "jusqu'à la victoire" - Reuters

- Les élus des Républicains font bloc derrière François Fillon - Franceinfo

La droite en ordre de bataille. Hier, jeudi 16 février, une dizaine de meetings se sont tenus partout en France pour soutenir François Fillon...

- "Ne nous laissons pas intimider", lance François Fillon à ses militants - Franceinfo

Le candidat à la présidentielle salue la ténacité de ses soutiens : "Voilà la meilleure réponse à ceux qui nous attaquent."

- Présidentielle : «J'ai confiance en François Fillon», assure Bruno Le Maire - LeParisien.fr

- Les Français toujours hostiles à une candidature Fillon - Reuters

Près de deux Français sur trois restent hostiles à une candidature de François Fillon à l'élection présidentielle mais celle-ci recueille un soutien croissant chez les sympathisants de droite, selon un sondage Ifop publié par le Journal du dimanche.

Tous les parlementaires sont corrompus.

- Scandale – Claude Bartolone, Gérard Larcher et 80 hauts parlementaires touchent des indemnités illégales par Luca Andreolli - arretsurinfo.ch 15.02

Se tramerait-il un nouveau scandale sur le front de la transparence des revenus des parlementaires?? Si l'on en croit une requête de l'Association pour une démocratie directe (APDD), la question a le mérite d'être posée. L'APDD demande ce mardi 19 avril l'arrêt du « versement des suppléments illégaux aux hauts parlementaires ». Selon nos confrères d'Europe 1, qui révèlent cette information, 80 élus toucheraient des surplus d'indemnités de fonction, qu'ils votent entre eux et pour eux, en dehors de tout cadre légal. Parmi les figures visées, on retrouve pêle-mêle le président socialiste de l'Assemblée nationale, Claude

Bartolone, celui du Sénat, Gérard Larcher (Les Républicains), mais aussi les vice-présidents des deux assemblées, des questeurs, des présidents de commissions, etc. Les sommes versées illégalement atteindraient plus de 1,5 million d'euros par an.

Chaque année : 565 000 euros de rallonges à l'Assemblée nationale, 1 million d'euros au Sénat

Le texte de loi organique de 1958 est pourtant clair : il prévoit que tous les députés et sénateurs perçoivent deux types bien précis d'indemnités, à savoir une de base et une de fonction, pour un total plafonné à un peu plus de 7 000 euros par mois. Or, l'APDD a remarqué, en épluchant les rémunérations de chacun des représentants des institutions ciblées, que certains touchaient des sommes nettes d'impôts en plus, explosant parfois la limite normalement autorisée. Ceci au titre « d'indemnités spécifiques de fonction ».

Bartolone, en tant que président de parlement, voit ainsi son salaire doubler. Les trois questeurs de l'Assemblée nationale touchent quant à eux 5 000 euros supplémentaires. Les six vice-présidents touchent de leur côté 1 000 euros par mois en plus des sommes légales. En comprenant en plus les huit présidents de commissions permanentes, la rapporteure générale de la commission des Finances et les élus secrétaires, le total des surplus d'indemnités est estimé à près de 565 000 euros par an.

Mais c'est encore plus élevé du côté du Sénat, qui représente 1 million d'euros de versements normalement indus chaque année. Comme Bartolone, le président Larcher se voit rétribuer 7 000 euros nets en plus de ses 7 000 euros légaux. Les questeurs de la chambre haute bénéficient chacun de 4 000 euros « en sus des montants définis par la loi ». Enfin, l'ensemble des autres hauts représentants sont gratifiés d'une rallonge de 2 000 euros.

Mimétisme ou synchronisation parfaite.

- New York: manifestation contre l'islamophobie sur Times Square - sputniknews.com 19.02

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblés à New York hier, en signe d'unité avec les musulmans contre la politique de Donald Trump.

La marche a été soutenue par des comédiens, des musiciens et des hommes politiques, parmi lesquels le maire de New York Bill de Blasio, l'homme d'affaires Russell Simmons et l'actrice Susan Sarandon.

Samedi 18 février, une manifestation monstre avait réuni 160 000 personnes, selon la police, et 500 000, selon les organisateurs, qui ont défilé à Barcelone en faveur de l'accueil des réfugiés et de l'ouverture vis-à-vis des migrants. Le rassemblement a réuni presque toutes les forces politiques et sociales, avec l'appui de personnalités du monde du spectacle. sputniknews.com 19.02

- Affaire Théo : plusieurs manifestations sous tension en France - LeFigaro.fr

Le colonialisme ou le pillage de la matière grise des pays dominés.

- Une part importante des migrants en France sont diplômés du supérieur - lefigaro.fr

Une étude publiée, ce mercredi, assure que les migrants qui s'installent dans l'Hexagone font partie de la population la mieux éduquée de leur pays. Pour certaines nationalités, ils sont même davantage diplômés que les Français natifs.

Ce travail démontre que c'est bien une population «suréduquée» qui, une fois diplômée, quitte son pays d'origine, non de la tranche la plus démunie.

Si les résultats de cette étude sont moins surprenants pour les pays européens, où l'on trouve des systèmes éducatifs équivalents au système français, les données sur les migrants issus des pays en développement sont à distinguer: nombreux sont ceux à avoir un diplôme du supérieur dans leur bagage.

D'après Mathieu Ichou, l'explication est simple: «Les personnes qui migrent d'un pays lointain doivent avoir beaucoup de moyens financer pour partir. Mais ils ont également besoin d'un capital culturel et de ressources sociales afin de surmonter les obstacles, les complications administratives.» lefigaro.fr 15.02

En vivant en Inde depuis plus de 20 ans, sans attendre cette étude je savais de quoi il en retournait vraiment.

Voilà ce que les abrutis de la pseuso-gauche ou extrême gauche ont encouragé.

Merkel est en train d'en virer plus de 80.000 qui apparemment ne correspondraient pas au profil ou aux besoins du patronat

en esclaves dociles, et ce n'est qu'un début.

Ils osent tout.

- Présidentielle 2017 : les ouvriers sont-ils oubliés ? - Franceinfo AFP

- Avec le Penelopegate, Fillon porte atteinte à la démocratie, selon Ayrault - AFP

- L'Ukraine pleure, trois ans après la révolution de Maidan - euronews.com

- Venezuela: Washington exige la libération d'une centaine de "prisonniers d'opinion" - AFP

- La première poupée transgenre est à l'image d'une adolescente américaine - Franceinfo

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Equateur

1.1- Equateur: le socialiste Moreno proche de la victoire - AFP

Le socialiste Lenin Moreno, candidat du parti au pouvoir en Equateur, s'approchait dimanche de la victoire contre son adversaire de droite, Guillermo Lasso, après le premier tour de l'élection présidentielle pour la succession de Rafael Correa, selon des résultats partiels.

L'ancien vice-président Lenin Moreno, candidat d'Alliance Pays (AP, au pouvoir), a recueilli 38,87% des voix face à l'ancien banquier conservateur Guillermo Lasso, du mouvement Créant des opportunités (Creo), crédité de 28,50%, selon ces résultats portant sur 81,90% des suffrages exprimés et communiqués par le Conseil national électoral (CNE).

Mais pour l'emporter à ce premier tour, le candidat d'AP doit totaliser au moins 40% des voix, avec dix points d'avance sur le leader de l'opposition de droite.

"Nous avons déjà les 10 points de différence avec Lasso et cela continue à augmenter", a tweeté le président Correa, qui plus tôt avait appelé à accepter "la volonté du peuple équatorien exprimée dans les urnes".

Le président du CNE, Juan Pablo Pozo, a recommandé d'"attendre le dépouillement de 100%" des bulletins, prévus pour lundi à la mi-journée, avant de confirmer une victoire ou un second tour, prévu le 2 avril.

A l'issue de trois mandats et dix ans au pouvoir, le charismatique mais controversé chef de l'Etat sortant va laisser un pays modernisé et aux inégalités sociales réduites, mais polarisé et en proie à la crise économique.

Fake news

1.2- Présidentielle en Equateur, la gauche en danger - 19.02 - Reuters

2- Ukraine

Kiev: manifestation ultra-nationaliste en soutien au blocage du charbon rebelle - AFP

Un millier de manifestants ultra-nationalistes ont défilé dimanche dans le centre de Kiev pour marquer leur soutien au blocage d'une voie ferrée reliant les régions rebelles de l'est, productrices de charbon, au reste du pays.

"Nous avertissons une nouvelle fois les autorités (ukrainiennes) qui achètent du charbon aux territoires occupés, qui se font de l'argent avec le sang versé", a déclaré Mykola Kokhanivski, à la tête du bataillon volontaire de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), qui combat dans l'est de l'Ukraine contre les séparatistes prorusses.

Partant du Maïdan, une place centrale de Kiev où s'est tenue en 2014 la contestation pro-européenne ayant mené à la chute du régime prorusse de l'ex-président Viktor Ianoukovitch, les manifestants se sont dirigés vers les bâtiments administratifs du nouveau gouvernement.

"Honte au gouvernement corrompu!", "L'ennemi est parmi nous", scandaient les militants, qui étaient escortés par plusieurs centaines de membres des forces de l'ordre. AFP 19.02

3- Corée du Sud

En oligarchie. Bienvenue en «République de Samsung».

- Samsung, symbole de la connivence entre Etat et entreprises en Corée du Sud - Liberation.fr

L'arrestation du dirigeant de Samsung ce vendredi met en lumière le modèle des «chaebols», ces conglomérats devenus aussi puissants que l'Etat.

Il est le troisième dirigeant de l'histoire de Samsung à être arrêté. Lee Jae-yong a été interpellé vendredi par la police sud-coréenne. A l'instar de son père et de son grand-père, tous deux présidents de Samsung avant lui, il est soupçonné de corruption. L'actuel vice-président – son père s'est retiré à la suite d'une maladie – est accusé d'être lié au scandale qui a mené à la destitution de la présidente de la Corée du Sud, Park Guen-hye.

Le fils héritier de l'empire Samsung, déjà entendu à plusieurs reprises par la police, est soupçonné d'avoir versé des pots-de-vin à Choi Soon-sil. Cette femme de 40 ans est présentée comme la «gourou» de la présidente coréenne. Bien qu'elle n'ait aucune position officielle dans le gouvernement, elle aurait influencé la présidente dans son exercice du pouvoir. Mais surtout, elle aurait profité de sa position privilégiée pour forcer les conglomérats du pays à verser à ses fondations de fortes sommes d'argent. Avant d'être arrêtée en novembre dernier.

Ces puissants conglomérats qu'on nomme chaebols en Corée du Sud, auraient versé 70 millions de dollars aux fondations de Choi. Samsung, rien qu'à lui, en aurait versé 40 millions. Outre la plus grosse entreprise du pays, ce sont tous ces chaebols qui sont impliqués : LG, Hyundai, Lotte Group… Une pratique qui met en lumière leur proximité avec le pouvoir politique coréen.

Les chaebols ont été instaurés par le père de l'actuelle présidente, Park Chung-hee, au pouvoir de 1962 à 1979. Sous l'impulsion du dictateur coréen, l'Etat a soutenu le développement de ces entreprises multisectorielles pour vitaliser l'économie nationale. Au point que ces conglomérats sont devenus vitaux pour la Corée du Sud : «Les chaebols portent l'économie coréenne qui en est trop dépendante», observe Barthélémy Courmont, maître de conférences à l'université catholique de Lille et directeur de recherche à l'Iris. Les dix plus gros chaebols représentent 80% du PIB de la Corée du Sud. A lui seul, Samsung pèse pour 20% de l'économie du pays. En Corée du Sud, plusieurs économistes avaient tiré la sonnette d'alarme, dénonçant les relations étroites entre les conglomérats et le gouvernement.

Sur les dix plus gros conglomérats coréens, six sont dirigés par des hommes ayant un passé judiciaire. Depuis sa prise de fonction en 2013, Park Guen-hye en a gracié deux : Chey Tae-won, président de SK Group, spécialisé notamment dans les produits chimiques et Lee Jae-hyun, président de CJ Group qui fait affaire dans les produits pharmaceutiques ou les médias. Les deux hommes, accusés de corruption, ont été libérés après qu'ils ont effectué des donations aux fondations de Choi Soon-sil.

Système rejeté par les jeunes

Paradoxalement, Park Guen-hye a été élue en promettant de mettre la pression sur les chaebols pour réduire leur influence. Après des années où les Samsung et autres Hyundai étaient considérés comme le moteur de l'économie nationale, le modèle commence à être critiqué : «Ce système étroit entre les chaebols et le pouvoir est désormais rejeté par les Coréens, et notamment les jeunes», explique Barthélémy Courmont. Ces jeunes représentaient le gros des manifestations qui militaient pour le départ de la présidente Park, finalement destituée le 9 décembre dernier.

Les chaebols sont devenus le fer de lance du «Hallyu», le modèle de culture populaire que la Corée du Sud veut implanter en Asie. Au même titre que la K-Pop ou les soap-opéras coréens qui inondent notamment les télévisions chinoises. Pour Barthélémy Courmont, le système a atteint ses limites : «La stratégie coréenne de s'exporter à l'international est désormais mise à mal». Présent dans plus de 80 secteurs de l'économie sud-coréenne, Samsung est un poids lourd du modèle coréen : «Samsung est non seulement un géant économique mais son image est très liée à celle de la Corée du Sud dans le monde. Et si l'image de Samsung est écornée c'est tout le modèle économique qui peut s'écrouler», poursuit le chercheur. L'aura de l'entreprise, qui emploie 275 000 personnes dans le monde (cinq fois plus que Google), est telle que la Corée du Sud est parfois appelée «la République de Samsung». Liberation.fr 17.02

4- Etats-Unis

4.1- Donald Trump a tenu la première conférence de presse de son mandat en solitaire et à la Maison-Blanche - Franceinfo

"Vous pouvez dire tout ce que vous voulez sur la Russie, ce ne sont que des mensonges, des informations fabriquées pour faire oublier la défaite des démocrates, et toute la presse dit n'importe quoi", a ainsi déclaré Donald Trump Franceinfo 17.02

4.2- Lien entre le QG de Trump et Moscou: une absurdité, selon les renseignements US - sputniknews.com

Le lien entre le QG électoral de Donald Trump et les responsables haut gradés des services de renseignements russes est plus qu'une exagération, c'est une absurdité, a déclaré le chef de cabinet de la Maison-Blanche, se référant aux renseignements US.

Les services spéciaux américains ont qualifié de fausses les informations sur l'existence présumée de liens entre le QG électoral du président Donald Trump et les autorités russes, a annoncé le chef de cabinet de la Maison-Blanche, Reince Priebus.

« Les représentants de la communauté du renseignement au plus haut niveau m'ont confirmé que ces allégations étaient non seulement très exagérées, mais ne correspondaient même pas à la réalité. Ils ont fait comprendre sans équivoque que cette histoire est une pure absurdité », a-t-il déclaré sur les ondes de Fox News.

Plus tôt, le journal New York Times avait publié un article affirmant que des membres du QG électoral de Donald Trump auraient contacté de hauts responsables des services spéciaux russes. sputniknews.com 19.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Grève des fonctionnaires programmée le 7 mars - Boursier

Les fonctionnaires seront en grève le 7 mars prochain, pour diverses raisons. A l'origine, le secteur de la santé a lancé le mouvement. Dans un communiqué publié ce mardi, les fédérations CGT, FO, Solidaires et FA-FP disent soutenir les actions programmées.

Santé et territoriale

Dans le secteur de la Santé, les agents interpelleront les pouvoirs publics - un mois et demi avant l'élection présidentielle - alors qu'ils estiment que l'accès égalitaire aux soins est en péril. Ils pointent du doigt les déremboursements de plus en plus nombreux, mais aussi "les dérégulations, les suppressions de postes et les réorganisations permanentes, auxquels s'ajoutent les regroupements d'hôpitaux (GHT), imposés par la loi Touraine".

La fonction publique territoriale fera également entendre sa voix afin de dénoncer les dérives de la réforme qui a entraîné "la fusion de communes, de conseils régionaux, la création de métropoles" contraignant les agents à des mobilités forcées et à une dégradation du service public. Enfin, certains ministères seront également mobilisés.

Des revendications communes

A l'occasion de cette journée de mobilisation, les trois versants de la fonction publique défendront également des causes communes, à commencer par la revalorisation du point d'indice. Après plusieurs années de gel, le gouvernement a acté l'an dernier une hausse de 1,2% en deux temps (juillet et février), jugée insuffisante par les organisations.

Les syndicats réclament également l'arrêt des suppressions de postes et des restructurations ainsi que la défense du statut général de fonctionnaire.... Boursier 14.02

1.2- Le gaz plus cher à partir du 1er mars ? - Boursier

Après avoir reculé en février, les tarifs réglementés du gaz devraient repartir à la hausse au 1er mars prochain... Selon les informations du 'Figaro', ils progresseraient fortement, de 2,6% en moyenne... Le gaz plus cher à partir du 1er mars ? Boursier 18.02

2- Grande-Bretagne

Haro sur les pauvres

Les véhicules polluants taxés à Londres à partir d'octobre - Reuters

Une redevance pour les véhicules les plus anciens et les plus polluants entrera en vigueur le 23 octobre à Londres, a annoncé vendredi Sadiq Khan, maire de la ville.

Baptisée T-charge, elle s'élèvera à dix livres (11,65 euros) par jour pour les véhicules à moteur diesel et à moteur essence immatriculés avant 2006 qui ne répondent pas à la norme antipollution européenne "Euro 4".

La nouvelle taxe s'ajoutera à celle de 11,50 livres par jour en vigueur dans le centre de la capitale entre 07h00 du matin et 18h00 pour réduire le trafic. Reuters

Haut de page

Le 25 février 2017

CAUSERIE

J'ai téléchargé et lu 1244 articles depuis le 1er janvier. J'ai ouvert les 2 fichiers correspondant aux articles de janvier et février, et j'ai cliqué sur propriétés et c'est le chiffre qui s'est affiché.

Vous ne trouvez pas qu'il y aurait comme un air de parenté entre le national-socialisme et le national-néolibéralisme ?

L'art de penser n'est pas donné à tout le monde.

Sans invoquer les programmes débiles de la télé, les jeux vidéos, les clubs de culture physique, etc. vous vous demandiez peut-être d'où vient le crétinisme qui semble si naturel chez la plupart des hommes modernes soumis à une division du travail poussée à l'extrême, je crois avoir une explication à vous proposer.

Le Capital de Marx et Engels, Tome I - Chapitre XIV : Division du travail et manufacture - V. - Caractère capitaliste de la manufacture

- ... un certain nombre de manufactures, vers le milieu du XVIII° siècle, employaient de préférence pour certaines opérations formant des secrets de fabrique, des ouvriers à moitié idiots (1).

« L'intelligence de la plupart des hommes », dit A. Smith, « se forme nécessairement par leurs occupations ordinaires. Un homme dont toute la vie se passe à exécuter un petit nombre d'opérations simples... n'a aucune occasion de développer son intelligence ni d'exercer son imagination... Il devient en général aussi ignorant et aussi stupide qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir. »

Après avoir dépeint l'engourdissement de l'ouvrier parcellaire, A. Smith continue ainsi :

« L'uniformité de sa vie stationnaire corrompt naturellement la vaillance de son esprit... elle dégrade même l'activité de son corps et le rend incapable de déployer sa force avec quelque vigueur et quelque persévérance, dans tout autre emploi que celui auquel il a été élevé. Ainsi sa dextérité dans son métier est une qualité qu'il semble avoir acquise aux dépens de ses vertus intellectuelles, sociales et guerrières. Or, dans toute société industrielle et civilisée tel est l'état où doit tomber nécessairement l'ouvrier pauvre (the labouring poor), c'est-à-dire la grande masse du peuple. (2) »

Pour porter remède à cette détérioration complète, qui résulte de la division du travail, A. Smith recommande l'instruction populaire obligatoire, tout en conseillant de l'administrer avec prudence et à doses homoeopathiques. Son traducteur et commentateur français, G. Garnier, ce sénateur prédestiné du premier Empire, a fait preuve de logique en combattant cette idée.

L'instruction du peuple, selon lui, est en contradiction avec les lois de la division du travail, et l'adopter « serait proscrire tout notre système social... Comme toutes les autres divisions du travail, celle qui existe entre le travail mécanique et le travail intellectuel (3) se prononce d'une manière plus forte et plus tranchante à mesure que la société avance vers un état plus opulent. (Garnier applique ce mot société d'une manière très correcte au capital, à la propriété foncière et à l'Etat qui est leur.)

Cette division comme toutes les autres, est un effet des progrès passés et une cause des progrès à venir. ... Le gouvernement doit-il donc travailler à contrarier cette division de travail, et à la retarder dans sa marche naturelle ? Doit-il employer une portion du revenu public pour tâcher de confondre et de mêler deux classes de travail qui tendent d'elles-mêmes à se diviser (4) ? »

Un certain rabougrissement de corps et d'esprit est inséparable de la division du travail dans la société. Mais comme la période manufacturière pousse beaucoup plus loin cette division sociale en même temps que par la division qui lui est propre elle attaque l'individu à la racine même de sa vie, c'est elle qui la première fournit l'idée et la matière d'une pathologie industrielle (5).

« Subdiviser un homme, c'est l'exécuter, s'il a mérité une sentence de mort; c'est l'assassiner s'il ne la mérite pas. La subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple (6). »

La coopération fondée sur la division du travail, c'est-à-dire la manufacture, est à ses débuts une création spontanée et inconsciente. Dès qu'elle a acquis une certaine consistance et une base suffisamment large, elle devient la forme reconnue et méthodique de la production capitaliste.

1- J. D. Tuckett : A History of the Past and Present State of the Labouring Population. Lond., 1846, v. 1, p.149.

2- A. Smith : Wealth of Nations, 1. V, ch. I, art. 11

3- Ferguson dit déjà : « L'art de penser, dans une période où tout est séparé, peut lui-même former un métier à part. »

4- G. Garnier, t. V de sa traduction, p.2, 5.

5- Ramazzini, professeur de médecine pratique à Padoue, publia en 1713 son ouvrage : De morbis artificum, traduit en français en 1781, réimprimé en 1841 dans l'Encyclopédie des sciences médicales. 7° Disc. Auteurs classiques.

6- D. Urquhart : Familiar Words. London, 1855, p.119. Hegel avait des opinions très hérétiques sur la division du travail. « Par hommes cultivés, dit-il dans sa philosophie du droit, on doit d'abord entendre ceux qui peuvent faire tout ce que font les autres. »

La preuve que penser est un art... qui échappe à l'élite intellectuelle.

Le Prof. Rodrigue Tremblay est professeur émérite d'économie à l'Université de Montréal.

- Le gouvernement impérial étasunien de Donald Trump : Une menace pour la démocratie américaine et un facteur de chaos pour le monde ? par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 14 février 2017

Extraits.

Il est toujours dangereux, et potentiellement désastreux dans une démocratie, quand un chef d'État décide de s'approprier les pleins pouvoirs et de gouverner par décret ou par ordonnance, sans passer par le traditionnel processus parlementaire, outrepassant souvent ainsi les ministères responsables et les représentants élus du parlement. Un tel procédé autocratique ressemble davantage à une gouvernance impériale qu'à celle d'un gouvernement démocratique responsable. (...)

Il est permis de douter de la sincérité du Président Donald Trump quant à sa volonté de mettre fin à l'influence des milieux financiers américains sur les politiciens étasuniens

Au cours de la campagne présidentielle de 2016, le candidat Donald Trump a sévèrement accusé ses rivaux d'être des porteurs de valises pour les financiers de Wall Street. Il a souvent répété que les milieux de Wall Street étaient le symbole d'une élite corrompue, laquelle a spolié l'Amérique et volé la classe ouvrière pour s'enrichir. Il s'est servi des médias sociaux pour lancer les pires accusations contre la candidate démocrate Hillary Clinton, allant jusqu'à dire, le 28 juillet 2016, que cette dernière n'était rien de moins qu'une « marionnette de Wall Street », et, le 19 octobre 2016, que les méga-banques avaient la haute main et un « contrôle absolu » sur ses rivaux Hillary Clinton et Ted Cruz, insinuant par le fait même que ces derniers étaient inaptes à occuper le fauteuil du Président américain, tandis que lui se voulait être le défenseur de la classe ouvrière.

Mais qu'à cela ne tienne ! Une des premières mesures du Président Trump a été d'annoncer le retrait de la réglementation bancaire connue sous le nom de loi Dodd-Frank, adoptée en 2010, dans la foulée de la crise financière des prêts subprime de 2008. Il est quand même surprenant que le président Trump réponde si rapidement aux souhaits de déréglementation des méga-banques américaines, alors même qu'il dénonçait avec force, il n'y a pas si longtemps, la corruption des milieux d'affaires de Wall Street.

Dans un deuxième temps, le Président Trump a recruté un ancien banquier de la grande banque Goldman Sachs, M. Steven

Mnuchin, pour le poste de ministre des Finances.

En outre, M. Trump a fait appel à la méga-banque d'affaires Goldman Sachs pour le conseiller et l'appuyer dans l'élaboration de sa politique économique. En effet, il a nommé M. Gary Cohn (1960-), le président de Goldman Sachs, au poste de président du Conseil économique national du président. Ce faisant, il s'est assuré que les banquiers de Wall Street aient un important mot à dire dans les politiques économiques et financières de son administration.

On peut certes s'interroger si ses attaques contre les milieux bancaires de Wall Street, et sur la prétendue influence indue qu'ils exerçaient sur les politiciens américains, étaient sincères, ou si elles n'étaient que de simples boutades de politicien pour se faire élire. (...)

L'élection de Donald Trump aux États-Unis avait fait naître l'espoir de la possibilité de mettre fin au chaos meurtrier au Moyen-Orient. Cependant, une fois pendant la campagne présidentielle et une autre fois après son arrivée au pouvoir, M. Trump a jeté une douche froide sur de tels espoirs. (...)

Les choses semblent avoir commencé à changer pour le mieux avec l'arrivée de nouveaux ministres expérimentés et compétents dans le processus décisionnel américain, en dehors du petit cercle fermé de la Maison-Blanche. Il était temps. Mondialisation.ca, 14 février 2017

Faut-il commenter tellement ce discours est déconnecté de la réalité, pathétique ? Quel idiot ! Apparemment la division du travail ne profite guère aux intellectuels, vous me direz qu'on avait déjà eu l'occasion de s'en apercevoir.

Taxer les robots et les machines : Une chimère.

Passons sur le fait qu'ils le soient déjà.

Une machine ne produit pas de richesses ou de plus-value. Elle transmet aux marchandises qu'elle contribue à produire, la force de travail qui a été nécessaire à sa propre production. Mais là où cela se complique, c'est que la valeur de la force de travail qu'elle cristalise n'est pas stable, elle évolue ou se déprécie en fonction de différents critères, de sorte qu'il est impensable de concevoir que le législateur pourrait évaluer la valeur de chaque machine pour la taxer, sachant qu'il devrait tenir compte des différents modèles de machines qui existent dans le monde et dont la valeur est également instable d'une année sur l'autre ou tout au long de la durée de vie de chaque machine.

Cela nous fait penser à la taxe Tobin qui ne peut pas évaluer les gains ou pertes d'un trader pour le compte d'un banquier, sachant que des opérations de l'ordre de la nanosecondes affectent les cours pendant lesquels le trader spécule, achète ou vend, de sorte que le résultat qu'il peut afficher en fin de journée par exemple ne correspondra pas aux gains ou aux pertes réaliser par le spéculateur tout au long de la journée, il représentera les différentes valeurs d'un titre en début et fin d'une séance de cotation. Un banquier peut avoir gagné un million de dollars en une journée, alors que la fluctuation de la valeur du titre sur lequel il a spéculé fera apparaître un gain ou une perte beaucoup moins importante ou infime. Certains titres peuvent prendre 20% pour finir avec un écart de 1% en fin de journée. Et quand on sait que les banquiers spéculent quand le titre est à la hausse ainsi que lorsqu'il est à la baisse, et que dans les deux cas ils empochent un gain, cet écart de 1% devient insignifiant, tout du moins pour ce qui nous occupe ici.

Le Capital de Marx et Engels, Tome I - Chapitre XV : Machinisme et grande industrie - II. - Valeur transmise par la machine au produit.

- La machine est en outre sujette à ce qu'on pourrait appeler son usure morale. Elle perd de sa valeur d'échange à mesure que des machines de la même construction sont reproduites à meilleur marché, ou à mesure que des machines perfectionnées viennent lui faire concurrence. Dans les deux cas, si jeune et si vivace qu'elle puisse être, sa valeur n'est plus déterminée par le temps de travail réalisé en elle, mais par celui qu'exige sa reproduction ou la reproduction des machines perfectionnées. Elle se trouve en conséquence plus ou moins dépréciée.

Notes qui apportent des précisions.

- « On estime en gros qu'il faut cinq fois autant de dépense pour construire une seule machine d'après un nouveau modèle, que pour reconstruire la même machine sur le même modèle. » (Babbage l.c., p.349.)

- « Depuis quelques années il a été apporté à la fabrication des tulles des améliorations si importantes et si nombreuses, qu'une machine bien conservée, du prix de mille deux cents livres sterling, a été vendue quelques années plus tard, soixante livres sterling... Les améliorations se sont succédé avec tant de rapidité que des machines sont restées inachevées dans les mains de leurs constructeurs mises au rebut par suite de l'invention de machines meilleures. Dans cette période d'activité dévorante, les fabricants de tulle prolongèrent naturellement le temps de travail de huit heures à vingt-quatre heures en employant le double d'ouvriers. » (L.c., p.377, 378 et 389.)

La valeur de la force de travail des machines qui entre dans la composition de la plus-value des marchandises qu'elle produit, tend donc à diminuer, contribuant ainsi à la baisse du taux de profit. A ne pas confondre avec la valeur d'échange d'une machine.

Et si Marx et Engels avaient eu raison ?

Le marxisme ou le socialisme repose essentiellement sur deux facteurs historiques, le développement du capitalisme (ou des forces productives) conduisant à son effondrement, et le refus des exploités et opprimés d'être soumis en esclavage (ou la lutte des classes), et la combinaison de ces deux facteurs, l'évolution de leurs rapports peut déboucher : soit sur la surexploitation, le chaos, la guerre et la barbarie, soit sur le développement harmonieux, le bien-être, la paix et la liberté.

- Le "précariat", une nouvelle classe sociale en colère - AFP

L'économiste britannique Guy Standing, dont l'ouvrage "Le précariat, les dangers d'une nouvelle classe" (Editions de l'Opportun) est paru en France jeudi 23 février, explique à l'AFP comment le développement des travailleurs précaires à travers le monde représente une aubaine pour les "populismes de droite", mais provoque aussi un "réengagement" politique chez les "progressistes". AFP 24.02

Encore faudrait-il que ce ""réengagement" politique chez les "progressistes"" contribue à la refondation du mouvement ouvrier international sur les bases du socialisme, sinon ce serait peine perdue d'avance...

Insupportable. Ce n'est pas un fake : Le capitalisme continue de faire des dizaines de millions de morts innocents.

- L'Onu veut 4 milliards de dollars pour nourrir 20 millions de personnes affamées - Reuters

Les Nations unies ont besoin de plus de quatre milliards de dollars (3,8 milliards d'euros) d'ici la fin mars pour aider près de 20 millions de personnes menacées de famine au Nigeria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen, a annoncé mercredi son secrétaire général... Reuters 22.02

- Famine: 1,4 million d'enfants risquent de mourir dans 4 pays - AFP 21.02

Au Yémen, depuis mars 2015, les bombardements saoudiens, ont généré un désastre humanitaire sans précédent. 462.000 enfants souffrent de malnutrition sévère. 450.000 dans le nord-est du Nigeria. Au Soudan du sud, plus de 270.000 enfants souffrent de malnutrition et la famine vient juste d'être déclarée dans certaines parties de l'Etat d'Unité (nord) où vivent 20.000 enfants. (Nigeria - source AFP 21.02.2017)

Au Sud-Soudan depuis décembre 2013, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été tuées. 2,5 millions ont fui leurs foyers et près de 5 millions font face à une insécurité alimentaire « sans précédent », selon l'ONU.

En Somalie en 2011, la terrible famine consécutive à la sécheresse avait fait 260 000 morts. (Source : https://www.facebook.com/bruno.guigue.10) La sécheresse en Somalie a laissé 185.000 enfants au bord de la famine et ils seront quelque 270.000 d'ici quelques mois, a mis en garde l'agence onusienne. (Source AFP 21.02.2017)

On fait avec, on s'en accommode, on le tolère, mais quoi, le capitalisme avec ses terrifiantes injustices, qui peut légitimer ou justifier ce massacre de masse? N'est-ce pas suffisant pour rompre définitivement avec le capitalisme ? Chacun devrait se poser la question.

Voilà ce que j'ai lu dans la lettre de Mélenchon adressée aux Français de l'étranger.

Mélenchon - La France est présente dans le monde, du fait de ses méthodes, du fait de sa puissance, du fait de ses intérêts. Elle peut pratiquer une amicale coopération avec tous ceux qui le souhaitent.

LVOG - Il faut entendre par "méthode" le colonialisme et ses expéditions militaires, l'impérialisme et par "puissance" son oligarchie, son armée, quant aux intérêts, il s'agit de ceux des capitalistes, bref la même boutique côté pile et côté face. Comptent-ils s'y attaquer ? C'est ce qu'il prétend. Comment va-t-il s'y prendre ? A-t-il annoncé la fermeture de toutes les bases militaires françaises hors de France ? Nullement. A-t-il annoncé l'annulation de toutes les opérations militaires en cours ou le rapatriement de tous les militaires présents hors de France ? Nullement. A-t-il annoncé la fin du pillage des matières premières par les multinationales françaises dans les pays dominés ? Nullement.

- Quarante-trois pour cent des enfants américains vivent dans des familles à faible revenu par Shelley Connor - Mondialisation.ca 24.02

Quarante-trois pour cent de tous les enfants aux États-Unis vivent dans des familles à faible revenu, selon un rapport du Centre national pour les enfants vivant dans la pauvreté (CNEP), publié le mois dernier.

Le pourcentage d'enfants vivant dans des familles à faible revenu a augmenté d'un point entre 2009, le début officiel de la «reprise économique» proclamée par l'administration Obama, et 2015. Le CNEP définit «les familles à faible revenu» comme étant celles ayant un revenu sous le double du seuil de pauvreté fédérale (SPF), lequel est présentement établi à 24.036 $ pour une famille de quatre.

Le nombre total d'enfants vivant dans ces familles est de 30,6 millions, incluant 5,2 millions de bébés et de jeunes enfants de moins de trois ans.

Les très jeunes enfants sont les plus vulnérables à la pauvreté et au faible revenu. Quarante-cinq pour cent des enfants en bas de 3 ans vivent dans des familles à faible revenu et 23 pour cent (2,6 millions) vivent dans des familles dont le revenu est en deçà du niveau de pauvreté fédéral.

Selon le CNEP, les familles doivent généralement faire le double de ce niveau fédéral pour subvenir à leurs besoins. Toutefois, ce qui constitue un revenu suffisant pour vivre est très variable, car le prix de la nourriture, du loyer/hypothèque et des autres produits indispensables est considérablement plus élevé dans de nombreuses villes.

Subvenir aux besoins d'une famille de quatre à Boston, au Massachusetts, nécessite un revenu annuel d'environ 85.000 $ selon le rapport. À Akron, en Ohio, une famille de quatre nécessite un revenu d'environ 61.500 $ et à Tulsa, en Oklahoma, elle a besoin de 57.200 $. Beaucoup d'enfants de ces villes sont dans des familles qui luttent pour subvenir à leurs besoins de base sans toutefois être considérées comme étant «pauvres» ou «à faible revenu».

De nombreux enfants ont des parents qui travaillent, mais dont le revenu est insuffisant pour subvenir à leurs besoins essentiels. La moitié des enfants de familles à faible revenu âgés de moins de trois ans et 28 pour cent des enfants pauvres ont au moins un parent qui travaille à temps plein. Tandis que 84 pour cent des enfants qui ont des parents n'ayant pas fini leurs études secondaires vivent dans des ménages à faible revenu, 50 pour cent des enfants de familles à faible revenu ont au moins un parent qui a suivi des études supérieures. Quarante-et-un pour cent des enfants pauvres ont un parent qui est allé à l'université.

Les familles à faible revenu ont plus de chance de déménager, et ce, plus fréquemment. Le prix des loyers augmente sans cesse depuis 2009 et 71 pour cent des enfants de ménages à faible revenu sont dans des familles qui louent leur maison.

Les statistiques pour la pauvreté infantile exposent néanmoins la réalité de la vie sociale aux États-Unis. La majorité de la croissance de l'emploi d'après-récession a eu lieu dans le secteur des services, dans des emplois à bas salaire. L'industrie américaine a continué de régresser même dans les endroits où les manufacturiers continuaient d'embaucher: avec des salaires plus bas et moins d'avantages sociaux.

Il y a peu de raison d'espérer que le pronostic économique s'améliore pour les enfants de ces ménages à faible revenu lorsqu'ils atteindront l'âge adulte. Un indice de l'insécurité économique des jeunes adultes est que près de la moitié des gens dans leur jeune vingtaine ont besoin de l'aide de leurs parents pour payer leur loyer et autres produits de base, selon un article paru dans le New York Times.

Quarante pour cent des jeunes adultes entre l'âge de 22 et 24 ans ont besoin d'aide: cette aide médiane atteint les 250 $ par mois. Les jeunes adultes qui vivent dans les zones métropolitaines d'un million de personnes et 30 pour cent plus de chance d'avoir besoin de l'aide de leurs parents. Et ces chiffres augmentent continuellement. Dans les années 1980, moins de 30 pour cent de ce groupe d'âge avaient besoin d'aide.

Le bilan de l'administration Obama et l'hostilité du Parti démocrate envers la classe ouvrière ont ouvert la voie à Trump pour qu'il puisse se présenter comme un adversaire du «statu quo» qui ramènerait des emplois. Toutefois, l'administration Trump, remplie de milliardaires et de PDG de la grande entreprise, prépare une vaste intensification de l'assaut sur la classe ouvrière.

À travers sa campagne, Trump a dénoncé des programmes comme le SNAP (Programme d'aide supplémentaire à la nutrition). L'un de ses conseillers de campagne, Jack Kingston, a déclaré en 2013 que les enfants qui ont besoin de repas gratuits ou moins chers devraient être forcés de balayer les planchers afin de «leur sortir de la tête le mythe que les repas gratuits existent». Trump a promis de retirer plus d'un million d'Américains du programme SNAP et de l'aide temporaire pour les familles dans le besoin (TANF) en début d'année 2017.

Les jeunes enfants américains sont essentiellement des canaris dans une mine. Comme les jeunes adultes qui peinent de plus en plus à subvenir eux-mêmes à leurs besoins, l'instabilité financière des enfants est l'indicateur d'un niveau plus élevé d'instabilité économique pour l'ensemble de la classe ouvrière. Mondialisation.ca 24.02

Et pendant ce temps-là les affaires continuent tranquillement.

- Les dividendes à un niveau record, l'investissement et les salaires au point mort - Libération.fr

L'enquête d'un gestionnaire de fonds britannique révèle qu'en 2016 les entreprises ont versé des milliards de dollars à leurs actionnaires. Une stratégie néfaste à long terme plébiscitée par les sociétés françaises.

Mille milliards de dollars ! Il ne s'agit pas seulement du titre d'un film, sans doute le premier sur la mondialisation des entreprises réalisé par Henri Verneuil en 1982. C'est le montant des dividendes versés en 2016 à leurs actionnaires par les 1 200 plus grandes entreprises de la planète, cotées en Bourse. Ce chiffre mirobolant résulte d'une enquête annuelle réalisée par Henderson Global Investors (HGI), un important gestionnaire de fonds britannique.

Globalement, c'est business as usual par rapport à 2015, puisque cette somme n'a augmenté que de 0,1 %. En Australie ou au Royaume-Uni, les actionnaires ont même vu la masse globale de leurs dividendes baisser de 10,1 % et 3,5 %. A Londres, le Brexit explique cette soudaine modération : la chute de la livre a coûté à elle seule 7 milliards de dollars aux actionnaires britanniques…

Grosses banques.

Mais, surprise, dans ce contexte de modération relative, les actionnaires des grandes entreprises françaises ont été à la fête : l'an dernier, ils se sont partagés pour 54,3 milliards de dollars (environ 51,4 milliards d'euros) de dividendes, soit un bond de 11,8 % par rapport à ce qu'ils avaient empoché en 2015. Champion toutes catégories de la générosité envers les actionnaires, le laboratoire pharmaceutique Sanofi (6,6 milliards d'euros de dividendes), le pétrolier Total (5,9 milliards) et le groupe de médias Vivendi (5,5 milliards). Ce trio de tête est suivi par les grosses banques comme BNP et Société générale, dont les très bons résultats, en 2016, leur ont permis de particulièrement choyer leurs actionnaires, mis à la diète après la crise financière de 2008.

S'ils font le bonheur de ceux qui les reçoivent, les dividendes sont autant de deniers qui ne vont pas à l'outil industriel… et encore moins aux salariés quand ils ne sont pas eux-mêmes actionnaires. «La distribution de dividendes est utilisée par les conseils d'administration comme un instrument de communication financière pour montrer que l'entreprise est forte même si son cours de Bourse est en baisse», décrypte Loïc Dessaint, directeur général de Proxinvest. Cette société de conseil aux investisseurs institutionnels bouscule régulièrement le microcosme financier, en s'intéressant notamment aux grasses rémunérations des dirigeants du CAC 40… En clair, le versement d'un coquet dividende est le meilleur moyen d'éviter qu'un actionnaire, a fortiori un fonds d'investissement, quitte le navire pour investir dans une autre entreprise. Ce genre de mouvement est alors mécaniquement sanctionné par une baisse du cours de Bourse.

Le problème, c'est que cette politique de distribution des bénéfices aux actionnaires se décide parfois au détriment des investissements. «Des dividendes en hausse, alors que les bénéfices sont en baisse aboutissent généralement à un sous-investissement. Total a maintenu son dividende à 2,44 euros par action alors que son résultat net est passé de 13 à 5 milliards», détaille Loïc Dessaint.

Etat actionnaire.

L'an dernier, Proxinvest a examiné le montant des distributions de bénéfices dans les 300 plus grandes entreprises françaises. Une fois sur quatre, le cabinet a émis un avis négatif en estimant qu'ils étaient trop élevés. «Si les entreprises françaises distribuent une part trop importante de leurs bénéfices et se retrouvent en sous-investissement que l'on n'aille pas pleurer, ensuite, lorsqu'elles sont rachetées», met en garde Loïc Dessaint. D'autant que pour fidéliser leurs actionnaires, certains groupes vont plus loin en s'engageant à distribuer de juteux dividendes pour l'avenir. Le conglomérat énergétique Engie s'est d'ores et déjà engagé sur le versement d'un dividende de 70 centimes par titre en 2017 et 2018.

A l'opposé, les entreprises les plus chiches sont, la plupart du temps, celles dont le capital est contrôlé par une famille. Elles préfèrent laisser les résultats en caisse pour investir ou donner plus de valeur à leur outil de travail. Leur gain n'en sera que plus grand en cas de revente.

Reste le cas de l'Etat actionnaire : en 2016, il a perçu pour 3,9 milliards d'euros de dividendes de la part des entreprises dont il détient une part du capital. Lorsqu'il est actionnaire majoritaire, la tentation est grande pour l'Etat de réclamer un dividende élevé. Notamment pour boucler les fins de mois d'un budget déficitaire. En présentant son rapport sur l'Etat actionnaire, le mois dernier, le président de la Cour des comptes, Didier Migaud relevait qu'en 2015 EDF a dû s'endetter pour verser à l'Etat des dividendes. La puissance publique serait-elle aussi gourmande que les plus spéculatifs des fonds d'investissement ? Libération.fr

- Une plus-value immobilière de 1.000% pour Warren Buffet ? - LaVieImmo

Le milliardaire américain pourrait toucher le jackpot s'il trouve preneur pour sa villa californienne, achetée dans les années 70 pour une "bouchée de pain".

Warren Buffet a décidé de se séparer d'une partie de son patrimoine immobilier, et pourrait réaliser au passage une incroyable plus-value estimée à... 1.083%. Il s'agit d'une villa californienne d'une surface habitable de 330 mètres carrés.

Construite dans les années 1930, la demeure est située à Laguna Beach, à environ une heure en voiture de Los Angeles, dans une résidence sécurisée comprenant plusieurs courts de tennis et terrains de volleyball, ainsi qu'une piscine.

Selon le Wall Street Journal, le milliardaire américain de 86 ans l'a acquise en 1971 pour seulement 150.000 dollars, soit l'équivalent aujourd'hui de près de 870.000 euros en prenant en compte l'inflation. Et à en croire le journal anglo-saxon, l'oracle d'Omaha en demanderait quelque 11 millions de dollars (10,3 millions d'euros), soit presque 12 fois son prix d'acquisition. LaVieImmo 20.02

- Qui sont les 2.473 ultra-riches que compte la planète? - Slate.fr

De plus en plus riches, les milliardaires se portent bien, merci pour eux.

2.473. C'est le nombre de milliardaires dans le monde en 2015, révèle le New York Times sur la base d'un rapport pour l'année 2015-2016 de la compagnie Wealth-X, la firme de recherche financière de Bill Gates. Un chiffre en hausse de 6,4% par rapport à l'année précédente. À eux tous, ils cumulent une richesse de 7,68 billions de dollars.

A l'heure où Donald Trump s'est entouré d'un cabinet particulièrement fortuné, certaines statistiques donnent le tournis. En 2015, 212.615 personnes détenaient plus de 30 millions de dollars dans le monde. La plupart d'entre elles se concentrent au bas de l'échelle. Ainsi, 155.050 personnes possèdent entre 30 millions et 99 millions de dollars, pour un total 8,4 billions de dollars. Au sommet, Bill Gates, le fondateur de Microsoft, reste l'homme le plus riche du monde avec une fortune personnelle de 89,3 milliards de dollars, suivi par l'homme d'affaires et investisseur, Warren Buffett (73,5 milliards de dollars). Parmi le Top 10, 9 sont Américains et un seul Espagnol.

«Il y a de plus en plus d'inégalités dans le monde, mais il y a aussi des inégalités parmi les ultra-riches», dit Maya Imberg, directrice de la recherche à Wealth-X. Plus de la moitié des milliardaires ont une fortune estimée entre 1 et 2 milliards. Au-dessus de 5 milliards ne restent plus que 372 personnes. Et pour accéder à ce club prestigieux, mieux vaut être à la tête d'une entreprise high-tech (6 dans le top 10) ou travailler dans la finance (15% des milliardaires), nous apprend le New York Times.

8 milliardaires dans le monde détiennent autant de richesse que la moitié de la population slate.fr 21.02

Taxer les pauvres.

- Tabac à rouler: les prix augmentent à compter d'aujourd'hui - Boursier

Le prix du tabac à rouler augmente de 15% ce lundi, soit une hausse d'environ un euro, rappelle 'LCI'... Boursier 20.02

Fake du Pentagone et xénophobie

- Le faux SOS anti-russe de l'armée US - Réseau Voltaire

L'US Navy a relaté, le 14 février 2017, un incident qui l'aurait opposé à la marine russe en mer Noire.

Selon cette narration, quatre avions russes armés (Su-24 et Ilyushin Il-38) se seraient dangereusement approchés du destroyer USS Porter (DDG-78), refusant les contacts radio et violant les règles de la navigation militaire.

La gravité de cet incident, qui se serait tenu en eaux internationales, manifesterait l'agressivité de la Russie et la menace permanente qu'elle ferait peser sur la paix internationale.

Or :

- Il n'existe aucune preuve de cet incident qui a été démenti par le porte-parole des armées russes.

- L'incident aurait eu lieu le 10 février, c'est-à-dire 4 jours avant le communiqué des États-Unis.

Selon, l'ancien conseiller australien de Jimmy Carter et journaliste basé à Moscou, John Helmer, cette histoire aurait été inventée de toutes pièces par l'état-major états-unien pour exercer une pression sur l'équipe du président Donald Trump.

L'US Navy est placée sous le commandement de l'amiral John Richardson. Réseau Voltaire 22.02

- Facebook bloque la page du conseiller de Poutine pour l'Internet sputniknews.com

Le conseiller du président russe Vladimir Poutine pour l'Internet s'est vu bloquer sa page Facebook suite à une discussion avec un blogueur.

Le réseau social Facebook a bloqué pour trois jours la page de Guerman Klimenko, conseiller du président russe Vladimir Poutine pour le développement de l'Internet, a annoncé le responsable sur VKontakte, un réseau social russe similaire à Facebook.

Selon M. Klimenko, les administrateurs de Facebook auraient pris cette décision en réaction aux plaintes d'un blogueur, Stalik Khankichiev, avec lequel Guerman Klimenko, fondateur et directeur du service de blogs LiveInternet et de l'agrégateur Mediametrics, avait eu dernièrement des discussions très houleuses sur Internet.

« Stalik est finalement parvenu à ses fins. Facebook m'a bloqué et je passe sur VKontakte. Prière d'informer mes amis sur Facebook et de remercier Stalik », a indiqué M. Klimenko.

Un message envoyé par les administrateurs de Facebook indique que la page de Guerman Klimenko a été bloquée « suite à la publication de contenus violant les droits d'auteur », a précisé M. Klimenko. Il s'agirait d'une vidéo publiée par Stalik Khankichiev et partagée par Guerman Klimenko sur sa page.

En janvier, le réseau Facebook avait bloqué la page de l'écrivain russe de science-fiction Sergueï Loukianenko. sputniknews.com 22.02

Au temps des démagogues.

Méfiez des démagogues ou des donneurs de leçons qui tancent ceux qui ne tiendraient pas compte qu'il existe des nuances de gris entre le noir et le blanc, mais qui nient que le noir et le blanc existent également.

Généralement vous ignorerez leurs véritables intentions, parce que la manière sournoise qu'ils ont de présenter les choses est faites pour vous induire en erreur et vous empêcher d'en prendre conscience, et le meilleur moyen pour faire diversion consiste encore à déformer les arguments que d'éventuels contradicteurs pourraient leur opposer pour les démasquer ou à leur en prêter abusivement ou qui leur sont étrangers.

En prenant les devants cela présente l'avantage de pouvoir se présenter à moindre frais comme des gens à l'esprit ouvert, qui acceptent de prendre en considération les arguments de leurs adversaires, alors qu'en réalité il n'en est rien, il ne s'agit que d'une intention et d'un tour de passe-passe, peu importe puisque la plupart des gens n'y prêteront pas attention ou n'iront pas vérifier si la manière dont ils ont présenté et traité les arguments de leurs adversaires était impartial ou honnête, ils se contenteront d'une vague impression qui jouera en leur faveur pour embobiner leurs lecteurs ou leur auditoire ou se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas.

C'est ce qui leur permet de porter des jugements ou des accusations à l'encontre de ceux qui ne partagent pas leurs analyses, et de s'exonérer de toute responsabilité de la situation sociale actuelle et à venir, comme si cela était suffisant pour y échapper, quelle naïveté et procédé scélérat, c'est par exemple ce que vient de faire Gluckstein dans son dernier éditorial (la Tribune des travailleurs du 22 février 2017) lorsqu'il écrit : "Il reste que sur une question essentielle, une unité, certes limitée, était possible. Elle reste possible. Qui lui tourne le dos prendra la responsabilité qu'au 8 mai au matin la loi El Khomri continuera de s'appliquer", comme si on pouvait oublier que c'était cette politique opportuniste qui était à l'origine des divisions et de la dislocations de l'avant-garde du mouvement ouvrier et de son incapacité à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dont sa propre responsabilité depuis 40 ans ainsi que les autres dirigeants de son courant politique.

Le procédé ignoble de la culpabilisation ne fonctionne pas sur nous, il prend vraiment les militants et les travailleurs pour des abrutis. On se contrefout de vos accusations dégueulasses monsieur le contre-révolutionnaire, le temps est définitivement révolu où vous pouviez faire croire n'importe quoi aux militants parce qu'ils étaient inexpérimentés ou parce que vous possédiez pour ainsi dire le monopole de l'information.

Voyez-vous, une victoire de Hamon le 8 mai communiquerait une formidable impulsion à la lutte de classe des travailleurs qui vivraient ce moment historique comme leur propre victoire sur les capitalistes..., qui peut croire un instant ce genre de connerie monstrueuse à part ceux qui la formulent, franchement ? Ah, il y en a qui osent tout, c'est devenu une pandémie ! En

mai 1981 les appareils vendus des syndicats cadenassèrent le mouvement ouvrier, et ils remirent cela après mai 2012, je l'avais prédit sans prendre le moindre risque, et bien en mai 2017 ce serait exactement le même scénario qui se produirait si Hamon ou Mélenchon était élu.

Colporter les pires illusions dans un parti et un candidat acquis à la réaction permettrait d'ouvrir une issue politique favorable aux travailleurs, vous nous avez déjà fait le coup des dizaines de fois, d'autres parmi vos semblables ont fait le même coup dans pratiquement tous les pays sur tous les continents au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours, sans que cela ne permette la moindre avancée en terme de construction du parti et de l'Internationale, voilà des faits matériels, concrets, palpables, objectifs que chacun peut vérifier ou que personne ne peut nier, rien à voir avec votre orientation politique bidon basée sur des suppositions ou une perspective qui ne s'est jamais réalisée nulle part dans le monde. Ils s'en foutent. Pourquoi ? Mais parce qu'ils ne poursuivent pas le même objectif que nous.

Quand je dis qu'ils s'en foutent littéralement je n'invente rien, je prends les lecteurs à témoin, hier Gluskstein se sentait pousser des ailes parce que Hamon avait pris l'engagement qu'il abrogerait la loi El Khomeri s'il était élu, depuis il s'est renié et Gluckstein assure que ce n'est pas grave et il passe à autre chose, à un autre engagement gratuit de Hamon cette fois sur les traités européens et ainsi de suite.

Non mais attendez, vous ne voyez pas qu'il se fout de votre gueule ouvertement, excusez-moi mais trop c'est trop pour laisser passer cela et ensuite se faire traiter de gauchiste ou de sectaire. Si être sectaire, c'est refuser de se faire manipuler par des aventuriers, nous le sommes et nous l'assumons, et si être gauchiste c'est refuser de voter Hamon ou cautionner cette escroquerie politique, alors vive le gauchisme, en fait l'extrême gauche !

Eux ils voudraient faire sauter la loi El Khomri qui ne changerait rien fondamentalement aux rapports entre les classes, nous nous voulons construire le parti pour préparer les conditions pour faire sauter le régime, réforme sociale ou révolution.

Après on nous accuse de ne pas avoir les pieds sur terre, d'être éloigné de la réalité, de ne pas savoir de quoi on parle, au contraire, on ne le sait que trop bien, hélas, vous venez de nous donner l'occasion d'en faire la démonstration !

L'hypothétique victoire du candidat du PS reposerait sur la plus crasse ignorance, le corporatisme, l'individualisme le plus vulgaire après avoir fait l'expérience de ce parti au pouvoir pendant 5 ans, alors de là à en faire un levier pour la lutte de classe des travailleurs, c'est pure démagogie, c'est rouler pour le régime.

La loi El Khomri, même si j'étais un patron je m'en foutrais tellement il existe de moyens de bénéficier d'une main d'oeuvre bon marché. Cela fait déjà plus de deux décennies que j'ai arrêté de travailler en France, mais avant cela j'ai bossé dans plus de 40 boîtes, la liste figure dans le portail, alors j'ai largement eu l'occasion de constater de quelle manière les patrons pouvaient s'y prendre pour avoir les mains libres en terme de contrat de travail, et s'il existe plus de 20 types de contrats précaires de nos jours, il existait déjà il y a 30 ans des dispositions tellement favorables aux patrons applicables au CDI qu'ils n'avaient que l'embarras du choix. Quelques exemples puisées dans mon expérience.

Un jour j'ai été embauché en CDI, quel bonheur, attendez, un CDI qui concernait un emploie non cadre, de simple employé je précise, comprenant une période d'essai de 3 mois renouvelable, au bout de 3 mois le patron la renouvela, et au bout du sixième mois il me vira, et il me remplaca par un autre pauvre type qui cherchait un boulot et il a dû lui faire le même coup et ainsi de suite. C'était légal.

Un jour j'ai été viré au bout de la période d'essai de 3 mois, et le patron me réembaucha deux mois plus tard en me recollant une période d'essai de 3 mois au bout de laquelle il me vira une seconde fois, mais là je le vis venir, je sabotai quelques machines à l'aide de colle ultra forte pour me venger. Quelque temps plus tard il déposa le bilan et fut atteint de troubles psychiatriques.

J'en ai encore une bonne à vous raconter. Un jour je bossais comme technicien SAV chez un revendeur Canon, le patron se jura de me casser, il me le dit en face, il m'envoya 6 lettres recommandées d'avertissements assortis d'entretiens, et c'est à l'issue de la 7e qu'il me vira, là encore c'était légal. Chaque fois je me disais que c'était la bonne, puis j'en pris l'habitude en me disant que ce serait pour la prochaine fois, jusqu'au jour où cela arriva effectivement, je l'en félicitai en lui disant qu'il y avait mis du temps en éclatant de rire ! Vous imaginez dans quelle ambiance je bossais.

Une autre fois, j'ai bossé dans une boîte où plus des trois quart du personnel étaient composés de stagiaires, moi je bossais au noir ! Le patron était un ancien directeur d'Alstom.

Un jour j'ai été cadre, attendez, pendant 6 mois seulement, j'ai été viré parce que le patron estimait que je ne partageais pas la politique de l'entreprise, c'était un motif légal suffisant. En fait, je refusais de signer une charrette de licenciements dans mon service, il voulait que j'en endosse la responsabilité et j'ai refusé catégoriquement.

Et puis je n'ai pas de leçons à recevoir.

Un jour j'ai organisé une grève générale illimitée avec occupation, elle fut victorieuse. Mitterrand et Maurois venaient de bloquer les salaires ou d'inaugurer une nouvelle période d'austérité pour les travailleurs, on fit grève pour une augmentation de salaires. A la suite de cette grève, il n'y eut aucune sanction ou représaille de la direction envers les salariés, personne ne quitta l'entreprise, sauf moi quelque temps plus tard parce que j'étais grillé, tout avancement ou tout évolution dans la hiérarchie était compromise, ma carrière professionnelle foutue en quelque sorte, parce que j'occupais un emploi très spécialisé, j'avais été formé sur une gamme de produits et ces produits n'étaient pas commercialisés ailleurs, donc en quittant l'emprise ma formation n'avait plus aucune valeur, j'étais bon pour recommencer ailleurs en repartant pratiquement de zéro avec en prime la précarité et mon couple brisé. Par la suite je bosserai dans 13 PME où je serai systématiquement viré ou conduit à démissionner... pour finalement prendre la décision de quitter la France et atterrir en Inde.

La loi El Khomeri va aggraver les conditions de travail, on en est bouleversé après avoir vécu les expériences suivantes il y plus de 40 ans.

J'ai bossé dans deux boîtes dont plusieurs ouvriers étaient atteints de gangrène au niveau de leurs mâchoires qui étaient devenues vertes, une dans le textile, et l'autre directement dans les produits chimiques bruts entrant dans la composition des conserves, et des vins et autres boissons, ils arrivaient dans des sacs de 50 kilos, c'était des blocs composés d'acides, de phosphates, de nitrates, etc. ils passaient dans des machines qui les réduisaient en poudre avant d'atterrir dans des sachets, et le tout était manipulé sans aucune protection, j'y suis resté une semaine ou dix jours, j'ai oublié, là aussi c'était légal.

- "Faut pas rêver, ça n'aura pas lieu" : Mélenchon écarte à nouveau une alliance avec Hamon - franceinfo 24.02

En famille. Dis-moi qui tu aimes et je te dirai qui tu es.

On se souviens encore de la déclaration d'amour de Mélenchon au futur Premier ministre grec de la troïka, Tsipras, puis de son ministre des Finances que Tsipras limogera, Varoufakis, il fera même bonne figure à la fête de l'Humanité si j'ai bonne mémoire, et bien voilà qu'il vient de déclarer sa flamme à Macron.

- Varoufakis aime beaucoup Macron, personnellement par Bruno Adrie - Arrêt sur Info 22.02

« Je l'aime beaucoup, personnellement » a dit Yanis Varoufakis lors d'une interview donnée à l'Opinion le 21 février 2017 en parlant d'Emmanuel Macron avant d'ajouter « On a travaillé ensemble ».

Pour Yanis Varoufakis, Macron a été le seul ministre du gouvernement Hollande « qui semblait comprendre ce qui était en jeu au sein de la zone euro ». Lui et Macron partagent, selon ses dires, « la même vision des profonds défauts de la zone euro ». « Nous étions en désaccord en matière de réformes microéconomiques ou sur la libéralisation du marché du travail, mais c'est quelqu'un que je respecte », a -t-il ajouté. Et pour finir : « Je crois que c'est mutuel. On connaît nos points d'accord et de désaccord. On a un vrai dialogue. »

Une telle déclaration, que toute personne saine d'esprit sera tentée de laisser couler en silence vers les égouts de l'oubli –, que nous importe, en effet, cette amitié ou ce respect mutuel supposés entre Yanis et Emmanuel – ne pourrait-elle pas avoir son importance en période électorale ? En effet, Yanis Varoufakis a su conserver, malgré son ratatinement sous la main de fer de la Troïka, une aura de penseur rebelle, de ministre hors pair, décontracté, audacieux, sans cravate et ne mâchant pas ses mots; malgré aussi, il faut le dire, son attachement avoué à l'Europe et un passé pas si brillant puisque avant de devenir membre de la coalition Syriza qui n'a servi, en définitive, qu'à étouffer les voix les plus radicales (Costas Lapavitsas, Zoé Konstantopoulou), il avait été conseiller du Pasok, ce faux parti de gauche comme tous les partis sociaux traîtres, dont l'existence est destinée à faire durer le statu quo, à garder le peuple bien arrimé au bûcher néolibéral, en l'oignant de grands jets d'eau fraîche avant chaque élection, pour lui faire croire que la cuisson s'est arrêtée, que les choses vont changer, qu'une équipe est là pour le sauver, malgré l'Union européenne, malgré l'OTAN, malgré la rapacité d'une oligarchie qui, elle aussi, est inextinguible.

En regardant le parcours de Yanis Varoufakis, il est difficile de ne pas penser à un autre universitaire, français celui-là, à Thomas Piketty, économiste de renom, l'auteur des mille pages qui l'ont rendu célèbre et que peu de gens ont lues, et qui s'est rangé, il y a peu, derrière le bonhomme carnaval Hamon, le pantin de papier mâché collé de travers à la magouille salivée, après avoir conseillé Hollande en 2012 et Royal en 2007. Étrange mimétisme. Étrange découverte des mêmes chemins de traverse s'offrant à deux universitaires tentés par la sophistique politico-électorale.

« Je l'aime beaucoup, personnellement » a donc proféré Yanis Varoufakis en pleine campagne macronienne, apportant à celui qui veut passer pour un réformateur, le soutien implicite de celui qui en est resté un dans l'esprit mal renseigné d'un public qui ne reçoit de l'actualité que les impressions floues que la presse mainstream veut faire passer pour de l'information.

« Je l'aime beaucoup, personnellement ». En disant cela, Yanis Varoufakis trahit une fois de plus son appartenance à la clique atlantiste et montre qu'il n'a fait jusqu'à présent que des simagrées. « Erratic marxist » – marxiste imprévisible, instable, capricieux, changeant, irrégulier – a-t-il dit de lui-même. Il nous avait prévenus, cet Hercule d'opérette qui avait dit

au journaliste Paul Mason qu'il détruirait les bases sur lesquelles l'oligarchie grecque fait reposer sa puissance politique. Ce qu'il voulait c'était juste être connu, se montrer, conquérir une cote médiatique à entretenir ensuite pour faire des petits concerts rémunérés. Ce petit chanteur n'a pas gagné l'Eurovision du bobard orbitalisé mais, au moins, maintenant, il peut faire carrière en coulisse et ça a l'air de lui plaire.

« Je l'aime beaucoup, personnellement ». Qui sait si en disant cela, il n'a pas voulu redorer l'auréole de saint Macron, en lui prêtant un peu d'or de la sienne, prise à l'icône trompeuse que les médias lui ont façonnée.

Je suis certain qu'aujourd'hui, Emmanuel aime beaucoup Yanis. Arrêt sur Info 22.02

Macron et Varoufakis sont de gauche évidemment, qui oserait le remettre en question.

Qui pendant 5 ans n'a pas entendu jours après jours ces centaines de chroniqueurs, commentateurs, dirigeants politiques, patrons, intellectuels et personnalités diverses affirmer que Hollande et son gouvernement, le PS faisaient une politique de droite... Fort de ce constat qui était correct, on aurait pu en déduire qu'ils en arriveraient à la conclusion que le PS était un parti de droite, et bien pas du tout, non pas parce qu'ils seraient fâchés avec la dialectique, mais parce que le régime pour tenir à besoin de maintenir l'illusion que le PS et ses satellites et alliés seraient de gauche, ainsi cette caractérisation de gauche du PS sert directement les intérêts du régime en place qu'il s'agit de préserver. C'est aussi l'objectif inavouable de tous ceux qui vont appeler à voter PS.

En famille. Prophétie ou numéro de voyance périmée.

"Les gens les plus dangereux (...) sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère." (Lénine - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.)

- Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. (L'impérialisme et la scission du socialisme. - V. Lénine)

Grille de lecture.

Tout est dit là.

Besancenot du NPA considère qu'il est de gauche ainsi que : Arthaud (LO), Macron (En marche), Hollande (PS), Valls (PS), Fabius (PS), Moscovici (PS), DSK (PS), Lamy (PS), Attali (PS), Hamon (PS), Mélenchon (PG), Laurent (PCF), sans oublier les libertaires, les syndicalistes et les militants de quartier, gageons que leur fratrie et leurs animaux de compagnie en font partie également.

C'est lui qui l'a dit lundi, du coup ne serait-il pas légitime de tous les placer à droite au coté du PS ?

Comment voulez-vous que les travailleurs aient confiiance dans ce genre de militant ou parti lorsqu'ils affichent ouvertement leur collusion avec ce qu'il y a de plus pourri sur la scène politique ?

Au regard de leurs étiquettes ou des intentions qu'ils affichent, sur la base de cette déclaration, donc des faits et non d'une interprétation malintentionnée ou fallacieuse de notre part, ne serait-on pas en droit de les qualifier d'imposteurs, de charlatans ?

En associant tous les partis et syndicats au PS, Besancenot livre le prolétariat et le mouvement ouvrier pieds et mains liés au capitalisme et à ses institutions puisque le PS y est totalement subordonné. C'est plus qu'un simple reniement ou une trahison, c'est un aveu qu'il se place consciemment au côté des ennemis de la classe ouvrière après avoir abandonné le socialisme.

A défaut d'argument à opposer à ce simple aveu et constat, on entend d'ici certains hurler que cette caractérisation politique serait outrancière, attitude qui ne sert qu'à camoufler leur propre opportunisme.

Quand la situation se radicalise et la crise devient politique, à défaut de pencher à gauche les petits bourgeois liés au régime penchent de plus en plus ouvertement à droite ou dévoilent leur véritable nature ou intention, voilà tout. Pendant 5 ans Hollande leur a fourni à une multitude de reprises l'occasion de rompre avec le PS et de le caractériser de droite, et ils ont été incapables de s'en saisir, parce que ces partis dits de l'avant-garde du mouvement ouvrier ont atteint un degré de corruption irréversible, jamais ils ne constitueront la base du parti ouvrier révolutionnaire dont nous avons tant besoin pour rassembler les masses et renverser le régime.

En étant plus proche du PS qui incarne le capitalisme que de la classe ouvrière qui incarne le socialisme, l'extrême gauche dévoile ainsi sa nature contre-révolutionnaire.

Le plus cocasse ou ce qui illustre que le NPA est vraiment en dessous de tout, c'est d'entendre déclarer (mardi) un député du PCF (André Chassaigne) qu'il "ne place évidemment pas Emmanuel Macron à gauche" (AFP 21.02).

- Besancenot (NPA) voit venir "une grande recomposition à gauche - AFP

Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, a estimé lundi que la France se dirigeait vers "une grande recomposition politique à gauche", avec un pôle "libéral", un pôle social-démocrate, et un pôle réunissant politiques, militants et citoyens.

"On va avoir un pôle libéral complètement assumé autour de Macron (...), il y aura un pôle qui va vouloir refaire la social-démocratie un peu à l'ancienne avec peut-être une compétition entre Hamon et Mélenchon", a d'abord analysé l'ancien candidat à l'élection présidentielle, soutien de Philippe Poutou (NPA) pour 2017.

"Et puis il y a un troisième pôle, qui est celui qui moi m'intéresse, dont on se sent beaucoup orphelin aujourd'hui dans des organisations politiques y compris du PC, du PG (Parti de gauche), chez Lutte ouvrière, chez des libertaires, chez des syndicalistes, chez des militants de quartier, (...) chez des gens sans parti qui ont participé par exemple à la mobilisation contre la loi Travail", a-t-il énuméré.

Jugeant qu'une crise de la représentation politique allait probablement se poursuivre au-delà de 2017, M. Besancenot a appelé à des "solutions stratégiques pour que le pouvoir devienne partagé", évoquant notamment la ""déprofessionalisation de la politique", notamment par l'instauration d'une rotation stricte des mandats: on fait deux mandats au cours de sa vie et ensuite on retourne au boulot", a-t-il expliqué. AFP 21.02

Selon Besancenot il existerait une gauche libérale, deux termes qui sont opposés ou s'exclut, reste à savoir celui qui s'efface devant l'autre, bon, vous l'aurez deviné facilement.

On est en présence d'une rhétorique du double langage, de la langue de bois, de la démagogie, ouvrant la voie à toutes les manipulations possibles et inimaginables des esprits en prétendant que Macron serait de gauche. L'auteur que se livre à cet exercice en est un agent manifestement qu'il en ait conscience ou non importe peu, les faits sont là et eux seuls nous intéressent.

La gauche libérale est un oxymore.

Oxymoron ou oxymore : Rhéthorique. Figure qui consiste à allier deux mots de sens incompatibles pour leur donner plus de force expressive. Ex. : Une douce violence. « Cette obscure clarté… » (Corneille). (Le Grand Robert de la langue française)

Que la gauche libérale réalise l'alliance de "deux mots de sens incompatibles" ne choque pas Besancenot qui a une conception de la gauche élastique qui s'étend de lui-même à l'ex-banquier Macron ou du NPA à En marche.

En concevant cette cohabitation des contraires au profit de la gauche, puisque c'est ainsi qu'il caractérise Macron et non de droite, Besancenot témoigne qu'il est incapable de déterminer ce qui distingue la droite de la gauche, qu'il ne possède aucun repère théorique ou historique pour départager les deux camps en présence au sein de la lutte des classes, ce qui le conduit à les amalgamer. Au-delà, une telle confusion le conduira à participer à des campagnes qui ont été conçues par les représentants de la classe dominante pour leurs propres intérêts politiques ou stratégiques ou à combattre contre le camp qu'il prétend incarner.

Dès lors qu'on ne se pose pas la question de savoir quels sont les rapports sociaux qu'incarne un dirigeant ou sa politique, son parti, quelles sont ses relations aux rapports sociaux existant pour déterminer sa véritable nature sociale ou les intérêts de quelle classe il représente véritablement, de quelle classe il est le représentant, on s'écartera de ce qui est déterminant, de ce qui est fondamental pour définir une conception de la lutte de classe, et on sera infailliblement enclin à tout confondre, ce qui conduira à pratiquer la collaboration de classe, à sombrer dans l'opportunisme au point de devenir un agent de la réaction.

Les médias aussi caractérisent Macron de gauche, Besancenot les imitent, ils lui servent manifestement de référence théorique, il est manifestement soumis à leur influence, il ne fait que reprendre leur rhétorique confirmant ce qui a été dit plus haut.

Macron vient d'annoncer qu'il "envisage de ne pas renouveler 120 000 postes de fonctionnaires sur cinq ans, 50 000 au niveau de l'État et 70 000 dans les collectivités locales", ainsi que des "économies à hauteur de 60 milliards, 15 milliards sur l'assurance-maladie, 10 milliards sur l'assurance-chômage" (Source : Franceinfo 25.02). Mais pour ce charlatan Macron est de gauche, la loi Macron était de gauche, etc. au même titre que tous les imposteurs qui se prétendent de gauche, Besancenot se fait ainsi le fossoyeur de ce que représente réellement la gauche, l'opposition au régime en place et résolue à le renverser pour instaurer le socialisme, de sorte que seule la droite demeure en lice, osons le dire, d'En marche au NPA puisque

Besancenot tient absolument à y être associé.

Les lecteurs aurons compris que Besancenot sert les intérêts de la réaction en dénaturant à l'extrême ce qui signifiait être de gauche, car si Macron qui vient de passer une alliance avec Bayrou, soutenu par Gattaz, président du Medef, et un parterre d'oligarques, est de gauche, cela signifie que cela ne veut plus rien dire du tout, qu'il n'existe plus rien qui distingue fondamentalement la gauche de la droite, hormis des nuances secondaires, autant dire qu'il n'existe plus pour l'éternité que le capitalisme et que le socialisme est mort et enterré, pour Besancenot assurément, qui rejoint ainsi les ennemis du socialisme, ce qui était inévitable après l'avoir abandonné.

Et s'il vous plaît ne diffamez pas Besancenot, ce n'est pas parce que Bayrou a rejoint Macron que Macron deviendrait soudainement de droite, non, il reste de gauche, Bayrou c'est le libéral, à eux deux il forme un couple de la gauche libérale !

Je ne l'ai pas dit avant pour ne pas rendre ma démonstration inutile, en fait, j'ai cité les médias comme source d'inspiration de Besancenot, mais j'aurais très bien pu citer Macron lui-même qui se définit "ni de droite ni de gauche" ce qui correspond à la caractérisation qu'en a donné Besancenot en déclarant qu'il appartenait à la gauche libérale, Macron serait de gauche et de droite donc libéral, les deux termes s'excluant, il n'est plus ni l'un ni l'autre et le tour est joué, donc Besancenot ne s'est pas cassé la tête il a puisé dans la terminologie de Macron.

Vous aurez constaté à quel point nos dirigeants sont inconsisants, cela ne concerne pas que Besancenot, il suffit que quelqu'un se proclame de gauche et ces crétins le répètent indéfiniment.

- Bayrou joue Macron et choisit encore la gauche - lefigaro.fr 22.02

Certains militants ont la faiblesse de penser qu'en période de réaction sur toute la ligne, on ferait mieux de mettre en sourdine nos désaccords et de concentrer nos attaques contre le gouvernement, estimant que ces polémiques feraient le jeu de notre ennemi.

C'est faire l'impasse sur le fait que toutes les batailles qu'ils mènent ont un contenu corporatiste, dans la mesure où elles ne sont pas destinées à faire prendre conscience aux travailleurs et aux militants qu'il leur faudra renverser le régime en place pour que leur condition change, elles ne sont pas orientées dans cette direction-là, du coup ils ne peuvent en tirer aucun enseignement politique pour la suite de leur combat et ne servent qu'à les épuiser et les démoraliser, à briser leur résistance puisque la totalité des luttes pour des réformes sociales se terminent systématiquement par des défaites.

Qui ne combat pas l'opportunisme, ne combat pas véritablement l'impérialisme, puisque l'opportunisme se caractérise par son refus de donner les moyens à la classe ouvrière d'affronter le capitalisme, disait en substance Lénine.

Il est clair que le mouvement ouvrier ne pourra jamais reprendre le chemin du socialisme tant qu'il n'aura pas rompu avec le PS et ses satellites ou alliés.

Hamon ou l'immondice

La sémantique employée ici appartient aux cyniques imposteurs qui estiment que le PS et Hamon sont de gauche.

On nous appelle à soutenir une candidature unique de la gauche, autrement dit celle du PS, Hamon. Autrefois Lénine vilipendait violemment les dirigeants du mouvement ouvrier qui étaient prêts à réaliser l'unité à n'importe quel prix avec les opportunistes, la social-démocratie passée dans le camp de la réaction, pas n'importe quand

Hamon vient de participer au dernier dîner de l'organisation d'extrême droite sioniste le Crif, en famille, en compagnie de Hollande et Macron.

- Hamon, le frondeur, les cocus et les arrivistes par Bruno Adrie - arretsurinfo.ch 20.02

Je vis dans une France où le député des Yvelines et conseiller régional d'Ile de France, ayant autrefois occupé les fonctions de député européen, de porte-parole du Parti socialiste, de ministre délégué à l'Economie sociale et solidaire et de ministre de l'Education Nationale, peut se présenter comme un socialiste frondeur alors qu'il n'a pas voté une motion de censure, sous prétexte qu'elle était de droite, contre la loi El Khomri. Je vis dans une France où il y a encore des gens pour s'accrocher à cette baudruche gonflée au gaz hilarant qui « traîne pourtant », nous rappelle Marianne, « une réputation d'apparatchik un rien combinard ».

Combinard, il l'a été indéniablement, lorsque, afin d'être élu à la tête du Mouvement des Jeunes Socialistes, il n'a pas hésité à faire repousser la limite d'âge à 29 ans alors que pour être candidat, il fallait avoir 25 ans maximum.

Combinard, il l'a été aussi en 2005 en rejoignant l'équipe Emmanuelli-Peillon, trahissant du même coup Montebourg qui l'avait nommé « porte-parole et cheville ouvrière du Nouveau parti socialiste »* trois ans auparavant, sous l'étiquette duquel il avait été élu député européen (2004).

Combinard, le député des Yvelines et conseiller régional d'Ile de France est aussi homme de réseaux : « Son aire d'influence s'étend du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) à La Mutuelle des étudiants (LMDE), en passant par l'Union nationale lycéenne (UNL) et une bonne partie de l'UNEF »* lit-on dans Marianne. Et plus loin : « Pour Pascal Terrasse, député de l'Ardèche, « les réseaux Hamon, c'est une vraie entreprise de placement. »*

En lisant cela, je comprends que les intéressés, les arrivistes, les futurs placés, ceux qui se poussent du coude en escaladant les échelons de la machine électorale qu'on appelle encore PS, soutiennent Benoît Hamon, le manœuvrier, l'homme de réseau, l'apparatchik qui « s'occupe de tout le monde [et] place les uns et les autres sur des listes ou dans des cabinets, notamment locaux » et c'est d'ailleurs pour ce choix et pour leur arrivisme que je les méprise. « Tous à la gamelle ! », tel est leur perpetuum mobile.

Mais ceux que je ne comprends pas, ce sont les autres, les trompés, les cocus enflés par un candidat Hollande qui en 2012 avait dénoncé devant eux une finance sans visage pour aller aussitôt rassurer la vraie, celle qui en a plusieurs, des visages, et prépare ses mauvais coups dans les donjons de verre de la City. « Aujourd'hui, il n'y a pas de communistes en France », avait-il crié aux grands spéculateurs, « ou pas tellement… La gauche a été au gouvernement pendant 15 années durant lesquelles nous avons libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et aux privatisations. Il n'y a pas à avoir peur »**.

« Allez, venez messieurs les pirates! venez piller les biens des Français qui vont m'élire sous peu! Venez, je vous ouvre les portes du pays et vous tiens la France prête pour continuer la curée! », voilà ce qu'il leur a dit le futur président Hollande.

Alors ceux-là, les trompés, les cocus, les enflés, je les juge coupables, allons, pas autant que les arrivistes, mais coupables tout de même, d'avoir été naïfs et paresseux – contrairement aux arrivistes qui ne le sont pas et ne méritent aucune grâce -, coupables d'avoir soutenu le PS, cette deuxième droite comme l'ont qualifiée Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, une deuxième droite qui n'a de socialiste que l'intitulé trompeur et dont la fonction a été et reste aujourd'hui de désarmer les salariés devant une offensive patronale de période de crise et de soumettre la France à l'OTAN, à l'Europe et à un capital dont la voracité est illimitée. arretsurinfo.ch 20.02

- Benoît Hamon, voiture-balai d'un PS vermoulu par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 20 février

Il faudrait l'admettre une fois pour toutes : M. Hamon n'est qu'un margoulin chargé de recycler la vieille garde d'un parti vermoulu qui contamine tout ce qu'il touche. Ni son programme de bric et de broc, ni ses concessions aux caciques solfériniens, ni le ralliement alimentaire des girouettes écologistes ne viendront démentir cette analyse.

Le pouvoir socialiste a trahi ses engagements, il a failli à sa mission et berné le peuple. La démonstration est plus que suffisante. Que M. Hamon se présente aujourd'hui la bouche en cœur n'y changera rien. Durant toutes ces années, que l'on sache, il a été ministre et député socialiste. Il vient d'investir pour les législatives ceux qui ont poignardé dans le dos les travailleurs de ce pays et ruiné l'indépendance nationale. Sa candidature est une supercherie, une arnaque. C'est la voiture-balai des rescapés d'un quinquennat de trahison.

Depuis 2012, ce dirigeant socialiste a approuvé la politique étrangère d'une présidence qui a battu tous les records de servilité atlantiste, d'arrogance néo-coloniale et de veule soumission à la politique sioniste. M. Hamon se réjouit de notre allégeance à l'OTAN, il répète comme un perroquet les poncifs néo-cons sur la Syrie, il est un chaud partisan de l'intégration européenne et ne voit aucun inconvénient à la politique dictée par l'ordolibéralisme allemand puisqu'il se garde bien d'indiquer comment y mettre fin.

Ses propositions en témoignent. Alors que la monnaie unique européenne est une usine à chômage et qu'il est urgent d'en sortir, M. Hamon veut la sauver. Comment ? En créant un parlement de l'euro. Avec qui, et pour quoi faire ? Il paraît qu'on en rit encore à Berlin. Il veut instituer le revenu universel, mais cette marotte électorale signifie en réalité l'acceptation du chômage de masse. C'est une idée néo-libérale déguisée en lubie progressiste, dans laquelle le secrétaire général de la CGT, à juste titre, voit la « négation du travail ».

Pour exécuter les diktats de la Banque centrale européenne et asservir le pays aux multinationales, le PS a poursuivi sous la présidence de François Hollande une démolition en règle des acquis de la Libération que la droite n'avait jamais osé entreprendre. Redoublant de zèle, les socialistes ont mené aussi loin que possible la mise en cause des droits collectifs, chaque régression permettant de franchir un nouveau seuil symbolique. M. Hamon a la bouche en cœur, mais il est socialiste. Demain, s'il est élu, il fera la même chose.

L'expérience historique sert quand même à quelque chose. Le rôle des socialistes, c'est d'organiser une alternance au pouvoir purement cosmétique, dont le principal résultat est d'empêcher une véritable alternative à la tyrannie du capital. C'est de nous distraire de l'essentiel pour garantir la pérennité d'un système dont la caste politicienne reçoit ses prébendes. C'est de

substituer à la véritable question, celle de la répartition du produit social et de l'exercice de la souveraineté populaire qui en est la condition, toute une série de contre-feux et de querelles grotesques.

De la théorie du genre à l'antisémitisme, du mariage pour tous au voile islamique, de la réforme de l'orthographe à la gestation pour autrui, de la dépénalisation du cannabis au revenu universel, le PS adore les controverses périphériques. Illusionniste par goût et par profession, il a une dilection particulière pour ces écrans de fumée qu'on jette aux yeux des citoyens médusés. M. Hamon va nous en servir, de la poudre aux yeux, vous allez voir. La voiture-balai de ce quinquennat d'imposture, elle aussi, est « en marche ». Mondialisation.ca, 20 février

L'aristocratie et la gamelle.

Accord Hamon-Jadot: les députés écologistes sortants seront "protégés" - AFP

Yannick Jadot et Benoît Hamon ont dit vendredi qu'aux termes de leur accord, les députés écologistes sortants seraient "protégés", sans candidat PS en face d'eux, y compris Cécile Duflot, dans la 6e circonscription de Paris. AFP 24.02

France. Institutions en quête désespérément de légitimité.

- Présidentielle 2017 : l'élection du rejet - LePoint.fr

Des affaires...

- La société de conseil de Fillon "en conformité" avec le code électoral - AFP

- Affaire Fillon : Il n'y a "pas d'éléments suffisants pour renvoyer François Fillon en correctionnelle. C'est positif" - Franceinfo

Bruno Retailleau, sénateur Les Républicains de Vendée, n'a pas manifesté d'inquiétudes, vendredi sur franceinfo, à la suite de l'ouverture d'une information judiciaire dans l'affaire Fillon. Franceinfo

... à l'affairisme forcené.

- François Bayrou, un renfort de poids pour Macron, selon la presse - AFP

L'offre d'alliance faite par François Bayrou à Emmanuel Macron est une bonne nouvelle pour le candidat d'En Marche ! à la présidentielle, qui gagne un renfort de poids bienvenu, estime jeudi la presse.

- Quand François Bayrou dézinguait Emmanuel Macron - Le Huffington Post

Depuis des mois, François Bayrou ne s'est pas privé de dire -haut et fort- tout le mal qu'il pensait d'Emmanuel Macron. "Il y a là un projet de société qui n'est pas le mien", assurait-il en septembre 2016 après la démission du ministre de l'Économie.

Il y a quelques jours encore, François Bayrou s'en prenait à la vacuité du discours d'Emmanuel Macron. Mais ça, c'était avant de... lui tendre la main en proposant une alliance rapidement acceptée par le candidat (peu rancunier) d''En Marche!".

Sur ses liens avec l'argent.

Derrière Emmanuel #Macron il y a des gds intérêts financiers incompatibles ac l'impartialité exigée par la fonction politique #BourdinDirect

— François Bayrou (@bayrou) 7 septembre 2016

Francetv info 22.02

Sur sa vision de la société.

Je ne me reconnais pas ds ce qu'E. #Macron incarne. Son projet de société est proche de celui défendu par N. #Sarkozy en 2007. #QuestionsPol — François Bayrou (@bayrou) 11 septembre 2016

Sur son bilan.

Emmanuel #Macron est le principal responsable de la politique économique de François #Hollande depuis quatre ans. Pour quel résultat ? #QDI

— François Bayrou... Le Huffington Post 22.02

François Bayrou n'avait pas de mots assez durs envers Emmanuel Macron qu'il traitait d'hologramme aux mains des puissants. Alors ce ralliement fait sourire la droite. "Il disait qu'il était le candidat des forces de l'argent, et qu'à chaque élection présidentielle, les forces de l'argent voulaient prendre le pouvoir sur la vie démocratique. Donc c'est assez étonnant de le voir aujourd'hui soutenir Emmanuel Macron", commente Thierry Solère, le porte-parole de François Fillon.

- Oui, Emmanuel Macron a un programme, mais il part dans tous les sens pour l'instant. - Le Huffington Post

En famille chez l'extrême droite sioniste.

- Hollande et Macron se revoient pour la 1re fois en six mois au dîner du Crif (et ça valait bien une bise) - Le Huffington Post

"J'en suis sûr": à quelques semaines de l'élection présidentielle, François Hollande a par ailleurs profité de ce dîner du Crif pour prédire que la France "ne succombera" pas à "l'extrémisme" et qu'elle "saura faire les choix qui correspondent à son honneur".

"La France, j'en suis sûr, elle saura faire les choix qui correspondent à son honneur et à sa grandeur", a-t-il lancé devant une assistance de plus de 700 personnes dont de nombreux ministres et responsables politiques, une vingtaine d'ambassadeurs, des dignitaires religieux, des chefs d'entreprises...

Le chef de l'Etat François Hollande, les présidents des deux chambres du Parlement Claude Bartolone et Gérard Larcher et plusieurs ministres dont Bruno Le Roux (Intérieur) ont répondu à l'invitation de Francis Kalifat, dont ce sera le premier dîner comme président du Crif, vitrine politique de la première population juive d'Europe (un demi-million de personnes). Et si le Premier ministre Bernard Cazeneuve n'en est pas, c'est uniquement parce qu'il est retenu en Chine, où il a entamé mardi une visite officielle de trois jours.

Le chef de l'Etat répondait au président du Crif, Francis Kalifat, qui a appelé à "faire barrage à l'extrême droite et à l'extrême gauche aux prochaines élections". Ni la candidate du Front national Marine Le Pen, en tête dans les sondages pour le premier tour, ni Jean-Luc Mélenchon, le champion de La France insoumise, n'ont été conviés au banquet. Trois candidats à la présidentielle étaient en revanche présents: François Fillon (LR), Benoît Hamon (PS) et Emmanuel Macron.

"Ce sera un des thèmes importants du dîner: le rejet des extrêmes. Bien sûr du FN et de l'extrême droite, mais aussi de l'extrême gauche. Toutes deux véhiculent la haine: d'un côté le rejet de l'étranger, de l'autre la délégitimation d'Israël", affirme le président du Crif.

Jean-Luc Mélenchon s'est dit "profondément choqué" par ce qu'il considère comme une "insulte". "Me comparer au parti d'extrême droite dont l'histoire européenne est mêlée aux pires atrocités commises contre les Juifs est une faute morale et politique", a-t-il réagi dans un communiqué, jugeant l'attitude du Crif "antirépublicaine".

Le candidat EELV Yannick Jadot, lui non plus, ne s'assoira pas à la table du Crif. "Les écologistes ont des positions qui ne sont pas claires, notamment à l'endroit du boycott anti-israélien qui, je le rappelle, est illégal", tranche Francis Kalifat.

Le ton a indéniablement changé depuis le dernier dîner annuel. En mars 2016, Roger Cukierman évoquait "le sentiment angoissant" des Français juifs "d'être devenus des citoyens de deuxième zone", dans un pays sonné par les attentats de 2015 et le maintien d'un niveau préoccupant de haine antijuive.

"Nous avons retrouvé notre place dans la communauté nationale", se réjouit, un an après, son successeur à la tête du Crif. AFP 22.02

- Un avion militaire israélien attaque l'armée syrienne à l'ouest de Damas - sputniknews.com

Dans la nuit du 21 au 22 février, un avion israélien a frappé des troupes syriennes positionnées à l'ouest de Damas, a annoncé à Sputnik une source au sein de l'armée syrienne.

Un avion israélien a attaqué cette nuit les positions de l'armée gouvernementale syrienne dans les montagnes de Qalamoun, près de la frontière libanaise, a déclaré ce matin à Sputnik une source au sein des troupes syriennes.

Comme l'a révélé plus tôt le média libanais Almasdarnews, un avion militaire israélien est entré dans l'espace aérien syrien après

avoir survolé la région d'Arsal barrens dans l'est du gouvernorat libanais de Beqa'a, où sont retranchés Al-Qaeda et Daech.

L'attaque de ce matin intervient un mois après que les avions israéliens ont frappé les positions de l'armée syrienne sur les hauteurs du Golan, territoire contesté entre Israël et la Syrie. sputniknews.com 22.02

Apologie et soutient armé aux barbares : Votez PS !

- Syrie : le plan français d'aide aux rebelles - LeFigaro.fr

Une note confidentielle du Quai d'Orsay esquisse ce que doit être la position française après la cuisante défaite des rebelles d'Alep, fin décembre.

Comment la France compte-t-elle sauver l'opposition syrienne dans ses derniers bastions? Le Figaro publie une note confidentielle rédigée par le ministère des Affaires étrangères qui esquisse ce que doit être la position française après la cuisante défaite des rebelles d'Alep, fin décembre.

Paris affiche deux priorités: aider les rebelles dans les «zones libérées» de Syrie - dans la province d'Idleb au nord-ouest et dans le sud frontalier de la Jordanie. Et torpiller la reconstruction de la «Syrie unitaire», option préconisée par la Haute représentante de l'Union européenne, Federica Mogherini.

Problème: les radicaux islamistes et les djihadistes font souvent la loi dans ces zones libérées dont Paris veut aider à la reconstruction. Le pari français est dangereux, répondent plusieurs chercheurs qui ont lu pour nous cette note du Quai d'Orsay. Même isolée sur le dossier syrien, Paris campe fermement sur sa position: entraver «le projet russo-iranien» en Syrie, affirme la note dont Le Figaro publie des extraits. LeFigaro.fr 23.02

Ce que "le plan français" entend saborder.

- L'entente russo-américaine au centre de la nouvelle conférence sur la Syrie - Liberation.fr

Jeudi s'ouvrira à Genève la quatrième session de négociations, sous l'égide de l'ONU, sur l'issue du conflit syrien. Liberation.fr

- La CIA a gelé toute aide aux « rebelles syriens » - Réseau Voltaire

Selon Reuters, la CIA a gelé toute aide aux « rebelles » syriens, bien que ceux-ci soient attaqués par les « jihadistes » [1].

Jusqu'à présent, les membres de l'Otan distinguaient les « rebelles » des « jihadistes ». Parfois, ils évoquaient des « modérés » et des « extrémistes ». En réalité, les « rebelles modérés » n'ont jamais été moins violents que les « jihadistes extrémistes ». Ainsi, dans une vidéo de propagande, un commandant de l'Armée syrienne libre (« modérée ») a-t-il mangé le cœur et le foie d'un soldat syrien et menacé de faire subir le même sort à tous les alaouites. Cette distinction sémantique renvoie à un document du MI6, antérieur à la guerre contre la Syrie, dans lequel les services secrets britanniques observent que les populations du Moyen-Orient élargi sont toutes anti-impérialistes. Cependant, pour rétablir la colonisation, il convient de s'appuyer sur des groupes « modérément » anti-impérialistes et de combattre les plus « extrémistes » avec qui il sera impossible de contrôler la région.

L'administration Trump envisage d'en finir avec tous les jihadistes, qu'ils soient catalogués « extrémistes » ou « modérés ».

[1] "Exclusive : CIA-backed aid for Syrian rebels frozen after Islamist attack - sources", Tom Perry, Suleiman Al-Khalidi and John Walcott, Reuters, February 21, 2017. Réseau Voltaire 22.02

- Les indépendantistes de la vallée de Ferghana contre la Syrie - Réseau Voltaire

Depuis le début des négociations d'Astana, la Turquie tente de sauver les jihadistes en Syrie. On assiste donc à la dissolution des groupes composés de mercenaires étrangers au sein d'une nouvelle structure, Hayat Tahrir al-Cham (l'Assemblée pour la libération du Levant).

Bien qu'elle soit contrôlée par Al-Qaïda, celle-ci diffère des précédentes en ce qu'elle est placée sous le commandement d'un Syrien, Abou Jaber Hashem Al-Cheikh (photo). Ce chef de guerre avait été condamné en 2005, en Syrie, pour son appartenance à la Confrérie des Frères musulmans. Il avait été relâché en vertu d'une amnistie présidentielle et sous le contrôle de la Mission d'observation de la Ligue arabe, fin 2011.

Sur la photographie ci-dessus, on voit un calicot porté depuis quelques jours dans les manifestations se déroulant en territoire

occupé par les jihadistes. Il représente côte à côte Abou Jaber Hashem Al-Cheikh et Mohammad Allouche, le chef de la délégation de l'opposition aux négociations d'Astana.

À leur tour, la Katiba al-Imam Bukhari (anciennement Mouvement islamique d'Ouzbékistan), le Parti islamique du Turkestan et la Katiba al-Tawhid wal Jihad (jihadistes venus d'Ouzbékistan et du Kirghizistan) ont rejoint le nouveau drapeau. Dans une vidéo proclamant leur ralliement, ces jihadistes déclarent que leur premier objectif est de renverser « le boucher » (comprendre : le président Bachar el-Assad).

Ce faisant, ils attestent de leur vrai visage de mercenaires : jusqu'à présent ces groupes issus de la vallée de Ferghana (Est de l'Ouzbékistan, Sud du Kirghizistan et Nord du Tadjikistan) affirmaient lutter soit pour l'indépendance de leur communauté en Asie centrale, soit pour leur rattachement à la Turquie. Réseau Voltaire 22.02

Qui va voter pour sa mise en liberté surveillée ?

- La mise en place du «mégafichier» n'attend pas - liberation.fr

Rien n'y aura fait. Le «mégafichier» de données des Français sera déployé dans toute la France d'ici à la fin mars, comme l'atteste un arrêté paru vendredi au Journal officiel et repéré par NextInpact.

Le système TES (titres électroniques sécurisés), qui concerne 15 millions de titulaires d'un passeport, a été étendu par décret, le 28 octobre, aux cartes d'identité. Il doit regrouper à terme les données de 60 millions de Français : état civil, noms et prénoms des parents, adresse, couleur des yeux, taille - mais aussi des données biométriques, photo du visage et empreintes digitales. Il doit être déployé cette semaine à Paris, dans le Val-d'Oise et dans les Hauts-de-Seine. Puis être étendu, d'ici au 28 mars, à toute la France métropolitaine.

Le fichier TES vise, insistent ses promoteurs, à simplifier la délivrance des titres d'identité, et à lutter contre la fraude. Mais nombre de voix se sont élevées pour dénoncer un double risque : la sécurité des données face aux tentatives de piratage, et les potentialités d'utilisation abusive d'une base centralisée de données biométriques.

Auditionné le 15 février au Sénat, le ministre de l'Intérieur, Bruno Le Roux, s'est voulu rassurant sur le niveau de sécurité du «mégafichier» : «94 % des mesures du plan d'action sont achevées». Les 6 % restants concernent le chiffrement des données biométriques, qui devrait commencer le 28 février, indique le ministère à Libération. Le TES fera l'objet, a précisé Le Roux aux sénateurs, d'un «réexamen annuel».

En novembre, face à la contestation, Bernard Cazeneuve avait annoncé que le transfert des empreintes digitales dans la base centralisée deviendrait optionnel, soumis au «consentement exprès et éclairé» du demandeur de carte d'identité. Pour l'heure, la mesure n'est pas en vigueur. Un projet de modification du décret a été transmis à la Cnil, qui devrait rendre prochainement son avis. Il devra ensuite passer par le Conseil d'Etat.

«Le projet de décret prévoit qu'en cas de refus de l'usager de voir ses empreintes enregistrées dans la base TES, le formulaire de demande sur lequel sont apposées ses deux empreintes est conservé de manière sécurisée», explique la Place Beauvau. Dans l'attente, ceux qui voudraient refuser le transfert de leurs empreintesdevront patienter : il reviendra aux mairies de les informer «qu'il leur appartient de différer leur demande jusqu'à la publication» du texte, explique une lettre envoyée par le ministère aux préfectures le 30 janvier.

Reste que Le Roux a déjà renvoyé une des «onze recommandations» au prochain gouvernement : la mise en place d'un mécanisme de chiffrement des données biométriques qui partagerait entre le ministère et une «autorité tierce» la possibilité de les déchiffrer. «La proposition […] modifierait profondément la gouvernance de la sécurité des systèmes d'information», fait valoir le ministère de l'Intérieur. La proposition n'est pas écartée, mais renvoyée à un «examen approfondi». liberation.fr

- Laurence Rossignol veut interdire l'accès des sites pornos aux mineurs - LeFigaro.fr

Ils sont en guerre contre la classe ouvrière et tous les peuples, normal, ils sont de gauche !

- Les démocrates américains en quête d'un nouveau chef - AFP

Les démocrates américains, peinant à se remettre de leur cuisante défaite à la présidentielle et débordés par des mouvements anti-Trump spontanés, élisent le nouveau chef de leur parti samedi pour reprendre l'initiative contre le président et les républicains.

L'enjeu est de taille pour les démocrates qui préparent les élections de mi-mandat en 2018 et la présidentielle de 2020. Il reste à ce jour deux favoris pour présider le parti démocrate (DNC): Tom Perez, Américain d'une famille originaire de République

dominicaine, ancien secrétaire au Travail de Barack Obama, soutenu par les caciques du parti, et Keith Ellison, un élu noir converti à l'islam issu du courant progressiste qui s'est dit favorable au lancement d'une procédure de destitution ("impeachment") de Donald Trump. AFP 24.02

- Brexit : la division des Travaillistes britanniques - euronews.com

Le parti travailliste britannique sort ébranlé par les résultats de deux élections législatives partielles. La question du Brexit fracture son électorat et représente un défi majeur pour son dirigeant. Jeremy Corbyn rappelle pourtant que « le parti travailliste est déterminé à ce que le Royaume-Uni ne se replie pas sur lui-même, mais au contraire à ce qu'il joue un rôle actif et positif pour le futur de l'Europe hors de l'Union européenne ». Mais l'ancien Premier ministre travailliste, Tony Blair, multiplie les appels pour maintenir l'adhésion à l'Union ou à tout le moins pour négocier un Brexit souple. Si la formation de Jeremy Corbyn peut se féliciter de la victoire à Stoke, la défaite dans la circonscription de Copeland est lourde politiquement. Cette région était un bastion travailliste depuis plus de 80 ans. euronews.com 24.02

Besancenot va adorer !

Ils osent tout

- Bayrou joue Macron et choisit encore la gauche - LeFigaro.fr

Le président du MoDem a créé la surprise en annonçant, mercredi, son ralliement au leader d'En marche !. Il avait déjà appelé à voter pour Hollande en 2012.

- Jadot et le PCF poussent Mélenchon et Hamon à s'entendre - AFP

- Face aux désaccords entre Mélenchon et Hamon, le PCF manoeuvre - AFP

- Le PCF milite pour l'union de la gauche... aux législatives - LeParisien.fr

« Il y a une gauche qui peut se réconcilier. On est dans une période où il est possible de construire quelque chose », veut-on croire du côté du Parti communiste français. LeParisien.fr

- Santé: Les candidats rivalisent sur les remboursements - Reuters

- «Enseigner de façon égalitaire aux filles et aux garçons, ça s'apprend» - Liberation.fr

- Jours fériés Des ponts avec les autres religions ? - Liberation.fr

Substituer deux fêtes chrétiennes habituellement chômées au profit d'une juive et d'une musulmane. C'est la mesure polémique du rapport sur l'islam de Terra Nova, think tank proche de la gauche, dévoilé ce mercredi.

- Comment l'ONU peut stopper le fléau de l'intégrisme en Iran - Le Huffington Post

- Un pro-Sanders pour ranimer les démocrates américains ? - Liberation.fr

- Les Britanniques veulent empêcher leur Reine de rencontrer Donald Trump - euronews.com

- Amnesty s'alarme des discours haineux propagés par Trump - AFP

- «On peut devenir français en conservant sa façon de manger» - Liberation.fr

- Brésil Un ministre accusé de corruption devient juge anticorruption - Liberation.fr

- L'UE s'attaque à nouveau à l'optimisation fiscale des entreprises - AFP

- La culture du cannabis autorisée aux Pays-Bas - euronews.com

- L'ONU a besoin de 4,4 milliards de dollars contre les famines - AFP

- La Turquie lève l'interdiction du foulard islamique dans l'armée - AFP

Leur monde de corrompus.

- Affaire Fillon : l'enquête confiée à des juges d'instruction - euronews

- Emplois fictifs : Marine Le Pen refuse d'être entendue - Franceinfo

- Le maire de New York interrogé pour des soupçons de corruption - Reuters

- Les patrons du FMI, habitués des tribunaux - Liberation.fr

- En Italie, le parquet de Milan a ouvert une enquête à l'encontre du patron de Vivendi, Vincent Bolloré - Liberation.fr

- Plusieurs médias, dont la BBC et Reuters, ont été espionnés par l'Allemagne - L'Express.fr

- Aux Philippines, la principale opposante au président Duterte a été arrêtée. - Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Trump nomme un général en exercice à la tête du Conseil de sécurité nationale - AFP

Donald Trump a choisi H.R. McMaster, un général en exercice, vétéran d'Irak et d'Afghanistan, pour occuper le poste de conseiller à la sécurité nationale, après une difficile recherche qui a tenu Washington en haleine.

Le président américain a annoncé cette nomination lundi devant les journalistes dans sa résidence de Mar-a-Lago en Floride, espérant mettre un terme à un feuilleton qui a vu la démission de son premier choix, Michael Flynn, et le refus de son second, Robert Harward.

Il a qualifié le général McMaster d'"homme de formidable talent et de formidable expérience".

Herbert Raymond "H.R." McMaster, 54 ans, est un spécialiste de la contre-insurrection, notamment en Irak où il été déployé pendant la guerre de 1991 et deux fois après l'invasion américaine de 2003, de 2004 à 2006, puis de 2007 à 2008. Il a également servi en Afghanistan.

"Je suis impatient de rejoindre l'équipe de sécurité nationale et de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour faire avancer et protéger les intérêts du peuple américain", a déclaré le général McMaster --en uniforme et bardé de ses décorations-- au cours d'une brève présentation à la presse, aux côtés du président à Mar-a-Lago.

Le général "McMaster a une grande expérience sur le terrain contre les ennemis de l'Amérique", a réagi Harry J. Kazianis, directeur du Centre d'étude sur les questions de défense au Center for the National Interest à Washington.

"Son expérience au Moyen-Orient sera évidemment essentielle dans le désir de Donald Trump d'écraser ISIS", a-t-il ajouté en parlant du groupe jihadiste Etat islamique.

H.R. McMaster est le quatrième général nommé par Donald Trump et le troisième actuellement en poste dans son gouvernement, signe de la propension du président américain, qui n'a jamais servi dans l'armée, à s'entourer de militaires.

Le Conseil de sécurité nationale (NSC) est un organe discret mais particulièrement stratégique à la Maison Blanche, chargé de rassembler les informations relatives à la sécurité nationale et de conseiller le président en matière de sécurité et de politique étrangère.

Henry Kissinger et Colin Powell ont chacun occupé ce poste.

L'élévation par Donald Trump de son chef stratège, Stephen Bannon, associé à l'extrême droite, comme membre permanent du NSC avait fait l'objet de vives critiques contre la "politisation" du Conseil.

"Vous ne pouvez pas mettre en oeuvre la politique étrangère depuis la Maison Blanche", estime Loren DeJonge Schulman, une ancienne du NSC sous le président Obama, faisant allusion au fiasco qui a entouré l'application du décret migratoire de M. Trump.

La presse américaine a fait état de tensions à la Maison Blanche sur le remplacement du Michael Flynn, en raison notamment de l'influence attribuée à Stephen Bannon.

Ni Donald Trump, ni H.R. McMaster n'ont répondu aux questions des journalistes sur la marge de manoeuvre du nouveau patron du NSC pour décider lui-même de la composition du Conseil.

Le président "a donné toute autorité à McMaster pour embaucher qui il voudra", a assuré lundi Sarah Huckabee Sanders, une porte-parole de la Maison Blanche.

Parmi les candidats en lice figurait l'actuel directeur intérimaire du NSC Keith Kellogg, 72 ans, général à la retraite peu connu à Washington. Il en restera le secrétaire général.

L'ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, le néo-conservateur John Bolton, et le général à la retraite Robert Caslen était également sur les rangs. AFP 21.02

1.2- McMaster, le premier choix réaliste de Donald Trump - lepoint.fr

La nomination du général McMaster comme conseiller à la sécurité nationale est un signe inattendu et positif. La preuve, les Russes s'en plaignent déjà.

La désignation du général en activité Herbert Raymond « H.R. » McMaster, 54 ans, pour diriger le Conseil national de sécurité n'est pas seulement une divine surprise pour l'ensemble de la classe politique américaine, républicains et démocrates confondus (et sans doute aussi pour les alliés des États-Unis). Après un mois d'errements inquiétants, dans des nominations controversées et des décisions mal préparées, ce pourrait être aussi le signe que le nouveau président s'est aperçu que la conduite du plus puissant pays du monde ne souffre ni l'improvisation ni le copinage idéologique qu'il a pratiqués, et encore moins les idées reçues par une lecture approximative des journaux ou des réseaux sociaux.

Un proche de John McCain

Ce n'est pas un hasard si le choix d'un des généraux les plus respectés de l'armée américaine pour occuper les fonctions de premier conseiller du président sur les affaires touchant à la sécurité des États-Unis lui a été suggéré par un ancien officier, devenu parlementaire, Tom Cotton. Ce sénateur de l'Arkansas a servi en Irak et en Afghanistan sous les ordres de McMaster et a particulièrement apprécié la façon dont le général a su militairement, mais aussi humainement, gérer une révolte sunnite dans la région de Tal Afar. Cotton est par ailleurs très proche du sénateur John McCain, le héros de la guerre du Vietnam, qui était jusqu'alors le républicain le plus critique envers la façon dont Donald Trump mène les affaires du pays. Indice que la désignation de McMaster a été inspirée par le vieux sage du Parti républicain, celui-ci a immédiatement salué dans le nouveau responsable du NSC « un homme de caractère et de décision doué d'une grande valeur intellectuelle ». lepoint.fr 22.02

1.3- Trump veut étoffer l'arsenal nucléaire américain - Reuters

Les Etats-Unis doivent se placer "en tête du peloton" des puissances nucléaires et devront pour cela étoffer leur arsenal, a déclaré jeudi le président... Reuters

1.4- Trump accuse le FBI de laisser fuiter des informations - Reuters

Donald Trump s'en est pris vendredi au Federal Bureau of Investigation (FBI), accusant la police judiciaire américaine de ne pas avoir empêché que des informations sur la sécurité nationale soient communiquées à la presse.

Le président des Etats-Unis, qui s'est exprimé comme à son habitude via Twitter, a demandé que les personnes à l'origine des fuites soient retrouvées.

Selon la presse américaine, le FBI a refusé d'accéder à une demande de la Maison blanche de démentir un certain nombre d'articles récents affirmant que des membres de l'équipe du milliardaire républicain avaient été régulièrement en contact avec les agents des services de renseignement russes durant la campagne présidentielle.

"Le FBI est totalement incapable d'arrêter les 'fuiteurs' sur la sécurité nationale qui ont infiltré notre gouvernement depuis longtemps. Il ne peut même pas trouver les fuiteurs au sein du FBI lui-même. Des informations confidentielles sont données aux médias, ce qui pourrait avoir un effet dévastateur sur les Etats-Unis. TROUVEZ-LES IMMÉDIATEMENT", écrit le président dans deux tweets. S

elon la chaîne de télévision CNN et l'agence de presse Associated Press, le secrétaire général de la Maison blanche, Reince Priebus, a demandé à Andrew McCabe, le directeur adjoint du FBI, de démentir un article paru dans le New York Times du 14 février selon lequel les conseillers de campagne du candidat Trump avaient eu à plusieurs reprises des contacts avec des responsables du renseignement russe.

Cette demande est intervenue après qu'Andrew McCabe eut dit en privé à Reince Priebus que l'article était faux.

Un haut responsable de l'administration Trump a déclaré vendredi que le directeur du FBI James Comey avait lui aussi dit à Reince Priebus par la suite que l'article était faux. Priebus a alors demandé au FBI s'il pouvait faire corriger l'article, mais Comey a dit que le Bureau ne pouvait pas faire de commentaire.

Reince Priebus a demandé s'il pouvait dire que les responsables du renseignement lui avaient assuré que l'article était faux, et James Comey a répondu qu'il pouvait le dire, a déclaré le haut responsable aux journalistes. Reuters 24.02

2- Grèce

2.1- La Grèce fait des concessions pour s'entendre avec ses créanciers - AFP

La Grèce a accepté lundi des concessions pour sortir de l'impasse avec ses créanciers, zone euro et FMI, sur son plan de sauvetage, avant une série d'élections cruciales dans l'UE qui risquent de compliquer tout compromis.

Athènes a décidé de prendre des mesures qui devraient permettre de remplir les objectifs budgétaires fixés par ses créanciers européens afin d'avancer les négociations sur son plan de sauvetage.

Les chefs de mission (représentant les créanciers de la Grèce) vont ainsi pouvoir retourner à Athènes pour finaliser les détails d'un accord. Mais la date de leur retour n'a pas encore été divulguée.

Ils "vont travailler avec les autorités grecques sur un paquet supplémentaire de réformes structurelles du système fiscal, du système des retraites et de la régulation du marché du travail", a expliqué le président de l'eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem après une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles.

Selon une source gouvernementale grecque, les nouvelles mesures seront votées "d'ici la mi-mars".

"Il est probable qu'il s'agira d'une baisse du seuil d'exonération fiscale et de mesures sur les retraites (...), les deux points sur lesquels le FMI insiste", a précisé cette source.

Le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, a estimé qu'"un pas important avait été franchi vers une conclusion de la 'seconde revue'", sorte de point d'étape du plan d'aide à la Grèce, qui doit déboucher sur un accord définitif permettant le déboursement d'une nouvelle tranche du prêt de 86 milliards d'euros, consenti à l'été 2015, dans le cadre du troisième plan d'aide.

Tout en saluant les concessions faites par la Grèce, le Fonds monétaire international (FMI) a quelque peu tempéré l'enthousiasme général, en prévenant que "davantage de progrès" restait nécessaire. Il est encore "trop tôt pour spéculer" sur un accord durant cette mission, a averti le FMI. AFP 22.02

2.2- Le Premier ministre grec parle de "compromis honorable" - Reuters

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a défendu vendredi devant les députés le dernier accord en date sur un plan d'aide conclu avec l'Eurogroupe parlant "de compromis honorable".

Une page est tournée dans les relations entre la Grèce et ses bailleurs de fonds, a-t-il estimé, car ils ont, selon lui, accepté après sept ans de cesser l'application de "perpétuelles politiques d'austérité" dans le pays.

Si vous me demandez mon avis, à savoir si j'accepte qu'il faille changer le contenu de notre politique, je vous dirais que non", a-t-il expliqué. "Mais dans toutes les négociations, s'il est évident qu'on peut obtenir des gains, il faut aussi faire des concessions".

"Aujourd'hui, je suis absolument convaincu que nous avons abouti à un compromis honorable". Reuters 24.02

3- Israël

- Israël: un soldat condamné à 18 mois de prison pour la mort d'un Palestinien - AFP

Un tribunal militaire israélien a condamné mardi à 18 mois de prison ferme un soldat accusé d'avoir achevé un assaillant palestinien, point d'orgue d'un procès qui a divisé le pays et déçu les défenseurs des droits de l'Homme.

La direction palestinienne, sans illusion avant le procès, s'est quand même indignée de la "légèreté" de la peine, "feu vert" donné selon elle aux "crimes des soldats" israéliens contre les Palestiniens.

Elor Azaria, qui a aussi la nationalité française, est le premier soldat israélien à être condamné pour homicide depuis plus de dix ans selon la presse.

Une fois la cour retirée, la famille a entonné l'hymne israélien autour du sergent de 21 ans, entré une heure plus tôt sous les applaudissements, les mains libres et arborant un large sourire crispé dans son uniforme olive.

A l'extérieur, des dizaines de personnes, étroitement surveillées, ont manifesté leur soutien au soldat, brandissant des pancartes proclamant: "On ne laisse pas tomber les combattants" ou "Mort aux terroristes".

Membre d'une unité paramédicale, le soldat a été filmé le 24 mars 2016 par un militant propalestinien alors qu'il tirait une balle dans la tête d'Abdel Fattah al-Sharif à Hébron en Cisjordanie occupée.

Le Palestinien venait d'attaquer des soldats au couteau. Atteint par balles, il gisait au sol, apparemment hors d'état de nuire. La vidéo s'était propagée sur les réseaux sociaux.

Immédiatement arrêté et assigné depuis à sa base, Elor Azaria plaidait non coupable. Il pensait que le Palestinien dissimulait une ceinture d'explosifs, ont plaidé ses avocats.

La cour a rejeté le plaidoyer.

Le soldat, condamné à 18 mois de prison ferme assortis d'une peine de 18 mois avec sursis, doit entrer en prison le 5 mars. Il est dégradé et redevient simple soldat.

Ses avocats ont annoncé leur intention de faire appel.

La présidente du tribunal Maya Heller a estimé que le soldat avait bel et bien tiré pour tuer alors que le Palestinien ne constituait pas une menace, et a retenu qu'Elor Azaria n'avait exprimé aucun remords.

Elle lui a cependant reconnu des circonstances atténuantes, évoquant le "territoire hostile" sur lequel s'étaient produits les faits et "l'épreuve subie par sa famille".

Plusieurs ministres du gouvernement considéré comme le plus à droite de l'histoire d'Israël ont volé au secours d'Elor Azaria.

"La sécurité d'Israël exige qu'il soit gracié", a dit le ministre de l'Education Naftali Bennett.

Le ministre de la Défense Avigdor Lieberman a affirmé sur sa page Facebook que "le verdict peut ne pas plaire mais chacun se doit de respecter les décisions du tribunal". Il "faut prendre en compte le fait qu'il y avait d'un côté un soldat exemplaire et de l'autre un terroriste venu tuer des juifs".

Le soldat encourait 20 ans de prison.

Pour les Palestiniens, Abdel Fattah al-Sharif n'était qu'un Palestinien de plus tombé sous les balles de l'occupant, et le procès n'aurait jamais eu lieu si les faits n'avaient été filmés.

"Est-ce que c'était un animal pour qu'on le tue de la sorte, de cette manière barbare. Ce n'était pas un animal. C'était un être humain, tout comme" Elor Azaria, a dit à l'AFP le père du Palestinien, Yousri al-Sharif.

Comme Nour Odeh, beaucoup d'internautes notaient qu'Israël punissait bien plus lourdement les jeunes lanceurs de pierres palestiniens qu'Elor Azaria. AFP 24.02

4- Brésil

- Brésil: le ministre des Affaires étrangères démissionne - AFP

Depuis qu'il a remplacé à la tête du Brésil Mme Rousseff, destituée à l'été 2016, Michel Temer a vu six de ses ministres et un proche conseiller quitter leurs fonctions, pour désaccords internes, accusations de corruption et maintenant problèmes de santé. AFP 24.02

5- Ukraine

5.1- Ukraine : les nationalistes d'extrême droite manifestent à Kiev - euronews.com

En Ukraine, les nationalistes d'extrême droite ont commémoré le 3e anniversaire de la révolution de Maïdan.

Ultra minoritaires au parlement ukrainiens, ils en ont profité mercredi pour manifester leur mécontentement. Ils réclament l'arrêt des relations commerciales avec la Russie et la défense des valeurs de la révolution de Maïdan.

Les nationalistes ont fait monter la pression ces derniers jours à Kiev. Des affrontements ont eu lieu près du bâtiment de l'administration présidentielle.

Des activistes ukrainiens sont aussi à l'origne d'un blocus routier qui empêche les camion immatriculés en Russie de traverser l'Ukraine alors qu'un énième cessez-le-feu est entré en vigueur à l'est de l'Ukraine.

Mercredi, le président Petro Poroshenko a annoncé s'être entretenu avec Donald Trump.

Pour lui, "les clés de la paix ne sont pas en Ukraine, elles sont à Moscou, au Kremlin", a-t-il insisté. euronews.com 22.02

5.2- Pour Porochenko, la «5e colonne» fomente un 3e Maïdan - sputniknews.com

La popularité de Porochenko passe de 47 % à 14 % ? La Main Du Kremlin ! Le PIB de l'Ukraine a diminué de moitié et le pays accumule plus de 60 milliards de dollars de dette ? Encore un coup des Russes ! Le président ukrainien voit la cinquième colonne partout, pratique pour ne pas assumer ses responsabilités.

Battant des records d'impopularité, avec une cote de confiance passant de 47 à 14 %, Piotr Porochenko préfère faire porter le chapeau à la Russie. Le président de l'Ukraine accuse en effet Moscou de préparer un « troisième Maïdan » dans son pays et de s'appuyer sur une « cinquième colonne » pour déstabiliser la société.

« Récemment, les services ukrainiens de sécurité ont identifié les membres de cette cinquième colonne: sur ordre direct de la Russie, ils prépareraient différentes mesures visant à déstabiliser la situation en Ukraine, à savoir administrer des sites, réunir des groupes avec des milliers de participants sous les noms de "révolution ukrainienne" et "troisième Maïdan" », affirme Piotr Porochenko.

Habitué à voir La Main Du Kremlin partout, le président ukrainien a rendu cette fois-ci la Russie coupable des appels propagés sur les réseaux sociaux à organiser un « troisième Maïdan » et à sortir dans la rue pour manifester son mécontentement à l'encontre du pouvoir.

Pourtant, selon des sociologues ukrainiens, le niveau très bas de confiance du peuple ukrainien à l'encontre du président actuel du pays bat des records. Par rapport à 2013, le nombre d'enlèvements a augmenté de 264 %, le vol de véhicules de 100 %, les meurtres de 67 % et les vols de 46 %.

Le PIB de l'Ukraine a diminué de moitié. Le pays, avec un niveau de croissance économique équivalent à celui du Soudan, a une dette de plus de 60 milliards de dollars. Pour la rembourser et la rembourser, les Ukrainiens paient des sommes astronomiques pour régler leurs charges. L'eau chaude et le chauffage central ont augmenté de près de 90 %, l'électricité de 60 %, le gaz naturel de plus de 40 %.

Et alors que la population est démoralisée, les nationalistes, sous prétexte de commémorer le 3e anniversaire du Maïdan, habillés en tenue de camouflage et portant des drapeaux de leurs organisations, se dirigent vers la place de l'Indépendance en fustigeant

le président Porochenko.

Les événements qui se déroulent depuis plusieurs jours dans la capitale ukrainienne ont une étonnante ressemblance avec ceux qui ont conduit au renversement du pouvoir et à l'arrivée du nouveau président en 2014. Mais Piotr Porochenko est convaincu que c'est la « cinquième colonne » qui marche dans les rues de Kiev. sputniknews.com 22.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- 0,02% - Libération.fr

C'est la hausse du nombre de chômeurs en janvier, soit une quasi-stabilité par rapport à décembre. Sur trois mois, cependant, la tendance est à la baisse (-0,3%) et plus encore sur un an (-2,5%, soit environ 105 400 inscrits en moins). En incluant les catégories B et C (activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi s'affiche à la hausse en janvier : +0,4% sur un mois et + 0,5% sur un an. Libération.fr 24.02

Donc +0,4% et non 0,02% !

2- Hongkong

- A Hongkong, «les vieux sont comme des miettes fourrées sous un tapis» - liberation.fr

Dans un territoire où l'espérance de vie est l'une des meilleures du monde, les personnes âgées sont parquées dans des maisons de retraite puantes et sans intimité.

Il n'est que 16h40 dans la maison de retraite privée de la rue Yee Kuk, dans le nord de Hongkong, mais le dîner est déjà servi sur la table commune de cet immense dortoir rance et fétide, au milieu de dizaines de lits silencieux. Une télé déverse ses programmes sur les pensionnaires avachis. Une employée, le pas traînant, vient sans un mot verser les médicaments dans la tasse de Fong C., décorée d'un Mickey. «Le week-end c'est pire, il n'y a qu'une personne pour 40 patients», commente ce pensionnaire qu'une attaque cérébrale a laissé en partie paralysé.

Alors que la revue médicale The Lancet affirme ce mercredi que plusieurs pays pourraient voir leur espérance de vie atteindre 90 ans pour les femmes en 2030, à Hongkong les femmes vivent déjà en moyenne 87,3 ans (81,4 ans pour les hommes). Un marché juteux détenu aux deux tiers par les maisons de retraite privées qui, selon le député Fernando Cheung, prodiguent pourtant des services catastrophiques. L'élu ne décolère pas : «Ce ne sont pas des endroits pour des êtres humains mais c'est comme ça que nous traitons les personnes âgées à Hongkong : des miettes fourrées sous le tapis, hors de vue, et nous continuons à être en apparence cette ville prospère qui se targue de sa longévité.»

En 2046, un Hongkongais sur trois aura plus de 65 ans, un sur cinq plus de 75 ans, sur fond de décroissance de la population active et de pénurie de personnel médical et social. «Notre système est en train de s'effondrer, analyse Vivian Lou, directrice du Centre de recherche Sau Po sur le vieillissement à l'université de Hongkong. Le problème n'est pas une question de quantité de lits, qui seront suffisants entre le public et le privé. C'est une question de qualité.»

«Un sur trois vit dans la pauvreté»

Fong C. verse pour son lit l'équivalent de 600 euros par mois, le montant de ses aides sociales. Auxquelles il a ajouté 60 euros pour être près d'une fenêtre, dont la lumière est masquée par un gratte-ciel. Il n'a que 58 ans, mais comme lui, les gens qui ont perdu leur autonomie ou ont de gros handicaps croupissent dans les maisons de retraite. Le plus incommodant, dit-il, est son voisin de croisée, un septuagénaire voûté qui grille des cigarettes du soir au matin. «Ça empeste et c'est mauvais pour ma santé. Mais l'équipe encadrante prend sa défense», soupire le grand gaillard, recroquevillé dans sa «chambre». En fait de chambre, ce n'est qu'un lit en partie rouillé coincé dans un espace où tient à peine une petite table pliante en formica. La vie des pensionnaires, bourrée dans des sacs entassés sous les lits, s'exhibe sans pudeur, à cause des piètres cloisons de séparation entre les boxes, et de l'absence de porte.

«Pour un peu d'intimité, il faut payer cher, très cher», commente Wai-tung Ng, de l'ONG SoCo. Or, sur le million de Hongkongais de plus de 65 ans, «un sur trois vit dans la pauvreté, et il n'y a pas de pension retraite universelle». Le revenu médian des retraités est inférieur à 500 euros, et la somme versée lors du départ à la retraite permet en moyenne de subvenir à deux ans de vie. Or selon les projections du gouvernement, les deux tiers d'entre eux vivront encore plus de vingt années. Tradition chinoise oblige,

les enfants assument donc le fardeau financier.

C'est le cas de Verna, 72 ans, rencontrée lors d'une manifestation pour la retraite universelle, et qui gère son père centenaire. L'idée d'échouer dans le privé lorsqu'elle perdra son autonomie la «terrifie». Elle décrit, choquée, les escarres de son amie de 90 ans, lavée seulement une fois tous les deux jours dans son institut privé de Mong Kok.

Dans une ville où les loyers sont parmi les plus chers au monde, le secteur privé casse les prix pour attirer les revenus modestes. «Ils tirent quand même des bénéfices», décrypte Vivian Lou. Les salaires de misère génèrent un turnover tel que les maisons de retraite privées sont le premier secteur importateur de main-d'œuvre, essentiellement des Chinoises du continent sans formation et qui ne parlent pas le cantonais, la langue de Hongkong.

Bowling et ordinateurs tactiles

Dans ces conditions, une place dans le secteur public fait figure de Graal. Il faut en moyenne trois à quatre ans d'attente avant d'obtenir un des 28 000 lits, dans des établissements bénéficiant de vrais moyens humains et financiers. La Hong Kong Society for the Aged, l'un des organismes gérant des centres publics, offre même des ordinateurs tactiles pour connecter retraités et modernité, des jeux interactifs pour mesurer et retarder Alzheimer, des monte-charge pour jouer au bowling, des télés ergonomiques accrochées au plafond. Le gouvernement injecte des millions dans la recherche sur les maladies chroniques, la dépendance et tout projet technologique pouvant améliorer la santé, les soins et le bien-être des seniors.

«Le vieillissement de notre société est une réalité qu'il faut affronter mais le secteur privé n'a pas pris la mesure de la demande, estime Vivian Lou. Nous n'avons pas de système de protection sociale. Les établissements de long séjour ne peuvent être la solution car nous aurons trop de personnes âgées, et compter sur nos professionnels de santé est impossible car il y a une pénurie.» Les services à domicile en sont encore à leurs balbutiements. Une des solutions envisagées est de convertir les aides ménagères en personnel soignant. Des ONG proposent des formations pour que les Philippines et les Indonésiennes corvéables à merci qui poussent les fauteuils roulants dans les rues escarpées, cuisinent et lessivent pour leurs employeurs, deviennent l'un des piliers du système de soins. A Hongkong, l'espérance de vie doit encore augmenter jusqu'à 2060. liberation.fr 22.02

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2017

CAUSERIE

Comme quoi il y en a parmi nous qui ont vraiment perdu la tête : Ils en arrivent à émettre des doutes sur les infos que l'on reproduit quand elles proviennent d'une agence de presse ou un média russe, apparemment la propagande officielle a plus d'effets sur des militants aguerris que sur de simples travailleurs.

A leurs places je me poserais des questions, et je leur conseillerais de se débarrasser de leur télévision, radio et autres médias toxiques. Je n'en dirai pas plus, ils doivent bien deviner ce que je pense de leurs critiques...

J'ai failli publier un article dans la causerie d'aujourd'hui provenant d'un média dit alternatif qui contenait peut-être une fausse information. C'est au dernier moment hier en fin de journée que je m'en suis aperçu par hasard, en me connectant à un autre blog et en lisant les commentaires des internautes.

J'ai envoyé un courriel à l'auteur de cet article et à la responsable du blog qui l'a publié pour avoir des explications. J'en ai également envoyé un à la personne qui était mise en cause dans cet article. J'attends leurs réponses.

Si j'ai un conseil à vous donner, fuyez Twitter et Facebook, tous ces supports pourris.

Pourquoi ne pas dire les choses telles qu'elles sont.

Eux, ils veulent sauver le régime, le réformer, replâtrer les institutions, sauver le PS, redorer son blason à coup d'illusions, promesses et pronostics sans lendemain, sauver les médias, faire en sorte qu'ils "redeviennent comme avant", sans doute quand ils étaient sous l'emprise du ministère de l'Information sous de Gaulle et de la censure. Nous, nous voulons les abattre pour qu'ils cessent de nuire à la société.

C'est la crise devenue permanente du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant, d'un système économique à bout de souffle, en faillite, qui s'exprime à travers :

- la crise sociale qui s'étend chaque jour à de nouvelles couches de la classe ouvrière et des classes moyennes ;

- la crise politique qui frappe et menace de dislocation tous les partis liés au régime en place ;

- le rejet croissant des institutions, des élus, de la justice, de la police ;

- la méfiance croissante envers les médias aux mains d'oligarques et subventionnés par l'Etat ;

- la radicalisation à droite de l'Etat ou du gouvernement, des partis de l'ordre, des médias, de la justice, de la police, de l'armée ;

- la recherche d'une issue politique à la crise du capitalisme par un nombre toujours plus grand de travailleurs déterminés à faire table rase du passé...

Ce sont les conditions objectives ou matérielles d'existence des travailleurs qui constituent le facteur qui en dernière analyse détermine leur comportement et influe sur leur mode de pensée, balayant tous les discours démagogiques, brisant tous les calculs d'appareils, déjouant toutes les prévisions destinées à les influencer ou à les conditionner pour qu'ils acceptent le sort que le capitalisme en crise leur a réservé.

Evidemment, tous les commentateurs autorisés ou auto-proclamés peuvent partager plus ou moins ce constat, mais ils ne peuvent pas aller au-delà. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas socialistes ou n'envisagent pas la rupture avec le capitalisme ou son abolition, ils estiment que les travailleurs ne seraient pas en mesure de gouverner, pour eux cette tâche échoit forcément à l'infime minorité d'exploiteurs qu'ils n'ont cessé de servir servilement ou auxquels ils doivent leurs statuts privilégiés.

Par conséquent, logiquement, ils sont conduits inévitablement à brasser du vent ou à produire des analyses qui aboutissent toutes dans une impasse politique, témoignant au passage leur impuissance à trouver une issue à la crise du capitalisme auquel finalement ils se soumettent en colportant des illusions dérisoires sur ses capacités à résoudre ses contradictions, alors que quotidiennement il fait la démontration qu'il en est totalement incapable autrement qu'en répendant la haine, le chaos et la guerre à travers le monde.

Abattre le régime capitaliste et la totalité de ses institutions, l'éradiquer de la surface de la planète, exproprier les capitalistes sans leur verser un centime, confisquer tous leurs pouvoirs ou abolir tous leurs privilèges pour qu'ils cessent de nuire à la société, constitue la seule réponse politique valable à la crise du capitalisme pour en finir une fois pour toute avec les conséquences dramatiques qu'il fait subir injustement à tous les peuples.

Certains estimeront que cette ligne politique est trop radicale, extrémiste, qu'elle pourrait rebuter ou effrayer bien des travailleurs... Nous leur répondrons que les milliards de travailleurs avec leurs familles à travers le monde qui subissent des conditions de travail et d'existence épouvantables ou n'ayant aucun droit, hormis celui de subir le sort insupportable que le capitalisme leur a réservé comprennent notre discours ou le partagent dès lors qu'on leur explique patiemment notre politique, et que ceux parmi les militants ouvriers qui s'y opposent ne partagent sans doute pas leur terrible destin, leur sort misérable, leurs multiples difficultés pour uniquement survivre, leur angoisse à vous nouer le ventre, surtout quand il est vide, leurs souffrances, leur cauchemar quotidien, parce que leur engagement politique a en réalité pour unique objectif de faire durer le plaisir ou de préserver leur mode de vie confortable, leur statut privilégié, leurs misérables intérêts individuels dans le cadre de l'ordre établi qu'ils refusent d'affronter par crainte des lendemains incertains, autrement dit vaut mieux encore conserver le régime capitalisme qui nous a si bien servi jusqu'à présent, plutôt que prendre le risque de le renversement ou d'opter pour le socialisme synonyme d'aventurisme... par ignorance.

La bonne conscience peut facilement s'accommoder de bien des reniements ou compromis pourris et faire preuve d'un cynisme inouï quand elle est élevée au rang de principe ou théorisée comme nous l'enseigne le réformisme qui est la négation du socialisme ou de l'émancipation du régne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Quand ils entendent dire ou qu'ils lisent que des millions de gosses sont condamnés à crever de faim dans les pires souffrances qui soient, même une telle inhumanité ou suprême injustice n'a aucune emprise sur eux ou ne coupera pas l'appétit de nos contradicteurs à la tête et au ventre décidément trop pleins.

Chaque travailleur ou militant qui lit ces lignes doit comprendre que face au capitalisme il n'existe que deux positions ou attitudes possibles : soit on s'en accommode en passant outre les conséquences monstrueuses qui en résultent pour tous les peuples, soit on admet qu'il faut s'en débarrasser une fois pour toute au moyen d'un soulèvement révolutionnaire.

Si on décide de s'en accommoder, il faut savoir qu'à partir de ce moment-là on n'aura plus aucune légitimité pour s'exprimer au nom des exploités et des opprimés, encore moins du socialisme, pour avoir autant de cadavres d'innocents sur la conscience.

Maintenant on comprend parfaitement que ceux qui adoptent cette attitude n'ont pas réellement conscience de la portée de leurs actes ou de l'orientation de leur engagement et ses conséquences. Mon intention n'était pas de les juger, mais uniquement de les aider à en prendre conscience. Chacun doit faire face à ses responsabilités en connaissance de cause, encore faut-il que quelqu'un les en informe ou leur dise de quoi il retourne.

La tâche qui est la mienne ici est particulièrement ingrate, parce que je sais pertinemment que mon discours sera déformé ou mal interprété par de nombreux lecteurs qui refusent de regarder la réalité en face, mais elle est aussi gratifiante parce que je fais ce que j'estime être mon devoir au service de la cause que je défends de manière totalement désintéressée, j'essaie d'en être digne, d'être à la hauteur de mon idéal, celui qu'en principe nous partageons tous, mais dont nombreux en sont très éloignés pour que demain nous soyons plus nombreux à marcher sur la voie de notre émancipation ou du socialisme, du règne de la liberté.

La situation politique se radicalise sur fond de chaos orchestré au niveau de l'Etat-PS.

Vous n'avez pas voulu nous prendre au sérieux, vous avez eu tort. C'est dommage, pour nous tous, j'ignore si vous en avez conscience, je vous laisse le soin d'en jugez vous-mêmes.

Vous êtes manifestement sous l'influence des médias-oligarques et de démagogues qui finalement usent des mêmes méthodes scélérates pour nous discréditer ainsi que notre discours.

Vous ne vouliez pas regarder la réalité en face, il faut dire que tout était fait pour vous en détourner ou vous la rendre supportable, dorénavant au quotidien vous la prenez en pleine gueule et ce n'est qu'un début.

Lecteurs anonymes en adoptant ce comportement vous avez fait le jeu de nos ennemis qui aujourd'hui en tirent profit pour amplifier leur offensive.

Individuellement vous ne pourrez pas vous en sortir, ils vont vous pourrir la vie au-delà de tout ce qu vous avez pu imaginer jusqu'à présent, ils vont vous broyer si ce n'est pas déjà fait. Collectivement on peut résister, encore faut-il savoir en qui on peut avoir un minimum confiance, avec qui on peut s'allier ou s'organiser.

Je vous ai proposé de constituer une association des sympathisants du courant politique que j'animais, La voix de l'Opposition de gauche, vous avez cru bon de rejeter cette proposition et c'était votre droit. Pourquoi ? Je n'en sais rien. Cependant j'ai constaté que même en préservant votre anonymat, vous estimiez inutile d'entreprendre une telle démarche qui ne comportait aucune contrainte, aucun engagement formel, aucun risque d'aucune sorte. Vous vous êtes peut-être dit que cela ne servirait à rien, du coup je n'ai pas insisté davantage, car au départ et pendant des années je n'avais pas envisagé de créer une structure dans laquelle des travailleurs pourraient se rassembler, estimant qu'il en existait déjà trop, ce fut sans doute une erreur de ma part.

Durant toutes ces années, l'évolution ou l'orientation de la situation mondiale et la manière dont les uns et les autres l'ont intérprétée ou traitée sur le plan pratique, n'ont fait que confirmer mes convictions et justifier mon propre rejet de toutes les formations politiques existantes, tellement elles se compromettaient en tenant des positions insupportables ou en versant dans en permanence dans la démagogie ce que je ne pouvais pas partager.

La gangrène ou la décomposition du mouvement ouvrier n'a cessé de s'approfondir durant les dernières décennies. Et quand à la question de savoir s'il était possible ou non de construire le parti dans le contexte social et politique de notre époque, on y répondra en déclarant que rien ne peut justifier que des dirigeants se réclamant du socialisme se compromettent, renient leurs principes, recourent à des méthodes déloyales pour évincer leurs opposants et imposer leur ligne politique.

Les militants qui croiraient qu'elle les aurait épargnés se font de graves illusions. Les militants qui m'ont écrit que leurs dirigeants leur avaient fait avaler bien des "couleuvres" en témoignaient si nécessaire, car ils ne s'en sont jamais remis eux-mêmes. C'est comme les gens qui ne lisent que des romans et ne verseraient pas dans une interprétation romanesque ou imaginaire de la réalité, ceux qui ne lisent que des romans policiers, ne tendraient pas à avoir une interprétation policière de la situation, et tous ceux qui demeurent accrocs de la télévision qui est la première source officielle de formatage ou conditionnement des esprits, leur attention ne serait pas centrée, axée, dirigée vers des sujets précis qui n'ont pas été choisis au hasard parmi des milliers d'autres pour les détourner d'autres questions plus brûlantes ou embarrassantes auxquelles ils ne doivent pas réfléchir, ceux qui passent leur temps sur les mal nommés réseaux sociaux pour étaler leur ignorance gaspillent leur temps et deviennent à leur insu des esclaves de ces instruments qui ont été conçus pour mieux les asservir...

Je ne suis pas épargné, bien que je me passe de tous ces travers en vivant en Inde, après avoir débranché la télévision depuis plus de deux ans, être absent des réseaux (anti) sociaux, en vivant dans un milieu hyper arriéré j'en subis l'influence, c'est ainsi que je me surprends à faire des conneries incroyables. Pourquoi ? Parce que je ne consacre pas suffisamment d'attention à mes propres affaires que je laisse à l'abandon. Heureusement quand j'ai fait une connerie, je m'en rends compte sur le champ, cela m'évite d'accuser injustement mon entourage d'en être responsable.

C'est pour dire qu'il ne faut pas se croire infaillible ou se prendre pour ce qu'on n'est pas, et que la moindre des choses c'est de commencer par examiner attentivement notre propre mode de pensée et notre propre comportement avant de porter un jugement sur quiconque ou quoi que ce soit.

La plupart des gens et des militants, il faudrait peut-être insister et dire particulièrement les militants, ne sont pas capables de

faire preuve d'une telle modestie, ils sont hypocrites en général ou se leurrent sur ce qu'ils croient avoir compris.

J'ai lu récemment un document interne du parti bolchevik datant de 1922 je crois, où Lénine fustigeait à juste titre les nombreux militants qui se comportaient en voyous, c'était à propos de l'attibution de logements par l'Etat qui faisait l'objet de passe-droits et autres actes de corruption qui tendaient à se généraliser. Lénine n'avait pas sa langue dans sa poche pour n'avoir jamais remisé le programme de la révolution socialiste au fond d'un tiroir, il ne ménageait personne, il disait sincèrement ce qu'il pensait quite à choquer ses interlocuteurs, telle était sa méthode et telle est la mienne. Ne comptez pas sur moi pour flatter la bêtise ou l'ignorance.

En aparté Je vais vous raconter un truc très vite qui après cela ne laissera aucun doute sur mes intentions. Un militant avec lequel j'ai de nombreux et importants désaccords m'a proposé de me verser de l'argent. Je ne lui ai pas répondu par crainte qu'il le regrette plus tard, alors que ma situation financière ne cesse de se dégarder, peu importe, je me suis dit que ce serait malhonnête d'accepter son offre. Ceux qui s'en offusquent, sont ceux qui aiment bien tourner autour du pot, auxquels il répugne d'appeler un chat un chat, qui ne supportent pas la réalité parce qu'elle est dure, cruelle ou laide souvent, parce qu'ils ne supportent pas ce qu'ils sont eux-mêmes. Nous voulions les aider à vivre ensemble cette épreuve, ils ont refusé, soit. En faisant ce portail, j'ai démontré que je ne partageais pas leur individualisme quasi pathologique, que j'étais prêt à tout partager avec eux pour être utile à notre cause, sans les convaincre ou cela ne leur suffit pas encore, souhaitons-leur d'être aussi exigeants envers eux-mêmes ou leurs dirigeants ou davantage encore.

Maintenant, je me dis que si nous étions parvenus à construire quelque chose ensemble, cela aurait contribué à modifier leur mode de pensée, leur vision du monde, leur comportement, à se débarrasser de leurs contradictions, à mieux supporter l'énorme pression qu'ils subissent quotidiennement, à les aider à vivre mieux débarrasser de toute hypocrisie, de tout jugement à l'emporte-pièces, bref, à se sentir plus libres et plus heureux sans empiéter sur les intérêts de leurs semblables quelque part dans le monde, dans la mesure où la mise en contact de travailleurs honnêtes et sincères, modestes, désireux de progresser, d'élever leur niveau de conscience favoriserait à la fois l'épanouissement de chacun et servirait notre cause commune, l'émancipation de l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais en vivant à 10.000 kilomètres de la France, c'était peut-être une utopie, un objectif hors de notre portée. Je demande aux lecteurs d'y réfléchir, ensuite j'aviserai. Ma santé est mauvaise, je fume beaucoup trop, si nous devions en rester là je mettrais un terme à cette activité politique.

Ne sombrez pas dans la schizophrénie.

Leur morale...

Demander le programme : Démagogie, flatteries, promesses sans lendemain, mensonges grossiers, amnésie soudaine, mémoire sélective, non-dits, etc.

... et la nôtre.

Quelques titres qui tombaient à pic : Faites tomber les masques, en famille, la stratégie du chaos et de la guerre, en oligarchie, ils osent tout...

Cause toujours il en restera quelque chose.

Les manipulateurs professionnels doivent pouvoir proclamer leur bonne foi s'ils sont démasqués pour ne pas se voir accusés de falsifications volontaires. Aussi existe-t-il plusieurs parades pour déjouer cette accusation plus subtiles que mêler vérités et contrevérités, dont celle qui consistera à délivrer des vérités au conditionnel, des demi-vérités, ce qui leur permettra le cas échéant de faire jouer le bénéfice du doute en leur faveur.

Ce qu'ils ont fait de la jeunesse

Djihad. Prévenus mineurs, défis majeurs - Liberation.fr

A l'image d'un jeune Kurde passé à l'acte dont le procès s'ouvre ce mercredi à Paris, 53 mineurs sont actuellement mis en examen dans des dossiers de terrorisme, sans compter ceux qui font l'objet d'un suivi. Un public adolescent qui pose des défis nouveaux à la justice. Liberation.fr 28.02

France. Opportunisme débridé, démagogie hystérique, sinisme aggravé.

Un jour ils proclament que le gouvernement PS est le plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République, et peu de

temps plus tard ils nous appellent à voter PS, et quand on refuse ils nous traitent de sectaire et de gauchiste (un sympathisant du POID), ils osent tout !

Quelle outrecuidance, quel mépris ! Mais pour qui se prennent-ils ces gens-là ? Ils se démasquent, c'est parfait.

On conseillera aux militants qui appelleront les travailleurs à voter PS de leur rappeler au préalable l'intégralité des traités scélérats, décrets anti-ouvriers, mesures antisociales, lois liberticides, que le gouvernement et le PS ont adoptés depuis mai-juin 2012. Ils devront pousser l'honnêté jusqu'à leur brosser un bref aperçu de ses faits d'armes passés depuis 1914, attention, vomissement garantie et réaction violente imprévisible !

La gauche et l'extrême gauche sont à des degrés divers des clones de la gauche américaine (le parti démocrate d'Obama et Clinton), et les syndicats ceux de l'AFL-CIO (ou CIA).

Ils ont dit.

A bas la révolution et le socialisme !

- Mélenchon mardi lors d'un meeting à Brest - "Faire une révolution, ça ne signifie pas prendre un bâton et monter sur une barricade: nous comptons sur le bulletin de vote, sur la raison, sur les milliers de gens qui s'impliquent parce que demain il va falloir que tout le monde s'y mette". AFP 28.02

Parole qu'un franc-maçon ne renierait pas.

- Le député radical de gauche Alain Tourret - "le programme de M. Hamon qui n'est pas celui d'une gauche rationnelle et raisonnable marquée par l'esprit des Lumières". Reuters 28.02

Aveu. Ils haïssent la gauche... même en parole.

- Un des parlementaires du PS à propos d'Hamon - "On fait le maximum pour essayer de ramener le candidat au centre". Reuters 28.02

Quand un des porte-parole du 1% (ou du CAC40) s'exprime.

- Jean-Marie Le Guen sur RTL - Il (Hamon - ndlr) ne peut pas s'adresser simplement à 20% des Français qui, pour telle ou telle raison, sont sensibles à des thèmes d'une gauche radicalisée". Reuters 28.02

A retenir

- Plus d'un tiers des électeurs disent encore ne pas savoir pour qui ils voteront. AFP 28.02

- Décodex. 21.000 téléchargements pour 6 millions d'internautes accrocs au Monde, un bid ! (Source : Le Monde)

Rappel. Qui détient le pouvoir aux Etats-Unis ?

- Gen. Wesley Clark : « J'y pense chaque jour » - arretsurinfo.ch 24.02

Le 2 mars 2007, il était interviewé par la journaliste Amy Goodman sur DemocracyNow et réaffirmait que dix jours après le 11-Septembre, les invasions de l'Irak et de la Libye, et de plusieurs autres pays du Moyen-Orient étaient déjà planifiées. Il dénonçait de nouveau ces plans secrets d'invasion lors d'une conférence à San Francisco le 3 octobre 2007, dont voici un extrait vidéo, ainsi que sa transcription complète.

Amy Goodman sur DemocracyNow

(http://www.democracynow.org/2007/3/2/gen_wesley_clark_weighs_presidential_bid)

Transcription de l'audio

Le 11-Septembre, nous n'avions pas de stratégie, pas d'accord inter-partis, ni une bonne compréhension de ce qui s'était passé, et nous avons eu à la place un coup d'État politique dans ce pays. Un coup d'État politique(*). Des types impitoyables ont pris

la direction de notre politique étrangère, sans se donner la peine de nous en informer. Je suis allé au Pentagone 10 jours après le 11-Septembre. Je ne pouvais pas rester à l'écart de notre armée. J'y suis allé pour voir Donald Rumsfeld, avec qui j'avais travaillé dans les années 70, et je lui ai demandé : « Est-ce que j'ai été bon sur CNN ? » Il a répondu « Oui » et a ajouté : « J'ai lu votre livre ». Le livre parle de la guerre du Kosovo.

Puis il me dit : « Personne ne va nous dire où et quand on peut bombarder un pays, personne ! » Il poursuit : « Je pense l'appeler 'coalition flottante'. Votre avis ? » J'ai répondu, « Monsieur, merci d'avoir lu mon livre, et… » Il m'a alors coupé en disant : « Merci. Je n'ai plus de temps à vous consacrer. » Vraiment ! Et alors que je descendais pour quitter le Pentagone, un officier de l'État-major m'appelle dans son bureau et me dit : « Je veux que vous sachiez que nous allons attaquer l'Irak. » J'ai demandé « Pourquoi ? » Il a répondu « Nous ne savons pas. » J'ai dit : « Avons-nous établi un lien entre Saddam Hussein et le 11/9 ? » Et il m'a répondu que non.

De retour au Pentagone, six semaines plus tard, j'ai revu le même officier et lui ai demandé « Est-il toujours prévu que nous attaquions l'Irak ? » Il a répondu « Monsieur, vous savez, c'est bien pire que ça. » Il a pris un document sur son bureau et me dit : « J'ai reçu ce mémo du Secrétaire à la Défense … qui dit que nous allons attaquer et détruire les gouvernements dans 7 pays en 5 ans. Nous allons commencer par l'Irak, et puis nous irons en Syrie, au Liban, en Libye, Somalie, au Soudan et en Iran. » J'ai dit « 7 pays en 5 ans ! » Je lui ai demandé « est-ce un mémo top secret ? » Il me répondit « Oui, Monsieur ! » Je lui ai dit : « Alors, ne me le montrez pas. » Il allait le faire. « Sinon je vais en parler. » J'ai gardé cette information pour moi pendant longtemps, 6 ou 8 mois, j'étais tellement abasourdi que je ne parvenais pas à en parler, et je ne pouvais pas croire que c'était vrai, mais c'est bien ce qui s'est passé.

Ces gens ont pris le contrôle de la politique des États-Unis, et j'ai compris alors, je me suis souvenu d'une réunion que j'avais eue avec Paul Wolfowitz en 1991. En 2001, il était vice-Secrétaire à la Défense, mais en 1991, c'était le sous-secrétaire, soit le numéro 3 au Pentagone. Il m'avait dit alors : « nous avons 5 ou 10 ans pour nettoyer tous ces régimes favorables à l'ex-Union soviétique, la Syrie, l'Iran, l'Irak, avant que la prochaine superpuissance n'émerge pour nous défier. » C'était une déclaration stupéfiante : l'armée servirait à déclencher des guerres et à faire tomber des gouvernements et non pas à empêcher les conflits. Nous allons envahir des pays. Mes pensées se bousculaient. J'ai mis ça de côté, c'était comme une pépite que vous conservez. Un groupe de gens a pris le contrôle du pays avec un coup d'État politique, Wolfowitz, Cheney, Rumsfeld… je pourrais nommer une demi-douzaine d'autres collaborateurs du Projet pour un Nouveau Siècle Américain (PNAC). Ils voulaient que le Moyen-Orient soit déstabilisé, qu'il soit chamboulé et placé sous notre contrôle. Tout cela nous ramène aux commentaires de 1991. En aviez-vous été informés ? Le plan a-t-il été annoncé publiquement ? Les sénateurs ou les députés ont-ils dénoncé ce plan ? Y a-t-il eu un débat public ? Absolument pas ! Et il n'y en a toujours pas ! Ils ont hâte d'en finir avec l'Irak pour pouvoir aller en Syrie. « Oh, nos légions vont y aller. »

Mais ce n'est pas pour ça que les Américains ont élu George W. Bush. En fait, ils ne l'ont pas vraiment élu. Ce n'est pas pour ça que beaucoup de gens… ce n'est pas pour ça qu'il avait fait campagne. Il avait fait campagne sur une politique étrangère humble. Nous avons eu la politique étrangère la plus arrogante de toute notre histoire. Il a fait campagne sur une absence d'intervention, et nous sommes en Afghanistan et en Irak. C'est stupéfiant !

Que vous soyez démocrate ou républicain, en tant qu'Américains, vous devez vous sentir concernés par la stratégie des Usa dans cette région. Quel est notre but ? Quelles sont nos motivations ? Pourquoi sommes-nous là-bas ? Pourquoi des Américains meurent-ils dans cette région ? C'est ça la vraie question. arretsurinfo.ch 24.02

Publié le 18 octobre, 2011

Source:

http://www.reopen911.info/News/2011/10/18/le-general-wesley-clark-affirme-quun-plan-etait-pret-des-le-12-septembre-2001-pour-envahir-7-pays-dont-la-libye-et-l%E2%80%99irak/

Et dire qu'il y en a encore qui se demandent qui gouverne les Etats-Unis, sidérant ! Pire encore, qui croient la version du 11-septembre de Bush, Wolfowitz, Cheney, Rumsfeld, hallucinant !

Question : Quelle légitimité peut-on accorder à ceux qui ont regardé les différentes vidéos (2006 et 2007) dans lesquelles l'ex-Général 4 étoiles retraité des Forces armées des Etats-Unis, Wesley Clark, révélait les plans militaires cachés du Pentagone et ses doutes sur la thèse officielle du 11-Septembre ou qui ont lu ses déclarations (5 mars 2006 sur ABC ; 2 mars 2007 sur DemocracyNow ; 3 octobre 2007, notamment), et qui savent donc que le Pentagone avait plannifié de déclencher la guerre contre 7 Etats (Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Somalie, Soudan, Iran), en réalité 8 en incluant le Liban, avant le 11-Septembre qui devait servir de prétexte, parce qu'un aussi vaste projet ne s'improvise pas sur un coin de table en 10 jours, qui persiste à croire que le Pentagone ne serait pas impliqué dans la réalisation du 11-Septembre ?

Réponse : Aucune.

Faire confiance dans des dirigeants, militants, journalistes, intellectuels qui pratiquent un tel déni serait faire preuve d'inconscience ou d'irresponsabilité, car en procédant de la sorte ils démontrent eux-mêmes qu'ils ne possèdent pas les qualités requises pour assumer le statut qu'ils se sont attribués ou qu'ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante. Ils ne sont pas dignes de confiance, assurément. Et pourtant à les entendre parler au nom de la vérité ou dénoncer les mensonges de tel ou tel dirigeant politique ou média on pourrait croire qu'ils sont impartiaux ou intègres, parfaitement honnêtes, or ils ne le sont pas, c'est ce qu'illustre ici leur manque total de discernement, leur refus d'admettre la réalité.

Rappelons que nous sommes en présence de personnes qui ont un niveau intellectuel supérieur à la moyenne de la population et qu'ils sont familiers au maniement de la logique, ainsi ils étaient parfaitement en mesure de saisir le rapport de cause à effet qui existait entre les plans du Pentagone révélé par Wesley Clark, le 11-Septembre et les guerres qui allaient suivre. Nous n'aurons pas la crédulité de leur accorder la moindre défaillance intellectuelle en la matière.

C'est cela leur faille ou leur faiblesse qui permet de les démasquer. Et leurs contradicteurs qui les attaquent ou les censurent le savent pertinemment. Ils savent qu'ils sont corruptibles et que pour cette raison ils ne peuvent pas se défendre ou aller au bout de leurs analyses, ce qui les conduit à se contredire ou à l'impuissance, à tenir un discours qui lorsqu'on y regarde de plus près est incohérent et ne mène nulle part, ce qui révèle pour peu qu'on soit rigoureux, que ce ne sont pas de véritables opposants au capitalisme contrairement à ce qu'ils veulent se faire passer, ce qu'on peut vérifier lorsqu'un évènement qui se produit dans le monde fragilise ses fondements, ils se rangent au côté de ses représentants pour le défendre et en deviennent ses agents.

En complément

Je vous livre la réflexion que je me suis faite avant-hier avant de rédiger le passage précédent, comme quoi j'avais bien retenu la leçon, jugez plutôt vous-même.

Collusion entre le département d'État, la CIA, la NSA, le FBI et le Washington Post, le New York Times, CNN, CBS, le Pentagone et Goldman Sachs, JP Morgan, les premiers cercles de l'oligarchie financière, les dirigeants néoconservateurs des partis démocrate et républicain. La totalité des institutions leur sont acquises, ils occupent tous les postes de l'administration américaine. Ils ont conquis tous les pouvoirs politiques et économiques, exécutif, législatif, judiciaire, financier, médiatique, de sorte qu'il n'existe pratiquement plus de contre-pouvoir dans ce pays-là.

Chacun aura bien compris qui détient le pouvoir aux Etats-Unis et que ce n'est certainement pas le président qui n'est qu'une marionnette entre leurs mains. Par conséquent il s'agit d'un régime dictatorial incompatible avec l'expression la plus élémentaire de la démocratie quasiment hors la loi. Dans ces conditions, en appeler à la Constitution ou aux institutions relève de la pire inconsistance, crasse ignorance ou du charlatanisme.

Bien avant d'en arriver à cette situation extrême (droite), des milliers d'expériences, faits ou évenènements et l'évolution de certains indicateurs, facteurs ou rapports permettaient de nous renseigner très précisément sur ce qui était en train de se mettre en place aux Etats-Unis. Mais là aussi les évoquer valait d'être traité de sectaire ou gauchiste par les conciliateurs corrompus de tous bords, pour lesquels composer avec le régime et préserver leurs statuts et privilèges valait mieux que l'affronter ou promouvoir le socialisme.

Twitter où le terrain de prédilection des diffamateurs et provocateurs en tout genre.

Je compatis sincèrement à la réaction d'opposants à la guerre des puissances occidentales en Syrie qui font l'objet d'un traitement infâme sur les mal nommés réseaux sociaux. Mais j'ai envie de leur dire aussi : La faute à qui ?

Qu'on se comprenne bien, évidemment je ne leur demande pas de se renier ou de se taire, je constate seulement qu'ils ne vont pas au bout de leur analyse et qu'ils paient comptant leur inconsistance. Ils dénoncent l'attitude des puissances occidentales qui se placent au côté des barbares de Daesh et Al-Nosra, mais ils refusent de se placer au côté de la République arabe syrienne représentée par le président Bachar el-Assad soutenu par l'immense majorité du peuple syrien.

En adoptant cette position, ils se retrouvent en porte-à-faux et particulièrement vulnérables, ils ne veulent pas se faire passer pour des suppôts d'un supposé dictateur et se retrouvent ainsi totalement isolés et à la merci des porte-parole des barbares auxquels finalement ils tendent le bâton pour se faire taper dessus.

Ce qui nous distingue, c'est que contrairement à moi leur position repose sur un ou des principes déconnectés de la réalité, et ils ne veulent pas ou ils ne peuvent assumer jusqu'au bout leur position.

Il est vrai que notre position est inconfortable mais tenable pour peu qu'on ait un peu de courage, paradoxale mais pas contradictoire avec notre combat pour le socialisme, on fait avec la réalité telle qu'elle est, il faut l'accepter, on n'en porte nullement la responsabilité, on aurait préféré que ce soit un gouvernement ouvrier ou le mouvement ouvrier syrien qui affrontent ces barbares, plutôt qu'un gouvernement bourgeois, on aurait été plus à l'aise pour expliquer notre position et la partager avec le

plus grand nombre.

Ma position s'inscrit dans le cadre du processus historique en cours et elle part de la situation telle qu'elle existait au début de 2011, à savoir que la Syrie était un Etat souverain et indépendant, que la République arabe syrienne était un régime bourgeois, laïc, parlementaire, ni plus ni moins démocratique que n'importe quel régime occidental, et qu'en face il existait une horde de barbares sanguinaires au service des intérêts de l'oligarchie anglo-saxonne qui se destinaient à faire chuter ce régime pour instaurer une dictature théocratique archaïque, moyennâgeuse, implacable, féroce, conforme au wahhabisme qui en est le support idéologique.

En outre, ma position s'inspire de celle de Marx qui défendit l'unité de l'Allemagne malgré les Hohenzollern et Bismarck, j'ai déjà évoqué ce point dans une précédente causerie, je défends l'intégrité de la Syrie malgré Bachar el-Assad. Personne n'oserait un instant prétendre que Marx aurait été un suppôt de Guillaume 1er et de Bismarck, il estimait que l'unité de l'Allemagne constituait un progrès dans le cadre du processus historique inconscient, après avoir constaté que la constitution des peuples en nation constituait une étape incontournable pour permettre le développement des forces productives, qui contenait en germe et à terme leur dépassement (ou négation) et l'abolition du mode de production capitaliste... Je suis absolument convaincu que si à l'époque quelqu'un s'était avisé d'accuser Marx de soutenir Guillaume 1er et Bismarck parce qu'il partageait la même position sur l'unité de l'Allemagne qui devait être le prélude à la fin du régime monarchique, il aurait répondu si vous y tenez je l'assume, en précisant sur cette question uniquement. Et il le prouva par la suite en condamnant l'attaque de Bismarck contre la France pour briser la République et quand il annexa l'Alsace et de la Lorraine en 1871.

Ainsi ma position s'inscrit dans la continuité de la lutte du mouvement ouvrier pour son émancipation du règne de l'exploitation et de l'oppression, ce qui suffit pour garantir sa légitimité, car en tant que militant ouvrier je n'ai de compte à rendre à personne d'autres, surtout pas à des porte-parole de Daesh ou à des barbares issus du Front al-Nosra tous les deux provenant d'al-Qaïda, une créature de l'impérialisme américain, à des médias ou à des représentants des puissances occidentales, de l'OTAN ou des monarchies sunnites du Golfe qui les soutiennent.

On soutient tous les acteurs qui se placent au côté du peuple syrien qui défend la souveraineté, l'indépendance et l'intrégrité de la Syrie, hormis l'extrême droite qui dégage une odeur fétide pour se nourrir de la putréfaction dégagée par les victimes innocentes de l'impérialisme pourrissant.

Si vous demandez à un Syrien s'il préfèrerait vivre dans la Syrie présidée par Bachar el-Assad ou dans la Syrie dirigée par ces barbares, pas un Syrien normalement constitué ou sain d'esprit ne vous répondra qu'il préfèrerait la compagnie de ces monstres de cruauté.

Ceux qui ne supportent pas d'être traités de pro-Assad ou je ne sais quoi ne servent pas la cause du peuple syrien.

Ils sont à l'image du petit-bourgeois qui finalement est incapable de prendre position pour un camp, tergiverse, se dérobe, se renie, refuse de s'assumer, lâche, il ne veut pas prendre de coups, il ne veut pas affronter le courroux de ses ennemis, il craint l'affrontement par dessus tout qui compromettrait sa petite vie paisible, il gémit, se plaint parce que les choses ne se passent pas telles qu'il le souhaiterait, il en perd sa dignité bien mal placée au point d'en devenir méprisable ou répugnant, car il privilégie ses intérêts individuels au détriment de la cause (collective) qu'il prétend servir à condition que cela ne lui coûte rien.

Il s'improvise porte-parole d'une cause ou des masses populaires dont il n'est pas digne, il n'a aucune légitimité à s'exprimer en son nom ou en leur nom.

Ces journalistes ou intellectuels petits-bourgeois ne peuvent pas se prévaloir d'une quelconque légitimité populaire, puisqu'ils interviennent en dehors du mouvement ouvrier qui les répugne par ailleurs ou auquel ils refusent d'accorder un rôle historique dans le développement et le devenir de la civilisation humaine, alors ils sont conduits à exhorter les représentants de la bourgeoisie de leur accorder la légitimité dont ils se prévalent, pour pouvoir continuer à deverser jours après jours leur assertions insipides le regard rivé sur leur nombril qui fait office de centre du monde.

Bref, il faudrait les écouter, mais quand on leur parle, ils ne nous écoutent pas, ensuite ils se plaignent du traitement qui leur est accordé. Ils dénoncent l'incohérence de leurs détracteurs, mais ils sont tout aussi incohérents pour n'entrevoir l'histoire que par le petit bout de la lorgnette.

- La bataille de l'info : Contrôler le récit sur la Syrie par Louis Allday - investigaction.net

Dans le contexte actuel, exprimer un avis à peine contraire, pointer des faits basiques mais mal perçus tels que l'existence d'un soutien populaire pour le gouvernement syrien, relever la violence des groupes rebelles… Tout cela suffit à attirer sur soi les persiflages et l'hostilité des médias sociaux.

Ces attaques sont rarement des confrontations d'opinions, elles se réduisent le plus souvent à des attaques personnelles,

hystériques, au vitriol ou pire. Une poignée d'arguments sont à chaque fois soulevés pour s'en prendre à ceux qui contestent l'opinion imposée : ce serait de l'islamophobie que de critiquer l'action des groupes rebelles ou de les qualifier d'extrémistes; et ce serait de l'orientalisme négateur de la personnalité syrienne que de mettre en évidence le rôle central de l'impérialisme U.S.

Même les critiques les plus légitimes se trouvent qualifiées de « fascistes », « stalinistes », poutinistes » ou les trois à la fois. Une telle stigmatisation des opinions contradictoires a pour but de faire taire toute opposition, de laisser le champ libre à la version imposée du récit et de justifier l'éventuel soutien de l'opinion en faveur d'une possible intervention en Syrie. (...)

Cela reste malheureusement un moyen efficace de faire taire les dissensions et d'imposer les paramètres souhaités au débat. (...)

Aucune guerre n'a été à ce point médiatisée avec mauvaise foi que l'actuel conflit syrien. Cet article tente de corriger quelques énormes mensonges qui circulent, de montrer à quel point certaines voix dissonantes sont exclues du débat par l'intimidation et les calomnies, et de démasquer aussi les propos prétendument neutres de certaines voix au sujet du conflit.

Un des nombreux mensonges qui polluent le récit dominant serait la non intervention de l'Occident dans le déclenchement du conflit en Syrie...

Pour lire la suite : Source: http://www.investigaction.net/la-bataille-de-linfo-controler-le-recit-sur-la-syrie/#sthash.tXDtWGv5.dpuf

Ils osent tout. Quand George W. Bush exprime un regret agrémenté d'un énorme mensonge, de son temps les grands médias américains étaient indépendants.

- Les médias perdent leur importance aux États-Unis selon George W. Bush - sputniknews.com

« Il est difficile de rassembler le pays lorsque les médias sont tellement divisés. Quand j'étais président, vous [les médias, ndlr] aviez beaucoup plus de poids parce que vous n'étiez que trois. Aujourd'hui, il y a tellement de médias que les sources d'information parlent sous le couvert de l'anonymat. C'est un autre monde », a déclaré George W. Bush à la chaîne NBC News, commentant les paroles de l'animateur sur les divisions importantes dans le pays et la promesse de M. Trump de réunir les États-Unis.

Auparavant, M. Trump avait qualifié des médias comme le New York Times, NBC News, ABC, CBS, CNN d'« ennemis des Américains »

George W. Bush considère que les médias jouent un rôle important dans la société démocratique mais pour cela ils doivent être, avant tout, indépendants.

« Je pense que les médias sont indispensables pour la démocratie et nous avons besoin de médias indépendants pour engager à la responsabilité des gens comme moi. Je veux dire que le pouvoir peut provoquer des contraintes. Cela peut être désastreux et c'est important pour les médias de ramener à la responsabilité des gens qui abusent de leur pouvoir », a expliqué George W. Bush. sputniknews.com 27.02

Le saviez-vous

- Le rôle diplomatique secret de Google dénoncé par Julian Assange - numerama.com 24.10.2014

Dans un livre publié en septembre dernier, le fondateur de Wikileaks décrit en profondeur le rôle diplomatique joué très discrètement mais efficacement par Google, en particulier dans les pays arabes. Pour Julian Assange, Google est devenu une officine au service des intérêts américains, notamment grâce à sa filiale Google Ideas dirigée par Jared Cohen.

Personne ne veut reconnaître que Google a beaucoup grandi et en mal. Mais c'est le cas". En septembre dernier est paru chez OR Books le livre When Google Met Wikileaks, écrit par Julian Assange. Le magazine Newsweek en publie cette semaine de très longs extraits, dans lesquels le fondateur de Wikileaks décrit avec minutie le rôle de l'ombre joué par Google dans la politique internationale des Etats-Unis. Le passage est véritablement passionnant, et mérite d'être lu. Il est étayé par des documents, dont beaucoup avaient fuité sur Wikileaks, qui donnent corps à l'analyse.

En résumé, Julian Assange estime qu'à travers l'action très politique de deux responsables de Google, son président Eric Schmidt et le beaucoup plus discret Jared Cohen, la firme de Mountain View est devenue une officine diplomatique au service des intérêts américains. Elle accomplirait une version modernisée du soutien qu'apportait la CIA aux dictateurs d'Amérique du Sud pendant la guerre froide. Il ne s'agit plus aujourd'hui de soutenir les régimes autoritaires contre les tentations communistes du peuple, mais de soutenir les rebelles contre les régimes autoritaires islamiques du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Déguisé sous des traits humanitaires, l'objectif fondamental reste toutefois le même : défendre le libéralisme économique et les

intérêts stratégiques américains.

Le libéralisme économique étant perçu comme une résultante des droits de l'Homme, il suffirait de défendre la liberté d'expression, de faciliter la communication entre les hommes et de mettre en valeur toutes formes de libertés individuelles pour que le libéralisme économique s'impose de lui-même. A cet égard, Internet est une aubaine. On sait que l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) a ainsi financé un clone de Twitter à Cuba, ou tenté d'imposer des réseaux sociaux en Afghanistan, au Kenya ou au Pakistan.

Jared Cohen, l'homme de l'ombre des révolutions arabes

De son côté, Google a fondé Google Ideas, une structure méconnue dont l'agenda est exclusivement politique. Il s'agit de voir "comment la technologie peut permettre aux gens de faire face à des menaces en étant confrontés au conflit, à l'instabilité et la répression". L'organisation est dirigée par Jared Cohen, un ancien conseiller diplomatique de Condoleeza Rice et d'Hillary Clinton au ministère des affaires étrangères du gouvernement américain.

Selon sa fiche Wikipedia, Jared Cohen est un jeune spécialiste (33 ans) de l'anti-terrorisme, de la "contre-radicalisation", du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud, des libertés sur Internet, et de "l'encouragement à l'opposition dans les pays répressifs". Il fut considéré l'an dernier par TIME comme l'une des 100 personnalités les plus influentes, tandis que le New Yorker lui avait consacré dès 2007 un portrait élogieux, qui rappelle qu'il s'était rendu en Iran pour aider l'opposition dès ses jeunes années d'étudiant.

L'activité de Cohen au sein de Google Ideas lui a valu jusqu'aux inimités de Stratfor, l'officine privée très influente et proche du pouvoir dont les e-mails avaient fuité en 2011 sur Wikileaks, valant au pirate-informateur pas moins de 10 ans de prison. Ils voyaient l'activité diplomatique de Google comme une forme de concurrence.

Dans un courriel interne cité par Julian Assange, daté du 27 février 2012, le responsable aux renseignements de Stratfor avait parlé en ces termes d'un projet confidentiel de Jared Cohen de se rendre dans les semaines suivantes à la frontière entre l'Iran et l'Azerbaïdjan :

Google a le soutien et la protection aérienne de la Maison Blanche et du Département d'Etat. En réalité, ils font des choses que la CIA ne peut pas faire. Mais je suis d'accord avec toi. Il va se faire kidnapper ou se faire tuer. C'est ce qui pourrait arriver de mieux pour exposer le rôle secret qu'a Google pour faire mousser les soulèvements, pour être franc. Le gouvernement US pourra prétendre qu'il ne savait rien, et c'est Google qui tiendra le sac de merde.

Dans son livre, Julian Assange décrit par ailleurs toute une galaxie de fondations et associations qui sont directement ou indirectement liées à Google Ideas et à la diplomatie américaine, fondées ou rejointes par Jared Cohen. Parmi elles figurent Movements.org, créé par Cohen, qui a fusionné avec Advancing Human Rights. Or ce choix n'est pas neutre. AHR a été fondé par Robert Bernstein, qui a démissionné en 2010 de la prestigieuse association Human Rights Watch qu'il avait pourtant fondée. Il reprochait à HRW d'avoir été trop critique contre les violations des droits de l'homme par Israël. Par opposition, Advancing Human Rights ne s'intéresse donc qu'aux "sociétés fermées", fermant les yeux sur des régimes critiquables aux apparences plus démocratiques.

Un pouvoir d'influence sans précédent ?

De là à dire que Google Ideas protège aussi les intérêts israéliens en aidant à déstabiliser les puissances arabes voisines, il n'y a qu'un pas que Julian Assange prend garde de ne pas franchir. Il met toutefois en garde contre le pouvoir d'influence politique de Google, qui joue aussi bien sur des faits de société que sur des enjeux beaucoup plus stratégiques.

"Google est perçu comme une entreprise essentiellement philanthropique", écrit Assange. Mais, fait-il remarquer, si une entreprise militaire privée comme Academi (anciennement Blackwater) "avait un programme tel que Google Ideas, ça lui vaudrait un examen critique intense" auquel Google échappe, grâce à son image de bienfaiteur de l'Internet.

"Les aspirations géopolitiques de Google sont fermement mêlées dans celles de l'agenda des affaires étrangères de la plus grande superpuissance mondiale. A mesure que le monopole de Google sur la recherche et les services Internet s'accroît (…), son influence sur les choix et les comportements sur la totalité des être humains se traduit en un véritable pouvoir d'influer sur le cours de l'histoire". numerama.com 24.10.2014

- Comment Google a volontairement aidé à renverser le régime d'El-Assad - numerama.com 23 mars 2016

Un courriel trouvé dans les archives du cabinet d'Hillary Clinton montre que Google Ideas, la « filiale diplomatique » de Google (désormais Jigsaw), a sciemment contribué à fragiliser le régime de Bachar El-Assad en Syrie.

Google n'est pas seulement un moteur de recherche, ni même une multinationale aux multiples services en ligne. C'est aussi

une puissance diplomatique obscure, que le fondateur de Wikileaks Julian Assange avait décrit dans un livre passionnant publié en septembre 2014, When Google Met Wikileaks.

À seulement 35 ans, cet ancien conseiller diplomatique de Condoleeza Rice et d'Hillary Clinton au ministère des affaires étrangères du gouvernement est un spécialiste de l'anti-terrorisme et de la « contre-radicalisation », et un bon connaisseur du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud. C'est aussi, dans ce cadre, un militant de la défense des libertés sur Internet, qui aident à faire tomber les régimes autoritaires.

Cohen est à la tête de Jigsaw, anciennement appelé « Google Ideas ». Le rôle de cette filiale discrète est purement géopolitique, et vise à apporter un soutien aux opposants et à tout ce qui favorise notamment la liberté d'expression dans le monde, pour déstabiliser les régimes défavorables aux valeurs occidentales. Mais jamais Cohen ou Jigsaw ne le disent aussi nettement.

Mon équipe prévoit de lancer un outil pour encourager davantage de défections et donner confiance à l'opposition

Or la confirmation de l'agenda politique de Google et de sa filiale est venu dans un e-mail retrouvé dans les archives d'Hillary Clinton, qui ont fuité. On peut y lire un courriel envoyé par Jared Cohen le 25 juillet 2012, au cabinet de la secrétaire d'État. dans lequel l'homme informe la diplomatie américaine d'une initiative que Google Ideas s'apprête à lancer :

Objet : Syrie

Secrétaires-adjoints Burns, Jake, Alec,

Merci de garder ça pour vous, mais mon équipe prévoit de lancer un outil dimanche qui va traquer publiquement et cartographier les défections en Syrie et de quelles parties du gouvernement elles proviennent. Notre logique derrière ça est que bien que les gens traquent les atrocités, personne ne représente visuellement et ne cartographie les défections, dont nous pensons qu'elles sont importantes pour encourager davantage de défections et donner confiance à l'opposition.

Étant donné la difficulté à avoir des informations de Syrie en ce moment, nous réalisons un partenariat avec Al-Jazeera qui sera le premier propriétaire de l'outil que nous avons construit, traquera les données, les vérifiera et les diffusera en Syrie. J'ai attaché quelques visuels qui montrent à quoi ressemblera l'outil. Merci de garder ça vraiment pour vous, et faites moi savoir s'il y a quelque chose que nous devons prendre en compte ou auquel nous devrions penser avant le lancement. Nous pensons que ça peut avoir un impact important.

De fait, Google a sorti cet outil de cartographie des défections, toujours visible sur le site d'Al Jazeera (mais désormais inactif). Sur le site de Google, l'outil est décrit de façon beaucoup plus neutre dans le courriel envoyé à l'administration américaine :

« Peu après le soulèvement en Syrie qui a éclaté en mars 2011, un flux régulier de soldats, de chefs militaires, et de responsables gouvernementaux a commencé à faire défection vers l'opposition. Lorsque les défections ont commencé à se produire, les gens se sont tournés vers les médias sociaux pour raconter leurs histoires. Dans de nombreux cas, des transfuges ont téléchargé des vidéos personnelles sur Internet pour annoncer leur changement d'alliance. Les informations associées à ces vidéos ont fourni les métadonnées nécessaires pour cartographier et suivre les défections, y compris le nom du transfuge, sa description, sa date de la défection et sa relation à l'organisation.

Google Ideas, Al Jazeera, MayNinth, Movements.org et Potato se sont associés pour développer une visualisation interactive des données qui utilisait ces vidéos et leurs données associées pour cartographier les reportages vidéo disparates de défections du régime syrien. »

L'histoire ne dit pas à quel point l'outil a pu aider à encourager à grossir les rangs de la rébellion, mais Google a clairement contribué, en toute connaissance de cause, à tenter de renverser un gouvernement. Et il est aussi, désormais, associé aux opérations qui visent à contrer la propagande de l'État islamique, qui se nourrit en Syrie des cendres laissées par la guerre entre le régime d'Assad et la rébellion. numerama.com 23 mars 2016

Dernières nouvelles du ministère de la Vérité

L'info

- Le chef de la CIA dément la publication du NYT sur les liens du QG de Trump et Moscou - sputniknews.com 27.02

L'actuel directeur de la CIA s'est entretenu au téléphone avec les journalistes des médias américains influents pour démentir la publication du New York Times sur les liens entre le QG électoral de Donald Trump et les renseignements russes.

Le porte-parole de la Maison Blanche Sean Spicer a mis en contact le directeur de la CIA Mike Pompeo et le président de la commission du renseignement du Sénat Richard Burr avec les journalistes du Washington Post et du Wall Street Journal pour évoquer la publication parue le 15 février dans le New York Times au sujet des liens présumés entre le QG électoral de Donald Trump et les renseignements russes, indique le portail d'information Axios.

D'après la source, MM. Burr et Pompeo ont indiqué que la publication en question ne correspondait pas à la réalité, sans toutefois argumenter leurs déclarations.

L'histoire fait suite à la publication polémique parue le 15 février dans le New York Times qui assurait que des membres du QG électoral de Donald Trump étaient entrés à plusieurs reprises en contact avec les renseignements russes au cours de l'année 2016.

Le Washington Post a indiqué la semaine dernière que la Maison Blanche s'était assurée le soutien d'une série de représentants des milieux du renseignement et de parlementaires qui se sont adressés aux médias américains pour démentir cette publication. L'édition a notamment cité le nom de Richard Burr et de Devin Nunes, chef de la commission du renseignement de la Chambre des représentants des États-Unis.

Donald Trump a réagi à la publication, démentant catégoriquement les informations relayées. Le ministère russe des Affaires étrangères a pour sa part fait savoir que cette publication témoignait encore une fois des jeux politiques internes aux États-Unis. Le Kremlin a qualifié ces « fuites » d'infondées. sputniknews.com 27.02

Confirmation.

- «Aucune preuve» de contacts entre Trump et Moscou, selon le Comité pour le renseignement du Congrès - arretsurinfo.ch 28.02

L'enquête du Comité pour le renseignement du Congrès américain sur les contacts présumés entre l'équipe de campagne de Trump et les services de renseignement russes n'a découvert aucune preuve les établissant, a annoncé le président du Comité.

«Nous n'avons vu aucune preuve» que l'équipe de campagne de Donald Trump aurait communiqué avec la Russie, a déclaré Devin Nunes, président du Comité permanent pour le renseignement de la Chambre des représentants, aux journalistes. «A l'heure actuelle, je n'ai aucune preuve d'appels téléphoniques. Cela ne signifie pas qu'ils n'y en a pas eu. Nombreux sont ceux m'ayant dit qu'il n'y avait rien», a-t-il ajouté.

Evoquant la démission de Michael Flynn, ancien conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, face à des accusations de contacts «inappropriés» avec la Russie, Devin Nunes a reconnu que ce dernier avait parlé à l'ambassade russe à Washington avant l'investiture mais a ajouté qu'il n'avait fait que son travail. «Je continue d'affirmer que Flynn a fait ce qu'il devait faire, notamment préparer le président élu à entrer en fonction», a-t-il rappelé.

Les appels à enquêter sur les liens entre Trump et la Russie sont «une chasse aux sorcières»

Le président du Comité permanent pour le renseignement a également dénoncé le «Moscow Project», lancé par l'organisation américaine Center for American Progress qui appelle à mener une enquête indépendante sur les liens entre les associés de Trump et la Russie. «Nous ne pouvons pas faire une chasse aux sorcières contre le peuple américain», a estimé Devin Nunes.

Le 14 février, le New York Times a publié un article se fondant sur les propos de quatre responsables américains sous couvert d'anonymat et affirmant que l'équipe de campagne de Donald Trump avaient été en contact permanent avec des agents du renseignement russe. Hormis Michael Flynn, l'article mentionnait l'ex-directeur de campagne de Donald Trump Paul Manafort et les conseillers Carter Page et Roger Stone. Donald Trump a qualifié ces allégations d'«absurdité», tandis que pour le Kremlin, il s'agissait là d'«une histoire risible», ces accusations ne se basant sur aucun fait.

Source: https://francais.rt.com/international/34580-aucune-preuve-contacts-entre-trump-russie

La fausse information reprise en boucle par la totalité des médias-oligarques ou institutionnels.

Rappel. Huit médias français, dont Le Monde, ont décidé de collaborer avec Facebook pour réduire la présence de fausses informations sur le réseau social. En France, outre Le Monde, les médias partenaires sont l'Agence France-Presse (AFP), BFM-TV, France Télévisions, France Médias Monde, L'Express, Libération et 20 Minutes. lemonde.fr 06.02.2017

AFP

Donald Trump, sommé de s'expliquer sur la Russie ... - AFP.com

https://www.afp.com/.../donald-trump-somme-de-sexpliquer-sur-la-russie-denonce-les...

Le New York Times a révélé, citant quatre responsables ou ex-responsables ... de campagne du républicain et de hauts responsables du renseignement russe.

Le Monde

La journée de Donald Trump : son équipe de campagne aurait eu des ...

www.lemonde.fr/...trump/.../la-journee-de-donald-trump-abrogation-interrogatoire-et-de...

Selon le « New York Times », le renseignement américain a intercepté des ... équipe de campagne aurait eu des contacts répétés avec le renseignement russe ... Le Monde.fr avec AFP | 15.02.2017 à 03h36 • Mis à jour le 15.02.2017 à 09h22.

Libération

Le cauchemar russe de Donald Trump - Libération

www.liberation.fr/planete/2017/02/.../le-cauchemar-russe-de-donald-trump_1548659

15 févr. 2017 - Le New York Times a publié, mardi, un article décrivant l'enquête en cours du FBI sur ... des services de renseignement russes, avant l'élection du 8 novembre. ... Si les liens avec le gouvernement russe sont établis par les autorités .... Entre deux gaffes, Trump promet un nouveau décret sur l'immigration.

L'Express

Piratage, intox, contacts... Les intrusions russes dans la ... - L'Express

www.lexpress.fr/.../le-piratage-russe-et-autres-accusations-d-ingerence-dans-l-election...

Barack Obama, convaincu qu'il s'agissait de favoriser Donald Trump en ... Le New York Times et CNN révèlent que des membres de campagne de Trump ont eu .... En cours de vérification, il ferait état de liens entre Moscou et le président-élu, ...

20minutes.fr

Etats-Unis: L'équipe de campagne de Trump accusée d ... - 20 Minutes

www.20minutes.fr › Monde

15 févr. 2017 - Dans son édition électronique, le New York Times a affirmé mardi soir que l'équipe de campagne de Donald Trump avait e... ... Etats-Unis: L'équipe de campagne de Trump accusée d'avoir été en contact avec la Russie ... de hauts responsables des services de renseignement russes avant son élection…

BFM-TV

L'équipe de campagne de Donald Trump a eu des contacts ... - BFMTV

www.bfmtv.com/.../l-equipe-de-campagne-de-donald-trump-a-eu-des-contacts-repetes-a...

15 févr. 2017 - Le New York Times révèle en effet ce mardi que l'équipe de campagne de ... des contacts répétés avec les services de renseignement russes.

France Médias Monde

L'équipe de campagne de Trump a multiplié les contacts ... - France 24

www.france24.com/.../20170215-contacts-equipe-campagne-trump-services-russie-et...

15 févr. 2017 - D'après le New York Times mardi, des membres de l'équipe de campagne de Donald Trump, ... ont eu des contacts répétés avec de hauts responsables des services de renseignement russes. ... L'équipe de campagne de Donald Trump a eu des contacts répétés avec de hauts .... France Médias Monde.

France Télévisions

Accusé de liens avec la Russie, Donald Trump dément - France Info

www.francetvinfo.fr › ... › Présidentielle américaine › Donald Trump

15 févr. 2017 - Le "New York Times" affirme qu'il y a eu des contacts répétés entre l'équipe de ... républicain et les services de renseignement russes pendant l'année électorale. ... Ces agences ont alors essayé de déterminer si l'équipe de ... a déclaré son porte-parole, Dmitri Peskov, lors d'un point-presse, mercredi.

Le Figaro

Contacts répétés entre la campagne Trump et Moscou ? (presse)

www.lefigaro.fr › ACTUALITE › Flash Actu

15 févr. 2017 - Par Le Figaro.fr avec AFP; Mis à jour le 15/02/2017 à 07:43; Publié le ... russes avant son élection à la Maison-Blanche, selon le New York Times. ... montrent des contacts répétés avec les services de renseignement russes.

Le NouvelObs

L'équipe Trump était en lien avec les renseignements russes pendant ...

tempsreel.nouvelobs.com › Monde › L'Amérique selon Trump

15 févr. 2017 - L'équipe Trump était en lien avec les renseignements russes pendant ... Mais loin de clore le chapitre sur la nature exacte des interactions entre l'équipe Trump et le ... et CNN ont ainsi affirmé que l'équipe de campagne de Donald Trump avait ... Selon le "New York Times", les services de renseignement ...

France Soir

Le "New York Times" accuse des proches de Trump de ... - France Soir

www.francesoir.fr › Politique › Monde

15 févr. 2017 - C'est le New York Times qui l'affirme, et la révélation pourrait créer une véritable onde de ... responsables des services de renseignement russes avant l'élection présidentielle de novembre 2016. ...

Huffington Post

L'équipe de Donald Trump aurait eu plusieurs contacts avec les ...

www.huffingtonpost.fr/.../lequipe-de-donald-trump-aurait-eu-plusieurs-contacts-avec-...

15 févr. 2017 - Rédaction du HuffPost avec AFP ... INTERNATIONAL - La crise russe continue à la Maison Blanche. ... Le New York Times affirme mardi 14 février qu'elle a eu des contacts ... l'attaché de presse de la Maison Blanche, en faisant référence à sa ... Donald Trump accuse aussi les services du renseignement ...

Europe1

Des contacts répétés entre l'équipe Trump et la Russie selon le New ...

www.europe1.fr › Accueil › international

15 févr. 2017 - Le New York Times affirme que l'équipe de Donald Trump a eu de nombreux contacts avec les services de renseignements russes lors de la campagne électorale. Le Kremlin ... Par Rédaction Europe1.fr avec AFP. russie ...

Ouest-France

États-Unis. L'équipe de Trump a multiplié les contacts avec les Russes

www.ouest-france.fr › Accueil › Monde

15 févr. 2017 - AFP. Facebook; Twitter; Google+; Lire le journal numérique ... de renseignement russes au cours de l'année qui a précédé l'élection, rapporte le ... Les révélations du New York Times interviennent alors que le conseiller à la ...

Yahoo

L'équipe de Trump a multiplié les contacts avec les Russes, rapporte ...

https://fr.news.yahoo.com/léquipe-trump-multiplié-les-contacts-avec-les-russes-10332...

15 févr. 2017 - ... ont multiplié les contacts avec les services de renseignement russes au ... Les révélations du New York Times interviennent alors que Michael .... Le vice-président américain visite le camp nazi de Dachau. Actualités. AFP ...

Euronews

Agence France-Presse - Trump est un agent russe qui s'ignore, selon ...

fr.euronews-direct.bce.lu/.../3230081-trump-est-un-agent-russe-qui-signore-selon-un-an...

Donald Trump, le candidat du parti républicain à l'élection présidentielle, est “un ... vendredi un ancien patron de la CIA, dans un éditorial du New York Times. ... les services de renseignements russes à espionner sa rivale démocrate et remis ...

Etc., etc., etc.

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées ou leur propagande est plannifiée à l'avance.

6 mois plus tôt, ils avaient lancé le même fake news pour favoriser leur candidate H. Clinton

- Donald Trump, le pantin de Poutine | Slate.fr

https://www.slate.fr/story/120823/trump-pantin-poutine

13 juil. 2016 - Les services de renseignements russes ont piraté les serveurs du Comité national ... Chad Buchanan / Getty Images North America / AFP. ... Comme l'a déclaré au New York Times un expert des finances de campagne, ...

- Trump est un agent russe qui s'ignore, selon un ancien patron de la CIA

www.tendanceouest.com/actualite-190890-trump-est-agent-russe-qui-ignore-selon-ancie...

5 août 2016 - Donald Trump à Ashburn, en Virginie, le 2 août 2016 - AFP/Archives ... un ancien patron de la CIA, dans un éditorial du New York Times. ... "Dans le monde du renseignement, nous dirions que M. Poutine (le président russe) ...

Fabrication d'un président par les médias-oligarques.

- Minutes d'antenne sur BFMTV: Macron = Fillon + Hamon + Mélenchon + Le Pen - sputniknews.com

Depuis l'annonce de la candidature d'Emmanuel Macron, la chaîne BFMTV semble avoir son favori. C'est du moins ce que laisse conclure un simple calcul des heures dédiées au candidat d'En Marche! et aux autres...

Alors que l'espace médiatique et télévisé de l'Hexagone est saturé de sujets électoraux, BFMTV affiche clairement ses préférences. Depuis que le fondateur d'En Marche! s'est porté candidat à la présidentielle, la chaîne semble succomber à la tentation de consacrer plus de temps d'antenne à ses prestations qu'à celles de tous les autres candidats… réunis.

Concrètement, BFMTV s'emploie à relayer en intégralité tous les grands meetings du candidat, dont l'apparition sur la chaîne est beaucoup plus fréquente que celle de ses adversaires. Pour appuyer ses dires, Marianne a décidé de calculer le nombre de minutes des réunions publiques des différents candidats diffusées, et ce depuis le mois de novembre. Le magazine a analysé les chaînes d'infos en continu le jour de chaque meeting (avec 1 000 participants ou plus).

Macron le plus diffusé

En somme, BFMTV a relayé à peu près sept heures de prestations de l'ancien ministre de l'Économie, soit autant que l'ensemble de ses principaux concurrents, Fillon, Mélenchon, Le Pen et Hamon. Ainsi, la chaîne du groupe NextRadioTV a relayé les interventions de Macron pendant 426 minutes au total au cours des quatre derniers mois, contre 440 minutes pour ses principaux rivaux, 182 minutes pour François Fillon, 135 pour Jean-Luc Mélenchon, 63 minutes pour Marine Le Pen et 60 pour Benoît Hamon (ce qui équivaut, par exemple, à son discours d'investiture exclusivement).

Autre fait curieux, bien que les réunions du candidat d'En Marche ! soient habituellement un peu plus longues que celles de ses concurrents, BFMTV ne les coupe pas.

Hamon à l'arrière

Mais ce n'est pas la seule révélation de Marianne. A analyser le nombre de meetings couverts, Macron sort toujours gagnant de cette course télévisée avec cinq de ses sept réunions publiques retransmises (61 minutes en moyenne par session). François Fillon bénéficie du même chiffre (cinq sur sept prestations relayées), ce qui correspond pourtant à seulement 26 minutes de diffusion en moyenne. Ensuite, la chaîne a couvert deux meetings sur cinq de Jean-Luc Mélenchon (22 minutes en moyenne), alors que sept meetings de Benoît Hamon n'ont été relayés que pendant neuf minutes en moyenne.

Autres chaînes d'infos

Comme le révèle l'analyse, Emmanuel Macron est de nouveau en tête de liste sur iTélé (groupe Canal+), en minutes d'antenne (une heure et 46 minutes). Pourtant, il bénéficie du même nombre de meetings diffusés que François Fillon et Marine Le Pen (une seule réunion pour chacun). LCI (groupe TF1) a de son côté retransmis sur cette même période quatre minutes de plus de réunions de Fillon que de celles de Macron. France Info a curieusement relayé un meeting de chaque candidat, sauf Benoît Hamon.

La réponse de BFMTV

L'enquête de Marianne n'a pas laissé indifférente la chaîne concernée. Selon le directeur général de BFMTV Hervé Béroud, les calculs ne seraient « pas honnêtes », vu qu'ils comprenaient « les candidats partis en campagne très tôt, comme Emmanuel Macron », et des candidats issus des primaires. sputniknews.com 27.02

Elections présidentielles françaises. Légitimité introuvable.

Mimétisme France-Etats-Unis.

Comment déstabiliser un ou des candidats en créant artificiellement un climat de violence (provocations) généralisée ou le laissant s'instaurer pour faire élire le candidat fétiche de l'oligarchie. La méthode du gouvernement français (PS).

- Fillon accuse le gouvernement d'un "climat de quasi-guerre civile" - AFP

Le candidat de la droite à l'élection présidentielle, François Fillon, a "accusé" dimanche le gouvernement de laisser "se développer dans le pays un climat de quasi-guerre civile" qui perturbe la campagne, après des incidents visant plusieurs candidats. AFP

- Marine Le Pen à Nantes: des autocars pris pour cible en marge du meeting - AFP

Plusieurs autocars transportant des militants du Front national ont été pris pour cible dimanche par des manifestants hostiles à la venue de Marine Le Pen à Nantes, peu de temps avant le début de son meeting, a constaté une journaliste de l'AFP.AFP

La débâcle annoncée.

- Avis de tempête sur la campagne de Hamon - Reuters

- Présidentielle : Benoît Hamon face à la fronde - Franceinfo

- L'aile droite du PS grogne contre Hamon qui revendique "sa liberté" - AFP

- Hamon ou Macron ? Le grand désarroi des vallsistes - LePoint.fr

- Jean-Marie Le Guen refuse de soutenir Benoît Hamon - Le Huffington Post

- Jean-Louis Missika, bras droit d'Anne Hidalgo, explique son soutien à Emmanuel Macron - Le Huffington Post

L'unité trop compromettante.

- Hamon abandonne l'idée d'alliance avec Mélenchon : "Il m'a confirmé qu'il serait candidat" - Franceinfo

Benoît Hamon a clos définitivement les interrogations sur une possible candidature commune avec Jean-Luc Mélenchon, dimanche 26 février sur TF1. Le candidat socialiste, qui a rencontre son rival vendredi, affirme que ce dernier lui a confirmé "qu'il serait candidat".

"Je l'ai vu, il m'a confirmé ce que je savais, c'est qu'il sera candidat. Dont acte, la situation est maintenant claire", a expliqué Benoît Hamon. Franceinfo 26.02

Le POID a dégotté une info insignifiante pour remonter le moral des dirigeants du PS.

La Tribune des Travailleurs.

23 février 2017 – Grande Bretagne : le candidat du Parti travailliste britannique (Labour Party), Gareth Snell, a remporté une législative partielle à laquelle participait le chef du parti europhobe d'extrême droite United Kingdom Independence Party (UKIP) dans le bastion pro-Brexit de Stoke-on-Trent, dans le centre de l'Angleterre.

Le POID passera sous silence à ses lecteurs deux jours plus tard la cuisante défaite du Parti travailliste britannique dans la circonscription de Copeland qui était un bastion travailliste depuis plus de 80 ans. (Source : euronews.com 24.02) On ne se refait pas.

Je vote pour l'impérialisme français

- Niger: 16 soldats tués mercredi, la France apporte son soutien - AFP

La France va venir en aide au Niger dont 16 soldats ont été tués et 18 blessés mercredi dans une "attaque terroriste" contre une patrouille de l'armée à Tilwa dans la zone de Ouallam (ouest) près du Mali. AFP 26.02

Sécurité alimentaire oblige.

- Présidentielle: l'accord Hamon-Jadot approuvé par les écologistes - AFP

Après plus de trois semaines de tractations, les électeurs écologistes ont approuvé dimanche à une très large majorité l'accord conclu entre Yannick Jadot et Benoît Hamon.

Outre le retrait de M. Jadot, l'accord avec les écologistes comporte un volet programmatique, dont de nombreux points sont en rupture avec la doxa socialiste, et un volet électoral, qui sécurise les députés EELV sortants -dont Cécile Duflot- et doit permettre aux Verts de constituer un groupe à l'Assemblée.

Le député européen EELV avait annoncé dès jeudi son renoncement au profit du socialiste, une décision plébiscitée par les électeurs de la primaire écologiste : 79,53% d'entre eux ont dit "oui" à l'accord (blanc: 5,08%, "non": 15,39%), malgré la campagne en faveur du "non" menée par des membres de l'aile gauche d'EELV, opposé à un "deal" n'incluant pas Jean-Luc Mélenchon.

La plateforme programmatique sur laquelle s'est engagé Benoît Hamon constitue "une rupture avec l'orientation du PS" sur le nucléaire, Notre-Dame-des-Landes ou encore les institutions, fustige dans le JDD le député Christophe Caresche, qui annonce

-sans que ce ne soit une surprise de la part de ce représentant de l'aile droite du PS- son ralliement à Emmanuel Macron.

Le député du Nord Christian Bataille, proche de Manuel Valls, avait déclaré vendredi qu'il ne pourrait voter pour Benoît Hamon si ce dernier maintenait ses choix en matière de nucléaire.

"Il y a un glissement à gauche qui risque de provoquer une hémorragie vers Emmanuel Macron", s'inquiète un responsable parisien. Lequel estime aussi que Benoît Hamon a fait une "erreur" en acceptant que Cécile Duflot se maintienne sur sa circonscription.

"Cela donne l'impression d'une tambouille d'appareil" et cela "va donner une justification politique et morale aux loyalistes pro-gouvernementaux pour partir", regrette ce proche d'Anne Hidalgo. "Il peut y en avoir une trentaine ou une quarantaine qui franchissent la ligne cette semaine", prévient-il.

Motif d'irritation supplémentaire: l'accord laisse libre EELV de présenter ou de soutenir des candidats face à ceux du PS, ce qu'il a bien l'intention de faire. Caroline De Haas, en pointe dans la lutte contre la loi travail, devrait ainsi défier Myriam El Khomri, Julien Bayou, le porte-parole d'EELV, prévoit de se présenter face à Seybah Dagoma, Alexis Braud, le porte-parole de Yannick Jadot, face à Stéphane Le Foll... AFP

Le coup éculé du "vote utile" ne fonctionne plus et tant mieux.

- Présidentielle : le Parti communiste en appelle à une "intervention populaire" pour une union de la gauche - franceinfo

Le porte-parole du Parti communiste, Olivier Dartigolles, a plaidé lundi 27 février sur franceinfo pour une "intervention populaire" afin de permettre l'union de la gauche pour la présidentielle.

Franceinfo : Pensez-vous qu'une alliance est toujours possible ?

Quelqu'un seul, ou même deux personnes, ne peuvent pas décider qu'on referme cette porte. La question est grave, il s'agit d'éviter un second tour Le Pen-Fillon ou Le Pen-Macron.

"Nous butons sur le présidentialisme" - Olivier Dartignolles, porte-parole du PCF. franceinfo 27.02

Si "le présidentialisme" constitue un obstacle à la présentation d'un candidat unique de la prétendue gauche, pourquoi ne le caractérise-t-il pas ? Parce que cet obstacle, c'est la Constitution de la Ve République devant laquelle ils se prosternent, qu'ils tiennent absolument à cautionner et préserver.

Maoïste for ever

- Daniel Cohn-Bendit se rallie à Macron - Liberation.fr

J'ai reçu un courriel d'une formation maoïste (adepte du parti unique) qui supplie Hamon et Mélenchon de s'entendre pour présenter un candidat unique...

Expropriation générale sans indemnités. Les 0,7% qui gouvernent la France.

- Les millionnaires continuent de fuir la France - sputniknews.com

En 2016, les riches ont continué de quitter massivement la France, signale le journal indien Business Standard, se référant au rapport Global Wealth Review 2017.

Selon le rapport, 12 000 millionnaires ont quitté la France en 2016.

Auparavant, le rapport sur l'année 2015 avait révélé que 10 000 personnes ayant une fortune égale ou supérieure à un million de dollars avaient quitté la France. Le nombre de millionnaires en France avait alors diminué de 3 %, passant à 323 000 personnes. Paris avait été particulièrement frappé par les départs : 7 000 millionnaires avaient quitté la capitale française, soit 6 % de leur nombre total. sputniknews.com 27.02

Ils osent tout

- Présidentielle: Christine Angot exhorte François Hollande à se représenter - AFP

La romancière Christine Angot exhorte François Hollande à se représenter à la présidentielle pour ne pas laisser la France "se désintégrer" et aller "dans le mur", face à l'extrême droite et à l'islamisme, dans une lettre ouverte parue dans Le Journal du Dimanche. AFP

- Grand Orient de France : la visite de François Hollande est un "hommage" - Franceinfo

- Nantes : plus de 2 000 manifestants contre la venue de Marine Le Pen - Franceinfo

- Paris: manifestation contre les "casseroles" des élus - AFP

"Stop corruption privilèges", "Fillon en prison": comme dimanche dernier, une centaine de personnes se sont rassemblées samedi 25 février place de la République à Paris pour dénoncer la corruption des élus, à l'appel d'un collectif citoyen. AFP

Initiée par un photographe, Vincent Galtier, sur Facebook (RT). Cette manifestation est une initiative venue de Facebook (huffingtonpost.fr). Aucune légitimité.

- Macron défend sa méthode de changement par «le peuple» - LeFigaro.fr

- Hollande au Salon de l'agriculture pour un "message de solidarité" - L'Express.fr

- S'il te plaît, drag-queen, raconte-moi une histoire... - Liberation.fr

- Haïti: le carnaval n'est pas du goût des sinistrés de l'ouragan Matthew -

Les dépenses réalisées pour l'organisation du carnaval national dans la ville des Cayes exaspèrent les familles frappées il y a cinq mois par l'ouragan Matthew et qui vivent encore dans des conditions inhumaines. AFP

- Italie: des milliers de personnes à la bataille d'oranges d'Ivrée - AFP

- Le couple Obama décroche un contrat d'édition record chez Penguin - AFP

- Bush parle d'un climat "plutôt détestable" à Washington - Reuters

- New York : manifestation de soutien à la presse face à Trump - AFP

Quelque 250 personnes ont manifesté dimanche 26 février pour soutenir le New York Times et les médias face à l'administration Trump, dans un climat de plus en plus lourd entre la presse et le nouveau président américain. AFP

Le New York Times, l'un des médias les plus corrompus au monde ! Abonné des réunions annuelles du groupe Bilderberg depuis 1954.

- Un documentaire sur les “Casques blancs” récompensé aux Oscars - euronews.com

Ils ont récompensé leurs barbares !

RT : Le fait que le documentaire sur les Casques blancs ait remporté un Oscar (https://francais.rt.com/international/34536- documentaire-sur-casques-blancs-recompense-oscars) est-il une victoire artistique ou plutôt politique ?

La journaliste Vanessa Beeley. : Je pense que c’est une victoire pour la propagande. On peut les féliciter pour leurs talents d’acteurs, plutôt que pour leur rôle humanitaire. Une journaliste de RT, Lizzie Phelan, et moi, nous étions à Alep-Est à peu près au même moment, lors de la libération de l’occupation du Front Al-Nosra, et aussi après la libération (https://francais.rt.com/international/33130-ancienne-citadelle-alep-rouvre-portesvisiteurs) de la ville, lors des cérémonies de célébration qui ont eu lieu avant Noël. Nous avons toutes les deux parlé aux civils dans différents quartiers libérés d’Alep-Est, qui sortaient après un emprisonnement qui a duré quatre ans et demi. Nous avons demandé à ces gens ce qu’ils savaient sur les Casques blancs. Et quand je mentionnais ce nom, une étiquette qui leur a été attribuée par les directeurs de la campagne de marketing et par les médias occidentaux, la plupart des civils n’avaient aucune idée de qui étaient ces Casques blancs.

Après quelques explications sur le sujet, après une mention de la défense civile, ils répondaient presque tout de suite : «Ah,

vous voulez dire la défense civile, le Front Al-Nosra».

Et c'était une réaction spontanée des Syriens qui habitaient dans des quartiers libérés. Et nous avons aussi obtenu un nombre de témoignages attestant qu'ils opéraient aux côtés des organisations terroristes à Alep-Est, ils ont même participé à certaines atrocités perpétrées par les terroristes (https://francais.rt.com/international/31274-alep-liberee-quand-afp-donne-la-parole-aux-rebelles-decapiteurs-enfants) à Alep-Est, aux alentours d'Alep et à Idleb. Par exemple, un de leurs leaders, un ami proche de Raed Saleh, le soi-disant président des Casques blancs – son nom est Mustafa al-Haj Yussef – montre sur l'une de ses pages dans les réseaux sociaux qu'il est lié à Daesh et à Ahrar Al-Cham. Il appelle à l'unité de l'organisation terroriste ebn question sur le territoire syrien, il a appelé à bombarder les civils à Damas lors des élections de 2014, alors qu'il était déjà membre des Casques blancs. Ils annoncent que beaucoup de leurs membres sont d'anciens combattants, mais qu'ils ont renoncé à se battre afin de rejoindre une organisation humanitaire. Mais de telles déclarations sur les réseaux sociaux entrent en contradiction avec ce récit.

Source: https://francais.rt.com/opinions/34565-al-jazeera-tribune-changer-image-groupes-terroristes (https://francais.rt.com/opinions/34565- al-jazeera-tribune-changer-image-groupes-terroristes)

- Des manifestants forment le drapeau de l'UE à Bucarest - Reuters

Ils se démasquent...

Leur vieux monde craque de partout.

- Pays-Bas : le candidat de l'extrême droite favori aux législatives - Franceinfo

Aux Pays-Bas, le populiste Geert Wilders domine la campagne des législatives. Il dénonce le système, l'Europe et les étrangers. Franceinfo

- «L'image de la Corée du Sud est atteinte» - Liberation.fr

Lee Jae-yong, président et héritier de Samsung, a été mis en examen pour corruption. Liberation.fr

- Brésil : "Temer, dehors !" scandent des manifestants au carnaval de Rio - Franceinfo

Stratégie du chaos, provocations, guerres, corruption...

- Affrontements au Haut-Karabakh : l'Azerbaïdjan et l'Arménie se renvoient la balle - presstv.com

La République d'Azerbaïdjan a annoncé ce samedi 25 février la mort de plusieurs de ses militaires lors d'affrontements avec l'Arménie au Haut-Karabakh.

Le ministère azerbaïdjanais de la Défense a déclaré dans un communiqué que les forces arméniennes avaient lancé ce samedi une attaque contre les positions de ce pays au Haut-Karabakh.

Le ministère de la Défense de la République autoproclamée du Haut-Karabakh a annoncé dans un communiqué que les forces arméniennes n'avaient subi aucune perte en vies humaines et que seules les forces azerbaïdjanaises en avaient subi lors de leur attaque.

Lors des échauffourées du début du mois d'avril entre les deux parties, quelque 75 militaires ont été tués.

Le ministère azerbaïdjanais de la Défense a également annoncé avoir abattu un drone et détruit un poste de contrôle de l'Arménie. presstv.com 25.02

- Les Philippins se soulèvent contre le président Duterte - euronews

Les Philippins ont affronté la police pour manifester contre la brutale guerre antidrogue menée par le président. Et comme un symbole, ils avaient choisi le 31e anniversaire de la chute du dictateur Ferdinand Marcos. "Le parralèle qu'on voit entre Duterte et Marcos c'est qu'il font taire les dissidents...

Exploités : Brisez vos chaînes ! L'internationale mafieuse ressert les boulons.

- JPMorgan et Microsoft forment une grande alliance dans la Blockchain - latribune.fr

Santander, ING et UBS sont aussi de cette alliance, aux côtés d'Intel et de BP, dans le but d'élaborer des standards d'utilisation de cette technologie émergente de stockage et de transmission d'information.

Une trentaine d'entreprises, principalement des secteurs de la banque et de la technologie, viennent d'annoncer ce mardi la création d'un vaste consortium, "Enterprise Ethereum Alliance", autour d'un projet fondé sur la Blockchain, la technologie novatrice de stockage et de transmission d'informations dite de "chaînes de blocs" (le sous-jacent de la monnaie virtuelle Bitcoin), que l'on compare volontiers à "un grand livre comptable public, anonyme et infalsifiable".

La première banque américaine, JPMorgan Chase, mais aussi les espagnoles Santander et BBVA, la néerlandaise ING, Crédit Suisse et UBS, et la taïwanaise Fubon Financial, se sont associées à Microsoft et Intel, Accenture et Thomson Reuters, ainsi que le géant pétrolier BP et des startups (Brainbot, ConsenSys, BlockApps, String Labs, etc) dans l'objectif d'élaborer des standards d'utilisation d'Ethereum, un type de Blockchain, un protocole d'échanges décentralisés permettant de créer des "contrats intelligents" (smart contracts), qui a le potentiel de révolutionner de nombreux champs d'activité, du paiement au commerce international.

Ethereum est un type de Blockchain développé par le jeune programmeur russo-canadien Vitalik Buterin (23 ans), qui était présent au lancement de l'alliance ce lundi.

Exploration des cas d'usage

Certains participants décrivent cette alliance au New York Times comme une façon de s'assurer une autre option que celle poussée par IBM, le projet collaboratif Hyperledger, lancé par la Fondation Linux, dont Intel, Accenture et JPMorgan font aussi partie, aux côtés d'Airbus et BNP Paribas par exemple. En parallèle, une soixante d'entreprises financières se sont associées au sein de la "startup" R3 CEV, un consortium développant des applications commerciales de la technologie Blockchain, autour des données de connaissance client (le "KYC") par exemple, qui a subi une série de défections (Morgan Stanley, Goldman Sachs, Santander) ces derniers mois. D'autres institutions financières, telles que Citigroup, Capital One, Nasdaq ou Visa, ont investi dans la startup californienne Chain Inc (aux côtés du français Orange Digital Ventures) qui veut bâtir une infrastructure blockchain dédiée aux services financiers.

La vaste alliance Enterprise Enthereum montre à quel point les grandes multinationales, en particulier de la finance, prennent au sérieux cette nouvelle technologie. Pour autant,celle-ci n'est pas encore mature, relève Antoine Oliveau, associé chez Deloitte, spécialiste des stratégies d'innovation dans la banque.

« La Blockchain en est encore dans la phase d'exploration des cas d'usage et son développement se fait à un rythme beaucoup plus lent qu'anticipé. Son déploiement à grande échelle ne se fera pas avant 2020-2025 » prédit-il. latribune.fr 28.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis.

L'Etat profond à l'offensive à visage découvert.

1.1- Buffett tacle Trump en saluant l'apport des "immigrants" à la prospérité - AFP

Le milliardaire Warren Buffett a insisté samedi sur la contribution des "immigrés" et de "l'Etat de droit" à la prospérité des Etats-Unis, au moment où le président Donald Trump veut accélérer l'expulsion des clandestins et s'en est pris à des juges.

"Depuis 240 ans --soit une période qui représente moins de trois fois le temps de ma présence sur Terre- les Américains ont combiné inventivité humaine, économie de marché, un flot d'immigrés talentueux et ambitieux et l'Etat de droit pour arriver à une abondance qui a dépassé le rêve des pères fondateurs", écrit l'octogénaire dans sa lettre annuelle aux actionnaires de son holding Berkshire Hathaway.

Le parrain du capitalisme américain et ancien soutien de Hillary Clinton prend ainsi subtilement le contrepied de Donald Trump qui prépare un nouveau décret limitant l'immigration et vient d'ordonner un renforcement de la lutte contre les sans-papiers.

L'année précédente, en pleine campagne pour la Maison Blanche, le milliardaire philanthrope de 86 ans avait déjà délivré un message aux accents politiques en exhortant les candidats à ne "pas parier contre l'Amérique".

Au cours du dernier trimestre 2016, son holding Berkshire, qui possède notamment des parts dans les groupes Kraft Heinz et Coca Cola et a récemment investi dans le géant Apple, a en tout cas profité à plein de l'euphorie qui a saisi Wall Street après l'élection de M. Trump en novembre.

Selon les résultats publiés samedi, son conglomérat a dégagé entre octobre et décembre un bénéfice net de 6,3 milliards de dollars, en hausse de près de 15% sur un an.

Sur l'ensemble de l'année 2016, le bénéfice s'est établi à 24,1 milliards, en très léger recul sur un an. AFP 26.02

Xénophobie institutionnelle et propagande.

1.2- Washington défie le Kremlin avec une chaîne TV russophone - AFP

Trois décennies après avoir contribué à la chute du communisme en Europe de l'Est, la Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) financée par Washington défie à nouveau Moscou, cette fois-ci avec une chaîne télévisée russophone.

Baptisée "Heure Actuelle" ("Nastoïachtchee Vremia" en russe) cette chaîne ciblant 270 millions de téléspectateurs dans l'ex-espace soviétique 24 heures sur 24, aspire à contrebalancer les médias pro-Kremlin.

Son lancement ce mois-ci survient alors que les relations entre la Russie et l'Occident sont au plus bas, marquées par l'annexion par la Russie de la Crimée et la campagne militaire russe en Syrie.

L'Occident soupçonne par ailleurs le Kremlin de vouloir propager, notamment via internet, de fausses nouvelles afin de stimuler la popularité de politiciens pro-russes et de déstabiliser les pays de l'Otan et de l'Union européenne.

Moscou a vivement réagi à l'arrivée du nouveau média financé par les États-Unis. "Il s'agit d'un blanchiment d'argent sous prétexte de combat contre la propagande russe", a affirmé un présentateur vedette pro-Kremlin, Dmitri Kisseliov, sans fournir de preuves de ses allégations.

RFE/RL qui émet les programmes vers 23 pays en 26 langues, a lancé la chaîne en collaboration avec la "Voix de l'Amérique", service radio-télévision du gouvernement américain ciblant plus de 236 millions personnes par semaine, en 45 langues.

Lors de la Guerre froide, ces stations ont livré une bataille idéologique en faveur de l'Occident et voyaient souvent leur signal brouillé par les régimes communistes.

Avides d'informations objectives, les gens derrière le Rideau de fer parvenaient toutefois à écouter en catimini ces émissions qui les encourageaient à s'opposer au totalitarisme.

Selon l'éditeur exécutif de "Heure Actuelle" Kenan Aliev, l'objectif de la chaîne, similaire, vise le régime du président russe Vladimir Poutine.

"Notre ambition, c'est de gagner le public dans cette région importante, systématiquement bombardée par une énorme quantité de désinformations, de mensonges et de propagande", a-t-il souligné. "Nous ressentons le besoin d'informations objectives et essayerons de fournir ce genre de service à nos téléspectateurs", a ajouté M. Aliev, interrogé par l'AFP.

"Heure Actuelle" offre par satellite, par câble et par internet ses programmes à partir de Prague où RFE/RL est basée depuis son transfert de Munich en 1995.

Certains programmes sont consacrés aux pays baltes, à la Moldavie et à l'Ukraine, ex-républiques soviétiques où vivent d'importantes minorités russes.

"La chose la plus importante, c'est que nous pouvons nous adresser via des réseaux sociaux et le numérique à un public difficilement accessible comme celui en Russie", a déclaré à l'AFP la directrice de "Heure Actuelle", Daisy Sindelar.

Le Congrès américain a approuvé le financement de RFE/RL pour des "décennies", assure le président de la station, Thomas Kent. Le budget opérationnel approuvé de "Heure Actuelle" se chiffre à 10 millions de dollars (9,5 millions d'euros). "Nous espérons que la singularité de ce que nous faisons aidera à préserver notre financement", ajoute M. Kent.

Parmi les concurrents, figure le service russe de la BBC, doté d'un nouveau bureau à Riga en Lettonie où les Russes d'origine représentent un quart des deux millions d'habitants de ce pays balte.

En avril, la Lettonie avait interdit pour six mois les émissions de la chaîne russophone Rossia RTR TV, l'accusant d'avoir incité à la haine et d'avoir diffusé des déclarations anti-ukrainiennes.

Pour sa population d'origine russe et contrer les médias pro-russes, la chaîne lettone LTV a créé sa propre station de radio-télévision et un site d'informations en russe.

Riga est aussi devenu un centre pour des médias russes indépendants ayant des difficultés à travailler en Russie, dont le site Meduza géré par d'ex-journalistes du site d'informations Lenta.ru.

En Estonie voisine, la radio-télévision ERR a lancé trois médias russophones. Ses habitants d'origine russe représentent un quart de la population de ce pays d'1,3 million de citoyens. AFP 25.02

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)

Wikipedia.org - Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) est une radio et un groupe de communication privés financés par le Congrès des États-Unis. L'organisation reçoit ses fonds du Congrès des États-Unis via la CIA, mais aussi des financements privés. En 1971, la CIA cesse de financer Radio Free Europe, qui est placé sous la surveillance du International Broadcasting Bureau (en) (I.B.B.), dont les membres sont nommés par le président américain.

Commentaires d'internautes.

1- "Ca relève de la psychiatrie maintenant. Tout ça pour faire de l'anti-Trump, autrement dit ces irresponsables narguent un pays étranger, pour faire de l'opposition interne."

2- "CNN ou BBC en version russe... ils vont se ramasser ils n'ont déjà plus de crédibilité dans leur propre pays. Même la moitié des Américains est pro Poutine selon des sondages réalisés aux USA, ce que Obama trouvait inquiétant et incompréhensible, et ce malgré l'énorme force de frappe et propagande des médias mainstream antirusse..."

3- "Seulement voilà : La population russe étant généralement bien plus éduquée que celle des US, les Américains perdent leur temps s'ils pensent pouvoir lui faire avaler les bobards de CNN et Fox !"

Trump : Le président du Pentagone.

1.3 - Trump accorde une hausse "historique" au budget de la Défense - Reuters

Donald Trump a annoncé lundi une augmentation du budget de la Défense des Etats-Unis qu'il a qualifiée d'historique.

Son projet de budget fait la part belle au Pentagone, conformément à ses promesses de campagne, et prévoit des coupes partout ailleurs dans le fonctionnement de l'Etat fédéral pour compenser les dépenses accrues en matière de Défense.

Le Pentagone devrait bénéficier d'une enveloppe supplémentaire de 54 milliards de dollars - soit une progression de 9,2% par rapport au précédent budget - avec liberté de dépenser cet argent à sa guise, a expliqué à la presse un responsable de la Maison blanche chargé du budget.

Inversement, tout ce qui ne ressort pas du Pentagone sera source d'économies, à hauteur de 54 milliards. Ce sera en particulier le cas de l'aide internationale.

"Ce budget est un budget de sécurité nationale et de sécurité publique", a déclaré le nouveau président américain lors d'une rencontre avec les gouverneurs des Etats fédéraux.

"Il comprendra une hausse historique des dépenses en matière de Défense afin de rebâtir les capacités militaires des Etats-Unis en cette période où nous en avons tant besoin", a-t-il ajouté.

"Nous allons faire plus avec moins, le gouvernement sera plus modeste et devra rendre des comptes", a-t-il promis.

Donald Trump entend en outre consacrer plus de moyens au développement des infrastructures aux Etats-Unis, là

aussi conformément à ses engagements. Il présentera son plan dans ce domaine mardi devant le Congrès. "Nous allons commencer à dépenser beaucoup pour les infrastructures", a-t-il déclaré.

Les négociations sur le budget au Congrès, qui a le dernier mot en la matière, durent généralement des mois.

Quelques heures avant l'intervention de Donald Trump, on expliquait de source proche du dossier que le président voulait accorder au Pentagone plus de moyens pour la construction de bateaux, d'avions et pour établir "une présence plus solide dans les voies navigables internationales clés", comme le détroit d'Ormuz et la mer de Chine méridionale.

Le budget du département d'Etat, de l'ordre de 50 milliards de dollars, pourrait être réduit, lui, de 30%, ce qui entraînerait une restructuration majeure.

Dans une lettre adressée aux responsables du Congrès, 120 anciens généraux et amiraux américains se sont élevés lundi contre ce coup qui pourrait être porté à la diplomatie et à l'aide internationale.

"Nous savons, de par notre expérience sous l'uniforme, que de nombreuses crises auxquelles notre pays est confronté n'ont pas de solution uniquement militaire", écrivent les officiers, parmi lesquels figurent l'ancien chef d'état-major de l'US Army, George Casey, l'ancien directeur de la CIA et commandant des forces américaines en Irak et en Afghanistan, David Petraeus, l'ancien commandant en chef de l'Otan, John Stavridis, ou encore l'ancien directeur de la NSA, Keith Alexander.

"Le département d'Etat, l'Usaid, (...) le Peace Corps et d'autres agences de développement sont cruciaux pour éviter des conflits et réduire le besoin d'exposer nos hommes et femmes en uniforme au danger", ajoutent les anciens généraux en appelant le Congrès à "renforcer la diplomatie et le développement en même temps que la défense pour assurer la sécurité de l'Amérique".

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) devrait elle aussi pâtir des coupes budgétaires envisagées.

S'exprimant vendredi dernier devant la Conservative Political Action Conference (CPAC), grand-messe annuelle des conservateurs américains, Donald Trump a promis une forte hausse du budget de la Défense afin de parvenir au "plus grand effort militaire de l'Histoire" des Etats-Unis. [nL8N1G95T8]

Certains experts s'interrogent toutefois sur la nécessité d'une forte hausse des dépenses militaires, qui représentent déjà quelque 600 milliards de dollars. Reuters 26.02

On prend les paris : Ce matin à Wall Street les actions des entreprises du complexe militaro-industriel-financier grimpaient en flèche.

Bienvenue au club des milliardaires de la Maison Blanche.

1.4 - Etats-Unis : le Commerce confié au "vautour" Wilbur Ross - latribune.fr

Le Sénat américain vient de confirmer la nomination du milliardaire Wilbur Ross à la tête du département du Commerce. Cet investisseur expérimenté et ancien banquier d'affaires a construit sa réputation en rachetant des entreprises en faillite et en les restructurant par des méthodes drastiques et redoutées.

Le club des milliardaires s'agrandit à la Maison Blanche. L'investisseur et homme d'affaires Wilbur Ross, désigné par Donald Trump à la tête du département du Commerce a été confirmé ce lundi à son nouveau poste par le Sénat où il a bénéficié d'un bon soutien des démocrates. Il a obtenu 72 voix favorables contre 27 opposées à sa nomination. Durant la séance à la chambre haute, il a dû répondre aux multiples questions concernant des probables conflits d'intérêts entre ses activités personnelles et son nouveau poste dans le gouvernement. Il devrait jouer un rôle prépondérant dans l'application des promesses de campagne de Donald Trump relatives au commerce et au protectionnisme.

Déjà présent pendant la campagne

Lors de la campagne présidentielle, Wilbur Ross a déjà participé à l'élaboration du programme de Donald Trump sur les aspects des échanges commerciaux. Il avait rejoint l'équipe du candidat après la convention de Cleveland pour mettre en place le plan des "100 premiers jours". Il avait notamment exprimé à plusieurs reprises des critiques sur l'accord de libre échange d'Amérique du Nord (Alena) avec le Canada et le Mexique et sur l'intégration de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce à partir de 2001. Selon lui, ces deux événements ont contribué "à détruire massivement des emplois dans l'industrie américaine" comme le souligne Reuters. Il avait déclaré dans une interview à la chaîne NBC en novembre dernier avec le nouveau secrétaire au Trésor Steven Mnuchin "qu'il y a le commerce, le commerce intelligent et le commerce stupide. Nous avons fait beaucoup de commerce stupide".

Né en 1937 dans le New-Jersey, Wilbur Ross est le fils d'un père juriste et d'une mère enseignante. Il est sorti diplômé de l'université de Yale en 1959 et a obtenu un M.B.A à l'université de Harvard en 1961. Il a entamé sa carrière dans la banque chez Rothschild en 1976 pour y rester jusqu'en 2000. En 2000, il fonde sa propre société financière WL Ross & Co. LLC avec laquelle il va mener de nombreux rachats et restructurations. "Le roi de la faillite"

Ross a bâti une grande partie de sa fortune en rachetant des groupes sidérurgiques en difficultés. Après avoir restructuré plusieurs sociétés dans ce secteur, il a réussi un coup de maître en les revendant à Mittal pour 4,5 milliards de dollars. Il va par la suite s'intéresser à d'autres secteurs comme le textile, le charbon et les pièces détachées des automobiles. Il s'est ainsi taillé une réputation en redressant de nombreuses sociétés en faillite notamment dans le midwest américain, région qui a fortement contribué à la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine. Toutes ces opérations vont lui valoir le titre de "roi de la faillite".

Mais ce père de deux enfants a également fait l'objet de critiques notamment pour ses méthodes employées dans certains secteurs. Il est parfois décrit comme un "vautour". Quelques restructurations ont parfois provoqué des dégâts considérables. A la suite d'une reprise mettant en cause la sécurité des travailleurs, 12 mineurs avaient trouvé la mort en Virginie occidentale comme le souligne Politico. La sénatrice démocrate du Massachussets réputée pour son franc-parler s'est également montrée très critique sur cette confirmation sur Twitter :

@CommerceGov nominee Wilbur Ross is practically a cartoon stereotype of a Wall Street fat cat with no interest in anyone but himself.

— Elizabeth Warren (@SenWarren) 27 février 2017

"La nomination de Wilbur Ross au Département du commerce est pratiquement une caricature d'un gros bonnet de Wall-Street sans aucun intérêt pour personne mais d'abord pour lui même."

Wilbur Ross est connu pour encourager le commerce international. "Je suis moi-même favorable au commerce mondial. Beaucoup de nos entreprises sont engagées dans le commerce international. Mais au fil des ans, j'ai aussi compris qu'un certain nombre de nos transactions commerciales ont été de mauvaises affaires" avait-il déclaré au Wall-Street Journal. "Je suis pour un commerce sensé. Etre contre le commerce peut jouer contre le travailleur américain et le milieu industriel."

Celui dont la fortune est estimé à 2,5 milliards de dollars par le magazine Forbes a notamment construit sa réussite en délocalisant des emplois de l'industrie automobile au Mexique. Ce qui semble rentrer en contradiction avec le slogan répété par Donald Trump "America first" et ses propres paroles. Selon ses dires rapportés par le New-York Times, Ross a assuré qu'il voulait utiliser sa connaissance de l'économie globale pour améliorer les revenus des classes inférieures et moyennes américaines. latribune.fr 28.02

2- Syrie

- Vetos russe et chinois à l'Onu à des sanctions contre Damas - Reuters

La Russie et la Chine ont opposé mardi leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies prévoyant des sanctions contre la Syrie pour l'utilisation d'armes chimiques contre sa population civile.

Le texte avait été préparé par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni après la publication d'un rapport de la mission d'enquête de l'Onu et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) qui a conclu que les forces gouvernementales syriennes étaient responsables de trois attaques au chlore et que les djihadistes de l'Etat islamique avaient utilisé du gaz moutarde.

Neuf des 15 membres du Conseil de sécurité ont voté en faveur de la résolution. La Bolivie s'est prononcée contre le texte. L'Ethiopie, l'Egypte et le Kazakhstan se sont abstenus.

Pour être adoptée, une résolution doit rassembler neuf votes en sa faveur et ne déclencher aucun veto des membres permanents du Conseil (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie).

La Russie a opposé son veto à six résolutions sur la Syrie depuis le début du conflit en mars 2011. La Chine s'est jointe à Moscou lors de cinq de ces votes.

Mardi, le président russe, Vladimir Poutine, en visite au Kirghizistan, a estimé que ce projet de résolution était "absolument inadapté" à la situation.

L'ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, Nikki Haley, lui a répondu après le vote.

"Cette résolution est très appropriée", a-t-elle dit. "C'est toujours triste au Conseil de sécurité quand ses membres commencent à trouver des excuses aux autres Etats membres qui tuent leur propre peuple. Le monde est assurément devenu plus dangereux."

L'ambassadeur adjoint de Russie auprès des Nations unies, Vladimir Safronkov, a qualifié les déclarations faites contre Moscou au Conseil de Sécurité de "scandaleuses".

Il a parlé de "provocation" à propos de la présentation au vote de la résolution. "(...) Vous connaissiez notre position bien à l'avance", a-t-il dit.

La France, pour sa part, "regrette vivement" que la résolution n'ait pas été adoptée, a déclaré son ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault. Reuters 01.03

Haut de page

Le 3 mars 2017

CAUSERIE

Quelques réflexions

1- La dialectique est la loi du mouvement qui préside à la transformation de la matière, de l'homme, de la société, du monde, de l'univers.

2- La vérité se suffirait à elle-même, confondant, quelle absurdité !

3- L'inconsistance des hommes réside dans le fait qu'ils passent par différents états et différentes étapes au cours de leurs vies et qu'ils ont tendance à l'oublier aussi vite, à n'en tirer aucun enseignement.

4- Voter est un droit. Et alors ? Si c'est un droit il faut l'exercer.

Tiens donc, sans s'interroger sur son contenu ou sa portée, sur son origine ?

Ce sont des membres de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes qui ont combattu à la fin du XIXe siècle pour l'obtenir. C'est un droit démocratique bourgeois à l'origine, car à cette époque les ouvriers luttaient de préférence pour améliorer leur condition de travail ou d'existence quotidienne qui était misérable, ce n'est que plus tard que le mouvement ouvrier dirigé par des membres des classes moyennes s'en saisira, sans pour autant que ce droit ne change fondamentalement leur condition des exploités, mais permettra en revanche à la classe moyenne de rapprocher sa condition de celle des bourgeois ou des aristocrates. Elle se servira de la classe ouvrière pour atteindre ses propres objectifs, d'où sa participation aux institutions ou sa collaboration de classe constante avec la classe dominante.

Ceux qui s'expriment au nom de la classe ouvrière de nos jours, notamment Hamon et Mélenchon ne font pas exception à cette règle qui ne fut jamais violée. Jamais dans le cadre des institutions en place pour la classe ouvrière ce droit ne dépassera le stade d'illusions ou de promesses électorales non tenues, jamais il ne lui permettra de conquérir le pouvoir politique pour changer radicalement sa condition, en France comme partout ailleurs dans le monde.

Ce droit n'a servi qu'à cautionner son état d'exploité et d'opprimé ou légitimer le régime en place. C'est simplement un constat. Qu'il fut plébiscité par les masses exploitées ignorance et par conséquent manipulables, c'est un fait qu'on ne peut nier, qu'en certaines occasions leur vote ait alimenté la crise politique et la lutte des classes, c'est avéré, mais de là à tirer la conclusion qu'il aurait été un jour à l'origine de leur soulèvement, c'est absolument faux, bien au contraire puisque ceux qu'elles avaient élus ou portés au pouvoir s'empresseront de les trahir, ce qui les laissera désarmées et démoralisées, et il ne pouvait pas en être autrement, puisqu'il était inconcevable ou impossible qu'un véritable parti ouvrier accède au pouvoir dans le cadre de la III, IV ou Ve République. Chaque fois que fut porté au pouvoir par les urnes une majorité PS-PCF ou un gouvernement de Front populaire (parfois aux relents d'union nationale), en 1936, 1946, 1981, 1997, 2012, il en résulta quoi, rien, la vie continua comme avant pour les capitalistes. En revanche quand les ouvriers chassèrent le tsar du pouvoir en février 1917 en Russie, 8 mois plus tard ils renversaient le gouvernement de Front populaire et les institutions semi-féodales qui étaient demeurées en place, ils s'emparèrent du pouvoir politique par une révolution socialiste organisée par un véritable parti ouvrier révolutionnaire, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky, démontrant que c'était la voie à suivre pour aboutir à une transformation radicale de la société au profit des exploités et des opprimés. La suite est une autre histoire, ne confondons pas tout.

Tel est le contenu et la portée réels de ce droit (de vote) qui demeure réservé à ceux qui entendent maintenir en place l'ordre établi.

Les travailleurs n'ont rien à attendre du prochain locataire de l'Elysée, ils ne doivent avoir aucune illusion dans les candidats qui concourent à l'élection présidentielle à laquelle ils doivent refuser de participer. Ils doivent prendre en mains leur destin et se mobiliser pour imposer leurs droits et défendre leurs acquis sociaux, en construisant le parti ouvrier qui les guidera tout au long du processus révolutionnaire jusqu'au renversement des institutions et la constitution d'un gouvernement ouvrier, d'une République sociale qui décrètera le capitalisme hors la loi...

5- La fin justifie les moyens. Quelle fin ? Qui doit profiter à qui ? Se valent-elles toutes ? Faut-il condamner ces moyens ? Tout dépend qui y recourent et contre qui. Si c'est la minorité pour réprimer la majorité, on a le devoir de les condamner, mais si c'est l'inverse on a le droit de les déclarer légitimes.

Comment peut-on vivre sans idéal ?

La civilation humaine a progressé en tendant vers un idéal. De nos jours elle n'a plus d'idéal et elle se condamne à une régression sans fin. Voilà pourquoi notre devoir est de partager notre idéal avec le plus grand nombre. Maintenant, quand on s'abaisse à le brader parce qu'on n'a pas le courage d'affronter l'animosité ou le pessimisme ambiante, sa portée s'en trouve inhibée, annihilée.

L'absence d'alternative au capitalisme fait l'affaire des esprits vils et hypocrites qui ne veulent pas se donner la peine d'étudier le développement du capitalisme, et au-delà du processus matérialiste dialectique et historique depuis que l'homme à commencer à se doter de représentations matérielles pour interpréter des pulsions ou des sensations liées à sa nature et à ses besoins ou au contact du monde extérieur.

Quelques centaines de millénaires plus tard ou davantage encore, une fois atteint un stade supérieur de développement matériel après avoir développé ses facultés abstraites, s'il ne veut pas retourner au stade primaire ou sauvage de l'obscurantisme qui l'habitait jadis, il doit impérativement se servir de ses facultés pour accéder à la conscience de ce processus historique, et s'il n'y parvenait pas, il serait voué à disparaître ou à dégénérer au point qu'il ne subsisterait plus chez lui aucune trace d'humanité.

Sur le plan politique cela se traduit par l'alternative suivante : soit on conserve le capitalisme et on opte ainsi pour un monde déshumanisé, cauchemardesque, soit on passe au socialisme qui permet d'entrevoir la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la nécessité, de toute forme d'oppression, et d'avancer vers le règne de la liberté.

Placés dans un contexte défavorable et par ignorance, les hommes (plus précisément les exploités) ont abdiqué leurs droits et leur pouvoir ou on (les exploiteurs) leur a confisqués, dès lors ils ne peuvent pas être maîtres de leur destin, ils ne peuvent pas décider librement l'orientation de la société, ils ne peuvent que les subir, et ils se leurrent quand ils croient ou prétendent le contraire dans le cadre des rapports sociaux qui président à leur condition, d'où la nécessité de les renverser, d'inverser les rapports qui existent entre les classes en s'emparant du pouvoir politique.

Ceux qui croient pouvoir s'en sortir individuellement ou échapper au sort que les tyrans qui gouvernent le monde ont réservé aux plus faibles d'entre nous se trompent lourdement, la preuve en est qu'ils sont angoissés de multiples manières, par le bruit de la guerre qui parvient jusqu'à leurs oreilles, les attentats, le fanatisme, la violence aveugle qui peut frapper n'importe qui n'importe où, sans parler des aléas de l'existence, la perte d'un emploi, une grave maladie, un accident, une séparation ou un divorce, un décès, une simple loi etc. qui peuvent intervenir n'importe quand et ruiner, briser soudainement leur vie et les ravaler au niveau vulnérable et peu enviable des plus faibles dont ils s'étaient désintéresser jusqu'à présent, non pas par mépris, mais par ignorance qu'on ne s'en sortira que collectivement, ce qui est parfaitement possible, puisqu'unis nous constituons l'immense majorité de la population ou une force invincible dès lors que nous combattons dans la même direction pour atteindre un objectif politique.

L'humanité en est rendue au stade où cette prise de conscience est indispensable et doit être partagée par le plus grand nombre pour modifier l'orientation de la société ou le cours du monde, et chacun doit comprendre que cela passe par un engagement politique car de simples discours ou un bulletin de vote n'a jamais présidé nulle partdans le monde dans le passé à un changement de régime.

C'est l'idéal humaniste qu'on doit adopter pour donner un sens à sa vie, dont on pourra être fier à chaque instant. On doit admettre qu'on ne peut pas conserver sa dignité en vivant coupé du reste du monde ou en étant indifférent au sort abominable qui accable plus des trois quarts de l'humanité.

A propos d'un article qui prêtait à polémique.

Avant-hier, je vous ai informé du problème que j'avais rencontré avec un article que je me suis refusé de publier craignant qu'il comporte une fausse information. Son auteur a répondu au courriel que je lui avais adressé, suite à quoi je lui ai adressé un

bref message et le passage de ma causerie que je n'avais pas pu mettre en ligne.

Je tiens à préciser à l'adresse des lecteurs du portail La voix de l'Opposition de gauche, que s'ils ne trouvaient pas sur le Net un article que j'avais mis en ligne il y a des années, ce ne serait pas parce que je l'aurais retiré, mais parce que j'ai dû changer de serveur pour héberter le portail il y a de cela environ 4 ans, et suite à la détérioration du disque dur de mon ordinateur, à plusieurs attaques informatiques et surtout à la bêtise que j'avais commise en ne sauvegardant pas tous les fichiers sur un disque dur externe, j'ai perdu définitivement un certain nombre de fichiers, des fichiers qui remontent aux années 2004-2005 de la rubrique économie essentiellement.

Il faut savoir que personne d'autre que le propriétaire d'un portail ou d'un blog ne peut accéder aux fichiers qui figurent dans le serveur qui héberge un portail ou un blog, hormis des hackers ! L'accès à ces fichiers est protégé par un Identifiant client et un mot de passe. Maintenant vous pouvez me contacter si vous ne parveniez pas télécharger un document, car il arrive aussi qu'à l'intérieur d'un serveur des fichiers soient endommagés.

L'article que je n'avais pas mis en ligne avant-hier.

- Autocensure. La peur mauvaise conseillère par Slobodan Despot - arretsurinfo.ch 25.02

Affolé par son classement «orange» dans le Decodex, le grotesque outil de censure du Monde, l'animateur du (par ailleurs très intéressant) site les-crises.fr, Olivier Berruyer, a commencé par lancer un appel aux dons afin de se pourvoir en justice contre cette atteinte à sa réputation (voir Antipresse 64)…

…Puis, sans doute saisi de panique, il a «fait le ménage» dans son site en effaçant quelque 600 articles susceptibles de le compromettre aux yeux des censeurs de grand chemin. Ce que l'inquisiteur en chef du Decodex, Samuel Laurent, n'a pas manqué de remarquer.

Voici donc un «opposant» qui, tout en se décrédibilisant par ses propres soins, arrive précisément là où les outils de dressage de Google et des grands médias veulent tous nous faire arriver: à l'autocensure.

Pour sa part, la «Main courante» de l'Antipresse n'a supprimé aucune publication et continue de porter avec panache son Label rouge Decodex! arretsurinfo.ch 25.02

Depuis la milice de la pensée a rétrogradé le site les-crises.fr en lui attribuant le label orange, encore un effort et il passera au vert et les-crises.fr obtiendra une subvention de l'Etat...

Le commentaire lu dans le blog les-crises.fr qui m'interpella.

Catherine Le 26 février 2017 à 11h36

Olivier, on vous attribue d'avoir supprimé 600 articles de votre blog dans les suites des attaques du Décortex.

http://arretsurinfo.ch/autocensure-la-peur-mauvaise-conseillere/

Merci de démentir.

MESSAGE DE MODERATION (Les-crises.fr)

Une réponse est en cours de préparation par Olivier, mais laissez lui un peu de temps, il n'a pas les moyens matériels et humains qu'a notre grrrrand journal de référence. Et évitez de croire en premier abord ce que dit ce .. euh, journal, patientez.

Plus loin dans un autre commentaire j'ai lu ceci :

- "cet article se base sur les tweets de Samuel Laurent (Le Monde - ndlr) qui affirme qu'Olivier aurait "nettoyé" son site de 600 articles."

LVOG - J'ai envoyé un courriel à monsieur Berruyer pour lui demander des explications : Pas de réponse. Vous aurez noté que ce post laissé par une lectrice sur son blog datait du 26 février, nous sommes le 3 mars. Monsieur Berruyer n'a pas trouvé deux minutes pour faire taire cette rumeur peu à son avantage ou répondre à ce post dans son blog qui porte préjudice à son intégrité et il ne m'a pas répondu non plus, faut-il en conclure que monsieur Despot était dans le vrai, l'attitude de monsieur Berruyer encourage à le penser.

La réponse de Slobodan Despot à mon courriel

- "*Bonjour Jean-Claude.*

Je n'ai pas compté les articles, mais on m'a signalé que les contributions de certaines personnes de ma connaissance avaient été retirées des crises. Vérification faite, toute mention de mon propre nom a disparu, alors qu'Olivier Berruyer avait repris, notamment, mon essai sur le Syndrome Tolstoïevsky, qui avait bénéficié en son temps d'un écho considérable et de commentaires nombreux et favorables.

A moins d'un bug dans le moteur de recherche, je constate donc qu'une épuration a bien eu lieu. Je serai bien entendu heureux de publier un correctif si le chiffre avancé s'avère faux.

Je déplore quoi qu'il arrive la réaction de Berruyer, qui légitimise considérablement le gadget de flicage du Monde."

Ma réponse de ce matin.

Bonjour,

Merci de votre réponse.

Effectivement votre article (le Syndrome Tolstoïevsky) n'est pas ou plus référencé ni par Google ni par Yahoo qui sont les plus importants moteurs de recherche.

A ce stade on pourrait émettre l'hypothèse qu'une personne est intervenue auprès de Google et Yahoo notamment, sans en connaître le motif (ni l'identité, je rajoute après coup), peu importe.

Ensuite, je me suis connecté au blog Les-crises.fr et dans la case "recherche" j'ai tapé "Syndrome Tolstoïevsky", puis "Slobodan Despot" et le message suivant s'est affiché : "Aucun résultat trouvé", ce qui signifie que c'est le propriétaire de ce blog qui a retiré cet article du serveur qui l'hébergeait puisqu'il est le seul à pouvoir y accéder.

Vous avez là la confirmation et la preuve absolue que monsieur Berruyer a bien procédé à une autocensure sur injonction du Monde.

Je vais donc pouvoir publier votre article dans ma causerie du jour.

Ne vous offusquez pas si j'étrille ou égratigne au passage les médias dits alternatifs ou indépendants qui ne propose aucune alternative au capitalisme, contrairement à moi qui milite ouvertement pour le socialisme, le socialisme scientifique de Marx et Engels, ce qui est mon droit, tout comme c'est celui des intellectuels de demeurer sous le joug du capitalisme, ils doivent en assumer les conséquences.

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

Un extrait de deux causeries où j'avais évoqué le blog Les-crises.fr.

S'il peut y avoir quelque chose de tordu chez ceux qui dénoncent la version officielle du 11-septembre, c'est une certitude absolue chez ceux qui y adhèrent. Le 15 juin j'écrivais à propos du propriétaire du blog Les Crises.fr : "il se pourrait que monsieur Berruyer envisage de revendre son blog ou en bon démagogue qu'il est, il ait décidé de modifier l'image que ses pairs ont de lui", comme quoi j'ai du pif !

Rappel de la causerie du 3 mai 2016.

Pour qui roulent le blog Les Crises ? Devinez.

Olivier Berruyer (Les Crises.fr) : «Les gens pensent qu'il n'y a pas de propagande dans les démocraties» https://www.youtube.com/watch?v=Go0Bfd2js9M

Arrêt sur Info à propos de la vidéo d'Olivier Berruyer (Les Crises.fr) :

- S'il exclut le «complot et le fait que des gens tirent les ficelles», il souligne néanmoins l'impact d'une telle tendance, notamment sur les questions internationales. Un problème qu'il résume en une phrase : «Dans les médias, il n'y a pas de complot, il y a des gens qui pensent pareil».

Quel crétin ou il le fait exprès ! Les médias sont une composante essentielle de leur dispositif, dans la mesure où ils ont pour tâche principale non pas d'informer, mais d'empêcher la population d'accéder à certains faits trop compromettant ou de lui dévoiler la vérité sur leurs réelles intentions, ce qui correspond à la définition du complot qu'il le veuille ou non.

Et quand tous les gens dont les articles sont publiés par Arrêt sur Info incluant les auteurs de ce portail "pensent pareil" que les médias institutionnels sur le capitalisme par exemple, assurément "il n'y a pas de complot", ils ne font que manifester leurs véritables intentions ou la collusion qui existent entre eux sans forcément que leurs lecteurs ne s'en aperçoivent.

L'oligarchie possède les médias, dès lors l'unique mission des journalistes qui y officient consiste à diffuser leur propagande, leur idéologie ou leur politique, de sorte que la majorité de la population soit conditionnée et y adhère pour que le gouvernement puisse appliquer tranquillement son programme ou sa stratégie. (...)

L'uniformité de la pensée ou l'homogénéité idéologique qui s'exprime à travers l'ensemble des médias participe à un gigantesque complot contre la population dans la mesure principalement où ils s'efforcent de le nier. (...)

En conclusion, à les entendre, l'oligarchie, leurs représentants et les médias ne vous cacheraient rien, d'ailleurs quel intérêt auraient-ils à agir de la sorte franchement ? En gros, ils vous disent tout, ce qui est inexact évidemment, donc vous pouvez avoir confiance en eux, ils prétendront tout vous dire ou ne rien vous cacher parce qu'ils seraient adeptes de la liberté d'expression ou seraient animés des meilleures intentions du monde à votre égard, pourvus d'une morale irréprochable, ce qui également est destiné à vous mettre en confiance pour mieux vous embobiner ou parvenir à leurs fins. C'est de la démagogie pure ou du populisme.

Rappel de la causerie du 15 juin 2016

Coïncidence, hier j'ai publié un article sur le 11 septembre 2001, et ce matin je découvre que le blog Les Crises venait de faire de même, mais en soutenant la théorie officielle de l'avion qui se serait écrasé sur le bâtiment du Pentagone.

Tout comme Jean-pierre Desmoulins, Olivier Berruyer du blog Les Crises expose un certain nombre d'arguments pour soutenir sa théorie en refusant d'aborder ceux qui la mettent en pièces.

- Les « théories fumeuses » du 11 Septembre : Le Pentagone - Les crises.fr

(...)

Le propriétaire de ce blog, Olivier Berruyer, un économiste de formation, en a changé l'orientation qui était dédiée à l'économie pour s'improviser géopoliticien, Géo trouve tout, quoi ! Il paraît que ce blog demeure le plus visité en France pour ses analyses économiques, et qu'il figure parmi les 100.000 blogs ou portails les plus fréquentés de la planète, il a donc acquis une certaine notoriété.

Le portail OJIM rapporte que monsieur Berruyer était il y a peu de temps encore "l'invité régulier de nombreux médias", dont BFM Business, France 3, Radio Ici & Maintenant, France 24, etc. bien qu'il soit connu pour ses positions anti-néolibérales ou qu'il tienne un discours similaire à celui des souverainistes, des nationalistes, des opposants à l'UE, jusqu'au jour où il commis l'erreur fatale ou que ne lui pardonnent pas les médias aux ordres dont Le Monde et Libération notamment, mais aussi Mediapart, d'avoir pris fait et cause pour la Russie contre l'Ukraine, autrement dit de s'attaquer à la propagande de l'Otan, ce qui lui valu du jour au lendemain de violentes attaques et de figurer parmi les "conspirationnistes", ce qu'apparemment il n'a pas supporté.

On pourrait ajouter que pour avoir comme clients en tant qu'actaire (analyste si vous préférez) des banques, des institutions financières et des compagnies d'assurance, qui le font vivre car ce n'est pas avec son blog qu'il aurait le train de vie d'un économiste, il se peut qu'il ait connu quelques difficultés avec ces clients au point de vouloir se racheter ou regagner la confiance des uns et des autres, d'où cette idée d'articles sur le 11 septembre 2001 qu'ils approuveront tous assurément.

En recoupant tous ces éléments et en les rapprochant de ces articles dans lesquels il visait le principal protagoniste de la théorie sur le Pentagone niant l'existence d'un avion dans l'attaque contre le Pentagone et catalogué comme" complotiste", Thierry Meyssan, le fondateur du Réseau Voltaire, qui est lui-même un géopoliticien réputé mondialement, il se pourrait que monsieur Berruyer envisage de revendre son blog ou en bon démagogue qu'il est, il ait décidé de modifier l'image que ses pairs ont de lui pour à nouveau être présentable à leurs yeux et être à nouveau invité sur les plateaux de télévision. On se souvient que le blog Rue89 était étiqueté plutôt à gauche, jusqu'au jour où il fut racheté par le Nouvel Observateur qui était franchement à droite, ce qui révéla aux naïfs qu'ils avaient été manipulés, tout comme Libération.

Nous vivons dans un monde glauque où domine l'imposture et la désinformation, la démagogie et le mensonge, aussi faut-il se méfier ou vaut-il mieux s'y reprendre à deux fois avant de caractériser quelqu'un, avant d'accorder sa confiance à qui que ce soit, avant de s'associer à quoi que ce soit, sinon on prend le risque de se faire manipuler.

Vaut mieux toujours prendre du recul, prendre le temps de réfléchir, s'y reprendre à plusieurs fois si nécessaire, rien ne presse, et dans le doute vaux mieux encore s'abstenir ou avouer son ignorance, ce qui n'est pas un crime, sauf bien sûr quand on a une haute opinion de sa petite personne.

Le meilleur candidat néolibéral pour la poursuite de la stratégie du chaos et de la guerre.

Macron candidat "anti-système"
https://www.youtube.com/watch?v=j6JXHXmsdVU

La classe dominante détenait déjà tous les pouvoirs, mais il était disséminé ou réparti entre de nombreux acteurs qui considéraient que le capitalisme pouvait emprunter différentes voies pour assurer son développement, sauf que dorénavant c'est de sa survie qu'il s'agit face à l'exacerbation de ses contradictions et à la crise qui le ronge, aussi il est devenu urgent que l'ensemble de ses représentants ne parlent plus que d'une seule voix et adoptent la stratégie définie par les idéologues de l'oligarchie, quitte à recourir aux grand moyens pour l'imposer en premier lieu au peuple qui est destiné à la subir.

La concurrence féroce que se livrent les différents impérialismes dans le monde pour conserver leur statut n'est qu'un aspect de l'évolution du capitalisme. La concentration croissante du capital entre quelques oligarques va de pair avec la concentration du pouvoir politique entre leurs mains, que personne ne doit pouvoir leur contester, d'où leur propagande hystérique à l'approche de chaque élection pour faire élire leur candidat préféré. A cette fin, c'est tout l'appareil des Etats et les superstructures du régime qu'ils contrôlent qui sont mobilisés, pour mener à bien cette opération qui prend de plus en plus l'allure d'une campagne militaire pour terrasser tous les autres candidats qu'ils considèrent désormais comme leurs ennemis, y compris ceux qui avaient leur faveur précemment, Fillon par exemple qui avait l'appui du groupe Bilderberg et qu'ils ont brutalement largué ou sacrifié au profit de Macron sans doute parce que Fillon a persisté à vouloir normaliser les rapports de la France avec la Russie, l'ennemi juré des va-t-en-guerre extrémistes néolibéraux ou néoconservateurs de l'Etat profond.

En un temps record ils ont mobilisé la magistrature et les médias pour briser Fillon et propulser Macron au premier plan de telle sorte qu'il semble en mesure de remporter l'élection présidentielle, alors que deux mois plus tôt personne n'aurait osé parier sur lui. Tout comme avec Trump, avec Macron ce n'est pas un parti politique qui va gouverner, mais directement l'oligarchie financière, selon le principe qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, tel était l'objectif de ces opérations montées de toutes pièces.

C'est le complexe mafieux militaro-industriel-financier-médiatico-judiciaire qui est au commande ou qui détient tous les pouvoirs contre le reste de la population.

Parole d'internautes.

1- Un texte de Diana Johnstone, originellement paru dans Counterpunch, qui brosse un rapide tableau des élections françaises et des manœuvres combinées des grands médias pour promouvoir un candidat et éliminer les autres :

http://arretsurinfo.ch/france-encore-une-horrible-campagne-presidentielle-letat-profond-monte-a-la-surface/

D. Johnstone établit surtout un parallélisme entre les mécanismes mis en place lors des élections américaines et ceux des élections françaises. Conclusion : l'état profond dévoile partiellement son visage, en orchestrant des campagnes contre les candidats indésirables et en faisant la promotion du chouchou du système, de chaque côté de l'Atlantique. De fait, on ne peut être que frappé par les similitudes de ton et de moyens, et l'impression est que nos dirigeants de l'ombre doivent se trouver plutôt désemparés pour se sentir obligés de plonger les mains dans le cambouis avec autant d'ostentation.

2- ...Cet article de Diana Johnstone est remarquable. Outre le parallèle que vous évoquez, il définit exactement le sens de chaque candidature, et il fait le lien entre le choix de l'État profond ("Macron est le vainqueur programmé") et la campagne orchestrée contre les médias russes et alternatifs ("fake news", Décodex).

Je retiens ce passage : "Un second tour entre Mélenchon et Le Pen serait une rencontre entre une gauche ravivée et une droite revivifiée, un vrai changement (…). Mais l'establishment néolibéral, pro-OTAN et pro-Union européenne, s'active à empêcher que cela n'arrive".

3- De Rugy, ça représente quoi ?

L'exemple même du non-événement relaté par la presse à gages…

Et qui peut apporter le moindre crédit à un parjure car ce type avait signé la charte des primaires “de gauche” qui l’obligeait à soutenir le vainqueur… Bref, un politicard de la pire espèce tels que les prétendus écologistes savent en pondre par dizaines…

4- Les forces en mouvement sont extrêmement puissantes et organisées. Tout ceci ne peut avoir été prévu que de longue date, bien sûr je suis un complotiste et gnagnagna… Mais tout coïncide avec le fait qu’un inconnu il y a quelques mois, jamais candidat à quelque élection que ce soit, même pas quadragénaire, au train de vie faramineux, lié avec la haute finance et les oligarques, soit au second tour face à l’épouvantail traditionnel.

Quand on y pense quand même ! Effectivement, c’est pas la joie et nous assistons, impuissants, à l’avènement du pire. L’effondrement poursuit son cours.

5- Oui les “médias” sont devenus l’arme de destruction massive, au moment précis ou quelqu’un en “haut ” ou dans ‘l’état profond’, (la France a aussi le sien) tire les ficelles pour manipuler l’opinion ou du moins le tenter avec ces effets d'”annonces, ces fausses pistes, ces gros titres et son mode “judiciaire ” qui fait froid dans le dos. Ce qu’a fait Fillon “au moins” le “quart” des élus le font déjà en toute légitimité même si l’éthique en souffre devant la masse des français à qui on demande “honnêteté” et “probité” tous les jours.

Tout cela pour lancer “l’élu”, le rejeton choyé par les grosses fortunes de France et de Navarre. Les médias sont devenu un “pouvoir” dans “le pouvoir”, ce qui fait dire à Diane Johnston que l’on peux l’accoler avec le lobby “militaro-industriel” : c’est son bras armé près à frapper quiconque prétends défier le pouvoir en place, le système qui lui dirige le pays avec ces ramifications vers les transnationales étrangères. Oui la démocratie a vraiment été confisquée et les citoyens n’ont plus de prise à travers le système électoral d’autant que l’on vient d’adopter le système américain encore plus injuste pour le peuple.

Ils osent tout.

1- Un certain Philippe Huysmans nous enjoint d'arrêter "de servir la soupe aux médias" en vantant les mérites de la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République :

- "La constitution a été rédigée précisément pour vous protéger contre leurs possibles velléités totalitaires", du président de la République ou du gouvernement. (Source: http://www.levilainpetitcanard.be/articles/edito/arretez-de-servir-la-soupe-aux-medias_1356798985 ou http://arretsurinfo.ch/arretez-de-servir-la-soupe-aux-medias/)

A défaut de se tourner vers la classe ouvrière, cet intellectuel se prosterne devant la Constitution de la Ve République qui est compatible avec les subventions que l'Etat verse aux médias, dont il dénonce à juste titre la dérive "totalitaire", on ne peut imaginer plus incohérent. 2- Les idéologues du régime ne savent plus quoi invoquer, et la quasi-totalité des intellectuels (et de nombreux militants) reprennent en boucle leurs inepties, la dernière en date : "nous vivrions actuellement dans l’ère de la « post-vérité », dans laquelle la vérité a perdu sa valeur de référence dans le débat public, au profit des croyances et des émotions suscitées ou encouragées par les fausses nouvelles devenues virales grâce aux réseaux sociaux.

Là encore il faudrait en revenir aux temps heureux où la vérité servait de "valeur de référence dans le débat public" grâce aux médias qui en auraient été les garants, comme la Constitution était garante de la démocratie pour Philippe Huysmans. (Source: http://www.acrimed.org/Post-verite-et-fake-news-fausses-clartes-et ou http://arretsurinfo.ch/post-verite-et-fake-news-fausses-clartes-et-points-aveugles/)

Comme quoi lorsqu'on affirme que tous ces gens-là sont subordonnés au régime, on ne les insulte pas ou on ne les diffame pas, on ne leur fait pas un procès d'intention non plus, on s'en tient uniquement aux faits à partir desquels on les caractérise pour que chacun sache à quoi s'en tenir.

Maintenant il faut se poser la question de savoir pourquoi, qu'est-ce qui a changé chez les médias pour qu'ils les vilipendent de la sorte.

Quant à "l’intrication profonde de ces médias avec une oligarchie économique et politique décrédibilisée" qui serait responsable de "la diminution de la diffusion et de la crédibilité des grands médias", elle est directement le produit de l'évolution du capitalisme et de la crise qui le mine qui conduit l'oligarchie financière à concentrer entre ses mains non seulement l'essentiel des richesses produites dans le monde, mais tous les pouvoirs. On est passé de la collusion entre le pouvoir économique et le pouvoir politique ainsi que l'ensemble des représentations idéologiques des superstructures du régime à leur identification avec les seuls besoins de l'oligarchie ou du capitalisme.

C'est l'exacerbation poussée à l'extrême des contradictions et de la crise du capitalisme qui conduisent ses représentants ou porte-parole à interdire à quiconque de s'exprimer librement ou de contester la politique dictée par l'oligarchie financière anglo-saxonne qui domine le capitalisme mondial.

Dès lors, il est désuet de contester ce processus sans remettre en cause non seulement la politique dictée par l'oligarchie, mais l'existence de l'oligarchie et du capitalisme eux-mêmes, s'y refuser conduit à l'impuissance ou à une impasse politique ou pire encore.

Etats-Unis. Ca Trump énormément. Il fallait oser le dire.

Pour Robert Jules de La Tribune, Trump "face aux élus du Congrès, le président américain a adopté un profil bas... (il) va devoir se mettre à l'école de la démocratie et de ses institutions... (qui) commandent, bien plus sûrement que les médias et les intrigues politiques." (Source : latribune.fr 01.03)

Le Congrès et l'ensemble des institutions américaines seraient les garants de la démocratie que les médias piétinent, alors qu'en réalité ils sont tous complètement corrompus et acquis à l'oligarchie financière qui possède les médias.

- Etats-Unis: Trump savoure l'accueil favorable de son discours au Congrès - AFP

Le président Donald Trump semblait avoir rassuré le camp républicain et une partie des Américains avec son premier discours devant le Congrès...

"C'était un discours très, très fort", a estimé Ted Cruz, ex-rival des primaires, sur MSNBC mercredi matin. "Il était différent du discours d'investiture, et c'est en partie car il a passé six semaines dans la fonction, cela pèse sur une personne".

"Ce n'était pas un nouveau départ", a insisté son porte-parole, Sean Spicer, qui s'est félicité de "l'élan" créé par l'événement. Les sondages sont positifs: 76% des téléspectateurs interrogés par CBS News/YouGov ont approuvé l'allocution, tandis que 70% des téléspectateurs se sentaient plus optimistes après avoir écouté le président, selon une enquête CNN/ORC.

Et, cerise sur le gâteau pour l'homme d'affaires, Wall Street a terminé en forte hausse, le Dow Jones dépassant pour la première fois les 21.000 points.

L'événement de mardi, retransmis sur les grandes chaînes, a attiré 48 millions de téléspectateurs selon Nielsen...

Au Congrès, l'opposition démocrate a été comme désarçonnée. Les élus étaient venus avec la ferme intention d'exprimer leur rejet de la politique du républicain, et beaucoup ont refusé d'applaudir.

Mais ils ont été forcés de prendre acte du changement de ton.

Donald Trump est resté suffisamment vague pour que chaque faction politique y trouve son compte.

Au-delà des discours, les démocrates continuent de dénoncer une présidence pour l'instant très conservatrice, selon eux, que ce soit sur l'immigration ou l'économie, avec la dérégulation engagée par l'exécutif.

"Avec Donald Trump, les discours ne veulent pas dire grand chose", a lancé le chef des démocrates du Sénat, Chuck Schumer, sur CBS. "Ses discours sont populistes, destinés aux travailleurs qui ont voté pour lui. Mais il gouverne à l'extrême-droite, au profit des groupes d'intérêts." AFP 01.03

Rien de changé !

- Trump soutient la loi sur la surveillance d'internet - Reuters Le gouvernement de Donald Trump souhaite renouveler sans l'amender la loi FISA sur la surveillance d'internet, dont certains aspects sont dénoncés par les défenseurs de la vie privée, a déclaré mercredi un responsable de la Maison blanche. Reuters 01.03

- Rick Perry confirmé comme secrétaire américain à l'Energie - Reuters

L'ancien gouverneur du Texas Rick Perry a été confirmé jeudi au poste de secrétaire américain à l'Energie par les sénateurs.

Aux Etats-Unis, le département de l'Energie est chargé de la politique énergétique des Etats-Unis et supervise le programme nucléaire militaire du pays.

Avec l'ancien gouverneur du Texas (2000-2015), c'est un défenseur supplémentaire de l'industrie des hydrocarbures qui rejoint la nouvelle administration. Reuters 03.03

Fillon dans le "viseur" de l'Etat profond auquel sont subordonnés la justice et les médias

- François Fillon : la justice dans son viseur - Franceinfo

- Convoqué par les juges d'instruction, François Fillon contre-attaque - Franceinfo Franceinfo

François Fillon a déjà connu des prises de parole dans la tempête, mais celle de ce mercredi 1er mars dépasse toutes les autres. "Mon avocat a été informé que je serai convoqué le 15 mars par les juges d'instruction, afin d'être mis en examen", déclare le candidat devant ses soutiens réunis à son QG de campagne à Paris. François Fillon contre-attaque

Devant les cadres de la droite, François Fillon accuse : "Je n'ai pas été traité en justiciable comme les autres" et considère même que "l'État de droit a été systématiquement violé". Sa convocation a lieu le 15 mars, deux jours avant la clôture des parrainages. Une date "entièrement calculée pour m'empêcher d'être candidat à la présidentielle", déclare François Fillon. Il précise aussitôt qu'il se rendra au rendez-vous fixé par les juges d'instruction. Il y a un peu plus d'un mois, François Fillon avait déclaré qu'il renoncerait à la présidentielle s'il était mis en examen. Aujourd'hui, c'est une tout autre annonce qu'il a faite : "Je ne cèderai pas, je ne me rendrai pas, je ne me retirerai pas, j'irai jusqu'au bout", a-t-il déclaré. Franceinfo 01.03

- Discours de François Fillon : Bruno Lemaire et les centristes de l'UDI quittent le navire - Franceinfo

- François Fillon : les défections s'accumulent dans son camp - AFP

Après Bruno Le Maire mercredi, c'est Gilles Boyer, conseiller d'Alain Juppé et trésorier de la campagne de François Fillon, qui a jeté l'éponge jeudi. Trois parlementaires proches du maire de Bordeaux ont fait de même, Benoist Apparu, Edouard Philippe et Christophe Béchu car la campagne prend une "tournure incompatible" avec leur "façon d'envisager l'engagement politique".

De son côté, l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a tancé François Fillon qui, dit-il, "emporte son camp dans une course vers l'abîme". Le député LR Georges Fenech a lui appelé à parrainer Alain Juppé, adversaire malheureux de M. Fillon à la primaire.

"La base, elle, tient" et "je m'appuie sur les Français", a rétorqué dans la journée le candidat devant la presse. Et s'il était lâché par tous les élus LR? "On fera sans eux!", a-t-il répliqué depuis Nîmes.

Sur la scène de la salle Parnasse à Nîmes, le candidat n'a rien lâché. "Vous avez devant vous un combattant. Que celles et ceux qui ont du cran se lèvent!", a lancé l'ancien Premier ministre sous l'ovation d'environ 3.000 militants chauffés à blanc.

"Sept jours sur sept, 24 heures sur 24, la machine à broyer, la machine à scoops, la machine à rumeurs s'est mise en marche. Mais je vous le redis: je n'ai pas l'intention de me coucher", a-t-il prévenu. AFP

Mimétiste Etats-Unis-France jusque dans les moindres détails.

Aux Etats-Unis, des maires ont interdit par décret en 2016 à la population de distribuer de la nourriture aux clochards sous peine d'amendes : qu'ils dégagent ou crèvent !

- Calais : «Désolé, je ne peux plus vous nourrir à cause d'un arrêté municipal» - Liberation.fr

Pour éviter tout «appel d'air», la maire de la ville interdit depuis ce jeudi «la présence prolongée» dans la zone des dunes, bannissant de facto les associations qui font des dons alimentaires aux migrants. Liberation.fr 02.03

Merkel qui les avait accueillis les bras ouverts et donnaient des leçons à tous les chefs d'Etat s'apprêtent à les incarcérer avant de les expulser manu militari... Liberation.fr

Ils osent tout

- Hollande met en garde contre une manifestation contre la justice - Reuters

- "Cyberattaques" et présidentielle: Hollande décrète la "mobilisation" générale - L'Express.fr

- Moralisation de la vie publique : le plan Macron - Franceinfo

- Bruxelles menace de sanctions les pays n'accueillant pas de réfugiés - AFP

- L'ex-président égyptien Moubarak blanchi pour la révolte de 2011 - Reuters

- Israël: appel d'un soldat condamné à 18 mois de prison pour homicide - AFP 01.03

... le lendemain :

- Israël: incarcération reportée du soldat Azaria - AFP 02.03

- L'affaire russe repart à Washington, un ministre de Trump pris dans la nasse - AFP

- Avortement: mobilisation à Bruxelles pour contrer Trump - AFP

Les représentants de près de 50 pays participaient à une conférence jeudi 2 mars à Bruxelles pour réunir des millions d'euros afin de compenser l'interdiction décrétée par le président américain Donald Trump d'allouer des fonds fédéraux aux ONG étrangères soutenant l'avortement. AFP 02.03

- Face aux menaces sécuritaires, la Suède rétablit le service militaire - euronews.com

La Suède va rétablir le service militaire. La décision a été prise ce jeudi en conseil de ministres. Cela sera effectif à partir de cet été.Cela concernera les jeunes nés après 1999.La conscription durera 11 mois. Le service militaire avait pourtant été abandonné en 2010. euronews.com

---

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Les médecins grecs en grève contre l'austérité - euronews.com

Les médecins des hôpitaux publics étaient en grève ce jeudi en Grèce. Ils ont manifesté, notamment dans les rues d'Athènes.

Les praticiens protestent contre de nouvelles mesures d'austérité qui devraient toucher le système de santé.

Leurs pensions de retraite sont amenées à diminuer et leurs cotisations devraient augmenter.

D'après eux, les hôpitaux publics sont au bord de la rupture entre manque de médicaments et baisse des effectifs.

"On ne pas se dire que ce qui est perdu est perdu. Nous allons nous battre pour récupérer nos droits et nous serons en alerte face aux nouvelles charges que ce gouvernement entend mener contre nos revenus", indique Afrodite Renziou, médecin dans un hôpital public d'Athènes.

L'un de ses collègues, Gerasimos Roubis, ajoute :

"Nous les médecins, nous sommes aussi victimes des ravages de la crise économique avec ces créanciers de la Grèce qui demandent une baisse de nos salaires. Notre seule option, c'est de nous unir au reste de la population et de contre-attaquer".

"Sept années de crise économique ont sévèrement touché le système de santé qui souffre d'une dégradation de ses services et d'une baisse sensible du nombre de médecins. Les jeunes praticiens, en particulier, cherchent de meilleures conditions de travail dans d'autres pays de l'Union européenne", conclut Stamatis Giannisis, du bureau d'euronews à Athènes. euronews.com 03.03

Haut de page

Le 9 mars 2017

CAUSERIE

Encore un Indien (40 ans environ) qui vient de se pendre dans mon village, la vie est belle, quoi !

Cela a déclenché une bagarre entre plusieurs familles dans le village, la police a dû intervenir car cela avait dégénéré en bataille générale, quelle tristesse !

Comme je voudrait vous donner de bonnes nouvelles. J'ai encore prêté 2.000 roupies à la fille d'Adi et son époux qui n'arrivaient pas à finir le mois. Adi est l'une des soeurs de ma compagne et plus encore, mais cela reste entre nous. J'ai encore dû acheter du dentifrice pour Adi et je lui ai donné 100 roupies pour faire des courses. Accablée de difficultés et de santé fragile, elle a dit à sa soeur que si elle ne m'avait pas elle se serait déjà suicidée, quelle bonheur !

Voilà dans quel milieu je baigne quotidiennement, cela a de quoi vous mettre les nerfs à vif, non ? Cela fait réfléchir, alors quand un abruti m'écrit que je devrais commencer par réfléchir avant d'écrire un tas de conneries dans ce portail, je deviens féroce. Lui est un intellectuel retraité français, un nanti quoi, ceci explique cela. Les militants qui se disent trotskystes sont généralement aussi arrogeants et méprisants que leurs collègues du PS, à croire que la proximité idéologique finit par déteindre sur leur mentalité épouvantable.

A part cela mes 8 petites chèvres et leurs mères se portent à merveille, ma compagne Selvi aussi. Quelle femme courageuse, elle est extraordinaire ! On peut être hyper arriéré sans être forcément mauvais ou avoir un tas de défauts. Je suis parfois très dur avec elle. Imaginez que vous ayez à faire l'éducation d'une femme de 47 ans comme si vous aviez à faire à une petite fille de 10 ans, ce n'est pas facile sans la froisser, sans qu'elle pense que je la méprise. Je dois feindre la colère pour qu'elle prenne au sérieux ce que j'essaie de lui inculquer, sinon elle s'en tape ou elle se marre. Je dois même lui ôter de l'esprit que je ne suis pas animé de mauvaises intentions envers elle, cela me contrarie, je ne veux pas non plus qu'elle en vienne à me détester. Parfois je perçois qu'elle a un doute, c'est affreux, alors je me radoucis et je deviens plus tendre.

Ce n'est pas un jeu, elle fait une multitude de conneries qui peuvent avoir des conséquences très graves, j'essaie juste de faire en sorte qu'elle commence à réfléchir à ce qu'elle fait. On en parle ouvertement, elle comprend mais c'est au-dessus de ses moyens, donc on revient cent fois sur notre ouvrage et elle progresse lentement, à son rythme. Je peux le mesurer parce qu'elle prend conscience que mes conseils sont utiles, c'est aussi ou surtout pour lui faciliter la vie et ne pas rendre la mienne infernale par la même occasion.

Ma brave Selvi est ultra arriérée, ce qui ne veut pas dire qu'elle serait idiote. Un jour j'ai dit à une de mes connaissances en France que les Indiens ne pensaient pas et cela l'a choqué, et pourtant c'est la stricte vérité, la plupart des gens ne pensent pas et on peut le constater en observant qu'ils manquent totalement de logique, ils agissent avant de penser, et comme ils ne s'en rendent pas compte, cela ne leur sert à rien ou ils n'en tireront aucune leçon pour la suite, ils n'en retiendront rien, ils ne progresseront jamais. C'est comme en politique, c'est uniquement cette prise de conscience qui permet ensuite de modifier notre mode de penser ou notre comportement, pour notre bien uniquement. On essaie de vivre plus intelligemment pour se soulager de maux inutiles ou qu'on peut éviter.

C'est difficile de devoir adopter l'attitude d'un pédagogue sans tomber dans le travers du donneurs de leçons que je déteste. On fait au mieux.

A part cela j'ai un petit article en préparation, où j'étrille Emmanuel Todd qui a affirmé au nom du "principe d'égalité" qu'il fallait réserver un traitement égal ou équitable aux élites et au peuple, en veillant surtout à ne pas favoriser la plèbe, car il est bien connu que la société capitaliste y veille, Todd en est le garant, ignoble, mais il ne s'en aperçoit pas...

On actualisera ce soir ou demain la rubrique *Articles d'actualité*.

On n'arrête pas le progrès.

Après l'OTAN politique et l'OTAN économique (UE), voici venu le temps de l'OTAN médiatique (Google Media Lab et First Draft).

- C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches. (Victor Hugo, L'Homme qui rit.)

- Du fait que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'Etat, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique dans les faits et par la presse, se reproduisaient, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne, la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante, et se déchaînait, notamment aux sommets de la

société bourgeoise, la manifestation des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées… » (Les luttes de classes en France - K. Marx)

- On n'y comprend plus rien, Henri de Castries, président du groupe Bilderberg dirigé par Rockefeller, soutient Fillon, et Macron est aussi leur candidat. Non mais attendez, lui, c'est le cocu, le cornard, l'outsider, le deuxième couteau destiné à dépecer le PS, il n'est pas destiné à devenir président de la République, il est juste là pour faire barrage à Hamon, le vrai match c'est Fillon-Le Pen.

Ils sont capables de tout et pire encore, ce qu'on ne parvient pas à se foutre dans le crâne, sans doute parce que nous sommes trop honnêtes ou parce qu'il nous reste un brin de scrupule, de principe ou de morale, à moins qu'on soit trop lâches pour imaginer une telle machination, je veux parler de nos dirigeants.

Ils sont capables de fabriquer des guerres mondiales, de terribles épidémies, famines ou des krachs boursiers, de trafiquer des photos, des images, de produire des faux témoignages ou documents à la pelle, alors soutenir tout et son contraire du jour au lendemain, franchement où est le problème pour eux, il n'y en a pas, leur détermination est à toute épreuve. Et ils n'en ont rien à foutre de nos jugements, la plupart des gens leur trouveront des circonstances atténuantes, tenez, ils leur proposeront et ils les adopteront, sinon dans quelque temps ils auront absolument tout oublié de cette expérience.

Même entre eux ils ne se font pas de cadeaux, ils sont même particulièrement féroces. Ils ne sont pas forcément d'accord entre eux, hormis leur objectif et qu'ils n'ont qu'un seul ennemi, le prolétariat mondial.

Ils osent tout. Qui a dit ?

1- "Les autorités allemandes "devraient être jugées car elles aident et hébergent des terroristes""

Réponse : Recep Tayyip Erdogan.

2- "Nos valeurs équivalent à nos intérêts lorsqu'il s'agit des droits de l'homme"

Réponse : Rex Tillerson, l'ancien PDG d'ExxonMobil devenu secrétaire d'Etat américain, soulignant "l'engagement" de Washington envers "la liberté et la démocratie". (Source : AFP 03.03)

En complément.

- Quand la Maison-Blanche «copie-colle» un communiqué d'ExxonMobil - LeParisien.fr

Entre la Maison-Blanche et ExxonMobil, c'est depuis quelque temps l'accord parfait. Ce n'est pas forcément une surprise, puisque l'administration Trump compte parmi ses membres le secrétaire d'Etat Rex Tillerson, accessoirement ancien PDG du géant américain du pétrole et du gaz.

La dernière preuve remonte à lundi : l'entreprise diffuse un communiqué de presse pour vanter son plan d'investissement de 20 milliards de dollars sur dix ans. Il prévoit notamment la création de 45 000 emplois dans la région du Golfe du Mexique. Une demi-heure plus tard, la Maison-Blanche se fend de son propre communiqué. Donald Trump y «félicite» ExxonMobil pour son «ambitieux» plan d'investissement. «Le président Trump a promis le retour des emplois en Amérique. L'optimisme se répand dans tout le pays et contribue déjà à la création d'emplois. Et ce n'est qu'un début», peut-on encore lire.

A la lecture des communiqués, un journaliste du Washington Post. Christopher Ingraham, est frappé par plusieurs similitudes entre les deux textes. Il constate même que la Maison-Blanche a effectué un copier-coller d'un paragraphe entier du communiqué d'ExxonMobil, comme le prouvent les deux captures d'écran ci-dessous. LeParisien.fr 08.03

Quand il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir, Le Parisien associé à l'opération destinée à censurer le Net doit s'en réjouir... Ne parlons pas du Washington Post qui en est à l'origine...

Serions-nous en oligarchie sans même nous en être aperçus ?

Réseau Voltaire - L'idée de « Quatrième pouvoir » suppose que l'on reconnaisse la même légitimité aux 14 trusts qui détiennent la grande majorité des médias occidentaux qu'aux citoyens. C'est affirmer la substitution d'une oligarchie à la démocratie. (Le nouvel Ordre Médiatique Mondial - Réseau Voltaire 07.03)

Et cela ne date pas d'hier, ce qui est nouveau, c'est leur alliance pour imposer une unique interprétation de la situation et une orientation politique, signe que leur système économique craque de partout...

Réseau Voltaire - Lors du Watergate, des médias ont revendiqué former un « Quatrième pouvoir », après l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire. Ils ont affirmé que la presse exerçait une fonction de contrôle du gouvernement au nom du Peuple. Passons sur le fait que ce qui était reproché au président Nixon était comparable à ce qu'à fait le président Obama : placer son opposition sur écoutes. On le sait aujourd'hui, la source du Watergate, « Gorge profonde », loin d'être un « lanceur d'alerte » était en réalité le directeur du FBI, Mark Felt. Le traitement de cette affaire était une bataille entre une partie de l'administration et la Maison-Blanche dans laquelle les électeurs ont été manipulés par les deux camps à la fois. (id)

14 trusts : 21st Century Fox, Bertelsmann, CBS Corporation, Comcast, Hearst Corporation, Lagardère Group, News Corp, Organizações Globo, Sony, Televisa, The Walt Disney Company, Time Warner, Viacom, Vivendi (id)

Voulez-vous trimballer cette casserole derrière vous ?

Un militant (trotskyste) m'a écrit qu'il estimait "les mouvements anti-Trump sont globalement sains" et il ne voyait aucune objection à y participer, alors que ces mouvements étaient organisés par les partis et organisations liés aux oligarques qui avaient soutenu H. Clinton, donc la pire pourriture qui soit que personne de censé ne louera pour leurs bonnes intentions envers le peuple américain hormi la frange des classes moyennes dites de gauche qui entend préserver ses privilèges en échange de son soutien au programme ultra réactionnaire du parti démocrate.

Pour justifier sa position, ce militant invoquera le pope Gapone qui était une personnalité habitée par des contradictions inconciliables, tiraillé entre sa fidélité au tsar Nicolas II en qualité d'agent de sa police politique, l'Okhrana, et le sort miséreux du prolétariat dont il soutenait les revendications sociales et politiques au point que le tsar avait lancé un mandat d'arrêt contre lui la veille de la grève générale la manifestation sanglante du 22 janvier (9 janvier) 1905 à Saint-Pétersbourg, qui allait donner le signal de départ de la première révolution prolétarienne en Russie, manifestation dont Gapone devait prendre la tête.

Contrairement aux "mouvements anti-Trump" qui sont étrangers à la classe ouvrière et ne portent aucune réforme sociale ou politique devant bénéficier à l'ensemble des travailleurs, Gapone le "prêtre socialiste" dixit Nicolas II (la veille) était sincèrement engagé au côté de la classe ouvrière, ce que confirmera si nécessaire la supplique qu'il avait rédigée à l'adresse du tsar ce 22 janvier (9 janvier) 1905 :

« Nous nous présenterons demain, à 14 heures 30, au Palais d'Hiver, pour t'exposer les aspirations de la nation entière : convocation immédiate d'une assemblée constituante, responsabilité des ministres devant le peuple, amnistie, abolition de tous les impôts directs. Jure-nous de satisfaire nos exigences, sinon nous sommes prêts à mourir devant ton palais. Si en proie à des hésitations, tu ne te montres pas au peuple, si tu laisses couler le sang des innocents, tu briseras le lien moral entre lui et toi » (Source : wiképédia.org)

Ou encore : "Nous sommes venus vers toi, Sire, pour chercher justice et protection. Nous sommes tombés dans la misère. On nous opprime, on nous écrase d'un travail au-dessus de nos forces. (...) Sire, est-ce conforme aux lois divines, par la grâce desquelles tu règnes ? (...) Démolis le mur entre toi et ton peuple, et qu'il gouverne en commun avec toi." (source : lemonde.fr 24.08.2005)

I. Ksenofontov précisera en 1996 (Georgui Gapone : invention et vérité, aux éditions Rosspen), que "si Gapone a eu des contacts avec l'Okhrana, il était complètement sincère dans sa lutte pour les droits des ouvriers", ce qui n'est pas vraiment le cas des Obama, Clinton, Soros et Cie à l'initiative des "mouvements anti-Trump" chacun en conviendra.

Pour la petite histoire, Gapone sera exfiltré de Russie vers la Suisse sous la protection du mouvement ouvrier, il sera accueilli par Plekhanov et d'autres leaders mencheviks avant de gagner Paris. De retour en Russie quelques mois plus tard, il sera assassiné par l'Okhrana pour l'avoir trahie. (Source : wiképédia.org)

Tout cela juste pour démontrer que lorsqu'on tient absolument à avoir raison... on en vient à perdre la raison !

Les manifestations "des casseroles" auxquelles nous avons assisté ces dernières semaines un peu partout en France, et qui n'ont jamais rassemblé plus que quelques dizaines ou centaines de personnes, sont du même tonneau que les "mouvements anti-Trump", des provocations de la réaction néoconservatrice.

Les "mouvements anti-Trump" aux Etats-Unis sont de nature ultra réactionnaire, hyper individualiste, corporatiste, peu d'ouvriers doivent y participer, les membres des classes moyennes paupérisés doivent s'en détourner...

Réseau Voltaire - ... Raphaël Glucksmann appelle à une contre-manifestation dimanche dans un autre quartier de la capitale.

Raphaël Glucksmann partage les idées et le carnet d'adresse de son père, l'essayiste néo-conservateur André Glucksmann. Ce dernier fut employé, à la fin des années 80 à Londres, par le programme de la CIA, Exchange. Raphaël, quant à lui, fut conseiller de Mikheil Saakachvili, président de la Géorgie lors de la « révolution des roses », puis gouverneur de la région

ukrainienne d'Odessa à l'issue du coup d'État de la place Maidan. Raphaël a épousé Eka Zgouladze, ministre de l'Intérieur de Géorgie (dans le gouvernement qui mit la majorité de son opposition en prison) et aujourd'hui ministre de l'Intérieur d'Ukraine (dans le gouvernement qui massacre la population du Donbass). Réseau Voltaire 03.03

Cette manifestation a fait un flop réunissant quelques centaines de personnes place de la République, pendant que Fillon triomphait place du Trocadéro.

On pourrait peut-être y voir le résultat du match Fillon-Macron du 1er tour de la présidentielle. Si vous aviez loupé le matraquage hystérique pro-Clinton des médias américains pour évincer Trump, vous avez le bonheur d'assister à celui pro-Macron pour battre Fillon, avec peut-être en perspective le même résultat inverse à leurs sondages truqués.

Ayant tiré les leçons de leur lamentable échec aux Etats-Unis, ils tentent tardivement et maladroitement de cadenasser (censurer) le Webb en France. S'ils parvenaient à leur fin, cela signifierait que la société française est aussi décomposée que la société américaine ce qui augurerait rien de bon pour l'avenir. Ils ont corrompu la société, le niveau de vie de la majorité de la population est beaucoup trop élevé pour que l'idée de renverser l'ordre établi lui vienne à l'esprit.

Nouvelles du Ministère de l'Information, de la propagande ou de la Vérité.

Parmi nous, il y en a qui se moquent de l'intérêt que l'on porte à la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs ou l'ensemble de la population, dont fait partie le traitement de l'information par les médias institutionnels dont la rhétorique est ensuite reprise en choeur par tous les partis politiques, considérant que cela n'aurait pas d'impacts sur le cerveau des gens, ne les influencerait pas ou ne contribuerait pas à conditionner leur mode de pensée et plus généralement leur comportement, cela n'aurait pas non plus de conséquences sur la lutte des classes ou sur le cours de l'histoire, or il se trouve qu'une simple "opération de désinformation peut être entendue comme un facteur déclenchant du fameux «article 5 » (ONU- ndlr), c'est-à-dire le point de départ d'une vraie guerre" (Antipresse), un détail estimeront nos détracteurs qui ne sont plus à un déni près, à croire qu'ils tiennent à rivaliser avec les négationnistes.

Les auteurs de fausses informations et les inquisiteurs qui mènent la chasse aux théories du complot sont les mêmes acteurs, les multinationales de l'informatique et du Net, qui incluent les mal nommés réseaux sociaux qui trônent au sommet de Wall Street et les médias détenus également par des oligarques.

Leur objectif est facile à deviner. Faire en sorte que l'autocensure que s'imposent les médias, la rétention d'informations qu'ils pratiquent deviennent la règle sur le Net en rendant inaccessibles les blogs ou portails qui contreviennent à cette règle ou en les marquant du sceau de l'infâmie, tels les hérétiques ou les traîtres que l'on désigne à la vindicte publique et qu'on voue à l'excommunication ou qu'on excute en guise de châtiment pour avoir commis le crime d'avoir osé défier l'autorité des tyrans qui détiennent le pouvoir et entendent faire régner une dictature de fer.

Ils ne peuvent supporter la contradiction. Ils procédent donc par exclusion sur la base d'un déni permanent destiné à servir d'interprétation exclusive de la situation en se substituant à la réalité, par conséquent ils entendent dicter la version de l'histoire que vous devez adopter, toute autre interprétation étant marquée du sceau de la théorie du complot et leurs auteurs seront jugés pour haute trahison envers la sainte vérité établie.

Le lynchage en public, le coup de force, le harcèlement, la diffamation, la calomnie, les insultes, les provocations, les fausses accusations, la fabrication de preuves, de documents, d'images, de témoins, le recours à des experts corrompus ou niais, l'usage de la violence, la sainte vérité ne recule devant aucun moyen pour imposer sa dictature.

Dès lors, seul le renversement du régime s'impose comme une nécessité absolue pour conquérir notre liberté. Si cela ne se traduisait pas par la lutte pour le pouvoir, l'humanité serait réduite en esclavage et anéantie.

Quand on a cette perspective à l'esprit et qu'on vient nous dire que le combat que nous menons ici est inutile et ne mérite que le mépris, on a du mal à comprendre où veulent en venir ceux qui émettent un tel jugement. Préfèrent-ils laisser le champ libre à ceux qui entendent instaurer cette terrible dictature, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Ils sont inconscients ou irresponsables et dangereux à ce titre, car il faut bien comprendre que si l'oligarchie engloutit des dizaines de milliards de dollars pour conditionner le peuple, c'est parce que cela influe sur la lutte des classes, partant de là s'en désintéresser ou s'en détourner avec arrogeance est criminel. Il est également inconscient ou irresponsable de se détourner de la lutte des classes, puisque c'est uniquement d'elle d'où émergera une issue politique pour liquider ce vieux monde pourri.

Il y en a qui se demandent pourquoi la lutte de classe est dans une impasse, qu'ils ne cherchent pas plus loin. C'est parce que ses dirigeants ont toujours négligé cet aspect de la situation ou les instruments qui servent à endoctriner le peuple pour le rendre servile ou taillable et corvéable à merci, et ces instruments ne se limitent pas aux moyens d'information ou de communication, ils concernent l'ensemble des représentations idéologiques du régime, ce qui nous fait dire que l'ensemble de la population est plus ou moins sous influence qu'elle en ait conscience ou non.

Quand on refuse de l'admettre ou qu'on estime que cela influe nullement sur l'orientation de la société, on aura forcément une vision faussée de la réalité, ce qui ne permettra pas d'agir dessus, cela explique peut-être pourquoi les partis dits ouvriers et les syndicats ne figurent pas parmi les pestiférés du Décodex, leur bonne conduite leur vaut d'être épargnés, pour le moment, car il suffirait qu'ils s'agitent un peu trop pour qu'ils bénéficient du même traitement. J'ai déjà indiqué qu'en cas de révolution ils couperaient tout simplement le Net, comme cela plus personne ne disposerait de la moindre information sur ce qui se passe réellement, hormis s'en remettre aux médias traditionnels du ministère de la vérité ou notre bourreau.

Aucun parti ouvrier n'a pris l'initiative d'appeler à une manifestation devant le siège du journal Le Monde à Paris en exigeant le retrait du Décodex, puis celui de Facebook pour exiger le retrait du Cross-Check, normal, ils sont tous Charlie ! Du moment que la liberté de pensée ou de s'exprimer s'applique à eux-mêmes, ils se moquent bien que le peuple soit par ailleurs conditionné, puisque par bien des aspects ils partagent les mêmes pratiques envers leurs militants.

Quand je pense qu'il m'a fallu plus de 40 ans pour m'apercevoir par moi-même qu'on m'avait fourni de fausses informations sur une multitude de faits historiques, en tombant par hasard sur des données qui avaient été soigneusement escamotées pour m'empêcher d'interpréter librement le cours de l'histoire, plus précisément en soustrayant à ma connaissance le rôle déterminant de certains acteurs dans la survenance de certains évènements, les rapports réels qui existaient entre certains facteurs et qui déterminèrent leur évolution, je ne peux m'empêcher de me dire que tout aura été fait pour m'interdire de comprendre la situation et que l'enjeu était politique.

Aux Etats-Unis, ils ne s'en sont jamais remis. A nous de voir si on tient à y ressembler dans l'avenir, on en prend le chemin, assurément.

Le plus navrant ou dramatique, c'est qu'on ne peut même pas appeler à un rassemblement de tous ceux qui ont intérêt à mettre en échec cette entreprise manichéenne, parce qu'on est littéralement pris en otage par des dirigeants bornés et des intellectuels narcissiques tenant des positions insupportables qui ne peuvent que diviser, disloquer, atomiser les opposants à l'oligarchie ou au capitalisme, c'est à se demander si cela ne fait pas leur affaire.

Les rebondissements de la campagne dopent les audiences des médias - AFP

Des chaînes d'infos aux JT en passant par les sites des journaux, la couverture de la campagne présidentielle et de ses rebondissements dope les audiences des médias.

Entre septembre et décembre 2016, 47,4 millions de téléspectateurs ont regardé une émission ayant trait aux élections présidentielles, contre 39,6 millions pendant la période de 2011, lors de la précédente campagne, selon Médiamétrie. AFP 06.03

Ce qu'en pensent quelques internautes (des travailleurs soit dit en passant)

1- "*Je regarde autour de moi et je constate, malheureusement, l'efficacité de cette propagande. Beaucoup de personnes ne "s'informent" que par les média traditionnels – directement ou via les réseaux sociaux. Et un mensonge repris par l'ensemble des média possède un parfum de vérité pour eux.*

Et c'est là que prend toute sa dimension la campagne" anti-fake news et sites complotistes", lancée depuis quelques temps et dont le site Les-Crises a été l'une des victimes. Essayez de discuter avec des personnes qui ne jurent que par les média mainstream; montrez leur vos sources et ils vous répondront que vos informations proviennent de dangereux manipulateurs complotistes."

Les pires dans ce domaine, ce sont encore les dogmatiques qui n'ont jamais rompu avec les théories foireuses qu'ils avaient adoptées un jour, et qui malgré leur faillite politique avérée s'y accrochent en désespoir de cause, méprisant ceux qui ont l'audace de leur faire remarquer et dont ils déformeront les propos rendant ainsi toute discussion sérieuse impossible.

Pire que Panurge ! Ils nous ont dotés d'autres chaînes.

Le journal de 20H est regardé chaque soir par quelque 15 millions de téléspectateurs, j'ignore si cela inclut le fait que plusieurs adultes peuvent se retrouver simultanément devant leur poste de télé, si l'audimat n'en tenait pas compte, cela signifierait que quelque 25 à 35 millions de personnes regarderaient les infos télévisées chaque soir sur les différentes chaînes. (Source : http://www.premiere.fr/TV/News-Tele et http://lemediascope.fr)

2- "*Comme vous avez raison. Je me suis fait piéger hier par mon épouse qui m'a demandé de regarder avec elle la catastrophique émission "C dans l'air" consacrée à l'abominable Fillon puis jusqu'à vingt heures de subir les fadaises de BFM TV toujours sur le mêmes fadaises. Il y a bien longtemps que je ne regarde plus tous les médias "mainstream" à la télé ni ne les écoute à la radio. Quand je me suis remis devant mon ordinateur après le repas du soir j'avais l'impression d'avoir fait durant ces deux heures de vision un séjour en enfer et je vous comprends très bien lorsque vous affirmez l'étendue de cette propagande*

sur des cerveaux serviles, fermés à toute analyse. Ces téléspectateurs deviennent les perroquets pathétiques des insanités et contre-vérités assénées par ces chaînes sans foi ni loi et il est quasiment impossible de discuter sérieusement avec ces individus qui, lorsque vous essayez d'ouvrir les yeux, se ferment comme des huîtres à tout discours objectif et raisonné. La route est encore longue pour tenter ne serait-ce que de retrouver le chemin de la citoyenneté. Et celles du socialisme, du communisme ou de l'anarchisme je n'ose même pas en parler."

En effet, il est à craidre qu'à ce rythme-là le socialisme demeurera éternellement une utopie à défaut de se réaliser.

Après tout, Marx affirmait que l'homme n'acceptera jamais de vivre en esclavage, mais il n'a jamais prédit qu'il parviendrait un jour à s'émanciper de cette condition. Il n'est écrit nulle part que le socialisme se réalisera un jour, les marxistes toujours lucides n'ont jamais affirmé autre chose, contrairement à leurs disciples auto-proclamés qui en versant dans le dogmatisme prétendirent que c'était inévitable, mais comme ils refuseront d'actualiser le marxisme et de le diffuser auprès des travailleurs, on est en droit de penser qu'ils n'y croyaient pas eux-mêmes, ce qui explique peut-être pourquoi nous en sommes rendus au niveau théorique et organisationnel zéro ou presque.

Vous avez adoré Charlie, vous tomberez sous le charme de Décodex.

Certains dénomment le Décodex "Déconnodex" ou "Gestapex", Le Monde ou la gestapo de la pensée, la vraie, l'unique, l'exclusive liberté de la pensée...

Vu par quelques internautes.

1- "Décodexofficiel? Ça veut dire quoi officiel? Avalisé par qui, par quelle autorité? Ce n'est pas illégal de se revendiquer comme officiel? Ce n'est pas une usurpation, une tromperie sur la marchandise? Une forme de concurrence déloyale?"

Ils ont tous les droits, vous l'ignoriez, réveillez-vous...

2- "*Le Décodex a été créé dans un but de discrédit sur une très courte période, la période électorale.*"

Les faits vous démontreront le contraire...

3- "*Marrants ces décodeurs : il suffit de lire la bio de leur patron Niel dans wikipedia pour voir les origines de sa fortune : minitel rose, peep show. (Il a apparemment été condamné pour détournement de fonds dans un de ses peep shows). Ils viennent faire la morale et du "décodage" louangeur des propos imbéciles et démagos de leur candidat Macron.*"

4- "*Comme Xavier Niel, Claude Perdriel, le propriétaire de Sciences et Avenir, a construit une partie de sa fortune sur le minitel rose*"

5- "*Si les journaux avaient encore un peu d'honneur, ils auraient dénoncé et ridiculisé d'emblée le Décodex, à commencer par le Canard enchaîné. Malheureusement, qu'ils soient timides ou de mauvaise foi, ils sont partie prenante d'un système de mensonge et de diversion : le système qui propulse Macron à la tête de ce pays.*

Décodex, c'est la police de la pensée, l'arme d'intimidation, l'équivalent des menaces de déréférencement que la grande distribution fait peser sur les petits producteurs. Et cette menace n'est qu'un premier pas : on commence par colorier votre site en rouge ou en orange, puis on vous traite comme un conspi, autant dire un paria qui mérite la prison ou l'asile psychiatrique."

Pour autant, une opération qui aura une influence limitée ou qui fera un flop.

«Fake news», un même terme pour plusieurs réalités - lefigaro.fr

Employée à cor et à cri, l'expression désignant les fausses informations circulant sur Internet s'est finalement vidée de sa substance. lefigaro.fr 06.03

Le mérite en revient à tous ceux qui l'ont dénoncée et combattue, ce que le mouvement ouvrier ne pourra pas revendiquer pour être trop corrompu.

Commentaire d'un abonné du Figaro

- "*Et les Figaro, Libé, Le Monde et tous les autres médias français ne font-ils pas dans les fake-news ? Exemple concret, où avez-vous entendu Trump parler d'attentat en Suède lors de son intervention en février dernier ? Tous les médias s'en sont donnés à coeur joie. Alors comment croire ces médias ?*" (Orthographe pour les nuls : en France, on prescrit un média, des médias (1983). -

Le Grand Robert de la langue française - LVOG)

Il existe des milliers d'exemples du même genre... Prenez les manuels scolaires, les dictionnaires, les encyclopédies, ils en sont bourrés !

Cross check, cet ami qui vous veut du bien par Philippe Huysmans - arretsurinfo.ch 04.03

PLUS QU'UN AMI, PRESQUE UN GRAND FRÈRE, LE NOUVEL OUTIL DE « VÉRIFICATION DES FAITS » MIS EN PLACE PAR FACEBOOK AURA MIS MOINS DE 24H AVANT DE TOMBER LE MASQUE ET DE SE RÉVÉLER POUR CE QU'IL EST. UN OUTIL DE CENSURE AU PROFIT EXCLUSIF D'UN SYSTÈME AUX ABOIS.

Dans un communiqué de presse daté du 3 mars, Facebook annonçait l'activation en France de l'outil de « fact-checking », en collaboration avec les médias suivants : AFP, BFMTV, L'Express, France Médias Monde, France Télévisions, Libération, Le Monde et 20 Minutes.

L'objectif, louable sur le papier, est de limiter la diffusion de fausses nouvelles sur internet. En pratique, il ouvre la porte à toutes les dérives et il aura fallu moins de 24h pour que nous en voyions les premiers effets. Désormais, sur Facebook et google, c'est Big brother qui décidera de ce que vous pouvez lire.

Il est désormais possible pour les utilisateurs de Facebook de signaler un contenu qu'ils pensent être « une fausse information ». Celle-ci sera alors marquée pour être examinée par « des organisations tierces, disposant d'une expertise dans la vérification d'informations et adhérant à la charte élaborée par le réseau international de fact-checking Poynter ». Comprenez, les journalistes des médias susmentionnés. Qui forcément sont compétents pour cette tâche, et sont forcément indépendants.

Notez que j'avais déjà épinglé (http://www.levilainpetitcanard.be/articles/thema/fact-checking-nique-ta-niouze_1924715164) dans un précédent article les liens douteux qui existent entre Poynter et des personnages sulfureux comme George Soros ou Pierre Omidyar. À la lecture du long article (https://www.facebook.com/notes/mark-zuckerberg/building-global-community/10154544292806634) qu'avait publié Mark Zuckerberg sur sa page Facebook, j'avais cru comprendre qu'il s'agirait non pas de censurer, mais plutôt de favoriser la présentation de points de vue à partir d'un éventail de perspectives différentes. (http://www.levilainpetitcanard.be/articles/actu/cross-check-cet-ami-qui-vous-veut-du-bien_2108972285#extrait)

Une belle et bonne idée, mais dans les faits, on n'y est pas du tout. Et en pratique, ce sera la censure, pure et simple.

Dans le communiqué de presse, il est indiqué :

Lorsqu'une publication sera qualifiée de fausse information par deux des organisations de fact-checking, elle sera identifiée comme étant contestée. Cette publication affichera alors un pictogramme et mentionnera que l'information est contestée. Un message invitera l'utilisateur à se rendre sur le site de l'un des vérificateurs tiers pour en savoir plus. Lorsqu'un utilisateur envisagera de partager une publication identifiée comme non fiable, un avertissement « contesté par des tiers » s'affichera. Par ailleurs, la visibilité de ces publications pourra être réduite dans les fils d'actualité des utilisateurs.

Reste à voir ce que l'on entend par visibilité réduite et surtout, sur base de quels critères objectifs cette censure, puisqu'il faut bien l'appeler ainsi, sera appliquée. On peut raisonnablement penser que cette formule est surtout un euphémisme destiné à rassurer les utilisateurs, et qu'en pratique, les articles marqués par les censeurs disparaîtront purement et simplement des fils d'actualité. Il ne faut pas non plus se laisser abuser par la mention d'un avertissement lors du partage de ces articles contestés : dans la mesure où vous ne les verrez plus dans votre fil, cela ne s'appliquera qu'aux gens qui partagent l'article directement sur base de l'URL de celui-ci. En l'état, il est difficile de savoir précisément dans quelle mesure les articles seront relégués, Facebook ayant fait montre de la plus parfaite opacité en la matière, comme à l'accoutumée.

Néanmoins, une chose est sûre, il s'agit bien de censure, et non d'une fonctionnalité visant à mieux informer les utilisateurs. En termes de développement, il était nettement plus simple de s'en tenir à une simple mention, un avertissement signalant à l'utilisateur le caractère contesté de l'article. Et en dernier ressort, pourquoi ne pas permettre aux utilisateurs de choisir eux-mêmes s'ils souhaitaient voir ou non les articles litigieux ? Or nous le voyons, la solution imposée ne laisse aucun choix à l'utilisateur lui permettant de se faire sa propre idée. Il est infantilisé, et désormais, il ne lira que des articles doubleplusbon certifiés par le Miniver. Ah, et pour ceux qui s'imagineraient un peu naïvement qu'il s'agit d'un outil généraliste destiné à lutter contre la prolifération des fausses nouvelles; et que sa mise en service en pleine campagne présidentielle est pure coïncidence, laissez-moi vous détromper. C'est écrit dessus (https://crosscheck.firstdraftnews.com/france-fr/) (Élection française – CrossCheck).

Ce qu'il y a de vraiment bien avec les détenteurs de la Vérité Vraie, c'est qu'ils ont le chic pour se placer invariablement dans les situations les plus inextricables, indéfendables, et systématiquement révélatrices quant à leurs objectifs réels. C'est la fameuse Turbine à claques (https://blog.mondediplo.net/2017-02-22-Charlot-ministre-de-la-verite)de Monsieur Lordon. Je les

avais déjà épinglés sèchement lorsque Le Monde avait publié une fausse nouvelle (http://www.levilainpetitcanard.be/articles/actu/le-monde-publie-a-nouveau-une-faussenouvelle_ 1076631199) concernant Donald Trump, puis dans les trois heures, avait caviardé celui-ci en douce afin de réduire la portée de leurs affirmations mensongères. On pensait alors qu'ils avaient touché le fond, mais non…

Un exemple révélateur... et scandaleux.

Vous ne rêvez pas, en pleine campagne présidentielle française, les fact-checkers ont épinglé une vidéo (https://www.facebook.com /2017Anonymous/videos/1325696307492242/) satirique raillant sur Facebook les soutiens du candidat « anti-système » Macron au titre qu'elle serait « douteuse ». Sur base de quoi ?

« L'énumération des soutiens politiques, globalement vraie, reste douteuse. La longévité politique de certains soutiens est exagérée. Renaud Dutreil, décrit comme « député depuis 25 ans », ne l'a été qu'entre 1993 et 2008, soit 15 ans. Le fait qu'Ismaël Emelien, ancien bras droit de Dominique Strauss-Kahn, ait rejoint En Marche! en 2016 suffit à dire que DSK soutient Macron.

La liste de soutiens économiques s'appuie aussi sur des rumeurs non corroborées. Les soutiens de Xavier Niel, Vincent Bolloré et Bernard Arnault sont flous. […] »

Comme on le voit, les motifs avancés sont consternants. L'énumération est globalement vraie… Mais l'auteur décrit Renaud Dutreil comme étant député depuis 25 ans alors qu'il ne l'était que depuis 15 ans ? On mentionne des rumeurs non corroborées de soutiens ? Non mais allo, quoi ! Cette vidéo n'est pas un article de presse, c'est un pamphlet, une satire politique, qui par principe autorise l'exagération et la caricature.

Que serait une campagne présidentielle sans exagération, que ce soit de la part des candidats eux-mêmes ou de leurs porte-paroles quand ce n'est pas le fait de la presse ? Rumeurs non corroborées de soutien de la presse dominante à Macron ? Mais qui oserait le nier ? Il suffit pour s'en convaincre de voir le nombre de unes et d'articles consacrés ces douze derniers mois à la petite merveille, alors qu'il ne s'est jamais présenté au suffrage de quelque élection que ce soit.

Il s'agit ni plus ni moins que de censure d'opinion. C'est une dérive gravissime qui ne laisse rien présager de bon pour la suite des événements. Comment des « fact-checkers », eux-mêmes payés par les susmentionnés milliardaires pourraient-ils prétendre à l'objectivité, étant à la fois juges et partie ? Depuis quand juge-t-on de la « véracité » d'une opinion politique ? D'une caricature ?

Vont-ils aussi, dans la foulée, marquer les vidéos des guignols de l'info comme douteuses ? Ah non, c'est vrai, suis-je bête, le problème de leur effroyable insolence a été résolu lorsque Bolloré a pris le contrôle de Canal+.

En fait ce ne sont pas tant les opinions politiques qui dérangent nos bons maîtres, mais encore faut-il que nous ayons les bonnes. Désormais Cross-Check y veillera. arretsurinfo.ch 04.03

Enfumages par Fernand Le Pic - Antipresse n° 66 du 5.3.2017

Nato Lex Sed Lex

Tout est parti de cette application Decodex promue par la société d'édition Le Monde, et dont la promesse officielle est de démasquer «les sources trompeuses» et déterminer «en temps réel» si les sites et profils de réseaux sociaux «sont plutôt fiables ou non».

Nous avons en effet décidé de remonter à la source technologique de Decodex fournie par Google. Partant de la direction du Monde (sans jeu de mot), nous avons débouché sur un terrain de jeu militaire tentaculaire. Il associe le Pentagone et l'OTAN à une quantité innombrable de structures publiques (organisations internationales, organisations intergouvernementales, organisations régionales, etc.) et privées (grands groupes internationaux, médias, ONG, etc.)

Il nous a fallu un certain temps pour découvrir un fil rouge exploitable. Nous avons suivi celui de la doctrine otanienne connue sous le nom de «Comprehensive Approach».

Elle témoigne d'une extraordinaire détermination américaine à faire jouer ensemble des pays et des univers professionnels des plus variés, afin d'y piocher les capacités dont elle besoin pour maintenir et renforcer son leadership. Cette «Comprehensive Approach» fut imaginée dès le lendemain de la disparition du Pacte de Varsovie mais n'atteignit sa pleine maturité qu'au tournant de l'année 2010. Schéma CMOC Schéma CMOC

Schéma publié par la National Defense University (Washington DC), déc. 2011 (p. 128) [1]

Grand chemin faisant, après avoir notamment annexé la plupart des anciens États du Pacte de Varsovie de gré ou de force, l'OTAN n'a cessé d'affiner cette doctrine, pour y inclure en particulier la «désinformation». Cette dernière est associée à un concept de «guerre hybride», dont on assigne l'origine à la Russie, qu'on peut ensuite accuser d'en faire ses choux gras, avec notamment le retour très réussi de la Crimée au sein de la Mère patrie.

Depuis lors, on ne compte plus les déclarations officielles, les commentaires d'experts, les colloques, les conférences, les articles, les livres et surtout les effets d'annonce au sujet des «menaces hybrides», qu'il faudrait donc à présent traiter de toute urgence.

Ce concept a pourtant fait son apparition officielle dans le jargon de l'OTAN dès 2009 [2] et, à l'époque, sans aucun rapport avec la Russie. En fait il était devenu un sujet de réflexion encore plus tôt puisqu'il s'inspire très directement d'un célèbre rapport des deux officiers supérieurs chinois, les nommés Qiao Liang et Wang Xiangsui, publié en Chine en 1999 sous le titre de Guerre hors limites (...) [3], et immédiatement traduit en anglais, la même année, sous le titre Unrestricted Warfare.

Cette doctrine de l'OTAN voit donc le jour aux États-Unis et bien avant le coup d'État de Maïdan. Autrement dit, ce n'est pas la réintégration de la Crimée qui a déclenché une «réponse» à une «attaque hybride» imaginée et menée pour la première fois par la Russie. Il semblerait plutôt que les stratèges américains du Perception Management aient fait coïncider une doctrine préalable avec une succession d'actions conçues pour provoquer une telle perception. Un renversement chronologique très classique dans ce domaine, d'autant qu'il permet de justifier en parallèle une augmentation substantielle des budgets de défense européens, eux-mêmes très profitables à l'industrie militaire américaine.

C'est donc l'élaboration otanienne de ce panier de «menaces hybrides» que nous allons explorer dans les prochaines livraisons d'Antipresse, ouvrant ainsi une première enquête à épisodes, façon série américaine. On y trouvera bien sûr quelques infos sur les attaques conventionnelles et non conventionnelles, mais aussi des cas intéressants de collaboration directe et structurée d'ONG avec l'OTAN, ou de relais politiques mis à la charge de l'Union européenne et des pays membres du Partenariat pour la Paix, dont la Suisse. On rencontrera aussi des scenarii de «migrations économiques» de populations, dans des réflexions très antérieures aux expéditions que l'Europe connaît aujourd'hui. Les questions de l'«extrémisme idéologique», de l'«instrumentalisation du droit international», entreront également dans cet inventaire. Mais c'est surtout le nouveau traitement des opérations de désinformation (aussi vieille que le monde), qui accaparera notre attention.

Un rapport du patron militaire de l'OTAN, le Commandant suprême des forces alliées en Europe ou «SACEUR» (Supreme Allied Commander Europe), en date du 25 août 2010, explique en effet en quoi la désinformation s'inscrit dans la guerre hybride pour «discréditer le rôle de l'OTAN, sa légitimité, sa crédibilité, et sa conduite, tout en sapant en parallèle l'activité des gouvernements des états membres». Même si cela ressemble fort à l'hôpital qui se moque de la charité, puisque le patron de l'OTAN feignait ainsi de redécouvrir les principes de subversion qui gouvernent sa propre doctrine [4], c'est son intégration dans le concept de guerre hybride qui méritera toute notre attention, puisqu'aujourd'hui, une opération de désinformation peut être entendue comme un facteur déclenchant du fameux «article 5 », c'est-à-dire le point de départ d'une vraie guerre.

C'est en raison de la masse de sources très hétérogènes à relier entre elles et qu'il nous faudra présenter dans un langage purifié de sa gangue d'acronymes militaires, que les résultats de notre exploration seront traités par morceaux et par étapes dans les prochains numéros de l'Antipresse.

Nous bouclerons la boucle lorsque nous aurons su expliquer en quoi Decodex et bien d'autres «outils» et cercles d'influence, travaillent, en fait et en droit, dans un cadre otanien très précis, non seulement idéologique, mais également organique et fonctionnel. Et que nous aurons su décrire très objectivement en quoi ces applications et développements informatiques aux budgets quasi illimités ne sont que des armes de braconnage sur nos terres de pensée ancestrales, donnant l'illusion aux faux héritiers de la liberté de la presse de pouvoir jouer les gardes-chasses du bon côté de la battue, confondant cette liberté avec un lâcher de gibier.

Alors, si nous ne sommes pas stoppés net d'ici-là par cette traque que l'on eût préférée à courre, nous vous donnons rendez-vous dans un très prochain numéro d'Antipresse hybride (ou sans brides?)!

NOTES:

[1] « Capability Development in Support of Comprehensive Approaches», consultable sur le site de l'ETHZ.

[2] Voir: «Multiple Futures Projects final report» (avril 2009). Et: International Military Staff M-0423-2009 «Development of a Military Concept for Countering Hybrid Threats» (23 juillet 2009).

[3] Il sera traduit en français dès 2003.

[4] Par exemple la «NATO PSYOP Policy: MC 402, AJP-3.7» qui autorise le soldat de l'OTAN mais aussi ses relais privés, à «user de méthodes de communication et autres moyens, en direction d'audiences agréées, en vue d'en influencer les perceptions,

les attitudes et les comportements, dès lors qu'ils affectent l'accomplissement des objectifs militaires et politiques [de l'OTAN]».

Le gouvernement sud-africain envisage de réglementer les réseaux sociaux pour freiner la diffusion de fausses informations et d'images truquées. - Libération.fr

«Les fausses informations dans les médias sociaux représentent un défi auquel l'Afrique du Sud est confronté», a déclaré David Mahlobo, ministre de la Sécurité d'Etat. «Nous envisageons de réglementer dans ce domaine», a-t-il ainsi déclaré en réponse à une question lors d'une conférence de presse sur la sécurité. Si David Mahlobo estime que ce type de mesures va susciter une vague de critiques et de craintes parmi les militants des droits humains, le gouvernement va, selon lui, faire participer la société civile à ce processus. Un projet de loi sur le cybercrime et la cybersécurité, destiné à pénaliser les infractions sur Internet, est en cours de préparation depuis deux ans et doit prochainement être soumis au Parlement. Libération.fr 05.03

L'Onu reconnaît que la Russie n'a pas frappé son convoi humanitaire en Syrie - sputniknews.com

L'Onu a reconnu que les forces armées russes n'avaient rien à voir avec l'attaque contre son convoi humanitaire en 2016 près d'Alep, en Syrie, cette conclusion a été tirée à la suite de l'examen de la zone pilonnée et des munitions utilisées.

La commission internationale d'enquête des Nations unies sur les incidents en Syrie a conclu, dans son rapport, que les forces armées russes n'étaient pas impliquées dans l'attaque contre le convoi humanitaire survenue au mois de septembre en 2016 non loin de la ville d'Alep. Cet incident a souvent été mentionné en tant qu'exemple des prétendus crimes de guerres de la Russie en Syrie.

La commission indépendante a tiré cette conclusion après une analyse des munitions utilisées, de la superficie de la zone attaquée et de la durée de l'attaque.

La commission n'a d'ailleurs attribué aucun crime de guerre commis en Syrie à la Russie. Bien que le rapport cite de nombreux cas de largage de bombes artisanales au chlore depuis des hélicoptères qui entraînaient des victimes parmi la population civile, il résume que « les informations recueillies n'attestent de l'implication des forces russes dans aucun des incidents ».

Un convoi humanitaire de l'Onu et du Croissant-Rouge syrien composé de 31 camions a été la cible de tirs dans la nuit du 19 au 20 septembre dernier au nord-ouest d'Alep. Les camions transportaient de l'aide destinée à 78 000 personnes habitant Orum al-Koubra. Selon l'Onu, 18 des 31 camions ont été touchés. Le Croissant-Rouge a pour sa part précisé qu'un volontaire et plusieurs civils avaient trouvé la mort dans l'attaque.

Les États-Unis et leurs alliés ont, à maintes reprises, accusé la Russie d'être derrière l'attaque contre le convoi. Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov avait déclaré de son côté qu'aucune preuve tangible prouvant ces allégations n'avait été livrée. sputniknews.com 05.03

Les fameux «pirates russes» étaient donc la CIA? - sputniknews.com

WikiLeaks a publié la première partie d'une importante base de données baptisée Vault 7 et qui révèle les techniques de cyber-surveillance et de piratage de la CIA. Les révélations sur les capacités choquantes de l'agence et sur le soi-disant «piratage russe» ont provoqué l'ire des internautes.

Pour ce qui est de la dimension politique de Vault 7, les utilisateurs de Twitter ont souligné que les révélations concernant les capacités de la CIA en Russie rendent encore plus hypocrites les allégations sans fondement de l'administration Obama au sujet de l'« ingérence russe dans la présidentielle américaine ».

« Obama a accusé la Russie de cyberattaques tandis que sa CIA a transformé l'électronique grand public connecté à Internet en Russie en dispositifs d'écoute. Wow ! », s'étonne un tweeternaute.

D'autres ont souligné un détail très important concernant les capacités et les efforts de la CIA visant à cacher leurs activités douteuses via des empreintes numériques factices, accusant des tiers, notamment la Russie. «

Avec l'UMBRAGE et d'autres outils, la CIA peut non seulement augmenter son nombre total de types d'attaque, mais aussi masquer son activité en laissant des "empreintes digitales" des groupes dont les techniques d'attaque ont été utilisées », peut-on lire dans un extrait du document de WikiLeaks publié par un utilisateur.

« En fait depuis le début les hackers russes n'étaient rien d'autre que la CIA… » sputniknews.com 08.03

WikiLeaks révèle un programme de piratage de la CIA jugé risqué - AFP

La CIA peut transformer votre télévision en appareil d'écoute, contourner les applications de cryptage voire contrôler votre véhicule, selon des documents publiés mardi par WikiLeaks, qui met en garde contre le risque d'une prolifération des "armes" informatiques ainsi exposées.

WikiLeaks a publié près de 9.000 documents présentés comme provenant de la CIA, estimant qu'il s'agissait de la plus importante publication de matériels secrets du renseignement jamais réalisée.

Pour le site créé par l'Australien Julian Assange, ces documents prouvent que la CIA opère comme l'agence de sécurité nationale (NSA), principale entité de surveillance électronique des Etats-Unis, mais avec moins de supervision.

Selon le site, ces documents montrent que l'agence de renseignement a élaboré plus d'un millier de programmes malveillants, virus, cheval de Troie et autres logiciels pouvant infiltrer et prendre le contrôle d'appareils électroniques.

Ces programmes ont pris pour cible des iPhone, des systèmes fonctionnant sous Android (Google) -qui serait toujours utilisé par Donald Trump-, le populaire Microsoft ou encore les télévisions connectées de Samsung, pour les transformer en appareils d'écoute à l'insu de leur utilisateur, affirme WikiLeaks.

La CIA s'est également intéressée à la possibilité de prendre le contrôle de véhicules grâce à leurs instruments électroniques.

En piratant les smartphones, relève le site, la CIA parviendrait ainsi à contourner les protections par cryptage d'applications à succès comme WhatsApp, Signal, Telegram, Weibo ou encore Confide, en capturant les communications avant qu'elles ne soient cryptées.

"De nombreuses vulnérabilités exploitées par le cyber-arsenal de la CIA sont omniprésentes et certaines peuvent déjà avoir été découvertes par des agences de renseignement rivales ou par des cyber-criminels", met en garde WikiLeaks.

Dans un communiqué, Julian Assange estime que ces documents prouvent des "risques extrêmes" induits par la prolifération hors de toute supervision des "armes" de cyberattaque, sans même avertir les fabricants des appareils visés.

Edward Snowden a affirmé sur Twitter que ces documents semblaient "authentiques".

Mais le fait d'exploiter des failles est "imprudent au-delà des mots", estime M. Snowden. "Parce que n'importe quel pirate informatique peut se servir de ces vulnérabilités mises au jour par la CIA pour s'introduire dans n'importe quel iPhone dans le monde".

La directrice générale de l'association Electronic Frontier Foundation, Cindy Cohn, reproche à la CIA de n'avoir pas aidé à combler les lacunes de sécurité des appareils visés.

"Ces fuites montrent que nous sommes moins en sécurité avec la CIA quand elle décide de laisser en l'état les failles, plutôt que de les combler", a-t-elle estimé.

Cette affaire est d'autant plus embarrassante pour la CIA qu'elle fait partie des agences qui avaient conclu en octobre que la Russie avait interféré dans la campagne présidentielle américaine, en piratant justement le parti démocrate puis en diffusant, par l'intermédiaire de WikiLeaks, des emails d'un proche conseiller d'Hillary Clinton.

La célèbre agence est par ailleurs accusée par Donald Trump, comme les autres agences de renseignement, de faire fuiter des informations suggérant que certains de ses proches ont eu des contacts l'an dernier avec le renseignement russe. AFP 08.03

Se référant à des documents confidentiels, le site Web lanceur d'alerte Wikileaks a annoncé que le consulat américain à Francfort-sur-le-Main était une « base secrète de hackers » de la CIA opérant en Europe, au Proche-Orient et en Afrique. Selon les employés du site, les documents montrent que les hackers de la CIA bénéficiaient de passeports diplomatiques et étaient couverts par le département d'État. sputniknews.com 08.03

La CIA accuse WikiLeaks d'aider les ennemis des Etats-Unis - AFP

La CIA a accusé mercredi WikiLeaks d'aider les adversaires des Etats-Unis en révélant les méthodes qu'elle utiliserait pour transformer l'iPhone d'Apple ou des téléviseurs Samsung en outils d'espionnage.

"Le public américain devrait s'inquiéter de toute publication de WikiLeaks qui a pour but d'altérer la capacité de la communauté du renseignement à protéger l'Amérique des terroristes et autres adversaires", a dénoncé une porte-parole de la CIA, Heather Fritz Horniak.

D'après le Washington Post, le FBI se prépare pour sa part à "une grande chasse aux taupes" pour déterminer comment WikiLeaks a obtenu les documents. AFP 08.03

Je vous fais grâce de la suite de cet article où Apple, IBM, Google, Microsoft, etc. tombaient des nus et manifestaient leur soutien aux utilisateurs, alors qu'ils sont tous en cheville avec la CIA, le FBI, la NSA, etc.

France. Election pour un régime en quête de légitimité

- La participation à l'élection présidentielle 2017 sera-t-elle historiquement faible? - Le Huffington Post

Depuis plusieurs semaines, les commentaires et instituts de sondage ne cessent de souligner la faiblesse des taux de participation à la prochaine élection présidentielle. A-t-on raison de pronostiquer une participation très faible en avril prochain? Le Huffington Post

- Macron, Hamon, Dupont-Aignan, Arthaud au-delà des 500 parrainages - AFP

Emmanuel Macron, Benoît Hamon, Nicolas Dupont-Aignan et Nathalie Arthaud ont dépassé le seuil des 500 parrainages requis pour se présenter à l'élection présidentielle, déjà franchi par François Fillon, selon un nouveau décompte publié mardi par le Conseil constitutionnel.

Parmi les autres candidats totalisant à ce stade le plus de parrainages figurent François Asselineau (480), Jacques Cheminade (370), Jean Lassalle (233) et Rama Yade (113).

Au total, 37 noms figurent dans la liste publiée mardi. Une dizaine de candidats, dont la liste officielle sera publiée le 20 ou 21 mars, devraient rester en lice pour l'élection des 23 avril et 7 mai. AFP 07.03

On se demandera qui a bien pu parrainer Nathalie Arthaud (LO), mais on aurait pu se poser la même question il y a des décennies en arrière pour les candidats de la LCR (NPA) ou de l'OCI (POI et POID), sachant qu'ils ne possédaient pas suffisamment d'élus répartis dans toute la France pour obtenir ces parrainages, ils avaient dû passer par des élus extérieurs à leurs organisations.

On peut se questionner sur les intentions de ces élus sachant que de préférence ils étaient proches du PS ou du PCF, mais pas forcément ; intentions qui pour les premiers devaient consister à aller chercher des voix à l'extrême gauche pour ensuite les faire basculer sur le candidat du PS au second tour de la présidentielle, pour les seconds diminuer d'autant le score des candidats du PS et du PCF au premier tour, au point qu'il arrive un jour où ces voix manqueraient au candidat du PS qui serait éliminé au soir du premier tour, ce qui s'est passé le 21 avril 2002.

Chut, c'est une question tabou !

Non, ils n'ont pas abandonné Fillon.

On rappelle que Henri de Castrie est l'actuel président du groupe Bilderberg.

- Présidentielle : Henri de Castries n'a «aucun doute sur la détermination de François Fillon» - LeParisien.fr

Henri de Castries, ancien patron d'Axa, supporte coûte que coûte François Fillon dans la campagne, malgré la tempête que celui-ci traverse.

Lorsque Henri de Castries nous reçoit vendredi, c'est pour dépasser la polémique, parler « du fond » et des programmes d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen que ce proche de François Fillon cible sans ménagement.

Pensez-vous que François Fillon puisse tenir encore longtemps ?

Henri de Castries. Il a la légitimité de sa très large victoire à la primaire. Les électeurs trancheront. Pour que notre pays retrouve de la croissance, pour que les Français retrouvent un espoir, un chemin. Le projet de François Fillon est beaucoup plus convaincant que celui d'Emmanuel Macron ou de Marine Le Pen. Il a un socle extrêmement solide et le débat n'a pas commencé.

Vous qui le connaissez bien, vous ne doutez pas de sa détermination ?

Il avance sur son chemin. Moi je n'ai jamais eu de doutes sur la force de son caractère et la profondeur de sa détermination. C'est l'une des choses qui m'a fait le rejoindre, parce que je le connais depuis 1995 et j'ai vu à cette époque comment il a fait la réforme des télécoms, je l'ai vu ensuite sur les retraites... Il n'est pas extraverti, mais il a une détermination extrêmement forte, il

a une vision, de l'expérience et c'est ce dont nous avons besoin pour redresser le pays.

Que pensez-vous des défections qui autour de lui se multiplient ?

C'est vraiment de l'écume. Ce que l'on doit à nos concitoyens, c'est une explication sur le fond.

Mais tout de même, peut-il encore être audible et demander des sacrifices aux Français ?

François Fillon a reconnu qu'il avait commis des erreurs de jugement mais est-ce que le débat actuel est à la hauteur de ce que sont les enjeux pour le pays et pour les Français ? Nous ne sommes pas dans le monde de la Bibliothèque (...) leparisien.fr 03.03

Et les jours suivants le confirmeront :

- François Fillon : le pari de la mobilisation réussi - Franceinfo 05.03

- François Fillon reste candidat après le soutien "à l'unanimité" du comité politique des Républicains - Franceinfo

Après le retrait définitif d'Alain Juppé, François Fillon a gagné la partie et reste dans la course à la présidentielle, Les Républicains lui ayant "unanimement" renouvelé son soutien lundi soir. - Franceinfo 06.03

- Les girouettes de l'affaire Fillon - LePoint.fr

Fenech, Pécresse, Lagarde, Solère, Jégo... Chez LR comme à l'UDI, ils ont tenté de lâcher François Fillon avant de revenir au bercail. LePoint.fr 08.03

- L'UDI rentre dans le rang après s'être désolidarisé de François Fillon - Le Huffington Post

- Prêt non déclaré : Fillon dénonce une "opération de déstabilisation politique" - Franceinfo

Le candidat de la droite l'a annoncé mercredi sur LCP, après la parution d'un nouvel article du "Canard enchaîné". Franceinfo 08.03

Quand le Ministère de la Vérité fabrique son candidat.

- Entre Hamon et Macron, Hollande refuse de trancher - Le Huffington Post

- Macron, seule arme anti-FN d'un PS traumatisé par 2002 - LePoint.fr

- Présidentielle : la tentation Macron pour les poids lourds du PS - Franceinfo

- Sondage: Macron devant Le Pen pour la première fois au 1er tour - AFP

- Macron a le "souhait" d'une femme Premier ministre - AFP

- Les jeunes aussi nombreux à souhaiter la victoire de Le Pen que de Macron - AFP

- Présidentielle 2017 : nouveaux ralliements pour Emmanuel Macron - Franceinfo

- Delanoë apporte son soutien à Macron - Reuters

L'ancien maire de Paris Bertrand Delanoë a annoncé mercredi son soutien à Emmanuel Macron, candidat du mouvement "En Marche!" à l'élection présidentielle, face au programme "dangereux" du socialiste Benoît Hamon... Reuters

- Jean-Christophe Cambadelis semble avoir changé d'avis sur les parrains PS d'Emmanuel Macron - Franceinfo

Alors qu'Emmanuel Macron devance Benoît Hamon dans les sondages, la direction du PS semble infléchir sa position quant aux élus PS qui parraineraient le leader d'En Marche. Franceinfo

Retour de bâton

- Conflit d'intérêt: démission d'un membre de l'équipe de campagne de Macron - AFP

Emmanuel Macron a confirmé mardi la démission d'un membre de son équipe de campagne, Jean-Jacques Mourad, pour une "apparence de conflit d'intérêt" avec le laboratoire pharmaceutique Servier.

Médecin cardiologue de profession, Jean-Jacques Mourad est le frère de Bernard Mourad, homme d'affaires et proche conseiller de M. Macron. AFP

- Macron: soupçons de favoritisme autour d'un déplacement à Las Vegas en 2016 - AFP

L'Inspection générale des finances (IGF) soupçonne un délit de favoritisme concernant l'organisation d'une soirée à Las Vegas en 2016, où Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, avait rencontré des entrepreneurs français, affirme Le Canard enchaîné dans son édition de mercredi. AFP

Comment ils légitiment la Constitution et le régime en place.

- Une proposition de loi pour inscrire l'égalité hommes-femmes dans la Constitution - Le Huffington Post

- Nathalie Arthaud «tout doit être public et connu de tous» - Liberation.fr

- Jean-Luc Mélenchon «cette transparence ne doit pas épargner les puissants, les grands patrons, les oligarques» - Liberation.fr

Le roi est nu !

- Mini-sommet à Versailles: l'Europe à plusieurs vitesses prend corps - AFP

Leur monde corrompu ou mafieux

Philippines - Le chef de la diplomatie philippine récusé par le parlement - Reuters

Les parlementaires philippins ont démis de ses fonctions mercredi le ministre des Affaires étrangères, Perfecto Yasay, huit mois après sa nomination par le président Rodrigo Duterte, invoquant à l'appui de leur décision des "questions incontournables" relatives à ses qualifications pour le poste. Reuters

Sénégal - Le maire de Dakar incarcéré pour détournement présumé - AFP

Le maire de Dakar, Khalifa Sall, dissident de la majorité au pouvoir et probable candidat à la présidentielle de 2019 au Sénégal, a été inculpé et écroué pour détournement présumé de fonds publics, une arrestation visant selon ses avocats à l'écarter des élections. AFP

Argentine - L’ex-présidente argentine Cristina Kirshner une nouvelle fois entendue par les juges - euronews.com

L’ancienne présidente argentine une nouvelle fois entendue par la justice pour une affaire de Corruption. Cristina Kirshner est soupçonnées d’avoir encaissé des dessous-de-tables versés par des entreprises de BTP alors qu’elle était sénatrice et son défunt mari président. euronews.com

Ukraine - Le chef du service fiscal placé en détention - euronews.com

La lutte contre la corruption en Ukraine a été marquée par le placement en détention provisoire du chef du service fiscal, Roman Nasirov, en attendant son procès pour détournement de fonds. Les accusations portent sur plus de 70 millions d’euros de recettes fiscales... euronews.com

Acharnement contre tous les peuples.

- Le nouveau décret de Donald Trump sur l'immigration vise toujours autant les musulmans - Le Huffington Post

- Israël interdit d'entrée les partisans de son boycott - AFP

Le parlement israélien a annoncé lundi avoir voté une loi interdisant l'accès à l'Etat hébreu aux partisans de son boycott international. AFP

- Israël: le Parlement veut limiter les appels à la prière des mosquées - AFP

Le Parlement israélien a commencé mercredi à se prononcer sur des projets de loi pour limiter, voire interdire, les appels à la prière des mosquées, une initiative promue par le gouvernement mais décriée par les arabes israéliens qui y voient un "acte raciste". AFP 08.03

- Kim Jong-Un interdit aux Malaisiens de quitter la Corée du Nord après l'assassinat de son demi-frère - Le Huffington Post

Ils osent tout

- Inauguration du Train de la présidentielle, qui va parcourir la France - AFP

Le Train de la présidentielle, qui va parcourir la France jusqu'au 13 avril pour présenter l'histoire de l'élection présidentielle sous la Ve République à travers le prisme "politique et médias", a été lancé dimanche à Paris. AFP

Un énorme fake news, non ?

- "Révolution culturelle": Macron multiplie les références aux maoïstes - AFP

- Macron en appelle à la "dignité de la vie publique" - AFP

Un banquier n'a pas de dignité, pas d'amis, il n'a que des intérêts...

- 4 propositions pour que société civile et politiques puissent co-construire la démocratie - Le Huffington Post

- Osons le dire, les hommes politiques à haute responsabilité ne sont pas assez rémunérés - Le Huffington Post

- Palmyre outragé, libéré… et surtout instrumentalisé - Liberation.fr

- L'incroyable histoire de l'adolescent dont la révolte a déclenché la guerre civile syrienne et ses centaines de milliers de morts - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Israël interdit d'entrée les partisans de son boycott - AFP

Le parlement israélien a annoncé lundi avoir voté une loi interdisant l'accès à l'Etat hébreu aux partisans de son boycott international.

Dans un communiqué, la Knesset (parlement) a indiqué avoir "adopté en deuxième et troisième lectures le projet de loi sur l'Entrée en Israël".

"Aucun visa ou aucune autorisation de séjour de quelque type que ce soit ne sera accordé à une personne n'étant ni un citoyen israélien ni un résident permanent si elle, ou l'organisation ou l'institution dans laquelle elle milite, a sciemment lancé un appel public à boycotter l'Etat d'Israël ou s'est engagée à prendre part à un tel boycott", selon ce texte.

Israël a intensifié son combat sur le plan légal contre le mouvement BDS "Boycott, désinvestissements, sanctions", qui milite pour un boycott mondial de l'Etat hébreu jusqu'à ce qu'entre autres ce dernier se retire des territoires qu'il occupe.

Israël taxe ce mouvement d'antisémitisme, une accusation que celui-ci dément.

Le journal israélien Haaretz estime que, de par sa rédaction, cette nouvelle loi ouvre la porte à son éventuelle utilisation à l'encontre des Palestiniens vivant en Israël avec le statut de résident non permanent.

L'année dernière, les autorités israéliennes ont refusé de renouveler les documents de voyage d'un membre fondateur de BDS, Omar Barghouti, dont la famille est palestinienne et qui est né au Qatar. AFP 06.03

ECONOMIE

France

1- Quand les lobbys empêchent de légiférer sur les perturbateurs endocriniens - Franceinfo

On en trouve partout : dans les boites de conserve, les cosmétiques, les emballages, les produits d'entretien, les bouteilles plastiques, les jouets... Ils sont invisibles et dangereux. Ce sont les perturbateurs endocriniens. Ils miment, bloquent et modifient l'action d'une hormone et perturbent ainsi le fonctionnement normal d'un organisme. Ils sont suspectés de favoriser cancers, diabète et maladies de la reproduction.

Le travail de sape des lobbys

Pas joyeux joyeux, la menace est connue depuis 25 ans, pourtant, aucune réglementation n'existe nulle part. Bizarre non? En 1998, l'Europe se saisit de la question des perturbateurs endocriniens. Sous la pression du Parlement européen, la commission lance en 1999 une stratégie d'action. Une stratégie tellement efficace que 15 ans plus tard, en 2015, rien n'est fait. Ou plutôt, le travail de sape des lobbys de la puissante industrie chimique a été efficace. Franceinfo 08.03

2- La France affiche un déficit commercial record en janvier - latribune.fr

Selon les Douanes, le déficit commercial s'est élevé à 7,9 milliards d'euros en janvier 2017. Un niveau jamais atteint.

Avoir un seul champion, c'est très compliqué. Il suffit que celui-ci fasse un peu moins bien que d'habitude ou qu'il cesse d'élever son niveau de jeu pour que toute l'équipe en souffre. En janvier, en raison de livraisons d'Airbus moins élevées que d'habitude, le déficit commercial de la France s'est élevé à 7,9 milliards d'euros selon les Douanes. C'est un record. Un triste record.

"Cette aggravation très forte est due en partie au niveau extrêmement bas des ventes d'Airbus, qui subissent le contrecoup des livraisons exceptionnellement élevées du mois précédent", expliquent les Douanes. "Celle-ci coïncide avec une importation inhabituelle à cette date de certains produits pharmaceutiques. Enfin, la dégradation du solde de produits énergétiques constatée depuis plusieurs mois s'aggrave, en raison notamment de la remontée des prix du pétrole", poursuivent-elles.

La fenêtre de tir se referme

Ce dernier point est intéressant. Concrètement, si la remontée du pétrole devait se poursuivre, il en serait fini des espoirs de la France de rééquilibrer sa balance commerciale, en déficit depuis 2003, ou, au moins, sa balance commerciale de produits manufacturés. C'était pourtant ce que prévoyait le gouvernement au début du quinquennat. Il ne manquerait plus que l'euro reprenne du terrain face au dollar pour que la fenêtre de tir favorable pour les exportateurs et en particulier pour ceux qui exportent hors de la zone euro se referme. latribune.fr 08.03

Haut de page

Le 11 mars 2017

CAUSERIE

(J'ai reproduit plus tard le contenu d'un article à lire en rapport avec la causerie du matin.)

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée.

Afficher sa loyauté envers les institutions de la Ve République est un exercice périlleux ou les "***quatre vérités***" du POID.

Gluckstein vient d'affirmer dans son éditorial (Tribune des travailleurs du 8 mars 2017), que le rassemblement ou meeting en soutien à la candidature du candidat de LR, François Fillon, place du Trocadéro le 5 mars dernier, s'inscrivait dans la "*tradition*" de "*tentatives de coups d'État, coups de force et coups tordus (...) contre la justice et les institutions de l'État*" dont Gluckstein entend ici se faire le défenseur, c'est son droit et nous ne lui contesterons pas.

En revanche il semblerait que son acharnement à soutenir le PS et son candidat l'ait aveuglé une fois de plus ou révéle la véritable nature opportuniste de sa petite entreprise (POID). Poursuivons la lecture savoureuse de cet éditorial.

Plus loin Gluckstein en vient naturellement à afficher ouvertement son soutien aux institutions de la Ve République qu'il prétend par ailleurs combattre, ce dont nous étions portés à douter fortement pour ne pas dire que nous étions intimement convaincu du contraire depuis belle lurette, cet épisode conforte donc notre appréciation politique. Voici donc la suite :

- "*...Fillon surfe sur une vague dangereuse qui ne peut que laisser des traces. La Ve République est certes un régime bonapartiste, mais elle avait tout de même intégré, au moins formellement, la notion traditionnelle héritée de Montesquieu sur la séparation des pouvoirs. Au rassemblement du Trocadéro, le 5 mars, on a entendu les manifestants dénoncer les « juges rouges », appeler à « nettoyer le pays », s'engouffrant dans la brèche ouverte par l'appel à manifester contre la « justice manipulée ». Cette tentative de déstabilisation de l'appareil d'État va au-delà de l'élection présidentielle et transgresse la limite qui distinguait jusque-là la droite traditionnelle de l'extrême droite.*"

Toute tentative de caractériser le pouvoir en place et ses magouilles pour ce qu'ils sont, Hollande et son gouvernement, donc le PS, se voit estampiller d'extrême droite. On retrouve là la même méthode scélérate employée par les idéologues conservateurs et les médias pour décrédibiliser les journalistes, intellectuels ou militants qui proposent des versions différentes des faits de celles des représentants de l'Etat ou leurs porte-parole.

L'imposture serait imparfaite sans la falsification des faits, qui va le conduire à en appeler au Medef pour justifier son attaque contre Fillon qui va de pair avec son soutien à Hamon, vous ne rêvez pas, il en a appelé au syndicat patronal dont apparemment Gluckstein partagerait les mêmes intentions. Venons-en aux faits.

Gluckstein a écrit que l'attitude de Fillon "*inquiète, y compris dans les cercles dirigeants de la classe capitaliste. Il y a encore quelques semaines, Fillon était le candidat du Medef*", vous avez bien noté " *Il y a encore quelques semaines*", or c'est absolument faux, la ou les preuves (moteur de recherche Google) :

7 avril 2016 - Avec son mouvement "En Marche", Macron séduit déjà le Medef https://www.marianne.net/.../avec-son-mouvement-en-marche-macron-seduit-deja-le-...

17 novembre 2016 - Macron: Elus, patrons, médias... Qui sont les soutiens du candidat ... www.20minutes.fr Emmanuel Macron, tout frais candidat à l'élection présidentielle, a un ... début novembre, a été son premier soutien dans le monde de l'entreprise. ... Leur porte-parole, Pierre Gattaz, saluait la création d'En Marche !

18 janvier 2017 - Gattaz critique Fillon et juge « intéressant » le projet de Macron bfmbusiness.bfmtv.com/.../gattaz-ecorne-fillon-et-juge-interessant-le-projet-de-macron-...

18 janvier 2017 - Pierre Gattaz reproche à François Fillon de mettre "le feu au pays". Ici, lors d'une conférence de presse le 19 septembre 2016 à Paris.

Gattaz reprochait à Fillon de mettre "*le feu au pays*" se transforme sous la plume du faussaire Gluckstein pris ici en flagrant délit en "*Fillon était le candidat du Medef*" !

Gluckstein est allé encore plus loin dans la fabrication de faux arguments. Sachant que Gattaz soutenait Macron, il en a appelé à l'ex-présidente du Medef, Laurence Parisot, qui elle soutenait Juppé contre Fillon. Or il se trouve que Hollande, Macron, Hamon et Juppé tenait le même discours sur la Russie qu'Obama ou étaient des partisans de la "*guerre froide*", des va-t-en-guerre jusqu'au boutiste contre la Syrie, contrairement à Fillon qui s'y refusait ou entendait la briser, tout du moins dans les intentions qu'ils affichaient dans ses discours à l'instar de Trump, hormis cet élément, quel que soit le candidat qui serait élu, il poursuivrait la politique de ses prédécesseurs à l'intérieur comme à l'internationale. Gluckstein le sachant pertinemment, cela signifie qu'il n'a pas hésité un instant à rejoindre le camp de la guerre juste pour justifier son argumentation et au-delà sa ligne politique de soutien au candidat du PS, pro-OTAN, pro-guerre, pro-UE, pro-troïka, pro-ONU, anti-ouvrier, antisocialiste, etc. bref, réactionnaire sur toute la ligne.

Pour conclure, Gluckstein s'est bien passé de signaler que des avocats et des professeurs d'université avaient caractérisé

l'opération menée depuis l'Elysée contre Fillon de « *coup d'Etat institutionnel* » dans un appel publié mi-février par le portail Atlantico puis repris par la plupart des médias, ce que j'ai vérifié, quelques exemples.

18 février 2017 - François Fillon : appel de juristes contre un coup d'Etat institutionnel ... www.atlantico.fr/.../francois-fillon-appel-juristes-contre-coup-etat-institutionnel-geoff...

18 février 2017 - Affaire Fillon : 13 juristes dénoncent un "coup d'État institutionnel" - Le ... www.lepoint.fr › Justice

19 février 2017 - Ces juristes anti-mariage pour tous qui dénoncent un coup d'Etat ... https://www.challenges.fr/.../ces-juristes-anti-mariage-pour-tous-qui-denoncent-un-coup-...

22 février 2017 - Affaire Fillon. Quelques doutes sur « le coup d'Etat institutionnel » – 1 ... libertes.blog.lemonde.fr/.../affaire-fillon-quelques-doutes-sur-le-coup-detat-institution...

Que pour décrédibiliser les auteurs de cet appel l'Agence Française de Propagande (AFP) se soit empressée de signaler qu'ils figuraient parmi les opposant du "*mariage pour tous*" qui n'était pas du tout le sujet abordé, n'étonnera personne, cela témoigne seulement qu'ils étaient à court d'arguments pour contrer la contre-offensive de Fillon contre la machination ourdi au plus haut sommet de l'Etat pour faire élire Macron.

Nous passerons le fait qu'une centaine de parlementaires (Assemblée nationale et Sénat) dont Bartolone, le président PS de l'Assemblée nationale, aient commis un "*crime*" similaire à celui de Fillon sans pour autant être inquiétés par la justice ou jetés en patûre à l'opproble publique par les médias qui font unanimement campagne pour Macron.

Gluckstein qui s'exprime publiquement n'est pas très curieux décidément, pas un instant il ne sera demandé pourquoi cette affaire est sorti à ce moment-là, alors qu'une partie des faits reprochés à Fillon datent des années 80, il n'a pas cherché à comprendre ce qui se passait réellement, il s'est détourné des faits tout bonnement puisqu'ils auraient contredit son argumentation fabriquée de toutes pièces.

On aurait pu penser qu'il allait axer ses coups contre Macron qui vampirise le PS et que les médias présentent déjà comme le prochain président de la République, mais peut-être craignait-il que le pronostic médiatique se révèle une nouvelle fois foireux et que ce soit Fillon qui figure au second tour face à Le Pen, ce qui ne justifierait en rien de falsifier les faits.

Gluckstein est tellement sous influence (et isolé), qu'il reprend à son compte la rhétorique officielle de la menace, du danger qui menacerait pour justifier le vote "*utile*" en faveur du candidat du PS, c'est pitoyable ! En 2012, le "*danger*", c'était aussi bien Le Pen que Sarkozy ou Hollande, et on a été servi pour avoir eu le président et le gouvernement les plus réactionnaires de la Ve République, c'est le parti de Gluckstein qui l'avait affirmé lui-même, bon depuis il ne le dit plus, normal, c'est du passé, il est passé à autre chose et ainsi de suite, en 2017 quel que soit le candidat qui sera élu, y compris hypothétiquement Hamon, assurément vous serez servis de la même manière.

Il y a fort à craindre que dans l'avenir ou dès demain la situation sociale et politique en France dégénère comme aux Etats-Unis, où plus personne n'ose plus depuis plus d'un demi-siècle envisager un quelconque changement politique, même en rêve cette idée ou perspective a totalement disparu de la tête du peuple américain, quel cauchemar !

En guise d'épilogue, un extrait de cet appel de juristes qualifiant l'opération montée contre Fillon de « coup d'Etat institutionnel ».

Atlantico.fr - Les termes de « coup d'Etat institutionnel » définissent parfaitement les manoeuvres employées à l'encontre de François Fillon, pour tenter de l'empêcher, à tout prix, de concourir à l'élection présidentielle.

Le pouvoir a dévoyé le droit pénal et la procédure pénale pour tenter de détruire la réputation de son principal adversaire ; le but de cette vaste opération étant de favoriser l'élection d'un successeur déjà coopté, faux nez d'une candidature sociale-démocrate ou socialelibérale qui était d'avance vouée à l'échec.

Le candidat de la droite et du centre était jugé dangereux car il avait déjà recueilli la confiance de plusieurs millions de ses compatriotes lors de primaires irréprochables. Il fallait donc, pour tenter de le discréditer, lui imputer à délit des faits qui ne tombent manifestement pas sous le coup de la loi. L'allégation d'un « détournement de fonds publics » est contraire aux termes du code pénal et incompatible avec les principes constitutionnels.

Contraire aux termes du Code pénal d'abord : le texte qui définit ce délit, l'article 432-15, ne vise, comme auteurs possibles de celui-ci, qu'une « personne dépositaire de l'autorité publique » ou « chargée d'une mission de service public », qu'un « comptable public » ou un « dépositaire public », qualités que n'a évidemment pas un parlementaire.

Au surplus, il est plus que douteux que les sommes versées à un parlementaire pour organiser son travail de participation au pouvoir législatif et au contrôle du pouvoir exécutif puissent être qualifiés de fonds publics.

Contraire aux principes constitutionnels ensuite : à celui de la séparation des pouvoirs, seul garant du caractère démocratique des institutions et obstacle à la tyrannie. L'indépendance dont dispose le parlementaire, y compris dans la gestion de ses crédits destinés à rémunérer ses collaborateurs, n'est pas un simple caprice. C'est le préalable nécessaire à l'une de ses missions constitutionnelles qu'est le contrôle de l'exécutif. Pour préserver le principe de séparation des pouvoirs, les assemblées disposent, comme elles l'entendent, de leurs crédits de fonctionnement. Incriminer l'emploi discrétionnaire de ces dotations serait s'en prendre à l'exercice de la fonction d'un parlementaire, s'attaquer par là-même au principe constitutionnel de l'indépendance des assemblées parlementaires, corollaire de la séparation des pouvoirs. Pour l'exécutif, prétendre contrôler l'utilisation des dotations d'un parlementaire au moyen d'une procédure pénale enfreint donc ce principe.

Dans le cas de François Fillon, l'atteinte à la Constitution est d'autant plus grave que la procédure pénale est engagée illégalement. En admettant qu'il y ait eu violation du règlement d'une assemblée parlementaire, une enquête n'aurait pu être menée que par le bureau de l'assemblée en cause. C'est bien d'ailleurs la procédure qu'a retenue le Parlement européen pour sanctionner une candidate à l'élection présidentielle française.

A plus forte raison, le pouvoir ne pouvait-il laisser le parquet national financier (PNF) se saisir d'une telle enquête (ou l'y inciter) ? Il saute aux yeux que les faits allégués contre le candidat n'entrent pas dans les chefs de compétence énumérés par l'article 705 du code de procédure pénale (loi du 6 décembre 2013) de ce ministère public : non seulement ces faits ne répondent à la définition d'aucune des infractions mentionnées dans ces chefs de compétence, mais encore nul ne saurait prétendre sérieusement qu'ils présentent « une grande complexité », au sens dudit article.

C'est encore au prix d'une double erreur que le président de la République se retranche derrière l'indépendance de la justice. D'abord, les officiers du ministère public ne sont pas « la justice », la Cour européenne des droits de l'homme leur dénie l'appartenance à l'autorité judiciaire. Ensuite, ils ne sont pas statutairement indépendants du gouvernement, mais subordonnés au ministre de la Justice.

Il y a pire. Le bras armé du pouvoir, en l'espèce, est ce parquet national financier. Il est un organe d'exception au sens technique du terme, un organe à compétence dérogatoire au droit commun, limitativement définie. Faut-il rappeler sa genèse, à savoir le refus du pouvoir de se conformer au fonctionnement régulier du ministère public, faute d'avoir réussi à museler un procureur général de la Cour de Paris trop indocile à ses yeux (il est loin le temps où les tenants de ce pouvoir socialiste remettaient en cause le caractère exceptionnel de certaines juridictions, comme les cours d'assises spéciales en matière de terrorisme, sans parler de la Cour de sûreté de l'Etat) ?

Dès le début de l'enquête visant François Fillon, le parquet national financier s'est comme ingénié à justifier la suspicion légitimement née de cette origine : la précipitation avec laquelle l'enquête a été ouverte, sans même le respect d'un délai suffisant pour lire à tête reposée le Canard enchaîné laisse perplexe ; surtout, la publication dans Le Monde par deux « journalistes » familiers du président de la République, de son secrétaire général etc., des procès-verbaux de l'enquête à peine sont-ils clos, au mépris de secret de l'enquête, démontre irréfutablement une collusion entre les officiers du ministère public ou leurs délégataires et ces « investigateurs ». Le même journal combat d'ailleurs les moyens de défense constitutionnels invoqués par la défense de François Fillon en faisant appel à un civiliste…

Dans leur acharnement, ceux qui ont ourdi cette machination ont pourtant négligé ou sous-estimé un risque : celui d'une action engagée contre l'Etat, en application de l'article L.141-1 du Code de l'organisation judiciaire, en réparation du dommage causé par le fonctionnement défectueux du service public de la justice au cas de faute lourde. En effet, il ne se discute pas que la violation du secret de l'enquête ou de l'instruction en matière pénale constitue un fonctionnement défectueux du service public de la justice et que le rôle actif ou passif du parquet dans cette violation caractérise une faute lourde.

Il reste que la tentative de déstabilisation et de disqualification du candidat de la droite et du centre à l'élection présidentielle est sans précédent par sa violence et par l'implication ouverte de l'Etat.

Affaire Fillon: quand le parti des médias pratique un hold-up démocratique par OJIM - Arrêt sur Info 10.03

APRÈS LE BREXIT, LA VICTOIRE DE DONALD TRUMP, ET L'ÉLECTION-SURPRISE DE FRANÇOIS FILLON AUX PRIMAIRES DE LA DROITE, LES MÉDIAS OCCIDENTAUX PANIQUENT ET RÉVÈLENT D'UNE MANIÈRE TOUJOURS PLUS FLAGRANTE LEUR FONCTION DE PURS PROPAGANDISTES DU SYSTÈME LIBÉRAL-LIBERTAIRE, QUITTE À INTERFÉRER COMME JAMAIS DANS LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE, TENTANT, PAR DES LEVIERS TOUT À FAIT INDIFFÉRENTS AU DÉBAT D'IDÉES, DE PROPULSER MACRON D'UN CÔTÉ ET DE DÉTRUIRE FILLON DE L'AUTRE.

Nous l'avions étudié dans un dossier spécial de l'OJIM : l'élection de François Fillon, à l'automne dernier, aux primaires de la droite, représentait un nouveau camouflet à l'encontre de médias français qui avaient dans leur majorité fait campagne pour Alain Juppé depuis qu'ils avaient pris la mesure de la faillite irrémédiable du PS. Nous ne pouvions imaginer, alors, que ces

médias dominants ne s'avoueraient pas vaincus pour autant, mais qu'ils mettraient tout en œuvre pour faire élire quoi qu'il en soit Alain Juppé, que celui-ci s'appelle Alain Juppé ou… Emmanuel Macron. Ces élections présidentielles de 2017, plus rocambolesques et absurdes que jamais, où aucun débat d'idées ou véritable confrontation de programmes n'ont encore pu avoir lieu à peine deux mois avant le scrutin, dans la décomposition des partis de gouvernement et de l'agora présumée du débat public, fait néanmoins émerger pour la première fois la cohérence sous-jacente de tout un système sous la bannière d'une même idéologie à l'emprise transversale, l'idéologie libérale-libertaire. Si le système démocratique moderne est fondé sur la règle, édictée par Montesquieu, de la séparation des pouvoirs : judiciaire, législatif et exécutif, auquel on peut adjoindre le quatrième pouvoir – médiatique, la dérive progressive de nos démocraties occidentales a finalement vu s'organiser, de manière sans doute plus ou moins volontaire, une collusion inédite pour un nouveau genre, subtil, travesti, sophistiqué, de tyrannie, où tous les pouvoirs, s'ils ne sont fondus ensemble, s'articulent néanmoins ensemble, autour d'un programme à la fois unique et indiscutable.

UN TOTALITARISME SOFT

L'exécutif, depuis au moins une vingtaine d'années, comme l'a éloquemment démontré le philosophe Jean-Claude Michéa, n'est jamais issu que d'une alternance de façade qui n'oscille qu'entre la mise en œuvre des deux pans du même programme. Soit la droite est aux affaires, et elle piétine les intérêts de la nation pour se consacrer exclusivement à des réformes libérales. Soit la gauche est aux affaires, et elle fait oublier son abandon du peuple et des questions sociales en faisant progresser en grandes pompes le libéralisme des mœurs (ce fut la loi Taubira du « Mariage pour tous » lors du dernier quinquennat), qui est le revers inéluctable d'un libéralisme économique qu'elle soutient de la même manière que la droite (loi Macron). À côté de cet exécutif dont la légitimité plébiscitaire est donc devenue tout à fait illusoire, le législatif a été mis sous tutelle des instances de Bruxelles, et donc d'une technocratie non élue qui ne vise qu'à mettre en œuvre de manière homogène et sur tout le continent le même programme libéral-libertaire. L'indépendance du judiciaire, après un scandale comme celui du « Mur des cons », dans les bureaux du syndicat de la Magistrature, ne peut que paraître tout à fait improbable. Sa conformité à l'idéologie libérale-libertaire régnante est telle qu'on peut, dans les couloirs, se lâcher contre ses opposants avec la virulence la plus décomplexée, sans risquer de heurter qui que ce soit de la maison. Cette idéologie est celle, encore, qui est divulguée avec une force de frappe inégalée par les médias dominants, le quatrième pouvoir ayant acquis une puissance tout à fait inédite à notre époque, et alors que son rôle est passé d'une action critique à une action essentiellement prescriptive (« voilà ce qu'il est de bon ton de penser sur tel ou tel sujet »).

UNE GUERRE OUVERTE

Le constat est donc simple : tous les pouvoirs ne sont pas concentrés dans les mains de la même personne, mais ils sont concentrés dans les mains d'un seul système idéologique, dual mais cohérent, structuré, au-dessus des partis de gouvernement devenus de simples exécutants de son programme, au-dessus des patries devenues de simples territoires où exercer un tel programme, au-dessus des peuples, simple matériau humain interchangeable à disposition d'un même programme, entretenus dans un simulacre de souveraineté, méprisés voire purement et simplement haïs. Ces derniers, globalement récalcitrants à tous les paramètres de mise en œuvre du programme libéral-libertaire, notamment à celui qui prévoit leur dissolution par l'immigration massive, sont conditionnés par tous les moyens, directs ou indirects, jusque dans leurs feuilletons du soir, soumis à un chantage moral inique et permanent, abaissés dans leur propre estime afin de briser leurs réflexes, symboliquement exclus de l'humanité au cas où ils se rebellent trop ouvertement. Et depuis qu'a commencé d'enfler en Europe comme en Amérique une vague dite « populiste », c'est-à-dire s'insurgeant au nom des intérêts de cette plèbe immonde, la guerre est ouverte, tous les moyens sont permis, et la peinture de démocratie cosmétique s'effrite pour laisser de mieux en mieux voir l'acier du pilon.

FRANÇOIS FILLON CONTRE AMEL JUCRON

L'élection de François Fillon aux primaires de la droite, dont le résultat semblait pour beaucoup d'observateurs, alors, se confondre déjà avec celui de la présidentielle, a donc pris à revers le Parti des médias. On aurait pu croire néanmoins qu'il en reste là, d'autant que Fillon n'en demeurait pas moins un libéral pur jus, réformiste, européiste, mondialiste, quasi thatchérien. Oui, mais d'un autre côté, sur le plan des mœurs, il montrait en revanche très clairement un réalignement sur les valeurs originelles de la droite promu à la fois par un mouvement comme « Sens commun » issu de la Manif pour tous, que par la tendance « dextrogyre » des opinions occidentales. Idem sur le plan géopolitique, en prônant un rapprochement avec la Russie et l'élaboration d'un monde multipolaire, il se démarquait franchement de la doxa mondialiste. En somme, à la synthèse libérale-libertaire, Fillon tentait d'opposer une alternative libérale-identitaire, dont la pertinence, ou même la possibilité, peut paraître très discutable. Quoi qu'il en soit, cette prise de distance par rapport au programme officieux s'avéra intolérable pour le système, au point qu'il décida de contester ce premier résultat des urnes en détruisant méthodiquement le candidat Fillon, tout en propulsant un nouveau Juppé, moins libéral-libertaire que libertaire-libéral, encore plus fantoche que le précédent, hystérique là où l'autre était rébarbatif, juvénile voire immature, là où l'autre était à demi sénile, illuminé, là où l'autre était soporifique, sans programme parce qu'appliquant précisant Le Programme quand l'autre prétendait encore qu'il s'agissait du sien : Emmanuel Macron.

UNE MÉCANIQUE DE HAUTE PRÉCISION

Cette collusion de pouvoirs redevenus indivis permet au système de déployer, avec un remarquable tempo, dans une saisissante harmonie, et avec l'efficacité d'une broyeuse, sa stratégie multimodale d'élimination du candidat Fillon au profit du

zombie hyperactif. Tous les rouages s'enclenchent mutuellement afin qu'aucune friction ne vienne perturber la machine en raison d'un choix imprévu au niveau de l'exécutif. Autrefois, la dictature, c'était du gros rouge qui tâche et de la coercition manifeste. Aujourd'hui, au XXIe siècle, loin des temps primitifs, la tyrannie s'exerce comme une mécanique de haute précision. Le Canard enchaîné se déchaîne et mène la contre-offensive du système en jouant de sa gouaille anarchisante, puisque plus que jamais, au stade où nous en sommes et comme l'avait prophétisé Guy Debord : tout est inversé, et plus une entité nous est présentée comme « rebelle » et « subversive », plus on peut être certain qu'elle constitue un ramassis de mâtons. Le Canard, donc, depuis fin janvier, c'est-à-dire très précisément depuis l'ouverture de la campagne, se met à feuilletoner des révélations, France 2 enchérit en ressortant un vieil entretien de Madame Fillon avec une journaliste américaine, le Parquet National Financier embraye, les instituts de sondage – dont on sait qu'ils servent essentiellement à réaliser les prophéties de la presse qui sont en réalité ses désirs -, tambourinent crescendo la chute de Fillon et l'ascension de Macron.

ASSASSINAT POLITIQUE

C'est sur un blog hébergé par Médiapart que, le 7 février, Régis Desmarais signe un papier qui démonte point par point la manœuvre et en identifie les bénéficiaires. « M. Fillon a ainsi rémunéré sa femme sur un poste d'attaché parlementaire. Sur ce sujet, rien de neuf dans le monde politique. La plupart des élus, si ce n'est la totalité, emploient des proches sur des postes directement rattachés à l'exercice de leur mandat électif (…). La pratique est courante, non interdite par la loi et connue de la presse depuis des lustres. Mme Fillon a été rémunérée de 1989 à 2013 pour un montant de 830 000 euros… bruts ! Et oui, la presse brandit ce montant proche du million d'euros en omettant de préciser que la somme est en euros bruts. En net, Mme Fillon a perçu 639 000 euros et l'État a récupéré 191 000 euros ! En salaire mensuel net, sur la période considérée, Mme Fillon a donc perçu 2 218,75 euros. C'est une jolie somme, mais le travail d'un attaché parlementaire correspond à un travail d'agent de catégorie A de la fonction publique et le montant du salaire net n'est pas manifestement choquant ni déraisonnable. Qui aurait alors travaillé pendant 24 ans sans rémunération pour François Fillon ? Personne assurément. De fait, Mme Fillon n'est certainement pas restée inerte pendant toute cette période. » Dans tous les cas, cette affaire qui n'en est pas vraiment une aurait pu être éventée depuis longtemps : « François Fillon, à la différence de M. Macron, n'est pas un jeune nouveau dans le paysage politique. Il a détenu différents portefeuilles ministériels et il a été Premier ministre de Nicolas Sarkozy pendant cinq années… Cinq années au cours desquelles son épouse a perçu une rémunération d'attaché parlementaire. Étrange que la presse qui fait son travail ne se soit pas emparée de cette question à l'époque. »

LE FILTRE

« Dans un monde ou plus de 99% des richesses planétaires sont entre les mains de 1% de la population mondiale, il est hors de question que la démocratie, qui par nature est la loi de la majorité donc des moins fortunés, laisse passer des candidats qui ne sont pas autorisés et souhaités par le système. Ce que les électeurs citoyens doivent comprendre dans cette affaire, c'est que nos démocraties contemporaines sont des simulacres. Oui, on choisit les candidats puis celui qui occupe la fonction suprême mais à la condition que ces candidats soient validés et pré-filtrés par le système (…). La désignation inattendue de Fillon par les électeurs de la primaire a coupé l'herbe sous le pied de ceux qui attendaient la désignation d'Alain Juppé, un candidat en tout point conforme aux désirs du système. Il était donc nécessaire de virer Fillon et nous assistons aujourd'hui à son assassinat politique pour que ce dernier n'accède pas à la fonction présidentielle. Cette mise à l'écart de Fillon est d'autant plus nécessaire qu'un autre beau et jeune candidat, sorti de presque nulle part, est en vogue et correspond en tout point au profil du candidat du système : Emmanuel Macron. Méditons sur le beau travail des journalistes qui laissent dans l'ombre cette fameuse histoire des 120 000 euros (80% de l'enveloppe budgétaire de représentation du ministère de l'économie) consommée par Macron avant son départ de Bercy pour financer des prestations sans lien avec le ministère de l'économie mais en très fort lien avec la préparation de sa candidature présidentielle. Sur ce sujet, mutisme de la presse. » À une époque où les journalistes ne sont plus que des propagandistes, il arrive que certains bloggeurs remplissent la mission à leur place.

COMPLOTISME ?

Comme le système tremble sur ses bases, ses manœuvres sont de plus en plus brutales, désespérées et… visibles. Si bien que la dénonciation, au moins au premier degré, des procédés que nous tentons de mettre en lumière, finissent par se multiplier. Quelle est la défense du système médiatique ? Accuser de « complotisme » ceux qui le critiquent. Or, qui dit « complotisme » dit « théories nazies à la mode durant les heures les plus sombres de notre Histoire ce qui prouve que le ventre de la bête est encore fécond » et qu'il serait bon de vous pendre à Nuremberg pour le bien de l'Humanité. Certes. Le levier est tout de même sacrément usé. Que le système libéral-libertaire lutte naturellement, spontanément et par toutes les armes à sa disposition pour sa préservation n'implique pas forcément des conspirateurs conscients et organisés. Les faits sont néanmoins là : depuis vingt ans, les peuples européens sont menés là où ils ne veulent pas aller, que ce soit dans l'Europe sous des espèces technocratiques et libérales ou que ce soit vers la dissolution de leurs identités respectives. Tous les sondages le prouvent. Ces peuples sont officiellement consultés. C'est donc qu'il existe quelque part un hiatus ! Et il faut, par conséquent, être parfaitement déraisonnable pour ne pas en conclure que si ces peuples sont objectivement dépossédés de leur souveraineté au gré d'un perpétuel ramdam pseudo-démocratique, c'est que leur dépossession est le fruit d'un complot, d'autant que l'intérêt du complot en question se mesure à l'explosion parallèle des bénéfices de ceux qui profitent de l'ultra-libéralisme.

RÉPLIQUES DIVERSES

Le complot est d'ailleurs tellement manifeste que les derniers événements ne font que révéler une manœuvre toujours plus caricaturale. Si, le 5 mars, François Fillon organise sa réplique par un appel au peuple, c'est bien parce qu'il connaît la répartition des forces antagonistes. Immédiatement, le Point Godwin est bégayé hystériquement par un système aux abois : « Si cet appel à une manif dimanche contre « le coup d'État des juges » se confirme, le camp Fillon basculerait dans le factieux », juge le chef du service France de Libération. « Un mauvais remake du 6 février 1934 ? », commente le conseiller de Paris Jacques Baudrier. « Irresponsable et anti-républicain. #6février1934 », twitte l'ex-ministre Corinne Lepage. Quand il se révolte contre la tyrannie libérale-libertaire effective, le peuple est systématiquement accusé par celle-ci de fascisme imaginaire. « La liberté, c'est le fascisme », ânonne ainsi Big Brother par tous ses divers canaux qui s'imaginent chacun bien à tort des personnalités indépendantes.

Après le succès du rassemblement, Juppé renonce officiellement, ce qui implique qu'il se tenait donc prêt, jusque là, à reprendre la place que les médias lui avaient confiée dès l'origine. Il n'abandonne pas sans donner des gages au système qui l'a chéri, allant jusqu'à accuser la droite de « radicalisation » : « Comme l'a montrée la manifestation d'hier au Trocadéro, le noyau des militants et sympathisants LR s'est radicalisé. », ose affirmercelui qui montre comment il fut toujours le candidat des médias auxquels il donne des gages en partant, et non de la droite, semblant confondre le Trocadéro et le Bataclan. Quel incident ? Quel bras tendu ? Quel lynchage de Musulman peut bien lui permettre d'évoquer une quelconque radicalisation ? Enfin, comment celui qui, en 1990, défendait au RPR la préférence nationale, la fermeture des frontières et l'arrêt total de l'immigration, peut-il se permettre de reprocher à son parti un simple retour progressif à ses fondamentaux ? Avant que celui-ci ne revienne sur 25 ans de course à la conformité idéologique décrétée par la gauche, il reste une sacrée marge pour qu'on puisse évoquer une quelconque « radicalisation ».

TO BE CONTINUED…

Et comme par hasard, après le succès de ce rassemblement, tiens donc, une nouvelle « révélation » du Canard, le 8 février, sur un prêt non déclaré du candidat des Républicains, vient prouver, si cela était encore nécessaire, comment s'organise l'étrange agenda médiatico-judiciaire… Chaque pseudo-découverte se manifeste bien comme un coup porté à la candidature de Fillon, exploité selon la posture ou la réplique de la cible. Comme par hasard, le second Alain Juppé, après extinction définitive du premier, est annoncé devant Le Pen dans les sondages du 7 mars, devenu désormais l'ultime carte du système. Nous verrons bientôt comment se poursuit la campagne présidentielle la plus invraisemblable de la Ve République, ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'elle n'est invraisemblable que parce que la nature parodique de notre prétendue démocratie s'y dévoile pour la première fois avec autant d'éclat.

OJIM – 10 mars 2017

Haut de page

Le 18 mars 2017

CAUSERIE

Passage rédigé avant le 16 mars.

Quand la réalité dépasse de loin la fiction ou l'imagination la plus fertile.

Le contenu des articles que nous mettons aujourd'hui en ligne est littéralement explosif, subversif, à lire absolument et à faire circuler.

Précisons qu'ils sont du domaine public, à ceci près que la totalité des médias-oligarques les censurent afin qu'ils demeurent ignorés par la majorité de la population. Les documents dont il s'agit ont pour origine des officines ou des institutions qui ont pignon sur rue ou tout à fait respectables, tels le Pentagone, la CIA, les grands médias américains notamment.

Mais quel intérêt ont-ils à révéler soudain les dessous de certaines affaires sachant qu'ils n'étaient pas vraiment à leur avantage ou qu'ils les mettaient en cause, après s'être donné tant de mal pour les camoufler ou les nier pendant des décennies ? Parce qu'ils considèrent qu'il y a prescription. Ce sont des histoires anciennes que tout le monde ou presque a oublié ou ignore de nos jours. Et puis c'est sans conséquence politique, puisque la plupart ou la totalité des acteurs de l'époque ne sont plus en poste ou ont disparu, et quand ce n'est pas le cas, il faut y voir comme un avertissement ou une menace adressée à ceux qui leur résistent, dans le genre, voyez de quoi nous sommes capables, rien ne nous arrête, si vous persister vous subirez le même sort. Sans compter que c'est une opération de communication ou de marketing pour redorer leur imagine ou louer leurs talents, surtout qu'ils terminent toujours en affirmant qu'ils auraient mis fin à certaines pratiques illégales depuis des années ou des décennies, ce qui n'est évidemment pas le cas la plupart du temps, mais les naïfs le croiront. Comment prouver le contraire puisqu'ils continuent d'agir dans l'ombre, hormis quand des transfugent osent parler. Dans ce cas-là, leur voix sera étouffée sous

un torrent d'articles de presse à caractère diffamatoire destinés à discréditer leurs auteurs qui seront qualifiés de théoriciens du complot ou de déséquilibrés mentaux et l'affaire n'ira pas plus loin, il faudra attendre encore un demi-siècle pour que la vérité qu'ils avaient enterrée refasse surface et ainsi de suite.

Ce qu'on retiendra, ce sont les rapports qu'ont tissé les différents acteurs qui concentrent le pouvoir, exécutif, législatif, judiciaire, médiatique et financier ou oligarchique, comment ces rapports ont évolué au fil du temps, comment ils se sont structurés pour finalement s'étendre à l'ensemble de la société, y compris le mouvement ouvrier.

On retiendra également comment ils s'emploient à fabriquer non seulement des évènements susceptibles d'influer directement sur l'orientation de la société ou de la modifier dans une direction précise, mais aussi le traitement ou interprétation dont ils feront l'objet et qui deviendra la version officielle que tout le monde sera prié d'adopter ou de croire sur parole ou aveuglément, et qui sera reprise par l'ensemble des médias aux ordres, la boucle de la forfaiture ou du complot étant ainsi bouclée à l'insu de la population qui en y ignorera tout, ils pourront ainsi continuer de sévir indéfiniment en toute illégalité et impunément.

On vient de vous présenter brièvement la cour des grands où s'écrit et se fabrique l'histoire. Maintenant allons faire un tour dans la cour de récréation de la maternelle où s'ébattent nos pitoyables dirigeants. Vous avez pu observer les semaines précédentes comment ils s'étaient jetés comme un seul homme sur l'os à ronger Fillon que l'oligarchie et l'Elysée leur avaient balancé et qui était destiné à orienter la campagne électorale dans une direction déterminée ou a favoriser l'élection de Macron, surtout ne dites pas que ce genre de machination ou coup tordu serait téléguidé ou que les Glucsktein, Gauquelin, Arthaud, Poutou seraient sous influence, non pensez-vous ! Ceci explique très bien cela.

Ce qui nous distingue, c'est qu'eux ils prennent pour argent comptant les histoires que leur racontent les manipulateurs professionnels des consciences du régime, sans forcément y croire d'ailleurs, parce que cela les arrange, ils s'en accommodent et en deviennent les complices, ils se partagent les rôles pour que les travailleurs et les militants ne comprennent pas ce qui se trame dans leur dos, c'est tellement évident qu'on en serait presque gêné pour eux, je parle de ces dirigeants, car de notre côté on fait tout pour aider travailleurs et militants à démêler le vrai du faux pour mieux comprendre la situation et le rôle des uns et des autres, au passage, chacun aura compris pourquoi ces dirigeants ne peuvent pas ou plutôt surtout ils ne tiennent pas à accomplir cette tâche...

L'intérêt de savoir de quoi il retourne permet de cerner précisément la véritable nature et les réelles intentions des différents acteurs politiques en fonction de l'attitude qu'ils adoptent, observant qu'à l'instar de ceux qui nous gouvernent ainsi que les médias ils pratiquent le déni, la censure, on est en droit d'en déduire qu'ils partagent les mêmes objectifs ou tout du moins qu'on n'est pas vraiment en présence d'ennemis. La réalité est cruelle parfois, ne soyez pas injuste, ne m'en voulez pas je n'y suis pour rien, la faute à qui, à ces dirigeants. En adoptant ce comportement, ce n'est pas seulement la réalité qu'ils fuient, mais aussi la vérité. Qu'ils soient Charlie allait de soi !

Autres chose.

J'ai remis en ligne dans la page d'accueil le document du camarade Pierre Savaing sur l'histoire de l'OCI, organisation où j'ai milité pendant un peu plus de trois ans à la fin des années 70 et au début des années 80.

J'ai découvert par hasard un document qui pourrait intéresser les militants qui ne le connaîtraient pas *Bolchevisme contre lambertisme* publié en 2016 par le GMI, un groupe de militants issus du courant révisionniste communiste internationaliste qui dirige le POI et le POID (ex-OCI-PCI-PT), dit aussi lambertiste du nom du fondateur de ce courant "trotskyste" du mouvement ouvrier, Pierre Boussel dit Lambert, qui fut toujours attelé au char de la social-démocratie dégénérée, au stalinisme et aux bureaucraties syndicales corrompus.

Ce qui est intéressant et frappant à la lecture de ce document, c'est de constater que toute sa vie Lambert fut "*une nullité théorique, un orateur médiocre, un auteur illisible. Opportuniste, retors, combinard, manoeuvrier...*". A partir de ce constat accablant ou sans appel dressé par d'ex-dirigeants qui l'ont bien connu pendant parfois de longues décennies, on se demande comment certains d'entre eux pour ne pas dire la plupart ou pratiquement tous en sont arrivés à la conclusion qu'un individu aussi malfaisant les aurait "trahis" seulement à partir de 1981.

Je pense qu'ils n'ont pas réellement compris l'infâmie que fut l'oeuvre de toute une vie, celle de Lambert, sa portée historique qui devait laisser l'avant-garde du mouvement ouvrier totalement désarmée et désorganisée, impuissante, pour affronter la formidable offensive qu'allait lancer la réaction mondiale dans la foulée de l'implosion de l'URSS.

J'ai envie de dire à ces ex-dirigeants de l'OCI-PCI que si Lambert a trahi en 1981, sachant qu'il entretenait des liens organiques depuis les années 40-50 avec les social-impérialistes ainsi qu'avec les staliniens (il fut réintégrer dans la CGT en 1954 par Benoît Frachon un dirigeant stalinien pur jus), c'est comme s'ils affirmaient que la trahison de la social-démocratie datait de cette époque, ce qui évidemment n'aurait aucun sens ou ne correspondrait pas à la réalité. La trahison de Lambert ne datait pas du début des années 80, elle fut le fil conducteur qui relia chaque étape de sa longue carrière d'agent du régime.

La lecture de ce document est instructive, car parvenu à la fin il ne reste plus une seule miette du mythe ou de la légende que les dirigeants actuels de ce courant politique (du POI et du POID) avaient fabriqué autour de sa personnalité ou que Lambert s'était employé à construire lui-même. En revanche demeure l'ensemble des rapports qu'il avait établis et qui servirent de trame à sa stratégie, dont ceux avec les différentes couches du prolétariat ou plus généralement sa conception de la lutte de classe qui ne permit jamais de construire le parti.

Que les ex-dirigeants ou militants de ce courant politique et ceux qui en font toujours partie y soient toujours attachés au lieu de les identifier, de les caractériser et de s'en séparer conduira au même résultat.

La causerie du jour

Pour être totalement franc, j'ai à nouveau hésité à actualiser le portail.

Las Vegas, le casino, quelle farce, quelle mascarade, quelle parodie de démocratie, ils ne se donnent même plus la peine de faire semblant !

Vous ignorez encore ce qui vous attend, vous en êtes qu'au hors d'oeuvre, ici en Inde on a le droit au repas complet et c'est très lourd à digérer, indigeste, ce que vous êtes en train de vivre, c'est le lot quotidien du peuple indien depuis, depuis quand, disons quelques siècles. On a dit que la Grèce leur avait servi de laboratoire récemment, 40 ans plus tôt le Chili et l'Argentine, sans oublier le peuple américain qui leur avait servi de cobaye bien avant. Leur objectif : imposer leur régime oligarchique monstrueux à l'ensemble de la planète

- Inde: victoire du parti de Modi à la régionale en Uttar Pradesh - AFP

Le nationaliste hindou Narendra Modi a consolidé samedi son statut d'homme fort de l'Inde avec la victoire éclatante de son parti à l'élection régionale en Uttar Pradesh, État le plus peuplé du pays et c?ur de l'Inde hindiphone.

Les scrutins de cette terre aux 200 millions d'habitants, qui a donné à la nation huit de ses Premiers ministres depuis l'indépendance, sont considérés comme un baromètre de popularité du pouvoir en place à New Delhi. Le score historique qu'y réalise le Bharatiya Janata Party (BJP) sonne comme un plébiscite pour le style politique flamboyant et personnifié du Premier ministre.

"On dit que la route de Delhi passe par Lucknow. Cette victoire met M. Modi en position extrêmement favorable pour 2019", lorsqu'il briguera un second mandat, estime Gilles Verniers, professeur à l'université indienne d'Ashoka.

Sur les cinq résultats régionaux annoncés samedi, le BJP a nettement emporté l'Uttar Pradesh et l'État montagneux de l'Uttarakhand. Il affirme aussi être en mesure de former des coalitions gouvernementales à Goa et au Manipur.

Largement battu en Uttar Pradesh, la patrie de la dynastie Gandhi, le parti de Congrès se consolera avec sa reconquête du Pendjab (nord).

Pour le BJP, "c'est un mandat historique donné par le peuple de ces États", s'est félicité son chef Amit Shah. Une télévision indienne est allée jusqu'à parler de "tsuNaMo" (NaMo comme Narendra Modi).

Les nationalistes hindous ont raflé à eux seuls 311 des 403 sièges de l'assemblée locale de l'Uttar Pradesh, État pauvre et rural aussi peuplé que le Brésil, selon les chiffres quasi-définitifs de la commission électorale.

Aucun parti n'avait atteint une majorité aussi écrasante dans cette région, au complexe tissu social de castes et de communautés, depuis les grandes heures du parti du Congrès au début des années 1980 sous le règne d'Indira Gandhi.

"Ma gratitude au peuple de l'Inde pour sa foi continuelle, son soutien et son affection envers le BJP. C'est une leçon d'humilité et une grande émotion", a tweeté Narendra Modi.

(Le journaliste de l'Agence Française de Propagande (AFP) exulte. - LVOG)

Dès la fin de matinée, devant le quartier général du BJP à Lucknow, ses partisans se lançaient de la poudre couleur safran, la teinte emblématique du parti, et distribuaient des pâtisseries, le tout au rythme enjoué des tambours.

Gangrené par la prévarication, l'Uttar Pradesh "devrait maintenant connaître un développement rapide. La corruption et le népotisme vont aussi disparaître", s'enthousiasmait Viti Kumar, une femme au foyer venue manifester sa joie.

Le Bharatiya Janata Party avait fait de sa campagne un référendum autour de la personne de Narendra Modi, saturant l'espace public de son image et de sa présence.

La pratique du pouvoir de M. Modi tend à instaurer "un lien direct entre le Premier ministre et la population, où les institutions et les partis n'ont pas voix au chapitre", note Gilles Verniers.

"Tout est ramené à la force et la capacité de travail d'un seul individu. On est là dans le parfait manuel du populisme", ajoute ce spécialiste de l'Uttar Pradesh.

Malgré les gigantesques perturbations monétaires qu'elle a entraînées, la démonétisation choc de l'automne pourrait bien avoir joué en faveur du Premier ministre. Il n'a eu de cesse de la présenter comme une attaque contre les riches et la corruption, se peaufinant par là une image de champion des pauvres.

"Je pense que la démonétisation était une immense folie. Mais en politique, vous pouvez retourner une décision économique calamiteuse en un puissant atout", commente le journaliste politique Parsa Venkateshwar Rao.

"La seule alternative possible au BJP en 2019, c'est une grande alliance de partis d'opposition", estime M. Verniers. Laminé en 2014, le parti du Congrès, qui dominait la politique indienne depuis l'indépendance, est en net déclin. AFP 11.03

Vous voyez, ici aussi il n'existe aucune issue politique et c'est ce qu'ils nomment un parti "populiste" qui est au pouvoir. Modi est sous influence de l'USAID, une officine de la CIA, on est mal barré !

Ils ont baissé la rémunération des comptes bancaires comparables au Livret A si vous voulez, où j'ai placé mon petit capital, résultat mon revenu va passer de 17 à 12.700 roupies par mois au mois d'août prochain (158,75 euros), heureusement qu'on a le salaire de ma compagne en plus, 7.000 roupies. Eh oui, on fait partie des pauvres, lentement mais sûrement on s'appauvrit un peu plus chaque jour ! Mais je comprends que cela puisse laisser indifférents mes lecteurs

Tenez je vais vous avouer un truc qui va vous étonner : En dehors des classes supérieures, les Indiens honnissent le régime, dire qu'ils le haïssent est franchement en dessous de la réalité, ils le vomissent ou leur condition si vous préférez en ouvrant les yeux le matin et en les fermant le soir. Etonnant, n'est-ce pas ? Et il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup d'imagination pour en déduire que l'immense majorité des peuples sont animés par le même état d'esprit. Ne serait-ce pas ce qui devrait guider notre politique ?

De nos jours en occident les intellectuels sont en dessous de tout, la corruption et la lâcheté les a rendu séniles avant l'âge, y compris ceux du mouvement ouvrier. Si parmi ceux du XVIIIe et du XIXe siècle il se trouvait un grand nombre de révolutionnaires, de nos jours ils sont tous réactionnaires à des degrès divers, y compris les plus progressistes d'entre eux. Cela laisse songeur ou nous interpelle. On se demandera pourquoi. Ceux qui ont rejoint le mouvement ouvrier seront les premiers étonnés, que dis-je, consternés qu'on pose cette question parce qu'elle les concerne ou les vise en premier lieu. Force est de constater que leur développement intellectuel a été stoppé par quelque chose, et que, lorsqu'on le met en évidence, cela a le don de les rendre furieux, hystérique ou ils nous méprisent, et s'ils sont incapables de réagir autrement c'est sans doute parce nous avons visé juste en décrivant ce qu'on observe lorsqu'on les place face à un miroir qui reflète leur médiocrité de pensée, mais aussi morale, qui est à l'image de la décadence et de la décomposition du régime. C'est assurément peu flatteur.

Médiocrité morale car lorsqu'ils font dans le déni ou qu'ils refusent systématiquement d'aborder certains aspects de la situation présente ou passée à partir des faits, de l'enchaînement des faits, ils savent parfaitement ce qu'ils font, ils adoptent consciemment une attitude malhonnête ou hypocrite, et les plus nuisibles sont ceux qui vont emprunter le masque de la gauche ou de l'extrême gauche, alors qu'au départ leurs intentions étaient sans doute sincères ou saines, nous leur accordons volontiers, mais cela ne suffit pas à faire un état de conscience supérieur ou ne pallie pas de graves carences intellectuelles.

Les intellectuels inconsistants ou opportunistes qui dirigeaient la social-démocratie au détour du XXe siècle furent démasqués relativement rapidement lorsqu'ils furent confronter à l'épreuve de la Première Guerre mondiale, parce qu'il existait à cette époque un cercle de dirigeants social-démocrates dont l'autorité au sein du mouvement ouvrier était inconstestable du fait qu'ils maîtrisaient le marxisme pour les confronter et empêcher que le mouvement ouvrier tout entier ne sombla dans le social-chauvinisme ou social-impérialisme qui allait devenir dès lors la seconde et unique nature de la social-démocratie. Certains théoriciens du marxisme sombrèrent à leur tour dans le plus vil opportunisme, dont K. Kautsky, ainsi le cercle des dirigeants marxistes se réduira durant les premières années de la guerre.

A l'issue de la guerre et au profit de la révolution russe, certains dirigeants rejoindront le camp des marxistes, pendant que d'autres le quitteront. La social-démocratie allemande fera assassiner en 1919 ses deux principaux dirigeants, Rosa Luxembourg et Kark Liebneck. En dehors du parti bolchevik ou du parti communiste russe, dans aucun autre pays il n'existera de dirigeants maîtrisant suffisamment le marxisme pour construire de véritable partis communismes et guider les mouvements révolutionnaires

qui allaient voir le jour à l'issue de la guerre et qui se solderont tous par des défaites.

En Russie, l'inertie de l'histoire, l'isolement de la révolution russe, quatre ans de guerre suivi par trois années de guerre civile puis la disparition du plus illustre dirigeant marxiste en 1924, Lénine, allait sceller le sort de la révolution et du parti communiste qui servait de guide au mouvement ouvrier révolutionnaire international qui allait à son tour sombrer dans l'opportunisme, le stalinisme. Les intellectuels communistes qui tenteront de résister à la dégénérescence stalinienne seront physiquement liquidés, et par dizaines de milliers les dirigeants ou cadres du parti bolchevik seront supprimés, de sorte qu'il ne restera plus que des intellectuels servils et corrompus ayant fait allégeance à Staline qui prendront le contrôle du mouvement ouvrier révolutionnaire international (L'Internationale communiste ou IIIe Internationale) pour mieux briser toutes les révolutions qui surgiront dans les années 30 à travers le monde.

Une fois le mouvement ouvrier international stalinisé ou épuré de ses éléments révolutionnaires, le socialisme sera pour ainsi dire retourné au stade antérieur d'utopie, de sorte que les staliniens le caricatureront tout en en donnant une image totalement déformée, épouvantable, monstrueuse, et les intellectuels qui y adhèreront légitimeront une version du socialisme qui en réalité en était la négation ou y était totalement étrangère puiqu'elle relevait de la collaboration avec le capitalisme au lieu de l'affronter pour le renverser et instaurer ensuite le socialisme. L'Opposition de gauche ayant été décapitée par l'assassinat ordonné par Staline de son principal dirigeant en 1940, Trotsky, très faible sur le plan numérique et davantage sur le plan théorique, sortira encore plus affaibli à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Du milieu des années 20 jusqu'au soulèvement hongrois de 1956, le mouvement ouvrier internationale, les intellectuels de gauche, mais aussi les représentants du capitalisme qui y trouvaient leur intérêt, le socialisme allait être identifié au stalinisme, disons que cela allait être la version qui allait figurer dans les manuels scolaires et dans tous les discours officiels, c'est ainsi qu'inconsciemment tous ceux qui allaient adhérer à un parti communiste croyant rejoindre un parti combattant pour le socialisme allaient être victime de cette formidable imposture. L'immense majorité des intellectuels, la quasi-totalité de ceux disposant d'un pouvoir ou pouvant influer sur le cours de la société ou de l'histoire versèrent dans cette forfaiture, au point qu'on ne peut pas en citer un seul qui aurait rejoint l'Opposition de gauche ou la IVe Internationale fondée par Trotsky, hormis André Breton et quelques surréalistes pendant une brève période avant d'être récupérés par le stalinisme.

- "*Les monstrueuses iniquités inhérentes à la structure capitaliste ne sont pas pour nous scandaliser moins aujourd'hui qu'elles ne faisaient hier, aussi n'avons-nous pas cessé de vouloir — autrement dit d'exiger de nous-mêmes — qu'y soit mis un terme. Pour cela, nous ne doutons pas plus qu'alors qu'il faille en passer par des moyens révolutionnaires*." (André Breton, octobre 1957. Source : Message envoyé au meeting organisé par le P.C.I. pour le quarantième anniversaire de la Révolution d'Octobre et publié dans « La Vérité » du 19 novembre 1957 - http://www.marxists.org/francais/general/breton/works/1957/breton.htm)

Alors que le social-chauvinisme ou social-impérialisme n'allait sévir que pendant une très brève période avant que le communisme le supplante, une fois l'Opposition de gauche qui incarnait la continuité du marxisme ou du communisme vaincue le stalinisme devait sévir pendant plus d'un demi-siècle (ou jusqu'à nos jours) à la direction du mouvement ouvrier conjointement avec la social-démocratie dégénérée que les capitalistes allaient réactiver pour servir la même cause, la contre-révolution à l'échelle mondiale.

Les intellectuels qui allaient rejoindre le PS ou le PCF allaient être les témoins vivants et les complices de cette imposture d'une portée historique. Ils ne la dénonceront jamais parce qu'ils y trouvaient leur compte, voilà tout.

Quant à ceux qui rejoindront l'Opposition de gauche, aucun d'entre eux ne sera de la trempe de Lénine ou Trotsky, aucun d'entre ne maîtrisera suffisamment le maxisme pour prétendre en assurer la continuité, je n'invente rien, c'est Trotsky qui l'a affirmé en 1939-40, et pourtant il s'en trouvera pour oser se comporter comme tel avec toutes les conséquences néfastes ou catastrophiques qui devaient en découler infailliblement. La dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier et la multitude d'organisations ou sectes qui allaient surgir à partir des années 40 l'illustrèrent à leur manière. Comme ce fut le cas en Russie lorsque Lénine disparût, ce furent les dirigeants les plus médiocres et malfaisants qui s'emparèrent de la direction de l'Opposition de gauche, qui éclata rapidement et qui ne s'en remit jamais. Après coup on peut affirmer qu'ils lui portèrent le coup de grâce, car incapables de définir une stratégie politique pour construire un nouveau parti communiste, ils allaient se mettre au service de la social-démocratie dégénérée et/ou du stalinisme, autrement dit opter pour le réformisme bourgeois au détriment du socialisme sous l'étiquette du trotskysme, assassinant une seconde fois Trotsky.

Je ne prétends nullement être l'intellectuel qui se situerait au-dessus du lot ou qui possèderait les qualités qui avaient fait tant défaut aux dirigeants de ce courant politique, loin s'en faut, je me contente de dresser un simple constat sur la base duquel il me semble possible de réfléchir pour éviter de reproduire les erreurs du passé (et du présent) et définir de quelle manière nous devons concevoir le parti, pour qu'il constitue un pôle de regroupement pour l'ensemble des militants sincères ou honnêtes, révolutionnaires et qui entendent demeurer fidèles au socialisme.

Il va de soi qu'aucun parti actuellement existant n'est qualifié pour remplir cette condition puisqu'ils n'ont cessé de démontrer le contraire.

Vous avez pu constater depuis les années 80 que les dirigeants de ces partis ont essayé de construire différents types de partis qui se sont tous soldés par des échecs. Aucun ne s'est départi de son sectarisme originel contrairement parfois aux apparences, j'en veux pour preuve qu'aucun n'accepterait que j'y adhère et qu'y organise une tendance, ils ne supportent déjà pas que je

puisse m'abonner à leurs journaux, alors imaginez un peu quel cauchemar je serais pour eux.! Ceux qui possèdent des courants ou tendances sont alignés sur les plus droitières qu'incarne la politique de leur direction, de sorte que les autres courants ou tendances servent juste à assurer la survie de leur appareil ou à le légitimer, ils s'en accommodent servilement parce que leurs militants y trouvent leur compte, ils sont aussi corrompus. Leurs dirigeants incarnent l'incurie politique, l'imposture que nous dénonçons, nous ne voyons donc pas comment ils pourraient admettre de construire un parti qui respecterait le droit de tendance et qui accepteraient qu'une véritable discussion politique s'engage dans leur parti, ils s'en trouveraient déstabilisés, fragilisés, menacés, il ne faut se faire aucune illusion à ce sujet. Quant aux autres dirigeants ou formations politiques issues de ces partis, ils sont bâtis sur le même modèle sectaire et dogmatique, ils ont été formatés par le lambertisme et ils n'ont jamais réellement rompu avec lui, là aussi ils n'ont cessé de le démontrer.

Tous vous diront qu'ils sont ouverts à la discussion (parlons-en, jugez par vous-même, etc. écrivent-ils dans leurs publications), je les ai pris au mot et je me suis aperçu très rapidement que c'était absolument impossible, sauf si vous êtes d'accord avec eux et que vous acceptez de ne pas évoquer certains sujets, unanimement ils traiteront avec le plus profond mépris vos arguments, ils refuseront de les aborder, et à ce jour je n'ai pas rencontré en 10 ans un seul militant issu du courant lambertiste avec qui il aurait été possible de discuter sérieusement, donc j'abandonne.

En conclusion, ce qui est le plus préoccupant à mon avis, pour notre cause, c'est la malhonnêteté ambiante, car rien ne peut être entrepris ou ne peut se construire sur des rapports viciés à la base, même une maison comportant uniquement un rez-de-chaussée finira par se fissurer de partout si les fondations ne sont pas solides ou saines.

Sur le plan personnel j'ai continué d'entretenir pendant de longues années des relations avec des gens avec lesquels j'étais en désaccord sur un tas de sujets, mais avec lesquels je partageais aussi pas mal d'idées, et cela n'a été rendu possible que parce nous nous parlions franchement, tout du moins c'est ce que je croyais, j'ai même été jusqu'à croire que c'était ce qui avait cimenté nos relations, et le jour où malheureusement ce ne fut plus le cas en me faisant un procès d'intention, je le pris très mal, nos relations cessèrent aussitôt à mon initiative car j'étais en droit de penser que cela ne datait pas d'hier et qu'elle s'était bien foutue de moi. Il y a ainsi des gens qui sont assez sournois et ignobles pour se faire un malin plaisir d'user de votre sincérité qu'ils assimilent à de la crédulité pour vous abuser, entre nous, c'est franchement dégueulasse.

Les partis ouvriers se sont toujours construits par en haut au départ, ce sont des intellectuels ou des membres des classes moyennes qui en ont été à l'initiative. Au XIXe siècle, épouvantés par la condition ouvrière particulièrement injuste ou inhumaine ils prirent la direction du mouvement ouvrier... De nos jours, ils sont engagés pour un tas de cause, l'environnement ou les droits de telle ou telle communauté ou minorité, sauf la condition ouvrière qui ne les manifestement intéressent pas, peut-être parce que cela les forcerait à avoir des rapports avec le mouvement ouvrier et qu'ils n'y tiennent pas, soit, cela peut se comprendre, et bien qu'ils en prennent la direction, de quoi, mais du mouvement ouvrier. Comment le pourraient-ils sans programme et théorie révolutionnaire, et puis faurait-il encore qu'ils en aient la volonté et surtout qu'ils aient le courage d'affronter le régime, or c'est ce qui leur fait le plus défaut, toutes les causes pour lesquelles ils s'engagent sont compatibles avec l'existence du régime, d'ailleurs même les oligarques et le législateur y mettent la main à la pâte, par contre quand il s'agit de défendre une réforme sociale à caractère politique (retraite, Sécu, etc.), ils répondent tous aux abonnés absents parce qu'ils ne veulent pas affronter directement le régime. L'éphèmère "Nuit debout" l'a suffisamment illustré si nécessaire.

Il n'y a plus rien de progressiste dans le capitalisme, et il n'y a plus trace d'humanisme chez les intellectuels.

De nos jours les intellectuels sont décidément trop corrompus, ils bénéficient d'un statut privilégié, d'un mode de vie confortable, et leurs prises de position ne leurs servent qu'à se donner bonne conscience, à se faire passer pour des gens de gauche ou progressistes, alors qu'en réalité ils ne valent pas mieux que les dirigeants du mouvement ouvrier avec lesquels ils rivalisent d'hypocrisie. Que faudrait-il pour qu'ils réagissent ? Là je n'en sais rien.

A l'époque de Marx et Engels, des centaines d'intellectuels à travers toute l'Europe s'étaient engagés au côté de la classe ouvrière... A cette époque le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, l'espoir d'un monde meilleur et plus juste avec ou sans le capitalisme était une perspective crédible, alors que de nos jours rendu au stade de l'impérialisme en putréfaction, cet espoir doit être placé forcément au-delà du capitalisme pour être cohérent, cela nécessite un effort de volonté ou d'abnégation colossale pour des gens qui ont troqué leur dignité contre un statut de nantis et qui sont limités ou médiocres sur le plan intellectuel.
La corruption de l'intellectuel, il n'y a pas à chercher bien loin pour la repérer, il suffit qu'il conçoive et estime légitime l'existence des riches et des pauvres, tout le reste sera à l'avenant. C'est marrant, quand on est pauvre et un peu développé intellectuellement on ne pense pas comme eux, on trouve cela illégitime

J'ai un conseil à donner aux lecteurs, exigez toujours des réponses aux questions que vous posez. Exigez qu'on prenne en compte vos arguments, qu'on les examine sérieusement. Ne vous contentez pas de lieux communs, de généralités, de sophismes, ne craignez pas d'être ridicules face à des gens qui ont un statut supérieur au vôtre, qui sont inconsistants, qui passent leur temps à se contredire ou à tenir des discours incohérents, faites-leur remarquer, mettez-les face à leurs responsabilités, moquez-vous d'eux s'ils persistent dans le déni ou le mensonge, frappez-les où cela fait mal. Répondez à leur mépris ou à leur arrogeance en les traitant d'imbéciles ou d'ignares, cela les déstabilisera, sauf les plus cyniques ou pourris évidemment.

Vous n'avez pas à être complexés face à ces gens-là ou à vous sentir inférieurs en leur présence. Laissez-les débiter leurs

fadaises, et quand ils ont terminé, vous leur dites : c'est tout, c'était pour en arriver là, cela ne valait vraiment pas la peine. Vous voulez les coincer facilement, demandez-leur s'ils ont lu les articles publiés par les médias alternatifs, s'ils vous répondent non, alors vous pouvez leur dire qu'ils parlent sans savoir de quoi ils parlent parce qu'ils ignorent l'essentiel de la situation, vous ne prenez aucun risque, vous êtes certains de les moucher, c'est un truc imparable, d'une efficacité redoutable. Généralement on s'en aperçoit parce qu'ils sortent des trucs énormes, c'est inévitable s'ils n'ont pour seule source d'information que les médias mainstream et la littérature du mouvement ouvrier.

Un autre conseil, vous ne vous sentez pas en mesure de rivaliser avec eux (ou vous n'en avez pas envie), pas de problèmes, tenez-vous en à vos droits, à vos besoins, à vos aspirations, ils sont tous légitimes et se passent de toute justification, observez leur réaction et retenez-vous d'éclater de rire si possible car cela va devenir cocasse. Ils sont universels, c'est suffisant. Si tout au long du processus historique les esclavages n'avaient pas fait prévaloir leurs droits, besoins ou aspirations la civilisation humaine ne se serait jamais développée, elle n'aurait jamais vu le jour.

Si maintenant rejoindre un parti vous révulse, ce qu'on comprendrait parfaitement, essayer au moins de partager vos idées, faites connaître ce que vous savez sans chercher à convaincre que votre interprétation serait la meilleure. Les faits parlent d'eux-mêmes la plupart du temps, il faut juste les prendre dans leur enchaînement, il s'en dégage une logique, et comme elle repose ou se traduit par des rapports, en les inversant on aboutit à une autre logique, une réalité ou un monde se substitue au leur, leur orientation change de direction, vous vous situez au-delà du capitalisme et non dans un univers fantasmagorique. Il faut avoir une activité militante, on ne peut pas se contenter d'idées ou de discours, sauf à les partager encore une fois. Après tout c'est passionnant de rencontrer des gens qu'on ne connaît pas, il y a du rebut forcément, mais aussi de bonnes surprises.

Aider la conscience de classe des travailleurs de progresser par n'importe quel moyen devrait être notre obsession, c'est à la portée de chacun à défaut de pouvoir compter actuellement sur un parti pour accomplir cette tâche politique. Toutes les tentatives d'entrisme dans des partis ouvriers furent futiles ou inutiles et se soldèrent par des échecs. Voilà ce que dira Trotsky en avril 1939 de celle de 1934 dans la SFIO :

- "*En France, la régénération de notre groupe a commencé avec l'entrée dans le parti socialiste. Cette politique ne fut pas clairement comprise par tous; elle nous permit pourtant de gagner de nouveaux militants. Malheureusement, ces recrues étaient habituées à un milieu large et, après la scission, elles se sont un peu découragées. Au fond, elles n'étaient pas suffisamment trempées, elles n'ont pas su s'accrocher et elles ont été reprises par le courant du Front populaire. C'est regrettable, mais explicable.*" (L. Trotsky : Oeuvres - avril 1939 - Discussion dans la IVe Internationale. Source : http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1939/04/lt19390400b.htm)

Les militants de l'Opposition de gauche (la Ligue communiste) seront exclus de la SFIO un an plus tard, et comme l'avouera 5 ans plus tard Trotsky, cette expérience n'aura servi strictement à rien pour ne pas dire que cette tactique fut désastreuse et que cette décision fut une erreur politique. On peut ajouter que l'issue du Front populaire était connue d'avance et que Trotsky passa outre, car rien ni personne ne pouvait y changer quoi que ce soit malheureusement, il fallait s'en tenir à ce constat puisque c'était la réalité, et partant de là définir une autre tactique pour construire le parti, dans des conditions difficiles certes, car les travailleurs et les militants étaient bourrés d'illusions dans le Front populaire, mais qui seraient rapidement suivies de désillusions, c'était inévitable ou prévisible. Non seulement les militants de l'Opposition de gauche dépensèrent leur énergie pour rien, ils sortiront affaiblis et plus divisés que jamais de cette expérience. Désespérée pour désespérée, il était dérisoire de se lancer dans une telle aventure qui serait forcément sans lendemain compte tenu des rapports qui existaient entre la SFIO et le PC d'un côté et le prolétariat de l'autre. Je ne pense pas que Lénine aurait soutenu une telle orientation, il y aurait vu sans doute une résurgence du fâcheux penchant de Trotsky à vouloir concilier l'inconciliable tout en étant animé de bonnes intentions cela va de soi, le terme concilier n'est pas tout à fait juste ici, celui de combinaison illusoire serait plus approprié parce que Trotsky n'avait aucune illusion dans la SFIO ou dans le Front populaire.

Près d'un demi-siècle plus tard, le dirigeant de l'OCI Pierre Lambert rescidivera en connaissance de cause en envoyant des militants ou cadres dans le PS, l'opération dont l'issue était connue d'avance se soldera par l'intégration de ces militants ou cadres dans le PS et leur rupture avec l'OCI, ce dont feu-Lambert et sa clique de bureaucrates se moqueront éperdument une fois leur objectif politique atteint, porter Mitterrand et le PS au pouvoir, on peut même affirmer qu'ils en tireront une certaine satisfaction puisqu'ils saisiront cette occasion pour liquider leur parti (PCI) au profit d'un clone de la SFIO, et pousser encore plus loin l'opportunisme en lorgnant sur les militants du PS (et du PCF), témoignant ainsi qu'ils n'avaient retenu aucun enseignement des expériences passées et qu'ils étaient animés par d'autres intentions que celles qui animaient Trotsky. Quant aux militants de l'OCI-PCI qui devaient prendre du galon dans les instances des syndicats, en particulier dans FO, ils finiront tous par épouser la ligne réformiste ou de collaboration de classes de leurs dirigeants, tout en conservant leur étiquette trotskyste pour qu'on ne les accuse pas de collusion ou de trahison, en vain, plus personne n'est dupe de leur imposture désormais.

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on conseille aux militants de les imiter. Bref, il faut écarter cette tactique désastreuse et les aventures hasardeuses consistant à chercher des raccourcis pour construire le parti ou influer sur l'orientation de tel ou tel parti. Les travailleurs ou militants inorganisés peuvent se regrouper ou se rapprocher de groupes en fonction de leurs convictions pour continuer à avoir une activité militante en attendant des jours meilleurs, nous sommes désolés de n'avoir rien de mieux à leur proposer, qu'ils sachent que ce n'est pas la première fois que cela se produit dans l'histoire de la lutte de classe et qu'il existe une multitude de militants qui sont dans le même cas qu'eux à travers le monde.

Concernant la France, voici aussi ce que disait Trotsky en 1939 (source : id) : "le mal français traditionnel, cette incapacité d'organisation" ou encore s'agissant de la situation : "Il nous faut nous préparer surtout et attendre un élément nouveau, un facteur nouveau dans la configuration générale des forces", l'irruption violente et incontrôlée des masses révolutionnaires à l'assaut du régime ? Si vous avez attentivement suivi les positions adoptées par tous les partis, si ce soulèvement se produisait peu de temps après les prochaines élections, il défierait tous leurs pronostics foireux puisque le prochain président de la République sera Fillon ou Macron, et non Hamon (pour se faire plaisir) ou Le Pen (pour se faire peur).

Il ne suffit pas de le dire ou de le savoir, il faut commencer par l'appliquer à soi-même.

Celui qui croit les gens sur parole, est un imbécile fini dont on ne peut rien espérer. (Vladimir Lénine, « La crise du parti », 19 janvier 1921, OEuvres t. 32, Progrès, p. 37) (Lénine, La crise du parti, 19 janvier 1921).

La réalité est cruelle.

Pour paraphraser Lénine, on pourrait ajouter qu'il n'y a que les imbéciles pour croire qu'elle les épargnera.

On vous a fait croire que vous viviez sous un régime démocratique, alors que vous viviez déjà en oligarchie depuis des lustres. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire que le PS et ses satellites ou alliés électoraux étaient de gauche, alors qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer qu'ils étaient de droite depuis plus d'un siècle. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire qu'il existait des syndicats indépendants de l'Etat, alors qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer le contraire. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire que les médias et la justice étaient indépendants, alors qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer le contraire. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire que le progrès social issu de la lutte de classe du prolétariat était acquis pour l'éternité car inscrit dans les gènes progessistes, humanistes du capitalisme, et que vous marchiez inexorablement sur la voie qui mènait au bien-être et à la paix, alors que la crise du capitalisme devait entraîner la brutale décomposition de l'ensemble de la société et mettre à mal tous vos droits sur fond de chaos et de guerre. Et vous l'avez cru.

On ne vous accablera pas davantage, car on vous a trompés délibérément le plus souvent à votre insu.

Pour que le socialisme se réalise il fallait en prendre conscience et en tirer des enseignements pratiques, sauf que ni l'un ni l'autre ne se produira en l'absence de dirigeants possédant les qualités requises.

Devrait-on en conclure que l'amélioration de la condition ouvrière et le développement d'une importante classe moyenne au cours des décennies qui ont suivi la fin de le Seconde Guerre mondiale seraient à l'origine de l'insouciance dans laquellle ont baigné des générations de travailleurs et de leur impuissance de nos jours ?

C'est un peu comme lorsqu'une crise ou une guerre survient, tout le monde semble surpris, alors qu'en réalité elles étaient inscrites à terme dans le processus qui se déroulait sous nos yeux, et dont le dénouement ne pourrait pas être favorable aux exploités et aux opprimés, sauf à prendre les capitalistes pour des philanthropes prêts à sacrifier leurs intérêts au profit des nôtres.

On s'accommoda de bien des aspects insupportables de la situation, sous prétexte qu'ils ne nous concernaient pas directement, en espérant secrètement demeurer épargné jusqu'à la fin de notre courte existence, en vain.

Il faut reconnaître qu'on y a été encouragé par les démagogues, les dogmatiques et autres charlatans ou imposteurs qui sévissaient au sein du mouvement ouvrier, allant jusqu'à briser la détermination de centaines de milliers de travailleurs parmi les plus avancés qui l'avait rejoint, imprimant profondément le mode de pensée de l'ensemble des militants et cadres, de sorte qu'ils se comportent inconsciemment comme leurs dirigeants ou leurs anciens dirigeants en se réfugiant dans le déni et le mépris dès qu'on aborde des sujets aussi embarrassants que celui-là, parce qu'ils sont bourrés de tics, d'idées préconçues, de tabous n'ayant rien à envier aux vieilles bigotes supersticieuses, etc. ce qui a le don de servir de repoussoir aux travailleurs et jeunes qui envisageraient de s'organiser.

La société et le mouvement ouvrier sont en piteux état, à l'image de leurs dirigeants.

Tous les courants du mouvement ouvrier ont fait faillite, il n'y a donc plus rien à en tirer, c'est le premier constat qu'il faut admettre,

il faut donc le reconstruire sur une base de classe indépendante, celle du marxisme, du socialisme.

Il n'existe qu'un moyen d'en finir avec la confusion actuelle, caractériser l'Etat ou le régime, caractériserle PS et les directions des syndicats, caractériser l'idéologie de la classe dominante, et vous verrez qu'on y voit soudain beaucoup plus clair...

Vous aurez peut-être l'impression de vous sentir bien seul, mais rassurez-vous, dites-vous bien que tous les peuples exploités et opprimés sont avec vous. Mais si maintenant vous espériez vous retrouver en compagnie de ceux qui représentent le règime, vous allez être déçus et il va vous falloir redoubler de courage, de volonté et de patience pour conserver votre dignité en attendant des jours meilleurs...

Ah "les jours heureux" (Programme du Conseil national de la Résistance ou du Front populaire), les "Trente glorieuses" (1945-1975) !

- Famine: le monde vit sa "pire crise humanitaire" depuis 1945, affirme l'ONU - L'Express.fr

L'organisation internationale alerte sur le risque de malnutrition et de famine qui touche 20 millions d'habitants de trois pays d'Afrique, et au Yémen. L'Express.fr 12.03

Vous les entendez geindre de douleur, non, alors dormez tranquilles braves gens ! Vous entendez le bruit des canons, non, alors dormez tranquilles braves gens !

Quand les faits objectifs sont ignorés, l'ère du totalitarisme est arrivée.

- "Un nouveau gadget conceptuel vient de naître: la post-vérité.

Le dictionnaire d'Oxford l'a décrété «mot de l'année 2016». Il le définit ainsi: Néologisme qui fait référence à des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles. L'encyclopédie en ligne Wikipédia nous apprend que l'ère de la post-vérité (ou ère post-factuelle) représente «une culture au sein de laquelle les leaders orientent les débats vers l'émotion en usant abondamment d'éléments de langage et en ignorant ou en faisant mine d'ignorer les faits et la nécessité d'y soumettre leur argumentation, cela à des fins électorales»."

(La post-vérité : une supercherie - par Jacques Perrin arretsurinfo.ch - Source : http://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2017/no-6-6-mars-2017/la-post-verite-une-supercherie.html)

Au diable la vérité quand elle leur déplaît ou quand elle n'est pas à leur avantage ! Raison de plus pour y rester fidèle et la partager avec le plus grand nombre s'ils la craignent à ce point-là.

Faire peur à quelqu'un pour en obtenir quelque chose, c'est le coup classique

C'est l'ère du totalitarisme de la pensée, l'apogée et le crépuscule du subjectivisme, de l'individualisme basée sur des facteurs subjectifs au détriment de la réalité objective.

La réalité objective, c'est notre condition d'esclave moderne, les difficultés quotidiennes qui nous pourrissent la vie, les maux que leur société nous impose, toutes les souffrances et humiliations inutiles et injustes qu'ils nous font subir, nos multiples privations ou frustrations, l'absence de liberté dans tous les domaines, le climat délétère, l'atmosphère nauséabonde qu'ils font régner et à laquelle personne ne peut échapper, etc. qui nous conduisent à en rechercher la cause et à en conclure qu'il faut faire table rase de la société telle qu'elle existe, renverser l'ordre établi et ses institutions pour reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales épurées du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de la haine, du chaos et de la guerre.

Voilà pourquoi ils veulent nous détourner de la réalité objective, ils ne tiennent pas à ce qu'on établisse le lien de cause à effet qui existe entre notre condition et le monde extérieur, la société, les rapports sociaux en vigueur.

Ils privilégient les émotions parce qu'elles sont dénuées de raison, de logique ; vous apercevez un serpent et vous prenez peur, alors qu'il est inoffensif à la distance qu'il est par rapport à vous, vous claquez dans vos mains et il prend la fuite, le danger était dans votre tête uniquement parce que vous n'aviez pas toute votre tête, c'est cela, ils veulent vous faire perdre la tête... pour mieux la formater ou vous la couper !

Qui a dit ?

- "les démocraties sont tout à fait fondées à interdire des mouvements anti-démocratiques, nazis ou communistes par exemple"

Réponse : Chantal Delsol, membre de l'Institut, fondatrice de l'Institut Hannah Arendt, philosophe et historienne des idées. (Source : http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2017/03/10/31003-20170310ARTFIG00144-chantal-delsol-le-populisme-est-attache-a-des-enracinements-que-detestent-les-elites.php)

Elle représente bien les "experts" véreux auxquels recourent les médias-oligarques...

Point de vue

L'ère des coquilles vides par Slobodan Despot - Lettre d'information ANTIPRESSE n° 67 du 12.3.2017

Le plus étrange printemps français

Nous évoluons désormais dans des systèmes sédévacantistes: des systèmes fondés sur la souveraineté populaire, mais où le siège du souverain est vide.

Après la perte du Tao vient la bonté.

Après la perte de la bonté vient la vertu.

Après la perte de la vertu vient la justice.

Après la perte de la justice vient le rite.

Le rite est l'écorce de la droiture et de la sincérité et le commencement du désordre.

(Livre du Tao, ch. XXXVIII)

La France ne respire plus en cette veille de présidentielle. La sidération est universelle: comment en est-on arrivé là? D'où sort ce Rastignac de synthèse dont on parle partout? Où sont passés les partis qui régnaient hier encore?

La comète Macron® a troué le firmament politique français et entraîné dans son sillage les décombres de tout ce qu'on pouvait appeler le «centre». Ne restent à leur place que le FN et son miroir, Mélenchon. Et tous contemplent l'improbable fuite en avant de Fillon, qui impose l'admiration par son entêtement même.

Les formes sont respectées, et d'autant plus qu'elles sont totalement creuses. La traque au Fillon est certes légale, mais son calendrier compromet sa légitimité. On a oublié les leçons du XXe siècle, où rien ne fut plus légaliste que les régimes totalitaires.

C'est l'une de ces évidences qu'on n'ose même plus rappeler publiquement, tant elles sont… évidentes. Du point de vue de l'intérêt public, il est ainsi infiniment moins grave de surpayer sa femme et ses enfants que de déposséder la nation du fleuron de son économie comme l'a fait Macron® entre autres en vendant Alsthom à General Electric. A moins de quarante ans, le joli Emmanuel s'est déjà illustré comme l'un des plus redoutables prédateurs du patrimoine industriel français, mais nul ne le lui reprochera. Qu'a-t-on à lui reprocher si tout est légal? Ne vivons-nous pas sous un état de droit? L'intérêt public n'est codifié ni par un article de loi, ni par un impératif moral. On lui reprochera peut-être, mollement, ses cachotteries fiscales ou sa promotion payée sur la caisse de l'État. Mais ces licences restent peu de chose auprès des conséquences de son action ministérielle.

Ce qui a vraiment changé

Le phénomène Macron® est incompréhensible dans le cadre de la culture politique dans laquelle nous avons été élevés. Il relève pourtant d'une réalité qui ne date pas d'hier: la réalité de ces pouvoirs de l'ombre que dénonçait dès 1958 le Président de Simenon dans son prophétique discours à l'Assemblée. Une Assemblée «où les partis ne sont plus que des syndicats d'intérêts».

Rien de nouveau sous le soleil, alors? Si, justement: le fait que tout se joue en plein soleil et non plus en coulisses. Plus besoin de longues ascensions, d'«entrisme», de double jeu ni de double langage. Plus besoin même de l'ébauche d'un programme. Bien au contraire. Les spin-doctors vous le diront: dans une campagne de pure «comm» politique, mettre en avant un contenu est «clivant» et donc dangereux. M. Hollande avait promis des choses qu'il n'a pas tenues ni ne pouvait tenir: il n'a fait que décevoir. Un candidat qui ne promet rien ne déçoit personne. Son argument n'est pas de l'ordre de la promesse, mais du charme. Il suffit d'être «dans le vent»: s'assurer de toujours tenir le couteau par le manche. Et puis, bien entendu, bénéficier de la bienveillance fidèle d'un nombre prépondérant de médias, ce dont le candidat s'est assuré tant par ses relations personnelles que par ses services rendus à leurs patrons.

Là encore, ce ne sont que truismes. Macron® exploite à l'extrême la stratégie du look et les complaisances du système. Ce n'est même pas de sa faute. Il incarne la fin de vie d'une Ve république aussi adaptée à ce temps que le télégraphe ou la machine à écrire. Il a émergé à la faveur d'une innovation venue on ne sait d'où. Ou plutôt non: venue on sait d'où: d'Amérique. Les soudaines primaires qui, à droite comme à gauche, ont propulsé des candidats extrêmes, ouvrant un boulevard pour l'extrême… centre! Mais cela encore — les primaires — fait partie de la révolution dont nous sommes témoins.

Ce qui est nouveau en 2017, c'est la carte blanche laissée à cette hypnose collective déguisée en changement politique. Les règles du jeu sont rebattues du jour au lendemain. Des figures apparaissent et disparaissent comme par enchantement. Les mensonges sont sans conséquences. Le ludion peut bien se prétendre «anti-système» bien qu'il en soit un pur produit, soutenir que le libéralisme est «une valeur de gauche», et même déclarer ringard le processus électoral en soi: nul ne lui en tient rigueur sinon ses adversaires politiques — dont la position est par définition suspecte de parti pris. L'arbitrage de la décence n'existe plus. Au milieu du balancier, là où les intérêts s'annulent et où il ne reste que le jugement mûr et impartial, il n'y a plus personne.

Ce n'est pas que le poste en question ait jadis été occupé par des personnes en particulier. C'est tout simplement que la décence commune, l'objectivité et la logique ne guident plus le débat public. Pas plus que la raison d'État, la raison politique tout court. Le jeu des institutions est devenu mobile, tournoyant, comme une scène de théâtre. Comme s'il se jouait dans des couloirs déserts. Comme si le navire de l'Etat était devenu une coquille vide. Exit les institutions et les partis. Voici venu le temps des des manieurs d'opinion.

Le règne de la carpe et du lapin

Le petit Macron® est un péril avéré pour l'intérêt national, mais il est «propre sur lui» (en comparaison d'autres, en tout cas). Il est l'antipode exact du prince de Talleyrand, qui était une crapule cynique, «de la merde dans un bas de soie» (selon Bonaparte), mais dont l'expérience et le sens de l'État ont sauvé la France lors du Congrès de Vienne en 1815. Il s'enrichit certes au passage, mais la mémoire de la nation a su faire la part des choses.

De Talleyrand à Macron®, un paramètre de la vie publique a fondamentalement changé. La raison et le bon sens ont fait place à une alliance mortelle, l'alliance entre les clercs et les magistrats, entre la morale et le droit.

La morale et le droit sont le marteau et l'enclume entre lesquels tout ce qui nous a définis au cours des siècles se fait tailler en pièces au jour le jour. Raison d'État, coutumes et mœurs innées, modes de gouvernement public et privé, expressions d'identité: tout y passe. Une caste s'est cristallisée, possédant à la fois une idéologie rigide et les moyens de la traduire rapidement en articles de loi. Et le bon peuple observe médusé, la bouche ouverte et les bras ballants, comment des bizarreries dont il se gaussait la veille encore deviennent les nouvelles normes au petit matin. «Mariage pour tous! Non mais quoi encore? Pourquoi pas les noces de la carpe et du lapin!» Et hop! Essayez aujourd'hui de vous moquer de cet acquis définitif de l'humanisme…

L'avantage de la stratégie du choc juridique, c'est qu'elle est une crémaillère. Une fois qu'une loi a fait «clic», grâce au lobbying des minorités, des «représentants de la société civile» (nouvel avatar des pouvoirs illégitimes) ou des corporations, propulsée au besoin par la vague émotionnelle des tsunamis médiatiques, elle est verrouillée pour de bon. Revenir en arrière? Impossible. Il y faudrait des majorités parlementaires, impossibles à réunir dès lors qu'il s'agit de contrer les intérêts de la suprasociété. Les «élus», une fois élus, ne rêvent que d'être recrutés. Le suffrage de la masse ne leur sert que de strapontin pour accéder au monde de quelques-uns. A-t-on vu des chiens pisser dans leur gamelle?

Même les Suisses, avec leur système unique au monde de démocratie directe, peinent à détricoter la camisole que leur impose un establishment apatride. De plus en plus souvent l'on voit les décisions les plus souveraines, celles obtenues par référendum, rester lettre morte. Incompatibilité avec la législation européenne, les fatwas de la CEDH ou on ne sait quel décret de quelle institution sans mandat populaire: les juristes trient et censurent, déplaçant la souveraineté du peuple vers la primauté du droit.

Le peuple? Quel peuple?

C'est bien le problème: nous évoluons désormais dans des systèmes sédévacantistes: des systèmes fondés sur la souveraineté populaire, mais où le siège du souverain est vide.

En France, la souveraineté du peuple n'est qu'une pétition révocable par le pouvoir législatif (comme l'a montré l'annulation du référendum sur la Constitution européenne), et le pouvoir législatif n'est qu'un consultant de l'exécutif (art. 49.3). On le sait, la patrie de la Révolution n'a jamais cessé d'être une monarchie. Mais il y a un fait nouveau. Les monarchies éprouvent de temps à autre le besoin de recourir au peuple, ce recours que la France ne connaît ni ne comprend plus. Le Front national est devenu, pour ainsi dire, l'interprète exclusif de l'entité «peuple», son ventriloque.

Mais de quel peuple parle-t-on?

Dans son livre Fin de partie — Requiem pour l'élection présidentielle, Vincent Coussedière semble considérer cette question comme

le seul et unique enjeu de cet étrange printemps. Le défi lancé au pays, écrit-il, ne se résume pas à choisir l'homme (ou la femme) le plus capable de gouverner. «Le défi est un défi archi-politique, qui consiste à réinstituer un peuple capable de légitimer un homme.»

Nul ne semble s'apercevoir de l'inanité des systèmes de gouvernement modernes où le principal intéressé, ce souverain qui les légitime, est écarté des débats, atomisé, réduit en une bouillie muette et indifférenciée, l'équivalent du raya infidèle sous un pouvoir islamique. Le gouvernement pour le peuple et par le peuple est peut-être une illusion, mais un gouvernement contre le peuple et pourtant en son nom est une absurdité de phase terminale qui conduit sûrement à la catastrophe. C'est en son nom que les oligarchies aujourd'hui hissent pignon sur rue avec des hologrammes de type Macron® — afin d'achever de le réduire à une masse servile.

Slobodan Despot Lettre d'information ANTIPRESSE n° 67 du 12.3.2017

Entretien avec Jean-Claude Michéa, philosophe.

Beaucoup se sont enthousiasmés à la victoire de Donald Trump et du Brexit : qu'en avez-vous pensé ?

Si quelque chose peut nous réjouir dans ces deux événements, du reste très différents, c'est uniquement le fait que, dans les deux cas, les grands médias du système et leurs instituts de sondage – malgré les moyens de manipulation dignes de Big Brother dont ils disposent par définition – ont piteusement échoué dans leur tentative d'imposer aux électeurs, et notamment à ceux des classes populaires, la ligne politique qui correspondait le mieux aux intérêts des secteurs les plus modernistes de l'élite au pouvoir (ceux que représentait Hillary Clinton aux États-Unis et que continue à représenter Angela Merkel en Europe). De là, cette incroyable croisade médiatique qui vise aujourd'hui – du matin jusqu'au soir et sept jours sur sept – à nous présenter le Brexit et l'élection de Donald Trump comme une menace terrifiante pour le « monde libre » et le point de départ d'une nouvelle apocalypse « populiste ». Il y a même quelque chose de tout à fait surréaliste à voir ce même monde médiatique qui célèbre d'ordinaire sans le moindre état d'âme toutes les vertus de l'ordre capitaliste mondial (et que Marx appelait déjà la « presse aux ordres de la Bourse »), reprocher en même temps au nouveau président américain d'en incarner la figure la plus impitoyable ! Il reste que personne ne peut sérieusement croire que Donald Trump et Theresa May seraient subitement devenus des ennemis résolus de l'oligarchie financière et de la logique du profit ! C'est pourquoi il me semble beaucoup plus raisonnable de voir dans cette hallucinante croisade anti-Trump et anti-Brexit qu'orchestre en continu la fraction dominante des grands médias libéraux (celle dont le citoyennisme marchand de France-info représente en France la forme la plus caricaturale) l'un des signes les plus spectaculaires du fait que les classes dirigeantes de la planète sont aujourd'hui en plein désarroi et qu'elles éprouvent la plus grande difficulté – notre actuelle campagne présidentielle en offre chaque jour l'illustration – à s'accorder de manière cohérente sur la meilleure façon de sauver un système capitaliste mondial qui prend l'eau de toute part. C'est dire l'ampleur de la crise qui nous attend !

(Source : https://comiteorwell.net/2017/03/01/jean-claude-michea-emmanuel-macron-le-brexit-et-donald-trump)

Dossier sur la Syrie.

Vous aurez remarqué au passage que nous aussi nous avons de la suite dans les idées, on ne lâche pas le morceau, on ne laisse pas tomber le peuple syrien, on ne traite pas ce sujet entre la poire et le fromage (entre nous je me passe de l'un et l'autre, passons), on ne s'en débarrasse pas après l'avoir évoqué en coup de vent, pourquoi le devrions-nous, nous avons bonne conscience, c'est tout ce que je vous souhaite.

Une vidéo ou une preuve matérielle.

ALEP : Pierre Le Corf visite le QG des CASQUES BLANCS/a visit to WHITE HELMETS HQ [eng. subs]
https://www.youtube.com/watch?v=ZWxQHPwoNMk

Oscar pour les «Casques blancs»: Assad félicite Al-Qaïda pour sa première récompense - sputniknews.com

Le président syrien Bachar el-Assad a déclaré que l'Oscar du meilleur court métrage documentaire avait été décerné au groupe terroriste Front Fatah al-Cham, appelé auparavant Front al-Nosra.

« Tout d'abord, nous devons féliciter le Front al-Nosra pour son premier Oscar. C'est un événement sans précédent de la part de l'Occident de décerner un prix à Al-Qaïda », a dit le président syrien, interviewé par la chaîne chinoise de télévision Phoenix TV sur l'Oscar du meilleur court métrage documentaire remporté par le film « Les Casques blancs » d'Orlando Van Einsiedel.

Le chef de l'État syrien a également ajouté qu'il y avait de nombreuses preuves des liens directs de l'organisation « Les Casques blancs » avec les groupes terroristes.

« Vous pouvez trouver sur Internet plusieurs vidéos- et bien sûr des images diffusées par les Casques blancs eux-mêmes — les accusant de terrorisme, où vous pouvez observer des gens portant des casques blancs en train de se congratuler devant

des corps de soldats syriens », a-t-il ajouté.

En outre, M. Assad est persuadé que « les Oscars, le prix Nobel… sont autant de récompenses politisées ». sputniknews.com 14.03

Assad rencontre des députés européens et accuse l'UE de propagation du terrorisme - arretsurinfo.ch

Lors d'une rencontre entre le président syrien et une délégation du Parlement européen, Bachar el-Assad a fustigé l'UE qui, selon lui, a soutenu l'extrémisme en Syrie, causant un afflux migratoire vers l'Europe et la propagation du terrorisme.

«Les mesures adoptées par plusieurs pays européens vis-à-vis de la Syrie – et des pays du Moyen-Orient en général – qui consistent à soutenir l'extrémisme et imposer des sanctions économiques contre Damas ont mené à la situation actuelle : la propagation du terrorisme et l'afflux massif de réfugiés dans ces pays [européens]», a déclaré le président de la Syrie Bachar el-Assad le 12 mars à Damas, dans des propos rapportés par l'agence de presse syrienne Sana. Cette intervention du chef d'Etat syrien a eu lieu à l'issue d'une rencontre avec une délégation de parlementaires européens présidée par Javier Couso, vice-président du Comité des Affaires étrangères du Parlement européen.

Le président syrien s'est félicité de cette visite. «Les députés du Parlement européen entendent prendre connaissance de la situation et en présenter une image fidèle à leurs peuples», a-t-il précisé. Il a ajouté que la perception faussée de la crise syrienne en Occident était dûe à la «perte de confiance envers les médias» couvrant le conflit, qui, selon lui, déforment l'information.

Les membres de cette délégation ont pour leur part exprimé leur volonté de rétablir des relations diplomatiques entre la Syrie et l'Union européenne, rompues depuis 2011. Ainsi, Javier Couso a déclaré qu'il entendait faire son possible pour annuler les sanctions économiques européennes à l'encontre la Syrie. (RT 13.03 - Source Source: https://francais.rt.com/international/35153-bachar-el-assad-accuse-europe-propagation-terrorisme)

Syrie: deux gouverneurs en "exil" attendent la chute des jihadistes - AFP

"Bienvenue dans la province d'Idleb", affirme le gouverneur Ali Jassem à l'adresse des visiteurs dans un bureau de la province voisine de Hama, où il tente au mieux de gérer les affaires de son gouvernorat contrôlé par des rebelles et jihadistes.

Nommé à ce poste il y a un an alors que le gouvernorat d'Idleb échappe depuis 2015 au régime, M. Jassem n'est pas le seul responsable gouvernemental à faire son travail à distance, au 2e étage d'une école dans la ville de Hama (centre).

Un étage plus haut, son collègue de Raqa ronge son frein en attendant le moment où le groupe Etat islamique (EI) sera chassé de la capitale officieuse de l'"émirat" auto-proclamé en juin 2014.

A partir de ce bâtiment, ces hauts responsables dirigent les services de l'Etat dans les deux capitales provinciales qui échappent toujours au contrôle de l'Etat, alors que la guerre entrera mercredi dans sa septième année.

Sous le portrait du président Bachar al-Assad, Abed Khaled al-Hamoud, 53 ans, est assis à son bureau avec à droite le drapeau syrien et à gauche celui du parti Baas, au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle.

Il affirme représenter "la continuité de l'État" dans la province septentrionale de Raqa.

"L'Etat syrien assume toutes ses fonctions et nous sommes toujours présents même si on n'est pas là-bas", assure cet homme jovial, chemise blanche, sans cravate.

La province de Raqa a été la première à tomber en mars 2013 aux mains des rebelles avant que l'EI chasse ensuite ses anciens alliés.

"Bien que l'État n'y lève aucun impôt, les salaires des 67.000 fonctionnaires et retraités sont versés chaque mois, qu'ils se trouvent encore à Raqa ou dans les autres provinces", explique-t-il.

L'argent est laissé à Hama jusqu'à ce que les employés ou des gens de leur confiance viennent le récupérer.

Dans la salle de classe qui lui sert de bureau, le gouverneur d'Idleb explique: "Nous sommes temporairement à Hama, mais nous sommes sûrs de rentrer à Idleb grâce aux victoires de l'armée".

Seconde capitale provinciale à échapper au régime, la ville est tombée en mars 2015 aux mains d'une coalition regroupant les jihadistes du Front al-Nosra (alors ex-branche syrienne d'Al-Qaïda) et des rebelles islamistes.

"Toutes les institutions, les compagnies et administrations publiques ont été transférées ici", dit-il.

Les compagnies de l'eau de Raqa et d'Idleb ont pris ainsi chacune des bureaux au siège de la compagnie de l'eau de Hama, comme pour l?électricité.

"A Idleb, les administrations publiques sont fermées et pour une carte d'identité ou un passeport, les gens doivent venir ici. Ce n'est pas très loin car les gouvernorats d'Idleb et de Hama sont voisins", souligne M. Jassem.

Au même étage, des agriculteurs attendent devant la porte de Mohammad Hmachdo, directeur de la planification d'Idleb.

"Nous distribuons des vaccins pour les enfants, des médicaments pour les animaux, et même de petits générateurs pour les pompes à eau", explique-t-il.

A l'étage du gouvernorat de Raqa, la situation est beaucoup plus compliquée. "Daech ne laisse sortir personne, sauf si vous êtes gravement malade. Alors les gens viennent clandestinement à travers le désert", déclare le gouverneur.

"L'aller-retour peut prendre jusqu'à 20 jours. Un jour, un élève devant passer son baccalauréat est parti de Raqa à cheval jusqu'à Alep puis a pris un taxi jusqu'à Hama pour passer ses examens", assure-t-il.

Un contrat de mariage, un acte de naissance ou de décès est enregistré parfois avec deux ou trois ans de retard.

Pire encore, "Daech a détruit toutes les archives (...) Il nous faut les reconstituer. C'est un énorme travail, mais cela prouve que l?État fonctionne", assure le gouverneur.

Au bout du couloir, une banderole indique "Conseil municipal de la ville de Raqa". Dans une salle, son chef assure qu'une partie des 740 employés municipaux, qui sont restés là-bas, continuent à travailler.

Les communications avec eux sont encore possibles mais menées de manière secrète pour des raisons de sécurité.

"Ils nettoient la ville, ramassent les ordures (...) sous la supervision d'un 'émir' de Daech, mais c'est le gouvernement qui paie leur salaire", assure Talal al-Cheikh, 49 ans.

Quant au gouverneur hôte, celui de Hama, Mohammad al-Hazaoui, il relève que sa province est la seule à accueillir trois gouverneurs.

"J'espère que, si la situation militaire évolue favorablement, ils pourront rentrer chez eux". AFP 14.03

Fake d'un fuck ! Princier, s'il vous plaît !

La Syrie est devenue une chambre de torture - euronews.com

“La Syrie toute entière est devenu une chambre de torture, un lieu d’horreur sauvage et d’injustice absolue.”

C’est la conclusion du Conseil des droits de l’Homme de l’Onu, sur les prisons surpeuplées de Syrie. Hommes, femmes, enfants, innocents, meurent sous la torture. Selon l’enquête de l’Onu, Bachar al Assad est responsable d’“extermination et de crime contre l’humanité.”

“S’assurer que justice soit faite, établir la vérité et réparer, tout cela se produira si le peuple syrien cherche la réconciliation et la paix, explique Zeid Ra’ad al-Hussein, haut commissaire onusien pour les droits de l’Homme. Cela ne peut pas être négociable. La détention demeure une question centrale en Syrie, elle est déterminante pour parvenir à un accord politique.”

Zeid Ra’ad al-Hussein appelle à l’arrêt des tortures, des exécutions, réclame la libération de tous les détenus, ou au moins des informations pour leurs familles. Le gouvernement syrien dément ces accusations.

Selon la commission d’enquête de l’ONU, l’armée syrienne a également commis un crime de guerre en bombardant une source d’eau fin décembre.

La source, située à Wadi Barada, une localité rebelle, n’a pas été contaminée par l’opposition, comme l’affirmait le régime.

Elle a privé d’eau plus de 5 millions de personnes.

Autre crime imputé à l'aviation syrienne ou russe : le bombardement du QG du Croissant rouge à Idlib, en février. Et l'utilisation de chlore autour de Damas et Idlib. euronews.com 14.03

Qui est Zeid al-Hussein ?

La Croix - Zeid al-Hussein, âgé de 50 ans, appartient à la dynastie des Hachémites, une des plus grandes dynasties arabes régnant au Moyen-Orient. Son père, le prince Ra'ad bin Zeid, était chef de la Maison royale d'Irak et de la Syrie et prétendant au trône irakien. Cousin éloigné du roi de Jordanie Abdallah II, Zeid Al Hussein n'est cependant pas appelé à régner.

Il a fait ses études dans les universités Johns Hopkins (Etats-Unis) et Cambridge (Royaume-Uni), où il a obtenu son doctorat en 1993. Il est marié depuis 2000 avec l'Américaine Sarah Butler, qui a aussi travaillé pour l'ONU et l'Unicef. la-croix.com 18.06.2014

Massacre ordinaire. Une preuve matérielle contre une allégation, Libération privilégie l'allégation.

- Syrie. Bavure américaine près d'Alep ? - Libération.fr

Les habitants ont été les premiers à signaler jeudi soir que la frappe était le fait de l'aviation de la coalition dirigée par les Etats-Unis. Les débris des missiles récupérés sur le site confirment que le missile provenait de l'armée américaine. Celle-ci avait annoncé un peu plus tôt «une frappe aérienne sur un rassemblement d'Al-Qaeda en Syrie, dans la province d'Idlib, tuant plusieurs terroristes». La frappe serait tombée à la sortie de la mosquée dans le village d'Al-Jineh, à 30 km d'Alep. Bilan : une cinquantaine de morts, principalement des civils. Le Pentagone a démenti, montrant une photo aérienne d'une mosquée toujours debout. Libération.fr 17.03

Quand cette photo a-t-elle été prise ?

Reuters - ...le capitaine Jeff Davis, porte-parole du Pentagone, a montré à la presse des photos du site qui, a-t-il dit, ont été prises après le bombardement. On y voit une mosquée intacte située à côté de la cible localisée par le Pentagone. Reuters 17.03

J'ai regardé et téléchargé cette photo, effectivement la mosquée semble intacte, par contre un bâtiment situé à une quinzaine de mètres de la mosquée est complètement détruit et une voiture se trouvant dans la rue séparant la mosquée et ce bâtiment est entièrement calcinée, donc les personnes qui se trouvaient à cet endroit-là après être sortis de la mosquée n'avaient aucune chance d'en réchapper.

Et puis, depuis quand devrait-on croire sur parole le Pentagone ? Pourquoi le Pentagone ne montre-t-il toujours pas les images des 84 caméras de surveillance situés aux abords de leur bâtiment et sur lesquels figurent l'objet volant qui l'a percuté le 11 septembre 2001 après avoir confisqué ces 84 films ?

Le gouvernement fasciste avec lequel s'accommode l'UE, Wahington, l'OTAN et l'ONU

Et Paris évidemment...

- À Riga, le défilé de la Waffen SS hué par les habitants - Sputnik

Dans la capitale lettone, le 16 mars est toujours une journée sensible: c'est le jour du défilé annuel des partisans de la Waffen SS, une armée connue pour son soutien au régime nazi.

Cette année, tout comme les années précédentes, la manifestation a été accompagnée par des slogans antifascistes tels que « La Honte de la Lettonie » ou « Le fascisme ne passera pas! ». Quelques participants antinationalistes venus de différents pays européens ont déployé des affiches avec des devises antifascistes et contre les légionnaires lettons.

Les vétérans de la Waffen SS et leurs recrues n'étaient pas les seuls destinataires de ces huées, certains hommes politiques participant à la marche en soutien aux légionnaires étant également visés.

Six députés et plusieurs ministres du groupe nationaliste ont assisté à cet événement selon les informations de l'agence balte « Delphi ». Ils sont venus malgré les appels de Maris Kucinskis, Premier ministre letton, à se tenir à l'écart de cette manifestation afin de ne pas salir la réputation du pays en s'affichant avec des néo-nazis. (Le titre était justifié puisqu'il y a des ministres nazis dans le gouvernement letton actuel. - LVOG)

D'après la police, le défilé a rassemblé plus de 2 000 personnes dont la plupart sont des jeunes hommes qui chantaient des chansons nationalistes et scandaient « La Lettonie aux Lettons » ou encore « Défendons notre pays ».

À en juger d'après les propos d'Alexandre Goponenko, politologue antifasciste, on a pu observer un sérieux changement dans le comportement des manifestants par rapport aux années précédentes.

« Si avant ils marchaient en baissant les yeux maintenant, ils le faisaient avec beaucoup plus d'aisance », a-t-il fait remarquer à Rossiskaya Gazeta.

Selon M. Goponenko, nombreux sont les effectifs de l'Otan en poste sur les bases militaires lettonnes qui ne se sont pas prononcés contre ces manifestations.

« Les pays occidentaux commencent petit à petit à s'habituer à l'impunité des successeurs des fascistes et ont cessé de lutter contre la propagation des idées ultra radicales. Cela pourrait avoir des conséquences néfastes pour l'Europe », a-t-il déploré.

La Waffen-SS était la branche militaire de l'armée politique du régime nazi uniquement constituée de nationaux-socialistes convaincus, soumis à de sévères critères de sélection notamment basés sur les théories raciales nazies. Sputnik 16.03

France. Bienvenue chez les mutants ou en route vers la lobotomie générale.

- Ecrans. Les ados surconnectés. - Libération.fr

Toujours plus équipés et toujours plus connectés : les 13-19 ans passent plus de 15 heures par semaine sur Internet (1 h 30 de plus qu'en 2015), tandis que les 7-12 ans y passent en moyenne 6 h 10 et les 1-6 ans plus de 4 h 30, selon l'étude annuelle «Junior Connect», publiée mardi. En outre, 88 % des 13-19 ans possèdent un smartphone et leur consommation de vidéos, notamment via YouTube, est en train d'exploser. Liberation.fr15.03

C'est dingue, non ?

Le Ministère de la Vérité ou la machine à fabriquer du consentement à l'occasion de l'élection présidentielle française.

Surtout n'allez pas les accuser de parti pris, de manquer d'impartialité, d'être animées d'arrière-pensées inavouables, etc. ils vous traiteraient de comploteurs.

L'introuvable fait-divers évoqué par François Fillon en meeting - Le Huffington Post

Mais d'où vient cette histoire sordide racontée par François Fillon? C'est la question que s'est posé vendredi 10 mars Le Dauphiné Libéré puis l'émission de C8 "La Nouvelle édition". Le Huffington Post

François Fillon : polémique autour de ses costumes de luxe - Franceinfo

François Fillon: une "nouvelle campagne" sous assistance respiratoire - Le Huffington Post

François Fillon mis en examen, une première pour un candidat à la présidentielle - Franceinfo

Pour la première fois, un candidat à la fonction suprême a été mis en examen ce mardi 14 mars. Franceinfo

Qui est le déontologue de l'Assemblée nationale ? - Franceinfo

Le déontologue de l'Assemblée nationale s'est saisi lundi 13 mars de l'affaire des costumes de François Fillon, révélée par Le Journal du Dimanche. Franceinfo

Des virements des enfants Fillon intriguent les enquêteurs - LeParisien.fr

Sur les 46 000 euros nets touchés par Marie Fillon comme attachée parlementaire de son père au Sénat, celle-ci aurait rétrocédé environ 33 000 euros sur le compte joint de ses parents. LeParisien.fr

Pour trois quarts des Français, Fillon a tort de se maintenir - Reuters

Trois quarts des Français (75%) jugent que François Fillon, fragilisé par une enquête sur des emplois potentiellement fictifs de

sa famille, a tort de maintenir sa candidature à la présidentielle, selon un sondage Odoxa publié vendredi. Reuters 17.03

À Châteauroux, Marine Le Pen va plus loin dans le discours complotiste - Le Huffington Post

On le sait, le "système" est l'une des cibles favorites de la présidente du Front national. Mais à Châteauroux ce samedi 11 mars, Marine Le Pen est allée encore plus loin dans la rhétorique complotiste...Le Huffington Post

Marine et Jean-Marie Le Pen ont-ils sous-évalué leur patrimoine ? - Franceinfo

Selon le journal Le Monde, Marine Le Pen et son père, Jean-Marie, sont sous le coup de deux procédures de redressement fiscal. Ils auraient sous-estimé une partie de leur patrimoine immobilier. Franceinfo

Dans le même registre.

- Bienvenue dans les années 1930 - Slate.fr

Les similitudes entre le monde des années 1930 et le nôtre, après le Brexit et l'élection de Trump, sont bien plus nombreuses, pertinentes et inquiétantes qu'on pourrait le croire. Rejet des élites... Slate.fr

- La Moldavie interdit à ses responsables de se rendre en Russie - Reuters

- Graves violations des droits de l'homme dans le sud-est turc - Reuters

Environ 2.000 personnes ont été tuées et des quartiers entiers rasés dans le sud-est de la Turquie au cours des dix-huit derniers mois, disent les Nations unies vendredi dans un rapport qui fait état en outre de graves violations des droits de l'homme. Reuters

Tiens, une découverte ! La "fake news", c'est de ne pas en avoir parlé plus tôt.

- Pétition pour suspendre un eurodéputé polonais sexiste - AFP

- L'Ukraine se dit rassurée par la nouvelle administration américaine - AFP

L'Ukraine est rassurée par les engagements pris par la nouvelle administration américaine dans le conflit opposant Kiev aux séparatistes de l'est du pays, soutenus par Moscou, a déclaré jeudi à l'AFP le chef de la diplomatie ukrainienne. AFP

Nous rappelons que c'est un régime néonazi qui est en place en Ukraine...

En complément.

Afghanistan: un général appelle à renforcer les troupes américaines - AFP

Le chef des forces américaines au Moyen-Orient s'est prononcé jeudi devant le Congrès pour un renforcement des troupes... AFP

Ils vont avoir du mal à imposer leur nouvelle inquisition.

- Berlin veut durcir l'encadrement juridique des réseaux sociaux - Reuters

Le ministre allemand de la Justice, Heiko Maas, a dévoilé mardi un projet de loi visant à contraindre les réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter à supprimer au plus vite les messages diffamatoires ou menaçants, sous peine de se voir condamnés à de lourdes amendes.

"Ce projet de loi fixe des normes juridiquement contraignantes concernant la façon dont les gestionnaires de réseaux sociaux répondent aux plaintes et les oblige à effacer les contenus illégaux", a déclaré Heiko Maas dans un communiqué.

Les organisations qui ne se conformeront pas aux nouvelles règles encourront une amende de 50 millions d'euros.

En 2015, Berlin a persuadé Facebook, Twitter et Youtube de signer un code de bonne conduite par lequel ils s'engageaient à retirer dans un délai de 24 heures tout discours de haine diffusé sur leurs plateformes.

Le projet annoncé mardi vient graver ces obligations dans le marbre de la loi et oblige les sites de réseaux sociaux à supprimer ou retirer les contenus illégaux, à communiquer régulièrement sur le volume de plaintes déposées et à faciliter les procédures d'alerte pour leurs utilisateurs.

Selon une étude rendue publique mardi par l'Agence de protection de la jeunesse, émanation du ministère de la Justice, YouTube s'est révélé capable de supprimer dans un délai d'une semaine environ 90% des contenus illégaux diffusés sur sa plateforme de publication de vidéos, une proportion plus de deux fois supérieure au taux de 39% atteint par Facebook. Sur Twitter, le bilan est bien plus préoccupant puisque seulement 1% des contenus contestés a été supprimé.

Dans un communiqué, un représentant de YouTube a dit étudier le projet de loi. "Nous allons continuer d'améliorer nos dispositifs pour remédier au plus vite aux discours de haine."

Personne n'était immédiatement disponible chez Facebook pour évoquer le projet de loi que Twitter a refusé de commenter.

L'Allemagne possède déjà une des législations les plus sévères en matière de diffamation, menaces, injures et incitation au crime. Le gouvernement veut aller plus loin dans l'univers diffus et souvent anonyme des réseaux sociaux.

Heiko Maas et d'autres membres du gouvernement d'Angela Merkel disent souhaiter que les réseaux sociaux soient désormais soumis à des contraintes légales similaires à celles des diffuseurs traditionnels plutôt qu'à celles, plus souples, qui entourent les opérateurs télécoms.

La question de la diffusion de messages racistes, appelant à la violence ou d'informations volontairement falsifiées a pris une nouvelle importance depuis l'arrivée ces deux dernières années en Allemagne de centaines de milliers de migrants, à plus forte raison à quelques mois des élections législatives du 24 septembre. Reuters 14.03

A retenir : La menace de la censure du Net devient de plus en plus prégnante. Les messages à caractère raciste est un faux prétexte pour viser les informations diffusées sur le Net en les qualifiant abusivement de falsiiées, informations que les gouvernements et les médias censurent, afin de les faire disparaître. A "quelques mois des élections législatives du 24 septembre" pour que les Allemands votent "bien" ou qu'ils élisent les candidates des partis désignés par l'oligarchie.

- Le guide bidon d'Harvard sur les sites dits de « fausses nouvelles » Par Stephen Lendman - Arrêt sur info 16.03

Les 63'000 dollars de frais de scolarité et de pension versés annuellement par les parents sont-ils justifiés au vu de la qualité de l'enseignement dispensé ?

A la suite de l'opération de remplacement d'une démocratie par une dictature fasciste menée à Kiev par l'Administration Obama, Harvard a exprimé son inquiétude à propos d'une « agression russe » inexistante. Des membres de la Faculté ont fait appel en faveur d'une intervention militaire américaine.

Pas un mot au sujet du soutien américain à la prise du pouvoir par des putschistes, l'opération la plus éhontée menée en Europe depuis la marche sur Rome de Mussolini en 1922.

Aucune explication sur ce plan orchestré à Washington. Silence radio sur une crise majeure survenue en plein coeur de l'Europe et non résolue à ce jour. Trump, qui récolte les pots cassés laissés par Obama, n'a pas encore indiqué clairement où il en était sur la question ukrainienne.

Harvard en rajoute une couche ! Sa bibliothèque universitaire University Library a publié un guide bidon intitulé « Fausses nouvelles, désinformation et propagande ».

Ce guide recommande d'utiliser FactCheck.org, Politifact, Snopes.com, le Washington Post Fact Checker et d'autres prétendus vérificateurs de faits, qui mettent tendancieusement en cause les vérités dites sur les questions importantes, et ont pour fonction de censurer et de dénigrer les sources alternatives fiables d'informations et d'analyses.

Se ralliant aux attendus « politiquement corrects » de l'Amérique profonde, Harvard renonce à la liberté d'expression médiatique et universitaire.

Il vaut mieux ignorer ses « Conseils pour analyser de nouvelles sources ». Le bon sens reste votre meilleur guide pour rester circonspect vis-à-vis de ces médias scélérats et savoir les éviter. Ils sont payés pour mentir, tromper leur monde et inventer de fausses nouvelles – plus l'information sera valable et pertinente, plus elle passera à la trappe.

Harvard a publié une liste de plusieurs centaines de sites qu'il qualifie de « tendancieux », « conspirationnistes », « non fiables », « faux », et autres qualificatifs injustifiés.

Je connais bien une partie d'entre eux, que je considère comme des sources fiables (aux antipodes des médias scélérats payés pour mentir).

21st Century Wire
Activist Post
Antiwar.com
Before Its News.com
Black Agenda Report
Boiling Frogs Post
Common Dreams
Consortium News
Corbett Report
Countercurrents
CounterPunch
David Stockman Contracorner
Fort Russ
Freedoms Phoenix
Global Research
The Greanville Post
Information Clearing House
Intellihub
Intrepid Report
Lew Rockwell
Market Oracle
Mint Press News
Moon of Alabama
Naked Capitalism
Natural News
Nomi Prins
Off-Guardian
Paul Craig Roberts
Pravda.ru
Rense
Rinf
Ron Paul Institute
Ruptly TV
Russia-Insider
Sgt Report
ShadowStats
Shift Frequency
Solari
Sott.net
South Front
Sputnik News
Strategic Culture.org
The Anti-Media
The Duran
The Intercept
The People's Voice
The Saker
The Sleuth Journal
Third World Traveler
Voltairenet
What Really Happened
Who What Why
WikiLeaks
Zero Hedge

Les lecteurs peuvent se fier à ces sites et à tous ceux que la bibliothèque d'Harvard recommande d'éviter. Les sources à proscrire sont celles du New York Times, du Washington Post, de CNN et de toutes les grandes chaînes qui répandent de fausses nouvelles. (Article original: http://sjlendman.blogspot.ch/ - Stephen Lendman 14.03

Présidentielle française.

Aucun "doute" n'est permis : ils sont bien de droite !

- L'aile droite du PS se rallie à Macron - Le Point.fr

Dans une tribune révélée par "Le Figaro", le pôle des réformateurs du Parti socialiste s'apprête à appeler à voter pour le candidat d'En marche !

« Face à ce naufrage qui menace, la candidature d'Emmanuel Macron peut rassembler largement les Français, au-delà de clivages ressentis comme de plus en plus inopérants. Elle marque une rupture générationnelle et son projet ambitieux et crédible représente l'espoir d'un renouveau politique dans lequel le social-réformisme a toute sa place. C'est à la construction d'une nouvelle alliance européenne et réformiste, autour d'Emmanuel Macron, que nous appelons en tant que socialistes. » Le Point.fr 09.03

Crainte et obscur désir.

- Législatives : risque de majorités introuvables - LeParisien.fr

Inquiétude d'un habitué du Parlement : «Pour la première fois, les législatives ne refléteront pas forcément la présidentielle. Cela va valdinguer.»... LeParisien.fr

- Macron entend disposer d'une majorité "cohérente" au Parlement - AFP

La palme du cynisme

- La vidéo touchante de Hollande réconfortant le frère d'une victime de l'Hyper Cacher - LeParisien.fr

Alors on la boycotte cette élection présidentielle ? Alors on la renverse la Ve République ?

- Présidentielle : la Ve République à bout de souffle - LeParisien.fr

C'est une révolte ? Non, sire, c'est une révolution ! Un peu comme le royaume de Louis XVI, la Ve République, fondée il y a presque soixante ans par le général de Gaulle, prend l'eau de toutes... LeParisien.fr

- Pourquoi il est plus urgent de réformer les institutions que de demander une 6ème République - Le Huffington Post

Le doute conçu pour favoriser Macron

Au passage, à 8 jours d'intervalle ils ont employé exactement la même sémantique.

- Gauche : le doute des électeurs socialistes - Franceinfo

Benoît Hamon ou Emmanuel Macron ? Les militants et sympathisants socialistes s'interrogent, doivent-ils voter selon leurs convictions ou voter utile pour contrer la montée du Front national ?

"Personnellement j'hésite entre Hamon et Macron. Le vote utile pour Emmanuel Macron n'est pas exclu", témoigne Alexis Vlandas, militant socialiste. À Bordeaux ce jeudi soir, 9 mars, certains sympathisants de Benoît Hamon sont venus assister au meeting d'Emmanuel Macron pour les aider à faire leur choix. Franceinfo 09.03

Bartolone vient de lancer qu'il voterait Macron dès le 1er tour si Le Pen risquait d'être élu.

- Présidentielle 2017 : les doutes des militants du Parti socialiste - Franceinfo

À Metz (Moselle), à moins de six semaines du premier tour de la présidentielle, les doutes de la gauche s'affichent en vitrine. Ces militants socialistes parcourent tous les jours les rues de la ville pour tenter de remobiliser leur électorat. Mais dans ce quartier populaire, Benoît Hamon n'a pas encore conquis. Électeurs de

François Hollande en 2012, ils sont aujourd'hui déçus et indécis. Cette habitante hésite entre Emmanuel Macron et Benoît

Hamon, qu'elle juge trop effacé. Franceinfo 17.03

Ceux qui appellent à voter Hamon sont des vendus ou des traîtres, des agents du régime.

- Présidentielle 2017 : aux Antilles, Benoît Hamon loue le bilan du quinquennat - Franceinfo

En marche vers le totalitarisme.

- La stratégie de Macron pour grignoter les électeurs à gauche et à droite - Le Huffington Post

- Macron plutôt que Hamon... Dans la tête de Jean-Yves Le Drian - LePoint.fr

- Robert Hue se met En marche ! - LePoint.fr

L'ancien refondateur du PC, "progressiste de gauche", a officialisé son soutien à Macron. Par peur du Front national.

- Test. Qui matcheriez-vous pour une place dans un éventuel gouvernement Macron? - Slate.fr

Swipez à gauche ou à droite et choisissez ceux qui devraient, selon vous, occuper un poste.Nous parlions récemment de l'ambidextrie du candidat Emmanuel Macron, dont les propositions sont un florilège d'idées, neuves ou recyclées, qui brouillent les pistes et semblent transcender le clivage gauche-droite...

Ils osent tout

- Jean-Christophe Cambadélis : "Le prochain président va être élu par défaut" - LePoint.fr

- Vous candidats à l'élection présidentielle, n'oubliez pas l'épargne salariale et l'actionnariat salarié! - Le Huffington Post

- Présidentielle 2017 : Hamon présente un programme économique ancré à gauche - Franceinfo

- Le fric serait-il la came des puissants? - Le Huffington Post

- A Paris, bientôt de nouveaux sièges anti-SDF dans le métro ? - Liberation.fr

- Les Français bien dans leur job - Liberation.fr

- Les crimes de haine en hausse de 23% en 2016 dans neuf villes américaines - Reuters

Stratégie du chaos et de la guerre, décharge et déséquilibré

- Syrie: le double attentat de Damas a fait 74 morts - AFP

- Raid aérien sur un marché de qat au Yémen, 22 morts - Reuters

Au moins 22 civils ont péri et des dizaines d'autres ont été blessés vendredi au Yémen par une frappe aérienne de la coalition sous commandement saoudien sur un marché de qat, une plante narcotique très populaire dans le pays. Reuters

- Ethiopie: un éboulement dans une décharge fait au moins 46 morts - AFP

- Un autobus fonce dans une foule en Haïti, 34 morts et 15 blessés - Liberation.fr

A feu et à sang

- Le Pentagone dément avoir bombardé une mosquée en Syrie - Reuters

- L'armée israélienne tue un jeune Palestinien en Cisjordanie - Reuters

- Israël dit avoir ciblé des armes destinées au Hezbollah en Syrie - AFP

- Plus de 40 réfugiés somaliens tués au large du Yémen - AFP

L'ONU, un instrument mafieux et criminel de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste depuis sa création.

Avis à ceux qui en appellent à l'ONU ou qui refusent de rompre avec, dont évidemment Mélenchon, Hamon...

- Démission d'une responsable de l'ONU au sujet d'un rapport critique d'Israël - AFP

Une responsable des Nations unies a présenté vendredi sa démission après que le patron de l'ONU lui a demandé de retirer un rapport accusant Israël d'imposer aux Palestiniens des conditions pouvant s'apparenter au régime d'apartheid.

"Le secrétaire général de l'ONU (Antonio Guterres) m'a demandé hier matin de retirer (le rapport), je lui ai demandé de repenser sa décision mais il a insisté", a expliqué lors d'une conférence de presse à Beyrouth Rima Khalaf, secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO).

"Sur ce, je lui ai présenté ma démission de l'ONU", a ajouté Mme Khalaf, de nationalité jordanienne.

Auteure du rapport et basée à Beyrouth, la CESAO est composée de 18 pays arabes, dont l'Etat de Palestine comme un membre à part entière, selon son site internet. Elle oeuvre à renforcer la coopération et à promouvoir le développement.

Mercredi, les Etats-Unis, principal allié d'Israël, ont réclamé le retrait du rapport, se disant "outrés" par un texte qui conclut que l'Etat hébreu est "coupable de politiques et de pratiques constitutives du crime d'apartheid".

"Quand quelqu'un publie un rapport (...) diffamatoire au nom de l'ONU, il est pertinent que cette personne démissionne", a réagi l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, à la démission de Mme Khalaf, se félicitant de la décision de M. Guterres de "prendre ses distances" du rapport.

Mercredi, elle s'est engagée, en tant que représentante du président Donald Trump, à défendre Israël bec et ongles au sein de l'organisation.

M. Guterres a accepté la démission de Mme Khalaf mais démenti qu'elle soit le résultat de pressions américaines, a indiqué aux journalistes son porte-parole Stéphane Dujarric, en précisant que le rapport avait été retiré du site internet de la CESAO.

Le patron de l'ONU "ne peut pas accepter qu'un secrétaire général adjoint ou tout autre responsable de l'ONU (...) autorise une publication sous le logo de l'ONU sans consulter les départements concernés et lui-même", a-t-il dit.

M. Dujarric avait plus tôt cette semaine indiqué que le rapport avait été rédigé sans consultations avec le secrétariat de l'ONU, estimant que le texte "ne reflète pas les positions" de M. Guterres.

L'ambassadeur israélien à l'ONU, Danny Danon, s'est félicité dans un communiqué de la démission de Mme Khalaf. "Au fil des années, Khalaf a oeuvré pour porter préjudice à Israël (...) sa mise à l'écart par l'ONU aurait dû intervenir il y a longtemps".

"On s'attendait bien sûr à ce qu'Israël et ses alliés exercent des pressions énormes sur le secrétaire général de l'ONU pour qu'il désavoue le rapport et qu'ils lui demandent de le retirer", a indiqué Mme Khalaf lors de son point de presse.

"Il est normal que le criminel s'attaque à ceux qui défendent la cause de ses victimes mais je ne peux accepter d'être soumise à ces pressions", a-t-elle dit en lisant sa lettre de démission à M. Guterres.

Selon le rapport, dont l'un des auteurs est Richard Falk, un ex-Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme dans les Territoires palestiniens, "Israël est coupable d'imposer un régime d'apartheid au peuple palestinien (ce qui constitue) un crime contre l'humanité". AFP 17.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Corée du Sud

- Corée du Sud: la Cour constitutionnelle limoge la présidente - AFP

La désormais ex-président de Corée du Sud, le 29 novembre 2016, à Séoul

La plus haute instance judiciaire de Corée du Sud a entériné vendredi la destitution de la présidente Park Geun-Hye, qui est ainsi emportée par un retentissant scandale de corruption.

Les agissements de Mme Park "ont porté gravement atteinte à l'esprit (...) de la démocratie et de l'Etat de droit", a déclaré le président de la Cour constitutionnelle, Lee Jung-Mi. "La présidente Park Geun-Hye (...) a été congédiée".

La décision unanime des juges de la Cour, qui valident ainsi la destitution le 9 décembre de Mme Park par l'Assemblée nationale, constitue le point d'orgue politique de ce scandale à rebondissements.

Elle signifie que Mme Park doit quitter la Maison bleue, la présidence sud-coréenne, et qu'une élection présidentielle anticipée devra être organisée sous 60 jours.

Mme Park, premier chef de l'Etat sud-coréen limogé de la sorte, perd aussi son immunité présidentielle, ce qui l'expose à d'éventuelles poursuites judiciaires.

Le scandale est centré sur la confidente de l'ombre de la présidente, Choi Soon-Sil, jugée pour avoir soutiré des millions de dollars à de grands groupes industriels.

La Cour a estimé que Mme Park avait enfreint la loi en permettant à son amie de se mêler des affaires de l'Etat.

"Le président doit user de son pouvoir conformément à la Constitution et aux lois et les détails de son travail doivent être transparents, afin que le peuple puisse évaluer son travail", dit l'arrêt.

"Mais Mme Park a complètement dissimulé les ingérences de Mme Choi dans les affaires de l'Etat, les a démenties quand des soupçons ont émergé et a même critiqué ceux qui avaient émis ces soupçons". AFP 10.03

Egypte

Révolution de palais ou le "printemps arabe"

- Libération pour Moubarak, fin symbolique du Printemps arabe en Egypte - AFP

La libération décidée lundi par la justice de l'ex-président Hosni Moubarak, qui a régné d'une main de fer pendant 30 ans, vient clore symboliquement le chapitre du Printemps arabe en Égypte.

La fin des affaires judiciaires et la future remise en liberté de M. Moubarak, 88 ans, mettent un point final aux déboires de l'ex-président, qui avait été contraint de quitter le pouvoir le 11 février 2011, à l'issue d'une révolte de 18 jours réprimée dans le sang.

"L'idée du Printemps arabe a cessé d'exister en Egypte", a affirmé lundi à l'AFP Mai Mogib, professeur de Sciences politiques à l'Université du Caire.

Selon elle, "discuter de Moubarak et des symboles de son temps est (désormais) acceptable dans les médias et dans la rue".

Après un intermède démocratique entre la mi-2012 et la mi-2013, qui a vu l'élection de l'islamiste Mohamed Morsi à la présidence, le pays est retombé entre les mains des militaires avec Abdel Fatah al-Sissi, qui a renversé le premier président civil du pays.

L'opposition islamiste a été laminée et nombre de leaders du Printemps arabe ont été emprisonnés ou contraints à l'exil.

Quant à la situation économique du pays, calamiteuse, elle est devenue la préoccupation majeure des Égyptiens.

M. Moubarak a été jugé dans deux grandes affaires depuis son départ du pouvoir.

Dans l'un des principaux dossiers, il a été accusé d'avoir incité au meurtre des participants aux manifestations pendant la révolte, au cours de laquelle quelque 850 personnes ont été tuées lors d'affrontements avec la police.

Il a été condamné à la prison à vie en juin 2012 mais un nouveau procès avait été ordonné par la justice.

En novembre 2014, un autre tribunal qui le rejugeait avait finalement ordonné l'abandon des accusations, blanchissant ainsi M. Moubarak, mais le parquet avait introduit un recours en cassation.

Le 2 mars dernier, la cour de Cassation a finalement confirmé l'abandon des charges.

Dans un autre grand procès, la cour d'appel avait confirmé en janvier 2016 une peine de trois ans de prison pour M. Moubarak et ses deux fils, Alaa et Gamal, dans une affaire de corruption.

Il était accusé avec eux d'avoir détourné plus de 10 millions d'euros, alloués à l'entretien des palais présidentiels. Outre les trois ans de prison, tous trois ont été condamnés ensemble à payer une amende de 125 millions de livres égyptiennes (environ 15 millions d'euros) et à rembourser à l'État 21 millions de livres (2,5 millions d'euros).

Pour cette affaire, M. Moubarak a purgé sa peine et ses deux fils ont été remis en liberté. AFP13.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- L'Italie vote un revenu mensuel de 480 euros sous condition - Reuters

Le Parlement italien a approuvé jeudi un plan de lutte contre la pauvreté qui prévoit le versement sous condition de 480 euros par mois aux plus défavorisés.

Il s'agit de la première tentative d'instauration en Italie d'un revenu permanent pour les familles dans le besoin.

Les allocataires devront s'engager à scolariser les enfants, à les faire vacciner et, pour les chômeurs, à rechercher un emploi.

"A la base, il s'agit d'un programme qui ressemble à ceux dont disposent presque tous les pays de l'Union européenne, qui visent à soutenir ceux qui vivent dans la pauvreté", a déclaré Raffaele Tangorra, directeur général pour la politique sociale au ministère de Travail.

Le nombre de personnes en graves difficultés matérielles s'est établi à 11,5% de la population en 2015 en Italie, contre en moyenne 8,5% dans le reste de l'UE, selon l'Institut de la statistique (Istat).

Ceux qui vivent dans la "pauvreté absolue" sont 4,6 millions de personnes, soit 7,6% de la population, contre 6,8% en 2014.

Le taux de chômage en Italie oscille autour de 12% de la population active depuis 2013. Le taux de chômage des jeunes est d'environ 40%.

La Finlande est le premier pays de l'Union européenne à avoir mis en place cette année une expérience-pilote de revenu universel pour les chômeurs. Environ 2.000 sans-emploi pris au hasard reçoivent 560 euros par mois sans condition. Reuters 09.03

Haut de page

Le 21 mars 2017

CAUSERIE

Ici il fait déjà 41°C à l'ombre, c'est dur ! Je me suis relu très vite tellement j'avais hâte de fuir le bureau, tant pis pour les fautes... Et dire que je vais devoir cuisiner pendant 2 heures !

Précision.

Je rappelle qu'il était reproché à M.Berruyer qui anime Les-crises.fr par les inquisiteurs du Monde (Décodex) et Antipresse, d'avoir supprimé 600 articles de son blog, et en me livrant à une rapide vérification j'avais pu constater qu'effectivement des articles n'étaient plus disponibles sur le Net. Il vient de répondre trois semaine plus tard. Ses explications sont convaincantes si on lui attribue le bénéfice du doute. Il a eu tort d'estimer que les personnes qui se posaient des questions somme toute légitimes seraient sous l'influence des chiens de garde de la pensée unique ou du Monde.

Cela dit, j'ai peut-être été injuste envers M.Berruyer il se peut qu'il ait négligé la gestion des archives de son blog au profit de la rédaction d'articles de fond, ce qui n'est pas un crime, puisque je regrette de ne pas disposer de temps pour me livrer à cette activité qui de ce fait se trouve être diluées dans les causeries. Je n'avais pas pris suffiamment en compte que nos activités étaient sensiblement différentes.

Par souci d'impartialité j'ai contacté M.Berruyer et j'attends sa réponse.

Bien mal acquis ne profite qu'un temps...

Un internaute : "Il est urgent de ne plus considérer comme acquis ce que nous avons construit grâce à l'argent."

Il corrompt tout, y compris ceux qui n'en ont pas et qui voudraient en avoir pour imiter ceux qui en ont... Voilà ce qui arrive quand on n'a pas d'autre idéal.

Il est de bon ton de dire que l'argent ne fait pas le bonheur mais y contribue, tout comme l'économie de guerre contribue à la paix, ne vivez-vous pas en paix ?

Comment le bonheur des uns fait le malheur des autres.

Le 20 mars est la date définie par l'ONU comme celle du « bonheur » et du « bien-être ». Soutenue par Ban Ki-moon et votée à l'unanimité par les États membres de l'ONU, la résolution instaurant cette journée est entrée en vigueur en juillet 2012.

Sur les 155 pays étudiés, les 10 premiers du classement sont des pays développés (Norvège, Danemark, Islande, Suisse, Finlande, Pays-Bas, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie, Suède). La Norvège détrône ainsi le Danemark (1er en 2016) et la Suisse (vainqueur en 2015). La France, classée à la 31e place derrière les États-Unis (14e), l'Allemagne (16e) et le Royaume-Uni (19e)

Même si les pays qui caracolent en tête sont tous développés et riches, le rapport souligne que l'argent n'est pas le seul ingrédient de la recette du bonheur.

Il énumère notamment "la compassion, la liberté, la générosité, l'honnêteté, la santé, les filets sociaux et la bonne gouvernance" comme étant les critères fondamentaux pour favoriser le bonheur. La méthodologie utilisée consiste à demander à un échantillon d'environ 1 000 personnes de répondre à une série de questions sur la perception de leur qualité de vie sur une échelle de 1 à 10. lepoint.fr et AFP 20.03

Et ils en sont fiers !

- Armement : la France, supermarché de l'Arabie saoudite - LePoint.fr

François Hollande a autorisé la vente à Riyad de 455 millions d'euros d'armes, dont une grande partie pourrait être destinée à la guerre au Yémen.

Une autorisation administrative portant sur une vente considérable d'armements à l'Arabie saoudite a agité le microcosme ces dernières semaines. D'un côté, le ministère des Affaires étrangères et Matignon y étaient réticents, arguant que ces matériels étaient destinés à la guerre au Yémen. De l'autre, le ministère de la Défense estimait que l'allié saoudien devait être soutenu sans restriction. Il a finalement obtenu gain de cause.

Quand la France annonce 20 milliards d'euros de prise de commandes d'armements pour l'année 2016, elle se flatte de monter sur le podium mondial des marchands d'armes. LePoint.fr 20.03

Et pendant ce temps-là les affaires continuent.

- L'Arabie saoudite et la Chine signent pour 65 milliards de dollars de contrats - Réseau Voltaire 20.03

Quand l'UE se substitue à l'ONU.

- Armes chimiques: Sanctions européennes contre 4 militaires syriens - Reuters

L'Union européenne a imposé lundi des sanctions contre quatre hauts responsables militaires syriens accusés d'avoir utilisé des armes chimiques contre des civils, des mesures du même genre ayant été bloquées aux Nations unies par les vetos de la Russie et de la Chine. Reuters 20.03

Les maîtres du monde. LePentagone et la CIA détiennent le pouvoir de tuer qui bon leur semble dans le monde.

- La CIA autorisée à tuer des suspects par drones: plus de décès sur les ordres US? - Sputnik

Le chef de la Maison-Blanche a donné le feu vert à la Central Intelligence Agency (CIA) à organiser des attaques de drones contre les positions de « militants présumés », a annoncé le Wall Street Journal, citant des sources officielles américaines.

Trump donne carte blanche à la CIA pour éliminer des suspects avec des drones Pourtant, Laurie Calhoun, chargée de recherche au Independent Institute et auteur du livre « We Kill Because We Can: From Soldiering to Assassination in the Drone Age » (« Nous tuons parce que nous le pouvons: du métier de soldat au meurtre à l'âge des drones ») estime que Donald Trump n'est pas le premier à avoir autorisé la CIA à éliminer les terroristes présumés à l'aide de drones. Selon elle, l'administration Obama y a eu recours « au moins jusqu'en 2013, et même peut-être après ».

« Je ne voudrais pas utiliser le terme "fausses nouvelles" mais le Wall Street Journal a en quelque sorte déformé la perspective: M. Trump n'a pas été le premier à avoir donné ces pouvoirs à la CIA, c'était la politique d'Obama », a expliqué Laurie Calhoun à Sputnik.

Néanmoins, la différence principale entre M. Trump et M. Obama est que l'ancien président prenait de temps en temps lui-même la décision concernant ce type d'attaque alors que le nouveau dirigeant américain « veut renoncer complètement à participer à la prise de décision quant à la faisabilité des frappes aériennes sans pilote », selon Mme Calhoun.

« En tant que commandant en chef, il (Donald Trump, ndlr) remet toute la responsabilité des décisions de ce type sur le Pentagone et sur la CIA, et c'est mauvais car ils sont prédisposés à assassiner », a-t-elle ajouté.

« Ainsi, nous voyons une sorte de fusion des concepts "opérations militaire" et "opération secrète", aboutissant à l'augmentation de personnes tuées sur les ordres du gouvernement des États-Unis », a conclu Laurie Calhoun.

Les États-Unis ont été les premiers à utiliser des avions sans pilote munis de missiles pour tuer des militants présumés dans les années qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 contre New York et Washington.

Les attaques de drones Predator et Reaper armés de missiles contre des cibles outre-mer ont commencé sous le président George W. Bush et poursuivies par Barack Obama. Sputnik 16.03

Le bonheur c'est aussi de crever tranquillement pendant son sommeil. C'est injuste.

Décès du milliardaire philanthrope américain David Rockefeller - Reuters

Le milliardaire et philanthrope américain David Rockefeller, ancien président de la Chase Manhattan Bank et patriarche d'une des familles américaines les plus illustres, s'est éteint lundi à New York, à l'âge de 101 ans, a annoncé sa famille.

Lorsqu'il fut à la tête de la Chase, de 1969 à 1981, Rockefeller établit un tel réseau de relations étroites avec des gouvernements et des multinationales que les observateurs dirent que la banque avait sa propre politique étrangère.

En 1973, Rockefeller fonda la "Trilatérale", organisation privée qui censée favoriser les relations entre l'Amérique du Nord, le Japon et l'Europe de l'Ouest et qui regroupa des personnalités d'influence.

L'ancien président George H.W. Bush a salué en lui "l'un des plus généreux philanthropes" et "un précieux conseiller" par "ses relations et sa compréhension des problèmes". "Il était l'homme d'affaires parfait", utilisant "son nom et sa fortune pour faire le bien, ici comme à l'étranger", a souligné l'ex-président Bill Clinton. Reuters et huffingtonpost.fr 20.03

Il présidait aussi le groupe Bilderberg, rassurez-vous la relève est assurée...

Leur stratégie. Une fois que le peuple spolié de toute représentation s'est détourné de la politique, tout est possible.

Depuis des années, j'explique qu'aux Etats-Unis leur objectif avait été de dégoûter, de détourner les travailleurs de la politique en combinant plusieurs procédés et en procédant par plusieurs étapes, en corrompant leurs représentants qui abandonneront le combat pour des réformes sociales à caractère politique (ou collectif) dans un premier temps, donc qui adopteront le régime et ne contesteront plus les institutions ou le capitalisme, pour ensuite favoriser le tryptique fantasmagorique drogue, sexe and rosk'n roll autour duquel ils forgeront la mythique opposition entre démocrates et républicains (entre libéraux ou progressistes de gauche et conservateurs ou puritains de droite), destinée à incarner ou à se substituer à la lutte des classes, le mouvement ouvrier se fondant littéralement dans le parti démocrate, au point plus tard que leur collusion avec l'oligarchie s'afficherait ouvertement sans entraîner de réactions (organisées) une fois parvenu à un niveau tel de décadence ou de décomposition, processus inconscient dont la phase ascendante est terminée ou qui semble avoir atteint ses limites. Quelque 70 ans plus tard, la majorité des travailleurs américains vient de rejeter démocrates et républicains.

En France, nous n'en sommes encore qu'au début de ce processus qui s'est accéléré sous Hollande. C'est Macron qu'apparemment ils ont désigné pour franchir l'étape suivante, qui doit consister à copier le modèle américain en fondant un parti démocrate sur les cendres du PS qui alternerait au pouvoir avec LR, les primaires ayant été conçues uniquement dans cette perspective-là, ce qui se confirmera si Macron devait figurer au second tour de la présidentielle face à Le Pen, puisqu'il serait soutenu par le PS et ses satellites ou alliés électoraux, LR se réfugiant d'avance dans le statut d'opposition parlementaire de manière à ce que les rôles des uns et des autres soient respectés, tous les autres partis sortant affaiblis, divisés, en crise après cette expérience, complètement marginalisés et impuissants.

La candidature de Macron est davantage politique que celle Fillon, avec Macron ils peuvent espérer en finir avec le PS en prime. Et puis si Fillon ne rompait pas avec la stratégie favorisant le complexe militaro-industriel-financier puisque c'est impossible au regard de la crise du capitalisme, en revanche en s'opposant à la guerre froide avec la Russie, c'est un des principaux arguments pour justifier l'augmentation du budget de la défense qui disparaîtrait, il ne leur resterait plus que la menace du terrorisme pour le justifier, ce qui serait un peu léger, à moins qu'ils fomentent de nouvelles guerres, de ce côté-là ils ne sont jamais à court d'imagination. On notera au passage que la propagande de guerre de l'OTAN contre la Russie profite autant au complexe militaro-industriel-financier qu'à Poutine qui peut ainsi justifier l'augmentation du budget de la défense de la Russie et la politique d'austérité qu'il impose à la classe ouvrière.

Si à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ils ont pu se lancer aux Etats-Unis dans le maccarthysme, c'était auréolé de leur victoire sur l'Allemagne et le Japon, ils s'en servirent pour finir de corrompre, briser ou disloquer le mouvement ouvrier américain, mais en Europe, en France et en Allemagne ou encore en Italie une telle stratégie était impensable du fait que c'était l'Armée rouge qui allait libéré l'Allemagne du nazisme et les militants des partis communistes qui en France et en Italie avaient largement contribué à la libération de ces pays des régimes inféodés au nazisme. Il leur faudra attendre l'implosion de l'URSS pour finir de pourrir le mouvement ouvrier et espérer liquider les partis qui se réclamaient de la classe ouvrière ou du socialisme d'ici quelques décennies.

Si en Allemagne le mouvement fut amorcé dès la fin des années 50 en réponse à la construction du mur de Berlin, ce n'est qu'à partir de la réunification qu'il prendra un nouvel élan qui se concrétisera 10 ans plus tard avec l'adoption de Hartz IV ou de l'agenda 2000 par Schröder sans entraîner une mobilisation massive du mouvement ouvrier en Allemagne pour avoir achevé en douceur son tournant social-libéral, la CDU et le SPD alternant au pouvoir en poursuivant la même politique réactionnaire pendant plus de 50 ans sans jamais qu'aucun parti ne constitue une menace pour le régime.

C'est en France que la situation allait s'avérer la plus compliquée pour mettre en oeuvre la même stratégie consistant à lier ouvertement les principaux partis au régime. Une première tentative eut lieu en 1983 sous la forme d'une déclaration où le PS faisait allégeance à l'économie de marché ou au capitalisme, donc abandonnant officiellement le socialisme. Dès 1958 de Gaulle s'était fixé comme objectif de liquider les partis et les syndicats qu'il souhaitait intégrer à l'Etat, ils le seront davantage par la suite sans pour autant en finir avec le clivage mythique de la gauche et de la droite qui constituait un obstacle au tournant corporatiste qu'imposait la crise du capitalisme, parce que même de manière déformé il continuait de rythmer la lutte des classes qu'il s'agissait à tous prix de neutraliser. De Gaulle échouera lors du référendume de 1969 à avancer davantage dans cette voie, sans pour autant que la classe dominante renonce à son objectif. Dès que les prémices de la chute prochaine de l'URSS virent le jour et plus encore par la suite, le PS se hâta de se défaire des oripeaux honteux du socialisme suivi de peu par le PCF, ces deux partis n'ayant plus aucune raison de se présenter sous un faux masque, le PCF abandonnant la dictature du prolétariat au profit de la dictature du capital, conversion officielle qui devait sceller leur destin ou mener à leur disparition à terme, le PCF ne devait plus que survivre artificiellement accrochés aux basques du PS qui apparaissait de plus en plus comme un parti de droite ou de la réaction au point que la question de son existence allait être posée. C'est Hollande et son gouvernement qui lui porteront le coup de grâce à partir de 2012, légitimer par le mouvement ouvrier qui avait appelé à voter pour lui et qui à partir de là était voué à connaître le même sort.

On aura observé qu'aux Etats-Unis, en Allemagne ou en France, en fait dans tous les pays, cette stratégie de confiscation du

pouvoir politique au profit de l'oligarchie allait se réaliser pas à pas grâce au soutien indéfectible du mouvement ouvrier corrompu. On en est rendu au stade où en France un candidat de l'oligarchie incarnant ni la droite ni la gauche nous dit-on, alors qu'en réalité il les incarne tous les deux, inconnu il y a peu et jamais élu il prendrait la direction de la 6è puissance mondiale.

En représentant à la fois la droite et la gauche, cela lui permettrait s'il était élu d'estimer illégitime toute opposition à sa politique d'où qu'elle viendrait, de neutraliser pour ainsi dire ses opposant ce dont nous avons déjà un avant-goût, à ceci près qu'une fois passées la fiction des élections, la réalité de la lutte de classes reprendrait ses droits et Macron se trouverait dans l'incapacité de continuer à tenir le même langage ou plus personne ne l'écouterait, il deviendrait la cible à abattre, parce que la nature ultraréactionnaire de sa politique et de ce qu'il incarne passerait au premier plan et pourrait servir de déclencheur à un gigantesque soulèvement populaire...

Avec Fillon président les choses se présenteraient autrement, les rapports entre LR et le PS ainsi que les syndicats demeureraient inchangés et ils continueraient leur jeu de rôles qui a plutôt réussi au régime jusqu'à présent. On voit bien ici qu'on est en présence de deux dispositifs distincts qui se différencient par la manière dont ils se disposent par rapport au mouvement ouvrier.

Avec Macron, ce serait un coup de massue brutal porté au mouvement ouvrier pour exiger son abdication sans condition, le neutraliser avec les risques de réactions violentes qui pourraient en résulter de la part de nombreux militants sincères combattant au côté de la classe ouvrière, sans parler de la crise que cela provoquerait dans les syndicats et les partis dits ouvriers. Avec Fillon, on resterait dans le jeu classique de la collaboration de classes qui a pourri le mouvement ouvrier, avec les concessions à la marge que cela induirait en échange de la paix sociale, ce que rejette une partie de l'oligarchie qui a opté pour Macron où la manière forte.

Macron ou les banksters au pouvoir

Parole d'internaute.

1- Las Vegas, bon choix “indeed”. Les valeurs progressistes? Fric et égoïsme. Le patron? Bienfaiteur de l’humanité. La logique? y’en a pas. Ils s’en tapent.

Il y a quoi autour de Las Vegas? Rien, un désert avec des cadavres plus ou moins bien enterrés pendant la nuit.

Trois exemples cinématographiques sur Las Vegas:

Casino (Scorcese), Show-girls (Verhoeven), Les Diamants sont éternels (Hamilton).

Quel choix Ô combien révélateur de leur vision du monde. La Sodome et Gomorrhe moderne.

2- En 2012, la banque Rothschild est mandatée pour la cession des actifs de Nestlé au laboratoire pharmaceutique Pfizer pour un montant de 9 milliards d’euros, et c’est Emmanuel Macron qui est aux manettes. Dans cette opération, la banque aurait pu recevoir entre 1,5% et 3% de la transaction sous forme de commission. Et quelle commission Emmanuel Macron a-t-il réussi à négocier ? Les deux entreprises siégeant en Suisse et aux Etats-Unis, certaines rémunérations auraient-elles pu se faire en dehors de la juridiction française ? Et dans le cas d’une rémunération sous forme de dividendes (ce qui est aussi une possibilité) sur combien d’années les étalements ont-ils été prévus ?

3- La naïveté à l’égard d’un Canard, en réalité totalement inféodé à ses sources – du style les copains de promo de Macron sortant un dossier de Bercy pour le transmettre à un Gaillard pas exactement “nanar” – laisse rêveur. Sérieusement, vous croyez que les salaires particulièrement juteux du Canard – outres les célèbres “chocolats” – pour pondre quelques lignes par semaine (et toucher allègrement ailleurs) ne justifient pas certaines compréhensions, sinon certaines connivences ?

Quant à l’absence d’enrichissement personnel chez Macron… euh, comment dire ? sans même trop s’interroger sur les potentiels conflits d’intérêts du dossier SFR débloqué par Macron pour son copain Drahi (M. Paradis Fiscal qui le lui rend bien aujourd’hui), le montage assez curieux de “l’Airbus du parapétrolier” Technip / FMC (avec l’ancien employeur de Macron aux dividendes), les arrières-plans des ventes des aéroports de Toulouse (pacte secret) Nice et Lyon etc. on a juste un ministre en exercice qui met à profit un voyage officiel à Londres pour faire une levée de fonds, se fait organiser sur fonds publics une petite soirée de promo perso à Las Vegas et qui a pompé 120 000 euros de frais de bouche à Bercy pour préparer sa candidature et recevoir jusqu’à ses “amis Facebook”…

Bref encore un chevalier blanc. Lui aussi s’est engagé à se retirer s’il était mis en examen… à suivre ?

4- J’ajouterais que si vous avez un sujet sérieux, par exemple dans l’espace social la manière dont EDF malgré ses obligations a longtemps contourné la mise en oeuvre des tarifs sociaux de l’énergie (en arnaquant au passage les plus démunis) ce n’est pas

la peine d'espérer que le volatile doré sur feuille s'en préoccupe. J'ai testé, avec démontage complet du système à l'appui.

Le fond de commerce du Canard, ce sont les règlements de comptes entre politiques, servis sur un plateau à la rédaction. Les fichiers ou les photocopies arrivent bien chauds rue St Honoré, deux coups de fil pour la sauce et un petit rewriting puis quelques verres dans l'annexe en face et voilà. Un petit billet de 7000 balles tombera à la fin du mois et les chocolats en fin d'exercice.

D'où toute l'ironie de la dénonciation, par les mêmes, des tambouilles Pénélope etc.

L'ironie suprême étant que contrairement aux fantasmes de ses lecteurs le Canard laqué ne pratique pas un journalisme d'investigation.

Il fonctionne, en réalité, comme ces vieilles feuilles de chantage, au fil du courant et de ses propres intérêts pas du tout désintéressés.

5- En marche vers un scandale Servier

Hasard ou conséquence, le leader d'En Marche plaidait quelques jours plus tôt pour mieux rembourser les médicaments vendus par… les laboratoires Servier.

Irène Frachon a relevé que le "représentant santé" (et principal inspirateur du programme d'E. Macron), Jean-Jacques Mourad, était en fait rémunéré par le laboratoire Servier.

Son frère, Bernard Mourad, ancien de Morgan Stanley, conseiller bancaire de Drahi, négocie avec le milliardaire le rachat de SFR. A. Montebourg alors ministre s'y oppose, remplacé par E. Macron, Drahi emporte le morceau. Sitôt E. Macron candidat, Bernard Mourad devient un de ses plus proches conseillers… https://blogs.mediapart.fr/jberman/blog/070317/macron-en-marche-vers-un-scandale-servier?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xtor=CS3-66

6- L'implosion en cours du PS pour favoriser une alliance "droite gauche" afin de contrer les… « populismes », l'alliance avec Bayrou et un programme néo libéral, progressiste et européiste soutenu par les milieux politico- financiers pourrait donner naissance à un parti "démocrate" en opposition au parti Républicain!

7- Lors de la vente de l'aéroport de Toulouse Blagnac bradé aux Chinois (Groupe Casil Europe / 49.9 % des parts , des irrégularités, abus de pouvoir auraient été commis par le ministre de l'économie de l'époque, un certain Emmanuel Macron http://www.ladepeche.fr/article/2017/02/28/2525795-privatisation-de-l-aeroport-macron-dans-le-viseur.html

Concessions autoroutières : opacité d'État

Emmanuel Macron, avant de démissionner de son poste, a fait appel du jugement de la CADA. La décision n'interviendra donc pas avant les élections présidentielles. Quels sont les intérêts protégés dont le secret doit être si bien gardé ?

http://www.anticor.org/2016/12/15/concessions-autoroutieres-opacite-detat/

Le pire n'est pas dans les contrats (écrit) mais ce qui est promis autour de la table pendant les négociations !

Les autoroutes avec Raymond Arvrillier (de 15:36 à 26:36)

https://www.franceculture.fr/emissions/les-pieds-sur-terre/des-citoyens-qui-changent-le-monde-4-lorchidee-et-les-autoroutes

8- Il ne vous aura pas échappé j'imagine que Ismaël EMELIEN, le chargé de com de Macron à son cabinet au ministère et maintenant dans sa campagne vient de HAVAS … :

"A 27 ans, Ismaël Emelien, de l'écurie Havas Worlwide (ex Euro RSCG), devient la tête pensante de la com' du nouveau ministre de l'Economie" http://www.lopinion.fr/2-septembre-2014/emmanuel-macron-choisit-communicant-l-ecurie-fouks-15877

Et, suprême, à nouveau, bien sûr, coïncidence, le patron de HAVAS, Yannick Bolloré, roule pour Macron. https://www.mediapart.fr/journal/france/140716/yannick-bollore-en-marche-avec-emmanuel-macron?onglet=full

Les faits leur donnent raison.

- Ils sont tous contre Macron - Liberation.fr

Le candidat d'En marche dispose du plus fort pronostic de victoire au second tour... Liberation.fr

- Présidentielle - Débat : et le plus convaincant a été... Emmanuel Macron ! - LePoint.fr

- Pour E. Macron, "l'état d'urgence doit être maintenu" aussi longtemps que nécessaire - Franceinfo

- Macron accepte d'être dépeint en "populiste", pas en "démagogue" - AFP

Parce qu'être populiste ou démagogue cela ne reviendrait pas au même...

Les néostaliniens et autres opportunistes sont désabusés.

Rappelons que Nikonoff et le Pardem s'étaient lancés dans la course à la présidentielle en voulant présenter un candidat (Nikonoff) et ils ont dû y renoncer.

- Rassemblement pour la démondialisation - Jacques Nikonoff - Le 19 mars 2017.

La chaîne de télévision TF1 organise ce qu'elle appelle faussement le « Grand Débat », lundi 20 mars, avec seulement 5 des 11 candidats à l'élection présidentielle.

Ainsi TF1 prétend choisir à la place des Français les candidats à l'élection présidentielle qui lui semblent dignes d'intérêt. Alors que 11 candidats ont été validés par le Conseil constitutionnel après avoir obtenu au moins 500 parrainages, le système en a sélectionné 5 : Madame Le Pen et Messieurs Fillon, Hamon, Macron, Mélenchon.

TF1 ne respecte pas le principe d'égalité et choisit ceux qui ont le droit de débattre, avec la complicité du CSA et des 5 candidats eux-mêmes ! C'est peut-être ça, d'ailleurs, le plus écœurant. Car ces 5 candidats présélectionnés par le système acceptent cette situation scandaleuse. Elle leur paraît même naturelle puisqu'aucun d'entre eux ne s'est désisté en protestation contre cette manipulation de l'élection.

Ils veulent rester dans le système, recherchent son soutien, et se félicitent que les autres voix soient étouffées pour conserver leur monopole. Jacques Nikonoff.

Il a raison, aucun ne mérite une voix ouvrière. Cela dit, Nikonoff ne va pas jusqu'à appeler au boycott de ces élections truquées, aucun parti dit ouvrier à ma connaissance n'y appelle parce qu'aucun n'entend rompre avec les institutions de la Ve République, CQFD.

Dans quel monde vivent-ils ? Crédibilité zéro.

Bouleversant, choquant, somme toute normal quand on se donne la peine de réfléchir un instant.

- Mélenchon censuré : les médias font la campagne de Macron, Fillon, Hamon & Le Pen ! par le PRCF - legrandsoir.info 15.03

Les médias-oligarques favoriseraient certains candidats au détriment des autres, et "ce n'est pas une impression", non, sans blague ! C'est à croire qu'on ne serait pas en démocratie.

Entre nous, c'est dans la nature du parlementarisme bourgeois, mais comme ils n'ont eu de cesse d'y participer et de le légitimer, le dénoncer est au-dessus de leur force. Pourquoi ? Parce qu'au-delà il faudrait affronter le régime et cela n'a jamais été dans la nature du stalinisme.

Qu'est-ce qui fait défaut à D. Gluckstein ? Ce qu'il reproche à Hamon et Mélenchon.

Editorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 15 mars 2017 : Qu'est-ce qui fait défaut ?

Alors que Mélenchon et Hamon ne "*font pas référence*" à l'abrogation de la réforme El Khomri dans "*leurs récentes interviews*", selon Gluckstein il faudrait faire comme si, pour y croire très fort fermez les yeux ou croisez les doigts, attendez la suite avant d'aller brûler un cierge, car peu importe qu'ils ne soient pas non plus favorables à la rupture avec l'UE, vous devrez vous contenter d'une "*remise en cause, même limitée, du carcan de l'Union européenne*", formule jésuitique de l'ordre du sophisme qui vous appelle à la soumission à l'ordre établi en somme.

Pourquoi ou comment en sommes-nous arrivés là sinon que les dirigeants du mouvement ouvrier dont D. Gluckstein s'est employé jusqu'à ce jour à faire croire que les partis dits ouvriers et les syndicats seraient les "*deux piliers indissociables de la démocratie politique*", alors qu'ils n'ont eu de cesse de collaborer avec les institutions de la Ve République que le même D. Gluckstein caractérise par ailleurs de bonapartiste et d'antidémocratique. En réalité ce sont surtout "deux piliers" du régime pour y être inféodés.

Depuis l'époque de l'OCI, puis du PCI, du MPPT, du PT, du POI et maintenant avec le POID, il n'a cessé de servir de flanc gauche à ces partis et aux appareils vendus des syndicats avec lesquels il n'a jamais rompu, du coup on comprend pourquoi ils s'accommodent du mot d'ordre de la rupture avec les institutions de la Ve République puisque leurs dirigeants savent par expérience que c'est sans conséquences pratiques ou du vent.

Il l'illustre très bien lui-même en voulant nous faire croire qu'un gouvernement qui serait issu d'une majorité parlementaire composée forcément majoritairement par des députés du PS pourrait abroger la loi El Khomeri, là il fait dans la fabulation ou la mythomanie, "*qui osera dire aux travailleurs que c'est la même chose d'avoir un gouvernement qui applique et aggrave la loi El Khomri ou un gouvernement qui l'abroge ?*", il prête ouvertement au PS des intentions qu'il n'a jamais eu, peu importe, dans son délire il va jusqu'à réécrire l'histoire au profit du PS : "*Qui osera leur dire que c'est la même chose d'avoir un gouvernement qui ne fait que du « copier-coller des directives européennes » ou un gouvernement qui formule la question du carcan de l'Union européenne et de sa remise en cause ?*", c'est à croire que le gouvernement issu du même parti ne s'est pas borné pendant 5 ans à faire du « *copier-coller des directives européennes* », d'un coup de baguette magique après un siècle passé dans le camp de la réaction pour un peu le PS pourrait devenir un parti révolutionnaire, à ce compte-là on pourrait aussi être tenté de voter Le Pen ! Pour faire renaître des illusions dans le PS dans la tête des travailleurs, on ne ferait pas mieux.

Ensuite il s'enfonce un peu plus dans l'imposture en affirmant que : "*Ce qu'il faut dégager, ce sont les contre-réformes réactionnaires (à commencer par la loi El Khomri) et les institutions qui permettent de les imposer*", alors qu'en fait il faut commencer par dégager les institutions pour pouvoir abolir la Constitution et toutes les lois antisociales, on ne combat pas les "*contre-réformes réactionnaires*" dans la perspective d'ontenir leur abrogation, même si cela pourrait se produire exceptionnellement et de manière fort limitée, elles seraient remplacées quelque temps plus tard par d'autres "*contre-réformes réactionnaires*" similaires (Voyez le CPE), ce n'est pas notre objectif, parce qu'on sait qu'à ce jeu-là le régime demeurerait en place indéfiniment, on les combat parce qu'elles incarnent la nature, les fondements du régime incompatibles avec nos besoins ou aspirations.

Dès lors on ne voit pas trop comment "*le premier acte en ce sens, c'est de se donner les moyens de l'unité*" avec le PS qui a adopté ces "*contre-réformes réactionnaires*".

Pour Gluckstein l'impossibilité pour Hamon et Mélenchon de réaliser l'unité proviendrait de leur manque de "*volonté*" et non des contradictions dans lesquelles ils sont empétrés entre leur nature inféodée au régime et leurs discours qui consistent à masquer (maladroitement) leur imposture, parce qu'il se refuse à les caractériser pour ce qu'ils sont réellement.

Jeu de rôle institutionnel.

Le cirque électoral

- Onze candidats en piste pour l'Elysée - AFP

Onze candidats disputeront le premier tour de l'élection présidentielle le 23 avril, a annoncé samedi le Conseil constitutionnel après validation de la liste complète des parrainages.

Trois candidats - Philippe Poutou, Jean Lassalle et Jacques Cheminade - se sont qualifiés in extremis et rejoignent les huit premiers à avoir franchi le cap des 500 signatures: François Fillon, Benoît Hamon, Emmanuel Macron, Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Luc Mélenchon, Nathalie Arthaud, Marine Le Pen et François Asselineau. AFP

La tondeuse

- Enquête électorale : les indécis détiennent la clé du scrutin présidentiel - lemonde.fr

A cinq semaines du premier tour de la présidentielle, 66 % des électeurs seulement sont certains d'aller voter, selon la dernière vague d'enquête du Cevipof pour « Le Monde ». lemonde.fr 17.03

Et parmi ces 66 %, un tiers peut encore changer d'avis ou ne sait pas exactement pour quel candidat il va voter.

Ils ont tous les droits.

- Débat présidentiel : pourquoi TF1 a le droit de zapper Nicolas Dupont-Aignan - Franceinfo

Le candidat à l'élection présidentielle conteste son absence au débat organisé lundi 20 mars sur la chaîne. Franceinfo

Illusion et instrumentalisation.

- Pari réussi pour la démonstration de force de Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo

- Benoît Hamon réussit son pari à Bercy - Franceinfo

Un scoop !

- Le Roux a employé ses filles comme collaboratrices parlementaires - AFP

Le Premier ministre Bernard Cazeneuve va rencontrer mardi le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux à la suite des révélations de l'émission Quotidien (TMC) sur les CDD de ses deux filles comme collaboratrices parlementaires à l'Assemblée nationale, a-t-on appris auprès de Matignon. AFP 20.03

L'AFP se lamente parce que les barbares sont en difficulté.

- En Syrie, les rebelles en passe de perdre un nouveau fief (Homs - ndlr) - AFP

Libération voulait y croire...

- La rébellion en pleine démonstration de force à Damas - Liberation.fr 20.03

... hélas ! 24 heures plus tard...

- Syrie: fin des combats à Damas où la vie reprend - AFP 21.03

C'est dommage, cela aurait été si chouette la capitale de la Syrie à feu et à sang avec en prime la tête de Bachar el-Assad...

Ils osent tout

- Hollande : «La démocratie est menacée quand l'invective remplace la perspective» - Liberation.fr

- Présidentielle : "Benoît Hamon a un projet clair, un projet de gauche, un projet ambitieux" - Franceinfo

- «La mention du sexe, quel qu'il soit, n'a plus sa place» - Liberation.fr

- Pékin : la reconnaissance faciale pour éviter les abus de papier toilette - Franceinfo

Ils ont été jusqu'à placer des caméras de surveillance dans les toilettes publiques, quel monde de dingues !

Haut de page

Le 22 mars 2017

CAUSERIE

On ajoutera des articles dans la rubrique *Articles d'actualité* plus tard, je crève de chaud et j'ai hâte de sortir du bureau.

Cette causerie m'a été inspiré par les commentaires (désabusés) que j'ai lus à la suite d'articles publiés par différents blogs.

Un peu de cohérence ne ferait de mal à personne.

Tout le monde semble tomber des nus. Mais dans quel monde viviez-vous jusqu'à présent ?

Vous ne vouliez pas vous poser cette question ou le savoir, et bien vous allez y être obligés et c'est très bien ainsi, cela vous forcera à réfléchir un peu plus que d'ordinaire et à vous remettre en cause, tout du moins il faut l'espérer, c'est tout le mal qu'on vous souhaite.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Vraiment ? Les médias et les partis institutionnels n'ont pas changé de nature, ils sont restés inféoder au régime, compte tenu de la dépendance totale de l'économie vis-à-vis de l'oligarchie financière, compte tenu du niveau de de la soumission de l'Etat au marché, compte tenu du contrôle totale exercé par l'oligarchie sur les médias, compte tenu du degré de corruption et de dégénérescence atteint par le mouvement ouvrier et son avant-garde, désormais les oligarques estiment qu'ils concentrent suffisamment de pouvoir pour imprimer leur diktat à l'ensemble de la société ou décider de son orientation uniquement en fonction de leurs besoins puisque tous les contre-pouvoirs ont été neutralisés ou achetés.

La lutte de classe des exploités n'a pas disparu, mais compte tenu de son orientation corporatiste, opportuniste, réactionnaire, compte tenu de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans les masses laborieuses et susceptible de les rassembler, l'oligarchie est amenée à faire comme si c'était le cas sachant qu'elle peut compter sur le soutien indéfectibles des appareils corrompus de tous les syndicats et de tous les partis qui leur sont organiquement liés. C'était déjà le cas hier, ce le sera encore plus demain.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Ils ne s'en étonneraient pas s'ils avaient pu caractériser les différents acteurs sociaux ou politiques ainsi que les institutions conformément à leur nature de classe, or ils en furent empêchés par l'interprétation qui leur en fut donnée par les médias et ces différents acteurs liés au régime. En réalité, ils ont toujours été aussi hypocrites. En revanche ce qui a changé, c'est qu'hier ils se servaient de l'URSS, la Chine, etc. pour agiter la menace du communisme qui a pratiquement complètement disparue et qu'ils ont entretenue pendant des décennies pour justifier leurs dépenses en armement ou leurs interventions militaires aux quatre coins de la planète, ils l'ont remplacé par la Russie de Poutine et le terrorisme qu'ils ont créé de toutes pièces dans le même but, voire l'augmentation du budget de la Défense conformément aux "voeux" exprimés par l'OTAN et Trump.

C'est sur le plan politique que ce changement allait avoir de graves conséquences qui expliquent davantage leur comportement débridé et tyrannique actuel. Les sociaux-démocrates s'empressèrent de se débarrasser des oripeaux du socialisme qui les encombraient depuis des lustres, tandis que les staliniens profiteraient de l'occasion pour les imiter, de sorte que le mouvement ouvrier qu'ils contrôlaient (et contrôlent toujours) allait se retrouver sans direction, et tous les autres courants du mouvement ouvrier qui étaient liés au PS ou au PCF et donc déjà profondément gangrenés par l'opportunisme allaient se disloquer pour finalement abandonner le programme de la révolution socialiste.

Du coup seul le capitalisme allait demeurer en lice et comme perspective pour toutes les composantes du mouvement ouvrier, qui tous tour à tour allaient adopter les besoins du régime au détriment de ceux des travailleurs, ne serait-ce que par leur collaboration avec les appareils des syndicats qu'ils n'allaient par renier mais renforcer au lieu de rompre avec eux, leur existence en dépend largement, y compris sur le plan financier.

Toute perspective du socialisme ou de changer la société étant renvoyée à une date indéterminée ou très éloignée dans le futur, semble-t-il, les représentants ou porte-parole de l'oligarchie allaient se servir de cet argument comme levier pour justifier leur offensive contre l'ensemble de la société au nom de la préservation de ce qui pourrait l'être encore, comme si la société était atteinte par un mal mystérieux et impossible à cerner, qui plus est incurable, qui la menacerait et la forcerait à concevoir la nécessité d'accepter d'innnombrables sacrifices pour préserver les valeurs fondamentales de liberté et de démocratie sur laquelle elle reposait, de sorte que la régression sociale sans fin par laquelle ses sacrifices se traduiraient serait présentée comme un moindre mal nécessaire auquel chacun devrait se soumettre de bonne grâce en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais évidemment, mais cela l'oligarchie ne peut pas l'avouer.

Bref, cette terrible fatalité qui s'est soudain abattue injustement sur la société et dont tout le monde ignore l'origine, est la cause de tous nos malheurs ou souffrances, et si personne n'en serait responsable, elle n'épargne personne non plus, aussi il serait équitable, voire charitable que chacun en assume une partie et prenne son mal en patience, sans accuser injustement ceux qui gouvernent et qui s'emploient honnêtement à vous rendre compte des efforts qu'ils font pour vous aider à supporter sincèrement cette épreuve dans une période difficile dont tout le monde se serait bien passé.

Ils n'étaient pas plus hypocrites hier qu'aujourd'hui, ils le sont plus ouvertement engaillardis par l'absence de toute opposition organisée ou alternative au capitalisme depuis qu'ils ont pris le contrôle de l'exécutif, du législatif, du judiciaire, des médias, de l'ensemble de l'économie et du mouvement ouvrier.

Leur arrogeance, leurs opérations illégales, leur intention ouvertement affichée de museler la liberté d'expression, à censurer les opposants au régime, leurs appels à la délation digne de Vichy, l'instauration d'un régime policier, la militarisation de la société, leur formidable imposture ou leur propension au mensonge éhonté ou grotesque, etc. posent paradoxalement problème à tous ceux qui se disaient de gauche, et qui pour ignorer ce que cela signifiait se faisaient des illusions sur la nature du régime en place, sur sa faculté à incarner le progrès social ou qui croyaient que le capitalisme disposait de capacités illimitées, de sorte que secrètement ils espéraient qu'il réaliserait progressivement le socialisme ou qu'il leur permettrait d'améliorer leur condition ou de maintenir leur mode de vie relativement confortable. Ils ne comprennent rien à ce qui est en train de se passer pour avoir adopté une interprétation erronée des rapports sociaux qui existaient dans la société et qu'ils ne se sont jamais donnés la peine d'étudier, parce que finalement ils étaient parvenus à s'accommoder du capitalisme qui leur procurait certains privilèges, dès lors pourquoi se poser davantage de questions, pourquoi chercher à l'affronter ou envisager de le renverser.

Et ils en sont toujours là. Ils ne peuvent pas ou ne veulent pas se résoudre à envisager que la solution à leur problème se situerait au-delà du capitalisme, ils ne sont qu'au début de leur cauchemar. Ils avaient placé leur espoir dans Hollande et on sait ce qu'il en est advenu, maintenant ils se rabattent sur Hamon ou Mélenchon qui n'envisagent pas de briser les lois de fonctionnement du capitalisme pour s'y soumettre, ce qu'ils ne saisiront pas puisqu'ils les ignorent, ces gens de gauche formulent naïvement un voeu ou un souhait et ils voudraient que par miracle il soit exaucé sans tenir compte de la réalité qui devrait se conformer à leurs désirs, c'est désolant ou consternant de puérilité sachant qu'ils ont acquis un certain niveau de développement intellectuel qui ne leur sert à rien ici, hélas !

C'est eux que vise en priorité la propagande officielle et la désinformation, la censure à laquelle se livrent les médias oligarchiques, pour leur interdire de comprendre la situation ou ce qui se passe réellement pour qu'ils ne soient pas tentés de s'orienter vers le socialisme, pour briser leur résistance, les faire rentrer dans le rang.

La plus grande menace qui plane de nos jours sur le régime, sur l'oligarchie et l'élite qui la sert servilement réside là. Les classes moyennes, les couches supérieures du prolétariat, les intellectuels, les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'orientation actuelle de la société ou la condamnent ne doivent pas réaliser la jonction avec la classe ouvrière, avec le gros des troupes des masses exploitées pour affronter le régime, en aucun cas ils ne doivent renouer avec le socialisme. A suivre.

Ils osent tout.

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP 22.03

Le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux a démissionné mardi, après qu'eut été révélé qu'il avait employé ses deux filles comme collaboratrices parlementaires. Entre nous, on s'en fout, on ne l'aurait jamais attaqué sur ce plan, pas davantage Fillon, c'est tellement insignifiant...

1- Pourquoi Hollande sacrifie-t-il Leroux ?

Parce que la ficelle était un peu grosse et tout le monde avait compris d'où venaient les attaques contre Fillon : de l'Elysée qui soutient Macron. Pour éviter que les projecteurs se reportent sur l'escroc Macron en proie également à des accusations d'abus de bien sociaux ou détournement de fonds publics. (Lire les détails dans le blog Les-crises.fr)

- François Hollande "suspecté d'instrumentaliser la justice contre François Fillon, a voulu montrer qu'il savait sacrifier ses amis, que la gauche elle sait trancher et remet du sel sur la plaie Fillon des affaires", analyse Cécile Cornudet, des Echos.

2- Une mauvaise nouvelle pas vraiment pour celui que vous croyez...

- L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices parlementaires, n'est pas une bonne nouvelle pour François Fillon, lui aussi aux prises avec la justice, estime mercredi la presse.

3- Elle tombe au bon moment...

- François Fillon semblait relancer sa campagne", note Bernard Stéphan, dans La Montagne.

4- La version, la vraie, que vous êtes censés croire par cette démonstration...

- "Il y avait donc bien deux poids, deux mesures, selon qu'on était ou non LR, et un acharnement suspect des médias. Ce trop commode raisonnement s'est effondré en une journée", assène Laurent Joffrin, de Libération.

Bernard Stéphan, dans La Montagne : "la rapidité de l'éviction et la célérité de la justice montrent que François Fillon n'a pas été victime d'un "complot", d'un assassinat politique", d'un "acharnement judiciaire+ comme certains de ses partisans et lui-même l'ont dit".

Philippe Marcacci, de l'Est Républicain en rajoute une couche : cela "prouve que la justice travaille avec célérité pour tous"... mais pas pour Macron !

5- Leur objectif: inciter Fillon à imiter Leroux...

- Cette décision permet au président de la République "de souligner à quel point François Fillon aurait été bien inspiré d'en faire autant", relève Hubert Coudurier, du Télégramme.

6- Et ceux qui lâchent le morceau...

- Ce qui fait dire à Sébastien Lacroix, dans L'Union/L'Ardennais que "Hollande et Cazeneuve ont tôt fait de comprendre qu'ils avaient l'occasion d'en remettre une louche sur Fillon".

Aveu. Comment à leur manière ils légitiment le boycott de l'élection présidentielle.

- Voter ne sert à rien - Le Huffington Post

La fin de cet article est instructif, on pourrait la signer :

Le Huffington Post - A la lumière de tout cela, pourquoi voter? Pour garantir le statu quo, le vote étant la procédure par laquelle le système se relégitimise pour se perpétuer.

Mais si l'on souhaite que les choses évoluent vraiment, voter ne sert à rien. Le Huffington Post 22.03

Excellent, incroyable de lucidité, n'est-ce pas ?

Vous avez dit affairistes. Les affaires sont les affaires.

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP

L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices... AFP

- Pierre Moscovici s'est aussi fait offrir des costumes de luxe - Franceinfo

Interrogé, le commissaire européen a assuré que ces cadeaux n'avaient pas eu de contreparties. - Franceinfo 22.03

Voterez-vous pour un candidat adoubé par le Président de la Commission européenne ?

- Hamon à Bruxelles reçoit l'appui de Moscovici - AFP

Le candidat PS à la présidentielle Benoît Hamon était mardi à Bruxelles pour défendre son projet européen, auprès du président de la commission Jean-Claude Juncker puis du commissaire européen Pierre Moscovici, qui lui a apporté un discret soutien. AFP 22.03

Sérieusement, Daniel Gluckstein (POID) avait cru discerner dans les propos d'Hamon une "remise en cause, même limitée, du carcan de l'Union européenne", sait-il encore lire ou il se fout ouvertement des militants et travailleurs auxquels il s'adresse ? (voire la causerie d'hier)

Matraquage quotidien au-delà de la nausée...

Le bourrage des urnes

- Macron prend l'ascendant sur Le Pen après le débat - Reuters

Le harcèlement

- Les affaires Fillon n'en finissent pas de rebondir - Liberation.fr

Nouvelles révélations concernant François Fillon. Selon le Canard enchaîné de ce mercredi, le député de Paris, via sa société 2F Conseil, a signé un contrat... Liberation.fr

Ils osent tout

- 91 % des Français lisent des livres - LeFigaro.fr

Vous êtes sûr que ce ne serait pas 100% ?

Haut de page

Le 23 mars 2017

CAUSERIE

Il est 22h36 à Pondichéry, mercredi 22. J'ai ajouté 6 articles minutieusement sélectionnés.

Je mets désormais de préférence en ligne les articles qui peuvent aider les lecteurs à se forger leur propre conviction. N'étant pas l'auteur de ces articles, on ne pourra pas m'accuser de vouloir orienter les convictions des lecteurs, tout au plus on pourrait me reprocher de partager des informations sourcées et vérifiables qui permettent de mieux comprendre la situation, je le revendique.

Je ne fais que faire ce que je devais faire conformément à mes principes et mon engagement politique, je n'ai aucun mérite en la matière.

La nature de ces informations est suffisamment abominable pour ne pas avoir à les interpréter, et en arriver à la conclusion qu'il faut d'urgence éradiquer le capitalisme de la surface de la planète, tout autre comportement contribuerait à sa survie en cautionnant ses multiples méfaits et crimes. Dès lors, à chacun de voir quel contenu il entend donner à sa bonne conscience en étant averti qu'il devra l'assumer jusqu'au bout.

Voilà le modèle monstrueux de société que l'oligarchie veut imposer au monde entier.

Un aperçu extrait de : Le texte officiel du gouvernement chinois sur la situation des droits de l'homme aux Etats-Unis. (à télécharger dans cette page, en deux parties)

- Il y a eu au total 58 125 incidents de violence armée (http://www.gunviolencearchive.org/), dont 385 fusillades de masse aux États-Unis en 2016, faisant 15 039 morts et 30 589 blessés. Les États-Unis ont le deuxième taux d'incarcération pénitentiaire (http://www.statista.com/) le plus élevé au monde, avec 693 prisonniers pour 100 000 habitants (www.statista.com, April 2016). En 2016, 70 millions d'Étasuniens sont passés par la case prison – c'est presque un adulte sur trois. (harvardlawreview.org, 5 janvier 2017) [2 millions (https://fr.wikipedia.org/wiki/Prison_aux_ %C3%89tats-Unis) y sont encore pour wikipedia, NdT]

- Selon les données du crime publiées par le FBI, l'application de la loi a entraîné environ 10 797 088 arrestations en 2015 à l'échelle nationale. Le taux d'arrestation estimé pour les États-Unis en 2015 était de 3 363 arrestations pour 100 000 habitants (ucr.fbi.gov).

- Les médias ont recensé 1 348 décès liés aux arrestations entre le 1 juin 2015 et le 31 mars 2016, soit une moyenne de 135 personnes abattues par mois (www.bjs.gov, 22 décembre 2016). Au total, 963 personnes ont été abattues par la police en 2016 (github.com/washingtonpost/data-police-shootings).

- Les décès dans les prisons ont continué à augmenter. Selon les données publiées par le Bureau of Justice Statistics en décembre 2016, entre 2001 et 2014, il y a eu 50 785 décès de détenus aux États-Unis. Pour la seule année 2014, il y a eu 3 927 décès de détenus dans les prisons étatiques et fédérales. Il s'agit du plus grand nombre de décès de détenus, depuis que le Programme de déclaration des décès en prison (DCRP) a commencé à recueillir des données en 2001.

- Les écarts de revenu ont continué à s'élargir. Le 17 mai 2016, le site internet du Guardian rapportait que les 500 principaux dirigeants des États-Unis gagnaient 340 fois le salaire moyen des travailleurs, en 2015. Indexés à l'inflation, les salaires

des travailleurs ordinaires ont stagné depuis 50 ans (Www.theguardian.com, 17 mai 2016). Businessinsider.com a révélé que, tandis que les salaires des PDG des 350 plus grandes entreprises américaines ont augmenté d'environ 940% entre 1978 et 2015, après ajustement de l'inflation, la rémunération du travailleur typique n'a augmenté que de 10% (Www.businessinsider.com, 15 août 2016). Le site internet du Wall Street Journal indique qu'au cours des 30 dernières années, près de 70% des revenus sont allés aux 10% des Américains les plus riches, phénomène qui a été sarcastiquement nommé la plus étonnante « réussite économique » de ces dernières années par The Time (www.newser.com, 8 décembre 2016).

- Les centres pour le contrôle et la prévention des maladies ont signalé qu'il y a eu 41.149 cas de suicide aux États-Unis en 2013, soit environ 41% de plus qu'en 1999. Le suicide était la dixième cause de décès aux États-Unis en 2013, emportant deux fois plus de vies que l'homicide (www.bls.gov, décembre 2016). En 2015, le taux de suicide aux États-Unis a atteint son niveau le plus élevé en près de trois décennies (www.bbc.co.uk, 22 avril 2016). Fin de l'extrait.

Terrifiant, n'est-ce pas ? C'est le sort qui nous attend si nous ne réagissons pas. Alors on le garde ou on s'en débarrasse de leur système économique monstrueux et mafieux, belliqueux et criminel, barbare ?

La suite peut-être dans la journée ou plus tard, je dois aussi prendre le temps de m'occuper de ma maison et de mes affaires que je néglige comme toujours !

Haut de page

Le 22 mars 2017

CAUSERIE

On ajoutera des articles dans la rubrique *Articles d'actualité* plus tard, je crève de chaud et j'ai hâte de sortir du bureau.

Cette causerie m'a été inspiré par les commentaires (désabusés) que j'ai lus à la suite d'articles publiés par différents blogs.

Un peu de cohérence ne ferait de mal à personne.

Tout le monde semble tomber des nus. Mais dans quel monde viviez-vous jusqu'à présent ?

Vous ne vouliez pas vous poser cette question ou le savoir, et bien vous allez y être obligés et c'est très bien ainsi, cela vous forcera à réfléchir un peu plus que d'ordinaire et à vous remettre en cause, tout du moins il faut l'espérer, c'est tout le mal qu'on vous souhaite.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Vraiment ? Les médias et les partis institutionnels n'ont pas changé de nature, ils sont restés inféoder au régime, compte tenu de la dépendance totale de l'économie vis-à-vis de l'oligarchie financière, compte tenu du niveau de de la soumission de l'Etat au marché, compte tenu du contrôle totale exercé par l'oligarchie sur les médias, compte tenu du degré de corruption et de dégénérescence atteint par le mouvement ouvrier et son avant-garde, désormais les oligarques estiment qu'ils concentrent suffisamment de pouvoir pour imprimer leur diktat à l'ensemble de la société ou décider de son orientation uniquement en fonction de leurs besoins puisque tous les contre-pouvoirs ont été neutralisés ou achetés.

La lutte de classe des exploités n'a pas disparu, mais compte tenu de son orientation corporatiste, opportuniste, réactionnaire, compte tenu de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans les masses laborieuses et susceptible de les rassembler, l'oligarchie est amenée à faire comme si c'était le cas sachant qu'elle peut compter sur le soutien indéfectibles des appareils corrompus de tous les syndicats et de tous les partis qui leur sont organiquement liés. C'était déjà le cas hier, ce le sera encore plus demain.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Ils ne s'en étonneraient pas s'ils avaient pu caractériser les différents acteurs sociaux ou politiques ainsi que les institutions conformément à leur nature de classe, or ils en furent empêchés par l'interprétation qui leur en fut donnée par les médias et ces différents acteurs liés au régime. En réalité, ils ont toujours été aussi hypocrites. En revanche ce qui a changé, c'est qu'hier ils se servaient de l'URSS, la Chine, etc. pour agiter la menace du communisme qui a pratiquement complètement disparue et qu'ils ont entretenue pendant des décennies pour justifier leurs dépenses en armement ou leurs interventions militaires aux

quatre coins de la planète, ils l'ont remplacé par la Russie de Poutine et le terrorisme qu'ils ont créé de toutes pièces dans le même but, voire l'augmentation du budget de la Défense conformément aux "voeux" exprimés par l'OTAN et Trump.

C'est sur le plan politique que ce changement allait avoir de graves conséquences qui expliquent davantage leur comportement débridé et tyrannique actuel. Les sociaux-démocrates s'empressèrent de se débarrasser des oripeaux du socialisme qui les encombraient depuis des lustres, tandis que les staliniens profiteraient de l'occasion pour les imiter, de sorte que le mouvement ouvrier qu'ils contrôlaient (et contrôlent toujours) allait se retrouver sans direction, et tous les autres courants du mouvement ouvrier qui étaient liés au PS ou au PCF et donc déjà profondément gangrenés par l'opportunisme allaient se disloquer pour finalement abandonner le programme de la révolution socialiste.

Du coup seul le capitalisme allait demeurer en lice et comme perspective pour toutes les composantes du mouvement ouvrier, qui tous tour à tour allaient adopter les besoins du régime au détriment de ceux des travailleurs, ne serait-ce que par leur collaboration avec les appareils des syndicats qu'ils n'allaient par renier mais renforcer au lieu de rompre avec eux, leur existence en dépend largement, y compris sur le plan financier.

Toute perspective du socialisme ou de changer la société étant renvoyée à une date indéterminée ou très éloignée dans le futur, semble-t-il, les représentants ou porte-parole de l'oligarchie allaient se servir de cet argument comme levier pour justifier leur offensive contre l'ensemble de la société au nom de la préservation de ce qui pourrait l'être encore, comme si la société était atteinte par un mal mystérieux et impossible à cerner, qui plus est incurable, qui la menacerait et la forcerait à concevoir la nécessité d'accepter d'innnombrables sacrifices pour préserver les valeurs fondamentales de liberté et de démocratie sur laquelle elle reposait, de sorte que la régression sociale sans fin par laquelle ses sacrifices se traduiraient serait présentée comme un moindre mal nécessaire auquel chacun devrait se soumettre de bonne grâce en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais évidemment, mais cela l'oligarchie ne peut pas l'avouer.

Bref, cette terrible fatalité qui s'est soudain abattue injustement sur la société et dont tout le monde ignore l'origine, est la cause de tous nos malheurs ou souffrances, et si personne n'en serait responsable, elle n'épargne personne non plus, aussi il serait équitable, voire charitable que chacun en assume une partie et prenne son mal en patience, sans accuser injustement ceux qui gouvernent et qui s'emploient honnêtement à vous rendre compte des efforts qu'ils font pour vous aider à supporter sincèrement cette épreuve dans une période difficile dont tout le monde se serait bien passé.

Ils n'étaient pas plus hypocrites hier qu'aujourd'hui, ils le sont plus ouvertement engaillardis par l'absence de toute opposition organisée ou alternative au capitalisme depuis qu'ils ont pris le contrôle de l'exécutif, du législatif, du judiciaire, des médias, de l'ensemble de l'économie et du mouvement ouvrier.

Leur arrogeance, leurs opérations illégales, leur intention ouvertement affichée de museler la liberté d'expression, à censurer les opposants au régime, leurs appels à la délation digne de Vichy, l'instauration d'un régime policier, la militarisation de la société, leur formidable imposture ou leur propension au mensonge éhonté ou grotesque, etc. posent paradoxalement problème à tous ceux qui se disaient de gauche, et qui pour ignorer ce que cela signifiait se faisaient des illusions sur la nature du régime en place, sur sa faculté à incarner le progrès social ou qui croyaient que le capitalisme disposait de capacités illimitées, de sorte que secrètement ils espéraient qu'il réaliserait progressivement le socialisme ou qu'il leur permettrait d'améliorer leur condition ou de maintenir leur mode de vie relativement confortable. Ils ne comprennent rien à ce qui est en train de se passer pour avoir adopté une interprétation erronée des rapports sociaux qui existaient dans la société et qu'ils ne se sont jamais donnés la peine d'étudier, parce que finalement ils étaient parvenus à s'accommoder du capitalisme qui leur procurait certains privilèges, dès lors pourquoi se poser davantage de questions, pourquoi chercher à l'affronter ou envisager de le renverser.

Et ils en sont toujours là. Ils ne peuvent pas ou ne veulent pas se résoudre à envisager que la solution à leur problème se situerait au-delà du capitalisme, ils ne sont qu'au début de leur cauchemar. Ils avaient placé leur espoir dans Hollande et on sait ce qu'il en est advenu, maintenant ils se rabattent sur Hamon ou Mélenchon qui n'envisagent pas de briser les lois de fonctionnement du capitalisme pour s'y soumettre, ce qu'ils ne saisiront pas puisqu'ils les ignorent, ces gens de gauche formulent naïvement un voeu ou un souhait et ils voudraient que par miracle il soit exaucé sans tenir compte de la réalité qui devrait se conformer à leurs désirs, c'est désolant ou consternant de puérilité sachant qu'ils ont acquis un certain niveau de développement intellectuel qui ne leur sert à rien ici, hélas !

C'est eux que vise en priorité la propagande officielle et la désinformation, la censure à laquelle se livrent les médias oligarchiques, pour leur interdire de comprendre la situation ou ce qui se passe réellement pour qu'ils ne soient pas tentés de s'orienter vers le socialisme, pour briser leur résistance, les faire rentrer dans le rang.

La plus grande menace qui plane de nos jours sur le régime, sur l'oligarchie et l'élite qui la sert servilement réside là. Les classes moyennes, les couches supérieures du prolétariat, les intellectuels, les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'orientation actuelle de la société ou la condamnent ne doivent pas réaliser la jonction avec la classe ouvrière, avec le gros des troupes des masses exploitées pour affronter le régime, en aucun cas ils ne doivent renouer avec le socialisme. A suivre.

Ils osent tout.

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP 22.03

Le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux a démissionné mardi, après qu'eut été révélé qu'il avait employé ses deux filles comme collaboratrices parlementaires. Entre nous, on s'en fout, on ne l'aurait jamais attaqué sur ce plan, pas davantage Fillon, c'est tellement insignifiant...

1- Pourquoi Hollande sacrifie-t-il Leroux ?

Parce que la ficelle était un peu grosse et tout le monde avait compris d'où venaient les attaques contre Fillon : de l'Elysée qui soutient Macron. Pour éviter que les projecteurs se reportent sur l'escroc Macron en proie également à des accusations d'abus de bien sociaux ou détournement de fonds publics. (Lire les détails dans le blog Les-crises.fr)

- François Hollande "suspecté d'instrumentaliser la justice contre François Fillon, a voulu montrer qu'il savait sacrifier ses amis, que la gauche elle sait trancher et remet du sel sur la plaie Fillon des affaires", analyse Cécile Cornudet, des Echos.

2- Une mauvaise nouvelle pas vraiment pour celui que vous croyez...

- L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices parlementaires, n'est pas une bonne nouvelle pour François Fillon, lui aussi aux prises avec la justice, estime mercredi la presse.

3- Elle tombe au bon moment...

- François Fillon semblait relancer sa campagne", note Bernard Stéphan, dans La Montagne.

4- La version, la vraie, que vous êtes censés croire par cette démonstration...

- "Il y avait donc bien deux poids, deux mesures, selon qu'on était ou non LR, et un acharnement suspect des médias. Ce trop commode raisonnement s'est effondré en une journée", assène Laurent Joffrin, de Libération.

Bernard Stéphan, dans La Montagne : "la rapidité de l'éviction et la célérité de la justice montrent que François Fillon n'a pas été victime d'un "complot", d'un assassinat politique", d'un "acharnement judiciaire+ comme certains de ses partisans et lui-même l'ont dit".

Philippe Marcacci, de l'Est Républicain en rajoute une couche : cela "prouve que la justice travaille avec célérité pour tous"... mais pas pour Macron !

5- Leur objectif: inciter Fillon à imiter Leroux...

- Cette décision permet au président de la République "de souligner à quel point François Fillon aurait été bien inspiré d'en faire autant", relève Hubert Coudurier, du Télégramme.

6- Et ceux qui lâchent le morceau...

- Ce qui fait dire à Sébastien Lacroix, dans L'Union/L'Ardennais que "Hollande et Cazeneuve ont tôt fait de comprendre qu'ils avaient l'occasion d'en remettre une louche sur Fillon".

Aveu. Comment à leur manière ils légitiment le boycott de l'élection présidentielle.

- Voter ne sert à rien - Le Huffington Post

La fin de cet article est instructif, on pourrait la signer :

Le Huffington Post - A la lumière de tout cela, pourquoi voter? Pour garantir le statu quo, le vote étant la procédure par laquelle le système se relégitimise pour se perpétuer.

Mais si l'on souhaite que les choses évoluent vraiment, voter ne sert à rien. Le Huffington Post 22.03

Excellent, incroyable de lucidité, n'est-ce pas ?

Vous avez dit affairistes. Les affaires sont les affaires.

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP

L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices... AFP

- Pierre Moscovici s'est aussi fait offrir des costumes de luxe - Franceinfo

Interrogé, le commissaire européen a assuré que ces cadeaux n'avaient pas eu de contreparties. - Franceinfo 22.03

Voterez-vous pour un candidat adoubé par le Président de la Commission européenne ?

- Hamon à Bruxelles reçoit l'appui de Moscovici - AFP

Le candidat PS à la présidentielle Benoît Hamon était mardi à Bruxelles pour défendre son projet européen, auprès du président de la commission Jean-Claude Juncker puis du commissaire européen Pierre Moscovici, qui lui a apporté un discret soutien. AFP 22.03

Sérieusement, Daniel Gluckstein (POID) avait cru discerner dans les propos d'Hamon une "remise en cause, même limitée, du carcan de l'Union européenne", sait-il encore lire ou il se fout ouvertement des militants et travailleurs auxquels il s'adresse ? (voire la causerie d'hier)

Matraquage quotidien au-delà de la nausée...

Le bourrage des urnes

- Macron prend l'ascendant sur Le Pen après le débat - Reuters

Le harcèlement

- Les affaires Fillon n'en finissent pas de rebondir - Liberation.fr

Nouvelles révélations concernant François Fillon. Selon le Canard enchaîné de ce mercredi, le député de Paris, via sa société 2F Conseil, a signé un contrat... Liberation.fr

Ils osent tout

- 91 % des Français lisent des livres - LeFigaro.fr

Vous êtes sûr que ce ne serait pas 100% ?

Haut de page

Le 24 mars 2017

CAUSERIE

J'ai bouclé rapidement cette causerie, il y a largement matière à réflexion. J'ajouterai d'autres documents demain matin.

Cessez d'être tolérants envers ceux qui vous manipulent ou se foutent de vous, et soyez un peu plus avenant envers ceux qui oeuvrent sincèrement et honnêtement à vos côtés, on apprécierait, merci pour eux.

Cessez de vous leurrrer vous-même, cessez de jouer aux indignés ou aux veuves effarouchées, cessez de vous étonner pour un oui ou pour un non, un peu de cohérence, de sérieux et de dignité.

A l'époque de de Gaulle, quand il n'existait qu'une seule chaîne de télévison, l'ORTF, l'information était tellement muselée ou manipulée, censurée, conçue pour flatter le président de la République et son gouvernement qu'on avait fini par appeler le ministre de l'Intérieur Alain Pierrefite le ministre de l'Information...

Les mêmes personnes qui se disent de gauche ont également oublié qu'il fut une époque où le PS et le PCF étaient colonialistes, xénophobes, racistes, homophobes, sexistes, etc, bref, épouvantablement archaïques et réactionnaires, tandis que parallèlement pour faire bonne mesure ils pouvaient tenir des discours enflammés sur le socialisme auquel ils n'ont évidemment jamais cru pour en être des ennemis acharnés.

A s'en tenir aux apparences ou à ne vouloir entendre ou ne retenir que ce qui nous arrange, on a préparé les conditions politiques qui devaient nous conduire à la situation actuelle.

Avertissement aux lecteurs.

On en est rendu au point où il devient très délicat de rendre compte d'une manifestation qui s'est tenue quelque part dans le monde, compte tenu que généralement on ignore sa véritable origine ou qui en ont été les organisateurs ainsi que leurs réels objectifs ou leurs intentions, car il est devenu impossible de se fier au compte rendu qui en est fourni par les agences de presse qui se livrent presque systématiquement à une interprétation falsifiée ou une manipulation des faits.

Cela commence par une présentation de la situation qui ne correspond pas forcément à la réalité. Selon que le dirigeant au pouvoir dans un pays fait partie ou non des vassaux de Washington, le contexte sera abordé sous un angle biaisé ou non par l'agence de presse, et comme la presque quasi-totalité des lecteurs ignorent quelle est la situation exacte sociale ou politique dans tel ou tel pays, il sera facile de leur faire gober n'importe quoi par la suite.

Compte tenu que les articles de la presse écrite ou les infos délivrées par les chaînes de télévision ou les radios ne sont plus que des copier/coller des dépêches ou articles des agences de presse occidentales (AP, Reuters, AFP, Euronews pour les plus importantes) qui sont toutes subventionnées par des Etats, voire des officines privées telle que la CIA par exemple, et qu'elles relaient leur propagande pour obtenir l'adhésion de leurs peuples à leur politique, à différents niveaux ils traffiqueront les faits ou les déformeront ou emploieront le non-dit, la censure de certains aspects de la réalité qui présentent pour eux l'inconvénient d'être contradictoires avec leur présentation des faits, de sorte que les lecteurs, téléspectateurs ou auditeurs ne doivent pas en prendre connaissance sous peine de rendre caduque leur entreprise de conditionnement des masses.

Comme je n'ai ni le temps ni les moyens de vérifier quotidiennement les tenants et les aboutissants des manifestations dont ils rendent compte, je n'en fais plus état ou de moins en moins, et j'attends que d'autres les aient abordées sérieusement et publient des articles dans les médias dits alternatifs pour les évoquer ou tout simplement mettre leurs articles en ligne.

Un exempe récent.

L'AFP a présenté sous un angle avenant ou progressiste auquel n'importe quel travailleur ou citoyen souscrirait, la manifestation qui a eu lieu récemment place de la République contre les "casseroles" ou la corruption des élus, sans préciser qu'un néolibéral ou ultra réactionnaire en était à l'origine ni ses véritables intentions, Raphaël Glucksmann, et qu'elle était dirigée uniquement contre Fillon au profit de Macron (voire la causerie du 1er mars).

Autrement dit, l'objectif de cette manifestation tel que les médias l'ont présentée ou en ont rendu compte n'était pas tourné contre les institutions corrompues de la Ve République comme le citoyen lambda était censé le croire, il consistait à exploiter ou instrumentaliser l'honnêteté des masses pour servir un objectif inavouable en les appelant à soutenir après coup ou à participer à une manifestation qui avait pour unique vocation de participer et légitimer l'opération en cours de déstabilisation de Fillon orchestrée depuis l'Elysée afin qu'il renonce à se présenter au profit de Macron, l'héritier naturel de Hollande.

La principale manipulation de l'AFP a consisté à ne pas révéler que Glucksmann y appelait, et quand bien même des médias l'aurait fait, ils se seraient bien gardés de rappeler qui était en réalité ce funeste individu, car aussitôt les intentions inavouables qui étaient derrières cette opération aurait été éventée et cela aurait dissuadé le peu de personnes susceptibles de se mobiliser de participer à cette manifestation. Elle fut un bide et tant mieux.

Un autre exemple datant d'hier.

- Vague d'arrestations au Bélarus pour préparation de "troubles massifs" - AFP

Les forces de sécurité du Bélarus ont arrêté 26 personnes, suspectées de fomenter des troubles, a annoncé la télévision d'Etat jeudi, après une série de manifestations contre le régime autoritaire du président Alexandre Loukachenko.

La chaîne publique STV a cité le KGB de cette ancienne république soviétique, selon lequel ces arrestations ont eu lieu dans le cadre d'une enquête pour préparation de "troubles massifs".

L'ONG bélarusse Vyasna avait auparavant fait état jeudi de 17 arrestations, celles-ci ayant débuté dans la nuit de mardi à mercredi.

Selon la même source, les arrestations ont visé tant des opposants comme Zmiter Dachkevitch, l'un des chefs de l'organisation Jeune Front, libéré en 2013 après deux ans et demi de détention, que des membres des forces de sécurité ou d'anciens militaires.

Ces personnes, détenues par le KGB bélarusse, sont accusées d'avoir appelé à des violences lors de manifestations antigouvernementales prévues samedi, selon cette ONG de défense des droits de l'homme.

La télévision bélarusse a diffusé des images montrant l'arrestation d'un homme et la fouille de son domicile, où la police affirme avoir trouvé un fusil, des grenades factices et un drapeau de l'armée insurrectionnelle ukrainienne, une formation ultranationaliste de la Seconde guerre mondiale.

Plusieurs personnes arrêtées étaient membres, selon la télévision bélarusse, de la "Légion blanche", un groupe radical actif dans les années 1990 au Bélarus, mais depuis très largement tombé dans l'oubli.

Ces arrestations font suite à des déclarations du président Loukachenko selon lesquelles plusieurs dizaines de personnes s'entraînaient dans des camps au Bélarus et à l'étranger en vue de préparer des "provocations armées".

Ces dernières semaines, des manifestations ont rassemblé dans plusieurs villes du Bélarus des milliers de personnes exigeant la démission de M. Loukachenko et dénonçant une taxe visant les citoyens qui travaillent moins de six mois par an.

Plusieurs dizaines de manifestants, dont des journalistes et des chefs de l'opposition, ont été jugés après ces rassemblements et condamnés à des peines allant de la simple amende à 15 jours de prison.

L'Union européenne a levé en 2016 la plupart des sanctions prises contre le Bélarus à la suite de signes d'ouverture du président Loukachenko, qui dirige le pays sans partage depuis 1994.

Mais l'UE a haussé le ton jeudi. "Les manifestants pacifiques qui ont été arrêtés récemment doivent être immédiatement libérés", a indiqué une porte-parole du service des Affaires étrangères de l'UE, Maja Kocijancic, dans une déclaration écrite à l'AFP.

Ces arrestations "montrent qu'il est vraiment nécessaire d'avoir un processus de démocratisation plus généralisé dans le pays. La liberté d'association et de réunion doit être assurée", a-t-elle insisté, ajoutant que l'UE était "en contact avec les autorités bélarusses afin de passer les messages nécessaires appelant à la retenue". AFP 23.03

A mon avis, uniquement à la lecture de cet article, j'en déduis que le mobil de ces arrestations peut être vrai ou fabriqué par le président Alexandre Loukachenko pour prévenir toute tentative de déstabilisation en vue d'entraîner sa chute.

On retrouve à peu près les mêmes ingrédients qu'en Ukraine, avec le même soutien de l'UE à des formations ultranationalistes ou néonazis qualifiése de " manifestants pacifiques". On s'abstiendra de prendre partie en attendant d'en savoir plus. A suivre.

Autre chose dans le même registre.

On en est arrivé à un tel degré de schizophrénie chez la plupart des gens, y compris les militants, que lorsque vous donnez une vraie info à quelqu'un (donc sourcée et vérifiable), la personne mettra aussitôt en doute sa véracité, et le plus extraordinaire, c'est qu'elle n'aura pas ce réflexe lorsqu'une info lui parviendra par la voie officielle, le gouvernement ou les médias institutionnels.

Un militant m'a écrit que les théories du complot ne l'intéressaient pas, laissant entendre que j'en serais particulèrement friand avec toutes les conséquences que vous pouvez deviner. Et dans le même courriel il m'expliquait que cela n'avait aucune importance que Soros soit derrière les manifestations anti-Trump aux Etats-Unis et il ne voyait pas pourquoi il ne faudrait pas y participer ou les soutenir.

Le problème, c'est que ces manifestations ont été conçues par les oligarques les plus extrémistes parmi les néoconservateurs, afin d'obtenir un soutien populaire à la politique guerrière menée par les prédécesseurs de Trump pour le contraindre de la poursuivre. Autrement dit, soutenir ou participer à ces manifestations devait consister à légitimer la poursuite des guerres engagées par Bush et Obama, autant dire que je me suis empressé de les condamner sachant de quoi il en retournait vraiment. J'ai une autre explication plus précise à vous proposer : le parti démocrate agirait de la sorte pour faire croire aux Américains qu'il existerait une autre politique que celle adoptée par Trump que le parti démocrate incarnerait, sachant que Trump va en réalité poursuivre cette politique, juste pour brouiller les pistes et dresser les Américains les uns contre les autres pour permettre

à Trump d'appliquer tranquillement sa politique qui est identique à celle de son prédécesseur, en somme la stratégie du chaos appliquée aux Etats-Unis.

Apparemment ce ne fut pas le cas de ce militant trotskyste qui doit être mal informé, qui est visiblement déconnecté de la réalité et est en proie à une terrible confusion, puisqu'il en arrive à soutenir des initiatives qui sont destinées à servir les intérêts de la pire réaction.

Visiblement on ne vit pas dans le même monde et on ne peut pas se comprendre partant de là, c'est la conclusion à laquelle je suis arrivé, dépité je dois l'avouer, quelle misère !

Je me suis fait la réflexion qu'il était impossible de discuter avec des militants qui se contentent des médias institutionnels et de la littérature du mouvement ouvrier tous les deux aussi corrompus pour s'informer et interpréter ensuite la situation. Ils vont parler de quoi au juste, de ce qu'ils savent, mais ils ne savent rien ou l'essentiel leur échappe, ils vont tenir des propos incohérents assaissonnés de théorie marxiste, de principes ou de formules pour leur donner plus de consistance, finalement pour se faire passer pour plus savants ou éclairés qu'ils ne le sont en vérité.

Il faut vraiment manquer de discernement ou de perspicicaté, de volonté et de courage pour continuer à s'informer auprès des médias institutionnels. A mes yeux ces gens-là n'ont absolument aucune crédibilité puisqu'ils se laissent manipuler et manipulent les autres. En les lisant ou en les écoutant, on s'aperçoit que ce qui prime chez eux ce n'est pas les faits, mais la manière dont ils les interprètent, que partant de là on pourra difficilement contester puisqu'on ne parle pas de la même chose et on ne se situe pas sur le même plan, c'est leur vérité un point c'est tout. Et quand malgré tout on a la patience d'essayer de discuter avec ce genre de militants, on aboutit à une juxtaposition de monologues sans intérêt, et à la conclusion qu'on a trop de désaccords pour envisager de faire quelque chose ensemble.

Je ne consacrerai plus de temps à ce genre d'exercices inutiles et je ne répondrai plus aux courriels de tels militants.

Autre chose.

Hier j'ai traité un peu vite la rencontre que devait avoir Hamon avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, auquel il devait soummetre son projet européen, j'ai ironisé en laissant entendre que ce serait juste une formalité.

Erreur, j'avais oublié qu'on était en campagne électorale et que Macron devait être le candidat de Juncker, donc forcément il l'appelerait à revoir sa copie, et c'est ce qui s'est produit.

Vous me direz que ce n'était pas une grave erreur, certes, je n'avais émis aucune illusion sur les intentions de vis-à-vis de l'UE, mais bon, je me suis aperçu de cette erreur donc je corrige.

Il peut aussi arriver que je me fasse manipuler en faisant référence à des articles publiés par des médias alternatifs, mais c'est toujours involontaire et relativement rare, et quand je m'en aperçois je rectifie aussitôt publiquement, ce qui n'est pas le cas des médias institutionnels ou des partis ouvriers

Les dernières nouvelles du Ministère de la Vérité pris en flagrant délit de mensonge.

Le Kremlin évoque "de fausses informations" après l'article du "Canard enchaîné" sur les activités de conseil de François Fillon - Franceinfo

François Fillon est soupçonné par Le Canard enchaîné d'avoir été rémunéré 50 000 dollars pour avoir organisé une rencontre entre un homme d'affaires libanais et le président russe en 2015, au Forum économique international de Saint-Pétersbourg (Russie), suivie d'une rencontre avec le PDG de Total, Patrick Pouyanné.

"En ce qui concerne les rencontres avec le président, elles sont organisées par le protocole présidentiel et il est là aussi exclu qu'un intermédiaire joue un rôle", a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, qui a qualifié les révélations de l'hebdomadaire français de "fausses informations". Une rencontre spontanée et informelle, selon le Kremlin

Selon le porte-parole, Vladimir Poutine a bien rencontré en juin 2015 le Libanais Fouad Makhzoumi, client de la société de conseil 2F Conseil de François Fillon. Mais, selon lui, la rencontre dans les couloirs du forum entre le chef de l'Etat russe et le milliardaire était spontanée et informelle. "Le président a parlé et été pris en photo avec une grande quantité de participants", dont l'homme d'affaires, a indiqué le porte-parole.

La société 2F "n'a jamais été rémunérée ni par l'Etat russe, ni par une entreprise privée de ce pays", a également réagi l'entourage du candidat de la droite à la présidentielle, mardi soir, jugeant les éléments du Canard enchaîné "dénués de tout

fondement". Franceinfo 22.03

Des communications de Trump écoutées de manière "incidente" - Reuters

Des communications privées de Donald Trump ont peut-être été captées de manière "incidente" par les services de renseignement au moment où, après son élection, ils cherchaient à déterminer le rôle de la Russie dans le piratage de la campagne présidentielle américaine. Reuters 22.03

Fake News – Affaire des écoutes de Washington Par Philippe Huysmans - Arrêt sur Info

Hier, au cours d'une conférence de presse, Devin Nunes, actuel président de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants a confirmé que des agences de renseignement américaines avaient collecté des informations concernant des citoyens américains participant au processus de transition de l'administration suite à l'élection de Donald Trump.

Il a précisé que ces collectes, très probablement légales, avaient été réalisées entre novembre 2016 et janvier de cette année et ne concernaient en aucune manière la Russie. Le problème, selon lui, est qu'un certain nombre de ces documents laissaient clairement deviner l'identité réelle des citoyens américains concernés, et que ces documents avaient largement circulé parmi des responsables (autorisés) de l'administration Obama :

« The real issue, Mr. Nunes told reporters, was that he could figure out the identities of Trump associates from reading reports about intercepted communications that were shared among Obama administration officials with top security clearances. He said some Trump associates were also identified by name in the reports. Normally, intelligence agencies mask the identities of American citizens who are incidentally present in intercepted communications. » SOURCE : NYTIMES

Il a ajouté que la Commission du renseignement allait procéder à une enquête approfondie concernant ces opérations de surveillance et la dissémination des informations (confidentielles, ndlr) qui en résultèrent.

Il s'est par ailleurs entretenu avec le président Trump pour lui faire part de ces découvertes, jugeant « important » que le président soit informé. Celui-ci s'est dit satisfait.

Pendant ce temps, dans la presse des bisounours

C'est étrange, à l'époque où nous vivons, plus connectée que jamais, les nouvelles ont toujours du mal à franchir l'Atlantique, et quand elles le font, quelquefois, le contenu fait penser à ce qui reste d'un message après avoir été transmis par « téléphone arabe ».

Alors précisons tout de suite que cette news avait fait l'objet d'une dépêche AFP dont le contenu reste encore accessible aujourd'hui dans le cache de Google. Bon alors évidemment, c'est l'AFP, c'est l'aspect « téléphone arabe » de la chose. Soit ils sont sourds, soit ils sont moins-comprenants, soit [mettez ici ce que vous voulez].

Parce qu'en effet le contenu :

Donald Trump's communications may have been swept up in intelligence gathering on suspected foreign agents, according to explosive allegations made by the Republican head of the House intelligence committee.

Devin Nunes — who worked on Trump's transition team and is now leading an investigation into possible links between that campaign team and Russia — said Trump's communications may have been intercepted late last year.

Nunes however said there was no evidence that then-president Barack Obama ordered the surveillance — as Trump has claimed — or that the Republican billionaire was the target.

Rather, Nunes suggested, Trump's communications were picked up during court-approved targeting of suspected foreign intelligence operatives.

The communications were not linked to Russia, he said, adding that they appeared to have «little or no intelligence value.»

«The president himself and others in the Trump transition team were clearly put into intelligence reports,» Nunes told reporters in front of the White House after briefing the president on the situation.

The information collected — spanning the November-January period between Trump's election victory and his inauguration — was «widely disseminated» in US intelligence circles, he said.

US intelligence community rules dictate that information on Americans picked up incidentally in surveillance must be scrubbed or masked in intelligence reports.

Nunes suggested those involved in the surveillance had violated those rules.

As for Trump, he indicated he felt vindicated by the revelation.

«I somewhat do. I must tell you I somewhat do,» he said during a separate White House meeting. AFP/FILE / NICHOLAS KAMM

Ne semble pas refléter (c'est un euphémisme) les propos de l'intéressé, dont la vidéo est disponible un peu partout.

Et dans la presse française ça devient…

Apparemment, quelques idées se seraient encore perdues en cours de route, d'autres auraient été ajoutées, bref, c'est plus de l'intox, ça confine à l'art abstrait (France24) :

Le président de la commission du Renseignement de la Chambre des représentants a affirmé mercredi que des communications de l'équipe Trump, voire de Donald Trump lui-même, avaient été interceptées pendant la période de transition.

Donald Trump, dans la tourmente pour avoir accusé sur Twitter, sans éléments de preuve, Barack Obama de l'avoir placé sur écoute, s'est dit, mercredi 22 mars, conforté par les déclarations d'un élu républicain sur de possibles opérations de surveillance qui n'avaient pas été révélées à ce jour.

Devin Nunes, président de la commission du Renseignement de la Chambre des représentants, a affirmé, tout en restant avare en détails, que les agences de renseignement américaines avaient intercepté des communications des membres de l'équipe Trump, voire de Donald Trump lui-même, durant la période de transition.

«Il y a beaucoup d'informations dans les rapports que j'ai vus qui m'amènent à penser que l'administration précédente et nombre d'agences avaient une très bonne idée de ce que le président élu Trump faisait», a déclaré l'élu républicain, après avoir rencontré le chef de l'État à la Maison Blanche. «J'ai pensé qu'il était important que le président le sache», a-t-il ajouté.

Des écoutes récoltées de manière fortuite

Donald Trump, qui s'exprimait au même moment lors d'une table ronde avec des élus afro-américains, a fait part de sa satisfaction. « Êtes-vous conforté par ces déclarations ? », lui a demandé un journaliste. « Oui, d'une certaine manière. Je suis content qu'ils aient trouvé ce qu'ils ont trouvé », a-t-il répondu, sans autres précisions.

Soulignant que ces écoutes avaient probablement été récoltées de manière fortuite, c'est-à-dire que les personnes concernées n'étaient pas directement visées par la surveillance, Devin Nunes a jugé troublant que leurs identités aient été «dévoilées» et s'est interrogé sur les raisons de ce choix.

Mais le fait que l'élu républicain aille directement voir le locataire de la Maison Blanche sans informer au préalable les autres membres de la Commission du renseignement a provoqué le colère des démocrates qui ont dénoncé un coup politique.

Lors d'une audition parlementaire lundi, le directeur du FBI avait affirmé ne disposer d'aucune information permettant d'accréditer la thèse d'écoutes de la Trump Tower mise en avant par Donald Trump. SOURCE FRANCE24 AVEC AFP

Exit donc le principal sujet de la conférence, à savoir que le nom des personnes sous écoutes étaient facilement reconnaissables (quand ils n'étaient pas en clair), et bonjour un tout nouveau grief, qui ne figure absolument pas dans la déclaration de l'intéressé : « voire de Donald Trump lui-même ». Or Devin Nunes a déclaré, au contraire, que ces écoutes concernaient des personnes liées à la transition présidentielles, et non le président lui-même ou des membres de l'équipe de campagne (cela se passe après l'élection, ndlr)[1].

Une accusation pareille serait gravissime, surtout venant du président de la Commission du Renseignement, et à ce titre, l'invention pure et simple d'un pareil argument devrait valoir au journal qui l'aurait publié un joli macaron DecodexTM rouge, et la qualification de « fake news » sans parler du joli petit article dans Crosscheck qui va bien avec.

Mais vous n'en verrez rien, il n'y aura pas d'erratum, et encore moins de macaron. Ceci n'est pas une fausse news. C'est de la réalité augmentée. D'ailleurs on ne peut pas coller un macaron rouge à un journal mainstream, il n'y a rien pour l'accrocher, du coup, ça ne tient pas. Arrêt sur Info 23.03

[1] Representative Devin Nunes of California, the Republican chairman of the House Intelligence Committee, introduced the new claim into the deepening controversy over Russian meddling in the 2016 election. Yet Mr. Nunes also told reporters on Wednesday that he had no evidence to support Mr. Trump's claim that he was directly or personally wiretapped. SOURCE : NYTIMES

Les médias traditionnels en pleine débâcle, par Paul Craig Roberts - Arrêt sur Info 23.03

Il ne reste plus grand monde pour faire confiance aux « médias traditionnels », autrement dit à la « press-titution ». Un vent de panique s'est emparé de ces médias, à mesure que la classe dirigeante s'est aperçue qu'elle ne pouvait même plus compter sur eux pour contrôler l'information dans le sens de ses intérêts.

Pour s'attaquer à ceux des médias alternatifs qui disent la vérité, un groupe secret, appelé PropOrNot (1), a publié une liste de 200 sites web accusés d'être des « agents de la Russie ». Cette tentative destinée à jeter le discrédit sur des sites d'informations fiables a été fragilisée par le caractère anonyme de PropOrNot.

A la suite de quoi une nouvelle liste – attribuée à une certaine Melissa Zimdars dont personne n'a jamais entendu parler – a été publiée sur le site de la bibliothèque de l'Université d'Harvard. Les sites répertoriés sur cette liste figurent également sur celle de PropOrNot; à la nuance près que ceux de la liste de Zimdars ne sont plus épinglés comme « agents de la Russie » mais simplement comme « diffuseurs de fausses nouvelles« .

Personne parmi mes lecteurs ne pense que je diffuse des fausses nouvelles. Quand j'ai voulu prendre ma retraite ils m'ont même demandé de continuer à leur fournir des informations fiables, sachant que les grands médias leur mentent.

Je viens d'apprendre par des blogueurs français que le journal Le Monde a également classé comme conspirationnistes des sites web qui ont traduit et publié mes rubriques en français.

Il apparaît que cette croisade contre la vérité est en train de se répandre dans tout l'Empire américain.

Le journal Le Monde sera confronté à la même situation que le Washington Post et la Bibliothèque de Harvard qui, après s'être ridiculisés, ont été contraints de prendre des distances avec leurs listes. Car j'ai non seulement travaillé comme journaliste pour des quotidiens français comme Libération à la fin des années 80 et Le Figaro au début des années 90, mais j'ai aussi reçu la Légion d'Honneur de la part du Président français. Cet honneur m'a été rendu à l'Ambassade de France à Washington par Edouard Balladur lui-même – alors Ministre français de l'économie et des finances, et devenu par la suite Premier Ministre ; cela dans le cadre d'une grande cérémonie à laquelle assistaient de hauts fonctionnaires de l'Administration Reagan, porteurs d'une lettre du Président américain au Président français, remerciant la France d'avoir récompensé mes contributions.

Que Le Monde publie une telle liste confirme ce que Udo Ulfkotte (2) avait lui-même révélé dans son célèbre ouvrage, à savoir qu'il n'y a en Europe aucun journaliste ayant pignon sur rue qui n'ait figuré sur les fiches de paie de la CIA.

Je me suis demandé si la liste de PropOrNot avait été créée par un organe de la « press-titution » tel que CNN, le New York Times, le Washington Post, NPR, MSNBC, afin de préserver leur monopole sur l'analyse de l'information, ou si c'était une création de la CIA dans une tentative de protéger les médias qui, travaillent pour elle en contrôlant les informations livrées à un public crédule et ignorant. Je pense plutôt qu'elle émane de la CIA, ou du Département d'Etat, qui, ayant perdu leur crédibilité, jouent leur dernière carte pour reprendre le contrôle de l'information.

Ce monde de mensonges qui encadre nos vies et escamote la réalité dans le monde occidental a détruit toutes les justifications de l'hégémonie exercée jusque là par l'Occident sur l'humanité. Aujourd'hui l'Occident, corrompu, violent, cupide et malfaisant au-delà de toute mesure, n'est qu'une addition de peuples qui s'accommodent de l'assassinat de millions de millions de Musulmans dans de nombreux pays (3). Quand le diable peut agir en toute impunité, quel espoir reste-t-il à l'humanité ?

Prenant sans doute en compte l'accueil critique qu'a reçu sa liste, le site web de la Bibliothèque d'Harvard a maintenant identifié Melissa Zindars, comme professeur adjoint de communication au Merrimack College. La bibliothèque a pris ses distances avec sa liste en la qualifiant « informelle ». Le lien vers la liste des sites de « fausses nouvelles » répertoriée par Zimdars existe toujours mais donne accès à autre chose.

Stephen Lendman (1) a diffusé une copie de cette liste sur son blog. Il est à noter que Wikileaks figure également sur la liste de Zimdars, preuve de l'absurdité de la chose, dans la mesure où Wikileaks ne diffuse ni commentaires ni nouvelles, mais uniquement des documents vérifiés. Arrêt sur Info 23.03

Propagande destinée à légitimer les multinationales et les institutions supranationales au détriment des Etats

- Patrimoine des candidats : « Les Français exigent désormais une transparence totale » - LeParisien.fr

Ancien directeur du Trésor et banquier, Daniel Lebègue préside l'antenne française de Transparency International... LeParisien.fr

Une ONG entre de bonnes mains !

Qu'est-ce que Transparency International ?

wikipedia.org - Le lien historique entre l'association et le gouvernement américain est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur régional de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement américain, et dont le siège est situé à Washington.

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes. Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale.

Selon Bernard Carayon, « l'ONG n'est une organisation indépendante ni financièrement ni culturellement ». Son existence doit en effet beaucoup à des fondations et des multinationales anglo-saxonnes, ainsi que des institutions gouvernementales américaines. Cependant, ces liens ne semblent pas affecter le fonctionnement de l'ONG. À titre d'exemple, en 2012, Exxon Mobil est mentionné dans le rapport de 2012 comme ayant effectué une donation supérieure à 50.000 dollars à l'ONG17. La même année, Exxon Mobil est classée dernière en termes de transparence parmi les 42 compagnies de pétrole et gaz prises en compte dans le rapport. (Exxon Mobil s'en tape royalement ! - Ndlr)

Transparency International France est inscrit comme représentant d'intérêts auprès de l'Assemblée nationale. L'organisation déclare à ce titre, sans préciser la date du dernier exercice comptable, un budget global de 516 475 euros, dont 13 000 euros de financement public, et indique que les coûts annuels liés aux activités directes de représentation d'intérêts auprès du Parlement sont compris entre 10 000 et 20 000 euros.

Transparency International est inscrit depuis 2008 au registre de transparence des représentants d'intérêts auprès de la Commission européenne. L'organisation déclare en 2015 pour cette activité 16 collaborateurs à temps plein et des dépenses d'un montant compris entre 1 000 000 et 1 250 000 euros. Elle indique avoir perçu sur le même exercice 3 982 717 euros de subventions des institutions de l'Union européenne. wikipedia.org

Parole d'internaute.

1- "*Les libéraux à l'ancienne s'opposaient aux privilèges de l'ancien régime. A ce titre ils sont favorables au fait que chacun gagne en raison de ses talents et de son travail, et non de sa naissance noble. C'était un net progrès par rapport à l'ancien régime. Mais pour que ça marche, ils attribuent un rôle important à l'État pour mettre tout le monde sur la même ligne de départ, à commencer par une éducation accessible, des règles identiques pour tous (règles sanitaires, de poids et mesures, surveillance et sanction des fraudes, droits de succession, etc)* (Cela s'appelle la République - LVOG). *Comme vous voyez ça ne ressemble en rien au néo-libéralisme qui ne veut plus d'Etat du tout.*

C'est pourquoi l'expression "ultra libéralisme" est trompeuse : le libéralisme à l'oeuvre aujourd'hui n'est pas une "exagération" (ultra) du libéralisme d'origine, mais une transgression du cadre du libéralisme ; il est donc vraiment "néo", c'est à dire nouveau. Et c'est pas beau à voir."

2- "*J'ai été en Hongrie et en République Tchèque et en parlant avec les "gens d'en bas" je me suis vite aperçu qu'ils avaient une rage féroce contre le "libéralisme des Droits de l'Homme"…*

Leur principal reproche concerne la dégradation de la qualité de vie…

Certes au temps de l'URSS ils ne vivaient pas dans le "luxe" mais ils avaient TOUS un boulot, un toit, étaient éduqués et soignés, avaient droit à une retraite modeste mais assurée.

C'était là le "minimum vital" que devait garantir un état qui se respecte.

Aujourd'hui ils deviennent les spectateurs honteux de la décomposition de l'humanité. Ils sont devenus les "esclaves du capital" et ceux qui ne collaborent pas servilement sont rejetés par ce système et finissent par crever dans la rue de faim, par manque de soins et sans que leurs enfants puissent bénéficier de la moindre éducation.

Et quand on leur dit qu'ils ont gagné le droit d'être "libres", ils répondent : "Libres de devenir des esclaves et ce crever comme des merdes ?"…

L'un d'entre eux m'a dit : "Les occidentaux ne peuvent pas encore comprendre car ils ne sont pas encore tombés assez bas"…"

La plupart des gens ne pensent pas, tout en étant persuadés du contraire. Comment cela ?

En réalité on pense pour eux. Ils adoptent le mode de pensée ou la pensée dominante ou ils pensent dans le cadre qui a été défini par les idéologues du régime, ce que prouve le fait qu'ils sont incapables de penser la société au-delà du capitalisme, toute référence au socialisme mise à part.

L'humain d'abord ou la voix de la réaction.

Vidéo. Individualisme et politique (John Pilger) (2012)
https://www.youtube.com/watch?v=T2kn2Vw1ytA

Un exemple d'actualité pour l'illustrer.

L'humain d'abord. Solidarité... avec les institutions et le régime.

- Nicolas Hulot et 80 ONG lancent un «appel des solidarités» - lefigaro.fr

La campagne, qui durera jusqu'au 21 avril, a pour objectif de pousser les candidats à la présidentielle à s'engager dans la lutte contre les inégalités. Les citoyens peuvent également faire des propositions qui seront transmises aux députés lors de la rentrée parlementaire 2017.

À un mois de l'élection présidentielle, Nicolas Hulot lance ce jeudi, avec près de 80 associations et ONG, un «appel des solidarités». L'objectif de ce mouvement est d'inviter les citoyens français à se rassembler autour du mot «présent» et pousser les politiques à faire de la solidarité «la pierre angulaire de leurs actions».

«Cet appel couvre effectivement des sujets très larges mais qui ont des éléments en communs. Et le principal c'est la nécessité de remettre l'humain et la volonté des citoyens au cœur du débat».

Un index levé sera le signe de ralliement des soutiens. Symboliquement, la réplique de la statue de la Liberté à Paris sur l'Île aux cygnes, au bord de la Seine, a troqué ce jeudi sa flamme contre une main reprenant ce geste. lefigaro.fr 23.03

Donc "campagne" soutenu par la maire de Paris (et le PS) qui a autorisé que cette statue soit ainsi défigurée.

Parmi les ONG qui portent le projet figurent le WWF, Greenpeace, ATD Quart Monde, Les Petits frères des pauvres, Action contre la faim, Oxfam, ou encore l'Association des paralysés de France, Médecins du monde, le Secours catholique, le Secours islamique, ou SOS Racisme, toutes subventionnés par l'Etat ou des officines occultes telles que l'USAIDS ou des oligarques.

Qui a dit ?

"La société, sans s'obliger à un dogme, peut se donner des principes communs comme l'amour de la patrie... ?"

Réponse : Mélenchon dans un entretien donné hier au Parisien.

Mélenchonneries.

Enrichissez-vous grâce à l'Union européenne.

- Mélenchon affiche un patrimoine de près d'un million d'euros - AFP

"j'épargne beaucoup parce que je suis très bien payé au Parlement européen", explique-t-il.

Vous ne voudriez tout de même pas qu'il coupe le bras qui le nourrit, le malheureux !

Il n'a rien à envier à Fillon, Leroux, Bartononé etc.

- Népotisme, voiture de fonction… Jean-Luc Mélenchon attaqué sur son passé d'élu local - capital.fr

Jean-Luc Mélenchon s'est montré intraitable sur l'intégrité des élus lundi soir lors du grand débat de TF1. Pour son vieil ennemi Christian Schoettl, élu de l'Essonne, le candidat de «La France insoumise» est pourtant loin d'être irréprochable en la matière.

Alors, on va lui faire une piqûre de rappel, et lui parler de sa propre désinvolture. Parce qu'en décembre 2009, c'est sa fille Maryline qu'il a fait embaucher par le conseil général de l'Essonne.

Capital : Et pourquoi n'aurait-il eu pas le droit de le faire ?

Christian Schoettl : Mais parce qu'elle n'a pas été embauchée comme collaboratrice du groupe socialiste au conseil général. Là, le recrutement aurait été à la discrétion du politique, comme pour les attachés parlementaires d'un député. Mais en 2009, c'est en tant qu'agent administratif que Maryline Mélenchon a été engagée. Pour réaliser ce recrutement, la collectivité territoriale devait respecter les règles, notamment d'impartialité, qui s'appliquent à toute la fonction publique.

Quand une administration a un poste vacant, elle doit publier une offre d'emploi, recevoir les candidats et recruter le plus compétent, sans bien sûr se préoccuper de savoir quelle est son appartenance politique. Or, à l'issue de cette procédure de recrutement, qui voit-on arriver à un poste de «chargée de coopération» ? La fille d'un ancien vice-président du conseil général, par ailleurs toujours sénateur de l'Essonne. La fille de l'ami des présidents socialistes successifs du conseil général – à l'époque, c'est Michel Berson qui est à sa tête. Vous avouerez que c'est quand même une étrange coïncidence. D'autant plus étrange, que ce n'est pas la première.

Capital : Vous voulez dire que ce n'est pas la première fois que Maryline est embauchée grâce à son père ?

Christian Schoettl : Son premier job, elle le décroche comme agent administratif à la mairie de Viry-Châtillon, toujours dans l'Essonne. On est en 1998 et elle a 24 ans. Son père est déjà vice-président du Conseil général. C'est, avec Julien Dray, l'un des leaders de la Gauche socialiste, un courant du PS qui entraine dans son sillage pas mal d'élus de l'Essonne. Justement, le lieutenant de Jean-Luc Mélenchon s'appelle Gabriel Amard, et c'est le maire de Viry-Châtillon. Mieux : on le surnomme «monsieur gendre», parce qu'il est le compagnon de Maryline. Si ce n'est pas du favoritisme, je voudrais qu'on me dise ce que c'est.

Voyez Jean-Luc Mélenchon, encore lui. J'ai là une facture adressée en décembre 1998 au Conseil général par une petite boite de communication événementielle, l'agence Eventissimo, et signée de Mélenchon lui-même. La commande concerne la «conception» artistique d'une carte de vœux, mais sans la fabrication ni l'impression. Cette simple «création» a coûté 94.671 francs soit 18.489 euros aux contribuables essonniens ! Et vous savez qui était la patronne d'Eventissimo ? Je vous le donne en mille : Isabelle Thomas, l'égérie du mouvement étudiant de 1986 contre la loi Devaquet, et animatrice l'aile gauche du PS avec Jean-Luc Mélenchon.

Capital : En 2007, vous avez enfin obtenu une victoire contre Jean-Luc Mélenchon…

Christian Schoettl : En effet. J'avais attaqué Mélenchon parce qu'en 2004, d'avril à juin, il avait utilisé pendant trois mois un véhicule avec chauffeur du conseil général. Or il n'y avait plus droit puisqu'il n'était plus au Conseil général. Cela pourrrait s'apparenter à un détournement de fonds public dont il a bénéficié, lui, et personne d'autre. J'ai porté plainte ce qui a conduit le procureur de la République à lui signifier un rappel à la loi sous la forme d'un avertissement solennel.

Capital : C'était peut-être pour un usage professionnel ?

Christian Schoettl : J'en doute. Jean-Luc Mélenchon était devenu sénateur. Pourquoi n'utilisait-il pas le généreux pool de voitures du Sénat si tel était le cas ? Vous savez, Mélenchon est un professionnel de la politique, qui a toujours vécu de la générosité des contribuables.

Tenez, un dernier exemple : entre 2000 et 2002, lorsqu'il était devenu ministre délégué à l'Enseignement professionnel, il n'a quasiment jamais plus mis les pieds au Conseil général. Mais plutôt que de démissionner, il a continué à percevoir une indemnité de 2.300 euros par mois. Au total, c'est 57.500 euros d'argent public qu'a perçu le conseiller fantôme. On en pense ce qu'on en veut, mais si la France de Mélenchon est insoumise, Jean-Luc n'est pas indifférent au fric. capital.fr 22.03

En famille ou du consensus au consentement.

- Ce détournement du "Grand débat" de TF1 laisse les candidats littéralement sans voix - Le Huffington Post

Publiée le mardi 21 mars au lendemain du débat, cette vidéo est un véritable carton puisqu'elle a été vue plus de 1,1 million de fois et a généré près de 36.000 likes et partages.

... "beaucoup de gens appuient le message d'un débat creux et stérile" dans les commentaires de la vidéo. "Ca ne peut que refléter le regard que l'on porte sur notre classe politique à l'heure actuelle", analysent Amaury , expliquant être très "surpris" par le succès de leur vidéo. Le Huffington Post 22.03

Le régime policier est toujours à l'origine de la guerre civile

- Chers candidats à la présidentielle, il n'y aura pas de paix sociale tant que vous laisserez les policiers à leur détresse - Le Huffington Post

Fabrication d'un président.

- Présidentielle: Fillon a bénéficié de «prêts familiaux» de 30.000 euros pour paiement de «dettes fiscales» - 20minutes.fr

Aveu.

- Macron, Hollande et le PS attaquent Fillon après la démission de Le Roux - LePoint.fr

- Jean-Yves Le Drian se rallie à Emmanuel Macron - Franceinfo

Hollanderie.

- Emmanuel Macron : «On ne peut pas être timidement européen, sinon on a déjà perdu» - Liberation.fr

Quand Macron donne la nausée...

- Emmanuel Macron provoque un tollé en affirmant qu'il avait "des fins de mois difficiles" avec 1 000 euros - Franceinfo

- Taxe d'habitation : Emmanuel Macron défend son projet devant les maires de France et se fait siffler - Franceinfo

Le «cabinet noir» dévoilé.

- Bienvenue Place Beauvau: ce que révèle le livre dont parle François Fillon - lefigaro.fr 23.03

Dans Bienvenue Place Beauveau, trois journalistes mettent en lumière certaines pratiques de François Hollande pour éliminer ses adversaires. S'appuyant sur ce livre, François Fillon a accusé jeudi François Hollande d'être impliqué dans la «machination» dont il se dit victime.

François Fillon a dénoncé, jeudi soir lors de l'Émission politique, un «scandale d'État» et accusé François Hollande d'organiser à la tête d'un «cabinet noir» les fuites dans la presse sur ses affaires judiciaires. «Il y a un livre qui sort ces jours-ci, dont j'ai pu lire les bonnes feuilles, qui a été écrit par des journalistes qui sont très loin d'être mes amis puisque deux d'entre eux sont des journalistes du Canard enchaîné», a fait valoir François Fillon, qui fait référence à Bienvenue Place Beauvau, Police: les secrets inavouables d'un quinquennat écrit par Didier Hassoux, Christophe Labbé, et Olivia Recasens.

«C'est un livre sur le ministère de l'Intérieur et la place Beauvau, qui explique que François Hollande fait remonter toutes les écoutes judiciaires qui l'intéressent à son bureau, ce qui est d'une illégalité totale, comment il est branché directement sur Bercy, sur Tracfin, sur les informations qui lui sont apportées en permanence, comment il est au courant des moindres faits, des moindres filatures, y compris concernant son ancien Premier ministre Manuel Valls», a-t-il expliqué.

Selon lui, «on cherchait un cabinet noir, on l'a trouvé, en tout cas, à travers ces allégations». «Moi, ce soir, solennellement, je demande qu'il y ait une enquête d'ouverte sur les allégations qui sont portées dans ce livre, parce que c'est un scandale d'État». «Si ce qui est écrit dans ce livre est vrai, je pense que dans l'histoire récente de la Ve République, un chef d'État n'est jamais aussi loin dans l'illégalité, la prise de pouvoir sur des services sur lesquels il ne devrait pas avoir autorité», a-t-il également affirmé.

«Difficile de ne pas voir la patte de Hollande»,

Dans leur livre-enquête, qui est paru jeudi 23 mars, les trois journalistes lèvent le voile sur la manière dont François Hollande a tenté d'utiliser le ministère de l'Intérieur et ses outils pour tenter de se faire réélire en 2017. Un objectif mis de côté, entre temps,

mais qui n'enraille pas la volonté du chef de l'État d'annihiler les chances de la droite à parvenir au second tour de l'élection présidentielle. «Derrière ces ennuis à répétition qui ciblent les principaux rivaux du président sortant, difficile de ne pas voir la patte de Hollande», écrivent ainsi les trois auteurs du livre, dont Valeurs actuelles publie cette semaine les bonnes feuilles.

Selon l'hebdomadaire, François Hollande aurait, depuis l'Elysée, coordonné une cellule pour, dans un premier temps, mettre hors-jeu l'ancien président, Nicolas Sarkozy. Cinq ans après sa défaite lors de l'élection présidentielle de 2012, Nicolas Sarkozy a été visé, lui et son entourage, par treize affaires. «Depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir, c'est comme si une malédiction judicaire s'était abattue sur son prédécesseur», ironisent ainsi les trois journalistes. «Pour orchestrer les affaires judiciaires il existe une mécanique complexe aussi efficace que redoutable. Hollande a su en tirer profit», ajoutent-ils.

L'ancien président n'aurait pas été le seul à subir les manœuvres de François Hollande. Manuel Valls, aurait, lui aussi, été dans la viseur de l'actuel président de la République. Sébastien Gros, l'homme de confiance du premier ministre, est photographié et surpris, en septembre 2014, par la police des Courses et Jeux alors qu'il est en «grande conversation avec le patron de l'un des cercles de jeux parisiens visé par une opération mains propres». Puis surviennent les rumeurs d'une liaison entre le premier ministre et sa ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem. Mais aussi la publication d'un livre, en octobre 2016 qui déstabilise un de ses amis, Jean-Marie Le Guen, alors qu'il caresse l'idée de se présenter à la présidentielle. «Manuel Valls croit voir partout l'ombre maléfique de Hollande. Son entourage en est totalement persuadé: le château fomente des coups bas contre lui», notent les journalistes.

Mise en cause par François Fillon qui l'accuse d'avoir organisé un «cabinet noir», François Hollande a publié jeudi soir avant la fin de «L'Émission politique» un communiqué pour démentir les accusations du candidat de la droite. «Le président de la République condamne avec la plus grande fermeté les allégations mensongères de François Fillon ce soir sur France 2, peut-on lire dans ce texte. Depuis 2012, et c'est un fait établi, l'exécutif n'est jamais intervenu dans aucune procédure judiciaire et a toujours respecté strictement l'indépendance de la magistrature. Et sur les affaires particulièrement graves concernant M. Fillon, parce qu'elles touchent à l'intégrité et à l'exemplarité, le président de la République n'en a été informé que par la presse. Le seul scandale ne concerne pas l'État, mais une personne qui aura à en répondre devant la justice. Les propos de M. Fillon, qui s'ajoutent aux révélations des dernières semaines, n'ont donc aucun fondement et provoquent un trouble insupportable à la campagne présidentielle qui appelle dignité, sérénité et responsabilité.»

De son côté, Didier Hassoux, l'un des trois coauteurs du livre Bienvenue Place Beauvau* sur lequel Fillon s'est appuyé pour demander l'ouverture d'une enquête, a contesté la version que l'ancien premier ministre a donnée de l'ouvrage. «On n'a pas écrit ça», a affirmé le journaliste du Canard Enchaîné sur France-Info, ajoutant: «La seule personne qui croit qu'il y a un cabinet noir à l'Élysée, c'est François Fillon. Il y croit tellement que le 24 juin 2014, il est allé voir Jean-Pierre Jouyet, le numéro deux de l'Élysée, pour lui demander d'activer le cabinet noir. Ce cabinet noir n'existe pas!» Interrogé sur ces deux démentis, Fillon a réagi à celui du chef de l'État par un ironique: «Bien sûr!». Il a répondu au journaliste «J'ai eu le PDF», en s'en remettant au jugement des Français. lefigaro.fr 23.03

Commentaire d'internautes

- "*Je viens de lire le livre en question et je pense que non seulement Fillon n'a pas menti, bien au contraire, ce livre démontre bien la patte de Hollande dans les affaires. Il a purgé l'entourage de Valls, donner ordre de mener un véritable blitzkrieg sur Sarkozy (afin qu'il ne puisse se représenter), en choisissant le même juge d'instruction (Tournaire) que sur l'affaire Fillon.*

Ma conviction après la lecture de ce livre n'en sort que renforcée : c'est bien Hollande et ses proches collaborateurs qui ont monté l'affaire Fillon."

Le vieux monde pour le meilleur et le pire

- Hermès a volé de record en record en 2016 mais jouera la prudence en 2017 - La Tribune

Le sellier-maroquinier du Faubourg Saint-Honoré a annoncé mercredi avoir franchi le cap du milliard d'euros de bénéfice net, à 1,1 milliard (+13% sur un an). La Tribune 23.03

- Hausse du nombre d'agressions contre les médecins - LeFigaro.fr Selon le Conseil de l'ordre, 968 incidents ont été rapportés en 2016. Les violences sont révélatrices des failles du système de soins. LeFigaro.fr 23.03

- Les «droits fondamentaux» mis à mal dans les prisons françaises en 2016 - LeFigaro.fr

Deux poids deux mesures.

- Attaque terroriste à Londres: "émotion" et "solidarité" dans le monde entier - L'Express.fr

Quand les puissances occidentales massacrent des peuples. Les Irakiens et les Syriens n'ont que ce qu'ils méritent !

- Un quartier dévasté à Mossoul, des dizaines de victimes - Reuters

Des dizaines d'habitants de Mossoul ont péri ensevelis sous les décombres de plusieurs bâtiments dévastés vendredi dernier par une explosion massive provoquée par des raids aériens, rapportent jeudi témoins et membres de la Protection civile irakienne. Reuters

- Syrie: plus de 40 civils tués lors de raids - AFP

Plus de 40 civils ont été tués en 48 heures en Syrie dans des raids aériens probablement menés par la coalition dirigée par les Etats-Unis... AFP

Ils osent tout

- La "République exemplaire" ne tolère aucune "suspicion", selon Hollande - Reuters

- Présidentielle : la Haute Autorité de la primaire de la gauche tacle le manque de "loyauté" de Valls à l'égard de Hamon - Franceinfo

- Recep Tayyip Erdogan, le persécuteur persécuté - Liberation.fr

- Le repli national, ennemi du bien commun - Liberation.fr

- “Article 175” : l’Allemagne veut réhabiliter les homosexuels condamnés après guerre - euronews.com

- Italie: un "mafia tour" pour touristes fait polémique en Sicile - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

- Les pauvres en Allemagne sont de plus en plus pauvres - Reuters

Les riches en Allemagne sont de plus en plus riches mais les pauvres sont aussi de plus en plus pauvres, selon un rapport du ministère du Travail et des Affaires sociales.

Dans la première économie d'Europe, sur la période 1995-2015, les gens dont les rémunérations figurent parmi les 40% plus basses du pays ont vu leur salaire brut horaire reculer de 4 à 7% en termes réels.

A l'inverse, les 60% restants ont connu des augmentations allant de 1 à 10% sur la même période.

Le rapport, auquel Reuters a eu accès, n'a pas encore été publié officiellement et doit au préalable obtenir l'approbation d'autres ministères.

Les réfugiés sont pris en compte dans ce rapport - au total, 890.000 d'entre eux sont arrivés en Allemagne en 2015 - ce qui selon le ministère a contribué à la hausse du taux de pauvreté.

Le rapport note que le taux de pauvreté parmi les enfants nés dans les années 1980 avait augmenté de six points par rapport à ceux nés durant la décennie précédente.

Aujourd'hui, la proportion d'enfants qui risquent de vivre dans la pauvreté en Allemagne se situe entre 15 et 21%.

Une étude de l'Institut Leibniz de recherche économique RWI parue ce mois-ci montre que sur les 7,5 millions d'Allemands ayant un emploi peu rémunéré - ce qu'on appelle les "mini-jobs" en Allemagne - environ 13% gagnent moins que le salaire minimum légal

de 8,50 euros de l'heure. Reuters 23.03

Yémen

- Au Yémen, une situation humanitaire catastrophique - lefigaro.fr

Les chiffres sont vertigineux: «14 millions de personnes sont en situation alimentaire d'urgence, 500.000 enfants sont atteints de malnutrition aiguë, 8000 civils ont été tués depuis 2015 et 20.000 cas de choléra ont été détectés»...

... l'urgence est multiple: famine, manque d'eau potable, infrastructures détruites, sans compter les centaines de blessés dans les bombardements, qui affluent chaque jour dans les centres de soins.

... «On observe l'utilisation d'armes comme les bombes à sous-munitions alors qu'elles ont été interdites depuis la signature du traité d'Oslo en 2008»... lefigaro.fr 23.03

J'ai censuré les déclarations des ONG auxquels Le Figaro offrait une tribune, et qui se nourrissent exclusivement de la misère des peuples, et qui sont financées par ceux qui sont responsables de cette tragédie épouvantable.

ECONOMIE

BCE

- Afflux des banques sur les prêts "gratuits" de la BCE - latribune.fr

La Banque centrale européenne a accordé pour 233 milliards d'euros de prêts à long terme à intérêt nul, qui rapportent en fait de l'argent aux banques. C'est deux fois plus qu'attendu par les économistes.

C'est un peu l'effet « dernière démarque » à la fin des soldes. Les banques de la zone euro ont afflué en masse sur la dernière vague des prêts avantageux accordés par la Banque centrale européenne (BCE) afin de stimuler les prêts à l'économie réelle : en tout, 474 établissements se sont présentés au guichet de Francfort et la BCE leur a accordé quelque 233,5 milliards d'euros de prêts à long terme (quatre ans) à un taux d'intérêt nul voire négatif (-0,4%), sous réserve d'avoir atteint certains objectifs de crédits aux ménages (hors immobilier) et aux entreprises (non financières).

C'est plus du double de l'estimation médiane des économistes interrogés par l'agence Bloomberg (110 milliards).

Les banques ont profité de cette quatrième et dernière vague d'opérations ciblées de refinancement de long terme, appelées « TLTRO II » dans le jargon de l'institution, pour mettre de côté des liquidités bon marché. Les banques italiennes notamment : UniCredit a emprunté 24,4 milliards d'euros et Intesa 12 milliards.

Vers la fin du Quantitative easing

Si l'on retraite des montants utilisés pour rembourser de précédents crédits TLTRO accordés par la BCE pour 16,7 milliards, les sommes nettes allouées par la Banque centrale ont atteint le niveau record de 216 milliards d'euros, le plus élevé de tout le programme lancé en septembre 2014. Lors de la vague précédente de prêts, il y a trois mois, 62,2 milliards d'euros avaient été alloués à quelque 200 établissements. En cumulé, les 12 opérations de TLTRO I et TLTRO II ont apporté 834 milliards d'euros de liquidités aux banques européennes.

La fin de ce programme est le premier signe d'un changement de politique de la BCE, qui pourrait remonter le taux des dépôts, actuellement négatifs (-0,4%), ce qui revient à "taxer" les excès de liquidités des banques. Après quinze trimestres consécutifs de croissance positive et un raffermissement de l'inflation en zone euro, la BCE s'apprête à mettre un terme en décembre prochain à sa politique monétaire accommodante (« quantitative easing » ou QE), son plan massif de rachat de dettes (d'Etat et d'entreprise), qui sera ramené à partir d'avril à 60 milliards d'euros par mois contre 80 milliards précédemment. latribune.fr 23.03

Haut de page

Le 28 mars 2017

CAUSERIE

On ajoutera des articles demain matin, plus le temps, je dois cuisiner.

Etonnant, ils étaient unanimement Charlie, et quand des centaines de civils syriens et irakiens innocents se font bombarder par les Américains, ils restent silencieux, ils se taisent. Idem quand il s'agit de Yéménites. Non, c'est normal. Il faut bien que tout le monde vive, non ? Bon, ceux qui ont le droit de rester en vie... à quatre pattes devant leurs maîtres.

Cela a du bon tout de même de vivre en paix chez les fabriquants d'armes qui serviront à la guerre ailleurs, vous ne trouvez pas ? Heureusement que j'ai ma bonne conscience pour moi. Après tout, je ne suis responsable de rien, c'est pratique. Pas très digne en vérité, mais qui s'en soucie franchement à notre époque de décadence généralisée ?

Au fait, l'Inde où je vis a décliné l'invitation de faire partie de la coalition qui bombarde les peuples du Moyen-Orient ou du Golfe d'Aden. Parfois je ne sais pas pourquoi, je me sens plus Indiens que Français... Je plaisante puisque je suis un citoyen du monde, mais pour un peu cela pourrait être justifié.

Autre chose qui vous occupe sans doute davantage l'esprit : le chaos à venir, où, mais en France voyons !

La présidentielle n'est qu'un mauvais moment à passer, c'est la suite qui va être le plus intéressant et dont peu ne parlent, les législatives où n'émergera aucune majorité hormis composée d'une coalition plutôt à géométrie variable que stable de partis de droite, En marche ou le parti démocrate, le PS et LR avec leurs satellites respectifs.

Ce sera une occasion pour consolider le consensus droite-gauche, et de vérifier que cette caractérisation était bien une imposture puisque droite et gauche ont toujours oeuvré à la défense du régime en place. Aux Etats-Unis, qui ont une longueur d'avance sur la France, cela fait belle lurrette que l'on évoque ouvertement les démocrates républicains et les républicains démocrates ou les démocrates néoconservateurs et les républicains néoconservateurs ou néolibéraux, histoire de montrer qu'ils représentent bien tous les deux la même classe sociale. (A suivre)

La palme du cynisme en la matière doit être attribuée aux représentants des classes moyennes, qui le sachant ont passé outre étant gouvernés uniquement par leurs propres intérêts, donc prêts à soutenir l'un ou l'autre parti, et sachant qu'elles représentent environ 50% de la population américaines ou un peu plus (61% selon certains), ce sont elles qui se chargent d'assurer la stabilité des institutions.

Mais parmi elles, certaines couches sont particulièrement malmenées ou menacées, voire perdent leur statut privilégié et se paupérisent après placé leur destin successivement entre les mains des démocrates et des républicains qui finalement ne les ont pas épargnées, elles sont donc à même d'entendre un autre discours qui cette fois se situerait au-delà du capitalisme. Leur tâche consiste à rallier la classe ouvrière et à l'organiser sur la base d'un programme socialiste...

Quelques réflexions politiques.

C'est pitoyable d'en être arrivé là !

- Apparemment, plus de 30% des électeurs ne savent toujours pas s'ils vont aller voter ou non, et parmi les 70% affirmant qu'ils vont aller voter, 50% sont "indécis" ou ne savent toujours pas non plus pour qui ils iront voter, et bien qu'ils s'en abstiennent. On aurait envie de leur dire qu'ils se rapprochent des partis ouvriers qui ne participent pas à cette mauvaise farce, mais lesquels ? Ceux qui meurent d'envie (ouvertement) d'appeler à voter pour un ex-ministre de Hollande ou de Chirac ?

Ce qui nous attend et auquel évidemment nous ne sommes pas du tout préparé.

- "*il y a un régime pire que celui des institutions incapables et corrompues. C'est le régime qui suit l'effondrement des institutions, autrement dit le règne du chaos. La montée des pitres nous venge et nous soulage, mais elle sape en même temps les fondements mêmes de l'ordre où nous vivons.* " Antipresse n°69.

En oligarchie, qui plus est sous la Ve République, le pouvoir est héréditaire à l'instar d'une monarchie.

- Un internaute. "*Macron est un cheval de Troie. Qui dirige la France selon la Constitution? Le Premier ministre. Si Macron est élu, qui sera nommé Premier ministre? François Hollande. Soutenu comme en 2012 par Bayrou et tous les "socialistes" non frondeurs. Seuls les aveugles n'ont pas compris la manoeuvre pour vendre du Hollande sans Hollande. Il a fallu feindre la trahison de Macron abandonnant Hollande, alors qu'il n'est que le faux nez de Hollande.*"

Bravo pour cette blague, vous me direz que très sérieusement Mélenchon avait bien envisagé d'être le Premier ministre de Hollande, cela aussi ses sympathisants l'ont oublié.

Mais vous avez raison, Macron est bien l'héritier de Hollande, son "*dauphin*" (Fillon), son clone ou celui de Hillary Clinton ou Obama.

La déflation va de pair avec l'économie de guerre

- Un internaute. "*L'hyper inflation en Allemagne, ça dure en gros 1 an à cheval sur 1922/23. Ça tue le rentier, mais effectivement, l'Allemand moyen ou le petit entrepreneur se démerde, il a pris l'habitude pendant les privations de la guerre : troc, échange de services, payement à la demi journée pour les ouvriers… C'est dur mais ça passe. En plus, l'hyperinflation n'est pas un accident, c'est délibéré, pour rembourser les dommages de guerre en monnaie de singe. Quand le gouvernement décide que ça suffit, ça s'arrête. Lire l'"Obélisque Noir" de EM Remarque sur le sujet.*

C'est les politique déflationnistes catastrophiques menés entre 1929 et 1932 qui font effectivement plonger l'Allemagne, avec l'effet que l'on sait…

Et effectivement, la propagande néolibe met toujours en garde contre l'inflation, dont les petites gens souffrent peu, alors que la déflation est 10 fois pire..."

On peut partager l'appel du POID du 19 mars, à quelques réserves près que j'explique ici.

POID - "*Hamon et Mélenchon proclament l'un et l'autre leur refus de l'héritage politique du gouvernement Hollande-Valls. L'un et l'autre parlent de l'abrogation de la loi Travail, et se disent contre les diktats de la « troïka » (Commission européenne/ Fonds monétaire international/Banque centrale européenne).*

Unis sur cette base en une seule candidature, ils pourraient ouvrir la voie à une mobilisation permettant, au moins sur un point, de rompre avec la politique du gouvernement précédent : l'abrogation de la loi El Khomri combattue par des millions de grévistes et manifestants unis avec les organisations syndicales au printemps dernier."

Prétendre que Hamon refuse "*l'héritage politique du gouvernement Hollande-Valls*", sans doute comme Mélenchon refuse "*l'héritage politique du gouvernement*" Chirac-Jospin dont il avait fait partie, cela ne mérite même pas d'être commenté.

Hamon et Mélenchon "*pourraient ouvrir la voie à une mobilisation*" nous dit-on, qu'est-ce que cela signifie ?

Que Hamon et Mélenchon pourraient prendre l'initiative d'en appeler à la mobilisation de la classe ouvrière ? Impensable, Hamon ne l'a jamais fait dans le passé parce qu'il y était opposé, donc on ne voit pas pourquoi il y serait favorable demain, la majorité des députés refuseraient d'abroger la loi El Khomri. Est-ce à dire qu'il devrait enclencher le 49.3 tant décrié par les opposants à la loi El Khomri ? Absurde. Et si le gouvernement voulait abroger la loi El Khomri il serait immédiatement renversé par une motion de censure. Qui appellerait à cette mobilisation ? Le PS ? Impensable, de toutes manières rien ne dit que les travailleurs seraient prêts à le suivre. Le PCF ? Il ne représente pratiquement plus rien pour les travailleurs, il est totalement discrédité et c'est très bien ainsi. Les syndicats ? Lesquels, ceux qui ont organisé 14 journées d'action pour faire passer cette loi au lieu d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait ? Inimaginable, chacun en conviendra. Qui alors ? Des partis comme le POI, le POID, le NPA ou LO qui sont marginalisés ou ne représentent qu'une infime minorité de travailleurs, qui plus est n'ont jamais été foutus de s'entendre dans le passé pour mener la moindre bataille ensemble ? Une pure vue de l'esprit. Qui alors ? Personne en réalité n'est en mesure ou n'aurait la volonté d'appeler à une telle mobilisation et encore moins de l'organiser pour qu'elle ait une chance d'aboutir.

Les militants doivent regarder la situation en face et l'admettre telle qu'elle est. Bon, c'est désagréable parce qu'elle est le produit de 70 ans d'incurie politique, d'aventurisme ou pire encore. Et bien c'est l'occasion ou jamais d'en faire un bilan rigoureux, honnête et sérieux pour repartir sur de bonnes bases, sinon nous ne nous en sortirons jamais, je ne cesse de le répéter, en vain, hélas !

Qu'on commence par étudier de quelle manière a évolué chaque facteur déterminant et leurs rapports durant les 7 dernières décennies, ensuite seulement une discussion sérieuse pourra s'engager dans le mouvement ouvrier sur son orientation et les tâches qu'il doit se fixer, sinon, à quoi bon parler de ce qu'on ne connaît pas, hein franchement, pour passer le temps, on a mieux à faire, non ?

J'ai constaté plusieurs inflexions dans le discours du POID allant dans le sens de l'orientation politique que je défends. Son discours est plus axé contre Macron qui est effectivement le candidat le plus dangereux pour la classe ouvrière puisque son ambition est de poursuivre la stratégie inaugurée par Hollande pour instaurer une société et des institutions sur le modèle américain, où finalement les droits politiques des travailleurs seraient pour ainsi dire déclarés hors la loi, dans la mesure où quelle que soit la manière dont ils s'exprimeraient ils ne seraient jamais pris en compte et le bulldozer néolibéral achèverait de modeler la société toute entière à son image hideuse, perspective qui serait un véritable cauchemar ou ce que vivent déjà aux quotidiens

les travailleurs américains. Je pourrais ajouter et nous aussi en Inde.

Même si le POID a remis cela avec "*l'indépendance des organisations ouvrières*" qui est une formidable forfaiture, un discours intolérable parce qu'il ne reflète pas les véritables rapports qui existent entre l'Etat et les syndicats, par ailleurs, il a fait état que la classe ouvrière "*a besoin de syndicats indépendants*", ce qui peut laisser penser qu'ils n'existent pas actuellement, histoire peut-être de satisfaire une partie de ses propres militants qui le pensent à juste titre, à moins qu'il ne s'agisse d'une surinterprètation de ma part, certains y verront le double langage habituel de ces dirigeants.

Il manque l'essentiel dans cet appel, la nécessité de s'attaquer aux fondements du capitalisme ou d'exproprier les capitalistes, mesure sans laquelle il demeurera impossible de changer de politique ou de satisfaire les revendications sociales des travailleurs. Cet appel se situe au niveau de ce qui est supportable pour les candidats du capital Hamon et Mélenchon.

Il y manque également l'abolition de la Constitution de la Ve République sans laquelle la rupture avec la Ve République n'est que parole en l'air, vide ou n'a aucun contenu politique, ce qui va de pair avec "*l'Union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe substituée à l'Union européenne*" qui est une formule tout aussi élastique ou creuse qui laisse le soin à chacun de la remplir de ses illusions, par exemple qu'une telle union pourrait exister sans au préalable que les masses révolutionnaires aient aboli le capitalisme et renversé ses institutions nationales dans chaque pays.

Peuples d'Europe, libérez-vous des chaînes du capitalisme, ensuite vous pourrez envisager la liberté, pas avant ! Pour la Fédération des Républiques sociales d'Europe délivrées du capitalisme et de l'UE.

On peut soutenir cet appel une fois adoptées ces précisions ou rectifications. • Pour télécharger cet appel cliquez ici.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit. Tirons au sort notre destin, en guise de programme politique "une alliance" ou "l'unité" sans principe.

- "Unité": nouvelle mobilisation pour une alliance Hamon-Mélenchon - AFP

"Unité pour gagner!": près de trois cents personnes se sont rassemblées samedi place de la République à Paris, pour appeler à une candidature commune entre Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, "seule voie possible pour faire gagner la gauche".

"Unité pour changer, unité pour gagner", scandaient les militants réunis place de la République sous un soleil éclatant, tandis que certains agitaient des pancartes représentant Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon unis sous une inscription "Une victoire, pas deux défaites".

"Il existe des différences évidentes (entre les deux candidats) mais il y a aussi beaucoup de choses en commun et s'il n'y a pas d'union, c'est Rothschild qui va gagner ? C'est l'homme aux costumes de luxe ?", ironise l'économiste Frédéric Boccara, membre du Parti communiste, devant une foule conquise.

"Il faut additionner des voix pour être au deuxième tour, la division ne nous a jamais fait gagner, jamais, jamais", s'époumone Gérard Filoche, membre du Bureau national du Parti socialiste, mégaphone à la main.

"Nous demandons un accord politique, une plateforme commune comme en 36 avec le Front populaire, sinon c'est la défaite assurée", poursuit l'ancien inspecteur du Travail.

Pierre Larrouturou, fondateur du parti Nouvelle donne, prend à son tour la parole alors qu'une militante brandit une pancarte "Tirons au sort notre candidat". AFP 26.03

Unité pour "gagner", quoi, qui y gagnerait quelque chose ? Unité pour "changer", ils nous refont le énième coup du changement. Le Front populaire : Contre le socialisme, pour le fascisme et la guerre, non merci !

La conscience de quoi, à quel niveau ?

John Pilger (voire la vidéo) rappelait en 2012 qu'un "*souffle de liberté qui émanait du mouvement des droits civiques, et du mouvement anti-guerre*" balayait le capitalisme en occident quarante ans plus tôt, regrettant amèrement qu'il n'existe plus de nos jours ou si peu, apparemment sans comprendre pourquoi.

Pour sympathique que soient ces mouvements et les gens qui y ont participé ou qui s'y sont engagés sincèrement, ils ne remplaçaient ni un programme ni une théorie sur lesquels s'appuyer pour pouvoir rassembler les exploités afin de changer la société ou de vaincre le capitalisme pour en finir avec les multiples maux dont il est à l'origine et en extirper la racine.

Faire l'économie de l'analyse du développement du capitalisme depuis son origine jusqu'à nos jours, c'est justement tomber dans le panneau du subjectivisme qui ravage aujourd'hui la société S'émouvoir, s'indigner, se révolter des injustices que le capitalisme fait subir à tous les peuples et plus particulièrement à ses couches les plus faibles ou vulnérables ou aux exploités et opprimés en général, est certes louable ou généreux et honore ceux qui mènent ce combat, mais cela est insuffisant, car cela laisse intact ses causes objectives ou matérielles, les rapports sociaux qui en sont à l'origine et qui continueront de sévir encore et encore, si on ne les inverse pas au profit de la majorité au détriment de la minorité qui détient le pouvoir, rien ne changera dans l'avenir.

La conscience qui ne dépasse pas le stade de l'émotion, du sentiment et même de la notion de droit est vouée à l'échec. Imaginez que vous ayez de mauvais outils et que vous deviez usiner un morceau d'acier, le résultat sera défectueux même en y mettant la meilleure volonté du monde ou le plus grand professionnalisme qui soit. Entre une idée ou une opinion et la matière, on est dans un rapport de cause à effet conflictuel, et l'inverser peut conduire à retourner ses armes contre son propre camp, c'est ainsi par exemple qu'il y en a qui s'en prennent aux préjugés archaïque du peuple qui n'en est pas responsable, ils le culpabilisent pour mieux l'affaiblir et le soumettre, sans s'attaquer à leurs origines qui renvoient à la structure de la société par le capitalisme, aux rapports sociaux qui lui servent de fondement et sur lequel fermente la xénophobie, le racine et toutes les discriminations qui ont lieu dans la société.

Il n'y a pas de gens bons ou méchants ou encore mauvais, ils existent des rapports de dominant à dominé qui tendent à se reproduire à tous les niveaux de la société et à lui empoisonner l'existence. En se débarrassant du capitalisme, ce qui ne se fera pas en un jour, on se débarrassera progressivement de ces rapports sans laisser la moindre trace d'amertume, tandis que le capitalisme et ses tendances guerrières ou belliqueuses traîneront toujours derrière lui un lot de haine, de rancoeur, de violence qui ne demandent qu'à s'extérioriser ou s'épanouir, ils sont si organiquement liés qu'on ne peut les éradiquer qu'ensemble, en traitant et extrayant la racine de tous les maux de la société : le capitalisme.

C'est logique, en changeant la matière de notre réflexion, on va changer la représentation qu'en ont les peuples et ils vont adopter un autre mode de pensée, un autre comportement, et toutes les tendances détestables du capitalisme vont s'évaporer pour finir par disparaître. Si vous ne disposez que de pierres, vous imaginerez tout ce qu'on peut en faire, mais vous ne pourrez pas imaginer tout ce que vous pourriez faire si vous disposiez de fer, et si vous mesurez la portée de l'emploi de chaque matière, vous ne vous projetterez pas de la même manière ou aussi loin. On change de monde pour ainsi dire. On peut envisager de faire un tas de choses qu'on n'aurait pas imaginées autrefois, on ne pense plus tout à fait de la même manière.

C'est donc la conscience de ces rapports qu'il faut acquérir sans jamais cesser de les étudier et de les avoir à l'oeil ou à l'esprit. Celui qui les a en permanence à l'esprit ne risque plus rien, il est immunisé contre le capitalisme et ses mauvaises infuences et intentions. On peut encore se faire manipuler ou commettre des erreurs, mais c'est naturel puisque personne n'est parfait, l'homme ne l'est pas, il est perfectible, il est en mesure de se perfectionner, ce qui ne veut pas dire qu'il va automatiquement progresser, il peut stagner ou végéter à un certain niveau qui peut être médiocre toute sa vie ou s'élever à un niveau de conscience supérieur.

(Reprise le lendemain matin)

Il y a des gens qui ne supportent pas ceux qui ne leur ressemblent pas, et c'est compréhensible, puisque pour justifier qu'ils auraient des droits égaux on leur explique qu'ils sont identiques ou sont semblables, alors que ce n'est pas le cas. Du coup ils rejettent le principe d'égalité ou que d'autres personnes qui ne leur ressemblent pas partagent les mêmes droits qu'eux, parce qu'ils ont l'impression qu'on se fout d'eux, ce qui est effectivement le cas puisque cet argument est démagogique et sert à détourner leur attention de l'inégalité des droits qui existent entre l'ensemble des exploités et l'infime minorité d'exploiteurs, et qu'en réalité ils sont spoliés du droit à l'égalité, étant donné que la classe dominante concentre tout le pouvoir tandis que la classe dominée n'en dispose d'aucun.

En fonction de la place qu'occupe notre interlocuteur dans la société, son statut social, son niveau de développement intellectuel, la classe à laquelle il appartient, on doit être en mesure d'adapter notre discours pour l'amener à la conclusion que la nécessité d'abolir le capitalisme et ses institutions est une nécessité. Il ne s'agit pas de changer de discours comme peut le faire par exemple un Mélenchon en fonction de son interlocteur histoire de le flatter, mais d'aborder le même sujet pour parvenir à la même conclusion en le traitant sous un angle différent, quitte ensuite à développer nos propres idées...

Plus de 90% des travailleurs ne participent pas à la lutte de classe ou n'y ont jamais participé, autant ont des connaissances politiques défectueuses, donc les aborder sous cet angle et s'en tenir là ne mène nulle part dans 90% des cas ou plus.

Prenons les trois premères lignes de l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 22 mars au bout desquelles la plupart des lecteurs décrocheront ou cesseront leur lecture, tout simplement parce qu'ils ne comprendront pas ce genre de discours destiné à une élite dont ils ne font pas partie :

- "*Décrétant l'élection du président de la République au suffrage universel direct, De Gaulle expliquait qu'il s'agissait « de la rencontre d'un homme et d'un peuple ».*

Cette logique bonapartiste s'est illustrée dans le débat télévisé du 20 mars."

En dehors des générations de retraitées, aucun travailleur ou jeune n'est en mesure de cerner la personnalité de de Gaulle en dehors de quelques lieux communs du genre le libérateur de la France de l'Allemagne nazi, et ils seront encore moins nombreux à comprendre ce que signifie le bonapartisme.

Certes, le POID a le droit de s'adresser de préférence à des militants et non à l'ensemble des masses exploitées, y compris aux classes moyennes ou à la petite bourgeoisie.

Alors comment comprendre qu'il puisse écrire dans le même temps que "la seule classe capable d'imposer le changement radical qui s'impose parce qu'elle n'a rien à y perdre : la classe ouvrière" ? On ajoutera des pans entiers des classes moyennes ou de la petite bourgeoisie qui rejettent l'orientation néolibérale de la société

Etats-Unis. Les colonisateurs et la bonne conscience de leurs sujets.

- Le livre d'histoire américaine le plus important de votre vie par Richard Oxman - Arrêt sur Info 25.03

- Selon Harper's Magazine (avril 2017), il y a au moins vingt-huit universités américaines qui ont des programmes d'études sur l'esclavage aux Etats-Unis. Mais, en revanche et cela me paraît très instructif, aucun établissement d'enseignement supérieur aux États-Unis ne s'intéresse, sous quelque forme que ce soit, au fait que les peuples autochtones – hommes, femmes et enfants de tous âges – aient été éliminés (avec un objectif génocidaire) pour leur voler les terres sur lesquelles les institutions prestigieuses qui existent maintenant ont été construites.

Il est facile de créer un programme, mais il est pratiquement interdit de mentionner l'éventualité de rendre des terres sur lesquelles les Amérindiens ont un droit légal. Il y a quelques campus où l'on discute formellement des réparations à consentir aux Afro-Américains, mais vous aurez du mal à trouver quelqu'un – même dans les cafés des campus – qui plaide pour la restitution aux Amérindiens de ce qui leur a été volé par les ancêtres de ces présidents d'université grassement rémunérés. (...)

Et le grand public, y compris les lecteurs de médias alternatifs, regarde ailleurs quand les entreprises se comportent de manière criminelle. Regarder ailleurs, comporte souvent aussi la publication d'articles pro-indiens et la tenue de conférences sur des questions liées aux Indiens. En effet, se joindre au concert des récriminations politiquement correctes (sans aucune intention de faire quoi que ce soit de plus à propos de quoi que ce soit) équivaut à se rendre à un carrefour abandonné pour crier dans le désert qu'il est injuste de ne pas accorder de pardon à Leonard Peltier (*). Est-ce que cela ne s'appelle pas regarder ailleurs quand c'est là tout ce qu'on fait pour libérer Leonard Peltier ? Marcher en cercles avec des pancartes et participer à des veillées aux chandelles n'a pas plus d'impact si ce n'est de procurer aux participants un sentiment d'auto-satisfaction et / ou le plaisir de la socialisation. C'est ce que j'appelle du militantisme pour le moins équivoque. Et en tout cas… sans consistance. (...)

Mais au niveau global ceux que je critique ici sont de peu d'importance. Au plan macroscopique, nous devons tout d'abord reconnaître que les États-Unis sont pourris jusqu'à l'os quand il s'agit des Indiens (et de désigner des « indésirables »). (...)

En réponse aux Haudenosaunee (les six Nations iroquoises) qui hésitaient entre soutenir les Anglais ou les séparatistes au milieu des années 1770, le Général George Washington a envoyé des instructions écrites au Général de division John Sullivan pour qu'il prenne des mesures contre elles. Voilà ses ordres :

«… détruire tous les campements de la région … que le pays ne soit pas simplement occupé mais détruit … vous refuserez absolument d'écouter toute les demandes de paix avant d'avoir mené à bien la destruction totale de leurs campements … Notre sécurité future réside dans leur incapacité à nous nuire … et dans la terreur que leur inspirera la sévérité du châtiment qu'ils recevront. »

Cela vous rappelle quelque chose ?

Les ordres de Washington sont clairement l'écho de ce que les États-Unis font dans le monde entier depuis leur création. Et ce que les Ecossais-Irlandais – employés par Washington pendant la Révolution – avaient fait à la demande de ses précurseurs contre d'autres âmes de seconde classe en Europe … avant de migrer vers le soi-disant Nouveau Monde (qui n'était pas nouveau du tout, sauf pour les blancs voleurs et génocidaires).

Rien de tout cela n'est réellement enseigné dans nos écoles. Mais je soutiens que si un professeur lisait seulement les 77 premières pages de l'Histoire des peuples indigènes des États-Unis de Roxanne Dunbar-Ortiz, cela l'inciterait à proposer un programme pour l'enseigner. Cela permettrait de voir que pratiquement tous les problèmes actuels – de la violence domestique due aux armes jusqu'aux des abominations que nous perpétrons à l'étranger (et plus) – ont leurs racines solidement ancrées dans le traitement des Amérindiens par les Européens (de leurs premiers contacts à nos jours).

Mais, bien sûr, cela pourrait détourner un enseignant ou un militant de participer aux veillées aux chandelles… Ou de marcher en cercle. Arrêt sur Info 25.03

(*) Leonard Peltier est un militant amérindien anishinaabe/lakota, né le 12 septembre 1944, incarcéré depuis 1976 et condamné à deux peines à perpétuité. Il est membre de l'American Indian Movement. Wikipédia.org

Les sionistes n'ont rien inventé en envahissant un pays et en confisquant les terres de ses habitants, en les massacrant...

Guerre contre les médias institutionnels.

Quelques caractérisations de ces officines officielles de propagande par des internautes :

Tendancieux, fielleux et moralisateurs, délateurs dans le pur style des chasseurs de sorcières, insinuations, falsifications, malveillants, calomniateurs, toxiques – et anonymes, mensonges, stupidités, inversion accusatoire, allégations fielleuses, diabolisation, sournois sous-entendus, aveuglement idéologique, confusionnisme, diffamation comme système de défense, affirmations en guise defaits, arrogance pathologique...

Vous pouvez en dire autant de toutes les chaînes de télévision ou de radio sans pour autant que les gens (et les militants ouvriers) qui le savent ne les boycottent. Ils sont inconsistants, à croire qu'ils en redemandent. Apparemment ils ignorent que cela se paiera un jour ou l'autre. Si je ne suis pas partisan d'un appel au boycott de ces médias-oligarques, c'est parce que je sais que cele ne servirait à rien, ceux qui les dénoncent en font la démonstration, pas tous mais presque.

Alors vous imaginez, liquider le capitalisme, quel grand saut dans le vide, quelle horreur, mon dieu, maman, au secours ! comment pourraient-ils s'y résoudre si ce n'est par la force des choses, puisqu'ils n'ont même pas la volonté de ne pas allumer leur télé le soir, ils sont addicts à ce poison et ils ne sont pas prêts de s'en passer, hélas !

Parole d'internautes (Les crises-fr) :

1- Extraits… C'est l'un des aspects les plus importants de notre système médiatique – et, pourtant, presque inconnu du public ; la plus grande partie des nouvelles internationales dans tous les médias principaux provient de quatre agences de presse seulement : New York, Londres, Paris et Berlin. La position de monopole de ces agences a plusieurs conséquences : elles déterminent le choix des reportages, elles décident de quoi on parle et de quoi on ne parle pas, et il est évident que les reportages sont très uniformes et ils sont souvent simplement copiés…https://www.kla.tv/index.php?a=showlanguage&lang=fr&id=9484

- 1.) L'agence américaine Associated Press (AP) Avec plus de 4 000 employés dans le monde entier, AP appartient aux entreprises de médias des Etats-Unis et a sa rédaction principale à New York. Les informations de l'AP sont utilisées par environ 12 000 médias et atteignent ainsi chaque jour plus de la moitié de la population mondiale.

2.) L'Agence France Presse (A.F.P.), qui est quasiment publique, a son siège à Paris et emploie également environ 4 000 personnes. Chaque jour l'A.F.P. expédie plus de 3 000 informations et 2 500 photos à des médias dans le monde entier…

3.) L'agence britannique Reuters à Londres, est une agence privée, et emploie un peu plus de 3 000 personnes. En 2008 Reuters a été acheté par Thomson le patron canadien des médias – une des 25 personnes les plus riches du monde – et a fusionné en Thomson Reuters dont le siège est à New York.

4.) L'agence de presse allemande (DPA) emploie environ 1 000 journalistes dans environ cent pays. La DPA possède des maisons d'édition de médias allemands et des stations de radiodiffusion. Sa rédaction principale est depuis 2010 dans la maison d'Axel Springer à Berlin. La DPA collabore étroitement avec l'AP américaine et possède la licence pour la commercialisation des services de l'AP dans l'espace germanophone… …Et l'achat de part dans le capital de grands groupes médiatiques de la part de milliardaires (Bolloré and co en France) n'arrange en rien cette 'orientation de l'info) …

2- "Les journalistes en danger c'est la démocratie qui est en jeu. " euh, au vu de ce que nous savons des médias, coller "démocratie" et "journaliste" dans la même phrase est comment dire, déplacé ?

Si on parlait de vrais journalistes qui respectent la charte de Munich, oui, mais la plupart n'ont même jamais entendu parler de cette déontologie.

Comment parler de démocratie alors que la majorité de la presse appartient à des oligarques ? alors que cette même presse, prise la main dans le pot de confiture crée des déconnex ? des ministères de la vérité ?"

3- "J'admire le raisonnement qui assimile le nombre de journalistes au pluralisme des médias, tout en démontrant qu'ils se recopient les uns les autres.

Est-ce que quelqu'un leur a fait remarqué que s'il n'y avait qu'un seul journal, il publierait 100% de nouvelles originales ?"

4- "... du point de vue de l'establishment cette situation est idéale : avec un contenu standardisé et prévisible dans les médias, il y a moins de surprises à attendre et de contre-feux à allumer, donc le contrôle des masses et la fabrique du consentement deviennent aisés. Il faut leur reconnaître : la prise de contrôle des principaux médias par l'establishment a été un réel succès."

5- "Ils en ont de la chance les abonnés du Monde de devoir payer, en plus, pour se désinformer et se faire formater. Le Monde n'est plus un journal, ce n'est plus qu'un infâme outil de propagande : d'un côté des articles comme ce torchon hallucinant et de l'autre, le Décodex qui nous dit quoi lire, quoi penser et notamment que le Monde est une lecture saine et fiable.

Ceci est donc à mettre directement en rapport de cela, prochaine étape de la dictature rampante."

6- "Je ne sais pas vous, mais moi ce genre d'édito me donne la nausée. Il semblerait que l'on soit passé sur l'autre versant, celui de la dégringolade orwellienne, en plus con. Le Monde est allé trop loin dans l'erreur et la fabrication de la post vérité grotesque et intenable, il s'y enferre lamentablement jusqu'au suicide programmé."

7- "Le Monde est devenu un torchon dans les mains de millionnaires. "

8- "Le Monde de Bergé-Niel et Pigasse est devenu aussi fiable que le torchon Minute,c'est dire!

Un conseil: ne lui donnons pas un centime et faisons de même pour ses satellites: Télérama,L'Obs, Les Inrocks, Courrier International."

9- "Avant tout les journalistes d'aujourd'hui sont ignares !"

10- "Le Monde n'est pas seulement un journal infâme, mais aussi extrêmement dangereux."

11- "Nous ne sommes plus dans le journalisme, mais dans une tentative de manipulation de l'opinion publique, une manipulation qui pourrait préparer une guerre contre la Russie."

12- "Toutes les opinions autres seront alors pourchassées, non pas avec des arguments, mais en dénigrant leur auteurs. Tous les moyens sont bons, mensonges, stupidité, inversion accusatoire."

Avertissement aux lecteurs.

Attention, vous ne devez pas davantage vous fier aux commentaires laissés par des internautes à la suite d'articles, car il arrive qu'ils écrivent n'importe quoi, la preuve.

Un internaute a posté ceci :

- Voici un article original de Paris-Match qui devrait valoir à la journaliste un stage de rééducation "pensée unique et touche pas à mon Macron", au Monde.

"A La Réunion, le bide de Macron". Si, si, vous avez bien lu. Cela doit être le premier article négatif de la MSM sur Macron, c'est un collector.

Bon, il semble que le titre de l'article était vraiment trop politiquement insupportable donc le nom du lien semble avoir été changé pour un titre qui n'a plus rien à voir avec l'article. http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Pour-Emmanuel-Macron-rien-n-est-joue-1219136

Un autre internaute lui a répondu quelque temps plus tard :

- Confirmation du changement de titre de l'article de PM après une sévère remontée de bretelles ? Pas de bol, l'indexation sur Google actualités, ce soir encore, fait apparaître le titre initial : "A La Réunion, le bide de Macron". Ce titre était excellent, n'était-il pas ?

https://news.google.fr/nwshp?hl=fr&ei=eOnXWLHrNoKQUY3Fq7AN&ved=0EKkuCAooBQ

Je suis allé sur le moteur de recherche Google et j'ai tapé : article de Paris Match sur le meeting de Macron à la Réunion et voici la réponse que j'ai trouvée :

Google le 27.03.

- Image issue d'un article pour la recherche "Meeting de Macron à la Réunion par Paris Match" (source : Paris Match) A La Réunion, le bide de Macron Paris Match-25 mars 2017 Emmanuel Macron sur le marché de Saint-Leu, samedi, à La Réunion. ... le candidat En Marche!, accueilli avec chaleur, a raté son meeting. (DIRECT) Emmanuel Macron est arrivé International-Clicanoo-24 mars 2017...

Autrement dit, l'article de Paris Match figure toujours en ligne sans que le titre originel ait été modifié.

J'ai envoyé un courriel au responsable du blog Les-crises.fr pour l'en informer. Je lui ai dit qu'il pourrait être attaqué pour propager des fake news via les commentaires de ses lecteurs.

Des militants m'ont demandé de modifier la structure de mon portail pour que n'importe qui puisse s'y exprimer, intention généreuse mais ingérable et dangereuse. Qu'ils m'adressent leurs courriels, je les publierai s'ils présentent un intérêt et ne sont pas diffamatoires, et s'ils n'ont pas confiance, et bien qu'ils s'abstiennent ou qu'ils ailleurs voir ailleurs.

Et puis c'était inutile puisque je fais les questions et les réponses à leur place. Quelle prétention diront les esprits obtenus ou malintentionnés. Oui parfaitement, parce que je prends en compte les arguments de mes adversaires, je ne les occulte pas contrairement à eux qui méprisent mes arguments, je les traite avec le même sérieux que mes propres arguments, j'essaie de toujours aller au fond que chacune des questions que nous abordons, y compris quand elles ne vont pas dans le sens de l'orientation politique que je défends.

Je n'ai attendu après personne pour rechercher et étudier toutes les hypothèses liées à une question ou à une situation, je passe même le plus clair de mon temps à cela pour remonter à ses origines, je ne suis pas du genre à tout savoir ou à pouvoir fournir une réponse spontanément à toutes les situations que je rencontre.

Ils s'attaquent aux futures générations d'esclaves de leur nouvel ordre mondial

- [Bien sûr…] Et maintenant l'Éducation Nationale recommande le Décodex ! - les-crises.fr 28.03

Lettrre d'un lecteur au responsable du blog Les-crises.fr

Bonjour M. Berruyer,

Je viens d'un seul coup de me rendre compte à quel point vous avez 1000 fois raisons sur cet affaire de Decodex, et qu'il est du devoir de tous de ne rien laisser passer. Mon fils est en 5e, et en tant que parent d'élève je m'informe de ce qui s'y passe comme tous les autres parents via Liberscol [NdR : le "cartable électronique" du collège auquel ont accès les parents]. Et voilà ce que le collège vient d'envoyer à tous les parents :

http://www.clemi.fr/fileadmin/user_upload/espace_familles/guide_emi_la_famille_tout_ecran.pdf

S'il vous plait ne zappez pas et allez à la page 22 de ce document, vous y lirez un chapitre tenez-vous bien de Mr Samuel Laurent. Je suis plus qu'en colère et je vais faire un scandale dès demain au collège de mon fils. Ce qu'il se passe est gravissime, et je vous soutient à 100% dans votre action en justice contre ces gens, il ne faut plus rien laisser passer. Y aura-t'il une 2e collecte ? Je veux participer. Ne lachez rien. Bien à vous,

Le lecteur m'a réécrit ce soir :

Bonjour Olivier,

J'ai exprimé ce matin tout mon ressenti au directeur du collège de mon fils en lui faisant remarquer :

1 – qu'une information se devait d'être neutre et non partisane

2 – que j'étais adulte et responsable et que je n'avais nullement envie d'être « guidé » (Surtout par Samuel Laurent)

3 – qu'un collège relevant de l'Éducation Nationale censé défendre la langue française diffuse un document truffé d'anglicismes

(digital native, real life, fact-checking etc.), même s'ils sont devenus à tort ou à raison langage courant sur le Net, me paraissait contraire à la loi du 4 août 1994 et à notre constitution.

Je l'ai senti gêné, et sans que je lui demande il a purement et simplement retiré ce document du Liberscol du collège. Fin de l'épisode. (Pour l'instant)

Lors de la publication de vos premiers articles sur le Decodex j'avoue très honnêtement avoir fait partie des personnes qui trouvaient que vous en faisiez trop. Cet épisode m'a ouvert les yeux et votre réaction était je le reconnais saine. Cette histoire va beaucoup plus loin qu'on ne le pense.

Cordialement

Comme quoi, la mobilisation, ça paye… Mais combien d'autre collèges où cela continue ?

En attendant vous pouvez réagir, en contactant le Clémi (Par mail : http://www.clemi.fr/fr/nous-contacter.html, Twitter @LeCLEMI, Facebook), pour vous plaindre en indiquant entre autres qu'il ne revient pas au Clémi de faire de la publicité pour des entreprises privées (comme Le Monde), et encore moins pour des outils biaisés et très contestables comme le Décodex.

Extrait de cet article.

- Le sous-titre du document publié par le ministère (CLEMI) est révélateur : "Quels réflexes adopter face à la désinformation ?". Il est bien question d'un dressage, style behavioriste, cher aux anglo-saxons. Susciter le réflexe plus que la réflexion sous la houlette d'une corporation. Alors que la désinformation se combat par la réinformation et la stimulation de l'esprit critique. Quel aveu de nos libéraux socio-démocrates !

...le CLEMI existe depuis près de 50 ans et il a toujours collaboré avec les quotidiens nationaux et régionaux; son action, ses orientations ont toujours été définies par le ministère, c'est pourquoi j'approuve le commentaire précédent. quant à la croix, comme l'huma, ce journal ne tient que par les aides de l'état!

Commentaires d'internautes

1- "*Ce n'est pas Le Monde qui veut investir les écoles. (...)*

Décodex est né de la volonté du GOUVERNEMENT !

Si vous lisez ce papier de La Croix , vous y verrez que dès 2016 Audrey Azoulay a conditionné les subventions à la presse en imposant je cite :

Une " démarche de progrès sur plusieurs thématiques d'intérêt collectif comme le photojournalisme, l'éducation aux médias ou l'égalité entre hommes et femmes "

L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS = DÉCODEX !"

(http://www.la-croix.com/Economie/Medias/Des-aides-presse-elargies-ciblees-bientot-conditionnelles-2016-10-05-1200794096)

2- "*Chose intéressante, dans ce guide dans le chapitre théorie du complot il y a ce passage :*

"Pour l'historien Jérôme Grondeux, il faut « savoir distinguer entre le fait et l'interprétation, entre ce qui relève des faits établis, des faits prouvés et ce qui relève de la manière dont on explique les faits»."

C'est très intéressant, c'est exactement la frontière que franchit le decodex avec leur défense de l'euro, ils ne sont plus dans les faits mais dans la manière dont on explique les faits.

Je sais pas pour vous mais pour moi, le fact-checking c'est juste une vérification des faits, pas LA vérité sur comment interpréter les faits.

Là ça devient clairement un outil politique.

D'ailleurs pour justifier le classement de les-crises en orange ils mettent aussi leur lien vers Fabius et Al-Nosra, indiquant la citation d'Olivier et celle du Monde. On voit bien que les 2 disent la même chose mais les-crises est classé avec les sites de

la fachosphère.

Comme quoi l'outil à discréditer est en état de marche, prêt à bourrer le crâne de nos enfants."

(Source : http://www.les-crises.fr/bien-sur-et-maintenant-leducation-nationale-recommande-le-decodex)

Les partis dit ouvriers se sont-ils emparés de cette question ? Sans doute que non pour ne pas être accusés de faire dans la théorie du complot. Il est bien connu qu'ils ne manipulent jamais les faits qu'ils traitent ou la situation, n'est-ce pas ? Ils ne tiennent pas à se mettre les médias à dos, on comprend...

- Nouvelleaks par Slobodan Despot - Antipresse n°69

Ame qui vive?

Qu'est-ce que l'irruption des pitres dans la vie publique nous apprend sur nous-mêmes?

Nous Européens n'aurons bientôt plus les moyens de regarder la réalité en face. Tout s'évertue à nous en ôter l'envie. Les politiques et les médias veillent comme dans Molière à mettre des noms convenables sur les laideurs qui choquent — voire à escamoter celles-ci lorsqu'elles deviennent proprement innommables.

Sans qu'on s'en soit aperçu, des taxations infamantes — «fachosphère», «extrême droite» — sont désormais appliquées à des gens qu'on ne peut associer ni de près ni de loin à ces idées radicales. De gauche, de droite ou de nulle part surgissent de nouveaux «pestiférés» dont ni les propos, ni le langage, ni les opinions, ni la manière d'être ne peuvent être qualifiés d'extrêmes — pour peu que les mots aient encore un sens. Leur seul tort, le plus souvent, est de ne pas prendre pour argent comptant les aberrations et les simplifications de la rumeur dominante. Exercer son discernement, vouloir attirer l'attention sur le fond des problèmes est devenu en soi, et a priori, un motif de disqualification.

Le règne de la peur

Dans ce fossé grandissant entre la réalité vécue et ses représentations obligées tâtonne et s'égare la population ordinaire, celle qui travaille et qui vote. Elle tâtonne, parce qu'elle a perdu certains repères essentiels d'une vie en société. La confiance dans les médias est au plus bas, les écoles produisent des ignares et de futurs chômeurs, les politiques s'illustrent par leur conformisme et leur indécision et les certitudes qu'on croyait immuables concernant la famille, la communauté nationale, l'éducation ou l'identité sexuelle sont dénigrées avec une hargne effarante. Les règles de vie ne procèdent plus d'expériences transmises, mais de définitions imposées. Le dressage a remplacé l'éducation.

Cela dit, tout va bien. Nous le disons et nous le répéterons jusqu'à ce que le mal frappe à notre porte et s'invite dans notre cuisine. Nous le répétons encore lorsqu'il a profané notre chambre à coucher. Nous ne le pensons pas, bien entendu, mais n'osons même plus nous avouer ce que nous pensons. Et encore moins le dire. Où le dire? Dans des meetings? Mais les directions des partis écoutent-elles la base? Dans les réseaux sociaux, cette procrastinante agglomération de solitudes? Même plus: ce dernier exutoire est lui-même en train de se corseter et de se censurer. Les délits verbaux et les propos «discriminants» sont plus sévèrement punis, au travail et dans la vie publique, que des actes criminels et la mémoire infinie de l'internet garde trace de toutes nos frasques à l'attention des éventuels employeurs à venir. Nous ne nous en sommes pas aperçus, mais nous sommes ligotés. Et les anomalies de 2016 — contre-information russe, Brexit, Trump — ont eu pour premier effet concret un sensible resserrement de la camisole.

Le temps des pitres

L'union de la peur et de l'absurde engendre l'apathie. D'où l'émergence de la «PRAF-attitude» dont parle Brice Teinturier («Plus rien à faire, plus rien à foutre». La vraie crise de la démocratie, voir le Cannibale lecteur d'Antipresse 68). De fait, le premier parti dans les démocraties modernes est celui de l'abstention.

L'apathie a une sœur jumelle: la dérision. D'où l'irruption sur la scène politique de figures qui annoncent la négation de la politique elle-même. Voici, en France, le Macron®, la logomachine publicitaire projetée sur les planches. Voici en Italie Beppe Grillo, qui brouilla suffisamment les cartes pour soulever une lame de fond — avant de se rallier spectaculairement au système.

Et voici maintenant que la Serbie s'apprête à élire son président. Alors que le premier ministre actuel, Vucic, s'est illustré par son activisme et son méthodique accaparement du pouvoir, il se retrouve contesté par un Borat de province qui aurait poussé la farce jusqu'à véritablement se porter candidat. Ce sympathique provocateur s'est inventé un nom de famille ridicule (Preletacevic = «Survoleur»), se fait appeler «Le Blanc» parce qu'il s'habille toujours de blanc et réduit sa communication à un slogan sans aucun contenu: Samo jako!, autrement dit: «Allons-y fort!» Il revendique une attitude «cool», dénonce la «nervosité» du pouvoir et prétend rassembler tous les mécontents sans idée ni cause. Il se définit comme la voix de cette «société civile» qui ne veut plus

se reconnaître dans aucun parti car les partis, désormais, incarnent la magouille et la corruption. En quelques semaines, ce pur mouvement («en marche!» pourrait aussi être sa devise!) sans aucun programme est devenu le principal concurrent de l'homme fort du pays.

Est-ce un rebelle ou un pantin, un Coluche inconnu ou un produit de marketing? Les deux sont possibles, encore qu'on l'a vu avec les têtes d'Otpor, le noyau de la «révolution colorée» serbe qui fit tomber Miloševic. Peut-être se moque-t-il même d'eux, de ces théoriciens de la «reprise non-violente du pouvoir». Peut-être — mais il est en train de pousser leur propre stratégie de la «société civile en marche» dans des raffinements inattendus.

Le ras-le-bol, la privation de parole et la déception nous font en effet oublier une vérité fondamentale: c'est qu'il y a un régime pire que celui des institutions incapables et corrompues. C'est le régime qui suit l'effondrement des institutions, autrement dit le règne du chaos. La montée des pitres nous venge et nous soulage, mais elle sape en même temps les fondements mêmes de l'ordre où nous vivons. En Serbie, en Ukraine, des guerres civiles ont commencé dans la liesse festive et la satire. Elles n'ont débouché sur aucun progrès notable, sinon celui du pouvoir des mafias et du grand capital globalisé. Les pitres sont le papier à mouches qui attire et qui fixe des énergies susceptibles de mettre en péril de système — si elles s'unissaient autour d'un projet plutôt que d'un rejet.

Mais comment élaborer aujourd'hui un projet? Les projets impliquent la confiance et l'audace. Or nous sommes atomisés, éparpillés, méfiants. Or la peur grégaire est devenue la tonalité de fond de l'existence dans les pays qui ont jadis inventé la démocratie et les droits de l'individu. L'absurde est devenu le moyen d'expression de cette peur. La liberté d'expression n'est plus qu'un luxe incongru et la démocratie, un rite. L'Europe se meurt par les deux bouts: à la fois par l'ineptie des institutions et par l'effondrement des personnalités individuelles. Les deux sont du reste liés par la vieille loi alchimique: ce qui est en haut est comme ce qui est en bas. Aucun projet politique, quel qu'il soit, n'a la moindre chance de réussir s'il ne s'accompagne d'une reconstruction des personnalités. En commençant par redéfinir le sens de l'existence et de la vie en communauté — deux questions auxquelles l'islam fournit des réponses sommaires mais efficaces.

Face à cette concurrence établie sur nos terres, les «outils» de la politique et du droit apparaissent dérisoires. Nous nous évertuons à imposer des lois-cadres à notre existence sans oser dire ce qu'elle est à nos yeux. Nous sommes devenus frêles et timorés, reléguant l'essentiel dans les allusions. Lorsque ce rapport sera inversé, que l'essentiel sera explicite et que le fond se remettra à dicter la forme, nous aurons retrouvé notre âme. Tout le reste est pitrerie. Antipresse n°69

De quoi sont capables Hollande et Attali, les mentors de Macron ?

François Hollande - L'affaire "Caton" - Histoire d'une manipulation politique
https://www.youtube.com/watch?v=GIX8IejCdQE

Macron : Imposteur et escroc.

Présidentielle 2017 : Tout savoir (ou presque) sur le parcours de Macron.
https://www.youtube.com/watch?v=1xjq2qV5geU

Enfumages par Fernand Le Pic - Antipresse n°69

Emmanuel Macron ou la xyloglossie 2.0

Et si la rhétorique vide du golden boy était entièrement pompée dans le lexique de la pub bancaire?

Des millions de Français ont regardé le débat télévisé réunissant cinq des onze candidats à la présidentielle.

Ils ont tous constaté la vacuité du verbe de l'un d'eux: Emmanuel Macron. Et pourtant, des sondages flatteurs le plaçaient en tête pour sa force de conviction. Comment peut-on absorber la promesse de diriger la France dans un tel néant verbal? Comment réussit-on à placer des contradicteurs aussi chevronnés dans une orbite sémantique aussi lâche? Seule Marine Le Pen a osé extraire ce constat de la torpeur ambiante. Est-ce seulement parce qu'il est jeune qu'une majorité de Français avale ses incantations fictives comme des sucreries? Qu'elle se pâme de ses périphrases comme la poésie d'une nouvelle fonction Smartphone? Qu'elle adule une pensée absente de sa parole et qui se tapirait dans un faciès enjôleur? Macron serait-il un thaumaturge 2.0 lorsqu'il lance ses «je vous aime» contrefaisants d'un vieux tube de Julien Clerc?

Le fait est qu'il «passe». Nous sommes allés en chercher la raison dans la construction de son format publicitaire, au sens propre du terme.

On sait que Macron s'est entouré d'agences de publicité spécialisées dans la grande consommation et l'e-commerce pour organiser sa communication politique.

Les premières s'adressent à la fameuse «ménagère moins de 50», mais comme madame Macron n'est déjà plus dans la cible et que lui-même n'y est pas encore, les standards les plus récents de la com en ligne ont prévalu.

C'est Adrien Taquet, cofondateur de l'agence «Jésus et Gabriel», déjà tout un symbole, qui aurait trouvé le nom du parti politique de Macron en forme de slogan «En Marche!». Dans les casernes, le terme appartient plutôt au vocabulaire des adjudants, ce n'est donc pas là qu'on trouvera la source d'inspiration. Certains y vont la traduction française de «Move on», un contretorpilleur déguisé en ONG appartenant à la flotte de George Soros. C'est possible, mais ce n'est qu'une hypothèse.

Pourquoi ne pas fouiner dans l'univers de référence bancaire de Macron? Surprise, son agence a manifestement pompé le dernier slogan de «Soon», la banque en ligne d'Axa. Une banque résolument de son temps, dont l'offre est «100% mobile, sans conditions de revenus, idéale pour les jeunes!», dont la signature publicitaire depuis 2013 n'est autre que: «La révolution bancaire en marche!».

Autre point commun avec la banque d'Axa, le mode de développement. Ils appellent cela le mode «lean start-up», c'est-à-dire exprimer des convictions très générales avec force, dont les fonctionnalités sont construites progressivement et de façon itérative avec les utilisateurs. Exactement comme le mode d'accouchement du «programme» de Macron.

Le destin du jeune énarque et gendre idéal (sa propre épouse ne s'y est pas trompée), est donc bien le premier cas pratique de lancement d'un produit politique «en mode lean start-up». On comprend beaucoup mieux pourquoi, dans l'opération phénoménale de R&D qu'a été son passage à Bercy comme ministre de l'économie, on lui ait aussi ajouté l'appli «ministre du numérique».

On ne s'étonne pas non plus que le site de promotion de campagne de Macron propose le paiement en ligne. Peut-être que s'il est élu, il en fera même un service bancaire?

Nous commençons à comprendre pourquoi quelqu'un qui ne dit rien et dont les promesses politiques ne reposent sur aucune démonstration réelle peut ainsi séduire une telle proportion d'admirateurs dans le monde merveilleux et paradisiaque des sondés. Macron n'est évidemment plus un homme politique, c'est totalement ringard. C'est aussi dépassé que «culture française», ce plat cuisiné qu'on gardera peut-être encore congelé pour un en-cas. Macron est simplement un produit-geek lancé sur le marché pour impacter le code source du hardware sociétal, façon drag and drop.

Son verbiage n'est pas de la langue de bois mais du format compressé ZIP et tant pis pour ceux qui n'ont pas le plug-in de décompression.

Mais tout ce travail n'est pas que du fait des agences de com. Comme tout corps spongieux en politique, Macron s'est imbibé tout seul du langage bancaire, que d'ailleurs, il «assume pleinement». Le «bon sens près de chez vous», il le laisse à Fillon. Lui qui est d'accord sur tout et avec tout le monde, c'est plutôt «le pouvoir de dire oui» du Crédit Lyonnais, même si à l'époque de cette pub, il n'était pas encore né. A «l'autre façon d'être une banque», il substitue l'autre façon d'être candidat, «parce que le monde bouge» comme dirait le CIC. Et lorsque Fortuneo déclare «j'aime ma banque» il assène qu'il aime son public qui applaudit en phase avec les ordres envoyés par «chat», par ses metteurs en scène. Il ne se cache de rien, les voix des Français le captivent, comme autrefois la BNP qui osait: «Votre argent m'intéresse». Même la presse s'est installé dans le registre «investissez dans la réussite» comme le slogan d'HSBC, pour pousser à voter Macron.

S'il est élu, il pourra dire «Aujourd'hui je l'ai fait» et remercier ING Bank. Antipresse n°69

Election présidentielle française.

Tout est dit ici

- Francetv info - L'élection présidentielle de 2017 était réputée comme imperdable pour le candidat Les Républicains. Mais depuis les affaires qui frappent l'ancien Premier ministre, ce dernier stagne à 18% dans les sondages avec une dynamique à la baisse. Francetv info 24.03

Dans un dernier sondage publié hier (27.03), l'écart entre Macron et Fillon se resserre, il n'est plus que de 4%...

Parole d'internaute

- "*La présence d'une caisse noire avec à la tête le chef de l'Etat, cela a toujours existé. Le fait qu'il y ait des gens sur écoutes et qu'on remonte en permanence l'info au président, cela existe depuis longtemps. Mais là, ce qui est dit, c'est que ces infos remontées ont été diffusées à la presse à des fins électorales et c'est cela qui est grave. Comment expliquez-vous que le secret*

de l'instruction soit systématiquement violé et que deux heures après avoir rencontré la justice, toute l'info soit dans les journaux ? Il y a des informateurs, des manipulateurs. (...)

Alors, arrêtons de se voiler la face et de faire semblant de s'étonner. Personne n'est dupe. Une enquête doit être diligentée."

Là vous êtes dupe pour le coup !

Le camp Fillon saisit la justice, nouvelle étape de la contre-offensive - AFP

La contre-offensive de François Fillon prend un tour judiciaire avec la saisine lundi du parquet par six responsables LR pour des "infractions" commises selon eux par l'exécutif et relevées par le livre "Bienvenue Place Beauvau".

Ce qui est décrit dans l'ouvrage comme un éventuel "cabinet noir anti-Sarkozy", "structure clandestine, aux ramifications complexes", est qualifié par ces élus LR d'"association de malfaiteur". François Hollande est mis directement en cause pour "collecte frauduleuse de données" personnelles, lui qui aurait déclaré en février 2014, selon "Bienvenue Place Beauvau": "Sarkozy, je le surveille, je sais tout ce qu'il fait". AFP 27.03

- Sarkozy a dénonce "l'ingérence du pouvoir médiatique" dans la justice - AFP

En pleine affaire Fillon, Nicolas Sarkozy a récemment fustigé "l'ingérence du pouvoir médiatique" dans le fonctionnement de la justice, lors d'une intervention devant des avocats du barreau de Paris, rapportée par l'hebdomadaire Valeurs Actuelles lundi soir. AFP 27.03

- Pécresse accuse le pouvoir de manipulation, veut porter plainte - Reuters

Valérie Pécresse, présidente Les Républicains de la région Ile-de-France, a annoncé samedi son intention de porter plainte contre une tentative, orchestrée selon elle par le pouvoir socialiste, d'instrumentaliser une interpellation de son fils pour détention de cannabis, afin de la déstabiliser.

Elle se fonde sur des faits rapportés dans le livre de trois journalistes, "Bienvenue place Beauvau", sur lequel s'est déjà appuyé François Fillon pour accuser cette semaine François Hollande d'être partie prenante à une "machination" à son encontre.

Dans ce livre, Olivia Recasens, Didier Hassoux et Christophe Labbé racontent comment ils ont été informés pratiquement en direct, au début de l'automne 2016, de l'interpellation du jeune homme avec quatre grammes de cannabis par un haut responsable de la police parisienne, ancien conseiller de Manuel Valls qui était encore Premier ministre.

Selon eux, un collaborateur du président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, fait alors "le tour de ses contacts journalistes" pour les mettre au courant. "Le renseignement aura mis moins d'une heure pour être exploité politiquement", écrivent-ils.

Dans un communiqué, Valérie Pécresse, qui dit s'être déjà étonnée à l'époque du traitement réservé à son fils (une garde à vue de sept heures), déclare apprendre ainsi qu'elle aurait "été la victime d'une tentative de déstabilisation politique savamment orchestrée".

"MM. Hollande, Valls, Bartolone et (Bernard) Cazeneuve doivent rendre des comptes sur les faits relatés dans ce livre", ajoute-t-elle. "J'ai demandé à mon avocat (...) de saisir la justice et de porter plainte, notamment pour atteinte à la vie privée, violation du secret de l'enquête et violation du secret professionnel." Reuters 26.03

- Macron gaffe à nouveau en parlant de la Guyane comme d'une "île" - Le Huffington Post

Méprise? Décalage horaire? Lapsus? Après avoir qualifié par erreur d'"expatriée" une femme habitant en Guadeloupe au détour d'un selfie avec un lycéen au mois de décembre, Emmanuel Macron a en tout cas déclenché une nouvelle vague de commentaires mécontents ce dimanche 26 mars.

Interrogé lors de son déplacement à la Réunion sur la situation qui paralyse en ce moment la Guyane, le candidat En Marche! s'est de nouveau pris les pieds dans le tapis en qualifiant cette région d'outre-mer comme une "île".

Une erreur de géographie, car contrairement à La Réunion, la Martinique ou la Guadeloupe, la Guyane n'est pas une île, mais un territoire français situé sur le continent américain et qui partage des frontières avec le Suriname et le Brésil. Le Huffington Post

- Lexique de campagne : qu'est-ce que le vote utile ? - Franceinfo

Dans son lexique de campagne, France 2 revient cette semaine sur une expression qu'a notamment utilisée Benoît Hamon... Franceinfo

Ils ont décidé que ce serait Macron et personne d'autres.

- Fillon s'est fait offrir une montre de plus de 10.000 euros - AFP

- Macron toujours donné en tête du premier tour, d'après un sondage Ifop-Fiducial - Reuters

Tu m'étonnes !

- R.A.S. sur la déclaration de patrimoine de Macron, selon une lettre de la Haute autorité - Le Huffington Post

- Présidentielle : Macron en passe d'enterrer le clivage gauche-droite - Franceinfo

- "Cabinet noir à l'Elysée" : François Fillon fait de la "diffamation", juge Emmanuel Macron - Franceinfo

- «Cabinet noir» : les griefs flous et sans fondement de la fillonie - Liberation.fr

- Présidentielle: Fillon veut "pourrir" la campagne, accuse Cambadélis (PS) - AFP

- «Cabinet noir» : chasse au scoop ou au dahu ? - Liberation.fr

- Hamon dans une maison de retraite, se décrit en "anti-Fillon" - AFP

- Hamon fait un pied de nez à Fillon en rendant visite aux infirmières qui l'avaient malmené dans "L'Emission politique" - Franceinfo

- Fillon est "indigne de la fonction présidentielle" déclare Hamon - AFP

François Fillon "est indigne de la fonction présidentielle", a déclaré vendredi le candidat socialiste Benoît Hamon, en réponse aux accusations de "scandale d'Etat" et de "cabinet noir" portées par le candidat de la droite. AFP

- Fillon s'enferme dans "la théorie du complot", affirme Bayrou - AFP

- Dans le grand Ouest "terre de mission", Marine Le Pen attaque François Fillon - AFP

Une "alternative" dans le cadre du régime actuel, chimère, tromperie pour le légitimer.

- Six syndicats dévoilent leur alternative à la loi travail - lefigaro.fr

L'intersyndicale ayant mené bataille en 2016 contre la loi travail, dont la CGT et Solidaires, ont lancé une «plateforme revendicative» portant sur la rémunération, la réduction du temps de travail et l'emploi, dont les résultats sont publiés ce 28 mars.

Ils ne désarment pas. La CGT, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl, qui ont lancé en janvier une «plateforme revendicative», vont en dévoiler ce mardi la version «finalisée, enrichie et légitimée par les débats». L'intersyndicale, à laquelle FO ne s'est pas jointe, avait lancé ce projet dans le but de «poursuivre la lutte contre la loi travail, à partir de propositions communes», expliquaient-ils dans un communiqué commun. lefigaro.fr 28.03

Ils osent tout

- Face à la «menace terroriste», la tour Eiffel va se doter d'une «paroi en verre» - LeFigaro.fr

- «La priorité est de protéger les enfants de la publicité» - LeFigaro.fr

- Présidentielle : Marine Le Pen est "soumise" à Vladimir Poutine, selon Benoît Hamon - Franceinfo

Le président russe a reçu la candidate du FN à la présidentielle, qui était en visite à Moscou.

- Le pape appelle les Européens à défendre l'UE avec passion - Reuters

- Traité de Rome : "Il ne faut pas sous-estimer le chemin parcouru" - Franceinfo

- ONU: premières négociations pour bannir l'arme nucléaire - AFP

- États-Unis : des adolescentes refoulées d'un vol… à cause de leurs leggings - lepoint.fr

Trois gamines d'une dizaine d'années accompagnées par leurs parents portaient une sorte de pantalon collant, la compagnie aérienne United Airlines refusa leur embraquement dans cette tenue « inappropriée » , une des fillettes accepta d'ajouter une robe par-dessus son pantalon et put embarquer, les deux autres sont restées au sol rapporte Libération. lepoint.fr

La NED/CIA en action.

- Hong Kong : des opposants pro-démocratie inculpés - euronews.com

Devant les bureaux de la police de Hong Kong, des leaders du “mouvement des parapluies”.

On avait déjà traité ce sujet...

- L'opposant russe Navalny condamné à 15 jours de détention après les manifestations - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

- Allemagne : la CDU d'Angela Merkel remporte l'élection régionale dans la Sarre et douche les espoirs du SPD - Franceinfo

En famille, Angela (Merkel - CDU) qui rit et Martin (Schulz - SPD) qui pleure. Depuis 2012, comme l’Allemagne, la Sarre est dirigée par une grande coalition CDU-SPD...

2- Argentine

- Argentine La rue contre la rigueur - Libération.fr

Manifestations, rues bloquées, piquets de grève sur la chaussée, barrages humains… Buenos Aires vit un début d’année au diapason de la tension sociale et de la colère contre la politique de rigueur du gouvernement libéral de Mauricio Macri, dont les réformes plombent le pouvoir d’achat. Jeudi prochain, la CTA, la puissante Centrale des travailleurs argentins, appelle à un nouveau défilé. Et le 6 avril, l’ensemble des syndicats convoquent une grève générale, la première de l’ère Macri. Photo Victor R.Caivano. Libération.fr

- La pauvreté en Argentine attisée par l'inflation - La Tribune

"La pauvreté a augmenté en Argentine durant les neuf premiers mois de 2016, passant de 29% à 33,6% de la population, stimulée par une inflation annuelle de 40%, selon une étude de l'Université catholique argentine. La pauvreté touche 13 millions des 41 millions d'Argentins, soit 32,6% de la population. Elle était de 29% fin 2015 et la dévaluation du peso argentin en décembre 2015 l'a fait bondir. Dans les premiers mois de 2016, un million de nouveaux pauvres ont été recensés." La Tribune

3- Irak

- Des dizaines de civils tués après une frappe de la coalition à Mossoul - Reuters

Plusieurs dizaines de civils, peut-être plus de 200, ont péri après une frappe aérienne de la coalition sous commandement américain dans la partie occidentale de Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak, où sont assiégés les djihadistes du groupe

Etat islamique (EI).

Le Commandement central des forces américaines (CentCom), qui supervise les opérations militaires au Moyen-Orient, a confirmé que la cible avait été touchée par un avion de la coalition sous commandement américain.

Le CentCom précise dans un communiqué que la mission visait des combattants et des équipements de l'EI "à l'endroit correspondant à celui où ont été signalées les pertes civiles" par des habitants ayant fui la zone des combats et des responsables irakiens.

Cette opération a été conduite le 17 mars dernier dans le quartier d'Al Djadidah, contrôlé par l'Etat islamique. Aucun bilan précis n'a été fourni mais le chef de la municipalité de Mossoul, Abdoul Sattar al Habbo, qui supervise les secours, a déclaré samedi soir que 240 corps avaient été extraits des décombres. Une précédente estimation faisait état de 130 morts.

L'ampleur du nombre de victimes civiles a conduit les forces gouvernementales irakiennes à stopper une nouvelle fois leur offensive contre la partie occidentale de Mossoul.

"Le nombre élevé de morts parmi les civils dans la Vieille ville nous a forcés à arrêter nos opérations pour revoir nos plans", a déclaré samedi un porte-parole de la police fédérale irakienne. "Nous devons nous assurer qu'éliminer Daech de la Vieille ville n'aura pas un coût humain trop élevé parmi les civils. Il nous faut des opérations d'une précision chirurgicale pour cibler les terroristes sans causer de dommages collatéraux parmi les habitants."

PUISSANTE EXPLOSION ET IMMEUBLES EFFONDRÉS

Selon des responsables de la défense civile et des habitants, plusieurs immeubles se sont effondrés après que les frappes visant les djihadistes à Al Djadidah ont provoqué une puissante explosion.

La cause exacte de l'effondrement des immeubles n'a pas été établie de manière précise mais un député et deux habitants ont expliqué que les frappes aériennes pourraient avoir touché un camion de l'EI rempli d'explosifs, détruisant plusieurs bâtiments dans un quartier densément peuplé.

Les civils sont également menacés par les djihadistes qui les utilisent comme boucliers humains dans la vieille ville de Mossoul.

"Ce qui se passe dans la partie ouest de Mossoul est extrêmement grave et ne peut être toléré en aucun cas", a commenté le président du Parlement irakien, Salim al-Jabouri.

Jusqu'à 600.000 civils se trouveraient encore dans les derniers quartiers contrôlés par l'EI sur la rive droite du Tigre, compliquant la progression des forces gouvernementales.

Selon l'Observatoire irakien des droits de l'homme citant des informations non confirmées par les autorités, et ne tenant pas compte de ce qui s'est passé à Al Djadidah, près de 700 civils ont été tués depuis le début de l'offensive contre Mossoul-Ouest, le 19 février dernier.

"Le droit humanitaire international est clair: les parties au conflit, toutes les parties, sont obligées de faire tout ce qui est possible pour protéger les civils. Cela signifie que des combattants ne peuvent pas se servir de la population comme boucliers humains et qu'ils ne peuvent pas non plus mettre des vies en péril par un usage sans discernement de leur puissance de feu", a rappelé Lise Grande, de l'Onu.

- "Et là ! Il n y a plus personne ! Il est où le bouffon de l'Elisée qui criait "halte au massacre" quand il y a avait les combats pour la libération d'Alep par les russes et l'armée syrienne? Il est où notre bouffon de ministre des affaire étrangère qui condamnait le massacre des terroristes modérés par l'armée syrienne et les russes?

Silence donc cette fois, puisque c'est leur maitre américain qui est à l'action !"

4- Yémen

4.1- Yémen: démonstration de force rebelle deux ans après l'intervention arabe

Deux ans après l'intervention d'une coalition militaire arabe au Yémen, les rebelles qui contrôlent la capitale Sanaa se disent prêts à résister jusqu'au bout, alors que les lignes de front sont figées et les efforts de paix au point mort.

Les rebelles chiites Houthis et leurs alliés, les partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, ont marqué cet anniversaire en organisant dimanche une manifestation géante à Sanaa, sous le slogan "Résistance à l'agression".

Selon des correspondants de l'AFP, des centaines de milliers de Yéménites --certains venant de régions contrôlées par les rebelles-- ont convergé vers la place Sabine en scandant des slogans hostiles à l'Arabie saoudite, qui conduit la coalition arabe, et en promettant de "résister jusqu'au bout".

"Nous sommes de retour aujourd'hui sur la place Sabine pour envoyer un message aux Arabes et aux musulmans: est-ce que votre religion vous autorise à agresser un peuple dans sa totalité sans aucune raison?", a demandé Abdullah Qadiry, un manifestant.

Symboliquement, un tribunal rebelle avait condamné à mort la veille le président Abd Rabbo Mansour Hadi pour "haute trahison".

M. Hadi, qui vit la plupart du temps à Ryad, a été reconnu coupable d'avoir "usurpé le titre de président après la fin de son mandat", d'avoir "incité à l'agression menée par l'Arabie saoudite" et d'avoir "porté atteinte à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République yéménite", a écrit l'agence rebelle Saba.

En complément, admirez le "parfois" !

- Au Yémen - Les raids aériens de la coalition se poursuivent sur une base quasi-quotidienne, faisant parfois des victimes civiles. AFP 26.03

4.2- 2.000 monuments historiques détruits en 2 ans de guerre au Yémen - sputniknews.com

En deux années de combats au Yémen, plus de 2.000 objets du patrimoine culturel et des dizaines de musées ont été détruits, signale le directeur général des musées et antiquités yéménites Muhannid Al Siyani dans un commentaire pour Sputnik.

Les pertes culturelles du Yémen sont énormes. Interviewé par Sputnik, le directeur général des musées et des monuments yéménites Muhannid Al Siyani indique que plus de 2 000 objets historiques et des dizaines de musées ont été détruits dans le pays en deux ans de guerre.

Selon le représentant yéménite, une liste contenant 50 lieux d'importance culturelle a été préparée pour la coalition internationale. Cependant, des frappes aériennes ont ciblé ces lieux dont plusieurs ont été attaqués jusqu'à 10 fois.

Il n'y a encore aucune donnée définitive sur l'étendue des dommages. Selon le représentant yéménite, des experts seront capables d'entreprendre des recherches et d'évaluer l'état des monuments historiques dès que cela deviendra matériellement possible. Actuellement, la plupart des objets rares sont abrités dans des endroits sécurisés, afin de les protéger des frappes aériennes.

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu) a adopté une résolution pour qualifier de crimes les attaques contre les monuments historiques au Yémen. Selon le directeur, cette décision pourrait être utilisée dans le cadre d'une accusation préparée contre les actions militaires et les pays qui les mènent. sputniknews.com 27.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Guyane

- Les raisons de la colère en Guyane à l'heure de la grève générale - huffingtonpost.fr

"Ça fait trop longtemps que ça dure! Tout ce que nous avons est pillé, il est temps que l'on reconnaisse la population guyanaise". À l'instar de cette femme venue prêter main forte pour bloquer le rond-point de l'aéroport de Cayenne dimanche, une partie de la Guyane est à bout.

Ce territoire ultramarin d'Amérique du Sud de plus de 260.000 habitants, touché par un vaste conflit social, vit au ralenti depuis plusieurs jours et affronte ce lundi 27 mars une grève générale lancée par les syndicats.

La Guyane est le territoire le plus violent de France, avec 42 homicides en 2016, et ces socioprofessionnels dénoncent le manque de moyens pour lutter contre les violences qui résultent en partie, selon eux, d'un développement économique trop faible.

Ces derniers s'inquiètent notamment de l'explosion démographique qui touche le territoire. On y compte près de 30 naissances pour mille, contre 11 en métropole. Un taux de natalité élevé que la croissance économique ne parvient pas à absorber et qui finit par diminuer fortement le PIB par habitant au point d'être deux fois plus faible que le PIB par habitant national.

Cette région française souffre aussi depuis de nombreuses années d'un taux de chômage très élevé. En 2015, il y était évalué à 22%, indique l'Insee. Plus du double des 9,7% de la France métropolitaine. Un ensemble de raisons qui pousse ces socioprofessionnels comme l'ensemble des manifestants guyanais à réclamer au gouvernement un véritable plan pour rattraper un retard "sécuritaire, économique, éducatif, sanitaire, foncier et énergétique".

Le mécontentement est en effet très large. Depuis une semaine, la Direction de l'agriculture et de la forêt est par exemple occupée en permanence par 50 agriculteurs ulcérés des lenteurs administratives et qui dénoncent des refus d'aide. Des transporteurs bloquent aussi le port de Degrad des Cannes (15 km de Cayenne), inquiets de la répartition des marchés du chantier du futur pas de tir d'Ariane 6.

"Nous avons une immigration impressionnante de part et d'autre", déplore encore David Riché, président de l'association des maires de Guyane, sur Franceinfo avant de revenir sur le problème de l'insécurité qui ne se limite pas aux vols et homicides. "L'insécurité concerne la santé: trouvez-vous normal que l'on ait un taux de rapatriement sanitaire exponentiel? Nous n'avons jamais vu cela. Nous avons des hôpitaux, des cliniques qui se meurent", regrette-il.

Les barrages qui paralysent la région rassemblent pêle-mêle des salariés d'EDF, des personnels du centre médico-chirurgical de Kourou, inquiets d'un désengagement de La Croix Rouge qui gère l'établissement, un collectif qui réclame un commissariat à Kourou et un autre collectif contre la délinquance, "les 500 frères", qui défilent cagoulés.

Dans son ensemble, le sentiment d'abandon est le point commun des revendications. "Quand, en Bretagne, les élus et la population, les bonnets rouges, ont réclamé un plan Marshall, ils ont eu un pacte d'avenir en un mois et 28 jours. En Guyane, nous attendons un pacte d'avenir depuis 2013, depuis 4 ans. Nous ne l'avons toujours pas," rappelle David Riché.

Sentiment renforcé par l'envoi sur place samedi d'une délégation menée par Jean-François Cordet, conseiller maître à la Cour des comptes et ancien préfet de Guyane, et composée de plusieurs hauts fonctionnaires connaissant bien la région pour entamer des discussions, mais d'aucun ministre. Treize des 22 maires de Guyane ont exigé la venue d'un membre du gouvernement et refusent de rencontrer cette mission interministérielle.

Une critique a priori entendue car Cordet a annoncé dimanche qu'une "autorité ministérielle viendra parapher" les engagements du gouvernement. Ce dernier a d'ailleurs a déclaré devant la presse que "25 policiers, 23 gendarmes (viendront) renforcer les effectifs de la police nationale et de la gendarmerie", ainsi que "la fidélisation d'un escadron de gendarmes mobiles à Cayenne".

L'ancien préfet a promis la mise en place d'un scanner à l'aéroport pour lutter contre le trafic de drogues, a annoncé une enveloppe d'urgence de "60 millions d'euros supplémentaires" pour le centre hospitalier de Cayenne, fortement endetté, et l'arrivée d'une aide pour dégeler dans les prochains jours des subventions européennes que les agriculteurs attendent depuis 2014. huffingtonpost.fr 26.03

Réponse du gouvernement aux revendications sociales légitimes des Guyannais : plus de policiers et des subventions pour les patrons !

Francetvinfo.fr 26.03 - À la veille de l'appel à la grève générale, le président du Medef Guyane, Stéphane Lambert, a assuré dimanche 26 mars sur franceinfo son soutien au mouvement de contestations. "Nous sommes contraints d'en arriver là" a-t-il regretté. Il a dénoncé "l'incurie" du gouvernement et demande un "plan de développement fait par, pour, et avec les Guyanais".

Quelles sont les difficultés auxquelles font face les entreprises ?

L'économie guyanaise repose beaucoup sur la commande publique, on n'a pas eu les moyens de générer une économie endogène. Il y a eu une baisse de la commande publique qui a entraîné beaucoup de difficultés. Elle s'est positionné en même temps qu'une augmentation de la population, qui est de 3% par an. Tous les 17 à 20 ans, la population double. Sans ces facteurs-là, nous tiendrions assez bien. Mais si on maintient le même rythme de croissance économique qui est de 3% par an, par rapport à notre population, cela ne suffit pas. Dans une classe de 25 élèves, entre 6 et 8 trouveront du boulot dans les 20 ans qui viennent. 60 à 70% des élèves ne trouveront jamais de boulot, jamais. francetvinfo.fr 26.03

2- Canada

- Le gouvernement libéral canadien a annoncé que la marijuana serait légalisée d'ici au 1er juillet 2018. - Liberation.fr

Une loi doit être présentée avant le 10 avril. Les dix provinces et trois territoires pourront décider comment le cannabis sera distribué

et vendu et en fixeront les prix. L'âge minimum pour en acheter sera de 18 ans, mais les provinces seront libres de hausser la barre. Quant aux Canadiens souhaitant cultiver leur cannabis, le nombre de plants sera limité à 4 par ménage. Liberation.fr 27.03

Pour mieux pourrir la jeunesse... (Parole d'un vieux consommateur !)

Haut de page

Le 31 mars 2017

CAUSERIE

Pondichéry 15h11.

10 articles ont été mis en ligne dans la rubrique *Articles d'actualité*.

On rajoute un mot en direction des militants subissant l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui estiment que le moment n'est pas venu de propager les idées du socialisme ou le programme de la révolution socialiste, en fait pour eux ce ne sera jamais le bon moment, on le sait pas expérience.

On pourrait ajouter tous ceux qui cultivent le scepticisme pour des raisons diverses, et qui à tout prendre ne partagent pas le sort des prolétaires qui n'ont rien à perdre, et qui pour cette raison sont mûrs pour le socialisme ou en finir avec le régime en place.

- "*Tous ceux qui parlent de "surestimation de l'idéologie", d'exagération du rôle de l'élément conscient, etc., se figurent que le mouvement purement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer et qu'il élaborera pour soi une idéologie indépendante, à la condition seulement que les ouvriers "arrachent leur sort des mains de leurs dirigeants". Mais c'est une erreur profonde.*" (Que faire ? Lénine, 1905.)

Une erreur dramatique, un obstacle à la construction du parti, rien de moins.

Lénine poursuivait en donnant la parole à Kautsky avant qu'il ne devienne un renégat du marxisme :

- "*Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la conscience (souligné par K. K.) de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette science. Le projet de programme donne à croire que la commission a élaboré le programme autrichien partage aussi ce point de vue soi-disant marxiste orthodoxe, que réfute l'exemple de l'Angleterre. Le projet porte: "Plus le prolétariat augmente en conséquence du développement capitaliste, plus il est contraint et a la possibilité de lutter contre le capitalisme. Le prolétariat vient à la conscience de la possibilité et de la nécessité du socialisme". Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Et cela est entièrement faux. Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes.*

La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne, et malgré tout son désir, le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois (souligné par K. K.) : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent.

Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (Von Aussen Hineingetragenes) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (urwüchsig). Aussi le vieux programme de Hainfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement: de remplir le prolétariat) la conscience de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe... " (id)

En 1848, en 1871, en 1905, en 1917, il était légitime de propager le communisme, mais pas en 2017, dites plutôt que vous avez

cessé d'y croire ce serait plus honnête.

La causerie de ce matin.

Je n'ai pas trouvé le temps d'ajouter de nouveaux articles, ce sera fait cet après-midi, sans faute. J'ai privilégié l'actualité politique en France. Avant de lire la causerie du jour qui est très dense, un crétin m'a écrit en substance que je ne savais pas ce qui se passait en France, bref que j'étais un abruti, jugez par vous-même.

Appel.

Nous appelons tous les militants et travailleurs a participé à ce rassemblement.

Le syndicat de Maruti Suzuki en Inde (MSWU) appelle à faire du 4 AVRIL une JOURNÉE INTERNATIONALE pour la libération des 13 syndicalistes emprisonnés. Le POID appelle ses militants à se tenir prêts à se rassembler à l'ambassade d'Inde le 4 avril au soir. « Lorsque les syndicats sont touchés, c'est la démocratie qui est en cause. Tout le mouvement ouvrier est en cause. » écrit le POID qui a décidé de s'adresser à tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie « pour une rencontre, afin de construire ensemble une réponse unitaire pour exiger la libération des 13» .

Le capitalisme ne vous dégoûtait pas encore ?

Le (vrai) visage hideux du capitalisme. Traite des blanches, trafic d'organes, ventre à louer, embryons et enfants à vendre, et maintenant le lait maternel.

- Le Cambodge a interdit l'exportation de lait maternel, mis en place par une entreprise américaine il y a quelques semaines.
- Liberation.fr

Ambrosia Labs achetait ce lait auprès de Cambodgiennes pauvres puis le congelait et l'expédiait aux Etats-Unis, où il était vendu 20 dollars (18,40 euros) les 147 ml. Sur son site, la société fanfaronnait que c'était une première mondiale.

Mardi, le Premier ministre, Hun Sen, a demandé que «des mesures immédiates soient prises pour empêcher l'achat et l'exportation du lait maternel» : «Certes le Cambodge est pauvre et a des difficultés, mais pas au point de devoir vendre le lait maternel de ses mères», a-t-il insisté.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a rappelé que le Cambodge a le taux de mortalité le plus élevé de la région chez les nourrissons, avec 97 décès pour 1 000 naissances. Et la plupart des enfants cambodgiens souffrent de malnutrition : 45 % montrent des signes de retard de croissance modéré ou sévère. Liberation.fr 30.03

Fabrication du consentement. Une technique bien rodée... mais largement éventée.

- Navalny « démocrate » made in USA par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 29.03

La presse occidentale met en scène l'opposant russe Alexei Navalny, un bloggeur financé par la Ned/CIA. Outre qu'il n'a d'audience que parmi les bobos de Moscou et de Saint-Petersbourg, sa visibilité masque la véritable opposition intérieure russe : au sein du Kremlin, de nombreux hauts-fonctionnaires regrettent le temps où ils pouvaient passer leurs week-ends en Occident.

Manlio Dinucci - Un policier défonce la porte de la maison avec un mini bélier, l'autre entre en braquant son pistolet et crible de balles l'homme qui, réveillé en sursaut, a attrapé une batte de base-ball, pendant que d'autres policiers pointent leurs pistolets sur un enfant qui a les mains en l'air : scènes d'ordinaire violence « légale » aux États-Unis, documentées il y a une semaine avec des images vidéos par le New York Times, qui parle de « sillage de sang » provoqué par ces « perquisitions » effectuées par d'ex-militaires recrutés dans la police, avec les mêmes techniques que les ratissages en Afghanistan ou en Irak.

Tout cela, nos grands médias ne nous le montrent pas : ces mêmes médias qui mettent en première page la police russe qui arrête Alexei Navalny à Moscou pour manifestation non autorisée. « Un affront aux valeurs démocratiques fondamentales », d'après le département d'État US qui réclame fermement son relâchement immédiat et celui d'autres personnes arrêtées. Federica Mogherini aussi, haute-représentante de la politique étrangère de l'UE, condamne le gouvernement russe parce qu'il « empêche l'exercice des libertés fondamentales d'expression, d'association et d'assemblée pacifique ». Tous unis, donc, dans la nouvelle campagne lancée contre la Russie avec les tons typiques de la Guerre froide, en soutien du nouveau paladin des « valeurs démocratiques ».

Qui est Alexei Navalny ? Comme on peut lire dans son profil officiel, il a été formé à l'université états-unienne de Yale en tant que fellow (membre sélectionné) du « Greenberg World Fellows Program », un programme créé en 2002 pour lequel

sont sélectionnés chaque année à l'échelle mondiale à peine 16 personnes avec des caractéristiques propres à en faire des « leaders globaux » [1]. Ils font partie d'un réseau de « leaders engagés globalement pour faire du monde un endroit meilleur », composé actuellement de 291 fellows de 87 pays, en contact les uns avec les autres et tous reliés au centre états-unien de Yale.

Navalny est en même temps co-fondateur du mouvement « Alternative démocratique », un des bénéficiaires de la National Endowment for Democracy (Ned), puissante « fondation privée à but non lucratif » états-unienne qui avec des fonds fournis y compris par le Congrès finance, ouvertement ou en sous-main, des milliers d'organisations non-gouvernementales dans plus de 90 pays pour « faire avancer la démocratie » [2]. La Ned, une des succursales de la CIA pour les opérations secrètes, a été et est particulièrement active en Ukraine. Elle y a soutenu (selon ce qu'elle écrit) « la Révolution de Maïdan qui a abattu un gouvernement corrompu qui empêchait la démocratie ». Avec pour résultat que, avec le putsch de Place Maïdan, a été installé à Kiev un gouvernement encore plus corrompu, dont le caractère démocratique est représenté par les néo-nazis qui y occupent des positions clé.

En Russie, où ont été interdites les activités des « organisations non-gouvernementales indésirables », la Ned n'a pas pour autant cessé sa campagne contre le gouvernement russe, accusé de mener une politique étrangère agressive pour soumettre à sa sphère d'influence tous les états faisant autrefois partie de l'Urss. Accusation qui sert de base à la stratégie USA/Otan contre la Russie. La technique, désormais consolidée, est celle des « révolutions oranges » : s'appuyer sur des cas vrais ou inventés de corruption et sur d'autres causes de mécontentement pour fomenter une rébellion anti-gouvernementale, de façon à affaiblir l'État de l'intérieur pendant que de l'extérieur s'accroit sur lui la pression militaire, politique et économique. Dans ce cadre s'insère l'activité d'Alexei Navalny, qui s'est spécialisé à Yale comme avocat défenseur des faibles face aux abus des puissants. Réseau Voltaire 29.03

[1] M. Navalny a été parrainé pour ce programme par Michael McFaul, futur ambassadeur des États-unis à Moscou.

[2] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 6 octobre 2010.

L'arnaque : Emmanuel Hollande

Cet article a été rédigé lors des trois derniers jours.

Il y a quelque chose d'étrange ou peut-être de révélateur dans le revirement du Medef privilégiant Fillon à Macron après la présentation de leurs programmes économiques.

Jusqu'à présent le président du Medef, monsieur Gattaz n'avait cessé de vanter les vertus impénétrables de l'ex-banquier porté au pinacle par les médias-oligarques, tandis que Fillon était empétré dans les affaires et voué au gémonies, au point qu'on aurait pu être en droit de penser qu'ils avaient décidé qu'il devait être éliminé lors du premier tour de la présidentielle du 23 avril prochain.

Personnellement, j'en ai toujours douté, parce que Fillon s'appuie sur un parti structuré contrairement à Macron, et il bénéficie également du soutien indéfectible de l'oligarchie, ce dont avait témoigné le président du groupe Bilderberg, Henri de Castries, lorsqu'il avait déclaré le 8 mars dernier, qu'il n'avait «aucun doute sur la détermination de François Fillon», autrement dit qu'il lui renouvelait sa confiance et qu'il demeurait bien officiellement leur candidat.

Dans ma causerie du 9 mars, je m'étais interrogé à haute voix :

- "*On n'y comprend plus rien, Henri de Castries, président du groupe Bilderberg dirigé par Rockefeller, soutient Fillon, et Macron est aussi leur candidat. Non mais attendez, lui, c'est le cocu, le cornard, l'outsider, le deuxième couteau destiné à dépecer le PS, il n'est pas destiné à devenir président de la République, il est juste là pour faire barrage à Hamon, le vrai match c'est Fillon-Le Pen.*"

Apportons quelques précisions.

Gattaz et un panel d'économistes viennent de déclarer que le programme économique de Macron présente de graves lacunes pour ne pas dire ouvertement qu'il est aussi creux que le candidat lui-même, louant Fillon comme si les gamelles qu'ils trimballent derrière lui avaient soudainement disparu.

Face à un tel méli-mélo je me suis dit qu'il fallait considérer la situation dans son ensemble pour essayer d'y comprendre quelque chose, où ils veulent en venir et comment ils comptent s'y prendre pour y parvenir ou encore, qu'est-ce qui était prévu, qu'est-ce qu'ils ont manigancé, qu'est-ce qui s'est passé comme c'était prévu et qu'est-ce qui s'est passé différemment, et dans ce cas-là, comment ont-ils réagi. On pourrait résumer cela ainsi : de quelle manière les principaux candidats étaient-ils perçus par les électeurs et comment les ont-ils présenté pour influencer leurs votes afin que le candidat privilégié des oligarques soit élu, sachant que pour eux l'essentiel c'était de pouvoir poursuivre leur offensive antisociale contre la classe ouvrière.

Deux candidats incarnaient leur politique néoconservatrice ultra libérale, Macron et Fillon. Le premier sorti récemment du néant

n'avait aucune légitimité politique, tandis que le second pouvait se prévaloire d'une longue expérience politique derrière lui. Le premier n'avait ni parti ni élu, aucune institution dans lequel il serait représenté ou pour le soutenir, tandis que Fillon détenait la majorité au Sénat et près de la moitié des élus à l'Assemblée nationales, plus un important tissu d'élus à travers tout le pays pour le soutenir, plus le parti Les Républicains dont l'origine remonte à la fondation de la Ve République. Le premier n'a pour ainsi dire aucun programme, le second en a un parfaitement homogène.

Bref, si on analyse la consistance de chacun des deux candidats on s'aperçoit spontanément que Macron en manque singulièrement comparativement à Fillon. Qui plus est, l'équipe de Macron est hétéroclite ou faite de bric et de broc constituée de seconds couteaux ou de râtés, Bayrou, Hue, Cohn Bendit, etc.

D'un autre côté, on ne peut pas faire l'impasse sur la campagne hystérique médiatico-judiciaire qui a été menée contre Fillon pour le déstabiliser et le contraindre à retirer sa candidature, apparemment orchestrée depuis l'Elysée. Au regard des derniers développements on pourrait aussi se demander si cette opération n'a pas été montée de toutes pièces pour que le nom des deux candidats (ainsi que celui de Le Pen) parviennent aux oreilles des électeurs des milliers de fois de façon à éclipser tous les autres, principalement Hamon et Mélenchon, focalisant à outrance l'attention sur Macron et Fillon sans que les tenants de cette tactique ne dévoilent leur réelle intention, hormis favoriser la candidature de Macron au détriment de Fillon, c'est tout du moins ce que chacun est invité à penser, mais était-ce bien le but qu'ils s'étaient fixés ?

Il y a donc quelque chose qui ne colle pas dans tout cela. Les apparences sont trop évidentes, comme si on avait voulu nous orienter dans une mauvaise direction. J'en suis arrivé à la conclusion provisoire que tout ce capharnaüm avait été conçu pour atteindre non pas un mais deux objectifs : Propulser Macron sur le devant de la scène en le présentant comme le candidat idéal pour faire diversion, et il faut avouer que l'opération a été un succès au-delà de toute espérance, histoire de briser et d'affaiblir à la fois le PS et les centristes dont une partie se rallieraient à Macron pour tenter de sauver les meubles ou leurs peaux, les charognards en tous genres, les plus affairistes d'entre tous, les pires laquais, les misérables traîtres sur lesquels personne ne peut compter, bref, les raclûres, les élites les plus réactionnaires, opération qui pourrait déboucher sur la création d'un nouveau parti, le parti démocrate bâti sur le modèle du parti démocrate américain, personne ne peut ignorer qu'ils en rêvent depuis longtemps, dont Valls.

La baudruche Macron pourrait rapidement se dégonfler pour céder la place au vrai candidat de l'oligarchie : Fillon, puisque la vocation de Macron n'est pas de devenir président, tout du moins en 2017, mais d'achever le PS devenu trop encombrant avec ses "frondeurs", ce que personne ne pouvait réaliser de l'intérieur de ce parti, seul un aventurier extérieur au PS pourrait y parvenir, telle était sa mission. En marche ou le parti démocrate est trop jeune et fragile pour accéder au pouvoir du premier coup, ce sera pour la prochaine fois, une fois qu'il aura été structuré et qu'il aura fait ses preuves.

Mais alors pourquoi l'avoir porté au pinacle ? Pour préparer les esprits à ce qui les attendait avec Fillon dont le programme est indéfendable tellement il est ouvertement néolibéral ou ultra réactionnaire. Et puis il a été le Premier ministre d'un président de la République de sinistre mémoire qui fut très impopulaire au point de ne pas avoir été réélu en 2012, comme carte de visite pour se présenter devant les électeurs, ce n'était pas très convenable, cela aurait été comme si Sarkozy avait demandé aux électeurs de lui faire à nouveau confiance. Il leur suffira de transférer sur le programme de Fillon une partie des mérites qu'ils attribuaient jusque là à Macron pour que le tour soit joué.

Et les affaires ? Ils les ont sortis pour réaliser leur machination, certes, ils ont forcé un peu le trait, ils ont chargé la mule Fillon, certes, et après, il en fallut de peu que Sarkozy ne soit réélu, ils peuvent bien les enterrer aussi rapidement qu'ils les avaient déterrées. Ils doivent ménager Macron qui a toujours une autre mission à remplir, à moins que ce ne soit Valls qui s'en charge s'il quittait le PS, c'est la condition que vient de fixer Macron pour adhérer à son mouvement En marche ! Cambadélis a tenu des propos contradictoire sur la radiation ou non des membres du PS qui rejoignaient Macron, du coup on laissera cela de côté pour le moment. Ils peuvent aussi renoncer provisoirement à cet objectif compte tenu que Hamon est devancé par Mélenchon.

Fillon vient d'axer la fin de sa campagne contre Emmanuel Hollande, tout en affirmant qu'il était absolument convaincu qu'il sortirait blanchi de toutes les accusations portées contre lui, hormis le bluff qui n'est pas de mise à trois semaines du premier tour, pour afficher une telle certitude qui a de quoi étonner au premier abord, c'est qu'il a forcément obtenu des garanties en haut lieu. Et dans la foulée, il a annoncé qu'il était certain de "gagner cette élection".

Macron a pris la place de Hollande que Valls ne pouvait pas occuper pendant la présidentielle, ce qu'a confimé sa défaite lors de la primaire de la "gauche", mais rien ne dit qu'ils ne vont pas inverser les rôles plutôt après que pendant ou avant les législatives. Tout dépendra du score réalisé par les différents candidats lors du 1er tour et si Macron est en mesure de se présenter au second tour, ces éléments détermineront le rôle assigné aux différents acteurs et partis pour tenter de parvenir à une majorité stable, ce qui est loin d'être gagné d'avance.

On se demande également comment Hamon pourrait assumer la direction du PS sans provoquer une énorme hémorragie au sein de ce parti, à moins qu'il opère une mutation propice à une synthèse avec son aile droite, Cambadélis ayant annoncé - contrairement à ce qu'il avait affirmé quelques semaines plus tôt, que les membres du PS qui avaient rallié Macron lors de la présidentielle, ne seraient pas exclus de leur parti d'ici les législatives, comptant sur cette échéance électorales pour se requinquer, ce qui est un pari osé en désespoir de cause, ce qui signifie qu'ils vont tout faire pour tenter de conserver le PS tel quel, alors que c'est la crise

du capitalisme ou du régime qu'ils refusent d'affronter qui le conduit à la dislocation. Tout va dépendre là encore des scores de Hamon et Mélenchon. Si Hamon s'écroulait, ils n'auraient aucune raison de le ménager et de passer un compromis avec lui, il leur serait plus facile de reprendre la main à la direction de leur parti en lui imputant cette défaite sans trop faire de vagues, mais s'il résistait les choses pourraient s'avérer plus compliquées. Reste à savoir quelle position vont adopter les électeurs qui se disent de gauche.

Quant au ralliement de Valls à Macron, compte tenu que Valls incarne le bilan désastreux de Hollande, ce serait plutôt un cadeau embarrassant ou empoisonné pour Macron. D'ailleurs son équipe a déjà annoncé que Macron "ne gouvernerait pas" avec Valls et d'autres ex-ministres ralliés à Macron qui seraient réduis à jouer uniquement un rôle parlementaire au côté du gouvernement. Autrement dit, si le scénario Macron à l'Elysée se réalisait, il ne pourrait gouverner qu'avec le soutien du PS, ce qui à terme contribuerait à l'affaiblir davantage. Trois jours après avoir rédigé ce passage on en a eu confirmation, le président du groupe PS au Sénat, Didier Guillaume, proche de Manuel Valls, a estimé que les "socialistes" avaient "vocation" à "gouverner dans une majorité avec Macron s'il est élu (Source : AFP 30.03).

L'avantage de ce mécanisme, c'est qu'il permet d'éliminer Hamon et Mélenchon. Ils font monter très haut artificiellement Macron de manière à ce que lorsqu'il redescendra il gardera une longueur d'avance suffisamment importante pour que Hamon et Mélenchon soient éliminés, tandis que Fillon se hissera tranquillement au second tour et sera élu face à Le Pen.

Et le vote utile en faveur de Macron ? Aux oubliettes, tartufferie, la stabilité des institutions est prioritaire, quitte à les affaiblir par la suite ou en faire de simples rouages du mondialisme dirigé par l'oligarchie financière anglo-saxonne, l'économie guidant leur stratégie, la politique y est subordonnée, c'est un instrument pour atteindre des objectifs économiques qui leur permettront de renforcer leur pouvoir politique et de dominer la société et le monde soumis à une dictature implacable.

Le hold-up sur les institutions ne peut se réaliser d'un coup, hormis un coup d'Etat. Aux Etats-Unis ils s'y sont pris pratiquement dès la rédaction de la Constitution avec un système électoral favorisant le bipartisme de droite, de sorte que le zèle auquel recourra chaque parti pour se différencier de l'autre le portera plutôt vers l'extrême droite, surtout sur le plan social en servant toujours plus les banquiers, avec 20.000 milliards de dollars, le démocrate Obama a battu tous les records en la matière. Aux Etats-Unis ils sont parvenus à privatiser les droits politiques du peuple, de sorte que tous les chemins partent et mènent à Wall street, ils ont réduit les droits politiques du peuple américain à une collecte de fonds auprès des institutions financières après avoir acheté et neutralisé le mouvement ouvrier.

Ils monopolisent les droits politiques de sorte qu'aucune alternative politique ne puisse voir le jour. Et quand bien même certains s'aviseraient de ranimer le socialisme, il apparaîtrait tellement aux antipodes du régime oligarchique pour la quasi-totalité des travailleurs américains, qu'il faudrait être doué d'une extraordinaire propension à l'abstraction pour imaginer un instant qu'il pourrait se réaliser un jour, autant dire que face à l'oligarchie qui contrôle tous les centres de pouvoir, ce n'est certainement pas avec la conception obsolète de la lutte de classes à laquelle s'accroche désespérément les dirigeants corrompus de l'avant-garde du mouvement ouvrier que le socialisme paviendra à s'imposer.

Vous trouverez ci-dessous les principaux faits et les principales déclarations qui permettent d'illustrer mon analyse, au-delà de ce que le lecteur est déjà censé connaître. J'ai essayé d'aller à l'essentiel.

Pour la petite histoire, j'ai reçu un courriel que je n'ai pas lu ou ouvert, il est parti directement dans la poubelle de celui qui l'avait rédigé, dans le titre son auteur affirmait que j'étais loin de la réalité, bref que j'ignorais de quoi je parlais, contrairement à ses dirigeants qui avaient été bien inspirés (une fois de plus) en appelant à voter Hamon qui depuis avoisine les 10% des intentions de vote, comme quoi j'ai raison de ne plus perdre mon temps à essayer de discuter avec des "trotskystes" qui ne valent décidément pas mieux que les sociaux-libéraux et les staliniens, de minables manoeuvriers pour préserver leur boutique ou SARL.

Macron et Valls.

- Présidentielle : pour Valls, « le vote utile face à Le Pen, c'est Macron » - LeParisien.fr

- Présidentielle: Valls votera Macron dès le premier tour - AFP

Manuel Valls a franchi le pas mercredi en annonçant qu'il voterait dès le premier tour de la présidentielle pour Emmanuel Macron, une décision qui a suscité un remerciement prudent du candidat d'En Marche! et l'indignation de son concurrent PS Benoît Hamon, qui a appelé à "sanctionner" l'ex-Premier ministre.

Après avoir "remercié" son ancien chef du gouvernement sur Europe 1, Emmanuel Macron, a toutefois assuré qu'il serait "le garant du renouvellement des visages, du renouvellement des pratiques". Et son équipe n'a pas tardé à réaffirmer qu'il "ne gouvernerait pas" avec M. Valls.

L'ancien Premier ministre, qui a progressivement rompu avec la candidature de Benoît Hamon depuis la primaire socialiste fin

janvier, a justifié sa défection par la volonté de "ne vouloir prendre aucun risque pour la République" face au niveau élevé de la candidate du Front national Marine Le Pen, promise à une qualification au second tour selon les sondages.

"Donc je voterai pour Emmanuel Macron. Je prends mes responsabilités", a-t-il affirmé sur BFMTV/RMC.

"L'intérêt supérieur du pays, l'intérêt supérieur de la France, va au-delà des règles d'un parti, d'une primaire et d'une commission", a fait valoir le finaliste défait de la primaire socialiste pour justifier le reniement de son engagement, signé de sa main, à soutenir le vainqueur de la primaire.

Après le ralliement de Jean-Yves Le Drian, c'est un nouveau soutien de poids pour Emmanuel Macron parmi les socialistes. Mais pas aussi chaudement désiré que celui du ministre de la Défense.

"Ce ne sont pas les décisions des uns et des autres qui détermineront la majorité présidentielle ni mon gouvernement", avait affirmé M. Macron dès mardi lors d'une conférence de presse.

Pour l'ancien ministre de l'Economie, ce soutien traduit le fait que "les primaires n'étaient pas en situation de regrouper l'ensemble de la gauche" et que "les sociaux-démocrates et les femmes et les hommes de gauche responsables sont prêts à s'inscrire dans une démarche qui est la mienne", a-t-il analysé mercredi.

En baisse dans les sondages, autour de 10 à 11%, Benoît Hamon avait anticipé cette défection dès dimanche, en dénonçant à l'avance un "ralliement" en forme de tentative de "mise à mort".

A son QG mercredi, le candidat PS a lancé mercredi un "appel solennel" aux électeurs pour "sanctionner ceux qui se prêtent à ce jeu morbide".

"Je vous demande en même temps de tourner la page de cette vieille politique, de tourner le dos à ces politiciens qui ne croient plus en rien et qui vont là où le vent va, au mépris de toute conviction", a déclaré le candidat PS, en appelant à nouveau Jean-Luc Mélenchon et les communistes "à unir leurs forces aux siennes".

Ce dernier lui a sèchement opposé une fin de non-recevoir, décision qu'a déplorée M. Hamon.

C'est l'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg, candidat battu à la primaire socialiste rallié à M. Hamon, qui a signé l'attaque la plus virulente. "Chacun sait désormais ce que vaut un engagement signé sur l'honneur d'un homme comme Manuel Valls: rien. Ce que vaut un homme sans honneur", a-t-il tweeté.

"Je pense que quand on ne respecte pas la parole donnée ?et je pense à (ce qu'a fait) Macron avec le président de la République ou à Valls? quand les idées passent au second plan (...) eh bien on se ressemble et on s'assemble", a commenté la maire de Lille Martine Aubry, en meeting à Lille avec M. Hamon.

"Ce n'est pas un ralliement. C'est une prise de position responsable", s'est défendu M. Valls, en précisant qu'il ne participerait pas à la campagne Macron.

Son prédécesseur à Matignon, Jean-Marc Ayrault, a assuré qu'il ne fallait pas compter sur lui pour "rajouter de la division à la division". "Viendra le moment du vote à l'élection présidentielle, je prendrai mes responsabilités", a-t-il ajouté, sans préciser son propos.

Le patron du PS Jean-Christophe Cambadélis, critiqué pour l'absence de sanctions contre les socialistes soutenant Macron, a appelé "au calme", en se disant "triste" et en refusant"toute Saint-Barthélémy socialiste" à l'égard "des manques individuels de certaines de ses personnalités". AFP 29.03

- La presse fustige Valls, "Monsieur Déloyal" - AFP

La presse de jeudi juge sévèrement le ralliement de Manuel Valls à Emmanuel Macron, au mépris de son engagement de soutenir le vainqueur de la primaire socialiste, Benoît Hamon.

"Monsieur Déloyal" en Une. "Valls le pivot devenu girouette" en titre d'éditorial. De deux formules ciselées, Libération stigmatise l'attitude de l'ex-Premier ministre.

Dans son éditorial, Laurent Joffrin est cinglant : "Il était l'apôtre d'une gauche qui pense le réel. Il devient l?homme d'une gauche qui prend le vent. Il voudrait être le pivot d'un grand rassemblement progressiste. Le voilà changé en girouette. Il y a décidément une victime dans cette campagne : le respect de la parole donnée".

"C'est entendu : Manuel Valls - comme François de Rugy avant lui - est parjure", écrit Guillaume Tabard dans le Figaro même si, selon le chroniqueur, "ce n'est pas la "trahison" de Manuel Valls qui plombe la campagne de Benoît Hamon ; c'est l'effondrement de la candidature socialiste qui provoque un sauve-qui-peut à gauche dont Emmanuel Macron tire profit".

Par son choix, Manuel Valls prend le risque de "faire imploser le PS", titre Le Monde.

"La fin d'un parti ?" s'interroge d'ailleurs en Une La Croix. Les autres commentateurs répondent sans hésiter.

"Le Parti socialiste, celui d'Epinay, capable de rassembler autour d'un programme commun, est mort hier, sans panache, rongé par les rivalités idéologiques et personnelles" et Manuel "Valls a planté le dernier clou sur son cercueil", analyse Jean-Marie Montali dans Le Parisien.

Cécile Cornudet, du quotidien économique Les Echos, estime que "Manuel Valls a sans doute précipité ce qu'il avait lui-même théorisé. Les deux gauches du PS ne se réconcilieront plus. Epinay a vécu".

C'est "le PS, tel que l'avait construit François Mitterrand, (qui) a vécu", précise Patrice Chabanet dans Le Journal de la Haute-Marne.

Il reste que, "en reniant ainsi son engagement de la primaire, (Manuel Valls) affaiblit un peu plus la parole politique, déjà abîmée dans cette campagne", commente Bruno Dive de Sud-Ouest.

Pour Gilles Grandpierre de L'Union, "cette promesse était donc un chiffon de papier. Il s'est dédit. Politiquement, l'effet n'est pas glorieux".

Voilà maintenant Manuel Valls "catalogué comme le Ganelon ou le Iago de cette période électorale", écrit Bruno Mège dans Le Montagne, comparant l'ancien chef de gouvernement aux traitres de La Chanson de Roland et d'Othello.

Bien peu finalement trouvent des circonstances atténuantes au théoricien des deux gauches "irréconciliables" du PS. Pour Michel Urvoy de Ouest-France, "on pourrait tout autant reprocher à Benoît Hamon son flirt douteux avec la gauche radicale".

"Si, aujourd'hui, Manuel Valls a rompu son engagement de soutenir Benoît Hamon, c?est peut-être qu?en bon "éléphant" du PS il a la mémoire longue, et se souvient du "frondeur" qui a pourri pendant deux ans l?action du gouvernement socialiste", estime Jean-Claude Souléry dans La Dépêche du midi.

Manuel Valls est à la fois "parjure et cohérent avec sa ligne, marqueur de son engagement", résume Xavier Brouet du Républicain lorrain. Il "a, en quelque sorte, moralement tort et politiquement raison". AFP 30.03

- Soutien de Valls à Macron : pourquoi une telle annonce ? - Franceinfo

"Un choix fait d'une certaine manière au nom de la cohérence. Malgré tout, il a trahi sa parole et piétine la charte des primaires. Manuel Valls contribue à la descente aux enfers de Benoît Hamon", explique Nathalie Saint-Cricq sur le plateau de France 2.

Manuel Valls a voulu rester fidèle à sa ligne politique de centre gauche et sa méthode, la transgression. "En 2014, il rêvait d'un PS qui change de nom et qui devient la maison commune de tous les progressistes jusqu'à François Bayrou. Ce projet, Manuel Valls en rêvait, Emmanuel Macron l'a fait. Ce n'est donc ni étonnant, ni surprenant qu'il le soutienne. La première victime, c'est l'institution des primaires qui s'apparentent à un fiasco total", conclut la journaliste. Franceinfo

- Valls prêt à des "compromis" avec la droite en cas de victoire de Fillon - LePoint.fr

Après avoir pris la décision de soutenir Macron, Manuel Valls a confié à L'Obs sa volonté de "trouver des compromis" si Fillon l'emportait.

Manuel Valls a donc tenu à s'expliquer dans L'Obs sur sa décision. Comme il l'avait déjà dit sur BFM TV, il a fait ce choix, en conscience, pour ne "prendre aucun risque pour la République" face à une possible victoire du FN. Mais, comme Cazeneuve et Cambadélis, l'ancien pensionnaire de la place Beauvau pense déjà au coup d'après. Il va évoquer jusqu'à la ligne de conduite à adopter pour son parti, en cas de victoire du camp LR.

"Même si François Fillon sortait vainqueur de ce combat, il faudrait aussi chercher à trouver des compromis avec la droite parlementaire. Sans se renier, sans gommer nos différences. Mais il faut en finir avec les dogmes. Ne plus s'enfermer dans

des postures figées, politiciennes, repliées sur elles-mêmes", explique-t-il à L'Obs. LePoint.fr 29.03

- Valls se renie pour peser après les législatives - Liberation.fr

Pour comprendre le reniement de Manuel Valls, il ne faut pas avoir en tête l'échéance présidentielle, mais plutôt les futures élections législatives. En apportant son vote à Emmanuel Macron, l'ex-candidat à la primaire socialiste ne veut pas peser sur le premier tour de la course à l'Elysée, mais prend acte d'une possible, pour ne pas dire probable, recomposition de la future majorité présidentielle. Tous les états majors ont déjà en tête ces législatives qui s'annoncent aussi inédites qu'imprévisibles. «C'est un véritable trou noir, confirme un dirigeant du PS. On n'a aucune visibilité de ce qui peut se passer.» Chacun se prépare donc à toutes les options. Mais une est privilégiée : celle d'une majorité introuvable à l'Assemblée nationale. Pour une raison presque mathématique : pour la première fois, cinq partis (FN, LR, En marche, PS, et France insoumise) ont, selon les circonscriptions, vocation à passer le premier tour. Et donc à s'affronter dans des triangulaires ou quadrangulaires au second tour.

Avec un possible Emmanuel Macron à l'Elysée, un dirigeant du PS tient le raisonnement suivant : «Aux législatives, le ressort du vote utile tombe. Donc une partie de la droite et de la gauche qui avait voté Macron à la présidentielle va revenir à la maison. LR et le PS seront beaucoup plus haut que lors de la présidentielle.» Et comme les experts de la chose électorale misent sur un groupe d'au moins 80 députés frontistes, la barre des 288 députés (sur un total de 577) risque d'être très difficile à franchir pour le camp du nouveau président.

Officiellement, dans l'entourage de Macron, on refuse de prendre cette question très au sérieux, puisqu'elle revient de fait à fragiliser leur candidat. Mercredi matin, François Bayrou a assuré n'avoir «aucun doute» que Macron, s'il est élu, aura une majorité parce que «les Français sont logiques et cohérents». «Nous allons présenter des visages nouveaux, expérimentés, pour un certain nombre, qui ont chacun un parcours. Ces candidats arriveront en tête dans les circonscriptions et ils gagneront le second tour, parce que la gauche sera en miettes et les Français auront cette cohérence-là», a prophétisé le patron du Modem. Mais en privé, un proche de Macron reconnaît que ce pari est loin d'être gagné : «C'est vrai que c'est difficilement imaginable aujourd'hui, mais comme c'était difficile d'imaginer, il y a encore trois mois, que Macron se retrouve en position de favori dans cette élection présidentielle.»

Le pari de Manuel Valls est donc clairement celui-là : un Macron élu à l'Elysée, mais ne disposant pas de majorité absolue. Avec un petit groupe d'une trentaine de députés réformistes, il espère donc avoir un rôle pivot. Tout en gardant une forme d'indépendance. «Son but est de monnayer le plus cher possible sa future influence notamment auprès de Macron», confirme un dirigeant socialiste. Reste à savoir si cette petite boutique pourra exister à l'intérieur du PS ou pas. En tout cas, la création d'un nouveau parti n'a pas été formellement évoquée pour l'instant. «Ce n'est absolument pas à l'ordre du jour», insiste son entourage, même si l'intéressé a semé mercredi de petits cailloux menant à sa «maison des progressistes». Si Macron l'emporte, «Bayrou sera son aile droite, Valls son aile gauche, avec En marche au milieu tout petit», confirme un proche. «Manuel a compris qu'il avait peu de chances de pouvoir l'emporter de l'intérieur, il lui fallait reprendre l'offensive, oxygéner son courant pour ne pas le perdre», avance un hiérarque PS passé chez Macron. Sans compter que, dans l'entourage de Benoît Hamon, on espère bien réussir à gauchir la ligne du PS : «Pour les législatives, il y a une logique politique à faire alliance avec Mélenchon, les Verts et les communistes, pour construire un groupe rose, rouge, vert. Mais est-ce qu'on sera suivi par le reste du PS sur cette option, rien n'est moins sûr.» D'où l'hypothèse sérieuse d'un possible éclatement du Parti socialiste…

Dans l'entourage du candidat d'En marche, personne n'est dupe du jeu de l'ex-Premier ministre : «A gauche, Valls se voit comme le futur pôle central de la majorité présidentielle. A droite, Sarkozy espère garder son influence en misant sur un Wauquiez ou un Baroin à Matignon. Tout cela nous fait doucement rigoler. On ne peut pas dire que l'on veut renouveler les usages et les visages de la vie politique, et se préparer à nouer des alliances avec les partis traditionnels.» Sauf que Macron n'aura peut-être pas le choix.

Un dirigeant socialiste fait cette analyse : «On est en train de vivre la décomposition de la Ve République et le retour des délices de la IVe et ses logiques de coalitions.» Et de promettre qu'en cas de majorité introuvable, Macron n'aura d'autre choix que «d'aller débaucher des députés un par un pour faire voter ses textes ou de nouer une alliance de coalition avec d'autres partis». Mercredi, en tout cas, Valls a clairement fait comprendre qu'il voulait en être. Liberation.fr 29.03

- PS : pas de sanction contre Valls, mais une lettre aux militants - LePoint.fr

« Je ne vais pas saisir la commission d'éthique pour exclure Manuel Valls », déclare au Point Jean-Christophe Cambadélis, en réponse aux demandes des hamonistes en colère contre le manquement de l'ancien Premier ministre à la charte de la primaire. Certes, en déclarant qu'il voterait pour Emmanuel Macron dès le premier tour de la présidentielle, Manuel Valls a manqué à ses engagements. Mais le patron du Parti socialiste refuse de se laisser entraîner dans des procès pour exclusion à répétition. Le PS a, estime-t-il, « tout intérêt à rester groupé jusqu'aux législatives, qui seront meilleures que la présidentielle ».

« Une élection ne dissout pas une Histoire », poursuit-il, rappelant que le PS a déjà connu des moments d'infortune (qui ne l'ont pas tué) et de fortune (qui ne signifiaient pas non plus que tous les problèmes étaient réglés). « On vous dit ou prédit la saignée macroniste, reprend le patron de Solférino. Il est vrai qu'une partie de notre électorat voit dans le vote Macron un moyen utile de faire barrage à François Fillon pour défaire Marine Le Pen. Pourtant, nous avons toujours pris nos responsabilités face

à Marine Le Pen, et nous le ferons encore. » Cela signifie, entre les lignes, que le PS appellera à voter Macron, mais seulement au second tour de la présidentielle, pas avant.

- Boutih: L'"effondrement" de Hamon "signe la fin du PS" - AFP

"C'est l'effondrement de Benoît Hamon dans les intentions de vote qui signe la fin du PS", insiste le député socialiste Malek Boutih, un soutien de M. Valls - que le journal de gauche Libération traite jeudi de "girouette" et de "monsieur déloyal".

Selon Henri Rey, du Centre de recherches politiques de Paris (Cevipof), la campagne de M. Hamon, "fonctionne" - "il y a des meetings, des salles pleines, beaucoup de jeunes autour de lui" - mais pâtit de la "démonétisation" du parti socialiste liée à l'impopularité du quinquennat du président François Hollande. Et ses efforts pour se démarquer de cet héritage ne convainquent pas, selon lui.

Les déchirements actuels rendent la situation du parti "plus que compliquée" et démontrent que la synthèse entre les différentes composantes de ce parti, encore possible avant la présidence de François Hollande, "ne fonctionne plus": entre une tendance social-libérale, défendue par M. Valls, et celle plus à gauche de M. Hamon, il y a des lignes "qui apparaissent comme irréconciliables", a-t-il expliqué à l'AFP.

"Il y a un processus de clarification qui est en train de s'opérer", juge-t-il car "les lignes sont maintenant très écartées".

La presse, elle s'interroge sur l'avenir même du parti: "le parti socialiste en marche vers son explosion", titre le Monde dans son édition datée de vendredi. Le site internet du Nouvel Obs, plus caustique, évoque le risque de "cataclysme", sous le titre: "les socialistes en slip". AFP 30.03

Emmanuel Hollande. Le "contrat" passé entre En marche et le PS.

- Présidentielle: Valls-Macron, un contrat de méfiance - AFP

Cadeau embarrassant, voire empoisonné, le soutien de Manuel Valls et de certains de ses partisans, qui pourrait acter l'implosion du PS, a été accueilli avec méfiance dans le camp d'Emmanuel Macron qui s'évertue à rappeler que l'ancien Premier ministre ne pèse qu'"une voix"... AFP 30.03

- Guillaume: les socialistes ont vocation à "gouverner" avec Macron - AFP

Le président du groupe PS au Sénat, Didier Guillaume, a affirmé jeudi sur CNews que les "vallsistes" ne prendraient pas l'étiquette En Marche! mais précisé que les "socialistes" avaient "vocation" à "gouverner dans une majorité avec (Emmanuel) Macron s'il est élu".

"Non", les vallsistes ne pendront pas l'étiquette "En Marche!", car "les vallsistes c'est les socialistes", a déclaré l'ancien directeur de campagne de Manuel Valls pendant la primaire.

"Les gens qui soutiennent Emmanuel Macron, qui sont dans son organisation politique, sont En Marche, sont membres de ce parti. Les socialistes ont vocation à être à l'Assemblée nationale, à gouverner dans une majorité avec Macron s'il est élu, ou à être dans l'opposition si c'est un autre", a-t-il précisé.

Pour M. Guillaume, il n'y a pas lieu d'exclure Manuel Valls ou les parlementaires PS qui ont parrainé M. Macron.

"Vous savez les procès de Moscou n'ont jamais été quelque chose de très bon. Exclure quoi ? Exclure des socialistes qui vont se retrouver au deuxième tour de l'élection présidentielle, en votant pour le même candidat ? Exclure des socialistes qui après l'élection présidentielle devront composer un groupe, une majorité pour aider le candidat, si Macron est élu, à exercer la magistrature suprême ? Ca n'a aucun sens", a-t-il expliqué.

"Ce qu'il faudra faire demain, c'est rassembler tout le monde (...) autour du président de la République qui sera élu, si c'est Macron. Avec une majorité, avec un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. On sera tous là à voter contre Marine Le Pen, à voter pour Emmanuel Macron si c'est lui, et s'il est élu président de la République, il faudra une majorité et les socialistes, les sociaux-démocrates, les sociaux-réformistes, devront être dans cette majorité", a-t-il insisté. AFP 30.03

La baudruche commence à se dégonfler...

- Laxisme ou sérieux budgétaire? Querelle d'experts sur le programme de Macron - AFP

- Macron et le risque de sa cour penchée - Liberation.fr

- Les ralliements à Macron, arme à double tranchant - Reuters

- Le «général courage» Bertrand Soubelet prend ses distances avec Macron - Liberation.fr

En complément : Macron en monarque.

- Emmanuel Macron veut recréer les chasses présidentielles, cette lointaine tradition royale qui renvoie à François 1er. Selon le candidat d'En Marche, ces chasses présidentielles, supprimées en 2010, "fascinent partout" dans le monde et participent de "l'attractivité" de la France. (Source : franceculture.fr)

PS.

C'était fait pour.

- Présidentielle : «La primaire a accéléré le processus d'autodestruction du PS» - LeParisien.fr

- La mort du PS est-elle annoncée ? - Franceinfo

- Après la "trahison" de Valls, "l'explosion" du PS ? - AFP

Certains parlent de "clarification", d'autres "d'explosion": la perspective d'une scission du PS, souvent annoncée, a en tout cas pris de l'épaisseur mercredi avec la décision de Manuel Valls de soutenir Emmanuel Macron. AFP

- Le choix de Valls pour Macron scelle l'implosion du PS - Reuters

Le choix de Manuel Valls, annoncé mercredi, de voter Emmanuel Macron à l'élection présidentielle entérine au Parti socialiste le divorce entre deux gauches irréconciliables, possible prélude à une scission du parti fondé en 1971.

Anticipant les critiques, Manuel Valls a estimé n'avoir aucune leçon à recevoir de "ceux qui n'ont respecté aucune règle pendant cinq ans". "Mais c'est vrai le Parti socialiste ne sera plus comme il a été jusqu'à maintenant après cette élection", a-t-il reconnu.

Dans une lettre aux militants, il demande de se méfier des sondages "qui ont déjà démontré qu'ils pouvaient être démentis par la réalité" et rappelle que "ceux qui ont rejoint En Marche ! ne sont plus au Parti socialiste". Reuters 30.03

En complément.

- L'ex-préfet de la région Ile-de-France sera jugé pour fraude fiscale - AFP

L'ancien préfet de la région Ile-de-France Jean Daubigny, ancien directeur de cabinet de Manuel Valls au ministère de l'Intérieur... AFP

Schulz (SPD) allié de Merkel (CDU) au gouvernement et "regardant dans la même direction", on n'en doute pas.

- Hamon reçoit le soutien de Schulz, assume le désaccord avec Merkel - Reuters

Mélenchon.

- Mélenchon refuse sèchement toute alliance avec Hamon - AFP

Enivré par une dynamique favorable depuis dix jours, Jean-Luc Mélenchon est déterminé à creuser l'écart avec Benoît Hamon, encore affaibli mercredi par le départ de Manuel Valls, et a sèchement refusé de rallier le candidat socialiste à la présidentielle.

"J'ai marché mon chemin, sans ne céder à rien, je ne vais pas commencer aujourd'hui! A faire le contraire ou à m'engager dans je ne sais quel arrangement qu'on me suggère de faire", a répondu le candidat de La France insoumise, devant plus de 5.000 personnes selon son équipe réunies aux Docks du Havre.

Après l'annonce du soutien de Manuel Valls à Emmanuel Macron avant même le premier tour, Benoît Hamon avait appelé un peu plus tôt le leader de la France insoumise et les communistes à "unir leurs forces aux (s)iennes".

Dans la foulée, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a relancé l'idée d'une candidature commune "pour créer les conditions de la victoire", appelant à une rencontre entre MM. Mélenchon, Hamon et l'écologiste Yannick Jadot "dans les prochains jours". Il a ensuite ajouté que la "dynamique de campagne" de Jean-Luc Mélenchon était un "atout".

Tout en plaignant M. Hamon, "malheureux candidat" que le PS "agite" et "que l'on dépouille chaque jour d'une partie de son équipage", M. Mélenchon a encore refusé "la tambouille" politicienne. Il a invité le socialiste s'il le souhaite à le rejoindre, mais "qu'il ne demande rien, comme nous, nous ne demandons rien".

"Je ne dépends que de vous, c'est à vous que j'ai fait la promesse, je ne négocierai rien, avec personne!", a-t-il tranché, comparant ses troupes, après la lecture du poème de Baudelaire, à de "petits albatros" qui doivent "s'envoler".

"Puisque ce n'est de nouveau pas possible, puisqu'il préfère continuer, qu'il continue, je le regrette profondément", a réagi M. Hamon, en meeting à Lille, devant plus de 3.000 personnes. "Sans rassemblement, la qualification au second tour sera difficile", a rappelé le socialiste.

"La campagne de Jean-Luc Mélenchon entre dans une belle dynamique", s'est réjoui mercredi son directeur de campagne Manuel Bompard, citant notamment "340.000 soutiens citoyens" sur le site de La France insoumise. "On est grisés, le bon pronostic (que nous avions) se réalise", selon Danielle Simmonet, co-responsable du Parti de gauche.

Au Havre, le député européen, qui a répété que Benoît Hamon n'était pas un concurrent, a affiché l'objectif de rattraper François Fillon, désormais troisième dans les sondages. "Il faut qu'on lui passe devant, on a dix jours, après, on s'occupera du suivant", a-t-il lancé, se sentant apparemment porté par "l' "immense force que nous avons maintenue, allumée comme un brasier".

Ayant lui-même passé 30 ans au PS, il a estimé que "le Parti socialiste vient d'éclater sous nos yeux (...), réduit à l'emballage, contenant des matériaux connus et assez explosifs quand on les rapproche".

Tourné vers le premier tour, le candidat de La France insoumise accélère sa campagne, avec deux meetings par semaine, assortis de visites de terrain. Marseille le 9 avril, Lille le 12, Toulouse le 16... les villes réservées au dernier élan n'ont pas été choisies par hasard. Pour la dernière semaine, LFI annonce un "événement surprise", peut-être une reprise de l'expérience réussie de l'hologramme. AFP 29.03

- Sondage: Mélenchon fait une percée, Fillon en berne - AFP

Jean-Luc Mélenchon se hisse en tête des personnalités politiques auxquelles les Français souhaitent voir jouer un rôle important, avec un bond de 19 points en un mois, loin devant François Fillon qui décroche (-8), selon un sondage Kantar Sofres-OnePoint diffusé jeudi.

Avec 47% d'opinions favorables, le candidat de La France insoumise devance celui d'En Marche! (41%, "1) de 6 points et le socialiste Benoît Hamon, son rival à gauche dans la course à l'Elysée, en nette progression à 36% ("6).

Jean-Luc Mélenchon progresse dans tous les secteurs de l'opinion, selon cette enquête pour le Figaro Magazine, qui ne porte pas sur des intentions de vote.

François Fillon, le candidat de la droite, dégringole pour sa part à 18% après plusieurs semaines de rebondissements autour des emplois présumés fictifs de membres de sa famille.

Marine Le Pen, candidate du Front national à la présidentielle, perd un point à 24% et le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan en gagne 4 à 16%.

La confiance dans l'exécutif connait par ailleurs une embellie, avec un gain de 5 points pour le président François Hollande, à 21%, et de 3 points pour le Premier ministre, Bernard Cazeneuve, qui obtient la confiance de 32% des personnes interrogées "pour résoudre les problèmes" de la France. AFP 30.03

Fillon

- A 18% dans les sondages, Fillon se dit certain de "gagner cette élection", voici pourquoi. - Le Huffington Post

- "Emmanuel Hollande", le nouvel angle d'attaque de Fillon contre Macron - LePoint.fr

- Présidentielle: Fillon cible Macron rebaptisé "Emmanuel Hollande" - AFP

François Fillon a poursuivi sa contre-offensive jeudi à trois semaines du premier tour de l'élection présidentielle, affirmant que les juges ne pourraient jamais établir que l'emploi de son épouse était fictif et ciblant particulièrement Emmanuel Macron, rebaptisé "Emmanuel Hollande".

Deux jours après la mise en examen de son épouse dans l'affaire de ses emplois présumés fictifs à l'Assemblée nationale et à La Revue des deux mondes, François Fillon s'est montré très offensif jeudi matin sur RTL.

"La démonstration a été faite que cette accusation (d'emploi fictif) était fausse. Il y a un nombre de témoignages considérables. Des preuves matérielles, des témoignages. Et je vous le dis dans les yeux: jamais les juges ne pourront démontrer que l'emploi de mon épouse était fictif. Jamais", a-t-il lancé.

M. Fillon a de nouveau demandé "que la justice enquête" sur les révélations du livre "Bienvenue Place Beauvau" sur lequel il s'appuie pour dénoncer l'existence d'un supposé "cabinet noir" à l'Elysée, et ce malgré la prudence affichée par plusieurs ténors LR, de Gérard Larcher à Laurent Wauquiez. Comme il l'avait fait samedi, il a jugé "très possible" d'avoir été placé sur écoutes téléphoniques à auxquelles François Hollande pourrait avoir "accès".

Excédé d'être interrogé sur ces affaires judiciaires, l'ancien Premier ministre s'en est une nouvelle fois pris à "l'ensemble du système médiatique". "Ca fait deux mois que vous alimentez cette chronique, (...) deux mois que les Français sont privés d'une campagne présidentielle". Mais "malgré deux mois de démolition intensive, ce n?est pas vous qui allez choisir le président de la République, c'est les Français".

S'agissant de ses adversaires, M. Fillon a essentiellement ciblé Emmanuel Macron, rebaptisé à plusieurs reprises "Emmanuel Hollande". Une continuité du leader d'En Marche! avec le président sortant "symbolisée encore hier par le ralliement de Manuel Valls", a-t-il dit alors que les sondages le donnent distancé derrière l'ancien ministre de l'Economie.

"La méthode qui consiste à vouloir faire plaisir à tous les électeurs, à dire un petit mot pour les uns et un petit mot pour les autres, c'est la façon la plus ancienne et la plus vieille de faire de la politique", a également dénoncé M. Fillon, ralliant la dénomination "En Marche", "slogan (du candidat centriste) Jean Lecanuet dans les années 1960".

Quant à l'affaire d'emplois fictifs qui lui a valu une mise examen, ainsi qu'à sa femme Penelope, "jamais les juges ne pourront démontrer que l'emploi de mon épouse était fictif", a-t-il assuré. "La démonstration a été faite que cette accusation était fausse. Il y a un nombre de témoignages considérables. Des preuves matérielles, des témoignages", a-t-il assuré.

Sept candidats, dont Emmanuel Macron, Marine Le Pen et François Fillon, ont passé un "grand oral" devant le monde rural réuni à Brest à l'initiative du Conseil de l'agriculture française.

Le candidat des Républicains a été le plus applaudi, déclarant qu'il fallait "arrêter d'emmerder les agriculteurs" qui cumulent "les difficultés: crises sanitaires, accidents climatiques, prix extrêmement fluctuants et beaucoup trop bas pour couvrir (les) coûts". AFP 30.03

- En Charente-Maritime, les résistants du fillonisme s'accrochent - LePoint.fr

Les militants de base refusent de lâcher leur candidat, malgré la pression juridico-médiatique et le retrait des ténors locaux LR. LePoint.fr

- Fillon plébiscité par des patrons, Macron ne lève pas le doute - Reuters

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a exprimé clairement sa préférence pour le programme du candidat Les Républicains, empreint selon lui de "pragmatisme, cohérence, confiance".

"Le programme économique et social de François Fillon a une vision vers le plein emploi, une ambition (...). Les réformes restent tout à fait pragmatiques, cohérentes pour aller vers la croissance", a-t-il dit à des journalistes après ces entretiens.

Un avis qui reflète les conclusions d'une étude du cabinet d'analyses économiques COE-Rexecode, dont Pierre Gattaz partage les interrogations concernant le programme d'Emmanuel Macron.

Le programme d'Emmanuel Macron "va dans le bon sens" mais "il ne va pas jusqu'au bout des réformes", a dit le président du Medef, s'inquiétant de l'impact sur le coût du travail du projet du candidat d'En Marche !, en tête des intentions de vote pour le second tour.

En cause, sa volonté de transformer le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en baisse des cotisations sociales, ce qui se traduirait par une hausse de l'impôt sur les sociétés payé par les entreprises. Reuters 30.03

- Fillon certain d'être blanchi par la justice avec son épouse - Reuters

- Soupçons d'emplois fictifs: Penelope Fillon à son tour mise en examen - AFP

Son avocat, Me Pierre Cornut-Gentille, a noté que "les magistrats instructeurs ont décidé de mettre en examen Penelope Fillon, dans la logique d'une enquête et d'une instruction conduites exclusivement à charge, au mépris de la séparation des pouvoirs et de la présomption d'innocence, dans des délais de rapidité hors norme".

"Lorsque cette affaire sera examinée dans la sérénité et le respect des principes de droit, je maintiens que l'innocence de Penelope et de François Fillon sera reconnue", a ajouté Me Cornut-Gentille dans un communiqué diffusé par l'équipe du candidat à la présidentielle. AFP

Ils ont de la suite dans les idées.

- Neuf Français sur dix veulent la reconnaissance du vote blanc, mais pas les trois favoris à la présidentielle - huffingtonpost.fr

C'est une aspiration constante qui confirme une volonté de nouveauté dans la sphère politique. Les électeurs français sont favorables à une vraie reconnaissance du vote blanc. Alors qu'ils étaient 79% selon un sondage YouGov pour Le HuffPost en octobre 2016, ils sont désormais 86% selon une étude Ifop publiée ce mardi 28 mars par le think thank Synopia. Cela s'inscrit aussi dans un contexte où près de 250.000 internautes ont signé une pétition sur Change.org réclamant une telle reconnaissance.

Dans le sondage Ifop pour Synopia, on apprend que si ce vote blanc était en application, 40% des électeurs envisageraient de se porter sur ce suffrage, au détriment principalement de Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen.

Alexandre Malafaye, président de Synopia dans une tribune publiée sur Le HuffPost, propose pour sa part que l'élection soit annulée au-delà de 30% de bulletins blancs. "Les formations politiques disposent alors d'un délai de trois ou quatre mois pour s'organiser, revoir leurs programmes et présenter de nouveaux candidats. Pendant ce temps, un gouvernement technique est chargé de gérer les affaires courantes. Le Président sortant reste en poste, son mandat est prorogé jusqu'au prochain suffrage, mais ses pouvoirs sont limités aux domaines réservés (diplomatie et défense)", ajoute-t-il dans sa volonté de tester ce vote blanc sur la présidentielle.

Changer la constitution

Sans aller jusqu'à une telle extrémité, reconnaître le vote blanc pourrait avoir pour conséquence de donner la victoire à un candidat qui n'obtient pas 50% des voix au second tour. L'Opinion rappelle qu'en 1995, Jacques Chirac n'auraient obtenu que 49,5% des voix et François Hollande 48,6% en 2012. Pour contrecarrer ce problème constitutionnel, le sénateur Roland Courteau prévoit dans sa proposition de loi de "modifier l'article 7 de la Constitution, afin qu'au second tour de la présidentielle, le vainqueur puisse être élu à la majorité relative".

Mais on ne trouve rien de tout cela chez Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen. huffingtonpost.fr 30.03

Ils osent tout

- Les Français sont plus tolérants mais restent pétris de préjugés - LeFigaro.fr

La Commission nationale et consultative des droits de l'Homme (CNCDH) rend ce jeudi matin son rapport annuel sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie en France. LeFigaro.fr

Remplacer les "Français" par leurs dirigeants qui tolèrent l'apartheid en Israël, le racisme aux Etats-Unis, l'antisémitisme qui sévit au sein du gouvernement et du parlement en Ukraine, Lettonie, etc. la xénohobie hystérique envers la Russie notamment...

- Les pays arabes dénoncent les ingérences étrangères au Moyen-Orient - AFP

Exceptées celles américaines, britanniques, françaises, allemandes...

- Espionnage : “Ankara is watching you”, Berlin horrifiée - euronews.com

Welcome to NSA/CIA !

ACTUALITE EN TITRES

Encore un record à mettre au compte d'Emmanuel Hollande.

- 69 430 - Liberation.fr

C’est le nombre de détenus dans les prisons françaises, un record. De quoi renouer avec les pics de juillet 2016 (69 375 personnes). Liberation.fr

En France...

- Paris : 35 arrestations après une manifestation pour un homme tué par la police - LeFigaro.fr

Etats-Unis. Le PIB en hausse...

- USA: le Congrès révoque un texte de protection de la vie privée sur internet - AFP

Les fournisseurs d'accès à internet américains pourront continuer à vendre les données personnelles de leurs clients à des tiers sans obtenir d'autorisation explicite, après la révocation par le Congrès mardi d'une réglementation de l'ère Obama. AFP

Facebook l'inquisiteur.

- Facebook promet au Pakistan de lutter contre le blasphème - Reuters

Facebook s'est engagé auprès des autorités pakistanaises à s'attaquer aux contenus à caractère blasphématoire circulant sur le réseau social, à la suite de plaintes du gouvernement d'Islamabad, a dit mardi le ministre pakistanais de l'Intérieur. Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En oligarchie, les patrons sont mafieux et font dans le racket. A exterminer en urgence.

- Télécoms : les plaintes ont bondi de 50% en 2016 - bfmbusiness.bfmtv.com

Le nombre de plaintes de consommateurs des télécoms a bondi de 50% en 2016, selon l'Association française des utilisateurs de télécommunications (Afutt). Dans le détail, l'Afutt a reçu l'an dernier 2.466 plaintes en ce qui concerne l'internet fixe (+68%), 2.104 plaintes pour le mobile (+37%) et 450 pour la téléphonie fixe, en légère hausse.

L'ensemble SFR/Numericable/RED représente 55,8% des plaintes, alors qu'il était déjà "leader" l'an dernier avec 39% des récriminations. Dans l'internet, "l'achat de SFR par Numericable semble s'être traduit par un certain désordre dans la qualité des prestations fournies aux abonnés de ces prestataires" qui s'est "amplifié en 2016", note l'Afutt.

Dans le mobile, l'observatoire note aussi "la forte progression, deux années consécutives, du taux de plaintes ayant pour origine les clients de SFR" et la décroissance de celles concernant Orange.

Les plaintes concernant Orange baissent à 13,7%, ainsi que celles concernant Free à 11,5%, tandis que les plaintes touchant Bouygues Telecom sont quasiment constantes à 10,9%. bfmbusiness.bfmtv.com 29.03

Meurtre sioniste ordinaire. Une balle pour une paire de ciseaux.

- Une Palestinienne abattue par la police israélienne à Jérusalem - Reuters

Un policier israélien près de la porte de Damas à Jérusalem. Les forces de l'ordre israéliennes ont abattu mercredi une Palestinienne qui menaçait de les attaquer à l'aide d'une paire de ciseaux à l'entrée de la vieille ville de Jérusalem. L'incident s'est produit porte de Damas, une des voies fortement gardée donnant accès à Jérusalem-Est, qui a été le théâtre d'agressions du même type par le passé.

"La police a répondu à une situation qui présentait une menace vitale et elle a abattu la terroriste sur place", a déclaré Mickey Rosenfeld un des porte-parole de la police.

Luba Samri, une autre porte-parole de la police, a précisé que l'assaillante était une habitante de Jérusalem-Est âgée de 49 ans. Reuters 30.03

En oligarchie, ils assument la dictature, et vous ?

- Etats-Unis : la fouille très appuyée d'un ado dans un aéroport provoque un tollé - Franceinfo

Cette vidéo a provoqué l'indignation des internautes. Jennifer Williamson, une mère de famille américaine, a filmé et diffusé sur

Facebook, dimanche 26 mars, la palpation très appuyée qu'a subie son fils à l'aéroport de Dallas-Fort Worth (Texas).

Aaron, 13 ans, souffre de troubles sensoriels, une maladie qui modifie la perception des stimulations, comme le toucher ou la vue. Sa mère demande alors aux agents de sécurité si son fils peut éviter le scanner corporel. Problème : la fouille qui suit est très appuyée et semble excessive. Au total, elle dure près de deux minutes.

“On a vécu un enfer, s'est indignée la mère sur Facebook. Après, il n’a pas arrêté de me demander : 'Je ne sais pas ce que j’ai fait. Qu’est-ce que j’ai fait de mal ?’” Au total, la vidéo a été vue plus de 7 millions de fois et a été largement commentée. Interrogées par la télévision américaine WFAA, les autorités assument ce contrôle. Franceinfo 30.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Washington affirme que le sort d'Assad sera décidé par les Syriens - AFP

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a affirmé jeudi que le sort du président Bachar al-Assad serait décidé par les Syriens, dans la première prise de position publique à ce sujet de la nouvelle administration américaine.

M. Tillerson s'exprimait lors d'une visite en Turquie largement axée sur la Syrie, au lendemain de l'annonce par Ankara de la fin de son opération militaire lancée en août dans le nord de ce pays afin d'en chasser les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) et les milices kurdes syriennes.

"Le sort du président Assad, à long terme, sera décidé par le peuple syrien", a déclaré M. Tillerson lors d'une conférence de presse avec son homologue turc Mevlüt Cavusoglu.

L'opposition réclame le départ d'Assad tout comme l'a fait pendant longtemps l'administration de Barack Obama, bien que celle-ci se soit abstenue lors de ses derniers mois au pouvoir de lancer des appels en ce sens, laissant implicitement entendre qu'elle ne serait pas hostile à son éventuel maintien.

Mais l'administration de Donald Trump n'avait pas à ce jour exprimé une position claire sur le sujet. Les déclarations de M. Tillerson semblent même prendre le contre-pied de celles de la représentante américaine à l'ONU Nikki Haley et le porte-parole du département d'Etat Mark Toner qui ont affirmé il y a quelques jours que le sort d'Assad restait une pierre d'achoppement et qu'il ne pouvait pas faire partie de l'avenir politique de la Syrie.

M. Tillerson, plus haut responsable de l'administration Trump à se rendre en Turquie, s'est entretenu à Ankara avec le président Recep Tayyip Erdogan et son Premier ministre Binali Yildirim.

Des sources à la présidence turque ont indiqué que M. Erdogan a insisté sur la nécessité de coopérer "avec des acteurs convenables et légitimes dans la lutte contre le terrorisme".

La Turquie dénonce régulièrement en effet le soutien apporté par Washington en Syrie aux milices kurdes des YPG dans la lutte contre l'EI. Ankara, qui appuie de son côté d'autres groupes armés sous la bannière de "l'Armée syrienne libre", considère les YPG comme un groupe terroriste émanant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

M. Tillerson a esquivé plusieurs questions sur le sujet. Saluant la Turquie comme "un partenaire clef" dans la lutte contre l'EI, il a affirmé que les deux pays partageaient le même objectif: "vaincre l'EI".

Ankara affirme vouloir travailler avec ses alliés, mais sans les milices kurdes, à la reconquête de Raqa, la capitale de facto du groupe Etat islamique en Syrie.

"Nous avons discuté aujourd'hui de différentes options qui se présentent à nous et il s'agit pour être franc d'options difficiles", s'est borné à dire M. Tillerson.

"Il n'est pas réaliste de travailler avec un groupe terroriste tout en luttant contre un autre", a pour sa part déclaré M. Cavusoglu au sujet du soutien américain aux YPG contre l'EI.

Ankara a annoncé mercredi soir la fin de son opération "Bouclier de l'Euphrate" dans le nord de la Syrie, sans spécifier si les troupes turques s'en retireraient pour autant.

Dans le cadre de cette opération, les rebelles syriens appuyés par la Turquie ont repris aux jihadistes plusieurs villes dont Jarablos, Al-Rai, Dabiq et enfin Al-Bab, où l'armée turque a subi de lourdes pertes.

Mais la Turquie s'est gardée de lancer des attaques contre des localités tenues par les milices kurdes, dissuadée par les alliances que ces dernières ont nouées avec Washington et Moscou.

"La politique turque vis-à-vis des milices kurdes est dans l'impasse. Ses mains sont liées du fait de ces alliances et ses efforts se sont heurtés à un mur russo-américano-syrien", affirme à l'AFP l'expert Marc Pierini, professeur invité à Carnegie Europe. AFP 30.03

- Le départ d'Assad n'est plus la priorité américaine, dit Nikki Haley - Reuters

La priorité de la politique syrienne des Etats-Unis n'est plus d'obtenir le départ du président Bachar al Assad, a annoncé jeudi l'ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, Nikki Haley.

"Notre priorité n'est plus de nous asseoir ici et de nous focaliser sur les moyens de faire partir Assad. Notre priorité est de regarder vraiment comment nous pouvons faire progresser les choses, avec qui nous devons travailler pour améliorer véritablement le sort des gens en Syrie", a-t-elle dit devant un petit groupe de journalistes.

"Nous ne pourrons pas forcément nous focaliser sur Assad comme l'a fait la précédente administration", a-t-elle ajouté. Reuters 30.03

Venezuela

- Venezuela : le président du Parlement accuse Maduro de "coup d'Etat" - AFP

Le président du Parlement vénézuélien Julio Borges a accusé jeudi le président Nicolas Maduro de "coup d'Etat" après la décision de la Cour suprême, réputée proche du pouvoir, de s'octroyer le droit d'édicter des lois.

"Au Venezuela, Nicolas Maduro vient de commettre un coup d'Etat", a déclaré M. Borges lors d'une conférence de presse devant le Parlement, en appelant l'armée à sortir du "silence" face à la rupture de l'ordre constitutionnel.

"Nicolas Maduro ne peut pas être au-dessus de la Constitution", a-t-il ajouté, estimant que le président avait "retiré le pouvoir au peuple vénézuélien".

Lors d'un nouveau coup de force du camp présidentiel, la Cour suprême s'est attribuée jeudi les pouvoirs du Parlement, le bastion des opposants, deux jours après leur avoir enlevé leur immunité. AFP 30.03

Brésil

- Brésil: l'ex-patron des députés condamné à 15 ans de prison pour corruption - AFP

Autrefois l'un des politiques les plus influents du Brésil, l'ancien chef des députés Eduardo Cunha, qui avait ?uvré à la destitution de l'ex-présidente de gauche Dilma Rousseff, a été condamné jeudi à 15 ans de prison pour corruption.

La décision du juge anti-corruption Sergio Moro a été annoncée par le parquet de Curitiba (sud), dans le cadre de la vaste affaire de pots-de-vin au sein du géant pétrolier Petrobras.

"Parmi les crimes de corruption, de blanchiment d'argent et d'évasion de devises, il existe des preuves matérielles, c'est pourquoi les peines additionnées totalisent 15 ans et 4 mois de réclusion", selon le document.

La justice reproche notamment à Eduardo Cunha d'avoir reçu "illégalement" 1,3 million de francs suisses (environ 1,5 millions de dollars) pour avoir oeuvré en tant que médiateur de Petrobras dans l?acquisition des droits d'exploitation d'un site pétrolier au Bénin.

M. Cunha, membre du Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre droit) de l'actuel président Michel Temer, qui a succédé fin août à Mme Rousseff après la destitution de cette dernière, avait été arrêté en octobre 2016.

Tout puissant il y a encore quelques mois, ce Machiavel brésilien aux cheveux poivre et sel et costumes italiens impeccables avait été suspendu le 5 mai de ses fonctions de président de l'Assemblée par le Tribunal suprême fédéral (STF).

Ce député évangélique ultra-conservateur de 58 ans était accusé d'avoir "menti" à ses pairs en niant être le titulaire de comptes bancaires en Suisse, alimentés par des millions de réais correspondant à des pots-de-vin versés en marge de contrats de Petrobras à l'étranger, selon les enquêteurs.

Né en 1958 de parents italiens à Rio de Janeiro, Eduardo Cunha s'est formé en économie et a touché à tout avant d'embrasser la politique.

Il a été courtier en assurances, économiste chez Xerox, propriétaire de radio évangélique, dirigeant d'entreprises publiques avant de devenir député de l'Etat de Rio en 2001, puis député fédéral à partir de 2002.

Partisan de la création d'un "Jour de la fierté hétérosexuelle", adversaire acharné de l'avortement, il s'est assuré au fil des années de solides soutiens au parlement.

Eduardo Cunha était l'égérie du groupe parlementaire informel "BBB", pour "Boeuf, Bible, Balles", qui veille aux intérêts des puissants lobbies néo-pentecôtistes, des armes à feu et de l'agro-business.

Volontiers volubile sur les règlements du parlement, Eduardo Cunha se refermait comme une huître quand on l'interrogeait sur ses comptes en Suisse et les folles dépenses de son épouse, une ex-présentatrice de la TV Globo, dans les boutiques de luxe de Paris.AFP 30.03

Mexique

- Mexique : un juge acquitte un jeune homme accusé de viol car "il n'avait pas l'intention de satisfaire un désir sexuel" - Franceinfo

La décision de justice a provoqué un véritable tollé. Un juge mexicain a décidé de relaxer un jeune homme accusé de viol au motif qu'il n'avait pas, selon lui, "l'intention de satisfaire un désir sexuel", rapporte l'agence Reuters, mercredi 29 mars.

Les faits remontent à la nuit du 1er janvier 2015, note The Guardian (en anglais). La victime, une adolescente de 17 ans, a raconté avoir été agressée lors de la soirée du réveillon par quatre jeunes hommes de son lycée privé. L'un d'entre eux s'appelle Diego Cruz. Il est âgé de 21 ans et appartient à une riche famille de l'Etat de Veracruz. Pour le juge, il n'y avait pas d'"intention charnelle", même si le jeune homme était accusé d'avoir touché la poitrine et d'avoir pénétré la victime avec ses doigts.

Cette décision a suscité une vive indignation. Plusieurs associations de défense des droits de l'homme dénoncent une impunité parmi l'élite du pays. Le procureur de l'Etat de Veracruz a annoncé qu'il allait faire appel de cette décision, d'après Reuters. Le Conseil de la magistrature fédérale du Mexique a suspendu le juge concerné et ouvert une enquête sur lui. Franceinfo 30.03

Je n'ai pas eu le temps de traité un autre sujet sur le Mexique, les journalistes sont devenus la cible privilégiée de la mafia qui n'hésite plus à les assassiner en plein jour en pleine rue...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 avril 2017

CAUSERIE

Quelques réflexions glanées ici ou là...

1- (A propos du gouvernement de Front populaire de 1936.) "Un gouvernement de "gauche", "aidé" par les luttes ouvrières est la perspective, explicite ou non, de beaucoup de militants. Cette éventualité ouvre sans doute des possibilités énormes, mais sans une direction révolutionnaire, sans un programme clair et une force capable de le réaliser, les espoirs et les luttes de la classe ouvrière se soldent par des échecs."

C'est exact dans une certaine mesure, au-delà les évènements passés ont démontré que c'était un contresens ou une contrevérité, car dès lors qu'il n'existe pas de direction révolutionnaire, ce sont les directions réformistes et staliniennes qui allaient prendre la direction du mouvement révolutionnaire des masses pour le conduire dans une impasse politique qui lui serait fatale.

Ce genre de raisonnement est creux et affligeant, cela fait penser à quelqu'un qui s'épancherait sur le triste sort d'un gosse qui vient de se faire écraser par une voiture pour avoir traversé quand le feu de signalisation était au vert, et qui s'exclamerait : s'il l'avait su il serait encore en vie, pardi ! Sans que lui viennent à l'esprit de savoir pourquoi il ne le savait pas et ainsi de suite.

Un tel gouvernement est voué à l'échec ou à tomber et prépare le retour de la réaction au pouvoir, dans la mesure où il refusera toujours de s'attaquer aux fondements du capitalisme, de désarmer, de neutraliser les capitalistes, au contraire il leur laisse les mains libres pour mieux le combattre ainsi que la classe ouvrière, dans ces conditions le soutenir, c'est se condamner à connaître le même sort, c'est imparable.

Sachant qu'il n'y a rien à en attendre, il vaut mieux exiger qu'ils adoptent certaines mesures qu'il refusera obstinément d'appliquer en expliquant d'emblée aux travailleurs pourquoi, parce qu'elles sont incompatibles avec la nature des partis qui le composent et le régime auquel ils sont inféodés, donc sans leur laisser la moindre illusion sur ce genre de gouvernement de collaboration de classes. C'est ainsi qu' peut on aider les travailleurs à prendre conscience de la nature de ces partis et de ce gouvernement qu'ils devraient renverser, mais ce qu'ils ne peuvent pas réaliser sans un partis ouvrier révolutionnaire pour les organiser et guider leur combat, parti qu'on les invite à construire ensemble...

C'est logique, non ? Mais bon, les militants préfèrent apparemment que l'on raconte des chimères aux travailleurs, vous m'excuserez de ne pouvoir m'y résoudre.

2- Ajoutons que si de Gaulle avait agi comme Hollande aujourd'hui, les Français auraient découvert dès 1965 la photo d'un

Mitterrand reçu en audience par un maréchal d'un autre âge. La carrière du jeune franciscain se serait arrêtée là.

25 ans ce seraient écoulés, il y aurait eu prescription, vous méconnaissez la nature humaine et ses faiblesses.

Quand on voit à quel point les gens peuvent être amnésiques au bout d'une très brève période et inconséquents, on se dit que tout est possible. Voyez les principaux candidats à l'élection présidentielle, ex-ministre de Sarkozy, de Hollande ou de Chirac...

3- "De toutes les tyrannies, la tyrannie exercée pour le bien de ses victimes est peut-être la plus oppressante. Il vaudrait mieux vivre sous des barons du crime que sous des fouineurs moraux tout-puissants. La cruauté du baron du crime peut parfois s'assoupir, sa cupidité peut à un certain moment être rassasiée; mais ceux qui nous tourmentent pour notre propre bénéfice le feront indéfiniment, car ils le font avec la bénédiction de leur conscience."

Parce que les peuples attribuent un pouvoir supérieur aux tyrans sans lequel ils ne seraient que de vulgaires roquets aboyant dans le désert auxquels personne ne prêterait attention.

4- Quand on regarde la vidéo sur le parcours de Macron, on ne peut s'empêcher de se dire qu'on est en présence d'une ordure finie, ignoble, infâme, abjecte, immonde, monstreux, sinistre, les mots nous manquent pour qualifier cette saloperie qui se situe aux antipodes de l'humanisme, incarnant la sauvagerie, la bestialité, la barbarie.

Sa cible, son ennemi à abattre, c'est la civilisation humaine qui a produit les hommes pour la détruire dont il fait partie.

Faire table rase du passé qui façonne la société d'aujourd'hui à travers ses institutions n'a jamais été autant d'actualité. Cela nécessite que les travailleurs s'emparent de leur destin et du pouvoir politique, qu'ils décident de passer à l'action, qu'ils brisent le mécanisme, le carcan qui les maintient en servitude et fait leur malheur.

Il faut tout arrêter et décider de refonder la société sur la base de nouveaux rapports sociaux, où l'argent ou la monnaie seront réduits uniquement à des moyens de circulation et dématérialisés de tout pouvoir avant de disparaître pour toujours.

S'enrichir, amasser de l'argent, augmenter sa fortune, concentrer du pouvoir, devenir tout puissant, c'est le règne de la tyrannie version oligarchique qu'ils nous promettent.

Vous aurez constaté que le PS aura joué un rôle déterminant dans la mise en place de cette société nauséabonde, basée sur l'injustice, la spoliation de tout un peuple hormis son élite corrompue. Je me demande si un jour on parviendra à prendre réellement conscience de la dangerosité qu'a toujours représentée ce parti depuis plus d'un siècle. Qu'on est encore besoin de se poser la question est très préoccupant et augure mal de l'avenir.

Si on n'arrivait à remettre en cause les rapports qu'on a pu concevoir (ou tisser) avec le PS dans le passé, on est foutu. Cela signifierait qu'on cautionnerait une imposture, dans ce cas-là on serait en bien mauvaise posture pour prétendre changer la société, ce qui ne nous gênerait guère puisqu'on aurait cessé de croire que cela serait possible ou même souhaitable partant de là. Qui souhaite cautionner une telle vilénie, qui souhaite faire abstraction de toute dignité ? Comment peut-on imaginer donner un sens à sa vie et faire en sorte qu'elle soit supportable en versant dans l'amoralité et asocialité ?

On sursaute en pensant à Macron, on est pris de spasmes, de convulsions, on se crispe, on se sent menacé, c'est un terrible prédateur sans scrupule ni principe ni morale. Il inspire le dégoût, la haine la plus profonde, ils présentent les mêmes caractéristiques psychologiques ou mentales des pires dictateurs du passé et du présent.

La plupart des gens l'ignorent, tout comme ils ignorent qu'ils sont destinés à lui ressembler s'ils l'élisent président, la fortune en moins, donc à sceller leur destin dans le malheur. Voyez à quel état de délabrement en sont rendus les Etats-Unis et de déchéance les Américains sans avoir aucune chance de pouvoir en sortir un jour, effrayant, non ?

Cela devrait faire réfléchir avant qu'il ne soit trop tard, si ce n'est pas déjà le cas.

Et ça ?

- En 2016, 108 millions de personnes étaient menacées par la famine dans le monde - Franceinfo

Cette insécurité alimentaire risque de s'aggraver encore cette année... Franceinfo 31.03

En occident, c'est plutôt l'obésité la menace, le risque, alors...

Et ça encore ?

- Au Somaliland, la famine frappe une terre oubliée par la communauté internationale - slate.fr

Ce territoire aride bordé par les eaux du golfe d'Aden sur sa côte nord, par les frontières avec Djibouti à l'est, l'Ethiopie au sud et la Somalie à l'est, est toujours officiellement rattachée à l'État somalien selon les statuts de l'ONU, mais est en réalité de facto indépendant depuis 1991, à l'issue d'une guerre de trois ans.

Mais depuis le début de l'année 2017, la sécheresse frappe indifféremment la Somalie et le Somaliland. Le «-Land» n'a plus ici d'importance. Une grave crise alimentaire menace des millions de personnes dans la Corne de l'Afrique.

«Six ans après que la famine a été déclarée dans plusieurs zones du centre et du sud de la Somalie, le pays est une fois de plus au bord de la catastrophe. Cette fois-ci, la sécheresse est plus étendue, touchant le Somaliland, le Puntland (une autre région autonome, NDLR) et les zones pastorales de la Somalie, ainsi que le centre et le sud du pays, les zones les plus touchées par la famine en 2011. Le nombre de personnes en danger immédiat est plus élevé et les enfants sont parmi les plus affectés», nous indique dans une note l'Unicef, l'agence des Nations unies pour l'enfance.

Plus de 35.400 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été traités avec des aliments thérapeutiques dans des centaines de centres nutritionnels dans toute la Somalie entre janvier et février. Ce qui représente une augmentation de 58 % par rapport à la même période en 2016, selon les Nations unies.

«La répétition d'épisodes pluvieux médiocres a provoqué une situation d'extrême sécheresse»

Roland Marchal, spécialiste de l'Afrique de l'Est au Centre de recherches internationales de Sciences-Po.

«Ces chiffres sont un signal d'alarme, note Leila Pakkala, la directrice régionale de l'Unicef pour l'Afrique de l'Est et australe. Les enfants meurent de malnutrition, de faim, de soif et de maladie. Lors de la famine de 2011, environ 130.000 jeunes enfants sont morts, dont la moitié avant que la famine ne soit déclarée. Nous travaillons avec nos partenaires sans relâche pour faire en sorte que cela ne se reproduise pas.»

«La question cruciale aujourd'hui, ce sont les pluies. Si elles arrivent le moins prochain, la famine aura été sévère mais pas dramatique. En revanche, si la pluie ne tombe pas avant juin ou juillet, la situation risque d'être vraiment dramatique», pointe l'universitaire Roland Marchal. slate.fr 31.03

J'ai du mal à comprendre comment on peut s'accommoder d'une telle situation, sans doute parce qu'on n'en a pas vraiment conscience.

Vraiment ?

Daniel Gluckstein (POID) s'est encore surpassé dans son dernier éditorial "*De lutte de classe, ne leur en déplaise !*".

Vraiment ?

- "*Dans la vraie vie, les travailleurs sont conscients que leurs intérêts sont contradictoires à ceux des actionnaires, des banquiers, des patrons*" (...) "*dans la vraie vie, les travailleurs savent que la lutte de classe est pour eux une obligation*", ah bon, dites-donc ils en savent des choses !

C'est marrant, on ne s'en était pas rendu compte jusqu'à présent. Franchement, si c'était le cas nous n'en serions pas là. Il faut croire que ceux qui sont engagés sans la lutte de classe combattent sur une orientation politique qui ne prête pas vraiment à remettre en cause le régime en place. Chut, cela il ne faut pas le dire, vous allez briser son argumentation bidon !

Vraiment ?

- "*et qu'ils n'ont d'autre choix que se battre pied à pied, unis avec leurs organisations indépendantes*", sans blague d'où les sort-il celles-là ? En réalité, les syndicats ne sont indépendants que lorsque les travailleurs s'en saisissent et violent l'orientation corporatiste de leurs appareils vendus. Chut cela il ne faut pas le dire, vous allez contrarier leurs appareils corrompus !

Et lorsque les travailleurs passent à l'offensive, ils doivent s'organiser en comités et élirent leurs propres représentants en intégrant si possible les syndicats qui se battent à leur côté, en aucun cas ils ne doivent laisser l'initiative aux syndicats qui les trahiront. Nous ne roulons ni pour Mailly ni pour Martinez, ni pour le PS ni pour le PCF, bref, ni pour le régime, mais pour le socialisme.

Point de vue.

Huffingtonpost.fr - Tête pensante de Nuit debout, le philosophe et économiste antil-libéral Frédéric Lordon n'est pas un homme de ralliement. Il confesse d'ailleurs avoir cessé de voter depuis longtemps pour ne pas apporter sa "caution" aux institutions de la Ve République dont il n'a de cesse de pourfendre les dérives.

"D'un certain point de vue, ce qui s'est passé sur Nuit Debout était l'expression de cette disposition d'esprit. Jouer le jeu dans ces institutions est une affaire soit perdue d'avance, soit entièrement privée de sens", expliquait-il récemment au micro de Daniel Mermet. Défenseur de la grève générale comme seul moyen d'abattre un régime inique, l'intellectuel reconnait toutefois (et c'est rare) que la candidature de Jean-Luc Mélenchon pourrait changer la donne.

"Je pense que cette élection soulève des enjeux politiques d'une intensité qu'on a pas vue depuis 1981, et peut-être même supérieure, et que par là d'ailleurs, elle s'annonce d'une redoutable violence. [...] Là où un enjeu surgit, c'est autour de la candidature de Mélenchon", plaide le philosophe.

S'il n'apporte techniquement aucun soutien au candidat de la France insoumise, Frédéric Lordon plaide en faveur du basculement institutionnel prôné par Jean-Luc Mélenchon tout en mettant en garde contre la tentation :

"J'ai toujours une méfiance vis à vis des stratégies qui se proposent de passer par les instutitions pour changer les institutions. Les institutions de la Ve République correspondent bien à la personnalité de Mélenchon. Je pense qu'il s'y trouverait pas mal", prévient-il en citant l'exemple de François Mitterrand. Son idée? Contribuer à l'élection de Mélenchon tout en le contraignant à appliquer son programme. "Aussi bien pour le protéger que pour le surveiller, il faudra que l'élection ne soit que le début d'un processus politique d'une toute autre ampleur qui passera nécessairement par des mobilisations populaires", prévient-il en référence des grèves de la joie qui avaient accompagné la victoire du Front populaire en 1936. huffingtonpost.fr 31.03

Ce que dit Frédéric Lordon de Mélenchon est pertinent jusqu'à un certain point seulement. Mélenchon président, il se révèlerait aussitôt un Tsipras ou un Blum pour ceux qui ne le savaient pas encore. Mais comme il n'a aucune chance de figurer au second tour et encore moins de l'emporter le 7 mai, la question ne se pose pas.

Du coup appeler à voter pour Mélenchon ne peut contribuer qu'à faire naître de faux espoirs et des illusions trompeuses dans ce charlatan, qui après la défaite au lieu de constituer un encouragement pour la suite se traduiront par une terrible démoralisation.

A quoi cela sert-il d'insister auprès des travailleurs sur le fait que leurs droits politiques sont spoliés, puisqu'ils n'ont même pas conscience que leurs besoins ou aspirations sont légitimes ? Vous ne pensez pas que cela devrait-être la première question qu'on devrait se poser, pourquoi, et quelle en est la signification politique. On leur prête souvent une conscience qu'ils n'ont pas pour ne pas poser les questions qui révèlent une autre réalité, qui à son tour pose d'autres questions beaucoup plus embarrassantes parce qu'elles mettent en cause d'autres acteurs, ces intellectuels pétris de suffisance ou ces dirigeants faillis pour avoir été incapables de les organiser. A suivre.

En Inde, ils goudronnent. Aux Etats-Unis ils dégoudronnent.

Leur modèle de société néolibérale. Confirmation de l'état de délabrement avancé des Etats-Unis.

- Faute de financement, des routes sont dégoudronnées dans plusieurs Etats. L'élue républicaine d'Omaha, Nebraska, (400 000 hab) n'a pas d'autre solution au délabrement que de dégoudronner plusieurs kilomètres de rues : « Nous avons 50 ans de retard dans l'entretien des infrastructures. Elles s'effondrent ». Après les pluies, certains habitants transbahutent des brouettes de gravier pour boucher les ornières. La Société américaine de génie civil (ASCE) affirme que l'état des infrastructures va de « médiocre » à « dangereux ». Elle estime à 2 000 milliards de dollars le coût des rénovations (jusqu'à 4 590 milliards au total, voir page 8). http://www.infrastructurereportcard.org/wp-content/uploads/2017/01/2017-Infrastructure-Report-Card.pdf).

... selon le Watson Institute for International Studies de l'université Brown, le bilan économique de la guerre déclenchée en 2003 par George W Bush pour faire tomber le régime de Saddam Hussein en Irak, pourrait représenter 6.000 milliards de dollars d'ici à 2053 en incluant les intérêts d'emprunts et les pensions aux anciens combattants (et déjà 2.000 milliards de dollars dépensé en 2013). http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20130314trib000754033/6.000-milliards-de-dollars-le-cout-total-de-la-guerre-en-irak.html

Le gouvernement et le parti (PS) les plus va-t-en-guerre, réactionnaires et adeptes de la théorie du complot.

- Syrie : la diplomatie française moins pressée de voir partir Assad. - LeParisien.fr

- Présidentielle : Jean-Marc Ayrault met en garde contre l'"ingérence" russe. - Atlantico.fr

Institutions en quête de légitimité. Elections présidentielles françaises

Benoît Macron et le PS En Marche.

Ca vole et ça siffle bas ! Vous avez aimé Emmanuel Hollande, vous apprécierez Benoît Macron !

- Hamon ne veut pas qu'on siffle Macron, enfin "pas encore". - Le Huffington Post

Alors que le candidat socialiste avait évoqué le nom d'Emmanuel Macron à un moment de son discours, les militants présents ont aussitôt hué dans la salle. "Ah non, par principe, on peut siffler l'extrême droite, la droite corrompue mais là... pas encore", a improvisé Benoît Hamon, déclenchant les rires de l'assistance. Le Huffington Post

- Chronique d'une supercherie ou comment le PS compte sur Emmanuel Macron pour se maintenir au pouvoir - Le Huffington Post

Par Vincent Chriqui, maire de Bourgoin-Jallieu et directeur de campagne de François Fillon.

Le point de départ de cette élection, c'est le bilan catastrophique de François Hollande. Le chômage persistant, le mauvais état des comptes publics, la hausse des impôts, l'insécurité grandissante, l'affaiblissement de la France dans le monde: doté d'une impopularité record, le président n'a même pas été en mesure de se représenter, une première sous la Vème République.

Mais la gauche de gouvernement ne pouvait s'en tenir là. Il est dans la nature d'une organisation politique de chercher à se maintenir au pouvoir coûte que coûte, même après un échec, même contre la volonté d'une immense majorité des Français, et quel qu'en soit le moyen. Ce moyen ne pouvait être Benoît Hamon, le représentant des "frondeurs" qui ont empoisonné la vie du gouvernement. Ce sera donc Emmanuel Macron.

Pour apprécier le stratagème, il faut considérer la présidence de la République dans toutes ses composantes. C'est la clé de voûte de la Vème République et elle ne repose pas que sur un homme: lorsque les électeurs se rendront aux urnes les 23 avril et 7 mai prochains, ils se prononceront sur un candidat mais aussi un projet, un gouvernement, une majorité.

La majorité très incertaine d'Emmanuel Macron? Chacun sait qu'elle ne pourrait que reposer sur une alliance avec le PS.

Un projet, quel projet? Emmanuel Macron a affirmé que "c'est une erreur de penser que le programme est le cœur d'une campagne" et il s'est beaucoup renié. Mais l'homme qui a d'abord construit sa popularité sur son aptitude à remettre en cause les dogmes socialistes (en critiquant les 35 heures, l'ISF, le statut de la fonction publique...) a abandonné toute velléité de réforme au moment de rédiger son programme.

Débarrassé de tout ce qui pourrait déplaire et en particulier de toute économie sur les dépenses, il promet désormais la continuité parfaite de la politique menée jusqu'ici. Difficile d'ailleurs d'imaginer qu'il pourrait en être autrement et que l'homme qui a été le principal inspirateur de la politique économique et sociale de François Hollande, comme conseiller puis comme ministre, puisse incarner la rupture...

S'agissant du gouvernement, la boucle est bouclée avec le soutien apporté par Manuel Valls. Il est d'ailleurs assez pathétique de voir la chronique des ralliements seulement freinée par l'entourage du candidat lui-même, qui demande en coulisses d'éviter un mouvement trop rapide ou trop visible afin de ne pas faire révéler le pot-aux-roses!

Ce ne sont pas les candidats "En Marche" choisis sur internet, totalement inconnus du public et sans aucun ancrage local, qui vont constituer une majorité.

Quant à la majorité très incertaine d'Emmanuel Macron, chacun sait qu'elle ne pourrait, le cas échéant, reposer que sur une alliance avec le PS. Ce ne sont pas les candidats "En Marche" choisis sur internet, totalement inconnus du public et sans aucun ancrage local, qui vont, même à la faveur d'une vague présidentielle, constituer une majorité. Soit un grand nombre de députés PS sortants seront in fine repeints aux couleurs de la majorité présidentielle, soit ils seront agrégés à la majorité après l'élection. De toute façon, Macron ne pourra gouverner qu'avec le PS, et Manuel Valls a d'ailleurs clairement affiché sa volonté d'être à la tête de la future majorité...

Bien sûr les équipes du candidat sont à l'œuvre pour essayer par tous les moyens de mettre en scène le candidat "ni droite ni gauche", mais les faits sont là: aucun député de droite, aucun des 199 députés Les Républicains, ni aucun des 27 députés UDI, n'a parrainé Macron!

Emmanuel Macron est clairement l'héritier de François Hollande par son goût des synthèses molles et sa tendance à dire à chacun ce qu'il veut entendre.

Le candidat en est réduit à afficher quelques élus amers ou recalés du suffrage universel pour essayer de faire illusion. Comme souvent, c'est entre responsables du PS que la cruauté est la plus grande et c'est ce qui a conduit le ministre Thierry Mandon à dire d'Emmanuel Macron que c'était le "premier candidat qui voulait faire la révolution en s'appuyant sur le musée Grévin". Et quant au candidat lui-même, enfin, il a beau tenter par tous les moyens de tenir à distance François Hollande, il est clairement l'héritier du président de la République par son goût des synthèses molles et sa tendance à dire à chacun ce qu'il veut entendre. Emmanuel Macron doit tout à François Hollande qui a dit de lui: "Macron c'est moi". On ne saurait être plus clair. Aujourd'hui, la supercherie apparaît clairement. Voter Macron c'est continuer avec cinq ans de plus de socialisme: cinq ans de plus de non réforme économique, de dérive des comptes publics, de laxisme face à l'insécurité. Les Français, dans leur immense majorité, ne veulent pas de cette issue. C'est pourquoi je suis persuadé qu'ils choisiront le seul projet d'alternance pour notre pays: celui de François Fillon. Le Huffington Post 31.03

Macron : les grands mots sans grands remèdes - LePoint.fr

Il parlait naguère sans langue de bois. Devenu candidat, le fondateur d'En marche ! a lissé son discours alors que le pays a besoin d'une thérapie de choc. LePoint.fr

#Macronitude : la cyberguerre qui va faire vaciller Macron - LePoint.fr

Une campagne à l'encontre du candidat d'En marche !, menée par les fillonistes, sera lancée ce week-end selon "Le Parisien". Elle associe Macron à Hollande. LePoint.fr 31.03

Fillon.

Sondage présidentielle: Fillon réduit l'écart avec Macron et Le Pen - AFP

François Fillon ("2) redresse la barre et réduit l'écart qui le sépare d'Emmanuel Macron (-1) et Marine Le Pen (-1), en légère baisse, au 1er tour de l'élection présidentielle, selon un sondage BVA-Salesforce diffusé samedi.

Le candidat d'En Marche!, avec 25% d'intentions de vote, et celle du Front national, créditée de 24%, sont toujours au coude-à-coude pour la première place.

Encore loin derrière, le candidat de la droite gagne pour sa part deux points en une semaine à 19% et enraye plusieurs semaines de baisse liée aux soupçons d'emplois fictifs de membres de sa famille, selon cette enquête menée pour Orange et la presse régionale.

A gauche, l'écart se creuse entre Jean-Luc Mélenchon, qui gagne un point à 15% d'intentions de vote, et Benoît Hamon, stable à 11,5%.

Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan perd un point à 3%, Nathalie Arthaud en gagne 0,5 à 1% et les autres candidats recueillent au mieux 0,5% d'intentions de vote. 7% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote.

Au total, 38% (-2) des Français interrogés prévoyant de voter n'expriment pas d'intentions de vote ou disent pouvoir changer d'avis. 74% se disent aujourd'hui intéressés par l'élection présidentielle, sans changement.

Commentaire d'un internaute.

- "Sondage du journal le Point se vendredi ou Fillon perd deux points a 17% au contraire de celui de BVA qui lui accorde deux point de plus.Il y a la une certaine contradiction entre deux sondeurs."

Les juges n'ont pas fait l'affaire Fillon, mais ils devraient cibler avec plus d'équité la gauche et la droite - Le Huffington Post

Cette campagne présidentielle est passionnante, renversante et atypique. Qui aurait pu prévoir qu'un deuxième tour plausible pourrait opposer Emmanuel Macron à Marine Le Pen? Que la droite classique pourrait n'avoir aucun représentant dans la joute finale, que Benoît Hamon, avec des déserteurs le fuyant, irait de mal en pis et que Jean-Luc Mélenchon se sentirait pousser des ailes au point de briguer une troisième place en reléguant François Fillon?

Tout évidemment peut encore bouger, notamment pour Emmanuel Macron dont la fiabilité du projet économique est

vivement contestée et dont l'inquiétude est perceptible sur un autre plan: certes François Bayrou a fait alliance avec lui mais son mouvement apparaît de plus en plus comme la béquille d'un socialisme qui considère que son sauveur est paradoxalement un continuateur de François Hollande et un adepte de la réforme douce.

Manuel Valls vient de le rejoindre, en violation de son engagement pour la primaire, et "En Marche!" à force de recycler à gauche va persuader les citoyens qu'Emmanuel Macron n'est ni de droite ni de droite. Dérangeant pour quelqu'un qui a construit sa montée sur le dépassement des frontières traditionnelles et s'en est vanté!

Une victoire d'Emmanuel Macron signerait l'écroulement de la droite et de la gauche - Le Huffington Post

Fillon mitraille Macron, appelle à "casser la baraque" - Reuters

- Service national de Macron: des "centres aérés" pour grands, selon Fillon - AFP

Taxant ses adversaires d'"immaturité" ou d'"irréalisme", François Fillon s'est posé de son côté en homme d'expérience, comme ancien Premier ministre (2007-2012) et ancien président de la Commission de la Défense à l'Assemblée nationale.

"Notre pays ne peut pas se permettre de confier cette responsabilité (de chef des armées) à un président de la République qui se prétend lui-même immature, inexpérimenté, ou à un président enfermé dans des schémas idéologiques irréalistes", a asséné François Fillon.

"Nous ne pouvons nous permettre d'appliquer aux relations avec les autres puissances le "marketing du vide"", a-t-il ajouté. AFP 31.03

Mélenchon

Dommage qu'on n'ait jamais eu un dirigeant ayant l'éloquence ou le charisme de l'illusionniste Mélenchon.

Volatile en perdition.

- Sondage: Mélenchon écrase Hamon et talonne Fillon - AFP

Jean-Luc Mélenchon distancerait Benoît Hamon au 1er tour de l'élection présidentielle, avec 16% d'intentions de vote, et talonne désormais François Fillon, loin derrière le duo de tête Emmanuel Macron/Marine Le Pen, selon un sondage Odoxa publié vendredi.

Jean-Luc Mélenchon creuse l'écart avec Benoît Hamon, le candidat socialiste à la dérive à seulement 8% (-4,5), selon cette enquête pour Le Point et Dentsu consulting.

17% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote au 1er tour.

Seuls 58% des électeurs potentiels de Jean-Luc Mélenchon se disent cependant sûrs de leur choix, contre 85% de ceux de Marine Le Pen, 84% de ceux de François Fillon, 69% de ceux d'Emmanuel Macron et 61% de ceux de Benoît Hamon. AFP 31.03

Sondage présidentielle: Mélenchon incarne le mieux la gauche - AFP

Les Français pensent que Jean-Luc Mélenchon est le candidat à l'élection présidentielle qui incarne le mieux "les idées et les valeurs de la gauche", selon un sondage Ifop publié par le Journal du Dimanche (JDD).

En famille. L'ONU serait le "seul organe légitime pour assurer la sécurité collective"... de l'Etat sioniste !

Service et OTAN: Mélenchon détaille son programme de défense - AFP

Rétablissement du service national, dénucléarisation militaire, développement de l'arme "cyberguerrière", sortie de l'Otan: Jean-Luc Mélenchon a détaillé vendredi ses propositions de défense accompagnant sa vision géopolitique du monde.

Il propose de rétablir un service national de 9 à 12 mois, obligatoire (sauf maladie et objection de conscience) pour garçons et filles entre 18 et 25 ans, rémunéré au Smic.

Un quart des jeunes mobilisés pourra choisir une composante militaire, les autres ouront pour options la police de proximité, la

sécurité civile, les associations labellisées d'intérêt général, etc. Les jeunes conscrits ne seront pas envoyés en opérations extérieures.

"Il n'y a personne en Europe à part votre serviteur qui dit que l'avenir de la défense, de sa patrie (...) est de sortir de l'Otan et de sortir de cet engrenage militaire!", argumente le candidat. Pour lui, c'est à l'ONU de devenir le "seul organe légitime pour assurer la sécurité collective". Il refuse donc toute construction d'une "défense européenne" qu'il assimile à "une guerre contre la Russie". AFP 31.03

Selon Mélenchon l'ONU serait le "seul organe légitime pour assurer la sécurité collective", Netanyahu et Trump ne devraient pas le désapprouver.

En complément.

- Israël : Benjamin Netanyahu, libre de grignoter la Palestine - LePoint.fr

Malgré une résolution de l'ONU, le Premier ministre israélien a annoncé la construction d'une nouvelle colonie en Cisjordanie. Une première en 25 ans. LePoint.fr 31.03

Ils osent tout

- Emmanuel Macron est le seul candidat à proposer une politique étrangère digne de la France - Le Huffington Post

- A Sarcelles, Hollande exprime sa "grande fierté" sur l'école - AFP

François Hollande a déclaré vendredi à Sarcelles éprouver une "grande fierté" face à son bilan sur l'école, estimant avoir "tenu (ses) engagements" sur ce terrain, notamment dans les quartiers populaires. AFP

- Bayrou déplore une campagne "hystérisée" par le camp Fillon. - Reuters

- Guantanamo: les images du gavage forcé d'un détenu resteront secrètes - AFP

Une cour d'appel à Washington a refusé vendredi d'ordonner au gouvernement américain de publier des vidéos montrant un prisonnier de la base militaire de Guantanamo être nourri de force. AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Equateur

- Le camp présidentiel revendique la victoire en Equateur - Reuters

Lenin Moreno, dauphin du président socialiste sortant Rafael Correa, a revendiqué la victoire à l'élection présidentielle organisée dimanche en Equateur mais son adversaire soutenu par la droite, l'ancien banquier Guillermo Lasso, a contesté les résultats et réclamé un nouveau décompte.

Lenin Moreno a récolté 51,1% des suffrages contre 48,9% pour Guillermo Lasso, a annoncé la commission électorale après dépouillement d'un peu plus de 95% des bulletins. La commission s'est cependant abstenue de proclamer un vainqueur.

Après s'être déclaré victorieux sur la base d'un sondage sortie des urnes, Guillermo Lasso a dénoncé ces résultats, qui interrompent le mouvement de balancier à l'oeuvre en Amérique latine par lequel la droite est revenue au pouvoir en Argentine, au Brésil et au Pérou.

"Ils ont franchi une limite", a réagi le candidat conservateur devant ses partisans réunis dans un hôtel dans sa ville de Guayaquil, sur la côte.

"Nous allons défendre la volonté du peuple équatorien face à cette tentative de fraude", a-t-il ajouté, en s'étonnant de la rapidité avec laquelle les résultats ont été annoncés quand il avait fallu plusieurs jours après le premier tour en février.

Plusieurs centaines de ses partisans se sont rassemblés devant les locaux de la commission électorale aussi bien à Quito, la capitale, qu'à Guayaquil, en agitant des drapeaux de l'Equateur tout en scandant "Non à la fraude" et "Nous ne voulons pas être le Venezuela".

Le président vénézuélien Nicolas Maduro, lui-même accusé de pratiques dictatoriales par ses opposants dans un pays en pleine crise économique, a multiplié les messages de félicitations pour Lenin Moreno sur Twitter.

La police de Guayaquil a tiré des grenades lacrymogènes pour empêcher des manifestants de briser un cordon de sécurité devant les locaux de la commission électorale, a rapporté un journaliste de Reuters.

Ignorant cette contestation, Lenin Moreno a célébré dès dimanche soir les résultats de l'élection avec ses partisans.

"A partir de maintenant, travaillons pour le pays! Nous tous!", a-t-il lancé à la foule de ses soutiens rassemblée à Quito. Aux côtés du chef de file de la gauche, en fauteuil roulant depuis qu'il a été blessé par balles dans une attaque à main armée en 1998, figuraient son colistier et actuel vice-président Jorge Glas ainsi qu'un Rafael Correa radieux.

"La révolution a une nouvelle fois triomphé en Equateur", a tweeté ce dernier, qui a annoncé qu'il s'installerait en Belgique, le pays de son épouse, à l'issue de son mandat. "La droite a perdu, malgré ses millions et ses médias."

Au premier tour, le 19 février, l'ancien vice-président, de 2007 à 2013, est arrivé en tête avec 39,35% des voix; il ne lui aurait fallu que 40% pour être directement élu et s'épargner un second tour qui s'annonçait plus difficile du fait des reports de voix anticipés.

Après une décennie de "socialisme corréiste", et sur fond de récession économique liée à la baisse des cours du pétrole, les électeurs devaient trancher entre la poursuite des politiques du président sortant que porte Lenin Moreno, âgé de 64 ans, ou la rupture libérale qu'entend mener l'ancien président de Banco de Guayaquil (1994-2012).

Paraguay

- Les manifestations de vendredi ont fait un mort au Paraguay - Reuters

Les troubles qui ont éclaté au Paraguay après un vote secret du Sénat autorisant une modification de la Constitution permettant au président Horacio Cartes d'être candidat à un second mandat, ont fait un mort.

Rodrigo Quintana, un manifestant de 25 ans, a été tué par une balle en caoutchouc tirée par la police, a annoncé l'opposition paraguayenne. Selon son médecin, le manifestant a été gravement blessé à la tête. Le ministère de l'Intérieur a promis l'ouverture d'une enquête.

Vendredi, à la suite du vote à huis clos des sénateurs, des manifestants ont pris d'assaut le Congrès (Parlement) et ont déclenché un incendie à l'intérieur du bâtiment,

Les troubles devraient se poursuivre. Samedi, des manifestants venus de l'intérieur du pays, étaient en train d'arriver dans la capitale.

Les pompiers ont réussi à contrôler les flammes après le départ des manifestants vendredi soir, mais les heurts se sont poursuivis dans d'autres quartiers d'Assomption et d'autres localités du pays jusqu'aux premières heures de samedi.

Des magasins et des bâtiments publics ont été saccagés. Environ 200 manifestants ont été arrêtés, a annoncé la police.

Plusieurs politiques et journalistes ont été blessés, a rapporté la presse. La police compte des blessés dans ses rangs, a annoncé le ministre de l'Intérieur, Tadeo Rojas.

Un député ayant participé aux manifestations de vendredi après-midi a été opéré après avoir été touché par des balles en caoutchouc.

Ceux qui sont opposés à la modification de la Constitution estiment que les institutions démocratiques risquent d'être affaiblies et estiment que le vote à huis clos du Sénat est illégal.

L'amendement va maintenant être porté devant la Chambre des députés, où il semble qu'il bénéficie d'un fort soutien. Le vote, qui devait avoir lieu samedi matin, a été reporté, le temps que le calme revienne, a annoncé le président de la Chambre, Hugo Velazquez.

Vénézuela

- Au Vénézuela, la Cour suprême recule pour tenter de calmer le jeu - Reuters

La Cour suprême du Venezuela est revenue samedi sur sa décision controversée d'assumer les pouvoirs de l'Assemblée nationale, une initiative qui avait été critiquée à l'étranger que l'opposition avait qualifiée de "coup d'Etat".

Prise mercredi soir, la décision de la Cour suprême de se substituer à l'Assemblée nationale, où l'opposition est majoritaire, a suscité un regain de tension dans un pays où les opposants au président socialiste Nicolas Maduro tentent depuis des mois d'obtenir la tenue d'un référendum révocatoire visant à écourter son mandat.

La Cour suprême a annulé ses deux décisions controversées dans la matinée, a indiqué le gouvernement. Son président Maikel Moreno devait s'adresser à la nation dans la journée.

"La controverse est close", avait déclaré le président Nicolas Maduro, peu après minuit devant le Conseil de défense du gouvernement qui avait été réuni pour "inviter" la Cour suprême à réexaminer sa décision.

La décision du président pourrait ne pas être suffisante pour apaiser la colère de la population.

"On ne peut prétendre simplement normaliser la nation après avoir réalisé un 'coup d'Etat'", a déclaré Julio Borges, président de l'Assemblée nationale. Il a déchiré en public cette semaine les décisions controversées de la Cour suprême et a refusé d'assister au Conseil de défense où siègent les présidents des principales institutions du pays.

Ayant déjà annulé la plupart des mesures prises par le Congrès depuis sa prise de contrôle par l'opposition en 2015, la Cour suprême pro-Maduro a fait un pas de plus mercredi en décidant de reprendre les fonctions de l'Assemblée nationale parce que la loi n'avait pas été respectée.

Elle soutenait ne pas avoir eu d'autre choix au motif que le Parlement ne s'était pas séparé de trois députés de l'opposition accusés d'avoir acheté des voix lors des élections législatives de 2015.

Les pressions internationales se sont également accrues. A la suite de l'Organisation des Etats américains (OEA) qui avait réagi jeudi, l'Argentine a annoncé que les ministres des Affaires étrangères des pays du Mercosur se réuniraient ce samedi pour discuter de la situation au Venezuela.

De Genève, le Haut Commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, le Jordanien Zeid Ra'ad al Hussein, a demandé à la Cour suprême de reconsidérer sa décision. D'autres condamnations sont aussi venues des Etats-Unis et de l'Union européenne.

La décision de la Cour suprême devrait apaiser les tensions dans l'immédiat, mais les opposants au président Maduro, au Venezuela et à l'étranger, n'ont toujours pas digéré que les autorités aient empêché la tenue d'un référendum révocatoire l'an dernier et reporté les élections locales prévues pour 2016.

L'opposition demande désormais que l'élection présidentielle de l'an prochain soit avancée et que les élections locales se tiennent effectivement.

Samedi, l'Assemblée nationale tenait une réunion en plein air à Caracas, à laquelle participaient plusieurs centaines de sympathisants de l'opposition.

Dès avant les événements de cette semaine, le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, s'est dit favorable à une suspension du Venezuela, mais il est peu probable qu'il réunisse les deux tiers des voix nécessaires. Une réunion spéciale de l'OEA est prévue lundi à Washington.

Colombie

- Colombie: manifestations contre le gouvernement de Santos - AFP

Des milliers de personnes ont manifesté samedi dans les principales villes de Colombie contre le gouvernement du président Juan Manuel Santos, à l'initiative de son prédécesseur Alvaro Uribe et des opposants au processus de paix avec les Farc.

Les manifestants ont défilé sur des slogans comme "Plus jamais Santos!", "Santos dehors", "Défendons la démocratie" ou encore "Sauvons la Colombie du socialisme", en réclamant notamment le départ de M. Santos, récompensé par le Nobel de la

Paix pour ses efforts visant à mettre fin à ce conflit armé avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxistes), la plus ancienne guérilla du pays.

Le gouvernement du président Santos a signé fin novembre, à l'issue de quatre années de négociations à Cuba, un accord de paix avec les Farc, qui comptent environ 7.000 combattants.

Alvaro Uribe, qui a dirigé le pays de 2002 à 2010, a défilé dans son fief politique de Medellin, la deuxième ville du pays, accusant l'accord de paix de garantir un "impunité totale" aux guérilleros auteurs de crimes graves.

A Bogota ont notamment défilé l'ancien président Andrés Pastrana (1998-2002), ainsi que l'ancien vice-président de M. Uribe, Francisco Santos.

Brésil

- La contestation continue au Brésil - euronews.com

Des dizaines de milliers de Brésiliens sont redescendus manifester dans les rues vendredi pour protester contre les mesures d'austérité imposées par le gouvernement du président Michel Temer, un "échauffement" avant la grève générale convoquée pour fin avril, estiment les syndicats.

"Aujourd'hui est un nouveau jour de manifestations contre la réforme des retraites, la législation du travail et toutes les attaques que le gouvernement Temer et ses alliés commettent contre les travailleurs", a déclaré à l'AFP Marcella Azevedo, leader du Mouvement des Femmes en lutte, aux côtés d'étudiants, professeurs, syndicalistes et militants de gauche qui défilaient à Sao Paulo.

Des manifestations se sont également déroulées à Brasilia, Rio de Janeiro, Belo Horizonte et dans d'autres grandes villes du pays. Des dizaines de milliers de Brésiliens avaient déjà manifesté leur colère le 15 mars dans tout le pays, notamment contre le projet de réforme des retraites.

Les syndicats ont estimé que les manifestations de vendredi étaient "un échauffement" avant la grève générale convoquée pour le 28 avril.

Arrivé au pouvoir en 2016, après la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff, Michel Temer a lancé une série de mesures d'austérité impopulaires pour tenter de relancer l'économie du Brésil. Après avoir fait approuver par le Congrès le gel des finances publiques sur 20 ans, l'autre réforme phare prévoit d'élever l'âge minimum de départ à la retraite à 65 ans, un changement radical dans un pays où les travailleurs peuvent s'arrêter à 54 ans. Cette dernière mesure, discutée au Congrès, crée de fortes résistances, même au sein de la base alliée au président Temer.

Les résultats des réformes du gouvernement se font attendre et le chômage a battu dans la période de décembre à février un nouveau record, touchant 13,5 millions de personnes (13,2% de la population active), selon des données divulguées vendredi.

Serbie

- Le Premier ministre serbe donné élu président dès le premier tour - Reuters

Le Premier ministre serbe, Aleksandar Vucic, a été élu dimanche président de la république dès le premier tour, avec 55% des voix, confirmant sa suprématie politique dans l'ancienne république yougoslave.

Son plus proche adversaire, l'ex-médiateur de la république pour les droits de l'homme Sasa Jankovic, est relégué à près de quarante points, avec un peu plus de 16% selon les projections des instituts Ipsos et CRTA.

Agé de 47 ans, le chef du gouvernement, candidat du Parti progressiste de Serbie (SNS), abordait ce scrutin en grand favori, profitant de la dispersion de l'opposition. Les projections diffusées dimanche soir confirment sa domination sans conteste sur la Serbie, qu'il veut faire entrer dans l'Union européenne tout en préservant des relations privilégiées avec la Russie.

"Pour moi, il est important que cette élection ait démontré qu'une large majorité de Serbes privilégient la poursuite de notre voie européenne tout en maintenant des liens étroits avec la Chine et la Russie", a-t-il dit devant ses partisans.

L'ex-nationaliste qui s'est mué en partisan de l'intégration européenne s'apprête à assumer une fonction en théorie honorifique en Serbie. Mais les analystes estiment qu'il continuera à détenir la réalité du pouvoir en contrôlant le SNS.

Aux yeux de ses partisans, le Premier ministre dispose du sang-froid et de la fermeté nécessaires face au manque de stabilité régionale dans les Balkans.

Ses adversaires l'accusent en revanche de penchants autoritaires comme en témoigne à leurs yeux sa mainmise sur les médias depuis que son parti est arrivé au pouvoir en 2012 et que lui-même a accédé à la tête du gouvernement il y a trois ans.

"S'il n'y pas de second tour, c'est que nous vivons dans une société politiquement immature", a commenté le sociologue Jovo Bakic sur la chaîne de télévision N1. "Où ailleurs dans le monde n'y a-t-il pas de second tour ? En Corée du Nord."

Aleksandar Vucic rejette ces accusations mais peine à faire oublier son passé dans les derniers jours de l'ex-Yougoslavie. Alors âgé d'un peu moins de 30 ans, il était un ministre redouté de l'Information dans le gouvernement de Slobodan Milosevic, chargé de faire respecter la législation draconienne destinée à museler toute voix critique contre l'exécutif durant la guerre au Kosovo en 1998-1999. Considérée à l'Ouest comme un Etat paria pendant les conflit guerres qui ont suivi l'éclatement de la Yougoslavie dans les années 1990, la Serbie a ouvert des négociations d'adhésion avec l'Union européenne et espère les boucler d'ici 2019.

Dans une interview accordée à Reuters à une semaine du scrutin, Aleksandar Vucic a déclaré que la Serbie était déterminée à rejoindre l'UE mais a ajouté qu'il voulait aussi améliorer les relations avec la Russie, l'allié traditionnel de Belgrade.

Arménie

- Arménie: le parti au pouvoir largement en tête des législatives - AFP

Le parti au pouvoir en Arménie arrive largement en tête des élections législatives organisées dimanche dans cette ex-république soviétique, selon des résultats partiels de la Commission électorale centrale portant sur la moitié des bureaux de vote.

Ces législatives sont les premières organisées en Arménie après une réforme constitutionnelle controversée visant à instaurer un régime parlementaire.

Alors que les bulletins avaient été dépouillés dans 50,4% des bureaux de vote, le Parti républicain du président arménien Serge Sarkissian arrivait en tête avec 50,43% des voix, et la coalition d'opposition menée par l'homme d'affaires Gaguik Tsaroukian obtenait 28,29%, a indiqué lundi la Commission électorale centrale.

"Selon les premiers résultats des élections, le Parti républicain a toutes les chances de former le nouveau gouvernement", a déclaré lors d'une conférence de presse le porte-parole du parti, Edouard Charmazanov.

Le parti nationaliste Dachnaktsoutioun obtenait 6,88% des voix, selon ces mêmes résultats partiels, et devrait donc lui aussi entrer au Parlement.

Le taux de participation a été de 60,86%.

Avant la publication de ces résultats partiels, un sondage effectué à la sortie des bureaux de vote après leur fermeture dimanche à 16h00 GMT, réalisé par l'Association des Sociologues d'Arménie et le groupe Baltic Surveys/Gallup International, attribuait 46% des voix au Parti républicain et 25% à la coalition de l'opposition.

Le scrutin, surveillé par les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), constitue un test pour la démocratie dans cette ancienne république soviétique de 2,9 millions d'habitants qui n'a jamais connu un transfert de pouvoir à l'opposition via un processus électoral.

Gaguik Tsaroukian, l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays, a bâti sa campagne sur des promesses de réduire les prix du gaz et de l'électricité et d'augmenter les salaires des fonctionnaires et les retraites.

Au total, cinq partis et quatre coalitions étaient en lice pour 101 sièges du Parlement. Dans ce scrutin proportionnel, un parti doit obtenir 5% pour être représenté au Parlement, tandis qu'une coalition doit obtenir au moins 7%.

L'opposition a fait état de fraudes. Le ministère de l'Intérieur a annoncé dimanche à la mi-journée avoir reçu 320 plaintes pour violations des procédures du vote.

"Nous avons observé de nombreuses irrégularités dans les bureaux, des violations du secret du vote, et des votes multiples", a déclaré à l'AFP Hovsep Khourchoudian, un dirigeant d'une des coalitions d'opposition.

Pendant la campagne électorale, la délégation de l'Union européenne en Arménie et l'ambassade des Etats-Unis ont exprimé dans un communiqué commun leur "inquiétude face aux informations faisant état d'intimidation des électeurs, d'achat de votes et de l'utilisation des ressources de l'administration en faveur de certains partis".

"J'ai voté pour le Parti républicain, parce que le Premier ministre Karen Karapetian est un homme énergique avec des idées neuves", a déclaré Svetlana Sarkissian, 37 ans, à la sortie d'un bureau de vote à Erevan.

En revanche, Garnik Mnatsakanian, 69 ans, dit avoir "voté pour Tsaroukian parce qu'il se préoccupe vraiment de la vie des gens ordinaires".

La plupart des partis en lice ont fait campagne sur des thèmes comme les emplois, les salaires, les retraites, dans un pays où près de 30% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Le souvenir des violences post-électorales qui ont secoué le pays il y a huit ans est encore présent, et le gouvernement a promis de tenir cette fois un scrutin exemplaire pour élire "un Parlement en qui la société aura confiance".

Le président Serge Sarkissian, dont l'élection en 2008 a donné lieu à des affrontements entre la police et des partisans de l'opposition ayant fait 10 morts, a assuré à l'AFP avoir fait "d'énormes efforts pour que le vote crucial (de dimanche) soit impeccable".

La réforme constitutionnelle de 2015, initiée par le président et adoptée à l'issue d'un référendum contesté, prévoit de diminuer les pouvoirs de l'exécutif et d'accroître ceux du Parlement après la fin du second et dernier mandat de Serge Sarkissian, fin 2018.

L'opposition y voit surtout une façon de permettre à Serge Sarkissian, 62 ans, de maintenir son emprise sur le pays en changeant de casquette l'année prochaine, prenant la direction effective de son parti politique.

Birmanie

- Birmanie: le gouvernement de Suu Kyi résiste aux législatives partielles - AFP

Le gouvernement d'Aung San Suu Kyi, qui peine à relancer la Birmanie, a remporté de nombreux sièges lors des législatives partielles, mais a été battu dans des régions habitées par les minorités ethniques, selon les résultats annoncés dimanche.

Les élections de samedi étaient considérées comme un premier test électoral pour la "Dame de Rangoun" et son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), après un an d'exercice du pouvoir.

Pendant des décennies, la Birmanie a vécu sous la dictature militaire et rêvé de démocratie. Les attentes des Birmans étaient donc très fortes après les élections historiques de novembre 2015 qui ont porté au pouvoir Aung San Suu Kyi.

Après une année au sommet de l'Etat, Suu Kyi reste une figure très largement adulée mais des dents commencent à grincer.

Le processus de paix est au point mort et les perspectives économiques ne sont pas bonnes. La croissance ralentit et l'investissement étranger devrait diminuer pour la première fois en quatre ans, tandis que le pouvoir d'achat des Birmans est grignoté par une inflation à deux chiffres.

La majorité parlementaire de la NLD n'était pas menacée par les élections de samedi, qui visaient à pourvoir 19 sièges essentiellement laissés vacants car leurs titulaires avaient été promus au gouvernement.

La NLD a selon les premiers résultats conservé ses positions autour de Rangoun et dans les régions centrales plus au nord, s'imposant dans neuf scrutins selon Hla Thein, président de la Commission électorale de l'Union.

Mais elle a essuyé une défaite embarrassante dans des régions plus lointaines, notamment dans celles hébergeant des minorités ethniques et où la violence a persisté en dépit des promesses d'Aung San Su Kyi de rétablir la paix.

La défaite la plus embarrassante pour la NLD lui a été infligée dans l'Etat Mon (sud) par le mouvement soutenu par l'armée USDP qu'elle avait largement battu dans la même circonscription il y a un an.

Dans l'Etat de Rakhine (ouest), à nouveau déchiré par un conflit ethnique et religieux, la NLD a été battue par le leader du parti local Arakan, connu pour son intransigeance vis-à-vis de la minorité musulmane Rohingya, et qui a remporté un siège à la chambre basse du Parlement birman.

L'élite politique et économique birmane, dont le NLD et l'armée, est depuis longtemps dominée par l'ethnie majoritaire Bamar, et régulièrement accusée de vouloir écraser les cultures des minorités locales.

Ces tensions génèrent régulièrement des violences, comme dans l'état de Rakhine à nouveau déchiré depuis octobre dernier et l'émergence d'une nouvelle rébellion de la minorité musulmane Rohingya, réprimée dans le sang par l'armée.

Quelque 75.000 Rohingyas ont depuis fui ces violences militaires, que des enquêteurs de l'ONU ont qualifiées de possibles crimes contre l'humanité.

Dans le nord-est, le parti local Shan a gagné plusieurs sièges dans des régions où le vote a été annulé en 2015 en raison des violences.

Le NLD et l'USDP ont également gagné chacun un siège au Parlement régional.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Appel à la grève dans les boutiques SFR - La Tribune

Les salariés de SFR Distribution, la filiale de SFR s'occupant des boutiques, sont appelés à faire grève et se rassembler samedi devant les points de vente dans plusieurs villes pour des revendications.

2- Les salariés de Vélib' veulent "perturber le système" - BFM Business

Les salariés de Vélib' ont promis de perturber le système de vélo en partage afin d'obtenir des garanties pour le maintien de leur emploi, alors que le marché, actuellement détenu par JCDecaux, pourrait être repris par Smoove.

3- Les agents du Centre Pompidou sont en grève non pas pour eux-mêmes mais pour la pérennité du musée - huffingtonpost.fr

A l'appel de deux organisations syndicales -FO et l'UNSA- les agents du Centre Pompidou se sont mis en grève. L'établissement a été fermé au public, et le dîner annuel des amis du musée national d'art moderne, si important pour le musée, n'a pas pu avoir lieu, pour la première fois depuis sa création.

Ce qui est en cause, dans ce mouvement, c'est la volonté du ministère de la culture et de la communication d'imposer au Centre Pompidou de recruter des fonctionnaires alors que, depuis l'origine, le personnel du Centre est composé uniquement d'agents contractuels. huffingtonpost.fr

4- La CFDT devient le premier syndicat dans le privé - latribune.frr

Fait inédit, la CGT a perdu sa place de première organisation syndicale dans le privé au profit de la CFDT. Selon les données du ministère du Travail. A l'issue des élections déterminant la représentativité, la CFDT a obtenu 26,37% des suffrage et la CGT 24,85%.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, ne pouvait pas cacher sa joie, saluant un résultat « historique ». On peut le comprendre.... Son organisation syndicale est devenue la première dans le secteur privé aux dépens de la CGT qui recule d'une place. C'est « La » principale information, après la publication par le ministère du Travail des résultats de la mesure de la représentativité syndicale qui intervient désormais tous les quatre ans à la suite d'une réforme de intervenue en 2008. La CFDT a recueilli 26,37% des suffrages, la CGT 24,85%, FO 15,59%, la CFE-CGC 10,67% et la CFTC 9,49%. Savoir quelles organisations peuvent négocier des accords interprofessionnels

Déjà, lors de la première mesure d'audience en 2013, la CGT et la CFDT s'étaient retrouvées au coude à coude, il s'en était fallu d'un cheveu : 26,77% des voix pour la CGT, 26% pour la CFDT, suivies de FO (15,94%), la CFE-CGC (9,43%) et la CFTC (9,3%).

Parmi les syndicats dits non-représentatifs - ceux qui ont fait moins de 8% des voix -, l'Unsa est montée à 5,35% (4,26% en 2013) et Solidaires est restée stable à 3,46% (3,47%).

Si, cette fois on se concentre sur le poids "relatif", qui prend en compte le seul périmètre des syndicats jugés représentatifs au plan national, la CFDT a recueilli 30,32%, la CGT 28,57%, FO 17,93%, la CFE-CGC 12,27% et la CFTC 10,91%.

C'est ce poids relatif qui est valable pour apprécier si accord interprofessionnel est considéré comme majoritaire. C'est également à partir de ces résultats que les postes de conseillers prud'homaux (collèges salariés) sont répartis depuis la suppression des élections prud'homales. Mais comment, dans le détail, est appréciée cette représentativité syndicale ? Celle-ci a été décidée par une loi d'août 2008. Jusque ici, depuis un arrêté de 1966, seuls les syndicats affiliés aux 5 organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, FO et, pour les cadres, la CFE-CGC, bénéficiaient d'une représentativité de droit ce qui signifiait que ces syndicats n'avaient pas besoin de faire la preuve de leur représentativité pour avoir un délégué syndical dans une entreprise et pour négocier des accords (entreprises et branches). A l'inverse, d'autres syndicats non affiliés à ces confédérations devaient faire la preuve de leur représentativité, les syndicats SUD par exemple. Depuis 2008 donc, à l'issue d'une période transitoire, ces règles sont révolues. Tous les syndicats sont placés sur un même pied d'égalité. Il n'y a plus de "présomption irréfragable de représentativité".

Le nouveau critère principal: les résultats aux élections

Pour éviter toute les contestations possibles et pour mettre fin à l'éternel débat sur la représentativité syndicale, le principe qui prévaut, c est le nombre de voix recueillies lors de différentes élections : les institutions représentatives du personnel dans les grandes entreprises, le vote de représentativité dans les très petites entreprises (qui a eu lieu fin 2016) et, pour les branches relevant du secteur de l'agriculture, les élections dans les chambres agricoles.

Ce vendredi 30 mars, le ministère du Travail a donc révélé les résultats « agglomérés » de ces différents scrutins. Ils permettent donc de savoir quelles sont les organisations représentatives dans chacun des quelques 800 branches professionnelles et au niveau national.

Au niveau de la branche, le seuil de représentativité pour négocier un accord est fixé à 8%. Idem au niveau national, on l'a dit. Au total, plus de 5,66 millions de salariés du privé se sont exprimés, soit un taux de participation de 42,76%. C'est 195.518 salariés de plus que lors de la précédente mesure de l'audience syndicale. La CGT reste en tête si l'on additionne secteurs public et privé

La CFDT est donc désormais la première organisation syndicale dans le privé. Mais sa percée a surtout eu lieu dans les établissements de plus de 11 salariés. En effet, la CGT reste la première organisation auprès des salariés des TPE (25,12%), devant la CFDT (15,49%). La CGT est aussi en tête dans le secteur public.

Ce qu'a tenu a précisé Philippe Martinez, le secrétaire général de la centrale : "C'est un résultat qui montre que ce qu'on craignait, c'est-à-dire qu'on a un déficit d'implantation qui se confirme (...). Mais quand on prend le public et le privé, la CGT reste la première organisation syndicale".

Il est certain que la CGT a dû pâtir auprès des salariés du flottement constaté à la tête de la confédération depuis le départ de Bernard Thibault en 2013... Et sa succession totalement ratée qui s'est traduite par « l'affaire Thierry Lepaon », le nouveau secrétaire général débarqué en 2015 et remplacé par Philippe Marinez.

Reste que pour le prochain président de la République, alors que des réformes sociales importantes s'annoncent, c'est plutôt un atout d'avoir la « réformiste » CFDT comme première organisation dans le privé... latribune.fr 31.03

Haut de page

Le 5 avril 2017

CAUSERIE

Vous m'excuserez (une fois de plus, mais vous devez y être habitués) de ne pas tenir compte des susceptibilités des uns et des autres, de ne rien laisser passer, de ne pas flatter la médiocrité, les temps sont durs, la réalité est pénible, la situation insupportable, je sais, merci, ici aussi en Inde on est servi.

Cela ne vous soulagera pas si je vous dis que c'est mille fois pire que chez vous en France, notre seule lot de consolation, si je puis dire, c'est de rester honnête et digne, de ne pas verser dans l'agressivité ou la haine aveugle.

Plein de gens tiennent des discours dont ils ne croient pas un mot, cela se sent d'ici sans avoir à supporter leur haleine fétide, hormis Poutou qui est bien sympathique mais plutôt léger, inconsistant, et Arthaud qui est aussi cruche que Laguiller. Nos

pires ennemis ne sont pas ceux qu'on croit, ce ne sont pas ceux qui nous promettent un avenir plus abominable encore, les Macron, Fillon ou Le Pen, mais les Hamon et Mélenchon qui se présentent sous de faux masques, et qui ont contribué pendant de longues décennies à pourrir davantage le mouvement ouvrier tout en soutenant le régime en place.

La situation délétère actuelle est leur héritage, autant ou plus encore que celui des différents présidents de la République qui se sont succédés depuis 1958. Plus que tout j'invite les lecteurs à ne jamais rien oublier du passé, à l'étudier attentivement, car c'est la clé pour comprendre le présent ou sans laquelle on ne peut pas comprendre ce qui se passe ou l'orientation de la société...

Pourquoi tous ces articles sur Macron et Fillon ? Pour éviter aux militants ou aux lecteurs de croire et de raconter de grosses conneries aux travailleurs ou autour d'eux.

Le blog ***Arrêt sur Info*** cesse d'être actualisé.

A nos chers et fidèles lecteurs

Vous suivez régulièrement Arrêt sur Info depuis l'été 2014. Par vos visites, vos articles, vos traductions, vos conseils, vos dons, vous avez grandement contribué à son développement et rayonnement.

Nous vous sommes infiniment redevables.

Vous avez partagé vos impressions, vos doutes, vos espoirs…

Vous avez subi avec bienveillance les périodes où le site – mis à l'épreuve par les attaques de robots (malveillants?) – ralentissait ou devenait par moment inaccessible à nombre d'entre-vous.

Vous êtes aujourd'hui en attente de savoir pourquoi il n'y a plus eu de nouveaux articles sur Arrêt sur Info depuis le 25 mars.

L'administration du site, son développement exponentiel, son animation permanente, tout cela a été réalisé de façon autonome, par l'abnégation et l'engagement bénévole de Silvia Cattori. Elle n'est plus en mesure de continuer d'assumer la lourde charge que représente la gestion d'un site aussi important.

Quoi qu'il en soit, Arrêt sur Info demeure accessible.

Dans la perspective d'une formule qui assure la pérennité du site, votre avis et vos suggestions, nous seront précieux.

Silvia Cattori 4 avril 2017

Est-ce une "victime" du Décodex du Monde qui l'avait inscrit sur sa liste rouge ou pour des raisons personnelles, professionnelles ou de santé ? Ce blog ne faisait que publier des articles que l'on trouvait ailleurs, hormis les articles de son animatrice. Elle a été la seule à publier mon article sur Amnesty Internationale.

Dans mon cas, le temps et l'énergie que je déploie pour actualiser mon portail est sans commune mesure du fait des causeries qui est un vrai travail de rédaction et de réflexion, harassant et ingrat. Les lecteurs s'en foutent complètement, ils consomment c'est tout, merci à eux de se désintéresser totalement de ma situation, après tout il est vrai qu'ils ne m'ont rien demandé, donc ils ne me doivent rien, ainsi on est quitte.

Parole d'internaute.

1- "*Le propre de ceux qui hurlent au complotisme est de ne justement jamais s'intéresser aux dossiers en détails pour s'en faire une opinion personnelle: ils préfèrent écouter les médias mainstream et continuer à regarder ceux qui se posent des questions avec dédain.*

Il y a bien évidemment un juste milieu, celui de l'analyse des faits; entre voir des complots partout et n'en voir nulle part."

En effet, il faut faire preuve de discernement ici comme ailleurs, il y a les vrais et les faux complots, ces derniers ont pour vocation par leur aspect grotesque de discréditer ceux qui dénoncent les véritables complots ourdis par l'oligarchie ou les Etats.

Comme je l'ai déjà signalé dans une précédente causerie, j'ai constaté que des militants expérimentés qui au premier abord sont censés avoir développé un esprit critique ou plus libre que la moyenne de la population ou avoir acquis un certain niveau de conscience, croient volontiers les versions ou théories que leur servent sur un plateau ceux qui nous gouvernent et leurs

porte-parole médiatiques, plutôt qu'un militant ou un journaliste ou toute autre personne qui parce qu'elle n'est pas accrédité par le pouvoir en place ou leurs braves dirigeants raconterait forcément n'importe quoi.

Ils sont sous influence assurément et ne s'en aperçoivent pas, ils sont manipulés et colportent la propagande officielle.

Et vous savez pourquoi ils adoptent cette attitude stupide ? Parce ce militant ou ce journaliste ou cette personne leur tient par ailleurs un discours qu'ils ne partagent pas, du coup tout ce qu'ils peuvent dire ou écrire est douteux ou est à jeter. Vous vous demandiez pourquoi nous ne parvenons pas à nous rassembler, vous avez là une partie de l'explication...

2- "*Bien que les débats tentent d'entretenir un clivage gauche/droite, le vrai clivage est entre les tenants de ce mondialisme et les souverainistes qui se rebellent.* "

La question qu'il faut se poser est de savoir qui entretient ce clivage et qui s'y oppose en se demandant quelles sont les réelles intentions des uns et des autres. Mais la question posée ainsi sera faussée si au préalable on n'a pas défini précisément ce qu'on entend par droite et gauche. Il faut même aller plus loin et se demander quelle définition en donnent les uns et les autres et pourquoi.

On pourrait identifier à la droite les possédants, les classes dominantes, les exploiteurs, le régime capitaliste, tandis que la gauche serait incarnée par les acteurs ou facteurs qui s'y opposent ou en sont la négation, les classes dominées, les exploités, le socialisme.

Mais cette définition originelle qui présentait l'avantage de distinguer nettement deux camps, celui des partisans du régime capitaliste et celui des partisans de son renversement au profit du socialsme a été dévoyée, falsifiée et finalement abandonnée par les agents du capitalisme sévissant au sein du mouvement ouvrier, les réformistes et les staliniens, pour y substituer une version au rabais, idéologique, éducorée définissant de gauche toute action ou mesure ayant un contenu social abstraction faite du contexte politique dans lequel elle se présente ou des réelles intentions de leurs auteurs qu'ils pourront ainsi présenter ou qualifier de progressistes ou d'humanistes, c'est ainsi qu'ils ont créé les gaullistes de gauche par exemple, en allant plus loin, le parti démocrate américain qui est oligarchique peut ainsi être présenté de gauche avec ses milliardaires philanthropes.

A travers ce dernier exemple, qui est caricatural mais bien réel, on s'aperçoit que la définition de la gauche qui s'est substituée à la version originelle et qui est dorénavant adopté par tous repose sur un déni, et pas de n'importe quoi, de la lutte des classes, de l'inconciliabilité fondamentale qui existe entre exploiteurs et exploités et qui est à l'origine des rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme.

Autrement dit, cette définition de la gauche a ceci de particulièrement pernicieux, qu'elle intègre la collaboration de classe puisqu'elle fait disparaître l'opposition irréductible entre les classes sociales au profit de la classe qui détient le pouvoir, ce qui signifie que de nos jours se réclamer de gauche, c'est en réalité être de droite sans en avoir conscience.

On nous rétorquera que lorsqu'on est favorable au progrès social on est bien de gauche, quelle naïveté, si c'était réellement le cas cela signifierait que tous les patrons et actionnaires seraient de gauche puisqu'ils ne vous diront jamais le contraire. Et bien non, être de gauche implique un certain engagement, une certaine détermination, car sans s'en donner les moyens politiques pratiquement cette déclaration se réduira à des idées ou ne dépassera jamais le stade des voeux pieux, d'une intention généreuse sans lendemain, tandis que ceux qui gouvernement continueront d'appliquer une politique antisociale et injuste.

En fait cela revient à être de gauche en pensée ou vituellement et de droite dans la réalité, puisqu'on n'agira pas ou on refusera de s'engager pour changer les rapports sociaux qui sont à l'origine de la régression sociale, on s'accommodera de la société telle qu'elle est. C'est le cas de tous les dirigeants des partis institutionnels, aucun n'est de gauche, ils sont tous de droite. Alors qu'est-ce qui les distingue ? Ceux qui ont une étiquette de droite l'assument et ceux qui ont une étiquette de gauche ne l'assument pas, c'est tout. Sauf lorsque l'offre est trop alléchante, un poste ministériel par exemple, là on peut être de gauche et rejoindre un gouvernement de droite, les exemples ne manquent pas, Kouchner par exemple. Mais pourquoi pas dans l'autre sens ? Question stupide, parce que ceux qui participent à un gouvernement de gauche sont (déjà) de droite, donc pas besoin d'en rajouter !

Cette version corrompue de la gauche est fondamentalement individualiste, elle porte en elle l'affairisme, le corporatisme, et au-delà fraie la voie au fascisme. Comment cela ? Puisque je ne suis pas disposé à affronter le régime pour obtenir gain de cause, tout autre moyen pour y parvenir sera le bienvenu, y compris les plus vils.

Quant au "*clivage est entre les tenants de ce mondialisme et les souverainistes*", il recoupe les mêmes intérêts de classe liés à la classe dominante, au régime qu'il ne s'agit évidemment pas de remettre en cause. Donc on peut très bien se dire de droite ou de gauche ou même d'extrême droite ou d'extrême gauche et être partisan du mondialisme (à ne pas confondre avec la mondialisation) ou du souverainisme.

En fait, tous ces clivages expriment la lutte des classes de manière déformée. Ils coincident avec les différentes voies ou les différents moyens dont dispose la classe dominante pour préserver son hégémonie sur la société, alors qu'en réalité son comportement lui est dicté par les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme à l'oeuvre.

Cette confusion est poussée à l'extrême de nos jour, parce que la crise du capitalisme en est rendu au stade où ce sont ses fondements qui sont fragilisés, directement menacés par la lutte de classe du prolétariat qui exige que ses besoins soient satisfaits, alors qu'ils sont incompatibles avec son existence, la classe dominante lutte désespérément contre tous les peuples pour la survie de son système économique en faillite, aussi lui faut-il tenter de neutraliser la lutte de classe des exploités, mais aussi celle des capitalistes qui n'acceptent pas non plus le sort que leur réserve l'oligarchie, ce que reflète le clivage entre mondialistes et souverainistes.

En conclusion, les travailleurs et les militants doivent se situer exclusivement sur leur terrain de classe indépendant et ne pas en dévier d'un millimétre sous peine d'être récupés ou manipulés par ceux qui oeuvrent à leur malheur et celui des générations futures.

Il faut en revenir aux principes ou aux enseignements de la lutte de classes que nous ont légués les marxistes. Il faut s'en tenir à nos besoins ou aspirations qui sont légitimes, refuser catégoriquement d'abdiquer nos droits, tous nos droits sociaux et politiques, que cela nous servent de théorie et de programme, de drapeau pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire digne de notre idéal de liberté, du socialisme, pour rassembler les travailleurs manuels et intellectuels les plus déterminés ou conscients qui serviront de guides au soulèvement révolutionnaire des masses à venir.

Il est évident que si nous ne sommes pas parfaitement clairs sur toutes les questions déterminantes que se posent ou se poseront les travailleurs et les militants, nous n'irons jamais de l'avant. Au lieu d'être intransigeant envers les autres militants qui ne partagent pas nos idées, commençons par l'être envers nous-même.

Quotidiennement on essaie de nous entraîner sur une autre terrain que le nôtre, les planches savonneuses ou pourries ne manquent pas. Voyez le discours social-patriote de Mélenchon par exemple. Il ne s'agit pas seulement d'avoir la volonté d'y résister, il faut en avoir les moyens, s'en donner les moyens. On ne peut pas se renier sur ceci ou cela, s'accommoder de ceci ou cela, collaborer à ceci ou cela sous prétexte que cela ne serait pas compromettant, si on a conscience que celà l'est, c'est déjà trop.

Un exemple à ne pas suivre pour terminer. J'ai eu la patience de télécharger et de visionner en entier le meeting de Mélenchon à Châteauroux le 2 avril, 2 heures, 4 minutes et 6 secondes en comptant la présentation, c'est long !

- "*Le monde d'avant ne réapparaîtra jamais. Le changement climatique va tout bouleverser. Tout. Vous devrez vivre autrement. Et vous avez à l'ordre du jour un changement gigantesque dans les manières de faire, car, cette fois-ci, vous ne pouvez pas dire, si j'ose dire : nous allons changer la propriété des moyens de production, comme on l'a beaucoup dit dans ma jeunesse. Ni de dire : nous allons changer la répartition de la richesse. Il faudra changer la manière de consommer, de regarder la nature. Votre relation les uns aux autres est modifiée par la présence tout plus grande de ce que l'on appelait le corps inorganique de l'homme, c'est-à-dire l'environnement.*" (à 1.47.53)

Il est vrai que sa "*jeunesse*" est loin, alors que la mienne à 62 ans me semble si proche. Après avoir passé plus de 30 ans à servir avec zèle un parti et un régime qui auront pourri l'existence de ceux à qui il s'adressait, qu'il ne reste plus trace de sa jeunesse politique qu'il a renié, il n'était pas utile qu'il le rappelle, à moins que ce message ait été destiné aux généreux et bien intentionnés banquiers qui ont accepté de lui accorder un prêt de 5 millions d'euros.

Au diable le socialisme !

Les voilà rassurés "*changer la propriété des moyens de production*" et "*changer la répartition de la richesse*" ne font pas partie de son programme ou de ses objectifs politiques, parce que sa vision de la société et du monde ne va pas au-delà de l'horizon du capitalisme qui demeure pour lui indépassable. Il est donc de droite.

Qu'il aille donc raconter cela à un pauvre ou à un miséreux qui se prive déjà sur tout qu'il "*faudra changer*" sa "*manière de consommer*" peut-être en sera-t-il réduit à lécher son assiette pour ne pas se voir traité de gaspilleur ! Personne n'a sifflé dans l'assistance, il faut croire qu'elle était composée de nantis.

Bref, j'ai trouvé sa prestation particulièrement démagogique et médiocre, destinée uniquement à faire naître des émotions parmi le public, c'est dans l'air du temps, nulle sur le plan pédagogique, par un mot sur le gouvernement, sur la mandature de Hollande, sur le PS, sur Macron, sur les institutions, sur le chômage de masse, sur l'UE et la troïka, sur les guerres...

Par contre il a terminé son discours sur un thème qui ne tenait pas du hasard, pour marquer les esprits et soulager les portefeuilles au profit de son compte en banque, tel un vulgaire camelot il a trouvé le moyen de placer son dernier bouquin sur la vertu...
Nous avons dit plus haut que la "version corrompue de la gauche est fondamentalement individualiste", Mélenchon l'a confirmé à

sa manière.

Pas question de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production et de répartition des richesses qui concerne le mode de vie de la totalité des exploités, l'ensemble des rapports sociaux de la société, par contre si des mesures peuvent être adoptées pour permettre aux classes et couches nantis de vivre ou respirer mieux, de profiter davantage des privilèges que leur accordent les capitalistes, elles seront les bienvenues.

Et dire que tous ces gens-là avaient oubliés qui il était, ce qu'il avait fait durant toute sa vie. Effrayant à vrai dire !

Ont-ils constaté qu'il n'y avait rien de spontané dans son attitude, la mimique qui accompagnait chaque sujet abordé était destinée à produire un effet qu'il attendait pour continuer ? Mélenchon leur a fait un numéro de comédien sans croire un traitre mot de ce qu'il leur a raconté, c'était perceptible sur son visage et sa gestuelle pour peu qu'on ait les yeux rivés dessus. D'ailleurs ce n'était pas nécessaire puisqu'il s'est contenté de dire à l'assistance ce qu'elle était venue entendre, des platitudes navrantes, autrement dit elle n'aura rien appris, cela ne lui aura servi à rien et elle ne sera pas plus avancée au bout du compte.

C'est tout l'art du sophiste qui déballe des lieux communs qui lui servent de lampions pour éclairer sa caverne qui demeure irrémédiablement vide, hormis son imposante personne qui sert à occuper l'espace pour faire impression. Car Mélenchon leur a fait le numéro du philosophe avec sa petite vertu, comme quoi ils osent vraiment tout, faisant référence aux stoïciens pour lesquels la device Supporte et abstiens-toi était davantage un appel au sacrifice ou au martyr, à l'abdication plutôt qu'à l'affrontement, ce dont Mélenchon s'est défendu en précisant qu'ils avaient dit aussi des bêtises, parce qu'en plus il s'est permis de juger les plus grands philosophes de l'Antiquité, qui à ce stade du développement de l'humanité n'avaient pas d'issue à lui proposer pour s'émanciper du règne de la nécessité qui ponctuait le processus matérialiste dialectique dont ils étaient des acteurs au point de se consumer.

Trouver le bonheur dans la vertu est désuet car réservé à une élite bien-pensante et repue. La tentation était trop grande de ne pas sombrer dans la morale, à défaut d'engrainer les enseignements de la lutte de classes. Cela fut bien amené par le sujet auquel il consacra l'essentiel de son discours, la santé. C'est immorale de ne pas permettre à quelqu'un de se soigner, assurément, mais c'est immorale aussi de confisquer l'essentiel des richesses produites par les exploités, c'est le système capitaliste qui est immorale et non son existence qui ne provient pas de considérations de cet ordre mais matérielles, objectives, dialectiques, et c'est sous cet angle qu'il faut le combattre.

Vous aurez compris que ce serait trop demander à Mélenchon qui finalement s'est employé à ménager l'ordre établi.

La tentation du totalitarisme les saisit quand leur pouvoir est menacé

- La croyance ordolibérale et sa stratégie sectaire contre les « diffuseurs de fausses informations » par Jean-Yves Jézéquel
- Mondialisation.ca, 31 mars 2017

L'oligarchie, chevillée au système de la haute finance internationale, impose au monde entier son ordolibéralisme. Chacun aura remarqué ces derniers temps, que le monde des « élites », imposant à tous une loi de profit mais seulement pour la caste de ses privilégiés, est entré dans la surenchère de la falsification, de la manipulation, du mensonge, du discours « va-t-en guerre », de la militarisation à outrance, « du management de la terreur », car il est aux abois et sur le point de s'effondrer. On ne compte plus les listes qui se succèdent dénonçant les sites innombrables « diffusant de la fausse information » les « fake news ».

Les premiers prix de mensonge et de falsification, les maîtres de la diffusion de fausses informations, ont pris l'initiative de créer des systèmes qui permettraient aux personnes de boycotter les innombrables « sites et réseaux sociaux se livrant à la désinformation de masse »! Les loups s'adressent aux moutons en espérant leur faire croire que, bien qu'ils soient prédateurs, ils sont tout de même les garants et seuls protecteurs de leur liberté de savoir, l'ultime rempart assurant leur liberté de penser et de la pensée, ceux qui se soucient de leur sort et se penchent attentivement sur leur condition de moutons exposés au risque de ne plus vouloir accepter de se faire tondre et déchiqueter pour le plus grand bonheur de la prédation ! Les loups sont soucieux, quant à eux, de voir leurs victimes, continuer de jouer ce rôle de victimes qui les a si bien enrichis et à si bon compte…

Comment les moutons pourraient-ils devenir autre chose que des moutons ?

Il y avait sans doute pour ces prédateurs, le danger de voir surgir une mutation du troupeau docile en horde de fauves déchaînés! Il fallait arrêter cela d'urgence. Il fallait trouver les coupables ou sorcières ayant fomenté une telle mutation sans tarder.

On a donc vu pousser comme une forêt de champignons hallucinogènes, les listes des condamnés, publiées par les grands inquisiteurs de la vérité et de la vertu, déclarant la croisade d'un « axe du bien » mobilisé pour une chasse aux sorcières !

Comme le « Malleus maleficarum » de Kramer et Sprenger, publié en 1488, servait de guide pour la chasse aux sorcières, aujourd'hui le « bréviaire » des nouveaux Inquisiteurs est publié lui aussi pour aider ces fanatiques du « journalisme », aux ordres

de l'Eglise néo conservatrice et ultra libérale, à dénicher les « fauteurs de troubles ». Les « empêcheurs de tourner en rond », les « lanceurs d'alertes », les « hérétiques dissidents » de la pensée unique et du politiquement correct, les « non alignés », les « journalistes indépendants », les « analystes non-conformistes », les « subversifs critiques », ceux qu'ils aiment tant nommer « les rouge-bruns » ou les « complotistes » des réseaux sociaux, doivent être débusqués et arrêtés. Bref, il faut faire la chasse à cette nouvelle « sorcellerie » qui s'oppose à l'empire tout puissant de la « vérité révélée» idéologique et donc sectaire qu'est l'ultra libéralisme hégémoniste. Tous ceux qui ne pensent pas le monde et ne regardent pas le monde avec les filtres de cette idéologie doivent être arrêtés, torturés, exterminés par le feu des bûchers de la malveillance, du mensonge devenu la « vérité »…

C'est là l'avènement de ce que ces nouveaux apôtres de l'intolérance ont nommé « la post-vérité » prenant sans complexe la place de la « vérité » congédiée quant à elle dans les cachots obscures de la condamnation diffamatoire et parfaitement odieuse !

Alors, comment se nomment les nouveaux « Malleus maleficarum » de la « Post-vérité » ?

L'avocat Dan Shefet et la sénatrice Nathalie Goulet vont présenter le 30 mars prochain au Sénat français, un projet de loi pour lutter contre les « fake news », prévoyant jusqu'à un an de prison ferme et 15000 euros d'amende pour ceux qui auront diffusé des fausses informations. Ces gens là ont l'intention de se référer à l'outil du « Décodex » et sur le « CrossCheck » pour permettre une application de la loi! On ne peut pas imaginer un système plus corrompu au point qu'il s'encense lui-même, se congratule lui-même, se louange lui-même, s'auto proclame comme une référence suprême de vérité et de moralité ! Proposer cette loi en soi, c'est comme si Al Capone était plébiscité par le Sénat pour devenir la référence de la lutte efficace contre la mafia et les mafieux et Eliot Ness l'exemple du trublion renégat à éliminer coûte que coûte!

Le « PropOrNot », par exemple, a publié une liste de 200 sites web accusés d'être des « agents de la Russie ». Mais la ficelle s'étant avérée un peu trop grosse, la même liste a été attribuée à une inconnue : Melissa Zimdars. On trouve sa publication sur le site de la bibliothèque de l'Université d'Harvard. Cet agent de l'inquisition médiatique qualifie les éléments de la liste en question comme « diffuseurs de fausses informations ». Il est sans doute intéressant de connaître cette liste que l'on trouve au complet dans un article posté sur mondialisation.ca le 23 mars 2017 par le Dr. Paul Craig Roberts : « Les medias traditionnels en pleine débâcle ».

Quand, dans une société, on en arrive à un tel degré d'aveuglement ou d'une volonté consciente parfaitement assumée, déclarant sans ambage la « post-vérité » comme légitime, c'est qu'on est soit un imbécile, soit un pervers. Dans les deux cas de figure il faut envisager un grand coup de balaie sur ce monde crépusculaire, sans états d'âme!

De son côté Google dit qu'il va bloquer les 200 sites en question, « diffusant de la fausse information », inscrits sur la liste noire des inquisiteurs patentés.

Facebook annonce qu'il va mettre en place un filtre pour trier les fausses nouvelles !

Le PDG de Apple déclare mettre au point des outils capables de faire échec aux « Fake News » !

« Le Monde » persiste et signe en affirmant que son « déconnant Decodex » est absolument fiable : il est capable de détecter les mensonges et donc les menteurs par la même occasion!

Imaginons un instant ce scénario.

Il existe une de ces nombreuses expériences menées par des psychologues cognitivistes, qui consistait à placer dans un amphithéâtre un groupe de 100 journalistes. Une dizaine de comédiens devait mettre en scène une action rapide, surprenante, inattendue, sur une durée de une minute, avec plusieurs événements enchaînés dans ce laps de temps très court.

A la fin de la mise en scène, les journalistes étaient immédiatement invités à faire chacun un compte rendu de ce qu'il avait vu.

L'expérience renouvelée de multiples fois a démontré qu'il y avait autant d'événements que de journalistes. Les cent récits étaient tous différents les uns des autres : devant les mêmes faits, il n'y avait pas deux récits qui coïncidaient parfaitement au point qu'on pouvait penser que chacun avait assisté à des événement différents. Pourtant il s'agissait de la même histoire.

Les psychologues voulaient démontrer ainsi que la subjectivité est toujours présente dans n'importe quelle démarche humaine et il est stupide de prétendre à l'objectivité absolue dans la manière de rapporter les faits. C'est une personne qui regarde et vit les choses avec ce qu'elle est, avec son bagage intellectuel, sa formation, son parcours de vie, ses conditionnements sociaux, normatifs, culturels, familiaux…

Personne ne peut prétendre à l'objectivité absolue. Quand un journaliste prétend ne rapporter « que des faits », il se fait des illusions et se leurre lui-même. Même un scientifique qui observe le comportement d'une particule élémentaire dans une chambre

de Wilson, constate que la particule tient compte de la manière de faire et d'observer du scientifique en adaptant son comportement à ce que cet observateur cherche à faire ou à voir ! Ce qui veut dire que quelque chose de la personne agit à l'insu de la personne sur le phénomène pourtant extérieur à la personne.

Après ces observations, quel est le Grand Inquisiteur qui va pouvoir nous dire « sérieusement » ce que sont les « faits objectifs » à retenir comme tels dans les réseaux d'information et ce que sont les « faits erronés » à bannir des réseaux d'information ? On est en plein délire. Tous ces charlatans qui veulent se faire passer pour les tenants de la « vérité » appelée désormais « post-vérité », ne sont pas autre chose que des sectateurs pratiquant le sectarisme à haute dose et faisant passer leur secte comme détentrice de la « plénitude des moyens de salut » et à laquelle chacun d'entre nous doit adhérer par croyance, par obligation, par devoir, pour le salut du système qui veut notre soumission et notre adoration inconditionnelle !

Les maîtres du monde ne supportent pas que le pouvoir puisse leur échapper. Ils constatent que tout leur échappe. C'est pourquoi nous assistons à ce raidissement, à cette « radicalisation » du sécuritaire, du contrôle, de la censure même de l'information la plus fiable parce qu'elle n'est pas au service exclusif de leur projet qui reste encore et toujours celui du profit à travers une idéologie intouchable : celle de l'ordolibéralisme qui règne sans partage sur les nations.

Jean-Yves Jézéquel

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une vingtaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

Macron le candidat de la gouvernance.

- Les enjeux de l'élection présidentielle en France. La gouvernance contre le peuple. par Diana Johnstone - Mondialisation.ca, 03 avril 2017

Extrait.

C'est quoi, la "gouvernance"?

Il devient de plus en plus clair que l'élite dirigeante transatlantique a décidé depuis un bon moment que la démocratie représentative traditionnelle ne convient plus au monde globalisé basé sur la libre circulation du capital. Il faut passer au nouveau système, la « gouvernance », un terme emprunté au monde des affaires. Il s'agit de la bonne gestion de grandes entreprises, unies dans un seul but et dédiées au maximum d'efficacité. Cette origine se reconnaît dans certains aspects de la gouvernance politique : l'unanimité quant aux « valeurs » et objectifs ; l'utilisation de comités spécialisés pour traiter certaines questions délicates, un rôle attribué à la « société civile » et aux « organisations non-gouvernementales » ; l'utilisation de la psychologie et de la communication pour former l'opinion publique ; l'isolement des trublions ; et surtout la cooptation des dirigeants.

La vie politique en Occident correspond de plus en plus à cette description. Malgré l'alternance des partis au pouvoir, les politiques les plus fondamentales sont toujours les mêmes.

Aux Etats-Unis, le remplacement de la démocratie par la gouvernance est facilité par le système des deux partis. Les électeurs n'ont de choix qu'entre deux candidats, tous les deux sélectionnés et approuvés par les principaux actionnaires de l'entreprise nationale. Tout allait bien jusqu'au moment où la grande favorite de toute l'élite, Hillary Clinton, fut battue par un intrus, Donald Trump. La réaction hystérique sans précédent montre bien le refus de l'élite de céder le pouvoir à l'outsider, qui est toujours loin d'avoir pris tout le pouvoir. Quoi qu'il arrive, l'accident Trump illustre le mécontentement grandissant de la part des populations soumises à une globalisation dite inévitable qui les laisse sans perspective.

Hillary Clinton elle-même affectionne le terme « gouvernance » pour qualifier ses objectifs, notamment dans ses relations avec Goldman Sachs et la « société civile ». Mais même Hillary n'était pourtant pas un produit aussi pur de la gouvernance que le candidat français Emmanuel Macron.

La Gouvernance personnifié

Il suffit de regarder les couvertures des magazines pour saisir le rôle de Macron dans l'élection actuelle. Son joli minois accompagne une pléthore d'articles triviaux qui célèbrent le Wunderkind comme une vedette du show business. En janvier, la magazine Foreign Policy présentait Macron au public américain comme « le politicien français anglophone et germanophile que l'Europe attend ».

Son parcours professionnel ne laisse aucun doute sur les raisons pour lesquelles les médias apprivoisés perçoivent dans cet Emmanuel-là le Messie de la croissance.

Né à Amiens il y a 39 ans, Emmanuel Macron a passé une grande partie de sa vie à l'école. Comme la plupart des dirigeants français, Macron a accumulé des diplômes prestigieux. Il a raté l'ENS mais a fait Sciences Po et l'ENA, et fut admis en 2004 à l'Inspection Générale des Finances. A l'IGF il s'est fait remarquer par un homme d'influence, Jean-Pierre Jouyet, qui l'a recommandé à Jacques Attali, le plus spectaculaire des gourous de haut niveau, qui, depuis 35 ans, régale les dirigeants de ses visions futuristes (Jérusalem en tant que future capitale du monde, par exemple). En 2007, Attali a coopté Macron dans sa prestigieuse « Commission pour la libération de la Croissance », chargée par le Président de la République de formuler des recommandations afin de relancer la croissance économique en France.

L'objectif principal de ce cénacle de grands patrons était d' « instaurer une nouvelle gouvernance au service de la croissance ».

Inutile de souligner que les 40 membres de la commission représentaient les intérêts du grand capital, et pas seulement le capital français. Parmi les voisins invités à formuler la liste de 316 propositions pour remodeler la France se trouvaient la Deutsche Bank et Nestlé. Tout ce beau monde légua au jeune Macron un carnet d'adresses bien rempli.

En 2008, sur recommandation d'Attali, Macron est passé à la Banque Rothschild, où il est rapidement devenu millionnaire, grâce à sa commission sur un achat par Nestle qui valait neuf milliards de dollars.

Comment expliquer une ascension digne d'un roman de Balzac ? Il était « impressionnant » se souvient Attali. Emmanuel « était très habile, extrêmement apprécié de tous les membres de la commission. Il n'a antagonisé personne et s'est créé des relations personnelles, et pour un gamin de cet âge, arriver immédiatement à être visible par 40 personnes puissantes, influentes et qui jugent, c'est un accélérateur de carrière extraordinaire. »

Voilà le mot clé de l'ascension sociale : les « relations ».

Alain Minc, un autre bon connaisseur des réseaux du pouvoir, commente la réussite de Macron en expliquant qu'un banquier d'affaires doit être intelligent, souple, rapide et charmant – qualités nécessaires pour « un métier de pute ».

Macron exprime sa sagesse en petites phrases.

« Il faut des jeunes qui aient envie de devenir milliardaires. »

Ou bien :

« On se fout des programmes! Ce qui compte c'est la vision!"

Il est clair qu'il possède une vision parfaite des sommets.

Comment former les gouverneurs de la gouvernance

Le chemin vers le sommet est balisé de contacts. L'élite de la gouvernance se reproduit par la cooptation. Ils se reconnaissent, ils se sentent, ils s'entendent.

Aujourd'hui, en réaction à une telle observation, la police de la pensée risque de crier au complotisme. Mais il n'y a ni complot ni conspiration car il n'y an a pas besoin. Ceux qui pensent de la même manière s'accordent sans problème. On n'a pas besoin de consigne.

Par ailleurs, les sentinelles de la pensée qui crient « conspi » dans ces cas semblent croire que ceux qui possèdent un immense pouvoir, surtout un pouvoir financier, ne l'utilisent pas. « Que le peuple décide ! » pensent-ils généreusement. A la manière de George Soros, par exemple.

En réalité, ceux qui possèdent beaucoup de pouvoir non seulement l'utilisent, mais ils sont convaincus qu'il doivent l'utiliser, pour le bonheur de l'humanité, pour le bien général. De leur position supérieure, ils ne doutent pas qu'ils savent ce qu'il faut faire, alors pourquoi permettre aux masses ignorantes de causer un gâchis? C'est dans cet esprit qu'il y a quarante ans, David Rockefeller a fondé la Commission Trilatérale, pour remédier à un « excès de démocratie » qui amènerait les classes travailleuses à formuler trop de revendications.

L'idéologie de nos jours fait en sorte que les masses se divertissent en se querellant sur les questions d'identité, sur quel groupe est plus victime que les autres, sur combien de genres faut-il reconnaître, et qui faut-il « haïr » pour lutter contre le crime de « haine ».

Pendant ce temps, les membres de l'élite délibèrent entre eux et décident.

Grâce à Jouyet, en 2007 Macron fut coopté par le club des Gracques, qui se consacre à la propagation des « valeurs » basées sur l'idée que l'Etat social keynésien est dépassé par la globalisation et la construction de l'Europe.

En 2011, Macron fut coopté par le Club de la Rotonde, qui conseilla au Président Hollande d'infliger à la France un "choc de compétitivité" – c'est-à-dire de favoriser l'investissement en réduisant les dépenses publiques et les coûts du travail.

En 2012, Macron fut accueilli par la French-American Foundation, qui se vante de sélectionner les « jeunes leaders » de l'avenir.

En 2014, l'arriviste est arrivé. Le 31 mai et le 1 juin de cette année, Macron assistait à la réunion annuelle de Bilderberg, tenue à Copenhague. Cet aréopage de sommités fut fondé en 1954 par le Prince Bernhard des Pays-Bas. Pas un mot n'en sort pour informer le public du consensus qui peut s'y réaliser.

Et le programme?

Abondamment vu et approuvé, Macron passa du rôle de conseiller du Président Hollande à Ministre de l'Economie, des Finances et du Numérique dans le gouvernement de Manuel Valls, où il se pressa de faire adopter l'agenda de la Commission Attali, sous prétexte de promouvoir la croissance et, bien sûr, de « créer des emplois ». On compte parmi ses exploits la vente du secteur d'énergie d'Alstom à General Electric, contre le refus de son prédécesseur Arnaud Montebourg.

Au gouvernement, Macron a réussi à faire adopter les mesures les plus impopulaires de la Présidence Hollande, ce qui n'est pas peu dire. Sa « Loi pour la Croissance », dite Loi Macron, allait dans le sens des directives de Bruxelles exigeant de nombreuses dérégulations de l'économie, mais n'a pas pu obtenir une majorité au parlement. Elle a dû être adoptée en recourant à l'Article 49.3 de la Constitution qui permet au Premier Ministre d'adopter une loi sans vote du parlement.

Sa réussite suivante, la « réforme » (ou démantèlement) de la Loi Travail, portait le nom de la jeune Ministre du Travail, Myriam El Khomri, qui donnait un joli visage et une appellation évoquant la « diversité » à une législation qui a suscité des semaines de protestations, divisé le Parti Socialiste et obligea Valls à utiliser encore une fois l'Article 49.3.

A la suite de cela, l'histoire passa à l'humour noir. Le passage « à feu et à sang » de Macron à travers le gouvernement Hollande/Valls a laissé le Parti Socialiste divisé et démoralisé. Suite à quoi, Macron quitte le champ de ruines politiques pour se présenter comme l'alternatif, l'héroïque champion de « l'avenir », « ni droite ni gauche », dans son nouveau mouvement vigoureusement appelé En Marche. Il condamne ce qu'a fait le gouvernement socialiste dans la perspective de faire la même chose, mais plus intensément et sous une autre étiquette.

En ce moment, Macron arrive en tête des sondages avec Marine Le Pen pour le première tour. Les grands médias font ce qu'ils peuvent pour que le charme du banquier suffise pour gagner l'élection à la Présidence de la République.

Les Médias et le Peuple

Malgré l'influence croissante d'Internet, la grande majorité de la population compte toujours sur la télévision et la presse pour s'informer. Dans cette élection, assez déroutante pour les gens peu politisés, les médias ont atteint un record de partialité. Echaudés par la catastrophe Trump, les gardiens médiatiques de la bonne pensée en France singent leurs collègues américains en cherchant des boucs émissaires à blâmer pour les déconvenues de la gouvernance globale. Cela doit être la faute des Russes ! Ou des « fake news » prodiguées par les sites qui ne suivent pas la ligne du journal Le Monde.

Parmi les onze candidats, les gardiens médiatiques de la bonne pensée s'émerveillent du jeune génie Macron, traitent ses rivaux principaux en délinquants, jettent quelques os aux petits candidats anodins, et ignorent les autres. Soutenu par les grands médias, Macron est le candidat de la gouvernance autoritaire, contre tout ce qui reste de la démocratie française.

Elections présidentielles françaises.

- Présidentielle : des électeurs indécis ou désintéressés - Franceinfo

À vingt jours du premier tour de l'élection présidentielle, 40% des électeurs se disent toujours indécis. Abstention et mobilisation sont devenus des enjeux majeurs.

A 19 jours du scrutin, il devient pourtant de plus en plus crucial de convaincre, alors qu'environ un tiers des électeurs disent vouloir s'abstenir, un record pour une élection présidentielle qui parvient d'habitude à mobiliser environ 80% des Français.

Un Français sur trois environ (38% selon l'institut BVA, 31% pour l'Ifop) n'a pas encore décidé pour qui il va voter ou peut encore changer d'avis. AFP 03.04

La menace : Emmanuel Hollande.

- François Hollande conseillerait Emmanuel Macron - Atlantico.fr 31.03

...à en croie Le Monde, le président de la République pencherait vers le leader d'En Marche ! avec lequel il échange "toujours des SMS".

Selon le quotidien, au cours de ces conversations, François Hollande donnerait son avis sur la campagne d'Emmanuel Macron. "Le président, qui dissèque la stratégie de son ancien protégé, lui conseille notamment de 'rester de gauche'", écrit Le Monde.

Le journal cite également cette confidence édifiante du chef de l'État faite à des proches récemment : "Je ne veux pas prendre une position qui pourrait lui être défavorable. Déjà que Fillon dit qu'il est mon 'porte-serviettes'".

Dans le même article du Monde, on trouve aussi une confidence faite par François Hollande à Gaspard Gantzer, le chef de la communication de l'Élysée, à propos de Macron : "Emmanuel, c'est le fils qu'on voudrait avoir". Voilà ce qui expliquerait la relation qu'entretiennent les deux hommes… Atlantico.fr 31.03

Vidéo. Macron, se voit-il déjà à la place de Hollande en plagiant son discours?
https://www.youtube.com/watch?v=C75wKnXu0MY ou https://www.facebook.com/ridiculeTV/

Fanatisme néoconservateur ultra libéral.

Vidéo. Comprendre Macron, grâce à Edouard Tétreau (qui le soutient) - Les-crises.fr 05.04
www.dailymotion.com/embed/video/x5hab56

Une vidéo vraiment exceptionnelle, qui permet de mieux comprendre une certaine frange du soutien à Macron, de façon presque chimiquement pure je dirais. Et ce grâce au chroniqueur consultant Édouard Tréteau, un proche soutien de Macron.

Notez bien : remplacez "Europe" par "France", et "Macron" par "Jean-Marie Le Pen", et vous avez une belle vidéo nationaliste d'extrême-droite (la moitié du temps, c'est de l'incitation à la haine de pays étrangers ou de candidats français ; notez le "tous losers", équivalent du "tous pourris").

Car qu'est-ce qui est plus Nationaliste (je n'ai pas dit Souverainiste, c'est différent), qu'un Européiste forcené, qui veut construire une Nation – avec des peuples qui ne le veulent pas… Et la guerre a toujours été un moyen puissant pour ce faire.

Commentaires d'internautes.

1- "Je suis désolé mais j'ai arrêté à 2:46. J'ai essayé, promis. Mais autant d'inepties en 166 secondes… Jamais vu. A ceux qui sont allés au bout, vous êtes des héros."

2- "J'ai stoppé à 3:59. Il delire complètement ce type !"

3- "Moi j'ai tenu jusqu'a 6:52 !

Je crois qu'on tient une nouvelle discipline olympique, l'ecoutage d'eurobéat."

4- "En guise de fausses nouvelles, nous tenons là, en la personne du gugusse Tétreau, un véritable expert. On frémis à l'idée qu'un tel individu pourrait devenir ministricule d'un Micron devenu président !"

5- "Tetreau a été (et l'est peut-être encore) salarié d'une fondation de Soros dont il partage la vision délirante sur la Russie et sur l'UE. Sur la liberté de la presse aussi d'ailleurs."

6- "On pensait avoir tout vu et tout subi avec Sarko et Hollande, si Macron est élu c'est une catastrophe en vue. L'anti France par excellence. Ces gens détestent leur pays, les Français (beurk une nationalité caca). Deja qu'ils prétendent qu'il n'y a pas de culture en France (celle du CAC 40 oui sans doute?).

Je n'ose pas croire que quand je marche dans la rue, il y aie une personne sur 4 qui va voter Macron... c'est bizarre je ne

connais personne qui va voter Macron.

Ou les sondages sont total bidon ou alors c'est à désespérer des gens, qu'ils ne viennent pas ensuite se plaindre ou manifester contre la loi travail version XXXXL à venir."

7- "Je connais beaucoup de monde qui vont voter Macron. Notamment dans la génération 68 de mes parents (quasi tous mes oncles et tantes) qui a été bercée à Libération, France Inter, Le Nouvel Obs…..

Ils refusent de voir l'évolution néfaste de leurs habituels sources d'information et voteront comme on leur dit. J'ai tout tenté pour leur ouvrir les yeux mais l'effet de la propagande est si forte qu'ils ont abdiqué toute réflexion critique.

Alors oui, une personne sur 4 votant Macron n'est pas si impensable quand on vient de mon milieu."

8- "Oui j'ai observer exactement le même phénomène dans ma famille, officiellement ils se disent ouvert d'esprit et prêt a écouter d'autre son de cloche. Sauf qu'en pratique quand on leur donne un article, une vidéo, un livre ou quoique ce soit qui critique macron ou l'Europe il ne le lise pas, ne l'écoute pas (pas le temps, j'ai des soucis plus grave, etc..) et répétè en boucle le discours officiel de TF1 / le monde.

C'est juste flippant de voir à quel point ils sont formaté, d'autant plus qu'a la base ce ne sont à priori pas des idiots complets (ingénieurs, opticien, banquier). Mais quand j'essaie de leur en faire prendre conscience, j'ai droit au choix au petit rire style "tu est un simple d'esprit tu comprend rien au monde / crois n'importe quoi" ou à l'absence de réponse (car ils n'ont souvent aucun arguments à opposer et ça les fait chier).

Bref Ils sont convaincu de défendre le parti du bien."

9- "Mais ce type est un extrémiste ! Et sa haine de la Russie : il regrette le bon vieux temps de l'opération Barbarossa ? Au fou !

Et Macron est du même tonneau ? Macron, le candidat de la haine BCBG ? Je vote contre !

- "les Russes sont comme ça, ils provoquent"
- "c'est un pays dangereux, qui s'est fixé comme objectif détruire l'UE"
- "c'est une puissance qui s'est ingérée dans l'élection américaine"
- "des Fakes news alimentées par la Russie"
- ??? … "on a quelques éléments probants en terme de géographie effectivement"

Et en terme psychiatrique ? M. Tréteau c'est Alain S. à l'envers, faut qu'il aille consulter, et autre chose que les cours de bourse.

J'aime bien en revanche le ton légèrement narquois du journaliste qui a bien compris où était le filon, celui du complotisme parfumé."

Qui est Edouard Tétreau ?

Wikipedia - Après une douzaine d'années dans l'industrie des médias et de la finance, il fonde en 2004 Mediafin , société de conseil en stratégie. Il est par ailleurs aujourd'hui trustee du Committee for Economic Development (CED), think tank basé à Washington, à l'origine du plan Marshall, administrateur de la Maison française à l'université Columbia, et enseignant à HEC Paris, pour le cours 'Managing in Times of Financial Crises'. Il a travaillé dans le passé pour des entreprises et organisations telles que Schroders à Londres, AXA Private Equity à New York, ou le European Council on Foreign Relations (http://www.ecfr.eu/ [archive]). Wikipedia.org

- Edouard Tétreau prend les rênes du Conseil européen-ECFR. par Laurance N'kaoua - lesechos.fr

A la tête, pour la France, du Conseil européen-ECFR, financé notamment par George Soros, ce fan de Jean Monnet veut voir se dessiner une grande unité européenne, diplomatique, économique, de la défense... « C'est une question de survie : aucune nation ne peut s'en sortir seule. Nous sommes à l'ère des Etats-continents », déclare, avec ferveur, ce quadragénaire souriant, affable mais tenace... et perfectionniste. (...)

Son métier d'origine? La finance, à laquelle il a consacré douze ans, après un parcours sans faute : une enfance parisienne, une scolarité à Saint-Louis-de-Gonzague, chez les pères jésuites à qui, dit-il, il doit beaucoup - et HEC, dont il sort en 1992 (majeure entrepreneurs). « Mais, à vingt-deux ans, je n'étais pas mûr pour créer mon entreprise », sourit ce chrétien plein de fougue, qui a reçu une éducation rangée dans une famille bourgeoise et catholique. Il s'oriente donc vers la banque d'affaires, chez Schroders, à Londres. (...)

... ce fils de banquier, dont l'un des faits d'armes est d'avoir recommandé, le 16 mars 2000, aux clients et investisseurs du

Crédit Lyonnais « de prendre les profits avant un éventuel e-krach », quitte bientôt la finance. (...)

Quant à HEC, il y reviendra aussi, mais en tant que professeur affilié. De 2010 à 2013, il y enseignera le management des crises financières, lui qui, quelques semaines à peine avant la crise des subprimes, s'est installé à New-York afin de développer des fonds d'investissement direct pour son client Axa (on le dit proche de Claude Bébéar). (...)

Et il aime, dit-on, la lumière médiatique. lesechos.fr 09.09.2014

- "C'est du vide, du vent" : quand des participants à un meeting de Macron quittent la salle avant la fin de son discours - Franceinfo

La scène se passe lors du meeting d'Emmanuel

Macron à Marseille (Bouches-du-Rhône), samedi 1er avril. Le candidat En marche ! est devant 6 000 personnes. Mais quinze minutes après le début de sa prise de parole, plusieurs participants vont quitter la salle. Déçus par ce qu'ils entendent. "C'est du vide, du vent", lâche un homme en sortant. Plus loin, un autre évoque "des banalités". Pour justifier son départ, un troisième estime qu'Emmanuel Macron "ne va pas assez au fond des choses, c'est trop superficiel pour moi".

La séquence, filmée par les reporters de "C à vous" a été diffusée, lundi 3 avril, dans l'émission sur France 5. Franceinfo

- Où sont passés les millions d'Emmanuel Macron? - challenges.fr

L'ONG anti-corruption Anticor vient de saisir la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique sur l'incohérence entre les revenus et le patrimoine d'Emmanuel Macron. www.challenges.fr

- Macron en meeting à la réunion, un fiasco total!

Salle vide, des gens partent par grappes.... Le fiasco Total de Macron en marche arrière... #MacronFiascoALaRéunion

https://www.youtube.com/embed/OU_B1ePENXs

- La déchéance.

- Le chanteur Renaud votera Macron - AFP

Emmanuel Macron est "le seul qui me paraît intègre, le seul sans parti, le seul sans casserole au cul et la seule alternative aux Le Pen et aux Fillon", a estimé lundi le chanteur Renaud... AFP

Fillon

- "J'ai offert au pouvoir le moyen de m'éliminer", regrette François Fillon - Franceinfo

Sur BFMTV, lundi, le candidat des Républicains a accusé les autorités de l'avoir mis en examen dans le but de le faire tomber. Franceinfo

- Fillon: "mon épouse ne sera pas condamnée", "le dossier est vide" - AFP

François Fillon a affirmé lundi que son épouse, mise en examen dans l'affaire de ses possibles emplois fictifs notamment comme assistante parlementaire, "ne sera pas condamnée", assurant que "le dossier est vide".

"Mon épouse ne sera pas condamnée. Depuis le début je vous le dis, cette affaire a été montée de toute pièce", a déclaré le candidat de la droite à la présidentielle sur BFMTV et RMC.Il a dénoncé "une calomnie dans Le Canard enchaîné", ou encore "une enquête d'enfer pendant trois semaines, qui ne débouche sur rien".

"Le dossier est vide", a dit François Fillon. "Si j'avais le moindre doute sur ma culpabilité je ne serais pas candidat à l'élection présidentielle", a ajouté le candidat, lui-même mis en examen.

Interrogé sur son engagement précédent à se retirer en cas de mise en examen, M. Fillon a dénoncé "une manipulation".

"Je ne pouvais pas imaginer à cet instant être victime d'une manipulation pareille", s'est-il justifié. "J'ai d'ailleurs commis une erreur, d'une certaine façon, en disant cela, parce que j'ai offert au pouvoir le moyen de m'éliminer de la compétition présidentielle, il suffisait de me mettre en examen". AFP

- Pourquoi François Fillon se voit inverser la tendance en trois semaines - LeParisien.fr

Les 3 articles suivants vous paraîtront peut-être rébarbatifs, un aurait suffit direz-vous, je ne le pense pas car compte tenu de leur teneur il était préférable de montrer aux lecteurs qu'à 6 jours d'intervalle une société prétend que Fillon devance Macron et le Pen et qu'il sera sans doute élu, alors que la totalité des instituts de sondages en France prédisent l'inverse.

- Présidentielle 2017: retour de Fillon en tête des sondages - sputniknews.com

Tandis que la plupart des sondages assurent que Marine Le Pen et Emmanuel Macron s'affronteront au second tour de la présidentielle, prévu le 7 mai, une étude réalisée par la société Brand Analytics et basée sur l'analyse des réseaux sociaux donne François Fillon en tête du premier tour de la présidentielle.

À moins de quatre semaines du premier tour du scrutin, le candidat du parti Les Républicains (LR), François Fillon, est repassé en tête des intentions de vote, révèlent les résultats d'une enquête organisée sur les réseaux sociaux par Brand Analytics.

Selon les données fournies par cette société, qui se spécialise dans l'étude de l'opinion publique et dans l'analyse des réseaux sociaux à l'échelle internationale, après deux semaines de recul au deuxième rang du classement des candidats pressentis, François Fillon est à nouveau en tête.

Sur la période comprise entre le 14 et le 28 mars, l'ex-Premier ministre mène la course avec 23,6 %, devançant Emmanuel Macron de 0,5 %, indiquent les résultats de l'étude. Or, selon les données précédentes couvrant la période allant du 1er au 21 mars, c'est l'ex-ministre de l'Économie qui se classait premier avec 25,9 %, soit 4 points de plus que M. Fillon.

Marine Le Pen clôt le peloton de tête avec 20,9 %. Viennent ensuite loin derrière Jean-Luc Mélenchon (13,5 %) et Benoît Hamon (11,9 %).

Si on suit la dynamique de ces six dernières semaines, on constate que, d'après Brand Analytics, le candidat LR s'est maintenu en tête des sondages jusque fin février-début mars, lorsqu'il s'est vu dépasser par Emmanuel Macron (23,9 % contre 27,8 %). Au cours des deux semaines qui ont suivi, il a cédé encore du terrain, mais l'écart entre lui et son principal rival est resté presque inchangé (21,9 % contre 25,9 %).

Les résultats de l'étude montrent en outre que la candidate du FN stagne depuis le début du mois de mars autour de 20 % et que Jean-Luc Mélenchon bénéficie d'un certain regain de popularité (13,5 % contre 4,4 % il y a six semaines).

La société Brand Analytics est un leader en termes de monitorage des réseaux sociaux, selon le classement AdIndex 2016. Elle recueille les données sur les compagnies, produits, données, personnes ou événements sur les réseaux sociaux et dans les médias, définit la tonalité des messages et détermine les tendances. « Nous ne faisons qu'"écouter" les propos des gens sur les réseaux sociaux. On ne nous ment pas, nous n'obligeons personne à répondre à des questions inconfortables et à donner des réponses qui influeront sur leur vie sociale », a expliqué à Sputnik Svetlana Krylova, directrice du centre d'analyse Brand Analytics soulignant que la compagnie ne réalisait pas ses propres sondages. sputniknews.com 29.03

- Fillon donné favori: Brand Analytics explique sa méthodologie - sputniknews.com

La récente dépêche de Sputnik sur la hausse de la popularité de François Fillon a fait du bruit. Certains médias ont même mis en doute ces données de Sputnik contraires à la plupart des sondages. Le centre d'analyse Brand Analytics fournit ses explications concernant les résultats de l'enquête qu'il a menée en temps réel sur les réseaux sociaux.

Les résultats de l'étude de Brand Analytics donnant François Fillon, candidat de la droite, en tête du 1er tour de la présidentielle en France seraient plus précis que les sondages utilisant les technologies traditionnelles, a déclaré dimanche à Sputnik Svetlana Krylova, directrice du centre d'analyse Brand Analytics.

L'étude donnant François Fillon victorieux au premier tour a été réalisée entre le 14 et le 27 mars sur la base de plus de 1,6 million de messages et commentaires sur les élections et les candidats à la présidentielle publiés par plus de 620 000 internautes francophones localisés en France.

Les études précédentes de Brand Analytics ont déjà prédit les résultats des présidentielles en France et aux États-Unis en 2012, de la présidentielle au Venezuela après la mort de Hugo Chavez en 2013, la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine

en 2016 et le Brexit. sputniknews.com 02.04

- Le 2e tour se jouera entre Fillon et Macron, selon une étude des réseaux sociaux - sputniknews.com

Contrairement à la plupart des sondages, qui utilisent les méthodes d'analyse traditionnelles, Emmanuel Macron et François Fillon seraient en tête des intentions de vote des électeurs. Cela ressort d'une étude de Brand Analytics, qui analyse des millions de messages sur Internet en temps réel.

Le second tour de la présidentielle française se jouerait entre le dirigeant d'En Marche ! Emmanuel Macron et le candidat du parti Les Républicains François Fillon, contrairement à ce qu'annoncent la plupart des sondages, a annoncé mardi le centre d'analyse Brand Analytics (BA), qui réagit très vite à l'évolution de l'opinion publique en analysant des millions de messages sur les réseaux sociaux.

D'après une nouvelle étude de Brand Analytics, Emmanuel Macron recueille actuellement 24,6 % des intentions de vote, devant François Fillon (23,9 %). Or les sondages utilisant les méthodes traditionnelles donnent la victoire au premier tour à la dirigeante du Front national Marine Le Pen qui devrait affronter Emmanuel Macron au second tour.

Selon Brand Analytics, Marine Le Pen n'arrive qu'en troisième position avec 19,4 %.

Viennent ensuite le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon (12,7 %), le candidat du Parti socialiste Benoît Hamon (12,6 %) et le candidat de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignant (2,3 %).

Il y a quelques jours, François Fillon était donné favori, d'après une étude de BA. D'ailleurs, Brand Analytics a noté à l'époque qu'il serait prématuré d'affirmer que le candidat de la droite était certain de l'emporter.

« Fin mars, Fillon devançait ses concurrents de quelques dixièmes de point. Il ne s'agit pas d'un avantage stable de 2, 3 ou 4 % que nous avions enregistré pendant des mois pour le Brexit ou la victoire de Donald Trump. Au début de la "saison des scandales" il y a quelques semaines, M. Fillon a reculé par rapport à ses concurrents principaux. À trois semaines de l'élection, les scandales autour des candidats influent toujours sur les indécis. Notre conclusion est donc — non, nous ne croyons pas que Fillon est certain de remporter [la présidentielle, ndlr], son avantage est minime et il reste encore beaucoup de temps », a déclaré à Sputnik Svetlana Krylova, directrice du centre d'analyse Brand Analytics. sputniknews.com 04.04

ACTUALITE EN TITRES

Le temps des cagoulards est de retour

- Pourquoi les policiers veulent porter des cagoules - LeFigaro.fr

Près de 80.000 exemplaires ont été commandés. Mais son port, très encadré, restera exceptionnel. LeFigaro.fr

Quel bonheur !

- Vente aux enchères record du diamant "Pink star" - euronews.com

Un magnifique diamant de plus de 59 carats (59.6) connu sous le nom de «Pink Star» a été adjugé pour la somme record de 71,2 millions de dollars américains à une vente aux enchères de Sotheby's à Hong Kong. Cette vente confirme la bonne santé du marché mondial de la joaillerie se porte bien.

Patti Wong, la présidente de Sotheby's en Asie se réjouit :

"nous sommes très heureux parce qu'il y a eu beaucoup de discussions sur l'économie en Chine qui ne se porterait pas aussi bien qu'il y a quelques années ", mais elle ajoute "aujourd'hui, Hong Kong a prouvé qu'il était encore le centre international de vente."

La vente de cette gemme ovale établit un nouveau record du monde pour un diamant ou un bijou. Ce joyau est le plus grand diamant rose vif et le plus pur répertorié par l'institut Américain de Gemmes. euronews.com 05.04

Ils osent tout

- Theresa May en quête d'argent frais en Arabie saoudite - AFP

La Première ministre britannique Theresa May a entamé mardi une visite en Arabie saoudite où existe, selon elle, "un énorme potentiel d'investissements pour doper l'économie" de son pays... AFP

Alors qu'ils ignoraient qui en était véritablement les auteurs. N'appellent-ils pas cela une "fake news" ?

- Pluie de condamnations internationales après l'attaque chimique présumée en Syrie - euronews.com

L'attaque chimique présumée dans la ville de Khan Cheikhoun, en Syrie, a entraîné une vague de condamnations internationales. euronews.com 04.04

Fake news de Reuters sur la Syrie.

Hollande verrait bien finir son mandat en apothéose avec le bombardement de la Syrie par l'OTAN...

- L'attaque au gaz est un test pour l'administration américaine, estime Jean-Marc Ayrault - Reuters

L'attaque au gaz menée mardi matin dans le nord-ouest de la Syrie contre une ville tenue par les rebelles est un "test" pour la nouvelle administration américaine qui doit clarifier sa position vis-à-vis de Bachar al Assad, a estimé Jean-Marc Ayrault. Reuters 04.04

- Attaque chimique en Syrie: projet de résolution devant l'ONU - AFP

Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont présenté mardi soir un projet de résolution condamnant l'attaque chimique en Syrie et appelant à une enquête complète et rapide, à la veille d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'attaque chimique présumée a provoqué une vague d'indignation internationale, Washington, Paris et Londres pointant du doigt le régime de Bachar al-Assad, qui a démenti "catégoriquement" toute implication et accusé les insurgés d'être responsables de la tragédie.

Réagissant en fin de journée, l'armée syrienne a démenti "catégoriquement avoir utilisé toute substance chimique ou toxique à Khan Cheikhoun", dans un communiqué publié par l'agence officielle Sana.

"Les groupes terroristes (ndlr: les insurgés) et ceux qui les soutiennent sont responsables d'avoir utilisé des substances chimiques et toxiques et d'avoir été négligents avec les vies de civils innocents", a-t-elle ajouté.

Malgré de multiples accusations, le gouvernement syrien a toujours démenti utiliser des armes chimiques depuis le début en 2011 de la guerre.

Mais pour l'opposition syrienne, il ne fait pas de doute que le régime de Damas a utilisé des "obus contenant du gaz chimique". Ce "crime horrible" rappelle l'attaque de l'été 2013 que la communauté internationale avait "laissé impunie", a-t-elle dénoncé.

Des groupes rebelles syriens, dont l'ex-branche d'Al-Qaïda, ont promis de venger les victimes de l'attaque sur Khan Cheikhoun.

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a prévenu que le président Assad devait rendre des comptes pour les attaques chimiques de son régime.

Pour le président français François Hollande, "une fois encore le régime syrien va nier l'évidence de sa responsabilité dans ce massacre". AFP 04.04

- Attaque chimique à Idlib: Moscou dénonce l'intox propagée par Reuters - sputniknews.com

Moscou a pointé du doigt les récentes accusations de l'agence Reuters sur l'attaque chimique perpétrée dans la province syrienne d'Idlib. Selon le ministère russe de la Défense, le média britannique «déforme les premières informations propagées par la source».

Le ministère russe de la Défense a annoncé mardi n'avoir porté aucune frappe aérienne dans la zone du village de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idlib, où une attaque « chimique » aurait été perpétrée selon l'Observatoire syrien des droits de

l'homme (OSDH).

« Les avions russes n'ont mené aucune frappe dans la zone de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idlib. En annonçant l'implication des avions russes dans le bombardement de Khan Cheikhoun avec des armes chimiques, l'agence britannique Reuters a réussi à déformer les premières informations propagées par la source — l'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui n'avait rien dit à ce sujet », a déclaré le ministère russe de la Défense.

Auparavant, l'agence Reuters, citant l'Observatoire syrien des droits de l'homme, a rapporté que « des avions appartenant au gouvernement russe ou syrien » ont attaqué avec des armes chimiques la ville de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idlib. Pourtant, dans son message d'origine, l'OSDH a seulement supposé l'existence des frappes aériennes sans indiquer leur appartenance.

Mardi matin, l'Observatoire syrien des droits de l'homme a annoncé qu'au moins 58 personnes, dont onze enfants, avaient été tuées dans la province d'Idlib (nord-ouest de la Syrie) dans des frappes aériennes.

Damas a également rejeté les accusations concernant l'attaque. Selon une source au sein des forces armées syriennes, Damas ne détient pas d'armes chimiques, et les déclarations au sujet de l'attaque perpétrée dans la province d'Idlib pourraient faire partie d'une « campagne de propagande contre l'armée syrienne ».

Rappelons que l'un des premiers cas d'utilisation des armes chimiques par Daech en Syrie remonte au printemps 2013. Une attaque terroriste au sarin a fait de nombreux morts en été 2013 dans la Ghouta orientale. Plusieurs pays ont alors essayé de rejeter la responsabilité sur le président syrien Bachar el-Assad. Les terroristes de Daech ont notamment utilisé des obus chargés de gaz toxique au cours d'une attaque contre une base aérienne de la province syrienne de Deir ez-Zor, en avril 2016, ce qui a provoqué de graves problèmes respiratoires chez les militaires touchés.

La Russie a plusieurs fois appelé la communauté internationale à coordonner ses efforts en vue de mettre fin au terrorisme chimique. Moscou a proposé d'adopter une résolution spéciale du Conseil de sécurité de l'Onu. Malheureusement, les partis pris politiques et la position anti-Assad ont empêché d'adopter cette résolution et d'écarter cette menace. sputniknews.com 04.04

- La Maison-Blanche se convertit à la démocratie par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 4 avril 2017

Extraits.

Lentement l’administration Trump met en place sa nouvelle politique proche-orientale.

Après avoir réformé le Conseil de sécurité nationale, après avoir échangé des renseignements avec l’armée russe, après avoir interdit à ses hommes de continuer à soutenir des jihadistes où que ce soit, et après avoir lancé de véritables attaques contre eux au Yémen, en Irak, en Libye et en Somalie, le nouveau président des États-Unis a fait annoncer qu’il mettait fin à l’ingérence de son pays dans la vie politique syrienne. (...)

Qu’on se le dise : avec Donald Trump, la Maison-Blanche s’est enfin convertie à la démocratie, c’est-à-dire au « Gouvernement du Peuple par le Peuple, pour le Peuple » selon la célèbre formule d’Abraham Lincoln. Les États-Unis sont en train de redevenir une puissance normale. Ils abandonnent leur ambition impérialiste. Ils renoncent à la doctrine Wolfowitz de domination globale. Ils reconnaissent à nouveau que tous les hommes sont égaux, qu’ils soient occidentaux ou non.

La stupeur des États membres de l’Otan est à la mesure de l’évènement : comme ils ne cessent depuis le 11-Septembre d’utiliser le concept de « démocratie » à contre-sens, ils sont restés cois. (...)

Quoi qu’il en soit, le retour de l’Otan au Droit international a débuté. Elle rejoint la position de la Syrie qui le défend par son sang et celle de la Russie et de la Chine qui l’ont protégé par sept veto successifs au Conseil de sécurité.

L’étape suivante reste celle qu’exprimait déjà la Syrie en juillet 2012 : convaincre l’ensemble de l’Organisation de l’Atlantique-Nord de cesser de manipuler le terrorisme international. C’est-à-dire admettre que les Frères musulmans actuels ne sont pas une confrérie arabe, mais constituent une branche des services secrets britanniques ; et reconnaître qu’ils ne sont pas musulmans, mais se cachent derrière le Coran pour mieux faire avancer l’impérialisme anglo-israélien. Réseau Voltaire 04.04

On pourait se dire : tient en voilà un qui était bien mal inspiré, semble-t-il, pas si sûr en lisant attentivement la déclaration du porte-parole de la Maison blanche après ce bombardement aux armes chimiques, même si par ailleurs Meyssan outrepasse littéralement la réalité en prêtant à l'administration américaine de réaliser le « Gouvernement du Peuple par le Peuple, pour le Peuple », c'est grotesque, mais logique de la part de quelqu'un qui refuse d'envisager que cette tâche historique revienne à la classe ouvrière et à ses représentants, et non à l'oligarchie ou à la classe des capitalistes dont finalement il se fait le porte-parole.

On peut admirer la perspicacité dont peut faire preuve Meyssan ou reconnaître qu'il est particulèrement bien informé, tout en demeurant lucide, c'est préférable ici comme partout ailleurs.

- Les USA attribuent l'attaque chimique en Syrie au régime d'Assad - Reuters

La Maison blanche a imputé mardi l'attaque à l'arme chimique commise mardi matin dans la province d'Idlib en Syrie au gouvernement du président syrien Bachar al Assad, tandis que le département d'Etat évoquait un possible crime de guerre.

Le gouvernement américain estime qu'il s'agit d'une attaque au gaz sarin, qui a été menée, "de façon quasi-certaine", par les forces loyales au président syrien Bachar al Assad, apprend-on dans l'entourage de l'administration américaine.

Le secrétaire d'Etat Rex Tillerson a déclaré que cette attaque montrait comment Assad opère, avec "une barbarie sauvage, sans complexe". Il a appelé l'Iran et la Russie, les alliés du président syrien, à faire usage de leur influence sur le régime syrien pour faire en sorte que ce genre d'attaque "horrible" ne se reproduise plus.

"Ces actes odieux du régime de Bachar al Assad sont une conséquence de la faiblesse et de l'irrésolution de l'administration précédente", a pour sa part déclaré le porte-parole de la Maison blanche Sean Spicer à propos du prédécesseur de Donald Trump, Barack Obama. "Le président Obama a dit en 2012 qu'il établirait une 'ligne rouge' contre l'utilisation des armes chimiques et n'a rien fait." (...)

Sean Spicer a refusé de dire ce que feraient le gouvernement américain concernant la dernière attaque, qui s'est produite dans le village de Khan Cheikhoune. Il a toutefois souligné que le président Donald Trump avaient évoqué le sujet avec son équipe de la sécurité nationale.

Le département d'Etat a dit enquêter sur l'attaque, qui aurait fait une centaine de morts, selon l'Union des Organisations de Secours et Soins Médicaux (UOSSM).

"Nous rassemblons les faits (...) et si c'est ce que cela paraît, alors c'est clairement un crime de guerre", a dit un responsable du département d'Etat qui s'exprimait sous le sceau de l'anonymat.

Lors de son point de presse, le porte-parole de la Maison blanche a réaffirmé l'opinion exprimée par les principaux conseillers de Donald Trump ces jours derniers, à savoir que les Etats-Unis n'avaient plus pour priorité le départ de Bachar al Assad mais la défaite de l'Etat islamique. Reuters 04.04

Tout est dit dans le dernier paragraphe.

Stratégie du chaos

- Crise politique au Venezuela: heurts entre manifestants et la police - AFP

Des heurts faisant neuf blessés, dont un par balle, ont opposé mardi à Caracas la police à des manifestants protestant contre le coup de force de la Cour suprême qui s'est attribuée les pouvoirs du Parlement. AFP 04.04

- Argentine : les affaires, encore les affaires pour Cristina Kirchner - AFP

Les dossiers de corruption contre l'ex-présidente argentine Cristina Kirchner s'empilent dans les tribunaux : mardi, elle a été mise en cause dans une affaire de blanchiment, sa quatrième inculpation en un an. AFP 04.04

Grèce ou "la gauche de la gauche"... de la troïka !

L'épopée austéritaire de la "gauche radicale" continue en grèce, par Laurent Dauré - ruptures-presse.fr 30.03

Selon des informations obtenues auprès de sources proches du dossier par Reuters (voir l'article – en anglais – publié par l'agence de presse le 29 mars), la Grèce et ses créanciers internationaux sont sur le point de converger vers une position commune quant à nouveau plan d'austérité. Celui-ci porte sur une vaste « réforme du marché du travail », des coupes budgétaires (avec les retraites en ligne de mire) et une privatisation accrue dans le secteur de l'énergie.

L'objectif des négociations actuelles entre Athènes, l'UE et le FMI est de parvenir à un accord officiel avant la réunion au sein de l'Eurogroupe des ministres des Finances le 7 avril prochain à Malte. La Commission européenne n'a pour l'instant pas confirmé l'existence d'un accord préliminaire.

Les tractations avançaient péniblement depuis plusieurs mois, laissant craindre une nouvelle crise. Pour obtenir la participation du FMI au « plan de sauvetage » (celui qui est à l'œuvre actuellement expire en 2018), le gouvernement Syriza a accepté le mois dernier des mesures d'austérité supplémentaires d'un montant évalué à 2 % du PIB. Pièce de résistance : un programme de réduction des pensions de retraite, qui fournirait jusqu'à la moitié des économies souhaitées en 2019. L'abaissement du plafond donnant droit à une exemption d'impôts devrait également dégager autour de 1 % du PIB.

Athènes aurait par ailleurs accepté de réduire (encore) l'implication de l'État dans une importante entreprise publique : la DEI, principal et historique fournisseur d'électricité. La part du capital public était déjà passée de 51 % à 34 % en 2012. Il est anticipé que la vente de certains actifs de la DEI va déclencher des protestations, notamment du côté des syndicats ; ceux-ci ont en effet déjà annoncé leur intention de s'opposer à de telles mesures. Le ministre de l'Énergie George Stathakis doit faire une visite le 31 mars dans le nord de la Grèce, où l'entreprise publique est un employeur majeur.

Le gouvernement Syriza espère qu'une issue favorable des négociations ouvrira la voie à un allègement de la dette. Le ministre des Finances Euclide Tsakalotos a déclaré qu'une restructuration de celle-ci permettrait au pays d'emprunter de nouveau sur les marchés avant l'expiration du plan de renflouement actuel.

« Nous avons besoin d'un nouveau modèle politique et économique pour sauver l'UE de la dissolution. » – Dimitrios Papadimoulis, président du groupe Syriza au Parlement européen

Le 30 mars, Dimitrios Papadimoulis, vice-précident du Parlement européen et chef de file du groupe Syriza, a publié une tribune (en anglais) sur le site EUobserver intitulée « Un nouveau modèle est nécessaire pour sauver l'UE ».

Dans ce texte, l'eurodéputé issu la « gauche radicale » met l'entière responsabilité de la crise financière et sociale qui sévit en Grèce depuis 2010 sur la mauvaise gestion et la corruption des dirigeants de la Nouvelle démocratie (ND) et du Pasok, les deux principaux partis avant la montée en puissance de Syriza. Il mentionne l'impact négatif des politiques d'austérité mais sans attribuer clairement la paternité de celles-ci à la troïka (UE, BCE et FMI). M. Papadimoulis affirme par ailleurs que l'économie grecque avait de toute façon de profonds problèmes structurels.

Selon le député européen, le bilan du gouvernement Syriza est positif, en particulier dans la lutte contre la pauvreté et le chômage. Il se félicite de la tournure des négociations avec les créanciers et s'enorgueillit de la collaboration fructueuse avec les institutions européennes, en particulier la Commission. M. Papadimoulis est optimiste : pour lui, la Grèce est en marche vers « des réformes réussies et des résultats fiscaux positifs ».

Il tire en outre fierté de « l'optique pro-européenne » qu'a adoptée le gouvernement Syriza, affirmant que celle-ci contribue à faire avancer, avec le concours d' « une large part de l'électorat européen et des forces politiques progressistes », la trop fameuse arlésienne de « l'Europe sociale ». Le vice-président du Parlement européen en appelle à « un nouveau modèle politique et économique [qui permettra] de sauver l'UE de la dissolution. » Selon lui, le « gouvernement grec devrait intensifier ses efforts et parvenir à une croissance durable à l'intérieur du cadre de l'UE. »

Avec une telle « gauche radicale », l'Union européenne et les puissances d'argent dont elle permet l'épanouissement, malgré le rejet populaire – et populiste ! – grandissant que celles-ci suscitent, peuvent continuer à bénéficier d'un certain répit. Le légitime mécontentement des peuples est neutralisé, sa matérialisation politique est entravée par les promesses irréalisables d' « autre Europe »... (publié par Les-crises.fr 05.04)

A ceux qui ont la mémoire courte ou sélective. Quand Mélenchon soutenait Tsipras en connaissance de cause. Les preuves.

Causerie du 10 mai 2012. (Le 6 mai 2012 Tsipras avait été chargé de former un gouvernement par le président grec)

Le refus en Grèce de M. Tsipras (Syriza, l'équivalent du Front de gauche en France) de s'attaquer aux institutions qui servent de remparts à l'adoption d'une politique en rupture avec le diktat de l'UE et du FMI, témoigne de sa soumission à la fois à ces institutions et au capital puisqu'elles incarnent ses intérêts, de son refus de s'attaquer au pouvoir politique du capital, donc finalement renoncer à s'attaquer aux fondements du capitalisme sur le plan économique, aux rapports sociaux de production, à la propriété privée des moyens de production et d'échange. Ainsi nous avons sous les yeux la véritable nature démocratique petite-bourgeoise de M. Tsipras et de sa coalition Syriza. Fin de l'extrait.

Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI - 2 février 02 2013 - mondialisation.ca
Après la réunion de Tsipras au FMI, l'agence a publié un bref communiqué qui reconnaît que Lipton (n°2 et premier directeur adjoint du FMI - ndlr) et le dirigeant de Syriza « ont eu une discussion constructive et sincère sur les défis économiques auxquels la Grèce est confrontée. »

Tsipras a pris la parole devant plusieurs auditoires aux Etats-Unis. Son discours le plus important, prononcé mardi à Washington à l'institut Brookings, s'adressait clairement à la classe dirigeante américaine.

« J'espère vous avoir convaincu que je ne suis pas aussi dangereux que certains le croient, » a obligeamment déclaré Tsipras devant l'assistance rassemblée par le groupe de réflexion Brookings Institute de Washington. « Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus social-démocrate, » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. mondialisation.ca 02.02 2013

Rappel dans la causerie du 5 février 2014.

"Notre élection ne signifie pas que nous allons sortir de l'euro. Au contraire nous allons garder l'euro", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec des responsables de la gauche radicale allemande. "Je ne crois pas que le rejet du programme d'austérité signifierait une sortie du pays de la zone euro", a-t-il ajouté. (AFP 22.05.2012)

Cela signifiait que dès mai 2012 nous étions fixés sur les véritables intentions de Tsipras, y compris Mélenchon qui n'était pas censé l'ignorer.

- Mélenchon a trouvé un modèle: le Grec Alexis Tsipras - AFP 03.02.2014

- Dans la causerie du 8 juin 2014.

En lisant ce matin un article de Libération, j'ai appris qu'Alexis Tsipras (Syriza ou le Front de gauche grec, allié du Front de gauche en France) soutenait la nomination de Juncker à la tête de la Commission européenne.

La question de Libération à Arthaud (LO) vallait son pesant de cacahuètes :

- "Soutenez-vous vous aussi comme le candidat d'extrême gauche Alexis Tsipras la nomination de Juncker à la tête de la commission européenne «au nom de la démocratie et du respect des électeurs»?"

- Dans la causerie du 7 juillet 2014

Qui a dit ? Faites tomber les masques ou dans quel camp sont-ils vraiment ?

- "Je dis de toute la puissance de ma voix que l'appartenance de notre pays au camp occidental, son appartenance à l'Union européenne et à l'OTAN, ne sont pas contestées." Réponse : Alexis Tsipras, président du parti Syriza en Grèce allié du Front de gauche au sein du GUE-NGL au Parlement européen, le 14 mai 2014. (source : A. Tsipras : La Grèce appartient au camp occidental, l'UE et l'OTAN, site du parti de gauche Antarsya, 15/05/2014.)

24 janvier 2015

- Raquel Garrido, secrétaire nationale du Parti de gauche soutient la comparaison entre Jean-Luc Mélenchon et Alexis Tsipras, le leader du parti grec Syriza. Ils "savent incarner un désir populaire fort", a-t-elle affirmé. lci.fr 24 janv 2015

- Julien Dray, vice-président du PS a déclaré : "Le programme de Tsipras (...) est plus social-démocrate qu'un programme de rupture avec le système". AFP 25.01.2015

11 juillet 2015

- Lu sur le blog de Jean-Luc Mélenchon le 11 juillet 2015 :

- "il est bien normal que nous disions de notre côté pourquoi c'est un devoir de soutenir Tsipras à cette heure sans faiblir."

- "Je partage l'avis de mon camarde Guillaume Etievant lorsqu'il écrit : « J'irais même plus loin en affirmant que les choses vont dans le bon sens si on reprend l'historique des négociations depuis le début (...) aucune attaque contre les salaires ni les pensions de retraites, ni la protection sociale. " (Source : https://blogs.mediapart.fr/antoine-montpellier/blog/150715/melenchon-en-soutien-tsipras-mais)

13 juillet 2015

Donc 2 jours plus tard dansle portail du PG :

- "Le gouvernement d'Alexis Tsipras a résisté pied à pied comme nul autre ne l'a aujourd'hui fait en Europe. Il doit accepter un armistice dans la guerre qui lui est menée. Notre solidarité lui est due."

- "Notre devoir est de tenir bon en tenant tous les bouts du problème posé. Il faut soutenir Alexis Tsipras".

Sans rire le titre de son article était : Grèce : un accord contraint qu'il ne faut pas soutenir. (Source : http://www.jean-luc-melenchon.fr/2015/07/13/grece-un-accord-contraint-quil-ne-faut-pas-soutenir)

Et Mélenchon ose appeller son engagement politique : L'ère du peuple! Ils osent tout les populistes !

Grèce : les retraités en colère contre la 12ème baisse de leurs pensions - euronews.com

En attendant la conclusion d'un accord décisif sur la dette grecque entre Athènes et ses créanciers, ce sont les retraités qui font de nouveau monter la pression.

Mardi, des milliers d'entre eu sont redescendus dans les rues de la capitale grecque pour dénoncer une nouvelle coupe dans les pensions…la douzième baisse consécutive en sept ans.

Ces retraités sont furieux :

"Hormis les personnes handicapées, tout le mondre devrait descendre dans la rue, explique cette manifestante. Car les créanciers vont demander d'autres coupes. C'est un tel appauvrissement que vous réfléchissez à deux fois avant d'acheter un yahourt."

"Ils nous coupent nos pensions au moment même où ils nous disent qu'ils pourraient nous donner un coup de pouce, dit ce retraité. Non seulement ils ne nous donnent rien mais ils abaissent encore plus nos pensions".

En échange d'une nouvelle tranche d'aide financière, le gouvernement d'Alexis Tzipras a accepté de nouvelles baisses des pensions d'ici 2018. Une décision qui pourrait affaiblir un peu plus encore la majorité au Parlement. euronews.com 04.04

Haut de page

Le 7 avril 2017

CAUSERIE

A propos des derniers développements en Syrie.

Une accusation portée sans preuve, cela ne s'apparente-t-il pas à une fake news ? Et qui en est l'auteur ? L'OTAN, le Pentagone, Trump, Reuters, AFP, la totalité des médias instititutionnels, les auteurs du Décodex, Facebook, Twitter et Cie.

Pour justifier le bombardement de la Syrie auprès de la population pour qu'elle le cautionne une fois conditionnée par de fausses informations, au détriment du peuple syrien. Maintenant vous comprenez pourquoi nous nous intéressons tant à cet aspect de la guerre qu'ils nous mènent ? Si non, vous êtes incurables ! On n'ose pas le croire.

Il est minuit dans le siècle.

Je demande aux lecteurs qui ne se reconnaissent pas dans ce que je dénonce (l'apathie ou la résignation rampante) d'avoir la gentillesse ou la délicatesse de se manifester, parce qu'à un moment donné cela devient indispensable de pouvoir se compter pour envisager la suite.

Les masques tombent. En oligarchie, l'avènement du totalitarisme mondial.

"On sait, en effet, que la propagande totalitaire n'a pas besoin de convaincre pour réussir et même que ce n'est pas là son but. Le but de la propagande est de produire le découragement des esprits, de persuader chacun de son impuissance à rétablir la

vérité autour de soi et de l'inutilité de toute tentative de s'opposer à la diffusion du mensonge. Le but de la propagande est d'obtenir des individus qu'ils renoncent à la contredire, qu'ils n'y songent même plus.

Cet intéressant résultat, l'abasourdissement médiatique l'obtient très naturellement par le moyen de ses mensonges incohérents, péremptoires et changeants, de ses révélations fracassantes et sans suite, de sa confusion bruyante de tous les instants. Cependant, si chacun, là où il se trouve, avec ses moyens et en temps utile, s'appliquait à faire valoir les droits de la vérité en dénonçant ce qu'il sait être une falsification, sans doute l'air du temps serait-il un peu plus respirable." [Encyclopédie des Nuisances, George Orwell devant ses calomniateurs, Quelques observations.]

A l'heure où l'impérialisme américain vient de bombarder une base aérienne de l'armée de la République arabe syrienne en lui imputant sans preuves et sans attendre les conclusions d'une commission d'enquête indépendante l'utilisation d'armes chimiques, ce qu'ont démenti les autorités syriennes et russes.

Voici la réflexion que cela m'a inspiré à chaud.

Le droit à la défense qui jusqu'à présent permettait de distinguer un Etat de droit d'un régime totalitaire ainsi que la présomption d'innocence, n'existent plus nulle part dans le monde, dans la mesure où vous êtes jugé coupable sur la base de simples présomptions à charge en l'absence de toute preuve matérielle avant même l'ouverture d'une enquête ou d'un procès, qui plus est en vous refusant de faire valoir les faits qui permettrait d'établir votre innocence, votre culpabilité étant établie sans autre forme de procès et sans que vous puissiez le constester.

On ne vous jugera pas sur la base des faits que vous auriez commis, mais sur les faits qu'on vous imputera et dont la qualification sera établie par votre accusateur qui tiendra également le rôle de juge et de procureur, de sorte que toute contestation sera inutile car non prise en compte, l'énoncé des faits ayant valeur de verdict définitif.

Bref, l'accusé est jugé coupable, et tous les éléments à venir ou tous les témoignages qui seront appelés à se succéder à la barre ne serviront qu'à confirmer cette sentence, tout élément contraire sera systématiquement évacué ou déclaré hors sujet, puisque la condamnation prononcée avant tout jugement est sans appel.

Quelque part ce n'est pas nouveau, certes, mais là ils franchissent un pas de plus vers le totalitarisme.

Le passage que j'avais commencé à rédiger dans l'après-midi d'hier et que j'ai complété ce matin.

Les plus grossiers mensonges s'étallent quotidiennement dans la totalité des médias, sans que cela ne choque plus que cela les gens, qui pour la plupart y demeurent fidèles. Sans doute y sont-ils encouragés par les médias dits alternatifs qui adoptent sans vergogne la même pratique détestable.

Il y en a un qui vient d'affirmer que le passage à l'euro ne s'était pas traduit par une importante hausse des prix au cours des années suivantes, tandis qu'un autre a été jusqu'à prétendre que l'OTAN aurait finalement adopté la démocratie et que le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple était enfin réalisé avec l'avènement de Trump rien de moins que cela. Et ce dont des intellectuels qui dénoncent les mensonges des médias qui sortent des trucs pareils.

Incroyable, n'est-ce pas ? Il y a de quoi être dubitatif, les bras nous en tombent.

Généraux, procureurs, prédateurs, inquisiteurs, dictateurs.

Les médias-oligarques repartent à la charge de plus belle contre la Syrie après que des gaz toxiques aient causé la mort de dizaines de personnes suite au bombardement de l'armée syrienne d'une position tenue par les barbares à la solde de Washington. Ils accusent Bachar el-Assad et ressortent la fable de l'attaque chimique de 2013 qu'ils lui avaient attribuée, omettant de préciser que plus tard différents rapports dont un de l'ONU l'avaient disculpé tout en accusant ces barbares. (Pour les détails précis et vérifier que je n'invente rien, lire plus loin.)

Ils récidivent donc effrontément bénéficiant de l'immunité que leur accorde le ministère ou le tribunal de la Vérité qu'ils ont eux-mêmes mis en place ; comme dans un régime totalitaire ils se permettent tout, ils sont juges et parties et peuvent ainsi agir en toute impunité.

Nous sommes passés d'une société que les gouvernants justifiaient à travers une certaine interprétation de la réalité à une société gouvernée par le déni permanent de la réalité, franchissant un dégré de plus dans l'imposture faisant office de gouvernance totalitaire, puisqu'il faut bien caractériser la société qu'ils sont en train de mettre en place pour conserver le pouvoir.

La lutte pour la vérité, c'est la lutte pour le pouvoir que se disputent les différentes classes. Après qu'on ne vienne pas nous

raconter que cette question ne serait pas du ressort de la lutte des classes. Mais on peut concevoir que ceux qui ne combattent pas réellement pour prendre le pouvoir le nient.

Une nouvelle fois nous nous retrouvons à contre-courant de la tendance générale et donc très isolés. Mais il en faudrait beaucoup plus pour nous déstabiliser, car nous nous appuyons exclusivement sur des faits matériels incontestables et vérifiables, où le doute n'existe pas.

Ils ont bien fait passer un coup d'Etat fasciste pour une révolution démocratique en Ukraine, sans que cela ne soulève un tollé général ou une condamnation en règle...

Qu'il s'agisse de l'Ukraine ou de la Syrie ou de bien d'autres questions, on n'ose même plus évoquer l'attitude du mouvement ouvrier, tant il est décomposé et devenu réactionnaire pour avoir conservé les mêmes rapports ou liens avec le PS et ses satellites ou alliés qui sont alignés sur Washington ou l'OTAN, son comportement ne peut que conforter la réaction.

Encore un exemple où il s'est illustré en se faisant le complice de la stratégie de la tension ou du chaos de l'OTAN :

- "...le dramatique exode de millions de personnes qui, déracinées de leurs terres, risquent leur vie (et souvent la perdent) pour rejoindre l'Europe. Exode non imprévu, mais lucidement planifié en tant qu'instrument stratégique pour alimenter tensions et conflits." (La fiction du G7 Affaires étrangères à Lucques par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 4 avril 2017)

Qui a dit ?

- Les USA «ont toujours préféré la gauche, parce que la gauche est atlantiste et la gauche, c'est une démocratie molle. Donc l'establishment américain préfère des démocraties molles que des démocraties fortes et ça partout dans le monde. »

Réponse : Le dirigeant d'entreprise et spécialiste des questions géopolitiques et d'intelligence économique, le général Jean-Bernard Pinatel. (Source : sputniknews.com 06.04

Entendez par "démocratie molle", la démocratie anesthésiée, confisquée par la réaction de gauche.

On ne s'étonne plus pourquoi les militants ont le cerveau ou la volonté ramollie après tant d'années de collaboration de classes avec le PS...

Elections présidentielles françaises en quête de légitimité.

- Les écarts se resserrent un peu dans un sondage Elabe - Reuters

Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont au coude à coude dans les intentions de vote pour le premier tour de la présidentielle française avec 23,5% des voix, mais le premier perd deux points et la seconde 0,5 point dans un sondage Elabe pour BFMTV et l'Express publié mercredi soir.

L'enquête d'opinion, la première menée après le débat télévisé qui a réuni l'ensemble des candidats mardi soir, voit également François Fillon gagner un point en une semaine pour se situer à 19%.

Le candidat de la droite et du centre retrouve ainsi son niveau de début décembre.

Mais il est talonné par Jean-Luc Mélenchon, qui poursuit sa hausse entamée début mars et gagne deux points à 17%. Le candidat de la France insoumise a bondi de cinq points depuis début mars et distance très nettement le socialiste Benoît Hamon, qui passe sous la barre des 10%, à 9% (-1 point en une semaine).

Au second tour, Marine Le Pen serait devancée tant par Emmanuel Macron (38%-62%) que par François Fillon (43%-57%).

L'institut Elabe souligne toutefois que "ces deux hypothèses de second tour enregistrent à ce stade un fort taux de personnes ne souhaitant pas exprimer d'intentions de vote (21% dans l'hypothèse Le Pen/Macron et jusqu'à 36% dans l'hypothèse Le Pen/Fillon), qui doit inviter à la prudence dans l'interprétation des résultats". Reuters 6.04

Emmanuel Hollande

Tiens donc, il présenterait de nombreux défauts...

- Macron sur France 2 tente de lever les ambiguïtés sur son projet - AFP

- Dans L'Emission politique, Macron tente d'expliquer sa position incompréhensible sur la Syrie - Le Huffington Post

- "Pardon de vous le dire" : le tic de langage répété 16 fois par Emmanuel Macron à L'Emission politique - francetvinfo.fr

On connaissait les formules incompréhensibles d'Emmanuel Macron, on a découvert son tic de langage préféré, jeudi 6 avril lors de son grand oral à L'Emission politique, sur France 2. En 2h30 d'émission, le candidat à l'élection présidentielle a répété pas moins de 16 fois l'expression "Pardon de vous le dire !"

Que ce soit face aux questions de Léa Salamé, aux arguments économiques de François Lenglet ou aux attaques de Bruno Retailleau, Emmanuel Macron a usé et abusé de ces quelques mots pour retourner la situation à son avantage, et faire (poliment) la leçon à ses contradicteurs.

Mais la pirouette était un peu trop visible. Les réseaux sociaux ne se sont d'ailleurs pas privés de moquer ce tic de langage, tout comme d'autres formules dont l'ex-ministre de l'Economie raffole, comme "et en même temps" ou "je voudrais être très clair". francetvinfo.fr 06.04

Donald Fillon

- Fillon fait une nouvelle fois monter la tension avec Hollande - AFP

À 17 jours de la présidentielle, François Fillon a fait monter la tension avec François Hollande jeudi, l'accusant une nouvelle fois d'être à la manoeuvre dans l'affaire des emplois fictifs et promettant de poursuivre "tous ceux qui sont à l'origine" des révélations dans la presse.

Le 23 mars sur France 2, le candidat des Républicains (LR) avait accusé le chef de l?État d'être à la tête d'un "cabinet noir" exploitant les affaires judiciaires contre lui.

Jeudi sur France Inter, la menace s'est faite plus précise: "J'ai les dates, les jours, les personnes qui ont communiqué les documents. Le moment venu, je poursuivrai tous ceux qui sont à l'origine de cette affaire."

C'est François Hollande qui a déclenché l'affaire? "Oui, bien sûr", a réaffirmé M. Fillon. Les documents à l'origine des premières révélations, "je sais d'où ils viennent. Ils viennent d'un service de l'État", a-t-il accusé.

Le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll, proche de M. Hollande, a dénoncé des "accusations diffamatoires".

"La justice est indépendante et il n'y a jamais eu de cabinet ni noir, ni gris, ni blanc, ni jaune. Et c'est l'honneur de François Hollande." "La justice, et ça François Fillon ne veut pas l'accepter, a été indépendante dans la conduite des affaires judiciaires, c'est un acquis de ce quinquennat", a ajouté M. Le Foll.

En soirée, le parquet national financier a annoncé qu'il n'enquêterait pas sur les soupçons de "cabinet noir", estimant que les affirmations du livre "Bienvenue Place Beauvau", invoqué par M. Fillon, "sont trop imprécises et manquent trop d'étai pour pouvoir justifier l'ouverture d'une enquête préliminaire". AFP 06.04

- Fillon: "je suis toujours là" malgré "les torrents de boue" - AFP

De la boue... à la farine !

- Fillon enfariné avant un meeting à Strasbourg - AFP

François Mélenchon Tsipras

S'il le dit lui-même...

- Pour sa porte-parole Danielle Simonnet, Jean-Luc Mélenchon "assume le populisme de gauche" - Le Huffington Post

- Le plan B de Jean-Luc Mélenchon? "Ce n'est pas du chantage à l'Europe" - Le Huffington Post

Si Jean-Luc Mélenchon est élu président de la République, la France s'engagerait-elle à son tour dans une sortie de l'Union européenne? L'argument, brandi par les soutiens de son rival Benoît Hamon, est écarté par les partisans de la France insoumise, convaincus que l'Europe pliera sur les réformes sociales exigées à condition que la France menace de faire sécession.

"C'est pas un chantage à l'Europe. Si Jean-Luc Mélenchon est élu sur un programme anti-austérité, d'investissements, de planification écologique, il faut qu'il puisse mener sa politique", plaide sa porte-parole Danielle Simonnet, invitée de notre webémission ".

"A l'issue des négociations avec l'Union européenne, le peuple tranchera" par référendum, explique l'élue parisienne, convaincue que d'autres pays soutiendront les demandes de renégociation des traités portées par Paris.

Qu'adviendra-t-il si, à l'issue du référendum, les Français ne votaient pas comme le souhaitent Jean-Luc Mélenchon? Quittera-t-il le pouvoir? "Oui, c'est évident. On ne pas défendre le référendum révocatoire sinon. Mais je ne perds par espoir que, parce qu'il y a un plan B, on arrive à les faire plier sur la négociation des traités."

Dans le même temps, sitôt élu, Jean-Luc Mélenchon engagerait son grand chantier pour une nouvelle constitution française. Un processus qui devrait durer deux ans et au terme duquel le président de la République quitterait le pouvoir pour céder la place à la République parlementaire qu'il appelle de ses voeux. Le Huffington Post 06.04

Syrie. Pouvoir ou régime totalitaire militaro-médiatico-oligarchique. Fake news pour justifier une intervention militaire.

Résumé en guise de présentation.

2013

Un précédent démenti depuis mais pas rectifié par les porte-parole de l'OTAN :

AFP - Le régime syrien a été accusé d'avoir utilisé du gaz sarin le 21 août 2013 dans l'attaque de localités aux mains des rebelles en périphérie de Damas, qui avait fait au moins 1.429 morts, dont 426 enfants, selon les Etats-Unis.

Les rapports qui infirmeront la thèse officielle reprise aujourd'hui en choeur par tous les médiamensonges : le rapport de l'ISTEAMS du 11 septembre 2013 (ISTEAMS - Ce rapport est en libre accès sur internet : https://bsnews.info/wp-content/uploads/2013/09/ISTeams-Ghouta-Rreport.pdf), le rapport final de l'ONU du 18 décembre 2013 (https://unoda-web.s3.amazonaws.com/wp-content/uploads/2013/12/report.pdf), l'article de Seymour Hersch du 19 décembre 2013, le rapport de Théodore Postol et Richard Lloyd du 14 janvier 2014 (Le « rapport du MIT [lMassachusets Institute of Technology] »), le rapport des avocats turcs paru le même jour (http://www.wpc-in.org/sites/default/files/documents/war-crimes-committed-againts-the-people-of-syria.pdf), le second article de Seymour Hersch du 17 avril 2014.

Tous ces documents (55 pages) peuvent être téléchargés (en français) à l'adresse suivante : Synthèse sur l'attaque à l'arme chimique en Syrie le 21 août 2013 par François Belliot — 30 juin 2015 - http://arretsurinfo.ch/synthese-sur-lattaque-a-larme-chimique-en-syrie-le-21-aout-2013

- Comment les services occidentaux ont fabriqué « l'attaque chimique » de la ghouta - Réseau Voltaire 11 septembre 2013

- Attaque chimique à la Ghouta: un témoin fait la lumière sur les événements d'août 2013 - Sputnik 26 août.2016

D'autres articles existent.

2017

La version d'Assad et de Poutine :

Une fuite d'armes chimiques entreposées par les rebelles dans un dépôt bombardé par les forces gouvernementales syriennes...

Peu importe : La parole des barbares d'Al-Nosra vaut mieux que celle de Poutine ou Assad ou n'importe qui pour le Pentagone.

L'explication, rejetée par les rebelles, n'a pas été jugée crédible par les Etats-Unis.

Accusation sans preuves :

Reuters : Le caractère chimique de l'attaque semble ainsi se préciser même si les circonstances restent controversées.

Les médias en choeur : Les "accusations occidentales".

Trump : "Ces actes odieux par le régime d'Assad"

AFP - "même si les circonstances restent controversées"

AFP- Le HuffPost - "L'attaque chimique présumée"

Notez qu'ils disent eux-mêmes qu'ils ne disposent d'aucune preuve, mais ils appellent tous à bombarder la Syrie.

Pas de temps à perdre :

A New York, les Etats-Unis, la France et le Royaume-uni ont exigé la tenue ce jeudi d'un vote du Conseil de sécurité de l'ONU sur un projet de résolution demandant une enquête sur cette attaque...

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud :

Ils bombardent la Syrie sans plus attendre.

On attend les communiqués des différents partis ouvriers et des syndicats condamnant ce bombardement. Attention, qui ne dit rien consent ! A suivre.

Les infos par ordre chronologique

- Moscou: la résolution US sur l'attaque chimique en Syrie basée sur de fausses infos - sputniknews.com

Le projet de résolution sur l'attaque chimique contre la ville syrienne de Khan Cheikhoun soumis par les Etats-Unis et d'autres pays est basé sur de fausses informations, a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.

Le 4 avril, l'aviation syrienne a frappé un entrepôt terroriste abritant des substances toxiques près de la ville de Khan Cheikhoun. Selon Maria Zakharova, ce fait a été immediatement instrumentalisé par "des médias engagés" pour accuser le gouvernement syrien d'utilliser des armes chimiques contre son peuple.

« Des échantillons de sol ont été prélevés et transmis à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Malheureusement, sans rien entreprendre et uniquement guidés par des informations fallacieuses, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne ont de nouveau jeté — il est impossible de dire « proposé » — au Conseil de sécurité de l'Onu un projet de résolution qui revêt un caractère anti-syrien et risque d'exacerber la situation politique déjà tendue qui règne en Syrie et dans la région dans son ensemble », a déclaré la diplomate. sputniknews.com 05.04

- La conférence de Bruxelles sur la Syrie condamne l'attaque de Khan Cheikhoun AFP

- Attaque chimique en Syrie : la responsabilité d'Assad est «certaine», pour Carla Del Ponte - lefigaro.fr

La représentante de la Commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie assure qu'il est «certain» que le régime syrien ait eu recours à «un gaz mortel». Elle demande par ailleurs au Conseil de sécurité de «juger Bachar el-Assad» et réclame «justice pour tous ces enfants tués».

- Attaque en Syrie: les Etats-Unis menacent de passer à l'action - AFP

Donald Trump a menacé de passer à l'action en Syrie après une attaque chimique présumée imputée au régime de Damas, que le président des Etats-Unis a qualifiée d'"odieuse" et d'"affront à l'humanité".

Son chef de la diplomatie Rex Tillerson a également mis en garde la Russie sur son soutien indéfectible à Damas, pendant que le Conseil de sécurité de l'ONU négociait une résolution de condamnation de cette attaque qui soulève une indignation internationale.

Le président républicain a reconnu que son "attitude vis-à-vis de la Syrie et d'Assad avait nettement changé", soulignant que "ce qui s'était passé était inacceptable".

Avec ce raid imputé au régime syrien, de "nombreuses lignes" ont été "franchies", a-t-il souligné, en allusion à la "ligne rouge" que s'était fixée son prédécesseur Barack Obama à propos des attaques chimiques du régime syrien.

Mais alors que Donald Trump a maintes fois plaidé pour se rapprocher de son homologue russe Vladimir Poutine, en particulier pour régler la crise syrienne, son administration s'est montrée mercredi très sévère contre Moscou.

Le secrétaire d'Etat Tillerson a prévenu qu'il était "temps que les Russes réfléchissent vraiment bien à la poursuite de leur soutien au régime Assad". Attendu les 11 et 12 avril à Moscou, il a ajouté qu'"il n'y avait aucun doute dans (son) esprit: le régime syrien sous la gouverne de Bachar al-Assad est responsable de cette attaque atroce".

Même fermeté à l'ONU de l'ambassadrice américaine Nikki Haley qui a fustigé la Russie pour n'avoir pas su tempérer son allié syrien. Elle a menacé de mesures unilatérales des Etats-Unis en cas d'échec d'une action "collective" des Nations unies.

Le Conseil de sécurité, réuni en urgence, a repoussé au plus tôt à jeudi le vote d'une résolution, le temps pour les Occidentaux de négocier avec la Russie. Moscou avait jugé "inacceptable" le projet de texte des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni.

L'ambassadeur français à l'ONU François Delattre a précisé que les négociations se déroulaient dans "un bon état d'esprit" et dit "espérer" un vote "le plus tôt possible", peut-être dès jeudi.

Mais d'autres diplomates paraissaient plus pessimistes, tablant sur un nouveau veto russe.

Le projet de résolution demande une enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et que la Syrie fournisse les plans de vol ainsi que toute information sur des opérations militaires au moment de l'attaque.

L'ambassadeur adjoint pour la Russie, Vladimir Safronkov, a jugé que la résolution occidentale avait été préparée à la hâte et n'était pas utile, mais il a accepté une éventuelle "enquête objective".

Mercredi, l'armée russe a en partie disculpé son allié syrien, affirmant que l'aviation de Damas avait frappé un "entrepôt" des rebelles contenant des "substances toxiques". En explosant, ces dernières se seraient disséminées dans l'atmosphère. AFP 06.04

- Moscou dénonce les «projets apocalyptiques» sur les raids US contre l'armée syrienne - sputniknews.com

Des médias étrangers sont allés jusqu'à supposer que les USA ou l'Europe pourraient porter des frappes aériennes contre les troupes de Damas suite aux nouvelles accusations de l'opposition syrienne contre le président Bachar el-Assad. Le Kremlin condamne ces spéculations lourdes de conséquences.

Il est inacceptable de spéculer sur les éventuelles frappes américaines ou européennes contre l'armée gouvernementale syrienne, a déclaré mercredi à Moscou le porte-parole du président russe Dmitri Peskov, s'exprimant au sujet du scandale autour de l'attaque chimique présumée en Syrie dont l'opposition accuse Damas.

« Je ne crois pas que les spéculations apocalyptiques sur cette éventualité soient admissibles », a indiqué M. Peskov devant les journalistes à la question de savoir quelles mesures prendrait la Russie si les États-Unis et l'Europe attaquaient les troupes de Bachar el-Assad.

Damas ne détient plus d'armes chimiques depuis 2014, date à laquelle les armes chimiques syriennes ont été détruites en mer sous contrôle d'experts américains. Le ministère russe de la Défense a pour sa part annoncé que l'aviation syrienne avait frappé un dépôt de munitions des terroristes dans la province d'Idlib. Ce dépôt aurait abrité des arsenaux d'armes chimiques destinées à être envoyées en Irak. sputniknews.com 05.04

- Macron: Assad devra "répondre de ses crimes devant des tribunaux internationaux" - AFP

Bachar al-Assad devra "répondre de ses crimes devant des tribunaux internationaux", a estimé mercredi Emmanuel Macron... AFP

- Syrie: Hollande veut une réaction internationale "à la hauteur de ce crime de guerre" - AFP Le président François Hollande a dénoncé mercredi un "crime de guerre" en Syrie après l'attaque chimique présumée contre la ville de Khan Cheikhoun, selon un communiqué de l'Élysée diffusé mercredi à l'issue d'un Conseil de Défense.

- Syrie: Hamon s'en prend à Le Pen, Fillon, Mélenchon, "inféodés" à Poutine - AFP

- Il faut "éliminer" Bachar al-Assad: le revirement de François Fillon - Le Huffington Post

- Attaque "chimique": les Etats-Unis frappent la Syrie - AFP

Les Etats-Unis ont frappé jeudi soir la Syrie, tirant des dizaines de missiles de croisière contre une base aérienne du régime en réponse à une attaque chimique présumée que Donald Trump a qualifiée de "honte pour l'humanité".

La frappe a été menée avec "59 missiles" Tomahawk, a annoncé un responsable de la Maison Blanche, précisant que Washington avait visé la base aérienne de Shayrat, qui est "associée au programme" d'armes chimiques de Damas et "directement liées" aux évènements "horribles" de mardi.

Le président Donald Trump a affirmé que ces opérations étaient "dans l'intérêt vital de la sécurité nationale" des Etats-Unis. La télévision syrienne les a de son côté qualifiées d'"agression".

Le 4 avril, un raid imputé à l'armée syrienne contre la localité de Khan Cheikhoun dans le nord-ouest de la Syrie a fait au moins 86 morts, dont 27 enfants.

Jeudi, Rex Tillerson a en outre plaidé pour le départ du président syrien, après avoir dit le contraire il y a une semaine.

Dorénavant aux yeux du patron de la diplomatie américaine, "le rôle d'Assad à l'avenir est incertain et avec les actes qu'il a perpétrés, il semblerait qu'il n'ait aucun rôle pour gouverner le peuple syrien".

Jeudi dernier, lui et l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley avaient semblé s'accommoder du maintien au pouvoir du chef de l'Etat syrien, avant de hausser le ton cette semaine.

L'ancienne secrétaire d'Etat démocrate Hillary Clinton, qui avait milité pour une approche plus musclée de l'administration de Barack Obama contre le régime de Damas, s'est dite favorable à des frappes pour "détruire" les bases aériennes syriennes.

Perçu comme un isolationniste et hostile à l'interventionnisme de l'Amérique au Moyen-Orient, Donald Trump avait reconnu mercredi que l'attaque chimique avait eu "un énorme impact" sur lui et que son "attitude vis-à-vis de la Syrie et d'Assad avait nettement changé".

L'indignation internationale a pris de l'ampleur après des images d'enfants pris de convulsions sous leur masque à oxygène, de personnes gisant dans les rues et saisies de spasmes, de la mousse sortant de la bouche. Le caractère chimique de l'attaque semble ainsi se préciser, même si les circonstances restent controversées.

En Turquie, où de nombreux blessés ont été évacués, les premières analyses "effectuées à partir des éléments prélevés sur les patients laissent penser qu'ils ont été exposés à un agent chimique", selon le ministère de la Santé. Des médecins et des ONG comme Médecins sans frontières (MSF) ont également évoqué l'utilisation d'"agents neurotoxiques", en particulier le gaz sarin.

Le régime syrien a été accusé d'avoir utilisé du gaz sarin le 21 août 2013 dans l'attaque de localités aux mains des rebelles en périphérie de Damas, qui avait fait au moins 1.429 morts, dont 426 enfants, selon les Etats-Unis.

Mais le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem a réaffirmé que l'armée de son pays "n'a pas utilisé et n'utilisera jamais" d'armes chimiques contre son peuple, "pas même contre les terroristes", expression du régime pour désigner rebelles et jihadistes.

D'après lui, l'aviation a frappé "un entrepôt de munitions appartenant" à des jihadistes et "contenant des substances chimiques". Une explication déjà avancée par l'armée russe mais jugée "fantaisiste" par des experts militaires. AFP 07.04

- Poutine dénonce des accusations infondées sur le raid syrien - Reuters

Vladimir Poutine juge "inacceptable" de formuler des accusations "sans fondement" à propos de l'attaque à l'arme chimique qui a fait des dizaines de morts mardi dans le nord-ouest de la Syrie, a déclaré jeudi le Kremlin.

Vladimir Poutine a "souligné qu'il était inacceptable de faire des accusations infondées contre quiconque avant de conduire une enquête minutieuse et impartiale", peut-on lire.

Le Kremlin avait déjà qualifié jeudi l'attaque de mardi dans un village de la province syrienne d'Idlib de "crime monstrueux" mais ajouté que les conclusions des Etats-Unis à ce sujet ne reposaient pas sur des données objectives.

La Russie, principale alliée de la Syrie, affirme que la contamination aux gaz est le résultat d'une fuite d'armes chimiques entreposées par les rebelles dans un dépôt bombardé par les forces gouvernementales syriennes.

L'explication, rejetée par les rebelles, n'a pas été jugée crédible par les Etats-Unis. Reuters 6.04

- Damas a informé l'Onu que les substances chimiques provenaient de Turquie - sputniknews.com

Damas a informé l'Onu que des substances chimiques avaient été transportées vers la Syrie, notamment à Alep-Est, depuis le territoire turc, a annoncé jeudi le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem. De même, le chef de la diplomatie syrienne a mis en doute la logique des accusations d'utilisation des armes chimiques à l'encontre du gouvernement syrien tandis que les troupes gouvernementales combattaient efficacement les terroristes sur divers fronts.

« Dans cette situation, est-il logique pour nous de recourir aux armes chimiques? », a demandé crûment M. Mouallem lors d'une conférence de presse à Damas. « Il est étrange que les États-Unis ne disposent pas d'informations sur l'attaque survenue, alors que ces informations ont été fournies à de Mistura (envoyé spécial du Secrétaire général de l'Onu pour la Syrie, ndlr). »

Plus tôt, M. Mouallem a déclaré que les premières informations faisant état d'une attaque chimique étaient arrivées quelques heures avant que l'aviation syrienne ne réalise le 4 avril sa première frappe sur un entrepôt de munitions du groupe terroriste Front al-Nosra (rebaptisé Front Fatah al-Cham).

Le ministère russe de la Défense a communiqué que l'aviation syrienne avait attaqué à Khan Cheikhoun un entrepôt de munitions des terroristes contenant des arsenaux d'armes chimiques destinés à des combattants en Irak. Une enquête sur l'incident a été ouverte par l'Onu et l'OIAC, mais aucune de ces deux organisations n'a publié de conclusion sur les coupables éventuels. sputniknews.com 06.04

Khan Cheikhoun, l'emballement médiatique, diplomatique... et politique - sputniknews.com

L'émotion est à l'ordre du jour dans les médias, après la tragédie de Khan Cheikhoun. Radios et journaux, qui tiennent pour responsables Bachar al-Assad, demandent aujourd'hui des comptes aux décideurs politiques pour leurs positions pas assez fermes à l'égard de Damas. Une affaire qui résonne jusque dans la campagne présidentielle.

Ce matin, nombre de journaux anglophones ont consacré leur Une à l'attaque de Khan Cheikhoun. Parmi ces journaux, on relèvera le Daily Telegraph, le Washington Post et le Wall Street Journal. En France, le mouvement est moins suivi, hormis Libération qui, sur une photo de cadavres d'enfants, titre sobrement « Les enfants d'Assad », accusant le Président syrien d'être derrière ce massacre. L'Opinion présente quant à lui une caricature dressant le parallèle entre les enfants de Khan Cheikhoun et le petit Aylan, cet autre « enfants-soldat de la guerre informationnelle » dont nous vous parlions déjà en août dernier, lorsqu'une autre photo d'enfant, celle du jeune Omran Daqneesh venait de faire le tour du monde.

En somme, des « Une » qui, comme on pouvait s'y attendre, versent en plein pathos, annihilant toute réflexion sur la guerre en Syrie par l'émotion que causent ces images horribles.

Depuis mardi matin et cette attaque, les réactions d'indignation — légitimes — se sont succédé. Cependant, n'est-il pas encore trop tôt pour regarder dans la direction pointée par les médias et les chancelleries occidentales et pour accuser Damas d'être derrière ce drame? Pourtant, « il y a beaucoup de points d'interrogation », comme le rappelle à notre micro Christian Chesnot, grand reporter à France Inter et co-auteur avec Georges Malbrunot du livre Les Chemins de Damas, le dossier noir de la relation franco-syrienne (Ed Robert Laffont, 2014). Il rappelle que, si Damas a employé des armes chimiques, les rebelles ne sont pas exempts de toute critique.

« On sait depuis le début […] que les rebelles, le Front Al-Nosra, on du chimique. C'est sûr, cela a été répertorié par l'ONU. C'est du chimique qui venait de Libye, via la Turquie, etc. »

D'autant plus que si les autorités syriennes ont fait détruire, sous la supervision de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) en 2014, leur arsenal chimique déclaré, rien de tel n'a été exigé des groupes rebelles. Un point également soulevé par le géo politologue Alexandre Del Valle, coauteur avec Randa Kassis du livre Comprendre le chaos syrien: des révolutions arabes au jihad mondial (Éd. L'Artilleur, 2016) « le régime avait pris des engagements, pas des rebelles » insiste-t-il.

Il juge l'attaque de Khan Cheikhoun « extrêmement surprenante », tout comme Frédéric Pichon, chercheur associé à l'Université de Tours, auteur du livre Syrie: Pourquoi l'Occident s'est trompé (éd. Éditions du Rocher, 2014), qui pose la question du timing de cette attaque, « l'un des éléments qui interrogent un bon nombre d'experts »:

« La guerre menée par l'armée syrienne est brutale, violente, mais on ne peut pas dénier aux dirigeants syriens un tout petit peu de sens politique. Donc, sauf à considérer qu'ils sont complètement idiots ou débiles, cette frappe intervient à un moment où, depuis Alep, la Syrie était un petit peu revenue en grâce auprès des Occidentaux. »

L'attaque, survenue alors que se tenait à Bruxelles un sommet visant à entériner le processus de reconstruction de la Syrie. Un processus engagé après les avancées observées lors des derniers rounds de négociations à Genève et Astana ces deux dernières semaines. Genève et Astana qui ont marqué des progrès dans l'apaisement des tensions entre gouvernement et opposition en Syrie. Un calendrier effectivement « troublant » selon Christian Chesnot.

Même constat pour Alexandre del Valle, « on se demande quel est l'intérêt du régime, sauf s'il était suicidaire ». S'il tient, comme nos autres intervenants, à préciser qu'il ne nie pas la réalité de faits, il dénonce une « récupération émotionnelle et médiatique »:

« Il y a une campagne de désinformation, une guerre psychologique, à partir de faits réels, sur laquelle s'appuient tous ceux qui étaient opposés à la nouvelle doctrine de l'administration américaine. »

Une administration qui a récemment renoncé à faire du départ de Bachar el-Assad un préalable indispensable à tout règlement de la crise syrienne, cette même condition qui bloque la situation et fait perdurer le conflit syrien depuis maintenant 6 ans. Pour lui, une chose est claire, cette tragédie va perturber les négociations qui avaient pourtant commencé.

D'ailleurs, personne ne se pose la question de bon sens: à qui profite le crime de Khan Cheikhoun? Alexandre del Valle se lance dans l'exercice, tenant à n'écarter aucune piste:

« Si l'opposition armée avait pu être à l'origine de cette opération, elle aurait eu un gain énorme, en tout cas c'est à elle que cela profite. Cela ne veut pas forcément dire, quand ça profite à quelqu'un, que ce quelqu'un en est l'instigateur, mais on ne peut pas totalement écarter l'hypothèse d'une manipulation. »

En tout état de cause, avant d'incriminer tel ou tel partie, une enquête approfondie sur le terrain s'impose. Une mission qui s'annonce particulièrement difficile, comme nous l'explique Christian Chesnot, l'accès à la zone pour des observateurs internationaux risque de s'avèrer problématique.

« La zone où s'est produit l'attaque est tenue par le Front Fatah al Sham, c'est-à-dire l'ex Front Al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaida. Donc ça va être compliqué pour des enquêteurs de l'ONU de venir enquêter sur place compte tenu des conditions de sécurité. »

Un constat appuyé par Frédéric Pichon « je vois mal comment des prélèvements vont pouvoir être effectués dans la région dans les jours qui viennent, ou alors il faudra se poser la question de l'origine de ces prélèvements. »

D'autant plus que sans même évoquer les conclusions d'une telle enquête, « l'imputabilité est très difficile à prouver » soulignent Christian Chesnot et Alexandre del Valle: « les enquêtes passées ont toujours montré qu'on n'a pas pu déterminer avec certitude d'où venait les tirs et à qui on pouvait les attribuer », indique ce dernier.

Cependant, l'émotion est de mise — tout particulièrement dans les médias —, mais également dans les cercles diplomatiques. Dans la droite ligne de son prédécesseur (Samatha Power), Nikki Haley, ambassadrice américaine à l'ONU, n'a pas hésité à exhorter le Conseil de Sécurité à l'action en brandissant des photos d'enfants morts. Une scène dont le Wall Street Journal a fait ses choux gras.

Il faut dire que comme dit précédemment, la responsabilité de l'attaque — de Londres à Washington en passant par Paris — a immédiatement été imputée à Damas, malgré les démentis et les doutes légitimes. Une accusation qui marque donc un retournement d'attitude des chancelleries occidentales à l'encontre des autorités syriennes. En effet, Nikki Haley, déclarait jeudi dernier: « il faut changer nos priorités, et notre priorité n'est plus de rester assis là, à nous concentrer sur les moyens de faire partir Assad. »

Le même jour, Rex Tillerson, le secrétaire d'État américain, déclarait depuis Ankara que « le sort du président Assad, à long terme, sera décidé par le peuple syrien ». Une ligne docilement suivie par le chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault, qui était pourtant tenant jusqu'alors d'une ligne particulièrement stricte à l'encontre de Bachar al Assad. Frédéric Pichon souligne « l'effet d'aubaine » que représente cet emballement médiatique et politique et dans lequel certaines chancelleries occidentales n'ont pas hésité à s'engouffrer:

« Il faut y voir une manière de reprendre la main, politiquement, au moins émotionnellement et diplomatiquement. »

Après l'impact émotionnel auquel la presse française et anglo-saxonne ont largement contribué, on observe que Washington hausse le ton. Donald Trump a déclaré mercredi, non sans attirer l'attention des médias, « mon attitude vis-à-vis d'Assad a changé » ajoutant que ces « actes odieux perpétrés par le régime d'Assad ne peuvent pas être tolérés. » Si certains spéculent déjà quant à la possibilité d'une intervention militaire américaine, Christian Chesnot estime qu'il s'agit là d'un « coup de sang » du président américain.

Pour le journaliste, s'il est évident qu'américains et Occidentaux « ne pouvaient pas rester les bras croisés » face à des photos d'enfants gazés, il doute néanmoins fortement — tout comme Alexandre del Valle et Frédéric Pichon — que l'on assiste à un revirement de situation ou à tout changement dans les rapports de forces sur le terrain.

« Les Américains ont peu de leviers en Syrie, puisque ce sont les Russes qui contrôlent le ciel avec leurs S300 et S400 » souligne-t-il.

« Je ne crois pas du tout que les États-Unis ou Donald Trump vont engager une action unilatérale en Syrie », déclare Frédéric Pichon qui fait par ailleurs référence à une déclaration de Jean-Marc Ayrault, plaidant en faveur du dialogue plutôt que de la guerre.

Pour eux, la volonté d'en finir avec la crise syrienne en avançant dans le processus de résolution politique et diplomatique l'emportera sur la crise émotionnelle. D'autant plus que, comme l'explique Christian Chesnot, un autre calendrier préoccupe aujourd'hui les autorités américaines et russes:

« Ce que les Américains et les Russes préparent avec leurs alliés locaux, c'est la bataille de Raqqa et de l'Est syrien. »

« Il faut que l'orage médiatique passe » relativise Alexandre del Valle. Pourtant, cet orage frappe de plein fouet la campagne présidentielle, en France. « On va pouvoir diaboliser plus facilement ceux qui avaient des visions pragmatiques et en accord avec le monde multipolaire » lâche Alexandre del Valle, qui redoute un phénomène d'instrumentalisation à des fins purement personnelles et électoralistes.

Il rappelle les précédents épisodes où « on a vu l'Occident sauter sur l'occasion » — ces opportunités offertes par de tels emballements médiatiques, avec des mots émotionnellement chargés « les mots gaz, massacre, c'est comme les mots purification ethnique, camps ou charnier » — à des fins de politique intérieure.

Le géopolitologue rappelle ainsi les campagnes de désinformation qui avaient eu lieu à propos du Kosovo, des « armes de destructions massives en Irak » ou encore « les massacres imminents à Benghazi » en Libye, menant toutes à des interventions militaires des pays de l'OTAN.

« L'Occident aujourd'hui vit ce que j'appelle une dégénérescence de la démocratie, une perversion de la démocratie — comme les philosophes grecs l'avaient annoncé — en démagogie. Donc le moindre événement est utilisé par les démagogues, qui font de l'émotion et qui ne font pas du long terme. »

Des inquiétudes qui ne sont pas partagées par Frédéric Pichon et Christian Chesnot, estimant que la question syrienne n'était jusqu'à présent pas centrale dans la campagne. Pour Christian Chesnot, même si Bachar al-Assad a de nouveau « terni son image », revenant à celle de 2013, celle « de l'homme qui gaze son peuple », les candidats font aujourd'hui preuve de discernement dans le dossier syrien, aucun ne remettant en cause la nécessité de punir le dirigeant syrien en cas de preuve avérant sa responsabilité dans l'attaque de Khan Cheikhoun. sputniknews.com 06.04

- La télévision d'Etat syrienne qualifie les frappes américaines d'"agression" AFP

La télévision d'Etat syrienne a qualifié vendredi d'"agression" les frappes américaines contre une base aérienne du régime, une source militaire évoquant des "pertes".

"Agression américaine visant des cibles militaires syriennes avec plusieurs missiles", a alerté la chaîne sitôt après l'annonce américaine.

"L'une de nos bases aériennes dans le centre du pays a été visée à l'aube par un missile tiré par les Etats-Unis, provoquant des pertes", a ensuite signalé une source militaire citée par la télévision d'Etat, sans préciser s'il s'agit de pertes humaines ou matérielles.

"Cette agression américaine vient après la campagne médiatique de dénigrement menée par des pays (...) après ce qui s'est passé à Khan Cheikhoun", a indiqué pour sa part l'agence officielle Sana.

L'attaque chimique présumée, qui a fait au moins 86 morts dans cette ville du nord-ouest syrien selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, a été imputée au régime de Bachar al-Assad, notamment par Washington, Paris et Londres. AFP 06.04

AFP 06.04...selon Julien Legros, chercheur CNRS au laboratoire chimie organique de l'Université de Rouen, la thèse russe n'est pas "impossible". Elle implique, selon lui, que les composants qui forment l'agent toxique, sarin ou autre, soient stockés dans un même baril. L'explosion provoquée par une frappe militaire pourrait alors déclencher une réaction chimique sous l'effet de la chaleur, le liquide se transformant en gaz toxique.

Certes, si cette explosion produit trop de chaleur, cela peut provoquer une pyrolyse et une grande partie du produit va être détruite. Mais, selon lui, même si ce sont seulement "10% qui se vaporisent, ces 10% là sont très mortels".

"Si 10 mg suffisent à tuer une personne, si vous avez 10% d'une tonne, ça suffit largement à tuer quelques centaines de personnes", ajoute-t-il. AFP 06.04.

Parole d'internaute.

1- Y a de l'espoir quand même : plus de la moitié des commentaires que j'ai pu lire sur le site du Figaro mettent en cause le sérieux des accusations du "clan" occidental. L'impression que les gens ouvrent enfin les yeux après toutes ces années de manipulation médiatique et politique sur ce qui se passe en Syrie.

2- L'arme chimique était la ligne rouge à ne pas franchir ; elle le fut pourtant à la Goutha... jusqu'à ce qu'on découvre les armes avaient été tirées d'une zone "rebelle". Après, la Syrie a démantelé son armement chimique. Quel serait l'intérêt d'Al-Assad, alors qu'il est en train de remporter cette guerre, d'utiliser des armes chimiques qu'il n'a plus et qui font pousser des cris d'orfraies à "la communauté internationale" ?

3- Pensez vous que le gouvernement Syrien prendrait des risques à employer des gaz toxiques alors qu'il est en passe de remporter la partie ?

4- Arrétez votre propagande mensongère ! les Etats-Unis font 100 fois pire !

5- Bizarre cette histoire, même si toutes les apparences semblent accuser Bachar, et par ricochet son allié russe. Car ce n'est pas à eux que profite ce crime de guerre, qu'ils n'auraient eu aucun intérêt militaire ou politique à commettre. Surtout que la Syrie a théoriquement détruit ou restitué son arsenal chimique sous contrôle international. Bref, s'ils sont coupables, c'est qu'ils ont agi irrationnellement, ce qui ne leur ressemble pas. Après, une bavure ou un coup de sang stupide est toujours possible, à moins qu'ils ne contrôlent pas leurs troupes.

Non, c'est à l'Occident que le crime profite. Ca lui permet de couler au pilori Bachar et d'embarrasser la Russie, et aussi de détourner le regard des crimes de guerre "conventionnels" que lui même commet à Mossoul et ailleurs.

Toutes ces bombes qui tombent comme par mégarde sur des écoles ou des mosquées bourrés de réfugiés, faisant des centaines de morts... A ce rythme, les pertes civiles occasionnées par la coalition ne devraient pas tarder à dépasser celles imputées aux Russes.

Et puis, les USA ont l'indignation sélective. Je n'ai pas le souvenir que les bombes au phosphore balancées sur Gaza les aient tellement indignés, pas plus que leurs propres bombes à l'uranium appauvri. Ils oublient aussi, ces hypocrites, qu'ils ont mené la plus grande guerre chimique de l'histoire en larguant des milliers de tonnes d'agent orange sur la jungle vietnamienne, intoxiquant des millions de civils à la dioxine.

6- C'est n'importe quoi ! Comment peut on encore écrire de telles mensonges et comment certains peuvent encore y croire ? Pour ceux qui ont des trous de mémoire, je vous rappelle que tout le stock d'armes chimiques de la Syrie a été démantelé sous le contrôle de l'ONU ! Donc de deux choses l'une : soit l'ONU n'a pas fait (ou mal fait) son travail, soit, si le travail a été fait, l'attaque vient d'ailleurs et pas du gouvernement. D'ailleurs, qu'aurait à gagner Bachar El Assad d'une telle attaque ? Rien ! Mais bon, le public aime se faire enfumer et plus c'est gros, moins il utilise son sens du discernement pour de méler le vrai du faux.

7- L'imposture du titre, classique de l'AFP - qui après tout ne fait que reprendre la voix de ses maîtres. Pour qu'il y ait attaque chimique, il aurait fallu que les munitions soient chimiques. Or, c'est le dépôt et l'atelier de fabrication d'arme des gentils rebelles d'Hayat Tahrir Al Sham (ex Al Nusra) qui contenait ces composants chlorés. Ils avaient été retrouvés en grandes quantités, dans leurs emballages saoudiens, dans les ateliers de fabrication d'arme des jihadistes à Alep.

8- Voici un cas d'école de désinformation...

Comment et pourquoi une armée qui est sur la pente ascendante irait s'emmerder à employer des gaz ... quel intéret et quels bénéfices sur le plan international ?

Ca me rappelle étrangement l'histoire des deux obus de mortier sur le marché de Sarajevo ... longtemps mais très longtemps après on a reconnu sur le bout des lèvres que ce n'était pas les Serbes.

9- De la propagande de guerre reprise sans filtre, personne peut nier les morts, donc demandons une enquête de L'ONU indépendante.pour info Khan Cheikhoun est une ville tenu par al-Nosra, Arhar-al-Cham etc. toute une flopée de barbus coalisés c'est un des filtres de la propagande faire croire que c'est la fameuse "ASL" donc si même des infos facilement vérifiables ne sont pas mentionnées on est dans la propagande de guerre donc sans aucune pertinence le CSA devrait être saisis la presse française n'as pas a faire relais de propagande d'un conflit qui ne nous concerne pas.

10- Madame, les enfants vous touchent ? Alors pourquoi vendez-vous des armes à l'Arabie Saoudite ?

11- Toujours nulle part des photos sur les atrocités commises par l'Arabie Maudite et le Qatar au Yemen.

12- Pas tant de bruit dans le dernier massacre fait par la "coalition" ... Ah, mais c'est vrai, c'était fait proprement, avec des bombes...

13- C'est quoi les photos que brandit l'ambassadrice américaine? Des photos des enfants de Falloujah qui naissent plein d'anomalies à cause des armes chimiques et radioactives utilisées par les US en Irak ?

14- Toujours des accusations sans présenter la moindre preuves.

15- Les bombardements ont sans doute touché un stock d'armes cachées par l'ennemi au milieu des habitations!

16- Responsable Onusienne qui accuse sans preuves pour servir ses intérêts. Assad a aucun intérêts á effectuer ce type d'attaque d'autant plus que son départ n'était plus une priorité. Mais par contre les terroristes eux ont intérêt que les choses tournent mal pour le gouvernement qui retrouvait une posture favorable aux yeux de l'occident. L'enquête ne devrait pas être difficile....

17- On se demande à quelle école tous ces pontes ont reçus leur diplômes,souvent en droit.Normalement quand il y a eu crime, il y a investigation pour inculper le suspect, qui a droit a un avocat pour sa défense. Mais à l'international ça ne pose aucun problème de monter des actions violents sur des accusations sans enquête préalable. Combien de fois on a vu des interventions destructrices de pays entiers avec mis à mort de leurs dictateurs présumés, des nombreux morts parmi les civils, sur des allégations qui s'avèrent fausses après quelques temps.

18- Une enquête à distance, un conclusion trop rapide pour être honnête, et un obscur observatoire des droits de l'homme qui couvre toujours les crimes des rebelles. Pour l'opinion publique il ne fait aucun doute que c'est un coup monté.

19- C'est incroyable ces prétendues "enquêtes" à distance, faites du fond d'un bureau !

20- On veut nous refaire le coup de Collin Powell à l'ONU qui agitait sa petite fiole... Quel serait l'intérêt d'Assad à se servir d'armes chimiques ??

21- Mme del Ponte a déjà enquêté, jugé, et condamné : sa justice lui est donc dictée par les forces politiques qui l'ont nommée; et ça n'a de justice que le nom; terreur judiciaire est plus juste, où le préjugé suffit.

22- Qu'elle en apporte la preuve. Si c'est comme pour les armes de destructions massives en Irak ont a compris.

23- Il n'y a pas encore eu d'enquête mais la représente de la commission d'enquête a trouvé un coupable.

24- La même personne en 2013:

http://m.washingtontimes.com/news/2013/may/6/syrian-rebels-used-sarin-nerve-gas-not-assads-regi/

25- Il ne semble pas qu'Assad soit stupide.

Alors que les événements étaient en train de tourner en sa faveur, il n'aurait eu aucun intérêt à commettre ce massacre mais , d'autres intervenants ont au contraire tout intérêt à le faire plonger ainsi que son puissant alliié .

26- Qui peur croire que Assad s'amuserait à utiliser cette arme, alors qu'il sort vainqueur de cette guerre. Il etait défendu par le président des USA, de la Russie, et vous pensez qu'il allait commettre une telle erreur. Non, mais arretez, S.V.P.

27- Assad, alors qu'il est sur le point de gagner cette guerre, et que l'administration américaine était bien disposée vis à vis de

son régime, décide d'utiliser l'arme chimique, alors même que d'autres armes sont à sa disposition pour mater la rébellion (avec l'appui de la Russie). N'y a-t-il que moi que ça choque? A oui j'oubliais, Assad n'a pour objectif que de "massacrer son peuple". Merci pour cette explication M. Ayrault, et bravo pour cette accusation étayée Mme Del Ponte. Quant à Trump, il semblerait que sa colonne vertébrale ne soit pas à la hauteur de sa gouaille...

28- Depuis 2014 l´armée Syrienne n´a plus de stock d´arme chimique et ceci a été confirmer par Kerry ! Les rebelles avaient un stock d´arme chimique qui a été bombarder par l´armée Syrienne qui ne pouvait pas savoir que des terroristes étaient en possession de tels armes.

Qui les leurs a fournies ?

29- C'est sûrement vrai... Tout comme l'Irak était remplie d'armes de destruction massive... Accuser sans preuve, utiliser des images d'enfants morts pour manipuler l'opinion publique...

C'est indigne de nos gouvernements, et pourtant c'est devenu la routine...

30- Preuves ?

Aucune.

Logique ?

Aucune (Assad est en train de gagner la guerre et a même été adoubé par l'administration US il y a seulement quatre jours).

Le false flag des djihadistes "modérés" crève les yeux.

31- On avait également accusé avec empressement Assad de la destruction du convoi humanitaire à Alep, qui s'est avérée être une "erreur" avouée par Al Nosra. Rectification trés peu véhiculée dans la presse.

France : Etat policier, confirmation.

- Paris : la police autorisée à fouiller les bagages dans le métro - LeFigaro.fr

Cette décision du préfet de police de Paris fait suite à l'attentat de Saint-Pétersbourg et vient s'ajouter au redéploiement de 140 gendarmes, lundi.

Rassurer la population et faciliter le travail de la police. C'est le sens de l'arrêté pris par le préfet de police de Paris, Michel Cadot. Ce dernier autorise la police, ce mercredi 5 avril, entre 7 heures et 22 heures, à fouiller les bagages des usagers du métro et du RER, que ce soit «sur les lignes, stations, gares, arrêts et couloirs».

Ordinairement, la police doit avoir un motif précis pour procéder à la fouille de bagages: repérer quelqu'un sur le point de ou qui vient de commettre une infraction, un délit ou un crime, ou encore savoir que cette personne fait l'objet de recherches précises. Avec cet arrêté, plus besoin de ce motif. La police pourra contrôler qui elle veut, ou elle veut, sans avoir besoin d'avancer une justification.

Ce type d'arrêté n'est pas exceptionnel. Bien au contraire, il est même pris très régulièrement, précise la préfecture de police. Ainsi, par exemple, si une rue de la capitale se révèle être particulièrement criminogène, le préfet peut prendre le même type d'arrêté pour un lieu précis. Cependant, il s'agit en général d'opérations ponctuelles dont la durée n'excède pas une ou deux heures.

Un renouvellement quotidien

Car cette mesure ne saurait être permanente. Le code de procédure pénale indique qu'elle «ne peut excéder 24 heures». Il faudra donc renouveler l'arrêté quotidiennement, aussi longtemps que le préfet souhaitera la maintenir. Ce qui pourrait durer un certain temps étant donné le souhait exprimé par le ministre de l'Intérieur, Matthias Felk, de renforcer la sécurité danes les transports en commun d'Île-de-France. Lundi, le gouvernement a déployé 140 gendarmes supplémentaires pour participer à leur surveillance. LeFigaro.fr 05.04

Commentaires d'internautes

1- Dérive inquiétante vers un Etat policier !

2- Imaginez des fouilles de bagages à la Gare de Lyon....il faudrait 2000 policiers...

3- Ah bon ? on va "sécuriser" quelques centaines de stations de métro ?

Du genre La Défense aux heures de pointe ?

Une douzaines de flics pour fouiller quelques dizaines de milliers de gens ?

On voudrait nous rassurer, mais à part rehausser le niveau de sottise, je ne vois pas.

Et ça, ça fait vraiment peur !

Allemagne. Les inquisiteurs veulent "frapper fort"

- Réseaux sociaux: Berlin veut frapper fort contre les propos haineux - AFP

L'Allemagne a décidé mercredi de frapper un grand coup contre les contenus haineux en ligne en menaçant les géants de l'internet d'amendes pouvant atteindre 50 millions d'euros, un sujet sur lequel Berlin se veut en pointe en Europe.

Le conseil des ministres a validé un projet de loi en ce sens, visant des réseaux sociaux tels que Facebook, après des mois de débats notamment en raison de la frontière parfois floue séparant la liberté d'expression et les discours racistes.

Les propos xénophobes, les incitations à la haine et autres déclarations révisionnistes ou antisémites sont vivement combattus en Allemagne, un pays qui se veut moralement exemplaire depuis la fin de la dictature nazie.

"Les publications manifestement délictueuses doivent être effacées ou bloquées dans les 24 heures suivant leur signalement, les autres contenus délictueux doivent être effacés ou bloqués dans les sept jours suivant leur signalement", indique le gouvernement dans un communiqué, ajoutant que la règle vaut aussi pour les copies de ces "posts".

Outre les propos racistes, le projet de loi vise aussi l'apologie du "terrorisme", la pédophilie, la diffamation, l'incitation à commettre des crimes et les menaces en tous genres.

Mais ce projet de loi, qui doit être adopté par les parlementaires avant l'été, a suscité en amont d'âpres critiques de ceux qui y voient une atteinte à la liberté d'expression.

Facebook a déploré le fait qu'à l'avenir "ce sont seront donc aux sociétés privées plutôt qu'aux tribunaux de juger ce qui est illégal en Allemagne". AFP 5.04

Ils osent tout

- À Nancy, la victoire est "à portée de main" (Hamon) - AFP

- Cambadélis lance un appel pour sauver le soldat Hamon - AFP Alors que Benoît Hamon est tombé sous les 10% d'intention de vote...

- Cybermenaces: la "sécurisation des résultats" de la présidentielle, "priorité nationale", assure Fekl - AFP

- Julia Cagé : "redonner du pouvoir d'achat avec le revenu universel" - Franceinfo

- Un an plus tard, En Marche! vise le développement durable - AFP

- Les Allemands n'ont jamais fait autant confiance à leurs médias - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela: nombreux heurts lors d'une manifestation d'opposants - AFP

Des dizaines d'opposants au président socialiste vénézuelien Nicolas Maduro ont été blessés jeudi à Caracas lors de heurts entre manifestants et forces de l'ordre, et 30 ont été arrêtés, dans un climat de tension croissante.

Dès jeudi soir l'opposition vénézuélienne a cependant appelé à une nouvelle manifestation ce week-end: "Samedi, il faut que le double de personnes soient dans les rues du pays (...), le peuple ne fait rien de mal, il ne fait qu'exiger ses droits", a déclaré Freddy Guevara, le vice-président du parlement, lors d'une conférence de presse.

En fin de journée, jeudi, des affrontements de moindre intensité persistaient entre manifestants et policiers dans l'est de la capitale, près de neuf heures après le début de la mobilisation.

Les échauffourées ont débuté quand le cortège d'environ 10.000 personnes, rassemblé sur l'autoroute principale de la ville, a tenté de se diriger vers le centre de Caracas, avant d'être bloqué par une barrière installée par l'armée.

"Nous voulons virer Maduro, nous sommes lassés de cette dictature, nous n'avons pas peur", a confié à l'AFP Yoleidy Rodriguez, étudiante de 22 ans.

Dans la capitale, aux abords du Parlement, ce sont les chavistes (du nom de l'ancien président Hugo Chavez, 1999-2013) qui ont manifesté par milliers, dénonçant l'ingérence étrangère dans la crise que traverse le Venezuela.

"Nous allons affronter l'impérialisme, les groupes économiques qui veulent renverser le gouvernement révolutionnaire", a déclaré à l'AFP Vismar Cifuentes, fonctionnaire venu défiler pour défendre le président.

Très impopulaire et soumis à une importante pression internationale, le chef de l'Etat de 54 ans refuse d'organiser des élections anticipées comme l'exige l'opposition et entend rester au pouvoir jusqu'au prochain scrutin, prévu en décembre 2018.

Argentine

- L'Argentine à l'arrêt pour la première grève générale de l'ère Macri - AFP

Avions cloués au sol, transports publics à l'arrêt, incidents avec la police : l'Argentine a vécu au ralenti jeudi en raison de la grève générale à l'appel des principales organisations syndicales, la première contre le président libéral Mauricio Macri.

"Le pays a été paralysé. Nous soulignons l'ampleur de cette grève et le niveau d'organisation et de discipline", a déclaré lors d'une conférence de presse Juan Carlos Schmid, secrétaire général de l'influente Confédération générale du travail (CGT).

Le mouvement est "suivi à 90%", a assuré Pablo Micheli, dirigeant de la Centrale des travailleurs d'Argentine (CTA).

Le ministre du Travail Jorge Triaca a reconnu que "la grève était très suivie", tout en accusant les syndicats d'avoir des motivations politiques, en cette année d'élections législatives, prévue en octobre.

La grève coïncidait avec le Forum économique mondial sur l'Amérique latine, déclinaison régionale du rendez-vous annuel de Davos, en Suisse.

D'importantes mesures de sécurité entouraient l'hôtel accueillant l'évènement, inauguré par le président Macri et attirant de nombreux leaders du monde des affaires et de la politique à Buenos Aires.

Durant la grève générale, d'une durée de 24 heures, aucun vol national ni international n'a décollé ni atterri, affectant 60.000 passagers selon l'Aviation civile, et tous les transports publics étaient à l'arrêt.

L'industrie, la santé, l'éducation et le secteur bancaire ont également été paralysés par l'appel des trois principales organisations syndicales, poussant M. Macri à parler "de comportements mafieux" qui "n'aident pas les travailleurs".

Lors d'une conférence de presse, il a d'ailleurs qualifié ce mouvement social de "non nécessaire".

Selon les chiffres officiels, un tiers des Argentins vit en dessous du seuil de pauvreté alors que l'inflation annuelle a atteint 40% et que les augmentations de salaires n'ont pas suivi, provoquant une perte de pouvoir d'achat.

Autre mesure qui a durement affecté le porte-monnaie des Argentins, le gouvernement a remis en cause la politique de fortes subventions des factures de gaz, d'électricité et d'eau. AFP 07.04

Haut de page

Le 8 avril 2017

CAUSERIE

La causerie figure à la suite de l'article ci-dessous mis en ligne hier soir.

Vendredi 7 avril 23h20 à Pondichéry en Inde.

Je viens de prendre connaissance de l'article de Thierry Meyssan qui se trouve à Damas, qui fournit une autre analyse sur la situation et des détails sur l'attaque américaine qu'aucun média dans le monde n'avait à sa disposition.

J'ajoute qu'ayant pris connaissance de cet article il y a près de 2 heures, j'ai eu le temps de recouper une partie des informations fournies par M. Meyssan avec celles publiées par l'AFP, notamment que les Russes avaient été prévenus par les Américains 2 heures avant l'attaque américaine, ce qui a permis à Damas d'évacuer les militaires et les avions de la base aérienne bombardée qui était pratiquement vide.

La dépêche de l'AFP à Moscou disait ceci : "*De l'aveu du porte-parole, les Russes n'ont été prévenus qu'avec deux heures d'avance de l'imminence de ces bombardements*".

Pour en apprendre davantage.

- Thierry Meyssan: Derrière l'attaque états-unienne de la Syrie (26'25")

Entretien avec la Pravda, enregistré quatre heures après l'attaque états-unienne contre la base syrienne de Sha'irat, le 7 avril 2017.

Donald Trump affirme son autorité sur ses alliés par Thierry Meyssan

Ne vous laissez pas illusionner par les jeux diplomatiques et le suivisme des grands médias. Ce qui s'est passé ce matin en Syrie n'a aucun rapport ni avec la présentation qui vous en est faite, ni avec les conclusions qui en sont tirées.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 7 avril 2017

Ce matin, les États-Unis auraient tiré 59 missiles de croisières depuis la Méditerranée pour détruire la base militaire aérienne syrienne de Sha'irat. Il s'agirait d'une action unilatérale visant à sanctionner une attaque à l'arme chimique qu'ils attribuent à l'armée arabe syrienne.

Stupéfaite par l'ampleur de l'action états-unienne, la totalité des commentateurs conclut à un virage à 180° de l'administration Trump sur la question syrienne. La Maison-Blanche aurait enfin adopté la position de son opposition états-unienne et de ses alliés britanniques, français et allemands.

Vraiment ?

La réalité ne correspond pas à la communication

Des missiles de croisière états-uniens ont traversé sans encombre la zone contrôlée par la nouvelle arme russe permettant d'inhiber les communications et commandes de l'Otan. Selon le général Philip Breedlove, alors Suprême commandeur de l'Otan, cette arme a permis à la Russie de prendre l'avantage sur les États-Unis en matière de guerre conventionnelle. Elle aurait dû perturber les systèmes de guidage de ces missiles. Elle n'a pas fonctionné, soit que le Pentagone ait enfin trouvé une riposte technique, soit qu'elle ait été désactivée par la Russie.

La défense anti-aérienne syrienne comprend des S-300 contrôlés par l'armée arabe syrienne et des S-400 servis par l'armée russe. Ces armes sont supposées capables d'intercepter des missiles de croisière, bien que cette situation ne s'est à ce jour jamais présentée au combat. Il s'agit bien sûr d'armes au déclenchement automatique. Elles n'ont pas fonctionné non plus. Aucun missile anti-missile n'a été tiré, ni par l'armée russe, ni par l'armée syrienne.

Lorsque les missiles de croisière états-uniens ont atteint leur cible, ils ont trouvé une base militaire quasi-vide, qui venait juste d'être évacuée. Ils auraient donc détruit le tarmac, des radars et des avions depuis longtemps hors d'usage, des hangars et des habitations. Ils ont cependant fait une douzaine de victimes, dont neuf sont décédées.

Alors qu'aucun missile de croisière n'a officiellement été égaré ou détruit, seuls 23 et non pas 59 ont frappé la base de Sha'irat.

Que signifie cette mise en scène ?

Le président Trump tente depuis son accession à la Maison-Blanche de changer la politique de son pays, et de substituer des formes de coopération aux affrontements actuels. Sur la question du « Moyen-Orient élargi », il a pris position pour la « destruction » des organisations jihadistes (et non pas pour leur « réduction », comme l'évoquait son prédécesseur).

Au cours des derniers jours, il a reconnu la légitimité de la République arabe syrienne et donc le maintien au pouvoir du président démocratiquement élu Bachar el-Assad. Il a reçu le président égyptien, le maréchal Abdel Fattah al-Sissi, allié de la Syrie, et l'a félicité pour sa lutte contre les jihadistes. Il a rétabli un canal direct de communication entre Washington et Damas.

Le problème du président Trump était de convaincre ses alliés d'appliquer sa politique quel que soit l'investissement qu'ils aient pu dépenser pour renverser la République arabe syrienne.

Il est certes possible que le président Trump ait fait volte-face en trois jours à la simple vue d'une vidéo diffusée par YouTube, mais il est plus probable que son action militaire de ce matin s'inscrit dans la logique de son action diplomatique précédente.

En attaquant, le président Trump a satisfait son opposition qui ne pourra donc pas s'opposer à la suite des opérations. Hier, Hillary Clinton appelait à bombarder la Syrie en riposte à l'usage supposé d'armes chimiques.

Donald Trump a ordonné de tirer des missiles de croisière sur une base quasi-vide après en avoir informé la terre entière, dont la Russie et la Syrie.

Damas, en sacrifiant cette base et la vie de quelques hommes lui a donné l'autorité pour conduire une vaste action contre tous ceux qui emploient des armes chimiques. Or, à ce jour, les seuls utilisateurs de ces armes identifiés par les Nations unies sont : les jihadistes.

Daesh, également informé de l'attaque états-unienne (mais par ses commanditaires britanniques, français et allemands), a immédiatement lancé une attaque à Homs désormais privé de base aérienne.

Nous verrons dans les prochains jours comment Washington et ses alliés réagiront à l'avancée des jihadistes. Ce n'est qu'à ce moment là que nous saurons si la manœuvre de Donald Trump et le pari de Vladimir Poutine et de Bachar el-Assad fonctionneront.

Source : « Donald Trump affirme son autorité sur ses alliés », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 avril 2017, www.voltairenet.org/article195897.html

Samedi 8 avril 13h20 à Pondichéry

Dossier Syrie.

Les faits relatés dans les articles ou extraits d'articles suivants confirment en partie la thèse avancée hier par Thierry Meyssan de Damas.

Des responsables américains ont précisé avoir informé la Russie avant les tirs de missiles et avoir pris soin de ne pas viser la partie de la base de Chayrat sur laquelle se trouvaient des troupes russes. Reuters 07.04

- Ce que l'on sait sur le bombardement de la base aérienne syrienne - AFP

La piste elle-même n'a pas été visée, notamment parce les missiles Tomahawk ne sont pas assez puissants pour créer des dommages suffisants, a indiqué vendredi un haut responsable militaire américain.

L'OSDH a affirmé plus tard que des avions avaient pu à nouveau décoller vendredi de la base visée, sans dire s'il s'agissait d'avions syriens ou d'avions russes.

Le capitaine Davis a affirmé que "toutes les précautions avaient été prises pour exécuter la frappe avec un minimum de risques" pour le personnel présent sur la base et notamment les Russes qui s'y trouvaient.

La frappe "n'était pas faite pour viser des gens", a-t-il dit.

Selon lui, les Russes ont été prévenus à l'avance de la frappe via la ligne de communication spéciale mise en place par les militaires américains et russes depuis l'automne 2015 pour éviter tout incident aérien entre leurs avions respectifs dans le ciel syrien.

Il y a eu de "multiples conversations" avec les Russes jeudi via la ligne spéciale, a-t-il dit. Le porte-parole a indiqué que les militaires américains connaissaient "l'endroit précis" de la base utilisé par les militaires russes, a-t-il précisé.

Le porte-parole américain a laissé entendre que la frappe n'avait pas vocation à être répétée.

Pour Waddah Abded Rabbo, directeur du quotidien al-Watan proche du pouvoir à Damas, "le régime n'avait aucun intérêt à provoquer une attaque chimique surtout après qu'Assad a obtenu ce qu'il attendait depuis six ans: la reconnaissance et la légitimité par les États-Unis.

"Pourquoi aurait-il gâché cette opportunité en lançant une attaque chimique dans une localité qui n'a aucune importance stratégique ou militaire?"

Pour lui, ce sont "vraisemblablement les Turcs qui ont mené cette opération car le rapprochement entre le gouvernement syrien et Washington leur est inacceptable".

"Toute cette opération les remet en scène et les rapproche de nouveau des Américains avec l'espoir que Washington changera d'avis sur Assad", estime-t-il. AFP 07.04

- Sergueï Soudakov, membre de l'Académie des sciences militaires de Russie.

Les États-Unis ont annoncé leur intention de frapper via des canaux diplomatiques. La Russie a également prévenu les Syriens qui ont évacué les soldats et le matériel de la base, a déclaré Sergueï Soudakov, membre de l'Académie des sciences militaires de Russie. sputniknews.com 07.04

- La Russie se réserve désormais le droit de réagir à des frappes US en Syrie - sputniknews.com

Selon un vice-président de la commission de la défense du parlement russe, la suspension du mémorandum avec les États-Unis sur la prévention d'incidents aériens en Syrie permettra à la Russie de réagir opportunément à des menaces américaines, à l'instar de leur frappe sur une base syrienne.

En réponse à l'attaque contre une base aérienne en Syrie, Moscou a suspendu le mémorandum russo-américain sur la prévention des incidents et la garantie de la sécurité des vols au cours de l'opération en Syrie. en réponse à l'attaque contre une base aérienne en Syrie.

« Cette décision est absolument logique : à présent, beaucoup se posent la question de savoir pourquoi les missiles sol-air n'ont pas été utilisés. La réponse est que la Russie agit agissait dans le cadre du mémorandum. La sortie du de ce mémorandum permettra de réagir opportunément à différentes des menaces différentes, concernant notamment nos aérodromes et nos unités se trouvant dans ce pays », a déclaré à Sputnik Iouri Chvytkine, vice-président de la commission de la défense de la Douma (chambre basse du parlement russe). sputniknews.com 07.04

- La Suède remet en question la légitimité de la frappe US en Syrie - sputniknews.com 07.04

- Le Daily Mail retire un article sur le plan US d'organiser une attaque chimique en Syrie - sputniknews.com

Le Daily Mail britannique retire de son site l'article intitulé «Les États-Unis ont soutenu le projet d'effectuer une attaque chimique en Syrie et d'en rejeter la responsabilité sur le gouvernement d'Assad» datant le 29 janvier 2013. S'agit-il d'une coïncidence? Sputnik attend la réponse du journal en question pour en connaître les causes.

En janvier 2013, le quotidien britannique Daily Mail publie un article de la journaliste Louise Boyle qui évoque le sujet du

projet américain portant sur l'organisation d'une attaque chimique en Syrie ayant pour objectif de «faire accuser le gouvernement de Bashar al-Assad». Cependant sur fond d'escalade du conflit actuel, l'article a été retiré du site. Sputnik s'est adressé à la direction du Daily Mail afin de savoir quand cet article avait été supprimé et pour quelle raison. Pour l'instant, aucune réponse n'été donnée.

Selon les propos publiés il y a quatre ans, ce projet américain devait servir de prétexte pour renforcer les opérations militaires sur le territoire syrien effectuées par la coalition internationale.

« Les fuites des messages électroniques prouvent, au préalable, que la Maison-Blanche avait donné son accord à la réalisation de l'attaque chimique en Syrie qui pourrait servir de cause pour accuser le régime d'Assad, puis renforcer les opérations militaires internationales dans un pays affaibli », était-il écrit dans l'article de 2013.

De même, le rapport publié contenait la correspondance entre deux personnalités haut placées de la compagnie Britam Defence qui révélait que « le schéma approuvé par Washington » supposait que « le Qatar financerait l'utilisation des armes chimiques par des forces de l'opposition syrienne »

En plus, l'auteur de l'article a indiqué que cette correspondance avait été rendue publique par un hacker malaisien qui avait pu avoir accès aux résumés ainsi qu'aux copies des passeports de ses dirigeants via un serveur non-sécurisé de la compagnie.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, 59 missiles «Tomahawk» ont été tirés depuis des destroyers de l'U.S. Navy dans l'est de la Méditerranée, touchant plusieurs cibles sur la base aérienne de Shayrat, dans la région d'Homs, dans l'ouest de la Syrie.

Commentant ce bombardement, Igor Konachenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense, a déclaré que « chaque spécialiste comprenait que la décision de porter les frappes aériennes contre la Syrie avait été prise par Washington bien avant les événements dans la localité de Khan Cheikhoun, ceux-ci n'étant qu'un prétexte formel. Cette démonstration de force militaire était dictée uniquement par des raisons de politique intérieure ». sputniknews.com 07.04

Commentaires d'internautes

1- Assad combat le terrorisme et les Américains le soutiennent qui sont les dictateurs avec leurs alliés

2- "diminuant la capacité du gouvernement syrien à mener des frappes"

Donc, Daesh et ses alliés les "gentils rebelles coupeurs de têtes" ne font pas partie des dommages collatéraux. Toujours la même alliance tripartite : USA-Daesh-Rebelles coupeurs de têtes et toujours le même objectif.

3- Je suis inquiet, car si ceux qui profèrent de telles accusations avec l'aplomb de leur statut "d'experts" sont capables de dire de telles énormités, il n'est pas étonnant que le monde aille si mal !

Pour moi la seule question est : " à qui profite le crime" ? A moins d'être complètement aveuglé par la haine de Assad, la réponse est "pas à lui" ! Les seuls gagnants dans cette affaire sont les terroristes de Daesh et Al Nustra.

Pas besoin de faire sciences po et de se dire expert pour le comprendre ! Mais quand on voit la précipitation des occidentaux pour accuser Assad, quand on voit qu'ils remettent sur le tapis l'attaque de la Ghouta, alors qu'il a été prouvé que Assad n'y était pour rien, on comprend immédiatement d'où vient le coup et que les intentions des USA et de ses alliés est de donner un coup de main à leurs assassins qu'ils ont rebaptisé "rebelles modérés" ! C'est une honte pour l'occident !

Election présidentielle française en quête désespérément de légitimité.

Si c'était Fillon qui était élu le 7 avril prochain, ce serait le parti officiel de l'ordre qui serait au pouvoir, LR et ses satellites de droite, et le parti supplétif de l'ordre, le PS, figurerait dans l'opposition parlementaire.

L'avantage de ce scénario pour le régime, c'est que le PS pourrait se présenter plus facilement sous le masque de la gauche et redorer son blason, aidé en cela par les parasites d'extrême gauche gravitant autour depuis un siècle qui ne l'ont toujours pas caractérisé de droite, permettant ainsi que cette imposture perdure jusqu'aux prochaines élections ou préparant l'alternance suivante et ainsi de suite.

Quand le PS est au pouvoir, LR revendique l'alternance, et quand c'est LR qui est au pouvoir, c'est le PS qui revendique l'alternance pour en fait appliquer la même politique destinée à satisfaire les besoins de la classe des capitalistes.

LR au pouvoir, le PS prétend incarner l'opposition populaire avec la complicité des partis d'extrême gauche et des syndicats. Et

quand c'est le PS qui est au pouvoir, c'est LR qui va enfourcher le rôle d'opposant à la guerre idéologique que mène le PS avec zèle pour le compte de l'oligarchie, contribuant ainsi à créer l'illusion qu'il résisterait au rouleau compresseur du néolibéralisme, alors qu'en réalité il en est un des principaux acteurs.

Cette confusion est le produit du consensus qui existe entre LR et le PS qui appliquent la même politique en se partageant les rôles et les tâches selon qu'ils sont au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire. C'est ainsi qu'on en arrive à la situation ou des travailleurs qui se prétendent de gauche ou même d'extrême gauche vont participer indistinctement à des campagnes initiées par LR ou le PS, alors qu'elles sont tournées contre leurs intérêts.

En conclusion, si Fillon était élu, sous la pression des militants du mouvement ouvrier et de millions de travailleurs qui rejetteraient la politique réactionnaire de Fillon, le PS et les bureaucrates syndicaux, ainsi que la pseudo-gauche et extrême gauche seraient amenés à appeler à la mobilisation les masses populaires pour mieux briser leur résistance et permettre au gouvernement d'appliquer sa politique, donc Fillon président alimenterait la lutte des classes.

Il en irait tout autrement si Macron était élu puisqu'il serait amené à gouverner avec le PS ou son soutien, ce qui signifie qu'il concourrait à briser toute tentative de mobilisation contre Macron et son gouvernement, à neutraliser la lutte de classes avec la complicité des appareils corrompus des syndicats auxquels tous les partis dits ouvriers sont liés. Ce serait comme si Hollande avait été réélu.

Cette situation et ces rapports permettraient à l'extrême gauche de figurer comme la seule opposition au régime, sachant que LR et l'UDI ou le FN ne censureraient pas un tel gouvernement néoconservateur, encore faudrait-il qu'elle rompe avec le PS et les appareils des syndicats, l'opportunité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire s'en trouverait renforcée, légitimée.

On évacue l'hypothèse Hamon qui ne sert plus qu'à maintenir en survie artificielle le PS, qui demeure malgré tout indispensable à la stabilité du régime.

Quant à celle de Mélenchon, elle pourrait se traduire par une situation comparable à la Grèce en l'absence de volonté pour affronter le régime, encouragée par le harcèlement, la mobilisation, le sabotage de la réaction, à moins que les masses révolutionnaires saisissent l'occasion qui leur serait donnée pour se dresser contre le régime et balayer tous les obstacles à leur mobilisation, tout dépendrait de quelle manière et à quel moment Mélenchon abdiquerait, comment les travailleurs l'interprèteraient et s'ils parviendraient à trouver la voie de l'auto-organisation pour unifier leur combat et se fixer des objectifs politiques, ce qui nécessiteraient qu'ils soient mûrs pour prendre leur destin en mains et passer à l'action, afin de poser les principes ou les bases d'une République sociale.

Ce dernier scénario me semble inenvisageable dans l'état actuel des choses parce que le prolétariat s'est embougeoisé. Sa majorité a encore trop à perdre pour se lancer dans une telle aventure. Elle aspire juste à conserver ses avantages ou tout au plus à obtenir une amélioration de sa condition qui n'est pas désespérée, elle n'a pas acquis le niveau de conscience politique suffisant pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et à ses institutions, ce que prouve d'une certaine manière sa participation à cette élection.

Jusqu'à présent les travailleurs ont supporté tous les sacrifices qui leur ont été imposés dans le cadre du régime. Demain seront-ils prêts à de plus lourds sacrifices pour briser ce carcan pour entrevoir un avenir meilleur ? La désillusion qui suivrait la capitulation de Mélenchon pourrait se traduire au contraire par une profonde démoralisation et démobilisation d'autant plus qu'ils n'auraient pas que la réaction contre eux, mais la totalité des partis qui ont déjà gouverné, ainsi que les appareils vendus des syndicats. Ils se retrouveraient plus seuls que jamais avec pour tout soutien une avant-garde disloquée et en proie à des contradictions inextricables qui ne pourrait pas constituer un pôle de regroupement pour les organiser. C'est pourtant la seule voie ou issue politique qu'il leur resterait.

- A J-16, les électeurs jouent avec les nerfs des candidats - Reuters

A 16 jours du premier tour, la dixième élection présidentielle de la Ve République reste la plus incertaine, avec une réduction des écarts dans les intentions de vote en faveur des candidats du carré de tête, dont est absent le socialiste Benoît Hamon. Reuters 07.06

- Mélenchon et Fillon viennent chatouiller les deux favoris - LePoint.fr

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour "Le Point", Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont à portée de tir du candidat de La France insoumise et de son rival LR.

À 15 jours du premier tour, Jean-Luc Mélenchon continue sa « remontada » et joue désormais à armes égales avec François Fillon. Les deux hommes grignotent l'avance de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron, qui n'ont plus rien d'intouchable favori, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Point. À la question « Si le premier tour de l'élection présidentielle de 2017

avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? », Emmanuel Macron obtient 23,5 % (- 2,5 points par rapport au sondage du 31 mars) et Marine Le Pen 23 % (- 2). À leurs trousses, François Fillon respire avec 18,5 % (+1,5), mais doit désormais lutter avec Jean-Luc Mélenchon, qui récolte, lui, 18 % (+ 2).

« À eux seuls, les quatre premiers totalisent 83 % des intentions de vote et ne laissent que des miettes (17 %) aux sept autres candidats », dont celui du Parti socialiste qui chute à 9 %, observe Gaël Sliman, le président d'Odoxa.

De quoi confirmer, une énième fois, le caractère absolument incertain et inédit de l'élection présidentielle. Du jamais-vu sous la Ve République à deux semaines du premier tour. Si le candidat d'En marche ! et sa rivale du Front national figurent toujours en tête, leur baisse brutale - en 7 jours - les met à portée de tir de François Fillon et Jean-Luc Mélenchon.

- Mélenchon rejoint Fillon, Macron et Le Pen toujours en tête mais en baisse (sondage) AFP

Jean-Luc Mélenchon, en forte hausse, et François Fillon sont désormais au coude-à-coude, avec 19% d'intentions de vote au 1er tour de l'élection présidentielle, et réduisent l'écart avec Emmanuel Macron et Marine Le Pen, tous les deux en baisse, selon un sondage BVA Salesforce diffusé samedi.

Avec 19% d'intentions de vote, le candidat de La France insoumise gagne 4 points en une semaine et rejoint celui de la droite (19%, =), qui ne parvient pas à se relancer.

Emmanuel Macron (23%, -2) voit quant à lui son avance s'effriter et se retrouve à égalité avec Marine Le Pen (23%, -1), selon cette enquête pour Orange et La Presse régionale. L'écart entre le duo de tête et ses poursuivants n'est plus que de quatre points à deux semaines du 1er tour.

Le candidat de La France insoumise prend principalement des voix au socialiste Benoît Hamon qui passe sous la barre des 10%, avec à 8,5% (-3) d'intentions de vote.

Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan est crédité de 3,5% ("0,5), le trotskiste Philippe Poutou de 1,5% ("1) et les autres candidats de 0% à 1%. 9% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote au 1er tour.

Neuf électeurs de Marine Le Pen sur dix (89%) et 79% de ceux de François Fillon se disent sûrs de leur choix. Ce n'est le cas que de 63% de ceux d'Emmanuel Macron, 59% de ceux de Jean-Luc Mélenchon et 43% de ceux de Benoît Hamon.

Près de quatre personnes prévoyant de voter au 1er tour sur dix (38%) n'expriment pas d'intentions de vote ou peuvent encore changer d'avis.

21% des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote. AFP 08.04

- Le Pen (25%) devance Macron (24%) et Fillon (20%), selon un sondage Opinionway - Reuters

Marine Le Pen reste en tête des intentions de vote pour le premier tour de l'élection présidentielle, avec 25%, devançant Emmanuel Macron (24%) et François Fillon (20%), les trois candidats étant stables, selon le sondage quotidien Opinionway-Orpi pour Les Echos et Radio classique. Reuters

Commentaires d'internautes

1- Et bien je continu à retenir (depuis plusieurs semaines) les chiffres de cet analyste Canadien : LE PEN 23% FILLON 22% ET MACRON BATTU avec 20% MELENCHON 16% et HAMON à 12% (mais attention si HAMON s'écroule, MELANCHON peut même passer devant MACRON.) et oui le scénario HOLLANDE / MACRON se dégonfle progressivement comme une baudruche... Et heureusement car ce quinquennat qui se tetmine est une catastrophe !

2- Mais plusieurs sondages en Suisse donnent Fillon nettement devant Macron.

Fillon continue son ascension, Hamon en chute libre - valeursactuelles.com

Présidentielle. D'après la dernière mesure Filteris sur le poids numérique des candidats à la présidentielle, François Fillon gagne des points et talonne Marine Le Pen.

François Fillon regagne du terrain petit à petit. C'est la conclusion de l'analyse Filteris du jour. Tandis que Marine Le Pen voit son score de la veille baisser (-0,59 point à 23,30%), François Fillon gagne, lui, 0,04 point et est crédité de 22,72%. Il est suivi

par Emmanuel Macron qui se retrouve à 22,09% (+0,28). Le candidat de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon poursuit également sa progression (+0,08 point à 17,51%). Hamon en chute libre

Le candidat socialiste est toujours en chute libre. En effet, chaque jour, il perd de plus en plus de points. Ainsi, aujourd'hui, l'ancien ministre de l'Education est à nouveau privé de 0,53 point et est à 7,83%. valeursactuelles.com 07.04

- "La bulle Macron, un matraquage publicitaire massif" tempsreel.nouvelobs.com 20.02.2017

Pour le politologue Thomas Guénolé, les médias ont "suscité artificiellement l'intérêt" pour la candidature d'Emmanuel Macron, au risque de "piper les dés de la démocratie".

Thomas Guénolé est politologue, enseignant à Sciences Po Paris et à Paris II, auteur de "La Mondialisation malheureuse" (éditions First, 2016) et "Petit guide du mensonge en politique" (Fayard, 2017, réédition).

Vous vous êtes attaché à mesurer l'exposition médiatique dont a bénéficié Emmanuel Macron, et vous en concluez qu'il a bénéficié d'une "bulle" médiatique en 2016. Comment parvenez-vous à cette observation ?

Nous avons pu mesurer la bulle grâce à un indicateur fiable : nous avons comparé des données analysées via Talkwalker par Véronique Reille Soult, directrice générale de Dentsu Consulting. Durant le printemps et l'été 2016, Emmanuel Macron a recueilli 43% de part de voix dans les parutions des médias, contre 17% sur les réseaux sociaux, c'est-à-dire les contenus émis par les gens au sujet du candidat.

L'écart est si considérable qu'on peut raisonnablement qualifier cette situation de gigantesque bulle médiatique. Ceci, pour "vendre" la marque Macron par un effet bien connu des publicitaires : "l'effet de simple exposition". En résumé, cet effet veut qu'en répétant encore, encore et encore le même item à une population, toute une partie de cette population va développer artificiellement un sentiment positif envers cet item. Bref, cette bulle médiatique Macron, c'est du matraquage publicitaire massif. Je n'ai pas le souvenir de cas aussi puissants récemment.

Comment l'expliquez-vous ?

Il y a bien sûr des marottes dans le journalisme politique. Un nouveau Premier ministre a ainsi presque toujours droit à une série d'articles positifs durant les premiers mois qui suivent sa prise de fonction. Cela arrive aussi parfois pour un simple ministre. Mais c'est sans commune mesure avec la bulle que nous avons mesurée pour l'ex-ministre de l'Economie.

Il y a trois hypothèses envisageables pour expliquer ce phénomène, et je n'ai pas d'éléments suffisants pour trancher entre les trois. La question est : pourquoi un média se met-il à vendre du Macron d'une manière aussi colossalement disproportionnée ?

La première hypothèse est celle de la préférence politique : le média '"roule" pour le candidat parce qu'il correspond à sa propre ligne éditoriale et politique. Cela donne donc, pour lui, des angles d'articles systématiquement favorables, des papiers qui retiennent généralement leurs coups, des critiques évidentes qu'on oublie de faire, etc. Ce choix est légitime, car un média n'a pas à être neutre. Et ce n'est pas un problème en soi. Ça devient un problème quand une grande proportion des médias se mettent à soutenir le même candidat par matraquage massif.

La deuxième hypothèse, c'est l'effet mimétique. Les médias s'observent beaucoup les uns les autres et il y a un effet moutonnier. En l'occurrence, un magazine fait sa couverture sur Emmanuel Macron, puis les autres journaux suivent à leur tour.

La troisième possibilité, c'est la volonté de l'actionnariat. Tel actionnaire veut vendre du Macron, comme autrefois tel autre actionnaire de grand média a voulu vendre du Sarkozy. C'est peut-être en raison de ses multiples positionnements extrêmement favorables aux intérêts des 0,1% les plus riches du pays. Emmanuel Macron est quelqu'un qui dit qu'un jeune devrait avoir envie de devenir milliardaire, qu'il faut supprimer l'ISF pour les grands investisseurs, et ainsi de suite. Ce qui ne manque pas de trouver un certain écho. Et, comme ministre, il a défendu une ligne très favorable aux grands groupes privés, c'est un fait.

Son exposition médiatique n'est-elle pas due, plus simplement, au fait qu'Emmanuel Macron fait vendre des journaux, qu'il fait de l'audience à la télé ? Bref, qu'il intéresse les consommateurs de médias ?

Au démarrage, la curiosité initiale des gens n'était pas suffisante. C'est le matraquage médiatique massif qui, par "effet de simple exposition", a suscité artificiellement l'intérêt des gens et abouti à ces niveaux d'audience. Et puisque l'intérêt fabriqué ainsi est artificiel, cela revient à piper les dés de la démocratie. C'est un danger. Il y a pourtant des pistes pour protéger le pluralisme démocratique dans notre pays. Il faudrait engager une réflexion sur les quotas.

Votre étude sur le matraquage médiatique au bénéfice d'Emmanuel Macron porte sur 2016. Mais début 2017, la bulle Macron continue-t-elle ?

La primaire de la gauche, puis les affaires de François Fillon, ont créé une parenthèse en janvier-février. Nous observons donc que les parts de voix d'Emmanuel Macron à la fois dans les médias et sur les réseaux sociaux redescendent dans les deux cas, grosso modo, autour de 20%.

J'attends toutefois la fin de février pour calculer si le matraquage médiatique a repris, mais il semble que ce soit le cas si je regarde les couvertures de plusieurs magazines ces toutes dernières semaines… Il faudrait que des médias se calment dans leur volonté obsessionnelle de nous vendre Emmanuel Macron : autrement nous ne serions même plus dans le matraquage médiatique, mais dans le gavage d'oie !

Qui plus est, c'est le matraquage d'une marque mais jusqu'à présent, il n'y a pas grand-chose derrière. La consultation des fiches thématiques de son site Internet montre que les propositions concrètes restent maigres.

A quelques semaines seulement du premier tour, on ne peut toujours pas identifier le cap vers lequel Emmanuel Macron veut nous emmener. Le candidat n'a exposé clairement ni sa vision, ni ses valeurs, sans même parler de son programme – même si le programme est beaucoup moins important pour les gens que la vision et les valeurs. Je ne vois chez lui qu'un seul exemple de cap clair : son positionnement en faveur d'une Europe fédérale. Mais c'est le cas d'à peu près tout le monde en dehors de l'extrême droite et des altermondialistes : bref, à ce jour le "macronisme" reste à l'état gazeux. tempsreel.nouvelobs.com 20.02.2017

Demandez le programme du gouvernement de la "gauche de la gauche" de la troïka.
Coupes supplémentaires dans les retraites et augmenter les impôts

- Athènes accepte des réformes pour sortir de l'impasse avec ses créanciers - AFP

Athènes s'est entendue vendredi avec ses créanciers sur les réformes qu'elle doit encore entreprendre pour parvenir à un accord, après des mois d'un surplace qui suscitait une inquiétude grandissante sur le redécollage de l'économie grecque.

"La bonne nouvelle aujourd'hui, c'est que nous avons résolu les gros problèmes concernant les réformes à faire et maintenant nous n'avons plus qu'à parcourir la dernière ligne droite", a déclaré le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion des 19 ministres des Finances de la zone euro à La Valette.

Selon M. Dijsselbloem, le gouvernement grec est maintenant prêt à effectuer des coupes supplémentaires dans les retraites en 2019 et augmenter les impôts en 2020. AFP 07.04

Haut de page

Le 9 avril 2017

CAUSERIE

La causerie de mars a été formatée au format pdf. J'ai actualisé l'image qui illustre l'actualité, pas de place pour la farce électorale française, la guerre contre la Syrie m'a semblé plus importante, par respect envers le peuple syrien, si vous le permettez.

Si vous voulez connaître la position du PCF, du PG, du NPA ou de LO sur les derniers évènements survenus en Syrie, ce n'est pas difficile : Unanimement elle procède du déni adopté par le camp de la guerre, c'est-à-dire que tous les partis ont adopté le parti pris consistant à occulter les faits qui ont été exposés par les autorités syriennes et russes, préférant la version des barbares et de leurs représentants basés à Londres reprise en choeur par Trump, le Pentagone, l'OTAN, Bruxelles et évidemment Hollande ainsi que la totalité des agences de presse et des médias occidentaux.

On se trouve donc en présence d'une imposture similaire à celle qui avait servi à justifier le bombardement de l'Irak et de la Lybie par l'impérialisme américain et ses vassaux, dont la France.

Concernant le mouvement ouvrier français, la palme de l'ignominie ou de la pourriture revient naturellement à la pseudo-extrême gauche qui a procédé à un copier/coller de la déclaration de Trump, lisez, cela se passe de commentaires.

En quelque sorte, sur la base des faits, on pourrait avancer que le mouvement ouvrier tel qu'il existe de nos jours est devenu l'ennemi de la classe ouvrière et de tous les peuples résistants à l'impérialisme américain.

Propos outrancier diront certains, si peu en réalité. Mais il est vrai qu'ils sont fâchés avec la réalité, ils ont un grave problème avec elle. Quand on leur disait qu'à force de refuser de la regarder en face ils sombreraient dans le pire opportunisme qui soit, on y est, ils soutiennent Trump, le Pentagone et l'OTAN. Décidément le dogmatisme a causé des ravages irrémédiables au point de les conduire à un tel déni.

Le plus cocasse, si je puis dire, c'est que ce sont ces gens-là qui osent nous accuser de ne pas faire preuve de mesure, de ne penser qu'en noir et blanc, etc. alors qu'ils ne sont même pas capables de faire preuve de la logique ou du discernement le plus élémentaire, en fait, ce sont des ignares ou ils sont malhonnêtes ou les deux à la fois, simple constat. Après avoir tout accepté de la part de leurs dirigeants faillis ou corrompus, ils ont accepté les versions de Bush du 11/9, 16 ans plus tard ils emboîtent le pas à Trump, c'est logique, c'est normal, ils sont profondément décomposés, ils sont mûrs pour se faire manipuler par tous les bouts et ne comprennent plus rien à rien, s'ils ne réagissent pas, ils sont perdus pour notre cause.

Sans surprise, Hollande et son clone Macron ainsi que l'UE ont appelé les Américains à continuer de bombarder la Syrie et exigé la tête du président syrien derrière lequel se range ou se reconnaît l'immense majorité du peuple syrien.

LO accuse sans preuve.

LO - Syrie : les bombes du régime et celles de l'impérialisme - Nathalie Arthaud, 7 avril 2017

L'attaque au gaz des habitants de Khan Sheikhoun, mardi 4 avril, est une nouvelle horreur dans la guerre impitoyable que le régime syrien livre à son propre peuple depuis 2011.

Le NPA prend la défense des barbares.

NPA - Déclaration de Philippe Poutou : après le bombardement Etats-unien en Syrie, 7 avril 2017

Pour la première fois depuis 6 ans, l'armée du criminel de guerre El Assad a été la cible de frappes aériennes. 59 missiles américains ont détruit la base aérienne de Shayrat, d'où auraient décollé les appareils responsables de l'attaque de mardi aux armes chimiques contre les populations civiles de Khan Sheikhoun, qui a fait au moins 86 morts, dont 27 enfants. (...)

Le boucher El Assad avec les armées iranienne et russe ont tué des centaines de milliers de Syriens, bombardant sans cesse les populations civiles et les forces de la résistance à son pouvoir sanguinaire.

Le PG et le PCF tiennent un double langage en s'en remettant à l'ONU, ce qui revient à laisser les mains libres à l'impérialisme américain qui n'a que faire de l'ONU.

PG - L'emploi d'arme chimique est intolérable, l'intervention des Etats-Unis irresponsable, 7 avril 2017

Le Parti de Gauche condamne avec gravité l'intervention militaire des Etats-Unis de Trump en Syrie.

L'emploi d'arme chimique est intolérable. L'utilisation de gaz Sarin à Khan Cheikhoun est donc un crime qui ne pourra rester impuni. Quel qu'il soit, son auteur devra être traduit un jour devant un tribunal international.

PCF - Syrie : « Trump alimente l'escalade militaire », 7 avril 2017

Le Parti communiste français exprime sa profonde réprobation de ces bombardements américains de même qu'il a condamné avec force l'usage des armes chimiques et la poursuite de la guerre en Syrie.

J'imagine que les autres partis vont tenir le double langage habituel condamnant indistinctement Trump et Assad, sachant que Trump et les faucons du Pentagone se taperont complètement de cette condamnation, en revanche ils pourront se féliciter de celle d'Assad, et qu'ainsi le mouvement ouvrier français soit neutralisé, réduit à l'impuissance.

Vous aurez compris au passage pourquoi les investitures à la candidature présidentielle de LO et du NPA étaient compatibles avec l'ordre mondial imposé par Washington. Cela vaut pour Mélenchon évidemment.

Quelques articles et déclarations.

Khan Cheikhoun : la version US remise en cause par la sénatrice Tulsi Gabbard - PressTV

La présumée attaque chimique qui a incité Donald Trump à « tirer ses missiles contre le territoire syrien » au mépris du droit international n'a fait l'objet d'aucune enquête préalable au niveau international ni d'aucune résolution onusienne.

La frappe US a eu lieu suivant le même schéma que celui de l'invasion de l'Irak en 2003 par l'administration Bush.

Vendredi, des manifestations anti-guerre se sont multipliées aux États-Unis par les « déçus » de Trump qui croyaient avoir élu un président « en rupture avec ses prédécesseurs », mais finissent par comprendre qu'ils se sont trompés. Même au sein des milieux politiques US, la démarche de Trump est loin d'avoir reçu l'approbation générale.

La sénatrice Tulsi Gabbard, celle-là même qui s'était rendue en décembre à Damas rencontrer le président syrien, a remis en cause la version officielle et a exprimé des doutes sur « la culpabilité d'Assad » dans l'attaque chimique à Khan Cheikhoun.

Sur CNN, la sénatrice démocrate a dénoncé « une guerre dévastatrice et contre-productive » qui vient de commencer, exactement au nom des « mêmes prétextes à l'aide desquels nous avons déclenché la guerre contre l'Irak ». Gabbard a dit « douter totalement de l'implication d'Assad dans l'attaque chimique de Khan Cheikhoun ». PressTV 08.04

Sénateur US: les Américains sont fatigués de tuer pour l'Arabie saoudite et la Turquie - sputniknews.com

Le président Trump doit comprendre que le public américain est fatigué de voir les États-Unis faire la guerre pour des pays étrangers comme l'Arabie Saoudite et la Turquie, a déclaré à Sputnik le sénateur de l'État de Virginie Richard Black, évoquant la récente frappe américaine contre une base militaire en Syrie.

Le sénateur américain Richard Black s'est confié à Sputnik sur les vraies causes de ces tirs.

Il estime ainsi que certains groupes en Syrie, qui avaient l'intention de perturber le processus de paix dans le pays, auraient poussé le président américain Donald Trump à effectuer l'attaque:

« Partiellement, cela aurait un rapport avec le blocage d'un accord de paix réussi, et, dans ce cas, ce sont les rebelles qui voulaient arrêter le processus de paix, car en ce moment ils sont faibles et le gouvernement syrien est fort », a déclaré à Sputnik le sénateur de l'État.

Le fait que les rebelles en Syrie disposent du gaz neurotoxique, selon lui, ne soulève pas de doutes: « Je n'ai pas de preuves, mais nous savons que l'aviation syrienne a ouvert le feu, bombardé l'entrepôt, et je crois qu'il y avait des bombes avec du gaz sarin, des obus d'artillerie que les rebelles conservaient pour les utiliser dans l'avenir. » sputniknews.com 08.04

La situation actuelle en Syrie ressemble à celle de l'Irak en 2003 - PressTV

Le ministère russe de la Défense a souligné que la situation actuelle de la Syrie ressemblait beaucoup au dossier chimique irakien en 2003.

Le ministère russe de la Défense a affirmé aujourd'hui, samedi 8 avril, que le Pentagone et le département d'État américain n'étaient pas parvenus à prouver l'existence d'armements chimiques dans la base aérienne de Shayrat visée dans la nuit du 6 au 7 avril par des missiles américains.

Selon ce rapport, dans l'optique de Moscou, l'envoi d'experts internationaux est le seul moyen permettant d'avoir accès à des témoignages sur l'emploi présumé d'armes chimiques dans la base aérienne syrienne prise pour cible par les États-Unis.

Igor Konachenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense, a souligné que 24 heures après les tirs de missiles US en direction de la base de Shayrat à Homs, ni le Pentagone, ni le département d'État n'avaient pu présenter de preuves suffisantes sur l'existence d'armements chimiques dans cette base syrienne.

« Des dizaines de représentants des médias, de politiciens locaux, de pompiers et de policiers se sont rendus sur place. Aucun armement présent sur cette base ne contenait de matière chimique. Aucun visiteur n'a utilisé de masques à gaz. Ils vont bien », a poursuivi Igor Konachenkov. PressTV

Le Pentagone n'a aucune preuve de l'existence d'armes chimiques sur la base de Shayrat - sputniknews.com

Igor Konachenkov a souligné que « tout membre de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), respectée même par les États-Unis, sait qu'il est impossible de cacher les restes d'agents chimiques ou de leurs précurseurs sur les lieux de stockage même après des mois ou des années. »

Selon M. Konachenkov, cette situation « ressemble par trop au tube rempli de poudre blanche de Colin Powell ou aux rapports du Premier ministre britannique au sujet de la présence présumée d'armes chimiques en Irak ».

D'après le général russe, le seul moyen d'obtenir des preuves objectives est d'étudier la présence d'armes chimiques à l'aérodrome, en utilisant des équipements spéciaux pour prélever et marquer des échantillons pour leur analyse scientifique ultérieure.

« De la même façon que des experts russes l'ont fait à Alep après l'utilisation d'armes chimiques par des terroristes», a-t-il souligné.

Par ailleurs, le ministère russe a indiqué que la frappe avait détruit un entrepôt logistique, un bâtiment de formation, un réfectoire, six avions MiG-23 en réparation et un radar. La piste de l'aérodrome n'a pas été sérieusement touchée par les frappes. sputniknews.com 08.04

Zakharova: les USA «auront honte» pour la frappe en Syrie - sputniknews.com

Moscou estime que les frappes américaines sur une base en Syrie traduisent la lutte entre des clans et structures militaires, politiques et financiers des États-Unis qui ne parviennent pas à accepter les résultats de la présidentielle, dont les Américains auront honte.

« Je dirais que ce que nous voyons aujourd'hui, c'est le jeu de "trônes" américain. C'est une guerre entre les clans politiques et les structures militaro-financières et politico-financières qui refusent d'accepter les résultats de la présidentielle », a signalé Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, vendredi soir, en direct sur la chaîne de télévision NTV.

« Ce que nous avons vu aujourd'hui est vain, inepte et dangereux parce que les objectifs ne sont pas compréhensibles. Les États-Unis sont absolument dépourvus de toute stratégie à l'égard de la Syrie. La frappe est une mesure forcée résultant de cette lutte politique intérieure colossale », a-t-elle noté. sputniknews.com 08.04

Haut de page

Le 10 avril 2017

CAUSERIE

Au temps de l'imposture et du déni.

Les personnes ou acteurs qui se prétendent de gauche ou se présentent comme des opposants, des rebelles, des contestataires, des progressistes, des démocrates, des républicains, des libres penseurs, des humanistes, se retrouvent rapidement confrontés à des contradictions qui les forcent à adopter la même rhétorique et les mêmes méthodes que la réaction à défaut de pouvoir les justifier, dans la mesure où ils refusent d'affronter le régime ou d'envisager la nécessité historique de supprimer le capitaliste pour en finir avec les maux qu'ils dénoncent stérilement.

Ce sont généralement des gens sincères ou animés de bonnes intentions au départ, mais comme ils n'ont pas conscience du processus matérialiste dialectique à l'oeuvre, ils vont être conduits à vouloir faire jouer un rôle historique au régime capitaliste qu'il ne peut matériellement pas assumer, du fait qu'il est le produit de ce processus dialectique et qu'il en subit les lois, lois qui sont à la fois à l'origine de son existence et de son développement avec toutes les conséquences que cela impliquent, parce qu'ils ne comprennent pas ou ne veulent pas admettre que tout processus dialectique comporte un commencement et une fin, ce qui ne veut pas dire que l'histoire s'arrêterait là, ce processus dialectique va se poursuivre en engendrant de nouveaux rapports ou développements, sauf si à un moment donné un facteur venait contrarier ce processus qui se rétracterait sur lui-même ou entrerait en putréfaction, de sorte qu'un nouveau stade de développement serait dés lors compromis, et c'est justement à cette situation que nous sommes confrontés de nos jours.

Ce facteur qui se dresse comme un défi colossale à la civilisation humaine et qui empêche pour le moment l'humanité de franchir une nouvelle étape de son développement, réside dans l'incapacité des exploités et des opprimés de prendre conscience de la nécessité historique de se débarrasser du capitalisme ou de passer à un autre mode de production et de distribution des richesses...

La volonté de refuser ou de combattre les conséquences désastreuses ou monstrueuses du capitalisme entré en putréfaction et le refus d'envisager son abolition traduit la contradiction à laquelle sont en proie les contestataires ou opposants au capitalisme qui n'ont pas conscience de cette nécessité historique. Et du fait qu'ils n'ont pas acquis ce niveau de conscience politique, ils sont logiquement ou naturellement amenés à se soumettre au capitalisme ou à cautionner sa survie. Cependant, certains vont aller plus loin encore.

Parmi ces personnes, il y en a qui vont se servir de leur statut social ou de leur expérience au sein du mouvement ouvrier pour théoriser cette soumission ou abdication au capitalisme, et tenter de regrouper autour d'eux des gens qui n'ont pas forcément des idées préconçues en la matière qu'ils vont manipuler et détourner du socialisme, qui est la seule alternative possible au capitalisme ou pour que l'humanité puisse se débarrasser des obstacles qui l'empêchent d'atteindre un stade de développement supérieur ou de renouer avec le progrès social.

Comment vont-ils procéder pour les manipuler ? En employant les mêmes méthodes que celles qu'ils dénoncent chez ceux qui nous gouvernent ou leurs porte-parole médiatique. Ils vont ignorer délibérément certains faits censurés par ailleurs par les médias institutionnels, ils vont volontairement déformer la réalité de sorte qu'aucune issue politique ne puisse apparaître à la crise du capitalisme, entrainés dans la spirale sans fin du déni, du mensonge ou de la démagogie ils vont être conduits à soutenir les thèses, théories ou versions officielles produites par le gouvernement et les médias aux ordres, donc à se ranger au côté de la réaction qu'ils prétendent combattre, parce qu'ils ne peuvent pas se couper du bras qui les nourrit, du régime auquel ils sont subordonnés.

J'en ai fait l'expérience hier, notamment, et c'est ce que je vais vous relater maintenant.

Vous savez que j'ai mis en ligne avant-hier un article et une vidéo sur la Syrie au lendemain de l'attaque américaine, dans lesquels Thierry Meyssan fournissait un certain nombre d'informations précieuses pour comprendre la situation ainsi qu'une analyse que personne n'était forcée d'adopter.

Hier en me connectant au blog Les-crises.fr j'ai trouvé un article qui était consacré à la Syrie. J'ai voulu placer un commentaire tout à fait banal consistant à communiquer aux lecteurs l'existence de l'analyse fournit par monsieur Meyssan. Censuré ! J'ai essayé à 4 ou 5 reprises, même traitement, censuré.

Le blog Les-crises.fr et son propriétaire Olivier Berruyer prétendent défendre la liberté d'expression, on s'aperçoit ici qu'il n'en est rien, que c'est une imposture.

Pourquoi parce que ce blog est dans le colimateur du Décodex du Monde, mais surtout parce que le Réseau Voltaire est caractérisé de complotiste par ces inquisiteurs que rejoint monsieur Berruyer. Il faut préciser aussi que Les-crises.fr soutiennent toujours la version du 11 septembre 2001 de G.W. Bush contrairement au Réseau Voltaire.

Olivier Berruyer est membre des classes moyennes et son blog s'adresse principalement à cette couche de la population de nantis qui ne connaissent pas vraiment de fins de mois difficiles, il a même été jusqu'à nier tout récemment que le passage à l'euro se serait traduit par une forte augmentation des prix lors de la décennie suivante, voilà pour le fond de commerce de cette petite entreprise. Allons plus loin.

Cet individu est foncièrement malhonnête, on est en présence d'un manipulateur professionnel, car il a parfaitement conscience de ce qu'il fait et c'est très facile de le confronter ou à prouver.

Il a donc mis en ligne une vidéo sur la situation en Syrie d'un dénommé Bassam Tahhan intitulée *Trump dans le bourbier syrien*, en la faisant précéder de la mention suivante : Intéressante interview de Bassam Tahhan, professeur de lettres arabes, islamologue et politologue franco-syrien né en Syrie (interviewé aussi précédemment ici par France info et là par France 24).

J'ai téléchargé et visualisé l'interview de monsieur Bassam Tahhan, et j'ai constaté que ses propos étaient similaires à ceux de Thierry Meyssan, à ceci près que ceux de Meyssan étaient plus précis pour être présent à Damas en Syrie. Alors vous vous demanderez pourquoi le propriétaire du blog Les-crises.fr a-t-il censuré mes commentaires qui faisaient référence à la vidéo de monsieur Meyssan ?

Pour au moins deux raisons.

La première, parce que monsieur Bassam Tahhan vit en France, il a été interviewé sur les quaies de la Seine à Paris, alors que monsieur Meyssan est persona non grata en France et aux Etats-Unis. Monsieur Bassam Tahhan avait accès aux plateaux de télévision du régime français, alors que monsieur Meyssan en est banni depuis 2002, lui il intervient sur différentes chaînes de télévision au Moyen-Orient (en Syrie et en Iran) et en Russie, donc dans des pays qui sont considéré par les Américains et l'OTAN comme les ennemis des puissances occidentales.

La seconde, parce que monsieur Meyssan conteste la version officielle du 11 septembre 2001 que monsieur Berruyer soutient ainsi que la totalité des médias et des gouvernements occidentaux qui ont caractérisé monsieur Meyssan de "complotiste", ainsi que son portail, le Réseau Voltaire.

Pour ces deux raisons, monsieur Berruyer estime qu'il peut faire référence à un acteur "respectable" qui avait encore récemment

ses entrées à France info et à France 24 et qui n'a pas maille à partir avec les autorités américaines et françaises, tandis qu'il doit bannir toute référence à un acteur jugé infréquentable par ses mêmes autorités.

Autrement dit, la conception de la liberté d'expression de monsieur Berruyer s'arrête là où commence la fatwa prononcée par les inquisiteurs de la pensée unique qui détiennent le pouvoir et avec lesquels il n'a pas l'intention de se froisser, bref, ses intérêts personnels passent avant la nécessité d'informer objectivement les personnes qui se connectent sur son blog et lui attribuent une confiance dont il n'est visiblement pas digne.

Une personne a laissé un commentaire sur son blog qui met en évidence la duplicité ou le double jeu auquel joue monsieur Berruyer, qui pour ne pas se voir accusé par les inquisiteurs du Décodex d'avoir donné la parole à un acteur (Bassam Tahhan) tenant un discours sur l'attaque américaine sur la Syrie qui tranche avec la propagande officielle, avait cru bon de mentionner que monsieur Bassam Tahhan avait été interviewé par des médias étatiques, FranceInfo et France24, il aurait pu ajouté RMC et BFM TV entre autres.

Voici ce commentaire (blue rider Le 09 avril 2017 à 03h50)

- Olivier, merci de donner la parole à M. Tahhan. “Néammoins cependant toutefois” comme disait un de mes profs de droit, citer FranceInfo et France24 au crédit de M. Tahhan pourrait passer auprès de certains de vos lecteurs pour du renoncement ou une forme de trahison de basse intensité je trouve. M. Tahhan y a été reçu une seule fois en tout et pour tout, au début du conflit, lorsque nos chers médias n’avaient pas encore ajusté le tir de leur propagande, et tâtonnaient dans l’urgence, à la recherche de la bonne potiche pour poser sur la cheminée de leurs enfumages. Mais rassurez-vous, suite à ses déclarations et prises de positions, et compte tenu de ses remarquables connaissances sur le dossier syrien, évidemment opposées à 180° à la doxa belliciste du quai d’Orsay… il n’y a plus JAMAIS été invité. DECODEX, SED LEX. .

PS. Vous nous organisez une interview avec lui ? Et vous lui demanderez son point de vue sur les médias et le DECODEX ? Je serai aux avant-postes et reconnaissant éternel. Fin.

Là vous rêvez !

Et puis vous êtes mal informé : Bassam Tahhan "est intervenu sur France 24 depuis sa création jusqu’à aujourd’hui, en arabe sur une cinquantaine d’émissions-débats avec Toufik Mejyyed et Adel Gastel), et en français avec Vanessa Burggraf." (Wikipedia.org)

C'est triste à dire, mais ce genre de blog et de parasites se nourrissent des conséquences désastreuses de la survie du capitalisme. C'est leur fond de commerce, aussi leurs auteurs n'ont aucun intérêt à ce que le capitalisme disparaisse, donc leurs auteurs sont amenés à le cautionner. Tout cela parce que le mouvement ouvrier a estimé que ce champ d'action ne faisait pas partie de la lutte des classes ou pour mépriser la lutte contre la désinformation et le conditionnement des masses, pas assez noble pour ses dirigeants qui se livrent aux mêmes pratiques, ceci expliquant peut-être cela.

Des intellectuels d'horizons divers leur envoient des articles, parce qu'il n'existe pas d'autres supports pour les publier.

Personnellement, je n'en ai absolument rien à faire que ce soit un militaire, un ecclésiastique, un banquier, un patron du CAC40, un ministre, un membre de droite, d'extrême droite, de gauche, d'extrême gauche, un stalinien, un social-libéral, un anarchiste, un poète, un journaliste ou le boutiquier du coin qui me fournisse une information si elle est étayée ou sourcée et me permet de mieux comprendre dans le monde dans lequel je vis.

Je considère que c'est une priorité absolue, sans quoi, je devrais admettre ou pire, cautionner que chacun à partir de ses propres idées ou convictions pourrait justifier la censure d'une multitude d'acteurs, et ainsi se priver d'une multitude d'informations sans lesquelles il ne serait pas possible d'interpréter la situation, bref jamais je ne me résoudrai à légitimer les pratiques ou méthodes auxquelles recourent les idéologues du régime ou l'élite qui lui est dévouée pour nous contraindre à nous soumettre à l'ordre établi.

Je continuerai de publier des articles d'auteurs divers dont je ne partage pas en partie les intentions ou les analyses, dès lors qu'ils contribuent à amélioler la compréhension du monde dans lequel nous vivons. Je continuerai de mettre en ligne des liens ou des vidéos d'auteurs dont je ne partage pas toutes les idées. En revanche, je censure les articles ou vidéos qui sont uniquement des instruments de propagande au service de la réaction.

J'ai parfaitement conscience que la plupart des lecteurs ne partagent pas mes idées ou positions, cependant je ne considère pas que les miennent seraient plus respectables que les leurs ou l'inverse. Ce sont uniquement les faits qui permettront d'établir quelles étaient les idées ou positions conformes à la réalité et à nos intérêts de classe, quelle était la meilleure méthode ou pédagogie pour avancer ensemble ou réaliser un pas vers notre objectif. Ceux qui s'arrogent le droit d'en juger à leur place sont des manipulateurs, des charlatans, des imposteurs.

Je n'appelle pas les lecteurs à boycotter les blogs ou portails en question, je les invite à redoubler de vigilance quand ils les consultent, parce qu'ils véhiculent l'idéologie de la classe dominante. Cela ne doit pas les affoler outre mesure, puisque c'est le cas de la totalité des médias. Et ils ne peuvent même pas se rabattre vers les publications du mouvement ouvrier qui vaut guère mieux ou qui est pire encore parfois, voyez où en sont rendus LO et le NPA sur la Syrie par exemple, qui ont adopté des positions dignes de l'extrême droite.

Les lecteurs seront forcément plus ou moins manipulés qu'ils le veuillent ou non, surtout ceux qui ont une haute opinion d'eux-mêmes, usurpée ou qui se leurrent sur leur niveau de conscience, qui pratiquent eux-mêmes la censure que je dénonce, c'est à chacun de forger son esprit critique à partir de ses propres expériences, personne ne peut le faire à leur place et personne ne doit se substituer à eux pour faire ce travail.

Concluons sur une note ironique, comme quoi je n'ai pas du tout un état d'esprit belliqueux.

Le censeur Berruyer a mis en ligne le 10 avril un article dont le titre semblait lui être destiné : Chomsky : “Si vous courez après le pouvoir et les privilèges, ce sera toujours au détriment de la vérité et de la justice.”

Parole d'internaute

- "Je ne veux pas me répéter concernant la ligne éditoriale du magazine L’Histoire. C’est une revue que j’ai cessé de lire depuis les années 1990, bien qu’étant professeur d’histoire, et malgré les nombreux articles intéressants qu’elle offre à ses lecteurs. Je me suis privé de ces articles car j’étais rebuté par l’esprit biaisé de sa rédaction, la bande à Winock et Cie.

En 1983, elle publiait les photos du jeune Mitterrand parmi les étudiants de l’Action française en affectant de se demander s’il n’essayait pas de rejoindre “la contre-manifestation organisée par la gauche” ! C’était onze ans avant les révélations de Pierre Péan, lesquelles ont permis à L’Histoire d’interroger un auteur maison : Henry Rousso, alors que dans sa thèse sur Vichy, il n’avait rien trouvé concernant Mitterrand.

L’Histoire passait pour proche du Parti socialiste. Elle a suivi la pente de ce parti : vers l’atlantisme, vers la trahison, vers Emmanuel Macron."

Aveu. Quand les médias-oligarques vendent la mèche. En oligarchie, vous êtes accusé, exécuté, puis parfois jugé, pire, éventuellement acquitté !

- Quand François Hollande applaudit les frappes en Syrie, qui le ridiculisent - Le Huffington Post

Grille de lecture.

Le Huffington Post - On ne pouvait qu'applaudir.

A quoi ?

A "une enquête rapide" de l'ONU réclamé par Hollande "prélude à une punition exemplaire des coupables désignés", Assad et Poutine ainsi que les Iraniens voyons, qui d'autres sinon ?

Mais alors pourquoi Le Huffington Post se lamente-t-il ? Parce que "la punition a déjà eu lieu, ce qui induit que le coupable a été désigné avant enquête" et que Hollande a applaudi.

Et Le Huffington Post ? Mais il a applaudi aussi.

Alors que reproche Le Huffington Post à Hollande ? D'être une marrionnette de Washington un peu trop ouvertement ou que la politique du gouvernement français est dictée depuis les Etats-Unis, bref il aurait "trahi" un secret de polichinelle.

On retiendra que Le Huffington Post avait avoué que que "le coupable a été désigné avant enquête".

Le Huffington Post - Donc le président Hollande aura fini par se trahir lui-même.

Résumons: le président de la République, après l'épouvantable drame provoqué en Syrie par l'utilisation d'armes chimiques, prend l'initiative d'appeler au vote d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant une enquête rapide prélude à une punition exemplaire des coupables désignés. On ne pouvait qu'applaudir.

Or, alors qu'un consensus s'esquissait autour du vote d'un texte permettant de démasquer, sans contestation possible, les responsables de ce forfait afin de sanctionner le crime, Donald Trump décide unilatéralement, pour des raisons de pures politiques intérieures, de court-circuiter l'ONU (donc de saborder la proposition française, au risque de décrédibiliser toute enquête objective) et de frapper la Syrie. Et que fait Hollande (soutenu par un seul candidat à l'élection présidentielle, Benoît Hamon): il approuve sans la moindre restriction le coup de dés de Trump qui, pour lui, constitue pourtant un véritable coup de poignard dans le dos. Puis, 24 heures plus tard, il réitère la demande d'un vote de l'ONU afin de diligenter une enquête. Ce qui est devenu totalement absurde puisque la punition a déjà eu lieu, ce qui induit que le coupable a été désigné avant enquête.

Pour Trump, de plus en plus cerné par les révélations démontrant que les Russes ont largement contribué à son élection, c'est une aubaine. Il sort du piège. Il sera désormais en mesure de proclamer "vous voyez bien que je suis capable d'affronter Poutine!". En fait, il lui rend sans doute service. Le résultat d'une investigation objective sous l'égide des Nations Unies risquait, en effet, de placer le maître du Kremlin en mauvaise posture alors qu'il pourra, désormais, arguer d'une violation du droit international (ce que les pays comme la Suède ou la Suisse ont d'ores et déjà dénoncé) et affirmer que le résultat de l'enquête n'a aucune valeur puisqu'il a été anticipé. Le Huffington Post 09.04

Quand les inquisiteurs du Décodex ou du ministère de la Vérité font dans le fake news

- Syrie : « Nous sommes face à une attaque délibérée et qui a pour objectif de terroriser » - lemonde.fr 06.04 Qualifié de « ligne rouge » par l'ancien président américain, Barack Obama, le recours à des attaques chimiques contre la population a été avéré à plusieurs reprises depuis le début de la guerre en Syrie. (Pure mensonge démenti par différentes sources dont l'ONU - Ndlr) La communauté internationale accuse le régime de Bachar Al-Assad d'avoir à nouveau utilisé ces armes chimiques, mardi 4 avril, à Khan Cheikhoun, une ville dans le nord-ouest du pays. lemonde.fr 06.04

Dogmatisme et sclérose. Un exemple à ne pas imiter.

- "*Des millions d'étudiants et de jeunes travailleurs ne se sont pas inscrits sur les listes électorales. Des millions de travailleurs étrangers ou mineurs ne peuvent pas l'être. Une partie du prolétariat et de la jeunesse se rendra aux urnes pour voter contre les partis bourgeois, en utilisant les bulletins de vote pour Arthaud, Poutou, Hamon ou Mélenchon. Mais une bonne part d'entre eux va s'abstenir, voter blanc ou nul. Par écoeurement et par colère d'avoir été une fois de plus trahie. Parce qu'aucun des candidats qui se disent les représentants de la classe ouvrière et de la jeunesse ne défend un programme communiste pour en finir avec le capitalisme et son cortège de calamités pour l'immense majorité de la population.*" (GMI)

Vraiment ?

"*Parce qu'aucun des candidats qui se disent les représentants de la classe ouvrière et de la jeunesse ne défend un programme communiste pour en finir avec le capitalisme*", parce que vous croyez vraiment que "*des millions d'étudiants et de jeunes travailleurs*", des "*millions de travailleurs étrangers ou mineurs*", une "*partie du prolétariat et de la jeunesse*" défendraient, réclameraient aujourd'hui "*un programme communiste*", auraient atteint un tel niveau de conscience politique, mais dans quel monde vivent ces militants, dans une bulle, la leur, c'est tellement grotesque que cela en est pathétique. On a envie de dire vulgairement, mais quelle connerie, et il y en a pour croire cela ? Vous voyez à quoi on arrive quand on s'écarte de la réalité.

En réduisant notre discours en direction de la classe ouvrière et des classes moyennes au programme communiste, on se coupe de 99,99% des travailleurs... A méditer tranquillement, sérieusement. A suivre.

Election présidentielle française en quête de légitimité.

- Présidentielle : qui sera au second tour ? - Franceinfo

Décidément, les Français jouent avec les nerfs des candidats. Le duel annoncé entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron n'est plus certain. Marine Le Pen et Emmanuel Macron, sont en perte de vitesse depuis une quinzaine de jours. Dans la dernière ligne droite, c'est désormais un match à quatre.

Tout est encore possible dans ce match à quatre, car beaucoup de Français ne sont pas sûrs de leur vote. Franceinfo 09.04

- Présidentielle : pour la première fois, un sondage place Jean-Luc Mélenchon troisième au premier tour, devant François Fillon - Franceinfo

- Mélenchon, le candidat nouveau est arrivé - LeParisien.fr

En cinq ans, le leadeur de la France insoumise a modifié son image, adapté sa stratégie et rénové son discours. Le but : élargir son électorat et se présidentialiser. LeParisien.fr 09.04

- "Dimanche en politique" : Emmanuel Macron voit "une forme d'injustice" dans l'impopularité de François Hollande - Franceinfo

- Présidentielles : 20 000 sympathisants derrière François Fillon Porte de Versailles - Franceinfo

- Pierre Gattaz penche pour François Fillon - LePoint.fr

Dans une interview au "Parisien", le président du Medef a taxé de "dangereux" et de "destructeurs" les programmes de Le Pen, Mélenchon et Hamon.

Dossier sur la Syrie

- La plupart des Allemands désapprouvent les frappes US sur la Syrie - sputniknews.com

9% des Allemands sont opposés aux frappes US sur la Syrie, révèlent les résultats d'une enquête. En outre, 80% des sondés jugent que de telles attaques ne doivent pas se reproduire.

La décision de Washington d'effectuer des frappes sur la base aérienne syrienne de Shayrat est une erreur. C'est en tout cas l'avis que partagent la plupart des Allemands interrogés dans le cadre d'une enquête commandée par le journal Bild.

Selon l'étude réalisée par l'institut d'opinion publique Emnid, 59 % des personnes interrogées désapprouvent les frappes américaines sur la Syrie. Seuls 25 % des sondés les considèrent comme étant une mesure indispensable. sputniknews.com 09.04

- Frappes US en Syrie: la Bolivie se paie Washington à l'Onu - sputniknews.com

En réaction à la frappe américaine visant la base de Shayrat, l'ambassadeur bolivien à l'Onu a évoqué l'invasion en Irak lancée sous le prétexte fallacieux de présence d'armes chimiques dans le pays.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité convoquée suite à l'attaque de missiles US contre la base aérienne de Shayrat en Syrie, l'ambassadeur bolivien auprès des Nations unies Sacha Llorenti a présenté une photo de l'ex-secrétaire d'État américain Colin Powell brandissant un flacon de poudre blanche, prétendue preuve que Bagdad possédait des armes de destruction massive.

« Il faut absolument qu'on se rappelle ces images qui viennent précisément de cette salle, où nous sommes aujourd'hui : on nous a assuré qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak, et que c'était le motif de l'invasion, qui a causé un million de morts et entrainé toute une série d'atrocités dans la région », a déclaré le diplomate.

Il a également cité le Président bolivien Evo Morales qui avait estimé que le problème des armes chimiques en Syrie n'était qu'une « excuse pour une intervention militaire » tout en accusant Washington de « se moquer du droit international ».

En 2003, Washington et Londres avaient affirmé que l'Irak de Saddam Hussein détenait d'importants stocks d'armes de destruction massive. Sans attendre le résultat d'une enquête de l'Onu, ils avaient lancé une guerre de huit ans et neuf mois, qui a entrainé la chute de Saddam Hussein. sputniknews.com 08.04

- Attaque chimique: si Washington possède des «preuves sécrètes», qu'il les dévoile - sputniknews.com

Le sénateur russe Konstantin Kossatchev a réagi à la déclaration de l'ambassadrice des États-Unis à l'Onu, Nikki Haley, sur l'existence de preuves de l'implication des autorités syriennes dans l'attaque chimique du 4 avril dans la province d'Idlib, exigeant que ces données soient dévoilées au monde.

Si les États-Unis possèdent des preuves attestant l'implication du Président Bachar el-Assad dans l'attaque chimique, qu'ils les présentent à la Russie et au Conseil de sécurité de l'Onu, a déclaré le président de la commission des affaires étrangères du Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement russe) Konstantin Kossatchev.

« L'ambassadrice des États-Unis à l'Onu, Nikki Haley, a déclaré dans une interview à CNN ce qui suit: 1 — nous avons des preuves irréfutables, mais sécrètes de l'implication de Bachar el-Assad dans l'attaque chimique. 2 — Notre Président les a vues et le directeur de la CIA les a montrées aux partenaires. On ne les montrera pas aux autres. 3 — Pour ces raisons les Russes doivent renoncer à leur soutien à Assad », a-t-il écrit sur sa page Facebook.

« Et si on présentait ces "preuves" aux Russes? Au Conseil de sécurité de l'Onu? En fin, au monde entier », a pointé le sénateur.

Selon lui, cela atteste de « l'absence absolue des liens de causalité à l'américaine, ou du cynisme américain basé sur

des escroqueries et des mensonges ».

« Ou alors les preuves sont absolument irréfutables et c'est pourquoi elles sont classifiées? Et on nous propose de nouveau, dans la plus pure tradition soviétique, de condamner Pasternak (Boris Pasternak, poète et romancier russe, persécuté pour son roman Le Docteur Jivago, ndlr), sans l'avoir lu? », a-t-il fait remarquer.

Ce dimanche, Nikki Haley avait déclaré que les États-Unis possédaient des preuves de l'implication de l'aviation syrienne dans l'utilisation des armes chimiques et que le Président en avait pris connaissance. Cependant, selon la diplomate, ces preuves sont basées sur des matériaux secrets et ne peuventpas être révélées pour l'instant. sputniknews.com 10.04

- Ex-ambassadeur turc aux USA: l'attaque d'Idlib, une tentative pour torpiller la trêve - sputniknews.com

La présumée attaque chimique d'Idlib avait pour l'objectif de torpiller le régime de cessez-le-feu en Syrie, a déclaré l'ex-ambassadeur turc aux États-Unis, Faruk Logoglu, contacté par Sputnik. sputniknews.com 06.04

- L'enfant «sauvé» en Syrie par les Casques blancs était déjà mort au moment du tournage - sputniknews.com

L'ONG Casques Blancs, qui présente régulièrement des vidéos montrant toutes les atrocités des attaques chimiques en Syrie, a été de nouveau discréditée par un groupe d'experts indépendants, qui se sont penché sur ses opérations de sauvetage effectuées dans la province d'Idlib en 2015.

L'ONG Swedish Doctors for Human Rights (SWEDHR) a publié une déclaration selon laquelle les opérations de sauvetage de l'ONG Casques Blancs, qui auraient été filmées dans la foulée d'attaques chimiques en Syrie, constituaient un « fake » et qu'elles avaient été effectuées sur un enfant déjà mort.

Les Casques Blancs, rappelle SWEDHR, ont publié le 13 février 2017 un rapport concernant des attaques chimiques « suspectes » survenues par le passé dans la ville syrienne d'Alep et y ont également exposé des détails de l'attaque chimique à Sarmin dans la province d'Idlib, dont l'ONG a fait part le 15 avril 2015.

Une vidéo montrant les conséquences de cette attaque a été par la suite présentée à la communauté mondiale et a même valu un Oscar à l'organisation en 2017, poursuit SWEDHR, qui s'est de son côté chargée d'envoyer la vidéo en question à un expert en la matière en vue d'analyses ultérieures.

Or, « la seringue utilisée pour une injection intracardiaque, que l'on voit sur le corps de l'enfant mort, soit était vide initialement, soit son contenu n'a jamais été introduit dans le sang du garçon », poursuit l'organisation, se référant aux résultats de l'expertise. Il n'est pas exclu, poursuit-il, que l'enfant soit mort lors des procédures de sauvetage représentées dans la vidéo. Cela ne veut certainement pas dire non plus que le personnel soignant ait provoqué sa mort. sputniknews.com 10.04

- Syrie: les alliés d'Assad déterminés à lutter contre le "terrorisme" - AFP

Les chefs des armées russe et iranienne ont affirmé samedi leur détermination à poursuivre leur lutte contre les "terroristes" en Syrie, la "première des priorités" également pour les Etats-Unis selon le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson.

Lors de leur entretien au téléphone, le général Valery Gerasimov et le général Mohammad Bagheri ont exprimé leur volonté de poursuivre leur coopération militaire en soutien au président Bachar al-Assad, "jusqu'à la défaite totale des terroristes et de ceux qui les soutiennent".

Au lendemain de la frappe punitive américaine contre une base aérienne de l'armée syrienne, en réaction à une attaque chimique présumée imputée au régime syrien qui a fait 87 morts mardi dans la localité rebelle de Khan Cheikhoun, les deux généraux russe et iranien ont également "condamné l'opération américaine", la qualifiant d'"agression contre un pays indépendant", selon l'agence officielle iranienne Irna.

Les frappes américaines, les premières contre le régime Assad depuis le début de la guerre civile en Syrie en mars 2011, "visent à ralentir les victoires de l'armée syrienne et de ses alliés, et à renforcer les groupes terroristes", ont-ils accusé dans un communiqué.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a réaffirmé la position de la diplomatie russe, qui estime que les accusations selon lesquelles le régime syrien a mené une attaque chimique sur la localité de Khan Cheikhoun "ne sont pas conformes à la réalité".

M. Lavrov, lors de sa première conversation avec M. Tillerson depuis cette attaque, a aussi affirmé que cette frappe contre le

régime syrien "fait le jeu du terrorisme".

Le Secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson, dans un entretien avec la chaîne de télévision CBS qui sera diffusé dimanche, a assuré que "la première des priorités (pour les Etats-Unis en Syrie) est la défaite du groupe Etat islamique".

Dans cet extrait diffusé samedi, M. Tillerson estime que battre l'EI et éradiquer son auto-proclamé "califat" éliminerait une menace non seulement pour les Etats-Unis mais "pour la stabilité de l'ensemble de la région".

"Une fois que la menace de l'EI aura été réduite voire éliminée, je pense que nous pourrons alors tourner notre attention directement vers la stabilisation de la situation en Syrie", a-t-il développé, en se déclarant "confiant de pouvoir prévenir une continuation de la guerre civile (à travers le pays) et amener les différentes parties à la table (des négociations) pour entamer le processus de discussions politiques".

A ce sujet, le patron de la diplomatie américaine a souligné que de telles discussions nécessiteront la participation du président syrien Bachar al-Assad et de ses alliés.

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson est attendu à Moscou les 11 et 12 avril pour une visite prévue de longue date et la Syrie doit figurer haut dans les discussions.

Le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson a lui annoncé qu'il annulait sa visite en Russie prévue lundi, en raison "des développements en Syrie qui ont changé fondamentalement la situation". AFP 09.04

- Syrie: nouvelles évacuations de rebelles à Homs - AFP

Au moins 242 rebelles ont déjà quitté Waer ainsi que leurs familles en vertu d'un accord conclu entre le régime et la rébellion sous la supervision de la Russie, principale alliée de Damas, a indiqué la même source.

L'évacuation de samedi était la quatrième organisée depuis la conclusion d'un accord d'évacuation conclu en décembre 2015.

Un nouvel accord supervisé par la Russie a été signé début février pour achever l'évacuation du quartier dans l'impasse depuis plusieurs mois.

L'évacuation doit permettre au régime du président Bachar al-Assad de prendre le contrôle total de la troisième ville de Syrie.

La plupart des rebelles ont été chassés de la ville en 2014, après deux ans de bombardements intenses et d'un siège asphyxiant imposé par les troupes gouvernementales.

Mais le quartier de Waer est lui resté sous contrôle rebelle et a été soumis ces derniers mois à des frappes aériennes intenses qui ont tué des dizaines de personnes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

D'après cette ONG, 12.000 personnes au total, dont 2.500 rebelles, doivent quitter la dernière poche rebelle en vertu de l'accord.

Elles devront se rendre dans le nord de la province de Homs, à Jarablos, dans la province septentrionale d'Alep, ou encore dans celle d'Idleb (nord-ouest), dernier grand bastion des insurgés. AFP 08.04

- Intensification des frappes russes dans la province syrien d'Idlib - Reuters

Des avions attribués à l'armée russe ont mené huit raids dimanche sur le village syrien de Khan Cheikhoune frappé mardi par une attaque au gaz, ont rapporté des habitants et des rebelles, qui précisent qu'aucune victime n'est à déplorer.

Des raids aériens ont ciblé d'autres villages tenus par les rebelles dans la province d'Idlib, notamment Sarakeb et Sarmin, où des bombes incendiaires ont été larguées selon des rebelles et des activistes.

A Deraa, dans le sud-ouest de la Syrie, des avions attribués à la Russie ont intensifié leurs frappes sur l'Armée syrienne libre (ASL) et des groupes djihadistes samedi et dimanche, afin de les repousser du quartier de Manchiya, où de violents combats font rage depuis près de deux mois. Reuters 10.04

- Etats-Unis : nouveau remaniement au sein du Conseil national de sécurité euronews.com

Aux Etats-Unis, une nouvelle proche conseillère de Donald Trump est évincée du conseil national de sécurité. Kathleen

McFarland quitte à son tour l'équipe dirigée par le général McMaster, après Steve Bannon, lui aussi écarté il y a cinq jours.

Cette ancienne analyste en sécurité nationale pour la chaîne Fox News choisie par Donald Trump pour intégrer son équipe, se voit offrir en échange le poste d'ambassadrice des Etats-Unis à Singapour. euronews.com 10.04

Haut de page

Le 11 avril 2017

CAUSERIE

J'ai mis en plein écran l'image de la ville syrienne ravagée qui figure plus haut, pour montrer à ma compagne et sa soeur qui sont toutes les deux illettrées et profondément arriérées ce que signifie la guerre menée par les Etats-Unis et ses alliés contre le peuple syrien.

Elles ont fixé l'écran, les yeux ronds, la bouche entrouverte, puis elles sont demeurées silencieuses quelques instants qui m'ont semblé interminables, l'atmosphère était pesante, elles n'arrivaient pas à réaliser ce qu'elles avaient sous les yeux, alors je leur ai dit que ce n'était pas un décor de cinéma ou une mise en scène, mais que c'était bien ce qui restait d'une ville comparable à Pondichéry ou Chennai. Selvi s'est alors écriée : "il faut les tuer, c'est horrible".

Effectivement, c'est le sort qu'on devrait réserver aux auteurs de cette guerre et de toutes les autres, à tous ceux qui les ont orchestrées, soutenues ou qui en ont été les complices, car c'est vraiment abominable, monstrueux de cruauté, de barbarie de faire supporter une telle épreuve à un peuple tout entier, innocent ou dont les autorités n'ont jamais déclaré la guerre à personne, à aucun Etat ou peuple dans le monde.

Je voulais tester leur réaction sachant qu'elles étaient totalement vierges de toute idée politique et je n'ai pas été déçu. Je dois préciser qu'elles ne regardent pas la télévision ou très rarement, pas chez moi puisque je n'en ai pas, elles n'écoutent pas la radio et elles ne lisent pas les journaux, leur univers s'arrête au bout du village où elles habitent ou ne va pas plus loin que leurs lieux de travail situés à 10 minutes de chez elles, j'allais oublier le temple qui se trouve entre les deux où elles prient pour le salut de mon âme! Elles ne subissent donc pratiquement aucune influence ou pression du monde extérieur, aussi leur réaction est pour ainsi dire la plus naturelle qui soit et m'est très précieuse pour mieux cerner la nature humaine et la manière dont elle peut se manifester ou évoluer au contact de certains facteurs.

Tous les peuples aspirent naturellement au bien-être et à la paix, hormis leurs dirigeants qui les traitent comme du bétail, et sont prêts à les envoyer à la boucherie s'ils estiment que c'est nécessaire pour préserver leurs privilèges.

Les destructions causées par toutes ces guerres doivent se chiffrer au total en dizaines de milliers de milliards de dollars en additionnant les infrastrutures, les immeubles ou maisons d'habitation, les entreprises et les cultures ainsi que tout le matériel ou les machines détruites. Bien entendu ces pays n'ont pas les moyens financiers de les reconstruire ou de les fabriquer à nouveau, ils devront donc emprunter cette somme colossale auprès de ceux qui ont commis ces destructions.

On est donc bien dans une logique d'économie de guerre, qui seule peut palier l'absence de croissance mondiale ou s'y substitue pour que le régime capitalisme en putréfaction puisse survivre à lui-même. C'est cela qui fait tourner la machine capitaliste et fournit des emplois dans les pays occidentaux, qui permettent ainsi à leur population de conserver un mode de vie supérieur au reste de l'humanité dans l'indifférence quasi-générale, puisque tout le monde ou presque en tire profit. Cela explique l'attitude infâme des dirigeants du mouvement ouvrier en France.

Suite de la causerie d'hier

Nous avons dit (à propos du GMI) : "En réduisant notre discours en direction de la classe ouvrière et des classes moyennes au programme communiste, on se coupe de 99,99% des travailleurs... A méditer tranquillement, sérieusement." Poursuivons.

Qu'observe-t-on avec Mélenchon ? Un phénomène pratiquement identique à celui de 2012 qui s'est amplifié, nul ne peut nier que son discours attire les foules. Maintenant il faut distinguer ce qu'il dit, la manière dont il le dit et la manière dont les travailleurs l'interprètent.

Que dit-il ? Qu'il faut renégier les traité de l'UE, sinon, sinon quoi laissant entendre qu'il faudra en sortir. Il dit la même chose de l'euro, si la BCE lui mettait des bâtons dans les roues. Qu'il faut sortir de l'OTAN. Que la Ve République est à bout de souffle et qu''il faut une VIe République, laissant entendre là encore que la Ve République serait liquidée. Il dit qu'il faudra s'attaquer

aux privilèges des oligarques, laissant entendre qu'il faudra s'attaquer aux fondements du capitalisme, etc. etc.

Maintenant, nous, nous savons qu'il n'a pas du tout l'intention d'appliquer ce programme. Pourquoi ? Mais parce qu'il coïncide avec celui de la révolution socialiste et nécessiterait d'affronter directement la classe des capitalistes.

Comment les travailleurs ont-ils interprété son discours ? Exactement comme je viens de le faire, ce qui signifie que la perspective de sortir de l'UE ne les rebute pas, pas plus que l'abandon de l'euro, la liquidation de la Ve République, la nécessité de se mobiliser pour affronter les capitalistes etc. etc.

La différence qui existe entre Mélenchon et les trotskystes, ceux du POI ou du POID, c'est qu'il a su trouver la bonne formule, la forme, les mots, le ton qu'il fallait pour s'adresser aux masses, alors que nos dirigeants en ont toujours été incapables.

On nous rétorquera qu'il y avait à boire et à manger dans son discours, beaucoup d'approximations, d'hésitations, certes, certes, mais que croyez-vous qu'il arrive quand vous tenez aux travailleurs un discours au carré, que vous estimez d'une précision ou d'une clarté absolue, qu'il n'y en aura pas pour l'interpréter autrement ou y trouver ce qui n'y figurait pas, c'est inévitable, alors ce n'est pas un problème ou n'infirme pas ce que nous venons d'exposer, on pourrait même dire au contraire dans le cas de Mélenchon dans la mesure où les masses sont sans aucun doute plus à gauche ou révolutionnaire que lui, autrement dit notre argument trouve ici sa justification si nécessaire.

Notre malheur si je puis dire, c'est que nous n'avons jamais eu de dirigeants ayant le charisme de Mélenchon pour présenter aux masses le programme de la révolution socialiste, ce n'est donc pas notre programme ou le socialisme qui serait en cause, mais uniquement nos dirigeants ainsi que tous ceux des différents groupes de militants issus de ce courant politique, ne parlons pas de ceux des autres courants trotskystes qui sont misérables ou des crétins, Poutou, Besancenot, Krivine, Laguiller, Arthaud et Cie.

Comment justifier l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire ? Un exercice périlleux.

Comment pour justifier leur décomposition ou leur incapacité à construire un nouveau parti ouvrier sur les bases du socialisme, des trotskystes en arrivent à souhaiter la survie des partis sociaux-libéraux et staliniens qui sont devenus des piliers du régime, des instruments de la contre-révolution, de la réaction.

- "*Mais nous ne confondons pas les contraires. Ce qui est aujourd'hui en question, ce n'est pas la liquidation de ces vieux partis par le prolétariat révolutionnaire. Ce qui est en question, c'est la liquidation de ces partis par une offensive réactionnaire de la bourgeoisie qui entend priver la classe ouvrière de tout instrument politique pour chasser les partis bourgeois, postuler à son propre pouvoir. Et c'est pourquoi nous sommes inconditionnellement pour défaire cette offensive.* "(Éditorial du bulletin « Combattre pour le socialisme » n°64 (n°146 ancienne série) - 1er mars 2017 - http://socialisme.free.fr)

Sur quoi s'appuie leur argumentation ? Sur l'ignorance des masses dont ils n'ont pu conquérir les éléments les plus conscients ou avancés qui ont sombré dans le gauchisme ou l'opportunisme du fait du dogmatisme incurable de ces dirigeants consistant à vouloir imposer leur théorie au lieu de partir de la réalité et des rapports existant entre les classes. Il suffit de lire leur littérature pour en être convaincu, sa lecture rebutera 99,99 % des travailleurs qui ne sont pas prêts à entendre un tel discours, même le discours le plus juste qui soit.

Ils s'évertuent à expliquer qu'en France les dirigeants du PS et du PCF s'emploient à déduire leurs propres partis, que tous les acteurs politiques y mettent la main à la pâte, omettant de préciser que la classe dominante à laquelle sont liés ces dirigeants s'emploie à les préserver sous perfusion, les finance ou subventionne, leur accorde des tribunes gratuites dans ses médias, allant même jusqu'à les porter au pouvoir lorsque leurs candidats sont usés jusqu'à la corde (Sarkozy) sachant qu'ils poursuivront la politique de leurs prédécesseurs.

Tous les arguments qu'ils avancent sont falacieux ou relèvent de la falsification des faits, car jamais la classe des capitalistes ne s'est autant enrichie que lorsqu'un président de la République (Mittarrand, Hollande) ou un Premier ministre (Jospin) était issu du PS, et chacun s'accorde à reconnaître que jamais un représentant du parti officiel de l'ordre au pouvoir (LR de nos jours) n'aurait pu appliquer une politique aussi antisociale ou liberticide tournée contre les travailleurs que lorsque le PS était au pouvoir.

Lorsque les travailleurs votent pour le PS ou le PCF, c'est par dépit, parce qu'ils n'ont pas d'autres alternatives hormis l'abstention ou le vote blanc ou nul, parce que ceux qui se présentent comme l'avant-garde du mouvement ouvrier ou du prolétariat ont totalement failli, c'est cette faillite politique qu'exprime avant tout ce vote du désespoir.

Les socialistes sont devenus des néoconservateurs ultra libéraux, les communistes sont devenus des staliniens, divisés entre réformistes bourgeois impérialistes ou souverainiste social-chauvins, les trotskystes sont devenus : soit des réformatistes bourgeois, soit ils se sont fossilisés en se coupant des masses.

Finalement affirmer que les travailleurs n'avaient pas ou plus d'illusions dans le PS et le PCF et souhaiter que ces partis

continuent d'exister, les soutenir en fait (Appeler à voter Hamon), devait conduire leurs auteurs à connaître le même sort.

Je pourrais accuser ces militants d'être de mauvaise foi ou d'être malhonnêtes intellectuellement parler, mais ce serait trop facile, les faits suffisent à eux-mêmes. En revanche je prétends qu'ils ne croient même pas dans leur argumentation frelatée pour avoir écrit "Il est absolument certain que le PS, le PCF sont passés du côté de l'ordre bourgeois, et ce définitivement.", vraiment, sans blague, tout le monde le saurait d'après ce qu'ils affirment dans cet article, en premier lieu les travailleurs, alors pourquoi s'employer à nouveau à essayer de convaincre qui au juste ? Eux peut-être ! En fait, c'est un facteur qu'ils n'ont jamais été capables d'intégrer dans leur analyse de la situation, qui plus est dans leur stratégie, d'où leur refus d'envisager que ces partis disparaissent ou soient réduits à une portion congrue parce qu'ils demeurent indispensables pour justifier leur ligne politique.

La situation actuelle est pour l'essentiel le produit de la faillite des intellectuels de l'avant-garde trotskyste, qui pour avoir rompu avec le marxisme n'ont jamais été capables de développer une politique indépendante conforme au socialisme, de définir une stratégie pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Ils peuvent produire de très longs articles qui épateront peut-être les plus naïfs, mais nous ne sommes pas dupes. Tous les arguments qu'ils avancent pour justifier leur appel à voter Hamon sont bourrés de contradictions (et de non-dits révélateurs) et peuvent être facilement démontés, pas un ne résisterait à une analyse sérieuse. J'emploie le conditionnel car set article faisant 14 pages, je ne l'ai lu qu'en diagonal pour ne pas choper une migraine. Le peu que j'en ai lu, notamment la partie consacrée au sauvetage désespéré du PS et du PCF, m'a permis de constater à quel point leur exercice était puéril, aussi j'invite les lecteurs que cela intéresserait à le lire très attentivement afin d'exercer ou d'aiguiser leur esprit critique, un excellent entraînement je vous assure. Qu'ils ne perdent jamais de vue que le courant trotskyste dit lambertiste (CCI-POI, TCI-POID, GMI, La Commune, Combattre pour le socialisme, etc.) a eu plus de 70 ans pour construire un parti et qu'ils n'y sont jamais parvenus, au contraire il s'est complètement disloqué, mais comme ces gens-là ne doutent décidément de rien, ils en sont fiers et pas instant il ne leur viendra à l'esprit qu'ils en portent la responsabilité.

(A suivre avec les conséquences qui en ont découlées, je croule sous les tâches ménagères et il fait 40°C à l'ombre, je ne suis pas un putain de nanti qui s'accommode du vieux monde pourri, je dois me démerder pour survivre, vous m'excuserez, je suis excédé, quel temps précieux nous font perdre ces gens-là !)

Parole, parole, parole...

Propos rapportés par l'AFP ou différents médias.

"Mélenchon a changé", comment cela, se serait-il déjà renié ? La vrai question n'est pas de savoir combien de fois, puisque finalement il est resté fidèle au renégat du socialisme qu'il est devenu il y a près de 40 ans.

Qu'est-ce qui fait vivre ? Il s'est présenté avec "encore plus d'espoir dans ses bagages", les illusions, c'est léger au départ, mais très lourds lorsque vient le temps de la désillusion...

L'art de brasser du vent...

Vincent Tiberj, spécialiste de la gauche et professeur à Sciences-Po : "d'un point de vue idéologique, il brasse assez large" (LeParisien.fr 10 avril)

Le populisme assumé.

Le Huffington Post le 10 avril - La veille de son discours, chez On n'est Pas Couché, Jean-Luc Mélenchon affirmait lui même avoir changé. Il n'est plus l'homme toujours en colère, mais le philosophe rassurant. Il ne veut plus "construire une nouvelle Europe" mais sortir des traités. Il n'affirme plus son internationalisme, mais le laisse entendre. Il ne veut plus accueillir tout le monde, mais tarir le flux d'immigrés en arrêtant les guerres. Il ne chante plus la Marseillaise et l'Internationale, mais seulement la Marseillaise. Il ne s'adresse plus à ses "camarades", mais aux gens. Ce qu'une frange de son électorat regrette est peut-être ce qui lui vaut sa nouvelle popularité.

Un soutien naturel

- Présidentielle : Bernard-Henri Lévy vote Macron - LeParisien.fr

Après Alain Minc et Jacques Attali, le philosophe «BHL» se met à son tour en Marche derrière Emmanuel Macron. (...) Peu de temps avant d'appeler de ses vœux un second mandat de François Hollande. Ni l'un, ni l'autre (Sarkozy - ndlr) n'étant aujourd'hui qualifié dans la course Elyséenne, c'est donc pour Emmanuel Macron que le philosophe s'est mis en marche. LeParisien.fr 10.04

De quel candidat s'agit-il ?

- A l'automne 2016, «on a eu des offres du côté de l'Arabie Saoudite et du Qatar, auxquelles je n'ai pas donné suite par cohérence politique»

Réponse : M. Le Pen selon l'eurodéputé FN Bernard Monot. (liberation.fr 10.04)

J'en suis une victime.

- Les départs à la retraite ont diminué en 2016 - BFM Business

Le nombre de nouvelles retraites personnelles attribuées par l'Assurance retraite a diminué de 6,6% en 2016. En cause : le recul de l'âge légal de départ à 62 ans. BFM Business 10.04

S'ils le disent eux-mêmes...

- Les milieux d'affaires ukrainiens sont les plus corrompus au monde - sputniknews.com

L'Ukraine remporte le classement des pays où les milieux d'affaires sont les plus touchés par la corruption. Un signe alarmant pour cet État déjà englué dans une profonde crise économique.

La corruption est un problème important pour l'Ukraine et il semble que les efforts pour le régler soient vains. Selon la récente étude menée par la société Ipsos MORI à la demande de l'entreprise Ernst & Young, elle est en tête du classement mondial des pays avec les milieux d'affaires les plus corrompus.

Afin de dresser le classement, Ipsos MORI a interviewé 4 100 personnes de 41 pays différents entre novembre 2016 et janvier 2017. Outre l'Ukraine, Chypre, la Grèce, la Slovaquie, la Croatie, le Kenya, l'Afrique du Sud, la Hongrie, l'Inde et l'Égypte complètent le top 10. À l'inverse, le plus bas niveau de corruption est observé au Danemark, en Norvège, en Finlande, en Suisse et en Suède.

L'enquête a révélé que 88 % des Ukrainiens interrogés estiment que le business ukrainien est profondément touché par la corruption. Selon Alexey Kredisov, représentant de Ernst & Young en Ukraine, l'absence de croissance économique et d'amélioration du climat des affaires ainsi qu'un système pénal peu effectif expliquent en grande partie le fait qu'un grand nombre d'entrepreneurs violent les normes éthiques.

« Ces chiffres alarmants méritent l'attention des autorités du pays, et en particulier celle des représentants des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires de l'Ukraine » a-t-il souligné. sputniknews.com 10.04

Cette info ne vient pas de l'agence de presse russe, mais de "la société Ipsos MORI à la demande de l'entreprise Ernst & Young".

Ils osent tout.

- Les Etats-Unis affirment avoir cloué au sol 20% de l'aviation syrienne - AFP

- Nouvelles révélations sur Penelope Fillon, à deux semaines du scrutin - La Tribune

- Bernie Sanders relance sa «révolution» - LeFigaro.fr

Figure de la gauche américaine, Bernie Sanders veut emmener le Parti démocrate vers la gauche avec son mouvement, «Our Revolution». LeFigaro.fr

- LVMH: les ventes du premier trimestre bondissent de 15% - AFP

Le numéro un mondial du luxe LVMH a vu ses ventes bondir de 15% au premier trimestre, à 9,88 milliards d'euros... AFP

- Strasbourg: Des plots en béton posés en urgence devant la cathédrale, mais que se passe-t-il? - 20minutes.fr

- Piratage des élections américaines : un Russe arrêté et incarcéré en Espagne - Franceinfo

Piotr Levachov est soupçonné d'avoir participé à des cyberattaques menées durant la campagne électorale américaine. Franceinfo

- Une virginité vendue aux enchères 2,3 millions d'euros - Liberation.fr

Agée de 18 ans, une mannequin roumaine a mis sa «première fois» en vente au plus offrant sur Internet. Un juteux business pour le site «d'escorts» qui a passé l'annonce depuis l'Allemagne. Liberation.fr

Haut de page

Le 12 avril 2017

CAUSERIE

Hier soir je me suis livré à un exercice avec ma compagne Selvi qui est ultra arriérée.

Elle est partie se coucher avant moi après avoir donné à manger à sa soeur qui était arrivée très tard. Je suis passé derrière elle, elle avait laissé un torchon sur une chaise, un sac plastique sur la table, le ventilateur allumé alors qu'il n'y avait plus personne dans la pièce, les chaises étaient dans tous les sens et pour finir elle n'avait pas fermer le gaz à la bouteille, je passe quelques détails insignifiants.

Je lui ai fait remarquer en rigolant, en lui disant : "tu vois Selvi, quand je dis que tu n'as pas de tête, c'est vrai". Elle ne l'a pas mal pris. Plus tard je lui ai dit que son attitude révélait un manque d'attention à ce qu'elle fait, un manque d'attention en général du fait qu'elle n'a jamais été entraînée à réfléchir à l'enchaînement des faits tel qu'on peut l'apprendre à l'école en pratiquant un tas d'excercices qui font appel à divers mécanismes mentaux ou logiques, mais aussi pour avoir toujours vécu dans un milieu relativement fermé, uniforme, peu ouvert au monde extérieur ou recroquevillé sur lui-même, ce qui ne favorise pas l'épanouissement des facultés intellectuelles, dans ces conditions même le développement de l'observation s'en trouve altéré.

Chez moi, c'est spontanément que je range les chaises à leur place, j'éteins le ventilateur, etc. parce que je suis développé, j'ai eu la chance d'aller à l'école, d'apprendre à lire et d'étudier. Mes facultés d'observation, d'attention, de concentration ne se sont pas développées toutes seules, il a fallu que je les alimente, et si je ne les mets pas à contribution, elles vont avoir tendance à diminuer ou vont présenter de graves carences, j'ai pu le constater sans un certain effroi, car c'est indispensable pour progresser, c'est mon obsession depuis 43 ans.

Pendant les deux décennies où j'ai cessé de militer, j'ai régressé, mais par chance comme j'ai continué à lire puis je me suis lancé dans des études de linguistique, j'ai pu limiter la casse et ne pas revenir à l'état d'arriération profond de mes 19 ans. Je possédais les bases pour ne pas sombrer en Inde, mais cela aurait pu être possible, je dois peut-être mon salut au 11 septembre 2001, quel paradoxe, n'est-ce pas ? puisque c'est le jour où j'ai renoué avec le militantisme et le socialisme. Vous aurez observé que je n'ai pas porté de jugement sur ma compagne, de quel droit j'aurais pu franchement. Je me suis borné à étudier son comportement qui m'a rappelé le mien autrefois, en essayant de l'aider à progresser mais pas seulement. J'ai aussi voulu lui faire prendre conscience que j'étais plus apte qu'elle à juger certaines situations et à prendre des décisions, et qu'en aucun cas elle ne devait en prendre seule qui engageraient notre avenir et pourraient nous causer de graves désagréments, ce dont nous n'avons vraiment pas besoin parce que notre vie est déjà suffisamment difficile ou compliquée pour ne pas en rajouter. On arrive tout juste à nous en sortir et je ne voudrais pas que notre mode de vie se dégrade davantage, car nous n'avons plus de marge de manoeuvre, on a atteint le stade de la pauvreté, descendre plus bas et notre vie deviendrait rapidement insupportable.

Elle a plus ou moins conscience de cela, mais parfois elle l'oublie, donc un rappel en douceur est nécessaire pour que nos rapports ne se détériorent pas non plus, j'essaie de la préserver autant que moi, sachant que je partirai avant elle puisqu'elle est plus jeune que moi, elle a 15 ans de moins que moi, aussi j'essaie de lui donner un enseignement qui lui sera utile plus tard, quand je ne serai plus là.

Je pourrais très bien m'en foutre et me dire que je vis ma vie de mon côté et qu'elle vit la sienne de son côté, mais je ne suis pas fait ainsi. Hormis ces petits rappels ou cet enseignement à petite dose, elle vit sa vie à sa façon, je n'interviens jamais dans ses affaires, je lui donne mon avis quand elle me le demande, sinon je m'abstiens, et quand elle s'avise de s'immiscer dans mes affaires, ce qui arrive fréquemment, je lui dis de s'occuper des siennes et elle n'insiste pas.

Chacun vit sa vie à sa manière, comme il peut, progresse à son rythme, et je tiens le même discours aux personnes qui se connectent sur ce portail depuis le premier jour, je ne change pas de personnalité ou de personnage, de discours, qu'on s'adresse à des gens ultra arriérés ou illettrés ou à des gens développés, qui ont fait des études supérieures, entre nous tout est clair et net et doit le demeurer, tel est mon principe. La différence qui existe entre moi et ma compagne et mes lecteurs, c'est que pour ma compagne ce qui nous unit prime sur ce qui nous éloigne ou nous sépare, tandis qu'avec mes lecteurs c'est l'inverse.

Cela m'a inspiré la réflexion suivante ce matin.

La pire attitude qui soit ici comme en général dans la vie, c'est le laxisme, la fainéantise intellectuelle, le dilettantisme, l'éclectisme, le manque de rigueur, de principes, de valeurs, l'absence de discipline, de mémoire, le relativisme absolu qui se satisfait de définitions ou de caractérisations approximatives ou aussi lâches qu'un élastique, et qui empêchent d'accéder à la connaissance de sorte qu'on est réduit à la passivité, à subir le sort qu'on nous a réservé ou à se faire manipuler par manque d'audace, de volonté, de détermination, de courage, car finalement l'absence d'idéal se paie très cher un jour ou l'autre.

Institutions de la Ve République en quête désespérément de légitimité.

La nausée. Un "dégoût" ou une "colère" légitime.

- Election présidentielle : 67% des Français ressentent de la déception, du dégoût ou de la colère face à la campagne, selon notre sondage Ipsos / Sopra Steria - Franceinfo

Ce sont des chiffres pour le moins inquiétants, à douze jours du premier tour. Si deux Français sur trois déclarent s'intéresser à l'élection présidentielle, selon une enquête Ipsos / Sopra Steria* publiée mardi 11 avril, 67% affirment aussi que la campagne leur fait d'abord ressentir de la déception, du dégoût ou de la colère, et 64% assurent qu'elle ne leur a "pas appris grand-chose sur les programmes et les personnalités" des onze candidats.

Autant d'indicateurs qui expliquent pourquoi, à moins de deux semaines du jour J, seuls 66% des Français ont l'intention de se rendre aux urnes le 23 avril pour aller voter. Si ce chiffre se confirmait, le record historique de 2002 – 28,4% d'abstention au premier tour – serait largement battu. Franceinfo11 avril

Quels que soient le taux de participation et le candidat élu, dors et déjà ces élections sont marquées du sceau de l'illégitimité. C'est de là qu'il faudra partir ensuite...

Et il y a de quoi... Entre ceux qui sont incapables de s'assumer...

- "Ce n'est pas une agression !" : échange tendu entre Alexis Corbière et Patrick Cohen dans "C à vous" - Franceinfo

Le porte-parole de Jean-Luc Mélenchon et le journaliste se sont écharpés, lundi, sur la question de l'Alliance bolivarienne, qui figure dans le programme du candidat de la France insoumise. Franceinfo 11.04

... et ceux qui regrettent que les médias ne leur soient pas (plus) favorables...

- Violences dans ses meetings: Fillon renvoie les journalistes à leurs "propres responsabilités" - Le Huffington Post

"Je condamne toutes les violences. Simplement j'invite ces journalistes à se poser la question: pourquoi est-ce que dans les meetings il y a une crispation à leur égard? Chacun doit se poser des questions...", a plaidé le candidat LR.

Interrogé sur sa rancoeur à l'égard des médias, François Fillon a regretté "l'absence de recul" de la presse. "Le coeur du débat politique, ce ne sont pas les sondages ni ce que pensent les analystes de la vie politique française", a-t-il précisé en rappelant que "pendant la primaire, les médias avaient décidé que je n'avais aucune chance".

"Il faut que les médias réfléchissent à leur responsabilité dans la construction du jugement politique des Français", plaide-t-il. Reprenant une critique chère à Marine Le Pen, François Fillon porte un jugement sévère sur France2 et son Emission politique, dénonçant un programme "à charge" et critiquant une "mise en scène" de la chaîne lors de son face à face peu flatteur face aux infirmières.

"On a vu la différence cette semaine avec l'émission de M. Macron. Il y a un problème. Je pose la question: est-ce que c'est le rôle du service public d'être dans cette forme de déséquilibre. Qu'un grand journal choisisse son candidat ça fait partie des traditions mais pas le service public". Le Huffington Post 11.04

En famille. Ceux qui osent tout et vous prennent vraiment pour des cons !

- Mélenchon surpris par "le virage à droite complètement inouï" de Macron - AFP

Jean-Luc Mélenchon s'est déclaré surpris mardi par "le virage à droite complètement inouï" d'Emmanuel Macron, critiquant sa volonté de vouloir recourir aux ordonnances pour réformer le marché du travail.

"Il veut gouverner pendant l'été à coup d'ordonnances pour annuler le code du travail mais à mon avis, cela ne va pas lui porter chance de parler comme ça, car les gens savent l'importance du code du travail pour leur vie", a estimé le candidat à la présidentielle pour la France Insoumise (LFI) à Villeneuve-d'Ascq (Nord).

"C'est bien, il vaut mieux qu'il scie lui-même la planche sur laquelle il est assis, cela me fait moins de travail à faire!", a ironisé M. Mélenchon, en marge d'une visite à Lilliad, un bâtiment de l'Université de Lille à caractère scientifique, basé sur l'Innovation. AFP 11.04

Non mais, parce que voyez-vous, jusqu'à hier Mélenchon ignorait qu'une brochette d'oligarques, de milliardaires, de banquiers, etc. bref, de réactionnaires en tous genres, Valls, Attali, BHL soutenaient Macron, y compris Gattaz qui doit cependant ménager Fillon, ces "gens savent l'importance du code du travail pour leur vie" dorée que Mélenchon préservera, faisons-lui confiance sur ce point au moins...

Quand La Médiasphère devient la Macronsphère.

- Pourquoi LCI a supprimé le replay de La Médiasphère - lefigaro.fr

«Trou noir», «neuneu», «kiki qui fait de la politique»... Lundi, sur LCI, les chroniqueurs de l'émission La Médiasphère n'avaient pas de mots assez durs pour qualifier le candidat d'En Marche!, Emmanuel Macron. Les invités de Christophe Moulin, animateur de l'émission, ont notamment fustigé le dernier meeting de l'ancien ministre, qui se tenait à Marseille le 1er avril dernier.

Après avoir consacré une bonne partie de l'émission à critiquer Emmanuel Macron, les journalistes ont changé de cible, s'attaquant à la candidate du Front national, Marine Le Pen, actuellement visée par une enquête pour soupçons d'escroquerie et recel d'abus de biens sociaux.

Problème, comme le révélait mardi le journal Libération , le replay de l'émission, mis en ligne la veille, n'était plus disponible sur le site de la chaîne mardi. Selon le quotidien, qui indiquait dans son article une source interne de la chaîne d'info du groupe TF1, «deux candidats se seraient sentis attaqués injustement». Selon le site internet du journal, le replay de l'émission aurait ainsi été supprimé pour «protéger la chaîne et ses intervenants sur le plan juridique».

Invité ce matin sur Europe 1, le directeur général de LCI, Thierry Thuillier, est revenu sur la polémique, et a démenti avoir retiré la vidéo à la demande d'un candidat: «Lorsqu'on est saisi via notre service politique, on regarde de quoi il s'agit. (...) Hier, il y avait de quoi dire! Nous avons estimé qu'à la fois sur le plan éditorial et quand on aborde les histoires judiciaires, il faut un peu de rigueur.»

Selon le patron de la chaîne, les équipes de l'émission n'ont pas «su cadrer» et qu'il «était important de rappeler les contextes». «On est à trois semaines d'une élection présidentielle, on parle de candidats sur le terrain judiciaire. Nous avons pensé que nous n'avions pas été assez rigoureux», a conclu Thierry Thuillier. lefigaro.fr 05.04

Vidéo. L'émission censurée par Macron sur LCI ! (Version complète)
https://www.youtube.com/watch?v=jsqP5SrrOBA

En famille, c'est naturel.

- Le ministre allemand des Finances soutient Macron face à Fillon - AFP

Le ministre allemand des Finances a rompu mardi la neutralité officielle de mise concernant l'élection présidentielle française, en indiquant qu'il préférait le centriste Emmanuel Macron à François Fillon, pourtant proche de lui sur le plan politique. AFP 11.04

Dossier Syrie.

L'info fournie par Thierry Meyssan a été confirmée.

- Seuls 23 missiles américains auraient atteint la base précise la Russie. - leparisien.fr 07.04

- Seuls 23 missiles américains ont atteint la base d'al-Chaayrate, a déclaré à la presse le porte-parole de l'armée russe Igor Konachenkov. - 20minutes.fr 07.04

Voilà ce qui arrive quand on privilégie la version officielle : On ne comprend plus rien à la situation.

Quelques commentaires d'internautes laissés sur le blog Les-crises.fr

- Oui, un revirement à 180° qui ne peut s'expliquer par la manipulation.

- Trump n'est qu'un crétin redneck sans cervelle qui ne fonctionne que sur le pathos. Ce type est très dangereux.

- Trump, après son effort surhumain pour décrocher son poste, est prêt à tout pour le conserver.

- Je me fous de savoir si Trump a été trompé par son entourage. Le fait est qu'il a agi de façon débile.

- Le plus grave dans cette affaire, outre le fait d'être passé très près d'une guerre entre puissances nucléaires...

- Ce type est un mégalo dangereux qui est arrivé au pouvoir par accident.

- Le pire est de se dire que Clinton aurait fait exactement la même chose.

Les 6 positions de l'administration Trump sur la Syrie - Réseau Voltaire 11.04

En deux semaines, l'administration Trump a défendu 5 positions différentes sur la Syrie :

- Jusqu'au 30 mars 2017

Elle considérait que le président Bachar el-Assad avait été élu par ses concitoyens et était donc légitime au pouvoir. Le 30 mars 2017, son ambassadrice aux Nations unies, Nikki Haley, confirmait que la priorité des États-Unis n'était plus de renverser le président syrien.

- Les 5 et 6 avril 2017

Après l'attaque chimique de Khan Sheikhoun, le président Trump et son secrétaire d'État Rex Tillerson considéraient que Damas en était responsable, qu'il avait « franchi la ligne rouge » et que Bachar el-Assad devait partir. Ce faisant ils reprenaient la position des néo-conservateurs et précisément celle d'Hillary Clinton.

- Du 6 au 10 avril 2017

Pour le conseiller national de Sécurité, HR McMaster, et le secrétaire à la Défense, James Mattis, les États-Unis ne s'intéressent pas à savoir si le président el-Assad doit rester ou partir, mais comment empêcher l'usage d'armes chimiques en Syrie et ailleurs.

- Le 9 avril 2017

Lors de diverses interview de ce dimanche, Rex Tillerson revint à sa position antérieure. Pour lui, la priorité était de détruire Daesh. Le sort du président el-Assad ne sera envisagé que par la suite avec la Russie. Ce point de vue était confirmé par HR McMaster. Nikki Haley déclarait pour sa part que les États-Unis ont de multiples priorités en Syrie et que la paix ne peut pas survenir avec le président el-Assad.

- Le 10 avril 2017

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer, indiquait que la décision de bombarder un aéroport syrien avait été prise à la fois à cause de l'attaque chimique de Khan Sheikhoun et parce que Damas utilise des bombes artisanales. Tandis que James Mattis publiait un communiqué reliant explicitement et exclusivement le bombardement de Chayrat à l'attaque de Khan Sheikhoun.

- Le 11 avril 2017

À l'issue d'une réunion avec les ministres des Affaires étrangères du G7, Rex Tillerson affirme que la Russie doit choisir son camp : avec Washington ou avec Damas. Il n'est plus question de ce que pourrait être l'action de l'administration Trump vis-à-vis de la Syrie en cas de désaccord avec l'administration Poutine.

Alors que la presse interprète les événements comme un revirement à 180° de la position de Donald Trump, son conseiller adjoint, Sebastian Gorka, contacte des sites internet qui avaient fait campagne pour Trump et qui hurlent à la trahison. Il les rassure : selon lui, malgré les apparences, le président n'a pas changé de position.

“What’s Trump’s plan for Syria ? Five different policies in two weeks”, Spencer Ackerman, The Guardian, April 11, 2017.

Source : « Les 6 positions de l’administration Trump sur la Syrie », Réseau Voltaire, 11 avril 2017, www.voltairenet.org/article195943.html

Et si Trump n’avait pas viré casaque ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 11.04

Donald Trump, qui avait été élu sur son programme de fin de l’impérialisme et de service des intérêts de son peuple, a-t-il brusquement changé de bord, trois mois seulement après son arrivée à la Maison-Blanche ?

C’est l’interprétation ultra-majoritaire du bombardement de la base de Chayrat, le 6 avril 2017. La totalité des alliés des États-Unis a approuvé cette action au nom de principes humanitaires. La totalité des alliés de la Syrie l’a condamnée au nom du Droit international.

Pourtant, lors du débat au Conseil de sécurité des Nations unies, l’argument d’une attaque chimique perpétrée par Damas n’était pas soutenu par le représentant du secrétaire général. Au contraire celui-ci soulignait l’impossibilité à ce stade de savoir comment cette attaque avait pu avoir lieu. La Bolivie a même mis en doute l’existence de cette attaque qui n’est connue que par les Casques blancs, c’est-à-dire un groupe d’Al-Qaïda que le MI6 encadre pour les besoins de sa propagande. Au demeurant, tous les experts militaires soulignent que les gaz de combats doivent être dispersés par des tirs d’obus et jamais, absolument jamais, par des bombardements aériens.

Quoi qu’il en soit, l’attaque états-unienne contre la base de Chayrat s’est caractérisée par sa brutalité apparente : les 59 missiles BGM-109 Tomahawk avaient une puissance cumulée presque deux fois équivalente à la bombe atomique d’Hiroshima. Pourtant, l’agression s’est aussi caractérisée par son inefficacité : s’il y a bien eu des martyrs tentant d’éteindre un incendie, les dégâts sont si peu importants que la base fonctionnait à nouveau le lendemain.

Force est de constater que soit l’US Navy est un « tigre en papier », soit cette opération n’est qu’une mise en scène.

Dans ce cas, on comprend mieux que la défense anti-aérienne russe n’ait pas réagi. Ce qui suppose que les missiles anti-missiles S-400, dont le fonctionnement est automatique, aient été volontairement désactivés au préalable.

Tout s’est déroulé comme si la Maison-Blanche avait imaginé une ruse visant à emmener ses alliés dans une guerre contre les utilisateurs d’armes chimiques, c’est-à-dire contre les jihadistes. En effet, à ce jour, selon les Nations unies, les seuls cas établis d’usage de ces armes en Syrie et en Irak leur ont été attribués.

Au cours des trois derniers mois, les États-Unis ont rompu avec la politique du Républicain George Bush Jr. (qui signa la déclaration de guerre du Syrian Accountablity Act) et de Barack Obama (qui soutint le « printemps arabe », c’est-à-dire la réédition de la « Grande révolte arabe de 1916 » organisée par les Britanniques). Cependant Donald Trump n’était pas parvenu à convaincre ses alliés, notamment allemands, britanniques et français.

Sautant sur ce qui paraît être un changement radical de la politique US, Londres a multiplié les déclarations contre la Syrie, la Russie et l’Iran. Son ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, a annulé sa visite à Moscou.

Seulement voilà : si Washington a changé de politique, pourquoi donc le secrétaire d’État Rex Tillerson a-t-il, au contraire, confirmé son déplacement à Moscou ? Et pourquoi donc le président Xi Jinping, qui se trouvait être l’hôte de son homologue états-unien durant le bombardement de Chayrat, a-t-il réagi si mollement, alors que son pays a fait par 6 fois usage de son veto pour protéger la Syrie au Conseil de sécurité ?

Au milieu de cet unanimisme oratoire et de ces incohérences factuelles, le conseiller adjoint du président Trump, Sebastian Gorka, multiplie les messages à contre sens. Il assure que la Maison-Blanche considère toujours le président el-Assad comme légitime et les jihadistes comme l’ennemi. Gorka est un ami très proche du général Michael T. Flynn qui avait conçu le plan de Trump contre les jihadistes en général et Daesh en particulier.

Source : « Et si Trump n’avait pas viré casaque ? », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 11 avril 2017, www.voltairenet.org/article195918.html

- Syrie: "pas de doute" que le régime est responsable de l'attaque, selon Mattis - AFP

Le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis a affirmé mardi qu'il n'y avait "pas de doute" sur le fait que le régime syrien était responsable de l'attaque chimique du 4 avril.

Les Etats-Unis et la Russie se sont affrontés mardi à propos de l'attaque chimique présumée en Syrie et du sort du président Bachar al-Assad, laissant présager des entretiens tendus mercredi à Moscou pour le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson.

Signe d'une nouvelle poussée de fièvre, quelques heures après l'arrivée dans la capitale russe de M. Tillerson, le secrétaire à la Défense James Mattis a accusé le régime syrien de l'attaque du 4 avril. Un responsable américain est même allé plus loin en s'interrogeant sur le rôle de la Russie, alliée de la Syrie, dans ce raid qui a fait 87 morts, dont des dizaines d'enfants.

Mais le président Vladimir Poutine a mis en garde contre des "provocations" à l'arme chimique qui seraient, selon lui, en préparation en Syrie afin de mettre en cause le président Assad.

En tout cas, pour le chef du Pentagone, "il n'y a pas de doute que le régime syrien est responsable de la décision d'attaquer et de l'attaque elle-même" contre la localité syrienne de Khan Cheikhoun, dans le nord-ouest de la Syrie.

M. Mattis a ainsi justifié la frappe punitive ordonnée le 6 avril par le président américain Donald Trump "pour dissuader le régime" de Damas de lancer une autre attaque de ce type.

Des responsables à la Maison Blanche se sont même interrogés sur la responsabilité de Moscou: "Comment est-il possible que leurs forces se trouvaient dans la même base que les forces syriennes qui ont préparé, planifié et mené cette attaque (...) et ne l'aient pas su à l'avance?", s'est demandé l'un d'eux.

"C'est une question que nous devons poser aux Russes", a-t-il averti, à la veille d'entretiens à Moscou entre Rex Tillerson et son homologue russe Sergueï Lavrov.

Il s'agit de la toute première visite en Russie d'un ministre américain depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, lequel avait prôné un rapprochement avec M. Poutine.

Le président russe, pour qui la frappe américaine du 6 avril fut une "agression contre un Etat souverain", a averti contre d'éventuelles manipulations. "On s'apprête à balancer de nouveau quelque substance et à accuser les autorités syriennes de son utilisation", a déclaré le chef du Kremlin.

La diplomatie russe espère des "négociations productives" avec M. Tillerson, qui fut décoré par le président Poutine du temps où il était PDG du pétrolier ExxonMobil, plaidant pour une "coopération constructive" et non la "confrontation" avec les Etats-Unis.

On ne sait pas encore si M. Tillerson verra M. Poutine, le Kremlin et le département d'Etat refusant de le confirmer.

De son côté, le porte-parole de la Maison Blanche Sean Spicer a jugé que M. Assad avait fait pire qu'Hitler, une comparaison hasardeuse qu'il a vite amendée devant le tollé. Il a ensuite présenté des excuses pour ce "commentaire inapproprié et manquant de sensibilité".

Après avoir semblé prendre ses distances avec la crise syrienne, notamment sur le sort du président Assad, l'administration Trump a fait volte-face la semaine dernière en bombardant pour la première fois le régime de Damas.

Réunis mardi avec leurs partenaires du G7 en Italie, les Etats-Unis ont martelé que l'avenir de la Syrie devait s'écrire sans son président. Rex Tillerson affirmant même que "le règne de la famille Assad touche à sa fin".

Le secrétaire d'Etat s'est en outre interrogé devant la presse en Toscane sur l'"alliance à long terme" entre Moscou et Damas. "La Russie ne préférerait-elle pas se réaligner sur les Etats-Unis et les autres pays occidentaux et du Moyen Orient qui cherchent à résoudre la crise syrienne?", a-t-il demandé.

"Un dirigeant qui a tué, et qui continue de tuer, des centaines de milliers de gens de son propre peuple (...) doit partir", a insisté à Washington le porte-parole du département d'Etat, Mark Toner.

Mais même si le départ du président syrien demeure un objectif des Etats-Unis, "vaincre le groupe jihadiste Etat islamique reste la priorité", a réaffirmé le chef du Pentagone James Mattis lors d'une conférence de presse avec le général Joseph Votel, chef des forces américaines au Moyen-Orient.

L'Iran, autre allié de la Syrie, a prévenu qu'une nouvelle action militaire américaine contre Damas ne resterait pas "sans réponse", tandis que la diplomatie russe annonçait pour "la fin de la semaine à Moscou" une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères de la Russie, de la Syrie et de l'Iran. AFP 11.04

Chili.

- Les étudiants chiliens manifestent contre la réforme de l'enseignement - Reuters

Des milliers d'étudiants chiliens ont défilé dans les rues de plusieurs villes du pays pour réclamer une amélioration de la réforme de l'enseignement supérieur alors que le Parlement débat d'une réforme. Reuters 12 avril

Ils osent tout.

- "Même Hitler n'en était pas arrivé à utiliser des armes chimiques", selon le porte-parole de Trump qui parle d'Assad - Le Huffington Post

- Pour Benoît Hamon, "si vous aimez vos enfants vous ne pouvez pas voter Marine Le Pen" - Le Huffington Post

Il a dû s'inspirer de la représentante américaine à l'ONU Nikki Haley produisant des photos d'enfants morts, après l'attaque chimique en Syrie attribuée à Assad...

500.000 enfants irakiens victime de l'embargo américain "parce que ça en valait la peine" avait déclaré Madeleine Albright. https://www.youtube.com/watch?v=RM0uvgHKZe8&app=desktop

Remarque d'un internaute dans un autre article qui peut s'adresser à Hamon: "Quand les enfants du Donbass étaient massacrés par les missiles Grad personne ne s'appitoyait devant leur photos…"

Ne votez pas non plus Hamon, mieux, ne votez pas du tout !

- Hamon se pose en candidat des jeunes et des défavorisés - Reuters

- Le "communiste" Mélenchon devient la cible de toutes les attaques - Le Huffington Post

- Mélenchon surpris par "le virage à droite complètement inouï" de Macron - AFP

- Macron répond à la percée de Mélenchon en se posant en candidat de "l'indignation" et du renouvellement - AFP

- Fillon renvoie Mélenchon et Le Pen dos-à-dos - AFP

- Un vice-ministre syrien en colloque à Paris: Jean-Marc Ayrault "indigné" - AFP

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault s'est déclaré "indigné" par la réception mardi à Paris, lors d'un colloque organisé par des députés, d'un vice-ministre syrien, Ayman Soussan. AFP 11.04

Haut de page

Le 13 avril 2017

CAUSERIE

J'ai laissé de côté un tas de sujets par manque de temps (Guyane, Venezuela, Russie), car je dois aussi m'occuper de mes affaires, un homme au foyer travaille 7 jours sur 7 en Inde, de 6 heures du matin jusqu'à 19 ou 20 heures, cela inclut le temps que je passe à actualiser le portail. Je suis hyper actif, donc je n'arrête jamais, mais quand il fait plus de 40°C à l'ombre.

Une autre fois, demain peut-être je vous parlerai de l'impression que je ressens en regardant des films français des années 30 à 60. C'est étrange, je les avais adorés quand j'étais jeune, maintenant il me semble désuets, superficiels, bourés de clichés, nuls pour la plupart d'entre eux. Il y aurait beaucoup de choses à dire sur les acteurs et leurs personnages... A croire que la société a beaucoup changé et nous aussi en vieillissant, c'est étrange, quand on observe les partis ouvriers on a l'impression qu'ils sont totalement sclérosés, non, vous ne trouvez pas ? Loin de moi l'idée que le parti serait dépassé, au contraire, il n'a jamais été aussi indispensable, la question n'est pas là.

Cela dit, si je ne savoure plus ces films comme autrefois, je prends un grand plaisir à en analyser le contenu et à revoir le pays de

mon enfance, surtout Paris où j'ai grandi, c'est si loin d'ici...

Sous nos yeux.

- Famine : le cri d'alarme du Nigéria, du Yémen, du Soudan et de la Somalie - Franceinfo

L'ONU lance un cri d'alarme, 20 millions de personnes meurent de faim en ce moment au Nigéria, au Yémen, au Soudan et en Somalie. Les Nations unies redoutent une famine plus meurtrière qu'en 2011. Franceinfo 12.04

Une victime n'importe où dans le monde de la survie du capitalisme, est une victime de trop, une terrible injustice, un crime.

Ils s'émeuvent volontiers sur le sort de ces malheureux enfants, ces "mignons petits bébés" gazés par le soi-disant horrible dictateur Assad, sur ces milliers de mignants qu'ils ont encouragés à risquer leur vie pour rejoindre l'eldorado occidental en train de couler et qui périssent par dizaines de milliers lors de cette folle aventure, sur les centaines de milliers de morts causés par leurs guerres impérialistes ou de rapine en Syrie, en Irak, en Libye, en Afghanistan, mais quand des dizaines de millions d'innocents crèvent de faim du fait de leurs guerres leurs canaux lacrymaux sont soudainement desséchés ou taris, leurs cordes vocale sont désespérément muettes, leurs oreilles complètement bouchés, à croire que les profits du complexe militaro-indutriel auraient un pouvoir paralysant ou anesthésiant sur leur capacité à s'émouvoir de la misère du monde avec laquelle finalement chacun s'accommode plus ou moins hypocritement pour ne pas combattre pour y mettre définitivement un terme.

Je vis dans un pays (Inde), où les gens guidés par un vieille instinct ou un réflexe inconscient demande toujours à la personne qui entre chez eux si elle a mangé, même au téléphone c'est la première chose qu'ils demandent à la personne qu'ils ont au bout du fil.

Le spectre de la faim, de la famine hante toujours les esprits parce qu'il y a des dizaines de millions d'Indiens qui quotidiennement ne mangent pas à leur faim. Avoir le ventre plein, ici c'est déjà le début du bonheur !

Avant-hier la soeur de ma compagne est arrivée très tard alors que nous avions fini de dîner. Il n'y avait plus de riz, alors Selvi en a fait cuire. Adi n'a pas voulu manger sur place, il était déjà 22h30. Elle a demandé à sa soeur de lui mettre du riz et deux portions des trois currys (pommes de terre, aubergine, poulet) dans un récipient qu'elle emporterait pour elle et une vielle indienne qui n'a plus de famille et de toit et qu'elle héberge la nuit dans sa minuscule pièce de 10 m², vielle dame décharnée qu'elle nourrit également apparemment ainsi que d'autres personnes du village qui doivent lui donner des restes de temps en temps, sinon elle n'a rien à manger. Cela se passe à 50 mètres de chez moi.

En France, la pauvreté ou la misère est plus ou moins dissimulée, on ne l'a pas sous les yeux en permanence, mieux ou pire, on peut même facilement éviter de la voir ou d'y penser, l'oublier. En Inde elle vous saute littéralement à la gueule, elle vous bouffe les tripes, elle vous ronge les nerfs dès qu'on la traduit sur le plan politique, car là le spectacle est plus que navrant, pitoyable, on enrage, pas particulèrement en écoutant les candidats à l'élection présidentielle qui ne sont que des misérables pantins dont on n'a rien à attendre de bon, mais en observant qu'on ne parvient pas à rassembler nos forces pour combattre ensemble et construire le foutu parti qui nous fait tant défaut.

Se coltiner cette misère omniprésente et être réduit à l'impuissance pour la combattre, c'est le pire cauchemar qui pouvait nous échoir en somme, et je dois avouer que je le supporte très mal, d'où parfois mes emportements. C'est un puissant facteur pour vous pousser à essayer de comprendre comment on a pu en arriver là. Cela m'obsède, car je ne peux pas me résoudre à accepter les explications qui nous ont été fournies puisqu'elles n'ont pas contribué à résoudre nos problèmes politiques, bien au contraire la décomposition et la dislocation de l'avant-garde se sont encore amplifiées au cours des dernières années ou décennies.

Dans ce domaine, on a cru à plusieurs reprises qu'on avait touché le fond ou qu'on avait atteint les limites précédant un rebond, un nouveau départ sur de nouvelles ou bonnes bases, pour hélas constater qu'on s'embourbait toujours plus dans l'opportunisme ou qu'on ne parvenait pas à renouer avec le fil du socialisme, qui sinon se serait traduit par d'autres rapports avec l'ensemble des travailleurs et les différents acteurs politiques, parce qu'on refuse toujours d'admettre nos erreurs passées qu'on reproduit à l'infini.

Disons qu'en principe nous partageons tous les mêmes objectifs et les mêmes méthodes pour les atteindre, nous interprétons tous plus ou moins de la même manière la société et le monde dans lesquels nous vivons, quelles sont leur orientation, ainsi que celle du capitalisme, nous sommes tous d'accord qu'il faut se débarrasser du capitalisme et ses institutions, cependant il y a quelque chose qui ne colle pas quelque part.

Il me semble que nous ignorons encore comment vivent et pensent les travailleurs dont les conditions sont très diverses ou hétérogènes. Nous semblons méconnaître leurs relations au capitalisme et aux institutions, aux autres classes ou alors nous n'en tenons pas compte et il faudrait savoir pourquoi, quant à savoir comment cela se traduit, ce n'est pas bien difficile, il suffit d'observer que nous ne parvenons pas à regrouper les travailleurs et les membres des classes moyennes les plus avancès ou conscients dans un parti, j'en déduis donc que nous n'avons toujours pas trouvé la bonne formule et le discours approprié pour s'adresser à eux.

On peut aborder les travailleurs en leur disant ce qu'ils ont envie d'entendre sans forcément être un démagogue ou imiter Mélenchon. Et pourquoi cela fonctionne-t-il, parce que dans ce cas-là les travailleurs ont l'impression qu'on les écoute, parce qu'on part de leurs préoccupations, on les aborde sous un angle qui leur est familier et ils se reconnaissent dans le discours qu'on leur tient. Ensuite on peut aller plus loin ou étayer leur pensée en développant la nôtre qui en est la suite ou le complément logique sur le plan politique. C'est autre chose que de se lancer dans un grand discours qui présuppose qu'ils se situent d'emblée sur le même plan politique que nous, alors que ce n'est pas le cas. On n'a jamais pris le temps de leur expliquer notre politique, on leur impose et on pense que parce qu'elle est juste ils vont nous rejoindre et cela ne fonctionne pas, c'est normal car en réalité les choses sont beaucoup plus compliquées que cela.

Voyez Mélenchon, c'est un cabotin, il joue un personnage, il peut obtenir l'adhésion à sa candidature de millions de travailleurs dans le cadre d'une élection, mais le même personnage n'a jamais pu rallier plus de quelques milliers d'adhésions à son parti qui n'a pas un seul député à l'Assemblée nationale, parce que pour construire un parti la propagande ou les discours ne suffisent pas, il faut aller au bout de ses analyses, il faut que se produise réellement une modification qualitative de l'état d'esprit des travailleurs, ce qui est impossible quand on s'en tient à des analyses superficielles de la situation, cette inconsistance est incompatible avec un engagement politique sérieux et durable. C'est seulement quand on s'est forgé une solide conviction et qu'on s'y tient, qu'on aura envie de la partager avec le plus grand nombre.

Un grand nombre de travailleurs apprécient que Mélenchon affiche une détermination sans faille, occultant son passé et son inconsistance légendaire avec laquelle s'identifie sa carrière politique se réduisant à manipuler des mots ou des idées creuses, vides, et si cela fonctionne, c'est parce que son auditoire est incapable par lui-même de remplir ce vide, Mélenchon a adopté l'attitude du flatteur qui vit au dépend de ceux qui l'écoutent et auxquels finalement il n'apporte rien. Ils ignorent ses véritables intentions, ils lui attribuent une détermination sans faille sans savoir au juste ce qu'elle recouvre, tout comme ils remplissent ses idées creuses ou vides d'illusions, c'est une baudruche qui se gonfle au moment des élections et qui se dégonfle aussitôt après, cela fait penser à toutes les campagnes ou batailles que mènent les différents partis et auxquelles participent des centaines de milliers de travailleurs, qui parviennent chaque fois à recruter quelques centaines de militants et qui les reperdent par la suite, parce qu'il en faut beaucoup plus pour réellement construire un parti. A suivre.

Rapporté par un internaute.

- « Depuis la fin de la guerre froide, […] on assiste à une décadence vertigineuse de la démocratie, à tous les niveaux et dans toutes les sphères de la vie publique des pays occidentaux, témoignant d'une tendance très puissante au totalitarisme généralisé. J'appelle cela le totalitarisme occidental. […] La course du monde occidental vers le totalitarisme est occultée par le voile épais de la désinformation, de la propagande idéologique et du mensonge qui surpassent ceux de l'époque hitlérienne et stalinienne, tant par leurs moyens techniques et leur ampleur que par leur pénétration intellectuelle et leur hypocrisie.
Le totalitarisme belliqueux de l'Occident s'avance sous le déguisement de l'humanisme, de la démocratie, de la lutte pour les droits de l'homme, de la justice. Mais par sa nature, ses actes et ses conséquences, ce totalitarisme est plus terrible et plus dangereux que ses précédents hitlérien et stalinien. En effet, il ne se dévoile pas, il est plus profond et ne rencontre aucune opposition sérieuse […]. » (Alexandre Zinoniev, « Une guerre contre l'Europe »)

Allez donc raconter à nos dirigeants que la "tendance au totalitarisme" ou le néolibéralisme et la "désinformation", la "propagande idéologique et du mensonge" ou la guerre psychologique que mène la classe dominante contre les masses sont indissociables, ils vous riront au nez. Du coup, ils ne pouvaient pas comprendre pourquoi elle avait adopté le "déguisement de l'humanisme, de la démocratie, de la lutte pour les droits de l'homme, de la justice", la preuve en est qu'ils ont continué de tenir le même discours devenu totalement inaudible, à défaut de le rejeter ou de pouvoir en changer pour demeurer sur un terrain de classe indépendant, glissant un peu plus vers l'opportunisme.

Si nos dirigeants ont largement adopté ce "déguisement", c'est parce qu'ils ne voulaient pas caractériser le régime et ses représentants, dont Hollande et le PS, nous, nous avons rejeté ce "déguisement" et nous les avons caractérisés. Nous n'avons participé à aucune campagne initiée par Hollande ou le PS, nous les avons combattues, nous n'employons pas ou plus ces expressions trompeuses et inappropriées, nous évoquons l'humanisme du socialisme, nous ne prétendons pas avoir vécu un jour ou l'autre en démocratie, nous estimons vivre en oligarchie, nous ne défendons pas les droits de l'homme mais ceux du citoyen, les droits politiques des exploités et des opprimés, nous n'avons jamais prétendu qu'il existerait une justice en régime capitaliste, hormis lorsqu'il s'agit de servir les intérêt des nantis.

Nous n'avons jamais alimenté la moindre illusion dans le régime, nous ne l'avons jamais ménagé, nous lui livrons une lutte à mort en nous inspirant de la méthode et du combat de Lénine qui fut inflexible envers le capitalisme et ses représentants.

Institutions en quête de légitimité.

Glissement avant l'effondrement final ?

- Présidentielle: Le Pen et Macron cèdent du terrain à Fillon et Mélenchon - AFP

Toujours en tête des intentions de vote au premier tour de la présidentielle, Marine Le Pen et Emmanuel Macron cèdent du terrain à François Fillon et Jean-Luc Mélenchon à moins de deux semaines du scrutin, selon un sondage Ifop-Fiducial diffusé mercredi.

Avec 23,5% d'intentions de vote suivant le calcul de l'institut, la candidate du Front national perd 1,5 point sur une semaine, et le candidat d'En Marche! est en repli de 2 points sur la même période, à 22,5%.

L'écart se resserre entre le duo de tête et ses poursuivants, qui gagnent un point à 19% pour le candidat de la droite François Fillon et 2,5 points à 18,5% pour celui de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon, selon ce sondage pour Paris Match, Cnews et Sud Radio.

Avec 8,5% (-1) d'intentions de vote, le socialiste Benoît Hamon semble faire les frais de l?ascension de Jean-Luc Mélenchon. Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan recule d'un point à 3,5%, le trotskiste Philippe Poutou en gagne un à 2% et le centriste Jean Lassalle grignote 0,5 point à 1,5%.

Les autres candidats sont crédités de moins de 1%.

L'indice de participation est évalué à 68% du corps électoral, sans changement sur une semaine, dans ce "rolling".

Et 70% des électeurs ayant exprimé une intention de vote se disent sûrs de leur choix. C'est le cas de 84% des électeurs potentiels de Marine Le Pen et de 80% de ceux de François Fillon, de 66% de ceux de Jean-Luc Mélenchon, de 65% de ceux d'Emmanuel Macron et de 55% de ceux de Benoît Hamon. AFP 12.04

Emmanuel Hollande

- Présidentielle : François Hollande soutient timidement Emmanuel Macron - Franceinfo

À 11 jours du premier tour de l'élection présidentielle, François Hollande sort du silence qu'il s'était imposé. Le chef de l'État s'inquiète de la montée des extrêmes et soutient Emmanuel Macron à demi-mot.

Un soutien, là encore, implicite : "La politique a besoin de renouvellement, dit le président au Point. Je n'ai pas découragé Emmanuel Macron quand il a voulu lancer son mouvement, un pari 'audacieux'." François Hollande n'en dira pas plus.

Emmanuel Macron serait donc "son héritier" ? Dans une autre confidence présidentielle, cette fois au site d'info ludique et décalée Kombini, François Hollande indique qu'il "faut aller vers ceux qui sont plutôt dans la suite" et qu'il a "plusieurs" héritiers... histoire de bien tout compliquer. Franceinfo 12.04

Parole de suppôt de barbares. Péril en la demeure...

- François Hollande met en garde contre "le péril Jean-Luc Mélenchon" - Franceinfo

Ça y est François Hollande est en campagne. Jean-Luc Mélenchon réussit l'exploit de faire sortir de sa réserve le président de la République. Ce dernier avait jusqu'ici concentré son tir sur le seul Front national, et c'est pour ça qu'une petite phrase tirée d'un entretien au magazine Le Point, à paraître ce jeudi (article payant), fait beaucoup de bruit. "Il y a un péril face aux simplifications, aux falsifications, qui fait que l'on regarde le spectacle du tribun plutôt que le contenu de son texte", y affirme François Hollande. "Le tribun", c'est Jean-Luc Mélenchon. Qu'importe si le président pense effectivement à lui, son entourage embraye : "Le danger populiste ne se limite pas à Marine Le Pen, il y a un péril extrémiste de gauche comme de droite". Franceinfo 12.04

Hollande, c'est du Joseph Goebbels (ministre de la Propagande de Hitler), quoi !

- Quarante économistes apportent leur soutien à Emmanuel Macron - AFP

Quarante économistes ont signé mercredi une tribune dans Le Monde pour soutenir le candidat à la présidentielle Emmanuel. AFP 12.04

- Berger (CFDT) juge "scandaleux" les propos du bras droit de Mélenchon en faveur de Chavez - AFP

Dossier Syrie

Parole d'internaute

- Le professeur Theodore Postol, professeur émérite de Science, Technologie et Politique Nationale de Sécurité au Massachussets Institute of Technology démonte en long et en large la thèse d'une attaque aérienne à Khan Sheykhun lors de la dispersion de gaz toxique. Il critique vertement le "rapport des renseignements" produit par la maison blanche pour justifier son bombardement de rétorsion.

Son argument principal est que les débris supposés de la bombe au sarin témoignent d'un écrasement par un souffle d'explosion vertical extérieur, incompatible avec la dynamique d'une bombe s'écrasant au sol. Il est très ferme dans ses propps, conclut à la mise en scène volontaire, s'inquiète d'abord et avant tout de la falsification et de l'instrumentalisation des données des renseignements à des fins politiques. En passant, il rappelle le cas de l'épisode de la Ghoutta.

Très éloigné en qualité et consistance du pathos dégoulinant de Kareem Shaheen dans le Guardian qu'il faudrait croire sur parole.

https://drive.google.com/file/d/0B_Vs2rjE9TdwR2F3NFFVWDExMnc/view

La Russie oppose son veto à l'Onu à une résolution sur la Syrie Reuters13 avril La Russie a comme prévu opposé son veto à l'adoption d'un texte présenté par les Etats-Unis, le Royaume-uni et la France pour faire avancer l'enquête sur l'attaque chimique du 4 avril en Syrie. La Chine, qui a opposé son veto à six précédentes résolutions sur la Syrie depuis le début du conflit, s'est cette fois abstenue, comme l'Ethiopie et le Kazakhstan. Dix pays ont voté en faveur du texte, contrairement à la Russie et la Bolivie qui ont voté contre. Au cours de cette réunion, l'ambassadeur adjoint de la Russie, Vladimir Safronkov, a assuré les 15 membres du Conseil de sécurité qu'ils se trompaient en accusant Bachar al Assad. "Je suis stupéfait par cette conclusion. Personne ne s'est rendu sur le site du crime. Comment savez vous cela ?". Les puissances occidentales estiment qu'il s'agit d'une attaque au gaz sarin et qu'elle est imputable aux forces du président Bachar al Assad, ce que Damas dément.

- Trump veut s'entendre avec la Russie malgré des relations "au plus bas" - AFP

Le président américain Donald Trump a plaidé pour une entente entre les Etats-Unis et la Russie, malgré une rencontre glaciale à Moscou entre les chefs des diplomaties des deux puissances nucléaires dont les relations sont "au plus bas".

La guerre en Syrie demeure le contentieux le plus lourd entre Washington et Moscou, Donald Trump traitant son homologue syrien Bachar al-Assad de "boucher" et d'"animal" et jugeant "possible" que la Russie ait été au courant de l'attaque chimique du 4 avril, imputée au régime de Damas.

Signe des divergences patentes entre Occidentaux et Russes, ces derniers ont opposé à l'ONU leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité réclamant une enquête internationale sur cette attaque chimique présumée à laquelle Washington a répondu par une frappe punitive le 6 avril.

M. Trump avait prôné tout au long de sa campagne et au début de sa présidence un rapprochement avec son homologue russe Vladimir Poutine.

"Ce serait merveilleux (...) si l'Otan et notre pays pouvaient s'entendre avec la Russie", a-t-il lancé mercredi lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche avec le secrétaire général de l'Alliance atlantique Jens Stoltenberg.

Mais "à l'heure actuelle, nous ne nous entendons pas du tout avec la Russie", a reconnu Donald Trump, parlant même d'une "relation peut-être au plus bas (niveau) de tous les temps".

Le président américain s'exprimait à l'issue d'une visite très tendue à Moscou de son secrétaire d'Etat Rex Tillerson, lequel a vu le président Poutine et son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Dans une ambiance glaciale, les deux pays ont étalé leurs divergences sur la Syrie et la défiance qui prévaut entre ces anciens adversaires de la Guerre froide. Rex Tillerson, ex-PDG d'ExxonMobil et qui avait été décoré par Vladimir Poutine en 2013, a déploré le "faible niveau de confiance entre nos deux pays".

"Les deux plus grandes puissances nucléaires ne peuvent pas avoir ce genre de relations", a-t-il souligné, lors d'une longue conférence de presse avec M. Lavrov, où les deux hommes se sont à peine regardés.

Ils ont toutefois plaidé pour une "lutte implacable contre le terrorisme", en allusion au combat contre les jihadistes.

Mais les Etats-Unis et la Russie restent aux antipodes sur la Syrie. Tant sur la responsabilité du régime dans l'attaque du 4 avril sur la localité syrienne de Khan Cheikhoun (87 morts, dont 31 enfants), que sur le sort du président Assad.

Donald Trump a jugé qu'il était "temps de mettre fin à cette guerre civile brutale, de vaincre les terroristes et de permettre aux réfugiés de revenir chez eux", en Syrie où la semaine dernière les Etats-Unis ont frappé pour la première fois le régime après l'attaque chimique.

"Des jeunes enfants qui meurent. Des bébés qui meurent. Des pères qui tiennent leurs enfants morts dans leurs bras. Des enfants morts. Il n'y a pas pire à voir et ça ne devrait pas être permis. C'est un boucher. C'est un boucher. C'est pourquoi nous devions faire quelque chose à cet égard", a tonné M. Trump à propos du dirigeant syrien.

Dans une interview à la télévision Fox Business diffusée mercredi matin, le président américain avait estimé que "quand on balance du gaz, des bombes ou des barils d'explosifs (...) au milieu d'un groupe de gens (...) on est un animal".

Donald Trump avait paru ébranlé la semaine dernière au lendemain de l'attaque chimique présumée. Mercredi, il a même jugé "possible" que la Russie, alliée de la Syrie, ait été au courant de ce raid, en précisant que le Pentagone se penchait sur cette question.

Au même moment à New York, la Russie opposait son veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité présenté par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni et réclamant une enquête sur l'attaque.

C'est la 8e fois depuis le début de la guerre en 2011 que Moscou bloque toute action de l'ONU contre son allié syrien.

Washington, Londres et Paris ont protesté avec force. "Le jour du Jugement dernier pour Assad", a tweeté l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley.

A Moscou, Rex Tillerson - après avoir semblé s?accommoder fin mars d'un maintien au pouvoir du président syrien - a réclamé son départ "organisé" dans le cadre d'une transition politique.

Mais M. Lavrov a rappelé les précédents chaos provoqués selon lui par les chutes des "dictateurs" Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi.

Et avant de recevoir M. Tillerson, M. Poutine a déploré que les relations russo-américaines se soient détériorées depuis que M. Trump est à la Maison Blanche. A un niveau pire même que sous la présidence de Barack Obama.

Rare signe de détente, M. Lavrov a indiqué que "le président Poutine (était) prêt à rétablir" l'accord de prévention des incidents aériens en vigueur en Syrie jusqu'à la frappe américaine du 6 avril.

Moscou intervient militairement en soutien à Damas depuis septembre 2015 et les Etats-Unis pilotent depuis septembre 2014 une coalition internationale anti-jihadistes.

"Malgré tous les problèmes, il existe des perspectives considérables pour travailler ensemble", a toutefois assuré le chef de la diplomatie russe. AFP 12.04

- Poutine: deux versions possibles sur l'attaque chimique en Syrie - sputniknews.com

Le président russe Vladimir Poutine a admis l'existence de deux versions possibles dans l'affaire de l'attaque chimique à Idlib.

Deux versions existent concernant l'attaque chimique perpétrée près d'Idlib: la chute d'un missile syrien sur un site clandestin contenant des matières toxiques, et une provocation intégralement mise en scène, a déclaré le président russe Vladimir Poutine.

« Ici plusieurs versions sont possibles. Je crois qu'on peut en relever deux principales parmi elles », a déclaré le président russe.

La première version, selon le président russe, « c'est la chute d'un missile syrien sur un site clandestin contenant des matières toxiques ».

« C'est tout à fait possible, car les terroristes y ont à maintes reprises eu recours, et personne ne le conteste. Soit dit en passant, des armes chimiques ont été utilisées en Irak contre la coalition internationale et l'armée irakienne », a indiqué Vladimir Poutine.

Et d'ajouter: « Mais tous essaient de ne pas s'en apercevoir, et personne cherche à ne pas faire de bruit sur cette question, bien que tous se soient mis d'accord sur le fait que les terroristes avaient utilisé des matières toxiques (…). Alors, ils en possèdent. Et si c'est ainsi, alors pourquoi ne peuvent-elles pas se trouver en Syrie? C'est une seule et même bande ».

« Et la deuxième version, c'est tout simplement une mise en scène, autrement dit, une provocation. Ceci est spécialement conçu pour faire du bruit et créer les conditions préalables, un prétexte pour exercer une pression accrue sur les autorités syriennes légitimes », a déclaré le président russe.

Vladimir Poutine a noté qu'auparavant on avait déjà parlé de l'attaque à Idlib comme d'une provocation.

« Mais pour donner une réponse définitive, il faut mener une enquête approfondie sur cet incident. Et il n'y a pas d'autres options. Voilà ce que nous proposons de faire », a conclu Vladimir Poutine.

« Ce qui pourrait être encore plus simple serait de venir dans cet aéroport, contre lequel on a porté les frappes et depuis lequel des avions chargés d'armes chimiques auraient décollé, et de tout contrôler. Si nos partenaires nous disent que des civils auraient été touchés par les frappes, alors que ces civils laissent passer les observateurs de l'Onu, les organisations internationales sur ces lieux, et il faudra tout vérifier », a indiqué le président russe.

Les autorités russes demandent une enquête impartiale sur cette affaire avec l'implication de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). En l'absence d'une telle enquête, l'origine de l'intoxication aux produits chimiques des habitants de Khan Cheikhoun reste donc controversée. sputniknews.com 12.04

Haut de page

Le 15 avril 2017

CAUSERIE

Il y en avait qui avaient formulé des doutes sur notre orientation politique, sur notre état mental, psychologique. Cette causerie devrait les rassurer.

On ajoutera demain de nouveaux articles sur la Syrie et les Etats-Unis.

L'espoir irraisonné témoigne de l'ignorance des peuples, mais il est objectivement justifié, parce que les peuples aspirent à un autre sort que celui épouvantable auquel les destine le capitalisme.

Mais qu'est-ce qui fait tourner l'économie capitaliste à l'époque de l'impérialisme pourrissant ?

Pardi, la machine de guerre avec les gigantesques destructions de forces productives qu'elle entraîne, accessoirement parce que tout le monde ou presque s'en fout, d'innombrables souffrances imposées à des peuples innocents qui n'aspirent qu'à une chose, vivre en paix.

Ca y est, tout le monde réalise enfin que Trump va poursuivre la politique belliqueuse adoptée par G.W. Bush au lendemain du 11 septembre 2001, qui s'inscrivait d'ailleurs dans le prolongement de celle de ses prédécesseurs depuis des lustres, puisque les Etats-Unis n'ont jamais cessé d'être en guerre depuis le début du XXe siècle, c'est même leur marque de fabrique depuis que les anglo-saxons se sont emparés de ce continent en massacrant sa population indigène ou en la chassant de ses terres, ce qu'il réitéreront près de deux siècle plus tard en Palestine.

Trump est un tyran, nous n'en avions jamais douté et l'avions affirmé avant qu'il soit élu. Et je n'ai eu aucun mérite pour être parvenu à cette déduction, puisque l'administration américaine, l'ensemble des institutions de ce pays ont été infiltées ou sont passées sous le contrôle des néoconservateurs depuis les années 70, l'époque de Reagan ou même avant, donc on ne voyait pas comment par miracle en 2017, soit près d'un demi-siècle plus tard, les néoconservateurs auraient pu céder la place ou auraient abdiqué les positions ou le pouvoir qu'ils avaient acquis ou encore un changement de régime aurait pu se produire, qui plus est en ayant un oligarque à sa tête. Voilà pourquoi nous n'avons pas suivi les analyses des géopoliticiens ou géostratèges qui nous annonçaient une ère nouvelle avec Trump. Et puis, qui plus est, le capitalisme en crise ne peut se passer de l'économie de guerre.

Et demain, quel que soit le candidat qui sera élu Président de la République en France, il en ira de même.

Pourquoi ? Quelle question, mais parce que seul un soulèvement révolutionnaire du prolétariat pourrait imposer un changement de régime et de politique ! Ah ben ouais, c'est con de ne pas y avoir pensé ! Vous êtes excusé, car il faut être marxiste ou socialiste pour avoir cela à l'esprit et par les temps qui courent les marxistes ou socialistes se comptent sur les doigts de la main, allez les deux si vous y tenez vraiment. Ce n'est pas prétentieux de ma part, il faut bien que quelqu'un le dise puisque c'est vrai.

Il y a quelques jours nous brocardions le manque de rigueur de la plupart des travailleurs et des militants, leur incohérence ou inconsistance qui consiste à faire preuve d'amnésie, à oublier les expériences passées qui sont si instructives, à faire preuve de mémoire sélective, à ne conserver à l'esprit que ce qui leur est agréable ou leur procure un réconfort psycholique désuet ou superficiel qui parce qu'il ne correspond pas à la réalité qui est une et indivisible volera un jour ou l'autre en éclats.

C'est quand même extraordinaire qu'on n'ait jamais cessé de vivre dans un monde en guerre et qu'on ne s'en soit jamais soucié jusqu'à présent ou si peu, entre le fromage et le dessert. Il faut que le bruit des canons se rapprochent et parviennent jusqu'à nos oreilles pour qu'on daigne s'en inquièter enfin, quoique en espérant seulement ne jamais y être confrontés directement, donc on ne peut pas parler d'une véritable prise de conscience.

On en arrive à croire n'importe quoi, y compris les contes les plus absurdes ou grotesques pour se rassurer ou se donner bonne conscience. Si on croit s'en sortir à bon compte de la sorte, on se fait de graves illusions, car cet état d'esprit va profondément influencer et modifier notre mode de pensée et notre comportement au point de nous rendre méconnaissable quand on se regardera dans un miroir, non seulement on aura perdu tout repère extérieur pour s'orienter, mais on aura aussi perdu toute notion des principes fondamentaux qui avaient accompagné l'essor de la civilisation humaine, on en arrivera au stade où on ne sera même plus capable de réagir en présence d'une imposture puisqu'on ne sera plus en mesure d'en reconnaître les symptômes, parvenu ainsi à un tel niveau de confusion il ne nous restera plus qu'à subir servilement notre misérable existence.

On a tout supporté en réalité, qu'on l'admette ou non. On a vécu dans une société économiquement développée, on s'est élevé intellectuellement pour en arriver là, c'est pitoyable, indigne, on devrait être en proie à un sentiment de honte insupportable pour avoir autant manqué de volonté ou de courage. Bien entendu ceux qui parlent en notre nom en portent la lourde responsabilité.

On a vécu dans le déni permanent, exactement comme ces trois primates qui se bouchent les yeux, les oreilles et la bouche, on n'est guère plus évolué en somme, même ou surtout avec un bac +7.

Le premier déni a consisté à refuser d'admettre notre propre ignorance, en refusant de l'assumer on ne pouvait guère trouver le moyen d'y mettre un terme, c'était le meilleur moyen pour ne jamais progresser. Quand on a progressé, ce fut pour ainsi dire malgré nous, par exemple on nous a dit qu'il fallait aller à l'école, et nous sommes allés à l'école, on nous a expliqué pourquoi et nous nous sommes contentés de ces explications qui n'en étaient pas en réalité, un ramassis de lieux communs ou de banalités consternantes sur lesquels nous ne nous sommes jamais penchés par la suite, car nous devions nous laisser vivre ainsi ou balloter tout au long de notre existence sans même nous en apercevoir pour ne l'avoir jamais étudiée.

Vivre ou profiter de la vie en se laissant guider par une société qui était le produit d'un processus historique inconscient pour le meilleur et le pire selon qu'on avait eu l'opportunité de naître au bon ou au mauvais moment et endroit. C'est le sort ou la fatalité qui devait déterminer le cours de notre existence dès notre naissance, alors pourquoi aurait-il dû en être autrement par la suite, pourquoi chercher à y changer quoi que ce soit. Jusqu'à présent nous n'avons fait que vivre et surtout travailler, que pour reproduire un modèle de société déjà existant, nous adaptant à ses transformations ou à son évolution sans nous demander vers quoi elle nous entraînait puisque de notre naissance à notre mort tout était déjà écrit, programmé ou semblait l'être.

C'est de la sorte que vivent la plupart des peuples. Ce sont des reproducteurs ! Oui, car sinon l'espèce s'éteindrait ! C'est très primaire en somme, comme la guerre ! C'est plus l'instinct animal de survie des hommes qui continue de guider leurs activités, plutôt que l'idéal de s'émanciper de cette condition d'esclave envers la nature et les hommes qui détiennent le pouvoir. Que leurs besoins les plus élémentaires soient satisfaits ou qu'ils tirent certaines satisfactions artificielles de leur condition et les voilà comblés ! On a même créé à leur attention une multitude de nouveaux besoins plus ou moins inutiles ou même nuisibles pour eux sur lesquels ils se sont jetés.

Mais ils ont fait plus fort encore, et là on va aborder un facteur que je n'ai jamais traité à fond, compte tenu que la consommation de biens matériels stagnait ou progressait trop lentement, que la population occidentale était équipée ou suréquipée en biens d'équipement qui se consomment lentement parce qu'ils ont une durée de vie de plusieurs années ou davantage encore, ils ont mis le paquet sur la consommation des services qui présentent les mêmes avantages que l'industrie militaire en temps de guerre, aussitôt acquis, consommés et renouvelés et ainsi de suite, le téléphone, Internet par exemple, la bagnole aussi qui si elle ne consomme pas d'essence ne sert à rien, et même que l'essence s'évapore rapidement sous l'effet de la chaleur, c'est magique, c'est merveilleux, quelle rente ! Voyez les imprimantes, dorénavant on vous les donne pratiquement (en Inde en tout cas), par contre le prix des cartouches est exorbitant, au bout de la troisième cartouche (couleur), vous avez dépensé la même somme que pour cette machine ! Personnellement je n'en achète plus, je vais faire imprimer un fichier dans un copie service en noir et blanc et je ne dépense qu'une roupie, alors qu'avec une cartouche d'encre qui vaut 350 roupies on peut imprimer 50 pages environ et l'encre est sèche au bout de quelques mois, la cartouche couleur vaut 850 roupies, l'imprimante 2200 roupies. Bref, mon imprimante jet d'encre HP va finir à la poubelle.

Plus fort encore, ils ont même réussi à imposer ces services dans les pays où la population peine à acquérir les biens d'équipement élémentaires (Mobylette ou scooter, ventilateur, réfrigérateur, table, etc.) ou peine même à se nourrir, à se vêtir, à survivre dans le dénuement le plus extrême. Le téléphone portable, de préférence sytle smartphone et Internet priment sur l'alimentation, l'éducation, la santé, l'habillement. Ici des miséreux qui portent des vêtements en lambeaux possèdent un

portable ! Ils vont recharcher leur téléphone au lieu de s'acheter des légumes ou une chemise.

Bon, l'Inde et les pays semblables sont une caricature qui illustre bien ce qui se passe inconsciemment dans les pays occidentaux. Je suis certain qu'il y a autour de vous un tas de gens qui prétendent ne pas avoir de temps pour faire un tas de choses ou s'occuper de leurs gosses par exemple, et qui passent des heures sur Internet ou pendus à leur smartphone (ou devant leur téléviseur). Heureusement qu'ils existent pour ceux qui nous gouvernent ! Autre avantage, ces services sont à usage individuel, donc chacun veut y accéder...

Ou est là-dedans l'ébauche d'une prise de conscience de la société, nulle part. Mais alors les gens qui en parlent, ils parlent de quoi ? De ce qu'ils ne connaissent pas ou de ce qu'ils n'ont jamais appris par eux-mêmes. Leur connaissance se limite à leurs expériences qu'ils n'ont jamais analysées ou étudiées, dont ils n'ont tiré aucun enseignement. Le contenu de leur connaissance repose généralement sur les expériences ou les enseignements des autres, les élites qui sont censées avoir acquis des connaissances, surfaites ou frelatées généralement, qui bénéficient d'un statut supérieur dans la société, et qui pour cette raison n'ont pas envie d'en changer et n'aideront pas le peuple à saisir sa condition ou à en prendre conscience, elles figurent elles-mêmes parmi les services auxquels fait appel le régime pour les conditionner.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Tout s'explique, rien ne se produit sans qu'il y ait une ou des causes à l'origine et ainsi de suite. C'est logique. Ne dites pas que c'est banal puisque la plupart des gens igorent cette logique ou n'en ont pas conscience. Et puis ce qui compte, ce n'est pas le savoir ou d'avoir accumulé des connaissances, mais ce qu'on en fera par la suite, et si on ne les partage pas elles n'auront servi à rien au bout du compte, c'est ce qui arrive quand on croit posséder la vérité, j'espère avoir démontré au passage que ce n'était pas mon cas, car cet état d'esprit m'est étranger.

Cette causerie m'a été en partie inspirée par la lecture des notes de Lénine sur la *Science de la logique* de Hegel dont j'ai relu des passages hier soir. En voici quelques extraits commentés.

- "*La logique est la théorie non des formes extérieures de la pensée, mais des lois de développement de « toutes les choses - matérielles, naturelles et spirituelles » - c'est-à-dire des lois de développement de tout le contenu concret du monde et de la connaissance de celui-ci, c'est-à-dire le bilan, la somme, la conclusion de l'histoire de la connaissance du monde.*"

Ce passage est remarquable car Lénine considérait à juste titre que les lois de développement s'appliquaient également aux choses spirituelles et qu'elles avaient un contenu concret, ce qui signifie que les choses spirituelles jouent aussi un rôle objectif dans le développement de la société, ce que niaient effectivement les marxistes à l'époque de Lénine (lire plus loin) mais de nos jours également qui attribuent aux expériences intellectuelles ou aux mécanismes psychologiques ou mentaux un rôle subjectif ou négligeable sur lequel il n'est pas nécessaire de se pencher ou dont il ne faudrait pas tenir compte dans notre conception de la lutte de classe, ce qui est une gravissime erreur. Quand j'insiste sur la nécessité de lutter également contre la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses pour les conditionner et les dissuader de résister, on me rit au nez, on me prend pour un crétin qui n'a rien compris à la nature humaine ou à la lutte de classe.

La théorie est le produit d'une observation, elle est pour ainsi la prise de conscience de ce qui existe, c'est un constat et non une création sortie du cerveau de l'homme, elle est conforme à la réalité, et quand ce n'est pas le cas, c'est que la faculté d'observation de l'homme était défectueuse ou qu'il a substitué sa propre réalité à la réalité existante, qu'elle soit fantasmagorique ou qu'elle ait été conçue à des fins inavouables.

Plus généralement, la théorie recense les conditions ou les causes qui produisent les mêmes effets, les facteurs qui se traduiront par les mêmes rapports quand le contexte est similaire, les lois qui déterminent le comportement de la matière dans des circonstances particulières...

La théorie recense, traduit, exprime quelque chose qui existe indépendamment de celui qui la conçoit, elle est donc la propriété de personne. Le théoricien découvre ce qui existe déjà, il n'invente rien, il dévoile les relations qui sont à l'origine de l'évolution

Saisir ces lois de développement, c'est acquérir la véritable connaissance du monde, tout autre procès relève de l'obscurantisme.

- "*« Pas seulement abstraitement un universel, mais l'universel qui englobe en soi la richesse du particulier, de l'individuel, du singulier » (toute la richesse du particulier et du singulier !) ! ! Très bien.*"

L'universalité devrait être le principe le plus préciseux partagé par tous les hommes ou les unir, toutes les formes de discrimination et les guerres impérialistes en sont la négation.

- "*L'absolu et le relatif, le fini et l'infini=parties, degrés d'un seul et même univers.*"

Ils ont pour origine l'inorganique qui donne naissance à l'organique ou à toutes les espèces vivantes, l'un et l'autre sont inclus dans la matière à l'état primaire.

- "*(C'est très profond : la chose en soi et sa transformation en chose pour les autres (Engels - Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande.). La chose en soi est de façon générale une abstraction vide et sans vie.*

Dans la vie en mouvement tout et toute chose est aussi bien « en soi » que « pour les autres » par rapport à l'autre, et passe d'un état dans l'autre."

Toujours et encore la dialectique. La vie en mouvement ou l'ensemble de ses manifestations qui ne sont ni vides ni sans vie, sauf quand on procède par abstraction, d'où la nécessité de la concevoir en mouvement et de considérer l'ensemble de ses manifestations. L'abstraction a son utilité pour identifier ou isoler un élément du reste du monde, mais ce n'est qu'en le replaçant dans le monde et en observant son comportement ou les différents états par lesquels il passe qu'on peut cerner sa substance.

- "*La dialectique est la théorie de la façon dont les contraires peuvent être et sont habituellement (dont ils deviennent) identiques — des conditions dans lesquelles ils sont identiques en se changeant l'un en l'autre — des raisons pour quoi l'esprit humain ne doit pas prendre ces contraires pour morts, figés, mais pour vivants, conditionnés, mobiles, se changeant l'un en l'autre. En lisant Hegel...*"

La dialectique est la théorie de la transformation de la matière, qui permet de saisir les différents états par lesquels elle passe, et partant de là on peut dans bien des cas pronostiquer son orientation et son devenir. Cela s'applique à la société. La dialectique c'est l'ensemble des lois qui président à la transformation de la matière. Elle existe indépendamment des hommes qui sont régis par les mêmes lois ainsi que leur histoire, ce dont ils n'ont pas conscience.

La dialectique, c'est la loi des lois, la loi suprême à laquelle sont subordonnés la nature, les hommes, la société, l'univers. L'étudier, en comprendre le fonctionnement, c'est parvenir à la conscience universelle ou tout du moins tenter de s'en rapprocher. Cela devrait être l'objectif, l'idéal des hommes qui aspirent à la liberté, parce que pour exister réellement elle ne peut se concevoir et se réaliser qu'à l'échelle universelle.

- "*L'idée de la transformation de l'idéal en réel est profonde : très importante pour l'histoire. Mais dans la vie personnelle de l'homme également, il est clair qu'il y a là beaucoup de vrai. Contre le matérialisme vulgaire.*"

Heureusement ! La théorie intègre les conditions qui permettent de réaliser l'idéal quand les circonstances s'y prêtent. Se passer de la théorie en politique, c'est se priver des moyens pour réaliser notre idéal.

- "*D'une part, il faut approfondir la connaissance de la matière jusqu'à la connaissance (jusqu'au concept) de la substance afin de trouver les causes des phénomènes. D'autre part, connaître réellement la cause c'est approfondir la connaissance en allant de l'aspect extérieur des phénomènes à la substance.*"

La substance renferme potentionnellement les phénomènes auxquels elle va donner lieu ou auxquels elle sera liée, qui détermineront son devenir. La matière est périssable, même si elle réapparaît sans cesse sous une autre forme, elle ne disparaît jamais réellement. Elle change d'état au fur et à mesure que notre connaissance progresse, telle qu'on la perçoit, qu'on la conçoit, qu'on la façonne, mais son unité demeure inchangée.

- "*La cause et l'effet ne sont ergo que des moments de l'interdépendance universelle, de la liaison (universelle), de l'enchaînement réciproque des événements, ils ne sont que des maillons dans la chaîne du développement de la matière.*"

C'est la définition de la dialectique. Qu'il manque un maillon à cette chaîne, et notre vision de la réalité s'en trouvera faussée.

- "*Les concepts sont les produits les plus élevés du cerveau, produit le plus élevé de la matière.*"

C'est la définition par excellence du matérialisme.

- "*Sur le fond, Hegel a entièrement raison contre Kant. La pensée, en s'élevant du concret à l'abstrait, ne s'éloigne pas — si elle est correcte (et Kant, comme tous les philosophes, parle de la pensée correcte) — de la vérité, mais s'approche d'elle. L'abstraction de la matière, celle de la loi naturelle, l'abstraction de la valeur, etc., en un mot toutes les abstractions scientifiques (justes, sérieuses, non creuses) reflètent la nature plus profondément, plus fidèlement, plus complètement. De l'intuition vivante à la pensée abstraite, et d'elle à la pratique — tel est le chemin dialectique de la connaissance de la vérité, de la connaissance de la réalité objective. Kant rabaisse le savoir pour faire place nette à la foi : Hegel place haut le savoir, assurant que la connaissance, c'est la connaissance de Dieu. Le matérialiste place haut la connaissance de la matière, de la nature, renvoyant Dieu et la canaille philosophique qui le défend dans la fosse aux ordures.*"

Ce passage est remarquable. C'est bien que ce soit Hegel et Lénine qui expliquent que la pensée est liée à la matière et qu'elle influe sur son devenir, car lorsque c'est moi qui l'affirme on me rétorque que cela n'a pas d'importance. A force de farfouiller dans "la fosse aux ordures" de la franc-maçonnerie et de traiter avec dédain cet aspect fondamental de la connaissance, on voit où cela a mené bon nombre de nos dirigeants.

- "*La vérité la plus simple obtenue par la voie la plus simple, celle de l'induction, est toujours incomplète car l'expérience est toujours inachevée. Ergo : lien de l'induction avec l'analogie — avec la supposition (la prévision scientifique), relativité de tout savoir et contenu absolu dans chaque pas en avant de la connaissance.*"

Il faut peut-être entendre ici déduction par induction. Ergo signifie donc ou en conclusion. Le savoir est à la fois relatif et absolu parce que la matière apparaît stable alors qu'elle est sans cesse en mouvement. En revanche le mouvement à bien une existence absolue, dans le cas contraire on ne pourrait le saisir, sauf à le nier.

- "*Aphorisme : On ne peut pas comprendre totalement « le Capital » de Marx et en particulier son chapitre I sans avoir beaucoup étudié et sans avoir compris toute la Logique de Hegel. Donc pas un marxiste n'a compris Marx ½ siècle après lui !*"

Et un siècle et demi après non plus ! On s'en est même plutôt éloigné.

- "*Très profond et intelligent ! Les lois de la logique sont le reflet de l'objectif dans la conscience subjective de l'homme.*"

Mais comme la conscience subjective de l'homme est imparfaite ou perfectible, le reflet de l'objectif dans son cerveau correspondra plus ou moins à la réalité, il sera le plus souvent partiel et partial. Dit autrement, sans étudier à fond l'objectif, ce qui nécessite au préalable d'avoir développé certaines facultés intellectuelles et de se trouver dans des dispositions mentales ou psychologiques appropriées ou favorables pour mener à bien une telle expérience, les lois de la logique demeureront un mystère pour la plupart des hommes qui seront condamnés à subir leur condition, elles donneront lieu à des polémiques sans fin que seul le développement des faits départagera, encore faudra-t-il qu'ils en prennent conscience, comme quoi nous ne sommes pas au bout de nos peines !

- "*En fait, les fins de l'homme sont engendrées par le monde objectif et le supposent, elles le trouvent comme un donné, comme un existant. Mais il semble à l'homme que ses fins sont prises en dehors du monde, sont indépendantes du monde (« liberté »).*"

On aura compris que l'homme ne peut saisir ses fins et agir dessus ou déterminer son destin (son orientation) de manière consciente qu'en partant du monde objectif ou de ce qui existe.

- "*Remarquable : à l' « idée » en tant que coïncidence du concept et de l'objet, à l'idée en tant que vérité, Hegel arrive par l'activité pratique, orientée vers une fin de l'homme. Sur le bord de : c'est par sa pratique que l'homme prouve la justesse objective de ses idées, de ses concepts, de ses connaissances, de sa science.*"

Cela devrait interpeler bien des hommes dont le comportement est contradictoire avec les valeurs ou les principes, les idées qu'ils prétendent avoir adoptés. Il semblerait qu'ils aient renié ces valeurs ou principes ou qu'ils peinent à les mettre en pratique lorsqu'on observe leur comportement ou qu'on en tire le bilan. Quant à leurs idées, si on les juge au regard des résultats calamiteux qu'elles ont produits en pratique, on est bien forcé d'en déduire qu'elles étaient erronées ou que leur conception de l'objet était défectueux.

Les hommes généralement ne jugent pas les autres sur leur comportement ou la manière dont ils mettent en pratique leurs idées, auquel cas ils ne seraient pas aussi injustes et ils ne manqueraient pas tant de discernement. J'écris cela en connaissance de cause parce que c'est parfois pénible à supporter.

On arrêtera là ces citations. (page 46, version Internet) Vous avez de quoi vous occuper le week-end !

Comment s'exprime la soumission à l'ordre établi ou le légitimisme ?

- "*Certes, on peut s'abstenir. Pour autant, l'abstention n'est pas la solution la plus efficace car elle ne porte aucune exigence politique, elle n'est qu'un retrait, un abandon, elle est passive, ce n'est pas un engagement.*" Pardem.

L'abstention ou plutôt le boycott - une expression qui brûle la langue de ces légitimistes, exprime le rejet des institutions, si cela n'exprime pas une "exigence politique", l'abolition de ces institutions, qu'est-ce qui peut en exprimer une alors, voter pour le candidat du Pardem sans doute, pas de bol ses pairs ont estimé qu'il n'avait aucun rôle à jouer dans cette farce, tous les rôles étaient pris apparemment !

Du coup Nikonoff sombre dans l'infantilisme et adresse "un carton rouge" aux institutions... avec lesquels il ne peut pas rompre, car c'est la réelle signification politique du boycott.

Pour qui ou quoi roulent-ils ? Idiot utile ou agent du régime ?

- Grèce : l'impasse économique, par Coralie Delaume publié par Les-crises.fr le 15 avril

Commentaires d'internautes inspirés par la lecture de cet article :

- "*On ne dira jamais assez la gravité de la trahison de Tsipras.*", qui en réalité est resté fidèle à lui-même...

- "*La faute de Tzipras est la faute commune à la plupart des politiciens : promettre ce qu'on est incapable de tenir. promettre la fin de l'austérité et les lendemains qui chante aux grecques c'étaient vraiment les prendre pour des gogos ou des abrutis.*"

Vous aurez compris que les Grecs (ou d'autres peuples) ne pouvaient pas échapper à l'austérité parce qu'il n'existerait aucune alternative au capitalisme, qu'on se le dise.

La fonction de ce type de blog ou portail est de conditionner les travailleurs pour qu'ils en arrivent à la conclusion que l'horizon du capitalisme est indépassable pour l'éternité. Ils roulent pour le régime en place, leurs propriétaires sont des mystificateurs qui n'ont rien à envier au "*télévangéliste*" Macron.

Régime, institutions et élections en quête de légitimité.

Dernière manipulation sondagière

- Le Pen (23%) devance Macron (22%) et Fillon (20%), selon un sondage Opinionway - Reuters

Marine Le Pen est en tête des intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle, avec 23%, devançant Emmanuel Macron (22%), François Fillon (20%) et Jean-Luc Mélenchon (17%), selon le sondage quotidien Opinionway-Orpi pour Les Echos et Radio Classique publié vendredi. Reuters 14.03

Je ne m'aventurerai pas à un pronostic. Peut-être qu'on avance vers un duel Mélenchon - Le Pen parce que Macron est une baudruche, Fillon trimballe trop de casseroles, Hamon est cassé et les autres comptent pour du beurre. Le vote "utile" à "gauche" devrait jouer en faveur de Mélenchon, tandis que les voix de droite vont se disperser.

Vous me direz alors : pourquoi ne pas soutenir Mélenchon ? Je me suis posé la question évidemment.

Parce que les faux espoirs et les désillusions qui les accompagnent se reportent toujours sur ceux qui les ont colportés, ils n'ont jamais servi notre cause, cela s'apparente à vouloir forcer le destin, ce qui peut être envisageable uniquement quand l'enjeu est décisif, ce qui n'est pas le cas ici. Imaginez plutôt ce qui se serait passé et à quoi cela aurait servi si nous avions soutenu Syriza ou Tsipras, où nous en serions aujourd'hui, on nous accuserait d'en avoir été les complices et rien d'autres.

Est-ce qu'il ne serait pas préférable que Fillon ou Macron remporte cette élection ? Ce n'est pas de cette manière qu'il faut poser la question et ce n'est pas de cette manière que je la pose. Si vous suggérez que je favoriserais l'élection de Fillon ou Macron, vous n'avez rien compris à la lutte des classes ou parce que vous vous situez sur le terrain électoraliste.

Si l'un ou l'autre était élu, cela signifierait simplement que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'il en soit autrement, voilà tout. Dès lors c'est sur ces conditions qu'il faut travailler, par pour faire élire un sauveur suprême en 2022, mais pour préparer les travailleurs à affronter le régime pour le renverser, prendre le pouvoir. C'est la seule voie.

Mimétisme Francois Emmanuel Gattaz.

- Présidentielle : Macron, le choix implicite de François Hollande - L'Opinion

François Hollande le dit sans le dire, à sa manière, mais il apporte bien son soutien - implicite - à Emmanuel Macron dans le Point et dans le Monde. L'Opinion 14.04

- En visite dans des entreprises, Hollande éreinte les programmes de Mélenchon, Le Pen et Hamon - AFP

- Présidentielle : Gattaz s'en va-t-en guerre - LePoint.fr

Le numéro 1 du Medef a accusé Hamon, Mélenchon et Le Pen d'être des "aprentis sorciers de l'économie"... LePoint.fr

Quand Libération ménage Macron et falsifie l'histoire des Frères musulmans

- La droite manipule un off de Macron pour l'accuser de sympathies «islamistes» - Liberation.fr

- Frères musulmans : les faits derrière les fables - liberation.fr

Serait-il déjà élu ?

- Pourquoi le handicap sera une priorité du prochain quinquennat de François Fillon - Le Huffington Post

Intention inavouable. Pourquoi lui font-ils de la pub ?

- Nathalie Arthaud : comment s'organise sa campagne ? - francetvinfo.fr

La France a cette particularité d'avoir plusieurs candidats à la présidentielle qui incarnent l'extrême gauche, dont Nathalie Arthaud qui n'hésite pas à cibler Jean-Luc Mélenchon. francetvinfo.fr 14.04

Soudain ils ne peuvent plus retenir l'intérêt qu'ils portent à Poutou et Arthaud... Si à eux deux ils prennent 2 à 3% à Mélenchon ou plus si possible, cela pourrait s'avérer suffisant pour qu'il ne figure pas au second tour de la présidentielle...

Qu'ils se rassurent, Mélenchon leur donne des gages de bonne conduite s'il était élu.

- Mélenchon: "je n'ai pas l'intention de faire Cuba en France" - AFP

Interrogé dans l'édition du quotidien Ouest-France à paraître samedi sur son éloge des héritages des anciens présidents Hugo Chavez (Venezuela) et Fidel Castro (Cuba), il s'est défendu des critiques de ses rivaux à la présidentielle d'être un "communiste": "C'est un signe d'extrême désarroi intellectuel de m'affronter sur un terrain pareil avec une telle caricature".

"Je les ai défendus, s'est-il justifié, dans des circonstances où ils étaient attaqués" et "Cuba a défendu tous les mouvements de libération nationale d'Amérique latine et dû subir l'embargo des États-Unis pourtant condamné par l'ONU". (Mais Mélenchon ne s'est pas empressé de défendre la Syrie, l'Irak, la Lybie, le pays le plus développé d'Afrique sous Kadhafi il faut rappeler... - LVOG)

M. Mélenchon a encore récusé que la politique menée par Hugo Chavez au Venezuela ait conduit le pays à la ruine: "Le Venezuela avait une politique social-démocrate. Personne n'a été exproprié. Il n'y a pas eu de nationalisations non plus. J'ai soutenu Chavez contre l'agression des Américains. Et aujourd'hui, le problème de ce pays, c'est d'abord la baisse du prix du pétrole. Je n'y suis pour rien". AFP 15.04

Que Maduro le nationalise, cela lui évitera de dire comme Mélenchon, "*je n'y suis pour rien*" !

Merci à monsieur Mélenchon de caractériser la politique de Chavez. Et pour n'avoir exproprié "*personne*", Maduro se retrouve confronté (tout comme Chavez) à une situation de tentative de coup d'Etat permanent qui un jour ou l'autre se terminera mal...

Demain s'il était élu, pour refuser de rompre avec le capitalisme, il ne pourrait pas appliquer sa politique social-démocrate, il vous sortira "*je n'y suis pour rien*". Du Tsipras tout craché. Vous voulez voter pour un type qui n'est pas capable d'assumer ses responsabilités, qui se fout ouvertement de vous ?

Psychologie de la peur et grandes manoeuvres.

- Jean-Luc Mélenchon : l'inquiétude des marchés financiers - Franceinfo

- Jean-Luc Mélenchon : un programme fiscal dur envers les plus aisés - Franceinfo

- Présidentielle : la CFDT cible la vision « assez totalitaire » de Mélenchon - LeParisien.fr

- Refus de François Fillon d'aller chez Jean-Jacques Bourdin: le candidat dénonce "un mensonge", le journaliste riposte -

Le Huffington Post

- Franc-maçonnerie: sept obédiences lancent un appel au vote, contre le FN - AFP

- Front national : la menace des hauts fonctionnaires - LePoint.fr Le président de la Cour d'appel de Versailles annonce dans "L'Obs" qu'il démissionnera en cas de victoire du parti d'extrême droite à la présidentielle. LePoint.fr

- FN : incendie criminel au QG de campagne de Marine Le Pen - Franceinfo

Dossier Syrie.

- **"**La Maison-Blanche a publié un rapport de renseignement manifestement faux, trompeur et amateur**"** par Theodore Postol (MIT) - Les-crises.fr 13.04

Analyse du rapport de renseignement de la Maison-Blanche du 11 avril 2017, par Theodore Postol

Une évaluation rapide du rapport de renseignement de la Maison-Blanche publié le 11 avril 2017 à propos de l'attaque à l'agent neurotoxique à Khan Cheikhoun, en Syrie.

Theodore A. Postol, Professeur émérite en science, technologie et politique de sécurité nationale, Massachusetts Institute of Technology (version pdf d'abord, et en texte dans l'article après) (https://fr.scribd.com/document/344995943/Report-by-White-House-Alleging-Proof-of-Syria-as-the-Perpetrator-of-the-Nerve-Agent-Attack-in-Khan-Shaykhun-on-April-4-2017#from_embed)

Cher Larry :

Je réponds à ce que vous me transmettez que je comprends être un communiqué de la Maison-Blanche affirmant avoir découvert des informations à propos de l'attaque à l'agent neurotoxique le 4 avril 2017 à Khan Cheikhoun, en Syrie. Ce que je comprends de votre note est que le résumé des renseignements de la Maison-Blanche vous a été communiqué dans la journée du 11 avril.

J'ai examiné le document avec soin, et je crois qu'on peut montrer, sans aucun doute, que le document ne fournit aucune preuve d'aucune sorte que le gouvernement des États-Unis ait eu une connaissance concrète que le gouvernement syrien ait été la source de l'attaque chimique de Khan Cheikhoun, en Syrie, à approximativement 6 à 7 heures du matin le 4 avril 2017.

En fait, une preuve principale citée dans le document porte à croire à une attaque qui aurait été exécutée par des individus au sol, et non pas depuis un avion, le matin du 4 avril.

Cette conclusion se fonde sur une hypothèse faite par la Maison-Blanche lorsqu'elle cite la source de l'émission de sarin et les photographies de cette source. Ma propre analyse est que la source a très probablement été falsifiée ou mise en scène, donc aucune conclusion sérieuse ne pourrait être tirée des photographies auxquelles la Maison-Blanche a fait référence.

Cependant, si l'on suppose, ce que fait la Maison-Blanche, que la source du sarin venait de ce lieu et que cette localisation n'a pas été falsifiée, la conclusion la plus plausible est que le sarin a été répandu par un engin de dispersion improvisé fabriqué à partir d'une section d'un tube de roquette de 122 mm remplie de sarin et bouchée des deux côtés.

Le seul fait incontestable énoncé dans le rapport de la Maison-Blanche est l'affirmation qu'une attaque chimique utilisant un agent neurotoxique s'est produite à Khan Cheikhoun, en Syrie, ce matin-là. Bien que le communiqué de la Maison-Blanche répète ce point de nombreuses fois dans son rapport, celui-ci ne contient absolument aucune preuve que cette attaque ait été le résultat d'une munition lâchée depuis un avion. En fait, le rapport ne contient absolument aucune preuve qui indiquerait qui est le coupable de cette atrocité.

Le rapport accumule au contraire les observations d'effets physiques dont souffrent les victimes qui indiquent sans aucun doute un empoisonnement par un agent neurotoxique.

La seule source que le document cite comme une preuve que l'attaque ait été perpétrée par le gouvernement syrien est le cratère qu'il affirme avoir identifié sur une route au nord de Khan Cheikhoun.

J'ai localisé ce cratère en utilisant Google Earth et il n'y a absolument aucune preuve que le cratère ait été créé par une munition conçue pour disperser du sarin après avoir été larguée d'un avion.

La carte Google Earth en image 1 à la fin de ce paragraphe montre le lieu de ce cratère sur la route au nord de Khan

Cheikhoun, comme décrit dans le communiqué de la Maison-Blanche.

Les données citées par la Maison-Blanche sont plus conformes à la probabilité que les munitions étaient placées sur le sol plutôt que lâchées depuis un avion. Cette conclusion suppose que le cratère n'a pas été falsifié avant les photographies. Cependant, en se référant à la munition dans ce cratère, la Maison-Blanche indique que c'est la source inexacte des données qu'elle a utilisée pour conclure que la munition provenait d'un avion syrien.

L'analyse des débris visibles sur les photographies citées par la Maison-Blanche indique clairement que la munition était très certainement placée sur le sol avec un explosif de détonation externe sur le dessus qui a écrasé le conteneur afin de disperser la présumée charge de sarin.

Puisque le temps semble être essentiel ici, j'ai assemblé un résumé des preuves que j'ai que le rapport de la Maison-Blanche contient des conclusions fausses et trompeuses dans une série d'images à la fin de cette discussion. Chacune des images a une description en dessous, mais je vais résumer ces images ci-dessous et attendre d'autres questions sur la base des conclusions que je propose ici.

L'image 1 montre une capture de Google Earth du coin nord-est de Khan Cheikhoun où se trouve le cratère identifié comme la source de l'attaque au sarin et mentionné dans le rapport de la Maison-Blanche.

La capture Google Earth affiche également la direction du vent depuis le cratère. À 3 heures du matin, le vent allait directement vers le sud à une vitesse d'environ 1,5 à 2,5 m/s. À 6 heures du matin, le vent se déplaçait vers le sud-est de 1 à 2 m/s. La température était également basse, de 10 à 13°C près du sol. Ces conditions sont absolument idéales pour une attaque à l'agent neurotoxique.

Lorsque la température près du sol est faible, qu'il n'y a pas de soleil et des vents très lents, l'air frais et dense reste près du sol et il n'y a presque aucun mouvement vers le haut de l'air. Ces conditions impliquent que les particules, les gouttelettes ou les nuages de gaz dispersé restent près du sol lorsque l'air environnant se déplace sur le sol. Nous percevons ce mouvement comme une douce brise dans un matin calme avant le lever du soleil.

On peut se représenter un nuage de sarin comme un nuage d'encre généré par une pieuvre qui s'échappe. Le nuage d'encre flotte dans l'eau, et à mesure que l'eau se déplace lentement, le nuage se déplace aussi. Comme le nuage est déplacé par l'eau, il se propagera lentement dans toutes les directions à mesure qu'il se déplace. Si la couche d'eau où l'encre est incorporée se déplace de manière à rester près du fond de l'océan, le nuage couvrira les objets alors qu'il se déplace avec l'eau.

C'est la situation qui se produit lors d'une nuit fraîche avant le lever du soleil lorsque les vents ne se déplacent que doucement.

Les images 5 et 6 montrent des tableaux qui résument la météo à intervalles de 3 heures à Khan Cheikhoun le jour de l'attaque, le 4 avril, la veille de l'attaque, le 3 avril et le lendemain de l'attaque, le 5 avril. La caractéristique frappante de la météo est qu'il y avait des vents relativement élevés dans les heures du matin à la fois les 3 avril et 5 avril. Si l'attaque par gaz avait été exécutée le jour précédent ou le lendemain matin, l'attaque aurait été très inefficace. Les vents beaucoup plus élevés auraient dispersé le nuage d'agent neurotoxique et le mouvement de vents d'altitudes plus élevées aurait élevé l'agent neurotoxique dans les airs. Il est donc absolument clair que l'heure et le jour de l'attaque ont été soigneusement choisis et n'étaient pas un hasard.

L'image 2 montre une photographie de haute qualité du cratère identifié dans le rapport de la Maison-Blanche comme la source de l'attaque au sarin. En supposant qu'il n'y avait pas de falsification de preuves au cratère, on peut voir ce que la Maison-Blanche prétend être un diffuseur de l'agent neurotoxique.

Le diffuseur ressemble à un tube de 122 mm similaire à ceux utilisés dans la production de fusées d'artillerie.

Comme le montre le gros plan du tube dans le cratère de l'image 3, le tube semble être scellé à l'avant et à l'arrière. Il est également à noter que le tube est aplati dans le cratère, et a également une ligne de fracture qui a été créée par une rupture fragile de l'enveloppe métallique lorsque le tube a été soudainement écrasé vers l'intérieur depuis le dessus.

L'image 4 montre la configuration possible d'un dispositif de dispersion de sarin improvisé qui aurait pu être utilisé pour créer le cratère et la carcasse écrasée de ce qui était à l'origine un tube cylindrique. Une bonne estimation de la façon dont ce mécanisme de dispersion a fonctionné (encore une fois, en supposant que le cratère et la carcasse n'aient pas été mis en scène, comme l'a supposé le rapport de la Maison-Blanche), est qu'un bloc d'un puissant explosif a été placé sur une extrémité du tube rempli de sarin et a détoné.

L'explosif a agi sur le tube comme si un maillet l'avait écrasé. Il a conduit le tube dans le sol tout en créant le cratère. Étant donné que le tube était rempli de sarin, qui est un fluide incompressible, lorsque le tuyau a été aplati, le sarin a agi sur les parois et les extrémités du tube, provoquant une fissure sur toute la longueur du tube et également la rupture du bouchon à l'extrémité

arrière. Ce mécanisme de dispersion est essentiellement le même que le fait de frapper un tube de dentifrice avec un gros maillet, ce qui entraîne une rupture du tube et le dentifrice est soufflé dans de nombreuses directions selon la manière exacte de la rupture de l'enveloppe du tube de dentifrice.

Si c'est bien le mécanisme utilisé pour disperser le sarin, cela indique que le tube de sarin a été placé sur le sol par des individus au sol et qu'il n'a pas été largué par un avion.

L'image 8 montre le diffuseur de sarin improvisé avec une fusée d'artillerie typique de 122 mm et la fusée d'artillerie modifiée utilisée dans l'attaque au sarin du 21 août 2013 à Damas.

À cette époque (le 30 août 2013), la Maison-Blanche d'Obama a aussi publié un rapport de renseignement contenant des inexactitudes évidentes. Par exemple, le rapport indiquait sans équivoque que la fusée d'artillerie contenant le sarin utilisée à Damas avait été tirée depuis une des zones contrôlées par le gouvernement syrien. Il s'est avéré que la munition particulière utilisée dans cette attaque ne pouvait pas aller plus loin qu'environ 2 km, donc très loin d'une zone contrôlée par le gouvernement syrien à cette époque. Le rapport de la Maison-Blanche à l'époque contenait aussi d'autres erreurs cruciales et importantes que l'on pourrait convenablement qualifier d'amateurs. Par exemple, le rapport affirmait que les lieux de lancement et l'impact des pointes des roquettes d'artillerie avaient été observés par des satellites des États-Unis. Cette affirmation était absolument fausse et n'importe quel analyste du renseignement compétent l'aurait su. On pouvait voir les fusées depuis le Space-Based Infrared Satellite (SBIRS) mais le satellite ne pouvait absolument pas voir les points d'impact parce que les points d'impact n'ont pas été accompagnés d'explosion. Ces erreurs étaient des indicateurs clairs que le rapport de renseignement de la Maison-Blanche avait en partie été fabriqué et n'avait pas été vérifié par des experts du renseignement compétents.

La même situation semble se répéter avec l'actuel rapport de renseignement de la Maison-Blanche. Aucun analyste un tant soit peu compétent ne se prononcerait sur le fait que le cratère présenté comme la source de l'attaque au sarin soit une preuve que le projectile proviendrait d'un avion. Aucun analyste un tant soit peu compétent ne pourrait se prononcer sur le fait que la photo de la carcasse de la cartouche de sarin soit effectivement une cartouche de sarin. N'importe quel analyste compétent aurait des doutes quant à savoir si les débris dans le cratère sont réels ou une mise en scène. Aucun analyste compétent n'aurait laissé passer le fait que la cartouche de sarin a été écrasée avec force par le dessus, plutôt que explosée à l'aide d'une charge explosive à l'intérieur. Toutes ces grossières erreurs d'amateurs montrent que ce rapport de la Maison-Blanche, tout comme le précédent rapport de la Maison-Blanche sous l'administration Obama, n'a pas été examiné correctement par la communauté du renseignement, comme cela a été rapporté.

J'ai travaillé avec la communauté du renseignement par le passé et je m'inquiète gravement de la politisation du renseignement qui semble arriver de plus en plus fréquemment ces derniers temps ; mais je sais que la communauté du renseignement possède des analystes très compétents. Et si ces analystes avaient correctement été consultés sur les déclarations du rapport de la Maison-Blanche, ils n'auraient pas approuvé ce document.

Je suis disponible pour développer substantiellement ces commentaires. Je n'ai eu que quelques heures pour examiner rapidement le rapport de la Maison-Blanche. Mais une lecture attentive rapide montre sans beaucoup d'analyses que ce rapport ne peut pas être correct, et il semble que ce rapport n'a pas été correctement vérifié par la communauté du renseignement.

C'est un problème vraiment très grave.

Le président Obama a été initialement mal informé sur les supposés indices du renseignement selon lesquels la Syrie avait perpétré l'attaque à l'agent neurotoxique à Damas, le 21 août 2013. C'est une information qui est désormais publique. Le président Obama a indiqué que sa compréhension initialement fausse était due au fait que les renseignements montraient clairement que la Syrie était la source de l'attaque à l'agent neurotoxique. Cette information fausse a été corrigée lorsque le Directeur du renseignement national d'alors, James Clapper, a interrompu le Président durant un exposé des renseignements. D'après le président Obama, M. Clapper a dit au Président que les renseignements selon lesquels la Syrie était l'auteur de l'attaque n'étaient pas un truc facile à faire avaler.

La question à laquelle doit répondre notre nation est comment le Président a-t-il été initialement induit en erreur sur des conclusions aussi profondément importantes ? Une deuxième question, tout aussi importante, est comment la Maison-Blanche a produit un rapport de renseignement manifestement incorrect et amateur, qui a été rendu public et jamais rectifié ? La même information fausse dans le rapport du renseignement publié par la Maison-Blanche le 30 août 2013 a été solennellement fournie par le Secrétaire d'État John Kerry dans sa déposition au Comité des affaires étrangères du Sénat !

Nous faisons de nouveau face à une situation où la Maison-Blanche a publié un rapport de renseignement manifestement faux, trompeur et amateur.

Il est tard dans la soirée pour moi, donc je vais arrêter mon examen ici.

Je suis prêt à fournir à mon pays toute analyse ou toute aide qui relève de ma compétence. Ce que je peux dire de façon certaine

ici, c'est que ce que raconte maintenant la Maison-Blanche au pays ne peut pas être vrai et le fait que cette information a été fournie dans ces conditions pose les questions les plus sérieuses sur la gestion de notre sécurité nationale.

Sincèrement vôtre, Theodore A. Postol

Professeur émérite en science, technologie et en politique de sécurité nationale

Massachusetts Institute of Technology

Theodore Postol est professeur de Science, Technologie et de Stratégie en Sécurité Nationale dans le programme de Science, Technologie et Société du MIT (Massachusetts Institute of Technology). Il a fait ses études de premier cycle en physique et de deuxième cycle en ingénierie nucléaire au Massachusetts Institute of Technology. Après avoir obtenu son doctorat, le Professeur Postol a rejoint l'équipe du Laboratoire National Argonne, où il a étudié la dynamique microscopique et la structure des liquides ainsi que des solides amorphes à l'aide de la diffusion de neutrons, de rayons X, et de lumière, en parallèle avec des techniques informatisées de dynamique moléculaire. Par la suite, il s'est dirigé vers le bureau du Congrès d'Évaluation Technologique pour étudier les méthodes de déploiement des missiles MX, et, plus tard, il a travaillé comme conseiller scientifique auprès du chef des opérations navales.

Après avoir quitté le Pentagone, le Professeur Postol a participé à la mise en place d'un programme à l'Université de Stanford pour former les chercheurs en milieu de carrière à étudier les développements dans les technologies d'armement relatives à la défense et à la stratégie de contrôle des armes. En 1990, la Société Américaine de Physique remet le prix Leo Szilard au Professeur Postol. En 1995, il reçoit le prix Hilliard Roderick des mains de l'Association Américaine pour l'Avancée des Sciences, et en 2001 le prix Norbert Wiener remis par Les Professionnels de l'Informatique pour la Responsabilité Sociale pour avoir débusqué un grand nombre d'affirmations fausses sur les défenses par missiles.

- Erdogan et Poutine soutiennent l'enquête sur Khan Cheikhoune - Reuters

Le président turc Recep Tayyip Erdogan et son homologue russe, Vladimir Poutine, sont convenus jeudi de soutenir l'enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur l'attaque de Khan Cheikhoune, rapportent des sources présidentielles turques. Reuters14 avril

- Ayman Soussan à l'opinion occidentale: vos dirigeants vous mentent sur la réalité syrienne - sputniknews.com

Dans une interview accordée à Sputnik, le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens Ayman Soussan évoque la diabolisation de l'État syrien et du Président Bachar el-Assad, ainsi que d'autres «grands mensonges» colportés par les dirigeants occidentaux à leurs peuples à l'encontre de la réalité syrienne.

Lorsqu'on parle de la guerre qui est en cours en Syrie, on parle du monde entier, puisque les évènements dans ce pays constituent « le sort du monde », explique à Sputnik le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens Ayman Soussan.

Il a fait remarquer que, dans les médias français, il y avait « un grand manque d'informations » et, au contraire, un important afflux de clichés qui imposent une répartition des rôles, selon laquelle l'État syrien serait le méchant. D'après M. Soussan, « on a besoin de plus d'efforts pour que l'opinion publique connaisse la réalité ». Ainsi, il s'adresse à l'opinion occidentale :

« Vos dirigeants vous ont menti sur la réalité de ce qui se passe en Syrie. [Ils] savent réellement ce qui se passe en Syrie. […] L'histoire jugera bien ce que les dirigeants et les chancelleries occidentales ont joué et ont fait dans cette affaire syrienne ».

La liste des sujets contrefaits par l'Occident commence par une note des renseignements américains portant sur l'incident récent survenu à l'aérodrome de Shayrat, notamment sur l'utilisation de l'arme chimique par la Syrie. M. Soussan qualifie cette note de « pire mensonge ». Et d'expliquer :

« Je le nie catégoriquement et je suis devant les auditeurs, sûr, certain et sincère de ce que je dis. […] Les Américains eux-mêmes, au milieu de 2014, ont annoncé que l'arsenal chimique syrien était démantelé. Ce sont les Américains qui le disent, pas nous ».

À la déclaration de François Hollande affirmant qu'il était satisfait des frappes américaines contre la base de Shayrat, M. Soussan a lancé qu'il « aurait mieux fait de laisser un bon souvenir et changer de cap, qui a été un fiasco total, pour la sécurité de la France, de l'Europe et du monde ».

Cependant, d'après M. Soussan, le principal résultat de la coalition dirigée par les États-Unis est la multiplication par deux des territoires contrôlés par Daech :

« Ça veut dire que les États-Unis ne sont pas sérieux dans leur combat contre le terrorisme, pour une seule raison : parce que ce sont les Américains qui ont créé Daech », estime-t-il.

En outre, il a déclaré que Daech était également soutenu par de grandes puissances, des pays limitrophes comme la Turquie et les monarchies pétrolières, qui payent sans compter.

Malgré 90 courriers envoyés à l'Onu par la Syrie portant sur l'interdiction des armes chimiques ainsi que sur l'effort des organisations terroristes pour s'en procurer, « il n'y a eu aucune, aucune mesure », estime le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens. Concernant les renseignements sur les réseaux terroristes en Europe, M. Soussan estime que selon leurs statistiques, il y a 5 000 terroristes venant de pays de l'Union européenne :

« Imaginez si ces 5 000 [djihadistes, ndlr] reviennent en Europe, ce qu'ils peuvent faire. Déjà, à Bruxelles et à Paris, avec une petite poignée de terroristes ils ont créé le désordre, la pagaille et la peur », poursuit-il.

Ensuite, le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens revient sur la définition des soi-disant « rebelles modérés » et pour bien illustrer l'absurdité de cette notion, il compare la situation à l'Europe :

« Qu'est-ce que "rebelle modéré" veut dire ? Quelqu'un qui porte les armes et vous tue, comment peut-on l'appeler modéré ? Imaginez un Basque porter les armes pour son indépendance. Peut-on le qualifier d'opposant modéré ? […] L'opposition modérée, pour nous ça veut dire opposition qui a un agenda national, avec qui l'on peut discuter ».

D'après M. Soussan, la déclaration des médias occidentaux selon laquelle il est difficile d'évaluer les pertes à Alep-Est est un autre exemple de manipulation et de diabolisation de l'État syrien :

« Pendant trois ans, les terroristes ont retenu des personnes en otage ! Personne ici n'a parlé des 12 000 victimes des mortiers et des bombonnes de gaz lancées à Alep-Ouest. Le gouvernement syrien a libéré Alep des 7 000 terroristes qui tenaient en otage 300 000 habitants ».

Ce qui est aussi important, d'après le ministre adjoint des Affaires étrangères syriens, ce sont les informations diffusées dans les médias occidentaux selon lesquelles la ville d'Alep a été complètement rasée, ce qui est aussi un grand mensonge.

Suite à l'invitation de Ayman Soussan à Paris, Jean Marc Ayrault s'est dit « indigné » qu'« après l'ignoble attaque chimique, des députés LR invitent un vice-ministre d'el-Assad, à Paris, au centre culturel russe ». M. Saussin a également fait part de son opinion à cet égard :

« J'ai l'impression que M. Ayrault n'a fait que condamner, être indigné, être choqué, depuis qu'il est là. Il n'a rien fait. »

Et de conclure :

« Je pense, comme ministre des Affaires étrangères d'un pays civilisé, qu'il aurait mieux fait de m'inviter à prendre un café pour parler et discuter afin de sortir de cette crise. Dans des temps pareils, le dialogue, ce n'est pas un luxe, c'est une nécessité. C'est comme ça que les gens civilisés se comportent ». sputniknews.com 13.04

- Syrie: Bachar al-Assad se défend après l'attaque chimique présumée - AFP

Le président syrien Bachar al-Assad a accusé les pays occidentaux d'avoir monté l'attaque chimique présumée à Khan Cheikhoun, qualifiée de "crime de guerre" par Washington.

Dans un entretien exclusif accordé à l'AFP à Damas, M. Assad a affirmé que son armée n'était pas responsable de l'attaque présumée qui a provoqué selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) la mort de 87 civils dans cette ville rebelle du nord-ouest syrien le 4 avril.

"Il s'agit pour nous d'une fabrication à 100%", a déclaré le chef de l?Etat syrien qui s'exprimait, mercredi, pour la première fois depuis cette attaque qui a suscité un vif choc dans le monde.

"Notre impression est que l'Occident, principalement les Etats-Unis, est complice des terroristes et qu'il a monté toute cette histoire pour servir de prétexte à l'attaque" menée le 7 avril par les Etats-Unis contre une base aérienne du régime syrien, a-t-il ajouté.

Cette attaque chimique présumée a provoqué une brusque montée des tensions autour du conflit en Syrie. Dénonçant une attaque "très barbare", le président américain Donald Trump a ordonné le bombardement de la grande base d'Al-Chaayrate,

la première frappe américaine contre le régime depuis le début du conflit en 2011.

"Notre puissance de feu, notre capacité à attaquer les terroristes n'a pas été affectée par cette frappe", a affirmé M. Assad à l'AFP.

Pour l'administration américaine, il n'y a "pas de doute" que le régime de Damas est responsable de l'attaque chimique présumée. Et M. Trump a jugé "possible" que la Russie, principal allié de Damas, ait été au courant de cette attaque.

Cette attaque est un "crime de guerre", a jugé jeudi la diplomatie américaine en dénonçant le contenu de l'entretien exclusif qu'a accordé le chef de l'Etat syrien à l'AFP.

"Malheureusement, c'est du Assad typique. Il tente de balancer des fausses informations, de semer la confusion", a condamné le porte-parole du département d'Etat Mark Toner. "Ce n'est pas seulement une violation des lois de la guerre, mais c'est, nous le pensons, un crime de guerre", a-t-il insisté à propos de l'attaque à Khan Cheikhoun.

Dans l'entretien à l'AFP, le président syrien a assuré que son régime ne possédait plus d'armes chimiques depuis leur destruction en 2013. "Il y a plusieurs années, en 2013, nous avons renoncé à tout notre arsenal.

Le regain de tension entre Américains et Russes a été palpable durant la première visite du secrétaire d'Etat Rex Tillerson à Moscou où il a rencontré mercredi le président Vladimir Poutine après le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

M. Tillerson a déploré le "faible niveau de confiance entre (nos) deux pays".

"A l'heure actuelle, nous ne nous entendons pas du tout avec la Russie", a reconnu Donald Trump à Washington, en évoquant une "relation peut-être au plus bas (niveau) de tous les temps". Mais jeudi, il s'est dit convaincu que les choses "vont s'arranger" avec la Russie.

M. Poutine a, lui, estimé que les relations bilatérales s'étaient détériorées depuis l'arrivée à la Maison Blanche de M. Trump qui avait pourtant prôné au début de sa présidence un rapprochement avec Moscou.

Mais M. Lavrov a indiqué jeudi au sujet de sa rencontre avec M. Tillerson que les deux hommes étaient "arrivés à la position commune qu'une situation semblable ne doit pas se répéter", en allusion à la frappe contre la base.

- 'Hystérie occidentale' -

"Sur fond d'hystérie occidentale, il est fondamental de ne pas succomber aux provocations et de ne rien permettre qui puisse casser les efforts entrepris dans le cadre des processus (de paix) de Genève et d'Astana", a ajouté M. Lavrov qui a rencontré jeudi à Moscou son homologue syrien Walid Mouallem.

Dans une autre illustration des divisions internationales sur la Syrie, la Russie a mis mercredi à New York son veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité présenté par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni et réclamant une enquête sur l'attaque de Khan Cheikhoun.

Interrogé par l'AFP, M. Assad a affirmé qu'il n'accepterait "qu'une enquête impartiale" sur Khan Cheikhoun, en s'"assurant que des pays impartiaux y prendront part pour être sûr qu?elle ne sera pas utilisée à des fins politiques".

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a annoncé avoir ouvert une enquête et a dit jeudi que l'attaque chimique présumée était "une allégation crédible", selon des évaluations préliminaires de ses experts.

A Moscou, M. Tillerson, qui avait semblé s?accommoder fin mars d'un maintien au pouvoir du président syrien, a réclamé le départ "organisé" de M. Assad dans le cadre d'une transition politique.

Mais M. Lavrov a rappelé les précédents chaos provoqués selon lui par les chutes des "dictateurs" irakien Saddam Hussein ou libyen Mouammar Kadhafi.

Moscou intervient militairement en soutien à Damas depuis septembre 2015 et les Etats-Unis pilotent depuis septembre 2014 une coalition internationale luttant contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI). AFP 14.04

Commentaire d'un internaute

- "*Plus personne ne croit les mensonges même pas subtils des gouvernements occidentaux désireux de renverser la seule*

autorité légitime de Syrie et plonger sa population dans un chaos total. Nous ne sommes plus en 1960. Nous ne gobons plus de tels mensonges."

- Attaque d'Idlib: Lavrov dénonce la réticence des pays occidentaux à envoyer des experts sputniknews.com

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a qualifié de «faux prétextes» l'absence de volonté des pays occidentaux d'envoyer des experts sur les lieux de l'attaque chimique perpetrée à Idlib.

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a commenté l'absence de volonté des pays occidentaux d'envoyer des experts sur les lieux d'une frappe aérienne sur la ville de Khan Cheikhoun dans la province d'Idlib, en Syrie, qui a été suivie par l'intoxication aux produits chimiques de nombreux habitants.

« Pour répondre à la question de nos collègues américains, français et britanniques — pourquoi ferment-ils les yeux sur le fait qu'il est nécessaire de visiter non seulement l'aéroport (en Syrie), qui, selon leurs soupçons, aurait été l'endroit où des avions auraient été chargés avec des armes chimiques, mais aussi l'endroit où ces obus auraient été tirés », a déclaré Sergueï Lavrov.

Et d'ajouter: «Ils ont dit qu'ils ne savaient pas qui contrôlait cette région, qu'il était dangereux d'y envoyer des inspecteurs. Ce ne sont que de faux prétextes ».

Selon le ministre, « tous savent parfaitement que la région où l'aviation syrienne a porté des frappes est contrôlée ces six derniers années par Daech, et que des armes chimiques produites dans cette région ont été utilisées en Irak et en Syrie ». sputniknews.com 13.04

- «Les USA mènent un double jeu dans la région syrienne d'Idlib» - sputniknews.com

La région d'Idlib est au cœur de la guerre en Syrie. Les États-Unis, la Turquie, l'opposition syrienne et les groupes radicaux y cherchent à atteindre leurs objectifs qui ne sont pas toujours compatibles, selon un expert turc interrogé par Sputnik.

Les États-Unis mènent un double jeu dans la région syrienne d'Idlib, point névralgique de la guerre en Syrie, a déclaré à Sputnik Fehim Tastekin, analyste politique et expert turc du Proche-Orient, commentant la situation en Syrie après la frappe américaine contre la base aérienne de Shayrat.

« D'une part, les Américains luttent contre Daech aux côtés des Kurdes, d'autre part, la CIA essaie de soutenir les groupes d'opposition radicaux par tous les moyens, parce que la Syrie est loin d'être un pays que les États-Unis considèrent comme leur ami », a indiqué M. Tastekin.

Selon l'analyste, les États-Unis ont profité de la discussion sur l'emploi présumé d'armes chimiques et tiré une soixantaine de missiles contre une base syrienne afin de se créer une marge de manœuvre en Syrie sur fond de relations tendues avec Moscou.

« On ne peut pas dire que les États-Unis ont renforcé leur position par leur frappe […]. Mais les États-Unis se posent comme objectif d'évincer la Syrie et l'Iran de la région en tant qu'acteurs géopolitiques. Ils poursuivront leurs tentatives de le faire », a estimé M. Tasketin.

Les actions turques déstabilisent aussi la situation en Syrie, d'après lui. La Turquie, qui aide les forces radicales et l'opposition syriennes, a déjà atteint le point de non-retour. Elle comprend que si les groupes armés qu'elle soutient essuient une défaite en Syrie, ils se retireront sur son territoire.

« La Turquie s'est mise dans une position où elle ne peut plus renoncer à ses objectifs en Syrie », a-t-il noté.

Les enjeux sont de poids pour tous les acteurs compte tenu de la situation imprévisible en Syrie.

« La région d'Idlib sera le théâtre où se jouera le dernier acte de la tragédie baptisée Guerre en Syrie. Ici, on assistera aux affrontements les plus violents, tant sur le plan militaire que politique, entre les acteurs principaux de la région », a conclu M. Tastekin. sputniknews.com 14.04

Xénophobie ordinaire au service de la propagande de guerre. Il faut bien justifier l'économie de guerre auprès des peuples.

- Assad, un autocrate honni par l'Occident, défendu par la Russie - AFP

Commentaires d'internautes sur la Russie et les Etats-Unis.

1- ""Honni " par la classe politico-mediatique occidentale , pas par les peuples Européens . Nuance ! Ce mépris affiche par les médias, de l'opinion générale des citoyens qui " pensent mal " va se payer très cher , bandes de terroristes intellectuels manipulateurs ."

2- "L'occident préfère s'allier avec le très démocrate- roi d'Arabie Saoudite qui coupe des têtes, lapide des femmes, fouette à tout de bras, l'Occident préfère voir la Syrie sous la coupe des terroristes djihadistes, les fameux égorgeurs "modérés"..... Honte et déshonneur sur l'Occident!"

3- "Les médias ont vite zappé sur la manifestation des étudiants syriens, condamnant l'intervention américaine sur leur pays le journal de 20 H. G.bouleau : pas même un mot ."

J'ai trouvé un article qui relatait cette manifestation, mais pas dans un média occidental.

- Les étudiants de Damas manifestent contre les frappes US à Shayrat - sputniknews.com

Les étudiants syriens sont descendus dans les rues de Damas pour protester contre le bombardement de la base aérienne de Shayrat, une agression qui, selon eux, atteste de la politique de deux poids deux mesures des États-Unis.

Indignés par la récente agression des États-Unis contre leur pays, les étudiants ont marché le 12 avril dans les rues de Damas. Les manifestants se sont rendus près du bâtiment de l'Onu en brandissant des pancartes montrant leur gratitude à l'armée syrienne, à la Russie et à l'Iran pour leur lutte contre le terrorisme. Le chef de la branche syrienne de l'Union des étudiants à l'Université de Damas Iyad Talab a expliqué à Sputnik le sens de cette manifestation.

« Avec cette manifestation, les étudiants ont condamné l'attaque des États-Unis contre l'aérodrome de Shayrat. Pour justifier l'attaque contre l'Armée arabe syrienne, qui chaque jour gagne des batailles contre les organisations terroristes, les États-Unis utilisent comme prétexte les images truquées par les Casques blancs », a déclaré le militant.

Les étudiants syriens sont descendus dans les rues de Damas pour protester contre le bombardement de la base aérienne de Shayrat, une agression qui, selon eux, atteste de la politique de deux poids deux mesures des États-Unis.

Indignés par la récente agression des États-Unis contre leur pays, les étudiants ont marché le 12 avril dans les rues de Damas. Les manifestants se sont rendus près du bâtiment de l'Onu en brandissant des pancartes montrant leur gratitude à l'armée syrienne, à la Russie et à l'Iran pour leur lutte contre le terrorisme. Le chef de la branche syrienne de l'Union des étudiants à l'Université de Damas Iyad Talab a expliqué à Sputnik le sens de cette manifestation.

« Avec cette manifestation, les étudiants ont condamné l'attaque des États-Unis contre l'aérodrome de Shayrat. Pour justifier l'attaque contre l'Armée arabe syrienne, qui chaque jour gagne des batailles contre les organisations terroristes, les États-Unis utilisent comme prétexte les images truquées par les Casques blancs », a déclaré le militant. sputniknews.com 13.04

4- "Là où l'Occident est hypocrite, c'est qu'il dit défendre les droits humanitaires mais si'il n'avait pas donner à tour de bras des armes à la rebellion, il y aurait longtemps que la guerre serait terminée .. .Tous ces morts, un programmes bien planifié !

- En 1964, on vous a raconté que le Nord-Vietnam avait attaqué la flotte US dans le Golf du Tonkin. C'était faux.
- En 1967, on vous a raconté que L'Égypte avait attaqué Israël. C'était faux.
- En 1991, on vous a raconté que l'armée de Sadam Hussein débranchait les couveuses dans les maternités de Koweit City. C'était faux.
- En 2001, on vous a raconté que les afghans étaient derrière le 11 Septembre.
- En 2003, on vous a raconté que l'Irak possédait des armes de destruction massive. C'était faux.
- En 2011, on vous a raconté que Kadhafi massacrait son peuple. C'était faux.
- En 2014, on vous a raconté que les ukrainiens avaient tout seuls pacifiquement renversé leur gouvernement démocratiquement élu.
- Aujourd'hui, on vous raconte le même genre de salade sur la Syrie et la Russie et vous y croyez toujours !"

5- "Toutes les preuves de l'agression américaine contre la Syrie sont sur les sites officiels américains, et ils osent nous faire croire que ce n'était pas prévu ? Déjà il y a eu la signature par Bush de "l'accountability syrian act" en 2003 vraie déclaration de guerre contre ce pays souverain :

https://www.congress.gov/108/crpt/hrpt314/CRPT-108hrpt314.pdf

Etude pour "régime change" en Syrie :

https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/0315_syria_saban.pdf

Les blocus, les accusations non fondées sur l'attentat qui a tué Hariri et juste après avoir agressé l'Irak. Quoique ce projet de faire tomber les Assad remonte loin dans l'histoire, car dès 1983 il y a eu les Frères Musulmans qui ont servi selon un plan pré-établi : http://www.informationclearinghouse.info/46846.htm

La partition de la Syrie ou son dépeçage en plusieurs régions sur la base religieuse et ethnique méthode bien éprouvé pour l'Usarmy :

https://www.ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/31052/1/ASSALY,%20Tania%20Assaly%2020141.pdf

Reconfigurer le moyen-orient pour mieux exploiter ces ressources précieuses, voilà le projet américain du PNAC déjà connu. Combien de pays en guerre depuis 2001 ? Des millions de réfugiés convergent de ces pays bombardés, agressés par des escadrons de la mort sous bannière islamiste, encadrés, entrainés, financés par nos grands pays soit disant "démocratiques" voleurs et pilleurs depuis le colonialisme."

6- "Selon la déclaration du commandement militaire syrien, hier le 12 avril de 17h30 à 17h50 (heure de Damas) la soi-disant « coalition internationale » a porté plusieurs frappes sur les positions de Daech à Djalta, à l'est du province Deir ez-Zor, en faisant exploser le dépôt d'armes chimiques des terroristes, ce qui a causé la mort aux centaines de gens, des terroristes comme des civils.

Un grand nuage blanc est monté, devenu ensuite jaune. L'incendie durait jusqu'à 22h30, plusieurs sont morts d'étouffement.

Le ministère russe de la défense vient d'annoncer l'envoi sur place des drones de renseignement pour estimer les dégâts."

7- "Votre source ?"

8- "Ca commence à être repris par la presse française, notamment ouest-france. Sinon RT, sputnik … http://www.ouest-france.fr/monde/syrie/syrie-damas-fait-etat-d-un-bombardement-de-depots-de-gaz-toxique-4926866

9- "Ce que vous dites est une des thèses permettant d'expliquer ce qui s'est passé, une deuxième étant son abdication devant l'« état profond », mais on peut en trouver d'autres.

Quelle que soit la raison, comme je l'ai déjà dit, les conséquences sont désastreuses pour lui, pour les États-Unis (qui s'en moquent) et pour la paix mondiale.

Trump passe désormais pour quelqu'un absolument imprévisible, faisant une chose et son contraire à une ou deux semaines d'intervalle. Il a violé la constitution des États-Unis en agissant sans l'aval du Congrès. Il a violé le droit international en attaquant un pays ce qui constitue le crime suprême pour l'ONU et en fait, désormais, un criminel de guerre.

Ceux qui pensent qu'il va sortir un lapin de son chapeau pour se tirer de ce bourbier me rappellent un peu les défenseurs inconditionnels de Tsipras qui, face aux actions de plus en plus douteuses de celui-ci, nous expliquaient qu'on allait voir ce qu'on allait voir.

Pour bien montrer où nous en sommes arrivés, Tillerson a quasiment posé un ultimatum aux Russes. En substance, soit avec nous et contre Assad, soit avec Assad et contre nous."

Guerres et stratégie du chaos, déstabilisations des Etats par les Etats-Unis et l'UE.

Afghanistan

- Afghanistan: les Etats-Unis larguent "la mère de toutes les bombes" - AFP

Les Etats-Unis ont largué jeudi contre le groupe Etat islamique en Afghanistan la plus puissante bombe non-nucléaire qu'ils aient jamais employée, surnommée la "mère de toutes les bombes", pour la plus grande fierté du président américain.

"Je suis tellement fier de nos militaires. C'est un nouveau succès", a déclaré Donald Trump à la presse.

"Je leur ai donné carte blanche. (...) Franchement, c'est pour cela qu'ils ont autant de succès ces derniers temps. Si vous comparez ce qu'il s'est passé ces huit dernières semaines à ces huit dernières années, vous verrez qu'il y a une énorme différence", a-t-il ajouté.

La frappe avec la bombe GBU-43, représentant environ onze tonnes de TNT, a visé vers 14h30 GMT une "série de grottes" dans la province de Nangarhar (est de l'Afghanistan), où un soldat américain a été tué dans une opération contre les jihadistes le week-end dernier.

Cette énorme bombe guidée par GPS, longue de plusieurs mètres et larguée par la porte arrière d'un avion de transport C-130, n'avait jamais été utilisée au combat auparavant.

Elle a été lâchée en soutien aux forces afghanes et américaines opérant dans la région, selon le Pentagone.

"C'est la plus forte explosion que j'ai jamais vue. L'endroit a été envahi par des flammes très hautes", a déclaré à l'AFP Esmail Shinwari, gouverneur du district d'Achin où la munition a été larguée.

"De lourdes pertes ont été infligées à l'ennemi", a relevé Shahhussain Murtazawi, un porte-parole de la présidence afghane, sur Facebook.

La bombe est connue sous l'acronyme MOAB (Massive Ordnance Air Blast), ou bombe à effet de souffle massif. Elle détonne juste avant de heurter le sol, créant une onde de choc destructrice.

Selon Hans Kristensen, expert de la Fédération des scientifiques américains spécialisé dans la surveillance de l'arsenal militaire américain, elle a une puissance égale à environ 1/30ème de celle de la plus petite bombe nucléaire américaine actuelle, la B61-12.

Selon l'US Air Force, le dernier test de la bombe GBU-43 en 2003 avait provoqué un panache de poussière et de fumées visible à plus de 32 kilomètres. AFP 13.04

Méga-bombe larguée en Afghanistan: Snowden dévoile la véritable cible - sputniknews.com

En réalité, la bombe américaine larguée hier dans l'est de l'Afghanistan visait les tunnels des terroristes dont la construction avait été financée par la CIA, a écrit Edward Snowden sur son compte Twitter.

Pour appuyer ses propos, M. Snowden a publié un article du journal américain New York Times où il est écrit noir sur blanc que la construction des tunnels de Tora Bora, un réseau de cavernes situées dans les montagnes de Safed Koh (est), a été « financée en partie par la Central Intelligence Agency (CIA) » dans les années 1980, quand la CIA soutenait les djihadistes face à l'URSS.

« Tora Bora était une base fortifiée (…) un complexe construit pour les moudjahidines (combattants engagés dans le djihad, ndlr), qui a été en partie financé par la CIA », d'après le New York Times. sputniknews.com 14.04

Iran

- Washington prend des sanctions contre le frère du commandant des GRI - Reuters

Les Etats-Unis ont mis en place des sanctions contre le frère du commandant des Gardiens de la révolution (GRI), Qassem Soleimani, pour son implication présumée dans des violations des droits de l'homme dans des prisons iraniennes, a annoncé jeudi la Maison blanche.

Russie

- Prise d'otages de Beslan: la Russie condamnée pour défaillances - AFP

La Russie aurait pu empêcher la prise d'otages de Beslan en 2004 et a fait preuve de graves défaillances dans sa gestion, a jugé jeudi la Cour européenne des droits de l'Homme, une décision qualifiée d'"inadmissible" par Moscou.

- La Russie ne participera pas à l'Eurovision 2017 - sputniknews.com

L'Union européenne de radio-télévision a confirmé que la Russie ne participerait pas à l'Eurovision 2017 qui se tiendra à Kiev. Ioulia Samoïlova, candidate russe qui a été interdite d'entrer en Ukraine, a fait part de sa réaction suite à cette nouvelle.

Cette année, la Russie ne prendra pas part au Concours Eurovision de la chanson qui aura lieu à Kiev. La chaîne de télévision russe Pierviy Kanal a également refusé de diffuser l'évènement suite aux sanctions imposées par l'Ukraine à la candidate

russe, sanctions qui l'interdisent d'entrer dans le pays pendant trois ans.

Le président du comité de contrôle de l'Eurovision Frank-Dieter Freiling a fait remarquer que les organisateurs du concours condamnaient l'interdiction imposée à Ioulia Samoïlova d'entrer en Ukraine par les autorités locales :

« Nous condamnons fermement la décision des autorités ukrainiennes d'interdire à Ioulia Samoïlova d'entrer [dans le pays, ndlr], puisque nous croyons que cela sape l'intégralité et le caractère non-politique de l'Eurovision et sa mission d'unifier tous les peuples dans le cadre de la concurrence amicale », a-t-il déclaré.

Le 22 mars, la porte-parole du Service de sécurité d'Ukraine (SBU) a fait savoir que les services secrets ukrainiens avaient interdit à Mme Samoïlova, la candidate russe à l'Eurovision, d'entrer en Ukraine pour une période de trois ans, en l'accusant de s'être produite en 2015 en Crimée, péninsule rattachée à la Russie en 2014. Un déplacement que Kiev a qualifié de « violation de la législation ukrainienne » et en raison duquel les autorités ukrainiennes ont appelé la Russie à changer de candidat. sputniknews.com 13.04

Venezuela

- Venezuela: nouveaux heurts après le décès d'un 5e manifestant - AFP

De nouveaux incidents ont éclaté jeudi au Venezuela après le décès d'une cinquième personne lors des manifestations contre le président socialiste Nicolas Maduro dont l'opposition demande le départ.

La police a fait usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour disperser une manifestation d'un millier de personnes jeudi à Caracas, a constaté l'AFP. Une deuxième marche de 1.500 personnes s'est déroulée sans incidents dans la capitale.

Dans la journée, une source au parquet national avait annoncé à l'AFP la mort d'un homme de 32 ans qui avait été touché par un tir mardi soir au cours d'une mobilisation dans la ville de Cabudare (nord-ouest).

"Il est effectivement mort à l'aube dans l'Etat de Lara" (nord-ouest), a déclaré cette source souhaitant rester anonyme. Il s'agit du cinquième mort depuis le début de la vague de manifestations lancée par l'opposition le 1er avril. Le parquet à ouvert une enquête.

Déjà dans ce même Etat, un adolescent de 13 ans et un homme de 36 ans avaient été tués mardi soir lors de ces manifestations, avaient annoncé les autorités mercredi.

Deux étudiants de 19 ans sont morts le 6 et le 11 avril après avoir été blessés par balle dans des conditions similaires.

Des dizaines de personnes ont été blessées et plus d'une centaine arrêtées au cours de la semaines lors d'affrontements avec la police, selon les autorités.

Le député de l'Etat de Lara Alfonso Marquina (opposition) a dénoncé sur Twitter "une nouvelle victime de la dictature". Il accuse les "colectivos", ces groupes de civils armés proches du gouvernement, d'en être responsables.

Les morts sont le produit "de la violence d'un gouvernement qui renie la Constitution", a déclaré jeudi le président du Parlement, où l'opposition est majoritaire, Julio Borges.

Des protestations sporadiques (blocages de route, rassemblements) continuent d'avoir lieu régulièrement à travers le pays.

Les antichavistes (du nom de l'ancien président Hugo Chavez, 1999-2013), qui appellent à défiler massivement lors de la "mère de toutes les manifestations", le 19 avril à Caracas, avaient également demandé à leurs partisans de se mobiliser localement ce jeudi.

L'opposition est très en colère depuis les 15 ans d'inéligibilité décidés vendredi contre l'un de leurs leaders, Henrique Capriles, principal rival de Nicolas Maduro qui l'avait battu de peu lors de la présidentielle de 2013. AFP 14.04

Serbie

- La Serbie subit-elle une attaque diplomatique de l’Occident? - sputniknews.com

L’élection présidentielle à peine achevée, des poids lourds politiques des États-Unis et de l’UE se sont déjà élancés à Belgrade, tout d’abord le sénateur américain John McCain et ensuite le chef de la diplomatie allemande Sigmar Gabriel, situation

évaluée différemment par des experts serbes dans un entretien avec Sputnik.

La Serbie a des possibilités politiques pour regrouper autour d'elle certaines forces au Monténégro, en République serbe de Bosnie et en Macédoine et, avec le soutien de la Russie, renforcer la coopération avec la Bulgarie, ce qui peut compromettre les plans à long terme des centres d'influence atlantiques dans cette partie de l'Europe, a déclaré à Sputnik Dusan Prorokovic, du Centre des alternatives stratégiques.

« La politique extérieure de Belgrade se distingue de celle de ses voisins, ce qui est notamment illustré par ses relations avec Moscou, ainsi que sur l'exemple de la Syrie. La Serbie a été l'unique pays européen qui a répondu à l'appel de la Russie, en y envoyant une aide humanitaire en 2016. À mon avis, Belgrade a donné ainsi un signal politique explicite à Assad. La Serbie est aussi un partenaire stratégique de la Chine dans cette région », a relevé l'interlocuteur de l'agence.

Et de conclure que les visites à Belgrade de John McCain et de Sigmar Gabriel pourraient être considérées comme une tentative d'instrumentaliser la politique extérieure serbe dans l'intérêt de l'Otan et de l'Union européenne.

Or, le politologue Dragan Djukanovic interprète différemment ces visites.

Après l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, la politique américaine sur le volet balkanique ne change pas. Pour les États-Unis, l'adhésion de certains pays à l'Otan reste toujours une priorité. À l'heure actuelle, c'est le Monténégro qui est au centre de leur attention, et je ne vois pas que la Serbie soit soumise à une puissante pression, pour qu'elle change de position sur sa neutralité », a souligné M. Djukanovic.

Selon lui, les visites à Belgrade du sénateur américain et du ministre allemand s'expliquent tout simplement pas le fait que la Serbie ne cesse de pratiquer une politique dans plusieurs directions, en s'appuyant à la fois sur Washington, Bruxelles et Moscou. sputniknews.com 14.04

On a laissé de côté la Hongrie provisoirement en attendant d'en savoir davantage sur la situation.

Ils osent tout. AFP

- A Toulouse, Fillon se pose en défenseur des travailleurs - Franceinfo

Le candidat de la droite à la présidentielle François Fillon s'est posé en défenseur des travailleurs, jeudi à Toulouse, accusant ses adversaires d'avoir "capitulé sur l'industrie". Franceinfo

- Marion Maréchal-Le Pen dézingue Philippe Poutou : "un crasseux, mal rasé, mal élevé" - Closer

- Les mille et un mensonges de Bachar el-Assad - LePoint.fr

- Oui, on skie en Afghanistan ! - Franceinfo

- Le pape François va laver les pieds de détenus repentis de la mafia - AFP

- La Corée du Nord aurait "placé un engin nucléaire dans un tunnel prêt à servir dès samedi matin" - Le Huffington Post

- «[L'Otan] n'est plus obsolète. […] C'est un rempart pour la paix internationale.» - Liberation.fr

- Attaque chimique en Syrie : des écoutes américaines prouvent la responsabilité du régime - europe1.fr

Haut de page

Le 17 avril 2017

CAUSERIE

Pondichéry dimanche 21h55.

J'ai corrigé l'avant-propos de la causerie d'hier que j'ai mis en ligne rapidement hier sur les coups de 14h. Nous étions dimanche, notre seul jour de repos et je devais encore préparer notre salade de crudités, Selvi dormait , épuisé par sa semaine de travail et la chaleur, il faisait 43°C à l'ombre.

La causerie de lundi matin.

Nos causeries ne rencontrent pas d'écho et nous en sommes désolé.

A croire que nos lecteurs préfèrent la compagnie des bonimenteurs et autres charlatans qui les flattent. Il faut dire que l'on ne ménage personne, le ferait-on qu'on nous le reprocherait, à juste titre, donc ne changeons rien. On n'est pas là pour se faire plaisir ou se raconter des histoires.

Quelques réflexions politiques.

Puisque obtenir votre consentement semble impossible, autant s'en passer.

La droite officielle prétendait nous imposer un modèle de société.

La droite officieuse ou la gauche si vous préférez, une fois au pouvoir y a ajouté l'arrogeance et le mépris des masses laborieuses en faisant dans le déni ou l'imposture permanente.

L'extrême droite "ni gauche ni droite" va plus loin encore et ose en recourant à la désinformation, au mensonge grossier et vous fait un bras d'honneur en prime !

Ces trois étapes vers le totalitarisme coïncident avec une plus grande concentration du capital et la main mise sur le pouvoir politique et les médias par l'oligarchie.

"La gauche qui permet de gouverner" : C'est la droite, Hollande vient de le prouver une fois de plus.

- Présidentielle : "Jean-Luc Mélenchon ne représente pas la gauche qui permet de gouverner", estime François Hollande - Franceinfo

"La gauche qui permet de gouverner", cela signifie la gauche qui se fond dans les institutions pour gouverner, qui est compatible avec les institutions, qui s'y soumet donc ce n'est pas la gauche, puisque par nature elle lutte pour renverser les institutions et le régime, l'ordre établi pour instaurer de nouveaux rapports sociaux entre les classes ou les inverser en faveur de la majorité des exploités au détriment de la minorité des exploiteurs.

On pourrait ou plutôt on devrait traduire "ni gauche ni droite" de Macron et Le Pen par extrême droite.

Contradiction du capitalisme.

La baisse tendancielle du taux de profit qui se matérialise par l'"érosion continue du poids des salaires dans l'économie depuis le début des années 1980 au sein des pays riches" (FMI), se traduit par un chômage de masse et un nombre toujours croissant de travailleurs employés à temps partiel, précarisés, et par conséquent qui vont consommer moins, qui vont être rejetés du marché ou devenir insolvables. Ce processus alimente la surproduction et la concurence que se livrent les multinationales pour conserver ou accroître leurs parts de marché pour écouler leurs marchandises.

L'art de brasser du vent pour qu'il continue de souffler dans la même direction.

Certains se gossent des perles des médias, alors qu'ils ne sont pas en reste. On pourrait prendre une multitude de sujets et faire le même constat. Les articles suivants ont également été publiés tels quels par d'autres blogs ou portails.

La tactique de Tsipras pour résister aux pressions de la mafia financière (legrandsoir.info) (01.07.15) De nouveau, la Grèce peut sauver l'Occident (mondialisation.ca) (03.07.15) Syriza donne une leçon magistrale de démocratie au monde (mondialisation.ca) (04.07.15) Tsipras ne capitule pas, il poursuit sa stratégie (legrandsoir.info) (10.07.15)

Peu de temps après, ils publieront de nombreux articles sur la Grèce où on pourra lire exactement l'inverse, toujours tels quels.

Les sociaux-démocrates et le staliniens accompagnent le capitalisme, les appareils des syndicats font de même, et ceux qui se présentent comme des anti-impérialistes les imitent.

Les médias dits alternatifs colportent des illusions dans ceux qui prétendent contester le régime tout en le préservant, contradiction qui se traduit par des désillusions douloureuses sans que cela les gêne le moins du monde.

Ceux qui rédigent ces articles ne sont pas directement concernés par les conséquences désastreuses ou tragiques de la survie du capitalisme, ils bénéficient d'un statut supérieur à la majorité des exploités, ils les analysent comme ils commenteraient une course hippique ou un défilé de mode ou de majorettes.

La seule chose qui distingue ces médias dits alternatifs réside dans les faits qu'ils portent à notre connaissance et que les médias institutionnels censurent. Il ne faut pas leur en demander ou en attendre davantage. Il faut prendre les différents analyses qu'ils proposent comme autant d'hypothèses et rien d'autres, ensuite c'est à chacun en recoupant les faits de réaliser sa propre interprétation ou de se forger sa propre conviction, de sorte que par la suite si nous nous étions trompé nous puissions déterminer quel élément de la situation nous avons négligé, sur ou sous-estimé, ce qui nous permettra d'aiguiser notre esprit critique et de progresser.

Ce matin j'ai fait une expérience intéressante. J'ai lu les commentaires à la suite d'une recette d'aubergines. Une personne l'a testé et l'a trouvé très bien, une autre a estimé qu'elle comportait trop d'épices, une autre qu'il n'y en avait pas assez ! Cette recette présentait une lacune, elle indiquait des quantités d'épices pour 3 aubergines, alors qu'une aubergine peut avoir une taille et un poids qui varie du simple au triple ou davatage encore, j'entends en prenant la même variété d'aubergine, donc j'en suis arrivé à la conclusion que la première personne avait préparé cette recette en employant la quantité d'aubergines correspondant à la quantité d'épices indiquée, la seconde a dû employer des aubergines de petites tailles et la troisième de grandes tailles.

Tout cela pour dire que le moindre détail pour peu qu'on le négilge peut aboutir à un résultat ou une conclusion complètement différente de celui ou de celle auquel on s'attendait. Dans le cas de notre recette les internautes étaient induits en erreur dès le départ sans le savoir, parce que la quantité d'épices indiquée correspondait manifestement à de très grosses aubergines, car une cuillère à café de graines de cumin et de paprika était une quantité importante, et effectivement avec de petites aubergines ce plat devait être immangeable, tout juste passable avec des aubergines de taille moyenne, et plutôt fade avec de très grosses aubergines.

Ces trois personnes n'ont pas interprété différemment la même recette, elles n'ont pas forcément des goûts différents, elles ont été induites en erreur par celui qui a rédigé cette recette, et celle qui s'est régalée a eu plus de chance, à moins qu'elle ait fait preuve de plus de perspicacité que les deux autres.

En voilà une faculté qui fait cruellement défaut à nos dirigeants et qui est particulièrement révélateur. Une exemple tout frais.

Certains ont appelé ou appellent à voter Hamon qui était voué à être laminé sur sa droite et sur sa gauche, du coup pour essayer de sauver les meubles ou conserver un minimum d'électeurs correspondant à la droite et à la gauche du PS, il devait faire preuve de zèle dans tous les sens et accentuer encore les contradictions auxquelles était en proie le PS, de sorte que son discours en deviendrait encore plus inaudible, au risque de mettre encore plus en lumière la véritable nature et fonction de ce parti lié organiquement au régime. Bref, c'était manifestement misé sur le mauvais cheval, qui n'avait aucune chance de figurer à l'arrivée parmis les deux partis qui seraient en lice pour le second tour.

Cela ressemble à un suicide politique de la part de ces dirigeants, car cela met en lumière la médiocrité de leurs facultés intellectuelles, leur manque de discernement ou de perspicacité, notamment, bref, cela témoigne qu'ils n'ont pas les qualités requises pour diriger un parti ouvrier.

Sur la Syrie, ils ont été aussi médiocres ou pire encore puisqu'il s'agit là d'une guerre, en ne dénonçant pas immédiatement une machination des Américains pour justifier le combardement de la Syrie. De qui ne veulent-ils pas se couper en adoptant cette attitude, du régime, des institutions et des médias ou des masses ?

Un cuisinier amateur peut réussir un plat et passer pour un grand cuisinier en suivant à la lettre une recette, mais dans le cas de la lutte de classe il n'en existe pas de prête à l'emploi, tout repose sur les qualités, les capacités, les facultés de ses dirigeants, plus que sur leur expérience puisqu'ils peuvent très bien s'avérer incapables d'en tirer les enseignements leur permettant de progresser ou de comprendre la situation pour définir une stratégie politique.

Un cuisinier amateur qui a acquis une solide expérience en réalisant des dizaines de fois les mêmes recettes qui lui étaient suggérées, pourra par la suite se lancer et modifier les ingrédients qui entrent dans la composition d'un plat pour finalement créer une nouvelle recette. Autrement dit, c'est comme s'il allait agir sur certains facteurs qui composent la situation pour créer une nouvelle situation ou de nouveaux rapports. Encore faut-il qu'à la base il ait compris comment se comportaient ces facteurs dans une situation donnée, qu'il maîtrise ses facteurs, qu'il connaisse ses réactions et comment ils réagissent les uns sur les autres, sinon il prendra le risque de créer une situation qui n'aura rien à voir avec l'objectif qu'il se sera fixé, sa recette sera pour ainsi dire insipide, incomestible.

On se lasse de manger toujours les mêmes recettes, aussi avec l'expérience nous serons amené à en créer de nouvelles qui

seront tout aussi excellentes que celles des meilleurs livres de cuisine. Parfois elles sont plus ou moins réussis, on rectifie et on arrive à un résultat satisfaisant, bien qu'il soit différent de celui qu'on escomptait, on a aussi parfois de bonnes surprises.

En ce qui concerne la lutte de classe, il n'existe pas de recettes, parce qu'il n'existe pas deux situations parfaitement identiques, il faut donc adapter les ingrédients au fur et à mesure que la société ou le monde se transforme pour que la sauce prenne, la seule chose que l'on sait ou sur laquelle on peut s'appuyer, c'est la nature des différentes classes qui entrent dans la composition des rapports sociaux, il suffit de s'y tenir pour trouver la bonne recette.

Le matraquage macronite.

- Présidentielle : Macron, une semaine pour ne pas décrocher - LeParisien.fr

- Macron-Le Pen, une semaine pour ne pas tout perdre - Le Huffington Post

Syrie

- L'armée syrienne reprend une ville de la province de Hama - Reuters

L'armée syrienne et ses alliés ont repris dimanche la ville de Soran, près de Hama, capitale de la province du même nom dans le centre-ouest de la Syrie, grâce à un soutien aérien massif de la Russie, ont déclaré des rebelles et des habitants. Reuters 16.04

Présentation fallacieuse laissant entendre que les Syriens marcheraient avec les barbares rebaptisés rebelles contre l'armée syrienne.

Haut de page

Le 16 avril 2017

CAUSERIE

Avant-propos du premier sujet de cette causerie sur la Syrie et les Etats-Unis.

C'est tellement évident, grotesque, que cela nous interpelle forcément. La première question qu'on se posera, c'est comment avons-nous pu en arriver là tellement cela paraît à peine croyable, on ne veut pas le croire et pourtant c'est bien la réalité, le totalitatisme est en bonne voie pour devenir la forme de gouvernance mondiale.

Effectivement, ils agissent comme si les peuples n'existaient pas, normal leurs dirigeants, principalement ceux du mouvement ouvrier ont abdiqué face à la tyrannie, ils ont renié le socialisme.

C'est dialectique, la quantité se transforme en qualité.

On a refusé de caractériser le régime en place de dictature quand il comportait encore des failles permettant de le combattre pour en atténuer les conséquences ou lui attribuer un vernis démocratique trompeur ou illusoire avec lequel on s'est accommodé au lieu d'inscrire notre combat dans la perspective de le renverser, nous leur avons accordé le temps nécessaire et nous leur avons fournit les moyens de combler ces failles, qui se sont refermées comme un noeud coulant passer autour de notre cou ou de nos droits politiques, de telle sorte que nous nous retrouvons littéralement asphyxiés, tétanisés, incapables de nous dresser contre la tyrannie.

On lira des dizaines et dizaines d'articles rédigés par des gens très sérieux et publiés aux quatre coins du monde sur ce qui vient de se produire en Syrie, où finalement les faits sont dillués dans une masse de considérations individuelles sans intérêt, qui ont la vertu de nous faire perdre de vue l'essentiel ou de nous écarter des faits. Pourquoi ? Pour la raison qui a été évoquée plus haut, parce qu'on a à faire à des gens, des intellectuels qui se complaisent dans le monde dans lequel nous vivons actuellement.

Vous avez le droit de prendre pour des ignares ou des manipulateurs tous ceux qui concluent leurs articles ou analyses en affirmant que Trump ne savait pas ce qu'il faisait, qu'il aurait commis une erreur, qu'il aurait agi à la légère, qu'il serait influencé contre son gré, qu'il mentirait sans en avoir conscience, qu'il ne serait pas celui qu'on croyait, qu'il cacherait ses véritables intentions, qu'il disposerait du pouvoir, qu'il gouvernerait, etc. tout cela n'est qu'un ramassis d'inepties ou le plus souvent se mêlent vérités et contrevérités de sorte que personne ne sait quoi en penser, à croire que c'est leur objectif ou qu'ils ne le savent pas eux-mêmes. Par principe, un intellectuel sait de quoi il parle même lorsqu'il n'en sait rien, parce qu'il se croit supérieur au reste

de la population.

Trump vient de menacer la terre entière de connaître le même sort que la Syrie, et quel chef d'Etat, quel parti politique en réponse s'est engagé à rompre toute relation avec les Etats-Unis ? Aucun, absolument aucun.

J'en profite une nouvelle fois pour m'adresser aux lecteurs et leur demander leur soutien, ensuite nous verrons en fonction des réponses ce qu'on pourrait envisager de faire ensemble. Y en a-t-il qui ont réellement pris conscience du danger qui nous menace ? C'est une façon de le vérifier. Sans autre engagement de leur part je précise, c'est-à-dire sans que cela signifie qu'ils partageraient mes idées par ailleurs.

Contexte et chronologie des faits survenus en Syrie entre le 4 et 7 avril 2017.

Khan Sheikhoun et sa région est sous le contrôle du front Al-Nusra, qui est une branche d'Al-Qaïda. Pas un soldat syrien, pas un journaliste, pas un étranger n'y était présent au moment des faits.

- Le 4 avril à 4 heures du matin les barbares ont annoncé par l'intermédiaire de leurs médias et Twitter qu'une attaque chimique allait avoir lieu.

- Le même jour entre à 6h et 6h30 du matin ils annoncent que cette attaque chimique vient d'avoir lieu.

- Ce n'est que 5 heures plus tard, entre 11h30 et 12h que l'armée syrienne lancera une attaque aérienne sur Khan Sheikhoun et sa région.

- Plus tard et les jours suivants ces barbares déguisés en casques blancs vont diffuser des vidéos censées relater cette attaque chimique, où on pourra les voir sur les lieux de cette attaque sans masque ni tenue appropriée, sans gants comme s'ils étaient imunisés contre les armes chimiques, notamment le gaz sarin.

- 72 heures plus tard sur la base des déclarations unilatérales de ces barbares, les Etats-Unis saisiront ce prétexte pour bombarder une base aérienne syrienne où est présente l'armée russe allié de la Syrie.

En conclusion, le front Al-Nusra a annoncé qu'une attaque chimique venait de se produire à Khan Sheikhoun et va l'attribuer à l'armée syrienne plusieurs heures avant que celle-ci lance une attaque aérienne sur Khan Sheikhoun et sa région.

Questions que les Américains et leurs vassaux ainsi que leurs médias ne se sont pas posés :

- Comment le front Al-Nusra a-t-il pu avoir connaissance d'une attaque chimique plusieurs heures avant qu'elle ait lieu ?

- Comment déguisés en casques blancs ont-ils pu se rendre sur les lieux d'une attaque chimique sans aucune protection et sans être eux-mêmes atteints ou emportés par ces substances chimiques ?

- Comment l'armée syrienne pourrait être responsable d'une attaque chimique s'étant soi-disant produite plusieurs heures avant son attaque aérienne ou sachant qu'elle n'était pas présente sur les lieux ?

Les réponses à ces questions permettent d'affirmer sans l'ombre d'un doute qu'on est en présence d'un scénario en deux actes fabriqué de toutes pièces par les Américains et leurs alliés du front Al-Nusra, pour justifier le bombardement de la Syrie au moment où l'armée syrienne remporte victoire sur victoire sur l'armée de barbares supplétive du Pentagone et de l'OTAN en Syrie.

Un commentaire.

- Quant au prétexte de l'attaque chimique, il n'était évidemment qu'un habillage de fin de série, mais ça, on le savait déjà. Toutefois, le fait qu'on n'ait pas éprouvé besoin de lui insuffler une once de crédibilité, sans pour autant que les masses rechignent, en dit long sur le niveau d'apathie populaire face au mensonge d'État d'une démocratie intrinsèquement falsifiée. Mais les officiers du Pentagone s'en moquent. Les militaires n'ont pas vocation à vivre en démocratie, ils se contentent de gérer et faire durer leur propre royaume, toujours plus puissant, robotisé, impersonnel et clos. (Antipresse n°72)

Le complément naturel de l'attaque américaine du 7 avril.

- Syrie : Des centaines de morts après le bombardement d'un dépôt de produits chimiques (Ministère de la Défense) - legrandsoir.info 13.04

Selon une déclaration officielle du ministère syrien de la Défense, la coalition dirigée par les Etats-Unis ont effectué une frappe aérienne contre des positions de Daech à Deir Ezzor, en visant un dépôt de produits chimiques appartenant au groupe, provoquant la mort de centaines de militants ainsi que de civils.

Selon cette déclaration, « Hier, entre 17h30 et 17h50, des avions de combat de la dénommée coalition anti-Daech ont frappé une position de Daech dans le village de Hatla à l'est de Deir Ezzor. Suite à l'attaque, un énorme nuage blanc s'est formé – qui a plus tard viré au jaune – après l'explosion d'un dépôt de produits chimiques. Une énorme incendie a éclatée jusqu'à 22h30. On compte des centaines de morts – y compris des civils – suite à la dispersion de produits toxiques ».

La déclaration affirme que cet incident confirme sans aucun doute que « des groupes terroristes, en particulier Daech et Jabhet al-Nosra, possèdent déjà des armes chimiques, et ont la capacité d'obtenir, transporter, stocker et employer de telles armes avec l'aide de certains pays de la région. Cela souligne aussi que ces groupes terroristes se coordonnent avec leurs soutiens pour accuser l'Armée Arabe Syrienne d'employer des armes chimiques ». (Source : https://www.almasdarnews.com/article/breaking-civilians-killed-us-jets-bomb-isis-chemical-depot-deir-ezzor-syrian-mod/)

- Attaque contre un convoi d'évacuation à Alep: le bilan s'alourdit à 118 morts - sputniknews.com

L'attaque terroriste, qui a visé ce dimanche un convoi d'évacuation à l'ouest d'Alep, a fait 118 morts et 224 blessés, indiquent des sources médicales. Le bilan précédent faisait état de 70 victimes et une cinquantaine de blessés. L'opération d'évacuation a repris récemment, d'après l'agence Sana.

Le bilan de l'attentat terroriste, perpétré ce samedi après-midi dans le quartier de Rachidine à l'ouest de la ville syrienne d'Alep et ayant visé un convoi de cars évacuant de la province d'Idlib les habitants des villages chiites d'Al-Foua et de Kefraya, s'est alourdi à 118 morts et 224 blessés, a appris l'agence Sputnik auprès de sources médicales.

Rappelons qu'un terroriste-kamikaze à bord d'un véhicule s'est approché de la colonne de cars garés dans le quartier contrôlé par l'opposition armée syrienne avant d'actionner sa charge explosive. Les personnes évacuées, dont beaucoup de femmes et d'enfants, attendaient leur transfert ultérieur vers un camp de réfugiés. L'explosion s'est produite près d'une station-service ce qui a déclenché un puissant incendie.

À l'heure actuelle, l'opération d'évacuation a repris, annonce l'agence d'informations syrienne Sana, et ce en dépit de cette attaque meurtrière. La première partie de cars, transportant des centaines de personnes évacuées, est arrivée à Alep.

Se référant à son correspondant sur place, l'agence Sana précise que 15 cars sont arrivés dans le quartier de Ramoussa, avant de mettre le cap sur Jibrine où les personnes évacuées seront placées dans un camp provisoire. La colonne a été précédée par des ambulances transportant des victimes de l'attentat.

Rappelons aussi qu'un accord intervenu entre l'armée syrienne et des chefs de certains groupes terroristes par le biais de médiateurs a permis de commencer l'évacuation des combattants de deux villes proches de Damas en échange de celle des habitants des villages chiites assiégés d'Al-Foua et Kefraya.

En vertu de l'accord conclu entre les belligérants, les djihadistes déployés à Zabadani et Madaïa devraient se rendre dans la province d'Idlib et plusieurs milliers d'habitants de localités chiites bloquées auront la possibilité d'aller à Alep.

Vendredi matin un convoi composé de 60 cars transportant des combattants sont partis de Zabadani. Dans le même temps, 75 cars et 20 véhicules mécanisés ont quitté Al-Foua et Kefraya avec 5 000 civils à bord.

Les localités d'Al-Foua et de Kefraya sont assiégées par des combattants depuis plus de trois ans. Environ 20 000 habitants restent encerclés dans des circonstances dramatiques, puisque l'on parle même de morts de faim. Depuis le début du siège, 2 000 habitants, dont 400 enfants, ont été tués par les terroristes. sputniknews.com 15.04

Faites tomber les masques. Quand ils se croient tout puissants, ils commettent l'erreur d'en dire trop ou pas assez.

- Quand Christophe Barbier écrit un éditorial sur les éditorialistes, la situation devient hors de contrôle - Le Huffington Post

L'ancien directeur de l'Express a eu des mots discutables sur la relation lecteurs - éditorialistes. Et les internautes ne l'ont pas loupé.

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste." Interrogé vendredi 14 avril, sur le rôle de son métier par les lecteurs du Journal du Dimanche, Christophe Barbier donne très rapidement le ton d'un échange... étonnant.

Une interview durant laquelle l'ancien directeur éditorial de la rédaction du magazine l'Express enchaîne les petites phrases et les prises de positions discutables sur le statut de "l'éditorialiste."

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste. Son rôle est de donner son opinion, d'affirmer ses certitudes, par essence improuvables", déclare-t-il pêle-mêle avant d'évoquer les lecteurs dans une tirade assez surréaliste, les comparant à du "lierre rampant", s'élevant grâce aux "éditorialistes" dans le rôle du "tuteur": "L'éditorialiste est un tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant, peut s'élever."

Des mots qui n'ont pas franchement plu à tout le monde, à commencer par les internautes, qui se sont allègrement moqués de la vision sociétale de Christophe Barbier.

Sur le site de l'Opinion, le blogueur Jérôme Godefroy répond lui aussi à l'éditorialiste à l'écharpe rouge. Et comme sur les réseaux sociaux, il en prend pour son grade. "Christophe Barbier passe autant de temps à réfléchir qu'à se faire maquiller avant d'entrer sur un plateau de télévision. Il réfléchit donc beaucoup", écrit notamment Jérôme Godefroy.

Régulièrement accusés - à tort ou à raison - d'être déconnectés de la réalité, nul doute que cette intervention de Christophe Barbier ne va pas arranger la vision qu'ont les Français des éditorialistes. "Et l'on s'étonnera, devant tant de vanité, que les journalistes soient à ce point détestés...", conclut pour sa part Godefroy. Le Huffington Post 15.04

Sous la dictature de fer de l'oligarchie, l'éditocrassie consiste donc non pas à informer, mais à asséner des certitudes "improuvables" que le peuple incrédule et servile est destiné à adopter sans broncher.

On a à faire à de dangereux psychopathes. Et dire que cela laisse indifférent nos dirigeants...

Terrifiant, non ?

Régime, institutions et élections en quête de légitimité.

Matraquage macronique.

- Le 23 avril, assisterons-nous à la mort du clivage gauche-droite? - Le Huffington Post

- Macron, le trentenaire qui veut s'offrir l'Elysée pour premier trophée - AFP

- Emmanuel Macron, un jeune surdoué qui bouscule les usages - AFP

- Le Pen passe derrière Macron dans notre compilateur de sondages de l'élection présidentielle - Le Huffington Post

- Seul Emmanuel Macron s'adresse à la France plurielle - Le Huffington Post

- Ils marchent derrière Macron et ont soif de changement - AFP

- Dumontet - Macron, c'est le cœur et (en même temps) la raison - LePoint.fr

Emmanuel Macron est le seul à porter un espoir dans cette campagne. LePoint.fr

- Sens commun au gouvernement ? François Fillon "perdu, isolé" "radicalise sur la droite extrême" - Franceinfo

- Le coup de gueule du dessinateur Joann Sfar trollé par des mélenchonistes - L'Express.fr

Après avoir publié un message critique à l'égard du candidat de la France Insoumise, le dessinateur a été la cible de commentaires contradictoires sur les réseaux sociaux. L'Express.fr

- 3 fragilités du programme de Jean-Luc Mélenchon qui pourraient enrayer sa dynamique dans la dernière semaine - Le Huffington Post

- Présidentielle : Mélenchon, l'homme idéal pour... Marine Le Pen - LeParisien.fr

Un second tour Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen ? C'est le (nouveau) scénario rêvé par les équipes de campagne de la

candidate FN, alors que sa dynamique connaît un léger tassement. LeParisien.fr

Propagande USA-OTAN

- Hongrie: contesté dans la rue, Viktor Orban maintient le cap - AFP

Le Premier ministre Hongrois Viktor Orban, contesté dans la rue pour ses projets de loi visant les universités étrangères et les ONG... AFP 15.04

- A peine libéré, l'opposant Alexeï Navalny candidat à la présidentielle - euronews.com

Alexeï Navalny ne renonce pas. L'ennemi numéro un du Kremlin est entré en campagne pour la présidentielle de 2018. Le blogueur anticorruption compte défier Vladimir Poutine, il a installé ses bureaux à Chelyabinsk. Des QG comme celui-ci, il espère en ouvrir 77 en Russie. Mais s'opposer au maître du Kremlin euronews.com 15.04

Haut de page

Le 18 avril 2017

CAUSERIE

Ils l'ont constaté, et vous ?

Carnage en Syrie - Au moins 126 personnes, dont 68 enfants, ont été tués samedi à Rachidine, une localité proche d'Alep, dans le nord de la Syrie. Les habitants venaient de sortir de leurs villages, assiégés depuis cinq ans.

Commentaire d'un abonné du Figaro :

- "*Peu de bien-pensants sur les plateaux et les ondes pour condamner ce carnage perpétré par des djihadistes quand ces mêmes accusent Assad d'utiliser des gaz toxiques sans la moindre preuve ! Formatage de l'opinion... comme pour la présidentielle française !*"

Les "bien-pensants" qui sont les VRP de la propagande de guerre du Pentagone et de l'OTAN, et qui ont pour fonction de formater les esprits, soutiennent les barbares et font campagne pour Macron, normal.

Parole d'internaute.

Commentaires d'internautes suite à l'article du GEAB *Amérique de Trump la levée du tabou du défaut de paiement US* publié par Les-crises.fr

- "Moi je suis toujours sidéré de lire ce genre d'analyse incomplète. (...)

Maintenant au sujet de cet article , ce qu'il ne dit pas , et là ou s'arrête le traitement incomplet de ce sujet , est que plus vous faites de planche à billet , de QE et d'endettement , plus les inégalités se creusent et plus les tensions augmentent au sein du corps social.

Le revers de l'argent facile c'est la dislocation d'une nation et plus largement du monde.

Loin de moi l'idée de vouloir mettre tout le monde au même revenu et de tenir des propos communistes ce n'est pas mon discours. Mais lorsque un système ne profite que toujours plus à un petit nombre toujours plus restreint , alors il y a danger. Et c'est bien cela que l'argent facile engendre.

Depuis un bon moment je me suis fais mon idée sur ce qui va probablement se passer et les prémices déjà bien avancés sont déjà là sous nos yeux. (Sauf pour ceux qui sont aveuglés par leur dogmatisme et qui par nature ont réponse à tout. - LVOG)

Il n'y aura pas de défaut, pas de catastrophe biblique de la finance ou de la bourse. (Des journalistes, des scientifiques, des dirigeants politiques ont parfois fait toute leur carrière sur la base de pronostics bidons ou de conclusions chimériques annonçant une multitude d'évènements qui ne se sont jamais produits, l'imminence de la révolution, la chute de la Ve République, de la

Bourse, du dollar, la troisième guerre mondiale et j'en passe. Ils furent à la hauteur de leur statut de faussaire généralement grassement rémunéré. Les générations se succédant, ils étaient assurés de toujours trouver un public suffisamment nombreux et crédule pour croire leurs sornettes, c'était une forme de rente à vie en somme. Ils ont même des partisans, des disciples qui colportent leurs niaiseries auprès des travailleurs après les avoir théorisées, contribuant à amplifier la confusion à laquelle le peuple est en proie. Voilà comment à peu de frais le régime dispose de toute une armée de propagandistes à son service. Et ils continuent de sévir sous nos yeux. - LVOG)

Car depuis 2008 , il a été décidé de mettre tout le fric nécessaire en face pour l'éviter. (Depuis 2008, tout ce fric comme vous dites dépasse 40.000 milliards de dollars (Fed, BCE, Banque centrale du Japon, Banque centrale d'Angleterre, etc. En fait on n'en connaît la montant exact, c'est une estimation basée sur les chiffres que nous avons en tête. - LVOG) Evidemment le fric à crédit j'entends, du faux argent sorti du chapeau qui ne correspond à rien de réel. (Un facteur nouveau et de type mafieux sur lequel personne ne veut se pencher. Pourquoi ? Parce qu'il faudrait réviser notre analyse du capitalisme, donc notre conception de la lutte des classes, notamment, et comme apparemment personne n'y tient ou est capable de mener à bien ce travail, on continue comme avant comme si ce facteur n'existait pas, ensuite il ne faut pas s'étonner du résultat, nul évidememnt. - LVOG)

De la funny money comme on dit.

Et que se passe t il depuis 2008 ?

Il y a toujours plus de précaires et de pauvres et de chômeurs de part le monde , il y a des tensions qui montent de partout et des discours qui s'extrèmisent sans cesse.

Donc ce n'est plus du côté des financiers qu'il faut regarder depuis un bon moment mais c'est bien dans la rue que ça se passe désormais.

C'est là ou est le vrai danger et c'est là qu'on voit arriver des gros ennuis à venir. (Tout dépend de l'orientation politique des gens qui descendent dans la rue. Tous les mouvement sociaux ou politique qui ont un penchant corporatiste ou nationaliste sont successibles un jour d'être récupérés par l'extrême droite, il est là le véritable danger, dans le refus de rompre avec le réformisme bourgeois, le social-impérialisme, l'opportunisme, bref avec le PS et le PCF et leurs satellites ainsi que les appareils corrompus des syndicats, avec les institutions.

Les militants ne sont pas des dialecticiens. La plupart ne comprennent pas que le régime de Vichy et la guerre étaient inscrits dans le Front populaire, que la Ve République fut engendrée par la IVe République, que le corporatisme est le produit du réformisme, ils louent le Front populaire, ils sont nostalgiques de la IVe République, du capitalisme des années 50-60 auquel ils attribuent des vertus démocratiques, alors qu'il était colonialiste, impérialiste, guerrier, un moindre mal comparé à notre époque et aux méfaits du néolibéralisme prétendent-ils, bref, on aura compris que ces militants sont réactionnaires et ne peuvent pas se revendiquer du socialisme. On nous rétorquera que le socialisme repose bien sur le capitalisme, sur le plan économique effectivement, mais pas sur le plan politique puisqu'il en est la négation, or bien des militants font cette confusion, ce qui les amène à s'accommoder du capitalisme et à sombrer dans l'opportunisme. Vous avez saisi ? - LVOG)

La finance n'existe plus depuis lors ou il a été décidé d'injecter de l'argent artificiel sorti de nulle part et les marchés libres sont devenus des marchés administrés qui indiquent tous de fausses valeurs. (Précisons. Non, la finance existe toujours, à ceci près qu'elle s'est emparée de tous les rouages du pouvoir, législatif, exécutif, judiciaire, médiatique, et c'est elle qui fixe les règles, dicte les lois, fomente les guerres, élit les présidents, etc. Elle contrôle les monnaies, les taux de change, les instruments financiers, les matières premières, partant de là s'il y a quelqu'un qui administre les marchés, c'est bien elle, l'oligarchie financière. Son problème, c'est l'hétérogénéité du monde, des continents, des pays, des nations, des peuples, des classes qui réagissent en fonction d'autres critères ou intérêts que les siens, et leurs réactions peuvent être imprévisibles, violentes. D'où la nécessité de les contrôler ou surveiller davantage, de les infiltrer, de les corrompre, de les conditionner pour qu'ils ne soient plus en mesure de s'opposer à sa politique et à ses besoins. - LVOG)

En gros le capitalisme comme on l'entend dans le sens premier du terme a disparu depuis 2008. (Pas tout à fait, mais ce n'est pas totalement faux, disons que désormais il utilise à fond tous les moyens dont il disposait déjà depuis longtemps, la Fed a été créée en 1913 et ce sont les mêmes banquiers depuis cette date qui possèdent la planche à billets ou qui détiennent le pouvoir monétaire, le nerf de la guerre. En plaçant à la tête de l'Etat un oligarque, le capitalisme a indiqué par là qu'il estimait désormais n'avoir plus aucun concurrent susceptible de rivaliser avec lui, qu'il revendiquait tout le pouvoir et qu'il n'admettrait pas que quiconque ose lui contester, il était seul juge de ce qu'il devait en faire, le peuple étant ravalé au rang de serf... - LVOG)

Donc ces analyses de type GEAB sont dépassées et depuis bien longtemps."

Cette analyse rejoint en partie la mienne.

Ce qui déboussole les bureaucrates indéboulonnables et faillis des partis ouvriers, c'est que le capitalisme ne s'est pas

effrondré brutalement, alors qu'il l'aurait dû depuis près d'un demi-siècle, ils n'en tiennent pas compte et ne cherchent pas à comprendre pourquoi ou qu'est-ce qui s'est passé, ils s'accrochent désespérément à la version du capitalisme du XIXe et XXe siècle, du coup ils produisent des analyses erronées qui se traduisent par des stratégies foireuses pour un résultat nul.

Les institutions de la Ve République dans le registre farces et attrapes.

Faites vos jeux. Le bleu, le blanc, le rouge gagnant à tous les coups !

Le Pen-Macron
Le Pen-Fillon
Le Pen-Mélenchon
Macron-Fillon
Macron-Mélenchon
Fillon-Mélenchon

Les chroniqueurs paniquent, quel casse-tête ! Et demain, ils deviendront hystériques, quel cauchemar !

Ils amusent la galerie qui joue à se faire peur, alors que quel que soit le résultat, cela ne changera absolument rien, disons que pour eux les choses seront plus ou moins compliquées, ils devront adapter leur discours, voire se contredire ouvertement, cela ne les changera guère... Un moment de flottement ou de confusion, puis tout rentrera dans l'ordre (établi) puisqu'il sera préservé à l'issue de cette élection, n'est-ce pas cela l'essentiel ?

- Présidentielle: l'écart se resserre au sein du quatuor de tête - AFP

L'écart se resserre entre Marine Le Pen (22%), Emmanuel Macron (22%), François Fillon (21%) et Jean-Luc Mélenchon (18%), selon un sondage OpinionWay/Orpi mardi pour Les Echos et Radio Classique. AFP 17.04

- Étude des réseaux sociaux: Fillon en avance de 2,1% sur Macron - sputniknews.com

Si le candidat Les Républicains François Fillon stagne autour des 24% dans les intentions de vote au premier tour, prévu le 23 avril, l'écart entre lui et Emmanuel Macron s'accentue et dépasse déjà la barre de 2%, témoigne une récente étude de Brand Analytics basée sur l'analyse des réseaux sociaux.

À moins d'une semaine du premier tour de la présidentielle, François Fillon cumule 24,4 % des intentions de vote. Et si au cours de ces derniers jours il n'a pas enregistré d'importante progression et continue d'osciller autour des 24 %, l'écart entre lui et Emmanuel Macron (22,3 %) a augmenté et est désormais de 2,1% contre 0,9 % le 14 avril, révèle une étude de la société de monitorage des réseaux sociaux Brand Analytics.

Crédité de 19,9 % des intentions de vote, le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, vient clore le peloton de tête.

Marine Le Pen, donnée favorite de la course présidentielle par Ipsos et Opinionway, ne recueille que 16,3 % des intentions de vote, témoigne l'étude.

Viennent ensuite avec un important écart Benoît Hamon du Parti socialiste (7,1 %), Philippe Poutou du NPA (5,0 %) et Nicolas Dupont-Aignan de Debout la France (1,4 %).

La société Brand Analytics est le leadeur en termes de monitorage des réseaux sociaux, selon le classement AdIndex 2016. Elle recueille les données sur les compagnies, produits, données, personnes ou événements sur les réseaux sociaux et dans les médias, définit la tonalité des messages et détermine les tendances. sputniknews.com 17.04

Le matraquage macronique.

- Macron et Le Pen en duel à Paris pour lancer le sprint final - AFP

- Porté par l'euphorie de ses partisans à son meeting de Bercy, Emmanuel Macron se voit déjà à l'Elysée - Le Huffington Post

- Macron à Bercy: un public de novices enthousiastes - AFP

- Macron : "Est-ce que vous entendez le murmure du printemps ?" - LePoint.fr

- Présidentielle : Macron, une semaine pour ne pas décrocher - LeParisien.fr

Le PS En Marche ou l'art d'accommoder les rogatons.

- Législatives : la petite manœuvre du PS pour épargner En marche ! - LePoint.fr

Selon "Le Parisien", le PS aurait trouvé la solution pour ne pas avoir à investir de candidats contre ses propres "transfuges" qui ont rallié Emmanuel Macron.

En coulisses, le PS prépare déjà le coup d'après. Conscient, que les chances de Benoît Hamon d'accéder aux plus hautes fonctions de l'État sont désormais infimes, le Parti socialiste a décidé de la jouer stratégique pour les législatives. Comme le révèle Le Parisien, un accord électoral (qui doit encore être avalisé par un vote d'Europe Écologie-Les Verts) aurait été acté la semaine dernière avec les écologistes : parmi les 42 circonscriptions qui leur ont été promises, une dizaine sont tenues par des députés PS sortants, ralliés au candidat d'En marche !, révèle le quotidien.

« Habile, la manœuvre permet au Parti socialiste de se dispenser d'investir des candidats au mois de juin contre ses propres transfuges ayant rallié Emmanuel Macron », explique Le Parisien, qui affirme que la même méthode a été employée avec les autres partenaires du PS, l'Union des démocrates et des écologistes (UDE) et le Parti radical de gauche (PRG). Le PS ne présenterait ainsi aucun candidat dans les quatre circonscriptions de Lyon, ville de Gérard Collomb, proche d'Emmanuel Macron. Un exemple parmi d'autres.

« C'était couru d'avance. Cambadélis envoie les partenaires à la casse pour avantager Macron », fulmine Danielle Auroi, député EELV sortante, dans les colonnes du quotidien. « On comprend pourquoi le PS n'a pas condamné ceux partis à En marche !. » Il est vrai que depuis plusieurs semaines, si les mots sont fermes, les sanctions elles, se font attendre pour les socialistes qui ont lâché Benoît Hamon, le candidat officiel du parti. Jean-Christophe Cambadélis a beau multiplier les menaces, le fait est que des ténors du PS, dont l'ex-Premier ministre Manuel Valls et le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, ont déjà clairement pris position en faveur d'Emmanuel Macron, et qu'il paraît compliqué de les sanctionner. Le candidat d'En marche ! symbolise pour une partie de la gauche le vote « utile » visant à faire barrage à la candidate frontiste, une priorité pour beaucoup.

Du côté d'En marche ! le geste ne semble pas émouvoir. Emmanuel Macron revendique d'ailleurs depuis le début de sa campagne l'absence « d'accord d'appareil » qui participe à son image de candidat du renouveau. En marche ! présente d'ailleurs des candidats dans des circonscriptions où l'on retrouve des ténors du PS, notamment celle de Jean-Christophe Cambadélis.

« Ras-le-bol », « dindon de la farce »… Du côté des partenaires PS, la pilule semble en revanche avoir du mal à passer. Ceux qui sont restés fidèles au parti et au candidat investi par les militants pourraient bien se retrouver le bec dans l'eau en cas de victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle. De nouvelles divisions en perspective qui s'ajoutent au chaos global qui règne aujourd'hui au sein de la gauche. LePoint.fr 17.04

Commentaire d'un internaute

- "*Pour ceux qui n'avaient pas compris.*

On constate, pour ceux qui en doutaient encore, que le vrai candidat du PS et de M. Hollande est bien M. Macron. M. Hamon, ce qui est injuste puisqu'il a gagné la primaire, n'est là que pour jouer les utilités.

Il est trahi par ceux qui auraient du le soutenir, au premier rang desquels M. Valls et M. Hollande, qui devrait se souvenir qu'il a été si longtemps le premier secrétaire du PS.

Toute cette élection n'aura été qu'une vaste manipulation, d'abord pour éliminer le candidat de la droite avec des procédés de basse police et ensuite pour introniser le dauphin, M. Macron, dont on voit bien qu'il n'a pas plus de convictions que M. Hollande.

Commencer comme "ennemi de la finance" pour finir en installant le candidat des banques, c'est un parcours assez exceptionnel pour un homme de gauche. "

Comme quoi ni Hollande ni le PS n'étaient de gauche.

Pour pouvoir résoudre un problème, il est préférable ou fortement recommandé de commencer par se poser les bonnes questions. Comment s'aperçoit-on qu'on se pose les bonnes questions ? Quand une question en appelle une autre et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'on atteigne l'origine ou la "substance" d'un problème. Ce n'est qu'après qu'on sera en mesure de le relier à l'ensemble de la situation ou de le saisir dans son contexte historique, et éventuellement d'en comprendre la portée.

Exercice pratique.

Partez de l'hypothèse que ni Hollande ni le PS n'étaient de gauche et imaginez ou cherchez tout ce que cela impliquerait, en principe un tas de questions devraient surgir spontanément à votre esprit, questions auxquelles vous devrez trouver des réponses cohérentes ou satisfaisantes. Si ce n'était pas le cas, recommencez l'exercice autant de fois que nécessaire pour y parvenir, en vous demandant si à un moment ou à un autre vous ne vous êtes pas posé de mauvaises questions.

Une mauvaise question, c'est une question à laquelle on ne peut pas répondre ou généralement une question qui n'en suscite pas une autre immédiatement. Car ce n'est que lorsqu'on est parvenu à la source de notre problème que les questions se tarissent. En fait, ce n'est pas tout à fait exact, ensuite on se posera de nouvelles questions mais elles se situeront sur un plan plus élevé, et ainsi de suite jusqu'à obtenir une vision universelle...

Quand vous vous serez livré à ce genre d'exercices des milliers de fois avec des questions très diverses, y compris de votre vie quotidienne, vous commencerez seulement à maîtriser les bases élémentaires de la dialectique. Continuez ensuite jusqu'à la fin de votre vie et vous serez assuré de mourir conscient, serein et moins idiot. C'est aussi une façon de donner un sens à sa vie, de la rendre plus supportable sans avoir à se compromettre. Vous y gagnerez en dignité, car vous en tirerez une certaine satisfaction sans attenter aux intérêts de vos semblables et en servant votre cause ou idéal.

Attention, cet exercice n'est pas recommandé aux personnes présentant de graves déséquilibres mentaux ou atteintes de troubles de la personnalité prononcés. Je dis cela très sérieusement.

Cette expérience nous conduit à remettre en cause une partie des idées qui ont façonné plus ou moins consciemment notre personnalité, elle est similaire à une auto-analyse psychanalytique et présente donc les mêmes avantages et dangers, car elle peut libérer au passage à notre insu ou inconsciemment des pulsions plus ou moins incontrôlables. Puisque cette expérience agit sur la structure de notre personnalité, elle peut la modifier ou la destructurer provisoirement, la destabiliser, avant qu'elle ne se stabilise à nouveau sur la base de nouveaux rapports, il est donc recommandé de maîtriser pas à pas ce processus.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'à l'arrivée on va adopter un nouveau mode de pensée, on ne sera plus le même homme ou la même femme, nos rapports au monde extérieur s'en trouveront profondément modifiés... Maintenant on ne passe pas brutalement ou d'un coup de baguette magique de l'idéalisme au matérialisme, d'un état de conscience inférieur à un état de conscience supérieur, il ne faut pas exagérer non plus les risques que comporte cette expérience, c'est à chacun de la mener à son rythme, tranquillement, sereinement.

Cet état peut être comparé à celui d'une personne qui s'adonne à l'alcool ou à certaines drogues, et qui demeure pendant une période plus ou moins longue dans un certain état de conscience avant de redescendre sur terre, parce que même lorsqu'on a atteint un degré de conscience supérieur on n'est jamais conscient 24h/24, de la même manière qu'on ne passera pas notre temps à observer nos faits ou gestes en permanence, ni même à interpréter tout ce qu'on voit ou entend, il y a des moments où nous saisissons le monde extérieur avec davantage d'acuité que d'autres, de même que nous avons des instants de lucidité, tandis que le reste du temps nous ne prêtons pas une attention soutenue à ce qui nous entoure et c'est bien normal, c'est naturel.

Conscience et inconscience se côtoient sans forcément s'affronter ou poser problème, notre cerveau ou notre mental a besoin de ce relâchement, de cette liberté de vagabondage pour respirer ou s'épanouir, l'exercice ou l'épreuve finale réside dans notre capacité à mobiliser notre conscience quand cela est nécessaire. L'homme est perfectible, ce qui signifie qu'il n'est pas parfait et qu'il ne le sera jamais, il peut se perfectionner, progresser, devenir meilleur, sinon quel sens aurait son existence ? Soyons donc modeste, mais déterminé à progresser, pas pour en tirer profit personnellement, ce qui serait mesquin ou vulgaire, même si on en tire une grande satisfaction sur le plan individuel, parce que notre sort est lié au reste de l'humanité, à celui de notre environnement, de notre planète. Si on ne peut pas être heureux au détriment des autres, on ne peut pas progresser non plus sur le dos d'autrui. Rien ne vaut qui ne peut pas être partagé par le plus grand nombre. A suivre

Ils osent tout

- Fillon: "36 ans au service du pays me donnent plus d'autorité morale" que Macron - AFP

- Suicide. Sauvé par un flash-ball - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela: l'armée soutient Maduro avant une nouvelle manifestation - AFP

A deux jours d'une nouvelle grande manifestation de l'opposition, le président socialiste du Venezuela, Nicolas Maduro, a reçu lundi le soutien "inconditionnel" de l'armée, acteur incontournable du jeu politique dans ce pays en crise politique et économique.

"Les forces armées nationales bolivariennes (...) ratifient leur loyauté inconditionnelle envers Monsieur le président", a assuré le chef des armées et ministre de la Défense, Vladimir Padrino Lopez, lors d'un rassemblement de milliers de membres de la milice civile, organisé en présence de M. Maduro, face au palais présidentiel de Miraflores, à Caracas.

M. Maduro est un "président véritablement chaviste (du nom de Hugo Chavez, président de 1999 à son décès en 2013, ndlr) que les forces armées admirent profondément", a affirmé le général Padrino Lopez, balayant ainsi les fissures apparues ces dernières semaines dans le clan présidentiel, avec notamment de dures critiques formulées par la procureure générale de la Nation.

Coiffé d'une casquette militaire, M. Maduro l'a remercié pour cette marque de confiance: "La loyauté se paie avec de la loyauté", a-t-il lancé face aux miliciens qui l'ovationnaient.

Cette force civile armée, créée par M. Chavez en 2010, compterait 500.000 membres aujourd'hui.

Peu avant, le chef de l'Etat avait annoncé le déploiement de soldats dans tout le pays, en amont d'une nouvelle manifestation d'opposants mercredi - date anniversaire de la révolution de 1810 qui a conduit à l'indépendance du Venezuela.

C'est aussi la date choisie par l'opposition, majoritaire au Parlement et portée par le mécontentement populaire, pour appeler à "la mère de toutes les manifestations" afin d'exiger des élections anticipées. Le gouvernement appelle pour le même jour à "la marche des marches", laissant craindre de nouvelles échauffourées.

Depuis début avril, une vague de manifestations antichavistes, marquées par de violents heurts avec la police qui ont fait cinq morts et des centaines de blessés, est organisée à travers le Venezuela pour mobiliser la population, étranglée par la crise économique de ce pays pétrolier ruiné par la chute des cours du brut.

"Fini le temps des traîtres, des trahisons, fini le temps des hésitations, que chacun se définisse: on est avec la patrie ou on est contre elle", a lancé le président vénézuélien.

L'opposition promet, elle, que la manifestation de mercredi sera "le début de la fin" pour le chavisme, qu'elle souhaite voir éjecté du pouvoir, unique moyen, selon elle, de sortir de la crise politique et économique.

Lundi, onze pays latino-américains ont demandé au Venezuela de "garantir" le droit de manifester pacifiquement. Dans leur communiqué commun, ils "réitèrent leur refus de la violence" et expriment leur "profonde tristesse" après la mort de cinq personnes lors des dernières manifestations.

Cette vague de protestations avait été déclenchée le 1er avril, par la décision du Tribunal suprême, réputé proche de Maduro, de s'arroger les pouvoirs du Parlement, déclenchant un tollé diplomatique qui l'a poussé à faire machine arrière 48 heures plus tard.

L'opposition crie à la tentative de coup d'Etat, mais le chef des armées l'a accusée lundi de s'appuyer sur des groupes d'"extrême droite" pour mener un "programme criminel" qui incluerait "des actes terroristes, des émeutes, des pillages, du vandalisme et diverses formes de violence".

L'armée au Venezuela - 165.000 hommes et 25.000 réservistes - est un acteur crucial du rapport de force politique, comme le reflète son poids au sein du gouvernement: sur 32 ministères, 11 sont dirigés par des militaires ou d'anciens militaires.

L'opposition l'accuse d'être l'unique soutien assurant le maintien au pouvoir du chavisme.

"Chavez avait intégré les militaires dans la gestion du gouvernement et la tendance s'est approfondie avec Maduro", explique à l'AFP l'analyste Luis Vicente León.

L'armée contrôle la production et la distribution d'aliments de première nécessité, actuellement frappés par une grave pénurie, mais aussi une société pétrolière, une télévision, une banque, une usine d'assemblage automobile et une entreprise de construction.

La précédente vague de manifestations ayant secoué le Venezuela en 2014 avait fait 43 morts, selon le bilan officiel. AFP 18.04

Palestine occupée

- Plus de 1.000 Palestiniens détenus par Israël en grève de la faim - AFP

Plus d'un millier de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes ont entamé lundi une grève de la faim collective, un mouvement de protestation inédit depuis des années lancé par Marwan Barghouthi, leader de la deuxième Intifada condamné à la perpétuité.

Cette grève de la faim vise à "mettre fin aux abus" de l'administration pénitentiaire, a indiqué Marwan Barghouthi, figure de la résistance palestinienne à l'occupation israélienne, dans une tribune envoyée au quotidien New York Times depuis sa prison de Hadarim, dans le nord d'Israël.

Dans de nombreuses villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza, des milliers de manifestants ont défilé en solidarité avec les grévistes, tant la question des prisonniers incarcérés par l'Etat hébreu --actuellement 6.500-- est centrale pour les Palestiniens.

Depuis 1967 et l'occupation par l'armée israélienne des Territoires palestiniens, plus de 850.000 d'entre eux ont été emprisonnés par Israël, selon leurs dirigeants.

Ces dernières années, plusieurs Palestiniens se sont lancés dans des grèves de la faim individuelles pour protester contre des abus. Elles les ont mené au bord de la mort et se sont conclues par des accords sur leur libération. Certains ont toutefois été arrêtés de nouveau ensuite.

Ces initiatives individuelles ont suscité de vifs débats dans la société palestinienne, de nombreuses voix dénonçant des actes dangereux pour ceux qui les mènent et sans impact sur les conditions de l'ensemble des prisonniers.

Cette fois-ci, pour la première fois depuis des années, il a été décidé d'un mouvement collectif, pour porter "des demandes humanitaires prévues dans le droit international et reconnues comme faisant partie des droits de l'Homme", a indiqué à l'AFP Fedwa Barghouthi, l'épouse de Marwan Barghouthi, lors d'une manifestation à Ramallah.

Les prisonniers demandent entre autres des téléphones publics dans les prisons, des droits de visite élargis, la fin des "négligences médicales" et des mises à l'isolement, ainsi que l'accès à des chaînes télévisées et de la climatisation.

La présidence palestinienne a appelé le gouvernement israélien à répondre à ces demandes pour "la liberté et la dignité des prisonniers".

La dernière grève massive dans les prisons israéliennes remonte à février 2013, lorsque 3.000 Palestiniens avaient refusé de se nourrir, durant une journée, pour protester contre la mort en détention d'un des leurs.

Marwan Barghouthi, grand rival du président Mahmoud Abbas au sein de son parti du Fatah et régulièrement en tête dans les sondages sur une hypothétique présidentielle palestinienne, est à l'origine de ce mouvement, une "première" depuis son incarcération il y a 15 ans, selon son épouse.

"Les prisonniers palestiniens souffrent de torture, de traitements dégradants et inhumains et de négligence médicale, certains ont été tués en détention", a-t-il dénoncé dans sa tribune au New York Times.

Il a pointé du doigt "un apartheid judiciaire qui garantit une impunité pour les Israéliens ayant commis des crimes contre des Palestiniens et criminalise (...) la résistance palestinienne".

Environ 1.300 prisonniers participent au mouvement "et ce chiffre pourrait augmenter dans les heures à venir", a déclaré à l'AFP Issa Qaraqee, chargé de la question des prisonniers au sein de l'Autorité palestinienne. Le Club des prisonniers a évoqué le chiffre de "1.500" grévistes.

Le porte-parole de l'administration pénitentiaire israélienne Assaf Librati a parlé d'"environ 1.100" détenus dans huit prisons israéliennes. "L'administration pénitentiaire israélienne ne négocie pas", a-t-il prévenu.

Selon le Club des prisonniers, "l'administration pénitentiaire a confisqué tous les biens qui se trouvaient dans les cellules des grévistes".

Cette grève de la faim illimitée est lancée à l'occasion de "la journée des prisonniers", observée chaque année par les Palestiniens depuis plus de 40 ans. Elle est observée et relayée par des membres de tous les mouvements politiques et les

messages se sont multipliés durant la journée venus tant du Fatah que du Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza. La branche armée du mouvement islamiste a promis en soirée que "l'ennemi pliera et les portes des prisons se briseront" avec cette grève.

Parmi les 6.500 Palestiniens actuellement détenus par Israël, figurent 62 femmes et 300 mineurs. Environ 500 d'entre eux sont sous le régime extra-judiciaire de la détention administrative qui permet une incarcération sans procès ni inculpation. Treize députés sont aussi emprisonnés. AFP 17.04

Haut de page

Le 19 avril 2017

CAUSERIE

Médias dits alternatifs : Mystification ou arnaque.

Examinons en titres (le 19) le blog *Les-crises.fr* de monsieur Olivier Berruyer.

Pour bien comprendre à quel genre d'entreprise foncièrement malhonnête et intéressée de surcroît nous avons à faire, prenons le cas du traitement qu'il accorde à la Syrie.

Les jours suivants l'attaque présumée chimique survenue le 4 avril dernier à Khan Cheikhoun, il a publié plusieurs articles qui concluaient tous à l'absence de preuves permettant d'affirmer que l'armée syrienne aurait utilisé ce genre d'arme.

Et ne voilà-t-il pas que le 19 avril, n'ayant manifestement pas trouvé d'articles plus récents et respectables pour faire passer le président syrien pour un horrible tyran, il publie un article d'Amnesty International datant du 7 février *Syrie : L'horrible prison de Saidnaya* accusant l'armée syrienne de se livrer un massacre sur des prisonniers, de sorte que Bachar el-Assad mérite le qualificatif de "boucher" employé par Trump pour justifier le bombardement de la Syrie le 17 avril. Or, il s'agissait d'une vulgaire machination ou d'un rapport à charge contre Assad entièrement fabriqué.

Vous avez saisi l'astuce minable, n'est-ce pas ?

Si Assad est capable de torturer et de pendre des dizaines de milliers de prisonniers, alors pourquoi ne serait-il pas capable de gazer son propre peuple, de noyer son chien, d'égorger son épouse en proclamant son innocence, franchement ? Il s'agit d'installer le doute dans le cerveau des gens par n'importe quel moyen, afin de les empêcher de se forger une conviction qui contreviendrait à l'ordre établi ou à la stratégie politique de la classe dont monsieur Berruyer représente les intérêts.

Dans l'article que j'ai rédigé et publié (1) suite au rapport d'Amnesty International je suis remonté jusqu'à la source de son commanditaire en fournissant des preuves irréfutables et sourcées que chacun pouvait vérifier : Le milliardaire américain Georges Sorros qui travaille de concert avec la CIA pour déstabiliser tous les régimes qui refusent de se soumettre à la dictature de l'impérialisme américain.

On aura compris que monsieur Berruyer a publié cet article d'Amnesty International uniquement dans le but de se couvrir de toute accusation ou pour ne pas apparaître comme un suppôt de Assad, auquel cas il serait grillé dans les médias, il ne veut pas se mouiller, il ne veut pas prendre partie, ce type sournois est un péteux, la vérité des faits l'importe peu contrairement à l'image qu'il veut donner de lui-même, seule la notoriété de son blog et de sa petite personne l'intéresse.

L'art de tout dire et son contraire est très répandu comme vous avez pu le constater vous-mêmes. Il a pour origine : soit un manque de conviction pour assumer ses idées, soit plus généralement des intentions inavouables que l'on maquille en se servant d'éléments extérieurs comme caution pour brouiller les pistes pour tromper les esprits faibles ou crédules.

Note.

1- Qui a commandé le rapport d'Amnesty International sur la Syrie ? (12.04) (La voix de l'Opposition de gauche)

Pour le reste, ce blog sert à cautionner l'ordre établi ou à distraire, à détourner les travailleurs des questions essentielles qu'ils ont à résoudre en mettant en scène ou en instrumentalisant leurs illusions, tout en feignant de s'y opposer à l'aide de critiques parfois acerbes pour se distinguer des médias institutionnels, dont il copie finalement les méthodes détestatables puisqu'il recourt également à la censure quand un lecteur tente d'insérer un commentaire incompatible avec sa ligne politique, je fais

référence ici à ma propre expérience ces derniers jours.

Quand monsieur Berruyer publie un article qu'il a rédigé ou son équipe et qu'il a signé, ce n'est qu'une suite de copier/coller d'extraits de documents ou de twitts soigneusement sélectionnés qu'il a été péché sur Internet et qu'il aligne les uns à la suite des autres, autrement dit il n'analyse rien, il n'apporte rien à ses lecteurs, puisque le procédé qui consiste à mettre bout à bout des faits et d'en déduire certaines conclusions est à la portée du premier venu, ce qui ne l'empêche pas de se faire passer pour un intellectuel qui compte... et engrange les dons !

C'est aussi l'art consommé du lieu commun en guise de révélation comme nous allons le vérifier tout de suite.

Non, il n'était pas prévu qu'un oligarque gouvernerait en faveur de l'oligarchie ou qu'il se fondrait dans les institutions en place !

- [Vidéo] Quand Donald Trump mange son chapeau…

Dollars, monnaie chinoise, taux bas, Fed, Janet Yellen : dans l'entretien qu'il vient de donner au Wall Street Journal, Donald Trump fait un virage à 180 degrés avec tout ce qu'il a pu affirmer pendant sa campagne présidentielle.

Un relais d'une officine spécialisée dans la diffusion de la propagande de guerre Pentagone-OTAN-Bruxelles contre la Syrie.

- Syrie : L'horrible prison de Saidnaya, par Amnesty International

Parce que lutter contre la propagande de nos médias ne signifie pas non plus oublier les crimes du gouvernement en Syrie…

Avec les compléments de Trump et Obama réunis !

Comment alimenter une polémique fabriquée de toutes pièces sur la base du principe qu'il n'y a pas de fumée sans feu.

- Seymour Hersh critique les médias pour avoir mis en avant l'histoire de hacking russe sans regard critique, par Jeremy Scahill

Un article économique totalement obsolète.

[GEAB] Amérique de Trump : la levée du tabou du défaut de paiement US.

Macron ceci, Macron cela...

Une dizaine d'articles en quelques semaines, pour démontrer quoi ? Rien que l'on sache déjà !

Se soumettre ou se suicider, pas d'autres alternatives au capitalisme.

[Vers le Grexit ?] – Grèce : l'impasse économique, par Olivier Delorme

Alors que Les-crises.fr emploie les mêmes méthodes, par exemple en censurant les données qui contredisent la version du 11 septembre 2001 de monsieur Berruyer.

- Dérives du journalisme, naufrage d'une « journaliste » du Monde, par Jacques Sapir

Cela vaut pour absolument tous les médias dits alternatifs, anti-impérialistes, etc. Donc vigilance, à consulter ou lire en sachant que vous ne trouverez pas ici les réponses aux questions fondamentales que vous vous posez légitimement.

Le saviez-vous ? En oligarchie tous les coups sont permis.

- En Caroline du Nord, un proviseur punit les élèves à coups de planche en bois - slate.fr

Il est courant de rappeler qu'aux États-Unis, les châtiments corporels sont toujours autorisés dans vingt-et-un états. Une enquête avait révélé qu'au cours de l'année scolaire 2013-2014, 110.000 étudiants ont été punis physiquement, notamment dans le Mississippi, l'Alabama, l'Arkansas, ou le Texas. Une pratique approuvée par 75% des parents.

Mais ce système n'était pas plus remis en question qu'on ne s'intéressait réellement à la façon dont ces punitions étaient appliquées. Une école de Caroline du Nord semble désormais cristalliser le débat, explique le site NPR. C'est son proviseur, David Matheson, qui pratique lui-même la punition: à coups de planches en bois. Selon la gravité des actes, l'élève doit choisir entre une ou plusieurs journées d'exclusion, et un ou plusieurs coups. Du propre aveu d'une élève, sanctionnée pour n'avoir pas rangé son téléphone, son père a choisi pour elle: «Vous n'avez qu'à la taper.»

Ce proviseur est pourtant régulièrement alerté des effets des châtiments corporels par les associations de défense de droits de l'enfant. L'association NC Child transmet aux chefs d'établissements concernés des documents prouvant que les châtiments corporels entraînent mauvais résultats, phobie scolaire, décrochage, violence et toxicomanie. Des collectifs appellent à mettre fin à cette pratique.

Mais ni les proviseurs, ni les parents n'en ont cure: «Je pense que si plus d'écoles faisaient comme nous, la société serait bien meilleure», affirme Matheson.

Au Texas, un juge spécialisé dans la protection des mineurs avait été filmé en train de donner des coups de ceinture à sa fille. Et n'a d'ailleurs pas été poursuivi. Plusieurs autres cas de violences graves perpétrés sur des enfants ont été signalés ces dernières années aux États-Unis. Les parents, disaient avoir été inspirés par la méthode Michael Pearl, un pasteur prônant l'usage systématique de la baguette et de la fessée. Méthode qui s'est largement développée auprès de familles chrétiennes, notamment de celles pratiquant l'école à la maison. Le pasteur conseille de frapper les enfants avec un tuyau en plastique… dès l'âge de 6 mois. slate.fr 18.04

Voilà ce qu'il en est réellement de la puissance occidentale qui veut imposer son modèle à la terre entière, démocratique cela va de soi. Terrifiant, non ?

En complément : Infrastructures : les États-Unis se délabrent - Franceinfo

Des graviers et de la terre à la place du goudron. Nous sommes pourtant au cœur d'une grande ville américaine, Omaha, dans le Nebraska. Depuis trois ans, les habitants n'ont plus ni trottoir, ni bitume. "Un jour, nous avons appelé la mairie pour qu'elle rebouche des nids de poule. Des employés sont venus et ont retiré le bitume. On s'est dit 'chouette, on va enfin avoir une route toute neuve'. On a attendu, attendu, attendu, et finalement, la mairie nous a dit que ça resterait comme ça…", raconte Joanne Amoura, une habitante de la ville.

Comme dans le Nebraska, une trentaine d'États a renoncé à bitumer les routes, pour faire des économies.

D'après une enquête nationale, un pont sur neuf est délabré, faute d'investissements. Les besoins des États-Unis se chiffreraient à 2 000 milliards d'euros, c'est cinq fois le budget de la France. Franceinfo17.04

A croire qu'on est mieux loti en Inde ! Quel monde gouverné par des dingues ! Tenez justement.

- Goldman Sachs plonge à Wall Street - latribune.fr

Perplexité à Wall Street. Goldman Sachs n'a pas du tout réalisé la performance attendue au premier trimestre : si ses bénéfices ont bondi de 80% à 2,1 milliards de dollars, le produit net bancaire (PNB) des emblématiques activités de marchés a reculé de 2,4% à 3,3 milliards, son plus bas niveau depuis cinq trimestres. Or ces activités de courtage avaient dopé ses résultats les trimestres précédents et constituent la vitrine de la banque d'affaires pour attirer institutionnels et grandes fortunes.

En outre, ces résultats en demi-teinte contrastent avec ceux de ses concurrentes, notamment JP Morgan Chase et Bank of America, dont les activités de trading ont grimpé de 14% et 21% respectivement, et encore plus sur les marchés obligataires (+17% et +29%). On attend les résultats de sa principale rivale, Morgan Stanley, ce mercredi.

Reflétant cette déception, l'action Goldman Sachs plonge de plus de 5,7% ce mardi à la mi-séance à Wall Street, dans les 213 dollars.

« L'environnement opérationnel a été contrasté », a expliqué le Pdg, Lloyd Blankfein, invoquant la concurrence dans les activités de liquidité sur les marchés et une toile de fond plus favorable pour la garantie d'opérations dans la banque d'investissement.

La première banque d'affaires mondiale au classement des fusions et acquisitions, et cinquième banque américaine par le total des actifs, justifie sa performance terne sur les marchés de taux et matières premières (revenus tout juste en hausse de 1%) par les incertitudes politiques, l'attentisme des clients et la faible volatilité. Autant d'éléments qui ont pourtant affecté l'ensemble des banques actives sur les marchés... latribune.fr 18.04

Pour un changement de régime aux Etats-Unis. Rupture des relations économiques, commerciales, politiques, diplomatiques et militaires avec les Etats-Unis !

Vive la croissance ! Le vieux monde voué à finir à la décharge et nous aussi si on ne balaie pas toutes ces ordures.

- Éboulement mortel au Sri Lanka: les ordures s'accumulent à Colombo - AFP

Des centaines de tonnes d'ordures s'accumulaient mardi dans la capitale du Sri Lanka, après l'effondrement d'une décharge vendredi qui a fait au moins 31 morts.

La décharge à ciel ouvert de Kolonnawa, à la limite nord-est de la capitale Colombo, où s'entassent 23 millions de tonnes d'ordures et où 800 tonnes de déchets solides supplémentaires étaient déversées chaque jour, est désormais inutilisable. Elle s'était écroulée en détruisant 145 habitations d'un bidonville.

Les autorités ont relogé temporairement 1.700 personnes du bidonville dans des écoles publiques voisines. De nombreux bâtiments ont étés endommagés dans l'éboulis et menacent de s'effondrer. AFP 18.04

- Un gigantesque éboulement dans une décharge d'Addis-Abeba fait une centaine de morts - lemonde.fr

Au moins 113 personnes ont été tuées et des dizaines blessées par un immense éboulement d'ordures dans la plus grande décharge d'Ethiopie, en périphérie d'Addis-Abeba, que les riverains attribuent à des travaux d'aplanissement sur la partie supérieure du site.

Le bilan de cette catastrophe, survenue dans la soirée de samedi 11 mars au sud-ouest de la capitale éthiopienne, est désormais de 113 morts, selon un bilan officiel du mercredi 15 mars. Les autorités Addis-Abeba ajoutent que des enfants figuraient parmi ces victimes.

Mme Moges a précisé que la plupart des personnes tuées étaient des « squatteurs » habitant sur cette décharge et fouillant quotidiennement les hauts amoncellements de déchets à la recherche d'objets susceptibles d'avoir de la valeur.

Des témoins et rescapés interrogés par l'AFP ont affirmé qu'un flanc de la principale montagne de déchets s'était subitement détaché samedi soir et avait emporté des habitations de fortune des résidents de la décharge de Koshe, qui signifie « saleté » en argot amharique, la principale langue du pays.

Koshe est depuis plus de quarante ans le principal lieu d'entreposage des ordures d'Addis-Abeba, capitale de 4 millions d'habitants à la croissance démographique galopante. Selon les résidents interrogés par l'AFP, la décharge compte environ 300 habitants vivant dans une cinquantaine d'abris de fortune, dont quelques-uns ont été épargnés par l'éboulement. lemonde.fr 12.03.2017

En complément : A Bangkok, les vendeurs de rue chassés des grandes artères - AFP

Les vendeurs de rue seront à l'avenir bannis des grands artères de Bangkok, a annoncé mardi la municipalité de la capitale thaïlandaise, qui poursuit une grande croisade pour faire place nette, au grand dam de nombreux habitants.

Avec leurs étals ambulants qui proposent aussi bien de la soupe de nouilles que des fruits ou des sex toys, ces milliers de vendeurs représentent pour beaucoup le charme de la grise mégalopole d'Asie du Sud-Est. Ils donnent un aspect provincial à cette tentaculaire agglomération de plus de 12 millions d'habitants.

Mais les élites de Bangkok et la municipalité comptent suivre le modèle de Singapour qui, dans les années 80, a nettoyé ses rues des stands ambulants.

"Tous les types d'étals -les vêtements, les produits contrefaits et les stands d'alimentation- seront interdits dans les principales rues de la ville", a expliqué à l'AFP Wanlop Suwandee, conseiller du gouverneur de Bangkok.

"Ils ne seront plus autorisés pour des raisons d'ordre et d'hygiène", a-t-il ajouté.

Les fonctionnaires insistent sur la gêne occasionnée par les vendeurs ambulants de la ville qui bloquent les trottoirs et laissent peu d'espace pour les piétons.

Mais les petits stands de nourriture de rue sont très populaires auprès des touristes et de beaucoup d'habitants de Bangkok

qui cuisinent rarement. Et cela représente une option bon marché: un bol de nouilles au poulet ne coûte que 35 bahts (moins de un euro), tout comme une brochette de porc grillé avec un peu de riz.

"Supprimer tous les vendeurs de rue, c'est comme se débarrasser de notre culture elle-même", a regretté Chiwan Suwannapak, qui travaille pour une agence de tourisme de Bangkok.

Et beaucoup craignent que cela soit dommageable pour le tourisme.

Certaines rues symboliques, comme Khao San road, le quartier des petits hôtels prisés des routards étaient jusqu'ici le paradis des vendeurs de CD piratés et sacs imitant les marques de luxe.

Il y a deux ans, la mairie de Bangkok affirmait que quelque 20.000 vendeurs de rue étaient enregistrés, mais une étude de 2000 en recensaient plus de 400.000. AFP 18.04

France. Mystification électorale.

En famille. Ils sont des nôtres... A qui Mélenchon a-t-il adressé ce MSM "républicain" ?

- "*Que notre campagne et notre opposition républicaine soit la démonstration de l'échec du projet des violents.*"

Réponse : Le candidat officiel de l'oligarchie financière, Emmanuel Macron, qui sans rire incarnerait les valeurs républicaines selon Mélenchon. Il faut donc en déduire selon Mélenchon qu'il partage les mêmes valeurs que Macron, s'il le dit, on ne va pas le contredire ou prétendre qu'il ne l'aurait pas dit. Vous comprenez pourquoi on ne peut pas partager ces valeurs avec lui, ce serait se compromettre... Et puis, que valent des principes ou des valeurs qui n'auraient pas un contenu de classe ? Il ne faut jamais oublier de se poser cette question.

Le HuffPost - C'était juste après son apparition sur scène et en hologramme dans six autres salles. Jean-Luc Mélenchon a débuté son meeting ce mardi 18 avril par une référence à la tentative d'attentat déjouée dans la matinée à Marseille avec l'arrestation de deux jeunes hommes.

"Je veux solennellement dire à Monsieur Fillon, Madame Le Pen et Monsieur Macron que je leur envoie ma solidarité personnelle la plus totale", a lancé le candidat de la France.

Avant cet appel lors de son meeting, Jean-Luc Mélenchon avait déjà fait part de sa solidarité auprès de François Fillon et Emmanuel Macron de manière plus privée. En milieu de journée, il leur avait adressé un SMS à chacun, avec contenu personnalisé, dont le contenu a été révélé par BFMTV. Le HuffPost 19.04

Quel ignoble charlatan ! Non mais, vous imaginez un instant exprimer votre "solidarité personnelle la plus totale" avec cette pourriture ? Comme dans toute expérience, l'essentiel réside dans sa signification politique.

Qui maintenant aurait la moindre illusion sur les véritables intentions de Mélenchon, qui se traduiraient s'il parvenait à l'Elysée par sa totale soumission à l'ordre établi ? Tout comme avec Tsipras, les uns et les autres hurleraient à la capitulation, à la trahison, alors que Mélenchon n'aura cessé de démontrer qu'il n'a jamais eu l'intention d'affronter le régime pour appliquer ne serait-ce que le 10e de son programme. Mais pourquoi n'en ont-ils pas tenu compte ? S'ils l'ont sciemment occulté c'est parce qu'ils étaient de la même veine que lui, ils ne valaient guère mieux, ce sont tous des fripouilles, des mystificateurs professionnels qui n'ont qu'un seul ennemi : le socialisme.

Tiendrais-je ici un discours outrancier sur cet illusionniste ? Vérifions-le immédiatement en citant quelques extraits du discours qu'il a tenu hier, il y a de quoi largement confirmer ce que j'affirme.

Mélechon : « Nous n'avons pas l'intention de faire un putsch ! » (Traduisez : pas question de faire table rase du passé, on garde tout. Patience, il va le dire lui-même plus loin. - LVOG)

Lors d'un meeting à Dijon retransmis dans six autres villes par hologrammes, le candidat de La France insoumise a décrit sa méthode de gouvernement s'il était élu à l'Elysée le 7 mai.

Une fois l'Assemblée constituante élue par des élections organisées après un référendum les autorisant, "le gouvernement gouvernera dans le cadre des institutions de la Ve République", a expliqué le candidat. (Cela commence très mal ! Précisons ce qu'a rapporté Le Parisien : s'il était élu il procèderait à "l'organisation d'un référendum pour convoquer une assemblée constituante, qui aura la charge de tirer un trait sur la Ve République, et de dessiner les contours de la Vie" (LeParisien.fr 19.04) ou l'art de n

"Ne croyez pas ce qu'ils vous disent: "il veut sortir de l'Europe, de l'euro" (...), allons, un peu de sérieux", a d'ailleurs déclaré le candidat "insoumis". (Prenons-le au "sérieux" : pas de sortie de l'UE et de l'euro. - LVOG)

Attaqué par ses concurrents sur sa volonté d'appliquer immédiatement son plan B consistant à sortir des traités européens avec les pays qui souhaitent accompagner la France, M. Mélenchon s'est dit "sûr" de parvenir à négocier une modification des traités. AFP 19.04 (Cela impliquerait que les 26 autres chefs d'Etat et les 26 autres Parlements nationaux de l'UE accepteraient cette "modification des traités" : ridicule, grotesque ! - LVOG)

La popularité de Mélenchon s'explique par le fait qu'il a droitisé son discours ou évacué toute rupture avec le régime au fur et à mesure qu'il obtenait le soutien d'une frange de plus en plus large des couches les plus nantis du prolétariat qui sont loin d'être des révolutionnaires, et qui espèrent ainsi conserver leurs statuts ou leurs privilèges au détriment du reste de la classe ouvrière dont ils n'ont que faire, il faut dire les choses telles qu'elles sont.

Et s'il était élu, quand demain il subirait de plein fouet l'énorme pression de la réaction qui ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour l'empêcher de gouverner et obtenir sa chute, il irait encore plus loin dans le reniement de son programme ou de ses promesses électorales, puisqu'il n'appellerait pas les masses à se mobiliser ou à se soulever pour imposer aux capitalistes les quelques mesures qu'il avait un temps envisagées d'appliquer, sans vraiment y croire ou sans aucune conviction.

Matraquage macronique.

- Cazeneuve met en garde contre un vote Le Pen, Fillon ou Mélenchon - AFP

Quelle question ! Bien sûr que non...

- "Flou", "creux", "vide"... Les critiques contre Emmanuel Macron sont-elles justifiées ? - Franceinfo

Depuis le début de la campagne, le candidat du mouvement En marche ! cultive lui-même une forme d'ambiguïté. Franceinfo 19.04

- Entrepreneur Français dans la Silicon Valley depuis 10 ans, je soutiens Emmanuel Macron - Le Huffington Post

Je suis devenu entrepreneur par envie de changer le monde, par esprit révolutionnaire. Le Huffington Post 19.04

On a trouvé un fanatique de Hollande.

Cela existe, ce n'est pas un canular ! Ayez la patience de lire cet article (extrait). Assurément, il va vous donner la nausée, mais c'est très instructif, car cela donne une idée assez précise de jusqu'où ils sont capables d'aller dans l'imposture et la manipulation des cerveaux. La suite après cette lecture.

- Pourquoi voter Hamon, c'est voter utile - Le Huffington Post

"Macron n'est pas de Gauche!". Mais qu'est-ce qu'être de Gauche aujourd'hui ?

Malik Lounès, ex-dirigeant de SOS Racisme et de la Licra, président de l'association LOLitik, rédacteur du blog de la Bise de Malik.

Plus d'Europe à moins de pays pour mieux d'Europe, voilà la voie ouverte par l'Allemagne, l'Espagne la France et l'Italie, prêts à partager plus de souveraineté en matière fiscale, sociale, de défense, de culture, d'enseignement et de recherche. Vive François Hollande, ce Président à l'envers qui finit par faire quand il est sur le départ ce qu'il n'a pas su impulser à son arrivée. Finalement et contre toute attente, voilà qu'il nous laisse un héritage qui rentrera peut-être dans l'Histoire comme la première pierre de futurs Etats-Unis d'Europe.

Et, toi pauvre électeur-trice de Gauche, que vas-tu faire de ton vote, alors que ton candidat désigné par la primaire se voit promettre une Bérézina électorale sans précédent? Vas-tu voter pour Emmanuel "Konservator", le beau gosse sympa qui va réduire à peau de chagrin les droits des salariés et qui demain t'expliquera que la meilleure façon de partager le travail, c'est de supprimer le salaire minimum garanti? Ou pour le bourru Méluche, notre "Archaos" au puissant chant de coq gaulois qui gonfle sa poitrine pour faire rempart à la mondialisation ultra-libérale? Nous aimerions rêver d'une souveraineté soudainement libérée de la mondialisation, mais nous savons tous qu'un coq n'impressionne que ses poules. (...) Mélenchon, ce grand défendeur de la liberté de la presse qui traite les journalistes comme des chiens et boycotte les médias de son électorat, France Inter, Médiapart ou Libération, pour ne citer qu'eux...

La question, c'est l'emploi, le problème, c'est la mondialisation, la solution, c'est l'Union qui fait la Force. Allemagne, Espagne, France, Italie, c'est un marché dont aucun acteur de taille mondiale ne peut se passer, aucune multinationale, banque,

assurance, fond d'investissement, aucun Gafa (Google-Apple-Facebook-Amazon), aucune puissance économique d'aucun continent ne peut être absent, car à seulement quatre pays, nous sommes quasiment le 2 ème PIB mondial, à égalité avec la Chine. (...)

Nos quatre pays peuvent constituer un nouvel super-Etat doté d'une masse critique politico-économico-culturelle suffisante pour imposer à la mondialisation des règles du jeu en adéquation avec nos valeurs. Il n'y a pas deux gauches irréconciliables, seulement deux offres de gauches irréconciliables. Nuance. À nous de savoir créer une troisième offre politique de Gauche à la hauteur du défi qu'est la mondialisation, en mettant nos pas dans la voie ouverte par François Hollande à la fin de son mandat pour aller vers les Etats-Unis d'Europe.

Electrices et électeurs de Gauche, la vraie, celle qui ne se résigne pas à ce monde dominé par l'argent, sans pour autant verser dans une insoumission lyrique qui nie la réalité, il nous faut revenir aux fondamentaux. Nous n'élisons pas une Reine ou un Roi qui fera de nous ce qu'il voudra, mais un-e Président-e de la République dont le pouvoir dépendra de sa majorité à l'Assemblée Nationale. L'élection présidentielle se gagne sur un programme politique associé à une personnalité, les législatives sur la base d'un projet de mandature porté par des collectifs, alias les partis politiques. huffingtonpost.fr 18.04

Un cauchemar, n'est-ce pas ?

Vous avez lu ou entendu différents dirigeants du PS dont Cambadelis affirmer que, si Macron était élu il devrait gouverner avec le PS, car sinon il lui serait impossible d'avoir une majorité à l'Assemblée nationale.

Maintenant lisons ce qu'il a écrit au tout début de son article sur Macron.

Malik Lounès - Macron n'est pas de Gauche parce que c'est un candidat de la conservation du système, et donc de "l'adaptation" des individus au dit système. La force du capitalisme néolibéral, c'est de faire croire qu'il n'y a pas d'autre système qui ne reposerait pas sur l'absolue loi du marché et sa fameuse main invisible, partout, et pourtant temps nulle-part, puisque quotidiennement violée par ses meilleurs zélateurs, ceux qui nous la chantent, la clament, l'acclament pour mieux nous la claquer dans la gueule, tout en nous mangeant la laine sur le dos. (Fin de l'extrait)

Autrement dit le PS a bien l'intention de continuer à nous tondre en gouvernant éventuellement avec Macron et ils en ont parfaitement conscience.

D'ailleurs comment comprendre que le PS pourrait présenter une "*troisième offre politique de Gauche*" si Macron n'est pas gauche, car à part Hamon et Mélenchon on ne voit pas quel autre candidat se revendiquerait de gauche. Finalement, mettre ses "*pas dans la voie ouverte par François Hollande*" pour présenter une "*troisième offre politique de Gauche*", cela ne signifierait-il pas marcher dans les pas de Blair qu'incarne par excellence le clone de Hollande, Macron ?

Le PS serait la caution de gauche d'un parti de droite, comme les sociaux-démocrates américains au clan Clinton et le tour est joué. Se débarrasseront-ils ensuite ou un jour du PS ? Avec ces gens-là tout est une question d'opportunité, peu importe tout le monde a désormais compris sa véritable nature.

On peut ajouter, que, comme aux Etats-Unis, ceux qui refuseront de l'admettre et continueront de prétendre que le PS serait un parti de gauche, couvriront cette combine pourrie qui a fini par achever le mouvement ouvrier américain, parmi eux, certains courants qui s'intitulent trotskystes qui ont tissé des liens avec le PS (et ou le PCF) via les appareils vendus des syndicats.

Haut de page

Le 21 avril 2017

CAUSERIE

Je n'ose pas vous souhaiter de passer un bon week-end, mais le coeur y est !

On ajoutera plus tard ou demain des articles d'actualités.

Un brin de causette plus pratique que littéraire, je laisse cela à Mélenchon pour embobiner les crédules, nous avons déjà fait nos preuves également en la matière, tenez, dans un registre supérieur nous avons brièvement traité de la logique de Hegel en compagnie de Lénine récemment, mais là je ne sais pas pourquoi, peut-être à cause des élections, j'ai eu envie soudainement de m'adresser plutôt au peuple qu'aux intellectuels, aux élites ou aux nantis, à chacun son milieu de prédilection que voulez-vous,

on ne se refait pas.

Hélas parfois ! car je crois que visiblement je n'ai pas ciblé les bonnes personnes en réalisant ce portail qui me vaut que des inimitiés. Je l'ai compris depuis un bon moment, mais je n'arrive pas à le modifier en conséquence, peut-être parce qu'à force de penser je suis devenu davantage un intellectuel dans ma manière de m'exprimer, alors que dans mon fort intérieur je suis demeuré un ouvrier.

C'est apparemment difficile de combiner les deux, mais cela provient peut-être du fait que je continue de m'adresser aux composantes du mouvement ouvrier, alors qu'il n'y a plus rien à en tirer au stade de décomposition où il est parvenu, hormis quelques exceptions, trop peu pour former le socle d'une quelconque organisation de militants. Ce portail ne peut intéresser que de jeunes militants qui n'ont pas l'expérience et les qualités requises pour entreprendre quoi que ce soit avec moi, ils n'y sont pour rien et moi non plus. Les autres plus âgés sont fossilisés et incapables de progresser, donc il n'y a rien à en attendre. Quant aux travailleurs qui n'ont aucune expérience de la lutte de classe, mon portail doit les soûler ou ils n'y comprennent rien, hormis ceux qui ont commencé à progresser intellectuellement et qui souhaitent aller plus loin.

Les critiques des uns et des autres sont les bienvenues, à l'exception de celles des dogmatiques qui détiennent la vérité, qui savent tout mieux et avant tout le monde, même ce qu'ils n'ont jamais étudié sérieusement ou qu'ils ignorent totalement, qui s'en remettent à la parole des médias officiels et vous prennent pour un imbécile.

Si j'ai un conseil pratique à vous donner, c'est de vous en tenir aux faits, aux choses les plus simples, ensuite c'est à vous de forger votre propre conviction au lieu de ne pas en avoir ou d'adoper celle des autres.

Par exemple, j'ai encore lu ce matin quelque chose que tous les médias et responsables occidentaux censurent sur l'attaque présumée chimique survenue en Syrie à Khan Cheikhoun en Syrie, à savoir que cette attaque a eu lieu aux environs de 7 heures du matin, ce ne sont pas les Russes ou les autorités syriennes ou Trump qui l'affirment ou je ne sais qui, ce sont les barbares d'Al-Nosra qui l'ont déclaré, c'est leur version et de personne d'autres. Or il se trouve que l'armée syrienne a bien mené une attaque aérienne sur Khan Cheikhoun le même jour, mais entre 11h30 et 12 heures. A 7 heures du matin il n'y avait aucun bombardier russe ou syrien dans les airs de Khan Cheikhoun, il est donc matériellement impossible d'imputer les conséquences des faits survenus 5 heures plus tôt à l'armée syrienne ou russe, sauf à se livrer à une grotesque imposture, les choses sont donc parfaitement claires. Il n'y a donc pas de mystère ou de doute à avoir, hormis le fait qu'on ignore ce que les barbares ont fabriqué à 7 heures du matin, à la limite on s'en fout, cela ne présente aucun intérêt de savoir comment ils ont procédé pour tuer près de 90 Syriens, d'où sortent-ils ces cadavres, qu'ils aient été gazés ou non, eux seuls étaient sur place, donc ils sont les seuls acteurs et responsables de ce crime monstrueux, voilà tout.

Point barre, on en restera là, on s'en tient à la déclaration d'Al-Nosra qui innocente l'armée syrienne et russe, pourquoi faire compliqué quand les choses sont si simples. Ceux qui maintenant rédigent de longs articles sur cette affaire et qui oublient de mentionner ce fait capital pour établir la vérité, ne sont pas des gens rigoureux ou sérieux, ils n'ont que cela à faire ou ils sont payés pour, je n'en sais rien et je m'en fous. Vous allez peut-être dire qu'ils ont été cinglés d'avoir fait une telle déclaration qui les dénonçait ou que c'était une erreur monumentale, en effet, et alors, pourquoi vous en doutiez encore, et qu'est-ce que cela change puisque tout le monde censure leur déclaration ou leur fait confiance.

Il faut se réveiller, le règne de la tyrannie est passée à une autre dimension favorisée par des médias totalement corrompus. Hitler avait promis aux Allemands qu'ils auraient tous une Volswagen en échange de leur soutien, et qu'est-ce qu'ils ont eu au bout du compte ? Vous connaissez la réponse. Ne croyez pas que l'incroyable ne se réalisera jamais, sinon vous êtes perdus ! Je sais que plus personne ne croit dans le socialisme, et vous voyez où cela nous a mené. Entre nous, on ferait mieux d'y croire avant qu'il ne soit trop tard !

Bon, allez, on se détend un peu, c'est bon pour le cerveau.

On peut être satisfait de la page d'accueil de notre portail, vous ne trouvez pas ? A qui pourrait-elle faire honte hormis ceux qui refusent de regarder la réalité en face. On doit pouvoir être fier de ses idées et de son comportement, sinon cela signifie qu'on doit encore progresser pour être digne de notre idéal. Faut-il encore en avoir un... évidemment.

C'est vrai que dans le portail on n'aborde pas la vie sous l'angle le plus agréable qui soit, mais l'est-elle ? On aurait pu dire sous l'angle le plus facile, pas pour se compliquer la vie pour le plaisir, mais parce qu'elle ne l'est pas non plus. La facilité, c'est comme l'oisiveté, cela n'aide pas à progresser et on n'en tire aucune satisfaction.

En ce moment, le soir, je regarde des films tirés des nouvelles d'Agatha Christie's, et je trouve que le personnage plutôt maniaque ou précieux d'Hercule Poirot présente des qualités et une finesse d'esprit dont on peut s'inspirer et qu'il revendique "j'ai de l'ordre, de la méthode, de la psychologie", il en faut assurément, et il ne vous aura pas échappé que cette combinaison se situe au antipode du traitement immédiat et irréflléchi de l'information qu'on tente de nous imposer. Cela fait de Poirot un redoutable dialecticien que cette série de films a su mettre en scène de manière remarquable, au point qu'il m'arrive de ne pas saisir comment il a pu parvenir à certaines déductions logiques qui lui permettaient de clore les énigmes les plus ardues qui soient. Tout le mérite en

revient à la romancière qui était douée d'une imagination extraordinaire.

Outre la perspicacité hors du commun du personnage, j'ai pris ces notes à chaud qui peuvent avoir valeurs de principes ou de conseils parfois :

- Prendre ses distances avec les apparences et ne jamais se laisser influencer par les émotions des personnes liées à une affaire criminelle (ou autres), qui cependant peuvent s'avérer révélatrices par la suite si elles étaient feintes, donc sans les négliger puisqu'elles peuvent comporter un indice ou un détail utile à la résolution d'une enigme.

- Affecter un air détaché pour mieux observer le comportement des différents protagonismes liés à une affaire, afin de mieux cerner leur personnalité et leur caractère parce qu'ils auront alors tendance à se lâcher en sa présence, sous-estimant son sens profondément aiguë de l'observation. Ce n'est pas de la sournoiserie, mais avoir de la présence d'esprit là où on ne l'attend pas.

- Emettre autant d'hypothèses que nécessaire sans jamais prononcer de conclusions hâtives sans preuves irréfutables.

- Prendre le temps de la réflexion, mieux, se détendre, car la pression ou l'excitation perturbe le fonctionnement des petites "cellules grises".

- Ecarter toute déduction qui défierait la logique, sans se fier à ce qui paraît logique au premier abord et peut constituer une fausse piste, car une logique peut en cacher une autre...

Quant à son aspect extérieur particulièrement raffiné et élégant, je lui laisse volontiers, vous comprendrez facilement pourquoi.

Mimétisme. Quand ils enfantèrent un monstre.

Qu'est-ce qui rapproche l'Afghanistan du Venezuela ?

Après la "mère" de toutes les bombes balancée par les Américains sur l'Afghanistan, "la mère de toutes les manifestations" lancée par les agents de l'impérialisme américain sur le président vénézuélien Maduro.

Quelques réflexions après avoir visualisé l'intégralité du meeting de Mélenchon à Toulouse.

Mélenchon et Macron ont adopté le show spectacle à l'américaine en empruntant les mêmes mimiques sur fond de drapeaux tricolores, avec sa claque et sa marionnette débitant un discours démagogique ponctué de promesses, c'est tout ce dont la Ve République pouvait être digne.

C'est un numéro de cabotin où on sent bien que les mots s'enchaînent mécaniquement sans réelles convictions ou que celui qui les prononcent à autres choses en tête. Macron a avoué débiter un texte qu'il ne comprenait pas sans que le ridicule ne l'atteigne tant il est imbu de sa médiocre personne, tandis que Mélenchon mâche des expressions préemballées qu'il peine cependant à digérer en oubliant ou en ajoutant ici ou là des prépositions qui n'ont pas lieu d'y être, trahissant le peu d'importance qu'il doit leur accorder, à moins que cela soit dû à la fatigue ou au surmenage car j'ai cru percevoir qu'il s'en apercevait mais se résignait à faire avec plutôt que déléguer une partie de sa prestation à un autre dirigeant de son mouvement, ne soyons pas cruel, nous ne lui en tiendrons pas rigueur.

Il n'a fait qu'effleurer un ensemble de problèmes auxquels sont confronter les travalleurs sans jamais remonter à leurs origines, trop compromettant semble-t-il, car il faudrait en conclure à la nécessité d'abolir le capitalisme le plus rapidement possible, or Mélenchon y est opposé.

Son exercice voué à flatter les libres penseurs et les francs-maçons dont il fait partie, accessoirement les anarchistes ou anarcho-syndicalistes très présents dans la région toulousaine, fut plus que lourd, emphatique sur la liberté qu'il a abordée sous tous les angles, sauf un, le plus essentiel, celui qui détermine tous les autres, la liberté et le droit de vivre dans une société débarrassée du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Etrangement l'homme pourrait, doit, dit-il, oeuvrer pour accéder à un niveau de conscience supérieur, mais sa conscience devrait lui commander de ne pas remettre en cause les rapports sociaux en vigueurs qui sont à l'origine de tous les maux qui accablent les exploités et les opprimés de la terre entière. Il faut donc en conclure que lorsque Mélenchon fait référence au principe selon lequel la liberté de chacun s'arrête où commence celle des autres, il faut entendre par là celle des exploiteurs sur laquelle il ne faut surtout pas empiéter, apparemment entre soumis et servitude ou émancipation et liberté Mélenchon a fait son choix, en toute conscience évidemment.

Un point de vue commenté.

- Comprendre la crise politique française, par Romaric Godin

Lecture. Dans un ouvrage récent, Bruno Amable et Stefano Palombarini examinent avec précision les conditions de la désintégration de la vie politique française. Une grille de lecture pertinente qui met en lumière les limites d'une grande alliance « réformatrice » et « pro-européenne » au centre comme mode de résolution de cette crise.

Quel qu'en soit le résultat, l'épisode électoral français de 2017 apparaîtra inévitablement comme une césure majeure dans l'histoire politique du pays. L'effondrement inévitable des deux grands mouvements historiques de la Cinquième République, réduits aux derniers quartiers de leurs partisans, alors même que les institutions nées en 1958 sont bâties pour le bipartisme, est le symptôme d'une crise politique de grande ampleur. Une crise dont sortira un nouveau paysage politique, fondé sur de nouvelles césures.

(Le capitalisme en putréfaction est dorénavant en proie à une crise permanente qui se traduit logiquement par une crise sociale et politique permanente. Et son issue signera la mort de l'un des deux protagonistes, la classe des capitalistes ou celle des ouvriers ou des travailleurs.

Romaric Godin affirme que les institutions de la Ve République "sont bâties pour le bipartisme", ce qui n'est pas faux, dès lors qu'on admet que le PS était déjà un parti de droite en 1958, autrement dit qui gouvernerait pour les capitalistes s'il parvenait au pouvoir et qui ne remettrait pas en cause la Ve République. Ceux qui ont prétendu que la Ve République avait été conçu uniquement pour de Gaulle et le parti officiel de l'ordre se sont fourvoyés lamentablement, les trotskystes lambertistes notamment, parce qu'ils ont sciemment falsifié la nature du PS en le faisant passer pour un parti de gauche, ce qu'il n'était pas et ce qu'il a amplement prouvé par la suite. Il est facile de comprendre qu'un véritable parti de gauche au pouvoir aurait été incompatible avec l'existence de la Ve République, il l'aurait immédiatement abolie, or le PS s'est fondu sans peine dedans parce qu'il n'était pas un parti de gauche. C'est cette mystification qui a consisté à le faire passer pour un parti de gauche qui a brisé la détermination de plusieurs générations de militants qui ont été manipulés à poursuivre le combat pour construire un parti ouvrier révolutionnaire. - LVOG)

La politique comme rapport de force sociologique

C'est cette crise, débutée dans les années 1980, qu'analysent avec précision et recul, deux économistes, Bruno Amable et Stefano Palombarini, dans un ouvrage récent, L'Illusion du Bloc Bourgeois[*]. Une lecture nécessaire pour comprendre les événements politiques qui se déroulent sous nos yeux. Les deux auteurs entendent la politique comme un ensemble de rapport de force sociologique. « Un pays, expliquent-ils, ne choisit pas son destin à l'issue d'une délibération collective et rationnelle, pas plus qu'il ne confie son avenir à des dirigeants éclairés qui décident pur lui ». Le voile est donc d'emblée déchiré sur la réalité du choix démocratique : ce choix est déterminé par la constitution de « bloc sociaux » qui sont capables de définir des intérêts communs et, ainsi, de s'allier, pour construire des majorités.

(L'alliance de la classe des capitalistes avec les classes moyennes entraînant derrière elle les couches les plus arriérées de la classe ouvrière faciles à influencer ou l'alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes qui demeurent soumises au capitalisme, de sorte que ces "majorités" gouvernent sans jamais remettre en cause l'ordre établi, pour qu'il en soit autrement il faudrait une situation révolutionnaire qui se traduirait par la rupture de pans entiers des classes moyennes avec le capitalisme, un des enseignements de la Commune de Paris. - LVOG)

Le temps des deux « blocs »

Si le système bipartisan français a pu ainsi opposer dans les années 1970 – et en partie dans les années 1960 – un « bloc de gauche » à un « bloc de droite », c'est parce que chaque camp avait su trouver un compromis acceptable entre ces différentes composantes sociologiques. Les ouvriers communistes et les employés et fonctionnaires socialistes pouvaient accepter, même après la rupture de la brève « union de la gauche », une unité fondée sur des intérêts communs : celle d'une intervention accrue de l'Etat dans l'économie et d'une politique de redistribution généreuse. Ce compromis avait été construit par François Mitterrand lors du fameux congrès d'Epinay de 1971 où il parvient à réaliser une synthèse entre les principales composantes de la gauche non communistes. A ce moment, le PS – à la différence de la défunte SFIO – devenait un partenaire acceptable pour le PCF. Le « bloc de gauche » devenait sociologiquement fort et capable de l'emporter, ce qu'il fit dix ans plus tard. (Poursuivons notre commentaire précédent. Ce passage illustre tout simplement que l'arrivée au pouvoir de Mitterrand et de la majorité PS-PCF ne précéderait pas une situation révolutionnaire (L'imminence de la révolution des trotskystes lambertistes), mais qu'au contraire elle préfigurerait son enterrement. - LVOG)

En face, la droite pouvait – bon gré, mal gré – maintenir un « bloc social » autour de l'idée d'un Etat protecteur pour les entreprises, mais pas « captateur », refusant ainsi les nationalisations, ainsi que d'une politique de baisse d'impôts. Cette position permettait de rallier les cadres et professions intermédiaires, ainsi que les ruraux. Malgré les divisions UDF-RPR, ce « bloc » social restait cohérent. Globalement, ce système s'est progressivement mis en place après 1958 et s'est imposé pendant les années 1970. C'est lui qui agonise sous nos yeux.

(La crise du capitalisme et la mondialisation portent des coups terribles à toutes les classes et couches de la société, ce

sont d'importants facteurs de dislocation de tous les rapports existant de sorte que tous les partis institutionnels sont conduits à se désagréger à leur tour, et toutes les combines ou "blocs" explosent. - LVOG)

La fin des deux « blocs »

Que s'est-il passé ? Pour les deux auteurs, ce bipolarisme a subi une pression interne qui l'a finalement fait éclater. Cette pression est elle-même le fruit de deux phénomènes externes : l'évolution du capitalisme vers une forme financiarisée et ultra-compétitive et la question européenne. Ces deux évolutions ont donné la main à une des composantes des deux blocs, les « modernistes », majoritairement à gauche, et les « néolibéraux » au sein du bloc de droite. Ces deux mouvements se sont imposés politiquement au sein de leurs blocs, donnant alors un poids démesuré dans la pratique politique aux classes moyennes et supérieures, les plus favorables à ces politiques. Ce phénomène a ainsi conduit à une contradiction majeure : pour se faire élire, les deux blocs continuaient à utiliser la synthèse sociologique des années 1970, mais, une fois élue, les « classes populaires » (définies par les auteurs comme ceux qui ont un lien de subordination dans le travail), qui, à droite comme à gauche, demandent la protection de l'Etat, étaient oubliées. Progressivement, ces classes ont donc abandonné leur « bloc » originel pour se réfugier dans l'abstention ou dans le vote Front National, lequel a profité du vide créé alors pour construire un discours hybride permettant d'attirer les déçus des deux blocs. Et, progressivement, une synthèse est devenue inévitable entre « modernistes » et « néolibéraux », ce que les auteurs appellent le « bloc bourgeois ».

(Cette "synthèse" entre « modernistes » et « néolibéraux » correspond à la répartition des rôles entre parti démocrate et parti républicain aux Etats-Unis qui sont traversés par la même idéologie ultra réactionnaire. Il faut préciser que d'autres facteurs décisifs sont intervenus dans l'évolution du capitalisme pour comprendre l'ancrage à droite de pans entiers des couches moyennes ou supérieures du prolétariat, qui se sont développées ou ont vu leurs statuts réhaussés à l'occasion de la révolution électronique ou informatique et du basculement vers une société de services dont les acteurs étaient relativement privilégiés par rapport au reste de la classe ouvrière. Quand un secteur économique voit le jour au détour de progrès technologiques, il manque cruellement de main d'oeuvre qualifiée, les différents concurrents vont se l'arracher à prix d'or, cela va favoriser la distribution de revenus supérieurs à la moyenne, ce qui n'est pas un problème puisqu'il réalise des profits gigantesques, ce qui influencera l'état d'esprit de ses bénéficiaires, qui s'estimeront satisfaits de leur condition et chanteront les louanges du régime, cautionneront son orientation néolibérale et européenne, mondialiste... On ne peut pas dire que les travailleurs du secteurs des nouvelles technologies, de la plupart des grandes entreprises, du secteur de l'aéronautique, de l'armement, de la chimie, des hydrocarbures, pharmaceutique, etc. soient les plus à plaindre. Les salariés des entreprises tournées vers l'exportation ou dont l'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation bénéficient de rémunérations supérieures, pas tous évidemment, il vaut mieux être employé par la maison mère que par un sous-traitant. Les cadres de toutes ces entreprises bénéficient d'un mode de vie très confortable, ce qui ne les poussera pas à couper la main qui les nourrit, même parfois au prix de lourds sacrifices. - LVOG)

Le choix du « modernisme »

Selon les deux auteurs, ce phénomène n'est cependant pas un phénomène subi ou « naturel ». Il est le fruit de choix conscients. A gauche, c'est le « tournant de la rigueur » de 1983 qui a décidé de la victoire des « Modernistes ». Lesquels ont, depuis, dominé le PS. Ce choix a été justifié par la « construction européenne » dans une forme de chantage : ou l'Europe et le néolibéralisme ou rien. C'est Jacques Delors qui, selon les auteurs, incarne le mieux ce choix qui, irrémédiablement, devait mener à un divorce entre le PS et les classes populaires, et donc à l'implosion du « bloc de gauche ». Les référendums européens de 1992 et surtout celui de 2005 ont été les deux moments fondateurs de cette rupture. (En 1983 le PS a assumé publiquement sa rupture avec le socialisme qui en réalité datait de 1914, sauf qu'au lieu d'en tirer la signification politique qui s'imposait, les différents courants du mouvement ouvrier ont continué de le caractériser de gauche, ils ont fait comme si finalement rien ne s'était passé, ils se sont enfermés dans un déni permanent dont on paie le prix fort aujourd'hui. Vous pouvez en déduire que tous nos dirigeants étaient censés en être conscients et qu'ils nous ont délibérément trahis au lieu de rompre à ce moment-là avec le PS. - LVOG)

François Hollande et la mort du PS

Dès 2002, le bipartisme français montrait des signes d'essoufflement. Le « 21 avril » avait été la preuve que le PS ne pouvait plus réaliser l'union des classes populaires et des classes moyennes. François Hollande avait cependant pu en 2012 réussir une dernière fois la synthèse d'Epinay. En tenant un discours de refondation de l'Europe et de combat contre la finance, il était parvenu à rallier les classes populaires. Les deux auteurs expliquent cette persistance du bloc de gauche par la capacité du PS à se concentrer sur « des réformes néolibérales qui n'entamaient pas immédiatement le potentiel d'unification du bloc de gauche », comme par exemple celle des marchés financiers ou des marchés des biens. Mais une fois élu, François Hollande a atteint les limites de cette stratégie, il lui a fallu toucher au cœur du système, à la relation salariale avec les lois Macron et El-Khomri. Ceci a fait apparaître la contradiction du PS qui a perdu le soutien des classes populaires. Parallèlement, pour les classes sociales favorables aux réformes, le PS, enfermé dans sa contradiction, n'apparaît plus comme capable de « poursuivre les réformes nécessaires ». Sa pertinence a donc disparu et c'est ce qui explique le renoncement de François Hollande à briguer un nouveau mandat et l'incapacité de Benoît Hamon à convaincre.

(Ce passage ou cette période confirme ce qui a été dit plus haut. Et pourquoi on parle d'embourgeoisement, de corruption du prolétariat, du mouvement ouvrier, parce qu'il faut que la réalité les rattrape ou les frappe durement pour qu'ils veuillent

bien admettre l'évidence qu'ils n'ont cessé de nier. Et pour avoir refusé d'admettre pendant des décennies que la réalité ne correspondait pas à celle qu'on leur dépeignait, et avoir continué à s'encanailler avec le PS et ses satellites ou à se bercer d'illusions, ils se retrouvent livrés à eux-mêmes, sans direction pour affronter le régime, ils ne comprennent rien ou pas grand chose à la situation et ils sont prêts une nouvelle fois à s'en remettre à un sauveur suprême ou un bonimenteur les 23 avril et 7 mai prochains. Le PS n'était pas en proie à une contradiction, je m'élève vigoureusement contre cette affirmation. Il y avait sa véritable nature et l'interprétation frauduleuse qu'en faisaient les différents acteurs du mouvement ouvrier qui ont induit volontairement en erreur les travailleurs et les militants. Le PS il est comme il est, il n'a pas une double nature, et nos dirigeants non plus, en réalité ils partagent la même, le jour où on sera parvenu à le comprendre, on pourra enfin envisager de refonder le mouvement ouvrier sur de nouvelles bases, pas avant... - LVOG)

La tentation du « bloc bourgeois »

Désormais, l'ambition « modernisatrice » ou « réformatrice » doit nécessairement assumer sa base sociologique. C'est ce qu'une partie du PS tente de faire depuis plusieurs années en revendiquant le « divorce » avec les classes populaires définies comme désormais « intellectuellement de droite » puisqu'elles rejettent la construction européenne. En réalité, cette identité est bien là aussi le fruit de ce choix de l'identification de la construction européenne avec le néolibéralisme. Alors que les classes populaires n'ont d'abord rejeté que ce dernier, et les orientations néolibérales de l'Europe, elles ont fini par accepter cette identification imposée par les « modernistes » et sont devenues eurosceptiques.

(Rectifions, les classes populaires subissent cette identification qui leur a été imposée, et c'est la raison pour laquelle elles rejettent l'UE, à juste titre. On a voulu les dresser contre l'UE, alors qu'ils fallaient les dresser contre le néolibéralisme qui incarne le capitalisme, pour conforter ou alimenter leur rejet du capitalisme, toutes les institutions qui l'incarnent, dont l'UE, mais avant tout la Ve République. - LVOG) Ce divorce oblige désormais les « modernistes » à trouver des alliés ailleurs, principalement sur leur droite où une partie de la classe moyenne accepte les « réformes » et l'Europe telle qu'elle est. C'est celle alliance que les deux auteurs appellent le « bloc bourgeois ». Ce « bloc » est aujourd'hui clairement incarné par Emmanuel Macron qui a appelé à « dépasser le clivage droite-gauche » et qui tente la synthèse entre les « modernistes » des deux camps. Pour les auteurs, ce bloc bourgeois n'est cependant pas la solution, car sa base sociologique est assez faible, de l'ordre d'un quart de l'électorat. Elle doit donc s'élargir par des promesses envers des couches sociales qui vont se retrouver « victimes » de la politique menée. D'où de futures déceptions.

(Quel aveu ! C'est parce que "sa base sociologique est assez faible" qu'ils ont appelé les médias à la rescousse pour décrédibiliser et censurer tous ceux qui s'opposent à Macron ou plus généralement à la politique néolibérale et impérialiste impulsée par l'oligarchie anglo-saxonne, pour que des pans entiers des masses populaires y adhèrent ou n'y soient pas franchement hostiles au point de se mobiliser, ce qui leur fera une force d'appoint pour obtenir une majorité et gouverner tant bien que mal. D'où notre combat acharné pour briser nette cette manoeuvre. - LVOG)

Le clivage gauche-droite persiste

Dans la logique du « bloc bourgeois », la vie politique se restructurerait autour de la seule question de la souveraineté, comprise comme la quintessence de tout le reste. On aurait donc des pro-européens favorables aux « réformes » s'opposant à des souverainistes favorables au maintien de l'Etat-providence. On voit, au reste, au sein des équipes d'Emmanuel Macron, comme au sein des milieux proches du FN, cette volonté de tout réduire à la souveraineté et d'organiser un face-à-face de ce type dès le premier tour. Mais, estiment les auteurs, la division droite-gauche est encore pertinente. Les souverainistes de droite ne rejettent en effet nullement les « réformes » libérales, ce qui leur aliènent leurs homologues de gauche. Même au sein du FN, la conversion à l'Etat-providence, qui nie l'essentiel de l'histoire du parti, semble surtout relever d'un « transformisme », nom italien de l'opportunisme politique pur. Même chose au sein du pôle pro-européen où une partie de la gauche n'a pas renoncé à changer ou refonder l'Europe. La primauté donnée à la question de la souveraineté ne règle pas le problème social.

(En effet, la question n'est pas la rupture ou non avec l'UE, mais la rupture avec le capitalisme et ses institutions nationales notamment. Et c'est bien pour cette raison que Mélenchon n'y est pas favorable. Il a déclaré qu'il n'était pas communiste, il est donc pro-capitaliste, c'est clair, net et précis. - LVOG)

Jeu complexe à quatre

L'offre politique française s'organise donc autour de quatre pôles a priori irréconciliables : le souverainisme de gauche ; le souverainisme de droite ; l'européisme de gauche et l'européisme de droite. Certes, l'offre politique peine encore à s'organiser autour de ces pôles au cours de cette élection présidentielle. Si le « bloc bourgeois » vise à fusionner le deux dernières composantes, la distance entre Benoît Hamon, François Fillon et Emmanuel Macron, tous trois, « pro-européens » prouve les limites de l'exercice. Pour autant, à droite comme à gauche, la question européenne empêche toute reformation des anciens « blocs ». L'avenir du pays dépendra de la capacité de ces quatre pôles à trouver une base sociale suffisante pour former une majorité stable dans le pays, autrement dit une majorité qui ne soit pas une majorité de circonstance, comme en 2002, ni une majorité éphémère comme en 2012. Tant qu'une telle base ne sera pas trouvée, la crise politique perdurera.

(Elle est faite pour durer jusqu'à la chute du régime. Quant à l'UE, elle cristalise la crise du capitalisme en proie à la résistance des masses exploitées qui refusent d'être vouées à une régression sociale sans fin, le sort que lui réserve l'UE. Ce qu'il faut comprendre également, c'est que pour sortir de sa crise le capitalisme devrait réaliser le socialisme à l'échelle mondiale, c'est inconcevable évidemment, c'est à cette contradiction que le capitalisme se cogne la tête contre les murs, ce n'est pas sa raison d'être, sa mission, d'où la fuite en avant dans les guerres et les machinations destinées à déstabiliser les Etats qui résistent à l'emprise de l'impérialisme américain sans jamais aller jusqu'à rompre avec le capitalisme, etc. - LVOG)

Les faiblesses du « bloc bourgeois »

Il n'est pas certain que le « bloc bourgeois » d'un Emmanuel Macron soit capable de relever seul un tel défi. Certes, la France a connu un tel bloc sous la quatrième république, lors, pour bloquer les voies du pouvoir aux Communistes comme aux Gaullistes, Socialistes, Radicaux et Chrétiens-démocrates pouvaient s'allier. Mais la base sociale de ce « bloc bourgeois » d'alors était bien plus large et elle se définissait dans une vision également plus large : celle de la « défense du monde libre » dans un contexte de guerre froide et de persistance à l'ouest de régimes autoritaires. La fonction sociale du « bloc bourgeois » du 21e siècle qu'examinent les auteurs est très différente et c'est ce qui explique qu'il pourrait bien n'être qu'illusion. (Parce qu'il ne peut-être que foncièrement antisocial ou incarner la réaction sur toute la ligne. - LVOG)

Une grille de lecture utile

Ce petit livre est en tout cas d'une densité qui invite à la réflexion sur la situation actuelle de la politique française. Il rend limpide quelques réalités de cette campagne comme l'échec du PS ou le caractère impossible de la reformation du « bloc de gauche » derrière une alliance entre Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon. Il est aussi un élément de réflexion nécessaire pour ce qui suivra cet épisode électoral et qui sera, sans aucun doute, un moment crucial de la crise politique française. La grille de lecture proposée ici pour la France mériterait, du reste, d'être élargie à d'autres pays européens où l'évolution du capitalisme moderne a provoqué des décompositions politiques avancées, toutes singulières, mais assez souvent marquées par la disparition de la social-démocratie et l'affaiblissement de la droite traditionnelle.

(Le "capitalisme moderne" se caractérise par la confiscation ou la tentative de confiscation du pouvoir politique par l'oligarchie et l'élite qui est à son service, parce que tous les gouvernements qui se sont succédés depuis les années 70 lui ont permis de concentrer le pouvoir économique dans des proportions telles qu'il est devenu impossible à un gouvernement quel qu'il soit de lui résister sous peine de subir ses représailles, voire d'entraîner sa chute. Aucun parti au pouvoir n'a osé l'affronter au cours des 5 dernières décennies, seul un véritable parti socialiste ou communiste pourrait relever ce défi, mais malheureusement il n'existe pas, il reste à construire. - LVOG)

[*] B. Amable et S. Palombarini, L'Illusion du Bloc Bourgeois, Ed. Raisons d'Agir, 176 pages, 8 €.

Un internaute a précisé ceci : A noter que B. Amable et S. Palombarini ont signé l'appel à voter pour Jean-Luc Mélenchon.

Un attentat à la rescousse d'une scrutin incertain. La Ve République où le coup d'Etat permanent

A qui doit profiter le crime ?

- L'Etat islamique revendique une attaque contre des policiers à Paris - Reuters

Vous aurez remarqué que l'ensemble des médias ont spontanément accordé le même traitement à cet évènement, en le consacrant uniquement à la réaction des différents candidats au premier tour de l'élection présidentielle de dimanche.
Pure coïncidence ou une aubaine...

- L'équipe Macron redoute la semaine de trop dans l'Obs - Atlantico.fr

- Valeurs Actuelles - Emmanuel Macron "patine dans les sondages" ....et "a perdu sa superbe". (Source : Atlantico.fr21.04)

- Hollande appelle "tous les Français à aller voter" - AFP

- Présidentielle: la CFDT met en garde contre l'abstention - AFP

- Présidentielle : entre "déception" et "dégoût", les Français à l'heure du choix - Franceinfo

Le contexte.

Le message est clair et il correspond à la partition du candidat Macron : Maintenant ce n'est pas sur un programme que vous

devez allés voter, mais pour un sauveur suprême, moi en l'occurence, l'autre moi de moi Président !

C'est marrant, je me suis dit hier qu'une attaque terroriste tomberait à point parce que les sondages ne sont pas favorables à leur candidat, Macron. Quelques jours plus tôt ils avaient annoncé avoir déjoué un attentat terroriste à Marseille. Puis simultanément on apprenait que Macron et Le Pen étaient talonnés par Fillon et Mélenchon dans les sondages.

Voilà qui avait aussi de quoi les inquiéter.

- Entrepreneur dans la Silicon Valley, je rentre en France si Jean-Luc Mélenchon est élu - huffingtonpost.fr

Je pensais être minoritaire dans mon milieu, mais étonnamment, plus j'en parle, plus j'apprends que mes connaissances entrepreneurs votent aussi Mélenchon. huffingtonpost.fr 20.04

- Présidentielle: Pamela Anderson soutient Mélenchon - AFP

Une tragédie peut en cacher une autre.

- Présidentielle : quand Mark Ruffalo, Danny Glover et Noam Chomsky appellent à voter pour Jean-Luc Mélenchon huffingtonpost.fr

La dynamique autour de Jean-Luc Mélenchon prend une ampleur internationale. Aux Etats-Unis, les acteurs Mark Ruffalo, Danny Glover et le professeur de linguistique Noam Chomsky ont lancé une pétition pour appeler à voter en faveur du candidat de la France insoumise à l'élection présidentielle. L'objectif ? Ne pas répéter la "tragédie" du choix Clinton/Trump.

L'acteur qui interprète Hulk dans Avengers et celui qui incarne Roger Murtaugh dans L'Arme fatale refusent que l'élection présidentielle française ne se limite à un choix entre le candidat "de l'establishment libéral" et "le populisme de la droite xénophobe". Une critique à peine voilée d'Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen. "C'est le scénario qui a entraîné l'élection du président Donald Trump aux Etats-Unis", expliquent les célébrités américaines. Elles appellent donc à soutenir le candidat de gauche le mieux placé dans les sondages : Jean-Luc Mélenchon.

Pour sa porte-parole, Jean-Luc Mélenchon peut gagner, car il n'a pas été "englué dans le piège des primaires", comme Bernie Sanders aux Etats-Unis. huffingtonpost.fr

Macronique hystérique... avant la débâcle ?

- Emmanuel Macron, les vieilles gloires du jeune premier - Liberation.fr

A des années-lumière de l'image de trentenaire moderne qu'il s'est forgée, le candidat d'En marche s'entoure dans ses meetings comme dans ses dîners de people un rien dépassés. Un tropisme qui devient stratégique pour atténuer son côté hors-sol et le rapprocher du peuple.

- Le plaidoyer de "The Economist" en faveur d'Emmanuel Macron - LePoint.fr

L'hebdomadaire britannique, qui s'effare de la possibilité d'un second tour Le Pen-Mélenchon, explique pourquoi il choisit le candidat d'En marche !

- Emmanuel Macron s'est entretenu avec Barack Obama au téléphone - Le Huffington Post

- Présidentielle : pourquoi Dominique de Villepin choisit Emmanuel Macron - LeParisien.fr

Quand on est dans le déni permanent, on peut tout se permettre ou presque.

- Cambadélis ne tirera "aucune leçon" en cas de défaite du PS - Le Huffington Post

De cette élection présidentielle, il n'y aura "aucune leçon" à tirer ni "aucune conséquence" pour le Parti socialiste. C'est en tout cas ce dont semble convaincu Jean-Christophe Cambadélis, comme il l'a expliqué dans l'émission "C à vous" ce mercredi 19 avril. Le Huffington Post 20.04

Merci, on l'avait déjà compris !

Ils osent tout .

- «Je laisserai un pays en bien meilleur état que celui que j'ai trouvé.» - Liberation.fr

- Le chef du Labour prépare une campagne résolument de gauche - Reuters

- Des spécialistes de la santé mentale américains assurent que Donald Trump souffre de "narcissisme malfaisant" - francetvinfo.fr

- Un institut lié au Kremlin auteur d'un plan pour l'élection US - Reuters

- Cent ans après, deux des petits bergers de Fatima seront canonisés - AFP

- La Turquie est-elle devenue une dictature? - LeFigaro.fr

- Venezuela : de nouvelles violences éclatent entre manifestants et forces de l'ordre lors d'un rassemblement contre Nicolas Maduro - Franceinfo

- La reine Elizabeth II fête ses 91 ans, toujours bon pied bon oeil - AFP

Dossier Syrie.

Ils prononcent un verdict avant toute enquête ou sans posséder la moindre preuve, puis ils fabriquent les preuves pour le légitimer. On a envie de dire : le coup classique.

Lisez bien, ils le disent eux-mêmes.

Tous les rapports sur l'attaque chimique survenue en 2013 à la Ghouta ont conclu à l'impossibilité de l'attribuer de façon catégorique à l'un des protagonistes, ce qui n'empêche pas les puissances occidentales et leurs chiens de garde médiatiques de continuer de l'attribuer à l'armée syrienne 4 ans plus tard. C'est là qu'on s'aperçoit qu'effectivement ils sont à l'origine des plus dangereuses et violentes "fake news" ou fausses informations.

Utilisation "irréfutable" de gaz sarin en Syrie - AFP

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé mercredi que des tests prouvaient de manière "irréfutable" que du gaz sarin ou une substance similaire avait été utilisé lors d'une attaque chimique présumée en Syrie début avril.

La France apportera "dans quelques jours (...) la preuve que le régime syrien a bien organisé la frappe chimique" sur la ville de Khan Cheikhoun, qui a fait 87 morts le 4 avril, a déclaré le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault, mercredi 19 avril. "Nous ne sommes pas les seuls. L'OIAC (l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques) va poursuivre son enquête", a-t-il ajouté. AFP 19.04

Reuters - "Nous avons des éléments qui nous permettront de démontrer que le régime a sciemment utilisé l'arme chimique", a dit le ministre français des Affaires étrangères dans le cadre de l'émission "Questions d'info" diffusée mercredi sur LCP, en collaboration avec l'AFP, Le Monde et franceinfo.

"C'est une question de jours, nous apporterons la preuve que le régime a bien organisé ces frappes", a-t-il ajouté, précisant que "les services de renseignement français et le renseignement militaire" menaient une enquête. Reuters 19.04

Commentaires d'internautes.

1- "Et pourrions nous savoir qui a donné les échantillons, svp ? Dans la mesure où aucun expert de cette organisation ne s'est rendu sur le terrain."

Il a raison, à ce jour absolument personne n'a pu se rendre sur les lieux, ce qui signifie que les chefs d'Etat des puissances occidentales et l'UE ont une confiance absolue dans les barbares d'Al-Nosra, remarquable, non ?

2- "Les bonnes âmes sont scandalisées pour des morts "gazés" , mais pas du tout lorsqu'ils s'agit de morts, même plus nombreux, par voitures ou camions kamikazes. Et encore moins s'agissant de morts "collatéraux" des bombardements américains. Très logique !"

En effet, vous avez le droit d'en déduire que tous ces chefs d'Etat ne valent pas mieux que ces barbares puisqu'ils en font eux-mêmes la démonstration.

3- "Et pour les responsables de l'attentat à la bombe pendant l'évacuation des assiégés syriens, il a aussi des preuves à nous montrer ?"

- Lavrov à Ayrault: l'attaque chimique présumée d'Idlib est une provocation - sputniknews.com

La situation en Syrie et notamment la récente attaque chimique présumée de Khan Cheikhoun ont été au centre d'un entretien entre les ministres russe et français des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov et Jean-Marc Ayrault. Le chef de la diplomatie russe a qualifié l'incident d'Idlib de provocation.

Moscou considère l'intoxication des habitants de Khan Cheikhoun, qui a fait au moins 80 morts et 200 blessés dans la province syrienne d'Idlib, de provocation, a déclaré mercredi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'un entretien téléphonique avec son homologue français Jean-Marc Ayrault.

« Évoquant la situation en Syrie, Sergueï Lavrov a tenu à souligner que la Russie considérait l'incident du 4 avril avec des armes chimiques comme une provocation fragrante destinée à saper le régime de cessez-le-feu et le processus politique en Syrie », a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué publié à l'issue de l'entretien.

« La Russie a toujours préconisé le respect du droit international, jugeant notamment d'inadmissible l'ingérence dans les affaires des États souverains. Elle insiste sur une enquête objective et indépendante de l'incident à Khan-Cheikhoun », a conclu le ministère. sputniknews.com 19.04

En complément

- Des soldats irakiens victimes d'armes chimiques en Irak - AFP

Plusieurs soldats irakiens ont dû être soignés après une attaque à l'arme chimique perpétrée samedi par le groupe Etat islamique (EI) dans la ville de Mossoul, a rapporté mercredi un responsable américain. AFP 19.04

Mais aussi des militaires américains, notamment. Chut ! ces armes chimiques ont été livrées par les puissances occidentales à leurs alliés du Golfe ou à la Turquie, qui les ont ensuite transmises à l'armée de barbares qu'ils emploient en Irak et en Syrie pour le compte des mêmes puissances impérialistes... On sait que le gaz qui a servi à l'attaque chimique de la Ghouta en Syrie en 2013 provenait de Turquie membre de l'OTAN

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

Coup d'Etat thatchérien.

Comment cela ? La Première ministre conservatrice britannique Theresa May s'est engagée à réaliser le Brexit, il n'y a donc pas de raison pour que ceux qui y sont favorables ne votent pas pour elle ou les candidats du parti conservateur, et elle est assurée d'emporter le vote des opposants au Brexit qui figurent majoritairement parmi l'électorat de son parti et qui ne vont pas voter pour les travaillistes.

Législatives anticipées au Royaume-Uni, le pari de Theresa May - AFP

Dans une annonce surprise, la Première ministre conservatrice britannique Theresa May a appelé mardi à la tenue d'élections législatives anticipées le 8 juin, un pari destiné à renforcer sa majorité en vue des négociations du Brexit.

Les divisions au parlement de Westminster "menacent nos chances de faire du Brexit un succès. Tenir ces élections est l'unique moyen d'assurer la stabilité pour les années à venir", a-t-elle expliqué dans une déclaration solennelle devant sa résidence officielle du 10, Downing Street.

Pour valider la tenue du scrutin, trois ans avant sa date prévue, Mme May doit encore obtenir mercredi l'aval du parlement à la majorité des deux tiers. (C'est fait. - LVOG)

Cela ne devrait poser aucun problème puisque le leader de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn, a immédiatement "accueilli favorablement" l'annonce.

La perspective d'élections anticipées et le scénario possible d'une Première ministre confortée par le vote populaire a aussitôt fait grimper la livre sterling qui a atteint son plus haut en deux mois face au dollar.

Côté UE, le scrutin anticipé "ne change pas les plans" des 27, a réagi un porte-parole du président du Conseil européen, alors que les négociations devraient commencer fin mai/début juin pour un divorce effectif prévu fin mars 2019.

Mme May compte tirer profit de l'extrême faiblesse des travaillistes dans les sondages pour asseoir son autorité et conforter sa majorité.

Elle a pris les rênes de l'exécutif, sans être élue, quelques jours après le coup de tonnerre du référendum du 23 juin 2016 où les Britanniques se sont prononcés à près de 52% pour un Brexit, conduisant son prédécesseur David Cameron à la démission.

Les prochaines élections législatives n'étaient prévues que pour 2020. Mais Theresa May, dont la popularité est au zénith, a estimé que c'était le bon moment pour renforcer sa légitimité et avoir les coudées franches.

"Nous avons besoin de nouvelles élections et nous en avons besoin maintenant. Nous avons une opportunité unique de le faire avant d'entrer dans le vif des négociations" avec l'UE, a-t-elle déclaré.

Actuellement, le parti conservateur ne dispose que d'une courte majorité de 17 députés au parlement de Westminster et le gouvernement n'est pas à l'abri d'une rébellion dans son propre camp susceptible de freiner son action.

La tentation était grande d'accroître cette majorité avec des sondages qui prédisent tous un boulevard aux Tories face aux travaillistes et leur leader radical Jeremy Corbyn en cas d'élections anticipées.

Deux enquêtes d'opinion publiées au cours du week-end par les instituts YouGov et ComRes donnent 21 points d'avance aux conservateurs.

"Elle est au plus fort politiquement et elle a tout intérêt à empocher ce soutien politique aujourd'hui" avant que cela ne devienne "extrêmement difficile pour elle", a commenté une source diplomatique d'un pays européen. "La bonne nouvelle côté européen c'est que du coup elle sera moins fragile pour encaisser toutes les concessions qu'elle devra faire", a ajouté cette source.

Un mandat renforcé permettrait également à Mme May d'aborder plus sereinement la question de l'Ecosse qui s'est engagée sur la voie d'un nouveau référendum d'indépendance en réponse au Brexit, rejeté par une majorité d'Ecossais.

Réagissant à l'appel à des élections anticipées, la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a dénoncé "un des revirements les plus spectaculaires de l'histoire politique récente" destiné à "forcer un Brexit dur et imposer de nouvelles coupes budgétaires en chemin".

Le risque -considéré comme faible par les analystes- pour Theresa May, qui a longtemps écarté le scénario d'élections anticipées, est que les europhiles se mobilisent fortement contre elle.

Le leader du parti libéral-démocrate, Tim Farron, a d'ores et déjà appelé les pro-UE à saisir "cette chance pour changer la direction de notre pays" et "éviter le désastre d'un Brexit dur", qui verrait une sortie du pays du marché unique.

"Chaque vote pour les conservateurs rendra les choses plus difficiles pour l'opposition qui veut nous empêcher de faire le boulot", a insisté Mme May.

Si elle a fini par se résoudre à ce scrutin "avec réticence", c'est seulement parce que "c'est l'unique moyen d'apporter de la stabilité pour les années à venir", a-t-elle assuré. AFP 18.04

Il y en a encore qui n'ont toujours pas compris que c'est la Grande-Bretagne qui a façonné les Etats-Unis tels que nous les connaissons aujourd'hui, qui ignore que les banquiers britanniques qui ont conçu la Banque d'Angleterre et la Fed appartenaient aux mêmes familles, que la City est une antenne ou peut-être même le siège social de Wall Street, etc.

Au cas où personne ne l'aurait remarqué, si En Marche! et son satellite le PS ainsi que LR sont la réplique des partis démocrate et républicain américains, avant eux, les partis conservateur et travailliste britanniques en étaient déjà des clones. J'avoue que cette interprétation est étrangère à celle adoptée par les dirigeants du mouvement ouvrier qui en sont restés à la conception du monde et de la lutte des classes de la première moitié du XXe siècle, signalez-leur au passage que nous sommes en avril 2017...

On vous a fait croire que le Brexit serait une aubaine pour les travailleurs britanniques, en réalité, c'est tout le contraire qui allait se produire. Encore une fois nos dirigeants ont fait preuve d'un remarquable sens de l'observation ou de perspicacité. J'avais envie d'ajouter que cela les perdra, en attendant, c'est nous qui trinquons !

Venezuela

- Venezuela: un soldat tué par des manifestants, selon le pouvoir - AFP

Un des principaux responsables du pouvoir du président vénézuélien Nicolas Maduro a affirmé mercredi qu'un militaire, membre de la Garde nationale du Venezuela, avait été tué par des manifestants de l'opposition.

"Ils viennent d'assassiner un garde national à San Antonio de los Altos, les "pacifiques"", a déclaré dans son émission télévisée hebdomadaire ce responsable, Diosdado Cabello, accusant les opposants de la mort du militaire.

San Antonio de los Altos se trouve dans la périphérie de Caracas.

Le parquet a confirmé à l'AFP la mort du militaire.

M. Cabello n'a pas précisé les circonstances du décès mais en a accusé le dirigeant de l'opposition Henrique Capriles et ses partisans. "Ils peuvent être sûrs que justice sera faite", a-t-il lancé.

La mort de ce militaire porte à trois le nombre des personnes décédées pendant les vastes manifestations contre le président Maduro qui ont eu lieu mercredi à Caracas et dans plusieurs autres villes du Venezuela.

Un adolescent est décédé de ses blessures après avoir été touché à la tête par les tirs d'un groupe d'inconnus à moto qui visaient un rassemblement d'opposants à San Bernardino, dans le nord-ouest de Caracas, a déclaré à l'AFP Amadeo Leiva, directeur de la clinique où il avait été transporté.

Une jeune femme de 23 ans a, elle aussi, "reçu un tir dans la tête" à San Cristobal, dans l'ouest du Venezuela, a indiqué à l'AFP une source du parquet sous le couvert de l'anonymat. L'ONG Provea a précisé que sa mort était survenue "dans le cadre des manifestations".

Au total, huit personnes ont été tuées depuis le début de l'actuelle vague de manifestations anti-Maduro, le 1er avril.

Des foyers de violence subsistaient mercredi en fin de soirée dans plusieurs secteurs de la capitale et dans d'autres villes.

L'opposition, qui veut que M. Maduro quitte le pouvoir et réclame des élections anticipées, a convoqué de nouveaux rassemblements pour jeudi. AFP 21.04

Russie

- Les Témoins de Jéhovah interdits en Russie - euronews

Les Témoins de Jéhovah sont désormais considérés en Russie comme une organisation “extrémiste” : leurs 395 organisations locales doivent être liquidées et leurs biens confisqués.

La décision a été prise par la Cour suprême de Russie qui faisait suite à une demande du ministère de la Justice.

Les Témoins de Jéhovah revendiquent en Russie 175 000 membres. euronews 21.04

ECONOMIE

Multinationale

- Une multinationale pétrolière poursuit l'Italie pour avoir protégé son littoral - bastamag.net

C'est au tour de l'Italie d'être trainé en justice par une multinationale pétrolière. Son crime : vouloir protéger son littoral des risques d'une marée noire. L'Italie est poursuivie devant un tribunal d'arbitrage international par Rockhopper Exploration, une compagnie britannique pétrolière et gazière qui lui réclame des dommages et intérêts. En cause : l'interdiction votée par le Parlement italien en janvier 2016 de toute nouvelle activité d'exploration et de production à moins de 12 mille marins de la côte, soit une vingtaine de kilomètres [1].

Or, Rockhopper a obtenu en 2015 les autorisations pour exploiter un gisement sous-marin, situé dans l'Adriatique à environ dix kilomètres au large de la côte des Abruzzes. Le gisement est estimé à 40 millions de barils de pétrole et 184 millions de m3 de gaz. Après s'être vu refusé la concession en février 2016, suite à l'interdiction votée par le Parlement italien, Rockhopper fait aujourd'hui valoir que cette décision viole le traité de la charte européenne de l'énergie de 1998 censé « fournir une plateforme stable pour les investissements dans le secteur de l'énergie » [2]. La multinationale a déclaré poursuivre l'Italie devant un tribunal d'arbitrage international pour « des dommages financiers très importants » sur la base de ses potentiels futurs profits et non des investissements passés [3].

Ce type de demandes de compensation de la part de multinationales se multiplient, en particulier sur le pétrole, le gaz ou l'exploitation minière, des secteurs que tentent d'encadrer les législations environnementales et de protection des travailleurs. En Europe, le géant suédois de l'énergie Vattenfall réclame plus de 3,7 milliards d'euros à l'Allemagne en compensation de sa décision de sortir du nucléaire. La compagnie canadienne Lone Pine Ressources réclame également 250 millions de dollars au Canada, suite au moratoire sur la fracturation hydraulique mis en œuvre par le Québec, sous le fleuve Saint-Laurent. La société civile s'inquiète de voir le Ceta, l'accord de libre échange entre le Canada et l'Union européenne soutenu par François Hollande, occasionner de nouvelles mises en cause des règlementations environnementales dans les années à venir. bastamag.net 03.04

Haut de page

Le 22 avril 2017

CAUSERIE

J'ai lu dans un article que la fusillade survenue avant-hier à Paris favorisait le camp de la guerre, donc Macron...

S'il était élu, je pourrais mettre un terme à ce portail, on verra.

News personnelles en vrac, dans la bonne humeur.

Ici tout est calme, soleil radieux, chaleur écrasante, ma compagne Selvi est fan de Prince et de Satriani, mes 11 chèvres vont bien, ma mère de 83 ans aussi, je me suis fait arracher une dent de sagesse chez le meilleur dentiste du coin, aucune infection, aucune douleur, sauf à mon porte-monnaie, j'ai dû sacrifier le bambou qui était en train de détruire le mur d'enceinte du jardin, il était magnifique, dommage, demain c'est *loving Sunday morning* (Scorpion), grasse matinée jusqu'à 8 heures, je rappelle que c'est notre seul jour de repos de la semaine, on vit sous un régime féodal ici, à cause du décalage horaire je vais être obligé de faire quasiment une nuit blanche en attendant le résultat du premier tour, du coup on fera peut-être une petite sieste dans l'après-midi, quoiqu'avec Selvi les siestes sont souvent courtes et agitées, je n'en dirai pas plus...

Bon week-end... quand même !

Parole d'internaute.

- "Si jamais Macron devait être élu, je considèrerais personnellement cela comme un coup d'État de la classe dirigeante. Comme le résume laconiquement Lordon : « des milliardaires possèdent la presse et entreprennent de porter un banquier d'affaire à la présidence de la République. Voilà. »

Un matraquage médiatico-sondagier qui ferait passer la passion de la presse pour Sarkozy 2007 pour une amourette de vacances ; une propagande hallucinante sur je ne sais quelle fraîcheur/dynamisme/modernité pour des recettes complètement ringardes (les vieilles lunes néolibérales qui n'ont marché nulle part) ; le feuilleton débile des ralliements quotidiens, égrenés avec gourmandise par les éditorialistes, concernant des fossiles que le commun des mortels ne calculait

même plus depuis le XIXè siècle (Robert Hue, sérieusement ?!) ; aucun débat public sérieux sur le fait qu'il veut dégommer le modèle social issu de l'après-guerre…

Ça devient de plus en plus gros, signe qu'on est vraiment aux abois là-haut. Pour cette échéance, ça passera peut-être au forcing et au bourrage de crâne, mais ce sera la dernière fois."

Si Macron était élu, ce serait sans doute la dernière fois que vous auriez eu l'occasion de vous exprimer lors d'un scrutin puisqu'ensuite le pouvoir politique sera confisqué par l'oligarchie, exactement comme aux Etats-Unis.

Ce qu'on n'a pas voulu voir ou comprendre, c'est que le chef de fil du capitalisme mondial n'allait pas seulement finir par influencer profondément, mieux ou pire, imposer ses modes, goûts ou lubies dans le domaine culturel, vestimentaire, artistique, architectural, musical, cinématographique, gastronomique, etc. ou tout simplement le mode de vie et de pensée du peuple, mais aussi sur le plan politique et de la structure de l'Etat en s'appuyant sur l'UE, tout simplement parce que c'est l'économie qui domine ou détermine tous les rapports dans la société, leur contenu et leur orientation.

L'impérialisme pourrissant, le capitalisme en crise étant incompatible avec l'expression les plus élémentaires de la démocratie, la concentration de la richesse sur le plan économique devait s'accompagner obligatoirement de la domination absolue ou incontestable de l'oligarchie sur le plan politique. Non seulement aucun parti dit de gauche ou d'opposition ou censé représenter les intérêts des exploités et des opprimés même de manière déformée ou très limités ne devait plus pouvoir prétendre accéder au pouvoir, il devait être écarté coûte que coûte ou se voir interdire de concourir à une élection déterminante comme l'élection présidentiel, il fallait faire comprendre au peuple que la question du pouvoir était réservée aux élites, à ceux qui détiennent le pouvoir économique et abandonner définitivement l'espoir de changer la société par la voie institutionnelle, qu'il devrait se résigner à devoir choisir entre des candidats représentant l'oligarchie et subir en silence le sort que lui réserverait l'heureux élu.

On aura compris que dans ces conditions il ne reste plus qu'une voie aux masses laborieuses et au mouvement ouvrier pour faire valoir leurs exigences, adopter une stratégie politique ayant pour objectif de renverser le régime en place par un soulèvement révolutionnaire ou renouer avec le socialisme.

Pour illustrer mon analyse.

- La fin du système des partis par Jean-Claude Paye

Extrait - Nous nous trouvons dans une nouvelle configuration de la « scène politique » , de l'espace de la représentation politique. Nous passons d'un système organisé autour d'un parti de masse dominant ou d'une structure binaire de deux organisations « alternatives », gauche et droite, à un mode de gouvernance qui abandonne le système des partis et qui, dans les faits et dans le langage, rejette le politique.

Si hier, la crise de représentation des partis a conduit à un renforcement effectif de l'Exécutif, aujourd'hui, l'augmentation de ses prérogatives aboutit à un accroissement purement formel de son pouvoir, car il ne travaille pas pour son propre compte, mais pour celui d'organisations supra-nationales, des structures intermédiaires de l'Empire, tels que l'Union Européenne, le Conseil de l'Europe ou l'Otan. L'appareil exécutif national, dans son viol permanent du Parlement, apparaît comme un simple relais. Ainsi, parler de crise de représentation des partis politiques n'est pas suffisant. Il ne s'agit plus d'un fait lié à une conjoncture politique particulière, mais d'un événement d'ordre structurel.

Le phénomène de la candidature Macron révèle une mutation dans l'exercice du pouvoir d'État, à savoir la fin de toute médiation avec la société civile. Les différents lobby se substituent aux partis. Les grandes entreprises ont la capacité de défendre directement leurs intérêts, contre la grande majorité de la population, sans que la décision prise prenne la forme d'une défense de l'intérêt collectif.

Autrement dit, la classe économiquement et politiquement dominante devient également la classe régnante, celle qui occupe les devants de la « scène politique », de l'espace de la légitimation. La classe dominante gère directement ses intérêts et promotionne ouvertement ses candidats. Le processus de légitimation de cette procédure ne relève plus de la représentation, mais du marketing, la scène politique se confondant avec celle des médias.

La candidature Macron est ainsi le symptôme d'une société capitaliste avancée, dans laquelle les rapports sociaux sont complètement transformés en rapports entre choses, entre marchandises. Les divergences exprimées par les différents candidats se réduisent à la compétition des images, à la concurrence des marchandises. Ainsi, Macron se place hors langage. Chacun peut mettre ce qu'il veut entendre dans ce qui est dit. Il ne nous demande pas d'adhérer à un discours, mais de regarder son image et d'être en fusion avec elle.

Il n'y a plus de place pour la politique et la confrontation de points de vue divergents, mais à un abandon de sa vie privée et publique, afin de s'adapter aux changements permanents des rapports de production et à la fluidité renforcée des forces

productives, c'est à dire aux exigences, constamment renforcées de la rentabilité du capital. Comme un inventaire à la Prévert ne forme pas un programme, rien n'est déterminé. Au nom de la nécessaire adaptation à la « modernité », est promue la propension à tout accepter, à renoncer à tout acquis social. Ainsi, tous les espoirs sont permis pour ses commanditaires, aucune limite n'étant fixée a priori à leurs futures exigences.

Non seulement Emmanuel Macron s'inscrit dans la continuité de l'action du gouvernement sortant, mais il la magnifie, lui donnant sa véritable dimension, celle de la « société liquide ». Cette dernière se caractérise par l'absence de projet précis, sinon de gouverner pragmatiquement. Ce type de gouvernementalité ne peut que donner une place encore accrue aux « experts », renforçant la tendance déjà bien affirmée de gestion de la chose publique par ordonnances, ainsi que par l'emploi de la procédure du 49-3 [1], déjà abondamment utilisée par le gouvernement sortant.

Ici, point d'alternative, le « hors-système » se résume à une capacité revendiquée d'adaptabilité à toute mutation sociale, quelle qu'elle soit. La fluidité exprimée se reflète dans le nom même de son mouvement « En marche ! », une injonction qui ne précise aucunement vers quoi elle se dirige, mais qui nous indique qu'il s'agit d'abandonner toute résistance à la machine économico-politique. (La fin du système des partis par Jean-Claude Paye, Réseau Voltaire 20 avril 2017)

Ce changement structurel ou de forme de gouvernance du régime a été amorcé par Jospin en renforçant le régime présidentiel ou son aspect bonapartiste en faisant précéder les élections législatives par l'élection présidentiel, de sorte que le rôle et le pouvoir des partis soient ravalés au second rang.

La mission historique du républicanisme bonapartiste étant parvenue à son terme, il devait céder la place à un régime bonapartiste oligarchique.

Le parti de l'ordre (LR, ex-UMP) achevera sa mutation néolibéral sous Sarkozy, c'était sa mission.

Et c'est Hollande qui sera chargé de liquider le PS, en deux temps, par le biais des primaires, puis faute de pouvoir se représenter et de pouvoir finaliser l'opération de l'intérieur malgré toute la bonne volonté affichée par Valls pour la mener à bien, il recourra à Macron.

Pour rappel, François Hollande en 2015 : « Il faut un acte de liquidation. Il faut un hara-kiri. Il faut liquider le PS pour créer le parti du Progrès », En Marche !

Le coup de grâce au PS et plus généralement à ce qu'il était convenu d'appeler la gauche sera donc porté par Macron avec le concours de Mélenchon, qui par son discours et son programme populiste devait attirer un grand nombre d'électeurs qui traditionnellement votait PS, contribuant ainsi à vider le PS d'une partie de ses électeurs dits de gauche, tandis que Macron attirerait ceux les plus à droite, laissant à Hamon quelques miettes ou une peau de chagrin.

Et la Constitution de la Ve République dans tout cela ? Si Macron était élu, elle survivrait à cette épreuve, la Constitution américaine qui a un siècle et demi de plus s'est très bien accommodée de Reagan, Clinton, Bush, Obama et maintenant Trump, quand on détient tous les pouvoirs, on fait ce qu'on veut ou presque, où est le problème, pourquoi poser des questions aussi stupides, franchement ?

- Les fenêtres de l'histoire, par Frédéric Lordon

Extrait - Dans un parfait contretemps politique, l'élection de Mitterrand venait fermer le cycle keynésien-fordien de l'État social : commencement de la grande régression néolibérale. Quelles mobilisations pouvait-il y avoir dans un tel contexte de recul et d'adversité idéologiques ?

Trente-six ans plus tard, c'est le néolibéralisme lui-même qui arrive en bout de course, et fait lever une contestation internationale. Les données générales de la légitimité sont sur le point de basculer. Que le capital soit plus agressivement conquérant que jamais n'empêche pas qu'il est en train de perdre la bataille du bon droit. (Les fenêtres de l'histoire, par Frédéric Lordon 19 avril)

L'orientation du capitalisme n'est pas déterminé par le droit ou des droits, mais par ses besoins pour assurer sa survie. Passons, j'ignore si c'est ce qu'il a voulu dire par là. Arrêtons-nous plutôt au premier paragraphe.

Eh oui ! et c'est ce que j'ai écrit hier, il était absolument aberrant dans le contexte social et politique de 1981 de croie un instant qu'une révolution pourrait se produire, c'était la thèse foireuse soutenue par les trotskystes lambertistes (PCI, aujourd'hui le POI et le POID) qui n'ont jamais été foutus d'analyser correctement la situation et les rapports entre les classes.

Et n'étant pas à une contradiction ou une aberration près, parmi ces militants ou ex-militants de ce courant politique il s'en trouve encore pour affirmer que l'analyse de leurs dirigeants de la situation en 1981 était correcte, mais que leurs dirigeants les auraient soudainement trahis, alors qu'en réalité leur analyse révélait leur véritable nature ou leurs réelles intentions qui

n'avaient jamais été de construire un parti ouvrier révolutionnaire, mais uniquement de porter le PS au pouvoir, ce qui les conduisit presqu'aussiôt d'ailleurs à liquider leur propre parti et à abandonner le programme de la révolution socialiste histoire de le confirmer. Tout se tient, tout s'explique, mais on peut aussi tout nier d'un bloc, tout est possible, plutôt le pire que le meilleur.

«Comme une onde qui bout dans une urne trop pleine» (Baudelaire)

- À 24 heures du 1er tour, voici les tout derniers sondages - Le Point.fr

Si l'overdose sondagière vous gagne, réjouissez-vous, ce samedi sera une journée off ! Le Code électoral interdit la publication de toute nouvelle enquête d'opinion. Mais pas la compilation des derniers sondages rendus publics ce vendredi par les instituts.

OpinionWay a réactualisé ce vendredi matin peu après midi son estimation quotidienne. Le PrésiTrack OpinionWay / ORPI pour Les Échos et Radio Classique accorde désormais 23 % d'intention de vote à Emmanuel Macron, 22 % à Marine Le Pen, 21 % à François Fillon (+ 1 par rapport à hier) et 18 % à Jean-Luc Mélenchon, en recul d'un point.

Odoxa Dentus Consulting a réalisé une enquête auprès de 2 500 personnes, dont 1 000 ont été interrogées vendredi matin, c'est-à-dire après l'attentat qui a coûté la vie à un policier sur les Champs-Élysées. Emmanuel Macron conforte sa première place avec 24,5 % (en recul de 0,5 point) devant Marine Le Pen 23 % (+1). Derrière eux, François Fillon et Jean-Luc Mélenchon se partagent la 3e place avec 19 % chacun. Ils perdent tous les deux 0,5 point.

Le Roling quotidien de Paris Match, Cnews et Sud radio, réactualisé à 18 heures, donne à peu près les mêmes chiffres avec le quinté suivant : Emmanuel Macron 24,5 % (+ 0,5) ; Marine Le Pen (22,5 %) ; François Fillon (19,5 %) ; Jean-Luc Mélenchon (18,5 %) et Benoît Hamon (7 %).

Enfin, l'institut canadien Filteris qui analyse la data et l'impact de chaque candidat sur les réseaux sociaux a publié deux enquêtes vendredi. Celle de 6 heures du matin plaçait François Fillon en première position (22,09 %), devant Marine Le Pen (21,75 %), Jean-Luc Mélenchon (21,11 %) puis Emmanuel Macron (19,92 %). Afin de mieux coller aux évolutions instantanées et brutales de l'opinion publique française, Filteris annonce une toute dernière étude peu avant minuit... Nous la diffuserons quelques minutes plus tard. Le Point.fr 21.04

Qui a dit ?

(Après la fusillade sur les Champs-Elysées)

- «Je souhaite que cessent les polémiques, notamment contre les responsables en place...»

Réponse : Macron, non, Mélenchon exonérant les va-t-en-guerre Hollande-Ayrault-Fabius-Le Drian d'avoir alimenté le terrorisme...

Quand ils en pincent pour l'illusionniste et le flattent...

- Jean-Luc Mélenchon est le seul choix rationnel de cette présidentielle, la preuve par la science - huffingtonpost.fr

Ce que démontrent les deux épidémiologistes Wilkinson et Pickett, c'est que, même pour les riches, il vaut mieux vivre dans une société plus égalitaire en termes de revenus. huffingtonpost.fr 21.04

- 7 actions "insoumises" qui montrent que Mélenchon a mené la meilleure campagne à gauche - huffingtonpost.fr

L'hologramme Mélenchon, la péniche "insoumise", le one-woman show politique, le tribun "youtuber", les grandes démonstrations de force en plein air, les débuts de meeting à l'extérieur de la salle ou les actions surprises chez les multinationales ont jalonné sans aucun doute la meilleure campagne à gauche. Tout cela sans compter une mobilisation extrêmement réactive et synchronisée des "Insoumis" sur les réseaux sociaux... huffingtonpost.fr 21.04

- 3 raisons pour lesquelles Jean-Luc Mélenchon pourrait être l'antidote au vote Front national - huffingtonpost.fr

Son mouvement politique, la France insoumise, est capable d'attirer les électeurs "périphériques" du Front national au premier tour de la présidentielle. huffingtonpost.fr 21.04

La soumission ou l'affrontement classe contre classe.

- A Nantes, la justice donne tort aux éboueurs en grève - Reuters

Le tribunal administratif de Nantes a donné raison vendredi à Nantes Métropole et ordonné aux éboueurs de la ville de libérer les accès aux établissements dédiés à la collecte des déchets, bloqués depuis plusieurs semaines en raison d'un mouvement social.

La CGT et Force ouvrière devront s'exécuter immédiatement, sans quoi elles seront contraintes de verser 250 euros par jour de retard, et devront par ailleurs verser chacune 1.000 euros à Nantes Métropole pour les frais de justice.

Les syndicats protestent contre la fin de ce qu'on appelle le "fini-parti", qui permettait aux agents de terminer leur journée sitôt leur tournée achevée.

Ce système "datant de l'après-guerre" est "accidentogène", selon la communauté urbaine, dans la mesure où il "encourage la précipitation" des agents.

Son abandon, déjà acté "dans la plupart des grandes villes", est aussi une "mesure d'équité vis-à-vis des autres salariés payés 35 heures", toujours selon Nantes Métropole.

D'après les syndicats, la collectivité entendait aussi profiter des nouvelles journées de travail de sept heures pour réorganiser les tournées des éboueurs et supprimer des postes.

L'avocat de la communauté urbaine avait justifié son recours en référé par la multiplication des départs de feux de poubelles, ces derniers jours, dans la ville.

L'avocat de la CGT et Force ouvrière, Rémi Bascoulergue, avait pour sa part mis en doute le fait que "40%" des agents soient "empêchés de travailler" par les grévistes, comme le soutenait la communauté urbaine. Le mouvement social est "quasi-unanime" chez les éboueurs, selon lui. Reuters 22.04

Ils osent tout. Stratégie du chaos, de la tension et de la guerre. Dérégulation de la finance

Venezuela.

- Spirale de la violence au Venezuela: 20 morts en trois semaines - AFP

Onze personnes ont péri lors de troubles dans la nuit de jeudi à vendredi à Caracas, ce qui porte à 20 le nombre de morts depuis le commencement de la vague de manifestations en avril contre le président socialiste Nicolas Maduro.

Le parquet vénézuélien a annoncé vendredi "la mort de 11 personnes" âgées de 17 à 45 ans, certaines électrocutées et d'autres tuées par balle, ajoutant que six individus ont également été blessés "lors des faits de violence survenus" dans le quartier de El Valle.

Dans cette zone du sud-ouest de la capitale, les habitants avaient décrit durant la nuit des scènes de pillages et d'affrontements violents avec les forces de l'ordre. Des images tournées par certains résidents avaient montré un véhicule anti-émeutes partiellement incendié par des cocktails Molotov.

"On aurait dit une guerre. Les militaires et la police lançaient des gaz (lacrymogènes, ndlr), des civils armés tiraient sur les bâtiments. Avec ma famille on s'est jeté par terre. C'était horrible. On a réussi à dormir jusqu'à ce que ça se termine, vers trois heures du matin", a raconté à l'AFP Carlos Yanez, habitant de 33 ans d'El Valle.

Le parquet a par ailleurs annoncé l'ouverture d'une enquête sur la mort dans la nuit d'un homme dans le quartier de Petare (est de Caracas).

Il a été tué par balle "lors de la manifestation de (jeudi) soir", a affirmé sur Twitter Carlos Ocariz, maire du quartier et membre de l'opposition, exigeant "qu'une enquête soit menée et qu'on punisse les coupables !".

Déterminée à poursuivre la mobilisation jusqu'à obtenir des élections anticipées, l'opposition a convoqué pour samedi une "marche du silence" vers les sièges de l'épiscopat vénézuélien dans tout le pays et pour lundi un "blocage national" des routes.

Ces défilés tournent souvent à l'affrontement entre manifestants et forces de l'ordre, qui échangent tirs de gaz lacrymogènes et balles en caoutchouc contre jets de pierres et cocktails Molotov. Outre les vingt morts, environ 600 personnes ont été arrêtées depuis début avril, selon l'ONG Foro Penal.

Mercredi et jeudi, des dizaines de milliers de personnes ont encore manifesté dans les rues du pays.

Les violences autour de ces mobilisations ont fait trois morts mercredi et des incidents ont éclaté jeudi à Caracas ainsi qu'à Maracaibo (nord-ouest), Valencia (nord) et San Cristobal (ouest).

L'évacuation de 54 bébés d'une maternité d'El Valle pendant les affrontements a suscité une controverse entre les deux camps.

Le gouvernement a accusé "des bandes armées engagées par l'opposition" d'avoir "attaqué" l'établissement. L'opposition a rétorqué que les nouveaux-nés avaient dû être placés en lieu sûr car ils étaient "très affectés" par les tirs de grenades lacrymogènes des forces de l'ordre.

Pour l'exécutif, c'est l'opposition qui fomente les violences. "Ces délinquants veulent faire croire que le Venezuela est dans le chaos, le pays est calme", a déclaré Freddy Bernal, un dirigeant du parti socialiste au pouvoir.

Dans le camp anti-Maduro, on dénonce au contraire la répression des forces de l'ordre : "Ne lancez plus de bombes, s'il vous plaît", a crié jeudi un manifestant nu qui s'était juché sur un véhicule blindé militaire, à travers un nuage de gaz lacrymogène.

Jeudi, l'Union européenne a condamné les violences "très regrettables" survenues pendant les manifestations tandis que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a demandé "que tous les efforts soient faits pour réduire les tensions et empêcher de nouveaux affrontements".

Neuf pays latino-américains ont jugé, dans un communiqué commun, "urgent que les autorités vénézuéliennes prennent des mesures pour garantir les droits fondamentaux et préserver la paix sociale".

M. Maduro, qui dénonce un "coup d'Etat terroriste" fomenté selon lui par les Etats-Unis - une accusation rejetée par Washington - a renforcé ces derniers jours la présence policière et de l'armée qui lui a apporté son soutien "inconditionnel".

Alors que son mandat court jusqu'à fin 2018, sept Vénézuéliens sur dix souhaitent son départ immédiat, selon un sondage Venebarometro. AFP 21.04

Syrie

- Le chef du Pentagone accuse Damas d'avoir toujours des armes chimiques - AFP

Le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis a soutenu, lors d'une visite en Israël vendredi, qu'il n'y avait "pas de doute" que le régime syrien avait conservé des armes chimiques, mettant en garde Damas contre leur utilisation.

M. Mattis a rencontré les dirigeants israéliens qui ont fermement soutenu la frappe américaine du 7 avril contre une base aérienne syrienne, en réaction à l'attaque chimique présumée du régime de Bachar al-Assad sur une localité rebelle du nord de la Syrie.

"Il ne peut y avoir aucun doute pour la communauté internationale que la Syrie a conservé des armes chimiques, en violation à son accord et à ses affirmations sur leur destruction", a affirmé M. Mattis devant la presse en présence du ministre de la Défense israélien Avigdor Lieberman.

"C'est une violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, et elle devra être traitée au niveau diplomatique", a ajouté le chef du Pentagone, estimant que le régime syrien "prendrait une mauvaise décision en essayant d'utiliser à nouveau" des armes chimiques.

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé mercredi que des tests prouvaient de manière "irréfutable" que du gaz sarin ou une substance similaire avait été utilisé à dans la localité de Khan Cheikhoun (nord-ouest de la Syrie) début avril.

Une étude israélienne a montré que le régime Assad était toujours en possession de "plusieurs tonnes" d'armes chimiques, a affirmé un responsable militaire.

Le président syrien a répété à plusieurs reprises que son régime ne possédait plus d'armes chimiques depuis leur destruction en 2013 après un accord américano-russe encadré par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Il a fermement démenti avoir utilisé des armes chimiques à Khan Cheikhoun.

Quelques heures après le départ du secrétaire américain à la Défense, l'armée israélienne a visé des positions en Syrie,

en représailles à trois tirs de mortier en provenance de son voisin du nord.

Les tirs ont touché le nord du plateau du Golan occupé par Israël sans faire de blessé. Une porte-parole militaire israélienne a indiqué qu'il s'agissait "très probablement de tirs errants résultant des combats internes en Syrie".

Lors de sa visite de 24 heures, M. Mattis a également rencontré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu puis le président israélien Reuven Rivlin.

M. Netanyahu était tout sourire en accueillant le chef du Pentagone, saluant le "changement bienvenu" dans la politique américaine au Moyen-Orient depuis l'élection de Donald Trump.

Israël est particulièrement satisfait des "mots très clairs et très francs" de Donald Trump et Jim Mattis contre l'Iran et ses activités "déstabilisatrices" au Moyen-Orient, a expliqué M. Netanyahu.

Il a évoqué la possibilité de voir se constituer une sorte de front commun contre l'Iran et le groupe Etat islamique, reliant les Etats-Unis, Israël et des pays arabes.

Il y a de "grandes opportunités devant nous, parce que beaucoup de nos voisins arabes comprennent" qu'ils subissent les mêmes menaces, a-t-il déclaré.

M. Mattis s'était montré sur la même longueur d'onde un peu plus tôt.

"Notre alliance avec Israël est la pierre angulaire d'une structure de sécurité plus large qui inclut la coopération avec l'Egypte, la Jordanie, le royaume d'Arabie saoudite et nos partenaires du Golfe", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Les relations entre Israël et les Etats-Unis s'étaient tendues sous l'administration Obama sur la question notamment des territoires palestiniens occupés par l'Etat hébreu depuis un demi-siècle.

Les désaccords avaient atteint un sommet avec l'accord sur le nucléaire iranien conclu en 2015 entre Téhéran et les grandes puissances, fierté de Barack Obama mais farouchement combattu par M. Netanyahu.

Interrogé sur les intentions de l'administration américaine au sujet de cet accord, qualifié de "stupide" par Donald Trump, Jim Mattis s'est borné à rappeler que "les Etats-Unis ont signé" cet accord "et il continue d'être appliqué".

"En aucun cas" cela n'exonère l'Iran quant à ses "autres activités" dans la région, y compris au Yémen et en Syrie en guerre, a-t-il indiqué.

Donald Trump vient d'ordonner la réévaluation de l'accord afin d'examiner si la suspension des sanctions contre l'Iran est "vitale" pour les intérêts de sécurité nationale des Etats-Unis. AFP 21.04

- Assad: Washington permet aux terroristes délogés de Mossoul de passer en Syrie - sputniknews.com

Les membres du groupe terroriste Daech évincés de la ville irakienne de Mossoul pénètrent sur le territoire syrien en grand nombre et sapent les positions de l'armée syrienne à Deir ez-Zor, Washington les laissant faire, a déclaré le Président syrien Bachar el-Assad dans une interview accordée à Sputnik.

Interviewé par Sputnik, le Président syrien Bachar el-Assad a signalé que le nombre exact de terroristes entrant en Syrie depuis l'Irak n'était pas déterminé, mais, selon des estimations basées sur les informations fournies par les habitants des régions concernées, il s'agissait de dizaines de milliers d'individus.

« Les États-Unis passent à l'offensive contre Daech à Mossoul, ils sont contre Daech, mais dans le même temps, ils soutiennent Daech et lui permettent de traverser la frontière [et d'accéder, ndlr] depuis l'Irak en Syrie. Cela signifie qu'ils ont aidé Daech à arriver à Deir ez-Zor et à saper les positions de l'armée syrienne qui défend Deir ez-Zor », a déclaré le Président syrien.

Selon Bachar el-Assad, Washington voudrait que Deir ez-Zor soit pris par Daech et il est probable que les Américains misent sur un scénario similaire à celui de Jarablos et d'autres régions : négocier avec Daech pour qu'il quitte Deir ez-Zor et ensuite annoncer la ville libérée pour y envoyer leurs protégés pour des attaques. sputniknews.com 22.04

- Israël tire des missiles sur l'armée syrienne dans la province de Quneitra - sputniknews.com

Les positions de l'armée syrienne dans la province de Quneitra ont été la cible d'une frappe de missiles israéliens.

L'aviation israélienne a tiré vendredi des missiles sur les positions des troupes gouvernementales syriennes à Khan Arnabeh, dans la province de Quneitra, portant un préjudice, a annoncé l'agence syrienne Sana.

« Les avions israéliens ont tiré deux missiles contre une position de notre armée depuis le territoire occupé [le plateau du Golan, ndlr] à 18h45. Cela a provoqué un préjudice matériel », a précisé Sana qui cite une source militaire.

Selon la source, la frappe a eu lieu au moment où l'armée syrienne repoussait des attaques de groupes terroristes dans la province de Quneitra, leur infligeant de lourdes pertes.

« Ces actions n'arrêteront pas la lutte de nos forces armées contre les groupes terroristes qui agissent comme des alliés d'Israël dans ce secteur », a ajouté le militaire.

Le service de presse de l'armée israélienne avait antérieurement annoncé que les troupes du pays avaient pris pour cible les régions frontalières de la Syrie en réponse aux tirs de mortier contre la partie des hauteurs de Golan contrôlée par Israël. Les militaires israéliens estiment que les tirs de mortiers n'étaient pas intentionnels et qu'il s'agit d'obus de mortier tiré lors des combats entre les forces gouvernementales et l'opposition en Syrie. sputniknews.com 20.04

- Trump demande un examen du dispositif contre l'inversion fiscale - Reuters

Donald Trump va demander vendredi au département du Trésor d'examiner différentes dispositions prises au cours des 18 derniers mois par son prédécesseur Barack Obama, dont l'une vise à dissuader les entreprises américaines de déménager leur siège à l'étranger pour bénéficier d'une fiscalité plus avantageuse, a annoncé le secrétaire au Trésor Steve Mnuchin.

Le président américain va signer ces décrets à l'occasion de sa première visite dans les locaux du département du Trésor.

Prié par des journalistes de dire si parmi les dispositifs visés par cet examen figure celui concernant l'"inversion fiscale", Steve Mnuchin a répondu: "C'est l'une des choses importantes et l'une des choses que nous allons examiner."

L'inversion fiscale est un mécanisme par lequel des entreprises américaines délocalisent leur siège social dans un pays à taux d'imposition plus bas en achetant une société basée dans ce pays. Sous Barack Obama, le département du Trésor a adopté en avril 2016 de nouvelles règles destinées à lutter contre cette pratique, ce qui a notamment amené les laboratoires Pfizer et Allergan à renoncer à leur projet de fusion de 160 milliards de dollars (150 milliards d'euros).

Donald Trump va aussi demander vendredi au Trésor américain d'examiner deux prérogatives accordées après la crise de 2008 aux autorités de régulation pour maîtriser les activités des grandes institutions financières, a dit Steve Mnuchin.

Un premier décret présidentiel va interdire provisoirement aux autorités de régulation d'accroître la liste des institutions financières non-bancaires jugées d'importance systémique, et qui sont soumises à ce titre à des exigences renforcées. Ce même décret va aussi demander un examen des procédures appliquées à ces "institutions financières d'importance systémique" (SIFI).

L'autre document que signera Donald Trump va suspendre le recours à l'"autorité de liquidation ordonnée", qui sert à démanteler les institutions en difficultés financières, sauf dans les cas que le président considère comme une urgence. Là aussi, un examen du dispositif va être engagé, a dit Steve Mnuchin. Reuters 21.04

L'oligarchie est au pouvoir, elle l'était déjà, mais en présence de besoins pressants et en l'absence de toute opposition organisée, elle se sent pousser des ailes, elle y est encouragée par l'élection d'un de ses membres et c'est bien normal.

Haut de page

Le 23 avril 2017

CAUSERIE

Les blogs ou les portails d'information font de la politique et se comportent comme des partis ou des chapelles qui ont leurs propres dévôts auxquels elles proposent tout un catalogue d'icônes incarnant le saint dogme de l'ordre établi qui constitue leur ligne éditorialiste et auquel ils sont priés de se conformer.

Un internaute faisait remarquer que les articles qu'ils publient étaient destinés à une clientèle de gens convaincus et que c'était là leur limite pour ne pas dire qu'ils ne servaient pas à grand chose finalement, ce qui me paraît plutôt réducteur, puisque quotidiennement un tas de gens font la découverte de ces blogs ou portails. Ils y trouveront une critique de l'ordre établi ou des excès du capitalisme qu'ils dénoncent mais qui doit demeurer leur horizon indépassable, autrement dit ils servent à le cautionner tout en fournissant des arguments hypocrites à leurs lecteurs pour qu'ils puissent se donner bonne conscience.

Ces blogs ou portails ne leur offrent aucune alternative politique ni aucun idéal. On aura compris que dans ces conditions-là, en l'absence de toute issue politique à la crise du capitalisme qui ne pourrait être que collective (sous la forme d'un soulèvement des masses révolutionnaires), leurs lecteurs seront amenés à chercher des solutions individuelles à leurs difficultés, à adopter un mode de pensée individualiste qui présente l'avantage d'être inoffensif et compatible avec l'existence du régime en place ou son idéologie.

Les mêmes arguments pourraient s'adresser à ceux qui à l'instar de Mélenchon estiment que ce sont les hommes qui doivent changer pour changer la société, et non la société qui doit changer pour changer les hommes, ce qui est le meilleur moyen de ne jamais y parvenir. Les hommes, leur psychologie, leur mode de pensée, leur comportement sont dictée avant tout par les rapports sociaux en vigueur et non l'inverse. C'est la société telle qu'elle existe qui influence ou formate les consciences, d'où les maux qui en résultent parce qu'elle est le produit d'un processus inconscient. Si le contraire était vrai, cela signifierait que les hommes feraient consciemment leur propre malheur, or ce n'est pas le cas. S'ils font leur propre malheur c'est bien la preuve qu'il existe une force matérielle (ou des rapports) qui les domine et dont ils ignorent la nature, dont ils n'ont pas conscience, force matérielle qu'incarne la classe dominante dont ils doivent se débarrasser pour s'approprier leur propre destin et orienter consciemment la société dans une direction qui soit conforme à leurs besoins ou aspirations, qui sont incompatibles avec l'existence du capitalisme et plus généralement le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme auquel ils doivent mettre un terme.

Toute prise de conscience qui ne s'accompagne pas ou qui ne se fixe pas pour objectif l'abolition du capitalisme, qui ignore ou se détourne de cette nécessité historique, demeurera partielle, partiale, inconsistante, incohérente, pire, injuste, car en ne rompant pas avec le capitalisme, cette conscience au rabais, si faible, vulnérable, inopérante, confine à l'impuissance, à la passivité face aux multiples méfaits et crimes commis par le capitalisme à travers le monde sur des peuples innocents, elle les amènera à adopter les arguments des capitalistes pour les justifier, ce qui ne sera pas le cas quand on adoptera une conscience de classe, qui sera reliée à l'objectif cité plus haut, en finir définitivement par n'importe quel moyen, coûte que coûte, le plus tôt possible avec le capitalisme, l'éradiquer de la surface de la terre. C'est aussi cela être de gauche et rien d'autre.

La conscience de classe s'attaque aux causes des maux de la société, à leurs origines, à leurs racines, aux fondements du capitalisme, alors que la conscience de l'humaniste en général ne traite que superficiellement ses conséquences afin de mieux les supporter sans les supprimer.

Parole d'internaute.

- "*Cela fait des semaines que les journalistes disent que non il n'y a pas de complaisances entre patrons de presse et certains candidats, que non il n'y a pas de censure, ni de parti pris et qu'ils sont entièrement libres …Bref encore une fois seules les gens bien informés comprennent comment le système fonctionne et la majorité avale le blanc le jaune et la coquille.*" (Les-crises.fr)

Les "*gens bien informés comprennent comment le système fonctionne*", c'est beaucoup dire, partiellement seulement, ce qui ne sert pas à grand chose, hormis d'avoir l'impression d'être moins ignorant ou manipulable que la moyenne des gens, ce qui reste à démontrer, car si la majorité semble gober tout ce que les journalistes leur racontent, en réalité dans bien des cas ils n'en pensent pas moins que vous mais ils sont incapables de l'exprimer.

On pourrait en dire de même des "*gens bien informés*" qui semblent avoir compris beaucoup de choses, sauf l'essentiel manifestement, qui ne vont pas au bout de leur analyse de la société, et qui finissent par adopter l'interprétation superficielle qu'en donnent d'autres journalistes ou intellectuels qui s'accommodent du régime.

La "*majorité avale le blanc le jaune et la coquille*" sans y mettre les formes contrairement à vous, voilà tout.

Matraquage macronique jusqu'à la dernière minute.

- Les Français d'Amérique aux urnes en avance pour voter utile - AFP

- 23 avril 2017, jour J du grand effondrement de notre système politique? - Le Huffington Post

- La présidentielle vue de l'étranger : à Berlin, la gauche et la droite votent Macron - LeParisien.fr

Normal la CDU gouverne avec le SPD !

- Emmanuel Macron: Peut-on vraiment être "trop jeune" pour être un bon leader? Ce qu'en disent les experts... - Le Huffington Post

Les experts, il fallait oser, les corrompus, la tarte à la crême, la risée...

Dossier Syrie.

- Attaque chimique en Syrie : enquête préliminaire contradictoire - euronews

Le président de la commission d'enquête internationale sur la Syrie a rendu vendredi ses premières conclusions après l'attaque chimique de Khan Cheikhoun en Syrie.

Comme d'autres organisations, Paulo Pinheiro estime que des agents chimiques ont bien été ultilisés le 4 avril dans la province d'Idleb. Mais selon lui les victimes seraient surtout mortes après des blessures causées par des armes conventionnelles.

Quant à la responsabilité du régime de Bachar Al-Assad, le président de la commission d'enquête affirme ne pas pouvoir tirer de conclusion à ce stade. euronews 22.04

Lire l'article dans la rubrique Syrie : *L'attaque neurotoxique qui n'a pas eu lieu » rapport de T. Postol du 18 avril 2017 sur Khan Cheikhoun par Caroline Galactéros (20.04)*

Haut de page

Le 24 avril 2017

CAUSERIE

A l'extrême droite toute !

Il se peut que je n'actualise pas le portail jusqu'au second tour, j'ai besoin de repos et la situation politique en France ne présente aucun intérêt particulier jusqu'au 7 avril, sauf évènement exceptionnel.

L'américanisation des institutions française est en bonne voie, elle vient de s'accélérer brutalement, bientôt ce pays sera aussi pourri que les Etats-Unis, quelle horreur ! Vous aurez observé que le prolétariat et le mouvement ouvrier américain ne s'en étaient jamais remis. Ils sont aujourd'hui dans un état de putréfaction avancée plutôt effrayant, au point que les marionnettes qui gouvernent pour le compte de l'oligarchie ne se préoccupent même plus de ce qu'ils pensent ou non puisqu'ils n'ont plus aucun droit politique, c'est comme s'ils n'existaient plus, et s'ils résistent, ils les répriment, les embastillent, les assassinent. C'est le sort que vous réserve Macron.

Mes idées, mes théories, mes analyses, mes propositions n'intéressant apparemment personne, soit, je serai sans doute amené à cesser cette activité politique prochainement. Je me fais vieux, je suis épuisé, et que je termine mes vieux jours dans mon trou en Inde sans plus donner signe de vie n'indisposera personne, je veux dire par là que personne ne me regrettera et ce sera très bien ainsi. J'aurai fait ce que j'ai pu et je pourrai quitter ce monde dignement.

Il y en a qui s'avilissent ou se suicident politiquement sur la fin, moi je préfère disparaître tranquillement sans me faire prier, en choisissant mon heure, ce sera mon ultime acte conscient en hommage à la liberté pour laquelle j'ai combattu une bonne partie de ma vie. Tout jugement ou toute condamnation prononcée contre moi par des personnes animées de pensées malveillantes sera considéré comme une atteinte à la liberté et se retournera contre leurs auteurs. Ce n'est pas un testament, mais cela y ressemble. Il arrive qu'on en fasse plusieurs ! J'ai laissé mon imagination vagabondée, semble -t-il.

Adressons-nous à des travailleurs.

Dès lors que quelqu'un dispose d'un revenu supérieur à la satisfaction des besoins les plus élémentaires ou parvient à les satisfaire par n'importe quel moyen, il va se soumettre ou se laisser corrompre par le régime, et plus son revenu ou son statut social augmentera, plus il sera conduit à s'en accommoder, à le cautionner ou à le soutenir.

On pourra entrer en conflit avec le régime pour exiger une amélioration des conditions (de travail, notamment) dans lesquels on

obtient ce revenu ou pour qu'il augmente, ce qui ne conduira pas forcément (loin de là) à le remettre en question, pour qu'il en soit autrement il faudra prendre conscience des rapports sociaux qui sont à l'origine de sa condition. Il en va de même généralement, lorsqu'on souhaite satisfaire des besoins supplémentaires ou accéder à des besoins nouveaux.

Quand dans un pays l'immense majorité de la population peut satisfaire ses besoins élémentaires ainsi qu'un certain nombre de besoins supplémentaires dans des conditions relativement acceptables, peu importe ici de quelle manière, elle ne sera pas portée à remettre en cause l'ordre établi ou à devenir révolutionnaire, elle ne cherchera pas à comprendre ni comment ni pourquoi elle doit malgré tout faire face à des difficultés ou la société présente tant d'aspects négatifs, elle continuera d'en ignorer les origines. Et lorsque sa condition se dégradera, elle ne sera pas en mesure d'affronter cette nouvelle situation.

Elle sera impuissante à modifier l'orientation de la société, parce que les moyens ou les instruments qu'elle avait créés pour améliorer ses conditions de travail ou d'existence dans le cadre du régime en place s'avèreront inopérants ou impuissants, car au fil du temps ils se seront eux-mêmes accommodés du régime ou auront été corrompus également, de sorte qu'elle ne pourra pas ou plus s'en servir pour exprimer ses besoins ou défendre ses droits, qui pour être satisfaits ou prise en compte nécessite à un moment donné d'attaquer frontalement le régime et de le renverser afin de s'emparer du pouvoir politique.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que la société telle qu'elle existe aujourd'hui ne fonctionne pas selon la volonté des hommes, elle est le produit de rapports économiques ou sociaux entre les classes, dont l'évolution est dictée ou leur est imposée par les lois de fonctionnement du régime capitaliste, selon la place qu'ils occupent au sein de ses rapports, c'est ainsi que les exploiteurs, les patrons, les gros actionnaires, les riches qui subissent également ses lois de fonctionnement du régime capitaliste vont devoir adopter des mesures ou une politiquen une stratégie consistant à s'attaquer aux acquis ou au droits sociaux des exploités, de la classe ouvrière, des classes moyennes, des travailleurs en général uniquement pour préserver leur statut et leurs privilèges ou leur domination de classe qui coïncident avec la préservation du régime lui-même.

Et lorsque ces mesures ou cette politique s'avèrent de plus en plus antisociales, se traduisant par l'accroissement des inégalités sociales dans des proportions monstrueuses, donc toujours plus injustes envers les travailleurs, liberticides, antidémocratiques, belliqueuses, guerrières, impérialistes, c'est uniquement par ce sont ces lois de fonctionnement du capitalisme qui y conduisent inexorablement, autrement dit les capacités de ce régime fondé sur le la propriété privé des moyens de production et de répartition des richesses ne sont pas illimites. Au delà d'un certain niveau de développement, et cela peut paraître paradoxal ou contradictoire et difficile à comprendre, il se transforme en son contraire pour préserver son existence. Il devient un frein, puis une entrave, un obstacle à tout progrès social, au bien-être de la population, il devient une menace pour sa sécurité et pour la paix, un facteur de guerre civile qu'il va dès lors sans cesse alimenter, encourageant tout en prétendant les combattre, la xénophobie et le racisme, toutes les formes de discriminations entre les différentes couches qui composent la société afin qu'elles s'affrontent entre elles au lieu de diriger leurs coups contre le régime.

Pour assurer sa survie, les lois de fonctionnement du régime capitaliste, les fondements sur lesquelles elle repose, c'est-à-dire les inégalités entre les classes qui en sont à l'origine, imposent aux tenants du régime de toujours plus concentrer le pouvoir économique et politique pour que leurs représentants puissent appliquer les mesures qu'ils leur dictent. En pratique cela se traduit sur le plan économique par la concentration du capital ou des richesses entre les mains de quelques oligarques détenant des fortunes colossales, et sur le plan politique par la confiscation de la démocratie ou des droits politiques que les travailleurs ont conquis par leur lutte de classe en s'appuyant sur leur ignorance et la corruption de ses représentants.

En conclusion, on aura compris que ce régime à bout de souffle, décadent, en décomposition, en faillite, à l'agonie, monstrueux par sa cruauté, dont la mission historique est achevée, synonyme uniquement d'inégalités, d'injustices, de haine, de chaos, de guerre, de barbarie et mille autres maux et souffrances qu'il impose au peuple travailleur, ne peut pas être réformé, qu'il est impossible de modifier ou d'inverser son orientation, nous devons le renverser par une révolution pour qu'il disparaisse, il n'existe pas d'autres alternatives politiques.

Les travailleurs doivent adopter le principe imprescriptible selon lequel leurs besoins, aspirations ou droits ainsi que les moyens pour s'emparer du pouvoir politique, instaurer une République sociale afin d'en finir avec le capitalisme sont légitimes, et ils doivent combattre et se détourner de quiconque voudrait leur contester.

Les travailleurs doivent comprendre que si le régime capitaliste repose sur leur ignorance du développement ou du fonctionnement du capitalisme ainsi que la corruption de leurs représentants, ils doivent tout faire pour parvenir à cette compréhension et s'organiser dans un nouveau parti ouvrier avec des dirigeants qui aient rompu ou qui n'aient aucun lien avec le capitalisme, ses représentants ou ses institutions.

C'est la tâche que doit se fixer chaque militant ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme, aider par tous les moyens à leur disposition les travailleurs à progresser, être à leur côté dans leur lutte quotidienne, les organiser et construire le parti sans lequel nous ne parviendrons jamais à vaincre le capitalisme.

Bienvenue en oligarchie ou hold-up réussi de l'oligarchie sur les institutions de la Ve République.

Présidentielle : les résultats définitifs du premier tour - latribune.fr 24.04

Voici les résultats définitifs du premier tour fournis par le ministère de l'Intérieur, qui précise que le taux de participation s'est établi à 78,69%, contre 80,42% lors du premier tour du scrutin présidentiel de 2012.

Article publié à 7h27, actualisé à 9h29 avec les réactions des marchés.

Le second tour verra s'affronter deux candidats aux antipodes. Emmanuel Macron et Marine Le Pen se sont qualifiés dimanche pour le second tour de l'élection présidentielle qui se tiendra le 7 mai prochain, à l'issue d'un premier auquel onze candidats ont participé.

Voici les résultats définitifs du premier tour fournis par le ministère de l'Intérieur, qui précise que le taux de participation s'est établi à 78,69%, contre 80,42% lors du premier tour du scrutin présidentiel de 2012.

Emmanuel Macron (En Marche !) : 23,75%
Marine Le Pen (Front National) : 21,53%
François Fillon (Les Républicains) : 19,91%
Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) : 19,64%
Benoît Hamon (Parti socialiste) : 6,35%
Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) : 4,75%
Jean Lassalle (Résistons) : 1,22%
Philippe Poutou (Nouveau parti anticapitaliste) : 1,10%
François Asselineau (Union populaire républicaine) : 0,92%
Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) : 0,65%
Jacques Cheminade (Solidarité et progrès) : 0,18%

À la Bourse de Paris, les banques décollent

À l'ouverture de la Bourse de Paris, les titres du secteur bancaire prenaient près de 8% lundi matin, galvanisés par l'anticipation d'une victoire du candidat Emmanuel Macron à la présidentielle française. A 09H12, l'action Société Générale prenait la tête du CAC 40 (+8,03% à 50 euros) devant Crédit Agricole (+7,68% à 13,39 euros) et BNP Paribas (+6,74% à 66,18 euros) dans un marché en forte progression de 3,66%.

Le CAC 40 a quant à lui bondi de 4,1%, à 5.267,88 points et des hausses soutenues ont été constatées dans les Bourses de Londres (+1,37%), Francfort (+2,37%) et Madrid (+3,48%). (avec Reuters et AFP) latribune.fr 24.04

No comment !

Tout est dit ici :

- La surprise du 1er tour de la présidentielle... c'est qu'il n'y en a pas eu - Le Huffington Post

Macron, le candidat de l'oligarchie, des médias détenus par 9 milliardaires, du Medef, du CAC 40, l'emporte, tout est dans l'ordre des choses.

Effectivement le scénario concocté par les idéologues néolibéraux et savemment orchestré depuis l'Elysée et relayé par un matraque médiatico-judiciaire incessant a parfaitement fonctionné. Comme quoi ils apprennent vite de leurs erreurs qui n'en étaient pas vraiment, contrairement à nos piètres dirigeants.

Sans ce matraque permanent, la manipulation dont fut l'objet la primaire de la "gauche", la machination montée contre Fillon et la fusillage survenue en plein Paris trois jours avant le scrutin pour faire monter le taux de participation, sans oublier la diabolisation hystérique des blogs et portails opposés à leur scénario décrits comme "complotistes" afin que les électeurs s'en détournent au profit des médias institutionnels favorables à Macron, ce dernier n'avait absolument aucune chance de figurer au second tour de la présidentielle.

C'est l'histoire d'une formation machine (de marketing) à fabriquer du consentement, à conditonner les esprits des électeurs. Je vous invite à lire les déclarations des différents courants trotskystes (NPA, LO, POI, POID, plus tous les groupes qui en sont issus) et vous constaterez qu'ils n'en ont toujours pas pris la mesure, pour eux le pouvoir de conditionnement des médias sur la psychologie des masses n'existe pas, il n'a aucune influence sur elles bien que les faits démontrent exactement le contraire, partant de là c'est perdre son temps que de s'intéresser à ces courants politiques fossilisés, dont étrangement la décomposition ou la dislocation est liée à celle du PS et du PCF. Prenez pour l'illustrer le courant trotskyste dit lambertiste.

En 1981 il appelle dès le premier tour à voter Mitterrand, ce qui entraîne une crise dans le PCI, Stéphane Just, un de ses dirigeants en sera exclu quelques années plus tard et les dirigeants du PCI procèderont à la liquidation de leur propre parti (PCI) au profit du MPPT.

En 2002, Jospin est éliminé au premier tour de la présidentielle, ce qui alimente la crise au sein du PS qui se répercute chez ses satellites, la même année des militants vont être exclus du PT et former le CRI avant de rejoindre plus tard le NPA (Tendance Claire)

En 2012, Hollande est élu, il poursuit la politique de Sarkozy entraînant de nouvelles tensions au sein du PS au bord de l'éclatement. Ce sera le POI qui scissionnera.

On s'aperçoit ainsi qu'à chaque étape de la crise du PS, elle se répercute au sein de ce courant trotskyste. Après ils diront qu'ils n'étaient pas liés organiquement au PS.

En 2017, ni le POI ni le POID ne sera en mesure de présenter un candidat à l'élection présidentielle. Le candidat officiel du PS qu'ils soutiendront du bout des lèvres (tout comme Mélenchon) sera laminé au premier tour.

Ce courant politique ainsi que ceux du NPA et de LO ont traversé la seconde moitié du XXe siècle sans jamais réellement prendre la mesure des profondes transformation de la société durant toute cette période, accrochés au basques du PS et du PCF, ils étaient voués à connaître le même sort.

Revenons à notre sujet.

Doit-on regretter d'avoir appeler au boycott de cette élection au lieu d'appeler à voter Mélenchon ? Certainement pas.

Les résultats du premier tour confortent plutôt notre stratégie, qui consistait à prendre la réalité telle qu'elle était au lieu de lui substituer des rapports faussés ou qui n'existaient pas. Mélenchon traînait derrière lui un boulet encombrant avec son passé au PS, de plus son programme était un couteau sans lame, dérisoire et trompeur, cela était suffisamment pour dissuader bien des électeurs de voter pour lui. Quant à sa fausse modestie, elle transpirait la suffisance. Il a dilué son programme qui manquait déjà de consistance pour brasser le plus large possible à gauche et à droite de son électorat potentiel, résultat il a gagné et perdu des voix des deux côtés l'effet se neutralisant pour ainsi dire, il était donc condamné à plafonner en dessous du seuil qui lui aurait permis d'être présent au second tour.

En laissant de côté ici les abstentionnistes (21,31%), il faut constater une fois de plus que la majorité des travailleurs ont voté contre leur camp ou leurs intérêts, ce qui tend à prouver que leur niveau de conscience politique n'a pas progressé. Il faut en déduire que les violents coups que leur ont portés Hollande, Valls et Macron n'ont pas altéré leur mode de vie au point de leur faire prendre conscience qu'il y aurait péril en la demeure à confier leur sort à des candidats réputés pour leurs liens avec le capital.

Le pourcentage total des voix exprimées obtenus par les candidats officiellement de droite (donc hors PS, mais En Marche! et le FN compris) atteint 72,26%, tandis que les candidats officiellement de gauche ont obtenu 27,74%, on pourrait donc être porté à en déduire que la majorité de la population s'estime satisfaite de sa condition.

Cela les militants ne peuvent pas le comprendre ou refuse de l'admettre et se réfugient dans un déni suicidaire, le même qui nous a conduit à la situation d'aujourd'hui, peut-être pour n'avoir jamais connu les difficultés que doivent endurer les travailleurs qui vivent dans la pauvreté ou n'avoir jamais vécu dans un pays ou la pauvreté était le lot de la majorité de la population ou en proie à la guerre. Du coup ils réagissent comme des petits bourgeois plus que comme des militants ouvriers digne de parler au nom des travailleurs ou de représenter le socialisme.

Le niveau de conscience des travailleurs ou leur interprétation de leur condition et plus généralement de la société dépend essentiellement des conditions objectives auxquelles ils sont confrontées. Ils sont plus vulnérables et susceptibles d'être manipulés par les médias ou les instituts de sondages quand ils estiment ces conditions supportables, voire quand elles leur semblent menacées, ils adopteront alors le réflexe de la majorité ou ce qu'on leur présente comme telle pour se sentir plus fort ou espérer échapper à cette menace, alors ils vireront plutôt à droite ou à l'extrême droite.

Vos dirigeants ne vous donneront pas ce genre d'analyses, ils vont encore vous raconter des sornettes, on serait tenté d'ajouter, comme toujours ou presque. Tenez, dans son communiqué le POID affirme que "ce 23 avril, un coup mortel a été porté à la Ve République", tu parles, c'est comme si on avait écrit que l'élection de Reagan, Bush pére ou fils ou encore Trump avait porté "un coup mortel" à la Constitution américaine, ils nous avaient déjà fait le coup lors de l'élection e Giscard, puis de Mitterrand, vous connaissez la suite.

D'autres petits malins se donnent déjà rendez-vous à la prochaine présidentielle en 2022, selon eux elle sonnera l'heure de Mélenchon ou de son mouvement s'il existe encore, parce que les travailleurs auront été totalement dégoûtés de Macron et

sa politique ultra libérale. Mais c'est sans compter qu'entre temps ils auront remis sur selle LR qui sera alors l'alternance à En Marche! le clone du parti démocrate américain, les médias le magnifieront et ils auront eu le temps de peaufiner les primaires pour éliminer tous les autres partis ou mouvement et le tour sera joué. Attendez, vous les prenez pour des débutants ou des abrutis ou quoi, il faut vous informer ou suivre, cela fait des années qu'ils préparaient leur coup et que Macron était sur le feu, prêt à entrer en scène pour jouer le dernier acte de cette comédie. Vous croyez qu'ils vont prendre le risque de donner une seconde chance à Mélenchon, vous voulez rire sans doute, ce n'est pas sérieux.

Pour autant, la place n'est pas encore nette, le PS existe encore même laminé, ils doivent le faire disparaître si possible, le FN aussi, et ils s'en serviront aussi longtemps que l'alternance LR-En Marche ne sera pas certaine de fonctionner à tous les coups. Ils veulent imposer le modèle américain qui fonctionne à merveille où finalement démocrates et républicains s'affrontent tout en gouvernant ensemble, tandis que tous les autres partis sont hyper marginalisés, quasiment inexistant, tout comme la démocratie, c'est la même dictature qu'ils veulent nous imposer, celle de l'oligarchie.

Mélenchon marche dans leur combine ou les aide à sa façon, voyez ce que disent ces proches : "Je préférerais vous dire le contraire, mais la politique ne passe plus par les partis, constate dans les allées du parc des expositions Gabriel Amard, gendre du candidat et compère politique depuis 1986. Ou encore : "Jean-Luc a eu la lucidité de reconnaître ça et de construire une espèce de réseau social, un mouvement horizontal. Gabriel Amard, proche de Jean-Luc Mélenchon. (Source : Franceinfo 23.04)

Mélenchon a adopté la même posture bonapartiste que Macron hors ou sans parti, populiste, chez Macron c'est l'oligarchie qui sera amenée à gouverner à la place des partis par l'intérmédiaire de ses représentants ou l'élite acquise à son idéologie et soigneusement sélectionnée pour remplir cette fonction, tandis que chez Mélenchon se sera le vide ou l'illusion parce qu'il n'accèdera jamais au pouvoir !

Le PCF n'avait pas fait autre chose en reniant dans les années 80 la dictature du prolétariat qui incarnait l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses représentants organisés dans un parti, ce qui signifiait que ce parti n'avait plus aucune raison d'être puisque l'objectif pour lequel il avait été fondé avait été abandonné, c'était en quelque sorte un suicide politique, ce qui sera confirmé par la suite.

Le parti, c'est l'instrument qui permet de rassembler les membres de la société issus d'une ou de plusieurs classes ayant les mêmes intérêts de classe ou combattant pour faire valoir les droits d'une classe distincte des autres, dans un parti bourgeois ou capitaliste on peut admettre la présence d'éléments de différentes classes y compris de la classe ouvrière, mais son programme et sa politique seront subordonnés aux besoins de la classe des capitalistes au détriment de ceux de la classe ouvrière, tandis que dans un parti ouvrier il pourra également y avoir des militants de différentes classes mais ils mettront en oeuvre une politique et un programme qui seront conformes aux objectifs politiques de la classe ouvrière. Cela signifie que quel que soit le parti, sa politique sera au service des intérêts fondamentaux d'une classe bien précise et en aucun cas il ne servira les intérêts de la classe qu'il a définie comme son ennemi à vaincre.

En abandonnant le parti, c'est sa nature de classe qui se dilue, qui disparaît autant que sa raison d'être ou son objectif politique, ce qui vaut également pour Macron et En Marche! qui ne vise pas à sauver la classe des capitalistes mais dont l'unique objet est de permettre à l'oligarchie d'appliquer sa stratégie pour perpétuer son existence ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui au cours des millénaires antérieurs est passé par différentes phases ou étapes avant de prendre la forme actuelle du capitalisme, qui, parce qu'il a atteint un niveau de contradiction insoutenable doit être rigoureusement plannifié et dirigé d'une main de fer pour ne pas s'effondrer ou se disloquer. Autrement dit, il est devenu impossible de laisser les capitalistes (et les banquiers) dirigés leurs entreprises ou décidés de leur destin. Le pouvoir économique et politique doit être concentré et centralisé plus que jamais auparavant, ce qui nécessite que le nombre d'intervenants ou d'oligarques qui contrôlent ce processus ou concentrent tous les pouvoirs soit restreint pour que cette politique soit réellement appliquée ou soit efficicace, ils ne peuvent plus se permettre qu'elle parte dans tous les sens ou que chaque capitaliste ou banquier décide quelle politique il va appliquer dans son coin ou dans chaque pays, les sommets de l'oligarchie doivent pouvoir tout contrôler ou maîtriser, et étendre son pouvoir tentaculaire à toute la planète, aucun continent ou pays ne doit lui échapper, d'où ses opérations de déstablisation des régimes qui échappent encore en partie à son contrôle, dont la Russie, la Chine, le Venezuela, la Bolivie, etc.

Hamon (PS) a déjà appelé à voter Macron au second tour, tout comme Pierre Laurent (PCF) et Alexis Corbière (La France insoumise). Le programme de Hamon était de droite, celui de Mélenchon n'était pas vraiment de gauche pour ne pas s'attaquer aux fondements du capitalisme, nulle part il n'était question d'exproprier sans indemnité les banquiers et les les patrons du CAC 40 ou des 2.000 grandes entreprises, ni même d'abroger toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis 40 ans ou plus, ni même évidemment de rompre avec l'UE, l'euro, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'ONU...

Bref, tous se ralient à Macron qui incarne l'extrême droite néolibérale ou fasciste, alors qu'on nous avait appelé à voter pour Hamon ou Mélenchon, et les mêmes nous apprennent qu'ils vont s'abstenir le 7 mai prochain, après avoir refusé d'appeler au boycott de cette élection manipulée, truquée. Si Hamon n'avait pas un programme de droite, ce sont donc des électeurs de droite qui ont voté pour lui, et si Mélenchon n'avait pas réellement un programme de gauche, aussi choquant que cela puisse être une grande partie des électeurs qui ont voté pour lui n'était pas non plus véritablement de gauche, ils n'auront aucun mal à voter Macron, à la limite les seuls qui étaient vraiment de gauche se sont abstenus ou ont voté Poutou ou Arthaud. En fait, ils n'ont pas voulu s'abstenir au premier tour en colportant des illusions dans deux candidats inconsistants dont un franchement de droite (Hamon)

et voilà qu'ils y sont contraints par la force des choses au second, entre nous ils auraient mieux fait de ne pas se compromettre au premier tour en appelant au boycott.

Imaginons un instant que Mélenchon figure au second tour contre Macron, qu'est-ce qui se serait passé ? LR et le PS auraient appelé à voter Macron, les électeurs du FN se seraient abstenus massivement, une partie se serait reporté sur Macron et une autre sur Mélenchon, qui n'aurait pu compter que sur les voix de Poutou et Arthaud, donc mathématiquement parlant il aurait été battu et Le Pen aurait été élue. Aux législatives, Mélenchon ne pouvant obtenir la majorité et Le Pen non plus, elle aurait dû laisser gouverner LR, le PS et En Marche ! Le chaos s'en serait suivi pendant quelque temps avant que Le Pen soit conduite à démissionner, LR ou En Marche prenant le relais et ainsi de suite, Mélenchon et son mouvement demeurant dans l'opposition parlementaire...

En politique, il n'y a pas pire que l'indécision. Il n'existe que deux voies, se soumettre au régime ou l'affronter. Le Pen pas plus que Mélenchon n'était appelé à gouverner parce qu'aucun des deux n'entendait affronter le régime, et surtout s'en donner les moyens, Le Pen parce qu'elle y est liée organiquement, Mélenchon parce que c'est un charlatan.

Ce qu'il faut comprendre aussi, c'est que si Mélenchon n'a jamais pu mobiliser les masses en dehors de la période d'effervescence électorale, il n'y serait pas parvenu une fois parvenu au pouvoir s'il avait été élu, et pour avoir manifesté à de multiples reprises sa condamnation de toute violence, il aurait tout fait pour l'éviter, il aurait refusé d'affronter la classe dominante car il savait qu'elle aurait réagi violemment, il aurait refusé d'appeler les masses à se mobiliser par crainte des violences, et son électorat plutôt de droite ou qui n'était pas porté à recourir à une révolution pour faire appliquer le programme de Mélenchon ne se serait pas mobilisé également par crainte des violences, bref, au bout du compte, Mélenchon aurait emboîté le pas à Tsipras et on en serait resté là, voilà tout. Franchement, est-ce que cela valait vraiment le coup de voter pour lui ou une candidature unique Mélenchon-Hamon pour en arriver là ? C'était plutôt se compromettre qu'autre chose.

S'il n'y a pas de sauveur suprême, il n'y a pas non plus de recourcis pour atteindre notre objectif politique.

Dernier matraquage avant les résultats dimanche soir.

- «Rassemblement», «renouvellement» et «performance»: le bilan de campagne d'Emmanuel Macron - L'Opinion

- Parmi les électeurs, beaucoup d'hésitation et peu de conviction - AFP

Certains ont hésité jusqu'à la dernière minute. D'autres ont voulu faire barrage. Parmi des électeurs interrogés dimanche matin par l'AFP, rares sont ceux qui se disent pleinement convaincus par l'un ou l'autre des candidats en lice au premier tour de la présidentielle. AFP 24.04

Le matraquage se poursuit de plus bel après.

Soulagement

- C'est fini, Emmanuel Macron sera notre prochain président de la République - Le Huffington Post

Cette fois, ça y est. C'est fini. Le Huffington Post 24.04

- Macron déjà président? Le second tour de la présidentielle aura lieu le 18 juin - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron superstar - LePoint.fr

- Résultats du 1er tour de la présidentielle: la folle soirée du porte-parole d'Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Après la Macron mania, le candidat d'En Marche saura-t-il parler au peuple d'ici le second tour? - Le Huffington Post

Macron l'héritier de Hollande.

- L'idéologie est morte, vive l'idéologie ! LePoint.fr

Le traditionnel clivage droite-gauche a été balayé. Mais il en instaure un nouveau, tant Macron et Le Pen incarnent des représentations opposées de la société française.

Les sondages, dont on dit tant de mal depuis le Brexit, l'élection de Trump et la primaire de la droite, ne se sont donc pas

trompés. Bien au contraire, ils ont correctement prédit non seulement le nom des deux finalistes, mais aussi leur ordre d'arrivée à l'issue du premier tour. Ils ont saisi, en temps réel, l'envie grandissante, chez les électeurs, de rayer de la carte le clivage droite-gauche qui structure la politique française depuis l'avènement de la Ve République, et d'en finir avec le bipartisme pépère qui regardait la roue de l'alternance tourner toujours en sa faveur.

Emmanuel Macron représente une offre nouvelle, inédite, dont le succès paraissait invraisemblable il y a seulement un an. Il propose tout simplement de faire imploser le système politique tel qu'il existe, avec ses vieilles ficelles et ses éternels revenants. LePoint.fr 24.04

Premier faux pas.

- Présidentielle : Macron et le syndrome du Fouquet's - LePoint.fr

Le candidat arrivé en tête a choisi d'aller fêter le résultat du premier tour à La Rotonde, une brasserie parisienne. A-t-il commis sa première erreur ?

De sa lévitation porte de Versailles, Emmanuel Macron a promis d'aller « au-delà » de ses partisans et de « rassembler tous les Français ». Donc, comme des millions de Français, nous l'avons suivi du regard, scruté ses moindres gestes, grâce aux motards de la télévision, ne pouvant nous empêcher de voir en lui, ce même pas quadragénaire, notre prochain président. Et nous voulions savoir vers qui irait son premier geste de finaliste de la présidentielle. La chose a son importance, comme toujours dans l'histoire des campagnes.

Dans un pays, peut-être le seul au monde, où au cours d'une campagne les candidats se réclament d'une histoire millénaire, assument parler aux morts et convoquent les héros, la force des symboles compte. Ainsi Emmanuel Macron, dimanche soir, s'est-il rendu à La Rotonde, une brasserie parisienne du boulevard Montparnasse, ivre de sa première place, conservant dans le regard cette impression de vertige, saluant au passage « les marcheuses » et « les marcheurs », « toutes » et « tous » et « chacune » et « chacun » se trouvant sur son chemin.

En soi, rien de scandaleux, sauf que trois semaines plus tôt, à Charleville-Mézières, le même homme, à l'évidence sincère, a fait pleurer d'émotion un ouvrier dans un discours « à la France qui souffre ». Un sentiment de duperie a dominé alors, en même temps qu'un signe d'adhésion à des codes sociaux différents de ceux défendus durant des mois. Voici donc que, même pas élu, Macron, candidat du renouveau, y compris dans les pratiques, s'est rendu à La Rotonde, où l'y ont retrouvé nombre de convives, lesquels avaient reçu un SMS d'invitation signé « Brigitte et Emmanuel ». Celui qui n'a eu de cesse de clamer qu'il n'était pas le candidat du quartier de La Défense, de la gouvernance mondiale, des centres-villes, des start-up, des people, de la gauche soumise aux règles du marché offre l'image d'un masque qui tombe. Un aveu qui, parce qu'il intervient au soir du premier tour, rend cette virée d'autant plus maladroite. Pourquoi donc, en outre, festoyer si la République est en danger par la seule présence de Marine Le Pen au second tour ? La presse a parlé de Jacques Attali, Erik Orsenna, Pierre Arditi, Stéphane Bern parmi les invités. Ceux-là n'ont tué personne, et méritent le respect, sauf qu'ils sont loin de l'idée que l'on se fait de ce « peuple de France » mille fois évoqué par Macron durant sa campagne. LePoint.fr 24.04

Emmanuel Hollande victorieux !

- Emmanuel Macron vainqueur du 1er tour de l'élection présidentielle, c'est la victoire de François Hollande - Le Huffington Post

Sa victoire est à la fois tactique et doctrinaire. Tactiquement, il a su rendre possible la victoire d'Emmanuel Macron. Il en a assuré l'ascension en faisant de lui son conseiller, l'a nommé ensuite ministre de l'économie. Par ailleurs, la construction du mouvement "En marche" n'a pas déclenché les foudres élyséennes. M. Hollande a eu plus de souci de malmener M. Hamon que M. Macron. Son soutien devenant presque gênant en fin de campagne que le jeune candidat à la présidentielle invitait le président de la République à s'occuper de sa fonction avant toute chose.

M.Hollande est un habile manœuvrier, c'est certainement une leçon bien apprise du Mitterrandisme. Dimanche soir, il a assuré sa quasi réelection sous un autre nom. Son ancien premier ministre Manuel Valls est même disponible en cas de besoin. Nous assistons là à un chef d'œuvre du transformisme politique.

C'est aussi une victoire doctrinaire du président de la République. Ce dernier n'a pas trahi la gauche, il a achevé de poursuivre cette fois sans fard, la transformation du PS en parti de droite ou de centre-droit. La mutation opérée à partir de 1983 connaissait ainsi son accomplissement. La loi El khomri et la loi Macron, en étaient les plus éclatants symboles. Ici il ne parait pas nécessaire de revenir sur la capitulation pour réorienter la construction européenne. Lionel Jospin avait largement ouvert la voie en 1997 avec l'acceptation du Pacte de stabilité et de croissance.

Mais ne l'oublions pas le hollandisme économique est un macronisme avant toute chose. Par les positions stratégiques qui ont été les siennes: conseiller de François Hollande, ministre de l'économie, il a largement façonné les orientations libérales du quinquennat

et surtout ses échecs.

Aujourd'hui M. Macron reprend son propre héritage et veut s'il est élu le rendre pérenne. Il prépare un super CICE, compte aller plus loin dans la flexibilisation du marché du travail par le biais des ordonnances, et modifier la fiscalité, particulièrement l'ISF, dans un sens encore plus inégalitaire. Le président de la République peut donc s'assurer de la continuité de son œuvre.

C'est aussi une victoire doctrinaire dans le champ européen car le président renonçant à réorienter les institutions européennes et poser la question de l'euro, s'est alors rabattu sur le marché du travail pour satisfaire leurs attentes

M. Macron ne dit rien d'autre en assurant l'Allemagne, faux nez, de l'Union européenne que les réformes attendues seront réalisées à savoir la réduction du périmètre de l'Etat social.

La victoire de M. Hollande est presque totale. Une victoire à la Pyrrhus car il laisse le parti socialiste à terre. Ce parti a vécu. Mais les hommes qui le composent sauront offrir leur service au candidat d'"En Marche". Mais comme ils ne parviendront pas à eux seul à faire advenir un succès aux législatives à M. Macron, ils trouveront leurs alliés avec des membres des Républicains, prêts à déserter leur navire.

Il n'est pas non plus surprenant de voir Jean Claude Juncker, ou la chancellerie Allemande se féliciter de la victoire probable de M. Macron car c'est une grande coalition qui se dessine. N'oublions pas que c'est la formule politique qu'affectent les institutions européennes pour assurer la mise en œuvre des réformes dites "structurelles".

Depuis dimanche soir, nous entendons une agitation dans laquelle des voix nous disent que les vieux clivages ont disparu, que M. Macron incarne la nouveauté tant attendue. Bien au contraire, c'est pour reprendre un titre célèbre, à l'ère du vide à laquelle nous assistons. Son discours du premier tour, assez creux somme toute, semblait déjà tourner vers les prochaines échéances électorales tant la question des alliances va se poser.

Ce qui est à regretter, c'est que le fond ne soit jamais discuté.

A aucun moment, un débat sérieux ne s'est engagé pour mettre en lumière l'absence de nouveautés dans les propositions du jeune candidat. Pourtant, ce sont trente années de politiques d'inspirations libérales qui ont nourri notre recul économique et la montée du Front National.

Ce soir il est trop tôt d'affirmer que les idées de M Macron sont majoritaires dans notre pays.

Plus de 55% des électeurs ne se reconnaissent dans aucun des deux candidats du second tour. Et sans vouloir se livrer à des mathématiques électorales contestables, l'addition des voix de M. Melenchon et Hamon donne la gauche en tête. Là est le véritable problème, l'absence de ce courant politique au second tour, ce qui rend le débat à nouveau interdit.

En effet, les critiques doivent être reportées à plus tard car le FN menace. Le vrai débat sur les choix de politique économique et sociale pour ne citer que ceux là, et qui devrait être au cœur de la présidentielle, sera maintenu dans le silence.

Il faudra attendre les législatives nous dit-on. De ce jeu politique délétère, il parait nécessaire d'en sortir. Comme le dit le grand poète Turque N. Hikmet "être captif là n'est pas la question, il s'agit de ne pas se rendre".

La gauche, pas celle du PS du moins pas celui d'aujourd'hui, a un impératif de renaitre de ses cendres pour offrir une autre politique économique et sociale que celle qui est proposé par le candidat de droite, M. Macron. Le débat est à cette condition.

Le clivage gauche-droite n'est pas mort ce soir, il persiste plus que jamais. La France ne peut avoir pour seul choix: la droite ou l'extrême droite.

Frederic Farah - Professeur de sciences économiques et sociales, co-auteur de TAFTA, l'accord du plus fort

- Hollande va officiellement appeler à voter pour Macron - AFP

Le PCF a lui, comme le 21 avril 2002, appelé à faire barrage au Front national tout en prévenant qu'un vote Macron ne vaudrait pas adhésion au programme de l'ancien ministre de l'Economie de François Hollande. AFP 24.04

- Berlin salue la première place de Macron, Gabriel (SPD) sûr de sa victoire - Reuters

Avertissement et quelques aveux.

- Emmanuel Macron sera élu président, mais il fera ensuite monter en flèche le vote Le Pen et Mélenchon - Le Huffington Post

Si Emmanuel Macron est incontestablement un très brillant stratège, il aura été sur la forme un très piètre candidat: mauvais orateur, mauvais débatteur, sans charisme; et multipliant les gaffes rédhibitoires, telles que d'expliquer que pour un jeune de banlieue d'aujourd'hui, l'alternative dans la vie se résume à devenir chauffeur Uber ou à dealer du shit. Par ailleurs, sur le fond, les scores des uns et des autres au premier tour indiquent que son programme pro-mondialisation est rejeté par la majorité de l'électorat français. Néanmoins, parce que le second tour lui fera affronter Marine Le Pen, et parce que la très large majorité des Français serait prête à voter même pour une chèvre si cela fait barrage à l'extrême droite, Emmanuel Macron sera selon toute vraisemblance élu président de la République le 7 mai 2017.

Son programme consiste toutefois à aller encore plus loin dans l'actuelle "mondialisation malheureuse". Partant du postulat que gouverner dans l'intérêt des 0,1% les plus riches ruisselle ensuite en surcroît de croissance et de prospérité sur tout le reste de la population, ce projet politique consiste à intensifier les privatisations, à déréglementer les activités de la haute finance, à baisser les taxes sur les investisseurs et les actionnaires, à réduire la voilure des services publics, à réduire massivement les effectifs des fonctionnaires, à faciliter les licenciements, et à baisser les protections sociales pour la population prise dans son ensemble. Ce projet implique en outre de maintenir ou d'accroître l'ouverture de l'économie du pays à la concurrence de biens et services pourtant produits via le dumping social, fiscal ou écologique. Cela entraîne la pérennisation du chômage de masse du fait de cette concurrence déloyale. Et cela conduit le même projet à abaisser les protections sociales que contient le droit du travail, en arguant du fait que seules ces réformes permettent d'être compétitif face aux pays pratiquant le dumping.

Le projet de la "mondialisation malheureuse" n'est pas particulier à Emmanuel Macron. Avec une intensité comparable à ce que ce dernier propose, il a notamment été appliqué dans l'Allemagne de Gerhard Schröder, au Royaume-Uni de Tony Blair, ou auparavant par les Etats-Unis d'Amérique de Bill Clinton. Sous une forme plus radicale, il a auparavant été imposé dans la plupart des pays d'Amérique du Sud et en Russie durant les années 1990 (voire dès les années 1980 pour le Chili). Toujours est-il que ce type de réformes aboutit invariablement à la même conséquence sociale centrale: le basculement de la majorité de la population dans ce que le sociologue Guy Standing appelle le précariat, nouvelle grande classe sociale composée des gens qui ont des débuts de mois difficiles et qui ne savent pas où ils en seront socio-économiquement dans les trois mois qui viennent.

Dans les démocraties où ces politiques sont appliquées, cette explosion du précariat conduit à la montée du vote antisystème, sous deux grandes formes: le vote antisystème xénophobe et raciste; le vote antisystème altermondialiste. Il y a bien sûr des nuances. Dans les pays qui ont une expérience historique récente d'un régime d'extrême droite, grosso modo seul le vote antisystème altermondialiste monte. C'est le cas des pays d'Amérique du Sud dans les années 2000, avec par exemple Lula au Brésil et Rafael Correa en Equateur. Dans les pays qui ont au contraire une expérience historique récente d'un régime d'extrême gauche, seul le vote antisystème d'extrême droite (ou le glissement de la droite vers l'extrême droite) apparaît: par exemple la Hongrie de Victor Orbán. Et dans les pays qui n'ont connu récemment ni l'un ni l'autre, ce sont les deux votes antisystème à la fois qui grimpent: c'est le cas au Royaume-Uni, avec le parti xénophobe UKIP et avec l'altermondialiste Jeremy Corbyn devenu leader de la gauche. C'est également le cas en France, avec la montée de la xénophobe raciste Marine Le Pen et de l'altermondialiste Jean-Luc Mélenchon.

De fait, parce qu'il compte radicaliser l'application du projet économique de la "mondialisation malheureuse" en France, la présidence d'Emmanuel Macron porte en germe la montée en flèche des deux votes antisystème.

Thomas Guénolé - Politologue, maître de conférences à Sciences Po

Quand politilogue rime avec crétinisme, je n'ai pas le temps de commenter cet article.

Ils osent tout.

- Hollande : "la démocratie est plus forte que tout" - AFP

Dossier Syrie.

- Daech s'est excusé auprès d'Israël (Moshe Yaalon) - presstv.com

L'ancien ministre israélien des affaires militaires Moshe Yaalon a déclaré que Daech avait tiré seulement une fois par erreur en direction des forces israéliennes après quoi il s'est excusé immédiatement.

Il a par ailleurs prétendu que c'étaient les Iraniens qui dirigeaient les attaques contre Israël.

« Daech n'a jamais fait une telle chose, nous confrontons toujours l'Iran », a-t-il encore prétendu.

Il est utile de rappeler que pendant les six années de guerre en Syrie, les militaires israéliens n'ont ménagé aucun effort pour accorder des soins médicaux aux terroristes opérant dans ce pays.

À noter, également, que les allégations de Moshe Yaalon interviennent alors que les chasseurs du régime israélien ont visé, ce dimanche 23 avril, un stock d'armements de l'armée syrienne à Naba al-Fawar, dans la banlieue de Quneitra au sud de la Syrie.

Dans cette attaque, trois soldats syriens ont été tués et deux autres blessés, a-t-on appris de la chaîne al-Mayadeen. presstv. com 23.04

- Les forces de Damas et leurs alliés progressent près de Hama - Reuters

L'armée gouvernementale syrienne et ses alliés gagnent du terrain au détriment des rebelles près de Hama, a-t-on appris dimanche auprès de sources militaires et de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les forces de Damas se sont emparées de la ville de Halfaïa et de villages situés dans les alentours un an après leur capture par les insurgés.

"Nous avons pris le contrôle de Halfaïa et de plusieurs collines des environs", a déclaré la source gouvernementale syrienne.

Appuyées par des frappes aériennes russes et par des milices soutenues par l'Iran, les forces gouvernementales syriennes ont pénétré en territoire rebelle au nord de Hama, étendant leur présence dans la province du centre de la Syrie.

Située à mi-chemin entre Damas et Alep, Hama fut un des bastions du soulèvement contre Bachar al Assad en 2011. L'avancée de l'armée ces derniers jours dans ses alentours a presque totalement effacé les gains territoriaux qu'avaient enregistrés les insurgés, dont des groupes djihadistes, le mois dernier dans ce secteur. Reuters 24.04

Haut de page

Le 25 avril 2017

CAUSERIE

Plus loin j'ai reproduit de nombreux commentaires d'internautes désabusés, démoralisés, ce serait intéressant de les commenter un à un, car ils sont très révélateurs...

Un internaute : "*De nombreux électeurs se sont fait berner par la formidable campagne de marketing menée par les oligarques qui tiennent nos médias*".

Entre nous, ils se sont fait berner par tous les bouts...

Une élection illégitime, les deux candidats en lice au second tour sont ultra minoritaires.

(Source : ministère de l'Intérieur)

Inscrits : 47 581118
Votants : 37 003 546
Abstention : 10 577 572
Blancs : 659 302
Nuls : 285 431
Exprimés : 36 058 813 (75,78%)

Abstention + blancs + nuls + non-inscrits = + 25% des électeurs.

Pourcentage des inscrits :

Macron : 18,18%
Le Pen : 16,14%

Ils osent tout, alors osons une analyse destinée aux militants.

Contrairement à ce qu'a affirmé le POID ou le dirigeant du courant trotskyste lambertiste Daniel Gluckstein dans un communiqué publié le 23 avril, l'élection de Macron ne portera pas "un coup mortel" à la Ve République, il vous suffira de lire les articles de presse suivant pour en être convaincus.

Ce courant trotskyste n'a cessé de clamer pendant des décennies que la Ve République avait été conçue exclusivement pour de Gaulle et son parti, aujourd'hui LR, et comme il ose tout, il continue ! Vérifions ce qu'il en a été réellement

En réalité, la Ve République a supporté l'élection d'un président qui n'était pas issu du parti gaulliste (UDR), Giscard, de centre droit (UDF) (1974), par la suite elle a passé avec succès l'épreuve de l'alternance à deux reprise, la première avec l'élection de Mitterrand (1981), la seconde en 2012 avec François Hollande, mieux, elle passa sans encombre celle de la cohabitation à deux reprises (entre 1986-1988, puis entre 1997-2002). Bref, les faits ont amplement démontré que les dirigeants de ce courant trotskyste n'avaient cessé de se réfugier dans un déni permanent.

Ils ont caractérisé la Constitution de la Ve République d'antidémocratique et de bonapartiste. Bien, mais était-ce là l'essentiel ? Apparemment non, puisqu'elle a démontré qu'elle était capable de s'adapter à d'autres partis que celui pour lequel elle avait été fondée au départ. Vous me direz que nous ne sommes pas plus avancés, attendez, ce qu'on ne vous a pas dit et vous devinerez facilement pourquoi, c'est qu'en réalité tous les partis qui composaient le Parlement participaient à la gouvernance, à la rédaction des lois au travers une multitude de commissions à l'Assemblée nationale et au Sénat notamment, autrement dit ils se partageaient les rôles ou les fonctions et gouvernaient ensemble pour le compte de la classe dominante. Vous avez pu être trompés parce que c'était le président en fonction ou les membres de son gouvernement qui annonçaient les lois ou mesures qui allaient être adoptées, le Parlement se contentant de les entériner par un vote symbolique, la majorité votant pour et l'opposition votant contre selon un scénario parfaitement réglé, alors qu'en réalité ils y avaient tous mis la main à la pâte. Autrement dit, tous les partis qui participaient au Parlement ont pratiqué depuis l'avènement de la Ve République à une sorte d'union nationale plus ou moins camouflée ou à laquelle personne n'a jamais porté beaucoup d'importance.

Or aujourd'hui avec l'élection de Macron, anticipons un peu, cette union nationale va devenir le mode de gouvernance officiel sans que cela pose de problème à la Ve République puisqu'elle en est coutumière depuis plus d'un demi siècle. Vous me direz qu'il n'y a rien de nouveau là-dedans, puisqu'il existait déjà un consensus entre LR et le PS. Effectivement, sauf que là un degré de plus va être franchi dans l'émergence d'un régime totalitaire puisqu'il va être officialisé, vous saisissez la distinction ?

En fait, la Constitution de la Ve République était de nature dictatoriale, totalitaire et tous les partis se sont prêtés à ce jeu pendant toutes ces décennies. Il était impossible pour des partis qui caractérisaient de gauche le PS de la présenter ainsi, puisque le PS participait à ces institutions. Les dirigeants trotskystes vous ont induit consciemment en erreur sur la véritable nature du régime en place, uniquement pour justifier les liens qu'ils avaient tissés avec le PS et le PCF, ainsi que leurs relais dans les syndicats.

On aurait pu se borner à dire, qu'à partir du moment où le président élu et la majorité parlementaire n'entendaient pas remettre en cause l'existence de la Ve République ou la domination de classe des capitalistes, il n'y avait absolument aucune raison d'affirmer qu'elle aurait pu être menacée, sauf à manquer singulièrement de logique ou être animé d'intentions inavouables pour prétendre le contraire et tromper travailleurs et militants. Dans les articles ou les titres suivants vous pourrez lire que Macron s'apprête à gouverner avec le soutien du PS, de LR et leurs satellites, EELV, UDI, MoDem, PRG, etc... avec les voix des électeurs de Mélenchon, la cerise sur le gâteau ou en prime.

L'arnaque ou la machination François Macron pilotée par les sommets de l'oligarchie financière.

- Le PS apporte son soutien à Macron, pas un "chèque en blanc" - Reuters 24.04

L'appel du candidat socialiste à voter pour Emmanuel Macron a été renouvelé par le Premier secrétaire du parti, Jean-Christophe Cambadélis, après un Bureau national organisé lundi. "Sans conditions, comme nous l'avons fait pour Jacques Chirac contre Jean-Marie Le Pen" en 2002, a-t-il dit à la presse.

François Hollande, chef du PS pendant onze ans, est également descendu dans l'arène en appelant à voter pour Emmanuel Macron, qui a viré en tête dimanche, avec des mots très forts sur la menace que représenterait le FN.

Le gouvernement, qui s'est réuni autour du Premier ministre Bernard Cazeneuve, a lui aussi apporté un soutien "sans conditions" au candidat d'En Marche! "pour battre Marine Le Pen", a-t-on appris à Matignon.

Du côté de l'aile gauche du parti, Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris, souligne que le PS ne propose "pas d'alliance à Emmanuel Macron".

Arnaud Montebourg a apporté lundi après-midi son soutien à son successeur à Bercy. "J'appelle à combattre et rejeter Mme Le Pen"

a-t-il écrit sur Twitter.

Jean-Christophe Cambadélis s'est refusé quant à lui à évoquer les scrutins des 11 et 18 juin et l'avenir du Parti socialiste. "Le temps de l'explication de cette défaite viendra, mais pas maintenant", a-t-il commenté devant la presse.

L'avenir du Parti socialiste reste en suspens. Lundi matin, Manuel Valls a indiqué sur France Inter souhaiter gouverner avec Emmanuel Macron dans une future majorité.

"Nous devons être prêts à le soutenir, à l'aider, à participer à cette majorité", a déclaré l'ancien Premier ministre.

Le bureau national du Parti radical de gauche (PRG) réuni lundi a lui aussi appelé à voter Macron et a proposé au candidat d'En Marche ! "de construire une coalition autour de lui pour gouverner la France". Reuters 24.04

La totalité du PS se range derrière Macron. C'était à prévoir, on le savait déjà. On n'ignorait pas que la tendance de gauche du PS n'avait jamais existé en réalité, et que ceux qui se caractérisaient ainsi iraient jusqu'au bout de cette infâme mystification quand bien même elle serait dévoilée au grand jour quitte à passer pour les pires imposteurs et réactionnaires. C'est fait.

On a le droit d'en dire de même de tous ceux qui sciemment ont couvert, entretenu cette escroquerie politique, dont tous les courants trotskystes, en particulier celui dénommé lambertiste qui s'était développé à l'ombre du PS, ce qui permet de comprendre pourquoi leurs dirigeants n'ont jamais eu l'intention de construire le moindre parti ouvrier révolutionnaire contrairement à la légende à laquelle croient encore leurs militants et ex-militants en niant les faits.

Finalement la théorie de ses faussaires aura reposé depuis le départ sur un seul et unique facteur : le refus de caractériser le PS comme un parti de droite, ce qui d'ailleurs sera à l'origine de toutes les crises que traversera ce courant politique au fur et à mesure que la véritable nature du PS apparaîtra au grand jour.

On comprend dès lors pourquoi ils n'accordaient pas une importance particulière à la caractérisation du PS du moment qu'on le considérait de gauche, cela s'entend, car dans le cas contraire vous étiez exclu de leur parti.

On comprend mieux également l'utilité de le caractériser de parti ouvrier bourgeois, expression ou formule géniale trouvée par Engels que ces faussaires allaient détourner en lui donnant un tout autre contenu, cultivant l'ambiguité et la démagogie qu'ils allaient entretenir pendant plus d'un demi-siècle jusqu'à nos jours, de sorte qu'elle permettrait toutes les combinaisons ou manipulations possibles afin de justifier leur collusion avec le PS et donc le régime directement ou indirectement par le biais des appareils des syndicats liés au PS, et de camoufler leurs véritables intentions le plus longtemps possible à leurs militants qu'ils endormiraient à coup de syllogismes frauduleux et de sophismes.

L'affaire marcha à merveille jusqu'à ce que le PS parvienne au pouvoir en 1981, jusque là seulement des soupçons avaient affleuré à la surface et avaient été rapidement étouffés ou traités en recourant aux méthodes expéditives des staliniens.

L'appel à voter Mitterrand dès le premier tour servit d'agent révélateur de cette escroquerie politique. A cette occasion ils montèrent une cabale contre un de leurs dirigeants (Stéphane Just) qui contestait leur orientation politique et ils l'exclurent ainsi qu'un groupe de militants, c'était en 1984. Deux ans plus tard si je ne me trompe pas, ce fut au tour de quelque 400 de leurs dirigeants, cadres et militants de tirer à leur manière le bilan de cette imposture en rejoignant le PS, dont Cambadelis. Jospin emprunter la même voie mais séparément apparemment. Entre temps ou pratiquement simultanément, les dirigeants de ce courant trotskyste allaient liquider leur parti, le PCI, pour lui substituer un parti du type SFIO ou PS, MPPT, puis PT en 1991, sans se soucier de l'hémorragie que cela provoquerait dans leurs rangs, puisque cette opération était entre autres destinée à purger leur parti des éléments restés fidèles au socialisme ou à ce qu'ils croyaient être le programme de la révolution socialiste, de sorte que ceux qui y demeureraient devraient désormais cotôyer des transfuges du PS et du PCF ou de leurs satellites respectifs, des militants ou cadres ou encore ex-élus de ces partis qui honissaient "le grand soir" (Schivardi, notamment), la révolution, le socialisme et le communisme, le marxisme, donc progressistes de droite.

Selon Schivardi leur parti allait compter jusqu'à 4.000 militants ou adhérents issus du PS, et dès lors constituer la majorité de leur parti toujours dirigé par le courant communiste internationaliste ou trotskyste minoritaire dans son propre parti. Je ne sais pas si vous en comprenez la signification politique. Cette contradiction allait s'avérer intenable, explosive un jour ou l'autre, elle se concrétisa par la scission du POI quelques années plus tard.

Entre temps et par la suite un tel parti devait être conduit à la paralysie, devenir impossible à diriger, ses effectifs devaient s'éroder, et il allait devenir très difficile de nier la contestation qui allait se développer en son sein, au point qu'ils ne pourront plus la contenir et devront l'évoquer dans Informations ouvrières, symptôme d'une crise profonde qui le laminait de l'intérieur, mais aussi alimentée de l'extérieur par leur adaptation croissante à l'appareil de FO tenu par le PS, allant jusqu'à cautionner ouvertement les journées d'action destinées à briser la résistance des travailleurs et des militants, à ménager Hollande et le gouvernement, à soutenir par un silence complice et coupable toutes leurs campagnes destinées à dresser des couches de travailleurs les unes

contre les autres pour mieux les diviser et les affaiblir, les aidant ainsi à faire passer leur politique ultra réactionnaire tout en la condamnant, pratiquant un double langage et jeu permanent qui ne devait plus tromper que ceux parmi leurs militants qui le voulaient bien ou qui étaient eux-mêmes corrompus.

Depuis l'élection de Mitterrand en 1981 jusqu'à ce mois d'avril 2017, ils n'auront de cesse de lorgner vers le PS (et le PCF). S'ils n'appelleront pas officiellement à voter Hollande en 2012, dans les colonnes d'Informations ouvrières Schivardi déclarera que leur position consistait bien à faire battre Sarkozy ce qui revenait exactement au même, en plus sournois.

Qu'ils aient émis fin 2016 le souhait que Hamon et Mélenchon présentent une candidature unique qu'ils auraient soutenu officiellement était dans l'ordre des choses, tout comme l'appel de Hamon et de Corbière à voter Macron au second tour de la présidentiel, Macron soutenu par Drahi, Gattaz, Merkel, Juncker, Obama, etc. qui est ouvertement de droite, qui incarne l'extrême droite néolibérale ou ultra libérale, impérialiste, fasciste.

Ce courant est mort politiquement et ce n'est pas nous qui le regretterons pour en avoir fait partie à la fin des années 70. On comprend mieux aussi pourquoi il n'y avait rien à en tirer. La dégénérescence des courants trotskystes a atteint son terme. Aucun d'entre eux ne devait constituer un pôle de regroupement pour la classe ouvrière, susceptible d'organiser ses éléments les plus conscients ainsi que ceux des classes moyennes. Ils ne devaient attirer que des déçus du PS et du PCF qui n'étaient ni socialisme ni communiste, des syndicalistes issus principalement de l'aristocratie ouvrière, réformistes, corporatistes, anticommunistes ou encore toutes sortes d'éléments petits bourgeois, individualistes, décomposés s'agissant particulièrement du NPA.

Tous devaient servir de repoussoir au socialisme et étaient voués à végéter. Au PS et parmi les idéologues néolibéraux, il y en a assurément qui l'avaient bien compris, parfois depuis très longtemps. Ils ont compris que ces partis ne constituaient pas ou plus une menace, et que le contexte politique était favorable pour passer à la phase suivante de leur plan qui devait consister à porter le coup de grâce au PS sans que cela ne déstabilise davantage les institutions. En quelque sorte, la situation politique est si pourrie qu'ils peuvent tout se permettre sans prendre le moindre risque, dites-moi, honnêtement, c'est bien ce qui est en train de se passer, n'est-ce pas?

Macron peut compter sur le PS et sur LR, leurs dirigeants respectifs viennent de le démontrer en appelant à voter pour lui comme un seul homme. Bon, il y aura bien quelques exceptions ou tensions ici ou là, mais elles seront vite étrouffées.

Quelle conclusion faut-il tirer de tout cela ?

Que vouloir se faire des amis à bon compte ne mène nulle part. Que refuser de regarder la réalité en face est la pire des attitudes à adopter, car forcément au fil du temps on en arrive à justifier ou à cautionner ce qu'on condamnait ou rejetait la veille encore, cela conduit à se renier et finalement à abandonner nos principes, à trahir notre idéal.

La méthode de Lénine consistait à être ferme sur les principes tout en étant flexible dans leur application, les dirigeants trotskystes l'ont interprété à l'envers, voilà tout.

- Alain Minc: «Emmanuel Macron élu, il y aura une cogestion de gouvernement avec Les Républicains» - L'Opinion 25.04

Minc expliquait à l'antenne que plus l'écart entre Macron et Le Pen serait important au second tour, plus il aurait les mains libres pour appliquer son programme ultra réactionnaire. C'est en ayant cet argument en tête qu'il faut juger les appels à voter Macron. Voir les titres suivants.

Etes-vous certains que les électeurs de Mélenchon étaient de gauche ?

- À Paris, les Insoumis préfèrent le vote Macron au vote blanc : "Il faut que l'adversaire sache combien il a de gens contre lui" - Franceinfo 25.04

- Présidentielle : des électeurs mélenchonistes coincés «entre un banquier et une fasciste» - LeParisien.fr 25.04

- Second tour : le doute des Mélenchonistes à Toulouse - Franceinfo 25.04

Emmanuel Macron pourra compter sur le soutien de 160 "hollandais" pour le second tour de la présidentielle - Le Huffington Post

Une fois n'est pas coutume, l'heure est à l'unité chez les socialistes. Après que François Hollande a déclaré voter pour

Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle, cent soixante "hollandais", ministres, parlementaires et responsables locaux, ont suivi son exemple dans une tribune publiée dans la soirée du lundi 24 avril sur le site du Monde où ils défendent également le bilan du quinquennat et leur "culture sociale-démocrate".

Les signataires défendent le "travail mené pendant cinq ans au service de la France et des Français, y compris l'effort indispensable de redressement", pointant "les résultats (...) création d'emplois,rétablissement des comptes publics et redémarrage de l'investissement".

Outre "les progrès sociaux accomplis avec la retraite à 60 ans pour les carrières longues, le tiers payant généralisé, la prime d'activité pour 5 millions de personnes, la Sécurité sociale pérennisée et des services publics préservés", ils affirment que "l'engagement majeur de François Hollande a été tenu : la jeunesse de 2017 vit mieux que celle de 2012".

"Nous revendiquons notre culture sociale-démocrate qui (...) vise à concilier l'économie de marché, les exigences écologiques, la réduction des inégalités, la démocratie sociale pour réduire les conflits et préserver les libertés individuelles", écrivent aussi les auteurs de la tribune. "Fidèles à (leur) idéal européen", ils appellent aussi à "réformer la zone euro, faire de la recherche et de l'énergie des priorités" ou à une "responsabilité collective" de l'UE face au terrorisme. Le Huffington Post 25.04

Demandez le programme...ultra réactionnaire.

- Alain Minc: «La principale mesure d'Emmanuel Macron sera de faire le changement de la loi El Khomri par ordonnances» - L'Opinion

Alain Minc: Si Macron a une majorité de centre droit, son programme sera un peu décalé vers la droite, tout cela se terminer par le programme de celui qui fut mon premier candidat Alain Juppé qui avait plusieurs lois El Khomri...

Vous avez aimé Macron I, vous aurez Macron II, Macron III. Et si vous avez apprécié la loi El Khomri I, vous aurez la II, la III jusqu'à liquidation totale du Code du travail.

Parole d'internaute

1- "Je m'y attendais plus ou moins, mais c'est néanmoins incroyable à voir. Un an de matraquage médiatique peut donc bel et bien conditionner l'esprit des gens.

C'est juste sidérant.

Je suis sidéré."

2- "Certes nos médias ont été unanime , Macron y a été monopolistique"ment" adulé, mais ceux ci sont largement rejeté dans la population "périphérique". comme ils l'ont été aux USA ou aux RU … Pourquoi donc notre Clinton à nous est passé ? … je crains que nos oligarques aient bien appris de ces 2 défaites de l'establishment , et ont su adapter leur stratégie en sortant la carte Macron du jeu classique du bipartisme et ont en fait "le révulsionnaire" …que dire, ils ont bien joué ! et moi j'ai la nausée."

3- "Si les élections pouvaient changer quoi que ce soit, il y a longtemps qu'elles auraient été supprimées. » [Coluche]

Plus précisément :

1. Elles servent à casser et détourner les luttes contre le système. Le dernier exemple en France: au moment où l'idée de la grève générale devenait populaire pour défendre les retraites à l'automne 2010, les dirigeants PS, PC et PG se prononcent contre et proposent à la place 2012 ou un référendum…Les politiciens professionnels s'étaient aussi mis au service de la bourgeoisie pour casser la grève générale de Mai 68.

2. Elles sont presque toujours sous contrôle de l'oligarchie (à travers mode de scrutin, média, corruption, chantage, coopatation, etc en fonction des moments et des pays)

3. Si le contrôle par tous les instruments de pouvoir de la bourgeoisie ne suffit pas, elles sont annulées, avec la complicité des partis du système (par ex.référendum de 2005)

4. Si le peuple entend faire respecter sa souveraineté, celui-ci est massacré (par ex. Chili de 1973)

Conclusion: les réformes proposées par les candidats de gauche vont dans le bon sens, mais elles demandent une révolution sociale."

4- "Macron nous débarrasse du PS, du Modem et de l'UMP en un seul coup. C'est la dernière carte pour le maintien du néolibéralisme en France, et comme la situation ne risque pas de s'arranger avec ses politiques, ils sont cuits pour la prochaine fois."

5- "Les français ne sont plus un grand peuple, mais un ramassis de gens décérébrés adorant un gourou qui brasse du vent, et dont le vide de la pensée donne le vertige.

Bon d'accord c'est sous le coups de la colère…

6- "Malheureusement, sous le coup de la colère, vous êtes pourtant très réaliste.

Je ne peux m'empêcher de penser à ce qu'avait écrit George Orwell : "Un peuple qui élit des corrompus, des renégats, des imposteurs, des voleurs et des traitres, n'est pas victime! Il est complice!"

Personnellement, je n'avais pas beaucoup d'espoir vis à vis des Français avant les élections. "

7- "Le Score de Macron a de quoi épouvanter : personne ne se serait donc aperçu que ce candidat n'est pas venu de nulle part ? Que les "grands" médias le soutenaient à fond… lui inventaient une histoire providentielle… Alors même qu'il vient de faire passer la Loi "travail", envers et contre tous : chacun de l'applaudir et "marcher" avec lui !

–

Personne ne s'est donc étonné du changement de ton du "MONDE", (entr'autres) dont les proprios milliardaires se sont hâtés de remplacer les journalistes professionnels par des porte-plumes serviles ? – Pour qui a pris quelques renseignements, ce personnage aux discours creux dont ne sortent que des Lapalissades, a déjà réussi à trahir ses proches et ses amis et, se voyant surpris, à fuir comme un lâche.- Oh !… le beau Président dont nous allons avoir à supporter les mensonges, les calculs, les "Kon'ries" et l'avidité… pendant 5 ans…peut-être plus, si les masochistes en demandent encore.

Il va nous faire regretter les 2 présidents précédents ! – Il y a plusieurs années que je ne regarde plus la télé. Je crois qu'il faut maintenant bouder toute la presse et les médias de l'oligarchie. "

8- "Hamon ne peut être que complice, vu sa rapidité à appeler à voter Macron "

9- "Quant aux électeurs de Hamon, ils doivent être bien fier actuellement. Hamon a parfaitement rempli son rôle en empêchant Mélenchon d'être au second tour. Et 6% des gens sont tombés dans le panneau…

Je suis vraiment dépité ce soir, et hors de question d'aller voter au second tour. "

10- "J'ai la mauvaise impression que soit les français sont lobotomisés, soit c'est truqué ! Macron ou Le Pen pour moi nous allons à la destruction de nos toutes nos valeurs. "

11- "Je suis extrêmement déçu de ce résultat, nous aurons un banquier président, et le jour où un banquier voudra notre bien il tombera de la m erde en barres.

Ce qui me sidère, c'est de constater à quel point les Français aiment être pris pour des abrutis… "

12- "Les médias ont encore une influence monumentale sur les esprits, avec le battage anti macron sur internet, je suis stupéfait de voir que la baudruche ne s'est pas dégonflé; les Français sont des veaux. "

13- "La grande masse des gens ne sont pas politisés et votent sur une vague intuition et sur des critères inconscients.

Surtout dans le contexte d'hyper personnification de la 5eme république…

La France n'est pas une grande nation mais un peuple qui ne pense plus. "

14- "De trop regarder la télévision transforme en chien de Pavlov ! Ouaf ! Ouaf !

Macron va vous donner votre nonos, mais aussi un coup de pied au cul ! "

15- "Macron 17 000 articles de presse plus de 70 couvertures de magazine avec 0 électeurs à la base, le gavage des oies fontionne

à plein régime et gagne.

Lepen là ou les medias l'ont voullu. "

16- " Il me semble que l'individualisme l'a emporté sur le bien commun, et que les grands médias y ont contribué. Faudra-t'il davantage de souffrances pour y remédier ? "

17- "Pour le reste, on a l'extrême droite libérale qui fait face à l'extrême droite souverainiste. Entre les deux, je ne choisis pas, je n'irai pas voter au deuxième tour… "

18- "Pour le moment, à cette heure, ce n'est même plus la peine de prendre en compte Mme Le Pen qui n'est là, comme prévu, que pour faire triompher son adversaire au 2ème tour. C'est arithmétique.

Je l'avais dit et écrit il y a des mois: ce sera Macron élu président au 2ème tour contre Mme Le Pen l'épouvantail de service. Wall-Street, Washington, la City, l' "Europe" de Bruxelles, Berlin, la BCE, tous les européistes, etc., vont sabler le champagne. La France sera la dernière à se rendre compte de la merde dans laquelle elle se complait et s'enfonce. Nous sommes cons et c'est bien fait pour nous. On a ce qu'on mérite.

En attendant, c'est une belle baffe pour la quasi totalité du personnel politique accroché à ses prébendes et tous ses privilèges, ils ont finis par se faire éjecter par les sbires de la haute finance usurière triomphante et devraient mordent la poussière.

Reste qu'il faudrait au 2ème tour une abstention et des votes blancs massifs.

Mais tout ceci est bien dérisoire ! "

19- "C'est juste hallucinant, les médias nous ont fabriqués un candidat et les gens ont votés pour lui c'est juste sidérant.

Maintenant, le seul réconfort que j'aurais est que je sais pertinemment ce qui nous attend : plus de néo-libéralisme, de chômage, de pauvreté et surtout plus de guerre, dans quelques temps les gens qui ont votés pour lui n'auront que leurs yeux pour pleurer et honnêtement ceux qui se retrouveront sur le carreaux directement ou indirectement par sa faute l'auront bien mérités.

Néanmoins tout n'est pas fini il reste les législatives et sa majorité est loin d'être gagnée concernant Macron, ça va être une mosaique ingouvernable je pense, wait and see. "

20- "Pour ma part, il est hors de question que dans 15 jours je choisisse lequel ou laquelle sera mon bourreau. Je suis consterné que plus de 23% de gens aient pu voter pour un produit de marketing, sans aucune autre consistance que le soutient du CAC 40, de quelques vieux chevaux de retour de la politique et d'autres passés du "col mao au rotary". Je suis encore plus consterné mais nullement surpris que les Hamon, Fillon, Juppé etc… appellent à voter pour lui, la vieille classe politique moisie prouve encore son mépris du peuple et sa constance à conserver leur poste et les avantages qui vont avec.

Nous allons entrer dans une période où la violence envers les réfractaires à l'ordo-européo-libéralisme s'accentuera. "

21- "Quelques remarques :

1° le prochain président est soutenu par un peu plus de 15% des français inscrits sur les listes électorales

2° le FN fait moins de 16% des inscrits comme à chaque élection depuis 40 ans

3° Hollande rêvait d'un deuxième tour Macron-Le Pen pour rester au pouvoir ; chapeau l'artiste

4° Comme à chaque élection le résultat est proche du temps de parole des candidats. Le matraque médiatique pour Macron (et Le Pen) a marché. Comme avec Blair, Renzi ou Sarkozy en leur temps.

Il faudrait faire un tableau avec les temps de parole et les résultats.

5° Le Pen c'est l'assurance de n'avoir jamais d'alternance. "

Hypothèse, extrapolation, certitude.

- Présidentielle : "Il est probable qu'il y ait une mort du PS" après la claque reçue par Hamon - francetvinfo.fr

Avec seulement 6,35% des voix pour Benoît Hamon lors du premier tour, le PS a essuyé un échec cuisant. Pour savoir si le Parti socialiste pourra se remettre d'un tel revers, franceinfo a interrogé Renaud Payre, professeur de sciences politiques et directeur de Sciences Po Lyon.

Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, le Parti socialiste se réveille avec la gueule de bois. La claque est immense. Son candidat, Benoît Hamon, n'a obtenu que 6,35% des voix, un score historiquement bas. Si l'aventure du député des Yvelines se conclut dans la douleur après une primaire triomphante, le calvaire du PS, lui, ne fait que commencer.

Le Parti socialiste, héritier de la SFIO de Jean Jaurès et Léon Blum, peut-il mourir ? Franceinfo a posé la question à Renaud Payre, professeur de sciences politiques et directeur de Sciences Po Lyon.

Franceinfo : Le PS traverse-t-il une crise d'une gravité inédite ?

Renaud Payre : C'est inédit, tout en ne l'étant pas. La situation que l'on connaît actuellement n'est pas sans rapports, sans clin d'œil, avec la présidentielle de 1969 [le candidat de la SFIO, Gaston Defferre, avait récolté 5% des voix]. La famille socialiste s'était alors recomposée en 1971 lors du Congrès d'Epinay. Les socialistes ont déjà connu des situations catastrophiques. Mais cette fois, le PS se trouve dans un état de délabrement difficilement dépassable. Par le passé, il y a eu des accidents bienvenus pour la famille socialiste, mais là, on sent bien que les 6% décrochés par Benoît Hamon au premier tour laisseront des traces. Il y a surtout une recomposition qui est en train de s'opérer à gauche.

Le PS peut-il disparaître dans les prochaines semaines ?

Il me semble que ce n'est pas du tout à exclure. Il est même problable qu'il y ait une mort du PS, en tout cas une restructuration qui fera que le PS ne ressemblera plus du tout à celui qui a été construit, soit en 1971 par François Mitterrand, soit dans les restructurations qu'a connues le parti, notamment avec Lionel Jospin. Et cela pour des raisons multiples : les résultats du premier tour sont un séisme et il y a aussi la "victoire" de la France insoumise [19,62% des voix], malgré le discours de déception de Jean-Luc Mélenchon, qui ne parvient pas à accéder au second tour. Ils font un score inédit, ce qui montre la possibilité de faire émerger une grande force de gauche. Sans oublier, bien sûr, En marche ! qui va se pérenniser, se structurer pour devenir le parti du probable futur président, Emmanuel Macron.

On pourrait donc imaginer l'aile gauche du PS avec Jean-Luc Mélenchon et l'aile droite avec Emmanuel Macron ?

Je n'y crois pas vraiment. Nous sommes, en cette fin du mois d'avril, face à un électorat de gauche qui se divise en trois forces : la force France insoumise, la force PS, très fragilisée, et En marche !, qui repose sur un éléctorat de gauche. De ces trois forces, je suis presque convaincu qu'il n'en restera que deux à l'issue des législatives. Les investitures pour ce scrutin vont contribuer à une forme de clarification. Et l'élément faible actuellement, c'est forcément le Parti socialiste avec ses 6%.

A vous écouter, la fin du PS est inéluctable. Comment ses dirigeants peuvent-ils l'empêcher ?

Je ne vois pas comment. Il est trop tôt pour analyser exactement le vote pour Benoît Hamon, mais on ne peut pas exclure qu'il y ait eu un côté légitimiste. Un vote de socialistes qui ne se retrouvaient pas tout à fait dans le programme ou la campagne du vainqueur de la primaire mais qui ont quand même voté pour lui. Ils auraient pu se retrouver chez Emmanuel Macron ou rejoindre Jean-Luc Mélenchon. Je le répète, au moment des législatives, on aura droit à un moment de vérité. C'est là que toutes ces forces vont connaître un tournant, En marche ! en premier lieu. Il y aura plusieurs candidats et on verra bien comment les forces en présence se récomposeront. Mais je ne crois pas que le PS puisse perdurer à l'issue de ces législatives.

Quelle est la part de la responsabilité de François Hollande dans cette défaite du PS ?

Elle est entière, et pourtant il est celui dont on ne parle pas depuis la proclamation des résultats. L'homme de la synthèse, celui qui, en 2012, s'adressait à l'ensemble de la gauche, n'a pas fait comme l'un de ses modèles en politique, Lionel Jospin : il n'a pas ouvert le pouvoir à l'ensemble des forces de gauche. De fait, on a eu un président qui a choisi des chefs de gouvernement incarnant un courant très marqué : son second Premier ministre, Manuel Valls, parlait même des "deux gauches irréconciliables". Le chef de l'Etat a eu une responsabilité entière, il a déboussolé ses électeurs. Benoît Hamon aurait pu faire une magnifique campagne mais il partait avec un handicap considérable. francetvinfo.fr 24.04

Quand Le Figaro se convertit à la la lutte des classes, c'est qu'ils ne sont pas très rassurés pour la suite...

- Macron-Le Pen ou le retour fracassant de la lutte des classes, par Mathieu Slama - lefigaro.fr

FIGAROVOX/ANALYSE- Mathieu Slama voit dans le résultat du premier tour du scrutin présidentiel la preuve que la politique ne peut pas exister en dehors de la lutte des classes.

Consultant et analyste politique, Mathieu Slama collabore à plusieurs médias, notamment Le Figaro et Le Huffington Post, où il intervient particulièrement sur les questions de politique internationale. Il est l'auteur de La guerre des mondes, réflexions sur la croisade de Poutine contre l'Occident, (éd. de Fallois, 2016).

On croyait le concept de lutte des classes dépassé. Les intellectuels de gauche Chantal Mouffe et Jean-Claude Michéa, pourtant nourris à la pensée marxienne, déclaraient récemment qu'il devait être repensé. Aucun candidat de gauche, à l'exception de Nathalie Arthaud, n'ont évoqué le concept lors de la campagne.

Or il n'en est rien. La lutte des classes ressurgit politiquement à la faveur d'un duel de second tour qui va opposer le libéral Emmanuel Macron à la souverainiste Marine Le Pen.

L'électorat de Macron réunit la France qui va bien, la France optimiste, la France qui gagne bien sa vie, la France qui n'a besoin ni de frontières ni de patrie, ces vieilles lunes de l'ancien monde: cette France «ouverte», généreuse parce qu'elle en a les moyens. La France de Marine Le Pen est la France qui souffre, celle qui s'inquiète. Elle s'inquiète de son avenir, de ses fins de mois, elle souffre de voir les patrons gagner autant d'argent, elle gronde face à l'incroyable arrogance de cette bourgeoisie qui lui donne des leçons d'humanisme et de progressisme du haut de ses 5000 euros par mois.

La France d'en haut s'apprête à confisquer aux classes populaires l'élection présidentielle.

La France de Le Pen perdra sans doute face au «front républicain» qui se prépare. Quoiqu'on pense de la candidate du Front national, il y a là une forme d'injustice qui interroge: la France d'en haut s'apprête à confisquer aux classes populaires l'élection présidentielle, la seule élection qui engage véritablement leur destin.

Il suffisait de constater, hier soir, la différence entre les militants de Macron - des consultants branchés, des étudiants en écoles de commerce, sûrs de leur supériorité de classe -, et les soutiens de Le Pen, des gens simples, timides, ne maîtrisant pas les codes sociaux et médiatiques. Quel contraste, également, entre l'ambiance vulgaire de boîte de nuit chez Macron et le bal improvisé chez Le Pen.

Derrière cette lutte des classes se cache un affrontement entre deux visions du monde. La vision libérale et universaliste, qui ne croit ni en l'État, ni en la nation ; et la vision que l'on nomme aujourd'hui populiste ou encore souverainiste, qui veut restaurer l'État, les frontières et le sens de la communauté face aux ravages de la mondialisation. C'est le grand combat qui, au final, n'aura jamais cessé depuis 1789.

Malgré son talent indéniable, l'ancien banquier Emmanuel Macron ne révolutionne rien. Karl Marx le décrivait déjà dans le Manifeste du Parti communiste: la bourgeoisie, écrivait-il, a brisé sans pitié les liens complexes entre les hommes «pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du paiement au comptant» ; «elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange» ; elle a «dépouillé de leur auréole toutes les activités qui passaient jusque-là pour vénérables et qu'on considérait avec un saint respect. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, elle en a fait des salariés à ses gages.». Elle a donné «un caractère cosmopolite à la production et à la consommation» et a «soumis la campagne à la ville». Avec son concept d'homme-entreprise, Macron poursuit la logique implacable du capitalisme qui réifie l'Homme et relègue la politique à un simple instrument de soutien aux intérêts privés. La manière dont il a utilisé tous les codes de l'entreprise et du management durant sa campagne présidentielle n'est pas anodine et mériterait une analyse approfondie.

L'erreur de Mélenchon est d'avoir cru qu'il était possible de jouer sur tous les tableaux. Il a eu, incontestablement, une intuition géniale en s'adressant non plus à la gauche mais au peuple dans son ensemble, celui qui est victime de la mondialisation sauvage. Mais il a échoué parce qu'il a refusé d'aller jusqu'au bout de cette logique et d'embrasser la cause populiste et souverainiste. Il a aussi échoué parce qu'on ne peut pas défendre le peuple avec un régime parlementaire, régime de tous les compromis qui profitent toujours aux lobbies et aux intérêts privés. La justice sociale n'est possible qu'avec un État fort et un président qui décide souverainement, exerçant le mandat que lui a confié le peuple.

L'erreur de la droite dans cette campagne a été symétrique de celle du Parti socialiste: celle de croire que la politique pouvait s'extraire des enjeux de classe. La recomposition politique dont on parle tant se fera en partie autour de cet enjeu parce qu'il sous-tend tous les autres: le rapport à la mondialisation, à l'État et à la nation. Et peut-être assistera-t-on, dans un avenir lointain, à une réunion de la France de Le Pen et celle de Mélenchon contre la France des libéraux. lefigaro.fr 24.04

Quelques commentaires d'internaute à la suite de cet article.

1- "En synthèse, Macron c'est l'aventurisme et le bling-bling de Sarkozy couplés à l'amateurisme et l'imposture de Hollande.

Chirac fit regretter Mitterand,
Sarkozy fit regretter Chirac,
Hollande a (presque) fait regretté Sarkozy,
Et chose jusque là inconcevable pour moi, Macron sera pire que Hollande!

S'il faudra en plus se taper des discours niais et creux comme celui d'hier de Macron pendant 5 ans, ce sera double peine."

2-" On peut effectivement penser que la masse des électeurs de Le Pen et de Macron sont en grande partie des électeurs bernés. Je pense que si une enquête était faite sur le degré de culture politique, de connaissance de l'Histoire, de connaissance des sciences de la stratégie politique était faite de ces personnes, leur niveau s'avèrerait très bas. Ce n'est pas un jugement de valeur moral, mais un jugement de valeurs spirituelles. Ils ont le droit de se désintéresser de la science politique, mais alors qu'ils se désintéressent du vote, comme le font bien des abstentionnistes. Il n'est pas question en politique d'aller au plus facile ni au plus simple, mais au plus logique sur la base des valeurs de tolérance, de partages dans la vie quotidienne de justice et d'amour.

Tant qu'une propagande politique basique de valeurs de domination, de concurrence, d'apologie de l'individualisme dominera dans les médias (Web inclus) les électeurs jugeront et choisiront majoritairement selon ces critères.

Le combat basique consiste à expliquer autour de soi que chacun doit aller chercher la connaissance et le savoir pour comprendre au mieux. Surtout ne pas attendre une vérité préfabriquée. Condorcet reviens! Dissertation philosophique et politique sur cette question : s'il est utile aux hommes d'être trompés ? « Plus un peuple est éclairé, plus ses suffrages sont difficiles à surprendre… même sous la constitution la plus libre, un peuple ignorant est esclave. »"

3- "Analyse erronée. Le vote de lutte des classes était à gauche, dans les 22% réunis chez Mélenchon, Arthaud et Poutou. Le vote Le Pen est avant tout préoccupé par l'immigration, l'insécurité et le terrorisme (tous liés dans leur esprit).

http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2017-04-23-1er-tour-presidentielle-2017-comprendre-vote-francais

Regardez les pages 13 et 14, c'est cristallin.

Préoccupations Le Pen : immigration 69, terrorisme 46, insécurité 42, chômage 19

Préoccupation inégalités sociales : Mélenchon 42, Le Pen 10

C'est clair, non ?

Il y a certes une composante très populaire et des gens en (grande) difficulté dans l'électorat Le Pen, mais beaucoup attribuent leurs problèmes à l'immigration plutôt qu'au capitalisme. C'est essentiellement un électorat de droite radicalisé, pas du tout de gauche qui serait passé de l'autre bord en y ajoutant du rejet anti-immigré. Raison pour laquelle le système sera bloqué jusqu'à ce que ça craque, car la majorité sociologique populaire pour renverser la table est divisée."

4- "Je pense qu'il y a quiproquo : lorsque l'auteur parle de lutte des classes, il parle de la classe des votants, pas de ce qu'ils disent au sujet de leurs préoccupations."

5- "J'avais lu un jour je ne sais plus ou une chose assez pertinente.

Jusqu'ici les financiers se contentaient d'influencer voire de corrompre les politiciens qui avaient le pouvoir.

Aujourd'hui ils ne se prennent plus la tête, ils envoient carrément un des leurs, comme ça au moins c'est plus direct et on s'embête plus."

6- "La lutte de classes ne peut pas être obsolète. Elle se fonde sur la disparité des conditions, d'une part, et l'aspiration à l'égalité et l'indignation devant l'injustice, d'autre part. Quand on sait que 1% détient autant que 99%, que cela ne cesse de s'aggraver, que c'est peut-être pire qu'aux temps des Pharaons et que les riches sont les premiers à pratiquer la lutte de classes, par exemple en promouvant un Trump (ou une Clinton) ou un Macron, il est impensable d'imaginer qu'elle ne se radicalise pas de nouveau dans les années à venir du côté des perdants. Sociologiquement, l'existence des classes est un fait observable."

7- "Réduire le choix des Français à une simple lutte des classes est insuffisant. Il y a aussi la question de la disparition en tant que membre d'une grande nation ouverte au monde par sa culture et son savoir. Que peut-on échanger lorsqu'on est dépossédé de tout pouvoir, de toute existence, jusqu'à la culture elle-même.

La victoire de la gouvernance mondiale de la haute finance qui entend s'imposer à toute la planète, par des moyens

financiers colossaux, par les révolutions colorées, et par les bombardements “humanitaires” tend à se confirmer. Ils savent vendre leurs illusions et trouver des soutiens parmi les populations qui s’y laissent prendre. Transformer les populations en troupeaux soumis et exploitable voilà le but des mondialistes financiers."

8- "Analyse beaucoup beaucoup trop simpliste : je connais pas mal de personnes qui font partie de l’électorat de droite, aisées, ce qu’on pourrait nommer “des bourgeois”, qui voteront Le Pen sans hésitation, car ils estiment que “Macron est l’héritier de Hollande, un socialo de la pire espèce” (entendu tel quel).

A l’inverse, pas mal de gens des quartier défavorisés, des immigrés, des mal logés, des déclassés, ont voté au 1er tour pour Macron le banquier et voteront pour lui au second tour sans hésiter. Par conscience de classe ? Non, tout simplement parce qu’ils gobent, inconsciemment, les bobards de ceux qui leur ont martelé pendant des mois qu’ils pouvaient eux aussi faire partie des “winners” à la Macron.

Combien d’étudiants fauchés, de working poor à moins de 1000 euro par mois, ont voté Macron ? Les chiffres sont hallucinants et démontrent que la réalité est beaucoup plus complexe que cette analyse bâclée."

9- "Cette analyse me semble faussée car si la composante principale de cette élection avait été la lutte des classes, il y aurait un résultat franc pour deux classes opposées. On aurait un second tour entre Mélenchon et Macron, tous deux à 30%.

Or c’est tout l’inverse : on a grosso modo un quatuor qui se tient dans un mouchoir de poche.

En fait, il y a au moins trois oppositions à prendre en compte, et qui apparaissent plus ou moins suivant les candidats :

– libéral / étatiste
– souverainiste / mondialiste
– progressiste / conservateur

Il y a des gens, riches ou pauvres qui votent uniquement parce qu’un candidat est conservateur. D’autres qui choisissent le plus souverainiste, d’autres le plus libéral, etc. Ce discours ressort nettement dans les micro trottoirs, quand on ne choisit pas volontairement d’écouter que les plus caricaturaux “il est beau, jeune” qui n’illustrent que peu de votants.

La lutte des classes passe au second plan (d’ailleurs, le vote FN en est la preuve à lui seul car pas mal de pauvres votent FN).

Ceux qui, ici, traitent les électeurs de veaux ou d’idiots parce qu’ils n’ont pas voté pour “la bonne classe” n’ont simplement pas compris que les gens ne votent pas – tous – en raisonnant “classes”; et ne parlent donc pas le même langage qu’eux."

10- "Les éduqués supérieurs” sont très “forts”, car ils fonctionnent en réseau et trustent tous les fonctions stratégiques de la société, dont les médias de masse. Elément déterminant en période de campagne électorale et de bourrage de mou.

Et ça marche ! Les opérations dites “PsyOps” marchent. Voir la fabrication de toute pièce en quelques mois du candidat du système “Macron”, et la mise en branle hyper-médiatisée de son mouvement surgit du néant “En Marche”. Il faudrait plutôt dire “ça marche”, du feu de dieu !

Evidemment, tout cela ne permet pas à une démocratie vraiment authentique de s’épanouir.

Le suffrage est aujourd’hui dit universel, mais dans les faits les classes dominantes le rendent de facto “censitaire”, comme au XIXième siècle, mais d’une façon beaucoup, beaucoup plus subtile.

Macron, c’est Guizot, mais avec toutes les techniques et outils de manipulation modernes mis à sa disposition, pour manipuler la masse des sujets du système, qui sont d’autant plus facilement manipulables qu’ils sont mal informés et désorientés.

Guizot disait “Enrichissez vous !”, Macron dit aux jeunes “Aspirez à devenir milliardaires !”"

11- “La France de Marine Le Pen est la France qui souffre, celle qui s’inquiète. Elle s’inquiète de son avenir, de ses fins de mois, elle souffre de voir les patrons gagner autant d’argent, elle gronde face à l’incroyable arrogance de cette bourgeoisie qui lui donne des leçons d’humanisme et de progressisme du haut de ses 5000 euros par mois.”

Ah bon ? et comment on explique, les résultats en Seine-St-Denis: JLM=34% EM=24%, MLP=14% FF:13% ? ou dans la Creuse: EM=22,5% JLM=21% MLP=20% FF=17% ?

Ces départements ont peu voté Le Pen et pourtant ils ne me semblent pas remplis que d'"arrogants bourgeois donnant des leçons du haut de leur 5000 euros par mois". Cet article est au mieux simpliste, au pire, pro-FN."

12- "Le problème principal actuel est la financiarisation outrancière de l'économie (cf. 2008). Tant qu'on ne s'attaquera pas à cette financiarisation rien ne changera. Macron est le parangon de cette financiarisation. "Vendu" comme socialiste (sic), propulsé par Hollande et consorts (Attali, Rotschild, Hermand…), il se trouve à la tête d'un pseudo-parti fourre-tout. Macron est le symptôme de la peur ambiante. Réconfortant les marchés et les "cadres" (France Info le disait hier).

"C'est le scénario parfait dont le marché rêvait désespérément », a réagi le stratégiste Deutsche Bank, Sébastien Galy, spécialiste de macro-économie et des devises, auprès de l'agence Bloomberg." (La Tribune du 24 avril).

Désespérément…"

13- "Macron, c'est l'oligarchie encore plus ouvertement au pouvoir. C'est la destruction complète du système social français qui arrive à grand pas bien lourd.

De l'autre côté, Le Pen, que tout le monde conspue à longueur d'antenne. La candidate terreur qui permet de justifier la "non existence" d'alternative: à part, Macron, le fascisme…

– Si Macron passe. On se retrouve avec un système de destruction qu'il sera très dur de combattre même par la rue. Sous ses oripeaux de modernisme et de "liberté", il aura un pouvoir fou. La moindre protestation de la rue fera passer les opposants comme au choix : arriérés, fascistes, populistes, xénophobes."

Dans les régimes fascistes, néonazis ou les dictatures militaires le procédé est le même, ils les traitent de communistes, d'ennemis de la nation, de traîtres... Aujourd'hui ils se contentent de complotistes, de suppôt du terrorisme, etc. mais demain ?

Dossier Syrie

Le Trésor américain sanctionne 271 scientifiques syriens - Reuters

Les Etats-Unis ont annoncé lundi avoir mis sur liste noire 271 employés d'un centre de recherche syrien soupçonné de développer des armes chimiques, trois semaines après l'attaque chimique sur le village de Khan Cheikhoune en Syrie qui a fait près de 90 morts.

En vertu de ces sanctions, les banques américaines doivent geler les avoirs que posséderaient les personnes figurant sur la liste tandis que les sociétés américaines n'ont plus le droit d'être en relations d'affaires avec elles.

Les 271 scientifiques visés sont des personnes "hautement qualifiées" susceptibles de voyager hors de Syrie et d'utiliser le système financier international même s'ils n'ont pas de biens à l'étranger, ont précisé des responsables de l'administration américaine lors d'une téléconférence avec les journalistes.

"Ces sanctions de grande ampleur visent le centre du soutien scientifique à l'horrible attaque à l'arme chimique du dictateur syrien Bachar al Assad sur des civils innocents, hommes, femmes et enfants", a déclaré le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, selon le communiqué. Reuters 24.04

Syrie: Damas prêt à une trêve à Khan Cheikhoun pour une enquête AFP

Le régime syrien est prêt à instaurer un cessez-le-feu à Khan Cheikhoun, ville sous contrôle rebelle victime début avril d'une attaque chimique présumée, si des experts internationaux y sont envoyés pour enquêter, a annoncé lundi l'armée russe, alliée de Damas.

"La Syrie est prête à introduire un moratoire total sur les actions de ses forces armées, de son aviation et de son artillerie dans cette zone afin d'assurer la sécurité d'une mission d'experts à Khan Cheikhoun", dans la province d'Idleb (nord-ouest), a indiqué le ministère russe de la Défense dans un communiqué.

Le régime de Damas est prêt à prendre cette décision à la demande de la Russie, l'un de ses principaux alliés avec l'Iran, précise le communiqué.

"Nos collègues syriens ont également confirmé leur volonté d'assurer les conditions de sécurité nécessaires pour le travail d'une mission spéciale d'experts à l'aérodrome de Shayrat" utilisé par les forces gouvernementales et frappé en avril par des missiles américains, souligne le ministère russe.

La Russie et l'Iran ont demandé la semaine dernière à l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de mettre en place une nouvelle équipe chargée d'"établir si des armes chimiques ont été utilisées à Khan Cheikhoun et comment elles ont été livrées sur le site de l'incident présumé".

Mais cette initiative ne tenait pas compte de l'enquête de l'OIAC déjà en cours et a été rejetée par l'organisation.

Moscou et Téhéran demandaient également aux enquêteurs de se rendre sur la base aérienne de Shayrat, frappée par les Etats-Unis après l'attaque chimique présumée du 4 avril, pour "vérifier les allégations concernant le stockage d'armes chimiques" à cet endroit.

Lundi, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a dit espérer que "l'OIAC enverra finalement (...) ses spécialistes à Khan Cheikhoun et à l'aérodrome et que tout sera transparent", lors d'une conférence de presse avec son homologue européenne, Federica Mogherini. AFP 24.04

Quand de dangereux psychopathes nous gouvernent.

- Theresa May prête à effectuer une «frappe initiale préventive» nucléaire - sputniknews.com

Michael Fallon a déclaré que Theresa May, Premier ministre de Grande-Bretagne, était prête à utiliser l'arsenal nucléaire du pays, même si le Royaume-Uni n'était pas attaqué.

Le Royaume-Uni est prêt à effectuer une frappe nucléaire préventive, en cas de nécessité, informe le journal britannique The Independent, citant la déclaration du ministre de la Défense du pays, Michael Fallon.

En particulier, M. Fallon a noté que Theresa May, le Premier ministre britannique, était prête à lancer des missiles balistiques intercontinentaux Trident dans « les circonstances les plus extrêmes », même si le Royaume-Uni lui-même n'était pas ciblé par une attaque nucléaire. Toutefois, le ministre n'a pas précisé de quelles circonstances exactes il s'agissait.

Le commentaire du ministre était une réponse à l'appel du chef du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, « de créer un monde sans armes nucléaires », note le journal.

Le Trident II est un missile balistique à trois étages, destiné à être tiré depuis des sous-marins nucléaires. D'une portée de plus de 11 000 kilomètres, le missile est équipé de huit ogives nucléaires indépendantes. Lockheed Martin a commencé sa mise au point en 1977. Les premiers Trident II ont équipé les Marines américaine et britannique en 1990. sputniknews.com 25.04

Haut de page

Le 26 avril 2017

CAUSERIE

La causerie du jour figure plus loin, pour ceux qui ont déjà lu la première partie publiée ce matin très tôt. Cliquez ici pour y accéder.

Pondichéry, 4h53 du matin, pas de courant, impossible de dormir, trop chaud, alors je me suis levé et je vous propose un article sur Macron pour se détendre un peu après ce coup d'Etat de l'oligarchie. Je dois m'occuper de mes affaires aujourd'hui, donc je n'aurai peut-être pas le temps d'actualiser le portail.

Bonne journée à tous et gardez le moral.

Dites-vous bien que tout est une question de rigueur et de détermination, et que c'est ce qui a fait le plus défaut à nos dirigeants qui ont failli sur toute la ligne. Absolument aucun n'a été à la hauteur des tâches qu'il avait à accomplir depuis la mort de Trotsky. Soit ils étaient médiocres et mégalomanes, soit ils nous ont trahis délibérément ou les deux à la fois.

Au lieu de se prendre pour ce qu'on n'est pas, on ferait mieux de réfléchir ensemble ou collectivement pour élaborer une stratégie politique pour renverser l'oligarchie et le capitalisme qui prenne en compte tous les aspects de la société et du monde tels qu'ils sont et non tels qu'on voudrait qu'il soit ou qu'ils n'ont jamais été, erreur fatale et tragique.

On doit impérativement, immédiatement, modifier notre conception de la lutte des classes, non pas pour bazarder nos principes ou les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes, mais au contraire pour s'y tenir plus fermement que jamais, pas à la manière d'un dogmatique puisque c'est ce qui nous a conduit où nous en sommes, mais en les appliquant en tenant compte des importantes transformations qu'a connues la société au cours des dernières décennies en remontant à la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire avec la flexibilité nécessaire pour atteindre toutes les couches de la classe ouvrière et des classes moyennes.

Nous n'avons rien à rogner, rien à balancer du programme de la révolution socialiste, notre objectif demeure la prise du pouvoir politique et le moyen pour y parvenir le soulèvement révolutionnaire des masses, mais il nous faut adapter notre discours et notre comportement à l'état d'esprit des masses pour les pénétrer profondément afin d'élever leur niveau de conscience politique et les organiser, ce que nous n'avons jamais été foutus de faire jusqu'à présent.

Il faut abandonner les discours qui ne sont que de vulgaires exercices de propagande destinés uniquement à des militants, et qui n'apportent rien aux travailleurs qui ne les lisent même pas ou n'y comprennent rien, n'en retiennent rien manifestement, qui ne les intéressent pas, réservons-les plutôt à un usage théorique ou à la formation des militants et cadres. Notre discours doit être lisible et se concentrer sur les faits, il doit les informer, leur apporter ou leur apprendre quelque chose, ce que les médias censurent, en quelque sorte nous devons réinvestir le terrain que nous avons abandonné aux intellectuels qui s'expriment dans les médias dits alternatifs puisque dorénavant c'est uniquement là que nous trouvons les données essentielles qui nous permettent de nous informer et non dans les publications du mouvement ouvrier.

Et surtout, répétons-le, on doit partir de la société, des classes telles qu'elles sont, de l'état d'esprits des masses tel qu'il est dans sa diversité. Il faut en discuter avec les travailleurs, les décrire sous tous les angles, sinon les travailleurs ne comprendront pas de quoi on leur parle et où nous voulons en venir. Quand on écoute nos dirigeants et les militants qui reproduisent leurs discours on se demande de qui et de quoi ils parlent, on est choqué par le décalage qui existe entre leurs discours et la réalité, ils semblent totalement coupés des masses ou ils ne les connaissent pas, ils vivent dans une bulle déconnecté de la réalité que vivent les travailleurs tout en étant persuadés du contraire à les entendre, un tel aveuglement est stupéfiant. Oui, on en arrive à se demander pourquoi ils militent au juste et s'ils le savent eux-mêmes tellement ils sont à côté de la plaque, on a pu le vérifier une multitude de fois dans notre portail, je n'invente rien.

On ne demandera à personne de faire son autocritique ou de se livrer à un examen de conscience, on demandera à chacun de réfléchir aux questions que nous avons soulevées ainsi qu'à la voie que nous proposons pour atteindre notre objectif.

Nous devons nous maîtriser et ne pas céder à la rancoeur ou à l'invective, cela dit on ne fera pas l'économie de la polémique qui sera salutaire pour épurer nos cerveaux de toutes les théories foireuses qui les encombrent et les obscurcissent depuis si longtemps. Soyons modeste par dessus tout, ensuite il sera plus facile d'être honnête intellectuellement. Il faut se dire aussi que dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, nous allons devoir faire avec ce que nous avons pour parodier Trotsky, nous allons devoir faire d'importantes concessions, mais sans jamais renier nos principes, en conservant notre liberté d'expression, il vaut mieux le savoir pour éviter bien des incompréhension et des polémiques inutiles.

Il est 5h45, le jour se lève, le soleil est au rendez-vous et le combat continue...

La victoire volée du morveux de chez Rothschild par Bruno Guigue - 24 avril 2017

Lancé sur le marché comme une savonnette, le bébé Cadum de la finance s'installera à l'Elysée le 7 mai. Certes, Macron est vainqueur, mais il a emporté la mise au terme d'une campagne qui a pulvérisé les records de médiocrité et de partialité. Adoubé par le capital transnational, le morveux de chez Rothschild a gagné un match truqué. Si Macron a gagné dimanche, c'est parce que neuf milliardaires contrôlent la presse française, que Macron est leur candidat et que ces rapaces décident à notre place.

Durant la campagne, la fabrique du consentement a tourné à plein régime, elle a fait la "journée des trois 8" ! Des cajôleries de Bourdin aux mensonges du "Monde" en passant par la servilité des hétaïres sur le retour de Bfm/Tv, la caste journalistique a justifié ses émoluments en passant consciencieusement la serpillière pour le commis de l'oligarchie. Propulsé au firmament cathodique, le jeune banquier rompu au marketing a vendu son rêve de pacotille, proposant aux gogos, par exemple, de faire de la France une "start-up nation" où chaque Français pourrait monter sa "start-up".

Ce prestidigitateur se fait passer pour un candidat "progressiste", alors qu'il s'accommode de 85 milliards d'évasion fiscale tout en voulant sabrer le régime d'assurance-chômage pour faire des économies. Cet illusionniste de première bourre a même réussi à faire croire aux employés que grâce à sa potion magique ils deviendraient cadres et aux cadres qu'ils deviendraient patrons. Macron le sait. Quand on est un freluquet né avec une cuillère en argent dans la bouche, on ne mord pas la main qui vous nourrit.

Cet apôtre de l'ubérisation de l'économie et du détricotage du code du travail, cet apologiste du marché sans frontières et de la mondialisation capitaliste a gagné de justesse, le 23 avril, en se qualifiant pour le second tour. Mais s'il l'a emporté sur ses concurrents, c'est parce qu'il y avait promotion sur les ventilateurs ! Macron, c'est un courant d'air. Adepte de la pensée

magique, il sermonne comme un télévangéliste, fait des moulinets avec les bras et promet des lendemains qui chantent. Macron, c'est un symptôme, celui de la dépolitisation et de la déculturation d'une société laminée par le rouleau compresseur libéral, évidée par cette calamité qu'est l'euro et déstructurée par l'individualisme made in USA.

Jouant de sa belle gueule, le gigolo de la caste a investi l'espace médiatique pour y déverser sa bouillie pour les chats. Il a recyclé les vielles lunes libérales, et les médias lui ont servi la soupe en même temps qu'à un Front national ravi de jouer les épouvantails. N'oublions pas. Le repoussoir lepéniste, c'est le faire-valoir de Macron. Le second tour de l'élection présidentielle, le 7 mai, sera une coproduction Macron/Le Pen destinée à expédier le premier à l'Elysée en étouffant toute alternative sérieuse. Et le pire, c'est que cette supercherie a été orchestrée et exécutée aux yeux de tous, comme si c'était dans l'ordre des choses.

Le Don Juan des classes moyennes boboïsées, cependant, n'aura pas la tâche facile. Car on l'attend au tournant ! A supposer qu'il obtienne une majorité de bric et de broc aux élections législatives, il va se heurter à une opposition à trois têtes qui ne lui fera pas de cadeaux. Le FN, bien sûr, à qui un tel président garantit une rente tribunicienne. La droite, qui va refaire ses forces après le retrait de Fillon. Mais aussi, et surtout, une gauche qui a changé de visage. Quand le rimmel va dégouliner, la vacuité du programme finira par se voir. Le mariage de la carpe et du lapin va rapidement lasser les gourmets. Séducteur asexué, ce mouflet qui hurle pour jouer au dur risque de subir rapidement la panne fatidique.

Bruno GUIGUE

(Source : https://www.legrandsoir.info/la-victoire-volee-du-morveux-de-chez-rothschild.html)

La causerie du jour. Pondichéry, 16h15.

La guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses pour les conditionner ne devait avoir aucune influence ou conséquence politique parce que soi-disant cela n'avait aucun lien avec la lutte des classes, c'est ce qu'un sympathisant trotskyste du POID m'avait écrit en substance, les faits ont démontré le contraire.

Quand j'évoquais les institutions et les think tanks mis en place par l'oligarchie et ses idéologues auxquels participaient de nombreux dirigeants du PS et Macron, leur influence ou leur pouvoir susceptible de peser sur le cours des choses, j'ai eu le droit à la même réaction de mépris, j'étais un crétin influencé par d'obscures complotistes, cela c'est un autre ex-militant du courant communiste internationaliste qui me l'a suggéré, les faits m'ont encore donné raison et leur a donné tort comme pratiquement à chaque fois, mais ils n'en démordront pas, ils sont fossilisés, irrécupérables, toute discussion est une perte de temps avec de tels militants.

Pourquoi j'écris cela, pour que les militants ou les travailleurs sachent à qui ils ont à faire pour ne pas se faire manipuler, ensuite à eux de voir.

Qui peut justifier que l'on déserte le terrain de la guerre idéologique et psychologique au profit des idéologues de l'oligarchie et de leurs médias ? Absolument aucun argument ne peut le justifier, sauf à donner raison à ceux qui prétendent que les partis sont dépassés et qu'il faudrait s'en passer dans l'avenir, Macron en tête... qui ne pourra pas gouverner sans le soutien de plusieurs partis, dont le PS et LR, à moins que En Marche ! remplace le PS comme vient de le suggérer Valls, mais dans ce cas-là En Marche ! deviendra un parti.

Aussi longtemps que les classes existeront, les partis qui les représentent existeront et la lutte des classes également. Tout le reste est du baratin.

L'article qui suit et la déclaration de Valls est extraordinaire, il confirme ce que j'ai affirmé hier. J'en viens à penser très modestement je précise, que je suis plus près du terrain ou que j'incarne davantage la situation réelle que tous les dirigeants réunis dits de l'avant-garde. Je n'en reviens pas moi-même. Et le plus incroyable dans tout cela, c'est que pas un seul militant ne m'apporte son soutien, pas un seul, vous entendez.

- Valls décrète la fin du PS, veut rejoindre la majorité de Macron - Reuters

L'ex-Premier ministre socialiste Manuel Valls a décrété mardi soir la fin du PS né il y a 46 ans et invité ses partisans à participer à la future majorité d'Emmanuel Macron, favori des sondages pour l'élection présidentielle.

L'ancien candidat à la primaire de la gauche, qui avait réuni ses partisans à la Maison de la Chimie, à Paris, a estimé que "l'urgence (n'était) pas le PS, encore moins son unité", face au "danger du Front national" qui "n'est pas écarté".

"Tous nos repères viennent de voler en éclats", a déclaré Manuel Valls, selon des éléments de son discours obtenus par Reuters. "Les Français viennent de rejeter les vieilles étiquettes (...) La gauche partisane telle que nous l'avons connue n'existe plus. C'est la fin d'un cycle, celui d'Epinay (création du PS en 1971-NDLR). C'est la fin d'une histoire. Une page se tourne ; il faudra en réécrire

une autre."

Il a en revanche estimé que l'échec des partis de gouvernement traditionnels à régler les problèmes des Français avait créé ces dernières décennies "une immense bombe à retardement qui explose dans les urnes".

Pour l'ex-Premier ministre, il faut maintenant "permettre la réussite du quinquennat d'Emmanuel Macron" en écartant les "petites tactiques de bas étage qui voudraient qu'un Macron mal élu soit un ballon d'oxygène pour la gauche."

"Je veux parier sur la réussite d'Emmanuel Macron, pas sur son échec", a-t-il lancé. "Emmanuel Macron n'est pas un adversaire politique (...) Il a désormais la responsabilité de rassembler largement et de bâtir une majorité présidentielle, progressiste, forte et cohérente."

"Nous devons participer à cette majorité présidentielle et (...) à la majorité gouvernementale, à la majorité parlementaire qu'il faudra construire", a-t-il ajouté. "Oui il faudra soutenir un gouvernement qui, d'une manière ou d'une autre, sera un gouvernement d'union nationale d'entente républicaine avec des hommes et des femmes venant de gauche et de droite."

Il a averti ses partisans que cela aurait pour eux des conséquences et qu'ils devraient notamment revoir leurs alliances dans leurs territoires.

"On n'est pas là pour se dire, 'on quitte le PS, on va à En Marche ou pas'. Ce que nous souhaitons, et ce que souhaite Manuel Valls, c'est que la gauche de gouvernement soit présente dans le gouvernement d'Emmanuel Macron si il est élu", a dit Didier Guillaume, président du groupe socialiste au Sénat, à des journalistes.

Emmanuel Macron a pour sa part fixé des règles strictes pour l'octroi de l'investiture d'En Marche ! à d'éventuels candidats venus du PS ou des Républicains pour les législatives : l'adhésion à son projet et le renoncement à leur ancien parti pour adopter l'étiquette En Marche !. Reuters 25.04

Hier j'ai expliqué que la Ve République s'accommodera très bien de Macron parce qu'elle a toujours fonctionné sous la forme d'une union nationale déguisée, et le lendemain Valls affirme qu'il " faudra soutenir un gouvernement qui, d'une manière ou d'une autre, sera un gouvernement d'union nationale", vous ne pourrez pas dire que je me contente de commenter l'actualité, je la précède parfois, contrairement à nos dirigeants qui sont toujours à la traîne.

Encore un mot.

Pour ceux qui veulent sincèrement comprendre la situation et partir de la réalité. La gauche ne représente que 2%, les votes Poutou et Arthaud puisque c'étaient les seuls tout du moins oralement qui étaient en faveur de la liquidation du capitalisme et la rupture de l'UE...

Donc ne croyez surtout pas ceux qui avanceront que la gauche représenterait 20, 22, 25% ou plus de 50%, c'est une imposture basée sur une définition au rabais de la gauche, celle qui s'accommode du capitalisme et qui n'a rien de socialiste.

Un aveu. A qui devait profiter le crime ? Qui en a été l'instigateur ou l'a commandité ?

Selon le sondage Jour du Vote de l'Ifop pour Paris Match CNews et Sud Radio, la menace terroriste qui a ressurgi lors de la dernière semaine de la campagne a changé le vote de 4% des votants (Source : Cette France coupée en quatre au 1er tour est-elle le signe d'une abstention record pour le second? - huffingtonpost.fr 24.04)

Il fallait moins de 4% pour que Macron ou Le Pen ne figure pas au second tour.

Ils osent tout décidément. Cela vous étonne, alors vous n'êtes pas au bout de vos surprises.

Le plus extraordinaire, c'est que la totalité du mouvement ouvrier en est le complice par son silence.

Un autre aveu, c'était "notre candidat" : Emmanuel Hollande .

- Présidentielle : "Notre candidat était en tête", Ségolène Royal se félicite de la première place d'Emmanuel Macron - Franceinfo 25.04

Comment s'est réparti l'électorat (Source : id) ?

Emmanuel Hollande : la caution des urnes ou le candidat du PS.

Macron : 31% de CSP+, dont 36% de Cadres supérieurs, 19% de CSP- ; 45% des personnes qui ont voté pour lui ce dimanche avaient mis un bulletin Hollande dans l'urne au premier tour de la précédente élection présidentielle, 16% avaient voté Bayrou et 17% avaient voté pour Nicolas Sarkozy.

Mélenchon : Minoritaire.

Mélenchon : 25% de CSP-, 30% ayant un diplôme inférieur au baccalauréat.

Le Pen : La voie de garage de la majorité.

Le Pen : 13% de CSP+, 33% de CSP-, Plus de 50% de l'électorat de Marine Le Pen est composé de personnes appartenant aux catégories populaires. 45% ayant un diplôme inférieur au baccalauréat

Fillon : Le grand bourgeois.

Fillon : - de 10% des électeurs du candidat de droite sont des employés, et - de 4% sont des ouvriers. 50% de cet électorat est composé de diplômés du supérieur souvent détenteur d'un patrimoine important.

Macron et Le Pen incarnerait la lutte des classe pouvait-on lire avant-hier dans Le Figaro, alors que Macron et Le Pen représente les intérêts de la même classe sociale, celle des capitalistes. Ce n'était pas ce que voulait dire l'auteur de cet article, qui prétendra que Macron "le libéral" incarnerait la classe des exploiteurs et Le Pen "la souverainiste" incarnerait la classe ouvrière, laissant sous-entendre que Le Pen et Mélenchon mèneraient le même combat, amalgame dont Mélenchon porte la responsabilité, et l'auteur de cet article explique très bien pourquoi à sa manière, lorsqu'il relève qu'il a commis l'erreur d'avoir voulu élargir sa base électorale en refusant toutefois "d'aller jusqu'au bout de cette logique et d'embrasser la cause populiste et souverainiste", autrement dit de rompre avec l'UE.

En réfléchissant un peu on se dit que c'était mal poser une question, pire, qu'il s'agissait là d'une contrevérité, non pas que Mélenchon aurait envisagé sérieusement de rompre avec l'UE puisqu'il n'en a jamais eu réellement l'intention, mais bien plutôt qu'il s'y serait résolu et il aurait perdu de nombreux électeurs qui y étaient opposés, ce qu'il savait pertinemment et l'a convaincu de ne pas adopter cette position dans le cadre de sa campagne électorale, demeurant ainsi prisonnier de ses propres contradictions, parce que finalement il n'avait pas d'autre alternative pour tenter de rassembler suffisamment de voix pour figurer au second tour, finalement sa marge de manoeuvre était pratiquement nul et en empruntant le même registre que Hollande sur la renégociation des traités de l'UE, il se condamnait lui-même à l'avance à l'échec, car dès lors aucun électeur potentiel de Le Pen, Poutou ou Arthaud focalisé sur la question de l'UE ne voterait pour lui.

Macron et Le Pen incarnent bien la lutte de classe, celle de la classe dominante, aucun des deux candidats n'incarne la lutte de classe du prolétariat, qui se trouve ainsi sur le plan politique temporairement neutralisé, la question du pouvoir étant laissée à la discrétion de la classe des capitalistes parce que le mouvement ouvrier n'a pas été capable de la poser correctement. On pourrait rétorquer que dans le cadre de cette élection s'était impossible, certes, mais en dehors également parce qu'il n'y avait pas de pire confusion qu'avancer le gouvernement ouvrier et en même temps soutenir Hamon ou une candidature Hamon-Mélenchon qui était la négation du gouvernement ouvrier. A suivre.

Parole d'internaute.

1- "C'est quoi le fascisme, au départ ?

Des gens, qui se disaient de gauche, issus du parti socialiste italien et qui l'ont quitté. Et qui se sont mis à parler au peuple, mais pour mieux l'asservir, tout en se mettant finalement au service du grand capital.

Au vu de cet angle historique, qui pourrait-on qualifier de "fasciste", dans cette élection ?"

2- "Manuela Cadelli – "Le néolibéralisme est un fascisme"

http://www.les-crises.fr/le-neoliberalisme-est-un-fascisme-par-manuela-cadelli/"

3- "Le pouvoir fasciste type années 30, c'est un pouvoir qui suspend les droits fondamentaux de l'homme, et qui règne par la force brute sur toute la société.

Aujourd'hui le pouvoir n'est pas fasciste au sens des années 30, mais il n'est pas aussi démocratique qu'il se prétend, et malheureusement il conduit une politique de classe qui fait le lit de forces potentiellement fascistes au sens des années 30. "

4- "Le coup des ordonnances (et du 49.3,qui est du même tonneau) est évident : c'était un bon gros message, pas si subliminal que ça, adressé à ses "amis" de la finance et de l'oligarchie. Il faut bien rassurer ceux qui tirent vos ficelles de temps en temps. "

Un "pouvoir qui suspend les droits fondamentaux " des travailleurs est l'équivalent d'un pouvoir fasciste, non ?

5- "Par ailleurs Macron entend gouverner par ordonnances. Ce qui revient à dire qu'il n'a pas besoin du parlement pour imposer son programme.

Qui est adepte de la dictature?

Les bobos de gauche comme de droite qui se sentent au-dessus du peuple et s'en désolidarisent, se reconnaissent dans Macron. Ils sont d'accord pour imposer leur prédominance à un peuple qu'ils soupçonnent de populisme donc de fascisme. De ce fait ils s'aveuglent sur la dictature qui se met en place. Ils ont la fâcheuse tendance à croire que le bien est du côté de la finance dans laquelle ils se reconnaissent comme étant la liberté, la leur, mais pas celle du peuple.

Ils ignorent que ces mêmes financiers ne leur feront aucun cadeau en cas de nécessité.

Combien de ces bobos se sont retrouvés à la rue aux Etats-Unis pour sauver la finance?"

6- "Macron trouve que la condition des travailleurs n'est pas assez dégradée.

Ce qui n'empêche pas la CFDT d'appeler à voter Macron.

Quand on connaît ce "syndicat", c'est assez logique.

CFDT – Medef – FMI – UE, même combat !"

Le réformisme conduit au corporatisme qui s'accommode du fascisme, non ?

7- "Hélas, tous les syndicats (sauf FO) appellent à faire gagner Macron, CGT comprise."

Normal puisqu'ils sont tous corrompus, aucun n'appellera au boycott.

Ne vous faites pas de faux espoirs

- Présidentielle : pourquoi Emmanuel Macron ou Marine Le Pen ne pourront pas se réjouir au soir de leur élection - Franceinfo

Deux finalistes mais une France fragmentée. Quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle, dimanche 7 mai, sa tâche s'annonce extrêmement compliquée. C'est le constat d'une enquête d'opinion réalisée avant le premier tour, du 19 au 22 avril, pour "comprendre le vote des Français", par Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France, LCP, Public Sénat, RFI, France 24, Le Point et Le Monde*.

Que ce soit Emmanuel Macron ou Marine Le Pen qui accède à l'Elysée, leur chemin paraît semé d'embûches. Personnalités et programmes jugés inquiétants, pessimisme des Français, fragmentation et hostilité des électorats...

Quel que soit le prochain locataire de l'Elysée, il peut déjà faire une croix sur un quelconque état de grâce. "Traditionnellement, le chef de l'Etat nouvellement élu bénéficiait d'une bienveillance relative à l'égard de son action et de sa personnalité. Même si l'on était contre le candidat élu, on lui laissait sa chance pour une sorte de période d'adaptation", pointe Stéphane Zumsteeg.

Avec 24,01% des voix pour Emmanuel Macron et 21,30% pour Marine Le Pen, un constat s'imposera pour le futur vainqueur de la présidentielle : "La défiance est majoritaire dans une logique de premier tour où une immense majorité des Français n'a pas voté pour Emmanuel Macron ou pour Marine Le Pen", assure Stéphane Zumsteeg.

En dehors des électeurs d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen, ceux de Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon et de François Fillon se montrent donc majoritairement défiants vis-à-vis des finalistes du second tour. "L'électorat qui a voté pour Benoît Hamon ou Jean-Luc Mélenchon peut voter Emmanuel Macron au second tour pour faire barrage au Front national. Mais ce vote ne sera pas un vote d'adhésion et n'entraînera aucune bienveillance en cas d'élection", note Stéphane Zumsteeg. Même chose pour ceux de François Fillon qui souhaiteraient s'opposer à Marine Le Pen : "Ils redoutent que le candidat d'En marche ! soit l'héritier de François Hollande." Franceinfo 26.04

La "défiance" ne remplace pas un parti ouvrier révolutionnaire et son programme qui n'existe pas, si cela peut les rassurer. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais j'ai comme l'impression que Macron en aura absolument rien à foutre que les travailleurs fassent preuve ou non de "bienveillance" à son égard, j'ai même cru comprendre qu'ils les haïssaient profondément.

C'est oublié que Hollande a gouverné pendant 5 ans, alors que lors des législatives le PS n'avaient obtenu que 25% des suffrages et était malgré tout parvenu à constituer une majorité relativement stable à l'Assemblée nationale.

L'indécision et son refus d'affronter directement le régime qui caractérise Mélenchon feront le reste.

Cela dit sur une ligne politique de rupture avec le régime, il est possible de construire le parti, encore faut-il en avoir la volonté. Observant qu'aucun parti n'appelle clairement au boycott du second tour, il faut en déduire qu'aucun parti n'en a la volonté.

Etats-Unis. Tout pour les riches ! L'oligarchie est destinée uniquement à augmenter la fortune des riches, sinon à quoi bon.

- Trump veut drastiquement baisser l'impôt des sociétés - Reuters

Le président américain Donald Trump entend fortement réduire le taux d'imposition des entreprises et proposer un important rabais fiscal aux multinationales qui rapatrient aux Etats-Unis des bénéfices réalisés à l'étranger, ont dit mardi des responsables.

Avec les promesses de dérégulation dans nombre de secteurs et de grands travaux d'infrastructures, celle d'un allègement de la fiscalité a largement contribué à la forte hausse de Wall Street observée depuis la victoire de Donald Trump.

La réforme fiscale que présentera vraisemblablement le secrétaire au Trésor Steve Mnuchin ce mercredi ne contiendra cependant que des grands principes et ne devrait donc pas être la refonte complète du code des impôts espérée par certains.

"On continue de travailler sur ce projet", a dit à des journalistes un responsable de la Maison blanche.

Parmi les mesures retenues figure celle de faire passer de 39,6% à 15% le taux maximal d'imposition des petites et moyennes entreprises ainsi que des sociétés individuelles, a dit un autre responsable.

Le taux d'imposition maximal des plus grandes entreprises, actuellement de 35%, sera également ramené à 15%, selon le projet de réforme fiscale, qui prévoit également de faire passer de 35% à 10% le taux d'imposition des bénéfices réalisés à l'étranger par les multinationales et rapatriés aux Etats-Unis. Reuters 25.04

Venezuela. Quand une ONG se fait le porte-parole de l'impérialisme américain

- Venezuela : la "chasse aux sorcières" s'intensifie, "la situation des droits humains est dramatique" - Franceinfo

Amnesty International publie mercredi un rapport accablant à l'encontre du gouvernement du président de la Bolivie, Nicolas Maduro. L'ONG dénonce une "chasse aux sorcières" contre les manifestants, arrêtés et emprisonnés. (Maduro président de la Bolivie ! Oui, on sait que vous en avez après tous les Etats après lesquels en ont et que vous êtes une officine de la CIA. - LVOG)

L'ONG de défense des droits humains Amnesty International a publié mercredi 26 avril un rapport dénonçant l'utilisation "illégale" du système judiciaire par les autorités vénézuéliennes "pour intensifier les persécutions et les sanctions à l'égard de ceux qui ne partagent pas leurs opinions".

Dans le pays d'Amérique du sud, "la dissidence est interdite" assure Erika Guevara-Rosas, la directrice du programme Amériques à Amnesty International. Elle a ajouté que les autorités n'ont "aucune limite" quand il s'agit de "punir ceux qui expriment un point de vue différent de la position officielle".

Le rapport détaille les "actions illégales commises par les autorités" pour réprimer la liberté d'expression et donne des exemples : des militants non violents sont arrêtés pour des infractions contre la patrie, des recours injustifiés à la détention provisoire sont lancés et des campagnes de diffamation dans les médias sont menées contre des membres de l'opposition.

Amnesty International cite notamment l'arrestation, le 11 janvier 2017, du député de l'opposition Gibert Caro, d'une militante du parti d'opposition Voluntad Popular (Volonté populaire) Steicy Escalona, et de deux membres de sa famille par les agents du service bolivarien de renseignement. Devant les médias, le vice-président de la République avait affirmé qu'une arme à feu et des explosifs leur avaient été "confisqués".

Le député s'est également vu accusé d'"activités terroristes". Il est en prison depuis le mois de mars, mais n'a toujours pas été présenté à un juge. Steicy Escalona a été quant à elle déférée devant un tribunal militaire et inculpée de vol de biens militaires et de rébellion. Selon l'ONG, ils représentent la manière dont les autorités s'y prennent pour "réduire l'opposition au silence, à l'heure où les manifestations se multiplient dans le pays".

Autre exemple donné par Amnesty International : le cas d'Yon Goicochea, leader étudiant et dirigeant actuel de Voluntad Popular. Il a été arrêté en août dernier pour port d'explosifs, et se trouve depuis maintenu en détention, au secret, jusqu'au 1er septembre. Une décision de justice datant du 20 octobre 2017 reconnaît pourtant que "toutes les conditions requises pour sa libération sont réunies". "La situation des droits humains dans ce pays est dramatique" a déclaré Erika Guevara-Rosas.

Dans la plupart des cas, insiste le rapport, "les accusés sont poursuivis pour des infractions graves telles que trahison de la patrie, terrorisme ou vol de biens militaires, ou rébellion", des qualifications qui "permettent de recourir à la détention provisoire même lorsqu'il n'existe pas suffisamment de preuves recevables pour étayer les charges".

Ces infractions relèvent de "juridictions spéciales", "rarement impartiales" et qui ne devrait pas "juger des civils". Amnesty International a également recueilli des informations sur le cas de détenus dont les contacts avec leurs familles ou avocats sont restreints, "des actes de tortures et d'autres mauvais traitements" conclut le rapport. Franceinfo 25.04

On retrouve les mêmes ingédients qu'en Ukraine que cautionne cette saloperie d'ONG.

L'oligarchie anglo-saxonne-sioniste est organiquement liée à l'Etat juif, et le sionisme est indissociable du néolibéralisme.

- Pas d'excuses de Londres pour la déclaration Balfour - Reuters

Les dirigeants palestiniens ont fait savoir mardi que le Royaume-Uni avait rejeté leur demande d'excuses pour la déclaration Balfour de 1917, qui a contribué à la création de l'Etat d'Israël, et ont annoncé leur intention d'aller en justice.

Dans un discours à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas avait demandé que des excuses soient présentées pour cette déclaration, qui est en fait une lettre du secrétaire au Foreign Office de l'époque, Arthur Balfour, datée du 2 novembre 1917.

Mais la Première ministre britannique Theresa May a prévu d'organiser une commémoration du centenaire de la déclaration. Elle a invité son homologue israélien Benjamin Netanyahu à participer à l'événement en novembre prochain. D'autres commémorations sont prévues en Israël dans le courant de l'année.

"La réponse est arrivée dans une lettre écrite au ministère (palestinien) des Affaires étrangères disant que les excuses étaient refusées", a déclaré à la station de radio la Voix de la Palestine Manuel Hassassian, le diplomate représentant l'Autorité palestinienne au Royaume-Uni.

Dans sa déclaration, le 2 novembre 2017, le secrétaire au Foreign Office Lord Balfour écrivait à Lord Lionel Walter Rothschild (1868-1937), un haut représentant de la communauté juive britannique, alors que la Palestine était sous mandat britannique :

"Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays." (Les sionistes chasseront de leurs terres les "collectivités non juives existant en Palestine", les massacreront ou les conduiront à l'exil avec la bénédiction de sa grâcieuse majesté et l'ONU. - LVOG)

Les Palestiniens ont longtemps condamné ce document comme étant une promesse du Royaume-Uni de remettre des terres qu'il ne possédait pas. (Un siècle plus tôt, c'était les banquiers juifs dont les Rothschild qui détenaient la Banque d'Angleterre et allaient créer la Fed, qui avaient financé la guerre de la couronne britannique contre la France et lui avait permis d'emporter la victoire, elle avait donc une dette envers eux et ne pouvait rien leur refuser. - LVOG) Israël a déclaré son indépendance en 1948, à la fin du mandat britannique et après le vote par les Nations unies d'un plan de partage de la Palestine, rejeté par les représentants palestiniens, qui partageait la région entre un Etat arabe et un Etat juif. Israël s'est emparé de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est au terme de la guerre des Six-Jours en 1967, territoires revendiqués par les Palestiniens pour y établir un Etat indépendant. Reuters 25.04

Le rejeton de Rothschild Macron devrait être invité...

Avis à ceux (dont Mélenchon) qui en appellent à l'ONU pour régler la question palestinienne, apparemment ils ont oublié que l'ONU avait cautionné la confiscation de la Palestine par les sionistes...

Ils osent tout

- En Arabie Saoudite, «déradicaliser par le salafisme» - Liberation.fr

Dans le royaume wahhabite qui a vu la naissance d'Oussama ben Laden et d'Al-Qaeda, les autorités ne lésinent pas sur les moyens mis à disposition pour en finir avec l'extrémisme islamiste. Et c'est à travers l'étude de la charia que les intervenants reconvertissent avec succès les jihadistes repentis... Liberation.fr

Quand on sait que le wahhabisme est l'idéologie ou la référence des barbares d'Al-Qaïda et de Daesh, il y a de quoi féliciter les autorités saoudiennes...

Allez Drahi : Vive la charia et le royaume d'Arabie Saoudite !

Haut de page

Le 27 avril 2017

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de terminer la causerie du jour, elle sera mise en ligne demain matin.

Le portail de Michel Collon (Investig'Action) a été attaqué et est indisponible (http://www.michelcollon.info ou http://www.investigaction.net). Je l'ai appris par un courriel que j'ai reçu. Je l'ai contacté ensuite pour lui exprimer ma solidarité totale, et en retour il m'a adressé un article sur Macron que j'ai mis en ligne (2017, le coup d'Etat), à lire absolument et à faire circuler. Pour être honnête, je n'ai pas eu le temps de le lire en entier.

Il fait plus de 40°C à l'ombre et je suis littéralement épuisé, je ne tiens plus debout, car en plus du portail je suis accablé par les tâches ménagères, un très mauvais et court sommeil chaque nuit, et c'est la même chose chaque été depuis 21 ans, sauf que là j'ai vieilli. Je continue de m'activer comme si j'avais encore 20 ans, mais la mécanique ne suit plus manifestement.

Je suis consterné par ce qui se passe en France et la réaction des partis ouvriers, bien que je m'y attendais, ne parlons pas des syndicats qui sont en dessous de tout, tous appellent à voter pour le candidat de l'oligarchie sauf FO, mais Mailly a fait mieux si je puis dire, il s'est félicité de la rencontre entre les syndicats de Whirlpool avec Macron qui aurait "respecté la démocratie représentative" (Source : AFP 26.04), alors qu'il s'apprête à liquider ce qui reste de nos droits et du Code du travail. Et après le POI et le POID osera encore affirmer qu'il existe en France des syndicats indépendants, quelle mystification, quelle ignoble tromperie !

Le pire est encore à venir assurément, dans des proportions dont vous n'avez pas idée. Si les militants qui se battent quotidiennement au côté des travailleurs pour défendre leurs droits méritent le respect et notre soutien, leurs dirigeants ne méritent que mépris et qu'on les expulse du mouvement ouvrier.

Haut de page

Le 28 avril 2017

CAUSERIE

J'imagine très bien qu'il est "devenu embarrassant d'être un Américain", comme il est tout aussi embarrassant de décliner sa nationalité française quand on vit en Inde ou ailleurs, on doit s'empresser de préciser qu'on n'a absolument rien à voir avec la politique mise en oeuvre par le gouvernement ou qu'on y est farouchement opposé.

On peut aussi trouver embrrassant d'appartenir au mouvement ouvrier quand on observe son degré de pourriture, là aussi il faut préciser nos réelles ou sincères intentions.

Si on ne doit jamais se faire passer pour ce qu'on n'est pas, on doit éviter de faire en sorte qu'on nous prenne également pour ce

que nous ne sommes pas.

Vous estimerez peut-être que c'est désuet ou inutile, certes, c'est juste une question de principe ou de dignité, ce qui apparemment fait le plus défaut aux militants. Et puis, merde, on a quand même encore le droit d'affirmer nos convictions ou de nous en tenir à notre idéal !

Voyez-vous, l'heure des comptes ou de la clarification politique a sonné et je trouve cela très bien, je regrette juste une chose, c'est que cela intervienne si tard, les uns et les autres auront tout fait pour retarder ce moment qui voit tomber tous les masques des imposteurs. Certains assument, d'autres sont tétanisés, on va faire en sorte de les achever, c'est le meilleur service qu'on peut rendre à notre classe et au mouvement ouvrier, aux militants.

Leur modèle, leur maître, leur conception du monde, leur idéal.

- USA. Un gouvernement d'imbéciles et de criminels de guerre par Dr. Paul Craig Roberts - Mondialisation.ca, 25 avril 2017

Extrait - C'est devenu embarrassant d'être un Américain. Notre pays a connu successivement quatre présidents criminels de guerre. Clinton a lancé deux fois des attaques militaires contre la Serbie, ordonnant deux fois à l'OTAN de bombarder la Yougoslavie, en 1995 et en 1999, ce qui constitue deux crimes de guerre pour Bill. George W. Bush a envahi l'Afghanistan et l'Irak et attaqué des provinces du Pakistan et du Yémen depuis les airs. Cela correspond à quatre crimes de guerre pour Bush. Obama a utilisé l'OTAN pour détruire la Libye et a envoyé des mercenaires pour détruire la Syrie, commettant ainsi deux crimes de guerre. Trump a attaqué la Syrie avec des forces étasuniennes, devenant ainsi un criminel de guerre, dès le début de son mandat.

Dans la mesure où les Nations unies ont participé à ces crimes de guerre, de même que les vassaux européens, canadiens et australiens de Washington, tous sont coupables de crimes de guerre. Peut-être l'ONU elle-même devrait-elle comparaître devant le Tribunal des crimes de guerre, en même temps que l'Union européenne, les États-Unis, l'Australie et le Canada.

Un record. La civilisation occidentale, si c'est une civilisation, est la plus grande fauteuse de crimes de guerre dans l'Histoire humaine. Mondialisation.ca, 25 avril 2017

Et monsieur Paul Craig Roberts n'est pas vraiment un gauchiste ou un socialisme, il avait fait partie du gouvernement ou des conseillers de Ronald Reagan !

- Le néolibéralisme est un fascisme, par Manuela Cadelli - lesoir.be 03.03.2016

Grille de lecture.

Cet article a fait l'objet d'une nouvelle publication dans le blog Les-crises.fr hier.

Cet article comporte trois parties.

La première qui est la plus longue dresse un constat qui permet de cerner la nature fascisante du néolibéralisme.

La seconde très brève tend à associer les citoyens à cette dérive de la société par leur passivité envers la remise en cause de leurs valeurs ou droits par le néolibéralisme.

Enfin dans la troisième un peu plus longue que la précédente, l'auteur dresse la liste des moyens avec lesquels selon elle les citoyens peuvent réagir ou résister au rouleau compresseur du néolibéralisme sans retenir ni les syndicats ni les partis ouvriers, donc en écartant le mouvement ouvrier, en privilégiant les réseaux sociaux.

Or, les réseaux sociaux sont justement les instruments dont se servent les néolibéraux pour décrédibiliser le mouvement ouvrier afin d'amplifier sa dislocation en instrumentalisant des masses anonymes qui vont servir leur stratégie de différentes manières, soit en les manipulant en les orientant vers un objectif qu'ils leur auront indiqué histoire de pouvoir le légitimer, soit en les dressant contre le mouvement ouvrier, ses représentants, éventuellement un chef d'Etat ou de gouvernement disons progressiste ou qui refuse de s'aligner sur Washington ou Bruxelles, procédé qu'utilisent habituellement les fascistes.

Cela dit, il faut préciser que si les réseaux sociaux ont été créés et sont détenus par les oligarques qui trônent à Wall Street ce n'était certainement pas pour qu'ils servent des intérêts opposés à ceux de l'oligarchie, c'est l'évidence même, mais bien plutôt pour les servir. Que chacun se soit engoufré dedans sans même se donner la peine de réfléchir un instant à leur nature et à leurs fonctions ou encore à leurs conséquences ou à leur portée donne une idée assez précise du degré d'inconscience politique qui prédomine au sein de la population et du mouvement ouvrier.

On a déjà évoqué cette question à plusieurs reprises dans nos causeries sans avoir épuisé ce sujet, aussi pourrait-on ajouter que ces mal nommés réseaux sociaux ont en vérité une fonction profondément antisociale, antidémocratique contrairement aux apparences. Comment cela, comment ou pourquoi ? Parce qu'ils flattent l'individualisme, favorisent la mégalomanie, ils accompagnent en quelque sorte l'atomisation des individus dans la société en attribuant à ce processus des vertus ou en le parant de pouvoirs qu'ils ne maîtrisent pas ou qui leur sont étrangers, en réalité qui n'existent pas, pire, car il contribue ainsi à développer chez eux des rapports entre eux et le monde extérieur totalement faussés, qui se traduira par une tendance affirmée à la schizophrénie, voilà pour l'aspect psychologique, psychanalytique ou mental.

Sur les réseaux sociaux, les travailleurs s'expriment à titre individuel face à un écran, ils interviennent sur ce plan-là et non en tant que membre d'une classe, et ils vont participer à une opération qui va se situer sur un plan général, qui comme chacun sait se confond de préférence ou en général avec les intérêts de la classe dominante, dont chacun de ses membres a parfaitement conscience d'appartenir à une classe sociale distincte des autres contrairement aux travailleurs.

Prenons un exemple récent. Un appel est lancé à se mobiliser contre la corruption de "la classe politique" ou des élus. A ce stade on peut estimer que cet appel est légitime s'il est destiné à dénoncer la corruption de tous les élus concernés. Mais là où cela va se gâter, c'est que cet appel est lancé au moment même où un élu en particulier est accusé de corruption et se trouve dans le colimateur de la justice et harceler par les médias, et cela en pleine campagne électorale présidentielle, c'est donc lui que cet appel visera principalement, de sorte que la mobilisation de ceux qui répondront à cet appel sera détournée à leur insu de son objet, à seule fin de cautionner une machination qui a été fomentée contre cet élu en particulier. Les personnes qui auront répondu à cet appel ignoreront à quel usage il était destiné ou les véritables intentions de ceux qui en étaient à l'origine, elles seront ainsi manipulés.

Sur le plan politique ces réseaux sociaux et la manipulation dont ils font l'objet, ont été célébrés et décrits comme étant des instruments favorisant l'épanouissement de la démocratie, mais là encore la réalité est tout autre quand on se penche sérieusement sur ce sujet. En réalité, ils constituent un puissant antidote à l'auto-organisation des masses sur des bases politiques conformes aux besoins des travailleurs, ils en sont la négation pour que justement ils ne soient pas tentés de se structurer autour ou avec un ou des partis ouvriers pour organiser leur résistance face au régime et le combattre dans une perspective ou un objectif politique précis. C'est ainsi que tous les appels qui ont circulé sur les réseaux sociaux et qui ont regroupé des milliers de travailleurs ou jeunes ont précédé des actions ou ont donné lieu à des rassemblements ou encore ont été le point de départ de manifestations importantes dans différents pays plus qu'en France, qui soit ne comportaient aucune direction structurée, aucune orientation précise ou aucun objectif politique, qui allaient se traduire par l'adoption d'aucune tâche politique susceptible de lier entre elles les personnes qui y avaient participé de sorte que ces rassemblements étaient voués à disparaître ou à s'éteindre aussi spontanément qu'ils avaient vu le jour sans laisser la moindre trace, sans que leurs participants ne puissent en tirer un quelconque bénéfice ou le moindre enseignement pour la suite, leur laissant un goût amer, l'illusion du spontanéisme de masse se terminant par une profonde démoralisation ou dans la solitude, retournant à leur point de départ puisque tel était leur état lorsqu'ils ont rejoint ces réseaux sociaux dont ils avaient espéré beaucoup inconsciemment et qui finalement ne leur aura rien rapporté. Dans ce cas ces appels servent de soupape au régime, pour atténuer la pression qui pèse sur lui en endiguant la contestation ou la faire refluer, la briser contre un mur, histoire de lui faire comprendre que toute résistance ou mobilisation est finalement inutile, l'élection de Macron l'illustre parfaitement si besoin était.

Ces appels peuvent également avoir été conçus dans un objectif politique précis, briser une candidature, soutenir un président en difficulté ou au contraire entraîner sa chute, légitimer une mesure réactionnaire rejetée par la majorité de la population. Ces appels sont lancés par des porte-parole du néolibéralisme présentés de gauche, chaque fois se trouve derrière ou à l'origine des think tanks néoconservateurs, des ONG financées par des oligarques sans que les personnes qui vont y participer le sachent ou en aient conscience, le but est de les instrumentaliser, de s'en servir comme bouclier contre les opposants au régime ou au gouvernement, et évidemment une fois leur objectif atteint ou la fonction de ces appels épuisée, ceux qui en étaient à l'initiative se retireront ou disparaîtront et ce mouvement sorti de nulle part s'interropera net, laissant ses participants complètement désemparés, abrutis, parce qu'ils n'auront rien compris à l'expérience qu'ils venaient de vivre.

On nous rétorquera que ces appels peuvent faire l'objet de débordements ou que les masses peuvent s'en saisir pour leur donner un autre contenu ou une autre orientation que celui ou celle pour lesquels ils avaient été conçus. Certes, on a pu le voir en Tunisie et en Egypte par exemple, mais sans direction politique appropriée et sans parti pour les organiser et les guider, ils se sont tous terminés de la même manière, c'est-à-dire conformément aux objectifs que s'étaient fixés leurs véritables instigateurs, sans que le peuple n'en tire aucun profit, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

La réaction en se présentant telle quelle ou en affichant ses véritables intentions n'est pas en mesure de mobiliser les masses, elle se sert donc de cet instrument en se présentant sous un faux masque pour mobiliser les troupes qui feront à sa place la sale besogne qu'elle ne peut pas faire elle-même. Le même procédé est employé quand elle recourt à des "rebelles modérés" qui peuvent être au départ de simples citoyens vulnérables et mécontents de leur condition, ce qui est facile à trouver dans n'importe quel pays du monde, et qu'elle dresse contre le gouvernement en place ou le chef de l'Etat, en Syrie par exemple. C'est ce procédé qu'elle a utilisé dans toutes les révolutions dites colorées ou le "printemps arabe", en instrumentalisant les peuples pour parvenir à ses fins et dont ces pleuples n'avaient eu nullement connaissance évidemment. Bref, c'est le même procédé auquel elle recourt dans toutes les guerres en envoyant le peuple au casse-pipe ou à la boucherie.

Faut-il ou non condamner les réseaux sociaux ?

Tout dépend en dernier ressort du contexte politique, des rapports réels entre les classes. Rien ne dit en effet qu'un jour un tel appel ne puisse pas servir notre cause, mais nous n'en sommes pas là, apparemment, vous venez le constatez si nécessaire à l'occasion de l'élection présidentielle. Ceux qui avaient investi les réseaux sociaux en pensant que cela contrebalancerait la censure des médias ou le mauvais traitement qu'ils accordaient à Mélenchon par exemple, devront en conclure que cela n'aura servi à rien, car les réseaux sociaux ne remplacent pas l'organisation des masses sur une base de classe, le parti, voilà l'enseignement que l'on peut tirer de cette expérience.

Vous aurez constaté que si je boycotte les réseaux sociaux, j'ai mis un lien vers la page Facebook du POID qui fournit des informations sur les mouvements sociaux en cours. C'est logique, je ne participe pas à une opération destinée à accompagner et favoriser l'atomisation de la classe ouvrière (et ses droits), et je favorise la prise de conscience qu'elle peut agir collectivement sur son propre terrain de classe. Vous avez saisi la distinction, n'est-ce pas ? C'est cela aussi être ferme ou intransigeant sur ses principes et flexible sur leur application.

L'incompréhension des origines économiques du néolibéralisme qui est le produit du développement et de la crise, de l'effondrement du capitalisme, conduit infailliblement dans une impasse politique ou aux pires confusions, nous en avons ici l'illustration si nécessaire.

Extraits.

Manuela Cadelli - Le libéralisme était une doctrine déduite de la philosophie des Lumières, à la fois politique et économique, qui visait à imposer à l'Etat la distance nécessaire au respect des libertés et à l'avènement des émancipations démocratiques. Il a été le moteur de l'avènement et des progrès des démocraties occidentales.

Le néolibéralisme est cet économisme total qui frappe chaque sphère de nos sociétés et chaque instant de notre époque. C'est un extrémisme.

Le fascisme se définit comme l'assujettissement de toutes les composantes de l'État à une idéologie totalitaire et nihiliste.

Je prétends que le néolibéralisme est un fascisme car l'économie a proprement assujetti les gouvernements des pays démocratiques mais aussi chaque parcelle de notre réflexion. L'État est maintenant au service de l'économie et de la finance qui le traitent en subordonné et lui commandent jusqu'à la mise en péril du bien commun.

L'austérité voulue par les milieux financiers est devenue une valeur supérieure qui remplace la politique. Faire des économies évite la poursuite de tout autre objectif public. Le principe de l'orthodoxie budgétaire va jusqu'à prétendre s'inscrire dans la Constitution des Etats. La notion de service public est ridiculisée.

Le nihilisme qui s'en déduit a permis de congédier l'universalisme et les valeurs humanistes les plus évidentes : solidarité, fraternité, intégration et respect de tous et des différences. Même la théorie économique classique n'y trouve plus son compte : le travail était auparavant un élément de la demande, et les travailleurs étaient respectés dans cette mesure ; la finance internationale en a fait une simple variable d'ajustement.

Déformation du réel

Tout totalitarisme est d'abord un dévoiement du langage et comme dans le roman de Georges Orwell, le néolibéralisme a sa novlangue et ses éléments de communication qui permettent de déformer le réel. Ainsi, toute coupe budgétaire relève-t-elle actuellement de la modernisation des secteurs touchés.

Les plus démunis ne se voient plus rembourser certains soins de santé et renoncent à consulter un dentiste ? C'est que la modernisation de la sécurité sociale est en marche. (...)

Culte de l'évaluation

Le darwinisme social domine et assigne à tous et à chacun les plus strictes prescriptions de performance : faiblir c'est faillir. Nos fondements culturels sont renversés : tout postulat humaniste est disqualifié ou démonétisé car le néolibéralisme a le monopole de la rationalité et du réalisme. Margaret Thatcher l'a indiqué en 1985 : « There is no alternative ». Tout le reste n'est qu'utopie, déraison et régression. Les vertus du débat et de la conflictualité sont discréditées puisque l'histoire est régie par une nécessité.

Cette sous-culture recèle une menace existentielle qui lui est propre : l'absence de performance condamne à la disparition et dans

le même temps, chacun est inculpé d'inefficacité et contraint de se justifier de tout. La confiance est rompue. L'évaluation règne en maître, et avec elle la bureaucratie qui impose la définition et la recherche de pléthore d'objectifs et d'indicateurs auxquels il convient de se conformer. La créativité et l'esprit critique sont étouffés par la gestion. Et chacun de battre sa coulpe sur les gaspillages et les inerties dont il est coupable.

La Justice négligée

L'idéologie néolibérale engendre une normativité qui concurrence les lois du parlement. La puissance démocratique du droit est donc compromise. Dans la concrétisation qu'ils représentent des libertés et des émancipations, et l'empêchement des abus qu'ils imposent, le droit et la procédure sont désormais des obstacles.

De même le pouvoir judiciaire susceptible de contrarier les dominants doit-il être maté. La justice belge est d'ailleurs sous-financée ; en 2015, elle était la dernière d'un classement européen qui inclut tous les états situés entre l'Atlantique et l'Oural. En deux ans, le gouvernement a réussi à lui ôter l'indépendance que la Constitution lui avait conférée dans l'intérêt du citoyen afin qu'elle joue ce rôle de contre-pouvoir qu'il attend d'elle. Le projet est manifestement celui-là : qu'il n'y ait plus de justice en Belgique.

Une caste au-dessus du lot

La classe dominante ne s'administre pourtant pas la même potion qu'elle prescrit aux citoyens ordinaires car austérité bien ordonnée commence par les autres. (...)

Malgré la crise de 2008, et les incantations éthiques qui ont suivi, rien ne s'est passé pour policer les milieux financiers et les soumettre aux exigences du bien commun. Qui a payé ? Les gens ordinaires, vous et moi.

Et pendant que l'État belge consentait sur dix ans des cadeaux fiscaux de 7 milliards aux multinationales, le justiciable a vu l'accès à la justice surtaxé (augmentation des droits de greffe, taxation à 21 % des honoraires d'avocat). Désormais pour obtenir réparation, les victimes d'injustice doivent être riches. Ceci dans un Etat où le nombre de mandataires publics défie tous les standards mondiaux. Dans ce secteur particulier, pas d'évaluation ni d'études de coût rapportée aux bénéfices. Un exemple : plus de trente ans après le fédéralisme, l'institution provinciale survit sans que personne ne puisse dire à quoi elle sert. La rationalisation et l'idéologie gestionnaire se sont fort opportunément arrêtées aux portes du monde politique.

Idéal sécuritaire

Le terrorisme, cet autre nihilisme qui révèle nos faiblesses et notre couardise dans l'affirmation de nos valeurs, est susceptible d'aggraver le processus en permettant bientôt de justifier toutes les atteintes aux libertés, à la contestation, de se passer des juges qualifiés inefficaces, et de diminuer encore la protection sociale des plus démunis, sacrifiée à cet « idéal » de sécurité.

Le salut dans l'engagement

Ce contexte menace sans aucun doute les fondements de nos démocraties mais pour autant condamne-t-il au désespoir et au découragement ? lesoir.be 03.03.2016

L'auteur de cet article est une magistrate, elle appartient aux classes moyennes, cela se voit .

Question que se poseront des gens dont les conditions d'existence leur permettent de continuer à vivre relativement confortablement ou qui ne sont pas directement concernés par cette menace ou les conséquences insupportables de la politique antisociale mise en oeuvre par tous les gouvernements réactionnaires qui se sont succédés depuis plus de 30 ans et qui ont durement frappé la classe ouvrière.

En ce qui concerne des pans entiers de la classe ouvrière, cette menace a déja été mise à exécution et elle a déjà produits des effets désastreux, brisant des vies, disloquant des familles, conduisant au désespoir la jeunesse ouvrière sacrifiée.

La réaction mobilisée s'est trouvée un nouvel ennemi : Les abstentionnistes ou ceux qui refusent de voter Macron.

Après la chasse à ceux qui refusaient d'être Charlie, aux antisionistes, à ceux qui bravent la censure des médias-oligarques, voilà venu celle aux abstentionnistes.

Chacun aura compris que Macron sera mal élu, qu'il est déjà ultra minoritaire dans le pays et donc illégitime, alors si en plus son cas s'aggravait par un taux d'abstention record cela pourrait lui compliquer encore plus la tâche, d'où l'union nationale derrière

sa candidature.

Chacun devrait admettre ou comprendre, mais là cela va s'avérer beaucoup plus difficile, que l'ordre qui nous est ainsi intimer de voter Macron sous peine de se voir qualifier de suppôt du FN ou du fascisme, relève de la pire infâmie dont seule une dictature ou un pouvoir totalitaire peut être capable.

A force de refuser de caractériser les partis et le régime, la situation sur la base des faits ou de leurs méfaits devrait-on dire, on en arrive à faire le jeu de nos pires ennemis ou à se ranger à leurs côtés, dans ce cas-là ne vous étonnez pas ensuite que votre militantisme tende à produire des effets inverses de ceux recherchés.

Quand on subit l'influence de l'idéologie et du discours de la classe dominante, qu'on est en proie à la pire confusion, qu'on fait preuve de crasse ignorance, qu'on se réfugie dans le déni, qu'on est animé d'intentions inavouables, on n'a pas le droit de s'étonner des conséquences désastreuses qui en découlent, et surtout on n'est pas digne de parler au nom des travailleurs et encore moins du socialisme.

Quelques réactions salutaires de travailleurs qui tranchent avec les prises de positions misérables des dirigeants du mouvement ouvrier dont aucun à ma connaissance n'appelle au boycott du second tour de la présidentielle.

1- "C'est bien dans l'esprit du moment. partout dans la presse mainstream, ils nous emmerdent avec ça, la chasse aux abstentionnistes, en particulier avec JLM, et les insoumis, alors qu'ils ont pas compris que le seul débat qui animent certains c'est de savoir s'il faut voter blanc ou s'abstenir. voter Lepen, certainement pas, mais voter Macron, jamais.

Pas envie de me dire qu'il a eu ma voix quand il gouvernera par ordonnance, à casser tout ce qui tient encore dans mon pays, pour faire plaisir à ses petits copains du CAC, et aux parvenus de l'UE."

2- "Panique à bord des élites. S'abstenir n'est pas faire le jeu du FN, mais de décredibiliser Macron qui gagnera, mais sans pouvoir se targuer d'un soutien populaire." 3- "Et pendant ce temps-là :

43 700 chômeurs de plus en mars et hier annonce de la liquidation judiciaire de MIM, 791 salariés perdent leur emploi.

Avec François Hollande, nous avons chômage de masse et précarité, avec Emmanuel Hollande, nous aurons précarité de masse et chômage.

Y a pas de doute, Nagui, faut voter Emmanuel Hollande surtout quand on fait partie des 5% du haut de la pyramide des revenus !

Nagui, comment s'appelle le fait de profiter de moyens de communication de masse pour diffuser ses propres idées politiques qui sont aussi celles de la caste la plus privilégiée ?"

4- "Oui, ce choix entre fascisme et antifascisme est fallacieux. En réalité, ce que l'on nous demande est de choisir entre fascisme doux et fascisme dur, ou plutôt entre totalitarisme "horizontal" et totalitarisme "vertical". Ce dernier prend la forme d'un autoritarisme étatique tendant à contraindre par des réglementations la population à se conformer à ses directives et à ses vues totalisantes, sans égard pour les libertés publiques et individuelles. Le premier, en revanche, est un totalitarisme pernicieux, une sorte de "laissez-faire, laisser crever": autrement dit, celui qui ne se conforme pas de lui-même au jeu du marché tout puissant pour s'y vendre, ou n'a pas, quoi qu'il fasse, les attributs nécessaires pour s'y maintenir (en tant que marchandise invendable) disparaîtra "tout naturellement". Et là encore, l'individu est sommé de se conformer en son entier (en son intimité) aux lois du marché.

Quiconque a connu le chômage, et d'autant plus quand il a duré, sait à quel point notre société est déjà fasciste. Les institutions de notre République ne le sont peut-être pas (encore), mais beaucoup de nos concitoyens, notamment quand ils jouissent d'un minimum de pouvoir sur leurs "semblables" montrent leur vrai visage, et ce sont souvent les mêmes qui nous exhortent à faire barrage au "fascisme"…"

5- "Si l'un ou l'autre est élu avec une forte participation, le pouvoir qu'il détient est d'autant plus légitime.

"Les Français m'ont élus" Ils m'ont conférer le pouvoir de …"

Imaginons que l'abstention soit massive… les citoyens gardent la légitimité de contester le pouvoir en place. Mon avis c'est qu'il me parrait assez responsable de garder cette légitimité de contestation si on est opposés aux politiques proposés."

6- "Si l'on ne s'abstient pas ou qu'on ne vote pas blanc et que Macron a 80% des voix, ce sera une carte blanche. Il considérera, comme Fillon, que sa victoire, surtout une victoire d'une telle ampleur, est une adhésion à son programme et qu'il

est donc parfaitement légitime de gouverner par ordonnances."

7- "Le vote blanc augmente la participation. Nous aurons Macron président, mais si la participation tombe bas (moins de 70 %, ce qui semble très possible), il sera élu au mieux par 1/3 des inscrits (et 1/4 des citoyens) ce qui rendra sa légitimité très faible. Il est plus efficace de s'abstenir."

8- "“l'abstention n'exprime que l'indifférence à la chose publique.”

Vous parlez à la place des autres, en considérant que votre interprétation de l'abstention est la seule qui vaille.

L'abstention est multiforme ; il y a un abstentionnisme militant, un abstentionnisme de dégoût, un abstentionnisme indifférent, un abstentionnisme stratégique, etc. etc."

9- "Ensemble relativisons la future victoire de Macron :

Au premier tour il a obtenu 24% (8.657000 voix) mais en tenant compte des bulletins nuls, des blancs et des abstentionnistes cela donne environ 18% des inscrits.

Mais si on tient compte maintenant des 9.500000 de non-inscrits (source du ministère de l'intérieur) son pourcentage tombe à 15,7%.

Dès lors on comprend mieux que, afin de pouvoir obtenir une légitimité qu'il n'a pas, la valetaille médiatique et tous les bouffons, jocrisses, fesse-mathieu, jean-foutre et autres médiocres de la politique et du spectacle appellent à voter pour le pantin afin de faire barrage au FN.

Si l'on en juge depuis dimanche par les commentaires et les réactions venus d'un peu partout il réussit l'exploit d'être haï avant même d'être élu. Cela promet !"

Union nationale derrière Macron. Mystification. En quoi la négation de la démocratie peut-elle constituer un choix ?

- Présidentielle : le choix de l'abstention - Franceinfo 27.04

Le PCF au service de Macron : C'est aussi un parti de droite !

Pierre Laurent Secrétaire national du Parti Communiste Français, sénateur de Paris

Pour créer une gauche émancipatrice dès les législatives, nous, Parti Communiste, appelons à battre Marine Le Pen

Et le plus largement possible! En nous appuyant sur le score de Jean-Luc Mélenchon, nous ouvrirons de nouvelles perspectives de luttes et transformations sociales dès les 11 et 18 juin.

LVOG - Cet appel à voter Macron a pour vocation de briser l'élan créé par la candidature de Mélenchon afin d'aider Macron à obtenir une majorité lors des législatives, et au-delà diviser les travailleurs afin que la mobilisation contre Macron et sa politique ultra libérale soit un échec.

Ensuite notre stalinien de service entonne un discours qui aurait comme un gant à Macron :

Pierre Laurent - Marine Le Pen veut une société de haine, du rejet de l'autre, du racisme et de la xénophobie, une société qui divisera ceux qui ont des intérêt communs au profit de son clan et des puissances d'argent, qui substituera aux principes fondamentaux d'égalité et de fraternité dans la République des principes de discrimination entre Français, entre ceux qui vivent et travaillent dans notre pays selon leur origine et leur nationalité.

LVOG - Parce que le protégé de Rothschild n'incarnerait pas les "puissances d'argent", en faisant acte d'allégeance à l'Etats d'apartheid d'Israël il ne ferait pas acte de "racisme", en tenant le même discours que Hollande sur la Russie, le Venezuela, etc, il ne ferait pas preuve de "xénophobie", il a été bien au-delà que faire preuve de "discrimination entre Français, entre ceux qui vivent et travaillent dans notre pays selon leur origine et leur nationalité", il a fait preuve de discrimination envers toute une classe, celle des travailleurs qui composent la majorité de la population toutes origines ou nationalités confondues, il a affiché ses visées dictatoriales en annonçant qu'il liquiderait le Code du travail et si possible tous leurs droits par ordonnance.

Ensuite ce zélé agent du néolibéralisme a repris à la virgule près la propagande belliqueuse du Pentagone et de l'OTAN,

de l'impérialisme américain :

Pierre Laurent - Marine Le Pen veut un monde dangereux où toutes les aventures guerrières deviendraient possibles, où toutes les rivalités nationalistes seraient encouragées. Avec Donald Trump, Vladimir Poutine, Bachar El-Assad, et les extrême droites européennes comme alliés, elle menacerait la sécurité du monde si elle présidait la France, un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. huffingtonpost.fr 27.04

Pour cette ordure, "toutes les aventures guerrières" ne seraient pas déjà "possibles", il ne manque plus qu'une guerre mondiale qui ne pourrait être décidée que par et pour l'oligarchie dont Macron est le candidat, comme les deux fois précédentes, mais ce n'est pas la version du PCF, ni celle d'aucun parti du mouvement ouvrier...

"Macron ne peut pas nous comprendre"

- Le témoignage d'ouvriers de Whirlpool : "Macron ne peut pas nous comprendre" - Le Huffington Post

Ce mercredi 26 avril, à Amiens, les deux candidats à la présidentielle ont joué un des grands moments de la campagne en allant au contact des ouvriers de Whirlpool.

Pas de doute, pour eux, ce sera Marine Le Pen. "Macron ne peut pas nous comprendre", assurent-ils. La candidate du Front national "est la seule qui a parlé de nous". "Il faut lui laisser sa chance", expliquent encore les deux ouvriers. Le Huffington Post

L'économiste Jacques Attali, soutien d'Emmanuel Macron, a qualifié mercredi le sort des salariés de l'usine Whirlpool d'Amiens d'"anecdote", le secrétaire général d'En marche! intervenant aussitôt pour demander qu'il "se taise". Le Huffington Post 26.04

Vous avez aimé Emmanuel Hollande, vous apprécierez Emmanuel Mailly.

Emmanuel Macron "a respecté la démocratie représentative" en rencontrant les syndicats de Whirlpool mercredi à Amiens, au moment où Marine Le Pen faisait "un coup de com", a commenté jeudi Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO.

Quant à Emmanuel Macron, "je ne suis pas d'accord avec lui sur ses positions mais il a au moins respecté une chose, c'est la démocratie représentative" en ayant d'abord "une première discussion avec les syndicats" avant de venir sur le site, a dit M. Mailly. AFP 25 et 26.04

Quel misérable mystificateur, il reproche à Le Pen d'avoir fait "un coup de com", alors que c'est la marque de fabrique de Macron ! Ils osent tout !

Les dirigeants du POI et du POID qui collaborent depuis 20, 30, voire 40 ans avec la direction PS de FO et qui a ce titre se sont vus confier des postes de permanents à vie, ont-ils annoncé qu'ils allaient démissionner ?

Le bilan de Hollande-Valls-Macron : Toujours plus de chômeurs

- Chômage : le triste bilan du quinquennat Hollande - Franceinfo

43 700 demandeurs d'emploi supplémentaires en un mois. La barre symbolique des 3,5 millions de chômeurs est à nouveau dépassée en mars. Il y a moins de demandeurs d'emploi ayant travaillé quelques heures : les catégories B et C. Ils n'ont exercé aucune activité et ont donc basculé dans la catégorie A. 585 000 chômeurs de plus avec Hollande

Ce résultat porte un coup à la fragile inversion de la courbe du chômage, l'objectif du quinquennat. Depuis mai 2012, le chômage n'a pas cessé d'augmenter jusqu'en octobre 2015 où il a atteint un pic : 3 579 000 chômeurs.

La courbe devient ensuite irrégulière, mais tend vers le bas. Insuffisant, il y a 585 000 chômeurs de plus depuis l'élection de François Hollande. Un triste bilan sur le front de l'emploi pour le président. Franceinfo 27.04 M

acron président, président, président scande Pierre Laurent en choeur avec Hollande, Valls, tous les dirigeants syndicaux, Gattaz, Parisot, le CAC 40 et les marchands de canons !

Ainsi va leur vieux monde pourri.

- Une base militaire attaquée au Cachemire indien, 3 morts - Reuters

Des militants séparatistes ont tué trois soldats indiens jeudi aux premières heures au Cachemire... Reuters 27.04

- C'est une initiative inédite en Inde : le gouvernement local du Cachemire a ordonné mercredi le blocage des réseaux sociaux pour un mois - Libération.fr

- Afrique du sud: une ville saccagée par des affrontements - AFP

De violents affrontements ont opposé des manifestants aux forces de l'ordre dans la ville de Coligny, au nord-ouest de l'Afrique du sud... AFP 27.04

- Damas: l'explosion due "vraisemblablement" à une frappe israélienne - AFP

L'explosion qui s'est produite près de l'aéroport de Damas est "vraisemblablement" le résultat d'un raid aérien israélien ayant visé des dépôts, a rapporté jeudi la télévision du Hezbollah libanais, groupe allié au régime syrien. AFP 27.04

- Dix garde-frontières iraniens tués à la frontière pakistanaise - Reuters

Dix gardes-frontières iraniens ont été tués mercredi par un commando extrémiste sunnite venu du Pakistan, rapporte l'agence de presse Tasnim. L'attaque a été revendiquée par le groupe Djaïch al Adl, précise l'agence. Reuters 27.04

- Brésil: quatre morts violentes en cinq jours dans une favela de Rio - AFP

Quatre personnes ont été tuées en cinq jours lors d'opérations policières dans le Complexe d'Alemao, une des plus grandes favelas de Rio de Janeiro, ont indiqué les autorités locales. AFP 27.04

- Yémen La guerre continue, la faim gagne - Liberation.fr

Plus de deux ans après le début de l'intervention militaire saoudienne, l'ONU a organisé une conférence des donateurs, mardi à Genève. Dans ce pays détruit par les bombes de la coalition arabe, soutenue notamment par la France, la famine menace. Liberation.fr 27.04

- L'UE lance une procédure contre la Hongrie, Orbán vient se défendre - Liberation.fr

Alors que l'exécutif européen a ouvert ce mercredi un dossier d'infraction contre la Hongrie concernant la liberté d'installation des établissements d'enseignement, le Premier ministre est venu se défendre devant les députés européens. Liberation.fr 27.04

Dossier Syrie

Lu dans un article publié hier par le blog Les-crises.fr.

- On ne sait pas comment et par qui les échantillons de gaz ont été récupérés dans cette zone rebelle ; (A ce jour seuls les barbares d'Al-Nosra y sont présents sur place, alors pourquoi poser cette question ? Pour semer le doute ? Qui profiterait à qui ? - LVOG)

- On y lit que le gaz sarin récupéré est de la même nature que du gaz récupéré dans une grenade en 2013, ce que cela prouverait que c'est du sarin "gouvernemental" et donc que Damas est coupable. C'est un élément important, certes, mais qu'est-ce qui dit que 1/ des rebelles ne pourraient pas en fabriquer de la sorte ? 2/ surtout, qu'est-ce qui dit que des rebelles n'auraient pas pu en récupérer de stocks gouvernementaux ?

- On n'a apparemment aucune preuve dans le document que le gaz a bien été émis par une bombe venant d'un avion.

- On comprend assez mal. Dans l'hypothèse d'un accident, le bombardement aurait touché des stocks chimiques au sol, mais cela semble désormais peu probable. Dans l'hypothèse d'une manipulation, des rebelles auraient profité d'une attaque aérienne pour faire exploser au sol un obus de sarin. En quoi la réponse du rapport blanchit-elle des rebelles ?

- Surtout les services de renseignement n'indiquent en rien des motifs possibles du gouvernement syrien : pourquoi mener une telle attaque, tant au niveau militaire local qu'au niveau politique national ?

Commentaires d'Internautes

1- Eh bien franchement j'ai lu ce rapport, je n'y trouve aucune preuve de quoi que se soit. C'est même un charabia assez mal écrit. C'est pas avec ce genre de rapport que je vais me ranger derrière l'avis de notre cher ministre. C'est un point de vue et c'est tout. N'importe qui peut pondre ce genre de rapport.

Comment la France a obtenu des échantillons ? Agent sur place ? j'en doute. Fourni par Al-Qaïda ?

Seul le débile qui a voté Macron peut se faire enfumer par ce genre de torchon !

2- Peut-on faire confiance en la bonne foi de notre gouvernement ?

En quoi le gouvernement syrien a-t-il intérêt à l'usage d'arme chimique, contre bien sûr "son propre peuple", avec plein d'enfants victimes de préférence, cela d'un point de vue militaire d'abord, et ensuite d'un point de vue politique national et international ?

3- C'est du sarin gouvernemental. Oui de fabrication gouvernementale syrienne. Et donc le gouvernement syrien est responsable . Non. Faute logique élémentaire surtout si l'on sait que lors de la destruction des stocks gouvernementaux deux sites sur les douze étaient sous contrôle des rebelles et que leur stocks n'ont pas été détruits sous la responsabilité conjointe Syrie-Russie-USA.

Bref. Manipulation probable encore. On a avancé mais rien prouvé. À part que ça peut bien venir aussi probablement des rebelles.

- J'aimerais réellement connaître la source de l'info que rapporte Alfred et que je trouve intéressante ; or c'est à la personne qui avance un argument ou une info d'en apporter la caution.

- Dans son premier rapport (OIAC), publié début novembre, l'équipe affirme avoir visité 21 des 23 sites déclarés par la Syrie, et 39 des 41 installations y étant localisées.

Source : http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/02/05/syrie-le-plan-de-demantelement-de-l-arsenal-chimique-retarde_4359727_3218.html

- Un début de réponse :

http://foreignpolicy.com/2016/08/17/how-the-islamic-state-seized-a-chemical-weapons-stockpile/

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Le Venezuela se retire de l'Organisation des Etats américains - AFP

Le Venezuela, secoué par une vague de manifestations de l'opposition où une trentaine de personnes ont perdu la vie en près d'un mois, a annoncé mercredi son retrait de l'Organisation des Etats américains (OEA), accusée d'"ingérence" par le gouvernement du président Nicolas Maduro.

"Demain (jeudi) nous présenterons une plainte devant l'OEA et nous lancerons un processus qui prend 24 mois" pour faire sortir le pays sud-américain de cet organisme régional basé à Washington, a annoncé à la télévision la chef de la diplomatie vénézuélienne Delcy Rodriguez.

L'OEA, dont le secrétaire général Luis Almagro a traité le chef de l'Etat vénézuélien de "dictateur", s'est réunie mercredi pour convoquer un mini-sommet des ministres des Affaires étrangères de la région sur la crise vénézuélienne, sans préciser de date.

Mme Rodriguez avait déjà menacé mardi soir de quitter l'organisation si une telle réunion avait lieu. Début avril, elle avait accusé plusieurs pays de la région d'agir de concert en faveur d'une ingérence dans les affaires du Venezuela, pour "satisfaire les intérêts de Washington". AFP 27.04

Haut de page

Le 29 avril 2017

CAUSERIE

Macron, ce n'est pas ni la droite ni la gauche, c'est la droite et son reflet dans un miroir.

Pourquoi ? Pardi ! parce que la droite et ce qu'ils appellent la gauche sont compatibles, interchangeables ou parce que si peu de choses permet de les distinguer.

Leur choix : Entre deux fachos. La preuve.

- Le mentor d'Emmanuel Macron était pétainiste par Valentin Martin - Comité Valmy 28.04

Le mentor d'Emmanuel Macron était pétainiste

En 2015, Emmanuel Macron déclarait à la presse « avoir été rééduqué sur le plan intellectuel par le philosophe Paul Ricoeur ».

Qui était donc ce mentor ?

Dans sa jeunesse, Paul Ricoeur fut un des doctrinaires oubliés de l'idéologie pétainiste. Il se fit par la suite le continuateur en France et à l'étranger de l'oeuvre conceptuelle de philosophes nazis. Plusieurs de ses articles soigneusement cachés mais récemment retrouvés vont dans ce sens. (http://www.sens-public.org/article537.html)

Au début 1939, Ricoeur écrit un article dans Terre Nouvelle où il évoque la « pureté du discours d'Hitler ». Cela faisait référence au discours du 30 janvier 1939 devant le Reichstag où le Fuhrer exhortait à « l'annihilation de la race juive en Europe ». Ricoeur y fustigeait les « valeurs impures de la démocratie » et « la dureté de la France pour l'Allemagne désarmée ».

En 1939, Ricoeur comprend « qu'il se tournera vers la philosophie allemande ». Il est alors sélectionné pour la participation à l'université d'été de Munich de l'été 1939.

Fait prisonnier dans un oflag en 1941, il rédige cette même année plusieurs textes de propagande qui seront repris dans la revue pétainiste L'unité française : « Propagande et culture », « La jeunesse et le sens du service social », « Le Risque ».

Il débute alors sa thèse de philosophie sur la « Volonté » en se nourrissant de la lecture d'Etre et Temps du philosophe Martin Heidegger, membre éminent du parti nazi

A la fin de cette année 1941, sont créés les Cercles Pétain qui sont des universités internes aux Oflag visant à promouvoir l'idéologie pétainiste auprès des prisonniers. Ricoeur devient « l'un des plus brillants conférenciers » du Cercle Pétain.

Après 1945, en tentant de minimiser cette « passade pétainiste », il poursuivit sa carrière internationale de philosophe en développant en France la philosophie irrationaliste de « l'herméneutique », centrée sur les thèses de Heidegger et de Gadamer.

Heidegger fut un des idéologues majeurs du régime nazi.

Gadamer fut également un conférencier du Troisième Reich. En mai 1941, à l'Institut allemand de Paris alors occupée, il prononça une conférence sur « Le peuple et l'histoire dans la pensée de Herder » où il justifiait la défaite des Lumières françaises face au nationalisme allemand.

Cette philosophie a eu une influence réelle sur Emmanuel Macron, car non seulement il s'en revendique - « Aux côtés de Ricoeur j'ai appris le siècle précédent et appris à penser l'Histoire » écrit-il dans son dernier ouvrage -, mais en plus il en a conservé les concepts. Ainsi des mots d' « herméneutique » et de « récit » dont il abreuve les auditeurs de France Culture par exemple.

A chacun ses lectures et ses amitiés.

Mais voir aujourd'hui un candidat à la présidence de la France se faire le porte-drapeau de la cause anti-fasciste, alors même

qu'il affiche avoir eu pour mentor un doctrinaire pétainiste, relève de la mascarade. Comité Valmy 28.04

En complément

Le Huffington Post est l'équivalent du torchon américain The Washington Post.

- Pétain voterait Le Pen, et vous? - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron accuse Marine Le Pen "de diriger un parti qui a commis un attentat contre de Gaulle" - Le Huffington Post

- Parce que la République est menacée, nous, CFDT et Unsa, appelons à voter pour Macron, le seul candidat républicain - Le Huffington Post

- Présidentielle : José Bové appelle à voter "sans aucune retenue" pour Emmanuel Macron au second tour - Franceinfo

- François Ruffin votera pour Emmanuel Macron au 2e tour de la présidentielle "mais restera un opposant ferme" - Le Huffington Post

- Militant du vote blanc, Matthieu Kassowitz appelle à voter Macron au second tour - Le Huffington Post

- Pour la 1000e de TPMP, Hanouna interpelle Emmanuel Macron qui s'empare du micro - Le Huffington Post

Saint-Macron, Saint-Simon et la colonisation par Valentin Martin - Comité Valmy 28.04

Lors de son discours d'Alger, Emmanuel Macron déclara que « la colonisation était un crime contre l'humanité ».

Invité peu après sur France Culture à s'expliquer notamment sur cette déclaration, il s'affirma par ailleurs affilié à la pensée de Saint-Simon (https://www.franceculture.fr/histoire/emmanuel-macron-le-recit-national-nest-pas-un-roman-totalitaire).

Le même Saint-Simon, philosophe du 19è siècle considéré par certains historiens comme « le premier des socialistes et le dernier des gentilhommes », écrivait d'ailleurs :

« Peupler le globe de la race européenne qui est supérieure à toutes les autres races d'homme, le rendre voyageable et habitable comme l'Europe, voilà l'entreprise par laquelle le Parlement européen devra continuellement exercer l'activité de l'Europe, et la tenir toujours en haleine. »

Cette entreprise civilisatrice fut effectivement suivie à la lettre par les apôtres du saint-simonisme au XIXè siècle. Ceux-ci furent les chantres et les initiateurs de la colonisation de l'Orient, notion qui incluait toute la superficie du globe en dehors de l'Europe. Le Saint-Simonien, Prosper Enfantin, auteur de « La colonisation de l'Algérie », fut un idéologue de premier rang de la colonisation de peuplement.

Peu prisée par le peuple, la pensée saint-simonienne qui visait à donner tout le pouvoir aux banques et aux industriels d'une Europe supranationale, sans reconnaître les souverainetés nationales, était fort appréciée des banquiers. « Aujourd'hui c'est près de Rotschild qu'il faut voler. », écrivait le même Enfantin en 1817.

Certaines mauvaises langues affirment que les Rotschild fondèrent une grande partie de leur fortune sur la prédation des colonies. Par exemple la East Indian Company qu'ils possédaient leur permit de piller les tonnes d'or du Bengale, ce qui provoqua indirectement la mort de millions de personnes.

Le bon Edmond de Rotschild, en tant que père du sionisme, créa également les colonies sionistes de Palestine à partir de 1882.

Que Macron fût associé-gérant de la banque Rotschild (où il empocha des millions d'euros en quelques années) et qu'il se déclare saint-simonien, cela ne pose pas de problème. N'est-ce d'ailleurs pas la Fondation Saint-Simon qui le mit sur le devant de la scène politique (http://www.comite-valmy.org/spip.php ?article8491) ?

En revanche, s'il considère la colonisation « comme un crime contre l'humanité », lui et les siens, banquiers et autres apôtres de la colonisation, si humanitaire et sociale soit-elle, ne devraient-ils pas payer en premier lieu ? Comité Valmy 28.04

Offres de service.

Pourquoi l'ex-présidente du Medef, madame Parisot et monsieur Baroin (LR) postulent-ils au poste de Premier ministre de Macron, qu'est-ce qui les encourage à faire preuve d'une telle arrogeance, sinon qu'ils savent que Macron leur est redevable de son statut de présidentiable, on peut en dire autant d'Attali ou de Minc qui l'ouvrent à tout propos.

L'ONU telle qu'elle est.

Après la Commission des droits de l'homme...

- L'Arabie Saoudite élue à la Commission des droits des femmes de l'ONU - lesoir.be

L'Arabie Saoudite a obtenu le feu vert, par vote secret, de 47 des 54 Etats membres du Conseil économique et social des Nations unies. lesoir.be 25.04

- Wikileaks offre $10.000 à qui dévoilera le vote de la Suède sur cette décision polémique de l'ONU - Le Huffington Post

Mais quels pays ont voté pour l'adhésion de l'Arabie saoudite à la Commission de la condition de la femme à l'ONU? Après les indignations exprimées à l'issue de ce scrutin à bulletin secret, s'ensuit une chasse aux informateurs sur les réseaux sociaux.

L'adhésion de l'Arabie saoudite à la Commission de la condition de la femme suscite de nombreuses réactions outrées, parce que la dictature octroie peu de droits aux femmes. Celles-ci ont interdiction de conduire, elles doivent se référer à un tuteur de sexe masculin, leur père, mari ou fils, si elles veulent partir à l'étranger, travailler, se marier, bénéficier de soins, sortir de prison, etc.

Cette imposture est d'autant plus mal vécue qu'elle a été validée par plusieurs pays européens, reconnus comme défenseurs de l'égalité homme-femme.

D'après les calculs du directeur de l'ONG UN Watch, transmis au HuffPost, au minimum 6 membres de l'Europe ont voté en faveur de l'Arabie saoudite.

Il est arrivé à ce chiffre de la manière suivante: parmi les 54 membres du Conseil économique et social de l'ONU, 13 pays sont européens (Andorre, Belgique, République tchèque, Estonie, France, Allemagne, Irlande, Italie, Bosnie-Herzégovine, Espagne, Norvège, Suède et Grande-Bretagne). 41 ne le sont pas. Or, ils ont été 47 à voter pour. Donc, 47 - 41 = 6 pays européens au minimum à avoir donné leur aval.

La Belgique regrette son vote

De son côté, le gouvernement belge s'embourbe dans des excuses et des explications qui ne convainquent pas. Devant la pression de l'opposition, le premier ministre Charles Michel a dû déclarer "regretter" cette décision. La veille, son ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, n'avait pas voulu clairement indiquer la nature du vote.

Ce dernier est depuis sur la sellette et a proposé jeudi 27 que soit "modifiée la procédure" afin que ce type de vote soit porté à la connaissance du gouvernement avant qu'il n'ait lieu. Une manière habile de s'exonérer de toute implication.

"L'argent saoudien nous a-t-il aussi corrompus?", demandent les Irlandais

En Irlande, plusieurs citoyens tancent le gouvernement pour qu'il s'explique. "L'Irlande a-t-elle voté pour installer l'Arabie saoudite au conseil des droits des femmes? Retweetez cela, s'il vous plaît. L'argent saoudien nous a-t-il corrompus nous aussi?", demande cet internaute.

Même son de cloche en Norvège. "L'opposition norvégienne demande des réponses au sujet du vote pour l'Arabie saoudite, grâce à l'intervention de UN Watch", écrit Hillel Neuer, en tweetant un article du journal The local.

Pour se défendre, l'ambassadeur de Norvège auprès de l'Arabie saoudite s'est fendu d'une tribune pour le moins étonnante, niant l'oppression que subiraient les femmes dans ce pays ("elles sont gâtées", "elles ont toujours un chauffeur pour s'occuper d'elles", etc.), préférant rappeler les discriminations qui courent en Norvège, comme les inégalités de salaire.

Les regards se tournent également du côté de la France. Au ministère des Affaires étrangères, on assure au HuffPost que "la nature de ce vote ne sera jamais dévoilée puisqu'il s'est déroulé à bulletins secrets". S'agit-il d'un aveu? "La France vote toujours en fonction de ses principes", nous rétorque-t-on.

Reste à savoir quels principes, même si l'on suppute qu'il s'agit là d'une tournure pour laisser penser que notre pays s'est opposé

à cette adhésion.

Une question se pose alors: pourquoi conserver le secret sur ce vote? "Je ne connais aucune règle aux Nations Unies qui empêche les gouvernements de divulguer à leurs citoyens comment leurs représentants ont voté", déclare au HuffPost Hillel Heuer, de UN Watch.

Afin de donner un peu de sens à ce vote très controversé, un politique français -qui ne veut pas apparaître publiquement sur ces questions- a expliqué au HuffPost, qu'inclure le pays le plus rétrograde en matière de droits des femmes dans cette commission avait pour objectif de le tirer vers le haut en la matière, dans l'espoir que sa participation à ces débats finissent par imprégner sa politique en faveur de l'égalité réelle.

"C'est un mensonge, réplique Hillel Neuer. Les diplomates des Nations unies et les ministres des Affaires étrangères ont trouvé cette ligne de défense parce qu'ils sont embarrassés par les 'deals' cyniques qu'ils passent en secret. Ils essaient de justifier l'injustifiable." Le Huffington Post 28.04

Commentaires d'internautes

1- Hallucinant.

La compromission des gouvernants n'a plus de limite : entre ceux qui sont clairement dans le coup et ceux qui avalisent sans broncher, ca va mal …

2- Là on atteint vraiment la profondeur abyssale de l'inexistence de l'ONU!

3- Dans un monde ou les fils spirituels de Rabelais, Montesquieu, La Fontaine, Rousseau, Voltaire, Zola, Céline, Camus et tant d'autres, vont élire un banquier d'affaire qui estime que la Culture française n'existe pas, il n'y a rien là d'étonnant…

La Culture française n'existe pas, la Saoudie protége les femmes et c'est Russia Today qui a permis l'élection de D. Trump et fait décoller les ventes de 1984 de G. Orwell en Oceania.

4- Cette commission reflète la corruption du conseil des droits de l'homme de l'ONU. Deux ONG qui ont critiqué la charia (lapidation, mariage forcé, etc.) devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU ont été interrompus. Le président du Conseil leur a ordonné de s'abtenir de tout jugement de valeur sur une croyance ou une loi religieuse.

Bref, faire respecter les droits de la femme en Arabie Saoudite, pour ne pas la nommer, est de l'islamophobie. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/06/17/01011-20080617FILWWW00427-la-charia-en-question-a-l-onu.php https://www.youtube.com/watch?v=obNV3SFehRw

5- La guerre, c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force, la charia c'est l'émancipation de la femme

Ne cherchez pas la gauche ici.

- Comment la gauche social-libérale est devenue l'idiote utile des excès de la mondialisation - Altantico.fr

Comment expliquer le processus de balkanistation actuelle de la gauche, sur la base de divisions plus ou moins légitimes sur le plan des idées, peut-on parler d'une forme d'immaturité politique à ce sujet ? Alors que la gauche est en voie d'explosion, comment celle ci pourrait elle se réinventer sur le terrain idéologique ? Quelles sont les questions que la gauche doit se poser pour parvenir à reconnecter aux problématiques actuelles ?

Sylvain Boulouque : L'explosion de la gauche n'est que la résultante de cultures politiques des gauches dans la mesure où nous avons deux voire trois gauches qui existent. La première est la gauche "gouvernementale", qui s'adapte aux transformations du monde actuel quitte à abandonner une partie de son corpus idéologique. (Incarnée par Hollande, Valls, Macron, etc. - LVOG)
La deuxième gauche, que l'on pourrait qualifier de "social-démocrate", est prête à gouverner mais pas à perdre une partie de son âme. C'est celle des frondeurs, incarnée par Benoît Hamon, qui ne veulent pas renier les principes qui les ont fait élire. (La survie et la crise du capitalisme avec ses conséquences désastreuses pour la classe ouvrière et en partie pour les classes moyennes passent à la trappe, alors qu'elles sont à l'origine de l'explosion de ce qu'il appelle la gauche. Tu parles d'un historien !- LVOG)

Enfin, la troisième gauche est la gauche plus radicale. Elle peut être rejoint par la gauche social-démocrate, mais cherche à transformer le système de fond en comble. Ce qu'il s'est passé, c'est qu'une partie de la gauche sociale-démocrate a voté pour la gauche radicale pour exprimer son mécontentement de la gauche gouvernementale. Le paradoxe, c'est que le candidat social-démocrate qui se présentait était en rupture avec la gauche gouvernementale. (On aura apprécié "la gauche plus radicale"

qui n'est pas davantage de gauche pour ne pas remettre en cause le régime, car il est faux d'affirmer qu'elle "cherche à transformer le système de fond en comble", c'est une mystification, elle cherche uniquement à en atténuer les excès tout en s'y adaptant, ce qui justement l'exclut de la gauche. Vous prenez trois bouteilles d'huile de tournesol, sur la première vous coller une étiquette huile de tournesol, sur la seconde un étiquette huile d'olive, et sur la troisième une étiquette huile de sésame, à l'arrivée vous aurez trois bouteilles d'huile de tournesol, voilà pour ces trois gauches ! - LVOG)

Alors qu'une frange de la gauche s'était récemment convertie à une forme de libéralisme, ce courant "social libéral" semble se comporter aujourd'hui avec la ferveur du converti, alors que le l'économie mondiale, elle aussi, pu évoluer au cours de ces dernières années. N'y a t il pas un temps de retard idéologique sur cette question ? Quels sont les moyens, pour cette gauche, de se réinsérer dans un monde actuel, qui semble mettre à mal les théories développées au cours de ces dernières années ? (Le néolibéralisme ne se réduit pas à une idéolologie ou à une théorie, c'est la réponse du sommet du capitalisme mondial aux contradictions et à la crise de ce système économique, qui ne suffit manifestement pas ou plus à les contenir. Et que ces "théories" en arrivent à être contestées signifie qu'ils contrôlent de moins en moins le monstre qu'ils ont engendré, comme Al-Qaïda si vous voulez. D'où leur hystérie en période électorale, par crainte que cela se traduise sur le terrain politique. - LVOG)

Sylvain Boulouque : En France, certainement. Dans la mesure où les principaux responsables socialistes n'ont pas pensé suffisamment tôt la mondialisation. Maintenant qu'ils le font, le problème est qu'ils n'ont pas pensé à la réforme du système que cette dernière entraîne, avec la contestation qui l'accompagne. (Rectifions : Ils n'en ont pas eu les moyens parce que la situation sociale et politique ne le permettait pas. Il ne suffit pas de penser qu'il faut réformer le "système", la Constitution, les institutions ou le mode électoral, il faut que les principaux partis institutionnels y soient préparés, maintenant c'est en bonne voie depuis que le PS et LR ont adopté le système des primaires, avec quelques couacs apparemment, ce n'est pas encore tout à fait au point, Macron sera y remédier certainement. - LVOG) Du coup, il y a effectivement un retard idéologique. (En fait de "retard idéologique", il veut dire par là qu'il existe des partis qui ne sont pas acquis au néolibéralisme et qui viennent jouer les troubles fêtes dans le processus législatif, ce qu'il regrette. - LVOG) Deuxièmement, il manque à la gauche ce qui pourtant était sa raison d'être pendant très longtemps : l'internationalisme. Il y a eu très peu de discussion sur l'international sur les dirigeants de la gauche social-démocrate (voire social-libérale) ces dernières années, alors que c'est ce moment-là qu'on aurait dû penser ensemble, à travers le monde, aux modes de régulation de l'économie. (Quel crétin ou il le fait exprès, le néolibéralisme est synonyme de dérégulation de l'économie au profit des multnationales, donc pour se faire passer de gauche il était difficile de le revendiquer, à moins de s'appeler Obama qui même sur ce plan-là supplanta Bush, j'ai lu cela quelque part. - LVOG) Il y a donc un manque idéologique – par paresse intellectuelle ou défaut de réflexion – qui fait que la gauche a un retard sur l'analyse du monde. (Là il lui reproche de ne pas s'être engagée à fond dans le néolibéralisme. - LVOG) Le problème est qu'elle ne propose pas de solutions alternatives. (Comment le pourrait-elle puisque la seule alternative, c'est le socialisme et qu'elle y est étrangère ou réfractaire. - LVOG) Jusqu'ici, les modèles idéologiques qui ont fait vivre la gauche étaient de dimension utopique. (Il évoque ici le socialisme en recourant à un amalgame avec le stalinisme. On avait déjà compris que lui était acquis à la cause du néolibéralisme. - LVOG) Mais ceux-ci aillant disparus, la gauche ne propose plus que de la gestion quotidienne en se contentant de mettre du "mercurochrome sur les bobos trop importants de la mondialisation". (C'est effectivement le programme de ces "trois gauches". - LVOG)

Aux Etats Unis, Bernie Sanders prône une "démocratie socialiste", alors que le linguiste Noam Chomsky qualifiait le candidat démocrate comme étant plutôt un "New dealer" en référence aux politiques de F.D.Roosevelt. Quel pourrait être l'avenir idéologique de cette gauche de la gauche française ?

Sylvain Boulouque : cela renvoie au débat entre plusieurs figures de la gauche américaine, Noam Chomsky incarnant une forme traditionnelle et Bernie Sanders se revendiquant plus d'un modèle Rooseveltien de relance de l'économie par de grands travaux. On est dans un processus classique de social-démocratie, voire "à l'ancienne". Ce débat, on le retrouve en France entre deux partis de la gauche, avec d'un côté une branche plus traditionnelle dans son discours, analogue à Chomsky en disant qu'il faut tout transformer de fond en comble, et accusant les grands sociaux-démocrates d'être uniquement des "gestionnaires de capital". Du coup, on se retrouve toujours avec le même cas de figure qu'au début : on a deux, voire trois gauches. Une contestatrice, une social-démocrate et une gauche gestionnaire qui va non plus tenter de transformer la société, mais au contraire s'y adapter. On est dans processus inverse : la gauche ne réforme plus la mondialisation ; c'est la mondialisation qui réforme la gauche. (Puisque cette pseudo-gauche est viscéralement liée au régime capitaliste, c'est lui et son cours qui dicte son attitude, elle épouse son destin qui entraîne son déclin, sa décomposition, sa dislocation finale où elle apparaît sous son véritable visage, de droite ou celui de la réaction. - LVOG)

Sylvain Boulouque

Sylvain Boulouque est historien, spécialiste du communisme, de l'anarchisme, du syndicalisme et de l'extrême gauche. Il vient de publier sa nouvelle note, La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017), à la Fondapol (Fondation pour l'innovation politique). Altantico.fr 28.04

Je classe ce genre d'historien parmi les négationnistes, les falsificateurs conscients de l'histoire.

Voilà ce qu'ils ne digèrent pas.

- Mélenchon et La France insoumise sont les mieux placés pour incarner la gauche, selon un sondage - Franceinfo

Selon un sondage Odoxa pour franceinfo, ce vendredi, 45% des sondés estiment que Jean-Luc Mélenchon incarne le mieux la gauche.

35% des personnes interrogées placent La France insoumise devant le Parti socialiste (14%) et le mouvement En Marche d'Emmanuel Macron (11%). Quant à Europe-Écologie-Les-Verts, le parti arrive loin derrière (2%) tout comme les formations d'extrême-gauche (1% pour Lutte ouvrière et le Nouveau Parti anticapitaliste).

"Logiquement, Jean-Luc Mélenchon domine aussi le palmarès des personnalités qui incarnent le mieux la gauche", note le président d'Odoxa, Gaël Sliman. 45% des Français le préfèrent à Benoît Hamon (14%), Emmanuel Macron (13%), Manuel Valls (12%) ou encore… François Hollande, qui ne récolte que 8%.

Malgré cette domination, Jean-Luc Mélenchon est "déjà en train d'abîmer le socle sur lequel il pourrait ériger sa statue", avertit Gaël Sliman. Entre jeudi 20 avril et lundi 24 avril, c'est-à-dire avant et après le premier tour, il a perdu trois points auprès des Français, six auprès des sympathisants de gauche, et 17 auprès des sympathisants du PS.

Jean-Luc Mélenchon paie lourdement son attitude du soir du premier tour où il a sans doute donné aux Français et aux sympathisants de gauche l'image d'un mauvais perdant. Surtout, il a choqué le peuple de gauche en refusant d'appeler clairement à voter contre Marine Le Pen. Gael Sliman, président d'Odoxa. Franceinfo 28.04

Son attitude l'honore.

Trois analyses que j'ai rédigées à 48 heures d'intervalle.

1- Le numéro d'illusionnisme de Mélenchon flanqué de son ectoplasme technologique ou le recours au don d'ubiquité réservé aux croyants pour réaliser le miracle de la multiplication des bulletins de vote façon petits pains frappés du sceau bleu blanc rouge, n'aura pas dépassé le stade du miroir aux alouettes promis à se fracasser contre le mur médiatico-oligarchique érigé contre sa candidature. Aucun exercice divinatoire dans tout cela, c'était écrit.

Les prédictions qui se réalisent sont agassantes quand on n'a pas su les faire mentir. Une telle expérience laisse un goût amer dans la bouche ou désemparé quand on y avait cru, bien que ce ne soit pas très raisonnable. Après avoir voulu ratisser large, il ne lui restait plus grand chose à renier à la fin de sa campagne pour tenter de gagner de nouveaux électeurs, puisqu'il avait déjà renié l'essentiel avant qu'elle ne débute, donc l'issue fatale était prévisible.

Coincé entre Macron et Le Pen, sa marge de manoeuvre était très faible. En lissant son discours sur l'UE il a perdu une partie de l'électorat du PS qui a préféré demeurer fidèle à Hamon, et il s'est aliéné les voix de ceux qui exigeaient une rupture avec l'UE. S'il avait tenu un discours plus radical, il aurait perdu les électeurs du PS qui refusaient de rompre avec l'UE, mais il aurait pu empiéter sur l'électorat de Le Pen et récupérer une grande partie des voix de l'extrême gauche qui lui aurait apporté son soutien. Au passage, Mélenchon a ménagé Hollande et le PS durant toute sa campagne, se contentant de petites phrases insignifiantes, alors que leur bilan était accablant de l'adoption de TSCG à loi El Khomeri en passant par la loi sur la sécurité et le recours à l'état d'urgence ou au 49.3. Il ne risquait rien au regard de l'impopularité de Hollande et du PS, et pourtant.

Il a donc fait un mauvais calcul, d'autant plus que l'opération de marketing Macron est un demi succès seulement, car malgrès le matraquage médiatique quotidien il a réalisé un score très faible, à peine plus de 18% des suffrages exprimés, ce qui signifie qu'il existait une importante réserve de voix dont Mélenchon aurait pu profiter en étant plus offensif et radical au lieu d'affecter une fausse modestie.

Et puis Mélenchon ne pouvait pas apporter de réponses satisfaisantes à la question de l'immigration que le FN agitait sans cesse pour rameuter ou vampiriser l'électorat ouvrier précarisé ou fragilisé focalisé sur cette question, parer le piège des réfugiés déversés par l'OTAN par cargaisons entières via la Turquie sur la France et l'Europe, au contraire il est tombé en plein dedans, c'était fait pour. De la même manière sa position sur la Syrie est restée ambiguë. Il a voulu concilier la chèvre et le loup et il est revenu bredouille, de nombreux électeurs parmi les ouvriers et les employés sont demeurés perplexes, il a manqué de convictions pour se protéger des attaques féroces des médias qui ne l'ont pas ménagé pour autant, une erreur de plus, à moins ce ne fut délibéré comme je le pense, sur ce terrain-là non plus plus il n'entendait pas affronter le régime.

Et puis Mélenchon n'était pas un produit aussi frais que Macron. Il présentait tous les symptômes d'un produit frelaté ou avarié de longue date, bourré de contradictions, ce qui n'a sûrement pas manqué d'interpeler plus d'un électeur. L'opération peau neuve et voix douce pouvait passer pour une escroquerie aux yeux de ceux qui avaient en mémoire son parcours politique et ses prises de position passées.

Certains qui le critiquent regrettent maintenant qu'il ne figure pas au second tour, ce n'est pas mon cas, je prends la réalité telle

qu'elle est, s'il en est ainsi, c'est qu'il y a des raisons à cela qui méritent une explication politique.

On nous dit aussi que les résultats du 1er tour de la présidentielle expriment le rejet de la politique menée par Hollande depuis mai 2012. Certes, mais ce n'est qu'un constat, au-delà il faudrait se pencher sur son contenu réel au lieu d'extrapoler, afin de mieux cerner l'état d'esprit des travailleurs et jeunes, leurs rapports aux différents partis et aux institutions, à l'Etat, pour savoir où ils en sont réellement de manière à pouvoir adapter notre discours pour qu'ils le saisissent et progressent.

Macron est l'héritier naturel de Hollande qui tous deux incarnent l'oligarchie ou l'extrême droite néolibérale, on doit en déduire que tous ceux qui appellent à voter Macron sont de droite ou figurent dans le camp de nos ennemis et qu'on doit les combattre comme tels. Si on refuse de les caractériser ainsi, on les ménage, cela signifie qu'on refuse de les affronter et on court à notre perte.

Il serait temps de se souvenir que la lutte de classes, c'est classe contre classe. Dès lors à chacun de prendre et d'assumer ses responsabilités.

2- Avoir un beau programme et de généreuses intentions, c'est une chose, se donner les moyens de l'appliquer en est une autre, or c'est là que le bât blesse.

C'est aussi ce qui justifie l'existence du parti ouvrier révolutionnaire, ce qui témoigne de sa nécessité et des limites d'une coalition ou d'un mouvement composé d'éléments disparates fait de bric et de broc en ce qui concerne celui de Mélenchon, hétérogénéité qui en constitue la force jusqu'à un certain point, mais qui au-delà constitue une faiblesse, un obstacle irréductible qui l'empêche de se donner les moyens pour atteindre certains objectifs politiques, dont celui de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Tout au plus ce type de formation politique peut se fixer vaguement ou à demi-mot cet objectif sans en faire son axe de combat, alors qu'il est déterminant pour pouvoir par la suite appliquer son programme, ce qui reviendra à l'abandonner en cours de route ou à l'édulcorer, à renier ses engagements.

Dans ce genre de formation politique, ce n'est jamais l'élément le plus conscient qui entraînera l'ensemble de ses composantes, mais bien plutôt le moins conscient, ne serait-ce parce qu'il est le plus nombreux ou majoritaire ou encore parce que cela est plus économique où cela réclame moins d'efforts et de sacrifices de s'accommoder du régime que de l'affronter, tout du moins c'est ce que croient les éléments les moins conscients qui se trompent lourdement.

Si vous mettez autour d'une table une dizaine de personnes présentant des niveaux de développement allant de l'arriération profonde à un niveau de conscience supérieure ou universelle, et que vous leur soumettez un ensemble de mesures sur lesquelles elles doivent se prononcer à l'unanimité ou à une très grande majorité pour qu'elles puissent être appliquées, et que parmi ces personnes figurent certaines censées être favorables à ces mesures, d'autres opposées et d'autres encore indécises ou qui n'en comprennent pas le contenu ou la portée, à l'arrivée vous ne pourrez pas appliquer la plupart de ces mesures parce que les éléments arriérés se seront alliés à ceux qui y étaient opposées, ceux-ci les ayant convaincus ou plutôt manipulés en recourant à des moyens hypocrites ou démagogiques, malhonnêtes ou déloyaux comme vous voudrez, autrement dit vous ne pouvez pas passer outre la faiblesse de la majorité qui a un moment donné ou un autre vous tirera vers le bas et fera échouer votre projet.

Il faut donc exclure ce genre de mécanisme qui peut présenter tous les atours de la démocratie, mais qui en réalité s'oppose à la réalisation de la démocratie, car en dernier lieu elle réside moins dans la composition de ceux qui y participent et dans laquelle on trouve tout et son contraire, que dans le niveau de conscience de ceux qui sont déterminés à lui permettre de se réaliser parce qu'ils maîtrisent le processus dialectique dans lequel elle s'inscrit.

Il ne suffit pas de décréter qu'on va appliquer telle ou telle politique, les choses sont beaucoup plus compliquées que cela.

On va rencontrer une multitude d'obstacles dont on ne viendra pas à bout sans avoir cerné leur nature et en avoir fourni la signification politique, ce que l'immense majorité des travailleurs est évidemment incapable de faire, sauf à leur prêter un niveau de conscience qu'ils n'ont pas encore atteint. On va donc se retrouver dans l'obligation de leur fixer des tâches pour atteindre des objectifs politiques, alors qu'ils n'auront pas pleinement conscience de leur signification ou de leur portée politique, on peut même affirmer plutôt moins que plus, ce qui signifie qu'on va passer outre leurs faiblesses, parce que c'est au cours de cette expérience, en appliquant ces tâches, qu'ils vont acquérir le niveau de conscience qui leur faisait défaut jusque là, ce qui leur permettra de continuer leur combat en ayant toujours plus conscience de la situation et des objectifs qu'ils doivent se fixer et ainsi de suite jusqu'à la prise du pouvoir ou le renversement de l'ordre établi.

Si maintenant c'est le parti qui va fixer ces tâches politiques aux travailleurs, c'est lui qui va les mettre en oeuvre en mobilisant l'ensemble de ses militants qui ont déjà acquis le niveau de conscience politique adéquat, tâche que ne peut pas se fixer ou réaliser un mouvement ou une coalition de parti puisque leurs composantes sont disparates, au mieux il ne mobiliserait qu'une minorité de leur effectif et prendrait le risque de se disloquer, les alternoiments de Mélenchon sur l'UE en sont un exemple concret qui l'illustre très bien, elles lui ont fait perdre des voix précieuses puisqu'il lui a manqué à peine 620.000 voix pour figurer au second tour.

Le parti rassemble les éléments les plus conscients et les plus déterminés du prolétariat et des classes moyennes dont la fonction est de guider l'ensemble des masses exploitées, les entraîner au combat contre le régime pour l'abattre et prendre le pouvoir politique, il ne peut donc pas et il ne doit pas se transformer en parti de masses. On pourrait dire qu'entre les objectifs politiques que les travailleurs doivent atteindre et les moyens pour y parvenir, leur mobilisation révolutionnaire auquel le parti ne peut pas se substituer, dont il peut être le fer de lance sans pouvoir l'organiser tout seul, il existe un espace où peut se développer un mouvement susceptible d'organiser les masses, qui à un moment donné contraintes par la force des choses ou le développement du processus révolutionnaire adopteront les objectifs politiques du parti, parce qu'elles n'auront pas d'autres alternatives que capituler et se soumettre ou se lancer à l'assaut du régime.

Vous aurez noté que j'ai fait une distinction entre ce mouvement et sa nature ou ses dirigeants d'un côté, et ses militants ou les masses de l'autre qui ne suivront pas aveuglément ses dirigeants. Vous vous souvenez peut-être qu'à plusieurs reprises en exposant ma stratégie, j'avais indiqué qu'il nous fallait impérativement construire le parti, mais aussi à côté une organisation ou une association qui regrouperaient les travailleurs qui entendaient lutter contre le régime, sans toutefois avoir atteint le niveau de conscience suffisant pour adopter le socialisme ou le programme de la révolution socialiste. Je me demande aujourd'hui si le mouvement de Mélenchon ne pourrait pas remplir cette fonction, dans la mesure où il est parvenu à organiser des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs et jeunes à travers tout le pays.

On a parfaitement conscience qu'il véhicule ou exprime une multitude d'illusions, mais ce n'est pas là l'essentiel, l'essentiel réside dans cette mobilisation et l'espoir qu'elle a suscité chez des millions de travailleurs et jeunes qu'une autre politique était possible. J'ai également conscience que le parti n'existe pas, tout du moins aucun parti n'a adopté à ce jour la stratégie que j'ai définie. Et c'est important de le préciser pour comprendre pourquoi j'ai boycotté l'élection présidentielle et je n'ai pas soutenu la candidature de Mélenchon, et pourquoi on pourrait être amené à soutenir son mouvement lors des législatives de juin prochain.

Cela tient au fait que Mélenchon a maintenu la même orientation politique et il a respecté ses engagements vis-à-vis de ses électeurs en refusant d'appeler à voter Macron au second tour de la présidentielle, ce qui signifie que la force qu'il a su mettre en mouvement lors de sa campagne présidentielle demeure intact pour affronter les législatives. Or à ce jour, son mouvement est en mesure de présenter des candidats dans 454 sur quelque 550 circonscriptions et de l'emporter dans des centaines d'entre elles, ce qui constitue un nouvel élément dans la situation susceptible de la modifier radicalement, dans la mesure où il pourrait l'emporter dans un tiers ou la moitié de ces 454 circonscriptions pour peu que l'ensemble des partis de gauche (POI, POID, LO, NPA, ParDem) soutiendraient ses candidats ou participeraient à cette bataille, quitte même à présenter leurs propres candidats sous l'étiquette de FI, ce qui personnellement ne me poserait aucun problème puisque je partage les mesures sociales figurant dans le programme de FI et une partie des mesures politiques dont la sortie de l'OTAN et le refus de participer aux guerres de l'impérialisme américain.

Cela étant dit, son programme ne remet pas en cause l'existence du régime ou les rapports existant entre les classes, il ne changerait pas fondamentalement la condition des travailleurs, il est même moins à gauche que celui de Mitterrand, son modèle. Mais Mélenchon est une chose et les travailleurs qui se tournent vers son mouvement en est une autre. Quelque part Mélenchon et son équipe ne nous intéressent pas. Nous savons que s'il avait été élu président de la République, il se serait comporté comme Tsipras en Grèce, cela ne fait absolument aucun doute, c'est aussi une des raisons pour lesquelles il ne fallait pas appeler à voter pour lui.

Si ce scénario se réalisait, il existerait au sein de l'Assemblée nationale une puissante opposition à Macron qui l'obligerait à gouverner par décret ou ordonnance, il ne pourrait pas gouverner sans le soutien du PS et de LR pour obtenir une majorité, en admettant que cela suffise, bref, cela mettrait en lumière le clivage irréconciliable qui existe entre d'une part l'oligarchie, les capitalistes, l'élite à leur service, et d'autre part les masses exploitées, alimentant le rejet de la politique ultra libérale de Macron et de tous les partis qui la soutiennent, de sorte qu'ils deviendraient immédiatement minoritaires et illégitimes, Macron également, ce qui non seulement lui compliquerait la tâche, mais rendrait la situation explosive dans un contexte de mobilisation de masse, au point que tout pourrait arriver, c'est-à-dire que cela pourrait déboucher sur une situation révolutionnaire dans laquelle le parti pourrait se construire rapidement.

La situation politique a été modifiée, elle n'est plus la même avant et avant le premier tour de la présidentielle, et contrairement à ce qu'on pourrait croire après la défaite de Mélenchon, elle est extrêmement favorable à la mobilisation révolutionnaire des masses qui ne se reconnaissent ni dans Macron ni dans Le Pen.

Cette modification de la situation politique doit donc s'accompagner d'un tournant stratégique de notre part, qui en fait consiste à mettre en oeuvre ce que j'avais préconisé précédemment en empruntant un détour inattendu ou dont nous ne sommes pas à l'origine, ce qui ne nous cause aucun problème puisqu'il s'inscrit en grande partie dans le cadre ne notre stratégie pour prendre le pouvoir et renverser le régime en place.

Reste à définir les rapports précis que l'on doit adopter envers le mouvement de Mélenchon, le soutenir ou participer à ses combats tout en conservant notre entière liberté d'action et d'expression, de manière loyale et honnête, c'est-à-dire sans le considérer comme un ennemi ou un adversaire mais plutôt comme un compagnon avec lequel on doit faire un bout de la route ensemble puisqu'on ne peut pas faire autrement pour atteindre nos propres objectifs politiques.

Notre but est de profiter des avantages et des limites que présente ce mouvement, afin de présenter notre politique aux travailleurs et jeunes de manières à combattre leurs illusions ou élever leur niveau de conscience politique, éventuellement recruter ceux qui sont prêts à adopter le socialisme.

3- Réflexion après avoir visionné la dernière vidéo de Mélenchon.

On ne peut pas convaincre quand on n'a pas de convictions, et je pense qu'il en a. Il a une démarche social-démocrate qui malheureusement viendrait s'écraser sur un mur sans pouvoir le franchir, si à côté de son mouvement n'existait pas un parti ouvrier révolutionnaire qui avancerait des objectifs politiques qu'un mouvement ne peut pas proposer parce qu'il est très hétérogène, mais pour lesquels il peut être amener à combattre, quand l'alternative qui est donnée aux travailleurs consiste à se soumettre parce que leur mouvement ne permet pas de franchir le mur ou saisir le moyen qu'un parti leur propose ou leur suggère pour venir à bout de ce mur et entrevoir un monde meilleur.

Le personnage est sympathique à première vue parce qu'il paraît sincère. Il a su créer une dynamique et drainer des foules de travailleurs et jeunes à ses meetings, il a séduit 30% de la jeunesse, beaucoup moins de retraités par égoïsme, qui ont dû estimer qu'être gouvernés par un énarque valait mieux pour sécuriser leurs vieux jours ou garantir leur petit confort, ils se trompent, car le chaos qui vient ne les épargnera pas, il n'épargnera personne, donc ils feraient bien d'y réfléchir avant le mois de juin.

Il a su trouver la bonne formule pour se présenter devant les travailleurs, la bonne intonation, en tenant des discours compréhensibles par le plus grand nombre, bref, il a adopté le comportement auquel j'essaie de me tenir depuis le début des causeries en août 2008, je n'ai pas son expérience des ors de la République, mais j'ai celle de la vie dans mon milieu, le milieu ouvrier depuis ma naissance, auquel on ne s'adresse pas en ministre repu ou nanti ou en intellectuel arrogant, ce qu'il a compris également.

Le mouvement (FI) dont il est le porte-parole, s'il ne se disloque pas d'ici les législatives, il peut rendre la tâche qui attend Macron insurmontable, parce qu'il peut raffler un nombre considérable de circonscriptions et obliger Macron à passer en force pour appliquer son programme, ce qui pourrait déclencher une mobilisaton des travailleurs dont on ignore aujourd'hui quelle pourrait être l'importance, qui serait alimenter par le climat délétère entretenu par un Macron impérial, le rejeton d'Attali et Rothschild, explosif, produit par la politique de Macron en France mais aussi au Moyen-Orient ou ailleurs, qui se traduirait par un rejet communicatif et finalement incontrôlable, et pourquoi pas révolutionnaire.

Sauf que parvenu à ce stade, si la situation évoluait dans cette direction et qu'on voudrait poursuivre ou aller plus loin, puisque ce mouvement ne le permet pas pour les raisons qu'on a évoquées plus haut, il est impératif de rassembler l'avant-garde dans un parti ouvrier révolutionnaire qui exprime consciemment la quintescence de ce mouvement, de manière à ce que la question du pouvoir se concrétise sous la forme d'un objectif politique : l'abolition des institutions de la Ve République, pas dans 1, 3 ou 5 ans, mais tout de suite, pour changer radicalement de politique, comment, en l'imposant dans la rue et les entreprises, en fait, faire ce qu'a fait la réaction dans une multitude de pays, mais à l'envers ou pour atteindre un objectif politique aux antipodes du sien, la chasser du pouvoir !

Le mouvement qui s'est construit autour de Mélenchon peut correspondre à une étape de la mobilisation des travailleurs contre le régime sur le plan politique, parce qu'il était en adéquation avec l'état d'esprit ou le niveau de conscience politique de millions de travailleurs et jeunes. Il a rempli cette tâche en s'appuyant sur une masse hétérogène, et on comprend très bien qu'il ne remplit pas les conditions et qu'il n'a pas les qualités indispensables pour aller défier le régime ailleurs que dans les urnes, son mouvement se disloquerait si Mélenchon lui donnait une orientation révolutionnaire, ce n'est pas sa faiblesse, c'est dans sa nature composite.
A suivre

Quelques prises de position

NPA

- Dimanche 7 mai, beaucoup voudront faire barrage au FN en votant Macron, nous le comprenons.

LO

- Arthaud : Je voterai blanc, pour rejeter Le Pen sans cautionner Macron."

POI

- Informations ouvrières : Pas une voix à M. Macron et à Mme. Le Pen

POID

- La Tribune des travailleurs : Entre la peste et le choléra on ne choisit pas

ParDem

- Abstention citoyenne

Sale abstentionniste, sale nazi, c'est la dernière insulte du moment.

C'est tellement scandaleux et décalé par rapport à ce que pense la majorité des gens, qu'ils sont eux-mêmes obligés de traiter le sujet, bref ils ont dépassé les bornes de l'infâmie et se sont trahis eux-mêmes.

- La chasse aux sorcières contre les abstentionnistes est ouverte - Le Huffington Post

Depuis les résultats du 1er tour, la ligne officielle du régime est claire: tous avec Macron contre le FN. Gare à quiconque oserait en dévier. Ou même seulement se poser des questions.

Depuis dimanche, une extraordinaire machine à culpabiliser, stigmatiser, amalgamer s'est mise En Marche. Hésiter à voter Macron, c'est être frontiste, c'est être fasciste. Allez, c'est être Nazi tant qu'on y est. Rien n'est trop exagéré pour satisfaire sa bienpensance républicaine.

Du coup, les électeurs de Mélenchon n'ont pas le droit d'hésiter; Pierre-Emmanuel Barré n'a pas le droit de faire une chronique sur l'abstention et quand Emmanuel Macron se plante lamentablement à Whirlpool, on peut lire un peu partout qu'il "reprend la main".

Condamnations, excommunications, censures, contre-vérités médiatiques. Effectivement, le fond de l'air est frais. Il était déjà mal vu d'être abstentionniste avant le 1er tour. C'est maintenant carrément interdit. On connaît la chanson: c'est "faire le jeu du FN".

Alors disons-le clairement, au risque d'être cloué au pilori: non, s'abstenir ce n'est pas faire le jeu du FN. Depuis 2002, il est arrivé que les scores électoraux du FN fléchissent alors même que l'abstention était forte. Ce qui prouve qu'il n'y a pas de corrélation mécanique.

Dire que s'abstenir c'est faire le jeu du FN, c'est aussi grandement préjuger de ce que feraient les millions d'abstentionnistes si on les obligeait à voter. Il est fort à parier qu'un certain nombre d'entre-eux pourrait être tenté par le vote FN. D'autant plus sûrement que, comme le vote FN, la démarche de l'abstention est celle d'une contestation, d'une protestation. L'abstention structurelle ne fait pas le jeu du FN, elle est au contraire un immense bassin de rétention contre le FN.

C'est pourquoi il faut opposer à la stratégie du "vote utile" une stratégie de "l'abstention utile".

La stratégie du vote utile nous mène droit dans le mur, c'est-à-dire droit à la victoire du FN. Parce que c'est justement l'instrumentalisation de la peur du FN qui conduit les partis dits républicains à s'exonérer de réellement réformer nos institutions. Et c'est justement de cet immobilisme que se nourrit structurellement le FN. La stratégie du vote utile doit voler en éclat pour que les forces politiques non-extrêmes comprennent qu'il faut démocratiser notre système.

C'est tout l'enjeu de l'abstention utile... Le Huffington Post 28.04

- Présidentielle : "Je ne veux plus voter pour le moins pire..." Des abstentionnistes font entendre leur voix - Franceinfo

- Ces médias qui traquent les partisans du «ni-ni» - Sputnik

Depuis lundi matin, abstentionnistes, partisans du « ni-ni » ou ceux qui ont fait le déplacement jusqu'aux urnes pour exprimer leur désaveu du panel de présidentiables à coups de votes blancs doivent avoir les oreilles qui sifflent. Si on savait les électeurs du FN dénigrés ou psychiatrisés depuis des décennies, c'est visiblement à présent au tour de ceux qui n'ont pas publiquement clarifié leur intention de voter contre le FN — ou en faveur d'Emmanuel Macron — d'être directement pris à parti par certains « observateurs ».

Le moins que l'on puisse dire, c'est que leur cible est toute désignée: devant Nicolas Dupont-Aignan ou François Asselineau, c'est Jean-Luc Mélenchon — et son électorat — qui est enjoint de clarifier sa position face au FN. Fer-de-lance de cette charge contre le candidat de la « France insoumise », les médias marqués à gauche. On retrouve, par exemple, dans le tabloïd Libération (propriété de Patrick Drahi, ami et soutien de la première heure d'Emmanuel Macron) des titres sans équivoque tels que « Jean-Luc Mélenchon, un silence écrasant » ou encore une lettre ouverte d'un étudiant militant de la France insoumise qui

s'indigne de la non-prise de position de son champion.

L'Obs (propriété de Pierre Bergé, Xavier Niel, Matthieu Pigasse, amis et soutiens de la première heure d'Emmanuel Macron) ne semble pas pardonner à l'ancien ministre de Lionel Jospin de ne pas avoir donné de consigne de vote claire. Des chroniques, telle que « Et pourtant, je voterai Macron, par Raphaël Glucksmann » font flores, justifiant sa démarche de « stigmatiser » le « ni-ni » aujourd'hui, comme lors qu'il était « l'apanage d'une partie de la droite ». De manière moins subtile, dans « Mélenchon, sans-culotte ou sans c…? », Sylvain Courage explique que Mélenchon n'ayant pas donné de consigne de vote « révèle ainsi la nature antidémocratique de son projet. »

Dans L'huma, un dessin de Jul joue sur la carte de la culpabilisation: sa légende? « Les réfugiés seront les premières victimes de l'abstention… Le 7, votez pour battre Le Pen! »

Mais les médias plus marqués à droite ne sont pas en reste. On retrouve ainsi dans Le Point un édito de Michel Richard intitulé: « Pour Mélenchon, un banquier égale un fasciste ». Le directeur délégué de la rédaction de l'hebdomadaire y décrit le non-positionnement public du candidat de la France Insoumise: il « entre dans une pathétique cure de silence! » avant de conclure ainsi « Et, aujourd'hui, soudain, le mystère de cette panne. Cette extinction de voix. Ce silence pathétique, comme si rien, finalement, ne lui importait vraiment. »

Les lignes éditoriales de certaines rédactions sont encore plus claires, comme Marianne qui titre sobrement, sur une photo d'Emmanuel Macron « Le Rempart »

Ou encore comme celle de Society, magazine bimensuel pour « hipsters », dont la dernière Une laisse peu de place à l'abstention. On peut y voir deux bulletins: « Marche » ou « Crève »:

Dans ses colonnes, Thierry Vedel, chercheur au Cevipof (Centre de recherche politique de Sciences Po) et professeur de communication politique décrypte — avec justesse — les stratégies à adopter par chaque candidat « Macron n'a quasiment rien à faire, son seul risque serait une abstention élevée, donc il voudra peut-être dramatiser un peu l'enjeu pour que les gens se déplacent. »

D'autres rédactions affichent publiquement leur parti-pris « La neutralité des journalistes n'existe pas. Oui, nous sommes anti-FN. Point final. » Tweete Louis Lepron, rédacteur en chef du Konbini.

Le service public n'offre pas un meilleur visage, comme France Inter, où l'humoriste Pierre-Emmanuel Barré est allé jusqu'à démissionner de son poste de chroniqueur après s'être fait retoquer son dernier billet d'humeur où il défendait le point de vue des abstentionnistes. « Trente minutes avant ma chronique, ils n'étaient pas d'accord avec l'idée générale. Pourtant, j'ai fait bien pire, » explique-t-il au Parisien, estimant avoir été censuré.

Une censure que dément le producteur de l'émission, Nagui « Qu'il casse Macron ou Le Pen, ok. Mais qu'il encourage l'abstention, c'est faire le jeu du FN. » ajoutant « je lui ai finalement proposé de faire sa chronique demain (jeudi) sans changer une ligne. Et moi, j'aurais ajouté un mot pour dire d'aller voter. » Finalement diffusé sur internet par l'humoriste, le sketch a été visionné plus de 5 millions de fois en moins de 24h.

François-Bernard Huyghe, Directeur de recherche et Responsable de l'Observatoire Géostratégique de l'Information à l'IRIS, salue le courage de l'humoriste. Il appelle à ne pas criminaliser les opinions qui divergent, dépeignant une approche particulièrement manichéenne de la scène politique:

« On a un effet de conformité morale, qui n'arrive pas à imaginer qu'il y ait une tierce attitude entre le camp de la Raison, du Bien, du libéralisme, de la société ouverte et le camp du mal qui serait celui de Marine Le Pen, les peurs, les haines, etc. Bah oui, mais les gens ont le droit de penser d'une troisième façon et qu'outre l'abstention […] il y a un important vote blanc ou nul, dont on ne tient pas compte dans l'électorat français, qui veut bien dire quelque chose. »

Il décrit ainsi une dramatisation de la situation, une pression pour le moins « théâtrale », sur Jean-Luc Mélenchon afin de le faire « rentrer dans le rang ». Lui, l'ancien ministre de Lionel Jospin qui en 2002 proclamait: « Abaissez le plus bas possible Le Pen! ».

« Ce qui est intéressant, c'est la façon dont on met ça en scène, comme si Marine Le Pen avait la moindre chance de l'emporter. Comme si elle n'avait pas contre elle les médias, la bourse, les syndicats et les organisations de la société civile. »

Des syndicats, qui eux aussi appellent les gens à voter. Comme la CFDT, dont on peut lire sur une affiche: « Les effets secondaires de l'abstention durent 5 ans. VOTEZ », dont le ton médicamenteux n'est pas sans rappeler celui de la campagne de l'« Homophobiol ».

Mais n'est-ce pas être en plein décalage que d'escompter forcer les « insoumis » à voter Macron, alors même qu'une bonne

partie d'entre eux iront certainement d'eux-mêmes voter contre Marine Le Pen. N'est-ce pas être aveugle au fait que cette gauche-là, tout comme les électeurs de partis d'autres couleurs politiques, ne veulent pas du programme économique et social d'Emmanuel Macron? Dans une France où la colère ne cesse de monter depuis plus de dix ans, la présence du Front national et le score de Jean-Luc Mélenchon ne sont-ils pas des indicateurs assez clairs de cette tendance? Les choses ont bien changé depuis 2002, ce qui semble échapper à bon nombre d'observateurs… qui semblent avoir perdu de vue qu'ils ne sont plus les prescripteurs d'opinion tout-puissants qu'ils furent naguère?

Est-ce d'ailleurs parce qu'ils sont trop souvent coupés des réalités du terrain? Cette presse qui « se considère dans le cercle de la raison ou de la pensée unique » précise François-Bernard Huyghe. Des personnalités qui présentent des caractéristiques sociales similaires, celles de ces fameux « gagnants de la mondialisation », et qui « ne se voient qu'entre eux, sont dans le même cercle idéologique et semblent avoir beaucoup de mal à imaginer que des gens pensent autrement qu'eux, sauf à être habités par la haine, la peur ou par l'erreur et la manipulation. »

Des médias, qui ont « largement contribué à la montée du phénomène Macron » même si aucune statistique ne peut venir appuyer cette théorie, François-Bernard Huyghe souligne qu'« il est très probable qu'il ait beaucoup de sympathie parmi les rédacteurs et les journalistes, ce qui sociologiquement s'explique. »

Une attitude, conformiste que l'expert juge particulièrement « inquiétante », rappelant les bases du débat démocratique:

« La démocratie c'est le conflit — bien réglé dans le cadre de la lutte conventionnelle des partis et des élections — mais la démocratie c'est quand même le conflit et admettre que des gens puisse penser autrement que vous sans être criminels ou stupides. »

Par cette campagne d'hystérie médiatique, n'est-ce pas cette fois-ci le champ du dédain qui se serait élargi? À force de stigmatiser les abstentionnistes qui « font le jeu du FN », n'est-on pas simplement en train d'insulter la diversité des motivations des électeurs, bref, la démocratie? Sputnik 28.04

En complément.

- Présidentielle : pour Emmanuel Macron, "ne pas se positionner" entre lui et Marine Le Pen, "c'est décider d'aider" la candidate FN
- Franceinfo

Quand Macron vend la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

- Macron exclut une "coalition" avec LR ou le PS et tacle Baroin - AFP

Emmnuel Macron a exclu toute "coalition" avec LR ou le PS s'il est élu président, et lâché une critique contre le sénateur-maire (Les Républicains) de Troyes François Baroin, selon lui constant dans "la recherche de son intérêt personnel", dans un entretien au Figaro.

"L'objectif que je fixe est clair: obtenir aux législatives une majorité absolue qui soit une majorité présidentielle", a déclaré M. Macron dans cette interview mise en ligne vendredi soir.

"Il n'y aura pas de coalition avec les deux grands partis existants, ni avec LR ni avec le PS. Mais dans les temps qui arrivent, il y aura une refondation de la vie politique qui verra des socialistes et des Républicains me rejoindre individuellement", a estimé le candidat d'En Marche!

"C'est la clé pour ne pas avoir de majorité coulissante. On ne peut pas se le permettre dans les temps d'incertitude que nous traversons", a-t-il poursuivi.

Favori du deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Macron cherche désormais à rassembler à droite comme à gauche, tout en fustigeant l'attitude de certains responsables, comme M. Baroin.

"Nous avons M. Baroin, qui est l'un des responsables d'un parti qui fait 20%" au premier tour de la présidentielle.

"Et il dit de manière absolument invraisemblable: "moi je veux bien être Premier ministre de M. Macron". Vous me direz, il a voulu être celui de M. Sarkozy, il a voulu être ensuite celui de M. Fillon, il voudrait devenir le mien. Il manifeste donc une vraie constance: la recherche de son intérêt personnel", a raillé M. Macron, avant de glisser une autre pique au premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, soupçonné de calcul politique.

"Jeudi, M. Cambadélis disait que, s'il est réélu député, il ne voterait pas l'habilitation à réformer le Code du travail. Très bien! Mais moi je suis clinique: M. Cambadélis est le chef d'un parti qui fait 6 %... Donc sa principale préoccupation est surtout de savoir

combien de députés il aura avec l'étiquette socialiste", a-t-il estimé.

"Cette cécité prouve qu'ils ne sont pas en situation d'avoir une majorité", a encore cinglé M. Macron. AFP 28.04

Il emprunte un ton impérial et méprisant qui va lui coûter très cher, on peut déjà parier qu'il va se ramasser aux législatives.
En inspirant la haine, sans F, il prend le risque de se mettre tous les partis à dos, surtout leurs électeurs potentiels qui auraient pu se reporter sur ses candidats. L'ennemi à abattre, c'est Macron et En Marche ! pour précipiter la crise du régime.

Emmanuel Macron : "Gardez-moi de mes amis..." - LePoint.fr

Parisot, Attali, Valls, les offres de service au favori du second tour sont chaque jour plus nombreuses. Une sollicitude embarrassante pour Emmanuel Macron.

« J'aimerais travailler dans une équipe au sens large. Je ne sais pas si c'est celle que proposera Emmanuel Macron, ça peut être dans un gouvernement, mais il y a plein d'autres missions à accomplir pour la France », assurait Laurence Parisot en début de semaine sur Franceinfo. Et pour être sûre d'avoir été bien claire, elle a récidivé auprès de Marianne, jeudi 27 avril, se disant « prête » pour Matignon en cas de victoire d'Emmanuel Macron. Sur Twitter, Richard Ferrand, secrétaire général d'En marche !, a commenté cette offre de service d'une manière cinglante. Une fin de non-recevoir qui a amené Laurence Parisot à démentir ses ambitions supposées. LePoint.fr 28.04

Macron souhaite Xavier Bertrand dans son "large rassemblement" - AFP

Emmanuel Macron veut "un large rassemblement" allant du ministre PS de la Défense Jean-Yves Le Drian au président LR de la région Hauts-de-France Xavier Bertrand, face au FN de Marine Le Pen, a affirmé jeudi le candidat d'En Marche! à la présidentielle.

"Je me fiche des clans. Les chapelles ne m'intéressent pas. Je veux un large rassemblement. De Jean-Yves Le Drian à Xavier Bertrand, il y a une vraie cohérence", fait-il valoir.

C'est la première fois que M. Macron, qui s'était déjà affiché auprès de Christian Estrosi, cite aussi clairement l'ancien ministre LR de Nicolas Sarkozy comme une personnalité pouvant entrer dans sa future équipe, s'il était élu le 7 mai. AFP 28.04

Assurément, ce n'est pas une "faute morale et politique" de soutenir le régime néonazi de Kiev, d'apartheid de Tel-Aviv, raciste et criminel de Washington.

- Aurore Bergé : "Il n'y a pas d'abris anti-mondialisation" - Franceinfo

Aurore Bergé, conseillère municipale des Yvelines et membre du comité politique En Marche réagit à l'actualité et défend le programme d'Emmanuel Macron sur le plateau de Julien Bendetto sur Franceinfo, vendredi 28 avril.

...la décision de Jean-Luc Mélechon (La France insoumise) de ne donner aucune consigne de vote, Aurore Bergé la qualifie de "faute morale et politique".

"... le message qu'on livre, c'est que nous on ne ment pas aux Français. Il n'y a pas d'abris anti-mondialisation", affirme Aurore Bergé. Franceinfo 28.04

On croirait entendre Thatcher ! Le but est d'ancrer profondément dans l'esprit de la population qu'elle n'échappera pas au sort qu'ils lui ont réservé parce qu'il n'existerait pas d'alternative au capitalisme, et qu'au lieu de résister ou de le combattre, il vaut mieux se soumettre.

En complément

- Brexit: Theresa May dans les pas de Margaret Thatcher - L'Express.fr

Et la Hongrie, la Russie, le Venezuela, la Bolivie, la Chine...

- Macron veut prendre des mesures rapides contre la Pologne - Reuters

Ils osent tout

- Élection présidentielle : les patrons à l'heure du choix - Franceinfo

- Berlin contre la rupture du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE - Reuters

- Crise au Conseil de l'Europe après un voyage en Syrie - Reuters

Le bureau de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté vendredi une motion de défiance contre son président, le conservateur espagnol Pedro Agramunt, après que celui-ci a effectué une visite très controversée en Syrie. Reuters 28.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Obama critiqué pour avoir accepté une conférence rémunérée par Wall Street - Le Huffington Post

L'ancien président américain Barack Obama a été taclé ce jeudi 27 avril par une personnalité de la gauche américaine pour avoir accepté, moyennant 400.000 dollars, de prononcer un discours en septembre prochain lors d'une conférence

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Brésil

- Brésil: Plusieurs grandes villes paralysées par la grève générale - Reuters 28.04

L'appel des syndicats à la grève générale au Brésil pour protester contre la politique d'austérité du président Michel Temer paralysait les transports dans plusieurs grandes villes vendredi matin, tandis que les entreprises et les écoles étaient nombreuses à être fermées.

Cet arrêt de travail de 24 heures, s'il est suivi, sera la première grève générale au Brésil depuis plus de 20 ans.

A Sao Paolo, principale ville du pays, ainsi qu'à Rio de Janeiro et dans d'autres grandes agglomérations, les manifestants bloquaient les grands axes et l'accès aux aéroports à l'aide de pneus en flammes et autres matériaux empilés en forme de barricades.

Des affrontements entre policiers et manifestants se sont produits dans plusieurs villes.

Les grévistes entendent protester contre les projets de loi en cours de discussion devant le Congrès, le parlement brésilien, qui visent à assouplir le droit du travail avec notamment un allongement de la durée des cotisations retraites.

"Cela va être la plus grande grève de l'histoire du Brésil", a déclaré Paulo Pereira da Silva, le président du syndicat Forca Sindical.

Près d'un tiers du gouvernement de Michel Temer et plusieurs de ses alliés au Congrès sont sous le coup d'enquêtes judiciaires déclenchées dans le sillage de la retentissante affaire de corruption "Lava Jato" ("Lavage express") autour de la compagnie pétrolière Petrobras.

La cote du président Temer est en chute libre. Il a succédé à Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs (PT, gauche), destituée en août dernier pour maquillage des comptes publics.

"Temer ne veut même pas négocier", déclare Vagner Freitas, président de la Centrale unique des travailleurs (CUT), principale confédération syndicale du pays, dans un communiqué.

"Il ne veut que répondre aux exigences des chefs d'entreprises (...) pour démanteler la sécurité sociale et légaliser l'exploitation des travailleurs." Reuters 28.04

ECONOMIE

Etats-Unis

- Pourquoi Wall Street vole de record en record malgré les premiers cent jours décevants de Donald Trump - Atlantico.fr

Alors que la quasi totalité des initiatives prises par l'exécutif reste lettre morte face à l'hostilité d'une partie du Congrès, le Nasdaq vient de dépasser les six mille points pour la première fois de son histoire et les sociétés sont valorisées à des multiples qui donnent le vertige.

Etonnant visage de l'Amérique au moment où Donald Trump fête les premiers cent jours de sa présence à la Maison Blanche. Wall Street célèbre à sa manière son bilan par une hausse ininterrompue qui commence à donner le frisson à certains opérateurs de marché.

Le dollar est au plus haut, alors que le président souhaitait le faire baisser pour favoriser les exportations du pays. Les milieux financiers auraient matière à s'inquiéter devant l'emballement irraisonné de la Bourse. D'autant que la quasi totalité des initiatives prises par l'exécutif reste lettre morte face à l'hostilité d'une partie du Congrès, tandis que le retour en force des lobbies conduit à une véritable paralysie. Au total, le sentiment prévaut que la politique officielle prolonge le style de la campagne électorale en restant reste celle du verbe, plutôt que celle des actions concrètes.

L'épreuve de vérité va pourtant apparaître rapidement avec le projet de réforme fiscale qui sera examiné par les parlementaires. Il représente un pactole pour les entreprises dont les impôts tomberaient à 15% seulement au lieu de 35% présentement. Les particuliers bénéficieraient d'une simplification de l'impôt sur le revenu avec diminution de la tranche supérieure du barème. Un ensemble de dispositions qui a peu de chances d'être adopté dans son ensemble en raison du manque à gagner qu'il ferait subir aux finances publiques, mais dont la seule perspective a réussi depuis des mois à susciter l'engouement des milieux économiques et explique l'emballement de la Bourse. Le Nasdaq vient ainsi de dépasser les six mille points pour la première fois de son histoire. L'indice Standard and Poor a progressé de sept pour cent depuis le début de l'année. Les sociétés sont valorisées à des multiples qui donnent le vertige, car les chiffres d'affaires qui sont publiés ces dernières semaines font état de profits en hausse moyenne de treize pour cent.

La Bourse a parié jusqu'ici sur la parole du Président, en tablant sur les mirifiques projets de développement envisagés par la Maison Blanche. Quelques signes de fragilité apparaissent néanmoins comme un certain tassement récent de la consommation, un retour de la baisse des prix du pétrole qui demeure un indicateur clé. Toutefois cette baisse de régime est compensée par un rebond de l'investissement qui parait vigoureux et secoue l'anémie enregistrée dans ce secteur depuis plusieurs années. Atlantico.fr 28.04

Complexe militaro-industriel-financier.

- Les dépenses militaires continuent d'augmenter dans le monde - Liberation.fr

Les dépenses militaires ont atteint 1 686 milliards de dollars (1 544,3 milliards d'euros) dans le monde en 2016. Soit l'équivalent du PIB du Canada ou encore de 2,2% du PIB mondial selon le dernier rapport du Stockholm International Peace Research Institute (Sipri). Malgré le manque de communication de certains Etats, le Sipri publie chaque année les données les plus complètes «sur les dépenses publiques pour les forces et les activités militaires, y compris les salaires et les avantages sociaux, les frais de fonctionnement, les achats de matériel militaire et d'armes, les infrastructures militaires, la recherche et développement, l'administration centrale, le commandement et le soutien», précise l'institut dans un document.

Plus de 30% des dépenses militaires mondiales sont américaines

Les dépenses ont continué de croître principalement en Asie et en Océanie, en Europe centrale et de l'Est et en Afrique du Nord. Mais avec 611 milliards de dollars (559,6 milliards d'euros) engagés en 2016, les Etats-Unis restent sur la première marche du podium des dépenses militaires une hausse de 1,7% par rapport à 2015.

Loin derrière les Etats-Unis, la Chine a dépensé 215 milliards de dollars (196,9 milliards d'euros). Une hausse de 5,4% par rapport à 2015. «La tendance mondiale suit celle des Etats-Unis», constate la directrice de programme du Sipri. La Russie occupe, quant à elle, la troisième place, mais avec «seulement» 69,2 milliards de dollars (63,4 milliards d'euros) de dépenses militaires.

En Asie et en Océanie, les dépenses militaires ont augmenté de 4,6% sur la même période. «Ce sont des Etats inquiets face à une Chine qui devient de plus en plus puissante et de plus en plus revendicatrice au niveau régional», précise Aude Fleurant. Selon elle, la puissance toujours accrue de la Chine «conduit certains gouvernements à se donner les moyens de pouvoir

dialoguer avec elle et de riposter en cas d'agression». Ainsi, les dépenses militaires de l'Inde ont augmenté de 8,5% en 2016 à 55,9 milliards de dollars (51,2 milliards d'euros). Même constat en Europe centrale et orientale après l'intervention de la Russie en Ukraine en 2014.

La hausse des dépenses militaires produit une augmentation quasi inexorable de la production de matériel militaire dans nombre de pays développés. Résultat : des pays en guerre peu regardants envers le droit international humanitaire parviennent à se fournir en matériel militaire sans trop de difficulté. Un exemple? Le Qatar (qui fait partie de la coalition des pays arabes au Yémen), bombarde les populations et rebelles houthis yéménites avec des Mirage français. «Ne pas vendre des Mirages ou des Rafales à ces pays, c'est prendre le risque de fermer des lignes de production en France», constate Aude Fleurant à propos de l'avion de chasse des usines Dassault.

Certes, les politiques de contrôle des exportations des armements existent dans des pays producteurs de matériel militaire. Mais celles-ci sont suffisamment floues pour permettre des ventes à des Etats qui ne respectent pas les droits humains. Liberation.fr 28.04

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai 2017

CAUSERIE

En guise de 1er mai, la causerie du jour. Les infos en bref et le reste demain.

Je ne vous souhaite pas un bon défilé, et pour cause, tous les syndicats, chacun à leur manière appellent à voter Macron. Et après cela il y en a qui prétendent qu'il existerait des syndicats indépendants, certainement pas de l'Etat ou du régime qu'ils soutiennent tous. Ils vont aller voter avec Parisot, Gattaz, Drahi, Attali, Valls, Fillon, Sarkozy, Hollande...

- La CFDT, la CGT, la CFTC, la FSU et Solidaires exhortent leurs adhérents à «faire barrage» à l'extrême droite au second tour. liberation.fr 25.04

Compte tenu des informations que je possède, j'appelle à voter pour les candidats du mouvement de Mélenchon aux élections législatives, et tous les partis ouvriers, militants, travailleurs à s'y rallier ou à les soutenir tout en conservant leur liberté d'expression et d'action, leurs convictions.

Première partie.

Pourquoi la candidature unique Hamon-Mélenchon était impossible ou une vue de l'esprit que seuls des gens bornés ou aux intentions inavouables pouvaient imaginer.

Hamon a été propulsé candidat du PS par Hollande et sa clique pour faire barrage à Mélenchon, et tous ceux qui l'avaient compris au sein du PS ont voté Hamon à la primaire de la "*gauche*". Hamon a affirmé qu'il appellerait à voter Mélenchon s'il parvenait au second tour en espérant que Mélenchon n'y parvienne pas, ce qui se concrétisa très rapidement en appelant voter Macron le soir même des résultats du premier tour.

On nous dira que ce sont là des lieux communs ou que c'était parfaitement prévisible, certes, mais l'essentiel est ailleurs. Au cas où Mélenchon aurait été qualifié pour le second tour et que Hamon aurait appelé à voter pour lui, le vote en faveur de Mélenchon aurait perdu toute crédibilité ou aurait été dénaturé. Pire, le raliement de Hamon aurait été un puissant facteur de dislocation de son mouvement au lieu de constituer un facteur d'unité, les millions d'électeurs qui n'avaient pas voté pour Hamon n'ayant pas l'intention de mêler leurs voix à celles de Hamon, sinon ils auraient voter pour lui.

Pire encore, cela aurait très mal auguré la suite en plombant la campagne des législatives avec le boulet Hamon à la patte ou dans toutes les mémoires. Mélenchon et son mouvement seraient apparus comme de vulgaires manoeuvriers d'appareil prêts à

tout pour se faire élire et indigne de confiance, sa dynamique aurait été brisée nette.

Il n'y a que les adeptes de ces méthodes de boutiquiers, les combinards sans principe, pour imaginer qu'un tel compromis n'aurait eu aucune influence sur l'état d'esprit des électeurs qui justement n'en pouvaient plus de ces arrangements pourris destinés à les berner à l'arrivée, car c'est bien de cela dont il serait agi.

Les électeurs de Mélenchon ont sanctionné au passage le PS. Ils ne voulaient voter pour aucun candidat du PS, qui plus est un ex-ministre de Hollande qui partageait sa politique et celle de Macron, et dans lequel ils n'avaenit aucune raison d'avoir confiance. On peut comprendre que des militants qui ont manifesté une confiance aveugle dans des dirigeants qui les ont trompés pendant 40 ans, ne comprennent pas que les électeurs rompent avec cette pratique qui les a menés où nous en sommes, ou qui souhaitent que leur vote ne soit pas détourné, instrumentalisé, récupéré par le représentant d'un parti qui incarne la négation de leurs valeurs ou de leurs principes, de leurs intérêts ou aspirations.

Toute alliance ou tout accord avec le PS à quelque niveau que ce soit doit être banni, sous peine de perdre toute crédibilité et finalement de faire le jeu de la réaction puisque c'est le camp auquel il appartient.

On pourrait se dire à la lecture de l'extrait suivant de l'article 2017, le coup d'Etat, que Hamon ayant été manipulé par Hollande et Jouyet contre Mélenchon (et Fillon), le ramener dans le camp de Mélenchon aurait en quelque sorte pu faire capoter l'opération de Hollande, à première vue seulement, tout comme cela aurait pu servir de repoussoire à ceux qui se destinaient à voter Mélenchon, mais ne voulait pas entendre parler du candidat officiel du PS. On nous dira que la déclaration de Hamon aurait pu avoir le même effet avant le premier tour et faire perdre des voix à Mélenchon, sans doute, de manière limitée parce que Mélenchon face à Le Pen, on n'imaginait pas quelle autre alternative aurait pu avoir Hamon hormis le vote blanc, donc cela ne lui a rien coûté et n'a sans doute eu aucune influence auprès des électeurs potentiels de Mélenchon.

Pour imaginer l'attelage électoral Hamon-Mélenchon, il fallait ignorer ou feindre d'ignorer que la candidature de Hamon était un pur produit de Hollande, et non qu'il aurait incarné un quelconque courant de gauche qui aurait été séduit par son programme incompatible avec celui de Mélenchon qu'ils rejetaient. Le courant de gauche du PS est une légende inventée uniquement pour justifier le soutien que les trotskystes (POI-POID) devaient lui apporter pendant près de 70 ans et camoufler leur véritable nature contre-révolutionnaire ou opportuniste.

C'était aussi occulter que Cambadélis demeurait le secrétaire nationale du PS et qu'aucune décision de la sorte ne pourrait avoir lieu sans son accord et celui de Hollande ou de la direction du PS, qui évidememnt se seraient opposés farouchement à une candidature commune Hamon-Mélenchon.

Ce n'est pas un hasard si ceux qui se livrent à cette interprétation frauduleuse refusent toujours de caractériser le PS de parti de droite et de rompre avec l'appareil de FO dont le secrétaire national (Mailly) est encarté au PS, c'est très significatif de ce que représente le trotskysme défiguré.

Ces gens-là n'ont vécu que de calculs minables, de vulgaires manoeuvres, de combines d'appareils pourries et de coups tordus, au point d'orienter leurs analyses et leur politique uniquement en fonction du PS ou de leurs rapports au PS.

Ils ont appelé à une candidature unique avant que les sondages placent Mélenchon nettement devant Hamon, et ils ont continué à tenir le même discours par la suite, comme si c'était à Mélenchon de se désister en faveur de Hamon, ce qui aurait entraîné la dislocation de son mouvement.

J'ai reçu un courriel d'un militant ou d'un sympathisant du POID qui confirmait que ces gens-là veulent toujours avoir raison, qu'ils ont toujours raison, alors que les faits démontrent exactement le contraire, comme quoi ce n'est pas d'hier qu'il y en a qui osent tout ! Ces gens-là ne doutent de rien, vous comprenez mieux pourquoi ils n'ont jamais construit le parti, ils n'en auraient jamais eu réellement l'intention qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement, c'est la déduction logique à laquelle je suis parvenu depuis déjà longtemps et qu'ils viennent de confirmer à leur manière.

Extrait de l'article : 217, le coup d'Etat.

- "*Hollande et son ami (Jean Pierre Jouyet, le Secrétaire Général de l'Élysée - ndlr) sont parfaitement informés de l'état d'esprit de la majorité des militants socialistes, et du désamour profond qu'il règne à l'égard de la politique gouvernementale. Ils sont quasiment certains du résultat de la primaire et de l'éviction de Valls. Mais, dans le doute, ils vont miser sur Hamon.*
Pourquoi ? Encore une fois, l'élection de Valls serait contre productive. Hamon est celui qui cristallise l'aile gauche du PS et qui peut empêcher le « populisme » (cf. les objectifs de la NED) de gauche de progresser en le divisant. En langage clair : il s'agit de contenir Mélenchon dans son pré carré.

Comme prévu, c'est ce qui va se passer.

Hamon est élu candidat. Les soutiens de Valls rejoignent, officiellement ou pas, un à un, le camp Macron et Valls lui même ne tardera pas. Le PS sera réduit à sa plus simple expression et ne servira, à l'avenir, qu'à entretenir la division parmi les tenants de la gauche de transformation sociale, laissant ainsi le champ libre aux centristes pour mener à bien leurs desseins.

Le scénario à gauche et au centre est donc réglé."

Entre nous, c'est ce qu'il a toujours été, un parasite au sein du mouvement ouvrier pour mieux le gangrener et finir par le pourir littéralement de l'intérieur, alors qu'il aurait fallu commencer par le caractériser politiquement pour rompre avec lui et le chasser du mouvement ouvrier. Mais voilà, aucun de nos dirigeants n'en a eu la volonté ou le courage, tous sont corrompus.

Pire, ils veulent même le sauver contre lui-même, ils l'ont déclaré eux-mêmes, qui cela, mais les staliniens et les trotskystes parce que sans le PS ils n'existeraient plus, voyez où et à quoi ils en sont réduits, à supporter le même sort que le PS, à jouer un rôle insignifiant dans la lutte des classes, pas des places, là ils conservent encore une certaine capacité de nuisance qui leur sert à empêcher la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, sinon ils auraient déjà disparu. Cela pourrait leur arriver assez rapidement si la société et le paysage politique finissait par ressembler à celui des Etats-Unis, c'est en bonne voie avec l'élection annoncée de Macron, bien que, son mandat risque d'être fort mouvementé ou contrarié, car bien des militants refusent le diktat de leurs dirigeants et des millions de travailleurs ne sont pas prêts à accepter de nouveaux sacrifices.

L'espoir est mince, mais il existe, tout dépendra de la capacité du mouvement ouvrier à se recomposer sur de nouvelles bases, à condition de rompre avec toutes les analyses ou théories foireuses que nous ont servies nos dirigeants pendant 70 ans, la tâche est titanesque et ce n'est pas gagné d'avance. Nous n'avons pas d'autre choix que de croire que c'est possible et tout faire pour y parvenir.

Il ne suffit pas de proclamer rupture avec les institutions de la Ve République, il faut commencer par rompre avec ses piliers, dont le PS et tous les appareils corrompus des syndicats qu'il faut caractériser clairement, sinon c'est se livrer à une escroquerie politique.

Les militants sont abreuvés de grands et beaux discours sur ce que ferait tel ou tel parti ou sur ce qu'il faudrait faire dans l'avenir, ils mettent en perspective un certain nombre d'objectifs politiques, mais cela demeure des paroles, cela ne leur coûte rien d'évoquer finalement un hypothétique futur, se focaliser sur ces discours est le meilleur moyen de se faire manipuler.

Je leur conseille au contraire de concentrer leur attention sur le présent ou d'observer attentivement comment ils se comportent envers les institutions, les différents partis, les appareils des syndicats, tous les acteurs politiques, et de s'en tenir à ces rapports car ils révèlent leurs véritables intentions. Ils pourront ainsi vérifier par eux-mêmes si leurs paroles ou théories sont bien en accord avec leurs actes, la manière dont ils les mettent en pratique, si c'est le cas, ils pourront leur accorder un minimum de confiance, dans le cas contraire ils devront en déduire qu'ils ont à faire à des escrocs qui les trompent délibérément.

Deuxième partie.

Extrait commenté de l'adresse du POID à tous les travailleurs - Dimanche 19 mars 2017

Puisque "*Hamon et Mélenchon proclament l'un et l'autre leur refus de l'héritage politique du gouvernement Hollande-Valls*", il faut les croire sur parole et surtout ne pas se poser trop de questions sur les conséquences politiques qui découlerait d'un rapprochement Hamon, notamment la réaction des électeurs potentiels de Mélenchon.

Et d'en conclure qu'"*unis sur cette base*" pourquoi ne présenteraient-ils pas "*une seule candidature*" que le POID appelle de ses voeux et soutiendrait. Un scénario qu'il inscrit dans une perspective prometteuse dont ses dirigeants ont le secret.

A ce stade de la campagne électorale le duel Macron-Le Pen est déjà une quasi-certitude, ce qui signifie que Hamon et Mélenchon seront éliminés et qu'ils devront annoncer publiquement la position qu'ils adopteront pour le seconde tour. Quant à savoir lequel des deux devrait être le candidat unique en cas de fusion de leurs candidature, il n'y avait aucun doute que le PS refuserait à son candidat de s'effacer en faveur de Mélenchon ou de ne pas être présent au premier tour de la présidentielle. On peut le vérifier ici par exemple.

Jeudi (16 mars - ndlr), Arnaud Montebourg a demandé au député européen d'"*abandonner*" sa candidature (...) le camp Hamon n'imagine pas d'autre solution qu'un Mélenchon se rangeant derrière son champion, qui a gagné sa légitimité, lui, dans une primaire où quelque 2 millions de personnes se sont prononcées. "*Pas un électeur de Jean-Luc Mélenchon ne pense qu'il sera président de la République*", ajoute un proche de M. Hamon. (Source : AFP 17 mars 2017)

Vous aurez noté que ces déclarations dataient de la veille de l'appel du POID, donc il ne pouvait pas ignorer les intentions de l'appareil du PS.

Donc à les entendre au POID, dans l'hypothèse où Mélenchon aurait accepté de s'effacer au profit de Hamon, il aurait fallu voter

pour Hamon, le candidat officiel du PS, inimaginable même sous la torture, non merci se seraient exclamés la plupart des électeurs de Mélenchon, on a déjà donné ! Par la suite et le score final de Hamon le confirmera, seuls voteront Hamon les électeurs traditionnels du PS sans conscience politique et plutôt nantis, ou encore ceux qui n'avaient pas compris que c'était Macron le véritable candidat du PS et non Hamon.

Le POID sait également à quoi s'en tenir à propos de Macron. On pouvait lire dans le même document :

- "*La défense de la démocratie est contradictoire avec le soutien à Macron. La défense des droits des travailleurs et l'indépendance des organisations ouvrières sont contradictoires avec le soutien à Macron.*"

Hamon sait aussi parfaitement à quoi s'en tenir sur Macron, ce qui ne l'empêchera pas dès le soir des résultats du premier tour de déclarer qu'il votera Macron et appellera à voter pour lui. Sans surprise pour personne, surtout pas pour le POID.

Mais nous, nous nous moquons de ce pense le POID, l'essentiel pour nous c'est ce que pense les travailleurs et particulièrement ceux qui auraient voté pour ce candidat unique Hamon-Mélenchon, et la réaction qu'il aurait eu en entendant Hamon se rallier à Macron en leurs noms, avec la complicité de Mélenchon car ce dernier n'aurait pas été sans savoir quelle aurait été l'attitude de Hamon en cas de duel Macron-Le Pen, ils en auraient déduit qu'une fois de plus ils avaient été dupés par des bonimenteurs, Hamon et Mélenchon, et le mouvement de Mélenchon serait parti à vau l'eau, une aubaine pour Macron en prévision des législatives intervenant dans la foulée.

On se demande alors comment le POID a pu imaginer un seul instant une candidature unique Hamon-Mélenchon, sachant très bien que Hamon n'avait rien à faire de la "*défense de la démocratie*" et de la "*défense des droits des travailleurs*" et qu'il le confirmerait en appelant à voter Macron. Le POID était prêt à voter pour un tel candidat. Cela signifie que le POID se fichait pas mal de soutenir un candidat qui serait animé de telles intentions et comptait en tirer profit par le suite s'il était élu, comme si soudainement il pourrait être animé d'autres intentions, là ce n'est plus du domaine de la spéculation mais de la prestidigitation, du charlatanisme. Chacun savait que Hamon ne reviendrait jamais sur la loi El Khomri ou les traités européens, qu'il était opposé à leur abrogation et que la mobilisation qui s'en suivrait pour l'exiger était du domaine de la fabulation.

Le PS a toujours été un fidèle serviteur du régime, et chaque fois qu'il est parvenu au pouvoir, soit il a réussi à empêcher que les masses se mobilisent, soit il s'est employé à casser leur mobilisation. Le PS est un des piliers du régime, un des principaux fossoyeurs du socialisme, il ne peut donc pas remplir une tâche inverse ou devenir un fossoyeur du régime et un partisan du socialisme.

Il sert de rempart au régime contre les masses, pour les contenir, détourner leur combat du régime, d'où sa stratégie qui consiste à alimenter le racisme et toutes les formes de discriminations pour les diviser à travers la politique qu'il applique, tout en prenant l'initiative de campagnes pour combattre ces préjugés qui finalement servent à faire monter l'extrême droite contre lequel ensuite il s'affiche comme un rempart, son attitude est uniquement dictée par la nécessité dans laquelle il se trouve de trouver les moyens pour pouvoir appliquer la politique qui correspond aux besoins des capitalistes.

Quelle tactique adoptée pour les législatives ?

Ces champions toutes catégories de l'unité à toutes les sauces ou sans principe que sont ces trotskystes du POID ont déjà prévu de présenter des candidats aux législatives de division, car ils viendront concurrencer ceux du mouvement de Mélenchon. Ne serait-il pas préférable qu'ils présentent des candidats communs ou que le POID soutiennent ceux de FI, plutôt que prendre le risque qu'ils ne puissent pas se présenter au second tour et pourquoi pas qu'ils l'emportent finalement.

J'ai lu que FI pourrait être présent au second tour dans plus de 237 circonscriptions sur 577. Dès lors tous les partis, POI, POID, NPA, LO, PRCF, ParDem, etc. ne devraient-ils pas présenter un candidat unique avec FI ? On nous dira peut-être, mais pourquoi pas l'inverse et présenter des candidats du POI, du POID, du NPA, etc., tout simplement parce qu'ils ne récolteraient qu'un nombre de voix misérables et seraient battus à tous les coups, or ce n'est pas le but de la manoeuvre qui consiste à obtenir un maximum d'élus face à En Marche, LR et le PS pour mettre en difficulté Macron, paralyser le fonctionnement des institutions, alimenter la crise politique, obliger Macron à se démasquer et à afficher ses ambitions dictatoriales qui entraîneraient une radicalisation immédiate du mouvement ouvrier, de la classe et de pans entiers des classes moyennes.

Manoeuvres électorales

- Législatives: La France insoumise pose ses conditions pour des accords - AFP

Forte des presque 20% des voix et des sept millions d'électeurs de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle, La France insoumise pose pour les législatives des conditions strictes à d'éventuelles alliances avec le PCF mais aussi avec EELV ou les socialistes.

"Mon rôle est de vous aider à rester groupés. D'être la force qui va appeler, qui va rassembler", a déclaré vendredi M. Mélenchon à ses militants, en annonçant qu'il prendrait la tête de la campagne législative pour son mouvement.

Selon un calcul effectué par l'AFP à partir des scores de la présidentielle, modérés par la participation aux législatives en 2012 (55%), les candidats de la France insoumise (LFI) arriveraient premiers, deuxièmes ou au-dessus des 12,5% d'inscrits nécessaires pour se maintenir au second tour dans 237 circonscriptions sur 577.

Un potentiel électoral que LFI entend faire fructifier. "On ne va pas y aller dans un combat de résistance à Emmanuel Macron mais dans un esprit de conquête", promet le directeur de campagne de M. Mélenchon, Manuel Bompard, une des têtes pensantes de La France insoumise.

Le mouvement maintient les règles fixées avant la présidentielle dans une "charte": un candidat soutenu par La France insoumise s'engage dans un cadre national, avec une même charte graphique pour tout le monde dans le matériel de campagne, un "engagement moral" à une discipline de vote au sein du futur groupe parlementaire et un rattachement à l'association de financement de LFI.

"On peut dire à la fin de cette campagne que notre méthode était la bonne, la question de la charte est renforcée par le résultat des élections", estime M. Bompard, conscient d'un rapport de force en faveur de La France insoumise.

Avoir soutenu Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle est aussi considéré comme "la moindre des choses" pour tout prétendant à l'investiture. Une condition évidemment difficile à remplir pour tous ceux qui ont soutenu le candidat PS Benoît Hamon, y compris Europe Écologie-Les Verts.

Vendredi, le parti de David Cormand a formellement appelé la formation mélenchoniste à envisager des "candidatures communes". Pour que soient représentés à l'Assemblée nationale les "près de 26% des électeurs" qui ont voté pour "les forces qui se réclament de la gauche et de l'écologie", soit les électeurs de M. Mélenchon et ceux de M. Hamon.

Le camp de l'ex-candidat socialiste à la présidentielle souhaite aussi des candidatures communes, avec La France insoumise, le PCF et EELV, a également assuré à l'AFP, le député européen Guillaume Balas, proche de Benoît Hamon. "Si on parvient à faire des alliances, on peut avoir un nombre de députés importants. Si ce n'est pas le cas, tout le monde va se faire ratiboiser", a-t-il alerté.

Dans l'immédiat, La France insoumise manifeste peu d'enthousiasme à accueillir les uns ou les autres. "Vous partez du principe que les deux électorats s'additionnent", souffle un membre de l'équipe Mélenchon. "L'équipe de Benoît Hamon n'a pas les moyens de retirer des candidats socialistes ou d'empêcher qu'il y en ait contre des candidats France insoumise", avance une autre.

Les choses se présentent différemment pour le PCF ou Ensemble, qui ont soutenu la candidature présidentielle de M. Mélenchon mais ont jusqu'ici refusé de signer la charte.

Avec le parti communiste, l'atmosphère est particulièrement glaciale. Le ressentiment est encore grand aujourd'hui au sein de La France insoumise envers des communistes accusés d'être entrés tardivement dans la campagne présidentielle, et de manière "autonome", avec le même candidat mais ni le même programme ni les mêmes affiches.

Lors d'une rencontre des deux organisations vendredi après-midi, le PCF a proposé des retraits réciproques dans 30 circonscriptions au total, 15 réservées au PCF, 15 à La France insoumise. Selon le parti de Pierre Laurent, une nouvelle réunion mardi sera l'occasion d'examiner une telle option circonscription par circonscription. AFP 29.04

Si Mélenchon acceptait de passer un compromis avec les appareils du PS et de EELV, il trahirait ses électeurs et tous ceux qui soutiennent son mouvement qui éclaterait, hormis avec des membres du PS ou de EELV qui l'ont soutenu publiquement. Car s'il cédait, cela signifierait qu'il ferait élire des députés membres du PS ou de EELV qui par la suite soutiendraient Macron.

Si je n'ai pas appelé à voter Mélenchon au premier tour de la présidentielle, c'est parce que je savais d'avance que s'il était élu il ne pourrait pas gouverner car il n'aurait pas de majorité à l'Assemblée nationale, il aurait dû accepter une cohabition et nommer Macron, Fillon ou Baroin Premier ministre. Cela aurait été ridicule et gaché une occasion de pouvoir aller beaucoup plus loin que ce qu'il avait envisagé lui-même. Il aurait pu prendre des mesures par décret ou ordonnance qui n'aurait jamais été appliqués faute de soutien suffisant à l'Assemblée nationale, et on ne le voyait pas appeler à la grève générale pour qu'elles soient appliquées. Il le confirma lors de l'émission "15 minutes pour convaincre", jeudi 20 avril sur France 2, où il avait déclaré "*Je ne suis pas un homme de pagaille*" et qu'il n'avait pas l'intention de "*tout chambouler*". (Franceinfo 20 avril 2017)

Nous ne sommes pas animés par des calculs bassement institutionnels ou législatifs ni des adeptes de la "*révolution par les urnes*" ou "*citoyennes*", nous savons que seul un soulèvement révolutionnaire des masses pourrait balayer, renverser ou mettre un terme au régime.

Nous ne sommes pas des sectaires ou des dogmatiques bornés ou fossilisés, nous concevons que le boycott est une arme ou tactique politique à laquelle on peut recourir, tout comme la possibilité de se servir des institutions en place contre le régime, tout est une question de contexte politique et de rapports entre les classes, comment les exploiter pour aller de l'avant, pour construire le parti en principe.

L'immense majorité des travailleurs aspirent au progrès social ou à vivre dans une société meilleure et plus juste, sans pour autant qu'ils soient parvenus à la conclusion qu'il fallait renverser le régime pour que la société adopte cette orientation, et garantir dans le présent comme dans le futur la préservation de leurs acquis sociaux et politiques. Nous en prenons acte, c'est la réalité et nous nous y tenons.

Nous avons observé que l'état d'esprit ou le niveau de conscience politique des travailleurs et jeunes correspondait davantage aux mesures qui figuraient dans le programme du mouvement initié par Mélenchon, plutôt que dans le programme de la révolution socialiste dans lequel figure également la plupart de ces mesures sociales ou politiques. Par conséquent, il ne serait pas logique et cohérent de ne pas soutenir le mouvement de Mélenchon lors des élections législatives, sachant qu'en cas de succès ce processus accélèrera ou amplifiera la crise des institutions et du régime, ce qui va donc dans le sens de l'objectif que nous poursuivons.

Pour ainsi dire, le mouvement de Mélenchon constitue la première étape d'un processus politique qui pourrait se radicaliser par la suite, et ouvrir la voie à une issue politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs à l'étape suivante s'il parvenait à se structurer à travers tout le pays, période favorable à la construction du parti, car très rapidement va se trouver poser la question des moyens à se donner pour répondre à la question du pouvoir après avoir pris conscience qu'elle ne pourrait pas être résolue dans le cadre de la Ve République ou que la "*révolution par les urnes*" avait ses limites ou était inopérante pour accomplir la tâche que la situation commandait, renverser le régime. Si les exigences que partagent les membres et les sympathisants du mouvement de Mélenchon devenaient majoritaires dans le pays et se traduisaient par un haut niveau d'organisation et une élévation du niveau de conscience politique des masses, alors la question de trouver le moyen de les imposer se trouverait posée, le refus de se soumettre plus longtemps à des institutions antidémocratiques pourrait s'emparer des masses qui pourraient avoir l'audace d'affronter directement le régime.

Reste à savoir quelle serait la réaction des dirigeants de ce mouvement en présence d'un tel développement que les uns auraient souhaité et qui effraierait les autres, dans quelle mesure ils pourraient le contrôler ou au contraire contribuer à l'amplifier.

C'est uniquement dans cette perspective révolutionnaire que j'appelle tous les militants et travailleurs à soutenir le mouvement de Mélenchon, que j'appelle tous les partis dits ouvriers à le soutenir également lors des législatives.

Sinon que faire ? Quelqu'un aurait-il une meilleure idée, une autre perspective à proposer ? Les opportunités permettant de rassembler les masses sur le terrain politique sont extrêmement rares. Nous en avons une qui se présente, ne la laissons pas passer sous aucun prétexte, chacun conservant sa liberté de parole et d'action ou ses propres idées ou convictions évidemment, on en aura plus que besoin par la suite.

Et si à un moment donné Mélenchon capitulait et que son mouvement se dissolvait, et bien on en prendrait acte et on passerait à autre chose, on pourrait se dire qu'on a loupé une bonne occasion d'avancer vers le socialisme.

Ce n'est pas parce que nous soutenons ce mouvement que nous serions responsable des décisions prises par ses dirigeants. Nous savons que nous ne partageons pas les mêmes interprétations ou analyses de la situation, et partant de là les mêmes conclusions ou objectifs politiques, nous n'avons donc pas à nous sentir coupables de leurs décisions ou de leurs discours, nous sommes uniquement comptables de la construction du parti sachant qu'il sera amené un rôle décisif au cours du processus révolutionnaire à venir, que ce soit à cette occasion ou plus tard.

N'écoutez pas les militants qui ressassent des lieux communs sur Mélenchon.

On sait qu'il est réformiste et non communiste, qu'il n'est pas révolutionnaire, qu'il a servi le PS pendant plus de 30 ans, qu'il a voté oui à Maastricht en 1992, qu'il a été ministre de Chirac et Jospin, qu'il est franc-maçon, etc. dites-vous bien que dans la période qui vient ou qui vient de s'ouvrir, celui qui possède la capacité de mobiliser les masses, de leur inspirer confiance, de leur donner confiance en elles-mêmes est plus précieux que tout autre argument aussi juste soit-il.

Après tout, Mélenchon ne partage pas notre programme qui demeure le seul valable pour passer au socialisme, devrions-nous le pilonner pour autant ? Certainement pas, car dans l'état actuel des choses, c'est lui et non nous qui est le mieux placé pour aider les travailleurs à faire le premier pas vers le socialisme, à rompre avec les institutions et le régime. Et si ce n'est pas un dirigeant qui se réclame du marxisme, du communisme ou du trotskyste, c'est tout simplement parce qu'il en existe aucun qui ait été capable de comprendre la psychologie des travailleurs, la manière dont ils interprètent leur condition, leur état d'esprit.

Mélenchon a du charisme, alors qu'aucun de nos dirigeants n'en a. Il possède l'art de l'éloquence, pendant que nos dirigeants en sont restés à ânonner des formules apprises par coeurs qu'ils sont les seuls à comprendre. Mélenchon sait allier pédagogie

et démagogie, alors que les trotskystes sont de piètres pédagogues et des spéculateurs qui frisent la mégalomanie. Mélenchon recourt à un discours simple que tout le monde peut saisir, les trotskystes se ridiculisent en employant une terminologie absconse destinée uniquement à une élite, les militants aguerris. Mélenchon évoque la vie de tous les jours des travailleurs, quand les trotskystes éructent leur propagande. Mélenchon aborde les travailleurs sous des angles différents, les trotskystes ont démontré qu'ils en étaient totalement incapables.

Bref, vous aurez compris pourquoi il vallait mieux que Mélenchon soit à sa place et nos trotskystes à la leur, et pourquoi c'est Mélenchon qui à cette étape peut rassembler les masses et non les trotskystes, à qui il arrive toutefois d'avoir de bonnes idées ou qui pourront servir plus tard.

Quelques éléments sur la situation politique qui justifient ma tactique.

- Présidents de la cohabitation? Ce que pourront faire Macron et Le Pen s'il n'ont pas de majorité aux législatives - huffingtonpost.fr

Un président à peine élu privé de majorité dans la foulée: inédit sous la Ve République, ce blocage institutionnel n'a jamais été aussi crédible. Quel que soit le vainqueur du second tour de l'élection présidentielle, ni Emmanuel Macron ni Marine Le Pen n'ont l'assurance de disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale le 18 juin prochain, date du second round des législatives.

Pour conjurer le scénario d'une cohabitation imposée avant même qu'ils n'aient eu le temps d'appliquer leur programme, les deux finalistes de la course à l'Elysée misent sur "la cohérence des Français" et sur l'efficacité des institutions de la Ve République qui ont (presque) toujours offert une majorité cohérente au chef de l'Etat. Méthode Coué qui n'offre pourtant aucune garantie. "Rien dans la Constitution ne crée une automaticité entre le résultat de l'élection présidentielle et celui des législatives", rappelle le constitutionnaliste Pascal Jan.

Exception notable avec les législatives de 1988. A peine réélu à l'Elysée, François Mitterrand ne parvient pas à obtenir la majorité absolue. Des centristes (Michel Durafour et Jacques Pelletier) et des personnalités non-encartées entrent au gouvernement. Mais la fragilité de la majorité socialiste est telle que Michel Rocard va devoir pleinement user du fameux article 49-3 (il en détient le record) pour imposer son agenda législatif.

La comparaison s'arrête là: car au moins le PS dispose-t-il à l'époque d'une majorité relative qui empêche le RPR de Jacques Chirac de prétendre regagner Matignon. Qu'adviendra-t-il si Emmanuel Macron ou Marine Le Pen ne disposent même pas du plus grand nombre de députés au Palais Bourbon? Les paris sont ouverts.

Le scénario d'une cohabitation pure Première hypothèse, un mouvement d'opposition hostile aux deux candidats, celui de Jean-Luc Mélenchon ou celui des Républicains, obtient la majorité absolue à l'Assemblée nationale. C'est le scénario d'une cohabitation pure telle que la France l'a connue en 1986, 1993 et 1997. Le chef de file du parti majoritaire, probablement Jean-Luc Mélenchon ou François Baroin, devient alors premier ministre.

Le président de la République peut alors être tenté de désigner un autre chef de gouvernement mais ce choix devra être validé par un vote de confiance de l'Assemblée. Autrement dit, impossible de court-circuiter les législatives au risque d'entraîner un blocage total du régime.

Une fois la cohabitation installée, la marge de manoeuvre politique d'Emmanuel Macron ou de Marine Le Pen se réduit considérablement. Le "domaine réservé" du chef de l'Etat (chef des armées en vertu de l'article 15, négociation et ratification des traités à l'article 52) devient un domaine partagé avec le premier ministre, ce qui contraint les deux dirigeants de l'exécutif à s'entendre sur les noms des ministres de la Défense et des Affaires étrangères. Tous deux représentent la France à l'étranger ce qui peut conduire à un affaiblissement de Paris sur la scène internationale. Sur le plan intérieur, la primauté bascule du côté de Matignon: ce sera donc le programme du premier ministre qui sera appliqué et non celui du président.

Face à l'Assemblée, le pouvoir du président se réduit à un rôle d'empêchement: il peut refuser de signer des ordonnances voulues par son premier ministre, mais ne peut le démissionner, à moins d'ordonner une dissolution. Le chef de l'Etat peut aussi saisir le Conseil constitutionnel de sa propre initiative.

Pour Marine Le Pen, impossible de recourir au référendum puisque l'article 11 prévoit que c'est le gouvernement qui en fait la proposition. Si le chef de l'Etat dispose d'au moins 185 députés, il peut toutefois tenter de lancer à travers eux un référendum d'initiative partagée. Une procédure en réalité inapplicable compte tenu des 4,5 millions de signatures de citoyens requises pour valider le référendum: "Réunir plus de 500.000 signatures dans une pétition est déjà extrêmement difficile. 4,5 millions, c'est quasiment impossible", prévient Pascal Jan.

S'agissant d'Emmanuel Macron, qui présente le profil atypique d'un potentiel président transpartisan, nul doute que l'ancien banquier tenterait de négocier des majorités de projet avec le groupe dominant à l'Assemblée nationale. Mais si son premier

ministre est majoritaire, rien ne peut le contraindre à jouer le jeu.

Le scénario d'une Assemblée nationale balkanisée

Une autre hypothèse, totalement inédite, n'est pas à exclure. Celui d'une Assemblée nationale totalement balkanisée en plusieurs groupes antagonistes. Au vu des projections du premier tour de la présidentielle (à relativiser en l'absence de dynamique issue du second tour et faute de connaître la participation aux législatives), le scénario est plausible: faute d'accord à gauche ou d'entente entre la droite et l'extrême droite, les triangulaires et quadrangulaires au second tour des législatives devraient être majoritaires, rendant hautement aléatoire l'issue du scrutin.

"C'est le scénario d'une majorité introuvable. Le président fera ce qu'il peut pour trouver des majorités d'idée. Ce qui l'empêchera d'appliquer toute l'étendue de son programme et affaiblira encore un peu plus la fonction présidentielle", pronostique Pascal Jan.

Dans ce cas de figure, impossible d'anticiper qui sera en mesure de gouverner, à moins que deux ou trois groupes a priori irréconciliables ne mettent de côté leurs divergences pour revendiquer Matignon. Côté exécutif, le président de la République pourrait être tenté de nommer un premier ministre de son bord politique, mais avec le risque permanent de le voir renversé par une motion de censure. Il pourrait aussi nommer un gouvernement d'union nationale en débauchant des personnalités d'horizons divers, mais toujours avec le risque d'une censure imminente (article 50 de la Constitution) à chaque projet de loi clivant politiquement. Impossible également de recourir au 49-3, au risque de se voir opposer une motion de censure.

Marine Le Pen, dont le programme nourrit le plus grand nombre de réserves au vu des appels à voter pour son adversaire, se retrouverait de fait dans une situation d'incapacité à gouverner. Emmanuel Macron, qui a théorisé le principe de "majorité d'idées" autour de réformes transpartisanes, pourrait être tenté de le mettre en pratique en négociant au cas par cas avec la gauche ou la droite.

Mais dans tous les cas, aucun des deux présidents ne serait en mesure d'appliquer le programme sur lequel il ou elle a été élu. Le scénario d'une dissolution à court terme, voire d'une démission, serait alors l'ultime recours. huffingtonpost.fr 29.04

Haut de page

Le 2 mai 2017

CAUSERIE

On ajoutera de nouveaux articles plus tard.

Quelques réflexions politiques.

1- L'art de poser les mauvaises questions. Un exemple : pour ou contre la mondialisation.

Comment s'exprime-t-elle ? Globalisme ou mondialisme contre souverainisme auquel il faut associer nationalisme, social-patriotisme, chauvinisme qui font si bon ménage avec le corporatisme ou le pétinisme, crédo de l'extrême droite et du mouvement ouvrier pour refuser de s'attaquer non pas à la mondialisation mais à ceux qui détiennent le pouvoir économique et l'oriente dans une direction bien précise.

Nous ne sommes pas des ennemis de la mondialisation, nous sommes des ennemis de la manière dont elle se réalise au profit d'une infime minorité de privilégiés au détriment du reste de la population mondiale.

Que ce soit le capitalisme ou le socialisme qui réalise ou achève la mondialisation et le résultat et ses conséquences seront opposés, des guerres incessantes avec le capitalisme, la paix universelle avec le socialisme, la prise en compte des besoins de l'humanité dès lors que le pouvoir souverain est détenu par le peuple avec le socialisme, la confiscation du pouvoir politique au profit des besoins de moins de 1% de la population avec le capitalisme.

Un boutiquer vous vend sa marchandise uniquement pour réaliser un profit, vous, vous achetez des aliments pour vous nourrir, des vêtements pour vous couvrir, etc. Un capitaliste fabrique et commercialise un produit à seul fin de réaliser un bénéfice, peu importe que ceux qui le produisent vivent misérablement ou qu'il ne puissent pas l'acquérir, peu importe qu'il soit inutile, peu importe qu'il en existe d'autres du même genre sur le marché, bref peu importe pour lui dans quelle condition une marchandise sera produite et à quoi elle pourra bien servir ou quel usage il en sera fait, qui pourra l'acquérir ou qui s'en

servira, pendant combien de temps, seul compte pour lui le retour sur investissement et son profit.

On est donc en présence de deux logiques irrémédiablement inconciliables ou opposées, aussi bien dans leurs fondements que dans leurs finalités ou leurs résultats ou conséquences.

Serions-nous contre la production de ces marchandises en admettant qu'elles correspondent réellement à un besoin ? En aucun cas. Serions-nous contre la production et la libre circulation de ces marchandises au niveau planétaire ? En aucun cas.

En revanche nous sommes contre les conditions dans lesquelles elles sont produites, nous sommes contre l'exploitation qui en est faite et qu'elles ne soient pas accessibles à tous.

Voilà pourquoi nous ne sommes pas contre le développement des forces productives qui est à la base du régime capitalisme et nous ne sommes pas contre la mondialisation.

Nous somme juste contre les conditions dans lesquels elles se développent et l'usage qui en est fait, de sorte qu'elles sont destinées à ne satisfaire que les besoins d'une infime minorité de la population qui peut jouir des plaisirs de l'existence, alors que le reste de l'humanité qui produit les richesses doit subir d'innombrables sacrifices et souffrances assortis de quelques moments de satisfactions superficiels juste pour avoir le droit de survivre ou supporter sa condition d'esclave.

Les travailleurs n'ont pas de patrie, mais ils doivent défendre les droits qu'ils ont obtenus dans le cadre de l'Etat-nation, non pas en entonnant des chants patriotiques destinés à glorier l'Etat des capitalistes, mais en luttant pour un Etat ouvrier ou une République sociale qui inscrirait leurs droits dans la Constitution.

Ils doivent inscrire leur combat contre toutes les institutions internationales financières ou politiques mises en place par les capitalistes qui veulent leur imposer les droits ou les besoins des capitalistes dans la perspective de cet Etat ouvrier ou de cette République sociale étendue à l'humanité toute entière, et non pas en leur opposant l'Etat-nation des capitalistes qui ne sert qu'à les asservir et à facilité la mise en place d'un nouvel ordre mondial destiné à pérénniser le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ils doivent éviter de tomber dans le piège qui consiste à vouloir participer ou à s'adresser à ces institutions internationales financières ou politiques des capitalistes, qui ont été uniquement conçues pour que la conception de la mondialisation des capitalistes l'emporte sur celle des travailleurs ou le socialisme.

La subordination des partis politiques et des institutions nationales de chaque pays à ces institutions internationales financières ou politiques des capitalistes a eu pour conséquence la dillution du pouvoir politique, qui dès lors a échappé à leur contrôle au profit de l'oligarchie qui s'en est emparée et règne dorénavant en maître absolu sur la destinée de chaque peuple dépouillé de tout droit politique ou presque.

Mais ils ne sont pas parvenus à éliminer les partis politiques ni les institutions nationales de chaque pays, c'est la seule faille que comportait leur dispositif et qu'il faut exploiter pour renverser l'ordre établi. Pourquoi, parce qu'il est impossible de supprimer les classes sociales aux intérêts antagoniques, c'est le point faible de leur conception de la mondialisation, de leur système économique qui ne peut pas exister sans développer la lutte de classe des exploités et des opprimés sur laquelle repose le socialisme.

C'est ainsi que le capitalisme légitime le socialisme. Paradoxe parmi tant d'autres, qui fait que ceux qui l'ignorent ou s'en détournent en viennent à se poser des questions qui ne servent qu'à justifier la survie du capitalisme, au lieu de concevoir qu'il existe réellement une alternative au capitalisme, le socialisme ou on peut appeler cela autrement peu importe.

Un mot rajouté plus tard.

Ceux qui critiquent la version capitaliste de la mondialisation et ses institutions, et qui se plaignent d'être assimilés ou de subir le même traitement que les souverainistes de droite, voire d'extrême droite ou des nationalistes, n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes pour cultiver leurs ambiguïtés sur leurs réelles intentions ou leur refus de rompre avec le capitalisme.

2- La situation qui prévaut en France est semblable à bien des égards à celle qui prévaut aux Etats-Unis et dans les pays d'Amérique latine où le gouvernement allie capitalisme et progrès social pour les couches les plus défavorisées, Venezuela, Bolivie, Equateur et quelques pays que je n'ai pas en tête concernant la position dominante des médias qui sont détenus presque exclusivement par des oligarques.

Cela a pour conséquence de leur permettre de mener une guérilla permanente contre tous les opposants au régime en place ou contre les régimes en place lorsqu'ils ne sont pas inféodés à Washington jusqu'à entraîner leur chute.

3- Voter Macron est une injonction, un ordre agrémenté de menaces, d'insultes, de diffamations...

C'est la manifestation d'un excès de pouvoir...

C'est la manifestation d'un abus d'autorité...

C'est la manifestation d'un acte totalitaire...

Réflexion après avoir lu l'article 2017, le coup d'Etat

En remontant la piste Macron on aboutit à Rothschild, au sommet de l'oligarchie.

Macron fait président par les Rockefeller qui trône au groupe Bilderberg et à la Commission trilatérale, quand on apprend cela on sourit en pensant aux crétins qui ne voient dans les références au groupe Bilderberg et à la Commission trilatérale que des histoires de "complotistes", une fois de plus les faits leur donnent tort. Il y a des militants qui prennent un malin plaisir à se ridiculiser eux-mêmes, c'est comme cela.

Notre ennemi a concentré tant de pouvoir qu'il ne nous laisse pas le choix, il faut l'abattre. La stratégie que j'avais définie pour les Etats-Unis trouve ainsi sa pleine justification en France, ce qu'il faut mettre en avant ou en perspective, c'est la nécessité d'un changement de régime sans lequel jamais aucune autre politique ne verra le jour.

Désolé, c'est à prendre ou à laisser, car il n'existe aucune demi-mesure en la matière. Après la tête de Louis XVI, le tour est à celle de Macron.

Il n'a aucune expérience politique, tout ce qu'il tient vient de ses mentors, il va donc commettre erreur sur erreur, il va devenir leur cauchemar !

Soit le peuple se soumet, soit il se soulève.

4- On a trouvé sans mal un mot d'ordre à partir du 8 mai : A bas Macron, chassons-le du pouvoir ! A bas les institutions de la Ve République, Assemblée constituante souveraine !

Puisque Mélenchon et d'autres ont adopté l'Assemblée constituante souveraine et qu'ils ont contribué à la populariser, pourquoi pas, temporairement tout du moins. Il existe une grande différence entre avancer un mot d'ordre ou un objectif politique au cours d'une processus (dynamique ou en cours) ou lorsqu'il découle directement de l'évolution de la situation et plaquer un argument théorique coupé de la réalité, aussi juste soit-il, ce qui a le don de vous faire passer pour un vulgaire propagandiste, doctrinaire, qui veut imposer à tous prix son point de vue.

L'absence de représentant des exploités au second tour de la présidentielle témoigne de la confiscation du pouvoir politique par les représentants des exploiteurs ou de l'oligarchie, ce qui permet d'avancer l'Assemblée constituante souveraine et de la légitimer du même coup. Chacun peut ainsi s'en saisir et expliquer autour de lui pourquoi et ainsi de suite.

Ensuite tout dépend par ce qu'on entend par Assemblée constituante souveraine, qui serait appelé à y participer. Si c'était tous les partis sans distinction, cela équivaudrait à l'Assemblée nationale actuelle ou à celle qu'on a connue sous la IVe République... qui a dû céder la place à la Ve. Il faudrait que ce soit une assemblée constituante "populaire, citoyenne, ouvrière", une "constituante du peuple" qui contrairement à celle que Maduro veut convoquer intègrerait les partis politiques, de sorte que les représentants officiels de la réaction en soient exclue, au Venezuela ils viennent de déclarer qu'ils y étaient farouchement opposés, normal puisqu'une telle assemblée constituante ressemblerait plutôt à un soviet qu'à un parlement bourgeois !

Mélenchon pédagogue et démagogue en voici l'illustration.

- Présidentielle : Emmanuel Macron répond à Jean-Luc Mélenchon et refuse de retirer sa réforme du droit du travail - Franceinfo

Ému par les cris de soutien de ses sympathisants en ce 1er mai, Jean-luc Mélenchon entend bien rester au cœur du débat, et il adresse "un conseil" à Emmanuel Macron : "Madame Le Pen essaye au moins de parler aux Insoumis. (...) Il pourrait faire un geste, il pourrait leur dire 'Je vous ai compris', comme il a l'habitude de le dire, 'je retire mon idée de réforme du Code du Travail'", a-t-il lancé en direction du candidat victorieux du premier tour.

Réponse d'Emmanuel Macron cet après-midi : pas de concession. Le candidat refuse de retirer sa réforme du droit du travail. "Il faut être cohérent jusqu'au bout. S'il n'y a pas de cohérence, il y a des petits arrangements d'arrière-boutique, on bricole des bouts

de programme sur des coins de table, c'est ce qui a été ait depuis trente ans et qui a mené à l'échec de toutes les politiques publiques pour l'emploi qui ont été menées depuis trente ans. Ça n'est pas de ça dont nous voulons", explique Benjamin Griveaux, porte-parole d'Emmanuel Macron. Emmanuel Macron campe sur ses positions alors que le vote des 7 millions d'électeurs de Jean-Luc Mélenchon est l'un des enjeux majeurs du second tour. Franceinfo 01.05

Quand "ni, ni" se renie déjà!

- "La partie n'est pas finie", prévient Jean-Luc Mélenchon - Reuters

Jean-Luc Mélenchon a mis en garde les électeurs de la France insoumise contre la "terrible erreur" que représenterait selon lui un vote en faveur du Front national et s'est déclaré prêt à devenir Premier ministre, estimant son mouvement capable de remporter les élections législatives en juin.

Invité dimanche soir du journal télévisé de TF1, le fondateur de la France insoumise a récusé toute ambiguïté dans sa position pour le second tour.

"Ma position, ce n'est pas 'ni, ni' (ni Marine Le Pen, ni Emmanuel Macron, NDLR). Je ne voterai pas Front national. Je combats le Front national et je le dis à tous ceux qui m'écoutent : ne faites pas la terrible erreur de voter Front national car vous pousseriez le pays à un embrasement général", a-t-il déclaré.

Mais selon lui "tout va se jouer aux législatives".

"A mon avis, la France va se débarrasser de Marine Le Pen à cette élection présidentielle, et nous, dans un mois, nous allons tous ensemble nous débarrasser de la politique de M. Macron", a-t-il déclaré.

"Je suis prêt à gouverner ce pays si nous conquérons la majorité", a-t-il dit en évoquant l'éventualité d'une candidature à Lille, Marseille ou Toulouse.

Mais la réflexion se poursuit pour savoir si "la bonne façon de mener la bataille c'est d'y aller soi-même ou d'être en retrait, comme un général sur sa colline", a expliqué Jean-Luc Mélenchon. Reuters 01.05

Fanfaronnade, en signifiant que sa position n'est pas 'ni, ni', il apporte son soutien à Macron, il capitule en rase campagne. C'est un scélérat, on le savait !

Pire, il serait prêt à devenir le Premier ministre de Macron après avoir formulé le voeux d'être celui de Hollande, torpillant tous les espoirs que les travailleurs qui ont voté pour sa candidature avaient placés en lui,

Question : il n'obtiendra pas la majorité absolue pour pouvoir gouverner, dès lors avec qui voudrait-il gouverner, avec les débris du PS et de EELV qui ont appelé à voter Macron, qui ont le même programme que Macron ?

On savait depuis très longtemps qu'il n'affronterait jamais le régime et qu'il capitulerait, mais on ignorait que cela interviendrait aussi rapidement, dommage. Cela ne change rien pour le moment à la position que nous avons adoptée, parce que l'immense majorité des travailleurs qui le soutiennent n'auront pas saisi la subtilité de son double jeu qui vient de s'exprimer ici. Notre tactique n'est pas liée à la personnalité et aux contradictions de Mélenchon, mais à l'attitude des travailleurs et à l'objectif que nous nous sommes fixés.

Faites tomber les masques. Martinez en famille ou un agent du régime. Chassez-le de la CGT !

- Martinez (CGT) "en profond désaccord" avec des sections syndicales appelant à battre "les deux candidats" AFP

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, s'est dit lundi "en profond désaccord" avec certaines sections de la CGT qui appellent à battre les deux candidats à la présidentielle.

Emmanuel Macron ou Marine le Pen, "ce n'est pas la même chose", a dit le leader syndical sur Europe 1.

"Le Front national, c'est un parti raciste, xénophobe, anti-femmes et anti-salariés parce que c'est un parti aussi libéral", a-t-il ajouté. (Comme le PCF et le PS il y a 70 ans, vous l'avez oublié ? - LVOG)

Alors que leurs centrales respectives ont appelé à "battre le FN", des organisations CGT, FSU et SUD appellent "à battre les deux candidats". Réunies au sein d'un collectif fraîchement créé ("Front social"), elles défileront place de la République à partir

de 14H30, aux côtés des centrales nationales CGT, FO, Solidaires et FSU, mais avec un slogan distinct: "Peste ou choléra, on n'en veut pas". Le syndicat Info'Com CGT vient de réaliser une affiche avec le même slogan.

"Je suis en profond désaccord" avec ce slogan, a réagi M. Martinez, qui a également dit sur LCI "condamner fermement" l'affiche d'Info'Com.

Il a rappelé que le mot d'ordre de la CGT était "pas une voix pour Marine Le Pen", mais refusé de dire pour qui il voterait le 7 mai. Pour lui, Marine Le Pen au second tour, "c'est une catastrophe".

Environ 70 organisations sont réunies au sein du Front social, dont de nombreux syndicats SUD et CGT d'entreprises ou structures locales (CGT Goodyear, CGT Info'Com, SUD PTT...), ainsi que des syndicats FSU, le NPA, des collectifs et associations comme le DAL (Droit au logement). AFP 01.05

Soutien inconditionnel à ce collectif "Front social".

Bonnet rouge et rouge bonnet : La réaction !

- Présidentielle. La CGT Bretagne appelle à voter Macron - letelegramme.fr

La CGT Bretagne a appelé à voter Emmanuel Macron au second tour sans toutefois nommer clairement le candidat d'En Marche!. Pour le syndicat, "ni l'abstention, ni le vote blanc ne constituent des moyens de battre efficacement le Front national".

"Le FN n'est pas un parti comme les autres, et dans le cas présent, en complémentarité avec les actions et initiatives engagées par la CGT pour combattre les idées d'extrême droite, le 7 mai est aussi un moyen de mobilisation et d'expression par les urnes. Le vote constitue un élément de la démocratie, de la citoyenneté. Les salariés doivent l'utiliser", ajoute la CGT Bretagne. (En Marche! non plus n'est pas un parti ou un mouvement comme les autres, il incarne l'extrême droite néolibérale qui a spolié les travailleurs américains de tout droit social et politique et fomentée toutes les guerres impérialiste au cours de la seconde moitié du XXe siècle, tous les coups d'Etat en Amérique Latine, en Afrique et au Moyen-Orient. En étant aussi proches de Reagan, Bush, Clinton, Obama et Trump on se demande ce qui les distingue encore de la pire réaction. - LVOG)

"Mettre le FN au plus bas, c'est renforcer notre capacité d'intervention au lendemain du second tour des élections pour continuer à porter les exigences revendicatives en développant le rapport de force et le mouvement social. Jamais ce parti de la xénophobie n'a été aussi proche de prendre le pouvoir. Il faut mettre fin à la présence du FN à chaque élection", affirme le syndicat. (Ils tiennent à ce que Macron soit "au plus haut" le soir du 7 mai, alors que ses mentors et porte-parole ne cessent d'affirmer que ce serait le scénario idéal pour que Macron puisse faire référence à cette légitimité inespérée pour appliquer tranquillement son oeuvre de démolition antisociale. - LVOG)

"Le bulletin du candidat face au FN est le seul moyen qui permettra de continuer à la France de vivre dans une démocratie, pays des lumières et des droits de l'Homme, ce n'est en aucun cas un vote d'adhésion à un projet politique." letelegramme.fr 28.04

Quelle infâmie :! Il fallait oser le dire. Attention, ce ne sont pas des gens animés par une crasse ignorance ou qui n'auraient pas conscience de ce qu'ils font, ce sont des vendus, ils savent parfaitement ce qu'ils disent et font. A vomir.

Faites tomber les masques. Emmanuel Hollande ou les miasmes de la médiocratie.

- Hollande adoube Macron à Bruxelles pour faire barrage à Le Pen - AFP

- Tony Blair: «Macron serait une force de changement en Europe» - Liberation.fr

- "Votons Emmanuel Macron!", l'appel de Dany Boon pour le second tour de l'élection présidentielle 2017 " - Le Huffington Post

- Nicolas Hulot votera "sans hésitation" pour Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Le monde de la culture mobilisé contre le Front National - AFP

- Un millier d'avocats rejoignent un appel à voter Macron, pour défendre "l'État de droit" - AFP

- Insulté par Gilles Lellouche, Mathieu Kassovitz et Benjamin Biolay, Nicolas Dupont-Aignan porte plainte - francetvinfo.fr

Vendredi, Nicolas Dupont-Aignan a révélé, sur France 2, qu'il apportait son soutien à Marine Le Pen en vue du second tour et

qu'il allait s'engager dans sa campagne de l'entre-deux-tours. Une prise de position rapidement critiquée sur les réseaux sociaux, y compris dans le milieu culturel.

Sur Instagram, le chanteur Benjamin Biolay a publié une photo de l'élu avec la légende suivante : "A tes risques et périls petite teupu. Tu vas Le payer cher #toutsauflefn"

Sur Twitter, l'acteur et réalisateur Mathieu Kassovitz a lui cité un message de Nicolas Dupont-Aignan, en l'assortissant de la mention suivante : "Espèce de trou du cul".

Quant au cinéaste Gilles Lellouche, il s'est fendu d'un tweet qualifiant le nouveau soutien de Marine Le Pen d'"espèce de grosse merde".

Dans la foulée, Mathieu Kassovitz a publié un nouveau message. Loin de présenter ses excuses, le réalisateur de La Haine en a rajouté une couche.

Je rajouterais : je t'encule Therese. Impatient de vous retrouver dans un tribunal pour parler de votre anus. francetvinfo.fr 29.04

- L'entourage de Dupont-Aignan dénonce les propos "abjects" de Guillon - AFP

Laurent Jacobelli, porte-parole de Nicolas Dupont-Aignan, a dénoncé lundi soir dans un communiqué les propos "profondément abjects" de l'humoriste Stéphane Guillon, qui a ironisé sur le décès de la mère du président de Debout la France. Stéphane Guillon : "il a perdu sa maman il y a deux jours donc j'ai respecté ce moment. Je me suis dit que ma mère aurait fait la même chose si je m'étais engagé aux côtés de Marine Le Pen et si j'avais déclaré être son Premier ministre, vouloir travailler avec elle: je pense que ma mère se serait aussi laissée mourir comme Mme Dupont-Aignan". AFP 01.05

En complément.

Macron : Quelle légitimité ? Aucune !

- Lyon: manifestation de soutien à Macron - AFP

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi à Lyon pour soutenir la candidature d'Emmanuel Macron à la présidentielle. AFP 29.04

Russie. La NED/CIA à la manoeuvre.

- Manifestations en Russie pour demander le départ de Poutine - Reuters

Quelques centaines de manifestants antigouvernementaux se sont rassemblés dans le calme samedi à Moscou, face à une impressionnante présence policière, pour demander la démission du président Vladimir Poutine. Reuters 01.05

- Russie : 17 militants LGBT arrêtés à Saint-Pétersbourg - Liberation.fr

-Répondant à l'appel de l'organisation de l'opposant à Poutine Mikhail Khodorkovski, les manifestants s'étaient allongés ce lundi sur l'artère principale de la ville avec drapeaux tchétchènes et LGBT et faux sang pour dénoncer la répression du président Ramzam Kadyrov. Liberation.fr 01.05

ONG persona non grata

- Défense : trois « ONG » anglo-saxonnes interdites en Russie - Réseau Voltaire - 29.04

Le procureur général de Russie a déclaré indésirables les trois « ONG humanitaires » créées par la famille de Mikhaïl Khodorkovski (photo) :

- Open Russia (Royaume-Uni) (administrateurs : Henry Kissinger et Lord Jacob Rothschild),
- Open Russia Civic Movement (Royaume-Uni),
- Institute of Modern Russia (États-Unis).

Elles s'ajoutent aux 7 autres « ONG » interdites au titre de la loi de juillet 2015 :

- National Endowment for Democracy (NED),
- OSI Assistance Foundation (George Soros),
- Open Society Foundation (George Soros),
- US-Russia Foundation for Economic Advancement and the Rule of Law (fondation d'Etat états-uno-russe),
- International Republican Institute (IRI/NED),
- Media Development Investment Fund (Otan),
- National Democratic Institute for International Affairs (NDI/NED).

En lien avec l'Otan, les associations de Mikhaïl Khodorkovski ont mené campagne depuis 3 ans pour populariser le thème des « fake news », de la manipulation des sites internet alternatifs occidentaux et de l'intervention des services secrets russes dans les élections aux États-Unis et en France. Elles conduisent également une campagne en Russie visant à discréditer à l'avance les prochaines élections [1].

Depuis la multiplication par la CIA des coups d'État masqués en « révolutions colorés », plusieurs États se sont dotés de lois leur permettant d'interdire les « ONG » (en réalité des organisations gouvernementales) utilisées par les services secrets anglo-saxons. Réseau Voltaire - 29.04

[1] « La campagne de l'Otan contre la liberté d'expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 décembre 2016.

Si nous prenions un jour le pouvoir, nous ferions de même, y compris envers tous les médias détenus par des oligarques, qui seraient fermés, leur matériel confisqué et leurs propriétaires emprisonnés avant d'être jugés et sans doute excécutés, à moins qu'on les envoie gratter dans une mine ou une fonderie...

- La Place Rouge noire de monde pour le 1er mai - euronews.com

Des milliers de personnes se sont rassemblées autour du Kremlin, pour participer au traditionnel et très suivi défilé du 1er mai.

Les syndicalistes, les anciens combattants des organisations de jeunesse étaient invitées à participer à la célébration sous les murs du Kremlin. Près de 130 000 personnes ont participé à l'évènement à Moscou. Ces centaines de manifestations ont eu lieu dans tout le pays.

Depuis quelques années, "ces défilés connaissent un regain de popularité et représente aussi une occasion pour les nostalgiques de l'ex-Union Soviétique de sortir les drapeaux rouges, les vieux étendarts et portraits de Lénine, entre autres…

Mais depuis la Perestroïka, c'est aussi devenu la « fête du Printemps et du Travail » et le début des vacances de mai qui durent jusqu'aux célébrations de la victoire sur l'Allemagne nazie le 9 mai 1945… euronews.com 01.05

- Hongrie: des milliers de pro-européens défilent contre l'influence russe - AFP

Des milliers de Hongrois ont défilé lundi à Budapest en faveur de l'Union européenne et contre les politiques du Premier ministre Viktor Orban, qui selon les manifestants lient trop leur pays à la Russie. AFP 01.05

Parole d'internaute.

1- Le pouvoir matérialisé en un pseudo-front qui se voudrait républicain, une sorte de dictature à parti unique divisé en deux, et qui pratique l'alternance et la fausse opposition théâtrale

- Si j'ai bien compris les articles de M. Huyghe, le discours pro-Macron asséné par nos élites ne relève pas du mensonge, mais du baratin, comme aussi le discours pro-UE. Langue de coton, en effet, qui correspond à notre cauchemar aseptisé.

Le complotisme chic qui rend la "post-vérité" responsable de résultats électoraux qui déplaisent aux élites ? Une "version de classe de la causalité diabolique", les classes dirigeantes intimant à la plèbe "de regarder la télévision et de lire les journaux pour rester dans le cercle de la raison".

Quant à la "post-vérité" telle qu'elle est définie par le dictionnaire d'Oxford, "Circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'importance pour modeler l'opinion publique que l'appel aux émotions et aux opinions personnelles", les exemples abondent depuis 1989 :

– la "révolution roumaine" et le charnier de Timisoara
– les soldats de Saddam arrachant les bébés de leurs couveuses
– les Serbes commettant un génocide au Kosovo

– Kadhafi/Assad massacrant son peuple
– Poutine envahissant l'Ukraine tous les quatre matins

2- Le fait est que le faux, chez certaines personnes, sert avant tout à qualifier les informations qui pourraient remettre en cause leur statut. C'est ainsi que le vrai devient faux.

Et à l'inverse, les infos servant à conserver leur statut sont qualifiées de vraies, peu importe qu'elles le soient.

Donc déjà, sans internet, on nageait dans le faux. Si au départ le procédé utilisait le bouche à oreilles pour se répandre, l'invention de la TV a permis de l'étendre. C'est ainsi que la population s'est retrouvée enduite d'erreurs en une phrase : " Moi président, blablabla" (F.H) ; " Je suis de gauche" ; " je suis ni à droite, ni à gauche, mais pas au centre non plus" (E.Macron). Puis, internet est né. Ceux qui avaient le monopole du procédé l'ont alors perdu au profit de la majorité. Le trust du mensonge voit d'un mauvais œil la perte de son monopole. "Vite, une loi ! Dénigrons et criminalisons tout ça. Ainsi, nous redeviendrons les grands architectes des fausses infos". Trop tard … Autant vider l'océan avec une cuillère. En passant de la TV à internet, la majorité possède les moyens de répandre de fausses infos, et elle peut mystifier et perturber ceux d'en haut.

3- "Plus Macron sera mal élu (seulement 18% au 1er tour -et 16% pour Le Pen- contre 22% pour Hollande en 2012), plus facilement on pourra s'en débarrasser".

L'espoir fait vivre.

Hollande a gouverné avec 4 % d'opinions favorables.

4- Les quadrangulaires risquent d'être majoritaires pour ces législatives 2017 et il n'est pas exclu qu'un certain nombre de pentagulaires aient également lieu (PS, LR, FN, FI et EM).

Comme EM va ratisser des élus au PS et chez LR pour ces législatives, les alliances des élections précédentes vont voler en éclat.

La règle pour qui veut garder son siège et ou conquérir celui qu'il convoite sera à coup sûr le chacun pour soi et dans ce contexte, comment des alliances seraient possibles ?

Nous allons nous retrouver dans une situation similaire aux pays nordiques avec une assemblée à 4 ou 5 partis ayant chacun de 15 à 25 % des sièges – donc x partis d'opposition – mais avec une différence de taille : avec au dessus un Président précédemment élu et censé gouverné avec une majorité claire.

5- Diana Johnstone: "Lorsque le Président Macron se hâtera de poursuivre le démantèlement de l'état social qu'il avait déjà entamé dans le gouvernement Hollande, je me demande avec quel enthousiasme les ouvriers qui avaient voté Marine Le Pen iront rejoindre les partis « de gauche » qui auront contribué à élire Macron en « barrant la route au fascisme ». Quelle sera la gratitude de la classe ouvrière pour cette héroïque protection ?"

6- Bon, ça va, quoi, les délires juridiques : un traité ne s'applique que tant qu'on le respecte. Aucun traité ne saurait s'appliquer contre la volonté populaire, qui passe loin devant tout autre considération dans notre constitution, aussi imparfaite soit elle, et dans le droit international. Point. Si un gouvernement décide de ne plus appliquer un traité avec l'avale d'un vote populaire, rien, absolument rien, ni dans les faits, ni dans le droit international, ne peut s'y opposer. Sauf si l'Allemagne envahit la France, c'est la seule possibilité.

7- Violation fondamentale du principe de séparation des pouvoirs – Dans un silence médiatique assourdissant, le décret signé par l'ancien Premier ministre Manuel Valls et Jean-Philippe Urvoas, le ministre de la Justice, le 5 décembre dernier – jour du départ de Manuel Valls de Matignon – met la Cour de Cassation sous l'autorité quasi directe du Gouvernement, à travers la nouvelle institution créée par ledit décret qui est l'Inspection générale de la justice, laquelle dépend directement du ministre de la Justice et donc du Premier ministre…

Sommes-nous encore en démocratie ?

http://www.liberation.fr/france/2016/12/07/la-cour-de-cassation-victime-d-une-atteinte-manifeste-au-principe-de-separation-des-pouvoirs_1533696et

http://www.justice.gouv.fr/le-ministere-de-la-justice-10017/inspection-generale-de-la-justice-10027/

8- Une loi qui prépare celle des pleins pouvoirs… si Macron ne parvient pas à gouverner, je veux dire si Macron ne parvient pas à imposer les GOPE,TSG et autres mesures de provincialisation de la France.

Car nous en sommes là.

La loi allemande des pleins pouvoirs de 1933, également connue sous le nom de loi d'habilitation ou sous sa dénomination officielle de Gesetz zur Behebung der Not von Volk und Reich vom 24. März 1933 (loi du 24 mars 1933 de réparation de la détresse du peuple et de l'État), est une loi allemande qui donna à Adolf Hitler le droit de gouverner par décret, c'est-à-dire de promulguer des textes à portée législative sans approbation parlementaire.

Après la Reichstagsbrandverordnung (« décret sur l'incendie du Reichstag »), elle constitua la deuxième étape législative de la Gleichschaltung (« mise au pas »), qui déboucha sur l'instauration du système totalitaire nazi.

9- La souveraineté nationale appartient au peuple … Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. La justice et la presse sont en principe des piliers de la démocratie. Ils devraient être les ultimes remparts contre les coups d'état et non pas les organisateurs.

"Présidentielle : à temps de parole égal, le second tour aurait pu opposer… Mélenchon à Macron" : Étienne Girard et Myriam El Barch, 30/04/2017, Mariane : https://www.marianne.net/politique/presidentielle-temps-de-parole-egal-le-second-tour-aurait-pu-opposer-melenchon-macron

"Si d'aventure aucune suite n'était donnée à cette information ça prouverait de façon incontestable la partialité des magistrats et confirmerait un "coup d'état institutionnel" : Serge GRASS, Dossier Macron (http://u3c.free.fr/actions/encours/macron/macron_sommaire.php), http://u3c.free.fr/actions/encours/macron/macron_sommaire.php

10- Je ne partage pas votre optimiste.

5 ans supplémentaires de sarkollandie vont nous anéantir.

La pègre oligarco-politico-financière est en train de gagner sur tous les tableaux. Après nous avoir dépouillés en 2008, elle continue de se goinfrer de la spéculation, des délocalisations et du malheur des peuples.

J'aime mon pays. Depuis 50 ans, je le vois disparaitre dans le trou noir de l'Union Européenne et l'arnaque de la dette. Les déviances du FN ne sont pas pires à celles du PS, LR ou FdG : carriérisme, cupidité, corruption, racisme à l'envers, attrait du pouvoir. Je refuse ce fear project ! (...)

Macron, c'est 666 ! Ne comptez pas le maitriser une fois dans la place. Lui et ses parrains nous rongeront jusqu'à l'os.

11- Si la démocratie est l'expression du peuple, il apparaît clairement que si cette expression est appelée "populisme", cela montre la volonté des dirigeants de passer par-dessus le peuple. C'est le totalitarisme qui prend le nom de front républicain. Le totalitarisme n'est pas du côté qu'on veut nous faire croire.

LVOG - Si vous pensez au FN vous vous trompez.

12- Espérer en un sursaut lors des législatives est malheureusement illusoire. FI et FN totaliseront une centaine de députés sur 577, si tout va bien. Aux élus EM se joindront, suivant les besoins, ceux du PS et la majorité de ceux des LR (d'où découle la nécessité de maintenir l'impression d'une pluralité de choix dans l'esprit des électeurs le plus longtemps possible, et la réaction de l'équipe Macron aux offres de service désordonnées des élus des deux partis anciens). Après une victoire de Macron, sa majorité est assurée. Elle lui votera le droit de légiférer par ordonnances et l'essentiel sera décidé durant l'été sans débat parlementaire.

LVOG - Pourquoi être si pessimiste, FI peut emporter une centaine de députés ou beaucoup plus si les abstentionnistes votent, ils le feront s'ils ont vraiment l'impression que cela peut réellement servir à quelque chose.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Des milliers de personnes manifestent à Madrid contre la corruption - AFP

Des milliers de personnes ont manifesté lundi à Madrid pour défendre les droits des travailleurs, et "contre la corruption", l'un des slogans des manifestations du 1er mai, a constaté une journaliste de l'AFP.

La marche dans le centre de la capitale intervient après un nouveau scandale touchant le Parti populaire au pouvoir, soupçonné de malversations autour de la gestion d'une entreprise publique régionale de gestion des eaux. AFP 01.05

Italie

- Tempête en Italie autour des ONG secourant les migrants en mer - AFP

Les navires privés de secours aux migrants complices des trafiquants ?

Mais ces derniers jours, le procureur Zuccaro a multiplié les déclarations fracassantes dans les médias, assurant avoir "des preuves" de contacts entre des passeurs et des ONG

Il a ainsi évoqué un enregistrement, non utilisable dans un éventuel procès en Italie, entre un passeur en Libye et un navire d'ONG.

Jeudi, le procureur a regretté de ne pas avoir les moyens d'enquêter sur ses hypothèses: certaines ONG sont "peut-être" financées par des trafiquants ou peuvent aussi viser à "déstabiliser l'économie italienne".

Le ministre de la Justice Andrea Orlando a alors demandé au procureur de s'exprimer avant tout "au travers de ses enquêtes", tandis le Conseil supérieur de la magistrature doit déterminer si M. Zuccaro est allé trop loin.

Le chef du gouvernement Paolo Gentiloni est alors intervenu depuis Bruxelles: "Si la magistrature a des informations utilisables et crédibles, le gouvernement ne va certainement pas s'y opposer. Ceci étant dit, pour nous l'activité des organisations de bénévolat est précieuse et bienvenue".

"Les ONG sont accusées d'un fait très grave (...) A ceux qui disent que ce n'est pas le moment de les attaquer, je réponds qu'ils font partie de cette bande d'hypocrites qui ont toujours fait semblant de ne pas voir le business de l'immigration", a renchéri Luigi Di Maio, l'un des responsables du Mouvement 5 étoiles (M5S, populiste).

"Le secours en mer est un impératif absolu", a répliqué samedi sur Twitter le Haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés, Filippo Grandi, demandant que le débat se recentre sur "comment mettre fin aux guerres, réduire la pauvreté, offrir des voies organisées, combattre le trafic". AFP 29.04

On avait mis un article en ligne bien argumenté qui démontrait la collusion qui existait entre ces ONG et ces "passeurs"...

Venezuela

- Venezuela: Maduro veut une nouvelle Constitution, l'opposition non - AFP

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a convoqué lundi une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution, une initiative aussitôt rejetée par l'opposition qui a appelé les citoyens à refuser de participer à ce processus.

M. Maduro a fait cette annonce devant une foule de ses partisans réunis dans le centre de Caracas à l'occasion de la Fête du travail du 1er mai.

Au même moment se déroulaient dans d'autres quartiers de nouvelles manifestations de l'opposition pour des élections anticipées, marquées par des affrontements entre des milliers de manifestants et les forces de sécurité.

M. Maduro a déclaré qu'il convoquait une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution pour remplacer celle de 1999. Il a précisé qu'il s'agirait d'une assemblée constituante "populaire, citoyenne, ouvrière", d'une "constituante du peuple" et non "des partis politiques".

M. Maduro a indiqué qu'une partie des 500 membres de cette assemblée seraient élus par divers secteurs de la société, et que par exemple les retraités, les minorités sexuelles ou les handicapés auraient leurs représentants.

Les autres membres de l'assemblée constituante "seront élus selon un système territorial avec un caractère municipal et local", a dit M. Maduro.

La nouvelle Constitution remplacerait celle de 1999, adoptée à l'initiative de Hugo Chavez, président de 1999 à son décès en 2013 et mentor de M. Maduro.

La Constitution de 1999 avait été rédigée par 131 constituants élus au suffrage direct, universel et secret, puis approuvée par référendum.

L'opposition vénézuélienne a immédiatement rejeté l'initiative de M. Maduro, estimant qu'il s'agissait d'une poursuite du "coup d'Etat" mené selon elle contre le Parlement qu'elle contrôle.

Elle a appelé à de nouveaux rassemblements pour mardi et mercredi.

Le président du Parlement, Julio Borges, a lui aussi appelé les Vénézuéliens à se révolter contre l'initiative de M. Maduro.

"C'est une escroquerie pour tromper le peuple avec un mécanisme qui n'est rien d'autre qu'une volonté d'aggraver le coup d'Etat et de chercher avec la Constitution à détruire la Constitution elle-même, la démocratie et le vote", a déclaré M. Borges au cours d'une conférence de presse.

"Nous appelons le peuple à se rebeller et à ne pas accepter ce coup d'Etat", a lancé le président du Parlement.

Pour l'analyste Eugenio Martinez, spécialiste des élections, "le chavisme convoque la seule élection qu'il pense être capable de gagner: l'élection d'une assemblée nationale constituante en manipulant les listes électorales et le système de vote".

Après son annonce, M. Maduro a réuni au palais présidentiel de Miraflores les principaux responsables politiques et militaires. il a justifié son initiative en accusant ses opposants de refuser toute discussion. "L'opposition a bloqué le jeu", a-t-il affirmé.

Etats-Unis

- Etats-Unis: le Congrès dope l'armée - AFP

Les priorités de Donald Trump attendront. Le Congrès s'apprête à adopter un budget dopant la Défense, comme le réclamait le président américain, mais qui bloque d'autres priorités et interdit le financement, au moins jusqu'en octobre, du mur à la frontière mexicaine.

Majorité républicaine et opposition démocrate ont dévoilé lundi le fruit de plusieurs semaines de négociations, menées indépendamment de la Maison Blanche, afin de financer l'Etat fédéral jusqu'à la fin de l'année budgétaire 2017, soit jusqu'au 30 septembre.

La Chambre des représentants puis le Sénat devraient adopter ce texte avant la fin de la semaine, permettant d'éviter une fermeture des administrations centrales, celles-ci n'étant financées que jusqu'à vendredi soir à minuit.

La proposition de loi, longue de 1.665 pages, détaille 1.163 milliards de dollars de dépenses pour l'année, soit un peu moins du tiers de tout le budget fédéral, les deux autres tiers (dépenses sociales, retraite...) étant en pilotage automatique, sans que le Congrès ait à approuver les dépenses.

Sur ces plus de mille milliards de dollars, la Défense en obtient 598.5, soit une augmentation de 25,7 milliards ou 4,5% par rapport à 2016.

Le budget de la Défense inclut de nouveaux avions, hélicoptères, drones et navires et une hausse de salaire de 2,1% pour les 1,3 million de soldats américains, ainsi que 150 millions de dollars en aide létale et non-létale à l'Ukraine.

"L'Amérique sera plus forte et plus en sécurité grâce à ce budget", a déclaré le président républicain de la Chambre, Paul Ryan. "Il correspond à l'engagement du président Trump à reconstruire notre armée pour le 21e siècle et à renforcer nos frontières pour protéger notre pays". AFP 01.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Grèce Un 1er Mai anti-austérité - Liberation.fr

Les défilés du 1er Mai ont été doublés d'une grève nationale de vingt-quatre heures en Grèce contre de nouvelles mesures de rigueur imposées en échange de la poursuite du versement de prêts internationaux. Avec la grève, qui coïncide certes avec une journée férié dans le pays, la plupart des services publics étaient à l'arrêt, tout comme les bateaux et trains. Une grève générale est prévue le 17 mai. Liberation.fr 01.05

Haut de page

Le 4 mai 2017

CAUSERIE

Il y a les chiens, les rats, les veaux, les moutons, les ânes, les singes et... les chèvres !

Je n'aurais jamais imaginé que je finirais éleveur de chèvres ! Comme quoi la vie nous joue de drôle de tour !

Cette activité ne me plait pas, parce que je la trouve particulièrement cruelle. Parvenus à l'âge de 6 mois, c'est-à-die quand leur croissance est terminée, on revend les mâles qui partent à l'abattoir, les pauvres bêtes n'auront vécu que 6 mois. Le plus atroce, c'est quand on les a élevés au biberon comme nos propres enfants, on s'y attache, c'est terrible ! Je m'en suis livré auprès de ma compagne, mais elle ne veut rien savoir. Bon, après tout c'est elle que cela regarde.

Je vais bien avoir ma petite retraite à partir de septembre prochain, mais lorsque je trépasserai ma compagne ne pourra pas bénéficier de ma retraite, aussi suis-je condamné à économiser jusqu'à la fin de mes jours pour qu'elle ne se retrouve pas dans le besoin plus tard.

Les chèvres permettent d'avoir un revenu d'appoint plus intéressant que la rémunération devenu misérable des comptes bancaires. Et puis, ma retraite sera versée en euros, il suffirait que l'écart du taux de change avec la roupie se resserre dans l'avenir pour que ma retraite ne suffise plus à notre survie. Comme quoi jusqu'au bout on n'est pas libre de notre destin dans ce vieux monde pourri, croire le contraire, c'est se leurrer soi-même.

J'aurais aussi pu devenir une saloperie de permanent bureaucrate dans un parti ou un syndicat corrompu, ce que je ne souhaite à personne.

Au fait, on ne pourra pas me taxer d'être un opportuniste inféodé aux institutions parce que j'appelle à voter pour le mouvement de Mélenchon aux législatives, car à 62 ans je n'ai jamais voté à des présidentielles ou à des législatives, sauf peut-être une fois, je ne me souviens plus très bien si c'était aux municipales ou aux législatives en 1976 ou 1977, alors sous l'influence de l'OCI j'avais voté PS contre J-P Fourcade (UDF), j'habitais dans une minuscule chambre de bonne que j'avais loué à Saint-Cloud (92).

En Inde aussi nous avons un gouvernement néolibéral.

Le gouvernement Modi a décidé de mettre un terme au "ration card" ou carnet de rationnement qui permettait aux Indiens de se procurer certaines denrées alimentaires et du kérosène à un prix inférieur au marché, ce qui profitait surtout aux plus de 300 millions de pauvres.

Il y a près d'un an ils ont voulu imposer le port du casque à tous les utilisateurs de deux-roues à moteur sans résultat. Là ils viennent de passer à la phase répressive en imposant de lourdes amendes à tout contrevenant.

En Inde, vous pouvez conduire sans permis, sans assurance, sans lumière, avec des pneus usés jusqu'à la corde, vous pouvez transporter 3, voire 4 personnes dont des enfants sur une moto ou un petit scooter, modifier la structure de votre véhicule, rouler en surchage avec des pneus dégonflés et rechapés, particulièrement les bus et les poids lourds, transporter dix passagers dans une voiture de tourisme 5 places, rouler en sans inverse sur une 4 voies, y faire séjourner votre troupeau de chèvres ou de vaches, y compris la nuit, vous arrêter sur la bande d'arrêt d'urgence pour pique-niquer, voyager sur le toit d'un bus, ajouter des colis sur votre galerie sans limitation de hauteur, être bourré ou à moitié aveugle, etc.

Bref, vous avez tous les droits y compris les plus débiles qui soient, sauf de rouler sans casque ! Qui plus est il n'existe pas de Sécurité sociale en Inde, donc sauf à atterrir dans un hôpital publique qui tient lieu de mouroir, vous irez dans une clinique privée en cas d'accident et vous casquerez, cela ne coûtera rien à l'Etat ou à la collectivité. Donc que portiez ou non un

casque n'engage personne d'autre que vous sur tous les plans, c'est vous qui prenez le risque de mourir, et bien non, même cette liberté on vous l'interdit ! On est bien aussi en dictature.

Quelques réflexions politiques.

1- Vous avez sans doute encore en mémoire le contenu du bandeau défilant qui figurait dans ce portail depuis pas mal de temps : "Le PS, un parti de droite, anti-ouvrier, lié au FN, sioniste d'extrême droite, capitaliste, colonialiste, impérialiste, réactionnaire, un siècle de mystification, de mensonges, d'impostures, de guerres, de combat contre le socialisme. A bas le PS ! Rupture avec les appareils corrompus des syndicats !.....".

C'était du lourd, difficile à admettre, à digérer, et pourtant cela correspondait à la réalité, rien de plus, sans exagération de ma part, c'était la réalité que tous les partis dits ouvriers se sont employés à camoufler au fil du temps ou avec laquelle ils ont tous fini par s'accommoder, il n'y a donc pas lieu de s'étonner de la suite.

Au lieu de tenter de tirer profit de ce parti ou de ses contradictions pour aboutir à la situation actuelle, on aurait mieux fait de s'en tenir à son imposture pour qu'il disparaisse le plus tôt possible ou le marginaliser, réduire ou anéantir sa capacité de nuisance. J'ai du mal à comprendre qu'on laisse proliférer un virus en attendant qu'il disparaisse au lieu de le combattre à la racine pour l'extraire du mouvement ouvrier, pourquoi on laisse la gangrène s'étendre, car à ce jeu-là, le jour où effectivement il disparaîtra il se pourrait bien qu'elle ait gagné tous le corps et qu'il n'existe plus aucun organe sain en dehors de quelques cellules isolées.

De cette élection le PS sort brisé. Souvenez-vous que j'avais évoqué le PASOK en Grèce en évoquant le sort à venir du PS, sans savoir alors comment ni quand cela allait arriver, mais dans un délai relativement proche au regard de l'évolution de la situation politique et de la crise du capitalisme, sachant que notre ennemi mène une lutte de classe permanente qui ne connaît pas de répit, on n'allait plus attendre 107 ans (1905-2012).

Et comme je l'ai expliqué quelques semaines avant le 23 avril, avec Macron ils faisaient d'une pierre deux coups, casser le PS et imposer aux institutions des rapports calqués sur ceux qui existent aux Etats-Unis entre les partis et les classes, en fait ce processus est très loin d'être achevé et il pourrait très bien ne jamais l'être si les travailleurs les en empêchaient. Remettre en selle LR ne devrait pas poser de problèmes insurmontables. Maintenir le PS à l'état végétatif ou de survie artificielle non plus. Quant au FN, ils sont intéressés, et bien ce n'est pas l'argent qui leur manque pour qu'il soit réduit au rebus. Et ce qu'on appelle par défaut la gauche radicale elle se sera disloquée toute seule, une partie se ralliera à En Marche, une autre à LR, la troisième deviendra passive, il ne restera plus qu'un quart ou moins encore pour continuer le combat politique. L'extrême gauche ravagée par ses compromissions et son dogmatisme aura fait naufrage et ne s'en remettra jamais, c'est en tout cas ce qui s'est passé aux Etats-Unis.

Nous n'en sommes même pas rendu à mi-chemin de ce processus, donc il y a encore lieu d'espérer que nous pourrons l'enrayer, on doit y mettre toutes nos forces, car il s'agit d'un mécanisme infernal destiné à nous broyer, on doit en avoir parfaitement conscience et agir à la hauteur de la menace qu'il constitue sur l'issue de la lutte de classes, qui si elle nous échappait serait catastrophique, sans vouloir noircir le tableau, il l'est déjà suffisamment comme cela.

Vouloir manoeuvrer quand en face de soi on a un ennemi possédant un tel pouvoir, c'est se fourvoyer assurément et en payer les conséquences un jour ou l'autre. On ne doit rien leur laisser passer. On connaît leur nature et leurs intentions, il faut donc s'en tenir là ou les combattre comme tels.

Bien que le PS ait été engagé dans deux guerres mondiales, toutes les guerres coloniales, bien qu'il ait délibérément instrumentalisé le racisme et l'antisémitisme pour favoriser le développement de l'extrême droite, bien qu'il ait participé à des gouvernements bourgeois du début à la fin du XXe siècle, ce qui ose se dénommer la gauche et l'extrême gauche ne l'a jamais caractérisé de parti bourgeois, capitaliste, de droite, c'est à croire qu'il aurait largué une bombe atomique sur n'importe quel pays que cela ne leur suffirait pas encore, chacun aura compris que parvenu à ce niveau-là, il ne s'agissait plus d'interprétation erronée mais bien sciemment de la volonté politique de soutenir un des piliers du régime.

Dès lors, il faut en tirer la conclusion que les dirigeants de cette pseudo-gauche et extrême gauche ne valaient guère mieux et qu'il y avait lieu de tirer définitivement un trait dessus et de les combattre de la même manière. Il faut bien comprendre que lorsque des gens en arrivent à justifier l'injustifiable à l'aide d'arguments fallacieux, en faisant preuve d'une mauvaise foi évidente, qui recourent à un déni grotesque permanent allant jusqu'à réécrire l'histoire au grès des évènements, qui font preuve de malhonnêteté intellectuelle tout en se livrant à des procès d'intention ou pire encore, bref, il n'y a plus de discussion possible avec eux, sauf à se bercer d'illusions, perdre son temps et dépenser son énergie en pure perte.

On aura compris également pourquoi ils avaient toujours été incapables de développer une stratégie et une ligne politique indépendante ou conforme aux besoins fondamentaux et collectifs du prolétariat, tous les courants politiques corrompus du mouvement ouvrier seront conduits à intégrer les contradictions du capitalisme qui se traduisaient sur le plan politique et qui contribueront finalement à leur dislocation, en ayant lié leur destin à celui du PS et du PCF, ils subiront le même sort.

Il y a des gens ou des militants assez naïfs pour croire qu'on pourra toujours s'en sortir ou que se serait juste comme un mauvais passage dans la vie qui finirait par passer, ils se trompent lourdement, car lorsqu'on en est réduit à dépendre d'une décharge pour survivre, on ne croit plus aux miracles, tout espoir d'une vie meilleure est définitivement exclu jusqu'à la fin de vos jours, ils doivent bien se graver cela dans la tête une fois pour toute, ensuite peut-être pourront-ils réfléchir sereinement, c'est tout le mal qu'on leur souhaite.

2- C'est dommage de ne pas y avoir pensé.

Si vous vouliez savoir ce que vous finiriez par boire, il fallait vous tourner de l'autre côté de l'Atlantique pour le savoir ; si vous vouliez savoir ce que vous finiriez par manger, il fallait vous tourner dans la même direction ; si vous vouliez savoir ce que vous finiriez par fumer, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler l'architecture des grandes villes, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler les arts ou la culture, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler l'agriculture et l'élevage, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler votre mode de pensée et votre mode de vie, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; et finalement si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler les institutions, vous n'aviez même plus besoin de vous poser la question pour connaître la réponse.

Born or made in USA : Malboro, Coca Cola, MacDo, Cadillac, jean, gratte-ciel, Apolo, Hollywood, Elvis, cocaïne, CIA, NSA, ONU, CNN, New York Times, Fed, FMI, Banque mondiale, féminisme, écologisme, LGTB, anticommunisme, Capone, KKK, Al-Qaïda, néolibéralisme, et bien sûr, guerre...

Quel modèle de société ! Jusqu'à la nausée.

- USA: l'addiction aux opiacés fait des ravages - AFP

Aux Etat-Unis, l'overdose est devenue la première cause de mort accidentelle dans le pays. Une "épidémie" née il y a une dizaine d'années de la commercialisation de médicaments opiacés...

- Etats-Unis : le gouvernement Trump ordonne un non-lieu dans l'enquête sur l'homicide d'un Noir par la police. - Franceinfo

- Aux Etats-Unis, une anti-IVG à la tête du Planning familial - Liberation.fr

En complément. Quand ses vassaux versent dans la xénophobie aggravée.

- Homosexuels en Tchétchénie: cinq ministres européens écrivent à Lavrov - AFP

Cinq chefs de la diplomatie de pays européens, dont la France et l'Allemagne, ont écrit à leur homologue russe Sergueï Lavrov pour exprimer leur "profonde inquiétude" concernant le sort des homosexuels en Tchétchénie, dans une lettre dont l'AFP a obtenu copie mercredi. AFP 03.05

4- Comment fonctionnent les institutions en oligarchie aux Etats-Unis... et demain en France.

Washington (AFP) - Majorité républicaine et opposition démocrate ont dévoilé lundi le fruit de plusieurs semaines de négociations, menées indépendamment de la Maison Blanche, afin de financer l'Etat fédéral jusqu'à la fin de l'année budgétaire 2017, soit jusqu'au 30 septembre. AFP 01.05

Ils ont porté un pantin à la Maison Blanche qui va appliquer la politique dictée par l'oligarchie aux partis républicain et démocrate qui l'ont adoptée en choeur.

Plus qu'un consensus, cette symbiose ne devant pas apparaître publiquement bien que ce soit un exercice de plus en plus périlleux, chacun des deux partis revendiquent ou rejettent certaines mesures conformément à leur étiquette, de manière à ce que le régime paraisse démocratique ou que cette politique exprime les besoins ou les sensibilités de chaque classe, alors qu'en réalité elle va profiter essentiellement à l'oligarchie.

5- Non-dit révélateur.

Dans sa page Facebook, le POID a rendu compte des manifestations du 1er mai, pas de celles organisées par 70 organisations (Front social) appelant à voter ni Macron ni Le Pen, non celles des appareils pourris dessyndicats qui appellent à voter Macron, excepté FO qui a déjà passé la brosse à reluire à Whirlpool à Macron, un chantre de "la démocratie représentative" ou la répartition des rôles sous la Ve République est minutieusement respectée pour que les brebis soient bien gardées, le POID (et le POI) assurant le service d'ordre pour qu'aucune ne s'égare.

On ne peut pas dire que l'impartialité soit leur point fort, c'est un euphémisme.

Duplicité renchérit sur fausseté : la duplicité est une fausseté odieuse, par laquelle un homme se met sciemment en opposition avec lui-même, avec ce qu'il a dit ou fait, avec ce qu'il fait ou éprouve. (Lafaye, Dict. des synonymes, Suppl., p. 148.) (Le Grand Robert de la langue française)

Il faut préciser que la duplicité pour être efficace doit forcément prendre les formes les plus fourbes ou sournoises.

Il est facile de sélectionner minutieusement les évènements dont on rendra compte en prenant soin d'occulter ceux qui mettraient en cause des personnes ou des acteurs politiques qu'on entend ménager, sans que nos interlocuteurs ou lecteurs ne s'en aperçoivent et qu'on pourra ainsi manipuler à leur insu.

Pourquoi ne pas rendre compte de l'opposition qui existe dans tous les syndicats et qui s'organise dans l'unité si chère au POID (et au POI) contre l'appel des appareils corrompus à voter Macron ? Pour ne pas leur faire du tort, pour ne pas les contrarier parce que les dirigeants de ce parti a passé un pacte pourri avec les Mailly, Martinez et Cie. ? On aura compris que leur conception de l'indépendance des syndicats consistait en réalité à soutenir les appareils inféodés au régime contre les militants qui le combattent.

Et ceux qui appellent clairement à ne voter ni Macron ni Le Pen.

- J'ai pris connaissance que le PRCF appelait à ne voter ni pour Macron ni pour Le Pen, dont acte.

- Le Front syndical de classe également.

Au moins avec Macron les choses sont claires !

Publié le 2 mai 2017 par FSC

- ...voter pour lui c'est conforter sa légitimité au deuxième tour pour appliquer sa politique alors que déjà il se réclame d'un vote pourtant très minoritaire au premier tour pour légitimer son programme réactionnaire. (...)

Au final, au plus profond le refus d'utiliser le vote Macron comme bouclier anti-Le Pen, c'est la volonté de résistance au chantage d'avoir en permanence à choisir le moins-pire, de tirer les enseignements de décennies d'impuissance et surtout l'affirmation de la volonté d'indépendance du monde du travail par l'affirmation de ses propres aspirations dégagées de la tutelle des classes dominantes. frontsyndical-classe.org

Un rejet du Ni-Ni de P. Martinez sans mandat confédéral !

Publié le 30 avril 2017 par FSC

Le rejet du Ni-Ni constitue un appel déguisé au vote Macron qui n'est pas dans la mandat de la CGT.

La condamnation du Ni-Ni de P. Martinez exprime donc une opinion strictement personnelle en contradiction avec le mandat confédéral!

Surtout le ralliement déguisé à un vote Macron sous la pression de l'establishment médiatique ne correspond ni à l'intérêt des travailleurs ni au positionnement de nombreuses structures (UD, syndicats ...) de la CGT qui refusent le choix d'un Front républicain bidon qui cautionne de fait la politique réactionnaire de Macron en utilisant l'épouvantail F_haine. FSC 30.04

5- La duplicité qui prend la forme d'un double discours ou qui consiste à jouer un double jeu est sans doute la vertu la mieux répandue en politique.

Il est parfaitement clair que ce que certains ont appelé avec mépris les petits candidats n'étaient en réalité que des candidatures de division pour prendre des voix à certains candidats afin qu'ils ne figurent pas au second tour de la présidentielle.

Les candidatures de François Asselineau, Jacques Cheminade, Nicolas Dupont-Aignan, Jean Lassalle étaient destinées à empêcher François Fillon de figurer au second tour, et celles de Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, sans oublier celle de Benoît Hamon étaient destinées à empêcher Jean-Luc Mélenchon de rester en lice.

On observera non seulement qu'ils sont parvenus à leur fin, pire puisque les deux candidats demeurant au second tour sont

justement ceux qui avaient été désignés par l'oligarchie et ses porte-parole. Vous vous direz peut-être que c'est un peu fort que je leur reproche, parce qu'en porte aussi une part de responsabilité pour ne pas avoir appelé à voter Mélenchon, sachant que l'objectif de participer au second tour était atteignable puisqu'il ne lui a manqué que quelque 600.000 voix.

Attendez, là il y a confusion. Philippe Poutou, Nathalie Arthaud et Benoît Hamon ont décidé de participer à cette mascarade en sachant pertinemment qu'il ne pourrait rien en sortir de bon pour les travailleurs et en ayant parfaitement conscience qu'ils concourraient à l'élimination de Jean-Luc Mélenchon, finalement leurs candidatures ne servaient qu'à cautionner l'idée que la Ve République serait démocratique et à légitimer ainsi le futur président de la Ve République.

Contrairement à eux, dès le départ je me suis inscrit en opposition avec leur démarche, demeurant fidèle au constat ou à la conclusion que dans le cadre des institutions de la Ve République, jamais un président de la République, un gouvernement ou une majorité parlementaire ne pourrait appliquer une politique conforme aux intérêts des travailleurs, c'est le premier point.

Ensuite, dans l'hypothèse où Mélenchon aurait été élu président de la République, jamais il ne aurait pu disposer d'une majorité absolue au parlement, les législatives à venir vont le confirmer si nécessaire, donc il aurait dû nommer Macron Premier ministre et le laisser former son gouvernement, puis gouverner contre les intérêts des travailleurs. On ne pouvait évidemment pas cautionner un tel scénario, une telle cohabitation, c'est le second point.

Pour finir, à quoi cela aurait-il donc servi de faire élire Mélenchon, sinon uniquement colporter des illusions chez les travailleurs et les militants ? Il fallait se souvenir aussi que Mélenchon avait déjà participé à une cohabition avec la réaction, quand il fut secrétaire d'Etat de Chirac dans le gouvernement Jospin, on peut donc imaginer qu'il s'en serait accommodé une fois de plus, tout comme sous Mitterrand entre 1986 et 1988 alors qu'il était au PS, c'est le troisième point.

En conclusion, ma décision de ne pas soutenir la candidature de Mélenchon était justifié aussi bien au regard des expériences du passé que de la situation qui prévaudra au lendemain des législatives de juin prochain, sauf si exceptionnellement son mouvement obtenait la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce qui hier comme aujourd'hui relève de la pure spéculation, qui plus est les derniers développements laissent plutôt à penser que son mouvement pourrait même se disloquer ou se trouver considérablement affaibli avant cette échéance électorale, mais là encore personne ne peut dire ce qui va se passer pendant les deux mois à venir.

En revanche, si je n'ai pas appelé à voter Mélenchon pour les raisons qui viennent d'être évoquées, j'appelle à voter pour les candidats de son mouvement aux législatives parce que cela permettrait de déboucher sur une toute autre situation politique. J'ai déjà traité ce sujet dans une précédente causerie à laquelle je vous renvoie, cependant j'ajouterai un élément que je n'avais pas abordé et qui est de la première importance.

On a bien compris que ce qui se profilait derrière les primaires de la droite et de la pseudo-gauche, c'était une situation institutionnelle à l'américaine où il n'existe plus que deux partis en lice dès le premier tour de l'élection présidentielle, le parti républicain et le parti démocrate, LR et En Marche en France. Si le mouvement de Mélenchon parvenait à obtenir entre un tiers et la moitié des sièges à l'Assemblée nationale, cela signifierait que Macron devrait s'allier à LR ou éventuellement aux débris du PS pour obtenir une majorité absolue, ce scénario probable a déjà été évoqué par les dirigeants de ces partis qui y sont préparés.

Ce scénario leur serait imposé sans qu'ils puissent échapper à ses conséquences politiques qui se retourneraient contre eux et leur remodelage des institutions, car en soutenant la politique ultra réactionnaire de Macron ils en partageraient tous la responsabilité, ils perdraient tous leurs appuis dans la classe ouvrière et les classes moyennes, plus aucun de leurs partis ne ferait illusion auprès des travailleurs, ce serait l'ensemble du peuple travailleur qui les rejetterait et se dresserait contre eux mettant ainsi en péril les institutions et le régime.

Cette perspective politique est tout à fait plausible, sauf si Mélenchon et son mouvement s'écroulaient, dans ce cas-là les conséquences du scénario qui vient d'être évoqué seraient atténuées. Gageons que tous les partis dits ouvriers qui n'ont jamais réellement rompu avec le PS et/ou le PCF s'emploieront à faire obstacle à un développement révolutionnaire de la situation. Tout dépendra de la réaction des travailleurs et des militants, de quelle manière ils vont intervenir dans la lutte des classes.

La France insoumise ou indécise ? Un tiers de trop !

- Présidentielle : seuls un tiers des militants de la France insoumise se prononcent en faveur du vote Macron au second tour
- francetvinfo.fr

La France insoumise a dévoilé mardi 2 mai le résultat de la consultation de ses militants sur la conduite à tenir au second tour de l'élection présidentielle. Ce résultat "donne à voir à voir des avis partagés", souligne le mouvement : 34,83% des personnes interrogées ont choisi un vote en faveur d'Emmanuel Macron. Deux tiers des militants ont opté pour le vote blanc ou nul (36,12%) ou l'abstention (29,05%). Le mouvement annonce que 243 128 militants ont voté lors de cette consultation ouverte aux 430 000 personnes qui avaient soutenu Jean-Luc Mélenchon sur sa plateforme depuis le lancement de sa candidature.

Dans le détail, 87 818 "insoumis" optent pour un vote blanc ou nul, 84 682 pour un vote en faveur de Macron, et 70 628 pour l'abstention. francetvinfo.fr 02.05

Les masques tombent. Le temps des collabos avec les ennemis du progrès social ou de la civilisation humaine.

- L'Académie des sciences appelle à voter pour Emmanuel Macron - Sciences et Avenir

- Le journal La Croix appelle à voter Emmanuel Macron : "Il s'agit avant tout d'éviter l'élection de Marine Le Pen" - Franceinfo

Et le matraquage continue de plus bel...

- Aubry envoie un courrier aux Lillois pour les enjoindre à voter Macron - BFMTV

- Présidentielle : 170 médecins appellent à voter Macron - LeParisien.fr

- Pour les droits des femmes, donnons à Emmanuel Macron la plus large victoire! - Le Huffington Post

C'est un appel d'Hillary Clinton ?

- Duel Macron Le Pen: Tad Devine, le stratège de Bernie Sanders, appelle les Français à voter pour le candidat "En Marche!" - Le Huffington Post

Mediapart aussi, c'est là qu'on s'aperçoit qu'un tas de gens, médias, associations, etc. qu'on nous avait présentés comme indépendants, alternatifs ou progressistes étaient en vérité de vulgaires réactionnaires.

Croyez-vous que les gens qu'ils ont bernés vont leur tourner le dos demain ? Vous plaisantez, n'est-ce pas? Ils seront une minorité. Rappelez-vous une des pires faiblesses des hommes, c'est leur absence de rigueur et de cohérence, surtout en politique.

Mais pourquoi enfin, c'est incompréhensible. Pas tant que cela, qu'est-ce qui a changé dans leur mode de vie relativement confortable entre avant et après les élections ? Rien. Alors pourquoi voudriez-vous qu'ils changent quoi que ce soit à leur mode de pensée ou leur comportement, s'ils sont corrompus par le régime, qu'ils en aient ou non conscience ils le demeureront demain, voilà tout.

Mais alors que faudra-t-il pour qu'ils changent ? Beaucoup plus, que tout s'écroule autour d'eux et qu'ils se sentent menacés à leur tour ou que leur condition de vie soit gravement entamée. Il n'y a que cela de vrai qui compte pour eux puisqu'ils sont individualistes en premier lieu.

Et leur niveau de développement intellectuel ? Il passe après ou il ne leur sert à rien. Mettez-leur un pistolet sur la tempe, laissez-les le ventre vide, et là leur cerveau si mal conçu commencera à travailler seulement. Ils sont pitoyables par certains côtés, ils sont très vulnérables parce qu'ils se laissent facilement acheter, comme quoi vous n'avez pas à les envier, bien au contraire.

Comment maintenant ils fabriquent une majorité parlementaire à Macroligarchie.

- Macron aurait de 249 à 286 députés En Marche !, selon une enquête Opinionway-SLPV Analytics - Reuters

Le mouvement d'Emmanuel Macron, En Marche !, obtiendrait de 249 à 286 députés aux élections législatives de juin en France métropolitaine, selon une enquête Opinionway-SLPV Analytics pour les Echos publiée mercredi.

Selon cette étude portant sur 535 des 577 sièges de l'Assemblée nationale, le Front national, dont la candidate à l'élection présidentielle, Marine Le Pen, affrontera dimanche l'ex-ministre de l'Economie, n'aurait que 15 à 25 députés.

Le parti d'extrême droite ferait encore moins bien que le Parti socialiste, pourtant laminé, avec 28 à 43 sièges.

En revanche, le parti Les Républicains et ses alliés centristes de l'UDI sont crédités de 200 à 210 députés.

Quant au Front de gauche, qui réunit le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, candidat de la France insoumise arrivé quatrième au premier tour de la présidentielle, et le Parti communiste, il n'obtiendrait que six à huit sièges.

"Cela montre qu'il n'est pas impossible qu'En Marche ! atteigne la majorité absolue dans l'hypothèse haute, avec les Français de l'étranger et l'Outre-mer", estime le directeur général adjoint Bruno Jeanbart.

"Dans l'hypothèse basse, EM serait le groupe principal, ce qui est suffisant pour essayer de constituer une majorité. La question c'est de savoir comment et avec qui", ajoute-t-il.

Emmanuel Macron, favori des sondages, a créé En Marche ! il y a à peine plus d'an, le 6 avril, avec l'intention de casser le classique clivage droite-gauche et l'alternance entre les deux principaux partis de gouvernement qui se partagent le pouvoir depuis des décennies.

La majorité absolue à l'Assemblée est de 289 députés.

Cette enquête s'appuie sur des sondages d'intention de vote au premier tour des législatives par force politique, avec pour hypothèse que chaque grand courant représenté à la présidentielle présentera des candidat.

Est également prise en compte la structure de l'électorat à partir des résultats des élections de 2012, des régionales de 2015 et du premier tour de la présidentielle de 2017, avec un bonus aux sortants qui se représentent.

Cette étude confirme jusqu'à un certain point la recomposition du paysage politique français, au détriment essentiellement de la gauche socialiste et radicale.

Il y aurait ainsi au second tour 90 à 116 duels EM-FN, 180 duels EM-droite, 46 duels EM-gauche, 154 duels droite/FN, 32 triangulaires FN-droite-EM et six à 32 duels gauche-FN

Si cette étude dit vrai, le PS serait ainsi encore plus affaibli que lors des législatives de 1993, lors desquelles ils n'avaient obtenu que 57 sièges. Reuters 03.05

Commentaire d'internaute

1- Avec 1/4 des voix , on a la majorité, avec 1/5 ème rien. C'est la démocratie !

2- Un type de scrutin inique, 4 partis du même poids, autour de 20% et des résultats qui pourraient aller de 1 à 30 fois plus...

Ils ont raison ce sondage est grotesque. Mélenchon a déclaré que son mouvement pouvait se donner pour objectif d'obtenir la majorité absolue, il était sans doute un peu trop optimiste.

L'enjeu de la présidentielle et des législatives n'est pas le même, les participants ne sont pas confrontés aux mêmes conditions ou rapports, or il semblerait que ce sondage n'en tienne pas compte. Maintenant il est vrai aussi que le découpage électoral des circonscriptions favorisaient jusque là les partis qui alternaient au pouvoir pour qu'ils disposent justement d'une majorité absolue ou s'en rapprochent le plus possible. Reste à savoir si ce facteur demeure encore valable, surtout après la débâcle du PS. Il se peut aussi que En Marche!, LR et le PS se coalisent contre FI. Est-ce que les électeurs seront dupes ?

Point de vue.

- La vision de Cake publié par Les-crises.fr 03.05

Apres avoir voté Insoumis au premier tour, je m’apprête a ne pas suivre la tendance du front républicain au deuxième. Je me vois donc prise dans la tourmente de l’incomprehension, de la pression et de la culpabilisation, voire meme de l’accusation. Je m’explique ici, pour ceux que ça intéresse et qui n’ont toujours pas compris le pourquoi du comment.

Cet article fait partir d’une longue série visant à discuter les opinions diverses en lien avec l’élection du 7 mai.

Elle ne reflète pas forcément l’opinion du site Les-crises – qui n’aura d’ailleurs aucune position officielle pour cette élection.

En 2002, j’ai écouté ce qu’on m’a dit et j’ai voté « utile ». Cela n’a pas suffi.

J’ai donc à nouveau écouté, et j’ai été voter Chirac au deuxième tour, sans état d’âme, fière de faire « Barrage au Front National ».

C’était il y a 15 ans.

On a fait barrage et quel est aujourd'hui le résultat de ce barrage ?

Le pays va-t-il mieux qu'il y a 15 ans ?

Y-a-t-il moins de chômeurs ?

La santé publique est-elle en meilleur état ?

L'éducation nationale ?

Et surtout, le vote FN a-t-il baissé…?

En gros, j'ai fait barrage, mais pour quoi exactement…?

Et ça fait 15 ans qu'à chaque élection, on me sort la même rengaine.

Front républicain…

Il faut faire BARRAGE.

Le « Peuple » a choisi ses représentants.

Ce ne sont pas les miens.

On commence déjà a m'expliquer qu'il faut voter Macron pour faire « barrage au Front National », pour éviter le bruit

des bottes dans la rue.

Soyons très clair : j'exècre le Front National et toutes ses idées nauséabondes, mais ne voir que cela serait faire abstraction de qui il y a en face.

Pendant des décennies, les financiers de tout ordre ont contrôlé les gouvernements en arrière-plan, derrière les rideaux, l'air de pas y toucher. Maintenant, ils se sont rendus compte qu'ils n'avaient pas besoin d'intermédiaires et ils y vont directement.

Emmanuel Macron est à mon sens la plus grande escroquerie Marketing politique de tous les temps.

Il y a encore 6 mois, vous posiez la question dans la rue sur « Qui est Emmanuel Macron », plus de la moitié des gens n'en aurait eu aucune idée. Comme quoi ça aide d'avoir des potes patrons de presse, de chaine de télé ou de Radios.

A chaque fois que je l'écoute parler, je n'entends que du vide, du creux, des phrases toutes faites qui ne veulent rien dire, des lapalissades. Quant à son programme, il va là ou même Sarkozy n'avait pas osé aller en termes de casse sociale.

Pour info, la Loi El Khomri ne s'appelle comme ça que pour éviter d'entacher le nom de Macron aux yeux du peuple.

Je passerai aussi sur tout ce qu'il a pu dire de méprisant a propos des travailleurs ou des chômeurs, a propos des petites gens qui ne sont que pour lui des manants, des cases Excel, des stagiaires ou des esclaves.

La plupart des guerres dans ce monde, des famines, des épidémies évitables, sont dues a l'appât du gain, au pouvoir, à l'envie d'avoir toujours plus, au profit à tout prix.

Pour moi Emmanuel Macron est aussi dangereux que Marine Le Pen.

Je vie en démocratie, je reconnais et j'accepte le choix du peuple.

Vous avez choisi vos « champions », très bien.

En 2002 comme en 2017, j'ai fait mon devoir citoyen. Il s'arrête là, je ne peux pas aller plus loin.

J'irai voter, comme à chaque élection depuis que je suis en âge de le faire, mais pour aucun de ces deux-là.

J'y réfléchis depuis dimanche, votre pression fait son travail sur moi et sur ma conscience mais plus j'y réfléchis et plus j'en suis sure :

Ce n'est même pas que je ne veux pas voter Macron, mais je ne peux pas.

Maintenant, ne me montrez pas du doigt car je refuse de choisir entre la peste et le choléra.

Ne tentez pas de me culpabiliser en me parlant du bruit des bottes ou je vous parlerai du bruit des liasses de billets, des larmes silencieuses des petits vieux sans retraite, des cris des licenciés qui perdent leurs maisons, des murmures des ouvriers qu'on traite d'illettrées, du silence des morts dans la rue, des sanglots des malades qui n'oont pas les moyens d'etre soignés correctement, des cris des enfants sous les bombes pour toujours plus de pétrole, ou encore du grincement fatigué des dents des "Sans-Dents" dont malheuresement je fais partie.

Fasciste ou Bankster ?

Ni l'un ni l'autre, bien au contraire…

J'assume mon choix.

Maintenant assumez le vôtre, c'est eux que vous avez voulu, c'est eux que vous avez, alors surtout, ne venez pas me faire chier et ne venez pas me mettre ce désastre sur le dos.

Merci.

- Il ne suffit pas de « faire barrage » au FN, il faut lutter contre l'origine du mal. Par Jacques-Marie Bourget, Gérard Mordillat, Bertrand Rothé et Kevin Victoire - Les-crises.fr 03.05

En ces heures nous gens ordinaires mais réputés insoumis, récalcitrants, utopistes, sommes priés par une avalanche de « républicains » dont on ignorait jusque-là qu'ils l'étaient, de « faire barrage ». Lourde tâche, faut jouer le béton. Donc on nous commande de choisir entre « l'extrême droite et l'extrême finance ». Avouez que la supplique à considérer le vote Macron – donc Wall Street- comme un geste de « gauche » n'est pas une évidence pour qui n'est pas Alain Minc. Il faut réfléchir.

Regardons quelques tristes chiffres : le 23 avril 7,6 millions de citoyens français ont mis d'ans l'urne un bulletin brun. Un record. En 2002, au premier tour contre Chirac, il avait déjà récolté l'incroyable moisson de 4,8 millions de « patriotes ». Presque 3 millions d'électeurs en plus en quinze ans ! Si rien ne vient entraver la courbe infernale, Marine Le Pen le sait, elle sera forcément présidente. Plutôt que perdre du temps, et des amis, dans un pingpong joué sur une table tournante par des joueurs qui procrastinent, il serait plus utile de définir comment couper l'herbe qui pousse de plus en plus verte sous les pieds du Front National, pardon le mouvement « Bleu Marine ».

Dans notre malheur nous avons de la chance. Pendant que les politiciens au pouvoir depuis longtemps poussaient le char des dérèglementations et du libéralisme, nos universitaires et experts en sciences sociales ou économiques ont fait leur travail. Les causes du développement du vote FN sont là, contenues dans leurs rapports, leurs thèses et leurs livres.

Pour cette démonstration et pour éviter toutes polémiques, nous resterons dans le banal, l'ordinaire les sources ordinaires, nous allons citer essentiellement des travaux de prix Nobel, des rapports publiés dans Le Monde, des Echos et Libération. Ce qui ne signifie pas pour autant que tous ces supports n'impriment que des paroles d'Evangile. Nous allons aussi nous appuyer sur la dernière étude d'Emmaüs, glaçante..

Comme la grenouille s'élève au-dessus de son bocal, la cote du FN grimpe à l'échelle du chômage. Les cartes du vote FN et celle du non emploi de longue durée se superposent comme des calques. Produire un drame n'est pas difficile, la recette est imparable : délocalisation, désindustrialisation, chômage, pauvreté et donc montée du FN. La mécanique d'un loto perdant. La plupart des économistes en conviennent -et la profession ne compte pas que des salauds ou des crétins- tout commence avec la « mondialisation », autour de 1990. Aux Etats-Unis Paul Krugman (longtemps un des grands défenseurs de ce système de globalisation), rendu lucide à partir de 2007, évoque soudain « la face sombre de la mondialisation ». Quatre ans plus tard il souhaite que les Etats-Unis augmentent de 25 % les droits de douane sur les produits chinois. Idem pour Maurice Allais, un Nobel en

Economie de souche, aussi libéral que Jean Tirole (Nobel de Toulouse), mais bien plus pragmatique, écrit : "le chômage de masse des pays occidentaux est lié à la libéralisation incontrôlée des échanges". Plus proche de nous, Stéphane Beaud, Gérard Mauger et de jeunes chercheurs en sciences sociales montrent que depuis 2008 le phénomène décrit par leurs savants confrères s'est accéléré. Les petites industries pointues qui avaient pu résister jusque là, se sont effondrées. Le

phénomène de paupérisation s'étend aujourd'hui « bien au-delà des classes populaires, comme le montrent le déclin des classes moyennes et la fuite accélérée des jeunes expatriés 1». Et l'auteure de la postface, Florence Weber, de conclure : « la France est en manque d'une politique industrielle volontariste qui tienne compte des potentialités propres à sa culture « nationale » 2». Il faut donc s'attaquer à la cause du problème : la mondialisation. Or, pour en revenir à notre mouton, rien dans le programme d'Emmanuel Macron ne laisse prévoir d'inflexion dans ce domaine. Nous en restons aux temps de Clinton I, Schröder et Blair (avec un zeste de Maggie). Ni les réformes libérales que le candidat s'est engagé à intensifier, et encore moins les ordonnances prévues pour juillet prochain, ne vont dans le bon sens. Le lendemain de la petite victoire du 27, et du pot de la « Rotonde », la hausse de 10 % du cours des multinationales nous indique que la mondialisation a voté pour frère Emmanuel.

Pas besoin d'être un chômeur en fin de droit pour être pauvre. De plus en plus de ces malheureux, à sec le 10 du mois, travaillent, et ceux-là ajoutent le désespoir au désespoir. Dans son rapport « Le Combat continue » Emmaüs écrit : « un tiers de la société française lutte, au quotidien, contre le déclassement 3 ». Pour ceux qui préfèrent les mathématiques à la géographie deux chiffres devraient retenir l'attention. On constate qu'il y a un peu plus de citoyens pauvres que d'électeurs du FN. En effet, « Il y a, en France, près de 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Un million de plus qu'il y a dix ans 4 ». Ce million de voix que le FN a gagné en cinq ans. Quand ces chômeurs ou « travailleurs pauvres » votent encore, c'est le plus souvent un bulletin du FN qu'ils introduisent dans l'urne. Pour être plus précis, « Les électeurs dont le foyer touche moins de 1 250 euros par mois sont 32% à être séduits par madame Le Pen 5». Emmanuel Macron ne parle pas de cette plaie purulente sur son beau système… Que peut-il dire sans mettre en cause la validité de son programme, celui des banques et du Cac 40 ? Sans jamais l'évoquer il n'est pas assez aveugle pour connaitre qu'il devra, autrement qu'en lançant des lignes de bus qui ont échoué, lutter un peu -au moins avec des mots gadgets- contre la « précarité ». En attendent l'émeute, l'ex associé de Rothschild, pour sortir de la misère, nous propose l'ubérisation, la micro entreprise, le développement du travail indépendant. Un moyen de diviser un peu plus le monde du travail et de faire du travailleur un loup pour le travailleur. Si l'on revient à des choses sérieuses, aux travaux de nos efficaces et modestes savants qui étudient notre société qui va si mal, ce morcellement, cette mise en concurrence crée encore plus de misère. C'est démontré, avant de naître la politique Macron a échoué. Ainsi, selon Emmaüs, si les « indépendants » représentent 9 % de la population active française, ils représentent 24 % des travailleurs pauvres 6. La messe est dite. Parfois lui-même un peu étourdi par ses mots, oubliant sa ligne générale qui est d'airain, le candidat Macron convient de l'aléatoire de sa solution : « Ils travaillent 60 ou 70 heures pour toucher le smic. » Mais, pour vendre son projet malgré tout, malgré nous, il retourne la douleur en ajoutant : « Mais ils entrent dans la dignité, […] ils mettent un costume, une cravate… Qu'est-ce qu'on leur a offert de mieux depuis 30 ans ? 7». Ah le costume ! Nous vivons l'élection du costume, de l'habillage.

Dans cette montée générale de la pauvreté, tragédie dans le drame, un phénomène devrait retenir toutes les attentions : son développement chez les jeunes. C'est une explication première du vote Marine Le Pen « en tête chez les 18-258 », avant que Mélenchon et ses Insoumis ne viennent leur secouer le cocotier bleu Marine. Toujours et encore, référons nous à ce rapport d'Emmaüs : « Celles et ceux qui poussent les portes de nos communautés, en quête d'espoir et de réconfort sont de plus en plus jeunes 9 ». Quelques pages plus loin on apprend que les moins de 18 ans vivant en dessous du seuil de pauvreté, est la population la plus importante chez les jeunes, et celle qui a le plus augmenté en dix ans… Le rapport de remarquer : « On a beaucoup parlé de la chance et de la malchance d'être né ici ou ailleurs. Mais il faut aussi parler de ceux qui ont eu la malchance d'être nés au mauvais moment : des enfants de la crise qui devront payer toute leur vie le fait d'avoir eu 20 ans en 2008 10 ». Et la réponse d'Emmanuel Macron ne se fait pas attendre. Peu téméraire, lui ne souhaite pas, créer un « Smic jeune », mais se verrait bien augmenter la durée du travail : « Quand on est jeune 35 heures ce n'est pas assez, On veut travailler plus… 11». Une solution dont Gattaz a rêvé sans oser la demander.

Autre variable, celle de « la montée des inégalités »12. « L'aigreur » gagne cette fois la classe moyenne. La description du phénomène est beaucoup plus récente que celle des délocalisations. Avant le magistral travail de Thomas Piketty (Il appelle à voter Macron - LVOG), Paul Krugman dans « L'Amérique que nous voulons 13 » estimait déjà que la société de 2010 ressemblait énormément à celle des années 20, temps si favorable à la montée de l'extrême droite. Dans ce magnifique livre, il explique avec des tonnes de références que, depuis trente ans, le partage de la valeur ajoutée entre capital et travail privilégie largement les actionnaires. Les exigences des fonds de pension, celle de leurs quinze pour cent de retour sur investissement, ont laminé les revenus du travail. Krugman analyse ensuite les évolutions de l'impôt, « Le taux le plus élevé d'imposition sur le revenu (qui de nos jours est de 35 % seulement) était monté jusqu'à 63 % sous le premier mandat Roosevelt et jusqu'à 79 % sous le second, au milieu des années 1950… pour atteindre 91 % 14 ». La conclusion est sans appel. Elle recoupe en grande partie celle de Thomas Piketty : « aujourd'hui, l'inégalité des revenus est aussi forte que dans les années 1920 », et il en appelle à un nouveau New Deal, une réforme fiscale qui devrait permettre de limiter sa progression. Quelle gueule aurait l'impôt sous Macron ? Le gouvernement de François Hollande avait aligné la fiscalité des revenus du capital sur celle du travail. Alors que son fils Emmanuel souhaite sortir le capital financier de l'ISF. Ne voyez pas là le moyen de protéger les plus riches ! Non, non, il le proclame l'objectif n'a d'autre but que de « favoriser l'investissement ». Là le banquier oublie qu'il y a déjà un excès d'épargne dans notre pays ; et que les catégories aisées paient, en valeur relative, bien moins d'impôts que les classes moyennes.

L'idéologie de cette évolution porte un nom, le néolibéralisme, et a pris corps dans une institution : l'UE.

Le néolibéralisme a des visages multiples, mais Pascal Lamy, l'ancien patron de l'OMC, le résume très bien. Le visage du libéralisme, c'est le sien : « Le principe de réalité c'est l'économie, le principe de plaisir, c'est la politique 15 ». Fermez le ban ? Non, notre homme sûr de sa puissance n'a peur de rien et en rajoute : « le capitalisme sous cette forme est douloureux parce qu'efficient, et efficient parce que douloureux 16 ». L'avenir sera donc celui de la pauvreté et d'une double violence, celle de

la misère et de l'injustice. Or dans l'entourage d'Emmanuel Macron certains rêvent que ce faux Lamy devienne son premier ministre. Purges et saignées prises pendant l'été pour « réformer » le code du travail ne seront que de premiers missiles de cette idéologie guerrière et antidémocratique.

Nous l'avons dit et ce n'est plus original, l'Europe est également une pourvoyeuse de vote FN. Invention américaine, portée par Jean

Monnet qui ne comptait que des amis à la CIA et à Washington, et par Robert Schuman (qui fut ministre de Pétain après lui avoir voté les pleins pouvoirs), cette Europe ne s'est jamais libérée de sa curatelle américaine. Les sceptiques pourront se convaincre en lisant « Aux origines du carcan européen » de l'historienne Annie Lacroix-Riz (Editions Delga). Inutile de rêver. La « belle idée » Europe n'existe qu'au moment de l'exécution de son hymne, « à la joie ». La ligne générale, historique et continue de Bruxelles est claire : « mondialisez-vous ». Déjà en 1957 Pierre Mendes France avait mis en garde les députés français, le traité de Rome allait, disait-il, entrainer une abdication de la démocratie : « Au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, financière, sociale ». Cet homme, qui représentait alors la conscience morale de la gauche, s'opposait à d'autres visionnaires beaucoup moins sociaux. Eux applaudissaient des deux mains à la création de la CEE. Jacques Rueff par exemple s'en réjouissait, il voyait là « l'aboutissement et le couronnement de l'effort de rénovation de la pensée libérale »17.

Aujourd'hui constatons qu'il n'y a pas de place pour une politique humaine et sociale qui serait compatible avec l'Europe, les plus modérés en conviennent. Ainsi Michel Rocard a déclaré à Bruxelles le 18 et 19 Novembre 2015 " L'Europe, c'est fini, on a raté le coche, c'est trop tard, " et de rajouter " l'Europe s'est dotée d'un système d'institutions paralytiques ". Quant à la possibilité d'infléchir les traités même Benoit Hamon, avec la candeur et la générosité qui ont construit son engagement, en convient : "Le passage d'une Europe allemande à une Europe française, personne n'y croit. Cette stratégie est vouée à l'échec 18». Emmanuel Macron sait tout cela, il est conscient et prépare déjà les paroles de sa capitulation devant Merkel et les fantômes de Washington : « d'abord je ne suis pas face à Berlin, je suis avec Berlin. Qu'on le veuille ou non. Parce que notre destin est là. Nous avons des différences. Nous aurons des désaccords. Mais je ne vais pas dire aujourd'hui aux Françaises et aux Français que je vais défendre leurs intérêts face à Berlin. Non. 19»

Puisque les pauvres sont nombreux, le mépris social est devenu une pratique ordinaire, celle que l'on voit dans les films de Ken Loach. Emmaüs mesure cela aussi : « les membres de ce tiers en lutte quotidienne s'épuisent de ne pas être entendus, d'être moqués, insultés, stigmatisés 20 ». Par petites pointes la plupart des medias, une grande partie des intellectuels et le monde politique ont abandonné le peuple, le monde ouvrier. Puis ils en sont venus progressivement à les mépriser, le fameux « esprit Canal » prémisse des « sans dents » avec ses Deschiens a fait son œuvre. A partir de là tout est permis. Il suffit d'ouvrir Le Monde pour s'en rendre compte. Voilà comment le journal analyse le second tour de la présidentielle… Résumons par l'image donnée par la feuille vespérale au lendemain du 23 avril. Que vivons nous ? « monde fermé contre la société ouverte 21 » titrent les journalistes de Niel Bergé et Pigasse (soutiens de Macron). Société ouverte ? Ouverte comme une porte de chez Whirpool ? La suite, celle du mépris, est connue… les salariées de Gad traitées « d'illettrées », les jeunes de banlieue associés à des dealers : « Allez à Stains [Seine-Saint-Denis] expliquer aux jeunes qui font chauffeur Uber qu'il vaut mieux ça qu'aller tenir les murs ou dealer 22».

Vous l'aurez compris il nous semble incohérent de faire barrage à Marine Le Pen en votant Emmanuel Macron. Impossible de dire « oui » à ce qui fait fructifier le FN depuis 20 ans. Impossible de glisser dans l'urne le nom d'un candidat qui va le faire progresser plus encore et conduire la fille du parachutiste au pouvoir en 2022. Pour lutter contre le racisme (le mal) il faut lutter contre les causes : la pauvreté, le rejet, la stigmatisation. En utopistes lucides, et fatigués d'être bernés à force d'avoir été trop souvent « utiles » à l'instant de l'urne, notre objectif est de faire baisser le vote d'extrême droite, de le voir s'en retourner à ces temps où « Jean-Marie » s'affichait avec l'œil en bandeau sur de petites affiches que le monde ignorait.

Pour ceux qui se sentent plus à l'aise avec la philosophie qu'avec les sciences sociales, et qui nous proposent de voter Macron « avec des gants » ou encore « avec un tisonnier s'il le faut », voici une brève citation d'Hannah Arendt, les mots du courage et de la morale (pour employer un mot disparu), elle tombe à pic : « Politiquement, la faiblesse de l'argument du moindre mal a toujours été que ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal 23 ».

Notes :

1 Stéphane Beaud et Gérard Mauger, Une génération sacrifiée ? Postface de Florence Weber, Editions rue d'Ulm, sciences sociales, 2017, p 184 2 Ibid p 202

2 Ibid p 202

3 Emmaüs. Le combat continue, les liens qui libèrent. Mars 2017 p 11 4 Ibid p 23 5

4 Ibid p 23

5 http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/04/24/presidentielle-diplome-revenus-profession-quel-est-le-profil-sociologique-des-electeurs_5116769_4854003.html#Mb0Ilp20ROTMVh6D.99

6 ibid p 35

7 http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/03/30/quartiers-populaires-macron-chasseur-de-tetes_1559542

8 En savoir plus sur : https://www.lesechos.fr/elections/presidentielle-2017/0212008030046-presidentielle-le-vote-du-premier-tour-passe-au-crible-2082024.php#z49jv30T1SZuGKCd.99

9 Ibid p 39

10 Ibid p 36

11 http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/election-presidentielle-2017/20161110.OBS1025/emmanuel-macron-quand-on-est-jeune-35-heures-ce-n-est-pas-long.html

12 https://www.franceculture.fr/politique/exode-urbain-et-inegalites-les-cartes-du-vote-fn

13 Paul Krugman, L'Amérique que nous voulons. Ed. Flammarion, 2008, 337p

14 Paul Krugman, L'Amérique que nous voulons, Flammarion, 2008. P 63.

15 Citation du blog de Coralie Delaume, extrait d'Arte, Faut-il punir la GB ?

16 Libération 15 février 2017

17 Ces deux citations sont tirées de L'Europe sociale n'aura pas lieu, François Denord et Antoine Schwartz, Raison d'agir, 2009.

18 http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/04/14/benoit-hamon-je-refuse-de-m-accrocher-au-monde-ancien-je-me-projette_1562956

19 Intervention d'Emmanuel Macron sur TF1 le 25 avril

20 Emmaüs. Le combat continue, les liens qui libèrent. Mars 2017 p 12

21 Le Monde, 26 avril 2017

22 http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/03/30/quartiers-populaires-macron-chasseur-de-tetes_1559542

23 Responsabilité et jugement, Arendt Hannah, éd. petite bibliothèque Payot, 2003, p. 79

Parole à la peste qui a engendré le choléra. Attention, c'est à gerber !

Cet article a été commenté par Olivier Berruyer (OB), propriétaire du blog Les-crises.fr

Voter Macron pour la République, sans illusions – Par "Une cinquantaine de personnalités" - Libération 02.05Plusieurs personnalités politiques, intellectuelles et associatives alertent avant ce second tour : partout des remparts qui protégeaient la démocratie et semblaient intangibles sont déjà tombés, par exemple en Hongrie, en Turquie, aux Etats-Unis…

Engagés, chacun à sa manière, dans des associations, l'enseignement, la recherche, la politique, le journalisme, la culture, les arts, nous ne pouvons pas rester silencieux quand le Front national accède à nouveau au second tour de l'élection présidentielle. (Grâce à vous ! - LVOG) Et ce avec un score et un nombre d'électeurs inédits. Voter Marine Le Pen, c'est encore et toujours voter pour son père, Jean-Marie Le Pen, et son idéologie directement issue du fascisme, du vichysme et de l'OAS, y compris dans leurs formes les plus brutales. (Voter Macron, c'est toujours voter pour Hollande le scélérat ! -LVOG) Le ripolinage de l'image de la première ne cache pas ce que ce mouvement représente depuis des décennies, ni son rôle néfaste dans les pires tourmentes qu'a connues la France. L'heure est grave. Le risque de basculement que d'aucuns considèrent comme une impossibilité – cela fut également le cas pour l'élection de Trump ou le Brexit – est réel. (Impossible en fait, pure mystification. - LVOG) Et la crainte d'un passage à un régime autoritaire, discriminatoire, xénophobe, raciste, sexiste, homophobe,

antidémocratique et de surcroît sans vrai programme économique ni solutions contre le chômage, n'a rien d'illusoire en cette période de montée des populismes en Europe. (Parce que le régime que nous promet Macron ne serait pas autoritaire, antidémocratique, prêt à poursuivre avec le même talent que Hollande l'instrumentalisation de la xénophobie, du racisme, du sexisme, de l'homophobie. - LVOG)

Nous comprenons les réticences à répondre aux injonctions à faire barrage au FN qui se répètent depuis des années. Notre démarche n'est ni moralisante ni culpabilisante. Nous souhaitons juste alerter sur une réalité simple.

Si le populisme «soft» de Macron est néolibéral et camoufle mal ses accointances avec de grands groupes financiers, celui de Marine Le Pen est autoritaire et fermé à l'Europe et au monde, prônant le rétrécissement de nos horizons et le rabougrissement de la France. (Le populisme «soft» de Obama s'est traduit par l'accroissement des inégalité, l'appauvrissement des classes moyennes, de nouvelles guerres, la dérégulation de la finance, la montée du racisme, ectc. - LVOG) Oui, avec Marine Le Pen, l'Etat de droit, nos libertés, nos modes de vie, nos attentes sont gravement menacés. (Ils le furent par Hollande qui est le parrain de Macron. - LVOG) La vie de millions de nos concitoyens, de nos amis, de nos voisins risque de sombrer dans un labyrinthe de souffrances sans issue (Pas les vôtres, ouf, on s'en serait douté ! - LVOG) : les migrants, les minorités, plus largement celles et ceux que le FN a toujours considérés comme aux marges ou trop libres, trop déviants, trop différents, cosmopolites, universalistes. (Qui sont le produit de votre vassalité envers l'impérialisme américain. - LVOG) Oui, Marine Le Pen est l'ennemie de la République des femmes et des hommes libres et démocrates. (Tout comme Macron. - LVOG)

Pour mesurer ce que veut dire l'installation d'un régime «fort» et nationaliste, regardons déjà du côté de la Hongrie ou de la Turquie qui ont en quelques mois perdu tous les garde-fous qu'on croyait intangibles. (Pourquoi ne pas regarder du côté de l'Ukraine et de son gouvernement néonazi que vous avez légitimé ou encore celui d'Israël. - LVOG) La France n'est pas non plus l'Amérique de Trump, avec des contre-pouvoirs puissants qui freinent les ardeurs antidémocratiques de son président. (Lesquels, les médias et la magistrature aux ordres, vous qui rampez devant l'oligarchie et son rejeton ? - LVOG)

OB : Ah bon ?? Mais alors 1/ comment ça se fait ? 2/ pourquoi n'avez vous rien fait pour changer ça ? 3/ Pourquoi n'exigez vous pas de Macron qu'il change ça après son élection ? Êtes-vous à ce point irresponsables ?

Gardons enfin à l'esprit l'histoire, et le suivisme passé de nos institutions dans les moments sombres qu'a vécus notre pays. (Vous en êtes les fidèles héritiers. - LVOG)

OB : et surtout le suivisme des grands soumis, surtout dans le domaine politique

Le gouvernement de Hollande et de Valls a dirigé la France, sur certains sujets, les yeux rivés sur le FN comme sur une boussole : déchéance de nationalité, accueil indigne des réfugiés, renoncement au droit de vote des étrangers, etc. Il s'est largement trompé en regardant de ce côté, au lieu de regarder vers sa gauche. (Vous voulez dire vers l'OTAN, la Turquie ? - LVOG) Ne lui donnons pas raison en laissant la moindre chance d'arriver au pouvoir à Marine Le Pen. Et refusons l'impasse où il nous a conduits. (A les entendre ils n'auraient rien à se reprocher, imposteurs ! - LVOG)

OB : non, il n'a pas "regardé du mauvais coté", il a simplement exprimé ce qu'il était… Valls va faire un jour du social et de la fraternité, sérieusement ?

Note : cette tribune a été signée par des députés PS et des ministres d'Hollande- il faut le faire…

Nous avons voté le 23 avril pour des candidats divers. Mais toutes et tous, nous ne nous résoudrons pas à considérer qu'il n'y a pas de différences entre un Macron et une Le Pen. Le premier est certes un néolibéral dont le programme ne nous convient pas, mais il garantit l'Etat de droit, l'existence d'une opposition libre d'agir et de s'exprimer, la possibilité de s'organiser en mouvement social, les valeurs de base de la République. (On s'étrangle en lisant cela. Pour cette pourriture, avoir des droits mais ne pas pouvoir les exercer, avoir des droits qui ne seront jamais pris en compte ou respecter, avoir des droits qui ne déboucheront jamais sur des mesures pratiques, peu importe ils existent et c'est suffisant. La même chose vaut pour les valeurs de la République et tant pis si elles sont foulées aux pieds, de la même manière que vous avez le droit de vous exprimer et tant pis si vous êtes censuré, vous pouvez vous organiser librement, à condition de ne pas remettre en cause l'ordre établi. - LVOG)

OB : on pourrait avoir la liste svp, pour vérifier ? Merci d'avance

La seconde est la représentante assumée d'une tradition de national-populisme, excluante, jouant sur la peur, la haine et la stigmatisation de boucs émissaires, préparant la casse organisée de toute une série de droits fondamentaux et de libertés individuelles. Là, il n'y a plus à choisir, juste à éviter le pire.

OB : par chance, le gouvernement passé n'a cassé aucun droit ni aucune liberté…

Renvoyer dos à dos ces deux traditions politiques et ne plus tracer de frontière entre les vrais républicains

OB : ah oui, Valls, un vrai Républicain – tendance Adolphe Thiers quand même…

et l'extrême droite est non seulement une erreur historique, mais une faute politique qui pourrait être extrêmement lourde de conséquences le 7 mai au soir.

L'équation Macron égale Le Pen est une illusion grossière et dangereuse. (Effectivement, Macron à terme est plus dangereux. - LVOG)

OB : bien peu de gens disent ça…

Mettre en avant la banque Rothschild, ancien thème antisémite qui sévit depuis la fin du XIXe siècle, pour délégitimer Macron est une ficelle rétrograde et intolérable. (Amalgame ordurier. C'est son mentor ultra sioniste le banquier Attali qui avait déclaré que Jérusalem devrait être la capital du nouvel ordre mondial, pas Le Pen ou je ne sais qui, en réalité le pire antisémite. - LVOG

OB : PARDON ?

C'est bête, il aurait du aller "apprendre la banque" au Crédit coopératif – mais bon, ça gagnait un peu moins…

Quant à l'argument que voter Macron aujourd'hui serait préparer la victoire de Le Pen aux prochaines élections, il est tout simplement vide de sens : avoir le mal tout de suite pour l'éviter dans cinq ans est d'une logique étonnante…

Se battre dès aujourd'hui – et demain, y compris face à Macron – pour mieux entendre et écouter celles et ceux qui votent Le Pen, et pour jeter les bases d'une nouvelle gauche, énergique et porteuse d'espoir, vaudra toujours mieux que de subir cinq ans la politique liberticide, anti-européenne, pro-patronale et antirépublicaine du FN. Nous savons déjà de quoi ce dernier a été et est capable dans les villes qu'il a dirigées et qu'il dirige. (Pour avoir soutenu la candidature de Hollande ou avoir fait partie de son gouvernement, vous êtes bien placés pour en parler. - LVOG)

OB : cette gauche, vous allez la bâtir avant ou après avoir bâti "l'Europe sociale" – c'est juste pour savoir…

Pensons aussi aux années 30, au sectarisme du Parti communiste et du Parti social-démocrate qui ont contribué à faciliter l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933. (Non ce sont les banquiers juifs qui l'ont financé, qui ont étranglé l'économie allemande, c'est l'alliance du capital avec le nazisme qui a porté Hitler au pouvoir et qui a été conçue en prévision de la Seconde Guerre mondiale en réponse à la crise du capitalisme... - LVOG)

OB : PARDON ?

Et ne perdons pas de vue ceci : si Marine Le Pen gagnait, ce serait la première fois depuis Vichy que l'extrême-droite accède au pouvoir. (Pour terminer la sale besogne entamée par Hollande et ses prédécesseurs. - LVOG)

Certes, Macron est un phénomène construit de toutes pièces, certes ses grandes orientations économiques et sociales n'entrent pas dans nos choix, certes face à l'extrême droite nous nous retrouvons, comme en 2002, acculés à un vote forcé. Cette situation ne peut pas indéfiniment se répéter. (On croirait qu'elle n'a pas été fabriqué de toutes pièces, ils nous prennent pour des abrutis ma foi ! Et puis personne n'est obligé de voter. - LVOG)

OB : on parie ?

Et c'est dès maintenant qu'il faut s'atteler à inventer les solutions qui nous permettront demain d'y échapper.

OB : c'est donc le moment d'exiger des gestes de Macron. Vous faites quoi ?

Mais voter blanc, s'abstenir ou voter Le Pen, c'est aussi compromettre lourdement l'avenir, le nôtre et celui des générations futures. (Avec Hollande c'est déjà fait, on vous remercie. - LVOG) Sans oublier que le FN à 25 %, 35 % ou 45 %, ça n'aura pas le même sens ni les mêmes conséquences en termes de renforcement de son influence, de sa parole et de potentiels passages à l'acte. (De même que 25 %, 35 % ou 45 % de votes blancs ou nuls et d'abstentionnistes. - LVOG)

Le 7 mai, nous voterons donc pour défendre la République et la démocratie en utilisant le bulletin Macron, ce qui ne revient pas à lui donner quitus. (Libre à cette vermine de partager la conception de la République et de la démocratie de Macron qui en est justement la négation. - LVOG) Dès le lendemain de ce vote, nous travaillerons sans relâche à la reconstruction du désir et de l'espoir de changement économique, écologique, social et sociétal (On n'en a rien à foutre de cote désir ou de votre espoir, seuls les actes comptes pour nous : renverser le régime en place et instaurer une République sociale - LVOG). En tâchant de

nous donner les moyens, collectivement, de le faire. (Jamais, sans vous et contre vous ! - LVOG)

Parmi les premiers signataires

Esther Benbassa, sénatrice EELV, universitaire, Pierre Serne, conseiller régional EELV d'Île-de-France, ancien responsable de la fédération des associations LGBT européenne – Pouria Amirshahi, député, Jean-Christophe Attias, universitaire, Bertrand Badie, universitaire, Étienne Balibar, universitaire, Jean-Pierre Baro, comédien et metteur en scène, Jean Baubérot, universitaire, Jérôme Beaugé, coordinateur politique Inter-LGBT, Simone Bitton, cinéaste, Daniel Borrillo, juriste, Khadidja Bourcart, Manifeste des libertés, Daniel Breuiller, vice-président de la métropole du Grand Paris, Aymeric Caron, journaliste et auteur, Antoine Comte, avocat, David Cormand, secrétaire national d'EELV, Denis Crouzet, professeur universitaire, Élisabeth Crouzet-Pavan, universitaire, Christine Delphy, directrice de recherche, Rokhaya Diallo, journaliste et auteure, Tara Dickman, consultante et formatrice, Cécile Duflot, ancienne ministre, députée EELV de Paris, Charles Fiterman, ancien ministre, Françoise Gil, sociologue, Liliana Hristache, présidente de l'association Rom Réussite, Eva Joly, députée européenne EELV, Farouk Mardam Bey, éditeur, Karim Miské, écrivain, Christian Métairie, maire d'Arcueil, Marie-Rose Moro, universitaire, Henri Raczymow, écrivain, Louis-Georges Tin, président du CRAN, Dominique Vidal, journaliste et historien.

Rothschild, Drahi, Niel, Pigasse, Bergé, Arnault, Pinaut, Dassault, Lagardère, Bouygues, Boloré, Hollande, Valls, Cazeneuve, Hamon, Cohn Bendit, Juppé, Fillon, Villepin, Madelin, Hue, Braouzec, Laurent, Le Drian, Bayrou, Gattaz, Parisot, Martinez, Berger, etc. auraient pu signer cet appel.

Tirez la chasse derrière, ça pue, merci !

Parole d'internaute

Tous ces commentaires témoignent du profond travail de réflexion ou de maturation politique qui est en train de se réaliser chez les travailleurs (souvent des couches supérieures). Ce n'est pas parce qu'ils sont approximatifs ou parce que leurs conclusions ne se traduisent pas sur le plan pratique qu'on devrait les négliger et encore moins les mépriser. Ils ne se soumettent pas volontiers à l'ordre établi et cherchent à comprendre ce qui se passe réellement pour résister...

1- Vous l'aurez compris il nous semble incohérent de faire barrage à Marine Le Pen en votant Emmanuel Macron. Impossible de dire « oui » à ce qui fait fructifier le FN depuis 20 ans.

2- Le néo-libéralisme n'est qu'une idéologie, voire une utopie dont s'est emparée une mafia qui l'a érigé en système global pour en faire un instrument de domination mondiale à finalité fasciste.

C'est lorsque le néo-libéralisme s'appuie sur un stade de développement mondial qu'il s'affirme comme irréversible et dévoile sa nature fasciste en interdisant toute voie alternative. Les TINA, "too big to fail" et autres décrets d'austérité générale sont des arguments parfaitement totalitaires.

3- La description de la situation colle bien avec la réalité : on a un fascisme financier qui dicte ses lois au politique, qui devient de plus en plus un fascisme politique (loi sécuritaire, diminution du social et de l'Etat, le tout au profit des intérêts privés).

...la "caste au dessus du lot" peut très bien être appelée oligarchie si on regarde la structure du pouvoir et même "oligarchie financière" puisqu'elle se base sur ce domaine en particulier.

4- Toute la France des vieux de la vieille est en marche derrière Macron. Après les ralliements de Collomb, Valls, Cohn Bendit, Juppé, Villepin, Madelin, Hue, Braouzec, Le Drian, Bayrou, voilà que cette cohorte s'enrichit de Borloo, et de de Tapie. C'est tout dire.

Macron un jeune premier propulsé au pouvoir par une campagne médiatique frénétique, et rejoint par tous les vieux routiers et roublards de la politique française.

Il va être élu, l'épouvantail FN est ressorti du placard à cette élection, comme aux précédentes. Et comme l'animal inquiète légitimement. Les maîtres du pognon, donc des médias forcent ainsi la main de milliers de gens qui la mort dans l'âme vont déposer un bulletin pour celui ou celle qui dès qu'il sera élu les maltraitera dans leur vie quotidienne, de par les conséquences des réformes économiques libérales qu'il mettra en oeuvre à coup de 49.3 et de coups de matraques de CRS.

Voilà où nous en sommes rendus, la démocratie est bien morte. Le capital, la finance exercent une dictature sans partage, grâce à l'appareil de propagande médiatique qu'ils possèdent, ils contrôlent suffisamment d'esprits pour forcer l'issue de chaque scrutin en leur faveur.

Notre régime aux mains d'une oligarchie du pognon, ne s'appelle pas démocratie, mais médiacratie. Le vote censitaire est rétabli

de fait, quoique de façon plus subtile qu'au 19ème siècle.

5- Marianne il y a vingt ans, c'était Jean-François Kahn et Philippe Cohen… Aujourd'hui, c'est Caroline Fourest et Renaud Dély.

La pente raide.

6- Wikipédia - "Renaud Dély a participé en 2008 à la réalisation d'un rapport de Terra Nova, laboratoire d'idées proche du Parti socialiste, […]. Il soutient l'opinion que « la gauche parviendra mieux à retrouver une identité en assumant son ancrage dans une société libérale » "

Bon ben voilà, c'est clair et net : Terra Nova est le think tank qui a décidé en 2011 que le PS ne devait plus se soucier des classes populaires "la classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche, elle n'est plus en phase avec l'ensemble de ses valeurs, elle ne peut plus être comme elle l'a été le moteur entraînant la constitution de la majorité électorale de la gauche."

C'est là http://tnova.fr/rapports/gauche-quelle-majorite-electorale-pour-2012

Alors zut avec votre morale ! Allez au diable, vous qui avez sciemment abandonné les plus pauvres au FN.

7- "Pensons aussi aux années 30, au sectarisme du Parti communiste et du Parti social-démocrate qui ont contribué à faciliter l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933"

Interprétation (révisionnisme ?) historique douteuse (honteux ?) Ca suffit.

- Fritz Thyssen, l´homme le plus riche d´Allemagne, au capital provenant de l´industrie sidérurgique, premier capitaliste finançant Hitler (cent milles marks or en 1923)

- Recul des Nazis dans les élections de novembre 1932 (près de 2 millions de voix) = 38 des grands capitalistes d´Allemagne écrivent une pétition au président Hindenburg pour exiger la nomination de Hitler comme chancelier national

http://www.mariosousa.se/quiavaitpayeetarmehitler.html

8- « Voter Macron n'est pas voter pour Macron » selon le directeur de Politis, Denis Sieffert. A bout d'argument le pauvret ne s'aperçoit pas que l'on peut tout aussi bien lui rétorquer que "voter Le Pen ce n'est pas voter pour Le Pen." Totale déshérence de la pensée politique.

9- Le syndrome de Stockholm désigne un trouble du comportement chez des otages qui finissent par prendre fait et cause pour leurs bourreaux. Porter au second tour de l'élection présidentielle un candidat qui a déjà eu l'occasion de nuire et n'a pas caché son intention de continuer à le faire me semble relever de la psychiatrie.

10- Comment se fait il que les estimations données à 20h, issues du dépouillement partiel (effectué dans l'urgence...) d'un panel de bureaux de vote des campagnes et villes moyennes, où ils ferment à 19h, aient pu donner un résultat si proche du vote final ?

Comment expliquer des erreurs si faibles pour des estimations effectuées dans ces conditions ? Alors que la FI a réalisé ses meilleurs scores dans les grandes villes où les bureaux ferment à 20h (en tête, et parfois très largement, à Marseille, Grenoble, Nîmes, Montpellier, Lille etc, et dans pas mal des grandes villes de l'agglomération parisienne) ?

En plus les électeurs qui ont appris arrivés au bureau de vote qu'ils étaient radiés (500 000)...

La bande à Hollande, c'était quand mêmes des maîtres du trucage de congrès du PS, c'est pas les scrupules qui les étouffent, et ils ont de l'expérience en la matière... Tout ça ressemble étrangement au primaire du PS pendant lesquels le score de TOUS les candidats n'a pas bougé d'un centième entre les estimations issues de dépouillements très partiels et le résultat définitif... Statistiquement tellement improbable que l'on est même plus dans le domaine du possible...

Vraiment, je n'ai aucune certitude, mais tout ça ne sent pas très bon... Des gens on des doutes et cherchent, j'espère qu'ils continueront à chercher s'il y a quelque chose à trouver.

11- Pour moi, le vote utile est le vote pour ses propres idées. Si celles-ci ne sont pas représentées je ne vois pas au nom de quoi on devrait choisir ?

Leur vieux monde tangue

- Scandale dans l'armée allemande: la ministre de la Défense annule une visite aux Etats-Unis - AFP

- UE/adhésion de la Turquie: Erdogan prêt à claquer la porte - AFP

- Démission surprise du Premier ministre tchèque, en conflit avec un ministre - AFP

- Mourir de soif en prison, le scandale qui agite les Etats-Unis - AFP

Pour être trop bruyant en détention, Terrill Thomas a eu l'eau coupée durant sept jours dans sa cellule d'une prison américaine: il en est mort et son cas fait des remous dans un pays à la politique carcérale très controversée.

"Ils l'ont jeté dans une cellule à l'isolement, sans matelas, ni couverture, ni oreiller. Ils lui simplement donné du Nutriloaf, une nourriture à peine comestible", relate à l'AFP Erik Heipt, l'avocat représentant la famille de M. Thomas.

Mêlant des céréales à de la viande et à d'autres aliments broyés et cuits sous la forme d'un pain compacté, le Nutriloaf est servi comme mesure disciplinaire dans les prisons américaines.

Les troubles bipolaires du prisonnier auraient dû plutôt lui valoir un traitement médicamenteux. En fait de quoi les gardiens, irrités qu'il ne conserve pas son calme, ont décidé de couper les conduites alimentant le lavabo et les W.C. de sa cellule minuscule.

"Terrill Thomas souffrait d'une crise de santé mentale. Au lieu de répondre à ses graves besoins médicaux, la prison du comté de Milwaukee County l'a puni", dénonce M. Heipt.

Le calvaire du détenu va durer sept jours, au cours desquels il perd 16 kilos. Il sombre dans une profonde faiblesse et expire finalement sur le sol bétonné de sa cellule. Son avocat n'hésite pas à employer le mot "torture".

"Terrill Thomas a enduré une mort atroce. Il a passé sept jours privé d'eau. Des témoins l'ont entendu implorer de l'eau vers la fin", poursuit Erik Heipt. AFP 03.05

Inutile de préciser qu'il était afro-américain ou Noir (38 ans)...

- Soudan du Sud : la guerre civile continue et vide le pays - Franceinfo

- Los Angeles : entre 5000 et 10 000 jeunes vivent dans la rue - Franceinfo

- Macédoine: la droite reprend ses manifestions à Skopje - AFP

- La ministre philippine de l'Environnement écartée du pouvoir - Reuters

Ils osent tout

- François Hollande: "Aujourd'hui, je suis à deux doigts d'être aimé!" - Le Huffington Post

Le petit monarque haï par son peuple doit prendre pour lui l'idôlatrie hystérique qui s'est emparée des râclures qui appellent à voter Macron...

- Ségolène Royal signe un arrêté pour améliorer le bien-être des dauphins en parcs aquatiques - Le Huffington Post

C'est le dauphin de Hollande qui va apprécier cette tendre sollicitude !

Grèce. Tsipras et Syriza étaient bien de droite.

- La Grèce s'accorde avec ses créanciers et va pouvoir parler dette- Reuters

En s'engageant à baisser les pensions de retraite et à réduire les exemptions fiscales, la Grèce a ouvert la voie au versement d'une nouvelle tranche d'aide et à l'ouverture de discussions sur une restructuration de sa dette.

Après des mois de négociations, Athènes et ses créanciers internationaux sont parvenus mardi matin à un accord sur les

réformes comprises dans le plan d'aide, a annoncé le ministre grec des Finances, Euclide Tsakalotos.

Le gouvernement grec doit encore légiférer sur ses nouvelles promesses de réformes -- qui prévoient aussi une libéralisation du marché de l'énergie -- avant que les ministres européens des Finances n'approuvent le versement d'une nouvelle tranche d'aide, probablement lors de la prochaine réunion de l'Eurogroupe, prévue le 22 mai. Reuters 03.05

Haut de page

Le 5 mai 2017

CAUSERIE

Montesquieu -" Lorsqu'on enlève l'honneur d'un peuple par la corruption, il n'en reste rien".

En oligarchie ou temps de le peste brune néolibérale

Les Animaux malades de la peste par Jean de La Fontaine (1621-1695)

Un mal qui répand la terreur,
Mal que le Ciel en sa fureur
Inventa pour punir les crimes de la terre,
La Peste (puisqu'il faut l'appeler par son nom)
Capable d'enrichir en un jour l'Achéron,
Faisait aux animaux la guerre.
Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés :
On n'en voyait point d'occupés
A chercher le soutien d'une mourante vie ;
Nul mets n'excitait leur envie ;
Ni Loups ni Renards n'épiaient
La douce et l'innocente proie.
Les Tourterelles se fuyaient :
Plus d'amour, partant plus de joie.
Le Lion tint conseil, et dit : Mes chers amis,
Je crois que le Ciel a permis
Pour nos péchés cette infortune ;
Que le plus coupable de nous
Se sacrifie aux traits du céleste courroux,
Peut-être il obtiendra la guérison commune.
L'histoire nous apprend qu'en de tels accidents
On fait de pareils dévouements :
Ne nous flattons donc point ; voyons sans indulgence
L'état de notre conscience.
Pour moi, satisfaisant mes appétits gloutons
J'ai dévoré force moutons.
Que m'avaient-ils fait ? Nulle offense :
Même il m'est arrivé quelquefois de manger
Le Berger.
Je me dévouerai donc, s'il le faut ; mais je pense
Qu'il est bon que chacun s'accuse ainsi que moi :
Car on doit souhaiter selon toute justice
Que le plus coupable périsse.
- Sire, dit le Renard, vous êtes trop bon Roi ;
Vos scrupules font voir trop de délicatesse ;
Eh bien, manger moutons, canaille, sotte espèce,
Est-ce un péché ? Non, non. Vous leur fîtes Seigneur
En les croquant beaucoup d'honneur.
Et quant au Berger l'on peut dire
Qu'il était digne de tous maux,
Etant de ces gens-là qui sur les animaux
Se font un chimérique empire.
Ainsi dit le Renard, et flatteurs d'applaudir.
On n'osa trop approfondir

Du Tigre, ni de l'Ours, ni des autres puissances,
Les moins pardonnables offenses.
Tous les gens querelleurs, jusqu'aux simples mâtins,
Au dire de chacun, étaient de petits saints.
L'Ane vint à son tour et dit : J'ai souvenance
Qu'en un pré de Moines passant,
La faim, l'occasion, l'herbe tendre, et je pense
Quelque diable aussi me poussant,
Je tondis de ce pré la largeur de ma langue.
Je n'en avais nul droit, puisqu'il faut parler net.
A ces mots on cria haro sur le baudet.
Un Loup quelque peu clerc prouva par sa harangue
Qu'il fallait dévouer ce maudit animal,
Ce pelé, ce galeux, d'où venait tout leur mal.
Sa peccadille fut jugée un cas pendable.
Manger l'herbe d'autrui ! quel crime abominable !
Rien que la mort n'était capable
D'expier son forfait : on le lui fit bien voir.
Selon que vous serez puissant ou misérable,
Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.

Fin.

Wikipédia - Cette fable illustre la maxime « La raison du plus fort est toujours la meilleure » (La Fontaine, Le loup et l'agneau). C'est toujours le plus faible que l'on punit quand on a la force de le faire, c'est la loi des vainqueurs. Pour donner raison au lion (symbole du roi, donc du plus fort), le renard dit que ce n'est point un péché de manger des moutons. Mais, lorsqu'un âne (honnête, mais sans doute naïf) dit qu'il a mangé de l'herbe d'un pré sans en avoir le droit, les animaux décident de le sacrifier. Ils ont ainsi (une fausse) bonne conscience en le mangeant. Les personnages sont ancrés dans la réalité du temps de La Fontaine, mais leurs attitudes restent universelles. Le dénouement est tragique, mais il permet d'insister sur l'hypocrisie et sur le scandale d'une justice contrôlée par les puissants.

Réflexions personnelles

1- Un problème entre nous, c'est que nous n'avons pas accès aux mêmes documents, par exemple je ne reçois et je ne peux lire aucun journal d'aucun parti, je me contente de ce que je trouve sur le Net. Si vous avez en possession une info qui contredit ce que j'ai écrit, communiquez-la moi que je puisse rectifier. Parfois on peut être amené à s'avancer en fonction de ce qu'on sait de chaque parti, mais on peut aussi se tromper.

On a dîner hier soir en écoutant Prince pour mettre un peu d'ambiance, Selvi ma compagne a succombé au personnage. Du coup cela m'a rappelé une info lue hier.

On a appris qu'aux Etats-Unis la première cause de mort accidentelle dans ce pays était due à un usage excessif de médicaments opiacés (USA: l'addiction aux opiacés fait des ravages - AFP 04.05). Et c'est bien ce qui a causé le décès brutal de l'artiste. Je l'ai vérifié sur le Net, et je suis tombé sur un article stupéfiant, sans jeu de mots.

Ces médicaments (analgésiques) ont causé la mort de centaines de milliers d'Américains et fait d'autres victimes à travers le monde. Ils ont pour effet de rendre les patients fortement dépendant à l'opium au point de se retrouver en manque exactement comme un héroïnomane conduit à prendre des doses de plus en plus fortes jusqu'à ce que survienne l'overdose fatale.

Quand on lit cet article on se dit que ce n'est pas possible tellement c'est monstrueux, et pourtant c'est la stricte réalité. Je le reproduis ci-dessous pour que les lecteurs prennent la mesure du degré de pourriture atteint par le régime américain, qui devrait servir de modèle à la terre entière, en France avec Macron.

- Etats-Unis: Le fléau des opiacés fait des ravages - lematin.ch

Un bébé sur six naît dépendant aux opiacés dans le comté de Cabell. Et dix ans après le début d'une épidémie qui a déjà tué des centaines de milliers de consommateurs dépendants, les Etats-Unis cherchent toujours la parade contre cette crise.

Dans cette juridiction de Virginie occidentale, ce sont ainsi 500 bébés qui ont dû être sevrés en 2016 dès leur venue au monde, sur 2900 naissances.

Dans l'Etat voisin de l'Ohio, les autorités sont obligées de louer des camions réfrigérants, normalement réservés au transport alimentaire, afin de stocker le nombre croissant de cadavres des victimes d'overdoses.

Les hôpitaux du New Hampshire ont tellement de patients dépendants aux opiacés qu'ils doivent les traiter dans les blocs opératoires et les salles normalement dédiées aux nouveaux-nés.

Et à Palm Beach, en Floride, où Donald Trump passe ses week-ends, dix personnes sont mortes d'overdoses pour la seule journée de vendredi, probablement après la consommation d'héroïne mélangée à du fentanyl, un opiacé de synthèse extrêmement puissant qui augmente sensiblement le risque de surdose. Le chanteur Prince avait d'ailleurs succombé en avril 2016 à une overdose de ce même fentanyl, réputé être 80 fois plus puissant que la morphine.

Depuis que l'administration Barack Obama a décidé en septembre 2016 de se lancer dans la lutte contre la trop grande consommation d'antidouleurs, en demandant une réduction de la distribution des opiacés sur ordonnance, les toxicomanes se tournent vers l'héroïne mexicaine.

Alors qu'il y a six ans, 80% des morts par overdose étaient dues à la prescription de médicaments opiacés, près de la moitié sont désormais dues à une prise d'héroïne et de fentanyl.

Plus de 33'000 personnes sont mortes aux Etats-Unis en 2015 à la suite d'overdoses d'opiacés, chiffre en hausse de 15,5% par rapport à 2014. Ce nombre record de 10 décès par overdose pour 100'000 habitants est 10 fois plus important que celui de 1971, lorsque Washington avait déclaré «la guerre aux drogues» après une épidémie d'overdoses.

«Les médecins doivent bercer ces bébés 24 heures sur 24 alors qu'ils hurlent leur dépendance», confie Paul Farrell, avocat dans le comté de Cabell en Virginie occidentale, l'Etat américain le plus touché par cette crise.

«Ici, on meurt chaque jour», poursuit M. Farrell, qui a intenté une action dans les comtés voisins de Cabell et de Kanawha contre plusieurs groupes pharmaceutiques, coupables selon lui de distribuer une quantité massive d'opiacés, alimentant la dépendance de leurs habitants.

Quelque 780 millions d'antidouleurs ont été vendus en Virginie occidentale entre 2007 et 2012, soit 421 pilules par tête. C'est ce qui ressort d'une enquête de la DEA, l'agence anti-drogue américaine, dévoilée par le journal Charleston Gazette-Mail.

Les producteurs et les distributeurs d'opiacés sont soupçonnés d'avoir alimenté la crise.

Le gouverneur de l'Etat du Maryland, Larry Hogan, a lui décrété «l'état d'urgence» le 1er mars devant cette crise sans précédent. Cette décision lui permet de débloquer des fonds spéciaux normalement réservés aux catastrophes naturelles.

Le maire de New York, Bill de Blasio, a lancé il y a deux semaines une nouvelle campagne visant à combattre la dépendance. Dans sa ville, 1075 personnes sont mortes par overdose en 2016.

Pour Paul Farrell, il va y avoir «une explosion encore jamais vue de l'abus d'héroïne dans les cinq prochaines années».

Pour recueillir des fonds, des villes et des comtés poursuivent en justice les fabricants, comme Purdue Pharma, qui produit l'OxyContin, l'antidouleur le plus vendu au monde. Mais également les grossistes et les exploitants de pharmacies, comme la chaîne de grande distribution Walmart.

«Nous avons eu 450 décès par overdose l'an dernier», a déclaré à l'AFP le procureur général adjoint du New Hampshire, James Boffetti, dénonçant «le marketing» de ces sociétés qui «a exacerbé ce problème de dépendance». Dans cet Etat d'1,3 million d'habitants, les décès par overdose sont trois fois plus nombreux que par arme à feu, selon un rapport du Violence Policy Center.

Ces comportements «rappellent ceux de malfaiteurs et font penser à du racket», déclare Paul Hanly, dont le cabinet d'avocats Simmons Hanly Conroy LLC poursuit 11 distributeurs et fabricants d'opiacés.

Mais les grandes sociétés pharmaceutiques font front commun et réfutent ces accusations. L'une d'elle, Cardinal Health, a déclaré à l'AFP que ces «procès ne font pas avancer le travail nécessaire pour résoudre la crise d'abus d'antidouleurs, une épidémie entraînée par la dépendance, la demande et le détournement de médicaments pour un usage interdit». lematin.ch 21.03.2017

2- J'ai envoyé un courriel à ma fille qui vit à la Réunion pour l'anniversaire de ma petite-fille. J'avais joint un article, 2017, le coup d'Etat. Elle m'a répondu qu'effectivement elle était mal informée et que le monde devait être pire que ce qu'elle imaginait. C'est tellement démoralisant que je n'ai pas osé la relancer. Je ne tiens pas à lui pourrir la vie inutilement.

Car en effet, c'est un cauchemar et c'est désolant. Il n'y a pas à tergiverser, il faut en finir avec le capitalisme le plus tôt possible.

Revenons aux principes fondamentaux.

Quand des ex-présidents du FMI, de l'OMC, des banquiers, des hommes d'affaires, des oligarques, etc, se disent de gauche, ont soutenu Hollande et maintenant soutienne Macron, on se dit qu'il y a forcément une raison à cela et qu'il serait plus que temps de mettre de l'ordre dans tout cela ou de cesser de mêler entre eux les torchons et les serviettes, les torchons pour eux évidemment.

La droite entend préserver le régime en place, la gauche le renverser.

La droit entend maintenir les rapports sociaux établis entre les classes au profit de la classe des exploiteurs ou des capitalistes minoritaire dans la société, la gauche entend inverser ses rapports.

Les pro capitalistes ou la droite :

- La droite réactionnaire : LR, UDI, MoDem, PRG
- La droite contre-révolutionnaire : PCF, PS, MRC, EELV
- La droite humaniste : PG, PRCF, ParDem

Les anticapitalistes :

La gauche institutionnelle : NPA, LO, POI, POID.

Les socialistes :

L'extrême gauche : GMI, La voix de l'Opposition de gauche et d'autres voix éparpillées...

Les partis ou les différents acteurs politiques n'ont pas été caractérisés sur le plan politique en fonction de leur nature, de leurs réelles intentions ou objectifs, de la classe sociale qu'ils représentaient réellement, mais en fonction du masque qu'ils portaient, du rôle et de la place que les représentants du régime leur avaient assignés et que le peuple ignorant adoptera à son tour.

On leur a ainsi assigné à tort une double nature ou des contradictions qui ne correspondaient pas à leur véritable nature ou à leurs réelles intentions, mais provenaient du processus dialectique historique auquel ils participaient, qui parce qu'il se déroulait inconsciemment favorisera une telle confusion qui prendra la forme d'une imposture.

C'est ainsi par exemple que le capitalisme a pu jouer un rôle progressiste sans que cela n'ait jamais été son objectif, sinon son acharnement à détruire tous les acquis du développement de la civilisation humaine n'aurait aucun sens. On lui attribuera volontiers cette vertu qu'il n'a pas méritée ou qu'il a usurpée, parce que le progrès social s'est toujours réalisé malgré lui, soit qu'il y ait été contraint pour des raisons économiques, soit qu'il y ait été forcé par la lutte de classe des exploités et des opprimés, parce qu'on ignore quelles furent les forces qui furent à l'origine du développement de la civilisation humaine.

C'était donc le développement des forces productives et de la lutte des classes qui constituaient les réels facteurs à l'origine du progrès social de l'humanité et non les esclavistes, les féodaux ou les monarques, les bourgeois ou les capitalistes, en dernier lieu, c'était le processus dialectique matérialiste et historique inconscient qui préside à la transformation de la matière, de la nature, des hommes, de la société, du monde, de l'univers.

Les partis ou les différents acteurs politiques servent les intérêts ou les besoins, la destinée d'une classe sociale bien déterminée et ils ne peuvent pas servir ceux d'une autre classe. Mais comment déterminer avec certitude quelle classe sert un parti ou un acteur politique ?

Les traîtres, révisonnistes, renégats, opportunistes, charlatans, aventuriers et autres illusionnistes professionnels en tous genres vous répondront que cela dépend de sa composition, de son programme, de ses dirigeants, de son histoire, etc. d'un tas de facteurs selon ce qui les arrange, mais s'agissant d'un parti ouvrier ils oublieront le principal, l'essentiel, la nécessité historique d'en finir avec le capitalisme et ses institutions qui doit se traduire en pratique dans son combat politique quotidien au côté de la classe ouvrière, ses prises de position ou déclarations, les moyens qu'il mettra en oeuvre pour combattre la réaction sur tous les fronts, sans jamais rien lui concéder, avancer et réaliser cet objectif politique, élever le niveau de conscience des exploités, les organiser et construire le parti qui leur permettra de renverser l'ordre établi ou de s'emparer du pouvoir politique pour pouvoir abolir le capitalisme, bref, réaliser la dictature du prolétariat et en finir avec la dictature du capital.

Tout parti, tout dirigeant ou acteur politique qui refuse d'inscrire son combat politique dans cette perspective est dès lors pro capitaliste, il ne mérite pas de figurer parmi la gauche, il se place lui-même dans le camp de la droite et doit être caractérisé comme tel. Sinon plus rien ne veut rien dire, parce qu'on craint de trancher une question déterminante, on ne tient pas à

se mouiller, on fait partie des faibles, des indécis, des lâches, des gens qui discourent à longueur de temps pour ne rien dire finalement, on est alors en présence d'un amateur, un dilettante, un aventurier, un imposteur dont les convictions fluctuent en fonction de ses intérêts individuels, sans vraiment de principes, de scrupules, d'idéal, bref en qui il est recommandé de ne pas placer sa confiance.

Généralement ces gens-là tiennent un double discours, et là où on peut les confronter, c'est qu'ils ne peuvent pas l'assumer. Demandez donc à un dirigeant du Front de gauche ou à ce qu'il en reste s'ils combattent pour en finir avec le capitalisme, maintenant, pas à la saint-glinglin, vous connaissez tous la réponse, aucun ne pourra affirmer que c'est le cas, ainsi vous êtes fixé.

Quant à ce qu'on a nommé la gauche, pourquoi institutionnelle, tout simplement parce qu'elle n'a jamais rompu avec le PS et/ou le PCF, estimant qu'ils avaient encore un rôle à jouer au sein du mouvement ouvrier ou au côté de la classe ouvrière, y compris au sein des institutions. Ils ont tissé mille liens avec les appareils de ces partis de droite au travers différentes institutions, Libre pensée, franc-maçonnerie, divers comités, etc. sans parler des syndicats qui leur assurent le couvert ou les financent indirectement.

Et puis, elle n'a jamais boycotté une élection sous la Ve République, pendant des décennies elle a appelé à respecter "la discipline républicaine", c'est-à-dire à voter au second tour des élections pour le candidat du PS ou du PCF encore en lice, parfois dès le premier tour. Elle n'a cessé de ménager le PS et de colporter des illusions dans ce parti.

Si on caractérise de gauche ces formations politiques, c'est davantage parce que des militants parmi les plus avancés ou qui entendent demeurer fidèles au socialisme s'y organisent plutôt qu'autres choses. Ce qui caractérise ces partis, c'est leur sectarisme sur fond d'arrière-pensées inavouables qui les empêchent de se rassembler pour lutter ensemble. Ils sont plus prompts à s'entendre avec des dirigeants, des cadres, des élus, des militants du PS ou du PCF plutôt que s'entendre entre eux, comme si finalement leurs dirigeants ne partageaient pas vraiment grand chose si vous voyez ce que je veux dire, l'essentiel dont il a été question plus haut pour être plus précis, à moins qu'ils préservent les intérêts de leur petite boutique, les uns et les autres intervenant dans des secteurs différents ou défendant des causes spécifiques, de sorte qu'ils ne risquent pas de se marcher sur les pieds ou de se rencontrer, généralement ils s'ignorent affectant le plus profond mépris les uns envers les autres, vous avouerez que cela est plutôt étrange pour des gens prétendant partager le même idéal ou lutter pour la même cause.

La dislocation et le déclin de cette gauche étaient la suite logique de celles du PS et du PCF, le masque du trotskysme dévoyé est tombé avec. Le dernier méfait de LO et du NPA aura été de participer à la grotesque mascarade de l'élection présidentielle de 2017, et celui du POI et du POID d'avoir eu la perspicacité (sic!) d'appeler à une candidature unique Hamon-Mélenchon, sachant que Hamon ne se désisterait jamais pour Mélenchon, faute d'avoir eu les moyens de présenter des candidats.

Si on les nomme institutionnel, c'est aussi parce qu'ils partagent certaines positions avec des partis qui se sont succédés au pouvoir depuis 40 ans, parfois parmi les plus réactionnaires qui soient, par exemple sur la Syrie concernant LO et le NPA.

Cette classification est sans doute imparfaite ou peu être améliorée, j'en ai bien conscience, disons qu'elle aide à y voir plus clair. Elle n'a pas pour fonction de distribuer les bons et les mauvais points.

Vous allez peut-être vous demander comment puis-je appeler à voter aux législatives pour les candidats du mouvement de Mélenchon que je classe à droite ? Je vous répondrai qu'il vaut mieux voter en sachant pour qui ou quoi on vote plutôt que l'ignorer et se faire berner ! Là en l'occurence, il n'y aura pas lieu d'avoir la moindre illusion ni dans le contenu de ce vote ni dans les intentions de ceux pour qui on votera, comme je l'ai expliqué dans deux précédentes causerie, c'est juste une question tactique et rien d'autre. Vaut mieux voter pour le candidat de droite le plus progressiste, que voter pour un candidat de gauche qui est un épouvantable réactionnaire, non ? Je n'y peux rien et vous n'y pouvez rien si Mélenchon et son mouvement, ses candidats ne sont pas de gauche, c'est comme cela, il faut vous faire une raison.

A quoi cela servirait-il de voter pour les candidats du POI, POID, NPA ou LO qui feront un score minable ? A rien sauf peut-être à avoir le choix au second tour entre un candidat de EM et LR ou FN. Cela vous dit ? Moi, non. Et à quoi cela servirait-il sinon permettre à Macron de pouvoir gouverner tranquillement. C'est ce que vous souhaitez ? Pas moi. Vous voyez, j'assume, je vais au bout de ma logique, c'est parfaitement clair, aucune illusion, aucune confusion ou embrouille

Cette position peut encore évoluer, tout va dépendre de l'attitude de Mélenchon. S'il s'alliait au PS, ce qui semble improbable, on aviserait, non, on cesserait immédiatement de le soutenir, et s'il s'effacait au profit d'un candidat du PS dans certaines circonscription, on lui retirerait notre soutien dans ces circonscriptions, car jamais nous n'appellerions à voter pour un candidat du PS.

Encore une question. Dans votre classement, vous faite figurer le PCF avec le PS, comment appeler à voter pour ses candidats... Uniquement sous l'étiquette FI, dans le cas contraire, pas une voix pour un candidat du PCF.

Le PCF fidèle à lui-même.

- La tension monte d'un cran entre France insoumise et PCF - Reuters

Les tensions déjà vives entre La France insoumise et le Parti communiste français (PCF) sont encore montées d'un cran jeudi avec la décision du mouvement de Jean-Luc Mélenchon d'engager des poursuites contre ses alliés communistes pour "usurpation" d'image en vue des élections législatives de juin.

"Le PCF cherche à semer la confusion chez les électeurs qui ont voté pour le candidat de la France Insoumise en faisant croire que les candidats du PCF aux législatives ont le soutien de Jean-Luc Mélenchon", écrit le mouvement dans un communiqué.

"Il n'en est rien. Les seuls candidats qui ont ce soutien sont ceux validés par la France Insoumise", ajoute-t-il. "En conséquence nous exigeons du Parti communiste l'arrêt immédiat de l'utilisation de la photo de Jean-Luc Mélenchon ainsi que de tous les éléments graphiques appartenant à la France Insoumise."

Face à ce qu'elle considère comme une "usurpation", La France insoumise (FI) annonce sa "décision d'engager des poursuites judiciaires" afin de "faire cesser cette situation puisque nos rappels à l'ordre répétés ne sont suivis d'aucun effet".

"Nous déplorons un procédé qui, au nom de 'l'identité communiste', refuse tout accord national mais s'approprie l'image de la France insoumise et de son candidat dans le but de gonfler artificiellement le score du PCF", peut-on lire dans le communiqué.

Le PCF n'a pas tardé à réagir en exprimant son incompréhension face à la charge lancée à son encontre.

"Nous ne comprenons pas l'agacement soudain exprimé" par la France insoumise, a dit Olivier Dartigolles, porte-parole du parti dans un communiqué. "L'heure est au rassemblement, pas à la polémique."

Dans les faits, le rassemblement en est encore au stade de la chimère malgré les mises en garde, place du Colonel Fabien, contre une concurrence qui pourrait s'avérer "mortelle".

Les discussions sur une entente entre les deux mouvements en vue des élections législatives des 11 et 18 juin sont au point mort. Deux réunions, organisées vendredi et mardi, se sont achevées sans avancées concrètes.

Les échanges achoppent toujours sur la question d'une charte que le mouvement de Jean-Luc Mélenchon souhaite faire signer à tous les candidats mais que refuse le PCF.

La France insoumise, forte du score de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle (19,6%), entend présenter des candidats dans l'ensemble des circonscriptions, y compris dans celles des communistes sortants.

Le mouvement de l'eurodéputé, qui est arrivé en tête dans 67 circonscriptions et dans quatre des dix plus grandes villes de France le 23 avril dernier, se montre pour l'heure réticent à "tout arrangement" avec d'autres forces politiques au nom de la "cohérence".

Mardi, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a regretté dans une tribune publiée sur Mediapart que "les premières propositions discutées vendredi (lors d'une réunion entre les deux mouvements-NDLR) envisagent un accord limité à un petit nombre de circonscriptions".

Les déclarations de candidatures pour les législatives doivent être déposées entre le lundi 15 et le vendredi 19 mai.

A l'heure actuelle, dix élus Front de Gauche siègent à l'Assemblée nationale au sein du groupe la Gauche démocrate et républicaine (GDR) et une vingtaine au Sénat au sein du groupe communiste, républicain et citoyen (CRC). Reuters 04.05

Macron a fait savoir qu'il considèrerait chaque voix portée sur son nom comme une adhésion à son programme. Laurent a appelé à voter Macron le 7 juin, cela signifie qu'il adhère au programme de Macron, dès lors on comprend pourquoi il ne peut pas adhérer à celui de FI.

Parole d'internaute.

1- "Sage remarque que " L'élection présidentielle est le triomphe de la dépossession".

En France avec la Vème République où le "président" est quasi un monarque.

Elire un monarque, c'est se considérer comme ses sujets et non comme un "peuple souverain".

Pourtant, l'élection présidentielle est celle qui mobilise le plus de Français. Ah ! Les contractions à la française !"

Où l'absence de maturité politique des masses laborieuses...

2- "Les lecteurs de Mediapart savent combien peu JLM et la FI y sont en odeur de sainteté. Plenel peut commencer à dire des gentillesses à Mélenchon, maintenant qu'il a été "dégagé" lui aussi et après s'être assuré qu'il le serait. Ce qui n'empêche pas un dernier coup pour la route, façon "il est aigri + position ambiguë + les extrêmes se rejoignent"."

3- "Petit rappel historique toujours utile :

À l'élection de 1925, Paul von Hindenburg avait été le candidat de la droite politique et avait été vigoureusement opposé à une grande partie de la gauche modérée et du centre.

Cependant, en mars 1932, les forces politiques de centre gauche ont décidé de s'unir avec la droite modérée de Hindenburg, afin de faire barrage à l'élection d'Hitler. Ce fut très utile, Hindenburg est élu.

Janvier 1933 : Alors que les nazis ont moins de députés qu'un an auparavant, Hindenburg appelle Hitler au pouvoir.

27 février 1933, incendie du Reichtag, il n'y aura plus de consultation démocratique jusqu'en 1945.

Le vote utile, a-t-il été utile ?"

LVOG - Ayez quand même à l'esprit que le régime qui prévalait avant que Hitler devienne chancelier du Reich n'était pas vraiment démocratique, ceci explique cela. Sinon vous ne comprendrez pas dans quel monde nous vivons en 2017. C'est hélas le cas de la plupart des gens ! Pourquoi ? Mais parce qu'ils ne le savent toujours pas, pardi ! On les a abreuvés de la démocratie par ci, la démocratie par là, le retour à la démocratie... qui n'a jamais existé...

4- "L'abbé Sieyès, en 1789, avait déjà déjà dit qu'un système représentatif était préférable à un système démocratique. À part la Commune de Paris, la France à toujours vécu sous un régime représentatif.

Dire d'un système politique qu'il est démocratique ET représentatif est une contradiction ; dire une chose et son contraire."

Vive la Commune de Paris ! Moins ses faiblesses toutefois... La prochaine fois, on poursuivra les chiens de Versaillais jusque dans leur tanière et on les exterminera jusqu'au dernier.

Macronligarchie (dessus).

- Cazeneuve dénonce "l'outrance" de Le Pen, vante la "présidentialité de Macron" - AFP

- Macron déplore "les pudeurs de gazelle" de certains indécis - AFP

- Barack Obama apporte son soutien à Emmanuel Macron - Reuters

- Macron rend hommage à Jaurès dans le Tarn - Reuters

Il n'y a qu'à Marx et Engels qu'ils ne peuvent pas rendre hommage, vous aurez compris pourquoi et pourquoi nous ne rendrons jamais hommage à Jaurès.

- Pour son premier voyage à l'étranger, Trump choisit Israël et l'Arabie saoudite - AFP

Déjà sous Vichy les Présidents d'Université !

- Quand les Présidents d'Université appellent leurs étudiants à voter Macron ! - Les-crises.fr 04.05

Quelques commentaires sélectionnés d'internautes.

1- Un copié collé des jeunesses hitlériennes remises au gout du jour ! Atterrant.

2- C’est absolument terrifiant !

Il n’y a rien d’autre à dire.

3- Les présidents d’université disent à leurs étudiants ce qu’ils doivent voter dimanche : voilà une magnifique démonstration de cléricalisme au XXIe siècle !

4- En realite, on est face à ce qu’Emmanuel Todd appelle un flash totalitaire. Et comme pour Charlie, on ne s’en prend pas seulement au camp d’en face mais aussi au camp de ceux qui veulent rester en retrait et qui sont pries de choisir leur camp dans les plus brefs delais. Le paralllele entre Charlie et cet entre 2 tours est saisissant : meme terrorisme intellectuel, meme systemes familiaux a l’oeuvre (la famille souche autoritaire-inegalitaire de l’Ouest qui manifeste le 11 janvier et qui vote Macron des le 1er tour).

5- On serait cynique on pourrait dire qu’ils anticipent la victoire de Macron qui va augmenter le principe de l’autonomie des universités … ils se placent, se signalent.

Mais plus profondément c’est le symptôme d’une déliquescence du principe de neutralité du service public. On est à la limite de la faute professionnelle.

6- La limite est belle et bien franchie à mon avis.

7- A mon sens, ces exhortations à “faire le bon choix” (qui est assez vieux pour comprendre la référence ?) trahissent une appréhension grandissante face à des menaces convergentes à l’encontre du statut actuel.

1) Les étudiants ont été passablement agités dans le passé récent — et pas en faveur des présidents d’université. Ces appels et pétitions sont une façon de les cornaquer, alors que Mélenchon a rencontré un singulier succès auprès des jeunes.

2) Macron a très clairement annoncé qu’il amplifiera la réduction des dépenses publiques et les privatisations. Ces hauts fonctionnaires d’université font donc un peu de lèche pour se faire bien voir (et ainsi conserver le reliquat de budgets, ou se positionner pour les fusions d’établissements).

3) Il ne s’agit point ici du fameux 1% — plutôt du 10%, voire du 20%. Qu’ils soient PS, LR ou Bayrou, ils commencent à sentir que les craquements du système se font maintenant entendre plus proches. Avec Macron, ils espèrent repousser les échéances face à un FN plutôt moins bien disposé envers les professions intellectuelles.

4- voici le mail que j’ai reçu :

“Madame, monsieur,

Veuillez trouver ci-dessous et en pièce jointe une déclaration de la Coordination des Universités de Recherche Intensive Françaises (CURIF) au sujet des élections présidentielles de 2017.

DECLARATION DE LA CURIF

La France est à un moment clé de son histoire où les valeurs universelles et humanistes de la République sont en question.

Les présidentes et présidents de la coordination des universités de recherche (CURIF) – comme la conférence des présidents d’université et les présidents d’organismes de recherche – appellent à aller voter au second tour des élections présidentielles contre Madame Le Pen, dont le programme menace les fondements même de notre société, des sciences et de l’université.

Cordialement,

Jean Chambaz”

Ils pourront bien entendu aller se faire voir.

7- Le lien suivant contient l’e-mail qui a été envoyé aux personnels des trois universités lilloises (mais pas aux étudiants a priori). https://framadrive.org/s/IR3pX2SOZtKvGks

8- Je confirme !

Étudiant aux Arts & Métiers (ENSAM), j'ai été absolument surpris de recevoir un mail de mon tout nouveau directeur d'école : M. Laurent Champaney.

Tout va bien!

"Chers étudiants, chers personnels,

Dimanche, notre pays est appelé à s'exprimer lors d'élections qui génèrent de grands débats compte-tenu des choix proposés aux citoyens. Je ne souhaite pas abuser de ma position ni de ma capacité à vous écrire tous pour orienter votre choix. Je souhaite juste vous rappeler ce que représente notre appartenance à l'institution « Arts et Métiers » et la conduite qu'elle nous impose.

[… Blabla sur les valeurs]

Ne pas nous exprimer n'est pas digne des valeurs que nous portons. S'abstenir ou voter blanc ne représente pas qui nous sommes ! Nous devons prendre parti, faire des choix et assumer ceux de la société afin de continuer notre action.

Je vous invite donc à vous exprimer clairement dimanche, pour porter les valeurs républicaines qui nous unissent aux seins des Arts et Métiers et qui permettront à notre établissement de continuer longtemps ses missions au service de la société.

Avec tout mon attachement à nos valeurs.

L. C"

9- Pour information, je suis également ancien élève des Arts et Métiers, autrement dit Gadz'arts ! Bravo á la direction de l'école pour cette chasse aux sorcières, plus moyen d'échapper à l'inquisition, bientôt des accompagnateurs dans les isoloirs comme dans la Turquie d'Erdogan, si tu votes mal, hop, au veld'hiv !

10- On a l'impression que les thuriferaires de l'oligarchie ne prennent même plus la peine de se faire discrets.

Un peu comme les Maurassiens en 1940 lorsque leur champion Pétain prit le pouvoir.

Et aujourd'hui, bienvenue au champion de l'oligarchie: CAC Macron !

11- La "notion d'égalité"? Elle est où cette notion? La France ne vit pas en république, mais dans un système féodal basé non sur la famille (quoique…), mais sur l'élection, et dans le cas présent sur l'élection d'une marionnette choisie par des oligarques qui ont réalisé un battage médiatique assez incroyable pour parvenir à leur fin. En tout cas un battage indigne d'une démocratie, ce que n'est pas la France. Dans une démocratie c'est le peuple qui tranche les questions de société, ce ne sont pas des professionnels de la politique qui peuvent faire ce qu'ils veulent une fois élus sans aucun contrôle que les manifestations de rue et la grève.

Un autre exemple d'égalité? Un quidam condamné à un mois de prison ferme pour le vol de 20 centimes. D'autres quidams volent des dizaines de milliers d'euro, des centaines de milliers ou des millions: ils ne vont jamais en prison et ils demeurent éligibles.

Relire "les animaux malades de la peste". Rien n'a véritablement changé depuis Jean de la Fontaine.

12- Bon les amis je pense que tout cela commence sérieusement à ressembler à une dérive totalitaire. Face à ce constat, deux choix s'offrent à nous :

– Lutter pour la liberté d'expression sous toutes ses formes (comme le font les opposants à un régime dictatorial).

– S'expatrier.

13- De mon côté je suis tombé sur ceci :

http://www.courrier-picard.fr/27959/article/2017-05-04/le-president-de-luniversite-appelle-faire-barrage-marine-le-pen

14- Qu'est ce qui fait que MLP ne posait pas problème avant et devient une horreur au second, n'était il pas plus logique de mettre

la pression avant pour permettre à un “democrate” de postuler au poste de 1er poste de l’état ?

15- Donc contre le totalitarisme, usons de méthodes totalitaires…

16- La direction de l’INSA a envoyé le même type d’appel à tous ses étudiants et personnels aujourd’hui même.

Manuel Tunon de Lara, président de l’université de Bordeaux a envoyé le hier un mail à tous les étudiants et personnels de l’université (plusieurs dizaines de milliers de personnes) pour appeler à faire barrage au FN. Ses arguments sont puissants, jugez vous même:

“Moi-même issu de l’immigration à une période où l’Espagne franquiste et les pays d’Europe ont dramatiquement souffert du populisme nationaliste, des discriminations et de la mise à l’écart des « élites », je ne peux me résoudre aujourd’hui à rester silencieux devant le risque de voir l’Histoire se répéter.”

Notez la totale contradiction dans ses deux dernières phrases:

“Je n’ai aucune leçon à donner à quiconque et chacun doit garder son libre arbitre, pouvoir exprimer ses convictions. Il est néanmoins de ma responsabilité d’appeler la communauté universitaire à aller voter dimanche prochain et à faire barrage par son vote à l’accession de Marine Le Pen à la Présidence de la République Française.”

Je peux fournir le mail de Bordeaux et le pdf de l’INSA pour enrichir l’article si vous le souhaitez.

17- Je suis en prépa, mais je suis inscrit en cumulatif à l’université et j’ai reçu aussi une lettre de la CURIF (via UPMC).

A titre d’information la CURIF regroupe 13 universités française (http://www.curif.org/fr/a-propos/membres/) : Pierre-et-Marie-Curie (Paris 6), Paris-Sorbonne (Paris 4), Paris-Diderot (Paris 7), Paris-Nanterre (Paris 10), Strasbourg, Aix-Marseille, Paris-Sud (Paris 11), Montpellier, Rennes 1, Grenoble-Alpes, Toulouse 1, Paul-Sabatier (Toulouse 3), Lille 1, Bordeaux, Claude-Bernard (Lyon 1), Nice Sophia-Antipolis, Paris-Descartes (Paris 5), Lorraine (Nancy et Metz)

17- Je trouve fou qu’on ait le droit de faire de la propagande électorale à quelques jours du scrutin, cela devrait être interdit, d’autant que les universités sont un argument d’autorité pour les élèves. C’est une méthode dangereuse et douteuse; et je suis neutre dans cette affaire : j’ai voté pour un petit parti mais avec un projet sérieux (si vous voyez… :P)

18- Anciennement étudiant à la faculté de droit d’Angers, je confirme avoir reçu par mail un message similaire du doyen de l’université. Faute de place je ne peux coller sa déclaration dans ce commentaire, mais il semble que le droit de réserve ne veut plus rien dire pour ces gens là. Plusieurs étudiants, de l’université de Rennes, Nantes, de l’ESSEC et d’autres confirment également avoir recu un long discours comme dans l’article ci-dessus .

19- “il semble que le droit de réserve ne veut plus rien dire pour ces gens là…”

Ca fait plusieurs fois que je lis dans les commentaires cette expression fausse : “droit de réserve”, alors qu’il s’agit de l’OBLIGATION de réserve. Merci d’employer le mot qui convient, et qui permet d’estimer que ceux qui l’enfreignent commettent une faute lourde passible de sanctions appropriées.

http://droit-finances.commentcamarche.net/faq/23883-obligation-de-reserve-definition

20- Il y a aussi Angers : http://www.angersmag.info/Elections-l-appel-au-vote-du-president-de-l-Universite-d-Angers_a13214.html 30000 personnes priées de fait de voter pour … (devinez ; je me refuse à écrire ce nom, mon clavier m’en voudrait) pour contrer l’autre (ben tiens).

21- Je suis doctorant à l’Université de Montpellier (UM, gros pôle universitaire de Montpellier, médecine, droit, économie, sciences de la nature, mathématiques, informatique, …) et le président de l’UM a transmis la pétition et l’appel à voter Macron de l’UM3 à l’ensemble du personnel administratif et scientifique de l’UM.

A titre personnel, je suis ébahi par tant d’audace. Plus ébahi encore que le jour où j’ai intégré mon labo et où j’ai compris qu’une partie de l’élite scientifique avait une opinion très arrêtée sur la politique de la France.

22- Ce n’est pas tout à fait du même ordre mais aujourd’hui j’ai également vu que plusieurs maires avaient appelé – par courrier – à voter Macron pour faire barrage au FN (avec l’argent du contribuable donc). Département de la Marne (51), mais aussi à Nancy (54) et Saint-Denis (93).

http://www.20minutes.fr/strasbourg/2061235-20170503-marne-maire-envoie-lettre-administres-appeler-voter-emmanuel-macron

23- Les présidents d'université utilisent les fichiers à des fins autres qu'administratives. C'est un délit.

24- Une preuve supplémentaire de cette "élite" qui se délite. Mais n'est ce pas aussi qu'ils ont le sentiment que quelque chose de précieux est en train de leur échapper : la manipulation des cerveaux de ce peuple qu'ils méprisent au plus haut point. Dans un tel contexte de déshérence il ne leur restera bientôt plus qu'une seule alternative dont ils ne se gêneront pas d'abuser : la violence physique. A ce titre Macron est bien un "Bourbon fin de règne".

25- Je sais le sujet sensible, mais qui n'a pas vécu certains réseaux (…) ne peut comprendre ce genre de mouvement pas du tout spontané.

Il est si nécessaire à certains de s'accaparer l'héritage d'une résistance qu'ils trahissent chaque jour, d'afficher des valeurs "humanistes" pour oublier leur collaboration à un monde de destruction ailleurs…

Et plus ils trahissent, détruisent, plus il faudra des écrans de fumée comme Obama pour faire croire à une Amérique protégeant les faibles ou Macron en bleu de travail pour faire oublier qu'il est la finance

Ils osent tout.

- Venezuela: le chef de l'opposition nie toute "violence" de son camp - AFP

- Manifestations au Venezuela: un leader étudiant tué - AFP

L'asile de fous de Hollande

- Dissident. L'artiste russe Piotr Pavlenski obtient l'asile en France - Liberation.fr

Il s'était cousu les lèvres, enroulé nu dans du fil barbelé, cloué la peau des testicules sur les pavés de la place Rouge. Et avait aussi mis le feu aux portes du siège du FSB (ex-KGB) à Moscou… Liberation.fr 04.05

Vous imaginez un militant mettre le feu aux portes du siège de la DGSI, manu militari il serait foutu en tôle, mieux ils l'abattraient sur place ! Mais là c'est en Russie que cela s'est passé... Propagande oblige !

- Côte-d'Ivoire 40 tonnes de faux médicaments saisis - Liberation.fr

Ils osent tout et plus encore.

- Al-Jazeera aurait réalisé un faux tournage d'une nouvelle «attaque chimique» en Syrie - sputniknews.com

Une fausse séquence montrant l'armée syrienne avoir recours aux armes chimiques contre des civils aurait été commandée par une personne se trouvant sur le territoire européen, a affirmé à Sputnik une source militaro-diplomatique.

Un groupe de stringers de la chaîne Al-Jazeera a récemment réalisé un tournage falsifié d'une nouvelle « attaque chimique » qui aurait été perpétrée par l'armée syrienne contre des civils, a affirmé à Sputnik une source militaro-diplomatique.

« Les résultats apportés par le spectacle télévisé présenté par les Casques blancs d'une attaque au sarin qui aurait été perpétrée par les autorités syriennes à Khan Cheikhoun ont inspiré les terroristes à poursuivre le tournage de la "série télévisée" », a indiqué l'interlocuteur de Sputnik, ajoutant que des informations concordantes concernant la provocation ont été obtenues depuis plusieurs sources.

Toujours selon la source, le tournage a eu lieu dans les localités de Saraqib, d'Erich et de Jisr al-Shugur (province d'Idlib) et a impliqué près d'une trentaine de voitures de pompier et d'ambulances ainsi que près de 70 habitants locaux avec des enfants provenant d'un camp de réfugiés.

« Afin de rendre la séquence plus réaliste, celle-ci a été filmée à l'aide de téléphones portables depuis plusieurs angles de vues ainsi qu'à l'aide d'un quadrirotor. À l'issue du "tournage" chaque participant, enfants compris, a reçu du groupe 1 000 livres syriennes et un lot alimentaire », a poursuivi la source.

« Plusieurs publications simultanées de fausses vidéos accompagnées de commentaires criards sur les réseaux sociaux devaient avoir lieu d'ici dimanche sur l'ordre du commanditaire et du sponsor du tournage dans un pays européen », a conclu l'interlocuteur. sputniknews.com 03.05

Haut de page

Le 6 mai 2017

CAUSERIE

Finalement je n'ai pas ajouté de nouveaux articles, tous ceux que j'ai lu ces derniers jours ne nous apprenaient rien de bien intéressant.

Dimanche 7 mai 2017, 20h : Macron illégitime, dégage !

Quelques réflexions personnelles et politiques.

1- J'ai le privilège de pouvoir passer quasiment tout mon temps à penser à notre cause sans être perturbé par quoi ou qui que ce soit, j'ignore si le résultat est à la hauteur, mais je ne peux pas m'empêcher de me dire que je suis parvenu à comprendre beaucoup plus de choses que la plupart des gens qui y consacrent beaucoup moins de temps.

En même temps, comme je suis quelqu'un de très modeste, je ne peux pas l'admettre, j'en suis même gêné rien que d'y penser, c'est pour dire, peut-être parce que je sais que je n'ai pas les capacités d'un intellectuel, et pourtant dans bien des cas je parviens à une profondeur d'analyse supérieure à la leur, ce qui me perturbe parce que je ne comprends pas pourquoi ils n'y parviennent pas, je n'ai pas de réponse à cette question, je ne peux même pas invoquer les conditions du moment puisque je subis les mêmes. Les intellectuels ont la tête trop pleine et mal faite dit-on.

Quand je regarde des films qui comportent des énigmes, je constate que très souvent pour en venir à bout il faut se vider le cerveau, et surtout il ne faut pas se fier à ce qui semble logique et va nous induire en erreur, encore moins aux apparences. Autrement dit, il faut aborder chaque situation sans tenir compte de notre expérience ou de nos connaissances, il faut faire comme si elle était nouvelle et qu'on avait tout à découvrir à son sujet, ce qui implique de se remettre totalement en cause, de partir du constat qu'on ne sait rien.

Si j'apprécie particulièrement ce genre d'histoires, c'est parce que c'est un excellent exercice qui va nous servir quand on réfléchira à une question politique. Au lieu de s'en remettre à des formules apprises par coeur, une théorie ou je ne sais quoi, on remet les compteurs à zéro, on fait le vide dans sa tête et on essaie d'avancer le plus loin possible, et c'est ainsi qu'on découvre un tas de choses à côté desquelles on était passé tout en se croyant très intelligent, cela donne à réfléchir et nous incite à faire preuve de plus de modestie, ce n'est jamais inutile.

L'avantage de ce genre d'exercice, c'est qu'on est obligé de faire preuve d'une attention soutenue, d'une profonde concentration, on doit tout obserser, tout prendre en compte, y compris les moindres détails, dont la plupart demeuront au second plan ou s'avèreront sans intérêt, alors que certains passeront par la suite au premier plan ou s'avèreront capitaux pour comprendre le rapport de cause à effet qui existait entre différents facteurs ou acteurs.

Chaque fois que je parviens à une conclusion, je me demande qu'est-ce que j'ai pu oublier et je me repasse tous les facteurs, j'essaie d'en oubier aucun, je ne néglige rien, c'est harassant mais indispensable, et quand ma conclusion va à l'encontre d'une idée admise, je vais y réfléchir des heures, des jours entiers, des semaines parfois jusqu'à épuisement complet des hypothèses ou des questions qui me seront venues à l'esprit, et si j'ai le moindre doute, je reprends tout à zéro encore une fois, dix fois s'il le faut jusqu'à temps que je parvienne à des réponses satisfaisantes, cohérentes, et quand ce n'est pas le cas, je laisse tomber provisoirement et je me remets à l'ouvrage quelques heures plus tard ou le lendemain et ainsi de suite.

Je ne suis pas borné, mais l'inverse, obstiné, je pense que c'est la bonne méthode pour progresser. La plupart des gens se satisfont de peu, ils s'accommodent de la médiocrité, la leur pour commencer, moi je ne la supporte pas, chez moi en premier, chez les autres quand ils veulent nous l'imposer, ils n'ont pas d'idéal, moi j'en ai un et il me passionne par dessus tout, pourquoi, pardi parce qu'il est universel !

Vous m'excuserez cette digression très personnelle, car parfois c'est difficile de supporter ce que leur vieux monde débile nous impose, surtout quand on a une idée assez précise de ce qu'il pourrait être et qu'il ne sera pas avant longtemps comme nous sommes partis, hélas, surtout pour les générations à venir !

2- Au XIXe siècle, sur un peu moins d'un milliard d'habitants deux hommes seulement parvinrent à un niveau de conscience universelle, Marx et Engels. Au XXe siècle, sur un peu plus d'un milliard d'habitants, trois au milieu du XXe siècle, un homme seulement parvint à un niveau de conscience universelle, Lénine. Au XIXe siècle, sur 7,3 milliards d'habitant, aucun homme n'a atteint un niveau de conscience universelle. A ce rythme-là, c'est la civilisation humaine qui va disparaître, non ?

Nous sommes nombreux à posséder un bout ou un petit bout de cette conscience universelle. Et à quoi cela nous sert-il ? A rien ! On ne peut pas les additionner parce qu'on n'additionne pas des saucissons, des pommes et des alumettes. On ne peut pas non plus les coller bout à bout parce que leurs contours ne correspondent pas. Il faudrait les assembler à la manière d'un puzzle et chercher ensemble les pièces manquantes pour en venir à bout, sauf que personne ne veut mettre en commun les pièces qu'il possède au risque que le tableau demeure inachevé et la scène qu'il représentait s'estompe à jamais faute de l'avoir fixé à temps. La page blanche sur laquelle nous devions écrire l'histoire est devenu toute noire, et il n'y a plus rien à en tirer.

3- Plus personne n'ignore en France que Macron est l'héritier de Hollande et Valls.

Question : Les Français étaient entre 5 et 10% à être satisfaits de l'action du président de la République François Hollande avant qu'il annonce qu'il ne se représentait pas, vont-ils être 50, 60, 70% à voter pour son clone Macron qui présente le même programme ?

4- On était bien déjà sous une dictature, ils le disent eux-mêmes.

Le Point : "la logique même des élections républicaines, c'est-à-dire à l'obligation de faire un choix".

Voter, c'est légitimer la Constitution et les institutions de la Ve République dans le cadre desquelles s'incrit l'élection présidentielle.

Refuser de voter ou boycotter l'élection présidentielle, c'est rejet ce cadre, la Constitution et les institutions de la Ve République.

Question : Quels partis ouvriers ont-ils appelé au boycott de cette élection ? Aucun.

Autrefois on était gouverné par des monarques ou des empereurs auto-proclamés. De nos jours, nous les élisons. Hier ces autocrates étaient illégitimes, aujourd'hui ils le sont. Vous avez compris pourquoi, n'est-ce pas ? Dans ces conditions, peut-on affirmer que la démocratie aurait progressé, quand finalement les droits politiques concédés au peuple ne servent qu'à légitimer son propre asservissement au régime en place ?

5- De quoi était grosse la machination destinée à porter Macron à l'Elysée ? Qui est l'élite qui soutient Macron, de quoi est-elle capable pour l'imposer ? Parce que ce sont des fanatiques qui ne tolèrent pas qu'on puisse faire une interprétation de la situation différente de la leur ou qu'on puisse tout simplement avoir des idées ou des aspirations qui ne correspondent pas aux leurs, ils se font tyrans et n'hésitent pas à recourir aux moyens les plus détestables pour les imposer, à harceler, diffâmer, insulter, menacer, réprimer, détruire tous ceux qui leur résistent.

Un petit tour dans leur vieux monde sordide.

Quand le rabbin et l'extrême droite font bon ménage.

Le 2 mai, le rabbin Shmuley, qui se présente dans sa bio Twitter comme le «rabbin le plus connu d'Amérique» (il reprend une citation de médias) s'est rendu à la Maison-Blanche pour rencontrer Steve Bannon, l'énigmatique conseiller en chef du président Trump. Visiblement très content de leur échange, il publie une photo sur Twitter et écrit: «Steve est un ami génial et déterminé de l'Etat juif.» slate.fr 05.05

Une "tâche" !

Jean-Claude Juncker: arriver au sommet de l'Onu à Genève bourré, c'est fait! - sputniknews.com

https://www.youtube.com/watch?v=1fASN9oYGdw

On a tous eu dans la vie des moments embarrassants, où l'on sait qu'on a bu «un coup de trop». Mais lorsqu'il s'agit du président de la Commission européenne lors d'un sommet important, cela fait vraiment tâche. Qui plus est, M. Juncker semble être coutumier du fait…

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker est arrivé au sommet de Genève en état d'ivresse, relate le tabloïde britannique The Sun en se référant à des « sources diplomatiques ». Ainsi, d'après les informations, M. Juncker s'est cogné aux meubles et a percuté des personnes tout en se comportant de manière désinvolte avec les collègues plus jeunes.

« Son comportement était bizarre et un peu embarrassant pour tout le monde », relatent les sources, citées par le média britannique. Et de conclure :

« C'était clair, Juncker était bien bourré ».

Ce n'est pas la première fois que l'on soupçonne le chef de la Commission européenne d'abus d'alcool. Par exemple, lors du Sommet du Partenariat oriental à Riga en 2015, Jean-Claude Juncker, plutôt de très bonne humeur, comme on peut l'observer sur la vidéo publiée sur les réseaux sociaux, semble être très détendu lorsqu'il accueille tous les participants au sommet. Ainsi, chacun de ceux qui arrivaient, recevaient de la part du président de la Commission européenne des bisous sur la joue ou sur la nuque et même des gifles amicales. sputniknews.com 05.05

Dans quel camp sont-ils ? MSF tombe le masque.

L'Etat sioniste soigne les barbares d'Al-Qaïda (Al-Nosra - Daesh) qui affrontent l'armée syrienne sur le plateau du Golan et sa région, et MSF fait le même "bon boulot" après être entré illégalement en Syrie.

- MSF suspend ses activités dans un hôpital de la banlieue de la Ghouta - sputniknews.com

Suite à une incursion armée d'une trentaine de belligérants dans l'hôpital de Hazzeh, dans la banlieue de Damas en Syrie, le 29 et le 30 avril, où opère l'organisation, Médecins sans frontières (MSF) a suspendu ses activités. Joint par téléphone par Sputnik, la docteur Said Fliti, coordinateur de l'aide médicale en Syrie, revient sur l'événement.

Une trentaine de personnes masquées et armées se sont introduites dans l'hôpital de Hazzeh, dans la banlieue de Damas en Syrie, où travaillent les médecins de l'organisation MSF. Les agresseurs, appartenant aux forces d'opposition, semblaient être à la recherche de plusieurs choses et sont repartis avec une ambulance qui a été retrouvée endommagée quelque temps après.

Dans une interview accordée à Sputnik, la docteur Said Fliti, coordinateur de l'aide médicale en Syrie, explique que faute de preuves assez solides, ils ne sont pas encore en mesure de dire à quel groupe armé les assaillants appartenaient.

Pourtant, concernant l'origine de cette attaque, la docteur a confirmé qu'elle n'était pas liée à l'État syrien mais à des groupes rebelles qui n'ont rien à voir avec lui:

« Nous parlons de groupes armés, issus de l'opposition. C'est ce qui s'est passé à la Ghouta. »

Mme Fliti déclare ne pas avoir peur de représailles et explique qu'elle et ses collègues entendent protéger les patients, leur équipe et les infrastructures. Et de rajouter, que les Médecins sans Frontières travaillaient partout, « là où on a besoin de MSF », sans faire de distinction entre les régimes, par exemple à Hazzeh, dans la Ghouta orientale.

Cependant, Mme Fliti déclare qu'il est difficile pour eux de travailler avec le gouvernement syrien:

« Il nous faut un permis de travail. Mais vraiment, nous n'avons aucun problème, les mandats MSF nous permettent de travailler partout. »

Du côté syrien, Bachar Wammoy, un entrepreneur qui travaille actuellement dans tout le pays et fait parvenir de l'aide humanitaire, dans une interview à Sputnik revient sur les groupes combattants auxquels a pu être confrontée l'organisation Médecins sans frontières. Ainsi, depuis au moins cinq ans la zone est contrôlée par deux groupes terroristes, l'un est armé par la Turquie et l'autre par l'Arabie saoudite :

« Dans la Ghouta, l'armée syrienne n'est pas présente. Elle se trouve à l'extérieur de cette zone. Et Médecins sans frontières se trouve à l'intérieur, là où il y a les combats. Donc ce qui est arrivé à MSF est 100 % la responsabilité d'une des deux organisations ».

Et de conclure :

« Médecins sans frontières a peut-être le désir d'apporter une aide humanitaire, mais le jour où ils ont décidé de franchir les frontières syrienne illégalement, ils ont décidé d'aller dans les zones contrôlées par Al-Qaïda, l'État islamique et tous les autres, car ils sont tous pareils sous des noms différents, ils représentent le même mal. Ils ont tous la philosophie wahhabite ». sputniknews.com 05.05

Election présidentielle ou ils osent tout.

- Sans rire, le patron du blog Les-crises.fr, Olivier Berruyer, lance une pétition pour un "référendum d'initiative citoyenne".

Un internaute lui fait remarquer que cela aurait plus de poids si un ou des partis politiques avaient été à l'initiative de cette pétition ou la reprenaient à leur compte, et Berruyer de lui faire une réponse... à la Macron : non, "parce que c'est un sujet trop sérieux pour être confié aux politiques".

- Après le coup de "l'attentat terroriste" 3 jours avant le 1er tour de la présidentielle, ils nous font le coup 2 jours avant le second tour du piratage informatique visant Macron. Qui peut encore les croire ?

- France/présidentielle: un piratage massif touche la campagne Macron - AFP

A la veille du second tour dimanche entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, la présidentielle française a connu un énième rebondissement avec la fuite sur internet de milliers de documents de la campagne du candidat centriste, une "déstabilisation" aussitôt dénoncée par l'ancien ministre. AFP 05.05

Que craignent-ils ?

- Hollande souhaite le score "le plus élevé" pour Emmanuel Macron - AFP

La pire crevure à la rescousse

- "Front républicain" : un rassemblement contre Marine Le Pen initié par BHL - Franceinfo

Un rassemblement contre l'abstention mettant en avant le "front républicain" se tient ce vendredi 5 mai à la Maison de la Chimie, à Paris. " C'est l'image du jour, deux anciens Premiers ministres, de gauche, de droite, Manuel Valls, Jean-Pierre Raffarin, mais aussi de nombreuses personnalités politiques, des intellectuels, des écrivains, se rassemblent en ce moment même", décrit Dorothée Lachaud. Franceinfo05.05

Leur obsession : Le rejet !

- Libération : Conséquence du «ni-ni», la participation devrait toucher le fond lors du second tour, tandis que le vote blanc pourrait exploser. Libération 05.05

- LePoint.fr : Présidentielle : les votes blancs et nuls feront cette élection

Le Point se désole : "Un « séisme électoral » est largement redouté.

Arithmétiquement, le vote blanc équivaudra à une abstention. Autant de soutiens en moins pour Emmanuel Macron dans son duel contre Marine Le Pen. (...) en ce 7 mai, près des deux tiers des votants vont devoir se prononcer entre deux candidats à qui ils n'avaient pas accordé leur confiance 15 jours plus tôt. De mémoire d'observateur des élections, le fait est inédit. Comment les reports vont-ils se répartir ? Combien feront de leur non-choix un choix, soit en restant chez eux, soit en déposant un bulletin blanc ou nul dans l'urne ?

Sanctionner la valeur élective du vote blanc est une demande ancienne. Elle est apparue dès le milieu du XIXe siècle et s'est très vite heurtée à une fin de non-recevoir en France. Le décret de février 1852 a inscrit dans le marbre un tel rejet (...)

La raison principale du refus français est que cela contreviendrait à la logique même des élections républicaines, c'est-à-dire à l'obligation de faire un choix. Tous les ministères de l'Intérieur ont repris cet argument. On peut ne pas être satisfait de l'offre politique présentée. S'y soustraire, c'est, en revanche, s'abstenir. Un comportement longtemps tenu pour moralement répréhensible… à défaut d'être juridiquement sanctionné.

Si voter n'a jamais été obligatoire en France, choisir le fut toujours. Un impératif qui a permis, ce faisant, d'« encadrer » les suffrages au sein même du système partisan fondé sur le scrutin majoritaire à deux tours. La sacralisation de l'acte de vote a suffi à faire le reste, et déjà en fournissant une motivation, même aux plus perplexes. (...) en reconnaissant le vote blanc (une proposition défendue par plusieurs candidats du premier tour), les Français pourraient se réconcilier avec les élections et participer en plus grand nombre. Une telle réforme rendrait plus difficile l'obtention d'une majorité.

Pourtant, elle renforcerait la nécessité pour les professionnels de la politique d'offrir des programmes correspondant réellement aux attentes des Français. En franchissant un certain seuil, comme la moitié des suffrages exprimés, le chiffre des blancs et nuls obligerait à invalider puis à reporter une opération électorale. Une façon, finalement, de renforcer le vote d'adhésion en desserrant l'emprise de l'offre électorale. Bref, une solution pour faire du vote un choix véritable et non par défaut.

La consécration du bulletin blanc et nul ne sera pas pour ce 7 mai. La tentation de voter à côté des deux candidats finalistes est largement dénoncée comme une inconséquence civique. Les électeurs du second tour auront-ils donné corps – par leur participation et leur vote utile – à un sursaut républicain ? La « discipline républicaine » empêchera-t-elle l'arrivée au pouvoir de la candidate d'extrême droite ?

Deux cas de figure se présentent : soit ce comportement électoral a un effet direct sur l'accession à l'Élysée de Marine Le Pen, et il se verra imputer la responsabilité d'une crise politique sans précédent depuis la fin de la IVe République mais aussi sur les équilibres européens ; soit la victoire d'Emmanuel Macron fait oublier l'instrumentalisation politique sans précédent dont ces votes ont fait l'objet, mais restera alors le souvenir de la menace qu'ils auront fait peser, avec l'obligation de mener une réforme d'envergure (représentation proportionnelle, recomposition du système de partis). Le débat sur ces « voix pas comme les autres » ne fait donc que s'ouvrir. Sur ce terrain aussi, celui des institutions de la démocratie électorale en France, le 7 mai sera une date à marquer d'une pierre blanche. LePoint.fr 05.05

Le Point ne serait en rien mêlé à cette "instrumentalisation politique", aucun média, ni les oligarques, ni Hollande n'en seraient à l'origine, ils nous prennent pour des abrutis ou on a rêver ! Ils osent tout, l'imposture décomplexée...

En famille. Petit arrangement et grande tension

- Législatives: Macron renonce à exiger de ses candidats qu'ils quittent leur parti - AFP

Les candidats investis sous l'étiquette "majorité présidentielle", si Emmanuel Macron accède à l'Elysée, n'auront pas forcément à quitter leur parti d'origine, a expliqué le candidat d'En Marche! vendredi, revenant sur ce qui était jusque-là une exigence, notamment pour les socialistes. AFP 05.05

- LR dénonce "l'irresponsabilité inquiétante" de Macron - AFP

Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, a dénoncé "l'irresponsabilité inquiétante" d'Emmanuel Macron, après que le candidat d'En marche! à la présidentielle s'est dit vendredi dans Le Parisien "convaincu que Les Républicains se scinderont" après le 7 mai.

"Au dernier jour de (sa) campagne, M. Macron se montre d?une irresponsabilité inquiétante", affirme M. Accoyer dans un communiqué publié à deux jours du second tour de la présidentielle.

"Oubliant que le Bureau politique des Républicains, au nom d'une certaine idée de la France et de la République, a appelé à faire battre Marine Le Pen, M. Macron, ce (vendredi) matin dans le Parisien, souhaite la disparition du principal mouvement de la droite et du centre, premier parti de France. Ce sont des déclarations arrogantes, mensongères et irresponsables".

M. Macron "prend ses désirs pour des réalités (...) Notre famille politique a une histoire forte et un avenir certain. Dès le lendemain de l'élection présidentielle, nous conduirons une campagne législative d'alternance, autour de François Baroin avec nos alliés de l'UDI. Une alternance dont notre pays a tant besoin après cinq ans de "Hollandisme"", affirme également M. Accoyer.

Il "invite M. Macron à comprendre que son élection ne sera pas le résultat d'un débat de campagne présidentielle normal, dont les Français ont été privés, et à admettre que ce sera le vote des Français aux élections législatives qui décidera démocratiquement de la majorité et donc de la politique qu'ils auront choisie pour la France. Les tentatives de débauchage individuel ou les aventures individuelles au lendemain de son élection, ne sauraient remplacer la liberté de nos compatriotes à choisir leur avenir les 11 et 18 juin prochains" lors des législatives, assure-t-il. AFP 05.05

Tant mieux ! Pas d'accord entre FI et la vermine.

- Législatives: pas d'accord national trouvé entre La France insoumise et EELV - AFP

Aucun accord national ne sera passé entre La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et Europe Ecologie-Les Verts pour les élections législatives...

"Nous avons reçu une fin de non-recevoir de La France insoumise puisque son exigence, c'est la soumission", a déclaré à l'AFP David Cormand, secrétaire national d'EELV, parlant d'une décision "irresponsable".

De son côté, le directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard, a rappelé que, "comme on le dit depuis le début, on est prêt à défendre le rassemblement mais sous un même programme, avec une identité visuelle commune sur tout le territoire".

"On ne va pas se diluer dans un système à géométrie variable à cinq semaines du premier tour des législatives", a-t-il ajouté.

Le responsable n'a cependant pas exclu des accords locaux avec les écologistes dans certaines circonscriptions.

M. Cormand a regretté que la division de la gauche d'opposition à Emmanuel Macron, si le candidat d'En Marche! l'emporte dimanche, lui fasse courir le risque de n'avoir qu'une vingtaine d'élus à l'Assemblée nationale. "Quand on regarde les résultats du premier tour de la présidentielle dans les circonscriptions, un rassemblement permettrait d'espérer, entre 220 et 230 députés", a-t-il estimé.

EELV a passé un accord national avec le Parti socialiste, portant sur une centaine de circonscriptions - 42 réservées à EELV, 53 où il ne présente pas de candidat - en échange duquel son candidat à la présidentielle Yannick Jadot s'est désisté au profit de Benoît Hamon. AFP 05.05

Ils osent tout

- Royaume-Uni : les absences scolaires à l'amende - Franceinfo

Au Royaume-Uni, un père de famille a été condamné pour avoir emmené ses filles en vacances, en dehors de la période des vacances scolaires. Franceinfo 05.05

Et si c'était son employeur qui lui avait imposé de les prendre à cette date ? On réprime quand même !

- La ministre allemande de la Défense s'excuse d'avoir critiqué l'armée - Reuters

- L'UE appelle à la libération d'un avocat chinois - AFP

Si c'est l'UE qui a lancé cet appel, cela nous laisse indifférent...

Les grandes oreilles sont partout.

- Vault 7: WikiLeaks ne lâche plus la CIA et publie de nouveaux documents compromettants - sputniknews.com

Après avoir publié fin avril des données concernant le projet de la CIA Scribble, Wikileaks met en ligne un nouveau lot de documents qui révèlent la technologie d'espionnage électronique Archimedes.

Le site lanceur d'alerte WikiLeaks a publié des documents qui décrivent la technologie Archimedes permettant à la CIA d'attaquer les ordinateurs à l'intérieur des réseaux locaux (LAN) généralement utilisés dans les bureaux.

La technologie rend notamment possible une redirection du trafic d'un ordinateur ciblé à l'intérieur d'un réseau local vers un serveur spécial de la CIA, en utilisant pour cela un autre ordinateur infecté par un logiciel malveillant et contrôlé par l'Agence. sputniknews.com 05.05

Ils ont développé un tas de technologies pour tout espionner, surveillé, contrôlé et ce sont les premiers à hurler aux espions ! Normal.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

- GB: large victoire des conservateurs aux élections locales - AFP

Les conservateurs ont remporté vendredi une large victoire aux élections locales britanniques, de bon augure pour la Première ministre Theresa May en vue des législatives du 8 juin dont elle espère sortir renforcée pour négocier le Brexit.

Les Tories remportent 28 des 88 conseils qui étaient à renouveler à travers le pays, obtenant 1.900 sièges, soit un gain de 558 par rapport aux précédentes élections, selon des résultats publiés par l'agence PA en fin d'après-midi.

Le Labour, principal parti d'opposition, essuie en revanche un revers de taille, avec une perte de 320 sièges et seulement 9

conseils remportés, un score qui risque de mettre encore plus sous pression son leader Jeremy Corbyn déjà décrié.

Ce dernier a reconnu que son parti avait perdu "trop" de conseillers, et appelé ses troupes à la mobilisation alors que les sondages pour les législatives placent les travaillistes 20 points derrière les conservateurs.

Les Tories profitent aussi de l'effondrement du parti europhobe Ukip (-114 sièges), "victime de son propre succès", selon son leader Paul Nuttall.

Les résultats sont aussi difficiles pour les Libéraux-démocrates, qui cherchent à renaître politiquement et s'affirmer en alternative crédible au Labour en incarnant la résistance à un Brexit "dur". Mais la ligne tarde à convaincre: les "Lib-Dem" perdent 37 sièges.

Pour le Pr Eric Kaufmann, de l'Université de Londres, ces résultats suggèrent que les Tories constituent vraisemblablement aux yeux des Britanniques la meilleure solution à une de leurs principales préoccupations: le Brexit.

"Les conservateurs ont réussi à attirer ceux qui ont voté pour quitter (l'UE) tout en réussissant à retenir les partisans du maintien", a-t-il expliqué à l'AFP.

Organisé jeudi, ce scrutin local visait à renouveler près de 5.000 conseillers dans tout le pays, à l'exception notable de la capitale, et les maires de plusieurs métropoles.

En Écosse, le parti indépendantiste SNP de la Première ministre Nicola Sturgeon, qui veut faire progresser l'idée d'un nouveau référendum d'indépendance, arrive en tête en nombre de sièges, mais la forte progression des conservateurs sonne comme un avertissement avant le scrutin législatif.

Le Labour y a lui perdu le contrôle du conseil de Glasgow, son fief depuis plus de 40 ans. AFP 06.05

Algérie

Algérie: victoire sans surprise des partis au pouvoir aux législatives - AFP

Le parti au pouvoir en Algérie depuis l'indépendance et son principal allié ont remporté la majorité absolue aux élections législatives de jeudi, marquées par une forte abstention, mais la principale coalition islamiste a contesté ce résultat.

Sans surprise, dans un pays frappé par la chute des revenus du pétrole et une inertie politique durable, le Front de libération nationale (FLN) du président Abdelaziz Bouteflika a conservé la place centrale qu'il occupe depuis l'indépendance il y a 55 ans.

Il a obtenu 164 sièges sur les 462 de l'Assemblée nationale populaire, la chambre basse du Parlement, a annoncé le ministre de l'Intérieur Nourredine Bedoui en présentant les résultats préliminaires au cours d'une conférence de presse.

Le FLN perd cependant du terrain car il en avait obtenu 220 aux précédentes législatives de 2012.

Pour le politologue Rachid Grim, ce recul s'explique par "tous les scandales qui ont secoué ce parti", mais il souligne que "l'essentiel a été sauvegardé par le pouvoir".

Le FLN conserve la majorité absolue grâce à son allié du Rassemblement national démocratique (RND), en nette progression avec 97 sièges contre 70 il y a cinq ans. Ce parti, créé en 1997, est dirigé par le directeur de cabinet de la présidence Ahmed Ouyahia.

Si l’on y ajoute les sièges des petits partis proches du pouvoir, comme les islamistes du Rassemblement de l’espoir de l’Algérie (TAJ, 19 élus) et le Mouvement populaire algérien (droite, 13 élus), le bloc majoritaire qui soutient le gouvernement est, à deux députés près, exactement de la même taille que lors du précédent mandat.(liberation.fr 05.05)

"Il n'y a pas de surprise. Les partis au pouvoir prennent les deux premières places et les islamistes montent sur la dernière marche du podium", a commenté le politologue Rachid Tlemçani.

L'ensemble des partis islamistes obtiennent 67 sièges contre 60 en 2012.

Mais ce rebond est plus faible que celui qu'ils espéraient car ils avaient réalisé il y a cinq ans leur plus mauvais score depuis le premier scrutin pluraliste en 1990.

Cette année, cette mouvance avait tenté de surmonter ses divisions en partant avec deux coalitions rassemblant plusieurs mouvements et partis.

Abderrazak Makri, premier responsable du Mouvement de la société pour la paix (MSP, islamiste) qui a présenté des listes communes avec le Front du changement (FC) s'est dit "déçu", affirmant à l'AFP que les élections "ont été truquées et falsifiées massivement à l'échelle locale".

Selon lui, "sans fraude", sa coalition islamiste aurait obtenu 120 sièges au lieu des 33 annoncés. Il a assuré que des recours seront introduits vendredi, tout en affirmant que son mouvement ferait "tout pour sauvegarder l?unité du pays".

Comme attendu, une majorité d'électeurs ont boudé les urnes, le taux de participation atteignant seulement 38,25% sans tenir compte du vote des nombreux Algériens vivant à l'étranger, selon le ministère. En 2012, ce taux s'était élevé à 42,90% au total.

Le gouvernement n'avait pourtant pas ménagé sa peine pour pousser les électeurs aux urnes, malgré la situation économique difficile. La baisse des revenus pétroliers a fait flamber le prix des denrées alimentaires.

Une série de scandales de corruption révélés par la presse dont les derniers concernent des candidats ayant payé pour figurer sur des listes électorales, a également alimenté la désillusion des Algériens.

"Les gens sont déçus par la précédente législature qui n'a rien accompli", estime M. Tlemçani. En particulier les jeunes, qui ne votent pas car "la coupure entre l'élite et la jeunesse s'est aggravée ces dernières années".

De leur côté, les partis de la mouvance démocratique ont obtenu moins de sièges que ce qu'ils espéraient.

C'est notamment le cas du plus vieux parti d'opposition, le Front des forces socialistes (FFS) (passé de 26 à 14 sièges), du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) (9 sièges), qui avait boycotté les législatives de 2012, et du Parti des travailleurs (PT) (de 24 à 11 sièges) de la figure de proue de l'extrême gauche Louisa Hanoune.

Dans un communiqué le FFS estime que ces résultats "fragilisent encore plus le pays et consolident les responsables de la crise multidimensionnelle que nous vivons". Le parti s'interroge également sur l'absence de procès verbaux après le dépouillement dans plusieurs wilayas (préfectures).

Haut de page

Le 8 mai 2017

CAUSERIE

Actualisation sommaire du portail.

Sauf imprévu, observez ce qui s'est passé aux Etats-Unis, les travailleurs et le mouvement ouvrier ne s'en sont jamais remis et on est très mal barré pour qu'il en soit autrement en France et ailleurs, voyez en Grèce.

Réflexion personnelle

Parmi ma famille en France métropolitaine et mes ex-potes, vous savez ce que leurs gosses ont choisi comme profession ? L'armée, la police ou la banque ou encore devenir patron ! Vous comprenez pourquoi je ne me suis jamais entendu avec ma famille et pourquoi je n'ai plus de potes en France, je précise, issus de la classe ouvrière. A l'opposé, ma fille a décidé d'être institutrice, elle a sauvé l'honneur de la famille !

C'est dur à supporter d'être issu de ce milieu ouvrier pauvre et arriéré et d'en être sorti, pire, avoir eu le privilège inespéré de me développer intellectuellement et avoir atteint un certain niveau de conscience politique qui me vaut d'être un paria parmi les miens, ce qui est le comble. Et vous devinez facilement pourquoi, parce qu'ils ne tolèrent pas les gens qui sont différents d'eux ou qui ne reproduisent pas le même mode de vie ou de pensée qu'eux. Je n'y suis pour rien et je n'y peux rien.

A cela s'ajoute l'état d'esprit délétère qui règne dans le mouvement ouvrier, qui l'a conduit à l'état de putréfaction où il en est rendu de nos jours. Vous avouerez que dans des conditions aussi hostiles, il faut s'accrocher pour y croire encore ou supporter ces gens-là.

Lorsque j'ai décidé de changer de vie il y a près de 30 ans, il y a 29 ans exactement, j'avais le choix de rencontrer ma nouvelle compagne parmi les différentes classes de la société indienne, et entre les plus riches ou distinguées, développées ou instruites, et celle la plus pauvre et arriérée j'ai jeté mon dévolu sur cette dernière parce que je n'ai jamais supporté l'arrogeance des autres que je trouvais puantes, la plus répugnante étant encore les classes moyennes pour être issues très souvent des couches inférieures qu'elles méprises dorénavant, peut-être pour en avoir gardé un mauvais souvenir et par crainte d'y retomber un jour.

En réalité, je n'ai pas réellement eu le choix, car sinon j'aurais opté pour quelqu'un avec qui j'aurais pu partager beaucoup de choses, autant chercher une aiguille dans une meule de foin et rester seul le restant de mes jours. Quand on entend parler des gens de démocratie et de liberté, on se demande bien de quoi ils veulent parler, car en me référant à ma propre existence j'ai acquis la certitude qu'ils n'existaient pas et qu'ils restaient à conquérir, hormis pour les nantis, et encore, cette élection vient de le démontrer avec éclat si nécessaire.

Un avertissement aux lecteurs.

Méfiez-vous des interprétations que les uns et les autres vont faire des élections présidentielles. Elles sont une nouvelle défaite pour la classe ouvrière, elle était programmée, donc sans surprise, on ne pouvait pas y échapper quel que soit le scénario qui devait advenir.

Comme toujours, il y a des petits malins, les faussaires professionnels, qui vont additionner les absentionnistes et les votes blancs et nuls, plus les votes en faveur de Macron qui étaient juste destinés à "faire barrage" à Le Pen, les votes par défaut ou réputés sans conviction qui se sont portés sur le pantin de l'oligarchie, afin de minimiser l'ampleur de cette défaite de la classe ouvrière, mais surtout pour justifier leur ligne politique, parce que même lorsque les faits leur donnent tort, ils trouveront toujours le moyen de clamer qu'ils avaient eu raison.

Ce qu'ils ne vous diront pas, c'est que quel que soit l'état de faiblesse du pouvoir en place, il pourra toujours appliquer sa politique si son ennemi demeure profondément divisé, éclaté, atomisé, donc s'il est inorganisé, car dans ce cas-là il ne pourra que lui offrir une faible résistance dont il lui suffira de ne pas tenir compte pour gouverner à sa guise, d'autant plus qu'il trouvera dans le mouvement ouvrier suffisamment de relais ou d'agents pour l'aider à réaliser sa sale besogne.

Ajoutons que contrairement au mouvement ouvrier qui n'est jamais parvenu à rompre avec la pourriture social-impérialiste (PS) et le stalinisme (PCF) qui le divisent, la droite aussi diverse soit-elle, est capable de s'unir pour affronter la classe ouvrière ou faire passer ses mesures les plus réactionnaires, lui infliger les pires défaites, c'est ce que viennent d'annoncer ses dirigeants qui sont prêts à soutenir Macron. L'unité du mouvement ouvrier ne pouvait pas se réaliser avec le PS et le PCF, elle devait se réaliser non seulement contre eux, mais sans eux, et si cela s'avérait impossible, et bien il fallait concevoir une autre tactique et avoir la patience de développer les instruments politiques pour y parvenir.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, imperturbablement, quoi qu'il puisse se passer, nos dirigeants continueront ainsi à tenir exactement le même discours qui produira les mêmes effets à la fin catastrophiques, sans qu'ils ne pensent un seul instant à se remettre en cause, pourquoi le devraient-ils, puisqu'il ne s'agit pas d'une défaite, sinon comment faire croire que l'espoir existe encore et qu'ils en sont les dignes représentants, c'est leur gagne-pain à ces braves dirigeants, il faut bien qu'ils justifient d'une manière ou d'une autre leur statut.

Nous nous retiendrons que plus de 20 millions ont voté Macron, plus de 10 millions ont voté Le Pen, que parmi les 16 millions d'abstientionnistes, votes blancs ou nuls au moins la moitié des électeurs auraient voté Fillon ou Hamon, donc à l'arrivée entre 35 et 38 millions d'électeur sur 47 auraient voté à droite, soit entre 74 et 80%.

On pourrait en déduire que c'est environ le pourcentage de la population qui parvient encore à s'en tirer, j'entend sur le plan matériel ou financier, ce qui constitue une base suffisamment large et solide pour assurer la stabilité du régime qui nous dit-on s'effondrerait (lire plus loin), charlatanerie ! Peut-être que vous faites une autre lecture de la situation, estimant que le nombre de personnes qui contestent l'orientation (néolibérale) de la société est beaucoup plus important. Certe, c'est possible, c'est même probable, mais cela ne sort pas de leur tête si vous voulez, elles n'ont même pas été foutues de l'exprimer par un bulletin de vote ou l'absence d'un bulletin de vote, ce qui vous donne une idée assez précise de la solidité ou de la fiabilité de leurs convictions, si vous comptez dessus ou si vous vous les comptez parmi les opposants au régime vous vous faites de graves illusions et vous ne tarderez pas à déchanter.

Quand nos dirigeants ne se comportent pas en prophètes, ils prétendent pouvoir faire des miracles, libre à vous d'y croire ou de les croire. Si vous croyez que c'est en trafiquant la réalité qu'on parviendra à quelque chose, libre à vous, mais ne venez pas vous plaindre ensuite ou dire que vous ne saviez pas à quoi vous en tenir, soyez honnêtes, s'il vous plaît.

Entre être confronté à des conditions d'existence matérielle insupportables au quotidien sans aucun espoir d'amélioration à l'horizon, et craindre que l'orientation de la situation finisse par porter atteinte à votre mode de vie relativement confortable, la marge est aussi vaste et profonde qu'un océan, j'ai connu les deux et je peux en parler. Dans le premier cas, c'est au ventre

des travailleurs que vous vous adressez, dans le second c'est à leur cerveau, et à ma connaissance ils ne fonctionnent pas du tout de la même manière et leur rôle est différent, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Les deux ont un estomac à remplir. Le premier peine à l'être et le second est repu. Ils n'auront donc pas vraiment la même idée sur la question ou ils n'aborderont pas la situation et leur condition de la même manière. Les deux ont un cerveau, pour le premier il a une fonction rudimentaire, principalement alimentaire, pour le second elle est accessoire, au point de lui donner la nausée à force de se gaver d'idées qui lui encombrent jusqu'à l'estomac. Pour le premier penser lui donne des cauchemars, pour le second cela lui procure du bien-être.

Bref, bien qu'ils aient les mêmes organes et les mêmes besoins, dans la réalité la situation se présente différemment. On dit qu'on est mieux disposer à penser le ventre plein plutôt que vide, sinon il risque de nous monter au cerveau. L'un comme l'autre ne sont pas très regardant sur ce qu'ils ingurgitent jusqu'à avoir des lourdeurs ou des aigreurs d'estomac, avoir la grosse tête ou choper une migraine. L'obésité touche davantage les pauvres que les riches empoisonnent, et les nantis s'empoisonnent l'esprit à vouloir être toujours plus riches quitte à ce que ce soit au détriment des pauvres.

Ne pourrait-on pas concevoir une alimentation saine qui s'adresserait aux deux et leur donnerait satisfaction en évitant tous ces désagréments qui finissent par empester l'atmosphère ?

Tout semble être une question de méthode ou de pédagogie. Quand un pauvre est réduit à un tube digestif, c'est qu'il est miné par la faim, et quand c'est le cas d'un intellectuel, c'est qu'il est proche de la fin.

Réflexion politique

Au tout début des années 50, Alexandre Hébert suggéra à Pierre Lambert de construire un parti des travailleurs au lieu d'un parti trotskyste, il l'écoutera 35 ans plus tard, quand il sera alors déjà très tard ou peut-être trop tard pour adopter un type d'organisation qui tienne compte des profondes modifications intervenues dans les rapports entre les classes et à l'intérieur de chaque classe, sans pour autant faire l'économie de la construction d'un parti sur le modèle de celui de Lénine si on tenait compte du principal enseignement de la révolution russe de 1917.

Autrement dit l'un et l'autre s'étaient fourvoyés, l'un voulant construire un parti des travailleurs, l'autre un parti trotskyste, alors que la situation commandait de construire les deux à la fois, pour organiser les masses les plus avancées qui pouvaient participer à la lutte de classe, et organiser les éléments les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes qui pouvaient accéder au socialisme.

Pourquoi il était impossible et aberrant de vouloir construire un parti trotskyste, tient à plusieurs facteurs, dont deux me viennent à l'esprit spontanément, le fait que seule une infime minorité de travailleurs parviendraient à s'élever au niveau du socialisme, et ensuite, le fait qu'il serait impossible de maintenir en haleine pendant des décennies des militants dans l'attente de la révolution qui tarderait à venir, à moins qu'ils aient atteint un niveau de conscience pratiquement égal à celui des maîtres du marxistes, ce qui aurait été pour le moins utopique, pour ces raisons, un tel parti aurait fini par dégénérer et ses militants par le quitter ou en être exclus, par se disloquer, et c'est ce qui s'est effectivement produit.

Quant au parti des travailleurs, il aurait dû avoir pour fonction d'intervenir dans la lutte des classes de manière à permettre aux travailleurs qui s'y étaient engagés de ne pas se retrouver à nouveau atomisés une fois une bataille terminée, que ce soit au niveau de leur entreprise, au niveau local ou national, il aurait pu ainsi conserver un lien avec leur classe et la lutte de classes, ce qui leur aurait été utile pour comprendre la situation et ainsi élever leur niveau de conscience, tout en demeurant organisés dans une structure souple et de participer à des actions.

Les trotskystes qui auraient été à l'initiative d'un tel parti auraient dû permettre aux travailleurs qui le rejoignaient d'en assurer le fonctionnement et la construction ou le développement eux-mêmes sur la base de principes démocratiques, au lieu que ce soit des trotskystes qui en assurent la direction, la monopolise, ce qui le vouerait à l'échec. Un tel parti aurait dû permettre aux travailleurs qui s'y organisaient d'exprimer leurs illusions ou de les laisser manifester leur ignorance du processus historique, au lieu de les refouler et finalement de les conserver, alors qu'en leur permettant de les manifester, il aurait été possible ensuite de leur en faire prendre conscience sur la base de cette expérience une fois qu'ils en aurait tiré des enseignements avec l'aide des trotskystes. Il fallait les laisser faire cette expérience au lieu de les en empêcher, toute erreur pouvant se rattraper, l'essentiel n'étant pas de ne jamais faire d'erreur, nous en faisons tous, mais de les corriger et d'en comprendre la nature, la signification politique pour ne plus les reproduire, ce qui implique qu'on ne les fait pas intentionnellement, mais par ignorance, ce qu'il faut admettre, donc l'essentiel c'est de ne jamais agir en étant animé d'intentions mauvaises ou inavouables, ensuite personne ne vous tiendra rigueur de commettre des erreurs, répétons-le encore une fois, nous en faisons tous et cela ne nous empêche pas pour autant de combattre honnêtement pour notre cause.

Les trotskystes auraient dû s'en tenir à un rôle de pédagogues ou de conseillers auprès de ces travailleurs en leur suggérant des analyses et des tâches ou des objectifs, plutôt qu'en décidant à leur place ou en leur imposant. La direction d'un tel parti aurait dû être collective et en aucun cas revenir à un quarteron de dirigeants trotskystes autoproclamés.

Un tel parti aurait été conçu afin que les travailleurs disposent d'un cadre dans lequel ils puissent s'exprimer librement tout en s'adressant à l'ensemble des travailleurs, de sorte que privés de la possibilité de pouvoir influer sur le cours des choses ou de pouvoir changer la société dans l'immédiat, ils existaient cependant en tant que membre d'une classe et prenait leur destin en mains et commençaient à donner corps à leur idéal d'émancipation ou de liberté, s'ils subissaient la pression ou l'influence de l'idéologie réactionnaire de la classe dominante, ils étaient dorénavant en mesure de l'identifier et de la combattre, d'en diminuer ou d'en contrer les conséquences, ce qui devait contribuer à renforcer leur indépendance de classe et les aider à prendre confiance en eux.

Un professeur face à ses élèves à deux façons de procéder, soit il leur fait un exposé et il leur indique ce qu'ils doivent retenir, soit il leur demande de lui soumettre ce qu'ils ont retenu, y compris en ajoutant des éléments non évoqués dans cet exposé ou des appréciations personnelles afin de mieux cerner leur personnalité. La première méthode est très dirigiste et doit être écartée, la seconde est plus féconde parce qu'elle fait appel à toutes les facultés de l'élève qui ne demandent qu'à se développer, c'est semble-t-il l'objet de l'école selon moi. Ne serait-ce pas cette méthode que l'on devrait employer avec les travailleurs et les militants pour qu'ils progressent par eux-mêmes au lieu de leur inculquer ce qu'ils doivent penser et qui ne sert strictement à rien?

Un véritable parti communiste devrait également disposer d'une direction collégiale, aucun dirigeant ou aucune clique de dirigeants ne devrait pouvoir s'accaparer le parti ou en disposer à sa guise, hormis les décisions qui relèveraient exclusivement de questions de sécurité des militants ou matérielles du parti, aucune ne devraient demeurer secrète.

J'ai milité dans un parti (l'OCI) en ignorant la liste et le nom des permanents de ce parti, qui ils étaient et que faisaient-ils dans le parti, qui les avait désignés, quelle était leur rémunération, qui en avait décidé ainsi, comme j'ignorerai jusqu'au bout qu'il y en avait qui avaient été infiltrés dans le PS et peut-être d'autres partis, comment certains avaient été propulsés permanents dans les syndicats, dont FO, etc. etc. J'ai découvert cela effaré des décennies plus tard. Les mêmes pratiques intolérables perdurent de nos jours, elles sont indignes d'un parti ouvrier.

Au secours, le régime s'effondre !

Editorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 3 mai 2017

Titre : Quand un régime s'effondre…

Cela doit être la millième fois que son courant politique nous le sort depuis 1958, comme quoi... ils osent bien tout !

Comme dit Lordon à la suite de Spinoza : vaut mieux en rire qu'en pleurer.

- "*Mélenchon revendique de pouvoir devenir le Premier ministre… de Macron président*", ça c'est du lourd, du lourdingue, après qu'il ait été secrétaire d'Etat de Chirac, qu'il ait rêvé à voix haute de devenir celui de Hollande, qu'y avait-il à attendre de plus de Mélenchon, rien qui vaille. D'où mon appel au boycott de la présidentielle dès le premier tour.

Mais cette attaque contre Mélenchon n'était pas anodine, elle devait servir à justifier la ligne politique de Gluckstein, encore un peu de patience on y arrive.

- "*les responsables de cette situation sont ceux qui ont organisé la division*", entendez par là Hamon et Mélenchon. On a entendu Gluckstein appeler à une candidature d'unité Hamon-Mélenchon quand Hamon était encore devant Mélenchon, mais lorsque Mélenchon s'est retrouvé largement devant Hamon, l'avez-vous entendu appeler Hamon à se retirer au profit de Mélenchon, non, Gluckstein aurait volontiers voté pour un candidat investi par le PS, mais pas pour un candidat soutenu par des centaines de milliers de travailleurs sous l'étiquette FI. Il n'a jamais digéré la perspective de la disparition du PS (et du PCF) parce qu'il n'a jamais pu s'en passer, en l'incluant dans sa stratégie il a conduit son courant politique là où il en est, il disparaîtra avec lui.

En votant pour Mélenchon, plus de 7 millions de travailleurs ont voté contre Hamon et son programme qui a bien des égards était pire que celui de Mélenchon, ils ont désavoué au passage Gluckstein qui n'a pas refusé d'appeler à voter Mélenchon parce qu'il savait qu'il ne mettrait pas en oeuvre le 10e de son programme s'il était élu, mais parce que pour lui le seul candidat qui avait grâce à ses yeux était Hamon. Il a reproché à Mélenchon de vouloir devenir le Premier ministre de Macron, mais cela ne le dérangeait pas que Hamon ait été ministre de Hollande, autant dire qu'il voue un culte inavouable au PS.

Ce qu'on s'aperçoit ici, c'est que la démarche et les préoccupations de Gluckstein sont purement bureaucratiques, d'appareil, alors que mon appel à soutenir le mouvement de Mélenchon lors des législatives s'appuie sur les centaines de milliers de travailleurs qui lui ont témoigné leur soutien et les quelque 7 millions qui ont voté pour lui au premier tour de la présidentielle, non pas pour que monsieur Mélenchon devienne Premier ministre, mais pour que Macron et les partis qui lui serviraient d'alliés pour gouverner ne disposent que d'une majorité relative à l'Assemblée nationale, une majorité la plus faible possible pour qu'il se retrouve en

difficulté pour gouverner, notamment. On comprend dès lors pourquoi ce n'est pas la préoccupation de Gluckstein, pourquoi il fustige le dissident du PS Mélenchon qui marche sur ses plates-bandes en rassemblant des centaines de milliers de travailleurs, ce que Gluckstein et son parti n'ont jamais été foutus de réaliser, et aussi pourquoi le POID va présenter des candidatures de division aux législatives, histoire d'affaiblir le mouvement de Mélenchon ou oter des voix précieuses à ses candidats sachant qu'ils auront tous les autres candidats contre eux, ceux de EM, LR et du PS et bien sûr du FN. Et à qui cela profitera, sinon à Macron.

Vous vous demandiez encore quelle était la nature de ce courant trotskyste, vous avez la réponse. Je rappelle que j'en ai fait partie autrefois quand j'étais jeune, naïf et ignorant, et que j'ai totalement rompu avec lui.

Désignation de l'homme de paille de l'oligarchie. D'un coup d'Etat à l'autre.

Emmanuel Macron accomplit un exploit retentissant: jamais élu auparavant, comme Charles de Gaulle; et plus jeune des 25 présidents de la République juste devant Louis Napoléon-Bonaparte (40 ans en 1848).

Au total, 47,6 millions de personnes étaient appelées ce dimanche aux urnes.

Le candidat d'En Marche ! a remporté 66,06% des suffrages exprimés, soit 20 703 694 de voix, selon un décompte fourni par le ministère de l'Intérieur sur la base de 99,99% des suffrages reçus.

Le second tour a été marqué par la plus forte abstention depuis 1969 (25,38%, soit 12 080 880).

Les blancs et nuls approchent les 9% des inscrits (plus de 4,2 millions), un record pour une présidentielle.

Au total, plus d'un Français sur trois a refusé de choisir dimanche entre les deux candidats.

Le candidat d'En Marche ! est arrivé en tête dans plus de 26 000 communes alors que la candidate du Front national est en tête dans seulement 9 000 localités, alors qu'elle avait emporté la mise dans environ 19 000 localités au premier tour.

Selon un sondage Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, 43% de ses électeurs disent avoir voté pour lui en premier lieu pour faire barrage à Marine Le Pen, 33% disent avoir voté pour lui pour le renouvellement qu'il représente, seulement 16% pour son programme et 8% pour sa personnalité. Plus inquiétant pour le nouveau président, 61% des sondés ne souhaitent pas lui donner une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Selon un sondage Kantar Sofres-OnePoint, En Marche! recueillerait entre 24% et 26% des intentions de vote aux législatives, devant Les Républicains (22%), le Front national (21-22%), la France insoumise (13%-15%) et le PS (8-9%). Le plus dur pour les cadres socialistes et LR aura été de contenir leurs divergences internes en vue des élections législatives, ces deux partis étant profondément divisés sur l'attitude à tenir vis à vis du nouveau chef de l'Etat. Faut-il s'opposer dans l'espoir d'imposer une cohabitation au nouveau président comme l'espèrent François Baroin et Benoît Hamon? Discuter au cas par cas après les législatives comme le prescrivent Bernard Cazeneuve et NKM? Ou forger d'emblée une majorité de rassemblement comme s'y préparent Manuel Valls et Bruno Le Maire? Les jeux sont ouverts.

Réaction des sponsors médias-oligarques de Macron

Le quotidien Le Monde voit plusieurs "raisons de relativiser ce succès" : "une grande partie des Français n'a pas voté "pour" un candidat mais "contre" l'extrême droite", ainsi que le niveau record d'abstentions et de vote blancs et nul. Emmanuel Macron sera "le président dont la légitimité sortie des urnes sera, probablement, la plus rapidement remise en cause".

Pour le quotidien de gauche Libération, il s'agit d'une "victoire sous pression", car "la forte abstention, malgré la menace FN, est déjà le signe d'une insatisfaction vis-à-vis du nouveau président".

Le quotidien de droite Le Figaro voit "une élection en demi teinte", avec la plus forte abstention depuis 1969 et une dispersion de l'électorat en quatre blocs. Le journal anticipe des législatives difficiles pour le nouveau président "d'ores-et-déjà privé d'un état de grâce".

(Source ; Franceinfo et AFP 08.05

Parole de prédateur ou colonisateur.

Le discours de Trump ? Non, de Macron :

- “Durant les cinq années qui s’ouvrent, ma responsabilité sera d’apaiser les peurs, de nous faire renouer avec l’optimisme, de retrouver l’esprit de conquête, qui dit, mieux que tout, le génie francais. "

Un autre :

Obama : “they said this day would never come”. (Ils disaient que ce jour ne viendrait jamais

Macron : “tout le monde nous disait que c’était impossible”.

Union nationale prévisible avec Macron pour faire passer son programme scélérat.

Législatives 2017: face à Macron, le PS et Les Républicains écartelés entre trois stratégies concurrentes Se rallier, discuter ou s'opposer: à gauche comme à droite, les tensions ne font que commencer.

Le plus dur pour les cadres socialistes et LR aura été de contenir leurs divergences internes en vue des élections législatives, ces deux partis étant profondément divisés sur l'attitude à tenir vis à vis du nouveau chef de l'Etat. Faut-il s'opposer dans l'espoir d'imposer une cohabitation au nouveau président comme l'espèrent François Baroin et Benoît Hamon? Discuter au cas par cas après les législatives comme le prescrivent Bernard Cazeneuve et NKM? Ou forger d'emblée une majorité de rassemblement comme s'y préparent Manuel Valls et Bruno Le Maire? Les jeux sont ouverts.

A droite, premières tensions et premières menaces d'exclusion

Eliminée dès le premier tour après la campagne ratée de François Fillon, plombée par les affaires, la droite des Républicains s'est fixée comme priorité de remporter les élections législatives en vue d'imposer une cohabitation au jeune chef de l'Etat. Premier ministre potentiel et chef de file LR, François Baroin en a fait la promesse: "Je vais me battre aux côtés de nos candidats (...) pour une majorité absolue".

Convaincue que ses idées sont "majoritaires" dans le pays, l'ex-UMP, alliée aux centristes de l'UDI, veut croire que ses électeurs se vengeront de l'élimination de leur candidat au premier tour des législatives. "L'alternance est encore possible", a renchéri sur Twitter le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez, non sans mettre en garde ses propres amis contre les "compromissions".

Emmanuel Macron est un Président élu sans enthousiasme. Pour la droite l'heure n'est pas à la compromission.

Dans le viseur: l'ancien champion du renouveau Bruno Le Maire qui a d'emblée proposé ses services à Emmanuel Macron. "Je peux travailler dans une majorité de gouvernement", a-t-il assuré sur TF1 en estimant que ses valeurs n'étaient pas incompatibles avec le projet porté par le fondateur d'En Marche!.

"Si Bruno Le Maire, ou tout autre candidat, entre au gouvernement et s'il est candidat aux législatives, il aura (face à lui) un candidat LR ou UDI, lui et tous les autres", a riposté François Baroin sur France2 en agitant la menace d'une exclusion. Menace pas du tout du goût du président de la région Paca Christian Estrosi, lui-même bien disposé à l'égard du nouveau président qui a nettement devancé Marine Le Pen dans sa ville de Nice.

"Emmanuel Macron offre une voie de la réforme, nous ne devons pas laisser la gauche s'accaparer cette chance", a plaidé Christian Estrosi, très critique à l'égard de flirt d'une partie de sa famille politique vis à vis du FN.

"On ne peut pas être dehors quand il fait beau et dedans lorsqu'il pleut, on est d'un coté ou de l'autre, il faut assumer. Si on est Républicain, on n'est pas majorité présidentielle", a prévenu à son tour le patron des députés LR Christian Jacob.

Ni ralliée, ni dans l'opposition, Nathalie Kosciusko-Morizet a quant à elle défendu une troisième voie. Critiquant la position de Bruno Le Maire en se montrant "surprise" de voir "que certaines personnalités, sans qu'il y ait de changement de projet, rejoignent Emmanuel Macron", l'ancienne porte-parole de Nicolas Sarkozy ne ferme pas la porte à des accords au cas par cas avec le nouveau président sur certains projets.

Grand écart entre l'aile droite et l'aile gauche du PS

Du côté du Parti socialiste, les stratégies ne sont guère plus coordonnées. Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, et le chef de file des législatives, le premier ministre Bernard Cazeneuve, ont adopté une ligne du "ni-ni" vis à vis d'Emmanuel Macron: à savoir, ni ralliement, ni opposition.

"La gauche de gouvernement [...] doit apporter sa contribution à la réussite du pays et du quinquennat qui commence", a

estimé l'actuel chef de gouvernement. "Personne ne peut souhaiter l'échec de ce quinquennat qui s'ouvre", a complété Jean-Christophe Cambadélis. Former "un groupe autonome, ni vraiment dans l'opposition, ni dans la majorité" et rester "un partenaire intelligent pour faire progresser des projets de loi", voilà la ligne officielle résumée par la porte-parole du PS Corinne Narassiguin.

Problème: ni l'aile droite, ni l'aile gauche du Parti socialiste ne l'entendent de cette oreille. Soutien dès le premier tour d'Emmanuel Macron, Manuel Valls a défendu le principe d'un "rassemblement des progressistes" au sein d'une "majorité présidentielle large et cohérente". Son bras droit, Jean-Marie Le Guen, a lui affirmé "s'inscrire complètement dans la majorité présidentielle".

Nous devons bâtir une majorité présidentielle large et cohérente à l'Assemblée. Le temps est au dépassement et à la clarté pour réussir.

A l'inverse, le candidat malheureux du PS Benoît Hamon s'est posé en défenseur d'une opposition frontale à Emmanuel Macron, jugeant qu'une union de la gauche serait majoritaire dans le pays. "Ce soir, nous avons trouvé une majorité seulement pour dire non à l'extrême droite. C'est à l'occasion des élections législatives des 11 et 18 juin prochains que vous allez choisir la politique que vous souhaitez", a lancé le député des Yvelines, avant d'appeler à un "maximum de candidatures d'union à gauche" avec les écologistes et les mélenchonistes.

Seul souci: Jean-Luc Mélenchon a d'ores et déjà fermé la porte à toute négociation, exigeant un ralliement de la gauche sous sa bannière comme tout préalable à une investiture.

Autant de divisions qui pourraient grandement arranger les affaires du nouveau président Macron, dont le jeune mouvement n'est pas assuré de disposer d'une majorité absolue en juin prochain. huffingtonpost.fr 08.05

C'est un euphémisme ! Mais qu'ils se rassurent, FI risque de n'obtenir que quelques dizaines d'élus, PCF, NPA, LO, POI, POID, PRCF, ParDem, etc. vont s'y employer, Macron obtiendra le soutien de LR et du PS pour faire passer ce qu'il veut comme une lettre à la poste... Sauf, si les militants ouvriers en décidaient autrement, mais est-ce encore possible ? A suivre.

Il était leur candidat

- Trump dit qu'il a hâte de travailler avec Macron - Reuters

- Juncker félicite Macron, partisan d'une "Europe forte et progressiste" - Reuters

- Tsipras: "la victoire de Macron, une inspiration pour l'Europe" - AFP

Parole d'internaute

1- "Je soutiens qu'un pays aussi riche et aussi conservateur que la France ne peut mener aucune révolution."

2 - "Si on peut admettre, bon gré mal gré, que le scrutin est valide, je ne crois pas qu'on ait déjà eu en France un président aussi peu légitime."

3- "“La manipulation délibérée et intentionnelle du comportement et des attitudes des masses est un élément essentiel de l'Entreprise Démocratie. Des organisations travaillant dans le secret, dirigent les processus sociaux.

Ce sont les gouvernement réels dans notre pays..”

C'est du fameux propagandiste Edward Bernays (le neveu de Freud)

Le processus électoral autour du Macron, inconnu et sans parti voici un an, en est une des meilleures illustrations semble t-il.

Quelle escroquerie !"

Haut de page

Le 10 mai 2017

CAUSERIE

On ajoutera peut-être ce soir de nouveaux articles.

On reviendra demain ou les jours suivants sur la situation politique en France, quitte à se répéter, en présence de pardoxes, quand on les prend en compte nos positions peuvent prêter à confusion ou incompréhension, d'où la nécessité de se faire pédagogue plus que jamais.

Macron débute son mandat en ayant une popularité de 15% environ, ce qui correspond à celle de Hollande en fin de mandat.
A combien sera-t-il dans quelques mois ? On n'ose pas dire dans 5 ans...

Le mot du jour.

Marche ou crève ou la marche vers l'abîme.

On est condamné à progresser ou à la barbarie !

Toute chose qui cesse de se développer, de progresser, qui stagne ou qui ne parvient pas à se dépasser va commencer par régresser, puis par entrer en putréfaction. Il en va ainsi des hommes, des peuples, des nations, des Etats, des sociétés, des systèmes économiques, des institutions, des partis politiques...

Chacun peut le vérifier par lui-même en observant l'évolution de son entourage, de quelle manière se comportent les gens en vieillissant, soit ils vont parvenir à un niveau de conscience toujours plus élevé, soit ils vont régresser infailliblement.

Le champ de nos expériences étant limité à notre petite vie routinière ou étriquée ne suffit pas pour développer un degré de conscience élevé, il faudra l'étendre à celui de notre entourage et à la société toute entière pour les enrichir et avoir ainsi l'occasion d'atteindre un niveau de conscience supérieur, l'idéal étant de se rapprocher le plus possible d'un état de conscience universel, une sorte de vision ou d'ouverture d'esprit à 360° qui couvre l'ensemble du champ des expériences humaines et de la nature.

Toute tentative pour justifier la survie du capitalisme ou perpétrer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme constitue un frein, un obstacle à la réalisation de cet idéal. Cela démontre à quel point la perception de la réalité des hommes est réduite ou se confond avec leur propre ignorance ou leur niveau de conscience misérable pour concourir ainsi à leur propre malheur. Leur vision du monde ne va pas plus loin que le bout de leur nez ou de leurs intérêts immédiats, à la manière d'un animal sauvage s'en remettant à son instinct ou à son atavisme et dont rien ne les distinguerait et se condamnant de la sorte à perpétrer le règne de la barbarie. Quel bien triste constat.

Question aux petits comptables.

Les travailleurs britanniques ont-il vraiment souhaité la mise en oeuvre de la politique antisociale de Blair ? Les travailleurs allemands ont-il réellement voulu l'application de le politique antisociale de Schröeder ?

Dans les deux cas ils y étaient majoritairement opposés, et pourtant elle est passée et elle est toujours en place. Pourquoi, comment, des questions qu'il est préférable de ne pas se poser, on comprend, elles sont trop compromettantes.

Alors vous pouvez toujours additionner mécaniquement 25,38% d'abstentionnistes, plus 6,35% de votes nuls, plus 2,21% de votes blancs, plus 40 à 50% de votes Macron anti-FN, plus encore 8 à 10% de non-inscrits, cela ne donnera jamais une majorité prête à se mobiliser sur une ligne ou à une stratégie politique en rupture avec le régime.

Tout au plus cela donnera une indication à un moment donné sur l'état d'esprit de millions de travailleurs et jeunes sans pouvoir en conclure qu'ils partageraient les mêmes aspirations, tant leur niveau de conscience politique est faible ou mal assuré, sans direction ou pire encore.

Depuis des décennies et des décennies il y a des militants qui rament pour organiser les travailleurs ou faire en sorte que les plus déterminés se rassemblent, et ne voilà-t-il pas qu'un mouvement (FI) se dessine, que tous s'acharnent dessus pour le détruire. Que comptent-ils y gagner ? Ils seront satisfaits quand il se sera disloqué et que ces travailleurs seront à nouveau complètement démoralisés ou une nouvelle fois réduit à la passivité. Ils ne rejoindront pas leurs minuscules partis, dogmatiques, sectaires qui ont vécu aux crochets du PS ou du PCF et des appareils pourris des syndicats.

Laissons le mouvement de Mélenchon se développer et construisons à côté un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Mélenchon véhicule des illusions, en fait il se fait l'écho des illusions de ces travailleurs et jeunes. Laissons-les en faire l'expérience, c'est le meilleur moyen pour qu'ils abandonnent leurs illusions et se tournent ensuite vers le socialisme, ayons cette intelligence d'esprit de laisser ce processus dialectique s'accomplir puisque de toutes manières on doit en passer par là. Occupons-nous de nos affaires, combattons sur la base de nos idées, soumettons-leur sans essayer de leur imposer et un jour ou l'autre ils comprendront par eux-mêmes la nature de leurs illusions.

Peu importe les discours de Mélenchon, nous n'en attendons rien, seuls les faits doivent compter, quels rapports il entretient avec les autres partis, quelles décisions il prend, comment évolue son mouvement, comment il se dispose aux législatives. On sait que le personnage que je n'ai cessé de traiter d'illusionniste ou de charlatan pendant toutes ces années n'est pas digne de confiance, là n'est pas la question. Ce qui nous intéresse, c'est le comportement de ces millions de travailleurs et jeunes qui se sont reconnus dans son mouvement, ces centaines de milliers qui y ont activement participé au cours des derniers mois. Ne confondons pas les deux, ne commettons pas cette erreur. A suivre.

May et les conservateurs ont le vent en poupe en Grande-Bretagne, Merkel et la CDU également en Allemagne, Roy en Espagne tient le coup, Tsipras en Grèce également, aux Etats-Unis ils ont Trump, en Turquie Erdogan a renforcé son pouvoir, etc. et en France Macron est arrivé.

Réflexions de quelques internautes

1- Par bien des aspects, une très forte frange de l'élite française est devenue plus Néocon que les Néocons américains eux-mêmes. Et ce n'est pas peu dire. Or la distance qui sépare l'immense majorité des français de la compréhension de la philosophie et l'idéal Néoconservateur est très grande. Comment croyez-vous que le fameux "french bashing" soit devenu même a la mode en France? Comble du ridicule. Nos élites parmi les plus influentes sont venues au monde sur les fonds baptismaux des Néocons et tels les fameux "envahisseurs" de la série culte des années 70, sont désormais infiltrées partout la ou les leviers d'influences sur nos pensées et modes de vie s'actionnent.

2- En France, nous ne le sentons que par épisodes, mais aux USA, cet anti-russisme est en effet permanent, martelé tous les jours à la télévision et dans les journaux. La présence des Russes en Syrie et le "blanchiment" via casques interposés des baroudeurs extrémistes takfiris, aura permi aux médias de glisser habilement d'une haine à l'autre, de celle du 'terroriste', mal en point depuis la mort de Ben Laden malgré quelques surgeons dans l'Europe lointaine, à celle qui avait déjà une histoire, une archéologie presque, la haine du Russe en général. Churchill les détestait. Pas de Gaulle qui savait que les 3/4 des forces allemandes avaient été abattues par les Russes/soviétiques. Néanmoins, l'ironie française, ce mépris bavard aurait dit Benjamin Constant, reprend le dessus, nourrie d'une belle ignorance bien crasse, comme celle du Marquis de Custine qui du haut de ses trois semaines à St-Petersbourg, a fait le malin et cru rivaliser avec Tocqueville (De la Démocratie en Amérique) avec son minable pamphlet.

Les Français, même s'ils ne sont pas (encore) matraqués seront très vite prêts à renfourcher les clichés américains rodés. Déjà qu'ils "posturent", la main sur le coeur lors de l'hymne national, comme si on était, non devant le Louvre, mais à la tribune (4ème rang) du Capitole!

3- Ceux qui s'appellent les Maitres du Monde, cela inclus les USA et de nombreux autres pays, font un constat objectif de la situation, ils savent que les carottes sont cuites

Les raisons sont multiples :

Surpopulation, épuisement des ressources naturelles, pollutions.

Sur chacun de ces points, ils savent que c'est la fin y compris pour eux, ce que bien évidement ils ne peuvent pas admettre en ce qui les concernent.

Dans le film : The day the earth stood still, avec Keanut Reeves, pour survivre la Terre et le reste des espèces vivantes doivent se débarrasser de l'Humanité, thème repris dans le documentaire fiction La Terre sans l'homme.

Sauf que, ceux qui nous dirigent ont eux l'instinct de conservation individuel et pour qu'eux vivent, ils doivent changer les règles drastiquement.

Ils osent tout. La séquence des opportunistes.

Elections législatives. Mélenchon et FI sont la cible privilégiée d'En Marche! au POID en passant par le FN et le PS.

Les masses exploitées, la classe ouvrière et les couches inférieures des classes moyennes sont très hétérogènes, en présence de la crise du capitalisme qui les frappe durement et en l'absence des conditions permettant de déboucher sur une crise révolutionnaire, elles sont amenées à interpréter la situation chacune en fonction de leur condition spécifique sans véritable direction, elles ont seulement en commun de rejeter l'orientation et la décomposition de la société, la mise en coupe réglée de leurs acquis sociaux ou politiques qu'elles estiment plus menacées que jamais.

Partant de ce constat elles ne peuvent pas se rassembler ou réaliser l'unité sur des objectifs politiques qui remettraient brutalement en cause l'ordre établi, bien qu'il faudra en passer par là un jour ou l'autre sous peine de voir s'aggraver toujours plus leur condition.

C'est donc verser dans le gauchisme que d'exiger du mouvement dans lequel des millions de travailleurs et jeunesse reconnaissent qu'il adopte des positions qui soient en rupture avec le régime.

Quelles que soient les réelles intentions des dirigeants de ce mouvement que nous avons parfaitement cernées depuis longtemps, quelles que soient les limites de ce mouvement, leur reprocher revient à reprocher à ces travailleurs et jeunes de ne pas avoir encore adopté le socialisme ou de ne pas avoir encore atteint un niveau de conscience politique leur permettant d'y accéder ; bien que ce mouvement véhicule de graves illusions, il n'en constitue pas moins un véritable progrès en terme d'organisation et de représentation des travailleurs, un pôle de regroupement qui les aide à prendre confiance en eux-mêmes et à faire naître l'espoir qu'il est encore possible de changer la société, confiance et espoir sans lesquels absolument rien n'est possible, c'est donc contre cet acquis très fragile que s'acharne le POID et absolument tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Ce mouvement que j'ai critiqué violemment injustement ces derniers mois, tout comme "Nuit debout", ce qui fut une erreur politique j'en conviens, s'est constitué contre le PS, Hollande et le gouvernement, contre leur politique ultra réactionnaire semblable à celle de leurs prédécesseurs au pouvoir, ne serait-ce pas cela qui lui serait reproché en dernière analyse, d'avoir contribué à laminer le PS ? On est en droit de le penser, lisez la suite qui est révélatrice à ce sujet.

Outre le communiqué du POID du 7 mai, j'ai consulté sa page Facebook où j'ai relevé les éléments suivants qui tendent à démontrer ce que je viens d'avancer, reliez tous ces éléments entre eux et vous parviendrez peut-être à la même conclusion que moi.

Le 5 mai. Ils ne précisent pas que Ruffin, l'un des organisateurs de "Nuit debout" et candidat FI a appelé à voter Macron dès le 28 avril.

4 mai 2017 – Ruffin, réalisateur du film «Merci patron», publie une «Lettre ouverte à un futur président déjà haï », s'adressant à Macron. On y lit : « Vous êtes haï, vous êtes haï, vous êtes haï. Je vous le martèle parce que, avec votre cour, avec votre campagne, avec la bourgeoisie qui vous entoure, vous êtes frappé de surdité sociale. Vous n'entendez pas le grondement : votre heure, houleuse, sur le parking des Whirlpool, n'était qu'un avant-goût. C'est un fossé de classe qui, face à vous, se creuse. L'oligarchie vous appuie, parfait, les classes supérieures suivent. (…)Vous êtes haï, vous êtes haï, vous êtes haï. Et c'est dans cette ambiance électrique que, sans concession, vous prétendez « simplifier le code du travail par ordonnances ». C'est dangereux. Comme si, le 7 mai, les électeurs vous donnaient mandat pour ça. »

Le 5 mai. Ils relaient les accusations du PCF et de EELV contre Mélenchon, alors qu'ils ont appelé à voter Macron.

4 mai 2017 – Alors que le PCF a soutenu la candidature de Mélenchon à l'élection présidentielle, un communiqué virulent du comité national de la France insoumise le met en garde contre l'utilisation de l'image de Mélenchon pour les élections législatives et décide d'engager des poursuites judiciaires. Laurent, secrétaire du PCF rappelle « Nous vous avons fait une proposition qui permettrait de rassembler nos forces dans le maximum de circonscriptions, sous la bannière commune la force du peuple à l'Assemblée nationale (…). Vous avez contesté puis refusé cette proposition ». De son coté, Cormand, responsable des verts (EELV), met la France insoumise en garde à ce que le « dégagisme » si cher à Mélenchon n'emporte pas toute la gauche en juin.

Le 5 mai. Ils omettent de préciser que Martinez a appelé à voter Macron.

5 mai 2017 – Le secrétaire général de la CGT, Martinez, a appelé Macron à faire preuve « d'un peu d'humilité ». Macron « a fait 24% des votants au premier tour. S'il est déjà dans l'idée que tous ceux qui vont voter pour lui adhèrent à son programme, c'est une grave erreur politique », a-t-il ajouté.

Parce que Martinez aurait l'intention de l'empêcher d'appliquer sa politique ?

Le 7 mai. Ils feignent d'ignorer que Mélenchon n'a pas appelé à voter Macron et qu'il n'obtiendra pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Une photo de Mélenchon illustrée ainsi "Mélenchon à Matignon ?"

On a du mal à suivre les positions de Mélenchon...

Pourquoi dénigrer ainsi gratuitement Mélenchon, pour casser la dynamique qu'il a créée ? A qui cela profiterait-il ? Vous avez deviné, bravo !

Le 8 mai. Bien qu'ils proclament que Macron est ultra minoritaire et illégitime, cela ne les gêne pas le moins du monde que Mailly soit prêt à collaborer avec Macron.

8 mai 2017 – Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, inquiet de la volonté du nouveau président d'aller vite en juillet pour modifier le code du travail par ordonnances, demande à discuter. Il déclare dans une interview au Parisien : « Je ne veux pas d'ordonnance sur les questions sociales. Au-delà de la méthode, nous ne voulons pas d'une loi Travail XXL qui ferait sauter les derniers verrous pour donner par exemple aux entreprises la possibilité de moduler par accord le temps de travail jusqu'à 48 heures. Ou qui ouvrirait la possibilité de décentraliser la question des salaires. Nous ne voulons pas non plus du plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, ni du référendum entre les mains de l'employeur. »

Arrêtons-nous là quelques instants. Vous avez compris ou non pour qui le POID roulait ? Il ménage tous ceux qui ont appelé à voter Macron en les présentant sous un angle avantageux, et il tape sur celui qui a réfusé d'appeler à voter pour lui. C'est clair, non ? Poursuivons.

Les faussaires du POID réécrivent l'histoire en direct sous nos yeux. La preuve.

Extrait du communiqué du POID du 7 mai.

Que disent-ils ?

- "*Comment en est-on arrivé là ?*

- La division : même dans ces conditions difficiles, l'unité entre Hamon (désigné comme candidat par la primaire du PS parce qu'il remettait en cause, au moins partiellement, la politique de Hollande) et Mélenchon pour une candidature unique pour l'abrogation de la loi El Khomri – première mesure visant à inverser le cours des choses – aurait totalement modifié la situation. Mais ces deux candidats, refusant la voie de l'unité, aiguisant la division, ont choisi de faire élire Macron."

Foutaises, Hamon n'a pas été "désigné comme candidat par la primaire du PS parce qu'il remettait en cause, au moins partiellement, la politique de Hollande", c'était une candidature qui avait été conçue dans un double objectif, faire barrage à Mélenchon et ensuite laminer le PS plus particulièrement ceux qui s'étaient opposés (mollement ou formellement) à la politique de sa direction, de Hollande et du gouvernement, signer son arrêt de mort.

Valls qui était le mieux placé pour incarner Hollande et sa politique qui inspireraient le rejet lors des primaires, personne ne l'ignorait, dès lors celui qui incarnait "les frondeurs", Hamon devait l'emporter. L'appareil du PS devait sacrifier Valls parce qu'il ne devait pas concurrencer Macron.

C'est ce scénario cousu de fils blancs que les dirigeants du POID s'emploient à nier pour une énième fois ménager le PS dont par ailleurs ils diront le plus grand mal, personne ne doit être dupe de leurs réelles intentions, ce qui explique pourquoi ils accusent Mélenchon d'être responsable de l'élection de Macron ou de l'impossibilité de présenter un candidat unique, alors qu'ils savaient pertinemment que quel qu'ait été le candidat du PS, les deux candidats n'auraient jamais pu s'entendre.

Comment en est-on arrivé là demandent-ils.

Parce que tous les courants se réclamant du trotskysme l'ont trahi ou n'ont pas été foutu de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 années qui viennent de s'écouler, de construire une organisation ou un mouvement de masse au côté du parti, ils ont oublié cette explication.

- "*Ce président ultra-minoritaire n'a aucune légitimité.*" Et après ? Vous non plus, pas davantage le POI, le NPA, LO, le PRCF, le ParDem aucun de ces partis insignifiants, décomposés, sectaires, dogmatiques, opportunistes ou gauchistes selon le contexte pour s'être tous encanaillés avec le PS et/ou le PCF pendant des lustres jusqu'à aujourd'hui.

- "*il (le POID - ndlr) présente des candidats aux élections législatives pour aider à la réalisation de l'unité*"

En réalité ce sont des candidatures de division.

Dès lors logique le POID peut se présenter en champion de l'unité en orchestrant la division en présentant ses propres candidats qui n'ont absolument aucune chance d'être élus, par contre ils pourront ainsi empêcher le mouvement de Mélenchon (FI) de réunir suffisamment de suffrages pour figurer au second tour ou ses candidats d'être élus dès le premier tour, favorisant ainsi l'élection de députés d'EM, LR ou du PS.

En quelques mots.

Une journaliste : "Le Parti socialiste n'a plus d'espace entre la radicalité d'un Mélenchon et la tentation Macron"

Un universitaire : "Pour résumer, on pourrait dire que Macron est un Obama français ce dernier était aussi inconnu avant d'être élu et a été, de la même façon, soutenu par les médias."

Une intellectuelle : "... le président sortant François Hollande mérite le prix Nobel de la manipulation politique. A un moment où lui et son gouvernement étaient si impopulaires que tout le monde attendait l'élection afin de s'en débarrasser, Hollande, avec l'assistance zélée des principaux médias, des banques et des divers oligarques a réussi à promouvoir ce conseiller économique et ministre, qui n'était que récemment connu, en candidat du « changement », ni de gauche ni de droite, une star politique – soutenu par tous les vieux politiciens dont le public veut se débarrasser.

C'est une preuve éclatante du pouvoir de la "communication" dans la société contemporaine, un triomphe de l'industrie de la publicité, des médias de masse et des milliardaires qui les possèdent.

Il peut y avoir des manifestations de rue dans les mois qui viennent, mais elles auront peu d'impact sur la promesse de Macron de démanteler le code du travail par décret et de laisser les travailleurs et les patrons régler les conflits entre eux, à un moment où le pouvoir de ces derniers est renforcé par les délocalisations et où le monde du travail est désorganisé et affaibli par les différents effets de la mondialisation."

Un journaliste : "L'Histoire se répète : en 1940, les Français soutinrent Philippe Pétain pour se préserver du nazisme, mais c'est Pétain qui installa le fascisme. En 2017, ils ont voté Macron pour se protéger du fascisme et c'est lui qui l'instaurera."

Parole d'internaute.

1- Endettement de la commune suite à des investissement coûteux car grosses subventions a priori mais non tenues.

Rencontre avec Emmanuel Macron et le directeur adjoint de son cabinet qui était Emmanuel Lacresse.

Je lui est parlé de l'endettement du village et il m'a dit « oui, c'est embêtant mais vous avez de forêts ? », je lui ai dit « Oui », il me dit « C'est bien. Vous avez un patrimoine locatif ? », je lui dit « Oui », réponse : « Eh bien, il faut le vendre ».

Alors je regrette que tous les maires qui ont patronnés Emmanuel Macron n'aient pas entendus ce qu'il m'a dit car non Monsieur Macron, la commune, la France ne sont pas à vendre.

2- Avec la baisse de la dotation de l'Etat (il reste par mois 200 euros de dotation globale de fonctionnement à la mairie de Monêtier-Allemont) et bientôt l'exonération de la taxe d'habitation, les maires asphyxiés seront bientôt obligés de vendre leurs forêts communales. Après les aéroports, les entreprises, notre patrimoine national et les terres, que restera-t-il aux Français de cette France gâteau que les riches se partagent?

3- "C'est l'objectif de l'endettement : nourrir les rapaces avec la carcasse de ceux qui se sont si "mal débrouillés" qu'ils doivent tout vendre pour ne pas mettre en péril le profit des banques."

Il en est des communes comme des pays (grèce, Portugal)

Et les parias du mouvement ouvrier...

- Première manif anti-Macron du «Front social» à Paris - Liberation.fr

Plusieurs milliers de personnes (1 600 selon la police, de 7 000 à 10 000 selon les organisateurs) ont manifesté lundi après-midi à Paris, de République à Bastille à l'appel du collectif «Front social» en scandant «anticapitalistes» ou «Macron démission ! Un jour, ça suffit». Ils répondaient à l'appel de sections CGT, SUD ou Unef et d'associations qui n'ont jamais accepté la fin de la bataille contre la loi travail et avaient appelé entre les deux tours à «battre les deux candidats». «Ce n'est pas un président qui a été élu,

c'est un PDG», a dénoncé Mickaël Wamen, de la CGT Goodyear à Amiens. Liberation.fr 08.05

En Marche vers l'abîme.

Ils osent tout, on ne pensait pas mieux dire.

Sylvain Maillard, porte-parole d'Emmanuel Macron et membre du comité politique En Marche, réagit au résultat de l'élection présidentielle sur le plateau de Julien Benedetto, lundi 8 mai.

La victoire d'Emmanuel Macron est-elle la victoire de l'audace, de la France qui ose ? "C'est la France de l'espoir, c'est la France optimiste, la France qui se dit éternelle, conquérante, qui au-delà des problèmes, des blocages de notre monde et de notre pays se dit qu'on peut réussir, qu'on peut être les numéros 1 dans le monde au 21ème siècle". franceinfo Franceinfo9.05

Prédiction plutôt prématuré, mais qui sait...

- Comment Macron sera réélu en 2022 - Slate.fr

Et bien voilà chers lecteurs de Slate, c'est tout simple. Vous avez eu la primeur, il y a deux ans, quand personne n'y croyait, de lire qu'Emmanuel Macron pouvait battre tous ses adversaires et devenir président de la République. Impossible, impossible, disait le monde politico-médiatique. Si, si possible. Le génie de saisir la volonté de renouvellement des Français et beaucoup de chance. Une chance inouïe: tous ses adversaires ont été frappés par le sort et sont tombés. Le 7 mai: 66% des voix, plus que toutes les prévisions.

Chers lecteurs fidèles, voici un nouveau pronostic du même acabit: Emmanuel Macron va réussir. Mieux, il sera réélu en 2022 si les petits cochons ne le mangent pas. Pourquoi donc? Mais parce que c'est à nouveau très simple: Emmanuel Macron arrive pour installer des politiques… qui ont marché partout ailleurs mais qu'en France les anciens partis ont été incapables de mettre en œuvre.

Nicolas Sarkozy voulait les mêmes, déjà. Mais il y a eu, contre lui, la crise des subprimes et, en lui, son manque d'esprit de suite. François Hollande, après un an dans l'impasse fiscale, a fait demi-tour pour les appliquer. Mais il a manqué de détermination contre les «frondeurs», ces Attila qui auront non seulement saboté le quinquennat mais coulé le parti socialiste. Emmanuel Macron a, lui, l'esprit de suite et une détermination puissance mille. Il a la vision, il a l'habileté, il a la force et il a, on l'a dit, la chance. Déjà, la conjoncture mondiale en amélioration est bonne fille.

Des solutions qui marchent? Oui, la flexi-sécurité, oui la politique de l'offre, oui l'autonomie des universités, oui le soutien à l'innovation, oui la formation professionnelle, tout ça sont des politiques expérimentées, prouvées, elles marchent. Il suffit de les importer d'Europe du nord, d'outre-Rhin, puis de les remodeler un peu en fonction de notre système à nous. Cette partie du travail reste à faire et, certes, elle n'est pas si simple. Mais le résultat est connu d'avance: le chômage va baisser. Certains droits acquis seront (un peu) écornés, ceux liés à des statuts, mais d'autres naîtrons, ceux qui encouragent la mobilité, le changement, la multiplicité des carrières. C'est le deal: un moins ici, un plus là pour adapter l'Etat social aux nouveaux métiers.

En France, il n'est que temps. Il sera enfin mis fin aux scandales de la préférence pour le chômage et du monde du travail coupé entre les «in» vieux et les «out» jeunes et femmes. L'Etat social est sommé de travailler mieux? Bravo. Le mal français ne vient pas de ces réformes, il vient de ne les avoir pas faites. Comme les autres.

Mais encore faut-il qu'Emmanuel Macon puisse les faire voter, qu'il dégage une majorité puis que la rue ne se soulève pas pour les bloquer. C'est vrai. Mais cette élection va changer l'air du pays. L'air politique puis l'air social. Le président disposera de nombreux députés de son nouveau parti. Et il ne devrait pas trop avoir de mal à les compléter pour atteindre une majorité à l'Assemblée. Un Manuel Valls comme un Bruno Le Maire ont déjà dit qu'ils voulaient «travailler pour la France». C'en est fini de cette division droite gauche aussi infranchissable qu'un mur, avec une opposition systématique à tout ce que propose l'adversaire.

Et le climat social, la rue? Ce sera un peu plus compliqué parce que Jean-Luc Mélenchon veut y amener le combat. Il a cru être au second tour, raté. Et nouvelle défaite à venir, il n'obtiendra que peu de députés. Ses électeurs vont en conséquence se trouver privés de représentation législative. Une seule solution: la sédition! Slate.fr 09.05

Maladie infectieuse et contagieuse, pandémie mortelle

- Qu'est-ce que le macronisme ? - Franceinfo

Par exemple, Macron :

- « Il vaut mieux être payé à 3,5 euros de l'heure que d'être un dealer »
- « La vie d'un entrepreneur est bien plus dure que celle d'un salarié »
- « Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires »
- « Les employées de l'abattoir Gad sont pour beaucoup illettrées »

Bientôt nobélisé ou embaumé ?

- C'est quoi cette médaille à l'effigie d'Emmanuel Macron ? - Franceinfo

Ils les ont déjà élus.

- À la rencontre des futurs députés de "La République en marche" - Franceinfo

Qui seront les députés qui représenteront le parti "La République en marche" à l'Assemblée nationale ? Franceinfo 09.05

« le Roi est mort, vive le Roi ! »

- Hollande a voté dès le premier tour pour Macron - AFP

Bernard Poignant, ex-conseiller du président de la République sortant, a affirmé que François Hollande avait voté Emmanuel Macron dès le premier tour de la présidentielle, dans un documentaire qui sera diffusé mardi à 20h50 sur France 5. AFP 09.05

- Macron et son mouvement entament leur mue - Reuters

La présidence par intérim du mouvement a été confiée à Catherine Barbaroux, jusqu'ici déléguée nationale, a annoncé son secrétaire général, le député Richard Ferrand.

"Il a été décidé que le mouvement En Marche ! allait évoluer afin d'élargir son assise", a dit ce soutien de la première heure, lors d'une conférence de presse.

Il a précisé que le nouveau parti, "La République en marche", tiendrait son congrès fondateur avant le 15 juillet.

Il a ajouté que Catherine Barbaroux et lui-même ne garderaient leurs fonctions de présidente par intérim et de secrétaire général jusqu'à ce congrès uniquement.

En Marche !, dont l'avènement a contribué à dynamiter le paysage politique français en remettant en cause le classique clivage droite-gauche, doit désormais devenir "le parti du président", a déclaré à Reuters un proche d'Emmanuel Macron.

C'est sous cette étiquette que ses candidats, dont la liste sera présentée jeudi en fin de matinée, se présenteront aux élections législatives des 11 et 18 juin.

Emmanuel Macron et La République en marche refuseront tout accord d'appareil et tout mécanisme de double investiture, a-t-il précisé. Les candidats et futurs députés du MoDem de François Bayrou, allié du président élu, constitueront l'exception.

Selon une enquête Harris interractive-M6 publiée dimanche, l'alliance En Marche!-MoDem recueillerait 26% des intentions de vote, devant la coalition Républicains-UDI (22%), le Front national (22%) et la France insoumise (13%).

Pour accroître ses chances de rassembler le plus largement, Emmanuel Macron a semble-t-il quelque peu assoupli la règle qui imposait initialement à un candidat investi par En Marche ! de renoncer à son parti d'origine.

"Nous voulons une majorité composée de femmes et d'hommes qui viennent du PS, des Républicains, du centre mais aussi, et ce sera au moins la moitié de nos candidats, de la société civile", a rappelé Christophe Castaner sur BFM TV.

"Ils pourront garder leur attachement (à un parti politique) s'ils le souhaitent. Mais ils doivent s'engager à soutenir la majorité présidentielle sur le projet qui est devenu hier soir un contrat entre Emmanuel Macron et les Français", a-t-il dit.

S'ils sont élus, ils devront ainsi siéger dans le groupe parlementaire La République en marche à l'exception de tout autre. "Nos candidats seront administrativement rattachés à l'étiquette de La République en marche", a dit Richard Ferrand. "On ne va pas organiser l'état de fronde permanent".

"On a besoin de gens qui savent comment ça fonctionne, mais il n'est pas nécessaire d'avoir une grosse composante de cette origine, explique Renaud Dutreil, qui a créé le mouvement La droite avec Macron, à franceinfo. Reuters et Francetv info 08.05

- Qui est Catherine Barbaroux, la présidente par intérim d'En Marche! - huffingtonpost.fr

Elle fait partie du premier cercle du futur président de la République.

Catherine Barbaroux, jusque-là déléguée du mouvement En Marche!, en a été nommée ce lundi 8 mai présidente par intérim en remplacement d'Emmanuel Macron à l'issue d'un conseil d'administration, a annoncé le secrétaire général Richard Ferrand.

Catherine Barbaroux, âgée de 68 ans, a par le passé travaillé au cabinet du ministère de l'Environnement puis du ministère du Commerce entre 1981 et 1986, sans avoir de mandat électif. Elle a également été déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle au ministère du Travail de Martine Aubry, puis d'Elisabeth Guigou, de François Fillon et de Jean-Louis Borloo, entre 1997 et 2005.

Petite main dans la campagne de Mitterrand en 1974 Directrice des ressources humaines de Prisunic et du groupe Pinault-Printemps-Redoute entre les années 80 et 90, Catherine Barbaroux a également été présidente de l'Adie (Association pour le droit à l'initiative économique), pionnière dans le microcrédit, entre 2011 et 2016.

Elle a rapidement intégré le premier cercle d'Emmanuel Macron, qu'elle a rencontré en 2015 en lui remettant un rapport sur la levée des freins à l'entrepreneuriat individuel lorsqu'il était ministre de l'Economie.

En 1974, Catherine Barbaroux avait par ailleurs participé à la campagne présidentielle de François Mitterrand. Elle était l'une des petites mains au QG du candidat socialiste, où elle répondait au courrier de syndicats et d'associations.

Désormais, Catherine Barbaroux présidera notamment à la transformation d'En Marche! qui doit "changer son assise" et sera donc rebaptisé, dixit Richard Ferrand, après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République.

Ce dernier a démissionné lundi midi de la présidence de la formation qu'il a créée et qui revendique quelque 285.000 adhérents, sans obligation de cotisation. huffingtonpost.fr 08.05

Ah ben merde alors, elle est de gauche ! La réaction d'un militant sous influence, de qui, devinez ? De ceux qui ont martelé sans cesse que le PS était de gauche, pardi !

Les offres de service se bousculent.

- Que pensent les syndicats d'Emmanuel Macron ? - francetvinfo.fr

"Il y a beaucoup d'imprécisions dans les mesures annoncées", a jugé sur franceinfo le secrétaire général de Force ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly, lundi. Le patron de FO a évidemment dans son viseur la réforme du Code du travail, promise par le président élu.

"S'il persiste dans l'idée de faire des ordonnances au mois de juillet, ça veut dire qu'il va balayer le dialogue social et la concertation : il y aura problème d'une manière ou d'une autre, donc on attend de voir", avertit Jean-Claude Mailly. Et de donner ce conseil au futur président : "S'il veut rassembler, il faut qu'il évite les clivages, il faut qu'il soit capable de modifier les choses, de réviser certaines annonces."

Jean-Claude Mailly aura l'occasion de le dire en face à Emmanuel Macron. Le responsable syndical a annoncé qu'il serait reçu la "semaine prochaine" à l'Elysée, après l'investiture du nouveau chef de l'Etat. "Si c'est pour nous recevoir et ne rien changer, ce n'est pas la peine : ça s'appelle de le communication", tranche-t-il.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a écrit une lettre ouverte à Emmanuel Macron, publiée mardi dans Le Monde. Il l'y met en garde contre la tentation de présider seul et de réformer sans concertation.

"Le mythe de l'homme providentiel, qui décide tout d'en haut, est un mythe dangereux pour notre démocratie."

Le leader de la CFDT rappelle à l'ancien ministre de l'Economie de François Hollande les "conditions particulières" de son élection : celles d'un vote utile pour faire barrage à Marine Le Pen. Ces conditions "vous obligent certes à tenir compte de ceux qui vous ont soutenu mais aussi de ceux qui ont voté pour vous, non par adhésion à votre programme, mais par rejet du Front national", écrit-il. "Dans les cinq ans à venir, vous serez à la tête d'un pays qui devra faire face à d'immenses défis. Et, vous le savez bien, vous ne pourrez pas les affronter seul", poursuit-il.

Laurent Berger lance cette injonction : "Partagez le pouvoir ! Donnez de l'air à notre société ! Laissez de l'espace aux organisations dont la mission est de faire entendre la voix de ceux qui n'en ont pas. Faites confiance aux organisations qui permettent aux individus de s'organiser ensemble pour peser sur leur avenir !"

Philippe Martinez (CGT)

Invité par un journaliste à choisir une mesure du programme d'Emmanuel Macron qui lui "plaît", le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a simplement mais clairement répondu : "Je sèche". Dès vendredi 5 mai, au dernier jour de la campagne, le chef de la CGT a appelé Emmanuel Macron à faire preuve "d'un peu d'humilité", en lui rappelant qu'il avait bénéficié d'un important "vote par défaut au premier tour", dans l'émission "Ecorama" du site Boursorama.

"Il faut savoir écouter la base, il ne faut pas gonfler les épaules en disant 'ça y est, vous avez voté pour moi, je ne m'occupe plus de vous'", a tancé le syndicaliste. Et de souligner qu'Emmanuel Macron "a fait 24% des votants au premier tour". "S'il est déjà dans l'idée que tous ceux qui vont voter pour lui adhèrent à son programme, c'est une grave erreur politique", a-t-il ajouté.

"Quand on n'écoute pas ceux qui sont en colère, ceux qui souffrent parce qu'ils ne gagnent pas assez, ceux qui subissent des lois comme la loi Travail, faut pas s'étonner qu'il y ait des gens déçus."

Et comme Jean-Claude Mailly, Philippe Martinez déclare, à propos de la décision d'Emmanuel Macron de rencontrer les syndicats une fois élu, qu'il ne faut pas que ce soit "un alibi pour dire : 'ça y est, je les ai vus, je me suis débarrassé des boulets, maintenant je fais ce que je veux'." francetvinfo.fr 10.05

Pensez-vous, il va se gêner ! Et le pire c'est qu'ils le savent.

- A peine élu, Macron "déjà sous pression" pour la presse - AFP

Pas de répit pour le nouveau président. "A peine élu et déjà sous pression", Emmanuel Macron s'engage dans la bataille des législatives avec pour enjeu d'éviter une Assemblée ingouvernable, estime la presse mardi.

"Des législatives incertaines, dès le mois prochain, vont constituer un puissant aiguillon" pour le nouveau chef de l'Etat, à qui il reviendra "de proposer une ligne claire aux Français", commente François Ernenwein dans La Croix.

"Emmanuel Macron est bien placé pour savoir que lorsqu'un quinquennat commence mal, il s'achève médiocrement", avertit Paul-Henri du Limbert dans Le Figaro.

"Jamais sous la Ve République, les électeurs n'ont refusé d'accorder à un président fraîchement élu une majorité parlementaire. (...) Rien n'est moins sûr dans cette France chamboulée", écrit Frédéric Vézard dans Le Parisien pour qui gagner le scrutin des 11 et 18 juin apparaît comme "une nouvelle "Mission impossible"".

D'autant que les partis traditionnels n'ont pas dit leur dernier mot. "Eliminés dès le premier tour de la présidentielle, PS et LR aimeraient se refaire aux législatives", souligne Libération qui s'interroge: "la dynamique Macron aura-t-elle définitivement raison des organisations politiques traditionnelles?"

Pour le directeur du Monde, Jérôme Fenoglio, "le nouveau président optimiste de ce pays en dépression devra très vite démontrer par des signes concrets qu'il a reçu les messages de cette campagne. En commençant, lors de la mise en place de ses équipes, par ne transiger avec aucune des exigences qui ont fait chuter certains de ses concurrents : la probité, la compétence, et l'attention portée à une crise sociale qui ne s'est en rien atténuée ce 7 mai".

Sur ses gardes, L'Humanité, sous la plume de Jean-Emmanuel Ducoin, se dresse contre la volonté du nouveau président de "mener une guerre éclair", notamment sur la réforme du droit du travail. "C'est la raison pour laquelle les législatives vont se transformer en mère de toutes les batailles politiques", insiste l'éditorialiste du journal communiste.

"Nombreux sont les électeurs qui ont voté contre Marine Le Pen ou ont choisi leur bulletin de vote par dépit, en l'absence de leur candidat préféré. Et nombreux sont les Français qui souhaitent que les prochaines élections législatives installent une cohabitation au sommet de l'Etat", constate Nicolas Beytout dans L'Opinion.

"Il appartiendra aux vingt millions d'électeurs d'Emmanuel Macron de dire s'ils préfèrent une cohabitation stérile à une cogestion fertile, une majorité cohérente à un Parlement ingouvernable", ajoute Michel Urvoy dans Ouest France. Ce que Philippe Palat résume d'une formule lapidaire: Emmanuel Macron, "à peine élu, et déjà sous pression, sera-t-il Président ou résident??" AFP 09.05

- Législatives : quatre scénarios après la victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle - franceinfo

Les élections législatives des 11 et 18 juin donneront aux Français l'occasion de laisser les mains libres au nouveau président pour gouverner. Ou au contraire d'orienter sa politique vers la droite ou vers la gauche.

Hypothèse n° 1 : Emmanuel Macron remporte une majorité absolue à l'Assemblée nationale

C'est le scénario rêvé par Emmanuel Macron, celui aussi que ses soutiens présentent officiellement comme le plus probable. "Les Français ont choisi un nouveau président. Ils lui donneront une majorité nouvelle et forte", veut croire François Bayrou, en vertu de l'habitude prise par les électeurs à agir ainsi sous la Ve République.

Sûrs de leur capacité à remporter cette bataille, les macronistes se montrent fermes sur la stratégie à adopter dans cette campagne qui s'ouvre. "Nous aurons 577 candidats dans 577 circonscriptions sous une bannière unique qui s'appellera La République en marche", a indiqué lundi matin, sur France Inter, Benjamin Griveaux, porte-parole d'En marche !. Les socialistes ou les Républicains qui souhaiteraient faire partie de la majorité présidentielle sont donc priés de solliciter l'investiture d'En marche ! et de ne pas se présenter sous leur étiquette d'origine.

Si Emmanuel Macron réussit son pari en juin, il pourra mettre en œuvre son programme avec une grande liberté, soutenu par une Assemblée nationale à ses couleurs. PS et LR seraient alors clairement dans l'opposition et disposeraient chacun de cinq ans pour se reconstruire.

Mais cette hypothèse n'est pas forcément la plus plausible. A la différence de ses prédécesseurs, Emmanuel Macron ne dispose pas d'un parti installé ni d'élus implantés dans les territoires. Elu par la grâce du vote utile au premier tour et du front anti-FN au second, il ne pourra pas non plus compter sur sa popularité pour soulever les foules. Selon un sondage Ipsos/Sopra Steria publié dimanche soir, le nouveau chef de l'Etat a du souci à se faire : 61% des Français indiquent en effet ne pas souhaiter qu'il obtienne une majorité au Parlement.

Hypothèse n° 2 : la droite remporte les législatives et impose une cohabitation

La droite et son nouveau commandant en chef, François Baroin, n'ont pas perdu l'espoir de remporter la mise lors des élections législatives. Une opposition qui devient majoritaire à l'Assemblée dans la foulée d'une élection présidentielle, ce serait du jamais-vu sous la Ve République. Certains élus LR estiment que la débâcle présidentielle est en grande partie due à l'affaire Fillon et "au débat d'idées confisqué", et imaginent la droite prendre une belle revanche en juin. Dans ce cas, il est probable que François Baroin soit nommé à Matignon. Emmanuel Macron, lui, devrait rester cantonné à son domaine réservé, la politique internationale.

Mais l'histoire semble trop belle pour Les Républicains. Selon un sondage Kantar Sofres réalisé juste avant la présidentielle, En marche ! recueillerait entre 24% et 26% des intentions de vote aux législatives, devant Les Républicains (22%), le Front national (21-22%), la France insoumise (13%-15%) et le PS (8-9%). Peu convaincus par la capacité de leur camp à gagner, certains élus LR évoquent déjà, comme Bruno Le Maire, la possibilité de "travailler dans une majorité de gouvernement" avec Emmanuel Macron.

Au sein des Républicains, traversés par de fortes dissensions, on sert les rangs comme on peut. Si jamais l'ancien ministre de l'Agriculture entrait au gouvernement, il aurait "un candidat LR face à lui", a averti François Baroin dimanche soir sur France 2. "Si Bruno Le Maire rejoint le gouvernement dans une dizaine de jours, de fait il quitte la famille, de fait il appartient à En marche !" a-t-il menacé. Ces menaces suffiront-elles à dissuader les éventuels transfuges ?

Hypothèse n° 3 : privé de majorité absolue, Emmanuel Macron doit composer avec une partie du PS et de LR

Au soir du 11 juin, il est possible qu'En marche ! ne parvienne pas à obtenir les 289 sièges nécessaires à l'obtention d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Le seul sondage qui, à ce jour, propose une projection en sièges, réalisé par OpinionWay le 3 mai, estime entre 249 et 286 le nombre de sièges que pourrait gagner le parti d'Emmanuel Macron (200 à 210 pour LR et l'UDI, 28 à 43 pour le PS, 15 à 25 pour le FN et 6 à 8 pour le Front de gauche).

Dans ce cas, deux solutions s'offriront à Emmanuel Macron. La première : essayer de construire une majorité de coalition avec l'appoint de députés PS et LR qui s'affranchiraient de leurs camps respectifs. Dans ce cas, les groupes parlementaires socialiste et Les Républicains (aujourd'hui les plus importants dans l'Hémicycle) pourraient se scinder en deux avec, d'un côté, ceux qui soutiendraient la politique d'Emmanuel Macron, et de l'autre, ceux qui resteraient dans l'opposition. Un remaniement interviendrait alors pour que ces tendances soient représentées au gouvernement.

Deuxième solution, si la précédente échoue : s'en remettre à des majorités fluctuantes selon les textes soumis au Parlement. Sur tel projet de loi, des socialistes apportent leur soutien, sur tel autre, ce sont une partie des Républicains qui viennent au secours

du gouvernement. C'est la ligne que semble défendre, à droite, Jean-Pierre Raffarin, pour qui "il faudra aider la France à réussir" et qui évoque un "parlementarisme constructif". Une perspective qui promet de belles crises de nerfs dans les couloirs de l'Assemblée, et qui aurait l'inconvénient d'affaiblir considérablement la présidence Macron.

Hypothèse n° 4 : les législatives accouchent d'une France ingouvernable

Dernière hypothèse : les élections législatives débouchent sur une Assemblée nationale morcelée, à l'image du résultat du premier tour de la présidentielle. Pour schématiser : plusieurs forces politiques – En marche !, LR, l'UDI, le PS, le FN, la France insoumise et les communistes – se partagent le gâteau sans qu'aucun n'approche de la majorité absolue ou ne se détache nettement des autres.

Dans ce cas, la marge de manœuvre du futur gouvernement se trouverait extrêmement réduite, car il serait incapable de faire adopter ses textes. La France serait alors ingouvernable. L'article 49-3 de la Constitution, dont Michel Rocard avait fait usage à 24 reprises entre 1988 et 1991, ne peut plus être utilisé à une telle fréquence.

Depuis la révision constitutionnelle de 2008, il est limité aux budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale, et à un texte supplémentaire par session parlementaire.

Il serait très difficile pour Emmanuel Macron de tenir cinq années dans ces conditions. Le chef de l'Etat disposerait toujours de la possibilité de dissoudre l'Assemblée nationale et de renvoyer les électeurs aux urnes. Sans aucune certitude sur le résultat. franceinfo 09.05

Parti Sans laissé d'adresse et déjà En Marche!

- "Impossible" pour Valls d'avoir sa carte au PS et l'investiture En Marche! assure Cambadélis AFP

Manuel Valls a annoncé lundi 9 mai qu'il sera "candidat de la majorité présidentielle" sous l'étiquette "La République en marche" pour les législatives de juin dans sa ville d'Evry, pour "faire réussir Emmanuel Macron".

"Comme j'invite d'ailleurs tous les députés sortants, les progressistes, ceux qui ont appelé à voter Emmanuel Macron avant le premier tour, ceux qui souhaitaient sa victoire, moi je serai candidat de la majorité présidentielle, et souhaite m'inscrire dans ce mouvement qui est le sien, la République en marche", a-t-il déclaré sur RTL.

"Ce Parti socialiste est mort, il est derrière nous, pas son histoire et ses valeurs, mais il doit se dépasser", a affirmé M. Valls, souhaitant que le parti soit "beaucoup plus clair" vis-à-vis du président élu Emmanuel Macron.

"C'est pas en quelques jours que le Parti socialiste va traiter son bilan, son histoire, et voir la forme qu'il va prendre demain", a-t-il poursuivi. "Aujourd'hui l'essentiel c'est de donner une majorité large et cohérente, sans futurs frondeurs, si vous voyez ce que je veux dire, à Emmanuel Macron pour qu'il puisse gouverner".

"Et en plus Emmanuel Macron porte quelque chose qui paraît essentiel, c'est la recomposition politique", a-t-il encore dit. "Il faut aller jusqu'au bout de cette recomposition, ceux qui restent au milieu du gué seront emportés".

"Le Parti socialiste, c'est une histoire pour moi. J'y suis attaché. Mais ce parti est mort, pas son histoire et ses valeurs, mais il doit se dépasser", a dit Manuel Valls. "La république, ça me va bien, la république, c'est notre bien le plus précieux", a-t-il continué.

"Parce que je suis républicain, parce que je suis un homme de gauche, parce que je suis socialiste, je ne suis pas en embuscade", s'est défendu le candidat dans la première circonscription de l'Essonne.

Au même moment sur Europe 1, le porte-parole d'Emmanuel Macron, Benjamin Griveaux, a indiqué que Manuel Valls n'avait pour l'heure "pas été investi par la Commission nationale d'investiture". "Il aurait dû déposer sa candidature comme chacun, puisque la règle est la même pour tous", a ajouté le proche du nouveau président.

"Il lui reste 24 heures", a conclu Benjamin Griveaux. Les candidats de "La République en marche", la nouvelle étiquette du parti d'Emmanuel Macron, doivent être investis pour les législatives avant jeudi midi dans chacune des 577 circonscriptions.

Le Premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a souligné mardi qu'il était "impossible" à Manuel Valls d'avoir à la fois sa carte d'adhérent au PS et de briguer l'investiture En Marche! aux législatives comme l'ancien Premier ministre l'a annoncé dans la matinée.

"Ca c'est impossible", a répondu M. Cambadélis, interrogé à l'entrée du siège du PS à Paris, où se tient un Bureau national sous

haute tension dans la matinée.

"Il faut faire cela très gentiment et très calmement", a poursuivi le député de Paris.

Si ceux qui visent une double appartenance "veulent s'affirmer contre le gouvernement alors qu'il n'est pas encore constitué, qu'ils restent au Parti socialiste. S'ils veulent faire autre chose, qu'ils le disent, mais ça ne représente que 5% du Parti socialiste", a ajouté M. Cambadélis.

"Si certains veulent partir ou se singulariser qu'ils le fassent et nous laissent travailler", a-t-il insisté.

Mardi matin sur RTL, M. Valls a annoncé qu'il serait "candidat de la majorité présidentielle" aux élections législatives et qu'il souhaitait s'inscrire dans le mouvement de M. Macron, La République en marche. franceinfo et AFP 09.05

- Législatives : Manuel Valls est un homme "en fuite" qui inspire du "dégoût", lance un eurodéputé PS francetvinfo.fr

Premier lieutenant d'Hamon, l'eurodéputé Guillaume Balas demande à ce que «les choses» soient «clarifiées». Un temps annoncé à ce BN, Hamon n'est finalement pas venu. Ni Martine Aubry dont les proches se faufilent derrière Balas pour échapper aux caméras. «Benoît ne voulait pas se retrouver au milieu de ces chicayas. Ce n'est pas son sujet. Il prendra le temps d'une explication dans les 48 heures», promet l'un de ses proches, le conseiller régional d'Ile-de-France, Roberto Romero. Car au-delà du cas Valls, l'aile gauche du parti veut aussi empêcher le PS d'avoir, dans ces législatives, une ligne de «soutien» aux prochains gouvernements Macron.

Le député européen socialiste Guillaume Balas, a réagi, mardi 9 mai sur franceinfo, à l'annonce de Manuel Valls de sa volonté d'être candidat de la majorité présidentielle aux législatives. Ce proche de Benoît Hamon qualifié l'attitude de l'ex-Premier ministre de "fuite d'un homme", qui inspire du "dégoût". Le "Parti socialiste doit affirmer de manière claire son ancrage à gauche" et ne pas "devenir la cinquième roue du carrosse d'une majorité macroniste qui, en fait, n'aura pas besoin de lui", a estimé Guillaume Balas. Guillaume Balas : Plus rien ne m'étonne de Manuel Valls. Il inspire toujours plus de dégoût sur le fait de ne jamais respecter aucun cadre collectif. Il n'avait pas respecté celui de la primaire. Il ne respecte pas aujourd'hui celui des délibérations du Parti socialiste. C'est la fuite d'un homme.

Mais le flou vient de votre direction, la plateforme législative proposée par la direction du PS met l'accent sur les convergences avec Emmanuel Macron et laisse tomber le programme de Benoît Hamon.

La direction du PS, ce n'est pas le PS. Ce matin [mardi], nous allons beaucoup dire que ce texte ne convient pas car l'orientation politique qu'il y a derrière n'est pas celle qui constitue le Parti socialiste et son histoire. Il est impossible aujourd'hui d'y adhérer. J'espère que la direction entendra raison. C'est sa responsabilité. Autrement, elle prend le risque d'un parti désuni au moment des législatives. Ce n'est pas nous qui déstabilisons les électeurs de gauche. Ce qu'ils attendent, c'est un parti de gauche qui a des propositions de gauche. Responsable et réformiste, mais de gauche. Tout le monde dit que le Parti socialiste doit se dépasser, mais pour faire quoi ? Que la social-démocratie soit très malade, c'est certain. C'est pour cette raison que Benoît Hamon a proposé une voie qui est celle d'un dépassement du Parti socialiste français par la création d'un espace politique nouveau et qui associe notamment l'écologie et la démocratie. Cela veut dire qu'il y a un espace politique entre la radicalité de Jean-Luc Mélenchon et la trahison pour aller vers Emmanuel Macron, pour une gauche moderne, responsable, qui veut transformer tout en gouvernant. Cette gauche est à construire aujourd'hui. francetvinfo.fr 09.05

- Bachelay juge que Valls "s'en va pour des raisons de carrière et d'opportunisme" - AFP

Le député PS Alexis Bachelay a affirmé mardi que Manuel Valls, qui a annoncé son souhait de se présenter sous la bannière du mouvement d'Emmanuel Macron pour les législatives, s'en allait "pour des raisons de carrière et d'opportunisme".

"Manuel Valls s'en va pour des raisons de carrière et d'opportunisme", a affirmé M. Bachelay, soutien de Benoît Hamon, sur BFMTV, estimant que "tant que le PS était au sommet et lui a permis d'avoir des mandats et d'accéder à de hautes responsabilité", l'ancien Premier ministre gardait sa place au sein du parti.

"Maintenant que nous connaissons des difficultés (...), il quitte le navire, c'est triste et pathétique", a déploré le député des Hauts-de-Seine.

Des difficultés dont Manuel Valls est "responsable", selon M. Bachelay: "C'est lui qui a théorisé les gauches irréconciliables, c'est lui qui a recouru de façon abusive au 49.3 avec des mots durs, clivants". Mais "nous allons nous relever", affirme-t-il.

Alors que le Parti socialiste se réunit en Bureau national mardi, M. Bachelay a affirmé que M. Valls ne venait "plus depuis plusieurs mois et comme il a appelé à la mort du PS, je ne crois pas qu'il ait envie d'observer un cadavre".

"Je pense qu'il ne remettra plus les pieds à Solférino", a-t-il ajouté

Mais les charges viendront aussi d'ex-soutiens de Manuel Valls. Si Jean-Marie Le Guen, sans arrêter sa marche, lance un sonore «bien sûr qu'il est socialiste !», la secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées, Pascale Boistard, pourtant présente aux derniers déjeuners organisés par l'ancien Premier ministre, cartonne : «Ce n'est pas parce que les moments sont difficiles qu'on doit tourner le dos à sa famille politique […] Je suis très déçue.» Le sénateur Luc Carvounas, vallsiste historique, prend clairement ses distances avec son mentor. Le maire de Dijon, François Rebsamen esquive : «Le PS ne tourne pas autour des états d'âme de Manuel Valls. Je ne fais pas d'exclusion.» Autre membre du gouvernement, André Vallini (Relations avec le Parlement) se plante devant la nuée de micros : «C'est un peu précipité. Il faut garder son sang-froid», dit-il avant d'appeler «les socialistes […] à contribuer à la réussite du quinquennat d'Emmanuel Macron».

Patron des socialistes à l'Assemblée, le député de Seine-et-Marne Olivier Faure est sur la même ligne de «réussite du quinquennat». Mais s'il commence par expliquer que l'annonce matinale de Valls est un «non-événement», il finit son propos avec virulence : «Les vrais amis, ce ne sont pas ceux qui, lorsqu'on est dans la tourmente, s'en vont ramper devant le nouveau pouvoir.» Très proche d'Hamon, le député de Paris Pascal Cherki, observe le ballet des caméras sur le trottoir. Il fait simplement référence à une phrase prononcée par Emmanuel Macron sur Manuel Valls dans un des documentaires sur sa campagne diffusé la veille à la télévision : «Il disait que c'était le "traître absolu"… C'est violent quand même…» Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, prend ensuite la marée médiatique. Profitant de la situation, sa collègue de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem, longe les grilles de Solférino pour s'engouffrer dans la cour sans un mot. Aux abris. AFP 09.05

- Législatives: pas besoin d'une "plateforme" PS selon Didier Guillaume, proche de Valls AFP

Didier Guillaume, président du groupe PS au Sénat et proche de Manuel Valls, a estimé mardi qu'une "plateforme socialiste" n'était pas nécessaire pour les élections législatives de juin, au vu des divisions du parti et de son score à la présidentielle.

"Je ne pense pas qu'il faille une plateforme du Parti socialiste pour ces élections législatives, parce que le Parti socialiste est divisé, il y a des gens qui ne s'aiment pas à l'intérieur, qui ne pensent pas la même chose", a-t-il déclaré sur CNews.

"Le Parti socialiste est mort (...) quand on fait 5% ou 6% à l'élection présidentielle, le Parti socialiste, il y a eu un acte de décès", a-t-il continué, affirmant qu'il y avait aujourd'hui "trois lignes qui s'affrontent" au sein du PS, et dénonçant les menaces de "purges" et les cyniques qui veulent "dégager Cambadélis".

"Des partis qui n'ont pas été au second tour de l'élection présidentielle voudraient exclure des anciens ministres, des anciens Premiers ministres? Ca n'a aucun sens", a-t-il affirmé, mentionnant également les menaces d'expulsion du côté du parti Les Républicains.

Il a estimé que l'ancien Premier ministre Manuel Valls avait "pris ses responsabilités" en déclarant mardi qu'il serait candidat de la majorité du président élu.

Il a lui aussi encouragé ceux qui ont soutenu Emmanuel Macron au sein du PS à "s'inscrire dans la majorité présidentielle, c'est absolument indispensable pour travailler pour le pays".

"Un nouveau monde politique est en train de s'écrire devant nous, et il faut en être soit des acteurs soit des spectateurs", a-t-il aussi dit.

Il ajouté que le ralliement à la majorité présidentielle du mouvement La République en marche se ferait "sans condition".

"Il n'y a pas à négocier (...) il s'agit de savoir si oui ou non, (...) nous sommes favorables au programme présidentiel d'Emmanuel Macron", a-t-il dit. AFP 09.05

- Le PS présentera des candidats dans plus de 400 circonscriptions - Reuters

Le Parti socialiste présentera des candidats aux élections législatives dans plus de 400 circonscriptions, a annoncé son premier secrétaire mardi, au surlendemain de l'élection d'Emmanuel Macron qui bouleverse le paysage politique français.

Jean-Christophe Cambadélis a ajouté que le PS était prêt à discuter d'une candidature commune avec La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et la République en marche, le mouvement du président élu, dans les circonscriptions où le Front national a fait plus de 60% au second tour de l'élection présidentielle.

"C'est une belle journée pour les socialistes (...) nous avons réussi à trouver un chemin commun, même s'il y a toujours

des interrogations", a-t-il dit lors d'une conférence de presse après une réunion des candidats socialistes et l'adoption d'une plate-forme programmatique pour les scrutins des 11 et 18 juin.

Les circonscriptions dans lesquelles le PS ne présentera pas de candidat sont celles réservées à ses alliés, notamment le Parti radical de gauche et les écologistes, et celles où un accord est envisagé pour une candidature commune face au FN.

Interrogé sur le cas Manuel Valls, qui souhaite être candidat de la majorité présidentielle, Jean-Christophe Cambadélis a précisé que si l'ancien Premier ministre socialiste obtenait l'investiture du mouvement d'Emmanuel Macron, le PS présenterait un candidat face à lui.

Les investitures de la République en marche seront annoncées jeudi. "Nous verrons ce qui est proposé et nous en tirerons les conséquences", a dit Jean-Christophe Cambadélis.

Cette position est également valable pour la "poignée" de socialistes tentés de rejoindre La France insoumise, a-t-il détaillé. "Ça ne dépasse pas, dans les deux cas, 10 personnes."

Arrivé cinquième du premier tour de la présidentielle, avec 6,3%, Benoît Hamon n'a pas exclu de présenter ses propres propositions en parallèle à celles arrêtées mardi par le bureau national du PS, a fait savoir l'entourage de l'ancien candidat.

"Si c'était une volonté de différenciation dans la campagne des législatives, ça poserait un problème", a dit Jean-Christophe Cambadélis. "Nous nous sommes mis d'accord, il faut respecter cet accord."

"Benoît Hamon voulait être plus précis sur un certain nombre de choses, c'est évident. Il voulait que les marqueurs de sa campagne présidentielle soient très présents dans la plate-forme", a poursuivi le premier secrétaire.

Mais, a-t-il ajouté, "on ne pouvait pas remettre tous les marqueurs parce que sinon ça voulait dire : 'écoutez, vous avez tranché à la présidentielle, aux législatives c'est la même chose'. Non, il faut être plus large".

Estimant que "rien n'est fait", le patron du PS a refusé de répondre à ceux qui prédisent une lourde défaite en juin, réduisant les députés socialistes à quelques dizaines, contre 288 aujourd'hui.

Quant à la position générale des socialistes vis-à-vis du vainqueur de la présidentielle, "nous ne voulons pas l'échec d'Emmanuel Macron parce que nous ne voulons pas l'échec de la France", a dit Jean-Christophe Cambadélis. Reuters10.05

La stratégie inavouable et fatale partagée par tous ceux qui ont bouffé au râtelier du PS pendant plus d'un demi-siècle.

Partant du principe que Macron n'aura pas de majorité tout seul, ils rêvent d'un groupe PS charnière qui empêcherait le président élu d'avoir la main trop lourde sur les réformes libérales. «On est réalistes, le but est de sauver les meubles», souligne la porte-parole du parti, Corinne Narassiguin Francetv info 09.05

"Les socialistes sont écartelés entre trois lignes. Tout d'abord la ligne officielle du parti, Jean-Christophe Cambadélis qui doit mener la campagne des législatives prône le ni-ni, ni dans l'opposition ni dans la majorité. Ensuite, il y a la ligne Benoît Hamon. L'aile gauche du parti qui souhaite être une véritable force d'opposition. Enfin, il y a la liste des réformistes de Manuel Valls qui souhaite un rassemblement avec la majorité présidentielle", indique Béatrice Gelot. Francetv info 08.05

En complément

- Cazeneuve exhorte le PS à faire réussir Macron - Reuters

- Boutih (PS) a sollicité l'investiture En Marche!, Savary (PS) aimerait le faire - AFP

LFI : Pas d'accord avec le PCF.

- La France insoumise annonce qu'il n'y aura pas d'accord avec le PCF - AFP

La France insoumise a annoncé mardi qu'il n'y aurait pas d'accord pour les élections législatives de juin avec le PCF, lui en renvoyant la responsabilité de cet échec, dans un communiqué.

"Tous nos candidats porteront le programme "L'avenir en commun" en invitant les 7 millions d'électeurs qui l'ont soutenu à

l'élection présidentielle à reproduire leur vote pour une majorité nouvelle à l'Assemblée nationale", indique Manuel Bompard, directeur des campagnes du mouvement de Jean-Luc Mélenchon, se disant "excédé par des combinaisons sans principe" proposées par les communistes.

Le numéro un du PCF "Pierre Laurent a décidé de rompre les discussions", aux yeux de M. Bompard, qui en "prend acte" et le "déplore".

Un peu plus tôt, alors qu'une entente paraissait déjà compromise, le secrétaire national du Parti communiste Pierre Laurent avait renouvelé avec "un peu de colère" son appel à un accord avec La France insoumise (LFI), prévenant qu'il ne restait que "quelques heures" pour une telle entente.

Parmi les raisons du blocage, ce sénateur de Paris avait évoqué des discussions "très étriquées", ne concernant que des "retraits réciproques de candidatures portant sur moins de 15 circonscriptions pour chaque formation sur les 577" existantes.

"Tour à tour, la direction du PCF a rejeté tout accord national, puis a demandé 50% des circonscriptions (ainsi que le renouvellement de ses députés sortants), puis un échange de 20 circonscriptions, puis de 13, puis a rompu. Dans le même temps, elle a conclu des accords départementaux avec le PS et EELV comme dans la Somme et le Jura", accuse Manuel Bompard, qui se dit "excédé par des combinaisons sans principe, illisibles pour nous qui voulons faire naître une nouvelle majorité".

Dès dimanche soir, Jean-Luc Mélenchon avait lancé un appel aux électeurs de La France insoumise à se "fédérer" pour les législatives afin de s'opposer à Emmanuel Macron, "nouveau monarque présidentiel".

Son directeur des campagnes vante "la grande diversité" des candidats LFI déjà investis (17 issus du PCF, 6 d'EELV notamment), synonyme d'un "large rassemblement".

Il n'y a pas non plus eu d'accord avec Europe Ecologie-Les Verts malgré un appel au rassemblement des écologistes.

Les discussions entre les communistes et l'équipe Mélenchon sur un éventuel accord pour les législatives coincent sur plusieurs points depuis leur reprise après le premier tour de la présidentielle, où le candidat LFI, soutenu par le PCF, est arrivé quatrième avec 19,58% des voix.

La question de l'utilisation de l'image de Jean-Luc Mélenchon par le PCF a aussi envenimé les relations, avec début mai des menaces de "poursuites judiciaires" émanant de la France insoumise. "Dans les circonscriptions où Jean-Luc Mélenchon ne souhaite pas l'utilisation de son image, nous respecterons ce droit", a assuré M. Laurent mardi.

Faute d'accord national, le numéro un du PCF a indiqué que les communistes mèneraient la campagne "avec la main tendue" et feraient des "offres" à leurs partenaires localement. Cette campagne des communistes sera lancée jeudi lors d'un meeting au gymnase Japy dans le XIe arrondissement de Paris. AFP 10.05

Le capitalisme sans masque

- Plus d'homicides au Mexique que dans des pays en guerre - Reuters

Le Mexique est des pays considérés en conflit le deuxième au monde en termes d'homicides et n'est devancé que par la Syrie, selon un rapport publié mardi. En 2016, près de 23.000 homicides ont été recensés au Mexique, contre 60.000 en Syrie, 17.000 en Irak et 16.000 en Afghanistan.

- Le gouverneur de Jakarta en prison pour «blasphème» - Liberation.fr

C’est un coup de poignard dans le rêve d’une Indonésie tolérante et multiconfessionnelle. Ahok, gouverneur de Jakarta, a été condamné mardi à deux ans de prison pour «blasphème contre l’islam» et emprisonné.Actualités

- Yémen: le choléra fait au moins 34 morts - AFP

Au moins 34 personnes sont mortes du choléra et 2.022 cas suspects ont été recensés en une période de seulement 11 jours au Yémen...

- Chips : la pénurie qui inquiète les Japonais - Franceinfo

Le Japon est en pénurie de chips. C'est une catastrophe dans le pays puisque les Japonais sont accros aux chips. Cette année, il

n'y a pas assez de pommes de terre. Les rares paquets se vendent aux enchères.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Trump limoge le patron du FBI, Washington sous le choc - AFP

Le président des Etats-Unis Donald Trump a limogé mardi le patron du FBI James Comey, provoquant une onde de choc à Washington où des élus ont évoqué le spectre du Watergate.

Dans un courrier à James Comey publié par l'exécutif, Donald Trump lui signifie qu'il met fin à ses fonctions "avec effet immédiat".

"Si j'ai apprécié que vous m'ayez informé, en trois occasions distinctes, du fait que je ne faisais pas l'objet d'une enquête, je suis cependant d'accord avec l'analyse du ministère de la Justice selon laquelle vous n'êtes pas capable de diriger de manière efficace le Bureau", ajoute-t-il. AFP 10.05

1.2- Trump révèle qui pourrait être derrière les fuites des données secrètes dans les médias - sputniknews.com

Le Président américain est d'avis que Sally Yates, ancienne procureure générale des États-Unis, pourrait être liée aux fuites des informations confidentielles dans les médias.

Évoquant les fuites des données dans l'espace médiatique, un cas fréquent ces derniers temps, le Président américain Donald Trump a mentionné la personnalité de l'ex-procureure générale des États-Unis Sally Yates, estimant qu'elle pourrait être impliquée dans les fuites des données confidentielles.

« Demandez à Sally Yates sous serment si elle sait comment les informations classifiées ont pénétré dans les journaux peu après qu'elle les ait présentées devant le conseil de la Maison-Blanche », a-t-il écrit sur son compte Twitter.

Le dirigeant américain a démis Mme Yates, désignée par l'administration de Barack Obama, de ses fonctions de procureure générale après son refus d'exécuter le décret sur l'immigration. Cette dernière était à la tête du département de la Justice des États-Unis après l'investiture de Donald Trump et était entre autres chargée du travail des services de renseignement. sputniknews.com 09.05

Corée du Sud

- Corée du Sud: le favori Moon remporte largement la présentielle - AFP

Moon Jae-In, ancien avocat spécialisé dans la défense des droits de l'Homme, a confortablement remporté mardi l'élection présidentielle en Corée du Sud, selon un sondage sortie des urnes.

M. Moon, grand favori des sondages et candidat du Parti démocratique de centre-gauche, a recueilli 41,4 % des voix, selon ce sondage réalisé par trois chaînes de télévision. Le conservateur Hong Joon-Pyo était loin derrière avec 23,3 % du vote, suivi du centriste Ahn Cheol-Soo avec 21,8%. AFP 09.05

Haut de page

Le 13 mai 2017

CAUSERIE

Le portail ne sera pas actualisé les jours prochains, en principe, j'ajouterai quelques articles quand j'aurai le temps. Etant donné

la tournure des évènements je pense que ce portail n'a plus aucune utilité. Je vais peut-être me reposer enfin ou profiter de ma retraite, après il sera trop tard ! J'aurais encore voulu servir notre cause, mais comme tous les partis s'acharnent à faire en sorte qu'elle soit perdue d'avance, je m'interroge, se sacrifier ne servirait à rien...

Quand la liberté de bombarder un pays pour imposer un changement de régime, inspire forcément le respect !

- (l'ex-secrétaire d'État US) Mme Rice a appelé à ne « jamais se mêler aux voix condescendantes qui prétendent que certaines personnes en Afrique ou au Proche-Orient ne sont tout simplement pas intéressées par la liberté, qu'elles ne sont tout simplement pas prêtes pour la liberté ou qu'elles ne sont pas prêtes pour les responsabilités de la liberté ». sputniknews.com 12.05

Quand la liberté de bombarder un pays pour imposer un changement de régime, inspire forcément le respect !En réalité, il ne suffit pas d'être intéressé par la liberté, et il est faux de prétendre que les peuples y soient spontanément préparés, pour pouvoir réellement en profiter. Je caricature parce que je n'ai pas le temps de me livrer à une longue démonstration.

Prenez un arborigène illettré qui n'est jamais sorti de sa forêt et donnez-lui un réfrigérateur. Sa durée de vie n'exèdera pas quelques semaines dans le meilleur des cas, parce qu'il en aura fait un usage disons hors normes ou n'aura pas respecté certaines précautions, par exemple, fermer la porte, s'il ne s'est pas électrocuté avant !

La liberté, cela ne se vend pas, ne s'achète pas, ne descend pas du ciel ou ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval, cela se conquiert pas à pas... Seuls des inconscients ou des manipulateurs peuvent prétendre le contraire pour en faire un usage exclusif ou abusif au détriment des peuples, tout en affichant une bonne conscience comparable à celle de Mme Rice.

De nos jours il est de bon ton de donner la liberté à n'importe qui sans se soucier du cadre dans lequel elle va s'exercer ni des conséquences qui peuvent en découler. Un gosse exige sa liberté, lui refuser et on va vous traiter de parent tyrannique, par exemple, alors que vous souhaitiez uniquement le protéger contre l'usage dangereux ou les abus qu'il aurait pu en faire...

On ne va épiloguer sur cette question, il me vient un truc à l'esprit que m'avait raconté un médecin indien qui ne voulait plus soigner certaines personnes parmi les plus misérables. Parce qu'au lieu de s'en tenir à ses prescriptions, elles avalaient des tubes entiers de comprimés, et se retrouvant à l'article de la mort elles avaient porté plainte à la police pour tentative d'empoisonnement. Les policiers leur donnèrent raison et notre médecin fut obligé de leur verser une forte somme d'argent pour ne pas se retrouver en prison, alors qu'il avait soigné ces gens gratuitement par pitié pour leur misérable condition. Le brave homme avait cru bien faire, mal lui en avait pris et il jura qu'on ne l'y prendrait plus.

Vous l'avez cru Condoleezza Rice ?

Condoleezza Rice nomme le véritable but poursuivi par les USA lors de l'invasion de l'Irak - sputniknews.com

En 2003, après la chute du régime de Saddam Hussein, Condoleezza Rice, l'ex-secrétaire d'État US, parlait d'«un Irak démocratique» et de «l'autonomie gouvernementale irakienne». En 2017, ses propos sont différents: «Les USA ont envahi l'Irak pour renverser Saddam Hussein, pas pour apporter la démocratie». Mais quel était le vrai but des USA?

Condoleezza Rice, la conseillère à la sécurité nationale des États-Unis sous la présidence de George W. Bush, a déclaré jeudi dans une interview lors d'une réunion au sein de la Brookings Institutions que le but poursuivi par les États-Unis lors de l'invasion de l'Irak en 2003 était le renversement du président Saddam Hussein et non l'établissement de la démocratie dans ce pays du Proche-Orient.

« Nous ne sommes pas allés en Irak afin d'apporter la démocratie, nous sommes allés en Irak pour renverser Saddam Hussein… C'était un problème de sécurité », a déclaré Mme Rice, qui a également occupé le poste de secrétaire d'État américain de 2005 à 2009.

Condoleezza Rice, conseillère à la sécurité nationale sous la présidence du Président George W. Bush à l'époque, a nié que les États-Unis aient été déterminés à utiliser leur force militaire afin d'imposer la démocratie en Irak en 2003 ou en Afghanistan lorsqu'ils occupaient ce pays en 2001.

« Je n'aurais jamais dit au président Bush d'utiliser la force militaire pour apporter la démocratie en Irak et en Afghanistan », a-t-elle déclaré. sputniknews.com 12.05

La vraie nature du blog Les-crises.fr ou pour qui roule-t-il ?

- Le capitalisme n'est pas réformable – Entretien avec Alain Accardo 13.05.2017

Tous les commentaires qui figuraient à la suite de cet entretien étaient favorables au capitalisme, ce qui n'a rien d'étonnant.

A la suite d'un autre article publié par ce blog, j'ai relevé le commentaire suivant révélateur :

"*Après, on peut voir des complots partout évidemment mais OB s'acharne à démontrer que c'est faux.*", OB, c'est Ollivier Berruyer le propriétaire et animateur de ce blog.

Car voyez-vous les représentants de l'oligarchie ne comploteraient pas, pas davantage les institutions qu'elle contrôle, des médias au Pentagone ou la CIA en passant par l'OTAN ou la Commission européenne, non, car ces gens ne sont pas animés d'intentions inavouables ou criminelles envers les peuples, alors pourquoi devraient-ils leur cacher quoi que ce soit, franchement c'est ridicule. Vraiment ?

Réponses de quelques internautes à monsieur Berruyer, porte-parole de ces graves gens qui détiennent le pouvoir.

1- "La presse n'est qu'un des pions contrôlée par l'oligarchie qui concourent à soutenir un parti. En parallèle cette tentative de créer un parti hégémonique rassemblant toutes les sensibilités destiné à terme à devenir un parti unique est le signe des régimes autoritaires. Les citoyens sentant consciemment ou inconsciemment le piège sauront-ils résister ?

L'application strictes des règles émanant du siège de Bruxelles doit se doter d'un outil politique adapté, réduire, museler le plus possible le débat interne à chaque pays et particulièrement en France poids lourd de l'Union.

La presse se doit d'être un allié. Dans les pays dits démocratiques on ne supprime pas les partis brutalement, on construit pierre par pierre un parti unique en pratiquant l'imposture qui consiste à faire croire que ceci relève de la volonté des citoyens."

2- Qu'il n'y ait aucun complot dans la presque unanimité médiatique me semble vrai. Mais si le consensus éditorial par osmose est un fait, le pilonnage journalistique en faveur d'un candidat reflète plus que l'entre soi du recrutement des commentateurs, une uniformisation non de la pensée, mais de ce qui est convenable de dire, parce que moderne, d'avenir, de porteur, de désirable. La marche inexorable de l'Histoire ainsi appréciée doit d'être illustrée, expliquée, servie et toute alternative ne peut-être que rétrograde, ringarde, dangereuse, en un mot populiste.

La maitrise des clichés, des images, des associations pour enjoliver ou démolir a pu atteindre dans cette campagne électorale une perfection consommée.

Le danger vient d'une convergence entre le monde du divertissement de masse célébrant le sourire même dans l'échec, le jeunisme, la beauté au détriment de l'intelligence, bref le voyeurisme des jeux du cirque et la politique qui engage un avenir, détermine une orientation et applique une volonté. L'amalgame entre ces deux mondes entraine une confusion uniformisant leur approche, confondant le ludique et la réalité.

Combien de femmes ou d'hommes politiques en couple avec des journalistes ? De politiques redevables aux grands patrons ? D'éditorialistes refusant de recevoir à leur micro tel ou tel au prétexte que leur égo souffrirait, dans le ridicule de leur insignifiance et leur inutilité, de ne pas avoir l'impression de choisir leur invité ?

Si la manipulation est involontaire et consensuelle elle n'en demeure pas moins une manipulation.

3- "L'affaire Fillon est sortie pendant la campagne présidentielle…

Hamon c'est trouvé désigné à l'insu de son plein gré…

La loi électorale sur les temps d'antenne des candidats a été baffouée…

Citez moi une seule personnalité, autre qu'Emmanuel Macron, qui ait fait l'objet d'une campagne médiatique massive pendant près de deux ans sans avoir jamais été élu et sans avoir fait la moindre campagne politique personnelle ?

Tout ceci relève donc du hasard et de l'action de journalistes qui, à l'insu de leur plein gré, ne sont ni des marionnettes, ni des …

Faudrait quand même pas prendre les enfants du bon dieu pour des canards sauvages." 4- "cet article tente-il de disculper les journalistes de leur immense responsabilité dans l'effondrement de la démocratie ?

Il suffit de relire la Charte des journaliste pour mesurer à quel point cette profession trahit, non seulement cette charte mais aussi et surtout l'opinion

A partir du moment où l'information sur les FAITS n'est pas garantie
A partir du moment où tous les journalistes disent la même chose
A partir du moment où les journalistes ne respectent aucun principe de neutralité
A partir du moment où les journalistes ne s'imposent pas le principe démocratique du pluralisme

Il n'y a plus de démocratie !

Les médias avec leurs journalistes sont en mission pour un projet qui n'a jamais été soumis à l'approbation du peuple

Médias et journalistes ne sont plus que des agents de propagande"

En complément quelques commentaires d'internautes sur des sujets divers.

1- La puissance du capitalisme est résumé par cette phrase de Slavoj Žižek : "Aujourd'hui il est plus facile d'imaginer la fin du monde que d'imaginer la fin du capitalisme"

Telle une religion, c'est devenu un dogme.

2- ...loin d'être là "à la bonne place au bon moment" par un heureux hasard, le candidat Macron a été construit de manière volontaire et réfléchie. Et par conséquent que la liquidation de Valls et Fillon n'a pas été non plus un heureux hasard pour ce dernier, mais une étape nécessaire dans la poursuite de son accès à la présidence.

3- Il y a même une presse qui affirme que le PS est de gauche et que la CFDT défend les gens qui travaillent. Quand un membre du PS est qualifié de gauche radical, ça laisse songeur…

4- Au risque de donner l'impression de vouloir faire dans la surenchère : le PS (ou ses ancêtres) était-il de gauche sous Guy Mollet ? avec A. Millerand ? à l'époque du Cartel des Gauches ? les socialistes étaient-ils où que ce soit pendant la Résistance ou en Mai 68 ? étaient-ils de gauche au moment de voter les crédits de guerre en 1914, c'est-à-dire d'abandonner conjointement la défense de la classe ouvrière, le pacifisme, la grève révolutionnaire, l'internationalisme, l'antimilitarisme, au profit de la défense de la bourgeoisie, du bellicisme, de la guerre impérialiste, du nationalisme et du militarisme ?

Il me paraît plus juste historiquement de dire que le PS/SFIO a été de gauche jusqu'en 1914 de façon à peu près constante, et qu'il ne l'a plus été qu'épisodiquement ensuite (le Front Populaire ; 1981-1982) – en tout cas à titre de collectif et sans juger des individus.

5- Comme tout salarié qui se respecte, un journaliste ne va surtout pas aller froisser son employeur en sortant un "article" (je ne dis pas enquête, c'est trop fatiguant) qui déplairait au Monarque et qui de toutes façons serait censuré.

De plus, le recrutement, comme partout, permet de s'attacher des "collaborateurs" bien "compréhensifs de l'intérêt de l'entreprise" et ils ne vont surtout pas embaucher un "fouteur de merde" même s'il est génial.

Comme dans toutes les entreprises on ne recrute plus des employés pour leurs qualités professionnelles, leur créativité ou leur sens du "travail bien fait" mais pour leur faculté à courber l'échine devant leurs supérieurs et les approuver béatement.

Et la presse ne fait surtout pas exception.

6- Les faits reprochés à Fillon (sans doute véridiques sur le fond) sont restés "au chaud" pendant plusieurs années et sortis au moment opportun (après les primaires bien sûr et dans la dernière ligne droite). Qui peut croire au concours de circonstance en effet. On finit par se poser des questions. La dénonciation de la corruption par certains médias ne serait elle qu'un leurre, une fausse vertu pour organiser "des coups". Les tiroirs sont pleins d'enveloppes, il suffit d'en sortir quelques unes en temps utile.

7- J'ai, modestement, le fort sentiment que nous sommes arrivés à un moment où ce ne sont pas seulement les partis qui ont volé en éclats mais simplement notre liberté.

8- "N'importe quoi. Les média ne sont pas un contre pouvoir, ils sont le pouvoir n°1. Ce sont eux qui fabriquent les esprits, qui modèlent la population. L'objectif est de faire accepter à la population tout ce qui permettra d'assoir encore plus leur pouvoir. Adam Weishaupt dans Considérations sur le gouvernement mondiale secret et l'avenir (1791) l'explique très bien : pour prendre le contrôle d'un pays il faut prendre le controle de l'esprit des gens et donc en priorité infiltrer les organismes qui forment l'esprit

des gens. A l'époque il recommande d'infiltrer les universités.

Aujourd'hui on peut parler de toute l'éducation et des médias. Internet est en train d'être envahi. Vous verrez, à l'avenir, les sites des journaux qui n'acceptent aucun commentaire sans être enregistré seront magiquement plus ouverts… car protégés par des armées de trolls payés à faire le sale boulot. C'est déjà le cas mais ça se développe doucement."

9- Mais surtout, Macron a bénéficié de réseaux très puissants. D'abord la French American Foundation dont il fut un Young Leader en 2012, en même temps que le Premier ministre pressenti Édouard Philippe.

https://frenchamerican.org/youngleadersclasses

Quant à Édouard Philippe, voilà aussi un type qui sait travailler son entregent

http://www.bilderbergmeetings.org/participants.html

Comme l'écrivait Baltasar Gracian dans "l'Homme de Cour", ce chef-d'oeuvre, "Le plus court chemin pour devenir grand personnage est de savoir choisir son monde".

10- À New York, lors d'un banquet, le 25 septembre 1880, le célèbre journaliste John Swinton se fâche quand on propose de boire un toast à la liberté de la presse :

« Il n'existe pas, à ce jour, en Amérique, de presse libre et indépendante. Vous le savez aussi bien que moi. Pas un seul parmi vous n'ose écrire ses opinions honnêtes et vous savez très bien que si vous le faites, elles ne seront pas publiées. On me paye un salaire pour que je ne publie pas mes opinions et nous savons tous que si nous nous aventurions à le faire, nous nous retrouverions à la rue illico. Le travail du journaliste est la destruction de la vérité, le mensonge patent, la perversion des faits et la manipulation de l'opinion au service des Puissances de l'Argent.

Nous sommes les outils obéissants des Puissants et des Riches qui tirent les ficelles dans les coulisses. Nos talents, nos facultés et nos vies appartiennent à ces hommes. Nous sommes des prostituées de l'intellect. Tout cela, vous le savez aussi bien que moi ! »

(Cité dans : Labor's Untold Story, de Richard O. Boyer and Herbert M. Morais, NY, 1955/1979.)

A propos du produit Macron

Résumons très simplement quelle fut leur stratégie pour la présidentielle 2017.

- Mettre en avant Macron en le magnifiant

- Axer les coups contre Fillon pour qu'il ne figure pas au second tour

- Considérer comme acquis le ticket de Le Pen pour le second tour en l'épargnant jusqu'au second tour, plannifier une attaque armée spectaculaire à quelques jours du 1er tour qui lui profitera

- Faire bénéficier Mélenchon d'une généreuse couverture médiatique pour le faire monter face au PS, puis le diaboliser la dernière semaine pour l'empêcher de figurer au second tour

- Marginaliser Hamon et affaiblir, casser le PS, faire en sorte qu'il ne s'en remette pas au profit de En Marche !

- Accorder une large tribune aux candidats marginaux, histoire de limiter le nombre de voix se portant sur Fillon ou Mélenchon

- Orchestrer le duel Macron contre Le Pen sachant que Le Pen n'a aucune chance de l'emporter, mais en entretenant le doute pour que Macron enregistre le scrore le plus élevé au second tour et puisse ainsi revendiquer une légitimité incontestable pour appliquer au pas de charge son programme de démolition.

- L'opération a marché comme sur des roulettes, les uns et les autres ont parfaitement joué le jeu, hormis le fait que Macron n'a aucune légitimité !

L'omerta. Question taboue.

Question taboue : un élève de 15 ans a des rapports sexuels avec sa prof de 35 ans, les parents de cet élève l'apprennent et font un scandale, quelle sera la réaction du proviseur du lycée ? J'aurais pu prendre pour exemple votre fils et votre voisine ou une de vos connaissances qui avait à peu près le même âge que vous, sa mère. Comment, veuillez répéter j'ai mal entendu, vous porteriez plainte pour détournement de mineur ou abus sexuel sur un mineur, vous exigeriez que cette enseignante soit mutée et sanctionnée, c'est bien cela n'est-ce pas ?

Qu'un garçon de 15 ans ait des relations sexuelles avec une femme de l'âge de sa mère pourrait s'apparenter à une relation incestueuse. Sans porter de jugement sur ce genre de relation, il est étonnant que personne ne l'ait relevé concernant Macron

Sur quoi ils ont-ils bâti le vote Macron ?

Le HuffPost - Heureusement pour lui peut-être, un vote peut aussi se jouer au dernier moment. Vote utile en fonction des sondages, par conviction en fonction d'une situation particulière au moment du scrutin. Mais aussi les émotions ressenties, l'image donnée par un candidat, une phrase forte, sont autant de facteurs pouvant entraîner une adhésion de dernière minute à un candidat plutôt qu'à un autre. Le HuffPost.

Que risque-t-il ?

- "Les puissances d'argent ont réussi, via une intense propagande médiatique, à imposer leur candidat favori à la présidence de la République française. En donnant l'impression du neuf à de très vieux intérêts – les leurs –, elles ont accompli l'exploit de permettre la continuation de l'oeuvre d'un président à l'impopularité record. Le marketing et la « com' » fonctionnent, c'est indéniable, du moins dans une certaine mesure. Chapeau, bien joué.

Mais les dominants auraient tort de fanfaronner. Cette martingale n'est pas inépuisable. Et le peuple, particulièrement celui des classes populaires, ne souhaitait pas avoir un président au service des possédants, de l'oligarchie transnationale. Alors comment réagira-t-il à une politique farouchement pro-UE, pro-OTAN, pro-américaine et pro-mondialisation néolibérale ? Personne n'en sait rien pour l'instant mais gageons que les années à venir ne seront pas de tout repos pour le pouvoir." ruptures-presse.fr 05.05

Qui a dit ?

« J'ai fais beaucoup de couvertures parce que je fais vendre ! Comme une lessive, rien de plus, rien de moins. (...) Ma grande chance c'est que les gens ne lisent que très peu les medias. Il regardent les titres et les couvertures, les photos. »

Réponse : Macron. (Source : Envoyé Spécial" "En marche vers l'Élysée".)

Au passage, il s'est comparé à une lessive qui à au moins le mérite d'être utile comparativement à lui qui est uniquement nuisible. Il avoue aussi qu'ils s'est joués des ignares qui ne lisent pas mais se contentent des titres, des photos, des apparences en somme.

Voilà grâce à quoi ce parvenu est devenu président, autant dire que ce sale type doit finalement porter un jugement plutôt médiocre sur sa personne ou sait à quoi s'en tenir.

Le Pen et Macron, les deux faces d'une même médaille -

(Source : networkpointzero.wordpress.com)

Il est temps de mettre les pendules à l'heure et de rappeler, aux uns et autres, certaines vérités pour que cesse dans ce pays une imposture qui entache gravement le jeu démocratique.

Aussi est- il important de se remémorer la façon dont a été promu le Front National et comment il a été nourri par les prédécesseurs, puis par les laudateurs de Macron. Nous analyserons la façon dont le jeu démocratique est faussé dans le but exclusif de servir les dessins des puissants et des importants, ceux des libéraux qui nous gouvernent depuis plus de 30 ans.

Le Front National, la créature de Mitterrand.

Il y a certains événements que les responsables politiques n'aiment pas se remettre en mémoire et pour cause.

C'est François Mitterrand, alors président de la République socialiste, qui va ancrer le Front National dans le paysage politique français. C'est un fait historique. Pour quelle raison ? Par pure tactique politique et peut être aussi par porosité idéologique (mais ça c'est une autre histoire). Ainsi, dans le but exclusif d'installer définitivement cette organisation d'extrême droite dans le jeu politique afin diviser la droite républicaine, Mitterrand va s'attacher à promouvoir le FN et en faire un outil qui

servira aux socialistes pour se maintenir au pouvoir ou, à défaut, de s'assurer une alternance pour les décennies à venir. Nous en avons la preuve aujourd'hui.

Les faits.

Fondé en 1972, le Front national est pendant plus de dix ans quasi groupusculaire. Jean-Marie Le Pen obtient 0,75 % des voix aux élections présidentielles de 1974. Il ne parvient pas à recueillir 500 signatures pour se présenter en 1981, il obtiendra 0,2 % des voix aux élections législatives de juin de la même année et il ne fera pas mieux aux cantonales de mars 1982. Il n'a alors ni élus locaux, ni tribunes pour s'exprimer, ni relais d'opinion.

1981, Mitterrand vient d'être élu à la présidence de la République. Premier président socialiste de la Vème République, tacticien hors pair, manipulateur froid, cet homme s'est entouré de conseillers choisis et calibrés. Deux d'entre eux vont s'attacher à mettre en contact Jean-Marie Le Pen et Mitterrand : François de Groussouvre et Guy Penne.

Par l'intermédiaire d'un ami commun, François de Groussouvre demande à rencontrer Jean-Marie Le Pen. Il accepte. Cette rencontre ne doit rien au hasard et elle a été probablement commanditée par Mitterrand. Sans doute que ce dernier voulait en savoir un peu plus sur le personnage et son état d'esprit à l'égard de la droite républicaine. Bingo. Celui ci déclare que son pire ennemi est Giscard d'Estaing (sous entendu la droite républicaine). Mitterrand va s'en servir.

Mais c'est Guy Penne qui va l'inviter à l'Elysée. Ces deux là se tutoient. Ils se sont connus quand ils étaient étudiants. Une lettre va mettre définitivement en selle Le Pen.

En 1982, Mitterrand fait un discours à Orléans dans lequel il rappelle notamment son attachement « au pluralisme politique, vecteur de rassemblement du peuple français ».

Saisissant l'occasion, (ou a-t-il été conseillé par Grossouvre ?) Le Pen décide d'écrire à Mitterrand pour se plaindre de la place que lui font les media.

« Monsieur le président, écrit-il, notre mouvement vient de tenir à Paris son VIe congrès. Si vous ne disposiez, comme moyen d'information, que de la télévision d'État, vous n'en auriez rien su. En effet, cette situation faite aux formations politiques non représentées à l'Assemblée nationale, déjà très injuste avant vous, s'est encore aggravée » …

Le Pen apporte la lettre à Guy Penne dans les bureaux même de l'Élysée. Mitterrand lui répond en Juin 1982 :

« Il est regrettable que le congrès d'un parti soit ignoré par la Radio-Télévision. […] Elle ne saurait méconnaître l'obligation de pluralisme qui lui incombe […]. L'incident que vous signalez ne devrait donc plus se reproduire. Mais d'ores déjà, je demande à Monsieur le Ministre de la Communication d'appeler l'attention des responsables des sociétés Radio-Télévision sur le manquement dont vous m'avez saisi « .

Tout cela ne va pas sans heurts. Mais, comme d'habitude, les journalistes obéissent. S'en suit une série d'apparition et notamment une interview au journal de 20h. Très bon tribun, Le Pen fait le spectacle et donc de l'audience. Il ne quittera plus les plateaux de télévision et de radio.

Le Front National est propulsé.

C'est Pierre Bérégovoy, Premier Ministre de Mitterrand qui « lâchera le morceau ». Écoutez bien : « On a tout intérêt, dit il, à pousser le Front national, il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattable. C'est la chance historique des socialistes »

La proportionnelle aux législatives de 1986..

Mais cela ne suffit pas. Mitterrand enfonce le clou. Le tournant libéral prit par le gouvernement socialiste deux ans après son accession au pouvoir (la traitrise de l'électorat est une seconde nature dans ce milieu) va, petit à petit, grignoter son électorat.

En avril 1985, à la suite d'élections cantonales perdues, François Mitterrand instaure une proportionnelle « intégrale » en vue du scrutin législatif de 1986. Les responsables socialistes prédisent alors une défaite et la victoire de la droite. La proportionnelle, accompagnée d'une hausse du nombre de députés de 491 à 577, permet à la gauche d'espérer atténuer cette défaite annoncée, quitte à laisser entrer le Front national dans l'hémicycle. Plusieurs mois plus tard, Jean-Marie Le Pen et 34 députés d'extrême droite ont ainsi été élus.

Le Front National s'inscrit alors durablement dans le paysage politique français.

« Est-ce que le Front national est dangereux? Non. Il ne peut pas prétendre à autre chose qu'à un bavardage politique », explique le socialiste Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères de Mitterrand. C'est aussi l'avis de ce dernier quand il dit « C'est une force comme les autres. Il ne faut pas en avoir peur »

Bien entendu et logiquement, dès son arrivée à Matignon, après les législatives de 1986, Jacques Chirac (RPR) supprime la proportionnelle. Il s'enlève une épine du pied.

Écoutons ce que disait Bastien Leccia, ami intime de Mitterrand : « Sans Le Pen, les socialistes ne seraient pas resté au pouvoir pendant dix ans. Mitterrand est un fin tacticien, c'est un champion. C'est une règle, vous savez, diviser l'adversaire. Si vous êtes socialistes, vous ne pouvez qu'être d'accord »

Depuis, en analysant attentivement les résultats électoraux, il est incontestable, même si d'autres paramètres sont en jeu, que le Front national a progressé dans les élections lorsque les socialistes étaient au pouvoir et qu'il a plafonné et même régressé lorsque la droite républicaine était majoritaire.

On confisque la démocratie !

Comme le disait très justement Albin Wagener, maître de conférences en sciences du langage, doyen de la faculté des Humanités (UCO) d'Angers, contrairement à ce qui a été agité dans les médias, en écho au tonitruant traumatisme du 21 avril 2002, les scores du Front National ne sont pas inquiétants en eux-mêmes : finalement, la place de ce parti reste celle que l'on connaît, et sa vague tant espérée par ses dirigeants ne parvient qu'à se fracasser sur les rochers du front républicain. Non, le FN n'est pas la menace principale qui obscurcit l'horizon de notre pays, bien que les idées défendues par ce parti témoignent d'un amateurisme politique et économique désarmant, tout en étant doublées d'une profonde erreur d'analyse des rapports humains, basée sur la méfiance et la détestation.

« Cessons donc de ne voir que le FN, dit il, là où des éléments bien plus alarmants n'auraient pas ainsi dû échapper au traitement politique et médiatique de l'actualité. Ce qui est ici bien plus inquiétant, c'est la façon dont nos deux principaux partis LR et PS , ceux-là même qui façonnent et dévorent le jeu politique depuis au moins les débuts de la cinquième République, ont réussi à confisquer l'essence même de la démocratie, au nez et à la barbe de ceux qui s'en réclament. Pendant que les démocrates les plus virulents étaient occupés à se liguer contre le FN, symbole le plus saillant des risques liés aux dérives démocratiques, la droite républicaine et le PS s'alliaient pour étouffer littéralement tous les autres partis sous le poids de la responsabilité de la montée du FN ».

En gros : pour empêcher le FN de gagner, il suffisait de voter LR ou PS, donnant ainsi le baiser de la mort à tous les autres partis qui représentent une alternative sérieuse à la politique que la France expérimente depuis trente ans au moins. Ce faisant, en prétendant partir en croisade pour la démocratie et en agitant le chiffon rouge des dérives du FN, /Hollande, Fillon et Macron/ ont agi en anti-démocrates, non pas en se liguant contre le FN en tant que tel, mais en interdisant aux autres partis démocratiques d'exister dans le paysage politique.

Le soutien médiatique et politique indécent de Macron, le matraquage, parfois odieux, contre Jean Luc Mélenchon ou François Fillon et la quasi impunité du FN entretenu par les media durant la campagne du premier tour des présidentielles confortent cette analyse. Il fallait tout faire pour que Macron se retrouve au second tour face à Marine Le Pen. Ils ont réussi. Plus de 40% des électeurs de Macron ont voté, non par adhésion, mais pour faire barrage au FN. La peur a été bien entretenue.

Et maintenant, on en appelle au sursaut républicain.

Bien évidemment le Front National se sera servi du second tour pour asseoir son audience et cette audience servira à Macron pour les futures échéances électorales. Il suffira, pour lui, d'agiter à nouveau l'épouvantail Marine Le Pen et ainsi de suite. La mécanique est bien rodée et la politique libérale, européiste et atlantiste bien enclavée dans la politique française.

Macron et Le Pen sont bien les deux faces d'une même médaille.

Pour conclure…

Albin Wagener le souligne. « Nous nous retrouvons, nous citoyens, pris au piège d'un jeu de dupes. Dès que le Front National monte, alors même que l'on nous intime de défendre la démocratie, c'est la démocratie même qui en pâtit. Que le FN fasse un score élevé constitue peut-être une menace, mais la menace réelle est la façon dont la droite républicaine et le PS écrasent tous les autres parties pour conserver sans vergogne l'alpha et l'oméga du jeu politique ».

La France fait ainsi penser à un malade qui souffrirait d'un cancer du poumon, et qui se plaindrait de sa maladie tout en continuant de consommer deux paquets de cigarettes par jour.

Il faudra bien un jour y mettre un terme. Maintenant ? networkpointzero.wordpress.com

Réf. « la main droite de Dieu » Enquête sur François Mitterrand et l'Extrême Droite de 'Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez.

Quelques infos politiques

Le Parti socialiste menacé d'éclatement - Franceinfo

Du Parti socialiste émergent de nouveaux mouvements. - Franceinfo

Les maires socialistes de Paris et de Lille, Anne Hidalgo et Martine Aubry, l'ex-garde des Sceaux Christiane Taubira, des intellectuels et artistes, ont aussi lancé "Dès demain", un "mouvement d'innovation", tandis que Benoît Hamon veut fonder un mouvement de gauche transpartisan, mais sans quitter le PS et après les législatives

Le parti socialiste fait le ménage dans son programme, alors que les idées phares de Benoît Hamon, candidat PS lors de la présidentielle, sont passées à la trappe. Franceinfo 11.05

Les législatives continuent de secouer l'échiquier politique - AFP

Jean-Luc Mélenchon qui rompt avec les communistes et va se présenter à Marseille, En Marche! qui fait lanterner Manuel Valls, Marion Maréchal-Le Pen qui se retire "temporairement"... tout l'échiquier politique continuait d'être secoué mercredi pour les législatives des 11 et 18 juin.

Manuel Valls/Emmanuel Macron : "Ils se détestent cordialement" - Franceinfo

La candidature de Manuel Valls pour La Réublique En Marche aux législatives a été refusée par l'équipe d'Emmanuel Macron.

Comme l'explique Jean-Paul Delevoye, président de la commission nationale d'investiture de "La République En marche" : "Les règles s'appliquent à tous, y compris à Manuel Valls (...). Et nous voyons bien aujourd'hui qu'il n'est pas forcément opportun pour le mouvement En Marche! d'intégrer cette candidature, quel que soit le passé. Et en même temps, il faut analyser la parole d'un premier ministre", a-t-il déclaré. Menace d'exclusion du Parti socialiste

L'aventure avec En Marche! semble donc mal embarquée, et cette tentative de ralliement pourrait lui coûter cher. Manuel Valls est ce mercredi 10 mai au soir menacé d'exclusion par le Parti socialiste. "Il y a une procédure en cours, il est déféré devant la commission des conflits", a déclaré Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste sur Beur FM. L'ancien Premier ministre pourrait donc se retrouver sans parti. Franceinfo

Cazeneuve: impossible de partir aux législatives en se disant "dans l'opposition" - AFP

Le maire de Melun démissionne de LR pour briguer une investiture En Marche! - AFP

Et le matraquage continue.

Législatives : 428 candidats investis par La République en marche - Franceinfo

C'est un premier couac pour Emmanuel Macron dans la course aux législatives : cette liste de "marcheurs" ne plaît pas à François Bayrou qui s'en agace. Franceinfo

L'Instant politique - La liste des candidats de La République en Marche investis aux législatives dévoilée - Franceinfo

École : ce qu'Emmanuel Macron veut changer - Franceinfo

Emmanuel Macron : l'homme qui voulait changer la politique - Franceinfo

Emmanuel Macron : vers une présidence inspirée de celle de Barack Obama ? - Franceinfo

Macron sur plage : Tout est à vendre !

La Baule : Veolia privatise la plage et provoque la colère des habitants - Franceinfo

Législatives : la stratégie d'Emmanuel Macron pour attirer la droite - Franceinfo

Emmanuel Macron espère toujours des ralliements du côté des Républicains. Pour le moment, c'est le statu quo. Franceinfo

"En Marche !" : première journée de deux nouveaux candidats - Franceinfo

La République en marche : quelle stratégie avant la passation de pouvoir ? - Franceinfo

Macron explique aux enfants ce que signifie l'étoile sur le maillot de l'OM - Le Huffington Post

Quelques réflexions politiques

J'ai rédigé ces différents passage au cours des derniers jours, c'est décousu ou il y a des répétitions, je m'en excuse, je n'ai ni le temps ni le courage de mettre tout cela en ordre, je suis épuisé et il fait plus de 40°C. Si les lecteurs sont honnêtes, ils reconnaîtront volontiers que l'analyse que je leur ai fournie depuis des années sur les rapports entre les classes a été confirmée par l'évolution ou l'orientation de la situation politique.

Ils ont entendu comme moi, même mieux que moi puisque je n'ai pas mis les pieds en France depuis 15 ans (mai 2002), que cela allait péter, que la situation était insupportable, patati patata, et puis finalement elle n'a fait qu'empirer sans que rien ne se produise, pas d'explosition sociale, pas de soulèvement révolutionnaire, même pas un début de recomposition du mouvement ouvrier, absolument rien, le désert ou le néant politique dans notre camp. On est bien d'accord n'est-ce pas ?

Les uns et les autres ont passé leur temps à se justifier ou à nous expliquer qu'ils avaient toujours raison et ils n'en démordront pas quoi qu'il arrive, autant dire qu'hormis ralentir la marche inexorable à la barbarie à laquelle nous semblons condamnés, nos dirigeants sont des incapables ou des imposteurs.

Les masses ne sont pas prêtes à se soulever, elles sont sans direction, elles sont embourgeoisées ou corrompus et le mouvement ouvrier également. Nous avions cru qu'en s'adressant au meilleur de chacun on parviendrait peut-être à susciter une réaction des lecteurs ou militants, en vain, autant dire que pisser dans un violon aurait eu le même résultat, ce qui est révélateur à plus d'un titre de l'état d'esprit ambiant qui n'augure rien de bon pour la suite, c'est un euphémisme.

Et vous n'êtes pas au bout de vos peines. A la place de Macron je supprimerais le 13e mois et la 5e semaine de congés payés, le smic et les 35 heures ou ce qu'il en reste, j'accélèrerais la privatisation de la Sécu, c'est très facile à réaliser en transférant tout sur les mutuelles ou les assurances, je modifierais la Constitution de manière à éliminer tous les partis politiques hormis le sien et LR, cela aussi c'est très facile à réaliser, il suffit d'institutionnaliser les primaires et de décréter que seuls les candidats qui en seraient issus pourraient concourir à l'élection présidentielle, quant aux candidats des autres partis, ils devraient réunir autant de voix que celui des primaires ayant été retenu et qui aurait obtenu le moins de voix, soit aux alentours de 4 ou 5 millions pour écarter la plupart des candidats hormis peut-être le FN et celui du mouvement de Mélenchon s'il existait encore, en cas de besoin ils pourraient placer la barre encore plus haute pour qu'il ne reste plus que celui du FN il ne leur resterait plus qu'à régler le cas de l'Assemblée nationale, rien de plus facile en réhaussant le pourcentage requis pour figurer au second tour, entre 15 et 20% au lieu de 12% aujourdhui, et le tour serait joué made in USA, vous seriez ainsi spoliés de tous vos droits politiques.

J'y ai pensé et vous savez qu'ils osent tout, alors croyez-vous qu'ils n'auraient pas déjà échaffaudé ce genre de scénario ? C'est donc maintenant qu'il faut essayer de les stopper net, après il sera trop tard. Sinon pourquoi auraient-ils porté Macron à la présidence ? Terrible perspective, n'est-ce pas ? Vous n'y croyez pas, tant pis. Vos dirigeants ne sont que des bavards et pire encore qui ont toujours un train de retard, ils ne risquent pas de vous tenir ce discours, continuez de les écouter, mais ne dites pas après qu'on ne vous avait pas prévenu.

Premier passage.

Comment peut-on soutenir les candidats du mouvement de Mélenchon aux législatives sans cautionner son programme réformiste qui n'est qu'un couteau sans lame puisqu'il ne se destine pas à s'attaquer aux fondements du capitalisme ou de neutraliser l'oligarchie qui détient le pouvoir ?

Poser ainsi la question ne peut aboutir une fois de plus qu'à une polémique sans fin qui ne peut être que nuisible à notre cause. Chacun sait que les participants à ce mouvement ne partagent pas les mêmes positions, pour prendre un exemple très simple que tout le monde connaît, l'UE.

Il y en a qui souhaitent demeurer dans l'UE quoiqu'il arrive, d'autres à condition de renégocier les traités, et enfin il y en a

qui n'envisagent que la rupture avec l'UE. Si je ne dis pas de bêtise, la position officielle de LFI correspond au maintien dans l'UE en renégociant les traités. Ceux qui ne partagent cette option savent très bien que c'est la ligne officielle de la direction de LFI et qu'elle est majoritaire, ils n'en font donc pas un préalable à leur appartenance ou à leur soutien à ce mouvement, sans doute parce qu'ils estiment que globalement son programme est orienté dans la bonne direction ou comporte suffisamment d'aspects positifs et qu'il pourra évoluer dans une direction conforme à leur position une fois confronté à la réalité, hypothèse peu probable pour ne pas dire invraisemblable puisque Mélenchon n'entend pas aller à l'affrontement avec le régime ou avec l'UE.

On n'est donc pas en présence d'un processus idéologique figé tel que se le représente les adhérents ou les partisans de LFI et non sa direction qui a une position arrêtée et quasi définitive, c'est ce que nous retiendrons tout en maintenant nos désaccords sur la question de l'UE de la même manière que peuvent les exprimer les membres de LFI, ce qui est valable pour un grand nombre de sujets.

Jusqu'à un certain point on peut qualifier de démocratique le fonctionnement de ce mouvement, pas au-delà, car on sait pertinemment qu'il serait remis en cause si la majorité venait à adopter des positions en contradiction avec celles de sa direction qui refuserait de s'y plier.

Depuis le début on explique que ce mouvement a un rôle limité à jouer et qu'il n'est destiné qu'à accomplir certaines tâches, aussi serions-nous mal venus soudainement de ne plus en tenir compte sous je ne sais quel prétexte qu'un esprit malintentionné n'aura aucun mal à trouver tant nos désaccords avec Mélenchon sont profonds, irréconciliables, sinon nous n'avancerions pas la nécessité de construire le parti parallèlement, cela n'aurait aucun sens, aussi notre démarche est parfaitement cohérente et sérieuse, et on peut l'exposer aux militants et aux travailleurs sans passer pour des opportunistes ou des gens qui tiendraient un double langage, ce qui n'a jamais été notre cas.

Maintenant on ne pourra pas empêcher les critiques vénimeuses de ceux qui se prennent pour de grands révolutionnaires, et qui coupés des masses passent leur temps à refaire le monde dans leurs minuscules formations politiques, où ils ressassent entre eux des vérités qui jusque là n'ont jamais servi notre cause. Nous les partageons, mais ce qui nous distinguent de ces gauchistes ou de ces socialistes fossilisés, c'est que nous essayons de saisir l'occasion qui se présente à nous pour rendre dans l'avenir ces vérités accessibles au plus grand nombre, sachant que cela ne peut pas se réaliser d'un coup ou du jour au lendemain et qu'il faut en passer par un lent et long processus de maturation politique dont le rythme ou les délais, les étapes, nous sont imposés, et qu'il faut faire avec et l'accompagner au lieu de lui tourner le dos avec l'arrogance habituel du militant détenant la vérité révélée que personne d'emblée n'est prêt à partager, donc qui sert strictement à rien, en tout cas ni à élever le niveau de conscience politique des travailleurs, ni à favoriser leur organisation.

Si tous les travailleurs pourraient adhérer au programme de la révolution socialiste, force est de constater que seulement une infime minorité y est préparée ou serait en mesure de l'adopter... (Malheureusement j'ai perdu la suite que je n'avais pas sauvegardée et qui a été effacée lors d'une micro coupure ! Je crois que je l'ai traité dans un autre passage.)

Deuxième passage.

Ce que j'ai voulu dire dans mes deux précédentes causeries, c'est que quelques soient les calculs auxquels on se livre, ils sont parvenus à faire élire un parvenu sans expérience politique, jamais élu, sans parti, inconnu deux ans auparavant, qu'ils ont entièrement fabriqué pour la circonstance. Ils sont parvenus à leur fin. Est-ce que quelqu'un l'aurait déjà oublié ? Jamais !

Et alors ? Comment cela et alors, vous ne voyez pas que la situation est beaucoup plus préoccupante ou grave que l'élection de ce pantin, parce que les conditions qui ont permis son élection n'ont pas disparu le 7 mai, elles existent toujours et elles vont faire des ravages dans les années à venir s'il demeure au pouvoir.

Et alors ? Comment cela et alors, vous ne comprenez pas que s'ils sont parvenus à conditionner le peuple pour le faire élire, ils vont se servir des mêmes méthodes et instruments pour faire passer sa politique, et qu'il est donc impératif non seulement de combattre sa politique, mais aussi de s'attaquer aux moyens qu'ils emploient pour conditionner les masses.

De quelle faiblesse, de quelle inconscience a-t-il fallu faire preuve pour en arriver à se faire manipuler de cette manière là, la crainte de l'affrontement (de la violence) avec le régime, inconsciemment la plupart du temps, que l'on peut instrumentaliser facilement à l'aide de vieux fantasmes du passé ou enfouis dans le subconscient de la population de sorte qu'on peut l'orienter à sa guise dans une direction en vue d'aboutir à un effet ou un objectif à son insu, mieux, dont elle sera la principale victime.

Pourquoi s'emploient-ils à montrer sans cesse des scènes de violence à la population, pour la terroriser, lui inspirer la terreur, plus basiquement la peur, autour de laquelle viendra se greffer tout un comportement qui une fois banalisé servira à la justifier. On craint les Russes parce qu'on est parvenu à se convaincre qu'ils constituaient une menace pour la paix, la peur qu'ils vous inspirent a été mise en scène, théâtralisé, mise en image, décriten si bien qu'elle vous semble une réaction normale, alors qu'en réalité elle a été entièrement fabriquée, comme Macron et le duel avec Le Pen.

On dit que la haine serait mauvaise conseillère, tout dépend dans quelle direction on l'oriente. Et la peur peut vous sauver, comme

elle peut vous perdre. plus sûrement quand elle est le produit d'une machination. Cette machination comporte une faiblesse qu'il faut exploiter. C'est une construction, et comme toute construction elle peut être démontée pièce par pièce jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien ou plus deux pièces ne tiennent debout. C'est ce que certains ont commencé à faire et il faut continuer, car elle va continuer à produire ses effets nuisibles sur l'ensemble de la société.

Il faut donc sans cesse avoir à l'esprit de quoi Macron est le produit, pour que lorsqu'il avancera sa politique, immédiatement son origine saute aux yeux des gens, ainsi spontanément ensuite ses intentions inavouables leur paraîtront plausibles, évidentes et leur inspireront un profond rejet, dégoût, de la haine, car là ils comprendront comment il les a bernés ou il a tenté de les berner pour lui retirer toute confiance, tout soutien.

Si Macron a été désigné le candidat et le président des oligarques, des banquiers, des médias, des plus fortunés, des rentiers, des aristocrates, etc. c'est pour appliquer un programme conforme à leurs besoins et non à ceux du peuple travailleur que tous méprisent, haïssent, au point que Macron n'a pas pu se contenir et l'a manifesté à plusieurs reprises, car pour eux c'est naturel de traiter ainsi leur ennemi.

Aussi le peuple doit le savoir, se le graver profondément dans le cerveau, ne l'oublie jamais, sinon il est foutu. Ensuite, il doit appliquer la réciprocité, les haïr sans en rougir ; face à un char qui fonce sur vous pour vous réduire en chair à pâté, vous ne sortez pas votre stylo ou votre fusil, vous tirez un missile et vous le stopper net.

Entre vivre à genoux ou devenir un être servile, et vivre debout ou demeurer digne, il faut choisir.

Troisième passage.

Désormais chacun peut également comprendre pourquoi Hollande et le PS ont instrumentalisé tous les thèmes de société qui pouvaient diviser toutes les classes, donc tous les partis qui les représentaient ou étaient censés les représenter, et pourquoi nous avons refusé de marcher dans cette combine pourrie, qui finalement est parvenue à broyer tous les partis, même les plus petits, on pourrait dire les désintégrer puisqu'ils sont parvenus à atteindre tous les courants livrés à des tensions extrêmes, pas seulement entre eux, mais à l'intérieur de chaque courant, n'épargnant personne, allant même jusqu'à créer des conflits dans les familles ou les couples qui ont pu se déchirer à cette occasion. Il s'agissait donc bien d'une entreprise de destruction systématique, de démolition programmée et non pas pour oeuvrer à des buts progressistes ou humanistes comme ils se sont efforcés de le faire croire aux naïfs, qui justement n'avaient pas à l'esprit qui ils étaient vraiment et de quoi ils étaient capables pour parvenir à leurs fins. Sinon pourquoi aurions-nous insisté aussi lourdement sur la nature réactionnaire du PS ?

Si dans tout il faut peser le pour et le contre, surtout il ne faut pas oublier de penser dans quelle perspective, pour servir quelle cause, ce qui vaut aussi bien pour le futur que pour le passé, qui, si on l'ignore ou on décide de faire l'impasse dessus se traduira par bien des mésaventures ou des désillusions, qui pourront parfois avoir des conséquences d'une gravité exceptionnelle qui pourront affecter durablement notre mode de vie, donc cela vaut le coup d'y réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une telle aventure quand on ne sait pas trop bien de quoi il retourne vraiment. Apprenons à faire preuve de davantage de discernement pour apprendre à nous orienter dans la direction conforme à nos besoins. C'est ni plus ni moins ce que font nos ennemis.

Les sophistes et les démagogues vous diront également qu'il y a du bon et du mauvais en toute chose, certes, admettons-le ici, maintenant tout dépend de ce qu'on appelle par bon ou mauvais et pour qui. Quand quelqu'un aborde n'importe quel sujet sous cet angle, il suffit de se poser ces questions pour comprendre les intentions de celui qui le traite ainsi, autrement dit où il veut en venir, et même si ce n'est pas dit explicitement, on sait qu'il y viendra tôt ou tard, on y est préparé, on sait qu'il veut nous entraîner dans une direction précie et on ne se laissera pas prendre au dépourvu, on ne se laissera pas impressionné ou manipulé, on saura quoi en penser, du coup l'opération foirera lamentablement. Soyons vigilant, ne nous laissons pas endormir ou enfumer par tous ces bimenteurs.

Macron est un homme lige soumis à ses suzerains de la finance, il ne détient absolument aucun pouvoir, c'est un parvenu sans principe et sans morale, hormis ceux que lui ont transmis ses maîtres ou qu'il partage avec eux pour tenir son rôle ou son rang. C'est un figurant formaté pour jouer un acte unique et voué à la déchetterie du régime, comme Sarkozy et Hollande. C'est un produit hautement toxique, alors gare à ceux qui seraient tentés de l'approcher.

Plus tôt nous nous en débarrasserons mieux cela vaudra, sans pour autant se focaliser sur ce personnage insignifiant car on s'y userait en pure perte. C'est plutôt à l'oligarchie, le sommet du capitalisme qu'il faut réserver nos coups, contre les institutions qu'il faut concentrer nos attaques, ne rien leur passer, n'admettre aucun compris d'aucune sorte, demeurer d'une intransigeance absolue à leur égard et s'en tenir à ce principe, notre indépendance de classe n'est pas négociable, aucun de nos droits ne doit être bradé sous peine d'y perdre notre âme pour parodier Marx.

Osera-t-on nous faire un procès en sorcellerie pour oser faire preuve d'une telle intolérance tout à fait a propos ou légitime selon nous ? Vous savez à l'avance quelle en serait la signification politique.

La force de notre ennemi, c'est qu'il ose tout, tandis que ses opposants tergiversent ou se perdent en conjectures inutiles et en polémiques à l'infini, ce qui est le signe de leur faiblesse. Alors relevons ce défi, soyons forts, faisons preuve d'audace, cessons d'avoir peur, dressons-nous, soulevons-nous et on ne donnera pas cher du régime.

Quatrième passage.

Mémoire sélective qui en arrange plus d'un et fait des ravages.

Selon Lénine et Trotsky, la SFIO (PS) et le PCF n'ont jamais été socialiste ou communiste. Tout le monde ou presque l'ignore ou l'a oublié, personne n'en a donc tenu compte, ceux qui prétendent le contraire sont des menteurs.

Mélenchon a dit avant-hier en parlant des dirigeants du PS que c'était "des gens qui nous ont trahi pendant cinq ans", en réalité si on s'en tenait strictement à sa véritable nature de parti bourgeois, capitaliste ou de droite, le PS est resté fidèle à lui-même depuis plus d'un siècle. Mélenchon également, ce qui ne devrait être une surprise pour personne, hormis les éternels manipulateurs qui se cachent derrière une étiquette trotskyste.

Mélenchon l'a confirmé à sa manière en affirmant qu'il pourrait envisager "une cohabitation" avec Macron qui comme chacun sait n'est que le clone ou l'héritier de Hollande, dirigeant du PS. Quoi de plus naturel en somme en famille ! Comme quoi il y a quelques jours j'ai eu raison de caractériser le parti de Mélenchon (Parti de gauche) de droite, humaniste ou progressiste avais-je précisé, un clin d'oeil à son programme de 2012 qu'il a repris en 2017 L'humain d'abord et aux quelques réformes sociales qu'il contenait.

Donc tout est dans l'ordre des choses.

Autrefois par commodité ou convention la SFIO et le PCF, par économie de langage pour ne pas sans cesse avoir besoin d'employer des périphrases ils ont été étiquetés à gauche. D'autres explications existent basées sur d'autres éléments sans que pour autant ou sur le fond leur nature n'en soit modifiée.

Or, et c'est là la gravissime erreur que nous avons commise, déjà emporté par le besoin d'obtenir des résultats immédiats ou privilégiant le mouvement spontané des masses, soumis à la pression du moment, nous l'avons tout simplement oublié, pour finalement considérer comme acquis qu'ils étaient de gauche, alors que rien de nouveau ne s'était produit et permettait de l'affirmer. Et c'est ainsi que cette vue de l'esprit vint se substituer à la réalité des rapports qui étaient établis entre ces partis et l'Etat, les institutions représentant la classe des capitalistes, le régime, rapports que l'on peut observer quotidiennement sous nos yeux.

Tous en eurent conscience, tous s'en accommodèrent, tous se turent, les uns parce qu'ils savaient qu'ils faisaient partie des piliers du régime, les autres parce qu'ils s'étaient gravement compromis avec eux et ne pouvaient pas l'assumer.

Voyez comment réagissent ces veuves effarouchées qui se disent choquées par le discours de Mélenchon ou le tournent en dérision, alors qu'ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir. C'est leur manière de faire durer l'imposture à laquelle ils ont participé, ils n'ont pas le choix, sauf à se démasquer eux-mêmes ou admettre s'être fourvoyés pendant plus d'un demi-siècle, impensable, ils ne s'en remettraient pas, peu importe parce qu'elle finira par les broyer de la même manière qu'elle a eu raison du PS et du PCF.

En tant que parti bourgeois, le PS fut amené logiquement à prendre de plus en plus en charge la crise du capitalisme et à en reporter exclusivement les conséquences sur les travailleurs qui ont fini par rompre avec ce parti, sans qu'aucun courant du mouvement ouvrier ne le caractérise de droite ou ne leur explique ce qui s'était réellement passé, parce qu'ils n'y tiennent pas, on ne sait jamais des fois qu'il pourrait renaître de ses cendres ou pourrait continuer de servir le régime sous un autre masque, ce qu'il s'apprête à faire d'ailleurs, de sorte que délibérément aussi ténue soit-elle l'illusion qu'il serait un parti de gauche doit être entretenue, confirmant la nature contre-révolutionnaire de ces courants du mouvement ouvrier.

En attendant, c'est Mélenchon qui assume l'intérim de la fonction que le PS ne peut plus remplir auprès des masses laborieuses pour le compte du régime, quand il déclarre Hier à Marseille) "je ne veux pas affaiblir le PS, je veux le remplacer", autant dire que son mouvement connaîtra le même sort, mais beaucoup plus rapidement, la désillusion de ceux qui y avaient cru sera beaucoup plus cruelle et violente. Et dans l'état actuel des choses, cela pourrait prendre la même tournure qu'aux Etats-Unis il y a déjà fort longtemps ou plus près de nous en Grèce, où la soit-disant trahison de Tsipras n'a pas débouché sur une recomposition du mouvement ouvrier, mais s'est plutôt soldée par une profonde démoralisation des travailleurs désormais livrés à eux-mêmes, donc impuissant à s'opposer aux mesures réactionnaires du gouvernement.

Le PS avait pour tâche de contenir la classe ouvrière, de la détourner du socialisme, Mélenchon s'apprête à le remplacer pour accomplir la même sale besogne, tout cela nous le savons.

Si Mélenchon était socialiste ou révolutionnaire, il tiendrait à peu près ce langage sur l'UE par exemple : Moi je suis favorable à

la rupture avec l'UE, mais je sais que la majorité y est opposée ou n'est pas prête à franchir ce pas, aussi je lui propose ceci, on élabore un certain nombre de propositions conformes aux besoins des travailleurs, ensuite on les soumet à la Commission européenne, et en fonction de sa réponse, soit elle est positive et nous restons dans l'UE, soit elle est négative et nous rompons immédiatement avec l'UE de manière à pouvoir mettre en applications les mesures sociales contenues dans ces propositions. Voilà ma démarche à laquelle je vous demande d'adhérer en toute connaissance de cause.

S'agissant de la rupture avec l'UE l'argumentaire est simple et à la portée de tous : Citez-nous une réforme sociale que l'UE aurait adoptée depuis le Traité de Rome ? Il y en a absolument aucune. L'UE a-t-elle défendu la Sécurité sociale ? Non, elle n'a cessé de s'y attaquer. L'UE a-t-elle défendu le droit à la retraite dès 55 ou 60 ans ? Non, elle n'a cessé de s'y opposer. L'UE a-t-elle privilégier la hausse des salaires ? Non, au contraire elle s'y est toujours opposée. L'UE a-t-elle protéger les services publics ? Non, au contraire elle s'est employée à les démenteler, à les privatiser. L'UE s'est-elle attaquée au pouvoir des banques et des multinationales ? Non, jamais, au contraire elle a contribué à renforcer leur pouvoir. L'UE a-t-elle favorisé une couche de travailleurs, certains corps de métier ? Non, au contraire, elle s'est attaquée aux agriculteurs, aux élevers, aux viticulteurs, aux pécheurs, bref à toutes les professions, sauf une, l'armée. L'UE a-t-elle été un facteur de paix en Europe ou dans le monde ? Non, elle a soutenu toutes les guerres fomentées par l'impérialisme américain jusqu'au coeur de l'Europe. L'UE a-t-elle soutenu les gouvernements progressistes dans le monde ? Non, elle s'est alignée sur les Etats-Unis qui y ont fomenté des coups d'Etat pour les faire tomber. L'UE a-t-elle dénoncé le coup d'Etat néonazi qui a eu lieu en Ukraine ? Non, elle l'a soutenu, elle y a participé. Etc. Etc. Etc.

Ainsi, sur toutes les questions fondamentales qui concernent l'ensemble des travailleurs des différentes classes, l'UE a joué un rôle essentiellement destructeur, déstabilisateur, antisocial, réactionnaire. Voilà des faits et des arguments qui justifient amplement la nécessité de rompre avec cette institution supranationale

Mélenchon y est opposé et on n'en attendait pas davantage de sa part.

Mais alors, il y a une chose que nous ne comprenons pas, pour le soutenir ou lui réserver un autre traitement que pour le PS ou le PCF ?

Tout d'abord parce que La France insoumise est un mouvement et non un parti, c'est-à-dire qu'il peut être dissout du jour au lendemain, il peut durer des années ou être éphémère. Et qu'est-ce que cela change par rapport à un parti ? Pour répondre à cette question il faut revenir à la fondation des partis.

Les partis traditionnels du mouvement ouvrier furent le produit d'une âpre lutte de classes et leurs fondateurs ou leurs dirigeants étaient étrangers à la classe ouvrière. Ils virent le jour au bout d'un long processus ou suite à un événement marquant de la lutte des classes, une guerre par exemple. Y furent associés immédiatement des pans entiers de la classe ouvrière, d'où émergèrent des dirigeants qui revendiquèrent la direction de ces partis ou voulurent peser sur leur orientation. Très vite ils entrèrent en conflit avec leurs dirigeants fondateurs, les uns étant en contact quotidiennement avec les masses ouvrières, les autres demeurant confinés dans leurs bureaux ou arpentant les allées du pouvoir. Autrement dit, pour les uns la lutte de classe correspondait à un besoin vital, matériel et moral, pour les autres davantage à un concept.

Dès lors, dans la tête de ses dirigeants, le parti coïncidait avec la conception ou l'interprétation du monde à laquelle ils étaient parvenus, qui correspondait à un certain type de rapports entre les classes et qui par la suite ne connaîtrait aucune évolution, elle était comme gravée dans le marbre pour l'éternité ou jusqu'à la disparition de leur parti. Ce qui explique pourquoi les dirigeants de la SFIO ne sont jamais devenus socialistes, et pourquoi les dirigeants du PC ne sont jamais devenus communistes, ou alors il leur aurait fallu construire un autre parti ou qu'ils rejoignent un autre parti. Ceci explique aussi pourquoi le stalinisme n'est pas le produit du communisme, parce que le parti bolchevik ou communiste russe ne pouvait pas se transformer en parti stalinien, il fallait liquider physiquement ses dirigeants, le détruire de fond en comble de manière à construire un autre parti sur ses cendres.

Le mouvement politique de Mélenchon s'inscrit avant tout dans un cadre institutionnel et électoral sur la base d'un programme qui ne se destine pas à terme à modifier ou à inverser les rapports existant entre les classes, il est donc ni anticapitaliste, ni révolutionnaire et ni socialiste.

Il émerge dans une période où les masses rejettent le PS et ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier, de sorte qu'elles se retrouvent sans direction pour mener leur combat politique ou tout simplement exprimer leur rejet de la politique du gouvernement.

Ce ne sont pas les couches les plus défavorisées qui participent à ce mouvement, mais les couches intermédiaires ou supérieures du prolétariat ainsi qu'une minorité des couches inférieures des classes moyennes, ce ne sont donc pas les couches qui n'ont plus rien à perdre, mais celles qui sont davantage subordonnées au régime, qui par conséquent n'ont nullement l'intention de rompre avec lui à ce stade, donc qui sont réfractaires à un discours radical prônant sa liquidation, c'est ainsi que le discours et le programme de Mélenchon et son mouvement LFI correspondent aux attentes de ces couches d'exploités.

LFI assume le rôle que le PS n'est plus en mesure de jouer en ayant uniquement l'avantage de la nouveauté par rapport au PS tout

en ayant revêti son masque d'autrefois. En quelque sorte à des périodes différentes les discours sont les mêmes, il n'y a que les dirigeants et les formations politiques qui ont changé, ce qui suffit néanmoins à ces couches pour se leurrer elles-mêmes, parce qu'elles ne sont pas prêtes pour devenir révolutionnaires pour avoir été corrompues par le régime et le demeurées, puisqu'elles en tirent encore certains avantages ou satisfactions de leurs statuts qui influencent leur interprétation de la situation politique et la manière dont elles comptent y intervenir, qui en gros ne dépasse pas le cadre électoral ou le fonctionnement des institutions.

Au lieu de les brocarder ou de les traiter de petits bourgeois, nous estimons qu'il est préférable qu'elles fassent cette expérience et que cette expérience aille à son terme, car elle va se traduire infailliblement par une violente désillusion et démoralisation chez tous ceux qui se seront investis dans ce mouvement ou auront placé leurs espoirs en lui.

L'avantage ou plutôt le vice de ce nouveau mouvement, c'est qu'il n'a jamais fait ses preuves, ses dirigeants peuvent donc tenir un discours en apparence radical, tandis que leurs véritables intentions ne seront pas mises à l'épreuve, ce qui autorise bien des illusions à leur sujet dont ils useront et abuseront à volonté, et c'est uniquement grâce à ce subterfuge, dont ils ne sont pas à l'origine mais qui fait leur affaire, que ce mouvement ou que ses dirigeants pourront continuer éventuellement d'exister, dans ces conditions sans notre soutien. Pourquoi ? Parce qu'ils en seront réduits à jouer le même rôle que le PS autrefois, ce mouvement aura épuisé sa raison d'être ou la limite de ce qu'on pouvait en tirer une fois la page électorale tournée aura été atteinte.

Le PS et le PCF avaient été portés au pouvoir en 1936, ils ont eu à cette occasion les moyens de démontrer de quoi ils étaient capables ou quelle était leur véritable nature pour les caractériser politiquement de manière définitive. Par la suite, fort de cette expérience, les enseignements politiques qu'il était possible d'en tirer auraient dû suffire pour justifier notre refus de soutenir ces partis liés au capitalisme ou ennemis du socialisme. On n'en fit rien, le justifiant en expliquant que des travailleurs demeuraient attachés à ces partis et qu'au cours de la lutte de classe les travailleurs se dirigeaient spontanément vers ses partis, il ne fallait pas se couper des masses, etc. ces partis développèrent rigoureusement la même politique puisqu'ils ne pouvaient pas en adopter une autre, de sorte que le résultat sera chaque fois strictement identique à celui qui avait conclu les expériences précédentes et ainsi de suite jusqu'à nos jours pratiquement, ce qui signifie que seuls ces partis tirèrent profit de cette argumentation, et qu'on n'a jamais rien appris des expériences passées et de nos propres erreurs qu'on n' a finalement jamais cessé de reproduire.

Et si cette argumentation a été plus ou moins abandonnée récemment à contrecoeur, c'est uniquement parce qu'elle ne servait plus à rien une fois les masses s'étant totalement détournées de ces partis, elle était si décalée par rapport à l'état d'esprit des masses qui rejettaient catégoriquement le PS qu'elle serait apparue comme un soutien flagrant ou un peu trop évident à ce parti, ce qui n'empêcha pas les plus farouches opportunistes de prendre partie pour une candidature Hamon soutenu par Mélenchon, autrement dit une ultime tentative de remettre en selle le PS par un moyen déguisé ou détourné, bref une nouvelle escroquerie politique, en vain, le sort du PS ayant été scellé par sa direction.

Cinquième passage.

Soutenir la candidature de Mitterrand en 1981 ou soutenir le mouvement de Mélenchon lors des législatives de 2017 serait-il la même chose ?

Jospin trotskiste : Lambert parle - lexpress.fr 04/10/2001

L'Express - Qu'en est-il de votre stratégie d'entrisme, c'est-à-dire le fait d'avoir envoyé des militants trotskistes au sein du Parti socialiste fondé à Epinay, à partir de 1971 (3)?

Lambert - Nous ne faisons pas de la politique politicienne. Quels que soient les «chefs» qui montent sur les épaules des travailleurs pour parler en leur nom, s'ils se disent «pour la rupture avec le capitalisme», c'est positif. Dès lors, je suis prêt à les appuyer, indépendamment des désaccords que j'ai par ailleurs avec eux. C'est ce qui a guidé notre attitude à l'égard du PS dans les années 70, jusqu'à l'appel à voter François Mitterrand dès le premier tour en 1981. Mais, en 1982, quand le PS fait le tournant de la rigueur, je le condamne. Dans les années 70, la démarche de Lionel Jospin s'inscrit dans ce que je viens de vous expliquer. lexpress.fr 04/10/2001

Il faut que les jeunes le sachent et que les plus vieux qui l'auraient oublié s'en souviennent, la candidature de Mitterrand en 1981 n'avait pas soulevé un enthousiasme et encore moins un engagement militant comme celui auquel nous avons assisté envers Mélenchon, elle avait suscité l'espoir sans plus, sans illusion. A l'époque, les dimanches matins lors des diffusions sur le marché de Clichy, je vendais littéralement du Mitterrand à des travailleurs plutôt désabusés ou perplexes qui m'écoutaient par politesse, en souriant, s'ils voteraient Mitterrand ce serait surtout par dépit et ils avaient raison.

Mélenchon ne s'est pas déclaré en faveur de la rupture avec le capitalisme, on ne l'appuie pas, on soutient la dynamique qui s'est développée à partir de son intervention politique, ce n'est pas du tout la même chose.

A aucun moment on ne laisse place à la moindre illusion sur ses véritables intentions, demain il pourrait se déclarer favorable à

la rupture avec le capitalisme qu'on ne changerait pas d'attitude à son égard, car on sait d'avance qu'il n'en ferait rien.

Notre démarche s'inscrit dans le cadre des centaines de milliers de travailleurs et jeunes qui ont participé au mouvement de Mélenchon et les 7 millions qui ont voté pour sa candidature au premier tour de la présidentielle, elle a donc pour origine les masses et leur mobilisation, elle n'a donc rien à voir avec une vulgaire manoeuvre d'appareil reposant sur une déclaration ou une intention manifestée par un de ses dirigeants.

On soutient le mouvement de Mélenchon lors des législatives de juin 2017, mais en aucun cas on ne soutient Mélenchon ou son programme. Si demain il changeait de discours ou de position, nous n'aurions pas besoin de le condamner ou de déclarer qu'il aurait trahi quoi que ce soit, puisque nous ne lui avions jamais accordé la moindre confiance, vous saisissez la nuance avec le soutien accordé à une candidature (Mitterrand) propulsée par l'appareil du PS.

Sixième passage que j'avais enregistré sur mon portable.

En admettant que Mélenchon pourrait être nommé Premier ministre de Macron, comment peut-on imaginer un instant Macron laissant son Premier ministre organiser des élections à une Assemblée constituante qui aurait pour tâche d'adopter une nouvelle Constitution et de liquider la Ve République ? C'est grotesque au possible, chacun en conviendra, qui peut croire un truc pareil, absolument personne en France ni même dans le monde ou alors il faut être complètement cinglé.

Vous imaginez le Premier ministre proposé à Macron l'abolition des lois Macron et El Khomri ? Je crois qu'on est tombé là sur la tête, quelle connerie !

C'est pourtant l'argument que le POID (notamment) a osé se servir contre Mélenchon ! Si le POID voulait se ridiculiser, il a gagné. C'est du dénigrement mais ce n'est pas gratuit. Question : Pourquoi tiennent-ils donc à descendre le mouvement de Mélenchon, à qui cela profiterait-il ? Réponse : Ils ne peuvent pas invoquer le combat contre des illusions puisqu'on vient de voir que cette hypothèse était complètement infondée, ridicule, alors qui hormis Macron et le PS, histoire de faire perdre des voix aux candidats de LFI au profit de ceux du PS, parce qu'ils estiment qu'il aurait encore un rôle à jouer au côté des travailleurs ou dans le mouvement ouvrier, parce qu'ils ne peuvent pas s'en passer, toute leur stratégie reposant sur le PS et le PCF... depuis 70 ans. Je n'ai pas trouvé d'autres explications.

Soyons sérieux, il est plus qu'improbable que LFI puisse obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale parce que tous les partis vont se liguer contre eux, y compris le POI, le POID, le NPA, LO, le ParDem, le PRCF, cela dit, si cela se réalisait dès que le Premier ministre Mélenchon voudrait adopter une loi Macron s'y opposerait, le Conseil constitutionnel s'y opposerait, cela ouvrirait immédiatement une crise politique et institutionnelle, Macron devrait démettre son Premier ministre ou démissionner lui-même ou dissoudre l'Assemblée nationale, les travailleurs et le mouvement ouvrier pourrait se mobiliser, la crise politique pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, diable, tout mais pas cela s'écrient en choeur nos braves anticapitalistes ou révolutionnaires de pacotille qui n'en seraient pas à l'origine, vaudrait mieux encore préserver le régime !

Dès lors qu'est-ce que cela nous coûte de nous engager dans cette voie-là, qu'y avons-nous à perdre même si on sait d'avance que ce scénario n'a pratiquement aucune chance de se réaliser, qu'avons-nous donc à proposer d'autres aux travailleurs, rien, absolument rien, hormis la révolution socialiste qu'ils rejettent ?

J'ai avancé cet argument uniquement pour montrer que même s'il existait une chance infime que ce scénario se réalise, les uns et les autres n'en voudraient pas.

L'Allemagne. Le modèle de Macron.

Rainer Piske, 54 ans dont 32 passés derrière le volant de son taxi, est adhérent. "Je gagne 1.135 euros par mois et ça ne suffit absolument pas pour vivre", constate-t-il.

Malgré ses 40 heures de travail hebdomadaires rémunérées en fonction du salaire minimum généralisé instauré dans le pays en 2015, soit 8,84 euros bruts de l'heure, ce père de famille doit recourir à l'aide sociale. "C'est injuste", estime-t-il.

Petra est employée par une société de services qui la paie 10,51 euros bruts de l'heure, "soit 1.115 euros par mois après impôts" pour 39 heures de labeur par semaine.

Une fois payés le loyer, l'assurance et le téléphone, il lui reste 350 euros par mois pour se nourrir, s'habiller, acheter ses médicaments -elle est diabétique- et s'offrir de temps à autre le luxe d'aller manger une glace.

"J'ai le sentiment de m'être fait avoir", lâche-t-elle en songeant à son quotidien difficile et à un avenir encore plus sombre. D'ici cinq ans, après 41 ans de travail, elle pourra prendre sa retraite. "Je préfère ne pas y penser (...) Je vais toucher 665 euros et tomber dans la catégorie des retraités pauvres", angoisse Petra. "J'espère seulement être encore en mesure, physiquement,

de pouvoir continuer à travailler après l'âge de la retraite, grâce à un job à 450 euros par mois".

Ces "mini-jobs", non soumis aux cotisations sociales mais appréciés par certains comme solution temporaire, sont l'une des mesures phares de l'Agenda 2010, du nom des réformes du marché du travail d'inspiration libérale conduites par l'ancien chancelier social-démocrate (SPD) Gerhard Schröder entre 2003 et 2005.

Autre pilier de l'Agenda 2010, "l'introduction de Hartz IV (une maigre allocation vers laquelle bascule tout chômeur au-delà d'un an sans emploi, ndlr) a accru la peur du chômage dans la société allemande et beaucoup de gens ont été poussés vers des emplois précaires", analyse Eric Seils, chercheur de la fondation Hans-Böckler, interrogé par l'AFP.

Il y voit le "revers du miracle de l'emploi" dans la première économie européenne, où le taux de chômage -avec 5,8% de la population active en avril-, est au plus bas depuis la Réunification.

Ainsi, 9,7% de la population allemande dotée d'un emploi vivait en-dessous du seuil de pauvreté (environ 940 euros) en 2014 en Allemagne, contre 7,5% en 2006 et 9,5% dans l'ensemble de l'Union européenne, selon les derniers chiffres connus d'Eurostat.

Ces différentes réformes, défendues par les gouvernements de coalition de la chancelière conservatrice Angela Merkel, sont au coeur de la campagne pour les législatives.

Dans la Ruhr, la désespérance des travailleurs allemands pauvres AFP 11.05

Des déchets prématurés.

- Le chômage frappe des seniors de plus en plus jeunes - Franceinfo

"Le chômage des seniors a explosé. Les plus de 50 ans retrouvent difficilement un emploi, et ça commence dès 45 ans dans certains secteurs. Pôle Emploi organise des sessions pour que les nouveaux seniors ne décrochent pas. Depuis deux ans, Pascal Luquin passe ses journées chez lui. Au chômage, presque tout son temps est consacré à répondre aux petites annonces sur son ordinateur. Il envoie une dizaine de candidatures par jour.

À 46 ans, ce chômeur est déjà considéré comme un senior. "Une agence d'intérim m'a déjà fait comprendre que j'étais trop âgé, que 25-30 ans c'était l'idéal", confie cet ancien infographiste. Selon la définition de Pôle Emploi, un senior a plus de 50 ans. Mais désormais, cet âge n'est plus la référence." Franceinfo

Profiteurs, escrocs, malhonnêtes, vauriens, déchets, salopards !

- Allocataires privés de RSA :«Une fois de plus, on tape sur la misère» - Liberation.fr

Dans le Nord, 15 000 personnes auraient vu leur Revenu de solidarité active raboté car ils n'étaient pas inscrits à Pôle Emploi, tandis que l'Oise a sanctionné un bénéficiaire «alcoolisé».

Sale temps pour les bénéficiaires du RSA. 45 000 des 115 000 allocataires du revenu de solidarité active du département du Nord sont menacés de le voir raboté. Leur faute ? Avoir omis de s'inscrire à Pôle Emploi. Environ 15 000 d'entre eux auraient déjà été pénalisés. En février, Fabienne Vandewynckel, une mère de famille de Caudry, près de Cambrai, a vu fondre de 250 euros le pécule mensuel d'environ 530 euros qu'elle partage avec son mari. «L'équivalent de mon budget alimentaire, souffle-t-elle. Ça nous a fait très mal. Une fois payés le loyer et l'électricité, il ne nous restait rien.»

En 2016, le conseil départemental du Nord a décidé de mettre de l'ordre dans les fichiers des bénéficiaires du RSA, une prestation sociale dont il a la charge. Leur nombre a bondi de plus de 20 % depuis 2010 et avec eux, les dépenses du département. Au premier semestre, un pôle «droits et devoirs» a vu le jour.

Objectif : faire la chasse aux allocataires qui n'auraient pas entrepris de démarches pour retrouver le chemin de l'emploi. Les listes des bénéficiaires ont été croisées avec celles de Pôle Emploi. Le département a décidé d'engager une riposte graduée contre ceux qui n'y figuraient pas : 100 euros par mois en moins en guise d'avertissement, puis jusqu'à quatre mois de suspension, voire une radiation d'un an. Etre inscrit à Pôle Emploi n'est pas obligatoire pour toucher le RSA. Mais le département du Nord l'utilise comme une preuve que les allocataires cherchent bien un travail, ce qui, en revanche, est requis. Son initiative n'est donc «pas dans l'illégalité», assure-t-on à la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf).

Fabienne Vandewynckel, elle, ne décolère pas. «Une fois de plus, on tape sur la misère», soupire-t-elle. Quand la première mise en garde est arrivée, elle traversait une dépression sévère. «A aucun moment le département n'a cherché à savoir ce que je vivais, assure-t-elle. Tout s'est fait par courrier.» Son mari est chauffeur à temps partiel. Il ne se savait pas obligé de pointer chez

Pôle Emploi. Fabienne Vandewynckel, elle, n'a jamais cru que l'opérateur public lui serait d'une grande aide. «Le département semble croire qu'inscrire les bénéficiaires du RSA à Pôle Emploi suffira à les remettre au travail, abonde Serge Havet, responsable pour le département du Nord de l'association AC ! Agir ensemble contre le chômage. Mais même les directeurs d'agence me disent qu'ils n'ont pas de solution pour eux.»

Les conseillers sont souvent démunis face à ces chômeurs qui, dans leur jargon, figurent parmi les plus «éloignés de l'emploi». «80 % des bénéficiaires du RSA n'ont pas de qualification et n'ont pas travaillé depuis trois ou quatre ans, poursuit Serge Havet. Qu'est-ce qu'on peut leur proposer comme poste ?» Pôle Emploi concentre ses efforts sur les chômeurs indemnisés ou ceux qui approchent de la fin de droits.

Hasard du calendrier, le département de l'Oise vient aussi de s'illustrer pour avoir sanctionné un bénéficiaire du RSA. Agacé de voir des sans-abri «s'alcooliser» dans sa ville, Arnaud Dumontier, maire LR de Pont-Sainte-Maxence, les a dénoncés au conseil départemental. «Toucher l'aide de l'Etat pour la picoler, c'est intolérable», a-t-il déclaré au Parisien. Ce type de mouchardage n'est pas rare, indique-t-on au département de l'Oise. Récemment, un homme lui a «signalé» un voisin qui aurait touché le RSA en résidant six mois par an à l'étranger…

A chaque fois, le conseil «recoupe les informations». Il peut ensuite infliger des sanctions décidées par une commission où siègent travailleurs sociaux, conseillers à l'emploi, allocataires du RSA, etc. L'un des sans-abri de Pont-Sainte-Maxence a vu son aide amputée de 80 %. Non pas - n'en déplaise à l'édile - pour son alcoolisme présumé, mais pour non-respect de ses obligations en matière d'insertion. «Chaque allocataire signe un contrat d'engagement réciproque, explique une conseillère technique en charge de l'action sociale. Plusieurs signaux dans son dossier montraient qu'il n'était pas dans une démarche de réinsertion. Il avait quitté sa cure de désintoxication au bout de vingt-quatre heures et ne s'était pas présenté à une convocation.»

De tels cas restent toutefois exceptionnels. En 2016, seules 1 000 sanctions ont été prononcées dans l'Oise pour 35 000 bénéficiaires, soit dans moins de 3 % des cas. La suspicion autour des bénéficiaires du RSA n'en reste pas moins une lubie récurrente des politiques. Le Haut-Rhin espérait conditionner l'aide à sept heures de bénévolat par semaine à partir de 2017. Mais l'initiative a été jugée illégale par un tribunal administratif. Le département a dû se contenter d'en faire une «incitation». liberation.fr 12.05

Ils osent tout.

- Emotion en Argentine après la réduction de peine d'un tortionnaire sous la dictature - Liberation.fr

- Le gouvernement australien a annoncé des tests de dépistage de l'usage de la drogue parmi les chômeurs pour les dissuader de dépenser leurs allocations en stupéfiants. - Liberation.fr

- Virage à gauche du Labour qui promet des renationalisations - Reuters

Moldavie. La prochaine cible de l'OTAN

- Entre la Russie et l'Otan, la Moldavie a fait son choix - sputniknews.com

L'ex-république soviétique de Moldavie favorise un partenariat stratégique avec Moscou et s'oppose catégoriquement à l'idée d'adhérer à l'Alliance atlantique.

La Moldavie compte garder son statut neutre et reste hostile à l'idée d'une adhésion à l'Otan, a déclaré le Président de l'ex-république soviétique Igor Dodon lors d'une réunion avec le président de la Douma (chambre basse du parlement russe) Viatcheslav Volodine, à Moscou.

Selon le dirigeant moldave, son pays s'oppose tant à une fusion avec n'importe quel autre État qu'à une adhésion à l'Alliance atlantique. « Nous sommes catégoriquement opposés à l'Otan », a souligné M. Dodon.

Il a également promis d'œuvrer pour construire des relations « étroites et mutuellement bénéfiques » entre Chisinau et Moscou, en dépit de la réticence de « certains hommes politiques moldaves ».

« Nous ne permettrons à personne de nuire à nos relations bilatérales, qui sont en train de passer à une nouvelle étape, en raison d'ambitions personnelles ou de parti politique », a indiqué le dirigeant moldave. sputniknews.com 11.05

Haut de page

Le 14 mai 2017

CAUSERIE

C'est dimanche, notre seul jour de repos en Inde, ce matin j'en ai profité pour faire un peu de ménage, les articles d'avril ont été archivés, la rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée, et les causeries ont été formatées en pdf, 197 pages d'infos et d'analyses, qui dit mieux ?

J'ai récolté les infos d'hier. On verra cela demain.

Mélenchon a été égal à lui-même en revendiquant le bilan du gouvernement Jospin sous Chirac (auquel il avait participé en tant que secrétaire d'Etat à la formation professionnelle) qui fut le champion des privatisations, il falliat oser le dire, bref, on n'en attendait pas davantage de lui. Deux semaines auparavant, il avait bien affirmé que les syndicats confédérés avaient adopté une position correcte avant le second tour, allant jusqu'à dégoter une de leurs déclarations qu'il avait soigneusement sélectionnée, alors qu'en réalité ils avaient déjà appelé à voter Macron, vous vous en souvenez, nous l'avions mentionné dans une causerie.

Ceux qui se disent les plus honnêtes ou qui prétendent diffuser la vérité, sont en réalité des faussaires ou des falsificateurs professionnels de l'histoire, rien de nouveau.

Nous soutenons le mouvement FI de Mélenchon parce que c'est le seul à rassembler ou mobiliser des centaines de milliers de travailleurs et jeunes contre Macron et sa politique, alors que tous les autres partis végètent chacun dans leur coin, dans leur bulle, en étant totalement coupés des masses et incapables de les organiser, rongés par un gauchisme légendaire ou un complexe de supériorité qui les a conduit à soutenir le PS pendant près de 70 ans et à vivre à ses crochets par le biais des appareils des syndicats, et à mépriser tout mouvement de masse qui aurait émergé notamment contre le PS.

Ils ne peuvent pas comprendre ce qui distingue un mouvement d'un parti, comme ils n'ont jamais compris que le parti ne pouvait rassembler que les travailleurs les plus conscients susceptibles d'accéder au socialisme, et que tous les autres disposant de niveaux de conscience intermédiaires devraient être organisés dans une structure différente, tant par sa nature, ses statuts, son rôle et ses objectifs politiques, éventuellement son progamme qui forcément ne serait pas socialiste et comporterait bien des illusions que l'expérience pratique s'emploierait à briser.

Quels rapports avoir avec le mouvement de Mélenchon, La France insoumise ?

Tout d'abord il ne faut le ramener ou l'identifier à la personne de Mélenchon ou ses dirigeants, à leurs déclarations, c'est ce que font les faussaires qui le dénigrent ou le méprisent pour être plus précis. Nous avons caractérisé Mélenchon de charlatan une multitude de fois, et nous n'avons aucune raison de modifier cette appréciation, il vient d'ailleurs lui-même de confirmer qu'elle était amplement justifier.

Ensuite, il faut se demander dans quelle situation politique intervient ce mouvement, après l'élection de Macron dont les intentions n'ont pas été révélées sur le plan politique, le processus entamé avec la liquidation du PS est loin d'être achevé, il a un rapport avec la refonte des rapports entre les classes qui à terme doivent tenir compte de la prise du pouvoir par l'oligarchie et se solder par la spoliation de tous les droits politiques des travailleurs, qui se retrouveraient dans une situation comparable à celle des travailleurs américains privés de tout droit politique depuis déjà des lustes sans que le mouvement ouvrier n'ait été en mesure de se refonder, l'oligarchie demeurant sans ennemi de taille à rivaliser son pouvoir absolu, nous avons évoqué brièvement cet aspect-là hier.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les élections présidentielles et législatives demeuraient le seul terrain où les travailleurs pouvaient encore exercer leur droit politique pour orienter la société dans une direction favorable à la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, tout du moins telle était l'illusion à laquelle ils étaient amenés à croire, l'objectif de Macron sera de la supprimer car elle est source d'instabilité, dorénavant vous ne devrez plus croire qu'il serait possible de changer la société par l'intermédiaire de vos représentants, vous devrez vous en remettre aux seuls partis habilités par le régime oligarchique, La République en marche ou Les Républicains. Vous aurez compris que c'est une chape de plomb qui va s'abattre sur vous, tous vos droits et le peu de liberté dont vous disposiez si Macron parvient à ses fins, l'oligarchie. Aux Etats-Unis le régime est totalitaire, et le problème c'est que les travailleurs et les militants l'ignorent encore ou ne comprennent pas ce que cela signifie pour le peuple américain.

Pour cette raison nous soutenons le mouvement FI de Mélenchon, sans cautionner ses dirigeants ni leur programme. Non pas pour que FI obtienne la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ni que Mélenchon devienne Premier ministre de Macron puisque ces deux hypothèses sont farfelues, mais pour permettre, d'une part de mettre en difficulté Macron en l'obligeant à recourir à l'union nationale dès le premier jour de son quinquénnat parce que son parti n'obtiendra pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, d'autre part afin que les travailleurs soient représentés et conservent l'espoir que tout est encore possible,

de sorte qu'ils ne sombrent pas dans une profonte dépression qui les laminerait, car c'est ce qui s'est produit aux Etats-Unis, pour qu'ils trouvent la force de se mobiliser en masse contre Macron et le régime le moment voulu, sans qu'on sache à l'avance sur quoi cette mobilisation pourrait déboucher si Macron perdait le contrôle de la situation, je sais que cette opportunité est mince, mais elle existe, et temps qu'elle existera nous devrons soutenir tout mouvement qui s'inscrit dans cette perspective, inconsciemment cela va s'en dire, tout autre attitude serait suicidaire ou consisterait à dire que nous avons perdu d'avance la guerre de classe et qu'on doit abandonner la perspective du socialisme, nous ne pouvons, nous ne devons pas nous résoudre à cette défait définitive.

Nous poursuivons le combat politique sur la base du programme de la révolution socialiste tout en sachant que Mélenchon, son mouvement et son programme y sont opposés, et nous conservons notre entière liberté de parole et d'action, ainsi nous ne renions rien, nous ne bradons pas nos principes, nous restons fidèle à notre idéal.

FI porte des revendications sociales que nous partageons, nous sommes également pour la rupture avec l'OTAN, mesure hautement plus importante que la sortie de l'UE quand on sait que c'est l'économie d'armement qui sert de volet d'entraînement du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant. Nous ne soutenons pas les illusions qu'il colporte par ailleurs, surtout dans l'UE qui est le volet économique de l'OTAN, nous combattons ces illusions en s'en tenant aux faits et non en recourant au mépris ou à l'invective comme le font les gauchistes du NPA, de LO, du POI et du POID dont la crise n'est pas étrangère à celle du PS et du PCF.

Nous ne tenons pas à faciliter l'élection des candidats du parti de Macron, de LR ou du PS contrairement aux gauchistes. Nous nous tenons au côté des travailleurs et des militants qui entendent infliger une première défaite politique à Macron lors des législatives. A suivre.

Haut de page

Le 15 mai 2017

CAUSERIE

Pondichéry 15 mai 2017, 15h05, 47°C à l'ombre, 36°C dans la pièce où je travaille, c'est dur !

J'ai ajouté 2 articles.

Le déchaînement hallucinant de superlatifs pour qualifier Macron doit vous donner la nausée, ici en Inde les leaders politiques sont déifiés !

L'israélien Gilad Atzmon : "*le politiquement correct est plus dangereux qu'une tyrannie car il n'autorise aucune opposition.*"

On se détend un peu pour commencer la semaine.

Macron l'arnaque dit aussi NTM (nique ta mère pour les savants) ou le Parcours d'un Psychopathe Précoce dénommé pour cela le fusible à 3P, prononcer 3 pets.

A part assouvir un fantasme sexuel, qu'est-ce que peut trouver une femme d'une quarantaine d'années mariée et mère de trois moutards à un gosse de 15 ans ? Apparemment leur différence d'âge serait encore plus important puisque Macron aurait 39 ans et sa nounou 64.

Tout le monde a compris que c'est un vulgaire homme de paille que manipulent les idéologues de l'oligarchie, et que sans sa nounou qui a orienté sa carrière de parvenu aventurier personne n'en aurait jamais entendu parler.

Le type semble pour le moins déséquilibré et avoir des réactions désordonnées sans pour autant être un abruti complet, pour n'avoir jamais dépassé le stade infantile de sa croissance si on en croit un de ses proches, M. Patriat, qui a affirmé qu'il ne pouvait pas se passer de sa nounou : "S'il ne la voit pas pendant une heure, il l'appelle" (AFP14 mai 2017), ce qu'a démontré également son omniprésence à ses côtés durant toute la campagne présidentielle.

Bref, après Moi 1er, on a un non-moi en guise de président, plus vulnérable, plus faible, plus influençable ou manoeuvrable encore puisqu'il est incapable de prendre la moindre décision sans l'accord d'Attali ou de sa nounou.

On est passé de l'imposture à la mystification suprême en guise de gouvernance.

Une vidéo.

Le capitalisme n'est pas réformable - Entretien avec Alain Accardo

https://www.youtube.com/watch?v=e3Zsxp49lAs

J'ignore qui est Alain Accardo.

En régime totalitaire.

- Dès le début existait une ambigüité dans l'idéal démocratique, qui ressurgira pleinement deux siècles plus tard, et qui est embusquée dans un petit mot du titre de son manifeste : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Qu'y a-t-il donc de bien différent entre l'homme et le citoyen ? De nos jours, on dit droits de l'homme, on ne dit plus droits du citoyen. C'est que l'humaniste contemporain ne pense plus en termes de majorité opprimée, versus l'élite, majorité qui ferait valoir son « droit naturel » au pouvoir liée à l'égalité des individus. L'humaniste contemporain pense au contraire en termes de minorités à défendre, éventuellement contre une majorité oppressive, au nom des droits de l'homme, homme tout court, droits universels situés au-delà même de tout système politique, représentatif ou non. Et bien sûr au-delà de toute notion de « peuple ». C'est peut-être bien parce que ce peuple a tout simplement… disparu :

Quel peuple reste-t-il ? Quel peuple nous reste-t-il ? Il devrait surgir en chacun de nous une réponse évidente et immédiate à cette question. Pour ma part, je n'en ai aucune.

Conclusion

Je ne veux tirer de ce qui précède qu'une conclusion simple : s'il n'est plus ni pouvoir politique, ni peuple, nous devrions humblement cesser de prononcer le mot « démocratie ». (Ce que veut dire – et ne veut plus dire – « Démocratie », par Stéphane Gaufrès 11.05 - www.pauljorion.com

Commentaires d'internautes sur le blog belge www.pauljorion.com

- « La démocratie est morte et enterrée depuis belle lurette » Je crois que la démocratie est une illusion, entretenue par ceux qui ont le vrai pouvoir. Ceux qui ont le pouvoir de création monétaire, les maîtres de la monnaie, autrement dit les banquiers. Les Lumières, la Révolution de 1789, ont accouché de libertés individuelles, mais pas de la Démocratie pour autant. 1789 accouche d'une république bourgeoise articulée autour de :

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

Art. 17. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

« La propriété c'est le vol » disait Proudhon, la propriété des moyens de production par la classe des possédants est par définition incompatible avec la démocratie.

Je fais ici la différence entre propriété d'usage (posséder son logement pour y habiter), et la propriété lucrative des capitalistes qui exploitent la force de travail des prolétaires pour en tirer du profit.

Alors effectivement, nous sommes régulièrement appelés à sauver une République bourgeoise articulée autour du pourvoir de l'argent, mais la Démocratie reste un horizon, très, très lointain.

On y revient...

- On a une sympathie, on a une sympathie pour… pour ce qu'était le socialisme au 19e siècle et au début du 20e, avant qu'il ne subisse une décadence, une dégradation dans beaucoup de pays. www.pauljorion.com

Toujours le même constat, et après ?

- La majorité des Français n'a pas voulu qu'il soit placé à la présidence de la République Française !

C'est une minorité de Français qui a imposé ce président à la majorité des citoyens de ce pays ! On retrouve encore logiquement

la perversion du système électoral de la 5ème République et l'injustice qu'elle fait régner dans cette parodie de « démocratie »… Une minorité, comme on le voit dans cette élection, peut, en réalité, s'imposer très facilement à une majorité : en résumé, 20 millions de voix l'emportent sur 27 millions de voix !

Tout s'est bien déroulé sans le moindre écart des prévisions et des diagnostics du monde médiatique, puisque tout était prévu d'avance, pensé d'avance, voulu d'avance, organisé d'avance, et imposé comme convenu sans le moindre doute sur l'issue finale. Des élections pipées, donne une fausse élection présidentielle.

L'équipe au pouvoir, largement désavouée par les Français, s'est donc arrangée astucieusement pour rester au pouvoir, malgré une impopularité record.

Un représentant « commercial » envoyé en mission par la Banque Rothschild dirige la France aujourd'hui. On ne peut pas rêver un scénario plus idéal pour exprimer la façon dont le Grand Capital Financier organise son pouvoir absolu sur le monde entier. Ce pouvoir exorbitant montre son visage rayonnant de plaisir : il a gagné, il est le Maître, c'est lui qui décide et qui met en place ses pions disciplinés pour une ère de profits démesurés assurés par des peuples enfin dressés et soumis au dictat de la Loi de l'argent… (Le résultat final des « fausses élections présidentielles françaises » - Jean-Yves Jézéquel 08.05)

Vous avez oublié un élément déterminant pour comprendre la situation ou les rapports entre les classes : Ils les a achetés avant.

Les peuples sont en mesure de se prononcer sur le capitalisme, ils savent ce qu'ils lui doivent, tout du moins c'est ainsi qu'ils pensent, alors qu'ils ne pensent rien ou rien de bon du socialisme, soit parce qu'ils n'en ont jamais fait l'expérience, ils en ignorent tout ou soit le peu qu'ils en savent est négatif, alors pourquoi le soutiendraient-ils ?

- ...le président sortant François Hollande mérite le prix Nobel de la manipulation politique. A un moment où lui et son gouvernement étaient si impopulaires que tout le monde attendait l'élection afin de s'en débarrasser, Hollande, avec l'assistance zélée des principaux médias, des banques et des divers oligarques a réussi à promouvoir ce conseiller économique et ministre, qui n'était que récemment connu, en candidat du « changement », ni de gauche ni de droite, une star politique – soutenu par tous les vieux politiciens dont le public veut se débarrasser.

C'est une preuve éclatante du pouvoir de la "communication" dans la société contemporaine, un triomphe de l'industrie de la publicité, des médias de masse et des milliardaires qui les possèdent. (Emmanuel Macron élu président de la France. La fête des vainqueurs. - Diana Johnstone 07.05

Un triomphe peut rapidement se transformer en cauchemar...

Mystification jusqu'à l'hystérie.

Ces médias qui ont déjà béatifié Emmanuel Macron par Jack Dion - marianne.net

Les médias qui avaient porté Emmanuel Macron au pinacle avant même qu'il ne fût élu avaient un grave problème à résoudre : comment encenser quelqu'un qu'ils avaient déjà béatifié ? Ils ont donc eu recours à la seule technique connue à ce jour, la surenchère permanente, au risque de franchir des bornes au-delà desquelles il n'y a plus de limite.

Pour L'Express, le nouvel élu est « Le Kid ». Logique, vu qu'il est le symbole de la politique telle qu'on la rêve sur la côte californienne. Pour Guillaume Dubois, directeur de l'hebdomadaire, Emmanuel Macron est celui « en qui plusieurs générations placent un bel espoir… la France est jeune, la France y croit, la France est de retour ». Avant, du temps de François Hollande, la France n'était pas la France, ce dont nul ne s'était encore aperçu.

"Un aimant qui attire la chance"

L'autre éditorialiste de L'Express, Christophe Barbier, qui avait fait la promotion de l'heureux élu, assure le service après-vente avec fougue et enthousiasme : « Quelque chose est né en ce début de mai, plus inédit et plus radical encore que le chambardement de 1981. Il ne faut pas regarder ce que cette révolution a détruit, ruines encore fumantes des partis traditionnels et des ambitions d'antan, mais ce dont elle pose les premières pierres : des fondations qui s'appellent espérance et, peut-être, un édifice qui se nomme nouvelle France ». C'est Stalingrad après la reconstruction.

Dans la foulée, au fil des pages, on évoque « un 'empereur' providentiel », un homme qui « reste fasciné par les gens de culture, pas par les politiques », un personnage dont « même les échecs deviennent romanesques », jusqu'à cette confidence de Jacques Attali, qui fut son cerveau droit : « Assez vite, je me suis dit qu'il serait un jour Président ». Il paraît même qu'il l'a pronostiqué dès sa naissance, grâce à un don de visionnaire hors norme.

Paris Match compare d'office Emmanuel Macron à John Kennedy. On retrouve l'inévitable Jacques Attali, qui explique: « Macron, un homme exceptionnel, un aimant qui attire la chance ». On apprend que le nouveau président a mené une campagne « à l'américaine », ce qui est la marque suprême de la modernité. On lit qu'il « fait de son âge et de sa décontraction une arme fatale », tel Alain Delon dans ses films de jeunesse.

"Un petit prince chez les jésuites"

On découvre qu'au lycée de la Providence, à Amiens, il fut « un petit prince chez les jésuites », et qu'il avait « un look de poète mais déjà le tempérament d'un chef ». On précise que sa vie « est un vrai roman de Stendhal ». On ajoute que du temps de l'ENA, il était « déjà la star ». On découvre que pendant son stage à la préfecture de l'Oise, les secrétaires étaient « sous le charme de ce bourreau de travail au sourire perpétuel ».

Au passage, Stéphane Bern, qui a bien étudié sa vie, son œuvre et son parcours, exulte : « Il a la vraie noblesse de cœur et d'intelligence qu'on ne rencontre que chez les 'royaux' ». Quant aux premiers membres du mouvement En Marche, ils sont formels : « Il a les lettres de Mitterrand et les chiffres de Rocard ». Et rien de Mendès-France, de Léon Blum ou de Jaurès? Comme c'est dommage.

Pour la filiation Mitterrand, soyons juste, on peut s'en référer à Frédéric Mitterrand, qui confie au Figaro : « La France va être amoureuse de Macron…Il va y avoir un sentiment très profond d'attachement, de séduction devant les utopies qu'il met en scène, mais aussi d'émotion devant sa fragilité ». On sent le scénario d'un futur documentaire enamouré pour une grande chaine de télévision. On en pleurerait.

"Un collecteur de rayons de soleil et de séismes"

Et puis il y a Le Point, tout aussi enthousiaste. Dans son éditorial, Franz-Olivier Giesbert va droit au but en écrivant, le stylo entre les dents : « Emmanuel Macron est mort s'il laisse passer les cent premier jours de son quinquennat sans réaliser, à la hache, l'essentiel de son programme, notamment la simplification et l'assouplissement du droit du travail ». A la hache, donc. Et pourquoi pas au char d'assaut ?

L'alter ego de FOG, Etienne Gernelle, fait d'Emmanuel Macron un « Machiavel » à la française. Nicolas Baverez le rêve en De Gaulle. Visionnaire, le philosophe allemand Peter Sloterdijk, qui voit chez Jean-Luc Mélenchon des « traits fascisants », écrit du nouveau président : « Il y a du médiumnique en lui…C'est une personnalité qui fonctionne comme un émetteur-récepteur : c'est un collecteur de rayons de soleil et de séismes encore peu perceptibles dans le pays ». Après Madame Soleil, Monsieur Macron.

Mais ce n'est pas fini. Pour Romano Prodi, ex-Président de la Commission de Bruxelles , « il peut être le leader d'une Europe forte ». Arielle Dombasle dit du nouvel élu et de son épouse : « J'aime que ce couple soit né dans les paroles de Marivaux, Musset et Diderot. Il y a entre eux une conversation inachevée ». Quant à l'ineffable Bernard Henry Lévy, il compare le successeur de François Hollande à Hoche, Saint-Just, Bonaparte, Benazir Bhutto, Kennedy, Jacques Decour et Théodore Roosevelt. Puis il conclut : « Il y a dans sa passion joyeuse, dans son optimisme juvénile et raisonné, fervent et didactique, quelque chose qui, d'ores et déjà, répond au malaise dans la civilisation française ». Fermez le ban.

Dans L'Alouette, pièce sur Jeanne d'Arc, Jean Anouilh faisait dire à l'un de ses personnages : « La propagande est une chose sommaire. L'essentiel est de dire quelque chose de très gros et de le répéter souvent, c'est comme cela qu'on fait une vérité ». Certains ont compris la leçon. marianne.net10.05

L'intronisation d'Emmanuel Macron tourne à l'extase chez les commentateurs télé par Xavier Frison - marianne.net

À l'occasion de la passation de pouvoir entre François Hollande et Emmanuel Macron, certains journalistes ont viré "gagas". Exemple avec France 2 et BFMTV.

Une partie de la presse avait déjà tressé des lauriers en or massif à Emmanuel Macron, au soir de sa victoire du 7 mai. Pour son investiture au cours de la passation de pouvoir avec François Hollande ce 14 mai, certaines chaînes de télévision n'ont pas moins versé dans la flagornerie.

En ce dimanche matin, le service public était particulièrement en forme, à l'heure de semer sur le parcours du nouveau président mille qualificatifs plus élogieux les uns que les autres. Compilés par certains twittos, dont le journaliste Samuel Gontier, les saillies des commentateurs de France 2 ne laissent guère planer de doutes sur la cote d'amour d'Emmanuel Macron auprès de ces derniers. Florilège.

Laurent Delahousse orchestrait "ces instants républicains", avec une myriade d'envoyés spéciaux dans les rues de Paris. La seule remontée des marches en courant du nouveau président suscite l'admiration : "Il a monté les marches quatre à quatre, à

une vitesse incroyable. Ça rappelle Jacques Chaban-Delmas", apprécie le journaliste Franck Ferrand.

Tandis que les figures obligées de la passation de pouvoir se déroulent sans surprise particulière, le plateau de France 2 est en ébullition : "C'est l'investiture la plus romanesque de la Ve République", "On est véritablement dans le roman, et même, osons le mot, dans l'épopée". Rien que ça. Et quand Laurent Delahousse y va de sa description du nouveau président, voilà le résultat : "Ce visage, ce masque d'Emmanuel Macron, cette gravité qui arrive".

Le journaliste vedette de France 2 peut bien feindre de demander si "les Français avaient besoin d'être réassurés sur la présidentialisation d'Emmanuel Macron ?", pour lui, il n'y a aucun doute. D'ailleurs, quand Emmanuel Macron prend une femme en larmes dans ses bras, "c'est le protecteur de la Nation" qui se présente à nous. "Des personnes se sont réfugiées dans ses bras. Autrefois, les rois touchaient les écrouelles le lendemain du sacre, il y a un peu de ça", lâche un intervenant, dans une comparaison tout en simplicité.

Invité sur le plateau, l'ancien patron du Monde Eric Fottorino voit lui en Emmanuel Macron "un alliage". Et pas de la camelote, s'il vous plaît : "Les aciéries font des métaux spéciaux. Il est d'un autre métal." Plus fort, plus rare, plus indestructible, cela va de soi.

Serge Moati, lui, est marqué au fer par Gérard Collomb, incapable de retenir ses larmes au moment de serrer la main de celui en qui il a cru avant bien d'autres : "L'image de Gérard Collomb bouleversé, ça me fait penser à Mitterrand embrassant Mendès-France", estime le journaliste.

Et puis, le type a "de la gueule", selon un autre intervenant sur le plateau de France 2 ce dimanche matin. D'ailleurs, Nathalie Saint-Cricq ne se sent "pas autorisée en tant que femme à dire qu'il a le physique de l'emploi", renvoyant cette responsabilité incongrue à ses collègues masculins, mais il se passe clairement quelque chose dans le coeur de la patronne du service politique de la chaîne.

"Il y a cinq ans, on parlait de la pluie, là on parle d'Emmanuel Macron. Quelque chose a changé", entend-on encore sur le plateau.

Au moment où Emmanuel Macron revient de son petit tour de voiture à l'Élysée, costume détrempé, en refusant le parapluie tendu par un membre du personnel, c'est l'éclat de rire charmé sur le plateau de France 2. Même rigolade quelques secondes plus tard, quand on entend Emmanuel Macron dire sur le perron "Je vais me changer, je pense". Les commentateurs s'extasient devant tant d'autodérision.

Sur BFMTV, on avait choisi un consultant bien particulier en la personne de Mounir Mahjoubi, candidat La République en marche pour les législatives et proche d'Emmanuel Macron. Une façon d'éviter les remarques de pisse-froid en ce jour de gloire pour le nouvel arrivant à l'Élysée. En complément, un curieux dispositif permettait d'entendre Ruth Elkrief au téléphone, dans une liaison qui donnait l'impression que l'éditorialiste de BFMTV avait été envoyée à Bagdad. Elle s'exprimait en fait de la salle de presse de l'Élysée, mezza voce pour ne pas déranger les confrères. Ce qui ne l'a pas empêché d'en faire des tonnes : "C'est la marque d'Emmanuel Macron, s'extasie Ruth Elkrief après le premier discours du nouveau président. Tout en rendant hommage à tous les présidents qui l'ont précédé (…) lui, il veut trancher. C'est le personnage Macron qui parle, sa jeunesse, son énergie, sa volonté de rendre les choses différentes".

Ludovic Vigogne, journaliste à l'Opinion, estime pour sa part que Macron a la baraka : "On voit que l'alignement des planètes continue pour Emmanuel Macron : aujourd'hui il fait beau, et en plus la passation d'Emmanuel Macron tombe un dimanche. C'est génial, ça permet une audience maximale, tous les Français peuvent être devant leur télé et assister aux premiers pas d'Emmanuel Macron. Et puis ça va permettre peut-être à plus de badauds d'être sur les Champs-Élysées".

Le fait de ne pas encore connaître le nom de celui qui sera le Premier ministre d'Emmanuel Macron, annoncé le lendemain ? Sur le plateau de BFMTV, on s'enflamme : "On est vraiment dans l'invention d'une politique, la redéfinition d'une fonction en direct, c'est très inédit."

Vers 14h, le journaliste en plateau sur BFMTV pouvait lâcher, en guise de résumé, à l'évocation d'Emmanuel Macron remontant les Champs Élysées sur un véhicule de l'armée : "On retiendra quand même cette image spectaculaire d'Emmanuel Macron sur cet engin militaire". On retiendra aussi sans doutes ces envolées des commentateurs, tout aussi spectaculaires. marianne.net 14.05

Commentaires d'internautes

1- "Sur Europe 1 il était question d'un "sacre". Ces journaleux ont perdu tout sens commun. Pour avoir d'honnêtes informations nous devrons désormais nous brancher sur l'étranger. Pitoyable."

2- "La presse qui depuis pas mal de temps n'est souvent plus qu'un organe de propagande gouvernemental et en particulier a poussé de manière honteuse au résultat de l'élection actuelle semble encore une fois franchir un seuil dans le léchage de bottes, ce coup-ci en sombrant dans le plus grand ridicule.

Entendre des choses comme “ces yeux-là vous rendent président” ou “Des personnes se sont réfugiées dans ses bras. Autrefois, les rois touchaient les écrouelles le lendemain du sacre, il y a un peu de ça.” dans la bouche de journalistes est quand même hautement inquiétant et devrait normalement conduire toute personne dotée d’un cerveau à se rendre compte de l’état de décrépitude des médias.

La conclusion logique de ce billet en tout cas me semble qu’il va devenir complètement impossible de trouver la moindre information dans les journaux ou à la TV sur le gouvernement pour la période de 5 ans qui débute et qu’on ne sera abreuvés que de louanges plus ou moins déguisées.

Donc encore plus qu’avant, il semble qu’il va falloir éviter à tout prix de lire ou d’écouter ces torchons, il faut se renseigner ailleurs, c’est une question de salubrité mentale."

3- "On peut qualifier ce cinéma de pornographique, non?

Quel bonheur d’y échapper!

J’attends la suite avec une très grande impatience. Plus dure sera la chute."

4- "C'est l'extase totale chez pratiquement tous les journalistes et économistes qui sévissent dans nos médias , mais est-ce vraiment étonnant quand on sait que Macron veut appliquer une politique économique qui servira les intérêts des employeurs de ces mêmes journalistes !

Et certains osent appeler encore la France une démocratie !"

5- "Ces propos sont délirants et franchement comiques.

D'autant plus comiques qu'on devait en lire de semblables dans la Pravda aux pires moments du stalinisme le plus implacable.

Mais il faut bien voir que tous ces concours de niaiserie grégaire viennent de la bande des 9.

Ces milliardaires, stars du Cac 40 , qui possèdent tous les médias, et qui doivent fort bien rémunérer tous ces serviteurs de luxe du système.

Mais une chose sera fort cruelle : toutes ces déclarations indignes et hautement stupides vont ressortir lorsque la politique de Macron aura plongé le pays dans un marasme plus grand encore qu'au temps d'Hollande (ce qui relève de l'exploit).

Et là ça va faire mal, très mal ..."

La "lessive" Macron qui lave plus blanc que blanc.

Dans Envoyé Spécial, Macron se compare à une "lessive"... comme l'avaient fait plusieurs de ses détracteurs - huffingtonpost.fr

Dans Envoyé spécial sur France 2, diffusé jeudi 11 mai, on peut entendre cette phrase du président élu : "Je fais vendre, comme une lessive". Il s'exprimait au sujet de l'engouement médiatique autour de lui pendant la campagne présidentielle.

Avant lui, nombreux sont ses détracteurs à avoir utilisé la même image. Michel Onfray avait ainsi ironisé : "tout est fait pour que le jour où vous ayez besoin d'une lessive, vous achetiez la lessive Macron".

La journaliste Charline Vanhoenacker s'était également amusée lors d'une chronique dans "L'émission politique" : "Vous me faites penser à ce baril de lessive nouvelle formule... Quand on l'ouvre, y'a Jacques Attali qui en sort".

Avant d'apporter son soutien au candidat d'En Marche!, François Bayrou avait lui aussi utilisé cette formule, pour fustiger l'engouement autour d'Emmanuel Macron. huffingtonpost.fr 12.05

En complément

- Renseignement Changement en série dans les services - Liberation.fr

DGSE, DGSI, «cellule anti-EI»… Les nouveaux venus seront vraisemblablement issus du cercle de Macron ou de celui de Le Drian.

- Administration Les hauts fonctionnaires priés d'être loyaux - Liberation.fr

Le nouveau chef de l'Etat prévoit de remanier la haute administration, via des contrats d'objectifs et une ouverture à des figures du privé.

Dans quel pays est-ce possible ?

Il rêvait de s'appeler Hitler, c'est désormais chose faite.

Un Nazi autoproclamé a officiellement été «rebaptisé» Isidore Heath Hitler lundi dernier. Voici le rêve de toute une vie qui s'est enfin réalisé… Il a pu changer son nom de famille en Hitler lundi dernier, 8 mai, jour de la capitulation définitive de l'Allemagne nazie en 1945 et marquant la fin de la Seconde guerre mondiale

« C'est génial. Mon permis de conduire est modifié, mon assurance, mon enregistrement, tout ce dont j'avais besoin est modifié… Je suis le nouvel Hitler! », raconte le jeune homme, visiblement enthousiasmé.

Au cours d'une audience du tribunal des affaires familiales convoqué pour examiner le cas de son plus jeune fils, M. Hitler serait entré dans le Palais de Justice habillé en uniforme nazi.

D'après l'enregistrement de l'audience, le tribunal lui a conseillé de se faire aider. Cependant, le « nouvel Hitler » a refusé net sous prétexte que son psychiatre était d'origine juive.

Réponse : Aux Etats-Unis, bien sûr! (Source : Sputnik France 14 Mai 2017)

Quelle attitude adoptée face aux membres ou aux sympathisants de FI ?

Prenons comme exemple l'UE. Eux ils sont majoritairement pour demeurer dans l'UE, nous nous sommes pour la rupture avec l'UE. Nous ne sommes manifestement pas sur la même longueur d'onde, donc nous n'allons pas essayer de les convaincre de quoi que ce soit, et cela vaut pour n'importe quelle question sur laquelle nous sommes en désaccord avec eux. Puisqu'ils ne sont pas convaincus de la nécessité de rompre avec l'UE, toute tentative de les convaincre du contraire reviendrait à vouloir leur imposer une position qui ne correspond pas à la conclusion de leur réflexion, donc qui ne serait pas le produit de leur propre expérience.

Nous savons qu'ils ne sont pas en mesure de justifier sérieusement ou de manière cohérente leur position, donc nous n'allons pas aller sur leur terrain. Nous allons nous borner à leur exposer la nôtre qui repose uniquement sur des faits qui se sont déroulés depuis le traité de Rome. Des faits qui se sont traduits par des effets ou des conséquences qui eux aussi sont des faits. Et l'enchaînement de ces fait témoigneront de l'orientation de l'UE depuis 1950 jusqu'à nos jours sans qu'on ait besoin de les interpréter ou de les caractériser. C'est de la logique pure, matérialiste, dialectique, de sorte qu'elle est incontestable. Le seul moyen de la contester consisterait à s'écarter de la réalité ou verser dans le déni, ce qui ne mène à rien sinon à recourir à un moment ou un autre à des moyens malhonnêtes pour le justifier, ce qui est détestable.

Nos interlocuteurs peuvent y recourir malgré eux, inconsciemment ou en étant de bonne foi, parce qu'ils croient ce qu'on leur a raconté sans se douter que cela ne correspond pas à la réalité. 99,99% d'entre eux ignorent d'où vient vraiment l'UE, qui, quoi, comment, quand, ils n'en savent rien précisément. Ils le sauraient que cela ne leur servirait à rien, au départ ou pour le moment, donc il serait inutile d'attaquer par là, nous garderons cela pour la fin en leur montrant que tout se tient, et que les réponses à ces questions confirment notre conclusion.

Nous allons tout simplement nous installer sur notre terrain de classe et ne plus en bouger, de sorte que les différents acteurs qui ont contribué à façonner l'UE apparaissent sur leur propre terrain de classe qui n'est évidemment pas le nôtre, sans même avoir à les citer, du coup sans même avoir à l'évoquer on saisira leurs réelles intentions qui sont évidemment inavouables, les faits vont parler d'eux-mêmes sans avoir à y ajouter quoi que ce soit, on les laissera parler à notre place, ils se suffiront à eux-mêmes tout au long de notre argumentation, de manière à ce qu'à aucun moment on donne l'impression d'interpréter les faits à l'aide d'une théorie ou d'une doctrine ou de recourir à des formules ou des principes ou je ne sais quel subterfuge subjectif pour les influencer, on fera donc en sorte que ce reproche ne leur vienne pas à l'esprit pour se concentrer uniquement sur les faits et s'y tenir.

Demandez-leur s'ils peuvent citer une seule réforme sociale collective que l'UE aurait adoptée depuis le traité de Rome. Il n'en existe pas et nous le savons. L'UE n'a fait que contribuer à une formidable régression sociale dans tous les domaines, j'entends sur les questions essentielles : Conditions de travail, temps de travail, durée du travail, Code du travail, contrat de travail, retraites, Sécurité sociale, santé, éducation, services publics, liberté individuelle, paix, etc. il suffit de ramener les faits à une simple question : En quoi l'UE a-t-elle eu une action bénéfique pour les travailleurs dans tous ces domaines ? En rien, nulle part.

En fait, ce sont nos interlocuteurs qui doivent être amenés à se la poser si nous nous en sommes tenus à cette conduite. Pas besoin d'énumérer des faits précis, tout le monde est censé faire le même constat, tout le monde sait que la situation s'est dégradée ou aggravée dans tous les domaines pour en avoir fait l'expérience directement ou indirectement par le biais des membres de notre famille, nos relations, nos collègues de travail, etc. Nous nous en tiendrons à l'essentiel.

De toutes manières, en dehors des aristocrates et de l'élite qui les sert, toutes les catégories, couches ou communautés de la population ont subi les effets négatifs de la politique de l'UE et des gouvernements qui se sont succédés depuis plus de 30 ans dans tous les domaines cités plus haut, donc faire prévaloir qu'une d'entre elles auraient bénéficié d'un traitement de faveur, ce ne serait qu'à la marge ou dérisoire à côté de la dégradation de leur condition, à notre connaissance ce traitement de faveur ne s'applique pas à leur condition de travail, leur temps de travail, leur durée du travail, leur retraite, etc. personne n'a été épargnée par la politique antisociale de l'UE.

Comme quoi s'est confortable de s'en tenir à notre terrain de classe, je vous le conseille, avec un peu d'entraînement cela devient spontané, sans à produire d'effort on vient facilement à bout de ce genre d'argument qui ne sert qu'à faire diversion ou à nous détourner de l'essentiel, si vos interlocuteurs ne sont pas des imbéciles ou des gens de mauvaise foi ils en conviendront eux-mêmes, parce que c'est évident.

Les faits sont accablants pour l'UE, au-delà pour le capitalisme. Du coup on n'a même plus besoin de justifier notre conclusion, elle s'impose d'elle-même.

Si nos interlocuteurs la rejettent, c'est parce qu'ils ont décidé de se détourner des faits, peut-être parce qu'ils s'accommodent de leurs conséquences ou ils bénéficient d'un statut privilégié qui les aide à les supporter, auquel cas ils ne se sentent pas concerner par tous ceux qui les subissent ou ne les supportent pas, dans ce cas-là leur engagement politique n'est destiné qu'à servir leurs intérêts individuels et il n'a rien à voir avec une quelconque cause collective et ne présente aucun intérêt.

Il est donc indispensable de s'entendre dès le départ avec nos interlocuteurs sur le sens de notre engagement politique, quelle cause il doit servir, individuelle ou collective, étendue aux besoins ou aspirations de l'ensemble des exploités et des opprimés.

En ouvrant à l'écran des articles de presse, j'ai observé qu'ils étaient accompagnés de brèves vidéos. En général je ne les regarde pas car je n'en ai pas le temps et cela me semble inutile, cependant par curiosité j'ai visionné celles qui donnaient la parole à des militants de FI pour écouter un peu leurs discours. Et là j'ai découvert que des travailleurs de 25 à 45 ans environ expliquaient que c'était la première fois de leur vie qu'ils s'étaient engagés en politique, qu'ils participaient à une expérience politique dans une structure, parce qu'ils avaient senti que le moment était venu de le faire et qu'ils ne pouvaient pas s'en tenir à des idées ou à un rôle de spectateurs parce que la situation était trop grave, ils avaient décidé de franchir le pas en ayant bien conscience qu'ils avaient tout à découvrir en manifestant un enthousiasme sincère...

Le courriel fielleux reçu d'un militant ou sympathisant du POID : "*Terminer au cul de Mélenchon, candidat au poste de premier ministre de Macron.....encore bravo !!*" C'est tout ce qu'il a trouvé comme argument en réponse à ma longue démonstration des derniers jours destinée à justifier mon soutien aux candidats de FI lors des législatives.

J'aurais pu lui répondre que ce courant politique avait produit les Jospin, Cambadélis et bien d'autres pourritures, et que ses dirigeants avaient passé leur temps à lécher le cul de Bergeron, Blondel et Mailly qui tous avaient leur carte du PS, à quoi bon remuer la merde, sinon prendre le risque d'être incommodé par ces miasmes... Bref, chacun aura apprécié l'élégance du procédé. Dégueulasse, tirez la chasse !

Revenons à ces travailleurs qui de leur propre initiative ont décidé de rejoindre FI.

J'ai trouvé cela très bien, et je me suis dit qu'il valait mieux les encourager à persévérer, plutôt que les traiter avec mépris ou condescendance ou pire les prendre pour des cons comme le font les donneurs de leçons ou les gauchistes dont le bilan calamiteux parle de lui-même. C'est de là que m'est venue l'idée de réfléchir à la meilleure méthode pour m'adresser à eux

Si je militais dans un parti, je serais heureux de constater que des centaines de milliers de travailleurs se mobilisent ou s'organisent, même si ce n'était pas dans mon parti, pour résister à la politique du gouvernement, je me dirais qu'en tissant des liens avec eux je pourrais peut-être en recruter certains une fois l'heure sonnée de la désillusion qui ne tarderait pas à venir. Ils sont honnêtes et sincères, alors pourquoi adopter un ton belliqueux à leur égard, parce qu'ils sont bourrés d'illusions, notre propre expérience de militant devrait au contraire nous inciter à faire preuve de modestie pour avoir colporté des théories foireuses auprès des travailleurs ou avoir accordé notre confiance à des dirigeants qui n'étaient finalement que des imposteurs ou qui nous ont trahis.

J'ai décrit plus haut quel était mon état d'esprit à l'égard des militants et des sympathisants de FI et la méthode pour s'adresser à eux, qui à mon avis devrait les destabiliser ou ne devrait pas les laisser indifférents, les faire réfléchir.

C'est uniquement nos propres expériences qui nous conduisent à adopter telle ou telle idée ou comportement, orientation, et personne ne peut se substituer à nous ou nous convaincre de quoi que ce soit si nous n'y sommes pas préparé ou si les conditions ne sont pas réunies.

Quand on a compris cela, on ne cherche plus à imposer nos idées, on se borne juste à les soumettre aux autres travailleurs en se disant qu'un jour ou l'autre ils les partageront si elles étaient correctes, parce qu'elles correspondaient aux tâches ou aux objectifs politiques qu'ils devaient réaliser pour avancer vers leur émancipation du capital.

Néostalinisme. Qu'on se le dise, il y en a qui ne doutent décidément de rien.

ParDem - L'enjeu principal des élections législatives des 11 et 18 juin sera le score obtenu par les candidats du Parti de la démondialisation.

Quant à la France Insoumise, elle reprend le modèle désastreux du Premier ministre grec de Syriza, Monsieur Tsipras. Sa soumission au système est totale après avoir fait croire l'inverse. C'est la seule roue de secours du système européen en France si le consensus sur le statu quo reposant sur des candidats classiquement néolibéraux ne fonctionne plus. Ce n'est certes pas du tout le premier choix de l'oligarchie, mais cela constitue bel et bien le dernier, si tout le reste échoue. ParDem

L'art du lieu commun pour justifier la division qui profitera à Macron et ses alliés.

Et tout cela pour quoi, devinez, redorer le blason des institutions de la Ve République :

ParDem - Les vrais enjeux politiques sont de récupérer des institutions démocratiques. ParDem

Le matraquage continue plus que jamais

Et dire que pas un seul parti ouvrier n'a appelé au boycott avant le premier tour...

- Macron, une ascension météorique portée par une bonne étoile - AFP

Une bonne dose d'intuition, une part de risque et un joli concours de circonstances ont conduit Emmanuel Macron à l'Elysée en empruntant la voie express, quelques mois après avoir lancé son parti et chamboulé le paysage politique, à 39 ans seulement.

- 6 caractéristiques qui font d'Emmanuel Macron un leader - Le Huffington Post

- Ce que Jean-Michel Macron, le père d'Emmanuel Macron, a apporté à la science - Le Huffington Post

- Le selfie de Macron vaut le détour(nement) - Le Huffington Post

Le plus dur reste à faire et c'est cela qui les rend fou !

Législatives 2017: PS, Modem, LR, société civile... Les comptes d'apothicaire de Macron - huffingtonpost.fr

Pour tenir sa double promesse de recomposer et renouveler la scène politique, le mouvement du président est contraint de marcher sur un fil.

En Marche, combien de divisions? Pour tenir sa double promesse de recomposer la scène politique française tout en renouvelant ses acteurs, Emmanuel Macron se retrouve contraint de jouer les juges-arbitres et ses amis les experts-comptables d'un délicat équilibre politique. La brève polémique provoquée par la colère de François Bayrou sur le nombre d'investis Modem aux élections législatives, précédée par les couacs des premières investitures concédées, ont démontré à ceux qui en doutaient à quel point il est difficile de faire table rase du passé tout en cherchant à constituer une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Après 24 heures de négociations, la fièvre est retombée côté Modem. Et les candidats de La République En Marche (LREM), réunis en séminaire ce samedi 13 mai, ont pu saluer le retour au calme. "Nos deux piliers n'ont pas changé depuis le lancement d'En marche!: le renouvellement et le rassemblement", a répété son secrétaire général Richard Ferrand, en préconisant de "faire l'Histoire sans petites histoires!". Manière de tourner la page des ratés de ces derniers jours.

"Le renouvellement que vous représentez devant moi n'a jamais été réalisé avant sous la Ve République", a plaidé Emmanuel Macron selon des personnalités présentes, demandant à ses candidats de ne "jamais (être) des assis, des installés, des habitués".

Mais l'apaisement avec l'allié François Bayrou a un prix: selon les informations du Monde, le président du Modem aurait obtenu près d'une centaine de circonscriptions pour les siens contre 38 lors de la présentation initiale des 428 premières investitures. Un "accord politique" qui doit encore être confirmé et qui ne va pas faciliter la tâche des cadres d'En Marche!, soucieux de préserver les équilibres entre les ralliés socialistes, écologistes, centristes, Les Républicains et les candidatures issues de la société civile, mises en avant comme le gage du renouveau que veut incarner le jeune président de la République.

La gauche très ou trop bien servie?

Parmi les critiques exprimées à voix haute par François Bayrou, celle d'un trop grand nombre d'élus sortants et/ou d'anciens membres du PS. De fait, En Marche! admet que 153 investitures ont été attribuées soit à des socialistes ou ex-socialistes, à quelques écologistes pro-gouvernement ou encore à des radicaux de gauche.

Sur les 23 parlementaires ou suppléants sortants investis, tous appartenaient à la majorité sortante, dont une très nette part (16) de socialistes. Dans le lot, une ministre écologiste de François Hollande, Barbara Pompili, investie dans sa circonscription de la Somme.

A cela, il faut ajouter le choix d'En Marche! de ne pas investir de candidat contre des membres ou d'anciens membres du gouvernement, dont le très emblématique Manuel Valls, Jean-Marie Le Guen, Stéphane Le Foll, Marisol Touraine, Myriam El Khomri ou Ségolène Neuville.

Pour se défendre de "recycler" les sortants du PS, le parti présidentiel met en avant le fait que 70 à 100 députés PS sortants avaient à l'origine sollicité leur investiture, dont de nombreux proches de Manuel Valls. En vain.

Une minorité LR / UDI peut-être appelée à grossir

Face à la déferlante de la majorité sortante, la droite et le centre-droit peuvent s'estimer lésés. Parmi les 428 premières investitures, on ne compterait qu'une quarantaine d'apparentés LR/UDI et aucun parlementaire sortant. De quoi nourrir l'impression que LREM ne marche que sur une seule jambe, la gauche.

Pour donner le change, d'anciens collaborateurs de droite ont été investis, dont deux collaboratrices de l'ancienne équipe Juppé, Aurore Bergé et Marie Guévenoux ainsi qu'un ancien collaborateur de Jean-Pierre Raffarin, Blaise Mistler. Autre appel du pied qui n'a échappé à personne: pour l'heure, En Marche! n'a investi personne face aux députés sortants LR Bruno Le Maire, Thierry Solère ou Franck Riester. Le juppéiste Gilles Boyer, dont c'est la première candidature, et les anciens suppléants de Christian Estrosi et de Edouard Philippe sont également épargnés.

La stratégie de conserver une marge de 150 circonscriptions gelées jusqu'à mercredi est assumée: permettre des ralliements de dernière minute du côté des Républicains et du centre. Le choix d'un premier ministre issu de ces rangs pourrait accélérer le mouvement.

Avantage à la société civile... sur le papier

Si la recomposition macroniste s'apparente bien à un grand jeu de vases communicants, il ne faut pas nier le réel effort de renouvellement des candidatures choisies. Sur le papier, les candidats néophytes et/ou sans appartenance partisane font une entrée remarquable dans l'aventure En Marche!. Comme l'a détaillé avec grand soin la direction du parti présidentiel, 197 candidats retenus n'avaient jusqu'ici aucun passé politique notable.

Ce choix non plus ne s'est pas fait sans difficulté, entre des candidats qui n'avaient pas demandé à l'être et ceux qui ont dû céder la place à des ténors ou à des personnalités médiatiques, comme le champion des maths Cédric Villani ou le juge Eric Halphen.

Mais pour mesurer l'ampleur véritable du renouvellement annoncé, il faudra attendre le 18 juin, date du second tour des législatives. Histoire de vérifier que les circonscriptions les plus favorables n'ont pas été réservées aux seuls sortants. huffingtonpost.fr 13.05

En Marche!: une partie du PS "recyclée"... mais de nombreux recalés - AFP

En Marche, usine à "recycler" du PS comme l'en accusent ses adversaires? Le parti d'Emmanuel Macron a certes investi plus d'une vingtaine de députés sortants de gauche, mais il fait valoir que beaucoup de postulants socialistes ont été recalés.

Dans la première vague de 428 candidats annoncée jeudi, 22 députés sortants de gauche (seize PS, une ex-PS, deux radicaux de gauche et trois écologistes), et une sénatrice MoDem, Leila Aïchi.

Le secrétaire général d'En Marche!, Richard Ferrand, qui espère convaincre des élus de droite de rejoindre le parti d'Emmanuel Macron, a promis de faire connaître d'ici mercredi le nom des derniers impétrants. Les dosages peuvent donc encore changer avant la clôture des candidatures, vendredi.

D'autant que François Bayrou, qui s'estimait lésé par de premiers arbitrages accordant un nombre selon lui insuffisant d'investitures au MoDem dans des circonscriptions gagnables, a annoncé dans la nuit la conclusion d'un accord "équilibré" avec la République en Marche!

"In fine, il devrait y avoir maximum 10% de députés sortants investis, souligne un député proche de M. Macron. Jamais un grand parti n'a fait cela! (...) Et quand la droite explique que ça penche du côté du PS... ça n'est pas l'avis des députés PS qui frappent à la porte!"

Christophe Borgel, en charge des élections au PS, souligne pour sa part qu'"il y a beaucoup moins de députés (sortants) investis que ce que certains annonçaient".

Pour le député de Haute-Garonne, il ne devrait pas y avoir plus de "7 ou 8" députés issus du PS parmi les dernières investitures du parti présidentiel attendues la semaine prochaine.

Selon des sources à En Marche! et au PS, entre 70 et 100 députés PS sortants ont sollicité l'étiquette du parti de M. Macron.

Parmi ceux finalement choisis, de nombreux fidèles de la première heure du président élu : Richard Ferrand, Christophe Castaner, Jean-Jacques Bridey, Stéphane Travert...

Les députés Réformateurs (l'aile droite du PS) sont aussi bien représentés, dans le sillage du sénateur-maire de Lyon Gérard Collomb, qui a été l'un des premiers soutiens de M. Macron.

Mais parler de "recyclage du PS, c'est absolument faux", souligne une source proche des Réformateurs, qui déplore notamment qu'une députée de cette tendance, Bernadette Laclais, se soit vu refuser l'investiture au profit du MoDem Patrick Mignola en Savoie.

Un autre député, proche de Manuel Valls, déplore même "une volonté d'éradication de tout un tas de gens!" "On n'est pas vraiment dans la bienveillance", souligne-t-il. Le député Malek Boutih n'a ainsi pas obtenu l'investiture En Marche! Pas davantage qu'un autre proche de M. Valls, Hugues Fourage.

L'ex-Premier ministre lui-même a bénéficié d'un compromis: il ne pourra pas se revendiquer d'En Marche!, mais il évite un adversaire macroniste. D'autres de ses proches, comme Gilles Savary, Philippe Doucet ou Olivier Dussopt n'auront pas cette chance.

"Je ne comprends pas les règles intransigeantes d'En Marche! Macron veut faire table rase du passé mais au détriment de sa future majorité", s'énervait mardi auprès de l'AFP M. Savary.

Pour l'un de ces députés, les vallsistes ont été plutôt moins bien traités que les "Hollandais" dans les arbitrages d'En Marche! - en tout cas pour l'instant. Parmi les ministres n'ayant pas d'adversaire désigné: Stéphane Le Foll, Marisol Touraine, Myriam El Khomri, Ségolène Neuville... mais pas Juliette Méadel.

Pour "limités" qu'ils soient, ces transferts du PS à En Marche! contribuent en tout cas à "clarifier" la situation au PS, déchiré depuis le début du quinquennat entre son aile droite et son aile gauche.

"Avec le départ d'une partie des Réformateurs, et celui de Manuel Valls, oui il y a une clarification", souligne un proche de l'ex Premier ministre.

Dans un message posté jeudi soir, M. Valls a annoncé agir désormais en "homme libre", laissant entendre qu'il se passerait de l'étiquette PS pour briguer un nouveau mandat dans la première circonscription de l'Essonne.

"L'objet de Manuel Valls n'est plus la recomposition du PS, elle est malheureusement impossible", avait affirmé mardi à l'AFP Malek Boutih. AFP 13.05

Que la bête meurt !

- "Mort" du PS : Manuel Valls persiste et signe - lepoint.fr

L'incendie de la maison socialiste continue. Et les déclarations de Manuel Valls de cette semaine ajoutent de l'huile sur le feu. Mardi 9 mai, il franchissait le Rubicon pour certains de ses proches au parti en annonçant vouloir se présenter sous l'étiquette La République en marche pour les législatives de juin. Sur RTL, il doublait même cette annonce d'un constat : « Ce Parti socialiste est mort, il est derrière nous, pas son histoire et ses valeurs, mais il doit se dépasser », avait affirmé Manuel Valls. La porte restait ouverte pour une refondation. Elle semble désormais close.

Samedi, l'ancien Premier ministre en a rajouté une couche, selon Le Monde. Dans son édition du 13 mai, le quotidien rapporte cette phrase lancée en privé par Manuel Valls : « L'histoire est finie pour le PS. Tout le monde le sait, mais on va quand même aux législatives en faisant semblant d'être toujours ensemble, c'est pathétique. » lepoint.fr 13.05

En famille. Le dernier numéro d'un "marchand d'illusions".

Si vous ne l'aviez pas encore compris, vous comprendrez ici pourquoi je n'ai pas appelé à voter Mélenchon.

- Mélenchon fixe l'objectif de La France insoumise, "gouverner le pays" - AFP

Ridiculisant des "marchands d'illusions, des faussaires, des gens qui viennent avec une pancarte et se préparent à faire le contraire", "une troupe qui bêle en cadence", Jean-Luc Mélenchon a réaffirmé sa volonté d'incarner le seul vote d'opposition de gauche pour ces élections législatives. "Nous avons un drapeau clair, net, sans tache, honnête, loyal, fier, il s'appelle la France Insoumise et ya basta!", a-t-il crié sous les applaudissements. (Quand vous aurez lu la suite, vous aurez envie de lui répondre que les taches figuraient dans les non-dits ou que c'était lui la tache, le faussaire ! - LVOG)

Jean-Luc Mélenchon a fixé samedi pour objectif à son mouvement, La France insoumise, d'obtenir une majorité au terme des législatives de juin pour se mettre en position de "gouverner le pays". (Et en plus il est mégalomane ! - LVOG)

"La France insoumise sera sans doute le mouvement qui rassemblera le plus de députés", a lancé M. Mélenchon lors de la convention nationale des candidats de son mouvement à Villejuif (Val-de-Marne).

"Nous sommes candidats partout, avec comme objectif gouverner le pays et constituer une nouvelle majorité", a-t-il ajouté, espérant que les 7 millions de voix (19,6% des suffrages) qu'il a obtenues au premier tour de la présidentielle donneront à son mouvement l'élan nécessaire pour remporter le scrutin des 11 et 18 juin.

"La France insoumise propose aux électeurs d'organiser une nouvelle cohabitation, de mettre en échec la politique macroniste", a-t-il dit. "Nous le pouvons, c'est à portée de main, que viennent les jours heureux!" (La cohabitation à laquelle il a participé avec Chirac avait été le prélude aux "jours heureux"... des actionnaires du CAC40 ! - LVOG)

Le chef de La France insoumise a loué les vertus de la cohabitation: quand Lionel Jospin a été le Premier ministre de Jacques Chirac, cela "a été le moment le plus positif pour la France avec la mise en place des 35 heures: nous avons alors créé plus d'emplois qu'à aucun moment en France". (Et le record en matière de privatisations, "les jours heureux", quoi ! Rien que ce passage montre qui est vraiment Mélenchon pour ceux qui ne le savaient pas encore. Et qu'il se fout éperdument de notre sort. - LVOG)

En revanche, "le président Macron a prévu de faire passer par ordonnances, cet été, une série de mesures d'une extrême gravité", a-t-il mis en garde.

Le premier vote qu'Emmanuel Macron mettra à l'ordre du jour du Parlement "sera un vote de renoncement demandé à une Assemblée soumise, et nous, nous sommes pour la composition d'une Assemblée insoumise", a lancé le candidat arrivé quatrième au premier tour de la présidentielle.

Selon lui, "la négociation entreprise par entreprise sur des questions comme les horaires de travail ou les salaires, c'est jeter tout le pays dans une compétition entre les travailleurs et les entreprises, surtout dans les plus petites". "C'est un projet de contre-révolution et de violence sociale terrible qui frappe un siècle et demi d'avancées sociales", a-t-il affirmé, qualifiant de "crevards" les députés socialistes tentés de rejoindre le mouvement d'Emmanuel Macron.

Evoquant la jeunesse du nouveau président (39 ans) et son expérience à lui (il a 65 ans), M. Mélenchon a encore estimé qu"il faut que ce jeune homme soit tempéré de sa folie par un homme âgé qui s'occupera du peuple". AFP et huffingtonpost.fr 13.05

Parce que la France de la finance de Macron serait compatible avec celle du peuple de Mélenchon ? Un aveu.

Pas de candidat France insoumise face à des communistes ayant parrainé Mélenchon - AFP

La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon ne présentera pas de candidats aux législatives face à des députés communistes sortants ayant parrainé la candidature présidentielle de Jean-Luc Mélenchon, a annoncé samedi son directeur de campagne, Manuel Bompard.

"Le comité électoral a décidé que nous ne présenterions pas de candidats là où des communistes sortants ont adressé leur parrainage à Jean-Luc Mélenchon", a déclaré M. Bompard lors d'une convention nationale des candidats de La France insoumise à Villejuif (Val-de-Marne).

Cette déclaration intervient alors que, après des mois d'une entente fragile, le Parti communiste et La France insoumise ont renoncé il y a quatre jours à trouver un accord pour les législatives, un échec dont les états-majors se rejettent la responsabilité.

"Certains dirigeants s'en prennent à nous, nous ne voulons pas entrer dans ces polémiques", a seulement dit M. Bompard samedi.

Cette convention nationale de La France insoumise doit permettre aux candidats venus de toute la France de lancer véritablement la campagne pour les législatives des 11 et 18 juin, dont l'objectif est de faire du mouvement la première force d'opposition à gauche, pour "refuser de donner les pleins pouvoirs au gouvernement Macron".

"C'est une grande fierté que de voir revenir dans le combat civique des gens dégoûtés de la politique", a déclaré M. Bompard, assurant que "tout cela ne s'arrêtera pas aux législatives".

"Le rassemblement", a-t-il poursuivi, "ne peut se faire au détriment d'une cohérence politique", ajoutant: "Nous avons proposé un cadre cohérent et homogène, La France insoumise, et un programme."

"A tous ceux qui regardent vers nous, nous leur disons "ne regardez pas l'ancien monde, venez avec nous construire le monde nouveau"", a lancé M. Bompard. "Nous ne demandons à personne de déchirer sa carte de parti."

"Pour être efficaces, nous devons être cohérents dans la lignée de la présidentielle et c'est à cette condition que nous pourrons obtenir la majorité", a-t-il aussi souligné. AFP 13.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne

En Allemagne, le parti conservateur d'Angela Merkel a remporté dimanche un scrutin régional clé en Rhénanie du Nord-Westphalie.

La CDU de la chancelière devance avec 34,5 % le SPD de Martin Schulz qui, avec 30,5 %, enregistre son pire score historique dans le Land le plus peuplé d'Allemagne, qu'il dirigeait jusqu'à présent, selon des sondages de sortie des bureaux de vote dimanche soir. Ce scrutin régional avait valeur de test à quatre mois des législatives. Pour les sociaux-démocrates, c'est une défaite retentissante, au moment où le parti traverse une période difficile. AFP 14.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Emploi : la terrible prédiction de la Banque mondiale - Les Echos

"L'automatisation pourrait faire disparaître près de 70 % des emplois dans les pays en voie de développement, selon le directeur de l'institution." Source : Les Echos

Une "banquise" de bouteilles en plastique recouvre le fleuve Congo à Kinshasa - France 24

" Depuis plusieurs mois, la principale artère fluviale de Kinshasa est recouverte d'une épaisse couche de déchets, constituée pour l'essentiel de bouteilles en plastique. Selon notre Observatrice, ces détritus, dispersés partout dans la capitale de la RD Congo faute de politique de gestion des déchets efficace, arrivent là à cause des fortes pluies." Source : France 24

ECONOMIE

BCE

- Cinq pays détiennent 90% des liquidités injectées par la BCE - Reuters 02.05

Environ 90% de l'excédent de liquidités injecté par la Banque centrale européenne (BCE) pour soutenir l'activité économique dans la zone euro ont profité à cinq des plus riches pays de la région, montre mardi une étude de la banque centrale.

Elle cite "l'aversion au risque" parmi les raisons expliquant le fait que ces liquidités se concentrent en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Finlande alors que dans d'autres pays, des banques dépendent encore de la BCE pour se fournir en liquidités.

En clair, les banques des pays les plus riches restent réticentes à prêter des liquidités à l'étranger près de dix ans après l'éclatement de la crise financière et en dépit des efforts entreprises par la BCE pour assurer la cohésion de la zone et favoriser le crédit.

"Il semble qu'après la crise financière, une augmentation généralisée de l'aversion au risque et des limites plus prudentes en matière de risque interne au sein des banques continuent de limiter les flux de liquidités transfrontaliers et la redistribution interbancaire des liquidités au sein de la zone euro", résument les 14 auteurs de l'étude.

La BCE a distribué environ 1.500 milliards d'euros d'excédent de liquidités (le solde entre les liquidités déposées par les établissements bancaires auprès des banques centrales et les réserves obligatoires) depuis 2015 par le biais d'achats de titres sur les marchés et d'opérations de refinancement à long terme à des taux extrêmement faibles.

Mais le fait que ces liquidités restent concentrées dans les pays les plus riches de la zone euro au lieu d'irriguer ceux qui semblent en avoir le plus besoin risque de nuire à l'efficacité de cette politique et montre que l'objectif de l'Union européenne de créer une véritable union bancaire est très loin d'être atteint.

L'étude publiée mardi montre que 60% des montants consacrés par la BCE et les banques centrales nationales à des achats d'obligations finissent en Allemagne, entre autres sur des comptes détenus en territoire allemand par des banques britanniques. La France en a quant à elle reçu 20%.

Les auteurs de l'étude expliquent aussi la concentration des liquidités dans les cinq pays cités par des facteurs extérieurs comme le fait que les banques les plus saines attirent davantage de déposants ou les nouvelles dispositions réglementaires qui freinent les prêts interbancaires. "Les retours des banques et une analyse approfondie suggèrent que les obligations réglementaires et les modèles économiques des banques ont une forte influence sur le niveau de liquidités excédentaires détenues au niveau de chaque banque", dit l'étude.

Haut de page

Le 16 mai 2017

CAUSERIE

Face à la menace brandie et répétée par Macron d'amplifier la loi El Khomri, un seul mot d'ordre : Grève générale illimitée jusqu'à l'engagement écrit de ne pas modifier le code du travail en faveur des capitalistes, abrogation de la loi El Khomri!

A bas les journées d'action, à bas la collaboration de classes, à bas le dialogue sociale, aucune relation avec Macron, combat classe contre classe jusqu'à la chute du régime !

Au fait, comment doit-on caractériser un régime qui entend court-circuiter le Parlement dès le lendemain des élections législatives ? Un régime totalitaire.

Avis à ceux qui envisagent de le ménager, qui envisageraient de négocier quoi que ce soit avec Macron, de lui envoyer

des délégations de travailleurs pour connaître ses réelles intentions, ils se placeraient eux-mêmes du côté des ennemis de la classe ouvrière. Et ne vous fiez surtout pas à ceux qui affirment qu'il ne faut rien lâcher...

Petites histoires indiennes pour se détendre un peu.

Même température qu'hier, 47°C à l'ombre. J'ai enlevé les carters de l'ordinateur et j'ai placé le ventilateur sur le côté pour le refroidir, du coup c'est moi qui cuis ! Le courant est mauvais, entre 190 et 200 volts, je dois attendre qu'il atteigne au minimum 200 volts pour remplir le réservoir d'eau et ne pas griller le moteur ! Bon, cela m'a obligé à me lever et à faire l'aller retour jusqu'à l'interrupteur à l'extérieur de la maison une dizaine de fois dans la matinée, je n'ai pas grogné parce que c'était bon pour mes jambes ! Il faut penser à tout, c'est fortement recommandé ici.

Je vais avoir un autre voisin. Un jeune couple avec des enfants, un peu moins pauvre que celui situé en face de chez moi, quoique, il possède un petit camion mais cela doit faire vivre au moins une dizaine de personnes, donc ils sont aussi pauvres ou presque. Ils n'ont ni l'électricité ni l'eau sur leur terrain, ils m'ont demandé si je pouvais leur fournir de l'eau le temps de la construction de leur petite maison (donc pendant plusieurs mois) et je n'ai pas pu leur refuser évidemment. Ils ont installé 5 barils en plastique pouvant contenir 150 litres d'eau à 5 mètres de la grille d'entrée et je les remplis à l'aide de mon tuyau d'arrosage. Ils m'ont proposé de me verser quelque chose pour les frais d'électricité, on verra cela plus tard leur ai-je dit. Le frère de ma compagne (Selvi) m'a dit que j'aurais dû refuser, et je sais que mon voisin n'aurait pas osé demander un tel service à un Indien, entre eux ils ont des rapports vraiment pourris ou très durs, c'est souvent une source d'emmerdements il faut dire. Moi je suis toujours prêt à rendre service, c'est ma vocation, mais si on abuse de ma gentillesse, je romps les relations sur le champ et généralement je préviens les gens à l'avance.

Dans la vie quotidienne, je me comporte comme en politique, je ne sais pas ce que c'est que de jouer un double rôle ou de tenir un double langage, je tiens à avoir une rectitude morale sans faille, par principe, c'est ce qui détermine ma personnalité, comme quoi sur le plan psychologique je suis plutôt équilibré, n'est-ce pas ?

J'ai prêté mille roupies au jeune couple d'en face de chez moi parce qu'il n'avait pas assez d'argent pour faire face aux aléas de l'existence, il me les rendra à la fin du mois au moment de la paie. La femme vient régulièrement se fournir en eau chez moi, là aussi je ne peux pas lui refuser, le point d'eau est à plus de 50 mètres de chez eux, à 80 mètres de mon nouveau voisin. La plupart des Indiens ont des conditions de vie très difficiles ou épouvantables, en France on ne les supporterait pas. C'est aussi pour cela que la violence est omniprésente en Inde, ils peuvent s'emporter au quart de tour, ils le savent et le craignent, donc généralement ils sont calmes, mais ce n'est qu'une apparence.

Depuis déjà une dizaine de jours, une partie du village où habite le frère et la soeur de Selvi est privée d'eau, du coup ils nous donnent tout leur linge à laver. C'est moi qui fais les machines à laver et étend le linge, et c'est Selvi qui le plie. On leur rapporte deux jours plus tard, ils habitent à 2,5 kilomètres de chez nous, sur le chemin du boulot à Selvi. C'est moi qui paie la lessive, mais bon, ils sont plus pauvres que moi !

Donc voilà, pendant que j'écris ou formate ces causeries, je dois m'occuper d'un tas de choses en même temps, sans oublier les chèvres !

Passons à notre affaire.

Une pure coïncidence, qui oserait en douter ?

Les banquiers du groupe Bilderberg s'installe au pouvoir en France, après Macron, le Premier ministre qu'il vient de nommer, Édouard Philippe, a participé à la dernière réunion annuelle du Groupe de Bilderberg en 2016, à Dresde en Allemagne.

Vous avez le droit de vous inquiéter au plus haut niveau.

Au passage, je tiens à préciser que mon soutien à FI jusqu'aux législatives est conditionné à l'état d'esprit des travailleurs qui ont rejoint ce mouvement. Si je m'apercevais que la majorité d'entre eux percevaient les déclarations de Mélenchon comme une trahison de leur engagement fortement teinté d'illusions et qu'ils décidaient de le déserter, je les suivrais ou je retirerais mon soutien à FI qui n'aurait plus aucune raison d'être. Ce n'est pas une question de principe, mais de cohérence politique, vous comprenez.

Ensuite, à quoi servirait-il de leur conseiller de s'orienter vers tel ou tel parti puisqu'ils sont malheureusement tous décomposés et corrompus. On pourrait se dire que ce serait mieux que rien ou cesser de militer, sauf que ce serait oublier un peu vite ou ignorer que les dizaines de milliers de travailleurs qui se sont un jour engagés dans un de ces partis ont effectivement cessé de militer par la suite, tout du moins sur le plan politique ou dans un parti, j'en veux pour preuve leur effectif respectif famélique et les nombreux témoignages que m'ont adressé d'ex-militants ces dernières années.

Les militants, cadres et pourquoi pas les dirigeants qui partagent l'essentiel de mon analyse devraient se rassembler pour fonder un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, mais apparemment cela semble impossible, ne les intéresse pas, ils ne le souhaitent pas, ils sont heureux comme ils sont ou ils se satisfont de la situation, tant pis, ils se condamnent eux-mêmes (et nous avec, l'humanité entière) à subir ce qui les attend sans que l'ombre d'une issue politique ne pointe à l'horizon, jamais, autant qu'ils en prennent conscience dès maintenant, ce suicide politique marquera la fin de tout espoir de voir un jour le socialisme se réaliser, condamnant la civilisation humaine à vivre désormais et indéfiniment jusqu'à son extinction dans le chaos, la guerre et la barbarie.

Si pour avoir raison à tout prix ou ne pas avoir à se déjuger c'était leur choix, on ne disposerait plus d'aucun argument pour les amener à faire preuve de davantage de discernement ou de rigueur intellectuelle et morale, toute discussion entre nous deviendrait inutile. Pour en manquer singulièrement, ceux qui se sont embarqués dans l'aventure avec Mélenchon ne vont pas tarder à en faire les frais et le prix à payer sera très cher, car la plupart d'entre eux ne s'en remettront jamais, comme tous ceux qui sont passés par les différents courants trotskystes notamment, ils sortiront brisés de cette expérience, là aussi je possède pas mal de lettres qui en témoignent et c'est bien triste.

Habituellement ou par nature nous sommes optimiste, mais s'il arrive un moment où une sombre et dramatique perspective se dresse inexorablement devant nous, nous sommes bien obligé d'en prendre acte.

Vous allez peut-être penser que cela doit être difficile de vivre en étant parvenu à cette conclusion, en effet, mais personnellement je demeure disponible pour participer à toute nouvelle expérience qui verrait le jour, sérieuse évidemment, comme quoi l'espoir aussi ténu soit-il ne disparaîtra jamais, parce que l'idéal que nous portons repose sur des bases objectives et historiques, sinon il n'aurait jamais pu germer dans la tête des hommes et s'y ancrer profondément.

Le monde est fou quelque part, et celle folie s'est emparée de nous. Et le problème, c'est que nous refusons obstinément d'en convenir, nous sommes pris dans cette spirale infernale et nous ne parvenons pas à prendre nos distances avec, notre manque de volonté et de modestie nous perdra.

Quand notre engagement politique se caractérise par un manque de cohérence et de multiples contradictions, il est condamné ou ne servira à rien. C'est un peu ce qui arrive à Maduro au Venezuela qui n'ont pas voulu aller au bout de la logique qui imposait de rompre avec le capitalisme et de s'attaquer au pouvoir de l'oligarchie qui finira par avoir sa peau, il ne le peut pas davantage que Chavez de par la nature de son régime qui ne tient que grâce au soutien de l'armée qui en dernier lieu est la garante des institutions et du capitalisme, il en est prisonnier et en périra comme bien d'autres avant lui pour ne pas avoir adopté résolument le socialisme.

Il en va ainsi des militants qui veulent ménager leurs idées acquises, leurs dirigeants, leur parti, ils ne tiennent pas à les remettre en cause, ils s'y accrochent désespérément, alors qu'elles sont désuètes ou qu'ils ne le méritent pas, ils connaîtront le même sort, c'est une certitude.

A cause de la survie du capitalisme ils auront le droit à la peste et au choléra.

- Le choléra a fait au moins 115 morts à Sanaa au Yémen - Reuters

L'état d'urgence a été décrété à Sanaa, la capitale du Yémen contrôlée par les milices chiites houthies, en raison d'une épidémie de choléra qui y a fait au moins 115 morts, selon un bilan fourni communiqué lundi par l'agence de presse yéménite Saba. Reuters 15.05

Le même modèle totalitaire privant les peuples de tout droit politique doit s'imposer partout où les conditions sont réunies.

Primaire socialiste en Espagne: Sanchez promet un virage à gauche - AFP

Parole d'internaute.

- "*Nous sommes prisonniers du " toujours plus". Toujours plus de pouvoirs, plus de puissance, celui de l'argent. La volonté de puissance est une des grandes faiblesses humaines, elle ne connaît pas de limite. Tous ceux qui résistent sont discrédités, méprisés, traités de populistes ou de fascistes.*

La grande crainte des puissances de l'argent c'est la prise de conscience des résistants de tout bord qui sont majoritaires. Mais par leurs divisions idéologiques, leurs accusations mutuelles, les peurs réciproques, ils sont incapables de faire barrage à la montée grandissante et dramatique des puissances de l'argent qui ont perdu toute considération humaine du monde et capables de le détruire.

Le dieu argent, les adorateurs du veau d'or, nous imposent des "sauveurs", des narcissiques dépourvus d'empathie, très doués, mais idiots utiles, pour nous tromper et nous imposer leur dieu comme seule référence."

Excès de pouvoir et manque de discernement vont de pair généralement.

Les "puissances de l'argent" n'ont pas "perdu toute considération humaine du monde", elles n'en ont jamais eu, ce n'est pas du tout pareil. Vous leur accordez une vertu qu'elle n'ont jamais eu, votre interprétation de l'histoire est défectueuse ou romanesque, c'est la preuve que quelque part vous cultivez encore des illusions dans ceux qui détiennent le pouvoir, cela vous perdra si vous ne parveniez pas à vous en séparer.

Et oui, dans la vie, beaucoup plus souvent qu'on ne le pense on doit rompre avec certaines croyances qui sont infondées ou ne correspondent pas à la réalité. On en est bourré, y compris les militants et surtout les intellectuels.

C'est une obsession.

Hier soir j'ai profité que ma compagne Selvi n'était pas là et que la sono du temple hurlait m'empêchant d'écouter de la musique en sirotant mon cocktail du soir, pour réfléchir posément à notre affaire.

Si Macron désignait un Premier ministre issu de LR, ce serait pour affaiblir LR après avoir cassé le PS, parce que dans l'état actuel des choses il est convaincu que son parti n'obtiendra pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce qui viendrait ternir ou contrarier sa victoire. Ce serait donc un moyen pour espérer diviser LR et passer devant, car qui plus est, Macron n'est pas du tout certain que les élus du PS feraient le compte pour obtenir une majorité absolue. Or une cohabitation avec LR rappellerait trop le fonctionnement de la Ve République avec lequel il veut tourner la page pour instaurer un régime totalitaire à l'américaine.

Cette majorité absolue est le point faible et une obsession pour Macron et ses parrains, il faut dès lors axer notre combat politique contre Macron et son parti pour les briser, les faire tomber. En même temps recourir à un Premier ministre issu de LR ne manquera pas de témoigner de son ancrage à droite ainsi que le PS, c'est une faille dans leur dispositif qui témoigne de leur faiblesse parce qu'ils sont ultra minoritaires dans le pays, qu'il faut exploiter à fond, dès lors tous ceux qui le soutiendront seront catalogués à droite, ce qui signifiera que les partis qui se partagent le pouvoir sont tous de droite et que ceux qui seraient à gauche n'y figurent pas, ce qui permettrait aux travailleurs de se reconnaître uniquement dans le ou les partis qui ne figurent pas au gouvernement ou qui ne le soutiennent pas, ce qui pourrait favoriser leur radicalisation et leur mobilisation contre le gouvernement qui se retrouverait totalement isolé.

Suite ce matin après avoir "appris" que Macron avait nommé Premier ministre Édouard Philippe issu de LR.

Ce pourrait être un Premier ministre éphémère ou par intérim jusqu'aux législatives seulement, la suite le dira.

Le PS s'apprête à se poser en recours contre le gouvernement de "droite" de Macron, ils osent tout après avoir soutenu Macron ! Personne n'est dupe. Vous avez le droit de tirer sur l'ambulance pour l'achever.

A force d'en appeler à une "cohabitation nécessaire" avec Macron, Mélenchon est en train de briser l'espoir inconscient qu'il avait fait naître dans la tête de millions de travailleurs. Ce carriériste est d'un cynisme sans borne. Il est prêt à se fondre dans les institutions de la Ve République, ce qu'il n'a cessé de faire depuis près de 40 ans.

Qui peut imaginer un instant un Premier ministre proposer à Macron l'abolition de la loi Macron ? Poser la question à ceux qui soutiennent Mélenchon devrait les destabiliser et leur montrer à quel point si leur démarche est sincère et honnête, ce n'est pas le cas de celle de ce charlatan.

En oligarchie macrocéphale

(macrocéphale : qui a une grosse tête)

Aduler par les élites

- Emmanuel Macron : les bons points du Cercle des économistes - lepoint.fr

Des économistes du cercle de réflexion ont vanté les mérites du projet du nouveau président, lundi, lors d'une conférence de presse.

« La réponse de Macron au problème central macroéconomique de la France est cohérente. » Voilà ce que pense le directeur de la recherche économique de Natixis, Patrick Artus (chroniqueur du Point.fr) du programme du nouveau président. Il n'a pas été le seul à lui distribuer des bons points, lundi 15 mai, lors de la conférence de presse intitulée « Un nouveau président, et après ?

» organisée par Le Cercle des économistes, le think tank qui supervise, chaque année, les rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

Malgré leurs sensibilités différentes et quelques critiques, Philippe Aghion (professeur au Collège de France), Agnès Benassy-Quéré (Conseil d'analyse économique), Claire Waysand (Inspection générale des finances), Christian Saint-Étienne (Conservatoire national des arts et métiers) et Jean-Hervé Lorenzi (président du Cercle des économistes) ont tous dressé un tableau plutôt flatteur de la politique économique proposée par le nouveau chef de l'État, au point de prêter le flanc à l'accusation de pensée unique. « Le programme de Macron a été fait par plein d'économistes dans tous les sens, et ça se voit car il y a un certain consensus dans la science économique », explique l'un d'eux pour justifier un tel unanimisme. lepoint.fr 15.05

Le monarque et sa cour.

- Equipe élyséenne : les premiers nommés - liberation.fr

C'est à lui qu'Emmanuel Macron confie les clés de l'Elysée, comme secrétaire général. Ce rôle de premier plan dans le dispositif présidentiel est à l'aune de la confiance que le chef de l'Etat place dans ce haut fonctionnaire, comme lui surdiplômé (Sciences-Po, Essec, ENA). Depuis trois ans, les deux hommes travaillent en liaison étroite, souvent jusque tard dans la nuit. A Bercy d'abord, où le ministre de l'Economie l'avait choisi comme directeur de cabinet. Durant les centaines d'heures de préparation de la loi Macron, la bonne entente entre les deux hommes se mue en amitié. Le ministre se repose bientôt totalement sur ce bras droit, aussi discret qu'efficace. A l'automne 2015, Kohler est de toutes les réunions préparatoires au lancement du mouvement En marche sur lequel Macron veut appuyer sa conquête du pouvoir. Privé de job après la démission du ministre, le haut fonctionnaire se recase à la compagnie de fret maritime MSC, dont il devient le directeur financier. Fin 2016, son nouvel employeur réclame sa présence physique à Genève. C'est essentiellement à distance qu'il suit l'évolution de l'aventure macronienne. Néanmoins, par mails et échanges WhatsApp, le conseiller spécial était resté en contact permanent avec le candidat et ses anciens équipiers de Bercy.

Pour diriger son cabinet, Macron a choisi de faire confiance à Patrice Strzoda. C'est à ce haut fonctionnaire de 64 ans qu'il va revenir de gérer le Palais et d'assurer le suivi des questions régaliennes. Une mission sur mesure pour l'ancien directeur de cabinet de Bernard Cazeneuve au ministère de l'Intérieur et à Matignon. Préfet de Bretagne au moment des manifestations violentes contre la loi travail, Strzoda venait d'être nommé préfet de la région Ile-de-France.

C'est à Philippe Etienne qu'échoit le poste stratégique de conseiller diplomatique du chef de l'Etat. Cet ambassadeur de 61 ans, membre de la fameuse promotion Voltaire - celle de François Hollande, Ségolène Royal et Jean-Pierre Jouyet entre autres - est pour l'heure en poste à Berlin. Une expérience qui a sans doute pesé lourd dans le choix de Macron d'en faire son sherpa. Pour concrétiser son ambition répétée dimanche de «refonder et relancer» l'Europe, le Président aura le plus grand besoin de ses talents de diplomate expérimenté. Lundi, pour le premier déplacement présidentiel à Berlin, Philippe Etienne sera au côté de Macron.

Attention délicate du chef de l'Etat, le nom d'Ismaël Emelien figure dans cette première salve de nominations. Ce fidèle d'entre les fidèles hérite du titre de «conseiller spécial», rôle un temps joué par Aquilino Morelle pour François Hollande ou Henri Guaino pour Nicolas Sarkozy. Inspirateur et maître d'œuvre de la partie d'échecs que Macron a engagée en lançant son mouvement, ce trentenaire a travaillé sans relâche pour la victoire. Sa connaissance des mouvements de l'opinion et son sens tactique en font un collaborateur précieux pour le Président. Lequel ne doute d'ailleurs pas du total dévouement de l'ex-petite main de la campagne de DSK et son ancien conseiller à Bercy. liberation.fr 14.05

Qui a dit ?

- "J'ai toujours pensé qu'il y avait deux Macron"

"Le Macron du discours, avec lequel, je suis très souvent d'accord – pas sur tout, mais très souvent d'accord – et que j'aime bien, par ailleurs, parce que c'est quelqu'un de sympathique et d'intelligent."

"Il y a le Macron des actes", qui n'est "pas le Macron des discours",

"Le Macron des actes, c'est l'homme qui murmure à l'oreille du président les mesures de la première partie du quinquennat, c'est l'homme qui organise la politique économique de la France entre 2012 et 2015 et c'est le ministre dont objectivement on ne peut pas dire qu'il ait fait des choses absolument considérables."

"Le Macron des actes, c'est un homme politique nommé par la grâce d'un président qu'il va finir par trahir. J'aime bien le Macron des discours, moins le Macron des actes." (1)

- "Qui est Macron ? Pour certains, impressionnés par son pouvoir de séduction et sa rhétorique réformiste, il serait le fils naturel

de Kennedy et de Mendès France. On peut en douter. Le premier avait plus de charisme ; le second plus de principes"

"Macron, qui n'assume rien mais promet tout, avec la fougue d'un conquérant juvénile et le cynisme d'un vieux routier (si j'ose dire, s'agissant du promoteur des autocars). De quoi restera-t-il le nom ? D'une révolution manquée ou d'une victoire éclair ? D'une trahison misérable ou d'une ambition démesurée ? Personne ne peut le dire aujourd'hui." (2)

- "Il marche sur l'eau en ce moment. Il guérit les aveugles, il multiplie les pains, il répand la bonne parole. A la France paralysée, il ordonne 'Lève-toi et en marche !' ; aux électeurs déboussolés, il dit 'celui qui vient à moi n'aura jamais faim et celui qui croit en moi n'aura jamais soif'. Et tout ça, tout seul, sans réel programme, ni réelle équipe. Il suffit de croire en lui. D'avoir la foi." (3)

- «Emmanuel Macron est un homme de gauche» (4)

Réponse : Le Premier ministre, Édouard Philippe.

(1) A l'Opinion en septembre 2016
(2) Dans une chronique pour Libération le 18 janvier 2017
(3) Dans "Libération" le 15 février 2017
(4) Édouard Philippe, pendant la campagne présidentielle - L'Opinion 15.05

Attendez, quand on a lu cela, on comprend tout de suite que ce sera ni le Président de la République, ni le Premier ministre qui vont gouverner.

De plus, Hollande a déjà fait le ménage dans les ministères. Ils n'auront même pas besoin de remplacer les technocrates qui étaient en place. L'oligarchie leur transmettra les consignes à suivre ainsi que les mesures ou lois, ordonnances ou décrets à imposer, et ils n'auront plus qu'à s'exécuter.

Décidément, encore une coïncidence, s'exclameront les naïfs ou les ignares.

- Macron devrait nommer un Premier ministre sélectionné par l'Otan - voltairenet.org

Le nouveau président français devrait nommer lundi 15 mai un Premier ministre sur une liste pré-sélectionnée par l'Otan :

- Sylvie Goulard (députée européenne, conseillère du New Pact for Europe) ;
- Christine Lagarde (ancienne assistante parlementaire au Congrès des États-Unis, directrice du FMI) ;
- Édouard Philippe (maire du Havre).

Tous trois ont été invités par Henry Kissinger (et formellement par le président Henri de La Croix cinquième duc de Castries) à la dernière réunion annuelle du Groupe de Bilderberg (9 au 12 juin 2016, Dresde, Allemagne) où ils ont été appréciés.

Il semble peu probable que Madame Lagarde soit immédiatement nommée. Les sponsors de Monsieur Macron préférant qu'elle ne le soit qu'en 2019 de sorte qu'elle puisse d'abord terminer son second mandat à la tête du FMI. voltairenet.org 14.05

Union nationale déguisée. Grandes manoeuvres ou numéro de prestigiditation grotesque... mais non sans risques.

- France: Emmanuel Macron face au défi de la recomposition - AFP

Tenu par ses promesses de renouvellement et de recomposition politique, Emmanuel Macron dévoile mardi le premier gouvernement de son quinquennat après avoir, fait inédit sous la Ve République pour un président issu de la gauche, nommé un Premier ministre de droite, le juppéiste Edouard Philippe (LR).

De retour de son premier voyage à l'étranger depuis son investiture, à Berlin lundi auprès de la chancelière Merkel, le chef de l'Etat reçoit dans la matinée à l'Elysée son chef de gouvernement.

Objectif: peaufiner la composition et l'annonce, prévue "en fin de journée", d'une équipe gouvernementale devant incarner le "renouvellement politique" cher à M. Macron mais avec aussi des personnalités expérimentées, pour former un "alliage", paritaire hommes-femmes, dans la perspective de la bataille des législatives de juin.

Depuis sa nomination, le président trentenaire a certes fait la part belle aux moins de 50 ans: un Premier ministre de 46 ans, plus jeune locataire de Matignon depuis 30 ans, jamais ministre; un numéro 2 de l'Elysée de 44 ans; et un conseiller spécial de 30 ans.

Mais les cinq nominations officielles concernent pour l'heure exclusivement des hommes, dont quatre énarques, comme M. Macron.

Pour incarner la société civile, le chef de l'Etat veut convaincre l'écologiste Nicolas Hulot d'accepter un "ministère de la transition écologique". Habitué à refuser ministères et candidatures diverses, l'ex-présentateur de TF1 a décidé "cette fois-ci de franchir le pas", sous certaines conditions, selon un proche.

Dans le sillon ouvert par Edouard Philippe, d'autres prises devraient suivre chez LR, tel l'ancien ministre et candidat à la primaire de la droite Bruno Le Maire, qui se verrait bien au Quai d'Orsay ou à la Défense.

"Il a demandé un poste régalien", selon une source. Autres noms cités à droite: le juppéiste Benoist Apparu ou le lemairiste Franck Riester.

Une trentaine d'élus LR et UDI ont jugé lundi que leurs familles politiques devaient "répondre à la main tendue" par le nouveau président. Nathalie Kosciusko-Morizet, qui lorgne aussi sur la Défense, a rejoint les signataires, comme Jean-Louis Borloo.

A gauche, Jean-Yves Le Drian est donné comme seul survivant du gouvernement Cazeneuve, à la Défense comme actuellement ou ailleurs. Piliers de la campagne venus du PS, Richard Ferrand et Christophe Castaner et Gérard Collomb, donné favori pour l'Intérieur, semblent incontournables.

Après la passe d'armes autour des investitures d'En Marche et du MoDem, François Bayrou entrera bien au gouvernement, selon l'entourage du chef de l'Etat, peut-être à la Chancellerie.

Et les femmes? Emmanuel Macron, dont le premier cercle durant la campagne était très masculin, a promis la parité. Les noms de Marielle de Sarnez, bras droit de Bayrou, de l'ex-ministre chiraquienne Anne-Marie Idrac ou encore de la députée européenne MoDem Sylvie Goulard circulent aussi.

Emmanuel Macron pourrait également choisir de propulser de jeunes espoirs féminins du privé, comme Astrid Panosyan, passée par la direction d'Unibail-Rodamco, la spécialiste de la communication Axelle Tessandier, la productrice de cinéma Frédérique Dumas ou Amélie Castéra-Oudéa, cadre sup d'Axa, intéressée par les Sports.

Dans cet "alliage", il doit montrer une cohérence dépassant les débauchages individuels.

Les mots, lundi, du Premier ministre sortant Bernard Cazeneuve à Edouard Philippe sonnent d'ailleurs comme une mise en garde au credo "et de gauche et de droite" macronien.

"On ne vient pas de nulle part. Et si l'on veut fermement montrer la direction, il faut savoir quels sont ses héritages dont on est comptable", a lancé, sur le départ, M. Cazeneuve, plus éphémère Premier ministre de la Ve.

Edouard Philippe va tâcher d'éviter de battre ce record, alors que son parti LR rêve de priver La République En Marche ! (REM) de la majorité lors des législatives des 11 et 18 juin et d'installer son chef de campagne, François Baroin, à Matignon.

Mercredi, la REM publiera le nom de ses derniers candidats, avec plusieurs sortants LR, espère-t-on à En Marche!.

Jean-Luc Mélenchon, dénonçant l'"attelage hasardeux" entre Macron-Philippe, a renouvelé son appel à une "cohabitation nécessaire" avec une majorité de gauche emmenée par La France insoumise. AFP 16.05

Une révélation : Ils étaient tous de droite!

- Edouard Philippe entre à Matignon en "homme de droite" - Reuters

Edouard Philippe s'est présenté lundi en "homme de droite" dans sa première déclaration après sa nomination... Reuters 15.05

L'ENA, Rocard, Juppé, Drahi et Le Parrain.

Neuf choses que vous ignorez (peut-être) sur Edouard Philippe, le nouveau Premier ministre - francetvinfo.fr

Depuis plusieurs jours, son nom revenait en boucle parmi les favoris pour Matignon. Lundi 15 mai, le député-maire Les Républicains du Havre (Seine-Maritime), Edouard Philippe, a été nommé Premier ministre par le nouveau président de la République, Emmanuel Macron.

Enarque de 46 ans, ce proche d'Alain Juppé a longtemps milité au PS avant de rejoindre l'UMP puis Les Républicains. Voici sept choses que vous ignorez (peut-être) sur le nouveau du chef du gouvernement. Il a fait Sciences Po et l'ENA

Né à Rouen (Seine-Maritime) en 1970, Edouard Philippe est le fils de deux professeurs de français. "Nous [lui et sa sœur] avons reçu une éducation très libre", dit-il dans Le Point en 2010. Après avoir passé son bac à Bonn (Allemagne), où son père avait été muté comme directeur du lycée français de la ville, il fait une année d'hypokhâgne avant d'entrer à Sciences Po pour "trois années de rêve", décrit-il au Point. "Faire l'ENA a été moins amusant."

Diplômé de la section "service public" de Sciences Po, il intègre l'ENA en 1995 et sort parmi les quinze premiers du classement final. "C'était un vrai centriste, drôle et sympathique, ami aussi bien avec des gens de gauche que de droite", se souvient un de ses anciens camarades de promo à l'ENA, Julien Carmona, à Challenges. Avant même le début de la formation, Edouard Philippe se rapproche ainsi de Jérôme Guedj, alors assistant parlementaire d'un certain Jean-Luc Mélenchon. "Tu as déjà été admissible, ton profil m'intéresse. On va bosser ensemble", lance le premier au second, selon Le Monde. "Les deux jeunes étudiants topent et se retrouvent à bûcher tout l'été… dans le bureau du Sénat de Jean-Luc Mélenchon", raconte le quotidien.

A sa sortie de l'ENA, en 1997, Edouard Philippe choisit de rejoindre le Conseil d'Etat avant de se lancer en politique, pour participer à "l'histoire en train de se faire", dit-il à l'hebdomadaire.

Il a milité au PS pour Michel Rocard

Pendant sa scolarité à Sciences Po, le jeune Normand milite pendant deux ans pour le PS et pour Michel Rocard, alors Premier ministre de François Mitterrand. "J'avais grandi dans un milieu plutôt à gauche où l'on votait socialiste, et il y avait chez lui un côté social-démocrate assumé qui m'allait bien, confie-t-il au Point, j'aimais ses discours sur l'exigence de réforme."

Mais après l'éviction de Michel Rocard de la tête du PS, il rend sa carte du parti et se rapproche de la droite. "Je n'ai pas été emballé par ce que j'y ai vu [au PS], notamment quand François Mitterrand a décidé d'avoir la peau de son ancien chef de gouvernement."

Il est très proche d'Alain Juppé

Progressivement, Edouard Philippe se rapproche du maire du Havre Antoine Rufenacht (1995-2010), ancien collaborateur de Raymond Barre puis directeur de campagne de Jacques Chirac en 2002. Cette même année, il participe à la création de l'UMP au côté d'Alain Juppé. "Les deux hommes ne se quitteront plus", note Challenges.

Lors d'un entretien de "huit minutes et demie", Alain Juppé explique alors au jeune Edouard Philippe "comment il voulait que ça se passe, comment on allait organiser le parti, quel était le plan, et comment il travaillait avec ses collaborateurs", raconte-t-il au JDD.

En 2004, lorsque Alain Juppé est condamné à 18 mois de prison avec sursis dans l'affaire des emplois fictifs du RPR, Edouard Philippe rejoint le secteur privé. Trois ans plus tard, il intègre le cabinet d'Alain Juppé lorsque ce dernier est nommé ministre de l'Ecologie de François Fillon, sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Lorsqu'Alain Juppé quitte son portefeuille en 2008, Edouard Philippe rejoint de nouveau le privé et devient directeur des affaires publiques d'Areva.

Ils ont une très grande confiance réciproque et se ressemblent sur de nombreux points : leur intelligence, leur culture, leur vision de la société. Aurore Bergé, ancienne membre de l'équipe de campagne d'Alain Juppé à Challenges

En 2016, il devient l'un des porte-parole d'Alain Juppé à la primaire de la droite. Après la défaite de ce dernier, il soutient François Fillon, avant de se mettre en retrait de la campagne après les révélations sur l'affaire Penelope Fillon.

Il a failli en venir aux mains avec Nicolas Sarkozy en 2002

Le 13 décembre 2014, Edouard Philippe est invité par Laurent Ruquier sur le plateau d'"On n'est pas couché" sur France 2. Après une demi-heure d'interview, Léa Salamé lui pose une question "cash" : "Edouard Philippe, est-ce que c'est vrai que vous en êtes venu aux mains avec Nicolas Sarkozy ?"

D'abord évasif, l'intéressé répond : "Oui, il y a eu des explications franches... Mais c'était il y a très longtemps."

Avant de développer : "Ça s'est passé en 2002. J'avais dû faire quelque chose qui ne plaisait pas complètement à Nicolas Sarkozy, et on s'en est expliqué. Et il est euh... [mimant un geste avec les deux poings] virulent, vif... Et euh, en fait... moi aussi !" Interrompu par Laurent Ruquier, Edouard Philippe ne donnera pas plus de détails sur les raisons de l'altercation.

On en apprend finalement davantage dans Le Monde, lundi 15 mai. La scène s'est en fait déroulée le 17 novembre 2002, lors

du congrès fondateur de l'UMP. "Alors ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy avait tenté de voler la vedette à Alain Juppé, en arrivant – par surprise – à l'heure du déjeuner. Edouard Philippe l'empêche de faire une entrée triomphale", raconte Le Monde.

"Après les premières prises de parole, on me fait dire que le ministre de l'Intérieur veut me voir. Dans la loge, il s'avance vers moi. Il me tape contre le poitrail avec le poing, et lâche : 'Toi, tu ne me refais jamais ça !' Il continue, je repousse son bras, nous sommes tous les deux déséquilibrés. Cela aurait pu déraper… Finalement, il s'est calmé d'un coup et moi, j'étais flageolant", se souvient Edouard Philippe. Qui conclut : "Il est sanguin et moi, je n'aime pas qu'on m'engueule."

Il a chroniqué la campagne présidentielle pour "Libération"

A la suite de son retrait de la campagne, le maire du Havre débute des chroniques hebdomadaires pour le quotidien Libération, où il décrit la campagne présidentielle vue de l'intérieur. "Je l'ai regardé dans mon bureau, au Havre. Lundi matin. Tout seul. A 10h25, j'ai allumé la télévision", écrit-il à propos du discours d'Alain Juppé le 6 mars. Ce jour-là, l'ancien Premier ministre confirme qu'il ne sera pas candidat à la présidence de la République après l'annonce de la mise en examen de François Fillon. "Je savais ce qu'il allait dire. Il ne me l'avait pas dit, parce qu'il prévient rarement. J'ai l'habitude."

Le député Les Républicains a aussi publié un premier roman en 2007, L'Heure de vérité (Flammarion), co-écrit avec son ami Gilles Boyer, ancien directeur de cabinet d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux. Au printemps 2011, ils publient ensemble Dans l'ombre (JC Lattès), un roman de politique-fiction dans lequel "les politiques et les apparatchiks vivent ensemble. Ni les uns, ni les autres ne peuvent survivre seuls", note le site de l'éditeur.

Il n'a pas fourni une déclaration de patrimoine complète

Selon Mediapart (édition abonnés), Edouard Philippe aurait écopé d'un blâme de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) pour avoir refusé de fournir certaines informations sur sa déclaration de patrimoine de 2014, pourtant exigées par la loi.

Sur la valeur de ses biens immobiliers, le député du Havre a systématiquement écrit "aucune idée", décrit le site d'investigation. La valeur de son appartement à Paris ? "Aucune idée." Ses parts dans une résidence de Seine-Maritime ? "Aucune idée." Malgré la relance de la HATVP, Edouard Philippe aurait refusé d'estimer la valeur de ses propriétés.

Sa "mauvaise humeur" face à la transparence rattrape Edouard Philippe cité comme 1er ministrable. Info de @mediapart https://t.co/T1w8kTiwKS — Edwy Plenel (@edwyplenel) 12 mai 2017

Il ne s'agit cependant pas d'une infraction. Interrogé par Mediapart, le maire du Havre concède : "Comme beaucoup de parlementaires sans doute, j'ai essayé de concilier le respect de la loi et une forme de mauvaise humeur", précisant qu'il n'a omis aucun bien et qu'il a bien indiqué le prix de ses achats. "Je n'avais pas accès aux bases de données qui permettent une évaluation."

Il n'a pas toujours cru au candidat d'En marche !

Le député-maire du Havre n'a pas toujours cru en l'ancien ministre de l'Economie. "Pour gagner la présidentielle, il faut avoir fait le tour de France, jugeait-il en 2016 auprès du JDD. Il y a de la place pour les jeunes, mais l'enracinement, le lien charnel avec le pays, c'est important." En septembre 2016, interrogé par L'Opinion, il lâche : "Il y a deux Macron. Celui des discours – avec lequel je suis souvent d'accord –, et il y a le Macron des actes (...) dont on ne peut pas dire qu'il ait fait des choses considérables." Il faut dire qu'à cette époque, Edouard Philippe est convaincu qu'Alain Juppé peut remporter la primaire de la droite.

Pas plus tard qu'en janvier 2017, dans une chronique publiée dans Libération, Edouard Philippe écrit à propos d'Emmanuel Macron : "Pour certains, impressionnés par son pouvoir de séduction et sa rhétorique réformiste, il serait le fils naturel de Kennedy et de Mendès France. On peut en douter. Le premier avait plus de charisme, le second plus de principes." On a connu plus flatteur.

Selon plusieurs proches du nouveau président de la République, Emmanuel Macron et Edouard Philippe s'apprécient toutefois beaucoup. "Je l'aime bien, car c'est quelqu'un de sympathique et d'intelligent", confiait le juppéiste en septembre 2016 à L'Opinion. "Je l'aime beaucoup à titre personnel. J'ai de l'estime pour son intelligence", disait-il déjà en février 2015 à propos du ministre de l'Economie, note le JDD. "Macron pense à 90% la même chose que moi."

Il est fan du film "Le Parrain", a une peur bleue du dentiste, et aurait aimé être chef d'orchestre

Ces trois détails "intimes" ont un seul point commun : c'est Edouard Philippe lui-même qui les a livrés dans un portrait chinois publié en 2010 dans Le Point. "J'ai des peurs absurdes. Je suis effrayé à l'idée d'aller chez le dentiste. J'ai peur des requins. Du coup, je ne suis pas à l'aise quand je nage dans la mer", confesse-t-il par exemple.

S'il était un personnage de roman, Edouard Philippe pense à "Cyrano de Bergerac, parce qu'il est le plus français des héros. Il a la manière, le courage, un amour du fond et de la forme." Toujours sur le plan culturel, le maire du Havre évoque sa passion musicale pour Bruce Springsteen, et filmique pour Sean Connery – "un Ecossais formidablement classe. Il est beau jeune, vieux et dans tous ses films" – et pour Le Parrain de Francis Ford Coppola – "Je l'ai vu au moins cinquante fois. C'est juste une tragédie parfaite en trois actes, merveilleusement interprétée et d'une beauté visuelle à couper le souffle."

Une autre réponse prend un sens singulier au regard du destin que l'on prête désormais à Edouard Philippe. Lorsque Le Point l'interroge sur le métier qu'il aurait rêvé de faire, l'élu normand répond : "Chef d'orchestre". "Malheureusement, je n'avais pas le talent pour cela", ajoute-t-il. A voir lorsqu'il s'agira de mener des ministres à la baguette plutôt que des musiciens. francetvinfo.fr 16.05

Dit aussi le "boulet", la magouille ou le corrompu.

- Edouard Philippe à Matignon: les boulets du nouveau Premier ministre - lexpress.fr

Petits soucis de transparence

Il y a tout d'abord un problème lié à la transparence, pourtant tant défendue par Emmanuel Macron durant sa campagne. Comme l'a révélé Mediapart vendredi, le maire du Havre a écopé d'un blâme de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) pour avoir refusé de fournir certaines informations sur sa déclaration de patrimoine de 2014, pourtant exigées par la loi.

Du lobbying pour Areva

Notamment en tant que directeur des affaires publiques -de lobbyiste, en somme- d'Areva jusqu'en 2010.

L'Observatoire du nucléaire, association militante qui dénonce les activités de communication de l'industrie nucléaire, reproche notamment à Edouard Philippe d'avoir oeuvré en coulisse pour permettre à Areva d'exploiter des mines d'uranium au Niger à bas prix.

Dans une interview accordée au Talk du Figaro, Edouard Philippe a eu l'occasion de donner son avis sur la forme d'opposition que devait prendre son parti, Les Républicains, face à Emmanuel Macron. Reconnaissant qu'il était d'un "élémentaire bon sens" de s'accorder avec la majorité sur certains textes, le député juppéiste n'en a pas moins critiqué la notion de "débauchage individuel", par le pouvoir en place, chez ses opposants.

Et le maire du Havre de prendre un exemple précis, celui de Nicolas Sarkozy en 2007 qui, au lendemain de son élection, a tenté de contrecarrer la gauche en y piochant des personnalités comme Bernard Kouchner, Fadela Amara, Jean-Pierre Jouyet ou Eric Besson pour son gouvernement. "Je ne crois pas au système d'ouverture. J'ai vu Nicolas Sarkozy pratiquer l'ouverture en 2007. (...) Je ne vois pas quel est l'impact politique de cette ouverture", a-t-il répété le 3 mai, quelques jours avant la victoire d'Emmanuel Macron. Reste à savoir s'il verra autre chose que de "l'ouverture" dans sa nomination à Matignon.

Ecole buissonnière au Palais-Bourbon

Comme le rapporte le site de l'hebdomadaire Capital, le nouveau Premier ministre ne laissera visiblement pas un souvenir impérissable au Palais-Bourbon. Il a été l'un des députés les moins actifs de la législature finissante, se plaçant à la 478e place (sur 504) du classement établi par Capital, grâce à des données amassées par le collectif Regards Citoyens. Sur cinq ans, Edouard Philippe ne s'est présenté que 124 fois en commission (en sachant qu'au total, plus de 400 réunions ont lieu en une année). Côté production législative, l'élu s'est contenté de déposer 6 amendements et n'a rédigé aucun rapport ni proposition de loi. Il était plus productif en 2011, année où il publiait un roman, Dans l'ombre (JCLattès). Une fiction "erotico-machiste" qui ne devrait pas plaire à toutes ses futures collaboratrices. lexpress.fr 15.05

Puisqu'on vous le dit. Du jamais vu !

- Législatives : La République en marche publie une nouvelle liste avec plus de candidats issus du MoDem - Franceinfo

Au total, environ 80 candidats sont issus de la formation de François Bayrou. Numéro deux du parti centriste, la députée européenne Marielle de Sarnez se voit ainsi investie à Paris, tout comme Marc Fesneau, secrétaire général du parti, dans le Loir-et-Cher.

Après la publication de cette nouvelle liste, les cas de 66 circonscriptions restent à trancher. Parmi elles, une trentaine sont gelées pour des candidats ou des personnalités de droite et de gauche "qui ont manifesté leur soutien au projet du président de

la République", a précisé Jean-Paul Delevoye à Reuters.

La majeure partie de la trentaine de circonscriptions restantes concernent les départements d'Outre-mer. La commission se réunit une nouvelle fois mardi, trois jours avant la date limite des dépôts de candidatures, le 19 mai. Franceinfo 16.05

Quand le CRIF sélectionne les candidats du parti de Macron en fonction de leur soumission au sionisme.

A l'heure où les Palestiniens célèbrent le 69e anniversaire de la Nakba, je n'ai pas pu m'empêcher de reproduire cet article

- En Marche rejette un de ses candidats aux élections parlementaires suite aux pressions du lobby pro-israélien - Arrêt sur Info 15.05

Le lobby israélien en France semble avoir un droit de veto sur qui peut se présenter ou non comme candidat aux élections parlementaires pour le compte du parti du nouveau président Emmanuel Macron. Les médias français ont rapporté vendredi que l'organisation « En Marche! » de Macron avait retiré un de ses candidats aux élections de l'Assemblée nationale en juin. Ceci s'est produit après que les groupes de pression de la LICRA et du CRIF aient exigé que le candidat Christian Gerin – un producteur de télévision – soit retiré de la liste des candidats pour avoir envoyé ce qu'ils ont prétendu être des tweets antisémites et pour avoir exprimé son soutien au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (https://bdsmovement.net/) (BDS).

L'un des tweets de Gerin faisait savoir son soutien à la campagne BDS. Un autre à la fin du mois de février appelait à la « séparation du CRIF et de l'État ». Le CRIF est une organisation communautaire juive ainsi qu'un lobby pro-israélien. Le tweet de Gerin faisait référence au gala annuel de CRIF.

«C'est antisémite car derrière le terme « Crif », c'est « juifs » qui est sous-entendu», a déclaré le président du CRIF, Francis Kalifat, au journal Le Parisien.

Mais on ne peut nier que le CRIF fonctionne en France comme l'AIPAC (http://www.info-palestine.eu/spip.php?article15647) aux États-Unis – comme étant le principal lobby français de soutien à Israël et à ses objectifs. Comme l'a souligné le journal Le Figaro en février, le dîner annuel du CRIF a pris une importance croissante (http://www.info-palestine.eu/spip.php?article12906) dans la politique française au cours des dernières années; et cette année, s'y sont retrouvés plusieurs candidats à l'élection présidentielle, y compris celui qui a emporté le gros lot. La critique du rôle extraordinaire que le dîner du CRIF a pris dans la politique française a été exprimée par des figures connues.

« Le CRIF ne représente plus personne et ne fonctionne pas de manière démocratique », a déclaré à Figaro Phillippe Karsenty, adjoint au maire de Neuilly-sur-Seine et une personnalité bien connue dans la communauté juive.

« Le CRIF a cessé d'être le représentant des juifs face aux politiques et est devenu le représentant des politiques face aux Juifs » (Karsenty est célèbre pour avoir inventé que la télévision française avait fabriqué les images du meurtre du petit garçon palestinien Muhammad al-Durra (http://www.info-palestine.eu/spip.php?article13740) en 2000 dans Gaza).

L'écrivain Alain Finkielkraut a comparé le CRIF à un tribunal où « des membres du gouvernement français comparaissent devant un procureur communautaire ».

En 2012, François Bayrou, un ancien candidat à la présidence qui, cette année, a soutenu Macron, a refusé une invitation à se rendre au dîner CRIF. « J'ai réfléchi beaucoup pendant de nombreuses années et je suis arrivé à la conclusion que je ne devrais plus participer à ces rassemblements communautaires », a expliqué M. Bayrou. « Je pense que la France est une, que ses citoyens sont avant tout des citoyens avant qu'ils ne soient juifs, catholiques, musulmans, bouddhistes, agnostiques ou athées ». Bayrou exprimait une position classique de la laïcité républicaine.

Le plus important, c'est que l'un des premiers rôles du CRIF est de s'attaquer au mouvement pour les droits des Palestiniens. Le président (http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14214) sortant François Hollande (http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14773) et son ancien premier ministre, Manuel Valls, ont utilisé leurs apparitions au CRIF pour exprimer leur ferme soutien à Israël et attaquer la campagne BDS. A la tribune du CRIF l'année dernière, Valls avait promis de nouvelles mesures de répression contre les militants pro-Palestine (http://chroniquepalestine.com/france-face-aux-menaces-de-valls-personnalites-appellent-boycott-produits-israeliens/). (Dans un tweet (https://twitter.com/gerin17juin/status/384445750262136832) de 2013 dénoncé par la LICRA, Gerin a qualifié Valls de « viscéralement sioniste, raciste et islamophobe ».)

En 2015, Hollande (http://info-palestine.eu/spip.php?article12144) a profité de son discours au CRIF pour qualifier d'antisémites les critiques d'Israël et de son idéologie d'État, le sionisme. Dans son dernier discours au CRIF en tant que président en février, Hollande (http://www.infopalestine.eu/spip.php?article15711) se vantait que « la France a combattu le mouvement BDS sans faiblesse ». Il a également prétendu – sur la base de son interprétation d'une décision du tribunal qui est en d'appel devant la Cour européenne des droits de l'homme – que la France est le seul pays à avoir interdit les appels à boycotter des biens israéliens.

Bien que Marine Le Pen n'ait jamais été invitée à un dîner du CRIF, le président du CRIF, Roger Cukierman, en a surpris plus d'un en 2015 lorsqu'il a déclaré que le leader du Front national était « personnellement au-delà des critiques ». Le Pen lui a renvoyé le compliment avec des louanges pour Israël et des attaques contre le mouvement BDS.

Compte tenu du rôle très controversé que le CRIF joue dans la politique française, il devrait être possible de critiquer son rôle politique sans être accusé d'antisémitisme. Et il est également facile de comprendre pourquoi le CRIF veut que ses critiques soient traitées d'antisémites quand il a un intérêt manifeste à protéger son influence politique croissante.

Dans un autre tweet mis en (http://www.licra.org/communique-antisemitisme-la-licra-demande-a-emmanuel-macron-de-retirer-linvestitureen- marche-a-m-christian-gerin/) avant par la LICRA, Gerin avait partagé une déclaration (http://www.france-palestine.org/Apres-la-tueriede- Nice-il-faut-s-opposer-a-la-recuperation-indecente-par) de l'Association France Palestine Solidarité. La déclaration avertissait que l'attaque par camion de juillet 2016 qui a tué des dizaines de personnes à Nice ne devrait pas être exploitée politiquement par Israël et ses partisans. La déclaration est venue en réponse à des appels de certains politiciens qui comparaient les Palestiniens à l'État islamique et exhortaient la France à emboîter le pas à Israël comme modèle de lutte contre le terrorisme. Les dirigeants israéliens ont toujours cherché d'exploiter ce type de violence pour exhorter les juifs français à quitter la France. Des dirigeants français avaient dénoncé ces appels (http://www.huffingtonpost.co.uk/2015/01/12/frances-jews-should-not-b_n_6456086.html). Même le chef de la LICRA a demandé au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou d'arrêter de demander aux Juifs de quitter l'Europe après ces attaques.

Mais la LICRA a néanmoins exigé que Macron retire la candidature de Gerin et a déclaré qu'elle pourrait envoyer ses tweets aux procureurs. La LICRA n'a pas relevé que Gerin a également exprimé des félicitations envers Israël. En 2013, il a écrit que le documentaire The Gatekeepers (http://www.imdb.com/title/tt2309788/), dans lequel les anciens chefs de renseignement israéliens critiquent la politique de leur pays, « est une leçon de démocratie qui est à mettre au crédit d'Israël ».

Selon Le Parisien, le CRIF et la LICRA devraient maintenant s'en prendre à un autre candidat parlementaire de Macron, qu'ils accusent d'appuyer la campagne BDS. Dans un tweet maintenant supprimé, William Tchamaha (http://www.leparisien.fr/elections/legislatives /legislatives-la-republique-en-marche-retire-un-candidat-pour-ses-positions-anti-israel-12-05-2017-6943281.php) a inclus un lien vers une information traitant de la critique par l'ONU d'une nouvelle loi israélienne visant à faciliter le vol de terres palestiniennes. Tchamaha, un conseiller pédagogique de lycée, aurait également qualifié Israël d' « État hors-la-loi qui violait le droit international » et exhortait le boycott des produits israéliens.

Le CRIF qui a promis d'être « vigilant » devrait enquêter sur les opinions d'autres candidats au sein du parti de Macron. Le message clair que le lobby israélien de France envoie à tous les novices en politique qui soutiennent le nouveau président est que toute critique d'Israël leur coûtera cher.

Quant à Macron, il a déjà condamné avec force la campagne BDS et a promis de poursuivre la politique de répression de Hollande contre le militantisme pro-palestinien. Le nouveau président a peut-être promis aux électeurs français une rupture avec l'ancienne façon de faire de la politique, mais quand il s'agit des exigences d'Israël et de son lobby, rien ne change.

Ali Abunimah | 12 mai 2017 – The Electronic Intifada

(https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/frances-macron-dumps-parliamentarycandidate- after-israel-lobby-pressure)

Ali Abunimah est un journaliste palestino-américain, auteur de The Battle for Justice in Palestine (http://www.haymarketbooks.org/pb/The- Battle-for-Justice-in-Palestine).

[La traduction laisse à désirer.]

Source : Chronique de Palestine (http://www.chroniquepalestine.com/france-macron-doigt-oeil-lobby-pro-israelien)

La "zizanie" ou tous les coups pourris sont permis, ça promet !

- Les Républicains : doutes sur les législatives après la nomination d'un Premier ministre de droite - Franceinfo

Jean-Louis Borloo a signé l'appel à saisir la main tendue d'Emmanuel Macron au centre et à droite après la nomination d'Edouard Philippe comme Premier ministre ce lundi 15 mai. Mais que pensent Les Républicains de tout cela ? "Ici, chez Les Républicains, on attend avec impatience demain et l'autre onde de choc. C'est l'annonce du gouvernement qui pourrait voir la jeune garde du parti rejoindre Édouard Philippe et prendre des postes ministériels. C'est ça qu'ici, chez Les Républicains, on craint le plus", observe Patricia Issa-de Grandi au siège des Républicains.

Dans moins d'un mois, la bataille des législatives s'annonce plus incertaine pour la droite. "Une bataille qui va être difficile à mener s'il y a peu de combattants, en tout cas s'il manque des ténors. Bernard Accoyer se refuse à parler d'exclusion. Emmanuel Macron

a réussi à semer la zizanie chez Les Républicains comme il a pu le faire au Parti socialiste", explique la journaliste. Franceinfo 16.05

Hémorragie contrôlée, sortez les serpillières. Ils nous auront tout fait !

- L'hémorragie des élus LR vers le camp Macron s'amplifie - AFP

Ce positionnement pourrait préfigurer l'entrée au gouvernement, mardi, de plusieurs élus LR, notamment Bruno Le Maire, ex-ministre sous Sarkozy et candidat dans l'Eure, une circonscription où La République en marche (REM), le parti du chef de l'Etat ne présente d'ailleurs aucun candidat.

Ce germaniste pourrait obtenir le portefeuille des Affaires étrangères... ou de la Défense. Lundi, il s'est empressé de tweeter ses "félicitations" à M. Philippe, affirmant qu'il fallait "dépasser les vieux clivages pour servir la France et les Français".

L'accession de M. Philippe à Matignon constitue un sérieux revers pour la droite, déjà éprouvée par sa cinglante défaite au premier tour de la présidentielle. La direction des Républicains a immédiatement fait savoir à M. Philippe qu'il s'était placé "de lui-même en dehors de (sa) famille politique".

Pour limiter les dégâts, LR table sur les législatives de juin. "L'équation politique de ce gouvernement sera fixée par les députés", a tweeté Jean-Pierre Raffain, ajoutant "je vote LR en juin".

"La campagne législative doit être la campagne de la clarté. Notre projet est clair, sur la diminution des impôts, sur l'augmentation du pouvoir d'achat, sur la restauration de l'autorité de l'Etat et sur la protection des Français. C'est le projet que porteront les candidats des Républicains et de l'UDI dans chacune des circonscriptions", assurait lundi dans un communiqué le comité de campagne de LR.

Le comité, en prenant "acte" de la nomination de M. Philippe, regrettait la décision de ce dernier de "défendre à présent le projet du candidat En Marche! qu'il a combattu".

En tant que nouveau chef de la majorité, "vous aurez à faire battre les 577 candidats" LR et UDI aux législatives, "dont, parmi eux, nombre de collègues avec lesquels vous avez siégé pendant cinq ans", lui écrit également Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, dans une lettre dont l'AFP a obtenu copie.

Alain Juppé a qualifié Edouard Philippe d'"homme de grand talent", qui a "toutes les qualités" pour être Premier ministre, tout en réaffirmant qu'il soutiendrait les candidats de droite aux législatives.

Mais "si la droite et le centre ne sont pas majoritaires" en juin, "le pays ne comprendrait pas que nous nous engagions dans une opposition systématique. Il faudra alors trouver les voies et les moyens d'un travail constructif dans l'intérêt de la France", a insisté le maire de Bordeaux.

"Ceux qui veulent faire croire qu'ils pourront demain imposer une cohabitation à Macron bernent un peu nos compatriotes" car la droite est déjà "fracturée, entre ses électeurs qui aspirent à une alternance et ses dirigeants qui pour un certain nombre d'entre eux soutiennent Macron", affirme Nicolas Bay, secrétaire général adjoint du FN.

Mais "je ne crois pas à cette aventure", lançait il y a peu devant la presse un responsable LR, proche de Sarkozy. "Je la trouve trop menaçante. Il y aura un accident de parcours", croit savoir le même. AFP 16.05

Vraie fausse rumeur.

- Jean-Baptiste Lemoyne, sénateur (ex-LR) de l'Yonne : "Les Républicains est un parti en voie de disparition" - Franceinfo

Jean-Baptiste Lemoyne, sénateur de l'Yonne, répond aux questions de Djamel Mazi, lundi 15 mai, sur Franceinfo.

Emmanuel Macron a nommé Edouard Philippe à Matignon. Le nouveau premier ministre est Républicain. Le président "met en oeuvre la recomposition politique sur laquelle il a fait campagne et sur laquelle les Français lui ont donné un mandat. C'est une belle espérance pour la France, l'espérance d'en finir enfin avec des clivages idéologiques un petit peu désuets et surtout l'envie d'aller au résultat, à l'efficacité, bref d'en finir avec la tragédie du chômage de masse, d'une dette abyssale", explique-t-il.

De nombreux Républicains rejoignent Emmanuel Macron. La droite a-t-elle été annexée par le nouveau président? "Non il n'y a pas d'annexion, ce sont des démarches volontaires. On ne m'a pas mis un pistolet sur la tempe pour rejoindre Emmanuel Macron".

La République en Marche pourrait-elle avoir amorcé la fin des Républicains? "A moyen terme, Les Républicains est un parti en voie de disparition. On voit qu'il y a là des gens qui n'ont plus grand chose en commun. Entre un Laurent Wauquiez et un Alain Juppé, il y a un gouffre qui se creuse chaque jour. Il y a un énorme rétrécissement de la droite et du centre", estime Jean-Baptiste Lemoyne. Franceinfo 16.05

Comme c'est dit en termes élégants.

- Nomination d'Edouard Philippe : "La politique réformatrice qui va être mise en place doit être accompagnée" selon un élu LR - Franceinfo

Près d'une trentaine d'élus Les Républicains et UDI ont appelé, lundi 15 mai, à "répondre à la main tendue" par Emmanuel Macron, qui vient de nommer Premier ministre Edouard Philippe, jusqu'ici député-maire LR du Havre. Parmi eux, Pierre-Yves Bournazel, conseiller régional LR en Île-de-France et candidat aux législatives à Paris. "On ne va pas passer cinq ans à critiquer des réformes pour lesquelles on est d'accord, ce serait une manière de faire de la politique complètement archaïque", a déclaré l'élu Les Républicains, lundi soir sur franceinfo.

franceinfo : Êtes-vous prêt à travailler avec le gouvernement d'Edouard Philippe ?

Pierre-Yves Bournazel : Je connais Edouard Philippe depuis un certain temps. Nous avons travaillé ensemble dans la campagne des primaires d'Alain Juppé. Je dois dire que je suis heureux de cette nomination, parce qu'il est un homme d'État. Il a le sens de l'intérêt général. Aujourd'hui, la situation en politique est très claire. Il y a une recomposition autour des réformes nécessaires, vitales au pays. (…) Donc je soutiens Edouard Philippe comme Premier ministre et comme chef de la majorité.

franceinfo : Est-ce vraiment une recomposition ? N'est-ce pas une volonté tactique d'Emmanuel Macron d'attirer un Premier ministre de droite pour affaiblir Les Républicains à quelques semaines des législatives ?

Non, je crois que c'est un geste fort que de dire : "Nous sommes d'accord sur des réformes vitales pour le pays et nous allons travailler ensemble pour faire gagner la France". C'est un discours qui plaît, car on revient à l'intérêt général. On ne va pas passer cinq ans à critiquer des réformes pour lesquelles on est d'accord. Ce serait une manière de faire de la politique complètement archaïque.

franceinfo : Cette position n'est pas largement partagée à droite : le secrétaire général du parti Les Républicains, Bernard Accoyer, a qualifié la démarche d'Edouard Philippe de "décision individuelle"…

Vous savez, il y a beaucoup d'élus LR et UDI, d'hommes et de femmes de droite modérée et du centre, qui gardent leurs convictions. Pourtant, ils veulent d'abord être au service de la France. Ils pensent donc que le choix de ce Premier ministre et la politique réformatrice qui va être mis en place doivent être accompagnés. Il ne faut pas rester à côté du chemin. L'opposition frontale, contre ses propres idées d'ailleurs, c'est cela la vieille politique. Franceinfo 16.05

Ils osent tout.

- Trump accusé d'avoir révélé aux Russes des informations classifiées AFP

Le président américain Donald Trump était de nouveau dans la tourmente lundi soir, accusé d'avoir divulgué des informations classifiées au chef de la diplomatie russe et la Maison Blanche tentait d'éteindre l'incendie tout en restant évasive sur le fond. AFP

- Washington accuse la Syrie d'avoir brûlé ses prisonniers dans un "crématorium" Le Huffington Post

Les Etats-Unis ont accusé lundi la Syrie d'avoir brûlé dans un "crématorium" une partie des milliers de prisonniers assassinés ces dernières années et ont exhorté la Russie à faire pression sur son allié pour qu'il mette fin à ces "meurtres de masse".

Ces allégations relaient un rapport, photos satellites à l'appui, qu'avait publié en février Amnesty International. Le Huffington Post

Amnesty International incarne la pourriture des faucons néoconservateurs.

C'est peut-être cela qu'ils ne digèrent pas.

- Le régime syrien en passe de contrôler totalement Damas - AFP

La perte de trois importants quartiers de la capitale syrienne est la dernière d'une série de défaites cuisantes pour la rébellion qui cherche à renverser le président Bachar al-Assad depuis 2011.

Lundi, l'armée syrienne a annoncé la fin de l'évacuation d'insurgés et de civils de Qaboun, ex-quartier rebelle dans le nord-est de Damas. "Nos forces armées rétablissent la sécurité à Qaboun", a annoncé une source militaire syrienne, tandis que le gouverneur de Damas a indiqué que le quartier a été "vidé des terroristes", terme utilisé par le régime pour désigner rebelles et jihadistes.

"Alep (deuxième ville du pays) reprise et Damas en passe de l'être totalement, cela signifie que la rébellion n'est plus une alternative politique ou militaire. Le régime n?est donc aucunement menacé et n'a pas besoin de faire de concessions" lors de négociations politiques, estime le géographe français Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie.

Depuis six ans, la capitale, avec ses 1,6 million d'habitants, a été cependant bien moins ravagée que les deux métropoles d'Homs et Alep.

"Le régime s'est retrouvé consolidé grâce aux forces étrangères russes et iraniennes au détriment d'un peuple sans défense", déclare à l'AFP Mohammad Allouche, dirigeant de Jaich al-Islam (Armée de l'Islam), le groupe rebelle le plus puissant autour de Damas. AFP 15.05

- La santé infantile peut pâtir des plans d'ajustement du FMI selon une étude - AFP

Les programmes d'austérité du FMI dans les pays pauvres peuvent affaiblir la capacité de certains parents à assurer la bonne santé de leurs enfants, conclut une étude scientifique publiée lundi. AFP 15.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine

- Les Palestiniens commémorent le 69e anniversaire de la Nakba: plusieurs blessés - AFP

Les Palestiniens commémorent chaque année la "Nakba" (la "catastrophe" en arabe), synonyme d'exode pour des centaines de milliers de personnes ayant été expulsées ou ayant pris la fuite en 1948.

Plus de 12 millions de Palestiniens vivent à travers le monde, dont la moitié dans les Territoires occupés et en Israël, selon des chiffres officiels palestiniens. Plus de 5,5 millions sont enregistrés comme réfugiés auprès de l'ONU.

Avant les heurts au checkpoint, plusieurs milliers de personnes ont marché sous les drapeaux palestiniens dans Ramallah. Ils portaient une clé surdimensionnée, symbole traditionnel des maisons perdues à l'époque et dans lesquelles les Palestiniens espéraient revenir après le conflit israélo-arabe.

"Je viens tous les ans commémorer cet anniversaire, cette catastrophe", disait Salha Orabi, 62 ans, descendante de réfugiés et résidente du camp de Jalazoun, près de Ramallah.

"La Nakba, pour nous, signifie la destruction. Nous sommes bien placés pour savoir ce que cela signifie, nous avons dû fuir, c'est nous qui avons quitté nos maisons et nos terres".

Le droit au retour reste une revendication primordiale des Palestiniens et l'une des questions les plus épineuses pour faire la paix avec Israël après presque 70 ans de conflit. AFP 15.05

ECONOMIE

Chine

Routes de la soie: Xi se pose en rempart contre le protectionnisme - AFP

Le président chinois, Xi Jinping, s'est posé lundi en rempart contre le protectionnisme devant un parterre de chefs d'Etat venus célébrer à Pékin son projet de "Nouvelles routes de la soie".

"La mondialisation fait face à des vents contraires", a résumé l'homme fort du régime communiste, au deuxième jour d'un sommet qui rassemble autour de lui une trentaine de responsables mondiaux, dont les présidents russe, Vladimir Poutine, et turc, Recep Tayyip Erdogan, mais peu de grands dirigeants occidentaux.

Le communiqué final publié lundi soir affirme que les pays signataires "rejettent toutes les formes de protectionnisme".

Xi Jinping a lancé en 2013 l'initiative des Nouvelles routes de la soie, un ensemble de projets d'infrastructures, afin d'arrimer l'Asie à l'Europe et à l'Afrique à l'instar des caravanes qui traversaient l'Asie centrale dans l'Antiquité.

Dans un discours très remarqué, M. Xi avait déjà défendu le libre-échange et la mondialisation en début d'année au Forum économique de Davos (Suisse), au moment où l'arrivée au pouvoir de Donald Trump faisait craindre une dérive protectionniste aux Etats-Unis.

Si le milliardaire américain a fait de la Chine une de ses cibles favorites pendant sa campagne électorale, accusant Pékin de "voler" des millions d'emplois aux Etats-Unis, il s'est montré beaucoup moins agressif depuis son arrivée à la Maison Blanche. Pékin et Washington ont même annoncé la semaine dernière un accord commercial portant sur la viande, le gaz naturel et certains services financiers.

Donald Trump n'a pas fait le déplacement de Pékin. A l'exception de l'Italien Paolo Gentiloni, aucun dirigeant du G7 n'a participé au sommet, donnant l'impression que les Occidentaux craignent que la Chine ne cherche avant tout à tirer à elle la couverture du commerce international.

Plusieurs pays européens ont refusé de s'associer à un communiqué sur le commerce préparé par la Chine, a par ailleurs indiqué à l'AFP une source diplomatique.

Ces pays - parmi lesquels l'Allemagne, l'Estonie et la Hongrie - ont jugé que ce texte ne faisait pas suffisamment mention des préoccupations des Européens en matière de transparence des marchés publics ou de normes sociales et environnementales.

Pékin, qui s'efforce de consolider ses relations commerciales avec le reste du monde, est prêt en tout cas à investir largement dans les projets des Nouvelles routes de la soie.

Xi Jinping a annoncé dimanche à l'ouverture du sommet une nouvelle enveloppe de 113 milliards d'euros pour ces différents projets réunissant une soixantaine de pays: voies ferrées, ports, parcs industriels...

La Banque de développement de Chine a déjà prévu, à elle seule, de débloquer plus de 800 milliards d'euros d'investissements sur 900 projets.

Pékin assure que son initiative est ouverte à tous et a invité au sommet des représentants des Amériques, comme les présidents du Chili et de l'Argentine. Une vision saluée par les participants.

"En ces temps où la tentation est grande de répondre à la crise de la mondialisation par l'isolement et par les murs, cette initiative offre une vision de connectivité, de coopération et de dialogue", s'est félicité le chef du gouvernement grec, Alexis Tsipras.

Dans le cadre des privatisations imposées par ses créanciers, Athènes a dû céder à des capitaux chinois le contrôle du port du Pirée, un projet initialement combattu par M. Tsipras, qui a fini par s'y rallier. Ces investisseurs chinois aspirent à faire du Pirée "un pont entre l'Asie et l'Europe".

Evoquant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et la nécessité pour Londres de trouver de nouveaux partenaires commerciaux, le ministre britannique des Finances, Philip Hammond, a assuré que son pays était prêt à "travailler à la réussite de cette initiative avec tous les partenaires des Nouvelles routes de la soie". AFP 15.05

Haut de page

Le 17 mai 2017

CAUSERIE

Pondichéry, 21h07.

Je viens de m'apercevoir que j'avais oublié de formater la causerie du jour au format pdf.

- La causerie du 17 mai 2017 au format pdf.

La suite de la causerie de ce matin plus loin :

Cliquez ici

Du 1 au 15 mai, dans plus de 65 pays on s'est connecté à notre portail. Je ne suis pas en mesure d'interpréter les statistiques fournies par le logiciel de la société qui héberge le portail.

- La synthèse géographique du 1er au 15 mai 2017.

J'ai corrigé les fautes d'orthographe et de frappe, j'écris n'importe comment parfois, c'est l'horreur ! Je fatigue. Il faut dire que pour sortir 40 pages en 3 jours, je n'ai pas le temps de regarder attentivement ce qui figure à l'écran. Pour remédier à cet inconvénient (j'avais tapé "cette" et j'ai corrigé !) je vous propose un nouveau service, la causerie du jour en pdf, corrigée évidemment, puisque je vais passer par word et son correcteur.

Les erreurs que j'ai trouvées rien que dans la causerie d'hier :

- sociale pour social (faute d'inattention)
- dôté pour coté (faute de frappe)
- cuit pour cuis (faute d'inattention, après "moi", 1er personne du singulier)
- dixaine pour dizaine (faute de frappe)
- fait pour fais (faute d'inattention, après "moi", 1er personne du singulier)
- rappelerait pour rappellerait (j'ai plaqué la terminaison à la suite du verbe à l'infinitif sans tenir compte de la prononciation)
- signfiera pour signifiera (faute de frappe)
- sinisme pour cynisme (un oublie ou une ancienne erreur !)
- destabiliser pour déstabiliser (un oublie ou une ancienne erreur !)
- prestigiditation pour prestidigitation (inversion de deux syllabes)

Je rappelle que je frappe directement au clavier ce qui me vient à l'esprit et qui sera conservé par la suite, pas de brouillon ou de plan, une relecture rapide pour ne pas dire distraite avec des yeux bien fatigués. Autre chose, toutes les lettres qui figuraient sur les touches du clavier sont effacées. Je peux taper sans regarder le clavier, mais je ne m'y fie pas, j'ai tellement peur de faire des erreurs que j'en fais encore plus, normal !

Et puis, je n'utilise le français qu'avec l'ordinateur, le reste du temps je n'emploie que le tamoul et l'anglais. Pour conserver l'usage de la langue parlée, j'en suis venu à parler tout seul en français ! C'est grave docteur? Je ne le pense pas, sinon je serais devenu dingue depuis longtemps !

- La causerie du 14 au 16 mai 2017 au format pdf.

La suite plus tard dans la journée... en principe. La suite de la causerie.

Les pendules sonnent rarement à la même heure.

On pouvait lire en guise de conclusion de l'article mis en ligne dans cette page *2017, le coup d'Etat* :

- "Or l'oligarchie actuelle cherche avant tout à maintenir sa position privilégiée. A cette fin, elle maintient obstinément le système de valeurs organisé autour de la croissance matérielle et de la surconsommation – un système qui accélère notre entrée dans la crise écologique. » L'heure du choix de société a sonné…"

Or l'oligarchie incarne non seulement le capitalisme financier, mais le capitalisme dans son ensemble et son devenir au stade suprême de l'impérialisme pourrissant, et partant du constat que ce système économique était voué à la faillite ou à s'effondrer,

au-delà c'est le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'elle tend à perpétrer par n'importe quel moyen, mafieux, totalitaire ou la guerre toujours et encore contre tous les peuples, toutes les classes, y compris celle des capitalistes quand leur existence s'avère inutile ou nuisible à sa stratégie.

L'oligarchie incarne le sommet du capitalisme mondial, le niveau de développement du capitalisme le plus élevé, la fusion de l'industrie et de la finance à laquelle l'industrie doit se soumettre impérativement. Elle incarne la concentration du capital ou des richesses produites dans des proportions inégalées dans le passé, et son pendant négatif, les inégalités sociales qui ne cessent de croître.

La stratégie adoptée par l'oligarchie correspond aux besoins du capitalisme parvenu au dernier stade de sa crise, plus précisément, ce sont les rapports sociaux qui en sont à l'origine et qui alimentent la lutte des classes qui en sont la cause, fondés sur les inégalités entre les classes qui traduisent des conditions et des besoins inconciliables entre les classes, qui à leur tour vont se traduire par un ensemble de contradictions qui vont caractériser les lois de fonctionnement du système économique capitaliste et qui vont s'appliquer à tous les secteurs économiques, de sorte que le développement du capitalisme débouchera sur toujours plus d'inégalités sociales entre les classes ou la suppression de ces classes si le prolétariat parvenait à s'emparer du pouvoir politique et à inverser ces rapports sociaux en sa faveur dans un premier temps, les abolir par la suite.

C'est uniquement dans ce sens que "l'heure du choix de société a sonné", le concevoir autrement nous condamnerait à demeurer sous le joug du capitalisme et du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, là il n'existe pas de demi-mesure ou de troisième voie.

Mystification et figuration

Un scoop.

En Marche ! n'est pas un parti... mais le devient.

Macron est un figurant, tous les membres de son gouvernement seront des figurants, tous les députés de REM seront des figurants... Comment cela ? Pourquoi, vous n'avez pas encore compris que la politique qu'ils vont appliquer leur sera transmise par les idéologues au service de l'oligarchie qui l'auront rédigée sous ses ordres. Sinon quel sens aurait la désignation de Macron ? Il a dit qu'il exigeait des hauts fonctionnaires loyaux, aux ordres quoi, c'est clair, non ? Pas de "frondeurs", pas de contestataires, pas de questions, pas de discussions ouvertes...

C'est un régime vertical, totalitaire, comme peut l'être le fascisme qui est en train de s'installer durablement si on n'en prend pas la mesure.

La logique qui tue.

En Marche ! n'est ni de droite ni de gauche, non, il est de droite et de gauche affirment-ils, et comme la droite ne pouvait pas être de gauche, c'était bien la gauche qui était de droite. C'est dommage que les militants n'y pensent pas ou n'en tirent aucune conclusion.

Eh oui ! on n'a jamais vu un capitaliste confondre ses intérêts avec ceux d'un ouvrier. Par contre un ouvrier confondra volontiers ses intérêts avec ceux de son patron, normal, c'est lui qui rédige sa feuille de paie et non l'inverse. Mais cela ne vient pas spontanément à l'esprit de l'ouvrier. Eh oui, messieurs les gauchistes, il n'est pas né marxiste !

Mon père ouvrier en bâtiment (menuisier) a voué toute sa vie un culte à ses patrons et aux puissants, j'en ai tiré des leçons en me jurant de ne jamais y ressembler ! Et c'est ce qui a pourri nos relations jusqu'à sa mort, il y a de cela 15 ans déjà. Raison de plus pour haïr le capitalisme.

Parole d'internaute.

- "*Ce qui me consterne le plus ce n'est pas de voir à quel point la presse nous prend pour des demeurés, c'est de voir que globalement ça marche !*"

Vous avez le jeu de mot facile !

J'ignore si les cons osent tout, en tout cas, ceux qui prennent les gens pour des cons osent tout assurément, non sans un certain succès il faut bien l'admettre.

Il paraîtrait que le ministère de l'Intérieur aurait publié une statistique selon laquelle seulement 4,98 % des électeurs inscrits auraient voté « pour soutenir le programme de Macron », c'est-à-dire moins de patrons en tous genres et de CSP+ ainsi que

les membres de leurs familles, plus un nombre indéterminé d'écervelés que compte le pays, on a envie de dire : qui dit mieux ou plutôt moins, grotesque !

Mais pourquoi se servir de cette statistique qui ne rime à rien, vous demanderez-vous peut-être ? Juste pour vous faire croire que tout est possible, maintenir mobiliser des militants en recourant à n'importe quel subterfuge, quitte à triturer la réalité, c'est une méthode de conditionnement comme une autre, malhonnête, dont les auteurs paieront le prix le moment voulu. Sur le Net j'ai recherché cette statistique, en vain.

Il y en a qui affirment encore que les syndicats seraient indépendants, alors qu'ils ont appelé à voter Macron, hormis Mailly (FO) qui a trouvé des vertus démocratiques à Macron. Et bien il y en a qui les croient. Et puis, s'ils ont organisé 13 ou 14 journées d'action pour faire passer la loi El Khomri, cela prouve bien qu'ils sont indépendants, non ? De quoi ? Chut ! Quand tu es con, tu ne poses pas ce genre de questions. Ils appellent cela aussi la démocratie.

C'est désespérant, n'est-ce pas ?

En lisant un tas d'articles, je me suis aperçu que quelques auteurs - on les compte sur les doigts d'une main, en arrivaient à affirmer que le PS était de droite depuis plus d'un siècle. Un jour ou l'autre tous le déclareront en choeur, quand cela ne présentera plus aucun intérêt, ensuite ils pourront toujours se prévaloir auprès de leurs lecteurs ou des militants de toujours leur avoir dit la vérité, et cela marchera parce qu'ils sont amnésiques de manière générale.

La vertu de vous raconter n'importe quoi réside dans le fait que vous finissez par ne plus rien croire du tout, même la vérité vous semble suspecte, vous n'êtes plus en mesure de la discerner du mensonge ou de la fabulation, c'était leur objectif pour que vous vous en détourniez.

Aux Etats-Unis, ils ont fini par dégoûter et détourner les Américains de la politique, afin qu'ils les laissent gouverner tranquillement. C'était le pire qui pouvait leur arriver. Je me suis battu pour qu'on n'en arrive pas là en France, mais hélas on y est !

Il y a deux fossoyeurs en chef en France, Macron et Mélenchon. Macron (et Valls) nous a rendu service à sa façon en liquidant le PS, comme nous sommes ingrats, nous avons appelé au boycott au second tour de la présidentielle. Quant à Mélenchon j'ai refusé d'appeler à voter pour sa candidature, par contre j'appelle à soutenir son mouvement lors des législatives, on pourrait ajouter contre lui après qu'il est décidé de le torpiller.

En l'espace de quelques jours il a montré de quoi il était capable en terme de reniement ou de trahison diront certains, appelant de ses voeux une VIe République et la convocation d'une Assemblée constituante, pour finalement annoncer qu'il se fondrait bien dans la Ve République en tant que Premier ministre compatible avec Macron, tout le personnage est résumé ici, au-delà il n'y a rien, que du baratin, du vide. Je crois qu'on peut déjà annoncé que son mouvement ne survivra pas à cette épreuve. Je me demande même si pour avoir annoncé la couleur brutalement, cela vaut encore le coup de soutenir son mouvement. On ne tient pas spécialement à l'enterrer prématurément, mais on doit tenir compte des faits et de leur portée au cours de l'évolution de la situation politique. Maintenant il est vrai que les travailleurs et les membres de ce mouvement n'interprèteront pas forcément ses dernières déclarations de la même manière qu'on vient de le faire.

A ce propos, il m'est revenu à l'esprit quelque chose en rapport avec le sujet précédent, il y a tout lieu de penser que 30, 40% ou plus sont prêts à donner sa chance à Macron, j'en suis absolument convaincu, je sais comment réagissent les gens de mon milieu, le milieu ouvrier, je pense à ma mère, à ma soeur et je suis certain qu'elles pensent de la sorte. Alors pourquoi n'en irait-il pas de même des membres de FI vis-à-vis de Mélenchon malgré ses déclarations qui ne laissent aucun doute sur ses réelles intentions ? Il est peut-être prématuré pour adopter un autre rapport avec son mouvement, de toute manière cela ne changerait rien à l'attitude à avoir envers eux que j'ai décrit dans une précédente causerie.

Quand on pose les bonnes questions à un travailleur ou à un militant, il va forcément se trouver acculer et obliger de reconnaître que vos arguments sont justes, tout du moins dans son fort intérieur, qu'il l'admette ouvertement est une autre affaire, tout dépend des rapports que vous avez établis avec lui, il faut que les conclusions auxquelles il est amené à venir semblent provenir de lui, il ne faut donc pas être dans un rapport de dominant à dominé tel que nous y incite les rapports sociaux existant, il faut se conduire en socialiste, j'allais dire avant l'heure, comme si ces rapports avaient déjà été abolis, tout du moins en faire abstraction ou s'en libérer le temps d'une discussion loyale et fraternelle, je pense que c'est ainsi que l'on doit concevoir nos rapports si on veut parvenir à partager nos idées avec le plus de travailleurs ou de militants possible.

Ce n'est pas facile de se comporter d'égal à égal avec quelqu'un, parce qu'on craint qu'à un moment donné l'autre prenne le dessus sur nous ou que nous ne contrôlions plus la situation, se sentir dominé est désagréable, et bien si on en a conscience, on peut se dire que c'est la même chose pour la personne qui est en face de nous, donc épargnons-lui ce désagrément, soyons simple, modeste, et tout se passera bien. C'est à cela que devrait servir aussi la formation des militants, enseigner ce genre de rapports, non ?

Vive le roi !

Réflexion d'un touriste qui tentait de suivre l'actualité politique française en écoutant les commentateurs de la radio : Je ne savais pas que c'était aujourd'hui le sacrement du nouveau roi de France...

Pourquoi tant d'éloges ou de superlatifs à propos de Macron ? Pour camoufler qu'il est vide, creux, que c'est juste un figurant dans une mauvaise pièce de théâtre que sa nounou sert à meubler. Si vous n'en êtes pas tout à fait convaincu, lisez l'article d'Atlantico consacré à la conférence de presse qu'il a donnée à Berlin avec Merkel. (Le titre de l'article que vous pouvez trouver sur le Net : Emmanuel Macron en appelle à une "refondation historique de l'Europe" - Atlantico.fr 15.05)

Le seul talent de Macron doit résider dans sa faculté à retenir des textes ou des paroles à la manière d'un acteur de théâtre et à les rendre en entrant dans le personnage qu'il incarne. Attali, sa nounou et tous ceux qui l'ont approché devraient le confirmer.

Etat policier et militarisation de la société et des esprits.

Macron s'en va-t-en-guerre

Macron remonte l'avenue des Champs-Élysées à bord d'un véhicule militaire

Il réserve sa première visite officielle à un établissement militaire (un hôpital) à Clamart.

Il annonce une visite à l'armée française d'occupation au Mali la semaine suivante.

Pour ne pas être en reste, à peine nommé le Premier ministre se rend à la préfecture de police de Paris.

En famille, il ne lui manquait plus que l'eucharistie! A quand la béatification !

- Le pape adresse à Emmanuel Macron ses "voeux très cordiaux" - L'Express.fr

Emulation réciproque

- Hillary Clinton « En Marche ! » - voltairenet.org

Hillary Clinton a annoncé la création d'Onward Together, une association visant à renverser le président Trump et à le remplacer par l'ancienne secrétaire d'État.

La dénomination d'Onward Together (En avant ensemble) est la reprise littérale de Kadima ! du général Ariel Sharon et d'En Marche ! du président Emmanuel Macron. voltairenet.org 16.5

Marche, marche, marche, marche... ou crève !

- Quelque 550 candidats de Macron investis, Le Maire, Riester ou Le Foll protégés - AFP

Quelque 550 candidats de La République en marche! pour les législatives étaient investis mardi soir et plusieurs ténors de la droite, comme Bruno Le Maire, et de la gauche, comme Stéphane Le Foll, seront protégés, a-t-on appris de sources concordantes.

Une vingtaine de circonscriptions restaient encore à pourvoir mardi soir après une nouvelle réunion de la Commission d'investiture, a indiqué à l'AFP un de ses membres.

Parmi elles, certaines sont situées dans les Outre-mers et doivent être encore attribuées.

Mais d'autres n'auront aucun candidat de La République en marche! afin d'épargner des personnalités de droite ou de gauche dont la sensibilité est compatible avec le projet de M. Macron.

Sont concernés, selon un autre membre de la Commission, Les Républicains Franck Riester (Seine-et-Marne), Benoist Apparu (Marne) et Bruno Le Maire (Eure), qui pourraient aussi intégrer le gouvernement dévoilé mercredi.

A gauche, Marisol Touraine (Indre-et-Loire) et Stéphane Le Foll (Sarthe) sont également épargnés.

De même, la ministre du Travail Myriam El Khomri (PS) et Pierre-Yves Bournazel (LR), qui s'affrontent à Paris mais pourraient

chacun se montrer favorables aux réformes de M. Macron, n'auront aucun candidat de La République en marche! face à eux, a-t-on appris de même source.

Proche du maire de Nice Christian Estrosi, Marine Brenier (Alpes-Maritimes) devrait également avoir le champ libre.

Au total, une bonne dizaine de circonscriptions seront concernées, après un dernier affinage. Le parti de M. Macron, qui a dévoilé une liste de 511 noms lundi soir, avait déjà annoncé appliquer un tel traitement de faveur à l'ancien Premier ministre Manuel Valls dans l'Essonne.

La fin du dépôt légal des candidatures pour les législatives (11-18 juin) est vendredi. AFP 17.05

Chaud devant...

- Emplois : les dossiers chauds qui attendent le nouveau gouvernement - Franceinfo

Plus d'un millier de personnes, dont Jean-Luc Mélenchon et Philippe Poutou, ont manifesté dans la Creuse en soutien aux salariés de GM&S, ce mardi 16 mai. L'ambiance est explosive : 277 ouvriers menacent de faire exploser l'usine de GM&S avec des bonbonnes de gaz. Ils protestent contre la menace de liquidation qui pèse sur l'entreprise depuis plusieurs mois. l'équipementier automobile n'est pas le seul dossier qui attend le nouveau président de la République.

3 000 emplois en danger chez William Saurin

En plus de GM&S, d'autres dossiers sont en souffrance : Whirlpool (290 emplois en danger), William Saurin (3 000 salariés), Tati et Vivarte (2 700 emplois). Les salariés n'arrêtent pas de se battre. Pour chacun de ses dossiers, des repreneurs sont en lice, mais ils ne sauveront pas l'ensemble des emplois. Chez GM&S, la situation semble aujourd'hui inextricable. Le futur gouvernement d'Emmanuel Macron devra apporter des réponses très rapidement.

Un peu plus tard, il y aura les restructurations d'Arc International. "L'usine de cristal dans le Pas-de-Calais risque le défaut de paiement en juin. 5 500 emplois sont concernés. L'ancien ministre Macron avait organisé un premier sauvetage en 2015 avec un repreneur américain. Vivarte, le groupe de textiles et chaussures, en est à son 5e plan social. 900 emplois vont être supprimés. Un démantèlement complexe qui prendra du temps", conclut le journaliste. Franceinfo 16.05

De la rupture à la déchirure.

- Les Républicains : le parti se déchire entre pro-Macron et pro-Baroin - Franceinfo

Deux lignes sont en train de s'opposer chez Les Républicains, et la scission est proche. "Hier, ils étaient 22 élus LR et UDI à signer un appel à rejoindre Emmanuel Macron. Ce soir, ils sont plus de 160 à avoir signé cet appel", assure Patricia Issa-de-Grandi, en direct du QG Les Républicains, dans le 15e arrondissement de Paris. De l'autre côté, la droite dure, celle de François Baroin, ne lâche rien pour les législatives. "Ches les Républicains, on lance également un appel au rassemblement et au soutien de leur candidat pour les législatives", ajoute la journaliste. "Chez Les Républicains, c'est la guerre des nerfs"

Depuis, les deux lignes du parti se répondent à coup de communiqués de presse opposés. "Vous l'avez compris, à droite chez Les Républicains, c'est la guerre des nerfs. C'est à celui qui fera craquer l'autre, mais personne ne veut endosser cette responsabilité d'une scission." Moins d'un mois avant le premier tour des législatives, le parti est plus divisé que jamais. Franceinfo 17.05

- Un contre-appel des Républicains contre Macron - Reuters

Les membres du bureau politique des Républicains ont dénoncé "à 95%" la main tendue à Emmanuel Macron par plusieurs élus de droite et ont lancé un "contre-appel", a-t-on appris mardi soir dans l'entourage du secrétaire général du parti, Bernard Accoyer.

A la suite de la nomination d'Edouard Philippe, député-maire LR du Havre, au poste de Premier ministre, une vingtaine d'élus de la droite et du centre avaient appelé lundi soir leur camp à répondre favorablement "à la main tendue par le président de la République".

"Cet appel est un coup de poignard dans le dos de nos 577 candidats aux législatives", a dénoncé Eric Woerth pendant le bureau politique, selon des propos rapportés par un participant.

Le contre-appel, qui sera soumis aux candidats investis par l'alliance LR-UDI pour les législatives des 11 et 18 juin, les invite à s'engager "à défendre résolument les valeurs et le projet politique de la droite et du centre". "Ce projet n'est évidemment pas

celui des candidats En Marche", poursuit le texte.

Seuls deux membres du bureau politique, le maire de Nice Christian Estrosi et la sénatrice du Bas-Rhin Fabienne Keller, tous deux signataires de l'appel lancé lundi, ont soutenu cette démarche devant l'instance dirigeante du parti.

En revanche, plusieurs proches d'Alain Juppé ont apporté leur soutien au "contre-appel". "Juppéiste ne rimera pas avec opportuniste", a déclaré Virginie Calmels, proche du maire de Bordeaux, dont les propos étaient également rapportés. Reuters 17.05

La division En Marche !

Le PCF torpille le mouvement de Mélenchon...

- Le Parti communiste a investi 484 candidats pour les législatives - AFP

Le Parti communiste a publié mardi une liste de 484 candidats investis pour les législatives, avec le choix de se désister dans certaines circonscriptions pour soutenir des candidats de La France insoumise, EELV, du PS ou d'Ensemble!.

Dans cette liste à parité homme-femme, le PCF soutient notamment les candidatures de Clémentine Autain (Ensemble!), de la féministe Caroline de Haas ou de François Ruffin, investi par La France insoumise. Malgré de très fortes dissensions avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, le PCF a également retiré ses candidats dans plusieurs circonscriptions des Bouches-du-Rhône, notamment la 4e où se présente l'ancien candidat à la présidentielle.

Au total, 40% des candidats présentés par le PCF ont "moins de 50 ans, dont 20% ont moins de 40 ans". La moyenne d'âge est de 51 ans, a précisé le PCF dans un communiqué. Un quart des candidats sont des retraités, 26% des employés, 20% des fonctionnaires et 7% des ouvriers.

De même source, "70% n'ont jamais encore exercé de mandat électif".

Malgré le soutien du Parti communiste à la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, les deux mouvements n'ont pas réussi à s'entendre sur des candidatures communes plus nombreuses.

Outre la question financière, les deux parties reconnaissent une différence de vue stratégique.

La France insoumise souhaite mener une campagne nationale avec une identification visuelle unique et très claire, et une campagne basée sur son programme à la présidentielle, "l'Avenir en commun" dans le but d'obtenir la majorité et de contraindre le président Emmanuel Macron à une cohabitation. L'affiche de campagne, présentée mardi à la presse reprend celle utilisée pour la présidentielle, avec un grand portrait de Jean-Luc Mélenchon, auquel sont accolés les portraits du binôme candidat. Le logo de La France insoumise, le phi grec, est représenté en bonne place, de même que le slogan "la force du peuple".

De son côté, le PCF estime que "la diversité n'est pas un problème" et refuse l'"exigence d'un alignement" politique mais aussi visuel demandé par le mouvement de M. Mélenchon. "Nous avons un désaccord profond sur notre conception d'un rassemblement à gauche à vocation majoritaire: imposer une force hégémonique, ou installer une vraie coalition de projet", constate un membre de la direction. AFP 17.05

Xénophobie ordinaire et stratégie du chaos

- Etats-Unis : les démocrates exigent le transcript de l'échange Trump-Lavrov - euronews

- Kiev accuse Moscou d'une cyberattaque contre le site de la présidence - Reuters

- Kiev multiplie les sanctions contre les médias et les réseaux sociaux russes - Liberation.fr

- Russie: une chanson pour décourager les étudiants de manifester - L'Express.fr

- Tchétchénie: des associations LGBT accusent Kadyrov de "génocide" devant la CPI - L'Express.fr

- Venezuela: 42 morts en six semaines de manifestations - AFP

- Mexique: indignation après un nouveau meurtre de journaliste - AFP

- Centrafrique: au moins 26 morts à Bangassou selon l'ONU - AFP

Haut de page

Le 19 mai 2017

CAUSERIE

- La causerie du 18 mai 2017 au format pdf.

On se détend un peu.

Hier soir, la jeune femme tamoule qui habite en face de chez moi, Kagelvéli, a remis à ma compagne Selvi une photo de Macron embrassant sa nounou qu'elle avait découpée dans un journal indien en tamoul, elle n'en revenait pas de la différence d'âge qu'il y a entre eux, Selvi s'écriant, c'est sa maman, c'est dégueulasse ! J'ai aussitôt pensé en me marrant à la sortie de Berlusconi que les médias ont brocardé en l'accusant de sexisme, alors qu'il se tape des putes qui ont 40 ans de moins que lui, mais au moins il n'en a épousé aucune, l'honneur est sauve, morale ou jugement épiscopal oblige !

C'est intéressant de constater qu'une femme ultra arriérée peut adopter des principes ou des valeurs qui sont apparus au cours du développement de la civilisation humaine, alors qu'une femme évoluée, une aristocrate ou fille d'industriels, ex-épouse d'un banquier, visiblement perturbée psychologiquement, frustrée à force d'être blasée, en viendra à laisser libre cours à son instinct primaire ou animal, à ses fantasmes décomplexés.

L'attitude (dominatrice) de cette femme qui considère que rien ne doit entraver la satisfaction de ses désirs, témoigne de la décadence d'un régime à bout de souffle, alors que celle de cette femme ultra arriérée s'inscrit dans le cadre d'un processus en cours ou inachevé, où certaines régles ou valeurs jouent encore un rôle progressiste. Autrement dit, cette femme arriérée sera amenée à progresser, c'est déjà le cas des femmes plus jeunes qu'elle, Selvi à 47 ans, alors que la femme évoluée est vouée à régresser. En quelque sorte l'attitude de ces deux femmes correspond à l'orientation de la situation économique et politique de la France et de l'Inde.

Mais qu'on ne se fasse pas d'illusions, sous le règne du capitalisme elles connaîtront dans l'avenir le même tragique destin. Les droits concédés aux femmes par le capitalisme ne devaient servir qu'à les exploiter au même titre que les hommes, tout en aliénant leur personnalité et non pas pour qu'elles s'épanouissent, leur émancipation de la domination des hommes a été conçue pour qu'elles se retrouvent sous la coupe du capitalisme, mais cette fois, seules pour l'affronter, donc plus faibles ou vulnérables.

Ils assument, iront-ils jusqu'au bout ?

Le recyclage des déchets fanatiques de l'Union européenne et de la guerre.

Un gouvernement de transfuges, de traîtres, près à transgresser toutes les règles établies par fidélité envers leur ambition dévorante et insatiable, les hommes de main de l'oligarchie, par définition destinés à exécuter des besognes souvent basses ou criminelles.

Tu m'as appris ce qu'est le monde ! Ô monde des intérêts, de la ruse, de la politique et des perfidies, à nous deux maintenant ! (Balzac, les Ressources de Quinola)

Ils savent quelle cause scélérate ils vont servir, et les ministres n'ont pas été désignés par hasard. Je n'ai pas eu le temps d'examen chacun de leur cas, cependant je me suis aperçu que certains avaient en commun d'avoir été humiliés, et que leur fournir l'occasion de se venger pourrait les conduire à accomplir leur sale besogne avec zèle.

Leur consanguinité les rend apte à tous les crimes. Et qui doivent-il assassiner ? Le peuple.

Il est très tard et je viens de regarder un épisode des aventures du célèbre détective belge d'Agatha Christies, Hercule Poirot, qui m'inspire visiblement.

Ce qui rend si attractive ou passionnante ses petites histoires, c'est l'ingéniosité avec laquelle des criminels mettent en scène leurs mauvaises intentions tout en déployant une batterie d'artifices pour les dissimuler et ainsi défier ou mettre en échec la logique, sachant que c'est ce qui fait le plus défaut à la plupart des gens dont les policiers.

Cependant l'art consommé de l'intrigue ou le scénario le plus ingénieux imaginé comportera des imprévus ou présentation des imperfections au moment de sa réalisation qui échapperont à son auteur, mais pas à un fin observateur qui s'acharnera à les découvrir. Finalement, c'est l'assurance du malfaiteur ou du criminel d'agir selon une logique parfaite qui le perdra.

Quelque part Macron incarne la même chose, c'est le même procédé qu'il met en oeuvre pour berner le peuple, il défie la logique, sachant que le peuple en manque singulièrement, il rassemble la droite et la gauche qui incarnent des classes et des intérêts opposés en lui faisant croire que ce sera pour le bien commun ou général, alors qu'en réalité il oeuvrera uniquement pour le compte de la classe dominante et contre la classe dominée.

Confondre une logique qui est le produit d'une construction ou d'un montage intellectuel, d'un concept idéologique, et la logique de la lutte des classes va réserver bien des surprises à Macron et sa cour de bras cassés.

Le centrisme, c'est le dépassement de la droite ou la droite extrême avançant sous différents masques : modéré, humaniste, de gauche ou démocrate. Cela se traduit en pratique par la confusion savamment entretenue entre valeurs ou morale et l'intérêt général qu'il prétend servir, en réalité le capital, les uns servant sournoisement à justifier l'autre.

Ce qui définit le centrisme, ce sont aussi les moyens fallacieux, malicieux ou sournois auxquels il recourt pour enrober son discours populiste et camoufler sa véritable nature ou ses réelles intentions.

Le centrisme, de droite à l'origine, n'aura aucun mal à se lier à la gauche de droite, pour finalement rester fidèle à son origine. Sa trajectoire ou son orientation correspondra aux besoins du capitalisme sur le plan institutionnel, ce qui l'amène logiquement à se présenter aujourd'hui sous la forme du corporatisme.

Le centrisme n'existe pas en tant que courant politique indépendant. Il est le lien social entre la droite et la gauche de collaboration de classes conduisant au corporatisme, donc menant au fascisme ou réalisant le programme du fascisme sans que le parti de l'extrême droite ne participe au gouvernement.

Le centrisme est donc par nature amené à devenir le pôle de regroupement de l'extrême droite néolibérale, les pires ennemis de la classe ouvrière.

François Bayrou a créé fin février 2006 avec la New Democrat Coalition américaine, composante parlementaire du Parti démocrate, une « internationale », ou plutôt une Alliance mondiale des démocrates. (Source : wikipedia.org)

Pendant des décennies et des décennies jusqu'à nos jours nos dirigeants n'ont cessé de marteler que la classe ouvrière n'avait pas été défaite, alors qu'en réalité elle avait enregistré tellement de reculs et de défaites, elle avait perdu tellement d'acquis ou de droits sociaux et politiques qu'elle en était rendue finalement au même point, par étapes et non brutalement ou d'un coup, par le biais du réformisme et de la collaboration de classes auxquels recourra le mouvement ouvrier en s'assurant les services du PS pour connaître à l'arrivée le sort auquel il le destinait.

A l'arrivée on s'aperçoit qu'étape par étape la réaction parvient à ses fins ou à réaliser ses objectifs dans tous les domaines. Pourquoi l'occulter ou le nier, pourquoi ne pas en tenir compte, pourquoi ne pas s'en tenir aux faits, à la réalité ? Peut-être parce qu'elle ne correspond pas à l'interprétation qu'on en a donné, et qui servait à justifier une politique opportuniste ou des intentions inavouables.

Si vous voulez en savoir plus sur le centrisme en France :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Centrisme_en_France
http://www.centrisme.free.fr/prod04.htm
http://www.lecentrisme.com/p/histoire-du-centrisme-en-france.html

A savoir :

François Bayrou a créé fin février 2006 avec la New Democrat Coalition américaine, composante parlementaire du Parti démocrate, une « internationale », ou plutôt une Alliance mondiale des démocrates.

La liste complète des figurants du gouvernement

- Découvrez qui sont les membres du gouvernement d'Edouard Philippe - franceinfo

Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur

Age : 69 ans

Parti politique : PS

Investi en politique depuis plus de 40 ans, Gérard Collomb n'incarne pas vraiment le renouvellement cher à Emmanuel Macron. Député de 1981 à 1988, sénateur depuis 1999 et maire de Lyon depuis 2001, il n'a toutefois jamais occupé de poste ministériel. Surtout, il est le premier élu local de poids à avoir soutenu Emmanuel Macron. Sa ville est par ailleurs considérée par plusieurs observateurs comme un laboratoire du "macronisme" économique.

Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire

Age : 62 ans

Parti politique : aucun

Cette fois-ci, c'est la bonne. Après plusieurs rendez-vous manqués avec la politique, Nicolas Hulot prend enfin la tête du grand ministère qui lui était promis de longue date. Un poste qu'il a refusé une première fois en 2002, puis en 2016. Entre-temps, le créateur de l'émission "Ushuaïa" a failli se présenter à la présidentielle de 2007 (avant de renoncer), à celle de 2012 (battu par Eva Joly lors de la primaire écologiste) et a songé à partir à la bataille en 2017. Dans l'entre-deux-tours, Nicolas Hulot, qui n'avait pas pris parti pendant la campagne, a appelé dans Le Monde à voter Macron par "raison" et non par "adhésion", accusant le candidat de n'avoir "pas pris la mesure de l'exigence de solidarité dans laquelle se trouvent le pays, l'Europe et le monde".

François Bayrou, ministre de la Justice

Age : 65 ans

Parti politique : MoDem

L'actuel maire de Pau a derrière lui une longue expérience politique : près de 20 ans de mandats à l'Assemblée nationale, neuf années à la tête du conseil général des Pyrénées-Atlantiques… François Bayrou a aussi été ministre de l'Education nationale dans les gouvernements d'Edouard Balladur puis d'Alain Juppé, de 1993 à 1997. Surtout, il a été candidat à trois reprises à la présidentielle, en 2002, 2007 et 2012, avec la volonté d'incarner "un centre indépendant".

Sylvie Goulard, ministre des Armées

Age : 52 ans

Parti politique : MoDem

Diplômée de Sciences Po et de l'ENA, Sylvie Goulard a une carrière politique entièrement tournée vers les questions européennes. Eurodéputée depuis 2009 (élue sur la liste UDI-MoDem), elle a aussi conseillé le président de la Commission européenne, Romano Prodi, entre 2001 et 2004. Elle a choisi de soutenir Emmanuel Macron dès sa déclaration de candidature, au mois de novembre. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Age : 69 ans

Parti politique : PS

Ministre de la Défense durant tout le quinquennat de François Hollande, Jean-Yves Le Drian a supervisé les opérations extérieures menées par l'armée française contre les groupes jihadistes au Sahel, en Irak et en Syrie. Des missions qui ne sont à ce jour pas terminées et sur lesquelles il continuera à avoir un œil depuis le Quai d'Orsay. Expérimenté, sérieux et apprécié à gauche comme à droite, il est un atout de poids pour le président Macron, qui n'est pas un spécialiste des questions de défense. Richard Ferrand, ministre de la Cohésion des territoires

Age : 54 ans

Parti politique : PS

De tous les politiques qui entourent Emmanuel Macron, Richard Ferrand en est le plus proche. Entre les deux hommes, la

confiance se noue dès l'été 2014, lorsque le député du Finistère, inquiet de la réforme des professions réglementées, est reçu par le nouveau ministre de l'Economie. Le courant passe immédiatement et l'ancien aubryste tombe sous le charme. Nommé rapporteur général de la loi Macron, Richard Ferrand gagne la confiance de son nouveau mentor, qui lui confie le secrétariat général de son mouvement, En marche !. A ce poste, il devient un rouage essentiel de la campagne victorieuse d'Emmanuel Macron. Deux jours après le second tour, il annonce qu'il quitte le Parti socialiste, auquel il avait adhéré en 1980.

Agnès Buzyn, ministre de la Santé

Age : 54 ans

Parti politique : aucun

Médecin spécialiste d'hématologie, d'immunologie des tumeurs et de la transplantation, Agnès Buzyn occupe depuis mai 2016 le poste de présidente de la Haute Autorité de santé. Par le passé, elle a également présidé le conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et dirigé l'Institut national du cancer.

Françoise Nyssen, ministre de la Culture

Age : 65 ans

Parti politique : aucun

D'origine belge, Françoise Nyssen dirige la maison d'édition Actes Sud, basée à Arles (Bouches-du-Rhône). On ne lui connaît pas d'engagement politique, mais avant le second tour, elle avait publié un texte dans lequel elle écrivait : "Dimanche, je voterai avec détermination et joie pour Emmanuel Macron", reconnaissant au candidat d'En marche ! d'avoir "mis la culture en première position de son programme".

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie

Age : 48 ans

Parti politique : Les Républicains

Haut fonctionnaire formé à l'Ecole normale supérieure, Sciences Po et l'ENA, Bruno Le Maire a commencé sa carrière politique auprès de Dominique de Villepin, duquel il a fini par s'émanciper. Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes puis ministre de l'Agriculture sous Nicolas Sarkozy, il a tenté (sans succès) d'incarner le renouveau au sein de sa famille politique, en se présentant à la présidence de l'UMP en 2014 puis à la primaire de la droite en 2016. Entre les deux tours de la présidentielle, le député de l'Eure a été l'un des premiers élus LR à se dire prêt à contribuer à une majorité autour d'Emmanuel Macron.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail

Age : 62 ans

Parti politique : aucun

Muriel Pénicaud a travaillé comme dirigeante dans de nombreux grands groupes comme Danone ou Dassault Systèmes, deux entreprises dans lesquelles elle a notamment été en charge des ressources humaines. Le ministère du Travail ne lui est pas inconnu, puisqu'elle a travaillé au cabinet de Martine Aubry entre 1991 et 1993.

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education

Age : 52 ans

Parti politique : aucun

Professeur de droit public, Jean-Michel Blanquer est un proche du sénateur Les Républicains François Baroin, qu'il connaît depuis le CM2, selon Le Monde. Il a été en 2006 directeur adjoint du cabinet de Gilles de Robien, alors ministre de l'Education nationale au sein du gouvernement de Dominique de Villepin. Il a ensuite été directeur général de l'enseignement scolaire au ministère, de décembre 2009 à novembre 2012, avant de prendre en 2013 la direction générale de l'Essec, une grande école de commerce. Dans une chronique publiée dans Le Point en mai, il saluait la "troisième voie" prônée par Emmanuel Macron en

matière d'éducation.

Jacques Mézard, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

Age : 69 ans

Parti politique : Parti radical de gauche

Ancien adjoint au maire d'Aurillac et conseiller général du Cantal, Jacques Mézard est sénateur du Cantal depuis septembre 2008. Cet élu du Parti radical de gauche préside le groupe Rassemblement démocratique et social européen au palais du Luxembourg. "Emmanuel Macron, c'est le choix d'une nouvelle génération capable de réussir la nécessaire modernisation de la vie politique, de briser le clivage gauche-droite souvent artificiel", écrivait-il en janvier dans un appel adressé à ses camarades de centre-gauche.

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics

Age : 34 ans

Parti politique : Les Républicains

Fidèle de Xavier Bertrand, le maire de Tourcoing (Nord) est l'un des nouveaux visages de la droite, qui était promis à un rôle important au sein de son parti. Depuis la victoire d'Emmanuel Macron et la nomination d'Edouard Philippe à Matignon, il avait multiplié les appels du pied. Dans un tweet il a ainsi salué "la décision du président de la République d'avoir dépassé les clivages politiques au service de notre pays".

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Age : 53 ans

Parti politique : aucun

Professeur de génétique et de biologie moléculaire, Frédérique Vidal a dirigé la faculté des sciences de l'université Nice Sophia Antipolis de 2009 à 2012, avant de prendre la présidence de l'ensemble de l'établissement. Elle avait été réélue en 2016 pour un nouveau mandat de quatre ans à la tête de l'université.

Annick Girardin, ministre des Outre-mer

Age : 52 ans

Parti politique : Parti radical de gauche

Ce nom vous dit sans doute quelque chose : Annick Girardin occupait déjà des fonctions sous le gouvernement Valls (secrétaire d'Etat à la Francophonie, puis à la Fonction publique, sans oublier une participation importante des négociations à la COP21). L'élue de Saint-Pierre-et-Miquelon, engagée au Parti radical de gauche, était la première habitante de l'île à atteindre un poste ministériel. "Elle avait une bonne réputation sur les questions d'outre-mer", confie au JDD Gaspard Gantzer, membre de la garde rapprochée de François Hollande. Reste un handicap pour monter plus haut sur les questions internationales : sa LV1 anglais. "J'accumulais les zéros en anglais au collège", confie-t-elle cash.

Laura Flessel, ministre des Sports

Age : 45 ans

Parti politique : aucun

Laura Flessel n'est pas la première championne olympique nommée au ministère des Sports. Avant elle, David Douillet ou Alain Calmat avaient occupé le poste. Mais jamais aussi jeune que "la Guêpe", 45 ans, qui a décroché des médailles aux Jeux d'Atlanta (1996), Sydney (2000) et Athènes (2004). Le nom de l'escrimeuse n'avait pas circulé pour prendre le portefeuille, conséquence peut-être de son absence d'engagement politique, si ce n'est derrière la candidature de Paris 2024.

Elisabeth Borne, ministre chargée des Transports

Age : 56 ans

Parti politique : aucun

Quoi de plus logique que de nommer la directrice de la RATP au ministère des Transports ? Elisabeth Borne avait commencé en 2015 un mandat à la tête de la régie des transports en commun parisiens après un passage au ministère de l'Ecologie (qui comprenait les Transports) avec Ségolène Royal. Par le passé, elle avait aussi fréquenté les cabinets de Lionel Jospin à Matignon, celui Jack Lang rue de Valois et la garde rapprochée de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris. Cette polytechnicienne connaît bien les rouages de la fonction publique, puisqu'elle a aussi occupé le poste de préfète de la région Poitou-Charentes. Reste à savoir si celle qui se rendait au travail tous les matins en métro pour montrer l'exemple va garder cette habitude…

Marielle de Sarnez, ministre déléguée aux Affaires européennes

Age : 66 ans

Parti politique : MoDem

C'est la plus proche collaboratrice de François Bayrou, dont elle a dirigé le cabinet quand celui-ci était ministre de l'Education nationale. Elle est entrée en politique pour soutenir la candidature de Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974. Elle a ensuite travaillé auprès de différents responsables de l'UDF, comme Simone Veil ou Raymond Barre. Députée européenne depuis 1999, elle est aujourd'hui candidate aux législatives dans la 11e circonscription de Paris.

Christophe Castaner, secrétaire d'Etat en charge des Relations avec le Parlement

Age : 51 ans

Parti politique : PS

Maire socialiste de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence) depuis 2001 et député depuis 2012, il a soutenu Emmanuel Macron avant même qu'il ne se déclare officiellement candidat à la présidentielle. Rapporteur de la loi Macron à l'Assemblée nationale en 2015, Christophe Castaner a subi une lourde défaite aux régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'obligeant à retirer sa liste au profit de celle de Christian Estrosi pour faire barrage au Front national. Début mars, il a annoncé qu'il se mettait en congé du PS pour se ranger pleinement derrière Emmanuel Macron.

Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité des femmes et des hommes

Age : 34 ans

Parti politique : En marche !

Cette féministe est responsable du pôle "égalité femmes-hommes" d'En marche ! Blogueuse, elle a fondé le réseau Maman travaille, qui milite notamment sur les thèmes de la conciliation vie professionnelle-vie personnelle et de l'égalité parentale. Elle a travaillé au cabinet de Laurence Rossignol, ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, pendant quelques mois en 2016. Adjointe au maire socialiste du Mans depuis 2014, Marlène Schiappa a cofondé le "mouvement des élu-e-s français-es pour l'égalitéé" et a rejoint le mouvement d'Emmanuel Macron dès le début de la campagne présidentielle.

Sophie Cluzel, secrétaire d'Etat chargée des Personnes handicapées

Age : 56 ans

Parti politique : aucun

Sur un thème dont il avait fait sa carte blanche au cours du débat d'entre-deux-tours, Emmanuel Macron a choisi une militante engagée de longue date dans la lutte pour l'intégration des personnes handicapées. Cette mère de quatre enfants, dont une fille trisomique, a fondé différentes associations de scolarisation d'enfants handicapés dont le collectif SAIS92 et l'association Grandir à l'école. Présidente de la Fédération nationale des associations au service des élèves présentant une situation de handicap (FNASEPH) depuis 2011, elle a organisé en 2012 le premier Grenelle de l'intégration des jeunes handicapés dans la société.

Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat chargé du Numérique

Age : 33 ans

Parti politique : En marche !

C'est l'un des hommes du président. Lui qui avait activement participé à la campagne numérique de Ségolène Royal en 2007 et de François Hollande en 2012 est devenu directeur de la campagne numérique d'Emmanuel Macron. Pour rejoindre En marche !, il a quitté en 2016 la présidence du Conseil national du numérique, où il avait été nommé par François Hollande. Mounir Mahjoubi est le co-fondateur de plusieurs start-up comme Equanum, La Ruche qui dit oui ! ou French bureau. Il est investi pour les législatives sous l'étiquette La République en marche dans la 16e circonscription de Paris. franceinfo 17.05

Qui a dit ?

- Macron « se présente en tribun adepte d'un populisme désinvolte », qui « n'assume rien mais promet tout, avec la fougue d'un conquérant juvénile et le cynisme d'un vieux routier ». « De quoi restera-t-il le nom ? » . « D'une révolution manquée ou d'une victoire éclair ? D'une trahison misérable ou d'une ambition démesurée ? »

Réponse : Édouard Philippe dans une chronique dans Libération en janvier 2017.

- « Emmanuel Macron est le candidat sans projet car c'est le candidat sans convictions : il change de discours suivant l'auditoire »

Réponse : Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, le 19 février dernier, sur Europe 1, il étrillait Macron vertement. (lexpress.fr 17.05)

- "M. Macron n'aura pas de majorité [...] Loin d'être le remède d'un pays malade, il sera au contraire son poison définitif"

Son élection, estimait-il, "précipiterait la France dans l'instabilité institutionnelle et conduirait à l'éclatement de notre vie politique. Alors dans ce vide, le populisme le plus abject arrivera, celui de Mme Le Pen", disait-il aussi, après avoir décrit le "populisme light" d'Emmanuel Macron : "Un populisme chic, avec un beau sourire, de beaux costumes, une belle histoire." Le qualifiant de "pur produit du système", il attaquait aussi un candidat qui "ne sort jamais de l'ambiguïté. Il promet tout, finance tout, rembourse tout : les lunettes, les prothèses auditives et les soins dentaires ! C'est Noël avant l'heure".

Réponse : Gérald Darmanin, le nouveau ministre de l'Action et des Comptes publics

En complément.

Coup d'Etat et monarchie héréditaire.

- "6 points communs qui relient Emmanuel Macron et Louis-Napoléon Bonaparte" - Le Huffington Post

- Bayrou avait pourtant promis au moins 4 fois de ne pas entrer dans un gouvernement - Le Huffington Post

- La droite aux affaires, la gauche en vitrine - Liberation.fr

- Ces ministres qui exécutaient Macron - LePoint.fr

- Édouard Philippe, un député cancre à Matignon - LePoint.fr

Peu présent à l'Assemblée, réticent sur la transparence, opposé aux projets défendus par Macron..., le maire du Havre n'est pas le député le plus exemplaire. LePoint.fr 17.05

En oligarchie en famille. Ah ces syndicats indépendants ! Mailly en appelle à "la concertation"... pas à la mobilisation.

Jean-Claude Mailly : la nomination de Muriel Pénicaud au ministère du Travail est "plutôt rassurante" - AFP 17.05

Muriel Penicaud, 62 ans, a été nommée ministre du Travail dans le gouvernement d'Édouard Philippe, mercredi 17 mai. Sur franceinfo, Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière, a estimé que cette nomination était "plutôt rassurante".

La nouvelle ministre "a une grande expérience à la fois en cabinet ministériel, puisqu'elle fut au cabinet de Martine Aubry lorsqu'elle était ministre du Travail, et à la fois comme DRH de grandes entreprises, dont Danone qui est une entreprise réputée sur sa dimension sociale", a-t-il indiqué.

Selon Jean-Claude Mailly, Muriel Penicaud est quelqu'un "de direct, qui dit les choses et qui a une connaissance à la fois technique et politique des dossiers". Le secrétaire général de FO rappelle que la nouvelle ministre n'est pas la seule à décider, et que "c'est la ligne globale de la politique économique et sociale qui va peser".

Jean-Claude Mailly en appelle à la concertation

Le programme d'Emmanuel Macron comporte "volontairement des zones d'imprécisions, voire de flou, estime Jean-Claude Mailly. Cela mérite des éclaircissements". Le secrétaire général de FO souligne que le nouveau président a "une responsabilité immense".

"S'il veut que les choses se passent bien, il n'a pas intérêt à cliver socialement, prévient-t-il. Cela veut dire qu'il faut de véritables concertations et tenir compte de ce que disent les organisations syndicales. Est-ce que l'on est prêt à une véritable concertation, à bouger les lignes, ou est-ce que l'on veut passer en force ? Espérons que c'est la concertation qui l'emportera." Francetv info 17.05

Quel imposteur ! Ouf, on en connaît qui doivent être soulagés ! Les travailleurs eux ont le droit de s'inquiéter.

Les faussaires ou la machine à fabriquer du consentement tourne à plein régime.

Six Français sur dix approuvent le nouveau gouvernement - L'Express.fr

D'après une enquête Elabe réalisée pour BFMTV, 61% des Français sondés se disent satisfaits de la composition du premier gouvernement du quinquennat Macron. L'Express.fr 17.05

REM en tête des intentions de vote, loin devant LR-UDI et FN - Reuters

Trente-deux pour cent des Français sont prêts à voter pour le mouvement d'Emmanuel Macron et le MoDem aux élections législatives, 19% pour Les Républicains et l'UDI, 19% pour le Front national, 15% pour La France insoumise et 6% pour le Parti socialiste, selon un sondage Harris Interactive publié jeudi. Reuters 17.05

Sur le Parti de gauche.

- "L'avenir en commun"... avec Macron, non merci !

Philippe Juraver, 28 avril : "La trahison se pare toujours des plus encourageantes promesses sans lendemain"... il arrive même qu'elle les devancent !

Pour une majorité France Insoumise les 11 et 18 juin ! - Parti de Gauche le 10 Mai 2017

- "Après la majorité pour battre Le Pen, construisons une majorité pour l'Avenir en commun", c'est une manière comme une autre d'avouer avoir participé à la mystification "la majorité pour battre Le Pen"...

Ils osent proclamer que "le goût du bonheur reste contagieux", à croire qu'ils partagent celui de Macron et sa cour.

Ces gens-là sont heureux, vous non, c'est que vous ne vivez pas dans le même monde que les dirigeants du PG...

Information-désinformation. A propos du Venezuela

- L'information modulée selon certains intérêts par Oscar Fortin -14 mai 2017

La vérité des faits passe au second plan.

Cette question de l'information-désinformation (http://www.toupie.org/Dictionnaire/Desinformation.htm) revient de plus en plus sur les réseaux sociaux. Je voudrais laisser la parole à certains grands spécialistes et à certaines organisations dont le but premier est justement de décoder les tactiques et manoeuvres utilisées pour donner au mensonge l'allure de la pure vérité.

Dans un article publié en 2016 sur le site Armand Colin

(http://www.armand-colin.com/information-desinformation-comment-savoir) la problématique de l'information-désinformation est presentée de la façon suivante :

« Comment se forger une opinion sur les informations que l'on reçoit sur les réseaux, dans les médias ? Comment agit la désinformation et quel risque représente-t-elle pour la société… Dans La désinformation : les armes du faux (http://www.armand-colin.com /la-desinformation-les-armes-du-faux-9782200601362) (Armand Colin, 2016), François-Bernard Huyghe (http://www.armand-colin.com /francois-bernard-huyghe), expert de l'information et de la stratégie, présente la genèse de la désinformation, la resitue dans l'histoire des sociétés, analyse ses mécanismes profonds. Alors que nous sommes submergés par les informations vraies ou fausses, voici un ouvrage salutaire, qui, s'il ne se veut pas rassurant, nous avertit et nous permet de prendre pleinement conscience du phénomène. »

Dans les temps que nous vivons où peuples et nations se disputent leurs droits et pouvoirs, les médias de toute nature deviennent une arme de premier plan pour convaincre l'opinion publique et l'humanité entière que leurs prétentions sont justes et qu'elles répondent aux grandes valeurs dominantes de nos sociétés. Déjà, beaucoup a été écrit sur l'usage de ces médias de la part, évidemment, des plus puissants, pour justifier les interventions en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et maintenant, plus près de nous, au Venezuela. Dans ce dernier cas, le Venezuela, l'usage de la désinformation des faits devient pratiquement caricatural.

Je me permets de vous référer à cet article www.investigaction.net/le-departement-detat-usa-financeles- fausses-informations-contre-le-venezuela/#sthash.hLtju3Ni.dpuf) récent qui raconte comment tous ces montages se réalisent à l'insu de l'opinion publique qui n'a d'autres références pour décoder les faits. Voici quelques extraits.

« La tâche de financer la confusion, en faveur d'une situation de guerre non conventionnelle contre le Venezuela, est dirigée par le département d'État. C'est ce que montre (https://www.state.gov/documents/organization/238222.pdf) la Justification Budgétaire du Congrès (Congressional Budget Justification or CBJ), un rapport annuel fait au Congrès des États-Unis par cet organisme sur ses opérations à l'étranger.

En finançant les médias vénézuéliens, les États-Unis renforcent l'une des armes les plus puissantes contre le chavisme. Mark Weisbrot, un économiste du Centre de Recherche Économique et Politique (Center for Economic and Policy Research), un think-tank de Washington, a affirmé (http://inthesetimes.com/article/3697/no_strings_attached/) que « dans un certain nombre de pays, y compris le Venezuela et la Bolivie, l'USAID agit plus comme une agence impliquée dans des actions secrètes, comme la CIA, que comme une agence d'aide ou de développement. »

Les noms des organisations étrangères spécifiques qui reçoivent ces fonds sont des secrets d'État, exactement comme dans le cas de la CIA. Quand on demande des informations sur les organisations réceptrices, l'USAID répond qu'elle ne peut « confirmer ou nier l'existence d'antécédents ».

« Le circuit d'élaboration de la fausse information commence avec la déformation d'un fait, immédiatement reprise par les médias internationaux. La note est effacée en 1 à 4 heures, mais l'information continue à tourner sur les réseaux sociaux. Quand on connaît la version réelle, aucun média international ne corrige l'information, tout au moins pas avec la même véhémence. C'est ce qui s'est passé avec plusieurs morts survenues pendant les guarimbas, encore en cours, attribuées à « des collectifs chavistes » (appelés « paramilitaires » par les agents politiques).

Le département d'État a défini la ligne éditoriale des fausses informations : constituer un dossier de terrorisme d'État et de crimes contre l'humanité contre le Gouvernement vénézuélien (en faisant usage de la notion de « collectifs paramilitaires ») pour, de cette façon, aiguiser le siège diplomatique et financier contre lui. Comme cela a été fait contre le Nicaragua, Haïti, la Syrie et la Libye. »

« L'instrumentalisation des fausses informations comme arme d'une guerre psychologique et médiatique leur a servi, entre autres, à provoquer des scénarios d'intervention contre la Lybie et la Syrie. On pourra prendre comme exemple le supposé bombardement de la Place Verte à Tripoli en 2011, ou « l'attaque chimique » du gouvernement syrien la même année. Les mêmes méthodes sont utilisées au Venezuela avec l'obtention des mêmes résultats comme objectif »

Je termine avec cet exemple d'une nouvelle diffusée sur nos médias qui attribuait à l'armée d'avoir utilisé des excréments d'humain contre une opposition paisible. Or, la veille, j'avais suivi sur telesurtv.net le déroulement de ces évènements en direct où on voyait ces terroristes payés par l'opposition tirer de ces flacons d'excréments contre les policiers qui assuraient les limites prévues pour les manifestants. À ce moment, leur manifestation se réalisait face à l'Édifice du Ministère de la Justice auquel ils ont causé de nombreux dommages. Nous sommes évidemment loin de la nouvelle qui attribue aux policiers d'avoir utilisé ces excréments contre une opposition pacifique.

La vérité sur ce qui se passe au Venezuela nous est cachée [en partie ? ndlr]. Le pétrole et les mines d'or font l'envie des prédateurs nationaux et internationaux ayant à leur tête l'immense pouvoir dont dispose Washington.

Dernière info

- Violences au Venezuela: Maduro déploie l'armée dans l'ouest - AFP

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a commencé à envoyer 2.600 militaires dans l'Etat de Tachira (ouest), après des pillages et des attaques, alors qu'il est confronté depuis début avril à une vague manifestations ayant fait un 43e mort.

"J'ai ordonné le transfert de 2.000 soldats et 600 agents des opérations spéciales", a déclaré mercredi le ministre de la Défense Vladimir Padrino Lopez à la télévision d'Etat VTV, précisant agir à la demande du président socialiste.

Les militaires ont commencé à arriver à Tachira dans la nuit de mercredi à jeudi.

La veille, le chef de l'Etat avait une nouvelle fois prolongé l'état d'urgence économique, en vigueur depuis janvier 2016, qui lui permet de restreindre les "garanties" constitutionnelles et de prendre des mesures spéciales d'"ordre social, économique, politique et juridique".

Dans la nuit de mardi et mercredi, des dizaines de commerces ont été saccagés et deux commissariats incendiés à Tachira. M. Maduro a accusé mercredi des "paramilitaires" d'avoir voulu attaquer une unité militaire dans la ville de La Grita (ouest).

Des troubles agitent aussi d'autres régions du pays sud-américain, avec dans l'est de Caracas, à San Antonio Los Altos, des barricades montées par des manifestants encagoulés.

"Nous ne pouvons pas parler de manifestations. Il s'agit d'actions subversives (...) qui virent déjà à l'insurrection armée", a accusé le général Padrino Lopez.

"L'idée est de transformer le Venezuela en une Syrie et (l'Etat de) Tachira en un Alep", a-t-il ajouté, mais "nous n'allons pas permettre que la patrie verse dans la chaos". AFP 18.05

Que reprochent-ils à Trump ? D'avoir fourni des informations sur Daesh à la Russie. Pourquoi, les Etats-Unis protègent-ils Daesh ?

Médias US: un coup d'État se prépare aux États-Unis - sputniknews.com

Depuis son élection, Donald Trump est la cible d'attaques des principaux médias américains. Des attaques qui se nourrissent de fuites au plus haut niveau de l'État, ce qui laisse à penser que Trump serait menacé de destitution. Parmi les accusations portées, celles d'avoir des liens avec Moscou ou de révéler des informations secrètes au Kremlin.

Des rapports récents sur les liens présumés de Donald Trump avec la Russie suggèrent qu'à Washington, l'on s'efforce en permanence de destituer M. Trump. C'est en tout cas ce qu'estime Jake Novak, chroniqueur pour la chaîne CNBS. De plus, le journaliste suppose que Donald Trump est la cible d'un coup d'État.

Jake Novak est convaincu que la fuite d'informations sur ce que M. Trump discute avec Moscou ou de quelles donnés il a partagé avec son homologue est un plus grand scandale que le simple fait que Président d'un pays partage des informations avec un autre. Il rappelle que ce n'est pas la première fois que des personnes haut placées dans le gouvernement américain tentent de diffuser des informations non confirmées concernant des liens de M. Trump avec Moscou. Le journaliste est sûr que c'est un crime très sérieux.

M. Novak note que toutes ces fuites d'informations sur des liens entre le Président américain et la Russie ont quelque chose en commun. Toutes ont été immédiatement reprises dans de nombreuses déclarations de hauts fonctionnaires et visent à discréditer Donald Trump.

Selon Jake Novak, il y a deux sources possibles pour la fuite de ces informations. La première serait un proche du Président des États-Unis agissant comme « taupe » à la Maison-Blanche. Une autre piste serait à chercher du côté des structures de renseignement du Congrès.

En conclusion, le journaliste souligne qu'en réalité, il n'y a pas une seule preuve de l'une des accusations portées contre Donald Trump. Dans ce cas, toutes les attaques contre le Président des États-Unis ne font que renforcer la détermination de

ses partisans, qui ont élu M. Trump, en voyant en lui un ennemi de la classe politique actuelle. sputniknews.com 17.05

- Donald Trump est «foutu» selon plusieurs membres de son administration - Slate.fr

- Maison-Blanche : nouvelle accusation contre Donald Trump - Franceinfo

Chaque jour, un élément vient renforcer le procès en amateurisme contre le nouveau président. Il aurait peut-être commis une faute grave. Franceinfo 17.05

- Etats-Unis : "Donald Trump se dirige droit vers une procédure de destitution" - Franceinfo

L'accumulation d'accusations d'obstruction à la justice, de collusion avec la Russie et de conflits d'intérêts à l'encontre du président américain pourraient déclencher une procédure de destitution, estime le politologue Allan Lichtman.

- Les parieurs en ligne misent sur une destitution de Trump - Reuters

- Etats-Unis: un procureur spécial nommé pour enquêter sur Trump et la Russie - AFP

Le ministère de la Justice a nommé mercredi un procureur spécial pour garantir l'indépendance de l'enquête sur une éventuelle collusion entre des proches de Donald Trump et la Russie, un rebondissement dans cette affaire qui assombrit le mandat du président américain.

Le numéro deux de la Justice, Rod Rosenstein, a annoncé la nomination de Robert Mueller, très respecté directeur du FBI de 2001 à 2013, sous George W. Bush puis Barack Obama. Le ministre de la Justice, Jeff Sessions, proche du président, s'était récusé en mars dans l'enquête sur les ingérences russes dans la campagne présidentielle de 2016.

La nomination vise à isoler les investigations du pouvoir politique en réduisant au minimum la supervision de ce ministère, qui exerce la tutelle du FBI et donc sur les agents qui enquêtent depuis l'été dernier dans cette affaire mêlant politique et espionnage.

Le milliardaire républicain, qui se plaignait encore le matin d'être maltraité par les médias, a réagi sèchement par voie de communiqué, sans mentionner M. Mueller.

"Comme je l'ai dit à de nombreuses reprises, une enquête complète confirmera ce que nous savons déjà: il n'y a eu aucune collusion entre mon équipe de campagne et une entité étrangère", a-t-il déclaré, ajoutant: "Je suis impatient que cette affaire se conclue rapidement".

La nomination représente un revers et une surprise pour la Maison Blanche, pour qui l'enquête actuelle se suffisait à elle-même.

Dans un consensus rare, à l'inverse, élus républicains et démocrates ont applaudi la nomination de M. Mueller.

"Bob était un bon procureur fédéral, un grand directeur du FBI et on ne pourrait pas trouver de meilleure personne pour assumer cette fonction", a déclaré la sénatrice démocrate Dianne Feinstein.

"Mueller est un superbe choix. Un CV impeccable. Il sera largement accepté", a tweeté l'élu républicain Jason Chaffetz. "Un choix excellent", a abondé la sénatrice républicaine Susan Collins.

Concrètement, M. Mueller devient le chef de l'enquête et sera beaucoup plus indépendant qu'un procureur normal ou que le patron du FBI. Il ne peut être démis que pour faute.

Son périmètre d'investigations inclut "tout lien et/ou coordination entre le gouvernement russe et des individus associés à la campagne du président Donald Trump", mais aussi "tout sujet" découlant de ces investigations, ce qui lui donne de facto les coudées franches.

C'est un magistrat équipé de pouvoirs similaires, Kenneth Starr, qui avait failli faire tomber le président Bill Clinton dans l'affaire Whitewater, devenue affaire Monica Lewinsky, dans les années 1990.

Les élus démocrates du Congrès ont crié victoire, bien que certains estiment qu'il ne s'agisse que d'une première étape et réclament la création d'une commission spéciale sur la Russie, au mandat plus large que la stricte enquête policière.

L'opposition réclamait unanimement la nomination d'un procureur spécial depuis le limogeage soudain du directeur du FBI

James Comey, le 9 mai, soupçonnant une tentative d'entrave à la justice.

Depuis cette éviction brutale, la presse a rapporté que Donald Trump aurait fait pression sur M. Comey pour qu'il classe le volet de l'enquête concernant Michael Flynn, son éphémère conseiller à la sécurité nationale soupçonné de jeux troubles avec les Russes. Le policier aurait refusé, mais consigné cette conversation dans des notes qui ont commencé à fuiter dans les médias.

M. Comey a été invité à s'expliquer lors d'auditions publiques au Congrès mais n'avait pas encore accepté mercredi soir.

Le milliardaire a aussi admis dans une interview que le limogeage était lié à son exaspération vis-à-vis de l'enquête sur les ingérences russes.

Au Congrès, la majorité républicaine avait rejeté les appels à un procureur spécial mais exprimait depuis des jours son malaise face aux interventions du président dans l'enquête.

L'inquiétude a atteint les milieux d'affaires et Wall Steet a terminé la journée de mercredi sur sa plus forte baisse depuis l'élection de novembre.

Jeudi matin, les Bourses de Tokyo, Shanghai et Hong Kong ont ouvert en nette baisse, plombées par la chute du dollar découlant des déconvenues politiques du président Trump.

A ces événements s'ajoutait une affaire distincte, reflétant selon les détracteurs de l'homme d'affaires son incapacité à exercer la fonction suprême.

Donald Trump aurait donné au chef de la diplomatie russe et à l'ambassadeur de Moscou, dans le Bureau ovale le 10 mai, des informations secrètes sur un projet d'opération du groupe Etat islamique, déclenchant la consternation parmi les élus et dans les milieux du renseignement.

Pour le chef d'Etat, le calendrier est particulièrement inopportun, car il doit s'envoler vendredi pour une tournée internationale de huit jours. AFP 18.05

- Poutine propose de révéler la teneur de la conversation Trump-Lavrov - AFP

Vladimir Poutine s'est ouvertement moqué mercredi du scandale des renseignements confidentiels révélés par son homologue Donald Trump, fustigeant un establishment américain "stupide", et a proposé de révéler la teneur de l'entretien entre son chef de la diplomatie et le président américain.

Le président russe, qui peut observer à distance la multiplication des déboires rencontrés par son homologue américain, s'exprimait pour la première fois sur le scandale des informations classifiées que Donald Trump a livrées, selon le Washington Post, au ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Interrogé lors d'une conférence de presse à Sotchi avec le Premier ministre italien Paolo Gentiloni, le chef de l'Etat russe a manié l'ironie et la critique cinglante pour évoquer l'affaire des divulgations.

"Je devrais adresser une réprimande (à Sergueï Lavrov, ndlr), parce qu'il n'a pas partagé ces informations secrètes avec nous. Ni avec moi, ni avec des représentants des services spéciaux russes", a plaisanté M. Poutine, suscitant l'hilarité de son chef de la diplomatie et de plusieurs hauts responsables russes présents.

Ensuite, redevenant plus sérieux, il a annoncé que "si l'administration américaine l'autorise, nous sommes prêts à fournir l'enregistrement de la conversation entre Lavrov et Trump au Congrès et au Sénat américains".

Dans la foulée de la conférence de presse, le conseiller du Kremlin Iouri Ouchakov, cité par les agences russes, a cependant précisé qu'il ne s'agissait pas d'un "enregistrement audio" mais d'une retranscription "faite par une personne spéciale qui est présente lors des entretiens" de ce genre.

Selon le Washington Post, M. Trump a divulgué des renseignements concernant une opération préparée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), lors d'une rencontre le 11 mai avec Sergueï Lavrov et l'ambassadeur russe aux Etats-Unis Sergueï Kisliak dans le Bureau ovale.

Ces informations avaient été communiquées par un partenaire des Etats-Unis qui n'avait pas donné l'autorisation à Washington de les partager.

Furieux contre M. Trump, le sénateur républicain américain John McCain a affirmé qu'il s'agissait d'un "message inquiétant aux alliés de l'Amérique et à ses partenaires dans le monde".

Aux yeux de M. Poutine, ce scandale met en valeur le climat "grandissant de schizophrénie politique" aux Etats-Unis.

"Que vont inventer de plus ces personnes qui génèrent ces bêtises? S'ils ne comprennent pas qu'ils portent préjudice à leur propre pays, ils sont tout simplement stupides. S'ils comprennent tout, ils sont dangereux et malhonnêtes", a-t-il estimé.

Donald Trump lui-même s'est défendu sur Twitter, de son "droit" à partager des informations concernant "le terrorisme et la sécurité aérienne".

Une opinion partagée mercredi par la Première ministre Theresa May: "les décisions concernant le sujet de discussion du président Trump avec les gens qu'il reçoit à la Maison Blanche sont du ressort du président Trump", a déclaré Mme May.

"Nous continuons à travailler avec les Etats-Unis et nous continuons à partager des renseignements avec les Etats-Unis, comme nous le faisons avec d'autres de par le monde", a-t-elle insisté.

Un responsable de l'administration américaine a confirmé mardi soir à l'AFP des informations du New York Times selon lesquelles le renseignement partagé par le président américain provenait d'Israël où Donald Trump est attendu la semaine prochaine.

Pour sa part, Israël adoptait mercredi un profil très bas devant ces informations, se gardant de les commenter directement. AFP17.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Le président brésilien mis en cause par un homme d'affaires - Reuters

Le président brésilien Michel Temer a acquiescé au versement d'une somme d'argent à un témoin clé dans le scandale Petrobras afin qu'il reste silencieux, selon le témoignage d'un homme d'affaires, rapporte mercredi le quotidien O Globo.

1- Grèce

1.1- Grèce : mobilisation générale contre l'austérité - euronews.com

Journée sous tension en Grèce, alors que le pays est paralysé par une nouvelle grève générale contre l'austérité. A Athènes, des protestataires ont jeté des cocktails molotov sur les forces de l'ordre, qui ont répliqué par des gaz lacrymogènes.

Parallèlement à ces incidents, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour dire non à de nouvelles baisses de retraites ou hausses d'impôts dictées par les créanciers, en échange du versement d'une nouvelle tranche d'aide.

La grève, qui affecte notamment les transports, rassemble les secteurs public et privé.

"Quand vous faites face à une attaque massive, vous répondez par une mobilisation massive. C'est une attaque qui frappe et achève les pensions de retraites, les contrats entre employeurs et syndicats, les petites et moyennes entreprises, qui représentent 92% de l'économie grecque", souligne Thanos Vassilopoulos, vice-président de la fédération des employés du secteur privé.

Justement, les syndicats des petites et moyennes entreprises protestent notamment contre l'ouverture des magasins le dimanche. Une réforme réclamée par les créanciers. "Nous n'allons pas forcément gagner plus si les magasins restent ouverts le dimanche. Nous sommes des êtres humains, nous ne pouvons pas travailler comme des esclaves toute la semaine. Et au service de qui ? Les gens n'attendent pas le dimanche pour faire leurs courses.", indique Efi Michali, représentante des employés du secteur cosmétique.

Après ces réformes, Athènes espère tourner la page de l'austérité et ouvrir les discussions sur l'allègement de sa dette publique.

De notre correspondante à Athènes, Symela Touchtidou : “Cette mobilisation se termine ce jeudi, jour où le Parlement doit voter les mesures imposées par les créanciers. Athènes croit qu’après ces nouvelles réformes, l‘économie grecque, la seule de la zone euro à être toujours en récession, retrouvera le chemin de la croissance.” euronews.com 17.05

1.2- «Quitter la Grèce, c’est l’ambition de tous les jeunes» - Liberation.fr

Confrontés à un taux de chômage abyssal, les étudiants grecs renouent avec l’émigration. Un drame pour Athènes, qui voit fuir ses diplômés les plus qualifiés. Liberation.fr 17.05

La énième grève générale qui n'aura servi strictement à rien.

Le plus étonnant, c'est une façon de parler, c'est qu'aucun parti ouvrier n'expliquera aux militants et aux travailleurs pourquoi et comment les Grecs en sont arrivés là, quels sont les véritables rapports entre les classes, mais aussi entre les classes et le régime, les institutions, comment peut-on en arriver à un tel degré de confusion, de soumission à l'ordre établi, jusqu'à quel degré d'avilissement on peut descendre, combien d'humiliations et de frustrations on peut subir sans remettre en cause les fondements de la société qui se confondent avec le capitalisme.

Adopter ce comportement conduit à tout justifier hypocritement, en permanence, à s'abaisser toujours plus au point d'y perdre toute notion de dignité, d'humanité, on en arrive à adopter l'idéologie de la classe dominante ou notre mode de pensée en est fortement imprégné, on est pris dans un engrenage infernal qui nous entraîne toujours plus bas où l'idée même de liberté devient incongrue, inaccessible, on est pour ainsi dire bon pour l'abattoir.

Ce qui vaut aujourd'hui pour la Grèce, valait déjà pour les Etats-Unis et une multitude de pays, vaudra demain pour la France.

Haut de page

Le 22 mai 2017

CAUSERIE

- La causerie du 22 mai 2017 au format pdf. (34 pages)

L'oligarchie ou le régime ploutocratique qui est en train de se mettre en place avec son lot d'inégalités et d'injustices monstrueuses ne vous fait-il pas penser à l'Ancien régime, à la monarchie et au régime féodal ?

On assiste à une régression sans fin dans absolument tous les domaines, comme si la civilisation humaine ayant atteint un certain stade de développement et ne parvenant pas à le dépasser, était condamnée à refaire à l'envers le chemin qui l'avait conduit de l'état sauvage ou de la barbarie à un état social inachevé.

Ce qui est remarquable et à la fois terrifiant, c'est de constater à quel point cette logique semble immuable, on n'ose pas dire que ce processus serait inévitable parce que nous sommes engagés dans un combat pour tenter d'enrayer cette tendance, bien que nous sommes obligés de le penser au regard du sort épouvantable qui est déjà réservé quotidiennement à des dizaines de millions d'hommes et de femmes, mais aussi de notre impuissance à inverser ce processus destructeur.

La dislocation de tous les rapports ou liens collectifs conduit à l'atomisation de la population, à l'absence de tout droit social ou politique, sans défense, elle devient faible et terriblement vulnérable. La remise en cause de toutes les connaissances acquises, leur détournement ou leur interprétation fallacieuse ou la tendance à les relativiser ou à les nier ou encore le nihilisme qui prévaut dans le mode de pensée, renvoie l'humanité à une époque où les puissants et l'élite à son service recouraient à l'obscurantisme et à la tyrannie pour maintenir le peuple sous son joug.

L'oligarchie concentrant désormais tous les pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire, médiatique, économique, c'est exactement à cela que nous assistons. Et pourquoi en est-il ainsi ou pourquoi en sommes-nous arrivés là? Parce que les peuples ignorent le processus historique qui en est à l'origine, il n'en a pas conscience parce que sa logique ou sa dialectique lui échappe ou lui fait défaut, de sorte qu'il ne peut pas s'en saisir pour lui donner une autre orientation ou franchir l'étape décisif qui permettrait à l'humanité de mettre un terme au règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si c'est bien l'action des hommes qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine, elle peut tout aussi bien être à l'origine de sa destruction ou de son extinction.

Les actions des hommes ont toujours coïncidé avec l'interprétation qu'ils en faisaient, la manière dont ils les interprétaient, ils les théorisaient pour en tirer profit dans l'avenir sans accéder à la conscience de leur portée ou de leurs conséquences parce qu'elles s'inscrivaient dans le cadre d'un processus historique inachevé, et qui pour cette raison devait leur échapper, et une fois parvenu à son terme deux options se présentaient à eux, soit ils parviendraient à en prendre conscience et ils pourraient les orienter dans une direction qui leur permettrait d'en tirer le meilleur profit ou de vivre dans une société meilleure ou plus juste, soit ils n'y parviendraient pas et leurs actions contribueraient à leur propre destruction ou malheur ou ils se condamneraient à vivre dans une société soumise à la haine, au chaos, à la guerre, à la barbarie.

Cela signifie que les hommes doivent impérativement parvenir à prendre conscience de ce processus matérialiste dialectique et historique pour en modifier l'orientation par leur action (révolutionnaire), ce dont ils sont manifestement incapables à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Ceux qui ont commencé à en prendre conscience ont commis la gravissime erreur de négliger cet aspect de la réalité, considérant que les représentations idéologiques posséderaient un pouvoir inférieur aux conditions objectives auxquelles étaient confrontés les exploités et les opprimés, alors qu'elles sont en mesure de les conditionner, d'agir profondément sur leur psychologie, de formater leur cerveau de sorte qu'ils demeureront incapables de progresser ou de trouver la voie de leur émancipation, l'issue politique qui permettrait d'en finir avec la crise du capitalisme et de passer au socialisme ou au communisme et d'entrevoir enfin le règne de la liberté.

Quant à ceux qui se cantonnent à élever le niveau de conscience des masses laborieuses, qui voudraient changer les hommes avant de changer la société ou pour pouvoir la changer plus tard, autrement dit jamais parce que cela prendrait un temps infini pour qu'un à un ils progressent, ce sont tous des imposteurs, des charlatans ou des marchands de rêves de la pire espèce parce que finalement ils flattent l'individualisme qui aveugle les peuples ou cause leur perte.

Et ce n'est pas un hasard s'ils rejettent tous l'idée d'affronter le régime en place, s'ils condamnent toute action collective qui pourrait modifier ou inverser les rapports sociaux existant, ils honnissent le recours à la violence pour y parvenir. En réalité, ces gens à l'aspect si aimable, aux intentions si généreuses ou humanistes au premier abord, sont jaloux de leur propre bonheur ou du niveau de conscience qu'ils ont acquis qui se limite à leurs propres intérêts ou se confondent avec ceux du régime, il faudrait peut-être dire de leur statut privilégié, car sur le plan matériel ils sont servis, ils sont à l'abris du besoin ou ils bénéficient d'un mode de vie relativement confortable qu'ils ne prendraient pas le risque de remettre en cause pour rien au monde.

Ainsi on est en présence de gens qui d'un côté privilégient l'action et néglige l'élévation du niveau de conscience du peuple travailleur, et de l'autre qui inversent les priorités ou subordonnent l'action à une élévation préalable du niveau de conscience des travailleurs, alors qu'il faut prendre en compte les deux facteurs simultanément ou n'en négliger aucun. Sinon, toute action servira strictement à rien et toute pensée également. Toute action ne donnera lieu à aucun enseignement qui pourrait leur servir par la suite, donc ils ne progresseront pas, leur niveau de conscience stagnera ou régressera infailliblement, ils seront conduit à la passivité, à supporter leur triste sort sans réagir en attendant des jours meilleurs qui n'arriveront jamais, ou toute pensée ne débouchera sur aucune action collective susceptible de pouvoir changer la société et qui finalement continuera de se décomposer, tout comme leur mode de pensée.

De nos jours, l'homme a produit de quoi se détruire ou au contraire s'émanciper du règne de la nécessité et accéder à la liberté. La civilisation humaine peut s'orienter dans l'une ou l'autre direction, elle est à un tournant décisif de son destin. C'est une question de vie ou de mort, la lutte des classes est une lutte à mort, et force est de constater que nous sommes très mal engagés pour la gagner.

Le Macron nouveau est arrivé !

Hymne à la joie d'un relais du groupe Bilderberg.

- Empreinte US: Macron et Philippe, «Young Leaders» de la French-American Foundation.

Dans sa récente publication sur sa page Facebook, la French-American Foundation, qui œuvre depuis 1976 à l'amélioration des relations entre les deux États, a exprimé sa joie que le Président Emmanuel Macron et son Premier ministre Édouard Philippe fassent partie de ses « Young Leaders » (Jeunes Leaders), un de ses programmes phares.

Depuis 2012, Emmanuel Macron est Young Leader de la French-American Foundation. (http://french-american.org)

Au moins il y en a qui savent à quoi s'en tenir avec Macron.

Avez-vous remarqué qu'aucun dirigeant syndical évoquant Macron ou la ministre du Travail n'a exigé l'abrogation des lois Macron et El Khomri dans leurs déclarations aux médias? Avez-vous constaté qu'ils étaient tous prêts à discuter avec lui, son Premier ministre

ou sa ministre du Travail ? Cela ne vous a pas échappé bravo !

C'est à croire que Macron serait prêt à négocier, je ne sais pas, la baisse du temps ou de travail, l'abaissement de l'âge du départ à la retraite, la réouverture des services publics fermée ces dernières années, etc.

C'est à croire qu'ils ne le connaissent pas, qu'il n'a jamais sévi contre les travailleurs, qu'il n'a jamais été ministre de l'Economie de Hollande, qu'il n'a jamais manifesté la moindre intention de poursuivre la politique réactionnaire de Hollande, que sa collusion avec les oligarques n'a jamais existé.

Bref, ils s'en foutent, ils se foutent de vous !

Le PS a dégagé, enfin, pas complètement hélas, il est encore bien implanté dans les syndicats. Mais bon, on est en droit d'espérer que l'influence ou le pouvoir de nuisance qu'il exerçait sur ou contre le mouvement ouvrier est dorénavant bien entamé ou compromis. On continuera de le pilonner jusqu'à ce que mort s'en suive. On souhaite le même sort au PCF.

Maintenant, compte tenu de leurs dispositions ou de la nature des appareils des syndicats, c'est aux Mailly, Martinez et Cie. de dégager. Les militants révolutionnaires ou fidèles au socialisme devraient se rassembler et constituer des courants révolutionnaires dans les syndicats en liant leur combat quotidien à la perspective du renversement du régime capitaliste, bref renouer avec l'objectif du combat du mouvement ouvrier, sinon à quoi bon, qu'ils aillent adhérer à la CFDT, à la CFTC ou à l'UNSA qui sont les partenaires privilégiés du Medef.

Eh oui, il faut être logique, cohérent, sérieux !

Imposture, mystification, même les miracles sont possibles !

Plus l'imposture gagne en intensité, plus les moyens mis en oeuvre pour l'imposer et protéger ses différents acteurs relèveront de l'autoritarisme dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Ce qu'il y a eu de nouveau avec Hollande, ce ne fut pas de franchir une nouvelle étape dans l'imposture, mais de l'assumer ouvertement, de la dévoiler finalement au grand jour, oui, nous sommes les amis de la finance, oui nous sommes de droite. Cela n'aurait pas pu être possible sans l'acquisition de la quasi-totalité des médias par 9 oligarques qui n'ont eu de cesse de la relayer.

Parvenu à ce stade, ils ont décidé de fabriquer un candidat et un mouvement qui porterait leur idéologie au pouvoir en la personne de Macron pour poursuivre la politique de Hollande, en s'appuyant sur Le Pen et Mélenchon et sans se soucier du mouvement ouvrier qu'ils savaient profondément décomposé et tout aussi corrompu ou impuissant à contester leur pouvoir.

Ils ont à peine besoin de maquiller leurs mauvaises intentions à l'égard des travailleurs qu'ils qualifient d'espoir, l'essentiel pour eux ne réside pas dans les opposants à leur politique qu'ils savent profondément divisés et qui demeurent les otages de partis ou de syndicats corrompus ou de dirigeants insignifiants, non, pour eux l'essentiel consiste pas à pas à appliquer leur politique qui vise à détruire nos droits les uns après les autres. Après s'être satisfaits de petites victoires ou de victoires partielles, voici venu le moment d'emporter le morceau ou ce qu'il en reste en soumettant l'ensemble de la société au talon de fer du néolibéralisme qui a déjà pulvérisé pratiquement tous les rapports dans un certain nombre de pays et soumis leurs peuples, aux Etats-Unis en premier lieu, qui leur sert de modèle, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en grande partie en Grèce, en Italie, en Espagne...

Généralement quand un nouveau président entrait en fonction, il annonçait quelques mesures sociales en faveur des exploités, or cette époque est définitivement révolue, aucune revalorisation du smic, des prestations sociales, des retraites, aucune mesure destinée à l'emploi, aux service publics, bien au contraire, c'est la réaction sur toute la ligne en guise de programme, sans oublier évidemment l'état d'urgence et les interventions militaires en Afrique et au Moyen-Orient qui vont se poursuivre et le budget de la Défense augmenté.

Et vous savez quel discours tiennent les dirigeants des syndicats ? On va voir ce que Macron nous propose, parce que voyez-vous ils l'ignorent, tout cela pour justifier "la concertation", le "dialogue social" auquel ils entendent tous participer, bref, la collaboration de classes habituelle. Et qu'en pensent tous les partis dits ouvriers ? Rien, pourquoi vous vous attendiez à une autre attitude de leur part ? Passons aux choses sérieuses. Au fait, combien il coûte le dernier modèle d'Apple ? ; Tu pars où en vacances cette année ? J'hésite entre les Maldives et les States. Et bien moi je viens de faire un héritage et je vais pouvoir me payer la croisière de mes rêves dans le Pacifique... A tout hasard, ceci n'expliquerait-il pas cela ?

Dites-le à ceux qui feignent de l'ignorer.

- Les élections législatives s'avèrent un point clé pour l'équipe Macron. "On y verra plus clair avec les rapports de force qui existeront au sein de l'Assemblée nationale. C'est ce qui déterminera la marche à suivre pour le gouvernement et le contenu

des ordonnances" réformant le code du travail, souligne M. Groux, chercheur au centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) AFP 19.05

- Réforme du travail : "Il faudra aller vite", affirme Edouard Philippe - Franceinfo

Edouard Philippe assure que la réforme du Code du travail, qui est "majeure", donnera lieu à "une discussion" avec les partenaires sociaux et le Parlement, mais qu'il faudra ensuite "aller vite" pour la mettre en œuvre, dans un entretien au Journal du dimanche.

"C'est une réforme majeure. Une bonne réforme est une réforme bien pensée, bien discutée, puis bien exécutée. La réforme du Code du travail a été bien pensée. Nous allons désormais la discuter pour l'enrichir et l'expliquer. Cela veut dire une discussion avec les organisations syndicales, qui est indispensable, et une discussion parlementaire qui aura lieu à l'occasion du vote de la loi d'habilitation qui permettra au gouvernement de prendre des ordonnances dans le cadre défini par le Parlement", déclare le Premier ministre. Franceinfo 21.05

Grille de lecture.

Vous observerez que lorsque la question du rapport de forces est d'actualité ou déterminante, personne ne veut en entendre parler, en revanche, elle nous sera servi à toutes les sauces pour justifier les journées d'action ou la participation au dialogue social, le refus d'appeler à la grève générale quand la situation l'impose.

C'est un fait indéniable que quelques dizaines ou plus d'une centaine de députés de La France insoumise en juin prochain à l'Assemblée nationale n'aurait pas la même signification politique, et qui sait ne se traduirait pas de la même manière sur le terrain de la lutte des classes.

Certains le nient en ne retenant que les aspects négatifs de La France insoumise ou les illusions dont serait porteur ce mouvement, comme s'il fallait tuer dans l'oeuf l'espoir renaissant dans la tête de millions de travailleurs et jeunes qu'il serait possible de changer la société, ou faire en sorte que cette expérience vouée à l'échec avorte prématurément. Après des années ou des décennies de défaites, de désillusions en désespoir, les travailleurs semblaient rongés par une sorte d'apathie ou de dépression contagieuse dont ils ne sortiraient jamais, et voilà qu'ils trouvent enfin la force ou le courage, la volonté de se battre sur le terrain politique, au lieu de s'en féliciter et de les encourager, certains font tout pour qu'ils retournent à cet état léthargique ou briser net leur mobilisation sous prétexte qu'elle serait engagées dans une mauvaise direction, comme s'ils pouvaient trouver spontanément ou d'eux-mêmes la voie du socialisme.

Nous préférons saluer et soutenir leur engagement politique, tout en sachant qu'il conduira dans un premier temps dans une impasse. A nous ensuite de faire en sorte qu'ils en tirent les enseignements pour la suite de leur combat politique, afin qu'il n'aient pas vécu cette expérience en pure perte. Sinon, tout sera à recommencer et ainsi de suite.

La suite m'a été inspirée par le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs (POID).

Il y a comme une forme d'hypocrisie ou de malhonnêteté intellectuelle à formuler une hypothèse sur la base des intentions de Mélenchon que l'on connaît parfaitement, et d'en tirer une conclusion qui ne sert finalement qu'à justifier une décision politique, alors que l'on sait pertinemment que cette hypothèse est invraisemblable, grotesque même.

Tout le monde connaît Mélenchon, tout le monde sait qu'il n'aura jamais la volonté d'affronter le régime ou de rompre avec lui, encore moins d'appeler à le renverser. Alors à quoi cela sert-il de se lancer dans des suppositions plus qu'hasardeuses à son sujet, sinon à justifier la présentation de candidats lors des législatives contre ceux du mouvement de Mélenchon, des candidats de division.

La rupture avec la Ve République et l'Union européenne ou l'élection d'une Assemblée constituante n'a jamais été la priorité de Mélenchon, ces trois facteurs n'ont pas été au centre de sa campagne électorale, il ne les a jamais développés et il refuse de rompre avec l'UE, donc à quoi bon affirmer que ce serait ce que "les électeurs de Mélenchon à l'élection présidentielle seraient en droit d'attendre" puisque ses électeurs en sont restés au stade de leurs revendications immédiates ou purement alimentaires et en aucun cas ils ne se situaient sur le terrain politique, c'est d'ailleurs ce qui a expliqué l'attitude sibylline de Mélenchon sur ces questions, ne souhaitant visiblement pas développer sur ces thèmes demeurés vagues, hormis qu'il s'opposait à la rupture avec l'UE, on a même pu constater qu'au fil des semaines vers la fin de la campagne électorale il avait plutôt droitisé son discours face à l'UE pour pécher des voix parmi les électeurs qui étaient hostile à la rupture avec l'UE.

Donc présenter des candidats qui adopteraient ces positions sous prétexte que les électeurs de Mélenchon seraient frustrés après qu'il eut affirmé qu'il se satisferait d'une cohabitation avec Macron ne tient pas. On a envie de dire que si les électeurs de Mélenchon étaient sur cette ligne, on se demande pourquoi ils n'ont pas voté de préférence pour Poutou ou Arthaud, pourquoi ils n'ont pas déjà rejoint le POID.

Cela dit, les positions du POID sont correctes, ce qui l'est moins en revanche c'est son interprétation du niveau de conscience des travailleurs qui ne sont manifestement pas prêts pour faire table rase du passé, ce que signifierait la rupture avec les institutions de la Ve République et l'UE, ainsi que l'élection d'une Assemblée constituante, et Mélenchon et son mouvement incarnent justement les illusions qu'ils ont encore dans le régime et les institutions, mais qu'ils n'ont plus depuis déjà longtemps dans les partis qui en assurent le fonctionnement.

Donc la question serait plutôt de savoir comment s'y prendre pour les aider à perdre ces illusions, et leur proposer ce qui incarne la négation de ces illusions ne suffit manifestement pas à combler leur manque de maturité politique que l'on peut peut-être expliqué par leur ignorance du fonctionnement de la société ou la confusion politique dans laquelle ils ont été plongés depuis des décennies, de sorte qu'ils n'en sont pas encore arrivés au point de concevoir qu'il existerait une issue politique à la crise du capitalisme et qu'ils en seront les principaux acteurs.

S'ils s'identifient à Mélenchon, c'est qu'il existe bien une raison à cela. Il leur dit ce qu'ils avaient envie d'entendre et pas davantage parce que c'est un fin manipulateur. Ils ne risquent pas de progresser avec Mélenchon, il faut donc le liquider tout comme le PS a été liquidé, et le meilleur moyen de s'en débarrasser ou qu'il se démasque lui-même, c'est encore de le mettre face à ses responsabilités, non pas en le portant au pouvoir puisqu'on sait que c'est impossible, mais qu'il soit en situation d'y croire ou de le faire croire pour être plus précis parce que nous avons à faire à un mégalomane, aussi est-il préférable de le pousser en avant ou de le pousser à l'erreur, plutôt que de le tirer en arrière et de faire en sorte qu'il puisse continuer à nuire aux travailleurs et au mouvement ouvrier.

On a envie de dire : Montrez-nous monsieur Mélenchon de quoi vous êtes capables, histoire que son imposture ou sa faillite politique apparaisse au grand jour et que les travailleurs qui s'étaient tournés vers lui s'en détournent et se demandent ce qui s'est passé, pourquoi et comment ils ont pu se faire berner ainsi, et c'est là qu'un parti comme le POID pourrait s'avérer déterminant pour les aider à répondre à ces questions, pour peu que le POID soit en mesure de leur expliquer...

Regardez ce qui s'est passé en Grèce.

Les travailleurs se sont détournés du PASOK (le PS grec). Ils se sont tournés ensuite vers Syriza qui les a bernés à son tour. Maintenant ils savent à quoi s'en tenir au sujet de Syriza qui connaîtra le même sort que le PASOK. Et après ?
Rien, puisqu'apparemment aucun parti ouvrier n'a été en mesure de leur expliquer ce qui s'était réellement passé ou plutôt, pourquoi les choses s'étaient passées de cette manière-là, parce qu'aucun parti n'a eu le courage, l'audace, la présence d'esprit ou n'a fait preuve de suffisamment de discernement pour leur expliquer que c'était leur interprétation de la situation politique ou de la société qui en était la cause, leur ignorance du fonctionnement du capitalisme et de ses institutions, et que sans progression de leur niveau de conscience politique et d'organisation, ils ne parviendraient jamais à trouver une issue politique à la crise du capitalisme qui leur pourrit littéralement l'existence.

Qu'est-ce qui a fait le succès de Mélenchon et de Tsipras ? Leur éloquence, leur talent d'orateur, leurs discours. Certes le contenu était démagogique, populiste, tout ce qu'on voudra de malsain, on est bien d'accord sur ce point semble-t-il, mais on a négligé la forme, la simplicité de leur discours, leur apparent charisme, leur bonhomie qui en faisaient des personnages au premier abord sympathiques, à la fois ordinaires et accessibles dans lesquels des millions de travailleurs se sont reconnus. Ils ont réussi là où le dogmatique ou le théoricien forcené échouera toujours parce qu'en procédant ainsi il se coupe du peuple travailleur, il ne peut pas lui inspirer confiance. Or à ce stade c'est cela qu'il faut conquérir chez les travailleurs, pour faire naître chez eux l'espoir que changer la société est possible, pour qu'il le partage, s'en empare et le réalise finalement. Utilisé à mauvais escient cela donne un Mélenchon ou Tsipras, à bon escient un Marx ou un Lénine !

J'avais terminé ce passage quand j'ai découvert ce courriel dimanche matin dans ma boîte aux lettres. Je remercie au passage le militant qui me l'a envoyé.

Le CCI est le courant communiste internationaliste, un des trois courants qui se réclament du trotskysme, il dirigeait le POI avant de scissionner en 2015 et donner naissance au POID.

Lettre à un militant du CCI (POI)

(Les commentaires de La voix de l'Opposition de gauche sont signés Tardieu et figurent entre parenthèses. - Tardieu)

Paris, le 19 mai 2017

Mon cher camarade,

Merci de m’avoir fait passer la résolution de la direction nationale du CCI du 13 mai dont j’ignorais l’existence. Quelques réflexions sur cette résolution.

En soi, que le CCI appelle à « nous inscrire dans la bataille pour apporter le plus grand nombre de voix possible aux candidats France insoumise » n'est pas une surprise. Depuis plusieurs mois, la lecture d'Informations ouvrières laissait deviner cette évolution. Désormais, les choses sont dites, et non plus simplement suggérées. En soi, cette consigne de vote, par définition tactique, pourrait relever d'une discussion politique entre militants se réclamant du programme de la IVe Internationale.

(C'est ce que j'avais évoqué dans une causerie. - Tardieu)

J'avoue en revanche avoir été surpris du terrain politique sur lequel le CCI appelle à la victoire de La France insoumise : « Seul, une nouvelle fois, et dans le prolongement de son refus de se désister pour Hamon, Jean-Luc Mélenchon, en refusant de se lier à un accord avec le PCF, marque son refus net de s'associer au raccommodage d'un « rassemblement de la gauche » avec ceux qui se sont soumis aux intérêts du capital financier. »

Je laisse de côté pour l'instant l'interprétation donnée du refus de l'unité de l'accord avec le PCF. Allons à l'essentiel. Donc, Mélenchon marquerait « son refus net de s'associer au raccommodage d'un rassemblement de la gauche avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier » ? Le jour même où la direction nationale du CCI adoptait cette résolution, Jean-Luc Mélenchon déclarait devant les candidats de La France insoumise réunis à Paris : « La France insoumise propose aux électeurs d'organiser une nouvelle cohabitation », citant en exemple le gouvernement de cohabitation Chirac-Jospin (1997-2002) qui fut, selon lui, « un des moments les plus positifs de la vie de l'économie française ».

(Je n'ai pas attendu cette déclaration de Mélenchon pour rappeler qu'il demeurait pour moi le ministre de Chirac-Jospin avec son record de privatisations ou encore qu'il s'était fondu dans les institutions de la Ve République... - Tardieu)

Tu es comme moi un vieux militant. Je ne te ferai pas l'insulte de te rappeler que le gouvernement Chirac-Jospin, appliquant les directives européennes, a :

- privatisé EDF-GDF, dressant contre lui, dans la rue, par dizaines de milliers, électriciens et gaziers avec leurs syndicats ;

- instauré les « emplois jeunes », mesure de déréglementation et de précarisation généralisée ;

- mis en application le plan Juppé contre la Sécurité sociale, voté par la majorité précédente, malgré la mobilisation de millions de travailleur avec leurs organisations syndicales ;

- mis en place l'euro ;

- adopté une énième contre-réforme de l'enseignement technique et professionnel public signée du ministre délégué à l'Enseignement professionnel Mélenchon) ;

- décidé de s'aligner sur l'impérialisme américain pour prendre part à l'intervention militaire en Afghanistan ;

- décidé de faire signer, au sommet européen de Barcelone, par Chirac et Jospin les dispositions s'attaquant aux retraites ouvrières, qui ont provoqué les grèves et manifestations des travailleurs en France en 2003.

En plaçant sa campagne législative dans la perspective d'un gouvernement du type Chirac-Jospin, Mélenchon respecte la logique de la Ve République, où la cohabitation entre le président et le Premier ministre a pour seule fonction de permettre, quelles que soient les circonstances, que le président fasse respecter une Constitution dont l'article 88-1 exige la stricte application des traités de l'Union européenne. C'est sans doute la raison pour laquelle, du premier tract de masse de campagne de La France insoumise, ont disparu l'appel à l'Assemblée constituante et à en finir avec la Ve République (tout comme l'exigence d'abrogation de la loi El Khomri).

(C'est ce que j'ai rappelé dans cette causerie, j'ai précisé que pour gagner des voix il avait droitisé son discours. - Tardieu)

Il reste que l'objectif de la campagne de La France insoumise, de l'aveu même de Mélenchon, est la réalisation d'un gouvernement anti-ouvrier du type Chirac-Jospin. En baptisant cela « refus net de s'associer au raccommodage (…) avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier », la direction du CCI couvre l'orientation de cohabitation, donc de sauvetage des institutions de l'État bourgeois au service du capital financier.

Il est vrai que sa résolution prétend qu'« en raison de l'effondrement des partis qui ont, avec des hauts et des bas, structuré le mouvement ouvrier durant toute son histoire, le capital financier ne dispose plus de la carte du « Front populaire » pour faire reculer et vaincre la classe ouvrière ». (Et pourtant, souvenons-nous que Laurent (PCF) et Mélenchon (PG) refuseront de se situer dans l'opposition au gouvernement PS-EELV-PRG au début du quinquennat de Hollande malgré l'adoption du TSCG, de la "règle d'or" et de l'ANI, etc. Mélenchon formulant même le voeu à haute voix de devenir son Premier ministre, on était donc

en présence d'une sorte de Front populaire, sans la forme mais avec le contenu, le Front de gauche soutenant le gouvernement de l'extérieur. J'avais évoqué cela à l'époque dans des causeries. Maintenant Macron a fait mieux, il a intégré des transfuges du PS, du PCF, du PRG, de LR, de l'UDI, plus le MoDem, REM réalise l'union nationale à lui tout seul, et son programme n'est pas seulement entièrement tourné contre les travailleurs, il intègre les objectifs du fascisme, hormis la mise hors la loi du mouvement ouvrier après avoir obtenu le soutien des dirigeants des syndicats, ce qui revient pour ainsi dire à le neutraliser, donc en résumé REM et le programme de Macron, c'est l'union national dans la forme et le fascisme par son contenu, ni l'un ni l'autre n'étant entièrement achevés. La suite on la connaît, chacun jouera son rôle. Les partis de droite ont déjà annoncé qu'ils soutiendront les mesures antisociales que prendra Macron, ceux de la pseudo-gauche pourront les condamner sans que cela leur coûte quoi que ce soit puisqu'ils seront minoritaires ou réduits à l'impuissance et ne mobiliseront pas le prolétariat. Le ni droite ni gauche de REM incarne davantage le fascisme ou le totalitarisme que le FN, dont la menace est agitée uniquement pour faire diversion. - Tardieu)

Cette innovation « théorique » contredit l'affirmation centrale du Programme de la IVe Internationale selon laquelle « les « fronts populaires » d'une part, le fascisme de l'autre sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne ». Mais que fut le gouvernement Jospin, modèle de Mélenchon, sinon une variante particulière de Front populaire dans le cadre des institutions de la Ve République ? Que serait demain un gouvernement Macron-Mélenchon calqué sur le modèle du gouvernement Jospin sinon un gouvernement de Front populaire constitué pour sauver les institutions de la Ve République et la domination capitaliste ? (J'irai encore plus loin, la cohabitation est une forme de gouvernance constitué d'une dose de Front populaire et d'union nationale, dans la mesure où les partis dits de droite n'ont aucun intérêt à entraîner la chute du président de la République de droite, et les partis dits de gauche n'ont aucun intérêt à entraîner la chute du Premier ministre issu de leur rang. A l'arrivée cela précipitera leur chute à tous et cela donnera En Marche! et Macron. - Tardieu

S'agissant des raisons pour lesquelles Mélenchon a refusé l'accord avec Hamon d'abord, et avec le PCF ensuite, la résolution de la direction nationale du CCI lui attribue le noble motif de refuser de « s'associer au raccommodage (…) avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier ». En réalité, il s'agit de tout autre chose, d'un objectif stratégique dont la porte-parole de La France insoumise, Raquel Garrido, indique qu'il vise la destruction des organisations existantes. A savoir que la « référence immédiate » de La France insoumise vient d'Amérique latine, là où « les instruments politiques pour prendre le pouvoir (…) sont nouveaux. Pas les vieux partis communistes ou les vieux partis sociaux-démocrates ou les syndicats. Il est hors de question de recomposer ou de réorganiser les partis en crise ». Garrido définit en ces termes La France insoumise : « C'est un mouvement citoyen de base, notre idéologie est le populisme humaniste. A bien des égards, nous avons adopté la stratégie populiste de Chantal Mouffe et Ernesto Laclau ». Et de préciser que le populisme est une « stratégie de démarcation entre eux et nous. Ce qui peut vouloir dire un nous ethniquement pur contre les étrangers, c'est le populisme d'extrême droite et qui peut vouloir dire aussi : nous, les gens, contre eux, l'oligarchie. Ça, c'est notre stratégie » (1).

(Ce qui était dit ici, c'était que La France insoumise se situait en dehors du mouvement ouvrier, refusait toute référence au mouvement ouvrier réduit à la social-démocratie dégénérée et au stalinisme, assumait sa rupture avec le mouvement ouvrier, y compris son avant-garde demeurée fidèle au socialisme aussi marginale soit-elle elle existe tout de même, donc avec l'objectif de son combat qui demeure l'émancipation du salariat, l'abolition du capitalisme, dès lors La France insoumise s'était fixée un autre objectif qui consistait à faire croire de manière démagogique ou populiste qu'il existerait une troisième voie "humaniste" au-dessus de la lutte des classes pour finalement se vautrer dans la collaboration de classes, tout ce fatras idéologique ne devait servir qu'à le justifier maladroitement. - Tardieu)

Ce que Mélenchon revendique, c'est, d'une part que La France insoumise « occupe la place du Parti socialiste », et d'autre part que le PCF se soumette à ses diktats. Mais ce « mouvement unique » n'est qu'une resucée du parti unique cher aux staliniens naguère, le « grand parti de la classe ouvrière » ayant été « dégagé » par le « grand mouvement des Insoumis ». Sur quelles bases ?

A ce sujet, la résolution de la DN du CCI salue « la percée spectaculaire et inédite des sept millions de voix qui se sont portés au premier tour sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour manifester leur adhésion au terme « dégagiste » de sa campagne et leur volonté d'aller jusqu'au bout de la rupture avec tout le système, avec tous ses partis ». Elle précise que cela « leur a permis de casser la baraque ».

(J'ai toujours indiqué que depuis des lustres les travailleurs n'avaient plus d'illusions dans le PS ou le PCF, mais qu'en revanche ils en conservaient dans les institutions et le régime, ce que confirme à sa manière ces "sept millions de voix qui se sont portés au premier tour sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon" puisqu'il n'a jamais eu l'intention de rompre avec les institutions et le régime, d'ailleurs tout au long de ses meetings, il n'en a jamais été question, on n'a pas entendu d'exclamations du genre à bas les institutions ou le capitalisme, en revanche on a entendu ses participants chantés en choeur le chant des Versaillais ! - Tardieu)

Donc le CCI soutient le « dégagisme ».

Précisons : quand les masses, en Tunisie ou en Amérique latine, crient « Dégage » ou « Que se vayan », c'est, bien sûr, le mouvement spontané de mobilisation pour en finir avec les vieux régimes d'oppression et d'exploitation pourris vendus à l'impérialisme. Autre chose est le « dégagisme » comme programme politique. Dans l'élection présidentielle, trois des quatre candidats arrivés en tête du premier tour partageaient ce même thème, bien que situés à « gauche », au « centre » et à « l'extrême droite » de l'échiquier politique. En soi, le dégagisme n'a aucun contenu de classe et permet de se concentrer sur

le renouvellement des individus en contournant la question des institutions et de leur rapport avec les classes. Le gouvernement Macron n'en fournit-il pas une illustration ?

La direction du CCI feint donc de voir un phénomène positif dans un mécanisme destiné à brouiller les frontières de classe. Cela n'est pas sans conséquence. Ainsi, 7 millions d'électeurs sont crédités par elle d'une volonté consciente « d'aller jusqu'au bout de la rupture avec tout le système, avec tous ses partis ». De quel système s'agit-il ? Pas du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Car si 7 millions voulaient consciemment aller jusqu'au bout de la rupture avec le système capitaliste, les conditions seraient plus que mûres pour que la classe ouvrière prenne immédiatement le pouvoir. Donc le mot « système » désigne ici autre chose. De nombreux responsables politiques de tous bords en France mettent en cause le « système » ou « l'establishment », une manière de s'attaquer au personnel politique mais ni aux institutions ni au système capitaliste lui-même. Voilà où conduit l'adaptation à un populisme sans frontière de classe.

(J'ai écrit dans une causerie que Macron et Mélenchon jouaient la même partition dans un registre différent, autrement dit, qu'ils étaient plutôt complémentaires qu'ennemis. - Tardieu)

Par ailleurs, que veut dire « en finir avec tout le système et tous ses partis » ? La direction du CCI met-elle sur le même plan les partis de la bourgeoisie et les partis dont les origines, même lointaines, se situent dans l'histoire du mouvement ouvrier ?

Pour la IVe Internationale, le sort des vieux partis comme instruments de la révolution est historiquement réglé (depuis 1914 pour la social-démocratie, 1933 pour les partis staliniens). Mais les travailleurs ne sont pas indifférents à la question : qui détruit les vieux partis, comment et dans quel but ?

(Hormis par le fascisme, on ne peut que se réjouir qu'ils soient détruits. C'est la crise du capitalisme qui s'est chargée de les détruire en les forçant à monter au créneau et à se découvrir, faudrait-il le regretter ? - Tardieu)

Si la décomposition des vieux partis s'opère dans le cadre de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, c'est-à-dire de la construction de partis ouvriers authentiques, d'une nouvelle direction révolutionnaire pour la classe ouvrière, c'est un pas dans la bonne direction. C'est d'ailleurs sur cet objectif que s'est constituée la IVe Internationale afin de résoudre la « crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ».

Mais s'il s'agit de substituer aux partis existants des « mouvements » (« Debout », « En Marche », « Ensemble », « En Avant », « Podemos », « Indignés », « Cinq étoiles ») qui n'ont pas plus l'intention de renverser le capitalisme que les vieux partis, mais qui, en outre, sont fondés sur la négation de la lutte de classe… Qui, se réclamant du programme de la IVe Internationale, osera dire que cela est positif ?

(La question n'est pas de savoir si ces « mouvements » seraient légitimes ou non, ils existent sans se soucier qu'on pose ou non cette question. La question est plutôt de savoir quel contenu leur donnent les travailleurs qui s'y engagent ou leur accordent leur confiance, qu'il faut distinguer des intentions de leurs dirigeants qui ne coïncident pas forcément, ensuite on évalue sur le plan tactique celui qu'on privilégiera, quels sont les facteurs qui nous semble déterminants pour déterminer une position. Qu'est-ce qui a le plus d'importance, les déclarations de Mélenchon ou que des centaines de milliers de travailleurs se soient engagés spontanément sur la voie du militantisme, certes avec des illusions, mais cela est un autre facteur à prendre en considération, est-ce que c'est en privilégiant les déclarations de Mélenchon qu'on combattra efficacement leurs illusions et qu'on les aidera à s'en débarrasser ou leur propre expérience de ces illusions, à condition qu'on les aide à en tirer les enseignements politiques pour qu'ils puissent continuer leur combat ailleurs que dans La France insoumise, car l'on sait par avance qu'ils iront de désillusion en désillusion. J'ai envie de dire, laissons-les y croire et faire cette expérience, plus tôt ils se tourneront dans une autre direction, vers des partis ouvriers. On sait également que cette expérience se soldera par un échec, laissons-les la vivre pour qu'ils le constatent par eux-mêmes, sinon ils auront tendance à vouloir la renouveler et ainsi de suite, et c'est vrai que La France insoumise à intégrer tous les travers de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme. - Tardieu)

Encore une fois, nous ne critiquons pas Mélenchon : c'est son droit de fonder toute sa stratégie sur les théories des éminents « postmarxistes » (c'est ainsi qu'il se définissent) cités par Garrido, qui revendiquent la négation de la lutte des classes. Il est logique que, conséquent avec ce choix, quand Le Parisien lui pose la question : « De toute votre vie militante avez-vous changé de principe ? », il réponde : « Oui. Avant, on se référait en termes de classe. Pour moi, à présent, c'est l'intérêt humain qui doit primer. » Il est logique, aussi, qu'il en déduise l'interdiction des drapeaux rouges et de L'Internationale dans ses meetings, leur substituant La Marseillaise et le drapeau tricolore des versaillais.

(J'ignorais qu'ils avaient été aussi clairs, ils assument à leur tour, mais il n'est pas dit que les travailleurs qui se sont engagés dans leur mouvement ou qui ont voté Mélenchon partagent leur engouement pour l'humain d'abord au détriment de leurs intérêts de classe. Le PS avait assumé en adoptant officiellement l'économie de marché ou le capitalisme en 1983, quelques années plus tard, ce fut au tour du PCF d'abandonner la dictature du prolétariat au profit de la dictature du capital, tandis que le parti de l'ordre troquait les intérêts nationaux au profit de ceux des multinationales qu'incarnent les institutions telles que l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC, etc., il n'y a pas de doute que Mélenchon et Macron en sont les dignes successeurs. - Tardieu)

Mais qui la direction nationale du CCI croit-elle abuser en évoquant « ce qui nous différencie fondamentalement de la politique de Jean-Luc Mélenchon sur la lutte des classes, sur la nécessité de construire un parti ouvrier révolutionnaire » (une paille !), tout en appelant ses militants à tout faire, « sans condition », pour assurer le succès de celui qui incarne le « refus net de s'associer (...) avec ceux qui se sont soumis aux intérêts du capital financier » alors qu'en réalité il revendique d'être le Premier ministre de Macron ?

(Effectivement, nulle part Mélenchon ne s'est engagé à exproprier le capital financier. Je ne soutiens donc pas le processus engagé par les participants à La France insoumise pour les mêmes raisons que la direction nationale du CCI (POI), j'inclus Mélenchon dans ceux qui "se sont soumis aux intérêts du capital financier", mais je persiste à dire que tel n'est pas le cas ou l'intention de ceux qui se sont engagés dans La France insoumise, sans pour autant en faire des révolutionnaires convaincus. Ils peuvent facilement se méprendre sur les intentions de Mélenchon qui pratique un double langage, sinon ce ne serait pas un populiste. - Tardieu)

La direction du CCI croit justifier son choix en écrivant que « nous nous reconnaissons dans l'aspiration de ces centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, à porter leurs suffrages sur les candidats de France insoumise ». C'est un tour de passe-passe ! Qu'une large fraction de l'électorat de Mélenchon soit guidée par la volonté de rompre avec la politique des gouvernements précédents et de s'engager sur la voie d'une autre politique rompant avec la dictature du capital, cela ne fait aucun doute. Peut-on pour autant créditer cet électorat d'une telle conscience de la situation que, par exemple, ces électeurs rejetteraient l'objectif de Mélenchon de « former une « majorité nouvelle » à l'Assemblée nationale, qui reste, ils ne l'oublient pas, l'assemblée-croupion de la Ve République bonapartiste » ? Non, bien sûr. Car il y a une contradiction entre ces aspirations et le contenu de la politique de Mélenchon. Cela s'appelle les illusions. Le rôle d'une avant-garde révolutionnaire, c'est d'aider les masses à dégager le contenu sain de leurs aspirations de la gangue mortelle des illusions. N'est-ce pas ce que nous a appris le camarade Lambert ?

(Cela s'appliquait à Mitterrand pour lequel feu-Lambert appela à voter dès le 1er tour en 1981, donc cet argument est plutôt mal venu. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle j'ai refusé d'appeler à voter Mélenchon, c'est cohérent. Là en l'occurrence il s'agit plutôt de se substituer aux masses, une fâcheuse habitude chez ce courant politique qui les conduit à adopter une position opportuniste. On ferait mieux de s'interroger sur les origines de leurs illusions qui ramènent à leur interprétation de leur condition, et qui se traduit par les rapports qu'ils entretiennent avec les institutions et le régime. Et je précise qu'il n'y a aucune contradiction dans ma position vis-à-vis de Mitterrand et de Mélenchon, parce qu'on ne peut pas comparer le PS et La France insoumise dont la composition et les expériences passées étaient ou sont différentes, sans parler de la situation ou des rapports entre les travailleurs et les partis censés les représenter. Début 1981 en tant que militant du CCI (OCI) tous les dimanches matins je diffusais sur le marché de Clichy (92), le PS y était présent également, deux ou trois conseillers municipaux cantonnés dans un coin, la candidature de Mitterrand ne suscitait manifestement aucun engouement populaire c'est le moins qu'on pouvait dire ou constater, contrairement à La France insoumise qui a rassemblé des centaines de milliers de travailleurs et jeunes à travers tout le pays. - Tardieu)

Mais créditer Mélenchon d'une volonté de rupture qui – les faits et ses propres déclarations le montrent – n'est pas la sienne, c'est, d'une part, renforcer les illusions au lieu de les combattre et, d'autre part, rechercher un substitut à la construction d'un parti, ce que les pablistes appelaient naguère de « nouvelles avant-gardes ». Il y a encore quelques mois, les résolutions de la DN du CCI créditaient les cadres syndicaux, éclairés par des directions au-dessus de toute critique, d'une compréhension telle de la situation qu'elle permettait de faire l'économie de la construction d'un parti révolutionnaire. Aujourd'hui, ce sont les militants de La France insoumise, crédités d'une volonté de s'opposer à la volonté de leur chef de gagner une majorité à l'Assemblée (où cela, au fait ?), chef qui, par ailleurs, incarne le « refus net, etc. » … Visiblement, la direction du CCI n'en est pas à une contradiction près ! Surtout quand elle prend soin d'appeler ses militants à « l'engagement sans condition aux côtés des candidats France insoumise pour pousser le plus loin possible avec eux le rejet des institutions et de toutes les combinaisons visant à les préserver ». L'engagement « pour pousser le plus loin possible le rejet des institutions et toutes les combinaisons » ne devrait-il pas être au premier chef un engagement à rejeter l'appel de Mélenchon à former un gouvernement de cohabitation ?

(Les deux courant du CCI (du POI et du POID) se focalisent sur les déclarations de Mélenchon et ses objectifs affichés, ainsi que sur les illusions que manifestent les travailleurs qui se tournent vers La France insoumise, ils tiennent un discours purement négatif ou font systématiquement dans la dénégation, ils semblent ne pas comprendre ou ne pas vouloir comprendre la signification ou la portée politique du soutien dont bénéficie (encore) le mouvement de Mélenchon. Que croient-ils, qu'en entendant le discours du POID les travailleurs qui se tournent vers FI vont perdre spontanément les illusions qu'ils ont dans Mélenchon et ce mouvement ou plutôt celles qu'ils ont dans les institutions et le régime ?

Je reconnais là leur autre fâcheuse tendance qui consiste à se prendre pour ce qu'ils ne sont pas ou à s'attribuer un pouvoir et un rôle qu'en pratique ils n'ont pas ou qu'ils sont incapables de jouer du fait de leur quasi inexistence pour plus de 90% des travailleurs. Ils versent une fois de plus dans la politique fiction, tout comme leurs collègues du POI, les uns refusant d'admettre que dans la situation telle qu'elle est et non telle qu'on voudrait qu'elle soit, la seule forme que puisse prendre la mobilisation de centaines de milliers de travailleurs coïncide avec des illusions dans les institutions et le régime, les uns les niant en leur prêtant un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, bref, cela ne peut aboutir qu'à un dialogue de sourds, comme d'habitude.

Dans l'histoire de la lutte de classe depuis plus de deux siècles, nulle part dans le monde, jamais la classe ouvrière n'a commencé

à se mobiliser sans manifester des illusions dans les institutions et le régime en place, jamais elle n'est parvenue à mettre en place un gouvernement ouvrier qui n'incarne pas ces illusions, pas même en Russie en 1917 où il lui faudra huit mois pour s'en débarrasser, car ce n'est qu'à travers sa propre expérience de la lutte de classe qu'elle parvient à se libérer plus ou moins de ses illusions, tout dépend effectivement s'il existe ou non une avant-garde ou un parti qui incarne les tâches historiques qu'elle doit accomplir. Il y a lieu de croire que si Mélenchon était nommé Premier ministre par Macron, une hypothèse par ailleurs totalement invraisemblable ou farfelue, ou qu'une cohabitation se mettait en place, en moins de huit mois elle éclaterait et le mouvement de Mélenchon également, c'est pour le coup une certitude absolue s'agissant de FI, moins en ce qui concerne Mélenchon réduit à l'état de serpillière à l'instar de Tsipras en Grèce, là dessus aucun doute n'est permis.

Laissons de côté cette fiction qui ne sert qu'à nous détourner de l'essentiel, c'est-à-dire du rapport de forces qui existe entre les classes et qui concentre l'attention de Macron, car pour lui et son camp c'est une question déterminante. Plus le rapport de forces que traduiront les résultats des législatives lui sera favorable, plus il sera encouragé à frapper fort et vite, c'est-à-dire sans que le mouvement ouvrier ne soit en mesure de réaliser ce qui se passe et de se mobiliser, puisqu'il aura adopté un certain nombre de mesures sans que les travailleurs et les militants n'aient pu s'en saisir, réfléchir à leurs conséquences et éventuellement en tirent la conclusion qu'ils doivent passer immédiatement à l'action, donc sans que le processus de maturation de leur conscience de classe ne puisse opérer. Il est donc souhaitable de tout faire pour que ce rapport de forces ne soit pas à l'avantage de Macron, c'est le sens du soutien que j'apporte à FI et rien d'autre, sans émettre la moindre illusion dans Mélenchon, dans La France insoumise ou encore dans les travailleurs qui les soutiennent. Or ni le CCI-POI, ni le CCI-POID n'abordent cette question décisive, qui à mon avis était la seule qui méritait une discussion sérieuse avant d'adopter une position. - Tardieu)

Toujours à la recherche d'un substitut à la construction du parti, et désormais à la traîne du populisme mouvementiste de Mélenchon (qui, revendiquant de « fédérer le peuple », rejette les partis et ignore les syndicats), la direction du CCI écrit que le capital financier « cherchera à se tourner vers le seul facteur d'ordre susceptible aujourd'hui d'éviter une confrontation frontale avec la classe, les directions du mouvement ouvrier ». Que le gouvernement Macron cherche et cherchera à intégrer les organisations syndicales, c'est une évidence. Qu'il y ait aux sommets de ces organisations une certaine perméabilité à ces pressions, que certains dirigeants soient prêts à faire un pas – et même plusieurs – dans ce sens, c'est dans l'ordre des choses. Ce qui est étonnant, c'est que les dirigeants du CCI écrivent cela maintenant, après avoir fait mine de l'ignorer pendant des années. Cette brusque déception amoureuse ne peut cependant justifier de « passer de l'autre côté du cheval ». Les choses ne sont pas jouées. Les organisations syndicales sont des organisations de classe. Il y aura débat en leur sein et il y a tout lieu de considérer que la résistance des militants interdira leur intégration corporatiste. Mais aux dirigeants du CCI qui semblent vouloir brûler aujourd'hui ce qu'ils ont adoré hier, on fera observer que ce qui pèse lourdement dans le sens de l'intégration corporatiste des organisations syndicales, c'est l'intégration de Mélenchon lui-même (intégration revendiquée) dans la perspective du gouvernement de cohabitation. C'est le fait que, passés les discours de la campagne présidentielle sur une éventuelle VIe République, La France insoumise se soumet au cadre des institutions et, de ce fait, accentue la pression sur les organisations ouvrières pour qu'elles s'y alignent.

(Laissons les dirigeants du CCI-POI et du CCI-POID se déchirer entre eux, leur polémique porte sur des positions qu'ils ont partagées pendant des décennies, leurs critiques valent réciproquement et ne nous intéressent pas, personnellement j'ai rompu avec ce courant politique. - Tardieu)

Voilà, mon cher camarade, les quelques réflexions que m'inspire la lecture de cette résolution de la DN du CCI. Pour moi, cette résolution vérifie notre analyse : à la racine de la crise qui a vu l'éclatement du CCI en juin 2015 et, à sa suite, de la IVe Internationale, il y avait le renoncement à construire le parti révolutionnaire et la recherche de voies de traverse et de substituts. Ce qui conduit, en toutes circonstances, au ralliement inconditionnel aux appareils, aujourd'hui : au programme et à la politique de La France insoumise.

(Id. - Tardieu)

Je suis convaincu que ce nouveau développement suscitera des discussions, des réactions et une résistance à cette remise en cause des acquis de la IVe Internationale.

Pour notre part, tu le sais (puisque tu as acheté la revue L'Internationale n° 6), nous avons, dans la préparation de la Conférence internationale du CORQI et du 52e Congrès de la section française entrepris une élaboration et ouvert une discussion, sur les racines de la crise. Les militants du CCI (toi-même) êtes fraternellement invités à vous exprimer dans le cadre de cette discussion, à faire connaître votre point de vue, vos désaccords, si vous le souhaitez.

En dépit de tout ce qui a pu nous séparer, je t'adresse, mon cher camarade, mes fraternelles salutations.

D. A.

P. S. : Au moment de conclure cette lettre me parviennent des tracts du POI mettant en oeuvre cette nouvelle orientation. Celui de Paris 18e dénonce la candidature soutenue par le PCF et appelle à voter pour les candidats de La France insoumise « qui prolongent le mouvement des millions de travailleurs, jeunes, militants ouvriers qui en votant Mélenchon ont indiqué leur volonté

de rupture avec le quinquennat ». Celui de Mantes dénonce « la droite affairiste et clientéliste » et appelle à voter pour « de jeunes candidats éloignés des querelles locales et des vieilles rivalités suicidaires » et appelle à « une République laïque, démocratique et sociale » (c'est à dire les termes de la Constitution de la Ve République).

(Et du discours du POID, ma foi, ils nous prennent pour des illettrés et des amnésiques, c'est incroyable ! Ils sont pitoyables, incurables décidément. - Tardieu)

(1) Interview reproduite dans « Europe solidaire », 12 avril 2017.?

Communiqué de presse du POID

64 candidats aux législatives, pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République, pour une Assemblée constituante souveraine, pour un gouvernement ouvrier.

Le 7 mai, Macron a été élu. Mais les faits établissent qu'il est ultra minoritaire. Le président Macron est illégitime. Il a annoncé son programme : la poursuite de la destruction du Code du travail et la précarisation généralisée, la destruction de la Sécurité sociale, la liquidation des régimes de retraites, une baisse supplémentaire de 60 milliards d'euros des dépenses publiques… tout cela en application des directives de l'Union européenne. Pour appliquer son programme, il prétend utiliser tous les instruments antidémocratiques de la Ve République, à commencer par les ordonnances.

Face à ce programme de guerre contre la classe ouvrière et la démocratie politique, les représentants des grandes formations politiques – F. Baroin, J. C. Cambadelis, B. Hamon, P. Laurent, J. L. Mélenchon – ont tous indiqué qu'ils s'engagent, en cas de victoire, à gouverner avec Macron, soit dans le cadre d'une nouvelle majorité présidentielle, soit dans le cadre d'une cohabitation.

Mais sous la Ve République, la cohabitation entre le président et le Premier ministre a pour seule fonction de permettre, quelles que soient les circonstances, que le président préside et fasse respecter la Constitution, dont l'article 88-1 exige la stricte application des directives européennes.

Partisan d'un gouvernement ouvrier, le Parti ouvrier indépendant démocratique présente 64 candidats dans 35 départements, contre toute cohabitation, pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République, pour une Assemblée constituante souveraine.

Au moment où l'offensive fait rage contre les partis, le POID réaffirme qu'il ne saurait y avoir de démocratie politique sans partis ni syndicats et que la classe ouvrière a besoin d'un parti ouvrier pour défendre et représenter ses intérêts.

Dans chacune de ces circonscriptions, les candidats du POID lient les combats généraux contre les diktats de l'Union européenne – destruction du Code du travail, de la Sécurité sociale, des services publics, de l'industrie – et leur déclinaison particulière.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique – parti de lutte de classe – combat pour un gouvernement ouvrier, ce qui est incompatible avec toute cohabitation dans le cadre des institutions de la Ve République. Partisan de l'unité ouvrière et de la démocratie, le POID appelle toutes celles et tous ceux qui rejettent toute légitimité au président Macron et veulent combattre pour la liquidation des institutions de la Ve République et de l'Union européenne à agir dans l'unité sur cet objectif commun. Fin.

La voix de l'Opposition de gauche - Vos candidatures sont des candidatures de division destinées à fournir à Macron un rapport de forces favorable pour appliquer sa politique au bulldozer.

99,99% des travailleurs ne liront pas ce communiqué de presse, dont le contenu ne dépasse pas le niveau du lieu commun, figé, fossilisé, donc sans intérêt. Si vous croyez qu'affirmer qu'aucune autre politique ne verra le jour sous la Ve République fait avancer les choses, vous devez être les seuls à le croire. Les travailleurs viennent d'en faire l'expérience pendant 59 ans et cela fait aussi 59 ans que vous leur servez le même discours sans que cela n'ait abouti à quoi que ce soit concrètement, il faut donc en déduire que le problème est ailleurs... Tenez, je vais vous mettre sur la piste.

Vous feriez mieux de vous demander pourquoi aussi peu de travailleurs rejoignent votre parti ou toutes les formes d'organisations que vous leur proposez, cela vaut pour le passé évidemment, pourquoi ils sont si nombreux à se tourner vers FI, pourquoi vous n'êtes jamais parvenu à susciter un tel espoir chez les travailleurs, et ne répondez pas que c'était parce qu'ils ne pouvaient pas s'élever massivement au niveau du socialisme puisque l'on sait que spontanément c'est impossible, relisez Lénine si nécessaire et ne nous prenez pas pour des imbéciles.

Parole d'internaute

- "Je suis moyennement convaincu par tous ces géopolitologues qui nous expliquent que si nos diplomaties font n'importe quoi

c'est parce qu'elles sont trop préoccupées de valeurs…

La réponse se trouve dans les actes, les alliés, et les résultats. Je ne vois pas beaucoup de valeurs dans les actions, les alliés et les résultats de l'Occident. Quelles valeurs nous poussent à soutenir les milices néonazies en ukraine? Les décapiteurs "modérés" en syrie ? A nous allier aux pétromonarchies du Golfe?

Peut on être directeur de recherches à l'iris et être naïf comme un enfant?"

L'Iris est noyauté par les néoconservateurs, je vous le dis en passant. Les valeurs sont le cache-sexe du néolibéralisme ou des néoconservateurs, qu'ils se disent de droite ou de gauche, de gauche de préférence. Ces valeurs associées à des intentions inavouables ont le même pouvoir que des bombes à fragmentation, ils vont pouvoir atteindre différents objectifs ou différentes couches de la population en même temps, un vrai bonheur !

Ils avancent ces valeurs pour mieux les combattre parce qu'elles sont incompatibles avec les besoins de l'oligarchie. Et le plus fort, c'est que personne n'osera remettre en cause leur prétention à incarner ces valeurs. Il suffit qu'ils le proclament pour qu'on soit prié de les croire sur parole et le tour est joué. Par exemple, les oligarques ne sont-ils pas de grands philanthropes, alors pourquoi leurs représentants seraient-ils animés de mauvaises intentions envers les peuples, franchement. Et ça marche, en marche !

Macron ou l'infant de Rothschild.

"Ca fait rien", ce n'est pas lui qui gouvernera, mais les idéologues néoconservateurs de l'oligarchie.

Bayrou, le 22 févier 2017- "C'est un truc bizarre, président de la République. Vous n'avez pas l'âge qu'il faut mais ça fait rien." huffingtonpost.fr 09.05

Sous la tutelle de sa baladine.

- "Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire": Quand Brigitte Macron tape sur les doigts de son mari. - huffingtonpost.fr

On entend notamment Emmanuel Macron demander des chocolats, mais son épouse ne l'entend pas de cette oreille: "Je ne veux pas que tu manges des saloperies!". huffingtonpost.fr 08.05

Na ! Vous avez vu le niveau, il a 39 ans. Alors on comprend pourquoi il est aussi vide ou creux, hormis lorsqu'il a mémorisé les réponses aux questions qu'on va lui poser et qui lui ont été soufflées par Attali et Cie. Sa baladine doit ignorer que le chocolat est riche en magnésium et que c'est bon pour le cerveau...

Régime totalitaire. Au pas !

Au pas en monarchie absolue !

- Ministres : Emmanuel Macron exige confidentialité et discipline - Franceinfo

- Couleuvres - Liberation.fr

Premier plat servi à la table du Conseil des ministres : une assiette de couleuvres. Celles que les impétrants venus d'ailleurs sont bien forcés d'avaler... Liberation.fr 19.05

Avaler des couleuvres : subir des affronts sans protester, accepter, supporter comme des vérités n'importe quelles déclarations. (Le Grand Robert de la langue française)

- Édouard Philippe dévoile sa méthode anti-couacs et met en garde les ministres de son gouvernement - Le Huffington Post

Dans Le JDD ce dimanche 21 mai, le premier ministre Edouard Philippe dévoile ce qui ressemble à une stratégie anti-couacs et qu'il présentera plus longuement lors du prochain Conseil des ministres. L'ancien maire du Havre confirme et explicite un peu plus ce que le chef de l'Etat avait ébauché durant le premier rendez-vous de son équipe ministérielle, jeudi matin.

Cette ligne directrice tient en quatre mots: "collégialité, efficacité, loyauté et exemplarité". Cela est finalement très fidèle à l'esprit de la Ve République et à la volonté édictée par chaque exécutif. Le tout est en réalité de savoir si les ministres se plieront à l'exercice; dans la semaine, Annick Girardin -passée de la Fonction publique à l'Outre-mer- a par exemple dit son scepticisme à l'égard de la suppression des 120.000 postes de fonctionnaires.

Pas de communication avant un arbitrage

Edouard Philippe les met en garde sur deux points. Une fois une décision arbitrée, ils devront tous s'y tenir. "La liberté intellectuelle et la diversité des ministres ne seront un atout que si, une fois passé le temps de la discussion, il y a une parfaite loyauté vis-à-vis des décisions arbitrées", lance le premier ministre. Il donne une deuxième consigne en amont de ces arbitrages. "Personne n'a vocation à exposer sur la place publique des positions qui ne sont pas arbitrées", estime-il dans une volonté de "ne pas nourrir un bavardage permanent".

Le chef du gouvernement lui même se refuse à faire tout annonce au cours de cette longue interview au JDD. Sur Notre-Dame-des-Landes, sur le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et même sur la réforme du code du Travail, le premier ministre n'évoque aucune décision ferme. "Nicolas Hulot et moi souhaitons que toutes les options soient sur la table", dit-il à propos de l'aéroport nantais. "Laissons le ministre des Comptes publics (Gérald Darmanin, ndlr) examiner ce dossier", élude-t-il sur la réforme des impôts qu'Emmanuel Macron aimerait enterrer.

Et Edouard Philippe de conclure en évoquant sa méthode. "Un chef, ce n'est pas quelqu'un qui prend les décisions seul à la place des autres. Un bon premier ministre doit faire en sorte que les décisions soient discutées, instruites, tranchées puis appliquées", affirme-t-il. Le Huffington Post 21.05

Avant-hier on se moquait de Macron et son gouvernement composé de figurants, de pions, 24 heures plus tard on en avait confirmation.

Les membres du gouvernement sont appelés à se soumettre sans broncher au nouveau monarque ou à se démettre. On se demande comment peuvent se passer les conseils des ministres sachant que Macron n'est maître ni de sa parole ni de ses actes, n'a aucun pouvoir. En amont, Attali et sa clique doivent avoir rédigé des notes destinées à chaque ministre, fixé leurs tâches et objectifs, j'imagine qu'ils doivent être accompagnés d'une note explicative pour qu'ils comprennent ces instructions et les appliquent à la lettre. Et s'ils posent des questions, Macron y répondra s'il possède déjà des réponses toutes prêtes, sinon il les renverra vers leur chef de cabinet ou les technocrates qui ont préparé ces dossiers. Et surtout en aucun cas ils ne devront prendre des initiatives sans en avoir référé au préalable à Macron, le Premier ministres ou les personnes habilitées à juger de leur opportunité ou non.

Le Conseil des ministres aussi secret qu'une réunion du groupe Bilderberg.

- Après un Hollande trop bavard, un Macron mutique inquiète les médias - AFP

L'Élysée version Macron limite pour l'instant au maximum les contacts avec les médias, veut choisir les journalistes qui suivent le président et a tenu jeudi la presse à l'écart des nouveaux ministres, des pratiques aux antipodes de l'ère Hollande qui inquiètent les médias.

Après une campagne sur tous les plateaux et dans tous les journaux, à l'Élysée, c'est le silence radio. Un "verrouillage" difficile à l'heure des réseaux sociaux et de l?information en continu.

Emmanuel Macron applique son credo d'un président à "la parole rare", pour re-sacraliser une fonction qu'il jugeait galvaudée sous Nicolas Sarkozy et François Hollande, omniprésents dans les médias et friands de "off" avec les journalistes.

Depuis dimanche, les journalistes n'ont que très peu de contacts avec ses communicants, placés sous la houlette de Sylvain Fort et Sibeth Ndiaye.

D'abord mise sur le compte du flottement des premiers jours d'installation, cette volonté de secret s'est manifestée de manière flagrante jeudi lors du premier Conseil des ministres: journalistes et photographes ont été priés de quitter la cour d'honneur de l?Élysée, sans pouvoir, comme c'est l'usage, interroger et filmer les ministres à la sortie.

De plus, lors de son premier point de presse après le Conseil, le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner a longuement souligné que le président exigeait de ses ministres "confidentialité" et "discrétion" envers la presse.

"Les journalistes ne manqueront pas de continuer à poser des questions, mais il appartiendra à chacun des ministres de veiller au respect de ce qui se discute au sein du Conseil des ministres", a-t-il averti.

Décision encore plus inhabituelle: pour le déplacement d'Emmanuel Macron au Mali vendredi, les responsables presse de l?Élysée ont contacté directement les journalistes qu'ils veulent inviter, sans laisser ce choix aux rédactions, une entorse sans précédent aux relations entre pouvoir et médias.

"Le président souhaite pouvoir emmener des spécialistes, plutôt que la presse politique", a fait valoir son entourage.

Ce choix délibéré est très mal passé dans les rédactions. Christophe Castaner s'est vu accusé de vouloir "verrouiller la communication"', ce qu'il a nié, et a dû faire face à une rafale de questions critiques.

"Le fait que la cour d'honneur ait été fermée, qu'il n'y ait pas de caméra de pool pour filmer la photo de famille, que l'Élysée choisisse quelle rédaction, et pire quels journalistes au sein des rédactions, est amenée à suivre les déplacement du président.. Rassurez-moi M. Castaner, ça va bien se passer entre vous et la presse?" lui a lancé un journaliste de l'émission "Quotidien".

Des questions éludées par le porte-parole, qui s'est contenté d'invoquer des problèmes de sécurité et de délai d'organisation. "J'entends bien vos inquiétudes, je les relaierai", a-t-il cependant répondu, en promettant de respecter les conditions de travail des médias.

Il a aussi promis que, "dès la semaine prochaine", les journalistes pourront de nouveau interroger les ministres à la sortie du Conseil, expliquant que l'interdiction de jeudi était liée à la prise de la photo du gouvernement, sur le perron de l?Élysée.

Pour mieux se faire entendre, jeudi après-midi, dans une lettre ouverte au président, les sociétés des journalistes d'une vingtaine de grands médias (AFP, BFMTV, Europe 1, Le Figaro, France Info, France Inter, Libération, Mediapart, Le Parisien, Le Point, RFI, RTL, RMC, TF1, Télérama, Le Monde...) et Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières, ont fait part à Emmanuel Macron de leurs "inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle en train de se mettre en place". AFP18.05

Crime de lèse-majesté envers les scribouillards du régime

- « Monsieur le président, il n'appartient pas à l'Élysée de choisir les journalistes » - lefigaro.fr

LETTRE OUVERTE. Une vingtaine de rédactions, dont « Le Figaro », signent une lettre ouverte au président de la République afin de lui « transmettre nos inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle ».

Monsieur le Président,

Vous effectuez demain votre premier déplacement de chef d'Etat au Mali. Avant votre décollage, nous souhaitons vous transmettre nos inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle qui est en train de se mettre en place depuis votre entrée en fonction.

Pour des raisons de place ou de sécurité, nous comprenons la nécessité de constituer des pools de journalistes - parfois, et à condition que toutes les rédactions y aient accès selon un roulement établi. En revanche, il n'appartient en AUCUN CAS à l'Elysée de choisir ceux d'entre nous qui ont le droit ou non de couvrir un déplacement, quel qu'en soit le thème (défense, diplomatie, économie, éducation, social...). Ce n'est pas au président de la République, ou à ses services, de décider du fonctionnement interne des rédactions, du choix de leurs traitements et de leurs regards. Ce choix relève des directions des rédactions et des journalistes qui les composent, qu'ils soient permanents ou pigistes, JRI ou reporters, photographes ou dessinateurs.

Aucun de vos prédécesseurs ne s'est prêté à ce genre de système, au nom du respect de la liberté de la presse. Alors que la défiance pèse de plus en plus sur l'information, choisir celui ou celle qui rendra compte de vos déplacements ajoute à la confusion entre communication et journalisme, et nuit à la démocratie.

Premiers signataires: Les sociétés des journalistes de l'AFP, BFM TV, Les Echos, Europe 1, Le Figaro, Rédaction nationale de France 3, France Info, France Inter, Libération, les JT de M6, Mediapart, Le Monde, Le Parisien, Le Point, RFI, RMC, RTL, Télérama, TF1

Jean-Philippe Baille, directeur de la rédaction de RTL
Frédéric Barreyre, directeur de la rédaction de France Culture
Luc Bronner, directeur de la rédaction du Monde
Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières
Guillaume Dubois, directeur de L'Express
Nassira El Moaddem, directrice du Bondy Blog
Jean-Marc Four, directeur de la rédaction de France Inter
Johan Hufnagel, directeur des éditions de Libération
Laurent Joffrin, directeur de la publication de Libération
Eric Kervellec, directeur de la rédaction de France Info

Edwy Plenel, directeur de Mediapart
Alexis Brézet, directeur des rédactions du Figaro. lefigaro.fr 18.05

En complément. Quand les larbins se mettent à baver sur leur maître, ingrats!

- Travail de sagouin", "gros connard"... Quatre fois où Emmanuel Macron et son équipe s'en sont pris aux journalistes - huffingtonpost.fr

L'émission "Quotidien", le magazine "Les Inrocks" ou encore France 2... Ces dernières semaines, de nombreuses rédactions ont subi le courroux de l'équipe du président.

Sylvain Fort, le responsable des relations presse d'En Marche! et futur chef de la communication élyséenne, n'a pas supporté cette question posée par un journaliste de "Quotidien" à Emmanuel Macron : "La Rotonde, c'est votre Fouquet's ?".

Furieux, le communicant contacte alors Yann Barthès en le traitant de "gros connard" et de "débile profond", cette dernière insulte étant contestée. Sur le terrain, les équipes de TMC se verront appliquer des mesures de rétorsion allant de pressions directes à la menace de boycott en passant par un accès désormais plus restreint au candidat Macron, rapporte Le Monde.

Au soir du second tour, un autre épisode déplaît aux équipes du désormais président élu. Pendant sa couverture de la soirée électorale, France 2 diffuse le discours de Jean-Luc Mélenchon.

Le directeur de l'information de France Télévisions, Michel Field, reçoit alors un coup de téléphone. Au bout du fil, un conseiller du président fraîchement élu est furieux et critique ce choix éditorial. "J'ai mis ça sur le compte de l'exaltation de la soirée, excuse Michel Field. Ils ont dû se chauffer la tête. Je leur ai expliqué le b.a.-ba de l'information et de la priorité au direct."

Le documentaire "Emmanuel Macron : les coulisses d'une victoire", diffusé sur TF1 au lendemain de l'élection du champion d'En marche !, comporte une autre séquence révélatrice. On y voit Sibeth Ndiaye, l'incontournable chargée des relations presse du candidat, passer un savon à un journaliste des Inrocks. Elle lui reproche un article intitulé : "Macron prend la défense de La Manif pour tous et revendique de parler avec Zemmour et de Villiers". Les Inrocks reprennent une interview d'Emmanuel Macron dans L'Obs. Le candidat y déplore "l'humiliation" qu'auraient subie, selon lui, les opposants au mariage pour tous, après l'adoption de la loi Taubira.

"Je me permettais de vous appeler parce que j'étais un peu étonnée par un titre dans un papier sur votre site internet. Vous indiquez que Macron prend la défense de La Manif pour tous et revendique de parler avec Zemmour et de Villiers. Son propos est légèrement plus nuancé, en particulier concernant Zemmour", commence-t-elle. Et elle poursuit, furieuse : "Non, il n'a pas dit : 'On a humilié La Manif pour tous, putain !' Faites votre boulot les gars aussi. Non mais là, ça me saoule. Franchement, là, je suis saoulée(...) Ça, c'est pas du travail de journaliste. C'est du travail de sagouin." huffingtonpost.fr 19.05

- Les casseroles du gouvernement - Franceinfo

Mediapart a fouillé dans le passé des nouveaux ministres, et personne n'est épargné. A commencer par le Premier ministre. En 2014, Edouard Philippe n'a pas joué le jeu de la transparence. Il n'a pas indiqué la valeur de ses biens immobiliers dans sa déclaration, que tous les députés devaient remplir. Il a écopé d'un blâme de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Gerard Collomb, ministre de l'Intérieur, traîne lui une vieille affaire. Dans les années 90, il est député du Rhône et conseiller municipal d'opposition à Lyon. Il est entendu en 2006 par la justice comme témoin dans une affaire de détournement de subventions. Fondateur de l'association mise en cause, il ne sera finalement pas inquiété. "PenelopeGate" version Le Maire

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a eu son petit "PenelopeGate" ! En 2013, il est accusé d'avoir rémunéré sa femme en tant qu'assistante parlementaire pendant 6 ans, sans qu'elle n'ait jamais vraiment travaillé.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail est quant à elle concernée par une enquête de l'Inspection générale des finances. En cause, une soirée à Las Vegas en 2016 en l'honneur d'Emmanuel Macron. Cette fête qui a coûté 381 000 euros était organisée par Business France, dont Muriel Pénicaud était directrice générale à l'époque. Il y aurait donc eu un manquement au code des marchés publics. Franceinfo19.05

Le ministre de la Justice et son parti (notamment) sont corrompus jusqu'à l'os.

- [Bayrougate 1] Fictif(s) : deux ans à l'UDF payé par la République, par Nicolas Grégoire - Les-crises.fr 19.05

Source : Nicolas Grégoire, pour Medium, le 2 avril 2017.

Emploi fictif. Le terme resurgit de scandale en scandale. Pendant presque deux ans, j'ai eu deux emplois fictifs. A l'Assemblée nationale, et au Sénat. Je percevais un salaire, des fiches de paie, pour une activité que je n'exerçais pas. Jamais personne ne s'en est ému. Pourquoi suis-je le seul, en vingt ans, à l'avouer sans contrainte ?

Durant mon séjour rue de l'Université, bordée par l'Assemblée, quadrillée de partis politiques et refuge de l'ENA, je n'ai vu mes parlementaires, Jean-Jacques Hyest et Ambroise Guellec, que trois fois. Pour signer mes contrats. Pour travailler une matinée à trier du courrier. Et enfin, vidé et amer, en perte totale de repères, pour demander à être licencié.

Fraîchement diplômé en journalisme européen, c'est un peu par hasard que j'ai rejoint l'équipe de Force démocrate, jeune parti d'un petit nouveau plein d'ambition : François Bayrou.

Démocratie Moderne, magazine du parti dont Bayrou était directeur de la publication, cherchait un rédacteur. Jeune, malléable, pas regardant sur le salaire et recommandé par un ancien cadre, j'ai fait l'affaire.

"Force démocrate, c'est le parti qui monte, avec six ministres au gouvernement", me confie d'un ton feutré Rémy le Gall, rédacteur-en-chef de Démocratie Moderne, peu avant mon embauche. "Au début, il faut faire profil bas, surtout ne menacer personne. Et après, tout naturellement, tu t'imposes, comme une évidence."

A peine arrivé, je suis appelé au bureau de Huguette Ducloux, directrice des services. "Le parti n'a pas beaucoup d'argent, donc les parlementaires détachent des assistants pour nous aider", me dit-elle. "L'utilisation des fonds est à leur discrétion, mais si l'on vous demande ce que vous faites au parti, vous ne dites pas que vous y travaillez. Vous dites que vous êtes un militant", conclut-elle avec un demi-sourire entendu. Deux affirmations contradictoires dans une même phrase. Double langage politique, auquel j'allais vite m'habituer.

Au pouvoir

Au cours des mois, je découvre les nombreux avantages de l'appartenance au "troisième plateau" de Force démocrate, qui allait dévorer l'UDF. A un poste modeste mais stratégique, je fais partie du clan. Le clan protège les siens. Et le pouvoir corrompt.

Besoin d'envoyer quelque chose du bureau ? Colis et lettres sont livrés par des motards de la gendarmerie nationale, qui font les coursiers pour le parti sans broncher. "Je t'envoie un motard !"

Problème avec la banque ? Il suffit de tourner son siège. "Dis moi, tu as un contact pour ma banque à Paris ?" Au services des élections, quelqu'un lève le nez et s'empare d'un énorme Rolodex, qu'il appelle "la bomba". "Bouge pas… Voilà. Tu notes ?" Le directeur de la banque au détail d'une grande banque à trois lettres est dérangé en pleine réunion sur sa ligne directe. Mon agence passera des lettres de menaces à l'obtention d'un prêt. En me déclarant fonctionnaire. Et en saisissant de fausses données financières dans son système informatique, "pour que ça passe". Prêt que, gagnant 9200 francs par mois (1405 €) je ne rembourserai jamais. La banque à trois lettres ne fit jamais valoir sa créance.

Vol d'une console vidéo dans mon bagage à Orly ? Un fax autoritaire à Aéroports de Paris, avec en-tête de l'Assemblée. Je suis immédiatement remboursé, sans demande de justificatifs. Je réalise que j'aurais pu inventer un ordinateur portable, engranger des milliers d'euros.

Contrôle routier ? Le motard regarde ma carte du Sénat avec autorité. "Et vous êtes assistant de quel sénateur ? Depuis combien de temps ?" En costume de banquier, je hausse immédiatement le ton. "Non mais dites donc, vous allez arrêter de m'emmerder, ou vous allez avoir de gros problèmes !" En à peine un an, j'ai adopté du politique le langage, dont la classique menace de "problèmes". Immédiatement, son binôme plus âgé le pousse de côté. "Excusez-le monsieur. C'est un jeune, il est pas habitué. Excusez-le". "Bon, ça va." Je repars en trombe, énervé d'avoir été pris de haut par ce qui n'est plus pour moi qu'un coursier.

Une matinée à l'Assemblée

Député mais aussi vice-président du Conseil régional de Bretagne, Ambroise Guellec fit un jour part de son déplaisir de me voir passer mon temps au parti. Je me retrouve dans son petit bureau de la rue de l'Université. En bon assistant, je commence par trier le courrier. Demande après demande d'aide, de subventions, de locaux. Certains y incluent, naïfs, leur carte du parti. Une lettre et un projet sortent du lot. Je passe à Guellec : "ça m'a l'air bien, ça." Après un bref coup d'œil, il la repose sur mon liège. "Non, on ne peut pas les aider". Je demande pourquoi. Il me regarde, visiblement exaspéré. "Mais parce que c'est une association de gauche !"

Le soir même, je reviens "au siège" et demande à Rémy le Gall de me sortir de cette situation. "Tu y vas, et tu lui dis que t'as pas le temps", me répond-il tranquillement. "Mais comment ça, je peux pas lui dire ça !" Le Gall me jette un de ses sourires narquois. "Tu lui dis que tu as vu ça avec Bayrou."

C’est ainsi que, le lendemain, j’annonce à un parlementaire que mon activité illégale étant trop prenante, je ne vais plus bosser pour lui. “Et bien si c’est ça, j’arrête de payer !” me lance-t-il. “Non, je réponds tranquillement. J’ai vu ça avec François. Vous allez continuer à payer. Et je ne travaillerai plus pour vous.” Il baisse la tête, vaincu. Le pouvoir n’est pas toujours où l’on croit.

Fin de partie

Tout commence avec la fille de l’accueil. Appelons-la Emilie. Dans l’entrée du siège, spartiate espace sur cour composé d’un bureau, d’un canapé et de l’escalier principal, elle arrondit ses fins de mois en faisant la permanence du soir. Elle est très belle, rayonnante. Nous flirtons. Un soir, elle m’appelle. Et me dit s’être fait agresser sexuellement par Le Gall.

Les policiers refusent de prendre sa plainte. Elle me raconte aller de commissariat en commissariat avant de comprendre la futilité de sa démarche. Le lendemain, elle décide d’en informer Ducloux. Qui, me dit-elle, l’écoute patiemment, puis lui dit “à qui cherchez-vous à nuire ?” Emilie n’en trouve plus ses mots. Elle quitte le siège en pleurs.

La rumeur, grâce à moi, enfle. En comité de rédaction, Rémy le Gall prend les devants. “J’imagine que vous avez entendu les accusations portées contre moi. Tout cela est bien évidemment faux. Je pense ne pas avoir besoin de ça pour séduire”. Pour garder mon job, je me tais. C’est à mon tour de baisser la tête. “Rémy. Tu ries comme lui”, me dit Emilie, soudain distante. La lune de miel est terminée.

Un conseiller municipal me propose un HLM. 80 m² dans le 12e, pour 190 €. “Là j’ai un pompier, et puis après je t’en file un, si tu veux.” Je refuse. “C’est gentil, mais je suis sûr que d’autres gens en ont plus besoin que moi.” Il est stupéfait. On me propose la fédération des Jeunes du 8e. Je refuse. Maintenant le clan se méfie. Les regards changent. Et puis vient ce déjeuner. Lors d’une grande tablée à La Poule au Pot, cantine officieuse de l’UDF, quelqu’un me reproche d’être un jeune apparatchik, mené uniquement par l’ambition. “C’est vrai, j’aime les responsabilités. Mais au fond, si je fais ce métier c’est pour, un jour, aider la France.” La salle hurle de rire. Rémy le Gall, rouge pivoine et larme à l’œil, se tourne vers moi. “Tu es un idéaliste, c’est bien !” Et j’ai compris qu’il fallait partir. Que ces gens me menaçaient. Au plus profond de mon être.

Que sont-ils devenus ?

En 1999, Huguette Ducloux devient conseillère de Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen. Elle est aujourd’hui retraitée.

Rémy le Gall devient directeur de la communication de la mairie de Versailles. Scénariste de bande-dessinée, il publie quatre fictions sur la politique. En 2012, il est décoré Chevalier des Arts et Lettres. En 2016, il est condamné à six mois de prison pour harcèlement sexuel sur quatre de ses subordonnées. Durant son procès, il est décrit comme faisant “régner la terreur, la manipulation et le mensonge”.

En 2004, Jean-Jacques Hyest est élu président de la Commission des Lois du Sénat. En 2015, il est nommé au Conseil constitutionnel. Hyest siège également à la Haute Cour de justice de la République. Il est décoré Chevalier dans l’ordre des Palmes académiques.

Ambroise Guellec reste vice-président de la région Bretagne jusqu’en 2004. Il y est toujours conseiller régional.

De ralliement en retournement, François Bayrou est sûrement toujours convaincu d’être, un jour, président de la République. La moralité et l’exemplarité sont ses derniers chevaux de bataille. Épilogue

Aujourd’hui, je me revois dans cette période un peu comme un étranger. Un nihiliste qui, à la moindre difficulté, cherchait à écraser. Un homme que le titre gonflé, “je suis attaché parlementaire”, suffisait à faire passer devant tout le monde aux urgences, sans avoir rien demandé. Comme tous les politiques, le pouvoir m’aidait à panser des plaies profondes, allant jusqu’à l’enfance.

Je vois aisément pourquoi, après des décennies d’impunité, François Fillon ne comprend pas qu’on l’emmerde “pour des costards” ou son indemnité parlementaire. Sa réalité n’est pas la nôtre.

Devant les affaires, je regarde les pantomimes d’outrage et les appels au complot avec une ironie toute professionnelle. L’enrichissement, les cadeaux, les voyages, les grands travaux avant les municipales, les élections internes truquées… Je n’ai plus jamais voté. Les sortants sont balayés. Les nouveaux jurent que tout va changer. Et on recycle. Ad nauseam. Malgré tout j’ai mal. Pour mon pays, car j’y habite. Et parce que j’ai cru en lui.

Dans son livre “Les mains propres”, publié en 2014, Corinne Lepage écrit : “Lorsque j’ai été élue au Parlement européen en 2009, le MoDem avait exigé de moi qu’un de mes assistants parlementaires travaille au siège parisien. J’ai refusé en indiquant que cela me paraissait d’une part contraire aux règles européennes, et d’autre part illégal. Le MoDem n’a pas osé insister mais mes

collègues ont été contraints de satisfaire à cette exigence."

Bayrou, évidemment, nie. En politique, il faut toujours nier. Même la main dans le sac. "Si ça se sait, il niera", ai-je tellement entendu sur d'autres sujets. Il me semblerait un peu naïf de ne pas y voir un système. Un système peut-être accentué chez les petits partis, qui n'ont pas beaucoup de subventions. Mais dont on retrouve la trace du PS au FN. Un système dans un monde politique qui se juge lui-même. Se finance lui-même.

Et se renouvelle entre lui. C'est cette impunité, cette indignité cachée entre phrases choc et plateaux télé, qui a fait le lit de l'extrémisme qui sans une révolution morale finira, un jour, à l'Elysée.

Aujourd'hui je regrette d'avoir délaissé une carrière de journaliste pour, même de quelques décimales, participer à la lente putréfaction des institutions françaises. Et je regrette d'avoir joui de cette impunité, qui transforme tant de politiques en fossoyeurs du bien public. "Tu te rends compte que tu vas être diabolisé ? Tu ne pourras plus travailler nulle part", me dit un ancien du Figaro. Fonctionnement mafieux. Où seule la loyauté est récompensée. Et la trahison punie. Parfois jusqu'à la mort. "Qu'ils viennent. De toutes façons, je ne peux pas tomber de ma fenêtre, j'habite au rez-de-chaussée !"

- [Bayrougate 2] Réactions après l'accusation d'emplois fictifs contre Bayrou - Les-crises.fr 19.05

Pas avant le deuxième tour, par Nicolas Grégoire

Source : Nicolas Grégoire, pour Medium, le 3 mai 2017.

En dénonçant Bayrou, je voulais changer la politique. Censuré, espionné, cambriolé, j'ai découvert que je ne pouvais pas gagner.

Le 2 avril, j'ai décrit dans une tribune mon parcours dans les bas fonds de la politique. Emplois fictifs, extorsion, agressions sexuelles, tout y était, version François Bayrou. Plus de soixante-dix mille lecteurs plus tard, j'ai découvert les dessous d'une élection ou tout s'accordait, jusqu'au sommet de l'Etat, pour protéger Emmanuel Macron. Chronique d'un échec annoncé. Et d'une France qui n'est pas la nôtre.

Maintenant ou jamais

"Bonjour ! Je m'appelle Nicolas Grégoire, j'ai eu deux emplois fictifs à l'UDF pour François Bayrou. Et aujourd'hui, je balance"

C'était le bon moment : un mois avant le premier tour. Dans une élection qui s'annonçait serrée. Avec un bon texte, des preuves et une campagne sur les réseaux sociaux, tout le monde m'entendrait. Les médias, d'abord réticents, finiraient par relayer. Et François Hollande, soucieux de sa réputation et peu enclin à protéger ennemis et traîtres, resterait neutre.

En lisant mon brouillon, mes amis découvrent un Nicolas inconnu, un peu inquiétant. "Tout est vrai, sauf le rez-de-chaussée. Je préfère qu'on ne sache pas à quel étage j'habite". Après quelques jours de relecture, ma souris reste comme suspendue au-dessus de Publier. Le temps ralentit. Avec l'angoisse des grandes décisions, mon doigt s'écrase sur le bouton.

Quinze minutes de célébrité

"Si vous devez lire une chose aujourd'hui, lisez-ça. Vraiment"?—?quelqu'un sur Twitter

D'abord partagé par trois personnes, Fictif(s) se propage sur les réseaux sociaux. De programmeur en programmeur. Puis un journaliste informatique. Puis France Culture. Puis Cécile Duflot. Puis tout le monde. Pendant deux jours je regarde, fasciné, mon histoire sillonner la France. Et faire le tour des rédactions.

Très vite, les demandes d'interviews arrivent. En choisissant mes mots, je leur dis la même chose. Oui, la politique, c'est vraiment ça : les avantages, les passe-droits. La vie en première classe. Oui, les emplois fictifs sont répandus. Dans tous les partis. "Ah bon, François Bayrou ne me connaît pas ? Pourtant, quand il y avait une coquille dans le journal du parti, il savait où me trouver !" J'insiste sur l'urgence de changer la vie politique avant que, demain ou après-demain, Marine Le Pen gagne l'Elysée. "François Bayrou a l'amnésie pratique. Je ne crois pas qu'il aura l'honneur d'admettre. Oui, il faut moraliser la vie politique. Mais Bayrou ne peut en être ni la caution, ni l'instrument".

Le jour de la parution de Fictif(s), je reçois un email d'un journaliste de Marianne. "Compte-tenu de sa qualité, seriez-vous intéressé pour une éventuelle reprise sur le site de Marianne ?" J'accepte. Deux jours plus tard, je relance. Aucune réponse. Le lendemain, Marianne publie deux pages d'interview exclusive de François Bayrou.

Mediapart, qui n'avait pas voulu de mon papier, le publie maintenant sans mon autorisation. En signant "la rédaction de

Mediapart". Mes mails de protestation et de demande d'accès abonné n'ont pas de réponse.

Très vite, la qualité de mes conversations téléphoniques avec les journalistes est particulièrement mauvaise. Après deux ou trois minutes, les voix se hachent, deviennent métalliques. "Vous voyez, j'habite dans une zone où ça capte plutôt mal. Ça va, mais je capte tout juste. Et là, clairement, quand j'appelle certaines personnes, de la bande passante s'échappe quelque part".

Je contacte le Canard Enchaîné, dont je connais le rédacteur en chef, Erik Emptaz. "Le Canard vous remercie d'avoir pensé à lui, me répond la secrétaire de rédaction. Votre message est transmis à Erik Emptaz". Soulagé, je réponds "vous vous réveillez enfin, c'est bien. Je commençais à me demander si vous protégiez Bayrou". Le Canard ne publiera rien. Et enchaînera les révélations sur Fillon et Le Pen.

Les interviews s'enchaînent. On m'enregistre. On prend note. J'avertis : "Attention, il va y avoir des pressions !" Et toujours la même réponse. "Ah mais Bayrou et ses amis ne font pas la loi chez nous !" Et le sujet ne sort pas.

6 avril. Pour répondre aux demandes des médias et faire taire les mauvaises langues, je publie toutes mes preuves sur Twitter. Et mets les originaux en lieu sûr. Corinne Lepage, qui avait avant moi dénoncé les emplois fictifs chez François Bayrou, retweete immédiatement. Deux minutes plus tard, elle se rétracte.

22h. Dans un appartement éteint et silencieux, je lis à côté de ma fille qui dort à poings fermé. Mon chien bondit en direction de la porte d'entrée en poussant des hurlements. Exactement comme il y a huit ans, quand on essayait de me cambrioler. Je me lève. "Qu'est ce qui se passe, mon chien ?" J'entends quelqu'un dévaler l'escalier. Je reste là, une bonne minute. Le doute s'installe. Dans quoi me suis-je foutu.

Ca sort !

"C'est lui, Grégoire, qui vous a donné ça ? Il est gonflé, le mec !"?—?Jean-Jacques Hyest, devant mon contrat de travail

Quand les autres rédactions bloquent le sujet, Hervé Chambonnière, grand reporter au quotidien régional Le Télégramme, mène son enquête. Avec sérieux, courant après le scoop, il analyse mes preuves, appelle mon ancienne secrétaire de rédaction. Qui lui confirme que je travaillais au parti. Il rend visite à Jean-Jacques Hyest et Ambroise Guellec, mes financiers. Qui nient me connaître et m'avoir embauché. "Après 1988, impossible !" lui jure Hyest. Avant de retrouver la mémoire, devant un CDI signé de sa main.

Quatre jours après mes révélations, le Télégramme sort en exclusivité un article d'une page.

Bayrou se réfugie derrière son entourage, qui crie à l'élucubration. J'exulte. J'ai dû m'auto-publier. Me dénoncer. Mais la vérité, maintenant, règne. Et Sylvain Maillard, porte parole d'En Marche, me suit sur Twitter.

Le Télégramme en poche, j'appelle l'AFP. On prend mon message. A 20h, un SMS. "Bonjour, je suis journaliste AFP au bureau de Rennes. Pouvons-nous nous rencontrer ?" Tout sourire, mon ex-femme me dit "tu avais raison. Il suffisait qu'un seul le sorte !" L'ancien du Figaro, naguère si pessimiste, me félicite.

Et pourtant les beaux jours sont terminés. Je vais découvrir les rouages d'une machine à influencer le résultat de l'élection présidentielle. Une alliance d'intérêts dont je n'aurais jamais deviné l'existence ou l'ampleur. Pressions, surveillance et petites lâchetés

"Mon rédacteur en chef ne veut pas le passer. Je comprends pas, je lui ai montré les preuves"?—?un journaliste de RMC.

10 avril. Trois journalistes d'Europe 1 me contactent en cinq minutes. A Paris, un homme à la voix de chroniqueur m'enregistre dans la cabine. "Mettez vos ceintures, le tourbillon médiatique va commencer", dis-je à mes proches. On me dit que ça va passer au journal de 18 heures, ou à la matinale. Et le lendemain, sur Europe 1, j'entends : "sinon en politique aujourd'hui, pas grand-chose. On tourne en rond".

Je contacte le journaliste. "On va le passer votre témoignage, me dit-il. Mais il y a beaucoup d'actu en ce moment". Agacé, je prolonge par texto. "Bayrou, c'est au moins 12 ans de permanents du siège payés avec des contrats parlementaires : vous avez mon témoignage en 97 et celui de Lepage en 2009. (…) C'est un système couvert par tout le monde, amnistié cette année par un gouvernement de gauche. On n'est pas dans l'anecdote. C'est un scandale énorme. Faites votre enquête". Une semaine après, je relance. On me répond "ce sujet est en attente".

11 avril. Après un détour obligatoire sur une messagerie cryptée, je vois la journaliste de l'AFP au café du coin. Nous parlons longuement. Elle semble très intéressée.

12 avril. France Info m'invite à la matinale. "A la suite de votre annonce sur l'emploi fictif en tant qu'attaché parlementaire, seriez-vous disponible pour qu'on en discute pour une éventuelle interview en studio demain matin à 7h40 ?" J'accepte. Quelques heures plus tard, la chargée de production me dit "non, c'est trop compliqué pour demain. (…) Et comme on a déjà fait un sujet dessus ma rédaction en chef préfère attendre. Je suis désolée". Je ne trouve aucune trace du sujet. Je demande qu'on me donne le nom du journaliste qui a couvert. Pas de réponse.

Le même jour, le responsable des investigations du Nouvel Observateur me dit "je vais prendre vos coordonnées, un journaliste va vous rappeler". Personne ne rappelle. Et pourtant l'Obs couvre avec assiduité les affaires Fillon et Le Pen.

Après un début fracassant, je me sens cerné par un mur de silence. Au téléphone, l'ancien du Figaro est furieux. "C'est très grave ! On parle d'une élection présidentielle ! Bien sûr que quand ton rédac-chef te refuse un sujet comme ça, tu as envie de ne rien dire pour ne pas perdre ta place. Mais journaliste, c'est pas n'importe quel métier ! On a des responsabilités ! Il faut s'insurger !"

L'enthousiasme fait place à l'impatience. Puis à l'indignation. J'interpelle journalistes et rédactions sur Twitter. "Et ça, pourquoi vous n'en parlez pas ?" Je contacte les quotidiens. Ils connaissent mon papier, que de nombreux journalistes ont relayé sur les médias sociaux. J'envoie des mails à des adresses souvent bien cachées. En y mettant des pisteurs très sophistiqués. Certains ne les détectent pas. A Libération, l'Express, on ouvre mon mail, on clique sur ma tribune. Je les vois faire en direct. Et il ne se passe rien. D'abord réservé, Hervé Chambonnière finit par partager mon incrédulité. "C'est fou. Personne ?" Ce qui n'était qu'une possibilité devient pour moi une évidence : on protège François Bayrou. Mais surtout, via lui, Emmanuel Macron. La bonne société parisienne a choisi son candidat.

— T'as vu, ça sort nulle part !

— Attends, tu viens avec des preuves, et tu n'as aucun rédac-chef qui sort le truc, parce qu'ils ont tous peur d'être punis. Je vais te dire notre profession, elle est morte.

Silences et barbouzeries

"Le message est très clair : tu ne sortiras rien le week-end du premier tour. C'est déjà serré, tu vas pas faire chier"

18 avril. Je formate mon téléphone et mets à jour sa sécurité. Les problèmes de batterie et de qualité sonore disparaissent.

20 avril. Sur l'écran de mon ordinateur, une alerte de l'antivirus. "Votre protection est désactivée". Impossible de reprendre la main sur le système. Au bout de trois minutes, tout revient à la normale. 21 avril. J'écris à un journaliste de Libération : "je viens avec des preuves d'un système de financement illégal d'un parti (fiches de paie, contrats de travail, preuves que je bossais à l'UDF) et ça ne sort pas. (…) Tous les jours on sort des trucs (et c'est bien) sur Fillon et Le Pen. Et Bayrou, allié de Macron, rien. C'est quand même plus que bizarre, vous ne trouvez pas ? D'ailleurs pourquoi Libé ou aucun quotidien national ne couvre ? J'aimerais qu'on m'explique en quoi les emplois fictifs chez Bayrou ce n'est pas de la news." Et j'ajoute, écoeuré : "puisque c'est ainsi, je vais sortir un deuxième papier sur les trucs hallucinants qui se passent de mon côté (…). En tous cas, je n'épargnerai personne".

J'appelle ensuite une amie, journaliste en Suède. En lui racontant ma semaine, j'ai l'impression d'évoluer dans une réalité parallèle. Où l'information est sous contrôle. Où l'on espionne les lanceurs d'alertes. "Bon allez, je te laisse, dis-je, il faut que j'aille à la piscine avec ma fille. A bientôt !" Deux heures plus tard, je m'installe à mon bureau, allume mon ordinateur. Rien. Des pans entiers de mon disque dur ont été effacés. Je pense à un piratage. Puis me souviens avoir éteint ma machine. Il fallait donc y accéder physiquement. On s'est introduit chez moi. Un vertige me prend. La voix tremblante, j'appelle l'ancien du Figaro.

— On m'a effacé mon disque dur.

— Tu sais qui fait ça…

— Les services ?

— Bah oui… C'est illégal. Quelqu'un risque sa carrière. Mais ils le font surtout pour te déstabiliser. Ne t'inquiètes pas, dans quinze jours, ça sera fini.

Comment les services auraient-ils pu aller si loin sans l'aval de l'Elysée ? En tous cas, mission accomplie. Alors que chaque jour sort une révélation sur Fillon ou le FN, le clan Macron a l'air blanc comme neige. Sur les plateaux télé, François Bayrou donne des leçons d'honnêteté. Et personne ne lui pose la question qui dérange.

24 avril. Mediapart sort un article, La revanche de François Bayrou. Ses détournements de fonds n'y sont pas mentionnés, alors

que Mediapart dispose des preuves. Sur Twitter, encore une fois, je m'immisce. "Et les emplois fictifs de Bayrou, vous ne couvrez pas ?" Silence. Cette nuit-là, je rêve que je rentre chez moi. Que quelqu'un m'attend dans mon entrée. Ganté de cuir, pour m'étrangler.

— On va te traiter de parano, de conspirationniste.

— Je m'en doute. Mais je me suis pas cambriolé moi-même, non plus !

L'agence prend son temps

"Je vous prie d'arrêter d'être désobligeant"?—?journaliste de l'AFP

En plein blackout médiatique, je m'accroche à l'AFP. Et encore une fois, j'attends. Le 18, une semaine après l'interview, la journaliste me dit ne pas avoir "contacté tous les protagonistes. Ca devrait sortir mardi matin".

Le 21 avril, jour de mon cambriolage et vendredi d'avant le premier tour, nouveau texto : "Avez-vous le contact de l'ancienne secrétaire de l'UDF ?" J'en suis sur le cul. Elle n'a même pas fini son article. "Dix jours pour faire une dépêche AFP ! Mais je te la dicte tout de suite, moi : 'Un ancien assistant parlementaire accuse François Bayrou d'avoir favorisé un système d'emplois fictifs…' Ca tient en une colonne".

L'AFP ajoute "je ne connais pas la date de publication, car nous attendons la réaction de M. Bayrou". Immédiatement, je tape :

— C'est honteux.

— Pardon ?

— Bayrou refuse de réagir en espérant que ça ne sorte pas et vous rentrez dans son jeu. C'est hallucinant.

— Ecoutez, ma collègue ne l'a pas encore contacté car elle croule sous le travail et je dois encore avoir M. Hyest. Evitez certains commentaires. Bonne journée.

— Vous avez des preuves, des contrats de travail. Le Télégramme est sorti il y a dix jours. Contrairement à vous, je dirai et j'écrirai ce que je voudrai.

— Vous n'allez pas me dicter ce que je dois faire ou écrire. Je vous prie d'arrêter d'être désobligeant.

— Oh, je ne vous dicte rien. Vous n'avez pas besoin de moi.

J'appelle Chambonnière. "Je vais sortir un deuxième papier. Mais cette fois-ci, je vais m'attaquer aux médias". Il a un blanc. "C'est pas une bonne idée". Iceberg, droit devant

"Tous les animaux sont égaux, mais (il semble que cela ait été rajouté) il y en a qui le sont plus que d'autres."?—?Georges Orwell, La ferme des animaux

Le soir, je regarde le ballet des motards autour de la voiture de Macron. Le dîner dans son Fouquet's à lui. Au diable les apparences.

Le mercredi d'après le premier tour, l'AFP me demande encore des précisions. Quinze jours ! La dépêche n'est pas encore prête ! "Je n'ai jamais vu une attitude pareille, même Bayrou que je viens d'avoir au téléphone n'a pas été aussi agressif", me glisse miss AFP Bretagne. Elle m'écrit ensuite "l'unique raison pour laquelle je n'ai pas rédigé le papier c'est tout simplement que je n'ai pas eu le temps. (…) Je vous aurais dit si mes chefs bloquaient le papier". Tout va bien alors. Mais cela n'a plus d'importance. "De toutes façons, écris-je en conclusion, il fallait que ça sorte avant le premier tour, pour qu'acculés, Bayrou et surtout son allié Macron fassent des promesses fortes. Maintenant que Macron est assuré d'avoir la présidence, tout cela ne sert plus à grand-chose. J'ai perdu mon pari".

La dépêche devrait sortir quelques jours avant l'élection. Devrait. Hier sûrement confiant d'avoir Matignon, Bayrou tremble, pantomime l'indignation. Il est sale, il le sait. Et pourtant, il s'absout. Comme je l'ai entendu dire en bureau politique : "on me dit 'tu ne ramènes pas autant que Léotard'. C'est vrai, et j'en suis fier". "Et quand il revenait d'Afrique, rigole un élu, il avait les mains vides. Parce que c'était Lehideux qui portait les valises !"

En politique, on a une drôle vision de la morale. Qui s'élastifie encore pour les élections. Macron trahit Hollande. Valls trahit

Hamon. Les Républicains trahissent Juppé pour Fillon. Puis Fillon pour Juppé. Et retournent vers Fillon. Nicolas Dupont-Aignan trahit la République. Et l'Elysée trahit la liberté d'expression. Comme disait déjà Cicéron en s'adressant au Sénat : "vous êtes des putes".

Cette réalité, les grands médias la connaissent bien. Mais vous comprenez, le peuple est trop simplet. Il faut lui tenir la main. Des grands médias contrôlés par une poignée de milliardaires. Et des journalistes politiques emplis d'eux-mêmes. Inféodés. Accros aux confidences de cocktails. A leurs places dans le Falcon présidentiel. Des journalistes méprisés par les politiques, qui jouissent à les manipuler.

Il est loin le temps où Maurice Maréchal, directeur du Canard Enchaîné, virait son journaliste pour avoir eu la Légion d'honneur. "Il ne fallait pas la mériter !" Ces copinages, cette soumission au clic de la grande presse, et surtout cette confusion entre informer et occulter, font le lit des extrémismes.

Pendant ce temps, dans l'Aisne, un homme vole une pièce de vingt centimes et écope d'un mois ferme. A Bordeaux, un autre homme sans ressources prend quinze jours pour un paquet de saucisses, des gâteaux et une brosse à dents. Et ma voisine fait des ménages au noir, pour compléter sa retraite. Avec quarante-deux ans de cotisation et une prothèse de genou. Noyée dans les vaines promesses, une France s'écroule. Le Front National a huit millions de votants. Le 7 mai, ils seront peut-être le double. Dans cinq ou dix ans, ils fêteront leur victoire. C'est le début de la fin pour une Cinquième usée, presque impotente.

Les politiques doivent être tenus en laisse. Il faut réformer la rémunération des parlementaires. Qu'ils arrêtent de l'utiliser pour s'acheter, légalement, des villas sur la côte d'Azur. Il faut punir sévèrement toute corruption. Tout favoritisme. Par une peine de prison ferme et l'inéligibilité à vie. Il faut une vraie transparence. Que pour tout, les politiques rendent des comptes. Il faut une nouvelle République, avec comme modèle la Suisse.

Et surtout il faut sortir cette race de seigneurs de ses palais, ses banquets, ses voitures à cocardes, ses gardes armés, ses jets privés, ses centre-villes privatisés. Ces politiques qui ne représentent qu'eux-mêmes.

La France appartient à ses habitants.

Epilogue

"C'est quand même sympa de la part de l'AFP de ne pas vouloir perturber l'élection avec de veilles affaires. Comme pour Fillon !"

3 mai. Histoire de laisser une dernière chance, j'écris encore à l'AFP.

— Bonjour, vous êtes vraiment sûre que vos chefs ne bloquent pas le sujet ?

— Pour être honnête, je ne sais pas. Dès que j'en sais plus je vous dis. Ca peut effectivement paraître après le second tour. Je ne suis plus décisionnaire depuis que je l'ai rédigé.

Dépité, je pars au bistrot du coin. Et m'épanche auprès de la tenancière. "Les médias décident pour qui on doit voter". Elle hausse les épaules en essuyant un verre. "Ça c'est pas nouveau". Je touille mon café chantilly. "Oui, mais il faut pas que Bayrou ait Matignon. Sinon je suis dans la merde". Elle s'empare d'un plat de pommes de terre. "Bayrou premier ministre ? Quelle drôle d'idée ! Il passera pas, Macron. C'est Le Pen qui va passer". J'arrête de touiller. "Ah bon ?" Elle nappe les pommes de terre d'huile. "De toutes façons on l'aura à un moment ou à un autre. Autant l'avoir maintenant."

A Libération par Nicolas Grégoire - Les-crises.fr 19.05

Toutes les preuves nécessaires à un sujet sur Bayrou sont disponibles depuis un mois.

J'ai fourni carte de l'Assemblée, fiche de paie et contrats de travail. Mes parlementaires ont admis au Télégramme que l'emploi était fictif. La secrétaire de rédaction a confirmé que je travaillais au parti. François Bayrou était mon supérieur direct. Maintes fois apostrophés, vous n'avez rien fait.

Hormis l'intrusion et la surveillance, mes papiers sont parfaitement sourcés. J'ai les preuves de tous mes envois et réceptions aux médias. De toutes mes conversations. Et preuves ou pas, l'effacement d'une partie de mon disque dur est un scandale d'Etat. Mon seul pouvoir, c'était d'en parler.

Bien sûr, vous n'êtes pas les seuls. Europe et RMC bloquent le sujet depuis un mois. La dépêche AFP, rédigée et vérifiée, attend dans un placard depuis onze jours. Le Canard n'a pas couvert. Et Médiapart s'est couvert.

Ce sujet pouvait bousculer le premier tour. Par lâcheté, politisation ou incompétence, vous l'avez empêché de sortir. Bayrou est un rouage fort de l'équipe Macron. Ne pas couvrir, c'était les protéger.

Source : Médium, 8 mai 2017

En famille. Aveu. Ils osent tout.

- Cazeneuve appelle à voter à gauche pour faire "réussir" Macron - AFP

"Notre pays a besoin de gauche", a lancé Bernard Cazeneuve, jeudi soir, en appelant à élire des députés de gauche pour préserver le "bilan" de François Hollande et faire "réussir" la présidence Macron.

Macron désigne un Premier ministre et deux ministres aux poste clés de l'économie issu de LR et Cazeneuve du PS appelle à faire "réussir" la présidence Macron afin de préserver le "bilan" de Hollande, ce qui signifie que LR et le PS avaient bien le même programme et que Macron et son gouvernement ont pour tache de poursuivre la politique de Hollande. On ne pouvait donc pas caractériser de consensus leurs rapports mais bien d'identité, tant sur le plan de leurs intentions qu'idéologique. AFP 20.05

REM, LR, MoDem, PS, PRG sont des partis de la réaction, de droite...

- Écologie : Macron et Hulot sont-ils compatibles ? - Franceinfo

Du jaune...

- La CFDT sous le quinquennat Macron: un rôle à définir. - AFP 19.05

La paillasse.

... à la cirrhose.

- Martinez (CGT) souhaite "des hommes politiques au gouvernement, pas des gestionnaires" - AFP

Interrogé à propos de la nouvelle ministre du Travail, Muriel Pénicaud, le leader de la CGT a répondu qu'il mise sur "le programme, les mesures" qu'elle défendra et non pas sur sa personne.

Concernant la loi travail qu'Emmanuel Macron entend pousser plus loin, M. Martinez a prévenu: "vouloir continuer dans la casse du code du travail en favorisant les licenciements, en donnant moins de droits aux salariés et plus aux patrons des grandes entreprises, eh bien ça ne règlera pas l'emploi, tout le monde le sait, tout le monde l'a reconnu l'année dernière et donc il faut faire autre chose". AFP 19.05

C'est qui "il" ? Macron, il lui donne la main ou plutôt lui tend la main que Macron saura saisir n'en doutons pas. Au fait, pourquoi n'a-t-il pas profité de l'occasion pour renouveler l'exigence de l'abrogation de la loi El Khomri ? C'était politiquement incorrect, on comprend...

Confirmation. Les homosexuels ont obtenu un nouveaux droit grâce à Hollande : celui de se faire insulter ou tabasser plus qu'avant.

Libération - ...les signalements pour insultes ou violences homophobes ont bondi de 20% en 2016.

Jeudi soir, Cyril Hanouna a cru drôle de piéger et humilier en direct des homosexuels. On peut invoquer la liberté d'expression. On peut aussi trouver grave et lamentable de jeter en pâture à 1,5 million de téléspectateurs la vie privée d'un homme. Libération 19.05

A tous les ignares ou crétins dit de gauche ou d'extrême gauche qui ont soutenu les campagnes du PS sur les thèmes de la lutte contre le racisme, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie, l'écologie, etc. ont été manipulés, parfois sciemment, ils ont ainsi servi les intentions inavouables de Hollande dont Macron est le produit, autant dire qu'ils portent une part de responsabilité de la situation actuelle.

Ils osent tout

Cadeau aux trusts pharmaceutiques.

- Douze vaccins obligatoires pour les enfants italiens - euronews.com

Le gouvernement italien a adopté vendredi un décret-loi rendant obligatoires 12 vaccins pour pouvoir inscrire des enfants à l'école. euronews.com 20.05

- Le Qatar se dit victime d'une campagne l'accusant de soutien au "terrorisme" - AFP

Le Qatar s'est dit samedi victime d'une campagne calomnieuse de certains médias qui l'ont accusé de "soutien" au terrorisme, des allégations qualifiées de "mensongères" par Doha.

- Washington appelle l'Iran de Rohani à démanteler son "réseau de terrorisme" - AFP

Mimétisme. Xénophobie ordinaire et stratégie du chaos.

- L'US Air Force signale un incident avec des avions chinois - Reuters

Deux avions de chasse chinois ont intercepté mercredi un appareil américain de manière "non professionnelle" alors qu'il volait dans l'espace aérien international au-dessus de la mer de Chine orientale, a rapporté jeudi l'US Air Force. Reuters

- Le Japon proteste après une incursion chinoise près des Senkaku - Reuters

Le Japon a fait décoller sa chasse jeudi après l'intrusion de quatre navires de la garde-côtes chinoise accompagnés d'un drone dans un secteur que se disputent les deux puissances asiatiques en mer de Chine orientale. Reuters

- Venezuela: sanctions économiques de Washington, les manifestations continuent - AFP

Les Etats-Unis ont porté un rude coup au camp du président Nicolas Maduro en plaçant sur leur liste noire financière huit membres de la Cour suprême vénézuélienne, accusés d'avoir aggravé la crise politique du pays en affaiblissant l'autorité du Parlement. AFP

- "Faute d'amour", portrait d'une Russie déshumanisée à Cannes - AFP

- Les Etats-Unis bombardent un convoi pro-régime en Syrie - AFP

Les Etats-Unis ont bombardé jeudi un convoi lié au régime syrien près de la frontière jordanienne six semaines après les premières frappes de l'administration Trump dans le pays, tout en assurant ne pas chercher à s'impliquer dans la guerre civile.

"La coalition a frappé des forces pro-régime (...) qui posaient une menace pour des forces américaines et des forces alliées (syriennes) à Al-Tanaf" près de la frontière jordanienne, a déclaré le colonel Ryan Dillon, un porte-parole militaire de la coalition antijihadistes commandée par Washington.

Un autre responsable américain a précisé à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, que les forces pro-régime frappées étaient "probablement" des milices chiites, sans être plus précis sur leur identité.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, huit personnes "pour la plupart non-syriennes" ont été tuées dans cette frappe.

En revanche le régime de Damas n'avait pas confirmé jeudi soir la frappe américaine.

Le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis a assuré que les Etats-Unis ne cherchaient pas à "augmenter leur rôle" dans la guerre civile mais défendraient leurs troupes si elles sont menacées. AFP 19.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

- Le parlement grec entérine baisse des retraites et hausse d'impôts - Reuters

Les députés grecs ont adopté jeudi soir des réformes, une baisse des pensions de retraite et des hausses d'impôts réclamées par les créanciers internationaux d'Athènes pour conclure un examen de suivi des réformes prévues par le plan d'aide et pour obtenir le déblocage d'une nouvelle tranche.

En début de soirée, des milliers de manifestants s'étaient rassemblés aux abords du parlement avec des banderoles frappées des mots "Non aux plans d'aide! Non à l'austérité!".

Des échauffourées se sont produites entre les policiers et de petits groupes d'individus cagoulés qui lançaient des cocktails Molotov. La police a tiré des gaz lacrymogènes pour les disperser. Reuters

Uruguay

- Uruguay: 22e marche silencieuse pour les disparus sous la dictature - AFP

Des milliers de manifestants ont marché en silence samedi sur l'avenue principale de la capitale de l'Uruguay en mémoire des disparus au cours de la dictature militaire (1973-85) et afin de réclamer justice auprès de l'État. AFP

Colombie

- Colombie : émeutes à Buenaventura - euronews.com

Des violences ont éclaté dans la ville colombienne de Buenaventura, à l'issue d'une semaine de grèves et de manifestations. La ville a été le théâtre de scènes de vandalisme et d'affrontements entre policiers et protestataires qui ont dressé des barrages routiers en incendiant des pneus ou des branches. Ces émeutes ont fait au moins un mort et plusieurs blessés. Une quarantaine de personnes ont été interpellées…

"C'est triste de voir la population de Buenaventura se comporter de la sorte. Des équipements ont été détruits. Il va falloir désormais se sortir de cette situation. La grève s'est déroulée de manière pacifique, mais se termine tragiquement", se désole une habitante de la région.

Buenaventura, le port le plus important de Colombie, est frappé par la pauvreté. Une partie de la population n'a pas accès à des services de base comme l'eau courante. Dans ce contexte, des magasins ont été pillés. Les manifestants réclament davantage d'investissements publics. euronews.com 21.05

Etats-Unis

- En Arabie saoudite, Trump et le roi Salmane signent pour plus de 380 milliards de dollars d'accords - Le Huffington Post

"Le président et le secrétaire d'Etat (Rex) Tillerson vont assister à une cérémonie de signature de près de 110 milliards de dollars" d'accords militaires, a déclaré le responsable. Ces accords visent à "soutenir à long terme la sécurité de l'Arabie saoudite et de la région du Golfe face aux menaces de l'Iran", a-t-il ajouté sans détailler ces accords.

Les accords signés dépassent les 380 milliards de dollars, a annoncé plus tard samedi le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir. "Les deux pays ont signé une série d'accords (...). La valeur des investissements dépasse les 380 milliards de dollars", a déclaré Adel al-Jubeir lors d'une conférence de presse conjointe avec le secrétaire d'Etat Rex Tillerson.

L'agence officielle saoudienne SPA a fait état de 34 accords dans des domaines aussi divers que la défense, le pétrole et le transport aérien, sans cependant fournir de montant total. Le Huffington Post 20.05

Tunisie

- Tunisie: l'armée tire en l'air pour repousser des manifestants - AFP

Depuis près d'un mois, des habitants campent dans la zone d'El-Kamour et entravent la circulation des camions vers les champs pétroliers de Tataouine pour réclamer une meilleure répartition des richesses et des recrutements prioritaires dans les sociétés du secteur.

Les manifestants demandent notamment que 70% des emplois reviennent à des habitants de la région de Tataouine.

Le gouvernement d'union de Youssef Chahed est confronté à une grogne sociale croissante, en particulier dans les régions de l'intérieur. Les mouvements prennent régulièrement l'allure de sit-in bloquant routes et accès à certains sites. AFP 20.05

Haut de page

Le 24 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 24 mai, 17 pages.

Il n'y a que le mouvement ouvrier et son avant-garde qui ne parviennent pas à se refonder. Sont-ils voués à disparaître ?

Dégénérés, décomposés, disloqués, fossilisés, putréfiés, doit-on en déduire que le prolétariat ne parviendra jamais à atteindre le niveau de conscience pour dépasser le stade du capitalisme et à s'organiser pour y parvenir, donc à accomplir la tâche historique qui consistait à passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, à mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme ?

Son déclin est-il inexorable ainsi que celui de la civilisation humaine qui lui est lié, que le capitalisme entraîne vers l'abîme ?

J'ai envie de dire qu'en discuter à l'infini est devenu indécent au regard des difficultés et des souffrances que le capitalisme impose injustement quotidiennement à des centaines de millions de travailleurs et leurs familles.

Les uns et les autres refusent obstinément de répondre aux questions que nous avons posées. Ils ont rompu avec le marxisme et je vais en donner un exemple.

Le POID nous dit qu'il existerait une contradiction entres les aspirations des travailleurs qui entendent rompre avec les institutions et qui ont voté Mélenchon ou qui participent ou soutiennent son mouvement, et la politique de Mélenchon qui s'inscrit dans le cadre de ses institutions ou d'une cohabitation plus qu'hypothétique avec Macron.

Je pense que leurs aspirations ne sont pas fondées telles qu'on les entend, parce qu'ils n'ont pas conscience de la signification politique ou de la portée historique de la liquidation des institutions, ce qui explique pourquoi ils se sont tournés vers Mélenchon, bref, ils ne sont pas du tout convaincus de la nécessité de renverser le régime en place, autrement dit leurs illusions qu'ils peuvent avoir dans Mélenchon sont secondaires par rapport à celles qu'ils manifestent encore dans le régime. Et la question qu'il faut se poser, c'est pourquoi ? On pourrait être plus précis, quels intérêts y trouvent-ils, quels sont leurs réelles motivations ?

Une autre question devrait nous venir spontanément à l'esprit. Comment interprètent-ils leur condition. Ne leur prêtons-nous pas une interprétation qui ne correspond pas à la leur ? En allant plus loin, on devrait aussi se demander comment ils interprètent la situation. Sont-ils en mesure d'en tirer la conclusion qu'elle est le produit du développement du capitalisme et de la lutte des classes ? Qui oserait penser qu'ils auraient atteint ce niveau de conscience politique ? Ne serait-ce pas là plutôt l'origine de leurs illusions ?

Il ne faut pas oublier qu'ils sont à la fois le problème et la solution ou que tout changement de société ne pourra pas s'accomplir sans eux, ce qui nécessite qu'ils aient atteint un certain niveau de conscience, et le fait qu'ils se tournent vers Mélenchon tendrait à prouver qu'ils n'y sont pas encore parvenus, loin s'en faut. Donc je pense qu'il y a un erreur d'appréciation sur la nature des illusions de ces travailleurs, ils baignent encore en pleine confusion que Mélenchon entretient par ses prises de positions, ils savent plus ou moins ce qu'ils ne veulent plus, mais peine à savoir ce qu'ils veulent vraiment, j'entends sur le plan politique.

Macron, le Premier ministre et Gattaz pour le Medef viennent de confirmer qu'ils comptaient sur les législatives pour "pour réformer le Code du travail le plus vite possible" (Gattaz), donc en recourant aux ordonnances. C'est pour ainsi dire un fait acquis, puisque même si REM n'obtenait pas la majorité absolue, ils pourront compter sur LR et le PS pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Maintenant, paradoxalement ou en désespoir de cause, il faut se dire que la situation serait différente ou le rapport de forces ne se présenterait pas de la même manière si FI avait 50 ou 150 députés, reste à savoir comment ils réagiraient. J'ai l'impression que pour Mélenchon la situation serait plus confortable si FI n'obtenait qu'une poignée d'élus, j'en suis même arrivé à la conclusion que seule sa candidature comptait pour lui.

Les arguments politiques avancés par le POID sont corrects, je n'ai jamais légitimé une hypothétique cohabitation Macron-Mélenchon, et je sais que quels que soient le nombre d'élus qu'aura FI, ce ne sera pas suffisant pour empêcher Macron d'appliquer sa politique, en revanche sur le plan tactique cela pourrait avoir une influence sur le positionnement des différents acteurs du mouvement ouvrier... On attend que les partis ouvriers condamnent vigoureusement l'attitude des dirigeants syndicats qui ont accepté de rencontrer Macron après qu'il eut fait connaître ses intentions.

Quoi qu'il en soit, nous devrons concentrer notre combat politique contre les institutions dont l'aspect antidémocratique à fait l'objet d'une démonstration éclatante lors de la présidentielle, donc contre Macron en martelant qu'il est ultra minoritaire et illégitime, contre l'Assemblée nationale, contre l'oligarchie et ses médias qui entendent instaurer un régime totalitaire.

Puisque la politique de Macron est ouvertement réactionnaire sur toute la ligne, puisqu'il a indiqué clairement gouverner pour le compte de l'oligarchie, puisqu'il a manifesté l'intention de passer en force, il faut proposer aux travailleurs résolument leur négation, la République sociale, le socialisme et le soulèvement révolutionnaire des masses exploitées pour les imposer, tout en soutenant toute initiative qui s'inscrirait dans cette direction, sachant qu'elle sera forcément bourrée d'illusions ou de contradictions dans un premier temps, et sans perdre de vue que les faits ou le développement de la situation se chargera de les mettre à nu ou de les broyer, à nous de faire en sorte que les travailleurs et les militants en tirent le moment voulu les enseignements politiques qui s'imposeront pour aller de l'avant, les recruter, les organiser, ne leur tournons pas le dos, ne les traitons pas de petits bourgeois ou de lèche-culs de Mélenchon, c'est humiliant, évitons toute forme d'invectives ou de mépris qui ne serviront pas notre cause, soyons modestes, patients, fraternels, procédons méthodiquement, logiquement, essayons d'avoir une attitude exemplaire, prenons la réalité telle qu'elle se présente à nous, car c'est le seul moyen pour parvenir à partager nos idées.

Nous devons expliquer la situation et notre politique aux travailleurs et non tenter de leur imposer. Ils doivent se forger eux-mêmes leurs propres convictions, personne ne peut le réaliser à leur place. Qui sait écouter peut inspirer la confiance et le respect, toute autre démarche est vouée à l'échec. Militer n'est pas un truc qui s'improvise et qu'on fait en dilettante ou qu'on décide à la légère, car il ne faut pas oublier qu'on peut influencer le mode de pensée ou d'existence d'un tas de gens, les déstabiliser ou leur occasionner plus de problèmes qu'on en résoudra, c'est une énorme responsabilité que l'on endosse et dont on doit avoir parfaitement conscience. Je sais qu'aucun militant n'a reçu une formation où ces principes auraient été enseignés et c'est un tort, donc on ne les jugera pas. C'est un peu comme lorsqu'on décide d'avoir un enfant, on doit être en mesure d'en assumer toutes les responsabilités et elles sont énormes.

Les militants doivent parler entre eux de tout cela, librement, ils ont tout à y gagner je leur assure. Je sais que la vie est faite de bien des désillusions, cela fait partie de cet apprentissage qui finalement dure toute une vie, tout comme notre lutte. Adoptons cet état d'esprit positif, optimiste, humaniste, en ne cessant jamais de nous situer sur le terrain de la lutte des classes, et je vous garantis que quels que soient les épreuves que vous réservera l'existence ou la société vous pourrez les surmonter et en tirez profit, et si votre condition ne vous procure que peu de plaisirs, en compensation de tous vos efforts, de votre droiture d'esprit ou morale, vous tirerez satisfaction de votre comportement ou de votre état d'esprit, vous en serez agréablement surpris et ce sera amplement mérité. Bien mal acquis ne profite jamais dit-on, et bien si nous demeurons digne de notre idéal, nous n'aurons pas à rougir de profiter aussi de la vie, de nous sentir heureux parfois, nous serons certains d'atteindre la vieillesse sereinement.

Régime totalitaire. Grâce au PS et aux médias l'oligarchie a conquis le pouvoir politique et France Télévision passe (officiellement) sous la coupe du CAC40.

LVOG - Articles composés de plusieurs extraits de presse de sources diverses.

- Pujadas viré et remplacé par Anne-Sophie Lapix, fille de Claude Lapix, le plus grand promoteur de Saint-Jean-de-Luz, et épouse d'Arthur Sadoun qui prendra la présidence de Publicis France le 1er juin 2017.

Lapix, habitée par une ambition dévorante, arrogante et décomplexée, cynique, "mordante" selon Virginie Spies, sociologue des médias, dans l'Express.

Ce couple de pouvoir que forment Anne-Sophie Lapix et Arthur Sadoun reçoit à domicile. « Une fois par mois, ils font un dîner dans leur maison de maître du XVIe arrondissement avec des grands patrons et des personnalités des médias », nous renseigne un convive. Récemment, on a pu y voir le P-DG d'Orange Stéphane Richard, le producteur Stéphane Courbit, et Alexandre Bompard, le P-DG de la Fnac, au conseil de laquelle siège Arthur Sadoun.

De l'avis général, Arthur est à l'aise avec les barons du CAC 40. Comme son père, l'ancien dirigeant de l'Ifop et grand résistant Roland Sadoun (1923-2005). « Enfant, il sautait sur les genoux de Michel Bon, le président de Carrefour, et Alain Minc, qu'il côtoie au polo, le suit depuis longtemps », relate une bonne connaissance.

Mon ami Yannick Bolloré

Que font ces deux rivaux quand ils se croisent ? La bise. « On est quasiment de la même génération, on évolue dans le même

milieu et on a plein d'amis en commun », nous confie le P-DG d'Havas, Yannick Bolloré. « Arthur est très facile à joindre, très blagueur et très fort pour se faire aimer des gens », poursuit le fils de Vincent Bolloré. capital.fr 28.04

France Télévisions collabore régulièrement avec l'empire Publicis et lui a même confié le repositionnement de ses chaînes. Du coup, certains y voient un conflit d'intérêts. Le débauchage de Lapix simultanément à l'arrivée à l'Elysée de Macron ne serait donc pas forcément une coïncidence, selon ses détracteurs. De plus, il est reproché à son mari d'être l'un des soutiens financiers du leader de "La République en marche", même s'il ne l'a jamais reconnu publiquement.

Quelques jours après l'arrivée d'Emmanuel Macron aux commandes de l'Etat, l'annonce du départ de David Pujadas apparaît comme une décision… politique. Même si Delphine Ernotte s'en défend, sa proximité avec le nouveau président de la République ne serait pas étrangère à cette éviction. En effet, le 3 mai dernier, le président de France Télévisions s'était empressé d'embrasser Brigitte Macron lors de son arrivée sur le plateau du débat d'entre deux tours.

Delphine Ernotte a de son côté réagi en déclarant qu'il s'agissait de sa décision et qu'elle n'avait pas à l'expliquer. Cependant, l'explication semble toute trouvée. En effet, lors de son arrivée à la tête du groupe du service public, il y a 2 ans, Delphine Ernotte a été très claire : plus de modernité, plus de femmes et moins de blancs de plus de 50 ans.

Une promesse tenue avec le renvoi notamment de Julien Lepers, animateur vedette de Question Pour un Champion, qui n'a pas hésité à parler d'une véritable discrimination.

Les propos de Delphine Ernotte sont d'autant plus problématiques du fait qu'il s'agisse du service public. Par ce statut, l'Etat est actionnaire de France Télévisions. La politique discriminatoire menée par Delphine Ernotte est donc financée par… le contribuable.

Mais cette éviction devrait plaire à Emmanuel Macron. En effet, David Pujadas sera remplacé par Anne-Sophie Lapix dont le mari, Arthur Sadoun, est président de Publicis France, présent au CAC 40. Une véritable petite tambouille entre amis.

En complément.

- Michel Field, le directeur de l'information de France Télévisions, démissionne - leparisien.fr 22.05

- Charles Hufnagel, frère de Johan Hufnagel, directeur en charge des éditions du journal Libération, a été nommé au poste de directeur de la communication du Premier ministre.

Parole d'internaute.

- "Complément d'enquête – France 2 – 24/03/17 L'aveu d'un journaliste Pierre Le Masson SNJ de La Voix du Nord : notre rôle c'est d'informer les gens pour qu'ils votent correctement ....contrairement aux idées reçues la propagande n'est pas née dans une dictature mais aux coeur de la démocratie les USA avec : Edward Bernays la fabrique du consentement ... l'idée qui a présidé à la naissance de l'industrie des relations publiques était explicite : l'opinion publique devait être « scientifiquement » fabriquée et contrôlée à partir d'en haut, de manière à en prendre le contrôle ? L'ingénierie du consentement est l'essence même de la démocratie, persuader et suggérer, nous sommes pareils à Mowglie devant Kaa."

Ce n'était donc pas la démocratie ! Quand on relate un fait ou une expérience, la pire des choses consiste à ne pas aller au bout de son analyse...

Instrumentalisation et formatage des consciences. Intentions inavouables et généreuses donations.

- Valérie Pécresse subventionne SOS Racisme et l'inter LGBT ! Mercredi, lors de la Commission permanente d'Ile-de-France, la présidente du Conseil régional a distribué 25 000 € à l'association antiraciste. L'édile de droite est donc plus généreuse que la mairie de Paris et le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, tous deux de gauche, qui ont respectivement distribué 1 000 et 2 000 €. Pas de jaloux, Valérie Pécresse a également versé 25 000 € à l'Inter LGBT.

Une sélection de quelques vidéos.

David Pujadas viré par une Macroniste !
https://www.youtube.com/watch?v=-bSz1urEz6w

Comment Macron nous a été imposé. https://www.youtube.com/watch?v=o-ftuePsv2E

La flingueuse de France Télévisions
https://www.youtube.com/watch?v=Ms9NTorQkk4

Virus Zika® breveté en 1947 par la Fondation Rockefeller...
https://www.youtube.com/watch?v=uiDeaon7zbs

Le lobby pharmaceutique et l' empire Rockefeller
https://www.youtube.com/watch?v=PdRCgnkIX_I

Qui a dit ?

« Je pense que vous pourriez dire (...) que le traité de Rome, qui a créé le Marché commun, a été mûri pendant ces réunions de Bilderberg et aidé par le flot de nos discussions. »

Réponse: Le diplomate américain George McGhee.

(Source : « L'Europe sociale n'aura pas lieu », de François Denord et Antoine Schwartz, édition Raisons d'agir, page 40.)

La première réunion du groupe Bilderberg présidé par Rodkefeller a eu lieu en 1954 et le traité de Rome a été signé trois ans plus tard.

Macron ou la psychopathie aggravée

"Macron est un psychopathe" : l'analyse d'un psychiatre italien
https://www.youtube.com/watch?v=NNDgsw39m9s

Révélation MACRON Wikileaks 22/05 - La campagne d'E.M payée par des banques. 13 Millions d'€ de dons !
https://www.youtube.com/watch?v=YKF52PrdiRU

Vous comprendrez le déroulement des opérations. Voici comment Emmanuel Macron a payé sa campagne. Plus de 13 millions d'Euros payés en grande partie (plus de 57%) par du racolage financier auprès des banquiers d'affaires Rothschild mais aussi dans divers pays, notamment la Suisse, l'Angleterre, les États Unis, il a même tenté l'Afrique. Toute une équipe de banquiers autour de lui qui se sont occupés grâce à leur carnet d'adresses de trouver des fonds, notamment une grande partie chez les Rothschild, mais aussi dans le privé. Voyez tous les détails dans la vidéo.

Bon visionnage ;) et pardon pour les fautes d'orthographe, je m'en suis rendu compte trop tard ;) J'ai mis un S sur 1 don(s) Mais je sais que vous ne m'en voudrez pas)

Le dauphin et la reine mère n'attirent pas les foulent.

- Kennedy arrive ! (Mais les trottoirs de Paris sont vides par Daniel Schneidermann - nouvelobs.com 15.05

Bruine ou éclaircies, ils restèrent désespérément vides. Vide la place Charles de Gaulle. Vide la place de l'Hôtel de ville, que montraient les impitoyables plans aériens. Mais la machine semblait ne pas les voir, ces trottoirs vides, qui criaient pourtant l'indifférence populaire à cette journée de Sacre. Toute une machine tournait à vide, et se voyait tourner à vide, car la machine a des yeux, et ces yeux voyaient comme les nôtres ces trottoirs vides. C'est un vrai talent, toute une journée, de parvenir à ne pas voir l'immanquable éléphant dans le couloir. nouvelobs.com15.05

Qui ne le souhaite pas ?

- LREM lance sa campagne pour donner une majorité à Macron - Reuters

Le secrétaire général de La République en marche (LREM), Richard Ferrand, a lancé mardi la campagne des législatives en appelant ses partisans à tout faire pour convaincre les électeurs de donner une majorité à Emmanuel Macron au mois de juin. Reuters 23.05

- Le Medef souhaite que Macron ait une majorité de députés - Reuters

Le Medef souhaite qu'Emmanuel Macron obtienne une majorité aux élections législatives pour réformer le Code du travail le plus vite possible, a déclaré son vice-président chargé des PME, Thibault Lanxade, lundi sur France Inter.

"Il faut aller vite. Il faut qu'il ait l'entièreté des moyens", a-t-il déclaré. "Il faut qu'il ait une majorité pour pouvoir faire en sorte que

ses ordonnances puissent passer."

Pour Thibault Lanxade, "il faut faire en sorte que ça puisse être effectif le plus tôt possible" pour bénéficier du retour de la croissance "avec un code du travail plus flexible". Reuters 22.05

En complément.

- Et si on cessait de critiquer les énarques - Le Point.fr

Ils seraient partout. À la présidence de la République, à Matignon, omnipotents aux commandes de l'administration. Mais, au fond, qu'y a-t-il d'extraordinaire et de problématique à cela ? Des administrateurs, formés à l'administration, se retrouvent à diriger l'univers administratif. Certes, il y a beaucoup d'énarques parmi les élus politiques et les titulaires de portefeuilles, mais n'est-ce pas aussi absolument normal ? De jeunes gens aimant l'action publique accèdent quelques années après leurs études, encore plus ou moins jeunes, à des postes de responsabilité en la matière....

L'ENA, le contenu de son cursus, sa place peut-être trop importante dans l'ensemble des grands corps de l'État, tout cela n'est certainement pas parfait. Mais l'ENA bashing systématique, quasi compulsif, tourne en rond. Des ajustements peuvent s'opérer, mais les critiques obsessives devraient cesser. Le Point.fr 23.05

L'appât du gain achève la dislocation du PS et crée de vives tensions à LR.

Grille de lecture ou analyse de la situation politique à 10 jours du 1er tour des législatives.

Ils ont été plus loin qu'aux Etats-Unis en procédant au mélange des genres en associant dans le même gouvernement des membres de différents partis, mais rien ne dit que cela durera, car ils ont besoin d'un second parti pour assurer l'alternance tous les 5 ans.

REM ne pourra pas gouverner éternellement et ils le savent. Ils savent qu'à brève échéance, bien avant la fin du quinquennat, ils auront besoin d'un parti similaire pour assurer la relève, et ce parti ne peut être que LR, à moins qu'ils le brisent et misent sur le MoDem, sauf qu'il est intégré dans REM, et on ne voit pas l'UDI assumer ce rôle ou un autre parti, certainement pas le PS, ou alors il faudrait qu'ils virent ceux qui s'étaient opposés à Hollande, mais dans ce cas-là cela deviendrait une coquille vide, et de toutes manières cela ne règlerait pas le sort de LR. Dernière hypothèse, le PS changerait de nom et fusionnerait avec le MoDem qui sortirait de REM pour créer un nouveau parti, le parti démocrate qui serait étiqueté à gauche ou de centre-gauche.

REM se présentant comme un parti de droite avec un Premier ministre issu de LR, dès lors le sort de LR semblerait scellé, à moins qu'il n'ait été nommé uniquement pour diviser les rangs de LR, l'affaiblir le temps de cette élection, afin de lui ravir la première place à l'issue des législatives à défaut d'obtenir une majorité absolue, et un autre Premier ministre serait nommé immédiatement après l'annonce des résultats, qui pourrait être issu ou non du PS, dans ce cas-là le destin de LR serait assuré.

Le PS réduit à une portion congrue ne pourrait plus prétendre jouer un rôle de premier plan, il ne disparaîtrait pas, mais serait intégré dans une coalition dominée par REM et le MoDem, il servirait uniquement à officiellement donner une caution de gauche à REM, même si c'était les éléments les plus droitiers du PS qui étaient demeurés dans ce parti. Quant à ses "frondeurs" qui sont tout autant des affairistes, ils pourraient rejoindre le mouvement de Mélenchon qui entre temps se sera un peu plus droitisé, à moins qu'il se disloque au lendemain des législatives après avoir subi une lourde défaite, c'est envisageable.

L'élément qui déterminera le sort des uns et des autres est pour le moment largement inconnu, l'attitude des électeurs, des travailleurs : S'abstiendront-ils massivement, leur vote se portera-t-il massivement sur les candidats de FI ? La crise qui a éclaté au FN va-t-elle conduire ses électeurs à s'abstenir ou à se reporter sur un autre parti, lequel, FI ? REM présentant des candidats inconnus dans un très nombre de circonscription profitera-t-il de la dynamique présidentielle et bénéficiera-t-il du matraquage médiatique ou l'inverse ? Nul ne peut répondre à ces questions à l'heure qu'il est, en tout cas j'en suis incapable en me basant uniquement sur les informations disponibles sur le Net.

- Législatives : Cambadélis perd ses nerfs face à une journaliste - LePoint.fr 24.05

- Hamon soutient les adversaires de Valls et El Khomri - Reuters

Le candidat socialiste dans la course à l'Elysée, Benoît Hamon, a annoncé mardi qu'il soutenait les adversaires de Manuel Valls et de Myriam El Khomri dans la perspective des élections législatives pour lesquelles il est lui-même candidat.

Benoît Hamon apporte son soutien à Michel Nouaille, candidat communiste opposé à Manuel Valls dans la première circonscription

de l'Essonne.

Finaliste malheureux de la primaire, l'ancien Premier ministre n'avait pas respecté sa promesse de soutenir le vainqueur et avait appelé à voter pour Emmanuel Macron dès le premier tour de l'élection présidentielle.

Candidat à sa réélection, Manuel Valls n'est investi ni par le PS ni par La République en Marche, qui n'ont pas présenté de candidats contre lui.

Dans la 10e circonscription de l'Essonne, Benoît Hamon soutient le candidat communiste Philippe Rio plutôt que le député sortant Malek Boutih, estampillé "majorité présidentielle".

Opposant à la loi Travail défendue l'année dernière par la ministre Myriam El Khomri, Benoît Hamon ne soutient pas cette dernière dans la 18e circonscription de Paris, lui préférant la féministe Caroline de Haas, candidate sous la bannière EELV/PCF.

Dans la deuxième circonscription de Haute-Garonne, Benoît Hamon appuie le candidat EELV Salah Amokrane, qui l'a conseillé sur les questions d'égalité et de justice sociale durant la campagne, au détriment du député socialiste sortant Gérard Bapt, qui brigue un dixième mandat.

Benoît Hamon est candidat à sa réélection dans la circonscription de Trappes, dans les Yvelines, où il a été dépassé par le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, au premier tour de l'élection présidentielle. Reuters 23.05

J'ai lu qu'il y avait 21 candidats qui se présentaient dans la circonscription de Valls, à croire qu'ils ont envie qu'il soit élu !

- Législatives : investis par le PS, ils s'affichent "avec Macron" - LePoint.fr

De la police au code couleur, certaines affiches ressemblent en tous points à celles des candidats investis par REM. Logiquement, le bleu domine assorti d'une allégeance à la « majorité présidentielle » : le passé socialiste est bien vite oublié.

En revanche, l'entourloupe est plus grande pour les investis PS profitant de l'étiquette de la majorité d'Emmanuel Macron. « Avec Emmanuel Macron, pour une majorité de progrès », peut-on lire sur fond bleu au-dessus de la photo de l'ancienne ministre du Travail Myriam El Khomri. Les logos des partis qui la soutiennent – PS, PRG, UDE, et Génération écologie – ont été relégués en bas à droite du tract. Presque invisibles.

La plus remarquée ? L'ancienne ministre de la Santé Marisol Touraine, qui elle aussi s'est débarrassée des encombrants oripeaux socialistes. Exit le rose, place au bleu clair. Et puis pourquoi s'embêter quand on peut tout bonnement supprimer la mention « Parti socialiste » de son kit de campagne ? La candidate de la 3e circonscription d'Indre-et-Loire, bien qu'elle ait été investie par le PS, se présente donc comme « candidate de la majorité présidentielle avec Emmanuel Macron ».

Énervés, les militants socialistes tourangeaux ont lâché la députée sortante lundi, lui préférant EELV. Une cinquantaine de militants et de responsables socialistes tourangeaux ont lancé un appel aux électeurs les invitant à « porter leurs votes dès le 11 juin prochain sur les candidats fidèles aux valeurs de la gauche et de l'écologie ». La fédération socialiste d'Indre-et-Loire est même allée jusqu'à lancer une procédure d'exclusion contre elle. Son premier secrétaire, Francis Gérard, est remonté contre Marisol Touraine : « C'est une trahison, elle joue sa carte personnelle, c'est de l'opportunisme électoraliste. » Selon Le Figaro, le premier secrétaire du PS se serait contenté de lui passer un savon au téléphone, ce que Marisol Touraine dément : « Je n'ai absolument pas eu de rappel à l'ordre de la part de Jean-Christophe Cambadélis, les choses se passent très tranquillement », explique-t-elle au quotidien.

Emmanuel Macron avait pris soin de ménager les membres du PS jugés compatibles. Son parti n'a investi personne dans la 18e circonscription de Paris – où se présente Myriam El Khomri – ni dans la 3e circonscription d'Indre-et-Loire – où se présente Marisol Touraine. Un espace dans lequel les candidates se sont engouffrées.

Mais d'autres candidats socialistes vont encore plus loin. Il récupère l'habillage macroniste, même s'ils ont un candidat REM en face d'eux. Ainsi, le député sortant de l'Isère Erwann Binet a fait coller partout un cliché de lui serrant la main au nouveau président.

Pêle-mêle, ce camouflage est aussi le fait de Pierre-Yves Le Borgn' et de Philip Cordery pour les Français de l'étranger, de François André dans la 3e circonscription d'Ille-et-Vilaine, d'Éric Vève dans la 1re circonscription du Calvados, ou encore d'Anthony Pitalier dans la 3e circonscription de Vendée. À nouveau, on cherche le rose, on cherche le logo, pour ne trouver que du bleu et du « majorité présidentielle ».

Rappelons, car on s'y perd, la ligne officielle du parti : ni soutien ni opposition à Macron. Jean-Christophe Cambadélis a notamment envoyé la semaine dernière une note dans les fédérations valant rappel à l'ordre pour ceux qui utilisent l'expression

« majorité présidentielle » ou la photo d'Emmanuel Macron sur leurs affiches. Sauf que ce « rappel à l'ordre » n'a semblé effrayer personne. Solférino reste silencieux sur ces candidats aventureux. Sur France Inter lundi, le premier secrétaire du PS a estimé à « une petite quinzaine » ces candidats PS « qui s'affichent avec la formule majorité présidentielle », en rappelant que ce n'était pas « la position du Parti socialiste ». Mais sans préconiser une quelconque exclusion. lepoint.fr 23.05

Quelle bande de rats !

- Pour Cambadélis, un changement de nom du PS "n'est pas impossible" - Le Huffington Post

Le changement de nom du Parti socialiste est une vieille rengaine qui revient souvent du côté de Solférino. Et en ce lundi 22 mai, c'est le premier secrétaire du parti, Jean-Christophe Cambadélis, qui a évoqué cette hypothèse.

Invité sur France inter, le candidat aux législatives dans la 16e circonscription de Paris a prédit un renouvellement en profondeur de son parti. "Le PS va se refonder, se restructurer, et je serai au milieu de ce travail. Il faut regarder l'évolution des courants progressistes en Europe : il y a peut-être une reformulation du progressisme à inventer", a-t-il déclaré.

Cette refondation doit-elle passer par un changement de nom pour le PS? "Ce n'est pas impossible, on décidera", répond Jean-Christophe Cambadélis. "Aujourd'hui, on voit bien qu'il faut une continuité mais il faut aussi incarner", a-t-il poursuivi.

C'est la première fois que le député de Paris adopte cette position, chère à Manuel Valls. En 2014, "Camba" expliquait en effet qu'il était "favorable à changer la carte d'identité du Parti socialiste, (...) mais pas au changement de nationalité" de son parti.

"Je reste sur la position de François Mitterrand. Socialiste est un beau nom qui a fait ses preuves, autant le garder", soutenait-il alors. Les bouleversements politiques observés depuis trois années, que ce soit au sein de sa formation politique ou du côté de Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron, ont finalement conduit Jean-Christophe Cambadélis à changer d'avis sur cette question. Le Huffington Post 22

- Jean-François Copé : "Le parti LR a besoin d'être revu de fond en comble" - Franceinfo

Une refondation complète. Voilà ce que demande Jean-François Copé pour son parti.

Les Républicains (LR). "Je pense que le parti LR, il a besoin d'être revu de fond en comble, du sol au plafond. Il faudra tout recommencer", a expliqué le maire de Meaux (Seine-et-Marne) sur le plateau des "4 Vérités" sur France 2, lundi 22 mai. Pour l'ancien candidat à la primaire de la droite et du centre, ce chantier doit intervenir après le second tour des législatives. "Au lendemain du 18 juin quoi qu'il arrive, il faudra tout réorganiser", assure-t-il.

"Pour faire quoi ?", interroge Jean-François Copé, avant de livrer sa réponse : "Pour faire que les voix différentes soient mieux entendues, pour faire qu'il n'y ait pas qu'une seule ligne avec le doigt sur la couture du pantalon, pour ne pas que celui qui est chef, s'il doit y en avoir un, vire tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui". Pas de doute pour l'ex-patron de l'UMP : "Il faut changer, il faut ouvrir, il faut qu'il y ait des sensibilités, des tendances différentes." Franceinfo 22.05

- Laurent Wauquiez fustige «ceux qui ont préféré se vendre» à Emmanuel Macron - LeFigaro.fr

- Woerth accuse Macron de vouloir créer un "parti unique" - AFP

Le député LR Eric Woerth a accusé dimanche Emmanuel Macron de vouloir créer un "parti unique" et jugé ce projet "très dangereux", appelant à voter pour les candidats de la droite et du centre aux législatives afin de bâtir une "opposition constructive" au chef de l'Etat.

Emmanuel Macron "cherche à créer un parti unique, c'est d'une grande violence (...) Le parti unique, c'est évidemment dangereux parce qu'il n'y a rien entre ce parti-là et les extrêmes. A un moment donné, il n'y a plus d'alternance possible", a affirmé au Grand Rendez-vous Europe 1-Cnews-Les Echos Eric Woerth, en charge du projet des Républicains pour les législatives des 11 et 18 juin.

Le nouveau chef de l'Etat "va cumuler absolument tous les pouvoirs, je pense que c'est critiquable (...) Le pouvoir ne sera pas à Matignon, pas à Bercy, il sera à l'Elysée autour d'Emmanuel Macron," a ajouté le député de l'Oise.

"En face de cela, il y a une autre alternative, c'est voter pour une majorité de droite et du centre qui travaillera avec le président de la République sans confrontation", a-t-il dit, assurant ne "pas être du tout dans l'idée d'une opposition systématique", mais d'une "opposition constructive".

Eric Woerth a estimé que le Premier ministre Edouard Philippe, issu des Républicains, s'est "fourvoyé politiquement" en acceptant ce poste. "Il va être dans une position humainement extrêmement difficile, à moins d'avoir une dose de cynisme absolue. Il va aller faire campagne contre tous les candidats qu'il a désignés lui-même au sein de la commission nationale d'investiture", a-t-il ajouté.

"Je me garderai bien de juger les hommes. C'est un ami (...) Je pense que, politiquement, il se fourvoie", a affirmé le député LR, pour qui Edouard Philippe "avait un rôle à jouer au sein de la droite" en vue d'une victoire aux législatives. AFP 21.05

- L'UDI prête à travailler avec Macron, selon Lagarde - Reuters

Le centriste Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, se dit prêt à travailler avec Emmanuel Macron, sans pour autant être "macroniste", en faisant valoir son soutien "à 100% sur l'Europe ou sur l'égalité des Français devant la retraite".

A trois semaines des élections législatives, dans un entretien au Parisien Dimanche, il met en garde le chef de l'Etat contre la tentation du "pouvoir absolu" à l'Assemblée nationale, "la pire illusion française qui a toujours abouti aux désillusions".

Le dirigeant centriste, allié aux Républicains pour le scrutin des 11 et 18 juin, envisage trois scénarios de coopération avec le nouveau pouvoir. "Sommes-nous pour autant macronistes? Non."

Si LR et l'UDI obtiennent la majorité absolue (au moins 289 députés), "pas question alors de faire la guerre au président", explique-t-il. "Il est suffisamment libéral pour qu'on puisse trouver des terrains d'entente et que ça se passe bien."

Si La République en Marche accède à l'Assemblée avec la majorité absolue "les élus UDI voteront les textes qui leur paraîtront bons." "Il aura notre soutien à 100% sur l'Europe ou sur l'égalité des Français devant la retraite".

S'agissant de la réforme du marché du travail, à laquelle l'exécutif veut procéder par ordonnances, les centristes celles-ci si elles sont "coécrites avec les groupes parlementaires", précise-t-il.

Troisième option : si une majorité relative se dégage, "il faudrait alors discuter pour construire une plate-forme de gouvernement rassemblant toutes les idées que l'on partage et arbitrer les autres". Une coalition à l'allemande à laquelle participerait l'UDI indépendamment de LR, souligne Jean-Christophe Lagarde. Reuters 22.05

En famille. Les dirigeants syndicaux sont satisfaits de leur rencontre avec le président de l'oligarchie.

Partant de là vous avez le droit de vous soulager et de les traiter de tout ce que vous voudrez, hormis de syndicalistes ouvriers !

- Macron veut boucler la réforme du travail en septembre - Reuters

Emmanuel Macron veut boucler la réforme du droit du travail en septembre, ont annoncé mardi les présidents de la CPME et de la CFE-CGC après avoir rencontré séparément le chef de l'Etat.

Le président s'est entretenu avec les partenaires sociaux des réformes qu'il veut mener dans les premiers mois de son quinquennat, les syndicats demandant du temps pour la concertation et le patronat des mesures rapides et fortes.

François Asselin (CPME) a précisé le calendrier aux journalistes : "concertation jusqu'à la mi-juin, à peu près, (...) loi d'habilitation durant l'été, avec une volonté du président de la République de passer au vote courant septembre".

Il s'agit du vote de la loi de ratification, Emmanuel Macron voulant réformer sur ce sujet par ordonnances, a-t-il précisé.

François Hommeril (CFE-CGC) a expliqué que le président souhaitait voir la loi de ratification votée fin septembre.

Pour les réformes des retraites et de l'assurance chômage, "on pourrait attendre, ou espérer en tout cas, aboutir sur quelque chose de construit, en tout cas de structuré, aux alentours de la moitié de l'année 2018", a dit François Asselin.

L'entourage d'Emmanuel Macron a précisé qu'il appartiendrait au Premier ministre, Edouard Philippe, et à la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, qui verront les syndicats et le patronat à partir de mercredi, "d'établir un calendrier opérationnel et de discuter dans le détail des mesures".

"Le président a indiqué que la concertation était un élément indispensable pour mener ces réformes", a-t-on souligné.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a demandé à Emmanuel Macron de donner du temps à la concertation.

"Je lui ai demandé que la méthode ne soit pas à la hussarde, qu'il n'y ait pas une forme de précipitation qui ferait qu'il y aurait d'ici à la fin de l'été, fin août, le sentiment qu'il faudrait avoir tout réglé", a-t-il dit aux journalistes.

Même message du secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly : "Je plaide (...) pour que le calendrier soit détendu".

"Il y aura une concertation cet été mais on ne règle pas certains problèmes en trois réunions, c'est évident, ou alors c'est un blocage. Je n'ai pas senti une volonté de blocage du président", a-t-il dit aux journalistes.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a exprimé des désaccords avec le président mais salué le fait qu'il semblait prêt à donner un peu de temps à la concertation.

"Le calendrier a l'air d'avoir bougé (...) J'ai cru comprendre que l'agenda rapide qui était prévu n'est pas aussi rapide que ce que j'avais cru comprendre. L'échéance de fin août ou du 1er septembre a l'air plus floue", a déclaré Philippe Martinez, saluant une "bonne nouvelle".

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a pressé Emmanuel Macron de réformer rapidement et fermement le marché du travail et de baisser bien davantage qu'annoncé le coût du travail.

"La réforme du marché du travail devrait aller vite et je crois que c'est essentiel d'aller vite sur ce gros problème français", a-t-il dit après son entretien avec le président.

Il a dit lui avoir demandé de supprimer le dispositif de pénibilité et le prélèvement de l'impôt à la source et assuré que, en l'absence de modification, son projet de transformer le CICE en baisse des cotisations augmenterait le coût du travail.

Il a fait état de divergences avec Emmanuel Macron sur l'"amplitude" et "la rapidité" des réformes et estimé que si des mesures fortes étaient prises, l'économie repartirait.

François Asselin a précisé qu'Emmanuel Macron avait décidé d'un moratoire sur des contraintes liées à la pénibilité, sans abandonner le dispositif ni l'ambition de traiter ce sujet.

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a estimé mardi matin sur France 2 qu'il fallait "que les syndicats entendent la nécessité de faire bouger les lignes".

"Si on cherche à faire une loi qui rassure tout le monde et donne raison à tout le monde, (...) il n'y aura pas de texte", a-t-il dit, jugeant qu'"on n'a pas le droit de bloquer la France parce qu'on n'est pas d'accord avec telle ou telle mesure". Reuters et huffingtonpost.fr 23.05

Je vais dire un truc aux militants trotskystes du POI et du POID : Le jour où on pourra lire dans l'éditorial de votre journal que vos dirigeants ou votre parti a rompu avec les appareils pourris des syndicats, que leurs permanents ont démissionné de leurs fonctions au sein des instances des syndicats, ce jour-là on se posera la question de savoir si vos dirigeants et votre parti sont dignes de la confiance des travailleurs, pas avant !

Y aurait-il un militant de ces partis qui pourrait nous communiquer combien ils ont de permanents dans les syndicats, combien participent à différentes institutions, depuis combien d'années et quelle est leur rémunération ? J'ai déjà posé cette question dans le passé et personne ne m'a jamais répondu. Vous aurez pu observer si vous êtes attentifs, que pas un ex-dirigeant ou transfuge n'a abordé ce sujet dans ses déclarations ou entretiens ou ouvrages.

Macron va aussi frapper les classes moyennes.

Il a décidé d'abolir l'ISF et de taxer le patrimoine immobilier, cela va-t-il s'appliquer à l'habitation principale, à partir de quelle valeur ?

Un journaliste faisait remarquer que "les classes moyennes, c'était plutôt de l'immobilier", tandis que "le 1% les plus riches" possède un patrimoine plutôt composé "d'actions et d'obligations".

Quelques articles de presse de la veille.

Comment s'adresse le suzerain à ses vassaux.

- Travail: Macron rappellera aux syndicats ses priorités dont les ordonnances - AFP

"A ce stade, il ne va pas discuter du contenu précis de la réforme, car dès mercredi le Premier ministre et la ministre du Travail vont à leur tour recevoir les partenaires sociaux, pour construire de manière opérationnelle un agenda social, en affinant le calendrier des réformes, le cadre et la méthode de concertation", a précisé l'entourage du chef de l'Etat.

Le président ne compte pas non plus négocier mardi le principe des ordonnances. "Son agenda social et ses convictions ont été largement exprimés au cours de la campagne, les Français et les syndicats savent de quoi il retourne. Car il considère qu'il doit aller vite", a indiqué l'Elysée.

Les ordonnances resteront son choix même s'il dispose d'une majorité absolue à l'Assemblée à l'issue des législatives, souligne-t-on à l'Elysée.

La future réforme sera aussi l'occasion pour le nouveau président de mettre en pratique son credo : à lui les grandes lignes, au gouvernement la "déclinaison opérationnelle".

Le chef de l'Etat écoutera en retour mardi les partenaires sociaux et leurs priorités. Quant aux menaces de conflit social, il "est convaincu qu'il faut être capable de se dire ce sur quoi on est d'accord, ce sur quoi on n'est pas d'accord et ce sur quoi on est capable de discuter".

"A charge ensuite au gouvernement de déterminer un calendrier de concertation et de décider la manière concrète dont cette réforme sera mise en oeuvre, le calendrier de concertation ou encore la date où le projet de loi d'habilitation sera présenté au Conseil des ministres", a conclu l'Elysée. AFP 23.05

Le quinquennat de Hollande n'a jamais eu lieu et Macron n'a jamais été ministre de l'Economie de Hollande.

- Droit du travail: FO "prête à discuter" si "des marges de manoeuvre" existent - AFP

Force ouvrière est "prête à discuter" de la réforme du travail voulue par Emmanuel Macron s'il existe de véritables "marges de manoeuvre", assure dimanche son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, dans un entretien publié en ligne par Les Echos.

"De ce que j'ai pu entendre et lire, le message qu'envoie l'exécutif est que sur le code du travail, il y a des marges de manoeuvre, de vraies marges de discussion", dit M. Mailly au quotidien économique, affirmant que "si c'est le cas, Force ouvrière est prête à discuter".

La discussion "doit être une vraie concertation sur le fond avec le temps nécessaire", prévient-il, mettant en garde contre la précipitation ayant, selon lui, conduit à la fronde sociale sur la loi El Khomri à la fin du quinquennat de François Hollande.

"Le conseil que je donne au gouvernement, c'est : "ayez des relations équilibrées avec les principales organisations syndicales, n'ayez pas d'interlocuteur privilégié, ça finit toujours mal"", poursuit-il, dans une référence voilée à la CFDT, soutien des précédentes réformes sociales.

M. Macron, comme ministre de l'Économie, "n'a pas fait preuve d'un grand esprit d'écoute et de dialogue", affirme M. Mailly, en citant notamment la loi éponyme qui a libéralisé le travail du dimanche. "Mais être ministre et président de la République, ce n'est pas la même chose. Nous le jugerons aux actes", conclut-il. AFP 21.05

Parole d'internaute

1- "Le candidat devenu président avait fortement envisagé de tirer sur les prud'hommes, avec en plus des difficultés actuelle rappelées :

"Seuls trois points, pour l'heure, semblent actés. Les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif seront bien plafonnées…"

http://www.liberation.fr/france/2017/05/02/loi-travail-2-les-pistes-du-chantier-macron_1566846

Certes ça devrait faire bondir les syndicats, mais comme plusieurs ont effectivement appelé à voter pour le nouveau POTF (par réf. à POTUS), pas sûr que ça manifeste tant que ça.

Et comme le gouvernement est en train d'acheter encore plus la presse (si, si, c'est possible !) pour lui brosser le poil dans le bon sens, ainsi par exemple le journal cité au-dessus : http://www.liberation.fr/france/2017/05/21/a-propos-de-mon-frere-directeur-de-la-communication-de-matignon_1571113 ("Quelles étaient les probabilités pour qu'un des responsables de la rédaction d'un titre

de gauche soit le frère du responsable de la communication d'un Premier ministre de droite ? Quasiment nulles. Sauf dans les films. Et encore. Et pourtant. Il se trouve que le conseiller à la communication du nouveau Premier ministre Edouard Philippe n'est autre que mon frère Charles Hufnagel." : CQFD), donc ça ne risque par d'être le 4ème pouvoir qui va les gêner non plus.

Bref, on va à la catastrophe (pour les sans-dents uniquement) encore plus vite que prévu.

2- "Le sujet des Prud'Hommes m'interpelle particulièrement parce que je peux en parler d'expérience à titre de demandeur-salarié. La lenteur des procédures, notamment, m'avait conduit en 2014 à écrire à Mme Taubira en lui faisant une liste de propositions. Un courrier poli m'avait été renvoyé…point.

Quelques chiffres :

– sur 10 ans en moyenne, 200 000 nouvelles saisines déposées chaque année (ce chiffre n'a quasiment pas baissé alors que les ruptures conventionnelles ont explosé)
– chaque année, 200 000 saisines "en stock" selon le terme employé par le Ministère de la Justice
– délai en 1ère instance en hausse continuelle, de 15 mois en moyenne en 2015
– seulement une conciliation sur 10 aboutit
– plus de 60% de taux d'appel (sachant que dans les grandes villes le délai pour une audience en appel est d'environ 2 ans).

Bien qu'un avocat ne soit pas obligatoire en 1ère instance, un salarié qui tente de se défendre seul n'a quasiment aucune chance face à l'avocat d'une entreprise."

Macroniques

- Loi de moralisation de la vie politique : la fin des emplois familiaux - Franceinfo

Dans la rubrique ils osent tout.

- Richard Ferrand reste muet sur le "montage immobilier" révélé par le "Canard enchaîné", un porte-parole dénonce des "boules puantes" - Le Huffington Post

Richard Ferrand est le ministre de la Cohésion des territoires.

Le Huffington Post - "Que les boules puantes arrivent une semaine après la nomination de quelqu'un au poste de ministre alors que le sujet est connu aux Mutuelles de Bretagne depuis des années, franchement, ça ne trompe personne", a laissé entendre Benjamin Griveaux, porte-parole du parti et candidat aux élections législatives dans la 5ème circonscription de Paris. Le Huffington Post 24.05

N'était-ce pas le cas de Fillon (entre autres) ? Chut !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Pays-Bas

- Une coalition penchant à droite envisagée aux Pays-Bas - Reuters

Le Parti libéral (VVD) du Premier ministre néerlandais Mark Rutte devrait chercher à former une coalition Reuters 22.05

Philippines Philippines: la loi martiale instaurée dans le Sud du pays - AFP Le président philippin Rodrigo Duterte a instauré mardi la loi martiale à Mindanao (sud) où de violents accrochages se sont produits avec des combattants liés au groupe Etat islamique (EI), et a abrégé sa visite en Russie où il rencontrait Vladimir Poutine. AFP 23.05

Bahreïn La police tire sur des manifestants à Bahreïn, 5 morts - AFP La police a ouvert le feu mardi à Bahreïn pour disperser des manifestants, faisant cinq morts et ravivant les tensions entre la dynastie sunnite et la population à majorité chiite dans ce pays du Golfe allié des Etats-Unis. AFP

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

- Trump prévoit de fortes coupes budgétaires, surtout pour les pauvres - Reuters 24 mai

La Maison blanche a présenté mardi le premier projet de budget de la présidence Trump, une feuille de route qui prévoit de réduire considérablement le financement des programmes destinés aux plus pauvres pour combler le déficit.

S'il était adopté tel quel par le Congrès, le projet de budget Trump réduirait de 3.600 milliards de dollars (3.200 milliards d'euros) les dépenses publiques d'ici la fin de la décennie.

Au premier rang de ces coupes budgétaires, 800 milliards de dollars seraient économisés à la faveur d'une diminution de l'assurance santé Medicaid, destinée aux plus pauvres, et 192 milliards seraient prélevés dans les programmes de distribution de coupons alimentaires.

Le budget octroyé du Département d'Etat et celui consacré à l'aide au développement et à la lutte contre des maladies comme le sida, la tuberculose et le paludisme, serait aussi réduit d'un tiers.

A l'inverse, le budget de la Défense serait, comme annoncé, l'un des seuls à augmenter, de 10% par rapport à l'actuel, et une avance de 1,6 milliard de dollars serait affectée à la construction d'un mur le long de la frontière avec le Mexique, promesse de campagne de Donald Trump qui s'est engagé à en faire rembourser par la suite le coût par Mexico.

Interrogé sur les coupes budgétaires qui vont durement affecter les plus pauvres, le directeur du budget de la Maison blanche, Mick Mulvaney, adéclaré : "Il faut avoir de la compassion pour les gens qui reçoivent des fonds fédéraux, mais il faut aussi avoir de la compassion pour ceux qui paient pour cela." Reuters 24.05

Et dire que certains ont osé affirmer que Trump avait rendu le pouvoir au peuple...

ECONOMIE

UE

L'Union européenne des multinationales.

- La justice européenne invalide la taxe française sur les dividendes des grandes entreprises - Ruptures 18.05

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a estimé le 17 mai que la taxe de 3 % sur les dividendes des grandes entreprises instaurée en France était contraire au droit bruxellois.

La modeste contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés avait été mise en place par la loi de finances rectificative pour 2012. Il s'agissait pour Bercy de compenser l'annulation d'un autre prélèvement déjà censuré par la CJUE.

L'Association française des entreprises privées (Afep) et une vingtaine de grands groupes français – dont Danone, Total, LVMH, Vivendi et Sanofi – avaient saisi la justice européenne pour contester cette taxe sur les dividendes distribués. Les géants du CAC 40 arguaient que les bénéfices de leurs filiales étrangères se trouvaient taxés deux fois : une première dans le pays d'origine, une seconde lors de leur distribution sous forme de dividendes par la maison-mère. Le Conseil d'État avait transmis le recours à la CJUE en juin 2016.

La justice européenne vient de donner raison à l'Afep et aux multinationales, mettant en avant l'article 4 de la directive bruxelloise sur les sociétés mères et leurs filiales, qui vise précisément à empêcher une double imposition des bénéfices distribués par une filiale à sa société mère.

L'Afep « se félicite de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, qui constitue un signe fort pour l'attractivité de la France. »

Il se trouve que l'Afep a rédigé récemment avec le Medef, le Groupe des fédérations industrielles (GFI) et le Cercle de l'industrie (lobby patronal auprès des institutions européennes créé par Dominique Strauss-Kahn) une lettre pour encourager Emmanuel Macron à aller plus loin en matière d'intégration européenne – un conseil qui semble superflu tant est grand le zèle du nouveau président dans le domaine.

On comprend aisément l'attachement au projet européen des lobbies patronaux. Le jugement récent de la CJUE l'illustre à merveille. Dans un communiqué, l'Afep « se félicite de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, qui constitue un signe fort pour l'attractivité de la France. » Les pleurnicheries patronales trouvent toujours une oreille compréhensive à Bruxelles.

La timide taxe rapportait chaque année deux milliards d'euros à l'État. L'Afep et les grands groupes français ne comptent pas se contenter de son annulation, ils veulent contraindre le ministère des Finances à rembourser aux entreprises concernées quatre milliards d'euros « indûment » perçus.

Avec Emmanuel Macron à l'Élysée, Édouard Philippe à Matignon et Bruno Le Maire à Bercy, il semble très peu probable que l'État s'oppose aux injonctions de la justice européenne. Par conséquent, on peut s'attendre à une confirmation française de l'illégalité du prélèvement. Il reviendra au gouvernement de soigner sa « com' » pour faire passer la pilule auprès des Français. Peut-être plus compliqué : il s'agira aussi de se montrer inventif pour combler le manque à gagner fiscal… ruptures-presse.fr 18.05

Haut de page

Le 25 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 25 mai, 11 pages.

Je crois avoir compris, mais je peux me tromper, que beaucoup de travailleurs étaient abattus ou profondément démoralisés par l'évolution de la situation en France et dans le monde. Sans que je ne sache pourquoi, cela m'excite plutôt, l'adversité est comme une provocation qu'on ne peut pas laisser passer, un défi permanent qu'on doit relever, comme on doit relever la tête.

La plupart des gens vivent soumis, résignés, ils demeurent profondément ignorants, il y a quelque chose de choquant là-dedans. C'est vrai qu'ils se laissent vivre et se permettent de se plaindre, et quand vous leur livrez vos idées progressistes ou révolutionnaires qui sont tout à fait sensées, ils vous prennent pour des abrutis, c'est le monde à l'envers qui a de quoi décontenancer plus d'un militant je suppose. Il ne faut pas prêter plus d'importance que cela à cette attitude, sans l'ignorer évidemment.

Je crois que cela ne sert à rien d'essayer de les convaincre de quoi que ce soit, puisqu'ils ne sont pas en mesure de comprendre ce que vous leur expliquerez. Il vaut mieux les faire parler le plus possible, pour ensuite les placer face à leurs contradictions, parce que forcément ils vont les exprimer.

Je procède de la sorte avec ma compagne qui est ultra arriérée. Nos rapports ne sont pas toujours faciles. Je l'aime beaucoup cette brave femme. Des fois je me dis qu'elle vient juste de descendre de son arbre ou de sortir de sa grotte et qu'elle se trouve plongée dans notre monde sans y avoir été préparée, ce qui lui cause énormément de difficultés quotidiennement, ainsi qu'à son entourage, dont moi en premier lieu. Discrètement je la regarde agir et je perçois le moment où elle va faire une connerie malgré elle, et sur le champ je lui en montre les conséquences, parce qu'évidemment elle n'a rien vu venir, elle réalise ou se remémore son geste et sourit, elle sourit parce qu'elle a compris où était le problème. Prenons un exemple très simple, si vous retirez le couvercle qui était posé sur une casserole où cuisait du riz, avant vous prenez soin de le retourner au-dessus de la casserole pour que l'eau qui figurait sur le couvercle ne s'égoutte pas sur le sol, ensuite vous le posez sur l'évier... Quand elle ferme la porte de l'enclos des chèvres, elle ne s'assure pas qu'il n'y a pas un espace par lequel les chevreaux pourraient sortir, résultat on les retrouve dans le jardin à bouffer nos plantes !

Absolument tous les jours, le soir quand elle rentre, disons durant les quinze premières minutes il va falloir qu'elle illustre ce que je viens de vous raconter, du coup je suis devenu très vigilant à chacun de ses gestes. J'ai l'impression d'être en présence d'une petite fille en bas âge qui a tout à apprendre. On ne se dispute pas. Parfois je suis un peu énervé parce que j'ai autre chose en tête de plus important à penser. J'ai été obligé d'adapter ma pédagogie à son état et non l'inverse. J'essaie de transposer cet enseignement dans mes causeries, car je pense qu'il a une valeur universelle et que c'est le seul moyen de progresser ensemble, fraternellement. Mais il arrive aussi qu'on soit maladroit ! L'essentiel, c'est d'être bien intentionné et de reconnaître ses erreurs. Après, le jugement des autres, on s'en tape !

C'est la réalité.

Après avoir démontré à quel point le peuple était manipulable, pourquoi Macron devrait-il se gêner, franchement ? Il a le président qu'il mérite. Et puis cela démontre aussi que le peuple n'était pas mûr pour gouverner, pour la démocratie, du coup il récolte un régime totalitaire.

Quelle que soit les pressions qui ont été exercées sur le peuple, absolument personne n'a obligé un électeur à glisser un bulletin Macron dans l'urne ou à aller voter.

Alors quand maintenant un membre du cabinet d'un ministre sort que dans une région il n'y aurait pas un jeune qui saurait "lire et écrire correctement", il y en a qui hurlent au scandale, on est tenté de leur répondre que les 20 millions qui ont élu un bouffon à la présidence de la République ne devaient sans doute pas savoir lire et écrire non plus, et on est loin du compte !

Si vous avez regardé à la télévision ou sur Internet des extraits des meetings de Macron ou des entretiens qu'ils avaient donnés pendant la campagne électorale sur le thème "c'est le printemps", il y a "des arbres, des fleurs, des oiseaux, des poissons", vous vous êtes peut-être dits que vous étiez en présence d'un demeuré, mais ce que vous avez oublié de penser, c'est qu'il s'adressait à des demeurés, parce qu'il estimait que seuls des simples d'esprit pouvaient avoir fait le déplacement pour l'écouter, c'est l'idée qu'il se faisait du peuple et les faits lui ont donné raison malheureusement.

Quand on évoque le niveau de conscience médiocre des travailleurs, au mieux on nous rétorque que là n'est pas le problème, au pire on nous insulte. Et quand on évoque l'embourgeoisement des travailleurs et du mouvement ouvrier, on a le droit au même traitement. Et pourtant c'est la réalité.

Ce qui a fait autrefois les heures de gloire du marxisme ou des théoriciens du socialisme scientifique ce ne furent pas de grands discours de propagande, mais leur description rigoureuse de la réalité, de la société, des différentes classes et de leurs rapports, sans concession...

LREM - LR.

J'ai affirmé dans une récente causerie que leur objectif avec Macron président serait d'imposer en France des institutions calquées sur celles des Etats-Unis, où finalement à chaque élection deux seuls partis à la solde de l'oligarchie s'affrontent, l'un étant censé incarner la droite et l'autre la gauche. Je n'avais pas pris le temps de vérifier combien de partis ils existaient aux Etats-Unis en dehors des partis républicain et démocrate, je savais qu'il en existait d'autres mais sans les connaître précisément. Lors d'une recherche sur un tout autre sujet, sur Wikipédia je suis tombé sur la liste de ces partis, j'ignore si elle est complète, peu importe ici, les voici :

Parti libertarien
Parti vert
Parti de la Constitution
Parti réformateur
Parti socialiste
Parti socialiste des travailleurs (SWP)
Parti de l'égalité socialiste
Parti communiste des États-Unis d'Amérique (CPUSA)
Parti ouvrier socialiste d'Amérique
Parti Marijuana
Parti du monde des travailleurs (WWP)
Parti nazi américain (ANP)
Working Families Party
Parti national californien

On ne va s'étendre ici sur ce sujet. Toujours est-il qu'il existe au moins 16 partis aux Etats-Unis et seulement deux alternent au pouvoir ou se partagent les élus à la Chambre des représentants et au Sénat, seulement deux sont retenus pour concourir à l'élection présidentielle, ainsi est faite la Constitution qui intègre les règles électorales en vigueur.

Et cela depuis plus d'un siècle si je ne dis pas de bêtise, ce qui signifie que depuis déjà un siècle au moins, les travailleurs américains n'ont aucun droit politique, hormis ceux de constituer des partis ou des syndicats, avec tout ce que cela comprend en terme de droit d'expression, tout en étant tenus à l'écart des institutions qui ont été confisquées par l'oligarchie et les deux partis qui représentent ses intérêts, les partis républicain et démocrate.

Le mouvement ouvrier étant ainsi marginalisé, a cru bon de s'allier au parti démocrate ou de le soutenir précipitant sa déchéance et sa perte, du coup de nos jours il est exsangue ou totalement décomposé, il ne s'est jamais remis de cette épouvantable expérience.

Voilà ce qui nous attend, si nous ne tirons pas immédiatement les leçons de nos erreurs passées et présentes.

Dictature mondiale

- La radicalisation de l'Occident par prof. Jules Dufour - Mondialisation.ca 19.05

En Occident, les États cherchent à attirer l'attention sur le processus de radicalisation des individus qui, par leur nombre, ne menacent en rien les pouvoirs en place. Très peu d'analyses sont proposées pour mettre en lumière les conséquences néfastes du processus de radicalisation des États qui font la guerre, la préparent et font la promotion d'une gouvernance destructrice des valeurs humaines au profit du capital. Nous avons analysé les actions posées par les États occidentaux dans le cadre de la guerre mondiale contre le terrorisme et nous avons démontré que le terrorisme était généré principalement par l'Occident . Il est donc temps de rectifier la donne concernant le terrorisme et de cesser de débattre des concepts du processus de radicalisation de cas individuels et sporadiques et de s'interroger sur la menace permanente de la militarisation, de la perte des libertés et de la gouvernance autoritaire qui ont pris de l'ampleur au cours des dernières années.

Beaucoup d'attentats terroristes font partie intégrante du processus des guerres livrées par l'US-OTAN, comme dans le cas de la Syrie. Des centaines de morts ou blessés des attentats financés par l'extérieur s'ajoutent à des dizaines de millions de victimes des guerres. C'est ce que l'observe depuis 1945. Un total de 200 guerres livrées par l'Occident (1945-2000) afin de maintenir son hégémonie sur l'ensemble planétaire avec près de 41 millions de morts (Leitenberg, Milton, 2006, p. 79) et des centaines de millions de blessés, de déplacés et de réfugiés. C'est le prix qu'a payé l'humanité pour instaurer et assurer les assises du capitalisme dans l'ensemble du monde. Ce système économique et politique est protégé par des superpuissances nucléarisées (tels que les États-Unis et Israël) qui dominent la scène internationale en dictant la conduite du monde. La plupart des États sont sous le joug de ces puissances et ils doivent se conformer aux règles imposées. (...)

Les gouvernements des États occidentaux n'hésitent pas à utiliser la force et la violence pour réprimer toute résistance à leur endroit. Les dirigeants font appel à des forces policières ou même militaires pour rétablir l'ordre qu'ils ont eux-mêmes défini. Quand cette résistance pose un danger pour cet ordre dit démocratique ils instaurent l'état d'urgence et ont recours à des arrestations dites préventives. Alors se développe un processus de militarisation avec un pouvoir donné aux militaires de patrouiller et d'intervenir à leur guise. Nous avons été témoin, au cours des dernières années, de ce processus dans plusieurs pays de l'UE et, tout particulièrement en France, où l'état de siège et l'état d'urgence ont été instaurés et où les droits collectifs et individuels ont été érodés de façon significative. Les dernières élections présidentielles ont été placées sous la surveillance de plus de 50 000 policiers et soldats. (...)

La perte progressive de la jouissance des droits et des libertés fondamentales a été observée dans l'ensemble des régimes dits démocratiques de l'Occident. Un virage généralisé vers la droite s'est développé de sorte que ces régimes se sont transformés peu à peu en « dictatures ». (...)

Conclusion

Les sociétés occidentales exercent un pouvoir radical sur le devenir de l'humanité. L'inconscience et l'indifférence de la majorité entraînent la gouvernance des États vers des pratiques dictatoriales en imposant des règles qui restreignent progressivement la liberté de manifester et de défendre les droits fondamentaux. Les divers ordres d'enseignement collaborent à ce processus en assurant le renouvellement des valeurs capitalistes, soit celles de la recherche du pouvoir et de la domination et surtout en faisant prévaloir les principes de la compétition à toutes les échelles de l'activité humaine.

Quand le vieux monde fait régner la terreur à l'échelle mondiale.

- Les USA accentuent les bombardements aériens en Afghanistan - Reuters

L'aviation américaine a largué plus de bombes sur l'Afghanistan en avril que pendant n'importe quel autre mois depuis 2012, montrent les dernières données du Pentagone publiées au moment où des responsables de l'armée américaine pressent Donald Trump de donner son feu vert à l'envoi de renforts au sol.

L'US Air Force a largué 460 bombes et missiles le mois dernier, plus de deux fois plus qu'en mars et sept fois plus qu'en avril 2016. Reuters 25.05

- Attentat de Manchester : des militaires en armes se déploient dans les rues du Royaume-Uni - Franceinfo

- Brésil : l'armée déployée pour contenir les manifestants - LeFigaro.fr

- Après Manchester, Macron veut prolonger l'état d'urgence et une nouvelle loi antiterroriste - AFP

- Indonésie: attentat dans un terminal de bus de Jakarta - AFP

- L'Etat islamique a revendiqué son premier attentat-suicide en Somalie. - Liberation.fr

En régime totalitaire, "couac" et "bourde", le déni a valeur de verdict définitif.

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud.

- Ferrand épinglé par Le Canard enchaîné, premier accroc du quinquennat Macron - AFP

Face à la polémique, l'entourage du Premier ministre Edouard Philippe a assuré à l'AFP que "la probité de Richard Ferrand" n'était "pas en cause". "Il ne saurait être question" de sa démission", a renchéri le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner.

Le ministre de la Cohésion des territoires, secrétaire général de La République en Marche! qu'il fut un des premiers à rejoindre en provenance du Parti socialiste, dénonce une "pseudo-affaire". AFP 25.05

- Le Parquet financier n'ouvrira pas d'enquête sur le cas Richard Ferrand - L'Express.fr

Ouf !

- Pourquoi François Bayrou reste au gouvernement malgré sa mise en examen - francetvinfo.fr

Parce qu'il ne sera jugé que le 10 janvier 2019 ! Ouf !

- La grosse gaffe du cabinet de Richard Ferrand - Le Point.fr

"Pas simple de trouver un jeune qui sache lire et écrire correctement", répond le cabinet du ministre pour justifier l'emploi de son fils à l'Assemblée.

En plus d'une affaire qui mêle famille et immobilier, l'hebdomadaire révèle que le ministre de la Cohésion des territoires a aussi employé son fils comme collaborateur parlementaire.

Richard Ferrand était alors député du Finistère. Le cabinet du ministre a confirmé à Franceinfo qu'Émile Ferrand, 23 ans à l'époque, a bien été rémunéré par l'Assemblée nationale entre le 13 janvier et le 16 mai 2014 pour un total de 6 796,51 euros net, soit en moyenne 1 699,13 euros par mois. « Rien de mirobolant » pour le cabinet du ministre.

Plus surprenant en revanche, c'est la manière dont le cabinet justifie l'embauche du jeune homme. Franceinfo témoigne d'échanges d'e-mails qui « semblent attester » qu'Émile Ferrand a bien rédigé la lettre d'information de son député de père, géré son blog, son compte Facebook et lui a même réservé ses billets de train. Des tâches qui nécessitent visiblement des compétences rares dans la région. « Je vous invite à aller faire un tour en Centre-Bretagne. Ce n'est pas simple de trouver un jeune, volontaire, pour travailler cinq mois, qui sait lire et écrire correctement, aller sur Internet », explique le cabinet du ministre à Franceinfo. Le Point.fr 24.05

Ils haïssent le peuple, du bétail, de la chair à canon...

Pas un "excès", un détournement de fonds publics.

- Enveloppe parlementaire. Les excès du candidat LREM Alain Tourret - Liberation.fr

Le député Alain Tourret, investi cette année par La République en marche, n'a pas vraiment utilisé son indemnité parlementaire comme il est censé le faire. Cette enveloppe de 5 300 euros net par mois est destinée à couvrir les frais engagés par les députés dans le cadre de leur mandat. Mediapart révèle que Tourret aurait, en 2013, déboursé près de 5 000 euros à Darty en utilisant cet argent public. Idem pour l'achat de sa télé, des parties de golf ou de vacances au Club Med. Il a fait savoir à Mediapart, après la publication de l'article, qu'il avait remboursé plus de 16 000 euros. Liberation.fr 25.05

- Attentat de Manchester: la bourde de Gérard Collomb sur l'enquête britannique - L'Express.fr

Le nouveau ministre de l'Intérieur a dévoilé des éléments de l'enquête sur l'attentat de Manchester que les policiers britanniques souhaitaient garder sous silence. L'Express.fr25.05

Régime totalitaire En Marche !

- Après Manchester, Macron veut prolonger l'état d'urgence et une nouvelle loi antiterroriste - AFP

Le chef de l'Etat a également demandé au gouvernement de "proposer des mesures de renforcement de la sécurité face à la menace terroriste hors état d'urgence afin qu'un texte législatif soit préparé dans les prochaines semaines", selon un communiqué de l'Elysée. AFP 25.05

- Renseignement : l'Elysée tient à sa task force - Liberation.fr

Le rôle de cette structure, sous l'autorité directe du Président, serait d'unifier l'analyse des informations collectées par les services français. Mais en pleine phase de nominations, sa mise en place semble quelque peu précipitée.

Cette "task force" antiterroriste rattachée à l'Elysée comprendra "50 à 60 personnes" qui "jour et nuit collecteront toutes les informations avec un accès direct aux plus hauts responsables" pour que "des décisions puissent être prises dans la demi-heure", selon le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner.

Jusqu'ici le Conseil national du renseignement est déjà rattaché à l'Elysée, mais son coordonnateur "n'a pas la puissance qu'aura demain le responsable de la task force", a-t-il ajouté. Liberation.fr 25.05

- Haro et racket. Leur cible : La jeunesse.

- Les policiers pourront bientôt délivrer de simples contraventions pour l'usage ou la détention de stupéfiants - Franceinfo

Consommer ou détenir des stupéfiants sera bientôt puni d'une simple contravention, a affirmé le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb sur BFMTV, mercredi 24 mai. Cette mesure pourrait être mise en place "dans les 3-4 mois", a-t-il déclaré. Interrogé par l'AFP, son entourage a plutôt évoqué "la fin de l'année" comme échéance, assurant que "les mesures de réflexion et de concertation sur le sujet" seraient lancées "sans attendre".

Lors de sa campagne pour l'élection présidentielle, Emmanuel Macron prévoyait déjà l'instauration de cette mesure. En février, il expliquait au Figaro que cette amende pourrait être d'environ 100 euros, et qu'une telle mesure serait "plus dissuasive et efficace" qu'une procédure judiciaire qui ne va pas toujours à son terme.

Actuellement, l'usage de drogues est passible d'une amende de 3750 euros et d'une peine pouvant aller jusqu'à un an de prison.

Un syndicat de policiers, l'UNSA, s'est félicité de "l'application de cette revendication syndicale de longue date". "Les procédures habituelles concernant les usagers [de drogue] se révélaient jusqu'à présent trop lourdes au vu des sanctions pénales, et trop chronophages pour les services de police" explique le communiqué, et n'avaient "jamais démontré la moindre efficacité en matière de lutte contre les trafics". Franceinfo 25.05

En famille. Populisme de macronistes

- Législatives: Bertrand accuse En Marche! de "s'attaquer" aux retraités - AFP

Xavier Bertrand, président LR des Hauts-de-France, a accusé En Marche!, le parti du président Emmanuel Macron rebaptisé La République en marche, de "s'attaquer" aux retraités, avec son projet d'augmenter la CSG pour tous les Français, mercredi à Toulon.

"M. Hollande avait inventé les riches à 4.000 euros par mois, En Marche vient d'inventer les retraités riches à 1.200 euros. Je ne plaisante pas, je suis sérieux", a affirmé M. Bertrand, car "En Marche veut une augmentation de 1,7% de la CSG sans aucune compensation. Ca fait plusieurs dizaines d'euros par mois en moins sur votre revenu et votre pouvoir d'achat". AFP 25.05

- Aubry accuse Macron de vouloir "un Parlement à sa botte" - AFP

Martine Aubry, maire de Lille, a accusé mercredi Emmanuel Macron de préparer "un Parlement à sa botte"... AFP 25.05

- Cazeneuve juge que "La République en marche ne peut pas être un parti unique" - AFP

Bernard Cazeneuve appelle les électeurs à voter pour la "gauche de gouvernement", jugeant que "La République en marche ne

peut pas être un parti unique dans lequel tout le monde viendrait se fondre en niant d'où il vient", explique-t-il dans le Journal de la Saône-et-Loire mercredi. AFP 25.05

En famille. Laissez-nous le temps d'anesthésier nos troupes.

- Code du travail : réunions de travail - Franceinfo

L'entretien avec le président est cordial, le patron de la CGT pense même avoir entendu une bonne nouvelle. " L'agenda n'est pas aussi rapide que ce que j'avais pu comprendre", dit-il à la presse après l'entretien avec Emmanuel Macron. Même son de cloche chez Force ouvrière : selon Jean-Claude Mailly, le président serait prêt à ralentir le rythme. " Il ne faut pas précipiter les choses. Il faut qu'on ait le temps suffisant", dit-il.

Mais l'Élysée ne laisse planer le doute longtemps. En début d'après-midi, le président le confirme : la réforme du Code du travail sera bien bouclée dès la rentrée. De quoi satisfaire le patronat, et son représentant, Pierre Gattaz. Presser le pas ou ralentir, l'agenda annoncé par l'Élysée est d'ores et déjà au cœur de négociations qui s'annoncent difficiles, même avec la CFDT. Franceinfo 24.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Crise politique au Brésil: chaos à Brasilia où l'armée est déployée - AFP

Manifestations dispersées à coups de gaz lacrymogène, incendie au ministère de l'Agriculture: la forte mobilisation contre le président brésilien Michel Temer a semé le chaos à Brasilia, poussant le gouvernement à déployer l'armée pour reprendre le contrôle de la situation.

"Actuellement, il y a des troupes fédérales ici, au palais d'Itamaraty (siège du ministère des Affaires étrangères, ndlr), et d'autres troupes arrivent pour assurer la protection des bâtiments ministériels", a annoncé le ministre de la Défense, Raul Jungmann, devant la presse.

Les heurts ont éclaté au moment où la foule déferlait dans le centre de la capitale brésilienne, en direction du palais présidentiel Planalto: la police a fait barrage en utilisant des grenades lacrymogènes, certains manifestants cagoulés répliquant par des jets de pierres.

Envahi par les protestataires qui ont "déclenché un incendie dans une salle", le ministère de l'Agriculture a dû être évacué dans l'après-midi, selon son service de presse. La police fait état de plusieurs blessés, dont au moins un par balles.

Au même moment, d'autres affrontements entre manifestants et policiers ont eu lieu dans le centre de Rio de Janeiro, lors d'une mobilisation contre la réforme du système des retraites, une des mesures-phare du gouvernement Temer pour tenter de sortir le Brésil de la crise économique.

Déployer l'armée à Brasilia "est une mesure extrême qui montre que le gouvernement a perdu tout contrôle, c'est un très mauvais signe pour notre démocratie", explique à l'AFP André Cesar, analyste politique du cabinet de consultants Hold.

Une décision qui inquiète même des alliés-clés du président Temer, comme Tasso Jereissati, président du parti social-démocrate (PSDB).

"La présence de troupes nous effraie toujours un peu", rappelle-t-il, en référence aux années de plomb de la dictature militaire (1964-1985) .

Acculé par de graves accusations de corruption, le président tente de s'accrocher au pouvoir en essayant d'éviter la défection de ses alliés politiques.

Mais les tractations ont tourné court à cause du chaos ambiant dans les alentours du Congrès, où les parlementaires pouvaient entendre les détonations de grenades assourdissantes depuis les locaux de l'assemblée législative.

"Dehors Temer!", scandait le cortège qui a rassemblé 35.000 personnes selon les autorités locales, 100.000 pour les organisateurs, de ces manifestations, convoquées notamment par plusieurs syndicats et le Parti des travailleurs (PT, gauche).

Francisca Gomes, une concierge de 59 ans venue de Sao Paulo, portait avec trois camarades un cercueil en carton noir sur lequel on pouvait lire: "Repose en paix, Temer".

"C'est la fin de ce gouvernement putschiste", affirme-t-elle, faisant allusion à la façon dont Michel Temer, 76 ans, a accédé au pouvoir en 2016, en remplacement de la dirigeante de gauche Dilma Rousseff, destituée par le Parlement pour maquillage des comptes publics.

Les appels à sa démission se multiplient depuis la semaine dernière, quand a été rendu public un enregistrement dans lequel il paraît donner son accord au versement de pots-de-vin.

Rejetant fermement cette option, Michel Temer est toutefois menacé par un possible éclatement de sa coalition, tandis qu'une enquête a été ordonnée par la Cour suprême et que plusieurs motions ont été déposées pour tenter d'obtenir sa destitution.

La pression populaire, qui avait beaucoup pesé dans l'éviction de Mme Rousseff en août 2016, pourrait également sceller le sort du chef de l'Etat, veut croire Dorival Pereira, un commerçant de 60 ans qui a voyagé pendant 18 heures en provenance de l'Etat de Mato Grosso do Sul pour manifester à Brasilia.

"En démocratie, quand le peuple est dans la rue, aucun gouvernement ne résiste. Et le peuple le fera tomber", affirme-t-il.

Les Brésiliens sont exaspérés par les scandales de corruption qui s'enchaînent ces dernières années, surtout le dernier, gigantesque, entourant le géant pétrolier Petrobras, qui a éclaboussé une grande partie de la classe politique. Dans cette affaire, le chef de l'Etat est accusé d'obstruction à la justice.

"Temer va tomber. Tout le monde dit que ce gouvernement est mort", a assuré à l'AFP la sénatrice Gleisi Hoffmann, du PT.

Mais Mauro Pereira, député du parti PMDB du président, a assuré que ce dernier resterait au pouvoir en raison de "l'inquiétude pour l'économie brésilienne".

Car cette crise pourrait freiner les réformes libérales promues par M. Temer et retarder la reprise, ce qui préoccupe les marchés: Bourse et réal se sont effondrés la semaine dernière à l'annonce des révélations sur le président. AFP 25

- Vers un « printemps latino » ? par Thierry Meyssan (16.05)

Honduras

- Honduras: un agent américain ordonne de tirer, deux femmes enceintes tuées - AFP

Un agent de la police antidrogue américaine a ordonné d'ouvrir le feu sur des civils lors d'une opération conjointe au Honduras, qui s'est soldée par la mort de quatre d'entre eux, dont deux femmes enceintes, a fustigé un rapport officiel publié mercredi.

Le compte-rendu de l'opération rédigé par des inspecteurs généraux des ministères américains des Affaires étrangères et de la Justice ont violemment critiqué le rôle du policier de la DEA dans cette fusillade survenue le 11 mai 2012 à Ahuas, dans le nord-est hondurien.

Ce jour-là, peu après 2H00 du matin, une équipe constituée d'agents de l'antidrogue américaine et de la police du Honduras escortait un canoë chargé de cocaïne saisie dans une région reculée de ce pays d'Amérique centrale.

C'est alors que leur bateau a heurté un bateau-taxi transportant seize passagers. Des policiers ainsi qu'un tireur hondurien à bord d'un hélicoptère américain qui escortait le convoi ont alors ouvert le feu.

Quatre personnes dont un adolescent de 14 ans et deux femmes ont été abattues, tandis que les autres se sont jetées à l'eau. Selon les familles, les deux femmes étaient enceintes.

Dans un premier temps, les autorités ont prétendu avoir répondu en situation de légitime défense à des tirs provenant du bateau-taxi.

Le rapport de 424 pages, en s'appuyant sur des images filmées par un patrouilleur aérien américain, a toutefois mis en

évidence qu'aucun de ces passagers n'était armé.

Il a également mis en exergue le rôle prépondérant joué par le policier de la DEA, qui a ordonné à son homologue hondurien à bord de l'hélicoptère de faire feu sur les civils.

Le gouvernement américain a lancé en avril 2012 l'opération Anvil, pour lutter contre la contrebande de cocaïne acheminée d'Amérique du Sud jusqu'aux forêts honduriennes. AFP 25.05

Venezuela

- Maduro promet une assemblée constituante fin juillet - Reuters

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, s'est engagé, comme il l'avait promis au début du mois, a mettre en place cet été une assemblée constituante chargée de réécrire la Constitution.

L'élection de ses 540 membres aura lieu fin juillet et les élections régionales, initialement prévues en 2016, seront organisées le 10 décembre, ont précisé les autorités.

L'opposition, qui exige le départ du président Maduro et organise des manifestations quasi quotidiennes depuis bientôt deux mois, refuse la création de cette constituante, y voyant une manœuvre pour éviter un scrutin présidentiel. Reuters 25.05

Tunisie

- Tunisie: "ni terroristes ni casseurs", des manifestants du sud ne "lâchent rien" - AFP

"Ni terroristes ni casseurs": près du site pétrolier d'El-Kamour, dans le sud tunisien, des protestataires assis en plein soleil et munis de grands réservoirs d'eau se disent déterminés à défendre leurs "droits", mais insistent sur leur caractère pacifique après des violences.

A plus de 130 km de Tataouine, en plein désert, ils sont environ 250 à poursuivre la contestation. Initié mi-mars pour réclamer notamment le "droit à l'emploi", leur sit-in s'est inscrit dans la durée malgré l'ouverture de négociations avec les autorités, avant de basculer dans la violence lundi.

Alors que le calme est revenu depuis la veille, certains, pieds nus et têtes couvertes pour se protéger du soleil, se rafraichissent près de cinq réservoirs. D'autres jouent aux cartes dans leurs tentes, ou discutent des évènements qui ont abouti lundi à la mort d'un des leurs, percuté par une voiture de la Garde nationale (gendarmerie).

"Nous ne sommes ni des terroristes, ni des casseurs! Nous sommes des habitants de cette région marginalisée qui réclament leurs droits à une vie digne", affirme à l'AFP Saber Bou Ajalaa, un chômeur de 28 ans.

Dénonçant une "diabolisation" du mouvement et la tentative des forces de l'ordre de les chasser des lieux, il se dit "plus que jamais déterminé". "Nous ne sortirons pas du cadre pacifique", promet-il, près d'une voiture de la protection civile calcinée et encore fumante.

Dans plusieurs tentes, des matelas usés, des marmites vides ou encore un stock de produits alimentaires gisent au sol, témoignant des semaines de vie rudimentaire déjà écoulées.

C'est devant le complexe pétrolier gardé par l'armée qu'Anouar Sekrafi, 21 ans, a été tué durant des heurts avec les forces de l'ordre.

Selon le ministère de l'Intérieur, il a été percuté accidentellement par une voiture de la Garde nationale alors qu'elle faisait marche arrière.

Des manifestants continuent toutefois de réfuter cette version, en s'appuyant notamment sur une vidéo partagée en masse sur les réseaux sociaux où l'on voit une voiture de la gendarmerie roulant à grande vitesse en direction du manifestant. Quelques instants plus tard, un attroupement est visible autour du même homme gisant au sol.

"Les manifestants jetaient des pierres sur les agents de la Garde nationale et d'un coup j'ai vu des véhicules des forces de l'ordre circulant rapidement: l'une d'elles a percuté un manifestant qui est tombé sur le ventre puis a été écrasé", affirme à l'AFP Tarek Saïdi, l'auteur de la vidéo.

A Tunis, un collectif citoyen a réclamé l'ouverture d'une enquête "impartiale" et, mardi, des milliers de personnes en colère ont assisté aux funérailles du jeune homme, à Bir Lahmer, à 30 km au nord de Tataouine.

A El-Kamour, un mémorial fait de pierres et orné d'une plaque commémorative a été érigé à l'endroit même de l'accident.

Habib Lilaoui, 31 ans, n'en démord pas. "C'est à cause des autorités et de leurs fausses promesses que nous en sommes arrivés là, jusqu'à perdre notre ami!", enrage-t-il.

Le 10 mai, ces manifestants ont entendu le chef de l'Etat Béji Caïd Essebsi annoncer le recours à l'armée pour protéger les sites de production d'éventuels blocages.

"Le président nous a laissé tomber! Le chef du gouvernement et le ministre de l'Emploi (Iyed Hammami) encore davantage!", estime Radhouane Harrar, un chômeur de 43 ans.

"Nous n'avons peur de personne, même pas des scorpions et des serpents qui se promènent entre nos tentes. Nos revendications sont légitimes", renchérit Béchir Bilouli, 27 ans.

Recrutement de 5.000 chômeurs, création d'un fonds d'investissement de 100.000 dinars (40.000 euros) par an...: à Tataouine, face aux propositions faites jusque-là par le gouvernement, le porte-parole du comité de coordination du mouvement, Tarek Haddad, en fournit volontiers la liste.

A ceux qui voient des mains politiques tirer les ficelles, il dément "toute influence extérieure" et revendique le soutien d'une région tout entière.

Des tags reprenant le slogan du mouvement --"Errakh lé" ("On ne lâche rien")-- captent le regard à divers endroits de la cité, dont certaines routes restent entravées par des pneus, des grosses pierres et du sable.

"Le mot d'ordre de la révolution (de 2011) était "Dégage". Maintenant, c'est "Errakh lé"", clame Abdessalem, un habitant du centre-ville, la trentaine. AFP 24.05

Haut de page

Le 26 mai 2017

CAUSERIE

On n'a pas eu de mousson ou de grosses pluies depuis octobre 2015, j'entends le tonnerre et il commence à pleuvoir. Si le site n'était pas actualisé demain, ce serait pour cause de coupure de courant ou pire...

- Causerie du 26 mai, 10 pages.

Un courriel reçu du psychopathe qui me harcèle depuis des années, sympathisant de la tendance communiste internationaliste du POID.

- "*Ca se soigne*

Jamais Marx, Lénine, ou Trotsky n'auraient osé prendre la masse de travailleurs pour des abrutis, masse des travailleurs qui ont pourtant osé faire la révolution en 1789, 1830, 1848, 1871 en France....1936, 1945-1947, 1953, 1968, 1995, 2003...et en 1905, 1917 en Russie après pourtant des décennies de tsarisme !!! (Vous avez oublié toutes les guerres coloniales, impérialistes auxquels ils ont participé ou qu'ils ont soutenues. Pour vous donner un ordre de grandeur approximatif, les Etats-Unis ont fomenté ou directement participé à 200 guerres, chacun peut le vérifier sur Wikipédia par exemple. - Tardieu)

Et toi, planqué derrière ton ordinateur, tu te permets de faire de la morale, de rabaisser ta femme au rang d'animal !! (D'abord ce n'est pas ma femme, mais ma compagne. Ensuite, à ma connaissance les homo sapiens ou leurs contemporains néandertaliens étaient des hommes et non des animaux. - Tardieu)

On se demande bien qui, en réalité, est l'abruti et qui, dans ses meilleurs jours, a le culot de se prendre pour Lénine, avec toutes les conneries débitées à longueurs de pages et de pages....il ne faut vraiment pas avoir honte et être un mégalo de première

grandeur, frappé de narcissisme obsessionnel !! Même dans un coin perdu de l'Inde, ça doit pouvoir se soigner !!" (J'espère bien que non pour ne pas vous ressembler ! - Tardieu)

Fin

Ma réponse à ce tissu de saloperies.

Je la dédie à ma compagne Selvi.

Monsieur,

Je vous dirais bien de ne pas prendre votre cas pour une généralité, mais je pense que c'est inutile parce que votre cas est incurable ! Et vous voyez, même les crétins de votre genre je les respecte.

Vous ignorez tout du milieu dans lequel je vis, et vous n'avez jamais été en contact avec une personne qui semble être sortie de la préhistoire. Vous me direz qu'elle a tout de même subi l'influence d'une civilisation. Certes, mais une civilisation qui a toujours maintenu le peuple à l'écart du progrès social ou de pratiquement tout développement, de sorte qu'il a atteint un niveau de conscience à peine plus élevé que ce qu'il était dans la nuit des temps, mais cela on ne peut le saisir qu'en observant attentivement son comportement, disons à la manière d'un anthropologue.

Que vous n'ayez pas développé les facultés qui permettent de se livrer à ce genre d'observation, ne vous permet pas de juger et encore moins d'insulter ceux qui y portent un intérêt.

Le respect est un principe qui visiblement vous fait défaut, et en m'attribuant des intentions peu avenantes envers ma compagne vous étalez votre ignorance et votre mépris pour tout ce que vous ne comprenez pas. Vous avez eu la réaction d'un être particulièrement borné dont le mode de pensée est anti-scientifique.

Savez-vous que l'Inde est le pays qui comporte en pourcentage le nombre le plus élevé au monde d'illettrés ?

Savez-vous qu'en Inde il existe encore plus de 50 millions de personnes qui ne sont pas intégrées dans la société. Parmi elles un grand nombre sont nomades, et parmi celles qui se sont sédentarisées au cours du demi-siècle passé, elles se sont installées en lisière des villes et des villages, et il n'y a pas si longtemps elles vivaient encore dans les forêts. Un grand nombre d'Indiens qui sont aujourd'hui intégrés dans la société proviennent de ces populations et ils en sont demeurés très proches par leur mode de pensée ou leur niveau d'évolution.

Et bien voyez-vous, ma compagne en est une représentante, et comme elle est une femme, elle est encore plus proche de ces peuples indigènes. Je vais même vous dire un truc qui va vous clouer le bec. Elle en parle volontiers, c'est un sujet de plaisanterie, et elle arbore parfois spontanément la même coiffure que les Katuvasi, à la maison seulement, à l'extérieur ou dans la rue elle en aurait honte, alors que cela ne pose aucun problème avec moi, au contraire je trouve que c'est très gracieux, c'est une sorte de chignon que les femmes portent sur le côté en laissant pendre une grande mèche, cela me fait penser à la queue d'un perroquet.

Elle a d'autres sources récurrentes d'humiliation, par exemple la couleur de sa peau très foncée qui la traumatise littéralement, et qu'elle partage avec les Katuvasi. Au Tamil Nadu ou chez les dravidiens, avoir la peau très foncée est une tare, un défaut, une malédiction... Après trois ans de vie commune elle me demande encore si j'aime la couleur de sa peau, et je lui réponds qu'elle est magnifique, d'autant plus qu'en été elle bronze et devient aussi noire qu'une Ethiopienne, d'ailleurs la ressemblance morphologique est tout à fait étonnante. Son illettrisme lui procure aussi une profonde humiliation. Elle a travaillé pendant 20 ans chez des Allemands, et tout ce qu'ils ont pu lui apporter pendant cette longue période fut le port du soutien-gorge ! A l'opposé, l'une des premières choses à laquelle je me consacrai fut de lui apprendre à lire et à écrire sa langue, que depuis elle maîtrise plus ou moins avec bien des difficultés parce qu'elle ne la pratique pas suffisamment.

Bref, lorsque j'ai rencontré cette femme, elle était craintive, il y avait quelque chose de triste dans son regard, les hommes la terrorisaient littéralement, depuis le décès de son épouvantable époux 23 ans auparavant, elle n'avait eu aucun contact avec un homme et elle n'avait jamais envisagé de refaire sa vie. Depuis qu'elle vit avec moi, elle se sent en sécurité et apaisée, elle s'est épanouie, et si elle n'a pas pu se séparer totalement de ses complexes d'infériorité, ils ne la tourmentent plus comme dans le passé parce que je l'ai aidée à les dépasser en leur donnant une signification sociale ; on n'a pas évoqué les castes parce qu'elles ont pratiquement disparu, sauf pour l'état civil ou le législateur et chacun comprendra pourquoi sous ce régime semi-féodal d'où le régime néolibéral est si proche, les afro-américains pourraient vous en parler mieux que moi.

Chacun aura compris sur la base des faits, j'y tiens, des rapports que j'ai avec ma compagne, que je lui témoigne un profond respect, sans ignorer tout ce qui nous rapproche et tout ce qui nous sépare et demeurera irréductible dans le futur. Je suis quelqu'un de très attentionné au sort de mes semblables au cas où vous ne l'auriez pas remarqué - la misère du monde que je

vois défilé quotidiennement sous mes yeux m'accable ou m'attriste profondément - du plus misérable au plus nantis, dont vous devez faire partie, et ma longue réponse en témoigne, je n'y étais pas obligé, j'aurais pu vous mépriser puisque c'est ce que vous méritiez, mais j'ai estimé que c'était une bonne occasion pour partager une expérience autre que politique avec les lecteurs.

J'ai déjà parlé de tout cela dans de précédentes causeries et vous avez feint de l'ignorer pour vous connecter quotidiennement sur mon portail selon vos dires.

Votre intention était manifestement de me nuire ou de porter atteinte à mon intégrité morale, et je pense que cela avait davantage à voir avec un autre passage de ma causerie où j'évoquais une fois de plus à la manière d'Engels et de Lénine l'embourgeoisement des travailleurs et du mouvement ouvrier, j'aurais pu ajouter l'influence de l'idéologie de la classe dominante sur leur mode de pensée dont vous venez justement de nous donner un échantillon peu glorieux ou détestable.

Ce que vous ne supportez pas en fait, c'est la réalité, du coup vous ne l'avez jamais comprise et vous ne pouvez pas comprendre les gens qui ne pensent pas comme vous, vous les méprisez ou pire encore. Vous avez évolué tant bien que mal durant le premier tiers de votre existence, et ensuite vous vous êtes fossilisé, ce qui ne vous a jamais permis de faire la critique de votre courant politique et vous a conduit à reproduire ses erreurs en les justifiant par des procédés indignes.

C'est vous aussi qui m'aviez écrit qu'il ne fallait pas accorder d'importance à l'idéologie et à la manière dont les masses étaient conditionnées. C'est vous aussi qui estimiez qu'accorder de l'importance aux institutions telles que le groupe Bilderberg était inutile. Or Macron est le produit de cette idéologie, du conditionnement des masses, et il était le candidat de l'oligarchie financière qui trône au sommet du groupe Bilderberg ou encore de la French-American foundation où il avait été recruté. Bref, vous avez eu faux sur toute la ligne, les faits le prouvent.

Et à aucun moment vous ne vous êtes demandé comment cela avait pu se traduire au niveau de votre analyse de la situation, des prises de position de votre courant politique, des rapports qu'il avait entretenus avec les différentes classes ou leurs représentants. Inutile puisqu'avant même d'examiner la réalité, votre interprétation de la situation devait correspondre à votre théorique gravée dans le marbre depuis un siècle ou plus. Et c'est un tel aveuglement qui devrait servir de phare ou d'avant-garde à la classe ouvrière, autant dire qu'elle serait condamnée à l'obscurité pour l'éternité.

Vous pouvez vous gargariser tant que vous voudrez de citations ou de références aux marxistes, répéter sans cesse les mêmes formules, les mêmes sophismes, les mêmes lieux communs, vous n'aurez aucune légitimité pour parler en notre nom ou au nom du socialisme temps que vous refuserez d'aborder la réalité telle qu'elle est. Pour l'illustrer, ce n'est pas un hasard si le discours de vos dirigeants ne se renouvelle pas ou fait preuve d'une telle médiocrité en matière d'imagination, car seule la réalité peut en fournir la matière, à défaut ils se condamnent à reproduire en boucle la même rhétorique depuis 40 ans coupée de la réalité.

Et vous savez pourquoi ils ont réussi leur coup d'Etat avec Macron ? Parce qu'ils sont partie de la réalité, sinon ils n'auraient jamais pu parvenir à leur fin.

Vous faites partie de ces gens ignobles qui essaient de me faire passer pour ce que je ne suis pas ou pour ce que je ne me prends pas, mais avec moi cela ne prend pas voyez-vous.

Et puis je ne me cache pas derrière un ou plusieurs pseudonymes, je n'avance pas masqué, mes lecteurs savent pratiquement tout de moi.

Au fait, vous n'avez pas répondu à mes questions : Il y a combien de permanents du POID et du POI dans les syndicats, depuis combien d'années, quelle est leur rémunération, quels sont leurs avantages en nature, quelle est la rémunération des permanents de ces partis ? Quand comptent-ils mettre un terme à leur statut de permanent ou rompre avec les appareils corrompus des syndicats ? Les dirigeants de votre courant politique déclarent-ils désormais leur véritable rémunération aux organismes sociaux ? Ont-ils remboursé la somme importante qu'ils leur avaient escroquée pendant des décennies, faut-il que je les interroge ou que je m'adresse au ministre pour obtenir une réponse ?

C'est peut-être cela qui l'a mis hors de lui !

Adieu petit monsieur, je n'ouvrirai plus jamais aucun de vos courriels.

Fin.

Je crois être assez vieux (62 ans) pour pouvoir dire tout ce que je pense.

Les hommes sont ce qu'ils sont. Ils ne sont ni bons ni mauvais. Ils peuvent être bons quand le contexte s'y prête, et ils peuvent être mauvais ou même cruels quand les circonstances leur sont défavorables. Or, plus il y a de guerres à travers le monde, plus il y

a d'actes de barbarie commis sur tous les continents, plus il y a d'inégalités et d'injustices dans tous les pays, plus les facultés des hommes seront mises à rude épreuve, plus ils auront tendance à réagir émotionnellement ou moins leur comportement sera rationnel, moins ils seront aptes à réfléchir, on vient d'en avoir un exemple saisissant.

Il faut à tous prix en avoir conscience ou prendre le temps d'y réfléchir. On nous dit que nous vivons à une époque très troublée, confuse, certes, mais ô combien riche en contradictions, donc en matériaux pour réfléchir et imaginer un monde meilleur car c'est possible. C'est de là que doit émerger la théorie révolutionnaire pour changer la société et nulle part ailleurs.

Qui a dit ?

"Prenez quelqu'un qui est dans le bon état d'esprit, vous pouvez tout lui prendre et le jeter à la rue, je vous garantis qu'il sera rapidement de nouveau au top".

"Prenez une personne qui a une mauvaise mentalité, vous pouvez lui offrir tout ce qu'elle veut, elle finira quand même par se retrouver au fond du trou".

En mars, il avait comparé les esclaves à des immigrés en quête du rêve américain.

Réponse: Ben Carson, afro-américain, ministre du Logement de Trump, le 24 mai. (Source : huffingtonpost.fr 25.05).

En Marche vers la monarchie absolue ! Sont-ils en train de rejouer le même coup que lors de la présidentielle ?

- Législatives 2017 : un record de candidatures depuis 2002 - latribune.fr

La bataille promet d'être difficile. A quelques semaines du premier tour des élections législatives, le ministère de l'Intérieur a publié, ce mardi 23 mai, la liste complète des candidats à la députation. 7.882 candidats devraient s'affronter sur les 577 circonscriptions du territoire français. Ce nombre reste néanmoins inférieur au record de 2002 qui avait vu s'affronter 8.221 candidats.

Au regard des chiffres mis en ligne par le ministère, le nombre de candidats a explosé en 30 ans . Alors qu'il y avait seulement près de 2.800 candidats en 1988, le nombre de prétendants à l'Assemblée nationale a plus que doublé (x 2,8) pour les prochaines échéances électorales de juin. Et surtout, le nombre de candidatures pour 2017 est largement supérieur à la moyenne des dernières décennies qui se situe à 6.260.

En ce qui concerne la moyenne du nombre de candidats par circonscription, la tendance est plutôt à la hausse. En 1988, les prétendants aux élections étaient environ 5 à se présenter par circonscription. En 2017, ils sont près de 14, soit presque trois fois plus. Sur les trois dernières décennies, la moyenne se situe à 11.

Certaines circonscriptions vont faire l'objet de batailles électorales très disputées. En France métropolitaine, le record du nombre de candidatures se situe dans la 18ème circonscription de Paris avec plus de 26 candidatures dont celle de l'ancienne ministre du Travail Myriam El Khomri. La seconde circonscription de Paris devrait être également très disputée avec 24 candidats et les candidatures de Nathalie Kosciusko-Morizet et Henri Guaino. A Paris, la lutte promet d'être rude avec 374 postulants pour seulement 18 sièges. A l'inverse, la circonscription qui compte le moins de candidats se situe en Corse du Sud avec sept prétendants. latribune.fr 24.05

J'ignore dans quelle mesure ce sondage est fiable ou fabriqué, s'il correspondait à la réalité, ce serait inutile d'appeler à voter pour les candidats de la France insoumise, autant boycotter cette élection, insister serait se compromettre. Il se pourrait que l'abstention, les votes blancs et nuls avoisinent 40% ou plus, ce qui expliquerait ces résultats.

La piètre prestation de Le Pen lors du débat face à Macron, sa défaite, ses reniements et maintenant la crise qui disloque son parti, sont autant d'éléments qui vont dissuader de nombreux électeurs de voter pour ses candidats.

Cette analyse vaut pour La France insoumise dont la quasi-totalité des candidats sont inconnus des électeurs. De plus ses candidats vont devoir affronter une multitude de candidats qui sont étiquetés de gauches, de sorte que le vote de "gauche" va se trouvez éparpillé, éclaté, au grand bonheur de LREM et de LR, peut-être même du PS. Etait-ce voulu ? Devinez !

Bon, je sens que l'heure approche où je vais pouvoir enfin profiter de ma retraite...

Le matraquage maconique s'emballe.

- Emmanuel Macron résiste à la poignée de main de Donald Trump et impressionne les médias américains - Franceinfo

- Emmanuel Macron : a-t-il réussi ses premiers pas sur la scène internationale ? - Franceinfo

- Macron dans la cour des grands à l'Otan - AFP

- Macron prend le pouls de ses homologues à Bruxelles - Reuters

- La majorité absolue à l'Assemblée pour Macron, selon un sondage - Reuters

- Macron prend l'antiterrorisme en main - LeFigaro.fr

- Macron et RSF mobilisés pour Mathias Depardon - Liberation.fr

Quel bonheur leur société !

- Tous nos vieux de bonheur - Liberation.fr

Près de 700 000 personnes âgées vivent en maison de retraite, contre leur gré pour une large partie d'entre elles. Liberation.fr 25.05

- Près de 50 000 enfants disparus par an et des familles démunies - Liberation.fr

En France, en 2016, 49 347 mineurs ont été enregistrés dans le fichier des personnes disparues.

Le bilan des disparitions d'enfants en France a de quoi affoler. Parmi ces 49 347 mineurs recensés en 2016, l'immense majorité sont des fugueurs (48 156).

Un chiffre que la directrice de l'association, Anne Larcher, invite à ne pas «relativiser» puisque, selon le CFPE, même en cas de fugue, l'épreuve vécue par les familles est terrible : un tiers des enfants sont retrouvés dans les jours qui suivent, un autre tiers dans les trois mois et le dernier tiers parfois des années plus tard. Restent près de 1 200 enfants dont la situation est plus préoccupante : 497 ont été enlevés ou détournés par une personne majeure, souvent l'un des deux parents, et 687 font l'objet de disparitions «inquiétantes» , c'est-à-dire que les éléments de l'enquête ne permettent pas encore de déterminer les motifs de leur disparition. Liberation.fr 25.05

Ils osent tout

- Barack Obama reçoit le Prix allemand des médias - AFP

- Erdogan reçu à Bruxelles, l'UE veut "continuer à coopérer" avec la Turquie - AFP

Terrorisme d'Etat pour terroriser la population

- Le terroriste de Manchester faisait-il partie d'un groupe djihadiste autrefois soutenu par Londres ? francais.rt.com

Salman Abedi, Britannique d'origine libyenne, a baigné dans un contexte familial djihadiste et ressentait un désir de «vengeance». Il était également proche d'un groupe djihadiste libyen qui aurait reçu l'appui du Royaume-Uni pour renverser Kadhafi.

Alors que l'enquête suit son cours pour déterminer les motivations et liens entretenus par Salman Abedi avec des groupuscules terroristes, un article du Middle East Eye semble affirmer que le jeune homme de 22 ans auteur de l'attentat suicide de Manchester, ainsi que d'autres membres de sa famille, avaient des liens très étroits avec un groupe djihadiste appelé Groupe islamique combattant libyen (GICL), une branche d'Al-Qaïda qui aurait été appuyée par Londres dans les années 1990 pour éliminer Mouammar Kadhafi.

L'article du Middle East Eye rappelle notamment qu'en 2002, un ancien agent du MI6 devenu ensuite lanceur d'alerte, David Shayler, avait accusé l'agence d'espionnage britannique d'avoir collaboré avec le GICL en 1996 dans le but d'assassiner le dirigeant libyen. Une allégation que le gouvernement britannique a toujours fermement nié.

Le Middle East Eye affirme également qu'en 2011, le Royaume-Uni a permis aux membres répertoriés du GICL vivant sur le territoire britannique de rentrer en Libye pour lutter contre le gouvernement de Kadhafi.

Des liens étroits avec le djihadisme libyen

Depuis que son identité est connue, de nombreux détails sont apparus à propos de Salman Abedi et de sa famille. Selon son jeune frère Hachem, arrêté le 23 mai dernier par les autorités libyennes, Salman Abedi était connu des services de renseignement britanniques comme «appartenant au groupe Etat islamique».

L'auteur de l'attaque suicide de Manchester est né dans la troisième ville britannique, où vit notamment une importante communauté libyenne.

Selon un responsable de sécurité libyen, le père de Salman Abedi, Ramadan, était membre du GICL, un groupe hostile à Mouammar Kadhafi et très actif dans les années 1990.

Traqué par les autorités libyennes de l'époque, comme les autres membres du GICL, Ramadan Abedi avait trouvé refuge en Grande-Bretagne, d'abord à Londres puis à Manchester, où la famille s'était installée dans une banlieue résidentielle modeste, Fallowfield.

Selon les médias britanniques, les Abedi fréquentaient la mosquée locale de Didsbury. Ramadan y faisait l'appel à la prière, et l'un des frères d'Abedi, Ismael, 23 ans, arrêté par la police immédiatement après l'attentat, y faisait du bénévolat.

Salman Abedi avait entamé en 2014 des études de commerce et de management à l'université de Salford, dans l'agglomération de Manchester, mais avait abandonné après un an.

Un porte-parole de la communauté libyenne de Manchester, Mohamed Fadil, a expliqué à l'AFP que Salman Abedi était «plutôt à l'écart, tranquille et réservé». «Les gens savaient qu'il avait des problèmes de comportement, il n'était pas respectueux ni poli, plutôt introverti et très bizarre, on dit dans la communauté qu'il buvait de l'alcool et fumait de l'herbe», a ajouté le porte-parole, pour qui les séjours libyens du jeune homme seraient à l'origine de sa radicalisation.

Un désir de vengeance après le meurtre d'un ami tué par des Britanniques

Selon un proche de Salman Abedi à Tripoli, l'une des motivations du jeune homme pourrait avoir été le fort désir de vengeance qu'il ressentait depuis la mort en mai 2016 d'un ami poignardé par un groupe de jeunes Britanniques.

«Cet incident a suscité un sentiment de colère chez les jeunes Libyens de Manchester et surtout chez Salman, qui a exprimé clairement son désir de vengeance», a expliqué cette même source à l'AFP. «Nous avons réussi à calmer les jeunes du quartier qui se sentaient visés par l'attaque en tant que musulmans, mais il semble que Salman n'a pas oublié l'incident», a-t-il ajouté.

Selon les médias britanniques, l'ami présumé de Salman, Abdul Wahab Hafidah, avait été pourchassé puis tué par un groupe de jeunes, dont le procès est toujours en cours.

Interrogée par le Wall Street Journal, la sœur de Salman, Jomana, a donné une autre raison à ce désir de vengeance : «Il a vu des enfants – des enfants musulmans – mourir dans le monde et il voulait les venger. Il a vu les bombes que les Etats-Unis ont lâché sur des enfants en Syrie et il voulait les venger», a-t-elle expliqué au journal new-yorkais.

Quatre jours avant l'attentat, selon un proche de la famille qui vit lui aussi à Manchester, Salman Abedi se trouvait en Libye. «Son père voulait qu'il reste en Libye. Mais Salman a insisté pour rentrer à Manchester», a-t-il dit sous couvert de l'anonymat.

Ramadan Abedi était rentré dans son pays en 2011 pour combattre les forces de Mouammar Kadhafi aux côtés des rebelles pendant la révolte qui a renversé le dirigeant libyen, selon des médias britanniques.

Selon le Wall Street Journal encore une fois, Salman l'y aurait accompagné.

Six ans après la révolte, la Libye est toujours plongée dans le chaos et le groupe Etat islamique, qui a revendiqué l'attentat, y est implanté même s'il a récemment subi des revers à Syrte, dans le nord du pays. francais.rt.com 25.05

Commentaires d'internautes

1- Tiens encore un pur produit de nos sociétés qui se retourne contre nous. On bombarde au moyen orient, on crée des groupes terroristes pour renverser des dictateurs et nous assurer une part des ressources locales au profit des multinationales, au final c'est toujours le peuple qui paye les pots cassés en finançant nos armées qui envahissent ces pays et en se prenant un attentat par ci par là pour justifier ces guerres que l'on a initiées.. Si tout le monde était au courant que ces gens étaient des

terroristes, pas des menaces potentielles, mais bien des terroristes que l'on a formés et armés nous mêmes, pourquoi les arrêter que maintenant..

2- A trop jouer avec le feu on finit par se brûler. Tant que ces djihadistes massacrent des musulmans et détruisent leur pays, l'occident qui les a créés les protègent et quand ils se retournent contre ceux qui les nourrissent ils deviennent des terroristes. On avait vu ça avec les terroristes algériens qui en Algérie avaient commis les pires massacres et même le revendiquaient, et qui avaient trouvé refuge en Angleterre, Suisse, France, Allemagne, états-unis, Canada.....jusqu'à aujourd'hui, des terroristes condamnés en Algérie pour actes terroristes ou apologie du terrorisme et dont l'Algérie a demandé l'extradition, continuent de vivre pépères en Europe ou aux états-unis.

3- Les pires terroristes ce sont ceux qui ont créé ces terroristes d'El Qaïda à Daesch en passant par El Nosra, Boko Haram...

Régime totalitaire. Ils massacrent les peuples.

- Le Pentagone reconnaît sa pire bavure dans une attaque contre Daech - huffingtonpost.fr

Le Pentagone a reconnu ce mardi 24 mai la pire bavure de la campagne contre le groupe Etat islamique -105 victimes civiles dans un bombardement le 17 mars à Mossoul- attribuant toutefois ce terrible bilan à des explosifs de l'EI, et non à la bombe américaine elle-même. huffingtonpost.fr 25.05

- Syrie: 35 civils tués par des frappes de la coalition (OSDH) - AFP

Des frappes aériennes de la coalition dirigée par les Etats-Unis ont fait au moins 35 morts parmi les civils jeudi dans une ville de l'est de la Syrie aux mains du groupe Etat islamique, a annoncé une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Parmi les personnes tuées figurent au moins 26 parents de combattants de l'EI, des Syriens mais aussi des Marocains, a précisé à l'AFP le chef de l'OSDH, Rami Abdel Rahman.

"Les neuf autres sont des civils syriens, dont cinq sont des enfants", a-t-il précisé.

Le Pentagone s'est refusé à tout commentaire. AFP 26.05

- États-Unis : des innocents exécutés à cause de tests ADN du FBI erronés - AFP

Le FBI fait son mea culpa. Le service de renseignement américain reconnaît des manquements par le passé dans ses analyses scientifiques, qui ont conduit à condamner à mort et faire exécuter plusieurs prisonniers. Il a publié dimanche 19 avril un communiqué, en réponse à un rapport de l'Inspection générale (OIG).

Selon ce document publié en juillet, 60 prisonniers auraient été condamnés à mort aux États-Unis à cause d'analyses scientifiques erronées et de témoignages douteux. Trois d'entre eux ont été exécutés. Les autres ont passé des années dans le couloir de la mort pour rien.

La police fédérale admet des "erreurs de scientifiques du FBI dans l'analyse de cheveux au microscope ou de rapports de laboratoires" dans des affaires criminelles.

L'un des trois prisonniers, exécuté au Texas en 1997, n'aurait pas encouru la peine capitale sans les éléments à charge défectueux.

Un autre détenu a été innocenté 27 ans après sa condamnation. Au moins cinq autres verdicts ont été annulés, après que les "analyses erronées et les témoignages scientifiquement intenables" d'un analyste du FBI ont été mis au jour.

Des affaires traitées à la légère

Dans ses recommandations au ministère de la Justice, l'OIG dresse la liste des condamnés dont les dossiers doivent être réexaminés. Leurs cas ont été revus par des scientifiques indépendants et posent question. L'institution demande donc aux autorités de revoir les pièces à conviction et de "prendre des mesures immédiates pour s'assurer que ces accusés soient bien alertés que leur peine a pu être entachée par des analyses et des témoignages peu fiables".

En 1997, un premier rapport de l'OIG avait pointé des irrégularités graves commises dans des enquêtes judiciaires par treize analystes dulaboratoire du FBI à Quantico, en Virginie.

Mais 17 ans plus tard, le même OIG accuse le FBI de ne pas en avoir tiré les leçons et d'avoir traité à la légère les affaires de peine de mort dans les huit années qui ont suivi. Les autorités locales, la défense ou l'accusation n'ont pas été alertés, et trois hommes ont été exécutés, faute de réexamen de leur dossier. AFP 20.04

Un internaute en rajoute :

- En dehors du FBI, il y a le cas récent d'Annie Dookhan, une chimiste experte judiciaire qui a volontairement falsifié plus de 34000 tests de dépistage de drogues, ce qui a conduit a presque autant de condamnations injustifiées. 21000 de ces condamnations ont été annulées le mois dernier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Les grévistes de la faim palestiniens dans une phase "critique" - AFP

Les centaines de Palestiniens en grève de la faim depuis 39 jours dans les prisons israéliennes entrent dans une phase "critique", a averti jeudi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), après avoir vu tous les détenus.

"Les médecins du CICR ont rendu visite à tous les détenus en grève de la faim et surveillent de près leur situation", a déclaré le chef du département de la santé du CICR en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, Gabriel Salazar, dans un communiqué.

"Six semaines après (le début de) la grève de la faim, nous sommes préoccupés par les éventuelles conséquences irréversibles sur leur santé. Du point de vue médical, nous entrons dans une phase critique", a-t-il estimé.

Cet appel intervient au 39e jour de la grève de la faim collective entamée par des centaines de prisonniers palestiniens -emmenés par le très populaire dirigeant du Fatah, Marwan Barghouti- pour réclamer des visites médicales régulières et l'accès au téléphone, entre autres.

M. Barghouthi purge cinq peines de perpétuité pour des attentats meurtriers pendant la deuxième Intifada (2000-2005).

Les grévistes de la faim sont issus de toutes les mouvances politiques palestiniennes, du Fatah du président Mahmoud Abbas et de son grand rival Marwan Barghouthi, aux partis de la gauche en passant par le Hamas islamiste. AFP 26.05

Ethiopie.

- Peine de prison en Ethiopie pour un dirigeant de l'opposition - Reuters

Un dirigeant de l'opposition en Ethiopie a été condamné jeudi à six ans et demi de prison après avoir été reconnu coupable de publication sur Facebook de commentaires relevant de "l'incitation au terrorisme", a rapporté son avocat.

Yonatan Tesfaye, ancien porte-parole du parti d'opposition Semayawi, avait été arrêté en décembre 2015 après avoir accusé la coalition au pouvoir, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF), d'user de la force contre le peuple au lieu de privilégier le dialogue.

Ses commentaires avaient été postés sur Facebook le mois précédent, peu après le début de manifestations d'étudiants, de lycéens et de paysans oromo, l'ethnie la plus nombreuse du pays, pour protester contre un projet d'expansion de la capitale, Addis-Abeba.

Les troubles, qui se sont poursuivis l'an dernier et ont fait environ 500 morts, ont amené les autorités à imposer l'état d'urgence en octobre. Les associations de défense des droits de l'homme, et certains pays occidentaux, accusent les autorités éthiopiennes d'utiliser la législation antiterroriste pour museler l'opposition et empêcher toute dissidence. Reuters 25.05

Haut de page

Le 28 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 28 mai, 8 pages.

Qui a dit ?

Message à tous les progressistes.

- "Les gens qui ne pensent qu'aux aspects de fond, ce sont de belles âmes, mais comme ils ne gagnent pas, on en a un peu rien à foutre".

Réponse : Le Premier ministre, Edouard Philippe. (huffingtonpost.fr 15.05)

Traduction : Donnez-vous le pour dit, sans surprise, le Premier ministre n'en a "rien à foutre" des questions sociales qui préoccupent les masses laborieuses parce que leurs représentants "ne gagnent pas", ne peuvent pas gagner dans le cadre des institutions ou du jeu électoral truqué, conclusion à en tirer : Elles doivent les renverser.

Bref, quand ils ne vous traitent pas d'illettrés, ce qui est une insulte dans leur bouche, ils vous disent en face qu'ils n'en ont rien à foutent de vous et vos besoins ou aspirations.

La jeunesse est révolutionnaire !

- Plus de la moitié des jeunes en Europe participerait à un «soulèvement de masse» - wsws.org

Ce n’est pas tous les jours que les jeunes se font demander, par une importante organisation internationale, s'ils voudraient participer à un «soulèvement de masse». Mais c’est exactement ce que l’Union européenne de radio-télévision, la plus grande alliance de chaînes de télévision publiques du monde, a fait dans un sondage de près d’un million de personnes âgées entre 18 et 35 ans.

Lorsqu'on leur a demandé «Participeriez-vous activement à un soulèvement à grande échelle contre la génération au pouvoir si elle se produisait dans les prochains jours ou les prochains mois?», plus de la moitié des répondants, 53%, ont dit oui. En Grèce et en France, le nombre était de plus de 60%.

La question semble avoir été formulée pour atténuer le résultat, en embrouillant intentionnellement la question en faisant référence à un conflit intergénérationnel. Mais les réponses aux autres questions indiquent clairement les sentiments qui motivent les jeunes à dire qu'ils participeraient à un «soulèvement». Le sondage a découvert que les jeunes sont extrêmement préoccupés par les inégalités sociales, s’opposent à la guerre et compatissent avec les réfugiés.

Lorsqu'on a demandé à plus de 500.000 personnes si «Les banques et l’argent dirigent le monde», près de 9 jeunes sur 10 ont dit qu’ils étaient d'accord.

Dans le même ordre d’idées, lorsque les répondants se sont fait demander si l’écart entre les riches et les pauvres s’agrandissait, 89% ont répondu dans l'affirmative.

Lorsqu'on leur a demandé si «les politiciens sont corrompus», les répondants ont été encore plus catégoriques: seulement 8% d'entre eux ont dit «Non, peu d’entre eux le sont». L’écrasante majorité a répondu «oui»: soit «quelques-uns le sont» ou «ils le sont pratiquement tous».

Thomas Grond, le dirigeant des Jeunes Publics à l’Union européenne de radio-télévision, a dit au WSWS que les chiffres montraient un effondrement «catastrophique» dans la confiance des institutions sociales. «La confiance dans les médias, les politiciens, les institutions religieuses, il n'y en a plus.»

«Une grande partie de la jeune population ne sent pas que les politiques tiennent compte d'eux», a dit Grond. «Elles servent à préserver le système, et il n’y a pas beaucoup de changement. Et où il y a du changement, c’est rétrograde.»

Lorsqu'on lui a demandé s’il était surpris par le fait que tant de jeunes personnes ont dit qu’elles seraient prêtes à participer à un «soulèvement à grande échelle», Grond a répondu franchement: «Pas vraiment.» Il a dit que le sondage montre que, malgré

leur scepticisme envers les institutions sociales, les jeunes sont généralement optimistes à propos de l'avenir, et «prêts à participer» dans la vie politique. «La société ne leur donne tout simplement aucune chance de démontrer ce qu'ils sont capables de faire», a-t-il dit.

Grond a dit qu'il était surpris par l'opposition largement ressentie envers le nationalisme parmi les participants du sondage. «78% des jeunes en Allemagne ont noté la montée du nationalisme et dit que c'était une mauvaise chose», a affirmé Grond. Par opposition, seulement 11% des répondants ont dit que la montée du nationalisme était un développement positif.

Significativement, en Allemagne, où la classe dirigeante est engagée dans une campagne pour réhabiliter le nationalisme et le militarisme – incluant par des universitaires comme Jörg Baberowski, qui a dit que «Hitler n'était pas cruel» et «n'était pas un psychopathe» – plus de deux tiers des jeunes ont dit qu'ils ne seraient pas prêts à se battre dans une guerre.

À travers l'Europe, malgré la promotion incessante du militarisme et des sentiments proguerres par les médias, plus de la moitié des jeunes gens ont dit qu'ils refuseraient de «se battre pour [leur] pays».

À commencer par le référendum britannique du 23 juin 2016 pour quitter l'Union européenne, suivi de l'élection du milliardaire fascisant Donald Trump comme président des États-Unis en novembre, les médias internationaux n'ont cessé d'affirmer que les populations des pays les plus avancés sont envahies par une montée du nationalisme, du militarisme et des sentiments de droite.

Le sondage montre quelque chose de très différent. À l'affirmation: «l'immigration enrichit leur société», près de trois quarts des personnes sondées ont répondu dans l'affirmative. wsws.org 22.05

Parole à d'enseignant-chercheurs et de chercheurs.

- Élections présidentielles - Groupe Jean-Pierre Vernan - groupejeanpierrevernant.info 18.05

(Le groupe Jean-Pierre Vernant réunit 59 universitaires proches de la gauche de gouvernement, et exerçant les fonctions de Biatss, d'enseignant-chercheurs et de chercheurs dans les universités Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris 2 Panthéon Assas, Paris 3 Sorbonne Nouvelle, Paris 5 Paris Descartes, Paris 7 Denis Diderot, Paris 8 Vincennes Saint-Denis, Paris 10 Nanterre, Paris 12 Paris-Est Créteil, Paris 13 Nord et Paris-Est Marne-la-Vallée. http://www.groupejeanpierrevernant.info

Extraits.

1- Lobby soit qui manigance.

Comme M. Minc, M. Macron a recours à la falsification pour se construire auprès des journalistes une image d'intellectuel – son échec au concours de l'Ecole Normale Supérieure semble être resté comme une brûlure cuisante. Assistant éditorial (correcteur d'épreuves) de l'ouvrage La Mémoire, l'histoire, l'oubli (Seuil, 2000), il se présente encore comme assistant de Ricœur – qui a pris sa retraite universitaire en 1981 quand M. Macron avait 4 ans – ayant entretenu de longues conversations philosophiques d'égal à égal avec celui-ci [15]. Chacune de ses tirades "philosophiques" suffit à démontrer que son DEA n'a laissé que de vagues traces mal digérées [16].

M. Macron (Inspection des finances) est à l'évidence une émanation de cette logique (l'abandon de l'intérêt général au profit de l'intérêt privé - ndlr), incarnée par le groupe anonyme des Gracques et en particulier par M. Jouyet (Inspection des finances). M. Macron est entré en politique à l'occasion du rapport Attali-Macron commandé en 2008 par M. Sarkozy. Notons que M. Attali a la particularité d'être passé par le Corps des mines avant l'Inspection des finances. Le parrain en politique de M. Macron est M. Minc (Inspection des finances) qui s'était lui-même fait connaître par le rapport Nora-Minc. M. Minc, condamné pour plagiat , illustre bien le changement du rapport au savoir des lobbies néolibéraux : conserver l'apparence de l'érudit pour accréditer le mythe d'une sphère gestionnaire compétente au service de l'intérêt général

Notes

[15] http://www.lemonde.fr/politique/article/2016/09/01/emmanuel-macron-un-intellectuel-en-politique_4991027_823448.html#jhP4h9HLuGv55OpA.99%20%20voir aussi: http://www.lexpress.fr/actualite/politique/macron-philosophe-ces-intellectuels-qui-n-y-croient-pas_1827700.html

[16] M. Macron, dans ses phases messianiques, s'est fait une spécialité d'énoncés du type : "J'ai toujours assumé la dimension de verticalité, de transcendance, mais en même temps elle doit s'ancrer dans de l'immanence complète, de la matérialité" http://www.lejdd.fr/Politique/Emmanuel-Macron-confidences-sacrees-846746 qui alternent avec une rhétorique "indie mystique" sur la transsubstantiation et la libération d'"énergies".

2- Élections présidentielles : la lutte des places.

Plus personne, hormis les candidats à l'élection présidentielle, ne fait mine de croire ni à l'Homme providentiel ni aux calculs relevant plus du Pari Mutuel Urbain que de la démocratie.

Une partie de la difficulté provient de la nature même du mouvement populiste de M. Macron : il ne possède qu'une base électorale restreinte (les quelques 6% d'électeurs sociaux libéraux) et doit donc l'élargir en obtenant le consentement de groupes sociaux aux intérêts divergents à son entreprise d'adaptation du pays à un capitalisme de type Silicon Valley , fait d'exaltation de l'individu, de start-up numériques, de GAFA, de mondialisation néolibérale et de New Public Management. Pour ce faire, la start-up césariste de M. Macron utilise les techniques usuelles du marketing pour promouvoir le "produit" Macron, à commencer par la surexposition médiatique. Le corps électoral est découpé en segments de marché travaillés séparément sur la base de questionnaires destinés à trouver les slogans les plus efficaces.(...)

Bien plus qu'un chat de Cheshire, M.Macron a ainsi toutes les apparences d'un chat de Schrödinger, constitué d'états superposés. La "Révolution" annoncée est peut-être là, dans cette synthèse entre Robert Hue, Alain Madelin, François Rugy et Xavière Tiberi, pour ne citer que quelques noms.

La production d'énoncés contradictoires est cependant plus un symptôme qu'une habitude. Le messianisme de M. Macron reposant sur le récit (storytelling) d'une pacification de la société par l'indifférenciation politique, son discours se compose le plus souvent d'énoncés ouverts, euphémisés, cotonneux, à la logique évanescente destinés avant tout à nier tout antagonisme économique et social. .(...)

Plus généralement, les adjectifs "véritable", "vrai" et "réel" sont devenus, dans leur usage politique, les marqueurs d'une falsification du discours : créer un changement apparent là où l'intention est de poursuivre dans la continuité la logique dominante.

Nous entendons par néolibéralisme l'idéologie consistant à soumettre l'ensemble des relations humaines au marché et à la mise en concurrence : http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609

Sur les conseils de M. Niel, M. et Mme Macron sont conseillés par Mme Marchand, spécialisée dans l'émission et le contrôle de rumeurs ainsi que dans la production de photographies avantageuses de paparazzi ou du rachat de photographies gênantes : http://www.vanityfair.fr/enquetes/articles/article-magazine-mimi-marchand-la-reine-des-people-au-chevet-des-macron/51393

Les "clefs de la garde-robe" de Mme Macron ont été confiées à Mme Arnaud, DGA de Vuitton, épouse de M. Niel et fille de M. Arnaud : http://www.gala.fr/l_actu/news_de_stars/photos_-_brigitte_macron_entierement_relookee_par_delphine_arnault_pour_paraitre_plus_jeune_376762

3- Troisième partie. Nel mezzo del cammin di nostra vita.

La colère des classes moyennes se poursuit, délaissant, dédaigneuse, les deux grands partis de gouvernement, en cours de dislocation. (...) Le populisme de M. Macron a optimalement fonctionné et offre au néolibéralisme une adhésion qui a pratiquement doublé, puisqu'elle atteint maintenant 10% du corps électoral [2]. Ainsi, le vieux monde s'offre un peu de répit en prolongeant pour quelque temps son règne avec, pour tout navire amiral, un canot de sauvetage. (...)

La start-up En Marche a, selon les préceptes du centralisme technocratique, une gouvernance resserrée structurée en cercles concentriques. M. Macron (appelé "EM" ou "le chef" ou "le boss") est au centre, entouré d'un premier cercle, très restreint, qui a le pouvoir d'arbitrage. M. Kohler est le bras droit de M. Macron. M. Pisani-Ferry assure la coordination du programme, et il est secondé par un jeune économiste, M. Amiel. Les autres personnages du premier cercle sont des communicants ou des stratèges politiques, comme M. Emelien : l'objet de la campagne n'est pas de produire des idées politiques publiques mais des éléments de langage calibrés pour des segments électoraux. Le deuxième cercle complète le premier : des managers de pôles thématiques, M. Bigorgne, M. Casas, M. Cazenave, M. Piechaczyk, qui sont chargés de chapeauter des chefs de groupe et de consolider [sic] les documents programmatiques. (...)

Le troisième cercle comprend ceux qui ont contribué directement au programme. Il est constitué de M. Coulhon, chef du groupe En Marche pour l'enseignement supérieur et la recherche, de M. Aghion, théoricien des politiques menées depuis 10 ans, de M. Lichtenberger, du groupe Marc Bloch et de Terra Nova et de M. Korolitski, qui met en œuvre les programmes IDEX/ISITE, LABEX, EQUIPEX, IDEFI, Instituts Convergences, formations numériques, ainsi que ceux du PIA3 au Commissariat général à l'investissement — il avait auparavant œuvré onze ans au ministère, notamment pour concevoir et déployer le système LMD. (...)

Sautons temporairement le quatrième cercle pour passer au cinquième cercle, qui se compose des candidats aux législatives, recrutés par des méthodes inspirées du secteur privé, conformément à la stratégie de marketing politique qui a assuré l'élection du produit de l'année. Il s'agit d'obtenir l'adhésion à une division fonctionnelle du travail politique qui cantonne les parlementaires dans le rôle de simples exécutants (subordinate). À cette fin, l'investiture de la "République en marche" est soumise à la signature

d'un "contrat avec la nation" qui engage les candidats sélectionnés à voter sans délibération les projets présentés par le futur gouvernement — en violation de l'article 27 de la constitution qui interdit le mandat impératif.

Le sixième cercle se compose des adhérents d'En Marche structurés en groupes (sub-nation). (...)

Le septième cercle est celui des "marcheurs" devenus tels par une adhésion effectuée en un clic. Contrairement à l'affichage, aucun de ces trois cercles extérieurs n'a eu la moindre incidence sur le programme. (...)

Le quatrième cercle, dont nous connaissons désormais exactement les pratiques, est de loin le plus intéressant: il s'agit du cercle des courtisans, un mixte de présidents et vice-présidents d'université et d'établissement, directeurs d'instituts et de centres de recherche, recteurs, dirigeants de syndicats étudiants, tous ceux qui sont pris dans l'irréversibilité de l'engagement dans les strates bureaucratiques s'empressent, à l'heure de la curée, tentant d'anticiper ce que le "boss" attend. Ceux-là pensent avoir compris comment prospérer sous un régime d'économie de la promesse : ils se vivent en stratèges dans l'accompagnement de la politique de la terre brûlée. (...)

Le populisme de M. Macron reposant sur le récit (storytelling) d'une pacification de la société par l'indifférenciation politique, son discours et son programme se composent le plus souvent d'énoncés ouverts, euphémisés, cotonneux, à la logique évanescente destinés avant tout à nier tout antagonisme économique et social. (...)

Le néolibéralisme s'est libéré des racines naturalistes du libéralisme, faisant des mécanismes économiques le fruit d'un "penchant naturel de l'Homme pour l'échange". Le néolibéralisme nie toute naturalité au marché : pour qu'il existe, il faut le produire par une intervention gouvernementale énorme destinée à promouvoir un régime d'inégalité. Si le néolibéralisme produit médiocrité et bureaucratie sans limite, c'est qu'il est par essence une méthode de gouvernement qui repose sur la production illimitée de dispositifs de mise en concurrence. Fin.

Et quel est le meilleur moyen de lutter contre cette concurrence ? S'organiser.

En famille.

- À Bruxelles, Trump fait savoir à Macron qu'il était "son" candidat - L'Express.fr

Et le chef de la Maison Blanche de faire cet aveu, lors du déjeuner à l'ambassade américaine à Bruxelles, au président de la République: "You were my guy!" Traduction, "C'était vous!" Emmanuel Macron aurait été "le candidat" de Donald Trump. L'Express.fr 25.05

Ils osent tout.

- Temps de parole : La République en marche s'estime lésée - LePoint.fr

- Le porte-parole du gouvernement critique Hanouna mais relève son "talent" - L'Express.fr

Le Monde pris à son propre piège.

- Malkovich cité à tort dans Swissleaks : la condamnation du Monde confirmée - AFP

La cour d'appel de Paris a confirmé mercredi la condamnation du journal le Monde, qui avait affirmé à tort que l'acteur américain John Malkovich détenait un compte caché en Suisse, dans le cadre des révélations dites SwissLeaks sur la banque britannique HSBC.

Chose rare, Le Monde est condamné à publier en une du journal et en page d'accueil de son site internet un communiqué judiciaire, une fois la décision devenue définitive.

Les journalistes auteurs de l'article, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, ont été condamnés chacun à 1.500 euros d'amende, et le directeur de la publication à 1.000 euros d'amende.

Tous trois ont été condamnés à verser solidairement au total 10.000 euros de dommages et intérêts à John Malkovich.

L'avocat du Monde, Me Christophe Bigot s'est dit "très choqué" par cette décision qui lui apparaît "totalement excessive".

Me Julia Minkowski, avocate de l'acteur, avec Me Hervé Temime, s'est félicitée de la décision de la cour d'appel, soulignant une nouvelle fois la "légèreté confondante" de l'enquête des journalistes.

Dans son édition datée du 10 février 2015 et sur son site internet dès le 8 février, Le Monde avait publié une enquête revenant sur le système d'évasion fiscale mis en place par la banque britannique HSBC avec, pour plaque tournante, sa filiale suisse HSBC Private Bank Suisse (HSBC PB).

Le quotidien citait les noms de plusieurs personnalités ayant détenu, durant la période allant de 2005 à 2007, un compte caché en Suisse. Dans ce que le journal appelait "le gotha des évadés fiscaux" figurait le nom de John Malkovich.

Ses avocats ont fait valoir que l'acteur avait en fait un compte-titres dans une banque qui a été rachetée par HSBC. Ce compte avait été clôturé le 30 novembre 1999, soit un mois avant la création même de HSBC PB, et il avait été dûment déclaré à l'administration fiscale américaine. AFP 24.05

"Si la plupart des sources utilisées sont fiables, la présentation des faits par le site lemonde.fr est souvent trompeuse. Il relaie également parfois des rumeurs non vérifiées. Soyez prudents avec le site lemonde.fr et croisez avec d'autres sources. Si possible, remontez à l'origine de l'information"

Commentaires d'internautes

1- Ne lisez pas le monde, c'est plus simple et on gagne du temps

2- Le Monde? Source fiable?

OSDH cité comme source unique du conflit syrien pendant plus de deux ans avant qu'on sache que ce fameux "observatoire" n'était qu'un homme seul dans une mainson… à Coventry…

Source fiable? Toutes les intox de CNN, NYT et Wa Po balancées par des "sources anonymes" du renseignement US?

Source fiable? Toutes les déclarations officielles de l'OTAN reprises comme argent comptant sans aucun recul ni enquête?

Source fiable? Le gouvernement putschiste, véreux et fasciste d'Ukraine?

3- Mon divorce du Monde fut prononcé alors qu'il tentait encore de "rendre compte" de ce coup d'État "sans violence ni nazis" en Ukraine. Nous ne nous sommes pas revus depuis.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: l'armée reprend la route reliant Damas à Palmyre - AFP

L'armée syrienne est parvenue à reprendre pour la première fois depuis 2014 l'autoroute reliant Damas à la cité antique de Palmyre, après avoir chassé grâce au soutien russe le groupe Etat islamique (EI) d'une large zone désertique, rapporte une ONG.

La ville millénaire, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco et située en plein désert syrien, était accessible depuis mars à partir de Homs, troisième ville de Syrie (150 km plus à l'ouest).

Mais depuis jeudi soir, il est possible de s'y rendre de nouveau à partir de la capitale syrienne. AFP 26.05

Irak

- L'EI teste ses armes chimiques sur des hommes: "Comme les Nazis" - 7sur7.be

Ou la CIA ! - LVOG

Selon The Times, Daesh teste ses armes chimiques sur des "cobayes humains". Des documents ont été découverts par les

forces spéciales irakiennes à l'université de Mossoul. Des experts ont authentifié ces preuves. Et leur contenu fait froid dans le dos.

Dans ces documents, on apprend que l'EI expérimente ses armes chimiques sur des prisonniers vivants. Au moins deux personnes sont mortes lors de ces terribles pratiques. Par exemple, un homme pesant plus de 100 kg a été empoisonné par du sulfate de thalium dissimulé dans sa nourriture. Au bout de 48 heures, il a commencé à se plaindre: tournis, fièvre, gonflement du ventre et de la tête. Dix jours plus tard, il mourait.

Pour Daesh, le sulfate de thalium est considéré comme "le poison idéal". Pourquoi? Il est difficile à détecter et les premiers symptômes se manifestent seulement après quelques jours.

L'EI dispose d'un autre poison mortel. Il s'agit d'une forme de nicotine qui peut être injectée et propagée par simple contact humain. Lors d'une injection, le "cobaye" perd rapidement la conscience et il ne faut que 120 minutes pour déclarer sa mort. 7sur7.be 21.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

USA

- USA: 30% de la population se dit en difficultés financières - lefigaro.fr

Au total, 73 millions d'adultes aux Etats-Unis "ont, à des degrés divers du mal à s'en sortir", plus particulièrement les populations noires et hispaniques, note la Fed dans son rapport 2016 sur le bien-être financier des ménages.

Près de la moitié des Américains (44%) affirment par ailleurs ne pas être en mesure de faire face à une dépense exceptionnelle de 400 dollars, sauf à devoir vendre un bien ou à emprunter, note le document. "Une importante proportion d'adultes ont du mal à assumer les dépenses courantes et auraient du mal à faire face à des difficultés inattendues", souligne la Fed.

Les frais médicaux, au coeur d'une intense bataille politique à Washington, constituent un fardeau particulièrement lourd pour les ménages. En 2016, 10% d'entre eux devaient encore honorer des dettes liées à des dépenses médicales consenties l'année précédente.

La dette étudiante reste également un point noir, selon le rapport qui indique qu'un tiers des personnes ayant contracté un emprunt pour financer leurs études sont en retard dans leurs remboursements.

Selon le rapport, la situation globale des ménages américains s'est toutefois légèrement améliorée en 2016, 70% d'entre eux affirmant être à l'aise financièrement ou vivre de manière correcte contre 69% en 2015 et 62% en 2013. lefigaro.fr 19.05

Ceci explique cela...

Haut de page

Le 31 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 31 mai, 24 pages.

Je bâcle la causerie parce que j'en ai plus que marre.

Quelques réflexions en vrac

1- Poutine aurait pu moucher le roquet Macron en détaillant la propagande et les fake news, la désinformation quotidienne de l'AFP, mais il s'en est abstenu, préférant s'en tenir à une stratégie qui consiste à laisser chacun s'exprimer comme il l'entend, ce qui est interprété par ses ennemis comme une faiblesse, du coup ils sont tentés de se lâcher ou s'expriment ouvertement, pour plus tard subir une réponse cinglante qui les clouent sur place en dévoilant leur duplicité ou leurs grossiers mensonges.

C'est une stratégie que j'utilise aussi, et je dois dire que cela marche assez bien pour démasquer les personnes particulièrement arrogantes ou méprisante qui sont animés de mauvaises intentions, et qui en profitent pour étaler leur crétinisme comme vous avez pu le constater récemment.

2- Macron est un roturier recruté par l'aristocratie, les travailleurs doivent le savoir, c'est un raté, un type insignifiant, superficiel, vide, creux et sans pouvoir que les médias surdimensionnent ou gonflent artificiellement pour facilité l'exercice de son mandat et protéger ses parrains. Il n'a aucune personnalité, même sa façon de serrer la main ou marcher est composée et sonne faux, tout sonne faux chez lui, tout est faux, composé, fabriqué pour servir son ambition et assumer un rôle peu enviable au service de ses maîtres qui veillent sur lui jour et nuit. Et ne parlons pas de sa vieille nounou sur laquelle il vaut mieux éviter les gros plans, enlevez-lui sa lampe à bronzer et il ne restera plus qu'une vieille peau ridée, pendante et hideuse, imaginez un instant le tableau le matin au réveil ou en sortant de la douche...

3- Quand on prend connaissance d'une info ou d'une donnée, la première chose à faire est d'être très circonspect ou de n'en tirer aucune conclusion hâtive, sinon vous prenez le risque de vous ridiculiser auprès de votre auditoire, qui ne pourra pas ou plus vous prendre au sérieux. Autrement dit la retenue et la réflexion sont fortement conseillers. Cela s'impose particulièrement en présence d'infos semblant aller dans le sens de votre propre analyse, pour ne pas aller d'illusions en désillusions en permanence et étaler publiquement votre crédulité ou votre ignorance. Il y a ainsi des militants qui sans faire preuve du moindre discernement sautent sur la moindre info qui justifierait à leurs yeux leur ligne politique. Bref, qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour se prouver qu'on a toujours raison, comportement aussi infantile que futile qui témoigne un manque de maturité politique ou de maturité tout court, ce qui est déplorable à un âge déjà avancé ou lorsqu'on est persuadé d'avoir atteint un certain niveau de conscience... plutôt défaillant.

4- L'avant-garde : C'est toujours trop tard à la soupe ou la faute à une sorte de fatalité contre laquelle on ne pouvait pas lutter, un acharnement du mauvais sort qui s'abat soudain sur vous ! C'est quand l'assiette est vide ou que les carottes sont cuites, que la guerre est déclenchée qu'ils constatent que cela devait arriver un jour ou l'autre et que finalement on n'y peut rien. Avant, non !

Prenez le cas de Stéphane Lardy ex-dirigeant de FO qui vient d'être recruté pour le ministère du Travail du régime oligarchique. En 2016 en pleine discussion de la loi El Khomri, il avait déjà été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). En janvier 2013, quand François Chérèque (CFDT) fut nommé à l'IGAS, Mailly avait déclaré " Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale" (lire plus loin les détails), on doit donc en déduire que FO "ne donne pas (non plus) une image d'indépendance syndicale", c'est un euphémisme. Aucun syndicat en réalité n'est indépendant de l'Etat et du capitalisme. Pratiquement à la même époque ce fut au tour de Lepaon (CGT) d'être recyclé par le gouvernement à l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

Et après, certains osent (tout) nous dire qu'il faudrait défendre les syndicats indépendants, mais ils sont introuvables, ils n'existent pas, ils sont tous corrompus ! Ce nouvel épisode met en relief ce que nous savions, dénoncions, combattions férocement et qui nous a valu des insultes de la part de ceux qui couvrent ces agents du capital, qui se sont compromis avec eux. Gageons que cela va alimenter la crise à l'intérieur des différents partis ouvriers dont la collusion avec la direction de FO est avérée.

5- En 1978, l'OCI avait célébré le 40e anniversaire de la proclamation de la IVe Internationale en organisant une conférence à la Mutualité à Paris. En mai 2017, J-J. Marie du POID (Tendance communiste internationaliste) a célébré le centenaire de la révolution russe dans un local en Belgique devant une poignée de militants. On ne peut pas parler d'une conférence dans ces conditions-là, disons plutôt qu'il s'est livré à un exposé intéressant et bien structuré que j'ai téléchargé et visualisé lentement afin de réfléchir à plusieurs questions.

C'était un J-J. Marie bien vieux et bien fatigué, qui, s'il insista sur le rôle déterminant de Lénine lors de la révolution russe, fit pratiquement passer à la trappe Trotsky, ce qui pour un trotskyste était assez inattendu, mais peut-être justifié. Il ne faut pas oublier que si Lénine a réorienté la direction du parti bolchevik à son retour en Russie en avril 1917 en lui fixant pour objectif la préparation de l'insurrection, c'est Trotsky qui organisera l'Armée rouge sans laquelle il aurait été impossible de vaincre la contre-révolution lors de la guerre civile et donc sauver le tout nouvel Etat ouvrier. Pas une seule fois non plus J-J. Marie ne fera allusion à l'Histoire de la révolution russe de Trotsky. Malheureusement Lénine et Trotsky ne parvinrent jamais à avoir les rapports quasi fusionnels qu'entretinrent Marx et Engels, Trotsky n'a jamais atteint le niveau de conscience de Lénine, ce qui n'est pas un reproche de ma part mais un simple constat.

Je ne veux pas m'étendre sur l'exposé de J-J. Marie par manque de temps.

J'ai relevé plusieurs choses intéressantes concernant le rôle des différents acteurs ou belligérants de la révolution russe et de la guerre civile que les lecteurs pourront découvrir en écoutant cet exposé, mais c'est surtout l'attitude de J-J. Marie qui m'a interpellé. A un moment donné il a rappelé qu'en Russie au début du XXe siècle il existait des espaces publics, des jardins ou parcs ou les chiens et les classes inférieures n'avaient pas accès, ce qui m'a rappelé qu'en Inde à la même époque des écriteaux stipulaient qu'ils étaient interdits aux chiens et aux Indiens.

Dans une ou deux causeries j'ai abordé ce sujet sous un angle critique, faisant remarquer que si dorénavant ce ne sont plus

les Britanniques qui gouvernent l'Inde, les jardins ou les lieux touristiques sont accessibles aux Indiens, ils sont particulièrement dégueulasses et ils puent la merde, du coup vaut mieux les éviter, à l'exception toutefois du Taj Mahal ! Je relate ici ma propre expérience lors de deux visites à Mahabalipuram dans les années 90. Vous avez sans doute déjà vu des images des rues des grandes villes en Inde pour savoir que la propreté n'est pas vraiment une préoccupation des Indiens, cela vaut pour de nombreux pays en Afrique et en Asie qui sont de véritables poubelles ou décharges. Qui plus est en Inde il n'existe pas de toilettes publiques et personne ne se rend dans un café pour aller aux toilettes, les Indiens se soulagent sur place ou dans un endroit discret qui ne soit pas trop éloigné de l'endroit où ils se trouvent, l'Inde étant surpeuplé, le spectacle est garanti. Il y a des toilettes dans le marché central de Pondichéry, mais je n'ai pas eu la curiosité d'aller voir dans quel état elles sont. Alors vous pouvez facilement imaginer ce qu'il en était un siècle plus tôt. Et il en était de même en Russie.

J'ai oublié de vous dire que le couple qui a emménagé il y a quelques mois seulement dans la maison située pratiquement en face de chez moi, n'a pas trouvé indispensable de construire des toilettes, donc ils continuent de se soulager dans le terrain vague légèrement boisé qui est mitoyen de leur petit terrain et d'en respirer les effluves pour ne pas avoir construit de mur autour de leur terrain. Le soir et le matin avec la rosée ou lorsqu'il pleut, c'est une véritable puanteur. Le mur qui clôture mon terrain m'en protège, sauf quand le vent vient de l'ouest. Tout est une question de moyen financier, par économie un pauvre ne construira pas de toilettes. Quand on sort, tout le long de la route on peut voir des dizaines d'Indiens en train d'uriner ou de déféquer, ils ne prennent même pas la précaution de se cacher, bref, c'est une fonction naturelle.

Alors évidemment confronté à une population plus évoluée et plus riche, le choc entre les deux ou l'incompréhension était inévitable. C'est la différence de développement économique entre la Grande-Bretagne et l'Inde ou les inégalité sociales à l'intérieur de la Russie, qui était à l'origine de cette discrimination envers certaines couches ou classes de la population ou de cette restriction qui a été interprétée à tort comme une preuve du racisme des Anglais envers les Indiens, c'est là que je voulais en venir, ou une preuve du mépris que les classes supérieures russes auraient témoigné envers les classes inférieures, mépris qu'elles leur témoignaient pas ailleurs de mille manière, mais pas dans le cas qui nous occupe ici, or J-J. Marie est passé à côté et apparemment personne ne lui a fait remarquer, ce qui n'a pas manqué d'attirer mon attention.

Au-delà du contexte de cet exposé qui s'est tenu devant quelques dizaines de personnes, vingt peut-être, je l'ignore, je me suis demandé comment on pouvait être parvenu à un âge si avancé et avoir vécu en Russie, avoir passé une grande partie de sa vie à étudier le mode de vie des Russes à différentes époques, on pouvait encore commettre cette erreur d'appréciation sans que personne ne vous reprenne, cela signifie qu'entre dirigeants il existait un certain type de rapports ou d'état d'esprit malsain où on s'interdisait de signaler les faiblesses d'une analyse ou d'une conclusion, de sorte que chacun pouvait s'enferrer dans ses propres erreurs sans qu'elles ne soient jamais corrigées, erreur ici insignifiante qu'on se comprenne bien, mais qui témoigne de rapports malsains qui finalement n'aident pas à progresser. De là on peut facilement imaginer que ces mêmes rapports avaient cours quand il s'agissait d'aborder des questions politiques, ce qui expliquerait pourquoi pendant des décennies certaines questions ne furent jamais abordées, et lorsque l'évolution de la situation se chargea de les propulser au premier plan, elles devinrent explosives au point qu'il fut impossible de les aborder et de les traiter sereinement.

J'ai cru percevoir dans le ton ou l'état d'esprit de J-J. Marie une sorte de désillusion ou de désenchantement salutaire qui se serait imposé tardivement à lui et qu'il aurait finalement adopté en y reconnaissant des mérites, mais cela reste une impression personnelle. Il faut dire aussi que le lieu ou les conditions ne portaient pas à l'extase ! Merci à lui et bonne continuation. Au fait contrairement aux crétins qui pratiquent le culte de la personnalité, J-J. Marie a eu bien fait de rappeler que Lénine avait dit plein de conneries, ce qui n'enlevait rien au fait que personne d'autre plus que lui n'avait servi notre cause avec autant de talent et de dévouement au XXe siècle, c'est que nous retiendrons.

J'ai retenu également de son exposé ce que je savais déjà mais qu'on peut rappeler, à savoir qu'en février 1917 dans toute la Russie il n'y avait pas plus de 5.000 militants au parti bolchevik et qu'il y en aura 200.000 huit mois plus tard, ce qui suffit à justifier la construction du parti.

On a tendance à prêter aux différentes couches des masses laborieuses un état d'esprit ou un niveau de conscience qui correspondent plus ou moins à la réalité, ils peuvent progresser ou refluer en fonction de leurs expériences ou du développement de la situation politique, de sorte qu'il est inutile d'en tirer des conclusions qui seront valables aujourd'hui et dépassées demain.

On devrait mieux s'en tenir au constat qu'un grand nombre d'acteurs ou de représentants des couches populaires possèdent un bout de la vérité, et qu'on ne parvient pas à les mettre bout à bout si je puis dire. Chacun se réfère à une partie de la réalité ou en a une vision limitée, la percevant sous un angle plus ou moins ouvert sans en avoir une perception total ou universelle ou une vue à 360°. Il en va ainsi également de chaque travailleur, de chaque militant en fonction de sa condition ou de son expérience. Cependant le petit bout de la vérité que possède chacun recoupe souvent une portion de la vérité des autres, parce qu'ils partagent la même condition ou ont fait les mêmes expériences, mais les interprétations qu'ils en font divergent ou les s'opposent, parce qu'ils ne se réfèrent pas aux mêmes facteurs de la réalité, ils ne leur accordent pas la même importance ou en ignorent une grande partie tout simplement. Il faut donc partir de l'angle sous lequel ils perçoivent la réalité pour les aider à l'ouvrir toujours plus en intégrant les facteurs déterminant qui font défaut à leur analyse, de manière à alimenter leur réflexion et favoriser leur maturation politique.

C'est ce langage qu'il faut tenir aux travailleurs et aux militants pour qu'ils progressent. La question n'est pas de savoir qui a tort ou raison, qui détiendrait la vérité, mais comment faire pour partager la même vision de la société sur l'essentiel pour parvenir à trouver les moyens pour la changer. Contrairement à la pensée unique qui consiste à imposer un mode de pensée, à substituer à la réalité une conception particulière de la réalité, nous devons partir de l'expérience de chacun, l'intégrer dans notre propre vision de la société afin de l'élargir sans cesse. Nous devons proposer aux travailleurs et aux militants de progresser ensemble, au lieu d'essayer de les convaincre de quoi que ce soit, notre démarche doit être librement consentie, consciente, et non autoritaire.

Le passage de l'idéologie allemande auquel J-J. Marie fit référence.

K. Marx, F. Engels : l'idéologie allemande (Page 9 version numérique)

La division du travail ne devient effectivement division du travail qu'à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel 24. À partir de ce moment la conscience peut vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente réellement quelque chose sans représenter quelque chose de réel. À partir de ce moment, la conscience est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie "pure", théologie, philosophie, morale, etc.

Mais même lorsque cette théorie, cette théologie, cette philosophie, cette morale, etc., entrent en contradiction avec les rapports existants, cela ne peut se produire que du fait que les rapports sociaux existants sont entrés en contradiction avec la force productive existante; d'ailleurs, dans une sphère nationale déterminée, cela peut arriver aussi parce que, dans ce cas, la contradiction se produit, non pas à l'intérieur de cette sphère nationale, mais entre cette conscience nationale et la pratique des autres nations, c'est-à-dire entre la conscience nationale d'une nation et sa conscience universelle 25.

Peu importe du reste ce que la conscience entreprend isolément; toute cette pourriture ne nous donne que ce résultat : ces trois moments, la force productive, l'état social et la conscience, peuvent et doivent entrer en conflit entre eux car, par la division du travail, il devient possible, bien mieux il arrive effectivement que l'activité intellectuelle et matérielle, — la jouissance et le travail, la production et la consommation échoient en partage à des individus différents; et alors la possibilité que ces éléments n'entrent pas en conflit réside uniquement dans le fait qu'on abolit à nouveau la division du travail. Il va de soi du reste que "fantômes", "liens", "être suprême", "concept", "scrupules" 26 ne sont que l'expression mentale idéaliste, la représentation apparente de l'individu isolé, la représentation de chaînes et de limites très empiriques à l'intérieur desquelles se meut le mode de production de la vie et le mode d'échanges qu'il implique.

Cette division du travail, qui implique toutes ces contradictions et repose à son tour sur la division naturelle du travail dans la famille et sur la séparation de la société en familles isolées et opposées les unes aux autres, — cette division du travail implique en même temps la répartition du travail et de ses produits, distribution inégale en vérité tant en quantité qu'en qualité; elle implique donc la propriété, dont la première forme, le germe, réside dans la famille où la femme et les enfants sont les esclaves de l'homme. L'esclavage, certes encore très rudimentaire et latent dans la famille, est la première propriété, qui d'ailleurs correspond déjà parfaitement ici à la définition des économistes modernes d'après laquelle elle est la libre disposition de la force de travail d'autrui. Du reste, division du travail et propriété privée sont des expressions identiques — on énonce, dans la première, par rapport à l'activité ce qu'on énonce, dans la seconde, par rapport au produit de cette activité.

De plus, la division du travail implique du même coup la contradiction entre l'intérêt de l'individu singulier ou de la famille singulière et l'intérêt collectif de tous les individus qui sont en relations entre eux; qui plus est, cet intérêt collectif n'existe pas seulement, mettons dans la représentation, en tant qu'"intérêt général", mais d'abord dans la réalité comme dépendance réciproque des individus entre lesquels se partage le travail. Enfin la division du travail nous offre immédiatement le premier exemple du fait suivant : aussi longtemps que les hommes se trouvent dans la société naturelle, donc aussi longtemps qu'il y a scission entre l'intérêt particulier et l'intérêt commun, aussi longtemps donc que l'activité n'est pas divisée volontairement, mais du fait de la nature, l'action propre de l'homme se transforme pour lui en puissance étrangère qui s'oppose à lui et l'asservit, au lieu qu'il ne la domine. En effet, dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir; il est chasseur, pêcheur ou berger ou critique critique 27, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence; tandis que dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société réglemente la production générale ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique. Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine, échappant à notre contrôle, contrecarrant nos attentes, réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours. C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en qualité d'État, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble et à faire en même temps figure de communauté illusoire, mais toujours sur la base concrète des liens existants dans chaque conglomérat de famille et de tribu, tels que liens du sang, langage, division du travail à une vaste échelle et autres intérêts; et parmi ces intérêts nous trouvons en particulier, comme nous le développerons plus loin, les intérêts des classes déjà conditionnées par la division du travail, qui se différencient dans tout groupement de ce genre et dont l'une domine toutes les autres. Il s'ensuit que toutes les luttes à l'intérieur de l'État, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., etc., ne sont que les formes illusoires sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles (ce dont les théoriciens allemands ne soupçonnent pas un traître mot, bien qu'à ce sujet on leur ait assez montré la voie dans les Annales

franco-allemandes et dans La Sainte Famille 28); et il s'ensuit également que toute classe qui aspire à la domination, même si sa domination détermine l'abolition de toute l'ancienne forme sociale et de la domination en général, comme c'est le cas pour le prolétariat, il s'ensuit donc que cette classe doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dans les premiers temps. Précisément parce que les individus ne cherchent que leur intérêt particulier, — qui ne coïncide pas pour eux avec leur intérêt collectif, l'universalité n'étant somme toute qu'une forme illusoire de la collectivité, — cet intérêt est présenté comme un intérêt qui leur est "étranger", qui est "indépendant" d'eux et qui est lui-même à son tour un intérêt "général" spécial et particulier, ou bien ils doivent se mouvoir 29 eux-mêmes dans cette dualité comme c'est le cas dans la démocratie.

Par ailleurs le combat pratique de ces intérêts particuliers, qui constamment se heurtent réellement aux intérêts collectifs et illusoirement : collectifs, rend nécessaire l'intervention pratique et le refrènement par l'intérêt "général" illusoire sous forme d'État. La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive décuplée qui naît de la coopération des divers individus conditionnée par la division du travail, n'apparaît pas à ces individus comme leur propre puissance conjuguée, parce que cette coopération elle-même n'est pas volontaire, mais naturelle; elle leur apparaît au contraire comme une puissance étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ne savent ni d'où elle vient ni où elle va, qu'ils ne peuvent donc plus dominer et qui, à l'inverse, parcourt maintenant une série particulière de phases et de stades de développement, si indépendante de la volonté et de la marche de l'humanité qu'elle dirige en vérité cette volonté et cette marche de l'humanité.

Cette "aliénation", — pour que notre exposé reste intelligible aux philosophes —, ne peut naturellement être abolie qu'à deux conditions pratiques. Pour qu'elle devienne une puissance "insupportable", c'est-à-dire une puissance contre laquelle on fait la révolution, il est nécessaire qu'elle ait fait de la masse de l'humanité une masse totalement "privée de propriété", qui se trouve en même temps en contradiction avec un monde de richesse et de culture existant réellement, choses qui supposent toutes deux un grand accroissement de la force productive, c'est-à-dire un stade élevé de son développement. D'autre part, ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale), est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. Il est également une condition pratique sine qua non, parce que des relations universelles du genre humain peuvent être établies uniquement par ce développement universel des forces productives et que, d'une part, il engendre le phénomène de la masse "privée de propriété" simultanément dans tous les pays (concurrence universelle), qu'il rend ensuite chacun d'eux dépendant des bouleversements des autres et qu'il a mis enfin des hommes vivant empiriquement l'histoire mondiale, à la place des individus vivant sur un plan local. Sans cela : 1° le communisme ne pourrait exister que comme phénomène local; 2° les puissances des relations humaines elles-mêmes n'auraient pu se développer comme puissances universelles, et de ce fait insupportables, elles seraient restées des "circonstances" relevant de superstitions locales, et 3° toute extension des échanges abolirait le communisme local. Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte "soudain" et simultané des peuples dominants, ce qui suppose à son tour le développement universel de la force productive et les échanges mondiaux étroitement liés au communisme. Autrement, comment la propriété, par exemple, aurait-elle pu somme toute avoir une histoire, prendre différentes formes ? Comment, disons, la propriété foncière aurait-elle pu, selon les conditions diverses qui se présentaient, passer en France, du morcellement à la centralisation dans les mains de quelques-uns, et en Angleterre de la centralisation entre les mains de quelques-uns au morcellement, comme c'est effectivement le cas aujourd'hui ? Ou bien comment se fait-il encore que le commerce, qui pourtant représente l'échange des produits d'individus et de nations différentes et rien d'autre, domine le monde entier par le rapport de l'offre et de la demande, — rapport qui, selon un économiste anglais, plane au-dessus de la terre comme la fatalité antique et distribue, d'une main invisible, le bonheur et le malheur parmi les hommes, fonde des empires, anéantit des empires, fait naître et disparaître des peuples, — tandis qu'une fois abolie la base, la propriété privée, et instaurée la réglementation communiste de la production, qui abolit chez l'homme le sentiment d'être devant son propre produit comme devant une chose étrangère, la puissance du rapport de l'offre et de la demande est réduite à néant, et les hommes reprennent en leur pouvoir l'échange, la production, leur mode de comportement réciproque.

Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes.

Du reste, la masse d'ouvriers qui ne sont qu'ouvriers — force de travail massive, coupée du capital ou de toute espèce de satisfaction même bornée — suppose le marché mondial; comme le suppose aussi du coup, du fait de la concurrence, la perte de ce travail en tant que source assurée d'existence, et non plus à titre temporaire.

Le prolétariat ne peut donc exister qu'à l'échelle de l'histoire universelle, de même que le communisme, qui en est l'action, ne peut absolument pas se rencontrer autrement qu'en tant qu'existence "historique universelle". Existence historique universelle des individus, autrement dit, existence des individus directement liée à l'histoire universelle.

Notes

24 - À ce niveau, Marx a écrit dans la colonne de droite : Première forme des idéologues, prêtres, coïncide.

25 - A hauteur de cette phrase, Marx a écrit dans la colonne de droite : Religion. Les Allemands avec l'idéologie en tant que telle.

26 - Termes du vocabulaire des jeunes -hégéliens, et de Stirner en particulier.

27 - On sait que Bauer se voulait le champion d'une école philosophique «critique».

28 - Les Annales franco-allemandes étaient une revue éditée à Paris par Marx et A. Ruge. Seul parut le premier numéro, en février 1844.

Il contenait deux articles de Marx : «Sur la question Juive», «Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » et un long article d'Engels : «Esquisse d'une critique de l'économie politique». Les divergences entre Marx et Ruge ne permirent pas de poursuivre cette parution.

En 1845, à Francfort-sur-Main, avait paru l'ouvrage de Marx et Engels : La Sainte Famille, ou Critique de la Critique critique, Contre Bruno Bauer et consorts . Titre allemand : Die heilige Familie, oder Kritik der kritischen Kritik. Gegen Bruno Bauer und Consorten.

29 - L'édition MEGA donne une version légèrement différente : sich begegnen [s'affronter], au lieu de sich bewegen [se mouvoir].

Si l'impérialisme correspond à l'ère des guerres et des révolutions, on est en droit de se demander si une véritable révolution prolétarienne et socialiste pourrait avoir lieu si elle n'était pas précédée d'une guerre, scénario qu'on ne souhait pas évidemment ou qu'en aucune manière on aurait l'idée de favoriser...

Du coup cela pose la question des conditions à remplir pour qu'une révolution soit déclenchée dans un pays en paix, à laquelle nous n'avons répondu jusqu'à présent que par des formules creuses ou inappropriées, sans qu'on réfléchisse apparemment aux moyens à substituer à la guerre s'ils existent pour qu'une révolution se réalise. Engels eu raison de signaler qu'en Angleterre, le pays où le capitalisme (l'impérialisme) était le plus développé à l'époque, le prolétariat et le mouvement ouvrier s'étaient embourgeoisés, ce qui explique peut-être pourquoi par la suite jusqu'à nos jours il ne connut aucune révolution prolétarienne, alors que depuis cette époque coloniale glorieuse l'impérialisme britannique fut supplanté par les Etats-Unis et l'Allemagne et le prolétariat perdit en grande partie ses privilèges, pas suffisamment apparemment pour renouer avec le socialisme.

Nos dirigeants décidèrent de faire l'impasse sur cet aspect crucial de la situation sociale après avoir enfourché à leur tour le réformisme qui fit illusion durant toute une période (Les Trente glorieuses), pour mieux à terme creuser la tombe de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, une fois la crise du capitalisme ayant atteint un stade où toute réforme sociale ou progressiste était devenue incompatible avec la survie du capitalisme, il apparut qu'ils n'avaient jamais été en mesure de s'implanter profondément parmi les masses et d'y diffuser le socialisme, de sorte que dorénavant il leur est totalement étranger et leur discours leur semble inaudible ou incohérent, coupé de la réalité ou purement utopique, bref, ils ont récolté ce qu'ils ont semé et ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, alors qu'à chaque époque depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale des millions de travailleurs et jeunes connurent des conditions d'exploitation épouvantables ou des difficultés sans nombre pour tout juste survivre qui les détournaient du capitalisme et étaient susceptibles de les placer sur la voie du socialisme pour peu qu'on s'adresse à eux, or nos dirigeants s'en détournèrent au profit des masses privilégiées les plus corrompues par le capitalisme qui une fois ayant obtenu satisfaction sur leurs revendications sociales devaient se détourner de la lutte de classe et demeurer subordonnées au capitalisme, erreur fatale qui conduira à la marginalisation et à la dislocation de l'avant-garde ouvrière organisée. A aucun moment ils n'aidèrent la classe à élever son niveau de conscience politique, à mieux comprendre le fonctionnement de la société, et elle finit par se détourner du mouvement ouvrier, livrée à elle-même, aux bonimenteurs, aux charlatans en tous genres, ou pire vers l'extrême droite en proie au désespoir ou à une terrible confusion. On a déjà expliqué tout cela, en vain.

Dans quel monde voudraient-ils nous faire vivre ?

La mise en concurrence des hommes entre eux est "l'état normal du règne animal".

- Dialectique de la nature - Friedrich Engels (1883)

Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect,- le climat de sa résidence, voire les animaux et les plantes, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la terre. S'il est parvenu à ce résultat, c'est d'abord et essentiellement grâce à la main. Même la machine à vapeur, qui est jusqu'ici son outil le plus puissant pour transformer la nature, repose en dernière analyse, parce que c'est un outil, sur la main. Mais la tête a accompagné pas à pas l'évolution de la main; d'abord vint la conscience des conditions requises pour chaque résultat pratique utile et plus tard, comme conséquence, chez les peuples les plus favorisés, l'intelligence des lois naturelles qui conditionnent ces résultats utiles.

Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi; la main,

à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main et à côté d'elle, et en partie grâce à elle.

Avec l'homme, nous entrons dans l'histoire. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance. Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en oeuvre suivant un plan. Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité, celle qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, - la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est-à-dire aujourd'hui la production sociale, - reste soumise au eu des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire. Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes ; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence ? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la lus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du monde animal au point de vue social de la même façon que la production elle même les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, en particulier la science de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui aura précédé. Fin de l'extrait.

"Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle", il semblerait que ces facteurs ne soient plus valables à notre époque en occident, tout du moins pour la majorité : les masses disposent de temps libres, de deux jours de congés hebdomadaires, de cinq semaines de congés payés, bien souvent d'un 13e mois si ce n'est plus, parfois un intéressement, des avantages en nature par le biais du CE, les deux conjoints travaillent le plus souvent, etc. quant à la débâcle cela fait 72 ans qu'elle n'a pas eu lieu en France ou en Europe, 88 ans aux Etats-Unis, etc.

Cela devrait nous questionner, non ? Non, surtout c'est le genre de questions qu'il ne faut surtout pas se poser. C'est dommage, parce que temps qu'on refusera de se les poser et d'y répondre on n'avancera pas. C'est terrible d'être aussi borné !

Décryptage. Propagande de l'OTAN de bas étage ou l'art nauséabond de l'intrigue digne de l'Ancien régime.

- MacronLeaks, l'ombre du soupçon - Liberation.fr

Le piratage de l'équipe de campagne d'En marche a débouché sur la publication de milliers de documents internes. Si Moscou fait figure de principal suspect, toutes les hypothèses restent ouvertes. Liberation.fr 28.05

Ils portent une accusation contre Moscou sans apporter la moindre preuve. On ne défend pas Moscou contrairement à Mélenchon, on montre comment ils procèdent pour conditionner les masses.

Il suffit de désigner un seul suspect, et à défaut de trouver le véritable coupable ce suspect fera l'affaire, il en faut bien un tout de même ! Dit autrement, on aura observé que si "toutes les hypothèses restent ouvertes", une seule aura été retenue, celle correspondant à la culpabilité de Moscou. Ils utilisent le même procédé scélérat pour décrédibiliser quiconque ose remettre en cause leur propagande...

Pourquoi ? Parce que cela ne fonctionne pas à tous les coups.

- Vladimir Fédorovski : "L'opinion publique française est la plus russophile d'Europe" - lepoint.fr 28.05

Qui a dit ?

Qui a vanté le " talent d'animateur" de la plus crasse et infâme médiocrité de l'audiovisuel français, Cyril Hanouna ?

Réponse : Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, sur France Info vendredi matin.

Quand même une bonne nouvelle.

- Décès de Zbigniew Brzezinski, voix influente de la politique étrangère américaine - AFP

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter au tournant des années 80 et grande figure de la politique étrangère américaine, est décédé à l'âge de 89 ans.

Dans un communiqué, Jimmy Carter a salué le "rôle essentiel" joué par M. Brzezinski dans toutes les grandes décisions de politique étrangère de son mandat.

M. Carter cite notamment "la normalisation des relations avec la Chine", la signature du traité SALT II limitant la course aux armements nucléaires avec l'Union soviétique, la négociation des accords de paix israélo-égyptien de Camp David, ou le traité redonnant à Panama le contrôle de son canal stratégique.

Barack Obama a aussi salué la mémoire de M. Brzezinski, "grand serviteur de l'Etat", "puissante intelligence", et "avocat passionné du leadership américain".

"Son influence s'étend sur des décennies" et "j'ai été l'un des présidents américains qui ont bénéficié de sa sagesse et de ses conseils", a souligné l'ancien président dans un communiqué.

Originaire d'une famille aristocratique de Pologne, M. Brzezinski nourrissait une méfiance sans faille pour l'Union soviétique, qui le plaçait plus du côté des "faucons" de la politique étrangère américaine que des "colombes" malgré son affiliation démocrate.

"Pendant ses quatre ans auprès de M. Carter, à partir de 1977, bloquer l'expansionnisme soviétique à tout prix a été le leitmotiv de la politique étrangère américaine, pour le meilleur ou pour le pire", relevait samedi le New York Times.

M. Brzezinski a notamment soutenu l'aide américaine aux rebelles islamiques afghans contre les troupes soviétiques en Afghanistan, soutien qui a favorisé pour beaucoup l'émergence ultérieure dans le pays des talibans et d'Al-Qaïda.

M. Brzezinski a joué un rôle clé dans la définition de la politique américaine face au nouveau régime chiite iranien après la révolution de 1979 conduite par l'ayatollah Khomeiny, et la prise d'otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran.

Il défendra, contre l'avis du secrétaire d'Etat de l'époque Cyrus Vance, le projet d'une expédition armée pour délivrer les diplomates américains.

L'expédition se terminera en fiasco, et mènera à la démission de Cyrus Vance, lassé de ses guerres d'influence perpétuelles avec M. Brzezinski.

Après la fin de la présidence Carter, M. Brzezinski restera une voix influente à Washington, encore invité à témoigner en tant qu'expert par le Congrès jusqu'à très récemment.

En 2003, il avait été l'un des rares figures de la politique étrangère américaine à s'opposer à l'invasion de l'Irak décidée par le président George W. Bush.

Dans son dernier tweet, le 4 mai, M. Brzezinski taclait Donald Trump, à l'élection duquel il s'était opposé.

"Un leadership américain sophistiqué est la condition sine qua non pour un monde stable. Mais nous n'avons pas le premier, et le second va de pire en pire", écrivait-il.

Zbigniew Brzezinski était né le 28 mars 1928 à Varsovie d'un père diplomate.

Son père, en poste à Montréal pendant la Seconde Guerre mondiale ayant décidé de ne pas rentrer en Pologne devenue communiste, le jeune Zbigniew fait ses études de Sciences politiques et économiques à l'université McGill de Montréal puis à Harvard.

Après une thèse de doctorat sur "Le totalitarisme soviétique et les purges" en 1956, il fut professeur à Harvard puis à l'université Columbia de New York où il dirigera l'Institut des affaires communistes (1966-1968).

Spécialiste des questions communistes et des relations Est-Ouest, il sera "assistant spécial" du président Jimmy Carter chargé des problèmes de Défense (1977-1981) et directeur du Conseil national de Sécurité à la Maison Blanche.

Il est mort à Falls Church, en Virginie (est des Etats-Unis), a précisé sa famille.

"Il était connu par ses amis comme Zbig, par ses petits-enfants comme Chef et par sa femme comme l'amour de sa vie. Je le connaissais comme le plus inspirant, aimant et dévoué père qu'une fille puisse avoir", a déclaré sa fille Mika Brzezinski, journaliste sur NBC. AFP 29.05

La pire des ordures qui soit, bravo ! On y reviendra peut-être.

Macron superman

- Vladimir Poutine reçu par Emmanuel Macron : "C'est le roi Soleil qui reçoit l'empereur de toutes les Russies" selon Yannick Jadot - Franceinfo

- Au G7, Macron aimante l'attention - LeParisien.fr

Le G7 des figurants.

- Pour son grand oral international, Macron reçu avec encouragements - Liberation.fr

A l'Otan puis au G7, le nouveau président français s'est positionné en facilitateur et a maîtrisé sa communication.

- Le président français Emmanuel Macron en première ligne au sommet du G7 - AFP

- Visite de Poutine: Macron promet un dialogue "exigeant" et sans "concession" - AFP

- La "féroce" poignée de main de Macron et Trump a emballé les journalistes américains - huffingtonpost.fr

- Accord climat : le bras de fer peut commencer entre Macron et Trump - LeParisien.fr

- Au G7, Macron fait assaut d'amabilité envers Trump - AFP

- Après le G7, Macron veut positiver - LePoint.fr

Malgré le refus des États-Unis de confirmer leur maintien dans l'accord de Paris sur le climat, Emmanuel Macron se félicite des succès du G7. LePoint.fr 29.05

- Au G7, Macron refuse de répondre à une question sur Ferrand - AFP

Le président Emmanuel Macron s'est refusé samedi à répondre à une question sur Richard Ferrand, à l'issue du G7 en Italie, et confirmé qu'il refuserait désormais de parler de politique française lors de ses déplacements internationaux. AFP 29.05

- Macron fustige Russia Today et Sputnik, "des organes de propagande" - L'Express.fr

- Macron trace la voie d'une coopération avec Poutine - LeFigaro.fr

- Macron aux sommets - Franceinfo

Macron invisible.

- Rencontre avec Poutine : "Emmanuel Macron, on ne sait pas grand-chose de sa politique étrangère" - Franceinfo

Bertrand Badie, professeur en relations internationales à Sciences-Po Paris, a expliqué, dimanche sur franceinfo, le manque de visibilité autour de la politique étrangère d'Emmanuel Macron. Franceinfo 30.05

Les vapeurs enivrantes du pouvoir absolue...

- Arrivée d'une ex-lobbyiste du vin à l'Elysée : cette nomination "pose question", réagit un addictologue. - Franceinfo

Avant toute enquête ou investigation, toute preuve...

- Macron sur la Syrie: l'utilisation d'armes chimiques déclenchera "une riposte immédiate" - AFP 30.05

LGBT made in USA/CIA propulsé par l'oligarchie anglo-saxonne.

- La France accueille un premier réfugié tchétchène LGBT - L'Express.fr

Un Tchétchène, victime de persécutions en raison de son homosexualité, a été accueilli lundi en France. "Les arrivées vont continuer", assure le président de SOS Homophobie. L'Express.fr 30.05

Macronmania.

- Je vous apprends à caricaturer Emmanuel Macron en quelques coups de crayon - Le Huffington Post

Vous en avez marre d'attendre le portrait officiel d'Emmanuel Macron? Le Huffington Post 29.05

En famille. Déjà vendu... et recyclé les déchets de la collaboration de classes.

- Un ex-négociateur FO au cabinet de la ministre du Travail - AFP

L'ancien négociateur de Force ouvrière, Stéphane Lardy, est nommé directeur adjoint du cabinet de la ministre du Travail, où il travaillera au côté du directeur de cabinet Antoine Foucher, ancien cadre du Medef, selon le Journal officiel paru samedi.

Il exercera en tandem avec Claire Scotton, ancienne sous-directrice adjointe à la Direction du travail, également désignée directrice adjointe de cabinet de Muriel Pénicaud.

M. Lardy a été secrétaire confédéral de FO chargé de l'emploi et de la formation professionnelle de 2007 à mi-2016, date à laquelle il avait intégré l'Inspection générale des affaires sociales (Igas).

Cette nomination n'est "pas une demande de FO", "Stéphane Lardy n'a plus de mandat Force ouvrière depuis plus d'un an (...) Ils lui ont demandé de venir, c'est sa liberté individuelle", avait commenté mercredi Jean-Claude Mailly, le patron de FO, sur franceinfo. "C'est un bon connaisseur des dossiers, tout le monde le reconnaît", estime M. Mailly. AFP 29.05

Mailly a eu raison de préciser que ce n'était "pas une demande de FO", on aurait pu se méprendre ! Apparemment il se félicite de cette nomination de son petit camarade du PS qui milite dans le XIIIe arrondissement de Paris.

- Loi sur l'emploi : risque et sacrifice par Stéphane Lardy , Secrétaire confédéral de Force ouvrière en charge de l'emploi et de la formation professionnelle - liberation.fr 12.05.2013 (http://www.liberation.fr/futurs/2013/05/12/loi-sur-l-emploi-risque-et-sacrifice_902312)

- Stéphane Lardy (ex-FO) entre au cabinet de la ministre du Travail - anti-k.org

L'Obs le 24/05/17 – Comme directeur de cabinet, la nouvelle ministre du Travail, a nommé un ancien du Medef, Antoine Foucher. Comme pour contrebalancer ce choix, Muriel Pénicaud vient de choisir Stéphane Lardy, comme conseiller chargé de la formation, de l'apprentissage et de la pénibilité.

Il a été pendant des années l'homme fort de Force ouvrière sur les questions d'emploi et de travail, pilier des négociations sociales. Il a un temps fait figure de successeur potentiel de Jean-Claude Mailly. Mais réformiste affiché, militant socialiste, il n'était pas du goût de la mouvant trotskiste du syndicat.

Il y a un peu plus d'un an, en pleine discussion de la loi El Khomri, il a été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). anti-k.org

Un ex-cadre de FO rentre au gouvernement pour mettre en place la loi Travail 2 - Anti-k.org

Les messages de bienvenue de Jean-Claude Mailly, président de la centrale syndicale de Force Ouvrière, au nouveau président Macron n'avaient rien présagé de bon. La stratégie est désormais totalement assumée avec l'entrée de Stéphane Lardy, ex-cadre de FO, au cabinet du ministère du Travail.

Jean-Claude Mailly avait déjà accueilli le président banquier et son gouvernement de droite avec une douceur inattendue de la

part d'un dirigeant syndical. Il avait en effet félicité la ministre du Travail repêchée au CAC 40 pour « sa grande expérience », puis s'était réjoui de la nomination d'un membre du MEDEF (Antoine Foucher) à la direction du cabinet de la ministre (« c'est quelqu'un que je connais, qui aime la négociation collective »), pour enfin affirmer publiquement que légiférer par ordonnances n'était « pas un problème » si « on est d'accord sur le contenu » et qu'il y avait « des marges de manœuvre ». Tout cela constituait un bel appel du pied à l'exécutif (vous avez dit lèche-botte ?), qui vient d'être récompensé par le parachutage au gouvernement d'un ancien cadre important de la centrale syndicale, Stéphane Lardy, pressenti il y a un an pour être justement le successeur de Jean-Claude Mailly.

Celui-ci prendra donc place à la direction du cabinet ministériel avec Antoine Foucher. Membre du Parti Socialiste, Stéphane Lardy est considéré comme un « réformiste », c'est à dire prêt à accepter les réformes structurelles dont a besoin le patronat pour restaurer et augmenter ses profits sur le dos des travailleurs. Avec le MEDEF et le CAC 40 a ses côtés, il aura donc pour tâche d'élaborer et de mettre en œuvre la loi Travail 2 que nous prépare Macron, mais aussi la réforme de l'assurance chômage, de la formation professionnelle, ainsi que celle de la retraite que Macron souhaite lancer d'ici la fin de l'année. Bon programme pour un prétendu « syndicaliste »...

L'amabilité de Jean-Claude Mailly envers Macron et la nomination de Stéphane Lardy sont des signes d'un repositionnement de la centrale syndicale en faveur d'une collaboration plus forte avec le patronat. Après la mobilisation contre la loi Travail du printemps 2016 qui ne lui a pas bénéficié dans les urnes (FO a reculé, de 15,94% en 2013 à 15,59% en 2017), le syndicat s'oriente vers une politique plus ouverte de conciliation de classe. D'après Guy Groux, du centre de recherche de Sciences Po Paris, le Cevipof « On a le sentiment qu'il y a chez Mailly une envie de revenir dans un jeu contractuel plus classique et de faire concurrence à la CFDT ». Anti-k.org (courant du NPA) 25.05

- En janvier 2013, François Chérèque, qui venait de quitter ses fonctions de secrétaire général de la CFDT, avait été, lui aussi, nommé inspecteur général des affaires sociales, Jean-Marc Ayrault le chargeant ensuite de suivre la mise en œuvre du plan de lutte contre la pauvreté. « Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale« , avait commenté sèchement Jean-Claude Mailly. Le secrétaire général de FO s'abstiendra sans doute de rééditer un semblable commentaire. lemonde.fr 06.04.2016

Martinez en remet une couche

- Réforme du code du travail: "il faut négocier", dit Martinez AFP 30.05

Le leader de la CGT a réaffirmé qu'il souhaite des précisions concernant "le calendrier" de la réforme.

"On a démarré le quinquennat, même la campagne électorale, avec une volonté ferme du candidat de régler cela très rapidement pendant l'été. Il y a besoin de discuter. Quand on veut négocier on s'écoute, on accepte les propositions des syndicats, la CGT en a fait plusieurs", a-t-il dit.

"Il y a des points de conflit majeurs", a-t-il insisté, citant notamment "les indemnités prud'homales".

"Faire croire que c'est le code du travail la raison majeure du chômage en France, c'est un mensonge pur et simple", a-t-il ajouté. AFP 30.05

Et faire croire que "les indemnités prud'homales" serait un "des points de conflit majeurs" est un mensonge... partagé avec la CFDT.

Tous d'accord pour casser le code du travail.

Qui a dit ?

"Je ne suis pas En Marche mais je veux que ça marche"

Réponse : Le député LR Thierry Solère a jugé mardi qu'"il n'y aucune raison qu'un Républicain s'oppose" aux futures ordonnances réformant le code du travail, estimant que le "sens de l'intérêt général" se diffuse dans tous les camps.

"Si je suis réélu député, je voterai toutes les mesures qui vont dans le bon sens pour abaisser les charges, fluidifier le marché du travail, mieux assurer la sécurité des Français, lutter contre le communautarisme", a déclaré sur LCP ce candidat à un second mandat dans la 9ème circonscription des Hauts-de-Seine, face auquel LREM n'a investi aucun candidat.

"Nous aurons à débattre de ça avec les députés qui seront élus", mais "il n'y aucune raison qu'un Républicain s'y oppose" à cette nouvelle réforme du code du travail promise par Emmanuel Macron, a-t-il dit.

M. Solère a par ailleurs approuvé la position de François Baroin, chef de file LR pour les législatives, qui a prôné lundi "le

désistement" en cas de victoire possible du FN. "Le ni-ni pour les élections locales qui a eu sa place pendant quelques années aujourd'hui n'a plus sa place, notamment pour l'élection nationale qu'est l'élection législative", a estimé ce député. AFP 30.05

On gouvernera en famille.

C'est Mélenchon qui va être frustré !

- Le gouvernement d'accord pour un front républicain face au FN - Reuters

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a répondu mardi à l'appel de François Baroin, chef de file de la droite, en annonçant que les candidats de la République en marche (LREM) se désisteront aux législatives dans les circonscriptions où le Front national est en mesure de l'emporter.

"Partout où le candidat de la République en marche, en se maintenant, ferait prendre le risque d'une élection du Front national, partout nous retirerons notre candidat", a déclaré Christophe Castaner sur LCI.

"Et partout où le maintien du candidat nous permettra d'empêcher cette élection, nous nous maintiendrons", a ajouté ce fidèle d'Emmanuel Macron. Reuters 30.05

Des infos qui pourraient être qualifiées de contrevérités par Macron.

- Quand les succès syriens mettent à mal le double jeu US - fr.sputniknews.com

L'armée syrienne et ses alliés, dont la Russie, enregistrent de nouveaux succès face aux terroristes de Daech. Certains d'entre eux sont révélateurs des complicités presque non voilées entre les djihadistes et ceux qui prétendent les « combattre ».

Aux dernières nouvelles sur le front syrien, un groupe militaire russe a coupé la voie aux terroristes de Daech qui quittaient Raqqa via un corridor offert par les soi-disant Forces démocratiques syriennes, une coalition principalement kurde, soutenue par les États-Unis, à condition qu'ils se dirigent vers Palmyre.

« Le 25 mai, un convoi de terroristes composé de 39 camionnettes avec des armes se dirigeant vers Palmyre a été repéré et anéanti par les avions des forces aérospatiales russes. 32 pick-up dotés de mitrailleuses lourdes ont été détruits et plus de 120 terroristes abattus », a communiqué à Sputnik une source du ministère russe de la Défense.

Mis à part l'efficacité des forces aériennes russes opérant en Syrie, un autre fait saute aux yeux: la complicité, elle aussi une fois de plus, entre la pseudo-coalition « anti-Daech » dirigée par les USA, les FDS soutenus par les USA et le groupe terroriste Daech, que les deux premiers sont censés « combattre ».

Parallèlement à cela, Le Parisien annonçait la reprise par l'armée syrienne de la route reliant Damas à Palmyre. Comme le note le quotidien français, « les troupes syriennes, appuyées par l'aviation russe, ont réussi à chasser les combattants de l'EI d'une zone désertique de plus de 1 000 km2. Les djihadistes se sont retirés face à l'intensité des frappes russes. »

L'offensive promise par le président syrien Assad en vue de reprendre les territoires en zone désertique à faible densité se confirme et suit donc son cours avec le soutien de ses alliés, dont évidemment la Russie. Et c'est vraisemblablement cela qui pose de nouveaux problèmes aux « braves partenaires » de la coalition US.

Bref rappel des péripéties de la guerre syrienne. Les terroristes, ayant obtenu un très large soutien extérieur, avançaient sur plusieurs fronts, l'armée gouvernementale se retrouvant acculée à la défensive. Les principaux médias et experts occidentaux donnaient « quelques semaines », voire « au maximum quelques mois » avant qu'Assad ne tombe. Les risques de voir la grande cité historique de Damas tomber dans les mains des barbares de Daech ou d'Al-Qaida étaient effectivement élevés. Puis intervient la Russie à la demande officielle du gouvernement légal syrien. Cela a permis une bascule militaire: L'armée gouvernementale retrouve l'initiative et passe à l'offensive en libérant plusieurs villes et localités. Évidemment, les plus grands succès seront les libérations d'Alep, la deuxième ville du pays et de la cité antique de Palmyre, patrimoine culturel aussi bien de la Syrie que de toute l'humanité.

Dans ce nouveau schéma que l'Occident et ses acolytes n'avaient guère prévu, le gouvernement syrien a retrouvé le contrôle sur pratiquement toute la Syrie dite « utile », à savoir les cinq plus grandes villes du pays et les territoires sur lesquels se trouvent 80 à 85 % de la population. Mais il ne compte pas en rester là et annonce poursuivre la libération de tout le territoire national et au vu des derniers événements, l'offensive en zone désertique se poursuit avec succès.

Des victoires qui provoquent une nouvelle hystérie de côté de ceux dont les objectifs n'ont jamais changé, à savoir faire tomber

Assad, y compris si pour cela des villes millénaires ayant vu la civilisation naître devaient tomber aux mains des barbares coupeurs de têtes.

Quoi qu'il en soit, la Russie et ses alliés surveillent de près la situation. Et ce malgré toutes les complicités, voilées ou non, entre les terroristes et ceux qui prétendent les combattre sur le théâtre de guerre syrien. Quant à la Syrie, elle semble plus que jamais déterminée à vaincre le terrorisme, malgré les pertes subies au cours de toutes ces dernières années. Pour cela, elle sait sur qui elle peut compter. fr.sputniknews.com 29.05

- Sylvie Goulard admet la présence de forces françaises en Syrie - Réseau Voltaire

Interrogée par Europe 1, la ministre des Armées françaises, Sylvie Goulard, a reconnu la présence de Forces françaises en Syrie.

C'est un secret de polichinelle : des commandos français opèrent illégalement en Syrie depuis 2011, avec une brève interruption entre mars et juillet 2012.

Les Forces spéciales françaises fournissent un encadrement à divers groupes jihadistes. Elles avaient notamment organisé l'Émirat islamique de Baba Amr (en 2012) et l'attaque de la plus ancienne communauté chrétienne du monde à Maaloula. Réseau Voltaire 27.05

« Syrie : Sylvie Goulard confirme la présence de forces spéciales françaises », Europe 1, 26 mai 2017.

- Le G7 exige une pression russe sur Damas: «le jeu des terroristes», selon un député russe - sputniknews.comLes pays du G7 ont appelé Moscou à influencer Damas pour que la République arabe respecte le cessez-le-feu, une situation qui jouerait en faveur des groupes terroristes, a affirmé samedi 27 mai à Sputnik le vice-président du comité des affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe), Alexei Chepa.

Lors du sommet du G7, les dirigeants des pays-membres ont fait une déclaration conformément à laquelle Moscou devrait exercer une influence sur le Président de la République arabe syrienne pour que les troupes gouvernementales cessent les combats. Selon un député russe, un tel discours ne fait que le jeu des terroristes.

« Ce sont des déclarations insensées: ne nous battons pas, mais détruisons-les. De telles déclarations font le jeu de Daech » a commenté M. Chepa.

Selon le parlementaire, il est impossible de lutter contre les terroristes de manière pacifique. Il a également ajouté que la plupart des accords concernant la libération d'un grand nombre de localités en Syrie étaient conclus aujourd'hui. Des négociations sont également menées avec les différentes forces de l'opposition en Syrie.

« Mais avec Daech et le Front al-Nosra [rebaptisé Front Fatah al-Cham, ndlr], il n'y a pas de négociation, parce qu'ils ne veulent mener aucune négociation, entamer aucun processus de réconciliation, c'est pourquoi la seule façon de parler avec eux, c'est malheureusement par la force » a conclu le député. sputniknews.com 27.05

Des institutions corrompues à balayer !

Assistants parlementaires : Marielle de Sarnez visée par une enquête - LeParisien.fr

La classe politique française aurait-elle pris de (très) mauvaises habitudes ? L'affaire Fillon, ironiquement appelée Penelope Gate, a semé le trouble sur le travail réel des attachés... LeParisien.fr 30.05

Législatives : une candidate LREM de Seine-Saint-Denis accusée d'avoir loué un logement insalubre - LeParisien.fr

Une candidate de La République en marche pour les élections législatives à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) est accusée d'avoir mis en location un appartement dans un immeuble insalubre, durant cinq ans. Le parti d'Emmanuel Macron a précisé lundi soir avoir saisi le «comité d'éthique» pour examiner l'affaire concernant Véronique Avril, candidate dans la 2e circonscription de Seine-Saint-Denis.

Selon Mediapart, qui publie l'enquête, Véronique Avril a acheté en 2011 un appartement de 23 m² dans le centre de Saint-Denis, «alors que l'immeuble insalubre était déjà classé depuis des années en état de péril imminent» à la suite d'arrêtés pris en 2004 et 2008.

Cette chargée de mission à la Ville de Paris, ancien membre du Conseil d'administration de Médecins sans frontières, a

notamment loué son bien «à une famille de cinq personnes», pour «650 euros (charges comprises)» par mois, «très au-dessus des tarifs pratiqués dans la ville», d'après le site d'information. LeParisien.fr 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien".

Richard Ferrand avait-il un intérêt personnel dans l'opération immobilière conclue entre la mutuelle qu'il dirigeait et sa compagne propriétaire du local ? Le ministre de la Cohésion des territoires le nie, mais un document pourrait mettre à mal sa version. Il s'agit d'un compromis de vente daté de décembre 2010 dans lequel Richard Ferrand apparaît comme étant le premier à avoir voulu acheter le local en question. Et à l'époque, il est déjà question d'une SCI qui le remplacerait comme acquéreur. Cette SCI va être créée par sa compagne dans la foulée.

Si rien n'est illégal, la méthode étonne l'avocat du vendeur de l'époque. "C'est tout à fait choquant sur le plan moral", s'offusque Me Alain Castel dans les colonnes du Parisien, pour qui "ce montage permettait un enrichissement personnel de monsieur Ferrand et de sa compagne au détriment de la mutuelle" de Bretagne. Franceinfo 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien". Franceinfo 30.05

- Ferrand déstabilisé par de nouvelles révélations - Reuters 30.05

Les affaires sont les affaires.

- Une députée, "désinvestie" pour son soutien à Macron, poursuit le PS - AFP 30.05

- Emploi d'assistants: Hortefeux et Alliot-Marie annoncent aussi une plainte contre une eurodéputée FN - AFP 30.05

- Sarnez visée par une enquête : le tweet de Bayrou qui choque les magistrats - LeParisien.fr 30.05

Mélenchonneries

Quand Mélenchon félicite Macron...

En marge du meeting, M. Mélenchon s'est étonné que M. Poutine soit reçu au château de Versailles par le président français. "C'est quand même le maximum qu'on puisse faire pour une visite d'Etat", a-t-il estimé, tout en félicitant de pouvoir établir un dialogue avec le dirigeant russe comme il l'avait prôné ces derniers mois. AFP 30.05

Macron l'homme du Pentagone et de Daesh

- Macron rencontre le chef de l'opposition syrienne, dit son soutien - Reuters

Emmanuel Macron a réaffirmé mardi son soutien à l'opposition syrienne lors de sa rencontre à Paris avec le coordinateur général du Haut Comité de l'opposition syrienne, Riyad Hijab, indique l'Elysée.

Le chef de l'Etat français a rappelé lors de cet entretien "son engagement personnel sur le dossier syrien et son soutien à l'opposition syrienne en vue d'une transition politique en Syrie", précise la présidence française dans un communiqué.

La France, qui soutient l'opposition modérée en Syrie, a réclamé sans relâche ces dernières années le départ du président Bachar al Assad, qui bénéficie du soutien de ses alliés russe et iranien.

Lundi, lors d'une conférence de presse avec le président russe Vladimir Poutine, Emmanuel Macron a plaidé pour une transition démocratique en Syrie qui préserve "un Etat syrien", mettant en garde contre le risque d'un Etat failli. Reuters 30.05

- Polémique entre Mélenchon et Cazeneuve : l'ex-ministre a déposé plainte - Franceinfo

La polémique est partie d'une phrase lancée par Jean-Luc Mélenchon en déplacement à Montreuil (Seine-Saint-Denis) mercredi dernier et diffusée hier, dimanche 28 mai, dans l'émission "C'est politique" sur France 5. "Cazeneuve, le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse, le gars qui a fait gazer, matraquer toutes les manifestations", s'est exclamé le leader de La France insoumise.

Jean-Luc Mélenchon fait référence à la mort de Rémi Fraisse en 2014, au cours d'affrontements près du chantier du barrage de Sivens. Ce jeune militant écologiste est tué par le jet d'une grenade, lancée par des gendarmes. Bernard Cazeneuve était alors le ministre de l'Intérieur.

Bernard Cazeneuve a annoncé dimanche soir sa décision de "porter plainte" contre Jean-Luc Mélenchon, après ses propos. "Coutumier de l'outrance et de l'abaissement du débat public, Jean-Luc Mélenchon a franchi la frontière de la diffamation. Par ses propos à mon sujet, il démontre que l'insulte est devenu son mode de pensée et d'expression", a réagi l'ancien ministre de l'Intérieur dimanche dans un communiqué.

Ce lundi, en déplacement près de Lyon (Rhône), il a confirmé avoir déposé plainte pour diffamation. Pour lui, le terme "assassinat" employé par Jean-Luc Mélenchon ne passe pas. Franceinfo 30.05

- Le PS dénonce des propos "diffamatoires" de Mélenchon envers Cazeneuve sur l'affaire Rémi Fraisse - Le Huffington Post

L'accusation ne passe pas du tout. Ce dimanche 28 mai, le Parti socialiste a dénoncé les propos "diffamatoires" et "provocateurs" de Jean-Luc Mélenchon envers Bernard Cazeneuve au sujet de l'affaire Rémi Fraisse. Lors d'un rassemblement de "La France insoumise" à Montreuil mercredi, l'ex-candidat à la présidentielle s'en était pris violemment à l'ancien Premier ministre, "le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse", comme vous pouvez le voir dans notre vidéo en tête d'article.

"Jean-Luc Mélenchon s'en prend à l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve avec des méthodes que ne réprouverait pas l'extrême droite sur internet", a dénoncé le Parti socialiste dans un communiqué publié ce dimanche soir. "Ces propos diffamatoires et volontairement provocateurs ne sauraient faire oublier que Jean-Luc Mélenchon n'a pas voulu prendre position contre Marine Le Pen au second tour de la présidentielle", ajoute le parti.

"Jean-Luc Mélenchon a sans doute gagné le premier prix de l'outrance à l'occasion du dernier dîner organisé par l'alliance bolivarienne, et s'en est trouvé grisé. On ne peut pas lui en vouloir, c'est tellement narcissisant", avait déjà regretté Bernard Cazeneuve vendredi dans une déclaration transmise à l'AFP.

Rémi Fraisse, un jeune militant écologiste, avait été tué en 2014 par le jet d'une grenade de gendarmes près du chantier controversé de retenue d'eau à Sivens dans le Tarn. Bernard Cazeneuve était alors ministre de l'Intérieur.

Pour n'avoir pas interdit l'emploi des grenades offensives, notamment, Cazeneuve qui était ministre de l'Intérieur à l'époque est responsable de la mort de ce manifestant, au même titre que Hollande et Valls.

En voilà un qui sait de quoi il parle.

- "C'est un tordu" : quand Patrick Mennucci parle de Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo

Patrick Mennucci est le candidat du PS qui affrontera Jean-Luc Mélenchon lors des législatives

Ces officines aux intentions inavouables entre indicateurs, provocateurs ou procureurs au service de la réaction.

Ils peuvent interdire toutes les ONG, on ne les défendra pas.

- Un pique-nique contre la loi anti-ONG du gouvernement hongrois - euronews.com

Hier une centaine de personnes a pris place devant le Parlement de Budapest pour dénoncer le projet qui obligerait ces organisations à publier les noms de leurs donateurs étrangers.

Impensable pour un manifestant interrogé par euronews : “je pense que la Hongrie est fasciste et il faut y mettre un terme. Je crois que c’est la façon la plus pacifiste d’y parvenir.” “La stigmatisation de ces organisations, et pas seulement la stigmatisation mais le listing de ces organisations, donne une vision future de la profonde crise démocratique de ce pays”, selon Dóra Papp, directrice de la Fondation Krétakör. La Hongrie s’est attiré les foudres de ses partenaires européens avec des projets de réformes telles que celle-ci, mais rien ne semble arrêter le gouvernement conservateur de Viktor Orban selon notre correspondante, Andrea

Hajagos : “le Conseil de l’Europe a appelé la Hongrie à suspendre le débat parlementaire sur l’amendement de cette loi, le mois dernier. euronews.com 30.05

Le président égyptien Sissi promulgue la loi sur les ONG - Reuters

Le président égyptien Abdel Fattah al Sissi a promulgué la loi qui encadre l'activité des organisations non gouvernementales (ONG) et qui, selon les associations de défense des droits de l'homme et les groupes caritatifs, entrave leurs actions, montre un décret présidentiel paru lundi.

Le texte, adopté en novembre par le Parlement, limite les activités des ONG aux seuls secteurs du développement et des questions sociales avec une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement en cas d'infraction.

Les militants des droits civiques affirment que l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al Sissi, ancien général devenu président en 2014, s'est traduite par une remise en cause de toutes les libertés gagnées grâce à la chute d'Hosni Moubarak en 2011.

En vertu de la nouvelle loi, les ONG ne peuvent mener un travail de terrain ou d'enquête d'opinion sans autorisation préalable ou "coopérer de quelque manière que ce soit avec des instances internationales sans l'accord nécessaire". Les 46.000 ONG présentes en Egypte disposent d'une année pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions.

Les associations de défense des droits de l'homme précisent que cette restriction concerne également toute collaboration avec les Nations unies.

Les ONG étrangères doivent désormais être contrôlées par une instance composée de représentants de l'armée, du renseignement et du ministère de l'Intérieur.

Les députés ont expliqué que ces restrictions étaient justifiées par la protection de la sécurité nationale.

Pour Mohamed Zaree, directeur du programme Egypte à l'Institut pour les études des droits de l'homme du Caire, cette loi est "la pire de l'histoire" et va concrètement empêcher les ONG d'accomplir leurs missions.

"L'Etat agit sans stratégie, ni vision", a dit Mohamed Zaree qui s'est déjà vu signifier une interdiction de sortie du territoire et dont l'organisation fait l'objet de poursuites "pour avoir reçu des fonds d'entités étrangères nuisant à la sécurité nationale".

Les associations apolitiques affirment être, elles aussi, pénalisées au moment où les subventions publiques sont réduites et où la hausse des prélèvements obligatoires menace leur survie financière.

Ces associations jouent depuis longtemps un rôle social important en Egypte, fournissant nourriture, habillement, soins médicaux et éducation dans un pays où des millions de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour.

Selon la nouvelle loi, tout don supérieur à 10.000 livres égyptiennes (environ 550 dollars) doit faire l'objet d'une autorisation. Si cette autorisation n'est pas accordée dans un délai de 60 jours, le don est considéré comme automatiquement rejeté.

L'absence de déclaration de dons auprès de l'administration est passible d'une peine de prison de cinq ans et d'une amende d'un million de livres égyptiennes (550.000 dollars). Reuters 30.05

- Egypte 2,5 milliards d’aides sociales pour atténuer les effets de l’inflation - Liberation.fr

Le gouvernement égyptien a dévoilé lundi un programme d’aides sociales d’une valeur de 2,5 milliards de dollars qui entrera en vigueur dès le 1er juillet. Il prévoit des augmentations de salaires des fonctionnaires, une revalorisation de 15 % des retraites dont bénéficient 10 millions de personnes, ainsi qu’une hausse d’environ 30 % des subventions aux plus démunis (1,7 million de foyers). Mais aussi des réductions d’impôts pour 15 millions de familles. Depuis que les autorités ont libéré en novembre le taux de change de la livre égyptienne, dans le cadre d’un plan de réformes lié à l’obtention d’un prêt du FMI, le pays connaît une inflation de 33 % (44 % pour les denrées alimentaires). Liberation.fr 29.05

Il a osé un "rapprochement" avec la Russie...

- Aux Philippines, le «shérif» Duterte dépassé par les jihadistes de Maute - Liberation.fr

Le Président affronte à Marawi, dans le sud de l’archipel, un groupe virulent ayant fait allégeance à l’EI. Il pourrait en profiter pour étendre la loi martiale dans tout le pays. Liberation.fr 30.05

En oligarchie, ils osent tout. La provocation promue au rang de gouvernance d'Etat.

Le «candidat des médias» . Pas l'Agence Française de Propagande (AFP) de l'OTAN subventionnée par l'Etat.

- Macron qualifie deux télévisions publiques russes d'"organes de propagande" - AFP

Emmanuel Macron a assumé lundi l'exclusion des journalistes de Russia Today et Sputnik de son quartier général de la campagne présidentielle, accusant ces deux médias russes proches du Kremlin d'être des "organes d'influence", lors d'une conférence de presse...

Rédactrice en chef de RT : les déclarations du président Macron menacent la liberté d'expression

Alors que le locataire de l'Elysée s'en est pris à RT lors d'une conférence de presse commune avec Vladimir Poutine, à Versailles, plusieurs hauts responsables du média russe ont souhaité réagir.

«Russia Today et Sputnik ont été des organes d'influence et de propagande.» On savait les proches d'Emmanuel Macron peu friands de RT. Cette fois, c'est le président français lui-même qui s'est exprimé sur le sujet... devant Vladimir Poutine. Alors que les deux chefs d'Etat tenaient une conférence de presse commune à Versailles, le 29 mai, Xenia Fedorova, présidente de RT France, a interpellé le locataire de l'Elysée sur le refus de ses équipes de laisser des journalistes de RT accéder à son QG de campagne, au soir des premier et second tours de l'élection présidentielle.

«La totalité des journalistes étrangers, y compris russes, ont eu accès à ma campagne», a rétorqué le président français, avant de préciser : «Et à cela je ne céderai rien. Russia Today et Sputnik ne se sont pas comportés comme des organes de presse et des journalistes, mais ils se sont comportés comme des organes d'influence, de propagande, et de propagande mensongère, ni plus ni moins.»

Face à cette nouvelle banderille anti-RT, Xenia Fedorova a tenu à donner son point de vue : «Nous sommes très déçus par cette réponse. Nous ne nous attendions pas à ce que le président Macron continue de proférer ces accusations. Nos journalistes ont souffert de certaines pressions de la part de son équipe de campagne et pas une seule fois on ne nous a donné ne serait-ce qu'un exemple de la manière dont RT et RT France en particulier auraient agi afin de saboter sciemment sa campagne. De plus, le site de RT France est facilement accessible à tous et n'importe qui peut vérifier qu'aucun des articles qui traitent d'Emmanuel Macron ne peut permettre de dire que nous faisons de la propagande.»

La journaliste s'est notamment montrée inquiète des conséquences d'une telle réponse de la part d'Emmanuel Macron : «J'espère qu'il nous confond avec d'autres médias et qu'il n'est pas bien informé à ce sujet mais une telle réponse de sa part soulève des inquiétudes car nous avons des journalistes qui travaillent en France. Et nous pensons que dans un pays comme celui-ci, le pays de la liberté d'expression, il est préoccupant que l'on puisse nous refuser l'accès à certaines informations, ce qui ne nous permettrait pas de couvrir les événements de la meilleure des manières.»

Quant à Margarita Simonyan, rédactrice en chef de RT, elle a également rappelé qu'aucune preuve n'avait été fournie afin d'étayer ces accusations de propagande : «Il est très décevant que ce qui avait commencé comme une rencontre productive entre deux chefs d'Etat se soit transformée en une nouvelle occasion pour le président Macron de proférer des accusations sans fondement contre RT. Il se trouve que, malgré les nombreuses invectives adressées durant la campagne présidentielle, jusqu'à aujourd'hui, pas un seul exemple, pas une seule preuve que RT ait diffusé des fausses informations à propos d'Emmanuel Macron n'a été présentée. Ni par son équipe, ni par les médias mainstream qui ont aveuglément diffusé les accusations de l'équipe d'Emmanuel Macron contre RT. Le tout sans questionnement aucun et sans prendre la peine de vérifier ces attaques. En qualifiant de fausse information toute information avec laquelle il ne se montre pas d'accord, le président Macron pose les bases d'un dangereux précédent qui menace à la fois la liberté d'expression et le journalisme dans son ensemble.» AFP 30.05

- Le Kremlin en désaccord avec les accusations d'Emmanuel Macron contre Sputnik et RT - fr.sputniknews.com

Les autorités russes ne sont pas d'accord avec les accusations portées par le Président français Emmanuel Macron contre Sputnik et RT.

Le Kremlin n'est pas d'accord avec les accusations du Président français Emmanuel Macron qui a reproché à l'agence Sputnik et à la chaîne de télévision RT de diffuser des contrevérités, a déclaré à Versailles le porte-parole du Président russe Dmitri Peskov.

« Nous ne sommes pas d'accord avec cette position », a indiqué M. Peskov.

Le Président Macron avait antérieurement déclaré que les journalistes de Sputnik et de RT n'avaient pas eu accès à son état-major électoral pendant la récente présidentielle française parce qu'il considérait que ces médias diffusaient des contrevérités.

Sputnik et RT ont rejeté de telles accusations à maintes reprises, appelant l'équipe de campagne de M. Macron à présenter des preuves attestant ses accusations. Toutefois, l'équipe d'Emmanuel Macron, qui avait menacé de présenter des preuves au Kremlin, n'a jamais su fournir aucun exemple des « fausses nouvelles » diffusées par les médias russes. fr.sputniknews.com 30.05

Commentaires d'internautes

1- En écoutant Macron, on dirait que c'est Erdogan furieux contre "les médias qui parlent contre lui"... ça va mal finir genre répression hallucinante des journalistes en Turquie. La Liberté d'expression est à risque avec Macron.

2- Les "occidentaux n'ont pas besoin de preuves puisque ce sont eux qui créent la vérité par le seul fait de la dire !

3- Les médias de presse ont l'entière liberté que leur octroie la laisse tenue par leurs propriétaires. Lorsqu'ils sont d'accords entre eux, cela donne l'honteuse campagne électorale que nous avons vécue. Notre jeune président parade, suivi de sa cour.

4- Ce qui a fait élire Macron, c'est la propagande. Ce discours qui consiste à accuser les autres de ce qu'on fait soi-même est actuellement très répandu. c'est tout à fait scandaleux comment les médias français et européens ont communiqué pendant la campagne présidentielle française.

5- Plaisantin! Ce sont les médias occidentaux qui ont relayé sans le moindre esprit critique la propagande mensongère contre Saddam Hussein, Kadafi et dernièrement Assad (avec ces armes chimiques a été immédiatement attribuée au gouvernement syrien sans la moindre enquête accréditant les accusations de ses ennemis).

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée

- Après un accord avec Israël, les prisonniers palestiniens cessent leur grève de la faim - LeFigaro.fr

Leur mouvement de contestation aura duré plus d'un mois. Plus de 800 Palestiniens détenus dans des prisons israéliennes ont mis la fin à leur grève de la faim entamée le 17 avril, ont annoncé samedi des sources palestiniennes et israéliennes. Les prisonniers protestaient afin d'améliorer leurs conditions de vie.

La grève a été suspendue à la suite d'un accord conclu entre les représentants des prisonniers et les autorités israéliennes, a indiqué à l'AFP le président du Club des prisonniers Qaddura Farès, et intervient le jour du début du ramadan, le mois de jeûne des musulmans.

L'accord prévoit que les prisonniers auront droit à deux visites par mois contre une avant le début de la grève. Cette revendication était l'une des principales présentées par les grévistes. En revanche, ces derniers n'ont pas obtenu la mise à leur disposition de téléphones publics dans les prisons comme ils le réclamaient, a précisé la porte-parole israélienne.

Initiée par Marwan Barghouti, cette grève de la faim entendait donner l'alerte sur les conditions de détention des 6500 Palestiniens incarcérés par Israël, dont des dizaines de femmes et d'enfants, et dénoncer le système judiciaire israélien appliqué aux Palestiniens des Territoires occupés. LeFigaro.fr 27.05

UE - Turquie

Confirmation. L'UE ou l'OTAN économique.

- L'UE propose un cadre pour relancer les relations avec la Turquie - Reuters

L'Union européenne a présenté à la Turquie un calendrier de 12 mois afin de relancer les relations mises à mal entre le bloc communautaire et les autorités turques, a annoncé le président Recep Tayyip Erdogan cité par le quotidien Hurriyet samedi.

Cette annonce a été faite par le chef de l'Etat turc dans l'avion le ramenant du sommet de l'Otan auquel il participait à Bruxelles.

L'UE et la Turquie ont convenu de donner un nouvel élan à leurs relations et les ministres turcs des Affaires étrangères et des Affaires européennes vont se pencher sur ce calendrier, a précisé Erdogan. Reuters 27.05

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Haut de page

Le 3 juin 2017

CAUSERIE

On ajoutera des articles plus tard.

- La causerie du mois de mai au format pdf (219 pages)

- Causerie du 3 juin, 11 pages.

Je viens de recevoir le verdict de la CNAV : je toucherai une retraite de 265 euros (moins la CSG) à partir du 11 septembre 2017, une misère ! En fait cette somme variera chaque mois en fonction du taux de change entre l'euro et la roupie. Par prudence, j'avais tablé sur une retraite entre 300 et 400 euros par mois, donc je ne suis pas vraiment surpris.

Ils m'ont proposé d'attendre 2022 pour toucher 353 euros, mais comme entre temps l'âge de départ à la retraite aura encore été repoussé, je préfère encore prendre ce qu'ils me proposent si généreusement en 2017, et puis je ne me vois pas imposer à ma compagne de travailler cinq ans de plus 6jours/7 comme servante chez une riche italienne tyrannique pour 88 malheureux euros de plus par mois. On compensera en partie ce manque à gagner avec les quelques dizaines d'euros de la complémentaire et notre élevage de chèvres !

On est pauvre, on a vécu pauvre et on finira pauvre parce que j'ai refusé de m'enrichir et je ne le regrette pas, j'ai toujours privilégié mes principes à un quelconque compromis pourri pour mieux vivre, à ce prix-là cela ne valait pas le coût et les faits m'ont donné raison puisque cela fait déjà 27 ans que je ne suis plus au service du capitalisme ou que je profite de ma retraite, sans vivre pour autant en dehors du capitalisme, j'en ai parfaitement conscience. Finalement j'aurai profité de la vie et connu de multiples et riches expériences qu'il ne m'aurait pas été permis de vivre autrement.

Paradoxalement, à cause de mes idées, j'étais voué à être rapidement exclus de la société et à connaître une fin misérable si j'étais resté en France, j'aurais sans doute fini clochard ou j'aurais mis fin prématurément à mes jours, au lieu de cela, j'ai su prendre les bonnes décisions au bon moment ou faire preuve de discernement ou de perspicacité en saisissant les différentes opportunités qui allaient se présenter à moi, de telle sorte que j'ai réussi à m'en sortir quand tout s'écroulait autour de moi ou chaque fois que le mauvais s'acharnait sur moi.

Quand je dis que mes idées m'ont joué de mauvais tours, c'est parce que les patrons et les chefaillons ne les supportaient pas, et comme de nombreuses occasions se présentaient de les exposer sur mes lieux de travail, systématiquement plus ou moins rapidement j'allais devenir la bête noire à sanctionner injustement ou à éliminer. Quand on est victime ou témoin d'une injustice ou d'une humiliation, on a le choix entre courber la tête,s'écraser ou la dénoncer à ses risques et périls, moi je ne pouvais la fermer, c'était plus fort que moi, c'était peut-être stupide parfois j'en conviens après coup, et je dois dire que cela ne s'est pas arrangé en vieillissant, je n'ai jamais été aussi intolérant qu'aujourd'hui envers les inquisiteurs ou ceux qui méprisent les plus faibles, car ils s'attaquent toujours aux plus faibles, je vous une haine farouche à ceux qui usent de leur statut, de leur autorité ou de leur pouvoir pour humilier ceux qui sont inférieurs à eux ou sans défense. En Inde, vous imaginez, il y a de quoi faire !

J'ai mis à profit les enseignements que j'avais tirés du marxisme pour m'en tirer sans jamais renier mes convictions, et surtout jamais au détriment des intérêts de mes semblables que j'ai toujours scrupuleusement respectés, ce qui me valut bien des contrariétés ou des déboires et bien des tristesses car ils n'étaient pas toujours animés des meilleures intentions qui soient envers moi, ce dont je ne leur tiens pas grief puisque je me refuse de les juger, ce que je n'ai peut-être pas toujours fait sur le coup, une faiblesse ou une erreur que j'ai eu largement le temps de corriger. Ce fut davantage mon entourage ou ma famille qui me causa le plus de problèmes au cours de ma vie en trahissant la confiance que j'avais en eux que la société elle-même, bien que leur comportement fut dicté inconsciemment par cette société si injuste ou cruelle.

Je suis absolument convaincu que si j'ai réussi à m'en sortir et à conserver ma dignité, c'est parce que je suis resté fidèle à mes principes ou parfaitement honnête, même lorsque c'était suicidaire ou j'allais au-devant de graves ennuis que j'avais provoqués ou qui m'étaient imposés, il arriva un moment où je pris conscience que finalement il était préférable d'assumer dignement les épreuves douloureuses qu'il nous était donné de vivre ou de faire face à la réalité dans l'adversité au lieu de la fuir, car chaque fois il allait se présenter une occasion pour s'en sortir, mieux, pour atteindre une situation meilleure ou pour en tirer satisfaction, honorablement ou sans renier mes principes cela va s'en dire, j'y tiens absolument. C'est pour cela que lorsqu'un sale type se permet de vouloir me salir en me prêtant de mauvaises intentions, au passage, procédé scélérat employé par les porte-parole des néolibéraux pour discréditer les opposants au régime, je l'écrase comme une merde, car ce qu'il se permet avec moi, il doit se le permettre avec bien des gens, ce que je ne peux pas supporter ; personnellement je n'en ai strictement rien à foutre de ce qu'il pense de moi, cela ne m'atteint pas, en revanche je me dois de combattre ce comportement qui cause des ravages dans nos rangs, vous avez saisi la distinction, l'individu ne m'intéresse pas, c'est son attitude que je condamne et combats.

Cet épisode aura été l'occasion une fois de plus d'évoquer mon parcours, atypique, qui n'a rien de glorieux, loin de là, il m'a été imposé comme à chacun d'entre nous, chacun fait au mieux dans la vie pour s'en sortir ou survivre, l'essentiel ne sera pas la somme des expériences qu'on aura vécues, la somme des plaisirs qu'elles nous auront procurés, encore moins la masse des biens matériels qu'on aura accumulés ou l'état florissant de note compte en banque, quelle horreur ! mais plutôt la satisfaction qu'on en aura tirée honnêtement, dignement,sans empiéter sur les droits ou la liberté de nos semblables, si possible en s'étant élevé à un niveau supérieur à notre condition ou à condition que cette satisfaction intérieure ou intime coïncide avec l'élévation de notre niveau de conscience que l'on aura à coeur de partager pour changer la société, sinon à quoi bon !

J'ai envie de me marrer, car en relisant ces lignes je me demande si j'ai voulu partager avec vous la joie d'avoir reçu des nouvelles de ma retraite ou si j'ai rédigé un testament ! Peut-être parce que je suis sous le coup d'une impression ambivalente entre joie et amertume que je ne peux pas cacher ou réprimer.

Je suis assurément le militant ouvrier le plus pauvre de France, quel honneur !

L'actualisation du portail me coûte de l'argent. Les postes les plus lourds sont la connexion Internet à Vodafone, 2.300 roupies par mois, l'électricité parce qu'en plus de l'ordinateur je suis obligé de faire fonctionner un ventilateur pour le refroidir, et surtout les cigarettes et le café dont j'use abondamment, à hauteur de 2.600 roupies par mois, quand je ne suis pas devant l'ordinateur je fume trois fois moins et je ne bois un café qu'après les repas. Je passe le matériel informatique qui n'a pas une durée de vie éternelle !

Si vous voulez m'aider financièrement, il vous suffit de m'adresser un courriel.

Un scoop.

Nécessaire reconstruction - Editorial de la Tribune des travailleurs du 31 mai 2017 par D. Gluckstein.

On aura noté le ton un brin désabusé...

Le "*champ de ruines politiques*" ne date pas d'hier et il est un peu tard pour s'en apercevoir, d'où la situation actuelle qui en est l'expression et le produit :

- "*Devant les travailleurs et les militants – en particulier ceux qui appartiennent ou ont appartenu au Parti socialiste, au Parti communiste français, au Parti de gauche, ou votent ou ont voté pour ces formations – se dessine, chaque jour davantage,*

un véritable champ de ruines politiques."

Si je souscris à la conclusion de cet éditorial, j'ai un doute sur la volonté des dirigeants du POID de corriger leurs erreurs du passé.

J'en veux pour preuve les nouvelles vidéos qu'ils ont mises en ligne intitulées Info hebdo où on voit des dirigeants sans charisme lire ou ânonner un texte appris par coeur sur un ton monotone qui ne donne vraiment pas envie d'entendre la suite, j'en ai téléchargées deux et j'ai coupé avant la fin parce que je n'en pouvais plus.

On aura noté le manque d'enthousiasme, c'est plutôt démoralisant. Et puis cet horrible indicatif sonore

Cela manque d'entrain, de vie, de dynamisme, de relief, de conviction, on a l'impression que le coeur n'y est pas, qu'il y a quelque chose de casser chez eux ou qu'il leur manque quelque chose, j'allais dire d'humain mais cela va être

interprété de travers, il y a un truc qui cloche chez eux, ils ne sont pas naturels, c'est cela, on dirait des machines à débiter de la propagande qui n'ont aucune personnalité, contrairement à Mélenchon, qui par ailleurs affiche une bonhomie ou une fausse modestie trompeuse, mais c'est une autre histoire.

On se demande à qui ils s'adressent. Ils ne stimulent pas la réflexion de leur auditoire, donc on ne voit pas quel intérêt il pourrait en tirer. En gros, ils font exactement l'inverse de ce que je fais dans mes causeries. Qu'on apprécie ou non ma personnalité, peut importe, au moins les questions que j'aborde et surtout la manière dont je les aborde est destinée à questionner les lecteurs, ce qui ne peut que favoriser leur progression, sans se sentir obligé de partager mes analyses ou mes conclusions, je crois que c'est cela l'essentiel, qu'on progresse ensemble.

La question est de savoir pourquoi les travailleurs ne parviennent pas à s'intéresser davantage à leur condition, pourquoi toutes les sujets qui les concernent leur semblent si éloignés ou insaisissables au point de laisser à d'autres le soin de s'en charger, pourquoi subissent-ils sans broncher le sort qu'on leur a réservé, pourquoi abdiquent-ils leurs droits à vivre dans une société meilleure ou plus juste, pourquoi ne parvient-on pas à les associer au combat pour changer la société ?

Comment interprètent-ils leur condition, la société, le monde ? Qu'ont-ils véritablement dans la tête ? Quels sont les obstacles qui les empêchent de penser autrement ? Comment pensent-ils vraiment ? Pourquoi et comment sont-ils conditionnés ? Cela a-t-il une incidence sur leur capacité à réagir aux événements ou à la politique du gouvernement ? Comment cela se traduit-il ? Pourquoi manquent-ils tant de rigueur, de cohérence, de logique ? Pourquoi reproduisent-ils toujours les mêmes erreurs ? Pourquoi ne progressent-ils pas ?

A mon avis toutes ces questions sont liées. La psychologie des hommes et leur environnement ou leur condition, leur statut, etc. sont liés et entretiennent des rapports réciproquent qui déterminent leur mode de pensée et leur comportement. Qu'avons-nous à gagner à l'ignorer ? Le jour où on aura compris que tout mène à la politique, mais tout ne part pas de la politique, l'humanité aura fait un grand bon en avant vers le socialisme.

On devrait s'inspirer de la manière dont les marxistes traitaient les rapports qui existent dans la société au-delà de ceux qui existent entre les classes. Quand par exemple Marx ou Engels affirmait que la première forme d'exploitation commença par celle des femmes et des enfants par les hommes, à côté les féministes font figurent de parents pauvres de la sociologie, non seulement ils n'ont rien découvert, mais ils n'ont apporté aucune réponse ou solution à la question de l'exploitation des femmes contrairement au socialisme. Si vous prenez la question de l'environnement que saccage le capitalisme, vous arriverez au même constat, à côté l'écosocialisme apparaît comme une vulgaire imposture. On peut apprécier ou non Michel Collon, toujours est-il qu'il a publié dans son blog des articles où leurs auteurs montraient que Marx et Engels avaient déjà manifesté leur soucis de préserver la nature, là non plus les écologistes au XXe siècle n'ont eu aucun mérite ou n'ont rien découvert, pour finalement s'avérer impuissants à stopper les ravages commis par le capitalisme sur la nature et s'opposer à son abolition.

Lors de la causerie d'avant-hier j'ai oublié de vous communiquer le lien suivant :

Jean-Jacques Marie - Les 100 ans de la révolution russe - YouTube
https://www.youtube.com/watch?v=IzSzRLtF-98

Lutte des classes. L'internationale mafieuse et criminelles des puissants de ce monde se réunit à huis clos.

L'élite française qui participaient à la réunion annuelle du groupe Bilderberg du 1er au 4 juin 2017 aux Etats-Unis :

Thomas Buberl, président d'AXA assurances

François Lenglet, chef du service économique de France 2

Benoît Puga, ancien chef d'état-major particulier des présidents de la République, grand chancelier des Ordres de la Légion d'honneur et du Mérite

Bruno Tertrais, Directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique

Wikipédia - La Fondation pour la recherche stratégique (FRS) est une institution française de type think tank fondée par Pierre Joxe en 1992-1993. Elle regroupa la Fondation pour les études de défense et le Centre de recherches et d'études sur les stratégies et les technologies.

En 2016, les ressources de la Fondation se montaient à 3,68 millions d'euros. Le financement de la recherche provenait de ministères (64%), de l'UE et d'organisations internationales (14%), d'agences publiques (10%), d'entreprises (9%), de sources diverses (3% : travaux avec d'autres think-tanks…) Wikipédia

frstrategie.org - Bruno Tertrais : Chargé de mission auprès du Directeur des affaires stratégiques, Ministère de la défense (1993-2001) ; Visiting Fellow, RAND Corporation (1995-1996) ; Directeur de la Commission des affaires civiles, Assemblée de l'OTAN (1990-1992) ; Assistant de recherches, Assemblée de l'OTAN (1989).

Autres activités permanentes.

Membre, International Institute for Strategic Studies (IISS) ; Membre du comité de rédaction, The Washington Quarterly ; Membre du comité de rédaction, Survival ; Membre du comité de rédaction, Strategic & Military Affairs ; Membre du Conseil d'orientation, Fondation Terra Nova. (Source : frstrategie.org)

Nicolas Baverez, éditorialiste au Figaro et au Point, partenaire de Gibson, Dunn & Crutcher, administrateur de l'Institut Montaigne.

Henri de Castries, président du groupe Bilderberg, ancien président d'AXA assurances, président de l'Institut Montaigne.

Le Groupe de Bilderberg est une institution créée en 1954 par la CIA et le MI6. Il se réunit chaque année, non pas sous la protection de la police du pays hôte, mais de l'Otan, dont il relaie habituellement les messages.

Le rendez-vous 2017 se tient du 1er au 4 juin, à Chantilly (Virginie, Etats-Unis). Comme à l'habitude, la CIA, le MI6 et l'Otan y sont représentés.

Compte-tenu de la guerre qui oppose actuellement la Maison-Blanche à l'Etat profond US et au Royaume-Uni, ce séminaire devrait, pour la première fois, être fort polémique. D'un côté des membres de l'administration Trump, de l'autre les facteurs du terrorisme islamique.

Ordre du jour

L'Administration Trump : un rapport d'étape
Les relations transatlantiques : options et scénarios
L'alliance de défense transatlantique : balles, octets et monnaies
L'orientation de l'UE
La mondialisation peut-elle être ralentie ?
Les emplois, les revenus et les attentes non réalisées
La guerre contre l'information
Pourquoi le populisme se développe-t-il ?
La Russie dans l'ordre international
Le Proche-Orient
La prolifération nucléaire
La Chine
Actualités

(Source : Réseau Voltaire 01.06)

Le groupe Bilderberg a plutôt été fondé par les oligarques qui trônaient au sommet du capitalisme anglo-saxon et occidental en 1954.

Après l'élection de leur créature, Macron, France 2, Le Figaro et le Point sont à l'honneur, c'était la moindre des choses. On aura noté également que par le biais de Bruno Tertrais le PS était également représenté à cette réunion.

Institut Montaigne qui hébergeait En Marche ! simple coïncidence évidemment. Puisqu'ils sont parvenus à placer leur poulain aux commandes en France, ils n'ont pas estimé utile ou opportun d'envoyer un membre de son parti ou du gouvernement à cette réunion.

L'ordre du jour de leur réunion recoupe tous les facteurs qui jouent un rôle prépondérant dans l'évolution et l'orientation du capitalisme et de la situation mondiale ou les influence.

Cela existe-t-il vraiment ?

Nous allons voir jusqu'où nous entraîne un postulat erroné et ce qu'il recouvre en remontant à son origine.

- "*les médias classés à gauche, ou dont l'auditoire se situe plutôt à gauche, ont été en première ligne dans le combat contre l'abstention, contre Jean-Luc Mélenchon, et pour le vote Macron*." (acrimed.org)

Dialogue imaginé entre deux vieux paysans.

- Ah ben mon couillon en v'là une affaire !

- Pt'êtes ben qu'ils sont point de gauche !

- T'as déjà vu toi des milliardaires de gauche ?

- Vingt dieux, ça serait comme si ma Rosalie m'donnait du jus de raisin à la place de son lait, faut-y pas être cons !

- Encore des farceurs qu'ont rien dans la caboche et qui nous racontent des blagues.

-Y sont p'êtes croyants !

- Tu crois qu'ils veulent nous convertir au capitalisme de gauche ?

A ma connaissance "les médias classés à gauche" dont Libération sont tous la propriété d'oligarques milliardaires, donc on ne voit pas très bien comment ils pourraient être de gauche, tout comme le PS ou REM, le PG ou le PCF selon Acrimed et nous verrons plus loin pourquoi. Sinon ces médias survivent uniquement grâce aux prêts que leur accordent des banquiers qui sont également réputés de gauche comme chacun sait, ou ils sont subventionnés par l'Etat qui est ni de droite ni de gauche mais oeuvrant au bien commun ou pour l'intérêt général c'est bien connu, tout comme Macron, d'où l'appel à voter Macron par Médiapart par exemple, c'est logique, tout se tient, tout ce beau monde appartiennent bien au même milieu.

Maintenant il faut se demander ce que cherchent ces gens-là, quelles sont leurs véritables intentions, pour qui roulent-ils au juste ? La conclusion de cet article va nous aider à répondre à ces questions.

- "*Encore une belle illustration de pluralisme dans les médias…*" (Source: http://www.acrimed.org/Les-bacchanales-de-la-vertu-retour-sur-l-entre)

- "*Y eut-il jamais une ère de la vérité où politiciens, médias, communicants, officines et autres aient dit vrai et le peuple cru seulement en des faits avérés ?* (Sur le front du faux par François-Bernard Huyghe - www.huyghe.fr/actu_1466.htm)

Autrement dit, Acrimed reproche aux médias inféodés au capitalisme par un bout ou un autre et qui n'ont de cesse de relayer son idéologie ou sa propagande de ne pas jouer le jeu, de ne pas être démocrates, de ne pas être "pluralistes", bref de ne pas céder une petite place à ceux qui le combattent. Pourquoi, parce que dans le passé cela aurait été le cas un jour, dans ce cas-là on serait en droit de se demander si ces opposants étaient réellement crédibles. Comment auraient-ils pu l'être puisqu'aucun n'était réellement de gauche, ce qui explique d'ailleurs pourquoi ces médias leur offraient une tribune, tout finit un jour par avoir une explication, ils ne présentaient aucun danger pour le régime et ils n'avaient nullement l'intention de l'affronter, encore moins de le renverser.

Mais alors pourquoi cette prétention déplacée ou exorbitante, pourquoi exiger que les médias fassent preuve de complaisance ou témoignent du respect envers ceux qui ne partagent pas (théoriquement ou sur le papier) la stratégie et la politique de l'oligarchie ? Pour pouvoir continuer comme par le passé à défendre leurs intérêts de boutiquiers ne comprenant pas qu'une page vient d'être tournée et qu'à l'heure où la crise du capitalisme exige de rogner les statuts et les privilèges de l'aristocratie ouvrière et des classes moyennes, ses représentants toutes tendances confondues doivent se soumettent sans broncher aux diktats du régime, en fonction de quoi le pouvoir sera se montrer reconnaissant envers eux, voyez comment il recase les ex-dirigeants syndicaux par exemple.

Ils ne comprennent pas que l'époque où les capitalistes avaient besoin de serviteurs pour faire croire au peuple ignorant qu'il vivait en démocratie est définitivement révolue depuis que l'oligarchie détient tous les pouvoirs. Hier les capitalistes avaient tout intérêt à s'entourer d'une multitude de larbins ou parasites qui colportaient des illusions dans le régime et ses représentants, allant jusqu'à prétendre qu'il serait compatible avec de nouvelles réformes sociales ou qu'il continuerait d'oeuvrer à l'amélioration de la société, alors que de nos jours il s'agit pour eux de les ignorer ou de les supprimer et d'entraîner brutalement la société dans une régression sans fin, les besoins du capitalisme en crise l'exigent.

Ce qui s'écroule sous leurs yeux, c'est le mirage que le capitalisme pourrait réaliser pas à pas le socialisme, ne leur laissant plus le choix qu'entre s'y soumettre ou abdiquer sans condition ou rompre avec lui et l'affronter, or ces gens-là en sont tout aussi incapables que par le passé, d'où leur nostalgie fébrile de cette époque bénie (Les "jours heureux") où ils pouvaient servir le régime en colportant des illusions dans le capitalisme et en tirer profit.

Il ne leur reste plus qu'à se raccrocher désespérément à l'espoir que cette époque revienne un jour, en vain.

Il existe ainsi une multitude d'acteurs qui font illusion en dénonçant les excès du capitalisme à seul fin de lui donner un visage humain, de manière à justifier leur adaptation au capitalisme, ce dont ils ne se vanteront pas évidemment, c'est pour eux naturel. Nous ne portons pas de jugement sur les personnes concernées qui peuvent être des militants ouvriers ou des intellectuels sincères, nous nous contentons de combattre les illusions qu'ils colportent qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs. Je ne le précise pas toujours parce que pour moi cela va de soi.

Quand les journalistes se transforment en porte-parole du gouvernement.

- Hausse de la CSG : les arguments d'Emmanuel Macron - Franceinfo

Grille de lecture.

- La CSG est un "*impôt sain*" ou saint, pour un peu on en redemanderait !

- La CSG permet de "*réduire l'une des inégalités françaises les plus criantes : l'inégalité entre les générations*", donc c'est un impôt juste puiqu'il combat une injustice, quel bonheur !

- La CSG est humaniste puisqu'elle a pour objectif de "*rétablir un peu d'équité*".

Bref, vous aurez compris que la CSG est parfaitement légitime et que vous auriez tort de la contester, ingrats que vous êtes, c'est pour votre bien !

Derrière la décision d'Emmanuel Macron d'augmenter la CSG, il y a un raisonnement économique. "Il y a bien sûr une préoccupation budgétaire parce que la CSG est un impôt sain, facile à recouvrer et qui rapporte beaucoup. Mais il y a aussi et surtout une logique économique et sociale derrière cette décision. Il s'agit de réduire l'une des inégalités françaises les plus criantes : l'inégalité entre les générations", explique François Lenglet sur le plateau de France 2.

Ce sont les retraités et ceux qui détiennent le capital qui vont payer. "C'est-à-dire peu ou prou les mêmes, les gens de plus de 50 ans. À l'inverse, les bénéficiaires seront les actifs, c'est-à-dire les plus jeunes. Pour résumer, l'opération se solde par un transfert des retraités vers les générations plus jeunes. Le projet Macron permet donc de rétablir un peu d'équité", conclut le journaliste. Franceinfo 01.06

Quel misérable laquais !

Un autre exemple.

Dans le langage des éditocrates, gauchiste est un terme dépréciatif qui signifie aventurier, vaurien, extrémiste, indigne de confiance, infréquentable ou pire encore. Nous classerons Jeremy Corbyn à droite en ce qui nous concerne, mais là n'est le sujet.

- Au Royaume-Uni, le retour surprise du «gauchiste» Jeremy Corbyn - libération.fr

Et si l'incroyable se produisait ? Et si Jeremy Corbyn, le «perdant d'avance», le «sans-charisme», le «gauchiste pacifiste ancré dans un passé révolu», apportait une victoire inattendue au Parti travailliste (Labour) lors des élections générales du 8 juin ? Il se passe encore quelque chose au Royaume-Uni où tout semblait pourtant plié. En convoquant des élections anticipées, la Première ministre conservatrice, Theresa May, n'y voyait qu'une simple formalité. Crédité, mi-avril, d'une vingtaine de points d'avance sur le Labour, le Parti conservateur allait rafler la mise et lui offrir une confortable majorité, alors qu'elle ne dispose

pour l'instant que de 17 sièges d'avance. Certains politologues pariaient même sur une majorité de plus de 100 sièges et une défaite historique des travaillistes.

Mais voilà que rien ne se passe comme prévu. Les sondages, souvent contradictoires au Royaume-Uni, ne savent plus où donner de la tête. Une projection de sièges par l'institut YouGov, prévoyant que Theresa May pourrait rater la majorité, donne même de sérieuses sueurs froides aux tories : l'avance des conservateurs varie désormais, selon les instituts de sondages, de 3 petits points (YouGov) à 15 points (Panelbase).

Depuis le début de sa campagne, Theresa May accumule les maladresses : mesures annoncées puis abandonnées en cours de route, manque d'engagement avec le public, refus de participer à des débats télévisés… La Première ministre mène une très mauvaise campagne. Au point que son slogan principal, qui consiste à la présenter comme la seule candidate «forte et stable», notamment pour négocier le Brexit, a été détourné en «faible et branlant». Trouille

Le premier bénéficiaire de cette déroute est Jeremy Corbyn, 68 ans. Le nouvel engouement dont il bénéficie - les foules de plus en plus nombreuses à ses meetings l'attestent - n'est pas seulement la conséquence de la faiblesse de sa rivale. Jour après jour, le leader travailliste semble s'épanouir, comme si soudainement son «gauchisme» tant raillé au cours des deux dernières années s'effaçait au profit d'une nouvelle assurance.

Ce changement est apparu flagrant lundi soir, lors d'un premier «débat» télévisé. Lui et Theresa May ne se sont jamais trouvés en face à face, mais ont été interrogés par l'audience puis par un journaliste teigneux, Jeremy Paxman. Si Theresa May a semblé désarçonnée par l'exercice, Jeremy Corbyn s'en est tiré avec les honneurs, restant d'un calme olympien face aux attaques violentes de Paxman, et se payant même le luxe de faire de l'humour.

Il a ensuite créé la surprise en se rendant, à la dernière minute, à un autre débat mercredi soir, qui réunissait les chefs des sept principaux partis, candidats aux élections générales. Avec une absente notoire : Theresa May avait préféré dépêcher sa ministre de l'Intérieur, Amber Rudd. Là encore, Jeremy Corbyn a marqué des points, raillant la trouille de May, attaquant sa ministre sur les coupes brutales des conservateurs dans les aides sociales. «Etes-vous allée dans une banque alimentaire ? Avez-vous vu le nombre de gens qui dorment dans la rue?» a-t-il lancé. Un récent rapport de la fondation The Trussell Trust a établi que la fréquentation des banques alimentaires au Royaume-Uni avait atteint un niveau historique, après une augmentation de 7 % l'an dernier.

Sa position sur le Brexit, souvent critiquée pour son manque de clarté, tourne même à son avantage. Il prône notamment un maintien du Royaume-Uni au sein du marché unique et de l'union douanière et des négociations inclusives avec les partenaires de l'UE. Loin du parti pris radical de Theresa May (sortie du marché unique, voire menace de sortir sans accord).

Il reste sept jours avant le scrutin et le résultat dépendra essentiellement de la participation, notamment parmi les jeunes, souvent fans de Corbyn. Seuls 43 % des jeunes de 18 à 24 ans ont voté aux élections de 2015. Et si, enthousiastes et nombreux lors des réunions électorales de Jeremy Corbyn, ces jeunes Britanniques se déplaçaient en masse aux urnes le 8 juin ? libération.fr 01.06

Il leur faut un pouvoir dur, fort, décomplexé à droite, qui assume sa politique ultra libérale, la crise du capitalisme l'exige, ils ne peuvent pas supporter qu'un parti supposé de gauche vienne interférer dans leurs affaires, car cela les forcerait à faire des compromis (à la marge) et ils n'y tiennent pas du tout, le rouleau compresseur du néolibéralisme doit écraser tous nos droits sur son passage.

Et si le même phénomène se produisait en France ? Mais on n'ose pas y croire, tout a été fait pour que ce soit impossible, reste à savoir quel sera l'attitude des travailleurs ?

Macromania.

- Emmanuel Macron, des débuts en fanfare - Yahoo Actu

- Les Français jugent positivement les premiers pas d'Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Avant Emmanuel Macron, Nicolas Sarkozy était lui aussi apprécié à l'étranger - Franceinfo

L'escroquerie En Marche va se révéler catastrophique ou grand-guignolesque.

- Homophobie, soupçons d'escroquerie... Quand les candidats En Marche! trébuchent - Le Huffington Post

- Faux diplôme de droit : Houmria Berrada, candidate LREM de la 2e circonscription du Nord, dénonce une "machination" - Franceinfo

- Affaire Ferrand: 54% des Français jugent que Macron devrait virer son ministre - L'Express.fr

- Affaire Richard Ferrand : une enquête préliminaire ouverte - Franceinfo

- Comment le discours de Gérald Darmanin a glissé de la "démagogie" à la langue de bois - Le Huffington Post

De la "démagogie" à la langue de bois, Gérald Darmanin a franchi le pas à toute vitesse. Le nouveau ministre des Comptes publics, invité ce jeudi 1er juin des "4 vérités" sur France 2, a expliqué pourquoi pendant la campagne présidentielle (où il a successivement soutenu Nicolas Sarkozy et François Fillon avant de rejoindre Emmanuel Macron), il a eu la dent dure envers le fondateur d'En Marche!.

En janvier dernier sur BFMTV, le maire de Tourcoing estimait qu'Emmanuel Macron ne ferait que poursuivre la politique du président Hollande dont il était "le poisson pilote ou son enfant adultérin". Mais le ministre voit aujourd'hui en Emmanuel Macron l'incarnation de "l'alternance politique". Le Huffington Post 01.06

Forcenée et décomposée ou décomplexée.

- Les stations-services approvisionnées par la force si nécessaire - AFP

Face à la grève des conducteurs de camions de matières dangereuses, Elisabeth Borne, ministre chargée des transports, a indiqué mercredi 31 mai que l'approvisionnement des stations-services pourrait se faire "par la force" si nécessaire. AFP 01.06

- La lettre de soutien de la secrétaire d'Etat Marlène Schiappa aux Femen, en plein procès pour exhibition sexuelle - Le Huffington Post

Sauve-qui-peut !

- Le délitement du PS s'accentue à la faveur des législatives - AFP

Déchiré sur l'attitude à adopter face au gouvernement d'Emmanuel Macron et à ses premières réformes, le PS poursuit sa lente désagrégation durant la campagne des législatives, avant une sans doute inévitable "clarification".

Tant sur la stratégie que sur le fond, l'heure est au grand écart.

Ancien candidat socialiste à la présidentielle, Benoît Hamon a profité de son passage sur RMC mercredi pour interpeller ses anciens collègues du gouvernement Valls sur la suspension du compte pénibilité, confirmée la veille par le Premier ministre Edouard Philippe.

"A Marisol Touraine, à Stéphane Le Foll, à tous ces gens de gauche qui veulent être "constructifs" avec le gouvernement, je leur dis: "Vous êtes d'accord avec le moratoire sur le compte pénibilité?"", a-t-il demandé.

L'ancien ministre de l'Education rejette également le projet de M. Macron de réformer le code du travail par ordonnances, alors que ni Myriam El Khomri ni Stéphane Le Foll n'en font un casus belli.

"Le préalable est qu?il y ait, avant toute présentation au Parlement, une vraie négociation avec les partenaires sociaux, un vrai dialogue", a affirmé à Libération mardi l'ancien ministre de l'Agriculture. Dans sa propre plateforme programmatique, approuvée le 9 mai, le PS l'écrit pourtant noir sur blanc: "pas de recours aux ordonnances et pas de recul des droits des salariés sur le code du travail".

Même cacophonie sur l'appartenance ou non à la "majorité présidentielle" d'Emmanuel Macron.

Si une grosse vingtaine de députés PS sortants ont obtenu en bonne et due forme l'investiture de la République en marche, ils sont nombreux, parmi les candidats investis par le PS, à se réclamer de la "majorité présidentielle" sans en avoir le label, à l'instar des anciennes ministres Myriam El Khomri et Marisol Touraine.

Saisie du cas de cette dernière par les militants d'Indre-et-Loire, la commission des conflits du PS n'a pas encore statué, selon un responsable du PS.

M. Cambadélis désapprouve ce choix, alors que la ligne du parti est celle d'une "autonomie constructive", mais il estime que l'heure n'est pas à des sanctions. "On a déjà exclu énormément de monde, on a défini une politique vis-à-vis de ceux qui sont partis

à En Marche, maintenant place à la campagne!", plaide-t-il.

Les électeurs ne risquent-ils pas de s'y perdre? "Les élections législatives, ça a toujours un côté salade niçoise, mais globalement les ingrédients sont là", balaye-t-il.

Pas de sanction non plus à attendre vis-à-vis de Benoît Hamon, qui a annoncé la semaine dernière son soutien à une dizaine de candidats, dont certains se présentent face des candidats investis par le parti.

Invité mercredi de "Questions d'info" (AFP/LCP/Le Monde/franceinfo), M. Cambadélis lui a simplement adressé des remontrances. "Je pense qu'il a tort. Contre Manuel Valls il peut le faire parce qu'il n'y a pas de candidat socialiste et il a le droit de le faire (...) Vis-à-vis de (la militante féministe) Caroline De Haas (qui se présente contre Mme El Khomri, NDLR) c'est quelque chose qui n'est pas acceptable", a-t-il jugé.

Un autre responsable du parti se montre plus virulent, sous couvert d'anonymat. "Benoît Hamon n'est plus au Parti socialiste (...) On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre (...) Je vais lui dire "casse-toi"", s'énerve-t-il.

Combien de temps les socialistes tiendront-ils dans le même parti? "Nous verrons. Il y aura des discussions, une clarification avec tous les acteurs du parti", élude Stéphane Le Foll auprès de Libération.

Pour un proche de Manuel Valls, la clarification se fera au moment de la constitution des groupes à l'Assemblée, et du vote ou non de la confiance au chef du gouvernement. "Ma conviction, c'est que des gens comme Benoît Hamon ou Manuel Valls dans le même groupe c'est terminé. Même Benoît Hamon et Stéphane Le Foll", dit-il. AFP31.05

Offre de service.

- Législatives: Cazeneuve met en garde contre les projets du président Macron - AFP

L'ex-Premier ministre Bernard Cazeneuve a mis en garde jeudi contre certains projets de l'actuel gouvernement, notamment en matières sociale et fiscale, et ceux du FN, appelant les Français à voter pour le PS aux législatives pour avoir une "bonne majorité".

"Je ne veux pas laisser ce président (Emmanuel Macron, ndlr) seul dans un tête-à-tête avec la droite qui cherche à le cerner", a dit M. Cazeneuve, venu soutenir Michèle Delaunay, candidate PS dans la 2è circonscription de Gironde. (Il tient à en être ! - LVOG)

M. Cazeneuve qui visitait un chantier naval, a ironisé sur "l'inexpérience" des candidats de la République En Marche: "on ne prend pas la mer avec des barreurs de petit temps, il faut des bateaux éprouvés". (Genre pédalo ! Plus sérieusement, il est vrai qu'au PS en matière de sale boulot, ils ont acquis une solide expérience qui pourrait être utile à Macron. - LVOG)

On peut aussi faire évoluer le droit du travail, a-t-il poursuivi, "mais si on doit le faire en passant en force par ordonnances, alors c'est l'idée même de réforme que l'on abîme". AFP 02.06 (Ils osent vraiment tout, même le 49.3 ! - LVOG)

Haut de page

Le 31 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 31 mai, 24 pages.

Je bâcle la causerie parce que j'en ai plus que marre.

Quelques réflexions en vrac

1- Poutine aurait pu moucher le roquet Macron en détaillant la propagande et les fake news, la désinformation quotidienne de l'AFP, mais il s'en est abstenu, préférant s'en tenir à une stratégie qui consiste à laisser chacun s'exprimer comme il l'entend, ce qui est interprété par ses ennemis comme une faiblesse, du coup ils sont tentés de se lâcher ou s'expriment ouvertement, pour plus tard subir une réponse cinglante qui les clouent sur place en dévoilant leur duplicité ou leurs grossiers mensonges.

C'est une stratégie que j'utilise aussi, et je dois dire que cela marche assez bien pour démasquer les personnes

particulièrement arrogantes ou méprisante qui sont animés de mauvaises intentions, et qui en profitent pour étaler leur crétinisme comme vous avez pu le constater récemment.

2- Macron est un roturier recruté par l'aristocratie, les travailleurs doivent le savoir, c'est un raté, un type insignifiant, superficiel, vide, creux et sans pouvoir que les médias surdimensionnent ou gonflent artificiellement pour facilité l'exercice de son mandat et protéger ses parrains. Il n'a aucune personnalité, même sa façon de serrer la main ou marcher est composée et sonne faux, tout sonne faux chez lui, tout est faux, composé, fabriqué pour servir son ambition et assumer un rôle peu enviable au service de ses maîtres qui veillent sur lui jour et nuit. Et ne parlons pas de sa vieille nounou sur laquelle il vaut mieux éviter les gros plans, enlevez-lui sa lampe à bronzer et il ne restera plus qu'une vieille peau ridée, pendante et hideuse, imaginez un instant le tableau le matin au réveil ou en sortant de la douche...

3- Quand on prend connaissance d'une info ou d'une donnée, la première chose à faire est d'être très circonspect ou de n'en tirer aucune conclusion hâtive, sinon vous prenez le risque de vous ridiculiser auprès de votre auditoire, qui ne pourra pas ou plus vous prendre au sérieux. Autrement dit la retenue et la réflexion sont fortement conseillers. Cela s'impose particulièrement en présence d'infos semblant aller dans le sens de votre propre analyse, pour ne pas aller d'illusions en désillusions en permanence et étaler publiquement votre crédulité ou votre ignorance. Il y a ainsi des militants qui sans faire preuve du moindre discernement sautent sur la moindre info qui justifierait à leurs yeux leur ligne politique. Bref, qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour se prouver qu'on a toujours raison, comportement aussi infantile que futile qui témoigne un manque de maturité politique ou de maturité tout court, ce qui est déplorable à un âge déjà avancé ou lorsqu'on est persuadé d'avoir atteint un certain niveau de conscience... plutôt défaillant.

4- L'avant-garde : C'est toujours trop tard à la soupe ou la faute à une sorte de fatalité contre laquelle on ne pouvait pas lutter, un acharnement du mauvais sort qui s'abat soudain sur vous ! C'est quand l'assiette est vide ou que les carottes sont cuites, que la guerre est déclenchée qu'ils constatent que cela devait arriver un jour ou l'autre et que finalement on n'y peut rien. Avant, non !

Prenez le cas de Stéphane Lardy ex-dirigeant de FO qui vient d'être recruté pour le ministère du Travail du régime oligarchique. En 2016 en pleine discussion de la loi El Khomri, il avait déjà été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). En janvier 2013, quand François Chérèque (CFDT) fut nommé à l'IGAS, Mailly avait déclaré " Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale" (lire plus loin les détails), on doit donc en déduire que FO "ne donne pas (non plus) une image d'indépendance syndicale", c'est un euphémisme. Aucun syndicat en réalité n'est indépendant de l'Etat et du capitalisme. Pratiquement à la même époque ce fut au tour de Lepaon (CGT) d'être recyclé par le gouvernement à l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

Et après, certains osent (tout) nous dire qu'il faudrait défendre les syndicats indépendants, mais ils sont introuvables, ils n'existent pas, ils sont tous corrompus ! Ce nouvel épisode met en relief ce que nous savions, dénoncions, combattions férocement et qui nous a valu des insultes de la part de ceux qui couvrent ces agents du capital, qui se sont compromis avec eux. Gageons que cela va alimenter la crise à l'intérieur des différents partis ouvriers dont la collusion avec la direction de FO est avérée.

5- En 1978, l'OCI avait célébré le 40e anniversaire de la proclamation de la IVe Internationale en organisant une conférence à la Mutualité à Paris. En mai 2017, J-J. Marie du POID (Tendance communiste internationaliste) a célébré le centenaire de la révolution russe dans un local en Belgique devant une poignée de militants. On ne peut pas parler d'une conférence dans ces conditions-là, disons plutôt qu'il s'est livré à un exposé intéressant et bien structuré que j'ai téléchargé et visualisé lentement afin de réfléchir à plusieurs questions.

C'était un J-J. Marie bien vieux et bien fatigué, qui, s'il insista sur le rôle déterminant de Lénine lors de la révolution russe, fit pratiquement passer à la trappe Trotsky, ce qui pour un trotskyste était assez inattendu, mais peut-être justifié. Il ne faut pas oublier que si Lénine a réorienté la direction du parti bolchevik à son retour en Russie en avril 1917 en lui fixant pour objectif la préparation de l'insurrection, c'est Trotsky qui organisera l'Armée rouge sans laquelle il aurait été impossible de vaincre la contre-révolution lors de la guerre civile et donc sauver le tout nouvel Etat ouvrier. Pas une seule fois non plus J-J. Marie ne fera allusion à l'Histoire de la révolution russe de Trotsky. Malheureusement Lénine et Trotsky ne parvinrent jamais à avoir les rapports quasi fusionnels qu'entretinrent Marx et Engels, Trotsky n'a jamais atteint le niveau de conscience de Lénine, ce qui n'est pas un reproche de ma part mais un simple constat.

Je ne veux pas m'étendre sur l'exposé de J-J. Marie par manque de temps.

J'ai relevé plusieurs choses intéressantes concernant le rôle des différents acteurs ou belligérants de la révolution russe et de la guerre civile que les lecteurs pourront découvrir en écoutant cet exposé, mais c'est surtout l'attitude de J-J. Marie qui m'a interpellé. A un moment donné il a rappelé qu'en Russie au début du XXe siècle il existait des espaces publics, des jardins ou parcs ou les chiens et les classes inférieures n'avaient pas accès, ce qui m'a rappelé qu'en Inde à la même époque des écriteaux stipulaient qu'ils étaient interdits aux chiens et aux Indiens.

Dans une ou deux causeries j'ai abordé ce sujet sous un angle critique, faisant remarquer que si dorénavant ce ne sont plus les Britanniques qui gouvernent l'Inde, les jardins ou les lieux touristiques sont accessibles aux Indiens, ils sont

particulièrement dégueulasses et ils puent la merde, du coup vaut mieux les éviter, à l'exception toutefois du Taj Mahal ! Je relate ici ma propre expérience lors de deux visites à Mahabalipuram dans les années 90. Vous avez sans doute déjà vu des images des rues des grandes villes en Inde pour savoir que la propreté n'est pas vraiment une préoccupation des Indiens, cela vaut pour de nombreux pays en Afrique et en Asie qui sont de véritables poubelles ou décharges. Qui plus est en Inde il n'existe pas de toilettes publiques et personne ne se rend dans un café pour aller aux toilettes, les Indiens se soulagent sur place ou dans un endroit discret qui ne soit pas trop éloigné de l'endroit où ils se trouvent, l'Inde étant surpeuplé, le spectacle est garanti. Il y a des toilettes dans le marché central de Pondichéry, mais je n'ai pas eu la curiosité d'aller voir dans quel état elles sont. Alors vous pouvez facilement imaginer ce qu'il en était un siècle plus tôt. Et il en était de même en Russie.

J'ai oublié de vous dire que le couple qui a emménagé il y a quelques mois seulement dans la maison située pratiquement en face de chez moi, n'a pas trouvé indispensable de construire des toilettes, donc ils continuent de se soulager dans le terrain vague légèrement boisé qui est mitoyen de leur petit terrain et d'en respirer les effluves pour ne pas avoir construit de mur autour de leur terrain. Le soir et le matin avec la rosée ou lorsqu'il pleut, c'est une véritable puanteur. Le mur qui clôture mon terrain m'en protège, sauf quand le vent vient de l'ouest. Tout est une question de moyen financier, par économie un pauvre ne construira pas de toilettes. Quand on sort, tout le long de la route on peut voir des dizaines d'Indiens en train d'uriner ou de déféquer, ils ne prennent même pas la précaution de se cacher, bref, c'est une fonction naturelle.

Alors évidemment confronté à une population plus évoluée et plus riche, le choc entre les deux ou l'incompréhension était inévitable. C'est la différence de développement économique entre la Grande-Bretagne et l'Inde ou les inégalité sociales à l'intérieur de la Russie, qui était à l'origine de cette discrimination envers certaines couches ou classes de la population ou de cette restriction qui a été interprétée à tort comme une preuve du racisme des Anglais envers les Indiens, c'est là que je voulais en venir, ou une preuve du mépris que les classes supérieures russes auraient témoigné envers les classes inférieures, mépris qu'elles leur témoignaient pas ailleurs de mille manière, mais pas dans le cas qui nous occupe ici, or J-J. Marie est passé à côté et apparemment personne ne lui a fait remarquer, ce qui n'a pas manqué d'attirer mon attention.

Au-delà du contexte de cet exposé qui s'est tenu devant quelques dizaines de personnes, vingt peut-être, je l'ignore, je me suis demandé comment on pouvait être parvenu à un âge si avancé et avoir vécu en Russie, avoir passé une grande partie de sa vie à étudier le mode de vie des Russes à différentes époques, on pouvait encore commettre cette erreur d'appréciation sans que personne ne vous reprenne, cela signifie qu'entre dirigeants il existait un certain type de rapports ou d'état d'esprit malsain où on s'interdisait de signaler les faiblesses d'une analyse ou d'une conclusion, de sorte que chacun pouvait s'enferrer dans ses propres erreurs sans qu'elles ne soient jamais corrigées, erreur ici insignifiante qu'on se comprenne bien, mais qui témoigne de rapports malsains qui finalement n'aident pas à progresser. De là on peut facilement imaginer que ces mêmes rapports avaient cours quand il s'agissait d'aborder des questions politiques, ce qui expliquerait pourquoi pendant des décennies certaines questions ne furent jamais abordées, et lorsque l'évolution de la situation se chargea de les propulser au premier plan, elles devinrent explosives au point qu'il fut impossible de les aborder et de les traiter sereinement.

J'ai cru percevoir dans le ton ou l'état d'esprit de J-J. Marie une sorte de désillusion ou de désenchantement salutaire qui se serait imposé tardivement à lui et qu'il aurait finalement adopté en y reconnaissant des mérites, mais cela reste une impression personnelle. Il faut dire aussi que le lieu ou les conditions ne portaient pas à l'extase ! Merci à lui et bonne continuation. Au fait contrairement aux crétins qui pratiquent le culte de la personnalité, J-J. Marie a eu bien fait de rappeler que Lénine avait dit plein de conneries, ce qui n'enlevait rien au fait que personne d'autre plus que lui n'avait servi notre cause avec autant de talent et de dévouement au XXe siècle, c'est que nous retiendrons.

J'ai retenu également de son exposé ce que je savais déjà mais qu'on peut rappeler, à savoir qu'en février 1917 dans toute la Russie il n'y avait pas plus de 5.000 militants au parti bolchevik et qu'il y en aura 200.000 huit mois plus tard, ce qui suffit à justifier la construction du parti.

On a tendance à prêter aux différentes couches des masses laborieuses un état d'esprit ou un niveau de conscience qui correspondent plus ou moins à la réalité, ils peuvent progresser ou refluer en fonction de leurs expériences ou du développement de la situation politique, de sorte qu'il est inutile d'en tirer des conclusions qui seront valables aujourd'hui et dépassées demain.

On devrait mieux s'en tenir au constat qu'un grand nombre d'acteurs ou de représentants des couches populaires possèdent un bout de la vérité, et qu'on ne parvient pas à les mettre bout à bout si je puis dire. Chacun se réfère à une partie de la réalité ou en a une vision limitée, la percevant sous un angle plus ou moins ouvert sans en avoir une perception total ou universelle ou une vue à 360°. Il en va ainsi également de chaque travailleur, de chaque militant en fonction de sa condition ou de son expérience. Cependant le petit bout de la vérité que possède chacun recoupe souvent une portion de la vérité des autres, parce qu'ils partagent la même condition ou ont fait les mêmes expériences, mais les interprétations qu'ils en font divergent ou les s'opposent, parce qu'ils ne se réfèrent pas aux mêmes facteurs de la réalité, ils ne leur accordent pas la même importance ou en ignorent une grande partie tout simplement. Il faut donc partir de l'angle sous lequel ils perçoivent la réalité pour les aider à l'ouvrir toujours plus en intégrant les facteurs déterminant qui font défaut à leur analyse, de manière à alimenter leur réflexion et favoriser leur maturation politique.

C'est ce langage qu'il faut tenir aux travailleurs et aux militants pour qu'ils progressent. La question n'est pas de savoir qui a tort

ou raison, qui détiendrait la vérité, mais comment faire pour partager la même vision de la société sur l'essentiel pour parvenir à trouver les moyens pour la changer. Contrairement à la pensée unique qui consiste à imposer un mode de pensée, à substituer à la réalité une conception particulière de la réalité, nous devons partir de l'expérience de chacun, l'intégrer dans notre propre vision de la société afin de l'élargir sans cesse. Nous devons proposer aux travailleurs et aux militants de progresser ensemble, au lieu d'essayer de les convaincre de quoi que ce soit, notre démarche doit être librement consentie, consciente, et non autoritaire.

Le passage de l'idéologie allemande auquel J-J. Marie fit référence.

K. Marx, F. Engels : l'idéologie allemande (Page 9 version numérique)

La division du travail ne devient effectivement division du travail qu'à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel 24. À partir de ce moment la conscience peut vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente réellement quelque chose sans représenter quelque chose de réel. À partir de ce moment, la conscience est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie "pure", théologie, philosophie, morale, etc.

Mais même lorsque cette théorie, cette théologie, cette philosophie, cette morale, etc., entrent en contradiction avec les rapports existants, cela ne peut se produire que du fait que les rapports sociaux existants sont entrés en contradiction avec la force productive existante; d'ailleurs, dans une sphère nationale déterminée, cela peut arriver aussi parce que, dans ce cas, la contradiction se produit, non pas à l'intérieur de cette sphère nationale, mais entre cette conscience nationale et la pratique des autres nations, c'est-à-dire entre la conscience nationale d'une nation et sa conscience universelle 25.

Peu importe du reste ce que la conscience entreprend isolément; toute cette pourriture ne nous donne que ce résultat : ces trois moments, la force productive, l'état social et la conscience, peuvent et doivent entrer en conflit entre eux car, par la division du travail, il devient possible, bien mieux il arrive effectivement que l'activité intellectuelle et matérielle, — la jouissance et le travail, la production et la consommation échoient en partage à des individus différents; et alors la possibilité que ces éléments n'entrent pas en conflit réside uniquement dans le fait qu'on abolit à nouveau la division du travail. Il va de soi du reste que "fantômes", "liens", "être suprême", "concept", "scrupules" 26 ne sont que l'expression mentale idéaliste, la représentation apparente de l'individu isolé, la représentation de chaînes et de limites très empiriques à l'intérieur desquelles se meut le mode de production de la vie et le mode d'échanges qu'il implique.

Cette division du travail, qui implique toutes ces contradictions et repose à son tour sur la division naturelle du travail dans la famille et sur la séparation de la société en familles isolées et opposées les unes aux autres, — cette division du travail implique en même temps la répartition du travail et de ses produits, distribution inégale en vérité tant en quantité qu'en qualité; elle implique donc la propriété, dont la première forme, le germe, réside dans la famille où la femme et les enfants sont les esclaves de l'homme. L'esclavage, certes encore très rudimentaire et latent dans la famille, est la première propriété, qui d'ailleurs correspond déjà parfaitement ici à la définition des économistes modernes d'après laquelle elle est la libre disposition de la force de travail d'autrui. Du reste, division du travail et propriété privée sont des expressions identiques — on énonce, dans la première, par rapport à l'activité ce qu'on énonce, dans la seconde, par rapport au produit de cette activité.

De plus, la division du travail implique du même coup la contradiction entre l'intérêt de l'individu singulier ou de la famille singulière et l'intérêt collectif de tous les individus qui sont en relations entre eux; qui plus est, cet intérêt collectif n'existe pas seulement, mettons dans la représentation, en tant qu'"intérêt général", mais d'abord dans la réalité comme dépendance réciproque des individus entre lesquels se partage le travail. Enfin la division du travail nous offre immédiatement le premier exemple du fait suivant : aussi longtemps que les hommes se trouvent dans la société naturelle, donc aussi longtemps qu'il y a scission entre l'intérêt particulier et l'intérêt commun, aussi longtemps donc que l'activité n'est pas divisée volontairement, mais du fait de la nature, l'action propre de l'homme se transforme pour lui en puissance étrangère qui s'oppose à lui et l'asservit, au lieu qu'il ne la domine. En effet, dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir; il est chasseur, pêcheur ou berger ou critique critique 27, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence; tandis que dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société réglemente la production générale ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique. Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine, échappant à notre contrôle, contrecarrant nos attentes, réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours. C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en qualité d'État, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble et à faire en même temps figure de communauté illusoire, mais toujours sur la base concrète des liens existants dans chaque conglomérat de famille et de tribu, tels que liens du sang, langage, division du travail à une vaste échelle et autres intérêts; et parmi ces intérêts nous trouvons en particulier, comme nous le développerons plus loin, les intérêts des classes déjà conditionnées par la division du travail, qui se différencient dans tout groupement de ce genre et dont l'une domine toutes les autres. Il s'ensuit que toutes les luttes à l'intérieur de l'État, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., etc., ne sont que les formes illusoires sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles (ce dont les théoriciens allemands ne soupçonnent pas un traître mot, bien qu'à ce sujet on leur ait assez montré la voie dans les Annales franco-allemandes et dans La Sainte Famille 28); et il s'ensuit également que toute classe qui aspire à la domination, même si

sa domination détermine l'abolition de toute l'ancienne forme sociale et de la domination en général, comme c'est le cas pour le prolétariat, il s'ensuit donc que cette classe doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dans les premiers temps. Précisément parce que les individus ne cherchent que leur intérêt particulier, — qui ne coïncide pas pour eux avec leur intérêt collectif, l'universalité n'étant somme toute qu'une forme illusoire de la collectivité, — cet intérêt est présenté comme un intérêt qui leur est "étranger", qui est "indépendant" d'eux et qui est lui-même à son tour un intérêt "général" spécial et particulier, ou bien ils doivent se mouvoir 29 eux-mêmes dans cette dualité comme c'est le cas dans la démocratie.

Par ailleurs le combat pratique de ces intérêts particuliers, qui constamment se heurtent réellement aux intérêts collectifs et illusoirement : collectifs, rend nécessaire l'intervention pratique et le refrènement par l'intérêt "général" illusoire sous forme d'État. La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive décuplée qui naît de la coopération des divers individus conditionnée par la division du travail, n'apparaît pas à ces individus comme leur propre puissance conjuguée, parce que cette coopération elle-même n'est pas volontaire, mais naturelle; elle leur apparaît au contraire comme une puissance étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ne savent ni d'où elle vient ni où elle va, qu'ils ne peuvent donc plus dominer et qui, à l'inverse, parcourt maintenant une série particulière de phases et de stades de développement, si indépendante de la volonté et de la marche de l'humanité qu'elle dirige en vérité cette volonté et cette marche de l'humanité.

Cette "aliénation", — pour que notre exposé reste intelligible aux philosophes —, ne peut naturellement être abolie qu'à deux conditions pratiques. Pour qu'elle devienne une puissance "insupportable", c'est-à-dire une puissance contre laquelle on fait la révolution, il est nécessaire qu'elle ait fait de la masse de l'humanité une masse totalement "privée de propriété", qui se trouve en même temps en contradiction avec un monde de richesse et de culture existant réellement, choses qui supposent toutes deux un grand accroissement de la force productive, c'est-à-dire un stade élevé de son développement. D'autre part, ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale), est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. Il est également une condition pratique sine qua non, parce que des relations universelles du genre humain peuvent être établies uniquement par ce développement universel des forces productives et que, d'une part, il engendre le phénomène de la masse "privée de propriété" simultanément dans tous les pays (concurrence universelle), qu'il rend ensuite chacun d'eux dépendant des bouleversements des autres et qu'il a mis enfin des hommes vivant empiriquement l'histoire mondiale, à la place des individus vivant sur un plan local. Sans cela : 1° le communisme ne pourrait exister que comme phénomène local; 2° les puissances des relations humaines elles-mêmes n'auraient pu se développer comme puissances universelles, et de ce fait insupportables, elles seraient restées des "circonstances" relevant de superstitions locales, et 3° toute extension des échanges abolirait le communisme local. Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte "soudain" et simultané des peuples dominants, ce qui suppose à son tour le développement universel de la force productive et les échanges mondiaux étroitement liés au communisme. Autrement, comment la propriété, par exemple, aurait-elle pu somme toute avoir une histoire, prendre différentes formes ? Comment, disons, la propriété foncière aurait-elle pu, selon les conditions diverses qui se présentaient, passer en France, du morcellement à la centralisation dans les mains de quelques-uns, et en Angleterre de la centralisation entre les mains de quelques-uns au morcellement, comme c'est effectivement le cas aujourd'hui ? Ou bien comment se fait-il encore que le commerce, qui pourtant représente l'échange des produits d'individus et de nations différentes et rien d'autre, domine le monde entier par le rapport de l'offre et de la demande, — rapport qui, selon un économiste anglais, plane au-dessus de la terre comme la fatalité antique et distribue, d'une main invisible, le bonheur et le malheur parmi les hommes, fonde des empires, anéantit des empires, fait naître et disparaître des peuples, — tandis qu'une fois abolie la base, la propriété privée, et instaurée la réglementation communiste de la production, qui abolit chez l'homme le sentiment d'être devant son propre produit comme devant une chose étrangère, la puissance du rapport de l'offre et de la demande est réduite à néant, et les hommes reprennent en leur pouvoir l'échange, la production, leur mode de comportement réciproque.

Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes.

Du reste, la masse d'ouvriers qui ne sont qu'ouvriers — force de travail massive, coupée du capital ou de toute espèce de satisfaction même bornée — suppose le marché mondial; comme le suppose aussi du coup, du fait de la concurrence, la perte de ce travail en tant que source assurée d'existence, et non plus à titre temporaire.

Le prolétariat ne peut donc exister qu'à l'échelle de l'histoire universelle, de même que le communisme, qui en est l'action, ne peut absolument pas se rencontrer autrement qu'en tant qu'existence "historique universelle". Existence historique universelle des individus, autrement dit, existence des individus directement liée à l'histoire universelle.

Notes

24 - À ce niveau, Marx a écrit dans la colonne de droite : Première forme des idéologues, prêtres, coïncide.

25 - A hauteur de cette phrase, Marx a écrit dans la colonne de droite : Religion. Les Allemands avec l'idéologie en tant que telle.

26 - Termes du vocabulaire des jeunes -hégéliens, et de Stirner en particulier.

27 - On sait que Bauer se voulait le champion d'une école philosophique «critique».

28 - Les Annales franco-allemandes étaient une revue éditée à Paris par Marx et A. Ruge. Seul parut le premier numéro, en février 1844.

Il contenait deux articles de Marx : «Sur la question Juive», «Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » et un long article d'Engels : «Esquisse d'une critique de l'économie politique». Les divergences entre Marx et Ruge ne permirent pas de poursuivre cette parution.

En 1845, à Francfort-sur-Main, avait paru l'ouvrage de Marx et Engels : La Sainte Famille, ou Critique de la Critique critique, Contre Bruno Bauer et consorts . Titre allemand : Die heilige Familie, oder Kritik der kritischen Kritik. Gegen Bruno Bauer und Consorten.

29 - L'édition MEGA donne une version légèrement différente : sich begegnen [s'affronter], au lieu de sich bewegen [se mouvoir].

Si l'impérialisme correspond à l'ère des guerres et des révolutions, on est en droit de se demander si une véritable révolution prolétarienne et socialiste pourrait avoir lieu si elle n'était pas précédée d'une guerre, scénario qu'on ne souhait pas évidemment ou qu'en aucune manière on aurait l'idée de favoriser...

Du coup cela pose la question des conditions à remplir pour qu'une révolution soit déclenchée dans un pays en paix, à laquelle nous n'avons répondu jusqu'à présent que par des formules creuses ou inappropriées, sans qu'on réfléchisse apparemment aux moyens à substituer à la guerre s'ils existent pour qu'une révolution se réalise. Engels eu raison de signaler qu'en Angleterre, le pays où le capitalisme (l'impérialisme) était le plus développé à l'époque, le prolétariat et le mouvement ouvrier s'étaient embourgeoisés, ce qui explique peut-être pourquoi par la suite jusqu'à nos jours il ne connut aucune révolution prolétarienne, alors que depuis cette époque coloniale glorieuse l'impérialisme britannique fut supplanté par les Etats-Unis et l'Allemagne et le prolétariat perdit en grande partie ses privilèges, pas suffisamment apparemment pour renouer avec le socialisme.

Nos dirigeants décidèrent de faire l'impasse sur cet aspect crucial de la situation sociale après avoir enfourché à leur tour le réformisme qui fit illusion durant toute une période (Les Trente glorieuses), pour mieux à terme creuser la tombe de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, une fois la crise du capitalisme ayant atteint un stade où toute réforme sociale ou progressiste était devenue incompatible avec la survie du capitalisme, il apparut qu'ils n'avaient jamais été en mesure de s'implanter profondément parmi les masses et d'y diffuser le socialisme, de sorte que dorénavant il leur est totalement étranger et leur discours leur semble inaudible ou incohérent, coupé de la réalité ou purement utopique, bref, ils ont récolté ce qu'ils ont semé et ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, alors qu'à chaque époque depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale des millions de travailleurs et jeunes connurent des conditions d'exploitation épouvantables ou des difficultés sans nombre pour tout juste survivre qui les détournaient du capitalisme et étaient susceptibles de les placer sur la voie du socialisme pour peu qu'on s'adresse à eux, or nos dirigeants s'en détournèrent au profit des masses privilégiées les plus corrompues par le capitalisme qui une fois ayant obtenu satisfaction sur leurs revendications sociales devaient se détourner de la lutte de classe et demeurer subordonnées au capitalisme, erreur fatale qui conduira à la marginalisation et à la dislocation de l'avant-garde ouvrière organisée. A aucun moment ils n'aidèrent la classe à élever son niveau de conscience politique, à mieux comprendre le fonctionnement de la société, et elle finit par se détourner du mouvement ouvrier, livrée à elle-même, aux bonimenteurs, aux charlatans en tous genres, ou pire vers l'extrême droite en proie au désespoir ou à une terrible confusion. On a déjà expliqué tout cela, en vain.

Dans quel monde voudraient-ils nous faire vivre ?

La mise en concurrence des hommes entre eux est "l'état normal du règne animal".

- Dialectique de la nature - Friedrich Engels (1883)

Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect,- le climat de sa résidence, voire les animaux et les plantes, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la terre. S'il est parvenu à ce résultat, c'est d'abord et essentiellement grâce à la main. Même la machine à vapeur, qui est jusqu'ici son outil le plus puissant pour transformer la nature, repose en dernière analyse, parce que c'est un outil, sur la main. Mais la tête a accompagné pas à pas l'évolution de la main; d'abord vint la conscience des conditions requises pour chaque résultat pratique utile et plus tard, comme conséquence, chez les peuples les plus favorisés, l'intelligence des lois naturelles qui conditionnent ces résultats utiles.

Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi; la main, à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main

et à côté d'elle, et en partie grâce à elle.

Avec l'homme, nous entrons dans l'histoire. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance. Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en oeuvre suivant un plan. Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité, celle qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, - la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est-à-dire aujourd'hui la production sociale, - reste soumise au eu des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire. Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes ; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence ? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la lus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du monde animal au point de vue social de la même façon que la production elle même les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, en particulier la science de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui aura précédé. Fin de l'extrait.

"Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle", il semblerait que ces facteurs ne soient plus valables à notre époque en occident, tout du moins pour la majorité : les masses disposent de temps libres, de deux jours de congés hebdomadaires, de cinq semaines de congés payés, bien souvent d'un 13e mois si ce n'est plus, parfois un intéressement, des avantages en nature par le biais du CE, les deux conjoints travaillent le plus souvent, etc. quant à la débâcle cela fait 72 ans qu'elle n'a pas eu lieu en France ou en Europe, 88 ans aux Etats-Unis, etc.

Cela devrait nous questionner, non ? Non, surtout c'est le genre de questions qu'il ne faut surtout pas se poser. C'est dommage, parce que temps qu'on refusera de se les poser et d'y répondre on n'avancera pas. C'est terrible d'être aussi borné !

Décryptage. Propagande de l'OTAN de bas étage ou l'art nauséabond de l'intrigue digne de l'Ancien régime.

- MacronLeaks, l'ombre du soupçon - Liberation.fr

Le piratage de l'équipe de campagne d'En marche a débouché sur la publication de milliers de documents internes. Si Moscou fait figure de principal suspect, toutes les hypothèses restent ouvertes. Liberation.fr 28.05

Ils portent une accusation contre Moscou sans apporter la moindre preuve. On ne défend pas Moscou contrairement à Mélenchon, on montre comment ils procèdent pour conditionner les masses.

Il suffit de désigner un seul suspect, et à défaut de trouver le véritable coupable ce suspect fera l'affaire, il en faut bien un tout de même ! Dit autrement, on aura observé que si "toutes les hypothèses restent ouvertes", une seule aura été retenue, celle correspondant à la culpabilité de Moscou. Ils utilisent le même procédé scélérat pour décrédibiliser quiconque ose remettre en cause leur propagande...

Pourquoi ? Parce que cela ne fonctionne pas à tous les coups.

- Vladimir Fédorovski : "L'opinion publique française est la plus russophile d'Europe" - lepoint.fr 28.05

Qui a dit ?

Qui a vanté le " talent d'animateur" de la plus crasse et infâme médiocrité de l'audiovisuel français, Cyril Hanouna ?

Réponse : Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, sur France Info vendredi matin.

Quand même une bonne nouvelle.

- Décès de Zbigniew Brzezinski, voix influente de la politique étrangère américaine - AFP

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter au tournant des années 80 et grande figure de la politique étrangère américaine, est décédé à l'âge de 89 ans.

Dans un communiqué, Jimmy Carter a salué le "rôle essentiel" joué par M. Brzezinski dans toutes les grandes décisions de politique étrangère de son mandat.

M. Carter cite notamment "la normalisation des relations avec la Chine", la signature du traité SALT II limitant la course aux armements nucléaires avec l'Union soviétique, la négociation des accords de paix israélo-égyptien de Camp David, ou le traité redonnant à Panama le contrôle de son canal stratégique.

Barack Obama a aussi salué la mémoire de M. Brzezinski, "grand serviteur de l'Etat", "puissante intelligence", et "avocat passionné du leadership américain".

"Son influence s'étend sur des décennies" et "j'ai été l'un des présidents américains qui ont bénéficié de sa sagesse et de ses conseils", a souligné l'ancien président dans un communiqué.

Originaire d'une famille aristocratique de Pologne, M. Brzezinski nourrissait une méfiance sans faille pour l'Union soviétique, qui le plaçait plus du côté des "faucons" de la politique étrangère américaine que des "colombes" malgré son affiliation démocrate.

"Pendant ses quatre ans auprès de M. Carter, à partir de 1977, bloquer l'expansionnisme soviétique à tout prix a été le leitmotiv de la politique étrangère américaine, pour le meilleur ou pour le pire", relevait samedi le New York Times.

M. Brzezinski a notamment soutenu l'aide américaine aux rebelles islamiques afghans contre les troupes soviétiques en Afghanistan, soutien qui a favorisé pour beaucoup l'émergence ultérieure dans le pays des talibans et d'Al-Qaïda.

M. Brzezinski a joué un rôle clé dans la définition de la politique américaine face au nouveau régime chiite iranien après la révolution de 1979 conduite par l'ayatollah Khomeiny, et la prise d'otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran.

Il défendra, contre l'avis du secrétaire d'Etat de l'époque Cyrus Vance, le projet d'une expédition armée pour délivrer les diplomates américains.

L'expédition se terminera en fiasco, et mènera à la démission de Cyrus Vance, lassé de ses guerres d'influence perpétuelles avec M. Brzezinski.

Après la fin de la présidence Carter, M. Brzezinski restera une voix influente à Washington, encore invité à témoigner en tant qu'expert par le Congrès jusqu'à très récemment.

En 2003, il avait été l'un des rares figures de la politique étrangère américaine à s'opposer à l'invasion de l'Irak décidée par le président George W. Bush.

Dans son dernier tweet, le 4 mai, M. Brzezinski taclait Donald Trump, à l'élection duquel il s'était opposé.

"Un leadership américain sophistiqué est la condition sine qua non pour un monde stable. Mais nous n'avons pas le premier, et le second va de pire en pire", écrivait-il.

Zbigniew Brzezinski était né le 28 mars 1928 à Varsovie d'un père diplomate.

Son père, en poste à Montréal pendant la Seconde Guerre mondiale ayant décidé de ne pas rentrer en Pologne devenue communiste, le jeune Zbigniew fait ses études de Sciences politiques et économiques à l'université McGill de Montréal puis à Harvard.

Après une thèse de doctorat sur "Le totalitarisme soviétique et les purges" en 1956, il fut professeur à Harvard puis à l'université Columbia de New York où il dirigera l'Institut des affaires communistes (1966-1968).

Spécialiste des questions communistes et des relations Est-Ouest, il sera "assistant spécial" du président Jimmy Carter chargé des problèmes de Défense (1977-1981) et directeur du Conseil national de Sécurité à la Maison Blanche.

Il est mort à Falls Church, en Virginie (est des Etats-Unis), a précisé sa famille.

"Il était connu par ses amis comme Zbig, par ses petits-enfants comme Chef et par sa femme comme l'amour de sa vie. Je le connaissais comme le plus inspirant, aimant et dévoué père qu'une fille puisse avoir", a déclaré sa fille Mika Brzezinski, journaliste sur NBC. AFP 29.05

La pire des ordures qui soit, bravo ! On y reviendra peut-être.

Macron superman

- Vladimir Poutine reçu par Emmanuel Macron : "C'est le roi Soleil qui reçoit l'empereur de toutes les Russies" selon Yannick Jadot - Franceinfo

- Au G7, Macron aimante l'attention - LeParisien.fr

Le G7 des figurants.

- Pour son grand oral international, Macron reçu avec encouragements - Liberation.fr

A l'Otan puis au G7, le nouveau président français s'est positionné en facilitateur et a maîtrisé sa communication.

- Le président français Emmanuel Macron en première ligne au sommet du G7 - AFP

- Visite de Poutine: Macron promet un dialogue "exigeant" et sans "concession" - AFP

- La "féroce" poignée de main de Macron et Trump a emballé les journalistes américains - huffingtonpost.fr

- Accord climat : le bras de fer peut commencer entre Macron et Trump - LeParisien.fr

- Au G7, Macron fait assaut d'amabilité envers Trump - AFP

- Après le G7, Macron veut positiver - LePoint.fr

Malgré le refus des États-Unis de confirmer leur maintien dans l'accord de Paris sur le climat, Emmanuel Macron se félicite des succès du G7. LePoint.fr 29.05

- Au G7, Macron refuse de répondre à une question sur Ferrand - AFP

Le président Emmanuel Macron s'est refusé samedi à répondre à une question sur Richard Ferrand, à l'issue du G7 en Italie, et confirmé qu'il refuserait désormais de parler de politique française lors de ses déplacements internationaux. AFP 29.05

- Macron fustige Russia Today et Sputnik, "des organes de propagande" - L'Express.fr

- Macron trace la voie d'une coopération avec Poutine - LeFigaro.fr

- Macron aux sommets - Franceinfo

Macron invisible.

- Rencontre avec Poutine : "Emmanuel Macron, on ne sait pas grand-chose de sa politique étrangère" - Franceinfo

Bertrand Badie, professeur en relations internationales à Sciences-Po Paris, a expliqué, dimanche sur franceinfo, le manque de visibilité autour de la politique étrangère d'Emmanuel Macron. Franceinfo 30.05

Les vapeurs enivrantes du pouvoir absolue...

- Arrivée d'une ex-lobbyiste du vin à l'Elysée : cette nomination "pose question", réagit un addictologue. - Franceinfo

Avant toute enquête ou investigation, toute preuve...

- Macron sur la Syrie: l'utilisation d'armes chimiques déclenchera "une riposte immédiate" - AFP 30.05

LGBT made in USA/CIA propulsé par l'oligarchie anglo-saxonne.

- La France accueille un premier réfugié tchétchène LGBT - L'Express.fr

Un Tchétchène, victime de persécutions en raison de son homosexualité, a été accueilli lundi en France. "Les arrivées vont continuer", assure le président de SOS Homophobie. L'Express.fr 30.05

Macronmania.

- Je vous apprends à caricaturer Emmanuel Macron en quelques coups de crayon - Le Huffington Post

Vous en avez marre d'attendre le portrait officiel d'Emmanuel Macron? Le Huffington Post 29.05

En famille. Déjà vendu... et recyclé les déchets de la collaboration de classes.

- Un ex-négociateur FO au cabinet de la ministre du Travail - AFP

L'ancien négociateur de Force ouvrière, Stéphane Lardy, est nommé directeur adjoint du cabinet de la ministre du Travail, où il travaillera au côté du directeur de cabinet Antoine Foucher, ancien cadre du Medef, selon le Journal officiel paru samedi.

Il exercera en tandem avec Claire Scotton, ancienne sous-directrice adjointe à la Direction du travail, également désignée directrice adjointe de cabinet de Muriel Pénicaud.

M. Lardy a été secrétaire confédéral de FO chargé de l'emploi et de la formation professionnelle de 2007 à mi-2016, date à laquelle il avait intégré l'Inspection générale des affaires sociales (Igas).

Cette nomination n'est "pas une demande de FO", "Stéphane Lardy n'a plus de mandat Force ouvrière depuis plus d'un an (...) Ils lui ont demandé de venir, c'est sa liberté individuelle", avait commenté mercredi Jean-Claude Mailly, le patron de FO, sur franceinfo. "C'est un bon connaisseur des dossiers, tout le monde le reconnaît", estime M. Mailly. AFP 29.05

Mailly a eu raison de préciser que ce n'était "pas une demande de FO", on aurait pu se méprendre ! Apparemment il se félicite de cette nomination de son petit camarade du PS qui milite dans le XIIIe arrondissement de Paris.

- Loi sur l'emploi : risque et sacrifice par Stéphane Lardy , Secrétaire confédéral de Force ouvrière en charge de l'emploi et de la formation professionnelle - liberation.fr 12.05.2013 (http://www.liberation.fr/futurs/2013/05/12/loi-sur-l-emploi-risque-et-sacrifice_902312)

- Stéphane Lardy (ex-FO) entre au cabinet de la ministre du Travail - anti-k.org

L'Obs le 24/05/17 – Comme directeur de cabinet, la nouvelle ministre du Travail, a nommé un ancien du Medef, Antoine Foucher. Comme pour contrebalancer ce choix, Muriel Pénicaud vient de choisir Stéphane Lardy, comme conseiller chargé de la formation, de l'apprentissage et de la pénibilité.

Il a été pendant des années l'homme fort de Force ouvrière sur les questions d'emploi et de travail, pilier des négociations sociales. Il a un temps fait figure de successeur potentiel de Jean-Claude Mailly. Mais réformiste affiché, militant socialiste, il n'était pas du goût de la mouvant trotskiste du syndicat.

Il y a un peu plus d'un an, en pleine discussion de la loi El Khomri, il a été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). anti-k.org

Un ex-cadre de FO rentre au gouvernement pour mettre en place la loi Travail 2 - Anti-k.org

Les messages de bienvenue de Jean-Claude Mailly, président de la centrale syndicale de Force Ouvrière, au nouveau président Macron n'avaient rien présagé de bon. La stratégie est désormais totalement assumée avec l'entrée de Stéphane Lardy, ex-cadre de FO, au cabinet du ministère du Travail.

Jean-Claude Mailly avait déjà accueilli le président banquier et son gouvernement de droite avec une douceur inattendue de la part d'un dirigeant syndical. Il avait en effet félicité la ministre du Travail repêchée au CAC 40 pour « sa grande expérience »,

puis s'était réjoui de la nomination d'un membre du MEDEF (Antoine Foucher) à la direction du cabinet de la ministre (« c'est quelqu'un que je connais, qui aime la négociation collective »), pour enfin affirmer publiquement que légiférer par ordonnances n'était « pas un problème » si « on est d'accord sur le contenu » et qu'il y avait « des marges de manœuvre ». Tout cela constituait un bel appel du pied à l'exécutif (vous avez dit lèche-botte ?), qui vient d'être récompensé par le parachutage au gouvernement d'un ancien cadre important de la centrale syndicale, Stéphane Lardy, pressenti il y a un an pour être justement le successeur de Jean-Claude Mailly.

Celui-ci prendra donc place à la direction du cabinet ministériel avec Antoine Foucher. Membre du Parti Socialiste, Stéphane Lardy est considéré comme un « réformiste », c'est à dire prêt à accepter les réformes structurelles dont a besoin le patronat pour restaurer et augmenter ses profits sur le dos des travailleurs. Avec le MEDEF et le CAC 40 a ses côtés, il aura donc pour tâche d'élaborer et de mettre en œuvre la loi Travail 2 que nous prépare Macron, mais aussi la réforme de l'assurance chômage, de la formation professionnelle, ainsi que celle de la retraite que Macron souhaite lancer d'ici la fin de l'année. Bon programme pour un prétendu « syndicaliste »...

L'amabilité de Jean-Claude Mailly envers Macron et la nomination de Stéphane Lardy sont des signes d'un repositionnement de la centrale syndicale en faveur d'une collaboration plus forte avec le patronat. Après la mobilisation contre la loi Travail du printemps 2016 qui ne lui a pas bénéficié dans les urnes (FO a reculé, de 15,94% en 2013 à 15,59% en 2017), le syndicat s'oriente vers une politique plus ouverte de conciliation de classe. D'après Guy Groux, du centre de recherche de Sciences Po Paris, le Cevipof « On a le sentiment qu'il y a chez Mailly une envie de revenir dans un jeu contractuel plus classique et de faire concurrence à la CFDT ». Anti-k.org (courant du NPA) 25.05

- En janvier 2013, François Chérèque, qui venait de quitter ses fonctions de secrétaire général de la CFDT, avait été, lui aussi, nommé inspecteur général des affaires sociales, Jean-Marc Ayrault le chargeant ensuite de suivre la mise en œuvre du plan de lutte contre la pauvreté. « Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale« , avait commenté sèchement Jean-Claude Mailly. Le secrétaire général de FO s'abstiendra sans doute de rééditer un semblable commentaire. lemonde.fr 06.04.2016

Martinez en remet une couche

- Réforme du code du travail: "il faut négocier", dit Martinez AFP 30.05

Le leader de la CGT a réaffirmé qu'il souhaite des précisions concernant "le calendrier" de la réforme.

"On a démarré le quinquennat, même la campagne électorale, avec une volonté ferme du candidat de régler cela très rapidement pendant l'été. Il y a besoin de discuter. Quand on veut négocier on s'écoute, on accepte les propositions des syndicats, la CGT en a fait plusieurs", a-t-il dit.

"Il y a des points de conflit majeurs", a-t-il insisté, citant notamment "les indemnités prud'homales".

"Faire croire que c'est le code du travail la raison majeure du chômage en France, c'est un mensonge pur et simple", a-t-il ajouté. AFP 30.05

Et faire croire que "les indemnités prud'homales" serait un "des points de conflit majeurs" est un mensonge... partagé avec la CFDT.

Tous d'accord pour casser le code du travail.

Qui a dit ?

"Je ne suis pas En Marche mais je veux que ça marche"

Réponse : Le député LR Thierry Solère a jugé mardi qu'"il n'y aucune raison qu'un Républicain s'oppose" aux futures ordonnances réformant le code du travail, estimant que le "sens de l'intérêt général" se diffuse dans tous les camps.

"Si je suis réélu député, je voterai toutes les mesures qui vont dans le bon sens pour abaisser les charges, fluidifier le marché du travail, mieux assurer la sécurité des Français, lutter contre le communautarisme", a déclaré sur LCP ce candidat à un second mandat dans la 9ème circonscription des Hauts-de-Seine, face auquel LREM n'a investi aucun candidat.

"Nous aurons à débattre de ça avec les députés qui seront élus", mais "il n'y aucune raison qu'un Républicain s'y oppose" à cette nouvelle réforme du code du travail promise par Emmanuel Macron, a-t-il dit.

M. Solère a par ailleurs approuvé la position de François Baroin, chef de file LR pour les législatives, qui a prôné lundi "le désistement" en cas de victoire possible du FN. "Le ni-ni pour les élections locales qui a eu sa place pendant quelques

années aujourd'hui n'a plus sa place, notamment pour l'élection nationale qu'est l'élection législative", a estimé ce député. AFP 30.05

On gouvernera en famille.

C'est Mélenchon qui va être frustré !

- Le gouvernement d'accord pour un front républicain face au FN - Reuters

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a répondu mardi à l'appel de François Baroin, chef de file de la droite, en annonçant que les candidats de la République en marche (LREM) se désisteront aux législatives dans les circonscriptions où le Front national est en mesure de l'emporter.

"Partout où le candidat de la République en marche, en se maintenant, ferait prendre le risque d'une élection du Front national, partout nous retirerons notre candidat", a déclaré Christophe Castaner sur LCI.

"Et partout où le maintien du candidat nous permettra d'empêcher cette élection, nous nous maintiendrons", a ajouté ce fidèle d'Emmanuel Macron. Reuters 30.05

Des infos qui pourraient être qualifiées de contrevérités par Macron.

- Quand les succès syriens mettent à mal le double jeu US - fr.sputniknews.com

L'armée syrienne et ses alliés, dont la Russie, enregistrent de nouveaux succès face aux terroristes de Daech. Certains d'entre eux sont révélateurs des complicités presque non voilées entre les djihadistes et ceux qui prétendent les « combattre ».

Aux dernières nouvelles sur le front syrien, un groupe militaire russe a coupé la voie aux terroristes de Daech qui quittaient Raqqa via un corridor offert par les soi-disant Forces démocratiques syriennes, une coalition principalement kurde, soutenue par les États-Unis, à condition qu'ils se dirigent vers Palmyre.

« Le 25 mai, un convoi de terroristes composé de 39 camionnettes avec des armes se dirigeant vers Palmyre a été repéré et anéanti par les avions des forces aérospatiales russes. 32 pick-up dotés de mitrailleuses lourdes ont été détruits et plus de 120 terroristes abattus », a communiqué à Sputnik une source du ministère russe de la Défense.

Mis à part l'efficacité des forces aériennes russes opérant en Syrie, un autre fait saute aux yeux: la complicité, elle aussi une fois de plus, entre la pseudo-coalition « anti-Daech » dirigée par les USA, les FDS soutenus par les USA et le groupe terroriste Daech, que les deux premiers sont censés « combattre ».

Parallèlement à cela, Le Parisien annonçait la reprise par l'armée syrienne de la route reliant Damas à Palmyre. Comme le note le quotidien français, « les troupes syriennes, appuyées par l'aviation russe, ont réussi à chasser les combattants de l'EI d'une zone désertique de plus de 1 000 km2. Les djihadistes se sont retirés face à l'intensité des frappes russes. »

L'offensive promise par le président syrien Assad en vue de reprendre les territoires en zone désertique à faible densité se confirme et suit donc son cours avec le soutien de ses alliés, dont évidemment la Russie. Et c'est vraisemblablement cela qui pose de nouveaux problèmes aux « braves partenaires » de la coalition US.

Bref rappel des péripéties de la guerre syrienne. Les terroristes, ayant obtenu un très large soutien extérieur, avançaient sur plusieurs fronts, l'armée gouvernementale se retrouvant acculée à la défensive. Les principaux médias et experts occidentaux donnaient « quelques semaines », voire « au maximum quelques mois » avant qu'Assad ne tombe. Les risques de voir la grande cité historique de Damas tomber dans les mains des barbares de Daech ou d'Al-Qaida étaient effectivement élevés. Puis intervient la Russie à la demande officielle du gouvernement légal syrien. Cela a permis une bascule militaire: L'armée gouvernementale retrouve l'initiative et passe à l'offensive en libérant plusieurs villes et localités. Évidemment, les plus grands succès seront les libérations d'Alep, la deuxième ville du pays et de la cité antique de Palmyre, patrimoine culturel aussi bien de la Syrie que de toute l'humanité.

Dans ce nouveau schéma que l'Occident et ses acolytes n'avaient guère prévu, le gouvernement syrien a retrouvé le contrôle sur pratiquement toute la Syrie dite « utile », à savoir les cinq plus grandes villes du pays et les territoires sur lesquels se trouvent 80 à 85 % de la population. Mais il ne compte pas en rester là et annonce poursuivre la libération de tout le territoire national et au vu des derniers événements, l'offensive en zone désertique se poursuit avec succès.

Des victoires qui provoquent une nouvelle hystérie de côté de ceux dont les objectifs n'ont jamais changé, à savoir faire tomber Assad, y compris si pour cela des villes millénaires ayant vu la civilisation naître devaient tomber aux mains des barbares coupeurs

de têtes.

Quoi qu'il en soit, la Russie et ses alliés surveillent de près la situation. Et ce malgré toutes les complicités, voilées ou non, entre les terroristes et ceux qui prétendent les combattre sur le théâtre de guerre syrien. Quant à la Syrie, elle semble plus que jamais déterminée à vaincre le terrorisme, malgré les pertes subies au cours de toutes ces dernières années. Pour cela, elle sait sur qui elle peut compter. fr.sputniknews.com 29.05

- Sylvie Goulard admet la présence de forces françaises en Syrie - Réseau Voltaire

Interrogée par Europe 1, la ministre des Armées françaises, Sylvie Goulard, a reconnu la présence de Forces françaises en Syrie.

C'est un secret de polichinelle : des commandos français opèrent illégalement en Syrie depuis 2011, avec une brève interruption entre mars et juillet 2012.

Les Forces spéciales françaises fournissent un encadrement à divers groupes jihadistes. Elles avaient notamment organisé l'Émirat islamique de Baba Amr (en 2012) et l'attaque de la plus ancienne communauté chrétienne du monde à Maaloula. Réseau Voltaire 27.05

« Syrie : Sylvie Goulard confirme la présence de forces spéciales françaises », Europe 1, 26 mai 2017.

- Le G7 exige une pression russe sur Damas: «le jeu des terroristes», selon un député russe - sputniknews.comLes pays du G7 ont appelé Moscou à influencer Damas pour que la République arabe respecte le cessez-le-feu, une situation qui jouerait en faveur des groupes terroristes, a affirmé samedi 27 mai à Sputnik le vice-président du comité des affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe), Alexei Chepa.

Lors du sommet du G7, les dirigeants des pays-membres ont fait une déclaration conformément à laquelle Moscou devrait exercer une influence sur le Président de la République arabe syrienne pour que les troupes gouvernementales cessent les combats. Selon un député russe, un tel discours ne fait que le jeu des terroristes.

« Ce sont des déclarations insensées: ne nous battons pas, mais détruisons-les. De telles déclarations font le jeu de Daech » a commenté M. Chepa.

Selon le parlementaire, il est impossible de lutter contre les terroristes de manière pacifique. Il a également ajouté que la plupart des accords concernant la libération d'un grand nombre de localités en Syrie étaient conclus aujourd'hui. Des négociations sont également menées avec les différentes forces de l'opposition en Syrie.

« Mais avec Daech et le Front al-Nosra [rebaptisé Front Fatah al-Cham, ndlr], il n'y a pas de négociation, parce qu'ils ne veulent mener aucune négociation, entamer aucun processus de réconciliation, c'est pourquoi la seule façon de parler avec eux, c'est malheureusement par la force » a conclu le député. sputniknews.com 27.05

Des institutions corrompues à balayer !

Assistants parlementaires : Marielle de Sarnez visée par une enquête - LeParisien.fr

La classe politique française aurait-elle pris de (très) mauvaises habitudes ? L'affaire Fillon, ironiquement appelée Penelope Gate, a semé le trouble sur le travail réel des attachés... LeParisien.fr 30.05

Législatives : une candidate LREM de Seine-Saint-Denis accusée d'avoir loué un logement insalubre - LeParisien.fr

Une candidate de La République en marche pour les élections législatives à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) est accusée d'avoir mis en location un appartement dans un immeuble insalubre, durant cinq ans. Le parti d'Emmanuel Macron a précisé lundi soir avoir saisi le «comité d'éthique» pour examiner l'affaire concernant Véronique Avril, candidate dans la 2e circonscription de Seine-Saint-Denis.

Selon Mediapart, qui publie l'enquête, Véronique Avril a acheté en 2011 un appartement de 23 m² dans le centre de Saint-Denis, «alors que l'immeuble insalubre était déjà classé depuis des années en état de péril imminent» à la suite d'arrêtés pris en 2004 et 2008.

Cette chargée de mission à la Ville de Paris, ancien membre du Conseil d'administration de Médecins sans frontières, a notamment loué son bien «à une famille de cinq personnes», pour «650 euros (charges comprises)» par mois, «très au-dessus

des tarifs pratiqués dans la ville», d'après le site d'information. LeParisien.fr 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien".

Richard Ferrand avait-il un intérêt personnel dans l'opération immobilière conclue entre la mutuelle qu'il dirigeait et sa compagne propriétaire du local ? Le ministre de la Cohésion des territoires le nie, mais un document pourrait mettre à mal sa version. Il s'agit d'un compromis de vente daté de décembre 2010 dans lequel Richard Ferrand apparaît comme étant le premier à avoir voulu acheter le local en question. Et à l'époque, il est déjà question d'une SCI qui le remplacerait comme acquéreur. Cette SCI va être créée par sa compagne dans la foulée.

Si rien n'est illégal, la méthode étonne l'avocat du vendeur de l'époque. "C'est tout à fait choquant sur le plan moral", s'offusque Me Alain Castel dans les colonnes du Parisien, pour qui "ce montage permettait un enrichissement personnel de monsieur Ferrand et de sa compagne au détriment de la mutuelle" de Bretagne. Franceinfo 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien". Franceinfo 30.05

- Ferrand déstabilisé par de nouvelles révélations - Reuters 30.05

Les affaires sont les affaires.

- Une députée, "désinvestie" pour son soutien à Macron, poursuit le PS - AFP 30.05

- Emploi d'assistants: Hortefeux et Alliot-Marie annoncent aussi une plainte contre une eurodéputée FN - AFP 30.05

- Sarnez visée par une enquête : le tweet de Bayrou qui choque les magistrats - LeParisien.fr 30.05

Mélenchonneries

Quand Mélenchon félicite Macron...

En marge du meeting, M. Mélenchon s'est étonné que M. Poutine soit reçu au château de Versailles par le président français. "C'est quand même le maximum qu'on puisse faire pour une visite d'Etat", a-t-il estimé, tout en félicitant de pouvoir établir un dialogue avec le dirigeant russe comme il l'avait prôné ces derniers mois. AFP 30.05

Macron l'homme du Pentagone et de Daesh

- Macron rencontre le chef de l'opposition syrienne, dit son soutien - Reuters

Emmanuel Macron a réaffirmé mardi son soutien à l'opposition syrienne lors de sa rencontre à Paris avec le coordinateur général du Haut Comité de l'opposition syrienne, Riyad Hijab, indique l'Elysée.

Le chef de l'Etat français a rappelé lors de cet entretien "son engagement personnel sur le dossier syrien et son soutien à l'opposition syrienne en vue d'une transition politique en Syrie", précise la présidence française dans un communiqué.

La France, qui soutient l'opposition modérée en Syrie, a réclamé sans relâche ces dernières années le départ du président Bachar al Assad, qui bénéficie du soutien de ses alliés russe et iranien.

Lundi, lors d'une conférence de presse avec le président russe Vladimir Poutine, Emmanuel Macron a plaidé pour une transition démocratique en Syrie qui préserve "un Etat syrien", mettant en garde contre le risque d'un Etat failli. Reuters 30.05

- Polémique entre Mélenchon et Cazeneuve : l'ex-ministre a déposé plainte - Franceinfo

La polémique est partie d'une phrase lancée par Jean-Luc Mélenchon en déplacement à Montreuil (Seine-Saint-Denis)

mercredi dernier et diffusée hier, dimanche 28 mai, dans l'émission "C'est politique" sur France 5. "Cazeneuve, le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse, le gars qui a fait gazer, matraquer toutes les manifestations", s'est exclamé le leader de La France insoumise.

Jean-Luc Mélenchon fait référence à la mort de Rémi Fraisse en 2014, au cours d'affrontements près du chantier du barrage de Sivens. Ce jeune militant écologiste est tué par le jet d'une grenade, lancée par des gendarmes. Bernard Cazeneuve était alors le ministre de l'Intérieur.

Bernard Cazeneuve a annoncé dimanche soir sa décision de "porter plainte" contre Jean-Luc Mélenchon, après ses propos. "Coutumier de l'outrance et de l'abaissement du débat public, Jean-Luc Mélenchon a franchi la frontière de la diffamation. Par ses propos à mon sujet, il démontre que l'insulte est devenu son mode de pensée et d'expression", a réagi l'ancien ministre de l'Intérieur dimanche dans un communiqué.

Ce lundi, en déplacement près de Lyon (Rhône), il a confirmé avoir déposé plainte pour diffamation. Pour lui, le terme "assassinat" employé par Jean-Luc Mélenchon ne passe pas. Franceinfo 30.05

- Le PS dénonce des propos "diffamatoires" de Mélenchon envers Cazeneuve sur l'affaire Rémi Fraisse - Le Huffington Post

L'accusation ne passe pas du tout. Ce dimanche 28 mai, le Parti socialiste a dénoncé les propos "diffamatoires" et "provocateurs" de Jean-Luc Mélenchon envers Bernard Cazeneuve au sujet de l'affaire Rémi Fraisse. Lors d'un rassemblement de "La France insoumise" à Montreuil mercredi, l'ex-candidat à la présidentielle s'en était pris violemment à l'ancien Premier ministre, "le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse", comme vous pouvez le voir dans notre vidéo en tête d'article.

"Jean-Luc Mélenchon s'en prend à l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve avec des méthodes que ne réprouverait pas l'extrême droite sur internet", a dénoncé le Parti socialiste dans un communiqué publié ce dimanche soir. "Ces propos diffamatoires et volontairement provocateurs ne sauraient faire oublier que Jean-Luc Mélenchon n'a pas voulu prendre position contre Marine Le Pen au second tour de la présidentielle", ajoute le parti.

"Jean-Luc Mélenchon a sans doute gagné le premier prix de l'outrance à l'occasion du dernier dîner organisé par l'alliance bolivarienne, et s'en est trouvé grisé. On ne peut pas lui en vouloir, c'est tellement narcissisant", avait déjà regretté Bernard Cazeneuve vendredi dans une déclaration transmise à l'AFP.

Rémi Fraisse, un jeune militant écologiste, avait été tué en 2014 par le jet d'une grenade de gendarmes près du chantier controversé de retenue d'eau à Sivens dans le Tarn. Bernard Cazeneuve était alors ministre de l'Intérieur.

Pour n'avoir pas interdit l'emploi des grenades offensives, notamment, Cazeneuve qui était ministre de l'Intérieur à l'époque est responsable de la mort de ce manifestant, au même titre que Hollande et Valls.

En voilà un qui sait de quoi il parle.

- "C'est un tordu" : quand Patrick Mennucci parle de Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo

Patrick Mennucci est le candidat du PS qui affrontera Jean-Luc Mélenchon lors des législatives

Ces officines aux intentions inavouables entre indicateurs, provocateurs ou procureurs au service de la réaction.

Ils peuvent interdire toutes les ONG, on ne les défendra pas.

- Un pique-nique contre la loi anti-ONG du gouvernement hongrois - euronews.com

Hier une centaine de personnes a pris place devant le Parlement de Budapest pour dénoncer le projet qui obligerait ces organisations à publier les noms de leurs donateurs étrangers.

Impensable pour un manifestant interrogé par euronews : “je pense que la Hongrie est fasciste et il faut y mettre un terme. Je crois que c’est la façon la plus pacifiste d’y parvenir.” “La stigmatisation de ces organisations, et pas seulement la stigmatisation mais le listing de ces organisations, donne une vision future de la profonde crise démocratique de ce pays”, selon Dóra Papp, directrice de la Fondation Krétakör. La Hongrie s’est attiré les foudres de ses partenaires européens avec des projets de réformes telles que celle-ci, mais rien ne semble arrêter le gouvernement conservateur de Viktor Orban selon notre correspondante, Andrea Hajagos : “le Conseil de l’Europe a appelé la Hongrie à suspendre le débat parlementaire sur l’amendement de cette loi, le

mois dernier. euronews.com 30.05

Le président égyptien Sissi promulgue la loi sur les ONG - Reuters

Le président égyptien Abdel Fattah al Sissi a promulgué la loi qui encadre l'activité des organisations non gouvernementales (ONG) et qui, selon les associations de défense des droits de l'homme et les groupes caritatifs, entrave leurs actions, montre un décret présidentiel paru lundi.

Le texte, adopté en novembre par le Parlement, limite les activités des ONG aux seuls secteurs du développement et des questions sociales avec une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement en cas d'infraction.

Les militants des droits civiques affirment que l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al Sissi, ancien général devenu président en 2014, s'est traduite par une remise en cause de toutes les libertés gagnées grâce à la chute d'Hosni Moubarak en 2011.

En vertu de la nouvelle loi, les ONG ne peuvent mener un travail de terrain ou d'enquête d'opinion sans autorisation préalable ou "coopérer de quelque manière que ce soit avec des instances internationales sans l'accord nécessaire". Les 46.000 ONG présentes en Egypte disposent d'une année pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions.

Les associations de défense des droits de l'homme précisent que cette restriction concerne également toute collaboration avec les Nations unies.

Les ONG étrangères doivent désormais être contrôlées par une instance composée de représentants de l'armée, du renseignement et du ministère de l'Intérieur.

Les députés ont expliqué que ces restrictions étaient justifiées par la protection de la sécurité nationale.

Pour Mohamed Zaree, directeur du programme Egypte à l'Institut pour les études des droits de l'homme du Caire, cette loi est "la pire de l'histoire" et va concrètement empêcher les ONG d'accomplir leurs missions.

"L'Etat agit sans stratégie, ni vision", a dit Mohamed Zaree qui s'est déjà vu signifier une interdiction de sortie du territoire et dont l'organisation fait l'objet de poursuites "pour avoir reçu des fonds d'entités étrangères nuisant à la sécurité nationale".

Les associations apolitiques affirment être, elles aussi, pénalisées au moment où les subventions publiques sont réduites et où la hausse des prélèvements obligatoires menace leur survie financière.

Ces associations jouent depuis longtemps un rôle social important en Egypte, fournissant nourriture, habillement, soins médicaux et éducation dans un pays où des millions de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour.

Selon la nouvelle loi, tout don supérieur à 10.000 livres égyptiennes (environ 550 dollars) doit faire l'objet d'une autorisation. Si cette autorisation n'est pas accordée dans un délai de 60 jours, le don est considéré comme automatiquement rejeté.

L'absence de déclaration de dons auprès de l'administration est passible d'une peine de prison de cinq ans et d'une amende d'un million de livres égyptiennes (550.000 dollars). Reuters 30.05

- Egypte 2,5 milliards d'aides sociales pour atténuer les effets de l'inflation - Liberation.fr

Le gouvernement égyptien a dévoilé lundi un programme d'aides sociales d'une valeur de 2,5 milliards de dollars qui entrera en vigueur dès le 1er juillet. Il prévoit des augmentations de salaires des fonctionnaires, une revalorisation de 15 % des retraites dont bénéficient 10 millions de personnes, ainsi qu'une hausse d'environ 30 % des subventions aux plus démunis (1,7 million de foyers). Mais aussi des réductions d'impôts pour 15 millions de familles. Depuis que les autorités ont libéré en novembre le taux de change de la livre égyptienne, dans le cadre d'un plan de réformes lié à l'obtention d'un prêt du FMI, le pays connaît une inflation de 33 % (44 % pour les denrées alimentaires). Liberation.fr 29.05

Il a osé un "rapprochement" avec la Russie...

- Aux Philippines, le «shérif» Duterte dépassé par les jihadistes de Maute - Liberation.fr

Le Président affronte à Marawi, dans le sud de l'archipel, un groupe virulent ayant fait allégeance à l'EI. Il pourrait en profiter pour étendre la loi martiale dans tout le pays. Liberation.fr 30.05

En oligarchie, ils osent tout. La provocation promue au rang de gouvernance d'Etat.

Le «candidat des médias» . Pas l'Agence Française de Propagande (AFP) de l'OTAN subventionnée par l'Etat.

- Macron qualifie deux télévisions publiques russes d'"organes de propagande" - AFP

Emmanuel Macron a assumé lundi l'exclusion des journalistes de Russia Today et Sputnik de son quartier général de la campagne présidentielle, accusant ces deux médias russes proches du Kremlin d'être des "organes d'influence", lors d'une conférence de presse...

Rédactrice en chef de RT : les déclarations du président Macron menacent la liberté d'expression

Alors que le locataire de l'Elysée s'en est pris à RT lors d'une conférence de presse commune avec Vladimir Poutine, à Versailles, plusieurs hauts responsables du média russe ont souhaité réagir.

«Russia Today et Sputnik ont été des organes d'influence et de propagande.» On savait les proches d'Emmanuel Macron peu friands de RT. Cette fois, c'est le président français lui-même qui s'est exprimé sur le sujet... devant Vladimir Poutine. Alors que les deux chefs d'Etat tenaient une conférence de presse commune à Versailles, le 29 mai, Xenia Fedorova, présidente de RT France, a interpellé le locataire de l'Elysée sur le refus de ses équipes de laisser des journalistes de RT accéder à son QG de campagne, au soir des premier et second tours de l'élection présidentielle.

«La totalité des journalistes étrangers, y compris russes, ont eu accès à ma campagne», a rétorqué le président français, avant de préciser : «Et à cela je ne céderai rien. Russia Today et Sputnik ne se sont pas comportés comme des organes de presse et des journalistes, mais ils se sont comportés comme des organes d'influence, de propagande, et de propagande mensongère, ni plus ni moins.»

Face à cette nouvelle banderille anti-RT, Xenia Fedorova a tenu à donner son point de vue : «Nous sommes très déçus par cette réponse. Nous ne nous attendions pas à ce que le président Macron continue de proférer ces accusations. Nos journalistes ont souffert de certaines pressions de la part de son équipe de campagne et pas une seule fois on ne nous a donné ne serait-ce qu'un exemple de la manière dont RT et RT France en particulier auraient agi afin de saboter sciemment sa campagne. De plus, le site de RT France est facilement accessible à tous et n'importe qui peut vérifier qu'aucun des articles qui traitent d'Emmanuel Macron ne peut permettre de dire que nous faisons de la propagande.»

La journaliste s'est notamment montrée inquiète des conséquences d'une telle réponse de la part d'Emmanuel Macron : «J'espère qu'il nous confond avec d'autres médias et qu'il n'est pas bien informé à ce sujet mais une telle réponse de sa part soulève des inquiétudes car nous avons des journalistes qui travaillent en France. Et nous pensons que dans un pays comme celui-ci, le pays de la liberté d'expression, il est préoccupant que l'on puisse nous refuser l'accès à certaines informations, ce qui ne nous permettrait pas de couvrir les événements de la meilleure des manières.»

Quant à Margarita Simonyan, rédactrice en chef de RT, elle a également rappelé qu'aucune preuve n'avait été fournie afin d'étayer ces accusations de propagande : «Il est très décevant que ce qui avait commencé comme une rencontre productive entre deux chefs d'Etat se soit transformée en une nouvelle occasion pour le président Macron de proférer des accusations sans fondement contre RT. Il se trouve que, malgré les nombreuses invectives adressées durant la campagne présidentielle, jusqu'à aujourd'hui, pas un seul exemple, pas une seule preuve que RT ait diffusé des fausses informations à propos d'Emmanuel Macron n'a été présentée. Ni par son équipe, ni par les médias mainstream qui ont aveuglément diffusé les accusations de l'équipe d'Emmanuel Macron contre RT. Le tout sans questionnement aucun et sans prendre la peine de vérifier ces attaques. En qualifiant de fausse information toute information avec laquelle il ne se montre pas d'accord, le président Macron pose les bases d'un dangereux précédent qui menace à la fois la liberté d'expression et le journalisme dans son ensemble.» AFP 30.05

- Le Kremlin en désaccord avec les accusations d'Emmanuel Macron contre Sputnik et RT - fr.sputniknews.com

Les autorités russes ne sont pas d'accord avec les accusations portées par le Président français Emmanuel Macron contre Sputnik et RT.

Le Kremlin n'est pas d'accord avec les accusations du Président français Emmanuel Macron qui a reproché à l'agence Sputnik et à la chaîne de télévision RT de diffuser des contrevérités, a déclaré à Versailles le porte-parole du Président russe Dmitri Peskov.

« Nous ne sommes pas d'accord avec cette position », a indiqué M. Peskov.

Le Président Macron avait antérieurement déclaré que les journalistes de Sputnik et de RT n'avaient pas eu accès à son état-

major électoral pendant la récente présidentielle française parce qu'il considérait que ces médias diffusaient des contrevérités.

Sputnik et RT ont rejeté de telles accusations à maintes reprises, appelant l'équipe de campagne de M. Macron à présenter des preuves attestant ses accusations. Toutefois, l'équipe d'Emmanuel Macron, qui avait menacé de présenter des preuves au Kremlin, n'a jamais su fournir aucun exemple des « fausses nouvelles » diffusées par les médias russes. fr.sputniknews.com 30.05

Commentaires d'internautes

1- En écoutant Macron, on dirait que c'est Erdogan furieux contre "les médias qui parlent contre lui"... ça va mal finir genre répression hallucinante des journalistes en Turquie. La Liberté d'expression est à risque avec Macron.

2- Les "occidentaux n'ont pas besoin de preuves puisque ce sont eux qui créent la vérité par le seul fait de la dire !

3- Les médias de presse ont l'entière liberté que leur octroie la laisse tenue par leurs propriétaires. Lorsqu'ils sont d'accords entre eux, cela donne l'honteuse campagne électorale que nous avons vécue. Notre jeune président parade, suivi de sa cour.

4- Ce qui a fait élire Macron, c'est la propagande. Ce discours qui consiste à accuser les autres de ce qu'on fait soi-même est actuellement très répandu. c'est tout à fait scandaleux comment les médias français et européens ont communiqué pendant la campagne présidentielle française.

5- Plaisantin! Ce sont les médias occidentaux qui ont relayé sans le moindre esprit critique la propagande mensongère contre Saddam Hussein, Kadafi et dernièrement Assad (avec ces armes chimiques a été immédiatement attribuée au gouvernement syrien sans la moindre enquête accréditant les accusations de ses ennemis).

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée

- Après un accord avec Israël, les prisonniers palestiniens cessent leur grève de la faim - LeFigaro.fr

Leur mouvement de contestation aura duré plus d'un mois. Plus de 800 Palestiniens détenus dans des prisons israéliennes ont mis la fin à leur grève de la faim entamée le 17 avril, ont annoncé samedi des sources palestiniennes et israéliennes. Les prisonniers protestaient afin d'améliorer leurs conditions de vie.

La grève a été suspendue à la suite d'un accord conclu entre les représentants des prisonniers et les autorités israéliennes, a indiqué à l'AFP le président du Club des prisonniers Qaddura Farès, et intervient le jour du début du ramadan, le mois de jeûne des musulmans.

L'accord prévoit que les prisonniers auront droit à deux visites par mois contre une avant le début de la grève. Cette revendication était l'une des principales présentées par les grévistes. En revanche, ces derniers n'ont pas obtenu la mise à leur disposition de téléphones publics dans les prisons comme ils le réclamaient, a précisé la porte-parole israélienne.

Initiée par Marwan Barghouti, cette grève de la faim entendait donner l'alerte sur les conditions de détention des 6500 Palestiniens incarcérés par Israël, dont des dizaines de femmes et d'enfants, et dénoncer le système judiciaire israélien appliqué aux Palestiniens des Territoires occupés. LeFigaro.fr 27.05

UE - Turquie

Confirmation. L'UE ou l'OTAN économique.

- L'UE propose un cadre pour relancer les relations avec la Turquie - Reuters

L'Union européenne a présenté à la Turquie un calendrier de 12 mois afin de relancer les relations mises à mal entre le bloc communautaire et les autorités turques, a annoncé le président Recep Tayyip Erdogan cité par le quotidien Hurriyet samedi.

Cette annonce a été faite par le chef de l'Etat turc dans l'avion le ramenant du sommet de l'Otan auquel il participait à Bruxelles.

L'UE et la Turquie ont convenu de donner un nouvel élan à leurs relations et les ministres turcs des Affaires étrangères et des Affaires européennes vont se pencher sur ce calendrier, a précisé Erdogan. Reuters 27.05

Haut de page

Le 6 juin 2017

CAUSERIE

J'ai écourté la causerie parce qu'il fait 46°C à l'ombre.

- Causerie du 6 juin, 21 pages.

Que pensent nos ennemis ?

Cachez-moi cette réalité que je ne veux pas voir, résume assez bien ce que pensent ou le comportement de nos dirigeants et des militants en général.

Interpréter les mesures adoptées par les représentants de ceux qui détiennent le pouvoir s'avère insuffisant pour comprendre comment fonctionne la société ou sur quoi elle repose. Il en va ainsi par exemple quand on affirme que la crise du capitalisme en est responsable ou que le capitalisme est en faillite, cela ne nous avance guère. C'est seulement en remontant à son origine une fois déterminé sur quoi repose ces rapports sociaux, qu'on peut aborder la prétention exorbitante, injustifiable ou illégitime des tenants de la classe dominante s'y emploient d'une manière ou d'une autre à justifier leur pouvoir pour leur dénier ce droit, car c'est sur lui en dernière analyse que repose leur pouvoir, la possession des moyens de production et leur domination de classe qui est à la base de tous les rapports dans la société et de tous les maux qu'ils engendrent pour le peuple.

C'est à partir de ce droit que les capitalistes légitiment qui a le droit de se nourrir à sa faim et qui a le droit de crever de faim, et quand on accepte de vivre dans une telle société ou qu'on fait preuve de passivité vis-à-vis du capitalisme, on leur permet d'exercer ce droit ou pire on le cautionne, ce qui ne peut que les encourager à en user dans tous les domaines. Ils vont théoriser ce droit qui sera à la base de leur idéologie, qui se manifestera sous la forme de différentes représentations qui apparaîtront au fil de temps et qui l'incarneront. Et on mènera un combat stérile contre ces représentations qui apparaîtront désincarnées aussi longtemps qu'on ne remontera pas à leur origine.

Comment se présente l'idéologie de la classe dominante ? Comment s'y prend-elle pour présenter la société sous un angle avantageux ou justifier l'ordre établi ? Comment interprète-t-elle la lutte des classes ?

Elle a tout intérêt à faire croire que la lutte des classes aurait disparu, cela dit on doit se poser la question de savoir qu'est-ce qui lui permet d'avancer cet argument ou dans quelle condition, en ayant à l'esprit que son constat est en partie juste et en partie erronée en prenant parfois ses désirs pour la réalité, car si effectivement elle a renforcé son pouvoir, il n'en demeure pas moins que les bases de son régime sont plus instables ou fragiles que jamais.

On en veut pour preuve que ses représentants se présentent comme les champions de la liberté d'expression ou de la démocratie, alors qu'ils censurent, diabolisent ou font la chasse à ceux qui tiennent un discours qui met à mal sa propagande basée sur un déni ou une désinformation systématique de la réalité.

Gilles Lipovetsky - Philosophe et sociologue - Atlantico.fr 02.06)

- En l'état, aucune force politique n'apparaît capable de changer en profondeur le système qui caractérise nos sociétés occidentales, reposant sur l'économie de marché et le capitalisme.

- Ce qui caractérise l'hypermodernité, c'est un monde sans projection d'un autre monde, sans visée globale alternative. Ceci est un fait nouveau. Depuis la Révolution française, il y a une opposition interne majeure entre les conservateurs, les réactionnaires, la droite, la gauche, les anarchistes et les révolutionnaires. À partir des années 1960, un certain nombre de penseurs ont développé l'idée selon laquelle le capitalisme avait gagné, et avait généré ce qu'Herbert Marcuse a appelé "l'homme unidimensionnel" : hormis quelques protestations, les règles du jeu sont, dans l'ensemble, respectées, chacun recherchant le bien-être. Cette idée a été revitalisée avec l'analyse de Fukuyama sur la "fin de l'Histoire" : un monde sans modèle radicalement divergent, identique d'un jour à l'autre, sans remise en cause de ses principes de fond incarnés, dans les

sociétés occidentales, par le capitalisme et la démocratie.

Ce nouvel état de société, joint avec d'autres facteurs, a conduit à l'effondrement des partis incarnant l'alternative radicale : les partis d'extrême gauche, ceux à caractère nationaliste qui, même s'ils demeurent, n'engendrent pas de changement majeur à l'instar du fascisme ou du nazisme. Plusieurs facteurs convergent vers l'étouffement des mouvements radicaux comme la banqueroute des grandes idéologies messianiques ou eschatologiques. Comme il n'y a plus d'encadrement collectif par les idéologies, les partis politiques, les Églises et les familles, tout ceci participe à la déliaison. La majorité des gens ne souhaite pas des sauts dans l'inconnu ; toutefois, cela sécrète des minorités qui recherchent le salut par une autre manière.

- Nous sommes entrés dans une période postrévolutionnaire, où les révolutions ne permettent plus de changer le monde.

- Tout ceci ne signifie pas la fin de l'Histoire, mais la fin d'une histoire, celle qui pensait que l'État avait un rôle majeur dans le changement du monde. Aujourd'hui, les ambitions de l'État sont à la baisse ; il montre partout sa faiblesse pour changer le monde, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de changement. Le politique n'est plus porteur de ce changement, incarné à l'heure actuelle par les entreprises, la technique et le marché. La vie change et il n'y a plus de projet de changement.

- Donald Trump incarne plus une rupture de ton que de fond. Il ne remet aucunement en question le système capitaliste, mais quelques aspects de la mondialisation. Jusqu'à présent, et par rapport aux propos tenus lors de la campagne, on ne voit pas la rupture radicale avec les fondements de notre système. Il ne faut pas oublier que les États-Unis sont un pays où la foi dans le capitalisme et les technologies est immense. Je ne vois pas en quoi Donald Trump pourrait faire rêver à un monde fondamentalement différent. (Gilles Lipovetsky - Philosophe et sociologue - Atlantico.fr 02.06)

J'ai indiqué à plusieurs reprises qu'on devrait mettre à l'ordre du jour la nécessité impérieuse d'un changement de régime, qu'on devrait adopter cet axe de combat politique car il permet de s'attaquer à la fois à l'oligarchie et aux fondements du capitalisme, à l'ensemble de l'édifice capitaliste incluant l'ensemble de ses institutions, l'Etat. En dehors de cette perspective politique, tout espoir est vain, pour ainsi dire tari à la base. Il faudrait populariser le mot d'ordre de la nécessité de faire table rase du passé qu'incarnent ceux qui sont au pouvoir.

Contrairement à ce qu'ils affirment péremptoirement, ce n'est pas la fin d'une histoire, la vie ne change pas et les capitalistes font toujours de la politique et l'Etat sert toujours leurs intérêts, ce n'est pas la fin de la lutte des classes. La division du travail étendue à l'échelle mondiale leur permet de jouer sur tous les tableaux et d'en tirer profit dans tous les domaines à la fois. Les travailleurs n'ayant pratiquement aucune emprise sur cette concurrence sauvage, ils deviennent des proies faciles pour ces prédateurs qui les surexploitent ou piétinent leurs droits les plus élémentaires. Pourquoi ? Parce que justement ils n'osent pas remettre en cause l'ordre établi, tout du moins dans l'état actuel des choses puisque le combat du mouvement ouvrier est nulle part orienté dans cette direction, il est réformiste ou corporatiste, il demeure soumis au capitalisme au lieu d'être révolutionnaire ou socialiste.

Les peuples des pays dits émergents ou en voie de développement qui voient leur condition s'améliorer sur fond d'exploitation forcenée, s'estiment globalement satisfaits pour avoir connu pire dans le passé. Leur condition matérielle s'est améliorée au prix d'énormes sacrifices et ils en sont grés à leurs maîtres ou à la société, ils les tiennent en laisse de cette manière-là.

Et les peuples qui profitent encore des acquis de la lutte de classes du passé et qui voient leur condition se dégrader, s'estiment globalement satisfaits de leur condition du fait qu'ils en tirent encore certaines satisfactions, ils disposent d'un certain confort matériel et de temps libres, de distractions, etc. et s'en contentent, même si par ailleurs ils croulent sous les difficultés... Ces modestes compensations à leur état d'esclave moderne suffit à s'assurer leur neutralité ou leur passivité, qui plus est au besoin on leur rappellera qu'ils ne sont pas les plus mal lotis dans le monde et qu'ils devraient avoir honte de se plaindre. A suivre.

En oligarchie. Macron ou le droit du travail niveau zéro.

- Le plan de Macron pour réformer le travail - leparisien.fr

C’est un test. Le premier du quinquennat qui intronisera Emmanuel Macron comme réformateur européen... ou pas. Bruxelles regarde de très près ce pays - la France - «impossible à réformer». Dans ses «recommandations pays par pays», publiées le 22 mai, la Commission européenne a confirmé qu’elle attendait avec impatience la future réforme du Code du travail.

Pour l’instant, tout se passe bien avec les partenaires sociaux, reçus depuis le 23 mai par le président de la République, puis le Premier ministre, Edouard Philippe, et la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. La trame des discussions était connue : l’élargissement du champ des accords d’entreprise, le plafonnement des indemnités prud’hommales et la fusion des instances représentatives du personnel. En tout et pour tout, trois réformes annoncées.

Des points jamais évoqués figurent dans un document de travail de 10 pages

Mais selon l'«avant-projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures pour l'emploi» que nous nous sommes procuré et que nous dévoilons dans les colonnes du Parisien/Aujourd'hui en France ce lundi 5 juin, tout n'a pas encore été mis officiellement sur la table. Loin s'en faut, car certains thèmes figurant dans ce document - une version de travail de 10 pages et datée du 12 mai 2017 - vont bien au-delà des éléments annoncés par Emmanuel Macron jusqu'à présent.

En effet, neuf ordonnances y sont listées, dont certaines portent sur des points jamais évoqués. Lesquels ? Par exemple, le contrat de travail, la durée du travail, la santé ou la sécurité des salariés... pourront être négociés au sein de l'entreprise. Des éléments qui d'ailleurs ne figureront pas forcément dans le document d'orientation que les syndicats et le patronat doivent recevoir dans le courant de cette semaine.

Mener une «révolution copernicienne»

L'essentiel de ce qui leur sera envoyé, puisé dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi, reprend sous trois priorités les discours d'Emmanuel Macron pendant la campagne et des textes du site En Marche ! Comment tordre le cou au chômage de masse qui frappe la France depuis trente ans et enclencher «une évolution radicale du modèle» ? Comment mener une «révolution copernicienne» des relations sociales pour créer une «République contractuelle» ?

L'objectif principal est de «faciliter la création d'emplois grâce à une meilleure fluidité du marché du travail.» Pour y parvenir, le gouvernement fait le «choix résolu du dialogue social de terrain, là où il produit des accords et des solutions économiquement et socialement efficaces».

Si «cet agenda de réforme ne peut être mené en cent jours», précise l'avant-projet de loi d'habilitation, «les premiers déclics de confiance doivent être donnés rapidement». A condition que les syndicats ne déclenchent immédiatement pas les hostilités... leparisien.fr 04.06

Réforme du travail : les 8 points clés du plan Macron - leparisien.fr

Nous dévoilons l'avant-projet de loi devant permettre au gouvernement de prendre par ordonnance des mesures pour l'emploi. A l'abri des regards, huit réformes d'envergure sont en préparation.

A ce stade de son écriture, au 12 mai 2017, l'«avant-projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures pour l'emploi» que nous nous sommes procuré, prévoit dans son article 1er neuf ordonnances. Les huit premières, que nous détaillons ci-dessous, concernent les réformes voulues par Emmanuel Macron. La neuvième ordonnance est purement technique, afin de transposer ces mesures dans certaines collectivités d'outre-mer.

Principale mise en garde, même si elle est notée en tout petit et en bas de page : le nombre des ordonnances est «à ajuster selon les options retenues». Car tous les thèmes énumérés dans le «premier brouillon de cet avant-projet [...] ne doivent pas forcément donner lieu à ordonnances». Il ne serait «ni possible ni souhaitable» d'adopter toutes ces réformes par ordonnances, précise même le document. Ainsi, certaines réformes y sont indiquées comme «prioritaires» tandis que d'autres, rédigées en italique, «apparaissent comme moins prioritaires».

Ordonnance n°1 : négociation à la carte dans les entreprises

Ce que dit le texte.

«Attribuer une place centrale […] à la négociation collective d'entreprise en élargissant ses champs de compétence».
Cette ordonnance est jugée prioritaire sur le contrat de travail, pas sur les autres points.

L'enjeu

Contrat de travail, durée de travail, santé et sécurité, salaires et emploi... seront désormais au menu des négociations en entreprises selon l'avant-projet de loi. La liste des sujets est très longue, et couvre des thèmes pour lesquels la loi prévoyait jusqu'ici qu'il était impossible de déroger par accord d'entreprise. La loi El Khomri avait ouvert une première brèche sur l'organisation du temps de travail, renvoyant à la négociation d'entreprise par exemple les heures supplémentaires : un accord d'entreprise ou de branche peut prévoir une majoration limitée à 10 %, la règle des 25 et 50 % n'étant que supplétive, c'est-à-dire qu'elle s'applique seulement quand il n'y a pas d'accord d entreprise.

Ordonnance n° 2 : le barème des prud'hommes

Ce que dit le texte. «Instaurer un référentiel pour le montant de l'indemnité octroyée par le conseil des prud'hommes en cas de licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse.»

Cette ordonnance est jugée.....«prioritaire»

L'enjeu

Pour la troisième fois, Emmanuel Macron essaie de faire adopter cette disposition réclamée par les employeurs. Dans le collimateur : la durée des contentieux et surtout le montant, souvent très élevé, des condamnations qui, selon le Medef, les dissuade d'embaucher en CDI. Pour «sécuriser» les entreprises, le texte prévoit en cas de condamnation d'un employeur pour licenciement abusif, d'instaurer «un plafond et un plancher» pour graver dans le marbre le montant des dommages et intérêts versés au salarié. Initialement prévue dans la loi Macron de 2015, cette réforme a été retoquée par le Conseil constitutionnel. Avec quelques modifications de forme, elle a été glissée en 2016 dans la loi El Khomri, puis retirée face à la mobilisation. Elle refait son apparition, sans que l'essentiel soit précisé, à savoir les montants d'indemnisation. Selon une étude du ministère de la Justice, les indemnités atteignent dix mois de salaire en moyenne, soit 24 000 €. Les syndicats rejettent la barémisation obligatoire et dénoncent la mise sur la touche des juges prud'homaux. Rude bataille annoncée.

Ordonnance n° 3 : référendum à l'initiative de l'employeur

Ce que dit le texte. «Renforcer la capacité à adopter un accord d'entreprise .»

Cette ordonnance est jugée...«moins prioritaire»

L'enjeu

Pour généraliser les accords dérogatoires d'entreprise portant sur les nouveaux champs désormais ouverts, il faut faciliter leur adoption. La loi El Khomri avait mis en place le référendum, permettant, quand un accord est refusé par les syndicats majoritaires (représentant au moins 50 % des salariés), de le faire adopter par référendum auprès des salariés. Aujourd'hui, ce recours possible au référendum est réservé uniquement aux syndicats (à condition qu'ils représentent au moins 30 % des salariés). Le gouvernement veut ouvrir cette possibilité également aux employeurs, dans des conditions qui restent à préciser. Pourront-ils le déclencher s'il n'y a pas de syndicats, ou s'il y a seulement des élus sans étiquette ? Les syndicats y avaient mis leur veto en 2016, craignant que l'employeur ne soit tenté d'exercer des pressions sur les salariés.

Ordonnance n° 4 : redéfinir la place des branches

Ce que dit le texte. «Redéfinir le rôle de l'accord de branche et réduire le nombre de branches.» Cette mesure est spécifiée... «moins prioritaire»

L'enjeu

C'est le Graal de la réforme du Code du travail voulue par Macron : pour être au plus près des besoins des employeurs, de la PME à la multinationale, la «primauté sera donnée aux accords d'entreprise sur les accords de branche», lit-on dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi. Et de préciser : «C'est seulement à défaut d'accord d'entreprise que la branche interviendra.» Reste à savoir quel sera le rôle de la branche. Continuer à construire des normes sociales ou servir de voiture-balai ? Actuellement, il y a six thèmes de négociations obligatoires dans la branche sur lesquels les employeurs ne peuvent pas déroger dans un sens moins favorable aux salariés, par accord d'entreprise : égalité hommes-femmes, pénibilité, salaires, classifications, prévoyance et formation professionnelle.

Selon l'avant-projet de loi, la branche n'aurait plus dans sa mallette que deux thèmes obligatoires (salaires minimums et l'égalité professionnelle). Les quatre autres sujets ne sont pas mentionnés et plusieurs pourraient être transférés vers la négociation d'entreprise. Le fait que, sans accord d'entreprise, la loi (dite supplétive) s'appliquera dans de nombreux cas risque de rendre inutile toute négociation au niveau de la branche. Ce qui serait un camouflet pour FO, très attaché à cette instance de régulation.

Ordonnance n°5 : fusion des IRP

Ce que dit le texte. «Simplifier les institutions représentatives du personnel (IRP)».

Cette ordonnance est jugée...«prioritaire»

L'enjeu

Alors que la loi Rebsamen (2015) commence à peine à s'appliquer, le gouvernement remet sur la table l'épineux dossier des

instances de l'entreprise. L'objectif : fusionner le comité d'entreprise, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et le délégué du personnel (DP) dans une instance unique. «Sauf avis contraire des entreprises concernées», précise toutefois le texte, si bien que certaines entreprises pourraient continuer à fonctionner selon l'ancienne formule.

Plusieurs possibilités ont déjà été introduites en 2015 : pour les entreprises de moins de 300 salariés, l'employeur peut mettre en place une délégation unique du personnel regroupant le comité d'entreprise et la délégation du personnel ; et dans les entreprises de plus de 300 salariés via un accord d'entreprise. Plusieurs questions se posent : est-ce la remise en cause du rôle du CHSCT, qui, aujourd'hui, a une personnalité juridique lui permettant d'aller en justice, de faire des enquêtes ou de diligenter des expertises ? Les inquiétudes portent aussi sur la baisse du nombre d'élus induite par une telle réforme, qui pénaliserait surtout la CFDT, très implantée dans le secteur privé. Par ailleurs, le gouvernement pourrait autoriser cette instance unique à négocier les accords.

Une rupture avec notre modèle de démocratie sociale dans l'entreprise, qui repose aujourd'hui d'un côté sur des élus disposant de droits d'information, de consultation, d'expertise et d'alerte, et de l'autre sur des syndicats (représentatifs) qui seuls ont la capacité de négocier. Depuis de longues années, le Medef a demandé d'autoriser la négociation avec des élus sans étiquette. Ce qui serait un casus belli pour les syndicats.

Ordonnance n° 6 : un chèque syndical

Ce que dit le texte. «Renforcer la pratique et les moyens du dialogue social.»

Cette mesure est jugée...«prioritaire»

L'enjeu

En contrepartie de l'ordonnance n°5 prévoyant une fusion des instances du personnel, l'avant-projet de loi donne du grain à moudre aux syndicats. Ainsi, la formation des représentants de salariés sera «renforcée». Dans ce deal, il est aussi prévu de mettre en place le fameux chèque syndical promis par Emmanuel Macron dans son livre-programme «Révolution», une idée inspirée de l'expérience menée chez l'assureur Axa. Selon l'avant-projet de loi, il s'agit de «permettre à chaque salarié d'apporter des ressources financées par l'employeur au syndicat de son choix». Enfin, le gouvernement s'engage à récompenser l'engagement syndical par la «reconnaissance dans les carrières» et la lutte contre la discrimination syndicale.

Ordonnance n° 7 : Les administrateurs salariés

Ce que dit le texte. «Une meilleure représentation des salariés dans les conseils d’administration».

Ce point est jugé...«moins prioritaire»

L'enjeu

En la matière, la France a un temps de retard sur les pays de l'Europe du Nord. Là-bas, les administrateurs salariés siègent de droit dans les entreprises d'une certaine taille. C'est un point réclamé par la CFDT et la CGT depuis très longtemps. Mais, selon l'avant-projet de loi, le gouvernement compte y aller sur la pointe des pieds. Il s'agit de «mettre en place des incitations» pour que les entreprises augmentent le nombre d'administrateurs salariés par des accords de groupe ou d'entreprise. Parmi les options, il pourrait aussi baisser le seuil autorisant la présence d'administrateurs salariés dans les entreprises (aujourd'hui fixé à 1 000 salariés, il pourrait passer à 500). Mais il y a beaucoup d'obstacles, notamment le statut juridique des entreprises. S'il s'agit d'une SAS (société par actions simplifiée), la règle veut qu'elle n'est pas obligée d'avoir un conseil d'administration et donc pas d'administrateur salarié.

Ordonnance n° 8 : réforme de l'assurance chômage

Ce que dit le texte. «Réformer l’indemnisation des travailleurs privés d’emploi.»

Cette ordonnance n’est...«pas prioritaire»

L'enjeu

C'est l'une des grosses surprises de cet avant-projet de loi : la réforme du système d'assurance chômage et surtout son étatisation sont inscrites au menu des ordonnances. «Il faut arrêter de prétendre que les partenaires sociaux pourraient être seuls en charge de la gestion des grands risques, à commencer par l'assurance chômage», lit-on dans l'exposé des motifs. Et d'ajouter : «L'Etat doit reprendre la main.» Une révolution annoncée que le gouvernement justifie par la création d'une

assurance chômage universelle «ouverte à tous les actifs — salariés, artisans, commerçants indépendants, entrepreneurs, professions libérales, agriculteurs», précise le texte, et qui sera «financée par l'impôt». L'extension de ces nouveaux droits — et notamment l'indemnisation chômage pour les démissionnaires — aura un coût très important, toujours pas chiffré. De quoi craindre une révision à la baisse des conditions d'indemnisation. Le dossier est explosif, ce qui pourrait obliger le gouvernement à prendre plus de temps. La CFDT et la CGT ont demandé à Macron que cela ne fasse pas partie des ordonnances.

Le calendrier

Le président Macron l'a dit, il veut aller vite. Selon nos informations, et selon un document que s'est procuré Mediapart, le calendrier pourrait être le suivant :

14 juin. Transmission au Conseil d'Etat du projet de loi d'habilitation, première étape du processus parlementaire.

28 juin. Examen du projet de loi en Conseil des ministres, dix jours seulement après le deuxième tour des législatives.

Entre le 24 et le 28 juillet. Mise au vote du projet de loi d'habilitation devant le Parlement, réuni en session extraordinaire.

28 août. A cette date au plus tard, les ordonnances rédigées par le gouvernement doivent être envoyées au Conseil d'Etat.

20 septembre. Adoption des ordonnances en Conseil des ministres.

À l'automne au plus tard. Pour chacune des ordonnances, un projet de loi de ratification sera déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois (ou deux ou six mois) à compter de sa publication. leparisien.fr 05.06

Comment est-ce possible ?

AFP - Dans les sondages, le mouvement d'Emmanuel Macron, la République en marche (LREM), fait la course en tête dans les intentions de vote et pourrait obtenir une large majorité au soir du second tour, le 18 juin. AFP

Ce pourrait être le résultat d'une abstention massive, du vote des vieux majoririairement de droite ou réactionnaires, idem pour les CSP+ et les patrons, leur partenaire et leurs rejetons dans la quasi totalité des cas.

La cause : la faillite du mouvement ouvrier et plus particulièrement de son avant-garde.

Aux Etat-Unis ils ne s'en sont jamais remis ou plus près de nous en Grèce.

La dislocation du PS et la marginalistion du PCF est le produit de leur droitisation qui conduisit les travailleurs à se détourner de ces partis, de tous les partis ouvriers, des élections en général, de la politique, du coup les travailleurs les mieux nantis et les classes moyennes virent à droite toute.

Il leur suffit de 25% environ pour constituer la majorité dans un système antidémocratique. Ne pouvant pas l'assumer, il ne leur reste plus que l'imposture, la mystification, la désinformation, la propagande en guise de gouvernance. Cela donne un régime liberticide, répressif, autoritaire, totalitaire destiné à accompagner ou imposer une régression sociale généralisée et à aboutir à une complète décomposition de la société ou à la liquidation des progrès réalisés par l'humanité pour sortir du règne animal ou de la sauvagerie.

Car ce qu'il faut bien voir, c'est que chaque mesure antisociale prise par un gouvernement et imposée à n'importe quel travailleur ne peut être justifiée que par la légitimité du recours à la force comme facteur en dernière analyse faisant office de loi suprême. Dans ce cas-là il n'est nullement question de conscience, ce qui signifie qu'on retourne à un état antérieur.

La plupart des gens vivent dans un tel état d'insouciance ou manifestent un tel manque de volonté et de discernement, de logique qu'il en faut peu pour qu'on puisse les conduire à l'abattoir la fleur au fusil ou sans qu'ils réagissent.

Mes causeries devaient servir à délivrer un enseignement et à partager des expériences pour pouvoir combattre ces faiblesses et ce comportement nocif tout en proposant une perspective politique.

J'ai échoué ou je n'avais pas le niveau ni les moyens pour que cela se traduise autrement qu'en paroles.

Je reprends cette causerie deux jours plus tard.

Ce qui devrait préoccuper ou angoisser les militants au plus haut point, les alarmer même, c'est qu'il ne se soit manifesté aucun dirigeant aux Etats-Unis possédant les qualités requises pour influer sur l'avant-garde américaine au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours de manière à la remettre en ordre de bataille et peser sur l'orientation du mouvement ouvrier une ou deux décennies plus tard. Il faut peut-être en déduire que la capacité de corruption de la classe ouvrière et de la classe moyenne fut incomparablement plus puissante que tout autre facteur, ce facteur combiné à l'absence de dirigeants maîtrisant suffisamment le marxisme devait conduire à la situation actuelle.

Ce qu'il ne faut jamais oublier ou perdre de vue, c'est que tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours aux Etats-Unis comme en France ou ailleurs, il a existé des millions de travailleurs qui étaient confrontés à des conditions d'existence les conduisant à rompre ou à rejeter le capitalisme et ses institutions, et que parmi eux des centaines de milliers auraient pu être acquis au marxisme ou au socialisme, or tel ne fut pas le cas malheureusement.

Ces centaines de milliers de travailleurs appartenaient à la classe ouvrière mais pas seulement, aux classes moyennes également, parmi lesquels des dizaines de milliers s'interrogeaient ou remettaient en cause l'évolution ou l'orientation du capitalisme mondial, ce qui signifie que leur réflexion les prédisposaient à adopter le marxisme ou qu'ils étaient susceptibles de progresser et de s'élever au niveau du socialisme pour peu qu'on les aide, on pourrait ajouter en leur montrant l'exemple, or c'est en cela précisément que nos dirigeants ont failli.

Où ont-ils failli ? A différents niveaux ou dans différents domaines, mais là où ils se sont avérés les plus médiocres fut dans leur incapacité à défendre le marxisme et le socialisme, l'absence du parti témoigne de leur échec à lutter efficacement contre l'opportunisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme vers lesquels étaient attirés un grand nombre de ces travailleurs dont on a parlé plus haut, et qui auraient dû se tourner vers l'avant-garde socialiste révolutionnaire au cours ou à l'issue de cette expérience puisqu'elle était vouée à leur ouvrir les yeux sur la nature contre-révolutionnaire de la social-démocratie et du stalinisme. Laissons le passé de côté pour le moment et revenons à la situation actuelle.

Pour construire un parti de militants conscients sur la base du marxisme on bénéficie de trois viviers :

- Les éléments de la classe ouvrière qui par leur condition et l'interprétation qu'ils en font sont en rupture avec le régime sans que leur niveau de conscience aille au-delà, ils se comptent par millions ;

- Ensuite, il y a les éléments des classes moyennes qui ne peuvent pas soutenir plus longtemps l'orientation actuelle de la société et en perçoivent les dangers extrêmes, puisque comme chacun d'entre nous quotidiennement ils entendent parler de guerre qui pourrait devenir mondiale à un moment donné, ils doivent se compter en dizaines de milliers de membres ou plus encore car leur condition est peu enviable, pour assumer leur rôle ou tenir leur rang, en permanence ils doivent se faire violence et adopter un comportement humiliant, à tenir un langage dans lequel ils ne croient pas un mot, ils doivent se fabriquer une personnalité qui ne correspond pas à leurs idées ou leur conception de la société, cela doit être cauchemardesque ou leur poser un réel cas de conscience difficile à supporter à la longue.

- Et pour finir, il y a les éléments de ces différentes classes les plus conscients, qui éprouvent une profonde révulsion pour le régime et qui ont entrepris de le combattre en s'engageant dans différentes formations politiques ou diverses associations, dont aucune n'est en mesure de leur proposer une stratégie politique pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, ils se comptent par dizaines de milliers ou plus.

On a laissé de côté volontairement ceux qui sont organisés dans les syndicats parce qu'ils sont généralement engagés dans une mauvaise direction, mais pas seulement. Tout d'abord il faut soustraire les simples adhérents qui ne participent à aucune réunion ou activité de leur syndicat ou rarement, exceptionnellement, ce sont les plus nombreux, ils doivent représenter entre 80 et 90% des syndiqués. Ensuite, il reste les militants à proprement parler dont certains appartiendront à la catégorie précédente, ils constituent une minorité de ces 10 ou 20% de syndiqués. Pour finir, la majorité des militants syndicaux sont pourris par le réformisme ou le corporatisme auquel ils doivent leur statut, ils n'ont donc aucune raison de vouloir progresser, tout du moins dans l'état actuel des choses, ce qui nous intéresse ici, dans le cas contraire ou s'ils finissaient par rompre avec le régime, ils pourraient se saisir de notre discours et rejoindre la catégorie des travailleurs les plus conscients dans la mesure ou notre discours ne serait pas tourné contre eux, mais vers l'ensemble des travailleurs des différentes classes, ce qui ne fut jamais le cas dans le passé, encore faudrait-il qu'on élabore ce discours.

Elaborer ce discours implique de modifier nos rapports aux différentes classes en fonction d'une stratégie politique qui a pour seul objectif la prise du pouvoir.

Cette stratégie politique n'existe pas, il faut donc l'élaborer, chaque étape pour avancer vers notre objectif doit être minutieusement définie, les instruments ou moyens pour les atteindre doivent être répertoriés, ils doivent servir à accomplir les tâches qui doivent être tout aussi rigoureusement définies, il faut planifier un plan de bataille partant de la situation actuelle jusqu'à la prise du pouvoir, sinon ce n'est pas la peine de continuer le combat.

Nos principaux instruments sont le marxisme et le socialisme qui incluent les enseignements de la lutte des classes du passé. Il

faut les expliquer, les enseigner aux travailleurs, ils comprendront du coup que l'opportunisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme y sont étrangers ou en sont des ennemis, c'est le meilleur moyen de les combattre, on doit avancer sur notre propre terrain, populariser le marxisme et le socialisme, car c'est le seul moyen de mener le combat politique classe contre classe, en procédant de la sorte on fournit aux travailleurs des arguments pour ne pas tomber sous l'influence du PS ou du PCF ou leurs satellites ou pour s'en détourner en pouvant pleinement l'assumer.

Nous ne lorgnerons pas vers ces partis, nous ne tenterons pas de leur faire jouer un autre rôle que le leur ou celui qu'ils ont adopté, nous n'essayerons pas de nous associer à ces partis, nous n'en attendrons rien ni dans le présent ni dans le futur, nous les excluons du processus révolutionnaire menant à la prise du pouvoir, ce qui ne signifie évidemment pas qu'on ignorerait leur existence, leurs intentions et leurs méfaits, bien au contraire, mais sans que ce soit notre priorité.

Les travailleurs des différentes classes se sont détournés de ces partis sans qu'on soit en mesure de les récupérer au profit du socialisme, ce qui signifie que toutes les stratégies qui ont été définies dans le passé étaient erronées et ont lamentablement échouées, il faut donc impérativement en prendre acte et en changer, et c'est devenu plus qu'urgent, sinon notre combat est foutu d'avance, il faut bien que chaque militant en prenne conscience.

Notre priorité ou la tâche la plus urgente à réaliser, c'est de définir un discours, un comportement entièrement ou résolument tourné vers l'ensemble des travailleurs avec en ligne de mire la prise du pouvoir et un changement de régime, l'instauration d'une République sociale s'attaquant au fondement du capitalisme.

Pourquoi? Parce que c'est le seul moyen d'attirer l'attention des trois couches de travailleurs évoquées précédemment. Je ne pense pas que de nos jours on puisse gagner des travailleurs au socialisme sur la base de discussions. J'estime plutôt qu'ils doivent y venir eux-mêmes, qu'ils doivent se forger leurs propres convictions, que cela doit être l'aboutissement ou la conclusion d'une tranquille ou saine réflexion, qu'il est inutile de vouloir hâter ce processus de mûrissement, pire, de les harceler ou de vouloir les convaincre à tout prix, plus profonde sera le réflexion et plus solide sera leur engagement politique, leur détermination, y compris ou surtout à vouloir progresser pour acquérir un niveau de conscience toujours plus élevé afin d'être en mesure le moment venu d'être un élément déterminant de la révolution. Personne ne doit faire ce travail à leur place, on doit juste les aiguiller ou les conseillers.

Il faut évidemment en parler avec eux, leur soumettre notre stratégie dont ils sont les éléments clés, sans lesquels rien ne sera possible. Il faut tout leur dire, absolument toutes les étapes du développement et de la construction du parti jusqu'à la prise du pouvoir ou tout du moins le moment où la situation permettra de la mettre à l'ordre du jour.

Sachant qu'il existe en France plus de 50 millions d'adultes en âge de voter en comptant les quelque 9% de non-inscrits, en retirant 20 millions de patrons petits, moyens ou grands, de cadres supérieurs, de retraités particulièrement nantis, il reste 30 millions de travailleurs auxquels nous devons nous adresser. Parmi ces 30 millions de travailleurs, en prenant le scénario le moins optimiste, il doit bien en avoir 1% qui sont prêts à rompre avec le régime ou les institutions, cela représente 300.000 travailleurs susceptibles d'être gagnés au socialisme. Bien entendu, il ne s'agit pas de prétendre qu'ils pourraient être gagnés d'un coup ou en un rien de temps, soyons sérieux, disons dans un délai situé entre 5 et 10 ans cela serait raisonnable en partant d'un effectif de 2 à 3000 militants mal formés ou déformés qu'il est urgent de former au marxisme et au socialisme et à condition qu'ils adoptent cette stratégie.

Durant toute cette période nous continuerions d'intervenir dans la lutte de classes en étant uniquement comptables que de cet objectif. On nous dira qu'il paraît inatteignable compte tenu de la faiblesse et des carences de nos forces, assurément si on ne modifie pas notre conception de la lutte de classes ou si on ne tient pas compte de ce qui vient d'être formulé, mais si maintenant on adopte un tout autre discours et de tous autres rapports envers les travailleurs, on ne voit pas ce qui pourrait les rebuter dans ce que nous leur proposons, laissons-les en décider librement, faisons-leur confiance, c'est le b.a-ba du socialisme ! On ne recrutera que les travailleurs qui sont disponibles pour être recrutés, qui s'interrogent, cherchent sincèrement à comprendre la situation, cherche une voie, etc. les autres ne nous intéressent pas en la matière ou à ce stade, je parle pour le parti.

Si nous nous adressons à l'ensemble des travailleurs, c'est parce qu'ils constituent l'élément déterminant pour renverser le régime en place ou pour pouvoir prendre le pouvoir. Un parti qui ne prendrait pas en compte ce facteur, qui ne partirait pas de ce facteur raconterait des blagues aux travailleurs, il ne serait pas plus crédible qu'un autre parti. Les travailleurs des différentes classes que nous devons recruter seront sensibles à cet aspect-là de notre stratégie, c'est un des éléments ou un facteur du processus révolutionnaire sans lequel rien n'est possible, ils en déduiront que nous sommes sérieux et que notre démarche est cohérente, elle leur inspirera confiance, ils en déduiront également que nous sommes absolument déterminés à aller jusqu'au bout, à prendre le pouvoir. Répétons-le, chaque élément de notre stratégie doive être élaboré minutieusement, qu'un seul fasse défaut et c'est l'ensemble du processus qui se grippe ou qui déraille, et par conséquent on se détourne de notre objectif qui perd toute crédibilité parce qu'il devient irréalisable.

En émettant l'hypothèse qu'on parvienne à mettre cette stratégie sur ses rails, elle déclencherait un dynamisme qui accélèrerait le processus et réduirait d'autant le temps nécessaire pour atteindre chaque étape ou objectif intermédiaire. Une fois recrutés des dizaines de milliers de travailleurs, passé le cap des 100.000 ou même avant il deviendrait possible de peser sur le cours de la situation politique, les autres partis ne pourraient plus nous ignorer, on pourrait prendre l'initiative d'actions ou de

campagnes nationales qui nous feraient mieux connaître auprès des travailleurs, cela influerait sur l'état d'esprit de nombreux d'entre eux qui nous connaissaient mais préféraient attendre de voir de quoi nous étions capables pour se rapprocher de nous ou même pour décider de nous rejoindre.

A ce stade se poserait alors la nécessité de leur proposer une structure politique dans laquelle ils pourraient s'organiser sans rejoindre le parti, puisqu'il n'aurait pas pour vocation de devenir un parti de masse, mais de prendre le pouvoir pour le compte de l'ensemble des travailleurs en s'appuyant sur les structures ou organismes qu'ils auraient créées au cours du processus révolutionnaire.

Le parti et cette structure politique indépendante dans laquelle s'organiserait les travailleurs favorables à un changement de régime pourrait en fonction de leur développement commencer à constituer les bases d'un double pouvoir posant directement la question du pouvoir ou de l'Etat dans la perspective du renversement du régime en place.

Ils élaboreraient ensemble un projet de Constitution et appelleraient les travailleurs et leurs organisations à participer aux assemblées populaires qu'ils organiseraient à travers tout le pays, pour qu'ils s'expriment sur un ensemble de mesures que prendrait un gouvernement ouvrier révolutionnaire, et proposent les revendications sociales ou politiques qu'ils voudraient voir satisfaites en priorité. A l'issue de ces assemblée populaires seraient élus des représentants qui auraient notamment pour tâche de porter à la connaissance des travailleurs leurs travaux, le contenu de leurs délibérations, les mesures qu'elles auraient retenues, de manière à associer l'ensemble des travailleurs au processus révolutionnaire.

La même expérience étant menée à l'échelle du pays, elle serait fédérée au niveau nationale et constituerait l'embryon d'un contre-pouvoir face au régime.

On s'arrêtera là pour aujourd'hui.

On vient de montrer qu'il était possible d'élaborer une stratégie politique qui parte de la situation telle qu'elle existe en ayant pour objectif la prise du pouvoir. J'ai rédigé cela rapidement, il faudrait étayer, préciser un grand nombre de points, corriger certaines approximations, mais la trame existe et elle ne semble pas irréalisable. Elle présente l'avantage de prendre en compte les profondes transformations qu'a subi la société au cours de la seconde moitié et plus particulièrement la fin du XXe siècle jusqu'à nos jours, et d'intégrer les enseignements de la révolution russe de 1917 dont le parti incarne le niveau de conscience le plus élevé et le facteur décisif permettant de renverser l'ordre établi et d'avancer vers le socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Y aura-t-il un parti ouvrier pour se saisir de cette stratégie ou la partager, je l'ignore. Si ce n'était pas le cas, je mettrais un terme à ce portail qui n'aurait servi à rien.

1% est-ce surréaliste ou décalé par rapport à la réalité ? La preuve que non.

Mélenchon parle de ses troupes : "dans la quasi-totalité des cas (94% !), c'est la première bataille politique publique de leur vie. Moyenne d'âge : 41 ans ; 64% sans étiquette de parti."

Soit, Mélenchon et son mouvement ne sont pas les meilleurs exemples qui soient, on aurait pu prendre les centaines de milliers de voix qui se sont portées sur Poutou ou Arthaud, disons que cela prouve qu'il existe une masse considérable de travailleurs qui cherchent une voie, une issue politique...

La contre-révolution En Marche !

Quand Macron ose tout.

- A l'issue du sommet du G7 de Taormina : « Le président américain est pragmatique, et j'ai bon espoir qu'il confirmera son engagement [à l'accord de Paris], à son rythme ».

- Lors de la visite de Vladimir Poutine à Versailles, il a déclaré que « la Russie avait envahi l'Ukraine »

- Au cours de la même déclaration à propos de la Syrie: « Toute utilisation d'armes chimiques, par qui que ce soit, fera l'objet de représailles et d'une riposte immédiate de la part des Français », alors qu'à ce jour personne, aucun rapport, aucune institution n'est parvenue à apporter la moindre preuve d'un quelconque usage d'armes chimique par l'armée syrienne depuis 2011.

- Les accusations portées envers les médias russes "Russia Today" et "Sputnik" sans apporter là non plus la moindre preuve.

- Le kwassa-kwassa «amène du comorien» : la blague douteuse d'Emmanuel Macron - LeParisien.fr

En régime totalitaire. Macronmania

- La France saisie par la macronmania - L'Express.fr

Quelques semaines après son élection, le chef de l'Etat aborde les législatives plus populaire que jamais... Etat de grâce ou lévitation?

Il y eut la poignée de main très mâle-alpha (avec Donald Trump), où il fut déclaré vainqueur aux poings. Les poses façon "Kennedy" d'un chef d'Etat moderne, aimantant les coeurs et les sourires au G7 -celles avec le Canadien Justin Trudeau, devant l'azur méditerranéen valent, sans doute, une nomination aux Séguéla d'or. Les balades dans les jardins français de Versailles avec Vladimir, l'Ours russe, comme apprivoisé...

Et puis, bien sûr, la réaction ferme face aux renoncements écologistes du bad président américain. Cela faisait beaucoup. Et même assez pour qu'une macronmania déferle sur les réseaux sociaux, et dans quelques colonnes de journaux.

Comme Le Cid, de Corneille, le Kid président s'était fixé de démontrer qu"'aux âmes bien nées, la valeur n'attend pas le nombre des années". Il en a fait beaucoup. Mais l'affaire a fonctionné: voilà les grands de ce monde qui tournent des yeux de Chimène vers ce Don Rodrigue des accords bilatéraux, et des électeurs à Belleville qui embrassent à pleine bouche les tracts à l'effigie du président.

Comme l'avait théorisé Marcel Gauchet dans nos pages: "Emmanuel Macron est le tenant d'un optimisme majoritaire auquel le pessimisme minoritaire a décidé sinon de croire, au moins de donner sa chance." Ces dernières semaines, cette dynamique s'est intensifiée. Mais la responsabilité politique immense du nouveau président demeure de refaire société de deux France -celle qui va mal (et qui n'a pas voté pour lui), et celle qui va bien (qui a voté pour lui)- en sécession. Et seuls les faits nous diront si ce à quoi nous assistons est une nouvelle donne. Ou juste une nouvelle com'. L'Express.fr 05.06

Commentaires d'internautes

1- C'est quand même la première fois qu'un candidat bénéficie de telles débauches de flatterie de la part des médias. Et lorsque c'est poussé à l'extrême comme dans cet article, c'en devient ridicule.

2- Une macron mania monté de toute pièce par les médias. Ce mec va brisé les travailleurs a coup d'ordonnance et violé la démocratie avec c'est même ordonnances.

3- E. Macron a le champ libre devant lui pour toutes lois qu'il souhaite entreprendre : Pas d'opposition crédible, des syndicats qui ont appelé à voter pour lui, des foules hypnotisées par une bienveillance totalement fabriquée, des affaires nauséabondes qui n'ont aucune influence sur l'opinion supposée des citoyens(nes), et des sondeurs qui prédisent un raz-de-marée en sa faveur à l'Assemblée Nationale. Il pourrait diviser par deux le SMIC que ça n'aurait aucun effet. Il aurait donc bien tord de s'en priver.

4- Les Français ont voté pour un mec dont on ne connaissait même pas le programme. Alors les veaux n'auront plus qu'à subir maintenant qu'ils l'ont élu. Quand on pense que le vote est un droit et quand on voit ce que le peuple en fait, si c'est pour mettre des Hollande ou des Macron, les gens feraient mieux de rester chez eux.

Au tour de la France avec Macron et En Marche !

- Le modèle de la révolution de couleur: le cœur du mécanisme par Andrew Korybko — 30 mai 2017

L'idéologie est l'axe central de tout changement dans le monde, et c'est l'idée directrice qui motive tous les autres facteurs affectant une Révolution de couleur. Sans idéologie, tout ce qui suit est vide et dépourvu de sens et de but. L'idéologie traditionnelle qui motive toutes les révolutions de couleur est la démocratie libérale, et elle cherche à « libérer » les États ciblés de leurs gouvernements perçus comme des démocrates anti-libéraux (non occidentaux).

La démocratie libérale, dans sa manifestation post-moderne actuelle, est expansionniste et agressive. Elle ne se contente pas de systèmes idéologiques et de valeurs alternatives. Elle doit se propager dans la poursuite de la domination mondiale. En plus de la guerre directe contre les sociétés qui résistent à son avancement (Serbie, Libye), les États libéraux démocrates (l'Occident) ont appris à rechercher d'autres méthodes pour vaincre les États ciblés. Ces méthodes sont moins directes que la guerre pure, mais n'en sont pas moins efficaces. La pénétration idéologique d'une société s'intensifie finalement dans une explosion physique à l'intérieur de l'État lui-même, guidée par un segment des propres citoyens de l'État. L'État (et la société dans son ensemble) doit combattre une partie d'elle même qui « se dresse » contre le statu quo, entraînant un conflit d'intérêts et une guerre civile sociale. Selon le niveau de provocation lancé par les manifestants pro-libéraux démocrates, ainsi qu'en cas de mauvaise gestion de l'État face à cette révolte sociale, la guerre civile sociale peut éventuellement devenir violente et ressembler brièvement à une véritable guerre civile. C'est particulièrement le cas si les manifestants ont été armés par des forces en dehors du pays et s'ils décident d'attaquer les services de sécurité chargés de disperser les manifestations physiques de la révolution de couleur.

L'idéologie est donc l'initiatrice de toutes les révolutions de couleur. Elle propose une forme de développement opposé a celle en place, et motive des groupes de sympathisants dans la population à lancer des manifestations concrètes pour exiger des changements. On verra plus tard que la grande majorité de ces manifestants actifs ne savent même pas que leurs activités sont orchestrées par un pouvoir supérieur (ONG, gouvernement étranger). Au contraire, la plupart d'entre eux, à la suite d'une campagne d'information lourde visant à promouvoir l'idéologie déstabilisante, ont vraiment été amenés à croire que leurs actions sont spontanées et « naturelles » et qu'elles représentent le « progrès » inévitable que tous les pays du monde seront tenus de vivre tôt ou tard. L'idéologie de l'individu au-dessus du collectif (l'aspect social de la démocratie libérale) permet à chaque manifestant de constater qu'il a une influence unique et significative dans la réalisation de ce changement. Fin de l'extrait.

Excellent article à pour ainsi dire apprendre par coeur.

On observera que le processus qui fut employé pour porter Macron à la présidence présente de nombreuses similitudes avec celui employé pour réaliser ces "révolutions de couleur" à ceci près que ce n'était pas un Etat qui était visé mais tous les partis politiques de manière à réaliser un hold-up sur les institutions ou à s'emparer du pouvoir sans partage pour le compte exclusif de l'oligarchie.

Partant de là, on comprend pourquoi le vote Macron au second tour de la présidentielle devenait une obligation, tout se tient. On est bien en présence d'un processus devant aboutir à l'instauration d'un régime totalitaire.

Schizophrénie aggravée

- Législatives : Vers une déferlante En Marche ? - Franceinfo

À en croire un dernier sondage, la République en marche va faire une razzia aux élections législatives à venir. Selon l'étude menée par l'institut Ipsos sur un panel de 15 000 personnes, le parti du président de la République,

La République en marche serait le grand vainqueur du prochain scrutin en sortant nettement en tête avec 31% des intentions de vote. Il devancerait l'alliance LR/UDI (22%) et le FN (18%). En quatrième position on retrouve dans La France Insoumise (11,5%), devant le Parti socialiste (8,5%). Deux facteurs de réussite

En nombre de sièges, la projection de l'institut Ipsos souligne l'étendue de cette dynamique. Dans ces projections, LREM emporterait entre 395 et 425 sièges à l'Assemblée nationale : une écrasante majorité. De tels résultats s'expliquent par l'écart de voix important au niveau national entre le parti du président de la République et le deuxième groupe (LR/UDI). L'homogénéité des scores de la République en marche sur l'ensemble du territoire joue aussi. Deux facteurs qui assureraient au président de la République une large victoire à l'assemblée. Franceinfo

En complément.

- La machine à gagner - Liberation.fr

- En marche au pas de charge - Liberation.fr

- Français de l'étranger : REM en passe de rafler toutes les circonscriptions - LePoint.fr

Le taux de participation global est de 18,77 %, en baisse de 1,96 % par rapport à 2012 (20,73 %).

Un internaute :

- "Aucun respect des électeurs

N'est il pas interdit de publier des résultats tant que tous les bureaux de vote n'ont pas fermé. cela peut être une clause de nullité de l'élection législative du premier tour si des milliers de français portent plainte. Et l'on nous parle de vouloir moraliser la vie politique, quelle mystification. "

- Climat: Macron mobilise la société civile, mardi à l'Elysée - AFP

Le PCF en fidèle rempart du régime

Relevé dans les commentaires du blog Le Grand Soir.

- Quelques exemples qui montrent que le rassemblement est possible ...

- En Bretagne, à Fougères, le PCF, EELV, Bretagne Ecologie et des partisans de Benoit Hamon se rassemblent autour d'un même candidat (voir l'article : http://www.lachroniquerepublicaine.fr/2017/05/13/legislatives-benoit-m...).

- Dans les trois circonscriptions du Jura, le PCF, le PS et EELV présentent des candidatures communes (voir l'article : http://www.communcommune.com/2017/05/legislatives-dans-le-jura-le-pcf-... ; ;utm_medium=_ob_facebook&utm_campaign=_ob_share_auto).-

- Dans le Béarn, alliance entre le PCF, République & Socialisme et EELV (voir l'article : http://www.larepubliquedespyrenees.fr/2017/04/20/bearn-front-de-gauche...,2116620.php).

Bien sur que le rassemblement est "possible". D'autant plus "possible" quand on se rassemble avec n'importe qui dans le but de gratter quelques places de plus.

Comme je l'ai nettement déclaré par ailleurs, j'ai l'impression que certains n'ont pas compris que le simple fait d'énoncer les notions :"Union P.S, EELV, Hammon", et encore plus en précisant "Union" avec un PCF qui est "Communiste" autant que le "Canada Dry" est alcoolisé, ça ne peut que donner des boutons à tous ceux qui se sont fait baiser par ces larbins stipendiés es trois dernières décennies.

Les plus conscients d'entre nous sommes déjà assez dubitatifs sur Mélenchon en connaissant son cursus soc'dem et en nous demandant s'il a réellement changé ou si c'est simplement une façade de plus du P.S., je ne vois pas comment on pourrait en plus choisir de voter pour des gens qui nous ont baisés bien clairement et en plus qui s'en vantent et tententde nous culpabiliser.

Parole d'internaute en vrac.

Relevé dans le blog Les-crises.fr

1- Un erreur de perspective sur cette réunion à Versailles vient du fait que l'on feint de croire que c'est Emmanuel Macron qui a décidé de recevoir Vladimir Poutine à cet endroit.

Or l'ambassadeur Alexandre Orlov, interviewé par Jean-Pierre Elkabbach https://youtu.be/MYTx2-Jy5X0 a bien précisé que c'est à la suite d'un entretien entre lui-même et Catherine Pégard, présidente de l'établissement public de Versailles, il y a six mois, qu'il a été décidé que le futur président de la République Française (donc à cette date : Fillon, Macron, Le Pen ou Mélenchon dans l'ordre d'arrivée dans les sondages) et Vladimir Poutine inaugureraient ensemble l'exposition sur Pierre le Grand.

Emmanuel Macron a bien utilisé médiatiquement cette opportunité mais il n'en est absolument pas l'initiateur.

2- Dans un billet d'analyse très intéressant à propos de la rencontre Poutine-Macron, la juriste française vivant en Russie, Karine Béchet-Golovko dit ceci "on a vraiment l'impression que les deux Présidents font deux conférences de presse distinctes." en remarquant l'absence de réaction à l'attaque frontale de Macroncontre RT et Spoutnik elle en dit :"L'Occident maîtrise la parole médiatique et laisser RT et Sputnik se faire attaquer dans ce monde devenu largement virtuel n'est plus une faute de goût, c'est une erreur très grave. La Russie aussi doit affirmer ses lignes rouges dans ce nouveau monde, qu'il s'agisse de ses diplomates ou de ses journalistes."

Il ne s'agit donc pas d'une "remise des compteurs à zéro" (pour parler français) mais d'une clarification:" Cette France-là ne cherche pas à coopérer avec la Russie, elle veut la faire rentrer dans le rang."

Le fait que l'AFP n'ait pas été invitée au Sommet des agences de presses à St-Pétersbourg est la réponse, différée, de Poutine à Macron. Poutine n'a pas fait de scandale, il n'a pas non plus manié l'ironie comme souvent, à Versailles, mais il a montré que pour la Russie, toute action entraîne réaction et que les choses ne sont justement pas figées en un "reset", mais en marche (c'est le cas de le dire).

3- "Contrat militaire USA / Arabie saoudite, quand les banques US financent austérité et armement…" disons le clairement, les banques us financent le terrorisme sur toute la planète !

4- L'Espagne a appliqué les réformes demandées par l'UE apres la Grèce. il semble que l'Italie l'a fait également. c'est donc à notre tour…

5- En parlant de revue de presse.

Hier, le patron de la cybersécurité officielle française (lAFP - LVOG))vient de déclarer qu'après enquête, il n'y a pas la moindre trace de hacker Russe dans la campagne de Macron…..

Enorme.

Et bien après une revue de presse perso hier et aujourd'hui

La presse Russe en parle, la presse US en parle.

Mais pas un mot dans la presse française.

6- Les médias cherchent-ils à faire croire ou à faire savoir?

La croyance est une impression, susceptible d'être manipulée, alors que le savoir suppose l'acquisition raisonnée d'une connaissance. Chaque science a sa pseudo science (astrologie-astronomie), chaque art a sa contrefaçon (journalisme-propagande).

Se poser la question de "que cherche-t-on à me faire croire et/ou à me faire savoir" permet d'aborder sainement une information, et de séparer les faits des opinions. Essayez, c'est rigolo.

Je n'ai as inventé l'eau chaude, ça sort tout droit du Gorgias de Platon dont je vous conseille la lecture car toute cette problématique s'y trouve.

7- "Les médias cherchent-ils à faire croire ou à faire savoir?"

J'abonde dans votre sens, la question est clairement posée. On ne devrait jamais aborder des informations sans se poser cette question.

On peut également s'interroger sur le but recherché, avoué ou non, par tel ou tel groupe politique ou groupe d'intérêt, dont les actions entreprises sont révélatrices d'une finalité, pour deviner la possible transformation des faits, et des mensonges, comme une logique prévisible en regard de cette finalité.

Exemple: la supposée utilisation de l'arme chimique par l'armée syrienne, dans une zone, qui n'apporte rien sur le plan militaire, et encore moins sur le plan politique, permet de mettre en doute la véracité de l'information lorsqu'elle émane de ceux qui veulent se débarrasser du président syrien.

LVOG - La finalité ne nous avance guère. Connaître la cause de quelque chose est un fait, savoir sur quoi repose cette cause ou ce qui a permis son existence en est une autre.

8- C'est tellement une évidence, les médias, journaux, presse, télévision sont "la voix du Maitre", donc du "pouvoir" : http://bibliotheques-specialisees.paris.fr/ark:/73873/pf0000841213/v0001.simple.selectedTab=record Honoré de Balzac écrivait ceci : http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1065498g/f103.item en 1840 bien que de nos jours tous les médias sont achetés par ce "pouvoir" et peux donc exercer la "Justice médiatique" a son profit .: http://arretsurinfo.ch/le-role-des-medias-guerre-de-manipulation-par-la-desinformation/ Il n'y a plus rien de censé dans la presse quand on lit autant d'inepties, comme les mensonges, procès d'intention contre une personne "haïe par l'Etat" ou dont on veut réduire la "liberté d'expression". Et quand on déclenche des agressions militaires, les milliardaires qui l'ont "achetée" (la presse) ne se gênent pas pour lancer des bombardements à travers ces mensonges encore répétés alors que l'on sait en haut lieu qu'on a perdu sur le terrain : .https://www.mediapart.fr/journal/international/010617/comment-bachar-al-assad-gaze-son-peuple-les-plans-secrets-et-les-preuves?onglet=full

Le droit d'informer est devenu le droit de tuer ou assassiner !

Ce droit, on leur octroie et on en supporte toutes les conséquences ou on leur dénie ici comme dans tous les domaines, telle est la question qu'il faut que les travailleurs se posent.

9- On ne peut que renvoyer vers de sains réflexes d'auto défense intellectuelle, telle que la lecture de l'article de Viktor Dedaj "médias et information, il est temps de tourner la page".

Le problème est multiple dans cette affaire :

– l'abandon de l'enseignement de la rhétorique par exemple, abandon théorisé par Ingrid Riocreux (dont je conseille les ouvrages),

qui a laissé toute une frange de la population complètement démunie face aux manipulations. Cet abandon n'est pas nouveau, et il n'est pas le seul en cause : mais combien de gens connaissent réellement les figures de rhétorique, ainsi que les mécanismes psychologiques en œuvre dans la propagande, qu'elle soit médiatique ou commerciale (oui, je parle de la pub !)

Il y a une évidence majeure : des gens sont formés, et rompus à l'art de la "com.", c'est à dire de la propagande. Et en face la majeure partie de la population n'a plus qu'un enseignement de consommateur…

10- autre télescopage : la fin d'un cycle civilisationnel, ce que pointe bien ce billet. La tempête parfaite de la crise, qui n'est pas, qui n'est plus qu'une simple crise, mais le point de conjonction de multiples problématiques carrément insolubles à court/moyen terme, pour une civilisation aussi spécialisée et aussi fragile, car dépendante de l'énergie pétrole, que la nôtre. Ça n'est pas pour rien que "plus personne n'écoute plus personne". Le degré de décadence d'une civilisation se mesure à la décadence de ses mœurs, et au recul moral que cela engendre. Je ne parle pas de morale au sens chrétien, mais de morale au sens "Conscientisation" du terme.

Quand le vivre ensemble n'est plus perçu que comme une contrainte indépassable, quand l'argent, l'égoïsme et la flatterie du moi (Twitter, Facebook et compagnie) deviennent les seuls horizons d'une humanité en perte de son vrai et authentique soi (l'altruisme, la bonté, la compassion, l'empathie, l'ouverture aux autres, la générosité….), quand tout ceci est occulté par le gonflement démesuré de la peur et de l'ego, alors l'anomie survient.

Les médias ne sont que l'expression de ce problème bien plus vaste, car il touche une grande majorité de la population.

L'anomie, c'est le dernier stade avant la décomposition sociale et la guerre du tous contre tous.

LVOG - Anomie : Absence de norme sociale, d'organisation, de loi. (Le Grand Robert de la langue française)

11- Mais la presse française fait son boulot mon cher, elle fait même du "très bon boulot"

Seulement ce boulot n'est pas celui que vous croyez : parler de "la liberté de la presse" et c'est comme parler de "la liberté de licencier", ça n'a aucun sens.

Le jour où on me parlera de "liberté d'informer", là je serai OK. D'ici là, la presse (qui n'est qu'une industrie), fait ce pourquoi elle existe : elle manipule, elle oriente, elle travaille l'opinion publique dans le bon sens, celui qui est utile au pouvoir.

Ils osent tout.

- «Si l'opposition n'existe pas hors de la majorité, elle existera dedans» - Liberation.fr

Pour le politologue Roland Cayrol, plusieurs sensibilités s'exprimeront à l'Assemblée au sein même d'une majorité «et de droite et de gauche». Liberation.fr

- Macron de retour à Oradour-sur-Glane à la veille du premier tour des législatives - LeFigaro.fr

- Des lycéens sèchent un cours pour voir Emmanuel Macron, il signe leur mot d'excuse - Franceinfo

- Tours La mairie interdit la mendicité au nom de l'état d'urgence - Liberation.fr

L'état d'urgence sert décidément à tout. Instauré le soir des attentats du 13 Novembre pour éviter toute récidive, et régulièrement renouvelé depuis, ce régime d'exception a été invoqué pour notamment : perquisitionner des maraîchers bio en Dordogne ; assigner à résidence des militants pendant la COP 21 ; les empêcher de défiler pendant le mouvement contre la loi travail et au soir du second tour de la présidentielle ; interdire de déplacement des supporteurs pour ne pas troubler la vie commerciale pendant les soldes ; éloigner un salarié gênant…

La mairie de Tours innove en l'invoquant dans un arrêté antimendicité. Daté du 15 mai et révélé par le site militant d'information locale la Rotative, il cite la dernière loi de prolongation en préambule et justifie dans le corps du texte : «Il est nécessaire de garantir l'accessibilité aux secours en cas d'attentats et la fluidité de la circulation piétonne laquelle doit rester libre et non entravée par des occupations abusives et prolongées des espaces.» Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Le piratage russe repose sur de faux documents américains, selon Poutine - Reuters

Les documents accusant la Russie de piratage contre le Parti démocrate lors de la campagne présidentielle américaine auraient facilement pu être fabriqués par des services du renseignement américains, a estimé vendredi Vladimir Poutine.

Selon le président russe, ces accusations de piratage ne sont rien d'autres que des "ragots dommageables" qui ont pénalisé les relations internationales et l'économie mondiale.

"J'ai lu ces rapports", a commenté Vladimir Poutine lors du forum économique de Saint-Pétersbourg. "Même dans ces rapports, i n'y a rien de précis mais seulement des suppositions et des conclusions fondées sur des suppositions", a poursuivi le chef de Kremlin.

"Où sont les empreintes digitales ? Des adresses IP peuvent être falsifiées. Savez-vous combien il existe de spécialistes qui sont capables de faire croire que vos enfants utilisent votre ordinateur à partir de votre adresse IP ? On peut falsifier n'importe quoi et ensuite accuser n'importe qui. Il n'y a pas de preuve", a-t-il affirmé. Reuters 02.06

Monténégro

- Le Monténégro devient le 29ème membre de l'Otan - AFP

Le Monténégro est officiellement devenu lundi le 29e membre de l'Otan.

Le ministre des Affaires étrangères Srdjan Darmanovic a remis lundi l'instrument d'accession de son petit pays de 620.000 habitants à l'Alliance, dans une cérémonie en milieu de journée au département d'Etat américain en présence du Premier ministre Dusko Markovic.

"Nous célébrons aujourd'hui le fait que plus jamais quelqu'un décidera dans notre dos à notre place et à la place de notre Etat, comme cela a été le cas dans le passé", a déclaré M. Markovic pendant la cérémonie.

L'entrée dans l'Otan "est un évènement historique" pour un pays qui a dû "endurer d'énormes sacrifices au 19ème et au 20ème siècle pour (...) être reconnu par le monde sous son propre nom et ses propres symboles", a-t-il également indiqué.

L'entrée du Monténégro favorisera "la stabilité dans l'ouest des Balkans", et "la paix et la sécurité internationale", a souligné de son côté le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg.

L'intégration dans l'Otan de ce pays qui faisait partie de l'ex-Yougoslavie communiste est vue par Moscou comme une "provocation".

L'Otan contrôle désormais avec cette intégration tout le littoral nord de la Méditerranée, depuis le détroit de Gibraltar jusqu'à la Syrie. AFP 05.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne

- En Espagne, la flexisécurité n'évite pas la précarité - boursedirect.fr

"Des patrons qui embauchent plus facilement, mais des salaires qui fondent et des contrats temporaires à la pelle: en Espagne, la "flexisécurité" a contribué en cinq ans au reflux du chômage, au prix d'une grande précarisation. Sans la réforme du travail de 2012, "nous n'aurions pas osé nous agrandir si rapidement", reconnaît Juan Martinez, gérant d'un magasin concessionnaire automobile Kia dans le nord de Madrid. La loi, impulsée par le gouvernement conservateur après la destruction de 2,6 millions d'emplois en quatre ans de crise, a réduit drastiquement les indemnités de licenciement. Elle a aussi autorisé les licenciements collectifs sans motif économique." boursedirect.fr

L'UE des multinationales

- Pesticides : la guerre s'intensifie entre «pro» et «anti» sur fond de pressions de Monsanto - Libération.fr

La bataille fait plus que jamais rage autour du glyphosate, le pesticide le plus utilisé au monde, qui entre dans la composition de plusieurs centaines de produits, dont le célèbre herbicide Roundup de Monsanto. Alors même qu'il est suspecté d'être cancérogène et un perturbateur endocrinien, les industriels font tout pour le maintenir sur le marché.

Monsanto, en particulier, emploie des méthodes extrêmement brutales, révélées dans une enquête glaçante du Monde, publiée jeudi : experts critiqués et dénigrés, harcelés et intimidés par voie d'avocats, financements fragilisés, lobbyisme intense auprès des décideurs politiques et du grand public…

Le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) est la cible principale de la firme de Saint-Louis (Missouri) comme du lobby de l'industrie chimique en général. Le «tort» de cette agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ? Avoir classé le glyphosate «cancérogène probable pour l'homme» le 20 mars 2015, plusieurs études suggérant notamment un risque accru de lymphome non hodgkinien (un cancer du sang) chez les agriculteurs et jardiniers exposés.

Quelques mois plus tard, le 12 novembre 2015, coup de théâtre : l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) juge de son côté «improbable» le risque cancérogène du glyphosate. Et ne propose donc pas qu'il soit classé comme cancérogène dans la réglementation de l'UE sur les substances chimiques. Tout sauf anodin, puisqu'ainsi cela ouvrait la voie à la réautorisation sur le marché européen du pesticide, dont la licence expirait fin juin 2016.

Mais la bataille entre industriels et ONG est devenue si vive et le glyphosate un enjeu si sensible que la Commission européenne n'est pas parvenue l'an dernier à convaincre les Etats membres de renouveler la licence. Elle a alors décidé de la prolonger de dix-huit mois, dans l'attente d'un rapport de l'agence européenne des produits chimiques, l'Echa. Mi-mars 2017, celle-ci a à son tour estimé que le glyphosate ne devait pas être classé comme cancérogène. Bruxelles n'a alors pas tardé pour relancer le 16 mai la procédure visant à le réautoriser dans l'UE, a priori pour dix ans. Mais les «anti» ne baissent pas les bras pour autant. Jeudi, quatre eurodéputés verts ont annoncé avoir saisi le 24 mai la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pour forcer l'Efsa à publier toutes les études qu'elle a utilisées dans son évaluation. Libération.fr 01.06

Haut de page

Le 7 juin 2017

CAUSERIE

On rajoutera peut-être quelques articles plus tard.

- Causerie du 7 juin, 8 pages.

Si la « réforme » du code du travail présentée le 6 juin par le gouvernement était adoptée, les travailleurs redeviendraient taillables et corvéables à merci comme au XIXe siècle, face à des patrons de droits divins. Ce serait la plus formidable régression sociale mise en œuvre par un gouvernement depuis près d'un siècle.

En guise de rénovation du « modèle social », il s'agit purement et simplement de le détruire, non pas qu'on y serait attaché, loin s'en faut tant en réalité il est déjà favorable aux patrons, mais il conservait encore certaines dispositions protégeant les travailleurs de l'exploitation forcenée qui disparaîtraient.

En individualisant le contrat de travail, il cesse d'exister au profit de critères arbitraires définis par les patrons. Ils pourraient décider ou modifier à leur grès la durée de travail, le niveau et les composantes de la rémunération de chaque salarié, leurs conditions de travail, de licenciement, etc. entreprise par entreprise, poste de travail par poste de travail.

Contre ce coup d'Etat anti-social, je propose d'adopter le dispositif suivant :

1- Appel à la mobilisation générale de l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail par ordonnances.

2- Réunion le plus tôt possible des représentants de l'ensemble des formations politiques se réclamant du mouvement ouvrier (partis, organisations, mouvements, syndicats, associations, groupes, comités, clubs, etc.)

3- Constitution d'un bureau de coordination afin d'organiser la répartition des tâches et de maintenir en contact l'ensemble des participants, préparer les réunions suivantes, etc.

4- Communication. Communiqué de presse. Diffusion via tous les canaux de communication.

5- Réalisation du matériel destiné à faire connaître cet appel dans toute la France (Affiche, appel, tract) et partage de son financement... Un seul appel et un seul tract national.

6- Actions - Diffusions communes, mise en place de comités de préparation de la manifestation parisienne, meetings locaux unitaires... J'insiste bien sur le fait que les militants du POI, POID, NPA, LO, PCF, PG, FI, GMI, PRCF, ParDem, FA, CNT, FSC, Front Social, etc. diffuseraient le même matériel ensemble, fraternellement unis pour la même cause.

7- Manifestation nationale et unitaire à Paris devant l'Assemblée nationale le samedi 16 septembre.

8- Appel de l'ensemble des participants à la grève générale illimitée avec occupation à partir du 21 septembre jusqu'au retrait du projet de contre-réforme du Code du travail, et à une nouvelle manifestation nationale à Paris le samedi 23 septembre.

Quelques précisions.

En principe, le projet de loi d'habilitation devrait être mis au vote à l'Assemblée nationale réuni en session extraordinaire entre le 24 et le 28 juillet. Or cela tombe pendant les vacances d'été, donc il serait impossible d'organiser une manifestation nationale et unitaire de masse pendant cette période.

Ensuite le gouvernement se donne un mois pour transmettre ses ordonnances au Conseil d'Etat, le 28 août au plus tard.

Et c'est le 20 septembre qu'il a programmé leur adoption en Conseil des ministres, d'où la date du 16 septembre que j'ai retenue pour la manifestation à Paris, donc avant qu'elles ne soient adoptées.

J'ignore si un parti va se saisir de cette proposition. Ce n'est qu'une esquisse de proposition, elle doit être enrichie et peut être modifiée évidemment, on retiendra la trame et l'orientation.

- Cette proposition au format pdf (1 page)

Je vais l'adresser le plus tôt possible à toutes les formations politiques et toutes les organisations syndicales, à tous les courants ou tendances du mouvement ouvrier dont je possède les coordonnées électroniques, je vais rechercher celles qui me manquent.

Pas un militant, pas un travailleur ne comprendrait qu'une organisation qui prétend parler en leurs noms refuserait de se mobiliser dans l'unité contre ce projet d'ordonnances. Nous refusons d'emblée tout appel à des journées d'action, à toute action de division. Il va de soi que je ne vais pas adresser cette proposition au PS et à ses satellites. Quant au PCF, je vais effectuer cette démarche en direction de différents courants, hormis celui de sa direction.

Si aucun parti ne voulait prendre l'initiative d'un tel appel, parce qu'il craindrait que cela soit mal reçu ou interprété par ses concurrents, je veux bien leur servir d'intermédiaire ou prendre sur moi cette responsabilité, personne ne pourrait invoquer le profit que pourrait en tirer un ouvrier ou un militant vivant isolé à l'autre bout du monde, qui plus est inorganisé ou lié à aucune formation politique.

J'ai laissé de côté volontairement un grand nombre d'aspects liés à ces ordonnances. Par exemple l'atomisation des travailleurs ou l'individualisation de leurs droits qui tend à nier leur appartenance à une classe sociale distincte de celle des capitalistes, de sorte qu'ils ne puissent plus défendre des droits collectifs puisqu'ils n'existeraient plus ; la concurrence accrue qui en découlerait entre les travailleurs ; leur objectif corporatiste, totalitaire…

Je vous tiendrai informé de mes démarches et des réponses que j'ai reçues, si j'en reçois, non pas que je serais pessimiste, disons qu'il faut s'attendre à tout ou ne se faire aucune illusion ! Mais ne polémiquons pas inutilement, laissons de côté nos désaccords, les oligarques tentent de frapper un grand coup notre classe, eux ils sont unis, alors essayons d'être à la hauteur de ce formidable défi, sachons faire preuve d'intelligence, d'unité et de fraternité pour une fois et nous pourrons les vaincre.

N'oublions pas que dans tous les cas de figure, 1er et 2ème tour de la présidentielle, 1er des législatives des Français établis à l'étranger, Macron et son parti n'ont obtenu le soutien que de 10 à 15% de la population, ils auront peut-être demain la

majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais dans le pays ils seront ultra minoritaire et illégitime pour appliquer leur programme ultra réactionnaire, c'est cela qu'on doit conserver à l'esprit et qui doit nous motiver, car dans ces conditions on peut gagner cette bataille, reste à savoir si ceux qui prétendent nous représenter répondront ou non à cet appel, que je appelle évidemment à relayer le plus largement possible.

Quelques réflexions politiques

1- Ma causerie d'avant-hier pourrait être une modeste contribution au IIe congrès du POID…

2- La Tribune des Travailleurs 05.06 (Facebook) : "Nous ne vous disons pas votez pour nous et tout ira mieux. Nous disons construisons le parti ouvrier qui nous manque".

C'est un raccourci un peu sommaire, mais l'orientation est correcte. Je rajouterai : le parti ouvrier qui lutte pour prendre le pouvoir, car on ne peut susciter l'intérêt ou la curiosité des travailleurs, si on n'affiche pas notre détermination pleine et entière à aller jusqu'au bout de notre combat, à ne rien lâcher...

3- Franceinfo - "Les ressortissants français vivant à l'étranger ont déjà voté pour le premier tour. C'est un raz-de-marée pour La République en Marche." Franceinfo 05.06

Normal, les expatriés sont des nantis dans l'immense majorité des cas. Soit ce sont des hommes d'affaires ou des gens qui font du business, soit ce sont des salariés du privé ou du public motivés avant tout par l'appât du gain et dont la rémunération sera doublée ou triplée (fonctionnaires). Tous sont déconnectés des difficultés quotidiennement que subissent les travailleurs en France. Cette expérience ou leur situation de privilégiés flatte plutôt leur individualisme au lieu de concourir à l'élévation de leur niveau de conscience.

Je rappelle que j'ai quitté la France et que je suis installé en Inde du Sud depuis le 16 août 1996. Mon dernier séjour en France remonte à mai 2002, pendant un mois. Je n'ai aucun contact avec des Français établis en Inde.

4- Avec un taux d'abstention et de votes blancs ou nuls de 83% en moyenne, il faut relativiser ce "raz-de-marée" qui en réalité n'a pas eu lieu, c'est une pure mystification. Les résultats du premier tour des législatives des ressortissants français vivant à l'étranger témoignent au contraire un rejet massif de tous les partis qui présentaient des candidats ou à une désertion des institutions.

5- Les croyants sont des ignorants.

Remplacez Amérique par France : Croyance irrationnelle dans le destin "exceptionnel" de l'Amérique.

5- Effet d'annonce trompeur.

Bandwagon signifie suivre le mouvement ou prendre le train en marche. Ils appellent ainsi l'effet "d'attraction du triomphe promis" au parti de Macron aux législatives qu'ils ont entièrement fabriqué à coup de propagande hystérique digne du ministère de l'Information du IIIe Reich.

6- En oligarchie. Coup d'Etat contre le droit du travail.

Ils affirment qu'il faut "libéraliser le marché du travail pour faciliter l'embauche et donc réduire le chômage", autrement dit, le droit du travail en vigueur serait responsable du chômage et non la crise du capitalisme, ce serait les travailleurs qui en seraient responsables et non les capitalistes.

Nous disons, si les droits légitimes des travailleurs, si le progrès social, si le droit du travail, un salaire (minimum 2.000 euros net par mois) et des conditions de travail décentes (35 h maximum hebdomadaire, voire 30 ou 32 h) sont incompatibles avec l'existence du capitalisme, il doit disparaître, car rien ne peut justifier que les travailleurs soient réduits en esclavage.

7- Cazeneuve multiplie les offres de service à Macron.

Grille de lecture.

Bernard Cazeneuve souhaite que Macron « réussisse » à liquider ce qui reste du droit du travail, et comme la politique de Macron s'inscrit dans la continuité de celle de Hollande, il serait logique que le PS mette la main à la pâte en participant à une « coalition » avec LEM.

Quant à la crainte qu'il a formulé que cet appel d'offre soit rejeté au profit d'un « parti unique », on ignore à ce stade si cette perspective pourrait se réaliser car elle coïnciderait avec l'instauration d'un régime ouvertement totalitaire.

Que la tentation soit grande chez les oligarques d'avancer dans cette voie ne fait aucun doute pour l'avoir formulée à de multiples reprises de longue date. De plus, l'évolution de la situation politique marquée par le refus grandissant de pans entiers de la société de participer aux processus électoraux ou institutionnels, sans qu'émerge un nouveau parti ouvrier digne de ce nom, témoigne de la passivité ou de la soumission de dizaines de millions de travailleurs face au sort qu'on leur réserve et à la dérive totalitaire des institutions, de sorte que l'oligarchie peut estimer le moment venu maintenant qu'elle détient le pouvoir politique, tous les pouvoirs en réalité, de le confisquer de manière autoritaire en instaurant une sorte de monarchie constitutionnelle héréditaire dont personne ne pourrait contester la légitimité. Dans ce cas de figure, tous les autres partis ou acteurs politiques ne joueraient plus qu'un rôle de figurants accessoires dans cette dictature absolue.

Si ce scénario peut paraître invraisemblable à première vue, il n'en demeure pas moins qu'il correspond à la stratégie politique formulée par les idéologues du néolibéralisme qui exclut toute forme de contestation.

J'ai abordé cette question à de nombreuses reprises dans des causeries au risque de passer pour un farfelu ou un dégénéré s'étant écarté de la lutte des classes ou du socialisme subissant l'influence de je ne sais quelle théorie du complot, sauf que maintenant nous y sommes ou les choses se précisent. Comme quoi mes détracteurs feraient bien de réfléchir aux questions que je soulève, au lieu de perdre leur temps à me contredire systématiquement sans avancer le moindre argument sérieux ou d'essayer de me salir…

Bernard Cazeneuve : "Je pense par exemple que nous avons besoin sur la justice sociale, sur l'école, sur les services publics, de parlementaires de la gauche de gouvernement à l'Assemblée nationale si nous voulons que ce quinquennat réussisse et ne s'engage pas dans une mauvaise direction", a-t-il déclaré.

Prenant l'exemple de la hausse de la CSG prévue par le gouvernement pour financer la suppression des cotisations salariales, l'ancien Premier ministre a estimé que "cette mesure de pouvoir d'achat, qui n'est pas nécessairement mauvaise, implique pour être appliquée dans de bonnes conditions, qu'il y ait des parlementaires de gauche à l'Assemblée nationale".

"Je ne dis pas que Emmanuel Macron n'atteindra pas son objectif avec les candidats d'En Marche, mais je pense que s'il veut réussir l'ambition de modernisation qu'il porte, il est préférable que nous ayons une coalition dans laquelle chacun est respecté", a-t-il ajouté.

"On le sait et les sondages sont tous là pour en attester: le président Emmanuel Macron aura une majorité absolue à l'Assemblée", a-t-il ajouté.

"Et donc la question de cette élection (...) est de savoir si on aura un parti unique ou si on aura aussi d'autres expressions qui permettront de concourir à la démocratie et de faire en sorte que y compris l'opinion publique puisse être alertée quand il y a des sujets qui le méritent", a-t-il poursuivi, jugeant par ailleurs qu'il faudrait "complètement refonder" le Parti socialiste mais qu'un changement de nom relevait du "gadget". AFP 06.06

Régime totalitaire. Matraquage gouvernemental et médiatique macromaniaque.

- Législatives : raz-de-marée en vue pour la République en marche - Franceinfo

- Carton plein aux législatives pour Emmanuel Macron ? - LePoint.fr

- Législatives: Macron prédit "plus de 400 députés" pour son parti - L'Express.fr

- Législatives : razzia en vue pour La République en Marche - Franceinfo

- Législatives : Alain Juppé soutient Aurore Bergé (REM) face au candidat LR - LePoint.fr

Numéro d'équilibrisme.

- Réforme du code du travail: "Un coup d'Etat social", selon Mélenchon - AFP

Jean-Luc Mélenchon s'est inquiété mardi que "beaucoup de gens" soutiennent "de manière aveugle" Emmanuel Macron "alors qu'il est en train de procéder à un coup d'Etat social" avec la réforme du code du travail.

"Il est incontestable que beaucoup de gens se vouent d'une manière un peu aveuglée au chef de l'Etat alors même qu'il est en train

de procéder à un coup d'Etat social", a affirmé sur TF1 le chef de la France insoumise, présentant sa formation comme "la seule dans une opposition humaniste et républicaine" à M. Macron.

"Mon rôle est d'alerter: ne vous laissez pas endormir. Depuis trois semaines, il y a un concert de louanges pour le chef de l'Etat, c'est pas bon! Ne lui donnez pas le pouvoir absolu, ne lui donnez pas les pleins pouvoirs!", a demandé celui qui est candidat aux législatives dans les Bouches-du-Rhône.

"Equilibrez l'Assemblée, faites en sorte qu'on entende la voix du camp du travail, de l'humanisme et de l'écologie (...) et qu'elle soit forte", a-t-il encore plaidé.

Alors que le gouvernement a dévoilé mardi son programme et son calendrier pour réformer le code du travail, M. Mélenchon a qualifié de "factuelle" l'idée que cela équivalait à un "retour au XIXe siècle".

"Rendez-vous compte d'une chose: 18 millions de personnes qui constituent la population active du secteur privé vont voir leur situation juridique quotidienne complètement changer sans que le Parlement ne puisse changer une ligne, un mot de ce qui a été décidé par le gouvernement", s'est-il inquiété. (Il a oublié de compter les quelque 5 ou 6 millions de chômeurs qui viennent du secteur privé et y resteront. – LVOG)

Pour lui, avec la réforme proposée par le gouvernement, c'est un "code de la route par rue": "le salaire, la durée du travail, le délai de prévenance, le CDI qui va disparaître dans l'opération, le droit d'alerte, le droit de retraite, le traitement des jeunes qui ont moins de 16 ans au travail... Tout ça va se discuter entreprise par entreprise..." (Et que propose-t-il ? Rien ! – LVOG)

Alors que les enquêtes d'opinion prédisent une large majorité pour La République en Marche, le mouvement du chef de l'Etat, M. Mélenchon a dit "espérer toujours gagner" les législatives. (Il parlait pour lui uniquement ! – LVOG) PS et "Républicains" ont d'après lui "fait leur temps, voilà tout. La partie se joue maintenant entre M. Macron, Mme Le Pen et la France insoumise", a-t-il estimé. AFP 06.06

M. Macron, Mme Le Pen et M. Mélenchon, trois créations du régime en somme…

Ils osent tout

Pas l'Arabie saoudite qui a produit et financé les talibans, Al-Qaïda, Daesh...

- Qatar: "peut-être le début de la fin de l'horreur du terrorisme", selon Trump – AFP

Pendant que l'Arabie saoudite et Israël massacrent le peuple yéménite...

- En Israël, une satisfaction relative - Liberation.fr

Les pressions sur le Qatar renforcent l'axe sunnite. L'Etat hébreu espère ainsi un affaiblissement de l'Iran, chiite, malgré le risque de perdre la médiation de Doha avec le Hamas. AFP 06.06

- Les USA critiquent le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU - AFP

La représentante des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, a défendu mardi 6 juin la vision américaine du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, estimant que les pays violant ces droits ne pouvaient plus y avoir leur place. Elle a notamment accusé le Venezuela...

Fake news... « secrète », sans rire !

- Piratage de la campagne présidentielle américaine : un document secret de la NSA accable la Russie - Franceinfo

Ce document a été révélé par un média américain, "The Intercept". Mais le Kremlin dément "fermement" ces informations. Franceinfo 06.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie.

- Syrie : la coalition frappe à nouveau des forces pro-régime près d'Al-Tanaf - Franceinfo

La coalition internationale contre le groupe Etat islamique a de nouveau frappé en Syrie des forces pro-régime près d'Al-Tanaf, mardi 6 juin, non loin des frontières irakienne et jordanienne. Menée par les Etats-Unis, la coalition a bombardé un groupe "de plus de 60 soldats" avec notamment "un char" et "de l'artillerie" qui représentaient "une menace" pour les forces de la coalition présentes à Al-Tanaf, précise un communiqué (en anglais).

"Plusieurs avertissements" ont été donnés avant le bombardement via la ligne téléphonique spéciale mis en place par la coalition avec la Russie, alliée de Damas, explique la coalition. Le bombardement a détruit "deux pièces d'artillerie et des armes anti-aériennes", toujours selon le communiqué.

Ces nouvelles frappes ont lieu dans un contexte de tension de rivalités grandissantes. Le président syrien Bachar al-Assad essaie d'éviter que les Etats-Unis ne soient le pays qui dirige le combat contre le groupe Etat islamique dans l'est de la Syrie. Ses forces progressent désormais dans cette direction, après avoir remporté une série de victoires sur les rebelles à l'ouest.

Al-Tanaf est le lieu choisi par la coalition pour entraîner des forces syriennes locales destinées à se battre contre le groupe Etat islamique. Des forces spéciales américaines et britanniques sont présentes sur place depuis plusieurs mois. La coalition a établi dans un rayon de 55 kilomètres autour de la ville une zone de sécurité, dite "zone de déconfliction", où toute intrusion est considérée comme menaçante.

Mardi, les forces pro-régimes étaient déjà "bien avancées" à l'intérieur de la zone lorsque la coalition a déclenché son bombardement, selon le communiqué. "La coalition ne cherche pas à combattre le régime syrien ou les forces pro-régime mais est prête à se défendre si des forces pro-régime refusent de quitter la zone de déconfliction." Franceinfo 07.06

Afrique du Sud.

- Afrique du Sud: l'économie entre en récession, une première depuis 2009 – AFP

La menace qui planait sur l'économie sud-africaine s'est concrétisée: le pays est officiellement entré mardi en récession, une première depuis 2009, qui pourrait accentuer la pression sur les épaules de son controversé président Jacob Zuma.

Le produit intérieur brut (PIB) de l'économie la plus industrialisée du continent a reculé de 0,7% au premier trimestre 2017, après s'être contracté de 0,3% au quatrième trimestre 2016. "L'économie sud-africaine est entrée en récession", a confirmé l'Office national des statistiques sud-africain (Stats SA).

Lors des trois premiers mois de l'année, la croissance a été minée par les faibles performances de la production électrique (-4,8%) et manufacturière (-3,7%) et le recul du secteur tertiaire (-2%). Seuls les secteurs miniers ("12,8%) et agricoles ("22,2%) sont dans le vert, en forte reprise après une difficile année 2016.

L'annonce de cette récession a immédiatement fait chuter le rand (-1,5% face au dollar), la très volatile devise nationale.

Avec cette annonce, bien peu de signaux sont au vert pour l'économie sud-africaine.

Son taux de chômage a même atteint au début du mois son plus haut niveau depuis treize ans, avec 27,7% de la population active officiellement sans emploi.

Les fermetures d'entreprises se succèdent également dans ce pays qui fut la locomotive de l'industrie africaine. Le constructeur automobile américain General Motors a récemment annoncé son intention de quitter le pays, où il possède plusieurs usines, tandis que le géant minier Anglo American compte supprimer 2.000 emplois dans deux sites du pays.

"La réalité, c'est que l'économie sud-africaine affiche depuis longtemps des performances bien en-deçà de ce qui est nécessaire pour donner des emplois à sa main d'oeuvre croissante", a noté Dawie Roodt, un économiste indépendant.

Ces mauvaises nouvelles surviennent deux mois seulement après le limogeage controversé du respecté ministre des Finances, Pravin Gordhan. Le président Jacob Zuma l'a brutalement remplacé fin mars par Malusi Gigaba, un de ses proches.

Deux agences de notation financière avaient immédiatement sanctionné cette décision en dégradant la note du pays en catégorie spéculative. "Il y a beaucoup d'incertitude politique en Afrique du Sud, ce qui empêche les investissements", a résumé

Alan Hirsch.

Le chef de l'Etat est la cible de nombreuses critiques en Afrique du Sud pour son implication supposée dans diverses affaires de corruption qui affectent l'économie du pays.

"Notre économie est maintenant en lambeaux et c'est directement à cause du gouvernement de l'ANC (Congrès national africain), corrompu jusqu'à l'os et sans aucun plan pour notre économie", a immédiatement regretté mardi Mmusi Maimane, le chef de l'Alliance démocratique (DA), le premier parti d'opposition.

Conspué par ses opposants, le président Zuma affronte également une fronde au sein de son parti, l'ANC, qui s'inquiète de l'érosion du soutien populaire au parti de feu Nelson Mandela. Jusqu'à présent, il a cependant réussi à conserver son poste.

L'ANC élira son successeur à la tête du parti à la fin de l'année et devra trancher entre Nkosazana Dlamini-Zuma, l'ex-patronne de l'Union Africaine soutenue par Jacob Zuma et Cyril Ramaphosa, vice-président du pays au profil plus rassurant pour les investisseurs. AFP 06.06

Haut de page

Le 8 juin 2017

CAUSERIE

- Causerie du 8 juin, 12 pages.

Quelques infos sur le portail.

Même si je ne reçois pas de courriels ou si les lecteurs me boudent, l'image qui montre les connexions au portail dans le monde qui m'a été fournie par la société qui l'héberge, témoigne que je ne raconte pas de blagues en affirmant que chaque mois dans plus de 50 pays des travailleurs ou des militants s'y connectent.

La présentation de la page d'accueil a été légèrement modifiée, simplifiée, bref, améliorée.

J'ai ajouté le texte de la Direction générale du travail daté du 31 mai 2017 publié hier par Libération.

- Téléchargement ici

J'ai également modifié la proposition que j'ai rédigée et mise en ligne hier *pour mettre en échec les ordonnances du gouvernement contre le code du travail*. J'ai ajouté notamment l'abrogation de la loi Macron-El Khomri.

La causerie plus tard si je parviens à la terminer avant 17h.

Pondichéry, 14h23

Rectificatifs.

Ils n'ont pas supprimé le carnet de rationnement en Inde.

Ce qui nous a induit en erreur, c'est qu'ils avaient arrêté la distribution depuis plus de deux mois. Début juin au Tamil Nadu on a eu le droit à du riz seulement, toutes les autres denrées n'étaient pas disponibles. On le paie 10 roupies au lieu de 30. A Pondichéry ils ont distribué du riz de tellement mauvaise qualité que les Indiens l'ont donné aux chiens ou aux chèvres !

Ce fut sans doute une erreur de soutenir FI aux législatives.

En étant à 10.000 kilomètres de la France je ne pouvais apprécier avec suffisamment de finesse l'état d'esprit des travailleurs et mesurer précisément le dynamisme enclenché par Mélenchon que j'ai surestimé apparemment. Il aurait sans doute fallu appeler au boycott. On en reparlera le 12 juin.

La question qui les taraude, qui les angoisse. Dans la rue !

- "La politique reprendra ses droits. La question est: d'où va venir l'opposition? Ce sera soit une opposition démocratique, à l'Assemblée, soit dans la rue." (Philippe Moreau-Chevrolet, expert en communication politique - AFP 07.07)

- " La fronde peut être à l'intérieur de cette majorité, ou alors, et ce serait pire, dans la rue". (Laurent Neumann - bfmtv.com 06.06

- Est-on sûr qu'une assemblée composée de bleus, le doigt sur la couture du pantalon, profiterait à la vie démocratique du pays ? (leparisien.fr 07.06)

Elle témoignerait que la démocratie est ailleurs que dans les institutions de la Ve République. Quand une classe sociale représentant une infime minorité de la population détient le pouvoir, tout le pouvoir, tous les pouvoirs, il va de soi que la démocratie ne peut pas exister, sauf à se faire de graves illusions ou tout confondre.

Seul un véritable parti ouvrier peut l'incarner, un parti qui incarne les besoins et les aspirations légitimes de la majorité du peuple et au-delà de l'humanité, un parti qui soit tourné vers le futur, qui serait forcément débarrassé du capitalisme...

Parole d'internaute.

1- "Le gouvernement Macron va tuer le droit du travail , tous les acquis sociaux pour lesquels nos parents et grands- parents se sont battus, c'est affligeant , si c'est ça la France d'aujourd'hui c'est qu'elle n'a plus aucun principe ni aucune valeur..."

Ne soyez pas nostalgique du passé, car de tout temps des millions de travailleurs ont dû subir injustement ce que vous ne supportez plus aujourd'hui et bien pire encore...

2- "Le peu de Français qui se déplaceront dimanche vont élire des godillots qui aideront le bras armé du patronat à supprimer tous les acquis sociaux des ouvriers."

3- "Les gens votent pour la baisse de leur pouvoir d'achat, parce que le but de Macron est de faire baisser les coûts de production, afin que les entreprises françaises soient davantage compétitives et gagnent encore plus d'argent!"

4- "On est mal barrés... Espérons que les Macron-béats vont avoir un éclair de lucidité avant d'aller voter dimanche...

Car quand ils seront devenus corvéables et jetables à merci, et qu'en plus ils verront baisser leur feuille de paye ou leur retraite, il sera trop tard."

Pas forcément, il sera peut-être temps de faire table rase du passé, non ? La question est déjà à l'ordre du jour, elle le sera avec plus d'acuité demain...

5- "Vous en voulez du Macron, vous allez en avoir ! Salariés réfléchissez bien dimanche dans l'isoloir ! La casse des acquis sociaux, la flexibilité, la pénibilité, etc ... tout ce que nos anciens ont tant eus de mal à gagner sera démantelé en quelques mois grâce à ce président soutenu par le MEDEF et les patrons du CAC 40 !"

3,44%. Fake news ou fausse nouvelle, les médiacrates sont les champions toutes catégories.

- Législatives: raz-de-marée pour En Marche chez les Français de l'étranger - Le Huffington Post

Quatre exemples pour illustrer ce "raz-de-marée pour En Marche" :

Dans la sixième circonscription, le candidat de REM recueille 63,55 % des suffrages exprimés soit 12,76 % des inscrits avec un taux de participation de 15,94 %.

Dans la dixième circonscription, le candidat de REM recueille 60,08 % des suffrages exprimés soit 11,73% des inscrits avec un taux de participation de 19,54%.

Dans la cinquième circonscription, le candidat de REM recueille 50,36 % des suffrages exprimés soit 7,96 % des inscrits.

Dans la huitième circonscription le candidat de REM recueille 36,67 % des suffrages exprimés soit 3,44% des inscrits avec un taux de participation de 9,4 %. (Source: Français de l'étranger : REM en passe de rafler toutes les circonscriptions - Le Point 06.06)

En complément. Confirmation de ce que j'expliquais hier à propos des Français de l'étranger.

- ...les Français de l'étranger ne ressemblent pas à tous les Français: pour le dire clairement, il y a peu de prolétaires, de France périphérique, de France insoumise, parmi ces Français qui partent tenter leur chance et parfois gagner beaucoup d'argent à l'étranger.

La droite est en très grande difficultés car chez cette France active, qui a tenté l'aventure de l'expatriation, Emmanuel Macron se substitue à la droite libérale, qui avait d'usage les faveurs de cette sociologie. (...) C'est dire si ces Français-là croient dans le coup de pouce, le coup de booster libéral qu'Emmanuel Macron peut incarner pour tous ceux qui veulent réussir. bfmtv.com 06.06

Constitution. Un système électoral inique ou quand 30% des voix = 65 à 75% des élus.

- Législatives : une abstention historique pour nuancer la victoire de REM - LePoint.fr

S'il y a bien une inconnue à J - 4 du premier tour des législatives, c'est l'abstention. Dans un scrutin où le mouvement du président Emmanuel Macron devrait remporter une large majorité de sièges à l'Assemblée nationale, la participation risque bien d'être en berne. Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Point*, elle s'élèverait à 52 %, soit cinq points en dessous de celle de 2012. « C'est près de 20 points sous le niveau de participation moyen au premier tour des élections législatives (71,75 %) », précise l'enquête. Bref, un record historique d'abstention qui pourrait ternir la victoire de La République en marche (REM). « Avec un tiers des suffrages, REM-MoDem est en passe de récupérer entre 350 et 390 sièges », analyse Gaël Sliman, président d'Odoxa. En termes de projection de sièges à l'Assemblée nationale, 64 % devraient revenir à REM et au MoDem LePoint.fr 07.06

- Aux législatives, gauche et droite vont être victimes d'un système électoral pervers qu'elles ont favorisé - Le Huffington Post

Personne ne s'en était jusqu'ici avisé, mais notre mode de scrutin, majoritaire à deux tours, unique en Europe, qui a permis alternativement au RPR devenu UMP puis au Parti Socialiste d'obtenir, avec 34% des suffrages environ au premier tour, des majorités absolues à l'Assemblée nationale dans la foulée des élections présidentielles, aura un effet encore plus amplificateur dès lors que le parti arrivé en tête est centriste ou central.

La raison en est simple: quand un candidat de la "République en marche" sera en tête au premier tour, dans une circonscription, il aura toutes les chances de l'emporter au second puisque ses adversaires de droite, de gauche, d'extrême droite et d'extrême gauche ne pourront évidemment pas s'unir pour lui faire barrage.

Lorsque, en revanche, il arrivera en seconde position, contre un candidat de droite il pourra recevoir des renforts de gauche et contre un candidat de gauche il pourra recevoir des renforts de droite. CQFD!

Conséquence: même avec 27–28% des suffrages, la "République en marche" pourra emporter une majorité absolue et, avec 31%, on assisterait à un raz-de-marée.

Mais ce système électoral, qui se retourne aujourd'hui contre elles (la droite LR et la gauche socialiste - ndlr), c'est la droite qui l'a défendu à cor et à cri. Pas question de le démocratiser! Tandis que le PS, contrairement à ses promesses d'y instiller une dose de proportionnelle, il n'y a pas touché. Le Huffington Post 07.06

Commentaire d'un internaute.

- "*J'aimerais que l'on comprenne que Le Macron des médias ne fait pas l'unanimité ! Il est loin d'avoir fait l'unanimité aux présidentielles ! Et puis tout cet hyper battage médiatique envers Macron et son gouvernement sont loin de plaire aux Français comme on veut bien le laisser entendre 7/7 jours 24hsur 24 ! C'est devenu un matraquage médiatique inouï ! Cela devient contre productif et les urnes le diront dimanche ! L'abstention sera reine.*"

Reste à savoir si à la dernière minute les intentions affichées de Macron de liquider le code du travail ne vont pas décider de nombreux abstentionnistes à aller voter, et dissuader ceux qui avaient prévu de voter REM de le faire en se reportant sur un autre parti. Nul ne le peut l'affirmer avec certitude, certes cela serait logique, mais le peuple travailleur en manque singulièrement, peut-être pas tant qu'on le croit.

L'annonce que les élections législatives seraient pliée n'est pas anodin, elle peut au contraire en persuader plus d'un qu'il est dorénavant inutile d'aller voter, favorisant ainsi l'abstention qui profiterait à Macron. Il n'y a rien de pire que d'estimer qu'on a perdu d'avance un combat et se résigner.

Des institutions corrompues et antidémocratiques. Pourquoi ils en sont ou comment ils en croquent.

Le financement des partis politiques est régi par la loi du 11 mars 1988, complétée par une ordonnance de 2003. Celles-ci prévoient qu'un parti perçoit 1,68 euros par an (1,42 euros en 2017 - ndlr) et par voix sur cinq ans à condition de dépasser le seuil de 1% des suffrages exprimés dans 50 circonscriptions aux législatives.

D'après nos calculs, sur la base de circonscriptions regroupant 100.000 habitants et d'une abstention de 30%, il suffit d'obtenir 700 voix dans 50 des 577 circonscriptions pour toucher la première fraction des subventions de l'Etat, et ce chaque année jusqu'au prochain scrutin législatif.

En 2011, quatorze partis ont eu accès à la première fraction, pour un total de 32,68 millions d'euros mais avec des écarts souvent considérables.

Si le nombre de femmes candidates n'égale pas celui des hommes dans une marge de 2%, une part des aides sont retenues à la source. Source: JO du du 29 janvier 2011.

Le tout jeu Parti pirate a fait le même calcul. "Si on avait 50 candidats qui font 1% des voix, ça nous ferait 50 à 100.000 euros par an, sans tenir compte de la règle de parité"... huffingtonpost.fr 04/10/2016

Un élu équivaut à 37.280 euros", indique Le Monde. En 2016, le montant de l'aide publique a atteint 63,1 millions d'euros (28,8 millions pour la première partie et 34,3 millions pour la deuxième partie). Le Parti socialiste a récolté 24,9 millions d'euros, Les Républicains 18,6 millions d'euros, le Front national 5,1 millions d'euros, le PCF 2,9 millions d'euros et EELV 2,8 millions d'euros. rtl.fr 18.05.2017

Un élu vaut 37.280 euros et notre voix 1,42 euro : Putain de profit en vérité !

Bêlement en famille. S'ils le disent eux-mêmes.

- "Aujourd'hui, une chèvre avec une étiquette Macron a de bonnes chances d'être élue" - bfmtv.com 06.06

Cela vaut pour Macron en premier lieu ! C'est pour dire que derrière le torrent de louanges ou flatteries qu'ils lui adressent, ils ont jugé le bonhomme, un pantin, un crétin, c'est un pion, une marionnette sans pouvoir, un pauvre type, un cave.

Macron de par sa formation est un intellectuel, ce qui ne signifie pas grand chose quand on voit où en sont réduits les intellectuels ou la société dans laquelle ils jouent un rôle majeur. Le plus souvent une chèvre n'a rien à leur envier. Au moins elle nous épargne le tas de conneries qu'un intellectuel peut débiter...

Sauf que mes chèvres n'accepteront jamais de porter une telle étiquette, un peu de respect s'il vous plaît !

- "Macron, c'est moi en mieux!": Sarkozy blague sur Macron - L'Express.fr

L'ancien président de la République ne tarit pas d'éloges sur son lointain successeur, comme le rapporte Le canard enchainé de ce mercredi.

"Avec l'âge, je suis devenu modeste: Macron, c'est moi en mieux!", aurait confié en privé Nicolas Sarkozy. "Ce type est incroyable! Il fait un sans-faute. S'il ne commet pas les erreurs que j'ai faites, il va aller très loin, on ne pourra pas l'arrêter", aurait même ajouté Nicolas Sarkozy, selon nos confrères.

Par ailleurs, comme le relève Le Lab, Nicolas Sarkozy avait déjà fait quelques compliments, indirects, à Emmanuel Macron, rapportés dans le JDD de dimanche dernier: "Ça ne peut pas marcher... Mais si ça marche, c'est un génie et il faudra s'incliner." L'Express.fr 07.06

De sa hauteur, modeste, sans mal !

La bête "à penser" du roturier.

- Le libéral Institut Montaigne, maître à penser de Macron - Liberation.fr

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer est un fidèle de ce think tank proche du CAC 40 et très influent pendant la campagne du nouveau président.

Au jeu des pronostics politiques, Laurent Bigorgne était bien coté pour devenir ministre. Cet agrégé d'histoire de 42 ans, spécialiste de l'éducation, est à la tête de l'Institut Montaigne, un think tank proche du patronat. Pendant la campagne, il a discrètement modelé une partie du programme de son «ami» Emmanuel Macron en jonglant pendant plusieurs mois entre un rôle de conseiller officieux et son poste à «Montaigne». Et une fois élu, le nouveau président de la République a choisi pour le ministère de l'Education Jean-Michel Blanquer, un vieux compagnon de route de l'Institut Montaigne. C'est une nomination au goût de victoire pour lui et une boutique qui a toujours défendu un courant libéral de l'enseignement.

Cela fait déjà plusieurs années que Laurent Bigorgne souffle des idées à l'oreille d'Emmanuel Macron. Il avait pris l'habitude de lui rendre visite à l'Elysée, quand ce dernier était encore le secrétaire général adjoint du président Hollande. Les deux hommes s'étaient rencontrés par l'entremise de Richard Descoings, illustre et décrié directeur de Sciences-Po, mort en 2012. Quand une petite équipe s'active autour de Macron début 2016, Bigorgne participe aux réunions. «Avant le lancement officiel du mouvement, quelques personnes avaient pris l'habitude de se rencontrer assez fréquemment. On devait être une dizaine, on discutait, de fil en aiguille ce petit groupe s'est consolidé», détaille le directeur de l'Institut Montaigne.

Ce think tank fondé en 2000 par Claude Bébéar, longtemps PDG d'Axa et figure tutélaire du patronat français, a la vocation «d'élaborer des propositions concrètes dans les domaines de l'action publique, de la cohésion sociale, de la compétitivité et des finances publiques». L'Institut Montaigne et sa quinzaine de salariés sont financés quasi intégralement grâce aux adhésions d'une centaine d'entreprises, dont plusieurs sont membres du CAC 40. Avec une limite : une société ne peut pas apporter plus de 2 % du budget total. Pourtant réputé comme proche de la droite, l'organisme se réclame «indépendant» des partis. C'est Bébéar qui recrutera Laurent Bigorgne et le placera directeur des études en 2009. L'année suivante, il deviendra directeur général. Liberation.fr 07.06

Ils ont oublié de préciser que l'Institut Montaigne est un des relais du club Bilderberg.

Un petit coup de matraque au passage.

- Macron soutenu par les Français et victorieux aux législatives, selon Ipsos - Franceinfo

Le parrain promu.

- Jean-Pierre Jouyet nommé ambassadeur de France à Londres - Le Huffington Post

De Paris à Londres. Secrétaire général de l'Elysée sous François Hollande, Jean-Pierre Jouyet va connaître une belle promotion sous Emmanuel Macron. Le nouveau président de la République a décidé de le nommer ambassadeur de France en Grande-Bretagne.

Jean-Pierre Jouyet connait Emmanuel Macron depuis plusieurs années. C'est lui qui, en 2011, l'avait présenté à François Hollande dans le cadre de la campagne présidentielle. C'est encore lui qui, en août 2014, avait proposé au président de la République de le nommer ministre de l'Economie en remplacement d'Arnaud Montebourg.

Membre de la fameuse promotion Voltaire de l'Ena, Jean-Pierre Jouyet est surtout un intime de François Hollande. Le Huffington Post 07.06

Extrait de : 2017, le coup d'Etat

Hollande et Jouyet sont amis depuis 35 ans, des bancs de l'ENA jusqu'à l'Élysée. Les deux hommes se rencontrent à 23 ans. Ils viennent de réussir le concours de l'École Nationale d'Administration et doivent effectuer leur service militaire ensemble, à Coëtquidan, où ils partagent leur chambre avec Michel Sapin. Les trois jeunes hommes se lient d'une forte amitié qu'ils entretiennent sur les bancs de l'ENA (la promotion Voltaire). Hollande déborde d'initiatives, et souvent, Jouyet accepte de le seconder dans ses projets. À la sortie de l'ENA, lors des affectations, François Hollande, classé 8e, laisse le dernier poste accessible à l'Inspection générale des Finances à Jean-Pierre Jouyet.

Leur amitié n'a jamais été mise à mal. Quand en 2014, Jouyet prend les fonctions de secrétaire général de l'Élysée, il déclare : « c'est l'aboutissement de ma vie publique et d'une vie avec lui». Et de préciser : «« Pendant les réunions, je suis secrétaire général, après je redeviens le copain, on sépare ce qui est public et privé de façon plus simple que ce que je croyais» Il promettait alors pour conclure: «Je suis là pour le servir, pas pour le gêner. Je l'ai gêné une fois, cela n'arrivera plus ».

La gêne dont parle Jouyet, c'est quand il a accepté d'entrer dans le gouvernement de François Fillon, au poste de secrétaire d'État chargé des Affaires européennes. François Hollande l'aurait très mal pris. « Mal pris » étant sans doute un peu fort…

Hollande et Jouyet sont loin d'être des tendres, il faut que ce soit bien clair pour tous les lecteurs. Ce sont de fins observateurs –

et acteurs – de la vie politique. Ils en connaissent les rouages, les stratégies, les us et coutumes, les trahisons et les fidélités. (...)

Pour Hollande et Jouyet (et d'autres qui leurs sont proches) ce n'est pas l'économie qui est en crise, mais le système politique. (...)

La solution, c'est Jouyet qui l'a dans sa manche depuis un certain temps: c'est Emmanuel Macron! Hollande n'est pas chaud. Il doute de la fiabilité du jeune banquier.

Jeune et avenant, une tête bien faite, cursus parfait, bien conditionné sous la férule de Jouyet et d'Attali, faisant consensus chez les patrons des multinationales et de la finance mondiale, adoubé par les américains, les anglais et les allemands, inculte politiquement et donc facilement contrôlable, un tantinet imbu de sa personne, il est le candidat idéal pour ce coup de force. Sa feuille de route est rédigée : appliquer une politique européenne libérale et atlantiste en matérialisant une alliance gauche/droite, poursuivre la politique économique engagée et l'inscrire durablement dans l'avenir du pays en créant un grand parti démocrate et « progressiste », à l'issue des élections. Gageons qu'il n' a pas fallu longtemps pour convaincre Macron.

Ce fut un peu plus difficile pour Hollande. Mais après l'avoir rassuré, Jouyet met Macron sur les rails très vite afin d'éviter qu'il ne soit contraint de se présenter à la primaire de la gauche. Il lui conseille de créer un mouvement plutôt qu'un parti car « compte tenu de l'ambiance, c'est préférable »… (...)

Mais Macron va aussi être présenté au « Tout Paris » par Jean-Pierre Jouyet, son parrain, qui dispose d'un carnet d'adresse aussi gros qu'un Larousse. Jouyet a épousé en seconde noce Brigitte Taittinger (le champagne), ex- PDG des parfums Annick Goutal et actuellement directrice de la stratégie de Sciences Po. Les témoins du mariage furent François Hollande et feu Christophe de Margerie, le PDG de Total. 12ème patron du CAC 40. Quand on saura que Jouyet a été nommé en 2008, par Sarkozy, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et que tous les patrons du CAC 40 sont venus le voir dans son bureau, on aura tout dit… (...)

Macron a été amené à devenir secrétaire général adjoint de l'Élysée, l'un des plus proches conseillers du Chef de l'État. Puis Ministre de l'Économie. Son recruteur et mentor politique, Jean-Pierre Jouyet est aujourd'hui Secrétaire Général de l'Élysée, autant dire le coeur de l'appareil d'État. Fin de l'extrait.

Sans l'ombre d'un doute, c'est Jouyet qui fut à l'origine des ennuis qu'a connu Fillon...

Terminator ou le casse du siècle.

Corvéable à merci.

- Concertation "approfondie" ou "plan caché" ? Trois questions sur le projet de réforme du Code du travail du gouvernement
- francetvinfo.fr

Que dévoile "Libération" ?

Libération affirme s'être procuré des documents de la Direction générale du Travail datés du 31 mai, qui contiennent des pistes de "réformes demandées par le cabinet" de la ministre. "Rien n'indique que le gouvernement, à l'issue de la période de concertation avec les partenaires sociaux, retiendra l'ensemble de ces orientations, note le journal. Reste que ces textes en disent long sur les intentions de la nouvelle majorité. (...) Si elles sont réellement mises en œuvre, [elles] conduiraient à une vraie révolution – libérale – de notre droit du travail."

La loi Travail donnait déjà la possibilité de licencier les salariés dès qu'il y avait une baisse mesurable des commandes ou du chiffre d'affaires. Le gouvernement pourrait aller plus loin, affirme Libération, en "concrétisant un vieux rêve du patronat : pouvoir négocier, en amont, et à l'échelle de l'entreprise, le motif du licenciement". Chaque entreprise pourrait ainsi fixer ses propres critères "en définissant, par exemple, un niveau de ventes pour les commerciaux ou de production pour les ouvriers" : "En cas de non-respect de ces objectifs, le licenciement deviendrait alors automatique et sans possibilité de recours".

Autre piste évoquée dans ces documents : négocier à l'échelle de l'entreprise, et non plus au niveau de la branche, sur des questions aussi variées que les indemnités légales de licenciement, la durée de la période d'essai ou celle du préavis. Un patron pourrait également soumettre au vote des salariés un accord refusé par les syndicats. Des accords d'entreprise qui pourraient prévaloir sur les contrats de travail des salariés, alors qu'aujourd'hui, sauf exceptions, ces derniers doivent signer un avenant pour les valider. francetvinfo.fr 07.06

- Réforme du travail: les syndicats haussent le ton, le gouvernement récuse "tout plan caché" - AFP

Jusque-là attentistes, les syndicats lancent un avertissement à l'exécutif: un article du quotidien Libération, qui évoque des

"pistes" explosives de réforme du code du travail, a mis mercredi le feu aux poudres, même si le gouvernement se défend de tout "plan caché".

Laurent Berger. "Mais je le dis tout de suite: si le gouvernement veut travailler sur un certain nombre de pistes qui sont amenées dans certains journaux ces jours-ci, il faut qu'il arrête tout de suite, ça ne sert à rien de mener la réflexion car pour la CFDT, c'est non !"

"C'est non sur le référendum à usage exclusif de l'employeur, c'est non pour négocier le contrat de travail dans l'entreprise, c'est non pour assouplir les conditions du CDD", a détaillé le numéro un de la CFDT.

"Apparemment, on ne nous dit pas tout", a tempêté Philippe Martinez, numéro un de la CGT jeudi dans Le Parisien où il accuse le gouvernement d'avancer "masqué".

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, a lui aussi qualifié les pistes évoquées de "pas acceptables". "Il va falloir que le gouvernement s'explique", a-t-il demandé. AFP 08.06

C'est ce qu'ils disent tous avant, ensuite ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour permettre au gouvernement en place d'appliquer sa politique. Ce nouvel épisode va alimenter la crise au sein du mouvement ouvrier, c'est la seule bonne nouvelle du jour.

La casse.

- Les conseils de casse du gouvernement - Liberation.fr

En s'attaquant d'emblée, ce jeudi, aux réformes des rythmes scolaires et du collège, l'exécutif confirme son intention d'autonomiser les établissements. Un choix que nulle évaluation des dispositifs précédents n'est venu étayer et qui anéantit toute idée de stabilité. Liberation.fr

L'Etat policier.

- «A Calais, il n'y a plus rien à part la répression et le tout sécuritaire.» - Liberation.fr

Trois unités supplémentaires de forces mobiles. Voici la première décision du nouveau ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, sur le dossier des migrants dans le nord de la France. Quelque 150 policiers et gendarmes seront déployés dans le Calaisis, où le nombre d'exilés, comme tous les ans à cette période, augmente de nouveau.

- État d'urgence: "les autorités sont dans une forme d'accoutumance" - L'Express.fr

Une loi prévoit de faire entrer l'état d'urgence dans le droit commun.

Selon Le Monde, qui a consulté le texte, "ce sont quasiment toutes les mesures de l'état d'urgence qui vont se retrouver dans le droit commun, avec quelques modifications marginales": assignations à résidence, perquisitions administratives, fermeture de lieux de culte et zones de protection et de sécurité. Autant de mesures qui seront décidées sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et des préfets, sans l'intervention d'un juge judiciaire.

Des ONG, des professeurs de droit, et certains politiques dénoncent une atteinte aux libertés individuelles. Explication avec Serge Slama, maître de conférences en droit public à l'université Paris-Nanterre.

Que pensez-vous de ce projet de loi?

Serge Slama: Malheureusement, c'est une prophétie auto-réalisatrice. Depuis la mise en place de l'état d'urgence, nous sommes plusieurs à dénoncer un risque d'accoutumance. Nous avons répété qu'il ne fallait pas que l'état d'urgence perdure, car la classe politique pourrait banaliser l'exception. D'ailleurs, Macron dit vouloir "sortir de l'état d'urgence". Sauf que, pour cela, il prend les principales mesures de l'état d'urgence et les inscrits dans la loi. Or il n'a jamais été démontré qu'elles étaient efficaces contre le terrorisme.

C'est donc problématique: on introduit dans la durée des mesures qui portent atteinte aux libertés, qui ne sont pas efficaces dans la lutte contre le terrorisme et qui produisent des effets collatéraux importants, car elles stigmatisent et marginalisent une partie de la population.

Et puis, à l'origine, l'état d'urgence n'a pas pour fonction de lutter contre le terrorisme, mais de neutraliser les agitateurs, d'enfermer les opposants. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il avait été créé en 1955, pendant la guerre d'Algérie.

Pourquoi le gouvernement persiste-t-il?

Les autorités publiques sont tombées dans le piège de la communication, mais aussi dans une forme d'accoutumance, car c'est toujours plus pratique et rapide, pour les policiers, de passer outre le juge judiciaire.

Dans le droit commun, les forces de l'ordre doivent attendre l'aval d'un juge judiciaire, qui garantit et protège les libertés individuelles, avant de mener des perquisitions. Pas avec l'état d'urgence. Inscrire ce genre de mesures d'exception dans le droit commun n'est pas très rassurant du point de vue des libertés.

Pensez-vous que le Parlement votera majoritairement pour? Il est fort probable que la majorité soit en faveur de ce texte. Après, peut-être qu'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) sera posée et que le Conseil constitutionnel pourra trancher. L'Express.fr 07.06

- Le Centre national de contre-terrorisme : nouvelle task force au sein de l'Élysée - Franceinfo

Le gouvernement a présenté ce mercredi 7 juin au matin en Conseil des ministres son projet de Task force. Franceinfo 07.06

Ils osent tout.

- EELV "n'a pas eu le même culot" que Macron, déplore Cohn-Bendit - AFP

- Avec la réforme du code du travail, les droits des salariés vont-ils être respectés? - Le Huffington Post

- Des feux piétons LGBT pour promouvoir la tolérance - Franceinfo

La ville de Madrid a installé de nouveaux feux piétons à l'occasion de la Gay pride. On y voit des couples homosexuels se tenir par la main. Franceinfo 07.06

- FMI. Protéger les dépenses d'éducation et de santé dans les pays à faible revenu - Le Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis. Fake news. Flop !

1.1- - Le témoignage accablant de l'ex-directeur du FBI contre Trump - lefigaro.fr

Cependant, les républicains ont été réconfortés par les assurances, plus tôt dans la journée, de deux hauts responsables du renseignement américain lors d'une audition devant la même commission. Dan Coats, directeur du Renseignement national, a déclaré qu'ils n'avait jamais subi de pression pour orienter «une enquête en cours». Et Mike Rogers, directeur de l'agence d'espionnage NSA, a assuré qu'on ne lui avait jamais «ordonné» de «faire quoi que ce soit d'illégal, d'immoral, de contraire à l'éthique ou d'inapproprié». lefigaro.fr 07.06

1.2- Etats-Unis Christopher Wray nommé chef du FBI - Liberation.fr

Donald Trump a annoncé mercredi qu'il allait nommer Christopher Wray à la tête du Bureau fédéral d'investigation (FBI), en remplacement de James Comey, limogé brutalement début mai alors qu'il enquêtait sur des soupçons d'ingérence russe dans l'élection présidentielle.

Wray est un avocat au cabinet King and Spalding. Vétéran de la justice américaine, il a été en charge de 2003 à 2005 de la Division criminelle, l'une des plus importantes du ministère sous la présidence de George W. Bush.

Ce poste ministériel lui aura aussi permis de travailler étroitement avec le FBI. Wray a été diplômé de la faculté de droit de Yale en 1992, où il a été le rédacteur en chef du Yale Law Journal, un poste prestigieux réservé à l'élite des juristes.

Sa nomination à la tête du FBI, que le Sénat doit encore approuver, intervient à la veille de l'audition par une commission parlementaire de Comey. «Il faut qu'il dise tout. […] Les Américains méritent d'entendre toute la vérité, rien que la vérité», a affirmé le chef des démocrates du Sénat, Chuck Schumer. Liberation.fr 07.06

- Deux chefs du renseignement disent n'avoir jamais subi de pression de la Maison Blanche. Le Huffington Post 07.06

2- Iran

- L'EI s'attaque à l'Iran - Liberation.fr

L'Etat islamique a revendiqué un double attentat à Téhéran, mercredi, faisant au moins 13 morts et 46 blessés. Une première dans le plus grand pays chiite. Cet assaut spectaculaire risque d'envenimer les relations entre la République islamique et son rival, l'Arabie Saoudite. Liberation.fr 07.06

3- Corée du Sud

- Le président sud-coréen bloque le bouclier antimissile américain - LeFigaro.fr

Tout juste élu, le président Moon Jae-in a annoncé mercredi le gel du déploiement du système de défense antimissile américain, Thaad (Terminal High Altitude Area Défense) sur le sol de la Corée du sud. Il repositionne ainsi son pays dans le conflit qui oppose les États-Unis à son voisin nord-coréen. Ce conflit pèse sur les événements diplomatiques et militaires en Asie du Nord-Est depuis des années et a pris une nouvelle ampleur depuis l'arrivée de Donald Trump aux affaires.

Leader démocrate, Moon Jae-in a été élu en mai dernier lors des élections présidentielles anticipées après la destitution de la présidente Park Guen-hye pour corruption. Après des déclarations de campagne très critiques vis-à-vis de l'installation des premiers lance-missiles américains dans la région de Seongju, le nouveau président a expliqué vouloir geler l'installation de ce bouclier antimissile, en attendant le résultat d'une enquête sur son impact environnemental.

Quatre nouveaux lanceurs antimissiles du système Thaad se retrouvent donc bloqués sur une base militaire américaine de Corée du sud. Ils sont l'objet de vives tensions entre la nouvelle présidence et l'armée sud-coréenne qui s'était entendue tacitement avec les forces américaines pour faire rentrer les lanceurs dans le pays sans en informer le nouveau président. Cet incident a mené à la démission d'un haut responsable du ministère de la Défense. Il souligne aussi les limites du traité de sécurité entre les deux pays datant de la guerre de Corée, mais surtout marque le tournant diplomatique engagé par le nouveau président démocrate sud-coréen.

Officiellement due à des préoccupations écologiques, la décision de Moon rompt avec la direction prise par l'ex-présidente qui avait engagé le déploiement du bouclier sur le sol coréen en 2016. Avec cette décision, le nouveau président cherche surtout la levée des sanctions économiques imposées par la Chine. Pékin considère que le déploiement de ces deux premiers lanceurs du Thaad représente une menace pour ses propres systèmes de missiles et un risque d'espionnage de la part des Américains que la Chine ne veut pas voir s'approcher si près de ses frontières. Le président sud-coréen, lui, cherche à renouer le dialogue avec le voisin chinois, et envisage aussi une discussion future avec Pyongyang, comme il l'avait annoncé tout au long de sa campagne.

Cette volonté d'apaisement pourra-t-elle redessiner les relations entre les principaux protagonistes de la région? LeFigaro.fr 07.06

4- Irak

- Kurdistan irakien: référendum sur l'indépendance le 25 septembre - AFP

Le Kurdistan, région autonome du nord de l'Irak riche en pétrole, a annoncé mercredi la tenue d'un référendum sur son indépendance le 25 septembre, malgré l'opposition de Bagdad et des réticences attendues internationalement. AFP 07.06

5- Syrie

5.1- Syrie: l'alliance anti-EI gagne du terrain à Raqa - AFP

Les combattants kurdes et arabes soutenus par les Etats-Unis gagnaient du terrain mercredi à Raqa au lendemain du lancement de l'assaut final... AFP 07.06

5.2- Frappes sur la Syrie: le Hezbollah et l'Iran menacent Washington d'une riposte - sputniknews.com

Les frappes de la coalition dirigée par les États-Unis sur la Syrie ne resteront pas impunies, préviennent le Hezbollah et Téhéran, deux alliés de Damas qui promettent de riposter si nécessaire en frappant les positions de l'armée américaine.

L'état-major opérationnel des alliés de la Syrie, qui regroupe le mouvement chiite libanais Hezbollah et la République islamique d'Iran, a annoncé sa volonté de riposter si nécessaire aux bombardements sur la Syrie de la coalition internationale en frappant les positions des militaires américains.

« Le sang des fils de la Syrie, de l'Armée arabe syrienne et de ses alliés n'est pas bon marché et l'éventualité de frapper leurs positions [celles des États-Unis, ndlr] en Syrie et dans ses alentours est possible à toute heure si nécessaire, compte tenu de l'existence de lance-missiles et d'autres installations militaires », a annoncé l'état-major dans une déclaration.

Et de qualifier les actions de la coalition d'« agression lâche » et de preuve d'« hypocrisie des États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme ».

Les alliés de Damas ont expliqué l'absence de toute riposte jusqu'à présent par leur « maîtrise de soi », tout en soulignant qu'ils ne tarderaient pas à agir si Washington « brûlaient les lignes rouges ». sputniknews.com 07.06

Haut de page

Le 9 juin 2017

CAUSERIE

Pondichéry, le 8 juin à 22h36.

Je vous soumets la lettre que je vais adresser aux formations politiques du mouvement ouvrière et aux syndicats à partir de lundi prochain, elle accompagnera ma proposition d'action pour mettre en échec la contre-réforme du code du travail de Macron et son gouvernement.

Je vais peut-être être taxé de mégalomane ou je ne sais quoi, peu importe, on ne peut pas rester à attendre que quelqu'un prenne une initiative. Je vous avoue que ma démarche est si singulière, que j'ai eu bien du mal à rédiger cette lettre par crainte de commettre une maladresse. J'ai éliminé tout ce qui pouvait porter à polémique ou diviser.

Cette démarche peut laisser sceptique, j'en conviens le premier, mais peut-être que des militants vont s'en saisir, au point où nous en sommes nous n'avons plus rien à perdre, et puis il n'y a que les imbéciles ou les lâches qui ne se trompent jamais. Au pire, elle aura été une contribution à la discussion. Personnellement je n'en tirerai aucun profit, et ce serait bien que tous les participants potentiels soient animés du même état d'esprit, ce dont je doute fortement, mais laissons venir, on jugera ensuite sur pièces.

Madame, monsieur, camarade,

Face à l'agression sans précédent qu'entend mener Macron contre le code du travail et le contrat de travail notamment, aucun travailleur, aucun militant ne peut demeurer indifférent.

Personne ne comprendrait pourquoi le mouvement ouvrier dans l'unité n'organiserait pas immédiatement une riposte à la hauteur de cette déclaration de guerre à l'ensemble des travailleurs de la part d'un président et d'un gouvernement ultra minoritaire et illégitime.

La proposition que je vous soumets n'est que l'ébauche d'un projet d'action qui doit être décidée sans tarder. Nous disposons de quatre mois pour préparer la mobilisation générale de l'ensemble des travailleurs qui peut stopper nette la tentative de Macron et son gouvernement de réduire le droit du travail à néant dans ce pays.

Le projet de contre-réforme du code du travail s'inscrit dans le prolongement de la loi Macron-El Khomri adoptée par le précédent gouvernement, elle ne doit pas passer, il faut exiger son retrait.

Veuillez me faire savoir quelle suite vous entendez donner à cette proposition d'action unitaire. Si la trame vous convient, contactez les autres organisations afin de définir ensemble la marche à suivre et de rédiger l'appel à l'adresse des travailleurs.

Mes salutations fraternelles.

Tardieu Jean-Claude, un militant ouvrier.

Haut de page

Le 10 juin 2017

CAUSERIE

- Causerie du 10 juin, 14 pages.

Gouvernement gauche-droite-société civile, le pouvoir absolu ou l'extrême droite au pouvoir.

Selon un sondage Ipsos Sopra Steria Game Changers publié mardi, La République en marche et le MoDem obtiendraient ensemble 385 à 415 députés (sur 577). Le parti du président pourrait avoir la majorité absolue tout seul.

Une situation loin d'être inédite sous la Ve République: c'était déjà le cas de l'UDR pour le général de Gaulle en 1968, du Parti socialiste pour François Mitterrand en 1981, de l'UMP pour Jacques Chirac en 2002 et pour Nicolas Sarkozy en 2007, et du PS pour François Hollande en 2012.

Mais la grande différence est la déliquescence des opposants: à droite, LR et l'UDI obtiendraient 105 à 125 sièges, à gauche l'ensemble PS/PRG/EELV/Divers gauche seulement 25 à 35 sièges, La France insoumise et le PCF 12 à 22 et le Front national 5 à 15.

En outre, Emmanuel Macron renforce depuis son arrivée l'autorité de l'Élysée sur son inédit gouvernement gauche-droite-société civile. AFP 07.06

Eh oui, rappel cruel !

D. Gluckstein (POID) - "*Qui peut croire que c'est en faisant des propositions au gouvernement et en amendant ses projets qu'on va le combattre et le faire reculer ? Qui peut croire que c'est à l'Assemblée nationale que cela va se jouer ?*"

Il aurait fallu y penser dès 1958 et préparer les travailleurs à ce qui les attendaient s'ils ne renversaient pas le régime en place...

Rappelez-vous l'enseignement que j'avais tiré de l'expérience grecque, ils baissent les retraites jusqu'à 40% et ça passe. Idem au Portugal. J'avais affirmé que le combat politique devait être axé contre les institutions nationales et le capitalisme et non sur l'UE ou je ne sais quoi.

Effectivement, la situation dans laquelle nous risquons de nous retrouver avec un parti disposant de la majorité absolue à l'Assemblée nationale n'est pas nouvelle, pour autant, nous n'en avons jamais tiré les leçons. Je crois avoir trouvé la leçon essentielle à côté de laquelle nous sommes passés pour ne pas avoir retenu celles des marxismes ou ne pas les avoir comprises.

Souvenez-vous de la "*faute*" que Marx et Engels avait commise et évoquée par Engels dans une lettre de 1893 adressée à Mehring :

- C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum.

- ...nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations... Fin de l'extrait.

Nous avons confondu les instruments de la démocratie avec la démocratie elle-même. Comment cela ? En attribuant une vertu démocratique au régime en place ou à ses institutions, ce qui signifie que nous avons perdu de vue que c'était le capital qui avait fondé ces institutions, et qu'à partir de là non seulement elles ne pouvaient être démocratiques, mais surtout leur fonctionnement ne permettrait jamais à la démocratie d'exister réellement, tout au plus elle incarnerait le rapport de force entre les classes établi au cours de la lutte de classes sans jamais que la domination de classe du capital ne soit menacée, autrement

dit fondamentalement les institutions devaient conserver le caractère antidémocratique qui avait prévalu lors de leur fondation.

Ce qu'il fallait retenir ou ce sur quoi il fallait mettre l'accent n'était pas le vernis démocratique des institutions que chacun pouvait dénoncer sans que cela ne lui coûte rien, mais leurs fondements antidémocratiques dans la mesure où ils incarnaient non pas un rapport de force, mais la domination de classe de la minorité sur la majorité, et si nous avions abordé la question des institutions sous cet angle-là nous aurions pu faire immédiatement le lien avec les fondements du capitalisme puisque c'était les mêmes.

Pendant plus d'un demi-siècle on nous a abreuvé de la démocratie à toutes les sauces, alors qu'en réalité elle n'existait pas, et elle ne pouvait pas exister puisque la classe ouvrière ne détenait pas le pouvoir politique, nulle part dans le monde d'ailleurs, ce qui permettait au passage de faire comprendre aux travailleurs et aux militants que le socialisme non plus n'existait pas, pas plus en URSS, en Chine, à Cuba où je ne sais où encore, et que tous les discours sur la démocratie était une imposture destinée à les tromper pour qu'ils se soumettent à l'ordre établi et les détourner du socialisme.

Comme le rappelait l'AFP, effectivement cela fait plus d'un demi-siècle, depuis l'avènement de la Ve République pour ne pas remonter plus loin, qu'il existe en France des institutions dont la nature est antidémocratique et il ne peut pas être autrement, et c'est seulement aujourd'hui qu'on nous dit qu'il ne faut pas discuter avec le Président de la République, avec le gouvernement et qu'il n'y a rien à attendre de l'Assemblée nationale, ce qui signifie qu'il s'est écoulé 59 ans pour s'apercevoir que toute collusion avec les institutions ou ses représentants constitueraient une trahison de la cause des travailleurs ou du socialisme.

Mais je ne suis pas du tout certain que ceux qui nous tiennent aujourd'hui ce discours aient véritablement l'intention de rompre avec la mauvaise habitude qu'ils ont prises ou les erreurs qu'ils n'ont cessées de reproduire pendant des décennies, en participant à ces institutions ou en vantant leurs vertus démocratiques, qui depuis ayant été largement écornées, a pris la forme d'un discours en faveur du retour à la démocratie... qui n'a jamais existé, ce qui prouve qu'ils n'ont pas encore tiré la leçon que nous venons d'évoquer.

Quelques réflexions politiques

1- La "*révolution citoyenne*" ou "*par les urnes* a fait long feu comme nous l'avions annoncé, sans prendre de risque il faut bien l'avouer.

La méthode de Mélenchon consiste à tenir un discours provocateur histoire de se faire passer pour un opposant radical au régime, pendant qu'il droitise sa politique, vous l'avez remarqué aussi, bravo ! C'est un charlatan qu'instrumentalise le régime, ce dont il a parfaitement conscience, on confirme. Il vient de traiter Hollande de "pauvre type", ils sont au moins deux comme cela.

A l'issue de la défaite cinglante que FI va subir lors des législatives, tout du moins telle qu'elle est annoncée à l'heure où j'écris ces lignes, ce mouvement va se disloquer, et s'il devait aspirer une grande partie des courants du mouvement ouvrier ce serait pour mieux creuser leurs tombes ou servir Macron, Mélenchon a au moins raison sur ce point, il remplirait ainsi le rôle que le PS ne peut plus jouer, il le remplacerait pour faire le sale boulot à sa place.

Pourquoi ce sera une défaite cinglante pour FI ? Tout simplement parce que ce mouvement a été construit sur la base de l'électoralisme, du réformisme ou du légalisme envers les institutions et le régime, or sur ces plans-là il n'y a plus rien à gratter, la situation n'offre plus aucune perspective à ce genre d'opportunisme, et tous ceux qui y ont participé vont cruellement en faire l'expérience, ils vont être profondément démoralisés à l'issue de cette expérience, et bien qu'ils en tirent les leçons politiques et qu'ils se tournent par exemple vers le POID qui propose de rompre avec les institutions de la Ve République.

2- On peut raconter n'importe quoi à mon sujet, mais personne ne pourra nier qu'on avait prévu ce qui est en train de se mettre en place lors de multiples causeries.

Par exemple, on n'a pas attendu le 8 juin 2017 pour écrire :*Aucune discussion, aucun accord avec Macron*, on était déjà sur la même position sous Sarkozy et Hollande... pendant que d'autres leur adressaient des pétitions qui ont toutes finies à la poubelle, ou leur envoyaient des délégations qui n'ont jamais débouché sur la moindre mesure positive pour les travailleurs.

Souvenez-vous de ce qu'on a écrit sur le PS. Vous avez en mémoire le contenu du bandeau défilant qui a figuré pendant plus d'un an en haut de l'écran de notre portail, prémonitoire n'est-ce pas, je vous le rappelle : Le PS, un parti de droite, anti-ouvrier, lié au FN, sioniste d'extrême droite, capitaliste, colonialiste, impérialiste, réactionnaire, un siècle de mystification, de mensonges, d'impostures, de guerres, de combat contre le socialisme. A bas le PS ! Rupture avec les appareils corrompus des syndicats !..... Etait-il justifié ? Les faits ont parlé et on s'en tiendra là.

On a décrit le régime dictatorial qu'ils voulaient mettre en place et qui s'inscrivait dans la stratégie politique qui consistait à instaurer un nouvel ordre mondial. Il devrait prendre la forme d'une monarchie absolue calquée sur l'Ancien Régime, lorsque le peuple ne disposait d'absolument aucun moyen pour s'opposer à la politique du monarque en place ou même l'infléchir.

Le pouvoir serait détenu par l'oligarchie, il serait pour ainsi dire insaisissable, de sorte qu'il serait extrêmement difficile de le combattre. L'oligarchie et l'élite qui la sert constitueraient un gouvernement fantôme (comme aux Etats-Unis) qui gouverneraient en réalité, dans l'ombre. Le chef de l'Etat ne serait qu'un fantoche, une marionnette qu'ils commanderaient à distance, c'est elle qui prendrait tous les coups à leur place et ils la jetteraient quand elle serait complètement discréditée pour la remplacer par un autre pantin qu'ils auraient repéré et formé entre temps pour remplir la même fonction et ainsi de suite.

On y est. J'avais aussi indiqué que la Chine avec son parti unique, leur servirait de modèle pour établir leur dictature absolue. A l'heure où tout le monde parle plus ou moins hypocritement de la menace que constituerait l'instauration d'un régime dirigé par un parti unique en France, vous avouerez que j'avais eu de l'inspiration, il suffisait d'observer la situation, ni plus ni moins.

J'avais aussi fait remarquer que ce qu'ils appelaient le centre était en fait le courant le plus droitier de la droite officielle et le plus dangereux, contrairement à la caractérisation communément admise du centre qui était présenté comme modéré.

Macron qui est déjà le produit d'un coup d'Etat réalisé par l'oligarchie, est en train de réaliser un coup d'Etat anti-sociale et institutionnel, l'air de rien il est en train de réaliser les objectifs du programme de l'extrême droite fasciste qui se confond avec celui des néolibéraux ou néoconservateurs.

Du coup, on observant que le NPA entend discuter ou négocier avec un tel pouvoir, on en vient à se dire que ses dirigeants auraient estimé possible et normal d'avoir la même attitude avec Milton Friedman qui fut un des idéologues de choc du néolibéralisme dans les années 70, et qui fut à l'origine du programme que les dictatures militaires de Pinochet au Chili et de Vidéla en Argentine appliquèrent.

Pour être cohérent ou tenir compte des fait, d'extrême gauche, il va falloir relayer ce parti à droite. Il ne reste plus que trois partis à gauche à ce jour : le POI, le POID et LO.

Que faire ?

Si j'ai bien compris, après en avoir pris connaissance seulement cet après-midi, la déclaration commune intitulée « Nous refuserons une loi Travail bis par ordonnances » datée du 5 juin et signée par le PCF, le PG, le NPA, EELV et quelques rogatons du PS, constitue la réponse négative à ma proposition de manifestation nationale unitaire à Paris le 16 septembre pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail du gouvernement Macron-Philippe. Sans surprise évidemment.

Mais les dirigeants signataires de cette déclaration sont une chose, les militants en sont une autre.

Peu importe, je vais tout de même leur envoyer ma proposition. J'appelle les militants à la faire circuler le plus largement possible.

En attendant je vous propose l'éditorial de Daniel Gluckstein du 8 juin 2017 (La Tribune des travailleurs (POID)). Je souscris à son contenu, hormis que je ne considère pas de gauche le PCF, le PG, EELV et les rogatons du PS, j'ai envie de dire qu'ils le démontrent une fois de plus, quant au NPA, c'est une organisation dégénérée qui n'a rien à voir avec l'extrême gauche, laissons cela de côté, et il y manque une proposition d'action.

La provocation de Macron n'appelle qu'une réponse par Daniel Gluckstein.

En évoquant une « bombe » à propos de l'ordonnance en préparation sur le contrat de travail, Le Parisien confirme que ce gouvernement illégitime* est en guerre contre la classe ouvrière et qu'il veut passer en force.

Les dirigeants des organisations qui avaient cru possible l'ouverture de négociations (lire page 4) devront se rendre à l'évidence : le gouvernement Macron-Philippe est déterminé à réduire en miettes le contrat de travail. C'est pourquoi il restera sourd aux « propositions » des organisations ouvrières si elles visent à préserver les droits ouvriers collectifs.

La provocation du gouvernement n'appelle qu'une réponse : le front unique des travailleurs et de leurs organisations, unis pour imposer le retrait des projets Macron-Philippe (avec ou sans ordonnances) et l'abrogation de la loi El Khomri sur laquelle ils reposent.

Curieusement, au moment même où Macron veut passer en force, fleurissent « à gauche » des initiatives accréditant l'illusion d'une possible discussion démocratique avec le gouvernement.

Dans une déclaration commune intitulée « Nous refuserons une loi Travail bis par ordonnances » (lire page 6), des dirigeants du Parti communiste, du Parti de gauche, de la gauche du Parti socialiste, du NPA, d'Europe-Écologie-Les Verts appellent à ne pas donner une « majorité absolue à l'Assemblée » à Macron et formulent leurs « propositions alternatives ». Qui peut croire que le blocage des plans du gouvernement passe par le résultat de l'élection à une Assemblée nationale-croupion,

chambre d'enregistrement des décisions d'un président de la Ve République tout-puissant ? Quant aux « propositions »… L'exigence de retrait du plan Macron-Philippe et d'abrogation de la loi El Khomri est absente du texte commun des dirigeants de gauche !

Quelques jours plus tôt, Mélenchon avait lancé son propre appel à constituer un « Front populaire de résistance sociale et de proposition » intégrant « les forces syndicales, associatives, politiques et culturelles » (lire page 6). Pour Mélenchon aussi, « cette résistance commence d'abord à l'Assemblée nationale ». Ce qui l'amène lui aussi à soumettre ses « propositions » en tout genre et même à amender (et envisager de voter) la mini-réforme de la Constitution préparée par le gouvernement !

Qui peut croire que c'est en faisant des propositions au gouvernement et en amendant ses projets qu'on va le combattre et le faire reculer ? Qui peut croire que c'est à l'Assemblée nationale que cela va se jouer ?

Ne peut combattre Macron et encore moins défaire sa politique celui qui refuse de rompre avec lui.

C'est sur le terrain de la lutte de classe que la classe ouvrière fera reculer ce gouvernement de guerre.

Dehors ce pouvoir illégitime ! À bas les ordonnances ! Retrait des projets Macron ! Abrogation de la loi El Khomri ! Telles sont les bases de l'unité ouvrière pour laquelle combattent les militants du Parti ouvrier indépendant démocratique.

* Les sondages annoncent 45 % d'abstentions le 11 juin et prévoient un résultat correspondant à 15 % des inscrits pour La République en marche.

Macron le kamikaze fanatique de l'oligarchie.

Ils l'ont enfin trouvé !

- Législatives - Morin (UDI) : "Macron est en train d'hypnotiser les Français" - Franceinfo

- L'imposture est le masque de la vérité; la fausseté, une imposture naturelle; la dissimulation, une imposture réfléchie : la fourberie, une imposture qui veut nuire; la duplicité, une imposture à deux fins. (Vauvenargues, De l'esprit humain)

- Vous les verrez bientôt, féconds en impostures, Amasser contre vous des volumes d'injures (…) (Boileau, Satires)

- (…) pour certaines âmes, il y a le bonheur de l'imposture. Il y a une effroyable, mais enivrante félicité dans l'idée qu'on ment et qu'on trompe; dans la pensée qu'on se sait seul soi-même, et qu'on joue à la Société une comédie dont elle est la dupe, et dont on se rembourse les frais de mise en scène par toutes les voluptés du mépris (…) Les natures au cœur sur la main ne se font pas l'idée des puissances solitaires de l'hypocrisie, de ceux qui vivent et peuvent respirer, la tête lacée dans un masque. (Barbey d'Aurevilly, les Diaboliques, « Le dessous de cartes… ».)

Parole d'internaute

1- "*D'une certaine manière, lorsqu'on constate la montée rapide de "l'abêtissement" généralisé provoquée par la présence de plus en plus incontournable de la "technologie" et autres "aides digitales" à toutes les taches de base de la vie courante, on se demande si la nécessité de faire appel à des technologies de remontée du QI de l'Espèce ne seront, après tout, pas nécessaires…*"

C'est la corruption des intellectuels et des classes moyennes qui est responsable en grande partie de la situation actuelle, notamment ceux et celles des pays occidentaux ou des pays les plus industrialisés.

Parmi eux, dès le milieu ou la fin du XIXe siècle certains de leurs membres avaient commencé à prendre conscience de l'orientation impérialiste du capitalisme et des dangers qu'elle faisait peser sur le devenir de la civilisation humaine.

Cependant ils ne firent jamais l'effort d'étudier sérieusement l'interprétation qu'en avaient donnée les marxistes ou plus précisément, ils s'en remirent aux conclusions de leurs travaux sans véritablement comprendre le processus dialectique matérialiste qui avait été à l'origine du développement du capitalisme, du coup lorsque ces conclusions furent contrariées temporairement par justement leur impréparation à la révolution socialiste qui permis au stalinisme de se développer et d'obstruer toute perspective au-delà du capitalisme, ils en profitèrent pour abdiquer ou se soumettre à l'ordre établi.

Dès lors, ils tournèrent délibérément le dos au marxisme et adoptèrent le réformisme bourgeois, qui présentait au moins l'avantage d'être en adéquation avec leur mode de vie relativement confortable ou supérieur au reste de la population. Partant de là, leur priorité ou leur intention plus ou moins inavouable allait être de servir le régime auquel ils étaient redevables de leur statut privilégié et qu'ils refuseraient dorénavant d'affronter. Ils se borneraient à en dénoncer les excès les plus criants histoire de

se donner bonne conscience ou de camoufler plus ou moins maladroitement leur servilité en arborant une fausse modestie, proclamant qu'ils étaient bien peu de choses ou qu'il n'était pas en leur pouvoir de changer le monde, ce que personne ne leur demandera au passage, pour justifier le fait qu'ils avaient fini par s'en accommoder, ce que personne ne leur reprocherait puisque la plupart des gens devaient adopter le même état d'esprit ou comportement.

Ce qu'ils n'avaient pas prévu manifestement, c'est que la crise du capitalisme poussée à son paroxysme allait mettre en évidence leur imposture, celle qui avait consisté à continuer d'utiliser la rhétorique du marxisme, tout du moins ses aspects les moins compromettant, pour se faire passer pour des progressistes ou des démocrates ou encore de gauche, posture qui allait s'avérer insoutenable lorsque les tenants du régime allaient s'engager dans la voie du néolibéralisme et broyer le réformisme bourgeois, et donc ses représentants et l'élite qui se prétendaient de gauche.

On notera au passage que ce n'est pas le marxisme ou le socialisme qui auraient été vaincus, mais une idéologie issue du capitalisme et qui devait servir ses intérêts. Or, c'est encore de nos jours cette confusion qui empeste le cerveau des intellectuels et des classes moyennes, ce qui témoigne de leur "abêtissement". Ne sont-ils pas les premiers à profiter de "la “technologie” et autres “aides digitales” à toutes les taches de base de la vie courante" ?

2- "*Des grands penseur d'autrefois, il y a 2000 ou 3000 ans, et penseurs contemporain, où est l'évolution ? L'homme tourne en rond, du divertissement, on le fabrique, il nous occupe, mais on stagne, voir régresse.*"

Ce n'est pas à voir, c'est absolument certain, lire plus loin un témoignage.

L'ultime évolution de l'humanité ou le degré de conscience qu'elle a atteint a consisté à découvrir le processus dialectique matérialiste qui était à l'oeuvre dans la matière et chacune de ses représentations, dont la nature, les hommes, la société, le monde, l'univers.

Cela vous aurait-il échappé ? Ce serait regrettable, car lorsqu'on passe à côté on ne peut pas interpréter correctement l'évolution ou la transformation de la matière et ses représentations, on est réduit à se livrer à des spéculations métaphysiques ou à raconter n'importe quoi, à sombrer dans l'idéalisme ou le nihilisme qui est sa version putréfiée.

Dans le meilleur des cas on sera condamné à dresser un constat qui sera plus ou moins fidèle ou éloigné de la réalité sans pouvoir en tirer la moindre perspective. De plus, cette impasse ou cette faillite intellectuelle (et morale) ne peut conduire qu'à l'impuissance à modifier le cours ou l'orientation de la société. Au-delà, cette orientation de la société les condamne à connaître une régression sans fin entraînés inexorablement dans sa course vers l'abîme, à entrer eux-mêmes en putréfaction en justifiant ce qu'autrefois ils estimaient injustifiables, bref, jusqu'à devenir méconnaissables.

Ce processus de dégénérescence guette tous les intellectuels et les membres des classe moyennes que le néolibéralisme incarné par Macron entend soumettre sans condition ou broyer, sauf à devenir ses zélés serviteurs, et encore, ils les jetteront quand ils estimeront qu'ils ont fait leur temps ou qu'ils n'en ont plus besoin.

En guise d'épilogue.

Il va de soi que le niveau de conscience et l'engagement, la détermination et les exigences ne sont pas les mêmes, selon qu'on se destine à obtenir une amélioration de sa condition ou à changer la société.

Cela n'engage à rien ou ne coûte rien ou presque de revendiquer l'amélioration de sa condition ou de la société, c'est compatible avec l'amateurisme, le dilettantisme, l'éclectisme, on n'a pas besoin de modifier notre mode de pensée, bref, c'est économique mais cela ne rapporte rien à l'arrivée, je parle sur le plan historique.

En revanche, lorsqu'on se destine à changer la société ou le monde, c'est une toute autre affaire, cela ne s'improvise pas, on part de rien et on a tout à conquérir, à apprendre, cela demande de posséder ou plutôt de cultiver de nombreuses qualités, la volonté, le courage, la persévérance, la détermination, la discipline, la rigueur, la modestie, etc. Qui plus est, c'est au départ que c'est le plus difficile car on va devoir fournir des efforts colossaux ou des sacrifices sans en tirer le moindre profit, ce qui nous vaudra les railleries ou l'incompréhension de notre entourage.

On va affronter une multitude d'obstacles sans que personne ne puisse nous aider, puisque c'est une question qui ne concerne que nous-même et notre conscience, ce qu'on veut vraiment dans la vie. C'est d'autant plus compliqué qu'on n'a pas réellement conscience du processus dans lequel on s'en engagé, qui plus est, qu'on n'a pas le droit d'interrompre sous peine de perdre le bénéfice du travail déjà accompli, ce qui explique pourquoi ceux qui un jour ce sont engagés dans cette voie et qui ont interrompu ce processus étaient voués par la suite à régresser, y compris à un stade antérieur au précédent.

Ce processus se déroulant selon les lois de la dialectique qu'on ignore encore, va nous réserver bien des surprises désagréables avant d'en tirer satisfaction, car on ignore par quels étapes et états de conscience on va passer successivement, ce

qui constitue la plus grande menace puisqu'on va s'illusionner plus d'une fois sur ce qu'on croit avoir compris, ce qui aura le don de nous démoraliser, le seul moyen d'y remédier consistera à étudier à nouveau les mêmes passages, surtout il faudra s'abstenir de vouloir sauter des étapes car ce serait fatal pour le coup ou notre entreprise serait vouée à l'échec.

Quand j'avais 18-19 ans j'en étais arrivé à lire la presse féminine destinée aux "ménagères", genre Intimité ou Nous deux que ma mère achetait, si cela ne vous dit rien, disons un niveau en dessous de Paris Match ou Ici Paris, pour dire que j'étais un crétin fini. Et du jour au lendemain je suis passé à Aristote et Platon ! Deux ans plus tard j'allais arrivé à Marx et Engels en m'étant farci les philosophes les plus érudits, Descartes, Spinoza, Kant et Hegel pour n'en citer que quelques-uns. Il y a de cela 43 ans.

Je suis donc parti du niveau zéro sans que jamais personne ne m'apporte le moindre soutien. Ah j'étais résolu, et cela ne m'a jamais quitté ! C'est pour dire que chacun peut progresser quelle que soit sa condition, qui plus est pour un intellectuel ou un membre des classes moyennes. Chez eux, c'est la volonté qui fait défaut, le manque de motivation... Vous comprenez peut-être mieux pourquoi je me moque d'eux, pas méchamment, mais parce qu'on ne peut pas se résigner à vivre dans un monde pareil, aussi pourri. Je me demande comment font ces gens-là pour vivre sans idéal, ils doivent être très malheureux, je les plains. J'ai connu cela aussi pendant les 20 années où j'ai arrêté de militer, et je dois dire que cela ne m'a pas vraiment porté bonheur non plus, au contraire, j'ai perdu la seule femme que j'ai vraiment aimée au cours de mon existence et ma fille, ce que j'avais de plus chères.

Placer son idéal dans une personne ou quelque chose ne mène pas loin, hormis des désillusions. Troquer l'idéal humaniste du socialisme, de la liberté pour un idéal à la petite semaine (Un resto, une bouffe, un ciné, les vacances, etc.) qu'il faut renouveler sans cesse sous peine de plonger dans une dépression ou de se retrouver face au grand vide de son existence, c'est très superficiel et pour tout dire mesquin, médiocre si on s'en contente. Ces gens-là ne peuvent pas se projeter au-delà puisque pour eux la société n'a pas d'avenir ou il sera épouvantable, elle est condamnée à l'avance, alors qu'avec le socialisme l'avenir nous appartient, même s'il ne se réalisera pas de notre vivant, peu importe, il nous transporte bien au-delà de notre petite existence qui n'était destinée qu'à durer qu'un temps, en avoir conscience nous unit à jamais à tous les hommes et toutes les femmes des générations passées, présentes et futurs qui aspirent à mettre fin au règne de la nécessité pour accéder à celui de la liberté, la mort constitue le trait d'union entre elles.

Témoignage d'un travailleur américain.

Dans toute ma vie de baby boomer, je n'ai jamais vu un état d'esprit aussi militariste affecter autant de gens qu'aujourd'hui. Il y a vraiment trop de plaques d'immatriculation de voitures qui arborent des logos militaristes. Trop de parents qui affichent ce signe sur la lunette arrière de leur véhicule : « Fiers parents (ou grand-parents) d'un marine (ou d'un soldat) ».

Aujourd'hui, le moindre événement sportif doit avoir sa garde d'honneur et son salut au drapeau avec hymne national avant le match. Les stades de foot ont tous leur drapeau géant qui les recouvre en entier. Et leurs fans debout, main sur le coeur et tête baissée en signe de respect.

On dirait que l'art de la guerre à l'Américaine est devenu la norme de notre vie. Cet empire militaire industriel a gagné le coeur et l'esprit de trop de braves gens !

Si cela ne s'arrête pas, notre nation n'aura pas fait faillite que financièrement, elle l'aura fait aussi spirituellement et moralement.

Philipp Farruggio fils et petit-fils de dockers de Brooklyn – 29 mai 2017

En oligarchie. Coup d'Etat institutionnel. En marche vers un régime policier ou le totalitarisme.

- Etat d'urgence : «Une inscription dans le droit commun qui annule toute contestation» - Libération.fr

Militante, juriste, politique, universitaire … Six personnalités réagissent à la parution dans la presse d'un texte présenté comme un avant-projet de loi intégrant les mesures mises en place après les attentats de 2015.

Arié Alimi avocat:

«Les actes terroristes, une notion malléable»

Arié Alimi DR«Jusqu'à présent, l'état d'urgence n'a pas concerné seulement le terrorisme. Le ministère de l'Intérieur et les préfectures ont démontré leur volonté de l'appliquer à d'autres faits qu'ils considèrent comme des troubles graves à l'ordre public. C'est par exemple ce qui s'est produit peu de temps après les attentats du 13 Novembre, avec les interdictions des manifestations à l'occasion de la COP 21 à Paris. Ce fut aussi le cas avec le bannissement de certaines personnes des cortèges anti-loi travail, ou encore des interdictions de déplacement de supporteurs de football. Le texte de transposition fixe la limite d'une application aux actes terroristes mais c'est une notion malléable. Et lors du contrôle de l'action du ministère, les

juridictions administratives, y compris le Conseil d'Etat, n'ont pas du tout fait le travail du juge judiciaire. Lorsqu'elles étaient saisies d'un arrêté préfectoral d'assignation à résidence ou de perquisition, les juges administratifs n'ont pas vérifié la réalité des faits allégués dans les notes des services de renseignement. D'ailleurs, les premiers qui devraient être dans la rue aujourd'hui pour contester ce projet de loi, ce sont les juges de l'ordre judiciaire. De fait, Emmanuel Macron veut rétablir le pouvoir absolu de contraindre sans jugement. La seule limite désormais, c'est que l'on ne pourra pas incarcérer quelqu'un sans l'action du juge judiciaire.» (photo DR)

Sébastien Pietrasanta député PS spécialiste sécurité:

«Le judiciaire contourné»

Sébastien Pietrasanta - «Je trouve plutôt inquiétant qu'un système dérogatoire et exceptionnel puisse entrer dans le droit commun. On ne peut pas dire qu'on sort de l'état d'urgence pendant une campagne présidentielle et finalement mettre cet état d'urgence dans la loi de tous les jours. On perpétue un système dérogatoire, on laisse la plénitude d'action aux préfets, on contourne l'autorité judiciaire : tout cela m'interroge. «D'autant plus que j'ai aussi des réserves sur l'efficacité de ces mesures, quel que soit l'endroit où vous choisissez de les ranger, état d'urgence ou droit commun. Elles sont sûrement utiles pour le maintien de l'ordre mais, pour le reste, j'ai des doutes. Ainsi, le contrôle parlementaire a montré que les perquisitions administratives et les assignations à résidence avaient eu, grâce à l'effet de surprise, une utilité réelle dans les premiers jours. Mais ensuite, le ménage était fait avant les perquisitions. Ces dernières sont peut-être utiles pour certains services de police, mais pas forcément pour ceux du renseignement dans la lutte contre le terrorisme. Leur but est de surveiller, pas d'aller taper aux portes des personnes à surveiller. Enfin, je ne peux pas, comme homme de gauche, critiquer la droite qui souhaite interner les fichés S et, dans le même temps, accepter des assignés à résidence permanents qui ne sont pas judiciarisés.»

Adrienne Charmet de la Quadrature du Net:

«Atteinte lourde à la vie privée»

«Cet avant-projet de loi, c'est l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun, avec tous les problèmes que cela soulève : qui décide des mesures coercitives ? Quels sont les recours possibles ? La définition des personnes qui peuvent être assignées à résidence est très large et très subjective. L'obligation de «déclarer ses identifiants de tout moyen de communication électronique» reprend une disposition qui avait déjà été proposée pour la loi sur la procédure pénale adoptée en juin, mais que la commission des lois du Sénat avait supprimée. Nous le disions déjà à l'époque : c'est une atteinte au droit de se taire, à la présomption d'innocence et au droit de ne pas s'auto-incriminer, cela va à l'encontre de plusieurs articles de la charte européenne des droits fondamentaux, et la France a déjà été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme à ce sujet… Dans le cas des perquisitions informatiques, il y a une atteinte lourde à la vie privée sur décision préfectorale, sans droit de se défendre. Le gouvernement prétend avoir une position de sagesse en disant qu'il faut sortir de l'état d'urgence… mais on y rentrerait définitivement ! Nous sommes en train de discuter et de nous coordonner avec les associations qui s'étaient déjà opposées à l'état d'urgence. On peut espérer que le Conseil d'Etat va jouer son rôle de garde-fou. Et, si le gouvernement ne revient pas sur sa copie, que les parlementaires seront assez sages pour s'y opposer.»

Serge Slama maître de conférence en droit public:

«Le franchissement d'un cap» Slama Serge - «La fin de l'état d'urgence s'imposait. Le gouvernement a compris qu'il ne pouvait pas le renouveler indéfiniment, sachant que cet état d'exception a vocation à être temporaire, ce que le Conseil d'Etat lui rappelle depuis des mois. Le texte d'avant-projet de loi dont on parle est un curieux mélange entre la reprise des mesures déjà présentes dans la loi sur l'état d'urgence et un certain nombre de solutions qui s'inspirent du droit des étrangers, comme le régime d'assignation à résidence ou la surveillance électronique. Par ailleurs, ce que propose le texte sur les perquisitions est très étonnant : ce serait la première fois en dehors de l'état d'urgence qu'elles seraient ordonnées sur décision du préfet après autorisation du procureur de la République de Paris. Alors certes, le procureur a une autorité judiciaire au sens de la Constitution, mais il n'est pas indépendant dans la mesure où il relève de l'exécutif. La seule solution satisfaisante serait que le juge civil autorise la perquisition. En ce qui concerne les assignations à résidence, elles seraient adaptées plus spécifiquement aux personnes qui sont supposées entretenir des liens avec des milieux radicalisés, afin de les inciter à rompre avec leur milieu d'origine. Inscrire toutes ces mesures dans le droit commun est un franchissement de cap que Bernard Cazeneuve et Manuel Valls n'ont pas osé faire et qu'Emmanuel Macron est en passe de réaliser.»

Michaël Fœssel philosophe:

«Vers un état libéral autoritaire»

Michaël Foessel - «L'inscription des mesures de l'état d'urgence dans le droit commun est une preuve de plus, s'il en faut, de la "banalité sécuritaire", où l'Etat légitime ses politiques publiques par la sécurité. Alors que la récurrence de la question de la prolongation de l'état d'urgence permettait au moins de discuter de la condition de nos libertés publiques, son inscription dans le droit commun annule toute contestation : l'exception devient la norme, c'est l'évidence sécuritaire. Ce qui est tout à fait

paradoxal dans une démocratie libérale : d'un côté, on valorise la liberté d'entreprendre et, de l'autre, on remet en cause nos droits les plus fondamentaux, dont les libertés publiques et individuelles. Avec la permanence de l'état d'urgence, on tendrait ainsi vers un "Etat libéral autoritaire". L'effacement de la figure du juge, traditionnellement libérale, sous le prétexte de l'accélération des processus de médiation démocratique, en est un symptôme. En sacrifiant le pouvoir judiciaire au profit du pouvoir exécutif, on remplace des jugements humains par des procédures administratives, sinon informatiques. Les sociétés qui ne savent plus juger n'ont d'autre solution que de réprimer. En définitive, chez Emmanuel Macron, tout comme chez Manuel Valls, ce sont les libertés économiques qui priment sur celles d'aller et venir, etc., et ce alors même que les effets réels sur le terrorisme sont très limités.»

Michaël Fœssel est l'auteur d'Etat vigilance (Points, 2010).

Emmanuel Daoud avocat:

«Il s'agit d'un coup d'état institutionnel»

«Ce nouveau projet de loi constitue une régression sans précédent des libertés publiques et individuelles. On décide de banaliser des mesures d'exception en les inscrivant dans le droit commun au mépris des équilibres institutionnels et constitutionnels, mais aussi de l'autorité judiciaire. Le paradoxe de la situation, c'est qu'il a été démontré amplement que ces mesures n'avaient pas été efficaces durant l'état d'urgence, et l'on veut pourtant les inscrire de façon définitive dans notre droit. En réalité pour des raisons démagogiques. «A titre personnel, je considère qu'il s'agit d'un coup d'Etat institutionnel. C'est d'autant plus grave que ces derniers mois, on a constaté un dévoiement de ces dispositions d'exception, détournées de leur finalité première - la lutte antiterroriste - pour mieux criminaliser les mouvements sociaux. Le dernier rapport d'Amnesty International a clairement mis en évidence le recours abusif à l'état d'urgence pour interpeller ou contrôler des militants syndicaux ou écologistes. Si on pousse une telle logique, cette mise sous contrôle relève d'une inspiration autoritaire face à un tel projet, tous les démocrates, qu'ils soient juristes ou non, devraient se mobiliser ensemble pour rappeler au gouvernement les principes fondamentaux de notre Etat de droit et de notre République.» Libération.fr 09.06

Commentaire d'un internaute

- "Autant rétablir les lettres de cachet et le fait du prince. Cette Loi vise à transférer à l'exécutif un pouvoir qui en droit commun est dévolu au judiciaire. C'est extrêmement grave et très dangereux ! L'idéal pour museler une opposition politique ou syndicale. Macron est un autocrate en puissance. Il faut que les Français ouvrent les yeux !"

Tous les partis institutionnels sont corrompus jusqu'à la moelle.

- Affaire Ferrand: le ministre plombé par de nouvelles révélations - L'Express.fr

- Assistants européens du MoDem: les témoignages d'ex-collaborateurs s'accumulent - L'Express.fr

Le vieux monde vacille et menace les fondements de la civilisation humaine

- La présidence Trump ébranlée par la charge de Comey - AFP

- Législatives: Theresa May perd sa majorité absolue - AFP

- Empêtré dans un scandale, le maire de Bruxelles contraint à la démission - LeFigaro.fr

- Sous pression, le Qatar reste ferme face à ses adversaires - LeFigaro.fr

- Une ville des Philippines aux mains de djihadistes - LePoint.fr

- Choléra au Yémen: plus de 100.000 cas suspects et 789 morts - AFP

- Soudan du Sud : un an et demi et 5 kilos, un enfant meurt de faim - Franceinfo

Bienvenue chez les décérébrés qui sont inspirés par les mêmes idéologues qui ont porté Macron au pouvoir.

Madrid interdit le «manspreading» dans les bus - Slate.fr

Une nouvelle vignette apparaîtra mi-juin dans tous les autobus madrilènes: un homme, les jambes écartés et une grosse croix

rouge pour signifier l'interdiction. Le parti Podemos souhaiterait étendre cette campagne à toute la région et à tous les types de transports... et il n'est pas le seul!

Le 6 juin, son parti a déposé une proposition de loi devant le parlement de la région de Madrid pour que la campagne lancée par la mairie de la ville et l'entreprise des transports municipaux contre le manspreading soit étendue à l'ensemble de la région.

Quelques semaines plus tôt, le parti d'extrême gauche de la CUP avait proposé une campagne similaire en Catalogne, en qualifiant le manspreading de «micro-agressions qui incommodent celles et ceux qui les subissent».

À partir de mi-juin, de nouveaux symboles s'ajouteront aux interdictions de fumer et aux obligations de laisser sa place dans le bus aux femmes enceintes et aux personnes handicapées: interdiction d'écouter de la musique sans écouteurs, de parler trop fort au téléphone ET interdiction du manspreading.

Le symbole utilisé s'inspire notamment d'une campagne de sensibilisation lancée dans le métro new-yorkais en 2014, comme l'a fait remarquer la conseillère municipale et politologue Rita Maestre.

Madrid n'est pas la seule ville à avoir entamé une telle campagne de sensibilisation. Comme le rappel le Guardian avec une série de visuels utilisés pour dénoncer le manspreading, New York était précurseur, mais le Japon et la Pennsylvanie aussi. Mais c'est une série de Tumblr qui avait dénoncé en premier le phénomène. En France, le collectif Osez le féminisme avait lancé le hashtag #Takebackthemetro en 2014 et publié un visuel qui utilisait les mêmes codes que la société des transports franciliens. Un visuel toujours d'actualité… mais pas pour la RATP. Slate.fr 08.06

Ici en Inde, il fait une chaleur écrasante une grande partie de l'année, il faut donc s'y adapter. Les femmes ne portent pas de culotte sous leur sari, elle porte un jupon. Seules les vieilles femmes ne portent pas de soutien-gorge. Les femmes n'en portent que pour sortir généralement. Les hommes portent généralement un slip mais pas toujours, moi je n'en porte plus, j'ai eu trop de problèmes quand j'en portais. Et quand on s'assied, la pause communément admise consiste à écarter les jambes pour que les parties génitales puissent respirer ou s'aérer un peu, évacuer la transpiration qui sinon donne lieu à des irritations ou à l'apparition de boutons qui rapidement s'infectent ou deviennent purulents, il arrive même que des champignons apparaissent en haut des cuisses, j'en parle en connaissance de cause pour y avoir eu le droit à plusieurs reprises.

Le pire, c'est le scooter (ou la moto) où on transpire abondamment entre les cuisses, du coup je roule les jambes écartées pour me soulager, malgré tout cela finit toujours par vous démanger assez rapidement, je me soulève légèrement de la scelle quelques instants et discrètement je m'essuie les parties, ce sont des gestes que les Indiens font quotidiennement sans que personne n'y voit à redire.

Tenez, pendant que j'écris ces lignes, ma chaise est légèrement décalée de la table où se trouve le clavier pour pouvoir garder les jambes écartées, j'ai une jambe sous la table et l'autre à l'extérieur, mon short est humide entre les jambes et j'ai des boutons qui sont devenus des plaies aux fesses, j'ai mis du tact de Selvi pour me soulager et les sécher, comme quoi je ne vous cache rien, vous savez tout ! Si demain j'étais en France, je prendrais naturellement cette pause et je me ferais taxer d'obsédé sexuel. C'est complètement dingue, ils ne savent plus quoi inventer pour terroriser la population ces ordures !

Et que dire de l'extrême gauche qui va soutenir ce genre de campagne ? Qu'elle est plus que décomposée, débile, pourrie, on va la cataloguer à droite avec les autres partis de la pseudo-gauche (PS, PCF, PG, etc.).

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- La coalition dirigée par les USA porte une 3e frappe contre les forces pro-Assad - sputniknews.com

Les forces de la coalition dirigée par Washington ont abattu un drone syrien et attaqué des camions appartenant à l'armée syrienne lors de la troisième frappe effectuée à Al-Tanf en moins d'un mois.

La coalition dirigée par les États-Unis a porté jeudi sa troisième frappe depuis le 18 mai contre les forces pro-gouvernementales syriennes à l'est de la zone de désescalade près d'Al-Tanf, a annoncé le colonel Ryan Dillon, porte-parole de la coalition.

Cette fois, la coalition a attaqué des camions transportant des armes et a abattu un drone. Selon la coalition, cet engin sans pilote aurait attaqué les forces de la coalition.

« Le drone a largué des munitions qui n'ont pas touché les militaires de la coalition. L'engin sans pilote avait d'autres munitions à bord et nous l'avons abattu », a indiqué le colonel. sputniknews.com 08.06

États-Unis

- Fondation Soros: spéculations de plusieurs milliards et vente libre de stupéfiants - sputniknews.com

Selon le journaliste italien Mario Sommossa, dans une interview retransmise en direct par la chaîne de télévision CNN, Soros a pratiquement admis qu'il aurait pu financer la « révolution » de Maïdan pour « mettre au pouvoir une junte amie des États-Unis ».

« Dans la même interview, il a reconnu avoir organisé des opérations similaires en Géorgie, au Kirghizstan, au Myanmar et en Iran », a rappelé en conclusion le journaliste italien. sputniknews.com 08.06

Serbie

- Bombardements de la Yougoslavie: la Serbie poursuivra l'Otan en justice sputniknews.com

À l'initiative de l'Académie serbe des sciences et des arts et avec la bénédiction du patriarche Irénée de Serbie, une équipe de juristes se forme pour préparer un recours en justice contre l'Otan pour le détriment matériel et moral infligé par les bombardements de 1999, a annoncé à Sputnik le Serbe Srdjan Aleksic qui dirigera ce groupe.

Les meilleurs avocats serbes, ainsi que leurs confrères de l'Union européenne, de la Russie, de la Chine et de l'Inde feront partie de cette équipe spéciale, a déclaré Srdjan Aleksic à Sputnik.

« Nous entendons attaquer en justice les pays de l'Otan qui ont participé à l'agression contre la Yougoslavie, soit 20 États qui y ont été impliqué directement ou indirectement. Les recours en justice seront préparés contre chacun de ces pays », a précisé l'interlocuteur de l'agence.

Et d'ajouter que les juristes ne s'adresseraient pas à la Cour internationale de Justice (CIJ), mais aux organes judiciaires de chacun des 20 pays.

« Nous estimons que cela relève de la compétence des tribunaux nationaux. Ces États ont violé les principes contenus dans le chapitre 7 de la Charte de l'Onu qui interdit l'agression contre n'importe quel pays. Qui plus est, l'Otan a violé les chapitres 5 et 6 de ses propres statuts, l'Alliance n'étant pas une structure offensive, mais défensive », a souligné l'homme de droit.

Et de résumer que, somme toute, le droit international avait été violé, notamment les conventions interdisant toute agression et tout usage de la force contre les États souverains.

En 1999, pendant 11 semaines, l'Alliance a bombardé la Yougoslavie. Cette opération de l'Otan a fait 2 500 morts. Mais il ne s'agit là que d'un préjudice direct. Les avions de l'Otan ont largué près de 15 tonnes d'uranium appauvri sur le territoire serbe. Comme résultat, avec 5 500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants, la Serbie arrive de nos jours en première position en Europe pour le nombre de décès dus au cancer. sputniknews.com 08.06

Haut de page

Le 11 juin 2017

CAUSERIE

- Causerie du 11 juin, 7 pages.

J'ai réalisé rapidement cette causerie sans tenir compte des infos d'hier.

On a oublié un aspect des législatives.

S'il ne reste que des candidats de REM et de LR au second tour, accessoirement accompagné d'un candidat du FN, il risque d'y avoir 60 à 80% d'abstention. Demain à Pondichéry je n'irai pas voté pour le second tour, puisqu'il ne reste que les candidats de REM et LR.

Il faut appeler au boycott du second tour de façon à ce que les candidats qui seront élus soient ultra minoritaires, ils le seront de toutes manières, mais plus ce phénomène sera accentué, et moins il ne sera possible par la suite de nier que Macron est illégitime.

Macron et ses élus fantoches sont ultra minoritaires et donc illégitimes pour décider notre sort à notre place, ils sont le produit d'une machination : Chassons-les du pouvoir !

Il faudra sans cesse mettre l'accent sur cet aspect de la situation, le répéter quotidiennement autour de soi, partout, le faire figurer dans tous les tracts, appels, communiqués, déclarations, etc. Plus Macron sera isolé, plus les travailleurs seront susceptibles de prendre confiance en eux, et plus ils estimeront légitimes de faire valoir leurs droits ou ils seront déterminés à engager le combat contre le régime.

Des "fuites qui pourraient être fortuites.

Le gouvernement porte plainte contre X (lire plus loin) après la divulgation par Le Parisien d'un document consacré à la contre-réforme du Code du travail, dont la teneur sera confirmée par la suite par la ministre du Travail et le Premier ministre. A peine 48 heures plus tard, Le Monde révélait un avant-projet de loi liberticide «visant à renforcer et stabiliser l'arsenal législatif de lutte contre le terrorisme» qui sera lui aussi confirmé le lendemain en Conseil des ministres.

Autrement dit, deux médias nationaux appartenant à des oligarques, donc au clan Macron, précèdent l'annonce par le gouvernement de mesures qui vont modifier profondément les rapports à l'intérieur de la société ou entre les classes. Il se peut aussi que dans l'entourage de Macron ou au sein du gouvernement, certains auraient préféré qui ces annonces interviennent après les législatives étant donné la nature ultra réactionnaire de ces mesures qui pourraient dissuader de nombreux électeurs de voter pour les candidats de REM ou soutenus par le parti de Macron. Alors pourquoi les avoir divulguer et confirmer avant les législatives, et qui a pris cette décision ?

Certainement pas Macron, seuls les idéologues ou l'élites qui sert les oligarques ont pu prendre cette décision après avoir pesé le pour et le contre, ils ont dû estimer qu'ils pourraient tirer profit à lancer ces bombes la veille des législatives histoire de montrer que Macron était tout puissant et qu'il était déterminé à appliquer l'intégralité de son programme ultra libéral, cela à l'adresse de ses électeurs potentiels pour qu'ils aillent voter, ce qui lui permettrait par la suite d'expliquer que les électeurs ne lui avaient pas seulement donné une majorité absolue à l'Assemblée nationale pour gouverner le pays, mais qu'ils avaient plébiscité au passage son programme et donc ses mesures divulguées la veille du scrutin, ce qui constituerait un argument à opposer à ceux qui s'appuyant sur la forte abstention martèlent qu'il est illégitime et ultra minoritaire.

En conclusion, en guise de "fuites", il pourrait plutôt s'agir d'une stratégie s'appuyant sur une batterie de sondages donnant une majorité absolue à REM sur fond d'abstention record. Ils peuvent avoir commis l'erreur de considérer comme acquise leur victoire ainsi que la résignation des travailleurs. Reste à savoir comment ils vont réagir à l'annonce de ces mesures ultra libérales. A suivre demain.

Le rejet massif de tous les partis institutionnels (dont REM) témoigne de l'illégitimité du régime

- Législatives : l'enjeu de l'abstention - Franceinfo

Ils essaient de les inciter à voter, mais beaucoup de Français s'apprêtent à ne pas se rendre aux urnes ce dimanche 11 juin pour le premier tour des législatives. "Je pense que c'est joué d'avance et que le président aura la majorité", confie une jeune femme. "Mon vote n'a plus rien à faire dans la balance, il va passer ses lois", ajoute une femme. Peu de motivation pour certains, désillusion pour d'autres. "Ils font des promesses qu'ils ne tiennent jamais donc ça sert strictement à rien", se désole un jeune homme.

De 40 à 48% d'abstention

Résultat, une abstention qui s'annonce forte au premier tour : de 40 à 48% selon les instituts de sondage. 48%, ce serait le record depuis 1958. Une tendance qui n'est pas nouvelle. Depuis un quart de siècle, l'abstention ne cesse de progresser. Franceinfo 10.06

Mélenchon l'histrion ou l'idiot utile du régime.

Mélenchon a célébré le Parisien et les médias en général qui appartiennent à des oligarques et ont mis Macron en place. Bravo le clown ! Misérable. J'ai téléchargé deux vidéos que j'ai visionnées en partie seulement, et ce que j'ai entendu n'a fait que

confirmer que l'illusionniste enfilait le personnage élimé de Mitterrand qu'il admire toujours, c'est lui qui s'en vante, je n'invente rien. Il s'agit de deux interviews à TF1 et à BFMTV, deux chaînes détenues par des oligarques, dont l'échange fut très policé, Mélenchon y tenait !

Il voudrait encore faire croire aux travailleurs que l'Assemblée nationale pourrait tenir compte de leurs besoins, alors qu'elle s'apprête à piétiner leurs droits les plus élémentaires, un siècle plus tard, il nous refait le coup du parlementarisme, le populiste ose tout, c'est bien connu, en voici la preuve.

Plus le talon de fer de l'oligarchie se fait entendre, plus Mélenchon se droitise ou fait preuve d'amabilité envers les institutions, on voit sur le plateau à l'écran qu'il est tiré à quatre épingles et sort du salon de coiffure et de maquillage fardé et poudré à la manière des courtisans. On est en présence d'un bien triste bouffon. Il s'incline devant le régime et n'envisage pas de le combattre. On n'en attendait guère plus de sa part.

En guise d'argument, il s'est plaint que l'Assemblée nationale ne puisse bouger ne serait qu'une virgule dans les ordonnances que Macron s'apprêtent à promulguer, car voyez-vous, dans le cas contraire cela pourrait en changer l'orientation générale entièrement tournée contre les travailleurs au point de pouvoir les adopter, ce qui est demeuré sous-entendu, mais ce que cela signifiait. Voilà qui va faire trembler le château.

Morbleu, pas question d'une révolution, quelle horreur, lui il en tremble le vilain !

Quelques passages de ces interviews.

TF1

- "*Le Parlement représente toute la société*", ah bon ! Pour cautionner l'existence de la Ve République, de l'Etat des capitalistes le faussaire ne pouvait trouver meilleur argument.

- En France "*les élections sont libres*", quand des partis sont subventionnés à coup de dizaines de millions d'euros par l'Etat, qu'ils ont le soutien de la totalité des médias qui leur accordent gratuitement des tribunes, peut-on parler d'élections libres ?

- Face au rouleau compresseur Macron : "*les gens sont plutôt d'humeur calme et préfère que les choses se passent bien*", il prend son cas pour une généralité. D'un côté il dénonce la violence inouïe de la politique de Macron, et d'un autre côté il appel le peuple à la subir sans recourir à la violence, donc à se soumettre.

- A l'adresse des électeurs du FN : "*vous avez raison d'être très fâchés, mais pas au point de devenir facho*", c'est ainsi qu'il traite les travailleurs qui à leur insu sont manipulés par tous ceux qui refusent d'affronter les capitalistes et qui servent de marchepieds à l'extrême droite, dont Mélenchon.

BFMTV

- Louanges à May, la Première ministre britannique qui serait un exemple de démocratie, à deux reprises : " *Si c'était la démocratie comme en Angleterre*", à propos de la France pour plus tard enchaîner "*ce pays reste une démocratie*", les travailleurs britanniques qui sont soumis au contrat de travail "zéro" apprécieront.

- Discours dithyrambique destiné à Jeremy Corbyn qui n'a cessé de renier le peu de convictions qui l'habitaient et qui est à la tête de la section britannique de l'Internationale socialiste dont le PS est la branche française, autrement dit, c'est comme s'il chantait les louanges du PS !

- Comment, moi, tout étonné "*j'ai parlé de révolution*", quelle horreur, avant de préciser : "*je parle de révolution citoyenne (...) je veux sortir de l'imagerie que les gens ont à propos de la révolution*" du type de la Commune ou russe, pour ce charlatan la révolution doit se dérouler dans les salons feutrés des Palais du pouvoir en place sans que cela débouche sur un changement de régime, évidemment.

- La culture des illusions dans les institutions, c'est sa marque de fabrique, son gagne-pain : "*La société ce sont les députés*" et "*le Parlement doit pouvoir négocier*", sauf l'orientation générale de la politique définie par le gouvernement qui est destinée à satisfaire les besoins des capitalistes. Négocier ici signifie collaborer avec la réaction à la rédaction des mesures antisociales qui seront ensuite imposées aux travailleurs et rien d'autres.

- Rendez-vous compte, demain, "*le seul pouvoir du Parlement sera de dire oui ou non*" aux ordonnances promulguées par Macron, pourquoi, parce que la majorité des députés, REM-LR-PS pourraient dire non ?

Vous aurez noté qu'à aucune moment il n'a évoqué la supercherie qui avait consisté à faire croire que le parti de Macron aurait bénéficié d'un "raz de marée" lors du 1er tour des législatives des Français de l'étranger, alors qu'il y a eu plus de 83% d'abstention et de votes blancs et nuls. A aucun moment il ne soulignera qu'il est ultra minoritaire et illégitime, ce qui revient à se priver du principal argument pour combattre Macron et le gouvernement. Voilà comment Mélenchon les protège.

Désinformation, machination, appel à la résignation, matraquage, ils ont sorti le grand jeu. La dictature en marche annoncée.

- La "raclée" à venir aux législatives sonne le glas d'une époque et le début d'une période trouble - Le Huffington Post

Il faut certes rester prudent tant que les Français n'ont pas voté. Mais tout indique – sondages, enquêtes, et votes des Français de l'étranger – que l'on s'oriente vers une large victoire, voire un raz de marée de la République en marche... Le Huffington Post 09.06

- Législatives: la République en marche vers le grand renouvellement de l'Assemblée - AFP

Déferlante pro-Macron annoncée... Les Français voteront dimanche pour le premier tour des élections législatives en passe de donner une large majorité au chef de l'Etat dans une Assemblée profondément renouvelée.

- Législatives : vers une Assemblée nationale "En Marche !" ? - Franceinfo

Ils ne servent que les intérêts du complexe militaro-industriel-financier qui détient le pouvoir

- Législatives : le rôle du député expliqué aux enfants - Franceinfo

Pourquoi a-t-on besoin des députés ? A quoi sert l'Assemblée nationale ? Franceinfo l'explique aux enfants, avec l'aide de francetv éducation. Franceinfo 09.06

Bêlement.

- «Ça fait bizarre de voter pour des inconnus» - Liberation.fr

La définition d'un régime fasciste.

- Macron revendique la "distance", la "verticalité" et une présidence "respectée" - AFP

Interrogé par un journaliste sur la présence de François Bayrou au gouvernement alors que son parti, le MoDem, fait l'objet depuis vendredi d'une enquête préliminaire de la justice sur ses assistants parlementaires européens, il s'est refusé à répondre.

"Quand je viens sur un sujet que j'ai choisi, je parle du sujet que j'ai choisi. Je ne fais pas des commentaires d'actualité", a éludé Emmanuel Macron. AFP 09.06

Il aura trouvé le moyen de prononcer quatre fois "je" en 26 mots, je les ai comptés. Il se croit tout puissant, parce qu'on lui a soufflé qu'il l'était. Il peut compter sur la complaisance des médias pour ne pas le contredire.

La "distance" = Normal puisqu'il est incapable d'assumer la fonction d'un chef d'Etat, c'est juste un bon acteur, quoique... Il peut revendiquer la "distance" avec le pouvoir, ayant conscience qu'il n'en a aucun ! C'est un aveu, mais les éditocrates ne le relèveront pas.

La "verticalité" = Au sommet de la pyramide (du Louvre) les donneurs d'ordres, et de haut en bas aux différents échelons, les exécutants ou figurants : Le président, les ministres, puis viennent les députés, tous ont été recrutés pour tenir un rôle de larbin. Mais rien ne dit qu'ils ont conscience que pour remplir la plus vile des fonctions il faut un certain talent.

Quant à la présidence "respectée", coincé entre ses parrains et sa barbie défraîchie qui ne le quittent pas d'une semelle, elle n'a rien de naturel chez un roturier. Le bougre, il doit se forcer en permanence pour l'assumer, d'où ses mimiques grimaçantes, son pincement de lèvres, son air emprunté, sa démarche raide... Il n'est jamais aussi bon que lorsqu'il arbore son sourire niais et méprisant, ce qui ne peut inspirer du respect qu'à ceux qui lui ressemblent et le flattent.

Le locataire du Palais fait le tour de ses sujets.

- Macron joue les standardistes à l'Élysée - lepoint.fr

Commentaires d'internautes

1- "Plus confortable que chez MG&S où il a été copieusement sifflé. Mais ça ne fait pas la Une."

Ils ne l'ont pas séquestré, c'est l'essentiel. Les délégués syndicaux ont été minables. Ecoutez celui de la CGT, Vincent Labrousse, qui a pris la parole devant les salariés après un entretien d'une heure avec Macron, tout ce qu'il leur a dit c'est que "les représentants du personnel seront associés" à la liquidation de MG&S ou au plan social (de licenciements en fait) de son repreneur éventuel pour que tout se passe bien, voilà Macron rassuré :

- "On a été reçu pendant plus d'une heure par le président de la République. L'engagement qui a été pris par le président de la République c'est la mise en place, dans un temps très court, d'une cellule de crise. La cellule de crise a déjà commencé à travailler. Les représentants du personnel seront associés à cette cellule de crise. Cette cellule de crise va travailler à la mise en œuvre d'une reprise. Pour l'instant, ce qui paraît le plus atteignable c'est que la reprise soit faite par le groupe GMD. Néanmoins, le président de la République a pris l'engagement de contacter aussi d'autres acteurs du secteur puisqu'il va aussi contacter PSA et Renault pour augmenter le chiffre d'affaires." bfmtv.com 09.06

2- "L'image, toujours l'image

On va vite se lasser de ce président qui est encore plus obsédé que les deux précédents par son image. Macron, c'est l'incarnation du narcissisme." Narcissisme, dérangé, effréné, épileptique, cynique, cruel, monstrueux, destructeur, prédateur.

3- "Jupiter et la plèbe

De temps en temps le divin s'abaisse à regarder la plèbe. De préférence pas trop longtemps."

4- "A la hauteur de la fonction ?

Tous ces petits "coups de com" qui s'enchaînent les uns après les autres et sont repris en boucle par des médias complaisants ne sont pas à la hauteur de la fonction et encore moins des problèmes que rencontre le pays. S'il s'agissait de recruter une standardiste, fut-elle aimable et disponible, ce n'était pas la peine de s'infliger des mois et des mois de campagne électorale. "

Un régime qui craque de partout et la tentation du fascisme.

- Le gouvernement porte plainte après les révélations de «Libération» sur le code du travail - Liberation.fr

- La ministre du Travail Muriel Pénicaud a annoncé, vendredi, avoir déposé une plainte contre X - Liberation.fr

- Révélations de «Libé» sur le code du travail : l'obligation d'informer n'est pas un délit - Liberation.fr

En portant plainte après la publication d'un document sur ses projets de réforme, la ministre du Travail fait le choix de la répression judiciaire. Liberation.fr 09.06

- Assistants parlementaires MoDem: l'étrange coup de fil de Bayrou à Radio France - lexpress.fr

Selon les informations de Mediapart, le ministre de la Justice a contacté un journaliste d'investigation pour exiger que son équipe cesse de "harceler" les permanents du MoDem.

C'est un geste particulièrement inconséquent de la part d'un garde des Sceaux en poste. D'après une information de Mediapart, en grande partie confirmée par l'intéressé, François Bayrou a téléphoné directement, mercredi, au patron de la cellule investigation de Radio France. L'objet de l'appel? Reprocher à sa rédaction de "harceler de manière inquisitrice" des permanents du MoDem, soupçonnés d'avoir bénéficié d'emplois fictifs rémunérés par le Parlement européen.

Interrogé par Mediapart, le journaliste en question, Jacques Monin, relate les termes utilisés, en substance, par le ministre de la Justice: "Des gens de chez vous sont en train de téléphoner à des salariés du MoDem, (...) de jeter le soupçon sur leur probité. C'est inacceptable. Avec mes avocats, nous sommes en train d'étudier d'éventuelles plaintes pour harcèlement." Selon le site d'investigation, le maire de Pau avait déjà téléphoné la veille à un journaliste du service politique de France Info, pour lui demander qui, à Radio France, chapeautait les enquêtes sur le parti centriste. "C'est le citoyen" qui appelle

Le coup de fil de mercredi aurait duré une dizaine de minutes. Son contenu peut potentiellement être interprété comme une forme

de pression. Il serait peut-être passé inaperçu si François Bayrou n'était pas un membre éminent du nouveau gouvernement, qui plus est en charge d'une grande loi sur la moralisation de la vie publique.

D'autant que le président du MoDem ne nie pas l'essence des faits, à savoir l'objet de l'appel. "C'est simple, j'ai appelé le responsable de la cellule investigation de Radio France parce que des journalistes appelaient sur leur téléphone personnel des salariés de notre mouvement qui n'avaient aucun lien avec nos députés européens", raconte François Bayrou à Mediapart, avant de déclarer qu'une "des salariées est venue dans [son] bureau en pleurant". Réitérant le fait que ces permanents vivaient cela comme du "harcèlement", le garde des Sceaux nie en revanche toute "menace" ou "intimidation".

Et le leader centriste d'ajouter ce curieux argument: "Ce n'est pas le ministre de la Justice ni le président du MoDem qui a appelé, c'est le citoyen, simplement pour protéger ces jeunes femmes." "I'm the boss"

Alors que la principale formation politique alliée à La République en marche fait désormais l'objet d'une enquête préliminaire, ouverte à la suite du signalement d'un ancien salarié du parti qui a été assistant parlementaire européen de Jean-Luc Bennahmias, cette initiative est pour le moins malvenue, voire saugrenue.

Contacté par L'Express, un ancien membre du MoDem, qui connaît bien François Bayrou, se dit "sidéré". "Quand on cherche à savoir pourquoi untel a écrit tel papier, on ne parle pas directement au chef d'une rédaction, c'est tout simplement ahurissant", déplore-t-il. D'après cet ex-élu centriste, le garde des Sceaux a un défaut, qui explique peut-être le coup de fil à Radio France: "Il se sent surpuissant. Surtout après un coup politique comme celui qu'il a réussi en s'alliant à Emmanuel Macron. Donc maintenant c'est un peu 'I'm the boss', et le boss, il fait un peu ce qu'il veut."

Quoi qu'il en soit, après Richard Ferrand, également visé par une enquête préliminaire lié à un montage immobilier en Bretagne, c'est au tour des ministres MoDem du gouvernement -François Bayrou, Marielle de Sarnez et Sylvie Goulard- de lester un peu plus l'image de probité voulue par Emmanuel Macron pour démarrer son mandat. À en croire les sondages, l'essentiel est sauf, LREM étant promis à une majorité écrasante à l'Assemblée nationale. Et ce à 48 heures du premier tour des élections législatives. lexpress.fr 09.06

- MoDem : ouverture d'une enquête préliminaire pour soupçons d'emplois fictifs d'assistants parlementaires - Franceinfo

Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Paris ce vendredi 9 juin. Une enquête pour abus de confiance afin de faire la lumière sur les soupçons d'emplois fictifs d'assistants parlementaires alors qu'ils auraient été employés par le MoDem. Franceinfo 09.06

Avec les félicitation de Daesh et de la Commission Trilatérale présidée par Rockefeller dont elle est membre.

- Une photo d'Élisabeth Guigou en hijab dans une mosquée de Pantin interroge - L'Express.fr

L'intéressée s'est défendue sur son compte Twitter: "Le port de la kippa par les hommes en France est aussi une brèche à la laïcité? J'ai représenté la France à la béatification d'une Française par le Pape", écrit-elle, avant de rappeler le "protocole du Vatican: châle noir sur la tête, gants, robe longue". "Je respecte les usages dans les lieux de culte. TOUS les lieux de culte", a-t-elle indiqué. L'Express.fr 09.06

Haut de page

Le 12 juin 2017

CAUSERIE

Pondichéry, 15h.

Résultats des législatives au niveau national (définitifs, ministère de l'Intérieur) :

La République en Marche : 28,21% ;
Les Républicains : 15,77% ;
Front national : 13,20% ;
La France insoumise : 11,02% ;

Parti socialiste : 7,44% ;
MoDem : 4,11% ;
EELV : 4,30% ;
UDI : 3,03% ;
PCF : 2,72% ;
DLF : 1,17% ;
Extr Gauche : 0,77%.
Abstention : 51,29%.

(Source : linternaute.com 12.06)

Je rajoute quelques mots à la suite de la causerie de ce matin qu'on intègrera dans celle de demain.

Macon et les députés sont déjà le président les élus les plus impopulaires de la Ve République.

L'abstention plus les voix de FI, du PCF et des partis d'extrême gauche, soit environ 65% expriment le rejet de la politique ultra libérale ou des ordonnances annoncées de Macron.

Macron ou son parti ont perdu 13 millions d'électeurs en un mois !

Que cela ne tienne, ils osent tout :

Franceinfo évoque : "*le triomphe de La République en marche au premier tour des élections législatives dimanche.* "

- Collomb : le score de REM, signe d'une "adhésion aux réformes" - AFP

Le score du parti du président Emmanuel Macron, arrivé largement en tête dimanche 11 juin du premier tour des législatives, est "le signe d'une réelle adhésion aux réformes que nous avons commencé à mettre en œuvre", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. AFP 12.06

- De la présidentielle aux législatives, En Marche ! continue sa progression - Franceinfo12.06

Macon mis en "échec".

- Castaner: l'abstention est "un échec de cette élection" - AFP

L'abstention massive (51,29%) qui a marqué le premier tour des législatives est "un échec de cette élection", a estimé lundi Christophe Castaner, porte-parole du gouvernement et secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement. AFP 12.06

Commentaire d'abonnés du Figaro

1- Si on considère l'abstention et le nombre d'électeurs inscrits, on se rend compte que 22.050.000 ont voté. LRM ayant obtenu 32.3% des électeurs, Macron aura la majorité absolue avec seulement 7.122.000 électeurs sur 45 millions d'inscrits.

2- Un système qui permet d'obtenir 400 députés avec 15% des électeurs inscrits n'est pas un système démocratique ! C'est pourquoi une majorité de citoyens s'en détournent.

A suivre...

- Causerie du 12 juin, 8 pages.

J'ai réalisé cette causerie à chaud après l'annonce des résultats du 1er tour des élections législatives en France.

Je ne m'attarde pas, mon abonnement mensuel à Internet se termine dans 11h et je n'ai utilisé que 11GO sur les 20 que je vais payer, donc je vais télécharger des films, documentaires et concerts.

Bonne semaine à tous, ne soyez pas abattus ou démoralisés, tout ce qui arrive était prévisible, nous n'avons cessé de l'évoquer dans nos causeries. Si maintenant on n'est pas capable de corriger nos erreurs, là pour le coup on a de quoi s'inquiéter. Je n'ai pas le temps de m'adresser aujourd'hui aux différentes formations du mouvement ouvrier comme prévu, il n'y a rien qui urge, on verra cela demain.

A propos du 1er tour des législatives en France.

Comment interpréter le taux d'abstention record (51,2%) ?

- Législatives : qui sont les Français qui se sont abstenus au premier tour ? - Franceinfo

Plus d'un Français sur deux n'est pas allé voter. L' abstention atteint son plus haut niveau de la Ve République, avec 51,2%, au premier tour des élections législatives, dimanche 11 juin.

Les 25-34 ans, champions de l'abstention

En résumé, plus on est âgé, plus on vote. Ou presque. Les électeurs de plus de 60 ans ont été les plus nombreux (plus de 63%) à vouloir se rendre aux urnes, dimanche, bien loin devant les plus jeunes. Pour ce premier tour des législatives, ce sont les 25-34 ans, qui sont les champions de l'abstention, juste devant les 18-24 ans (37%).

Deux ouvriers sur trois se sont abstenus

Un Français sur deux n'est pas allé voter, mais cette moyenne cache de grandes disparités en fonction de la profession des sondés. Selon l'enquête Ipsos/Sopra Steria, deux ouvriers sur trois se préparaient à s'abstenir, dimanche, pour les élections législatives, tandis que près de la moitié des cadres (45%) comptaient se rendre aux urnes.

Logiquement, puisque les électeurs les plus âgés sont les plus mobilisés, les retraités comptent nettement moins d'abstentionnistes (36%) que les autres catégories.

Les plus modestes votent moins que les riches

L'abstention recule aussi à mesure que les revenus augmentent. Ainsi, dans les foyers aux revenus inférieurs à 1 250 euros mensuels, l'abstention atteint 59%. A l'inverse, 58% des électeurs dont les revenus sont supérieurs à 3 000 euros se sont rendus aux urnes.

Plus de la moitié des électeurs de Le Pen et Mélenchon se sont abstenus. francetvinfo.fr 12.06

Quelques éléments à retenir :

- Les 25-34 ans, champions de l'abstention juste devant les 18-24 ans (37%) ;

- Deux ouvriers sur trois se sont abstenus ;

- Les électeurs de plus de 60 ans ont été les plus nombreux (plus de 63%) à vouloir se rendre aux urnes ;

- L'abstention recule aussi à mesure que les revenus augmentent.

D'une part les nantis se sont mobilisés, ils ont voté Macron pour défendre leurs intérêts. D'autre part, les travailleurs se sont abstenus dans leur immense majorité.

Que les travailleurs se soient abstenus est normal, quelque part ils ont compris qu'en gouvernant par ordonnance l'Assemblée nationale n'aurait aucun pouvoir, alors pourquoi aller voter, ils ont intégré le fait que les institutions étaient antidémocratiques et qu'ils n'avaient aucune raison de participer à cette mascarade dont ils devaient être les principales victimes. C'est un désaveu pour Mélenchon qui tenait absolument à ce que les députés "négocient" les termes des ordonnances et donc les cautionnent.

On en tirera l'enseignement politique qu'il sera inutile de porter notre attention vers l'Assemblée nationale puisque chacun sait à quoi s'en tenir en ce qui la concerne, il faudra donc axer notre combat politique à la fois contre le sommet de l'Etat, le Président de la République, et l'oligarchie dont il est la marionnette.

Comment ? En martelant, en répétant sans cesse ou en expliquant aux travailleurs que Macron est ultra minoritaire et donc illégitime pour appliquer sa politique ultra libérale et qu'il faut s'organiser pour non seulement l'empêcher de d'appliquer son programme mais aussi pour le chasser du pouvoir et abattre les institutions de la Ve République, abolir la Constitution qui a permis son élection ainsi que celle des députés de son parti avec entre 10 et 15% des voix des électeurs.

Ce sont les institutions de la Ve République qui sont illégitimes, il faut les renverser !

Le raz de marée de la désinformation médiatique ou la conspiration des oligarques.

Avec 32,32% des électeurs inscrits La République en marche obtient 15,77%.

Ce chiffre sera nettement minorité après le second tour puisque l'abstention va encore s'accentuer. Il faudra aussi soustraire les votes blancs et nuls, sans oublier les 9% d'électeurs non-inscrits, bref, Macron va disposer pour gouverner d'une majorité écrasante en siège à l'Assemblée nationale, supérieure à 70% avec moins ou à peine 10% en voix.

Tous les partis institutionnels qui existaient jusqu'alors ressortent laminés à l'issue du 1er tour des législatives, hormis LR qui plafonne autour de 20% des électeurs inscrits, soit moins de 10% en tenant compte de l'abstention. Il ne reste plus en France que deux partis politiques de droite susceptible d'alterner au pouvoir, ce qui correspond à ce que Le Huffington Post a appelé hier "l'américanisation de la vie publique française", perspective ou objectif qui coïncidait avec la mise sur orbite de Macron et En Marche, ce que nous avions mentionné dans de précédentes causeries, donc nos lecteurs ne devraient pas être surpris par ce qui arrive puisque nous les avions avertis, d'où notre sérénité pour aborder la situation.

J'appelle au boycott du second tour des législatives, ce que j'aurais dû faire dès le premier tour si j'avais pu jauger précisément l'état d'esprit des travailleurs. Je pressentais un fort taux d'abstention, disons aux environs de 40%, mais en même temps j'avais en tête la mobilisation qu'avait suscitée Mélenchon autour de sa candidature, j'ignorais si elle se maintiendrait jusqu'au 1er tour des législatives, je ne pouvais pas savoir que Macron dévoilerait le contenu des ordonnances qu'il entend promulguer à la veille du 1er tour, de sorte que cela dissuaderait les travailleurs d'aller voter, c'est seulement après cette annonce que j'ai compris qu'ils risquaient de s'abstenir en masse, ce que j'ai indiqué dans une causerie.

Maintenant ce n'est pas parce que les travailleurs se sont abstenus majoritairement qu'ils cautionneraient les ordonnances de Macron ou qu'ils entendraient demeurer passifs ou les laisser passer sans réagir, "ils trépignent en coulisse" selon Le Huffington Post, encore faudrait-il qu'il y ait un appel à la mobilisation générale pour exiger leur retrait, ce qui n'est pas le cas et ne risque pas d'arriver sans doute.

Quoi qu'il en soit, cela signifie que la situation est particulièrement propice à la résistance, donc à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Un parti ouvrier qui n'ira pas flirter avec les institutions antidémocratiques de la Ve République, ainsi que les débris nocifs du mouvement ouvrier dont les partis portent la responsabilité de la situation actuelle, ni avec les appareils corrompus des syndicats qui se sont prosternés devant Macron.

Faisons mentir Libération qui a écrit : Abstention partout, opposition nulle part.

Inversons les termes, contre Macron et l'oligarchie : Abstention nulle part et opposition partout !

Que des travailleurs soient désintéressés de leur condition ou du destin qu'on leur réserve, j'en connais, il en existe qui sont résignés depuis leur naissance, mais il en existe aussi qui refusent de se soumettre, reste à savoir si nous saurons nous adresser à eux, on n'y est jamais parvenu dans le passé, mais rien ne dit qu'on n'y parviendra pas.

Si ma modeste contribution peut aider à atteindre cet objectif, je n'aurais pas perdu mon temps.

Idolâtrie envers l'étoile naine de Jupiter.

- Emmanuel Macron embrasse un sympathisant chauve, façon Laurent Blanc - L'Express.fr Tel un champion du monde de foot, le président a embrassé un sympathisant sur le crâne, samedi, en sortant de sa villa du Touquet pour aller voter aux législatives.

- A Oradour-sur-Glane, le président s'efface devant le survivant - LeParisien.fr

- Commémoration d'Oradour-sur-Glane : Emmanuel Macron face aux enfants - Franceinfo

- «Si le Parti animalier avait utilisé l'étiquette "Macron", ils auraient eu des chances» - Liberation.fr

Une "révolution"... nationale.

- 50% d'abstention, environ 400 députés LREM... Une révolte? Non Sire, une révolution - Le Huffington Post

50% d'abstention, cette américanisation de la vie publique française est une disruption sans commune mesure depuis 1958.

Du jamais vu depuis plus de soixante-dix ans, lorsqu'en octobre 1945 les Français élirent à l'Assemblée 159 communistes, 152 MRP et 142 socialistes -qui réunissaient à eux trois 73% des voix et 80% des sièges- et sanctionnèrent au lendemain de la Libération les anciens politiciens radicaux de la IIIème République responsables à leurs yeux de l'esprit de défaite, mais aussi l'extrême droite et la droite conservatrice qui disparaissaient pour cause de collusion avec la Révolution Nationale, nonobstant de nombreux engagement individuels pourtant héroïques.

Parmi ces "intrus" qui prendront dans quelques jours d'assaut l'Assemblée nationale, dans une mécanique de grand remplacement implacable, seront-ils un peu plus ou un peu moins de 400 Marcheurs à balayer les codes de l'alternance balisée depuis l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République?

L'essentiel est ailleurs: chacun de ces 390 à 430 nouveaux députés La République En Marche sera aussi porteur de cette défiance de 50% de nos compatriotes. Il est minuit moins une: la prochaine fois, le même échec serait sans nul doute sanctionné plus lourdement encore, plus douloureusement, par la fuite en avant vers un pouvoir populiste, populiste de gauche ou populiste de droite.

Les élections législatives des 11 et 18 juin 2017 ressemblent furieusement à celles des 23 et 30 novembre 1958, dans le contexte de la refondation de la Vème République à la main du général de Gaulle et de Michel Debré. Les gaullistes de l'UNR remportèrent alors 198 sièges, les modérés 133, tandis que socialistes, communistes et poujadistes de l'UDCA furent rayés de la carte avec respectivement 44, 10 et 0 rescapés. Sur 475 sortants, 344 députés perdaient leur siège, y compris des personnalités de premier plan au nombre desquelles Pierre Mendès France, Edgar Faure, Pierre Poujade ou encore Gaston Defferre. Déjà, les Français prenaient la décision de faire appel à une nouvelle génération politique, en envoyant à l'assemblée des hommes jeunes, à leurs yeux non impliqués dans les responsabilités politiques récentes.

Encore une minute monsieur le bourreau: dos au mur, LR et PS auront ces derniers mois reculé d'éléments de langages en slogans successifs mais partagés pour nier l'évidence, à défaut de pouvoir l'enrayer, du phénomène d'En Marche, cet ovni politique sorti de nulle part le 6 avril 2016, il y a à peine treize mois, une paille à l'échelle de l'histoire des mastodontes qui ont incarné l'histoire des gauches, des centres et des droites.

Le décor du quinquennat est planté: les électeurs qui se sont déplacés ne pardonneront aucune démission dans l'action. Ceux qui se sont abstenus sont aussi dans les starting blocks. Ils n'ont pas déserté la scène démocratique, ils trépignent en coulisse.
Le Huffington Post 11.06

Un oubli ou une omission.

Wikipédia - Les élections législatives françaises de 1968 ont eu lieu les 23 et 30 juin 1968, après la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République Charles de Gaulle pour répondre à la crise de mai 68 (IVe législature). Les partis de gauche, alors considérés comme partiellement responsables de ladite crise, ont subi une cuisante défaite au profit de la majorité sortante, qui avait pourtant éprouvé de sérieuses difficultés à l'emporter lors des précédentes élections, un an auparavant.

La majorité présidentielle remporte très largement ces élections. Elle recueille 46 % des suffrages et dispose de 144 élus dès le 1er tour. Au second tour, elle obtient 354 sièges, dont 293 pour la seule UDR. C'est la première fois dans l'histoire de la République qu'un parti conquiert la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Wikipédia.org

Un coup d'Etat conforme à l'esprit de la Ve République

Razzia, OPA, tsunami, etc. les médiacrasses se font jupitériens.

- Législatives: la conquête du pouvoir confirmée avec éclat pour Macron - AFP

Une razzia organisée avec méthode et amplifiée par le souffle de l'élection présidentielle: Emmanuel Macron est sur le point de mettre la main sur l'Assemblée nationale, un an après avoir lancé son mouvement En Marche! AFP

- Législatives: Macron vers une majorité pléthorique - AFP

Les résultats du premier tour des élections législatives, dimanche 11 juin, sont sans appel. La République en marche obtient 32,32% des voix, devant le bloc LR-UDI (21,56%) et le Front national (13,2%). Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon n'a recueilli que 11,02% des voix au premier tour des législatives.

Pourtant, il est possible de regarder les résultats sous un autre angle. En prenant en compte l'abstention (51,29% des inscrits),

ainsi que les Français qui ne sont pas sur les listes électorales (soit 29%, entre les non inscrits et ceux qui n'ont pas le droit de vote), les résultats sont moins flatteurs pour les candidats d'Emmanuel Macron.

Si la France était un village de 100 électeurs, 33 Français seulement (33,77%) auraient exprimé un choix pour un candidat et plus de 36 se seraient abstenus. Moins de 11 Français auraient voté pour les candidats du président de la République, moins de 8 auraient voté pour un candidat de droite et moins de 5 auraient voté pour un candidat Front national.

Lors de cette élection législative, si 44.442.823 Français sont inscrits, ils n'ont été que 21.577.033 à s'exprimer dans l'urne. 48,71% des inscrits ont voté.

Ainsi, LREM d'Emmanuel Macron ne décroche seulement 13,43% des voix chez les inscrits, contre 28,21% en suffrages exprimés (32,32% avec ses alliés du MoDem). De la même manière que les Républicains, arrivés second du 1er tour avec 15,77% des voix des suffrages exprimés (21,56% avec ses alliés UDI/DVD) qui n'ont été plébiscités que par 7,51% des inscrits.

La République en marche et son allié MoDem obtiendraient en effet entre 415 et 455 sièges après le second tour, un chiffre largement supérieur à la majorité absolue (289 sièges), selon notre estimation Ipsos/Sopra Steria*.

Les autres grands partis se partagent les miettes : entre 70 et 110 députés pour Les Républicains/UDI, 20 à 30 pour le Parti socialiste et ses alliés PRG/Divers Gauche/EELV, 8 à 18 pour La France insoumise et le PCF, 1 à 5 pour le Front national, et 7 à 12 pour les autres formations.

Un président élu a toujours obtenu une majorité dans les législatives suivant son élection. Mais le nouveau chef de l'Etat ferait bien mieux que ses prédécesseurs François Hollande (331 députés en 2012) et Nicolas Sarkozy (345 sièges en 2007). Même en 2002, Jacques Chirac n'avait obtenu "que" 398 députés de droite. On s'achemine donc vers une majorité écrasante. AFP et huffingtonpost.fr 12.06

Les raclures déchues

- Législatives: nouvelle défaite cinglante pour la droite - AFP

- PS: après la déroute de la présidentielle, la débâcle des législatives - AFP

- Au FN, le marinisme en plein marasme -Liberation.fr

- Résultats législatives 2017: ces personnalités qui ont pris une claque - huffingtonpost.fr

Ils sont éliminés dès le premier tour ou en situation très défavorable avant le second.

Ils sont les deux symboles de la débâcle du Parti socialiste. Candidat à la présidentielle et premier secrétaire, Benoît Hamon (Yvelines) et Jean-Christophe Cambadélis (Paris) ont été éliminés dès le premier tour de ces élections législatives.

Comme eux, de très nombreuses personnalités socialistes ont reçu une véritable claque à l'occasion de ce scrutin et n'accèdent pas au second tour. C'est le cas de Patrick Mennucci (Bouches-du-Rhône), d'Elisabeth Guigou (Seine-Saint-Denis) ou du frondeur Laurent Baumel (Indre-et-Loire) mais aussi de nombreux anciens ministres comme Aurélie Filippetti (Moselle), Matthias Fekl (Lot-et-Garonne), Christian Eckert (Meurthe-et-Moselle), Juliette Méadel (Seine-et-Marne), Ségolène Neuville (Pyrénées-Orientales) ou Clotilde Valter (Calvados). Alexis Bachelay éliminé dans les Hauts-de-Seine. Razzy Hammadi sorti en Seine-Saint-Denis.

Cécile Duflot est également victime de cette vague à Paris, comme Emmanuelle Cosse en Seine-Saint-Denis.

Pour d'autres, la qualification n'est qu'une maigre consolation au regard du retard emmagasiné. C'est le cas de Najat Vallaud-Belkacem qui est donnée une vingtaine de points derrière le candidat En Marche dans le Rhône.

Cette configuration d'une qualification en mauvaise posture est fréquente aussi à droite. A Paris, Nathalie Kosicusko-Morizet a près de 25 points de retard sur le candidat En Marche. Idem dans les Hauts-de-Seine pour le juppéiste Gilles Boyer très largement en retrait. L'ancien ministre Hervé Novelli est lui aussi une vingtaine de points derrière en Indre-et-Loire. Dans les Yvelines, Jean-Frédéric Poisson a 27 points de retard sur Aurore Bergé qui rate la victoire à quelques centaines de voix. Dans l'Oise, Eric Woerth s'effondre par rapport à 2012. En Seine-et-Marne, Christian Jacob est mis en ballottage. Dans les Alpes-Maritimes, Eric Ciotti dans l'incertitude.

On note tout de même quelques éliminés comme Henri Guaino à Paris ou Rama Yade dans le Loir-et-Cher.

Au Front national, c'est Nicolas Bay, le secrétaire général du parti qui encaisse la plus lourde défaite. Alors qu'il s'était présenté dans la circonscription de Seine-Maritime où Marine Le Pen avait réalisé le meilleur score à la présidentielle, il n'est même pas qualifié pour le second tour. Élimination aussi pour le comédien Franck De Lapersonne dans la Somme. Pour Florian Philippot, Gilbert Collard ou Louis Aliot, la situation au second tour est très compliquée dans la mesure où ils auront des duels et non des triangulaires qui leur auraient été plus favorables. huffingtonpost.fr 12.06

Les raclures qui s'en sortent

Législatives : à Paris, Myriam El Khomri arrive deuxième et élimine les adversaires de la loi Travail - francetvinfo.fr

Autoproclamée candidate de la majorité présidentielle, elle arrive deuxième de ce premier tour avec 20,23% des voix, derrière son concurrent LR-UDI Pierre-Yves Bournazel (31,76%), qui revendique aussi ce titre. Tous les deux s'affronteront au second tour dans une semaine. La France insoumise est éliminée avec 16,6% des voix, devant Caroline de Haas et ses 13,57%. francetvinfo.fr

- Richard Ferrand en tête dans sa circonscription - AFP

Le ministre de la Cohésion des territoires Richard Ferrand est arrivé en tête dans sa circonscription du Finistère sous l'étiquette REM avec 33,93% des voix, les électeurs ne lui tenant visiblement pas rigueur de son implication dans l'affaire immobilière... AFP

- Législatives : Manuel Valls annonce être "nettement en tête" au premier tour- Franceinfo

L'ancien Premier ministre recueille 25,45% des suffrages. Manuel Valls affrontera Farida Amrani, candidate de La France insoumise, arrivée en deuxième position avec 17,61% des voix. Franceinfo

Les étoiles meurent aussi

- Débâcle du mouvement Cinq étoiles au premier tour des municipales italiennes - euronews

Le parti anti-système n'arrive même pas à se qualifier pour le second tour, prévu le 25 juin. Il arrive en troisième, voire en quatrième position après le scrutin qui s'est déroulé hier dans un millier de villes dont Parme, Vérone, Palerme, L'Aquila dans les Abruzzes, mais aussi Catanzaro en Calabre, Tarente, dans les Pouilles, et Gênes, ville du fondateur du mouvement, Beppe Grillo.

Les coalitions classiques de centre-droit et de centre-gauche reviennent en force pour se disputer ces villes. En cause, sans doute, les difficultés rencontrées par Virginia Raggi, maire de Rome. Membre du Parti 5 étoiles elle est aujourd'hui cernée par les affaires. On est loin de l'engouement provoqué par le mouvement dans la capitale italienne et à Turin.

Reste à savoir si le parti de Beppe Grillo arrivera à inverser la tendance avant les législatives prévues en 2018.

A propos du Qatar

Michel Audiard, célèbre dialoguiste de cinéma du siècle dernier au langage châtié, qualifiait jadis ce genre de «combinazione» de «conjuration de cloportes» ourdie par des prédateurs machiavéliques. Autrement dit une association de malfaiteurs. Au vu d'une telle mystification, il aurait sans doute tonné haut et fort contre qu'«il ne faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages», encore moins les vessies pour les lanternes, intimant de cesser au plus vite ce «foutage de gueule», si préjudiciable à ses auteurs.

La chute vertigineuse de l'audience d'Al Jazira en porte témoignage. De «43 millions de téléspectateurs quotidiens à 6 millions», selon Riadh Sidaoui, directeur du Centre Arabe de Recherches et d'Analyses Politiques et Sociales (CARAPS), basé à Genève, qui explique cette dégringolade par le traitement partial de la chaîne qatariote du «printemps arabe» au point de soutenir la guerre coloniale de l'OTAN en Libye.

Le roitelet d'un minuscule pays qui génère un milliard de dollars de recettes par jour dans un monde où l'argent est roi est ipso facto le Roi du Monde dans une période où l'économie occidentale est en crise systémique.

Mais le souverain d'une principauté dont le quart de la superficie du pays est occupé par une importante base militaire américaine est au choix un prince captif ou un souverain sous tutelle. Un gouverneur d'opérette? Une marionnette?

Dans tous les cas de figure, un oxymore. (Arabie saoudite - Qatar La guerre des Frères ennemis du wahhabisme, une guerre

de défausse. - madaniya.info - René Naba 08.06)

Paroles d'une journaliste indépendante et d'un historien

Vanessa Beeley - « Ce que nous subissons depuis longtemps est une forme de harcèlement moral, de fait, par des gouvernements et des officiels très narcissiques, hégémoniques. C'est une forme de 'gaslighting' dans laquelle notre foi dans nos capacités à juger d'une situation, et dans une certaine mesure dans notre identité, a été érodée et minée au point de nous faire accepter leur version de « la réalité ».

« Notre point de départ devrait être – ils vont nous mentir. Et nous devrions exiger des preuves formelles, irréfutables, de tout ce qu'ils avancent. » (Vanessa Beeley, journaliste indépendante.)

Milos Kovic - Quel monde orwellien malade avons-nous créé par notre apathie et par notre silence ! Il est temps d'élever la voix. Je demande instamment à tous les Européens particulièrement d'élever la voix (et même de hurler). Assez, c'est assez ! Mazin Qumsiyeh, Palestinien, il enseigne au sein de l'université de Bethléem et de Bir Zeit et dirige le Musée Palestine d'Histoire Naturelle et l'Institut palestinien de biodiversité et durabilité.

- Regardons dans le miroir et répondons à la question de savoir où nous étions et ce que nous avons fait dans les années quatre-vingt-dix, lorsque la Yougoslavie a été démantelée et ce que nous faisons aujourd'hui lorsqu'ils essaient de détruire notre Serbie. ... nous ne devons pas perdre de temps en nous accusant nous-mêmes, nous ne devons pas perdre confiance en notre propre force et nous ne devons pas oublier que l'avenir appartient à ceux qui ne capitulent pas. Milos Kovic, historien, professeur adjoint au Département d'histoire, Faculté de philosophie à Belgrade, en Serbie

Leur vieux monde infâme se meurt

- Royaume-Uni : Theresa May, la «morte-vivante» - Liberation.fr

- Le Kosovo se cherche une nouvelle Assemblée - euronews

- Philippines : les forces spéciales américaines sont à Marawi - euronews

- Les Etats-Unis ont mené une frappe contre les shebab en Somalie - Franceinfo

- Netanyahu appelle l'ONU à fermer l'agence d'aide aux réfugiés palestiniens - AFP

- A Raqqa, des obus au phosphore blanc - Liberation.fr

Des activistes syriens dénoncent l'usage par la coalition, lors de la reprise de la ville, de ces munitions interdites dans les zones où vivent des civils.

Les vidéos ne laissent guère de doute : la coalition internationale a utilisé des munitions au phosphore blanc à Raqqa, fief syrien de l'Etat islamique (EI). Les images, enregistrées jeudi soir et diffusées par les activistes de Raqqa Is Being Slaughtered Silently (RBSS, «Raqqa se fait massacrer en silence»), montrent les flammèches typiques, orangées puis blanches, qui s'abattent telles des tentacules sur la ville. L'utilisation de telles munitions, qui provoquent des brûlures atroces, dans des zones où vivent des civils est interdite par les conventions internationales. Liberation.fr 11.06

Haut de page

Le 14 juin 2017

CAUSERIE

- Causerie du 14 juin, 16 pages.

- Causerie du 12 juin actualisée, 10 pages.

Qu'aucun parti ne soit en mesure d'appeler seul à une action, on le comprend parfaitement, mais qu'aucun n'en propose

aujourd'hui pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail (notamment) du gouvernement est inquiétant et révélateur.

J'ai envoyé à toutes les formations politiques que j'ai pu contacter par Internet ma proposition de manifestation nationale et unitaire à Paris le 16 septembre, je n'ai reçu qu'une seule réponse de la Fédération Anarchiste qui m'a dit être intéressée. On va attendre la fin de la semaine pour voir si nous aurons d'autres réponses, sans illusion évidemment. Entre la défense du régime et leurs misérables calculs d'appareil, il semble qu'ils n'ont pas d'autres intérêts en réalité. A suivre donc.

De plus en plus de travailleurs ont intégré le fonctionnement des institutions antidémocratiques de la Ve République.

Le président élu va nommer un Premier ministre et former un gouvernement qui sont issus de la formation politique ou de la coalition de partis qui ont soutenu sa candidature. Ce sont eux qui vont gouverner le pays, édicter des lois, etc., partant de là à quoi cela servirait-il d'aller voter aux législatives, autant laisser voter ceux qui ont élu le président élire leurs députés, nous nous ne sommes plus concernés après la présidentielle, pourquoi irions-nous élire des députés d'autres partis qui demain n'auront aucun pouvoir ?

Mais pourquoi n'ont-ils pas élu un président qui représenterait leurs intérêts ? Il y a plusieurs explications, on en retiendra deux qui n'en font qu'une. Parce qu'ils ont estimé qu'aucun ne les représentait vraiment, ils se sont abstenus ou ils ont dispersé leur voix sur l'ensemble des candidats en présence, y compris ceux représentant ouvertement les intérêts des capitalistes parce qu'ils n'ont pas un début de conscience de classe, cela tient à la fois à l'hétérogénéité de leur condition ou statut et au degré d'influence sur eux de l'idéologie de la classe dominante.

En résumé à ce stade, ce qui leur manque le plus c'est une conscience de classe, tandis que leur compréhension de la société présente de graves lacunes dont ils ne parviennent pas à se dépêtrer, parce que la société les a corrompu en leur accordant des conditions d'existence relativement confortables ou satisfaisantes, et c'est à travers ce facteur qui inconsciemment remplira le rôle d'écran déformant qu'ils interpréteront la situation et détermineront vers quel candidat ou parti se portera leur voix, dès lors qu'il leur tiendra le discours qu'ils voulaient entendre et la boucle est bouclée. Sans issue.

Quand on néglige ou nie tout ou partie ces facteurs qui sont à l'origine du niveau de conscience des travailleurs, ensuite il ne faut pas s'étonner de la situation ou de ce qui peut arriver. Refuser d'en discuter, c'est s'interdire d'aller de l'avant, dès lors on est conduit à régresser sans cesse et condamner l'humanité à la barbarie. C'est l'attitude adoptée délibérément par tous les partis dits ouvriers, malheureusement.

Ils vont vous tenir le discours que les travailleurs américains ont entendu il y a près d'un siècle et qui a produit les effets que vous savez. Ainsi la décomposition de la société (du monde) va se poursuivre et s'accélérer sans que la moindre perspective de la stopper n'apparaisse. La réaction va gouverner sans plus tenir compte du reste de la société, l'opposition étant disloquée, neutralisée, elle-même corrompue, se déchirera pour n'avoir aucune base théorique, aucune stratégie à opposer à celle de l'oligarchie qui règnera en maître absolu.

Il est à craindre que nous assistions aux derniers soubresauts du crépuscule de la civilisation humaine, dès lors que ce qui divise le mouvement ouvrier et les militants l'emporte sur ce qui permettrait de les rassembler.

Stop ou encore. Règne de la tyrannie made in USA ou la France telle qu'elle deviendra sous Macron.

Journaliste et écrivain, Chris Hedges, 60 ans, a longtemps été correspondant de guerre en Amérique latine, au Proche-Orient et dans les Balkans.

Il critique le traitement des Palestiniens par les Israéliens. Il a critiqué également la guerre en Irak.

Le 24 mai, un éditorial de The Wall Street Journal dénonce Hedges pour sa position contre la guerre. The New York Times le réprimande publiquement pour « remarque publique qui pourrait miner la confiance du public dans l'impartialité de la publication ».

Le 29 décembre 2008, il s'identifie comme étant un socialiste comparé à ce qu'il voit comme étant le « capitalisme totalitaire sans pitié ». Wikipédia.org

Chris Hedges - Oubliez le limogeage de James Comey. Oubliez la paralysie du Congrès. Oubliez l'idiotie d'une presse qui relate notre chute dans la tyrannie comme s'il s'agissait d'un concours sportif entre les Républicains et les Démocrates, tous deux liés au monde des affaires, ou un reality-show mettant en vedette notre président délirant et les crétins qui l'entourent. Oubliez le bruit. Les politiciens qui dirigent notre gouvernement dysfonctionnel n'incarnent en rien la crise que nous traversons. Elle est le résultat d'un coup d'État institutionnel qui s'est produit au ralenti pendant quatre décennies, qui a rendu le citoyen impuissant, qui nous a laissés sans aucune institution démocratique authentique et qui a donné un pouvoir total aux entreprises et aux militaires. Cette

crise a engendré un système électoral où la corruption est légale, et elle a donné le pouvoir aux personnalités en vue qui maîtrisent les arts du divertissement et de l'artifice. Si nous ne renversons pas les forces néolibérales du monde des affaires qui ont détruit notre démocratie, nous continuerons à régurgiter toujours plus de monstruosités aussi dangereuses que Donald Trump. Trump est le symptôme, pas la maladie.

Notre chute dans le despotisme a commencé avec le pardon de Richard Nixon, dont les crimes, susceptibles de mener à la destitution, sont maintenant légaux, ainsi qu'avec les attaques extra-judiciaires, comme les assassinats ciblés et l'emprisonnement, menées contre des dissidents et des extrémistes, particulièrement les extrémistes noirs. Cela a commencé avec les fondations et les organisations financées par les grandes entreprises qui ont pris le contrôle de la presse, de la justice, des universités, de la recherche scientifique et des deux principaux partis. Cela a commencé avec le pouvoir donné à une police militarisée de tuer des citoyens désarmés, et l'inflation de notre horrible système d'incarcération de masse et de peine de mort. Cela a commencé avec le détricotage de nos droits constitutionnels les plus basiques – l'intimité, les procédures judiciaires légales, l'habeas corpus, des élections sans fraude et une opposition respectée. Cela a commencé quand d'importantes ressources financières ont été employées par des acteurs politiques tel que Roger Stone, un proche conseiller de Donald Trump, pour créer des publicités politiques non constructives et des histoires fausses destinées à tromper le public, métamorphosant les débats politiques en une parodie. Nous avons perdu sur tous ces fronts. Nous sommes pris au piège comme des rats dans une cage. Un imbécile narcissique peut envoyer ou couper des décharges électriques, mais le problème réside dans le lien de l'État avec les grandes entreprises, et tant que nous ne l'aurons pas démantelé, nous serons condamnés. (...)

Les forces racistes, violentes et despotiques ont toujours fait partie du paysage américain et ont souvent été tolérées et renforcées par l'État pour persécuter les noirs pauvres et les dissidents. Le pouvoir absolu est refusé à ces forces tant qu'une majorité de citoyens a la parole au sujet de leur propre gouvernance. Les élites du monde des affaires, cependant, effrayées par ce que le politologue Samuel Huttington a appelé un « excès de démocratie », concept dont l'origine remonte aux années 60, ont méthodiquement détruit l'édifice démocratique. Elles ont empêché les citoyens de participer au gouvernement. Et ainsi, elles se sont assurées que le pouvoir basculerait entre les mains des ennemis de la société ouverte. Quand les institutions démocratiques cessent de fonctionner, quand le consentement des gouvernés devient une farce, les despotes, les manipulateurs, les excentriques, les théoriciens de la conspiration, les escrocs, les généraux, les milliardaires et les proto-facistes occupent le vide politique. Ils laissent libre cours à la frustration et à la colère populaires tout en donnant à l'État les armes pour faire à la majorité ce qu'il a longtemps fait à la minorité. Cette histoire est aussi vieille que la civilisation. Elle s'est déroulée dans la Grèce et la Rome antiques, l'Union soviétique, l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et l'ex-Yougoslavie.

Trump, grave embarras pour l'État corporatiste et les organes de sécurité intérieure, peut être destitué de la présidence, mais une telle révolution de palais ne ferait que consolider encore davantage le pouvoir de l'État profond, et intensifierait les mesures internes de répression. Des millions de personnes, les sans-papiers, les condamnés pour crime, les prisonniers dans des cages, les personnes de couleur qui vivent dans la pauvreté, ont déjà été dépouillés de leurs droits et certains ont même été assassinés systématiquement par la police. La réalité d'une terreur quotidienne de l'État à l'encontre de ces minorités, à moins que ce processus de pillage institutionnel ne s'interrompe, s'étendra et deviendra normal avec ou sans Trump. (...)

Pendant les années 1960 et 1970, il y a eu une guerre contre les extrémistes noirs, avec l'assassinat par le FBI de dirigeants tels que Fred Hampton. Cette guerre contre les extrémistes, la prétendue bataille pour « la Loi et l'Ordre » du président Nixon, a placé la police, le FBI et les autres organes de sécurité intérieure en dehors du périmètre de la loi. Leur pouvoir n'a fait que se développer depuis. Nous sommes tous sous la surveillance de l'État. Et nous pouvons tous devenir des victimes si l'État nous considère comme une menace. La perte du contrôle citoyen, ainsi que le manque de transparence, sont inquiétants.

Abu-Jamal a été reconnu coupable en 1981 du meurtre de Daniel Faulkner, un policier blanc de Philadelphie. Son procès a été un simulacre. Il y a eu des fausses preuves, des témoins de la défense refoulés, des témoins à charge qui contredisaient leur témoignage antérieur, un avocat commis d'office, comme souvent dans ce système, à qui on avait attribué peu de fonds et qui avait peu envie de défendre son client, une série de décisions juridiques inconstitutionnelles prises par un juge pour condamner le prévenu. (...)

Notre incapacité à défendre ceux qui sont diabolisés et persécutés nous laisse tous diabolisés et persécutés. Notre incapacité à exiger justice pour tout le monde nous laisse tous sans justice. Notre incapacité à stopper l'écrasement des mouvements populaires qui se mettent explicitement du côté des opprimés nous laisse tous opprimés. Notre incapacité à protéger notre démocratie nous laisse sans démocratie. La persécution de Mumia Abu-Jamal, des membres de MOVE et tous les extrémistes durant quatre décennies ne sont pas une histoire ancienne. C'est la genèse du présent. Elle a engendré le coup d'État et le mécanisme de la terreur d'État. Nous allons payer pour notre complaisance. (Chris Hedges 14.05 - Article en entier sur le blog Les-crises.fr)

Macron est illégitime pour gouverner, chassons-le du pouvoir !

Législatives 2017 : va-t-on vers un excès de pouvoir ? L'Assemblée sera-t-elle légitime ? - Franceinfo

Réponse :

- Abstention : 24 009 182
- Blancs : 349086
- Nuls : 160557

Total : 52,48%

2012 (2e tour des législatives)

11 497 651 de voix (PS et alliés)

11 497 651:43 233 648 100 = 26,59% des voix exprimées = 57,37% en sièges.

- Abstention : 19 281 162
- Blancs et nuls : 923 178

Total = 48,45%

A plusieurs reprises depuis l'avènement de la Ve République le parti qui avait obtenu la majorité en nombre de députés était minoritaire en voix. Qui s'en était ému ? Personne ou presque... pour l'oublier aussi vite.

On entend des "révolutionnaires" s'émouvoir que REM pourrait rafler la mise à l'Assemblée nationale en étant minoritaire en voix, mais ils se passent bien de préciser qu'il en a souvent été ainsi, peut-être parce qu'ils ne tiennent pas vraiment à ce qu'on retourne le passé.

Leur passé, peu glorieux, quand ils cautionnaient le président et le parlement en place qui en réalité étaient minoritaires donc illégitimes, qu'il s'agisse de Sarkozy et de l'UMP ou de Hollande et du PS, en leur adressant des pétitions ou des délégations pour leur faire prendre conscience du triste sort qu'ils réservaient aux travailleurs comme s'ils ne le savaient pas et ne s'en fichaient pas éperdument. J'ai toujours été opposé à ce type d'actions.

Tout se paie un jour, y compris l'opportunisme.

L'idiot utile du régime prêt à tout pour garantir son statut d'affairiste et sa propre survie financière.

Politiquement il lui reste les cendres du réformisme ou le cadavre puant du PS.

Jean-Luc Mélenchon affichait un large sourire, dimanche 11 juin au soir, nous dit-on.

En nombre de voix, la France insoumise passe à plus de 7 millions à la présidentielle, à moins de 2,5 millions aux législatives. Après avoir visé l'Élysée, l'objectif de Jean-Luc Mélenchon est désormais d'obtenir quelques députés insoumis à l'Assemblée nationale. Francetv info

FI percevra chaque années en subvention de l'Etat : 2,5 millions de voix x 1,42 euros = 3 550 000 euros, soit 17,75 millions d'euros, à ce prix-là cela ne donne pas vraiment envie de renverser le régime !

- Jean-Luc Mélenchon, un geste pour les frondeurs liberation.fr

Il soutient quelques candidats socialistes : ceux qui ont signé la motion de censure contre le gouvernement de Manuel Valls, à l'époque de la mobilisation contre la loi Travail. Face à la vague de La République en marche, ils ne sont pas nombreux à être qualifié pour le second tour des législatives. Ils sont cinq : Régis Juanico (Loire), Barbara Romagnan (Doubs), Yann Galut (Cher), Christian Paul (Nièvre), et Jérôme Lambert (Charente).

Le leader de La France insoumise, qui est bien parti pour devenir député à Marseille, ne fait pas ce geste par hasard. Il se plonge aussi dans le futur. Il se cherche des alliés pour constituer un groupe parlementaire au Palais-Bourbon et jouer un rôle central dans l'opposition. liberation.fr 13.06

Le règne du totalitarisme.

Le déni permanent de la réalité, transformer un échec, moins de 15% des suffrages pour REM, en un "raz de marée", un "triomphe", à ce niveau c'est un cas clinique qui relève de la psychiatrie. Inutile de le dire, on va encore trouver mon discours excessif.

C'était joué aux apprentis sorciers ou être irresponsables de confier son sort à des escrocs patentés, tout ce qui se revendiquait de gauche et qui en réalité était de droite. Cette insouciance devait se payer très cher un jour. C'était inévitable, donc laissons les regrets aux nostalgiques des heures de gloire du social-impérialisme et du stalinisme.

Autre enseignements des législatives, les travailleurs boycottent les élections, tous les partis dits ouvriers appellent à y participer, la rupture est totale, aucun parti n'est légitime pour s'exprimer au nom des travailleurs.

Macronmania amère.

- Législatives 2017 : face à une abstention record, Emmanuel Macron ne cède pas au triomphalisme - Francetv info

Emmanuel Macron est resté discret au lendemain de la victoire. "Il n'est pas question qu'il fasse de commentaire selon son entourage", Anne Bourse en direct depuis le Palais de l'Élysée. Francetv info 12.06

Tandis que l'Elysée a refusé de commenter les résultats du 1er tour des législatives, certains notant que Macron n'avait pas cédé au "triomphalisme", ce n'est pas le cas des médias propriétés des oligarques, ses parrains, ou de l'AFP que l'Etat subventionne :

- Législatives: pour Macron, canaliser la force de la vague - AFP

- Législatives: Macron vers une majorité sans partage - AFP

N'abusez pas, LR et le PS soutiendront la politique de Macron puisqu'ils avaient la même, et les imposteurs de la pseudo-gauche ou les clones du PS feront tout pour empêcher que les travailleurs se mobilisent par millions, la racaille à la direction des syndicats en seront aussi.

Nathalie Saint-Cricq, journaliste de France 2 dont le Chef du service économique vient de participer à la réunion annuelle du groupe de Bilderberg, François Lenglet, joue le marteau-pilon de l'oligarchie et relaie ses conseils :

L'Assemblée nationale : "Elle est légitime, même si elle laisse beaucoup de Français sur le bord du chemin en raison un, de l'abstention, deux, des effets du scrutin majoritaire", selon la journaliste de France 2.

Et d'ajouter : "Il reviendra à l'exécutif de redoubler de vigilance pour ne pas donner l'impression d'humilier les oppositions de droite, du Front national ou de La France insoumise. Parce qu'il vaut mieux que l'opposition s'exerce dans l'hémicycle que dans la rue." "Il n'y a pas de péril démocratique", estime-t-elle. Francetv info 12.06

- Législatives : "Une caricature des mauvais travers de la Ve République" - LePoint.fr

L'abstention, grande gagnante du premier tour des législatives, fragilise la légitimité du scrutin.

Plus d'un électeur sur deux n'est pas allé voter dimanche dernier : le premier tour des législatives a été marqué par une abstention record (51,29 %). (...) Lassitude après une très longue séquence politique, débutée en 2016 avec les primaires ? Défiance vis-à-vis de la classe politique ? Désintérêt en raison de la victoire annoncée de La République en marche ? Déception après les résultats de l'élection présidentielle ? Le taux élevé d'abstention, qui nourrit les procès en légitimité, pourrait fragiliser cette victoire annoncée. Elle interroge au moins sur le fonctionnement de notre démocratie. Bruno Cautrès, dont les travaux portent sur l'analyse des comportements et des attitudes politiques, est chercheur CNRS au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Interview.

Le Point. : Comment peut-on expliquer cette abstention record ?

Bruno Cautrès : La forte baisse de la participation entre l'élection présidentielle et les élections législatives n'est pas une nouveauté de ce scrutin ; on avait déjà constaté une baisse de forte ampleur en 2002, 2007 et 2012, depuis que les législatives sont presque « couplées » à la présidentielle. En 2017 sont venus s'ajouter à ce scénario classique d'autres facteurs : les deux primaires ont rallongé la campagne et rajouté des tours d'élection. De plus, les électeurs du Front national, de Jean-Luc Mélenchon ou encore de Benoît Hamon se sont plus abstenus que les autres, à cause des résultats de la présidentielle. Et le résultat des législatives semblait clairement annoncé à l'avance. Il n'y a pas eu de campagne électorale législative opposant des projets politiques. Le seul enjeu de la campagne était de savoir si Emmanuel Macron aurait une majorité absolue ou relative. Pour le moment, les électeurs font preuve d'une forme de « bienveillance conditionnelle » vis-à-vis du nouveau pouvoir

LePoint - Peut-on parler d'une Assemblée nationale illégitime ou peu représentative des Français ?

Bruno Cautrès - Juridiquement non bien sûr. Mais politiquement, il y a un souci. Les électeurs qui vont catapulter à l'Assemblée nationale de nombreux députés de La République en marche (REM) ne sont pas représentatifs de toute la sociologie de la France, du fait de l'abstention différentielle par milieux sociaux. Par ailleurs, la composition finale de l'Assemblée sera totalement distordue par rapport au premier tour de la présidentielle qui est ainsi (presque) rayé d'un trait de plume. La combinaison de ces deux observations pose la question sur la signification de « représenter les Français » par rapport à « représenter la France » ou « la volonté générale ». REM et Emmanuel Macron n'y sont pour rien ; c'est l'effet du scrutin majoritaire et de la non-participation des électeurs aux courants de pensée différents. Tout ceci pose une sérieuse question sur la légitimité au sens politique par rapport au sens formel du terme.

LePoint - Est-ce un danger pour notre démocratie ?

Bruno Cautrès - C'est potentiellement un souci, car le résultat final des législatives va ressembler à une caricature des mauvais travers de la Ve République au scrutin majoritaire. Il n'est pas bon pour la qualité du fonctionnement de la démocratie que des forces politiques qui comptent et qui obtiennent les votes de parties significatives du corps électoral ne soient pas ou pas bien représentées en sièges dans l'Assemblée qui fait la loi.

LePoint - Est-ce le signe que les forces d'opposition changent de nature ? Par exemple, si les abstentionnistes ne sont pas en accord avec des mesures prises par le gouvernement, ne préféreront-ils pas manifester plutôt que voter ?

Bruno Cautrès - principal risque de la situation que nous vivons est bien là. Ce risque provient de l'écart entre l'hétérogénéité politique et sociologique dans les résultats du premier tour de la présidentielle, et l'homogénéité politique et sociologique qui va apparaître à l'Assemblée nationale. Si les forces d'opposition ne sont pas bien représentées au Parlement, ne risquent-elles pas de vouloir s'exprimer à travers d'autres canaux ? LePoint.fr 13.06

Couacs, affaires, mutisme

- Législatives - Nouveaux couacs en Bretagne chez La République en marche - LePoint.fr

La fondatrice du comité local En marche ! en Ille-et-Vilaine soutient la député LR sortante Isabelle Le Callennec plutôt que la candidate investie par REM.LePoint.fr

- Richard Ferrand est-il au coeur d'une nouvelle affaire immobilière ? - Franceinfo

Selon Mediapart, le ministre de la Cohésion des territoires se serait enrichi en revendant une partie de sa permanence parlementaire, qu'il aurait achetée avec des fonds publics. Franceinfo

- François Bayrou, l'embarrassant champion de la moralisation d'Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Visiblement, Bayrou se moque des remontrances d'Edouard Philippe - Liberation.fr

Le Premier ministre a rappelé à l'ordre Français Bayrou, qui a répondu en signifiant... qu'il s'en moquait. Liberation.fr

- Les candidats d'En marche accusés de fuir le débat - liberation.fr

Plusieurs dizaines de candidats de la majorité présidentielle refusent de débattre entre les deux tours. Un «déni de démocratie» pour leurs adversaires, qui dénoncent une tactique pour ne pas prendre de risque alors qu'ils partent largement favoris.

La polémique survient alors que le mouvement d'Emmanuel Macron semble assuré d'une vague sans précédent sur l'Assemblée nationale. Les candidats n'auraient guère intérêt à se mettre en danger lors d'un débat d'entre deux tours, préférant surfer tranquillement sur la vague pour se faire déposer à l'Assemblée nationale… L'inexpérience politique d'une bonne partie des candidats du tout nouveau parti est aussi avancé comme raison par leurs adversaires. Peu rodés aux débats – a fortiori médiatisés – ils se défileraient. L'exemple de Fabienne Colboc, candidate dans la 1re circonscription d'Indre-et-Loire, a pu en refroidir plus d'un. Un montage ressorti hier met en avant sa piêtre prestation lors d'un débat organisé par France 3 Val de Loire. On y voit Fabienne Colboc tenir des propos confus, voire incohérents. C'est d'ailleurs à cause de cette performance qu'elle-même aurait refusé un nouveau débat avant le deuxième tour contre son adversaire Hervé Novelli, selon la Nouvelle République. liberation.fr 13.06

L'essentiel est ailleurs, coup de force ou arnaque réussi.

Le parti d'Emmanuel Macron présentait 468 candidats (sur 577 circonscriptions) selon l'étiquetage du ministère de l'Intérieur : 400

sont arrivés en tête de leur scrutin, 58 à la deuxième place. Mais seuls 10 ont échoué et ne verront pas le second tour (aucun n'a fait pire que quatrième), notamment à la Réunion, dans le Nord et en Corse. Franceinfo

A mort !

- Législatives : le Parti socialiste est-il condamné à mourir ? - Franceinfo

- Législatives 2017 : l'avenir du parti Les Républicains en question - Franceinfo

- Législatives 2017 : la débâcle au Front national - Franceinfo

En régime oligarchique, c'est le nerf de la guerre qui commande.

- Législatives : la bonne fortune de REM, la crise pour LR et le PS - lepoint.fr

En politique, l'argent est le nerf de la guerre. La République en marche (REM) vient à peine de devenir un parti politique mais est déjà assuré d'un confortable financement public, quand les deux grandes formations traditionnelles, Les Républicains (LR) et le Parti socialiste (PS), vont devoir, dans le meilleur des cas, revoir leur train de vie à la baisse de manière drastique.

Le financement public se divise en deux tranches. D'une part, tout parti qui a présenté des candidats ayant obtenu plus de 1 % des voix dans au moins 50 circonscriptions au premier tour se voit attribuer chaque année 1,42 euro par suffrage pendant la durée de la législature. L'abstention record, conjuguée aux résultats médiocres pour LR, catastrophiques pour le PS, va diminuer sensiblement cette manne. LR a perdu plus de trois millions de voix entre 2012 et 2017, le PS plus de six millions. Soit une baisse des recettes annuelles d'environ 4,5 et 9 millions d'euros respectivement. REM, avec plus de sept millions d'électeurs, est d'ores et déjà assuré de récolter à ce titre plus de 10 millions d'euros par an.

La seconde tranche est débloquée en fonction du nombre de parlementaires qui, chaque année au mois de novembre, déclarent leur affiliation à un parti. Chaque élu « rapporte » un peu plus de 37 000 euros par an. Passant de 280 sièges à moins de 40, selon les projections, le PS connaîtra l'an prochain un manque à gagner de 9 millions d'euros sur cette seconde tranche. Les Républicains devront compter sur une centaine de députés de moins, soit une perte de plus de 3 millions d'euros. Avec plus de 400 élus selon les pronostics, le parti du président empochera quant à lui une quinzaine de millions d'euros chaque année de la législature.

Les deux partis sortants, en outre, ne recevront plus autant de contributions de leurs élus au Parlement (5 % de leur indemnité, soit 275 euros par mois, chez LR, et 500 euros mensuels au PS).

Sur 284 députés élus en 2012, seuls 65 candidats PS passent la barre du premier tour. Il ne devrait pas en rester plus de 30 au final. Francetv info

Pour le Parti socialiste, le risque de banqueroute est donc évident. Mais Les Républicains sont eux aussi menacés, à cause de leur endettement très lourd. Selon le rapport publié par la Commission nationale des comptes de campagne en février 2017, la dette de cette formation s'élevait encore à 67,7 millions d'euros fin 2015 (p. 392 et suivantes). Or, quand il a renégocié un rééchelonnement avec les banques, le parti de droite a calculé ses échéances à compter de début 2018, en prenant pour hypothèses une victoire de son candidat à la présidentielle, et la majorité absolue aux législatives. Il est aujourd'hui très loin du compte. Dans ce contexte, les 3 millions d'euros de la campagne présidentielle qui restent sur les comptes de Force républicaine, le microparti de François Fillon qui se refuse obstinément à rendre l'argent, vont se révéler plus désirables que jamais. lepoint.fr 13.06

En oligarchie, seule l'entreprise, le marché compte.

- Droit du travail : le Medef veut lui aussi privilégier l'entreprise - latribune.fr

Pierre Gattaz, président du Medef, veut, à l'instar du gouvernement, faire de l'entreprise le lieu privilégié pour élaborer les normes sociales. Il demande à ce que l'accord de branche devienne l'exception...

« Le Medef ne sera ni un opposant systématique ni un soutien aveugle ». Pierre Gattaz, le président de l'organisation patronale, a tenu à mettre immédiatement les points sur les « i », avant même les résultats du second tour des élections législatives. Il ne veut surtout pas montrer l'impression de jubiler alors que le nouveau pouvoir a choisi comme chantier prioritaire du quinquennat la réforme du Code du travail. Une vieille antienne patronale.

S'autorisant un rôle « d'aiguillon », Pierre Gattaz se dit même fermement opposé à deux décisions prises par le

gouvernement d'Edouard Philippe. Sur le compte pénibilité, d'abord, il ne veut pas d'une énième expertise pour parvenir à une simplification du dispositif, comme l'a promis le 30 mai le Premier ministre. Le Medef prône une méthode nettement plus drastique : un « arrêt des compteurs ». Pierre Gattaz veut revoir le dispositif de fond en comble pour « tout simplifier » et se dit d'accord avec Emmanuel Macron pour l'inclure dans la prochaine réflexion sur les retraites qui aura lieu en 2018.

Désaccord sur le prélèvement à la source...

Le deuxième objet de son courroux concerne le prélèvement à la source. Pour le Medef, c'est toujours « non » et le fait que le gouvernement ait retardé la réforme de 2018 à 2019 ne change absolument rien pour lui : « les entreprises ne sont pas des percepteurs », a lancé Pierre Gattaz qui demande au gouvernement de trouver d'autres solutions.

... mais accord complet pour faire de l'entreprise le lieu privilégié de la négociation

Mais, pour le reste, le Medef est actuellement en phase avec la future nouvelle majorité. Il brûle même d'impatience sur la réforme du Code du travail, jugé « trop complexe, trop lourd, trop anxiogène » pour les chefs d'entreprise et les potentiels investisseurs en France. Pierre Gattaz a même été jusqu'à lancé que « le premier épouvantail de la France, c'est son droit du travail »... Alors, ce que souhaite avant tout Pierre Gattaz « c'est un dialogue réel dans les entreprises. Cela doit être le sens de la réforme ». Autrement dit, pour lui, un maximum de choses doivent être négociées au niveau des entreprises. Vielle revendication du Medef. Mieux, s'il n'y pas de syndicats, le chef d'entreprise doit pouvoir « négocier avec ses salariés directement »... Les syndicats apprécieront.

Enfonçant le clou, le patron de l'organisation syndicale estime aussi que la branche doit se limiter à guider « les petites entreprises qui n'ont pas le personnel pour discuter de l'organisation » et ne primer que « par exception, pour éviter le dumping social et l'anarchie» : « Typiquement, dans le nettoyage, lorsqu'une entreprise perd un contrat avec une société, elle a l'obligation de transférer ses salariés à l'entreprise qui a gagné l'appel d'offre. Dans ce cas, c'est la branche qui régule et c'est très bien. » Mais dès que cela est possible, les entreprises doivent pouvoir déroger à un accord de branche...

Les motifs du licenciement économique négociés dans les entreprises?

Une philosophie assez proche de celle de l'actuel gouvernement donc qui voudrait faire aussi de l'entreprise le lieu privilégié de la négociation. D'ailleurs, Edouard Philippe est allé un peu plus loin dans cette voie ce mardi 13 juin en intervenant sur France Info. Interrogé sur le fait de savoir si les causes d'un licenciement économique pourraient être à l'avenir négociées au niveau de l'entreprise - actuellement les critères justifiant un tel licenciement sont définis par la loi et la jurisprudence - le Premier ministre s'est montré ouvert... mais prudent : « On verra. On va discuter. Je ne dis pas que ce sera le cas, je dis qu'on va discuter. »

Réponse sibylline certes, mais qui ouvre déjà plus de perspectives que la semaine dernière quand Édouard Philippe avait rendu public un document de travail sur les réformes sociales qu'il entendait mener et qui ne comportait que des propos très généraux. Cette fois-ci, même s'il reste très prudent, Édouard Philippe laisse tout de même entendre qu'il ne serait pas contre le fait que ce sujet soit abordé dans la concertation en cours avec les organisations patronales et syndicales dans le cadre de la préparation des ordonnances. Le Medef ne peut qu'être ravi.

Le quotidien Libération avait à cet égard déclenché un beau tollé en révélant un document de la Direction générale du Travail, « en réponse à une demande du cabinet » - de la ministre du Travail - où cette idée de pouvoir négocier les motifs du licenciement économique au niveau de l'entreprise était clairement indiquée. La ministre du Travail avait rétorqué qu'il ne s'agissait que d'un document de travail sans valeur officielle...

Pas de négociation sur le contrat de travail

En revanche, comme si il avait besoin d'offrir à l'avance une compensation aux syndicats, Edouard Philippe a également précisé qu'il n'était pas question d'ouvrir les accords d'entreprise à une réforme possible du contrat de travail :

« J'ai déjà exprimé le fait que toute une série de règles relatives au contrat de travail n'avaient pas vocation à être discutées dans l'entreprise (....) le nombre de CDD, la durée du CDD, le fait que le CDI est le contrat de droit commun, que c'est la norme. »

Si c'est vraiment le cas, le Medef va être un peu déçu, lui qui défend « un droit à l'expérimentation » et qui demande que « des CDI de mission, de projets soient tentés... ». Oubliant d'ailleurs au passage que ce type de contrat est déjà possible pour les ingénieurs et les cadres, dès lors qu'il est prévu par un accord de branche... ou d'entreprise.

Pour l'instant donc, le Medef apporte son soutien au Président de la République et à sa future majorité. Mais il prévient que le « gouvernement à une énorme responsabilité » pour réussir à réformer dans une période où il y a un « bon alignement des planètes » avec une conjoncture qui redevient favorable et la création de plus de 80.000 emplois au premier trimestre.. certes, pour autant Pierre Gattaz n'a pas été jusqu'à remercier François Hollande pour cet héritage... latribune.fr 13.06

Commentaire d'un internaute

- "Faire de l'entreprise le lieu privilégié pour élaborer les normes sociales"...Et pourquoi pas donner aux délinquants la faculté de rédiger le Code Pénal.

Le Medef est une organisation terroriste qui fait sur une année plus de morts que toutes les organisations terroristes connues réunies. C'est moins spectaculaire parce que les gens meurent anonymement, suicides, burn-out, maladies professionnelles...

Gattaz et son organisation terroriste se sentent pousser des ailes. Il va falloir les rogner leurs ailes de vautour. Ils ne comprennent que le rapport de force, eh bien on va le leur imposer, dans la rue. Fini le politiquement correct: retour à la baston.

Même après la soupe est encore bonne.

Une allocation chômage qui peut devenir particulièrement avantageuse.

- Législatives 2017 : les avantageuses allocations chômage des députés battus - latribune.fr

Sans autre revenu, si un député issu du privé « au chômage » bénéficie de l'aide pendant les trois ans, il pourra ainsi toucher 102.574,86 euros au total, selon le think tank iFRAP. Et si cette somme est élevée, elle s'explique par le montant important de base d'indemnisation des députés : elle s'élève en effet à 5.514,68 euros, ce à quoi il faut ajouter l'indemnité de résidence (165,44 euros), l'indemnité de fonction (1.420,03 euros) ce qui équivaut à un salaire brut mensuel de 7.100,15 euros.

D'autre part, contrairement à la procédure traditionnelle menée par Pole emploi dans le cadre de cette allocation, aucun contrôle n'est mené pour s'assurer que le député poursuit bel et bien sa recherche d'emploi puisque ce n'est pas cet organisme qui y est en charge. latribune.fr 13.06

Cela représente 34 ans de ma retraite (250 euros par mois) !

En bref

Il est des vôtres!

- Second tour des législatives 2017: Serge Dassault appelle à voter Manuel Valls "contre les Insoumis" - Le Huffington Post

En oligarchie ou le monde leur appartient.

- A fin 2016, la zone Europe de l'Ouest comptait 3,8 millions de foyers millionnaires, autant qu'en Asie-Pacifique.

Le marché américain reste le plus important au monde : la zone Amérique du Nord compte 7,6 millions de foyers millionnaires, et totalise (tous niveaux de richesse confondus) 55.700 milliards de dollars de patrimoine financier. Les Echos 14.06

Les élites qui vous pourrissent la vie.

- Protection sociale : deux femmes nommées à des postes stratégiques de l’administration - lesechos.fr

Mathilde Lignot-Leloup deviendrait directrice de la Sécurité sociale, et Cécile Courrèges directrice de l’offre de soins.

Elles ont été reçues par le Président de la République, et selon nos informations, leur nomination va être proposée ce mercredi en conseil des ministres. Mathilde Lignot-Leloup et Cécile Courrèges devraient décrocher deux directions stratégiques au sein de l'administration : la première prendrait la tête de la DSS (direction de la Sécurité sociale), qui se penche entre autres sur les comptes sociaux, et la deuxième dirigerait la DGOS (direction générale de l'offre de soins), qui a la haute main sur les hôpitaux. Avec la DGS (direction générale de la santé), dirigée par Benoît Vallet, ces trois directions jouent un rôle central dans la protection sociale en France.

Ces deux femmes remplaceraient Thomas Fatome, qui a quitté la DSS pour devenir directeur de cabinet adjoint à Matignon, et Anne-Marie Armenteras de Saxcé, qui a rejoint le collège de la Haute Autorité de Santé.

Deux expériences en cabinet ministériel

Mathilde Lignot-Leloup est depuis 2011 directrice déléguée à la Caisse nationale d'assurance-maladie, en charge de la gestion et de l'organisation des soins. Elle était conseillère comptes sociaux dans le cabinet Woerth en 2007, puis conseillère technique en 2009 auprès de François Fillon à Matignon, et elle a fait partie de l'équipe de projet de ce dernier lorsqu'il s'est porté candidat à la présidentielle. Enarque, diplômée de Sciences-po Paris, cette IGAS (Inspection générale des Affaires sociales) a également été directrice de l'audit à l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), de 2005 à 2007.

Cécile Courrèges est directrice de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire depuis 2014. Au cours des deux années précédentes, elle était conseillère technique de Jean-Marc Ayrault à Matignon, en charge de l'autonomie et de la santé. Enarque, diplômée de sciences politique et de l'Ecole nationale de santé publique, elle a également dirigé l'Agence régionale de santé de Bourgogne. lesechos.fr 13.06

Ils osent tout

- Emmanuel Macron tout puissant face à Theresa May, et c'est la presse britannique qui le dit - Le Huffington Post

- Et si on fondait le Code de la fonction publique dans le Code du travail ! - LePoint.fr

Concrètement, tout nouveau recruté dans les institutions publiques, par concours ou non, serait salarié et non plus agent titulaire. LePoint.fr

- Israël va réduire la fourniture d'électricité à Gaza - AFP

- En Arabie saoudite, porter le maillot du Barça est désormais passible de 15 ans de prison - Le Huffington Post

L'Arabie saoudite veut véritablement occulter tout lien avec le Qatar. Le Huffington Post

- Au Pakistan, un homme accusé de blasphème sur Facebook a été condamné à mort - Slate.fr

- Un mariage à trois reconnu officiellement en Colombie - BFMTV

On avait déjà signalé dans des causeries antérieures que certains pays en Europe plébiscitaient la pédophilie (Pays-Bas), l'inceste (Suisse), la zoophilie (Allemagne), demain ce sera au tour de la polygamie qu'ils reprochent à certains Africains notamment, tout comme ils réprimaient l'usage du cannabis qu'ils finissent par légaliser, etc. J'allais oublier la pornographie, le divorce, l'homosexualité, etc. qu'ils condamnaient encore il n'y a pas si longtemps...

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats.

- Manifestations en Russie: Navalny condamné à 30 jours de prison - AFP

Rappel : Navalny ou monsieur 1% (% aux élections), l'agent de la NED/CIA...

- À Moscou, des barricades antichars contre l'opposition... selon des reporters occidentaux - sputniknews.com

En ce jour de fête nationale, une multitude d'actions se tiennent à Moscou, allant des festivals de reconstitution historique aux manifestations sauvages d'opposition. Se focalisant apparemment exclusivement sur la protestation, des journalistes occidentaux ont pris des installations historiques pour un outil destiné à réprimer l'opposition.

Outre des manifestations festives organisées à l'occasion de la Journée de la Russie, célébrée ce lundi 12 juin, la capitale russe a accueilli aujourd'hui des meetings, dont la manifestation autorisée par la mairie de Moscou sur l'avenue Sakharov. La veille des rassemblements, Alexeï Navalny, figure de l'opposition russe, a soudain appelé les participants à tenir une manifestation sauvage sur l'artère principale de la ville, rue Tverskaïa, qui accueille en ce moment le festival de reconstitution historique « Temps et époques » avec entre autres ses artistes vêtus d'uniformes de l'époque de la Seconde Guerre mondiale et des obstacles antichars…

Or, des journalistes du New York Times et du Financial Times venus couvrir les protestations ont pris ces installations historiques pour un nouveau moyen de répression de l'opposition mis en place par le Kremlin.

« Le barrage est installé sur le boulevard principal de Moscou pour empêcher les protestataires anti-Kremlin d'atteindre le Kremlin et la place Rouge », a écrit sur son compte Twitter le journaliste du NYT Neil MacFarquhar.

Ce Tweet a par la suite été supprimé.

« Officiellement, ces sacs de sable et autres obstacles antichars font partie de la reconstitution historique qui se tient sur la place, mais en réalité ils bloquent les protestataires », a-t-il indiqué dans un autre Tweet.

Neil Buckley, journaliste au FT, a commis la même erreur. « De nombreux pays utilisent des pièges antichars contre les envahisseurs. Moscou les emploient contre son propre peuple », a-t-il écrit dans un Tweet avant de le supprimer. sputniknews.com 12.06

- Venezuela: la procureure Ortega tient tête à Maduro - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Porto Rico

Noeud coulant pour un suicide annoncé.

- Porto Rico Les citoyens votent pour le rattachement aux Etats-Unis - Liberation.fr

Les électeurs portoricains ont choisi, dimanche, de voir leur île caribéenne devenir le 51e Etat américain lors d'un référendum consultatif toutefois marqué par une énorme abstention et boycotté par l'opposition.

Croulant sous 70 milliards de dollars (62 milliards d'euros) de dettes et un mois seulement après avoir déclenché le plus gros processus de faillite jamais déclaré par un territoire américain, l'île risque de ne pas réussir à convaincre Washington d'ajouter une étoile à son drapeau. Liberation.fr 12.06

Iran

- Khamenei accuse Washington d'avoir créé Daech - sputniknews.com

Suite aux attentats qui ont frappé Téhéran le 7 juin dernier, l'Iran hausse le ton contre le soutien à l'organisation terroriste Daech qu'il impute à Washington. Cette fois-ci, c'est le guide suprême de la Révolution iranienne qui a formulé ses accusations.

L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la Révolution iranienne, a accusé les États-Unis d'être à l'origine de la création de Daech et par extension de l'instabilité dans la région, lit-on lundi sur son site Web officiel.

« Vous et vos agents vous êtes la source de l'instabilité au Proche-Orient. Qui a créé l'État islamique ? L'Amérique. […]
Les affirmations de l'Amérique selon lesquelles elle lutterait contre Daech sont un mensonge », a déclaré l'ayatollah lors d'une réunion avec des responsables iraniens.

Rappelons que des déclarations de personnalités iraniennes au sujet de liens entre Washington et Daech se sont succédé aux cours des jours qui ont suivi le double-attentat de Téhéran.

Des accusations ont notamment été formulées par le Président du parlement iranien Ali Larijani. Quant au chef d'état-major adjoint des Forces armées iraniennes Mostafa Izadi, il a déclaré que son pays disposait de preuves tangibles attestant du soutien direct livré par Washington aux terroristes de Daech. sputniknews.com

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Les salariés de GM&S bloquent de nouveau leur usine - bfmtv.com

Au lendemain d'une réunion à Bercy, et pour protester contre les "décisions dévastatrices qui se profilent", les salariés de l'équipementier automobile ont de nouveau bloqué le site de La Souterraine, dans la Creuse.

Les salariés de l'équipementier automobile GM&S Industry, menacé de liquidation, bloquaient de nouveau leur usine ce mardi à La Souterraine (Creuse) pour faire pression sur la "cellule de crise" mise en place par l'Élysée, dont ils n'acceptent pas les "décisions dévastatrices qui se profilent".

Selon un communiqué diffusé par l'intersyndicale CGT-FO, les salariés ont voté à 85% "pour poursuivre les actions dans le but de faire évoluer les offres et pousser les constructeurs (automobiles Renault et PSA, ndlr) à remettre le chiffre d'affaires nécessaire à une reprise pérenne bien supérieure à 140 emplois". Les salariés bloquent notamment les accès de l'usine avec du matériel, a-t-on précisé de sources syndicales.

Cette décision d'un nouveau blocage, après une première occupation du site du 11 au 23 mai, intervient au lendemain d'une réunion à Bercy entre les représentants des salariés et des membres du cabinet du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

Le président Emmanuel Macron, qui avait rencontré les salariés le 9 juin au cours d'un déplacement en Haute-Vienne, avait annoncé la mise en place d'une "cellule de crise" à l'Elysée pour travailler à organiser les conditions d'une reprise.

"Le saccage de l'industrie continue !"

Or selon les syndicats, "l'État nous expose comme seule solution une reprise à 140 salarié(e)s par le Groupe GMD (leader français de l'emboutissage, ndlr) qui lui refuse la diversification. Pire! M. Martineau, patron de GMD, ne souhaite pas d'augmentation du chiffre d'affaires proposé par Peugeot et Renault", les principaux clients de GM&S.

"L'État va-t-il bâcler et/ou se débarrasser rapidement de ce dossier ? Le rôle de l'État se cantonne-t-il à l'accompagnement des chômeurs ? Le saccage de l'industrie continue !", déplore l'intersyndicale.

Les salariés demandent que l'État "continue opiniâtrement à négocier une augmentation du chiffre d'affaires par Renault et Peugeot" afin d'améliorer les offres de reprise ; "prenne contact avec d'autres repreneurs potentiels du secteur ou non" ; "demande une prolongation de la période d'observation à septembre"; et que le propriétaire actuel paye une prime "extra-légale" pour les salariés qui ne seraient pas repris.

GM&S Industry, deuxième employeur privé de la Creuse avec ses 277 salariés, est en redressement judiciaire depuis décembre - son troisième redressement en huit ans. L'entreprise n'a fait pour l'heure l'objet d'aucune offre ferme de reprise, à dix jours d'une audience, le 23 juin au tribunal de commerce de Poitiers, qui pourrait sceller sa liquidation. bfmtv.com 13.06

Ils n'ont qu'à occuper la préfecture et séquestrer le préfet jusqu'à ce que Macron signe la nationalisation de GM&S Industry et garantisse le maintien des 277 emplois.

Inde

- En Inde, la grève victorieuse des agriculteurs - Liberation.fr

Après onze jours de grève, les paysans de l’Etat de Maharashtra ont décidé d’arrêter le mouvement lundi. Devendra Fadnavis, le chef du gouvernement local, a accordé l’annulation de tous leurs prêts aux centaines de milliers d’agriculteurs surendettés de cet Etat de l’ouest de l’Inde. Obligés de contracter des prêts auprès des banques privées ou d’Etat afin de payer les semences, les engrais et l’accès à l’eau, ils se plaignaient de la baisse du prix de revente de leurs produits. Les paysans du Madhya Pradesh, dans le centre du pays, sont, eux, toujours en grève.

Au moins cinq d’entre eux ont été abattus par la police dans les affrontements à Maudsaur depuis le début du mouvement. Selon la presse locale, des agriculteurs du Rajasthan, Etat voisin du Madhya Pradesh, confrontés aux mêmes problèmes, ont bloqué des livraisons de lait, céréales et légumes dimanche.

Les paysans en colère empêchent les camions de livraison d’atteindre les villes, renversent les cargaisons sur les routes. En quelques jours, les prix des denrées sur les marchés ont explosé : «Le prix de la coriandre a doublé. De 20 roupies, il est passé à 40 roupies. Les prix pourraient attendre les 100 roupies, s’inquiète Santosh Wagh, un vendeur de légumes, dans une vidéo mise en ligne sur YouTube par The Quint, un média indien. Les gens n’achètent plus de légumes car c’est trop cher. Tout le monde souffre. Le gouvernement devrait abandonner la dette des paysans.» Surendettés, les agriculteurs indiens sont pris à la gorge. Selon le Bureau national de recensement du crime, un paysan se suicide toutes les 41 minutes depuis 1994. Entre 1995 et 2015,

318 528 fermiers se sont officiellement donné la mort, la plupart en avalant des pesticides. La démonétisation surprise de novembre 2016, qui est tombée au moment où les paysans vendaient leurs récoltes et devaient acheter des intrants, a encore compliqué la donne.

En mars, le BJP, parti nationaliste hindou du Premier ministre, Narendra Modi, est arrivé largement en tête aux élections régionales en Uttar Pradesh. A peine investi, Yogi Adityanath, le nouveau ministre en chef de ce grand Etat du Nord, avait annoncé effacer la dette des agriculteurs, qui s'élevait à 5 milliards d'euros. «L'Uttar Pradesh peut le faire, il y a déjà eu des levées de dettes suite à des manifestations», affirme Bruno Dorin, chercheur du Cirad, détaché au Centre de sciences humaines à New Delhi. Une annonce qui a poussé les agriculteurs d'autres Etats à réclamer eux aussi l'effacement de leurs ardoises. Les deux tiers des 1,3 milliard d'Indiens dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leur subsistance.

«Un suicide économique et écologique»

La semaine dernière, Devendra Fadnavis avait proposé d'annuler les prêts en défaut de paiement à hauteur de 305 milliards de roupies (soit 4,23 milliards d'euros). Mais les manifestants réclamaient l'annulation de tous les prêts. En arrivant au pouvoir, Narendra Modi avait promis de doubler les revenus des agriculteurs «d'ici cinq ans», une mesure qui ne concernait que les propriétaires terriens. Selon le dernier recensement général, effectué en 2011, ces derniers, appelés «cultivateurs» seraient 119 millions. Les ouvriers agricoles, désormais plus nombreux que les propriétaires, représentent 144 millions de personnes, soit plus de 10% de la population.

Pour Bruno Dorin, la situation des agriculteurs indiens est intenable depuis la «révolution verte», comme on appelle l'industrialisation de l'agriculture. La taille des fermes diminue de génération en génération. Pour gagner sa vie, le paysan doit augmenter ses rendements, et acheter des semences qui demandent plus d'engrais, de pesticides et d'eau. Malgré les milliards de roupies de subventions, il est obligé de s'endetter. La culture du coton, très répandue dans le Maharashtra, utilise énormément d'OGM, des semences plus chères qu'il faut racheter tous les ans. «C'est un suicide économique et écologique», dénonce Bruno Dorin. Cette agriculture intensive est en train de polluer les sols, d'épuiser les nappes phréatiques et de participer à l'émission de gaz à effet de serre. Le chercheur poursuit : «On commence à voir l'impact des pesticides ici, les cancers se développent.»

Même si les manifestations paysannes sont courantes en Inde, dans un tel contexte, le risque que le mouvement s'étende à d'autres Etats est réel. «Ce serait explosif», estime Bruno Dorin, qui attribue «en partie» la grave crise financière du pays en 1991 à des levées de dettes faites à très grande échelle. Même si aujourd'hui, l'endettement est moins grave qu'à l'époque, Modi semble être dans une position bien compliquée. D'autant que le conflit est utilisé politiquement. Rahul Gandhi, le numéro 2 du Congrès, principal parti d'opposition, avait tweeté le 6 juin : «Ce gouvernement est en guerre contre les agriculteurs de notre pays.» Il avait été arrêté quelques heures à Mandsaur, jeudi, alors qu'il était venu montrer sa solidarité envers les familles des agriculteurs tués. Un signe «très inquiétant» selon Bruno Dorin. Pour Vandana Shiva, visage du combat écologiste en Inde, les paysans «ont besoin de justice, pas de balles». Et seule une agriculture sans OGM pourrait leur permettre de sortir de la spirale de la dette. liberation.fr 12.06

Pas entendu parler, je ne lis pas les journaux et je n'ai plus de télévision depuis plus de deux ans. Je ne peux pas faire ce boulot de dingue et m'intéresser à ce qui se passe en Inde. Et puis je vis au Tamil Nadu, à Trichitrambalam, donc ici les Indiens se foutent de ce qui se passent ailleurs, y compris dans le village voisin...

Haut de page

Le 16 juin 2017

CAUSERIE

J'envisage de mettre un terme à ces causeries après le 2e tour des législatives ou d'ici le 15 juin, pour raison de santé mais pas seulement. Puisque mon travail ne sert à rien, autant arrêter.

- Causerie du 16 juin, 14 pages

Ils osent tout. Ils ne savent plus quoi inventer pour combattre l'abstention qui mine leur légitimité.

- Législatives: 61% des Français souhaitent rectifier le résultat au 2e tour - AFP 15.06

Ils osent tout. Quand les médias-oligarques nous prennent pour des cons.

- Liberté de la presse : 23 sociétés de journalistes inquiètes de l'attitude du gouvernement - Le Monde 13.06

Une vingtaine de médias, dont « Le Monde », considèrent que le gouvernement envoie « des signaux extrêmement préoccupants ».

Les signataires : Les sociétés des journalistes de l'AFP, Alternatives économiques, BFM-TV, Les Echos, Europe 1, L'Express, France 2, Rédaction nationale de France 3, Libération, les JT de M6, Mediapart, Le Monde, L'Obs, Le Point, Premières Lignes Télévision, Radio France, RFI, RMC, RTL, Télérama, La Vie et les rédactions de Dream Way Production et LaTeleLibre.
Le Monde 13.06

Commentaires d'internautes abonnés au Monde.

1- Toutes les rédactions qui ont servi la soupe à Macron depuis des mois veulent, maintenant que l'affaire est pliée, se refaire une virginité auprès du public avec un simulacre d'indépendance.

2- Pas tout à fait ! Vous remarquerez que BFM, Le Journal du Dimanche et - évidemment - Paris Match ne sont pas signataires de cette tribune !

Faux pour BFM.

3- Pour le dire vulgairement ils ont servi la soupe à Macron (septième merveille du Monde / en fait l'équivalent d'un Valls, où un Blair attendait son heure, mais en beaucoup plus intelligent) et ils la trouvent brusquement amère

4- D'accord avec votre conclusion, le 4ème pouvoir (la presse) était devenu le 1er pouvoir avec le "Hollande bashing" systématique de la fin du quinquennat et je rajouterai la "violence médiatique" dans l'affaire Fillon.

5- Les Échos qui signent cet appel, c'est hilarant alors que ses publications "sensibles" sont soumises à l'approbation de l'actionnaire. Et les parutions publi-rédactionnelles du Monde non identifiées comme telles à la demande du client, c'est la liberté de la presse et le respect du lecteur ? La liberté de la presse est essentielle, les rédactions doivent y être attentives mais pas seulement face au pouvoir politique mais aussi face au pouvoir économique, et c'est une libérale qui le dit.

6- La liberté de la presse est certainement bien plus mise à mal par le contrôle des médias par les groupes industriels (voir par exemple le rapport de P. Bloche en 2009). Et quant à ceux qui expliquent que Le Monde aurait "servi la soupe à Macron", on peut se demander en quel sens : une critique de fond de toutes les autres politiques possibles ? Quant à ce qui se passe dans en dehors de France, c'est souvent de la paraphrase tout aussi paresseuse d'articles du NYT ou du Guardian.

7- Les journalistes sont juste après les politiques dans les professions auxquelles les Français font le moins confiance, et détestent le plus. Ils se rendent parfaitement compte que ceux-ci n'ont plus pour fonction que de servir des intérêts particuliers et répandre le mensonge. Leur seule liberté consistant à satisfaire ceux qui les subventionnent et les quelques propriétaires-milliardaires qui profitent de ces subventions pour étendre leur pouvoir d'influence tout en s'enrichissant sur l'Etat

8- Je partage (depuis 2 ans) ces inquiétudes quant à la démocratie et au rôle très important de la presse. Mais je constate que c'est loin d'être le cas et que les médias de masse SUBVENTIONNES, sont largement dépendants de leur annonceurs/patrons. C'est un système bien verrouillé, il n'y a qu'à voir les contenus des éditos des directeurs de rédaction ou la une de Libé à la veille du 1er tour de la présidentielle "...votez Macron". Maintenant que le jeu est fais vous retrouvez votre éthique?

9- La une de Libé à la veille du premier tour était :"tout sauf eux" avec les photos de Fillon et Le Pen.

10- Démocratiquement, n'est-il pas légitime de connaitre les intentions du gouvernement qui ne l'oublions pas est au service de l'intérêt général (sic)? Qu'y a t'il a caché? Que les contreparties sociales et les réunions de concertation ne sont que des leurres? Que leurs projets est de sacrifiés les classes populaires et une partie de la classe moyenne au nom de la croissance mortifère? Cacher que leurs intentions sont de faire les 4 volontés du MEDEF (mdr)?

11- Quels faux culs ! Les adeptes des confidences du soir à l'Elysée, les respectueux du off, les propagandistes fidèle des « source anonyme dans l'entourage de ... » qui s'inquiètent des signaux extrêmement préoccupants : quelle tartufferie ! Ils sont les premiers à faire commerce de la connivence avec leur source et ils s'offusquent quand on menace leur petit gagne pain en osant les remettre à leur place au grand jour. Ce serait drôle si tout le monde le prenait pour ce que c'est : du guignol !

12- Certes, les diverses aides publiques à la presse, l'actionnariat composé d'entreprises tirant leur revenu de la commande publique ou de marché régulés ou le poids des annonceurs ne sont pas des signaux préoccupants, certes. La sociologie des journalistes issus de sciences Po et habitant à l'intérieur du périphérique, pas plus. L'essor des « gratuits » ne réalisant aucune investigation non plus. Certes, des signaux préoccupant....

13- On croit rêver. Qui squatte les unes de Paris Match depuis des mois? Manu et Bribri à la plage, au Touquet, à la montagne, dans les salons de l'Elysée,... Évidemment c'est moins drôle de devoir rendre des comptes

14- Macron qui mettrait de la distance avec la presse? Vous voulez rire j'espère: il la veut mais à sa botte, c'est tout.

15- Indépendance des pouvoirs. Donc d'un côté, droit d'enquêter et de commenter des documents que l'on a reçus (dans le respect des dispositions générales du droit civil, pénal et de la presse). D'un autre côté, arrêt des subventions à la presse, suppression des avantages fiscaux des journalistes, disparition des médias publics d'Etat. Ai-je bien compris le sens du mot "indépendance"?

16- Comme des moutons, les moralistes en herbe de la macronie font sonner le tocsin dans les colonnes du Monde. Fort du succès de leur leader, ils ne se sentent plus et rêvent de mettre la presse au pas. il s'agit avant tout de ne pas ternir la belle image du nouveau locataire élyséen, savamment mis en scène par ses spins doctors. Pour notre bien à tous, il est à espérer que l'illusion ne survive pas à l'été. Enlevez vos oeillères les gars!

17- Aucun dieu de l'envergure de Jupiter n'apprécie que d'humbles mortels osent parler des turpitudes qui risqueraient de ternir son autorité.

18- Oser non pas même critiquer mais s'interroger sur les pratiques du saint homme,quel crime de lèse-majesté.De l'affaire Ferrand peut-être légale mais si peu conforme aux leçons de moralisation claironnées par LREM à la plainte déposée par la ministre (qui se moque bien de ses fonctionnaires!),du choix des journalistes pour les déplacements présidentiels à la saturation du couple Macron dans la presse people,l'instrumentalisation n'est pas loin.

19- Tout à fait, En Marche vers une démocratie aux ordres ! Les réactions hystériques des macronistes de choc sont inquiétantes.

20- Trop drôle : ils ont fait la campagne pour Macron ,parfois grossièrement ,parfois plus subtilement et maintenant ... haro ! C'est vrai que quand on a construit l'idole des foules mondialisées , en lui prêtant à peu près la guérison des écrouelles , le retropédalage est peu aisé.

21- Finalement Macron est le dernier gaullien. En effet l'on y retrouve le après moi le chaos sous la forme sans moi c'est la catastrophe, le rassemblement droite et gauche pour gouverner à droite, maintenant vient la volonté de censurer la presse. Bientôt un ministère de l'information? Il ne manque que Michel droit et l'ORTF. Cette dérive autoritaire est inquiétante.Mais vous savez comment cela a fini! Bien que l'histoire ne repasse pas les plats.

22- Ceux qui ont lancé le produit Macron s'en mordent peut-être déjà les doigts. La place du roi est occupée maintenant et les médias vont se retrouver au piquet ou au cachot.

23- Le Monde nous a vendu du Macron, aujourd'hui il s'étonne. Il était pourtant clair vu ses déclarations publiques depuis trois ans, vu son parcours antérieur, que M. Macron n'a aucune culture démocratique, qu'il considère les institutions démocratiques (Parlement, presse, pluralité des partis…) comme des obstacles à son action. Roi-philosophe détenteur de la vérité, patron dont les citoyens sont les subordonnés, tels sont ses modèles. Sa présidence est lourde de danger pour la démocratie.

24- Vous exagérez... juste un peu. Cette façon de vouloir contrôler la communication, voire la verrouiller en dit beaucoup sur le personnage. Transparence? Vous avez dit transparence?

25- On parlera réellement de liberté de la presse quand elle ne sera plus à 95 % propriété du 1%.

26- Ce nouvel exécutif est tout de même bien ingrat. Quand on analyse le rôle de la presse dans le succès du mouvement!

27- Je me demande si cette tentative de contrôle de la presse ne vient pas de la conception "jupitérienne" du pouvoir de Macron ? Tout le monde devrait lui obéir ? Comme à Louis XIV ?

La presse ou les médias remplissent un rôle politique au service du régime. Mais le mode de gouvernance évolue en fonction d'un ensemble de facteurs, dont le rapport de force entre les différentes classes et leurs représentants.

Observant que la politique d'austérité imposée aux travailleurs au cours des dernières décennies par le parti de l'ordre (LR) dit de droite puis par son supplétif (PS) dit de gauche faisait l'objet d'un rejet massif, et craignant qu'il ne devienne majoritaire et s'exprime lors des élections de 2017 en portant au pouvoir un parti contestant tout du moins en parole ou sur le papier cette politique (La France Insoumise), l'oligarchie a pris les devants en fondant un nouveau parti (En Marche) qui aurait pour fonction de lui barrer la route. Ce rejet du parti de l'ordre et de son supplétif sur fond d'abstention massif devait permettre à son candidat

de l'emporter et de rafler la mise lors des législatives.

Pour que cette opération soit un succès, l'oligarchie mobilisera tous les médias qu'elle contrôlait au service de son candidat qu'ils porteront au pinacle, de sorte que la majorité des électeurs écoeurés par LR et le PS et décidés à participer à ces scrutins votent pratiquement aveuglément pour leur candidat. Les médias devaient donc remplir un rôle déterminant et sans fausses notes pour que leur machination ait une chance de réussir.

Les médias leur appartenant, ils ont joué le jeu à fond avec un zèle inégalé, de sorte que leur plan s'est réalisé, au-delà même de leur espérance puisqu'ils en viennent à s'inquiéter du manque de légitimité de leur président et de son parti pour appliquer leur politique ultra libérale, du fait qu'ils vont obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale dans des proportions écrasantes, au point que le verni démocratique déjà largement élimé de la Ve République et indispensable à la stabilité du régime n'y résiste pas.

Quant aux relations entre Macron et les médias, on vient de voir ce qu'il en avait été durant la période qui a précédé les élections, les médias ont pour ainsi dire propulsé Macron à la présidence.

On doit avoir à l'esprit qu'ils sont tous financés par l'Etat et par les oligarques qui croulent sous des milliards d'euros, donc leur situation financière peut être déficitaire sans que cela ne leur pose un problème. Où par contre ils ont du souci à se faire, c'est du côté de leur crédibilité auprès des téléspectateurs, auditeurs ou lecteurs, or puisqu'ils sont les principaux canaux par lesquels la propagande du gouvernement est diffusée pour conditionner le peuple et le faire adhérer à sa politique ou le dissuader de la contester, toute perte de confiance dans les médias se traduit immédiatement par une perte d'influence de l'idéologie de la classe dominante sur les masses laborieuses au profit de la lutte de classes, du coup, après le matraque hystérique et insensé dont les médias ont fait preuve pour imposer Macron, en vue de la contestation grandissante dont va faire l'objet sa politique dès qu'il va commencer à vouloir l'appliquer, s'ils ne veulent pas se couper du peuple ou s'ils veulent regagner tant soit peu sa confiance, ils vont se retrouver dans la situation périlleuse ou intenable, qui va consister à la fois à devoir prendre leur distance avec Macron ou lui adresser des critiques, tout en donnant la parole à ceux qui s'oppose à sa politique de manière à apparaître impartiaux ou indépendants, le tout enrober de manière à canaliser cette opposition au profit de Macron qu'ils ménageront discrètement ou plus ou moins adroitement.

Or, Macron entend gouverner en souverain absolu, il ne peut souffrir d'opposition, de contestation à sa politique, ainsi le veulent ses parrains oligarques. Les médias sont donc priés de continuer à faire l'apologie de Macron et de son gouvernement, de son parti, et de soutenir sa politique sans condition, au lieu de se faire les relais de ceux qui tentent de les décrédibiliser ou qui la contestent, les intérêts du fragile pouvoir en place ne doit souffrir aucune entorse sous aucun prétexte, qu'ils se débrouillent pour faire passer la pilule auprès de leurs téléspectateurs, auditeurs ou lecteurs, ils ont su faire preuve d'imagination pour le faire élire, et bien qu'ils ne changent rien... Gageons que le message sera reçu 5/5. Mais le problème pourrait bien être ailleurs.

Ce qu'il faut prendre en compte également, c'est que les journalistes de ces médias ne sont pas dupes de l'imposture à laquelle on les a appelés à participer depuis un an. Il faut dire qu'ils ont fait preuve d'une servilité exemplaire durant toute cette période, peut-être comptaient-il reprendre leurs "libertés" (un grand mot) une fois les élections passées ou avant leur terme, ce à quoi leurs dirigeants auraient eu du mal à s'opposer, d'où leur soutien à cette initiative qui présente l'avantage pour eux d'être épargnés par les critiques de leurs journalistes.

Après que plusieurs journalistes de France Télévision et d'autres chaînes de télévision aient été évincés à peine Macron élu ou durant les mois précédents (Canal +, BFMTV, notamment), cela pourrait préfigurer un coup de balais chez les journalistes signataires de cette pétition, qui ne serait pas imposé par leur direction, mais par leurs actionnaires.

On sait qu'ils osent tout, mais un tel coup de force semble irréalisable au niveau de tant de médias. Peut-être faudrait-il que certains disparaissent ou fusionnent, ce serait plus facile de les contrôler. Les journalistes du Parisien ou du Figaro et bien d'autres encore ne sont pas signataires, sans doute parce qu'ils sont déjà au pas.

C'est une explication rédigée très rapidement. On a pris en compte les acteurs suivants : Macron et son gouvernement, son parti et ses élus, leur politique, les journalistes, les dirigeants de ces médias, leurs actionnaires, les oligarques, et pour finir les téléspectateurs, auditeurs et lecteurs, je pense n'avoir oublié personne.

Macron a voulu faire comprendre aux dirigeants de ces médias qu'ils devaient faire le ménage dans leur boutique, ces dirigeants n'y sont pas opposés évidemment, mais ils ne veulent pas ou ne peuvent pas affronter leurs journalistes, dans ce bras de fer, ils jouent leur tête, car les oligarques peuvent décider du jour au lendemain de les évincer.

Qu'on ne compte pas sur nous pour les plaindre, encore moins pour les soutenir, s'ils incarnaient la démocratie Macron n'aurait jamais été élu, c'est ce qu'on retiendra. Quant à ceux qui relaient cette pétition sans ajouter le moindre commentaire, La Tribune des travailleurs sur Facebook par exemple, disons que c'est une manière comme une autre de participer à cette opération qui a aussi pour objectif de redorer le blason de ces médias.

C'est Charlie Macron !

- Après RT et Sputnik, au tour de Ruptly d'être dans le viseur de Macron - sputniknews.com

Un journaliste de l'agence de presse Ruptly qui devait filmer la rencontre entre Emmanuel Macron et Theresa May le 13 juin s'est vu refuser l'accès à l'événement. L'interdiction est d'autant plus surprenante qu'il est titulaire depuis quelques temps d'une carte de presse. Le journaliste est revenu sur les faits pour Sputnik.

Si l'on savait que le Président français n'aimait pas RT et l'agence Sputnik, on sait désormais qu'il ne porte pas non plus Ruptly dans son cœur. Après plusieurs échanges entre la rédaction de Ruptly et le service de presse de l'Elysée, le journaliste Ugo Passuello, qui devait couvrir la rencontre entre le Président français Emmanuel Macron et le Premier ministre britannique Theresa May mardi 13 mai, s'est finalement vu refuser l'entrée. C'est la première fois qu'un tel incident lui arrive, et cela fait déjà plusieurs années qu'il travaille pour cette agence de presse, a déclaré l'intéressé à Sputnik.

« Cela fait trois ans que je travaille pour Ruptly et c'est la première fois que cela m'arrive. Il me semble même que c'est la première fois que cela arrive à Ruptly (sous réserve de la direction) de se faire refuser l'entrée à une conférence de presse d'un pays », a indiqué le journaliste.

Il a ajouté que la décision était d'autant plus étonnante qu'il disposait d'une carte de presse délivrée par le ministère français des Affaires étrangères. Selon Ugo Passuello, « c'est une procédure habituelle pour tout ce qui est presse étrangère, c'est une carte officielle qu'on m'a délivrée lundi dernier ».

Le journaliste a présenté cette carte mardi à l'Elysée, mais « quand ils ont regardé la carte, ils ont vu l'agence de presse pour laquelle je travaille. J'ai vu l'air un peu embêté du policier qui s'est redressé et a appelé un de ses collègues pour faire une double vérification ».

Après avoir patienté un peu, deux hommes « assez imposants » sont arrivés, vêtus en costards et équipés d'oreillettes. Ils ont gentiment mais fermement demandé à M. Passuello de quitter les lieux.

Selon le journaliste, un petit détail l'a troublé. Quand il a demandé s'il y avait son nom sur la liste, la personne en charge n'a pas regardé, « alors que tous les médias passaient un par un et ils cherchaient sur la liste où sont indiqués tous les médias accrédités ».

« Il n'a pas pris la peine de chercher sur la liste car je pense qu'au moment où j'ai donné ma carte de presse, il a lu "Ruptly" et il avait dû recevoir certaines directives », a conclu Ugo Passuello. sputniknews.com 14.06

La conscience hors la loi.

- Un seul individu conscient est plus dangereux pour le pouvoir que n'importe quelle autre menace! par Jean-Yves Jézéquel
- Mondialisation.ca, 14 juin 2017

C'est pourquoi, tout individu conscient qui s'informe et qui sait de quoi il parle, faisant preuve d'esprit critique, s'abstenant de relayer la manipulation exécrable pratiquée à grande échelle par les medias de masse au service d'un système de pouvoir verrouillé à tous les niveaux, se voit et se verra répétitivement accusé de « complotisme » par les benêts du journalisme fanatique.

(Pas seulement hélas ! Dans bien des cas cela s'étend aux partis dits ouvriers qui partagent les mêmes objectifs ou procèdent de la sorte pour défendre leurs appareils. Ils recourent aux mêmes méthodes vis-à-vis des militants qui posent trop de questions, qui sont trop curieux, qui osent remuer le passé. Ils font systématiquement l'objet d'une censure ou d'accusations destinées à les salir ou à les discréditer afin qu'ils se taisent, méprisés, ils sont littéralement traités en ennemis, de manière à dissuader leurs militants qui auraient l'audace de partager en partie leurs analyses de s'exprimer publiquement sous peine d'être harcelés, menacés d'excommunication ou d'exclusion, bref, de subir le même sort ou être décrétés infréquentables par cette police politique ou de la pensée.

Pourquoi avoir évoqué cet aspect-là, parce que ce facteur fait partie de la situation et permet de mieux la comprendre. Quand pendant 70 ans vous avez essayé de construire un parti et que vous n'y êtes pas parvenu, cela pose un certain nombre de questions, et quand on observe qu'elles sont systématiquement étouffées ou tournées en ridicule pour ne pas y répondre, on se dit qu'on a sans doute là une partie de l'explication, qui évidemment ne doit pas être portée à la connaissance des militants. Pas besoin de séances d'autocritiques ou de procès, le seul fait de recourir à de tels procédés constitue un aveu de culpabilité de ses auteurs. Et si un grand nombre de militants n'en ont pas forcément conscience, ils perçoivent bien qu'on ne leur dit pas tout ou qu'on leur cache quelque chose parce qu'ils ne sont pas complètement idiots, mon devoir est de les aider à le découvrir, ensuite ils sont libres d'agir à leur guise.

Avec un peu de rigueur et de logique, beaucoup de patience, on arrive à bout de n'importe quelle question, c'est juste une question

de volonté, tout dépend si on sait ce qu'on veut dans la vie en somme. Certains ou la plupart des militants se contentent de lieux communs, de généralités, d'approximations, de citations, de formules, de syllogismes ou sophismes, de slogans, et même de silences, ils ne sont guère avancés, mais cela leur suffit et ils passent à autre chose et ainsi de suite. Au bout de 40 ans de militantisme ils n'auront toujours pas progressé, et s'il n'y avait pas quelqu'un pour leur souffler quelle ligne politique ils doivent adopter, ils se retrouveraient face à un point d'interrogation ou bredouilleraient quelque chose d'incohérent ou d'incompréhensible.

Les certitudes qui reposent sur des dogmes sont les moins fiables et les plus fragiles le temps passant, mais cela ils ne s'en aperçoivent pas, cela donne lieu à des discours grotesques qui ridiculisent leurs auteurs. On ne peut pas tout comparer, c'est aussi simple que cela. Mais cela leur échappe parce qu'ils vivent en dehors du temps et de l'espace. Ils ont été sevrés et nourris à coup de propagande. Ils veulent bien admettre que bien des facteurs et des rapports aient évolué, mais au lieu de les interpréter en tenant compte de l'ensemble des éléments qui composent la situation actuelle, ils se transportent dans un passé révolu qu'ils vont substituer en partie à la réalité, de sorte qu'on aura l'impression de ne pas vivre dans le même monde qu'eux ou sur la même planète.

Le dogme quel qu'il soit sert de filtre déformant de la réalité. Et plus on vieillit, plus on aura tendance à céder à ce penchant parfois profondément ancré en nous inconsciemment. On n'a plus ni le courage ni l'envie ou on ne voit pas l'intérêt de tout repasser au crible de la critique ou de tout reprendre à zéro, c'est plus confortable de s'en tenir à nos idées acquises, mêmes si on a un doute sur leur valeur ou véracité. On se trouve des excuses, on use et abuse de l'autorité que nous confère notre âge pour en imposer aux plus jeunes, sous prétexte qu'on a acquis une certaine expérience de la vie, ce qui ne constitue en aucune manière une garantie, on vient d'en avoir un aperçu lors des dernières élections.

La vieillesse est un naufrage dit-on, qui engloutit jusqu'à la conscience, ce qui n'est pas très digne, en tous cas pas digne d'intérêt ou de respect. On dit aussi que les vieux seraient la mémoire, on se demande bien de quoi puisque la plupart sont passés à côte de tout, y compris leur propre existence à laquelle ils n'ont rien compris, ils étaient déjà vieux à 25 ou 30 ans, parfois plus tôt encore. - LVOG)

Pour faire taire ces « maudits complotistes » qui empêchent le Pouvoir de dire et de faire ce qu'il veut, même après toutes les mesures liberticides qui n'en finissent plus, tous les moyens sont « bons » pour casser, détruire, étouffer, bâillonner, discréditer, anéantir la résistance à la dictature pure et dure dans laquelle nous nous trouvons désormais en Europe et maintenant en France avec les mesures anti constitutionnelles Macron qui arrivent !

(Attention, vous allez effrayer les âmes sensibles ou passer pour un extrémiste ! Même le mouvement ouvrier n'ose pas employer ce genre de rhétorique, même pas les braves révolutionnaires. Comprenez bien que si vous affirmez que nous vivons sous le règne d'une tyrannie, ensuite il sera difficile d'expliquer pourquoi et comment vous pouvez vous en accommoder en participant aux institutions au lieu de les boycotter par exemple. C'était préférable de faire croire pendant plus d'un demi-siècle que nous vivions sous un régime démocratique en prenant la précaution de préciser qu'il s'agissait d'une démocratie étriquée, histoire de justifier une ligne politique opportuniste.

Là encore, c'était confortable puisque cela correspondait au niveau de conscience du peuple. On le confortait ainsi dans son erreur sans se soucier des conséquences ou du prix qu'il devrait en payer un jour ou l'autre. Après cela ces gens-là prétendront avoir joué un rôle progressiste ou avoir servi la cause des travailleurs, en observant la situation on se demande bien en quoi. Ils ne peuvent même pas se prévaloir d'avoir retardé l'échéance inéluctable à laquelle nous sommes parvenus puisque c'est un ensemble de facteurs qui en sont à l'origine, eux ils n'ont joué qu'un rôle marginale ou insignifiant dans cette histoire. Ils prétendront le contraire évidemment, ce qui n'est pas sans risque, cardans ce cas-là on s'étonnera qu'ayant eu autant de pouvoir on en soit arrivé là ! Comme quoi il ne faut jamais écouter ce qu'ils disent d'eux-mêmes. - LVOG)

Qui a dit ?

- "S'abstenir, c'est voter Macron" (Libération 15.06)

François Ruffin, qui se présente à Amiens à l'élection législative, réalisateur de Merci Patron ! et rédacteur en chef de Fakir, animateur de Nuit Debout, soutenu par La France insoumise, EE-LV et le PCF, et le député sortant PS, Pascale Boistard.

En monarchie absolue.

Ils sont déjà élus : boycott !

En Marche! largement en tête, l'abstention encore en hausse au second tour - AFP

La formation d'Emmanuel Macron remporterait entre 440 et 470 sièges sur les 577 que compte l'Assemblée nationale,
Les Républicains alliés à l'UDI de 70 à 90 sièges, et le Parti socialiste et ses alliés de 20 à 30, selon les projections de l'institut.

La France insoumise et le PCF décrocheraient 5 à 15 sièges, le Front national entre 1 et 5. De 3 à 10 sièges reviendraient à d'autres candidats.

La participation au second tour est évaluée à 46% du corps électoral, en baisse par rapport à celle déjà très faible (48,7%) du premier tour.

Les électeurs interrogés sont partagés sur leur souhait de voir Emmanuel Macron disposer d'une majorité à l'Assemblée : si 48% le souhaitent, 50% sont d'un avis contraire. AFP 15.06

C'est royal !

- Chaleureuse visite d'Emmanuel Macron au roi du Maroc Mohammed VI - AFP

Lobotomie

- Des godillots LREM des pieds à la tête ? - Liberation.fr

Un internaute : "*On ne peut pas demander a des godilllots, qui effectivement, soutienne un programme qui n'est qu'ambiguité (qu'ils ne connaissent donc pas eux memes), d'avoir des valeurs et de la personnalité*."

S'ils sont acquis au néolibéralisme et décérébrés, c'est suffisant.

Macromania en famille

- Législatives 2017 : Tiphaine Auzière, la belle-fille du président, en campagne. - Franceinfo

Les affaires sont les affaires !

- Législatives - Neuilly : le candidat REM a un compte non déclaré à Hong Kong - LePoint.fr

Laurent Zameczkowski, patron de PME, part largement favori au second tour. LePoint.fr

-Toulouse: enquête préliminaire contre une candidate En Marche! - AFP

Une enquête préliminaire sur des soupçons de travail dissimulé dans le cadre d'une activité d'astrologie a été ouverte contre Corinne Vignon, candidate En Marche! en Haute-Garonne, a indiqué jeudi le procureur de Toulouse. AFP

Qu'on se le dise.

- Une large majorité de députés En Marche n'est pas un danger, c'est d'eux que dépend le renouveau de notre République. - Le Huffington Post

Pas un danger ?

- Législatives - Francis Szpiner (LR) : "Une forme de schizophrénie chez les électeurs" - lepoint.fr

Il y a de quoi s'inquiéter. Ils ont recruté les plus médiocres qui feront preuve de servilité, leur seul talent.

- Législatives : la force du "label Macron" - LePoint.fr

"Libération" a enquêté sur ces députés candidats pour la deuxième ou troisième fois et qui ont multiplié leur score de manière spectaculaire grâce à la bannière REM.

- De 2% à 40%, de loser à député : l'effet magique du «label Macron» - Libération.fr

Quelques exemples détaillés.

Sophie Mette (Modem) - en 2007, elle s'était présentée dans la 8e circonscription de Gironde, obtenant 6,86 % au premier

tour : troisième et éliminée. En 2012, elle avait tenté sa chance dans la 9e circonscription : 3,79 %, cinquième, éliminée. Dimanche, elle s'est à nouveau présentée dans la 9e circo girondine et cette fois, elle est largement arrivée en tête, avec 31,21 % des voix.

Patricia Gallerneau, candidate pour le Modem dans la 7e circonscription de Loire-Atlantique en 2007 et 2012 : elle avait obtenu 7,1 % puis 2,28 %. Dimanche, elle a cartonné dans la 2e circonscription de Vendée (36,16 %), toujours sous pavillon Modem.

Cyrille Isaac-Sibille, candidat Modem depuis dix ans dans la 12e circo du Rhône : 13,13 % en 2007, 5,1 % en 2012, et un carton à 41,9 % dimanche dernier.

Claire O'Petit : troisième avec l'étiquette Modem et 6,75 % des suffrages dans la 1e circonscription de Seine-Saint-Denis en 2007, elle avait déménagé dans la 5e circo de l'Eure en 2012, tout ça pour obtenir… 1,63 %. Cinq ans plus tard, toujours dans cette circonscription normande, elle a multiplié son score par vingt : 28,56 %, et un second tour contre un candidat FN qui lui garantit quasiment sa place à l'Assemblée.

Michel Delpon et Philippe Buerch sont arrivés en tête dimanche, respectivement dans la 2e circonscription de Dordogne (34,7%) et dans la 8e des Alpes-Maritimes (31,2 %). Le premier avait été candidat divers gauche au même endroit il y a cinq ans, pour un tout petit 1,07 %, et le second avait obtenu 6,45 % aux départementales 2015 comme divers droite.

Cécile Gallien - En 2007, elle est candidate Modem dans la 1ère circo de Haute-Loire : 7,02 %. En 2014, elle est élue maire de Vorey, sur une liste divers droite. En 2015, elle est élue au conseil départemental de Haute-Loire sous une étiquette… divers gauche. Et dimanche, dans la même circo que dix ans plus tôt, elle a obtenu 31,07 % comme candidate de LREM.

Une liste non-exhaustive.

Cyrille Isaac-Sibille
2007 - 13,13 %
2012 - 5,1 %
2017 - 41,9 %

Patricia Gallerneau
2007 - 7,1 %
2012 - 2,28 %
2017 -36,2 %

Mohamed Laqhila
2007 - 3,74 %
2012 - 0 %
2017 -35,2 %

Nadia Essayan
2007 - 6,95 %
2012 - 0 %
2017 -33,3 %

Michel Fanget
2007 - %
2012 - 4,84 %
2017 -32,9 %

Sophie Mette
2007 - 6,86 %
2012 - 3,79 %
2017 - 31,2 %

Daphné Ract-Madoux
2007 - 0 %
2012 - 2,17 %
2017 - 29,9 %

Christine Espert
2007 - 0 %

2012 - 1,28 %
2017 - 29,1 %

Sophie Guérin
2007 - 4,92 %
2012 - 0 %
2017 - 28,6 %

Michel Delpon
2007 - 0 %
2012 - 1,07 %
2017 - 34,7 %

Cécile Gallien
2007 - 7,02 %
2012 - 0 %
2017 - 31,1 %

Claire O'Petit 2007 - 6,75 % 2012 - 1,63 % 2017 - 28,6 %

Billel Ouadah
2007 - 0 %
2012 - 0,89 %
2017 - 28,6 %

(Source : Libération.fr 15.06)

Zéro, une étiquette, et hop sur orbite! C'est fou ce qu'on peut faire avec du fric, même pas besoin d'imagination, comme quoi notre espèce est bien en danger !

En complément.

François Baroin (LR) - "Toutes les clés sont données à Emmanuel Macron, à lui tout seul, pas à la majorité puisque les candidats En marche! vont être élus sur son seul nom", a insisté M. Baroin, selon lequel le président Macron est "seul face à sa responsabilité", "éminente, immense". AFP 14.06

- Moralisation : François Bayrou ébranlé par les révélations du Canard enchaîné - Franceinfo

Ils s'en foutent et ne s'en cachent pas ! Collaboration de classes assumée. Ouf, l'ennemi des dirigeants de la CGT n'est le gouvernement!

- CGT sur la future loi Travail : "les atteintes au contrat de travail nous inquiètent" - Franceinfo

Sur la réforme du travail: "nous sommes tout à fait favorables aux accords d'entreprises. La CGT signe déjà neuf accords sur dix dans les entreprises."

"Ce qui nous inquiète d'avantage, ce sont les atteintes au contrat de travail. Notamment les motifs de licenciement et le pouvoir unilatéral de l'employeur qui vise à contourner les organisations syndicales." poursuit-il.

Quel est le véritable ennemi de la CGT : le chômage ou le gouvernement ? Mohammed Oussedik répond à la Question qui fâche : "C'est évidemment le chômage !" Franceinfo 14.06

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les agents du capital qui contrôlent la CGT sont comptables de la politique que les gouvernements ont appliquée depuis le milieu des années 80 et qui a conduit au chômage de masse.

Ils osent tout.

- Elections législatives : Emmanuel Macron déjoue tous les pronostics - Franceinfo

- Castaner met en garde contre "toute tentative d'influence" auprès des médias - L'Express.fr

- Glavany (PS): Macron a "plus incarné la République en un mois" que Hollande "en 5 ans" - AFP

- Brigitte Macron sur son mari : "Personne n'est parfait" - LePoint.fr

- Taubira: il faut aussi parler de "moralisation de la vie économique" - AFP

- La CPI demande l'arrestation immédiate du fils de Kadhafi - AFP

Leur vieux monde infâme à abattre.

- Le Japon adopte une loi antiterroriste malgré des craintes pour les libertés - AFP

Le Parlement japonais a adopté jeudi une loi contre la préparation en bande organisée d'attentats ou d'autres actes criminels, qui suscite de nombreuses protestations de citoyens et experts sur fond d'inquiétudes pour les libertés individuelles. AFP

- Fusillade près de Washington : un militant anti-trump cible des républicains - Franceinfo

Un tireur a fait feu ce mercredi 14 juin sur des élus républicains rassemblés sur un terrain de sport. Plusieurs personnes ont été blessées, dont un chef de file du parti républicain à la Chambre des représentants. Franceinfo

- Fusillade à San Francisco: trois personnes tuées - AFP

Une fusillade dans un entrepôt de la société de messagerie UPS à San Francisco a fait mercredi trois morts et le tireur, qui a retourné son arme contre lui, est également décédé, a déclaré la police. AFP

- Brentwood, une banlieue de New York terrorisée par le gang MS-13 - AFP

- Un député de l'opposition turc condamné à 25 ans de prison - euronews

Un député de l'opposition sociale-démocrate turque condamné à 25 ans de prison pour "espionnage". C'est la première fois, depuis que le gouvernement a voté l'année dernière la levé de l'immunité parlementaire, qu'un élu est condamné de la sorte. euronews

- Mexique: manifestations prévues un mois après l'assassinat du journaliste Javier Valdez - AFP

Plusieurs manifestations sont prévues jeudi au Mexique, un mois après l'assassinat du journaliste Javier Valdez, spécialiste du narcotrafic, alors que l'enquête semble à l'arrêt. AFP

- Un journaliste tué par balles au Honduras, le 70e depuis 2003 - AFP

- Somalie: au moins six morts dans un attentat-suicide à Mogadiscio - AFP

Au moins six personnes ont été tuées mercredi soir lorsqu'un kamikaze a fait exploser son véhicule piégé contre un restaurant de Mogadiscio, ont annoncé les forces de sécurité somaliennes. AFP

- Attentat-suicide contre une mosquée chiite à Kaboul: 4 morts - AFP

- Glyphosate : les experts européens sont-ils fiables ? - euronews

L'Agence européenne de la sécurité des aliments (EFSA) dans la tourmente depuis qu'elle a donné son feu vert au glyphosate, un herbicide controversé. 46 % de ses experts sont en conflit d'intérêt en raison de leurs liens avec l'industrie agro-alimentaire selon l'ONG Corporate Europe Observatory. euronews

- Dans les hôpitaux grecs, «des malades renoncent à se soigner» - Liberation.fr

Baisse drastique des salaires, pénuries, traitements hors de prix : cinq ans de crise ont mis à terre la santé publique du pays. Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Le Sénat US vote le durcissement des sanctions contre Moscou - sputniknews.com

Les sénateurs américains ont voté pour un projet de loi sanctionnant l'Iran pour son programme balistique et prévoyant l'élargissement des sanctions contre la Russie.

Le Sénat américain a approuvé mercredi un projet de loi qui propose de durcir les sanctions visant la Russie dans le cadre d'un amendement de Mark Crapo concernant les sanctions contre l'Iran.

Le texte propose de réduire la durée de financement des banques russes, qui sont déjà visées par les sanctions américaines, de 90 à 14 jours, et celle des compagnies pétrogazières russes à 30 jours. En outre, le document interdit au Président américain Donald Trump de lever les restrictions sans le feu vert du Sénat. sputniknews.com 14.06

Panama

- Le Panama conforte la présence de Pékin dans la zone d'influence des USA - sputniknews.com

Par sa décision de rompre ses relations diplomatiques avec Taïwan et d'en établir avec la Chine, le Panama entend sans doute contrebalancer l'influence américaine, a supposé dans un entretien avec Sputnik le politologue russe Alexandre Kharlamenko.

La décision du Panama de rompre ses relations diplomatiques avec Taïwan au profit de la Chine continentale est un coup très dur pour l'île et marque un renforcement évident de la présence de Pékin dans la zone d'influence des États-Unis, constatent les analystes internationaux.

« C'est un événement inédit. Même dans la période de ses contradictions politiques les plus aigües avec Washington, le Panama ne s'était pas décidé à établir des relations diplomatiques avec la Chine, tant les positions du lobby taïwanais étaient puissantes aux États-Unis », a rappelé à Sputnik Alexandre Kharlamenko, de l'Institut de l'Amérique latine de l'Académie des Sciences de Russie.

Et de supposer que la volte-face du Panama en direction de Pékin s'expliquait par les scandales financiers que la nouvelle administration américaine avait initiés entre le Brésil, l'Équateur, le Venezuela et certains autres pays de la région avec le Panama.

« Je pense que dans les milieux politiques et d'affaires du Panama, beaucoup ont souffert de ces scandales. Aussi les Panaméens ont-ils décidé de contrebalancer l'influence de Washington en développant les relations avec la Chine », a estimé l'interlocuteur de l'agence.

Selon ce dernier, pour les États-Unis, ce n'est pas tant le Panama qui est important, mais l'utilisation qu'ils en font : Washington s'en sert avant tout pour déstabiliser le Venezuela et d'autres pays de la région où la politique américaine devient de moins en moins populaire.

« L'établissement par le Panama de relations diplomatiques avec la Chine peut renforcer l'influence de Pékin dans la zone du canal de Panama, tout en exacerbant les rivalités entre la Chine et les États-Unis dans cette région stratégique du monde», a relevé M. Kharlamenko.

Un autre interlocuteur de Sputnik, Ren Yuanzhe, de l'Académie diplomatique de Chine, a indiqué pour sa part que le Panama avait donné l'exemple aux autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, d'Afrique et du Pacifique qui entretenaient encore des « liens diplomatiques » avec Taïwan.

Les observateurs constatent que la Chine est le second plus important utilisateur du canal de Panama après les États-Unis. Qui plus est, le poids économique et commercial de la Chine au Panama est devenu si puissant qu'il lui était difficile de résister à la Chine continentale, alors que Taïwan ne pouvait plus lui proposer des investissements et des coopérations aussi importants. Par ailleurs, Pékin a commencé la semaine dernière la construction d'un port de conteneurs, avec des installations de gaz naturel, dans la province de Colon, dans le nord du Panama.

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi et son homologue panaméenne Isabel Saint Malo de Alvarado ont signé mardi 13 juin les documents établissant des relations diplomatiques entre la Chine et le Panama. Cela isole encore plus Taïwan qui ne conserve de relations diplomatiques qu'avec 20 pays dans le monde dont le Saint-Siège. sputniknews.com 14.06

Haut de page

Le 17 juin 2017

CAUSERIE

Les causeries du 3 au 16 juin ont été archivées dans un fichier html.

- Causerie du 17 juin, 9 pages

Un des traits frappant de notre époque, c'est que la réflexion et la dimension philosophique a totalement disparu du champ politique.

Les méfaits du capitalisme sont si nombreux ou monstrueux et s'étendent à une population toujours plus importante de la planète, qu'il est devenu indécent de lui chercher ou de lui attribuer la moindre vertu ou qualité que l'on pourrait prendre en exemple sur le plan moral ou qui pourrait inspirer un idéal, tant il les a toutes dévoyés ou mis au service de causes injustes ou criminelles, du mal.

Ce qui est bon ou bien à usage universel, qui profite à l'ensemble de l'humanité sans restriction a été banni par le néolibéralisme qui ne tolère pas l'humanisme, la communauté des biens de sorte que le bien-être de chacun soit assuré et que tous les peuples vivent en harmonie et en paix, il le tolère encore moins, il tend donc vers le totalitarisme.

Quand on observe que le totalitarisme repose sur le développement des pires inégalités et injustices qui soient, on en revient à notre premier constat qui trouve ici sa justification. La philosophie ne peut pas germer sur ce tas d'immondices pourries de virus qui en vient à s'attaquer à notre planète, rien ne peut y pousser qui soit profitable à l'humanité, car c'est toujours à cette échelle qu'il faut en venir, ne serait-ce que parce que quotidiennement nous sommes en contact avec le monde entier par le biais d'Internet ou les produits que nous consommons, par exemple.

Frapper un enfant, faire le malheur d'un enfant est injustifiable, lui faire subir la guerre est d'une cruauté sans fond, partant de là il faut éradiquer son origine, le capitalisme, dans tous les autres cas on le cautionne, il faut en avoir conscience. C'est un peu cela utiliser la philosophie à bon escient selon moi.

La différence, c'est la conscience et ce qu'on en fait, car je crois que tous les hommes un jour dans leur vie sont passés par un stade où ils étaient humanistes, ne serait-ce que lorsqu'ils étaient enfants, bien que les enfants puissent être aussi cruels entre eux, puis à ces valeurs ou principes qui avaient émergé de leur subconscient vinrent s'en greffer d'autres qui n'étaient pas vraiment orientés dans la même direction, de sorte que certains d'entre eux les abandonnent au profit de vilenies qui vont pourrir la vie du reste des hommes.

Demander aux peuples de placer leur espoir dans la guerre, car c'est bien cela que les médias nous vendent quotidiennement, c'est toucher le fond, c'est atteindre une limite au-delà de laquelle quelque chose doit se passer, guerre ou révolution.

Il y a tant de gens merveilleux dans le monde qui combattent sincèrement un ou plusieurs aspects du capitalisme, qu'il est navrant qu'ils ne parviennent pas à se rassembler, mais cela s'explique du fait justement qu'ils n'ont conscience que de certains aspects du capitalisme, ils n'en ont pas une vision historique ou ignorent en partie son développement, ils ne vont pas du particulier au général, il leur manque donc une conscience universelle. Cependant on peut concevoir qu'elle soit posée comme un idéal à atteindre, ce qui permet d'admettre différents degrés de conscience parmi les gens qui peuvent se rassembler, à condition que la sincérité et la loyauté soient de mise, c'est-à-dire que lorsqu'on a adopté librement un principe, on s'y tient, on doit s'assumer, ce qui nécessite d'être honnête, sinon la fraternité entre combattants pour la liberté n'aurait pas de sens.

La conscience peut être orientée dans deux directions opposées, donc la question n'est pas de savoir si ces deux états de conscience peuvent être conciliables ou non puisqu'ils ne pourront jamais se rencontrer. On peut oser une autre figure géométrique et les faire se superposer ou se juxtaposer sans jamais se croiser. User d'une arme contre un homme innocent ou sans défense et souhaiter son bonheur semble irrémédiablement incompatible ! Faut-il l'expliquer à la population pour qu'elle cesse de cautionner des guerres à travers le monde ? On en arrive à la bonne conscience qui germe sur le tas d'imondices dont il a été question précédemment, c'est un des virus à combattre, car elle finit par tout permettre, même ce qui précipite le funeste destin de l'humanité.

Soit dit en passant, l'humanité, cela va un peu plus loin que l'humain d'abord qui à défaut d'avoir la volonté de changer la société ou de remettre en cause les rapports sociaux établis entend changer les hommes ou agir sur leur conscience, autant dire ne rien changer du tout.

Jusqu'à quel point ? - Éditorial de Daniel Gluckstein du 15 juin. (La Tribune des travailleurs - POID - https://latribunedestravailleurs.fr/category/editoriaux)

Daniel Gluckstein - "*Répétons-le : la seule force de Macron, c'est de pouvoir s'appuyer sur un très large consensus. Consensus pour reconnaître la légitimité d'un président illégitime. Consensus pour respecter les mécanismes antidémocratiques des institutions de la Ve République.*"

Ce n'est la seule force de Macron. Pourquoi se prétend-il "aussi fort et invulnérable" sinon qu'il incarne la totalité du pouvoir dorénavant détenu par l'oligarchie sans partage.

La classe des capitalistes n'est pas plus homogène que la classe ouvrière, et jusqu'à présent les différents clans qui incarnaient les différents secteurs économiques du capitalisme définissaient la stratégie qui permettait de satisfaire leurs besoins en priorité, or cette période est révolue, l'oligarchie a sonné la fin de la récréation, désormais c'est elle et elle seule qui entend dicter quelle stratégie doit adopter l'ensemble des acteurs qui composent le capitalisme. Tous les capitalistes sont sommés de s'y soumettre sans broncher sous peine d'être brutalement éliminés, certains le seront de toutes manières ou savent qu'ils sont dors et déjà condamnés à disparaître. L'époque où différents partis pouvaient représenter ces différents clans appartient dorénavant au passé, seul le parti de l'oligarchie doit gouverner, tous les autres partis doivent s'effacer ou lui prêter allégeance sous peine d'être broyés.

Au-delà, ce sont toutes les classes et leurs représentants qui sont appelés à les imiter. Les classes moyennes sont divisées, une partie s'y soumet volontiers parce qu'elle a déjà sombré dans la déchéance ou vendue son âme au diable en se ralliant à Hollande puis à son dauphin ou héritier, Macron, tandis que celle qui renâcle à se soumettre au souverain refuse de l'affronter par lâcheté, encouragée en cela pas la servilité du mouvement ouvrier qui ne manifeste pas non plus la velléité de lui résister en mobilisant la classe ouvrière, du coup elle se terre dans un silence coupable qui caractérise sa propre inconsistance ou son indécision légendaire.

En l'absence de conscience de classe et d'issue politique, les membres des classes moyennes et les couches privilégiées du prolétariat qui disposent d'un mode de vie relativement confortable n'ont aucune raison de manifester leur opposition à Macron, tout au plus en cas d'insatisfaction elles feront preuve de neutralité à son égard.

Il ne reste plus pour contester le pouvoir en place que les prolétaires les plus défavorisés, ceux qui ne disposent que d'un seul revenu par foyer, médiocre de préférence, les chômeurs, les ouvriers et les retraités pauvres, les jeunes sans diplôme et promis à la précarité à vie, ce qui doit bien représenter plus de 10 ou 15 millions de travailleurs sans toutefois constituer la majorité.

La majorité des travailleurs baignent dans l'insouciance et s'accommodent de leur condition du moment qu'ils en tirent certaines satisfactions, ce qui explique pourquoi ils sont insensibles à tout discours radical. Et ceux qui devraient être directement concernés sont pour ainsi dire prostrés après avoir subi désillusion après désillusion pendant tant d'années ou de décennies.

On ne pouvait pas conclure sans mentionner que la prise du pouvoir par Macron intervenait au moment où le capitalisme était embourbé dans une crise inextricable, qu'il ne peut affronter autrement qu'en mettant la société au pas pour ensuite s'attaquer à toutes les classes qui doivent abdiquer tous leurs droits. Nous laisserons de côté ici l'aspect mafieux et criminel qu'a pris le capitalisme financier.

C'est donc la combinaison de tout un ensemble de facteurs et de rapports dont ceux rappelés par D. Gluckstein, qui sont à l'origine de l'arrogance de Macron.

On peut s'en tenir à cette ligne politique, à condition de mener une guerre sans merci envers les opportunistes ou les traîtres qui officient au sein du mouvement ouvrier, ceux qui ont appelé à voter Macron, ceux qui acceptent le dialogue social, l'antichambre du corporatisme. Toute collusion avec ces ennemis de la classe ouvrière rejaillira sur leurs auteurs.

Dans les profondeurs du régime

- « En France, l'atlantisme et le sionisme sont les deux mamelles des néocons » par Michel Raimbaud - Mondialisation.ca, 09 juin 2017

(Les titres sont de LVOG)

Extraits.

Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas.

Dans "l'État profond néoconservateur (...) on chercherait en vain un clivage entre droite et gauche".

J'évoque souvent « l'État profond néoconservateur » pour « expliquer » ce qui, sinon, pourrait paraître inexplicable. À mes yeux, ce concept est d'une importance fondamentale. Devenu populaire, il est une réalité visible, voire très voyante, depuis la fin de la guerre froide. Il se réfère à la doctrine dominante qui crée une symbiose idéologique entre les décideurs, les acteurs, les faiseurs d'opinions dans tous les secteurs de la vie publique et tous les cercles de pouvoir (politiques, diplomates, hiérarchie judiciaire, élites intellectuelles, journalistes, milieux d'affaires, communautés diverses, lobbies, etc.).

Né dans le camp républicain qui est son berceau et ancré sur le double messianisme religieux du judaïsme et des Églises protestantes dites « Églises d'éveil », l'État profond néoconservateur s'est solidement implanté dans les rangs démocrates, avant de trouver des terreaux favorables dans toutes les terres d'Occident et dans les États les plus improbables. La France est loin d'échapper à la règle, tant est grande l'idolâtrie des élites vis-à-vis de tout ce qui vient d'Amérique et le lien de vassalité que celles-ci ont intériorisé durant les décennies passées.

À Paris, les quartiers généraux et/ou les bastions de cet « État profond » sont divers et variés : non seulement au Quai d'Orsay où sévit la « secte » ou la « meute » néocon, mais aussi à Matignon, à l'Élysée et dans les rouages de la société et les arcanes du pouvoir. Les élites parisiennes sont depuis des années cooptées dans le fameux programme des « Young Leaders » de la fondation franco-américaine. On chercherait en vain un clivage entre droite et gauche « de gouvernement ».

Le néoconservatisme, c'est l'exercice décomplexé du pouvoir totalitaire.

Comment avez-vous observé l'évolution de la trajectoire des néoconservateurs français depuis le Quai d'Orsay ? Comment et quand ont-ils essaimé ?

Historiquement, les origines du néoconservatisme remontent à la création des États-Unis, à l'arrivée des « Pilgrim Fathers », ces Pères fondateurs, pour l'essentiel des protestants fuyant l'Europe pour des raisons religieuses et se référant à la Bible plutôt qu'au Nouveau Testament. En vertu du messianisme qui les inspirait, ils pensaient que Dieu les avait guidés vers l'Amérique afin qu'ils deviennent le nouveau peuple élu. Notez le parallèle avec le sionisme… Du reste, les groupes ou lobbies chrétiens sionistes s'inscrivent dans cette tradition. Les premiers migrants en Amérique se référaient à la pensée de Cromwell, imprégnée de mystique sioniste. Mais il faut attendre l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan dans les années 1980 pour que cette mystique trouve sa traduction politique dans le néoconservatisme, une traduction associée à la promotion du néolibéralisme et à la fin de la détente.

C'est sous le mandat de Reagan que l'on assiste au retour de la confrontation contre l'URSS, encouragé par la Britannique Margareth Thatcher et le pape Jean-Paul II. Si l'équilibre de la terreur les empêche alors d'agir en transgressant les règles du jeu, les neocons (on ne les connaît pas encore sous cette appellation) ont les coudées franches à partir des années 1990-1991, après l'implosion de l'URSS et la disparition du « bloc communiste ». À noter que Donald Trump est le produit plus ou moins inavoué de cet establishment (malgré ses affirmations) puisqu'il semble considérer Reagan comme un père spirituel et se réfère volontiers aux Pères fondateurs de l'Amérique.

Vous ne m'avez toujours pas dit à quand remonte la pénétration du néoconservatisme dans les arcanes du pouvoir français.

La première manifestation de leur apparition en France remonte, me semble-t-il, au lendemain de la chute de l'URSS et à la signature du traité de Maastricht en 1992. François Mitterrand n'était pas néoconservateur, mais son entourage l'était en bonne partie, ou faisait du néoconservatisme sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir. (...)

La pénétration du courant néocon s'accompagne d'une opération de casse menée contre les diplomates du Quai d'Orsay, tenu pour pro-arabe : le cadre d'Orient, les arabisants et les islamisants en premier lieu sont ciblés. Cette offensive qui ne dit pas son nom emprunte deux biais : on disperse les experts de la région dans des zones géographiques éloignées du monde arabe, et on recrute pour les postes clés des énarques et technocrates formatés. À cela s'ajoute les saignées budgétaires consécutives et incessantes, le recours à des contractuels, l'ubérisation, autant d'éléments qui ont définitivement sapé notre action diplomatique et notre rayonnement à l'international. Au vu de l'ampleur des missions d'un « Département » (comme on l'appelle), régalien par excellence, le budget du ministère des Affaires étrangères a toujours été relativement modeste, ne dépassant pas 1 % du PIB. Depuis un quart de siècle, on ne parle plus que d'austérité !

Qu'est-ce qui motive les diplomates néocons de la « secte » du Quai d'Orsay à poursuivre cette politique, selon vous ?

Le suivisme, l'atlantisme et le sionisme, qui sont pour ainsi dire synonymes.

La « théorie du chaos » et la « théorie du fou » ou la preuve que nous sommes gouvernés par des psychopathes

S'il a été élu par le « petit peuple » et par « l'Amérique profonde » contre l'establishment, il ne pourra pas résister longtemps aux pulsions de l'État profond. Très isolé face aux élites, il en a bien eu besoin sitôt élu. Au passage, le fait qu'il bombarde la Syrie dès son début de mandat fait de lui un « président normal », et cela deux jours à peine après avoir fait une proposition de reprise de contact à Bachar al-Assad par l'intermédiaire d'une congressiste américaine (démocrate) chargée par Trump lui-même de transmettre un message en ce sens au président syrien. Voilà la théorie du chaos remise en application : elle correspond à dire tout et son contraire.

Il n'est pas évident pour les Américains de gérer cette théorie du chaos, qui paraît très anglo-saxonne, en ce sens qu'elle permet d'associer toutes les ambiguïtés, selon une méthode que l'on retrouve dans le langage des ONG, dans les discours du FMI, dans le style des politiques et diplomates américains : mélanger le passé et le présent, les affaires importantes et les détails, la réalité et la fiction. Cela ouvre beaucoup de possibilités aux prestidigitateurs du droit, aux manipulateurs de valeurs, aux magiciens maîtres de l'Univers. C'est également une illustration de la « théorie du fou » inventée par Kissinger au temps de Nixon : les États-Unis ont vocation à être les maîtres du monde et entendent le rester ; pour effrayer leurs ennemis, ils doivent projeter l'impression que l'Amérique est, en partie du moins, gouvernée par des dirigeants cinglés ou imprévisibles. (...)

En France, l'atlantisme et le sionisme sont désormais les deux mamelles des néocons. Cette adhésion a commencé avec Chirac, puis s'est finalisée avec Sarkozy qui parlait de « retour au bercail » pour justifier la réintégration pleine et entière de nos forces au sein du commandement intégré de l'Otan. Pour ce qui est de Hollande, je ne vous apprends rien en vous disant que les socialistes ont un ADN européiste, sioniste et colonialiste qui remonte au minimum à Guy Mollet (sous la IVe République). Ce n'est nullement une légende. Durant son deuxième mandat, Mitterrand aura cette déclaration de fossoyeur : « La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir. » Petit à petit, cette idée a gagné du terrain au Quai d'Orsay et dans « l'État profond », y compris à l'Université, sensible aux sirènes de l'Amérique, de l'Europe, de l'Otan, de la globalisation et de ses succursales diverses.

La "logique du moindre coût" qui gouverne le monde, sauf quand il s'agit de la guerre ou d'engraisser les oligarques.

- Pourquoi l'incendie de la tour londonienne devient un scandale national - lexpress.fr

Propriété de la mairie locale de Kensington et Chelsea, l'un des quartiers les plus riches de Londres, l'immeuble de logements sociaux est géré par un organisme public municipal, la Kensington and Chelsea Tenant Management Organisation (KCTMO). Cette dernière a fait valoir qu'il était trop tôt pour tirer des conclusions sur les circonstances du drame. Sa responsabilité pourrait être engagée. Rydon, l'entreprise qui a procédé à la pose du revêtement, a elle indiqué qu'elle avait respecté les réglementations en vigueur.

Dans le collimateur des critiques: le nouveau revêtement posé en 2016, pour améliorer l'isolation thermique de la façade de cet immeuble de plus de vingt étages, érigé dans les années 1970. Certains s'interrogent sur le fait que ce revêtement puisse expliquer la rapidité avec laquelle le feu s'est propagé. Une vitesse qui a impressionné les pompiers.

Les médias britanniques ont révélé que le revêtement choisi était deux livres moins cher qu'une version plus résistante au feu. Cela aurait occasionné un surcoût de 5000 livres (5700 euros), a calculé The Times. Le Daily Telegraph a lui expliqué que les normes qui imposaient des matériaux non-inflammables pour ce type d'usage ont été abrogées en 1986, alors que Margaret Tchatcher était Première ministre. La norme britannique "Class 0" que Rydon dit avoir respecté n'impose pas, en effet, le recours à des matières non-inflammables, détaille le quotidien.

La logique du moindre coût, au mépris de la sécurité, a-t-elle vraiment prévalu? Scandale social autant que drame humain, la tragédie de la tour Grenfell n'en est qu'à ses débuts. lexpress.fr 16.06

En direct sur place, Loïc de La Mornais évoque la "colère" qui monte dans le quartier et surtout "un pays qui retient son souffle. Car si rien n'est confirmé, la police, les pompiers, évoquent ce soir un bilan qui pourrait être à trois chiffres, c'est-à-dire dépasser les 100 morts." Francetv info 16.06

La tour Grenfell complètement calcinée a brûlé pendant près de huit heures et ne s'est pas effondrée, sans doute un miracle, à moins que ce ne soit le 11 septembre 2001 qu'il s'en soit produit un lorsque les trois tours (2 WTC et la tour n°7 abritant une partie des archives de la CIA) se sont effondrées sur elles-mêmes en une poignée de secondes, alors que leur construction était autrement plus solide avec des poutres en acier de 10 cms d'épaisseurs, qui, autre miracle fondront par endroit comme du beurre sous l'effet d'un feu de bureau sans que personne ne puisse expliquer ni comment ou pourquoi... Mais personne ou presque ne fera le rapprochement.

La macronie est un puissant vomitif.

En monarchie absolue et héréditaire, les institutions sont établies pour l'éternité.

Libération - Le monarque doit faire "*un geste rapide*" ...."*à la démocratie*", mais en attentant ce sont les électeurs considérés comme des veaux écervelés qui doivent faire en sorte que "*le débat continue d'exister dans l'arène naturelle du débat démocratique*", l'Assemblée nationale considérée illégitime par la majorité du peuple.

En monarchie absolue, la "***reine***" peut se permettre "***tous les péchés***".

Le grand chelem du petit nouveau est donc probable : La République en marche s'achemine vers une victoire écrasante. A l'Assemblée, comme à l'Elysée et à Matignon, LREM sera reine. Adhésion sans mélange au macronisme ? Non. Plutôt le rejet indistinct de tout ce qui ressemble à la classe politique traditionnelle. Les vieilles étiquettes sont une marque d'infamie ; le label En marche, à lui seul, vaut rédemption de tous les péchés. Ce peuple qu'on dit le plus politique du monde semble motivé avant toute chose par le rejet de la politique. Avec un risque à la clé. Libération 16.06

L'infamie frappe Libération qui s'emploie systématiquement à déformer la réalité, la preuve par Le Point qu'on ne soupçonnera pas de faire partie des ennemis de son excellence Macron.

L'étude publiée cette semaine par le Cevipof dément les bienveillants évangélistes de la geste macronienne. Luc Rouban, l'auteur de cette enquête, révèle en effet que 222 candidats REM ont exercé ou exercent encore un mandat politique, dont 25 députés, 32 conseillers régionaux et 76 maires. Si l'on ajoute ceux qui ont déjà été conseillers, membres de cabinet ou même candidats (battus) à un mandat, seul un gros tiers des impétrants n'a jamais été politisé. Lepoint.fr 16.06

Un ramassis de ratés, de loosers, de nuls, de lobbyistes, d'affairistes, d'usurpateurs, de corrompus, de patrons et de nantis en tous genres, il y même un ex-commissaire de police c'est pour dire... Prenez un indigène qui n'est jamais sorti de sa forêt et placez-le devant un poste de télé, il va croire que dieu existe et qu'il lui parle, et bien là c'est la même chose, à ceci près que le comportement de l'indigène sera bien naturel, alors que celui de ces minables de REM relève du fanatisme, de la démence, de la négation du développement de la civilisation humaine qu'ils condamnent à retourner au stade de la barbarie.

J'avais indiqué dans des causeries que le comportement ignoble et plus ou moins décomplexé de ceux qui nous gouvernaient avait pour objectif final de faire en sorte que la population soit dégoûtée de la politique, de parvenir à ce qu'elle s'en détourne pour les laisser élire les dirigeants de leur choix et gouverner comme ils l'entendaient ensuite dans l'indifférence et la confusion générale savamment entretenu en permanence, de manière à ce que cette déchéance soit sans rémission ou que le pouvoir en place, certes contesté puisqu'il n'est pas possible de l'éviter, demeure inaccessible et indéboulonnable pendant des décennies ou plus encore.

Il suffisait d'observer comment ils avaient procédé aux Etats-Unis pour parvenir à leur fin, pour savoir ce qui nous attendait si nous ne les arrêtions pas avant, ce qui fut impossible hélas, trahis de partout !

On nous rétorquera que les conditions objectives ou les conséquences désastreuses sur les conditions de travail et d'existence des travailleurs de la politique de Macron contribueront à remettre les pendules à l'heure, en effet, dans une certaine mesure, mais cela demeurera inefficace temps que le mouvement ouvrier n'aura pas remis ses pendules à l'heure du socialisme. On en est si éloigné aujourd'hui, qu'on peut prédire sans prendre de grands risques que le pire est à venir et va effectivement se réaliser. Ensuite, quoi, y aura-t-il une suite ?

A qui perd gagne.

- Législatives 2017 : l'abstention pourrait atteindre 53% au second tour - Franceinfo

En plateau, Catherine Demangeat revient sur l'abstention qui pourrait être la grande gagnante ce dimanche. Franceinfo 16.06

Ils osent tout. Ils exultent et ont du mal à se retenir.

- Législatives: vers une majorité écrasante pour La République en Marche - AFP

Le télé-évangéliste et ses "apôtres".

- Dans l'hémicycle, les sept apôtres du macronisme - Liberation.fr

Les hommes et femmes de confiance du Président devraient tous être élus dimanche, et se partager les postes clés de l'Assemblée pour lui servir de relais fiables au Palais-Bourbon. Liberation.fr 16.06

- L'Assemblée se prépare au parti unique - Liberation.fr

Partis pour rafler une majorité inédite au Palais-Bourbon dimanche et ne laisser que des miettes à l'opposition La République en marche se voit déjà accusée d'«absolutisme». D'autant que le Président, vacciné par les frondeurs du PS, s'est assuré d'avoir des députés fidèles. Liberation.fr 16.06

- Grand chelem - Liberation.fr

Faut-il se résigner ? En principe, c'est joué, râpé, plié. La seule question concerne la taille des miettes que Macron, cet ogre maigre, laissera à... Liberation.fr 16.06

- 4 Vérités : les députés LREM vont "remettre de la vie et du débat à l'Assemblée" - Franceinfo

La déchéance des élites est à la hauteur de leur servilité envers Macron. Normal, elles sont servies.

- Emmanuel Macron fait pire que la déchéance de nationalité mais personne ne s'en indigne - Le Huffington Post

Juin 2017: le projet d'Emmanuel Macron d'insérer dans le droit commun des pouvoirs donnés à l'administration à titre extraordinaire, alors qu'elles relèvent constitutionnellement de la compétence de l'autorité judiciaire (perquisitions, rétentions administratives et assignations à résidence sans juge) suscite l'indifférence. Hormis les professions judiciaires et quelques associations de défense des droits de l'Homme qui parlent quasiment sans écho, cela n'intéresse personne ou presque...

Passons sur le fait qu'Emmanuel Macron avait alors vertement critiqué le projet de déchéance de nationalité au motif notamment que les démocraties ne doivent pas reculer sur leurs valeurs au nom du terrorisme, sauf à perdre leur âme. Il avait raison.

Le problème, c'est qu'il fait aujourd'hui la même chose et même bien pire en fait: contrairement à la déchéance de nationalité, mesure forte mais symbolique ne concernant potentiellement que quelques personnes et encore, les mesures de l'état d'urgence concernent des centaines, voire des milliers de personnes chaque année. Bien plus, elles écornent un principe fondamental: pas d'atteinte aux libertés qui ne soit décidé par un juge –et pas seulement sous son contrôle a posteriori.

Pourquoi tous ces citoyens, de gauche et de droite, tous ces démocrates sincères, ne s'indignent-ils pas? Pourquoi cette question ne fait-elle pas la "une"? Pas parce que c'est moins grave, mais juste parce que le contexte a changé: on s'en voudrait presque, dans la France de juin 2017, de critiquer le Jupiter qui doit transformer notre pays de la cave au grenier. Le Huffington Post 16.06

Ils osent tout. En macronie le lobbysme a pris le pouvoir.

- Rendre obligatoires onze vaccins infantiles : un vrai cas de confiance - Liberation.fr

La ministre de la Santé veut étendre la prévention imposée aux enfants. Mais il faudra réussir à persuader les professionnels et les parents, un Français sur deux se disant douter de l'efficacité de ces injections. Liberation.fr 16.06

Ils osent tout. Un amalgame ordurier destiné à persuader les électeurs de voter pour les candidats de REM.

- Entre un musulman radical, un radical d'extrême gauche et un radical d'extrême droite, qu'y a-t-il de commun? - Le Huffington Post

Avant d'aller aux urnes, interrogeons-nous sur le vote radical.

Tentons un exercice pour vérifier si la structure de leur pensée est similaire, et voir si seuls certains mots diffèrent. Regardons ce texte qu'on imagine prononcé avec virulence par un démagogue type (...)

Cette similarité de rhétorique en dit long sur leur ressemblance réelle, ainsi que sur l'origine de leur rivalité.

On pourrait rétorquer aussi que les extrémistes de droite sont obsédés par leur ascendance illustre, le sentiment d'appartenir au meilleur de la race humaine et l'idée d'être infiniment supérieurs aux autres. Mais les individus d'extrême gauche et les musulmans radicaux s'enorgueillissent aussi d'une ascendance qu'ils considèrent chacune plus illustre que celle de leurs adversaires d'extrême droite. Pour les premiers, ce sont les paysans révoltés, les ouvriers rebelles, les sans-culottes, les communards, le petit peuple résistant et héroïque, fier de sa basse extraction et qui serait cent fois plus noble, grand et glorieux que les puissants, les richards et leurs valets. Pour les seconds, c'est aux grands conquérants de l'islam auxquels ils s'affilient.

Il est dur pour un militant d'extrême gauche d'entendre que son discours haineux sur une minorité (les grands patrons) qui mériterait d'être anéantie, possède la même charpente que celui des fascistes. (...)

Dimanche, nous votons. Certains d'entres nous peuvent être tentés d'ériger la lutte des races, des classes ou des religions, face à ce qu'ils appellent le règne abrasif du métissage, de la bourgeoisie ou de la collaboration. Mais n'oublions pas que les radicaux ont besoin les uns des autres et que leur propos indiquent bien qu'il s'agit de leur guerre. Elle est fratricide et nous pouvons cesser d'en être les victimes. Le Huffington Post 16.06

Retenez le nom de cette ordure : Thomas Bouvatier - Psychanalyste, spécialiste des dérives radicales, auteur de "Petit manuel de contre-radicalisations"

Ils osent tout

- Etats-Unis : acquittement du policier jugé pour avoir abattu un automobiliste noir en 2016 - Franceinfo

- Mort d'Helmut Kohl : l'Allemagne en deuil - Franceinfo

- Au Canada, les pétroliers veulent augmenter la production de sables bitumineux - Liberation.fr

La saignée ou la "quatorzième réforme des retraites".

- Dans la douleur, la Grèce évite le défaut de paiement - Liberation.fr

Les capitales européennes se sont à nouveau félicitées après l'accord conclu jeudi soir en deux heures sur le déblocage d'une aide financière à Athènes. «Je crois que l'on peut dire que la Grèce est sortie d'affaire, s'est enthousiasmé le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire. Nous avons trouvé avec nos partenaires de la zone euro un bon accord qui doit permettre au pays de sortir des difficultés économiques.»

A l'issue des discussions, les créanciers (FMI, BCE et Mécanisme européen de stabilité) ont donc consenti un prêt de 8,5 milliards d'euros, prélevé sur l'enveloppe du troisième plan d'aide à la Grèce (86 milliards d'euros), adopté à l'été 2015. Certes, le pays évite ainsi le défaut de paiement. Mais aussitôt encaissée par Athènes, la quasi-intégralité de la somme repartira dans les caisses des créanciers de la Grèce. Athènes est donc en mesure d'honorer les 7 milliards d'euros de la dette qui arrive à échéance en juillet.

La pilule risque cependant d'être amère pour les Grecs, puisqu'en échange de ce déblocage, le Premier ministre, Aléxis Tsípras, a accepté une quatorzième réforme des retraites, une révision de l'impôt sur le revenu et des mesures d'austérité budgétaires (5 milliards) imposées par le FMI. Liberation.fr16.06

Haut de page

Le 19 juin 2017

CAUSERIE

Ce soir je serai seul, j'aurai le temps d'ajouter quelques articles.

- Causerie du 19 juin, 13 pages (format pdf)

Quelques réflexions politiques

Yahoo a supprimé la page consacrée à l'économie, du coup je ne sais plus où trouver des infos économiques, hormis Les Echos et La Tribune qui les filtrent en fonction de leur ligne éditoriale, c'est bien maigre. A suivre.

1- Ma proposition de manifestation nationale et unitaire à Paris pour exiger le retrait du projet d'ordonnance contre le Code du travail notamment à fait l'objet du mépris de la part de toutes les formations politiques et syndicales auxquelles je l'ai adressée, hormis la Fédération anarchiste et le PRCF que je remercie ici pour leur réponse.

J'en déduis que le régime que va mettre en place Macron ou sa manière de gouverner va parfaitement convenir aux dirigeants

du mouvement ouvrier parce qu'ils l'ont déjà adoptée, ils ne s'opposeront pas à Macron, ils emploieront un discours radical à l'adresse de leurs troupes qui aussi soumises ou béâtes que des marcheurs l'adopteront, ils y mêleront le double discours habituels, ils organiseront ou cautionneront de nouvelles journées d'action destinées à briser la résistance des militants ou à finir de les démoraliser, au mieux ils appelleront les travailleurs à se mobiliser en espérant qu'ils n'en feront rien et ainsi de suite, cela fait plus d'un demi-siècle qu'on y a le droit, donc il n'y a aucune raison pour qu'ils ne continuent pas.

Tous les partis du mouvement ouvrier ayant subi une ou des scissions au cours des dernières décennies et une hémorragie de militants sans qu'ils changent quoi que ce soit, je vois guère quel rôle je pourrais jouer pour infléchir ce cours suicidaire compte tenu de l'état d'esprit de mes lecteurs. Soit.

Ce qui m'intrigue cependant, c'est pourquoi des centaines de militants téléchargent les causeries des années antérieures depuis 2008, c'est quelque chose que je ne m'explique pas. Contrairement aux pages du portail au format html ou aux fichiers pdf qui peuvent être visités par les moteurs de recherche et fausser les statistiques, là il s'agit de fichier pdf téléchargés, ce que ne font que les personnes qui se connectent sur le portail et non des moteurs de recherche qui peuvent à la limite les ouvrir pour en lire le contenu mais ne les téléchargent pas, quand un internaute télécharge un fichier pdf, il se connecte en réalité au serveur qui héberge le portail et ce fichier. Donc ce que j'avance ici est absolument certain. Sans être plus avancé, mais il était peut-être bon que les militants le sachent.

2- Ils osent tout. Que n'auraient-ils pas fait pour tenter de donner un semblant de légitimité aux institutions de la Ve République

Macron et les médias aux ordres ont fait en sorte que REM obtienne moins d'élus que prévu afin de donner un semblant de légitimité à l'Assemblée nationale. Durant toute la semaine qui a précédé le second tour, tous les jours ils ont incité les électeurs du PS, de LR, de FI et du FN à aller voter dimanche, ils leur ont offert des dizaines de tribunes, leur expliquant du danger que représenterait un trop grande nombre d'élus de REM pour le "débat démocratique", ils ont même été jusqu'à fabriquer un sondage dont le résultat faisait ressortir qu'une majorité d'électeurs souhaitaient un "rééquilibrage" au second tour en faveur des partis cités plus haut, plus fort encore, ils ont réussi à dissuader des électeurs qui avaient voté pour les candidats de REM au 1er tour d'aller voter le 18 juin.

Ils ont réussi leur coup, tous vont être représentés à l'Assemblée nationale, champagne en famille en l'honneur de la Ve République ! Mélenchon est comblé, il est élu et il va pouvoir constituer un groupe parlementaire. Quant aux travailleurs qui l'avaient cru sur parole et qui espéraient que FI obtiendraient des centaines d'élus, leur désillusion doit être colossale, à moins qu'ils n'y aient jamais cru.

Le cirque parlementaire va pouvoir commencer. Et qui va être sacrifié dans l'arène parlementaire, devinez. Et on ne peut même pas dire que les choses sérieuses se dérouleront ailleurs, puisque pour le moment c'est le néant absolu. Ils ont tous sous les yeux l'agenda qu'ont adopté et rendu public Macron et son gouvernement, alors qu'est-ce qu'ils attendent pour nous soumettre une proposition d'action pour s'y opposer ? Peut-être que vous soyez partis en vacances !

J'ai proposé mi-juin une manifestation nationale à Paris le 16 septembre en tenant compte de la période des vacances d'été et du temps nécessaire pour l'organiser sérieusement, mais eux ils pourraient attendre le début du mois de septembre pour la sortir à la sauvette ce qui ne permettrait pas vraiment de l'organiser si tel était le cas. A moins qu'ils attendent que les ordonnances aient été adoptées, autant attendre la fin du quinquennat de Macron ! C'est désolant pour les militants, mais qu'ils sachent que c'est fait intentionnellement. Comme quoi quand j'affirme que nous sommes les otages de ces dirigeants, je n'exagère pas.

3- Sarkozy et Hollande ont appliqué le tournant néolibéral dicté par l'oligarchie, mais ils étaient handicapés par leur origine ou celle de leur parti. Il fallait donc un homme nouveau qui n'incarne pas leur parti ou plus précisément, qui incarne la rupture avec ces partis, et ils ont dégoté Macron qu'ils ont mis 10 ans à formater pour achever le sale boulot entamé par Sarkozy et Hollande, ce qui devait se traduire par la marginalisation de leur parti respectif au profit d'un nouveau parti (La République En Marche - REM) fondé spécialement pour l'occasion et assurer une majorité parlementaire à la botte du nouveau président, afin qu'il puisse appliquer son programme ultralibérale sans se soucier des états d'âme des uns et des autres, tel un rouleau compresseur broyant tout sur son passage.

Décidément, l'intelligence est bien la faculté la moins bien partagée. Ils parlent d'intelligence artificielle, alors que la leur est déficiente, terrifiant !

Leur société "connectée" ou "numérique", c'est bienvenue chez les mutants ou les nouveaux monstres de la préhistoire, car apparemment il n'y aura pas d'histoire, ce qui avait fait un temps office de prélude et laissait augurer que les hommes pourraient passer à l'étape suivante n'aura été qu'un leurre en réalité, car il n'y aura pas de suite puisque le passage à un état conscient se sera avéré irréalisable ou hors de portée des capacités humaines.

La civilisation humaine semble ainsi condamnée à dégénérer jusqu'à ce que mort s'en suive sans un sursaut salutaire qui mettrait fin au capitalisme, mais franchement on ne voit pas très bien d'où il pourrait venir ni comment il pourrait se produire dans l'état actuel de la société.

Hier soir il m'est venu à l'esprit un aspect de la situation que je n'avais pas encore abordé, et qui à mon avis mérite qu'on y réfléchisse, à savoir que pendant qu'on s'évertue à comprendre leur stratégie et leur objectif, ils sont en train de mettre en place ou plutôt d'imposer une multitude d'instruments qui plus tard leur permettront d'arriver à leurs fins, car ils seront tellement ancrés profondément dans la société qu'aucun retour en arrière ne pourra plus être envisagé malgré les conséquences désastreuses qu'ils causeront aux couches de la population les plus faibles qui en seront pour ainsi dire les esclaves et précipiteront leur fin, dans la douleur, mais en douceur, l'air de rien si vous préférez, de la même manière qu'on soudoie quelqu'un pour ensuite pouvoir mieux l'achever tranquillement.

Une population réduite à l'état de zombi, lobotomisée, parfaitement connectée à leur logiciel, mais déconnectée de son passé réduit à néant. On sait déjà qu'ils nous empoisonnent sciemment avec leurs produits chimiques, ils en ont tellement créés qu'ils ne sont même plus capables d'en évaluer le nombre selon leur dire, plus de 18.000. C'est un exemple parmi des centaines d'autres.

C'est la réalité ou leur monde de dégénérés.

Regards Connectés - Data, robots, nanotechnologies, intelligence artificielle, le tsunami technologique est une réalité.

Fondateur et président du Forum Européen de Bioéthique, le Professeur Israël Nisand a une vision passionnante de toutes ces évolutions.

Connectés explore le numérique par les yeux de professionnels d'horizons variés. La transformation de notre société par les réseaux sociaux, la data et l'innovation en général est une réalité, plongeons au coeur de notre avenir commun.

Jusqu'où iront les humains de demain alors que les techniques de réparation permettront d'aller plus loin pour augmenter l'homme ? Comment imaginer une régulation mondiale alors que les pensées éthiques sur ces sujets sont aussi variées qu'il y a de cultures différentes ? Si le TGV technologique est lancé à pleine vitesse sans pilote à bord, comment allons-nous surmonter ces défis ?

Comme le dit très bien le Professeur Nisand : pour la première fois dans l'histoire de l'humanité une espèce, après avoir déchiffré son propre alphabet, va être capable d'en modifier le texte. regards-connectes.fr

https://www.youtube.com/watch?v=Y7SDD6UHzC4

Dans cette vidéo aussi terrifiante que celle sur Attali et qui se situe dans la même perspective, monsieur Nisand explique qu'il deviendra possible d'agir sur toutes les fonctions du cerveau, y compris rendre les hommes plus intelligents, ce qui m'a le plus interpellé sachant que ce sont de dangereux psychopathes qui détiennent tous les pouvoirs, car cela n'a jamais été le cas depuis qu'Einstein était parvenu à la conclusion que la survie du capitaliste était la plus grande menace pour l'homme et l'existence de la civilisation humaine, et que la manifestation la plus élevée de l'intelligence humaine devait consister à prendre conscience de la nécessité de l'éradiquer le plus tôt possible de la surface de la terre, ce qui n'est évidemment pas le propos de ce club de réflexion unioneuropéiste-sioniste.

Voici un exemple de l'intelligence dont font preuve les dirigeants du vieux monde de monsieur Nisand :

Le visage humain du capitalisme. Comment le malheur des uns fait le bonheur des autres.

- En Angola, en Centrafrique, au Tchad, au Mali, au Nigéria, au Sierra Leone et en Somalie, plus de 10% des enfants n'atteindront pas leur cinquième anniversaire. C'est 40 fois le taux de mortalité avant 5 ans de la Finlande, du Japon, de la Norvège ou de Singapour. slate.fr 17.06

Au moins là c'est clair, net et précis, sans bavure, on sait qui doit vivre et qui doit crever dans les pires souffrances. C'est ce modèle qu'ils entendent étendre à la population mondiale, mais progressivement, comment, en profitant du niveau de vie supérieur des peuples des pays occidentaux pour mieux leurs imposer leurs instruments ou produits qui concourent à leur perte au profit de la seule élite. On leur vante les bienfaits des progrès scientifiques ou technologiques dont ils peuvent profiter qui vont les tuer ou plutôt les consumer à petit feu, et si un jour ils parvenaient à s'en apercevoir il serait trop tard, tout comme le lépreux qui a déjà perdu plusieurs membres qui ne repousseront jamais.

Quand on évoque le cynisme sans fond qui les anime, on ne nous prend pas au sérieux, alors qu'on découvre que la réalité ou les intentions de ces dégénérés sont bien pires encore.

Personnellement j'en tire l'enseignement que rien ne devrait faire obstacle au rassemblement de tous les militants qui souhaitent sincèrement en finir avec le capitalisme, mais apparemment soit leurs dirigeants ignorent dans quel monde nous vivons, soit ils ont décidé de ne pas en tenir compte parce qu'ils poursuivent en réalité un autre objectif, il n'existe pas

50 interprétations possibles à leur comportement.

En complément ou pour illustrer le sujet que nous venons d'évoquer.

La lobotomie commence tout petit.

- Pour 16 millions d'Américains, le lait chocolaté vient de vaches marron - LePoint.fr

Vous n'y auriez pas pensé vous-même, alors les Américains l'ont fait pour vous. Et l'on vous rassure : on ne parle ici que d'adultes...

Dans les années 90, une étude du département de l'Agriculture constatait qu'un adulte sur cinq ne savait pas que leur emblématique hamburger était à base de bœuf... Nombre d'entre eux n'ont jamais vu de nourriture ailleurs qu'au supermarché ou au restaurant, et sont bien en peine de les relier à des animaux ou des plantes vues dans la nature.

Dans une autre étude, une majorité d'adultes déclarait que le légume qu'ils consommaient le plus était... les frites. Et nombre d'entre eux s'étonnaient lorsqu'on leur expliquait que les frites étaient en réalité des pommes de terre. Pour ceux qui se poseraient la question : non, les frites ne comptent pas dans les cinq fruits et légumes par jour recommandés pour une alimentation équilibrée. lepoint.fr 17.06

Il n'empêche que pour Le Point les Etats-Unis doivent servir de modèle à la terre entière... Lire Le Point, c'est forcément s'abêtir !

Parole d'internaute.

A propos de la coqueluche de Mélenchon. A savourer sans modération.

- "A propos de Sanders, il faut relativiser… extrait : “Sanders est un démocrate en tout point, sauf en titre. Il fait partie du caucus démocrate. Il vote 98% du temps pour les Démocrates. Il soutient régulièrement les guerres impérialistes, l’arnaque corporatiste de l’Obamacare, la surveillance de masse et les budgets de défense colossaux.

Il a fait campagne pour Bill Clinton lors de la course présidentielle de 1992, et lors de celle de 1996 — après que Clinton ait précipitamment fait adopté l’ALENA (Accord de libre échange nord-américain), grandement étendu le système d’incarcération de masse et détruit les aides sociales — et pour John Kerry en 2004. Il a appelé à ce que Ralph Nader abandonne sa campagne présidentielle en 2004.

Les Démocrates reconnaissent sa valeur. Ils récompensent Sanders pour son rôle de gardien du troupeau depuis déjà longtemps. source : http://fr.sott.net/article/27746-Le-mouvement-illusoire-de-Bernie-Sanders”

L'Assemblée nationale est minoritaire et illégitime.

Les mains sales.

- Doté d'une majorité nette, Macron a les mains libres - AFP

Au lendemain d'un second tour des législatives qui lui a donné une des plus larges majorités parlementaires de la Ve République, Emmanuel Macron a désormais les coudées franches pour mettre en oeuvre son programme présidentiel.

Selon les résultats définitifs -même si les 11 sièges pour les Français de l'étranger doivent être officialisés lundi-, la République en marche (REM) et son allié du MoDem s'adjugent 351 sièges, très largement au-delà de la majorité absolue de 289 sièges.

Mais en battant une nouvelle fois un record d'abstention (57% contre 51,3% au premier tour), les électeurs ont refusé de laisser "carte blanche" au nouveau président, relève la presse de lundi.

"Seule l'abstention record vient ternir une victoire qu'aucun commentateur n'a anticipée en début de campagne. Venu de nulle part, Macron est désormais partout", analyse Libération. (De Rothschild et du PS, ce n'est pas nulle part ! - LVOG)

"En deux élections et quatre tours de scrutin, la révolution En marche!, à laquelle personne ne voulait croire, a déferlé sur la France comme un tsunami", commente Le Figaro.

Mais il s'agit pour La Croix d'un "succès terni par l'abstention". "Carton plein et urnes vides pour Macron", titre L'Humanité.

Comme de tradition après un scrutin législatif, Edouard Philippe devrait remettre lundi ou mardi la démission de son gouvernement et en former immédiatement un nouveau, qui ne devrait pas comporter de grands changements.

Les six ministres candidats ont en effet été élus (Christophe Castaner, Richard Ferrand malgré les affaires judiciaires, Bruno Le Maire, Annick Girardin, Mounir Mahjoubi et Marielle de Sarnez).

Sur les 351 sièges de la majorité présidentielle, le MoDem de François Bayrou en obtient 41 et devrait donc former un groupe indépendant.

L'alliance entre Les Républicains (LR) et l'UDI décroche 131 sièges, dont 113 LR.

Le Parti socialiste n'obtient que 29 sièges. Très loin des 284 sièges socialistes de l'Assemblée sortante, mais là aussi moins catastrophique que redouté. Une "déroute incontestable", a toutefois admis son Premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis avant d'annoncer son retrait de la direction du parti, qui obtient deux fois moins de sièges que lors du précédent désastre de 1993 (57 députés PS et apparentés).

Non investi par le PS, mais non concurrencé par la REM, Manuel Valls a annoncé dans une ambiance houleuse sa réélection dans l'Essonne avec 139 voix d'avance sur sa concurrente de la France insoumise (LFI), Farida Amrani. Cette dernière a elle aussi revendiqué la victoire et annoncé un recours.

Au plan national, LFI obtient 17 élus et le Parti communiste, dix. Jean-Luc Mélenchon, élu à Marseille, a annoncé dimanche un "groupe parlementaire" LFI, sans évoquer les communistes.

Le Front national obtient huit sièges et sa présidente Marine Le Pen découvrira le Palais-Bourbon, de même que son compagnon Louis Aliot. Ils y rejoignent Gilbert Collard, réélu dans le Gard. S'il quadruple le nombre de ses députés, le FN échoue cependant à constituer un groupe parlementaire de 15 députés.

Ce scrutin est également marqué par une première en Corse: l'élection de trois députés nationalistes, Michel Catellani, Jean-Félix Acquaviva et Paul-André Colombani.

Plusieurs sortants en difficulté sont finalement élus: le patron du groupe socialiste Olivier Faure, le communiste André Chassaigne, ou encore Eric Woerth et Eric Ciotti à droite et le président de l'UDI Jean-Christophe Lagarde. Protégés par la REM, les anciens ministres Stéphane Le Foll et Sylvia Pinel gardent leurs sièges.

Sont en revanche battus les anciens ministres Marisol Touraine, Jean-Jacques Urvoas, Najat Vallaud-Belkacem et Myriam El Khomri et la députée LR Nathalie Kosciusko-Morizet.

Europe Ecologie Les Verts disparaît pratiquement de l'Assemblée, avec un seul élu (Eric Alauzet, Doubs).

Les grandes manoeuvres se poursuivront cette semaine: bureau national mardi et conseil national samedi pour le PS; bureau national pour Les Républicains mercredi, après l'élection de leur président de groupe et bureau politique du FN mardi.

De son côté, Emmanuel Macron a les mains libres pour appliquer son programme (moralisation de la vie publique, réforme du droit du travail...). Le prochain rendez-vous électoral aura lieu le 24 septembre, avec le renouvellement de la moitié du Sénat, actuellement à droite.

Pour cette XVe législature, l'Assemblée sera en tout état de cause profondément renouvelée.

Seuls 222 députés sortants étaient qualifiés pour le deuxième tour et 224 autres sortants ne se représentaient pas, plus du double qu'en 2012. AFP19.06

Une seule bonne nouvelle : la vermine Europe Ecologie Les Verts a disparu.

Revue de presse

- Pour la presse française, l’abstention fragilise la victoire du camp Macron. - presstv.com

Si les éditorialistes reconnaissent la victoire du parti de Macron au premier tour, ils la nuancent toutefois par l’abstention record.

« Les opposants au président Macron se sont, certes, démobilisés ces deux derniers dimanches, mais cela ne signifie pas qu’ils

ont adopté sa vision pour la France ni qu'ils sont prêts à entériner les transformations qu'il envisage », rappelle le rédacteur en chef de La Croix, Jean-Christophe Ploquin dans l'éditorial du quotidien catholique.

Cela fait dire à Patrick Apel-Muller dans L'Humanité qu'« Emmanuel Macron détient les pleins pouvoirs à l'Assemblée, mais le pays ne les lui a pas accordés ». « Carton plein et urnes vides pour Macron », affiche ainsi à la une le journal communiste.

Dans le quotidien régional L'Union, Hervé Chabaud prévient : « les Français n'ont pas donné une carte blanche au nouveau président ». Dès lors, poursuit-il, « le gouvernement ne peut pas faire comme si la victoire était exceptionnelle. Il se doit d'être humble et méthodique pour ne pas être vite bousculé par la rue ».

Dans L'Alsace, Laurent Bodin fait valoir que le niveau de participation, tout comme le sursaut inattendu de la droite, « sonne (…) comme un avertissement » : « Il n'y a pas de blanc-seing accordé ». (Source : différents médias) presstv.com 19.06

Par pitié, pourvu que ce soit une fake news !

- Après la débâcle aux législatives, comment les socialistes peuvent espérer faire renaître le PS de ses cendres - Franceinfo

- Résultats législatives 2017: voici les 29 "survivants" socialistes du PSychodrame - huffingtonpost.fr

Sur ces 29 survivants, 23 sortants qui ont su profiter du reflux macroniste de ce second tour ou profiter de l'absence de rival En marche!, des ex-frondeurs, des légitimistes et quelques rares nouveaux arrivants. huffingtonpost.fr

La plupart des nouveaux députés socialistes ont été élus parce que LREM, qui les a jugés "Macron-compatibles", n'a pas présenté de candidat contre eux… francetvinfo.fr

Donc si on compte bien, il ne reste plus que 6 élus du PS, les 23 autres ayant fait allégeance à Macron.

7 ouvriers sur 10 ont boycotté la monarchie parlementaire

- Législatives : qui sont les Français qui se sont abstenus au second tour ? - francetvinfo.fr

Les Français ont boudé les urnes, dimanche 18 juin, pour le second tour des législatives. L'abstention s'élève à 56,6%, un taux historique sous la Ve République, selon les résultats quasi-définitifs à minuit. Au premier tour, 51,3% des électeurs s'étaient abstenus. Qui sont ceux qui ont choisi de ne pas prendre part au second tour ? Franceinfo dresse leur profil, à partir d'une enquête d'Ipsos/Sopra Steria* pour France Télévisions et Radio France réalisée avant le scrutin.

Les 18-24 ans ont le moins voté

18-24 ans - 74%
25-34 ans - 70%
35- 49 ans - 62%

Plus on est âgé, plus on vote ? Selon cette étude, 61% des électeurs âgés de 70 ans et plus voulaient se rendre aux urnes ce dimanche, contre 26% des 18-24 ans. Pour ce second tour des législatives, ils sont en effet 74% à s'être abstenus, soit onze points de plus qu'au premier tour. Le 11 juin, 63% des électeurs âgés de 18 à 24 ans s'étaient abstenus.

Plus de la moitié des électeurs de Le Pen et Mélenchon se sont abstenus

Même tendance qu'au premier tour. Plus de la moitié des électeurs des deux candidats à l'élection présidentielle Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon se sont abstenus au second tour des élections législatives, selon notre sondage

L'essoufflement est notable parmi les électeurs de Marine Le Pen, abstentionnistes à 66%, et de Jean-Luc Mélenchon, à 61%. Les électeurs de François Fillon durant la présidentielle ont été les plus mobilisés puisque 59% d'entre eux comptaient se déplacer pour voter.

Sept ouvriers sur dix se sont abstenus

Si plus d'un Français sur deux inscrit sur les listes électorales n'est pas allé voter lors de ce second tour, les disparités sont grandes au regard de la profession des sondés. Selon notre enquête Ipsos/Sopra Steria, près de sept ouvriers sur dix comptaient s'abstenir ce dimanche. En revanche, l'égalité est parfaite entre les cadres sondés qui voulaient voter (50%) et ceux qui voulaient

s'abstenir (50%).

Les électeurs se déclarant "ni à gauche, ni à droite", champions de l'abstention

Selon le positionnement politique déclaré par les sondés, 50% des électeurs se déclarant "à gauche" ont voté. Chez les électeurs se déclarant "à droite", 55% ont voté. En revanche, 71% des électeurs se déclarant "ni à gauche, ni à droite" comptaient s'abstenir lors de ce second tour.

Estimation Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France, Le Point, France 24 et LCP-AN. francetvinfo.fr 17.06

Ploutocratie et nantis se sont coalisés pour confisquer le pouvoir à leur profit.

- Vers une nouvelle Assemblée très élitiste qui renforce la « fermeture sociale » - bastamag.net

510 candidats officiels de La République en marche (LREM), le mouvement d'Emmanuel Macron, disputeront le second tour des élections législatives, le 18 juin. Plus de 400 d'entre eux pourraient être élus députés. Une note du Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences-Po, réalisée par le chercheur Luc Rouban, s'est penchée sur le détail de leurs profils. Et confirme que la grande majorité des candidats, loin d'incarner un renouvellement socialement divers, est porteuse de « fermeture sociale » et caractérisée « par son appartenance majoritaire à une bourgeoisie moderniste, diplômée, libérale sur le plan culturel comme sur le plan économique ».

Près de 70 % des candidats sont issus des classes supérieures : cadres du privé (20 %) et industriels (10 %) principalement, mais aussi patrons de très petites entreprises, avocats ou médecins. A l'opposé, les ouvriers, les employés et les professions intermédiaires du privé ne sont que 6,5 % (contre 75 % dans la population française). Ces catégories étaient déjà peu représentées à l'Assemblée – environ un député sur six en était issu. Elles disparaîtront presque totalement du débat politique du nouvel hémicycle. bastamag.net 13.06

Tyrannie. Les inquisiteurs ou procureur généraux. Surveillance et délation ou quand l'élite servile et corrompue vous juge : Coupables !

Offrons-nous un bref instant de détente.

Ils appellent "manspreading", l'habitude qu'ont certains hommes d'écarter les cuisses quand ils sont assis dans les transports en commun, et donc parfois d'empiéter sur le siège contigu aux leurs, attitude qu'ils doivent avoir ailleurs par commodité mais dont leur persécuteurs ne parleront pas.

- "Les réactions des hommes à la dénonciation du "manspreading" sont pleines d'enseignements" - Le Huffington Post

Il n'y a pas que Mélenchon qui entend prendre la place peu enviable laissée vacante par le PS.

D'autres acteurs vont se bousculer pour illustrer leur servilité envers le régime pourrissant, en échange de reconnaissance sonnante et trébuchante et pour être accrédité par le monarque, et ne pas subir la censure des médias qui lui servent de porte-parole ou plutôt distillent la ligne politique définie par ses parrains, les oligarques, car sans eux dans cette ploutocratie ils seraient relayés aux oubliettes, marginalisés et disparaîtraient, ce qui chacun l'aura compris serait un grand malheur pour une entreprise privée, commerciale, lucrative.

Sans surprise Médiapart a décidé d'en être, de jouer le rôle infâme de chien de garde de ce que certains appellent outre-atlantique la gauche libérale, ajoutons ultra réactionnaire.

Après avoir posté l'image d'un manspreading évident, la journaliste de Médiapart, Lénaïg Bredoux, a révélé avoir reçu des dizaines de messages "d'insultes, des photos de cul et des injures". Et elle est loin d'être la seule. Le Huffington Post 17.06

Commentaires d'internautes

1- On s'assoie comme ça pour pas se casser les couilles mais les féministes n'ont que ça à faire que de casser les kouilles, justement.

2- Nous avons une b:te et des boules que nous sommes désireux de ne point écraser. Ne point confondre l'écartement logique avec l'écartement de prétentieux.

3- On en est arrivé là ? Sérieusement ? Contrôler l'angle d'écartement des hommes dans le métro? Ce féminisme qui ouvre sa

gueule parce que des mecs écartent un peu leurs jambes mais qui la ferme quand des femmes se font violer ou agresser sexuellement pour ne pas stigmatiser des migrants ou des immigrés? Comme à Cologne où on a conseillé aux femmes de ne plus s'habiller comme elles le voulaient ou Caroline de Haas qui elle a pensé à agrandir les trottoirs... Féminisme de pacotille!

4- C'est pour quand l'obligation de s'assoir sur le WC pour faire pipi comme les femmes?

Durant tout le quinquennat de Hollande, on a assisté à de frénétiques campagnes destinées à instrumentaliser les discriminations que la classe dominante avait inculquées aux masses et qui s'étaient traduites par la culture de préjugés le plus souvent antédiluviens envers différentes couches, minorités ou communautés de la société, son objectif étant à la fois de semer le chaos à l'intérieur de chaque classe de manière à ce que leurs différentes couches s'affrontent, et de détourner leur attention des questions qui les concernaient à titre collectif pendant que l'exécutif se chargeait d'appliquer son programme néolibéral.

On observera qu'une fois de plus cette machination destinée à culpabiliser le comportement de la population a été initié aux Etats-Unis, pays le plus inégalitaire de la planète, belliqueux et raciste, où le puritanisme anglo-saxon a servi à couvrir le développement monstrueux de la pornographie et de la prostitution, vise à rabaisser la moitié de la population (les hommes) suspectée d'être en puissance des obsédés sexuels, pour commettre le crime de ne pas s'asseoir selon les normes définies par ces gendarmes de la pensée et du comportement. En revanche, lorsque les femmes dévoilent publiquement une partie de leur anatomie ou adoptent sciemment des postures provocantes à l'intention des hommes, ils n'y trouveront rien à redire...au nom de la liberté !

Mon propos n'est évidemment pas de dicter aux femmes de quelle manière elles doivent se vêtir ou se comporter en public, mais de mettre en lumière et de dénoncer un procédé dont la nature ou la raison d'être, les intentions inavouables reposent sur le choix délibéré de traiter un sujet sous un angle particulièrement partial ou injuste, dit autrement, l'injustice est leur leitmotiv, l'injustice qui sévit dans leur société doit imprégner tous les rapports, y compris ceux entre les hommes et les femmes, injustice qui existait déjà au détriment des femmes et qu'ils n'entendent pas supprimer puisqu'elle est liée intrinsèquement à l'existence du système d'exploitation, mais à laquelle ils entendent en rajouter cette fois au détriment des hommes, de sorte que l'ensemble de la société soit soumise à un traitement injuste de la part de ceux qui la gouvernent et entendent la formater en fonction uniquement des besoins de l'oligarchie, et qu'aussi bien les hommes que les femmes s'en accommodent sous peine d'être soumis à la vindicte publique par le grand inquisiteur.

Ne mets pas tes doigts dans ton nez, ferme la bouche en mangeant, ne parle pas à table, ne parle pas la bouche pleine, ne mets pas tes mains sous la table, lève ton coude quand tu manges, tiens-toi droit quand tu manges, tu vas finir bossu, ne te tripote pas, ne te gratte pas le cul, laisse ta poitrine tranquille, etc. Injonctions auxquelles il faut ajouter selon les cas : Ne mange pas de viande, ne bois pas d'alcool, ne fume pas, ne t'habille pas comme ça, va chez le coiffeur, etc.

Quand cela nous démange quelque part, cela dépend où, devant qui, dans quelle circonstance, il y a des codes et des interdits à respecter, il faut s'abstenir et endurer cette souffrance stoïquement sous peine d'être accusé de manquer d'éducation ou de se livrer à des gestes obscènes, naturels chez tous les animaux, sauf chez notre espèce maniérée, poudrée, fardée, teintée, crémeuse, vernie, parfumée, épilée, travestie, comme si elle avait honte d'apparaître telle qu'elle est vraiment (Intérieurement cela se comprend, elle est mal dans sa peau.), elle est tellement supérieure aux autres (mais complexée, frustrée.) qu'elle est incapable de s'assumer, il lui faut donc refouler ses faiblesses et infliger des mortifications à ceux de son espèce qui en seraient responsables, les plus faibles ou sans défense de préférence, comme si cela pouvait compenser les maux que les dégénérés de son espèce sécrètent, ceux qui trônent à son sommets et ses laquais, ceux qui les envient.

Moralité : Ecarter les cuisses est un geste indécent chez les hommes, mais montrer son cul quand on est une femme est recommandé. Bref, l'intelligence n'a pas encore atteint le cerveau des féministes. Ni de Médiapart.

Ils osent tout.

- De retour à Mossoul, des habitants cherchent désespérément leur voiture - AFP

- Sous la chaleur, plusieurs gardes de la reine d'Angleterre s'évanouissent en pleine cérémonie - Le Huffington Post

- Pour gérer le logement social à New York, Trump nomme l'organisatrice de mariage de son fils - Slate.fr

Cette organisatrice d'événements de luxe va désormais gérer des milliards de dollars de fonds publics pour le logement social. Slate.fr

- Afghanistan : 4000 soldats américains de plus - euronews.com

Quatre mille soldats américains sont venus grossir le contingent des quelque 14 000 soldats américains et étrangers qui se trouvent actuellement sur le sol afghan dans le cadre de l’opération de l’Otan, Resolute Support. euronews.com

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Brésil: Temer accusé de commander la "plus dangereuse organisation criminelle du pays" - AFP

Le président brésilien Michel Temer commande la "plus dangereuse organisation criminelle du pays", a accusé le magnat de l'agro-alimentaire Joesley Batista dans un long entretien d'une virulence inédite publié samedi par l'hebdomadaire Época.

Patron du géant de la viande JBS, le chef d'entreprise avait déclenché un séisme politique à la mi-mai en remettant aux autorités un enregistrement sonore dans lequel M. Temer semblait donner son accord pour acheter le silence d'un ex-député aujourd'hui en prison.

Les révélations de M. Batista peuvent être fatales pour le président : elles ont poussé la Cour suprême à donner son feu vert pour l'ouverture d'une enquête contre le chef de l'Etat pour corruption passive et entrave à la justice.

"C'est la plus grande et plus dangereuse organisation criminelle du pays. Commandée par le président", a souligné Joesley Batista.

"Ceux qui ne sont pas en prison sont aujourd'hui au palais présidentiel du Planalto, a-t-il ajouté. Ces gens sont très dangereux. Je n'ai jamais eu le courage de les affronter", a affirmé M. Batista à l'hebdomadaire Época, dans son premier entretien depuis qu'il a noué un accord avec la justice en échange de remises de peine.

Visé par plusieurs volets de l'opération "Lavage-express", l'enquête tentaculaire qui a révélé le méga-scandale de corruption qui secoue le Brésil, il a accepté de collaborer avec les autorités à mesure que l?étau se resserrait sur ses affaires.

Ses confessions explosives font état du versement de dizaines de millions de dollars de pots-de-vin pour alimenter les caisses noires de partis politiques de tous bords, y compris le PMDB (centre droit) de M. Temer.

"Dès que j'ai connu Temer, il a commencé à me demander de l'argent pour financer ses campagnes. Il n'a pas beaucoup de pudeur quand il s'agit de parler d'argent", a expliqué M. Batista dans l'entretien à Época.

"Il me voyait comme un chef d'entreprise qui pourrait financer ses campagnes et organiser des combines qui donneraient lieu à des pots-de-vin", a-t-il ajouté.

Le contenu de cet entretien a été qualifié de "tissu de mensonges" dans un communiqué de la Présidence, qui a assuré que M. Temer allait assigner M. Batista en justice dès lundi.

"Joesley Batista est le bandit notoire qui a obtenu le plus de succès de l'histoire du Brésil", accuse le texte.

"Dans l'entretien, il dit que le président lui demandait toujours quelque chose. (...) Mais le président n'a jamais eu ce comportement de mendiant. Au contraire, c'est lui qui cherchait à résoudre ses problèmes avec le gouvernement".

En exil forcé depuis que le scandale a éclaté, M. Batista est rentré au Brésil dimanche et a réitéré vendredi dans une déposition devant la police fédérale les accusations portées dans son témoignage.

De nombreuses rumeurs le disaient à New York avec sa famille, mais son service de presse a expliqué dans un communiqué qu'il se trouvait en réalité en Chine "pour protéger l'intégrité de sa famille, qui a été menacée à plusieurs reprises depuis qu'il a décidé de collaborer avec les autorités". AFP 17.06

Syrie

- Syrie: les tensions internationales montent d'un cran - AFP

Chasseur syrien abattu par l'aviation américaine, affrontements inédits entre troupes gouvernementales et rebelles soutenus par les Etats-Unis, tir de missiles iraniens sur Deir Ezzor: les tensions sont montées d'un cran dans le conflit syrien en l'espace

de quelques heures.

L'avion syrien a été abattu dimanche par la coalition internationale dirigée par Washington dans la province de Raqa (nord), où des affrontements inédits ont opposé l'armée aux Forces démocratiques syriennes (FDS, antijihadistes) soutenues par les Etats-Unis.

L'incident constitue une escalade, alors que les troupes syriennes se trouvent à la lisière de zones contrôlées par des forces soutenues par les Américains dans le nord et le sud de la Syrie.

Après avoir largement avancé dans le Nord, notamment avec la conquête d'Alep, le régime syrien progresse depuis mai dans le Centre et le Sud, et se dirige dorénavant vers l'Est.

Il a chassé le groupe jihadiste Etat islamique (EI) de plusieurs zones dans la Badiya (désert) et atteint le 9 juin la frontière irakienne, encerclant quasiment des rebelles soutenus par Washington et basés au poste-frontière d'Al-Tanaf. Inquiets, les Etats-Unis ont déployé dans la foulée des batteries de lance-roquettes multiples.

La tension est encore montée d'un cran avec l'annonce dimanche par l'Iran de tirs de missiles de moyenne portée contre "des bases terroristes" dans la région de Deir Ezzor (est), essentiellement contrôlée par l'EI. Il s'agit selon les médias iraniens des premiers tirs en 30 ans - depuis la guerre Iran-Irak (1980-88) - de missiles de l'Iran hors de son territoire.

"L'aviation de la coalition internationale a visé cet après-midi un de nos avions de combat dans la région de Resafa, dans le sud de la province de Raqa, alors qu'il menait une mission contre le groupe terroriste Etat islamique", a indiqué l'armée syrienne, précisant que "l'avion a été abattu et le pilote est porté disparu" et parlant d'"agression flagrante".

Washington a confirmé avoir abattu un avion syrien. "A 18H43 (17H43 GMT), un avion syrien de type SU-22 a largué des bombes près de combattants soutenus par la coalition au sud de Tabqa, et en vertu de nos règles d'engagement et de la légitime défense qui prévaut au sein de la coalition (anti-EI), il a été immédiatement abattu par un avion américain F/A-18E Super Hornet", a affirmé le commandement de la coalition dans un communiqué.

L'armée syrienne avait progressé ces dernières heures dans cette région et était arrivée aux portes de Resafa, à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest de la ville de Raqa, principal fief de l'EI en Syrie.

Mais l'objectif du régime n'est pas Raqa, que tentent de capturer les FDS, alliance de combattants kurdes et arabes anti-EI.

"Le régime veut à travers la province de Raqa parvenir à la province pétrolière de Deir Ezzor", plus à l'est, explique Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Le régime (...) ne veut pas que les forces soutenues par les Américains avancent plus au sud de Raqa", a-t-il ajouté, faisant état d'affrontements dans la nuit entre l'armée et les FDS dans deux villages, Chouwayhane et Jaaydine, à une quarantaine de kilomètres au sud de Raqa.

C'est la première fois que les deux forces rivales s'affrontent.

Les FDS, entrées le 6 juin à Raqa, se sont depuis emparées d'une poignée de quartiers et s'apprêtent à lancer la bataille cruciale du centre-ville.

La guerre en Syrie, qui a fait plus de 320.000 morts et ravagé le pays en six ans, s'est transformée en un conflit complexe avec la montée des jihadistes et l'implication de puissances régionales et internationales.

Engagé aux côtés du régime, l'Iran a annoncé des tirs de missiles de moyenne portée contre des "terroristes" en Syrie.

Selon les Gardiens de la révolution, armée d'élite du régime iranien, les missiles ont décollé dimanche de l'ouest de l'Iran pour frapper "des bases de terroristes" dans la région de Deir Ezzor, en représailles au double attentat (parlement et mausolée de l'imam Khomeyni, 17 morts) du 7 juin à Téhéran, qui a été revendiqué par l'EI.

Les médias iraniens ont évoqué six missiles.

Après le double attentat, les Gardiens avaient affirmé qu'ils "vengeraient le sang versé des innocents".

Dans un communiqué, ils ont mis en garde dimanche les "terroristes et leurs protecteurs dans la région et hors de la région". "En cas de répétition de ces attaques sataniques contre le peuple iranien, ils devront s'attendre à la colère révolutionnaire et aux

flammes de la vengeance", préviennent-ils.

Les autorités iraniennes ont accusé l'Arabie saoudite, mais aussi les Etats-Unis, de soutenir les groupes jihadistes agissant contre l'Iran. AFP 19.06

Yémen

- Yémen : un déluge de bombes saoudienne sur Saada, Hajja et Dhamar - presstv.com

Selon la chaîne d'information yéménite, Al Massira, les avions de chasse saoudiens ont bombardé à dix-huit reprises le dimanche 18 juin les villes de Harad et Midi, situées dans la province de Hajjah.

À Saada, dans le nord du Yémen, les appareils de la coalition pro-Riyad ont réduit à un tas de cendre un centre commercial faisant 25 morts et blessés.

Les chasseurs-bombardiers saoudiens ont également pris pour cible la ville de Dhamar située à 100 kilomètres du sud de Sanaa faisant des morts et des blessés uniquement civils. presstv.com 19.06

Quel média français a évoqué ce nouveau massacre ? Aucun.

Haut de page

Le 20 juin 2017

CAUSERIE

J'ai réalisé cette causerie rapidement car je dois encore cuisiner, balayer, nettoyer le jardin et l'arroser, et d'autres tâches m'attendent déjà pour demain. On a refait l'enclos des chèvres dimanche, mais le boulot n'est pas terminé. Bref, on n'arrête pas une minute !

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne de nouveaux articles, hier soir j'ai regardé et écouté un des deux concerts que Prince avait donné en 2013 au festival de jazz de Montreux, grandiose, quel talent, quel géni ! Et dire que je l'avais ignoré jusqu'à sa mort, j'en étais resté à l'idée fausse qu'il n'était qu'une pâle imitation de M. Jackson. J'ai bien le droit de me détendre un peu, non ?

- Causerie du 20 juin, 10 pages (format pdf)

Le chiffre du jour. 61,57%

C'est le nombre de travailleurs et jeunes qui en s'abstenant, en votant blanc ou nul, auxquels il faut ajouter entre 6 et 9% de non-inscrits, soit entre 67 et 70% ont boycotté le 2e tour des élections législatives, 29 920 481 électeurs sur 47 293 035 refusent par avance de se reconnaître dans la futur Assemblée nationale qui du coup est frappée d'illégitimité.

Avec seulement 16,55% des voix des électeurs inscrits, moins encore en ajoutant les votes nuls et blancs, donc aux alentours de 12,5 ou 13%, le parti de Macron rafle 308 sièges à l'Assemblée nationale, c'est digne d'un coup d'Etat.

Ce sont les faits. Et ils sont cruels.

Qui demandait récemment qu'est-ce qui permettrait cependant à Macron de gouverner ?

Autre fait, aucun parti dit ouvrier n'avait appelé à boycotter cette élection, hormis à ma connaissance le ParDem, il faut donc en déduire qu'ils n'ont pas davantage de légitimité. Aucun militant de ces partis n'a de légitimité pour parler en notre nom. On leur conseillera de demander des comptes à leurs dirigeants ou de revoir leur copie, mais à mon avis il y a peu de chance qu'ils le fassent ou qu'ils soient entendus.

Mélenchon parade, il a été élu avec 12,83% des voix des électeurs inscrits, moins encore si on soustrait les votes blancs et nuls qui n'étaient pas disponibles ce matin.

On comprendra dès lors pourquoi il n'emploiera pas l'argument de l'illégitimité de Macron et de l'Assemblée nationale pour s'opposer aux ordonnances du gouvernement, dont d'ailleurs il n'a pas exigé le retrait.

Sachant qu'ils osent tout, il pourra le sortir dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale et personne ne le contredira par crainte qu'il se retourne contre son auteur, puisque tous les élus sont logés à la même enseigne antidémocratique.

Numéro d'illusionnisme.

- Mélenchon, Le Pen, Ruffin... le retour des tribuns à l'Assemblée - AFP

Les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur pour le second tour des législatives.

La République en Marche (LREM) 308 sièges (43,06% des suffrages exprimés) (16,55% des inscrits)
Modem gagne 42 sièges (6,06%) (2,33% des inscrits)
Les Républicains (LR) 113 sièges (22,23%) (8,54% des inscrits)
UDI 18 (3,04%) (1,17% des inscrits)
Debout la France 1 (0,10%) (0,04% des inscrits)
Divers droite 6 (1,68%). (0,65% des inscrits)
Front national 8 députés (8,75%) (3,36 % des inscrits)
Extrême-droite 1 (0,10%) (0,04% des inscrits)
Partis régionalistes rassemblent 5 députés (0,76%). (0,29% des inscrits)
Parti socialiste (PS) 29 députés (5,68%) (2,18% des inscrits)
Ecologistes 1 député (0,10%). (0,05% des inscrits)
Parti radical de gauche 3 (0,36%). (0,14% des inscrits)
La France Insoumise (LFI) a 17 députés (4,86% des suffrages au second tour) (1,87% des inscrits)
Parti communiste français (PCF) 10 (1,20%). (0,46% des inscrits)

Votants : 20 167 436, soit 42,64%
Abstentions : 27 125 599, soit 57,36%
Blancs 1 397 441, 2,95% des inscrits - 6,93% des votants
Nuls 593 207, 1,25% des votants - 2,94% des votants
Exprimés 18 176 788, 38,43% - 90,13% des votants

En oligarchie. L'assemblée censitaire ou l'Ancien Régime est de retour.

Jérôme Sainte-Marie : Une élection sans le peuple ? - lefigaro.fr

Le décryptage de ces élections de Jérôme Sainte-Marie.

Diplômé de Sciences Po Paris et d'une licence d'histoire, Jérôme Sainte-Marie a travaillé au Service d'Information du Gouvernement et à l'Institut Louis Harris. Il a ensuite dirigé BVA Opinion de 1998 à 2008 puis CSA Opinion de 2010 à 2013. Il a fondé en parallèle l'institut iSAMA en 2008.

Extraits de l'interview.

- Après le vote de classe du premier tour, nous observons en effet une abstention de classe. (...) Entre les Macron-compatibles et les autres, il n'y a pas qu'une différence d'opinions, mais aussi un profond fossé social.

- Il est piquant de voir le côté 19e siècle de la situation. On a une participation qui rappelle les grandes heures du suffrage censitaire, et une assemblée qui évoque un peu, mutatis mutandis, les assemblées de notables. Il ne manque même pas les Saint-Simoniens.

- La réunification des élites de gauche et de droite, sur un fond de convergence idéologique et d'homogénéité sociale, est pour le moment une réussite éclatante. On sent même, dans certains milieux aisés, une forme d'euphorie. On se croirait le 14 juillet 1790. C'est la Fête de la Fédération de la bourgeoisie contemporaine.

- Face au bloc élitaire, qui agrège dans sa représentation politique le parti du Président mais aussi le Modem, les UMP dits «constructifs» et les PS dits «compatibles», le bloc populaire demeure virtuel. Face à la politique prônée par Emmanuel Macron et Édouard Philippe, il n'y a pas un «Front du refus», mais un «archipel du refus». C'est là un déséquilibre stratégique majeur. On en voit les effets au second tour des législatives, où dans chaque circonscription, le candidat qui affronte celui de LREM est issu le plus souvent d'une des quatre forces d'opposition, sans alliance possible, et avec en conséquence de très mauvais reports de voix. Cette situation est durable. Elle constitue une chance historique pour l'achèvement des réformes libérales annoncées. Dans

la mesure où l'opposition au nouveau pouvoir prendra nécessairement une forme aussi sociale que politique, la position de la France Insoumise est assez favorable, tandis que le Front national sera handicapé par ses ambiguïtés idéologiques sur le libéralisme économique. La situation de l'UMP est certes moins grave que celle du PS, mais leur espérance commune d'une reconstitution du clivage gauche-droite pourrait bien être durablement déçue. Cet ordre politique n'a pas seulement été affaibli, il a été remplacé. lefigaro.fr 18.06

Ils ont dit.

Quel "souhait des électeurs" qui majoritairement ne se reconnaissent pas dans l'Assemblée nationale ?

- "Voir plus de jeunes et de femmes cela correspond à un souhait" des électeurs - Franceinfo

Olivier Rouquan, politologue, est l'invité de Julien Benedetto sur Franceinfo.

Quand on pense que les jeunes se sont abstenus à hauteur de 65 à 70% et que les vieux n'ont été que 39% à s'abstenir... Il fallait oser le dire.

LREM : les intérêts des gens de droite.

- Eric Halphen, candidat LREM battu dimanche soir alors qu'il comptait près de 14 points d'avance :

- "Je pense qu'il y a eu une volonté de protéger les gens de gauche." francetvinfo.fr 19.06

Il évoquait des électeurs de LR ou de l'UDI qui auraient voté pour son adversaire.

Parodie ou caricature grotesque de la démocratie cautionnée par ceux qui y participent.

- Un proche du président : "Franchement, ce sont des problèmes de riches. On a les moyens de travailler et on peut faire vivre le débat à l'Assemblée nationale. Les Français sont attachés à une certaine diversité et ils l'ont montré dimanche, c'est sain pour la démocratie." francetvinfo.fr 19.06

Oxymore décomplexé. Le "macronisme est un humanisme de marché"

- Laurent Joffrin (Libération) - Nous étions sous le règne de l'ENA. Nous passons sous celui de l'Essec. L'aphorisme, on en conviendra, est caricatural. Il exprime pourtant une réalité : la «société civile» dont est issu le massif contingent de La République en marche nouvellement élu, ne reflète guère la réalité statistique de la société française. Peu d'ouvriers et d'employés, peu de paysans, beaucoup de (très) diplômés et une majorité relative de cadres issus du secteur privé. L'esprit managérial, ce mélange de pragmatisme libéral et d'optimisme tolérant, attaché d'abord aux résultats concrets, fait une entrée en force à l'Assemblée. Le macronisme est un humanisme de marché, fasciné par la réussite mais aussi ouvert sur le monde et plein de bonnes intentions. Libération 19.06

Ils osent tout. Ils sont prêt à tout justifier ou l'art des faussaires.

- Libération - Au second tour des législatives, elle (l'abstention) a frôlé les 65 %. Un député élu avec 15 % des inscrits, c'est moyen. Libération 19.06

C'est légal sous une dictature, illégal en démocratie, un rapport qui n'a jamais existé sous la Ve République.

Comment Mélenchon et ses acolytes s'apprêtent à gérer la faillite du capitalisme.

- En Seine-Saint-Denis, les nouveaux députés FI parlent «d'espoir» (...) ils souhaitent que les habitants du département s'immiscent dans la vie locale, associative, «qu'ils prennent le pouvoir», dit un député fraîchement élu.

Eric Coquerel : «On doit en finir avec les promesses de logements ou de travail, surtout lorsqu'on sait que ce n'est pas possible de les tenir. On doit dire aux habitants des quartiers : "Venez changer les choses avec nous, au même niveau que nous."» Libération 19.06

Parole d'internaute

- Attendue par les instituts de sondages ! Ils se sont plantés dans leur projection (90 à 120 députés d'erreur) et une bonne partie de

la presse les a relayés. Un peu de calculs et une bonne calculatrice montraient que ce n'était pas possible. De l'intox qui a entrainé l'abstention record. Tout était joué pardi !

Alors faire les gros titres en parlant de raz-de-marée prévu qui n'est pas arrivé. C'est se moquer du monde. En résumé : on a prévu n'importe quoi qui n'est pas arrivé, donc c'est un recul de Macron et personne ne dit que ce sont les sondeurs qui ont dit de grosses bêtises.

- Abstention, vote blanc et gros dégagisme sur PS/LR : ça veut bien dire que les Français cherchent autre chose.

Les jeunes en particulier, qui ont bien compris que le système qu'on leur impose est une arnaque.

- Pour Macron, on constate que si on soumettait à référendum demain son maintien à l'Elysée, les presque 40 millions d'électeurs qui n'ont pas choisi ses députés godillots (47 293 035 inscrits moins les 7 826 432 voix portées sur ses candidats) le désavoueraient illico. Mathématiquement, hors abstention. Et on parle de légitimité ?

- 70% de cadres sup à l'A-N (Contre 40% dans la précédente).

57% de boycott des urnes, donc de la représentation qu'elles engendrent.

En voilà une belle représentation et une belle légitimité !

- Si on rajoute aux abstentionnistes les 10% de votes blancs et nuls et le pourcentage de non-inscrits, on doit bien avoisiner 77% de la population qui ne s'est pas exprimée...

- 38.43% de suffrages exprimés (57.43 d'abs + 2.95 blancs + 1.25 nul)

Donc 61.57% des inscrits.

- Voici enfin, pour terminer une schéma global, montrant que notre vie démocratique est bien malade…

J'ai envie de demander, quand n'a t'elle pas été malade ?

Quand il y avait plus de PS et plus de RPR, bah bof, si cela avait si bien réussi, en serait-on ici aujourd'hui ?

- L'abstention, qui se manifeste plus chez les ouvriers et les jeunes, n'est pas un désintéressement ou un blanc seing, mais plutôt l'expression d'un défaut d'espoir. Une forme de fatalisme, de à "quoi bon", de "rien ne peut changer".

La vague LREM de 14 %, montée en épingle par les commentateurs et médias, est, à peu de choses près, équivalente au 13 ou 14 % de FI, FN et proches réunis. Elle ne fait qu'accroître le sentiment d'être floué pour beaucoup. Cette situation de non choix correspond à un manque d'espoir plutôt qu'à l'indifférence.

La France souffre des faux espoirs, des faux discours, des fausses espérances, avec le sentiment frustrant que rien ne semble pouvoir changer. Le transfert des pouvoirs vers une gouvernance mondialiste des financiers apatrides, indifférents aux peuples, semble inexorable, elle mène à l'abstention, mais pas à l'indifférence.

Rien n'est plus grave pour un peuple que l'absence d'espoirs.

- Avec une assemblée élue par environ 35% des citoyens en âge de voter, où les dominants sont sur-représentés, d'où les ouvriers sont absents et son allure d'assemblée de notables contents d'eux, qui vont voter sous la dictée d'une Europe prédatrice des lois liberticides et néfastes socialement, dont ils auront peu à souffrir, nous sommes bien en marche. Mais c'est vers le monde du XIX° siècle que nous nous dirigeons. Un XIX° siècle ubérisé, hyper technologique et déshumanisé.

C'est gens-là veulent nous faire passer le goût du bonheur.

- Personnellement, ayant constaté l'absence de proposition cohérente et l'inutilité du vote blanc jamais évoqué, l'abstention est un choix logique renforcé par ce souhait de délégitimer un pouvoir qui organise son maintien à l'aide de stratégies cyniques.

Qui participe à la déstabilisation du Venezuela ?

- Oubliant le chaos, les riches Vénézuéliens sirotent leurs cocktails - AFP

AFP - Temple du luxe dans différents endroits du monde, le Buddha-Bar a fait un choix étonnant quand il a débarqué en Amérique du Sud: Caracas, où une élite oublie entre deux cocktails la violente crise politique et économique qui frappe le Venezuela.

Dans ce pays pétrolier ruiné par la chute des cours du brut, des aliments basiques comme la farine ou le sucre sont quasi-introuvables. La population, qui rend le président socialiste Nicolas Maduro responsable de ce naufrage, manifeste presque tous les jours depuis deux mois et demi. Le pays est pratiquement à l'arrêt et les violences autour des rassemblements ont déjà fait plus d'une soixantaine de morts.

Alors que défilent des plats alléchants comme le thon "Bouddha roi", des côtes de porc grillées aux douze épices ou des tacos de mérou aux trois piments, on a du mal à imaginer qu'au dehors, le Venezuela vit l'une de ses pires crises depuis des décennies.

LVOG - Il y en a pourtant qui n'ont apparemment pas de problèmes d'approvisionnement ou peuvent continuer de se nourrir normalement, de se gaver serait plus juste. Et ce sont ceux qui manifestent depuis 80 jours pour exiger le départ de Maduro. Ce n'est pas moi l'invente, ils le disent eux-mêmes, lisez.

AFP - Les Vénézuéliens les plus aisés souffrent eux aussi des pénuries et de l'inflation galopante mais reconnaissent que ce n'est "rien" comparé au calvaire quotidien des autres habitants. Car ils ont le privilège d'avoir accès aux dollars, qui leur permettent de vivre dans l'autre Venezuela, celui des restaurants et bars à la mode, toujours pleins malgré la crise.

"Nous, la journée, on lance des pierres. Et la nuit, on vient ici", commente Ahisquel, une cliente du Buddha-Bar qui avec son mari, directeur de production d'une compagnie pétrolière internationale, sort une soirée par semaine.

"Après avoir participé aux manifestations, c'est bien d'avoir un petit moment de détente, même si la vraie détente, on ne l'aura pas tant que ce gouvernement ne s'en ira pas", ajoute cette femme qui ne travaille pas et vit dans un quartier de l'est de Caracas, "là où sont les putschistes", rit-elle, en référence au surnom que leur donne le président Maduro.

"It's very difficult", ajoute son mari, utilisant un anglais parfait pour illustrer un phénomène crucial au Venezuela: "dans ce pays, si tu n'es pas payé en monnaie étrangère, c'est impossible de vivre", le bolivar perdant constamment de sa valeur.

Pour la très grande majorité des habitants, les prix des restaurants sont tout simplement prohibitifs. Au Buddha-Bar, huit sushis de saumon et langoustine coûtent 55.700 bolivars, soit plus du quart du salaire minimum mensuel -- qui est de 200.000 bolivars, soit 91 dollars au taux officiel le plus élevé et 24 au marché noir.

Et à la tombée de la nuit, la simple perspective de sortir dans la rue fait peur: Caracas devient une ville quasi-déserte, dans ce pays au taux d'homicides parmi les plus élevés au monde (70,1 pour 100.000 habitants en 2016).

Mais "la classe aisée ne renonce pas à sortir", assure Cristhian Estephan.

S'il reconnaît un coup de frein à la vie nocturne depuis le début de la vague de manifestations le 1er avril, il est sûr que bientôt, cela reviendra à la normale: "C'est dans les pires moments que les gens se rencontrent ou se marient. Les gens mangent, le show doit continuer!" AFP 19.06

Assassinat ordinaire.

- Etats-Unis : enquête ouverte à Seattle après que des policiers ont abattu une femme enceinte - Franceinfo

Alertés pour un cambriolage, les forces de l'ordre ont été accueillis par une femme armée d'un couteau. Ils ont riposté.

La police a diffusé un enregistrement audio de l'incident. On entend les agents demander s'ils peuvent entrer puis quelques instants après crier "Reculez ! Reculez !" avant de tirer à plusieurs reprises. "Il n'y avait aucune raison de lui tirer dessus devant ses bébés", "ils pouvaient la maîtriser. Même moi j'aurais pu la maîtriser", a crié Monika Williams, la sœur de Charleena Lyles, sur la chaîne de télévision locale Kiro7. "Pourquoi ne pouvaient-ils pas utiliser un Taser contre elle ?", a-t-elle demandé. Franceinfo 19.06

Leur vieux monde hideux à abattre.

- Incendie de la tour Grenfell à Londres : la police annonce un bilan de "79 personnes mortes ou disparues" - Franceinfo

Dimanche, le commandant de police Stuart Cundy avait prévenu que plusieurs victimes pourraient ne jamais être retrouvées

"en raison de l'intensité de l'incendie". Franceinfo

- Incendie au Portugal : comment un feu de forêt a-t-il pu devenir aussi meurtrier ? - Franceinfo

Alors que le sinistre, qui a fait au moins 63 morts, ravage toujours la région de Leiria, dans le centre du pays, de nombreux journaux portugais pointent du doigt la responsabilité de l'Etat dans ce drame. Franceinfo

- Italie : un demandeur d'asile qui préparait un attentat arrêté - LeParisien.fr

- Un attentat échoue sur les Champs-Élysées - euronews

- Londres : un attentat contre des musulmans fait un mort et dix blessés - Franceinfo

- Nigeria: au moins 16 morts dans des attentats de Boko Haram - AFP

- Mali: quatre civils et un militaire malien tués dans l'attaque - AFP

- Gaza: Israël commence à réduire les livraisons d'électricité - AFP

- Ukraine: l'UE maintient ses sanctions contre la Russie - AFP

- Trump et l'Arabie saoudite intensifient la confrontation face à l'Iran en Syrie - Le Huffington Post

- Méditerranée: au moins 126 migrants disparus après un naufrage - Liberation.fr

Quelque 1 828 personnes ont trouvé la mort depuis janvier 2017 en cherchant à traverser la Méditerranée. Liberation.fr

- Au Vietnam, le passage à tabac, arme antidissident - AFP

- Etats-Unis : enquête ouverte à Seattle après que des policiers ont abattu une femme enceinte - Franceinfo

- Venezuela : 80e jour de manifestations anti-Maduro - AFP

- Procès des «biens mal acquis» : Teodoro Obiang jugé en son absence - Liberation.fr

Il ne va se faire que des amis.

- La Corée du Sud opère son «grand revirement» nucléaire - Liberation.fr

Cinq semaines après son arrivée à la présidence, Moon Jae-in a annoncé lundi l'arrêt de tous les projets de construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Il s'est aussi engagé à ne pas prolonger l'exploitation de ceux approchant de leur fin de cycle initial, compris entre trente et quarante ans, selon les unités. Liberation.fr19.06

Le risque de guerre mondiale existe.

J'ai toujours minoré cet aspect de la situation que certains s'emploient à monter en épingle pour effaroucher les peuples, ce qui a le don de les souder autour du chef suprême qui les gouverne... Depuis des années ils nous prédisent une troisième mondiale, la chute du dollar, de Wall Street, la fin du monde ou je ne sais quoi encore. On sait cependant qu'au Pentagone et ailleurs il y a des cinglés qui sont favorables à cette option. Du coup on est obligé de prendre au sérieux ou de tenir compte de tout fait réel pouvant servir de détonateur à cette déflagration générale. Il ne faut pas prendre autrement l'épisode décrit

Disons qu'un homme averti en vaut deux, et qu'il est toujours préférable de savoir dans quel monde nous vivons plutôt que l'ignorer pour faire face à toute situation en toute circonstance un jour ou l'autre...

- Moscou suspend la communication militaire avec Washington en Syrie - AFP

La Russie a annoncé lundi son intention de pointer ses missiles vers tout avion de la coalition internationale survolant la Syrie et suspendu son canal de communication militaire avec Washington après la destruction d'un chasseur syrien par un avion américain.

La Russie est impliquée militairement au côté du régime de Bachar al-Assad dans la guerre en Syrie, alors que les Etats-Unis soutiennent et arment une alliance arabo-kurde rivale et des rebelles syriens.

Ces développements marquent une nouvelle escalade dans le conflit impliquant différents acteurs régionaux et internationaux ainsi que des groupes jihadistes sur un territoire morcelé, et éloignent la perspective d'une solution négociée.

En plus de l'incident américano-syrien, l'Iran, autre allié du régime Assad, a tiré pour la première fois dimanche des missiles contre des cibles du groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie.

Avec ses annonces, la Russie fait un pas de plus dans la confrontation avec les Etats-Unis. Son entrée en force en 2015 sur le champ de bataille en Syrie laissait déjà présager d?une "guerre par procuration" entre les deux grandes puissances. Et le bombardement américain en avril d?un aéroport militaire syrien avait accentué cette rivalité.

Le ministère de la Défense a ainsi indiqué que les "avions et les drones de la coalition internationale repérés à l'ouest de l'Euphrate seront suivis et considérés comme des cibles par les moyens terrestres de défense antiaérienne et par les moyens aériens".

La Russie ne participe pas à la coalition internationale dirigée par Washington, dont les avions ciblent principalement le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie depuis 2014.

Elle dispose de systèmes de défense anti-aérienne S-300 et S-400 déployés en Syrie, ainsi que de dizaines de chasseurs et de bombardiers opérant en soutien au régime.

Le ministère russe de la Défense a en outre annoncé la suspension des canaux de communication existants avec les Etats-Unis dans le cadre du mémorandum sur la prévention des incidents aériens en Syrie. Moscou considère les actions de Washington comme un "non-respect délibéré" de cet accord signé en 2015.

Moscou accuse Washington de n'avoir pas "prévenu" l'armée russe qu'elle allait abattre l'avion, et exige une "enquête" sur cet incident.

Le ciel syrien est encombré par les avions du régime, ceux de la Russie, ceux de la coalition internationale et parfois ceux de la Turquie voisine.

Dimanche Damas et Washington se sont accusé mutuellement de provocation dans l'incident aérien.

L'armée syrienne a annoncé qu'un avion de la coalition internationale avait abattu un de ses avions de combat alors "qu'il menait une mission contre l'EI" dans la province de Raqa (nord).

La coalition a dit qu'il s'agissait d'une riposte à des frappes aériennes sur les Forces démocratiques syriennes (FDS- alliance arabo-kurde) soutenues par les Etats-Unis.

L'incident s'est déroulé à une quarantaine de km au sud-ouest de la ville de Raqa, chef-lieu de la province du même nom et principal fief de l'EI en Syrie que les FDS tentent de capturer depuis des mois.

Dans cette même zone, des affrontements ont opposé pour la première fois des troupes prorégime et les FDS, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Il n'y avait plus de combats lundi.

Cette escalade survient au moment où les troupes syriennes se trouvent dangereusement proches de zones contrôlées par des forces soutenues par les Etats-Unis, aussi bien dans le nord que dans le sud-est syrien.

L'armée progresse sur trois fronts -nord, centre, sud- et se dirige vers la province de Deir Ezzor (est), qu'elle espère reprendre à l'EI.

Bien qu'elles luttent toutes les deux contre l'EI, les troupes du régime et les FDS sont des forces rivales.

D'après Sam Heller, un expert de la Syrie auprès de The Century Foundation, ces incidents doivent être considérés comme isolés.

"C'est le régime qui s'est engagé dans une provocation et puis un commandant américain a réagi par autodéfense. Le régime s'est approché trop près et s'est brûlé les doigts", dit-il.

"Aucune partie ne veut délibérément provoquer une escalade, mais quand il y a ce genre de heurts, cela peut aboutir à une escalade accidentelle", selon lui.

Dans la province de Raqa, le régime ne participe pas à l'offensive menée par les FDS pour s'emparer de la ville éponyme mais veut à travers cette région parvenir à la province pétrolière de Deir Ezzor.

Pour gagner cette province, son armée progresse également sur deux autres fronts: dans le désert syrien (centre), où il a chassé l'EI de plusieurs localités, et à la frontière irakienne dans le sud-est. AFP 19.06

Le lendemain.

- Washington veut rétablir la communication militaire avec Moscou en Syrie - AFP

Les Forces d'élite syriennes d'Ahmad Jarba qui combattent auprès des Forces démocratiques syriennes (FDS- alliance de combattants antijihadistes arabes et kurdes), à Raqa en Syrie le 14 juin 2017

Beyrouth (AFP) - Les Etats-Unis, à la tête de la coalition antijihadiste, ont affirmé vouloir rétablir avec la Russie le canal de communication militaire sur la Syrie, dont Moscou a annoncé la suspension après la destruction d'un chasseur syrien par un avion américain.

Ce canal "a très bien fonctionné sur les huit derniers mois", et "nous allons travailler dans les prochaines heures sur le plan diplomatique et militaire pour rétablir" ces communications entre les quartiers généraux russe et américain au Moyen-Orient, a affirmé lundi le chef d'état-major inter-armées américain, le général Joe Dunford. AFP 20.06

Haut de page

Le 27 juin 2017

CAUSERIE

Je confirme que j'ai mis fin aux causeries telles qu'elles existaient depuis août 2008, je ne reviendrai pas sur cette décision qui est définitive. En revanche je continuerai à m'exprimer dans ce portail, soit par écrit, soit par vidéo. Pourquoi ?

Parce que, par exemple, je suis en désaccord avec l'interprétation qui a été donné par absolument tous les partis dits ouvriers des résultats des dernières élections en France, qui, comme ils en ont pris la fâcheuse habitude depuis des lustres n'ont pris en compte qu'un aspect de la réalité, celui qui les arrangeait, consistant à se réjouir du taux record d'abstention alors qu'absolument aucun parti ouvrier n'avait appelé à boycotter les élections législatives, ce qui signifie au passage qu'ils n'avaient rien vu venir, comme d'habitude une fois de plus, ils font donc dans la récupération politique, pour un peu ils seraient pour quelque chose dans ce taux d'abstention qu'ils sont incapables d'analyser sérieusement ou d'en tirer le moindre enseignement politique, comme d'habitude, mais là vous vous en doutiez certainement. La preuve en est qu'ils n'ont rien changé à leur discours, et pour cause ils auraient préféré que le PS reste en scelle, ils le disent plus ou moins ouvertement, ils en ont même la larme à l'oeil, autrement dit, ils auraient préféré que les travailleurs aillent voter, autant avouer qu'ils en sont totalement coupés et qu'ils ignoraient leur état d'esprit, comme quoi ils ne les écoutent pas contrairement à ce qu'ils affirment, non, ils débitent en boucle leur propagande insipide, leur vérité, tels des croyants sourds et aveugles à la réalité telle que la vivent quotidiennement les travailleurs... avec son lot de conditionnements qui ravagent leurs esprits...

Au contraire, je considère que ce fut la plus formidable défaite de la classe ouvrière depuis l'avènement de la Ve République en 1958. Ce que je retiens, c'est qu'un gigolo nommé Macron a été élu président de la République et que son parti a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale. C'est l'équivalent de l'arrivée au pouvoir de Thatcher ou de Reagan, de Blair ou de Schröder, cela vous dit quelque chose n'est-ce pas ?

Comment a-t-on pu en arriver là ? Voilà la question que les uns et les autres occulteront soigneusement, pas seulement parce qu'ils n'ont rien vu venir, mais parce qu'ils ne veulent pas qu'on aborde ce sujet trop compromettant et pour cause, il pose une multitude de questions qu'ils ont tout aussi sciemment escamotées pendant des décennies et des décennies, parce que les réponses qui auraient jailli auraient remis en cause l'ensemble de leur stratégie politique ou mis en lumière leur opportunisme, l'incurie politique ou la corruption des dirigeants de ces partis.

Maintenant, ils n'ont rien trouvé de mieux que de nous gratifier de discours aux relents radicaux que personne n'écoutera ou qui ne fera illusion qu'auprès de leurs troupes. Ils sont tous satisfaits des résultats qu'ils ont obtenus, je ne plaisante pas, hélas ! La palme ou la caricature revient au Pardem qui avec moins de 0,10% des suffrages exprimés là où il présentait des candidats, a trouvé le moyen d'affirmer que ce résultat était encourageant pour la suite. Le mouvement ouvrier peut-il encore tomber plus bas ?

Vous savez qu'aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne notamment, il ne s'en est jamais remis, vous pouvez remonter plus loin et ajouter ceux d'Espagne, d'Italie, de Grèce et de bien d'autres pays que la social-démocratie dégénérée et le stalinisme ont pourri littéralement sans qu'émerge un autre courant politique, un nouveau parti ouvrier digne de ce nom, donc basé sur le marxisme ou le socialisme. Mais le trotskysme ? Il n'a manifestement pas survécu à la disparition de son fondateur en 1940, on doit être bien peu à le penser, hélas!

On poursuivra un autre jour en abordant d'autres sujets de fond.

Vous vous demandez sans doute ce que je pense de la situation, on vient de s'éloigner un peu plus du socialisme, cela vous va ? Notre combat est-il perdu d'avance ? Dans l'état actuel des choses, assurément, il faudrait être fou pour penser le contraire. N'y a-t-il rien à faire ? Cela se discute, si c'est pour reproduire sans cesse les mêmes erreurs qui nous ont conduits où nous en sommes, ne comptez pas sur moi pour en être. Quoi que je dise, quoi que je propose, cela ne vous convient pas apparemment, soit, c'est votre droit, dans ces conditions je m'efface voilà tout, j'ai mieux à faire que me sacrifier pour rien. Peut-être que vous serez mieux disposés quand des jours meilleurs viendront, de mon côté avec mes imperfections j'ai fait le maximum et je ne peux pas en faire plus.

Je ne me suis jamais pris pour ce que je n'étais pas et je ne vais pas commencer maintenant. Je vais essayer de continuer à progresser, vous pouvez faire de même de votre côté, les anciennes causeries pourraient vous y aider sans que vous vous sentiez obligés de partager mes idées, je pense que c'est un bon outil pédagogique pour élever son niveau de conscience une fois débarrassé de tout a priori, mais cela n'engage que moi.

Un dernier mot.

Ce n'est pas seulement un nouveau parti ouvrier qu'il faut constuire, mais un nouveau courant politique qu'il faut concevoir. Macron n'incarne pas un nouveau courant politique, par contre son parti se caractérise en cela qu'il est entièrement consacré à un seul et unique courant politique, le néolibéralisme. Et qu'a-t-il de si particulier ? Il correspond au stade où en est rendu le capitalisme, bon d'accord, cela tout le monde pouvait le deviner, mais surtout il intègre le stade où en est rendue la société, c'est-à-dire qu'il intègre toutes les transformations qu'elle a subi au cours des dernières décennies et même depuis plus longtemps encore, ce qu'aucun courant du mouvement ouvrier n'a été capable de faire jusqu'à présent.

C'est cela que j'ai essayé de faire comprendre ou de transmettre dans mes causeries, en vain. Il faut ajouter que ces deux facteurs n'ont pas évolué indépendamment l'un de l'autre, bien au contraire, mieux encore, ils faisaient partie d'une même et unique stratégie ou ils l'ont servie, ce dont personne ou presque se doutera ou ne percevra au sein du mouvement ouvrier, bref, ceci explique cela...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 26 juillet 2017

CAUSERIE

Les leçons d'Octobre. - Il faut étudier Octobre. - Léon Trotsky 1924.

Extrait.

- "*Dans les révolutions bourgeoises, la conscience, la préparation, la méthode ont joué un rôle beaucoup moins grand que celui qu'elles sont appelées à jouer et jouent déjà dans les révolutions du prolétariat. La force motrice de la révolution bourgeoise était également la masse, mais beaucoup moins consciente et moins organisée que maintenant. La direction était aux mains des différentes fractions de la bourgeoisie, qui disposait de la richesse, de l'instruction et de l'organisation (municipalités, universités, presse, etc.). La monarchie bureaucratique se défendait empiriquement, agissait au petit bonheur. La bourgeoisie choisissait le moment favorable où elle pouvait, en exploitant le mouvement des masses populaires, jeter tout son poids social sur le plateau de la balance et s'emparer du pouvoir. Mais, dans la révolution prolétarienne, le prolétariat est non seulement la principale force combative, mais aussi, dans la personne de son avant-garde, la force dirigeante. Seul, le parti du prolétariat peut, dans la révolution prolétarienne jouer le rôle que jouaient, dans la révolution bourgeoise, la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de classe de son ennemi s'est formidablement accrue. Au cours des siècles de sa domination, la bourgeoisie a élaboré une école politique incomparablement supérieure à celle de l'ancienne monarchie bureaucratique. Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit, pour le montrer, d'indiquer que c'est par le parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la social-démocratie, qui est maintenant le plus puissant rempart de la propriété individuelle. L'époque de la révolution sociale en Europe, comme l'ont montré les premières expériences, sera une époque de batailles non seulement implacables, mais raisonnées, beaucoup plus raisonnées que chez nous en 1917.* "

- Il faut étudier Octobre au format pdf

Le drame jusqu'à présent, c'est qu'on n'a pas voulu tenir compte que la bourgeoisie a multiplié, diversifié et amplifié dans des proportions gigantesques les instruments dont elle disposait pour conditionner les masses, les corrompre, les distraire, les détourner de l'essentiel, de sorte qu'elles subissent leur triste destin plutôt que le prendre en mains pour conquérir leur émancipation du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, la liberté.

Il allait de soi que plus le niveau d'instruction du peuple s'élèveraient et son mode de vie s'améliorerait, plus la bourgeoisie développerait de puissants moyens pour les instrumentaliser, les détourner, les orienter, autrement dit, ils ne devaient servir qu'à justifier le maintien de son état de servitude ou concourir à faire inconsciemment son propre malheur. Tout

progrès social devait l'enchaîner plus solidement encore au capitalisme au lieu de l'en délivrer. Il allait être aveuglé au point de croire que l'amélioration de sa condition matérielle et son épanouissement personnel jusqu'à un certain degré étaient le produit d'une plus juste répartition des richesses ou dû à davantage de liberté à laquelle auraient consenties tous les acteurs sociaux dont les capitalistes, quelle naïveté, cruelle illusion ou ignorance, car en réalité c'était au capitalisme et à ceux qui détenaient le pouvoir qu'elles profitaient en prévision du jour où d'une main ils lui reprendraient ce qu'il lui avait donné de l'autre à une autre époque, quand les conditions de la lutte de classes lui était moins favorable ; d'ailleurs c'est bien simple, durant toute cette période ils n'ont jamais cessé de renforcer leur pouvoir jusqu'au jour où ils décideraient d'en faire usage, un usage tyrannique, cela allait de soi puisqu'ils concentreraient dorénavant tous les pouvoirs.

Aussi longtemps que le capitalisme existera, tout progrès social se retournera contre ceux qui en bénéficiaient jusqu'au jour où il sera remis en cause ou sera annulé. Pourquoi ? Quelle question, mais parce que pendant ce temps-là la vie continue, le processus matérialiste dialectique se poursuit ! Cela va coûter très très cher d'ignorer le développement et le fonctionnement du capitalisme.

Quand votre salaire augmente, vous allez consommer davantage, vous allez contribuer davantage à faire tourner la machine capitaliste, et les capitalistes n'étant pas des philanthropes, vous pouvez être certain que ce ne sera pas à votre avantage à l'arrivée ou plus tard, il n'y a rien d'étonnant à cela, tout est dans l'ordre des choses. Vous pouvez aussi vous dire, que ce que vous consommerez en plus, c'est ce que d'autres travailleurs consommeront en moins, ce n'est pas seulement ce qui n'ira pas dans la poche du capitaliste puisque cela y retournera d'une manière ou d'une autre, si ce n'est pas dans celle de votre employeur ce sera dans celle d'autres capitalistes.

Maintenant on peut se dire qu'il y a un bon côté à notre affaire parce qu'on participe également à l'accélération de la crise du capitalisme, encore faudrait-il en avoir conscience et que cela se traduise sur le plan politique, or comme ce n'est pas le cas, c'est un argument sans valeur de jésuite qui se retournera contre ses auteurs un jour ou l'autre. A ce compte-là, si je spécule je fais une bonne action en tant que militant ouvrier, ben voyons !

Ce qu'on consomme, c'est de la force de travail renfermant le profit que les capitalistes ont extorqué aux exploités. Donc consommer toujours plus, c'est contribuer à renforcer toujours plus le pouvoir des capitalistes et accroître leur fortune au détriment des exploités. C'est pourquoi une meilleure répartition des richesses ne changerait rien fondamentalement, sinon aboutir à un meilleur partage de la responsabilité du maintien en place du régime entre les différentes classes, ce qui porte un nom, le corporatisme, où mène le réformisme.

Pour revenir au passage de Trotsky, 94 ans plus tard, il est plus que jamais d'actualité. Mon activité politique avait pour objectif d'en faire prendre conscience et j'ai échoué, ce qui ne voulait pas dire que je m'étais forcément trompé.

Je n'ai jamais été tenté de parodier les maîtres du marxisme, et pour autant qu'on puisse se servir de leurs précieux enseignements, force est de constater qu'ils commencent à dater et que dans bien des cas ils nous sont peu utiles un siècle ou un siècle et demi plus tard, hormis nous montrer l'orientation dont nous ne devons pas dévier sous peine d'abandonner notre objectif, il nous revient donc d'écrire la suite en nous inspirant de la réalité, en nous emprègnant de la situation, en s'octroyant le droit à l'erreur, c'est la moindre des choses.

On se sent bien seul parfois, incompris, ployant sous des critiques pour la plupart injustes, ce qu'on peut comprendre tant la situation semble inextricable ou désespérée, il y a de quoi en perdre la tête !

Je me suis souvenu d'un autre passage de Trotsky qui pourrait convenir à notre situation :

L. Trotsky : Oeuvres - avril 1939

- "*Oui, la question est de savoir pourquoi nous ne progressons pas en fonction de la valeur de nos idées, qui ne sont pas aussi dénuées de sens que le croient certains de nos amis. Nous ne progressons pas politiquement. Ce fait est l'expression du recul général du mouvement ouvrier dans les quinze dernières années. Quand le mouvement révolutionnaire décline de façon générale, quand une défaite suit une autre défaite, quand le fascisme s'étend sur le monde entier, quand le marxisme officiel s'incarne dans la plus formidable machine à duper les travailleurs, il va de soi que les révolutionnaires ne peuvent travailler que contre le courant historique général. Et cela, quand bien même leurs idées sont aussi intelligentes et exactes qu'on peut le souhaiter. C'est que les masses ne font pas leur éducation à travers des pronostics ou des conceptions théoriques, mais à travers l'expérience générale de leur vie. C'est là l'explication globale : l'ensemble de la situation est contre nous.*"

Si l'ensemble de la situation n'est pas contre nous, c'est la manière dont on l'aborde, dont on aborde les travailleurs qui peut donner cette impression de nos jours. C'est à mon avis le principal problème que nous avons à résoudre. Je considère que l'orientation politique du POID est correcte pour ce que j'en sais tout du moins, pour autant je ne pense pas que c'est de cette manière-là qu'il faut s'adresser aux travailleurs.

Avant de vouloir planter quoi que ce soit sur un terrain afin de récolter ensuite quelque chose, il faut commencer par le déminer,

le dépolluer, l'assainir, si vous plantez des plantes saines sur un terrain impropre à la culture, il n'en sortira jamais rien de bon. Entre nous, je tiens cela de ma piètre expérience de jardinier qui a hérité d'un champ de cailloux, et qui a cru qu'il suffirait de retourner la terre dur comme du béton sur quelques dizaines de centimètres pour obtenir une merveilleuse récolte, des prunes ouais, soit les racines ont brûlées à cause de la chaleur, soit parce que l'eau stagnait, il aurait fallu creuser beaucoup plus profondément et je ne l'ai pas fait, moi seul suis responsable ! Creuser, creuser et creuser encore chaque question qui se pose à nous, c'est préférable...

Je terminerai par une petite histoire indienne.

Ma compagne Selvi m'a raconté il y a quelques jours, qu'autrefois son père touchait un salaire de 3 roupies par semaine, 12 roupies par mois, il y a de cela environ 33 ans, 12 roupies cela fait 12 centimes d'euro (1 euro = 70 à 75 roupies). Selvi avait 14 ans et venait d'accoucher de son premier enfant. A l'époque mon salaire devait être de 3.000 frs, soit 550 euros environ, soit 41.200 roupies. Elle a 6 frères et soeurs, et elle m'a raconté qu'à l'époque ils ne mangeaient pas tous les jours à leur faim où ils se contentaient d'un seul repas, c'est un grand mot, je vous passe les détails, tu m'étonnes, quelle misère noire !

Vous voyez le rapport entre 12 centimes d'euro et 550 euros, l'écart est plus gigantesque encore qu'entre un ouvrier français et un patron du CAC40. Cela donne à réfléchir, surtout quand on se repasse les discours politiques de cette époque, c'est à se demander sur quelle planète on vivait (et certains continuent de vivre et ils sont très nombreux) ! Maintenant quand on intègre ce genre de facteur dans notre réflexion, on porte forcément un autre regard sur les classes, la société, etc. on comprend mieux pourquoi et comment nous en sommes arrivés là.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Une causerie du 16 août

Partie 1.

Nous sommes le 16 août, cela fait 21 ans que j'ai quitté la France, quelle excellente idée ai-je eu ! Et 15 ans que je n'y ai pas mis les pieds, qu'aurais-je été y faire franchement, ce pays s'enfonce un peu plus chaque jour sous le poids d'une ploutocratie qui l'entraîne à marche accélérée vers l'abîme, là où se terminera l'aventure humaine comme c'est parti.

L'homme était perfectible, autrement dit il possédait la capacité d'évoluer, de progresser, de se perfectionner, ce qui signifiait aussi que sa nature présentait bien des faiblesses sans qu'on sache si il finirait par les dominer, sans quoi il ne pourrait pas assurer la pérennité de son espèce au-delà d'un certain niveau de développement qui lui serait fatal. Pour qu'il en soit autrement, il aurait fallu qu'il prenne conscience du processus matérialiste dialectique qui régissait la matière et toutes ses manifestations, sa propre nature, son histoire, la société, ce dont il demeurera définitivement incapable semble-t-il, puisqu'il est dorénavant engagé dans un processus de régression sans fin qui à terme menace son existence.

Quelque part on a dû confondre vouloir et pouvoir ou qu'il suffisait de vouloir pour pouvoir, erreur gravissime.

Tout progrès qui ne s'accompagne pas d'une prise de conscience se traduit par des conséquences négatives qui le remettent en cause ou l'emportent à l'arrivée, qu'on imagine un peu, non, c'est la réalité, le salariat est la pire forme d'esclavagisme dans la mesure où celui qui est privé de travail et de salaire n'a plus qu'à crever ou vivre de la mendicité... Tout cela pour en arriver là, c'est à croire que l'homme n'a jamais réellement évolué ou plutôt que tout acquis ne l'était jamais définitivement au point de pouvoir retourner à tout moment au stade de la barbarie, on pourrait ajouter sans même qu'il réagisse puisqu'il s'est accommodé des créatures monstrueuses des talibans, d'Al-Qaïda, Daesh, il allait forcément le payer un jour, plus rapidement qu'il le croyait, le prix fort.

Il ne suffisait pas de ne pas vouloir vivre en esclavage pour y mettre fin ou pour conquérir la liberté, c'était se leurrer que se borner à le croire, il pouvait y demeurer indéfiniment pour ignorer que tel était son statut actuel, puisqu'il ne se demanderait ni pourquoi ni comment il avait pu en arriver là pour le nier, il ira jusqu'à se croire libre, en démocratie, etc. quel leurre ! ; on est impuissant à agir sur quelque chose qu'on nie, d'ailleurs cela ne nous vient même pas à l'esprit, donc aucun changement ne peut se produire ou n'est envisageable dans ces conditions-là, et il est amené à conserver ce statut d'esclave.

On peut refuser ce statut d'esclave, mais cela ne nous donne pas pour autant le pouvoir de nous en débarrasser, il n'existe aucun automatisme en la matière, il faut s'en donner les moyens, sinon la volonté est impuissante à changer quoi que ce soit ou ne sert à rien en soi, sauf à entretenir l'espoir qui finit aussi un jour par s'épuiser à force de repousser toujours plus loin l'échéance de notre libération, on cesse d'y croire et le pire nous échoit.

Ce pouvoir, il tient uniquement au mode de pensée qu'on adopte pour interpréter la matière et sa transformation, notre propre comportement, celui des hommes en général, leurs réalisations, la société, etc. soit il est conforme aux lois qui les régissent auquel cas il peut agir consciemment dessus, sur leur orientation, soit ce n'est pas le cas et il se condamne à subir sa triste existence jusqu'à son dernier souffle, c'est le cas actuellement de la quasi-totalité des hommes à de très rares exceptions près.

Les hommes sont si ignorants de leur propre nature, qu'on se demande comment ils ont pu agir sur le monde extérieur et le transformer en fonction de leurs besoins, qui à l'origine étaient partagés par toutes les espèces animales. Et quand ils réagissent émotivement au lieu de commencer par réfléchir, on s'aperçoit qu'ils n'ont guère changé ou qu'ils ont peu évolué, malgré eux en réalité, inconsciemment ils sont demeurés des primates ou peu de choses les distingues de leurs ancêtres. Vous avouerez que pour rejoindre ou soutenir des partis politiques pendant de longues décennies qui justifiaient des guerres coloniales ou impérialistes contre des peuples innocents ou sans défense, le moins qu'on puisse dire c'est qu'il ne fallait pas être très évolué.

Entre autres faiblesses, les hommes ont tendance à se raconter de belles histoires, à idéaliser certains évènements, à se parer de bien des vertus en passant sous silence celles qui leur font défaut et qui justement sont la cause de leur malheur.

On dit aussi qu'on ne peut pas faire le bonheur d'autrui à ses dépens ou contre son gré, sans se demander pourquoi il lui est inaccessible, on lui imposera si nécessaire, mais l'expérience a prouvé que cela ne fonctionnait pas ainsi. Trotsky constata que malheureusement le niveau de conscience des masses russes (et partout ailleurs dans le monde) avait été très bas, trop bas au moment de la révolution de 1917, et que cela avait eu des conséquences catastrophiques par la suite, ce facteur allait être propice au développement du stalinisme au détriment du socialisme, puis plus tard jusqu'en 1940 il constatera que cette faiblesse avait été à l'origine de toutes les défaites de la révolution socialiste, il en déduisit logiquement qu'il en irait de même indéfiniment si on ne remédiait pas à cette faiblesse, mais apparemment personne ne saisit vraiment ce qu'il avait voulu dire par là, en tout cas rien ne fut entrepris pour la réduire, pire, on négligea totalement ce facteur, vous connaissez la suite.

Marx, Engels, Lénine et Trotsky dans une moindre mesure furent des penseurs et des militants d'exception, qui avaient atteint un tel degré de conscience qu'ils n'avaient besoin de personne pour savoir ce qu'ils étaient ou ce qu'ils faisaient, ce qui ne sera jamais le cas des dirigeants qui leur succèderont. Ils ont décrit les faiblesses des hommes, et ils n'ont cessé de les combattre à leur époque ou dans la société telle qu'elle existait avec les moyens qui étaient à leur disposition. Un des traits marquant de notre époque réside dans l'exploitation outrancière de ces faiblesses par la réaction, qui tire profit de toutes les conditions favorables à leur épanouissement, qui sont autant de contradictions qui se sont développées au cours de l'évolution du capitalisme au stade parasitaire de l'impérialisme, de sorte que tout progrès passé alimente ses faiblesses et neutralise ceux qui en sont victimes, réduits à l'impuissance face à la tyrannie qu'on leur impose. Dit autrement, ennemi du progrès social ou de toute forme d'humaniste, les capitalistes s'en servent pour les instrumentaliser en s'appuyant sur les catégories sociales privilégiées parmi les travailleurs.

On ne l'a pas dit mais chacun l'aura compris, le progrès social n'a fait que renforcer ces faiblesses en l'absence de conscience de classe, il constitue à la fois le principal obstacle à l'émancipation du capital et l'obstacle à abattre pour les capitalistes, ce qui explique pourquoi finalement il peut être liquidé avec tant de facilité.

Ce qui ne nous vient pas à l'esprit parce que nous pensons beaucoup moins que ce que l'on croit, c'est que l'absence de conscience ne concerne pas seulement des actes ou des faits nuisibles à notre bien-être, elle concerne également ceux qui nous sont agréables ou nous apportent une satisfaction, parce que dans les deux cas on ne s'attardera pas trop sur leur origine ou leur portée, soit qu'elles soient pénibles, soit pour ne pas gâcher notre plaisir. Notre insouciance s'appliquant de préférence à ce qui fait notre bonheur concourt à notre insu à notre malheur, cela ne saute pas aux yeux, de toutes manières on préfère les fermer, donc là encore on ne risque pas d'apprendre grand chose, on passe à côté de quelque chose qui se rappellera un jour à notre bon souvenir, mais cette fois l'expérience sera pénible à vivre. Cherchera-t-on à en savoir plus ? Pourquoi ? Pas davantage que par le passé puisqu'on n'aura pas acquis ce réflexe qui n'a rien de spontané ou d'inné. Là aussi, il ne faut pas confondre entre devoir ou vouloir tirer un enseignement d'une expérience et le pouvoir.

Non mais qu'est-ce qu'on s'image, il faut avoir passé des dizaines, des centaines de milliers d'heures à étudier ou à réfléchir à des milliers de questions en tous genres d'actualité ou qui nous sont venus à l'esprit, y compris sur nous-même, avant qu'on puisse abordet chaque expérience sous cet angle ou qu'on les interprète avec une profondeur de vue qui les rendent pour ainsi dire transparentes, pour les cerner au plus près. Au passage, vous avouerez que si un tel exercice est à la portée de chacun ou presque, il est si exigeant que bien peu auront le temps, la volonté, le courage, la patience de s'y adonner tout au long de leur existence, ce qui contribue à valider les principaux enseignements de la révolution russe de 1917 que tous les partis ont abandonnés.

Macron est minoritaire et illégitime, très bien. Il gouverne en s'appuyant sur une minorité, pour une minorité, jusque là nous sommes d'accord, n'est-ce pas ? Comment ou pourquoi ? Grâce à la neutralité ou la passivité de la majorité. Il n'est donc pas interdit d'imaginer qu'une minorité pourrait s'emparer du pouvoir en s'appuyant sur la majorité, dont des pans entiers cesseraient d'être neutres ou passifs mais participeraient au processus révolutionnaire...

Ceux qui vous disent que le peuple doit gouverner, qui prônent le gouvernement du peuple par le peuple sont des démagogues, ils vous tompent, car le pouvoir dillué à tout le peuple, c'est la négation du pouvoir du peuple, le pouvoir du peuple est dissout au profit de son ennemi qui le conserve. Chez les capitalistes, ils ne sont pas des milliers ou des millions à décider la stratégie mise en oeuvre pour sauver leur système économique ou pérenniser leur domination de classe, ils sont une poignée seulement et très organisés, les oligarques les plus puissants, et tous les autres s'excécutent de grè ou de force. Chez eux, le pouvoir est concentré entre quelques mains pour profiter à l'ensemble de leur classe ou ce qui doit en rester au cours de l'évolution du capitalisme, c'est leur conception de la démocratie en quelque sorte. Alors chez nous il doit en être de même, tout du moins dans un premier temps.

Il n'y a que les militants les plus conscients et qui maîtrisent le processus historique qui peuvent incarner la démocratie, au nom du peuple travailleur qui n'a pas atteint le degré de conscience politique suffisant pour gouverner. Il y en a qui croient aux miracles en croyant que la démocratie se décrète, ce sont des charlatans ou des ignares.

Qu'ils viennent donc partager l'existence d'une personne ultra arriérée comme j'en fais l'expérience avec ma compagne Selvi et ils changeront rapidement d'avis, ils se rendront compte très rapidement, que dis-je, sur le champ, quotidiennement, que les choses ne se déroulent pas ainsi, que c'est beaucoup plus compliqué en réalité, très dangereux aussi. Le peuple est faible, vulnérable, ignorant, manipulable à souhait, et ce n'est pas parce que vous faites une révolution qu'il cesse de l'être du jour au lendemain, comme ce n'est pas parce que Selvi vit avec moi qu'elle serait plus évoluée qu'hier, et si elle est amenée à le croire, je la remets immédiatement en place pour qu'elle ne prenne jamais le dessus sur moi, il en va de nos intérêts et de notre avenir.

La liberté de chacun ne consiste pas à empiéter sur celle des autres, sauf que voilà, la plupart des gens ignorent où elle commence et où elle se termine, du coup ils la piétinent... et en retour ils en sont privés.

Partie 2.

Mes lecteurs étant semble-t-il plutôt lunatiques, susceptibles, timorés, rigoristes, ils ont une conception de la liberté d'expression faussement libérale que je ne partage pas. Ils ne peuvent pas concevoir la confrontation des idées autrement qu'une épreuve éprouvante, délibérément provocatrice destinée à les déstabiliser, à les confondre avec leurs contradictions passées ou présentes qu'ils n'assument pas.

A l'école de la vie.

Bien que notre existence soit entravée par le carcan du capitalisme, contrairement aux idées reçues elle nous offre malgré tout une multitude d'occasions de modifier son orientation qui déterminera notre destin jusqu'au crépuscule de notre vie. Sur le tard, on en prend plus facilement conscience, en étudiant chacune de nos expériences on s'aperçoit qu'on est passé à côté de nombreuses occasions qui auraient pu être heureuses, funestes ou fatales. Pour en tirer un enseignement salutaire, on évitera de recourir à la malhonnêteté qui consisterait à affirmer qu'on n'a jamais eu le choix de nos décisions puisque cela ne correspondait pas à la réalité. Pour autant, ce sont souvent les décisions qu'on nous a imposées qui ont contribué à façonner notre parcours, leurs issues ou les conséquences qui devaient en découler dépendant de notre capacité à les assumer ou non pour en modifier le contenu et la trajectoire pour le meilleur ou pour le pire, selon qu'on avait ou non présent à l'esprit que la lutte pour la liberté est un combat de chaque instant. La difficulté à s'en sortir dignement et sereinement provient du fait qu'on doit se mouvoir dans une société qui nous est imposée, où tous les rapports auxquels nous allons être confrontés le sont également, le règne de l'exploitation et de l'oppression n'en épargnant aucun, on passera le plus clair de notre existence à nous leurrer sur nous-même et les autres. Pourquoi ? C'est bien simple, parce que rarement nous avons réfléchi aux conséquences d'une décision ou de nos actes au-delà du présent ou du lendemain immédiat, comme si leur influence devait s'arrêter là, et c'est ainsi que nous ne réfléchirons pas davantage lors des multiples expériences (et leurs enchaînements) à venir, de sorte que finalement nous serons passé pour ainsi dire à côté de notre existence, la plupart du temps en étant convaincu du contraire, cela va de soi puisque jusqu'au bout nous demeurerons sous l'emprise de notre inconscience.

Les plus à plaindre seront ceux qui auront connu du début à la fin une existence rectiligne, plate, fade, monotone, casanière, soporifique, hormis le fait qu'il fallait bien la meubler pour se sentir exister ou exister tout court, ils finiront par faire partie des meubles et leurs idées aussi, ce qui leur procurera une sensation de réconfort à nulle autre pareille, l'ivresse du vide ou de l'ennui les transportera nulle part, et parvenu au bout de ce voyage, tels des morts vivants ou des idiots utiles qui se prennent au jeu, ils ne s'apercevront même pas que la comédie était terminée. Quelle frustration ! Triste destin qu'on ne souhaitera à personne, sachant qu'il est le lot de la plupart des hommes.

S'exprimer librement ne signifie pas pour autant qu'on serait libre ou qu'on penserait librement, on y aspire mais cela n'est pas suffisant, on le proclame, cela n'a aucune valeur, c'est un idéal et jamais un acquis, ceux qui s'endorment dessus sont des mystificateurs ou des individus malfaisants.

Sans philosophie de la vie, on est perdu ou rendu au stade préhistorique du primate ou du sauvage.

Je sais que les discours philosophiques ne sont pas en odeur de sainteté auprès des militants qui ignorent que le socialisme

repose aussi sur la philosophie, qu'elle en est même à l'origine, sinon à quoi bon proclamer que nos droits, aspirations ou besoins sociaux sont légitimes et se passent de toute justification, en réalité on n'y croit pas vraiment ou on n'en comprend pas la signification politique, on peine à le traduire sur le terrain politique, c'est peut-être parce qu'on ne l'a pas à l'esprit spontanément, non ?

On est aussi fâché avec la psychologie ou la psychanalyse, tout ce qui touche au plus profond des hommes, à leur nature, parce qu'on ne l'a pas étudiée ; en ignorant ce que nous sommes, je me demande comment on peut prétendre agir sur les autres, c'est jouer aux apprentis sorciers ou se transformer en procureurs, donneurs de leçons. Comme c'est en observant le comportement des autres qu'on apprend à se connaître soi-même, il vaut mieux qu'ils nous apparaissent différents de nous-même, au passage, c'est ainsi que toute forme de discrimination nous sera étrangère.

Je me suis demandé naïvement qui était le plus intelligent, on devrait plutôt dire le plus évolué, entre celui qui a passé sa vie à étudier dans des livres ou qui a amassé une connaissance livresque et qui a obtenu de nombreux diplômes, et celui qui l'a consacré à observer ce qui se déroulait autour de lui pour en tirer des enseignements, et j'en suis arrivé à la conclusion que l'idéal était d'avoir partagé sa vie entre les deux sans faire une fixation sur un objectif précis, hormis toujours progresser dans la connaissance du monde dans lequel nois vivions pour pouvoir le changer en mieux et en plus juste.

On ne peut donner qu'un sens humaniste à notre vie et plus généralement au développement de la civilisation humaine, ce à quoi contribue au plus haut degré le socialisme puisqu'il incarne cet idéal.

Haut de page

Une causerie de la semaine du 20 août

Partie 1.

La ploutocratie a adopté un fonctionnement bureaucratique. Les Etats ouvriers dégénérés dits socialistes ou communistes avaient adopté un fonctionnement bureaucratique. Ils furent ou ils sont la négation de la démocratie, du socialisme.

Le régime républicain fut qualifié de démocratique parce qu'il reconnaissaît certains droits au peuple, hormis celui de pouvoir gouverner la société qui devait l'être conformément aux besoins de la minorité de capitalistes, il était donc foncièrement antidémocratique, et il ne pouvait pas en être autrement sans inverser les rapports établis entre les classes qui constituaient les fondements du capitalisme.

Tous les Etats, toutes les institutions, qui existent dans le monde et plus particulièrement dans les pays économiquement les plus développés, ont été créés par une minorité et fonctionnent au profit d'une minorité, en conséquence aucun ne peut se prévaloir de la démocratie sans commettre une imposture, un grossier mensonge. La lutte des classes se combinant au développement économique a pu donner l'illusion trompeuse que malgré tout ils renfermaient une dose de démocratie ou que toutes les classes partageaient le pouvoir ou y participaient à des degrés divers, alors qu'en réalité il ne s'agissait que de concessions temporaires et limitées destinées à s'accommoder du rapport existant entre les classes, qui n'entamaient en rien leurs fondements quel que soit le rapport de force en présence entre les classes, de sorte que la classe minoritaire détenant le pouvoir puisse continuer à vaquer à ses affaires.

Jamais l'ordre établi antidémocratique ne fut menacé dans ses fondements par des élections, bien au contraire le recours à la voie législative ne fit que le légitimer. Lors de chaque élection, seuls les partis acquis au capitalisme devaient accéder au pouvoir, tous les autres devaient en être écartés coûte que coûte, les dés étaient pipés. Ensuite, tout parti étant parvenu au pouvoir devait s'employer à gérer la société pour le compte de la minorité capitaliste, donc était amené à piétiner la démocratie. Finalement, on constatera que tout parti, tout chef d'Etat, tout gouvernement, toute majorité parlementaire refusant de rompre avec le capitalisme étaient des ennemis du progrès social, de la démocratie.

Ce qu'il y a d'intéressant dans l'opposition entre le capitalisme et la démocratie, c'est qu'elle met en relief la véritable nature dictatoriale du capitalisme et permet de démasquer les imposteurs, les usurpateurs, les démagogues, les opportunistes qui s'en accommodent et se réclament à la fois du capitalisme et de la démocratie, alors qu'ils ne peuvent pas exister simultanément, aucun travailleur en toute conscience ne légitimant le chômage, la précarité, la pauvreté, le recul de l'âge du départ à la retraite, l'impossibilité de se soigner, de vivre décemment de son travail, la guerre, etc.

Adopter la démocratie n'a rien d'idéologique, de doctrinaire, de théorique ou de partisan, cela ne correspond à aucune stratégie pour atteindre un objectif contrairement au capitalisme dont les mauvaises intentions sont inavouables, c'est uniquement donner les moyens au peuple d'adopter des mesures qui correspondent à ses besoins, de décider librement et souverainement de son destin, de l'orientation de la société.

Pour les militants plus avancés. Adopter la démocratie, c'est poser la question du pouvoir, de l'Etat

Partie 2.

Interprétations divergentes au sein du camp anti-impérialiste, par Thierry Meyssan

- "Les faits le prouvent : l'impérialisme contemporain ne vise plus prioritairement à faire main basse sur les ressources naturelles. Il domine le monde et le pille sans scrupules. Aussi vise-t-il désormais à écraser les peuples et à détruire les sociétés des régions dont il exploite déjà les ressources."

Il ne s'agit donc plus pour les capitalistes d'essayer de sauver un système économique en faillite, mais de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme par n'importe quel moyen afin de conserver leurs statuts privilègiés.

S'ils recourent à cette stratégie, c'est parce qu'il n'en existe pas d'autres à leur disposition au stade de l'impérialisme pourrissant. Maintenant, sachant qu'ils ne peuvent pas opter pour une guerre mondiale qui risquerait de les emporter eux-mêmes, sachant que le système capitaliste est en état de survie artificielle ou ne survit que grâce à un endettement faramineux (qui en d'autres temps aurait précipité son effondrement brutal), la question serait de savoir comment ils parviennent malgré tout à financer toutes leurs guerres contre les peuples. En quelque sorte on vient de répondre à cette question, en recourant à l'endettement, mais encore, à la planche à billets dans des proportions colossales, ajoutons et c'est très important pour comprendre la suite, dans des proportions illimitées, de sorte qu'ils peuvent financer toutes les guerres qu'ils décident d'entreprendre, mais aussi leur politique de déstabilisation des Etats qui leur résistent à défaut de pouvoir leur déclarer la guerre.

Ils s'appuient donc sur un système financier mafieux piloté par les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne et relayé par leurs homologues sur tous les continents, qui est quasiment hors contrôle des peuples, grâce à la complicité des acteurs politiques acquis à leur cause qui siègent au sein de tous les gouvernement des puissances occidentales, de toutes les institutions politiques ou financières internationales, de sorte qu'en concentrant tous les pouvoirs, économique, politique (exécutif et législatif), judiciaire, médiatique, ils peuvent mettre en oeuvre la stratégie la plus barbare qui soit en toute impunité ou sans être inquiétés, puisque le mouvement ouvrier international ne s'étant jamais remis de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme, il n'existe plus aucune opposition organisée suffisamment puissante susceptible de constituer une menace ou de mobiliser le peuple contre leur politique ou leur régime, ils ont donc le pouvoir et les mains libres pour semer le chaos, la haine et la violence extrême, la guerre, la barbarie aux quatre coins du monde.

Au passage, il faut noter que cela signe la faillite complète des stratégies conçues par tous les courants du mouvement ouvrier qui se sont développés depuis l'après-guerre notamment, dont les conséquences sont dramatiques. Constat navrant et terrible qu'on doit minutieusement étudier pour en tirer les enseignements nécessaires, faut-il encore l'admettre, pour dépasser l'état de frustration ou d'impuissance dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, afin de définir une stratégie pour abattre le capitalisme, l'éradiquer de la surface de la terre, faut-il encore que l'on partage cette conclusion et que des pans entiers de la société l'adoptent avant que l'immense majorité s'en saisisse pour envisager sérieusement d'atteindre cet objectif, nulle autre voie ne permettra d'y parvenir hormis par une révolution, surtout pas par celle des urnes ou des institutions existantes qui ont été forgées par le capital et pour le capital, exclusivement.

Devant la gravité de la situation à l'échelle mondiale, il y a urgence à agir.

Si on continuait chacun de notre côté à tenir les mêmes discours qu'hier, il y a fort à parier qu'on aboutirait aux mêmes divisions, à la même impasse politique. De toutes évidences, nous sommes passés à côté de quelque chose ou nous avons été induits en erreur par les apparences ou les illusions trompeuses du capitalisme en lui prêtant à tort des vertus qu'il ne possédaient pas, qui n'étaient en somme que le produit de ses propres contradictions ou de la lutte des classes, dont celle d'exercer la démocratie, alors qu'en réalité toutes les expressions ou toutes les représentations de la démocratie lui ont été imposées par les peuples, jamais un capitaliste n'y consentit de bonne grâce ou alors c'était sournoisement parce qu'il estimait pouvoir y trouver son compte ou l'instrumentaliser pour en tirer un profit supérieur puisque c'est sa seule raison d'être, ce qu'on a la fâcheuse tendance d'oublier.

J'ai lu à la suite d'un article paru dans un blog un commentaire d'un internaute qui pourrait nous aider à résoudre notre problème.

Il terminait en disant qu'il n'existait plus qu'une seule alternative, le capitalisme ou la démocratie, ce qui signifiait que le capitalisme était incompatible avec l'exercice de la démocratie ou qu'il devait disparaître au profit de la démocratie, définitivement, totalement, soudainement, brutalement, écartant de fait toutes demi-mesures, toute cohabitation, tout compromis, ce qui va à l'encontre des idées reçues qui jusqu'à présent lui attribuaient une valeur démocratique, ce qui ne sera pas sans poser de nombreux problèmes et un terrible dilemme à tous ceux qui avaient réussi à se persuader qu'ils avaient vécu en démocratie en régime capitaliste, comme si cela avait été un jour possible, auquel cas la définition même du capitalisme ne voudrait plus rien dire, puisque jusque dans ses fondements il est foncièrement antidémocratique. C'est son signe distinctif, c'est même à cela qu'on aurait dû le reconnaître... et en rester là, au lieu de le parer de qualités qu'il avait usurpées et qui donnèrent lieu à une épouvantable confusion ou mystification qui de nos jours finit par percer au grand jour.

Opposer le capitalisme à la démocratie évite de discourir à l'infini sur le socialisme ou le communisme pour parvenir finalement au même objectif, ce qui pourrait convenir aux antisocialistes ou anticommunistes qui par ignorance combattaient pour la démocratie au même titre que les militants socialistes ou communistes, qui eux étaient aux prises avec d'autres contradictions pour avoir été induits en erreur par des dirigeants faillis. Mais on ne pourrait opposer sérieusement capitalisme et démocratie qu'à condition de remettre chaque chose à sa place, à se défaire de l'idéologie qui avait consisté à prêter des vertus démocratiques au capitalisme pour rompre définitivement avec lui, car dans le cas contraire on serait toujours tenté de revenir en arrière ou de s'en accommoder et on abandonnerait ainsi notre objectif, bref tout cela ne servirait strictement à rien et on en serait toujours au même point.

Dans le milieu ouvrier, la démocratie avait une connotation négative en général, sauf quand on lui collait un qualificatif, bourgeoise ou ouvrière, qui ne veut plus rien dire de nos jours, en quelque sorte les choses se sont clarifiées, mais elles ne sont pas pour autant d'une clarté suffisante pour rassembler tous les partisans de la démocratie. Quant aux supporters sincères de la démocratie issus des rangs de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, de certains secteurs du patronat, chez les intellectuels, ils ont tellement pris l'habitude de lier le capitalisme et la démocratie qu'il leur sera difficile d'envisager de les dissocier, voire ici de les opposer dans un combat à mort, sauf s'ils considèrent que le néolibéralisme porte atteinte à leurs intérêts fondamentaux, ce qui sera forcément le cas à un moment donné chez certains d'entre eux qui supporteront de plus en plus mal l'orientation de la société.

Au mieux, ce qu'on peut attribuer au capitalisme en terme de démocratie, c'est d'avoir contribué malgré lui à son émergence au cours de son développement et de la lutte des classes. L'intérêt de découpler le capitalisme de la démocratie réside dans le fait qu'elle renvoie les différents acteurs à leur propre camp en démasquant l'hypocrisie de ceux qui s'opposent à des réformes progressistes ou soutiennent la politique d'austérité au nom de la démocratie.

Cette opposition entre capitalisme et démocratie témoigne jusqu'à un certain point de la radicalisation de la lutte des classes, que le prolétariat cherche une issue à la crise du capitalisme quitte à envisager des solutions radicales pour résoudre ses problèmes. Ce processus demeure largement inconscient dans la mesure où il demeure inorganisée ou très faiblement organisée, la question à l'ordre du jour est donc de trouver les moyens de remédier à cette faiblesse pour enclencher une dynamique de masse contre le régime, pour l'abattre, ce qui nécessite que nos dirigeants revoient leur copie et modifient leur discours.

En complément une réflexion d'un internaute trouvé sur le Net.

- "Cela n’a rien d’idiot d’imaginer une évolution vers un monde dual entre barbares (à cravates comme au couteau) et passifs/résignés."

Résignés, si c'est le cas, pourquoi, on peut préférer impuissants temporairement, encore faudrait-il pendant combien de temps...

Partie 3.

L'art consommé du faussaire.

Iñigo Errejón (Podemos)

- « La principale frontière qui divise nos sociétés n’est pas celle qui sépare les sociaux-démocrates des conservateurs, mais celle qui sépare ceux d’en haut du reste de la société qui souffre du consensus néolibéral. »

Il existerait bien un "consensus néolibéral", mais les sociaux-démocrates n'y seraient pas associés, puisque la "frontière" qui les sépare des conservateurs existerait toujours. Du coup on se demande quels sont les différents acteurs qui ont adopté ce consensus.

Un internaute :

- "« nous ne sommes ni de droite, ni de gauche, mais nous sommes ceux d’en bas contre ceux d’en haut »

Bref, le retour en force de la lutte des classes !"

LVOG - Encore faut-il définir pour quel objectif politique et par quel moyen... De plus, évoquer la lutte des classes c'est bien, encore faut-il savoir à qui elle va profiter, aux nantis, aux classes moyennes, à ceux qui bénéficient d'un statut supérieur ou qui ont eu la chance de naître ou de se trouver au bon endroit ou à la totalité des travailleurs sans exception ?

Haut de page

Une causerie de la semaine du 28 août

Partie 1.

- "Selon cette carte, extraite d'un Powerpoint de Thomas P. M. Barnett lors d'une conférence au Pentagone en 2003, tous les États de la zone rosée doivent être détruits. Ce projet n'a rien à voir ni avec la lutte des classes au plan national, ni avec l'exploitation des ressources naturelles. Après le Moyen-Orient élargi, les stratèges US se préparent à réduire en ruines le Nord-Ouest de l'Amérique latine." (Source : Réseau Voltaire)

Cela a peut-être à voir avec la crise du système capitaliste, mondialisé, avec la lutte des classes à l'échelle internationale ?

J'en étais arrivé à la conclusion que ce n'était pas le capitalisme que l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste voulait sauver en adoptant le néolibéralisme, parce qu'elle sait qu'il est condamné à la faillite, notamment en raison du développement démographique exponentiel depuis le milieu des années 50, qui pose le problème de la satisfaction de besoins colossaux incompatibles avec la confiscation des richesses produites dans des proportions toujours plus gigantesques au profit de cette minorité de parasites.

Pour conserver le pouvoir, maintenir leur hégémonie de classe qui se confond avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, les capitalistes devaient s'émanciper des contradictions de leur système économique qui menaçaient leur existence à terme, ce qu'ils firent en développant un système financier mafieux, neutraliser la lutte de classe des peuples qui allaient résister, mais pour y parvenir cela impliquait que sur tous les continents la même stratégie politique soit appliquée ou que chaque pays s'y intègre ou s'y soumette, de sorte que le pouvoir échappe totalement au peuple, qu'il devienne insaisissable au point que les peuples ne puissent plus le contester ou tenter de le renverser, ce qui devenait possible dès lors que l'oligarchie détenait également le pouvoir politique, concentrait entre ses mains tous les pouvoirs, tout devenait possible ou presque son pouvoir étant pour ainsi dire infini, tout du moins c'est ce dont elle a été amenée à se persuader.

La stratégie du chaos et de la guerre, l'instauration d'une dictature mondiale au profit de la ploutocratie sont les instruments idéals pour imposer aux peuples régression sociale et soumission, alors qu'ils aspirent au progrès social et à la paix, à la liberté, tandis que leurs besoins ne cessent de croître et leur impatience grandit, quel que soit le niveau de corruption du mouvement ouvrier et des institutions, les peuples résistent parce qu'ils n'ont pas le choix, c'est également pour eux une question de vie ou de mort.

La civilisation humaine est face à un dilemme, soit elle trouve le moyen de concevoir son développement futur au-delà du capitalisme, soit elle n'y parvient pas et elle est condamnée à disparaître, autrement dit, la question de la rupture avec le capitalisme, son éradication de la surface de la terre ne se pose pas en terme idéologique mais correspond à une nécessité impérieuse sans même qu'on recourt à une théorie pour le justifier, les faits se suffisent à eux-mêmes.

Les peuples, les travailleurs des différentes classes doivent engager le combat pour s'emparer du pouvoir politique et imposer un ordre social sur la base de leurs besoins ou aspirations, ce qui n'est concevable qu'en abolissant le capitalisme et l'ensemble de ses institutions.

Si la lutte à mort entre le capitalisme et la démocratie ne s'engageait pas ou n'était pas mis à l'ordre du jour, tout espoir d'un monde meilleur et plus juste disparaitraît à tout jamais dans un flot de sang et de larmes qui engloutirait la civilisation humaine.

Ce qu'il faut bien comprendre et demeure le plus difficile à admettre pour un grand nobre d'entre nous, c'est que le néolibéralisme n'est pas apparu par enchantement ou par hasard, il est le produit d'un processus matérialiste dialectique et historique, du mode de production capitaliste ou du développement des forces productives, il correspond à la phase ultime d'un cycle économique qui a débuté lors du passage au néolithique lorsque les hommes commencèrent à produire au-delà de leurs besoins et à asservir d'autres hommes placés en esclavage, et qui pour survivre devait produire pour leurs maîtres.

Ce cycle devait durer aussi longtemps que les hommes ne parviendraient pas à produire de quoi satisfaire tous les besoins de la population, ils demeureraient prisonniers du règne de la nécessité. Mais une fois parvenu à remplir cette condition, ils n'allaient pas pour autant parvenir à s'en émanciper du fait que ce processus s'était déroulé inconsciemment et avait engendré des inégalités sociales entre les classes qui allaient voir le jour, au point que la classe détenant les moyens de production et donc le pouvoir politique s'y accrocherait, refuserait de mettre les forces productives qu'elle avait contribuées à développer au service des besoins de l'ensemble de la population, préférant encore les détruire pour conserver son pouvoir, accroître sa fortune et sa puissance. Nous en sommes là.

Le néolibéralisme correspond à la fois à l'étape ultime du capitalisme et du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, d'où la difficulté à s'en débarrasser, et si la tâche s'annonce grandiose, elle est tout à fait réalisable si tous les exploités et opprimés s'unissent pour imposer la démocratie, qui on l'aura compris n'a jamais existé dans le passé, puisque jamais

les peuples ne détinrent réellement le pouvoir de décider librement l'orientation de la société, leur propre destin, ils vécurent sans cesse sous le joug d'une minorité qui oeuvrait à la préservation de ses privilèges, ceux justement qu'il s'agit désormais d'abolir.

L'heure a sonné de choisir son camp entre celui du capitalisme avec toutes les conséquences que cela implique, et celui de la démocratie, du peuple souverain qui doit impérativement s'organiser et prendre conscience de ce processus historique pour terrasser son ennemi, aucun compromis n'est possible entre ces différents protagonistes qui sont engagés dans une lutte à mort pour leur survie.

Quant aux différentes interprétations auxquelles le régime en place a pu donner lieu dans le passé, davantage influencées par les besoins individuels de chacun de leurs auteurs ou l'idéologie de la classe dominante, plutôt que leur prise de conscience de ce processus historique, laissons cela de côté provisoirement si vous le voulez bien, ne nous dispersons pas, ne nous divisons pas, ne cherchons pas à polémiquer inutilement et sans fin, nous ne servirions pas notre cause en agissant de la sorte, nous courrions à notre perte.

Vous aurez noté que je n'ai pas mentionné une seule fois le socialisme, c'était inutile puisqu'il coïncide avec la réalisation de la démocratie, qui ne peut se concevoir que sur le cadavre du capitalisme. Il faut éviter de recourir à toute référence qui est sujette à querelle, tout en laissant chacun libre de s'exprimer ou d'agir en fonction de son engagement politique ou de ses convictions.

Entre nous, c'est un internaute qui avait posté un commentaire dans le blog Les-crises.fr qui m'a mis sur la piste de cette stratégie ou plutôt qui m'a permis de la finaliser.

Quand on observe le comportement des électeurs dans les différents pays de nos jours, on s'aperçoit qu'ils se moquent des partis et des institutions, une seule chose compte à leurs yeux, comment satisfaire leurs besoins, comment préserver leur niveau ou mode de vie, leur petit confort, comment l'améliorer si possible, c'est donc très matériel ou terre à terre, pragmatique, en espérant toujours éviter la régression sociale ou le pire, quitte à accepter de nouveaux sacrifices encore et encore, mais jusqu'où et jusqu'à quand, tout en étant impuissant à répondre à toutes ces questions parce qu'elles ramènent aux fondements de la société qui a modelé tous les rapports existants qu'ils ne sont pas prêts à balayer, au capitalisme.

On peut observer également que seulement une infime minorité de la population est engagée dans la lutte de classes ou se préoccupe de l'orientation de la société. La plupart se contentent de voter, même plus dans bien des cas, et le reste du temps ils subissent leur sort, ils ne s'expriment pas, c'est comme s'ils n'existaient pas, au mieux leur voix est inaudible, personne ne les écoute, la démocratie est bâillonnée...

Partie 2

Qui a dit ?

- "Dans le cas où je suis réincarné, j'aimerais revenir en virus mortel, afin de contribuer à résoudre la surpopulation" (Deutsch Press Agentur - août 1988)

- "Nous devons abattre la population en surplus"

Réponse : Le prince Philip. (Deutsch Press Agentur - août 1988 et American Almanac - 25 août 1997)

L'eugénisme est un des aspects du néolibéralisme qui se décline de mille manières, mais qu'on préfère ne pas aborder, tant il est effrayant et parce que l'immense majorité de la population l'ignore ou le nie...

Quand ils ne les éliminent pas, ils les déplacent.

Trop de réfugiés en Europe?

Quand les émotions font offices de réflexions pour déterminer un comportement, on est en droit de se demander si on a à faire à des individus évolués ou arriérés. L'enfer est pavé de bonnes intentions, gare à celui qui se leurre lui-même !

C'est marrant tous ces intellectuels ou journalistes humanistes, progressistes et autres socialistes, communistes ou trotskystes qui l'air de rien se retrouvent à entonner le même discours que la pire réaction en encourageant une immigration de masse en Europe.

Il ne leur viendra pas un instant à l'esprit que cette opération pourrait s'inscrire dans le cadre d'une stratégie définie de longue date destinée à semer le chaos, à créer un climat délétère, à déclencher des réactions de haine dignes d'une guerre civile entre les différentes couches de la population pour justifier l'instauration d'une dictature de fer au profit de la ploutocratie au pouvoir...

A l'instar du parti démocrate américain ou des néolibéraux de gauche (sic!), ils en rajoutent une couche, ils se font les zélés défenseurs de cette stratégie infâme.

On atteint là le comble de la confusion ou de l'imposture.

Dites-moi qui est à la manoeuvre et je vous dirai quelle cause vous soutenez réellement, assurément pas celle que vous affichez ou que vous croyez défendre.

Le 20 juin 2012, Peter Sutherland (Irlandais - 71 ans) s'exprimait par le biais du site de la BBC devant la sous-commission des affaires intérieures de la Chambre des Lords :

- « ...il faut détruire l'unité interne des nations européennes afin de les ouvrir à l'immigration de masse, changer la structure de leur population, et générer ainsi plus de croissance économique. »

Un très court condensé de son curriculum vitae donnera amplement la réelle dimension du personnage

— Représentant spécial du Secrétaire-Général de l'ONU pour les migrations internationales (depuis 2006)
— Président de l'European Policy Centre, de Goldman Sachs International (depuis 1995),
— Président de BP(British Petroleum) (1997-2009),
— Président d'honneur de la Commission Trilatérale (2001-2010),
— Directeur non exécutif de la Royal Bank of Scotland.
— Commissaire européen de 1985 à 1989
— Président de Allied Irish Banks de 1989 à 1995
— Directeur général du GATT et de l'OMC de 1993 à 1995.
— Membre du directoire d'Investor AB jusqu'au 11 avril 2005,
— Membre du directoire d'Ericsson (dont il fut directeur en 1996) jusqu'au 4 mars 2004.
— Administrateur de alibaba.com, société qu'il dirigea en 2000.
— Représentant honoraire pour l'Union européenne du Transatlantic Policy Network.
— Consultant de la section extraordinaire de l'Administration du Patrimoine du Saint-Siège
— Ancien membre du comité directeur du Groupe Bilderberg

Etc., etc., etc.

http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/emmanuel-macron-un-putsch-du-cac-192143

LVOG - J'ai envoyé ce courriel à M. Collon, qui évidemment ne m'a pas répondu, mais bon, c'est un journaliste.

Quelque temps auparavant je m'étais désabonné de sa "news letter", après qu'il eut signé un appel en direction de Macron paru dans Libération je crois, pour lui demander de changer la politique de l'impérialisme français envers la Syrie, j'ai estimé qu'une telle démarche était inacceptable parce qu'elle ne tenait pas compte de l'illégitimité de Macron pour gouverner, j'ai jugé qu'elle constituait un coup de couteau dans le dos du mouvement ouvrier et des travailleurs au moment même où le combat contre ses ordonnances s'engageait, parce que l'illégitimité de Macron ou le fait que son parti soit ultra minoritaire dans le pays constituait un argument capital qui pouvait convaincre les travailleurs de passer à l'action.

L'illégitimité de Macron rend illégitimite toute mesure qu'il pourrait proposer ou adopter, et c'est un des aspects déterminant de la situation qui peut aider les travailleurs à en arriver à la conclusion qu'eux seuls sont légitimes pour décider l'orientation de la société, si telle ou telle mesure doit être appliquée, donc ils dénieront à Macron ou à quiconque d'en décider à leur place, ce qui les conduirait à avoir confiance en eux-mêmes pour continuer leur combat et se fixer des objectifs politiques plus audacieux encore...

J'ai défini ce qui caractérise la démocratie, son incompatibilité irréductible avec le capitalisme qui pour cette raison doit être aboli, et tout combat qui n'est pas orienté dans cette direction sert une autre cause que la nôtre, celle de notre ennemi.

A propos de Macron

Il y a peu Macron a vénéré le "modèle social" suédois.

La Suède a été pendant l'essentiel du XXe siècle un régime de parti unique (soutenu par quelques familles d'industriels troubles). Pays "neutre" (et néanmoins parmi les principaux exportateurs d'armes au monde), la Suède poursuit son développement économique en appliquant sa recette particulière de modernisme totalitaire, réduisant les libertés, supprimant toute forme de divergence au nom du consensus et visiblement déterminée à détruire tous les liens entre mari et femme, enfants et parents, jeunes et vieux.

Le chômage des jeunes y est plus élevé qu'au Royaume-Uni et dépasse la moyenne européenne. L'intégration est un défi de tous les jours et, comme en Norvège et au Danemark, la droite ne cesse de gagner du terrain.

Publié le 27 janvier 2014 dans The Guardian (extraits)

- "Un personnage de roman", Emmanuel Macron dépeint par Philippe Besson - Franceinfo

Écrivain, Philippe Besson a passé neuf mois aux côtés d'un homme qui au départ a fait figure d'utopiste et qui est aujourd'hui au Palais de l'Elysée.

- "Brigitte Macron divinement élégante lors d'une visite officielle en Grèce - Voici.fr"

- La baisse de popularité d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe se confirme - francetvinfo.fr

Pour le deuxième mois consécutif, le couple exécutif connaît une baisse de popularité, avec 30% d'opinions favorables pour Emmanuel Macron et 32% pour Edouard Philippe. francetvinfo.fr 03.09

- Avec sa lourde chute dans les sondages, Macron paye-t-il le prix du marketing politique? - Le Huffington Post

- Macron pris en flag de tricherie.
https://www.youtube.com/watch?v=Ol-svl1_AdE

Ce que je retiens, c'est tout autre chose. A savoir qu'il y a peu certains ont été jusqu'à écrire que Macron serait incompatible avec la Ve République ou qu'il allait lui porter un coup fatal, patati patata, vous savez les mêmes qui nous avaient fait le coup avec Mitterrand... J'en aurais ri si l'affaire n'était pas si sérieuse, après avoir constaté qu'en réalité il incarnait à la perfection les aspects bonapartistes ou monarchistes de la Constitution.

Haut de page

La causerie de la semaine du 31 août

Partie 1

Quand on sait que dorénavant l'humanité est parvenu à un stade de développement où elle est en mesure de satisfaire les besoins de la population mondiale, et qu'on observe que les peuples des pays économiquement les plus développés cautionnent des régimes qui s'y opposent au profit d'une minorité de privilégiés, d'exploiteurs qui concentrent les richesses, les moyens de les produire, tout le pouvoir, on est en droit d'en déduire que la majorité de ces peuples s'est laissé corrompre ou s'accommodent de leur condition, et que par conséquent ils demeurent indifférents au sort que le capitalisme a réservé à la population du reste du monde, en espérant qu'il continuera de les épargner en échange de leur soumission à l'ordre établi, qu'ils assument plus ou moins à défaut de pouvoir le justifier.

Cette soumission sous-entend ou implique l'abdication de leurs droits au lieu d'en faire un principe inviolable, ce qui explique pourquoi ils ne se mobiliseront pas quand leurs droits acquis seront remis en cause ou pour en acquérir de nouveau. Leur neutralité ou leur passivité face à une agression généralisée contre leurs droits sociaux ou politiques en témoigne si nécessaire. Ils sont donc dépourvus de conscience de classe.

C'est de ce constat qu'il faut partir.

Quant à ceux qui interviennent dans la lutte de classes, la plupart d'entre eux militent uniquement pour améliorer leur propre condition ou pour satisfaire leur lubie du moment, tout en demeurant soumis au joug du capitalisme qu'ils estiment supportable. Leur conscience de classe ne dépasse pas le stade primaire de l'instinct de survie, pour le reste ils sont aussi ignorants que la masse des travailleurs et ce n'est pas la modestie qui les étouffe.

Je crois que dans tous les domaines on marche sur la tête. Je précise qu'il s'agit là d'un constat et non d'un jugement. L'avantage de confondre les deux réside dans la possibilité qu'offre cette confusion de rejeter ce constat, ce qui est un procédé malhonnête qu'emploie un grand nombre de militants à court d'arguments.

Partie 2

A propos du marché aux esclaves.

- Pays-Bas. Au bout de 20 ans de réformes du marché du travail : l'emploi trop flexible ? - IRES - février2017
http://www.ires-fr.org/publications/chronique-internationale-de-l-ires/item/5188-pays-bas-au-bout-de-20-ans-de-reformes-du-marche-du-travail-l-emploi-trop-flexible

Ce fut le laboratoire de la flexibilité à outrance du marché aux bestiaux humains. Drogue, prostitution, exhibition et sexualité débridée, dégénérescence en tous genres, guerres au Moyen-Orient, institutions financières, politiques ou judiciaires supranationales et mafieuses, etc. cette monarchie s'est liée à l'oligarchie financière et au sionistes avant qu'ils n'émigrent aux Etats-Unis...

- Avec les ordonnances de la loi travail, Emmanuel Macron va mettre fin à "l'exception française" - Le Huffington Post

L'heure d'une certaine normalisation est venue.

"Pour sortir de l'exception française il faut en épouser l'imaginaire et donc les codes... (Bonapartistes ou monarchiques selon les cas. - LVOG) Si la France entend peser d'un poids supérieur dans l'Europe libérale, alors elle doit d'abord retrouver de l'autorité et cela passe par des réformes... "

"On lui reproche tout à la fois son monarchisme et son alignement sur Bruxelles." Le Huffington Post 04.09

Partie 3

La pire réaction est à l'oeuvre et aux commandes dans de très nombreux pays

- Pologne : les profs en grève contre la réforme scolaire et la réécriture de l'Histoire par les conservateurs - francetvinfo.fr

Les enseignants sont appelés à la grève par leur principal syndicat, lundi, pour dénoncer la réforme scolaire qui entre en vigueur à la rentrée. francetvinfo.fr 03.09

Cette réforme réécrit l'Histoire à sa manière, au point d'écarter une figure nationale, Lech Walesa. Le fondateur du syndicat Solidarité, prix Nobel de la paix en 1983 et ancien président de la République, de 1990 à 1995, (..) n'apparaît donc plus dans les programmes scolaires. À la place, les élèves de 10 ans apprendront les soldats maudits, ces mouvements de résistance polonais des années 50 qui luttaient contre le communisme.

En biologie, les adolescents ne découvriront pas la théorie de l'évolution car l'apparition de l'homme sera enseignée en cours de religion. (Comme dans la Turquie du Frère musulman et protecteur du salafisme Erdogan - LVOG)

Partie 4

Quelques vidéos.

L'influence de l'Arabie saoudite par Pierre Conesa
https://www.youtube.com/watch?v=R816t_9G9E0

Pierre Conesa, auteur de Dr Saoud et Mr Djihad, la diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite (Robert Laffont) Ancien haut fonctionnaire au ministère de la Défense

ONG, ces officines de la réaction.
https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/du-biafra-a-la-syrie-msf-une-ong-140302
http://www.atlantico.fr/decryptage/ces-ong-financees-milliardaire-americain-qui-chuchotent-oreille-union-europeenne-pour-encourager-migrants-installer-bernard-2694796.html
https://fr.sputniknews.com/international/201601281021275790-soros-ong-hrw-financement/

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 septembre 2017

CAUSERIE

Au temps des barbares !

- Causerie du 2 septembre, 5 pages.

Voilà une question qu'on ferait bien de se poser :

Alors que jamais l'ensemble des conditions ne seront réunies pour que se réalise une révolution sociale ou politique, qui plus est pour qu'elle ait une chance de vaincre quelque part dans le monde depuis un siècle, comment se fait-il qu'on nous a présenté le déroulement de certains évènements de manière à nous faire croire le contraire, et que personne n'ait relevé, mieux, contesté cette interprétation fantasmagorique ou farfelue, erronée ou frauduleuse des rapports existant entre les classes ?

En agissant de la sorte, par complaisance, naïveté ou ignorance, nous nous sommes comportés en vulgaires croyants aux miracles ! Conséquence inévitable : Au lieu d'avancer pas à pas vers le socialisme, nous n'avons cessé de nous en éloigner.

Qui osera nier ce constat ?

On nous a raconté de belles histoires et nous les avons crues, parce que cela nous arrangeait ou flattait notre penchant révolutionnaire quand nous étions jeunes et bourrés d'illusions. Nos aspirations étaient sincères et légitimes et elles le sont demeurées, je parle pour ceux qui ne les ont jamais reniées. Ce fut une manière comme une autre d'entretenir notre soif insatiable de justice et notre idéal humaniste de liberté, mais malheureusement ce fut aussi l'expression d'un révisionnisme du marxisme ou d'un gauchisme qui devait servir à compenser l'incurie ou l'aventurisme de dirigeants qui se prenaient pour ce qu'ils n'étaient pas ou qui manifestement ne possédaient pas les qualités requises pour assumer leurs responsabilités, et à couvrir leur opportunisme dont ils avaient parfaitement conscience pour aller jusqu'à le théoriser, qui finalement allait s'avérer fatale à l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Sachant qu'il faudrait encore attendre de longues décennies avant que les conditions mûrissent pour qu'une révolution ait lieu et soit en mesure de triompher, tels des prophètes émettant des oracles, ces dirigeants travestirent les faits pour entretenir le moral de leurs troupes, qui finirent par s'épuiser dans un activisme forcené en pure perte avant de se décomposer et finalement de se disloquer ou de se fossiliser, au lieu de s'employer à former leurs militants et cadres au matérialisme dialectique puisque rien ne pressait, au lieu de s'employer à élever le niveau de conscience des masses pour recruter leurs éléments les plus conscients et construire pas à pas le parti, leurs discours aux relents révolutionnaires ou démagogiques selon les circonstances servirent

à détourner ou instrumentaliser l'activité des militants au profit du réformisme bourgeois et de leurs appareils, des autres partis qui l'incarnaient dont le PS, au détriment à la fois de leurs propres militants et du combat pour le socialisme qui durant toute cette longue période aurait dû être subordonné exclusivement à la construction du parti puisque c'était raisonnablement le seul objectif qu'ils pouvaient se fixer d'atteindre.

Leurs interprétations de la situation ne correspondant pas à la réalité, les rapports qu'ils allaient entretenir avec l'ensemble des classes ou des acteurs politiques seraient forcément faussés, et logiquement il ne devait rien en sortir ou en rester à l'arrivée. Sans préjuger de leurs intentions, force est de constater qu'ils étaient totalement coupés des masses, ils ignoraient comment elles interprétaient leurs conditions ou la situation et pourquoi elles demeuraient indifférentes à leurs discours, ceci expliquant cela.

On aurait pu tout aussi bien dire qu'ils avaient eu faux sur toute la ligne, la preuve, il n'en reste pratiquement plus rien, ni militants, ni parti, ni réformes, ni espoir, ni idéal, que dal à part beaucoup de confusion ou de désarroi ! Si maintenant nous ne sommes pas convaincus qu'il aurait pu en être autrement pour continuer dans le même registre et s'enfoncer davantage encore, autant s'avouer vaincu d'avance et dire adieu au socialisme ou à tout espoir de changer la société.

Il se peut que les militants qui ont bénéficié d'un mode de vie relativement confortable tout au long de leur existence s'en accommodent plus ou moins consciemment. On conçoit très bien qu'il leur en coûterait très cher de se remettre en cause, après s'être fourvoyés si longtemps et que la plupart n'y sont pas prêts, en ont-ils conscience tout simplement ? Tordre une fois de plus la réalité pour justifier un pareil bilan risque de s'avérer un exercice périlleux et fatal, avis aux amateurs.

Avant de poursuivre il nous reste un point à préciser qui nous servira de transition vers la seconde partie de cette causerie.

Bien que j'aie toujours été animé de bonnes intentions et que j'aie fait preuve d'une sincérité absolue, apparemment aucune des personnes qui se sont connectées sur ce portail jusqu'à présent n'ont compris ce que j'avais voulu expliquer dans mes causeries, toutes m'ont pris finalement pour un aventurier ou un cinglé, un type peu sérieux ou sans intérêt, un furieux dogmatique ou un éclectique atteint de mégalomanie, au choix. Ils jugèrent mon discours ou mes conclusions politiques outrancières, extrémistes, gauchistes et j'en passe, mais ce qui les indisposèrent le plus et ce qu'ils ne me pardonnèrent pas, ce fut de faire le lien entre la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière anglo-saxonne qui trône au sommet du capitalisme mondial avec l'évolution de la société depuis plus d'un siècle, parce que des personnes ou des acteurs politiques peu recommandables ou carrément infréquentables avaient produit antérieurement des interprétations proches ou similaires, jusqu'à un certain point seulement car ne prenant pas en compte la lutte des classes ou la niant pour finalement se situer sur le terrain de classe de nos ennemis, aveuglés par leur dogmatisme ou leur ignorance, les lecteurs démontrèrent qu'ils étaient incapables de faire la part des choses, tandis que je n'avais jamais abandonné notre terrain de classe, se laissant guider par un vieux réflexe inconscient consistant à rejeter tout ce qu'ils ignoraient ou plus précisément tout ce que leurs dirigeants passés et présents ignoraient.

Oui je l'assume entièrement, j'ai osé affirmé que la démocratie n'a jamais existé, que nous vivions sous un régime oligarchique, ploutocratique, barbare, et je précisait pour enfoncer le clou que ce n'était pas nouveau. Eh oui depuis L'impérialisme stade suprême du capitalisme rédigé par Lénine il y a un siècle, c'était forcément cette tendance qui allait se développer au cours du XXe siècle à défaut de passer au socialisme, on l'a tout simplement oublié ! Incroyable, n'est-ce pas ? Et pourtant c'est la stricte réalité. Vous en voulez une preuve supplémentaire, je vais vous en donner une qui m'est venue à l'esprit ce matin.

En quelque sorte j'ai eu raison trop tard et non trop tôt comme ont pu le croire mes détracteurs en proie à une terrible confusion.

Il est étonnant qu'on en vienne aujourd'hui à admettre que des barbares nous gouvernent, alors que la barbarie qui avait eu l'occasion de se manifester dans des proportions inouïes ou inégalées lors de la Seconde Guerre mondiale impérialiste n'allait jamais cessé par la suite de se répandre à travers le monde, sous forme de guerres, de famines, pandémies, etc. toutes fabriquées, fomentées par ceux qui avaient tiré profit des deux guerres mondiales, les banquiers, l'oligarchie, les plus importants actionnaires des multinationales, pendant qu'en France et dans tous les pays qui avaient subi d'importantes destructions et pertes humaines entre 1939 et 1945, pendant des années et des décennies, jusqu'à nos jours en fait, des millions de travailleurs et leurs familles allaient être soumis à un régime de misère ou de grande pauvreté, de précarité extrême, livrés à l'indigence, ne survivant que grâce à la charité publique destinée uniquement à assurer la stabilité du régime et des institutions.

Voilà le régime que par enchantement on n'allait pas qualifier de barbare, préférant le gratifier généreusement d'un vernis démocratique sans trop se demander de quoi il était fait ou ce qu'il recouvrait en réalité, encore moins envisager dans quelle perspective il s'inscrivait par crainte qu'il n'y résista pas un instant, bref, on s'évertua à ne considérer qu'un aspect de la situation. On refusa de regarder la réalité en face en formulant l'espoir qu'elle ne nous rattraperait pas, et que la révolution socialisme nous épargnerait cette épreuve, refusant d'admettre qu'aucun peuple n'y était préparé, on se berça d'illusions, on alla jusqu'à imaginer qu'il suffirait d'y croire pour que cela se produise en occultant totalement l'orientation du capitalisme mondial et les formidables moyens dont il disposait dorénavant pour conditionner et corrompre les peuples, annihiler leur espoir de conquérir un jour leur émancipation du joug de l'exploitation de l'homme par l'homme, les éloigner du socialisme. On se comporta en enfants gâtés qui ne peuvent imaginer que le pire pourrait leur arriver ou que la barbarie deviendrait leur lot quotidien.

Admettons provisoirement que tout cela appartienne au passé et intéressons-nous au présent. Aujourd'hui il y a des choses positives et il faut les relever, quant à celles qui sont négatives, il faut s'atteler à les corriger sans tarder car il y a urgence. Il faut toujours être animé de bonnes intentions et demeurer loyal envers nos principes, digne de notre idéal.

Parmi les choses positives j'ai relevé, l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs (POID) qui a dû surprendre plus d'un militant par sa violence. J'ai souri en le lisant, j'ai repensé aux militants de ce parti qui me traitaient d'extrémiste il n'y a pas si longtemps et qui vont souscrire enthousiastes à cet éditorial... ou en être effrayés en croyant que Gluckstein est tombé sur la tête.

Les barbares sont au pouvoir. Ils l'étaient déjà, mais la barbarie était plus feutrée ou elle faisait l'objet d'un traitement plus ou moins conciliant jusqu'à présent de la part des différents acteurs politiques ou institutionnels. Il leur aura fallu sacrifier le PS pour se lâcher enfin, afficher sans fard ou masque le vrai visage hideux du capitalisme en la personne de Macron, le clone rajeuni, ridicule, désuet, grotesque de Hollande, la créature immonde de l'oligarchie et ses médias. On ne va pas s'éterniser ici sur cet aspect de la situation pour l'avoir évoqué sous toutes les coutures au cours des dernières années.

Je partage volontiers cet éditorial, il est à la hauteur de la situation. Rappelons-nous que dès 2012 Hollande livrait des armes aux barbares d'Al-Qaïda (Al-Nosra) qui allait détruire la Syrie et massacrer son peuple. On pourrait remonter à la IVe République quand la SFIO et le PCF s'entendaient pour bombarder le Vietnam puis l'Algérie, avant de faire volte-face une fois la défaite et l'indépendance devenues inévitables... On pourrait remonter ainsi jusqu'au début du XXe siècle et dresser le même constat, mais laissons cela de côté, tout cela figure dans les causeries antérieures avec documents ou témoignages, preuves à l'appui.

Les mêmes barbares étaient déjà au pouvoir dans de très nombreux pays dans le monde, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Israël, en Inde où les conditions de vie sont précaires par définition, nous vivons un véritable cauchemar au quotidien... Je ne suis pas sûr qu'on en ait pris un jour réellement la mesure. Il aura fallu que cela atteigne brutalement la France pour l'admettre enfin, parce que la barbarie est devenue en quelque sorte incontournable, elle frappe indistinctement à des degrés divers toutes les classes, au point qu'on en oublie les bienfaits du capitalisme qui profitaient à certains, tandis que des millions souffraient quotidiennement de ses méfaits en France, et davantage encore ailleurs dans le monde dans l'indifférence générale ou presque, comme si le pire était naturellement réservé aux autres peuples.

Mais non, la barbarie n'épargnera personne, les militants et les travailleurs doivent le savoir et le plus tôt sera le mieux, avant qu'il ne soit trop tard, si ce n'est pas déjà le cas, car lorsqu'elle est installée, il est extrêmement difficile de la combattre ou de la déloger.

Cela me donne envie de soutenir le POID et de reprendre mon activité politique. Je réfléchis à la meilleure manière d'être utile à notre combat sans revenir à la formule précédente trop contraignante et épuisante physiquement.

Sur le plan stratégique, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il fallait opposer le capitalisme à la démocratie pour tenir un discours compréhensible par tous les travailleurs, sans renier quoi que ce soit de nos principes ou de notre idéal, de notre objectif politique qui demeure la prise du pouvoir par la classe ouvrière associée aux couches des classes moyennes qui n'ont aucun intérêt à la survie du capitalisme.

Si je n'ai rien publié depuis deux mois, je n'ai cessé de réfléchir et d'écrire depuis deux mois, notamment à ce propos. Je vais voir si je peux en tirer quelque chose. Cela dit, je dois préciser qu'on ne peut concevoir la démocratie une fois seulement après avoir admis la nécessité d'abolir le capitalisme, autrement dit on ne peut pas se réclamer des deux à la fois ou s'accommoder des méfaits du capitalisme et professer la démocratie, ils sont irrémédiablement incompatibles, et si nous nous en étions tenus à ce constat nous n'en serions pas là aujourd'hui.

On ne peut concevoir la démocratie que sous la forme de l'exercice du pouvoir par le peuple pour le peuple, ce qui implique qu'il ait conquis le pouvoir politique, pas par les urnes puisque l'expérience prouve que c'est impossible depuis plus de deux siècles, mais par une révolution puisqu'il n'existe pas d'autres moyens à la disposition des travailleurs pour s'emparer du pouvoir politique.

Il faut concevoir que l'affrontement violent entre les classes est inévitable, mieux, souhaitable, et il faut impérativement s'y préparer et y préparer les travailleurs, ou alors il faut se soumettre à cet ordre barbare, il n'existe pas d'autres voies ou alternatives politiques.

Cela implique évidemment qu'on ne laisse absolument rien passer au capitalisme et à ses représentants, il faut donc rompre avec la fâcheuse et misérable habitude qui a été prise de lui attribuer de quelconques vertus, ce qui ne devrait présenter aucune difficulté dès lors qu'on en revient à la définition de l'impérialisme fournie par Lénine et qu'on s'y tient résolument.

En gros, le combat pour la démocratie coïncide avec le combat pour le socialisme et l'éradication du capitalisme à l'échelle de la planète. Socialisme ou barbarie, démocratie ou capitalisme.

Je ne sais plus si c'était Engels ou Trotsky qui avait affirmé que la loi de la transformation de la quantité en qualité était la loi fondamentale du matérialisme dialectique. On ferait bien de l'étudier, de s'en imprégner jusqu'à ce qu'elle coule dans nos

veines, car elle seule permet de comprendre qu'avant il est trop tôt et qu'après il est trop tard, et entre les deux états il n'existe rien, pas même des demi-mesures. C'est bête à dire, mais à un moment donné soit on est vivant, soit on est mort, et bien il en va de même dans la lutte des classes, c'est une lutte à mort.

Maintenant à nous de voir si on veut sincèrement tout faire pour la gagner ou si on prend le risque de favoriser la barbarie sous prétexte qu'on aurait des désaccords ou je ne sais quoi encore, des prétextes on peut toujours en trouver ou en fabriquer, rien de plus facile. L'expérience prouve aussi que c'est le développement de la situation qui tranchera nos désaccords, vous en avez un exemple ici sous les yeux, profitez-en pour en tirer cet enseignement.

Soutenez, rejoignez le POID, sans jamais cesser d'étudier le marxisme pour adopter et maîtriser autant que faire se peut le matérialisme dialectique, qui vous permettra d'interpréter la nature et toutes les expériences humaines, de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et son évolution, de vous forger un esprit critique, aussi libre que possible selon votre degré acquis de développement, vos convictions en seront renforcées et vous pourrez être fier de votre idéal qui s'en trouvera revivifié, vous n'aurez pas l'impression oppressante d'avoir vécu en vain au crépuscule de votre vie pour lui avoir donné un sens.

Chacun aura compris que cela ne s'improvise pas ou que, si on n'a pas été capable de saisir le processus matérialiste dialectique à l'oeuvre tout au long de notre existence, on ne voit pas vraiment comment on pourrait soudainement y parvenir. Or, c'est la plus cruelle expérience qui soit donnée aux hommes de faire, entre nous, c'est un peu barbare et à éviter.

Souriants barbares par Daniel Gluckstein (POID - La Tribune des travailleurs - 30 août 2017)

Dans ce pays, il y avait (encore) une protection collective contre la maladie. Elle avait permis d'immenses progrès de la santé de la population. Les barbares sont venus qui ont décidé d'assécher les ressources de cette Sécurité sociale. À terme, ils la condamnent à disparaître.

Dans ce pays, il y avait des travailleurs mal payés, surexploités, précarisés, mais qui, malgré tout, disposaient de quelques ressources. Les barbares sont venus qui ont décidé, du jour au lendemain, le non-renouvellement de ces contrats aidés, laissant sur le carreau 149 000 salariés et leurs familles.

Dans ce pays, il y avait des personnes âgées et d'autres, handicapées, qui recevaient la visite d'aides à domicile. Il y avait aussi des enfants en situation difficile qui bénéficiaient du soutien indispensable à leur insertion dans l'institution scolaire (et, au-delà, dans la société). Les barbares sont venus qui ont privé ces vieux, ces handicapés, ces personnes dépendantes de ces moyens indispensables à la vie.

Dans ce pays, il y avait des droits collectifs contre les licenciements et l'exploitation sans limite. Les barbares sont venus qui ont dit : désormais, chaque travailleur devra négocier avec son patron, dans son entreprise, revenant à la situation ancienne du rapport individuel se substituant au rapport collectif.

Des barbares… avec le sourire et la manière.

Des barbares bien élevés qui, avant de liquider leurs victimes et leurs droits, invitent leurs représentants à se « concerter » sur la manière dont cela se fera. Mais des barbares quand même : car détruire les piliers essentiels de la civilisation, c'est organiser le retour à la barbarie.

Dans les années 1970, un général américain, en pleine guerre du Viêt-Nam, promettait au peuple vietnamien de le « ramener à l'âge de pierre ».

Les barbares d'aujourd'hui n'ont pas d'autre objectif. Ils étalent leur sourire à la une des magazines people, exhibent leur chien… Rien de bien nouveau : avant eux, tous les régimes totalitaires ont su soigner ce qui ne s'appelait pas encore la com' mais la propagande, ce qui revient au même.

Peut-on agir comme si les barbares n'en étaient pas ?

Dans le mouvement ouvrier, certains « concertent » jusqu'au bout, affichant leur conviction que les ordonnances peuvent porter quelque chose de positif pour les travailleurs ; d'autres protestent et annoncent une journée d'action, dans l'objectif… d'aboutir à une « bonne réforme ».

Comme s'il était possible, avec les barbares, sur leur terrain et avec leurs méthodes, d'aboutir à une œuvre civilisatrice !

L'urgence est à rompre avec l'ordre barbare et ses représentants.

L'urgence est à réaliser le front commun des travailleurs et des organisations, l'unité sur un terrain de classe, sur les seuls mots d'ordre conformes aux intérêts ouvriers : retrait des ordonnances et abrogation de la loi El Khomri.

Ce sera un premier pas pour bloquer la machine à détruire. Et, au-delà, pour chasser ce gouvernement de barbares souriants et leurs institutions au seul service de l'exploitation capitaliste.

Fin.

Il n'y a pas que "*les régimes totalitaires (qui) ont su soigner ce qui ne s'appelait pas encore la com' mais la propagande*", tous les régimes sans exception depuis un siècle, y compris en France évidemment. Voilà à quoi j'invite les lecteurs à réfléchir tranquillement, en profondeur, en prenant en compte tous les facteurs, tous les acteurs.

Ils s'apercevront que tout au long de leur histoire le capitalisme et ses représentants ont concédé des droits ou des réformes favorables aux travailleurs malgré eux, sous la contrainte de besoins impérieux ou de la lutte de classe des exploités et des opprimés, et qu'ils les ont instrumentalisés, interprétés en leur faveur pour mieux berner les travailleurs et parvenir à leur fin... La preuve en est, ils en sont réduits à recourir ouvertement à la barbarie, à la généraliser, à la mondialiser, et quand vous lirez attentivement leurs discours, vous vous apercevrez également qu'ils n'ont cessé de la justifier ou ils la revendiquent.

Souvenez-vous de ce nous avons souvent écrit : ce qui les caractérise le mieux, c'est leur détermination sans faille et leur cynisme sans fond, leur cruauté, eh oui, ce sont des monstres... souriants !

Haut de page

La causerie du 3 septembre

Partie 1

Points de repère.

- A courir deux lièvres à la fois, on n'en attrape aucun.

- Le néolibéralisme est la version d'extrême droite du capitalisme, le FN poursuit les mêmes objectifs, il en est un des instruments... Les néoconservateurs ou néolibéraux constituent l'extrême droite néolibérale ou la droite la plus radicale ou réactionnaire du capitalisme. Que les think tanks, les instituts, les fondations, les groupes ou cercles de pensée et autres ONG où officient les idéologues néolibéraux ou leurs agents soient financés ou sponsorisés par des banquiers appartenant au premier cercle de l'oligarchie est dans l'ordre des choses.

- Que le PS soit l'antichambre de l'extrême droite, de la guerre, de la contre-révolution, il n'a cessé de le démontrer depuis 1914. Que Macron ait été formé à son école (Attali, Jouyet, Hollande) ou en soit issu n'est pas fortuit, mais naturel car conforme à la nature du PS... Les faits ou les derniers développements nous ont donné raison, simple constat.

Le PS n'a jamais cessé de justifier ou cautionner la politique antisociale ou impérialiste commandités par l'oligarchie, quand il ne l'a pas adoptée ou appliquée lui-même une fois au pouvoir, préférant la guerre et le fascisme plutôt que le socialisme. Le seul fait d'avoir osé instrumentaliser le racisme dans les années 70 pour favoriser la montée de l'extrême droite aurait dû suffire à le caractériser de droite. Que par la force des choses ou du bout des lèvres ceux qui le niaient hier encore y viennent dorénavant constitue une bonne nouvelle, encore faut-il mener cette analyse jusqu'au bout, ce qui nécessite d'avoir à l'esprit qu'en ayant adopté le capitalisme, le PS devait en assumer et en partager le cours despotique, quitte finalement à se suicider pour offrir un répit au régime.

- La barbarie a une très longue et tortueuse histoire derrière elle. Quelques furent les progrès réalisés par la civilisation humaine pour prendre conscience d'elle-même tout au long des derniers millénaires, les différents stades par lesquels elle passa se perpétuèrent jusqu'à nos jours à des degrès divers au point parfois d'imposer une violente régression sociale à des peuples ou à des régions entières du monde...

De quoi le capitalisme est-il fait au juste, quelles monstruosités il véhicule au quotidien ?

La sauvagerie de jadis caractérisée par l'ignorance et la cruauté des hommes, on la retrouve notamment dans toutes les guerres que les capitalistes ont fomenté depuis plus de deux siècles, elle est également à l'origine de l'idéologie archaïque et obscurantiste wahhabite ou salafiste des barbares d'Al-Qaïda, créature immonde de l'impérialisme américain ; l'esclavage

antique privant les hommes de toute liberté est omniprésent de nos jours en leur interdisant de choisir librement leur destin, d'accéder au bien-être, de se développer harmonieusement, de vivre en paix conformément à leurs aspirations légitimes ; le servage féodal sévit aujourd'hui sous une forme plus pernicieuse ou sournoise que par le passé en exterminant des peuples, en les privant des moyens pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires dont celui de se nourrir ou sinon en leur imposant des conditions rimant avec servitude tout au long de leur existence.

Bref, sauvagerie, esclavage et servage n'ont jamais totalement disparu, ils sont même revivifés ou ils retrouvent de la vigueur, ils sont réactivés ou appelés en renfort par les tenants du capitalisme pour assurer la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou conserver leur pouvoir.

Si le développement des forces productives, et la lutte des classes qui en fut le produit tout au long de l'évolution de la civilisation humaine, furent à l'origine du progré social, il n'en demeure pas moins qu'ils s'employèrent davantage à compenser les efffets nuisibles de la barbarie plutôt qu'en supprimer les causes, l'exploitation de l'homme par l'homme, la division de la société en classe, etc. d'où sa résurgence avec une plus grande acuité ou généralisée à différentes époques, qui toutes coïncidèrent avec une crise économique qui était l'expression de l'impossibilité ou du refus de passer à un mode de production supérieur, sous peine que la classe détenant le pouvoir ne doive le céder, ce qui devait se solder par des guerres ou la destruction d'énormes forces productives, ce à quoi nous assistons actuellement au quotidien.

Il en fut ainsi parce que les hommes n'eurent pas conscience du processus matérialiste dialectique qui était à l'oeuvre, ils demeurèrent incapables de l'interpréter consciemment et ils devaient continuer de s'y soumettre. Ils ne firent que réagir aux conséquences du développement de ce processus dont ils ne prirent conscience que partiellement seulement et toujours après coup, jusqu'au jour où au milieu du XIXe siècle des penseurs parmi les plus évolués ou éclairés découvrirent les lois et les principaux facteurs qui régissaient ce processus ou qui étaient à l'origine du développement de la civilisation humaine. Ils démontrèrent sur la base des faits que si les hommes n'en prenaient pas conscience ce processus les mènerait à la barbarie en menaçant jusqu'à l'existence de leur espèce, ou au contraire leur permettrait de se libérer du régime de la nécessité qui les maintenait en servitude ou de conquérir leur liberté.

L'orientation de ce processus ou de la société vers la barbarie étant le fait de la minorité qui dispose de tous les pouvoirs, autrement dit, la minorité d'exploiteurs s'identifiant à la barbarie pour conserver le pouvoir, il revenait à la majorité d'exploités de s'organiser pour la chasser du pouvoir ou s'emparer du pouvoir politique, afin de l'orienter dans une autre direction ou pour délivrer définitivement l'humanité de la barbarie.

Or à ce jour les exploités ne sont pas encore parvenus à prendre conscience de ce processus et à s'organiser, afin de saisir l'opportunité qui existait d'en modifier l'orientation en fonction de leurs besoins, d'inverser les rapports établis entre les classes en leur faveur. Pourquoi ? Vaste question. Osons une explication. Parce qu'ils interprètent leur condition et la société, la situation, sous un angle idéologique, idéaliste, parce qu'ils subissent l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui a été conçue pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au lieu de s'en tenir aux faits et à leurs droits ou aspirations légitimes ou de se situer strictement sur leur propre terrain de classe, qui constitue un préalable incontournable pour pouvoir changer la société ou mettre en oeuvre l'autre orientation qu'offre ce processus historique.

Comment les aider à en prendre conscience ?

Certainement pas à coup de propagande ou de discours doctrinaires qui sont contre-productifs. Il faut leur faire comprendre que lorsque nous interprétons un évènement ou la situation ou que nous traitons une question ou encore que nous abordons un sujet particulier, nous nous contentons de dérouler devant leurs yeux ou de décrire un processus qui existe malgré nous. Nous n'inventons rien, nous ne faisons que reproduire avec des mots le plus fidèlement possible les faits et leurs enchaînements ainsi que l'orientation dans laquelle ils s'inscrivent, sans rien y ajouter ou en retrancher, sans les maquiller, ce qui permet d'identifier leur nature, de comprendre leurs rapports et leur fonctionnement et de les traduire ensuite sur le plan théorique afin de pouvoir mener notre combat sur le plan politique, pour orienter ce processus dans une direction permettant à la civilisation humaine d'écrire et de réaliser consciemment sa propre histoire en passant du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Nous nous en tenons à la description des faits et à leurs conséquences qui correspondent à un état donné de la société et s'inscrivent dans une certaine orientation de celle-ci, de manière à ce que chacun puisse comprendre où elle nous conduit, de sorte qu'une fois qu'on en a pris conscience, on puisse décider librement d'agir pour en changer l'orientation, ce qui signifie que la situation renferme tous les matériaux dont nous avons besoin pour changer la société et qu'il n'y a pas lieu de chercher ailleurs, nous l'ignorons tout simplement.

Nous l'ignorons ou nous ne comprenons pas grand chose, parce que nous interprétons la situation à partir de facteurs subjectifs ou idéologiques, favorisant nos émotions au détriment de notre réflexion, submergé par nos intérêts individuels immédiats nous ne parvenons pas à percevoir qu'ils s'inscrivent dans un cadre historique qui nous échappe, ce qui nous amène à déformer la réalité, à l'enjoliver ou à la fuir...

Partie 2

Propagande, désinformation, déstabilisation, conditionnement, chaos.

- Caracas bloque la sortie de l'opposante Tintori pour une tournée européenne - AFP

- Asile au Canada pour une trentaine d'homosexuels tchétchènes - AFP

- Aucune preuve qu'Obama ait fait écouter la Trump Tower (officiel) - AFP

- Le roi saoudien note des progrès contre le terrorisme - Reuters

- Le président kényan tance la justice après l'annulation de sa réélection - AFP

- Berlin refuse le gel d'avoirs du prédicateur turc Gülen - Reuters

Normal, Fethullah Gülen est le protégé de Washington...

- Femmes cheffes, appli anti-excision, wagons féminins : août dans la vie des femmes - Liberation.fr

Déstabilisation des sociétés pour mieux les contrôler ou en prendre le contrôle...

- «On ne peut pas construire la paix avec Bachar al-Assad» - Liberation.fr

Bachar al-Assad n'a déclaré la guerre à aucun Etat. En revanche ce n'est pas le cas de la France du chef de guerre Le Drian ou le VRP du wahabbisme-salafisme...

Rappel. Macron légitime ? La France, une démocratie ?

Usurpation du pouvoir. Mode d'emploi.

Macron et son gouvernement sont ultra minoritaires et illégitimes, sa majorité parlementaire davantage encore, un argument choc, preuve à l'appui.

Souvenez-vous, à entendre leurs porte-parole médiatiques, le parti de Macron aurait rafflé la mise dans les circonscriptions des Français établis hors de France lors des législatives. Qu'en fut-il réellement ? J'ai relevé quelques chiffres qui parlent d'eux-mêmes.

1re circonscription, Roland Lescure a été élu en obtenant 79,73% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 92,71%, il a récolté 5,81% des voix des électeurs inscrits.

5e circonscription, Samantha Cazebonne a été élu en obtenant 66,21% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 90,8%, elle a récolté 6,09% des voix des électeurs inscrits.

8e circonscription, Florence Drory a été élu en obtenant 57,86% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 90,96%, elle a récolté 5,23% des voix des électeurs inscrits.

10e circonscription, Amal Amélia Lakrafi a été élu en obtenant 71,25% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 86,41%, elle a récolté 9,68% des voix des électeurs inscrits.

Parmi la dizaine de candidats élus de La République en marche ! de la 11e circonscription, c'est Anne Genetet qui avait obtenu le score le plus élevé avec 13,02% des voix des électeurs inscrits.

Autrement dit, ceux qui évoquent la majorité présidentielle ou s'y adressent comme telle sont complices d'une escroquerie politique. Question : Comment peut-on siéger à l'Assemblée nationale et ne pas le rappeler quotidiennement, comment peut-on s'accommoder de cette imposture ?

Haut de page

Le 10 septembre 2017

CAUSERIE

Demain je fêterai mon 62e anniversaire, et en guise de cadeau (empoisonné pour certains !) je vous annonce que j'ai créé un blog où vous pourrez laisser librement vos commentaires. J'ignorai que cela existait ou que je pouvais utiliser cette formule gratuitement. Il se peut que je change de support (Wordpress) et d'adresse par la suite, mais cela ne vous concerne pas.

Voici l'adresse provisoire de ce blog : http://lavoixdeloppositiondegauche.over-blog.com/2017/09/actualite-essai.html

- Cliquez ici

J'ai peut-être trouvé une nouvelle formule qui allie efficacité et gain de temps, on la testera dans les jours qui viennent.

La guerre de classe continue...

Haut de page

La causerie du 12 septembre

Partie 1

Même enfouie sous 100.000 tonnes de gravats, la vérité finit toujours par émerger.

A vouloir trop en faire, on obtient le résultat inverse de celui recherché, parfois immédiatement, parfois après un certain délai...

Chat échaudé craint l'eau froide ou il ne faut pas réveiller le chat qui dort ou encore un homme averti en vaut deux.

Pire que convaincre ceux qui n'ont aucune idée sur un évènement, cela a le don ou pour effet d'éveiller leur curiosité, puis le doute, et enfin leurs soupçons sur la véracité de la version des faits qu'on leur a servie sur un plateau, justement pour qu'ils ne réfléchissent pas et l'adoptent servilement les yeux fermés. Ils en viennent à se dire qu'on ne leur a pas tout dit, qu'on leur cache peut-être quelque chose, et que les intentions de ceux qui leur tiennent ce discours ne sont pas forcément avouables. Et comme finalement les porte-parole de la version officielle, qui finira dans les manuels scolaires, les mépriseront pour se poser trop de questions apparemment embarrassantes ou soulevant une multitude de contradictions puisqu'ils n'y répondront jamais, ils en concluront logiquement et tout à fait à propos qu'ils ont raison de ne leur accorder aucune confiance.

C'est intéressant comme mécanisme, car c'est ainsi qu'un régime finit par être totalement isolé du peuple, et par s'effondrer pour peu qu'il trouve les moyens de l'abattre.

Il en fut ainsi du TCE en 2005, il en est de même en 2017 avec Macron et ses ordonnances sur le Code du travail, et il était normal qu'il en fut également de même à propos du du 11 septembre 2001.

L'auteur du blog Les-Crises.fr, M. Olivier Berruyer, s'acharne à soutenir la thèse officielle du 11 septembre 2001.

A l'occasion du 16e anniversaire de ce coup d'Etat dans l'Etat ("inside job"), il a cru bon de publier de nouveaux articles dans lesquels il ne fait que relayer la version officielle, croyant peut-être qu'en recourant à une débauche d'images accompagnées de surcroît de commentaires inappropriés ou en contradiction avec le contenu de ces images, il parviendrait à rallier ses lecteurs à cette version abracadabrante.

Peine perdue, l'immense majorité des internautes qui pour la plupart appartiennent aux classes moyennes ou sont des intellectuels rejettent ses explications qui ne servent qu'à cautionner la version officielle. Un exemple.

Mr Berruyer doit vraiment considérer les thruthers (les personnes qui se posent des questions et exigent la vérité - LVOG) comme un terrible fléau pour consacrer autant de temps et de travail à essayer de démonter leurs théories…

Pourtant, quelque délirantes que puissent paraître certaines d'entre-elles, on se demande bien quel danger ce mouvement fait-il encore peser sur la société, hormis le risque de voir un jour se réaliser son souhait d'une nouvelle enquête indépendante (et qu'on ne me rétorque pas qu'il exacerbe l'antisémitisme ou qu'il favorise la défiance des citoyens envers leurs gouvernements: on ne devient pas antisémite en émettant des doutes sur le 9/11 et les gouvernements n'ont pas besoin des conspirationnistes pour perdre jour après jour la confiance de leurs électeurs).

Or, malgré toutes les pétitions qui ont été engagées, comme la NYC 9/11 Ballot Initiative qui a été soutenue par les familles des victimes, malgré les sondages qui annoncent que 58 % des français ont déclaré avoir des doutes sur la version officielle (sondage HEC) et que seulement 16% des américains croyaient à cette même version (sondage NY Times /CBS de 2006), malgré l'immense scepticisme auquel est confronté le Gouvernement US, non seulement parmi ses propres citoyens mais à travers le reste monde, aucune nouvelle enquête n'a encore jamais vu le jour et ce n'est pas aujourd'hui, 16 ans après les faits, qu'une nouvelle Commission indépendante sera mise en place. Vous pouvez donc dormir sur vos deux oreilles…

Hier sur le Net j'ai découvert un nouveau blog et de nouveaux témoignages ou preuves sur le 11/9. Quand j'aurai terminé de les étudier je verrai ce qui mérite d'être publié car un tri s'impose.

Partie 2

Frère siamois.

- Florian Philippot se voit de droite et de gauche, mais pas comme Macron - Le Huffington Post

Les psychopathes osent tout.

Le secrétaire d'État chargé de la simplification administrative Benjamin Griveaux en a rajouté une couche ce lundi, rapporte Le Lab. Invité sur France inter, il a déroulé un raisonnement dans lequel il finit par viser, en partie du moins, ceux qui iront manifester le 23 septembre et se dit persuadé que les névrosés aux "passions tristes" seront dans le cortège avec Jean-Luc Mélenchon. lexpress.fr 11.09

- Logement : moins de norme pour construire - Franceinfo

-Emmanuel Macron s'est déplacé à Toulouse (Haute-Garonne), pour dévoiler les grandes lignes de la réforme du logement. Parmi ses mesures, la baisse des normes pour relancer la construction. Franceinfo

Il en est un pur produit.

-Nicolas Hulot : «Les lobbys, je les sens en permanence sur mes épaules» - LeParisien.fr

Partie 3

Quand ils se prennent pour les maîtres du monde.

- Venezuela: l'ONU souhaite une enquête sur de possibles crimes contre l'humanité - AFP

Le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a demandé lundi une enquête internationale sur l'usage excessif de la force par les autorités au Venezuela, estimant qu'il pourrait s'agir de crimes contre l'humanité. AFP 11 septembre 2017

- Russie : l'opposition progresse localement - Liberation.fr

- Tchad: Paris appelle Déby à fixer une date pour les législatives - Reuters

- L'ONU adopte à l'unanimité de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord - Franceinfo

Il s'agit du 8e train de sanctions contre Pyongyang après ses essais nucléaires. Le texte adopté lundi a dû être édulcoré pour emporter les suffrages de la Chine et de la Russie. Franceinfo

Partie 4

Rien que de la vermine !

- Les Verts prêts à gouverner avec Merkel sous condition - Reuters

Les Verts allemands se sont dits lundi prêts à faire partie d'un gouvernement de coalition avec les conservateurs d'Angela Merkel à l'issue des prochaines élections législatives à condition notamment que soient fermées les 20 centrales au charbon les plus polluantes... Reuters

Haut de page

La causerie du 13 septembre

Avec les ordonnances, c'est le retour en force du patron de droit divin ou la confirmation que le travailleur est voué à demeurer taillable et corvéable à merci, notamment dans les PME et les entreprises moyennes qui emploient plus de la moitié de la main d'oeuvre, faiblement ou non organisée.

La journée d'action d'hier n'a même pas mobilisée l'ensemble des troupes des syndicats qui y appelaient, 400.000 selon la CGT, 240.000 selon la police, tranchons à 300.000 participants, soit moins de 1% des travailleurs, étudiants et collégiens. Il devrait en être de même le 21, mieux le 23, tout dépendra... de la météo !

Peut-il en être autrement quand les organisateurs ont appelé à voter Macron (Martinez - CGT) ou ont postulé au poste de Premier ministre (Mélenchon - FI) ? Mais ce n'est pas là l'essentiel.

Ces ordonnances qui nous renvoie un siècle en arrière ont été commentées sous toutes les coutures, certains ont tenu des discours enflammés en les caractérisant de coup d'Etat social, en fait antisocial, sans que l'immense masse des travailleurs se mobilisent contre. On est en droit de se demander pourquoi, sachant qu'il existe plusieurs explications valables.

Macron a affirmé qu'il ne reculerait pas, Martinez lui a assuré qu'il n'avait pas l'intention de bloquer le pays, et Mélenchon a renchéri en expliquant qu'il ne visait pas la chute de Macron et du gouvernement, partant de là à quoi bon se mobiliser. Les uns et les autres vont broder sur le manque d'unité des syndicats ou de détermination des dirigeants des différents partis censés représentés les travailleurs, comme d'habitude quoi, et qu'est-ce qui en sortira, rien. Mais ce n'est pas là l'essentiel.

Comment ou plutôt pourquoi devrait-il en être autrement, alors que les travailleurs entendent ces discours depuis des décennies et des décennies ? Il faut croire qu'ils ont la tête ailleurs ou qu'il y a quelque chose dans leur tête qui ne tourne pas rond.

On sait qu'ils peuvent se saisir d'un appel même lorsqu'il est boîteux ou comporte des contradictions, on sait qu'ils ne suivent pas forcément les mots d'ordre ou les consignes des appareils inféodés au régime, bref, on sait qu'ils peuvent en faire qu'à leur tête ou surprendre tout le monde, quand ils n'ont plus rien à perdre ou quand ils estiment qu'ils peuvent gagner parce que le régime est affaibli et rejeté et qu'ils en ont pris conscience, ils passent alors à l'action, à l'offensive.

Manifestement nous ne sommes pas dans ces cas de figure, pas tout à fait, à moins qu'on en soit encore éloigné, sans doute parce que la perspective de changer la société s'est envolée ou plus personne n'y croit, alors qu'elle devrait être plus que jamais à l'ordre du jour. La question est donc de savoir ce que cela signifie, qu'est-ce que cela sous-entend, que faire pour que cet espoir les habite et ne les lâche plus. Comme je l'ai indiqué précédemment, si vous cherchez dans la littérature des différentes formations politiques une réponse à cette question, vous ne la trouverez nulle part, elle se réduit à un constat ou des lieux communs sur le rôle des différents acteurs politiques sur lesquels vient se greffer une conclusion dont les travailleurs ne peuvent se saisir aussi juste soit-elle parfois, parce qu'elle ne correspond pas à leur interprétation de leur condition ou de la situation.

Il est là le principal obstacle à lever dans leur incapacité à concevoir la légitimité de leurs besoins ou droits, ce qui les conduit à se soumettre à l'ordre établi, qu'ils peuvent critiquer ou détester par ailleurs. Qu'ils rejettent une politique ou qu'ils résistent, est une chose, trouver la voie de l'action ou de la mobilisation pour affronter le régime en est une autre. Pour la plupart d'entre eux, jamais ils ne se sont investis dans la lutte de classe, jamais ils ne se sont sentis un jour concerné par leur propre destin aussi incroyable que cela puisse paraître, et tout démontre qu'ils n'y sont pas prêts. Alors qu'est-ce qu'il leur manque pour franchir le pas, plusieurs choses qu'on a commencé à effleurer ici, ajoutons qu'ils cessent d'être sous l'emprise de l'influence de la classe dominante qui dicte leur mode de pensée, leur comportement, qui est à la base de leur soumission ou les conduit à la passivité, qu'ils commencent à penser librement.

Comment ne pas voir qu'ils ne sont pas capables du moindre discernement, que la logique la plus élémentaire leur fait défaut parce qu'ils n'y sont pas contraints, ils s'accommodent de leur condition et du capitalisme malgré ses aspects hideux, soit parce qu'ils ne sont pas directement concernés ou parce qu'ils ont encore les moyens de le supporter ou encore ils se font une raison à défaut d'explications cohérentes pour comprendre ce qui se trame contre eux ouvertement ou dans leurs dos. Et ces explications ne suffiraient pas davantage, parce qu'il leur manquerait les outils logiques pour en saisir la portée pratique et historique.

L'homme est parvenu au stade de développement où il peut anéantir l'espèce humaine et la planète toute entière, ou il peut s'en servir pour conquérir sa liberté. L'humanité est bien à la croisée des chemins, et les travailleurs doivent impérativement en prendre conscience. Il faut quand même avoir à l'esprit quand on réfléchit à cet aspect de la situation, qu'ils ont été jusqu'à plébisciter des partis politiques ou soutenir des chefs d'Etat qui ont favorisé la production d'armes nucléaires, chimiques, bactériologiques, c'est tellement insensé, monstrueux, qu'on est bien obligé d'en déduire qu'ils sont demeurés profondément arriérés et qu'il va être très difficile de les sortir de cet état ou de les faire évoluer, ce qui ne peut être possible qu'en s'attaquant aux puissants moyens qui sont mis en oeuvre par la réaction pour les maintenir dans cet état-là, pour les conditionner idéologiquement et psychologiquement.

Qu'on se comprenne bien, notre propos n'est pas de changer les hommes les uns après les autres pour changer ensuite la société, auquel cas on n'en verrait jamais le bout et on serait voué à demeurer éternellement sous le joug du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais de préparer les conditions de manière à pouvoir changer la société, conditions qui incluent évidemment le niveau de conscience des hommes puisque finalement la société et le monde en sont également le produit.

La plupart des expériences auxquelles les hommes sont confrontés comportent des aspects opposés, qui se manifesteront immédiatement ou plus tard, et dont ils n'ont pas conscience ou partiellement dans le meilleur des cas, qu'elles leur soient profitables ou nuisibles ils n'en tireront pas davantage d'enseignements pour en ignorer l'origine ou le processus dialectique dans lequel ces expériences s'inscrivent, ils les subiront, nous sommes tous logés à la même enseigne dans ce domaine ou plus ou moins inconscients, il faut l'admettre. Les apparences étant trompeuses, surtout quand elles sont à notre avantage, on a plutôt tendance à interpréter chaque expérience en fonction de ce qui nous arrange, quitte à aller de désillusions en désillusions parce qu'on ne veut pas admettre ou on oublie que tout ce qui a un début comporte une fin et qu'elle est généralement douloureuse ou pas très jolie à voir. Je pense aux fleurs que je cueille chaque matin dans le jardin et que je dépose à différents endroits de la maison dans des petits bols ou des pots en verre remplis d'eau, qui sont un hymne à la nature et dégagent un parfum esquis le matin, et puent et sont d'une laideur le soir même ou le lendemain matin. Si leur beauté est éphémère et leur laideur si tenace, et que ces deux aspects si contradictoires de leur nature se côtoient, au moins on ne risque pas de se méprendre ou de les confondre !

Ce qui est curieux chez les hommes, c'est qu'ils arrivent à produire des choses laides et qu'ils en viennent à leur trouver un charme, mieux qu'ils ne puissent plus s'en passer comme s'ils étaient parvenus à se convaincre que le charme qu'ils leur trouvaient prévalait sur leur laideur naturelle, là je pense plutôt aux armes nucléaires. Leurs idées ou leurs convictions ont supplanté la réalité, se sont substituées à elle sans en altérer la laideur qu'ils peuvent ainsi supporter une fois enjolivée ou bien emballée, à croire qu'elle ne leur était pas destinée, attention, qui sait ?

Les hommes éduqués ou évolués comme l'on dit s'arrangent en général avec leur conscience ou ils sont malhonnêtes à défaut de maîtriser la dialectique. En fait, ils ont commencé à évoluer et se sont arrêtés nets au milieu du chemin, ils n'ont pas été capables d'aller jusqu'au bout de leur réflexion, ce qui les rend aussi vulnérable que le dernier des sots.

L'homme avait la capacité de transformer son environnement pour l'adapter à ses besoins, mais il ne possédait pas la faculté de le faire consciemment, parce qu'il ignorait tout de son fonctionnement. Il a développé ses facultés intellectuelles et il est parvenu à découvrir les lois du processus matérialiste dialectique qui organisaient la matière et à comprendre le fonctionnement du capitalisme, et au-delà de tout le système économique et social, en remontant jusqu'à l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qu'il faut atteindre et extraire de la société des hommes.

L'homme n'évolue que sous la contrainte, lorsqu'il est acculé, la peur au ventre, un couteau sur la gorge à défaut de conscience. Soudain, c'est comme si ses yeux s'ouvraient et ses oreilles se débouchaient, enfin !

S'il n'avait pas de questions à résoudre, il n'aurait jamais évolué au-delà du singe supérieur, donc croire qu'il allait devenir libre ou conquérir sa liberté parce qu'il avait une vie plus confortable, c'était la pire méprise qui soi. Car, qu'on le veuille ou non, à sa naissance il allait continuer d'apparaître aussi nu que jadis, pas plus évolué qu'un primate tout juste capable de se dresser sur ses deux pattes arrières pour libérer ses deux pattes de devant, disposant de cordes vocales d'une longueur appropriée pour développer un langage ou une forme de communication plus élaborée ou plus vaste, et d'un cerveau relié à ses sens, qui soumis à une multitude d'expériences allaient donner naisance à des pulsions dont il ignorerait aussi bien l'origine que le but ou le fonctionnement, le but de son existence ou sa raison d'être étant de les découvrir pour pouvoir les orienter dans une direction qui soit favorable à sa destinée, et s'il ne parvenait pas à en prendre conscience, il se condamnerait à subir son existence en esclave jusqu'à son dernier souffle ou à disparaître prématurément ainsi que son espèce.

Ce n'est pas une question existentielle, c'est juste l'application des lois de la dialectique à la nature humaine qui est décrite ici succinctement et que la plupart des hommes ignorent.

A sa naissance aujourd'hui l'homme n'est pas différent de celui qui vivait il y a des dizaines de milliers d'années en arrière, seul son environnement a changé. Il est destiné à s'y intégrer, mais il va demeurer inconscient des conditions dans lesquelles il va s'y intégrer, de sorte qu'il aura naturellement tendance à reproduire le monde tel qu'il existe, à l'idéaliser, puisqu'il aura servi de

cadre ou de support à son développement, dans le meilleur des cas, car bien des hommes n'atteindront même pas ce stade pour cumuler des handicaps dès le départ qui leur seront fatals. Il va être soumis à une multitude de pressions ou influences ou encore rapports qui vont modeler son mode de pensée et déterminer son comportement, et il lui sera très difficile d'en changer par la suite parce qu'il l'ignore lui-même.

Quand j'étais jeune, j'ai eu l'opportunité d'être confronté à une multitude de problèmes pour être venu au monde dans un milieu très pauvre et arriéré, et ce qui m'a permis d'évoluer fut justement le refus de reproduire le mode de vie de mes parents, de subir le même sort, je ne me contentai pas de vouloir lui échapper, je voulus comprendre pourquoi la société était ainsi faite et quel en était l'origine, découvrant au passage l'étendu de mon ignorance que je n'aurai de cesse de combattre par la suite, l'oeuvre de toute une vie en réalité. Et comme le hasard fait bien les choses des fois ou la réflexion sans a priori conduit parfois à des conclusions inattendues et heureuses, j'entrepris mes études en commençant par la philosophie dont j'ignorais tout, et c'est elle qui allait m'amener à découvrir le matérialisme dialectique grâce à Marx et Engels, et ce n'est que récemment, plus de 40 ans plus tard, que j'allais réaliser que c'était la philosophie qui était à l'origine du marxisme, parce qu'elle se proposait de traiter ou résoudre des questions qui ramenaient à l'essence de l'homme, à sa nature, et m'apercevoir qu'on avait totalement délaisser ces questions ou cet aspect de la réalité que vivent quotidiennement les hommes que j'allais traduire politiquement. A savoir que ses besoins sont légitimes et qu'il ne pourra jamais les satisfaire aussi longtemps qu'il n'en aura pas pris conscience pour changer la société, bâtir une société qui repose sur ces besoins.

Traduit en terme politique, que les travailleurs se situent strictement sur leur terrain de classe, et qu'il fallait les aider à s'en tenir exclusivement à leurs besoins pour qu'ils y parviennent, ce qui signifie qu'il fallait mener une lutte à mort contre la guerre idéologique et psychologique que leur mènent la réaction et ses nombreux serviteurs pour briser les obstacles qui les empêchent de considérer légitime leurs besoins ou aspirations ou dénier à quiconque d'en décider à leur place, donc gagner en indépendance et en confiance, en conscience, pour envisager la suite du combat sous les meilleurs auspices.

Le psychanalyste sait que son patient a refoulé un certain nombre de pulsions qu'il n'avait pas pu supporter ou assouvir, et que ce refoulement se traduit par des blocages psychologiques qui influent sur le comportement des hommes ou le perturbent, le déséquilibrent mentalement. Pour venir à bout de ces blocages il va falloir qu'il remonte à l'origine de ces pulsions à l'aide de son patient, qu'il va appeler à les revivre pour s'en libérer ou les orienter dans une autre direction, on dit aussi les sublimer, les dépasser. C'est en quelque sorte le même travail qu'il doit faire pour se libérer du capitalisme et passer au socialisme.

Si l'intervention dans la lutte de classes suffisait à élever le niveau de conscience des travailleurs, cela se saurait et depuis longtemps nous serions débarrassé du capitalisme, comme manifestement ce n'est pas le cas, il faut en déduire qu'il existe d'autres puissants facteurs qui les empêchent de progresser, ceux notamment que nous venons d'évoquer, et qui parce qu'ils interfèrent avec la lutte de classe doivent y être intégrés pour mener le combat sur tous les fronts à la fois, sans quoi ils seront voués à ne jamais évoluer ou pire à régresser, parce qu'il y aura toujours un facteur pour les tirer en arrière.

Les discours politiques et les meilleures analyses du monde ne suffisent pas apparemment. Les travailleurs et les jeunes portent un jugement négatif justiifié sur le mouvement ouvrier qui se reporte sur tous les partis. Leur interprétation de la société et leur comportement sont incohérents. Ils ont abdiqué leur droit à décider librement de leur destin, il faut donc les aider à se l'approprier en leur expliquant comment fonctionne la société et le capitalisme, mais aussi comment agit sur eux la propagande ou l'idéologie officielle qui formate leurs rapports au monde extérieur, comment elle les conditionne sur le plan psychologique pour finalement obtenir leur adhésion à une politique qui est contraire à leurs intérêts ou les réduire à l'inaction.

Les travailleurs vouent un culte aux puissants et au régime plus ou moins assumé, auxquels ils estiment devoir leur condition, leur sécurité, qui les protègent, pour avoir développé un complexe d'infériorité qui leur a été inculqué au cours de leur éducation et qui est justifié par leur ignorance, de sorte qu'ils y sont attachés plus que tout. Ils sont plus de 30 millions à avoir voté Macron ou Le Pen, et ils sont autant ou beaucoup plus quotidiennement à se planter devant leur écran de télévision, à tendre l'oreille d'une radio ou à lire la presse qui leur dictent comment ils doivent penser ou pourquoi ils doivent s'estimer heureux de leur condition, qu'ils doivent à ceux qui se dévouent si généreusement pour les gouverner ou gouverner à leur place parce qu'ils en sont incapables...

Partant de là, ils n'accordent aucun crédit à ceux qui entendent remettre en cause l'ordre établi avec lequel ils s'identifient, ils considèrent qu'ils constituent une menace pour la société ou pour eux-mêmes, d'où la marginalisation de l'extrême gauche, qui entre nous le mérite bien.

Sans vouloir être médisant ou vouloir être désagréable pour le plaisir, on constatera qu'on n'apprend rien dans leurs publications, il n'y figure strictement aucun enseignement, c'est à mourir d'ennui, pour ne pas dire d'une rigidité pathologique, contrairement aux marxistes dont les discours étaient émaillés de réflexions issues de leurs expériences personnelles de la vie, qui l'air de rien avaient une valeur pédagogique ou une portée psychologique destinée à leur auditoire, ce qui les rendait vivants ou dynamiques, limpides ou aérés, propres à s'élever au-dessus des contingences médiocres de la vie quotidienne ou de ses a priori, de sorte qu'ils ne laissaient jamais indifférents.

Ce que je voulais dire par là, c'est que les marxistes étaient aussi à l'aise pour aborder la dialectique de la nature, la philosophie, la psychologie, et que cela se retrouvait dans leur manière de s'adresser aux travailleurs parce qu'ils ne les considéraient pas uniquement comme des travailleurs, mais des hommes aussi, perfectibles avec leurs faiblesses naturelles et leurs qualités.

Marx et Engels furent les plus habiles pour s'exprimer en direction des travailleurs, peut-être parce qu'ils consacrèrent beaucoup de temps à étudier leur comportement psychologique et pas seulement social. Et si l'on regarde bien, on s'aperçoit que les bases du socialisme tel qu'ils les ont définies intègrent ces deux composantes de la personnalité humaine...

Les tenants du capitalisme ont multiplié, diversifié, perfectionné les moyens de conditionner les hommes, au point qu'il passe d'une activité à une autre sans prendre la peine de tirer des enseignements de la précédente. Combien de personnes font-elles le bilan quotidiennement des expériences qu'elles ont vécues, s'en souviennent-elles au moins ? Combien de temps y consacrent-elles, en ont-elles le temps ? Quels enseignements en tirent-elles, en ont-elles les moyens ? Ces activités s'enchaînent du matin au soir, les plus chanceux sont celles qui n'effectuent pas de tâches complexes, elles ont le temps de penser, mais comme elles ne savent pas s'en servir généralement, elles s'abrutissent. Et quant à celles qui accomplissent des tâches complexes, elles sont tellement prises par leur sujet qu'elles ne pensent pas à autres choses, et lorsqu'elles disposent de temps pour penser, elles continuent de penser de la même manière et s'abrutissent également. Elles procèdent par abstraction, donc elles peuvent décider d'évacuer certains facteurs de leur vie, dont la politique ou l'accommoder à leurs besoins immédiats...

Haut de page

La causerie du 14 septembre

Partie 1

Ceci explique cela.

Actualité du marxisme. Le capitalisme conduit à la paupérisation de masse et non au bien-être social.

A propos de la Grande-Bretagne.

- ...depuis la période précédant la crise de 2008, le marché a enregistré plus de 2,5 millions d'emplois en plus, le niveau des salaires est toujours de 3,2 % inférieur à celui de cette année-là, une fois les chiffres ajustés à l'inflation. Cette différence entre un taux de chômage bas (4,3% selon les derniers chiffres. - LVOG) et une progression des salaires nulle s'explique en partie par la multiplication des emplois précaires, comme les contrats zéro heure. Et le nombre d'emplois de type Uber a aussi augmenté. Cela permet de sortir des gens (mal payés) des statistiques du chômage. Liberation.fr 14.09

Partie 2

Parole d'internautes (Les-Crises.fr)

1- L' article fait état de l'avancée de l'arsenal judiciaire américain pour faire disparaître du web les sites ne diffusant pas la bonne parole. Les démocraties occidentales deviennent petit à petit des régimes totalitaires avec des médias partisans. Faudra-t-il attendre un autre 1789 pour que les choses changent?

2- "C'est le boulot de l'U.E. de s'adapter à la législation, pas à la législation de s'adapter à l'U.E.". Cette déclaration de MacCain montre à quel point nous sommes les vassaux de l'empire US ! Et le plus effrayant c'est le consentement presque unanime à cette subordination de nos dirigeants politiques et de nos élites économiques, militaires et médiatiques, voire pour certains sa promotion…

Haut de page

Le 15 septembre 2017

CAUSERIE

Partie 1.

Autrefois, le capitaliste qui était amené à développer son activité ou à devenir plus puissant devait savoir gérer son entreprise et avoir acquis une bonne connaissance du marché, pour faire simple. De nos jours, il faut en plus ou surtout qu'il se soumette à

la hiérarchie établie par les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne et qu'il ne manifeste aucune velléité d'indépendance auquel cas elle le briserait.

Autrement dit, les critères économiques sont supplantés par des critères d'ordre politique ou plutôt, le capitaliste doit désormais considérer qu'il n'est plus le maître de ses décisions ou que le pouvoir dont il dispose ne dépend plus de sa fortune ou de sa volonté, mais de sa faculté à s'adapter (ou d'adopter) à la stratégie politique définie par l'oligarchie, qui inclut la financiarisation mafieuse de tous les secteurs de l'économie ou de la société, afin de parvenir à une plus grande concentration encore du capital pour achever son emprise sur le pouvoir politique dont dépend la pérennitè de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de sa propre existence au détriment du reste de l'humanité.

Le capitaliste doit accepter ce statut ou de jouer le rôle d'un vulgaire locataire ou gérant de son entreprise, d'administrateur ou plutôt de simple exécutant sans véritable pouvoir. Son bail peut être renouvelé indéfiniment ou il peut être annulé du jour au lendemain sur simple décision de ses banquiers, être déclaré en faillite et être débarqué, et même si son entreprise dégage d'importants profits pour ses actionnaires elle peut être sacrifiée si sa présence dans un pays interfère avec la stratégie politique définie par l'oligarchie qui a valeur de loi suprême au-dessus de celles qui régissent le fonctionnement du capitalisme que l'oligarchie a appris à contourner pour atteindre ses objectifs politiques.

Les oligarques peuvent décréter qu'un peuple doit crever de faim ou être livré à une guerre civile, à un génocide juste pour parvenir à leurs fins s'il le faut, alors la vie d'un capitaliste rendu aussi faible ou vulnérable ne représente rien à leurs yeux, dès lors qu'ils ont décidé de se passer de ses services.

Le sommet de l'oligarchie s'est doté d'une idéologie extrêmement rigide ou contraignante, ce qui fait à la fois sa force et sa faiblesse, parce que plus elle est exigeante ou intransigeante, moins il sera facile de l'appliquer à la lettre dans un monde caractérisé par l'inégalité de son développement économique selon les différents pays ou continents qui le composent ainsi que leur propre histoire politique qui déterminent le comportement des peuples ou la lutte des classes, qui demeure un facteur incontournable, et que pour cette raison l'oligarchie s'emploie comme elle peut à corrompre ou à neutraliser avec plus ou moins de succès, sa survie en dépend en dernière analyse et elle en a parfaitement conscience.

Elle s'est dotée d'une philosophie strictement ou délibérément belliqueuse et obscurantiste, nihiliste, pour briser la résistance des peuples et semer le chaos parmi eux, afin de mieux pouvoir les contrôler ou les réprimer si nécessaire, et le meilleur moyen d'y parvenir fut de leur insuffler l'idée dévastatrice que quel que soit leur destin ils ne pourraient pas y échapper ou qu'ils devaient abandonner définitivement l'espoir de pouvoir un jour changer la société.

Imbue de sa toute puissance, elle a commis une erreur qui pourrait lui être fatale si la masse des exploités s'en saisissaient, car en tentant de les convaincre qu'ils devraient désormais se contenter de leurs conditions sans espoir d'aucune quelconque amélioration dans un futur indéterminé, elle va parvenir à les persuader qu'ils n'ont plus rien à attendre de ce régime et qu'il faut le renverser, c'est logiquement la conclusion politique à laquelle devraient aboutir des millions de travailleurs et jeunes plus ou moins consciemment.

Donc notre ligne politique doit s'inscrire résolument dans cette perspective pour aider les travailleurs à parvenir à cette conclusion, et organiser ceux qui y sont parvenus. Cette idée peut très bien germer dans la tête de millions de travailleurs sans que rien ne change, on peut ajouter qu'il en est ainsi de tout temps.

Si rien n'est acquis, rien n'est perdu non plus, tout demeure possible pour peu qu'on s'en donne les moyens. Nous avons un autre avantage sur l'oligarchie, c'est que les travailleurs ont le choix entre se soumettre ou se soulever, alors que l'oligarchie ne peut pas modifier l'orientation de l'économie mondiale ou du capitalisme, elle ne dispose pas de stratégie de rechange, il lui faut impérativement affronter brutalement tous les peuples.

Et le temps joue contre elle de mille et une manières. Toute hésitation ou tergiversation, tout recul, toute erreur d'appréciation, tout échec même partiel constituent autant de failles dans son dispositif dans lesquelles les masses s'engouflent, elles démontrent qu'elle n'est pas aussi puissante qu'elle en à l'air ou le prétend, pendant que perce au grand jour ses réelles intentions ou la vérité qu'elle ne peut plus cacher à un moment donné, alimentant le profond rejet qu'elle inspire à tous les peuples, ce qui les encourage à en apprendre toujours davantage ou confirme qu'ils n'étaient pas victimes de théories du complot, mais qu'ils étaient bel et bien en présence d'un réel complot destiné à les soumettre à l'ordre établi ou en esclavage, parce que jusque là ils ignoraient les tenants et les aboutissants de la politique de l'oligarchie qu'on leur faisait subir.

Il n'aura pas fallu trois mois pour que la baudruche Macron se dégonfle. Combien en faudra-t-il pour le chasser du pouvoir ? Nul ne le sait.

Partie 2.

A propos de l'avant-dernier éditorial de la Tribune des travailleurs

Poser la question, c'est y répondre.

Il existait un argumentaire encore plus simple que celui développé dans votre éditorial. Voici la question qu'il faut poser à chaque travailleur ou militant :

- Comment peut-on imaginer un seul instant que des ordonnances se rapportant aux conditions de rémunération et de travail pourraient être favorables aux intérêts des travailleurs, alors qu'elles ont été acclamées par le représentant du patronat, Gattaz, président du Medef, la totalité des actionnaires du CAC40, et ont reçu le soutien de LR, de la Commission européenne, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE, de Washington, etc. qui représentent tous le camp des capitalistes ?

Si on n'est pas d'accord sur ce constat, il est inutile de continuer la discussion ou de rentrer dans le détail de chaque point de ces ordonnances car elle ne mènera nulle part.

Il faut s'en tenir à l'essentiel ou revenir aux principes de base, et là la logique est implacable.

Il est certain qu'on rencontrera des travailleurs qui seront prêts à consentir de nouveaux sacrifices sans savoir précisément à quoi s'attendre ou parce qu'ils estiment ne pas être directement concernés.

Mais est-ce le rôle d'un militant ouvrier de demander aux travailleurs de consentir de nouveaux sacrifices au profit des patrons, ne devrait-il pas exiger le contraire en tant que représentant des travailleurs ? Cela va de soi, n'est-ce pas ?

La question est de savoir sur quel terrain de classe nous nous situons. Si c'est sur celui de la classe ouvrière, on doit exiger le retrait des ordonnances sans condition.

J'ai envoyé ce texte au POID par courriel. Sans réponse, je n'en attendais pas.

A propos du dernier éditorial de la Tribune des travailleurs

Votre argumentation contre Mélenchon et son mouvement est scabreuse ou pire encore.

Pourquoi un parti ou un mouvement politique ne pourrait-ils pas se fixer des objectifs identiques aux syndicats, puisque quelque part ils ont les mêmes, partiellement. L'émancipation du prolétariat auquel vous faites référence ne signifie-t-il pas l'abolition du capitalisme, or c'est un objectif que se fixent à la fois les syndicats et les partis ouvriers, à ces derniers d'y ajouter la prise du pouvoir politique pour institutionnaliser ou inscrire dans la Constitution la mise hors la loi du capitalisme.

On devrait se féliciter que syndicats et partis partagent les mêmes objectifs et décident de mener le combat ensemble, c'est étrange que cela vous contrarie, puisque c'est justement cette répartition des rôles et le refus de ne pas partager ces objectifs qui est à l'origine de l'affaiblissement ou de la dislocation du mouvement ouvrier, de sa dégénérescence.

Que Mélenchon se comporte comme un vulgaire trade-unioniste ou opportuniste en n'allant pas plus loin que les syndicats en refusant d'appeler à chasser Macron et son gouvernement, et qu'il faille dénoncer ses basses manoeuvres est une chose, mais on ne voit pas en quoi il empièterait sur les prérogatives des syndicats davantage que le PS ou le PCF qui en conservent le contrôle, physiquement ou idéologiquement, Mailly a sa carte du PS en poche et Martinez a son rond de serviette au PCF ou à l'Humanité qui lui sert de tribune, notamment. Assez d'hypocrisie on a envie de dire.

Tenez, au passage, lorsque vous affirmez que "le mouvement ouvrier a souffert pendant des décennies de la volonté de l'appareil du stalinisme de le placer sous sa botte", vous avez oublié le PS dont l'emprise sur les syndicats fut plus sournoise, dans la mesure où très souvent il lui suffit de diffuser son idéologie vénéneuse pour que les syndiqués l'adoptent sans même qu'ils aient besoin d'adhérer à ce parti, et constituent ce que certains appelleront le corps électoral du PS.

Quant au passage de la Charte d'Amiens auquel vous avez fait allusion, il eut pour conséquence dramatique de dissocier le combat contre le capitalisme du combat pour le socialisme au profit de ceux qui y étaient farouchement opposés. Autrement dit, si elle servit à favoriser l'unité de la classe ouvrière, ce fut davantage pour la maintenir sous le joug du capitalisme ou au profit des ennemis du socialisme, dont ceux qui officient dans le mouvement ouvrier. On peut également observer que si elle n'empêcha pas que le social-impérialisme et le stalinisme prolifèrent dans la CGT ou le syndicalisme en général qui a adopté ce principe, elle eut au moins le moins le mérite d'empêcher qu'un courant véritablement indépendant du capitalisme s'y développe. Il paraît même que les anarchistes auraient joué un rôle non négligeable au moment de l'adoption de ce principe, ce qui ne serait pas étonnant compte tenu qu'ils sont opposés à l'organisation de la classe ouvrière en parti ou sur le plan politique...

Imaginons que demain des syndicats engagent le combat pour une réforme et qu'un parti la reprenne à son compte en ajoutant qu'il l'inscrirait dans la Constitution s'il parvenait au pouvoir, dites-nous en quoi cela serait-il illégitime ou porterait atteinte à

l'autonomie des syndicats. Parce que cela encouragerait des syndiqués à rejoindre ce parti ? Mais quel mal y aurait-il à cela ? Je vous rassure cela ne risque pas d'arriver, puisque tous les partis ont fait acte de soumission envers le régime.

Cela rappelle fâcheusement les vieilles polémiques ou querelles d'appareils destinées à camoufler les visées des différents partis sur les syndicats, à moins qu'il s'agisse d'une confusion tout simplement. Mais après tout je peux me tromper, je vais vous poser une dernière question pour le vérifier.

Donc si j'ai bien compris, si demain les syndicats appellaient à une grève générale et une manifestation nationale à Paris sur la base de telle ou telle revendication sociale, votre parti n'appellerait pas à y participer, ne s'y joindrait pas, c'est bien cela, n'est-ce pas ?

Mélenchon est un charlatan ou un illusionniste, et il tient un discours bourré de contradictions qu'il est facile de démonter. On ne peut pas l'accusé d'être incohérent parce qu'il refuse d'affronter le régime, puisque c'est finalement ce qui le caractérise le mieux. Pour cette raison ou selon mes critères il est de droite. Je n'ai pas besoin de lui faire des procès d'intention pour démontrer qu'il est compromis.

En complément.

Sur BFM le 5 septembre, face à Bourdin qui lui demandait si son objectif était de faire tomber le gouvernement, Mélenchon a réagi : « vous nous voyez aller en manifestation pour dire ‘on veut renverser le président’ ? Ca n’a pas de sens, moi je crois aux élections ».

Pourquoi les médias aiment-ils tant Mélenchon ?

Mélenchon en conseiller en communication de Macron pour l'aider à gouverner contre les travailleurs.

Jean-Luc Mélenchon a une rentrée politique chargée où de nombreux sujets chers à la France Insoumise font l'actualité. Il a vivement réagi aux propos d'Emmanuel Macron qui a déclaré qu'il "ne cèderait rien aux fainéants, aux cyniques ou aux extrêmes". "Le chef de l'État s'en prend aux Français régulièrement d'un pays à l'autre. En Roumanie il les a traités d'une chose, en Angleterre d'autre chose, cette fois-ci on en est carrément rendu aux injures. Mais qui sont ces fainéants, ces extrémistes, ces cyniques ? Il s'en prend à tous ceux qui résistent à sa politique. Le président de la République française ne doit pas commenter la vie politique française depuis l'étranger", déclare le député.

Appelant au "calme" et à "faire baisser tout ça d'un cran", il a répondu aux critiques du porte-parole du gouvernement Christophe Castaner dans la matinée sur la "violence" de ses propos, notamment les termes d'"insurrection" ou de "coup d'Etat" social.

"Les Français ne sont pas fous, c'est une métaphore que j'utilise", "je n'ai pas l'intention d'aller prendre l'Elysée à coups de bâtons ou à coups de fusil", a affirmé M. Mélenchon. Franceinfo et AFP 10 septembre 2017

Vive la "multiplication" des journées d'action bidon !

- Code du travail: Mélenchon se réjouit de la multiplication des "dates de combat" - AFP

Haut de page

La causerie du 16 septembre

Partie 1.

A télécharger absolument. Une outil formidable pour former les militants.

Audio. Gérard Phillipe lit Marx et Engels
https://www.youtube.com/watch?v=GaeC0eixsX0

Partie 2.

Rappel. Mélenchon, non je n'ai pas changé...

Mis en ligne par le Comité Valmy.

Le Figaro du 18 avril 2017 :

Jean-Luc Mélenchon a assuré aujourd'hui qu'il ne souhaitait sortir ni de l'Europe ni de l'euro "Ne croyez pas ce qu'ils vous disent : « il veut sortir de l'Europe, de l'euro » (...), allons, un peu de sérieux", a déclaré le candidat de La France insoumise, évoquant des "enjeux immenses de savoir si nous allons nous opposer les uns aux autres en Europe ou si nous allons faire baisser les tensions qui existent entre les peuples".

Extrait de la séance du 9 juin 1992 au Sénat

- ...les vrais démocrates ne peuvent que vouloir l'avènement de la nation européenne et, avec elle, de la citoyenneté européenne.

- N'ayons pas honte de ce traité. Déjà, il va au-delà de la situation actuelle, il constitue une avancée.

- En tant qu'homme de gauche, je souhaiterais me tourner un instant vers certains de nos amis (l'orateur se tourne vers les travées communistes) pour leur faire entendre que Maastricht est un compromis de gauche : pour la première fois, dans un traité de cette nature, des mesures d'encadrement du marché sont prévues ; pour la première fois, citoyenneté et nationalité sont dissociées ; pour la première fois, les syndicats vont être associés aux processus décisionnels. (Protestations sur les travées communistes. – Applaudissements sur les travées socialistes.)

- Demain, avec la monnaie unique, cette monnaie unique de premier vendeur, premier acheteur, premier producteur, représentant la première masse monétaire du monde, l'Europe sera aussi porteuse de civilisation, de culture, de réseaux de solidarité...

- ...c'est l'avènement de la nation européenne porteuse de paix, de civilisation et de solidarité.

- Si j'adhère aux avancées du Traité de Maastricht en matière de citoyenneté européenne, bien qu'elles soient insuffisantes à nos yeux, vous devez le savoir, c'est parce que le plus grand nombre d'entre nous y voient un pas vers ce qui compte, vers ce que nous voulons et portons sans nous cacher : la volonté de voir naître la nation européenne et, avec elle, le patriotisme nouveau qu'elle appelle...

Partie 3.

La monarchie et ses serviteurs.

Le président de la République dispose du pouvoir de nommer tous les hauts fonctionnaires énumérés à l'article 13 de la constitution du 4 octobre 1958 (conseillers d'État, grand chancelier de la Légion d'honneur, les ambassadeurs et envoyés extraordinaires, les conseillers maîtres à la Cour des comptes, les préfets, les représentants de l'État dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 et en Nouvelle-Calédonie, les officiers généraux, les recteurs des académies, les directeurs des administrations centrales) en conseil des ministres selon son gré, son humeur du moment.

Haut de page

Le 17 septembre 2017

CAUSERIE

Quand Mélenchon estime qu'il aurait dû être président et Hamon son Premier ministre - LeParisien.fr

Comme quoi il n'a jamais rompu avec l'idéologie du PS. Un coup de barre à droite qui va porter un coup fatal à bien des illusions parmi ceux qui l'ont soutenu. Hamon, c'est le capitalisme, la Ve République, l'UE, l'OTAN, l'ONU, la troïka, etc. la réaction au grand complet... et Mélenchon aussi. Pour qui roule-t-il ? On vient de le dire. Est-il de gauche ? Mais certainement, autant que le capitalisme, la Ve République, l'UE, l'OTAN, l'ONU, la troïka, etc. la réaction au grand complet. A qui faut-il faire un dessin ? Quelle outrance ! Non, c'est la stricte réalité.

Mélenchon a été ministre (secrétaire d'Etat à la formation professionnelle) de Chirac, Hamon de Hollande au côté de Valls et Macron. Mélenchon avait rêvé à haute voix d'être Premier ministre de Hollande, puis de Macron... Ce type-là est à la fois un furieux mégalomane et mythomane, doublé d'un pitoyable opportuniste, le bouffon cumule, bref un imposteur comme les aiment tant les médias.

A. Einstein : “La définition de la folie, c’est de refaire toujours la même chose, et d’attendre des résultats différents.”

- "Il existe deux choses d’infini l’univers et la bêtise humaine, pour l’univers je n’ai pas de certitude.”

Introduction.

Pour n'avoir pratiquement rien publié depuis près de trois mois, je me retrouve avec un tas d'écrits sur des sujets divers qu'il m'est très difficile de présenter de manière cohérente. Car s'y côtoient brouillons, questionnements, idées inachevées ou à explorer et réflexions plus profondes, ainsi que quelques rares instants de lucidité, bref, c'est un vrai foutoir dans lequel je crains d'être le seul à m'y retrouver.

J'ai véritablement tout donné pour réaliser cet instrument pédagogique d'information et de combat politique. Vous n'êtes pas sans ignorer qu'il n'existe aucun portail (ou blog) semblable ou équivalent à celui-ci, disons tel qu'il se présentait il y a environ un an, il était et demeure unique en son genre, ce qui en faisait un outil de réflexion irremplassable.

Bien que j'aie effectué une tâche colossale, les lecteurs ont cru bon de n'en retenir que les aspects qui leur semblaient négatifs selon eux, ce qui les amena à mépriser ou à faire preuve d'indifférence envers son auteur et cet ouvrage qui leur rendait tant de services et dont ils doivent se passer dorénavant, la nature humaine est ainsi faite il faut croire, il faut faire avec, on n'a pas le choix.

Longtemps je n'en ai pas tenu compte ou je suis fait une raison, dans le cas contraire jamais je ne me serais lancer dans une telle aventure ou j'y aurais mis un terme très rapidement, puis vint le moment, vous savez la dialectique, où je me suis dit que je m'épuisais inutilement puisque le socialisme était dorénavant renvoyé aux calendes grecques, et qu'aussi douloureux que soit ce constat, il était plus sage de l'admettre et décidé en conséquence qu'il fallait se calmer ou lever le pied, sous peine d'y laisser ma santé et bien autres choses encore pour rien puisque finalement rien ne pressait.

Si j'ai tenu aussi longtemps, c'est parce que j'étais littéralement scandalisé par l'attitude et le discours de l'extrême gauche et de tous ces gens qui se prétendent de gauche qui vouent un culte au capitalisme, leur compromission ou collusion avec le régime, leurs rapports aux différentes classes et aux institutions, leur mauvaise foi, leur mahonnêteté intellectuelle, leur faculté de faire abstraction de certains facteurs ou évènements, leur amnésie ou leur mémoire sélective, et par dessus tout leur arrogeance et leur mépris envers tous ceux qui ne pensent pas comme eux, en un mot leur opportunisme débridé, qu'à ce stade ils devaient forcément avoir pris conscience un jour, un peu comme quelqu'un qui profère effrontément un grossier mensonge en toute impunité...

Bref, il m'était impossible de me reconnaître dans ces gens-là, car je n'y retrouvais ni mes principes ni les valeurs auxquelles j'étais profondément attaché et que je n'ai eu de cesse d'enseigner dans ce portail, d'où la réaction en général de mes lecteurs et vous aurez compris pourquoi. La plupart d'entre eux partagent dans leur fort intérieur avec les derniers des crétins de se croire plus intelligents que les autres, alors qu'en réalité ils sont incapables de faire la part des choses, ils ne sont pas dialecticiens pour deux ronds assurément. Si on devait enseigner en priorité une matière aux hommes, ce serait celle-là.

J'ai essayé dans ce portail de rassembler tous les éléments qui composent la réalité et qui se trouvent disséminés dans la nature. On pourrait dire que chacun d'entre nous ou de nombreux acteurs politiques très divers possèdent un bout de la vérité et s'identifie avec elle, pour l'imposer aux autres qui évidemment possèdent eux aussi leurs propres vérités, de sorte qu'ils s'opposent les uns aux autres sans que personne ne fasse l'unanimité, ce qui débouche sur rien ou ne nous fait pas avancer d'un millimètre.

Ce petit bout de vérité se rapporte toujours à des faits, à certains faits qui sont privilégiés, pendant que tout un pan ou de nombreux aspects de la réalité sont occultés, ne sont pas pris en considération, on ne les a pas à l'esprit parce qu'on ignore parfois leur existence ou parce qu'on ne peut pas avoir présent à l'esprit en permanence tous les facteurs déterminants, et on refuse de l'admettre, c'est cela le point essentiel, car c'est la clé pour progresser. On va être amené à nier des faits parce qu'on les ignorait, de la même manière on va refuser de se pencher sur un sujet, parce qu'ils ont été portés porter à notre connaissance ou il a été soulevé par quelqu'un qui ne partageait pas nos idées ou notre orientation politique ou pire encore s'y opposait, on va préférer demeurer ignorant et s'interdire de réfléchir, c'est tout à fait stupide, mais c'est hélas ainsi que les choses se passent le plus souvent.

On comprend pourquoi toute tentative de confronter des idées sera un exercice impraticable, qui tournera rapidement à l'affrontement, ou toute question posée demeurera sans réponse, tout argument ne figurant pas dans notre démonstration sera traité par le mépris. Comment progresser dans ces conditions-là ? Impossible, même moi qui pense 24h/24 à la situation mondiale ou à notre cause j'ai fini par ne tirer aucun profit de rapports aussi médiocres ou pire, ils me conduisaient à la paralysie chaque fois que je leur accordais trop d'attention, car ils allaient à l'encontre du principe que j'avais adopté, selon lequel nous devions progresser ensemble... ou régresser ensemble, ce à quoi je ne pouvais me résoudre, d'où les multiples occasions où j'ai failli fermer le portail.

Rassembler tous les matériaux à notre disposition pour mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons, et réfléchir ensemble

à partir de ces matériaux, n'intéresse décidément personne, est-ce l'effet de l'atomisation de notre classe, de nos droits, qui s'exprime de la sorte, cela a sans doute une influence. J'ai constaté que les membres des classes moyennes (médecins, architectes, avocats, etc.) ou des intellectuels (enseignants, ingénieurs, chercheurs, etc.), d'anciens hauts fonctionnaires, etc. qui postaient des commentaires dans le blog Les-Crises.fr ou participaient à ce blog ou encore le finançaient, n'avaient pas ces a priori ou ces préjugés ravageurs. J'y trouve davantage matière à réflexion que nulle part ailleurs parce qu'on y trouve des analyses contradictoires, alors qu'il m'est arrivé de vilipender violemment ce blog et son auteur, je me suis même permis de lui faire savoir par courriel.

C'est à croire que les membres des classes supérieures ont davantage de conscience de classe que ceux des classes inférieures, et qu'ils ont conscience qu'il va de leur intérêt de la partager, même s'ils ne sont pas toujours d'accord. Peut-être a-t-il manqué cette fonction commentaire au portail que j'ai créé, ce qui d'une certaine manière l'aurait rendu moins rigide ou plus convivial, c'est possible, je n'en sais rien, on le saura rapidement. Personnellement je ne le crois pas, parce que les membre des classes inférieures ont tendance à développer un complexe de supériorité dans certains circonstances, justement parce qu'elles sont inférieures, et évidemment elles n'en ont pas conscience. Se sachant vulnérables, elles croient s'en tirer à bon compte ainsi, elles se trompent lourdement.

Mon père (menuisier) n'était pas très évolué, il vouait un culte aux patrons, aux puissants, à de Gaulle, et il vota pour son parti jusqu'à sa mort. Il fut réactionnaire par bêtise et fier de l'être. Il était obtu et plus têtu qu'un âne, et bien quand je tentais de lui expliquer quelque chose il me traitait d'abruti. Pourquoi, mais parce que j'étais issu du même milieu ouvrier pauvre que lui. Il se croyait très intelligent, plus que moi. Pourquoi, mais parce que lui s'identifiait aux membres des classes supérieurs, il reproduisait leurs discours autorisés, et c'est de là qu'il tenait sa légitimité, alors que moi qui les combattais je n'en avais aucune. Macron a dit qu'on n'était rien, mon père ne l'aurait pas désavoué, cela fait réfléchir.

Surtout que plus de 40 ans plus tard je suis confronté aux mêmes rapports avec ma compagne Selvi, en plus compliqué encore, puisqu'il ne s'agit pas de politique mais de la vie en général, chez cette femme ultra arriérée l'intelligence est innée, normal, comme dieu, elle est croyante, hindou pratiquante, on s'est engueulés il y a trois jours et depuis je ne lui ai pas adressé la parole, parce que je n'ai aucun argument à opposer à dieu, vous comprenez.

En deux mots pour ne pas passer pour un monstre, elle confond prêt et donation, or mon revenu est très limité comme vous le savez, et je me prive sur tout pour essayer d'avoir un niveau de vie décent, je ne peux donc pas distribuer de l'argent à des gens qui ne me le rendront jamais, ce qui est déjà le cas de plusieurs membres de sa famille, à hauteur de plus de 160.000 roupies. J'ai refusé de prêter 50.000 roupies aux parents d'un de ses cousins la semaine dernière, la semaine précédente j'avais refusé de prêter 35.000 à la fille d'une de ses soeurs, et ne voilà-t-il pas qu'une autre de ses soeurs débarque et me demande 10.000 roupies, trop, c'est trop, alors que j'ai bien précisé à Selvi que je ne prêterai plus jamais d'argent à aucun Indien.

Il est facile de l'embobiner la pauvre femme, tous ces Indiens travaillent donc ils pourront me rembourser. Sauf qu'ils ont un salaire misérable qui tourne autour de 5.000 roupies. Ils ont des charges ou ils sont endettés ou les deux à la fois le plus souvent, vive le miracle économique de l'Inde ! Pratiquement tous les mois ils doivent consacrer une somme importante à une ou plusieurs cérémonies familiales, attention, c'est une obligation absolue sinon ils en viennent aux mains ; il y en a toujours un ou deux qui tombent malades et ils doivent régler les frais médicaux ; qui est victime d'un accident ménager ou de la route, bref, sans parler qu'ils ont un tas de besoins élémentaires non satisfaits, ils ont mille et une raison valables de se retrouver sans le sou chaque fin de mois pour peu qu'ils estiment que vous pouvez attendre votre argent indéfiniment. Quel dilemme pour moi, passer pour un salop qui n'a pas de coeur ou me faire dépouiller !

J'ai expliqué tout cela à Selvi, mais elle n'en a pas tenu compte. Ce soir-là on devait passer une bonne soirée, il restait une part de pizza à se partager en apéritif, elle adore cela, j'avais acheté deux glaces à déguster plus tard, résultat, j'ai mangé seul dans mon coin et elle n'a pas mangé, on s'est couché sans s'adresser la parole et cela fait trois jours que cela dure, et cela risque de durer encore, combien de temps, je n'en sais rien, ce n'est pas la première fois que cela arrive, c'est le seul moyen que j'ai trouvé pour lui faire entrer quelque chose dans son cerveau. Au passage, vive la démocratie, ce sera sans moi s'il s'agissait de lui donner le même pouvoir que moi ! Les crétins vont me prendre pour un tyran, j'emmerde ces ignares, d'autant plus que je destine le petit capital dont je dispose à Selvi lorsque je serai crevé, et tout l'argent que je vais économiser jusqu'à ma mort à partir du mois prochain lui reviendra. Bien des femmes l'envieraient d'avoir un compagnon si prévoyant et prévenant, non ? Comme quoi messieurs les crétins je sais tout, il faut se passer de juger nos semblables, ai-je porté un jugement sur quiconque ici, nulle part sous peine d'être injuste. C'est aussi cela être digne, avoir une morale de classe, j'en suis fier, c'est la seule chose qui me reste à dire vrai.

Tout cela pour dire que je ne me faisais guère d'illusions en faisant ce portail, mais je ne m'attendais pas à ce que cela prenne cette tournure. J'ai apparemment surestimé la nature humaine, la mienne aussi semble-t-il, où ou à quel propos, je n'en sais rien, je n'y ai pas vraiment réfléchi, optimisme exagéré, maladresse, méprise, manque d'ambition, de ma part j'entends, sans doute un peu de tout cela bien que ce soit secondaire... pas pour tout le monde sauf pour moi !

Voilà cette introduction à nos retrouvailles va nous permettre de passer au plat de résistance, un énorme pavé à déguster lentement pour ne pas s'étouffer ! Toutes les causeries suivantes comportent des dates approximatives et parfois elles ont été complétées plus tard. Il se peut aussi que certains passages soient incomplets.

J'ai laissé de côté un tas de sujet, Venezuela, Catalogne, etc. Vous avez pu trouver dans les portails ou blogs dont j'ai mis les adresses dans la page d'accueil matière à en savoir plus sur la situation internationale.

Je pense que l'essentiel n'est pas le traitement quotidien de l'information ou d'accumuler des connaissances, mais les blocages qui empêchent les travailleurs de se poser les bonnes questions, les questions déterminantes ou principales, d'apprendre pour comprendre avant de passer à l'action. Si on n'apprend rien ou tout de travers, que peut-on comprendre, rien ou pas grand chose, on cultive le doute, le scepticisme, le pessimisme, la culture de l'inaction ou de l'action inappropriée en se trompant d'objectif ou de camp.

J'avais cru comprendre que notre engagement politique consistait à partager nos expériences et nos convictions et à nous rassembler pour atteindre un objectif politique, abattre le régime et fonder une République sociale, mais apparemment on ne parle pas la même langue, on ne se comprend pas. Non, la situation n'est pas aussi compliquée qu'on le dit, on la complique à souhait, on baigne en pleine confusion qu'on alimente nous-même, on manque de rigueur et de logique et on refuse de l'admettre, on se prive ainsi des moyens de progresser, c'est stupide.

A propos du portail et du blog.

Il a fallu que je parte dans un truc très compliqué, pour m'apercevoir au bout de plusieurs jours qu'il existait une solution fort simple qui consistait simplement à créer une nouvelle page après chaque section ou causerie et un lien vers cette adresse ! C'est lamentable.

Cela implique que je conserve le portail dans l'avenir, ce qui ne fait pas vraiment mon affaire, mais d'un autre côté la présentation est plus compacte et soignée qu'avec un blog. Je pense qu'on va s'en tenir à cette solution et j'espère qu'elle satisfera les lecteurs.

Je n'ai pas le temps de tout relire et de corriger les fautes de frappe ou d'orthographe qui sont souvent dûs à des copier/coller ou parce que je privilégie les idées qui me viennent à l'esprit quand je suis en train de taper au clavier, cela peut donner "censé" au lieu de "sensé" par exemple.

Haut de page

Le 23 septembre 2017

CAUSERIE

Le lien vers mon portail est de nouveau accessible depuis mon ordinateur.

Je n'ai pas finalisé le blog, cela prend trop de temps et ma connection Internet n'arrête pas de se bloquer. Je préfère de loin ce portail.

Je remets en ligne les causeries rédigées depuis deux mois et que je n'avais pas publiées, avec les fautes de frappe et d'inattention pour ce qui concerne l'orthographe, par contre j'ai pris le temps de les corriger dans le blog, donc toutes les causeries depuis la mi-août sont disponibles dans le blog et peuvent être commentées, sans passer par un modérateur.

Le seul lien vers ce blog (https://lvog2017.blogspot.in/) :

- Cliquez ici pour ouvrir le blog et laisser un commentaire

L'ordre dans lequel les articles apparaissent est imposé par le concepteur du blog et il n'existe apparemment pas de fonction pour le changer.

Cette formule est peut-être provisoire, je n'ai pas le temps de m'investir dans l'informatique, et puis si je m'aperçois que les lecteurs ne laissent pas de commentaires, je n'insisterai pas, je fermerai ce blog sous quinzaine.

Je n'ai pas terminé les causeries du 19 au 23 septembre, je les publierai dès que possible, rien ne presse, n'est-ce pas ?

Haut de page

Le 25 septembre 2017

CAUSERIE

J'ai négligé la présentation, pas le temps !

Dorénavant je ne consacre plus que le tiers ou le quart de mon temps au portail, terminés les sacrifices inutiles, vaut mieux faire moins mais mieux, gageons que cela rapportera plus.

Parole d'internaute (Les-Crises.fr)

1- "Les gens s'enferment dans leurs certitudes; la lecture des commentaires sur différents sites montre que ceux qui réagissent (souvent les mêmes) ne changent pas d'un iota, malgré la pertinence des arguments (d'où qu'ils viennent). La rapidité des réactions montre même qu'ils n'ont pas pris le temps de réflechir…"

Mon cher monsieur, tout le monde en est là à peu de choses près. Et l'ignore évidemment.

Même le dernier des crétins se croit très intelligent et il en demeurera ainsi tant qu'il n'en aura pas pris conscience. Cela dit, cela n'en fera pas pour autant quelqu'un de plus intelligent, loin s'en faut. Il croira y parvenir en lisant abondamment, mais cela ne fera de lui qu'un crétin un peu plus instruit dans la plupart des cas pour avoir négligé un aspect déterminant de sa démarche : Savoir lire, non seulement cela ne s'improvise pas ou ne figure dans aucun manuel scolaire ou universitaire. Pour y parvenir tout dépendra de la hauteur de l'idéal que vous avez adopté ou de sa nature, car il déterminera la détermination et la rigueur qui vous serons nécessaires pour progresser et résoudre les contradictions que vous rencontrerez au cours de votre étude, c'est votre idéal qui fixera en quelque sorte le niveau vos exigences et les moyens de les satisfaire. Plus votre idéal sera faible et plus vous serez apte à croire n'importe quoi ou à vous satisfaire de réponses incomplètes, incohérentes ou insatisfaisantes aux questions que vous vous posiez, exactement comme avant, et plus votre idéal sera élevé, plus vous chercherez à en savoir davantage, moins vous serez enclin à être influencé par l'idéologie de la classe dominante qui hante ou pollue tous les domaines du savoir.

Il ne suffit pas de vouloir apprendre à lire et à écrire, il faut une puissante motivation et une méthode (didactique) pour y arriver, et bien pour apprendre à réfléchir ou penser, c'est la même chose.

Comment ne pas voir que la plupart des gens (et des militants) s'en tiennent à des idées qu'ils considèrent comme acquises pour l'éternité, alors qu'ils n'y ont jamais réellement ou sérieusement réfléchi ou ils ont cessé un jour d'en vérifier la véracité ou le bien-fondé, estimant qu'elles avaient acquises la valeur d'une vérité absolue, vérité absolue qui dans la philosophie néolibérale servira à nier chez l'homme la faculté d'accéder à la connaissance ou à déconstruire toutes les connaissances acquises ou antérieures, hormis celles à la gloire du marché.

Quel est le plus idiot des deux, le crétin qui s'ignore ou l'individu cultivé qui partage les idées dominantes ou les plus communément admises et qui s'en contente ? Le plus à plaindre est le second, car il a conscience de l'ampleur de son ignorance, et pour ne pas oser s'aventurer en terrain inconnu, tout comme il craindra d'affronter le régime, sa pensée demeurera confinée au niveau de la société bien pensante, pour laquelle à l'horizon le capitalisme est indépassable...

2- "Pour le dire bref, il s'agit d'une revisitation de l'allégorie de la caverne. Finalement, l'histoire est un éternel recommencement (ça date de Platon quand même) et l'homme reste un singe mimétique (même si pas que…) quelque soit la taille du diplôme et le nombre d'années d'études."

On pourrait préciser que, contrairement aux arriérés quand l'individu cultivé fait dans le "singe mimétique", c'est toujours ou de préférence au détriment du reste de la société. Il est favorable à la guerre à condition qu'elle n'affecte pas son mode de vie confortable, autrement il y est opposé, voilà pour sa morale...simiesque !

3- "Quand on sait que l'immense majorité des gens se font ou croient se faire une opinion sur un sujet – en particulier ou en général – en regardant (et écoutant) principalement la télévision, (l'image animée et le son ajouté ont un taux de pouvoir de captation de l'esprit au moins égal à 75%) l'idée de "l'hypnose" (et d'autres formes de persuasion) prend tout son sens quand on observe des téléspectateurs fascinés (hypnotisés, si vous préférez) – toujours passifs et impuissants – devant leur écran, le cerveau disponible et captif prêt à l'emploi. C'est peut être pour ça que les vedettes (journalistes, présentateurs et invités externes récurrents) du petit écran sont soigneusement choisis pour ne pas dire triés sur le volet. Une fois le sujet sous hypnose il est prêt à lire tous les jours, le bon, le vrai, le juste et le beau quotidien papier et écouter, la bonne, la vraie, la juste et la belle radio qui entretiendront soigneusement son hystérie individuelle au sein de l'hystérie collective. A ce stade on peut affirmer que le sujet est devenu un zombie."

Autrefois, sa profonde ignorance n'en faisait pas autre chose. Maintenant on sait que ce n'est pas le facteur qui l'empêche de passer à l'action pour prendre en mains son destin quand les conditions objectives s'y prêtent, mais qui le tire sans cesse en arrière

ou l'empêche de voir plus loin. Or pour changer la société, il est impératif de se donner les moyens de voir beaucoup plus loin, au-delà de la société existante, d'où tous les efforts déployés par la réaction pour que les exploités et les opprimés ne parviennent jamais à se doter de ces instruments et demeurent sous le joug du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le zombie de ce monsieur est cultivé, il a été scolarisé, et il est vrai que je vois peu de différence avec le comportement de ma compagne ultra arriérée, illettrée, qui compte sur ses doigts ou ignore que la terre tourne autour du soleil, qui peine tout simplement à penser et à qui on peut faire croire n'importe quoi. Cependant, elle a compris un certain nombre de choses et a évolué pour avoir développé un profond sens de l'observation, ce qui l'a familiarisé avec les rapports de cause à effet qui existent dans la nature (et la société), de telle sorte qu'elle est en mesure de comprendre tout ce qui relève de ce genre de rapports, ce qui signifie qu'il suffit d'aborder avec elle un sujet sous cet angle pour qu'elle saisisse de quoi on lui parle et évolue, pour peu qu'on s'en donne la peine ou qu'on fasse preuve de patience avec elle. Sans en attendre de miracles ou un résultat immédiat.

C'est juste un exercice élémentaire de logique, qui mérite parfois d'avoir les nerfs solides, j'en conviens, mais le résultat est garantie. Or, on n'a jamais voulu aborder les travailleurs sous cet angle, prétextant qu'il ne figurait pas dans le cahier des charges de la conception de la lutte de classe il y a un siècle ou davantage encore, la télévison non plus, la radio non plus, Internet non plus, etc. autant d'instruments qui servent à diffuser la propagande officielle, à conditionner les masses, à les abrutir, les déstabiliser, les diviser, sans qu'on juge indispensable de s'y attaquer pour les aider à se délivrer de cette emprise idéologique qui pèse sur leurs décisions et leur moral ou à en tirer des leçons pratiques qui sont nécessaires pour que leur niveau de conscience progresse...

4- "Nous ne sommes pas en position de force mais notre ennemis, quoiqu'il ait aujourd'hui tous les moyens possibles à sa disposition, a de moins en moins d'options pour durer dans le temps.

Au quotidien, nous autres simples citoyens, pouvons agir à notre échelle. La principale et la plus efficace des actions, de mon point de vue, est de discuter en des termes simples avec tout le monde de la propagande quotidienne.

Il existe une méfiance grande et grandissante à l'égard de la doxa, qui est aujourd'hui trop incohérente pour survivre à une simple discussion.

L'erreur à ne pas faire c'est de vouloir convaincre, car il est trop tôt pour ça. L'objectif doit être de simplement en parler, sans partir dans les grandes considérations, les grands enjeux, etc, simplement en parler.

Essayez vous verrez, il suffit d'en parler sans défendre aucune thèse, juste en relevant telle et telle incohérence, en des termes simples et sans vraiment conclure : pour beaucoup aujourd'hui cela suffit.

L'objectif aujourd'hui ne doit pas être de convaincre, mais de préparer les esprits à changer bientôt radicalement d'avis."

Cette démarche est positive et efficace à défaut de mieux avec bien des personnes effectivement.

5- "Certes, mais comme dirait l'autre on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs. Sans révolution ou toute autre forme d'action ultra-violente concertée et et mûrement réfléchie cela va sans dire, aucun, je dis bien aucun changement ne sera possible."

Je ne vous le fais pas dire.

C'est l'Inde ! On sait quand est-ce que cela commence, mais on ignore quand est-ce que cela se terminera.

- Inde: Modi inaugure un grand barrage - Reuters

Le chantier a suscité d'âpres débats depuis la pose de la première pierre en 1961 par le Premier ministre d'alors, Jawaharlal Nehru. La construction du barrage proprement dite n'a débuté qu'en 1987. Reuters 17 septembre 2017

Terminé en 2017, 56 ans pour construire un barrage, record mondial à battre ! En exploit !

Ici à Pondichéry, ils ont entrepris de construire un minuscule tronçon surélevé qui doit faire moins d'un kilomètre de long, avec deux voies dans chaque sens de la circulation. Ils ont commencé il y a 4 ou 5 ans et ils viennent juste d'en terminer la moitié, donc on peut l'emprunter dans les deux sens sur une seule voie, l'autre moitié sera terminée d'ici... quand je n'en sais rien !

La réalité qu'on se refuse à prendre en considération.

J'ai pris pour référence la répartition des classes et des différentes couches sociales en Grèce et en France qui va lui ressembler

de plus en plus. Les pourcentages fournis proviennent de mémoire de nombreux articles de presse des dernières années, ils sont justes ou approximatifs mais toujours proches de la réalité, il faut donc les prendre comme tels. On pourrait procéder à quelques ajustements qui ne remettraient pas en cause les conclusions ou les leçons qu'on pourrait en tirer.

Quand on milite et qu'on se destine à changer la société, vaut mieux savoir comment elle se compose et comment se comporte chaque classe et couche de chaque classe, cela explique bien des choses, et puis c'est préférable pour ne pas dire ou faire n'importe quoi ou aller de désillusions en désillusions.

La population adulte ou en âge de travailler ou de voter compte 10% de patrons, 20 à 25% d'auto-entrepreneurs, 15 à 25% de fonctionnaires, 15 à 20% de retraités (de toutes catégories ou de tous status socials), combien reste-t-il d'ouvriers ou d'employés (tous status confondus, simple employé ou cadre), 25% à 35% en modérant les pourcentages précédents, on peut même aller jusqu'à 40%. Et parmi ces 40% un dizième sont des cadres et un quart sont des salariés qui disposent d'un revenu équivalent au double du smic ou plus, et parmi les 27% restant, disons que 50% sont en couple et cumulent 2 salaires, pendant que ceux qui sont en couple ou seuls ne disposent que d'un seul salaire pour vivre ou un salaire et demi en comptant les salariés à temps partiel ou au chômage.

Il ne reste donc plus que 13 à 15 % de travailleurs à ne plus être en situation de pouvoir supporter les méfaits ou les maux du capitalisme, soit qu'ils disposent d'un revenu unique (salaire ou retraite) autour de 1000 euros nets par mois, soit qu'ils disposent d'un salaire et demi ou d'allocations chômages ou RSA, auxquels il faut ajouter une partie des fonctionnaires et des auto-entrepreneurs qui sont dans la même situation, combien, prenons un quart comme base, on arriverait à 25% qui doivent faire face en permanence à des difficultés matérielles ou financières, tandis que 75% peuvent encore s'accommoder du régime.

Macron est aussi utile qu'un déodorant qui empeste les chiottes, dans lesquelles une crotte de chien est posée sur un coucher de soleil, d'où son surnom de roi soleil crépusculaire. Au lieu de crotte de chien on aurait pu dire un étron, mais je tiens à cette crotte de chien qui me fait penser à Marx qui avait traité de chiens les Versaillais qui avaient écrasé la Commune dans un bain de sang.

Ni juvénile ni sénile, ni matière ni esprit, on a envie de donner un coup de pied dedans !

25%, c'est entre 6 et 7 millions de travailleurs, en terme d'organisation ou de militants politique autour de 2%, et encore. Si on retire les 10% constitués de fonctionnaires et d'auto-entrepreneurs pauvres qui vouent un culte à l'Etat ou au capitalisme, il ne reste plus que 15% pour lesquels l'existence est un cauchemar au quotidien ou qui auraient des raisons de vouloir en finir avec le régime.

En Grèce, quand on ajoute aux 25% de fonctionnaires, les 25% d'auto-entrepreneurs, plus les 10% de patrons, on s'aperçoit que le régime dispose de la majorité pour garantir sa stabilité politique. Quand on est patron cela se comprend, c'est naturel, logique. Quand on est fonctionnaire, c'est l'Etat votre patron, vous n'avez donc pas intérêt à l'affaiblir ou à sa disparition. Et quand vous êtes auto-entrepreneur, vous avez adopté le capitalisme, son mode de pensée, vous ne serez donc pas enclin à écouter les discours anti-capitalistes, votre idéal étant de devenir un grand patron ou un patron qui a réussi, fortuné.

Choisir de devenir fonctionnaire, c'est avant tout penser à son statut personnel, la vocation de servir la collectivité n'est qu'un alibi destiné à se donner bonne conscience. Cela vaut davantage encore pour les auto-entrepreneurs, bien que la plupart échappent ainsi au chômage ou refusent de prendre un emploi précaire ou ne correspondant pas à leur qualification, c'est plus la situation sociale qu'autres choses qui les poussent dans cette voie. Ce que l'on retiendra en priorité, c'est l'idéologie que les uns et les autres adopteront en conséquence, qui ne va pas vraiment dans le sens de la remise en cause de l'ordre établi.

Cela étant dit, quel que soit votre revenu ou votre statut à l'exception des patrons, vous devrez subir une multitude de contraintes ou difficultés liées à la crise du capitalisme et à la décomposition accélérée de la société au point de vous angoisser ou de vous pourrir littéralement la vie, en dehors de vos rares moments de réelle détente ou de satisfaction éphémères, vous ne pourrez pas échapper à l'ambiance délétère, nauséabonde dans laquelle baigne l'ensemble de la société, qui constitue la toile de fond de votre existence quotidienne qui ne devrait pas s'améliorer dans l'avenir.

Evidemment, cela devrait conduire l'ensemble des travailleurs des différentes classes hors celle des capitalistes à se questionner sur l'orientation de la société dirigée par l'oligarchie, encore faudrait-il qu'ils comprennent comment et pourquoi la société est devenue plus inégalitaire et injuste, pourquoi elle n'est pas en mesure de permettre à chacun d'accéder au bien-être sans devoir subir un tas de frustrations, d'humiliations, de sacrifices inutiles ou que rien ne peut finalement justifier, sinon permettre à une infime minorité de continuer de s'enrichir toujours plus et de disposer du pouvoir politique pour uniquement pérenniser son statut privilégié. L'article que je vous propose ci-dessous fournit des indications précises sur la nature des ordonnances de Macron et l'orientation de sa politique. C'est le point de vue de la réaction, qui elle part de la réalité pour en modifier l'orientation en fonction des besoins des capitalistes. Son modèle, c'est les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Grèce qui sont largement ubérisés ou des Etats de non-droit pour les travailleurs, c'est leur idéal à l'extrême opposé du nôtre. Dans la mesure où il s'agit de modifier durablement et en profondeur les rapports entre les classes au profit du capitalisme, il s'agit bien de lutte des classes.

- Pourquoi l'entrepreneur a gagné la lutte des classes - Challenges

Pour Leonidas Kalogeropoulos, président de Médiation & Arguments et vice-président d'Ethic la France s'est trouvée une nouvelle idéologie: l'entrepreneuriat. Et c'est une bonne nouvelle.

La France a été l'un des derniers pays d'Europe à entretenir la flamme moribonde d'une confrontation entre un " patronat " réputé nanti d'un côté, et une classe laborieuse, réputée exploitée de l'autre. Sur le fondement de cette vision étriquée, obsolète, trompeuse et idéologique de la réalité, ont été élaborés tout un écheveau de normes, de droits, de taxes, de limitations du temps de travail, d'interventions étatiques, de régulations publiques pour organiser à peu près pacifiquement cette lutte des classes à peine larvée qui plombe notre pays, notre unité nationale et notre ambition de grandeur depuis trois décennies. Cette séquence, qui s'essouffle depuis quelques années, voit émerger la meilleure nouvelle dont notre pays pouvait rêver : l'entrepreneuriat sort victorieux de cette confrontation, parce que les pulsions révolutionnaires, les idéaux autogestionnaires et la passion conquérante dont notre pays est pétri se sont investis dans une nouvelle terre de conquête, la création d'entreprises ! Pour affranchir l'homme de la " dictature " économique, au lieu de vouloir corseter les entreprises, on s'est mis collectivement à en créer.

Terre de création d'entreprises

Dans ce registre, où nous tenons le premier rang en Europe, nous surperformons pour atteindre depuis le premier semestre le rythme sans précédent de 600.000 créations d'entreprises par an. Entreprises innovantes, start-up, entrepreneurs, auto-entrepreneurs, c'est le nouveau visage du capitalisme français qui se dessine sous nos yeux, réalisant la convergence entre la dynamique émancipatrice chère à la gauche, et l'attachement à l'économie de marché chère à la droite, conférant un socle idéologique cohérent à la majorité parlementaire sortie des urnes aux dernières élections.

Ce socle idéologique repose sur la conviction que l'esprit d'entreprendre des citoyens est tout à la fois une source d'émancipation et d'accomplissement individuels et la source des richesses de la Nation. Ainsi, encourager avec volontarisme cette dynamique entrepreneuriale et lui offrir les moyens de donner ses pleines potentialités pour développer la société devient une nécessité reconnue collectivement. C'est le sens des Ordonnances réformant le code du travail, qui sont en train d'être adoptées sans ambages, parce que presque personne ne parle plus de " cadeaux offerts aux patrons ", mais bien de leviers efficaces pour ne refreiner aucune création d'emplois dont chaque entrepreneur peut enrichir la société.

Le nouveau patronat en mission

Hormis quelques tribuns qui haranguent les foules pour défendre une organisation sociale qui condamne notre pays – et en particulier sa jeunesse - au chômage de masse depuis 30 ans, les réformes en cours ou annoncées ne sont globalement plus perçues comme une menace, mais au contraire comme la promesse du rebond tant attendu. C'est en promouvant l'esprit d'entreprendre de ses citoyens que la France est en train de renouer avec son ambition émancipatrice, celle qui l'a fait abolir les privilèges et parler au monde des Droits de l'Homme. Pour poursuivre cette vocation, l'esprit des Lumières et l'esprit d'entreprendre doivent se combiner pour être les instruments conjoints d'élaboration d'un projet individuel que chaque citoyen se donnera les moyens d'entreprendre (littéralement, " prendre en main "), en tant que salarié ou en créant son entreprise, qu'importe, être entreprenant ne se limite pas à détenir un Kbis. Tous les registres de la vie sociale sont gagnés par cette dynamique de l'entrepreneuriat mis à la porté de tous, depuis les écoles, où se propagent depuis 10 ans les interventions comme celles de l'association " 100000 Entrepreneurs dans les Ecoles " ; dans les Universités, où fleurissent les Junior Entreprises ; dans les quartiers, où se multiplient des initiatives comme celle des Déterminés, association de jeunes qui accompagne des promotions d'entrepreneurs avec le soutien d'un nouveau patronat que se sent investi de la mission de propager et valoriser cette énergie créatrice dans tout le pays. Pas un secteur d'activité n'y échappe, de la culture au numérique, de l'agriculture à la fonction publique : partout fleurissent des initiatives de terrain destinées à éveiller les énergies, les projets disruptifs, les solutions innovantes.

Une nouvelle identité pour la France

Ceux qui ne voient dans cette dynamique qu'un phénomène économique n'ont pas pris la mesure de la lame de fond qui transforme notre pays. Il ne s'agit pas d'économie, il s'agit d'une nouvelle dimension culturelle, qui redonne son identité à notre Nation. Elle est capable de transcender les différences sociales ou d'origines en traçant la voie d'un chemin fédérateur : éveiller et entretenir son esprit créatif et entrepreneurial en poursuivant la réalisation d'un projet utile à la société, c'est un chemin de citoyenneté qui consolide la communauté nationale, et qui trace les contours les plus prometteurs de notre identité collective. Tous les défis de notre société sont à la porté de cette énergie-là. La reconstruction des banlieues, la transition énergétique, le défi alimentaire, le défi démographique… il n'est aucun domaine qui puisse échapper au potentiel créatif d'une Nation entreprenante, qui fait prendre conscience à tous ses enfants et citoyens qu'il n'est de richesses que celles que leurs compétences et leur opiniâtreté sont capables de créer.

Cette prise de conscience, qui vient des profondeurs de notre pays, a une portée plus large que les limites de notre seule Nation. Ce message a une portée universaliste, conforme à la vocation de la France à parler au monde. Promouvoir un capitalisme entrepreneurial est en train de redonner sa fierté à notre pays. Sous l'impulsion de la France, nul doute que cette voie est également en mesure de constituer une ambition fédératrice pour l'Europe, qui peut y retrouver un idéal commun en se fixant pour objectif d'être le continent célébrant et stimulant l'esprit d'entreprendre de ses 500 millions d'habitants, et de ceux qui veulent

le rejoindre. Challenges le 19 septembre 2017

Qu'on se le tienne pour dit ! Ce qui cloche dans cette démonstration, c'est que la force de travail a existé avant que voie le jour la première entreprise et elle survivra à l'entreprise privée...

Serions-nous sous influence ?

En guise de réponse à l'article de Challenge en quelque sorte.

Question : Pourquoi ne pourrions-nous pas envisager de passer immédiatement au communisme sans passer par la phase de transition que l'on a appelé socialiste au cours de laquelle les inégalités même très atténuées ou supportables persisteraient pendant que le capitalisme s'éteindrait, puisque nous somme dors et déjà parvenu au stade où nous sommes en mesure de produire des richesses en abondance et de satisfaire tous les besoins matériels ou sociaux des hommes ?

Ne serait-ce pas cet aveuglement ou cette persistance à ne pas tenir compte compte du développement des forces productives, de la société qui nous conduirait à vouloir appliquer un scénario devenu obsolète et de fait irréalisable et qui risque de nous être fatal ? Oui et non, c'est mal poser la question.

K. Marx - ...quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (Critique du programme de Gotha - 1875)

La population mondiale est passée de moins d'1 miliards d'habitants au milieu du XIXe siècle à plus de 7 de nos jours, donc "le développement multiple des individus" est largement réalisé, quant aux forces productives elles se sont accrues dans des proportions colossales depuis le milieu du XIXe siècle, donc les conditions objectives existent pour appliquer ce principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! ».

Ce qui fait défaut, ce sont les conditions subjectives, la prise de conscience par les travailleurs que le processus matérialiste historique rend possible la réalisation de ce principe et qu'ils en sont les acteurs principaux.

Comment peut-on accepter de vivre un jour de plus dans une société aussi hideuse qui nous impose tant de maux ou souffrances, alors qu'elle recelle le potentiel de les supprimer du jour au lendemain ? Voilà le genre de questions élémentaires au côté desquelles passent les travailleurs, alors qu'elle devrait hanter leurs cerveaux jusqu'à ce qu'ils trouvent les réponses adéquates ou satisfaisantes.

(Marx évoquant les inégalités persistantes et leurs origines qu'il cite plus loin) - Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Ces "défauts", Marx les évoque ensuite : " l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel", le travail conçu seulement comme "un moyen de vivre" et non comme un "premier besoin vital", ces "défauts" subsistent après la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, elle en hérite du capitalisme, et même en s'attaquant à ses fondements, en expropriant les capitalistes du CAC40 et des grandes entreprises sans leur verser un centime, en déclarant dans la Constitution que le capitalisme est désormais hors la loi, que la propriéé privée des moyens de production est abolie, qu'aucun homme n'a désormais le droit d'en exploiter un autre ou je ne sais quoi, il n'en demeurera pas moins qu'en dehors des rapports de production l'ensemble des rapports sociaux existant dans la société demeureront, le médecin va continuer d'avoir un statut supérieur à celui du tourneur ou de la caissière, un revenu supérieur, un mode de vie supérieur, ce qui changera uniquement, c'est que notre tourneur ou notre caissière n'auront plus à se tourmenter pour se nourrir, se loger, se vêtir, se soigner, élever leurs enfants, etc. et ils disposeront de temps supplémentaire pour se livrer aux activités de leur choix, pour profiter de la vie comme l'on dit de manière un peu insouciante, car en réalité il s'agit de donner librement un sens à sa vie ou de la rendre plus agréable sans nuire à quiconque, bien au contraire, ce n'est pas pour rien que l'on affirme que le communisme constitue l'idéal humaniste le plus élevé qui soit.

Maintenant, si le stade de développement atteint de nos jours par les différents facteurs énumérés par Marx permettrait de se passer de la période préliminaire du socialisme que nous venons d'évoquer succinctement dans le paragraphe précédent, il n'en demeure pas moins que l'immense majorité des travailleurs du pays concerné n'y seraient pas prêts et ceux du reste du monde encore moins, d'où semble-t-il l'impossibilité de faire l'économie de cette période transitoire ou de la sauter pour passer directement au communisme, à moins d'envisager un changement encore plus radical et procéder à l'abolition de la monnaie simultanément, auquel cas la question des inégalités ou de l'égalité matériel entre les hommes ou encore la répartition des richesses n'aurait plus aucune raison d'être ou se trouverait définitivement résolue, on aurait ainsi épuisé le sujet ou elle se serait éteinte également, scénario que personne n'ose envisager, mais qui lorsqu'on y réfléchit un peu n'est pas complètement

farfelu ou si précoce que cela, puisqu'il est l'exacte antithèse de la société qu'ils veulent nous imposer basée uniquement sur le marché ou l'argent.

On a tort de refuser d'admettre que le niveau de conscience des travailleurs ne serait pas un des facteurs déterminant de la lutte de classe ou de le négliger, et le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas le cas de nos ennemis qui redoublent d'imagination et d'efforts pour les abêtirent ou conforter leur ignorance, eux ils ont l'avantage d'avoir une vision ou une conception globale de la lutte des classes, alors que la nôtre est étriquée, dogmatique, sclérosée et de ce fait impuissant à définir les tâches que le prolétariat doit accomplir pour progresser et aller de l'avant vers son émancipation.

C'est bien simple, on n'ose même plus avancer les principes qui définissent le socialisme ou le communisme, en réalité on subit l'influence de nos ennemis, et on se situe sur le même terrain qu'eux ou on les laisse fixer la règle du jeu qui est forcément à leur avantage, ensuite on s'étonne qu'elle soit communément acceptée par l'ensemble de la société et qu'on soit impuissant à la combattre.

Cherchez l'erreur.

Pourquoi certains refusent d'envisager la nécessité d'un affrontement avec le capitalisme ? Pardi, parce qu'ils ont un fil à la patte, il y a quelque chose qui les retient, le plus souvent inconsciemment, ils craignent d'y perdre s'ils n'en sortaient pas vainqueurs.

A quoi cela sert-il de faire étalage des méfaits ou excès du capitalisme et prôner son abolition, si on n'aborde pas la question des moyens et des objectifs politiques pour y parvenir ? A rien, cela revient à brasser du vent.

- Le grand escamotage néolibéral par Karim Zahidi (Source : Lava Revue - investigaction.net)

Extrait.

Karl Marx a analysé le fait qu'un traitement égalitaire d'individus inégaux produit l'inégalité. Dans sa Critique du programme de Gotha, il parle également de l'égalité légaliste : « (…) C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit. Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure ; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune que tant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect déterminé. »

À l'idéal d'égalité légale, Marx oppose son célèbre « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». Mais il réalise que l'on ne passera à une phase supérieure de l'histoire qu'après la liquidation de l'économie capitaliste, lorsque « l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé ». Pour combattre l'inégalité matérielle, tant que le capitalisme n'aura pas complètement disparu, on devra faire appel à des lois et des droits « inégaux et non égaux ».

Cela suppose-t-il un retour à l'Ancien Régime ? Pas nécessairement. Cette idée de l'égalité inégale, Marx l'a empruntée à Gracchus Babeuf, un révolutionnaire français, ennemi juré de l'Ancien Régime. Pour Babeuf, l'égalité inégale consiste en ce que l'État tient compte des conditions matérielles concrètes de chacun. Il est question ici d'inégalité, parce que Babeuf fait la distinction sur base des conditions matérielles de chaque individu séparément : celui qui a peu reçoit davantage. Mais ce traitement, au départ inégal sur le plan quantitatif, vise une égalité substantielle en fin de parcours. De plus, Babeuf combine l'inégalité et l'égalité, vu qu'il ne fait aucune distinction entre les individus de situation matérielle identique.

Ainsi, l'inégalité de Babeuf diffère essentiellement de l'inégalité devant la loi sous l'Ancien Régime : ce n'est pas la position sociale que l'on occupe (en tant que membre de la noblesse, membre du clergé ou simple citoyen) qui est déterminante, mais la situation matérielle de chacun. Tant que le capitalisme subsistera, cette égalité inégale devra être établie dans des lois et est donc aussi un principe légaliste d'égalité. (...)

Égalité des chances et égalité devant la loi : ce sont deux éléments du plaidoyer en vue d'évincer la redistribution. Ils ne sont pas concluants. Une politique d'égalité des chances qui veut être plus qu'une simple chimère doit nécessairement aller de pair avec une politique de la redistribution. L'idée de l'égalité légaliste à la Hayek n'est pas convaincante. C'est se servir de l'égalité des chances et de l'égalité devant la loi pour présenter comme une vérité gravée à jamais dans la pierre une idée de l'égalité historiquement située. Ainsi, on étouffe dans l'œuf la pensée et les aspirations à une société plus égalitaire.

Que l'égalité des chances et l'égalité devant la loi puissent être des instruments pour combattre l'inégalité ne signifie pas qu'on peut réduire la problématique de l'inégalité à ces seuls aspects. Ceux qui ne désirent pas se laisser enfermer dans les cadres de pensée préétablis du néolibéralisme feraient bien d'examiner de façon critique ces prétentions à l'exclusivité. Fin.

Qu'est-ce que signifie "on ne passera à une phase supérieure de l'histoire qu'après la liquidation de l'économie capitaliste", que signifie ou comment doit se traduire concrètement sur le plan politique cette "liquidation de l'économie capitaliste", l'auteur de cet article ne nous le dit pas parce qu'il n'envisage pas sérieusement "la liquidation de l'économie capitaliste", il fait l'impasse

dessus en se concentrant sur "une politique de la redistribution"...

Extrait.

- Les manifestations d'aversion contre la démocratie dans la bouche des porte-étendard du néolibéralisme ne sont pas des dérapages. Elles sont l'émanation logique de l'idée néolibérale de la société de marché. Une telle société ne supporte en effet pas la moindre démocratie substantielle, car il existe alors toujours le risque de voir le peuple prendre une décision qui ne concorderait pas avec la logique du marché. Hayek, lui aussi, trouvait inconciliables la démocratie et la société de marché. Aussi exprimait-il sans sourciller sa préférence pour un « dictateur libéral » plutôt que pour une « démocratie non libérale ».

LVOG - Ce qu'il faut comprendre, c'est que le néolibéralisme s'inscrit dans un processus dialectique, il correspond aux besoins du capitalisme parvenu à un stade précis de son développement, il n'aurait pas pu naître à une autre époque que celle de l'impérialisme pourrissant. Concurrence, monopole, oligopole ; artisanat, manufacture ou usine, conglomérat ; marchand, capitaliste, impérialiste ; commerce, industrie, banque ou finance, etc. Le développement des moyens de communication devait favoriser les échanges ou le commerce et conduire à la concentration des richesses et du pouvoir du marchand qui allait devenir un bourgeois.

Ce processus allait accroître la population des villes et permettre l'essor de la division du travail qui plus tard sera étendue à l'échelle mondiale. Cela allait permettre de donner naissance à de nouveaux besoins et favoriser la production des marchandises correspondantes pour les satisfaire. Et il devait fatalement arriver un jour où la démographie mondiale ayant atteint un niveau démentiel, il serait inconcevable de satisfaire ces besoins gigantesques, tandis qu'une infime minorité concentrerait l'essentiel des richesses produites. Il allait donc falloir envisager sérieusement : soit de liquider des milliards d'êtres humains, ce qui paraît irréalisable ou prendrait un certain temps, soit de leur imposer un régime politique apte à leur imposer des conditions d'existence de plus en plus sordides sans qu'ils puissent contester l'ordre établi. Il suffirait de se servir de l'extrême hétérogénéité de la société pour la diviser, la déchirer, la livrer au chaos de manière à anéantir tout espoir de vie meilleure ou de la changer, d'abuser des faiblesses de la nature humaine pour la corrompre, de sorte que quoi qu'il arrive ceux qui détenaient le pouvoir le conserve et le renforce en s'enrichissant toujours plus au détriment du reste de la société ou de l'humanité.

La putréfaction du capitalisme atteint toutes les classes au lieu de les préserver ou de les développer, dans ce sens la lutte des classes aussi doit disparaître, donc toute trace même en filigrane de la démocratie.

Qui se prend pour Napoléon, devinez ?

- "Il y a beaucoup de jeunes, oui, et de diplômés, oui. J'assume. Les maréchaux d'Empire (qui entouraient Napoléon) étaient jeunes et ce n'étaient pas des paysans, ils avaient fait l'école de guerre".

- "Le coup de balai intégral, ce n'est pas sérieux. Même Napoléon à côté de ses jeunes maréchaux d'Empire est allé piocher dans l'Ancien régime". Philippe Besson - Un personnage de roman (Julliard)

L'erreur, c'est la lutte des classes, qu'est-ce qu'on était con de ne pas y avoir pensé plus tôt !

Pour l'historien Emmanuel Todd, la vraie fracture n'est aujourd'hui plus sociale, mais éducative.

Libération. La lutte des classes sociales est remplacée par la lutte entre les classes éducatives ?

Todd. Oui, même si revenus et éducation sont fortement corrélés. La meilleure variable pour observer les différences entre les groupes est aujourd'hui le niveau éducatif.

Libération. La France insoumise est-elle une tentative de renouer le contact entre élite et peuple ?

Mais ce qui est vraiment original dans l'électorat de Mélenchon, c'est son caractère transclassiciste. Ouvriers, employés, professions intermédiaires, diplômés du supérieur : toutes les catégories sociales y sont représentées. En ce sens, les progrès de La France insoumise ne seraient pas une nouvelle forme de gauchisme, mais exactement l'inverse : une certaine forme de réconciliation des catégories sociales et éducatives françaises. Reste à savoir si Mélenchon a dans la tête ce qu'il faut pour gérer une telle réconciliation.

Sur BFM : « On ne peut sortir la France d'un point de vue de gauche, de contestation du système, modérée, qu'avec l'appui des américains ».

Un internaute. "Et propose donc de se rapprocher d'un pays dont le système familial est indifférent aux inégalités… Ne disait-il pas que la « France pourrait sortir d'un point de point de vue de gauche » ?"

Heureusement que la majorité ne se sent pas (encore) concernée.

- Deux tiers des Français jugent que la réforme va "favoriser les licenciements" - AFP

Plus des deux tiers des Français (68%) estiment que les ordonnances sur le Code du travail vont "favoriser les licenciements" et 53% que la politique du gouvernement bénéficie "aux plus aisés", selon un sondage réalisé par Viavoice et publié lundi par Libération. AFP 18 septembre 2017

Ils ont donc conscience que les ordonnances ou la politique du gouvernement vont favoriser les intérêts de la classe des capitalistes au détriment de celle de la classe ouvrière ou l'ensemble des travailleurs, mais apparemment ce n'est pas suffisant pour qu'ils se mobilisent contre. Ceci a peut-être quelque chose à voir avec ce qui a été exposé précédemment.

- La politique d'Emmanuel Macron bénéficie aux plus aisés, selon 53% des Français - Franceinfo

Selon un sondage réalisé par Viavoice et publié lundi 18 septembre par Libération.

A la question de savoir qui "la politique économique du président de la République et du gouvernement vise à aider en priorité", 53% des sondés répondent "les catégories les plus aisées", 12% "les classes moyennes", 11% "les catégories populaires". A la question "[Emmanuel Macron] mène-t-il une politique de droite ou de gauche ?", 43% estiment que la politique économique est actuellement de "droite", 31% la jugent "équilibrée entre droite et gauche" et 6% "de gauche".

Six sondés sur dix craignent une hausse de la précarité

Concernant la réforme du Code du travail, 68% des personnes interrogées estiment que "la réforme favorisera les licenciements" et 65% pensent qu'elle "affaiblira le rôle des syndicats". Pour 60% des sondés, la réforme va "accroître la précarité des salariés". Les personnes interrogées jugent aussi à 55% que le droit du travail n'est actuellement "pas assez protecteur". "Un pourcentage en progression de sept points en deux ans", relève Libération. Franceinfo18 septembre 2017

Ils font les sondages comme ils font les présidents.

- Regain de popularité en septembre pour Macron qui remonte à 45% - AFP

La cote de popularité d'Emmanuel Macron repart à la hausse en septembre, avec 45% de personnes satisfaites, soit une remontée de 5 points qui intervient après la forte baisse (24 points cumulés) au cours des deux mois précédents, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche (JDD). AFP 24 septembre 2017

Certes, certes, certes...

Le malheur des uns fait le bonheur des autres, et qui s'en plaindrait quand on fait partie des heureux élus qui peuvent facilement se donner bonne conscience en se disant que si ce n'était pas eux qui en profitaient... L'essentiel, c'est d'être servi sans se soucier de savoir ni dans quelles conditions ni du sort de ceux pour qui au quotidien l'existence est un cauchemar.

Et pourvu que cela dure !

Certes, certes, c'est injuste, mais qu'y peut-on, rien de préférence. Non, nous n'avons jamais souhaité vivre dans une telle société, maintenant elle existe et il faut bien faire avec... du moment qu'elle ne nous réserve pas les restes ou les rogatons tombés de la table des nantis.

Libération (le milliardaire Drahi), Laurent Joffrin :

Joffrin - Certes, il y a plus de pauvres en Allemagne qu'en France. Certes, les lois Hartz ont précarisé beaucoup de salariés.

Certes, c'est le prédécesseur de la chancelière, Gerhard Schröder, qui a brûlé les convictions de son parti pour assurer, au prix fort, la compétitivité du «site Allemagne» dans la mondialisation.

LVOG - Quelle merveille ces pays, le monde transformé en une immense salle des marchés aux esclaves !

Joffrin - ...un chômage minimal, une industrie impérieuse, un excédent commercial colossal, un niveau de vie élevé, une société toujours solidaire même si les médications récentes ont aiguisé les inégalités. Libération le 21 septembre 2017.

Il relaie ce que pense la majorité des Allemands...

A propos des manifestations des 19, 21 et 23 septembre, des ordonnances...

Entre 30.000 et 150.000 personnes ont manifesté samedi à Paris à l'appel de Jean-Luc Mélenchon contre le "coup d'Etat social" d'Emmanuel Macron, contre lequel le président de La France insoumise a appelé à une résistance populaire massive. Franceinfo 24 septembre 2017

Bref, nationalement il n'a pas mobilisé plus de 1% des électeurs qui avaient voté pour lui lors de la présidentielles. Normal quand la révolution se réduit aux "urnes" !

Des mobilisations inutiles et vouées à l'échec, mais il est de bon ton de les louer pour maintenir le moral des troupes à défaut de pouvoir les galvaniser. En réalité plus personne n'y croit, mais personne ne veut l'avouer et encore moins essayer de comprendre pourquoi, dans ces conditions la situation est vouée à empirer indéfiniment. On fournira plus loin une explication parmi d'autres qui permettra de comprendre pourquoi, puisqu'on n'a rien appris ou retenu de l'expérience grecque des dernières années ou même américaine qui l'avait précédée.

Ils font partie de la panoplie des agents provocateurs et autre indics d'un Etat policier.

Les black blocs sont des militants cagoulés issus du Mouvement inter-luttes indépendant et associés aux antifascistes et à l'extrême-gauche qui sont régulièrement pointés du doigts et accusés de violences, selon le Huffington Post.

Un internaute :

- "Les Black et autre casseurs sont les premiers à être instrumentalisés, sous les manifs contre la lois El Khonnery on les laissait faire devant les caméras avec limite une autorisation, sans compter les infiltrés de la police bien là pour attiser ...ça effraie les vieux et les crédules, donc derrière l'effroi...ça réclame la rigidité et accepte que des gamins finissent éborgnés et des passants matraqués car trop près, un Etat policier!"

Ils sont sponsorisés par les médias-oligarques...

Mélenchon place de la République à Paris le 23 septembre.

"Monsieur le président, il vous reste à consulter l'Histoire de France pour apprendre que c'est la rue qui a abattu les rois, c'est la rue qui a abattu les nazis, c'est la rue qui a protégé la République contre les généraux félons, c'est la rue qui a obtenu la quatrième semaine de congés payés, c'est la rue qui a abattu le plan Juppé, c'est la rue en 2006 qui a obtenu le retrait du CPE", a-t-il affirmé dans une anaphore ponctuées des trois mots d'ordre de la journée: "dégagez, résistance, ça suffit". (Il s'adresse à Macron, alors qu'il n'a aucune légitimité, et il ne se soucie guère de le rappeler. - LVOG)

"Personne n'avait jamais parlé au peuple français de cette façon. Ni les rois, ni les gouvernements engagés dans la confrontation la plus dure avec le peuple, n'avaient traité les Français de fainéants, de cyniques, de névrosés, d'emmerdeurs, d'abrutis", a-t-il déclaré. (Ils ne les traitèrent pas ainsi, ils les ignorèrent ou s'en servirent comme chair à canon ! - LVOG)

"Dans le fond, ce que vous voyez, c'est la chienlit libérale", a-t-il dit. (On préfère le chaos quand on ne se reconnaît pas dans le gaullisme. - LVOG)

"Ces gens détruisent tout ce que nous avons construit", a-t-il ajouté en parlant du "saccage" de l'éducation nationale, du logement social, des retraites et des hôpitaux. (Ces "gens" représentent un ordre social, une classe sociale, cela s'appelle la lutte des classes. - LVOG)

"Je souhaite, avec les organisations syndicales, et nous sommes prêts à nous ranger derrière elle, une action forte et dense", a-t-il lancé, évoquant la possibilité de "déferler à un million sur les Champs-Elysées". (Encore un haut lieu de la lutte des classes ! Pour quoi faire ? La réponse est ci-dessous et l'oligarchie en tremble déjà ! - LVOG)

D'ici là, il appelle samedi 30 septembre à un concours de "casserolades". Le principe repris ces derniers jours par les indépendantistes catalans est simple: faire un maximum de bruit pour "empêcher de dormir ceux qui vous pourrisse la vie". (Gesticulation pathétique ! - LVOG)

«Nous ne sommes pas, en dépit des apparences, en monarchie. Il existe encore un encombrement qui s'appelle le Parlement, dont on a essayé de vous faire croire qu'il était une caverne de brigands» a poursuivi Jean-Luc Mélenchon. (Un Parlement placé sous

la tutelle d'un monarque qui peut le dissoudre à volonté, selon la Constitution de la Ve République. Il faut bien qu'il justifie sa participation au Parlement, sa collaboration à un régime qui tient d'une monarchie constitutionnelle que le couronnement du marché vient sacrer. - LVOG)

Et l'ancien candidat à la présidentielle d'adresser une ultime mise en garde pour conclure et rappeler son véritable objectif. "A la fin de la rue, souvent, il y a les élections." huffingtonpost.fr et Reuters 23 septembre 2017

Ouf, il n'y a pas la révolution !

Négationnisme. Ce sont des "démocrates et républicains" qui ont préféré porter au pouvoir "la fange nazie" plutôt que le socialisme...

Christophe Castaner a estimé sur Twitter qu'il était "indigne de porter (l'écharpe tricolore de député) quand on mêle démocrates et républicains à la fange nazie".

De son côté, Richard Ferrand, président du groupe La République en Marche à l'Assemblée, a dénoncé sur le réseau social des "amalgames délirants" et "déshonorants". Reuters23 septembre 2017

Répondre à ces raclures serait leur faire bien trop d'honneur.

Vous savez ce qu'ils vous disent ?

- Castaner s'oppose "au fait qu'on emmerde les Français" - Reuters

Le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner a déclaré mercredi qu'il respectait le droit de manifester mais qu'il s'opposait au fait qu'"on emmerde les Français" en bloquant la France, à la veille d'une nouvelle journée de mobilisation contre la réforme du code du travail.

"(...) Il est important de rappeler qu'aujourd'hui il y a un pouvoir légitime", a-t-il dit. Reuters 20 septembre 2017

"Un pouvoir légitime", mais de quoi parle-t-il ?

Florence Drory a été élu députée LREM avec 5,23% des voix des électeurs inscrits. Roland Lescure a été élu députée LREM avec 5,81% des voix des électeurs inscrits. Samantha Cazebonne a été élu députée LREM avec 6,09% des voix des électeurs inscrits.

Nous ne sommes pas en monarchie, quoique...

- Trois ans de travaux pour faire "renaître" Azay-le-Rideau, joyau de la Renaissance - AFP

Trois ans de travaux et huit millions d'euros ont été nécessaires pour faire "renaître" le château d'Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire), un joyau de la Renaissance française reflété par les "miroirs d'eau" qui en font l'une des icônes du Val de Loire. AFP 23 septembre 2017

Réforme du Code du travail : Emmanuel Macron signe les ordonnances - Franceinfo

Il aura fallu quatre mois pour mener cette réforme du Code du travail, un temps record. Vendredi 22 septembre, Emmanuel Macron a signé les cinq ordonnances qui réforment le Code du travail. La mise en scène est maîtrisée, avec d'un côté Muriel Pénicaud, ministre du Travail, et Christophe Castaner, le porte-parole du gouvernement. "Jamais une réforme d'une telle ampleur n'a été faite depuis le début de la Vème république, et en un temps si court", a déclaré le chef de l'État. Franceinfo 23 septembre 2017

Qui a dit ?

"il y a des gens qui râlent tout le temps pour tout, donc râlez, mais moi je suis content"

Jupiter à Marseille jeudi 21 septembre. (Franceinfo 22 septembre 2017)

'Il y a une vraie réforme du marché du travail qui est nécessaire parce qu'aujourd'hui on produit beaucoup trop de chômage".

... et pas suffisamment d'esclave taillable et corvéable à merci. Merci, on avait compris.

Mimétisme.

- Valls veut la "réussite" de Macron et veut y "contribuer" - AFP

Faites donc, ne vous gênez pas, vous nous rendrez service...

- Jean-Luc Mélenchon : "Les communistes sont mes amis" - Zap Politique

Les amis de mes ennemis sont mes ennemis, tant pis pour lui, il l'aura voulu.

Qui a dit ?

- « La démocratie se fait partout. Il y a la démocratie politique : cela passe par les urnes. ».

- "La démocratie politique passe par les urnes"

Réponse : Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT qui a appelé à voter Macron qui ne le contredira pas : "la démocratie n'est pas dans la rue". (Source : Franceinfo 22 septembre 2017) En fait Martinez est comblé !

Quand ils mettent à la disposition des patrons le licenciement prêt à l'emploi et sans risque.

Le gouvernement prévoit un formulaire Cerfa pour licencier à moindre risque. - lentreprise.lexpress.fr

Parmi toutes les solutions envisagées par le gouvernement pour sécuriser la rupture des contrats de travail, la création de modèles types de lettre de licenciement.

Sécuriser la rupture du contrat de travail pour lever les freins à l'embauche. Ce leitmotiv patronal, pris avec le plus grand sérieux par l'exécutif, est désormais bien connu. Outre la barémisation des dommages et intérêts en cas de licenciement abusif et la réduction des délais de contestation aux prud'hommes, le gouvernement envisage, pour atténuer les peurs des employeurs, de limiter les risques liés aux vices de forme dans les procédures de licenciement.

C'est pour cette raison que devrait être créé un formulaire Cerfa spécial licenciement.

Un modèle-type "permettrait de "sécuriser l'employeur, en clarifiant les exigences de forme nécessaires à l'énoncé des motifs du licenciement."

À remplir des cases, on risque moins les sorties de route, c'est sûr. Les entreprises sont habituées aux formulaires Cerfa. Elles en remplissent un par exemple pour chaque déclaration préalable à l'embauche, ou pour déclarer annuellement leur TVA.

Par ailleurs, considérant que les collaborateurs qui se voient annoncer leur licenciement sont toujours demandeurs de plus d'explication que ce qui figure dans la lettre, et que cette incompréhension du motif peut les conduire sur la voie du contentieux, le gouvernement entend "permettre au salarié, indépendamment de toute instance judiciaire, de demander à son employeur des explications complémentaires sur certains griefs qui lui sont reprochés, explications qui pourraient désamorcer le conflit en amont".

Surprenante mesure... Dialoguer et expliquer au salarié les raisons pour lesquelles on est malheureusement obligé de se séparer de lui: n'est-ce pas le but de l'entretien préalable au licenciement, obligatoire? lentreprise.lexpress.fr le 29/06/2017

Quelle formidable menace pèse sur nous !

- Front national : le divorce entre Florian Philippot et Marine Le Pen - Franceinfo

On a envie de dire : Rien à foutre du FN et de Le Pen et Cie, d'ailleurs je crois l'avoir déjà dit. Il n'y a que des abrutis pour y prêter attention, de préférence de la pseudo-gauche et extrême gauche qui fraient avec de véritables extrémistes de droites qui se présentent comme des antifascistes, ne reconnaissant pas dans le néolibéralisme une idéologie d'extrême droite.

La minable prestation télé de Marine Le Pen face à Macron l'avait confirmé si besoin était.

Allez faire comprendre à ces crétins de la pseudo-gauche et extrême gauche qu'ils agitent la menace de l'extrême droite pour tenir les travailleurs à l'écart de la véritable extrême gauche qui incarne le socialisme. Ils leur disent : Méfiez-vous des extrêmes, de

sorte qu'il ne viendra à l'esprit de personne que ceux qui leur tiennent ce discours incarnent l'extrême droite ou mènent une politique en tous points conforme au programme de l'extrême droite, sans recourir à la violence pour le moment, en s'en tenant aux moyens mafieux dont ils disposent du fait qu'ils détiennent tous les pouvoirs.

Voici une application de l'instrumentalisation du FN en deux temps.

- Les Français dressent un portrait sévère de Mélenchon, selon un sondage Odoxa - Reuters

Les Français dressent un portrait sévère de Jean-Luc Mélenchon, jugé "proche des gens" mais pas sympathique ni compétent, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié jeudi soir.

D'après cette enquête, les sondés sont 58% à avoir une "mauvaise opinion" du leader de la France insoumise, qui ferait un "mauvais président" aux dires de 66% d'entre eux.

Si une majorité de personnes interrogées (56%) jugent le député de Marseille "proche des gens", elles sont nombreuses à dresser de lui un portrait sévère : 68% le jugent "agressif", 63% pensent qu'il est "trop perso", 55% le considèrent "pas sympathique" et 53% "pas compétent". Reuters 22 septembre 2017

Pour qu'un amalgame entre différents acteurs soit plausible, il faut que ses différents acteurs aient un ou plusieurs points communs, au besoin on les invente en ne tenant pas compte de leur intention ou orientation respective. Cela fera naître le doute ou donnera lieu aux pires confusions ou méprises qui soient dans la tête de ceux qui pouvaient se reconnaître de près ou de loin dans la politique d'un de ces acteurs, et qui finalement refusera de lui accorder sa confiance, le but recherché.

- Près de six Français sur dix ont une mauvaise opinion de Mélenchon - AFP

Mais alors qui sont les 4 sur dix qui auraient une bonne opinion de Mélenchon ? Réponse :

- Mélenchon tend les bras aux FN «fâchés mais pas fachos» - LeFigaro.fr

Selon notre sondage, 36 % des sympathisants du FN ont une bonne image du leader de La France insoumise. LeFigaro.fr 22 septembre 2017

On se disait bien que la pseudo-extrême gauche était de droite.

- Hillary Clinton finance l'extrême-gauche US - Réseau Voltaire 20 septembre 2017

HIllary Clinton a versé 800 000 dollars à cinq groupes d'extrême-gauche via le Super-Pac Onward Together, révèle le Daily Caller.

Les heureux bénéficiaires sont :

- Indivisible (déjà bénéficiaire des largesses de George Soros, il dément pourtant —malgré les documents de la Commission électorale— avoir reçu des dons de Soros et Clinton)
- Swing Left,
- Color of Change,
- Emerge America
- Run for Something. Réseau Voltaire 20 septembre 2017

Méfiez-vous comme de la peste de toutes ces organisations qui surgissent spontanément et qui se caractérisent d'extrême gauche, antifascistes, etc. et qui font l'objet d'une attention particulière de la part des médias, attention pas forcément flatteuse mais toujours intérressée, selon le principe que le meilleur moyen de faire connaître une organisation ou de la propulser en avant est d'en parler, plus ils en parleront plus elle sera susceptible de recruter des adeptes à leur insu, puisqu'ils en ignoreront les véritables intentions ou de quelle manière elle compte les manipuler pour atteindre des objectifs inavouables qui sont à la fois tournés contre le mouvement ouvrier et contre la classe ouvrière, la jeunesse en particulier.

Ils osent tout, vous en doutiez encore ? Made in USA.

Détruire "totalement" un pays et massacrer sa population.

La représentante permanente des Etats-Unis à l'Onu, Nikki Haley, a estimé dimanche que "si la Corée du Nord continue d'avoir ce comportement téméraire, si les Etats-Unis doivent se défendre ou défendre leurs alliés de quelque façon, la Corée du Nord

sera détruite..." Reuters 17 septembre 2017

"Les États-Unis ont une grande force et une grande patience, mais s'ils sont forcés de se défendre ou de défendre leurs alliés, nous n'aurons pas d'autres choix que de détruire totalement la Corée du Nord", a poursuivi le président américain. Franceinfo 19 septembre 2017

Racisme institutionnel.

- Etats-Unis: encore des violences à St. Louis après l'acquittement d'un policier - AFP

Bioterrorisme. Prédiction d'un eugéniste milliardaire actionnaire de Monsanto (notamment).

Bill Gates met en garde contre une pandémie pouvant tuer 30 millions de personnes

L'humanité pourrait connaître une immense pandémie, aussi forte que celle de la grippe pandémique que le monde a connue en 1918, d'après le milliardaire Bill Gates. Dans le rapport annuel Goalkeepers, il évoque la menace la plus terrible à laquelle le monde pourrait faire face dans la prochaine décennie en emportant environ 30 millions de vies.

La menace inévitable qui s'approche à grands pas de l'humanité serait une éventuelle éruption pandémique, qui serait capable de tuer environ 30 millions personnes, indique Bill Gates dans le récent rapport Goalkeepers. Annuellement, ce rapport de la fondation de Bill et Melinda Gates présente les dernières découvertes mondiales dans le domaine de la santé publique.

«Nous arrivons sur le centenaire de la grippe pandémique de 1918», a déclaré Bill Gates à Business Insider. «Nous avons heureusement été épargné de telles pandémies pendant ces 100 dernières années, mais il est inévitable qu'une éruption pandémique de virulence égale apparaisse».

Un simple virus de la grippe pourra provoquer une pandémie dans le futur, étant capable de se déclencher naturellement ou à l'aide de bioterroristes qui seront en mesure de synthétiser une souche de bactéries, poursuite le milliardaire. D'après Bill Gates, un tel virus serait capable de tuer plus de 30 millions de personnes en moins d'un an. Le milliardaire estime qu'une pandémie de cette échelle pourrait se déclencher dans les 10 à 15 années à venir.

Lors d'une conférence de presse, Bill Gates a déclaré qu'il y aurait du progrès dans le domaine du traitement des maladies chroniques et infectieuses, pourtant, d'après lui, l'humanité n'est pas encore préparée à faire face à leur variété. La fièvre des marais, la pneumonie et le VIH sont encore très répandus dans les pays en voie de développement. On trouve partout dans le monde des maladies chroniques, telles que le diabète, la maladie d'Alzheimer et d'autres maladies neurologiques. sputniknews.com 18.09

Diabète, maladie d'Alzheimer et autres maladies neurologiques sont dans bien des cas les conséquences des produits conçus et commercialisés par les multinationales criminelles de l'agro-alimentaire, du secteur pharmaceutique et de l'industrie en général. Ils renferment un tas de molécules ou de substances chimiques inutiles ou nuisibles à la santé qui favorisent le développement de masse de ces maladies à l'échelle planétaire.

Ils osent tout. Attentions plus que douteuses.

- Les Etats du Golfe priés de s'impliquer contre la famine au Yémen - Reuters

Que faire des rogatons ? Quelle cruauté !

- Paris : un des plus grands chefs du monde veut ouvrir un restaurant pour les démunis - LeFigaro.fr

L'Italien Massimo Bottura, dont le restaurant à Modène a été élu meilleure table du monde en 2016, rêve de mettre en place dans la capitale un «refettorio», soupe populaire moderne où de grands chefs cuisinent pour les personnes en difficulté. LeFigaro.fr 23 septembre 2017

C'est à croire qu'il va leur manquer !

Décès de l'ancien leader des Frères musulmans Mehdi Akef - AFP

L'ancien guide suprême des Frères musulmans Mohammed Mehdi Akef est mort vendredi à 89 ans dans un hôpital du Caire, a annoncé sa fille. AFP 23 septembre 2017

Quand les multinationales ont pris le pouvoir.

- La révolte des ouvriers serbes face à leurs patrons étrangers - AFP

Qualifiés, bon marché, peu protégés par la loi, les ouvriers serbes ont tout pour plaire aux multinationales étrangères. Mais la grogne monte parmi les travailleurs du plus grand pays des Balkans, candidat à l'Union européenne.

La grève des ouvriers de Fiat fin juin a marqué les esprits. Les 2.400 ouvriers de l'usine de Kragujevac dans le centre du pays demandaient une hausse de leur salaire de plus de 18%. Une demande qui peut sembler exorbitante pour qui ignore que cela aurait fait passer leur traitement à... 370 euros mensuels. Soit 30 euros en dessous du salaire moyen de ce pays, qui négocie son adhésion à l'Union européenne.

Ce fut la première crise qu'eut à gérer la Première ministre Ana Brnabic, une jeune technocrate de 41 ans. Elle l'a gérée en prévenant les syndicats que Fiat ne négocierait pas tant que la grève continuerait. De son côté, le constructeur italien choisissait le silence, laissant se répandre les rumeurs de départ du pays où il est installé depuis les années 1950.

Une perspective inquiétante pour un pays où le taux de chômage avoisine les 15% et où les exportations de Fiat (382,2 millions d'euros au premier quadrimestre 2017) pèsent pour 3% du PIB, selon l'institut national des statistiques. L'été passé, les négociations ont abouti à un accord sur une augmentation des salaires indexée sur le taux d'inflation projeté, soit 4,5% pour 2018.

Malgré cette issue, Ranka Savic, une dirigeante du syndicat ASNS, ne décolère pas: l'Etat "laisse les multinationales faire ce qu'elles veulent, pour pouvoir se targuer d'un taux d'embauche historique", dit cette dirigeante d'un des principaux syndicats serbes.

Pour les attirer, les investisseurs étrangers se voient offrir aides à l'emploi et exonérations fiscales. Sollicité, le Conseil des investisseurs étrangers en Serbie s'est refusé à commenter.

Emblématique, la grève de Fiat ne fut pas le seul signe de la grogne qui monte. Salaires payés en retard, charges sociales "oubliées", heures supplémentaires non rémunérées, conditions de travail désastreuses: la presse rapporte régulièrement de tels abus.

Le groupe sud-coréen Yura, spécialisé dans l'équipement électronique automobile, avait ainsi été au centre d'une tempête médiatique en 2016, avec des récits d'abus, de harcèlement, ou de refus de laisser les ouvriers se rendre aux toilettes dans l'usine de Leskovac (sud). L'histoire d'une mère célibataire atteinte d'une tumeur, dont le contrat n'avait pas été prolongé, avait suscité une vive émotion en Serbie.

Yura, sollicitée par l'AFP par courriel, n'a pas réagi. De son côté, l'inspection du travail n'avait pas trouvé trace de "comportement contraire aux règles".

Mais les ouvriers "ont trop peur pour confirmer publiquement" ces accusations, affirme la rédactrice en chef de Nova Ekonomija, Biljana Stepanovic. Pour Ranka Savic, les ouvriers craignent "de perdre le peu de salaire qu'ils gagnent" dans un pays où l'assurance chômage est ridiculement faible. Notamment dans le sud déshérité du pays.

Mais les 300 ouvriers de l'usine de wagons de Smederevska Palanka (80 km au sud de Belgrade) n'ont plus rien à perdre. Ils ne sont plus payés depuis le début de l'année et sont en grève depuis le printemps. Ils viennent d'organiser une manifestation à Belgrade pour supplier le gouvernement de les aider. En mars, un de leurs collègues, Dragan Mladenovic, 56 ans, s'est pendu dans l'usine.

Après avoir acquis Gosa en 2007, ZOS l'a revendu à une société chypriote en avril 2017. Interrogée, la compagnie slovaque a indiqué qu'elle ne répondrait pas aux questions sur Gosa, qui ne lui appartient plus. Quant à la société chypriote, ses locaux se résument à un simple bureau à Nicosie, où on ne commente pas plus.

"Au début c'était correct, mais d'année en année nos salaires ont diminué, jusqu'au strict minimum, et nos obligations se sont multipliées (...) Au final, ils ont cessé de payer nos salaires", raconte l'ouvrier Dobrica Stevanovic, 60 ans, qui ne peut prendre sa retraite, les charges patronales n'ayant pas été payées par ZOS Tranava, selon les syndicats.

Ces ouvriers de Gosa "sont le symbole d'une classe ouvrière écrasée", a déclaré Bosko Obradovic, leader du parti de droite traditionaliste, Dveri. "Le problème c'est l'Etat qui laisse faire".

"Si le président" Aleksandar Vucic "vante lui même une main d'oeuvre bon marché, pourquoi l'investisseur ferait-il un effort ? Les gens sont à bout. Ils acceptent ce qu'on leur propose", regrette Biljana Stepanovic. AFP17 septembre 2017

A propos de Myanmar.

Désinformation.

- L'Arsa, une rébellion armée aux contours encore flous - Liberation.fr

Un groupe de Rohingyas s'est fait connaître il y a près d'un an en attaquant des poste-frontières, tout en réfutant tout lien avec les groupes terroristes. Liberation.fr

- Aung San Suu Kyi, la fuite dans le déni - Liberation.fr

Elle a refusé de venir parler à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies. Liberation.fr

Information.

- Myanmar: de l'essence et du feu, mais pas le Bien contre le Mal - investigaction.net le 20 septembre 2017

La crise qui se déroule au Myanmar en Asie du Sud-Est a confondu de nombreux analystes géopolitiques en raison de son histoire complexe et de la couverture intentionnellement trompeuse et maintenant contradictoire fournie par les médias occidentaux.

L'actuel gouvernement du Myanmar est dirigé par Aung San Suu Kyi et sa Ligue nationale pour la démocratie (NLD). Ce parti est monté au pouvoir après une lutte de plusieurs décennies contre les militaires qui ont gouverné la nation durant plusieurs dizaines d'années.

Suu Kyi et sa NLD sont les bénéficiaires de dizaines de millions de dollars étasuniens, britanniques et européens. Des fronts de réseaux entiers, présentés comme des organisations non gouvernementales (ONG), ont été créés pour saper et écraser les institutions souveraines du Myanmar.

L'étendue de ce soutien et de ce financement est documentée par de nombreuses organisations occidentales mêmes, notamment la Burma Campaign UK qui, dans son rapport de 36 pages en 2006, «Négliger le peuple de Birmanie ?» explique en détail comment elle et ses homologues US ont construit la domination politique aujourd'hui impressionnante de Suu Kyi sur le Myanmar.

Le rapport indique explicitement:

La Fondation nationale pour la démocratie (NED – voir l'annexe 1, page 27) a été à l'avant-garde des efforts de notre programme visant à promouvoir la démocratie et l'amélioration des droits de l'homme en Birmanie depuis 1996. Nous fournissons un financement de 2 500 000 $ au cours de l'exercice 2003 affecté à la Birmanie dans le cadre de la Loi sur les opérations à l'étranger. Le NED utilisera ces fonds pour soutenir les organisations de promotion de la démocratie en Birmanie ainsi que les minorités ethniques par le biais d'un programme de subventions. Les projets financés sont conçus pour diffuser des informations à l'intérieur de la Birmanie en faveur du développement démocratique de la Birmanie, créer des infrastructures et des institutions démocratiques, améliorer la collecte d'informations sur les violations des droits de l'homme par les militaires birmans et renforcer les capacités de restauration de la démocratie lorsque des ouvertures politiques se produisent et que les exilés / réfugiés reviennent.

Le rapport indique également: Voice of America (VOA) et Radio Free Asia (RFA) ont des services en Birmanie. VOA diffuse un mix de nouvelles et d'informations internationales de 30 minutes trois fois par jour. RFA diffuse des nouvelles et des informations sur la Birmanie deux heures par jour.

Les sites Web VOA et RFA contiennent également du matériel audio et écrit en birman et en anglais. Par exemple, l'éditorial de VOA, le 10 octobre 2003, « Release Aung San Suu Kyi » figure en bonne place dans la section birmane de VOAnews.com. Le site Web de RFA met à disposition des versions audio des 16 discours d'Aung San Suu Kyi du 27 au 29 mai 2003. La radiodiffusion internationale américaine fournit des informations cruciales à une population qui se voit refuser les bienfaits de la liberté d'information par son gouvernement.

En ce qui concerne l'endoctrinement et l'éducation des futurs dirigeants de ce bloc politique mandaté par l'Occident, le rapport indique:

Le Département d'État a versé 150 000 $ pour l'exercice 2001-2002 en vue de fournir des bourses aux jeunes Birmans à travers Prospect Birmanie, une organisation partenaire ayant des liens étroits avec Aung San Suu Kyi. Avec les fonds de l'exercice 2003/04, nous prévoyons de soutenir encore le travail de Prospect Birmanie qui a fait ses preuves dans la gestion des bourses d'études destinées aux personnes privées d'opportunités éducatives par la répression continue de la junte militaire, alors que ces personnes sont engagées dans le retour à la démocratie en Birmanie.

Reconnu coupable de crimes financiers, George Soros est également de la partie avec son Open Society. En ce qui concerne leur ingérence dans les affaires politiques internes du Myanmar, le rapport indique: Notre aide à l'Open Society Institute (OSI) (jusqu'en 2004) soutient en partie un programme d'octroi de bourses aux étudiants réfugiés birmans qui ont fui la Birmanie et qui souhaitent poursuivre leurs études au niveau du premier cycle ou du troisième cycle. Les étudiants poursuivent généralement des études en sciences sociales, en santé publique, en médecine, en anthropologie et en sciences politiques. La priorité est accordée aux étudiants qui manifestent leur volonté de retourner en Birmanie ou de travailler dans leurs communautés de réfugiés pour la réforme démocratique et économique du pays.

Écrit en 2006, alors qu'une autre marionnette US, Thaksin Shinawatra, dirigeait la Thaïlande en tant que Premier ministre, le rapport détaille également le rôle qu'a joué la Thaïlande pour saper et renverser le pouvoir en place au Myanmar:

L'année dernière, le gouvernement américain a commencé à financer un nouveau programme de l'Organisation internationale pour les Migrations (IOM) afin de fournir des services de santé de base aux migrants birmans en dehors des camps officiels de réfugiés, en coopération avec le ministère de la Santé publique de Thaïlande. Ce projet a été soutenu par le gouvernement thaïlandais et a reçu une couverture favorable dans la presse locale. Des efforts comme ceux-ci qui s'efforcent de trouver des moyens positifs de collaborer avec le gouvernement thaïlandais dans des domaines d'intérêt commun contribuent à renforcer les programmes financés par les États-Unis pour soutenir les groupes birmans en faveur de la démocratie.

Par exemple, l'actuel ministre de l'Information du Myanmar, Pe Myint, a suivi une formation à la NED ainsi qu' à la Fondation Indochina Media Memorial à Bangkok, une fondation financée par l'Open Society.

Un câble diplomatique US disponible sur Wikileaks révèle à quel point cette formation était intégrée dans le projet de construire cet État client des Etats-Unis qu'est devenu le Myanmar.

Intitulé « Aperçu des organisations médiatiques birmanes basées en Thaïlande du Nord », le câble de 2007 indique (c'est moi qui souligne):

D'autres organisations, dont certaines ont une portée au-delà de la Birmanie, offrent également des opportunités éducatives aux journalistes birmans. Par exemple, la Fondation Indochina Media Memorial, basée à Chiang Mai, a proposé l'année dernière des formations pour les journalistes de l'Asie du Sud-Est qui comprenaient des participants birmans. Les principaux bailleurs de fonds pour les programmes de formation en journalisme dans la région comprennent la NED, l'Open Society Institute (OSI) et plusieurs gouvernements et organismes de bienfaisance européens…

… Un certain nombre de programmes actifs de formation aux médias attirent les exilés et ceux de l'intérieur de la Birmanie jusqu'à Chiang Mai pour des cours de journalisme allant d'une semaine à un an. Ces programmes de formation identifient les futurs journalistes qui sont actifs dans les communautés en Birmanie, ainsi que dans les ONG en Thaïlande, et les aideront à obtenir des postes en lien avec les groupes de médias birmans dans la région. Les programmes de formation permettent de garantir que les générations futures pourront succéder aux fondateurs des organisations actuelles.

Le câble relie également le financement des États-Unis à l'attitude «pro-américaine» et très prévisible adoptée par les bénéficiaires de ces avantages:

Dans une approche rafraîchissante pour les diplomates US interagissant avec les médias étrangers, la communauté des journalistes exilés reste fermement pro-américaine. Des groupes tels que DVB et The Irrawaddy recherchent continuellement davantage de participation des fonctionnaires des États-Unis et utilisent fréquemment des interviews, des communiqués de presse et des clips audio publiés sur les sites Web du gouvernement US. Une interview en direct avec un diplomate étasunien est une marchandise précieuse, capable même d'encourager une concurrence saine parmi les médias rivaux pour décrocher un scoop. Une interview d'Irrawaddy en 2006 avec le Secrétaire d'État adjoint aux régions d'Asie de l'Est et du Pacifique, Eric John, s'est multipliée en plusieurs articles et a largement circulé dans la communauté exilée ainsi que dans les médias traditionnels.

Le financement du gouvernement US joue un rôle dans cette bonne volonté …

Sans aucun doute, Suu Kyi et ceux qui occupent les meilleurs postes au sein de son gouvernement sont le fruit de décennies de soutien, de formations et d'endoctrinement américano-britanniques et européens.

Un récit malheureux prend forme dans les médias alternatifs, dépeignant la minorité Rohingya du Myanmar comme des «islamistes» se lançant dans le «jihad».

En réalité, la minorité Rohingya du Myanmar vit dans ce pays depuis des générations. Jusqu'à récemment, ils vivaient en harmonie avec leurs voisins de la majorité bouddhiste à travers le pays, y compris dans l'État de Rakhine.

Beaucoup de points de discussion maintenant adoptés contre le Rohingya sont littéralement copiés et collés de groupes extrémistes soutenus par les Etats-Unis au Myanmar. Les allégations selon lesquelles le terme « Rohingya » est simplement inventé, que les Rohingya sont en fait des Bengalis illégaux et qu'ils devraient être expulsés par la force du Myanmar ont été depuis des années les points forts des partisans violents de Suu Kyi, les « bonzes safran » (en référence à la couleur de leur robe, NDT).

Les partisans de plus en plus puissants d'Aung San Suu Kyi – dont beaucoup étaient présents lors de la «révolution de safran» en 2007 – sont les premiers agitateurs de la crise des Rohingya. Alors que les médias occidentaux ont tenté de dépeindre l'armée comme étant derrière la violence, ce sont souvent les militaires qui interviennent pour séparer les extrémistes attaquants des villages Rohingya et des camps de réfugiés qu'ils cherchent à détruire et à brûler.

C'était le gouvernement dirigé par l'armée qui avait tenté d'avancer le processus d'octroi de la citoyenneté aux Rohingya. Le parti de Suu Kyi et ses partisans s'étaient opposés au projet qui a été définitivement enterré une fois que Suu Kyi est arrivée au pouvoir.

Plus récemment, les médias occidentaux ont constaté l'émergence de militants Rohingya alignés qui auraient mené plusieurs attaques de grande échelle contre des unités militaires et des policiers dans l'État de Rakhine.

Bien sûr, aucun groupe militant n'existe sans soutien politique, financier et matériel substantiel. Et tout comme d'autres conflits porteurs d'enjeux politiques ont éclaté en Libye, en Syrie, au Yémen et aux Philippines, le financement américano-saoudien est également évident dans les dernières manifestations de violence au Myanmar.

C'est une combinaison d'essence et de feu – les outils d'un unique incendiaire volontairement mis en place pour créer une conflagration géopolitiquement utile.

Dans un article récent intitulé « La nouvelle insurrection d'Asie. Les abus de la Birmanie contre les musulmans Rohingya provoquent une réaction violente », le Wall Street Journal affirme:

Maintenant, cette politique immorale a créé une réaction violente. La plus récente insurrection musulmane du monde oppose les militants Rohingya soutenus par les Saoudiens aux forces de sécurité birmanes. Alors que les troupes du gouvernement se vengeaient contre les civils, ils risquaient d'encourager davantage de Rohingya à rejoindre la lutte.

L'article prétend également:

Appelé Harakah al-Yaqin, appellation en arabe pour « le Mouvement de foi », le groupe répond à un comité d'émigrants Rohingya résidant à la Mecque ainsi qu'à un cadre de commandants locaux ayant une expérience de la guerre en tant que guérilleros à l'étranger.

Sa campagne récente – qui a continué en novembre avec des attaques à base d'engins explosifs artisanaux et des raids qui ont tué plusieurs autres agents de sécurité – a été approuvée par les fatwas des clercs en Arabie saoudite, au Pakistan, aux Emirats et ailleurs.

Les Rohingyas n'ont «jamais été une population radicalisée, constate International Crisis Group, et la majorité de la communauté, ses aînés et ses chefs religieux, ont précédemment rejeté la violence jugée contre-productive.» Mais cela change rapidement. Harakah al-Yaqin a été créé en 2012 après que des émeutes ethniques à Rakhine aient provoqué la mort de quelque 200 Rohingyas. On estime que le mouvement dispose à présent de centaines de combattants qualifiés.

Bien que de nombreux observateurs remarquent que la violence à laquelle les Rohingya ont été soumis devait nécessairement provoquer une réaction violente, les insurrections armées n'apparaissent pas spontanément. Des actes de violence isolés et l'apparition de gangs organisés avec une capacité très limitée sont possibles, mais la violence que décrit le Wall Street Journal n'est pas simplement une «réaction», c'est un activisme à motivation politique financé par l'étranger qui opère sous la couverture d'une «réaction».

Le régime marionnette qui préside actuellement le Myanmar – créé et perpétué par l'argent et le soutien US – est intentionnellement opposé à un militantisme financé et organisé par l'allié le plus proche des Etats-Unis au Moyen-Orient, à savoir l'Arabie saoudite.

C'est une combinaison d'essence et de feu – les outils d'un seul incendiaire volontairement mis en place pour créer une conflagration géopolitiquement pratique.

Il convient de noter que l'État de Rakhine est le point de départ de l'un des projets de la Chine, One Belt One Road (nouvelle route de la soie). Il y relie le port de Sittwe à des infrastructures qui conduisent à travers le Myanmar à la ville méridionale de Kunming

en Chine.

Non seulement la violence dans l'État de Rakhine menace les intérêts chinois, mais elle contribue également à préparer l'implication militaire directe des États-Unis – soit sous la forme d'une «aide contre le terrorisme», comme on leur offre aux Philippines pour lutter contre les militants de l'État islamique appuyés par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, soit sous la forme d'une «intervention humanitaire».

Dans les deux cas, le résultat sera des effectifs militaires US stationnés dans une nation aux frontières de la Chine en Asie du Sud-Est. C'est ce que les décideurs étasuniens ont cherché à faire depuis des décennies.

Par exemple, le Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC) dans un article de 2000 intitulé «Reconstruire les défenses de l'Amérique» déclarait sans cesse son intention d'établir une présence militaire permanente plus large en Asie du Sud-Est.

Le rapport indique explicitement que:

… il est temps d'augmenter la présence des forces américaines en Asie du Sud-Est. Il le décrit en détail, en précisant: En Asie du Sud-Est, les forces américaines sont trop clairsemées pour répondre adéquatement aux exigences de sécurité croissantes.

Depuis leur retrait des Philippines en 1992, les États-Unis n'ont pas eu une importante présence militaire permanente en Asie du Sud-Est. Les forces des États-Unis ne peuvent pas non plus facilement opérer ou se déployer rapidement en Asie du Sud-Est, et certainement pas sans compromettre leurs engagements en Corée. Hormis les patrouilles de routine effectuées par les forces navales et maritimes, la sécurité de cette région stratégiquement significative et de plus en plus tumultueuse a souffert de la négligence américaine.

Notant qu'il est difficile de placer des troupes US là où elles ne sont pas voulues, le document du PNAC note:

Ce sera une tâche difficile nécessitant du tact par rapport à des sentiments nationaux diversifiés, mais elle est d'autant plus convaincante que de nouveaux gouvernements démocratiques émergent dans la région. En garantissant la sécurité de nos alliés actuels et des pays nouvellement démocratiques en Asie de l'Est, les États-Unis peuvent contribuer à faire en sorte que la montée en puissance de la Chine soit paisible. En effet, en temps voulu, le pouvoir américain et les puissances alliées dans la région peuvent stimuler le processus de démocratisation dans la Chine elle-même.

Il convient de noter que la référence du document à «l'émergence de nouveaux gouvernements démocratiques dans la région» est une référence aux États clients créés par les États-Unis au nom de leurs propres intérêts. Ils ne constituaient en aucun cas des «gouvernements démocratiques» réels qui, le cas échéant, auraient représenté les intérêts des personnes qui nourrissent des « sentiments nationaux » opposés en premier lieu à la présence militaire US dans la région.

En 2000, les États-Unis avaient plusieurs régimes clients potentiels en vue, notamment Suu Kyi au Myanmar, Thaksin Shinawatra en Thaïlande et Anwar Ibrahim en Malaisie. Depuis lors, seul Suu Kyi reste – tandis que Shinawatra et sa soeur ont fui à l'étranger et que Ibrahim croupit en prison.

Il est important que les lecteurs et les analystes comprennent plusieurs points clés concernant la crise au Myanmar:

Aung San Suu Kyi et son parti politique sont des créations montées de toutes pièces par les intérêts US et européens; Les Rohingya vivent au Myanmar depuis des générations;

Les «militants Rohingya» soutenus par l'Arabie saoudite ne représentent pas plus le peuple rohingya que l'État islamique représente les sunnites de Syrie et d'Irak;

Ces «militants» sont reconnus, soutenus et dirigés par l'Arabie saoudite, ils ne représentent pas une «réaction» légitime contre la violence anti-Rohingya et;

Les États-Unis ne cherchent pas après un «changement de régime» au Myanmar, ils cherchent à perturber les intérêts chinois, à détruire les liens entre la Chine et le Myanmar et, si possible, à placer des effectifs militaires US à la frontière chinoise.

Au plus les analystes partiront de ces faits, au plus ils se rapprocheront de la vérité alors que le conflit au Myanmar continue de se dérouler. Les lecteurs et les analystes devraient se méfier des récits suspects basés sur une rhétorique idéologique ou ceux basés sur des analogies géopolitiques plutôt que des preuves réelles concernant les finances, la logistique et les motivations socioéconomiques.

Au Myanmar, le mouvement de Suu Kyi, la violence anti-Rohingya et la supposée « réaction » sont tous accompagnés

d'empreintes étrangères très évidentes et importantes. C'est un témoignage de l'ampleur et de la complexité de la manipulation que l'Occident est encore capable d'entreprendre. Cette ingérence met en péril non seulement la majorité des personnes au Myanmar – bouddhistes et Rohingya – qui souhaitent vivre en paix, mais aussi toute la région, alors que les États-Unis tentent de poursuivre leur objectif d'hégémonie régionale.

Source originale: Land Destroyer Report

http://www.investigaction.net/fr/myanmar-de-lessence-et-du-feu-mais-pas-le-bien-contre-le-mal/

- Le Myanmar et l'Inde contre le jihadisme - Réseau Voltaire

Le 25 août 2017, l'Organisation de Libération Rohingya a lancé 25 attaques simultanées contre des postes de police et des casernes dans l'État de Rakhine, sur la côte birmane, faisant 71 morts.

Cette opération était co-organisée avec un groupe bengali, ayant fait scission en 2016 de la Jamat-ul-Mujahideen autour du slogan « Le Jihad du Bengale à Bagdad ». Ce groupe a fait allégeance au Calife Abou Bakr al-Baghdadi et a rassemblé dans une même coalition les Mudjahiden indiens, Al-Jihad, Al-Ouma, le Mouvement des étudiants islamiques d'Inde (SIMI), le Lashkar-e-Toiba (LeT) et le Harkat-ul Jihad-al Islami (HuJI) pakistanais. Cet ensemble a été financé par la fondation Revival of Islamic Heritage Society (RIHS) du Koweït.

En 2016, cette fédération était armée par l'Arabie Saoudite, le Pakistan, la Turquie et l'Otan.

Les Rohingyas sont les descendants des ouvriers bengalis, d'ethnies diverses, transférés par les Britanniques pour exploiter la Birmanie. Ils ne constituent donc pas une minorité ethnique, mais une minorité sociologique.

Les Rohingyas ont été absorbés par la population birmane lors de son indépendance, mais de religion musulmane, ils ne se sont jamais vraiment intégrés à la population bouddhiste du Rakhine. Ils ont en définitive été déchus de leur nationalité.

Depuis la construction du gazoduc reliant le port birman de Kyaukphyu à la ville chinoise de Kunming, la CIA a apporté son soutien aux Rohingyas contre le Myanmar. Après les attentats du 25 août, le gouvernement birman du Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi a lancé une opération de répression contre l'Organisation de Libération Rohingya. Selon les uns, l'armée aurait alors commis des exactions contre des villages Rohingyas, selon d'autres, ce sont au contraire des agents provocateurs qui seraient venus brûler des villages. Toujours est-il que près de 125 000 personnes se sont enfuies du Myanmar et ont demandé asile au Bangladesh. Très inquiet de la présence de jihadistes parmi ces réfugiés, Dacca les a parqués à la frontière.

Recevant le Premier ministre indien Narendra Modi au palais présidentiel de Naypyitaw, le 6 septembre 2017, la conseillère d'État Aung San Suu Kyi a dénoncé le terrorisme international. Les deux parties ont publiées un communiqué commun dénonçant « la violence extrémiste dans l'État de Rakhine et spécialement la violence contre les forces de sécurité et la manière dont les vies des civils ont été affectées. »

La propagande occidentale et du Golfe présente les événements de Rakhine comme une agression bouddhiste contre une minorité musulmane. Source : « Le Myanmar et l'Inde contre le jihadisme », Réseau Voltaire, 7 septembre 2017, www.voltairenet.org/article197771.html

Commentaire :

- Cliquez ici pour commenter cette causerie via le blog de LVOG.

Haut de page

Le 29 septembre 2017

CAUSERIE

Aucun commentaire dans le blog et très peu de connexions, donc la formule ne plaît pas, à moi non plus ! On va y réfléchir.
On pourrait faire un truc dans le genre : voilà une idée ou une position (en une ligne ou quelques mots), qu'en pensez-vous ?

Je n'ai pas eu le temps de corriger les fautes de la causerie d'aujourd'hui ni celui de la recopier dans le blog, on verra cela ce soir

ou demain matin.

Aujourd'hui, c'était un jour férié ici pour cause de Sarasvati puja, une fête religieuse hindoue, mais ma compagne Selvi travaille... et moi aussi...

La question qui tue en moins de 30 secondes.

Comment moralement peut-on s'accommoder du capitalisme ?

Pour la première fois depuis plus de dix ans, le nombre d'affamés a augmenté en 2016 et atteint 815 millions de personnes. L'ONU met en cause une multiplication des conflits armés et l'impact de phénomènes climatiques extrêmes. En passant sous silence les ravages causés par l'accaparement des terres sur les petits paysans du Sud.

Selon l'ONG Action contre la faim, dans le monde en 2015 un enfant mourrait des suites de la sous-nutrition toutes les 30 secondes.

Dans son rapport 2016, l'observatoire de l'accaparement des terres Land Matrix évaluait à 26,7 millions d'hectares la surface de terres agricoles dans le monde ainsi transférées à des investisseurs étrangers (Monsanto, Bayer, Cargill, etc.) depuis 2000. (Source : La faim dans le monde augmente pour la première fois depuis dix ans - Reporterre 19.09.2017)

Vous comprenez pourquoi on ne peut pas caractériser de gauche des partis politiques ou des intellectuels qui refusent d'affronter le capitalisme.

Tactiquement, ce fut un désastre pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, et quand on mesure à quel niveau se situe ce désastre, on se dit que le compte y est, qu'on a dépassé depuis longtemps le stade de l'insupportable qui a pris ouvertement la tournure d'une imposture criminelle, qu'on ne peut pas cautionner, qu'on doit combattre impitoyablement. On nous rétorquera peut-être qu'il n'en sortira rien, qu'en savez-vous ? Le bilan de votre tactique ou de votre stratégie foireuse on l'a sous les yeux quotidiennement, il est nul, abominable.

C'est parce que vous avez adopté cette orientation politique que nous n'avons pas été en mesure de tirer profit de la chute du PS et de ses satellites, et demain il en ira de même quand ce sera au tour de FI, et ainsi de suite pendant que des centaines de millions de travailleurs dans le monde agoniseront. Parfois je me demande si les militants et les intellectuels ont réellement pris conscience de ce que signifiait crever de faim, subir la guerre, etc. je ne le crois pas, sinon ils adopteraient une autre attitude.

Vendredi 28 septembre. On va le faire populaire pour se détendre un peu. L'antidote au populisme à la Mélenchon.

Heureusement qu'on a encore la musique pour faire abstraction pendant un moment de ce monde de merde, dirigé par des cinglés ! Bah, ce n'est pas très marxiste tout cela. Ne nous faites pas chier avec cela, Marx l'était pas et c'est lui qui l'a dit ! Il faut se renseigner avant d'ouvrir sa grande gueule. On a le droit de se soulager, non ?

Avec ma compagne Selvi, on a dîné en compagnie de Carlos Santana et de John McLaughlin en concert à Montreux en Suisse histoire de finir la journée dans la bonne humeur, cela nous changeait des histoires sordides habituelles. On n'a pas seulement besoin de décompresser, on a aussi besoin de faire l'expérience de la liberté qui rime avec bonheur, que l'on s'offre pour tenir le coup ou entretenir le moral qui est soumis à rudes épreuves, surtout en Inde où rien ne nous est épargné. Ce n'est pas un mouchoir qu'il vous faudrait pour éponger vos larmes, si je vous comptais la vie quotidienne de la majorité des Indiens, mais des piles de saris !

Au secours, le cadavre puant de "l'union de la gauche" bouge encore !

L'illusion de la démocratie destinée au petit bourgeois nantis à la bonne conscience.

FI, PS, PCF, EELV, etc. vont créer, je dite Le Huffington Post du 25 septembre : un "média citoyen" censé produire sur Internet une information gratuite et francophone reflétant toutes les sensibilités de la gauche. (...) Objectif: "bâtir un espace commun et visible, influent et fraternel, un espace qui agrège et rassemble des initiatives citoyennes" autour de valeurs marquées à gauche (fonctionnement collaboratif, humanisme, anti-racisme, féminisme, écologie, défense des droits LGBTI).

Autant de "valeurs" qui sont instrumentalisées pour détourner les travailleurs de l'essentiel, du combat pour en finir avec ce régime. Elles leur servent à se donner bonne conscience et à faire oublier qu'ils refusent d'affronter le régime ou qu'ils en sont les complices. La réaction en plus sinistre pour avancer masqués, certains les appellent les néolibéraux de gauche...

Le crétin regarde le doigt du philosophe qui lui montre la lune dit un proverbe chinois. Il privilégie aussi l'action à son orientation.

Il ne faut pas croire que ce "média citoyen" remplira une fonction pédagogique auprès des travailleurs, bien au contraire il contribuera à les subordonner davantage encore au capitalisme ou à renforcer l'idée qu'il faut s'en accommoder.

- Des cadres de la France insoumise et des personnalités réclament un "média citoyen" - Le Huffington Post

Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon soutient la création de ce "pure-player" qui promet de rassembler toutes les sensibilités de la gauche.

Certains avaient annoncé une "chaîne de télé insoumise". Ce sera finalement un "média citoyen" censé produire sur Internet une information gratuite et francophone reflétant toutes les sensibilités de la gauche. Ce lundi 25 septembre, un collectif comprenant des personnalités politiques, dont plusieurs cadres de la France insoumise, des artistes et des intellectuels ont cosigné une tribune appelant à la création d'un média alternatif tournant le dos au modèle économique dominant des sites d'information.

"Nous appelons à soutenir la création d'un nouveau média fondamentalement alternatif par sa gouvernance, son modèle économique et son fonctionnement", peut-on lire dans cette tribune parue dans Le Monde et sur la plateforme de pétitions Change.org où l'initiative avait récolté quelques 4500 soutiens ce lundi en fin d'après-midi. Objectif: "bâtir un espace commun et visible, influent et fraternel, un espace qui agrège et rassemble des initiatives citoyennes" autour de valeurs marquées à gauche (fonctionnement collaboratif, humanisme, anti-racisme, féminisme, écologie, défense des droits LGBTI).

"Ce ne sera pas un média Mélenchon", a promis Gérard Miller ce lundi sur France Inter, en précisant que Jean-Luc Mélenchon préparait de son côté sa propre "télévision insoumise". "Ce média, coopératif, sera indépendant: sa gouvernance impliquera ses sociétaires, ses salarié(e)s et ses 'bénéficiaires'", peut-on lire dans le manifeste.

Si la FI assume d'être à l'initiative du projet, "ce média citoyen ne sera pas affilié à la France insoumise", jure l'un des concepteurs joint par Le HuffPost. Ce dernier promet "un pluralisme complet sur une ligne de gauche". La direction éditoriale du média devrait justement être confiée à une personnalité qui sera garante de son indépendance vis-à-vis de la France insoumise.
Le Huffington Post 25.09

- Qui a signé la lettre de soutien au «Media» de La France insoumise ? - Libération

Côté politiques

Marie-George Buffet (députée PCF), Sophia Chikirou (dircom de LFI), Aurélie Filippetti (ex-ministre PS), Eva Joly (eurodéputée EE-LV), Arnaud Montebourg (ex-ministre PS), Adrien Quatennens et François Ruffin (députés LFI), Philippe Poutou (NPA)…

Côté journalistes et chroniqueurs

Cécile Amar (l'Obs), Christian Audouin (directeur de rédaction de l'Echo, conseil politique de LFI) Laurent Baffie (chroniqueur sur C8), Jack Dion (Marianne), Raquel Garrido (C8, porte-parole de LFI), Aude Lancelin (1 Hebdo, JDD)…

Côté artistes et citoyens

Josiane Balasko et Jacques Weber (comédiens)

Lucas Belvaux, Robert Guédiguian, Cédric Klapisch et Philippe Lioret (cinéastes), Cédric Herrou (agriculteur), Juliette (chanteuse), Guillaume Meurice (humoriste), Gérard Miller (psy), Patrick Pelloux (urgentiste), Françoise Degois (ancienne journaliste et conseillère de Ségolène Royal)… Libération 25 septembre 2017

Un sens unique qui menait dans une impasse... fatalement.

John Pilger, journaliste britannico-australien basé à Londres.

Extrait. Il n'existe pas de différence fondamentale entre Démocrates et Républicains. Les termes « gauche » et « droite » sont dénués de sens. La plupart des guerres modernes de l'Amérique ont été initiées non pas par les conservateurs, mais par les Démocrates libéraux.

A la fin de son mandat, Obama affichait le chiffre record de sept guerres, dont la plus longue que l'Amérique ait connue et une campagne sans précédent d'exécutions extrajudiciaires — des meurtres — par des drones.

Selon une étude du conseil des Affaires étrangères, au cours de la dernière année de sa présidence, Obama, « le guerrier libéral malgré lui », a lâché 26 171 bombes, soit trois bombes par heure, 24 heures par jour. Ayant promis de contribuer « à débarrasser le monde » des armes nucléaires, le lauréat du Prix Nobel de la Paix a fait construire plus d'ogives nucléaires que tout autre président depuis la guerre froide.

En comparaison, Trump fait figure de petit joueur. C'est Obama — avec sa Secrétaire d'État Hillary Clinton — qui a détruit la Libye en tant qu'État moderne et a provoqué le déferlement de migrants en Europe. Aux États-Unis, les associations de défense des immigrés l'avaient surnommé « l'expulseur en chef » .

L'un des derniers gestes d'Obama en tant que Président a été de signer un projet de loi accordant la somme record de 618 milliards de dollars au Pentagone, confirmant la montée grandissante d'un militarisme fasciste dans la gouvernance des États-Unis. Trump a entériné cette décision.

https://consortiumnews.com/2017/08/04/how-the-world-may-end/

Les effets désastreux de la surpopulation ou ses conséquences en Inde.

En Inde (où je vis), jusque dans les années 70-80 les Indiens donnaient naissance à 7 ou 10 enfants dont 5 à 7 atteindraient l'âge adulte. Ils ont eux-mêmes donné naissance à 3 enfants en moyenne, qui à leur tour allaient donner le jour à 2 ou 3 enfants, tout du moins au Tamil Nadu, dans le sud du pays.

La génération qui avait donné naissance à 7 ou 10 enfants n'a pas pu leur founir une éducation adéquate, peu d'enfants allèrent à l'école, moins encore s'agissant des filles. Elle partagea son patrimoine composée essentiellement de terres entre ses nombreux enfants, de sorte que chacun d'entre eux reçurent en héritage une portion congrue de terre, pas suffisante pour en vivre, très souvent ils la vendirent pour pouvoir satisfaire de nouveaux besoins ou pour aller s'installer en ville, là où il y avait du travail ou en croyant que la vie y serait meilleure. Bref, ils dilapidèrent leur maigre héritage ou ils le consommèrent rapidement.

Lorsque leurs 3 enfants devinrent adultes, ils n'avaient plus rien à leur transmettre, hormis la maison familiale où se côtoyait encore 3 générations. Or la demeure familiale allait s'avérer trop petite pour accueillir ces générations successives et leurs progénitures, du coup généralement c'est l'aîné qui allait faire main basse dessus et prier ses frères ou soeurs d'aller voir ailleurs. Mais où et comment sans argent, sans économie, qui plus est avec un emploi précaire et un salaire de misère. Les autorités allaient leur fournir une minuscule parcelle de terrain et parfois de quoi construire une modeste maison qui ne dépassera pas 18 ou 20m², sans confort, sans eau ni toilettes.

Leurs propres enfants devenus adultes, et la superficie de la demeure familiale s'étant réduite drastiquement au cours des générations, l'exiguïté des lieux allait rapidement tourner à la haine et à l'affrontement violent au sein de cette fratrie, sur fond d'individualisme exacerbé et de jalousie quasi maladive. Ils allaient vivre ainsi parfois pendant plusieurs années dans ces conditions détestables.

Une fois leur situation plus ou moins stabilisée, après qu'ils soient parvenus à louer une habitation très modeste ou avoir obtenu un terrain par l'Etat, ils allaient devoir affronter d'autres difficultés que leurs parents et grands-parents n'avaient pas envisagées, liées à la nombreuses progénitures à laquelle ils avaient donné naissance.

Compte tenu du nombre de personnes encore en vie qui composent chaque famille, au bas mot une centaine, en réalité beaucoup plus puisque chaque fois il faut prendre en compte toute la famille du côté maternel et paternel de chaque génération, il leur faudrait participer financièrement à chaque évènement familial, naissance, perçage des oreilles, puberté, fiancaille, mariage, décès, auxquels il faut ajouter ceux de leurs proches, soit au total des dizaines d'occasions de ponctionner leur revenu misérable ou déjà insuffisant pour vivre décemment, je parle en Inde ou correspondant au stricte minimum pour survivre, s'alimenter essentiellement, et si le salaire minimum a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, les prix et le nombre de leurs besoins ont explosé rendant la situation encore plus insoutenable pour les plus pauvres d'entre eux, bref, il n'est pas rare qu'ils soient mis à contribution financière plusieurs fois chaque mois au point de les empêcher d'économiser la moindre roupie ou de se retrouver à sec avant la fin du mois.

Les Indiens ont le choix entre célébrer chaque évènement familiaux en invitant qui ils veulent ou personne, mais l'immense majorité se sent obligée d'inviter un maximum de personnes pour recevoir un maximum d'argent ou de cadeaux, qu'il devra restituer par la suite à chaque personne à raison d'un montant ou d'une valeur égale. Or nombreux sont ceux qui se livrent à un mauvais calcul, ils considèrent que l'argent ou les cadeaux qu'ils vont recevoir sont des dons, alors qu'en réalité ce sont des dettes qu'ils devront honorer lors d'évènements familiaux futurs sans savoir quand ils se produiront et s'ils auront suffisamment d'argent pour faire face à cet engagement.

Et gare à celui qui aurait accepté cet argent ou ces présents, et qui par la suite tenterait de se soustraire à cette obligation, on viendra lui réclamer chez lui, on le menacera, il se fera tabasser et même parfois on le tuera ! Il n'y a pas une semaine sans qu'on

me raconte ce genre d'histoires sordides, vous comprenez pourquoi je suis excédé en présence de tant de malheur.

Je connais des Indiens qui certains mois y laissent la totalité de leur salaire et s'endettent auprès d'usuriers pour survivre malgré tout. Ces derniers mois j'ai prêté de l'argent à 6 familles pour faire face à des besoins urgents, sans intérêt évidemment, et elles me rembourseront quand elles le pourront ou pas parfois, avec mes 300 euros de revenu mensuel, je suis encore un privilégié, donc je partage à bon escient. En gros, je ne conserve que ce dont j'ai besoin une fois réduit mes besoins au strict minimum, j'économise juste de quoi pouvoir faire face à un imprévu et pour assurer un revenu à ma compagne quand je serai décédé, thésauriser est contraire à mes principes, à mes idées, à la cause que je défends, à mon idéal, à ma morale, donc si un jour je disposais d'une importante somme d'argent j'en ferais le même usage, à mon avis cela ne risque pas d'arriver !

Une petite histoire pour illustrer ce propos.

Je me suis soulagé de 20.000 roupies ce soir (mercredi) et cela m'a mis de bonne humeur ! Je deviens dingue, c'est possible, il faut l'être pour prêter aux pauvres !

Les beaux-parents de la fille (29 ans) d'une des soeurs de ma compagne ont prié leur fils, son épouse et leurs deux enfants en bas âge de dégager pour laisser la place à leur fils aîné qui n'avait pas un salaire fixe et ne pouvait plus payer un loyer, du coup il allait se retrouver à la rue avec son épouse et ses deux gosses. La maison ou plutôt la pièce unique des parents fait environ 15 à 18 m² pour héberger 7 ou 8 personnes enfants compris. La cuisine est à l'extérieur, tout comme la salle d'eau et le terrain vague le plus proche sert de toilettes collectifs. Cela a pris la tournure d'un drame humain comme ilsss en existe des centaines de millions d'autres en Inde et partout dans le monde.

Violence et privation de nourriture au programme pendant une semaine, y compris les gosses, on m'a sollicité et je n'ai pas pu refuser mon aide. Quand tu as la personne en face de toi et que tu as un peu d'argent sur ton compte courant à la banque, que tu vis confortablement, tout en te privant sur tout, tu ne peux pas être indifférent à sa condition et prétendre combattre pour le socialisme, donc tu vas forcément craquer, pour rigoler, du fric ! Et vous savez à quel point j'ai horreur de l'ouvriérisme (et du tiers-mondisme), encore plus de l'hypocrisie qui consiste à verser généreusement une larme sur la misère du monde, mais qui est indifférent au sort de ses proches ou de son entourage, pire, qui les fuit dès qu'ils sont dans le besoin, des fois qu'il leur viendrait à l'idée de vous taper du fric, cette saloperie de fric qui pourrit décidément tout. Sans rire, ce sont des partisans d'un meilleur partage des richesses...

Quand on a une situation précaire ou qu'on a juste de quoi survivre, il est fortement recommandé pour s'en sortir d'acquérir un certain art de vivre dépouillé de besoins inutiles. C'est ainsi que j'ai acquis l'art d'accommoder les restes ou de faire un festin d'ingrédients tout à fait banals, de tirer profit (ou du plaisir) de peu de choses, je peux me passer d'un tas de choses et vivre confortablement, contrairement à beaucoup de gens qui se pourrissent la vie en se créant un tas de besoins et en entassant un tas de choses qui ne leur serviront à rien.

En mémoire à André Breton, savourer un cornichon est un acte créateur qui permet d'entrevoir la saveur de la liberté qui nous est si chère ou de se faire plaisir à peu de frais, en substance. J'avais lu cette ode dédiée au cornichon dans un de ses livres, alors que j'étais dans le métro, il y a plus de 40 ans. J'en avais déduit qu'à défaut d'accéder au bonheur dans les grandes choses puisque la société nous en privait, en attendant les petites pouvaient très bien faire l'affaire en faisant abstraction du reste. Vous aurez noté au passage que le cornichon en question appartient bien à la réalité, et qu'à travers ce qui ressemblait à une divagation tirée de l'imagination du poète, en réalité il se livrait à une véritable prise de conscience à partir d'un tout petit rien qui renfermait un précieux enseignement. Cela aide à apprécier les choses à leur juste valeur, selon l'usage auquel on les destine ou l'idée qu'on s'en fait, et c'est particulièrement utile quand on a l'impression d'être au fond du trou, qu'on broie du noir ou qu'on n'a pas le moral.

Ce n'est pas juste de dire que les gens adaptent leur mode de vie en fonction de leurs moyens, la plupart en sont incapables, ils sont aussi insouciants ou inconscients qu'en politique, et c'est la société qui va dicter leur comportement ou leurs besoins. Les pauvres y sont contraints par la force des choses, donc ce constat ne les concerne pas, quant aux autres, c'est un art de vivre !

La politique, cela résume tout. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas que le peuple travailleur s'en empare, il pourrait la diriger contre le capitalisme et ses institutions. Il faut que le peuple s'éloigne de la politique ou que la politique s'éloigne de lui. Il faut donc que la politique aille au peuple, c'est la tâche du militant socialiste-révolutionnaire.

Une réflexion à propos du portail et ses lecteurs

Les personnes qui se sont connectés à ce portail au cours des dix dernières années n'ont pas compris l'intérêt qu'il représentait, semble-t-il. Elles s'en sont progressivement détournées parce qu'elles ne partageaient pas ou ne supportaient pas l'engagement politique de son auteur, qui évidemment n'en changera pas pour autant. Si je les avais imités, je ne me connecterais plus à un seul portail ou blog ! Bref, je me priverais d'informations disponibles nulle part ailleurs, autrement dit, je ne serais plus en mesure de comprendre quoi que ce soit à ce qui se passe dans le monde.

Un jour, un journaliste avait expliqué que l'originalité et la légitimité de son travail reposait non pas sur le fait qu'il aurait été le seul à divulguer certaines informations, mais pour rassembler toutes les informations qui sont publiés dans le monde par un grand nombre de sources et en plusieurs langues sans que le public n'y ait forcément accès facilement, ce qui lui permettait d'avoir une vue d'ensemble sur une question ou un sujet d'actualité la plus large ou la plus complète possible pour pouvoir ensuite l'analyser de manière impartiale ou objective, ce qui devait en faciliter la compréhension...

Bien entendu, un seul journaliste ou un groupe restreint de personnes ne peuvent pas traiter toutes les questions ou tous les sujets d'actualité, de plus ils vont les aborder sous un angle plutôt qu'un autre selon leur sensibilité ou leurs convictions politiques, leurs analyses vont être orientées, leurs conclusions davantage encore, il en va ainsi de chaque rédacteur.

En règle générale, les rédacteurs sélectionnent ou ne retiennent que les faits qui justifient leurs analyses ou qui sont conformes à leurs convictions et ils évacuent ceux qui les contredisent, c'est la limite de leur honnêteté intellectuelle. Il arrive souvent aussi que certaines informations leur aient échappé, que d'autres publieront dans des articles qui comporteront également des lacunes plus ou moins importantes.

Pour remédier à cet inconvénient, j'avais entrepris de rassembler tous les articles présentant un intérêt rédigés par de nombreux auteurs et publiés par des sources diverses, ce qui devait constituer une énorme base de données très pratique pays par pays, pour découvrir certains pays ou actualiser nos connaissances, un instrument à la disposition des militants et des travailleurs qui souhaitaient en savoir davantage sans perdre de temps, sachant qu'il est compté et précieux. Il était possible à partir de là de rassembler tous les articles sur un pays dans un seul fichier pdf de manière à pouvoir se faire une idée très précise sur la situation dans un pays en particulier. Il aurait pu servir comme support à la formation des militants en plus de documents politiques, pour préparer des réunions, etc.

En résumé, il s'agissait de rassembler les informations et les sources d'informations qui sont disséminés dans le monde dans un unique support pratique ou facile d'accès. J'imaginais mal par exemple, un militant se connecter sur le portail du Pentagone ou du New York Times pour aller chercher certaines informations, en admettant qu'il maîtrise l'anglais, naviguer quotidiennement d'un portail ou blog à l'autre pour collecter des articles sans savoir s'ils présenteront un intérêt quelconque pour lui.

Il arrive souvent qu'un seul paragraphe ou certains passages d'un article présentent vraiment un intérêt, mais la personne qui va le lire ou le télécharger n'en sait rien au départ, elle va donc perdre un temps considérable à lire des pages et des pages qui ne lui serviront à rien, alors que dans notre portail je ne reproduisais que les passages en question dans les causeries, ce que je n'ai pas toujours fait... par manque de temps justement, j'ai publié pendant des années des articles qui n'en valaient pas la peine hormis certains passages ou parfois un chiffre ! J'ai toujours privilégié les faits, estimant que c'était à chacun d'en faire une libre interprétation.

En se détournant de ce portail, les lecteurs avaient plus à y perdre qu'à y gagner manifestement, mais je respecte leur choix.

Pour assurer le fonctionnement normal du portail, il aurait fallu que 3 ou 4 personnes y consacrent au minimum une heure par jour, en plus de mon travail réduit à 4 ou 5 heures par jour, en réalité j'y passe toujours plus de temps car il faut gérer aussi le disque dur, faire des sauvegardes sur un disque dur externe, etc. il faut être très rationnel, être organisé, rigoureux et faire preuve d'imagination, car on ne manie pas un outil informatique comme un stylo et une feuille de papier. En présence de tant de contraintes il faut être discipliné, ne pas se disperser, il faut aller à l'essentiel, encore faut-il déterminer ce qui l'est un jour et ne l'est pas un autre jour, on est toujours en train de peser le pour et le contre, c'est un vrai casse-tête.

S'agissant des causeries, c'est pire encore compte tenu de la diversité des lecteurs potentiels, mais j'ai résolu le problème en ignorant ce facteur parce que c'était une histoire de fou. J'écris ce que je pense, cela passe ou cela casse sans que j'aie à le justifier, on passe sa vie à se justifier, ce qui n'est pas le cas d'internautes anonymes, alors ça va, on arrête là les frais, ensuite comprend celui qui veut bien se donner la peine de comprendre, et je laisse la mauvaise foi ou les procès d'intention à ceux qui ne supportent pas qu'on ne partage pas leurs idées ou qu'on les critique, c'est marrant parce qu'ils sont les premiers à s'en prendre aux travailleurs bourrés de préjugés envers ceux qui ne leur ressemblent pas, et ils agissent de la même manière, comme quoi en réalité ils ne sont pas plus évolués qu'eux ou si peu, j'ai donc raison de leur prêter aucune attention particulière. On est comme on est et on s'assume.

Cela fait partie de la lutte des classes. Bien qu'apparemment nous soyons engagés dans le même combat contre le même ennemi, on a du mal à admettre qu'il existe autant de personnalités ou de caractères que de militants ou de travailleurs, ou qu'il existe autant d'angles sous lesquels on peut aborder une question, surtout quand on a tendance à ne pas s'en tenir strictement aux faits au profit de leurs interprétations aux nuances infinies, ce qui est bien commode, soit pour se rallier aveuglément à un point de vue, soit pour justifier son inaction. Pour avoir rejeté ces deux comportements, je devais logiquement me mettre à dos l'ensemble des lecteurs. J'y ai pensé figurez-vous, et je n'ai rien changé pour autant. J'assume mon engagement politique. Et j'assume mon passé, depuis son origine.

Voyez-vous, j'ai parfaitement conscience de revenir de très très loin, de là où peu en sortent ou échappent au destin que la société a programmé pour eux malheureusement, un milieu particulièrement sombre, triste, angoissant, comme un long tunel sans fin

plongé dans l'obscurité de sorte qu'on est voué à passer à côté de sa propre vie, à la subir sans rien y comprendre jusqu'à notre dernier souffle... Par chance, j'ai pu mettre fin à ce cauchemar, alors que j'étais très arriéré, un abruti fini, un ignare complet si vous préférez, j'étais destiné à reproduire le mode de vie et de pensée de mes parents et j'étais bien parti pour leur ressembler à 19 ans, je n'aurais pas pu lire un seul article que j'ai publié dans ce portail, j'en étais totalement incapable, même pas les premières lignes d'un tract, pas même un mot d'ordre, je n'aurais pas pu réfléchir à une des questions que nous avons abordées ici, j'étais beaucoup trop ignorant, un crétin quoi.

Maintenant je me suis dit qu'entre le crétin qui n'était pas capable de se poser une seule question, parce qu'il n'en comprendrait même pas la formulation, et l'auteur de ces lignes qui depuis s'en est posé des milliers et y a trouvé des réponses satisfaisantes, il existe toute une gamme de niveaux de conscience correspondant au développement et aux expériences de chaque militant ou travailleur qui peuvent encore progresser, et j'espère bien en faire partie, sachant pertinemment qu'il n'était pas donné au premier venu de se poser ces milliers de questions et encore moins d'y apporter des réponses cohérentes, il allait de soi que partager mon expérience personnelle qui couvre un champs très vaste devait aider chacun à progresser, et si je devais vous en vouloir, je dirais que c'est de ne pas m'avoir facilité la tâche pour progresser également en me refusant votre concours. Car vous n'êtes pas sans ignorer - je l'espère pour vous - que c'est grâce aux autres qu'on peut progresser puisque nos expériences personnelles ne suffisent pas, elles peuvent aussi nous induire en erreur. J'en sais quelque chose pour avoir eu un parcours singulièrement atypique et finir mes jours en Inde, moi qui suis parmi les plus casaniers ou pantouflard des hommes me voilà exilé à 10.000 kilomètres de chez moi.

La situation politique inextricable dans laquelle nous nous trouvons, devait se traduire fatalement par des méprises ou beaucoup de confusion qui n'arrangeraient rien à nos affaires. Si c'était inévitable compte tenu de là où nous nous en sommes rendus, cependant une telle unanimité témoigne que les lecteurs ou les militants ne sont pas prêts ou ne souhaitent pas revenir sur les interprétations, les théories ou les positions qu'ils ont un jour adoptées, alors que leur actualisation aurait permis de les épurer de bien des erreurs ou de grossières contrevérités.

Leur démarche et la mienne ne partent pas du même constat manifestement. Eux ils estiment que si les choses sont ainsi de nos jours, c'est qu'elles devaient l'être un point c'est tout, c'est la fatalité ou c'était écrit quelque part en somme, alors pourquoi revenir ou se pencher sur le passé, à quoi bon sinon confirmer ce qu'on sait déjà, qu'on croit savoir serait plus juste, si je peux me permettre. Cela ne présente aucun intérêt pour eux, puisqu'ils estiment que tout ce qui pouvait être fait pour qu'il en soit autrement a été fait, ils ont réussi à s'en convaincre une fois pour toute, n'en parlons plus, ce que je traduirai ainsi, répétons sans cesse les mêmes erreurs en espérant qu'elles produiront d'autres effets. S'ils étaient un peu plus cohérents ou honnêtes, ils devraient proclamer que le socialisme ne verra jamais le jour, et que l'humanité était finalement vouée à la barbarie parce que le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme demeurerait son horizon indépassable et la liberté un objectif définitivement hors de sa portée.

Il est vrai que si on devait s'en tenir au discours et gesticulations des partis ouvriers, on serait tenté d'en arriver à cette conclusion. Ce qui explique bien des choses, notamment quand on observe que c'est justement ce que les porte-parole du néolibéralisme s'emploient à inculquer aux masses. Gravez-vous dans la tête une fois pour toute, que si vous n'êtes pas parvenus à réunir les conditions pour changer la société au cours du siècle précédent, vous n'y parviendrez pas davantage demain, jamais, ce qui confortera le petit bourgeois réformiste qu'incarne par exemple Mélenchon.

Cette conclusion est conforme au bilan désastreux du mouvement ouvrier et plus particulièrement de son avant-garde. Ils ont le droit de la revendiquer, et c'est là que nos voies divergent parce qu'ils refusent de l'assumer. A la limite ils veulent bien admettre cette conclusion, mais à condition seulement que leur responsabilité ne soit pas mise en cause. Selon eux, il existerait un ou des facteurs déterminants qui seraient à l'origine de la situation actuelle et qui leur seraient totalement étrangers, mais de quels facteurs pourrait-il s'agir hormis le cours du capitalisme et la lutte de classes. Justement, c'est bien cela qu'on leur reproche, de ne pas avoir été capables de les interpréter pour déterminer les tâches politiques qui auraient permis de modifier l'orientation de la lutte des classes et d'influer par voie de conséquence sur le cours du capitalisme puisque les deux demeurent intimement liés.

Il ne s'agit pas ici de réécrire l'histoire ou de se livrer à une chasse aux sorcières, mais d'essayer de comprendre pourquoi elle a emprunté une voie plutôt qu'une autre, de manière à dégager les moyens de rémédier aux erreurs du passé, ce qui demeurera impossible si on part du postulat selon lequel nos dirigeants ne se sont pas fourvoyés dans le passé, un fait amplement avéré et que chacun a pu vérifier, cette démarche est donc cohérente, trop apparemment. Elle se distingue de la propagande qui est le seul discours qu'emploient les militants pour s'adresser aux travailleurs, qui consiste en gros à les convaincre de quelque chose où à leur marteler des vérités révélées auxquelles ils doivent adhérer sans chercher à les aider à comprendre pourquoi ils sont sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante. A l'opposé, je propose de réfléchir librement à un certain nombre de questions qui semble-t-il nous ont échappé, sans que mes interlocuteurs se sentent obligés de partager mes conclusions, qui finalement ne correspondent à aucune doctrine ou théorie particulière pour s'en tenir aux faits uniquement. Maintenant que ces conclusions coïncident avec une orientation politique, avec une conception de la civilisation humaine, c'est un fait, c'est inévitable et il serait inutile de chercher à le nier, cela présente l'avantage de placer tous ceux qui se réclament du progrès social, de la démocratie, bref, d'un idéal humaniste de se retrouver face à leur conscience, à eux de voir ensuite ce qu'ils comptent en faire.

Ma démarche ne consiste pas à convaincre qui que ce soit de quoi que ce soit qu'il ne serait pas en mesure de comprendre, car

cela ne présente absolument aucun intérêt et ne servirait pas notre cause.

En lisant un commentaire dans un blog, je me suis dit que j'avais dû commettre l'erreur de porter trop d'attention à certaines théories dont globalement l'orientation était juste, mais dont les conclusions et les moyens employés pour y parvenir n'étaient pas toujours appropriés ou corrects, ce qui devait produire un mauvais effet sur les lecteurs qui ne feraient pas la part des choses entre les différents arguments avancés et dont seulement certains présentaient un réel intérêt ou étaient fidèles à la réalité.

Cela vaut pour le 11/9 et la théorie officielle invraisemblable, les pratiques mafieuses de la Fed qui n'a toujours pas expliqué où étaient passés 9 des quelque 16.000 milliards de dollars qu'elle a fabriqué depuis 2008, qui en avaient été les bénéficiaires, pour quoi faire, les différents attentats qui ont eu lieu en Europe et qui chaque fois se produisirent à des moments opportuns, et qui firent immédiatement l'objet de nouvelles lois liberticides appelées à renforcer le caractère policier du régime, etc.

Il est parfaitement clair que tous ces évènements sans exception étaient destinés à modifier l'évolution de la situation mondiale au profit de l'oligarchie qui détient le pouvoir, pour le renforcer. De ce fait, et partant du principe que lorsque des faits se répètent encore et encore on ne pleut plus évoquer sérieusement le hasard ou on ne peut plus parler de simples coïncidences, cette explication ne tient pas, on est donc en présence d'autre chose, il existe forcément en amont un facteur qui les a déclenché ou qui en était responsable. Peut-être qu'on aurait dû s'en tenir à ce simple constat, qui en soi était suffisant pour en tirer des enseignements politiques.

Quoiqu'il en soit, on ne pouvait pas se contenter de faits tronqués ou déformés (leur déroulement) et se pencher uniquement sur leurs conséquences sans en chercher l'origine ou les commanditaires, car dans ce cas-là ils seraient demeurés en grande partie incompréhensibles ou l'interprétation qu'on en aurait fait aurait été faussée pour les avoir traités comme des abstractions, alors qu'en réalité ils s'inscrivaient dans un processus politique et poursuivaient des objectifs politiques, selon une stratégie bien arrêtée que justement on peine à discerner ou à caractériser.

Si Marx et Engels n'étaient pas remontés à l'origine du capitalisme et qu'ils s'étaient contentés de traiter ses conséquences comme on a la fâcheuse mauvaise habitude de le faire, ils n'auraient pas découvert les forces motrices qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine (les forces productive et la lutte des classes), et ils n'auraient pas pu définir son orientation en fonction de leur comportement ou de l'évolution des rapports entre les classes, qu'ils ont théorisé pour donner naissance au socialisme scientifique, nous en serions encore à nous interroger sur les tenants et les aboutissants du capitalisme et nous serions condamnés à la barbarie.

Nous nous sommes retrouvés face à une difficulté que nous avons voulu résoudre, alors que nous n'en avions pas les moyens, provisoirement. A savoir, que le déroulement des faits tel qu'il nous a été présenté présentait tant de graves lacunes ou questions demeurées sans réponse par la suite, qu'on aurait dû s'en tenir pour une fois, non pas à la version officielle qui manifestement était frauduleuse, mais à ses conséquences au lieu de retenir telle ou telle hypothèse aussi bien étayée soit-elle en l'absence de témoignages ou d'aveux publics de personnalités importantes, sachant qu'il existait bien des éléments de preuve pour soutenir une théorie plutôt qu'une autre, mais que persisterait une part d'ombre qui concourrait à la discréditer auprès d'une population sous influence ou encline à croire la thèse officielle.

Il est arrivé qu'on se livre à certains raccourcis qui pour nous étaient totalement justifiés, tout en manquant d'éléments pour prouver le bien-fondé de nos conclusions, ce qui a pu être incompris. Quand on apprend que la plupart pour ne pas dire tous les individus qui se sont livrés à des actes terroristes en Europe et aux Etats-Unis, étaient en relation avec les services secrets ou certains services de police depuis des années, on ne peut tout de même pas évacuer ce facteur et décréter qu'ils n'ont joué aucun rôle dans la préparation ou le déroulement de ces attentats, par contre on ne dispose d'aucune preuve qu'ils y auraient participé directement, du coup toute accusation portée contre eux paraîtra suspecte ou tombera sous le coup de la théorie du complot qu'on nous attribuera, alors qu'en réalité nous en sommes les victimes, c'est là que c'est bien joué, et qu'on a peut-être manqué de prudence en traitant ces évènements.

Pourquoi y attachons-nous tant d'importance ? Parce que ce sont des éléments qui permettent de comprendre la stratégie politique adoptée par l'oligarchie, comment elle compte composer avec la crise du capitalisme, comment elle s'en sert sur le plan politique, elle l'instrumentalise, elle cherche à la dominer, à contourner ses contradictions, de manière à sauver ce système économique selon les uns, prévenir son effondrement, ce qui est absurde puisqu'il est en faillite et elle le sait, ou plutôt comme on le pense pérenniser le système de l'exploitation de l'homme par l'homme en instaurant un régime ploutocratique basé uniquement sur un règlement policier et non sur la lutte des classes une fois neutralisée, livrant l'humanité au chaos, à la guerre, à la barbarie.

Personnellement, j'ignore s'il existe une limite au développement des forces productives et à la lutte des classes, mais ce que je constate, c'est qu'il n'existe pas de limite à l'endettement mondial, et que la Fed et la BCE (notamment) continuent de fabriquer des centaines de milliards de dollards ou euros chaque mois, qu'elles distribuent ensuite aux banques ou aux institutions financières les plus puissants.

J'ai lu hier une polémique intéressante sur la question de savoir si cet argent était fabriqué ou non sans contrepartie, les uns et

les autres présentant un certain nombre d'arguments probants mais insuffisants, sans qu'on puisse les départager, aussi j'en suis arrivé à la conclusion que si cette masse colossale d'argent était bien créée, il était vrai et faux de prétendre que c'était sans contrepartie, car en réalité c'est la plus-value à venir qu'ils hypothèquent, qu'ils engloutissent dans la spéculation et dans leurs guerres, ne laissant derrière eux qu'un champ de ruines.

Ils ne peuvent pas se débarrasser du jour au lendemain du système capitaliste, tout comme ils ne peuvent pas imposer d'un coup de baguette magique de nouveaux rapports entre les classes qui seraient basés sur un simple règlement de police, il leur faut combiner les deux en attendant, avancer étape par étape, soumettre les Etats à des institutions supranationales qu'ils contrôlent, leur imposer des traités qui signifient l'abdication de leur souveraineté, éloigner les peuples de la politique en recourant à une mulititude d'instruments pour les conditionner, les corrompre, les détourner de la politique, les dégoûter de tous les partis pendant que le ou les leurs s'emparent du pouvoir politique, atomiser leurs droits de sorte que les travailleurs n'aient plus l'impression d'appartenir à une classe sociale distincte des autres, ce qui devrait entamer ou briser leur capacité de résistance, de se rassembler pour combattre ensemble le régime, neutraliser ainsi la lutte des classes qui se réduirait au marché et à ses sujets, dont l'existence serait toute tracée de leur naissance à leur mort, et dépendrait uniquement de leur aptitude à remplir certaines fonctions pour le compte du marché ou des oligarques, ce qui leur permettrait d'accéder à certains droits ou déterminerait leur statut individuel sans qu'ils puissent le contester ou y déroger en aucune manière, chaque individu faisant l'objet d'une surveillance de chaque instant, de sorte qu'il se soumette sans broncher au sort qui lui a été réservé sous peine par exemple de se voir refouler des magasins d'alimentation, des pharmacies, des hôpitaux devenus tous privés, de se voir interdire de trouver un travail, un logement, d'obtenir un compte bancaire, etc. toutes ces fonctions ou besoins pour être satisfaits devant passer l'épreuve d'une autorisation délivrée par l'Etat ou ce qui ferait office d'Etat.

J'ignore où ils en sont en France, mais je peux vous dire qu'en Inde ils avancent à grands pas dans cette voie. Cela a commencé par l'instauration d'un fichier d'identité national de type reconnaissance biométrique, y figure les empruntes des dix doigts des deux mains et des yeux, plus des photos prises de face et de profil. Depuis, un certain nombre de services, banques et multinationales, se sont dotés de scanners pour vérifier l'identité de leurs clients, cela fait marrer les Indiens ! Demain, si vous êtiez viré d'une banque ou que vous n'aviez pas payé votre facture de gaz ou de téléphone suite à un désaccord sur son montant, inutile d'essayer d'ouvrir un compte dans une autre banque, de courir chez un autre fournisseur de gaz ou de téléphone, avec la simple emprunte de votre pouce vous serez refoulé partout. Inutile de préciser que vous ne pourrez pas quitter le pays ! Ce n'est pas de la science-fiction ou je ne délire pas, j'ai découvert cela hier à ma banque. Et ainsi de suite. Ils n'auront pas besoin de vous implanter une puce sous la peau comme le suggéraient certains, en douceur ils ont trouvé tout aussi efficace ou imparable.

Deux exemples pour voir comment ça marche.

Il m'est arrivé de changer de compte bancaire. Lorsque je vais acheter du gaz, je dois m'acquitter d'une facture supérieure à celle du prix de la bouteille de gaz, le double en fait. La différence m'est rendue le mois suivant si j'ai été enregistré dans le fichier que j'ai évoqué plus haut, elle est directement versée sur mon compte en banque. Ne sachant pas si cette somme m'était revenue, j'ai demandé à mon banquier ce qu'il en était après avoir changé de numéro de compte, je lui ai demandé si je devais actualiser ma fiche d'identité, il m'a répondu que ce n'était pas nécessaire, cela se faisait automatiquement car tous les réseaux sont reliés entre eux, dès que la banque modifie quoi que ce soit, l'adresse, le numéro de téléphone ou de compte d'un client, etc. immédiatement le fichier central de cet Etat policier est mis à jour !

Une autre fois, j'ai reçu des SMS (textos) de Vodafone menaçant de couper ma connection si je ne venais pas rapidement m'identifier avec leur scanner, ce que j'ai fait sans tarder évidemment. A suivre.

Fabrication du consentement. Ils ne sont jamais à court d'imagination.

L’astroturfing désigne le fait de donner l’impression d’un phénomène de masse qui émerge sur internet, en réalité créé de toutes pièces pour influencer l’opinion publique.

A l’ère de la post-vérité, au milieu des fake news et alternative facts, émerge l’astroturfing. Cet anglicisme un brin barbare, qui évoquerait plutôt un délire mystique ou une nouvelle façon de lire son horoscope, fait référence à un procédé perfide qui sévit sur internet : la simulation d’une activité ou d’une initiative qui serait issue du peuple, en réalité montée de toutes pièces par un acteur souhaitant influer sur l’opinion.

Juste pour être certains d’avoir bien compris, pouvez-vous nous donner une définition complète de l’astroturfing ? Fabrice Epelboin – L’astroturfing englobe l’ensemble des techniques – manuelles ou algorithmiques – permettant de simuler l’activité d’une foule dans un réseau social. On peut commencer à parler d’astroturfing quand plusieurs personnes interagissent de concert et sans dévoiler leur connivence dans un même fil de discussion, pour tromper ceux qui ne sont pas dans le secret. Mais l’astroturfing implique le plus souvent des identités créées de toutes pièces, destinées à mettre en scène des phénomènes de foule dans un environnement tel que Facebook, de façon à influencer la perception des utilisateurs de la plateforme ou à donner plus de visibilité à un sujet, en fabriquant de façon artificielle sa popularité.

Quand le terme a-t-il été utilisé pour la première fois ?

Le terme est issu d'une marque créée par l'entreprise américaine Monsanto qui a imaginé un faux gazon pour le stade de baseball de Houston, dont l'équipe s'appelle les Astro – d'où la marque, "astroturfing", qui désigne un faux gazon. En anglais, un mouvement populaire spontanée est appelée "grassroot", du coup, astrotrufing peut être compris comme "faux grassroot". Ceci dit, le concept date de bien avant. Nixon avait une équipe à la Maison Blanche dont les membres se faisaient passer pour des citoyens ordinaires en écrivant aux courriers des lecteurs des médias américains pour chanter les louanges de sa politique. Dans Jules César de Shakespeare, Cassius envoie à Brutus de faux courriers censés être écrits par des citoyens ordinaires l'incitant à renverser César.

Qui, exactement, met en place des stratégies d'astroturfing ? Les gouvernements ?

Nombreux sont les Etats à pratiquer l'astroturfing dans le but d'influencer l'opinion publique.

Et si en plus le chaos était rentable...

- C'est une Allemagne vieillissante face à une vague massive d'immigration que nous retrouvons en 2017. - Atlantico.fr

Laurent Chalard est géographe-consultant, membre du think tank European Centre for International Affairs.

L'évolution démographique d'un pays dépend de deux facteurs, le solde naturel, c'est-à-dire la différence entre les naissances et les décès, et le solde migratoire, la différence entre les entrées et les sorties définitives du territoire. Dans la plupart des pays de la planète, la population augmente du fait d'un solde naturel positif, témoignant d'un excédent des naissances sur les décès, alors que le solde migratoire, aussi variable puisse-t-il être, ne joue qu'un rôle secondaire dans l'évolution démographique globale.

Concernant l'Allemagne, la situation est différente. En effet, l'évolution de la population depuis plusieurs décennies apparaît grandement dépendante des variations du solde migratoire d'une année sur l'autre, le solde naturel étant constamment déficitaire depuis 1972 (soit près de 50 ans !), avec une tendance à l'accentuation au fur-et-à-mesure du temps depuis le début des années 1990. Le pays est passé d'un déficit naturel de - 7634 personnes en 1988 à - 187 625 personnes en 2015. Cette situation est principalement la conséquence d'une dénatalité constante depuis les années 1970, l'Allemagne ayant une fécondité très inférieure au seuil de remplacement des générations (moins de 1,5 enfant par femme depuis le début des années 1980), ce qui conduit à une très forte baisse des naissances (662 785 en 2011 contre 1 357 304 en 1964 !), alors que les décès ont été relativement stables dans le temps (925 200 en 2015 contre 907 882 en 1965).

En conséquence, l'évolution de la population allemande est totalement dépendante des variations du solde migratoire. Lorsque celui est fortement positif, la population augmente, l'excédent migratoire faisant plus que compenser le déficit naturel, comme ce fut, par exemple, le cas en 2015, avec un excédent de plus d'1 million de personnes. Par contre, lorsque le solde migratoire est faiblement excédentaire, voire négatif, comme en 2008 et 2009, la population diminue.

Si cet épisode de 2015 a pu surprendre par son ampleur, quels ont été les flux connus par le pays au cours de ces 30 dernières années ? Quelles sont les principales nationalités représentées, et quelles sont les évolutions constatées lors de ces dernières années ?

Au cours des trente dernières années, contrairement à une idée reçue, les flux migratoires vers l'Allemagne n'ont pas du tout été réguliers. En effet, la courbe de l'immigration se caractérise par des pics et des creux. Au début des années 1990, l'excédent migratoire atteint un premier pic, pas si éloigné que cela de celui de 2015, avec + 780 000 personnes en 1992, lié à la chute du communisme en Europe de l'Est, qui conduit à un afflux conséquent d'immigrés originaires de cette partie du continent à la recherche d'un meilleur niveau de vie. Puis, les flux se sont ralentis à la fin des années 1990, tout en demeurant positif. Au début des années 2000, l'excédent migratoire repart à la hausse, dépassant les + 200 000 personnes en 2001 et 2002, correspondant à une seconde vague originaire d'Europe de l'Est. Puis, au moment de la crise économique de 2008-2009, qui touche assez brusquement l'économie allemande, très dépendante des exportations, le solde migratoire s'inverse, devenant négatif, de nombreux travailleurs étrangers repartant (temporairement) dans leur pays d'origine. Enfin, une fois le redémarrage de l'économie engagé en 2010, l'immigration repart de plus belle, étant donné les besoins de main d'œuvre de l'Allemagne, en particulier dans le secteur industriel, dans un contexte de faiblesse de l'offre de main d'œuvre autochtone du fait de la forte dénatalité allemande héritée. Le pays (re)devient attractif pour les européens de l'est et du sud, mais aussi pour les migrants du reste de la planète. La crise des migrants de l'été 2015 est donc venue accentuer un processus, engagé quelques années auparavant, d'autant qu'il convient de rappeler que l'appel aux réfugiés syriens ne répondait aucunement à une vision humaniste, mais uniquement à une vision économiciste de besoin de main d'oeuvre. (...)

Comment imaginer l'avenir démographique allemand ?

Même si la natalité venait à se redresser (d'après les données provisoires portant sur l'année 2016, les naissances ont augmenté

de plusieurs dizaines de milliers), le déficit naturel devrait persister, du fait de l'arrivée progressive des générations très nombreuses du baby-boom à l'âge de décès, ce qui va conduire à l'augmentation de ces derniers. Cette évolution sous-entend que si l'Allemagne juge nécessaire de maintenir son niveau de population autour de 80 millions d'habitants (une politique choisie de décroissance démographique, sur le modèle japonais, peut aussi se justifier, l'Allemagne étant plutôt densément peuplée), le pays sera obligé de continuer d'importer de la main d'œuvre, et qui plus est, de plus en plus, étant donné l'ampleur de la dénatalité héritée. En fonction du volume de l'excédent migratoire, la population verra son déclin limité ou arrivera à se maintenir au même niveau qu'actuellement, voire continuera de croître si les volumes d'immigration s'alignaient sur les niveaux constatés ces dernières années, qui apparaissent exceptionnels. Atlantico.fr 27.09

Quelques infos en bref.

La palme du crétinisme ou du faussaire.

- PS : «Hollande s'est fait piéger par Macron», affirme Cambadélis - LeParisien.fr

Cela faisait 10 ans qu'ils préparaient Macron afin que le moment venu ils le propulsent sur le devant de la scène... mais Hollande n'en savait rien... LeParisien.fr

Là c'est bien réel et c'est normal

Ils ne se reconnaissent pas dans les aristocrates : mon cher Edouard Philippe, auriez-vous l'amabilité de me passer le sel s'il vous plaît...

- Sondage Odoxa: Plus d'un tiers des Français incapables de nommer le Premier ministre - Reuters

Cinq mois après sa prise de fonctions, Edouard Philippe reste peu connu et plus d'un Français sur trois (38%) n'est pas capable de donner précisément son nom, selon un sondage Odoxa avec Dentsu consulting pour franceinfo et le Figaro publié jeudi. Reuters

Le rejet majoritaire se confirme mesure après mesure, jour après jour...

- Réformes: 69% des Français jugent "injuste" la politique menée par Macron - L'Express.fr

Selon un sondage Elabe pour L'Express, 68% des Français jugent aussi la politique de l'exécutif globalement "conforme aux engagements de campagne d'Emmanuel Macron". L'Express.fr

- Les deux tiers des Français (65%) estiment que le budget présenté est "injuste", selon un sondage Franceinfo

Jubilation éphémère d'un ivrogne destinée à une comète.

- Emmanuel Macron : son discours fait jubiler Bruxelles - Franceinfo

Emmanuel Macron veut passer la vitesse supérieure dans le renforcement de l'Union européenne. Comment ces propositions sont-elles accueillies à Bruxelles (Belgique) ? "On jubile ce soir dans les étages de la commission européenne. D'ailleurs, quelques secondes seulement après la fin du discours, Jean-Claude Juncker, a salué dans un tweet, je cite : '

Ce discours très européen de mon ami Emmanuel Macron'. Et il faut bien reconnaître qu'il y avait bien longtemps qu'un chef d'État n'avait pas osé prêcher pour davantage d'Europe, pour plus d'intégration des 28 à tous les niveaux", explique Valéry Lerouge. Franceinfo 27 septembre 2017

Mimétisme.

- Baisse d'impôt : la loi de finances ne fait pas plaisir à tout le monde - Franceinfo

Le gouvernement prévoit sept milliards d'euros de baisse d'impôts pour les particuliers et les entreprises. Franceinfo

- Trump veut baisser l'impôt sur les sociétés et sur les revenus des riches - Reuters

Axe majeur de sa réforme, une forte réduction de l'impôt sur les sociétés, qui passerait de 35% à 20%... Reuters 28 septembre 2017

France. Un Etat policier permanent.

- Loi antiterroriste: l'Assemblée vote l'article sur les assignations à résidence hors état d'urgence - AFP

L'article 3 du texte permet au ministre de l'Intérieur des "mesures individuelles de surveillance" pour des personnes soupçonnées d'une sympathie avec la mouvance terroriste, sans avoir assez d'éléments pour les poursuivre en justice, pour remplacer les assignations à résidence permises par l'état d'urgence.

La durée totale d'assignation dans un périmètre donné pourra être d'un an maximum.

Le texte ne prévoit pas de contrôle d'un juge a priori, la personne surveillée pourra saisir le juge administratif dans les 48 heures, qui devra statuer sur sa demande, recours retardant d'autant l'application éventuelle.

A la différence de l'état d'urgence, le périmètre des assignations s'étendra au minimum à la commune, au lieu du seul domicile, et devra permettre à l'intéressé de poursuivre sa vie familiale et professionnelle. Le périmètre pourra être étendu dans certains cas au département si la personne accepte de porter un bracelet électronique.

Les personnes concernées devront se présenter à la police une fois par jour, contre trois fois sous l'état d'urgence, et "fournir tous leurs numéros de téléphone et identifiants de communication électronique". AFP 27 septembre 2017

Côté cour, poubelles, jetables, déchets...

- Hausse du chômage - Liberation.fr

Au cours du mois d'août, la courbe du nombre de chômeurs a continué son ascension, après un premier mois de hausse en juillet et plusieurs mois de fluctuation en début d'année. Ainsi, fin août 2017, l'agence pour l'emploi comptabilise 5 646 000 chômeurs en France métropolitaine, dont 3 540 400 sans aucun emploi (catégorie A) et 2 105 600 exerçant une activité réduite (catégories B et C). Soit une hausse mensuelle de 0,6% (+22 300) pour la catégorie A et de 0,4% (+24 600) pour les trois catégories. Pincettes

Le chiffre est toutefois à prendre avec des pincettes, pointe la Dares qui prévient : «il convient comme toujours de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois». Sauf que sur trois mois, la tendance est toujours à la hausse : +46 000 inscrits en catégorie A. Pas de vacances pour le chômage en août Liberation.fr 26 septembre 2017

- Budget de la sécu : opération réduction - Public Sénat

Le gouvernement a présenté jeudi 28 septembre son projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Alors que le retour à l'équilibre a été reporté à 2020, l'objectif est de redresser les comptes de la sécurité sociale, au prix d'importants efforts demandés au système de santé. Pour le gouvernement, il faut trouver 4 milliards d'euros d'économie à faire et limiter les hausses de dépenses de santé à 2,3%. L'hôpital est mis à contribution : le forfait jour devrait passer du 18 à 20 euros pour gagner 100 millions d'euros. Les médicaments génériques vont être favorisés pour faire 1 milliard d'économie et les administrations de la sécurité sociale devront baisser de 15% sur 4 ans leurs frais de fonctionnement. Publicsenat.fr 28 septembre 2017

... coté jardin, richesse, luxe...

- Budget 2018 : Edouard Philippe "assume" que "yachts, jets et bijoux" ne soient plus soumis à l'impôt sur la fortune - Franceinfo

Drahi et les oligarques exultent.

- Budget : les riches d'abord - Libération

- La fortune des 500 Français les plus riches multipliée par sept en 20 ans - Le Parisien

«Challenges» publie dans son numéro de jeudi son nouveau classement des 500 Français les plus riches. Leur fortune a été multipliée par sept en vingt ans. Celle des 10 plus riches l'a été par 12.

En 22 ans de classement «Challenges», le produit intérieur brut (PIB) français a à peine doublé, passant de 1259 milliards d'euros en 1996 à 2222 en 2017. Dans le même temps, la fortune des 500 personnes les plus riches de France du classement Challenges a été multipliée par sept, passant de 80 à 571 milliards d'euros de 1996 à 2017. La fortune cumulée des 10 Français les plus riches

a été multipliée par 12.

«Le nombre de milliardaires en France est passé d'une dizaine au début de notre classement, en 1996, à maintenant plus de 90», expose au «Parisien» Eric Tréguier, journaliste de «Challenges» qui consacre trois mois chaque année au classement des 500 Français les plus fortunés. Depuis le premier classement, la fortune de Serge Dassault a été multipliée par 20, celle de Bernard Arnault (propriétaire du «Parisien»-«Aujourd'hui en France») – qui reprend la première place à l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt – et de la famille Hermès par 17. La famille d'industriels Wertheimer a vu sa fortune multipliée par 12. «Certains sont rentrés récemment dans le tableau, explique Eric Tréguier. Patrick Drahi est arrivé dans le classement en 2008, Xavier Niel en 2002 et les Werthmeimer en 2001.»

Bernard Arnault est à la tête d'une fortune de 46,9 milliards d'euros, devant Liliane Bettencourt et la famille Meyer, propriétaires du groupe L'Oréal (fortune de 35,8 milliards d'euros). En troisième position, Axel Dumas et sa famille, à la tête du groupe Hermès, jouissent d'une fortune de 30,85 milliards d'euros.

Cette progression est surtout due au cours de la bourse. L'action du groupe de luxe LVMH, propriété de Bernard Arnault, a ainsi pris 56 % en un an. La famille Hermès et Axel Dumas bénéficient eux aussi de la hausse de 36 % sur un an de l'action d'Hermès. «Ce n'est que de la monnaie virtuelle, nuance Eric Tréguier. Si demain la bourse dégringole, la fortune de Bernard Arnault dégringolera aussi.» Entre 2007 et 2008, la fortune du patron de LVMH était passée de 23 à 17 milliards d'euros à cause du krach boursier. En 2017, la fortune cumulée des Français les plus riches représente 25,7 % du PIB français. Elle ne représentait que 6,4 % du PIB en 1996.

Autre constat de ce nouveau classement : les riches sont de plus en plus riches. Il suffisait d'avoir 14 millions d'euros en 1996 pour entrer dans le classement des 500 Français les plus fortunés. Un chiffre qui a augmenté au fil des années pour atteindre, cette année, 130 millions d'euros. Source : Le Parisien 27-06-2017

Commentaires d'internautes

1- "Le résultat de la planche à billet des banques centrales qui permet d'emprunter de l'argent à taux négatifs pour acheter des actifs les faire gonfler artificiellement au passage prendre des dividendes même si cela met en danger ces actifs puis revendre sans avoir réellement investi dans ces actifs.

Et encore on ne parle même pas du shadow banking auquel ils ont accès !"

2- "C'est incroyable comme certaines personnes trouvent cela normal, ce décallage inouï entre quelques un qui ont trop et beaucoup d'autres qui n'ont rien. Le plus démentiel c'est que c'est même personnes, qui elles ont peu, plutôt que de s'en prendre à ceux qui ont tout, s'en prennent à ceux qui n'ont rien en les accusant de profiter du systéme. Mais qui profite du systéme ?"

3- "Ou l'on remarquera quand meme que ces jolis tableaux décollent allegrement a partir de la mandature socialiste de F. Hollande. On savait effectivement la gauche socialiste proche du peuple et ennemi déclaré de la haute finance."

4- " "Gauche socialiste"…hum,hum….ne serait-ce pas le plus bel oxymore de cette matinée automnale?"

5- "Ce que ça montre, et qui est vrai depuis un moment, c'est que le travail ne paye plus. Aujourd'hui pour gagner de l'argent vaut mieux être rentier du capital (action, dividende, immobilier…)

Et au même moment le gouvernement fait les poches des modestes qui gagnent si peu de la sueur de leur front en leur sucrant 5 euros d'APL…"

6- "La finance mondialisée et apatride, les 0,0001%, sont un nouvel acteur de la lutte des classes et celui-ci n'a plus besoin d'un appareil de production pour produire de la richesse car il le fait ex-nihilo, ce qui a pour conséquence d'appauvrir ceux qui utilisent encore les moyens de production (patrons et salariés) pour produire, réellement cette fois, de la richesse. Aussi les conséquences de leur enrichissement sont toujours les mêmes : destruction de l'appareil de production et chômage de masse."

L'orientation du capitalisme mondial.

- Les millionnaires, toujours plus nombreux et plus riches, selon une étude - Reuters

Le nombre de millionnaires à travers le monde a augmenté de près de 8% l'année dernière et ils sont désormais 16,5 millions à se partager une fortune totale de 63.500 milliards de dollars, selon une étude publiée jeudi par Capgemini.

La richesse des détenteurs de grandes fortunes, désignés par l'acronyme HNWI pour "high net worth individuals" et que Cap

Gemini définit comme les détenteurs d'un patrimoine d'au moins un million de dollars (850.000 euros) hors résidence principale, objets d'art et de collection et biens courants, a progressé de 8,2% en 2016 et semble bien partie pour dépasser les 100.000 milliards de dollars d'ici 2025.

La tribu des millionnaires a accueilli 1,15 million de nouveaux venus l'année dernière, selon l'étude.

Les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et la Chine comptent le plus grand nombre des millionnaires dont près des deux tiers résident dans l'un de ces quatre pays.

La France arrive en cinquième position avec 579.000 millionnaires, passant de justesse devant la Grande-Bretagne qui en compte 568.300.

Aux Etats-Unis leur nombre s'est accru à 4,8 millions contre 4,46 millions un an auparavant et en Chine il est passé de 1 million à 1,13 million.

L'Asie-Pacifique, l'Europe et l'Amérique du Nord ont contribué dans les mêmes proportions à l'augmentation de la richesse totale des millionnaires tandis qu'en Russie, au Brésil et au Canada ils ont renoué avec l'enrichissement après le recul de l'année précédente, selon l'étude.

En Russie, le nombre et la richesse des millionnaires ont augmenté de 20% à la faveur de la sortie du pays de la récession et du rebond de son marché boursier.

Les avoirs financiers des millionnaires étaient composés à hauteur de 31,1% d'actions au deuxième trimestre 2017 contre 24,8% en 2016. La part des obligations était stable à 18% tandis que les liquidités étaient passées de 23,5% à 27,3%.

Les actifs alternatifs comme des fonds spéculatifs, les dérivés, les devises, les matières premières ou le private equity ont en revanche vu leur part reculer de 15,7% des avoirs à 9,7%.

L'étude ne précise pas les raisons de ces réallocations au sein des avoirs financiers des millionnaires mais l'accélération de la croissance mondiale et l'abondance des liquidités liée aux politiques monétaires ultra-accommodantes des grandes banques centrales ont favorisé la hausse des marchés boursiers. Reuters 28 septembre 2017

Faits et arguments contre la propagande et l'idéologie officielle.

11 septembre 2001

La discussion autour de la tour n°7 se résume à savoir ou à se demander si cette tour de 49 étages, tombée en chute libre 7 heures après l'effondrement des tours no 1 et n° 2 du World Trade Center, est en effet tombée suite à la présence de feux de bureaux causés par la chute de débris comme l'affirme le NIST, l'agence américaine nationale des normes et de la technologie, dans sa publication en 2005 ou si au contraire, elle aurait pu être démolie suite à la présence d'explosifs. Seule la conclusion du NIST a été reprise par les médias occidentaux. (dont le blog Les-Crises.fr - LVOG)

Une étude scientifique a été publiée dans la revue Europhysicsnews de la société européenne de physique (www.EPS.org) en avril 2016 sous le titre : « 15 ans plus tard : les aspects physiques des écroulements de gratte-ciel ». Elle met en doute l'hypothèse d'un effondrement en chute libre d'une tour d'acier de 49 étages, à la suite de feux. D'ailleurs l'exemple récent de l'incendie du 13 juin 2017 de la tour de 24 étages, la Grenfell Tower de Londres, n'a pas non plus résulté en sa chute malgré les 60 heures de feu intensif.

Il paraît de plus en plus évident que la manière dont la tour no 7 s'est effondrée suggère une démolition avec assistance d'explosifs.

A regarder de plus près les témoignages de première main à New York le 11 septembre 2001, des explosions sont entendues et décrites par des pompiers et d'autres témoins. Des résidus d'explosifs ont été identifiés dans les débris pulvérisés des tours. http://arretsurinfo.ch 22.08

Parole d'internautes

1- "Professeur d'histoire en collège, je confirme les propos de Romaric Godin : l'inculture économique est organisée par les médias, mais aussi par l'Éducation nationale. Depuis plusieurs années, on a supprimé de nos programmes l'initiation économique, la Crise de 1929, et tout ce qui ressemble à une analyse du système monétaire. Ne reste plus qu'une histoire guimauve autour des "valeurs", où on invite les élèves à choisir les gentils contre les méchants. Avec pédagogie, bien sûr.

L'ennui, c'est qu'il y a une demande confuse mais réelle de la part des élèves. Lorsque je leur explique le mécanisme de la Crise de 1929, le scandale du dollar-papier, ou les conséquences sociales du libre-échange, ils deviennent très attentifs."

2- "Merci des infos cela me déplait de le dire mais nous serions donc obligé d'instruire "nous mêmes" nos enfants, petits enfants a cause de l'indigence des programmes ? C'est triste que le système capitaliste agresse l'école publique, laique et la laisse aux mains des lobbies économiques aux dernières nouvelles. IL y a 30 ans nous craignons l'entrée de ces lobbies et désormais l'école est hélas le terrain de chasse d'instructeurs peu honnêtes. Expliquer la crise de 29 est une excellente choses, les enfants doivent comprendre pourquoi tout va mal, leurs parents ayant sans doute des difficultés en lien avec le système bancaire. Tout se qui se décide a ce niveau ayant des conséquences sur la vie des citoyens."

3- "La crise de 29 était au programme de 3e puis au lycée à mon époque (née en 75). Je l'ai eue en sujet d'histoire au brevet. On demandait alors une petite dissertation, pas juste des dates. Et toutes les secondes avaient de l'initiation à l'économie. Apparemment ce n'est plus au programme…"

4- "Oui c'est logique nous devenons un peu plus "américain" chaque jour : culture, écoles, communautarisme, privatisations, modèle de société tant vanté par Georges Soros par le biais des ONG, stratégie d'influence oblige, la France perds son âme et sa culture unique. Si les français ne réagissent pas, nous allons droit vers l'aliénation, et la perte des vraies valeurs même "édulcorées" par les précédents politiciens. L'Union européenne n'étant qu'un moyen de nous coloniser encore plus, atomiser les citoyens en multiples "communautés" au lieu de la grande organisation de classe d'avant."

5- "Le prix Nobel de Sciences Economiques Maurice Allais estime qu'Il n'y a pas de différence entre la création monétaire faites par les banques centrales et les faux monnayeurs (puni par la loi). Elle se fait à partir de rien et aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents…

Il y a un point commun entre les banques centrales et ces faux monnayeurs. Il crée de l'argent ex nihilo (à partir de rien)."

Comme je l'explique ailleurs, c'est plus compliqué que cela, c'est vrai et faux à la fois. Ce sont des prévaricateurs...

6- "Vous pouvez remplacer "banques centrales" par "banques commerciales" et "législateur/organismes de contole". En effet la monnaie est aussi (surtout) crée à traver les crédit octroyé par les banques commerciales (et ce à concurence des effets de leviers autorisés par ceux qui sont sensés "reguler" la chose). La banque crée de la monnaie lorsqu'elle vous prête le montant de votre prêt immobilier. Elle "s'expose" de se fait de quelques pouillemes de plus (100,000001 fous ses fonds propres au lieu de 100 fois)."

7- "“La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents…”: en effet, mais cela mérite quelques explications.

Si l'on part du principe que la monnaie ne contient pas intrinsèquement de la richesse (elle n'en est que le support), la création monétaire ne génère en elle même aucune richesse supplémentaire (bien qu'elle puisse faciliter la croissance, sous certaines conditions). Elle dilue la richesse existante dans plus de monnaie.

Le faux monnayeur s'attribue donc une partie de la richesse des autres dans les billets qu'il créée pour lui dans sa cave.

La Banque centrale, en initiant officiellement la création monétaire, fait la même chose, mais pas pour son profit personnel. La question essentielle devient alors: à qui profite cette monnaie créée?"

8- "Bernard Maris – Création et destruction monétaire :

« (…) C'est le principe fondamental de la création monétaire : si je fais un crédit papier de 100 et si je sais qu'une grande partie de ce crédit reviendra chez moi banquier, je peux multiplier le crédit bien au-delà du stock d'or dont je dispose. (…) Le mécanisme est décrit dans l'adage : « les prêts font les dépôts ». Le crédit fait les dépôts, il fait l'argent. Et non l'inverse ! Avis à ceux qui croient que l'épargne fait l'argent. Quel contresens économique !

(…) Mais la vraie garantie de la création monétaire, c'est l'anticipation de l'activité économique, du cycle production consommation. Encore faut-il que cette anticipation soit saine : toute création monétaire saine débouche sur une destruction monétaire équivalente.

(…) Nous percevons mieux la nature de la monnaie : des dettes (des créances sur la banque émettrice) qui circulent.

Des dettes qui, si elles sont saines, doivent, par l'activité économique, provoquer leur remboursement. Aujourd'hui, la monnaie est détachée de tout support matériel, on peut en créer à l'infini. »"

Quand Soros s'emmêle, ça pue !

- George Soros finance l'indépendantisme catalan - Réseau Voltaire

La fondation Open Society Initiative for Europe de George Soros a financé en 2014 des organisations militant pour l'indépendance de la Catalogne, a révélé La Vanguardia l'année dernière

Selon des documents internes, elle a versé

- 27 049 dollars au Consell de Diplomàcia Pública de Catalunya (Conseil de diplomatie publique de Catalogne) ; organisme créé par la Généralité de Catalogne avec divers partenaires privés ;

- 24 973 dollars au Centre d'Informació i Documentació Internacionals a Barcelona (CIDOB — Centre d'information et de documentation internationale de Barcelone), un think tank indépendantiste.

Le CIDOB joue le rôle de pré-ministère des Affaires étrangères pour la Généralité de Catalogne. Il défend en toutes choses le même point de vue que celui d'Hillary Clinton. Réseau Voltaire 26 septembre 2017

"George Soros financió a la agencia de la paradiplomacia catalana", Quico Sallés, La Vanguardia, 16 de agosto de 2016.

http://www.lavanguardia.com/politica/20160816/403969314802/george-soros-diplocat-financio.html

La voix des manipulateurs

La voix d'Israël.

- Quand le parti travailliste britannique s'abîme dans un antisémitisme quasi assumé - Atlantico.fr

- Pourquoi le Kurdistan indépendant a peu de chances de voir le jour - Franceinfo

La voix de la NED/CIA/Open Society

- Manifestation pour le 3e anniversaire d'"Occupy" à Hong Kong - Reuters

- Russie: l'opposant Alexeï Navalny interpellé à Moscou - AFP

- Référendum en Catalogne : «On nous prive de notre liberté de parole» - LeParisien.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis.

Les faits en marge des violentes manifestations à Charlottesville par Philippe Huysmans - 17 août 2017

Ce que le Monde passe sous silence.

Si en effet l'appellation alt-left utilisée par Donald Trump constitue une première, et donc une sorte de néologisme, les violences, elles, ont bel et bien perpétrées par les deux camps qui ont semé la désolation dans la ville. Et ceux-là sont connus partout dans le monde depuis les années '30, sous le nom d'antifas. Ils partagent les mêmes méthodes violentes que ceux qu'il prétendent combattre et s'avèrent souvent être d'authentiques fascistes. C'est actuellement l'arme de prédilection du pouvoir pour couper court à toute tentative d'émergence d'une gauche véritable, ou de l'idéologie anarchiste. Raison pour laquelle la violence est, dans leur cas tolérée, voire encouragée.

Parce que, tout de même, les autorités savaient pertinemment bien que les gros beaufs suprémacistes allaient débouler en ville, et

ils ne pouvaient pas ignorer qu'une contre-manifestation des antifas était, elle-aussi, prévue. Cela ne pouvait donc tourner qu'à l'affrontement, et dégénérer. La responsabilité des autorités, en pareil cas, est de maintenir une distance de sécurité entre les deux groupes de manifestants, en s'interposant, et en canalisant celles-ci. Pourquoi ceci n'a-t-il pas été fait, c'est la première question à se poser.

Le Monde… en fait des tonnes

La propension des médias de gôche bobo-solférinienne à dépeindre l'Amérique de 2017 comme s'il s'agissait de Munich en 1936 est proprement sidérante. Si les mouvements suprémacistes aux USA ont bel et bien eu leur heure de gloire, ils ne sont plus aujourd'hui que l'ombre d'eux-mêmes, les chiffres sont éloquents :

Ku Klux Klan

Comptait jusqu'à 4 millions de membre à son apogée, en 1925. Ils ne seraient plus aujourd'hui que 4.000, après que leurs effectifs furent tombé à 3.000 autour de 1978. À noter que les estimations actuelles sont données non pas par des agences officielles, mais par l'Anti-Defamation League qui est elle-même une émanation du B'nai B'rith. Si l'on ramène ça à la population du pays en 2016 (323,1 millions), cela nous donne 0,001238007 %, soit une personne sur cent mille, environ.

American Nazi Party

Au mieux, on peut estimer que ce parti politique (qui ne compte aucun élu), pèse au plus 200 ou 300 adhérents à travers tout le pays, puisque, selon Wikipedia, le National Socialist Movement (un autre mouvement d'inspiration nazie) était, d'après le New York Times (2011), « le plus important mouvement suprémaciste avec 400 membres répartis dans 32 États ». Totalement anecdotique.

Les « non classés »

Une partie des laissés-pour-compte de la société américaine, notamment dans la ceinture de rouilleet dans les États du Sud représentent le véritable vivier de l'intolérance et du suprémacisme blanc. Qu'y a-t-il d'étonnant à celà ? Partout ou le chômage et la misère sont endémiques parmi certaines couches de la population, l'extrême droite fait florès. Et comme à chaque fois, on a les responsables tout trouvés ! Les étrangers, les immigrants, qui viennent manger le pain des Français Américains.

Selon moi, ça n'en fait pas des nazis, sauf à penser que l'électorat de Marine Le Pen serait, lui-aussi, constitué d'authentiques nazis bouilleurs de chatons.

Venezuela.

Venezuela : l'indulgence de la presse française pour la violence d'extrême-droite Par LVSL - 18 août 2017

Au Mexique, la prétendue guerre totale contre les cartels de drogue lancée en 2006 par le président Felipe Calderón et poursuivie par son successeur Enrique Peña Nieto aurait déjà fait entre 70 000 et 100 000 morts et disparus et le bilan macabre continue de s'alourdir. Cependant, la situation au Mexique ne fait pas les gros titres de la presse française ; c'est un autre pays latino-américain traversant une profonde crise économique, sociale et politique, qui retient l'attention des médias de masse : le Venezuela.

Quel est le ressort de cet effet médiatique de miroir grossissant sur les convulsions vénézuéliennes et d'invisibilisation des autres pays latino-américains ? C'est qu'au-delà du parti pris atlantiste de la classe dominante française, le Venezuela est également instrumentalisé à des fins de politique intérieure. Autrement dit, avec le Venezuela, le camp néolibéral fait d'une pierre, deux coups : relayer l'agenda géopolitique de Washington qui n'exclut pas une intervention militaire et donner des uppercuts à la gauche de transformation sociale (FI et PCF), quitte à banaliserl'aile la plus radicale de la droite vénézuélienne qui est aujourd'hui en position de force au sein de la MUD, la large et composite coalition d'opposition au chavisme. Il ne s'agit pas de prétendre ici que les forces de l'ordre vénézuéliennes ne seraient responsables de rien, qu'Hugo Chávez Frías et son successeur seraient irréprochables et n'auraient commis aucune erreur, notamment en matière de diversification économique ou de lutte contre l'inflation ou bien encore que le « chavisme » ne compterait pas, dans ses rangs, des éléments corrompus ou radicaux. Il s'agit de mettre en lumière que le parti pris médiatique majoritaire en faveur de l'opposition vénézuélienne, y compris de l'extrême-droite, répond à la volonté de marteler, ici comme là-bas, qu'il n'y a pas d'alternative au modèle néolibéral et à ses avatars, pour reprendre la formule consacrée et popularisée en son temps par Margaret Thatcher, fidèle soutien de l'ancien dictateur chilien, Augusto Pinochet.

La droite réactionnaire vénézuélienne jugée respectable dans la presse française

Fait inquiétant : la frange la plus extrême et « golpiste » de la droite vénézuélienne semble avoir les faveurs de l'administration Trump. La veille de l'élection de l'assemblée nationale constituante, le vice-président Mike Pence a téléphoné à Leopoldo

López, figure de cette frange radicale, pour le féliciter pour « son courage et sa défense de la démocratie vénézuélienne ». Lilian Tintori, l'épouse de López, accompagnée de Marco Rubio, un sénateur républicain partisan de la ligne dure et de l'ingérence contre Cuba et le Venezuela, avait été reçue à la Maison Blanche par Donald Trump, quelques mois plus tôt. Qui se ressemble, s'assemble. Pourtant, après avoir largement pris parti pour la campagne d'Hillary Clinton au profil bien plus rassurant que Donald Trump, la presse française dominante, y compris celle qui se réclame de la « gauche » sociale-démocrate (Libération, L'Obs), ne semble guère s'émouvoir, aujourd'hui, de cette internationale de la droite réactionnaire entre les Etats-Unis d'Amérique et le Venezuela. Nous avons pourtant connu notre presse dominante plus engagée contre l'extrême-droite comme, par exemple, lorsqu'il s'agissait de faire campagne pour Emmanuel Macron au nom du vote utile contre Marine Le Pen.

Il faut dire que la presse dominante a mis beaucoup d'eau dans son vin en ce qui concerne ses critiques à l'encontre de Trump depuis qu'il est à la tête de l'Etat nord-américain, comme on a pu notamment le constater lors de sa visite officielle le 14 juillet dernier. De plus, notre presse entretient de longue date un flou bien plus artistique que journalistique sur la véritable nature politique d'une partie de l'opposition vénézuélienne voire sur l'opposition tout court. Ainsi dans un article du Monde, on peut lire que la « Table de l'Unité Démocratique » (MUD) est une « coalition d'opposants qui va de l'extrême-gauche à la droite ». S'il existe bien une extrême-gauche et un « chavisme critique » au Venezuela comme Marea Socialista ou le journal Aporrea, ce courant politique n'a jamais fait partie de la MUD qui est une coalition qui va d'Acción Democratica, le parti social-démocrate historique converti au néolibéralisme dans les décennies 80-90 à la droite extrême de Vente Venezuela de Maria Corina Machado et de Voluntad Popular de Leopoldo López. En février 2014, L'Obs publie un portrait dithyrambique de Leopoldo López. Sous la plume de la journaliste Sarah Diffalah, on peut lire que « sur la forme, comme sur le fond, Leopoldo López est plutôt brillant », que c'est un « homme de terrain », « combattif », qu'il a une « hauteur intellectuelle certaine », qu'il « peut se targuer d'une solide connaissance dans le domaine économique », que « la résistance à l'oppression et la lutte pour l'égalité, il y est tombé dedans tout petit », qu'il est un « époux modèle », qu'il a une « belle allure » et qu'il est devenu « le héros de toute une frange de la population ». On y apprend également que Leopoldo López est « de centre-gauche » ! Henrique Capriles, un autre leader de l'opposition, serait ainsi « plus à droite que lui ». Pourtant, dans le dernier portrait que L'Obs consacre à Leopoldo López, on lit bien qu'il « présente l'aile la plus radicale de la coalition d'opposition » ! Leopoldo López n'a pourtant pas évolué idéologiquement depuis 2014… et L'Obs non plus. Cherchez l'erreur.

Le magazine américain Foreign Policy, peu suspect de sympathie pour le chavisme, a publié, en 2015, un article sur la fabrication médiatique du personnage de Leopoldo López intitulé « The making of Leopoldo López » qui dresse un portrait de l'homme bien moins élogieux que celui de L'Obs. L'article répertorie notamment tous les éléments qui prouvent que Leopoldo López, à l'époque maire de la localité huppée de Chacao (Caracas), a joué un rôle dans le coup d'état d'avril 2002 quand bien même, par la suite, la campagne médiatique lancée par ses troupes a prétendu le contraire. L'article rappelle également qu'il est issu de l'une des familles les plus élitaires du Venezuela. Adolescent, il a confié au journal étudiant de la Hun School de Princeton qu'il appartient « au 1% de gens privilégiés ». Sa mère est une des dirigeantes du Groupe Cisnero, un conglomérat médiatique international et son père, homme d'affaires et restaurateur, siège au comité de rédaction de El Nacional, quotidien vénézuélien de référence d'opposition. Ce n'est pas franchement ce qu'on appelle un homme du peuple. Après ses études aux Etats-Unis – au Kenyon College puis à la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard -, il rentre au Venezuela où il travaille pour la compagnie pétrolière nationale PDVSA. Une enquête conclura plus tard que López et sa mère, qui travaillait également au sein de PDVSA, ont détourné des fonds de l'entreprise pour financer le parti Primero Justicia au sein duquel il militait. L'Humanité rappelle ses liens anciens et privilégiés avec les cercles du pouvoir à Washington ; en 2002, il rencontre la famille Bush puis rend visite à l'International Republican Institute, qui fait partie de la NED (National Endowment for Democracy) qui a injecté des millions de dollars dans les groupes d'opposition tels que Primero Justicia.

En 2015, Leopoldo López est condamné par la justice vénézuélienne à 13 ans et neuf mois de prison pour commission de délits d'incendie volontaire, incitation au trouble à l'ordre public, atteintes à la propriété publique et association de malfaiteurs. Il est condamné par la justice de son pays pour son rôle d'instigateur de violences de rue en 2014, connues sous le nom de « guarimbas » (barricades), pendant la campagne de la « salida » (la sortie) qui visait à « sortir » Nicolás Maduro du pouvoir, élu démocratiquement un an auparavant. Ces violence se solderont par 43 morts au total dont la moitié a été causée par les actions des groupes de choc de l'opposition et dont 5 décès impliquent les forces de l'ordre, selon le site indépendant Venezuelanalysis. L'opposition, les Etats-Unis et ses plus proches alliés vont s'employer à dénoncer un procès politique et vont lancer une vaste campagne médiatique internationale pour demander la libération de celui qui est désormais, à leurs yeux, un prisonnier politique (#FreeLeopoldo). La presse française dominante embraye le pas et prend fait et cause pour Leopoldo López. Pour le Monde, il est tout bonnement le prisonnier politique numéro 1 au Venezuela.Pourtant, à l'époque, la procureure générale Luisa Ortega Diaz, qui, depuis qu'elle critique le gouvernement Maduro, est devenue la nouvelle coqueluche des médias occidentaux et suscite désormais l'admiration de Paulo Paranagua du Monde qui loue son « indépendance », estimait que ces « manifestations » « [étaient] violentes, agressives et [mettaient] en danger la liberté de ceux qui n'y participent pas ». Paulo Paranagua parlait, quant à lui, de « manifestations d'étudiants et d'opposants [sous-entendues pacifiques, ndlr], durement réprimées » dans un portrait à la gloire de Maria Corina Machado, très proche alliée politique de Leopoldo López, présentée comme la « pasionaria de la contestation au Venezuela » comme l'indique le titre de l'article. Notons que si Luisa Ortega est aujourd'hui très critique du gouvernement Maduro, elle n'a, en revanche, pas changé d'avis sur la culpabilité de Leopoldo López et la nature des faits qui lui ont valu sa condamnation. Dans l'article de Sarah Diffalah de l'Obs, la stratégie insurrectionnelle de la « salida » est qualifiée de « franche confrontation au pouvoir » qui constitue néanmoins « une petite ombre au tableau » de López, non pas pour son caractère antidémocratique et violent mais parce qu' elle a créé des remous au sein de la coalition d'opposition car, selon la journaliste, « certains goûtent moyennement à sa nouvelle médiatisation ». Et la journaliste de se demander s'il ne ferait pas « des jaloux ». Cette explication psychologisante s'explique peut-être par le fait que Leopoldo López avait déclaré à L'Obs, de passage à Paris, qu'il entendait trouver des « luttes non-violentes, à la façon de

Martin Luther King » et que Sarah Diffalah a bu ses paroles au lieu de faire son travail de journaliste.

Le chiffre incontestable de plus de 120 morts depuis le mois d'avril, date à laquelle l'opposition radicale a renoué avec la stratégie insurrectionnelle, est largement relayé dans la presse hexagonale sauf que l'on oublie souvent de préciser que « des candidats à la constituante et des militants chavistes ont été assassinés tandis que les forces de l'ordre ont enregistré nombre de morts et de blessés » comme le rappelle José Fort, ancien chef du service Monde de l'Humanité, sur son blog. Par exemple, la mort d'Orlando José Figuera, 21 ans, poignardé puis brûlé vif par des partisans de l'opposition qui le suspectaient d'être chaviste en raison de la couleur noire de sa peau, en marge d'une « manifestation » dans le quartier cossu d'Altamira (Caracas), n'a pas fait les gros titres en France. On dénombre plusieurs cas similaires dans le décompte des morts.

Exemple typique de ce qui s'apparente à un mensonge par omission : dans un article de Libération, on peut lire que « ces nouvelles violences portent à plus de 120 morts le bilan de quatre mois de mobilisation pour réclamer le départ de Nicolás Maduro » sans qu'aucune précision ne soit apportée quant à la cause de ces morts. On lit tout de même plus loin qu'« entre samedi et dimanche, quatre personnes, dont deux adolescents et un militaire, sont mortes dans l'Etat de Tachira, trois hommes dans celui de Merida, un dans celui de Lara, un autre dans celui de Zulia et un dirigeant étudiant dans l'état de Sucre, selon un bilan officiel. » Le journaliste omet cependant de mentionner que parmi ces morts, il y a celle de José Félix Pineda, candidat chaviste à l'assemblée constituante, tué par balle à son domicile.La manipulation médiatique consiste en un raccourci qui insinue que toutes les morts seraient causées par un usage disproportionné et illégitime de la force par les gardes nationaux et les policiers, et qu'il y aurait donc, au Venezuela, une répression systématique, meurtrière et indistincte des manifestants anti-Maduro forcément pacifiques. L'information partielle devient partiale. L'article de Libération est en outre illustré par une photo de gardes nationaux, accompagnée de la légende « des policiers vénézuéliens affrontent des manifestants le 30 juillet 2017 ». Les images jouent en effet un rôle central dans la construction d'une matrice médiatique.

Et Marianne de titrer sur « l'assemblée constituante, élue dans un bain de sang », faisant écho au titre d'une vidéo de 20 minutes « Venezuela : après l'élection dans le sang de l'Assemblée constituante, l'avenir du pays est incertain », au titre de l'article du Dauphiné « après le bain de sang, le dictateur Maduro jette ses opposants en prison », à celui de L'express « Maduro saigne le Venezuela » ou encore au titre d'un article du Monde « Au Venezuela, une assemblée constituante élue dans le sang », signé par Paulo Paranagua, le journaliste chargé du suivi de l'Amérique Latine du quotidien, particulièrement décrié pour sa couverture de l'actualité vénézuélienne.A cet égard, Thierry Deronne, un belge installé de longue date au Venezuela, a écrit et publié, cette année, sur son blog, un article décryptant le traitement pour le moins discutable du Venezuela par Le Monde et Maurice Lemoine, ancien rédacteur en chef du Monde Diplomatique, s'était fendu, en 2014, d'un courrier au médiateur du Monde à ce sujet.

Au micro de la radio suisse RTS (07/07/2017), le même Maurice Lemoine s'insurge contre ces raccourcis médiatiques : « J'y suis allé pendant trois semaines [au Venezuela, ndlr].

Les manifestations de l'opposition sont extrêmement violentes, c'est-à-dire que vous avez une opposition qui défile de 10h du matin jusqu'à 1h de l'après-midi et, ensuite, elle est remplacée par des groupes de choc de l'extrême-droite avec des délinquants. […] Ils sont très équipés et c'est une violence qui n'a strictement rien à avoir avec les manifestations que nous avons ici en Europe. On vous dit « répression des manifestations au Venezuela, 90 morts ». C'est pas vrai ! C'est pas vrai ! […] En tant que journaliste, je m'insurge et je suis très en colère. Dans les 90 morts, vous avez 8 policiers et gardes nationaux qui ont été tués par balle. Vous avez, la semaine dernière, deux jeunes manifestants qui se sont fait péter avec des explosifs artisanaux. Vous avez des gens, des chavistes, qui essayent de passer une barricade et qui sont tués par balle, c'est-à-dire que la majorité des victimes ne sont pas des opposants tués par les forces de l'ordre et, y compris dans les cas – parce qu'il y en a eu – de grosses bavures et de manifestants qui sont victimes des forces de l'ordre, les gardes nationaux ou les policiers sont actuellement entre les mains de la justice. Il y a une présentation du phénomène qui, de mon point de vue de journaliste, est très manipulatrice. »

En outre, la presse mainstream insiste lourdement sur la « polarisation politique », certes incontestable, au Venezuela pour mieux cacher une polarisation sociale à la base du conflit politique. Comme le souligne Christophe Ventura, chercheur à l'IRIS et spécialiste de l'Amérique Latine, dans une interview à L'Obs, « l'opposition peut se targuer d'avoir le soutien d'une partie de la population mais il ne s'agit sûrement pas du peuple « populaire ». Principalement, ce sont des classes moyennes, aisées, jusqu'à l'oligarchie locale tandis que le chavisme s'appuie sur des classes plus populaires, voire pauvres. En fait, le conflit politique qui se joue aujourd'hui cache une sorte de lutte des classes. L'opposition a donc un appui populaire en termes de population mais pas dans les classes populaires. » Les manifestations de l'opposition se concentrent, en effet, dans les localités cossues de l'est de la capitale (Chacao, Altamira) gouvernées par l'opposition tandis que les barrios populaires de l'ouest de la capitale restent calmes. La base sociale de l'opposition est un détail qui semble déranger la presse mainstream dans la construction du récit médiatique d'un peuple tout entier, d'un côté, dressé contre le « régime » de Nicolás Maduro et sa « bolibourgeoisie » qui le martyrise en retour, de l'autre côté.

Ainsi, les manifestations pro-chavistes qui se déroulent d'ordinaire dans le centre de Caracas sont souvent invisibilisées dans les médias français. Le 1er septembre 2016, l'opposition avait appelé à une manifestation baptisée « la prise de Caracas » et les chavistes avaient organisé, le même jour, une contre-manifestation baptisée « marée rouge pour la paix ». Une journée de double-mobilisation donc. Le Monde titrera sur « la démonstration de force des opposants au président Maduro » en ne mentionnant qu'en toute fin d'article que les chavistes avaient organisé une manifestation le même jour qui « a réuni quelques

milliers de personnes ». Ces quelques milliers de chavistes, n'auront pas le droit, eux, à une photo et une vidéo de leur manifestation… D'autant plus qu'ils étaient sans doute plus nombreux que ce que veut bien en dire le quotidien. Dans un article relatant une manifestation d'opposition de vénézuéliens installés à Madrid qui a eu lieu quelques jours plus tard, Le Monde mentionne la « prise de Caracas » du 1er septembre mais réussit le tour de force de ne pas mentionner une seule fois la « marée rouge » chaviste. En réalité, les deux camps politiques avaient réuni beaucoup de monde, chacun de leur côté, illustrant ainsi la polarisation politique et sociale du Venezuela.

Les photos des manifestations de l'opposition et des heurts avec les forces de l'ordre sont largement diffusées et les événements sont traités comme un tout indistinct alors que ces mobilisations d'opposition se déroulent en deux temps, comme l'explique Maurice Lemoine et que les manifestants pacifiques de la matinée ne sont pas les mêmes « manifestants » qui, encagoulés, casqués et armés, s'en prennent aux forces de l'ordre dans l'après-midi. Cet amalgame rappelle le traitement médiatique des mobilisations sociales contre la Loi Travail sauf que, dans le cas français, les médias de masse avaient pris fait et cause pour le gouvernement et les forces de l'ordre et avaient stigmatisé le mouvement social, en amalgamant manifestants et casseurs qui passeraient, soit dit en passant, pour des enfants de chœur à côté des groupes de choc de l'opposition vénézuélienne. Ce parti pris médiatique majoritaire s'explique sans doute parce qu'au Venezuela, le gouvernement est antilibéral et l'opposition est néolibérale, conservatrice voire réactionnaire tandis qu'en France, c'est précisément l'inverse. Sous couvert de dénoncer la violence, la presse de la classe dominante défend, en réalité, à Paris comme à Caracas, les intérêts de la classe dominante.

Le Venezuela devient un sujet de politique intérieure en France

Après avoir publié une interview de Christophe Ventura en contradiction avec sa ligne éditoriale, certes relayée sur sa page Facebook à une heure creuse et tardive (lundi 31/07/2017 à 21h41) et sans véritable accroche, L'Obs renoue avec la stratégie d'instrumentalisation du dossier vénézuélien pour faire le procès de la gauche antilibérale française en relayant sur Facebook le surlendemain, cette fois-ci à une heure de pointe (18h30 pétantes), un article intitulé « Venezuela : La France Insoumise peine à expliquer sa position sur Maduro », agrémenté de la photo choc d'une accolade entre Hugo Chávez et Jean-Luc Mélenchon. Le texte introductif précise qu'un tweet a refait surface. Un tweet qui date de… 2013.

Plutôt que d'informer les lecteurs sur la situation au Venezuela, la priorité semble donc être de mettre l'accent sur des enjeux purement intérieurs. Une avalanche d'articles dénonçant les « ambiguïtés » de la France Insoumise s'abat sur la presse hexagonale. Le Lab d'Europe 1 se demande « comment la France Insoumise justifie les positions pro-Maduro de Mélenchon ».

A France Info, on semble avoir la réponse : « désinformation », situation « compliquée » : comment des députés de La France Insoumise analysent la crise vénézuélienne.

L'hebdomadaire Marianne, quant à lui, parle des « positions équilibristes de la France Insoumise et du PCF ». LCI titre sur le « malaise de la France Insoumise au sujet de Maduro » puis publie une sorte de dossier sur « Jean-Luc Mélenchon et le régime chaviste : économie, Poutine, constituante, les points communs, les différences ». Une partie de la presse alternative et indépendante de gauche n'est pas en reste non plus, à l'instar de Mediapart qui se fait depuis plusieurs mois le relai médiatique en France du « chavisme critique », un courant politique qui participe depuis longtemps au débat d'idées au Venezuela et qui n'est pas dénué d'intérêt pour comprendre la réalité complexe du pays et de sa « révolution bolivarienne ». Ainsi, le journal d'Edwy Plenel, très modérément alternatif sur l'international et sur Mélenchon, en profite pour régler ses comptes avec la FI et le PCF en dénonçant leurs « pudeurs de gazelle pour le Venezuela ».

Les députés insoumis sont sommés de s'expliquer à l'instar d'Eric Coquerel face aux journalistes d'Europe 1 qui ne lui ont posé presque que des questions sur le Venezuela alors qu'il ne s'agissait en aucun cas d'une émission spéciale sur le pays latino-américain. Ce déploiement médiatique ressemble furieusement à une injonction morale faite à la France Insoumise et à son chef de file dont on reproche avec insistance le silence sur le sujet, de condamner, bien entendu, ce « régime » honni et de souscrire au discours dominant. Les insoumis et les communistes français ne sont pas seuls au monde dans cette galère médiatique. Unidos Podemos, en Espagne, fait face au même procès médiatique depuis des années. Outre-Manche, c'est Jeremy Corbyn et ses camarades qui sont, en ce moment, sur la sellette.Cette instrumentalisation franco-française du Venezuela ne date pas d'hier. On se souvient par exemple de la polémique lancée par Patrick Cohen, à 10 jours du 1ertour des élections présidentielles, sur l'ALBA, de la manchette du Figaro du 12 avril « Mélenchon : le délirant projet du Chavez français » et des nombreux parallèles à charge entre le Venezuela bolivarien et le projet politique du candidat qui ont émaillé la campagne. La rengaine a continué pendant les élections législatives avec un article du Point sobrement intitulé « Venezuela, l'enfer mélenchoniste », publié la veille du second tour.

Aujourd'hui, le coup de projecteur médiatique sur l'élection de l'assemblée constituante vénézuélienne est, une fois encore, l'occasion d'instruire le procès des mouvements antilibéraux français : ainsi, pour Eric Le Boucher (Slate), le Venezuela est « la vitrine de l'échec du mélenchonisme. En réalité, la FI et le PCF, ont tort, aux yeux du parti médiatique, de ne pas adhérer au manichéisme ambiant sur une situation aussi grave et complexe et à sa décontextualisation géopolitique.

Ils refusent également d'alimenter la diabolisation et le vieux procès en dictature que se traîne le chavisme depuis presque toujours alors qu'en 18 ans de « révolution bolivarienne », 25 scrutins reconnus comme transparents par les observateurs internationaux ont été organisés, que l'opposition contrôle d'importantes villes, des États et l'Assemblée Nationale et

que les médias privés d'opposition sont majoritaires (El Universal, Tal Cual, Ultimas Noticias, El Nacional Venevision, Televen, Globovision, etc.). Que la gauche antilibérale puisse considérer le chavisme comme une source d'inspiration pour ses politiques de redistribution des richesses et non pas un modèle « exportable » en France, contrairement à ce que bon nombre de journalistes tentent d'insinuer (Nicolas Prissette à Eric Coquerel, sur un ton emporté, « franchement, est-ce que c'est ça, le modèle vénézuélien que vous défendez ? » sur Europe 1) semble être un délit d'opinion dans notre pays.

Puisque le Venezuela est en passe de devenir un véritable sujet de politique intérieure, rappelons aux éditorialistes de tout poil et autres tenants de l'ordre établi que, par leur atlantisme aveugle et leur libéralisme économique forcené, ils se persuadent qu'ils défendent la liberté et la démocratie au Venezuela alors qu'ils sont tout simplement en train d'apporter un soutien médiatique et politique international décisif à la stratégie violente de l'extrême-droite vénézuélienne et ce, quelles que soient les critiques légitimes que l'on puisse faire à l'exécutif vénézuélien et aux chavistes. Leur crédibilité risque d'être sérieusement entamée la prochaine fois qu'ils ressortiront l'épouvantail électoral du Front National pour faire voter « utile ».

La question kurde.

Le référendum biaisé d'indépendance d'un Kurdistan en Irak - Réseau Voltaire

Le président de la région du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a déclaré qu'en l'absence de contre-propositions de la Communauté internationale, le référendum d'indépendance prévu lundi 25 septembre 2017 aurait bien lieu.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies n'est pas parvenu à convenir ni d'une résolution (ayant valeur en Droit international), ni même d'une déclaration de son président (indiquant le point de vue des membres du Conseil), mais uniquement d'un communiqué de presse condamnant la possible sécession. À l'évidence, certains membres du Conseil tiennent un discours public qui masque mal leurs intentions sur le terrain.

Le scrutin se tiendra non seulement dans la région autonome du Kurdistan, mais aussi dans les territoires annexés par les Barzani en lien avec Daesh. Le référendum est une décision unilatérale d'Erbil, condamnée par l'Assemblée nationale, le Gouvernement fédéral et la Cour suprême de Bagdad. Il intervient maintenant car plus de 3 millions de non-Kurdes ont fui la région du fait du nettoyage ethnique entrepris par les Barzani et se sont réfugiés en Turquie et en Syrie. Il reste environ 8 millions de Kurdes dans la zone.

Cependant, les finances du Kurdistan indépendant seront difficiles à assurer compte tenu des dépenses militaires engagées et du prix du pétrole alentour de 70 dollars seulement le baril.

Le Français Total exploite au maximum le champ de Shaikan. Le Russe Rosneft vient de signer un contrat avec le président Barzani pour construire un nouveau gazoduc d'une valeur d'un milliard de dollars. Le Britannique Gulf Keystone Petroleum s'apprête également à développer ses investissements sur place.

Cependant, la Turquie qui détient l'opérateur du pipeline kurdo-turc, BOTAS Petroleum Pipeline Corporation, pourrait couper brutalement le transport au port de Ceyhan. L'armée turque masse des troupes à la frontière du Kurdistan iraquien, officiellement dans le cadre d'exercices. La presse régionale considère que le président Recep Tayyip Erdogan est prêt à une intervention militaire.

Un accord pourrait être trouvé. Dans ce cas, le référendum ne serait pas suivi d'une proclamation d'indépendance.

Source : « Le référendum biaisé d'indépendance d'un Kurdistan en Irak », Réseau Voltaire, 23 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198014.html

Kurdistan : ce que cache le référendum - Réseau Voltaire

Dans un monde où les images comptent plus que les réalités, la presse évoque un référendum démocratique pour l'indépendance du Kurdistan iraquien. Cependant, outre que constitutionnellement ce référendum devrait se tenir dans tout l'Iraq et non pas uniquement dans la zone indépendantiste, plusieurs millions d'électeurs non-kurdes ont déjà été chassés de chez eux et ne pourront plus y retourner. Dans les bureaux de vote, seuls les indépendantistes surveilleront la régularité de ce scrutin. Thierry Meyssan révèle cette escroquerie et les intérêts impérialistes qu'elle cache.

Le référendum pour l'indépendance du Kurdistan est un jeu de dupes. Les États-Unis qui le soutiennent sous la table, s'y opposent en public. La France et le Royaume-Uni font de même, espérant que Washington réalisera leur vieux rêve. La Russie n'est pas en reste, laissant entendre que bien qu'opposée à tout changement unilatéral, elle pourrait soutenir l'indépendance… tout au moins si tout le monde admet l'indépendance de la Crimée et par voie de conséquence, son rattachement à Moscou.

Le degré d'hypocrisie des membres permanents du Conseil de sécurité est tel qu'ils ne sont pas parvenus à statuer sur cette

question, malgré leur apparente unanimité. Ils n'ont pas adopté de résolution (c'est-à-dire de texte ayant force de loi internationale), ni de déclaration présidentielle (c'est-à-dire une position commune des membres du Conseil), tout juste un insipide communiqué de presse lors de leur réunion du 19 septembre [1].

Il existe actuellement huit États non reconnus : l'Abkhazie, Chypre-Nord, le Haut-Karabagh, le Kosovo, l'Ossétie, le Sahara occidental, le Somaliland et la Trasnistrie. Tandis que deux régions européennes espèrent leur indépendance : la Catalogne et l'Écosse. Toute modification du statut du Kurdistan iraquien aura des conséquences sur cette dizaine d'autres pays.

L'indépendance du Kurdistan iraquien serait un tour de force, dans la mesure où il s'agirait de déplacer le Kurdistan, tel qu'il a été reconnu par la Conférence de Sèvres en 1920, du territoire turc actuel au territoire iraquien. Certes, tout le monde s'est habitué à utiliser le mot Kurdistan pour désigner cette région dont Londres et Washington ont supervisé depuis 1991 le nettoyage ethnique lent et continu.

Lors de « Tempête du désert », cette région hébergeait une majorité d'Iraquiens kurdes. Londres et Washington en firent une zone de non-survol pour l'armée du président Hussein. Ils y placèrent autoritairement au pouvoir un de leurs collaborateurs de la Guerre froide, Massoud Barzani, qui débuta le déplacement des populations non-kurdes. Ce même Barzani, quoi qu'élu par deux fois depuis, se maintient au pouvoir depuis plus de deux ans sans mandat. L'Assemblée nationale qui exige son départ, ne s'est réunie qu'une fois depuis la fin de son mandat, pour voter le principe du référendum, mais en l'absence du Goran ; un parti qui ne cesse de dénoncer le système féodal des Barzani et des Talabani, le népotisme et la corruption qui en découlent. Dans les faits, Massoud Barzani occupe le pouvoir de manière ininterrompue depuis 26 ans.

De 1991 à 2003, les non-Kurdes ont progressivement quitté la zone de non-survol, de sorte que celle-ci a été proclamée Kurdistan iraquien lors de la défaite du président Hussein.

Le 1er juin 2014, les services secrets d'Arabie saoudite, des États-Unis, d'Israël, de Jordanie, de la région autonome du Kurdistan iraquien, du Qatar, du Royaume-Uni et de Turquie ont organisé à Amman (Jordanie) une réunion préparatoire de l'invasion de l'Iraq par Daesh. Nous connaissons l'existence de ce meeting par le document turc qu'Özgür Gündem a immédiatement publié [2]. Ce quotidien —auquel j'ai collaboré– a été fermé depuis par le « sultan » Recep Tayyip Erdogan [3].

Selon ce document, il a été convenu de coordonner Daesh et la région du Kurdistan iraquien. Le premier a lancé une offensive éclair pour s'emparer de Mossoul, tandis que la seconde s'est emparée de Kirkouk. Le président Massoud Barzani s'était rendu quatre jours plus tôt en Jordanie rencontrer des participants à cette réunion. Il veilla à ne pas y participer, mais y fut représenté par son fils Masrour, le chef de son propre service de Renseignement.

Lorsque Daesh a envahi la partie d'Iraq que les États-Unis lui avaient préalablement attribuée, il fit prisonniers au passage les yazédis et les réduisit en esclavage. L'immense majorité des yazédis est kurde, mais conformément à l'accord d'Amman, les Barzani voisins ne sont pas intervenus, y compris lorsque certains ont fui dans les montagnes de Sinjar. Ces fuyards furent en définitive sauvés par des commandos du PKK turc. Les kurdes turcs les ont tous sauvés qu'ils soient kurdes ou non. Ils utilisèrent cette victoire pour demander leur reconnaissance par les Occidentaux (qui les considèrent depuis la Guerre froide comme des terroristes). La réécriture actuelle de cette affaire par les Barzani ne saurait effacer ce crime contre son propre peuple [4]. Au demeurant, depuis la libération de leurs terres, les yazédis restant sur place ont proclamé leur propre gouvernement autonome. Ils refusent d'être administrés par d'autres kurdes, de sorte que tous les yazédis boycottent le référendum [5].

Un autre célèbre kurde participait à la réunion d'Amman : l'islamiste Mullah Kerkar. Celui-ci était emprisonné en Norvège où il purgeait une peine de cinq ans de prison pour avoir menacé de mort à la télévision la future Premier ministre, Erna Solberg. Il se rendit à ce sommet à bord d'un avion de l'Otan et réintégra sa cellule les jours suivants. Il révéla alors son allégeance à Daesh. Il ne fut pas jugé pour appartenance à une organisation terroriste, mais bénéficia d'une remise de peine de deux ans et fut libéré. Il dirigea alors Daesh en Europe, depuis Oslo, sous la protection de l'Otan. Manifestement, le réseau Stay-behind de l'Alliance atlantique fonctionne toujours [6]

Ayant annexé Kirkuk, le gouvernement régional du Kurdistan iraquien étendit à la zone le nettoyage ethnique que ses membres avaient perpétré dans la zone de non-survol de 1991 à 2003.

On peut être rassuré : le président inamovible Barzani a assuré qu'il ne prendrait pas de mesures de rétorsion contre les électeurs qui voteraient "Non".

Le président non-constitutionnel Barzani a annoncé que toutes les populations du Kurdistan iraquien et des territoires annexés pourront participer au référendum. Toutes ces régions hébergeaient plus d'une douzaine de millions de citoyens en 2013. Mais aujourd'hui trois millions de citoyens non-kurdes ont été contraints de les fuir. Ce sont donc des électeurs choisis qui ont été appelés aux urnes pour décider de l'avenir, non seulement à la place des habitants légitimes expulsés, mais aussi de tous les autres Iraquiens.

Pour participer à ce référendum, il faut :

- habiter au Kurdistan ou dans les régions annexées ;
- avoir plus de 18 ans ;
- s'être fait enregistrer avant le 7 septembre sur les registres électoraux ;
- et pour les personnes réfugiées à l'étranger, s'être fait enregistrer pour pouvoir voter électroniquement… ce qui suppose qu'elles présentent d'abord leurs papiers à l'autorité électorale du Kurdistan dont elles ont été chassées.

Au demeurant, les Barzani ont une conception particulière des populations appelées à voter. En 1992, ils n'ont compté que 971 953 votants, mais une décennie plus tard, en 2014, ils étaient soudain 2 129 846 et trois ans plus tard, le 25 septembre 2017, ils étaient 3 305 925.

L'indépendance donnera aux clans Barzani et Talabani des moyens supplémentaires pour poursuivre leurs affaires. Elle offrira également à l'Israël la possibilité de mettre en œuvre certains de ses objectifs militaires. Depuis la fin des années 90 et le développement des missiles, Tsahal a abandonné sa stratégie d'occupation des « marches », c'est-à-dire des territoires juste à l'extérieur de ses frontières (Sinaï, Golan, Sud du Liban). Au contraire, il entend neutraliser l'Égypte, la Syrie et le Liban en les prenant à revers. Tel-Aviv a donc soutenu la création du Soudan du Sud, en 2011, afin d'y placer des missiles pointés sur L'Égypte, et soutient aujourd'hui celle du Kurdistan afin d'y placer des missiles pointés sur la Syrie.

Selon Israel-Kurd, largement cité par la presse turque, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'est engagé auprès de Massoud Barzani à transférer 200 000 Israéliens dans le nouvel État pour « aider » à l'administrer [7].

Selon sa logique, pour Tsahal l'idéal serait d'étendre le territoire du Kurdistan iraquien, non seulement à Kirkouk, mais au Nord de la Syrie. C'est le travail du YPG et de son « Rojava ». Cet État autonome auto-proclamé est un long corridor joignant le Kurdistan iraquien à la Méditerranée, occupé par les troupes états-uniennes qui y ont illégalement installé plusieurs bases militaires.

Huit mois avant la réunion d'Amman, une chercheuse du Pentagone, Robin Wright, confirmait l'accord de son pays à ce projet [8]. À l'époque, les Barzani assuraient encore défendre l'ensemble des kurdes, y compris ceux résidant en Turquie et en Iran. Madame Wright expliqua doctement que ce projet était impossible, mais publia la carte du « Sunnistan » attribué à Daesh et du « Kurdistan » attribué aux Barzani en Iraq et en Syrie.

Le Pentagone vient d'ailleurs d'attribuer un appel d'offres, en août dernier, pour acheter et transférer en Syrie 500 millions d'armes et de munitions principalement ex-soviétiques [9]. Les 200 premiers camions ont été livrés au YPG à Hasakeh, les 11 et 19 septembre, via le Kurdistan iraquien, sans être attaqués par les jihadistes [10]. Le ministère russe de la Défense vient de rendre publiques des photographies satellitaires d'un camp des Forces spéciales US en plein territoire de Daesh, vivant en bonne intelligence avec les kurdes et les jihadistes [11].

Mais puisqu'on nous dit que ce « Kurdistan indépendant » est un projet kurde, pourquoi en douterions-nous ? Réseau Voltaire, 26 septembre 2017

[1] « Déclaration du Conseil de sécurité sur le Kurdistan iraquien », Réseau Voltaire, 21 septembre 2017.

[2] « Yer : Amman, Tarih : 1, Konu : Musul », Akif Serhat, Özgür Gündem, 6 juillet 2014.

[3] Ceux de ses journalistes qui ont échappé à la purge et sont parvenus à fuir, ont créé le quotidien électronique Özgürlükçü Demokrasi hors de Turquie.

[4] « La réécriture du massacre du Sinjar », Réseau Voltaire, 11 septembre 2017.

[5] "Establishment of the Provisional Government of Ezidikhan", Voltaire Network, 25 July 2017.

[6] « La guerre secrète en Norvège », par Daniele Ganser, Réseau Voltaire, 25 juillet 2013. Cet article est extrait de : Les Armées Secrètes de l'OTAN, de Daniele Ganser, Demi-Lune, 2007.

[7] « 200 000 Israéliens attendus au « Kurdistan » dès la proclamation de l'indépendance », Réseau Voltaire, 19 septembre 2017.

[8] "Imagining a Remapped Middle East", Robin Wright, The New York Times Sunday Review, September 28, 2013.

[9] "Heikle Fracht aus Ramstein", "Millionen Schuss Munition für Kalaschnikows", Frederik Obermaier & Paul-Anton Krüger, Süddeutsche Zeitung, 12. & 20. September 2017.

[10] « 200 camions d'armes et munitions livrés par le Pentagone au YPG », Réseau Voltaire, 22 septembre 2017.

[11] « Le ministère russe de la Défense diffuse des photos des Forces US stationnées chez Daesh », Réseau Voltaire, 24 septembre 2017.

Source : « Kurdistan : ce que cache le référendum », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 26 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198042.html

- Les kurdes de Daesh - Réseau Voltaire

La presse occidentale présente Daesh comme une organisation raciste qui combattrait les kurdes parce qu'ils sont kurdes. C'est absolument faux : il existe des unités kurdes au sein de Daesh.

Abu al-Hadi al-Iraqi fut le responsable kurde au sein d'Al-Qaïda. Il dirigea le « camp kurde » de l'organisation en Afghanistan, durant l'Opération Cyclone de la CIA contre les Soviétiques. Après l'invasion états-unienne, il dirigea l'Ashara guest house de Kaboul, en qualité de numéro 3 d'Al-Qaïda. Il est actuellement détenu à Guantánamo.

En novembre 2016, l'Émirat islamique en Irak (futur Daesh) publia une vidéo intitulée « Message aux kurdes et opération martyr ». L'organisation appelait les kurdes à la rejoindre.

Le plus célèbre membre kurde de Daesh est Mullah Krekar (photo) l'émir du groupe salafiste Ansar al-Islam fi Kurdistan. Il est réfugié politique en Norvège. Il y a été emprisonné deux fois pour apologie du terrorisme. Cependant, alors qu'il était officiellement incarcéré, il vint —à bord d'un avion spécial de l'Otan— participer à la réunion d'Amman, le 1er juin 2014, planifier l'invasion de l'Irak par Daesh [1]. De retour dans sa prison en Norvège, il annonça son ralliement à l'État islamique. Il vit désormais libre à Oslo.

[1] « Révélations du PKK sur l'attaque de l'ÉIIL et la création du "Kurdistan" », Réseau Voltaire, 8 juillet 2014.

Source : « Les kurdes de Daesh », Réseau Voltaire, 23 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198022.html

200 camions d'armes et munitions livrés par le Pentagone au YPG - Réseau Voltaire

Les 200 premiers camions d'armes et de munitions offertes par le Pentagone au YPG ont été livrés en deux convois séparés, à Hasakeh, les 11 et 19 septembre 2017.

Les camions provenaient de la région kurde d'Irak et sont passés par le poste frontière de Semalka.

Les armes et les munitions étaient de fabrication ex-soviétique, sauf des véhicules Oshkosh L-ATV de l'armée US.

Ces armes ne sont pas destinées à combattre Daesh, qui est sur le point d'être éradiqué au Levant, mais seront utilisées pour la prochaine guerre contre la Syrie.

Source : « 200 camions d'armes et munitions livrés par le Pentagone au YPG », Réseau Voltaire, 22 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198000.html

Syrie

Le ministère russe de la Défense diffuse des photos des Forces US stationnées chez Daesh - Réseau Voltaire

Le ministère russe de la Défense a diffusé, le 24 septembre 217, des images satellitaires d'un camp des Forces spéciales US en plein centre du territoire de Daesh dans la région syrienne de Deir ez-Zor.

L'agence de presse turque Anadolu avait déjà évoqué l'existence de telles bases, le 17 juin.

De nombreuses sources attestent d'un accord de non-agression entre les Forces US et les Forces kurdes d'un côté et Daesh de l'autre.

Ces photographies contestent la version selon laquelle les États-Unis et leurs alliés kurdes combattent l'État islamique. Seuls les États ayant des satellites positionnés au-dessus de la Syrie peuvent en vérifier l'authenticité. C'est donc à eux que ces informations sont destinées. Réseau Voltaire 24 septembre 2017

Une guerre peut en cacher une autre. Après le Califat, le Rojava - Réseau Voltaire

Alors que l'Armée arabe syrienne, l'aviation russe et le Hezbollah s'apprêtent à en finir avec Daesh, le Pentagone planifie une nouvelle guerre contre la Syrie, cette fois avec des troupes kurdes. De même que la mission du Califat était de créer un Sunnistan à cheval sur l'Irak et la Syrie, de même celle du « Rojava » est de créer un Kurdistan à cheval sur les deux États, ainsi que le Pentagone le prévoit publiquement depuis quatre ans.

Par Thierry Meyssan

Selon la Grande stratégie états-unienne, définie par l'amiral Cebrowski en 2001 et publicisée en 2004 par son adjoint Thomas Barnett, l'ensemble du Proche-Orient élargi doit être détruit à l'exception d'Israël, de la Jordanie et du Liban.

Par conséquent, la victoire imminente contre Daesh ne changera pas les intentions du Pentagone.

Le président Trump s'est opposé à la manipulation des jihadistes. Il a stoppé le soutien financier et militaire que son pays leur accordait. Il est parvenu à convaincre l'Arabie saoudite et le Pakistan de faire de même. Il a modifié la politique de l'Otan en la matière. Cependant rien ne permet de savoir s'il s'opposera également à la grande stratégie du Pentagone. Au plan intérieur, l'ensemble du Congrès s'est ligué contre lui et il n'a d'autre possibilité pour empêcher une procédure de destitution que de négocier avec le Parti démocrate.

Donald Trump a composé son administration avec d'anciens hauts-fonctionnaires de l'administration Obama, des politiciens opportunistes, beaucoup de responsables improvisés, et quelques très très rares personnalités de confiance.

Son représentant spécial contre Daesh, Brett McGurk, est un ancien collaborateur du président Obama censé servir sa nouvelle politique. Il a organisé le 18 août une réunion avec des chefs de tribus pour « lutter contre Daesh ». Pourtant, les photographies qu'il en a diffusées attestent qu'au contraire plusieurs leaders de Daesh participaient à cette rencontre.

Dans la même veine, des hélicoptères des Forces spéciales US ont exfiltré deux chefs européens de Daesh et leurs familles des alentours de Deiz ez-Zor, avant qu'ils ne soient faits prisonniers par l'Armée arabe syrienne, le 26 août. Deux jours plus tard, ils ont à nouveau exfiltré une vingtaine d'autres officiers du Califat.

Tout se passe donc comme si le Pentagone repliait son dispositif jihadiste en le conservant pour des opérations sous d'autres cieux. Simultanément, il prépare une nouvelle manche contre la Syrie, avec une nouvelle armée. Cette fois composée autour de troupes kurdes.

Cette guerre, comme celle du Califat, a été annoncée il y a quatre ans dans le New York Times, par Robin Wright, chercheuse à l'US Institute of Peace (équivalent de la NED pour le Pentagone). Elle prévoyait également de diviser le Yémen en deux États, comme pourrait se le partager aujourd'hui Riyad et Abu Dhabi ; enfin, the last but not the least, de démembrer l'Arabie saoudite.

Au demeurant, le projet de « Rojava » correspond à la stratégie israélienne qui, depuis la fin des années 90 et le développement des missiles, ne vise plus à contrôler les frontières extérieures (le Sinaï, le Golan et le Sud du Liban), mais à prendre par revers ses voisins (d'où la création du Soudan du Sud et éventuellement du Grand Kurdistan)

Le recrutement de soldats européens pour le « Rojava » ne fait que commencer. Il a a priori la capacité de rassembler autant de combattants qu'il y en a eu pour le jihad, dans la mesure où les groupes anarchistes qui servent de vivier sont aussi nombreux en Europe que les prisonniers de droit commun.

En effet, la filière jihadiste a d'abord commencé dans les prisons françaises avant de se transformer en « croisade » généralisée. Il est probable que le recrutement au sein du mouvement anarchiste sera lui aussi élargi par la suite. Washington, Londres, Paris et Berlin qui ont organisé ce recrutement l'ont pensé dans la longue durée.

J'emploie délibérément le mot « croisade » car ces guerres du Moyen-Âge, comme celle que nous venons de vivre, étaient des opérations impérialistes européennes contre les peuples du Moyen-Orient élargi. Il est tout aussi grotesque de prétendre qu'il existe un lien entre le message du Christ et les croisades qu'il y en aurait un entre celui du Prophète et le jihadisme. Dans les deux cas, les donneurs d'ordre sont « occidentaux » [1] et ces conflits servent exclusivement l'impérialisme occidental. Les croisades successives s'étalèrent sur deux siècles et la majorité des chrétiens du Levant se battirent aux côtés de leurs compatriotes musulmans contre les envahisseurs.

Jadis, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, déclarait publiquement que le président Assad « ne méritait pas d'être sur Terre » et assurait que les jihadistes faisaient du « bon boulot ». De nombreux jeunes gens ont répondu à son appel en rejoignant Al-Nosra (Al-Qaïda), puis Daesh. Aujourd'hui, l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Bernard

Kouchner, annonce publiquement que la France soutiendra la création d'un État qui englobe le Kurdistan irakien et le couloir qui le relie à la Méditerranée à travers la Syrie. Quelques jeunes européens ont déjà répondu à cet appel, bien d'autres suivront.

Aujourd'hui, comme en 2011-12, la presse occidentale prend fait et cause pour cette nouvelle armée anti-syrienne soutenue par ses gouvernements. Jamais elle ne questionnera le retournement de veste d'Abdullah Öcalan, passé du marxiste-léninisme à l'anarchisme. Elle répétera que le Kurdistan a déjà été reconnu lors de la Conférence de Sèvres, en 1920, mais ne consultera pas les documents qui précisent ses frontières. Elle le croira légitime en Irak et en Syrie alors qu'il se situe dans l'actuelle Turquie. Elle ignorera le fait que son tracé correspond en réalité aux seuls plans du Pentagone.

Le référendum pour l'indépendance de la région irakienne du Kurdistan et des territoires annexés avec l'aide de Daesh lancera le début de cette opération, le 25 septembre. Comme en 2014, il s'agira de détruire simultanément l'Irak et la Syrie, cette fois non pas en créant un « Sunnistan » de Rakka à Mossoul, mais un « Kurdistan », sur un territoire reliant Erbil et Kirkouk à la Méditerranée.

[1] Ce terme est mal choisi dans la mesure où « Occidental » ne s'oppose pas à « Oriental », mais à « Soviétique ». Je n'ai pas trouvé d'autre mot pour désigner à la fois les Européens, les Nord-Américains et les Israéliens. NdA.

Source : « Après le Califat, le Rojava », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 19 septembre 2017, www.voltairenet.org/article197914.html

- 500 millions de dollars pour la prochaine guerre contre la Syrie - Réseau Voltaire

Le Süddeustche Zeitung a mis a jour un transfert d'armes du quartier général des Forces aériennes états-uniennes en Europe, situé à Ramstein (Allemagne), en direction de « rebelles » syriens.

Les armes, principalement des kalachnikovs et des mortiers avec leurs munitions, ont été transférées de l'arsenal de la Navy de Crane (Indiana) à l'arsenal de l'armée de Terre US de Miesau (Allemagne).

Ce trafic est la continuation de l'opération Timber Sycamore (bois de sycomore) élaborée par le général David Petraeus lorsqu'il dirigeait la CIA. Il a débuté en 2013, c'est-à-dire bien avant la création de Daesh. Le rôle de la base de Ramstein a été révélé, en décembre 2015, par le journal serbe Vecernje Novosti.

À la veille des élections fédérales allemande, le Süddeutsche Zeitung s'intéresse particulièrement à l'aspect juridique de sa découverte.

Le Commandement US des Opérations spéciales a demandé aux quatre sociétés sous-traitantes de ne pas déclarer la nature des cargaisons transportées sachant que le gouvernement allemand pourrait s'opposer à un tel trafic sur son territoire. Le procureur général allemand a ouvert une enquête préliminaire pour déterminer si le Pentagone et le gouvernement Merkel ont bien respecté le droit allemand.

Au demeurant, la législation allemande interdit le transfert d'armes vers des pays en guerre. Or, le gouvernement Merkel a déjà autorisé le transfert d'armes vers l'Arabie saoudite dans le cadre du trafic mis en œuvre par l'Azerbaïdjan et sa compagnie aérienne Silk Way. Il ne pouvait pas ne pas savoir que les jihadistes en Syrie étaient les destinataires finaux.

La base de Ramstein a déjà été mise en cause dans l'affaire des enlèvements et des prisons secrètes de la CIA, ainsi que dans des assassinats ciblés par drone au Moyen-Orient élargi. Ni les magistrats, ni les parlementaires n'ont été autorisés à accéder à cette base en vertu de l'accord d'extra-territorialité dont toutes les forces états-uniennes bénéficient en Allemagne.

Mais le plus intéressant est une découverte incidente du quotidien allemand dont il n'a pas mesuré l'importance : selon des documents de l'armée US, le Pentagone a lancé un appel d'offres pour l'acquisition de 500 millions de dollars d'armement ex-soviétique. Ce contrat a été attribué en août 2017. La destination de certains chargements d'armes a alors été modifiée pour la Croatie.

Après le « printemps arabe », Al-Nosra et Daesh, le Pentagone planifie une nouvelle guerre contre la Syrie, en s'appuyant cette fois sur des troupes kurdes auxquelles ces 500 millions de dollars d'armement sont destinées. Ce nouveau conflit devrait éclater dans les prochaines semaines, après l'annonce de l'indépendance du Kurdistan irakien.

"Heikle Fracht aus Ramstein", "Millionen Schuss Munition für Kalaschnikows", Frederik Obermaier & Paul-Anton Krüger, Süddeutsche Zeitung, 12. & 20. September 2017.

Source : « 500 millions de dollars pour la prochaine guerre contre la Syrie », Réseau Voltaire, 21 septembre 2017, www.voltairenet.org/article197985.html

Iran

- La CIA admet son rôle dans le coup d'État iranien de 1953 - The Guardian

Des documents déclassifiés décrivent en détail comment les USA — avec l'aide des Britanniques — ont ourdi un coup d'État contre Mohammed Mossadegh.

La CIA a publiquement admis pour la première fois qu'elle était derrière le fameux coup d'État de 1953 contre le Premier ministre démocratiquement élu Mohammed Mossadegh, dans des documents qui montrent aussi comment le gouvernement britannique a tenté de bloquer l'information sur sa propre implication dans le renversement.

Au moment du 60e anniversaire d'un événement souvent invoqué par les Iraniens comme une preuve de l'ingérence occidentale, les archives de la sécurité nationale des États-Unis à l'université George Washington ont publié une série de documents déclassifiés.

« Le coup d'État militaire qui a renversé Mohammed Mossadegh et son cabinet de Front national a été conduit sous la direction de la CIA comme une action de politique étrangère, conçue et approuvée par les plus hautes instances de l'État », est-il écrit dans un chapitre auparavant censuré d'une histoire interne de la CIA intitulée « La bataille pour l'Iran ».

Ces documents, publiés sur le site des archives dans le cadre des lois sur la liberté de l'information, décrivent en détail la façon dont les États-Unis — avec l'aide britannique — ont ourdi le coup d'État, sous le nom de code « TPAJAX » par le biais de la CIA et de l'opération Boot du MI6 de Grande-Bretagne.

La Grande-Bretagne, et en particulier Sir Anthony Eden, le ministre des Affaires étrangères, voyait Mossadegh comme une sérieuse menace contre ses intérêts économiques et stratégiques après la nationalisation par le leader iranien de l'Anglo-Iranian Oil Company, plus tard connue sous le nom de British Petroleum. Mais le Royaume-Uni avait besoin du soutien des États-Unis. L'administration Eisenhower à Washington ne fut pas difficile à convaincre.

Des documents britanniques montrent comment de hauts responsables des années 70 ont tenté d'empêcher Washington de rendre publics des documents qui seraient « très gênants » pour le Royaume-Uni.

Les journaux officiels britanniques sont restés muets, bien que le rôle de la Grande-Bretagne soit de notoriété publique. En 2009, le secrétaire aux Affaires étrangères Jack Straw a fait allusion aux nombreuses « interférences » britanniques dans les affaires iraniennes au 20e siècle. Lundi, le ministère des Affaires étrangères a déclaré qu'il ne pouvait ni confirmer ni démentir l'implication de la Grande-Bretagne dans le coup d'État.

Les documents américains jusque-là classifiés comprennent des télégrammes de Kermit Roosevelt, le responsable de la CIA sur le terrain en Iran au moment du coup d'État. D'autres, y compris un projet d'histoire interne de la CIA rédigé par Scott Kock Zendebad Shah ! (Viva Shah !), indiquent que, selon Monty Woodhouse, le chef du MI6 à Téhéran à l'époque, la Grande-Bretagne avait besoin du soutien américain pour fomenter un coup d'État. Eden était d'accord. « Woodhouse a estimé que ses mots avaient valeur d'autorisation de poursuivre le projet », avec les USA, écrit Kock.

Le renversement de Mossadegh, encore aujourd'hui évoqué comme la raison de la défiance iranienne à l'égard des politiciens britanniques et américains, a consolidé le régime du Shah pour les 26 années suivantes, jusqu'à la révolution islamique de 1979. Il visait à s'assurer du fait que la monarchie iranienne préserverait les intérêts pétroliers occidentaux dans le pays.

Les documents archivés de la CIA incluent une ébauche interne relatant le coup d'État, intitulée « Campagne pour instaurer un gouvernement pro-occidental en Iran », qui définit l'objectif de cette campagne : « faire chuter le gouvernement de Mossadegh par des moyens légaux ou quasi-légaux ; le remplacer par un gouvernement pro-occidental sous le règne du Shah avec Zahedi comme Premier ministre ».

Un de ces documents décrit Mossadegh comme « l'un des leaders les plus lunatiques, exaspérants, habiles et provocateurs à qui ils (les États-Unis et le Royaume-Uni) aient jamais eu affaire ». Ce document indique que Mossadegh trouvait les Britanniques « mauvais, pas incompréhensibles » et que « lui et des millions d'Iraniens croyaient que, depuis des siècles, la Grande-Bretagne manipulait leur pays à son profit ». Un autre document fait allusion à la conduite d'une « guerre des nerfs » contre Mossadegh.

L'historien irano-arménien Ervand Abrahamian, auteur du livre « Le Coup-d'État : 1953, la CIA et les origines des relations modernes US-Iran » a déclaré dans une interview récente que le coup d'État avait pour but de « se débarrasser d'une personnalité nationaliste qui voulait que le pétrole soit nationalisé ».

Selon Abrahamian, à la différence d'autres leaders nationalistes comme Gamal Abdel Nasser en Egypte, Mossadegh incarnait

une figure « anticolonialiste » unique qui était aussi engagée en faveur des droits de l'homme et des valeurs démocratiques.

Certains analystes soutiennent que Mossadegh a échoué à trouver un compromis avec l'Occident et que le coup d'État est survenu sur fond de crainte du communisme en Iran. « Mon étude des documents me convainc qu'il n'y a jamais eu d'offre de compromis équitable faite à Mossadegh. Tout ce qu'ils voulaient que Mossadegh fasse, c'était abandonner la nationalisation du pétrole. Bien sûr, s'il avait fait ça, le mouvement nationaliste serait devenu insignifiant », a-t-il déclaré au journal iranien en ligne Tableau magazine.

« Je pense qu'il n'y a jamais vraiment eu de menace réelle du communisme. […] Les discours et la manière de justifier n'importe quoi, c'était d'évoquer le danger communiste. En fait on s'en servait pour le public, particulièrement le public américain et britannique. »

En dépit de ces dernières révélations, il y a un nombre significatif de documents sur le coup d'État qui restent secrets. Byrne, le directeur des archives de la Sécurité nationale, a demandé à ce que le reste de ces documents soit publié.

« Il n'y a plus de raison valable de garder des secrets sur un épisode aussi critique de notre passé récent. En gros, les faits sont déjà connus de la plupart des écoliers en Iran », a-t-il déclaré. « Éluder les détails ne fait que déformer l'histoire et alimenter les mythes de tous bords. »

Ces dernières années, les politiciens iraniens ont cherché à comparer la polémique autour des activités nucléaires du pays à celle de la nationalisation du pétrole sous Mossadegh : les partisans de l'ex-président Mahmoud Ahmadinejad évoquent souvent le coup d'État.

Les autorités américaines ont déjà exprimé leurs regrets au sujet du coup d'État, mais sont encore loin d'avoir présenté des excuses officielles. Le gouvernement britannique, quant à lui, n'a jamais reconnu son rôle.

Source : The Guardian, Saeed Kamali Deghan & Richard Norton-Taylor, 19-08-2017

Birmanie

Le MI5 et ses officines humanitaires à la manoeuvre.

- Royaume-Uni: face à la "trahison" de Suu Kyi, les Rohingyas de Bradford se mobilisent - AFP

- Les ONG humanitaires demandent à pouvoir aider les Rohingyas - Reuters

Des organisations humanitaires internationales basées à Rangoun ont demandé aux autorités birmanes de les autoriser à venir en aide à la minorité musulmane de l'ouest du pays, où une offensive militaire a poussé 480.000 Rohingyas à l'exil au Bangladesh et privé des centaines... Reuters

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- A Free, la chasse aux «fraudes» pour licencier en masse - Libération

Si c'était à refaire, il n'hésiterait pas. «On est tellement peu nombreux à oser parler», souffle Anousone Um, un des protagonistes de l'enquête de Cash Investigation sur les licenciements en cascade chez Free. Pourtant, à 29 ans et après cinq ans chez Mobipel, un centre d'appel de l'opérateur basé à Colombes (Hauts-de-Seine), ce conseiller, aussi délégué syndical SUD, est plus que jamais sur la sellette. A moins que Muriel Pénicaud en décide autrement. Licencié en 2016 pour douze griefs, tous retoqués en février 2017 par l'inspection du travail qui a refusé de valider son licenciement, il attend désormais la décision de la ministre du Travail, saisie en appel par son employeur. Une procédure classique pour un salarié protégé ayant un mandat syndical.

En mars 2012, lorsqu'il intègre Mobipel, Anousone Um travaille dans une équipe d'une cinquantaine de personnes. Pas assez, explique-t-il, pour absorber tous les coups de fil des clients de l'opérateur : «A l'époque, on pouvait prendre jusqu'à 70 appels par jour, contre 30 à 50 aujourd'hui.» Mais face aux «cadences importantes» et au «manque de procédures et d'informations, source de relations conflictuelles avec les clients», les salariés sont seuls pour défendre leur cause. La société est toute neuve et il n'y a pas encore de syndicats. Ils ont beau alerter les managers, rien ne bouge. Alors, en juin, ils passent à la vitesse supérieure. Rien de fou : ils débrayent trois heures.

«Retards». «On discutait des conditions de travail avec les collègues, l'un a parlé de débrayage, je ne savais pas ce que c'était, je me suis renseigné, et un soir, on a posé nos casques et déposé une lettre de revendication que j'ai rédigée.» Ils sont une quinzaine. Quelques jours plus tard, treize d'entre eux, tous en période d'essai, sont, raconte-t-il, avertis du non-renouvellement de leur contrat. «On leur a reproché des retards de deux minutes ou encore des difficultés à l'oral…»

Deux autres quittent l'entreprise de leur propre chef. Reste Anousone Um. «Ils n'avaient rien à me reprocher, mes statistiques étaient trop bonnes», estime-t-il. Dans la foulée, il rencontre un responsable de SUD qui cherche à implanter le syndicat dans la boîte et le convainc de devenir représentant de section. «Il m'a dit "tu seras protégé", même si ce n'était pas mon but. Et surtout "tu pourras porter tes revendications".» Devenu délégué syndical, il s'oppose avec la CGT à un accord d'annualisation du temps de travail «avec quasiment aucune contrepartie», validé par la CFDT en 2014. Dès lors, il voit les conditions de travail se dégrader : «Pendant un mois, on a travaillé quarante heures par semaine, les salariés ne tenaient plus.» Le 7 octobre 2014, avec son syndicat et la CGT, il organise un nouveau débrayage - celui qui est mis en avant par l'enquête de l'équipe d'Elise Lucet. 250 personnes y participent.

File d'attente.

Les ennuis d'Anousone Um commenceront vraiment à l'automne 2016. Cette fois-ci, c'est son tour : il est convoqué à un entretien préalable à un éventuel licenciement, le 28 octobre. Son dossier est présenté au comité d'entreprise et les élus d'un syndicat concurrent votent en faveur de son licenciement. Pêle-mêle, on lui reproche «d'avoir harcelé une salariée, notamment pour obtenir des informations confidentielles», d'avoir tenu des propos à charge contre l'entreprise dans la presse, des retards de quelques minutes, mais aussi des «fraudes». Ces fameuses «fraudes» qui serviront aussi à mettre à la porte une bonne partie de ses collègues. Car Anousone Um n'est pas un cas isolé. Au total, ce sont, pointe Cash Investigation, 248 salariés du centre qui ont été licenciés depuis octobre 2014. Dont 230 pour fautes graves, selon le syndicaliste SUD. «Par "fraudes", ils entendent par exemple le fait, prétendument, d'appuyer sur le bouton pause de nos téléphones, entre deux conversations téléphoniques, pour redescendre dans la file d'attente des appels.» Une argumentation qui, se réjouit-il, ne tient pas devant les prud'hommes : «Si vous allez au tribunal de Nanterre, tous les jours il y a une affaire Mobipel. Et à chaque fois les salariés gagnent et le licenciement est requalifié en licenciement abusif.» Contacté mercredi par Libération, Free a indiqué ne pas vouloir réagir à la polémique.

Aujourd'hui, en attendant la décision de la ministre, Anousone Um continue de répondre au téléphone pour Free «comme si de rien n'était». Concluant : «Ma carrière est bloquée. J'ai peur de ne pas retrouver de boulot. Mais le plus dur, c'est de voir toutes ces injustices et de se dire que c'est le pot de terre contre le pot de fer.» Libération 28.09

Cash investigation : à Lidl, l'émission a «ouvert la brèche» - Libération

Après le licenciement de l'un d'eux, les salariés du site de Rousset se sont mis en grève face aux méthodes de leur direction. L'enquête diffusée mardi par France 2 est venue les conforter.

Une gréviste jette un peu d'eau sur les braises fumantes, juste devant les barrières bloquant l'entrée de l'entrepôt. Le conflit touche à sa fin. Il est 11 h 30, les représentants syndicaux viennent de sortir de réunion avec la direction du site Lidl Rousset (Bouches-du-Rhône) : ils ont obtenu une avancée sur le cas du salarié qui avait entraîné, deux jours plus tôt, le blocage du site et la mobilisation d'une cinquantaine de ses collègues. Hicham, 29 ans, a été licencié pour faute grave. Sa «faute», avoir quelques jours plus tôt quitté son poste à l'entrepôt vingt-trois minutes avant la fin de son service. Problème supplémentaire, quelqu'un a débadgé pour lui à l'heure normale de son départ. Un «stratagème» pour se couvrir, assure la direction, qui estime que ce salarié «n'a pas respecté à plusieurs reprises ses horaires de travail». «J'ai prêté mon badge à un intérimaire qui voulait aller aux toilettes. Eux n'en ont pas, répond aujourd'hui Hicham. Mais j'ai menti à l'entretien avec la direction parce que je voulais couvrir l'intérimaire. Je n'imaginais pas avoir une telle sanction…» Mardi matin, l'annonce du licenciement sec d'Hicham provoque la colère de ses camarades, qui décident aussitôt de débrayer.

«On n'est que des numéros»

Hasard du calendrier, le soir même, France 2 diffuse un nouveau numéro de Cash Investigation. Un reportage, intitulé «Travail, ton univers impitoyable», y pointe justement les méthodes de management de Lidl. Cadences infernales, robotisation des salariés, harcèlement moral… «Ce qu'on a vu à la télé, c'est notre quotidien, confirme Christophe Polichetti, délégué syndical CGT du site de Rousset. Pour beaucoup, ça a été une délivrance. Même en interne, ceux qui travaillent en magasins ne savaient pas forcément comment ça se passe en entrepôt, et vice versa.» Comme dans le reportage, à Rousset aussi, on dénonce «les petites phrases assassines» de la hiérarchie, «les menaces officieuses entre deux portes» et le fameux pick by voice, ce système de transmission de commandes par voix synthétique via un casque qui rythme le quotidien des préparateurs. «En fait, ce reportage a permis de mettre un mot sur ce sentiment qu'on avait : la déshumanisation», remarque Fabrice, l'un des salariés de Rousset, attablé près du piquet de grève. Face à lui, un autre insiste : «On est fliqués en permanence, il faut tout badger, même quand on va aux toilettes ! Si on s'arrête deux minutes pour discuter entre nous, le chef débarque et nous dit : "Vous êtes en grève ou quoi ?"» Noël (1), jeune embauché, a une expression pour ça : «Ils veulent nous Matrixer, déclare-t-il. Pour eux, on n'est que

des numéros.»

Tous l'affirment, cette déshumanisation s'est accélérée en 2013, à la mise en place de la stratégie «Pole Position», visant à abandonner le hard-discount pour concurrencer les grandes surfaces classiques. «Une vraie boucherie, raconte Christophe Polichetti. Qu'ils privilégient la rentabilité, je le comprends, mais pas à n'importe quel prix. Chez nous, ça s'est traduit par la mort de notre collègue…» Cet épisode douloureux, le reportage de France 2 l'a rappelé mardi. Le soir du 29 mai 2015, Yannick Sansonetti, 33 ans, salarié Lidl depuis six ans, se donne la mort dans une petite pièce de l'entrepôt. Ce mois-ci, l'inspection du travail a finalement rendu ses conclusions. Selon le journal la Provence, le rapport mettrait à jour «des agissements répétés de harcèlement moral […] ayant eu pour effet une dégradation de ses conditions de travail, de compromettre son avenir professionnel et d'altérer sa santé mentale». Si, pour l'heure, la direction de Lidl a indiqué dans un communiqué ne pas souhaiter s'exprimer sur le sujet, pour la famille du jeune homme comme pour ses collègues, le lien entre cette pression professionnelle et son geste de désespoir ne fait aucun doute. A Rousset, deux ans après, ce décès secoue toujours autant les salariés. Christine, une gréviste, se souvient encore avec amertume de la minute de silence organisée un an après le drame : «Pour démarrer la minute, ils ont lancé une musique dans l'entrepôt. On était tous dispersés, en train de travailler… Ils auraient quand même pu nous laisser un quart d'heure pour se réunir, ensemble…»

«Crever au boulot»

Le bip d'un téléphone interrompt la conversation. Un collègue fait passer l'info, qui tourne en boucle à la télévision : mercredi soir, un agent d'entretien de 51 ans s'est immolé par le feu dans son entreprise, en Charente-Maritime. Trop de pression. Christophe Polichetti fulmine : «Cash Investigation et les médias ont ouvert la brèche, mais on doit aller plus loin que notre propre cas, insiste-t-il. La Poste, Carrefour, Orange… C'est comme si c'était acquis que dans ces boîtes, on est sous pression au point de vouloir se suicider ! A un moment donné, stop, on ne vient pas au monde pour crever au boulot !» Sa solution : une loi qui ferait reconnaître le burn-out comme maladie professionnelle. «Aujourd'hui, c'est presque considéré comme une grippe, dénonce-t-il. Il faut qu'il y ait une étincelle, qu'un député porte ce débat à l'Assemblée nationale.»

En attendant, à Rousset, il faut bien reprendre le travail. La direction a refusé de payer les jours de grève, comme les salariés le demandaient. Difficile d'insister, trois jours de grève vont peser lourd sur des salaires déjà bas. Hicham, le salarié licencié, ne sera pas réintégré, mais son licenciement pour faute grave a été requalifié «sans cause réelle et sérieuse», ce qui lui permettra de partir avec des indemnités. «On les a fait reculer, ce n'était pas arrivé depuis longtemps, pointe Frédéric Blanc, délégué syndical Unsa. Et la première chose qu'on a gagnée, c'est le respect. Dans l'entreprise où on est, c'est important. Et il y aura d'autres combats.» De son côté, la direction nationale assure qu'à Rousset, si la grève est terminée, «le dialogue avec les organisations syndicales est toujours ouvert». «Le sujet des conditions de travail est très important pour nous, précise-t-elle, et nous avons largement travaillé sur le sujet ces deux dernières années», notamment en investissant, à Rousset toujours, dans un bâtiment tout neuf. Et sur l'humain ? Christophe Polichetti espère qu'avec ce conflit, le message aura été entendu. Pour l'instant, épuisé par trois jours de veille, il part se reposer. «Notre première demande, c'est le respect, insiste-t-il. On est en 2017, on ne demande pas des augmentations de salaires, mais le respect… C'est ça, le progrès !» Libération 28.09

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 octobre 2017

CAUSERIE

Je n'ai pas actualisé le blog. Je l'avais créé pour que les lecteurs puissent s'exprimer, à leur demande, puisque une semaine plus tard il n'y figure aucun commentaire, tant pis, je le ferme.

La causerie d'aujourd'hui se compose en grande partie d'articles (ou d'extraits d'articles) que j'ai lus. Je sais que la présentation est nulle, je n'ai ni le temps ni l'envie pour le moment d'en faire plus, désolé. Je crois qu'il n'y a pas que nos oppresseurs qui nous prennent pour des cons, si vous voyez ce que je veux dire par là.

Comme je ne compte pas actualiser le portail d'ici quelques jours, j'en profiterai demain pour mettre les dernières causeries au format pdf après avoir corrigé les fautes, cet après-midi je n'ai pas le temps. Ici on bosse 6 jours par semaine figurez-vous, je parle de ma compagne qui ne peut pas m'aider à accomplir les tâches ménagères, entretenir la maison et le jardin, s'occuper des papiers, des chèvres, aller régler les factures, etc. Et puis je me fais vieux.

J'ai ajouté ce document dans la page d'accueil du portail : Pourquoi le socialisme ? par Albert Einstein (1949)

J'ai ajouté la réflexion suivante.

Quand on lit ce document exceptionnel, on est agréablement surpris de constater que son auteur ait recouru à un type de discours, des mots, des figures de style ou des tournures d'esprit d'une telle simplicité, au point de le rendre accessible à la totalité de la population, sans pour autant atténuer sa pensée ou dénaturer, nuire à son objet.

A sa manière il a démontré qu'il était parfaitement possible de s'exprimer ou de défendre le socialisme, de s'adresser aux travailleurs autrement qu'en recourant à cette épouvantable terminologie politique dont font usage nos dirigeants. On doit préciser qu'en recourant exclusivement à la propagande - qui par ailleurs est indispensable, nos dirigeants et les militants passent pour des doctrinaires, des fanatiques auprès des travailleurs, ce qui a le don de les faire douter de leurs réelles intentions autant que leurs capacités à les réaliser. Les militants ne comprennent pas pourquoi très souvent les travailleurs manifestent leur accord avec eux, mais ne souhaitent pas s'engager à leur côté, un peu comme s'ils ne voulaient pas leur ressembler, sans d'ailleurs savoir précisément pourquoi, disons que leur inconscience leur dicte cette attitude de méfiance face à une menace qu'ils ne parviennent pas à discerner. On est en droit d'en conclure qu'ils recourent à la propagande parce qu'ils ne maîtrisent pas le matérialisme dialectique qui est finalement quelque chose de très simple, qui comme toutes les choses simples devrait s'énoncer simplement. La réalite ou la logique est bien cruelle, n'est-ce pas ? Et je n'y suis pour rien.

Einstein était tout simplement parti de constats ou de faits, en faisant ressortir la logique dont ils étaient le produit ou dans laquelle ils s'inscrivaient, pour en faire ressortir les contradictions et la manière dont elles pourraient être résolues, en somme une formidable démonstration du matérialisme dialectique.

Chacun aura apprécié l'idéal humaniste qui guida sa pensée ou sa vie. Enfin, ce n'est pas un hasard si Einstein a conclu ce texte en posant la question des problèmes que le socialisme aurait à résoudre, effleurant la dérive stalinienne qui allait s'avérer être pire qu'un "puissant tabou", la négation du socialisme.

On retiendra qu'un intellectuel, un scientifique était parvenu au milieu du XXe siècle à la compréhension du processus matérialiste dialectique, qui est à l'origine de l'évolution ou de la transformation de la matière, de la nature, des hommes, de la société que les marxistes avaient découvert et théorisé, et qu'il partagea leurs conclusions en prenant la défense du socialisme, à l'heure où ses pires fossoyeurs étaient tout puissants au sein du mouvement ouvrier international.

Politiquement incorrect. Chez nous aussi les chiens de garde veillent...

On a du mal à comprendre pourquoi nos dirigeants et disons la quasi-totalité des militants, s'acharnent à nier que le prolétariat s'est embourgeoisé et qu'il est sous l'influence de l'idéologie ou de la propagande de la classe dominante.

Allez y comprendre quelque chose, l'argent ne corromprait que les classes moyennes ou celle des capitalistes, et la propagande officielle que les capitalistes s'emploient à deverser de façon ininterrompue sur les masses n'aurait aucune emprise sur elles ou ne contribueraient en aucune manière à fausser l'idée qu'elle se font de leur condition, de la situation ou de la société, du monde et n'influerait pas sur leur comportement, qui pour faire bref se traduit par l'inaction politique ou une sorte d'insouciance ou de soumission.

Personnellement, j'ai eu l'occasion au cours de mon existence de tester pendant des années différents types de comportements, et très modestement j'en ai tiré quelques enseignements que j'essaie de partager.

Jusqu'à l'âge de 19 ans, je fus complètement arriéré, un crétin fini, un abruti incapable de penser, et pour cause, j'ignorais que cela s'apprenait, c'est con, n'est-ce pas ? Je voulais passer des voitures miniatures aux grandes voitures et devenir mécanicien auto, et si possible plus tard m'acheter un garage. Je n'étais pas foutu de lire un journal ou le moindre livre un peu sérieux, j'en étais resté aux magazines féminins (Nous Deux) que ma mère lisait, aux revues sur l'automobile bien sûr, sinon la collection rose ou verte. J'étais de droite comme mes parents (gaullistes et anticommunistes), qu'est-ce que j'aurais pu être d'autres en n'ayant rien dans la tête, franchement !

A 19 ans je fais la connaissance de garçons de mon âge qui étaient plus évolués que moi, il faut dire qu'ils venaient d'un autre milieu que le mien, mon père était menuisier en bâtiment, leurs parents appartenaient aux couches moyennes, papa était ingénieur, technicien ou directeur d'usine, et ils avaient des grands frères qui avaient fait des études supérieures.

Ce n'était pas des lumières mes nouveaux potes, mais ils étaient des produits dérivés de 68 qui avait libéré tout du moins la parole et l'imagination, à l'époque on rêvait encore d'un monde meilleur, et avec la drogue on allait pouvoir y accéder immédiatement, en faisant abstraction du monde déjà pourri dans lequel nous vivions. Ce que j'ignorais, c'est que le cannabis avait de multiples pouvoirs, notamment celui de faire sauter nos préjugés ou nos complexes, et surtout de démultiplier ou de libérer nos facultés intellectuelles, c'était en quelque sorte une formidable thérapie ou un terrible piège qui pouvait vous rendre fou ou épileptique ! Toujours est-il, il me permit de prendre conscience de l'étendue de mon ignorance, et c'est à partir de là que je mis à étudier sérieusement en commençant par la philosophie. Depuis je n'ai jamais cessé.

J'allais rapidement abandonner l'idée de devenir mécanicien, et je ne supportais plus l'idée de devenir un ouvrier comme mon père, l'idée de lui ressembler ou de reproduire son mode de vie était devenue un cauchemar, il fallait à tous prix que j'échappe à ce destin épouvantable, mais comment faire sans diplôme, sans avoir fait d'études supérieures, sans expérience ni connaissances particulières. C'est ainsi que j'allais enchaîner les petits boulots, à l'époque il n'y avait pas de chômage. Je pris des cours de maths et d'électricité pour devenir technicien en informatique, mais cela ne déboucha sur rien, j'étais apparemment voué à vivre ainsi le restant de mes jours, ce qui ne faisait pas mon affaire, car il fallait un bon salaire ou du fric pour échapper à la condition de mes parents. Que cela ne tienne, entre deux emplois je profitais de la vie, je restais souvent quelques jours ou quelques semaines sans travailler, c'était déjà cela de pris. A part cela, je ne savais pas au juste ce que je voulais et ce que j'allais devenir.

J'allais ainsi galérer pendant trois ans. Entre temps j'étais parti de chez mes parents ou plutôt ils m'avaient poussé à partir, j'étais très pauvre et ne mangeant pas toujours à ma faim. J'avais aussi fini par découvrir Marx et Engels, du coup j'allais complètement modifier mon mode de pensée et mon comportement, entrevoyant que ce n'était pas demain la veille que je pourrais conquérir ma liberté. Ce fut un terrible choc en réalité, un traumatisme même, car toutes mes illusions d'un monde meilleur à portée de la main s'évanouissaient brutalement, j'ai failli en faire une dépression, je ne voyais plus que l'avenir en noir, la tâche à accomplir me semblait si colossale pour se débarrasser du vieux monde pourri. Je ne pouvais pas découvrir Marx sans découvrir qu'ils existaient des partis ouvriers, et grâce aux grands frères de mes potes qui achetaient de temps en temps

Informations ouvrières au marché de Surennes, j'allais faire la connaissance de l'OCI, puis y militer deux ans plus tard.

Devenu militant et étant bien obligé de travailler pour survivre, j'allais m'installer à Clichy-sur-Seine. Je ne voulais plus changer la vie mais la société, le monde. J'étais miséreux. Peu de temps après j'allais rencontrer ma future première épouse, en diffusant sur le marché le dimanche matin. Elle entrera à l'OCI et nous sortirons ensemble peu de temps après. On partageait les mêmes idées et les mêmes goûts sur un tas de choses, on semblait fait l'un pour l'autre, sinon on se complétait. Rapidement nous emménageable ensemble, ce qui fait que ma situation matérielle s'améliora grandement, enfin je sortais de la misère.

Petit à petit notre revenu augmenta considérablement, à l'époque il n'était pas rare d'augmenter son salaire de 20 à 30% simplement en changeant d'employeur, et par chance je réussi à obtenir un emploi de technicien en rapport avec ma qualification. On disposait chacun de 14 mois de salaire, on était habitué à dépenser peu, donc on pouvait économiser des dizaines de milliers de francs rapidement ou s'acheter tout ce dont nous avions besoin. Puis dans la foulée vint la naissance de notre fille. Une bonne nouvelle qui allait bouleverser notre existence. Du jour au lendemain, je n'allais plus compter pour ma compagne, de nature plutôt dépressive, elle allait me pourrir la vie pendant les sept années suivantes, c'est-à-dire jusqu'à notre divorce et séparation définitive.

Elle allait commencer par quitter l'OCI et exiger que j'en fasse autant, sans quoi elle menaçait de me quitter sur le champ, je m'exécutais parce que je l'aimais d'un amour fou aurait dit Breton (Et puis "l'imminence de la révolution", théorie foireuse des lambertistes, avait sérieusement du plomb dans l'aile). Mais cela n'allait pas suffire, rien ne suffirait d'ailleurs. On allait vivre bien, confortablement, on était très à l'aise financièrement, oubliant totalement la politique et le reste du monde, n'en parlant plus, on profitait de la vie, ce qui donnait l'impression d'avoir trouvé le bonheur, en réalité en sursis. On avait adopté le mode de vie et de pensée insouciant des petits bourgeois qui se permettent de tout critiquer, la bouche pleine, la garantie de l'emploi et le compte en banque bien garni...

Avant notre séparation, j'allais avoir la mauvaise idée de troquer mon emploi de technicien pour celui de commerçant (diététique) dans l'espoir de le revendre rapidement en faisant une plus-value pour partir par la suite en Bretagne, parce que ma compagne ne supportait plus Clichy et son boulot. Je m'étais dit que cela permettrait peut-être de recoller les morceaux, ou qu'à cette occasion cela lui changerait les idées et elle se rapprocherait de moi. Mais comme je n'avais pas la vocation à devenir patron, l'expérience tourna court, elle dura dix mois.

Les années suivantes j'allais galérer de petite boîte en petite boîte, mais je bossais malgré tout, aussi notre mode de vie ne s'en ressentait pas. Cependant le chômage et les tensions qui l'accompagnent n'allaient pas arranger nos rapports. On avait une vie normale, trop normale, comme des dizaines de millions de travailleurs, la routine allait finir par avoir raison du peu de sentiments qu'elle avait encore pour moi, elle s'ennuyait, la vie lui semblait terne dorénavant, et ne se voyant pas passer le restant de sa vie ainsi, elle décida un jour de me quitter.

J'allais immédiatement renouer avec le cauchemar des difficultés matérielles, car je n'avais pas trouvé un emploi stable, j'allais connaître le chômage une fois de plus, sauf qu'on n'était plus dans les années 70, j'allais parfois y rester pendant plusieurs semaines avec un loyer à payer. Pour autant, je n'allais ni changer de mode de pensée ni renouer avec le militantisme, je n'avais plus qu'une idée, quitter la France pour essayer de vivre mieux ailleurs, par crainte de finir clochard.

J'allais aller en Inde épouser une Indienne très pauvre, la faire venir en France, puis, avec le petit capital dont jedisposais suite à un licenciement, je décidai de partir m'installer en Inde, c'était en décembre 1990. Tentative infructueuseet retour en France deux ans plus tard. Mon épouse me rejoint et garde des enfants. On a deux salaires (dont un au noir), je me remets immédiatement à économiser tout ce que je peux pour repartir le plus tôt possible en Inde car je ne supporte plus la France ou ma condition. J'avais le projet d'une exploitation agricole en Inde, une cocoteraie qui nous assurerait un revenu confortable à vie. Projet qui ne se réalisera jamais.

L'installation en Inde s'avèrera encore très compliquée, mais un succès puisque j'y suis encore 21 ans plus tard. Cette fois j'étais parti avec un capital un peu plus important (250.000 francs), mais pas suffisant. J'allais le prêter à des entreprises par l'intermédiaire d'un de mes beaux-frères et le faire fructifier en empochant des intérêts substantiels, et à l'époque la banque rémunérait à 16% les placements d'argent liquide. J'allais avoir de quoi faire construire une maison et vivre confortablement sans travailler, devenir un rentier, un modeste rentier. Et ce n'était pas le salaire ridicule que j'allais percevoir par la suite comme prof de français qui allait me permettre de m'enrichir. On finit pas habiter sur une plage, quel privilège inouï pour un ouvrier, même en rêve cela ne m'était jamais venu à l'esprit, un hasard en fait. Quelle vie tout de même, géniale ! J'avais bien emmener une caisse pleine d'ouvrages politiques, mais je n'y avais jamais touché, cela ne m'intéressait pas, j'avais autre chose en tête, disons de plus gai ou de moins contraignant. Et deux années passèrent ainsi tranquillement, plus ou moins, on est en Inde tout de même avec son lot d'emmerdements incontournables.

Puis vint le 11 septembre 2001. Là je réalisai soudain que je m'étais laissé aller pendant plus de 20 ans ! Je changeai immédiatement de mode de pensée et de comportement, je renouai avec la politique et le militantisme, vous connaissez la suite ou je l'ai racontée dans des causeries.

En conclusion, parce que j'ai tiré des enseignements de chacune de ces expériences, je ne peux pas en vouloir à ceux qui se détournent de la politique, qui cessent de militer ou encore qui ne partagent pas mes idées ou qui ont adopté un autre comportement que le mien pour en avoir changé à plusieurs reprises, ce serait stupide et injuste.

J'ai expérimenté trois conditions différentes.

Quand j'étais très pauvre et je rêvais d'un monde meilleur, cela m'a conduit au marxisme, au militantisme.

Quand je n'étais plus pauvre, j'ai cessé de rêver à un monde meilleur, cela m'a amené à rompre avec le militantisme.

Et quand j'ai cru qu'on était au bord d'une nouvelle guerre mondiale, j'ai réalisé que mon petit bonheur individuel était aléatoire pour renouer avec le militantisme.

J'ai eu l'impression de me réveiller après un long sommeil, et de renouer avec moi-même pour donner un sens à ma vie... D'où ce portail, qui est la seule activité politique à laquelle je peux me livrer en vivant en Inde. Et si je n'ai jamais eu de problèmes avec l'argent qui ne m'a jamais attiré, mes idées n'ont jamais été à vendre, pour que nos rapports soient parfaitement clairs et sains, je vis certes confortablement, mais très modestement, je me prive sur tout pour économiser pour les vieux jours de ma dernière compagne et je distribue autour de moi ce qui reste, en fait, en dehors de l'alimentaire je n'ai aucun besoin en particulier, pas de distractions, pas de vacances, pas de bibelots ou de trucs accrochés au mur, rien de superflu, aucun gâchis, j'en aurais trop honte ! Je me dois d'avoir un mode de vie qui soit en accord avec mon mode de pensée, j'en ai fait un principe, un art de vivre.

Ce que j'ai voulu montrer ici, c'est qu'on pouvait très bien prendre conscience de la nécessité de s'engager pour changer le monde, tout en ayant un mode de vie confortable. Je pense que c'est à la portée de la plupart des travailleurs, classes moyennes incluses. Comme l'on dit, je me suis fait tout seul, j'ai découvert seul Marx, personne ne m'a poussé à militer, au contraire à l'OCI ils ne voulaient pas de moi, et personne ne m'a forcé à partir en Inde ni à renouer avec le militantisme.

Ce témoignage est à relier à l'expérience d'Einstein qui n'avait nullement besoin d'adopter le socialisme, hormis qu'il n'existait pas dans la société d'autres idéals à la hauteur de ses principes ou de ses valeurs.

En complément. Parole d'internaute.

- "« Éduqué » ne veut nullement dire intelligent et « la capacité d'adaptation » (au Système promu jusqu'à l'écœurement par nos merdia) est trop souvent la face cachée de sa soumission véritable."

Allez dire cela à ceux qui ne peuvent même pas se passer de la télévision...

A l'image de son maître.

- "Bruno Roger-Petit, c'est le choix de la servilité et et de la médiocrité satisfaite."

Notre époque...

Ils osent tout. Ils peuvent se permettre d'avouer leurs crimes en l'absence de toute opposition organisée ancrée dans les masses.

- Les Nations unies fustigent les dérives du capitalisme - Les Echos 15.09

L'hyperpuissance des grandes entreprises et l'insuffisante régulation de la finance sont au nombre des dérives dénoncées par l'ONU.

En 2010, le prix Nobel d'Economie, Joseph Stiglitz, avait déjà jeté un pavé dans la mare en dénonçant dans son ouvrage « le triomphe de la cupidité » comme l'origine de la crise de 2008. Sept ans plus tard, les Nations unies, fustigent à leur tour les méfaits de cette cupidité et les dérives du capitalisme vers un monde de rentiers. Dans son rapport annuel 2017 sur le commerce et le développement, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (Cnuced) ne mâche pas ses mots.

Un monde de profit sans prospérité

« Nous sommes aujourd'hui dans un monde de profit sans prospérité, où l'asymétrie des rapports de force sur les marchés contribue beaucoup à la hausse des inégalités de revenus », constate Mukhisa Kituyi, secrétaire général de la Cnuced. Premières à être mises sur le banc des accusés : les grandes entreprises. Ces dernières, « profitent de l'accroissement constant de leur pouvoir sur les marchés et de leur influence politique pour accroître leurs bénéfices en manipulant les règles du jeu ». Les

actionnaires et les haut dirigeants sont privilégiés au détriment des salariés.

Pour mesurer l'ampleur du phénomène de ce qu'ils apellent le capitalisme de rente, les économistes de la Cnuced ont analysé l'évolution des profits des grandes entreprises de 56 pays développés et en développement. Pour évaluer les sur-profits, ils se sont référés au taux de rendement sur actif médian ou au ratio du bénéfice d'exploitation sur les actifs totaux. Secteur par secteur.

Résultat : « entre 1995 et 2015, les profits excédentaires sont passés de 4% à 23 % des bénéfices totaux toutes entreprises confondues ». Pour les 100 premières entreprises, le pourcentage est passé de 19 % à 40%. En 1995, leur capitalisation boursière était de 31 fois supérieure à celle des 2.000 dernières du classement. Vingt ans plus tard, elle lui était 7.000 fois supérieure.

"Nous sommes aujourd'hui dans un monde de profit sans prospérité, où l'asymétrie des rapports de forces sur les marchés contribue beaucoup à la hausse des inégalités de revenus."

Et d'asséner que la part des 100 premières entreprises dans l'emploi ne progresse pas proportionnellement à leur emprise sur le marché qui ne cesse de croître. « Les grandes entreprises sont à la tête de véritables empires de plus en plus vastes, mais cela ne tient pas davantage à leurs prouesses technologiques qu'à l'inefficacité de la législation antitrust, à la protection excessive de la propriété intellectuelle et à leurs stratégies agressives de fusion-acquisition », pointe le rapport. Les industries pharmaceutiques, les médias et le secteur des technologies de l'information et de la communication sont particulièrement visés. Le monde de la finance n'est pas plus épargné.

La finance dénoncée

La finance déréglementée reste au coeur du monde hypermondialisé actuel. « Les mesurettes prises jusqu'à présent n'ont pas interrompu, et de loin, la course folle de la finance », dénonce la Conférence qui s'alarme de la concentration du secteur bancaire. «Dans beaucoup de pays, les bilans consolidés des cinq premières banques représentent au total un montant supérieur au revenu national », poursuivent les auteurs. Parallèlement, la dette n'a cessé de croître. Dans les secteurs non financiers, l'endettement a atteint le taux record de 230% du PIB mondial en 2016 contre 188% avant la crise.

« Au vu de l'augmentation de l'endettement des ménages et de la réduction de la part des salaires dans le revenu, il devient de plus en plus difficile de fermer les yeux sur les liens entre endettement et insécurité », soulignent ils. La Cnuced invite donc la puissance publique à réagir.

L'incapacité à corriger les excès de l'hypermondialisation menace la cohésion sociale et mine la confiance dans les marchés et les responsables politiques, dit-elle. « Lorsque les machines et les ordinateurs, les motivations à faire du profit et les droits de propriété sont considérés comme plus importants que les gens, (...) le racisme, le matérialisme extrême et le militarisme sont incapables d'être vaincus ». Cité en préambule du rapport, Martin Luther King avait vu juste il y a 50 ans.

https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/030565148539-les-nations-unies-fustigent-les-derives-du-capitalisme-2114605.php

C'est un des traits marquant de l'orientation ou de l'évolution du capitalisme mondial.

Ils osent tout, non pas qu'ils soient cons, non, ils vous prennent pour des cons et force est de constater que les faits leur donnent raison. Ils profitent que la situation ou le rapport de forces est à leur avantage pour se foutre de nous, nous rabaisser, nous humilier, nous écraser...

En complément, lu dans un article.

- Les entreprises du CAC 40 ont annoncé 75,4 milliards d'€ de bénéfices sur 2016 (+32 %) et… 52 milliards sur le premier semestre 2017.

Parole d'internaute. A propos de la Catalogne.

Cela ne vous fait-il pas penser au poker menteur du Brexit ?

Certains sont pour d'autres contre son indépendance. Il faut préciser que les initiateurs de ce référendum se sont prononcés pour le maintien de la Catalogne dans l'UE. J'ai appris que les autorités de Catalogne avait bénéficié du soutien financier de G. Soros qu'on ne présente plus. Cela dit le spéculateur peut tirer profit du chaos qu'il aura encouragé...

Personnellement je n'ai pas étudié la question. Je pensais que cela pouvait être une bonne chose si cela entraînait la chute

de l'économie espagnol, mais l'UE ne le permettrait pas et ce sont les travailleurs espagnols qui en feraient les frais, c'est peut-être le but non avoué. Le Brexit devrait profiter en priorité à la City qui est déjà un Etat dans l'Etat, et renforcerait encore son pouvoir au détriment des travailleurs britanniques.

Je ne veux pas trop m'avancer, mais cela ressemble à une vaste opération télécommandée pour déstabiliser un Etat dont les institutions et le régime sont en crise, de manière à le pousser à adopter des mesures antisociales dans la foulée qu'il pourrait ainsi justifier, sur fond de répression violente histoire de décourager par avance les contestataires potentiels. A suivre.

1- "A qui profite une indépendance de la Catalogne?

Pas aux catalans mais aux partisans des euro-régions.

L'euronarchie veux la mort des nations à ça ne la gêne pas de soutenir en sous main ce type de mouvement."

2- "On préférerait que la Catalogne se batte pour l'instauration d'une République d'Espagne. Quant à se coucher devant l'UE-rope nul besoin dans le cadre de UE-rope des eurorégions. Ainsi les menées séparatistes cadrent bien avec le projet totalitaire UE-ropéen de démantèlement à terme des Etats-nations par dissolution progressive de ceux-ci et montée en puissance des régions. La France vient d'ailleurs de procéder à un reagencement aussi soudain qu'antidémocratique de ses 21 régions ramenées à 13. Sorte de mise aux normes tacite."

3- "Il n'y a pas de Nations au sein de projet d'intégration UE-ropéen. La revendication nationaliste est un prétexte au démantèlement d'Etats-Nations historiques en un foisonnement d'entités balkanisées qui toute demandent à s'intégrer dans cette entité UE-ropéenne. Il est paradoxal d'appeler d'un côté à plus d'intégration UE-ropéenne d'un côté et à la désintégration des Etats de l'autre au profit d'un super État bureaucratique. Le tout en dehors d'unprocessus explicite et effectif. Il est paradoxal qu'on nous explique que d'un côté là France et ses semblables n'auraient plus la taille critique dans la nouvelle configuration et de l'autre d'envisager des comportements sécessionnistes."

4- "Bien peu ici ont eu le réflexe de se demander si la répression n'était pas justement voulue pour lancer l'éclatement de l'Espagne. Les gouvernements sont vendus à l'Union Européenne, n'importe qui de normalement constitué le sait.

Vous avez remarqué comment cette stratégie d'Euros-régions s'adapte parfaitement au contexte politico-historique de chaque pays? En Espagne ont met le doigt là où ça fait mal dans l'histoire récente, en France, on s'attaque au découpage administratif cher à la tradition française. Mais tout ceci ne peut être qu'un hasard. Aucun homme politique ne peut avoir des idées aussi tordues. n'est-ce pas(gne)?"

5- "“A qui profite une indépendance de la catalogne?

Pas aux catalans mais aux partisans des euro-régions.”

Je ne suis pas sûr que l'Europe soit tellement hostile aux Etats; je m'explique : l'Europe est hostile aux Etats s'il s'agit pour eux d'exercer une quelconque souveraineté.

Cependant, l'Europe est parvenue à priver les Etats de frontières, de monnaie et d'une législation souveraine (puisqu'elle est soumise à des directives voire à de simples principes supérieurs primant sur le droit national — à ce sujet, l'instrumentalisation des “Droits de l'Homme” mériterait des développements spécifiques).

Réduits à être des outils déconnectés des peuples, les Etats deviennent de simples courroies de transmission des diktats européens (et les institutions historiques de ces Etats de purs théâtres de marionnettes) et il est naturel que “Bruxelles” ne voie pas d'un bon oeil l'effilochement de ces courroies de transmission (et le renversement des décors de ce théâtre pseudo démocratique..)"

6- "Nous assistons à la continuité du processus de destruction des États d'Europe. Déjà plus ou moins dissous dans l'UE, ces États sont aussi menacés de fragmentation sous l'action de multiples courants séparatistes pour lesquels je n'ai aucune sympathie.

Les idéologues dominants de l'élite mondialiste apportent un soutien médiatique obscène à tout ce qui peut être à la source de conflits régionaux, potentiels déclencheurs de guerres civiles.

Pour y voir clair, il suffit de s'en référer à l'opprobre médiatique jeté sur un événement allant dans le sens inverse, celui d'une restauration de souveraineté, tel que le Brexit.

L'analyse des agissements outranciers des médias est une boussole irremplaçable."

En complément

- L'UE se range derrière Madrid - Liberation.fr

Tout en condamnant les brutalités policières, Bruxelles, comme Macron, donne un blanc-seing à Rajoy pour régler la crise. Liberation.fr 03.09

A quoi bon en traînant les pieds...

- FO: déjugé par sa base, Mailly contraint d'organiser une mobilisation contre les ordonnances - Liberation.fr

Le fossé s'élargit à Force ouvrière entre la base et sa direction. A l'issue de deux jours de conclave, le comité confédéral national (CCN, parlement de la centrale) a adopté vendredi un texte qui, de fait, met son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, en minorité. Même si la résolution finale est un subtil compromis entre la position de la direction et celle des membres du CCN. Le malaise est d'autant plus profond que la réaction de Mailly à l'issue de cette journée a laissé penser à de nombreux participants qu'il était alors sur le point de démissionner.

Lors de la première journée du comité, jeudi 28 septembre, le ton est donné. Parmi les 143 responsables d'unions départementales et de fédérations qui composent le CCN, «une majorité d'intervenants se prononce pour le retrait complet des ordonnances, mais également pour au moins une journée de grève interprofessionnelle», témoigne un des participants. Le lendemain matin, Jean-Claude Mailly monte à la tribune. Il réitère ses positions, rappelle le travail mené par la confédération pour peser sur les ordonnances, insiste sur le fait que la branche est consolidée mais commence aussi à donner quelques gages à son parlement: la confédération va étudier les recours juridiques possibles, va peser sur les décrets d'application et essayer d'obtenir davantage sur la hausse des indemnités légales de licenciement qui, dans le texte du gouvernement, ne concernent que les dix premières années d'ancienneté. Il reconnaît également que les ordonnances ne sont pas équilibrées et, surtout, évoque une possible mobilisation avec les autres confédérations. Mais il trace une ligne rouge: «Si on demande le retrait des ordonnances, le bureau confédéral est en vacances jusqu'au congrès.» Une menace de quasi-démission de la direction plane alors sur le CCN.

La commission des résolutions se réunit dans la foulée, sans la présence de Mailly, qui n'en fait pas partie. Le texte original, sur lequel les membres de la commission vont plancher pendant plusieurs heures, est écrit par la direction. Il mentionne dès le début que la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle est nécessaire. Mais ne se positionne pas «contre» les ordonnances. «Le bureau confédéral refusait que l'on mentionne le "retrait" des ordonnances, la grève et un calendrier de mobilisation, on a négocié mot à mot pendant des heures», témoigne un membre de la commission.

Un subtil compromis est finalement trouvé. Selon le texte de la résolution, que Libération s'est procuré, le CCN se positionne «contre les ordonnances», demande le «retrait des mesures inacceptables», et non pas des ordonnances, évoque une «mobilisation» et non pas une grève, mais impose un calendrier, soit une mobilisation avant la ratification de la réforme par le parlement. «C'était pour conserver l'unité de l'organisation et permettre à la direction de sauver la face», explique un autre participant. La résolution est alors adoptée par 123 voix et 20 abstentions.

Mais malgré ce texte de compromis, la direction va donner un étrange sentiment à l'assemblée. C'est d'abord le secrétaire général de la fédération des métaux, légitimiste, qui va expliquer qu'il s'abstient car la résolution «déjuge» le secrétaire général. C'est ensuite Jean-Claude Mailly lui-même qui, en fin d'après-midi, va semer la confusion. A la tribune, il déclare: «le bureau confédéral considère qu'il n'est pas soutenu par le CCN et se réunira lundi pour décider des suites». Stupeur parmi les membres du comité confédéral. «Il y a eu un grand moment de flottement, tout le monde pensait alors que Mailly allait démissionner», explique le responsable d'une union départementale FO. «Même si le texte lui permettait de s'en sortir, je pense qu'à ce moment-là, c'est l'esprit du texte qui lui saute à la figure, d'où sa réaction», explique un participant. Mais en fin de journée, Jean-Claude Mailly démentira lui-même, sur Twitter, l'impression qu'il a donnée à son CCN: «Non, je ne démissionne pas! Arrêtons l'intox!» écrit-il, accompagné d'un smiley tout sourire. Reste que le secrétaire général est désormais contraint de prendre langue avec les autres confédérations pour organiser une journée de mobilisation avec elles avant la ratification des ordonnances, prévue pour fin novembre. Une perspective qu'il s'était jusqu'alors refusé d'envisager, et qui sonne comme un vrai désaveu de la part de sa base. Liberation.fr 30 septembre 2017

- Loi travail Mailly cède sur la manif - Libération.fr

Poussé par sa base, le secrétaire général de FO a fini par plier en annonçant qu'il allait se rapprocher des autres centrales pour lutter contre les «mesures inacceptables» de la réforme du code du travail. Il va donc organiser une journée de «mobilisation», sans renier la «concertation». Une acrobatie subtile pour ne pas perdre la face. Liberation.fr 3 octobre 2017

N'en profitez pas pour tirer des plans sur la comète... Vous n'en avez pas encore marre de toutes ces comédies destinées à vous endormir ? Vous nous direz qu'il s'agit de lutte de classes, bordel. Tu parles, elle est où la classe là-dedans, où ? A l'extérieur des syndicats. Il n'existe même pas de courants révolutionnaires ou socialistes dans les syndicats...

Parole d'internaute.

(Travail : ton univers impitoyable – Cash investigation)

1- "Je me demande de plus en plus si cela vaut le coup de faire faire des études à nos enfants, passer plus de vingt ans sur des bancs d'école, à tuer son enfance (et son innocence), si c'est pour qu'ils deviennent publicitaires, DRH ou ministres, dont le métier est d'inciter à consommer, faire des charrettes ou tromper.

Ne vaut-il pas mieux être simple plombier ou menuisier dans son village, petite paye certes mais petites envies consuméristes (pas de grosse bagnole). Le tout entouré de beaux paysages qu'envient les citadins.

Car il ne faut pas se leurrer : grosses études = gros soucis, à peine compensées par grosse paye. Ce qui induit alors grosses dépenses de luxe, autant ostentatoires qu'inutiles, histoire de se persuader qu'on ne se fait pas ch*** au bureau pour rien."

Ce qui est intéressant ici, c'est de constater que même des nantis se posent des questions sur l'orientation de la société ou le sens de leur existence...

Il m'est arrivé dans des causeries d'expliquer que la condition des cadres n'était pas très enviable, car pour avoir un niveau de vie supérieur ils doivent accepter de très lourds sacrifices. En Inde, c'est bien pire encore...

2- "Le fils de mon amie est plombier dans une société de plusieurs dizaines de plombiers.

Actuellement il monte, aux étages supérieurs, sur le dos, grâce à des sangles qu'il a fabriquées lui-même,des radiateurs en fonte qu'il installe (je ne sais plus combien par jour). Le dos cassé, évidemment.

Sur le chantier pas de toilettes : chacun se débrouille avec son seau.

Il vient chercher la camionnette chantier au garage mais son temps de travail ne démarre qu'au chantier.

Vous en voulez plus?

Tout ce que j'écris est vrai et… illégal.

Et alors?

De l'autre côté de la ville une boîte de plomberie s'est montée avec un turn over organisé de polonais (si si).

Faut fermer sa gueule…sinon la porte est ouverte.

Le fascisme voulait une autorité forte, un parlement faible, une disparition des syndicats.

On y va, on y va"

Ai-je eu tort de qualifier le néolibéralisme d'extrême droite, en précisant que les objectifs de l'extrême droite ne sont pas différents?

Il est vrai que de nos jours chacun craint de caractériser qui ou quoi que ce soit, d'appeler un chat un chat, rendez-vous compte, et si c'était une chatte ! Le crétinisme ne concerne pas que les élites, il a largement atteint le mouvement ouvrier. Tenez, ses intellectuels mâles féminisés qui pour masquer leur impuissance (ou leur faillite politique) ont emboîté le pas des élites tout en se réclamant du marxisme. A défaut de reconnaissance par les travailleurs et parce qu'ils ne supportaient pas leur isolement, pour ne pas disparaître littéralement, ils ont préféré rejoindre le club bourgeois des féministes, des écologistes, des anti-racistes, des anti-fascistes, etc. dégénérés.

C'est minable, pathétique d'en arriver là, et dites-vous bien que s'ils sont capables de faire preuve d'une telle bassesse ou servilité pour si peu de choses, il est normal qu'ils versent dans le pire opportunisme ou populisme pour les grandes.

3- "Pas mieux.

L'angle du reportage est d'ailleurs surprenant.

En prenant 2 sociétés “low cost” on laisse entendre que les autres entreprises traitent mieux leurs employés.

Pour avoir de la famille embauchée à Auchan & SFR, je peux vous assurer que les pratiques sont tristement les mêmes…"

Vous devriez plutôt vous demander pourquoi ils tolèrent encore la diffusion de pareilles émissions. Ils en ont supprimé certaines, ils ont commencé à virer certains journalistes, et maintenant ce sont eux-mêmes qui décident qui doit critiquer certains aspects du capitalisme et comment, histoire de faire croire que la démocratie ou la liberté d'expression existeraient réellement et qu'ils en sont les garants. Ils détiennent dorénavant tous les pouvoirs, ils peuvent donc en faire ce qu'ils veulent ou pratiquement tout se permettre, puisqu'ils seront toujours en mesure d'en instrumentaliser les conséquences.

Quand ils présentent un aspect monstrueux du capitalisme, ce n'est pas pour lui faire du tort ou se faire du tort à eux-mêmes, mais pour montrer qu'ils sont tout puissants et que personne ne peut contester leur pouvoir, ce qui aura pour effet - c'est tout du moins c'est ce qu'ils escomptent, d'oter de la tête des travailleurs et des militants qu'il serait possible de changer la société, c'est démoralisant au possible pour des êtres faibles ou déjà réduits à l'impuissance, c'est un puissant moyen pour briser leur velléité de résistance, c'est comme leur dire, nous avons gagné la guerre de classe, soumettez-vous de bonne grâce, acceptez votre sort tel qu'il est, vous n'avez pas le choix.

4- "J’ai en effet l’impression que le système a toujours plusieurs coups d’avance. Comment résister au rouleau compresseur médiatique, aux valises de billet de l’IUMM, à la novlangue des politique, à l’inversion permanente des valeurs, au consumérisme forcené, à notre tendance atavique à être des larbins ? Il faut une discipline mentale d’acier ne serait-ce que pour s’extraire individuellement de ce système des valeurs qui n’en sont pas. De là à imaginer un mouvement d’ampleur coordonné…"

C'est pourtant la seule voie pour en finir avec le capitalisme.

La question est dialectique, qu'est-ce que les travailleurs sont prêts à endurer, à quel niveau situent-ils le moment où ils ne peuvent plus supporter leur condition, qu'est-ce qui constituera la goutte de trop qui fera déborder le vase, qui servira de déclic à leur soulèvement.

Encore faut-il qu'on s'entende sur ce qu'on prend en compte dans notre définition de leur condition. La réalité ou la société se compose de facteurs matériels et de rapports sociaux qui ont une histoire, et dont les hommes (ou les classes) sont les acteurs inconscients.

Leur comportement dépendra de l'existence de ces facteurs ou rapports, autant que la manière dont ils les interprètent, selon qu'ils subissent plus ou moins l'influence de l'idéologie et de la propagande du régime. Les deux types de facteurs, objectifs et subjectifs, sont intimement liés.

Plus leur condition matérielle sera confortable, plus ils auront tendance à s'accommoder du régime ou à le soutenir, et plus elle se dégradera ou sera misérable, et plus ils auront tendance à le combattre ou à rompre avec lui. Autrement dit, plus leur condition matérielle sera confortable, et plus la propagande du régime aura d'emprise sur eux, et plus elle sera dégradée, et plus ils seront indifférents à cette propagande. Mais ce n'est pas parce qu'ils y seraient indifférents qu'ils ne la subiraient pas à leur insu. On devrait donc plutôt dire qu'ils rejettent les aspects les plus insupportables du régime, mais ils continuent de s'en accommoder parce qu'ils estiment que leur existence quotidienne en dépend, alors qu'en réalité elle dépend autant des rapports établis entre les classes qui définissent la nature du régime, que l'interprétation qu'ils en font inconsciemment. C'est autant la manière dont la classe dominante traite les contradictions du capitalisme et qui détermine son évolution, que le comportement des travailleurs face aux conséquences qui en découlent pour eux, qui composent la situation.

Autrefois les travailleurs en général étaient peu évolués, ils demeuraient très arriérés, une grande partie d'entre eux savaient tout juste lire, écrire et compter, la plupart quittaient l'école très tôt, peu accédaient aux études supérieures, ils ne lisaient pas ou très peu, leurs connaissances étaient très rudimentaires, leur niveau intellectuel demeurait très bas, et les instruments qui existaient pour les conditionner se réduisaient à leur propre éducation, l'école, les prêches des curés et les discours politiques qui étaient colportés de bouche à oreille ou qu'ils entendaient à la radio, le cinéma et la chanson populaire pour les distraire ou mieux les endormir.

De nos jours, ils sont plus instruits, ils sont en principe moins arriérés, la plupart ont été scolarisé jusqu'en 3è ou jusqu'au bac et une grande partie d'entre eux accèdent à l'université ou aux études supérieures, davantage lisent, fréquentent les bibliothèques municipales, continuent de s'instruire après avoir arrêté leurs études, leurs connaissances sont donc meilleures et leur niveau intellectuel s'est élevé, cependant ils demeurent formater par leur éducation, l'école, auxquelles il faut ajouter les jeux vidéos, la publicité, le cinéma, la radio la télévision, Internet, et s'ils se sont détournés des curés, ils les ont remplacés par des ONG et une multitude d'acteurs sociaux liés au régime.

Autrefois leur condition matérielle était très élémentaire ou très rude, ils travaillaient 15,12, puis 8 heures par jour, il existait peu de distractions, ils ne voyageaient pas ou ne sortaient pas de France, ils disposaient de peu de temps libre qu'ils consacraient à

se reposer ou à reprendre des forces avant de se remettre à la tâche, leurs besoins étaient réduits à peu de choses, de quoi s'alimenter et se vêtir, payer un loyer, quelques meubles, de quoi cuisiner et se chauffer, une cuvette pour se laver, une lessiveuse, un poste de radio, un vélo ou une mobylette pour aller travailler, et plus tard un tourne-disque et un réfrigérateur, ils partaient en car ou en train en vacances, en camping. Bref, tout leur rappelait à chaque instant qu'ils appartenaient à la classe inférieure et qu'ils n'avaient pas accès à certains besoins réservés aux nantis.

De nos jours, leur condition matérielle s'est améliorée au point de gaspiller leur temps et leur argent dans des objets inutiles ou des distractions qui ne leur apportent rien ou les abrutissent un peu plus. Ils ont fait de la consommation ou de l'accumulation de biens matériels leur idéal sans s'apercevoir qu'en procédant de la sorte ils s'enchaînaient un peu plus à un régime en faillite ou en putréfaction qui va les renvoyer à leur condition antérieure, en pire, parce qu'ils ne pourront plus espérer par la suite aucune amélioration de leur sort devenu plus précaire que jamais. Travailler toujours plus dans des conditions de plus en plus difficiles pour continuer de consommer des biens et des services dont ils n'ont pas forcément besoin, jusqu'au jour où ils devront s'en passer. Leur attention se portant de préférence sur les biens matériels plutôt que sur des valeurs, elles vont se dégrader également sans s'apercevoir que ce processus est en rapport avec la détérioration de leur condition matérielle, du fait qu'ils sont conditionnés pour penser ou agir de la sorte et qu'ils n'en ont pas conscience.

Quant à ceux qui vont continuer de disposer de conditions d'existence matérielles avantageuses, ils constateront que la précarité tend à s'étendre à l'ensemble des travailleurs, et que ces valeurs sont dorénavant ouvertement foulées aux pieds, sans pour autant changer de comportement ou s'engager pour les défendre, parce qu'ils sont davantage attachés à leurs privilèges matériels, ils préfèrent s'en remettre aux représentants du capitalisme pour rectifier ses excès plutôt que d'envisager de s'en débarrasser, sans se soucier de l'incohérence de leur démarche et de ses conséquences pour le reste des travailleurs. La seule chose qui pourrait les inciter à modifier leur mode de pensée et à passer à l'action réside dans la crainte de tout perdre brutalement, soit qu'ils soient victimes eux-mêmes des méfaits du néolibéralisme, soit qu'ils envisagent comme possible une nouvelle guerre mondiale, la propagande des va-t-en-guerre pourrait donc se retourner contre eux.

Au passage, on a là un exemple parmi tant d'autres qui démontre que la propagande loin d'avoir des conséquences insignifiantes qu'il faudrait négliger, détermine en grande partie le comportement des travailleurs, de la même manière que leur condition matérielle d'existence.

On lira avec un très grand intérêt un article relatif à la Première Guerre mondiale (La falsification de l'histoire : un moyen de maintenir le pouvoir impérial.) qui prouve documents ou preuves à l'appui, que les capitalistes avaient envisagé puis programmé cette guerre bien des années avant qu'elle ne se produise, et comment durant toute la période d'avant-guerre leurs représentants s'étaient employés à conditionner les peuples pour justifier cette guerre et obtenir leur consentement. A la fin de cette lecture, il ne reste plus rien de l'interprétation officielle qui figure dans les manuels scolaires ou dans les ouvrages des historiens ou encore dans la littérature généralement destinée aux militants du mouvement ouvrier, ne demeure que la cruauté, le cynisme des banquiers, des oligarques et leurs représentants, la monstruosité du capitalisme. C'est l'histoire telle qu'elle devrait être enseignée dans toutes les écoles et universités. Elle permettrait à chacun de comprendre que les guerres menées par les impérialistes ne sont pas le produit du hasard ou d'incidents fortuits, mais bien la combinaison des besoins du capitalisme et de la volonté de ceux qui trônent à son sommet pour perpétrer ce système économique et conserver leurs privilèges, leur hégémonie sur le reste de la société.

Les références de cet article :

La falsification de l'histoire : un moyen de maintenir le pouvoir impérial - Traduit par Horizons et Débats - Source: Zeit-fragen : http://arretsurinfo.ch/la-falsification-de-lhistoire-un-moyen-de-maintenir-le-pouvoir-imperial/ ou http://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2017/no-21-6-septembre-2017/la-falsification-de-lhistoire-un-moyen-de-maintenirle-pouvoir-imperial.html)

5- "...il m’est venu cette pensée : “on est très partiellement en démocratie et encore quelle démocratie ?”"

Encore un petit effort et vous parviendrez au constat que ce n'était qu'une illusion...

6- "On peut facilement faire le rapprochement avec ce que disait Juncker “il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traité européens” qui ne sont rien d’autre que des contrats économiques, nous ne sommes plus dans une démocratie mais dans l’entreprise Union Européenne. Une fois ceci compris le reste est clair."

Non, ce n'est toujours pas clair du tout, car la démocratie n'existait pas davantage auparavant, pas plus que le socialisme quelque part dans le monde d'ailleurs, puisqu'aucun peuple ne détenait réellement le pouvoir, la question est donc de savoir comment vous avez pu confondre un régime antidémocratique avec la démocratie, qu'est-ce que signifie la démocratie sinon que c'est le peuple qui détient le pouvoir (politique) de décider de l'orientation de la société...

7- "Bravo à nos chers dirigeants, tout à fait efficaces quand il s’agit de transformer ce qu’on appelait “travailleurs” il y a peu en ce qu’on va désormais appeler “esclaves”."

On vous laisse vos "chers dirigeants" qui ne méritent que la corde. La réalité toute crue que vous ne voyiez pas auparavant ou plutôt que vous ne vouliez pas voir.

Ils s'en trimballent des casseroles !

- Code du Travail: concerts de casseroles de militants LFI dans toute la France - AFP

A Lille, le député Ugo Bernalicis est venu avec une cinquantaine de militants

A Grenoble, une vingtaine de militants LFI ont déambulé dans le centre-ville en tapant sur des casseroles...

A Marseille, où se trouve la circonscription de Jean-Luc Mélenchon, une centaine de personnes se sont rassemblées dans le centre-ville...

A Lille, le député Ugo Bernalicis est venu avec une cinquantaine de militants. AFP 1 octobre 2017

Le Média, terme générique destiné à faire disparaître les contradictions de l'opportunisme ou toute opposition au régime.

Il est encensé par un des porte-parole du régime... via sa maison mère à Washington.

- Pourquoi la création d'un nouveau média citoyen est une bonne nouvelle - Le Huffington Post

Si le projet n'a pas tardé à subir certaines critiques sur les réseaux sociaux, la création d'un nouveau grand média français défendant une ligne alternative est une bonne nouvelle pour notre société, pour différentes raisons:

1. Un outil au service du pluralisme en France

La ligne alternative affichée par Le Média est un bol d'air dans le paysage médiatique français. Car, rappelons que la démocratie et la République reposent sur le débat citoyen... (L'entreprise consiste donc à faire croire qu'on serait en démocratie. Ce sera donc un instrument destiné à combattre la démocratie. - LVOG)

2. Une information indépendante des puissances financières

Le Media, en se voulant indépendant des grandes puissances financières, conservera sa neutralité vis-à-vis des enjeux financiers ou politiques liés au monde du business. De cette façon, son équipe n'aura pas à craindre de représailles, et pourrait être en capacité de creuser d'avantage certains sujets. Pour s'en convaincre, penchez-vous donc sur le nombre d'affaires sensibles dévoilées par Le Canard Enchaîné ou par Médiapart... (Qui ont soutenu la candidature de Macron ! - LVOG)

3. Un projet qui s'inscrit dans la société actuelle

En s'appuyant sur un modèle participatif renforcé par un réseau de correspondants venus d'ONG, le projet s'offre l'opportunité de donner la parole plus largement qu'aujourd'hui, et donc d'être plus représentatif de la société dans son ensemble. Un point essentiel, lorsqu'on connaît la défiance des Français vis-à-vis du monde médiatique, souvent accusé d'être déconnecté de la réalité. Le Huffington Post

Financé par l'Etat via le financement des partis qui y participeront, donc pas indépendant, CQFC.

Si au moins c'était vrai. D'autres ont déjà pris le relais, hélas!

- La social-démocratie au bout du rouleau en Europe - lexpress.fr

France, Allemagne, Pays-Bas, Irlande, Autriche. Les élections tenues en 2017 ou à venir voient s'aggraver le recul des gauches de gouvernement. Voici pourquoi.

La dégringolade de la gauche peut-elle être stoppée en Europe? En France, le Parti socialiste était absent du second tour de la présidentielle du printemps, plafonnant à 9,5% aux législatives de juin. Aux Pays-Bas en mars, le parti travailliste néerlandais s'effondrait avec 5,7% aux législatives. Le SPD allemand s'en tire un peu mieux avec 20,5% des suffrages, le 24 septembre, mais c'est son pire résultat depuis 1949.

"Le déclin des partis sociaux-démocrates s'est accéléré depuis la crise de 2008, mais le recul, masqué par des succès électoraux ici et là, a commencé il y a trente à quarante ans", observe Philippe Marlière, professeur de sciences politiques à l'University College de Londres, spécialiste de la gauche en Europe.

Les sociaux-démocrates sont d'une certaine façon victimes de leur succès. Considérant la protection sociale comme un acquis, "les catégories populaires et moyennes de l'après-guerre sont devenues plus individualistes, elles ont moins le sens du collectif", souligne l'historien spécialiste du PS Alain Bergounioux.

En parallèle, les partis "progressistes" ont privilégié la classe moyenne, en essor, au détriment des catégories populaires. En sous-estimant parfois l'importance de ces dernières, qui ne se limitent pas aux cols bleus du secteur industriel... (...)

La crise économique des années 1970 a conduit les partis sociaux-démocrates à donner la priorité à la relance de la machine économique, au détriment de la protection sociale.

Tony Blair est celui qui a le mieux insufflé cette mutation avec la "Troisième voie", imitée un peu partout en Europe, en premier lieu par l'Allemand Gerhard Schröder. Il est le créateur de la "triangulation" (emprunter une partie du lexique du camp adverse) qui lui a valu dix années au pouvoir. Mais, admet Alain Bergounioux, "cette voie a conduit au creusement des inégalités".

Compromis entre le capital et le travail, la social-démocratie est un réformisme qui promeut la justice sociale et la redistribution économique. "En poussant le curseur du côté du capital au détriment de celui du travail, ces formations ont tout bonnement perdu leur utilité", diagnostique Philippe Marlière.

L'accélération de la globalisation a aggravé le phénomène, "ces politiques étant conçues pour fonctionner dans le cadre national, en s'appuyant sur des syndicats forts", complète Alain Bergounioux.

"Aux Pays-Bas, la flexibilité de l'emploi est généralisée. Plus aucun jeune adulte n'a un travail stable", commente à L'Express le politologue néerlandais René Cuperus. Dans ce monde en mutation, "la fin de l'hégémonie occidentale, l'avènement de sociétés multiculturelles, les inquiétudes en matière de sécurité alimentent le pessimisme, le déclinisme. Dans ce contexte, les questions identitaires, l'islam, l'immigration, sont des exutoires", poursuit ce spécialiste des gauches européennes. (...)

La plupart des pays connaissent un émiettement politique freiné seulement par le mode de scrutin majoritaire au Royaume-Uni : aux Pays-Bas, les trois premiers partis totalisaient 90% des voix il y a trente ans, ils ne rassemblent que 47% des électeurs aujourd'hui.

"L'âge des grands partis de gouvernement s'achève", Alain Bergounioux. Dans presque toute l'Europe, ils sont doublés soit sur leur gauche, soit sur leur droite par de nouveaux venus en politique, des mouvements plutôt que des partis: Podemos à gauche, Ciudadanos à droite, en Espagne. LREM et la France insoumise dans l'Hexagone, Syriza en Grèce, le mouvement 5 étoiles en Italie, premier des pays d'Europe à avoir vu disparaître la gauche de gouvernement...

"Les partis sociaux-démocrates sont devenus des machines à carrière, pour une élite complètement déconnectée de la population", ajoute René Cupérus, au point d'être surnommés "partis cartels" par les formations populistes, qu'ils ont contribué à faire croître.

"Cette crise sera probablement fatale à la social-démocratie, renchérit le politologue. Au Royaume-Uni, Jeremy Corbyn a réussi à ranimer le parti travailliste parce qu'il en a fait autre chose." En s'appuyant justement sur un mouvement, Momentum, et sur la base de militants qui ne l'ont pas lâché quand les élus se sont insurgés contre lui.

"Pour conduire cette mue, Corbyn apparaissait crédible comme force de renouveau parce qu'il a toujours été rebelle à la ligne du parti, décrypte Philippe Marlière. Ce n'est pas le cas de Martin Schulz qui en tant qu'élu européen, a accepté toutes les réformes communautaires libérales. Quant à Benoît Hamon, passé le vote sanction de la primaire, il n'a pas disposé de temps suffisant pour mettre en avant un programme par ailleurs pas assez focalisé sur le social, contrairement à ce qu'a réussi Jean-Luc Mélenchon."

Le Portugal fait lui aussi figure d'exception, avec, là aussi, un virage à gauche grâce au soutien (sans participation) de la gauche radicale. Le pays a ainsi tourné le dos à des années d'austérité et retrouvé le cercle de la croissance.

Autre contre-exemple, celui de la gauche de gouvernement scandinave qui échappe à la désaffection, parfois au prix d'une métamorphose déconcertante: ainsi du parti social-démocrate danois. Prônant un niveau élevé de protection sociale, il a adopté un discours populiste anti-immigration. Peut-on encore parler de gauche "progressiste"? lexpress.fr 30.09

Au Portugal, ils ont tellement tiré sur la corde qu'il n'y avait pratiquement plus rien à rogner, sous peine que la totalité de la

société devienne insolvable, ce qui aurait gravement compromis la stabilité ou pire l'existence du régime... Il était donc temps que le PS prenne la relève et ainsi de suite...

De la même manière qu'on n'entend plus parler de la Grèce...

La servilité n'a pas de limites.

- Les JO de Paris au prix de la mort de la langue française - Par Bernard Gensane — 29 septembre 2017

Ils étaient huit à Lima pour représenter la candidature de Paris. Cinq d'entre eux : Valérie Pécresse (résidente de la région Île-de-France, ancienne ministre de droite), Guy Drut (ancien champion olympique, ancien ministre de droite), Tony Estanguet (triple champion olympique de canoë), Youssef Halaoua (vidéaste), Anne Hidalgo (maire solférinienne de Paris), se sont exprimés en anglais alors que le français est la première langue officielle de l'olympisme et que, lorsqu'il y a conflit entre la traduction d'un document en français et en anglais, c'est la version française qui fait foi.

Techniquement parlant, s'exprimer en anglais n'a aucun intérêt pratique car des traductions simultanées sont systématiquement offertes.

Article 24 de la Charte de l'Olympisme : 1 – Les langues officielles du Comité International Olympique sont le français et l'anglais. 2 – À toutes les Sessions, une interprétation simultanée doit être fournie en français, anglais, allemand, espagnol, russe et arabe. 3 – En cas de divergence entre le texte français et le texte anglais de la Charte olympique et de tout autre document du CIO, le texte français fera foi.

http://arretsurinfo.ch/les-jo-de-paris-au-prix-de-la-mort-de-langue-francaise/

Se réclamer d'un principe n'a aucune valeur en soi. C'est la nature de celui qui s'en réclame qui détermine ses réelles intentions et l'usage qu'il compte en faire.

- Pourquoi la liberté d'expression est un conte de fées - Par Bruno Guigue — 17 septembre 2017

La liberté d'expression fait partie des nobles principes dont se prévalent les régimes qui se disent «civilisés» et se prétendent «démocratiques». Pour l'idéologie libérale, les choses sont simples. Comme nous sommes libres et égaux, nous jouissons tous de la possibilité de nous exprimer comme nous l'entendons. Attachée à notre nature, cette liberté inaliénable serait à la portée de tous. Dans ce monde idéal où les libertés n'attendent que l'initiative individuelle pour s'accomplir, où chaque individu est un Robinson en attente d'une île déserte pour y bâtir un monde à son image, chacun serait libre de s'exprimer en toutes circonstances.

En réalité, il suffit de formuler clairement – comme nous venons de le faire – ce que devrait être la liberté d'expression pour s'apercevoir qu'elle est non seulement irréelle, mais absolument impossible sous le régime social qui est le nôtre. Elle est irréelle, en effet, pour la simple raison que tous les citoyens ne peuvent pas exercer cette liberté dans les mêmes conditions. Lorsqu'on vante la liberté d'expression qui régnerait dans les démocraties occidentales, on se contente en réalité d'une liberté abstraite, «formelle» comme disait Marx, et on raisonne comme s'il suffisait d'ouvrir la bouche pour jouir de cette merveilleuse liberté accordée à tous.

Or cette liberté tant vantée est un véritable conte de fées, car son exercice effectif – et non la simple possibilité abstraite de cet exercice – suppose la possession de moyens dont nous ne sommes pas également dotés. Dans le monde féérique du libéralisme cette inégalité ne pose aucun problème, mais il se trouve que nous vivons dans le monde réel. Si je n'ai pas les mêmes idées que mon voisin, il n'est pas indifférent de savoir qu'il possède un journal alors que je n'en possède aucun. Sa liberté d'expression ne sera pas équivalente à la mienne. Dans une société où une minorité détient la majeure partie du capital, il est clair que certains sont «plus libres» que d'autres. Parce qu'ils monopolisent l'exercice de la liberté d'expression, les riches, en réalité, en privent les pauvres.

Envisagée de manière concrète, la question de la liberté d'expression, par conséquent, recoupe celle de la propriété des moyens d'expression. En France, une dizaine de milliardaires possède la quasi-totalité des titres de la presse écrite et audiovisuelle, nationale et régionale. Mais ce n'est pas par amour pour la «liberté d'expression» que ces détenteurs de capitaux ont pris le contrôle des médias. Si c'était le cas, la ligne éditoriale de ces organes de presse ne serait pas monolithique jusqu'à la caricature. Elle ne refléterait pas aussi crûment les choix idéologiques d'une caste qui entend imposer sa vision du monde. «La liberté de la presse, disait Marx, est la liberté que les capitalistes ont d'acheter des journaux et des journalistes dans l'intérêt de créer une opinion publique favorable à la bourgeoisie». Le matraquage médiatique ayant conduit le godelureau de la finance à l'Elysée en est un bon exemple. (...)

Pour défendre la liberté d'expression, il faut d'abord cesser de lui prêter une réalité qu'elle n'a pas. On fait comme si chacun était

libre d'en jouir, alors qu'il s'agit d'une possibilité dont la réalisation dépend de moyens dont le simple citoyen est dépourvu. Tant que ces moyens sont monopolisés par la bourgeoisie d'affaires, cette réalisation est chimérique. Dans les prétendues démocraties, la liberté de la presse est le manteau dont se drape la classe dominante pour formater l'opinion. «La propagande est à la démocratie ce que la matraque est à la dictature», disait Chomsky. Toute parole qui échappe à la censure de la classe dominante est une victoire, mais c'est l'arbre qui cache la forêt. La seule façon de promouvoir le pluralisme, c'est l'expropriation sans condition des magnats de la presse.

http://arretsurinfo.ch/pourquoi-la-liberte-dexpression-est-un-conte-de-fees/

Opération dilution ou supercherie intellectuelle

Lu dans un article.

L'ennui avec une idéologie, quelle qu'elle soit, c'est que son approche de la réalité est rarement conforme avec les faits. Lénine disait qu'il n'y avait que deux idéologies, l'idéologie bourgeoise ou l'idéologie socialiste . En cela, comme sur d'autres points d'ailleurs, il avait tort. Il y en a une troisième : l'idéologie de l'Islam militant ou islamisme.

(Philippe Raggi est chercheur en géopolitique, spécialisé sur l'Asie du Sud-Est. Chef du département Asie du Sud-Est, à l'Académie Internationale de Géopolitique. Chargé de recherche, au Centre Français de Recherches sur le Renseignement (CF2R).)

A ce compte-là il existe une idéologie de droite, du centre-droit, du centre-gauche, de l'extrême droite, du fascisme, républicaine, féministe, écologique, de gauche, d'extrême gauche, ultra gauche, anarchiste, libertaire de droite, etc. on peut ainsi en créer autant qu'on en veut !

Mais surtout, il n'existe pas deux idéologies irréconciliable pour représenter les deux seules classes indépendantes de la société qui s'affrontent dans la lutte des classes, celle des capitalistes et celle des ouvriers au sens large du terme.

Croire ou ne pas croire...

Les Etats-Unis contrôlent aussi la communication: tout ce qui vient d'être mentionné est explicité sur Internet ou même imprimé, mais soigneusement tenu à l'écart du grand public. Du coup, la plupart d'entre nous continuent à croire que le chaos créé par les Etats-Unis est le fruit involontaire de ses politiques bienfaisantes. Ceux qui ne sont pas de cet avis sont catalogués de conspirationnistes. (Asad Durrani (né le 4 février 1941 à Lahore, Pakistan), est lieutenant-général retraité, ancien diplomate et directeur de divers services de renseignements.)

http://arretsurinfo.ch/faire-les-foins-alors-que-la-grange-est-en-feu

Et depuis un siècle ou un siècle plus tard, rebelotte...

- La falsification de l'histoire: un moyen de maintenir le pouvoir impérial Par Wolfgang Effenberger — 10 septembre 2017

L'auteur nous raconte comment la Première Guerre mondiale a été minutieusement préparée des années à l'avance dans les chancelleries, les amirautés... et par les banquiers, documents ou preuves à l'appui. - LVOG.

En 1979, David L. Hoggan écrivit dans son ouvrage intitulé «Le siècle aveugle»: «Les électeurs américains frustrés, ne pouvaient pas désamorcer le système corrompu des nominations par les réunions des partis – dictant à volonté le choix des candidats aux présidentielles en les entourant ensuite avec un grand brouhaha insensé […] – pour ces électeurs américains, l'année 1916 était à nouveau une élection présidentielle typique […] entre les deux candidats, faisant semblant de se combattre, mais qui étaient en réalité de connivence avec J.P. Morgan et J.D. Rockefeller. Ces deux derniers avaient décidé longtemps avant la campagne électorale officielle […] que l'entrée en guerre officielle des Etats-Unis était une nécessité absolue afin d'assurer les profits de Morgan et Rockefeller suite aux emprunts obligataires accordés aux alliés.»(9)

(9) - Hoggan, David L. Das blinde Jahrhundert. Tübingen 1979, p. 454

http://arretsurinfo.ch/la-falsification-de-lhistoire-un-moyen-de-maintenir-le-pouvoir-imperial/

Cela ne vous rappelle-t-il rien, par exemple la Libye ou la Syrie ?

La crise des réfugiés rohingya et le problème de l'objectivité - Par Gearóid Ó Colmáin — 16 septembre 2017

Le 25 août, un groupe terroriste de l'Armée du Salut Rohingya d'Arakan [ARSA, Arakan Rohingya Salvation Army, anciennement Harakah al-Yaqin, NdT] appuyé par l'Arabie Saoudite a pris d'assaut trente postes de police dans l'État d'Arakan au Myanmar, tuant 12 officiers de police et deux civils. Le gouvernement birman a réagi en lançant une opération militaire de contre-insurrection à grande échelle. 59 insurgés furent tués.

http://arretsurinfo.ch/la-crise-des-refugies-rohingya-et-le-probleme-de-lobjectivite/

Ne trouvez-vous pas étonnant qu'on n'en tienne pas compte dans notre conception de la lutte de classe ?

Une brève histoire de la propagande - Par Corinne Autey-Roussel — 11 septembre 2017

Ces mots du chef de file historique des pionniers de la propagande occidentale définissent également la publicité, et pour cause : la seule différence entre les deux est que la publicité s'affiche en tant que telle, alors que la propagande se fait passer pour la vérité.Que ce soit pour vendre un produit, une nouvelle loi, un candidat à la présidence, un coup d'État ou une guerre, la propagande (propagande, publicité, relations publiques, communication, gestion de la perception : cinq dénominations pour une seule et même industrie) est devenue le premier moyen de communication entre les décideurs (politiciens, multinationales, banques, etc) et le reste de la population.

USA : les pionniers de la propagande en tant que discipline « scientifique »

Après la révolution industrielle de 1845, les taux d'alphabétisation des populations occidentales grimpent en flèche (au Royaume-Uni, entre 1840 et 1900, le taux d'alphabétisation passe de 30 à 97%. La France suit le mouvement avec une évolution à la hausse, de 54,40% pour les hommes et 45% pour les femmes en 1866 jusqu'à 97% pour les deux sexes en 1911.3 Les Américains, quant à eux, jouissent d'un taux d'alphabétisation de 90% dès 1795 4). Dans ces démocraties en grande partie définies par la liberté d'expression, les ventes de papier imprimé explosent, mais la multiplication des opinions et des plate-formes journalistiques a des effets imprévus : le ton monte rapidement, les positions se radicalisent, les invectives noient les débats et des mouvements protestataires radicaux émergent.

« Attention, les médias ne reflètent pas la réalité. » Le business de la communication (ou si on préfère, des manipulations publicitaires et médiatiques de l'opinion), qui atteint aujourd'hui les 200 milliards de dollars par an dans les seuls USA, représente le deuxième poste de dépense mondial, juste après l'armement.1

En 2009, la campagne publicitaire la plus primée a été la campagne présidentielle de Barack Obama.

Pour les gouvernements et au premier chef celui du principal pays capitaliste, les États-Unis, il va s'agir d'harmoniser ces voix et d'étouffer celles qui pourraient les mettre en danger, par exemple celles du Parti communiste, de la gauche populiste ou encore des anarchistes. Pour leur part, les entreprises privées, qui ont découvert depuis les débuts de la presse écrite à quel point la publicité augmente leur profits, souhaitent les contrôler. Ce qui amènera les uns et les autres, au début du XXe siècle, à recruter des journalistes d'opinion dans le cadre d'une nouvelle discipline, les relations publiques/communication d'entreprise/publicité – autrement dit, la propagande.

« Les origines des relations publiques étaient une réponse à la montée d'une classe ouvrière remuante à la fin du XIXe siècle » — Anne Bernays, romancière et fille d'Edward Bernays.

Bien entendu, ces pionniers de la manipulation de masse ne feront que structurer, codifier et développer quelque chose qui existe déjà, mais ce faisant, ils donneront forme à un secteur indispensable au maintien de l'économie capitaliste. Sans les constantes incitations à la consommation de sa publicité et le soutien quotidien de sa propagande politique, sociale et sociétale, il est en effet probable que l'économie de marché s'effondrerait en quelques semaines.

Ivy Lee, un propagandiste de premier plan crédité de l'invention du communiqué de presse, conseille Rockefeller et à partir de 1929, la corporation de l'Allemagne nazie IG Farben. Il a pour concurrent majeur Edward Bernays, le « père » du business moderne de la communication.

Le 28 octobre 1906, un train de la Pennsylvania Railroad détaille à Atlantic City, faisant plus de 50 victimes. Confrontée à la perte brutale de sa crédibilité, la compagnie, une cliente de la toute nouvelle firme de relations publiques du journaliste Ivy Lee, lui demande de redorer son image. Jusque là, les compagnies ferroviaires répondaient à ce type d'accidents en minimisant les faits ou en les occultant, en couvrant les responsables et en refusant de répondre à la presse. Lee choisira la stratégie opposée : d'abord, il demandera à la compagnie d'envoyer une déclaration à la presse, puis il invitera des reporters et des photographes à se rendre sur place dans un train spécialement affrété pour eux. Sur les lieux de l'accident, il tiendra des conférences de presse, distribuera des fiches d'information et organisera des rencontres et des interviews avec des ingénieurs experts et des cadres de la compagnie. Le public, la presse et les officiels du gouvernement seront unanimement séduits par la bonne foi apparente, le souci de sécurité et la transparence de la Pennsylvania Railroad. Dans les années suivantes, toutes les compagnies de chemin de fer emboîteront le

pas aux méthodes d'Ivy Lee, et d'autres secteurs ne tarderont pas à suivre.

En 1914, La Colorado Fuel and Iron Company, une compagnie minière appartenant au milliardaire John D. Rockefeller Jr, fait tirer à balles réelles sur des mineurs grévistes et incendie leurs habitations dans un incident connu sous le nom de massacre de Ludlow.5 La réaction outrée de l'opinion publique pousse Rockefeller à recruter Ivy Lee. Avec sa stratégie habituelle de franchise et de bonne volonté apparentes, Lee enverra des communiqués de presse factuels à divers officiels et à des journaux, qu'il couplera à des opérations de séduction : il enverra John D. Rockefeller Jr dialoguer et manger avec les mineurs, danser avec leurs épouses et distribuer des piécettes à leurs enfants. Inconscients de la manipulation, les mineurs, la presse et le public sont encore une fois conquis.

Lee invitera ensuite les entreprises, en tout premier lieu Rockefeller, à entretenir une bonne image auprès du public et des médias en finançant des fondations à but ostensiblement philanthropiques et en opérant leurs propres départements de relations publiques.

La communication d'entreprise est née.

En quelques années, John D. Rockefeller Jr passera de l'image d'un requin sans âme – ce qu'il ne s'était pas caché d'être jusque-là – à celle d'un patron paternel et généreux.

En 1929, Ivy Lee devient conseiller en relations publiques de la corporation IG Farben, avec pour mission de désamorcer les critiques contre l'entreprise nazie aux USA. L'affaire finira mal pour Lee : en 1934, le Congrès lui demande de répondre d'accusations d'antisémitisme et de propagande nazie. Le décès de celui que l'écrivain Upton Sinclair appelait « Poison Ivy » depuis l'affaire du massacre de Ludlow interrompra l'enquête. 6

Selon Anne Bernays, Ivy Lee est probablement le vrai « père » des relations publiques. Il était motivé, a-t-elle écrit, par « le caractère divin de la richesse privée et le danger représenté par la foule. » 7

Propagande de guerre, propagande de paix : la Première Guerre mondiale de George Creel

La Première Guerre mondiale a été le creuset de tout l'appareil de communication/propagande moderne. En France, en Grande-Bretagne, les axes de la propagande se rejoignent sur une utilisation parallèle d'affiches encourageant au travail patriotique et au soutien de l'effort de guerre, ainsi que de diabolisations similaires de l'ennemi. Mais aux USA, des paramètres différents amèneront le gouvernement à coordonner une opération de propagande d'envergure inédite. Son grand ordonnateur en sera encore un journaliste, George Creel.

Jusqu'en 1917, la population des USA ne manifeste aucun enthousiasme envers cette guerre qu'elle ne considère pas comme la sienne. De plus, la neutralité rapporte bien assez : l'économie des USA a décollé grâce à la vente de produits alimentaires, de coton et de matériel de guerre aux alliés. Mais les événements finiront par forcer la main du président Woodrow Wilson et le 4 avril 1917, les USA déclarent la guerre à l'Allemagne. Reste à convaincre l'opinion publique, qui reste très majoritairement réticente à envoyer ses hommes sur des fronts étrangers.

Le journaliste d'investigation et politicien George Creel sera chargé de créer et de piloter un appareil de propagande de masse, le Committee on Public Information (CPI, également nommé Comité Creel). 8 Creel utilisera tous les recours possibles de l'époque : dessinateurs, photographes, journalistes, publicitaires, chansonniers, stars du muet, conférenciers et une armada de 75 000 hommes et femmes propagandistes de terrain, les dénommés « Four-minute men », qui sillonneront le pays pour haranguer les foules dans les églises, les cinémas entre deux séances, les réunions de loges maçonniques, les salles syndicales, les synagogues, les cours de catéchisme, jusqu'aux camps de bûcherons et aux réserves indiennes. Creel fera en outre composer des chansons patriotiques et organisera des tournées de conférences de héros de guerre français et britanniques. L'opération, un immense succès, fait basculer la population américaine de l'indifférence à la fièvre militariste en quelques mois.

Les techniques de propagande inventées par le Comité Creel, reprises, développées et perfectionnées au cours des décennies suivantes dans l'ensemble du monde occidental, fonderont le business de la fabrication du consentement qui s'installera dans la vie quotidienne des sociétés occidentales après la guerre. Walter Lippmann, les débuts du concept d'interventionnisme humanitaire et le triomphe de l'élitisme

Journaliste de gauche libérale modérée, Walter Lippmann (1889 – 1974), aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands chroniqueurs politiques au monde, rejoint Woodrow Wilson au cours de sa campagne de réélection de 1916. Malgré son pacifisme, les conseillers de Wilson persuaderont Lipmann de collaborer au Comité Creel et de s'engager dans la cause de la guerre. Dans une version progressiste de gauche du « fardeau de l'homme blanc » de Kipling, il la considérera comme un moyen privilégié d'exporter les valeurs libérales (autrement dit, de « civiliser les sauvages »).

Lippmann encouragera d'autres libéraux modérés à rejoindre ses idées. C'est le début des concepts de « guerre humanitaire » et d'exportation des « valeurs démocratiques » par les bombardements.

En 1917, il participe à The Enquiry, un service secret de renseignements voué à l'expansion du modèle démocratique américain dans le monde. A ce jour, les travaux de The Inquiry continuent d'influencer la politique étrangère des USA. 9

En 1922, Lipmann publie Public Opinion, un livre dans lequel il expose ses idées sur ce qu'il nomme la « fabrique du consentement ». Le peuple étant par nature, selon ses vues, « un troupeau irrationnel sans but » et le citoyen lambda un « intrus ignorant qui se mêle de tout », l'opinion publique doit être encadrée par un petit nombre d'administrateurs, d'experts et de politiciens, en d'autres termes une oligarchie. Cette élite d'experts (qui porterait « le fardeau de l'homme savant » ?) compenserait par son savoir la lacune principale des démocraties : le citoyen trop ignare pour voter de façon éclairée ou faire des choix rationnels.

Même si Lippman, déçu de la tournure des événements, finit par prendre ses distances avec le gouvernement Wilson et par militer contre la Guerre de Corée, son idée d'exportation de « valeurs progressistes et démocratiques » par l'interventionnisme militaire deviendra le socle de la propagande de guerre des USA et de l'OTAN, la « R2P » (« Responsabilité de protéger »).

Walter Lippmann influencera profondément Edward Bernays, « père » du business moderne de la communication.

« La manipulation consciente et intelligente des habitudes organisées et des opinions des masses est un élément important d'une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible constituent un gouvernement invisible qui est le vrai pouvoir régnant de notre pays… Nous sommes gouvernés, nos esprits sont formés, nos goûts dirigés, nos idées suggérées largement par des hommes sont nous n'avons jamais entendu parler. C'est le résultat logique de la façon dont notre société démocratique est organisée. De grands nombres d'êtres humains doivent coopérer de cette façon s'ils veulent vivre ensemble dans une société fonctionnelle harmonieuse… dans presque chaque acte de notre vie quotidienne, que ce soit dans la sphère politique, dans notre conduite sociale ou notre pensée éthique, nous sommes dominés par un nombre relativement réduit de personnes… qui comprennent les processus mentaux et les schémas sociaux des masses. Ce sont également eux qui tiennent les fils qui contrôlent l'esprit public ». – Edward Bernays, Propaganda, 1928. 10

« Quand je suis revenu aux USA, j'ai décidé que, si on pouvait utiliser de la propagande pour la guerre, on pouvait certainement l'utiliser en temps de paix. Et 'propagande' était devenu un mot négatif, à cause des Allemands. Alors, ce que j'ai fait a été de tenter de trouver un autre mot. Et j'ai fini par trouver 'relations publiques' ». – Edward Bernays, interview. 11

Années 20, la femme libre devient une icône et un stéréotype cinématographique. Une des grandes réussites de la propagande d'Edward Bernays pour l'industrie du tabac à la fin des années 20 : pousser les femmes à fumer au nom de leur émancipation.

Homme de l'ombre quasi inconnu du grand public, Edward Bernays (1891-1995), un neveu de Sigmund Freud, sera baptisé « le père de l'industrie des relations publiques » et influencera les sociétés occidentales dans les mêmes proportions que son illustre oncle. En mercenaire d'un cynisme totalement assumé, il érigera la propagande de masse en discipline scientifique, lancera le tabagisme chez les femmes, inspirera l'ensemble du business de la propagande moderne, et travaillera pour la CIA sur la propagande médiatique d'un coup d'État fomenté par les USA.

Bernays déclarera appliquer les découvertes de son oncle à la manipulation des masses, mais ses méthodes n'offrent qu'un rapport de surface avec la psychanalyse. S'il utilise systématiquement le nom de Freud comme carte de visite et caution scientifique, ses techniques proviennent au premier chef du Comité Creel (dont il avait fait partie), de Walter Lipmann, des recherches de Gustave Le Bon (Psychologie des foules, 1895), de Wilfred Trotter (Instincts of the Herd in Peace and War, 1916), ainsi que du nouveau champ des sciences comportementales (ethnologie, sociologie), auxquelles il ajoute quelques notions freudiennes mal digérées sur la sexualité et l'inconscient. Le cocktail s'avérera hautement toxique.

En 1925, la Beech-Nut Packing Company, une entreprise de salaisons, recrute Bernays pour augmenter ses ventes de bacon. Bernays pense à le mettre sur la table matinale des Américains et sollicite par lettre l'avis de 5000 médecins sur le petit-déjeuner idéal. Ils répondent tous en se déclarant favorables à un petit-déjeuner solide à la place du café matinal accompagné d'une tartine ou d'un bol de porridge avalé jusque-là par les Américains (Bernays n'a bien sûr pas mentionné le porc dans sa lettre aux médecins). Leurs réponses, envoyées à la presse américaine avec une note jointe suggérant le bacon, lanceront le petit-déjeuner dit « traditionnellement américain ». Et c'est ainsi qu'à ce jour, les Américains et à leur suite, les Britanniques mangent de salutaires tranches de porc entrelardées de graisse au petit-déjeuner.

Si ce premier gros coup publicitaire de Bernays installe durablement une habitude alimentaire et accroît exponentiellement les bénéfices de l'industrie du porc, ce n'est pas la plus célèbre de ses campagnes.

C'est avec la suivante qu'il forge son image de père fondateur du business de la propagande/publicité : en 1929, pour le compte de l'American Tobacco Company, il lance la mode du tabac chez les femmes au prétexte d'émancipation féminine. La campagne remporte un succès fracassant et double rapidement les ventes de tabac, mais l'histoire ne s'arrête pas là. Le rapport entre cigarette et sexe établi par Bernays sur les conseils d'un psychanalyste new-yorkais (la cigarette serait un « pénis pour les femmes ») pose le premier jalon d'une connivence entre business de la publicité, psychologie de bazar et revendications

de libertarisme sexuel qui conduira l'ensemble de la société occidentale, étape par étape, à la révolution sexuelle des années 60, 12 puis à la consommation « libidinale » actuelle (l'achat pour le simple plaisir d'acheter).

Dans un registre plus sombre, en 1954, recruté par une grande compagnie bananière américaine propriétaire de terres agricoles au Guatemala, la United Fruit Co, Bernays travaillera avec la CIA sur la propagande d'un coup d'État contre le président élu du pays, Jacobo Arbenz, un social-démocrate qui réclamait un peu trop de progrès social pour ses paysans au goût des USA. 13 Les pays d'Amérique centrale où des entreprises nord-américaines possédaient des terres arables achetées à bas prix, cultivaient la canne à sucre ou la banane en profitant d'une main-d'oeuvre indigène bon marché et dictaient la loi avec la complicité achetée de dictateurs locaux ont légué au vocabulaire courant la dénomination « république bananière ». L'intervention des USA au Guatemala se soldera par trente-six ans de guerre civile et plus de 250 000 victimes.

En 1939, pour les corporations unies contre le New Deal de Roosevelt (une initiative trop « socialiste » à leur gré), Bernays travaillera à lier les concepts de capitalisme, de liberté et de démocratie dans l'esprit des Américains, une fusion aujourd'hui si achevée qu'aux États-Unis comme en Europe, les trois mots sont devenus rigoureusement synonymes et interchangeables. Et pourtant, ce n'est que de la propagande…

Notes :

1 Jean-Claude Michéa, La Double pensée, page 34.

2 http://abcnews.go.com/Business/Politics/story?id=7947528&page=1

3 http://www.jean-marcshdelporte.com/histoire-dalphabetisation.php

4https://www.history.org/Foundation/journal/Winter11/literacy.cfm

http://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1974_num_29_3_293505

5 Le massacre de Ludlow

http://l3d.cs.colorado.edu/systems/agentsheets/New-Vista/ludlow/

6 'Poison Ivy' Lee and propaganda

http://www.behindthespin.com/features/poison-ivy-lee-and-propaganda

7 Anne Bernays, commentaire sur Amazon.

https://www.amazon.com/gp/customer-reviews/R2KEQJIHSTMSJY/ref=cm_cr_getr_d_rvw_ttl?ie=UTF8&ASIN=0465061796

8 Manipulating Minds: The War Propaganda Machine

http://www.authentichistory.com/1914-1920/2-homefront/1-propaganda/

9 http://www.cfr.org/about/history/cfr/inquiry.html

10 Le livre en libre téléchargement. En anglais.

http://www.historyisaweapon.com/defcon1/bernprop.html

11 Documentaire « The Century of the Self » d'Adam Curtis. Intervention de Bernays dans la première vidéo, à 7:57.

http://www.entelekheia.fr/century-self-le-siecle-du-moi/

12 Si le texte « fondateur » de la révolution sexuelle des années 60, le très faussaire Rapport Kinsey (1948) a été financé à l'origine par la très capitaliste Fondation Rockefeller, ce n'est pas un hasard. A la remorque de Bernays et de l'American Tobacco Company, le monde du business était à l'affût des profits à tirer de la psychologie et de la sexualité, d'où une multiplication de recherches brouillonnes dans les deux domaines. En matière de recherches en sexualité, deux noms se sont imposés, Wilhelm Reich et Alfred Kinsey. L'un était psychotique, l'autre escroc.

13 Tueurs d'espoir : 1954, les fruits amers de la CIA au Guatemala http://www.entelekheia.fr/tueurs-despoir-fruits-amers-de-cia-guatemala/

http://arretsurinfo.ch/une-breve-histoire-de-la-propagande/

A lire également :

- De la propagande et encore de la propagande - Par Moon of Alabama — 14 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/de-la-propagande-et-encore-de-la-propagande/

Mais pourquoi se donneraient-ils tant de mal pour rien ?

- La désinformation : comment fonctionne-t-elle ? - Par Brandon Smith — 29 septembre 2017

Parfois, ces stratégies sont utilisées par des personnes ayant des problèmes sérieux de personnalité. Cependant, si vous voyez quelqu'un utilisant souvent ces tactiques ou en utilisant plusieurs d'entre elles en même temps, vous pourriez avoir affaire à un troll payé.

Arrêt de la désinformation

La meilleure façon de désarmer les agents de désinformation est de connaître leurs méthodes à l'intérieur et à l'extérieur. Cela nous permet de souligner exactement ce qu'ils font en détail au moment où ils essaient de le faire. L'exposition immédiate d'une tactique de désinformation telle qu'elle est utilisée est très destructrice pour la personne qui l'utilise. Cela la fait paraître stupide, malhonnête et faible pour avoir même tenté d'en user. Les trolls surtout sur Internet ne savent pas comment gérer quand leurs méthodes sont déconstruites juste devant leurs yeux et habituellement ils se replient et s'en vont lorsque cela se produit.

La vérité est précieuse. Il est triste qu'il y en ait tant de gens dans notre société qui en ont perdu le respect ; les gens qui ont négocié avec leur conscience et leur âme pour un confort financier temporaire tout en sacrifiant la stabilité et l'équilibre du reste du pays dans le processus.

La psyché humaine respire dans l'air de la vérité. Sans elle, l'humanité ne peut pas survivre. Sans elle, les espèces s'effondreront, affamées par le manque de subsistance intellectuelle et émotionnelle. La désinformation ne menace pas seulement notre vision du fonctionnement de notre monde ; cela nous rend vulnérables à la peur, à l'incompréhension et au doute : tout ce qui mène à la destruction. Cela peut conduire de bonnes personnes à commettre de terribles atrocités contre d'autres, ou même contre eux-mêmes. Sans un effort concerté et organisé pour désamorcer les mensonges de masses produits en série, l'avenir est sombre.

http://arretsurinfo.ch/la-desinformation-comment-fonctionne-t-elle/

Cela ne s'invente pas.

Le récit discutable de Varoufakis des origines de la crise grecque et ses étonnantes relations avec la classe politique - Par Eric Toussaint — 03 septembre 2017

A propos d'Adults in the Room de Yanis Varoufakis. Extraits.

Varoufakis explique comment progressivement il a convaincu Tsipras, Pappas et Dragasakis de ne pas respecter l'orientation adoptée par Syriza en 2012 puis en 2014. Il explique qu'il a élaboré avec ceux-ci une nouvelle orientation qui n'a pas été discutée dans Syriza et qui était différente de celle présentée par Syriza lors de la campagne électorale de janvier 2015. Cette orientation conduisait au mieux à l'échec, au pire à la capitulation. (...)

« Du sang, de la sueur et des larmes, voilà ce que Churchill a promis au peuple britannique en 1940 quand il a pris la tête du gouvernement. Et pourquoi ? Pour gagner la guerre. |3| »

Prendre comme référence positive W. Churchill dans une critique publique adressée au programme de Thessalonique, c'est toute une affaire. Churchill a organisé la répression sanglante des manifestations et des grèves qui ont secoué la Grèce à la fin de l'année 1944 lorsque, dans le cadre des Accords de Yalta, la Grande-Bretagne a pris le contrôle du pays en réprimant les principales forces qui avaient libéré le pays de l'occupation nazie.

Varoufakis et Antonis Samaras

A plusieurs reprises Varoufakis se réfère aux contacts qu'il entretenait avec des personnalités de premier plan de la classe politique grecque qu'elle soit du PASOK ou du principal parti conservateur, la Nouvelle Démocratie.

"Concernant Samaras, d'aucuns se seraient posé la question : « N'est-ce pas inquiétant de recevoir des compliments d'un des dirigeants clés du parti conservateur ? ». Cela n'a pas été le cas de Varoufakis."

« Un soir (de 2011, NDLR), en rentrant chez moi après une émission de l'ERT, la radio et la télévision publiques grecques, le fixe a sonné. J'ai décroché et j'ai reconnu la voix d'Antonis Samaras, dirigeant de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur, qui, à l'époque, représentait l'opposition officielle. (…) « On ne se connaît pas, M. Varoufakis, me dit-il, mais je viens de vous regarder à la télévision et il fallait absolument que je vous appelle. Je crois que je n'ai jamais entendu des propos aussi profonds et touchants sur un plateau de télévision. Je voulais vous remercier pour votre prise de position. » Samaras n'est pas le seul membre de l'establishment grec à avoir pris contact avec moi. Ma croisade m'avait amené à avoir de nombreuses discussions en aparté avec des ministres socialistes, des députés conservateurs de l'opposition, des dirigeants de syndicats et autres, qui sentaient bien que je représentais autre chose. Dès que je leur avais fait part de mon analyse, ils étaient d'accord, tous sans exception. (…) Les conservateurs, en tout cas jusqu'en novembre 2011, étaient un peu plus audacieux : comme leur dirigeant, Antonis Samaras, avait adopté un point de vue anti-austérité et anti-renflouement, ils étaient plus libres pour me suivre. |10| »

Après avoir reçu un coup de téléphone comme celui de Samaras, d'aucuns se seraient posé la question : « N'est-ce pas inquiétant de recevoir des compliments d'un des dirigeants clés du parti conservateur ? ». Cela n'a pas été le cas de Varoufakis.

L'amitié entre Stournaras et Varoufakis

Varoufakis ne consacre pas moins de quatre pages à la relation d'amitié qu'il a liée avec Yanis Stournaras |11|. Entre la fin des années 1990 et la période des mémorandums, Yanis Stournaras est passé du PASOK à la Nouvelle Démocratie. Varoufakis explique : « C'est lui qui avait réussi à convaincre Bruxelles et Berlin d'intégrer la Grèce à la zone euro. Une fois le pays définitivement admis, en 2000, le Premier ministre, membre du Pasok, l'avait remercié en lui offrant le poste de PDG et Président de la Banque commerciale de Grèce |12|. C'est à cette époque que nous avions fait connaissance. En dépit de son emploi du temps bousculé, Stournaras se rendait toujours disponible pour enseigner, avec plaisir et avec dévouement. Nos points de vue d'économiste et nos opinions politiques divergeaient, mais son engagement à l'université et nos affinités naturelles ont donné naissance à une profonde amitié. »

"Même si à l'époque Varoufakis n'occupait aucune fonction officielle, il entretenait des relations avec des dirigeants clés et certaines de ses idées n'étaient pas rejetées par les dirigeants conservateurs, loin de là."

Varoufakis raconte qu'ils ont passé ensemble, dans l'appartement de Stournaras, la soirée électorale du 4 octobre 2009 qui a vu la victoire du PASOK. À cette époque, Stournaras était un des hauts conseillers des « socialistes » et avait épousé l'orientation pro-mémorandaire de Papandréou. Varoufakis poursuit : « En 2010, année cruciale pour la Grèce, Stournaras a fait un choix qui en a surpris plus d'un en devenant président d'un think-tankd'économistes créé à l'origine par la Confédération nationale des industries de Grèce, l'organisation patronale la plus puissante et la plus établie du pays, traditionnellement liée à la Nouvelle Démocratie. » Cela n'a pas affecté leur amitié. Un mois avant les élections de mai 2012, Varoufakis de passage à Athènes a appelé Stournaras : « je l'ai retrouvé le lendemain dans le café d'un hôtel situé au pied de l'Acropole. Nous sommes tombé dans les bras l'un de l'autre (…). Puis nous sommes passés aux choses sérieuses et je l'ai briefé sur les discussions que j'avais eues à Berlin avec des représentants de la BCE et du gouvernement allemand, avec des journalistes financiers et d'autres. J'ai également mentionné une conversation que j'avais eue avec George Soros. Qui était d'accord avec mon analyse de la situation de la Grèce et avec l'essentiel de mes propositions de politique économique pour l'Europe en général. » Varoufakis explique que Stournaras et lui ne sont pas tombés d'accord sur la viabilité du mémorandum mais qu'ils se sont quittés en se promettant de conserver intacte leur amitié. Les choses se sont gâtées quand Stournaras quelques mois plus tard a accusé Varoufakis de spéculer avec Soros sur les titres de la dette grecque. C'est à ce moment que leur relation s'est interrompue. Entre-temps, Stournaras était devenu ministre de la Compétitivité (mai-juin 2012). Après les élections de juin 2012, il est devenu ministre des Finances du gouvernement d'Antonis Samaras. Ensuite, à partir de juin 2014, Samaras l'a placé à la tête de la banque centrale de la Grèce où il se trouve encore.

Par Eric Toussaint 17 août 2017

1e partie - http://arretsurinfo.ch/les-propositions-de-varoufakis-qui-menaient-a-lechec/

2e partie - http://arretsurinfo.ch/le-recit-discutable-de-varoufakis-des-origines-de-la-crise-grecque-et-ses-etonnantes-relations-avec-la-classe-politique/

3e partie - http://arretsurinfo.ch/comment-tsipras-avec-le-concours-de-varoufakis-a-tourne-le-dos-au-programme-de-syriza/

En complément. Une rectification qui est la bienvenue et à l'honneur de son auteur.

Arrêt sur Info a publié de nombreuses analyses donnant une appréciation positive de la gestion de la crise Grecque par Yanis Varoufakis et Alexis Tsipras. Au vu de ce que nous savons aujourd'hui il nous parait nécessaire d'apporter une rectification en portant à la connaissance de nos lecteurs les écrits de l'historien belge Eric Toussaint montrant une facette sombre de ces deux personnages. Arrêt sur Info.

Comment les Etats-Unis arment les barbares. Un témoignage.

- Un ex-chef de l'ASL: Les Etats-Unis ont fermé les yeux sur la vente d'armes à Daesh — 02 septembre 2017

Un ex-responsable syrien de la base américaine d'Al-Tanf accuse les militaires américains d'avoir fermé les yeux sur la vente d'armes US à Daesh. Selon lui, le chef d'un groupe rebelle syrien affilié à l'ASL aurait fait affaire avec les terroristes.

Asaad al-Salem était chef de sécurité de la section syrienne de la base américaine d'Al-Tanf en Syrie, dans laquelle des soldats US entraînent des combattants rebelles syriens, et les forment au maniement des armements fournis par les Etats-Unis.

Il appartenait à la branche de l'Armée syrienne libre opposée aux troupes du président syrien Bachar el-Assad, le groupe rebelle qui se nomme Maghawir al-Thawra.

Selon RT, il a récemment choisi de quitter les rangs de l'ASL, pour passer du côté des territoires sous contrôle du gouvernement syrien. Parmi les raisons qui l'ont poussé à le faire, explique-t-il, figure notamment l'attitude ambiguë, selon lui, des militaires américains à l'égard de Daesh.

Le commandant de notre groupe vendait des armes à Daesh

«Le commandant de notre groupe [Maghawir al-Thawra] Muhannad al-Tala? vendait des armes [américaines] aux terroristes de Daesh», a raconté Asaad al-Salem dans une interview à la chaîne russe Rossiya 24, publiée le 31 août et reprise par l'agence de presse RIA Novosti.

«Quand nous avons appris cela, nous l'avons rapporté aux commandants américains de la base [d'Al-Tanf]. Mais eux, de leur côté, n'ont fait que raffermir leur soutien à cette personne […] qui faisait des affaires avec Daesh», a expliqué l'ancien combattant de l'opposition syrienne.

D'après Asaad al-Salem, parmi les armements qui seraient vendus aux terroristes, on pouvait retrouver tout ce qui était confié aux rebelles de Maghawir al-Thawra.

«Des armements de production américaine : des canons anti-char, des mitrailleuses, des véhicules, et surtout des fusils M-16 et M-4 en grande quantité, après le dernier contrôle les américains avait un manque de 4 700 unités», précise l'ancien rebelle.

http://arretsurinfo.ch/un-ex-chef-de-lasl-les-etats-unis-ont-ferme-les-yeux-sur-la-vente-darmes-a-daesh/

Il n'y a jamais de fumée sans feu.

- Une guerre sinistre sur notre droit à détenir du cash - Par William Engdahl — 07 septembre 2017

Une opération qui a commencé comme une discussion académique assez obscure il y a trois ans est en train de devenir une campagne de propagande massive par certaines des institutions les plus puissantes du monde industrialisé. C'est ce qu'on appelle à juste titre la guerre contre le cash. Comme la guerre contre la terreur, la guerre contre le cancer ou la guerre contre les drogues, son véritable agenda est sinistre et opaque. Si nous sommes assez sots pour avaler la propagande de l'élimination complète du cash en faveur de l'argent bancaire purement numérique, nous pouvons bientôt dire adieu à notre autonomie restante et à notre vie privée. La dystopie de George Orwell, 1984, sera devenue réalité et sous stéroïdes.

Permettez-moi d'être bien clair. Nous ne discutons pas ici de diverses technologies numériques comme la blockchain, appelées crypto-monnaies. Nous ne traitons pas ici des systèmes de paiement privés tels que le système chinois, WeChat. Nous ne discutons pas non plus du commerce électronique ou de l'utilisation de cartes bancaires telles que Visa ou Master Card ou d'autres. Ces moyens sont d'une qualité totalement différente de l'objectif de la sinistre guerre en cours contre le cash. Ce sont tous des services privés non étatiques.

Ce dont nous discutons, c'est d'un complot. Et c'en est un, dirigé par les banques centrales, des gouvernements choisis, le

Fonds monétaire international en collusion avec les principales banques internationales pour forcer les citoyens – c'est-à-dire nous ! – à abandonner le cash pour payer nos achats. Au lieu de cela, nous serions forcés d'utiliser les unités bancaires numériques. La différence, aussi subtile qu'elle puisse paraître d'abord, est énorme. Comme en Inde à la suite de la folle guerre contre le cash de Modi, inspirée par les États-Unis, à la fin de 2016, les citoyens perdraient pour toujours leur liberté personnelle de décider comment payer ou autrement dit leur vie privée en termes d'argent. Si je veux acheter une voiture et payer avec de l'argent liquide pour éviter les frais des intérêts bancaires, je ne peux pas. Ma banque limitera le montant d'argent numérique que je peux retirer un jour donné. Si je veux rester dans un bel hôtel pour célébrer une journée spéciale et payer avec de l'argent liquide pour des raisons de confidentialité, ce n'est pas possible. Mais ce n'est que la surface des choses.

Visa se joint à la guerre

En juillet, Visa International a lancé ce qu'il appelle « Le défi Visa du sans cash ». Avec des mots-clés soigneusement calibrés pour montrer la façon dont la technologie a transformé le commerce mondial, Visa a annoncé un programme pour payer certains petits propriétaires de restaurants aux États-Unis s'ils acceptent de refuser d'accepter l'argent liquide de leurs clients en ne prenant que les cartes de crédit. Le site officiel de Visa annonce : « Jusqu'à 500 000 $ de prix. 50 propriétaires de services alimentaires admissibles. La quête du 100% sans cash. » Maintenant, pour une société gigantesque comme Visa avec des revenus annuels dans une fourchette de 15 milliards de dollars, un montant de 500 000 $ est une broutille. De toute évidence, ils croient que cela va faire progresser l'utilisation des cartes Visa dans un marché qui préfère jusqu'à présent l'argent liquide, celui du petit restaurant familial.

Le « défi » de Visa pour atteindre ce qu'il appelle la « quête du 100% sans cash » n'est pas un jeu en toute décontraction. Cela fait partie d'une stratégie très réfléchie non seulement de Visa, mais aussi de la Banque centrale européenne, de la Banque d'Angleterre, du Fonds monétaire international et de la Banque de Réserve de l'Inde pour n'en citer que quelques-uns.

FMI fait bouillir les grenouilles

En mars de cette année, le Fonds monétaire international à Washington a publié un document de travail sur ce qu'ils appellent « la réduction du cash ». Le document recommande que la « suppression complète du cash devra être progressivement échelonnée ». Il constate qu'il existe déjà « des étapes initiales et des mesures largement non contestées, telles que l'élimination progressive des coupures de gros montants, le placement de plafonds sur les opérations de trésorerie et la déclaration des mouvements de trésorerie à travers les frontières. D'autres mesures pourraient inclure la création d'incitations économiques pour réduire l'utilisation du cash dans les transactions, en simplifiant l'ouverture et l'utilisation de dépôts transférables et en informatisant davantage le système financier ».

En France, depuis 2015, la limite pour une personne voulant payer une entreprise en espèces est de seulement 1000€, «… pour lutter contre le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale ». En outre, tout dépôt ou retrait de cash d'un compte bancaire excédant 10 000 € par mois sera automatiquement signalé à Tracfin, une unité du gouvernement français chargée de lutter contre le blanchiment d'argent, des « étapes largement non contestées » et qui n'augurent rien de bon.

Le document du FMI ajoute encore comme argument pour éliminer l'argent liquide que la « suppression du cash devrait améliorer la collecte des impôts en réduisant l'évasion fiscale ». Dit autrement, vous allez être obligé d'utiliser uniquement des transferts d'argent numériques depuis une banque. Les gouvernements de presque tous les pays de l'OCDE ont aujourd'hui un accès juridique aux données bancaires de leurs citoyens.

En avril, un mois après le document du FMI sur la fin du cash, la Commission européenne de Bruxelles a publié une annonce qui déclare :

« Les paiements en espèces sont largement utilisés dans le financement d'activités terroristes. Dans ce contexte, la pertinence des limites supérieures potentielles de paiements en espèces pourrait également être explorée. Plusieurs États membres ont mis en place des interdictions pour des paiements en espèces supérieurs à un seuil spécifique. »

Même en Suisse, à la suite de campagnes implacables de Washington, leur secret bancaire légendaire a été gravement compromis dans le cadre d'un argument fallacieux d'entrave au financement d'organisations terroristes. Un coup d'œil sur les récents titres de presse européens sur les attaques de Barcelone, à Munich, à Londres, à Charlottesville expose cet argument comme un simulacre. Aujourd'hui, dans l'UE, suite à la pression de Washington, en vertu de la Loi sur la conformité à la taxe sur les comptes étrangers (FATCA), les banques extérieures aux États-Unis où les citoyens américains détiennent un dépôt, sont obligées de déposer des rapports annuels sur les actifs de ces comptes au Financial Crimes Enforcement Network du Trésor des États-Unis. De manière opportune, les États-Unis en tant que principal paradis fiscal émergent, ont refusé pour eux-mêmes, bien que ce soit spécifié dans la loi, de se joindre à la loi FACTA.

En 2016, la Banque centrale européenne a cessé d'émettre des billets de 500€ en arguant que cela entraverait le crime organisé et le terrorisme, une mauvaise blague, comme si les réseaux sophistiqués de criminalité organisée dépendaient encore des devises papier. Aux États-Unis, les principaux économistes comme l'ancien président de Harvard, Larry Summers,

défendent l'élimination des billets de 100 dollars pour la même raison.

Limite de 10 dollars ?

Le but réel de la guerre contre le cash a cependant été souligné dans un journal de Wall Street, OpEd, par l'économiste de Harvard et ancien économiste en chef au FMI, Kenneth Rogoff. Celui-ci fait valoir qu'il devrait y avoir une réduction drastique de l'émission de cash par la Réserve fédérale. Il demande que tous les billets au-delà de 10 $ soient retirés de la circulation, ce qui obligera les gens et les entreprises à dépendre uniquement des paiements numériques ou électroniques. Il répète le faux mantra que son plan réduira le blanchiment d'argent, réduira ainsi le crime tout en exposant les tricheurs qui échappent à l'impôt.

Cependant, l'agenda caché de cette guerre contre le cash, c'est la confiscation de notre argent lors de la prochaine crise financière inévitable, que ce soit dans les pays membres de l'UE, les États-Unis ou des pays en développement comme l'Inde.

Déjà, plusieurs banques centrales ont utilisé une politique de taux d'intérêt négatifs alléguant, faussement, que c'était nécessaire pour stimuler la croissance suite à la crise financière et bancaire de 2008. En plus de la Banque centrale européenne, la Banque du Japon, la Banque nationale danoise adhère à cette politique étrange. Toutefois, leur capacité à baisser encore plus les taux d'intérêt des banques membres est limitée tant que les liquidités sont abondantes.

Ici, le document du FMI ci-dessus permet de dévoiler le pot aux rose. Il y est dit :

« En particulier, la politique de taux d'intérêt négatif devient une option disponible pour la politique monétaire si les économies en devises physiques sont découragées et considérablement réduites. Avec la fin du cash, la plupart des fonds seraient stockés dans le système bancaire et, par conséquent, seraient facilement affectés par des taux négatifs, ce qui pourrait encourager les dépenses de consommation… »

C'est parce que votre banque commencera à vous facturer le « service » consistant à vous permettre de déposer votre argent chez eux, d'où il peuvent l'utiliser [comme collatéral, NdT] pour gagner plus d'argent. Pour éviter cela, on nous dit que nous devrions dépenser comme s'il n'y avait pas de lendemain. De toute évidence, cet argument est faux.

Comme le souligne l'économiste allemand Richard Werner, les taux négatifs augmentent les coûts de fonctionnement des banques.

« Les banques répondent en transmettant ce coût à leurs clients. En raison des taux de dépôt déjà nuls, cela signifie que les banques augmenteront leurs taux d'intérêts pour les crédits. »

Comme le note Werner,

« Dans les pays où une politique de taux d'intérêt négatif a été introduite, comme le Danemark ou la Suisse, la découverte empirique est que ce n'est pas efficace pour stimuler l'économie. C'est plutôt l'inverse. Et cela parce que les taux négatifs sont imposés par la banque centrale sur les banques – pas sur le public emprunteur. »

Il souligne que la politique de taux d'intérêt négatif de la BCE vise à détruire le fonctionnement, traditionnellement conservateur des caisses d'épargne de l'UE telles que l'allemand Sparkassen et Volksbanken en faveur du sauvetage en douce des méga-banques géantes et financièrement corrompues telles que Deutsche Bank, HSBC, la française Société Générale, Banque Royale of Scotland, Alpha Bank of Greece, ou Banca Monte dei Paschi di Siena en Italie et beaucoup d'autres. Le président de la BCE, Mario Draghi, est un ancien partenaire de la méga banque, Goldman Sachs.

Pourquoi maintenant ?

La question est pertinente de savoir pourquoi maintenant, soudainement, y-a-t-il urgence à pousser à l'élimination du cash par les banques centrales et des institutions telles que le FMI ? Les roulements de tambour pour l'abolition du cash ont commencé nettement après le forum mondial de l'économie de Davos, en janvier 2016, où les principales personnalités des gouvernements occidentaux, les banquiers centraux et les sociétés multinationales ont été rassemblés. L'offensive de propagande préparant l'offensive actuelle de la Guerre contre le Cash a commencé immédiatement après les discussions de Davos.

Plusieurs mois plus tard, en novembre 2016, guidés par des experts de l'USAID et, et oui, Visa, le gouvernement indien de Narenda Modi a annoncé la démonétisation immédiate ou le retrait forcé de tous les billets de 500 roupies (8 US $) et de 1000 roupies (16 US $) sur la recommandation de la Reserve Bank of India. Le gouvernement Modi a affirmé que cela réduirait l'économie de l'ombre et restreindrait l'utilisation de l'argent illicite et contrefait pour financer les activités illégales et le terrorisme.

Notamment, le Parlement indien a récemment réalisé une étude de suivi des effets de la guerre de Modi contre le cash. Le rapport du Comité parlementaire sur la démonétisation signale que pas un seul objectif déclaré n'a été atteint. Aucune somme

importante d'argent sale n'a été trouvée et la démonétisation n'a eu aucun effet sur le financement du terrorisme, les raisons invoquées par le gouvernement pour mettre en œuvre une politique aussi drastique. Le rapport a noté que, bien que la banque centrale de l'Inde se serait attaquée à l'argent noir par démonétisation, la grosse partie de cet argent illégal, qui se trouve dans les paradis fiscaux offshore, a été simplement recyclé de retour en Inde, « blanchi » via des investissements étrangers directs par des groupes criminels ou des entreprises appliquant légalement une pratique connue sous le nom de « Round Tripping ».

Pourtant, le rapport du Parlement détaille que la véritable économie indienne a été dramatiquement touchée. La production industrielle en avril a diminué d'un gros 10,3% par rapport au mois précédent, alors que des milliers de petites entreprises dépendant de leur cash ont fait faillite. Les principaux médias indiens auraient été prévenus par le gouvernement Modi de ne pas publier le rapport du Parlement.

Si nous relions tous les points, il devient plus clair que la guerre contre le cash est une guerre contre notre liberté individuelle et nos degrés de liberté dans nos vies. Forcer notre argent à devenir numérique est la prochaine étape vers sa confiscation par les gouvernements de l'UE ou des États-Unis ou partout ailleurs où la prochaine crise bancaire majeure, comme en 2007-2008, va éclater.

À la fin de juillet de cette année, l'Estonie, en tant que présidence tournante de l'UE, a publié une proposition soutenue par l'Allemagne qui permettrait aux régulateurs nationaux de l'UE d'empêcher « temporairement » les gens de retirer leurs fonds d'une banque en difficulté avant que les déposants puissent créer une « panique bancaire ». un précédent dans l'UE a déjà été vécu à Chypre et en Grèce, où le gouvernement a bloqué les retraits d'argent au delà de petits montants quotidiens.

L'ancien analyste bancaire américain Christopher Whelan souligne dans une analyse récente sur l'échec des autorités de l'UE à nettoyer efficacement leur désordre bancaire depuis la crise financière de 2008, « l'idée que la clientèle des banques – ceux qui généralement ont des montants de dépôts bien en-dessous de la limite maximale assurée – pourrait se voir interdire d'accès au cash assure pratiquement qu'ils vont s'envoler et qu'une contagion plus large se produira en Europe la prochaine fois qu'une institution de dépôt sera en difficulté ». Whelan souligne que neuf ans après la crise de 2008, les banques de l'UE restent dans un état dramatique. « Il reste près de 1 000 milliards d'euros de prêts douteux dans le système bancaire européen. Cela représente 6,7% de l'économie de l'UE. C'est énorme. Il souligne que les prêts douteux des banques en tant que part du PIB pour les banques américaines et japonaises sont respectivement de 1,7 et 1,6%. »

Comme les gouvernements, que ce soit dans l'UE ou en Inde ou ailleurs, refusent de freiner les pratiques frauduleuses de leurs plus grandes banques, cela les oblige à éliminer l'utilisation du cash et à conserver toute les liquidités dans des dépôts numériques auprès des banques réglementées par l'État, ouvrant la voie à une confiscation par l'État de ces biens lorsque la prochaine urgence va survenir. Si nous sommes assez sots pour permettre à cette escroquerie d'être mise en place sans répondre, peut-être méritons nous de perdre tout vestige d'autonomie financière. Heureusement, la résistance populaire contre l'élimination du cash dans des pays comme l'Allemagne est massive. Les Allemands se rappellent les jours de la république de Weimar en 1920 et de l'hyperinflation et que c'est la crise bancaire de 1931 qui a mené au Troisième Reich. L'approche du FMI est celle du proverbe chinois sur les grenouilles que l'on fait bouillir lentement. Mais les êtres humains ne sont pas des grenouilles, semble-t-il ?

http://arretsurinfo.ch/une-guerre-sinistre-sur-notre-droit-a-detenir-du-cash/

Le Monde champion de la désinformation.

- Fake news: Le quotidien Le Monde ressuscite les morts pour mentir sur le Venezuela - Par Romain Migus — 22 août 2017

Depuis plusieurs années, le journal Le Monde compte sur les habituels pamphlets antichavistes de ses collaborateurs Marie Delcas et Paolo Paranagua. La première est correspondante du journal pour couvrir les évènements au Venezuela. Petit détail, elle est en poste à Bogota, soit à 1400 kilomètres de Caracas. Ca peut paraître assez étrange. On imagine assez mal un correspondant en Espagne relatant les derniers évènements tragiques de Catalogne depuis Paris. Pourtant la distance entre les deux villes européennes est plus courte que celle qui sépare les deux capitales latinos. Pour remédier à l´éloignement, la dite correspondance relève plus du commentaire élogieux des opinions de l´opposition à la Révolution bolivarienne. Mais ça, le lecteur du Monde n´en saura rien.

La deuxième personne est un éditorialiste. Il s´agit de Paolo Paranagua, alias le Comandante Saúl, responsable de plusieurs attentats dans les années 70 comme le rappelait encore Jean Luc Mélenchon (1). Viscéralement opposé aux gouvernements populaires d´Amérique Latine, Mr. Paranagua confond, depuis maintenant de nombreuses années, propagande politique et journalisme, et massacre régulièrement la notion d´information honnête et équilibrée. Mais ca, le lecteur du Monde ne le sait pas.

A ces deux militants politiques qui, sous couvert de leur carte de presse, relaient les tracts les plus odieux de l´extrême droite vénézuélienne, s´ajoute désormais un troisième larron.

Depuis maintenant deux semaines une envoyée spéciale du Monde, Fanny Du Villars rédige des écrits à charge contre la Révolution Bolivarienne dans le plus grand mépris de toute déontologie et en claire violation de la Charte de Munich (au moins en ce qui concerne les articles 1,3,6,8,9 relatifs aux devoirs des journalistes). Or Fanny du Villars n´existe au Monde que depuis deux semaines, et n´a jamais rien écris auparavant pour ce journal, ni pour aucun autre média.

Fanny De Villars n´est pourtant pas une inconnue au Venezuela. Née en 1775 en France, c´est une lointaine cousine du Libertador Simon Bolivar, avec qui celui-ci aurait entretenu une relation amoureuse et a correspondu jusqu´à la fin de sa vie. Fanny De Villars est décédée le 21 décembre 1837, prés de Lyon. Ce que l´on sait moins c´est que, visiblement, elle serait revenue à la vie, et travaillerait désormais pour le groupe de communication de messieurs Pigasse, Bergé et Niel.

Certaines mauvaises langues qui ne croiront pas un seul instant à cette histoire de réincarnation pencheront plutôt pour dire qu´il s´agit là d´un pseudonyme. Or le titre « d´envoyée spéciale » confère une certaine légitimité aux faits rapportés par une personne qui est sur place, et qui est censée nous proposer une vision fidèle des évènements. Mais si cette personne n´existe pas, on peut se demander s´il y a vraiment un envoyé spécial du journal Le Monde au Venezuela ? Et si oui, pourquoi alors utiliser un pseudonyme ? Il y a, à Caracas, des dizaines de journalistes étrangers travaillant pour des médias ou des agences internationales, et à notre connaissance, aucun ne se cache derrière le masque de l´anonymat. Ce qui nous amène à nous demander qui est derrière ce pseudonyme et surtout d´où vient l´information que Le Monde offre à ses lecteurs.

En effet, « Fanny du Villars » est-elle une personne directement lié aux franges les plus radicales de l´opposition vénézuélienne et dont la crédibilité ne résisterait pas à l´examen de son curriculum politique ? Est-ce un membre de la « Resistencia », ces groupes connus pour avoir bruler vif des afro-vénézuéliens parce qu´ils ressemblaient à des chavistes ? Qui écrit ? Qui nous informe ? Un journaliste qui nous rapporte des faits ou un mercenaire de l´information, payé pour tergiverser et mentir sur la réalité du Venezuela ?

Les articles du spectre Fanny du Villars sont tellement caricaturaux qu´on peut aussi légitimement se demander s´il ne s´agit pas de travaux élaborés par un bureau de diplomatie publique, et qui échoue dans les pages d´un journal qui se prêterait au jeu de la propagande. Un grand classique qui nous renvoie aux actions menées par Otto Reich et à la Office of Public Diplomacy for Latin America and the Caribbean du gouvernement des Etats-Unis lors de la guerre contre le Nicaragua Sandiniste (2).

Il ne s´agit là, évidemment, que d´hypothèses mais une chose est sûre: les articles de « l´envoyée spéciale » Fanny du Villars ne sont pas l´œuvre d´un journaliste honnête dont le but est d´informer ses lecteurs.

Le journal Le Monde est une nouvelle fois pris la main dans le sac de la propagande de guerre. Derrière « Fanny du Villars », c´est notre droit à être informé qui est piétiné par le quotidien de révérence au pouvoir dominant.

http://arretsurinfo.ch/fake-news-le-quotidien-le-monde-ressuscite-les-morts-pour-mentir-sur-le-venezuela/

Quand le droit-de-l'hommisme se nourrit, flatte, instrumentalise l'individualisme.

- La supercherie du droit-de-l'hommisme - Par Bruno Guigue — 23 août 2017

Hormis les réactionnaires qui pensent que les hiérarchies sociales sont fondées en nature et qu'il y a des hommes faits pour commander et d'autres pour obéir, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut défendre les droits de l'homme. Mais il faut admettre que les uns et les autres ne parlent pas de la même chose. Si l'on entend par cette expression la possibilité pour chacun de jouir du bien commun, alors l'accès à l'emploi, au logement, aux soins et à l'éducation fait partie des droits de l'homme – ou des droits humains, ne jouons pas sur les mots – au même titre que la liberté d'expression ou le choix de son orientation sexuelle. Prendre au sérieux les droits de l'homme, c'est y inclure les droits collectifs, c'est-à-dire la possibilité de vivre dans des conditions matérielles décentes.

Les militants des droits de l'homme, pourtant, ne s'intéressent qu'aux droits individuels et délaissent ostensiblement les droits collectifs. Que des individus soient emprisonnés ou empêchés de s'exprimer par des gouvernements autoritaires leur est insupportable, mais que des masses d'affamés subissent la loi d'airain du capital mondialisé leur est indifférent. Leur compassion pour l'humanité souffrante est étrangement sélective. Ils ne se mobilisent que pour des minorités ou des individus isolés, ils agissent au cas par cas en sélectionnant les individus ou les groupes qu'ils jugent dignes de leur attention, et on ne les voit jamais prendre fait et cause pour une classe socialement opprimée.

Le vocabulaire de la plupart des ONG – majoritairement anglo-saxonnes – en témoigne clairement. Elles entendent combattre la discrimination et non l'exploitation, l'exclusion et non la pauvreté, la privation de liberté infligée à quelques-uns et non la misère imposée au grand nombre. Leur philosophie est celle de l'individualisme libéral, qui ne connaît que des individus porteurs de droits et se soucie peu de savoir s'il y a parmi eux des riches et des pauvres. Ne parlons pas de la lutte des classes, ce gros mot qu'elles ne veulent même pas entendre prononcer. La seule lutte qui compte à leurs yeux, c'est celle qui vise à aligner des individus abstraits sur un standard restreint aux libertés formelles – et individuelles – en oubliant allègrement que ces libertés n'existent que sous certaines conditions.

Pour tout dire, le droit-de-l'hommisme ordinaire occulte le fait que ces libertés individuelles ne sont effectives que si les droits collectifs sont garantis par des structures sociales qui les favorisent. En d'autres termes, les droits individuels ne sont réels que si les individus sont correctement nourris, logés, éduqués et soignés, et ces conditions ne sont réunies à leur tour que si un rapport de forces entre classes sociales les inscrit dans la durée. Bref, les droits-de-l'hommistes oublient tout bonnement que les individus ne sont rien sans la société et que les droits individuels dont on réclame l'application ne sont que du vent si la société est divisée en dominants et dominés.

Cette indifférence aux conditions d'exercice des droits dont ils font pourtant leur fonds de commerce n'est pas étonnante. Petits-bourgeois des pays riches, les défenseurs des droits de l'homme défendent les droits dont ils jouissent, dont ils pourraient jouir ou dont ils voudraient que jouissent ceux qui leur ressemblent. Pourquoi dépenseraient-ils leur énergie à lutter contre la faim dans le monde quand leur assiette est pleine ? Pourquoi se battraient-ils pour l'appropriation collective des richesses puisqu'ils n'ont aucun problème de fin de mois ? En luttant pour les droits de l'homme, ils aspergent d'eau bénite leurs états d'âme de nantis que leurs conditions d'existence n'amènent jamais à interroger les ressorts de l'oppression et de l'injustice qu'ils ont constamment à la bouche, mais sans savoir de quoi ils parlent.

Que les pauvres soient pauvres importe peu à leurs yeux, car les pauvres revendiquent en général autre chose que la reconnaissance de droits individuels rendus impossibles par l'absence de droits collectifs. Lorsque l'extrême richesse côtoie l'extrême pauvreté, revendiquer la liberté d'expression avec un minimum de sérieux impliquerait d'exiger l'expropriation des capitalistes qui contrôlent la presse afin de créer les conditions d'une information plus objective. Mais on n'a jamais entendu un droit-de-l'hommiste formuler ce genre de revendication. Le contrôle des médias ne s'expose à sa foudre vengeresse que s'il est exercé par de méchants dictateurs qui défient le nouvel ordre mondial. Pour les autres, il n'y a pas de problème.

Sélective, cette indignation pseudo-humaniste choisit ses victimes. Les autres peuvent crever. Lors de la chute du communisme, en 1991, les organisations droits-de-l'hommistes ont crié victoire. L'idéologie des droits de l'homme ayant été inventée pour lutter contre l'URSS, cette victoire finale sembla consacrer leur vision du monde. Mais aucune de ces organisations n'a souligné que les prisons soviétiques étaient vides depuis longtemps et que le totalitarisme dont la philosophie politique des années 70 faisait un mal absolu était une coquille vide. On ne s'émut pas davantage, chez les humanistes, en constatant que sous la présidence Eltsine (1991-2000) l'espérance de vie régressa de dix ans sous l'effet des réformes structurelles dictées à la Russie par le FMI. C'est normal. Les petits vieux qui meurent en masse dans le paradis capitaliste n'intéressent pas les défenseurs des droits de l'homme.

L'humanité souffrante dont se soucient des ONG pétries d'humanisme se résume à un agrégat indistinct d'individus abstraits, atomisés, dont le sort n'est intéressant que s'il témoigne d'une violation de leurs droits individuels, de préférence dans un pays exotique dont le procès est instruit par la doxa occidentale. Mais on n'a jamais vu "Amnesty International" – dont le seul intitulé relève de la publicité mensongère – s'insurger contre le fait que 800 millions de personnes souffrent de malnutrition, ou que des centaines de milliers d'ouvrières sont surexploitées par les multinationales occidentales dans les "maquiladoras" de la frontière mexicaine. On répondra sans doute que ce n'est pas l'objet social de cette organisation, et je répondrai à mon tour que c'est précisément le problème sur lequel il convient d'insister.

Cette triple sélectivité dans le choix des droits en question, des individus concernés, et enfin des pays sur lesquels on braque le projecteur, explique donc beaucoup de choses. Elle explique que l'on fasse le tri parmi les victimes en évitant soigneusement d'incriminer les structures – celles de l'exploitation capitaliste mondialisée – qui sont responsables de 90% des malheurs qui frappent l'humanité. Elle explique aussi la fascination des ONG droits-de-l'hommistes pour la défense des LGBT. La lutte contre les discriminations qu'ils subissent est légitime, mais il faut être lucide sur l'effet de cantonnement qu'elle génère. Car cette cause, aux yeux du droit-de-l'hommisme petit-bourgeois, présente l'avantage de transcender la division sociale, d'évacuer la question des rapports de classe, bref de conférer à la lutte pour les droits humains une universalité abstraite qui sert les intérêts dominants.

La sélectivité du droit-de-l'hommisme permet aussi de comprendre pourquoi la condamnation des violations incriminées épouse toujours un axe nord-sud. Aucune ONG vénézuélienne ne mène campagne contre la mainmise d'une poignée de milliardaires sur la quasi-totalité des médias en France ou aux USA. En revanche, les ONG occidentales dénoncent sans relâche les violations de la liberté de la presse au Vénézuéla, alors que la presse, loin d'y être opprimée par le pouvoir, appartient à une poignée de capitalistes qui combattent le gouvernement. Machine de guerre contre les Etats récalcitrants, le droit-de-l'hommisme bénéficie donc de financements colossaux, à l'image de ces "Casques blancs" qui jouent au djihadiste côté cour et au brancardier côté jardin grâce aux 15 millions de dollars versés par des fondations britanniques. Moyennant une trousse à maquillage, ils arrivent même à fabriquer des victimes pour émouvoir le populo scotché devant les petites lucarnes.

Ces exemples montrent également que la fonction expresse de l'idéologie droit-de-l'hommiste – servie par ces appareils idéologiques de masse que sont les ONG – est de saper la souveraineté des Etats qu'elle a pris pour cibles. De la fondation de George Soros aux officines qui participent aux conflits armés sous couvert d'action humanitaire en passant par les révolutions de couleur organisées de l'étranger, la galaxie droit-de-l'hommiste intervient partout, distribuant subventions, éléments de langage et certificats de moralité à qui-mieux-mieux dans le seul but de semer le désordre dans des pays dont la liste est fournie par la CIA et dont le seul tort est de faire obstacle à l'hégémonisme occidental. La Russie en sait quelque chose, et on comprend qu'elle

ait neutralisé cette poignée d'exhibitionnistes à moitié débiles (Femen) dont l'activisme desservait les intérêts du peuple russe.

Savamment orchestrée au nom des droits de l'homme, toute cette agitation a pour but de vider de sa substance le droit des peuples à s'organiser comme ils l'entendent. Dirigée contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, cette ingérence fait peser une menace d'implosion sur les sociétés dont l'essor ou la résistance déplaît à Washington, Londres ou Paris. Pratiquée à grande échelle, l'intervention militaire chez les autres n'a pas toujours donné les résultats escomptés. Elle est désormais remplacée par cette épée de Damoclès planant sur la tête de tous ceux qui osent défier l'Empire et contester le monopole du dollar. Faute de pouvoir vitrifier ses opposants étrangers à l'arme lourde, un Occident arrogant brandit alors l'étendard de l'internationalisme humanitaire. Relayé par un gauchisme qui dissout ses illusions perdues dans le pathos et oublie Trotsky avec BHL, il agite frénétiquement le miroir aux alouettes des droits de l'homme, éblouissant beaucoup de bonnes âmes qui ne voient pas que cette idéologie est le faux-nez de l'impérialisme.

L'Occident a beau croire qu'il a découvert la pierre philosophale, la conception des droits de l'homme, pourtant, n'est pas univoque. Pour les Chinois, le premier des droits est celui de ne pas mourir de faim. Cette priorité n'est pas celle de la gauche occidentale, sinon elle mobiliserait davantage d'énergie à lutter contre la faim dans le monde qu'à promouvoir les droits des minorités. Mais cette divergence n'est pas une raison suffisante pour dire que les idées chinoises ne valent rien. "A plusieurs, nous sommes moins sujets à l'erreur que lorsque nous sommes seuls à décider", disait Aristote. On veut bien admettre qu'un milliard 379 millions de Chinois puissent se tromper, mais on peine à croire que ce soit le cas tout le temps, d'autant que leur pays qui était un champ de ruines en 1949 est aujourd'hui la première puissance économique du monde. A défaut de quelques coups bien mérités sur le museau, un peu d'humilité éloignerait homo occidentalis de son penchant indécrottable à donner des leçons à la terre entière.

http://arretsurinfo.ch/la-supercherie-du-droit-de-lhommisme/

Comment justifier le recours à la répression du mouvement ouvrier.

- Pourquoi les médias font-ils la promotion des antifas? - Par Gabriel Black — 06 septembre 2017

Au cours des dernières semaines, l'affiliation anarchiste antifa («antifasciste») a reçu une large et favorable couverture de la part des grands médias.

Le 18 août, le New York Times, la principale voix journalistique du Parti démocrate, a publié un article important en première page intitulé «Les antifas deviennent la faction de gauche amenée à combattre, littéralement, l'extrême droite». Cet article, écrit par Thomas Fuller, Alan Feuer et Serge F. Kovalevski, démontre les positions de ce mouvement au travers d'entretiens avec ses membres.

L'article présente les antifas comme une force sérieuse pour combattre le fascisme, en invitant quasiment les lecteurs à joindre le mouvement. «Contrairement à la plupart des contre-manifestants à Charlottesville et ailleurs», rapporte le Times, «les membres des antifas n'ont démontré aucun scrupule à user de leurs poings, bâtons ou poivre de Cayenne pour accueillir une panoplie d'opposants de droite qu'ils considèrent comme une menace fasciste pour la démocratie américaine».

Le journal a interviewé plusieurs membres de cette affiliation, qui, le Timesaffirme, croient «que la nouvelle droite ascendante dans le pays requiert une réponse physique». Les citations sont toutes présentées sous un jour favorable, incluant celle de quelque'un qui se dit membre des antifas et qui affirme que la «confrontation physique» avec les groupes nazis est nécessaire, «parce que les nazis et les suprémacistes blancs ne sont pas là pour discuter».

L'article du Times n'est pas le seul exemple. Le 20 août, l'émission de NBC, «Meet the Press» a présenté un segment mettant en vedette Mark Bray, l'auteur de Antifa: The Anti-Fascist Handbook et conférencier à Dartmouth.

Bray a également été invité à écrire un éditorial dans le Washington Post, propriété du PDG d'Amazon, Jeff Bezos. L'article, «Qui sont les antifas?», publié le 17 août, était en quelque sorte une publicité gratuite, encourageant les lecteurs à appuyer ou à joindre le mouvement. Le descriptif d'une photo indique: «Les antifascistes peuvent paraitre comme une nouveauté, mais ils sont présents depuis très longtemps. Peut-être devrions-nous commencer à les écouter».

La couverture importante et bienveillante des antifas par le Times, le Post et NBC est politiquement sinistre. Le Times a la politique d'exclure toute opinion authentiquement de gauche, alors que «Meet the Press», qui est l'émission d'information du dimanche soir la plus regardée, n'interview ou n'inclut jamais dans ses panels quiconque n'est pas considéré acceptable par l'establishmentpolitique.

Au même moment qu'ils offrent une couverture favorable aux antifas, le Times, le Post et les autres agences de médias collaborent avec Google qui tente d'étouffer toute opposition de gauche authentique, incluant le World Socialist Web Site et d'autres sites.

La promotion des antifas sert plusieurs fonctions connexes. D'abord, la violence physique d'une poignée de protestataires dans n'importe quelle manifestation est utilisée régulièrement comme prétexte pour de la provocation policière. C'est vrai non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe et à travers le monde. La police offre aux «antifascistes» et aux groupes anarchistes carte blanche pour faire de la provocation qui est ensuite exploitée pour mener une répression violente.

Ces groupes sont eux-mêmes facilement infiltrés par des agents provocateurs de la police, qui encouragent les actes violents pour arriver au but désiré.

Les objectifs politiques de ces divers groupes qui comprennent les antifas sont, plus encore, entièrement compatibles avec ceux du Parti démocrate, et remplissent une fonction pour cette section de l'establishment politique.

Avant même l'élection de Trump, le Parti démocrate a cherché à canaliser l'opposition populaire endémique à l'égard Trump derrière l'appareil militaire et de renseignement. En fait, les conflits au sein de la classe dirigeante depuis les violences nazies de Charlottesville ont abouti au renforcement de la mainmise des militaires et de l'élite financière sur l'administration Trump. Le premier produit de cette restructuration a été l'annonce par Trump d'une escalade majeure de la guerre en Afghanistan.

Les démocrates et leurs médias affiliés, particulièrement le Times, ont cherché à enterrer les questions de classes fondamentales – la lutte contre les inégalités sociales, la guerre et l'autoritarisme – à travers la promotion d'une série de sujets de diversion.

Le Times a sans cesse fait la promotion de la campagne antirusse cherchant à diriger l'opposition contre Trump derrière une demande de mesures plus agressives à l'égard du gouvernement de Vladimir Poutine. Il a encouragé la notion selon laquelle les États-Unis sont déchirés par des divisions raciales profondes, promouvant les politiques identitaires des démocrates et offrant une couverture médiatique respectueuse et même admirative à l'égard des «nationalistes blancs». Il a également notablement mis en vedette le magazine Jacobin, affilié aux socialistes démocrates d'Amérique, qui appuient le Parti démocrate.

La promotion des antifas est conforme à ce programme. En effet, plusieurs des groupes impliqués dans les antifas sont essentiellement des factions du Parti démocrate. By Any Means Necessary (littéralement, par tous les moyens nécessaires), BAMN, qui est nommément cité dans un article du Times, est parmi les plus fervents promoteurs des politiques raciales des démocrates. Il a reçu une attention nationale en 2014 lors de sa campagne pour la discrimination positive, qui fut menée en alliance avec les démocrates et des sections de l'élite économique et militaire.

Les adhérents des antifas clament qu'ils combattent la menace fasciste en empêchant physiquement les néonazis d'être entendus, leur bloquant l'accès aux écoles et aux villes où ils pourraient atteindre de potentiels disciples. Toutefois, ils ignorent le rôle des démocrates et celui des conditions sociales et politiques qui créent le fascisme.

Les groupes néonazis sont présentement une force sociale minuscule, incapable de rassembler plus de quelques centaines de personnes à leurs grandes manifestations, incluant celle à Charlottesville. Trump et ses conseillers fascisants (incluant Stephen Bannon, désormais parti), malgré tout, cherchent à exploiter la confusion et l'aliénation politiques afin de développer un mouvement extra-parlementaire de l'extrême droite nationaliste.

Dans la mesure où un mouvement fasciste pourrait se développer, c'est parce qu'il bénéficie du soutien d'une section de l'élite dirigeante dans des conditions où les politiques de la classe politique ne sont pas contestées. Dès lors, c'est la subordination de la classe ouvrière au Parti démocrate et à ses divers affiliés, dans lesquels sont impliqués les antifas, qui crée la possibilité aux groupes fascisants de croitre.

En ce qui a trait à leur base sociale, les antifas attirent les couches désorientées, particulièrement au sein de la classe moyenne, sur la base d'un programme compatible avec les vues du Parti démocrate et de l'élite dirigeante, lesquels sont indifférents et même ouvertement hostiles à une mobilisation de la classe ouvrière. C'est pour cette raison que les médias en font la promotion.

http://arretsurinfo.ch/pourquoi-les-medias-font-ils-la-promotion-des-antifas/

L'Etat terroriste.

- Le passage des terroristes en France indique que l'État était au courant du projet d'attentat à Barcelone - Par Kumaran Ira — 29 août 2017

Une série d'informations a soulevé des questions sur la connaissance préalable que les gouvernements américain et européens pouvaient avoir des attentats terroristes du 17 août à Barcelone et à Cambrils qui ont tué 15 personnes et en ont blessé plus de 100, et sur comment on a pu laisser commettre cet attentat. Il devient de plus en plus clair que la cellule terroriste de l'État islamique (ÉI) était surveillée par de multiples services de renseignement des puissances de l'OTAN, y compris la France, les États-Unis et la Belgique.

Étonnamment, quelques jours seulement avant l'attentat, plusieurs membres de la cellule terroriste se sont rendu à Paris, qui est un centre de la surveillance par les services de renseignement des activités islamistes en Europe. Ils étaient surveillés, et des responsables français en ont informé les autorités espagnoles après les avoir repérés en France, conduisant la voiture Audi A3 avec laquelle ils ont écrasé des piétons de la station balnéaire de Cambrils, tuant une femme. La voiture a été flashée par un radar en France.

BFM-TV a rapporté : « deux membres de la cellule jihadiste, qui a attaqué Barcelone et Cambrils, dont Younès Abouyaaqoub, l'auteur présumé de l'attaque des Ramblas, ont fait un aller-retour "express" à Paris » du 11 au 12 août. L'Audi a été photographiée à 13 h le 11 août au péage de Lestelle dans les Pyrénées, roulant vers le Nord, avant d'être flashée par un radar. Les deux membres de la cellule auraient passé la nuit dans un hôtel bon marché de la banlieue parisienne de Malakoff et sont allé dans un centre commercial avant de retourner en Espagne.

Le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, a ensuite confirmé que Paris suivait ces personnes et avait transmis cette information au gouvernement espagnol. Il a dit : « La voiture a bien été flashée en région parisienne. Oui, nous avons vu ce qui se tramait mais nous ne connaissions pas ces individus. Nous avions transmis les informations […] Ce groupe est venu travailler à Paris, mais ce fut un aller-retour rapide. »

Les déclarations de Collomb soulèvent plus de questions que de réponses. Si les autorités françaises savaient qu'elles devaient suivre quelqu'un qui leur était inconnu, qui les a prévenues ? Et s'ils étaient au courant de « ce qui devait arriver » – c'est-à-dire une attaque terroriste – et en ont ensuite informé les responsables espagnols, pourquoi est-ce qu'aucune action n'a été prise alors que les services de renseignement français et espagnols étaient au courant de la menace ?

Cette question est d'autant plus importante que les agences de renseignement aux États-Unis avaient des connaissances détaillées d'Abouyaaqoub sur les plans du groupe.

Abouyaaqoub était en communication électronique directe via WhatsApp avec Exeintel, une agence de renseignement privée des États-Unis qui proclame sur son compte Twitter qu'elle fournit des « informations utiles » qui ne seront « accessibles qu'aux forces de l'ordre ». Selon un rapport publié par Público, un opérateur d'Exeintel se présentant comme un autre terroriste djihadiste a envoyé un texto à Abouyaaqoub le 31 juillet et a obtenu de lui de nombreux détails concernant la planification opérationnelle de la cellule terroriste.

Abouyaaqoub a confirmé à Exeintel qu'il était situé en Espagne, que son « émir », ou chef, était également en Espagne et qu'il surveillait les déploiements de la police afin de pouvoir mener des attaques multiples dans les petites villes de Catalogne. Il a déclaré que le groupe utilisait des transactions en bitcoins pour se cacher du suivi financier. Il a également affirmé être en contact avec trois « frères » aux États-Unis, desquels ils cherchaient à obtenir des armes. Público écrit : « ce que Exeintel Group Intelligence Service déclare définitivement, comme il l'affirme fermement sur sa page Web, c'est qu'il a lancé une « alerte rouge » aux services de renseignement américains et européens. Ce fut 17 jours avant le massacre. »

Les agents de sécurité n'ont pas expliqué comment on a permis cette attaque, bien que l'Espagne soit en alerte et que la France soit sous un état d'urgence qui suspend les droits démocratiques fondamentaux, supposément pour permettre à l'État de lutter contre le terrorisme.

Les attaques de Barcelone suivent une série d'attaques similaires perpétrées par des jihadistes prétendus liés à l'État islamique (ÉI) dans les grandes villes d'Europe. Les attaquants – y compris les attaquants à Charlie Hebdo et au théâtre de Bataclan à Paris en 2015, et ceux de l'attentat de Bruxelles en 2016 – étaient, avant les attaques, pratiquement tous connus de la police et des services de renseignement européens. Ils provenaient tous d'un réseau d'opérateurs islamistes travaillant en Europe et combattant dans diverses guerres de l'OTAN pour le changement de régime au Moyen-Orient (lire : « Des rapports des renseignements soulèvent davantage de questions sur l'origine des attentats de Bruxelles et Paris »)...

http://arretsurinfo.ch/le-passage-des-terroristes-en-france-indique-que-letat-etait-au-courant-du-projet-dattentat-a-barcelone/

Dossier sur le Myanmar

- Les Rohingya du Myanmar – Des pions dans la guerre que les Anglais livrent aux Chinois par l'intermédiaire des djihadistes saoudiens - Par Moon of Alabama — 05 septembre 2017

L'attention des médias est dirigée vers des violences ethniques mineures au Myanmar, l'ancienne Birmanie. Selon la presse « occidentale », les Rohingya musulmans sont injustement vilipendés, chassés et tués par des foules bouddhistes et par l'armée dans l'Etat de Rakhine près de la frontière avec le Bangladesh. Les « organisations humanistes libérales » comme Human Rights Watch joignent leurs voix à celles d'islamistes comme le président de la Turquie, Erdogan, pour déplorer le sort des Rohingya.

Cette curieuse alliance s'est également nouée pendant les guerres en Libye et en Syrie. Cela doit nous alerter. Y aurait-il autre

chose derrière ce conflit local au Myanmar? Est-ce que quelqu'un jette de l'huile sur le feu?

C'est bien le cas, en effet.

Alors que le conflit ethnique dans l'Etat de Rankine est très ancien, il s'est transformé au cours des dernières années en une guerre de guérilla djihadiste financée et dirigée par l'Arabie saoudite. La zone a un intérêt géostratégique:

L'Etat de Rakhine joue un rôle important dans OBOR [la nouvelle route de la soie chinoise], car il s'agit d'une sortie vers l'océan Indien où sont prévues des réalisations chinoises pour un montant d'un milliard de dollars : une zone économique sur l'île de Ramree, et le port en eau profonde de Kyaukphyu qui a des pipelines de pétrole et de gaz naturel reliés à Kunming dans la province du Yunnan.

Les pipelines qui vont de la côte ouest du Myanmar vers la Chine à l'est permettent l'importation d'hydrocarbures du golfe Persique vers la Chine tout en évitant le goulet d'étranglement du détroit de Malacca et les sites de la mer de Chine méridionale qui font l'objet d'une contestation.

C'est « l'intérêt de l'Occident » d'entraver les projets de la Chine au Myanmar. Encourager le djihadisme dans l'Etat de Rakhine pourrait y contribuer. Il existe un précédent historique d'une telle guerre par procuration en Birmanie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les forces impériales britanniques ont incité les musulmans Rohingya du Rakhine à se battre contre les bouddhistes nationalistes birmans alliés aux impérialistes japonais.

Les Rohingya immigrent dans les régions du nord d'Arakan, l'Etat actuel du Rakhine au Myanmar, depuis le 16ème siècle. Il y a eu une grande vague d'immigration sous l'occupation impériale britannique, il y a environ cent ans. L'immigration illégale en provenance du Bangladesh s'est poursuivie au cours des dernières décennies. Au total, environ 1,1 million de Rohingya musulmans vivent au Myanmar. Le taux de natalité du Rohingya est plus élevé que celui des Bouddhistes locaux d'Arakanese. Ces derniers se sentent sous pression dans leur propre pays.

Alors que ces populations sont mélangées dans certaines villes, il y a de nombreux hameaux habités à 100% par les uns ou les autres. Les Rohingya sont généralement peu intégrés au Myanmar. La plupart ne sont pas reconnus officiellement comme citoyens. Au cours des siècles et des dernières décennies, il y a eu plusieurs épisodes violents entre les immigrants et les populations locales. Le dernier conflit entre les musulmans et les bouddhistes a éclaté en 2012.

Depuis lors, une insurrection clairement islamique s'est développée dans la région. Elle a pris le nom d'Armée du Salut des Rohingya de l'Arakan (ARSA) et elle est dirigée par Ataullah abu Ammar Junjuni, un djihadiste pakistanais. (ARSA s'appelait auparavant Harakah al-Yakin, ou Mouvement de la paix.) Ataullah est né dans la grande communauté Rohingya de Karachi, au Pakistan. Il a grandi et a été éduqué en Arabie Saoudite. Il a reçu une formation militaire au Pakistan et c'était un Imam wahhabite en Arabie Saoudite avant son arrivée au Myanmar. Depuis, en lavant les cerveaux, il a recruté et formé une armée locale de guérilla d'environ 1000 Takfiris.

Selon un rapport de 2015 du journal pakistanais Dawn, il y a plus de 500 000 Rohingya à Karachi. Ils sont arrivés du Bangladesh au cours des années 1970 et 1980 à la demande du régime militaire du général Ziaul Haq et de la CIA pour lutter contre les Soviétiques et le gouvernement de l'Afghanistan:

La communauté Rohingya [à Karachi] est plus religieuse et elle envoie ses enfants dans les madressahs. C'est une des principales raisons pour lesquelles de nombreux partis religieux, en particulier l'Ahle Sunnat Wal Jamaat, le JI et le Jamiat Ulema-i-Islam-Fazl, ont leur base organisationnelle dans les quartiers birmans.

« Un certain nombre de Rohingya vivant à Arakan Abad ont perdu des proches dans les attaques bouddhistes de juin 2012 au Myanmar », a déclaré Mohammad Fazil, un militant local de la JI.

Les Rohingya de Karachi recueillent régulièrement des dons, le Zakat* et des peaux d'animaux sacrifiés, et les envoient au Myanmar et au Bangladesh pour aider les familles déplacées.

Reuters a noté, à la fin de 2016, que le groupe djihadiste était formé, dirigé et financé par le Pakistan et l'Arabie saoudite:

Le groupe de musulmans Rohingya qui a attaqué les gardes-frontières du Myanmar en octobre est dirigé par des gens qui ont des liens avec l'Arabie saoudite et le Pakistan, a déclaré le groupe International Crisis Group (ICG), jeudi, en donnant quelques noms.

« Bien qu'on en n'ait pas de preuves, il semble que [Ataullah] soit allé au Pakistan et peut-être ailleurs, pour s'entraîner à la guérilla moderne », a déclaré le groupe. Il a noté qu'Ata Ullah était l'un des 20 Rohingya d'Arabie Saoudite qui dirigeaient les opérations du groupe dans l'État de Rakhine.

Par ailleurs, un comité des 20 émigrés Rohingya influents supervise le groupe qui a son siège à La Mecque, a déclaré l'ICG.

Les Djihadistes d'ARSA affirment qu'ils n'attaquent que les forces gouvernementales, mais des civils bouddhistes arakanais ont également été pris dans des ambuscades et massacrés. Des hameaux bouddhistes ont également été brûlés.

Le gouvernement du Myanmar prétend qu'Ataullah et son groupe veulent instituer un Etat islamique indépendant. En octobre 2016, son groupe a commencé à attaquer la police et d'autres forces gouvernementales dans la région. Le 25 août de cette année, son groupe a attaqué 30 postes de police et des avant-postes militaires et a tué environ 12 policiers. L'armée et la police ont répondu, comme toujours dans ce conflit, en brûlant des communes Rohingya soupçonnées de cacher des forces de la guérilla.

Pour échapper à la violence croissante, beaucoup de bouddhistes locaux arakanais fuient leurs villes et se réfugient dans la capitale du Rankine. Des musulmans Rohingya locaux fuient vers le Bangladesh. Seuls les derniers réfugiés semblent retenir l'attention internationale.

L'armée du Myanmar gouverne le pays depuis des décennies. Sous la pression économique, elle s'est ouverte à l'Occident de manière formelle en instituant la « démocratie ». La chérie de l'Occident au Myanmar est Daw Aung San Suu Kyi. Son parti a remporté les élections et elle joue un rôle important dans le gouvernement. Mais Aung San Suu Kyi est avant tout une nationaliste, et le pouvoir réel est encore détenu par les généraux.

Aung San Suu Kyi ait été choisie pour servir d'icône démocratique, mais elle a peu de mérite personnel, à part celui d'être la fille de Thakin Aung San, un chef célèbre de l'Armée birmane pour l'indépendance (BIA) et le « père de la nation ». Dans les années 1940, Thakin Aung San a été recruté par l'armée impériale japonaise pour mener une guérilla contre l'armée britannique coloniale et la ligne d'approvisionnement britannique vers les forces anti-japonaises en Chine:

Le jeune Aung San a appris à porter des vêtements traditionnels japonais, à parler la langue, et a même pris un nom japonais. Dans « La rivière des traces perdues » l'historien Thant Myint-U dit qu'il a « apparemment été entraîné dans l'euphorie fasciste qui l'entourait », mais il note qu'il est resté fidèle à la lutte pour l'indépendance du Myanmar.

Les conflits ethniques dans l'État du Rakhine ont également joué un rôle dans le conflit britannico-japonais sur la Birmanie:

En avril 1942, les troupes japonaises se sont avancées dans l'État du Rakhine et ont atteint la commune de Maungdaw, près de la frontière de qui était alors l'Inde britannique et qui est maintenant le Bangladesh. Lorsque les Britanniques ont fait retraite en Inde, l'État du Rakhine est devenu une ligne de front.

Les bouddhistes arakanais locaux ont collaboré avec la BIA (British Intelligence Agency) et les forces japonaises, mais les Britanniques ont recruté des musulmans de la région pour contrer les Japonais.

« Les deux armées, britanniques et japonaises, ont exploité les frictions et les animosités de la population locale pour faire avancer leurs propres objectifs militaires », a écrit Moshe Yegar**.

Lorsque les Britanniques ont gagné la guerre contre les Japonais, Thakin Aung San a changé de camp et a négocié la fin de la domination impériale britannique sur la Birmanie. Il a été assassiné en 1947 avec l'aide d'officiers britanniques. Depuis lors, la Birmanie, qui a été renommée Myanmar par la suite, est gouvernée par des factions de l'armée qui se disputent le pouvoir.

La fille de Thakin Aung San, Aung San Suu Kyi, a reçu une éducation britannique et a été élevée en vue de jouer un rôle au Myanmar. Dans les années 1980 et 90, elle s'est querellée avec le gouvernement militaire. Elle a reçu un prix Nobel de la paix et les intellectuels « occidentaux » la considèrent comme une progressiste qui défend les droits de l'homme. Ils sont maintenant déçus qu'elle ne se prononce pas en faveur des Rohingya. Mais en le faisant, elle se mettrait dans le camp opposé à celui pour lequel son père a glorieusement combattu. Elle s'opposerait également à la majorité de la population du Myanmar qui ne porte pas dans son cœur les Rohingya et leur combat djihadiste.

En outre, les projets autour de la nouvelle route de la soie chinoise (OBOR) sont un énorme bonus pour le Myanmar et aideront à son développement économique. Les Saoudiens et les Pakistanais envoient des commandants de guérilla et de l'argent pour pousser les Rohingya au Djihad au Myanmar. Il s'agit d'une réédition historique de l'opération de la CIA contre l'influence soviétique en Afghanistan. Mais contrairement à l'Afghanistan, les habitants du Myanmar ne sont pas musulmans et, au lieu d'y participer, ils vont sûrement se battre contre un djihad dans leur pays. Les Rohingya ne sont plus que des pions dans le grand jeu et ils en feront les frais.

* La zakât ou zakat ou zakaat (?????? zakat), un mot arabe traduit par « aumône légale », est le troisième des piliers de l'islam. Le musulman est tenu de calculer chaque année lunaire (hégire) ce montant et de le donner aux plus pauvres dans son pays de résidence.

**Moshe Yegar était secrétaire adjoint à l'Ambassade d'Israël de Rangoon au début des années 1960. Pendant son séjour en Birmanie, il a soumis une thèse appelée « Les Musulmans de Birmanie » à l'Université hébraïque de Jérusalem.

http://arretsurinfo.ch/les-rohingya-du-myanmar-des-pions-dans-la-guerre-que-les-anglais-livrent-aux-chinois-par-lintermediaire-des-djihadistes-saoudiens/

La crise des « Rohingyas »: réalité, rumeurs et ramifications - Par Andrew Korybko — 06 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/la-crise-des-rohingyas-realite-rumeurs-et-ramifications/

Soros et les hydrocarbures: ce qui se cache vraiment derrière la crise des « Rohingyas » au Myanmar

...la Burma Task Force [Groupe de Travail sur la Birmanie, NdT], qui comprend plusieurs organisations financées par George Soros, a activement réalisé des opérations au Myanmar depuis 2013 appelant la communauté internationale à mettre un terme à ce qu'ils appellent « le génocide du groupe musulman minoritaire rohingya ». Cependant, l'interférence de Soros dans les affaires domestiques du Myanmar plonge plus profondément dans l'histoire de ce pays.

En 2003, George Soros se joignit à un Groupe de Travail US visant à augmenter « la coopération des USA avec d'autres pays afin d'apporter une transformation politique, économique et sociale à la Birmanie [Myanmar], qui tarde depuis trop longtemps. »

Le document de 2003 du Council on Foreign Relations (CFR) intitulé « Birmanie: Le Moment du Changement » (https://www.cfr.org/report/burma-time-change - LVOG), et qui annonçait l'établissement du groupe insistait sur l'idée que « la démocratie… ne peut survivre en Birmanie sans l'aide des États-Unis et de la communauté internationale. »

http://arretsurinfo.ch/soros-et-les-hydrocarbures-ce-qui-se-cache-vraiment-derriere-la-crise-des-rohingyas-au-myanmar/

- Le président turc Erdogan et les photos truquées d'un soi-disant génocide en Birmanie — 07 septembre 2017

Page Facebook de « The World of Islam »: Une petite fille victime d'un accident de la route dans la province d'Oddar Meanchey en 2015 au Cambodge devient une gamine rohingya décapitée par les soldats birmans:

Il y a aussi cet activiste tibétain s'immolant par le feu pour protester contre la visite du président chinois en Inde en 2012 qui est devenu par un coup de baguette magique un Rohingya brulé par les Birmans:

Ou encore ces moines tibétains rassemblant les victimes du tremblement de terre au Sichuan en Chine en 2008 devenus des gardiens d'un camp de la mort pour Rohingyas:

Et l'intellectuel islamiste Tariq Ramadan n'est pas en reste avec cette photo d'une catastrophe au Congo prétendument en Birmanie selon lui:

Certaines sont reprises par des agences de presse comme l'AFP qui a diffusé une vidéo de civils bouddhistes fuyant les combats entre l'armée birmane et les groupes islamistes armés en prétendant qu'il s'agissait de réfugiés rohingyas. L'AFP s'est ensuite excusée mais les deux phrases d'excuses n'ont guère été remarquées et le mal était fait.

Ce ne sont que quelques exemples. Des centaines d'autres photos à la légende détournée ou carrément truquées sont diffusées sur le net par le gouvernement turc, des associations islamistes fondamentalistes saoudiennes ou autres et des particuliers.

Cela jette un gros doute sur la véracité des informations qu'on nous donne sur ce qui se passe en Birmanie.

http://arretsurinfo.ch/le-president-turc-erdogan-et-les-photos-truquees-dun-soi-disant-genocide-en-birmanie/

En complément. Quelques articles.

Des Rohingyas musulmans refusent d'adhérer à l'Armée Rohingya - Par Nyein Nyein — 11 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/des-rohingyas-musulmans-refusent-dadherer-a-larmee-rohingya/

Rohingyas : idéologies et approche victimaire - Par Philippe Raggi — 14 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/rohingyas-ideologies-et-approche-victimaire/

La crise des réfugiés rohingya et le problème de l'objectivité - Par Gearóid Ó Colmáin — 16 septembre 2017

Le dernier des moines birmans - Par Fernand le Pic — 17 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/le-dernier-des-moines-birmans/

La déstabilisation du Myanmar: un plan américain pour créer un 'Rohingyaland', sorte de 'Kosovo' d'Asie du Sud-est - Par Andrew Korybko — 18 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/la-destabilisation-du-myanmar-un-plan-americain-pour-creer-un-rohingyaland-sorte-de-kosovo-dasie-du-sud-est/

Qui est responsable du « nettoyage ethnique » au Myanmar? - Par Gearóid Ó Colmáin — 30 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/qui-est-responsable-du-nettoyage-ethnique-au-myanmar/

Au Kosovo, on aime bien les terroristes « premier ministre » - Par Nikola Mirkovic — 10 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/la-crise-des-refugies-rohingya-et-le-probleme-de-lobjectivite/

Un "gangster" qui a commis des « crimes horribles, cruels et violents » Premier ministre avec la bénédiction de Washington et Berlin...

Après Hashim Thaçi, chef du mouvement terroriste UCK , « Premier ministre » de 2008 à 2014 et aujourd'hui « président » du Kosovo, le « Parlement » du Kosovo vient de désigner son nouveau « Premier ministre », lui aussi issu des rangs de l'UCK : Ramush Haradinaj.

Haradinaj est un Albanais né au Kosovo à Glodjane. Ex-videur de boîte de nuit devenu commandant de l'UCK en Métochie, il a terrorisé et tué Serbes, Roms et même Albanais fidèles à Belgrade pendant les années 1990. Haradinaj a été arrêté en France en début d'année suite à un mandat d'arrêt international déposé par la Serbie contre lui pour crimes de guerre. Un de ses frères menaça alors d'expulser tous les Serbes du Kosovo s'il n'était pas relâché et Haradinaj, dont le nom de guerre était « Rambo », fut libéré, ce qui n'est malheureusement pas une surprise car « Rambo » s'en sort toujours. Il a déjà été poursuivi deux fois par le Tribunal pénal international de La Haye et, deux fois, il a été acquitté. Le procureur du TPI, Carla del Ponte, avait pourtant déclaré que Haradinaj est un « gangster » qui a commis des « crimes horribles, cruels et violents » et qui « a du sang sur les mains ». Malgré cela, Haradinaj en sortit indemne.

Lors de ses procès, les hommes prêts à témoigner contre lui meurent souvent dans des conditions violentes, changent soudainement leurs versions ou retirent leur témoignage et ce, malgré la protection supposée de EULEX, qui dépend directement de l'Union européenne. Haradinaj a le bras long et la gâchette facile et il sait qu'il est protégé par Bruxelles et Washington. Lors d'une altercation avec la famille Musaj, une famille d'Albanais du Kosovo qui l'accuse d'avoir tué leur frère, la dispute se transforme en échange de tirs et « Rambo » est blessé. C'est alors l'armée américaine qui doit le récupérer et l'héliporter au camp de Bondsteel avant de l'exfiltrer en Allemagne pour le faire soigner. L'Oncle Sam prend soin de ses hommes de main.

http://arretsurinfo.ch/au-kosovo-on-aime-bien-les-terroristes-premier-ministre/

En complément.

L'Iran, la Grande-Bretagne, le pétrole et la CIA : 1953, Operation Ajax - Par Corinne Autey-Roussel — 13 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/liran-la-grande-bretagne-le-petrole-et-la-cia-1953-operation-ajax/

- Comprendre la crise coréenne grâce à l'histoire - Par William R.Polk — 14 septembre 2017

http://arretsurinfo.ch/comprendre-la-crise-coreenne-grace-a-lhistoire/

Etats-Unis. Quand le complexe militaro-industriel-financier est au pouvoir.

A propos de la junte... - Par Moon of Alabama — 25 août 2017

Selon une théorie politique des années 1950, La structure du pouvoir dans la société américaine repose principalement sur trois groupes d'élites, les hauts-gradés de l'armée, les dirigeants de grandes sociétés et les dirigeants politiques (par « direction politique » j'entends en fait la bureaucratie, la CIA et leurs forces par procuration du Congrès.)

Le jour de l'élection, j'ai noté que seuls les militaires avaient soutenu la campagne Tout sauf Hillary. Les deux autres angles du triangle, les multinationales et l'exécutif ont soutenu Hillary Clinton et ont continué à le faire même après la victoire de Trump. (Ce n'est que récemment que la propagande de la « collusion avec la Russie » a tout à coup cessé). J'ai écrit:

L'armée va exiger son dû et ce sera plus que les trois généraux qui sont maintenant au cabinet de Trump.

Cela s'est avéré juste. Une junte militaire dirige maintenant les États-Unis:

À la Maison Blanche, les généraux gèrent les interactions de Trump heure par heure et murmurent à son oreille – et ces murmures, comme pour la décision de cette semaine d'étendre les opérations militaires américaines en Afghanistan, deviennent souvent des décisions politiques.

Parmi les proches de Trump, il y a un trio chevronné de généraux qui ont l'expérience du commandement des champs de bataille: le chef d'état-major de la Maison Blanche, John F. Kelly, le secrétaire à la Défense Jim Mattis et le conseiller de sécurité nationale H. R. McMaster. Les trois hommes ont soigneusement cultivé des relations personnelles avec le président et ont gagné sa confiance.

Kelly, Mattis et McMaster ne sont pas les seules figures militaires qui servent à des niveaux élevés dans l'administration Trump. Le directeur de la CIA, Mike Pompeo, le procureur général Jeff Sessions, le secrétaire à l'énergie Rick Perry et le secrétaire à l'Intérieur, Ryan Zinke, ont servi dans plusieurs branches de l'armée, et Trump a récemment mis l'ancien général d'armée, Mark S. Inch, à la direction du Bureau fédéral des prisons. […] Le Conseil de sécurité nationale […] compte deux autres généraux parmi les cadres supérieurs.

Avec le licenciement du renégat Flynn et de divers autres conseillers de Trump, la Junte a déjà éliminé toutes les voix indépendantes de la Maison Blanche. Elle attache maintenant plus de fils à sa marionnette « chargée de la vente » pour la contrôler mieux encore:

Le nouveau système, décrit dans deux notes co-écrites par [les généraux] Kelly et Porter et distribuées aux membres du Cabinet et récemment au personnel de la Maison Blanche, vise à s'assurer que le président ne prendra connaissance d'aucun document de politique extérieure et intérieure, d'aucunes notes de service, rapports d'agence, ni même articles qui n'aient pas été validés.

Trump a un faible pour l'armée depuis qu'il a étudié dans une Académie militaire de New York pendant sa jeunesse.

Mais il n'aime pas être contrôlé. Je m'attends à ce qu'il se révolte un jour. Il se rendra alors compte qu'il est trop tard et qu'il est impuissant. Moon of Alabama — 25 août 2017

En complément

- Administration Trump : Tom Price, septième renvoi - Libération.fr

Le ministre américain de la Santé, Tom Price, a été contraint à la démission vendredi. Il rejoint une longue liste de collaborateurs écartés par Trump depuis son entrée à la Maison Blanche. Liberation.fr 1 octobre 2017

Ils osent tout...

- Réforme de l'ISF: "Le problème n'est pas qu'on ait trop de riches" (Bergé, LREM) - AFP

- Lienemann : "Le PS est sans ambiguïté dans l'opposition" - Franceinfo

- Edouard Philippe annonce un nouveau plan contre l'antisémitisme, "bête immonde" - AFP

- Loi antiterroriste SOS Racisme dénonce le «délit au faciès» ouvert par l'article 10 - Liberation.fr

Vive la guerre !

- "Le monde réarme": Philippe justifie les hausses à venir du budget de la Défense - L'Express.fr

En déplacement sur la base navale de Toulon, le Premier ministre a affirmé que "la parenthèse enchantée des dividendes de la paix est refermée".

- Bayrou se pose en défenseur «d'une exigence de justice sociale» - Liberation.fr

A l'occasion de l'université de son parti, il a réaffirmé son soutien au président. Liberation.fr

- Wauquiez attaque Macron et «les élites qui prétendent dicter leur loi» - LeFigaro.fr

- "La peau sur les os": les enfants Rohingyas menacés par la malnutrition - AFP

- Ouest de la Birmanie: l'ONU fait état d'une "souffrance humaine inimaginable" - AFP

- Encore 20 jours de prison pour Navalny, un cadeau pour Poutine ? - euronews

Fabrication du consentement.

- Sondage: confiance en hausse pour Macron et Philippe - AFP

La cote de confiance d'Emmanuel Macron (49%, "3 points) et celle d'Edouard Philippe (48%, "4) se redressent en septembre par rapport à août, selon un sondage Harris Interactive diffusé lundi. AFP 03.09

Conclusion : Plus le chômage et les dividendes des actionnaires du CAC40 augmentent, plus Macron et Philippe gagnent en popularité... Vous en déduisez quoi ? Je n'ose pas vous dire ce que je pense, vous en seriez choqués...

Haut de page

Le 4 octobre 2017

CAUSERIE

Je n'ai pas encore consulté les infos d'hier, j'ai consacré ma matinée à écrire la contribution suivante qui constitue un complément à la causerie de la veille.

Pour alléger le volume de la page d'accueil j'ai retiré les causeries de juillet juqu'à fin septembre, je les archiverai ce soir.

Einstein a posé une question en rapport avec l'instauration et le développement rapide d'une caste bureaucratique parasitaire à l'intérieur du nouvel Etat ouvrier en Russie dans les années qui ont suivi la fin de la guerre civile, et à laquelle nous n'avons jamais répondu à ma connaissance :

- "*comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepoids démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?*"

Quelques remarques.

On aura constaté qu'Einstein ne remit pas en cause la stratégie qui avait été adoptée par le parti bolchevik (ou communiste), et qui permit de mener à son terme le processus révolutionnaire tout en portant ce parti au pouvoir.

Il concevait qu'il était inévitable que le parti qui avait lutté résolument pour renverser le régime en place et s'attaquer aux fondements du capitalisme, concentre le pouvoir politique et économique entre ses mains une fois la victoire de la révolution devenue une réalité.

Il avait compris qu'un Etat quel qu'il soit ne pouvait pas fonctionner sans bureaucratie, tout comme n'importe quel parti politique par ailleurs. La question ensuite qui restait à résoudre, était de savoir comment il serait possible de la contrôler démocratiquement, afin d'éviter qu'elle ne se transforme pas en un instrument d'oppression tournée contre le peuple. Dit autrement, comment faire pour que la bureaucratie soit ou demeure l'expression de la démocratie, et ne se transforme pas en son contraire en rompant avec

le mandat qui lui avait été confié par le peuple travailleur.

De nos jours, quand on observe la servilité dont font preuve en général les travailleurs et plus particulièrement les fonctionnaires face à leurs patrons ou à l'Etat des capitalistes, de quelle manière ils sont prêts à justifier les sacrifices qui leur sont imposés, tout comme les inégalités, les injustices et les guerres impérialistes du moment que leur mode de vie est préservé, bien qu'ils soient plus évolués qu'au début ou au milieu du XXe siècle, on est en droit d'en déduire que nombreux ou la majorité d'entre eux seraient prêts à se faire les instruments aveugles d'une dictature bureaucratique ou à s'en accommoder dès lors qu'elle leur consentirait des privilèges ou leur accorderait un statut supérieur au reste des travailleurs.

Ce constat va peut-être déclencher une salve de consternations chez les ouvriéristes. Nous leur répondrons que les marxistes n'avaient pas hésité à le faire à leur époque, sans complaisance et parfois même dans des termes d'une extrême violence qui sont inutiles ici. Pour prendre l'exemple le plus parlant ou le plus cru de manière à éviter tout équivoque, s'ils avaient à l'esprit l'Allemagne et le prolétariat de la fin des années 10 et du début des années 20, et ceux des années 30-40, peut-être comprendraient-ils quelque chose à la nature humaine et à la lutte des classes qui sont capables du meilleur comme du pire, pour définir les tâches que l'avant-garde doit se fixer pour aider les masses à avancer vers le socialisme.

Revenons à notre sujet.

Les travailleurs ne peuvent exercer un contrôle démocratique sur les institutions ou l'Etat pour empêcher leur dérive dictatoriale, qu'à partir du moment où ils auront atteint un certain niveau intellectuel et de conscience politique. Prétendre qu'il suffirait que la démocratie soit effective ou réalisée pour que chacun y participe, ne veut strictement rien dire. Des millions de travailleurs ont un jour ou une multitude de fois participé à des actions de classe sans pour autant que leur conscience politique progresse, donc qu'on arrête de nous raconter des histoires à dormir debout. Imaginer en étant animés de bonnes intentions qu'il suffirait que le parti au pouvoir, le gouvernement mettent la démocratie à la portée des travailleurs pour qu'ils s'en saisissent, c'est se leurrer ou se faire de graves illusions, car tout dépendrait du niveau de conscience qu'ils auraient atteint au début de la révolution, sans pour autant que l'inertie de l'histoire cesse de les tirer en arrière ou qu'ils se défassent du mode de pensée profondément ancré en eux...

Ne vous est-il pas venu un jour à l'esprit qu'un gouvernement révolutionnaire et socialiste pourrait prendre des mesures qu'un grand nombre de travailleurs rejetteraient ou qualifieraient d'antidémocratiques, parce qu'ils ne comprendraient pas qu'il soit impossible de faire autrement dans un contexte donné ?

Non seulement les travailleurs sont très hétérogènes sur le plan de leur statut social ou de leur condition dans la société, mais en plus, ils sont plus ou moins arriérés ou évolués au sein de toutes leurs couches, par travailleurs j'entends du cantonnier au médecin. Il est donc très difficile, voire impossible de définir un discours qui serait accessible à chacun d'entre eux en partant de ces facteurs, que nous prendrons en considération à un autre moment. Il ne nous reste plus que la logique, le matérialisme dialectique, en prenant pour base ou support les faits et l'enchaînement des faits, leurs rapports, l'orientation qui s'en dégage, etc. pour que la situation devienne claire et compréhensible à tous.

Les travailleurs manquent cruellement de logique, ils ne cessent d'en faire la démonstration quotidiennement, par exemple en justifiant l'existence des riches, ils cautionnent l'existence des pauvres, c'est assurément le meilleur moyen de le rester. Par milliers on pourrait multiplier cet exemple qui traduit leurs faiblesses. Ne pas en prendre conscience lors d'une révolution lui serait fatale, et ne pas en prendre conscience plus tôt constitue un obstacle pour avancer sur la voie du socialisme.

On vient d'apprendre que les entreprises du CAC 40 avaient réalisé 52 milliards d'€ de bénéfices sur le premier semestre 2017, sans que cela ne fasse l'objet d'une quelconque réaction, pendant qu'ils rognent les APL de 5€ à des millions de travailleurs pour économiser quelques centaines de millions d'euros qui viendront grossir le budget de la Défense par exemple, ou compenseront en partie les baisses d'impôts consenties par le gouvernement aux plus fortunés. Quand on s'accommode d'une politique qui est la négation de nos droits, on signifie par là qu'on a abdiqué nos droits ou qu'on n'a pas acquis la conscience de leur légitimité, cela démontre qu'on n'est pas prêt pour exercer la démocratie.

On dit beaucoup de mal de Mélenchon et nous l'assumons, en revanche il faut admettre qu'il a raison au moins sur un point, à savoir qu'il faut tout faire pour élever le niveau de conscience (et d'organisation) des travailleurs, non pas pour réformer le capitalisme puisque c'est impossible ou au profit des classes moyennes, mais dans la perspective de le renverser.

Les dirigeants et les militants de l'avant-garde considèrent qu'élever le niveau de conscience politique des travailleurs ne serait pas une priorité ou une tâche qu'ils doivent se fixer, ils considèrent que ce serait un facteur négligeable ou secondaire, contrairement à Trotsky qui avait expliqué le contraire après avoir constaté que c'était le principal facteur qui avait été à l'origine de la dégénérescence de la révolution et du parti bolchevique, de la défaite de toutes les révolutions après celle de la Russie en 1917, de l'essor et du triomphe du stalinisme. A croire qu'ils n'en ont retenu aucun enseignement ou qu'ils sont passés à côté du principal, avec la nécessité de construire un parti et une internationale sur le modèle du parti bolchevik, puisque c'est seulement à l'échelle mondiale que le socialisme pourra l'emporter sur le capitalisme.

Il existe des facteurs contradictoires dans la situation actuelle, à nous de savoir les exploiter pour les orienter dans la bonne direction. Chacun convient que la situation est devenue délétère, nauséabonde, insupportable. D'un côté les travailleurs se sont embourgeoisés, pas forcément sur le plan matériel, mais sur le plan idéologique, d'un autre côté ils sont suffisamment évolués pour comprendre que leur inaction, leur passivité ou leur neutralité face au régime ne peut que contribuer à la détérioration de leur sort et à renforcer Macron et son gouvernement minoritaire et illégitime, qui prépare une nouvelle offensive contre leurs droits fondamentaux.

On doit donc leur tenir un discours axé à la fois sur la légitimité de leurs besoins ou aspirations, en refusant à quiconque le droit de remettre en cause l'ensemble de leurs acquis sociaux, et la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions qui sont exclusivement à son service, en démontant pièce par pièce la propagande officielle qui est destinée à les induire en erreur, à les conditionner afin qu'ils abdiquent leurs droits parfaitement légitimes au profit de ceux des capitalistes, qu'ils acceptent indéfiniment de nouveaux sacrifices, en leur expliquant qu'ils sont ou qu'ils détiennent la solution à la crise du capitalisme, pour peu qu'ils prennent conscience que c'est en se tenant à l'écart de tout engagement politique qu'ils creusent leur propre tombe ou sont voués aux pires souffrances dans l'avenir.

La fatalité, s'il devait en exister une, elle serait le produit de leur incapacité à prendre conscience que la situation recèle des contradictions d'où ressort deux orientations opposées de la société, dont l'une peut permettre de mettre fin au capitalisme et un terme à tous leurs maux, dès lors qu'ils s'organisent pour que ces objectifs se réalisent.

On ne peut pas vouloir à la fois une chose et son contraire, à un moment donné il faut trancher ou choisir. Soit on s'en tient à ses droits et on déclare que ceux des capitalistes sont illégitimes, soit on estime que ceux des capitalistes sont légitimes et dans ce cas on abdique nos droits, on se soumet, on accepte de vivre dans une société qui nous traite pire que des esclaves.

En toute logique, les travailleurs doivent s'organiser dans le ou les partis qui combattent quotidiennement pour en finir avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions nationales, européennes, internationales. Ils doivent se détourner de tous ceux qui s'en accommodent et leur mentent sur leurs réelles intentions. Et si pour une raison ou une autre ils ne sont pas en mesure de rejoindre un tel parti ouvrier, qu'ils rompent avec les institutions et le soutiennent en suivant ou en participant à son intervention dans la lutte des classes, qu'ils en deviennent des sympatisans ou qu'ils s'organisent dans les structures plus souples que ce ou ces partis ont créées.

Leur sort et celui de la société est entre leurs mains, à eux de saisir l'occasion qui leur est fournie de rompre avec un mode de pensée et un comportement qui leur ont été inculqués par les tenants du capitalisme pour les maintenir dans la servitude. Ils pourront ainsi se donner un idéal dont ils pourront être fiers, et donner un sens à leur vie

Absolument tout nous est imposé dans cette société sans qu'on ait notre mot à dire, et quand on nous demande notre avis, on n'en tient pas compte. On ne vit donc pas dans une société démocratique.

C'est de là qu'il faut partir, qui décide, qui est légitime pour décider de l'orientation de la société.

Est-il légitime qu'il y en aie qui se goinffrent tandis que d'autres crèvent de faim ? Est-il légitime que certains habitent dans des villas cossues ou des palaces et d'autres dorment dans la rue ? Est-il légitime que ceux qui ne produisent aucune richesse accumulent des fortunes colossales, tandis que ceux qui travaillent peinent à joindre les deux bouts ? Est-il légitime que certains soient rentiers et riches, et d'autres au chômage et miséreux ?

On a tout dit là. Alors stop ou encore ? Si on ne dit pas stop, il ne faut pas venir se plaindre d'être mal traité ou de faire face à une multitude de difficultés sans jamais en voir le bout. C'est une question, non pas de bon sens, mais de logique élémentaire, ce qui fait le plus défaut aux travailleurs et à un grand nombre de militants.

Si maintenant on refuse de partir du b.a.-ba, comment voulez-vous ensuite que les travailleurs vous suivent ou progressent ? C'est comme si avant d'avoir appris à lire, on mettait entre les mains d'une personne un traité de philosophie, et qu'on s'étonne qu'elle n'y comprenne rien. Au lieu de conclure qu'elle aurait un problème, on ferait mieux d'admettre que c'est nous qui avons un grave problème à résoudre pour avoir entrepris une telle démarche. Avant de se mettre à la place des travailleurs ou de parler en leur nom, on ferait bien de commencer par apprendre à les connaître.

Si les rapports sociaux sont déterminés par le mode de production et la place qu'y occupent les différents acteurs sociaux, ils ne se réduisent pas qu'à ce seul facteur. Pourquoi ? Parce qu'il a donné naissance à une multitude de représentations idéologiques (politiques, juridiques et autres) qui paraissent indépendantes ou évoluer indépendamment des rapports établis entre les classes, alors qu'en réalité elles y puisent leur origine. Les travailleurs en ont une perception faussée qu'il s'agit de rectifier, pour qu'ils cessent d'en subir l'influence ou les cautionnent, puisque par leur nature de classe, dès l'origine ces représentations idéologiques n'étaient pas destinées à concourir à leur bien-être, mais uniquement à perpétuer aux différentes époques l'existence du système économique en vigueur ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'ils doivent abolir pour conquérir leur liberté.

Voici ce qu'en disait Engels en 1893, et ce qui vaut pour les intellectuels est valable pour la plupart des gens comme il le précise :

- "*L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute avec conscience, mais avec une conscience fausse. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique. Aussi s'imagine-t-il des forces motrices fausses ou apparentes. Du fait que c'est un processus intellectuel, il en déduit et le contenu et la forme de la pensée pure, que ce soit de sa propre pensée ou de celle de ses prédécesseurs. Il a exclusivement affaire aux matériaux intellectuels ; sans y regarder de plus près, il considère que ces matériaux proviennent de la pensée et ne s'occupe pas de rechercher s'ils ont quelque autre origine plus lointaine et indépendante de la pensée. Cette façon de procéder est pour lui l'évidence même, car tout acte humain se réalisant par l'intermédiaire de la pensée lui apparaît en dernière instance fondé également sur la pensée. (...)*

C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens. (...)

A cela se lie également cette idée stupide des idéologues : comme nous refusons aux diverses sphères idéologiques qui jouent un rôle dans l'histoire, un développement historique indépendant, nous leur refusons aussi toute efficacité historique. C'est partir d'une conception banale, non dialectique de la cause et de l'effet comme de pôles opposés l'un à l'autre de façon rigide, de l'ignorance absolue de l'action réciproque. Le fait qu'un facteur historique, dès qu'il est engendré finalement par d'autres faits économiques, réagit aussi à son tour et peut réagir sur son milieu et même sur ses propres causes, ces messieurs l'oublient souvent tout à fait à dessein."

Les médias, les instituts de sondages, la publicité, le cinéma, le théâtre, la littérature, la chanson populaire, les religions, les philosophies, les partis politiques, les ONG, les thinks tank, les institutions, etc, tous sont des "facteurs historiques" en liaison avec des "faits économiques", et ils ont une influence sur l'ensemble de ces facteurs, de la société, y compris leurs causes, mais étrangement voyez-vous,ils n'en auraient pas sur l'état d'esprit ou le comportement des travailleurs selon certains militants et leurs dirigeants ; il n'était pas exagéré d'affirmer que décidément nous ne vivions pas dans le même monde, vous l'admettrez, passons.

Mes détracteurs en sont restés à la conception de la lutte de classe qui prévalait au début du XXe siècle, et qui présentait bien des carences que l'on n'a jamais essayé de combler depuis. On pourrait admettre que c'était impossible ou inévitable autrefois du fait du degré d'arriération des travailleurs, mais depuis ils ont évolué, la société également, et elle a donnée naissance à de nouvelles représentations idéologiques qui poursuivent le même objectif, dès lors qu'elles puisent à la même source et servent les mêmes intérêts, pas ceux des travailleurs évidemment, et même s'ils parviennent parfois à s'en saisir pour obtenir certains avantages, jamais elles ne rompront le lien qui les relient à leur origine ou au point de renier leur nature de classe.

En guise d'épilogue pour se détendre un peu.

J'ai téléchargé plus de 550 films principalement de réalisateurs français et datant des années 30 à 60. J'en regarde 4 ou 5 par semaine, le soir uniquement. Depuis je suis passé par plusieurs stades, de l'enthousiasme à l'écoeurement, au point qu'aujourd'hui, une fois la projection terminée, je n'en fais plus qu'une analyse ou un résumé sociologique ou politique qui tient en quelques phrases, tant ils étaient bourrés de clichés ou de propagande facilement repérable, et qui finalement tendait à se répéter sans fin pour gaver le peuple jusqu'à la gueule, d'où la nausée que j'ai fini par ressentir à la longue.

Si je prends encore du plaisir à les regarder, c'est parce qu'ils sont susceptibles de me rappeler mon enfance ou les années qui l'ont précédée et dont je n'ai plus aucun souvenir. Mais aussi par curiosité, pour essayer de ressentir ce que devaient éprouver les travailleurs à ces différentes époques en les regardant, en liaison avec la situation politique que je connais davantage pour mieux la comprendre encore. Ce qui m'indispose le plus, c'est le jeu des acteurs qui figuraient en haut de l'affiche, parce qu'ils surjouaient leur propre personnage jusqu'à l'outrance et au-delà du ridicule au détriment du personnage qu'ils étaient censés interpréter, un peu comme si les spectateurs ne venaient pas voir un film ou entendre une histoire, mais uniquement des acteurs, des stars qui ont tourné dans un grand nombre de navets, tant les scénarios étaient maigres ou insignifiants.

Mais je dois avouer aussi que le cinéma ne m'a jamais vraiment intéressé, pour reproduire ce que je vivais et que je ne supportais déjà pas, je ne voyais pas où était l'intérêt d'en rajouter franchement. Cela dit, cela permet de faire abstraction de son quotidien quand on se replonge dans une autre époque. On se rend compte de ce qui a changé ou non dans la société, ce qui n'est pas sans intérêt pour le coup.

Je ne regarde jamais de films de guerre, celles d'aujourd'hui me suffisent amplement. Je préfère les documentaires qui sont tout autant orientés mais qui présentent l'avantage de montrer certains aspects de la réalité et non des décors fabriqués. J'ai toujours préféré l'original à la copie ou les maîtres à leurs disciples. Et il ne me viendrait pas à l'idée de regarder un film de notre époque ou des années 90 ou 2000, je les ai vécues et je les ai en mémoire, je ne tiens pas à les revivre, merci bien, je me contenterai du présent où je puise mon imagination pour préparer l'avenir...

De la même manière, j'ai en horreur la littérature de la seconde moitié du XXe siècle, hormis les surréalistes qui se résument à

André Breton. Idem pour les arts en général, sauf la musique bien sûr, de préférence sans parole ou dans une langue que je ne comprends pas, je ne supporte pas la chanson populaire, pas même Brassens, Ferré ou Brel, les contes à l'eau de rose ou destinés à se donner bonne conscience, ce n'est pas mon truc, ma propre existence au quotidien et celle de mes proches est suffisamment riche en émotions, pour que je n'éprouve pas le besoin d'aller en pêcher ailleurs, là aussi j'ai ma dose !

Je pourrais pratiquement en dire autant de la littérature en vieillissant. L'intérêt que j'y portais autrefois s'est déporté ou s'est affiné, je ne sais pas si on peut dire les choses ainsi, de sorte que c'est la manière dont l'auteur a construit son histoire qui présente encore un intérêt sur le plan historique et psychologique, ce qui nécessite de bien le situer dans son époque ainsi que son ouvrage. C'est ce que j'avais beaucoup apprécié quand j'avais enseigné au lycée français de Pondichéry, et je crois que cela avait passionné mes élèves.

La réalité est suffisamment riche et complexe en expériences pour alimenter notre imagination, pour qu'on n'ait pas besoin de recourir à des fictions pour se la représenter ou inventer je ne sais quelle stratégie politique qui n'aura qu'un rapport lointain avec elle. Et si la réalité ne se réduit pas au présent, on ne peut pas ou on ne doit pas forcément la traduire en employant les instruments qui appartiennent à un passé définivement révolu.

La nostalgie n'est pas bonne conseillère, elle est souvent trompeuse, et ne conduit qu'à des désillusions douloureuses qu'on a déjà eu l'occasion de ressasser mille fois ou à refaire le monde et notre vie, signe qu'on n'y a pas compris grand chose, ce qui est plutôt démoralisant. Mais si cela peut aider à en prendre conscience, pourquoi pas, chacun emprunte un chemin différent pour progresser, et loin de moi l'idée d'en dicter un à suivre, surtout au regard de mon parcours atypique qu'on me reproche suffisamment comme cela.

Ce serait intéressant que les militants proposent des solutions aux problèmes soulevés par Einstein, pour qu'on puisse en discuter tranquillement, librement, fraternellement si c'est encore possible, à son époque c'était impossible. L'air de rien, cela fait partie de la défense du marxisme et du socialisme, avis à ceux qui y tiennent vraiment, leurs contributions seront les bienvenues.

Haut de page

Le 5 octobre 2017

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter les infos d'hier. Les causeries de juillet à fin septembre sont disponibles au format pdf si cela vous intéresse. Apparemment nous n'aurons pas d'électricité toute la journée, donc service minimum, il est déjà 12h05.

De nos jours, la quasi-totalité des évènements qui se produisent dans le monde font l'objet intentionnellement d'une interprétation officielle frauduleuse qui relève de la propagande relayée par les médias-oligarchiques, qui consiste à manipuler les faits ou à instrumentaliser les différents acteurs qui y participent, de sorte que les peuples partagent cette interprétation, de manière à ce que leurs auteurs ou commanditaires puissent agir à leur guise ou commettre leurs forfaits contre les peuples en toute impunité, atteindre leurs objectifs politiques inavouables puisqu'ils sont tournés contre les intérêts de tous les peuples sans exception.

Comment fonctionne ce mécanisme ?

Cette interprétation frauduleuse va comporter inévitablement des contradictions qui vont apparaître au grand jour plus ou moins rapidement, ce dont leurs auteurs ont parfaitement conscience dès le départ sans que cela les gêne plus que cela. Bien au contraire, parce qu'ils vont s'en servir pour dresser les partisans de leur interprétation contre ceux qui la contestent, mieux, un grand nombre d'acteurs politiques parmi leurs plus zélés serviteurs vont s'en charger à leur place, ce qui contribuera à créer un climat d'affrontement et de confusion permanent, autrement dit, ils seront parvenus à créer une situation inextricable où plus personne ne sera en mesure de penser quoi que ce soit de tel ou tel évènement, ce qui leur laissera les mains libres pour agir selon leur plan et la boucle sera bouclée. On peut en conclure que toute contestation de leur interprétation se verra réduite à l'impuissance ou demeurera sans conséquence quel que soit par ailleurs l'accueil qu'elle aura reçu de la part de la population.

Il en était déjà de même hier ou les gouvernants manipulaient déjà les faits, mais ce qui a changé, c'est que contrairement à autrefois ils n'accordent plus la parole à ceux qui contestent leur version, ils les chassent des médias ou leur en interdisent l'accès. En revanche, quand ils s'aperçoivent que des révélations prennent trop d'ampleur, pour ne pas perdre la main, ils se chargent eux-mêmes par l'intermédiaires des médias de critiquer leur propre interprétation en mêlant soigneusement à leurs contrevérités quelques vérités pour donner un aspect plausible à leur récit frelaté, inspirer la confiance, de manière à ce que les lecteurs, téléspectateurs ou auditeurs aient l'impression trompeuse qu'ils ont à faire à la réalité, alors qu'en fait ils se font manipuler une fois de plus, puisqu'ils concluent généralement leur récit par une formule sibyline qui les laissera sur leur faim ou leur inspirera le doute.

Ils auront ainsi atteint leur objectif, qui était d'empêcher que la population parvienne à se forger des convictions contraires à leurs intérêts (des dominants) ou qu'elle y voit plus claire dans la situation, et surtout qu'elle ne puisse pas s'en servir par suite contre le régime, pendant que leurs véritables intentions demeureront obscures au plus grand nombre, qui sera conduit à adopter une attitude passive ou neutre.

Leur technique de conditionnement des masses est plus complexe ou élaborée qu'elle n'y paraît au premier abord... Dénoncer les mensonges des médias à longueur de temps ne sert à rien, si on ne prends pas la peine d'expliquer les différents mécanismes auxquels ils recourent, et qui leur permettent de donner l'illusion qu'ils incarneraient la démocratie ou continuer de se réclamer de la liberté d'expression, alors qu'ils les piétinent allègrement de manière systématique. Cela permet au passage de redorer leur blason auprès des esprits faibles, ils sont légions. Leur but étant de conserver le contrôle des esprits pour la suite de la lutte de classes, puisque c'est de cela dont il s'agit.

Les travailleurs et les militants prennent position pour ou contre tel ou tel référendum, en faveur ou non de tel ou tel protagoniste dans une guerre ou une guerre civile, ils sont partagés sur la politique ou les mesures qui sont adoptées par le gouvernement, hormis celles qui sont ciblés ouvertement contre les travailleurs, pour tout le reste c'est la division et confusion la plus totale qui règne.

Après avoir étudié les questions kurdes et catanes, je me prononce contre les deux référendums, le premier parce qu'il a été précédé par une épuration éthnique, qui plus est les millions de Kurdes concernés qui vivent en Turquie et en Iran n'ont pas été consultés, ensuite, il participe de la balkanisation ou au démantèlement de la Syrie et de l'Irak, et pour le second, parce qu'il s'inscrit dans le cadre des euro-régions défini par l'UE. Ils existent d'autres faits ou arguments pour étayer ces positions.

Je condamne la déstabilisation en cours du Myanmar (et de sa région) par l'impérialisme Américain flanqué de ses alliés habituels, comme je condamne l'instrumentalisation politique de l'exode des Rohingya, je ne participerai à aucune campagne sur ce plan-là.

De manière générale, je ne participe à aucune campagne initiée par les représentants des impérialistes qui sont uniquement destinée à diviser et opposer les peuples ou leurs différentes couches exploitées ou opprimées, à déstabiliser des Etats afin que l'oligarchie anglo-saxonne atteignent les objectifs économiques ou politiques qu'elle s'est fixée.

Je pars du fait ou du principe que les différents impérialistes et leurs représentants ne peuvent adopter une politique ou des mesures en faveur des peuples exploités ou opprimés, et qu'en conséquence on doit les combattre systématiquement et farouchement sans leur céder la moindre concession, même lorsqu'elles se présentent sous un faux jour progressiste, en aucun cas on ne doit donner l'impression aux travailleurs ou aux militants qu'on en serait les complices en leur laissant le champ libre ou en gardant le silence sur leurs véritables intentions.

C'est seulement en procédant ainsi qu'on demeure strictement sur notre terrain de classe, et qu'on peut être digne des idées ou de l'idéal qu'on prétend défendre ou représenter. Que ces positions soient à contre-courants de celles adoptées par la majorité du mouvement ouvrier ou de la population, ne nous impressionne pas ou ne nous fera pas fléchir, car cela signifie simplement qu'ils sont sous l'influence de la propagande de la réaction. J'ignore si un ou des partis, des courants du mouvement ouvrier partagent mes positions, il semblerait que non à ma connaissance, pour verser dans un épouvantable dogmatisme antédiluvien qui les aveugle et les amène dans certains cas à combattre au côté de nos ennemis de classe.

Quoiqu'il en soit, si j'ai un conseil à donner aux lecteurs, c'est de lire un maximum d'articles de sources diverses sur une question avant d'adopter une quelconque position. Et pour ne rien changer à mes habitudes, je ne les appelle pas à partager les miennes. C'est à eux de se forger librement des convictions à partir des éléments en leur possession, à partir des faits, de tous les faits et non pas seulement ceux minutieusement sélectionnés par les uns ou les autres.

On peut facilement se faire manipuler à nos dépens, parfois par excès d'enthousiasme communicatif (Grexit, Grèce, Tunisie, etc. ce qui ne fut pas mon cas je précise), en adoptant des positions sur des bases pourries ou faussées qu'on ne veut pas voir ou prendre en considération, qui auront de graves conséquences politiques par la suite, qui consisteront à les justifier en s'écartant toujours plus de la réalité et finir par ne plus rien comprendre à la situation et nous condamnera à l'impuissance, à la démoralisation... A suivre.

Pour alimenter la discussion, je vous propose un article qui constitue en quelque sorte un verdict sans appel de l'Union européenne, sans forcément partager les orientations de son auteur.

- L'Union européenne s'attaque à la liberté de choix par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 02.09

Jadis les choses étaient simples : on organisait un vote pour connaître la volonté des citoyens et on appliquait le résultat. Du coup, des générations se sont battues pour obtenir ce droit d'expression. Aujourd'hui, il en va tout autrement avec l'Union européenne : le vote ne doit comporter aucun risque ou être interdit. C'est juste un moyen de donner une apparence populaire à ce que Bruxelles a préalablement décidé ou le scrutin ne doit pas avoir lieu.

De nombreux acteurs politiques sont hypocrites, tenant des propos publics dans un sens et agissant en sous-main dans l'autre sens. Cette duplicité peut être légitime et habile dans des situations conflictuelles si ces acteurs politiques défendent des intérêts ou des principes précis. Elle est insupportable lorsque ces acteurs ne varient pas simplement dans leurs apparences, mais aussi sur le fond.

Depuis trente ans, l'Union européenne est passée d'une institution prévisible à une bureaucratie défendant des intérêts mouvants et obscurs. Depuis trois ans, elle piétine avec constance les idéaux dont elle se réclame. En voici cinq exemples :

- En 2005, les Français et les Néerlandais votèrent contre le Traité établissant une constitution pour l'Europe.

L'Union européenne stoppa alors les référendums prévus au Danemark, en Irlande, en Pologne, au Portugal, en République tchèque et au Royaume-Uni. Puis, en 2007, elle modifia quelques éléments de pure forme du Traité et le fit adopter par le Conseil européen sous le nom de Traité de Lisbonne.

Par obligation constitutionnelle, un référendum fut cependant organisé en Irlande où la population rejeta le Traité. La Commission européenne déclara que le texte avait été mal compris et, sans aucune modification de celui-ci, obtint que les Irlandais se prononcent une seconde fois, en 2008. Ils l'approuvèrent alors.

- En 2014, un pays d'Europe orientale a été victime d'un coup d'État qui mit au pouvoir des nazis assumés. Plusieurs régions de cet pays se sont soulevées pour rétablir la légitimité constitutionnelle. L'une d'entre elles a organisé un référendum pour rompre avec l'État central et s'intégrer dans un État fédéral démocratique dont elle avait fait partie par le passé.

L'Union européenne a choisi de soutenir le coup d'État et le nouveau gouvernement, nazis inclus. Elle a pourtant dénoncé le caractère selon elle anti-constitutionnel du référendum et a pris des mesures de rétorsion économique contre l'État qui avait accepté d'intégrer cette région rebelle.

Ce faisant, l'Union européenne a soutenu publiquement des nazis assumés, s'est appuyée sur une légalité que leur coup d'État avait abrogé, a fait passer cette légalité devant la légitimité des gouvernants, et a déclaré une guerre économique à un État qui n'était pas d'accord avec elle.

- Trois mois plus tard, en juin 2014, l'Union européenne a interdit la tenue d'un scrutin présidentiel dans les consulats d'un pays étranger.

Ce faisant, elle a violé de manière flagrante la Convention de Vienne.

Considérant que le vainqueur possible de cette élection ne devait présider ce pays, elle a refusé à l'avance de reconnaître ce scrutin qui s'est cependant tenu dans le pays donné et dans tous ses consulats situés hors de l'Union.

Lorsque les résultats ont été annoncés, la totalité des ambassades étrangères présentes dans ce pays —y compris celles de membres de l'Union— a assuré que ce vote s'était déroulé de manière loyale et sincère. Mais l'Union européenne a maintenu son refus de le reconnaître.

- Trois ans plus tard, en septembre 2017, un clan qui exerce le pouvoir sans mandat électoral dans une région du Moyen-Orient et sur des champs pétroliers voisins qu'il occupe illégalement a organisé unilatéralement un référendum d'indépendance. Non sans avoir d'abord expulsé les habitants des zones qu'il avait conquises.

L'Union européenne a considéré que l'instabilité dans cette partie du monde rendait impossible la tenue d'une élection présidentielle, mais possible celle d'un référendum d'indépendance. Elle a déclaré que celui-ci était légitime, mais que le moment n'était pas approprié.

- Quelques jours plus tard, au sein même de l'Union, un gouvernement régional a organisé unilatéralement un référendum d'indépendance pour s'accaparer les richesses dont il jouit.

L'Union, qui avait largement subventionné les associations indépendantistes, n'a pas souhaité se prononcer sur ce référendum qui —à la différence de la Justice en Pologne et en Hongrie— constitue selon elle une question intérieure d'un pays membre.

Lorsque le gouvernement de cet État a fait un usage anti-constitutionnel de la force pour empêcher la tenue de ce référendum lui aussi anti-constitutionnel, l'Union européenne n'a pas réagi à ce comportement de force d'occupation.

- Mettant à part nos sentiments personnels vis-à-vis des Français et des Néerlandais, des Irlandais, des Ukrainiens criméens,

des Syriens, des Irakiens kurdes et des Espagnols catalans, dans aucun de ces cas, l'Union européenne n'a cherché à connaître et à respecter le choix des citoyens. Elle n'a pas non plus fait preuve de logique sur le fond.

(Source : « L'Union européenne s'attaque à la liberté de choix », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 octobre 2017, www.voltairenet.org/article198129.html)

Elle a sauvé l'essentiel en s'en tenant au fond en présence d'un grand nombre de contradictions qui lui échappaient et qu'elle devait gérer au mieux, ce qui peut tenir lieu de logique.

Quand un Président de la République est réactionnaire, Hollande par exemple, et propose par exemple des mesures (en faveur de certaines minorités) qui se situent sur le terrain traditionnel de ce qu'ils appelaient la gauche, et qu'au même moment il adopte une politique ouvertement antisociale, de droite ou réactionnaire contre l'ensemble des travailleurs, là aussi on pouvait considérer au premier abord qu'il n'avait pas fait "preuve de logique sur le fond", assurément, dès lors qu'on ne discernait pas que les premières relevaient d'une tactique et la seconde d'une stratégie, et qu'on n'avait pas à l'esprit que la tactique doit toujours être subordonnée à la stratégie, et dans ce cas il était impossible de discerner pas finalement la "logique sur le fond" avait bien été respectée.

Quand une tactique est employée dans un but stratégique par notre ennemi, il est pratiquement impossible de s'en saisir pour l'orienter dans une autre direction, on en devient fatalement le complice. Voyez où en est rendu le NPA par exemple. Il ne nous reste plus qu'à nous en détourner en dénonçant ses véritables intentions, ce qui permet de rester sur notre propre terrain de classe et de demeurer fidèle au socialisme, de nous axer sur l'essentiel, au lieu d'aller emprunter celui de notre ennemi.

Quel que soit le contenu de la tactique employée par notre ennemi, on doit la combattre, contrairement à ce que pensent les opportunistes qui estiment que ce serait s'éparpiller ou une perte de temps, parce qu'elle a été conçue pour tromper les masses, généralement pour les diviser, les endormir. Il paraît que cela n'aurait aucune incidence sur leur état d'esprit ou leur comportement ! Et le plus fort, c'est que ces opportunistes sont les premiers à réclamer à cors et à cri l'unité ! Il y a ainsi des militants qui veulent toujours avoir raison, même lorsque les faits ou la logique la plus élémentaire preuvent le contraire, que voulez-vous !

Haut de page

Le 8 octobre 2017

CAUSERIE

On est dimanche et c'est le seul jour de repos de ma compagne, aussi j'ai bouclé rapidement cette causerie pour y consacrer un peu de temps.

Une petite histoire indienne pour se détendre, mais pas seulement.

Je rappelle que Selvi (47 ans) avec laquelle je vis depuis trois ans et demi, a été mariée de force à l'âge de 12 ans à un homme alcoolique d'une vingtaine d'années, qu'elle accouchera de son premier enfant à 14 ans et que son époux la frappera, l'attachera avant de la violer pendant 10 ans. Par chance son épouvantable cauchemar prendra fin au bout de ces dix ans, quand son époux sera emportée par une cirrhose, une semaine après la naissance de son troisième enfant, qui aujourd'hui à 27 ans. Elle est illettrée, bien qu'elle ait commencé à apprendre le tamoul avec moi, elle est ultra arriérée, dans le sens où son niveau de conscience demeure en dessous du stade élémentaire, en quelque sorte ses réactions sont naturelles, bruts de décoffrage, plus instinctives que raisonnées ou pensées, plus humaines et logiques parfois que peuvent l'être celles de gens dits évolués qui la qualifieraient d'idiotes, oubliant qu'on est toujours l'idiot de quelqu'un !

Ce constat est fort intéressant et encourageant, parce que cela nous rapproche de la nature, de notre nature sur laquelle nous ignorons tant de choses, dont le fonctionnement correspond à une certaine logique qu'on appelle dialectique et qui est commune à chaque être humain et à la société, ce qui signifie qu'il existe un fil unique qui relie l'ensemble des expériences qu'a connues l'espèce humaine ou celle dont nous sommes les descendants, et que quel que soit le degré d'évolution auquel les hommes soient parvenus, il est possible de saisir ce fil de manière à progresser dans la compréhension de la sociéte ou du monde dans lequel nous vivons, afin d'en modifier l'orientation ou d'agir pour les transformer.

Autrement dit, quel que soit le degré d'évolution ou intellectuel d'une personne, son niveau de conscience peut progresser, pour peu qu'on lui tienne un discours à sa portée, qui devra de toute évidence recourir à la logique ou à la dialectique, puisque c'est le seul langage universel que les hommes partagent et peuvent comprendre, sans exagérer on peut affirmer qu'à l'état naturel elle coule dans leurs veines, il ne leur reste plus qu'à en prendre conscience ou en faire bon usage pour perpétuer l'existence de

leur espèce ou disparaître.

Ce n'est pas qu'une simple histoire de jupon !

Ma compagne m'a demandé de lui acheter des jupons de différentes couleurs, alors qu'elle en possède déjà de ces couleurs, mais il se trouve qu'ils sont délavés ou la couleur est passée, tout en étant en parfait état. Un jupon indien est composé d'un morceau d'étoffe en coton et une ficelle, cela vaut entre 130 et 200 roupies (entre 1,5 et 2,5 euros). Toutes les femmes en portent sous leur sari, mais elles ne mettent pas de slip, ce qui est préférable compte tenu de la chaleur et de l'humidité qui règnent ici toute l'année.

Je lui ai fait remarquer que ses jupons pouvaient encore faire de l'usage pendant des années et qu'il n'était pas nécessaire d'en acheter d'autres de la même couleur, par contre on peut en acheter des couleurs qui lui manquent pour qu'ils soient assortis à ses saris. J'ai ajouté que personne n'était censé les voir, hormis elle et moi. Elle a bougonné, puis elle m'a dit de faire ce que je voulais. On ne va tout de même pas réduire en chiffon quatre ou cinq jupon sous prétexte que la couleur est passée, alors qu'ils sont encore en parfait état, ce serait gaspiller notre argent stupidement. Si elle a fini par en convenir, c'était plus pour mettre un terme à notre discussion qu'autre chose, je l'ai bien vu, je la connais bien.

Maintenant pourquoi a-t-elle cette attitude, pourquoi attache-t-elle tant d'importance à un sous-vêtement que personne ne verra jamais hormis nous ? Parce que l'idée de porter des jupons délavés est rabaissant, ses préjugés vont jusque là, et bien au-delà en fait. Mais pourquoi ? Parce que quelque part c'est humiliant, c'est la honte d'être pauvre ou d'être catalogué comme tel par les autres, il faut éviter de le montrer quitte à faire n'importe quoi ou avoir un comportement stupide, qui de surcroît vous coûte de l'argent.

Le regard que les autres porte sur vous est plus important qu'avoir un comportement logique ou cohérent en rapport avec sa condition, parce qu'on est complexé d'être pauvre.

C'est un défaut, une tare, alors qu'on y est pour rien ou on n'a pas choisi de l'être, la société est injuste et on n'en porte aucunement la responsabilité. Et si personne ne devrait nous dicter notre mode de vie, personne non plus ne devrait nous juger. Et quant à ceux qui malgré tout nous jugent, quand bien même ils n'en auraient aucun droit, il ne faut pas s'occuper de ce qu'ils disent à notre sujet, de la même manière qu'on n'a pas à s'occuper des affaires qui ne regardent qu'eux-mêmes, sinon tu n'as aucune liberté, tu vas toujours être à la merci des autres, l'esclave de quelqu'un, c'est épouvantable, cauchemardesque de concevoir la vie ainsi. Et puis tu dois bien te dire, que ceux qui te jugent seront les derniers à te venir en aide en cas de difficultés, quand ils ne fuiront pas. Tu t'apercevras à cette occasion, que l'estime ou le respect que tu croyais qu'ils te portaient n'était en réalité qu'une posture, car seule ne compte à leurs yeux que leur petite personne. Généralement les gens ne portent un intérêt qu'envers ceux qui leur ressemblent ou qu'ils envient, sans se coucier qu'ils les méprisent parce que ce sont des crétins.

Il faut t'affirmer et t'assumer telle que tu es sans envier les autres, sans te sentir obligée de les imiter, sans les haïr non plus, hormis les plus riches auxquels il est préférable de ne pas vouloir ressembler puisqu'ils ont fait fortune sur le dos des pauvres. Tu dois vivre ou organiser ta vie uniquement en fonction de tes moyens, et dès lors qu'ils te permettent de satisfaire tes besoins élémentaires, tu dois profiter de cette chance et ne pas t'estimer plus malheureuse que ce que tu es, tu vas te faire du mal inutilement. En revanche, tu peux maudire la société telle qu'elle fonctionne ou ceux qui détiennent les richesses, qui la gouvernent pour t'imposer une existence aussi rude et précaire, faite de tant de frustrations, de privations, d'humiliations, d'injustices en tous genres. C'est contre eux que tu dois diriger ta haine, mais jamais contre ceux qui te ressemblent ou partagent ta condition, parce qu'ils ne sont pas responsables de tes difficultés, et ils subissent les mêmes ou d'autres à des degrés divers.

Si tu dois être animé de bons sentiments envers tes semblables ou avoir des rapports fraternels avec eux, tu ne dois pas tolérer pour autant qu'ils empiètent sur ta liberté, de la même manière que tu t'emploieras à ne jamais empiéter sur la leur. C'est parce que les gens ne respectent pas ce principe qu'ils haïssent les autres indistinctement, tous ceux qui ne leur ressemblent pas jusqu'à la terre entière, en fait ils sont très malheureux et se pourrissent eux-mêmes la vie, pas de quoi les envier ou les imiter, n'est-ce pas ?

Si on commence par accepter que quiconque décide à notre place ce qui est bon ou mauvais pour nous, tout va y passer, on va finir par justifier tout ce qui se passe dans la société ou y être indifférent, de sorte qu'on ne sera jamais en mesure de la changer. Et même si cette perspective nous semble éloignée ou hors de portée, elle n'en demeure pas moins indispensable et juste, le seul idéal auquel on peut se raccrocher ou pour lequel on doit oeuvrer, ce qui commence par affirmer notre indépendance, notre liberté, sans lesquels nos droits, nos besoins ou nos aspirations légitimes ne seront jamais pris en compte ou satisfaits, si nous n'interdisons pas à quiconque de décider de notre sort à notre place, si nous ne prenons pas en mains notre propre destin.

Je n'en veux pas à ceux qui m'ont accusé de mépriser ma compagne ou qui ont pu le penser, entre autres infâmies, manifestement ils évoquaient quelque chose qu'ils ignoraient.

J'ai écrit cette petite histoire ou cette démontrastion sans but précis au départ, en hommage à Selvi qui est une femme d'un courage et d'une bonté exceptionnels. Je préfère lutter contre le racisme en employant ce procédé qui nous ramène à la lutte des classes, ce qui aurait été impossible sans recourir à la dialectique, au matérialisme dialectique.

Les opposants au marxisme ou au socialisme, au communisme, se figurent que nous serions des militants qui se seraient laisser endoctriner, alors qu'en réalité nous ne faisons que décrire à la manière d'un anatomiste, un biologiste ou un physicien les rapports qui existent entre différents facteurs appliqués à la société ainsi que leur évolution au fil des décennies, des siècles ou même des millénaires, nous n'inventons rien, nous n'imaginons rien. Nous nous contentons d'observer les différentes orientations qui se présentent à eux, pour saisir celle qui nous permettrait de nous émanciper du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui signifie qu'elle existe réellement, ce n'est pas un fantasme ou une lubie ou encore un désir. Et si les conditions existent pour qu'elle se réalise, cependant elles demeurent éparpillées ou elles sont ensevelies sous un amas d'illusions trompeuses qu'il nous faut déblayer pour s'en débarrasser et y voir plus clair, afin que toutes les conditions soient réunies pour envisager sérieusement la possibilité d'orienter la société conformément aux besoins de l'ensemble de l'humanité ou agir pour la changer de fond en comble.

L'interprétation qu'on nous reproche, consiste donc à opter pour une orientation de la société plutôt qu'une autre, nous l'assumons, nous assumons entièrement notre engagement politique.

Encore une question de dialectique.

Pensez-vous que nous devrions adopter la caractérisation de néo-impérialisme avancée par certains, est-elle justifiée, sur quoi repose-t-elle ?

J'irai plus loin : la caractérisation de néo-capitalisme qui pourrait l'accompagner, ne devrait-elle pas s'appliquer également, en se posant les mêmes questions cette fois sur le plan économique (et non plus politique et militaire) ?

Je répondrai positivement à ces deux questions qu'on a déjà eu l'occasion de formuler autrement. En cas de réponse négative, il faut la justifier évidemment. Bon courage aux dogmatiques et autres esprits bornés, généralement de vieux militants totalement sclérosés.

Quel intérêt cela présente-t-il ? Devinez. J'ai comme l'impression que cela devrait nous conduire à modifier certains aspects de notre stratégie et de notre conception de la lutte de classes, non ? Personnellement j'en suis absolument convaincu. A suivre.

To be or not to be.

Chers lecteurs, chers camarades, militants, travailleurs,

Ce portail a connu plusieurs évolutions depuis fin 2014 en rapport avec celle de son auteur et animateur, mais pas seulement. S'il a été conçu dans l'esprit de permettre à chacun à se forger librement ses propres convictions, il n'a pas été créé dans le but de vous distraire ou pour permettre à un militant de se distinguer en exposant son point de vue individuel qu'il aurait souhaité partager, bien au contraire puisque j'ai toujours manifesté les plus extrêmes réserves ou témoigné une grande méfiance envers ceux qui prétendaient partager mes idées. Pourquoi ? Parce qu'à travers leurs courriels ils me démontraient le contraire ou m'incitaient à penser que ce n'était pas le cas, et je dois avouer que j'ai dû en décourager plus d'un de suivre ma démarche en me montrant particulièrement maladroit, volontairement, parce que je n'avais rien de plus à leur proposer, et que de leur côté ils n'étaient pas en mesure de prendre le relais sur le plan pratique ou organisationnel, bref, je ne pouvais pas compter sur eux pour développer une quelconque activité. En de multiples occasions j'ai indiqué que je refusais leur confiance, car ce n'était pas le genre de rapports que j'envisageais d'établir avec eux, tout du moins dans un premier temps. Je crois avoir été d'une sincérité ou d'une honnêteté absolue envers eux.

Ce support n'a pas été créé non plus pour servir de service après-vente à je ne sais quel parti ou pour vous vendre quoi que ce soit ou encore récolter des dons, quelle horreur ! Si les personnes qui se sont connectés à ce portail se sont méprises sur mes réelles intentions après leur avoir exposé en long, en large et en travers la totalité de mon existence depuis ma naissance, ils ne doivent s'en prendre qu'à elles-mêmes, je refuse d'en porter la moindre responsabilité ou de l'assumer à leur place.

Je n'ai jamais caché mon orientation idéologique socialiste comme aurait dit Lénine et mon engagement en faveur de la révolution socialiste mondiale. Jamais je n'ai avancé masqué et j'ai répondu à toutes les polémiques dont j'ai fait l'objet, de la même manière que j'ai abordé avec la même rigueur absolument tous les sujets d'actualité qui nous étaient imposés, j'ai reconnu publiquement avoir commis des erreurs et je les ai rectifiées le plus rapidement possible.

J'ai indiqué que ce portail comportait deux volets, un consacré à l'information, l'autre au combat politique proprement dit.

J'aurais sans doute dû m'abstenir de publier certains articles ou documents, vidéos, j'ai déjà avoué que je n'avais pas eu le temps de tous les lire attentivement, donc je dois admettre que j'ai manqué de rigueur en la matière, depuis j'ai rectifié le tir si je puis dire.

Quant à celui consacré au combat politique, comme je l'ai rappelé, j'ai toujours fait en sorte d'étayer ou d'argumenter mes positions sans jamais exigé que quiconque les partage. Finalement, j'ai mis l'accent sur la méthode du matérialisme

dialectique emprunté aux maîtres du marxisme, sur cet instrument de la logique qui nous permet non seulement d'interpréter la situation mais également de percevoir comment fonctionne et se transforme la société, la nature, les hommes, la matière puisqu'ils sont régis par les mêmes lois dialectiques, c'est-à-dire qu'il suffisait de s'en tenir aux faits et à leur enchaînement, de les observer attentivement avant de les interpréter ou d'en tirer des conclusions théoriques ou pratiques.

Contrairement à ce que certains pensent, je n'ai pas relégué au second plan ou encore moins bazardé la théorie, je l'ai relégué provisoirement à la place que je pensais qu'elle devait occuper en fonction de l'évolution de la situation politique, pour privilégier la méthode qu'on vient d'évoquer, ce qui ne m'empêche pas d'y faire référence quand j'estime que c'est nécessaire... Pourquoi ? Parce que cette méthode nous ramène aux questions élémentaires et déterminantes à côté desquelles nous passons habituellement, estimant qu'on ne peut pas progresser ou aller de l'avant sans y avoir répondu au préalable, ce qui vaut pour l'ensemble des travailleurs.

On entend dire souvent à tort et à travers qu'un tel ou un tel n'aurait pas de principes, ce qui ne veut pas dire grand chose ou rien. Je préfère dire qu'ils ont une logique ou que leurs idées ou leur comportement correspondent à une logique bien précise, reste à savoir laquelle et quelle en est l'origine pour en déterminer la nature, ce qu'ils ignorent la plupart du temps, puisqu'il ne leur viendra pas à l'idée de se poser ce genre de questions ou ils ne chercheront pas à approfondir le sujet.

Cela m'a amené au constat que les travailleurs manquaient singulièrement de logique bien que leur condition matérielle se soit considérablement améliorée depuis un siècle. Autrement dit, ils ont progressé sur le plan matériel, mais pas sur celui de leur niveau de conscience qui demeure à la traîne. Aussi me suis-je dit qu'il fallait à tous prix les aider à remonter ce niveau pour qu'ils aillent de nouveau de l'avant sur les deux plans en même temps, car je n'ai jamais souhaité que leur condition matérielle se détériore, cela dit, force est de constater qu'à défaut de les tirer en avant elle les tire plutôt en arrière pour n'avoir pas fait le lien dialectique qui existait avec le processus (ou la perspective) historique dans laquelle elle s'inscrivait ou avec la crise du capitalisme.

D'où l'importance d'admettre qu'ils se sont embourgeoisés et qu'ils vivent pour la plupart d'entre eux leur existence ou le sort qui leur est réservé dans une sorte d'insouciance, qui va porter gravement préjudice à leur avenir et se solder par la détérioration rapide de leur condition matérielles ou pire encore. Il ne s'agit pas là d'un jugement et encore moins d'une condamnation, mais d'un simple constat auquel il faut s'attaquer en revenant à des questions basiques ou élémentaires qu'ils peuvent parfaitement saisir. Car il n'y a rien de sorcier dans la logique ou la dialectique, inconsciemment ils en font une multitude d'expériences tout au lond de leur vie, la question est justement qu'ils en prennent conscience et s'en servent pour interpréter leur condition, la société, afin de trouver la voie pour en finir avec ce régime.

Les militants qui estiment qu'il faudrait en revenir aux bases principielles du marxisme comme ils disent se trompent lourdement, car le problème se situe ailleurs actuellement, et voyez-vous ce qui nous distingue et explique pourquoi on a ensemble un dialogue de sourd, c'est qu'eux ils raisonnent en militants, alors que moi je raisonne en me mettant à la place des travailleurs, je ne cherche pas à leur inculquer quoi que ce soit, je leur demande juste de m'expliquer ce qu'ils pensent sachant qu'ils ne le savent pas eux-mêmes pour qu'ils le découvrent eux-mêmes, mon boulot étant juste de les aider dans cette démarche que je ne dois surtout pas faire à leur place, cela ne leur serait d'aucun profit.

Ce qu'on peut observer, c'est que les travailleurs ont adopté des idées, un mode de pensée, des préjugés, un comportement, des rapports, etc. sans savoir pourquoi ou sans savoir à quoi cela correspond, quelle en est l'origine, et c'est là la question déterminante, et je me dis qu'ils seraient les premiers surpris de l'apprendre, et que cela pourrait produire un choc salutaire chez eux. Vous voyez, je reste prudent, je ne m'emballe pas, car sais que cela ne sera pas le cas systématiquement. Je refuserais toute discussion aussi longtemps que cette question n'aurait pas été abordée et résolue dans un sens ou un autre, elle doit leur hanter l'esprit, les empêcher de dormir s'il le faut.

Si vous dites à un travailleur que tout est normal ou que tout va bien, il va vous demander si vous ne vous foutez pas lui, mais en même temps, il adopte un comportement qui laisse à penser qu'il estime que tout ce qui se passe est normal, vous allez en déduire en pensant en militant au lieu de se mettre à sa place qu'il a adopté ce comportement parce qu'il serait sous l'influence de facteurs extérieurs à lui, ce qui est vrai et faux à la fois, parce qu'en réalité il n'a jamais eu un autre comportement, c'est donc qu'il y a quelque chose de profondément ancré en lui qui le conduit à la passivité, son comportement repose sur un rapport unique ou originel sur lequel reposent tous les autres, qu'il a adopté pendant son adolescence, au cours de son éducation, au contact de la société, on serait alors tenté de l'aborder sur le plan politique puisque ce sont les rapports sociaux de production qui sont à l'origine de tous les rapports dans la société, et on ferait fausse route bien que ce soit exact bien sûr, car il n'a pas atteint le niveau de conscience politique qui lui permettrait d'aborder notre question sous cet angle-là. Il lui faut se débarrasser de ce qui l'a conduit à adopter cette attitude servile ou passive, à penser de la sorte, ce qui témoigne qu'il manque cruellement de logique pour ne pas avoir accordé une place prépondérante à ses besoins ou droits. Pourquoi agirait-il ainsi, sinon qu'il estime qu'ils ne sont pas légitimes, il vous affirmera peut-être le contraire sans qu'on y accorde plus d'attention, puisqu'il agit en sens inverse. Il doit parvenir à se persuader qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond chez lui et découvrir lui-même quoi, ensuite tout le reste s'expliquera ou suivra très facilement.

Dès lors que l'on considére que les causes des conséquences qu'on va subir sont normales, inévitables, légitimes, on doit en chercher l'origine dans le mode de pensée qu'on a adopté et qui défie la logique. Une minorité décide que pour avoir une vie dorée

ou conserver ses privilèges, elle doit pourrir l'existence de la majorité qui est sommée de s'y soumettre par la force. Celui qui fait partie de la majorité et qui accepte qu'on le traite de la sorte manque avant tout de logique, car c'est le principe opposé qui devrait s'appliquer dès lors que la minorité veut lui pourrir la vie, il devrait la neutralité pour l'empêcher de nuire à ses intérêts, en aucun cas elle ne devrait gouverner ou posséder le moindre pouvoir d'orienter la société.

Rien ni personne ne nous oblige à abdiquer nos droits, et si on y consent, on est foutu, car cela signifie qu'on est prêt à en accepter toutes les conséquences, et c'est ce que va s'employer à faire celui qui a renoncé à ses droits. Il va au moyen d'arguments malhonnêtes ou déloyaux s'avilir jusqu'à justifier tout ce qu'il va subir, y compris les guerres, et il ne pourra pas réagir ou revenir en arrière temps qu'il ne sera pas revenu sur ce principe ou qu'il ne l'aura pas abandonné pour adopter une attitude logique qui plus est sera conforme à son statut social d'exploité ou d'opprimé.

Ce que j'ai voulu expliquer, c'est qu'à la base il y a quelque chose de vicié dans le mode de pensée des travailleurs et un grand nombre de militants, et que partant de là le reste sera à l'avenant.

On pourrait nous rétorquer que les travailleurs ont conscience qu'ils ont des droits, cependant ils estiment qu'ils n'ont pas les moyens de les imposer, donc ils ne combattront pas pour y parvenir, et par conséquent ils n'ont pas d'autre choix que de se résoudre à subir le sort qui leur est réservé...

Effectivement cela semble logique, à ceci près que ce syllogisme repose sur un postulat qui ne repose pas sur la réalité, car même lorsqu'ils ont l'occasion de démontrer qu'ils ont conscience d'avoir des droits sans que cela ne leur coûte quoi que ce soit, ils n'en feront pas usage parce que dans la vie quotidienne ils ne cessent de se conduire comme s'ils n'avaient pas vraiment conscience de leurs droits. En fait, il suffit de les observer pour s'apercevoir que leur mode de vie est profondément imprégné par l'idéologie de la classe dominante, et que pour le justifier ils vont emprunter ses arguments, ce qui signifie que leur mode de pensée l'est également, et pourquoi, pardi, mais parce que justement ils ont abdiqué leurs droits ou ils n'en ont pas conscience, sinon pourquoi agiraient-ils de la sorte, on n'agit pas contre ses intérêts quand on en a réellement conscience ou alors c'est qu'on est fou et je ne pense pas que les travailleurs le soient.

Et l'argument selon lequel ils seraient conduits à se soumettre à l'ordre établi, parce que le mouvement ouvrier serait pourri ne tient pas non plus, car la plupart des travailleurs n'y prêtent aucune attention ou l'ignorent, il n'exerce aucune influence sur eux. Il ne faut pas confondre adopter des idées ou un comportement en étant sous l'influence de facteurs extérieurs, et se forger soi-même une conviction en prenant uniquement en considération sa propre condition. Quand je me demande si le sort qui m'a été réservé est normal, absolument personne ou aucun facteur extérieur va intervenir dans la réponse que je vais fournir à cette question, moi seul vais en décider parce que c'est moi qui vis ma condition et personne d'autre. Donc si je me résous à admettre que ma condition est normal à défaut d'être meilleure ou pire, je vais adopter le mode de pensée et le comportement qui en découle, inconsciemment je vais en subir les conséquences sans savoir jusqu'où va m'entraîner l'abdication de mes droits.

Et si notre travailleur formule le constat que rien n'est normal dans la société, et qu'il en déduit que cela ne présente aucun intérêt qu'il considère sa condition normal ou non, c'est juste pour se soustraire à la question qu'on lui a posée, qu'est-ce que cela signifie ? Qu'on est en présence de quelqu'un de soumis et hypocrite qui ne s'assume pas et cherche à nous embobiner, pour ne pas avouer que dans le fond il considère sa condition normale, ce qui lui évitera de rentrer en conflit avec la société parce qu'il n'y tient pas.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que paradoxalement il est plus confortable d'abdiquer ses droits ou de se laisser vivre, de vivre dans l'insouciance, car partant de là on ne se sentira pas directement concerné par ce qui se passe dans la société, on pourra toujours en faire peser la responsabilité sur n'importe qui, alors que lorsqu'on estime avoir des droits, il est mal aisé ensuite d'expliquer pourquoi on ne fait rien pour les défendre ou on adopte une attitude passive face à ceux qui les remettent en cause, ce qui pourrait déboucher sur un sentiment de culpabilité ou un cas de conscience embarrassant.

Quand vous écoutez les travailleurs, à les entendre ils ne sont responsables d'absolument rien de ce qui se passe dans la société ou dans le monde, n'est-ce pas ? Il faut dire qu'ils y sont encouragés par les crétins de militants qui les confortent dans leur ignorance... que finalement ils partagent avec eux.

Certains vont nous dire que tout cela n'est que du bavardage sans intérêt. On doit en déduire qu'ils ont dû résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés et qu'ils tardent à nous les faire connaître ou que, si nous ne nous en sommes pas encore aperçus, tout comme les travailleurs d'ailleurs, c'est sans doute parce que nous sommes des idiots ou de mauvaise foi !

La logique, la dialectique, le matérialisme dialectique, servent de support à l'ensemble des représentations ou des manifestations, des transformations de la matière, y compris les hommes et leur histoire, c'est comme un fil qui parcourt l'ensemble de leur existence, de leurs expériences de leur naissance à leur mort, dont la résistance, longueur ou la chute (point d'arrivée) ou encore le destin dépendra de la conscience qu'ils en auront acquise ou non.

On n'imaginera pas un funambule ou un équilibriste se livrer à un exercice sans s'être assuré auparavant que son fil était solidement accroché aux deux bouts. Et bien nous devons-nous prendre la même précaution sous peine de tomber dans le vide

et d'entraîner les travailleurs dans une chute fatale.

La "totale indépendance des organisations ouvrières vis-à-vis de ce gouvernement et de ces institutions" demeurera une chimère à défaut d'en prendre la direction.

Daniel Gluckstein a terminé son dernier éditorial en posant une question :

- "Poser la question, c'est y répondre." (POID - La Tribune des travailleurs du 4 octobre 2017)

Assurément, et c'est ce que pour notre part nous avons toujours soutenu sous tous les gouvernements antérieurs. Mais à notre tour nous voudrions poser une question à Daniel Gluckstein : Pourquoi n'avez-vous jamais posé cette question aussi ouvertement ou directement quand Mitterrand ou Hollande était à la place de Macron ? C'est une question que les militants sont en droit de se poser, non ?

Cette question en appelle une autre : êtes-vous prêt à rompre avec les appareils corrompus des syndicats et à les combattre, y compris en constituant dans chaque syndicat ouvrier un courant socialiste-révolutionnaire ?

Au regard des rapports qu'il envisage entre eux et le gouvernement ou les institutions, il semble que non.

- "*Si le but de la mobilisation envisagée est, vraiment, de contraindre le gouvernement à reculer et à renoncer à ses projets mortifères, cela n'impose-t-il pas, pour commencer, une totale indépendance des organisations ouvrières vis-à-vis de ce gouvernement et de ces institutions ?*"

Comment des syndicats dont les dirigeants ont appelé à voter Macron ou militent au PS pourraient-ils être indépendant de l'Etat et ses représentants ? Poser la question, c'est y répondre. Bravo !

Parce que même si les dirigeants syndicaux cessaient de s'asseoir autour d'une table avec des ministres, ce qui s'est déjà produit à de nombreuses reprises dans le passé sans que cela ne change quoi que ce soit à l'arrivée, ils ne rompraient pas pour autant avec leur stratégie politique destinée à empêcher les travailleurs de s'unir pour abattre le régime, ils ne changeraient pas de nature (réactionnaire ou contre-révolutionnaire) ou ils ne cesseraient pas d'être des agents du capitalisme et des fossoyeurs des intérêts des travailleurs, du syndicalisme, autrement dit les "organisations ouvrières" qu'ils contrôlent ne seraient pas plus indépendantes de l'Etat pour ne jamais y avoir été dans le passé.

Il voudrait nous faire croire une fois de plus que ce miracle pourrait se produire, qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Car c'est bien beau d'évoquer "une totale indépendance des organisations ouvrières", encore faudrait-il rappeler ou mentionner l'orientation actuelle du mouvement ouvrier dans son ensemble, qui à ma connaissance s'inscrit dans une logique purement réformiste bourgeoise ou ouvertement corporatiste, au lieu de se situer dans la perspective de l'émancipation du capital... Que cela ne soit pas le cas des militants du POID, on était prêt à l'admettre, mais maintenant on est en droit d'en douter. Car dans les syndicats, dans les entreprises, quels militants relient le combat pour exiger le retrait des ordonnances de Macron ou pour telle ou telle revendication, à la nécessité d'abattre le capitalisme ? Cet objectif ne devrait-il pas être adopté par chaque syndicaliste révolutionnaire, et n'aurait-il pas pour tâche politique de le partager avec le plus grand nombre de travailleurs possibles ou de les aider à en prendre conscience pour avancer vers leur émancipation ?

La lutte de classe dans les syndicats a été ravalée depuis des lustres a des questions immédiates ou alimentaires en abandonnant les questions de fond, conformément à l'idéologie réformiste adoptée par les renégats (social-démocrate ou stalinien) du socialisme, ses opposants ou ses ennemis qui se sont accommodés du capitalisme et qui sévissent dans le mouvement ouvrier.

Saper les bases du régime par tous les moyens à notre disposition pour préparer les travailleurs à l'affrontement direct entre les classes qui se produira un jour ou l'autre, ne devrait-il pas être une tâche politique de chaque instant pour les militants révolutionnaires ? Sur quelle autre base ou perspective devraient-il combattre dans les syndicats pour en prendre la direction ou créer un nouveau syndicat ouvrier dès lors que les appareils ne leur permettraient pas ou plus de mener ce combat ?

Alors je sais d'avance ce qu'on va me rétorquer : mais mon pauvre vieux tu es complètement à côté de la plaque, tu ne t'imagines pas où en sont rendus les travailleurs de ton trou en Inde ou depuis ton écran d'ordinateur, ils ne se posent pas ce genre de questions, changer la société, abattre le régime ou passer au socialisme, plus personne ne l'évoque, cela existe uniquement dans ta tête détraquée, il faut te faire soigner et j'en passe.

Vraiment, j'avais cru comprendre au contraire que les travailleurs faisaient face à tant de difficultés et d'angoisses qu'aucune réponse partielle ne serait être à la hauteur de leurs attentes ou ne pouvait les satisfaire, et que par conséquent seule une réponse blobale (une issue politique à la crise du capitalisme) à leurs multiples problèmes leur semblerait appropriée, sérieuse et cohérente pour mettre un terme à leur condition insupportable, pour peu qu'on leur tienne un discours qui ne relève pas de la pure propagande évidemment.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais je me dis que lorsque tout va mal, ce n'est pas en changeant quelque chose à la marge que cela ira mieux demain, il en faudrait beaucoup plus. Peut-être que la majorité des travailleurs n'en sont pas encore arrivés à cette conclusion, mais il suffirait de leur souffler et de leur répéter sans cesse pour qu'ils finissent pas se dire que finalement il y a du vrai dans tout cela, car ils ne sont pas plus idiots que vous ou moi, ils sont capables d'être logiques pour peu qu'on les y aide un peu. Mais si maintenant seulement une infime minorité de travailleurs étaient susceptibles de saisir ce discours ou notre argumentation, cela signifierait que l'immense majorité s'estimerait satisfait de sa condition, et notre tâche en trouverait d'autant plus compliquée, mais est-ce le cas ?

J'ai cru comprendre que l'étau des contraintes, des interdictions, des devoirs s'était considérablement refermé sur eux, tandis qu'ils avaient de moins en moins de droits, on est donc en droit d'en déduire que leur mode de vie s'est dégradée d'autant, ce qui logiquement devrait les amener à se poser un tas de questions sur la société (et son orientation) qu'ils ne se posaient pas auparavant, non ? Serait-ce parce qu'ils ne s'en posent pas certaines ou qu'ils n'en sont pas encore arrivés à ce niveau-là, qu'il faudrait se passer de les aborder avec eux ? Dans ce cas-là on se demandera à quoi cela peut bien servir d'avoir atteint un niveau de conscience politique supérieur ou prétendu tel, si ce n'est pas pour en faire la démontration ou les aider à progresser.

Cette attitude peut peut-être s'expliquer par le fait que les militants ont de graves lacunes, et pas seulement théorique ou politique. Quand on discute avec un travailleur, on ne sait jamais par quel bout il va aborder la situation, on peut facilement être déconcerté par sa manière de voir les choses, c'est très confus dans sa tête, aussi on ne peut pas y voir clair si on n'est pas capable de situer où il en est ou si on essaie de le situer à partir de nos propres critères ou de notre propre expérience, généralement il nous entraînera sur une fausse piste en prenant un ton assuré, alors qu'en réalité il n'a même pas conscience de la signification de ce qu'il dit ou des idées qu'il a adoptées, il ignore d'où elles viennent ou leur nature. Si on l'écoute et qu'on accorde du crédit à ce qu'il dit, on lui prêtera facilement un niveau de conscience qui n'est pas le sien, à son avantage ou non, peu importe ici, et si on continue la discussion sur cette base faussée dès le départ, il y a tout lieu de penser qu'elle n'aboutira à rien ou qu'elle aura été totalement inutile. Pourquoi ? Parce qu'on sera passé à côté de l'essentiel qui consistait à savoir s'il avait ou non acquis un certain nombre de principes de base qui déterminent ou structure son mode de pensée.

Par exemple, que voulez-vous tirer d'un travailleur qui estime normal que les riches existent pu s'enrichissent toujours plus ? Ne les envie-t-il pas, ne rêve-t-il pas de devenir plus riche ? J'en ai croisé qui m'ont dit qu'ils s'en foutaient qu'ils y aient des riches, si personnellement ils avaient un bon revenu ou pouvaient vivre confortablement. On cherchera en vain chez eux une quelconque consience de classe. A quoi peut aboutir une discussion avec un travailleur qui estime légitime ou qui cautionne les fondements du capitalisme, qui sont à la base de toutes les inégalités sociales et injustices, des guerres, etc. ? Quand on discute avec un travailleur, il faut savoir ce qu'il pense de ce facteur, il faut aborder cette question avec lui, sinon la discussion va partir dans tous les sens. On prêtera à notre travailleur de partager certaines de nos idées, alors qu'en réalité il n'en est rien puisqu'il demeurera fidèle à des convictions contraires ou qui en sont la négation. Il donnera l'impression trompeuse qu'il a progressé, mais en fait pas du tout, et la plupart des militants qui se bercent d'illusions en seront satisfaits et iront ainsi de désillusion en désillusion. Pourquoi ? Mais parce que eux aussi ils ne sont pas remontés à l'origine de tous les rapports qui existent dans la société, qui les a formés pour qu'ils acquièrent ou prennent conscience de cette dialectique, personne.

Ni de droite ni de gauche, tout simplement réactionnaire.

Qu'y a-t-il de commun entre Libération, Le Huffington Post et Médiapart ?

Ils sont subventionnés par l'Etat, donc le pouvoir actuel, et ils ont soutenu la candidature de Macron.

Mais encore. On a gardé le meilleur pour la fin, ils hébergent des blogs dont les auteurs publient des articles qui critiquent la politique du gouvernement Macron-Philippe histoire de faire croire à la pluralité d'expression dans les médias ou que la démocratie ne serait pas un vain mot sous une dictature ploutocratique. Et quel est le point commun entre tous ces auteurs ? Aucun ne remettra en cause l'existence du régime en place, aucun n'appellera à chasser Macron et son gouvernement. D'accord, on s'en serait douté.

Alors à quoi tout cela rime ?

Libération, Le Huffington Post et Médiapart notamment diffusent au quotidien la politique du gouvernement auquel ils servent de caution démocratique. Et puis il ne faudrait pas que les lecteurs de ces médias s'en détournent, ils restent les seuls liens entre eux et les représentants du régime.

Deux exemples tout frais pour l'illustrer qu'ils osent tout.

Ah ben alors s'écrit le naïf, ils y vont fort contre Macron ! Assurément, vous ne saviez pas encore que le milliardaire Drahi était son pire ennemi ?

- GM&S : après la casse sociale, le mépris de classe - Liberation.fr

La petite phrase du Président envers ceux qui «foutent le bordel» a exaspéré les ouvriers creusois licenciés. Liberation.fr 6 octobre 2017

Un rappel et une ressemblance peu flatteurs...

- Le fils caché de Sarkozy - Liberation.fr

Président des riches, tendance à l'invective, comme mercredi avec les salariés de GM&S… le jupitérien Emmanuel Macron rappelle l'hyperprésident de 2007. Liberation.fr 6 octobre 2017

- 3 similitudes et 3 différences entre les dérapages de Sarkozy et de Macron -Le Huffington Post

Puis vient le moment du retournement ou les masques tombent.

- Macron ironise face aux journalistes: le "bordel", "c'est vous qui le mettez" - L'Express.fr

- Quatre fois où les mots d'Emmanuel Macron sont sortis de leur contexte - Franceinfo

Ah ben ça alors, je n'y comprends plus rien, un jour ils le critiquent et le lendemain ils le soutiennent !

Si tu partais de l'essentiel, de la base, des faits, à savoir que tous les médias institutionnels sont aux ordres des oligarques qui ont mis Macron sur le trône, cela t'éviterait de passer de l'enthousiasme à la nausée, de la constipation à la diarrhée, et n'oublie pas de tirer la chasse derrière Macron, ça pue, merci !

Le sinistre Jupiter a choisi son camp par Mathieu Morel — 07 octobre 2017 - Arrêt sur Info

Ce petit enfant gâté provoque sciemment.

Ça n'est pas « sorti du contexte ». Ça n'est pas « maladroit ».

Il sait que si son camp veut pouvoir se gaver encore un peu, c'est maintenant. Il est temps de fédérer solidement, et que quand on est enfin « chef », ce n'est plus le temps des « compromis » mais bien celui des « compromissions assumées ». (...)

Il ne faut pas se tromper d'adversaire.

Ses prédécesseurs étaient des boulets, des vendus, des corrompus, des tordus, des pas grand-chose. Lui est clairement en train de nous exprimer qu'il a fait le choix d'être un ennemi, parce qu'il fait le pari que nous sommes suffisamment ramollis pour continuer à le considérer comme un adversaire à la loyale. Ce que lui et ses copains ne feront évidemment pas.

C'est quelque chose qu'il faudra peut-être, un petit peu, le jour venu, retenir contre lui.

Je n'aime pas beaucoup le registre de l'insulte. Ça n'est pas ma « culture ».

C'est pourquoi je reconnais volontiers qu'il ne l'a peut-être pas fait exprès. Il n'est sans doute pas né odieux et il a sûrement plein d'autres excuses.

Mais il l'est devenu, et il s'en vante. Et il s'en sert pour nous déclarer une guerre sans merci.

Ce sinistre Jupitre a choisi son camp.

Juste en face du mien.

Cet animal aurait pu être un adversaire. Il lui aurait suffi de faire semblant d'un minimum de loyauté.

Avec un adversaire, on discute, on débat.

Un ennemi, on le combat d'autant plus âprement qu'à la fin, on sait qu'il ne doit en rester qu'un.

Source: http://www.vududroit.com/author/mathieu/ ou Arrêt sur Info.

Ce qui me fait sourire, c'est que Macron est un pur produit du PS (Attali, Jouyet, Hollande, etc.) et de l'oligarchie, alors que pas plus tard qu'hier il y en avait qui refusaient de placer le PS dans le camp de nos ennemis, et qui s'en accommodent encore aujourd'hui ou auraient bien voté pour son candidat à la présidentielle...

Ils osent tout. En ploutocratie, ils sont tout et vous n'êtes rien.

- Des GM&S tentent de rencontrer Macron, ils sont accueillis par des lacrymos - L'Express.fr

- Macron conseille à ceux qui «foutent le bordel» pour sauver GM&S de chercher du travail ailleurs - Liberation.fr

Camarades, ils vous haïssent, mais surtout n'inciter pas les travailleurs à les haïr, car la haine est mauvaise conseillère paraît-il. C'est un "frère" lambertiste qui m'a sorti cela un jour. Je n'en ai jamais tenu compte et je ne m'en porte pas plus mal pour autant, pouvu que notre haine soit orientée dans la bonne direction, cela va de soi.

Qui a dit que le crime ne payait pas ?

- Les Français pour la loi sur la sécurité intérieure, dit un sondage - Reuters

Les Français approuvent à une écrasante majorité les mesures du projet de la loi qui doit permettre au pays de sortir de l'état d'urgence le 1er novembre, mais ne sont qu'un sur deux à faire confiance à l'exécutif pour lutter contre la menace d'attentats, selon un sondage Elabe pour BFM TV publié mercredi.

Les personnes, interrogées dans les jours qui ont suivi l'attaque à l'arme blanche qui a fait deux morts dimanche à la gare de Marseille, se disent largement favorables, au moins à 80%, à six mesures tirées du projet de loi "sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme" voté mardi par l'Assemblée nationale.

La «fermeture de lieux de culte participant à la diffusion d'idées appelant au terrorisme, à la haine ou à la discrimination, à l'initiative du préfet» est validée par 91% des Français.

Ceux-ci plébiscitent aussi, à 90%, la mise en place d'un périmètre de sécurité permettant la fouille des individus, des bagages et véhicules dans un lieu susceptible d'être visé par un attentat.

Ils approuvent aussi, à 87%, l'autorisation des perquisitions administratives pouvant être demandées par les préfets dans certaines conditions ainsi que l'obligation qui pourrait être faite à certains suspects de fournir leurs identifiants de messagerie électronique et numéros de téléphone (à 84%).

Les Français ne sont toutefois que 56% à juger "efficace" Sentinelle, les patrouilles de militaires français mises en place au lendemain des attentats de janvier 2015 à Paris dans un but de prévention des attentats.

De même, 50% des personnes interrogées disent faire confiance à Emmanuel Macron et au gouvernement d'Edouard Philippe pour lutter efficacement contre "la menace terroriste". Les réponses à cette question sont toutefois très contrastées en fonction de l'appartenance politique des sondés. Reuters

A l'ONU aussi ils osent tout. Ses partisans aussi.

Quand l'un des régimes membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU armé par les impérialistes américain et français notamment est accusé par la même institution d'avoir tué ou mutilé plus de 8.000 enfants au Yémen, sans que sa participation à ce Conseil ne soit remis en cause.

- Yémen: la coalition arabe pour la première fois sur une liste noire de l'ONU - AFP

La coalition arabe engagée dans la guerre au Yémen sous la direction de l'Arabie saoudite figure pour la première fois sur une liste noire annuelle de l'ONU dénonçant les pays et entités commettant lors de conflits des exactions contre des enfants.

Sans citer précisément l'Arabie, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a souligné jeudi dans un communiqué que "plus de 8.000 enfants avaient été tués ou mutilés dans des conflits en 2016" lors "d'attaques inacceptables".

"Au Yémen, les actions de la coalition ont provoqué en 2016 lors d'attaques d'écoles ou d'hôpitaux 683 victimes enfants lors de 38 évènements vérifiés", indique le rapport du secrétaire général de l'ONU.

Plusieurs ONG ont accueilli favorablement l'inscription de la coalition arabe sur la liste noire annuelle de l'ONU. AFP 6 octobre 2017

Les ONG (dont Human Rights Watch) accréditées et subventionnées par l'ONU, financées par les multinationales anglo-saxonnes.

- Ryad menace de représailles les pays soutenant un projet d'enquête internationale - AFP

L'Arabie saoudite menace de représailles économiques les pays qui soutiendraient le projet d'enquête internationale sur le conflit au Yémen présenté devant la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, dans une lettre dont l'AFP a pris connaissance mardi. "L'adoption du projet de résolution présenté par les Pays-Bas et le Canada devant la Commission des droits de l'Homme pourrait affecter de façon négative les relations bilatérales économiques avec l'Arabie saoudite", prévient le royaume saoudien dans cette lettre. Plus de 8 500 personnes ont été tuées et près de 49 000 autres blessées depuis le début du conflit, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Plus de 17 millions de Yéménites sont confrontés à des pénuries alimentaires et une épidémie de choléra a fait plus de 2 100 morts depuis avril. AFP

Au fait, ce n'est pas le sinistre illusionniste et populiste Mélenchon qui a exigé que le drapeau de l'UE soit retiré de l'enceinte de l'Assemblée nationale au profit de celui de l'ONU ? Il avait aussi oublié (notamment), que c'était l'ONU qui en reconnaissant les droits des sionistes à créer Israël avait signé l'arrêt de mort de la Palestine...

Quand le populisme assumé incarne les pires trahisons du mouvement ouvrier.

On a également appris que l'histrion du régime avait troqué le triangle rouge qu'il portait constamment agrafé sur ses vestes et chemises en hommage aux communistes déportés pendant la seconde guerre mondiale, contre le drapeau ("la tricolor") de la seconde République d'Espagne, renversée en 1936 par le coup d'État mené par le général Franco.

Il a cru bon de déclarer : "Je suis partisan de la République en Espagne, et je porte-là le drapeau des républicains. Parce que je n'oublie pas que nous autres républicains, avons été battus en Espagne par un coup d'État". (Le Huffington Post 5 octobre 2017)

Pas vraiment, puisqu'en réalité les républicains trahirent la révolution espagnole, voilà de quoi se revendique le faussaire. - "*Les ouvriers et les paysans ont porté deux fois les républicains au pouvoir, ainsi que leurs agents : en avril 1931, et en février 1936. Les deux fois, les héros du Front populaire ont cédé la victoire du peuple aux représentants les plus réactionnaires de la bourgeoisie. La troisième victoire remportée par les généraux du Front populaire signifierait leur accord inévitable avec la bourgeoisie fasciste sur le dos des ouvriers et des paysans. Un tel régime ne serait qu'une autre forme de la dictature militaire, peut-être sans monarchie ni domination ouverte de l'Eglise catholique.*" (Source : Leçons d'Espagne : dernier avertissement. 17 décembre 1937 - Œuvres - décembre 1937 - Léon Trotsky)

En famille. Mélenchon ridiculisé par un misérable marcheur.

Sacha Houlié (LREM) a quant à lui glissé: "Je me demande si M. Mélenchon était si dérangé par le drapeau de l'Union européenne lorsqu'il ramenait ses fiches de paye au Parlement européen", une élue ironisant dans la foulée sur le fait que l'ex-eurodéputé (2009-2017) "n'était pas là souvent". AFP 6 octobre 2017

Vous aurez compris que les républicains bouffaient à tous les râteliers et qu'ils étaient prêts à vendre votre peau au plus offrant pour exister, même à un terrible dictateur si nécessaire plutôt que de s'attaquer au capital et ses institutions.

Fake news. Libération pris en flagrant délit.

- Rohingyas : silence d'Arabie - Liberation.fr

Alors que plusieurs pays musulmans ont manifesté leur solidarité avec les Rohingyas, l'Arabie Saoudite a réagi très modérément à l'égard de la Birmanie. Liberation.fr 7 octobre 2017

Vraiment ?

Tu parles, c'est elle qui a armé les barbares qui se dénomment L'Armée Rohingya pour le Salut de l'Arakan, qui sont en train de déstabiliser le Myanmar en employant le même procédé qu'en Libye et en Syrie pour le compte de l'impérialisme américain...

Quelques articles pour en savoir davantage sur ce sujet.

http://www.voltairenet.org/article198122.html
http://arretsurinfo.ch/larmee-rohingya-pour-le-salut-de-larakan-est-liee-aux-groupes-djihadistes-etrangers/
http://arretsurinfo.ch/rohingyas-ideologies-et-approche-victimaire-2/

La vermine solitaire

- Benoît Hamon va créer "un nouveau groupe écologiste et solidaire" au conseil régional d'Île-de-France - Le Huffington Post

L'ex-candidat PS à la présidentielle Benoit Hamon va constituer un nouveau groupe avec les écologistes au sein du conseil régional d'Ile-de-France, a-t-on appris ce vendredi 6 octobre auprès du groupe et de l'entourage de Benoît Hamon. Le Huffington Post

Diviser pour mieux régner ou qui sème le chaos en récupère les dividendes.

- Les Français désapprouvent l'indépendance de la Catalogne - LeFigaro.fr

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info, les Français sont très partagés sur ce qu'il doit advenir après le référendum illégal organisé dimanche.

Huit sondés sur dix ont été choqués par la réaction de Madrid et les images de violences policières. De ce fait, la bataille des images a été largement remportée par les séparatistes. (Lire : par les médias, dont les oligarques. - LVOG)

Par ailleurs, une majorité de Français estiment que l'indépendance de la Catalogne serait mauvaise pour l'Espagne (69 % des sondés le pensent)... LeFigaro.fr et Franceinfo 6 octobre 2017

Ceux qui sont supposés détruire les Etats-nations ou en attendre un bénéfice, l'UE, Washington, Macron, etc. supportent les autorités de Madrid, et ceux qui sont supposés s'opposer à l'Europe des régions supportent les indépendantistes de Barcelone !

Ceux qui sont supposés défendre les Etats indépendants et souverains, dominés, agressés par des Etats dominants ou impérialistes, qui se réclament du droit des peuples à l'autodétermination des peuples, se rangent au côté de leur impérialiste ou des agresseurs-envahisseurs.

Ceux qui sont censés défendre l'intégrité des nations et des peuples syrien et irakien, approuvent le référendum sur l'indépendance du Kurdistan qui participe du dépeçage de la Syrie et de l'Irak.

Ceux qui sont censés défendre les droits des minorités qui ne peuvent être garantis ou effectifs qu'à partir du moment où les droits collectifs de l'ensemble des citoyens sont respectés, vont soutenir ceux qui au même moment liquident ces droits collectifs, sous prétexte qu'ils accorderaient des droits nouveaux à des minorités.

Il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans le mouvement ouvrier. Quelle chute vertigieuse, quel niveau théorique misérable, c'est pitoyable, effarant ! Dans ces conditions, effectivement le pire est à venir. Les militants qui ne réagissent pas sont morts politiquement.

Il n'y a rien à en attendre.

- Les syndicats évoqueront lundi une mobilisation unitaire - Reuters

Les organisations syndicales CGT, FO, CFE-CGC et CFTC devraient se réunir lundi pour discuter d'une éventuelle mobilisation unitaire contre la réforme du Code du travail, ont dit jeudi à Reuters les organisations syndicales.

Il n'était pas encore possible jeudi de confirmer la présence de la CFDT. Reuters 5 octobre 2017

INFOS EN BREF

POLITIQUE

iger

- Niger: la mort de soldats américains révèle leur présence au Sahel - AFP

La mort de trois soldats américains dans une embuscade au Niger a révélé au grand jour à quel point les forces américaines sont impliquées dans la lutte contre les jihadistes dans la région.

Les Américains sont très présents au Niger, notamment sur l'aéroport d'Agadez (nord) avec une base gérant des drones qui surveillent la zone sahélienne. Les militaires opérant sur cette base ne sortent toutefois qu'extrêmement rarement de cette position.

Outre les Américains, la France, ancienne puissance coloniale et partenaire privilégié du Niger, compte une base sur l'aéroport de Niamey à partir duquel opèrent des avions de chasse Rafale et des drones. Dans le cadre de l'opération Barkhane, les forces spéciales françaises disposent aussi d'une base à Madama, dans le nord nigérien. AFP 5 octobre 2017

Togo

- Les manifestations s'achèvent sous tension au Togo - AFP

Des milliers de Togolais ont manifesté jeudi à Lomé et en province dans un climat tendu, au deuxième jour de marches pour réclamer des réformes et protester contre le régime de Faure Gnassingbé, qui fait face à une importante contestation populaire depuis plus d'un mois.

Le chef de l'Etat, qui effectue son troisième mandat, a succédé avec le soutien de l'armée à son père, le général Gnassingbé Eyadéma, décédé en 2005 après avoir dirigé le pays d'une main de fer durant 38 ans.

Faure Gnassingbé a été réélu à deux reprises, en 2010 et en 2015, lors de scrutins très contestés par l'opposition. AFP 5 octobre 2017

Haut de page

Le 10 octobre 2017

CAUSERIE

Une contribution politique.

Alors que jusqu'à présent l'oligarchie s'en était remise au PS pour représenter au mieux ses intérêts en alternance avec le parti de l'ordre officiel, LR (ex-UMP-RPR-UDR) ou gérer la société pour son compte, désormais elle a décidé de s'en charger elle-même en portant au pouvoir le candidat qu'elle a patiemment formé au cours de la dernière décennie pour remplir cette mission, Emmanuel Macron.

Elle a donc décidé de se passer des services des deux partis qui avaient alterné au pouvoir dans le cadre des institutions de la Ve République pour assurer la continuité du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant, en instaurant un régime conforme au pouvoir qu'elle détient et aux besoins du capitalisme en crise.

Si le régime est toujours de type bonapartiste, il a évolué en prenant une tournure ouvertement ploutocratique, où ce sont les oligarques qui sont directement à la manoeuvre, afin d'éviter toute dérive ou faiblesse qui se traduirait par des compromis avec la classe ouvrière ou ceux qui sont censés la représenter. L'oligarchie entend ainsi profiter du rapport de force entre les classes qui lui est favorable, et de l'absence de toute opposition organisée profondément ancrée dans les masses, pour pousser le plus loin possible son avantage ou étendre davantage son pouvoir à l'ensemble de la société, qui est sommée de se soumettre à ses exigences toujours plus pressantes ou à son modèle de société qui relève de la dictature absolue, d'où le ton impérial emprunté par son représentant, Macron.

Une fois qu'elle avait décidé que l'heure avait sonné d'appliquer la totalité de son programme ultra réactionnaire ou que les conditions étaient réunies pour y parvenir, elle n'a pas hésité un seul instant à employer les grands moyens ou à recourir aux coups les plus tordus pour torpiller toutes les candidatures qui s'opposaient à son candidat lors des élections présidentielles, y compris celles qui lui étaient acquises, mais qui présentaient l'inconvénient d'incarner des rapports entre les classes qu'elle estimait périmées ou inappropriées pour exécuter son programme de démolition sociale systématique ou encore affronter la classe ouvrière. Il valait mieux encore que ces différents outsiders s'effacent et demeurent en réserve, servent de forces d'appoint à son parti (LREM), tout en donnant l'illusion qu'ils figuraient dans l'opposition parlementaire, tandis que toute opposition serait neutralisée ou réduite à l'impuissance, de sorte que les apparences démocratiques soient sauves.

Tous les partis institutionnels devaient sortir laminés au terme de ce processus et profondément divisés, de sorte qu'ils ne pourraient pas offrir de résistance à son coup d'Etat, en admettant qu'ils en auraient eu l'intention, tout en sachant pertinemment qu'ils n'auraient pas l'intention de s'y opposer.

Cette explication recèle une faiblesse ou plutôt une inexactitude, elle aurait pu être valable hier, mais elle ne l'est plus aujourd'hui. Car quelles que soient les mesures antisociales que Macron adoptera, elles ne suffiront pas pour résoudre la crise du capitalisme minée par ses contradictions. Il peut bien réduire les salaires et augmenter le temps de travail, généraliser la précarité, ce ne sera pas suffisant pour concurrencer la main d'oeuvre à bon marché que les capitalistes peuvent s'offrir sur tous les continents. Il faut donc en déduire que leur plan vise un autre objectif qui se situe davantage sur le plan politique, à savoir prévenir, dévoyer, détourner, dénaturer, décrédibiliser, criminaliser, tuer dans l'oeuf, briser net toute tentative de résistance, de contestation ou d'opposition organisée à leur régime dictatorial en usant de tous les moyens à leur disposition (dès la maternelle!), ce qui ne devrait pas leur poser de réels problèmes dès lors qu'ils détiennent tous les pouvoirs, il suffira juste de les employer au moment opportun.

Les trois ou quatre dernières décennies leur auront servi à peaufiner leur tactique, et lentement mais sûrement ils seront finalement parvenus à atteindre pratiquement tous les objectifs qu'ils s'étaient fixés, il ne leur reste plus qu'à s'emparer des organismes sociaux qu'ils n'ont pas encore privatisés pour que la boucle de la dictature se referme.

L'atomisation de la classe ouvrière, sa destruction en tant que classe ne servira pas uniquement à augmenter le taux d'exploitation dans le cadre du capitalisme comme on le pensait il y a peu de temps encore, car combinée à sa philosophie nihiliste qui a pour objectif de détruire tous les rapports ou les liens qu'elle avait tissés dans le passé et qui lui servaient de repères pour mener sa lutte de classe, et à leur intention de s'affranchir des contradictions ou des lois de fonctionnement du capitalisme à l'aide de leurs instruments financiers de type maffieux, à laquelle il faut ajouter leur emprise totale sur les institutions incluant l'appareil judiciaire et le contrôle de l'ensemble des médias, l'oligarchie vise à instaurer une société de serfs numérisés, décérébrés, soumis ou dociles, sans droits ni pouvoirs, une sorte de camisole de force à l'état individuel ou un immense camp de concentration à l'état collectif auxquels personne ne peut échapper ou ne peut envisager de s'échapper. D'où sa rhétorique tenant de discours d'un Etat policier : admettez de perdre le peu de liberté dont vous disposiez encore, et en échange nous assurerons votre sécurité. Et sa traduction sur le plan social : acceptez de nouveaux sacrifices, et en échange nous nous engageons à lutter contre le chômage.

La confusion qui s'est emparée aujourd'hui de pratiquement tous les esprits à peu d'exceptions près, suite au chaos auquel ils ont commencé à recourir au moyen de la terreur pour lui donner une tournure encore plus aiguë et angoissante, devrait encourager chacun à se recroqueviller sur lui-même et à se réfugier dans la passivité par crainte de subir un châtiment encore plus sévère, créant ainsi une atmosphère propice à leur laisser les mains libres pour agir à leur guise et participer à de nouvelles guerres, par exemple.

Tous les anciens facteurs économiques n'auront pas forcément disparu pour autant sans que plus personne ne s'en soucie. Ils continueront de les instrumentaliser aussi longtemps que leur pouvoir ne s'étendra pas à la terre toute entière, mais ils n'auront plus aucune influence dans les pays ou sur les peuples qu'ils seront parvenus à pacifier, à réduire en esclavage. D'ailleurs qui ose encore les évoquer sans qu'il soit tourné immédiatement en ridicule ou entraîne un haussement d'épaules, faire référence à la crise du capitalisme dans une démonstration, c'est aussi crédible que prétendre pouvloir atteindre la lune avec ses doigts !

Le facteur financier n'a pas seulement supplanté tous les autres facteurs sur le plan économique, il n'est plus que le seul facteur avec lequel se confond l'économie, elle lui est totalement subordonnée, la quantité s'est tranformée en qualité à un moment donné qu'on n'a pas su percevoir à temps, hélas ! Et que ce facteur ait été amené à prendre ouvertement une tournure maffieuse allait dans l'ordre des choses, ce qu'on a refusé d'admettre pendant longtemps, il n'en fallait pas davantage pour qu'on soit réduit à l'impuissance pour le combattre, ce qu'on admettra encore moins évidemment.

L'emprise tentaculaire de la dictature de la finance sur l'ensemble de l'économie et de la société est finalement parvenue à modifier à son avantage les rapports qui existaient entre les différents facteurs sociaux et politiques, en leur otant toute trace d'indépendance. On comprend mieux dès lors pourquoi ils font preuve de tant d'arrogeance envers ceux qui ne sont rien ou qui ne pensent qu'à foutre le bordel, dixit Macron, puisqu'ils sont voués à se soumettre de gré ou de force à l'ordre établi.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les oligarques sont parvenus à concentrer tellement de pouvoir, qu'il est dans leur pouvoir d'imposer leur volonté ou leur modèle de société à tous les peuples sans avoir de compte à rendre à quiconque, puisque ce sont les maîtres du monde et qu'il n'existe aucune force organisée qui puisse leur résister. Bien entendu leur oeuvre n'est pas encore achevée, mais ils sont sur la bonne voie pour y parvenir si on ne parvenait pas à les arrêter, or on est très mal parti puisque l'ensemble du mouvement ouvrier rejette cette analyse. Disons qu'on a atteint un point critique, au-delà duquel tout retour en arrière ou toute tentative de changer la société s'avèrera définitivement impossible, dites-moi si je me trompe, j'ai même cru comprendre que cette perspective politique était déjà devenu impensable chez la plupart des travailleurs et des militants.

Maintenant il faut relier cette emprise de la finance sur la totalité de l'économie aux guerres incessantes que livrent les différents impérialistes à travers le monde pour que ce sombre tableau soit complet. Effectivement, un facteur a connu

une modification depuis 2001, désormais toutes les guerres ou presque se poursuivent indéfiniment, guerres qui toutes se déroulent à l'extérieur des pays qui les ont fomentées ou déclarées, ce sont les pays où ils puisent les matières premières dont ont besoin leurs multinationales qui servent uniquement de champs de bataille à leurs guerres et à leurs destructions, leur massacres, semant le chaos et la désolation derrière eux.

Tout cela nous amène à la conclusion que le néo-capitalisme et le néo-impérialisme ont supplanté le capitalisme et l'impérialisme, sans forcément avoir supprimé les bases du capitalisme et de l'impérialisme, sans avoir modifié d'un poil leur nature évidemment. C'est cette faiblesse ou lacune qu'il faut bien discerner pour parvenir à les abattre.

Disons qu'ils sont passés à un stade supérieur, où le capitalisme financier a entrepris d'instaurer un régime despotique qui contourne les contradictions du capitalisme sans les faire disparaître, ou il a les moyens de les contrôler pour empêcher un soudain et brutal effondrement de leur système économique, en fait, il est en mesure de les instrumentaliser en injectant d'énormes masses de capitaux qu'il leur suffit de créer en fonction de la situation ou de leurs besoins sans avoir de compte à rendre à personne. Autrement dit, les gangsters de la finance agissent en toute indépendance (et toute impunité) où ils veulent et quand ils veulent.

Et quant à l'impérialisme, il n'est plus uniquement engagé dans des guerres pour préserver ses parts de marché ou en conquérir, s'accaparer les ressources de pays qu'il pille déjà, il vise désormais à écraser leurs peuples et à détruire leurs sociétés auxquels il a décidé d'interdire définitivement de disposer d'eux-mêmes et de leurs ressources, ils sont engagés dans un processus de guerres perpétuelles contre l'humanité tout entière.

Ils ont franchi un nouveau cran dans la barbarie en somme, qui relègue le progrès social et la paix au rang d'utopie.

Les lecteurs peuvent lire les articles de Thierry Meyssan *Interprétations divergentes au sein du camp anti-impérialiste* et *Le projet militaire des États-Unis pour le monde* que j'ai mis en ligne, qui fournissent de nombreux éléments permettant de confirmer la stratégie adoptée par notre ennemi. Vous m'excuserez de ne pas avoir fait référence au Monde, à Libération ou au Figaro ou à la littérature du mouvement ouvrier, puisqui restent obstinément muets sur cette question déterminante ou préfèrent l'ignorer.

De mon côté, je n'ai pas fourni d'éléments précis pour étayer mon argumentation par manque de temps et ne pas parodier Meyssan, et puis chacun à en tête les principaux évènements qui se sont produit dans le monde depuis 2001 qui confirment notre analyse. Dans de nombreuses causeries, j'ai eu l'occasion de fournir des éléments sous forme de faits ou de témoignages dans des articles ou vidéos auxquels je renvoie les lecteurs.

Quant à mes détracteurs, ils empruntent les mêmes méthodes que les défenseurs de la version de G. W. Bush du 11 septembre 2001, en ignorant ces éléments ou en refusant de répondre aux questions que je pose ou plutôt que pose la situation, notamment sur l'effondrement du capitalisme qui tarde tout de même à venir, sans que cela ne pose le moindre problème à ces "marxistes". Ils croient qu'en se réfugiant dans le déni ou en fuyant la réalité, ils oeuvrent à notre cause, qu'il nous soit permis d'en douter sérieusement.

Maintenant, cette perspective de chaos et de guerres permanente dans de nombreux pays sur tous les continents ne règle pas toutes les questions qu'on peut se poser sur l'orientation du capitalisme mondial, car on est en droit de se demander comment tous ces peuples pourraient vivrent un tel cauchemar indéfiniment. Cela dit, on peut observer que c'est déjà le cas du peuple palestinien depuis 60 ans, mais il concerne une population restreinte ; il y a aussi les peuples afghan et irakien depuis 14 ans déjà, alors que là plus d'un milliard devrait subir cet effroyable destin, cela paraît inimaginable. Mais c'est peut-être pour cette raison que cela pourrait se produire, car il faut bien constater que le capitalisme est passé au stade de l'impérialisme depuis plus d'un siècle sans qu'on en voit le bout ou qu'on puisse prévoir pendant combien de décennies encore il va continuer de sévir, les peuples ayant supporté tous ses horribles méfaits ou crimes sans trouver les moyens de le renverser, donc partant de là on est bien obligé d'admettre dans une certaine mesure que tout est effectivement possible ou envisageable.

On aurait tort de s'en remettre à des a priori pour le nier, cela risquerait de nous être fatal, vaut mieux encore considérer la réalité dans sa totalité aussi terrifiante soit-elle pour la combattre... On peut affecter une attitude indifférente face aux transformations du monde, à l'évolution des facteurs au sein du capitalisme, aux modifications des rapports intervenus entre les classes ou en général dans la société et le monde. On peut décréter qu'elles n'ont jamais eu lieu ou les minimiser pour ne pas en tenir compte, et répéter indéfiniment les formules qu'on a apprises un jour par coeur, pour n'avoir finalement rien n'appris d'autres depuis et s'être fossilisés, c'est un peu comme se munir d'une hache ou de flèches pour affronter des tanks et des missiles, c'est désuet et pathétique, criminel ou monstrueux quand en plus on colporte ces fadaises.

Je pars du principe qu'il vaut mieux encore se contenter d'une analyse qui peut présenter des faiblesses ou un certain nombre d'imprécisions que l'on pourra toujours compléter par la suite, quitte si nécessaire à apporter quelques modifications à notre stratégie, plutôt que d'en avoir aucune ou de reproduire sans cesse les mêmes erreurs ou s'en remettre à des théories foireuses qui nous ont conduits où nous en sommes pour ne pas avoir de tendance suicidaire.

En guise d'épilogue

Quelques extraits brièvement commentés de Bolchevisme contre stalinisme de Léon Trotsky

- "*Le déclin actuel du capitalisme a non seulement définitivement sapé la démocratie, mais a aussi dévoilé toute l'insuffisance du bonapartisme de l'ancien type: à sa place est venu le fascisme. Cependant, comme un pont entre la démocratie et le fascisme (en Russie, en 1917, comme un "pont" entre la démocratie et le bolchevisme) apparaît un "régime personnel", qui s'élève au-dessus de la démocratie, louvoie entre les deux camps et sauvegarde en même temps les intérêts de la classe dominante: il suffit de donner cette définition pour que le terme de bonapartisme soit pleinement fondé.*"

Si le bonapartisme est "*comme un pont entre la démocratie et le fascisme*", force est de constater de nos jours que celui qui l'incarne en France (Macron), est plus proche du fascisme que de la démocratie, car il ne se contente pas de louvoyer "*entre les deux camps*" pour sauvegarder "*en même temps les intérêts de la classe dominante*", il privilégie ouvertement la classe des exploiteurs tout en affichant sa haine de celle des exploités.

- "*Aucun de nos critiques ne s'est donné la peine de faire apparaître le caractère spécifique des gouvernements pré-fascistes, Giolitti et Facta en Italie, Bruning, Papon et Schleicher en Allemagne, Dollfus en Autriche, Doumergue et Flandin en France*"

Cela ne vous dit-il rien de nos jours ?

- "*Exiger de ne pas sortir des limites de la démocratie bourgeoise, c'est, en fait, non pas jouer à la révolution démocratique, mais y renoncer.*"

Ne serait-ce pas "*les limites*" assignées à la "*révolution citoyenne*" ou par "*les urnes*" de l'illusionniste Mélenchon ?

Le front populaire a toujours défendu et opposé la démocratie bourgeoise à la révolution démocratique ou au socialisme, et qu'est-ce que cela a donné à l'arrivée : le fascisme et la guerre.

A propos de la Catalogne.

« Indépendance » de la Catalogne : derrière les apparences, quels enjeux cachés ? - Ruptures 02.10
https://ruptures-presse.fr/actu/referendum-catalogne-independance-ue

Courriel adressé à Arrêt sur Info.

Je vous signale que l'article signé Gearóid Ó Colmáin que vous avez publié le 06 octobre 2017 et intitulé L'indépendance catalane – une arme du capital contre le salariat (http://arretsurinfo.ch/lindependance-catalane-une-arme-du-capital-contre-le-salariat), contient un ramassis de contrevérités ou de faux grossiers sur le déroulement de la révolution espagnole de 1936, destinés uniquement à camoufler la responsabilité et les crimes commis par Staline et ses représentants en Espagne qui ont conduit à la victoire du général Franco.

Et pour que le tableau soit complet, monsieur Colmáin reproduit les arguments fabriqués par les propagandistes staliniens de l'époque imputant aux trotskystes la défaite de la révolution espagnole en les accusant de collusion avec Franco, ce qui servira à justiifier l'assassinat des dirigeants et des militants de ce courant politique du mouvement ouvrier, qui oeuvraient en Espagne à l'établissement de la démocratie ou du socialisme. On est donc en présence de la pire des infâmies qui soit, du stalinisme pur jus.

En lisant ces lignes je me serais cru revenu à l'époque ignoble et terrifiante des procès de Moscou à la même époque, au cours desquels les principaux dirigeants de la révolution russe de 1917 et compagnons de Lénine et Trotsky furent déclarés coupables de crimes qu'ils n'avaient jamais commis et condamnés à mort pour que le dictateur Staline puisse conforter son pouvoir.

En guise de droit de réponse, je publie à l'adresse de mes lecteurs la version de la révolution espagnole de Trotsky. Voyez-vous, j'ai la particularité ou le défaut à défaut de lui reconnaître des qualités selon ses pires ennemis, de vouer un culte à la vérité des faits, cela fait partie de mon idéal de liberté, c'est un devoir autant qu'un principe que j'entends honorer, sans quoi je ne pourrais pas être digne de mon idéal, vous comprenez.

Il existe une multitude de documents et de témoignages qui prouvent que Staline a servi de bourreau des éléments les plus révolutionnaires au sein du mouvement ouvrier, en les exécutant pour le compte de Franco. Le nier, c'est adopter une idéologique opposée à celle des révolutionnaires, des socialistes, des démocrates, laquelle sinon celle de la bourgeoisie, du capitalisme, qui dans sa version la plus hideuse a produit le fascisme. Voilà où l'esprit policier de monsieur Colmáin puise son inspiration ou son poison.

Leçons d'Espagne : derniers avertissements - 17 décembre 1937 - L. Trotsky

- Au format pdf ou
- Au format html

A propos de la "gauche révolutionnaire" dégénérée.

Je rappelle que j'ai pris position contre l'indépendance de la Catalogne, contre la création du Kurdistan supervisée par Washington et Israël.

Gauche révolutionnaire : la grande manipulation - Vincent Lenormant - 4 Octobre 2017 - Arrêt sur Info

Depuis une dizaine d'années, les courants libertaires, trotskistes, «antifas» qui forment la gauche révolutionnaire ont été retournés pour servir des objectifs de guerre.

La gauche révolutionnaire désigne l'ensemble des formations politiques qui sont en principe favorables à une révolution pour mettre fin au capitalisme, en s'appuyant sur des précédents historiques comme la Commune de Paris ou la Guerre d'Espagne ; en France, ces groupes se nomment NPA, Alternative Libertaire, CNT, Fédération Anarchiste… Leurs militants ne sont pas très nombreux, mais ils bénéficient d'une bonne image chez toute une population sensible aux idées libertaires, trotskistes, antifascistes, révolutionnaires. Nous allons voir comment ces groupes ont été manipulés, épurés, restructurés pour servir des objectifs de guerre, de la simple propagande jusqu'au recrutement de combattants.

La guerre en question, c'est avant tout celle de Syrie, qui a commencé par ce qu'on n'ose plus appeler « Printemps Arabe », tant ces événements furent une catastrophe pour le monde Arabo-musulman, avec l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans en Tunisie et en Egypte et la destruction de la Lybie et du Yémen. Au début des années 2000, la gauche révolutionnaire était encore fidèle à ses positions traditionnelles : anti-capitalisme, anti-impérialisme, anti-sionisme. La guerre d'Iraq en 2003 avait été l'occasion de manifestations qui la dénonçaient pour ce qu'elle était : une guerre d'agression, sous des prétextes mensongers. Et les manifestants ne se faisaient traiter d' »Husseinistes », d'admirateurs de Saddam, que par les néoconservateurs habituels. En 2004, le journal d'Alternative Libertaire dénonçait les projets étasuniens pour le « Grand Moyen-Orient », c'est-à-dire « la déstabilisation, la chute des régimes locaux, et un « remodelage » des territoires ». Citation : «Bush a précisé la portée de la guerre qui se préparait : " Un Irak libéré pourra montrer comment la liberté peut transformer cette région qui revêt une importance extrême, en apportant espoir et progrès à des millions de personnes (…) Pour d'autres nations de la région, un nouveau régime en Irak servirait d'exemple spectaculaire et impressionnant de la liberté. En ce qui concerne les pouvoirs en place, l'avertissement est clair : […] La question qui se pose maintenant est "qui sera le suivant ?" L'extrême droite chrétienne milite pour un règlement définitif de la question palestinienne qui passe par l'installation de régimes à la botte des USA en Syrie et au Liban, et qui donne carte blanche à la droite israélienne pour organiser la purification ethnique des territoires occupés. »

Un tel article serait aujourd'hui inimaginable dans ce journal, son auteur serait traité de conspirationniste, d'ami des dictateurs, de « rouge-brun » ou carrément de fasciste. En 2004 toujours, le même journal dénonçait un début de collusion entre extrême-gauche et « islamisme », sans vraiment comprendre toutefois ce que signifiait cet « islamisme ». Ce mot est utilisé par ceux qui ne comprennent pas la nature du phénomène, comme par ceux qui veulent semer la confusion entre l'islam et la secte wahhabite. Le wahhabisme a été rendu tout-puissant au cours du XXème siècle par les Etats-Unis, qui ont fait de la famille Saoud leur principal allié arabe au Moyen-Orient. Dans le silence général en Occident, les Saoud ont cherché à se poser en leader du monde Arabo-musulman ; ils ont construit des mosquées dans le monde entier où est enseignée leur doctrine obscurantiste et dévoyée, leur logique sectaire. Depuis des décennies, ils modifient les consciences, détruisent les cultures. Cela n'a rien à voir avec la religion : il s'agit d'impérialisme culturel et de fascisme.

Les Occidentaux se sont alliés aux Saoud car ils étaient les plus anti-communistes, les plus fanatiques, les plus à même de mettre les musulmans au pas, et les plus serviles. Parallèlement, les Frères Musulmans et Al Qaïda, tous deux liés à la CIA, ont tissé un réseau international, politique pour le premier et militaire pour le second. Les Frères Musulmans sont une sorte de franc-maçonnerie musulmane, ils ont été abondamment financés par le Qatar et la Turquie (Erdogan lui-même en est membre).

On peut se gratter la tête et traiter de fou celui qui dénonce la collusion entre les groupes terroristes pseudo-islamistes et le Pentagone, tant les media dominants font tout pour nous empêcher de comprendre, mais au bout d'un moment les faits et les preuves s'accumulent, et la plus évidente est la complicité et l'alliance totale entre l'OTAN, les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et Israël (les Saoud et Israël ne font même plus semblant de ne pas s'entendre), sous le commandement des Etats-Unis. Les militants dévoyés de la pseudo-gauche ont adopté le réflexe de protéger les Etats-Unis en disant que la Russie ou la Chine sont, eux aussi, des pays impérialistes, et qu'ils ne sont pas moins dangereux. C'est tout simplement faux. Le budget militaire des Etats-Unis est égal à la somme de tous les budgets militaires de tous les autres pays du monde. Ils possèdent des bases partout (plus de 800 à hors de leur territoire), et il serait bon de prendre conscience qu'ils mettent le monde à feu et à sang, qu'ils sont les seuls à avoir utilisé l'arme atomique, qu'ils n'hésitent pas à utiliser des armes chimiques ou radioactives, et que rien que depuis les début les années 2000 ils ont détruit des pays, massacré des millions de personne, pour le seul profit de l'oligarchie qui contrôle l'armée impériale qu'est l'OTAN. Ils ont clairement la prétention de dominer le monde et ils ont

clairement choisi la guerre comme moyen d'y parvenir. Et pourtant en France les gens ne tremblent pas d'effroi à la simple évocation de la CIA. Le mot «CIA» évoque le mystère, le cinéma, le complot et immédiatement l'autocensure vient : il ne faut pas croire aux théories du complot. Il s'agit de conditionnement et de contrôle de la pensée. Personne ne veut s'avouer manipulé, même si tout le monde peut comprendre l'intérêt du «neuro-marketing» par exemple, et assister à sa mise en œuvre.

Il va de soi que les gens qui nous gouvernent et les chefs militaires s'intéressent de près à la manipulation des consciences et des opinions, et qu'ils financent la recherche scientifique allant dans ce sens. La guerre mondiale en cours au Moyen-Orient est l'occasion pour eux de faire des essais grandeur nature. Certaines choses ont marché, en particulier l'autocensure qu'ils ont réussi à installer au sein de la gauche révolutionnaire.

PHASE I : L'EPURATION

5 ans après les articles précités, en 2009, Alternative Libertaire avait adopté une nouvelle ligne : la tendance était à la chasse aux «conspis». Le journal publie donc une série d'articles désolants d'ignorance et/ou de mauvaise foi, dans lesquels sont amalgamés les gens qui remettent en cause la version officielle du 11 septembre et ceux qui croient aux illuminatis ou aux extra-terrestres : tous des imbéciles qui dérivent vers l'extrême-droite.

A cette époque, de nombreux sites apparaissent, des sites étranges qui dressent des listes. Le mouvement «antifa», bizarrement, ne s'intéresse plus vraiment au FN ou aux néo-nazis, mais décide d'opérer un tri au sein de la gauche ; des gens comme Etienne Chouard, Michel Collon, Annie Lacroix-Riz ou Jean Bricmont sont soudainement considérés comme des fascistes, les «antifas» viennent faire le coup de poing lors de leurs apparitions publiques, ils sont calomniés, leurs auditeurs insultés et ridiculisés, traités de «conspirationnistes», «confusionnistes», «campistes», «rouge-bruns», «amis des dictateurs»… Le point commun entre toutes les personnalités incriminées, c'est bien sûr leur anti-impérialisme et leur critique des media dominants. Dans une logique pour le coup véritablement confusionniste, les faux «antifas» vont répandre l'idée que si vous vous opposez à la guerre en Libye, c'est que vous êtes un admirateur de Qadhafi. Si vous n'êtes pas avec les «rebelles syriens», c'est que vous adorez Assad. Si vous critiquez les Etats-Unis, vous êtes un idolâtre de Poutine. Dans tous les cas vous êtes assimilé au fascisme. Le site « confusionnisme.info » va exceller dans ce registre, jusqu'à ce que l'UPR, cible de leurs calomnies, révèle le vrai visage de l'animatrice de ce site, et sa proximité avec les néoconservateurs étasuniens.

Il a suffi aux manipulateurs d'aller dans le sens d'un sectarisme déjà présent dans ces milieux : «pas de dialogue avec l'extrême-droite». C'est un véritable terrorisme intellectuel qui fut instauré, et internet a été très utilisé dans ce but ; il est certainement moins cher et plus simple de troller des forums que d'infiltrer des agents. Résultat : toute parole dissidente fut assimilée à l'extrême-droite. C'est une stratégie de la boule puante. Le dialogue devint impossible, et de nombreux militants furent mis de côté, tandis que les autres surveillaient leur langage. Sur les forums internet affiliés à la gauche révolutionnaire, comme le forum anarchiste, le forum anarchiste révolutionnaire, le forum libertaire, la chasse était ouverte. Bientôt le simple fait d'évoquer la CIA devint impossible ; ça tombait bien : la guerre allait commencer.

On pourra objecter que c'est une vision complètement farfelue et paranoïaque d'imaginer que la CIA ou d'autres puissent s'intéresser aux groupuscules libertaires français, qui ne représentent que quelques centaines de militants. Mais si on considère le projet global, qui est de faire passer des guerres d'agression impérialistes pour des révolutions, on comprend mieux l'intérêt : il s'agit de prendre le contrôle de tous les groupes de gauche révolutionnaire, dans tous les pays occidentaux, pour y rendre inaudible l'anti-impérialisme et, par solidarité révolutionnaire, leur faire applaudir la guerre. Car le mouvement révolutionnaire brise un tabou intéressant : il rend acceptable le fait que dans un pays, une minorité prenne le pouvoir par la violence. La violence et la destruction y sont considérés comme un mal nécessaire pour passer à une société censée être plus juste. Quant à savoir si les responsables de cette manipulation sont la CIA, le Mossad, le MI6 ou tout simplement les Opérations Psychologiques de l'armée étasunienne (qui ne cachent pas du tout leurs buts et leurs moyens), impossible de le savoir, mais c'était dans l'intérêt de l'alliance OTAN/Saoud/Israël qui a provoqué cette guerre.

Au sujet du 11 septembre, est-il vraiment si farfelu de se demander pourquoi les États-Unis maintiennent avec l'Arabie Saoudite des liens aussi étroits, alors que toute l'enquête incrimine ce pays ? Et pourquoi l'ensemble des pays occidentaux qui se prétendent en « guerre contre le terrorisme » ne cessent d'étaler leur amitié et de vendre des armes au principal pourvoyeur idéologique et financier du terrorisme pseudo-islamiste ?

PHASE II : LA RÉVOLUTION DES FRÈRES MUSULMANS

L'immolation par le feu d'un commerçant tunisien en décembre 2010 est-elle le fruit d'un complot ? Sans doute pas, mais ce qui est sûr et certain, c'est que ce fut le prétexte au lancement d'une opération préparée de longue date (le remodelage du Grand Moyen-Orient, comme le dénonçait Alternative Libertaire en 2004). Toute la pseudo-gauche, du PS à la Fédération Anarchiste, va s'enthousiasmer pour le « Printemps Arabe ». Seuls quelques grincheux déjà mis au ban de la gauche, ostracisés, ridiculisés, vont être sceptiques, se demander si les États-Unis ne seraient pas encore en train de rejouer l'air des Révolutions de Couleur (Ukraine, Géorgie, Kirghizistan…). Et ceux, très rares, qui comprenaient un peu ce que signifiait l'«islamisme», ne pouvaient que craindre l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans ou d'autres forces alliées au fascisme wahhabite.

Les groupes de gauche révolutionnaire, NPA et Alternative Libertaire en tête, ne vont pas se contenter d'applaudir les révolutions, ils vont réclamer une solidarité internationale et distiller une propagande insidieuse. Comme pour Milosevic, Hussein, Qadhafi il s'agit d'abord de faire passer Bachar al-Assad, l'ophtalmologue, pour le nouvel Hitler, un sadique prenant plaisir à mutiler des enfants. Il suffira pour cela d'emboîter le pas à la gigantesque machine de propagande destinée au grand public, à partir d'attentats sous faux drapeau, d'images fabriquées… Ce n'est pas l'objet de cet article de décortiquer la fabrication du récit officiel de la guerre syrienne, cet article-là s'y intéresse plus en profondeur.

Dans les media de la gauche révolutionnaire, la propagande va s'articuler autour de plusieurs idées-force :

1) La banalisation des Frères Musulmans et la relativisation de la menace sectaire.

Pour les besoins de la propagande, il va falloir dire que les Frères Musulmans ne sont pas si dangereux, qu'ils peuvent même être des alliés. En mars 2011, dans un article hallucinant avec le recul historique, Alternative Libertaire nous apprend qu'ils «semblent aujourd'hui sur la voie sinon d'une sécularisation, du moins d'une scission très nette entre démocrates et partisans d'un mouvement islamiste plus strict». En Egypte et en Tunisie, les Frères sont présentés comme composante indispensable de la révolution, tiraillés entre conservatisme et démocratie. Alternative Libertaire accepte et fait accepter l'idée que les Frères peuvent faire partie d'un révolution démocratique, sociale et libertaire.

Il est bon de rappeler que dans les années 70, ils ont mené une vaste campagne de terrorisme en Syrie, faisant des centaines de morts. C'était déjà l'expression de l'impérialisme des Etats-Unis et des Saoud. La réponse du pouvoir au début des années 80 syrien fut brutale : c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le massacre de Hama. Une note de la DIA évoque 2000 victimes dans les rangs des Frères Musulmans, mais les chiffres ont été gonflés pour les besoins de la propagande de guerre. Les propagandistes vont donc régulièrement parler du massacre de Hama comme du massacre de 40000 civils, par sadisme de la part du pouvoir syrien, sans jamais évoquer les crimes des Frères Musulmans qui en sont la cause : « Hama, ville syrienne, théâtre en 1982 d'un massacre de sa population perpétré par Hafedh El Assad », « Le régime de Bachir al Assad utilise tous les moyens, militaires et policiers, pour liquider les opposants, comme à Hama en 1982 », etc, etc… Comment dire que les Frères étaient « individuellement présents » mais « discrets » au début des événements alors qu'il s'agissait de la principale force d'opposition dans le pays, une force internationale avec des financements internationaux ? Fin 2012, alors que les djihadistes ont depuis longtemps fait leur apparition en Syrie, le NPA dira encore que « les islamistes ou frères musulmans » n'ont que « peu d'écho et de présence militante sur le terrain. »

Certains auteurs n'hésiteront pas à qualifier d'« islamophobes » ceux qui pointent du doigt le danger pseudo-islamiste, et Gillbert Achcar, en 2013, ira jusqu'à dire que « même si le soulèvement était guidé par des forces islamiques, cela ne devrait pas changer notre position ». Voilà le NPA prêt à soutenir la victoire des barbus.

Rappelons-nous que la Syrie n'est pas peuplée uniquement de sunnites, mais que sa population est une mosaïque de peuples et de croyances diverses, Chiites, Druzes, Chrétiens… Par conséquent l'arrivée d'un pouvoir religieux et sectaire serait une catastrophe pour les Syriens. Dès 2012, à Alep, les « insurgés » ont mis en place des tribunaux islamiques. Quel peut-être le sort d'un chrétien devant un tribunal d'inspiration wahhabite ? Combien de Chiites, d'Alaouites, de Chrétiens ont été massacrés par les « rebelles » ?

Dans une stratégie de renversement de situation qui est une constante pour les propagandistes, ils ont également cherché à dire que le sectarisme était du côté du pouvoir baathiste, et ils ont même martelé qu'Assad était allié à Daech pour écraser la révolution. La libération de prisonniers politiques issus des Frères par Assad, à des fins de négociation, a été l'occasion pour eux de dire qu'Assad avait créé de toutes pièces le djihadisme. Sur le site Juralib, un article totalement halluciné présentera Daech comme une création d'Assad et de Poutine, tout en regrettant que la France n'ait pas participé à la Guerre d'Iraq. Rappelons que Daech a commencé a perdre du terrain seulement au moment ou l'armée russe est venue en aide à la Syrie, en septembre 2015. Jusque là, la Coalition menée par les États-Unis n'a rien fait contre eux, ils ont été soignés par Israël, soutenus quasi-ouvertement par la Turquie elle même membre de l'OTAN, et il y a de plus en plus de preuves de la complicité entre les forces spéciales américaines et Daech.

Cette stratégie d'inversion des faits a atteint son paroxysme dans une interview de Robin Yassin Kattab où celui-ci dit en substance :

géopolitique = conspirationnisme.
Impérialisme = Russie et Iran.
Dire que la rébellion syrienne c'est Al Qaida = islamophobie.
Lutter contre le terrorisme = être de droite. Anti-impérialisme = soutien aux dictatures. Révolution syrienne = guerre d'Espagne. Assad = djihadisme = fascisme. Dans la même publication, le site Lundi Matin, on pourra lire également qu'Assad est pire que Daech. Il faudra le demander aux Syriens confrontés aux attentats aveugles qui ensanglantent tous les jours leur pays.

2) L'appel à la violence, le refus du dialogue

Dès le mois d'avril 2011, sur le site du NPA, on pourra lire que « certains opposants et observateurs estiment qu'il est trop tard

pour ces tentatives [de dialogue]. » « La population ne se laissera plus amadouer par la dictature en place, alors même qu'une partie du peuple syrien se méfiait jusqu'ici de la perspective d'une révolution violente ». Pas de place pour le dialogue donc, la gauche révolutionnaire veut que le sang coule en Syrie. Les éditorialistes ne vont cesser de nous dire ce que veut le peuple syrien : la chute du régime. Le peuple n'a plus peur, il accepte de verser son sang. « Ceux qui sont aujourd'hui dans la rue ne reviendront jamais en arrière et ne veulent rien négocier. Pour eux, le seul mot d'ordre reste «?le peuple veut la fin du régime?». A partir de là, les propagandistes vont demander des armes pour les « rebelles » : « nous avons besoin d'armes, d'entraînement aussi « , mais il faudra éviter de dire d'où viennent ces armes et à qui exactement elles vont être distribuées. Fin 2012, alors que des dizaines de milliers de djihadistes du monde entier affluent vers la Syrie, qu'ils sont entraînés aux frontières turques et jordaniennes, le NPA dira que « Les prétendues aides militaires ne proviennent que du Qatar, d'Arabie saoudite et de la Libye. Elles sont infimes et destinées aux petits groupes «?islamistes?» marginalisés« . La CIA vient tout juste d'arrêter son programme d'aide aux « rebelles », et quand bien même évoquer ce programme était impossible à cette époque sans être taxé de conspirationnisme, c'est à présent tout à fait officiel. Mais nous sommes en 2012 et le NPA veut des armes pour les « rebelles » : « On ne saurait pas être contre, à condition toutefois de préciser certaines conditions. […] Des systèmes d'armement sophistiqués exigent parfois un personnel hyperspécialisé et créent donc une forme de dépendance extérieure. Ce n'est pas ce que demandent les rebelles syriens, qui ont avant tout besoin d'armes antichar et de missiles antiavions pour se protéger des assauts meurtriers de l'artillerie et des avions de chasse du régime. Ces conditions étant précisées, on pourra dire?: chiche?! »

Chiche. Les armes ont été livrées, les « rebelles » entraînés, la guerre de Syrie atteint les 500000 morts. Le NPA est-il satisfait ? En 2014, Gilbert Achcar, celui qui sait mieux ce que « le peuple veut » que les Syriens eux-mêmes, va se lancer dans un appel à la guerre totale : en Syrie selon lui, « il est illusoire d'espérer provoquer le renversement du despote par de simples manifestations « , la famille régnante « ne peut être renversée que par les armes ». Il faut donc « une révolution qui l'emporte au moyen d'une insurrection populaire armée débouchant sur une guerre civile avec formation de zones libérées qui s'étendent progressivement jusqu'à la victoire finale ». « La révolution syrienne ne pourra se développer qu'en se transformant en guerre civile ». « La grande faillite des démocrates et progressistes de l'opposition syrienne, c'est qu'ils n'ont pas saisi d'emblée l'inéluctabilité de la guerre civile« .

La guerre civile, la pire horreur qui puisse arriver à un pays, devient vertueuse dans la bouche d'Achcar. Il faudra lui payer un voyage à Alep, pour qu'il explique directement aux Syriens que c'était pour leur bien.

3) Protéger les Etats-Unis, Israël et les Saoud

Les propagandistes ont tout fait pour cacher et protéger les véritables responsables de la guerre, l'alliance OTAN/Israël/CCG. Au début des événements, ils ont d'abord voulu faire croire que celle-ci protégeait Assad, afin de semer la confusion chez les anti-impérialistes. Alternative Libertaire savait en 2011 que les puissances occidentales « ne maîtrisaient plus rien ». Le NPA, lui, nous expliquait « la relative prudence des puissances occidentales, des saoudiens et surtout d'Israël face aux événements. Pour eux, Assad est un « mal connu », et, malgré tout, un pilier de l'ordre régional. Ce qui peut venir après lui est beaucoup plus terrible pour eux« . Par conséquent, « le maintien du régime syrien est la meilleure option possible pour Israël« . Le NPA ira jusqu'à présenter ce mensonge comme une évidence : « pourquoi l'Occident et Israël craignent-ils tellement de perdre le régime de Bachar al-Assad? « . La réponse arrive quelques mois plus tard : « La victoire de la Révolution syrienne ouvrira un nouveau front de résistance contre les puissances impérialistes, alors que sa défaite les renforcerait« . Le mois suivant : « Sous prétexte qu'Assad s'est moins aligné sur les USA et Israël que d'autres régimes arabes […], ou craignant une montée de l'intégrisme religieux, certains à gauche ne soutiennent pas l'insurrection syrienne. C'est un contre-sens ! La place des anti-impérialistes et anticapitalistes, c'est d'agir aux côtés des révolutionnaires arabes« .

Achcar toujours, va prétendre en 2012 que « les événements en cours signalent un fort déclin de l'hégémonie américaine », « L'influence que peuvent avoir les États-Unis sur le processus en cours en Libye est très limitée « . L'année suivante, il déclare sans rire « Washington ne souhaite le démantèlement d'aucun Etat. Il veut une « transition ordonnée » – que le pouvoir change de mains, mais en garantissant la continuité fondamentale de la structure de l'Etat » (après que les États-Unis aient détruit les États somalien, afghan, iraquien, libyen…). Et bien sûr, « Les puissances occidentales ne vont apporter de soutien substantiel – en particulier militaire – à aucune force de l'opposition, parce qu'elles ne font confiance à aucune de ses composantes« .

Les auteurs précités ne sont évidemment pas tous des agents, même si en ce qui concerne Gibert Achcar, Ghayat Naisse, Joseph Daher ou l'hystérique Ziad Majed on est en droit de le penser. Ce qu'on peut constater et tenter d'étudier, avec le recul historique, c'est un édifice immense de contrôle de la pensée, d'interdiction de la parole dissidente par la censure et par l'autocensure, un édifice qui dépasse largement le cadre de notre étude (la gauche révolutionnaire en France), puisqu'il s'est avant tout manifesté dans les media dominants, à destination du grand public. C'est dans Le Monde qu'on trouvera la propagande la plus vile, en particulier sous la plume de Jean-Pierre Filiu, qui a par ailleurs écrit le scénario d'une bande dessinée de propagande (la bande dessinée est un bon angle pour toucher le public de gauche.) On sait maintenant que Le Monde prenait ses ordres directement de l'Élysée ou du quai d'Orsay, mais est-ce une surprise ? Un militant de gauche devrait pouvoir comprendre que les media subventionnés par l'État sont au service de l'État, et qu'en cas de guerre, la liberté de la presse n'a plus aucun sens puisque c'est la sécurité nationale et le secret défense qui priment.

Cela n'empêchera pas bien sûr les groupes de gauche révolutionnaire de se référer exclusivement aux media dominants pour étayer leur argumentation, et de rejeter tout point de vue alternatif. Chez le NPA, AL et consorts, il est de bon ton de considérer

toute info provenant de Russia Today comme mensongère (la voix du Kremlin, quelle horreur !), mais de ne jamais douter d'une info provenant du Monde ou du New York Times.

Le paroxysme de l'absurdité a été atteint en décembre 2016, quand tous les media dominants ont hurlé au génocide de la population alépine par les sauvages armées « de Bachar et de Poutine ». A ce moment-là, Philippe Poutou lui-même a été mis a contribution pour s'indigner devant ce « massacre » : « les massacres ont commencé dans Alep-est. Toutes les informations sont concordantes. » Le NPA ne manquera de culpabiliser la gauche : « la vérité choquante est que le peuple syrien dans sa lutte pour son émancipation n'a pas trouvé une solidarité internationale à la hauteur de ses sacrifices. Il reste seul devant l'enfer des armes d'un régime sanguinaire, et il montre un courage extraordinaire, de ses jeunes, des masses populaires révoltés, qui font face à la barbarie extrême du régime et de ses alliés. » Ces jeunes, ces masses populaires révoltées, c'était en fait des milliers de djihadistes venus des quatre coins de la planète, qui tenaient la population d'Alep-Est en otage, avaient mis en place des tribunaux pseudo-islamiques, volé, violé, torturé, massacré, terrorisé. Mais pour le NPA, ce sont des « héros« . Il faudra donc aussi leur payer un voyage à Alep, pour qu'ils puissent demander directement aux Alépins s'ils regrettent le temps où des barbus semaient la terreur dans leurs quartiers et violaient leurs filles.

Le NPA, Alternative Libertaire mais aussi l'UJFP, Cedetim, Émancipation, Ensemble, le Forum Palestine Citoyenneté, L'Insurgé, Nasskoune, l'Union syndicale Solidaires se sont réunis en 2013 au sein d'un collectif : « Avec la Révolution Syrienne » afin d'aider activement les « rebelles syriens » qu'ils présentent comme des militants pacifiques et démocrates, alors que les combattants sont payés avec des fonds provenant de l'étranger, qu'ils possèdent des tanks, et que les plus puissants d'entre eux sont des djihadistes prêts à mourir pour Dieu. Le collectif ARS va répandre la bonne parole de propagandistes comme Joseph Daher pour faire croire à une administration libertaire des zones rebelles ; il faut pour cela réussir à imaginer des zones libres habités par des libertaires progressistes qui font vivre la démocratie directe en harmonie avec les djihadistes coupeurs de têtes qui les protègent.

C'est en 2013-2014 que l'idéologie communiste libertaire va commencer à être vraiment mise à contribution. Une certaine Leila « Shrooms » Shami, se présentant comme militante anarcho-féministe, va faire l'éloge d'Omar Aziz, présenté comme une anarchiste syrien ayant théorisé le fonctionnement de conseils locaux en s'inspirant de Rosa Luxembourg ou de la Commune de Paris. Pourtant, si on lit le texte en question, l'auteur reconnaît l'autorité du Conseil National Supérieur créé par les Frères Musulmans en Turquie, et demande aux conseils de s'y soumettre et de se mettre au service de l'Armée Syrienne Libre. On aura vraiment du mal à y trouver la moindre trace d'anarchisme. On trouve sur Youtube une interview où la caméra ne vient jamais filmer le visage de Leila Shami, mais on peut entendre sa voix, la voix d'une anglophone ne sachant pas prononcer l'arabe, aux côtés de Charles Lister, intermédiaire entre les Etats-Unis et les groupes armés rebelles d'une part et propagandiste dans toute la presse mainstream, lié au Qatar. Le mythe des conseils démocratiques des « rebelles modérés » sera répété sans cesse par le collectif ARS ainsi que par les media qui y sont liés. Le collectif tient ses conférence sous le drapeau de l'ASL, le drapeau du colonisateur français (les Français ont peut-être oublié les massacres commis par la France en Syrie au temps du mandat, mais pas les Syriens. Et il faut être bien mal avisé pour imaginer que les Syriens voient dans l'état français un « libérateur ».)

PHASE III : LE ROJAVA

A partir de 2014 une nouvelle opération est lancée : le Rojava. Les militants libertaires, sans abandonner leur soutien à la rébellion islamo-communarde, vont devenir fascinés par les Kurdes des YPG-YPJ, la branche syrienne du PKK. Le leader du PKK, en prison en Turquie, est censé avoir adopté l'idéologie communiste libertaire, un « municipalisme » dont l'inspirateur serait l'anarchiste étasunien Murray Bookchin. La rébellion Kurde déclare mettre en place dans ses territoire une société libertaire, égalitaire, anticapitaliste et écologique. Dès lors, il est urgent de les soutenir et d'inciter les gens à partir se battre. A partir de 2014, des anarchistes du monde entier affluent vers la Syrie, empruntant le même chemin que les djihadistes qui les ont précédés. Il est difficile d'imaginer que cela représente plus de quelques milliers de combattants, mais, comme pour les djihadistes, cela permet aux États d'origine de se débarrasser d'un certain nombre de radicaux et de mettre leur colère à profit.

Or il est évident que le Kurdistan n'est rien d'autre que le Plan B des États-Unis, après l'échec des djihadistes. Un Kurdistan indépendant en territoire syrien et iraquien leur permettrait de démembrer et donc d'affaiblir ces deux états, et mettre la main sur de gigantesques ressources énergétiques. L'Iran, qui héberge une large population kurde, serait menacé. Il faut absolument garder en tête que les habitants du nord de la Syrie ne sont pas majoritairement Kurdes. Le Rojava est en dehors du Kurdistan, les Kurdes se trouvant essentiellement en Turquie. En Iraq les Kurdes sont soutenus par Israël. On peut penser que la Turquie est opposée à la création d'un Kurdistan mais on peut aussi penser qu'il pourrait en profiter pour y déporter ses Kurdes tout en en repeuplant le sud de la Turquie avec les Syriens. Et effectivement les YPG/YPJ sont soupçonnés de procéder à des déplacements de population.

Pour brouiller les cartes, les États-Unis ont créé les Forces Démocratiques Syriennes qui regroupent les Kurdes avec des combattants arabes, mais concrètement les YPG/YPJ sont largement majoritaires et procèdent à une « kurdisation » forcée de la région. Le pouvoir est au parti, le PYD. Le paradis libertaire est censé régner dans des zones organisées depuis toujours de manière tribale, en guerre, sous le contrôle de soldats armés et commandés par les États-Unis. C'est dur à avaler et de nombreux articles vont tenter de faire passer la pilule, au nom du réalisme et au moyen, encore et toujours, de la culpabilisation : « Il est incroyablement facile — sinon honteux, à certains égards — de s'asseoir dans le confort de nos maisons occidentales et de critiquer la « trahison » d'un mouvement au nom de sa « collaboration » avec l'impérialisme lorsque la vie de tant de personnes

est, littéralement, en jeu. […] Le révolutionnarisme et la solidarité de fauteuil, uniquement conditionnés par les notions de « pureté » n'ont aucun sens dans le monde réel », pourra-t-on lire dans Ballast.

Les États-Unis ont implantés une bonne dizaine de sites militaires au sein des communes libres du Rojava, ils ont pu envoyer des milliers de soldats : ils ont donc envahi la Syrie, en toute discrétion. Les derniers événements montrent clairement que les Kurdes sont actuellement plus en guerre contre l'État syrien que contre Daech. Ils ont réussis à reprendre de vastes territoires riches en pétrole à Daech sans que ceux-ci ripostent, afin d'empêcher l'armée syrienne d'en reprendre possession. Daech a ensuite lancée une grande offensive contre l'armée-syrienne, permettant aux Kurdes de s'emparer d'encore plus de puits de pétrole et de gaz. On a vu un chef de tribu auparavant daechiste se mettre au service des Kurdes. Il est encore trop tôt pour savoir ce qui se passe vraiment au Rojava, mais il y a de quoi se méfier et être prudent.

Les groupes de gauche révolutionnaire vont déclarer apporter un soutien critique, mais dans les faits, ils promeuvent ultra-activement les YPG/YPJ, par des levées de fond et une propagande incitant les militants à franchir le pas et passer à l'action : aller se battre en Syrie, tirer sur des Arabes avec des armes étasuniennes.

On pourra suivre les aventures d'un communiste libertaire dans les YPG, rêver en voyant des combattants poser devant tous les symboles de l'anarchisme et de l'antifascisme, les drapeaux rouges et noirs, les A cerclés… Le site Lundi Matin nous expliquera précisément la marche à suivre pour s'engager et rejoindre le front. Voilà comment les États-Unis ont réussi à envoyer des anarchistes du monde entier se faire tuer en Syrie pour leurs intérêts. C'est un tour de force qui ne doit pas faire une grande différence sur le plan purement militaire, mais qui est très intéressante pour eux sur le plan psychologique : soutien de la gauche « radicale » à la création d'un « nouvel Israël » où le PKK deviendra peut-être « la gauche Kurde », mais où le pouvoir sera toujours au mains des atlantistes et sionistes.

Reste à savoir ce que signifie le retournement de la gauche révolutionnaire pour la France. Il n'est effectivement pas rassurant de voir un site de propagande comme Lundi Matin se faire passer pour la voix des anarchistes et appeler à l'émeute et à la violence. Cette violence éclatera tôt ou tard du fait de la situation désastreuse de la France, et il est évident que dans les tiroirs du Pentagone, des plans sont déjà prêts.

http://arretsurinfo.ch/gauche-revolutionnaire-la-grande-manipulation/

Ils osent tout.

- Le gouvernement cherche à donner une touche plus sociale à son action - Publicsenat.fr

- Florence Parly a touché 52 000 euros par mois à la SNCF - LePoint.fr

Sur les 6 premiers mois de l'année, la ministre des Armées a touché 80 % de sa rémunération annuelle prévue auprès à la SNCF, rapporte "Marianne". LePoint.fr

- L'Otan lance une nouvelle force multinationale en Roumanie - Reuters

- Tunisie : un Français incarcéré pour "atteinte à la pudeur" après qu'il a embrassé son amie - Franceinfo

Nessim Ouadin a été condamné à 4 mois et demi de prison ferme pour avoir embrassé son amie dans une voiture. Franceinfo

- Une Saoudienne verbalisée pour avoir pris le volant - AFP

La police saoudienne a déclaré lundi avoir verbalisé une femme qui était apparue sur une vidéo en train de conduire et a exigé le "respect de la loi" jusqu'à la levée effective de l'interdiction l'année prochaine. AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Ballons, sifflets, merguez, marrons chauds, demandez le programme...

- La CGT appelle à une nouvelle journée d'action le 19 octobre - Reuters

La CGT a lancé lundi soir un appel à une nouvelle journée de grève et de manifestations contre la réforme du travail préparée par le gouvernement pour le jeudi 19 octobre.

Réunis au siège de la centrale dirigée par Philippe Martinez, les syndicats français n'ont pu trouver un terrain d'entente quant à la mise en place d'un front commun sur ce dossier.

Mardi, ce sont les fonctionnaires qui se mobilisent contre les projets de l'exécutif les concernant, à l'appel des syndicats CFDT, CGT, FO et Unsa. Près de 130 manifestations et rassemblements sont prévus partout dans le pays. Reuters 10 octobre 2017

ACTUALITE EN TITRES

L'Empire veille.

Le président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe démissionne.
http://www.voltairenet.org/article198223.html

Comment ils déstabilisent le Myanmar.

Arrestation d'un jihadiste qui brûlait un village rohingya
http://www.voltairenet.org/article198222.html

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Otan

L'Otan lance une nouvelle force multinationale en Roumanie - Reuters

L'Otan a lancé lundi une nouvelle force multinationale en Roumanie avec l'objectif de renforcer son flanc Est face à la Russie et sa présence sur les rives de la mer Noire, trois ans après l'annexion par Moscou de la péninsule ukrainienne de Crimée.

Cette force qui s'appuie sur dix pays membres de l'Alliance atlantique dont l'Italie et le Canada doit épauler un contingent de quelque 900 soldats américains déjà positionnés en Roumanie.

"Notre objectif est la paix, non la guerre", a assuré le président roumain Klaus Iohannis lors d'une séance de l'Assemblée parlementaire de l'Otan organisée à Bucarest.

"Nous ne sommes pas une menace pour la Russie, mais il nous faut une stratégie alliée sur le long terme, il nous faut dialoguer à partir d'une position forte de défense et de dissuasion."

La Russie accuse l'Otan de chercher à l'encercler et de mettre en péril la stabilité en Europe orientale.

Trois pays riverains de la mer Noire - Roumanie, Bulgarie et Turquie - appartiennent déjà à l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord et deux autres - Géorgie et Ukraine - aspirent à la rejoindre.

Peu de détails ont filtré sur la composition de cette nouvelle force qui doit être déployée sur terre, dans les airs et en mer.

La composante terrestre comprend une brigade multinationale, soit 3.000 à 4.000 homes, mais la contribution des pays autres que la Roumanie reste modeste.

"Nous envoyons aujourd'hui un message très clair: l'Otan est ici, l'Otan est forte et l'Otan est unie", a dit le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, devant des soldats roumains, polonais, espagnols et portugais réunis pour l'occasion sur la base de Craiova, dans le sud-est de la Roumanie.

Les patrouilles de l'Otan en mer Noire seront renforcées par des visites plus fréquentes de bâtiments de pays alliés dans les

ports roumains et bulgares, ainsi que par des exercices militaires sur une échelle limitée.

Les forces aériennes seront également limitées dans un premier temps mais la Grande-Bretagne est en train de déployer des avions de combat en Roumanie et des pilotes canadiens patrouillent déjà aux côtés de leurs homologues roumains. L'Italie effectue quant à elle des patrouilles dans l'espace aérien bulgare. Reuters 9 octobre 2017

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Londres, "capitale de la pauvreté", selon un rapport - Reuters

Plus d'un Londonien sur quatre est confronté à la pauvreté en raison de la stagnation des salaires et de l'augmentation rapide des loyers, selon un rapport publié lundi par le New Policy Institute.

Sur les 2,3 millions de personnes concernées, 1,3 million ont un emploi, précise-t-il dans ce rapport établi sur la base de chiffres officiels.

Sont considérés en situation de pauvreté, les célibataires auxquels il reste moins de 144 livres (161 euros) par semaine après impôts et loyer. Pour une famille de quatre enfants, le seuil se situe à 347 livres (389 euros).

"Malgré sa prospérité éclatante et ses avantages, Londres reste la capitale de la pauvreté en Angleterre, principalement en raison des loyers élevés", déplore Adam Tinson, membre du New Policy Institute, dans un communiqué.

Le loyer moyen est de 1.800 livres (2.017 euros) dans la capitale britannique, qui est l'une des villes les plus chères au monde pour le logement, selon la société de prêts immobiliers Landbay.

Si les loyers sont notoirement élevés depuis longtemps dans l'immobilier privé, ceux des logements sociaux construits par les pouvoirs publics et les associations connaissent aujourd'hui la hausse la plus forte, poursuit Adam Tinson.

Dans le public, ils ont ainsi augmenté de 30% depuis cinq ans, soit 10 points de plus que dans le privé, selon le rapport.

La proportion de Londoniens vivant sous le seuil de pauvreté, c'est à dire ceux dont les revenus sont inférieurs de 60% à la moyenne, est passée de 29 à 27% en six ans, mais le total reste inchangé du fait de la croissance démographique. La part des travailleurs pauvres (58% du total), est en revanche à un niveau record. Reuters 9 octobre 2017

Haut de page

Le 14 octobre 2017

CAUSERIE

Encore une causerie politiquement incorrecte. Les infos d'hier n'ont pas été prise en compte.

Et bonne lecture !

Quelques citations à point nommé.

"Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez." Hannah Arendt

Heil Hitler, vive le petit père des peuples, vive Macron !

Ce fut valable aussi pour elle. On va en dire deux mots rapidement plus loin, mais avant on constatera qu'elle a décrit la

méthode adoptée systématiquement par ceux plus particulièrement qui gouvernent depuis 10 ans en France, 16 ans aux Etats-Unis, que l'on pourrait assimiler au nihilisme ou au lavage de cerveau au moyen de mensonges ou de contrevérités éhontées qui frappent les esprits, de sorte que les peuples soient plongés dans une profonde confusion qui les paralyse, tandis qu'ils appliquent leur programme politique.

On s'était demandé pourquoi ils mentaient ouvertement, on a là la réponse. Si plus personne ne croit plus rien ni personne par voie de conséquence, la vérité connaîtra le même sort que le mensonge, donc elle sera inaccessible, et vous ne serez plus en mesure de faire la distinction entre les charlatans et les gens honnêtes qui partagent votre idéal.

Ce n'est pas nouveau évidemment, ce qui l'est en revanche à notre époque, c'est qu'ils ont franchi un cran de plus dans l'imposture, la voie qui conduit au despotisme absolu. J'ai envie de dire que l'attitude en général des lecteurs de ce portail envers son auteur en est une parfaite illustration. Qui croit encore dans le socialisme ou qu'on pourrait changer la société, plus personne ou presque, donc tous ceux qui y croient encore ou qui prétendent le contraire sont assimilés à des charlatans.

L'intérêt du mensonge éhonté, c'est qu'on ne peut rien lui opposer, on ne peut pas le réfuter, on peut simplement le caractériser comme tel. Mais sa faiblesse, c'est que le temps qui passe va se charger de ruiner sa crédibilité ou réduire son impact à zéro. Son avantage pour ses auteurs et son inconvénient pour ses victimes, c'est qu'entre temps il aura permis aux uns d'en tirer profit et aux autres d'en subir les conséquences, et c'est bien là son objectif, non seulement sur les consciences mais sur la société.

Il y a ceux qui mentent aux travailleurs en affirmant qu'ils n'ont pas d'autres alternatives que de se résigner à de nouveaux sacrifices tout en oeuvrant à leur bien-être, tandis que d'autres leur assurent que le capitalisme recèlerait encore des vertus qui pourraient être employées à bon escient afin de soulager ou de mettre un terme à tous leurs maux. Ils ont comme point commun l'horizon indépassable du capitalisme auquel ils sont soumis. Les uns assument être de droite, les autres se prétendent de gauche, cherchez l'erreur. Les premiers mentent ouvertement, les seconds par omission. Ils vont le nier tous les deux. Ils ne sont pas plus fréquentables ou recommandables l'un que l'autre partant de là.

Maintenant quand le mensonge structure leur mode de pensée ou qu'ils en ont fait le principal instrument de leur théorie (Intellectuels, historiens, journalistes, dirigeants de partis politiques, etc.), ils vont devoir recourir sans cesse à de nouveaux mensonges pour couvrir les précédents et ainsi de suite, jusqu'au moment où acculés ou par accident ils en viendront à se contredire, à se trahir eux-mêmes. Ils pourront toujours clamer leur bonne foi pour berner une fois de plus les esprits les plus faibles et cela indéfiniment ou non, tout dépendra du contexte social et politique. Et puisque la société est entraînée dans un processus de régression sans fin à la suite du capitalisme, il n'y a pas lieu de penser qu'ils cesseront d'y recourir du jour au lendemain, bien au contraire.

Dans ces conditions ceux qui s'en tiennent strictement aux faits et à leurs conséquences, se retrouveront marginalisés, totalement isolés et leur voix sera inaudible. Il faudra attendre que la situation se dégrade davantage au point de devenir insupportable et que les travailleurs se dressent contre le régime ou des jours meilleurs, pour que la vérité supplante le mensonge sans pour autant crier victoire sur l'infamie.

Car le plus déconcertant sera de constater que les masses feront preuve d'amnésie ou d'inconsistance dans ce domaine comme dans bien d'autres, ce qui d'ailleurs s'expliquent très bien dès lors qu'on ne les idéalise pas ou qu'on ne leur prête pas un niveau de conscience qu'elles n'ont jamais atteint en réalité, l'un des plus gros défaut des militants qui se leurrent également sur eux-mêmes.

Les menteurs sont comme les flatteurs, ils vivent au détriment de ceux qui les écoutent.

En revanche dans la vie quotidienne, quand une personne démasque un menteur, elle le rudoie vertement et généralement elle cesse d'avoir confiance en lui, quand elle ne décidera pas de prendre ses distances avec lui ou de rompre leurs relations. Il arrive qu'on estime nécessaire de mentir à quelqu'un et que ce soit légitime, mais c'est un autre sujet puisqu'on est animé de bonnes intentions, ce qui n'est jamais le cas des acteurs dont nous venons de parler.

Personnellement, mentir est inutile, stupide et indigne, sauf en cas de force majeur, par exemple face à un patron, un agent de police ou pour ne pas choquer inutilement une personne qui ne supporterait pas la vérité. Ce n'est pas une question de morale, mais d'intelligence avant d'être un principe. Et puis, comment vivre en paix avec sa conscience quand on ment pour un oui ou pour un non. Je sais qu'il est très facile de se donner bonne conscience et d'abuser de la naïveté de gens bien disposés à notre égard, je trouve cela dégueulasse ou me fait horreur.

Le plus intéressant ou ce qu'on retiendra ce n'est pas l'attitude des menteurs professionnels, mais celle de leurs victimes, parce qu'ils savent quelque part qu'on leur ment et ils n'en tiennent pas compte, ils n'en tirent aucun enseignement, ils sont inconsistants, ce qui témoignent de leur faible niveau de conscience ou qu'ils ont peu évolué contrairement aux apparences, vaut mieux le savoir, cela évite de se faire bien des illusions ou de leur tenir un discours inapproprié.

Hannah Arendt, je ne connais pas ou très mal. Je suis tombé sur cette citation dans un article d'un blog, donc par hasard et

j'en resterai là avec cette philosophe qui ne m'intéresse pas. Il paraîtrait qu'elle aurait cautionné l'idéologie nazie, là n'est évidemment pas notre propos. J'ai ajouté cette précision qui a valeur d'avertissement en direction des lecteurs : qu'ils ne se précipitent pas tête baissée sur ses écrits sans posséder un solide esprit critique ou acquis les bases du matérialisme dialectique.

L'intérêt de ce portail, c'est qu'on pouvait échanger librement des idées sans aucune contrainte ou obligation, sans que personne ne nous juge, de manière à ce que nous puissions progresser ensemble et chacun à son rythme, cet aspect pourtant capital et passionnant n'intéresse apparemment personne, tant pis.

C'est étrange et embarrassant, que ce soit un modeste ouvrier qui constate que des intellectuels de haut niveau fassent preuve d'un tel aveuglement. 99,99% se fourvoient ici ou là, aucun ou très rares sont ceux qui font preuve de cohérence ou qui vont au bout de leurs analyses. Aucun parmi ceux qui officient dans les médias dits alternatifs, aucun parmi les intellectuels militants avec lesquels j'ai eu des échanges. Par contre, tous vont vous débiter à la chaîne ou à la pelle des discours, des articles ou des bouquins, ils sont intarissables en sophismes. Personnellement, cela me prend du temps pour écrire un misérable article qui contiendra pas ou peu de références, les leurs en sont bourrés à craquer. On ne fonctionne donc pas du tout de la même manière.

Eux, ils disposent du matériel prêt à l'emploi avant même d'écrire le premier mot, moi je dois le rechercher au fur et à mesure dans ma petite tête, et si je ne le trouve pas, c'est la panne sèche ! Tout ce qui leur reste à faire, c'est d'ordonner leurs idées ou de faire un plan, ils vont les chercher dans les petites boîtes où ils les ont soigneusement rangés. Contrairement à eux, je ne peux pas les ordonner ou faire un plan, puisque mes idées vont me venir à l'esprit au fur et à mesure de la progression de ma réflexion, je ne sais jamais à l'avance ce que je vais écrire ni dans quelle direction et où je vais aboutir. Je ne sais pas si c'est très clair. J'ai bien acquis des connaissances ou des certitudes, mais elles ne sont pas figées.

Si par exemple vous demandez à un intellectuel ce qu'il pense d'une campagne contre le racisme, il va trouver cela très bien parce qu'il est anti-raciste, moi aussi, mais il y a de forte chance que je ne partage pas sa décision, parce que je vais poser la question de savoir qui en est à l'initiative, qui y participe et dans quel but, si elle ne va pas servir à cautionner la politique du gouvernement ou l'aider à passer... Donc à la question qui nous est posée, lui il a une répondre toute prête, alors que je dois construire la mienne au fur et à mesure des questions que je vais me poser et des réponses que j'y aurai apportées. Lui il va réagir spontanément, moi non. Lui il va partir d'a priori sans se donner la peine de réfléchir, moi non. Bref, ce n'est pas celui qu'on croit qui va réfléchir le plus! Et même quand il est amené à réfléchir sur une question, il va réfléchir non pas librement, mais en fonction de la manière dont son cerveau a été formaté au cours de ses études, selon un schéma et une logique préétablie et il n'en sortira pas, il en sera généralement incapable ou il n'en aura pas la volonté. Cela permet de comprendre pourquoi ils sont si arrogants ou leur absence de modestie en général.

Eux, ils recourent à une logique préétablie, ils ont appris à penser d'une certaine manière et ils pensent comme ils ont appris à le faire, c'est rudimentaire mais terriblement efficace, c'est cela qui distingue un intellectuel et pourquoi je n'en serai jamais un, cela tombe très bien puisque je ne les envie pas du tout, je les plains au contraire. Chez moi, c'est la progression de ma réflexion qui va constituer le support logique à l'ensemble de mes idées, parce que je ne pars pas d'a priori, hormis la méthode du matérialisme dialectique qui m'aide à découvrir les rapports de cause à effet qui existent ou ont existé, à quel moment la quantité se transforme en qualité, etc.

Je n'étale pas ma science, pour la simple raison qu'à chaque fois je dois reconstituer mon argumentation ou recomposer ma démonstration avec le risque d'oublier quelque chose. C'est un inconvénient assurément, mais cela présente l'avantage de pouvoir en vérifier la cohérence et de pouvoir rectifier des erreurs, de combler des lacunes, et petit à petit avec l'expérience on parvient à produire des analyses de plus en plus précises, bref, on progresse.

Les intellectuels appartiennent à la catégorie de travailleurs qui ont les idées les plus fermées, ce sont les plus bornés et têtus. Ils gèrent leurs idées comme un propriétaire gère son patrimoine ou sa fortune pour la faire fructifier sans s'occuper du reste. Ils sont bourrés d'idées préconçues comme des bigotes, et ce sont les premiers à se moquer des préjugés des masses arriérées. C'est ce qui les rend si insipides, écoeurants. Ils ont intégré l'idéologie du régime qu'ils adaptent à leurs besoins, et ils sont prêts à tout pour le justifier (comme Hannah Arendt) d'où la difficulté d'en changer, ce qui explique pourquoi finalement ils n'auront jamais progressé une fois leur cursus universitaire terminé. Vous voyez qu'ils sont plus à plaindre qu'à envier. Mais on en a besoin ou ils peuvent servir, la preuve.

On terminera par d'autres aphorismes ou citations. Franchement, pourquoi se casser la tête pour exprimer clairement nos idées, quand d'autres l'ont fait si bien avant nous, il ne faut pas être idiot.

Les faits, rien que les faits.

- "La liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat."

Votez Macron !

- "Politiquement, la faiblesse de l'argument du moindre mal a toujours été que ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal."

Divertir les masses pour qu'elles demeurent ignorantes...

- "La société de masse ne veut pas la culture mais les loisirs."

Tout est lié ou l'impact de la parole...

- "Les mots justes trouvés au bon moment sont de l'action."

Les exploités et les opprimés rassemblés constituent une force invincible...

- "Le pouvoir jaillit parmi les hommes quand ils agissent ensemble."

Nouvelles du bled.

Quand l'extrême droite est au pouvoir.

- Le Taj Mahal sorti des guides touristiques indiens - lepoint.fr

Le Taj Mahal, immense mausolée en marbre édifié entre 1631 et 1648 par un empereur dévasté par la mort de sa femme et monument le plus emblématique de l'Inde, vient d'être sorti des guides touristiques du pays, rapporte Franceinfo. À l'origine de cette démarche, la ministre du Tourisme de l'État de l'Uttar Pradesh (le plus peuplé du pays, rappelle RFI) et de la ville d'Agra où se situe le monument. La ministre estime que le Taj Mahal ne reflète pas la culture indienne.

En réalité, derrière cette suppression, on retrouve des raisons éminemment politiques et historiques, décrypte Franceinfo. En effet, le parti nationaliste hindou actuellement au pouvoir dans cette région ne souhaiterait pas mettre en avant ce monument bâti par un Moghol, un musulman. « Les Moghols, un temps considérés comme les premiers bâtisseurs de l'Inde, sont aujourd'hui accusés par l'extrême droite hindouiste d'avoir commis un holocauste sur les populations locales », rappelle Franceinfo. Résultat, des rues à leurs noms ont aujourd'hui disparu au profit de noms hindous et le passé moghol du pays a été chassé des manuels scolaires. L'État de l'Uttar Pradesh compte pourtant un cinquième de musulmans.

Un enjeu économique majeur

Dans la ville d'Agra, la suppression du Taj Mahal des guides touristiques laisse les habitants pantois : « C'est le tourisme qui fait vivre la ville : il y a plus de 400 000 personnes qui travaillent de près ou de loin pour ce monument qui génère 20 % du budget de l'État de l'Uttar Pradesh », explique un homme d'affaires à Franceinfo. Entre 7 et 8 millions de personnes visitent ce monument classé au patrimoine mondial de l'Unesco chaque année. L'enjeu économique est donc majeur, d'autant que la fréquentation du Taj Mahal serait aujourd'hui en baisse. lepoint.fr 11.10

Le BJP réécrit l'histoire de l'Inde. Le Parti du Congrès l'avait précédé en faisant disparaître la promesse de Nehru à lors Mountbatten d'organiser un référendum sur le rattachement du Cachemire à l'Inde ou au Pakistan, alors que la population du Cachemire se composait majoritairement de musulmans.

- L'or cote 2 800 dollars l'once en Inde - La chronique Agora le 22 novembre 2016

Extrait. La guerre contre le cash en Inde a propulsé les cours de l'or à 2 800 dollars l'once en Inde. Ceci est la preuve que l'or reste une monnaie recherchée en cas de répression financière violente. Ils sont fous, les Indiens ? Acheter de l'or 2 800 dollars l'once alors que toutes les cotations nous indiquent autour de 1 200 dollars l'once. Non, ils ne sont pas fous : ils sont victimes de répression financière. Comme vous le savez, leur gouvernement a autoritairement décidé de supprimer deux billets très utilisés dans le pays. De 500 roupies et 1 000 roupies. 97% de l'économie du pays tourne avec des espèces et 86% avec ces billets. Les petites entreprises ont été ébranlées, certaines ne pourront jamais s'en remettre. Les gens échangent leurs roupies contre des dollars. Les capitaux sortent du pays. Même l'économiste de Princeton Kenneth Rogoff, pourtant grand avocat de la société sans cash, a émis des réserves sur les méthodes brutales du gouvernement Modi.

Si dans un pays où l'or est répandu, une panique monétaire fait monter les cours à plus du double du cours officiel, quel serait le résultat d'une telle expérience monétaire dans un pays où l'or est moins courant ?

Bill Gates était en Inde lors de la désastreuse expérience monétaire du gouvernement Modi et a indiqué à The Economic Times à New Delhi : « le monde basculera dans le cashless et l'Inde adoptera rapidement une économie à paiement numérique ».

Le milliardaire fondateur de Microsoft est très impliqué dans la promotion du paiement numérique qui arrange bien ses affaires. Selon le quotidien indien financier Business Standard, Gates souhaite devenir un partenaire privilégié du gouvernement. « C'est une période très intéressante en Inde et certaines opportunités de ces plateformes digitales sont vraiment étonnantes », a indiqué Gates. Mais ses ambitions ne s'arrêtent pas là : « Nous devons travailler sur les questions de santé, les applications santé ».

http://la-chronique-agora.com/or-2800-dollars-once-inde

Comme quoi on peut se passer du capitalisme et de ses lobbies.

- Charente-Maritime: il invente un plastique qui pourrait bouleverser l'industrie agroalimentaire - bfmtv.com

Dans une première version du produit, cet ingénieur a utilisé un déchet de la canne à sucre pour produire un plastique entièrement végétal et donc biodégradable, composable et recyclable. bfmtv.com 12.10

Le prix Nobel à l'imposture.

Que va changer l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Ican qui milite pour le désarmement nucléaire ? Rien, ni en France ni chez aucun des neuf pays détenteurs de la bombe. C'est l'une des particularités de cette arme suprême : entre les mains des dirigeants qui la possèdent, elle est bien sûr un outil militaire de dissuasion, mais pas seulement. lepoint.fr 11.10

Militer pour le désarmement nucléaire en direction des gouvernements en place, car cet objectif pourrait être atteint sans envisager un changement de régime. C'est d'ailleurs bien pour cela qu'ils ont attribué ce prix à cette ONG. On a envie de dire à force : Quelle connerie ! Cela relève de la manipulation des masses.

C'est quoi cette ONG ?

La Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN) est une coalition internationale qui vise à mobiliser les citoyens de tous les pays pour inspirer, persuader et faire pression sur leurs gouvernements afin de lancer et de soutenir des négociations en faveur d'un traité interdisant les armes nucléaires. http://fr.icanw.org

Toujours dans le portail d'ICAN :

Hans Blix Inspecteur de l'ONU : "Je suis fier de soutenir la Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires."

Ban Ki-moon ex-Secrétaire général de l'ONU" : Je félicite ICAN de travailler avec tant d'ardeur et de créativité."

Et parmi ses partenaires en France : le PCF, la CGT, la FSU, la Fondation Copernic (PS), les Verts Ligue des Droits de l'Homme, etc. bref la "gauche"...

Contribution politique. Nous aussi on a de la suite dans les idées.

On va être plus concis et plus précis qu'avant-hier.

La nouvelle stratégie définie par les idéologues néoconservateurs anglo-saxons et les généraux du Pentagone est destinée aux pays et aux peuples qui sont trop développés ou trop peuplés pour leur faire la guerre sans prendre le risque d'être détruit en retour.

Elle concerne ou englobe tous les pays qui possède l'arme atomique et qui sont appelés à devenir leurs alliés, à défaut de pouvoir les conquérir ou les soumettre en recourant à la force, d'où la guerre de basse intensité qu'ils leur livrent, le harcèlement ou les pressions qu'ils exercent sur eux en permanence, la surveillance et l'infiltration dont ils font l'objet pour parvenir à leur objectif. Il faut que ces pays s'intègrent dans leur stratégie.

Quand aux autres pays ou continents, ils en sont exclus, ils sont voués au chaos et à la guerre ou encore au régime de la terreur indéfiniment.

On a pu observer que dans le passé ils avaient pu maintenir dans un état de sous-développement pendant un siècle des pays immenses et intensément peuplés comme l'Inde ou la Chine, alors ils s'imaginent que ce sera d'autant plus facile avec des pays à la superficie réduite et beaucoup plus faiblement peuplés. Sauf que certains pays d'Afrique (Nigéria, Egypte, etc.) ou d'Asie vont atteindre rapidement ou ont déjà dépassé les 100 millions d'habitants (Pakistan, Indonésie, etc.) et il s'avèrera impossible de les tenir en laisse très longtemps, à moins de les balkaniser ou de les démanteler pour les affaiblir, il faut dire qu'ils ont acquis une certaine expérience dans ce domaine en Europe en dépeçant la Yougoslavie, en démembrant la

Tchécoslovaquie, ailleurs, le Soudan, l'Indonésie (à vérifier ou Philippines - Timor oriental), bien avant aussi, en fait tout au longs du XXe siècle en Asie et en Afrique, au son du canon ou à l'aide d'une règle ils ont dessiné ou orchestré leur balkanisation ou leur partition, de sorte qu'aucun ne sera en mesure de les concurrencer ou de se développer à leur niveau, pour qu'ils conservent leur hégémonie sur le monde.

Il leur faut absolument intégrer dans leur stratégie la Russie, la Chine, le Brésil, l'Australie et l'Inde, quant à l'Europe, ils ont déjà atteint cet objectif par le biais de l'UE qu'ils ont fondée dans cette perspective.

Aujourd'hui les seuls garants de la stabilité de l'économie capitaliste mondiale sont le dollar, les banques et institutions financière américaine dont la Fed. Le dollar sert d'étalon au taux de change entre les différentes monnaies, cependant cette valeur étalon n'est pas fixe ou plutôt unique, elle peut varier ou fluctuer face à chaque monnaie selon des critères qui ne sont pas seulement économique, mais en fonction de la politique prédatrice adoptée par l'oligarchie anglo-saxonne, c'est-à-dire qu'elle ne tient pas compte des facteurs économiques des pays de ces monnaies, ce qui signifie qu'un pays peut connaître une forte croissance économique, et en même temps la valeur de sa monnaie face au dollar peut diminuer ou se dégrader, alors qu'en principe cela devrait être le contraire. Il y a une explication très simple à ce phénomène, c'est que plus un pays va se développer et plus il devra mettre la main à la poche pour obtenir des dollars, autrement dit il devra payer plus cher ses importations libellées en dollar ou le produit de sa croissance partira en fumée ou plus précisément il atterrira dans la poche des banquiers anglo-saxons. Cela relève autant du racketting que du pillage de ces pays.

Je me suis fait cette réflexion en me rendant chez un agent de change il y a quelques mois, en observant que la parité entre le dollar et la roupie avait évolué en faveur du dollar en passant de 1 dollar pour environ 40 à 45 roupies il y a encore peu de temps, pour dépasser aujourd'hui les 70 dollars, tandis que la parité avec l'euro était demeurée relativement stable autour de 70 dollars. On aura aussi remarqué que si la parité entre le dollar et l'euro avait connu des fluctuations importantes ou quelques accès de fièvre, elle était demeurée finalement relativement stable autour d'1,20 euro pour 1 dollar. Hormis l'explication que j'ai fourni, comment sinon expliquer que la roupie se soit effondrée face au dollar, tandis qu'elle était demeurée stable face à l'euro, pendant que l'économie indienne connaissait une forte croissance. De plus, cela avantage les multinationales américaines implantées en Inde qui disposent de dollars et n'ont donc pas à pâtir de la hausse du dollar face à la roupie, ce qui ne sera pas le cas de leurs concurrentes indiennes ou des entreprises du secteur public, par exemple celles qui importent du pétrole.

Les Américains possèdent une surface financière et une multitude d'instruments financiers qui leur permettent de fixer et manipuler les taux de pratiquement toutes les marchandises qui s'échangent sur le marché mondial, dont les monnaies, l'or et toutes les matières premières, les intérêts bancaires, les obligations (où dettes des Etats), les produits dérivés et autres produits financiers, sans oublier la planche à billets. Ce sont eux et eux seuls qui fixent la quantité de dollars en circulation, et c'est la BRI qu'ils contrôlent, la banque centrale des banques centrales, qui fixent la fourchette dans laquelle les taux d'intérêt pratiqués par les différentes banques centrales dans le monde doivent évoluer en accord avec leurs gouverneurs. Qu'un Etat prenne une mesure défavorable au dollar, et elle sera immédiatement compensée par différents mécanismes, soit en agissant sur les taux de change entre les monnaies, soit en recourant à la planche à billet et basta.

Donc tout effondrement soudain et brutal du dollar ne pourrait provenir que de l'oligarchie anglo-saxonne elle-même (comme dans le passé), contrairement à ce que racontent tous les charlatans qui prédisent sa chute incontrôlée ou non souhaitée par les banquiers américains depuis maintenant des décennies.

Donc ceux qui estiment que la théorie de l'effondrement du capitalisme serait encore valable ou que la crise du capitalisme conduirait fatalement à une explosion de l'économie mondiale se font de graves illusions ou nous racontent de mauvaises blagues, bien qu'ils soient bien intentionnés, ceci n'empêche pas cela, et gare à ceux qui les croiraient sur parole puisque les faits démontrent justement le contraire ou qu'il n'en sera rien.

Cela dit, la crise du capitalisme est tout ce qu'il y a de plus réelle, mais ce qu'on n'arrive pas à imaginer ou à se graver dans le cerveau, c'est qu'ils ont trouvé les moyens de différer indéfiniment son dénouement. Elle ne leur sert plus que de prétexte pour étrangler les Etats ou tous les peuples qui doivent impérativement se soumettre à leur volonté, diktat ou leur politique.

Bâtir une stratégie politique dans la perspective de l'effondrement du capitalisme sans tenir compte des instruments qu'il a créés pour l'éviter, c'est assurément se fourvoyer et entraîner le mouvement ouvrier dans une impasse mortelle.

La stratégie du chaos et de la guerre définie par les néoconservateurs sert également à étouffer cette crise du capitalisme, toute autre politique l'alimenterait et constituerait pour le coup une sérieuse menace parce qu'elle pourrait devenir rapidement incontrôlable, il faut donc que tous les pays l'adoptent ou s'y soumettent de gré ou de force selon qu'ils se situent parmi leurs alliés ou leurs ennemis.

Leur stratégie ne peut souffrir de concurrence parce qu'elle ferait ressurgir le spectre de l'effondrement du capitalisme et de la révolution socialiste qui en serait le corollaire. Cette stratégie, elle ne leur est pas venue à l'esprit un beau matin ou par hasard, pour simplement conserver leurs privilèges ou leur domination sur le monde, mais parce que c'est la seule réponse possible à la crise du capitalisme qui leur permet d'assurer leur propre survie. Elle leur est dictée par les contradictions exacerbée du

capitalisme, donc elle s'inscrit toujours dans le même processus dialectique, qui parvenu à un certain stade de développement nécessite d'adapter chaque facteur en fonction de l'évolution de leurs rapports, pour que son orientation n'en soit pas altérée.

On comprend dès lors pourquoi tout grain de sable ou tout raté alimenterait ces contradictions et la lutte des classes, ce qu'ils tiennent à éviter à tout prix, d'où l'urgence d'intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie.

Leurs alliés présentent une autre particularité que posséder l'arme atomique ou un niveau de développement comparable au leur ou encore une forte densité de population.

On a dit que l'UE leur était acquis, tout du moins dans l'état actuel des choses. L'Australie également. La Russie est pratiquement dirigée par un parti unique, et l'expérience désastreuse du stalinisme laisse peu d'espoir ou d'espace d'y voir surgir un parti de type bolchevik. Quant à la Chine, c'est une dictature, ce dont ils raffolent, donc renverser le régime en place ne présenterait aucun avantage pour eux, ils ne pourraient pas espérer mieux. Et l'Inde demeure toujours aussi arriérée, bureaucratique et corrompue, son régime semi-féodal a fait ses preuves, donc là aussi ce serait dommage de s'en passer. Reste le Brésil qui a certes mis fin à des décennies de dictature militaire, mais demeure insignifiant sur le plan économique ou politique à l'échelle mondiale, donc peut être facilement déstabilisé ou manipulable.

Tous les autres pays leur mangent déjà dans la main. Ils y possèdent des bases militaires. Ils sont fortement endettés auprès du FMI ou de la Banque mondiale. Ils sont tous intégrés dans des institutions supranationales contrôlées par les Etats-Unis ou ses alliés, auprès desquels ils se fournissent en armement pour assurer leur défense ou la stabilité de leur régime, ils ont tissé tellement de liens de dépendance avec les puissances dominantes qu'ils en sont à mendier auprès d'eux leur soutien ou survie. Une partie d'entre eux sont encore sous-développés ou leur régime est archaïque, semi-féodal, en proie à des violences sporadiques, à des guerres civiles, à des conflits avec leurs voisins, aux caprices des investisseurs étrangers, du climat, bref, ils sont particulièrement instables et faibles, bien qu'ils présentent les apparences d'Etats indépendants ou souverains, ils sont demeurés dominés et sont voués à le rester aussi longtemps que la révolution socialiste n'aura pas vaincu.

Maintenant, l'évolution du capitalisme, la crise du capitalisme n'est qu'un aspect de la situation qui explique ou justifie le recours à cette stratégie par l'oligarchie, l'autre, c'est l'incapacité du mouvement ouvrier international de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, l'absence de partis ouvriers socialistes-révolutionnaires en Europe principalement, mais aussi aux Etats-Unis.

Du coup ils estiment que la voie est libre, qu'ils peuvent foncer, tout se permettre et tout détruire, remodeler le monde à leur image, et on ne peut pas les contredire sur ce point malheureusement. Les conditions des masses ont évolué plus rapidement que leur niveau de conscience, et cela ils le savent. Le pire, c'est que les dirigeants du mouvement ouvrier le nient ou n'en tiennent pas compte. Quelque part c'est normal puisque eux aussi n'ont pas évolué.

Les masses sont demeurées ignorantes ou arriérées, et le peu qu'elles ont pu apprendre de leurs expériences de la lutte de classes, elles l'ont troqué pour un mode de pensée en rapport avec l'amélioration de leur condition, de sorte qu'il n'en reste plus trace et elles se retrouvent à la merci du premier sauveur ou bonimenteur venu. Elles ont régressé ainsi que le mouvement ouvrier désormais complètement décomposé, hormis quelques trotskystes marginalisés, qui parfois donnent l'impression d'avoir abandonné leur théorie foireuse pour ensuite y revenir.

Quant aux classes moyennes, comme d'habitude elles se sont vendues au plus offrant. Les intellectuels qui sortent du lot espèrent encore réformer le capitalisme et s'en remettent régulièrement à l'une ou l'autre de ses institutions.

Si ce constat est peu encourageant ou démoralisant, il ne l'est pas pour notre ennemi qui compte bien en profiter.

Et nous alors ? Le baron de Coubertin disait que l'essentiel n'était pas de vaincre mais de participer.

Participer à la lutte de classe, c'est un devoir.

On poursuivra une autre fois.

En famille. Plus impérial ou Versaillais que le monarque.

Quand Mélenchon se fait le chantre de la Constitution de la Ve République et du drapeau des Versaillais

- Mélenchon dénie à Macron le droit d'imposer le drapeau européen - Reuters

Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a dénié mercredi à Emmanuel Macron le droit de reconnaître officiellement le drapeau européen contre lequel la France a selon lui voté en rejetant la Constitution européenne en 2005.

"Vous n'avez pas le droit d'imposer à la France un emblème européen confessionnel. Il n'est pas le sien et la France a voté contre son adoption sans ambiguïté", a-t-il écrit dans un communiqué en référence à la ressemblance entre le drapeau aux 12 étoiles et des représentations de la Vierge Marie.

"Le refus du traité constitutionnel de 2005 dans lequel cet emblème était proposé vaut décision du peuple français sur le sujet. La décision du vote du congrès du parlement sur le traité de Lisbonne qui ne le mentionnait pas après que le président Sarkozy [l'a] officiellement retiré vaut décision du parlement", poursuit le député LFI de Marseille.

Il ajoute que "la Constitution française prévoit que le drapeau tricolore est notre emblème national et n'en envisage aucun autre" et qu'un changement exige l'accord du parlement. Reuters 11 octobre 2017

Au moins on sait dans quel camp il combat ! Merci de cette précision monsieur Mélenchon.

La propagande en faveur du régime s'étoffe. Il manquait à la "révolution citoyenne" son "média citoyen".

- Lancement du "média citoyen", de gauche mais "pas une télé-Mélenchon" - AFP

Le Manifeste définit "un nouveau média fondamentalement alternatif par sa gouvernance, son modèle économique et son fonctionnement". Il sera engagé car "coopératif" et "indépendant", "collaboratif", "pluraliste", "culturel et francophone", "humaniste et anti-raciste", "féministe", "écologiste et progressiste". Le qualificatif "de gauche" n'apparaît pas.

Ouf, encore heureux !

Il n'apparaît pas sur le papier, mais il sera dans les esprits, c'est pire encore !

Aude Rossigneux, rédactrice en chef au JDD le 27 septembre dernier : "On sera le média d'un courant de pensée, un média de gauche."

Ils sont de gauche mais il ne faut surtout pas que quelqu'un s'en aperçoive, franchement ce n'était pas la peine de se donner autant de mal pour nous persuader du contraire.

Une ligne éditoriale à gauche, "mais pas militante".

Ah ben il n'aurait plus manqué que cela ! Mais ce sera "un média de gauche", même pas en parole.

Sophia Chikirou explique dans Le Monde : "Evidemment que les idées de La France insoumise sont inscrites dans la ligne éditoriale du 'manifeste'. Mais ce ne sera pas un organe de propagande 'insoumise'. Cela inclura la pensée de l'insoumission, mais aussi la pensée communiste, socialiste et écologiste."

On avait compris que "la pensée communiste, socialiste et écologiste" version PS, PCF et FI n'était pas de gauche.

On a les références qu'on peut après le parti démocrate d'Obama, Clinton, etc.

JDD - Pourquoi s'appeler "Le Média"?

Aude Rossigneux - Le nom est arrivé au détour d'une conversation. Il peut paraître ambitieux, mais pas plus que "Le Monde" par exemple.

La grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le boeuf.

Aude Rossigneux explique que l'offre devrait aussi compter une tranche météo. "On peut être de gauche et vouloir savoir comment on va s'habiller demain matin", explique-t-elle dans "Village médias" sur Europe 1.

Il est vrai que chez ces gens-là ils n'ont que l'embarras du choix. Imaginez un instant qu'elle sorte de chez le coiffeur et qu'il se mette à pleuvoir, quelle horreur !

Appel en direction des riches mécènes ou philanthropes.

Les Insoumis n'excluent pas non plus la possibilité de financement par des mécènes. Dans "Quotidien", Sophia Chikirou se

voulait rassurante sur ce point : "Ça ne vous donne aucun droit, si ce n'est celui de donner, de le faire dans un but philanthropique. On sera transparent sur cela". AFP et francetvinfo.fr 11.10

Un "être humain", mais surtout pas une classe.

Aude Rossigneux, rédactrice en chef : "Le Media" fera de la pédagogie. Décrypter et expliquer l'actualité. Dire que derrière chaque décision, chaque victoire ou défaite sociale, il y a un être humain. lejdd.fr 27.09

Le populisme dans toute sa splendeur.

Mélenchon et sa bande de bras cassés savent très bien qu'ils ont à faire à des travailleurs corrompus par le capitalisme ou qui n'ont pas atteint un niveau de conscience politique qui les conduirait à remettre en cause le régime.

Ce qu'ils appellent "le journalisme citoyen" aura pour tâche de leur donner la parole, ce qui leur permettra de se faire passer pour des démocrates, mieux encore, les représentants officiels du régime en profiteront pour s'exclamer : Vous voyez bien que nous respectons la démocratie, que nous sommes en démocratie, vive les institutions de la Ve République.

En réalité, ils feront guère mieux ou même pire que les médias-oligarques, dans la mesure où ils colporteront des illusions dans le régime sans que cela ne change quoi que ce soit, ce qui contribuera à renforcer l'idée déjà quasi-unanime qu'il est impossible de changer la société. Une amphétamine à valeur de somnifère en somme.

Il faut bien comprendre que disposer d'informations que les médias-oligarques censurent, ne sert strictement à rien quand on n'est pas capable d'en faire un autre usage que prétendre qu'il serait possible de réformer le capitalisme, l'UE, etc. C'est un exercice de manipulation des consciences, qui finalement relève de l'individualisme et flattera l'égocentrisme qui de nos jours à tendance à prendre des proportions monstrueuses.

Il servira de caution de gauche ou démocratique au nihilisme ou à la propagande officielle qu'il sera impuissant à combattre, puisque les acteurs du "journalisme citoyen" seront bourrés de contradictions et tiendront un discours inconsistant sans portée pratique. Si vous voulez, c'est comme lorsqu'en guise de conclusion à la lecture d'un bel article, vous vous dites : et alors, et après ? Rien, vous ne serez pas plus avancé.

Il est vrai qu'il y a beaucoup de travailleurs très évolués, mais s'ils passent à côté de l'essentiel, de ce qui est élémentaire, cela leur sert à quoi hormis défendre leurs intérêts individuels, leur statut privilégié.

C'est peut-être là que se situe le problème, car seuls l'existence de droits collectifs peut garantir l'exercice de droits individuels.

Le Média va servir à détourner les travailleurs du combat politique pour abattre le régime. Paraît-il qu'il réservera un espace au football ou au sport, à la météo, c'est sa rédactrice en chef qui l'a affirmé, il ne manquera plus que l'horoscope ou le tirage du loto, le résultat du tiercé, j'allais oublié les cours de la Bourse !

On imagine que ce média de divertissement se fera un devoir de reproduire cette information transmise par un internaute :

- " Le scandale du logement HLM du beau couple Garido / son mari (Alexis Corbière - LVOG). Ils gagnent plus de 14 000€ / mois visiblement, sans compter ses honoraires d'avocate. Ils ne libèrent pas le logement qu'ils ne devraient plus avoir depuis longtemps et donc empêchent un couple moins nanti qu'eux d'y résider. J'imagine qu'ils vous font honte, que vous êtes indigné et que vous demandez leur démission ?"

Ils habitent dans un logement HLM de 80m² dans le 12e arrondissement de Paris et paient 1 200 euros de loyer mensuel. On aura compris que ces nantis ne sont pas directement concernés par la crise du capitalisme, ce qui peut expliquer pourquoi ils n'envisagent pas de l'affronter, ceci explique cela dans leur cas, car on peut très bien concevoir que des travailleurs disposant d'un statut supérieur rompent avec le régime, mais pas à FI, il faut chercher ailleurs.

- ... la Fondation Abbé Pierre de constater dans son rapport annuel sur l'Etat du mal-logement en France en 2017 que "le nombre de personnes sans domicile a augmenté de 50 % entre 2001 et 2012 ; que les Français sont 44 % de plus qu'en 2006 à se priver de chauffage à cause de son coût ; qu'ils sont 42 % de plus à subir un effort financier excessif pour payer leur logement..." Huffington Post

Et pendant ce temps-là les Mélenchon, Ruffin, Corbière et Cie font les guignols à l'Assemblée nationale ou sur les plateaux de télévision...

Tenez en guise de complément, un autre exemple de "journalisme citoyen".

Ils appellent aussi "journalisme citoyen" les articles publiés par les médias dits alternatifs, indépendants, anti-impérialistes, etc.

- "On avait déjà cru comprendre que le nouveau président américain, pour qui le respect des accords internationaux n'engage que les imbéciles qui les ont signés, voulait revenir tant sur les accords bilatéraux avec Cuba que sur l'accord iranien. " Philippe Huysmans - http://www.investigaction.net/fr/quand-le-monde-vire-complotiste

Encore un crétin d'intellectuel qui n'a pas encore compris que les pacifistes militaient pour la paix en temps de paix et rejoignaient le camp de la guerre en temps de guerre, ou que les traités signés étaient faits pour être violés depuis un siècle, et que le même sort était réservé aux "accords internationaux", on pourrait ajouter les résolutions adoptées par l'ONU, par les Etats-Unis, Israël et leurs alliés selon les circonstances.

Tous ces gens-là brassent du vent et la caravane passe ou les impérialistes continuent d'appliquer tranquillement leur infâme stratégie.

Sinon, vous avez toujours de véritables médias-oligarques de gauche pour vous informer. Ils sont d'une impartialité redoutable, jugez plutôt.

- «Il y a un discours bien rodé pour taper sur la fonction publique» - Liberation.fr

Les manifestations de fonctionnaires ont rassemblé 209000 personnes dans toute la France mardi. Un succès. Liberation.fr

Le torchon de Drahi prenant la défense des fonctionnaires... De quel succès parlent-ils quand moins de 4% des fonctionnaires se sont mobilisés (sur 5,4 millions) ?

- Macron, si loin des manifs - LeParisien.fr

C'est une coïncidence dans laquelle on pourrait voir quelque chose de symbolique. Quand les Français manifestent dans la rue, Emmanuel Macron est loin. LeParisien.fr

Jupiter prend de la hauteur, de la distance... C'est un reproche ou un compliment d'après vous ?

Fat tax pour les ventres plats, et "flat tax" pour les ventres bien gras.

- Revenus du capital: les députés votent en commission la "flat tax" - AFP 12 octobre 2017

Le nouvel ordre mondial tombe le masque.

Le syndrome séparatiste par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 10 octobre 2017

Les dirigeants de Barcelone veulent quitter l'Espagne sans quitter l'UE, ils veulent fonder une "nouvelle nation en Europe", mais ce projet n'a aucun sens. Car si l'UE acceptait l'adhésion d'un Etat sécessionniste, elle signerait son arrêt de mort. Il est vrai que les européistes ont plus d'un tour dans leur sac, et que certains rêvent d'un démembrement des Etats-nations au profit des Euro-régions. Mais ce serait faire l'aveu que l'UE est une machine à broyer les Etats souverains, tandis qu'elle survit péniblement en accréditant la fiction inverse. Le jour où une région sécessionniste est admise dans l'UE, qui pourra encore nier que l'UE sert à évider la souveraineté nationale par le haut tout en la faisant imploser par le bas ? Le syndrome séparatiste, en frappant l'Europe, aura-t-il pour vertu de faire tomber les masques ? Mondialisation.ca

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées ou qu'elles ne datent pas d'hier.

L'article ci-dessous a été rédigé par Karel Vereycken, un dirigeant du parti Solidarité & progrès (Cheminade) qu'on peut estimer infréquentable ou loufoque par certains côtés, réactionnaire il l'est assurément, et si je le publie, c'est parce qu'il fournit une multitude d'informations sur les dessous de l'Union européenne, et les objectifs ou les moyens que certains clans de l'oligarchie ont conçus pour les atteindre...

Vous allez découvrir certains personnages que vous connaissiez déjà, et beaucoup d'autres dont vous ignoriez le rôle important qu'ils ont joué dans la construction de l'UE, le façonnage de l'Europe, le morcellement de certains Etats. Je pense que cela devrait vous intéresser et vous faire réfléchir. Vous allez peut-être être stupéfié d'apprendre que tout ce passe aujourd'hui a été planifié de longue date et que vous l'ignoriez totalement, à croire que nous avons été décidément mal informés par nos dirigeants, qui ont ainsi manqué à ce devoir le plus élémentaire.

Régionalisme : l'Europe de Léopold Kohr, projet d'un fascisme universel - 2 novembre 2007.

Introduction

Si je vous disais que je viens de découvrir qu'il existe un complot fasciste pour gommer de la carte des grandes nations comme la France ou l'Allemagne, je pense que peu d'entre vous me prendront au sérieux. D'abord le mot « fasciste » est excessif et la notion de complot n'est pas politiquement correcte. Pourtant, les passages que je viens de découvrir du livre La décomposition des Nations écrit par Léopold Kohr vers 1945 et publié en 1957 ont balayé mes réticences, car elles m'ont donné, et vous donneront, je l'espère, un peu la chair de poule.

Peu connu en France, ce théoricien politique autrichien y expose d'abord pourquoi, selon lui, il est nécessaire de dépecer les grandes nations et ensuite sa stratégie pour y arriver. Avec le recul du temps, on pourrait observer que Kohr ne s'est trompé que sur un seul point, car quand il posait (en 1945) la question « Le fera-t-on ? », sa réponse était : « Non ! On ne le fera pas ! » Cependant, on constate que depuis 50 ans, jour pour jour, par étapes, le projet de Léopold Kohr, est sournoisement mis en œuvre devant nos yeux et l'éclatement tragi-comique de la Belgique, avec lequel on rigole beaucoup à l'étranger, risque de s'avérer une phase importante dans un projet mondial qualifiable de fasciste.

Qui est Léopold Kohr

Kohr est né en 1909 près de Salzbourg en Autriche et meurt en Angleterre en 1994. Diplômé de sciences politiques à Vienne, il fuit les nazis et se retrouve à la London School of Economics -véritable Science-po du monde anglo-saxon à une époque où un autre autrichien Friedrich Von Hayek y cristallise l'opposition au « trop social » prôné par le directeur de l'école, le grand fabien et disciple des Webb, Lord Beveridge. Un de ses professeurs d'alors, dont il tire une partie de son inspiration, est le redoutable Henry Calvert Simons, qu'on retrouvera lors de la fondation de la société du Mont Pèlerin en Suisse, et qui sera l'homme qui se chargera de former l'économiste ultra-libéral et père du monétarisme à Chicago, Milton Friedman, futur conseiller de Margaret Thatcher et du dictateur chilien Augusto Pinochet.

Ensuite, lors de la guerre civile d'Espagne, Kohr travaille comme correspondant free-lance pour le New York Times, et se forge la réputation d'un combattant anarchiste anti-totalitaire, rejetant aussi bien le fascisme que le communisme.

Il partage le bureau d'Hemingway et fait la connaissance d'un certain Eric Blair -mieux connu sous le nom de George Orwell-, ancien fonctionnaire de la police impériale anglaise en Birmanie et délateur à la botte de l'Information Research Department du ministère de l'intérieur britannique, tout en écrivant, avec un plaisir pervers, des livres comme 1984 où il dénonce Big Brother ...

Les objectifs de la décomposition

En 1941, Kohr publie dans le magazine d'inspiration catholique new-yorkais The Commonweal son article « Disunion Now » [La désunion maintenant : un plaidoyer pour une société basée sur de petites unités autonomes], où l'on retrouve en embryon la substance de sa thèse.

Dans le débat parmi les élites anglo-américaines -qui commençaient à planifier des structures de gouvernance pour Europe de l'après-guerre qu'ils conçoivent essentiellement comme des garde-fous contre le nationalisme allemand et français- Kohr amorce son analyse à partir de la spécificité de la confédération helvétique. Il constate que bien qu'il existe plusieurs langues en Suisse (l'allemand, le français, l'italien), l'existence d'une multitude de 22 cantons permet d'empêcher toute domination d'un bloc linguistique sur un autre, « créant ainsi la condition préalable » d'un équilibre.

« La grandeur de l'idée suisse, donc, » dit-il, « est la petitesse de ses cellules [les cantons] qui en sont le garant. » « Il faut se diviser pour mieux s'unir », nous dit-on. Si la défense du Kleinstaat, le petit état, amena Kohr à dire que « Chaque fois que quelque chose va mal, quelque chose est trop gros », son ami et disciple Fritz Schumacher reprendra à son compte le célèbre dicton de Kohr « Small is Beautiful » avec lequel on lavera le cerveau de toute une génération de baby boomers écolos.

Pour l'Europe d'après-guerre, Kohr exige dans son article que la « technique suisse et non seulement l'apparence de son résultat » soit appliquée :

Ceci consistera dans la division de trois ou n'importe quel nombre de bloc inégaux, en autant de parties plus petites qu'il sera nécessaire, pour éliminer toute prépondérance numérique conséquente. C'est-à-dire qu'il faudrait créer 40 ou 50 états également petits au lieu de 4 ou 5 inégalement grands. » Sinon, dit-il, ceci, par le fait même qu'il y aura 80 millions d'Allemands contre 45 millions d'Italiens et autant de Français, finira par « une hégémonie allemande de façon tout aussi inévitable que la fédération allemande [de Bismarck], dans laquelle 24 petits états liés à la puissance d'une Prusse de 40 millions d'habitants, s'est terminé par l'hégémonie prussienne. »

La suggestion, donc, consiste à diviser l'Allemagne dans un certain nombre d'états de sept à dix millions d'habitants ». Bien que,

« avec la tendance naturelle de toutes les choses vivantes, l'Allemagne se réunirait à moins que toute l'Europe ne soit cantonisée en même temps. La France, l'Italie et la Russie doivent être divisées aussi. » Ainsi, « c'est seulement en découpant entièrement le continent européen qu'il sera possible d'éliminer honorablement l'Allemagne ou tout autre grande puissance sans avoir à infliger à aucune l'anathème d'un nouveau Versailles. »

Et c'est là que les masques tombent, car nous constatons bien que Kohr offre, devant ses maîtres anglais, une stratégie de domination politique.

Comment faire accepter ce projet ?

Ensuite, Kohr révèle dans le chapitre 10 de La décomposition des Nations sa stratégie pour faire accepter un tel dépècement des nations. Il constate que si les tyrans peuvent dépecer les pays par la force et par la guerre, « la guerre n'est heureusement pas le seul moyen par lequel on peut diviser les grandes puissances ».

Cependant, Kohr ne croit guère que l'on puisse convaincre une grande nation d'abandonner sa puissance :

Englouties dans un marais d'émotivité infantile et attachant une valeur phénoménale au fait qu'elles sont grandes et puissantes, elles ne peuvent être persuadées d'opérer leur propre dissolution. Mais, étant infantiles et émotionnelles, on peut les y amener par la ruse. Alors, qu'elles rejetteraient leur division, si elle leur était présentée comme une exigence, elles pourraient tout à fait la désirer, si on la leur offrait sous l'apparence d'un cadeau. Ce cadeau serait : la représentation proportionnelle dans les instances dirigeant l'union fédérale dont elles font partie. L'acceptation de cette offre ne causerait rien moins que leur disparition finale. »

Et il rajoute :

La France - pour illustrer la technique de division sur un pays qui s'accroche avec une ténacité particulière aux concepts de pouvoir et de gloire ne consentirait jamais à être partagée en ses régions historiques originelles. Mais elle n'objecterait certainement pas à une invitation à être représentée dans les corps représentatifs du Conseil de l'Europe, par, disons, vingt délégués votants comparés avec, disons, un délégué du Luxembourg, trois délégués du Danemark et cinq délégués chacun de la Belgique et des Pays-Bas.

Les petits pays seraient évidemment furieux de voir s'officialiser une situation qui est pourtant leur « désagréable condition réelle ». Ils n'accepteront cette règle que, dit Kohr, si « les vingt membres de la délégation française étaient élus, non nationalement, mais régionalement... » « Un tel changement » (...) « provoquerait la dissolution finale de la France. » Pour y arriver, la sous-division de la France en une vingtaine de « district conseil-européens ne serait pas suffisante » et donc un fort fédéralisme s'impose comme étape intermédiaire « vers l'intégration couronnée de succès dans une plus grande organisation internationale. »

Kohr cite ici ce que pensait son professeur à la London School of Economics, Henry C. Simons :

Une grande vertu du fédéralisme ou de la décentralisation extrême dans de grandes nations est qu'il facilite leur extension vers l'organisation mondiale ou leur absorption dans de toujours plus grandes fédérations. Si les gouvernements centraux étaient, comme ils devraient l'être, en grande partie les dépositaires de pouvoirs non exercés, tenus simplement pour empêcher leur exercice par les unités constitutives ou des organisations extragouvernementales, alors l'organisation supranationale serait facile sinon presque gratuite. En fait, une telle décentralisation ou désorganisation de grande nation est à la fois la fin et les moyens de l'organisation internationale.

La France acceptera-t-elle un tel projet ?

Se pose alors, la question de comment convaincre des grands pays à renoncer à leur puissance. En particulier la France, acceptera-t-elle un tel projet ? Pour Kohr :

« La réponse est oui, et pour différentes raisons. En premier lieu, (...) la division serait présentée sous forme d'un cadeau. » Egalement, puisque les pouvoirs gouvernementaux ne seront pas enlevés, « aucun sentiment patriotique ne serait blessé. Le changement révolutionnaire serait d'un caractère purement interne. Ce serait une destruction par laquelle rien qui compte ne serait détruit. Ce serait une élimination sans victimes. Il n'y aurait aucune loi étrangère, aucune occupation étrangère, aucun changement du commerce ou de quoi que ce soit sauf dans le fait que le gouvernement et la souveraineté se seraient soudainement rapprochés de l'individu, le dotant dans la sphère plus petite des nouvelles unités souveraines d'une dignité et d'une importance qu'il ne possédait pas précédemment. Il trouverait cela charmant, et non désagréable. »

Aldous Huxley, dont Orwell suivait les cours, n'avait-il pas dit qu'« il y aura dès la prochaine génération une méthode pharmaceutique pour faire aimer aux gens leur propre servitude, et créer une dictature sans larmes, pour ainsi dire, en réalisant des camps de concentration sans douleur pour des sociétés entières, de sorte que les gens se verront privés de leurs libertés, mais

en ressentiront plutôt du plaisir... »

Notez ici que Kohr, lorsqu'il suggère en 1945 la création d'un Conseil Européen avec siège à Strasbourg, cette institution n'existait pas encore. Il faut attendre le Congrès de La Haye de 1948, dirigé par Winston Churchill, qui, devant Raymond Aron, Denis de Rougemont, Coudenhove-Kalergi et Mitterrand parmi d'autres, y lançait un appel vibrant pour la création des « Etats-Unis d'Europe ». L'accord de La Haye deviendra en 1949 le traité de Londres... Ensuite, le livre de Kohr sortira en librairie en 1957, l'année de Spoutnik et l'année de la fondation des Communautés Economiques Européennes... Faisons l'Europe !

Northcote Parkinson et Freddy Heineken

Par la suite, un autre haut fonctionnaire de l'empire britannique, l'historien de la marine anglaise Cyril Northcote Parkinson (1909-1993), reprendra à son compte la thèse de Kohr. Si ce dernier voyait d'un bon œil la multiplication des administrations permettant à plein de gens de se penser importants, Parkinson y voyait le contraire, affirmant que les grands états créent d'énormes bureaucraties (sa « loi de Parkinson ») à l'opposé de petites entités sous la coupe de monarques qui eux savent gérer avec peu de personnel.

John Train, le banquier millionnaire new-yorkais qui a monté toute la campagne de dénigrement contre Lyndon LaRouche et son ami Jacques Cheminade en France, était un ami de « Cyril » en mémoire duquel il créa une fondation (rebaptisé récemment John Train Foundation) pour défendre la « libre entreprise ».

Ensuite, à un moment donné, le parcours de Parkinson a croisé celui du roi de la pub hollandais, le magnat de la bière Freddy Heineken (1923-2002), selon certains en bons termes avec François Mitterrand. Heineken raconte dans une lettre qu'après sa rencontre avec Cyril Northcote Parkinson, il décide d'engager une équipe de géographes hollandais pour redessiner la carte de l'Europe suivant les critères défendus par ce génie.

Quelques semaines après la signature des accords de Maastricht, Heineken publia d'ailleurs un pamphlet Les Etats-Unis d'Europe (une Eurotopia ?) où il préconise la division de l'Europe en 75 régions ou mini-états possédant une taille dite « optimale » d'environ 5 à 7 millions d'habitants, parfaitement fidèle à l'esprit de Kohr.

La carte Heineken-Wesselink

Ce projet provoqua beaucoup de bruit. Heineken s'est même vu dans l'obligation de faire redessiner sa carte après que le gouvernement grec, consterné par la taille inquiétante qu'avait pris la Macédoine sur sa carte, déclara un embargo sur sa bière.... Certains serbes restent eux aussi assez intrigués par la similitude frappante entre la carte de Heineken et les frontières actuelles tracées par les diplomates à la fin de la guerre des Balkans.

Dans son pays natal, la carte d'Heineken a également fait débat, car la Belgique n'y est même pas divisée entre Flamands et Wallons (à l'horizontale), mais la logique d'un retour à des « nations » anciennes imposerait la réunification (à la verticale) du Brabant néerlandais avec le Brabant belge et de la province néerlandaise de la Hollande avec les Flandres belges et les Flandres françaises...

La globalisation à l'assaut de l'état-nation

Si jusqu'à ce jour des chefs d'états comme De Gaulle, ou d'autres, considéraient ses plans comme des foutaises maléfiques ou comme des simples hypothèses de lycéens attardés, les nouveaux facteurs économiques de la mondialisation font en sort que ce qui semblait loufoque et utopiste hier, risque malheureusement de se réaliser devant nos yeux.

D'abord, dans ses applications sur le terrain, la « mondialisation » a administré des véritables coups de bélier contre les états : les privatisations des grandes entreprises privées et publiques, les fusions acquisitions avec des groupes transnationaux et la politique des délocalisations effacent tout attachement sentimental qu'une population peut avoir avec l'état-nation qu'elle habite.

Ainsi, la Belgique, pour ne pas la nommer, a vu « s'évaporer » des secteurs nationaux entiers : Le groupe français Suez Lyonnaise des Eaux acquiert la totalité de la Société Générale, jadis le plus grand acteur économique du pays (à une époque 60 % de l'activité du pays). Le géant pétrolier anglo-français Total prend le contrôle de Petrofina, ING achète la Banque Brussel Lambert belge, le groupe français Usinor prend le contrôle de la société belge Cockerill Sambre, la banque française Dexia met la main sur le Crédit Communal et le géant français de l'assurance Axa acquiert la Royale Belge. Les forges de Clabecq sont fermées, les délocalisations font disparaître Renault Vilvoorde et la compagnie aérienne belge Sabena dépose le bilan après l'échec de l'alliance avec Swissair. Loin de faire naître des petits pays, et lors de l'occupation nazie, pendant qu'on promet aux crédules une « Flandre autonome » ou une « Wallonie indépendante » la mondialisation financière « évaporise » le plat pays.

Ensuite, jusqu'ici deux questions majeures avaient fortement retenu les candidats à la sécession : celle de frapper sa propre monnaie -une entreprise assez périlleuse, et la nécessité de pouvoir garantir l'accès à un grand marché pour pouvoir vendre ses

produits. Cependant, il s'avère qu'aujourd'hui, si les candidats à l'indépendance font partie d'une « zone monétaire », tout devient possible -comme le dirait Sarkozy.

Robert Mundell et les zones monétaires optimales

En Europe, il est à remarquer qu'un des « pères de l'Euro » et donc de la banque centrale européenne a été l'économiste canadien néo-Keynesien Robert Mundell, né en 1932, prix Nobel d'économie en 1999, lui aussi sorti de la London School of Economics et actuellement professeur à l'Université Columbia à New York. Parmi les disciples de Mundell, on trouve le directeur actuel de la banque d'Italie Mario Draghi (champion des privatisations imaginées entre copains sur un yacht de luxe du nom de Britannica).

Pendant la gouvernance Berlusconi, Mario Draghi était un des hauts responsables de la banque d'affaires new-yorkaise Goldman Sachs pour l'Europe avant de redevenir le directeur de la banque centrale italienne sous Prodi. L'autre disciple de Mundell est l'ancien PDG de LTCM Alberto Giovannini, dont la firme spéculative, par sa faillite spectaculaire en septembre 1998, a failli conduire tout le système financier mondial à un « Tchernobyl financier ».

En « sciences économiques », Mundell a été avec Marcus Fleming à l'origine de « la théorie des zones monétaires optimales ». Dès 1960, donc trois ans après la création de la CEE et de la publication du livre de Kohr, Mundell affirme que pour que des zones économiques soient « optimales », il est nécessaire que les pays qui les composent n'aient pas de différentiel d'inflation, ne subissent pas de chocs asymétriques mais au contraire connaissent une libre circulation des individus (facteur travail) et des flux financiers (facteur capital).

Vous voyez d'où viennent aussi bien la directive Bolkestein (facteur travail) que les fameuses « critères de convergence » purement monétaires (facteur capital) imposés préalablement à l'introduction de l'euro... et totalement contreproductifs du point de vue de l'économie réelle. Comme nous l'avons montré, le fait de faire partie d'une zone monétaire facilite fortement l'éventualité d'une sécession. Le deuxième facteur, implicite dans le premier, reste la question, pour un nouveau pays en rupture de ban, de disposer d'un marché autre qu'un marché domestique ou national. La transformation de l'Europe en une vaste zone de libre échange en osmose avec la mondialisation leur offre un marché Europe intégré dans un marché monde.

Le cas de la Belgique

Ces thèses destructrices sont au cœur de la décomposition de la Belgique. Elles le sont à travers The Size of Nations, un livre provocateur publié en 2003 au MIT par deux économistes italiens de grand renom travaillant aux Etats-Unis : Alberto Alesina, chef de la section économie à Harvard et Enrico Spolaore de l'Université Tufts.

Tous deux ont travaillé pour le FMI et la Commission Européenne et ont des responsabilités au National Bureau for Economic Research(NBER) une institution privée financée exclusivement par les quatre fondations patriciennes directement mécènes de la secte néo-conservatrice américaine (Bradley, Scaife, Olin et Smith Richardson). Notez ici qu'en juin 2005, Alesina s'est rendu avec Mundell en Chine où ce dernier travaille comme conseiller auprès du gouvernement.

Faisant la synthèse entre Kohr et Mundell, les deux auteurs affirment que les frontières d'une nation ne résultent surtout pas d'un vouloir vivre en commun , essence de toute république, mais d'un simple marchandage pragmatique sur les avantages de la taille et le coût de la gestion d'un territoire hétérogène.En bref, on applique l'analyse coût/bénéfice utilisé (souvent stupidement) en entreprise à la gestion de ce qu'ils pensent être la bête humaine. Après avoir examiné les avantages qu'offre un grand pays (faible coût des services publics par tête, meilleure répartition de la pression fiscale, meilleure défense, etc.) les auteurs s'interrogent sur la richesse. Si un grand pays devrait en théorie être plus riche, ils affirment qu'en réalité « le volume des dépenses dans un pays dépend essentiellement de l'ouverture de ce pays au commerce ».

De là, évidemment, par pure logique aristotélicienne, découle l'argument qu'un pays « intégré dans le marché mondial possède le monde comme marché » et que, par conséquent écrivent-ils, « l'intégration économique conduit à la désintégration politique ». La chose est dite : la mondialisation (l'intégration économique et financière), conduit, par sa propre nature, à la décomposition des nations. On saisit mieux pourquoi TheSize of Nations est devenu en Belgique le livre de chevet des indépendantistes flamands.

Frans Crols, le directeur flamand de la revue économique influente Trends et indépendantiste de coeur résume assez bien les conclusions du livre :

En 2004 a été publié The Size of Nations d'Alberto Alesina et Enrico Spolaore, deux économistes italiens qui enseignent dans des grandes universités américaines. Spolaore a été chercheur pendant quelques années à l'Université Libre de Bruxelles. La question qui intriguait Alesina et Spolaore était : sur le fédéralisme et la décentralisation il y a des tas d'études et des textes. Sur le phénomène de l'apparition de plus en plus rapide de nouveaux états, aucun manuel n'existe, aucun texte qui puisse les guider. Voilà à quoi essaie de répondre le livre très bien accueilli The Size of Nations. Quelles en sont les conclusions :

Il existe plus de nations dans un monde démocratique que dans un monde non-démocratique (la démocratie fait tâche d'huile et le nombre de pays indépendants continuera à s'accroître. [En 1945 : 74 pays indépendant, en 2003 : 193]

Le nombre de pays va continuer à croître parce que des grandes zones de libre échange voient le jour comme l'Union Européenne et le Nafta (ALENA : Association de libre échange nord américain). Pour le Québec, rien ne changera avant ou après une séparation avec le Canada car il continuera à faire partie de l'Alena ; pour les Flandres, rien ne changera car, et la Flandre, et la Wallonie continueront de faire partie du marché unique européen et de l'UE ; Les coûts de l'hétérogénéité d'un pays peuvent devenir tellement élevé que les citoyens d'une sous division plus homogène décident de faire baisser les coûts en érigeant ensemble un low cost country basé sur plus de cohésion, plus de capital social, moins de disputes et moins de pertes de temps. »

Frans Crols est un des auteurs du Manifeste pour une Flandre indépendante en Europe, publié en décembre 2005 par le think-tank flamand In de Warande , qui exige, sur la base d'un argumentaire « purement économique », la dissolution de la Belgique à l'image du divorce de velours qui a dissout la Tchécoslovaquie « à l'amiable » en 1992. Pour ces indépendantistes, il est souhaitable que Flandres et Wallonie deviennent des nations indépendantes, tandis que Bruxelles - aujourd'hui enclave à prédominance francophone dans la région flamande - obtiendrait un statut... du type Washington D.C.

Nous avons documenté ailleurs la nature néo-conservatrice de leur projet qui vise surtout à mettre fin à un des meilleurs systèmes de protection sociale du monde. Si après 1960 le transfert d'argent (à ne pas confondre avec la richesse) s'est inversé entre les Wallons et les Flamands, l'argent a été essentiellement utilisé pour renflouer des grands groupes financiers au détriment des populations.

Retenons simplement ici le fait que, statistiques à l'appui, le manifeste de In de Warande étoffe l'argumentaire de The Size of Nations. Ce manifeste vient-il de simples militants indépendantistes flamands ? Non, le président du think-tank flamand est le banquier Rémi Vermeiren, ancien patron de la KBC Banque & Assurance, grand spécialiste des produits dérivés et administrateur d'une société minière spécialisée dans le cuivre, et ces membres sont des patrons plutôt de droite parfois membres investis dans des partis sécessionnistes.

Point étonnant donc qu'Enrico Spolaore, un des co-auteurs de The Size of Nations fut sollicité en juin 2005 à ouvrir les travaux d'un colloque au parlement flamand. Lors du débat, Bart de Wever, le président du parti indépendantiste Nieuw-Vlaamse Alliantie (ex-Volksunie), affirmait que « le romantisme est important, mais ne convainc pas les jeunes Flamands au XXIe siècle. Nous devons rationaliser notre discours », (c'est-à-dire parler à la cupidité bien moderne...).

Le drame de la Belgique est le fait que De Wever, un historien formé à l'Université de Leuven qui se réclame de l'idéologie du penseur réactionnaire Edmond Burke, fait aujourd'hui partie des négociateurs officiels chargés de former un gouvernement d'une Belgique dont il souhaite la mort... Sa présence à l'enterrement du fondateur de Vlaams Blok Karel Dillen en mai 2007, en présence de Jean-Marie Lepen, mérite également réflexion.

Le 6 septembre 2007, The Economist de Londres, qui avait publié les premiers articles de Northcote Parkinson et très bien accueilli The Size of Nations, constatant cyniquement l'impasse survenue après trois mois d'efforts en vue d'un nouveau gouvernement belge, affirme sans aucune honte dans un article « C'est le moment d'en finir » que :

Le pays est devenu une monstruosité de la nature, un Etat où le pouvoir est tellement sous-délégué que le gouvernement est un vide que l'on tient en horreur. En bref, la Belgique a servi son objectif. Un divorce praline est à l'ordre du jour. Les belges ne devraient pas se sentir tristes. Les pays viennent et s'en vont.

Comme sous l'occupation, les indépendantistes se font des grosses illusions en pensant que le diable va leur offrir une « belle petite république ». Nous leur donnons comme seul conseil de ne pas lire que les premières pages des œuvres de Kohr et d'Alesina, mais aussi les dernières...

Maastricht et Eurocities

On oublie parfois que le traité de Maastricht de 1991, ou le principe de la subsidiarité -qui affirme que ce sont les autorités les plus petites qui ont priorité de mandat-, a également donné naissance au Comité des Régions de l'Union Européenne que préside Michel Delebarre, maire de Dunkerque. Doublé du réseau Eurocities dont les membres sont des régions et une centaine de grandes villes d'Europe, un puissant lobbying en faveur de la décentralisation s'active. Le président actuel d'Eurocities est Gérard Collomb, maire de Lyon, tandis que Paris et Nantes comptent parmi les membres français.

En 2002, peu de temps avant sa mort, Freddy Heineken a aussi pu exposer son projet, en session fermée, devant les représentants d'Eurocities réuni à Amsterdam. Heineken y plaisantait en disant que pour résoudre le problème politique de l'intégration européenne, il faudrait déporter l'ensemble de la population européenne aux Etats-Unis et de la faire revenir par la suite...

Devant sa carte, un des participants remarqua avec optimisme et opportunisme que l'emplacement des 75 régions ou « Etats-Unis d'Europe » d'Heineken semblait coïncider avec l'emplacement de 75 grandes villes membre d'Eurocities...

En réalité, on ne prévoit même pas des mini-états, mais des « cités-unis d'Europe ». Ce que certains appellent à juste titre comme « la régression médiévale » de Kohr n'est donc plus un simple retour à des nations ou régions du passé, mais la création d'un empire global composé de cités états, plus ou moins déterritorialisées.

L'architecte designer austro-britannique Christopher Alexander, présent à la conférence d'Eurocities d'Amsterdam, est un autre propagandiste de cette démarche. Citant le Britannique décadent Lord Weymouth qui pense que les limites démographiques d'une région vont de 2 à 10 millions, Alexander affirme : « Faites ce que vous pouvez pour établir un gouvernement mondial, avec mille régions indépendantes à la place de pays. »

Son inspirateur Lord Weymouth proposa ni plus ni moins qu'un gouvernement mondial avec un seul représentant pour chaque pays peuplé d'environ 10 millions d'habitants. Notons qu'il existe aux Pays-Bas un « club des dix millions » qui, inspiré par le chiffre de Lord Weymouth cherche à réduire la population du pays, actuellement au-delà de 16 millions, à 10 millions seulement ... Sur le plan économique, ce n'est pas un hasard que Robert Mundell caresse le vieux fantasme d'une monnaie unique mondiale. En 2003, il a réuni dans son palais renaissance à Sienne un petit groupe de banquiers pour discuter du projet de « monnaie unique mondiale ».

Feu Robert Bartley, qui fut l'ami de Mundell et le rédacteur émérite du Wall Street Journal (connu pour son animosité vis-à-vis de LaRouche) disait que « si l'euro peut remplacer le franc, le mark et la lire, pourquoi une nouvelle monnaie mondiale ne pourrait-elle pas fusionner le dollar, l'euro et le yen ? » Une telle monnaie pourrait être appelée le « dey » (contraction de « dollar, euro, yen »). Bartley ajouta que pour cela il fallait entreprendre « la plus grande de toutes les réformes, une banque centrale supranationale. »

Comme on le voit, les tenants de ce modèle prônent en réalité l'instauration d'un gouvernement malthusien mondial. Le cantonalisme, la régionalisation, le fédéralisme et aujourd'hui les sécessions ainsi que l'intronisation des grandes villes comme des entités politiques au-dessus des états-nations, ne sont que différentes facettes d'une politique visant à détruire les grandes nations afin de mieux pouvoir se débarrasser des petites.

Voir Venise et mourir

Comme on le voit sur la couverture de The Size of Nations -puisqu'on y voit un agrandissement de Venise- pour Alberto Alesina le modèle est cette Sérénissime République, car ce « pays pauvre » est peuplé de gens immensément riches ! Dans le chapitre 11, p.176, Alesina donne en exemple la belle épopée des cités-états du moyen age : « Venise, Lisbonne, Gênes, Anvers et Amsterdam dans l'ordre chronologique de leur leadership » ; et il ajoute que « les cités-états de cette période sont un exemple limpide d'une entité politique capable de prospérer économiquement même si extrêmement petite car son marché était sans relation avec sa frontière. »

Pas une ligne sur le trafic des esclaves, le pillage colonial d'autres pays, les croisades et autres spéculations financières à l'origine de la richesse de la Sérénissime République de Vénise... et de l'empire britannique par la suite.

Léopold Kohr, on s'en doutait, est lui aussi un admirateur farouche de Venise. Dans un roman de politique fiction « Le Duc de Bon-Conseil »,

Kohr élabore un scénario où un bidonville de Porto Rico devient une cité état prospère en appliquant ses préceptes. Le secret ? Il suffit de nommer un millionnaire comme duc du lieu avec l'obligation d'y résider et d'y faire éduquer sa progéniture. La duchesse, forcément, exigera la construction d'un palais, et quand le matin elle ouvre les fenêtres, elle ne supportera plus la vue sur le bidonville. Elle exigera de son mari d'entourer le palais de belles résidences et la construction de bonnes écoles avec les meilleurs enseignants que la planète puisse nous offrir et qui enseigneront aussi aux pauvres...

L'article se termine avec la pirouette suivante qui montre qu'il s'agit de Venise :

De même Venise a commencé sa carrière scintillante comme un taudis épouvantable. Si elle avait suivi les conseils modernes et attendu son développement jusqu'à ce que l'Italie ait été unie, les Nations Unies établies, le Marché Commun formé, elle serait toujours un taudis aujourd'hui. Et il en serait de même d'Urbino, Perugia, Assise, Parme, Padoue et la plus grande part des prestigieux autres. En allant de l'avant toute seule à la façon du Duc de Buen Consejo, elle a violé tous les principes d'une politique, d'une économie, d'une planification, d'une théorie de la localisation, saines, en fait de l'équilibre intellectuel lui-même. Car qui, excepté un imbécile ou un bohémien miséreux, construirait au milieu d'une lagune. Mais elle nous a donné Venise. »

Les Etats-Unis et la France

Si vous pensez que ceci est un complot américain, vous vous trompez complètement. Alesina attaque fortement les arguments de James Madison dans les Federalist Papers, où Madison plaide les avantages d'un vaste territoire d'une grande diversité nationale.

Depuis peu, des mouvements sécessionnistes se sont constitués aux Etats-Unis et entretiennent des liens avec leurs co-penseurs en Europe. Ils réclament une république du Texas, de la Californie, du Vermont, du New Hampshire.

Le 4 octobre 2007, réunis à Chattanooga au Tennessee, les délégués ont adopté une déclaration commune. Affirmant que les questions de liberté dépassent le clivage gauche-droite, et que la mainmise des grandes corporations met en danger la santé et la prospérité des citoyens américains, ils y constatent que « l'empire américain n'est plus une nation ou une République, car devenu agressif à l'étranger et despotique à l'intérieur ». Au nom des droits inaliénables définis par la constitution américaine, qui justifiait la désunion avec l'empire anglais, la charte de Chattanooga autorise la décomposition des Etats-Unis.

Si les instigateurs de la manœuvre sont l'auteur écologiste radical Kirkpatrick Sale, spécialiste des Luddites qui fait parfois écraser des ordinateurs pendant ses discours, et le libertarien Thomas Naylor, professeur émérite de Duke University, et que le nombre de délégués reste très groupusculaire, la démarche « originale » fut largement couverte par le New York Times et USA Today. Le site Internet du Middlebury Institute que dirige Sale, étale toutes les cartes de Kohr et des chapitres entiers de La décomposition des nations.

Les sécessionnistes américains, au-delà de la transformation des « états » en « nations » revendiquent « l'ensemencement nucléaire » (l'utopie d'une immense multitude de petits noyaux de co-habitation) prôné par Leopold Kohr.

Mais, fait nouveau, Sale et Naylor, plutôt écolos et gauchisants n'ont pas hésité depuis peu à sceller un pacte avec les nostalgiques néo-confédérés sudistes en particulier ceux de la Ligue du Sud crée par James Michael Hill en 1994. Hill est un historien des « guerres celtiques » menées par les Irlandais et les Ecossais contre l'Angleterre. Il affirme vouloir éduquer la jeunesse de « Dixie » et préside le League of the South Institute (LSI), fondé avec l'argent de la Mary Noel Kershaw Foundation de Nashville, Tennessee. La fondation finance des monuments en mémoire des « héros » d'un sud esclavagiste et le LSI annonce la publication d'un « livre gris », véritable projet pour l'indépendance du Sud.

Enfin pour la France, la pensée de Kohr est entrée en France par deux petits détours. D'abord, il a écrit pour son ami, le fondateur du parti indépendantiste du pays de Galles, endroit où Kohr s'est installé à partir de sa retraite universitaire en 1977, un livre du nom « Is Wales viable » [est-ce que le pays de Galles peut exister comme nation].

Ce livre fut traduit ensuite en français par le fédéraliste breton et européen Yann Fouéré qui a eu le génie de simplement remplacer le mot « Grande Bretagne » par « France » et « pays de Galles » par « Bretagne »...

Le seul livre de Kohr en français s'appelle donc : Une Bretagne libre est-elle viable ? Fouéré est un des co-fondateurs de la « Ligue celtique » et disait qu'on « peut introduire la mesure dans le capitalisme comme dans le socialisme si on réduit les dimensions des sociétés de toute nature au sein desquelles on les applique, accroissant sur eux du même coup le contrôle des pouvoirs locaux, des citoyens, des producteurs et des administrés, grâce à ce que le Dr Kohr appelle la 'transparence des petits'. »

L'autre cheminement des idées de Kohr est le mouvement de « la décroissance ». Lors de la création du Fourth World Educational and Research Association Trust, Kohr en est administrateur aux cotés de l'auteur radical écolo et sécessionniste américain Kirkpatrick Sale et des aristocrates anglais Lord Beaumont, John Seymour, et l'inévitable Edward Goldsmith.

C'est le même Goldsmith, propriétaire de la revue The Ecologist qui est le mécène du mouvement de « la décroissance », traduction française du terme anglais « de-development » apparu pour la première fois dans The Ecologist en 1977.

Dans la même direction va la démarche intellectuelle de José Bové. Dans un entretien au Nouvel Observateur du 17 février 2002, après avoir affirmé que « l'état n'était plus le lieu des réponses aux questions que nous nous posons » et que « L'Etat-nation peut disparaître, cela ne changera pas grand-chose », Bové traitait d'escroc toute personne qui faisait « croire que l'Etat-nation peut être un rempart contre la mondialisation ! »

Leur combat pour la défense de l'environnement n'est qu'un simple prétexte moral pour combattre l'existence d'état-nations modernes. Car la maîtrise du nucléaire et d'autres technologies de pointe nécessitent une division de travail que seuls des états-nations développés puissent atteindre. Ce n'est pas « le nucléaire » ou « les OGM » qui les inquiètent, mais une société qui progresse par sa remise en cause permanente des limites, des « certitudes », des préjugés, des axiomes et l'imbécillité rurale qui contamine les bobos de villes.

Je pense qu'après ce tour d'horizon, nous pouvons conclure que « Small is often not beautiful at all ». Fin

On se moque que l'auteur règle ses comptes avec certains acteurs politiques, plutôt maladroitement, car Bové avait raison d'affirmer que l'Etat-nation ne peut pas être un rempart contre la mondialisation, celui des capitalistes dont les représentant sont acquis à l'UE ou à qui ils se sont empressés de livrer "l'Etat-nation", sans qu'il envisage pour autant de le remplacer par un

Etat ouvrier ou une République sociale, ce qui signifie qu'effectivement Bové faisait bien le jeu de l'UE.

J'ai relevé que l'indépendantiste breton Yann Fouéré avait loué les vertus du contrôle des citoyens sur la société sans procéder auparavant à un changement de régime, imité à sa manière par FI qui avec Le média prétend imposer une sorte de contre-pouvoir "citoyen" face aux médias institutionnels. On notera au passage que l'extrême droite tient le même discours, et que dans les deux cas il s'agit de stigmatiser les préjugés des masses, de s'attaquer aux masses et non au régime qu'ils n'envisagent pas d'affronter.

Le procédé qui est employé pour diviser les peuples, est le même qui est employé pour diviser les masses et leurs différentes couches. Les préjugés archaïques et certains comportements rustres recoupent toutes les couches de travailleurs, des plus défavorisées aux plus privilégiées, et à l'intérieur de chaque couche il y a des éléments évolués et d'autres qui sont arriérés, de sorte que le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie, la maltraitance des enfants, des animaux, etc. traversent toutes leurs couches, toute la société en réalité, de sorte que les provoquer crée des tensions entre elles et peut conduire à des affrontements, à son explosion.

Plus on réduit l'homme à sa plus simple expression, et plus on le rapproche de ses ancêtres simiesques, on fait disparaître les apports de son développement à son évolution, et on le voue à la précarité qui était sa condition originelle. Ce processus conduit l'homme à régresser et entraîne sa régression sociale. C'est son véritable objectif, et non de vivre en harmonie en ayant une vision humaniste ou universaliste de l'homme, de la société. Car la stigmatisation des préjugés des masses ne fait que les renforcer. Fin.

LVOG - Pour notre part, nous ne prendrons pas la défense des Etats-nations des capitalistes et nous rejetons la régionalisation conçue par l'UE, nous combattons pour renverser les institutions de la Ve République et la rupture avec l'UE dans la perspective de l'instauration d'un Etat ouvrier ou une République sociale dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe ou la fédération des Républiques sociales d'Europe débarrassée du capitalisme.

Tenez, je vais en profiter pour répondre à un lambertiste qui m'a reproché dans un courriel d'avoir troqué le marxisme pour l'éclectisme. Vous pouvez passer ce passage si cela ne vous intéresse pas.

Certains militants atteint de démence et que le dogmatisme a conduit à une fossilisation ou à une sénilité précoce, vont en profiter pour critiquer la publication de cet article dans ce portail, parce que l'auteur n'était pas à leur goût, au mien non plus. Ils n'auraient rien trouver à redire si c'était leur parti ou leurs dirigeants qui en avaient pris l'initiative, mais voilà, cela ne leur viendra pas à l'esprit. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'une idée, une analyse ou tout autre document ne vaut la peine d'être retenue ou exposée selon eux, qu'à condition que son auteur évolue dans leur minuscule cercle rance d'initiés, qu'il ait reçu leur extrême-onction ou qu'il ne fasse pas un usage détourné de cette idée, par crainte qu'on puisse leur reprocher un jour ou qu'on les assimile à des gens infréquentables, bref, ils sont vertueux ! Ce qui ne les empêche pas de citer des fripouilles ou des institutions quand bon leur semble, ce qui est leur droit... et le mien aussi, mais cela, ils ne peuvent pas le concevoir, fais ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais, tel est leur principe.

Quand je militais à l'OCI j'en étais arrivé à ne plus lire que la littérature de mon organisation et les oeuvres des marxistes, je censurais tout le reste, soit 99,99% de ce qui était publié. Personne ne m'avait obligé à adopter cette auto-censure. J'y avais été encouragé par mes chefs qui se répandaient sans cesse en invectives, surveillant de très près tout écart de langage ou tout mouvement d'humeur suspect qui pouvait être interprété comme un signe de dégénérescence ou de révisionnisme. Ils faisaient régner une sorte de terreur larvé ou soft sur fond de camaraderie. J'ai eu l'occasion de les observer pour avoir été admis dans leur petit clan. Coup d'oeil en douce ou par dessus la tête d'un militant, messes basses à l'écart des militants, humiliations, interrogatoires et rapports dignes d'un officier de police et j'en passe.

Et tout cela pourquoi ? Pour que pas un seul militant pense autrement que les dirigeants. Et quand on devait voter en cellule un rapport de la direction, il était impossible de s'abstenir, et gare à celui qui votait contre ! Voilà à quelle école mes principaux détracteurs ont été formés. Et en vieillissant, ils ne se sont pas arrangés, loin de là. J'ai eu l'occasion d'avoir des échanges épistolaires avec certains ex-militants de cette organisation, et j'ai eu la désagréable surprise d'avoir l'impression de retourner 30 ou 35 ans en arrière, j'ai abandonné l'idée de poursuivre la discussion avec eux. Passons.

Pour vous montrer que le contenu de l'article ci-dessus est bien en rapport avec l'actualité pour mieux la comprendre, je vous propose des extraits d'une tribune de députés LREM publié par Le Huffington Post. Engels a affirmé sur le tard, qu'avec Marx ils avaient négligé les origines de certaines représentations idéologiques, à ma manière mon initiative tend à combler cette lacune.

Quand les féodaux préconisent un "pacte girondin", la régionalisation en marche ou la décomposition accélérée de la société.

- Notre plan pour aller encore plus loin dans la décentralisation - huffingtonpost.fr 12.10

Partout notre discours progressiste a eu un écho. Passons maintenant aux actes. Tribune de 130 députés La République en Marche

Un "écho" en siège... mais pas en voix, chut !

Plus de pouvoir pour les régions, moins pour l'Etat...

- "Il nous faut repenser les nouvelles relations à instaurer entre l'Etat et les collectivités territoriales mais aussi et surtout entre les collectivités territoriales entre elles. Nous voulons plus d'autonomie et de responsabilisation de celles-ci. "

Un pacte girondin... ou le retour au Moyen-Age...

- "Il faut plus et mieux contractualiser ces relations, repenser un pacte girondin pérenne et stable au bénéfice de tous. "

En échange de plus grandes libertés... pour les réduire...

- "Les économies demandées de 13 milliards d'euros aux collectivités territoriales ne seront pas imposées, elles seront à la main des collectivités en échange de plus grandes libertés"

Sous la menace d'un étranglement financier...

- "Le suivi de ces contrats sera accompagné d'un système de bonus/malus permettant de récompenser les efforts par un accès facilité aux financements pour investir. "

Une institution pour clouer au pilori les récalcitrants ou les indisciplinés éventuels...

- "Bien entendu, cette nouvelle relation nécessite un dialogue permanent dans le cadre de la Conférence des Territoires pour rasséréner toutes les parties et développer une confiance mutuelle. "

L'étau se referme...

- "L'Agence nationale de la cohésion des territoires sera le guichet unique d'accompagnement des territoires et de simplification."

Une nouvelle décentralisation...

- "Ces plans d'investissement et ces contrats de confiance sont deux piliers essentiels. Nous pensons qu'un troisième pilier est nécessaire pour que l'édifice ambitieux de l'équité territoriale que nous appelons de nos veux soit pleinement efficient et pérenne, il s'agit d'une nouvelle décentralisation. "

L'enfer est pavé de bonnes intentions... ou la déconstruction de la République maquillée...

- "Nous voulons ainsi conjuguer l'unité de la République et la diversité de ces territoires, en droite ligne de l'article 1er de notre constitution : "La France est une République indivisible, (...). Son organisation est décentralisée." Le caractère "indivisible" ayant trop souvent été vu et vécu comme un devoir d'uniformité souvent contre-productif. C'est bien là le cœur de cette deuxième décentralisation à mener."

Une liberté nouvelle... le pistolet sur la tempe...

- "Dans cette perspective, nous souhaitons faciliter l'éclosion de "métropoles diffuses" associant des communautés territoriales sur des compétences transverses bien spécifiques mettant en évidence tout à la fois leur singularité et leur complémentarité avec les pôles métropolitains voisins. Il ne s'agit pas d'ajouter une couche au millefeuille territorial mais d'une liberté nouvelle de s'associer pour révéler, regrouper et optimiser les forces de nos territoires."

Pourquoi développe-t-il le numérique à marche forcé ? Réponse.

- "Aujourd'hui le numérique permet cette déconcentration. L'essor du télétravail, de l'économie circulaire et participative, de la télémédecine sont autant d'opportunités et de leviers de croissance pour n'importe quel territoire."

Leur modèle... made in USA...

- "La Silicon Valley nous a montré que la taille des entreprises n'était plus liée à la taille de la ville dans laquelle elles sont.

Cupertino ou Palo Alto sont des villages Américains qui ont engendré des multinationales. Les entrepreneurs d'avenir, l'innovation et les start-up sont déjà dans nos territoires intermédiaires, il nous faut créer des écosystèmes pour les aider et les maintenir sur ces territoires."

Les Girondins adeptent de l'Ancien Régime sont bien de retour...

- "Le sens des responsabilités est plutôt à chercher du côté de l'Association des Communautés de France qui voit bien le sens de l'intérêt général de ce nouveau pacte girondin de contractualisations. "

Les féodaux ont toujours eu un sens aigu de la justice sociale...

- "Le combat pour plus de justice sociale ne se jouera pas que dans les subtils équilibres à venir concernant notre modèle de protection sociale ou la redistribution de notre fiscalité, il se gagnera également, voire prioritairement dans une amélioration de l'équité territoriale." huffingtonpost.fr 12.10

Leur rhétorique n'est pas nouvelle, tous les despotes prétendent incarner, respecter, défendre la liberté, l'équité, la justice, l'intérêt général, etc. pour justifier en fait exactement le contraire ou tous leurs crimes.

Dorénavant en vous référant à ce document, vous pourrez justifier de traiter Macron de monarque et ses troupes de Girondins. Ce sont bien les nostalgiques de l'Ancien Régime qui sont au pouvoir.

Souvenez-vous des causeries où j'avais affirmé que leur nouvel ordre mondial avait pour modèle la monarchie absolue, et que c'était le modèle de société qu'ils voulaient nous imposer. Cela m'avait valu bien des quolibets. Comme quoi, je n'étais pas tombé sous l'influence de "complotistes", n'en déplaise à mes détracteurs, les faits m'ont encore donné raison, il faudra qu'ils s'y fassent.

- Terrorisme : les ministres de la Justice veulent un supra procureur européen - LeFigaro.fr

Ce projet, prévu pour 2025, devra surmonter les réticences de bien des États de l'Union. LeFigaro.fr 12.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Londres pourrait rejoindre l'Aléna en cas d'échec avec l'UE, selon le Daily Telegraph - Reuters

La Grande-Bretagne n'exclut pas de rejoindre l'Aléna, l'accord de libre-échange nord-américain unissant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, si elle ne parvient pas à conclure un traité commercial avec l'Union européenne pour l'après-Brexit, rapporte mardi le Daily Telegraph, sans citer de sources.

Des ministres du gouvernement de Theresa May examinent cette possibilité dans le cadre des options envisagées en cas d'absence d'accord avec l'UE en mars 2019, date de la sortie du Royaume-Uni, écrit le quotidien.

La Belgique, elle aussi, en grève dans les services publics - AFP

Une grève dans les services publics entraînait mardi d'importantes perturbations en Belgique, particulièrement dans les transports, tandis que des grévistes menaient des actions aux abords de sites emblématiques comme la centrale nucléaire de Tihange (sud-est). AFP

La Roumanie malade de ses médecins à 400 euros par mois - Liberation.fr

De nouvelles lois prévoyant de diminuer encore leurs revenus devraient accélérer l'exode des praticiens, de plus en plus nombreux à partir exercer dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Liberation.fr

Haïti: les juges en grève pour dénoncer un manque de moyens - AFP

Les juges haïtiens observent une grève d'une semaine pour dénoncer le manque de moyens alloués au secteur judiciaire dans le budget déjà contesté par l'opposition, qui le juge défavorable aux plus pauvres, et par les économistes qui craignent une aggravation de l'endettement.

Brésil: l'armée de retour dans la favela de Rocinha, à Rio - AFP

L'armée brésilienne a fait son retour mardi à Rocinha, la plus grande favela de Rio, pour appuyer une opération coup de poing de la police après de nouvelles fusillades entre bandes rivales de trafiquants de drogue, ont annoncé les autorités.

Un millier de soldats avaient pris position la dernière semaine de septembre dans cette favela où vivent près de 100.000 personnes pour mettre fin à la violence armée entre gangs. Les forces armées avaient quitté Rocinha le 29 septembre, la situation y étant alors officiellement "stabilisée".

Mais, tôt mardi matin, 500 soldats et des blindés sont allés se positionner à l'entrée de la grande favela, notamment dans une zone forestière qui jouxte le quartier aisé de Gávea, dans la Zone sud de Rio, où se cacheraient des trafiquants avec une partie de leur arsenal.

Vendredi dernier, un millier de policiers et de soldats avaient réalisé une opération d'ampleur dans une favela du nord de Rio de Janeiro, Morros dos Macacos, à la recherche de trafiquants impliqués dans les violences à Rocinha et qui se seraient enfuis de cette favela par la forêt.

Un peu plus d'un an après ses jeux Olympiques considérés comme un réel succès, la métropole est aux prises avec une flambée de violences dans les favelas, alimentée notamment par la crise financière que traverse l'Etat de Rio de Janeiro.

Face à l'incapacité de la police à contrôler la situation, le gouvernement fédéral avait envoyé il y a deux mois 8.500 militaires dans la "Ville merveilleuse" pour y maintenir la sécurité. AFP 10 octobre 2017

Après les États-Unis, Israël décide de se retirer de l'Unesco - sputniknews

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a ordonné jeudi au ministère des Affaires étrangères de préparer la sortie de l'État hébreu de l'Unesco dans les mêmes délais que les États-Unis.

Netanyahou a salué la décision de Trump de se retirer de l'Unesco.

«C'est une décision morale et courageuse parce que l'Unesco est devenue un théâtre de l'absurde. Au lieu de préserver l'histoire, elle la déforme», a-t-il déclaré.

Les États-Unis ont annoncé ce jeudi quitter l'Unesco. Le département d'État américain a motivé cette décision par les arriérés de contribution de certains pays membres ainsi que par la nécessité de réformer cette organisation de l'Onu. Les États-Unis reprochent en outre à l'Unesco ses positions «anti-israéliennes».

La décision entrera en vigueur le 31 décembre 2018. Les États-Unis conserveront pourtant un statut d'observateur, a précisé la diplomatie américaine. sputniknews 12.10

Haut de page

Le 17 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (15 pages)

Cette causerie est davantage destinée à vous remonter le moral plutôt qu'à vous le briser.

La Caf des Bouches du Rhône continue de s'acharner sur mon épouse handicapée (dont je suis séparé), du coup ils ont réussi à brise le sien : Elle est dans le coma depuis quatre jours déjà, elle a fait une hémorragie, ils l'ont opéré deux fois de l'estomac et ils seraient intervenus au niveau du coeur.

La Caf l'accuse d'avoir fraudé le code de la SS et lui réclame encore plus de 13.000 euros. Elle serait restée plus de 6 mois hors de France) plusieurs reprises au cours des dernières années. Or c'est faux, les cachets des douanes le prouvent, sauf en 2013 où elle a séjourné 5 malheureux jours de trop en Inde, involontairement évidemment, on ne souvient plus pourquoi, mais les gestapistes de la Caf ne veulent rien savoir. Voilà le récapitulatif que j'ai effectué personnellement à partir de son passeport :

2009 (365 jours) : 227 jours en France pour 182,5 jours
2010 (365 jours) : 184 jours en France pour 182,5 jours
2011 (365 jours) : 248 jours en France pour 182,5 jours
2012 (366 jours) : 191 jours en France pour 183 jours
2013 (365 jours) : 177 jours en France pour 182,5 jours
2014 (365 jours) : 190 jours en France pour 182,5 jours
2015 (365 jours) : 365 jours en France pour 182,5 jours
2016 (366 jours) : 279 jours en France pour 183 jours
2017 (365 jours) : 274 jours en France pour 182,5 jours

Comme on dit, il n'y a pas photo.

La semaine dernière ils ont coupé toutes ses allocations (handicapée et logement), son seul revenu, sous prétexte qu'elle ne leur aurait pas fourni des déclarations d'impôt de 2013 à 2015, ils se réveillent maintenant, alors qu'elle leur avait fournies en temps et en heure. Il n'en a pas fallu davantage pour l'achever. J'ai contacté trois avocats pour s'occuper de son affaire, aucun n'a donné suite. J'avais contacté plusieurs syndicats, même indifférence, tu parles, ce sont eux qui gèrent les organismes sociaux !

Et ces salopards en rajoutent, ils lui réclament mes déclarations d'impôt depuis 2013, alors que j'ai quitté la France en 1996 et ils le savent pertinemment puisque je leur avais écrit. C'est pire que de l'acharnement, c'est de la persécution, la France a sombré dans la tyrannie. Comptent-ils se venger sur ma misérable retraite ? Ils vont être déçus, car il n'y a rien à gratter sur 265 euros !

Hier, dans quatre courriels incendiaires, je les ai informés de l'état de santé de mon épouse et je leur ai dit ce que je pensais de leur méthode immonde. Face à un déni, vous ne pouvez pas lutter, vous êtes réduit à impuissance. A moins d'employer les grands moyens, mais je ne vois pas lesquels ici. Malheur aux plus faibles !

Encore un mot.

Dans mes courriels j'ai rectifié les informations qui figuraient dans son dossiers et qui étaient fausses : nous n'avons jamais été séparée avant 2004, nous n'avons jamais repris notre vie conjugale à cette date, par contre nous sommes séparés depuis 2007, date à laquelle elle s'est installée à Aubagne ; elle n'a pas cessé de travailler en 2003, puisqu'elle n'a jamais travaillé ; de plus son numéro de téléphone était mauvais. Comme quoi il y a vraiment n'importe quoi dans leurs dossiers.

Vous me direz peut-être que nous sommes victimes du bordel qui règne à la SS, je ne veux pas le savoir. Mon épouse a eu une multitude d'entretiens avec eux, je leur ai adressé plusieurs courriers, puis au moins une dizaine de courriels, ils n'ont rien voulu entendre, ils sont de mauvaise foi, ils portent délibérément atteintes à nos intérêts, ils ont décidé de nous nuire voilà tout, c'est la seule chose à retenir. Ne me faites surtout pas le coup du malheureux agent de la SS débordé de travail, il s'agit visiblement d'autre chose ici. J'en suis aussi désolé que vous, croyez bien, la situation est très grave.

Socialisme ou barbarie ?

Bienvenue chez les barbares.

Le destin de l'homme est cruel. Il naît dans la souffrance, il se développe dans la souffrance, et il meurt souvent dans la souffrance.

Et comme si cela ne suffisait pas, il en rajoute. Il faut tout de même préciser que les hommes ne souffrent pas forcément des mêmes maux ou de la même manière, et il y en a même qui éprouvent un certain plaisir à faire souffrir les autres, les plus faibles de préférence, ceux qui sont sans défense. C'est à eux que je dédie cette causerie, je vous laisse savourer la prose, moi j'ai ma dose.

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) du 11 octobre 2017 commenté.

(https://latribunedestravailleurs.fr/category/editoriaux)

D. Gluckstein ou le POID soutient "*l'aspiration de la majorité à une République catalane libre*", en ignorant que les autorités catalanes n'avaient cessé de multiplier les déclarations en faveur de l'intégration de la Catalogne à l'Union européenne, notamment.

Il n'est pas à un déni près. La suite le confirme :

"*Comme si le franquisme avait eu le souci de « fédérer les peuples » et non de les écraser !*" Car "*la situation en Espagne diffère de la situation en France, où la Révolution de 1789-1793 a édifié la nation*", la sacro-sainte nation, la république bourgeoise qui pour être abolie doit céder la place à la démocratie, ce qui signifie qu'on ne lui reconnaît pas la paternité des expressions démocratiques

qui pourraient exister sous ce régime, puisque seul le peuple révolutionnaire en est à l'origine ou les incarne.

Comme si les aristocrates devenus bourgeois et républicains pour l'occasion de 1789-1793 n'avaient pas "*édifié la nation*" ou « *fédérer les peuples* » pour mieux "*les écraser*" ou soumettre la plèbe au talon de fer du capital, auquel on attribuera des vertus démocratiques ! Les bourgeois et les républicains en usèrent et abusèrent tellement, qu'ils ont fini par les faire totalement disparaître. Sinon vous avez les despotes éclairés qui ont cédé la place aux ploutocrates philanthropes qui leur ont réservé le même sort.

Les peuples qui se fédèrent pas sont voués à se disloquer. Dans les deux cas la punition sera la même, ils seront écrasés, à ceci près que lorsqu'ils sont minuscules, ils n'ont aucune chance de s'en sortir un jour face à la coalition des puissances impérialistes, tandis que lorsqu'ils sont un peu plus consistants, ils peuvent résister et espérer vaincre un jour leur ennemi en attendant que la révolution socialiste balaie le monde.

Quant à Mélenchon, en regrettant que la monarchie n'assume pas la mission que lui avait confiée le franquisme, ils se fait plus royaliste que le roi, le dépositaire de l'héritage du franquisme. Tenez pendant qu'on parle de monarque, il ne manque pas une occasion pour attribuer à Macron Ier une légitimité que les travailleurs lui refusent. Comment ? Pardi, en employant les grands moyens ! Il prête à Macron de se porter garant d'un "*débat sur le fond*" à l'occasion de l'élection européenne de 2019, pour convaincre qui de quoi à l'Assemblée nationale croupion acquise à l'UE, pure imposture, fripouille.

J'ai annoncé que je soutenais Bachar al-Assad, mais je n'ai jamais manifesté le moindre accord avec lui et je n'en ai jamais passé, Mélenchon est passé à l'acte avec Macron, vous saisissez la différence. Il s'est trahi lui-même parce qu'ils partagent la même idéologie, ni l'un ni l'autre n'est favorable au socialisme, ce qui signifie qu'ils sont pro capitalistes. Il est parfaitement intégré dans les institutions de la Ve République, il s'est fondu dedans comme on disait de Mitterrand, il en attend quelque chose, c'est une façon comme une autre de les légitimer aussi, c'est un légaliste, un type vil et soumis à l'ordre établi et il le fait savoir.

Le régime qui a succédé à la monarchie en France n'a jamais été démocratique, de la même manière que la monarchie en Espagne ne l'a jamais été, et dans les deux cas ils ne le seront jamais, il faut les abolir pour que le peuple travailleur puisse exercer la démocratie.

Que la monarchie espagnole ait hérité des institutions du franquisme, et qu'à ce titre on lui refuse de revendiquer l'unité de la nation espagnole, pourquoi pas, mais alors il faut admettre qu'en France en étant flanqué d'une Constitution digne d'une puissance impériale et d'un régime dictatorial que lui envie bien des despotes dans le monde, il n'y a pas de quoi envier l'unité de la nation. C'est la plèbe qui l'a réalisée et non la bourgeoisie, elle coïncidait avec les besoins de son développement et elle l'adopta uniquement par cupidité ou avidité, mais certainement pas pour que le peuple puisse être libre et elle coupa la tête à ceux qui entendait lui accorder un soupçon de démocratie.

J'ai rédigé ce passage sans avoir en tête précisément l'histoire de l'Espagne des 2 ou 3 siècles précédents. Par acquis de conscience j'ai vérifié qu'elle était bien passée par un processus sensiblement similaire à celui de la France, monarchie, république, coup d'Etat, dictature, etc. En voici un bref récapitulatif pour l'illustrer.

1802 - Pour la première fois, tout le territoire espagnol actuel est gouverné par le même parlement.
1808 - La première constitution est promulguée en Espagne.
1812 - Seconde constitution
1868 - Le mot Espagne est employé au singulier. Les pièces de monnaie de l'époque portent la légende España.
1873 - Une République fédérale est proclamée le 11 février
1874 - Un coup d'État porte général Francisco Serrano,
1875 - La monarchie est restaurée
1876 - Monarchie constitutionnelle
1923 - Coup d'État qui institue une dictature.
1931 - La Seconde République espagnole est proclamée
1939 - Instauration d'une dictature dirigée par le général Francisco Franco..
1975 - Fin de la dictature. Le régime devient une monarchie parlementaire et républicaine sans rupture totale avec le franquisme.
1978 - La Constitution espagnole crée les « communautés autonomes »

(Source : Wikipédia)

Vous pouvez vous livrer au même exercice avec la France depuis 1789.

Ce qui ressort, c'est que l'Espagne a été unifiée ou a formé une nation de longue date jusqu'à nos jours tout comme la France, donc qu'on ne vienne pas nous dire que la Catalogne n'a jamais été intégrée à l'Espagne, car dans ce cas-là il faudrait en dire autant de la Bretagne, de la Vendée, etc.

Les partisans de l'indépendance de la Catalogne affirment que son intégration à la nation espagnole s'est déroulée dans la douleur

ou que les aspirations de son peuple n'ont pas été prises en compte, exactement comme ce fut le cas en France, en Italie, en Allemagne et bien d'autres nations, seraient-il par hasard nostalgiques des régimes qui existaient antérieurement, on est en droit de se peut se poser la question puisqu'ils recourent au même argument que les indépendantistes.

Sans entrer dans les détails et pour faire simple, on constatera qu'une multitude de peuples, de tribus ou d'ethnies peuplaient l'Europe autrefois, et qu'ils finirent par se rassembler pour constituer des nations, le plus souvent à la suite de conflits armés, et que leur territoire géographique correspondait à des frontières naturelles, mers ou océans, montagnes (Pyrénées, Alpes) ou fleuves (Rhin), et il semblait logique que tous les peuples qui se côtoyaient ou vivaient à proximité les uns des autres, alors que les moyens de transport moderne n'existaient pas commercent et entretiennent des relations, partagent un certain nombre d'us et coutumes ou leurs expériences, ce qui devait favoriser le développement des forces productives...

Est-ce cette évolution qu'il s'agirait aujourd'hui de remettre en cause ?

Extraits de *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* par Lénine - 1916

J'ai sélectionné les seuls passages en rapport avec notre sujet d'actualité.

- "*Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affranchiront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une alliance libre - et l'alliance libre est une formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation - ces partis trahiraient le socialisme.*"

En dehors du cadre de la révolution socialiste, il n'existera jamais d'"*alliance libre*" entre les différentes nations ou peuples, nous trouvons-nous dans ce cas de figure en Espagne, je n'en ai pas du tout l'impression.

- "*Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme.*"

L'Espagne figure-t-elle oui ou non parmi ces "*grands Etats*" ? La réponse est oui. Ne sommes-nous pas en présence d'un processus favorisant la "*formation de petits Etats*" que dénonçait Lénine ? Assurément.

- "*Le socialisme a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion.*"

Il semblerait que ceux qui se réclament aujourd'hui du socialisme poursuivent un autre but que celui du socialisme.

De quoi sont-ils nostalgiques ?

- Aude Lancelin (journaliste) : "*nous ne retrouverons pas une véritable vie démocratique tant que, d'une façon ou d'une autre, la situation dans les médias n'aura pas été déverrouillée.*"

(https://audelancelin.com/2017/10/11/sept-idees-fausses-sur-les-medias/)

A entendre ceux qui se disent de gauche, on pourrait croire qu'hier la vie était meilleure qu'aujourd'hui ("*Les jours heureux*", les "*Trente Glorieuses*", etc.), cela dépend pour qui, apparemment pas pour tout le monde, loin de là.

Avoir une vie meilleure ne signifie pas la même chose pour tout le monde, tout dépend de votre statut social, à quel échelon vous vous situez sur l'échelle social. Pour tous ceux qui se situent en bas, cela ne signifie pas grand chose. Pourquoi ? Mais parce que leur condition demeure extrêmement précaire et ils n'en tirent pratiquement aucune satisfaction, le seul répit qu'ils ont, c'est quand ils n'y pensent pas, quand ils en font abstraction parce qu'ils la détestent. Et les quelques rares instants de bonheur ils les puisent en eux-mêmes, ils ne les doivent à personne, certainement pas à cette société qui est si injuste et cruelle envers eux.

Ils croulent sous une multitude de difficultés parce qu'ils ne peuvent pas vivre décemment de leur travail. Leur salaire est trop bas ou misérable ne serait-ce que pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, ils doivent se contenter des logements, de la nourriture, des vêtements, etc. réservés aux pauvres, exigus, de qualités médiocres ou de mauvaises factures, ils sont traités comme des moins que rien, alors que ce sont eux qui produisent les richesses qui profitent à l'ensemble de la société, sauf

eux qui concourent au fonctionnement des services publics dont bénéficient toutes les couches de la société, à ceci près que dans leur cas ils ne servent qu'à camoufler ou perpétuer indéfiniment leur état d'indigence.

Tous ceux qui bénéficient d'un statut social supérieur au leur ou de meilleures conditions de vie, auxquels la société ou les capitalistes consentent des privilèges, les mépriseront ou feront preuve d'indifférence à leur égard en ne se sentant pas concernés par l'injustice dont ils font l'objet, ils ne se mobiliseront pas à leur côté pour mettre un terme à leur médiocre condition parce que cela les entraînerait trop loin, imaginez un instant, cela pourrait les conduire à remettre en cause l'ordre établi qui fait preuve de tant de mansuétude envers eux, impensable. Ils auraient selon eux plus à y perdre qu'à y gagner à affronter le régime, vaut mieux encore qu'il demeure stable et s'accommoder de ses tares ou méfaits dont ils ne sont pas responsables, c'est ainsi qu'ils peuvent s'en tirer en se donnant bonne conscience, pendant que des pans entiers en subissent les conséquences désastreuses, inhumaines.

Non, les nantis ne sont pas victimes d'amnésie ou ils n'ont pas une mauvaise mémoire, ils n'ignorent pas non plus dans quelle société ils ont vécu antérieurement, ils ne retiennent que ce qui coïncidaient avec leur propre condition en la généralisant à l'ensemble de la société, en oubliant que des millions de travailleurs et leurs familles ne bénéficiaient pas du même traitement avantageux, en fait ils s'apitoient sur leur propre sort et rien d'autres comme si la société se réduisait à eux-mêmes ou devait être à leur service pour exaucer leurs désirs.

Quand ils ne sont pas nostalgiques des années 60-70, ils le sont des années d'après-guerre, ils en viennent à envier les années de l'entre deux guerres ou les années 30, certains vont même encore plus loin en remontant à l'Ancien Régime quand le peuple était réduit en servage ! Qu'ils y soient les mieux préparés pour le futur n'a rien d'étonnant partant de là.

Ils se disent volontiers progressistes ou humanistes, ils sont naturellement de gauche, mais en pratique ou en réalité ils se conduisent en vils serviteurs des esclavagistes des temps modernes.

Quel rapport y a-t-il avec le regard qu'ils portent sur les médias de nos jours ?

Il n'y a pas si longtemps que cela, l'existence de l'URSS et ses satellites du Pacte de Varsovie permettaient aux PCF ou aux staliniens de se faire passer pour des communistes, tandis que le PS ou les sociaux-démocrates continuaient de se faire passer pour des socialistes en référence à l'origine lointaine de leur parti.

Après la disparition de l'URSS, les staliniens continuèrent de se présenter comme de farouches ennemis du capitalisme, tandis qu'une décennie plus tôt les sociaux-démocrates adoptèrent officiellement l'économie de marché, le capitalisme, tout en continuant de se réclamer du socialisme.

Les staliniens ayant sans cesse trahi le communisme continuèrent à tenir sensiblement le même discours, tandis que les sociaux-démocrates allèrent jusqu'à troquer en parole le socialisme pour le capitalisme.

Staliniens et sociaux-démocrates n'en demeurèrent pas moins des alliés électoraux, et on continua de les caractériser de gauche comme si rien ne s'était passé depuis 1914 pour le PS ou les années 20-30 pour le PCF, comme s'ils n'avaient pas trahi et abandonné totalement leurs idéaux, le socialisme ou le communisme. Bien entendu, cette imposture n'allait pas être sans conséquence par la suite.

Cette caractérisation frauduleuse de gauche n'était pas seulement le fait des différents courants du mouvement ouvrier, elle allait être adoptée par l'ensemble des représentants officiels du capitalisme et la totalité des éditorialistes des médias aux ordres, sachant qu'elle servait les intérêts du régime, les uns et les autres les considéraient davantage comme des alliés plutôt que des ennemis, puisque le PS et le PCF n'avaient plus seulement cessé de s'opposer au régime, ils le soutenaient ouvertement ou se portaient garant de la stabilité des institutions de la Ve République.

Dans ces conditions, leur donner la parole ne coûtait absolument rien aux tenants du régime. Bien au contraire, cela présentait le précieux avantage d'entretenir l'illusion qu'ils étaient toujours de gauche ou des partis ouvriers en les accusant de vouloir s'attaquer au régime, alors qu'en pratique ils faisaient la démonstration inverse, ce qui permettait à la fois de diriger l'attention des travailleurs vers le PS et le PCF au lieu qu'elle se porte vers d'autres partis se réclamant du socialisme, et finir de dévoyer l'idée que les travailleurs pouvaient avoir du socialisme, de les éloigner ou de les détourner du socialisme.

Bien d'autres acteurs corrompus par le capitalisme et se réclamant de la gauche se virent accorder généreusement des tribunes dans les différents médias institutionnels, d'ailleurs cela n'a jamais réellement cessé, y compris de nos jours, à ceci près qu'ils ont été évincés des plateaux télés.

Le progrès social et la démocratie sont incompatibles avec le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant.

Ce qui a également changé depuis quelques années, c'est que les oligarques, qui détiennent journaux et magazines, ne tolèrent plus dans leurs entreprises des journalistes qui se réclament de cette gauche réformiste et critiquent le chef de l'Etat ou la politique

de son gouvernement, leur liberté de ton est devenu insupportable pour eux. Ils préfèrent recruter des journalistes acquis au néolibéralisme qui peuvent très se charger de rédiger le même genre d'articles en modifiant son orientation ou leur conclusion, de telle sorte que les lecteurs ne sauront pas quoi en penser ou seront en proie à une grande confusion idéologique, leur esprit critique sera pour ainsi dire anesthésié, alors qu'ils auront au passage ingurgité la propagande officielle, à leur insu, et c'est bien là l'essentiel. Ils sont ainsi assurés qu'ils ne déraperont pas, ou que leur critique de la politique ou du comportement du chef de l'Etat ou du gouvernement ne dépassera pas le stade de lieux communs sans intérêt ni conséquences ou sera inoffensive, ne se traduira pas par des illusions inutiles dans un monde meilleur.

Il faut que leurs lecteurs aient l'impression que l'auteur d'un article a fait preuve d'impartialité ou d'objectivité, pour qu'une fois mis en confiance ils admettent qu'ils doivent se soumettre à la politique qui leur est imposée, parce que celui qui l'applique ou leur propose (leur impose en réalité) n'a pas le choix lui-même ou plutôt, il fait pour le mieux le bougre, pour leur bien-être, l'intérêt général, etc., ils doivent donc s'ôter définitivement de la tête l'idée qu'une autre politique serait possible, ils doivent s'en convaincre eux-mêmes et ce genre d'articles a été spécialement conçu pour les y aider.

Les intellectuels ou les journalistes qui sont évincés des salles de rédaction ou des plateaux de télés, ne comprennent évidemment pas ce qui se passe pour être passés à côté de l'évolution de la crise du capitalisme mondial, et pour avoir entretenu des illusions dans le capitalisme, mais surtout pour avoir été influencés par l'idéologie que le PS ou le PCF véhiculait et qu'ils identifiaient abusivement à la gauche, idéologie qu'ils colporteront pendant des décennies parce qu'elle présentait moins de risque qu'affronter le régime, auquel cas ils auraient subi le même sort qu'aujourd'hui prématurément ou ils auraient dû changer de métier. Apparemment elle leur a permis de bien vivre puisqu'ils en redemandent.

Cela vaut également pour tous les militants qui sont pris de nausée en ouvrant leur poste de télé ou leur journal, et bien qu'ils les boycottent pour commencer au lieu de se plaindre.

En résumé, il fut tout une époque où les tenants du capitalisme avaient besoin du PS et du PCF, ainsi que d'intellectuels ou de journalistes pour véhiculer l'illusion que le capitalisme était réformable ou encore progressiste, et cette époque est définitivement révolue, du coup ils ont décidé de se débarrasser des uns et des autres. Maintenant, quel sera le destin de tous ceux qui avaient adopté l'idéologie réformiste ? Je vous laisse réfléchir à cette question que nous aborderons une autre fois. En attendant ce qui est certain, c'est que s'ils n'adoptent pas le socialisme, ils sont voués à se décomposer indéfiniment.

En guise d'épilogue.

Aude Lancelin (journaliste) : "*nous ne retrouverons pas une véritable vie démocratique tant que, d'une façon ou d'une autre, la situation dans les médias n'aura pas été déverrouillée.*"

Mais de quoi parle-t-elle, de quelle époque, j'ai 62 ans et je ne l'ai jamais connue.

J'ai souvenir que dans les années 50 il fallait choisir entre se chauffer l'hiver ou manger à sa faim. Que dans les années 60, les ouvriers encore payés à la tâche devait se soulager dans un pot de chambre parce que leur salaire était trop misérable pour se loger décemment. Que dans les années 70 une fois le loyer et les charges incompressibles réglés, un ouvrier n'avait plus de quoi bouffer tous les jours. Que dans les années 80 le chômage de masse prit son envole pour ne plus jamais disparaître. Que depuis les années 90 la condition de l'ouvrier n'a cessé de se détériorer.

Dites-moi madame Aude Lancelin, elle est où là-dedans la "véritable vie démocratique" ? Vous croyez qu'un jour un ouvrier à souhaiter vivre ainsi ? Non bien sûr, on lui a imposer, il n'y avait donc rien de démocratique dans ce que nous avons vécu, les jeunes doivent le savoir.

Au milieu des années 70, le salaire de mon père ne suffisait pas pour nous nourrir normalement, et c'était ma grand-mère qui achetait la viande le dimanche pour une partie de la semaine, et ma mère était obligée d'emprunter quelques dizaines de francs à ma tante Madeleine pour acheter du pain et de l'essence pour que mon père puisse aller travailler. Car pas de bagnole, pas de boulot, en vélo ou en mobylette, 150 bornes aller et retour avec une caisse à clous (machines, outils) de plus de près de 100 kilos c'était impossible. Donc il avait dû s'endetter pour acheter cette bagnole qui lui servait essentiellement pour aller bosser ou se faire exploiter, et en plus c'était à lui d'acheter toutes les machines et tous les outils pour aller gratter. Il bouffait à la gamelle le midi, un jour il a failli en crever, c'était en plein hiver dans le milieu des années 50, les hivers étaient très rudes à cette époque là à Paris. Et quand il rentrait du boulot, il se retrouvait dans une chambre de bonne sans chauffage au 6e étage sans ascenseurs sous les toits par - 20°C. On grelottait, on ne bouffait pas à notre faim, on était fagoté comme l'as de pique, on se lavait souvent à l'eau froide dans une bassine, on pissait et on chiait dans un sceau. 26 ans plus tard, je me retrouverai dans la même situation. 10 ans plus tard, je serai obligé de déménager pour prendre un appartement plus petit parce que je ne pouvais plus payer le loyer de mon logement HLM (3 pièces à Clichy) et arriver à survivre (suite à un divorce). C'est d'ailleurs ce qui m'a conduit à prendre la décision de quitter la France, invivable.

Toutes les améliorations dont on a pu bénéficier ont été payées au prix fort, pas par tout le monde apparemment. C'étaient le produit de conquêtes sociales ou de concessions accordées par nos maîtres, parce que cela leur permettait de s'enrichir encore

plus et non par philanthropie, mais il était écrit nulle part qu'elles seraient pérennes pour l'éternité, un jour la récréation devait se terminer au profit d'une régression sans fin, en passant autour du cou de l'exploité le joug de la servitude qui devait coïncider avec son destin ou sa tragique et précoce disparition pour les plus faibles ou les moins bien préparés au nouvel ordre mondial.

Mais au fait, on ne l'a toujours pas trouvé la "*véritable vie démocratique*".

Mon père a travaillé très dur pour avoir le droit d'être pauvre ou crever, et moi j'ai préféré n'en faire qu'à ma tête et le même sort m'a été réservé, vous avouerez qu'avec la meilleur volonté du monde on n'a toujours pas trouvé trace de votre foutue "*véritable vie démocratique*".

Il m'est arrivé de faire plus de 10 kms à pied pour revenir de l'école chez mes parents, parce que je n'avais pas de quoi m'acheter un ticket de bus, j'avais13 ans je crois. Cela doit être de cette époque-là que date la démocratisation de la marche à pied, comme mon père quand il acheta sa première bagnole, une 4CV Renault, ah les bienfaits de la démocratisation de l'endettement des ménages comme ils disent ! Moi j'ai loupé la démocratisation de l'avion, mais j'ai une excuse, à cette époque-là je planais trop ! J'avoue que je suis passé à côté de quelque chose, quoique, je n'avais pas l'argent pour me payer un billet, décidément la "*véritable vie démocratique*" ne m'était pas réservée.

J'ai également souvenir de la soupe populaire, de l'Armée du salut arpentant les rues de Paris (rue de Rome), la cohorte de clochards dormant dans les rues que j'enjambais le matin en allant à l'école... Les tickets de rationnement jusqu'en 1949, l'appel de l'abbé Pierre en 1954, la grève des mineurs de 63, mai-juin 68, les grandes manifestations étudiantes de 76, etc. Liste à compléter.

Dans le même registre. Le déjeuner aussi était à "***huis clos***" ?

- Macron lance sa stratégie de lutte contre la pauvreté des enfants - Le Huffington Post

Avec pour objectif "l'égalité des chances" pour les enfants de tous milieux... avec un déjeuner avec les associations (ATD Quart Monde, Emmaüs, Petits frères des pauvres, Secours catholique ...).... Macron reçoit à l'Elysée mardi à déjeuner les principales associations de lutte contre la pauvreté, ainsi que des entreprises, des chercheurs et des experts, devant lesquels il doit prononcer une allocution à huis clos pour lancer la concertation sur sa stratégie. Le Huffington Post 17.10

Il n'y a pas que les bureaucrates pourris des syndicats et les élus dits de gauche ou de la gauche de la gauche qui prêtent allégeance à leur suzerain, tous veulent en être.

Tous en croquent.

Qu'ont-ils ont en commun ? Ils sont tous grassement entretenus, financés ou subventionnés par l'Etat, par le gouvernement en place. Ceci explique cela.

Lu dans un article publié dans différents médias dits indépendants ou alternatifs (sans rire).

"*Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fondation de l'Organisation des Nations Unies, prévaut l'interdiction de faire la guerre*"... alors que les guerres n'ont jamais cessé à travers le monde depuis 1945 !

- "*Durant ces 7 dernières décennies, certains pays membres de l'OTAN ont trop souvent mené des guerres illégales*"... parce que l'OTAN aurait mené des guerres légales, mais quel pays leur avait-il déclaré la guerre ? Aucun !

- "*... les fondements de l'organisation pacifique qu'est l'ONU, et en particulier l'interdiction de faire la guerre, furent clairement sapés*."... des fondements qui engageaient à quoi les puissances impérialistes? A rien !

On se demande comment il est encore possible de sortir de pareilles énormités ou de telles contrevérités.

Dans quel monde vivent-ils ?

Cinq impérialismes monopolisent le pouvoir à l'ONU par le biais du Conseil de sécurité (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, Russie, Chine). Depuis quand l'impérialisme est-il "*pacifique*" ? Jamais. Depuis quand "*l'interdiction de faire la guerre*" a-t-elle empêché les guerres ? Jamais. Une pure invention ou une vue de l'esprit.

Ils servent de caution à l'impérialisme.

C'est derrière cette imposture que se retranchent les petits bourgeois qui se disent de gauche, progressistes, démocrates.

En conséquence, quand on fait preuve un tant soit peu de logique ou qu'on est cohérent, il est légitime ou fondé d'affirmer que ces intellectuels ne sont ni de gauche ni progressistes ni démocrates.

Il leur suffit qu'un acteur politique ou une institution fasse une déclaration ou affiche ses intentions pour qu'ils les croient sur parole. Sont-ils naïfs ou crétins à ce point-là ? Ce sont les faits, un simple constat, personne ne les oblige faire la démonstration d'un tel manque de discernement. Sont-ils honnêtes intellectuellement ? Jusqu'à un certain point seulement, car ils savent pertinemment que s'ils poussaient leur réflexion plus loin ou au-delà des apparences trompeuses, ils devraient abandonner leurs illusions dans le capitalisme et l'affronter, ce à quoi ils ne tiennent pas du tout.

Une rhétorique bien huilée ou qui a fait ses preuves.

Leur interprétation de l'histoire tient de la fiction, du roman, dont le scénario a été rédigé par les tenants du capitalisme, capitalisme auquel ils vouent un véritable culte en le dotant de qualités qu'il n'a jamais eu, mais qu'il s'attribue, là encore ils le croient sur parole parce que cela les arrange.

Ils substituent à la réalité celle que les idéologues, porte-parole ou représentants du capitalisme ont concoctée spécialement à leur attention, et ils vont profiter du statut privilégié qui leur est accordé et qui leur confère une certaine légitimité, pour diffuser leur version essentiellement en direction des classes moyennes, des intellectuels, les corrompre.

Ce qu'il y a de remarquable dans cette quasi-idolâtrie du capitalisme, c'est qu'elle témoigne qu'il n'est pas nécessaire d'être arriéré, illettré, sous évolué, etc. pour passer à côté des bases élémentaires de la dialectique.

A quoi serviraient-elles à ces esprits étriqués ou bornés, puisqu'ils ne savent rien faire d'autre qu'observer le monde à travers le petit trou de la lorgnette.

Leurs analyses se terminant toutes dans une impasse ou le constat qu'il faudrait continuer de faire avec le capitalisme indéfiniment, elles tournent résolument le dos au socialisme ou à l'idée qu'il serait possible de changer la société, elles sont profondément démoralisantes. Comme quoi ces intellectuels servent au moins à quelque chose.

Le saviez-vous ?

Qui est derrière Amnesty International ?- dnipress.com 12.10.2017

« *Amnesty International est principalement financée par ses cotisations et dons publics. Aucun fonds n'est demandé ou accepté de la part de gouvernements pour enquêter et faire campagne contre les violations des droits de l'homme. Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, idéologie politique, intérêt économique ou religion.* »

C'est l'une des organisations de défense des droits de l'homme les plus influentes au monde, d'après ce que déclare Amnesty International. Dans le même temps, le rapport financier officiel de l'organisation pour 2015 indique parmi les donateurs, des structures comme la Fondation Open Society de George Soros ou la Fondation Ford.

La Fondation Nationale pour la Démocratie américaine (NED), qui est officiellement financée par le Congrès américain, via le budget de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), était aussi mentionnée dans les rapports précédents de 2008 à 2010. Il est intéressant de noter, que lorsque les médias ont commencé à parler de manière croissante de l'implication d'Amnesty International, les références aux articles officiels de l'organisation sur ses revenus et les rapports des années précédentes ont commencé à disparaître d'Internet. Maintenant, il est difficile de trouver confirmation du fait qu'AI a travaillé à une époque pour les intérêts de la NED, une organisation qui a activement soutenu les mouvements des jeunesses arabes, qui ont pris, plus tard, une part active dans la série de « révolutions de couleur » qui ont eu lieu dans les pays du Moyen Orient et en Afrique du Nord. Le site de l'organisation lui-même est fait de telle façon qu'il est très difficile de trouver le moindre rapport. Sur la page principale vous ne trouverez pas le bon lien, uniquement si vous connaissez l'adresse directe, ou utilisez le moteur de recherche. Un autre fait très révélateur, est que le site n'a désormais plus de rapports antérieurs à 2014. Même pour ces miettes d'informations que le secrétariat d'AI présente, on peut se demander si l'organisation de défense des droits de l'homme est vraiment une entité indépendante. Étant donné que toute subvention implique l'accomplissement d'une mission spécifique dans l'intérêt du donateur. Prenons par exemple la Fondation Open Society de George Soros, la subvention de cette organisation vise à soutenir les migrants, à les protéger et à les sauver et, en fait, à faciliter leur réinstallation en Europe.

Il est important de noter que les organisations de George Soros et d'Amnesty International travaillent ensemble depuis de nombreuses années. Maintenant, les informations à ce sujet ne sont pas faciles à trouver sur le site web d'Amnesty, mais cette mémoire est toujours stockée sur le site officiel de la Fondation Open Society.

À partir de 2008, la fondation a accordé une subvention de trois ans à la branche américaine d'Amnesty International. En juin 2011, Amnesty International a publié un rapport justifiant l'opération militaire américaine en Libye, à la suite de laquelle

le gouvernement libyen a été renversé et le pays lui-même a été occupé et détruit.

C'est Hillary Clinton qui a pu peser sur cette décision au sein de la commission des affaires étrangères. Il est prudent de dire qu'à cette époque, Amnesty International a travaillé en étroite collaboration avec les agences gouvernementales américaines. C'est tout d'abord le Département d'État qui a utilisé les résultats du travail de l'organisation en Libye puis en Syrie, quand Amnesty International a fait un autre rapport disant qu'à la prison syrienne de Damas Seydnaya, 13 135 prisonniers ont été pendus, principalement des « civils », par le régime d'Assad de 2011 à 2015. Dans le même temps, le rapport n'a fourni aucune preuve réelle. Les chiffres astronomiques des victimes étaient le résultat de calculs arithmétiques basés sur le témoignage de personnes non nommées dans le rapport. Étant donné que sur la base de ce rapport, des décisions d'importance mondiale pourraient être prises, l'organisation de défense des droits de l'homme pourrait au moins fournir des informations complètes et la logique de ses calculs. Mais, malheureusement, cela n'a pas été fait.

Il est d'une importance fondamentale de noter qu'entre 2012 et 2013, Susan Nossel occupait le poste de directrice exécutive d'AI aux États-Unis, où elle travaillait auparavant comme assistante d'Hillary Clinton (alors secrétaire d'État américaine) auprès d'organisations internationales. En particulier, c'est elle qui a élaboré une résolution sur « *les violations des droits de l'homme* » en Libye, en Syrie et en Iran. Nossel est connue pour son soutien aux membres des Pussy Riot et sa participation à l'élaboration de la première résolution des Nations Unies sur les droits des minorités sexuelles. De plus, Nossel est l'auteur du terme « Smart Power » (on pourrait traduire cela en français par Puissance Habile).

Il est incroyable de voir à quel point les lignes idéologiques d'Amnesty International, de la Fondation Open Society de George Soros et du Département d'État américain sous Hillary Clinton sont proches. Tous défendent les droits des minorités sexuelles, des transgenres, des migrants et des féministes, tout aussi négatifs pour les gouvernements syrien, libyen, irakien, russe et iranien, ainsi qu'une attitude nettement négative envers le nouveau président américain, Donald Trump. En passant, c'est George Soros qui est à l'origine des manifestations aux États-Unis en soutien à Hillary Clinton la veille et après l'inauguration de Donald Trump. (..)

Aujourd'hui, il est presque impossible de trouver des preuves directes qu'en 2008, la branche israélienne d'Amnesty International a accepté un don de 130 186 shekels du département d'État du gouvernement des États-Unis. En 2009, le don est passé à 239 523 shekels. En 2010, la branche israélienne d'Amnesty International a accepté un don de l'ambassade royale des Pays-Bas en Israël pour 60 574 shekels listés comme don d'une entité politique étrangère. En 2011, Amnesty International Royaume-Uni a accepté une subvention de 842 000 £ (faisant partie d'une plus grande donation sur quatre ans) du Département pour le développement international (DFID).

Une subvention sur cinq ans d'environ 3 850 000 £ a été octroyée de janvier 2013 à décembre 2017 via la contribution du gouvernement norvégien au nouveau NRK (Téléthon norvégien). Une résolution de 2011 de l'ICM trouvée sur le site Web d'Amnesty Australie (la page a depuis disparue mais une mention y est faite ici) fait état de la croyance répandue parmi le public selon laquelle aucun fonds de gouvernements n'est accepté. Cependant, la résolution continue en expliquant qu'ils reçoivent un financement direct de sources gouvernementales pour l'éducation aux droits de l'homme.

Ceci est clairement exclu de la déclaration d'Amnesty sur les fonds et les dons. « *La collecte de fonds de ce type présente potentiellement des défis pour l'indépendance et l'impartialité d'Amnesty International vis-à-vis des gouvernements* », notent-ils. « *En particulier lorsque le financement d'une subvention exige des obligations contractuelles spécifiques. Il y a aussi un risque de perception publique que l'indépendance d'Amnesty International est vulnérable ou diminuée lorsque les fonds gouvernementaux sont acceptés. Des sondages auprès des partisans d'Amnesty International ont montré que le fait de ne pas accepter le financement de gouvernements est la principale raison de leur soutien.* »

En plus de cacher à un grand nombre de leurs partisans le fait que leur politique peut considérer comme acceptable des financements gouvernementaux pour « l'éducation », Amnesty International a également accepté des dons de la part de sociétés ayant des intérêts politico-financiers. Une note datée de novembre 2007 indique qu'Amnesty n'acceptera les dons d'entreprises que si « *Amnesty International a un avantage significatif et que la réputation d'Amnesty International est peu menacée* ». Un extrait de la note indique qu'une entité d'Amnesty International avec un revenu annuel plus de 100 000 £ ne doit pas obtenir plus de 10% de son financement total de la part d'entreprises. Pour qu'Amnesty accepte les fonds d'entreprises, ils doivent passer par une sélection. La note de 2007 indique que la sélection comprend une liste de ressources en ligne disponibles auprès du Secrétariat international (Programme international de collecte de fonds). Le mémo explique comment utiliser une liste de mots clés utiles pour la recherche dans la base de données. La liste des mots utiles fournis comprend : les droits de l'homme ; tribunal ; violation ; responsabilité sociale des entreprises. Pourquoi la Fondation Open Society a-t-elle été approuvée par Amnesty ?

On peut affirmer avec assurance qu'Amnesty International est un mercenaire international engagé par des organisations d'État et des entreprises pour défendre leurs intérêts économiques et politiques.

Et enfin, George Soros est également l'un des principaux sponsors d'une autre organisation internationale de défense des droits de l'homme bien connue - Human Rights Watch. Alex R.

https://dnipress.com/fr/posts/qui-est-derriere-amnesty-international/

Parole d'internaute.

1- "Eric Shmidt a été PDG de Google de 2001 à 2011 et depuis il est Président exécutif du Conseil d'administration de Google/Alphabet.

Il est également directeur du comité d'innovation pour le Pentagone en charge de faire bénéficier l'armée US des innovations de la "Silicon Valley en terme de technologies.

En Nov 2016, la Leaks des "Podesta Emails" a permis d'établir qu'E.Shmidt était en relation étroite avec Hillary Clinton et son Staff pour proposer, dans un démarche très volontaire, sa vision d'une équipe de promotion de campagne électorale basée sur l'exploitation de bases de données existantes, de la constitution de profils et d'algorithmes avec 5000 employés et 1,5Milliards€ de budget, bref toute la science du marketing mathématique et de la fabrication d'opinion mise au service d'une campagne électorale.

Quelques citations pleines d'innocences d'Eric Shmidt :

"Dans ce futur nouveau, vous n'êtes jamais perdu. Nous connaîtrons votre position au mètre près et bientôt au centimètre près"

"Ce n'est qu'une fois que nous aurons obtenu leur attention que nous pourrons espérer conquérir leur cœur et leur esprit."

"La plupart des gens ne souhaitent pas que Google réponde à leurs questions. Ils veulent que Google leur dise quelle est la prochaine action qu'ils devraient faire."

"La technologie du ciblage individuel sera si performante qu'il sera vraiment dur pour les gens de regarder ou de consommer quelque chose qui n'a pas été d'une manière ou d'une autre taillé pour eux."

"Seuls les criminels se soucient de protéger leurs données personnelles"

"Si vous faites quelque chose et que vous ne voulez que personne ne le sache, peut-être devriez-vous déjà commencer par ne pas le faire.""

LVOG - Ils n'ont décidément rien à envier aux nazis, à ceci près qu'ils disposent de moyens financiers illimités et ils agissent sur une plus grande échelle, mondiale.

2- "Que faut-il donc de plus pour nous rendre la vue?

Que faut-il donc de plus pour que nous cessions de croire au Pouvoir magnanime?

Que faut-il donc de plus pour que nous disions catégoriquement et massivement « non » à ce Pouvoir?

Que nous faut-il pour que, soumis volontaires, nous devenions libres et agissions massivement librement?"

LVOG -Personne ne peut répondre à ces questions à votre place...

3- "La pharmaceutique a subit un complet bouleversement de paradigme qui a ruiné la confiance que l'on avait envers elle :

Avant elle cherchait à guérir des malades pour le bien de l'humanité maintenant elle soigne des patients afin d'assurer des bénéfices pérennes aux actionnaires.

Une fois ceci compris on ne s'étonne plus de voir les effets secondaires se multiplier et les médicaments devant être pris à vie sans résoudre le problème définitivement."

LVOG -Et bien cessez de les prendre, changer de médecine ou mettez fin à vos jours.

4- "Quand est-ce que les grands de ce monde comprendront-ils que le capitalisme financier nous mène à notre perte ?

C'est à se demander s'il y a encore des gens qui réfléchissent un tant soit peu."

LVOG -Vous n'en faites pas vraiment la démonstration en attendant...

5- "Le jour où une solution alternative systémique est disponible faites signe ! Je dis systémique car il faut se battre sur les détails. (...) d'alternative hors du capitalisme je n'en vois pas (à part le chaos qui suivrait un effondrement)."

LVOG -A moins qu'il ne le précède ! Votre ignorance vous aveugle...

La Banque mondiale serait-elle animée de bonnes intentions envers les déchets du capitalisme ? Policières, totalitaires.

- 1,1 milliard de personnes sans identité officielle dans le monde - AFP

Plus de 1,1 milliard de personnes, essentiellement en Afrique et en Asie, sont incapables de prouver leur identité avec un document officiel ce qui les prive de l'accès aux services de santé, de protection sociale ou d'éducation, déplore la Banque mondiale. (Pendant qu'avec le FMI elle fait pression sur tous les gouvernements pour qu'ils les privatisent... - LVOG)

A travers le lancement d'un programme baptisé "*ID4D*" (Identification for development initiative), la Banque mondiale escompte aider les pays à recenser et identifier ces personnes en s'appuyant sur la technologie digitale.

"*Avec un septième de la population de la planète vivant sans aucune pièce d'identité officielle, les familles sont privées d'accès aux soins de santé, à l'éducation mais aussi aux services sociaux et financiers*", a regretté Eric Jing, l'un des membres du conseil de ce programme. AFP 14 octobre 2017

Si je prends le cas de l'Inde où je vis, voilà à quoi peut servir cette "*technologie digitale*" :

Message reçu de Vodafone : Hi, As per Govt order & records, your mobile no. is still not linked with Aadhaar. Rush immediately to nearest Vodafone store with mobile to avoid disconnection.

Traduction : Bonjour, suite à la décision adoptée par le gouvernement, vous n'avez pas encore fourni à Aadhaar (au fichier national d'identité) votre numéro de téléphone. Courez immédiatement à l'agence Vodafone la plus proche avec votre téléphone afin d'éviter une déconnection.

Délirant !

Alors que lorsque Vodafone m'a remis cette carte (Sim) j'ai présenté mes papiers d'identité, un justificatif de domicile, ils en ont fait des copies et je leur ai remis 2 photos, j'ai rempli et signé un formulaire. Mieux encore, là il s'agit du numéro que j'utilise avec le modem pour me connecter à Internet, alors qu'ils ont déjà procédé à la vérification de mon identité (digitale) après que j'ai présenté ma carte Aadhaar (qui fait office de carte d'identité) avec l'autre numéro (ou carte Sim) que j'utilise pour le téléphone portable.

On aura compris que l'objet de ce fichage renforcé ne sert pas à permettre à la population d'avoir accès à un service, mais bien à leur permettre de lui en interdire l'accès s'ils le jugeaient nécessaire. C'est désuet, car on peut refiler cette carte Sim à n'importe qui et qui en fera l'usage qu'elle voudra sans qu'ils le sachent, comme on peut la perdre ou nous la voler avec le portable. D'ailleurs j'en possède une troisième que j'ai donné à la soeur de ma compagne, et si je ne la récupère pas et que je ne retourne pas chez Vodafone avec ma carte Aadhaar, ils vont lui couper le téléphone ces despotes !

Epilogue. J'y suis allé ce matin, une queue terrible, il fallait prendre un numéro et perdre une heure ou plus, je me suis tiré, merde !

Info relayée par les médias comme il se doit.

- Une personne sur sept est sans identité officielle dans le monde, d'après la Banque mondiale - Franceinfo

- Une personne sur sept n'a pas d'identité officielle dans le monde - L'Express.fr

Bienvenue chez les barbares.

- Somalie : scènes de chaos après un attentat à Mogadiscio, plus de 200 morts - LeFigaro.fr

- Législatives autrichiennes : la droite ultra-conservatrice et l'extrême droite au plus haut - Liberation.fr

- Manifestation nazie à Kiev - Réseau Voltaire

Ils osent tout

- Macron: "Je ne suis pas arrogant, envers les Français, je suis déterminé" - L'Express.fr

Dans un entretien à l'hebdomadaire allemand Spiegel, le chef de l'Etat récuse mener une politique en faveur des plus riches. L'Express.fr

Pourquoi, parce qu'il aurait dû l'avouer ?

- Macron aux Allemands : «Je ne me prends pas pour un roi» - Liberation.fr

Avant sa première interview à la télévision Française dimanche soir, le chef de l'Etat plaide pour l'héroïsme politique, critique les médias et célèbre sa proximité avec Angela Merkel. Liberation.fr

- Pour Cazeneuve, Macron mène une politique "à droite" - Reuters

- Sébastien Le Fol - Comment préserver nos libertés - LePoint.fr

- Peut-on être heureux au travail ? - Liberation.fr

- Fonction publique : les syndicats pas rassurés par Gérald Darmanin - Franceinfo

- Réforme du travail : Alexis Corbière déplore les propos "flous" du gouvernement - Franceinfo

- Drapeau européen : «Ces douze étoiles, ce sont les douze apôtres» soutient Clémentine Autain - L'Opinion

- Ben Ali se porte bien, merci pour lui - Le Huffington Post

- L'administration Trump dédaigne un lieu de mémoire des luttes LGBT - Liberation.fr

- Maria Alekhina, anti-tsar system - Liberation.fr

Après la prison, la Pussy Riot continue les performances artistiques anti-Poutine... Liberation.fr

- Le roi du porno Larry Flynt offre 10 millions de dollars pour destituer Trump - AFP

Haut de page

Le 19 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (13 pages)

Cela fait 6 jours que mon épouse est dans le coma et sous respiration artificielle.

J'ai reçu avant-hier une lettre de la CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse) m'informant que l'attestation bancaire que je lui avait envoyée avait été établie depuis plus de trois mois, et qu'en conséquence je devais leur en renvoyer une, comme si je n'avais que cela à faire que de cavaler à ma banque (30 kms aller/retour) et perdre plus d'une heure, pour finalement leur renvoyer un document identique, à croire qu'ils n'ont que cela à foutre !

Hier j'ai évoqué l'épouvantable Caf des Bouches-du-Rhône qui a réclamé plusieurs fois à mon épouse les mêmes documents depuis quatre ans. Chaque fois cela leur fait du travail en plus, c'est à se demander s'ils sont vraiment en sous-effectif ou débordés de travail, non ? En fait, ils s'en tapent puisque ce seront les assurés sociaux qui en seront les victimes, car de leur côté ils

pourront ainsi justifier leur poste de travail. Ils font du zèle, ils n'essaient pas d'être bienveillants ou compréhensifs envers les travailleurs, ils sont bornés au possible, multiplient les erreurs, ils ne s'en excusent jamais et nous traitent comme de la merde.

Que les fonctionnaires ne s'étonnent pas ensuite que les travailleurs du secteur privé soient indifférents à leur condition ou les détestent, se moquent de la privatisation des services publics, ce qui n'est pas mon cas évidemment.

En revanche, ma retraite complémentaire (ARRCO) a été traitée par Humanis, un organisme privé. L'employée qui s'est occupée de mon dossier ayant constaté qu'il lui manquait une de mes coordonnées bancaires, a malgré tout procédé à la mise en paiement immédiat de ma retraite (ARRCO, 425,01 euros par trimestre, et AGIRC, un versement unique de 2727,29 euros) par mandat international, en attendant que je lui fasse parvenir l'information que j'avais omis de lui fournir, et je l'en ai remerciée, c'était la moindre des choses.

Quand on observe la différence de traitement, on s'aperçoit immédiatement qu'on est plus mal traité par la SS que par un organisme privé.

En Inde, c'est exactement la même chose et cela quel que soit le service public, c'est l'horreur, abominable, s'y ajoute la corruption systématique si vous voulez que votre dossier soit traité plus rapidement. C'est la règle du jeu : tu casques sinon je vais te faire chier à en perdre patience et tu finiras bien par les lâcher tes tunes. Ils font le coup à tous les Indiens sans exception, même avec les plus miséreux, ils sont vraiment dégueulasses. L'idéal, c'est de connaître un fonctionnaire, ton affaire est réglée dans la minute qui suit et c'est gratuit !

Ces fonctionnaires ne font pas du zèle par conscience professionnelle, mais parce qu'ils sont rongés par la haine et l'indifférence au sort des autres qui a envahi toute la société, après que les inégalités et les injustices sociales aient atteint des niveaux vertigineux, il faut le savoir ou en prendre conscience, sinon on risque de finir comme eux, avis aux esprits faibles.

Un dernier mot.

Je viens de recevoir trois chèques correspondant à ma retraite complémentaire. Au total 233.000 roupies, environ 3.000 euros. Le prochain dans trois mois sera de 31.000 roupies, soit 137 euros par mois, c'est peu, mais ici en Inde, c'est suffisant pour survivre. Je vais envoyer un chaleureux courriel à cette employée d'Humanis. Quant à ma retraite générale via la CNAV...

Un document exceptionnel sur la Libye.

1er partie - La conversation téléphonique du 25 février 2011 entre Tony Blair et Kadhafi, de 11h15 à 11h45

2ème partie - Appel Tony Blair-Kadhafi de 15h35 à 16h00.

- Document en anglais du Parlement britannique.

- Le document traduit en français par le blog Les-Crises.fr

Commentaires d'internautes.

1- "Donc, tout se savait trois semaines AVANT l'attaque occidentale qui a commencé le 19 mars !

Et pendant les mois de bombardements de l'OTAN sur la Libye, les médias nous ont gavés avec "la révolution libyenne", "les résistants libyens" (drôles de résistants, qui demandent aux étrangers de bombarder leur pays), "la terreur du régime à Tripoli"…

Guerre abjecte, approuvée par Hubert Védrine, Emmanuel Todd et Jean-Pierre Chevènement (ce dernier a fait amende honorable depuis), quasiment approuvée par Serge Halimi (Le Monde diplomatique, avril 2011) et par l'Humanité, qui saluait la "victoire du peuple" lors de la chute de Tripoli…"

J'étais tombé dans le panneau, je l'ai compris peu de temps plus tard en découvrant la vérité dans un article publié par le Réseau Voltaire, j'ai rectifié le tir en condamnant le bombardement de la Libye par l'OTAN et la France. Plus tard j'ai regretté de ne pas avoir soutenu davantage la Libye.. Cela m'a servi de leçon, et je n'ai pas commis la même erreur avec la Syrie que je soutiens inconditionnellement depuis 2011.

2- "Ce qui est fou c'est d'avoir été aveugle sur la Lybie après l'Irak. C'est d'avoir gobé le discours sur la Syrie sans souvenir aucun de ce qui s'était passé en Lybie… C'est d'embrayer sans questions sur la Birmanie. Comment fonctionnent ces cerveaux ou n'entre aucun doute ni aucune interrogation devant des catastrophes à ce point similaires dans leur présentation ? (Et encore on

en restera là pour rester dans le politiquement correct.)

3- Cette phrase de Kadhafi m'a interpellé : "je n'ai aucun pouvoir ni mandat, je ne suis pas le Président. Je n'ai rien à céder, " Car beaucoup de gens en France n'ont Jamais entendu parler de la "Jamahiriya". Factuellement, Si on revient au sens premier du mot "démocratie" et sans même l'idéaliser, avec ses congrès populaires la Libye de Kadhafi était plus démocratique que la France. Tony Blair, lui, ne pouvait pas l'ignorer." Effectivement, si j'ai bien compris, c'était le pays socialement le plus avancé de la planète.

A propos de la Catalogne.

- Barcelone: 200 000 manifestants contre l'incarcération de deux indépendantistes - LExpress.fr

Encore une manifestation d'envergure à Barcelone. Des milliers de Catalans sont descendus dans la rue ce mardi contre la mise en détention de deux importants responsables indépendantistes. Selon la police régionale, ils étaient au nombre de 200 000. La maire de Barcelone Ada Colau, qui a pourtant pris ses distances avec le processus d'indépendance lancé par le président séparatiste Carles Puigdemont, faisait partie des manifestants.

La pression monte avant la fin de l'ultimatum de Madrid

"Independenzia", scandait la foule après avoir réclamé la libération de Jordi Cuixart et Jordi Sanchez, les dirigeants de l'Assemblée nationale catalane (ANC) et d'Omnium Cultural, inculpés pour sédition par les autorités espagnoles. "Nous entrons dans une nouvelle phase de mobilisations, et comme toujours elles seront pacifiques, démocratiques (...) il s'agira d'actions directes, impliquant la force de la citoyenneté", a annoncé lors d'une conférence de presse Marcel Mauri, un porte-parole d'Omnium.

Ces manifestations interviennent alors que le délai accordé par Madrid à Carles Puigdemont pour qu'il renonce officiellement à ses desseins séparatistes s'épuise: il a jusqu'à jeudi 10h00. S'il ne recule pas, le gouvernement de Mariano Rajoy pourrait suspendre totalement ou partiellement l'autonomie de la Catalogne, au risque de provoquer des manifestations encore plus importantes.

Pas "d'autodétermination" pour les "peuples d'Espagne"

Sur le front judiciaire, la Cour constitutionnelle espagnole a définitivement annulé, a posteriori, la loi catalane organisant le référendum. Dans son arrêt, elle souligne qu'il n'existe pas un "droit à l'autodétermination" pour les "peuples d'Espagne".

La société catalane est divisée presque à parts égales sur l'indépendance. Les partisans de Madrid ont rassemblé quelque 350 000 manifestants dans les rues de Barcelone il y a dix jours. L'Express.fr18 octobre 2017

Un internaute.

- "Si l'Europe ne veut certes pas d'une prolifération incontrôlée du nombre de régions autonomistes, c'est parce qu'elle considère que les actuels Etats-nations sont des régions en puissances – c'est à dire des unités de gestion administrative dénuées de toute référence à l'idée de peuple souverain, à l'idée d'une langue et d'une culture commune… Voilà pourquoi c'est si important pour Bruxelles de refuser aux Catalans la possibilité de s'auto-affirmer en tant que nation souveraine…"

C'est une explication.

Position de la TCI, tendance trotskyste du POID :

"Quand le peuple catalan se soulève en masse pour défendre les bureaux de vote quand se multiplient dans les villages, les quartiers des villes, des comités de défense du référendum, quand la grève générale est un incontestable succès, ce sont tous les ingrédients d'une situation révolutionnaire. C'est là l'origine de l'union sacrée de toutes les forces institutionnelles espagnoles contre le peuple catalan des néo-franquistes de Rajoy au PSOE, des staliniens à Podemos, de l'UGT aux Commissions ouvrières… Il leur faut sauver les institutions de la monarchie. Union sacrée hors de l'Espagne aussi, sous l'égide de Trump, de l'UE et du FMI ; en France, des Républicains à Mélenchon en passant par Macron.

Ce n'est pas une situation catalane. En France, toutes les forces institutionnelles bandent leurs forces pour préserver la Ve République et l'Union européenne et protéger le gouvernement pour qu'il tienne coûte que coûte jusqu'en 2022. Mélenchon fait chaque jour de plus en plus clairement ses offres de service à Macron qu'il vient de féliciter à propos de sa position sur l'Europe"

On ne nous dit pas sur quelle base ou dans quelle perspective politique les masses en Catalogne se sont mobilisées. Quel est précisément leur état d'esprit, leur niveau de conscience politique ? Quels sont les rapports entre les classes qui sont à l'origine

de ce mouvement ? Quel est le contenu de leurs revendications et leur orientation politique, leur nature de classe ?

Quelques citations réservées aux gauchistes.

Quand le vernis démocratique du régime craque de partout, la lutte pour la démocratie devient un mot d'ordre révolutionnaire.

- "*Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie.*" (La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes - Lénine, 1916.

J'avais proposé une stratégie axée sur le combat pour l'abolition du capitalisme, en précisant que cet objectif ne pourrait être atteint qu'en renversant les institutions de la Ve République ou en instaurant la démocratie ou le socialisme. Pour que la démocratie devienne une réalité et qu'elle s'attaque aux fondements du capitalisme, il faut que le mouvement révolutionnaire des masses exploitées chassent du pouvoir la bourgeoisie.

Peu importe que la Russie, la Chine ou l'Iran soutiennent la Syrie de Bachar al-Assad.

- "*Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre "grande" puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes...*" (id)

- "*... les pays semi-coloniaux comme la Chine, la Perse, la Turquie, et toutes les colonies totalisent environ 1000 millions d'habitants. Là, les mouvements démocratiques bourgeois ou bien commencent à peine, ou bien sont loin d'être à leur terme. Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies (et cette revendication, dans son expression politique, n'est pas autre chose que la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes), les socialistes doivent soutenir de la façon la plus résolue les éléments les plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale de ces pays et aider à leur insurrection (ou, le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire) contre les puissances impérialistes qui les oppriment.*" (id)

Depuis, les mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale ont triomphé, et c'est ce qui est remis en cause aujourd'hui à travers l'agression d'une multitude de pays par les Etats-Unis et ses alliés. Nous devons donc les soutenir à nouveau.

Quelques instruments du dispositif de l'oligarchie pour imposer à terme son nouvel ordre mondial.

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées.

Vidéo. Le côté obscur de Wikipédia

https://www.youtube.com/watch?v=768I2wuhCAc

Cette vidéo est consacrée au sort que Wikipédia a réservé à l'historien et professeur suisse Daniele Ganser, un spécialiste de l'Histoire contemporaine depuis 1945 et un expert en politique internationale. Il a publié notamment Les Armées secrètes de l'OTAN aux éditions Demi lune.

Cette vidéo traîne littéralement en longueur. Voici ce que j'en ai retenu.

Wikipédia a un fonctionnement vertical et occulte. N'importe qui peut écrire sur Wikipédia une fois ouvert un compte utilisateur, cependant la direction veille à ce qu'une certaine ligne éditoriale soit respectée, et elle censure tous les passages qui ne sont pas conformes à l'idéologie politique qu'elle a adoptée ou à ses objectifs politiques dont n'ont pas idée les utilisateurs de Wikipédia qui est présenté comme une encyclopédie indépendante et impartiale, ce qu'elle n'est pas en réalité.

Dans le cas de Daniele Ganser, Wikipédia s'est engagé à démolir sa réputation en le faisant passer pour un théoricien du complot parce qu'il avait osé émettre des doutes sur la version officielle du 11 septembre 2001, pire, un négationniste. Tout utilisateur de Wikipédia qui tenterait de modifier en sa faveur l'article qui lui est consacré est systématiquement censuré et son compte bloqué, ce qui signifie qu'il ne peut plus écrire sur Wikipédia.

Wikipédia a ses chiens de garde, il les appelle les suiveurs et les administrateurs. Ils sont accrédités ou recrutés par la direction de Wikipédia dont le siège est aux Etats-unis. Ils veillent à ce que les pages consacrées à l'histoire ou à la politique demeurent conformes à la politique adoptée par sa direction. Ils interviennent en employant des pseudonymes, de telle sorte

que personne ne les connaît ou ne peut les traîner en justice pour diffamation, ils peuvent donc écrire ce qu'ils veulent sur n'importe qui en toute impunité. C'est le genre de procédé employé par les représentants d'un régime despotique.

Daniele Ganser et quelques-uns de ses amis sont parvenus à découvrir l'identité d'un suiveur ou administrateur. Il s'agit d'un professeur de musique exerçant dans une université qui passerait jusqu'à dix heures par jour à modifier jusqu'à 88 articles sur Wikipédia en une seule journée, or matériellement c'est impossible. Je précise que n'importe quel germanophone peut le vérifier directement sur Wikipédia, et si j'ai employé le conditionnel ce n'était pas pour mettre en doute les faits avancés par Ganser et ses amis, vous comprendrez pourquoi plus loin.

Sur ce point capital Ganser et ses amis ont manqué d'à propos ou ne sont pas allés au bout de leur analyse, certes cela leur a semblé louche, mais sans plus. Et pour cause, une journée ne comporte que 24 heures, il est donc totalement impossible qu'une personne puisse à la fois travailler, se connecter 10 heures par jour à Internet, tout en consacrant du temps (incompressible) à ses affaires personnelles, prendre ses repas, se rendre à son travail, dormir, et qui plus est lire, se documenter pour préparer ses articles, etc.

Il fallait donc en déduire que forcément un groupe de personnes travaillaient ensemble à modifier des articles sur Wikipédia en employant le même pseudonyme, sans qu'on sache précisément comment fonctionne leur organisation. On ignore si ces personnes se connaissent, si elles travaillent dans les mêmes locaux. Quant à la question de savoir si elles sont rémunérées par Wikipédia, cela tombe sous le sens.

Un autre élément aurait dû mettre la puce à l'oreille de Ganser et ses amis. Il est également totalement inimaginable qu'une seule et unique personne ait acquis les connaissances pour modifier les contenus de 88 articles relevant d'une multitude de domaines et cela au cours de la même journée, comme par exemple le 11 septembre 2001, le pape, la vie de Jésus, différents acteurs politiques, différents pays, etc. à moins de lui attribuer des facultés intellectuelles surnaturelles !

Ganser et ses amis ont évoqué la piste de la NSA et de la CIA qui se trouveraient derrière Wikipédia. Qui d'autres pourrait organiser un tel réseau à travers le monde couvrant plus de 280 langues différentes, personne. Maintenant nous n'en avons pas les preuves.

Hier non plus nous n'avions pas de preuves que des centaines de journalistes étaient approchés, puis recrutés par la CIA pour servir dans les salles de rédactions des médias à travers le monde. Il n'y a pas très longtemps, nous ignorions également que des journalistes soi-disant indépendants ou travaillant en free lance qui procuraient des articles aux principaux journaux et magazines depuis des années ou des décennies, étaient en réalité des agents de la CIA . De la même manière que nous ignorions que la NED ou la CIA et divers institutions contrôlées par des oligarques finançaient des ONG. Il ne s'agit pas d'allégations ou d'un roman d'espionnage, mais bien de la réalité. Alors pourquoi Wikipédia ne ferait-il pas partie de leur dispositif pour formater les consciences dans une direction donnée, à des fins politiques ? Surtout qu'on a appris que depuis que Wikipédia concurrençait les encyclopédies existantes, certaines avaient cessé d'être actualisées, en Allemagne par exemple. Ce qui signifie que d'ici quelque temps Wikipédia aura évincé tous ses concurrents, et celui qui voudra consulter une encyclopédie ou en savoir plus sur un sujet portant sur l'histoire ou la politique et ses différents acteurs, seule la version de la CIA ou de la NSA sera disponible, et s'il croit sur parole ce qu'il y lira, il se fera manipulé.

Notre ennemi ne désarme jamais, comme dirait Macron, sa détermination est inébranlable, sans quoi il n'atteindrait jamais ses objectifs politiques. Sa stratégie porte sur le long terme et il n'en dévie jamais, c'est ce qui fait sa force. Alors que celle de nos dirigeants ne porte pas plus loin que le mouvement spontané des masses, en réalité ils n'en ont aucune.

Dès lors on comprend pourquoi ils se désintéressent de sujets comme celui que nous venons de traiter, parce qu'ils n'ont aucune stratégie à opposer à celle de notre ennemi, et il ne faudrait pas que leurs militants en prennent conscience. Ils n'informent pas leurs militants, ils les désinforment. Ils ne les forment pas, ils les laissent dans l'ignorance. Le niveau de conscience médiocre de la plupart des militants est à l'image de leurs dirigeants, dont la conception de la lutte de classe est gangrenée par des intérêts individuels ou d'appareil, finalement ils adoptent les mêmes méthodes que les institutions ou organisations liées au capital qui manipulent la conscience des masses ou ils refusent de les combattre. Qu'ils partagent dans bien des cas leurs versions d'évènement importants ou qui ont contribué à influencer le cours de la situation mondiale, celles qui figurent dans les manuels scolaire ou universitaires, relayées par les médias aux ordres, en témoigne si nécessaire.

La tentaculaire machine à défigurer, dévoyer ou broyer toute expression de la démocratie à travers le monde.

- Le financier George Soros transfère 18 milliards à sa fondation - AFP

Le légendaire financier américain George Soros, 87 ans, a transféré une grande partie de sa fortune à sa fondation, créée en 1984 pour promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et la liberté de la presse.

Open Society Foundations (OSF) a reçu 18 milliards de dollars de M. Soros, grand donateur du parti démocrate américain, a indiqué

à l'AFP une porte-parole.

"Cette somme reflète un processus en cours de transfert des actifs" de M. Soros, "qui prévoit de laisser la vaste majorité de sa fortune à Open Society Foundations", a-t-elle souligné.

Cette donation fait d'Open Society Foundations la deuxième plus riche ONG aux Etats-Unis après la Fondation Bill et Melinda Gates, qui dispose de 40 milliards de dollars pour promouvoir les problématiques de santé publique et de développement à travers le monde, d'après la National Philanthropic Trust.

L'OSF est un réseau de 39 entités aux opérations interconnectées à travers le globe. La première a ouvert ses portes en 1984 en Hongrie, pays d'origine de M. Soros. La dernière a vu le jour en 2016 en Birmanie.

George Soros en est le président et ses fils Alexander et Jonathan sont membres du conseil d'administration. D'autres de ses enfants sont également impliqués. AFP 18 octobre 2017

La présentation qu'en fait l'AFP témoigne (si nécessaire) qu'elle fait partie du dispositif de l'oligarchie pour manipuler les consciences. L'AFP, tout comme la plupart des acteurs politiques et la totalité des institutions sont passés du stade de la bienveillance ou de la complaisance envers l'idéologie adoptée par l'oligarchie, à celui de l'adhésion sans réserve, ils ont abdiqué toute velléité d'indépendance à son égard, ils en sont devenus des agents conscients.

L'AFP est avant tout un instrument de désinformation ou de propagande, car lorsqu'elle ne falsifie pas allègrement la réalité, elle interprète les faits en fonction des besoins de l'oligarchie, et elle est liée organiquement et financièrement à l'Etat qui lui sert de caution, de sorte que ce qui vaut pour l'AFP vaut également pour l'Etat ou ses représentants.

Sachant que la totalité des médias sont abonnés à l'AFP, et qu'ils se contentent de reproduire le contenu de ses dépêches ou articles, il ne faut jamais leur accorder le moindre crédit avant d'avoir pu recouper leurs informations avec d'autres sources. Il est fortement recommandé de respecter à la lettre cette règle sous peine de se faire manipuler.

Exercice pratique ou à quoi servent Open Society Foundations et Amnesty international

Souvenez-vous, c'est en 2016 en Birmanie que la dernière agence de Soros a vu le jour.

- Crise des Rohingyas: la communauté internationale doit "passer à l'action" - AFP

La communauté internationale doit "passer à l'action" pour mettre fin à la campagne de répression "systématique, planifiée et impitoyable" de l'armée birmane contre les Rohingyas, a estimé mercredi Amnesty international, qui évoque la "pire crise des réfugiés"... AFP

C'est exactement le même scénario que celui qu'ils avaient utilisé contre la Libye et la Syrie pour justifier une intervention militaire.

ACTUALITÉ DU JOUR

Un plébiscite qui a valeur de suicide politique pour le peuple exploité.

- "En France, le président se prend un peu pour le roi" - Franceinfo

Il y a une tradition monarchique en France qui fait que le président, surtout depuis l'élection au suffrage universel en 1962, se prend un peu pour le roi", explique la journaliste politique du journal l'Opinion. Béatrice Houchard dans le Grand Soir 3 ce mardi. Franceinfo 18 octobre 2017

On ne peut même pas dire que Macron serait un roi sans couronne, puisqu'il n'a absolument aucun pouvoir. Or c'est le genre de discours qui tend à faire croire le contraire en interprétant abusivement ses déclarations ou le comportement de cette marionnette des oligarques.

Tout sonne faux ou creux chez lui, c'est un piètre comédien qui surjoue le personnage qu'il incarne, il est tellement peu libre ou indépendant que sa momie desséchée se permet de le sermonner

Régime policier. Entre camp de concentration et STO.

Macron aux forces de l'ordre le 18 octobre : "Nous sommes le pays européen qui effectue le plus de contrôles d'identité. Est-ce satisfaisant ? Non". francetvinfo.fr 18 octobre 2017

Il faudrait généraliser le contrôle de toute la population, journalier,

Pierre Gattaz a estimé mardi qu'il fallait mieux contrôler les chômeurs dans leur recherche d'emploi, évoquant un «contrôle journalier». Liberation.fr 18 octobre 2017

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a déclaré que Pierre Gattaz était "légitime à le poser". Publicsenat.fr 18 octobre 2017

Touche pas au grisbi !

- L'État doit rembourser 10 milliards d'euros aux entreprises - Franceinfo

Été 2012, la taxe de 3% sur les dividendes est mise en place, elle doit compenser une perte de recette budgétaire et encourager les entreprises à réinvestir leurs bénéfices. Or le 17 mai dernier, la Cour de justice de l'Union européenne invalide partiellement cette taxe. Le Conseil constitutionnel la retoque totalement le 6 octobre. L'État va devoir rembourser aux entreprises près de 10 milliards d'euros. Franceinfo

- Vaccins obligatoires: feu vert des députés en commission. - AFP

En famille. Tartuferies. Même pas peur.

- Fiscalité des « riches » : « A force de pousser à droite, Macron contribue à réveiller la gauche » - Publicsenat.fr

Plus de 100 parlementaires PS, PCF et France Insoumise signent ensemble un appel pour que le gouvernement rende public l'impact de ses mesures fiscales en faveur des plus riches. Publicsenat.fr

Tout le monde sait que les riches sont de plus en plus riches grâce aux mesures adoptées par tous les gouvernements depuis des décennies, d'ailleurs ils ne s'en cachent pas eux-mêmes. Et cela sert à quoi, change quoi, absolument rien.

En revanche, c'est à croire que les signataires de cet appel en tire une certaine satisfaction ou jouissance ! Ils ne manquent pas une occasion pour cautionner ce gouvernement minoritaire et illégitime. Et FI et le PCF de s'encanailler avec les raclures du PS.

C'est la seule explication que j'ai trouvé à cette démarche, puisque les médias se sont déjà chargé de répondre à leur demande. Je n'ai pas le temps de rechercher les articles en question.

Inutile en effet : il a déjà cédé sur tout.

- Projet d'attentat: "aucune menace ne fera céder un parlementaire" dit Mélenchon - AFP

Jean-Luc Mélenchon a assuré mercredi "qu'aucune menace ne ferait céder un parlementaire sur son devoir de représenter la liberté d'expression". AFP

Jadis, on disait que les social-traitres étaient socialistes en parole et impérialistes en acte, mais depuis déjà de lustres ils ne sont même plus socialistes en parole.

Chasse gardée.

- Mailly (FO) à Mélenchon : "Hey keep cool mec !" - Franceinfo

Jean-Luc Mélenchon est déçu des syndicats et il craint une victoire par K.-O. d'Emmanuel Macron. "J'ai envie de lui dire : hey keep cool mec ! Il faut arrêter. Tu fais de la politique ou tu fais du syndicalisme !?", s'emporte le patron de FO. "Il est donneur de leçons. Ce n'est pas un gourou. Je ne comprends pas ce genre d'intervention". Franceinfo 18 octobre 2017

A feu et à sang.

- Afghanistan: deux attaques des talibans font 71 morts - AFP

- L'opposition kényane a annoncé mardi suspendre ses manifestations pour honorer la mémoire des trois personnes tuées par balles ces derniers jours - Liberation.fr

- Israël donne suite aux projets de construction de 1.292 logements de colons en Cisjordanie - AFP

- Madagascar : l'épidémie de peste continue à sévir, 74 morts - LeParisien.fr

Au total 805 cas de la maladie ont été recensés sur le territoire de la Grande île. LeParisien.fr

- Feux au Portugal et en Espagne : 45 morts et 71 blessés, selon un dernier bilan - LeParisien.fr

Ils osent tout.

- Rien ne va plus entre Macron et son "prédécesseur", Hollande - AFP

- François Hollande dénonce la "politique brutale" d'Emmanuel Macron - LePoint.fr

- L'Élysée envisage de commémorer Mai 68 - LePoint.fr

- Toucher le chômage pour "partir en vacances" : les propos polémiques de Castaner - LePoint.fr

- En Autriche, les socialistes prêts négocier avec l'extrême droite - L'Opinion

Pour vérifier cette info : https://fr.news.yahoo.com/en-autriche-les-socialistes-pr%C3%AAts-142925105.html

- Selon la conseillère spirituelle de Donald Trump, pour être heureux, soyez riches - Franceinfo

Ce n'est pas Macron qui la désavouera !

- Yanis Varoufakis tacle Macron et Merkel - Franceinfo

- Crise des Rohingyas: la communauté internationale doit "passer à l'action" - AFP

- Au Congrès du PCC, Xi Jinping souhaite une "modernité socialiste" - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Malte

- Assassinat de la journaliste Daphne Caruana Galizia - Franceinfo

De sa voiture, il ne reste plus rien. La bombe n'a laissé aucune chance à la journaliste maltaise, assassinée à quelques kilomètres de chez elle. Daphne Caruana Galizia était une lanceuse d'alerte. Sur son blog, elle pointait directement du doigt l'entourage du Premier ministre, Joseph Muscat, sa femme et des membres de son gouvernement. Elle les accusait de détenir des comptes offshore et des sociétés écrans au Panama. Des attaques qui ont fait vaciller le gouvernement.

Une figure très populaire

En juin dernier, suite aux attaques du blog, des élections anticipées ont dû être organisées. Qui en voulait à Daphne Caruana Galizia au point de la tuer ? Aujourd'hui, le Premier ministre de Malte s'est empressé de dénoncer cet assassinat. Pour la presse de l'île ce mardi 17 octobre au matin, l'acte est sans nul doute politique. Il y a 15 jours, la journaliste avait reçu des menaces de mort. Suivie par plus de 400 000 lecteurs, elle était une figure très populaire. Des milliers de personnes ont tenu à se rassembler

dans la rue, bougie à la main, pour lui rendre hommage et réclamer des explications. Franceinfo 17 octobre 2017

Venezuela

- Venezuela: bras de fer en vue entre le pouvoir et une opposition déchirée - AFP

Un nouveau bras de fer s'engage mercredi au Venezuela: les gouverneurs doivent prêter serment devant la toute puissante Assemblée constituante, mais cette cérémonie, imposée par le président Maduro, devrait être boycottée par l'opposition, plus déchirée que jamais après sa défaite électorale dimanche.

Problème: l'opposition, réunie au sein de la Table de l'unité démocratique (MUD), ne reconnaît pas cette Assemblée installée en août et composée uniquement de membres du pouvoir socialiste. Elle avait d'ailleurs annoncé que ses élus ne se soumettraient pas à cette chambre qu'elle considère comme illégitime.

Concrètement, personne ne savait mardi soir ce qu'il adviendra des cinq gouverneurs de l'opposition, sur les 23 au total élus dimanche, si ceux-ci refusent effectivement de prêter serment.

La MUD perd 3 millions de voix

Divisée entre ceux qui rejetaient la participation à ces élections des gouverneurs, ceux qui prônaient l'abstention et ceux qui voulaient jouer le jeu électoral, la MUD n'a finalement remporté que cinq sièges de gouverneurs, contre 17 pour le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), au pouvoir, voire 18, le dernier poste étant en attente de validation officielle.

Au niveau national, le chavisme -du nom du défunt Hugo Chavez, président de 1999 à 2013 et mentor de Nicolas Maduro- a obtenu 54% des suffrages, contre 45% a ses adversaires.

La MUD a drainé 4,8 millions de voix dimanche, "3 millions de moins qu'en 2015", quand le pouvoir est resté stable, avec 5,5 millions de voix contre 5,6 millions lors des législatives.

L'opposition, annoncée victorieuse par les sondages dans 11 à 18 Etats, a dès lundi refusé de reconnaître les résultats du scrutin et écarté tout dialogue sans "une vérification internationale fiable".

Lors d'une conférence de presse mardi, Nicolas Maduro s'est, lui, félicité du "message fort" envoyé par le peuple vénézuélien "à l'impérialisme, à Trump, à ses alliés régionaux et à la droite locale".

Et durant trois heures, démonstration sur une machine électorale à la clé, il a martelé que le scrutin avait été "libre": au Venezuela, "il est impossible de frauder aux élections", a assuré le président Maduro.

Si la Chine, alliée de Caracas, avait salué dès lundi un processus électoral "en douceur", Raul Castro, le N.1 cubain, parlant d'une "leçon de paix et de démocratie", l'Union européenne a demandé mardi à l'autorité électorale vénézuélienne de "prouver que les élections ont été transparentes".

Après les critiques de Washington, selon qui ces élections n'ont été "ni libres ni justes", c'est le gouvernement du Canada qui a subi les foudres de M. Maduro mardi, pour avoir aussi mis en doute l'honnêteté du scrutin.

"Qu'est-ce que j'en ai à foutre que le stupide gouvernement du Canada ne reconnaisse pas les élections ? Ce gouvernement insolent", a déclaré le président vénézuélien lors d'une conférence de presse au palais présidentiel de Miraflores, à Caracas.

"Qu'ils aillent se faire foutre", a-t-il ajouté. AFP18 octobre 2017

Je ne te le fais pas dire !

Commentaire d'un internaute.

- "*A propos de l'imMonde*

Depuis 1998, la droite vénézuélienne nie ses défaites électorales (21 sur 22 scrutins).

Dimanche 15 octobre 2017, le scrutin pour l'élection des gouverneurs a été surveillé par cinquante experts électoraux internationaux.

Après avoir préalablement essayé les machines à voter, les mandataires des différents partis avaient signé le rapport constatant leur fiabilité.

Et une fois de plus, les électeurs ont choisi le « chavisme ». Indéfectible perroquet de la droite vénézuélienne, Le Monde du 16 octobre donne le ton des futures campagnes médiatico-politiques en France : « Au Venezuela, le pouvoir s'attribue la victoire aux élections régionales, l'opposition conteste.

Le Parti socialiste unifié, au pouvoir, a remporté 17 Etats sur 23. L'opposition refuse de reconnaître ce résultat, qu'elle estime entaché de fraude ».

Ce journal est dit « de référence » en raison de sa neutralité. Les mots qu'il emploie le démontrent et notamment : « s'attribue, entaché, fraude ». Quant à « le pouvoir » (que Le Monde appelle « le gouvernement » s'il est français ou états-unien), c'est une concession pour ne pas trop charger la mule. En général, le Monde dit : « le régime »."

Que Le Monde aussi aille se faire foutre !

Chine

- Au Congrès du PCC, Xi Jinping souhaite une "modernité socialiste" - Reuters

La Chine va laisser le marché jouer un rôle décisif dans l'allocation des ressources économiques, a-t-il dit.

Appelant à ouvrir les portes de l'économie chinoise, le dirigeant a annoncé sa volonté de faciliter les investissements étrangers.

Le gouvernement chinois "va améliorer les règles et les pratiques qui entravent un marché unifié et une concurrence équitable, soutenir le développement des entreprises privées et stimuler la vitalité de toutes les entités du marché", a-t-il dit.

Si l'accent est mis sur l'initiative privée, Xi a insisté sur le "renforcement, l'amélioration et le développement du capital public, la prévention de la perte de biens gouvernementaux, la réforme approfondie des entreprises publiques, le développement d'une économie mixte et la promotion d'entreprises de niveau mondial".

La Chine va approfondir les réformes de marché de sa devise et de son système financier, tout en renforçant le rôle des entreprises publiques dans l'économie, a-t-il ajouté. Reuters

Irak

- Kirkouk: Bagdad reprend aux Kurdes la quasi-totalité des champs pétroliers - AFP

Les troupes gouvernementales irakiennes ont désormais repris la quasi-totalité des champs pétroliers de la province de Kirkouk, après le retrait sans combattre des Peshmergas kurdes, ruinant les espoirs d'indépendance de la région autonome du Kurdistan, en plein marasme économique. AFP18 octobre 2017

ECONOMIE

Japon

- Au Japon, les coffres-forts pour l'épargne personnelle font recette - AFP

Fervents épargnants qui amassent leur pactole en liquide, les Japonais préfèrent même parfois entasser leurs billets dans un "kinko", un coffre-fort personnel, plutôt que de les confier aux banques ou de spéculer en Bourse.

Désormais, avec la politique de taux négatifs de la Banque centrale japonaise, l'argent mis sur un compte ne rapporte rien, pire, il coûte (en frais de retrait ou virement notamment). Pour autant, on n'investit pas plus.

Pas moins de la moitié des quelque 1.809.000 milliards de yens (près de 14.000 milliards d'euros) mis de côté par l'ensemble des particuliers japonais l'est... en liquide, selon un rapport de la Banque centrale.

Le reste l'est sous forme d'actions (10%), cotisations de retraite et assurance-vie (19%) ou autres placements.

Par comparaison, les Américains ne détiennent que 13% de leur épargne en liquide et 36% en actions. Les Européens se situent entre ces deux cas.

Les foyers japonais ont un bas de laine moyen de 18,20 millions de yens (140.000 euros), selon la Banque du Japon. Les célibataires et les plus jeunes ménages n'ont souvent rien (les moins de 40 ans n'ont que 5,74 millions de yens en moyenne), tandis que les plus de 60 ans ont un trésor de guerre dépassant en moyenne 23 ou 24 millions de yens.

La culture de l'épargne de précaution ne concerne pas que les particuliers: les firmes nippones ont accumulé un épais matelas de liquidités "au cas où", une somme d'argent dormant qui a atteint en 2016 pas moins de 400.000 milliards de yens (plus de 3.000 milliards d'euros), l'équivalent de 75% du Produit intérieur brut de l'archipel la même année. AFP 18 octobre 2017

Haut de page

Le 25 octobre 2017

CAUSERIE

Cette très longue causerie a été rédigée du 19 au 24 octobre.

- Causerie au format pdf (42 pages)

Infos personnelles et réflexions politiques

1- Mon épouse est sortie du coma au bout de 10 jours. Dans l'état où elle est, ce n'est pas vraiment une bonne nouvelle pour personne, surtout pour elle.

2- Nos trois chèvres ont encore mis bas à trois jours d'intervalle donnant naissance à trois mâles et quatre femelles, et comme une a trois petits, à nouveau elle rejette le plus faible et refuse de l'alimenter, du coup je suis reparti pour le biberon pendant deux mois ! Il faut croire que la chèvre ne peut fournir du lait qu'à deux chevreaux, elle est conçue ainsi, donc sans une intervention humaine le troisième et parfois le quatrième chevreau sont condamnés à mourir.

Il faut croire qu'à l'origine (et pas seulement) l'homme est moins évolué qu'une chèvre, puisqu'il procrée sans savoir s'il pourra nourrir sa progéniture, c'est dire qu'il vient de très loin, et entre nous, il se fout de savoir quel sort lui réservera la société plus tard. Et s'il est destiné à développer des facultés pour assurer sa survie ou la reproduction de son espèce, rien ne dit qu'il parviendra à les acquérir, ni quand et ni comment ou dans quelles conditions. Hormis se reproduire pour ne pas disparaître, il n'existe rien d'autre qui soit inné chez lui. Et quant à la sensibilité de ses sens, elle semble être en rapport avec la composition de ses sens et ce qu'ils peuvent supporter sans qu'il en ait conscience, c'est l'expérience qui en fixera les limites. Il est donc bien mal loti à la naissance notre primate supérieur !

Quand on se pose des questions et qu'on observe notre propre comportement, on peut remonter jusqu'à notre origine. Et lorsqu'on est parvenu à atteindre un certain niveau de conscience, on doit être en mesure de situer à quel stade de développement se situe une expérience en s'appuyant sur tous les stades par lesquels nous sommes passés, d'où l'intérêt de revisiter le passé.

Quand on lit la littérature des intellectuels, on a l'impression que des pans entiers du passé n'ont jamais existé, ce qui en fera des hommes bornés et limités, sans idéal puisqu'ils ne peuvent pas se le représenter, le futur devant reproduire le passé indéfiniment, ce qui signifie que l'homme ne sera jamais libre, vous parlez d'un idéal !

Tout cela pour en arriver là ? Ils ignorent comment s'est développé le capitalisme, partant de là, qu'est-ce qu'ils savent, pas grand chose en réalité. On ne porte pas un jugement sur eux en disant cela, ils l'illustrent quotidiennement et nous les observons, c'est tout. Non ce n'est pas tout, c'est à nous faire devenir chèvre !

Après avoir fumé ma petite cigarette du soir, j'ai l'esprit qui vagabonde, mais je ne perds pas le nord, vous l'avez remarqué aussi, bravo ! A vrai dire, cela soulage. Quand j'ai écrit nos trois chèvres tout au début, j'ignorais totalement la suite. Et vous savez d'où ce genre de truc m'est venu ? Des surréalistes et de l'écriture automatique. Utiliser un moyen inconscient pour atteindre la conscience et en prendre conscience surtout, il fallait y penser, merci infiniment monsieur Breton, je vous dois tant ! Et l'amour fou, mais là ce n'était pas très raisonnable puisque c'est hors de notre portée, on s'y consume trop rapidement, à moins qu'il ne l'envisageait pas autrement, histoire de rester libre, la liberté était une obsession chez les surréalistes. Et comme la liberté est

toute une histoire à elle toute seule, forcément ils allaient s'engager dans la lutte des classes, de préférence au côté des opprimés, Breton se rapprochera de Trotsky.

Ce qu'il y a de bien dans la liberté, c'est qu'elle est avant tout dialectique, elle en est le produit et la véhicule en se jouant des obstacles qu'elle rencontre sur son chemin pour se réaliser, elle est la synthèse de la dialectique ou elle en est l'expression la plus achevée.

Quand on dit que notre liberté s'arrête où commence celles des autres, on lui fixe une limite, dans ces conditions cela signifie qu'elle n'existe pas réellement encore ou qu'elle n'a pas atteint le stade requis pour être partagée, quand elle n'opprime pas, elle est réprimée. Ensuite la question est de voir qui elle opprime ou qui est réprimé, qui opprime qui ou qui est réprimé par qui, à partir de là on sait qui ou quoi restreint son champ d'expression, ce qui permettra d'établir qui détient la légitimité d'en assurer le développement des exploiteurs et des oppresseurs ou des exploités et des opprimés qui sont les plus nombreux, la bonne réponse est facile à deviner.

Nous sommes encore très loin de la société idéale de nos jours, n'est-ce pas ? Il semblerait même qu'on s'en éloigne un peu plus chaque jour, et on comprend que cela soit désespérant, mais pas suffisant pour l'abandonner, sinon qu'est-ce qui nous resterait ? Rien.

3- J'ignore si vous l'avez remarqué il y a quelque chose qui me distingue de l'intellectuel, lui il se sent obligé de faire référence à tel ou tel auteur ou évènement historique qu'il n'a pas vécu, alors que je me réfère le plus souvent à mon expérience de la vie, bien que j'ai lu autant que lui et étudier souvent davantage. Lui il semble toujours avoir vécu par procuration, ce qui en fait une personnalité assez insignifiante, parce qu'inexistante pour ainsi dire. C'est à croire que penser par soi-même serait une tare ou sans intérêt, alors que c'est le seul moyen de ne pas être coupé de la réalité, on exprime ce qu'on a vécu, on parle de ce qu'on connaît le mieux, notre propre existence, ce devrait être en principe une source d'inspiration inépuisable, et on comprend que lorsqu'on s'en détourne, on doit aller chercher ailleurs, sans forcément être bien inspiré.

Quand je dis que penser est le seul moyen de ne pas être coupé de la réalité, il faudrait ajouter pour bien faire en partageant notre expérience de la vie, c'est un acte de liberté qu'on peut s'offrir à condition de n'avoir rien à se reprocher ou n'avoir jamais nuit intentionnellement à nos frères et soeurs de galère. On a tout à gagner à être honnête et sincère dans la vie, même si cela n'est pas forcément compris ou nous occasionne bien des problèmes dont on se serait passé.

Sans volonté, l'homme est promis à un avenir médiocre : Abolissons les privilèges, le capitalisme !

- Une note d'Einstein sur le secret du bonheur va être vendue aux enchères - AFP

En 1922, le physicien allemand, célèbre notamment pour sa théorie sur la relativité, avait effectué une tournée au Japon, où il donnait des conférences.

A l'époque, Einstein venait d?être informé de sa prochain désignation pour le prix Nobel de physique, et sa notoriété commençait à se développer au-delà de la communauté scientifique.

La scène se déroule à l'Imperial Hotel de Tokyo, affirme aujourd'hui le vendeur de la précieuse note: un coursier japonais arrive pour livrer un courrier au physicien. Nul ne sait s'il refuse un pourboire, en accord aux pratiques locales, ou si Einstein ne dispose pas de monnaie, mais le physicien, pour ne pas le laisser partir les mains vides, lui remet deux notes en allemand.

"Peut-être si tu as de la chance, ces notes auront beaucoup plus de valeur qu'un simple pourboire", lui dit alors Einstein, d'après le vendeur, un proche du coursier japonais qui réside à ce jour dans la ville allemande de Hambourg.

Sur l'une des notes, rédigée sur du papier frappé du logo de l'Imperial Hotel, est écrit: "une vie tranquille et modeste apporte plus de joie que la recherche du succès qui implique une agitation permanente".

Sur la seconde, apposée sur une feuille blanche, on retrouve le célèbre adage, emprunté à Lénine: "là où il y a une volonté, il y a un chemin". AFP 23 octobre 2017

Einstein ne confondait pas volonté et ambition. La volonté est le chemin qui mène à la liberté.

Assassinat et pillage programmés.

- Comment tuer la Sécu - bernard-gensane.over-blog.com

Il y a bien des manières, mais il en est une douce, discrète et hypocrite. Elle consiste à dire au bon peuple qu'on va lui donner

du pouvoir d'achat en abaissant, voire en supprimant, les cotisations sociales (et patronales, tant qu'on y est). (...)

La droite et la bourgeoisie française – relayés par les médecins libéraux – n'ont jamais accepté la Sécurité sociale. Elles n'ont cessé de lui flanquer des coups de boutoirs pour l'affaiblir et la dénaturer. Un exemple : en 1967, les ordonnances du gouvernement Pompidou, sous De Gaulle, démantèlent la Sécu en séparant des domaines désormais distincts et autonomes : maladie, famille, vieillesse. Le patronat exige et obtient un paritarisme strict entre ceux qu'on n'appelle pas encore systématiquement les « partenaires sociaux » qui auront dès lors le même nombre de représentants dans les conseils d'administration. Les ordonnances suppriment par ailleurs les élections des administrateurs salariés qui seront désormais désignés. En d'autres termes, la Sécu qui gère désormais le salaire différé des travailleurs est dominée par les patrons.

Le grand problème est effectivement celui du salaire différé. Les cotisations sont toutes du salaire. Différé. Un salaire que l'on touche à côté du salaire proprement dit ou quand on part en retraite. Accepter aujourd'hui 2% du pouvoir d'achat en plus par l'abaissement ou la suppression des cotisations c'est accepter des soins toujours de moins en moins gratuits et des pensions toujours de plus en plus faibles. La cotisation est le fondement de la Sécu. Pour simplifier, elles signifient : « je suis malade, tu payes ; tu es malade, je paye ; je travaille, je paye ta retraite ; tu travailles, je vis une retraite décente ». Les cotisations sont l'alpha et l'oméga de la solidarité entre les assurés contemporains et intergénérationnels.

Depuis les attaques de De Gaulle, les menées n'ont cessé, de droite comme de gauche. Après les plans Barre, la création de la CSG par Rocard, nous eûmes Georgina Dufoix qui inventa les déremboursements des médicaments, les lois Veil et Balladur imposant l'allongement de la cotisation, les mesures de Juppé et de Raffarin contre les retraites, les lois scélérates de Jospin en 2001 imposant les normes européennes aux mutuelles, l'ordonnance Douste-Blazy de 2004 (le Conseil d'administration de la Cnam devient le Conseil de la Cnam, ce qui permet le retour du Medef, qui avait quitté les caisses le 1er octobre 2001, provoquant pendant 3 années une grave crise du paritarisme), les lois Bachelot confiant le pilotage de la protection sociale aux « préfets sanitaires » des agences régionales de santé. Pour couronner le tout, en 2013, la généralisation de la complémentaire santé pour les salariés par le biais d'une mutualité d'entreprise qui installera bien sur ses rails la privatisation du système.

Avec le banquier Macron – relais direct du grand patronat – aux commandes, nous assistons désormais à une attaque frontale. Les assurés sont victimes d'une amputation directe du salaire dont la cotisation fait partie. La cotisation est la seule création de richesse qui va directement du cotisant au travailleur dans sa vie sans passer par les dividendes des actionnaires. Il serait en outre illusoire de croire que l'allègement des cotisations bénéficie à l'investissement ou qu'il est source de créations d'emplois : il ira gonfler les dividendes.

En bref, réduire ou supprimer les cotisations, c'est tuer le principe de solidarité, brader le système au privé, enclencher la misère. bernard-gensane.over-blog.com 12 octobre 2017

Confirmation.

- Assurance maladie: 30% des dépenses "pas pertinentes" pour Agnès Buzyn - AFP

La chasse aux économies est lancée par la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, qui évalue dimanche à 30% les dépenses de l'Assurance maladie "pas pertinentes" et explique comment elle entend traquer les actes "inutiles" dans les hôpitaux.

- Sécu: "des choix" en faveur du "pouvoir d'achat" et de la "solidarité". - AFP 25 octobre 2017

En famille. Jimmy Carter, George H.W. Bush, Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama, de si braves philanthropes...

- 5 ex présidents américains se réunissent - huffingtonpost.fr

Vous n'ignorez certainement pas que les Américains affectionnent particulièrement les fêtes de famille.

Alors tout le monde se remémore les grands moments de leurs existences, et on se dit qu'on est quand même bien ensemble. L'événement que le pays va célébrer ce samedi est plutôt de ceux-là, même s'il ressemble à une fête de famille. La réunion se tiendra à 21h, au Reed Arena, situé entre Dallas et Houston, au Texas. Les organisateurs ont choisi un nom à la hauteur de ce qu'ils préparent: "One America Appeal", une seule Amérique, appeal se traduisant au choix par "l'appel" à réaliser ce but ou "le charme" ou "l'avantage" de le faire. C'est toutefois bien d'unité dont il s'agira car les cinq anciens présidents encore vivants seront présents

Non, ce n'est pas la première fois qu'une telle réunion a lieu; mais la dernière fois qu'il y a eu cinq présidents en même temps, c'était lorsque le président Reagan a inauguré la bibliothèque qui porte son nom, à Simi Valley, en Californie. Gérald Ford, Richard Nixon, Jimmy Carter et George H. Bush s'étaient alors joints à lui.

Pendant cette soirée, certains se demanderont tout de même pourquoi il en manque un. C'est le mauvais garçon de la famille. Celui dont on ne supporte pas trop les manières. Il est plus brutal et ne vient pas aux fêtes de famille et ne sera pas sur la photo avec les autres. Il a pourtant envoyé un petit mot, pour dire qu'il soutenait. On s'en contentera. huffingtonpost.fr 21.10

En famille. A propos du blog Les Crises.

Il manquait à la bonne conscience du petit bourgeois une milice agréer par la Société Générale avec les compliments du Pentagone.

Le blog Les Crises se définit comme un "*espace d'autodéfense intellectuelle*". On se pose immédiatement la question contre quoi, contre qui, pour qui, certainement pas contre le capitalisme et ses représentants, les capitalistes, alors contre qui sinon le socialisme et la classe ouvrière. Voyons un peu comment ils s'y prennent pour mener leur combat de classe.

Le propriétaire du blog Les Crises, Olivier Berruyer, en tant qu'actuaire il offre ses services aux compagnies d'assurance et aux banques. Il est régulièrement l'invité de la banque en ligne Boursorama propriété de la Société Générale, on est donc en droit d'en déduire que le contenu de son blog et son orientation politique sont compatibles avec les besoins de l'oligarchie.

Olivier Berruyer a rejoint Nouvelle Donne en 2013, et depuis peu ce blog héberge les articles de Jacques Sapir, qui s'était illustré en réclamant l'union du Front national et du Front de gauche. Il cumule donc le populisme d'extrême droite et de gauche qui finiront ensemble dans la même fosse septique de l'histoire.

Ce blog diffuse essentiellement des articles également publiés par d'autres médias dits alternatifs, qui ne servent qu'à cautionner l'existence du capitalisme ou ses institutions, dont leurs auteurs se contentent de dénoncer les excès, et pour se donner un peu plus de consistance ce blog s'attaque aux dérives des médias institutionnels qui un jour auraient été vertueux, voyez-vous cela, bref, cela n'engage à rien et permet de vivre confortablement.

Vous vous dites peut-être qu'il est quand même la cible de féroces attaques de la part de certains médias pour avoir tenu des positions politiquement incorrecte, notamment sur l'Ukraine ou le Venezuela, ce qui le rendrait agréable à vos yeux. Détrompez-vous, s'il est parallèlement un des plus féroces partisans de la version officielle du 11 septembre 2001, en réalité il se sert du même procédé que Bush, qui pour justifier sa politique avait besoin de se fabriquer un ennemi, le terrorisme, afin de se faire passer pour un défenseur de la démocratie et de la liberté. Monsieur Berruyer a équilibré ses prises de position de manière à passer pour un démocrate sur la question ukrainienne ou vénézuélienne auprès d'une frange de la petite bourgeoisie ou des classe moyennes, et un ennemi auprès du journal Le Monde et son Décodex, tout en ménageant l'oligarchie en adoptant son discours sur le 11 septembre 2001 ou en s'attaquant violemment à son pire ennemi, Thierry Meyssan ou le Réseau Voltaire.

Le fait d'être attaqué par Le Monde ou son Décodex ou encore Conspiracy Watch (Rudy Reichstadt, porte-parole acharné du néolibéralisme, faussaire éhonté, la pire des pourritures qui soient, je le classe à l'extrême droite.) suffit à la plupart de ses lecteurs pour faire de monsieur Berruyer quelqu'un de sympathique, une victime innocente, parce qu'ils partagent son mode pensée malhonnête et hypocrite, ils ne retiennent que ce qui correspond à leurs intérêts, ne cherchez pas ailleurs où ils seraient cohérents.

Un mot sur Boursorama pour mieux comprendre l'orientation politique de ce blog.

Boursorama est une société française dont les activités se partagent principalement entre l'animation du portail d'information Boursorama.com et l'activité de banque en ligne avec Boursorama Banque. La Société Générale est actionnaire de la totalité du capital de Boursorama (coté en Bourse).

- "Tous les métaux précieux devraient être concernés par l'alourdissement de la taxe sur les lingots d'or, souhaitée par le gouvernement." Olivier Berruyer, auteur du blog les-crises.fr.

Boursorama devient une banque 100 % en ligne en 2013 avec la fermeture de ses dernières agences physiques.

En juin 2015, la Société Générale termine l'acquisition de Boursorama en rachetant la part détenue par CaixaBank pour 218 millions d'euros17, valorisant alors Boursorama à environ un milliard d'euros lors de son passage en tant que filiale exclusive de la Société Générale.

Le portail Internet Boursorama.com se distingue par la diffusion d'actualités à dominante économique, en fonctionnant comme un agrégateur de contenus. Une large majorité d'articles de presse disponibles sur le site provient de fournisseurs externes, dont les articles sont rediffusés de manière automatisée par Boursorama. Parmi ces fournisseurs de contenus se trouvent notamment l'AFP et l'agence Reuters. Boursorama dispose également d'un partenariat avec l'AFP pour que cette dernière produise des articles diffusés exclusivement sur le portail Boursorama.com.

Au fil des années, Boursorama.com a élargi le spectre de ses actualités, avec le développement d'une rubrique politique puis

d'une rubrique d'actualités françaises généralistes. Par sa nature d'agrégateur de contenus externes, Boursorama.com est politiquement neutre, tout en étant associé à un lectorat se reconnaissant a priori dans les idées libérales, du fait du traitement intensif de l'actualité des marchés financiers. wikipedia.org

Le seul intérêt de ce blog réside parfois dans les commentaires laissés par ses lecteurs qui sont issus des classes moyennes en général, ce qui permet de se faire une idée sur leur état d'esprit ou celui qui y domine.

Passons à l'épreuve pratique.

- Le déclin dangereux de l'hégémonie américaine, par Daniel Lazare - les-crises.fr 23.10

Présentation de l'article par Les Crises :

- "*Derrière l'hystérie de Washington au sujet de la Russie, de la Syrie et de la Corée du Nord, voici l'analyse plus complète de l'hégémonie américaine en décomposition mais dangereuse qui résiste au début d'un nouvel ordre multipolaire, explique Daniel Lazare.*"

Cette analyse était tellement "complète" qu'elle a suscité le commentaire suivant d'un lecteur :

- "*Ce qui est dangereux ce n'est pas le déclin de l'hégémonie américaine mais le comportement belliciste des US depuis 25 ans, depuis leur intervention militaire en Somalie qui s'était déjà piteusement terminé. Ce qui est dangereux c'est leur manie d'intervenir militairement, le plus souvent à mauvais escient. Ils ont bien du mal à accepter un monde multipolaire. Leurs erreurs d'analyses entrainent des échecs répétés.*"

Décryptage.

- "*depuis 25 ans*", seulement ? Pourquoi pas depuis près de 70 ans (Corée, Vietnam, Iran, etc.) ?

- "*le plus souvent à mauvais escient*", parce qu'il y aurait des guerres impérialistes menées à bon escient, celles citées précédemment par exemple.

Ce genre d'articles sert à conforter les illusions que les classes moyennes ont dans le capitalisme, vous n'en trouverez jamais dans ce blog qui justifieraient la rupture avec le capitalisme.

- Jupiter se mue en Atlas, par Guillaume Berlat - les-crises.fr 23.10

Cet article qui se veut critique envers Macron ne sert qu'à cautionner sa politique de réaction sur toute la ligne. La preuve :

- "*Pour ce qui est des actes, nous jugerons dans quelques mois*."

- "*Emmanuel Macron veut transformer la France (Cf. les ordonnances sur la loi travail que nul ne conteste en réalité)*"

- L'auteur regrette "*l'impuissance de l'Europe à se ressaisir et, par voie de conséquence, de la France à peser dans le débat*."

- Ses préoccupations recoupent celles de Macron ou de la Commission européenne : "*enrayer la crise de l'euro*" ; "*contrecarrer les forces centrifuges qui sont de plus en plus fortes*" au sein de l'UE ; "*empêcher la dislocation des règles européennes*".

Rien ne va plus à la cour pénale internationale ! par Guillaume Berlat - les-crises.fr

De quoi s'agit-il ?

D'une "*enquête intitulée Les secrets de la Cour est le fruit de six mois d'investigation menée par huit médias internationaux membres de l'« European Investigate Collaborations » (EIC comprenant Mediapart, Der Spiegel, NRC Handelsblad, The Sunday Times, El Mundo, Le Soir, ANCIR et The Black Sea).*"

Son objet ?

Dénoncer ses disfonctionnement pour mieux cautionner son existence, je cite "*la création de la Cour pénale internationale à Rome est de bon augure en tant qu'espoir d'une société internationale régulée*" sous les auspices de l'oligarchie financière anglo-saxonne

et internationale. La preuve.

"*L'Argentin Luis Moreno Ocampo, procureur de la Cour pénale internationale (CPI) de 2003 à 2012, détenait plusieurs sociétés offshore alors qu'il était en place à La Haye, révèle Le Soir avec ses partenaires du réseau European Investigative Collaborations (EIC).*"

Le monde est dirigé par des corrompus, des escrocs, des mafieux, des criminels, des barbares, et après ? Quoi après, rien. Il faut bien faire avec tel était le message.

Un complément de Mediapart

Qui a dit ?

Les travailleurs chinois apprécieront :

- "*Ce n'est pas la Chine qui est à l'origine de la globalisation, mais elle est certainement le pays qui en a le plus profité.*"

Réponse : Blog Mediapart, Pascal Boniface (Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques de Paris... et piloté depuis Washington). Article relayé par le blog Les-crises.fr (Société générale).

Eh oui, tout se tient ! Tous les réactionnaires se tiennent les coudes on devrait ajouter.

Les ONG, ces instruments de la réaction.

Et dire que lorsqu'on les accusait d'être des officines liées à la CIA, on nous prenait pour des gauchistes ou des fous à lier. Elles ne s'en cachent même plus ! Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Commentaires d'internautes.

1- " *Le 21 Février, le secrétaire général de la ligue libyenne des droit de l'homme le Dr Sliman Bouchuiguir avait été à l'origine d'une pétition avec l'organisation UN Watch et la National Endowment for democracy. Cette pétition est signée par plus de 70 ONG . Puis, quelques jours plus tard, le 25 Février 2011, le Dr Sliman Bouchuiguir s'est rendu au conseil des droits de l'homme des nations unies afin d'y exposer les allégations concernant les crimes du gouvernement de Mouamar Kadhafi. Au cours du mois de Juillet dernier nous nous sommes rendus à Genève afin de nous y entretenir avec le Dr Sliman Bouchuiguir.*"

https://www.youtube.com/watch?v=koYzkEWHtQA

- Par le même journaliste, Julien Theil, son 2ème document et le rôle d'Amnesty France et les allégations sur les mercenaires engagés par Kadhafi.

https://www.youtube.com/watch?v=acEedYLMZLc

et son interview

https://www.youtube.com/watch?v=1WC4u6Z8hvk

2- Voilà qui nous ramène au billet de Robert Parry :

https://www.les-crises.fr/les-documents-de-ladministration-reagan-mettent-en-lumiere-lingerence-des-etats-unis-par-robert-parry/

Au lieu de continuer à dépendre fortement de la CIA, le président Reagan et son équipe de sécurité nationale ont commencé à transférer bon nombre de ces responsabilités « d'action politique » vers des « organisations non gouvernementales » (ONG) qui opéraient ouvertement et recevaient des fonds d'autres organismes gouvernementaux américains.

NED. Freedom House, Accuracy in Media, une organisation importante de défense des droits de l'homme, a demandé conseil et des directives à Casey et Raymond (CIA) tout en faisant la publicité du besoin d'aide financière du groupe.

Depuis sa fondation, NED a versé des centaines de millions de dollars à des ONG du monde entier, en se concentrant sur la formation d'activistes, la création de médias et le soutien aux organisations civiques.

3- Et si l'on tient compte de la chronologie des évènements, le téléphone de Blair à Kadhafi a lieu le jour (25 février) ou le Dr Sliman Bouchuiguir a sa pétition et les signatures des ONG en poche et se présente au conseil des droits de l'homme des nations unies !

Dossier sur l'Espagne.

On a à faire à une nouvelle mystification avec le référendum et l'indépendance de la Catalogne.

1- J'ai passé des heures à rechercher des articles sur l'Espagne, et j'ai l'impression d'avoir perdu mon temps. J'ai sélectionné des passages, et j'ai fini par me dire qu'il y avait quelque chose qui ne collait pas dans la manière dont on abordait cette question, et que comme d'habitude on était passé à côté de l'essentiel, de la question la plus élémentaire que les partisans de l'indépendance de la Catalogne s'étaient employés à éviter de poser, car il est impensable qu'elle ne soit pas venu à l'esprit, à savoir : Tous les travailleurs espagnols bénéficient-ils des mêmes droits sociaux et politiques ?

En répondant oui, cela signifie que le régime espagnol est de type républicain dans le sens où on l'entend ordinairement, et c'est effectivement le cas. Donc à quoi rime de vouloir créer une république dans chaque région que comptent l'Espagne ? Dans toute l'Espagne, c'est bien la même classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes, et c'est bien la même classe qui ne détient aucun pouvoir, la classe ouvrière. Si c'est la même Constitution, les mêmes institutions qui oppriment le peuple travailleur, il sera plus puissant pour les renverser s'il est uni, plutôt que s'il est morcelé et ses forces divisées par sept. Bruxelles l'a bien compris contrairement à nos révolutionnaires dogmatiques, un Etat puissant pourra plus facilement imposer sa politique et réprimer les masses, de la même manière que seul un puissant Etat ouvrier pourra mater la classe des capitalistes.

Une fois l'indépendance d'une région acquise, ses autorités seraient évidemment dans l'incapacité de faire face à ses obligations financières qui se traduiraient par le besoin urgent de trouver des fonds ou de se tourner vers différentes sources de financement, les prédateurs ou usuriers du marché, ce qui leur permettrait de justifier des "économies", autrement dit de réaliser de nouvelles coupes dans les droits sociaux des travailleurs, de procéder à des licenciements en masse, en tenant le langage suivant : Vous avez voulu l'indépendance, vous l'avez, vous saviez que cela pourrait nécessité de lourds sacrifices, alors maintenant vous devez les assumer et en payer le prix, on n'a rien sans rien que voulez-vous, etc. ce qui permettrait au passage au patronat d'obtenir par ce biais ce qu'il n'avait pas pu obtenir autrement et le tour serait joué. On peut déjà imaginer si toutes les régions imitaient la Catalogne comment cela se traduirait pour les travailleurs : un code du travail par région, un smic par région, des conventions collectives ou des droits sociaux distincts d'une région à l'autre, un droit à la santé, au logement, à l'éducation différent selon les régions, etc. bref, un progrès social considérable !

Ce qui explique pourquoi Bruxelles et les capitales européennes n'ont pas soutenu immédiatement le gouvernement espagnol, mais peut-être aussi pourquoi Rajoy a laissé pourrir la situation de manière à laisser le processus référendaire se poursuivre jusqu'au bout, histoire de laisser s'instaurer le chaos en Catalogne auquel devait participer le patronat, qui s'est empressé d'annoncer la délocalisation du siège social de plus de 1200 entreprises vers les autres régions espagnoles, sans que leur activité ne soit interrompue en Catalogne évidemment, les affaires continuent, sans pour autant permettre que la Catalogne se sépare de l'Espagne et en réprimant violemment les indépendantistes, demain l'ensemble de la classe ouvrière du pays.

Tout cela tombe sous le sens, c'est déconcertant de constater que tant de militants passent à côté.

Le combat pour l'abolition de la Constitution et des institutions héritées du franquisme devrait être l'axe de combat politique des masses exploitées de toute l'Espagne. C'est le développement économique qui est à l'origine du développement social et politique, et qui permet d'entrevoir la possibilité de passer à un autre type de développement, à un autre mode de production, si maintenant on le remet en cause, c'est tout l'édifice social et politique qui s'écroule, et tout espoir de changer la société disparaît. Quant aux différents clans de la bourgeoisie, de la monarchie et de l'armée espagnole qui s'affrontent, on le sait, ce sont des prédateurs, des charognards et ils se bouffent entre eux, ils se servent du peuple pour l'entraîner dans des aventures où il n'a rien à y gagner, pendant qu'eux vaquent à leurs affaires.

On ne pouvait pas aborder la question du référendum sans se poser un ensemble de question, or les opportunistes qui le soutiennent se sont bien gardés de les poser, pour eux, il avait forcément un contenu progressiste ou il devait correspondre aux besoins des travailleurs espagnols.

Ce sont les mêmes qui partagèrent la version du 11 septembre 2001 de G.W. Bush, qui célébrèrent les "printemps arabes", l'indépendance du Kurdistan, qui virent dans les campagnes initiées par Hollande et son gouvernement un moyen de faire progresser les droits de certaines minorités ou communautés, autant d'impostures, de manipulations, d'instrumentalisation destinées en réalité uniquement à servir les intérêts de la réaction, à lui permettre d'appliquer sa stratégie de guerre contre tous les peuples.

Ce sont les mêmes qui osent se réclamer du marxisme, et pour lesquels l'homme, le travailleur, le mouvement ouvrier serait forcément bon, progressiste, pour un peu révolutionnaire ou socialiste quelles que soient les conditions dans lesquelles ils sont

placés, ignorant ou refusant d'admettre qu'ils pourraient être mauvais, réactionnaires, une telle interprétation ne correspond pas à la réalité, elle est anti-dialectique et n'a rien à voir avec le marxisme, elle ne permet pas de comprendre la situation et de replacer dans le processus général les évènements qui sont amenés à se produire...

2- Quand je lis qu'une "*transition démocratique*" se serait produite "*à la suite de la mort de Franco*" (Wikipédia), ce qui est communément admis, et qu'on nous dit que c'est une monarchie franquiste qui opprime la Catalogne, je ne comprends plus, ou plutôt je ne comprends que trop bien que la démocratie n'a jamais été établie en Espagne, pas plus qu'ailleurs.

Ce que j'observe, c'est qu'en dehors de la Commune en France et de la République des soviets en Russie, en guise de démocratie, chaque fois que la civilisation réalisa un progrès, le prolétariat ou les opprimés en furent les jambes qu'on brisa ou enchaîna par la suite, pendant que les têtes étaient raccourcies ou tombaient (thermidor), on a donc écopé du reste, de la fonction alimentaire ! Ce qui explique pourquoi leur société sent plutôt le vomi et tend à se putréfier en dégageant un parfum nauséabond.

Je pense que ce terme de démocratie a été utiliser autrefois davantage pour témoigner que la civilisation humaine réalisait un progrès vers la démocratie qui demeurait un idéal chaque fois que le peuple était rassemblé et mis en mouvement. Il a été détourné de sa signification. Pour évoquer les rapports qui existent entre les classes, on peut parler d'expressions de la démocratie sans que forcément elle se réalise ou que ces expressions se traduisent sur le plan pratique, et elle demeurera inachevée aussi longtemps que le peuple travailleur n'aura pas pris le pouvoir et ne sera pas en mesure de l'assumer.

3- Quand la réaction réalise à sa manière les objectifs du programme de la révolution socialiste, ils sont forcément tournés contre le prolétariat et le socialisme.

L'indépendance de la Catalogne est l'expression ou la traduction politique de la décomposition du capitalisme et de la société. En principe son stade supérieur devrait être son unification à l'échelle européenne, puis mondiale, ce qui implique l'éradication du capitalisme de la surface de la planète. Il semblerait que l'indépendance de la Catalogne soit orientée dans une toute autre direction, c'est un euphémisme.

Bruxelles traite l'Espagne, tout comme les autres pays de l'UE à l'exception de l'Allemagne et hier la Grande-Bretagne, comme une colonie, une région, un Etat vassalisé, d'où son soutien aux autorités de Madrid. Madrid traitent la Catalogne de la même manière, et en fait la totalité de l'Espagne, plus particulièrement le prolétariat. Dans ces conditions, le mouvement des masses catalanes et de toute l'Espagne devrait s'orienter contre les institutions nationales pour les renverser et instaurer une République sociale espagnole qui évidemment romprait avec l'UE.

La question de la monnaie doit être abordée séparément parce qu'elle est liée à des facteurs particuliers qu'on ne peut traiter à partir de principes. Quand on traite de choses matérielles, il faut voir comment elles se comportent, surtout quand on ne peut pas s'en passer, pour commercer toute nation a besoin d'une monnaie d'échange. Vous pouvez créer une nouvelle monnaie, si aucun pays ne lui reconnaît une légitimité, elle ne servira à rien sur le marché mondial. On peut maudire le dollar, l'euro, le yen, la livre sterling, etc. il n'en demeure pas moins qu'ils sont incontournables. Si tous les pays refusaient notre monnaie et que nous faisions de même avec les leurs, on prendrait le risque de se retrouver face à de graves difficultés économiques, donc vaut mieux éviter de se retrouver dans une fâcheuse posture inutilement.

Maintenant il va de soi qu'une révolution socialiste victorieuse verrait se dresser contre elle immédiatement la "communauté internationale", les puissances impérialistes et leurs vassaux...

Pour nous la question déterminante dans un premier temps, c'est la prise du pouvoir politique, le renversement du régime en place, et puisque toutes les autres questions seront ensuite traitées dans ce cadre et dans le même état d'esprit ou la même disposition, sous les mêmes rapports entre les classes, il n'y a pas lieu de s'en faire ou de polémiquer sur quelque chose qui n'existe pas, allons à l'essentiel et nous nous en porterons que mieux.

Trotsky : Leçons d'Espagne : dernier avertissement.

https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/12/lt19371217.htm

Les ultra-gauches en général, et les incurables en particulier, quelques considérations théoriques. - Léon Trotsky, 28 septembre 1937

Extrait. La pensé marxiste est concrète, c'est-à-dire qu'elle envisage tous les facteurs décisifs ou importants pour une une question donnée, non seulement dans leurs relations réciproques mais encore dans leur développement. Elle ne dissout pas la situation du moment présent dans la perspective générale; mais par la perspective générale, elle rend possible l'analyse de la situation présente dans toute sa particularité.

C'est précisément avec cette analyse concrète que commence la politique.

La pensée opportuniste comme la pensée sectaire ont ce trait de commun, qu'elles extraient de la complexité des circonstances et des forces un ou deux facteurs qui leur paraissent les plus importants, - et qui le sont parfois en fait - les isolent de la réalité complexe et leur attribuent une force sans limites ni restriction.

(Surévaluer l'importance d'un mouvement social, des résultats d'un référendum ou d'une élection, de déclarations, etc. C'est valable dans le sens inverse en sous-évaluant leur signification ou leur portée. C'est une erreur que j'ai souvent commise, pas faiblesse, on surestime la portée d'un évènement politique uniquement pour stimuler les militants, alors qu'on n'en pense pas un mot. Mais jamais je n'ai fait croire aux lecteurs que telle ou telle action pourrait faire reculer le gouvernement, ce qui me distingue des opportunistes. Au contraire dans la foulée du retrait du CPE j'ai indiqué qu'il restait encore 21 types de contrats précaires, et après le référendum de 2005, j'avais affirmé qu'ils le contourneraient, jamais je n'ai essayé de tricher avec la réalité contrairement à nos dirigeants qui ont littéralement théoriser cette méthode. Dès lors qu'on part du constat que le prolétariat et le mouvement ouvrier se sont embourgeoisés ou qu'on a ce facteur à l'esprit, on n'est pas vraiment porté à raconter des blagues aux militants. Et s'ils le prennent mal et bien tant pis, il y en a bien parmi eux qui le comprennent. - LVOG)

Pour la longue époque de l'avant-guerre, le réformisme s'est servi, de cette manière, de facteurs très importants mais temporaires: le développement puissant du capitalisme, l'élévation du niveau de vie du prolétariat, la stabilité de la démocratie, etc. C'est le sectarisme qui se sert maintenant des tendances et des facteurs les plus importants : le déclin du capitalisme, la baisse du niveau de vie des masses, la décomposition de la démocratie, etc. Mais, de même que le réformisme de l'époque précédente, le sectarisme transforme des tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus. Les "ultra-gauches" arrêtent leur analyse là où elle ne fait que commencer. Ils opposent à la réalité un schéma tout fait.

(En comparant des situations qui ne sont pas comparables, en faisant appel à des citations des marxistes d'un autre âge ou sans tenir compte de leurs contextes, par exemple.

Pour ce qui est du développement ou du déclin du capitalisme, de l'élévation ou de la baisse du niveau de vie du prolétariat, de la stabilité ou de la décomposition de la démocratie, nos dirigeants ont transformé ces tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus, au point de les rendre aveugle ou de s'aveugler eux-mêmes.

Par exemple, ils refusent de considérer que le gigantesque parasitisme que constitue le gangstérisme financier remplirait plusieurs fonctions, dont celle de palier au déclin du capitalisme, de contourner ses contradictions ou empêcher qu'elles conduisent à son effondrement, il n'y voit que pillage et spéculation, de la même manière qu'une fois pour toute, ils ont décrété que les forces productives avaient cessé de croître, alors que ce n'est qu'une tendance générale, tout comme la baisse tendancielle du taux de profit.

Il suffit que des mesures adoptée par un gouvernement se traduisent par une baisse du niveau de vie du prolétariat, pour qu'ils en déduisent que c'est l'ensemble du prolétariat qui s'appauvrirait, occultant que lors de la période précédente son niveau de vie avait considérablement augmenté ou que par le biais de nouveaux facteurs ses revenus avaient beaucoup progressé, par exemple, lorsqu'un ménage est passé de un à deux salaires.

Quant à la stabilité ou la décomposition de la démocratie, quand elle était relativement stable ils prédisaient que cela ne durerait pas, ce qui était correct, et quand elle se décomposait, ils prônaient le retour à sa stabilité !

A aucun moment ils n'ont considéré la crise du capitalisme, l'appauvrissement du prolétariat ou la remise en cause des expressions de la démocratie comme des tendances générales du capitalisme, ils sont incapables d'expliquer de manière cohérente pourquoi le capitalisme ne s'est pas encore effondré, pourquoi le prolétariat une fois appauvri continue de vivre comme avant, hormis évidemment les couche qui n'ont jamais cessé d'être pauvres, pourquoi une fois piétinée la démocratie continue de faire illusion, ni comment pour ces trois facteurs. Et dès qu'on aborde cette question, on se fait traiter de tous les noms par ces gens-là ! - LVOG)

Or, les masses vivent dans la réalité. C'est pourquoi le schéma sectaire n'a pas la moindre emprise sur la mentalité des travailleurs. Par son essence même, le sectarisme est voué à la stérilité.

(Mais camarade Trotsky, qui se soucie de "la mentalité des travailleurs", là aussi dès qu'on aborde cette question on passe pour des révisionnistes, on nous accuse de sortir du cadre de la lutte des classes, de verser dans le complotiste ou de perdre la tête, mais en face, chez nos ennemis, ils s'en occupent quotidiennement, d'où le combat que je mène également sur ce terrain-là. - LVOG)

De la monarchie franquiste républicaine à la République ploutocratique des féodaux.

Lettre aux militants du Parti ouvrier socialiste internationaliste (Etat espagnol) et du Courant communiste internationaliste du POI (France), Paris, le 18 octobre 2017

Chers camarades,

Pour le prolétariat français, rien de ce qui se passe du point de vue de la lutte de classe dans l'Etat espagnol n'a jamais été étranger.

(Le "prolétariat français" n'est même pas foutu de s'intéresser à son propre sort, alors on se demande comment il aurait un "point de vue" sur ce qui se passe en Espagne ou ailleurs. - LVOG)

C'est pourquoi, au nom de la Tendance communiste internationaliste (TCI, membre du CORQI), nous nous adressons fraternellement à vous. Nous nous adressons à vous moins de 48 heures après que deux responsables d'organisations démocratiques catalanes ont été jetés en prison par la monarchie franquiste.

(Un amalgame qui ne sert qu'à nier le fait que les institutions espagnoles en place sont aussi ou plus républicaines encore que celles qui existent à Paris, Rome ou Berlin par exemple, pour justifier le processus d'indépendance engagé en Espagne qui aurait pour objectif d'instaurer une république qui ne serait que le clone de celle qui existe dans tous les pays sous régime capitaliste, pour un peu on voudrait nous faire croire qu'il s'agirait d'instaurer une véritable démocratie ce qui est inenvisageable sans remettre en cause les rapports existant entre les classes, qui plus est dans le cadre de l'Union européenne. - LVOG)

Accusés de « sédition » par un juge, ils sont menacés de 15 ans de prison car ils ont commis le « crime » d'avoir appelé les masses à organiser par elles-mêmes le référendum du 1er octobre, ce qu'elles ont fait, organisées dans les Comités de défense du référendum, imposant leur choix démocratique, malgré les violences policières, en votant massivement « oui » à la question : « Voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant sous la forme d'une république ? ». (Répétons-le, un État "indépendant", vraiment, alors que les autorités catalanes n'ont cessé d'affirmer que leur intention n'était pas de rompre avec l'UE et l'euro ? Là cela devient grotesque à la fin. - LVOG) Le 1er octobre, prenant leurs propres affaires en main (Encore une sur interprétation de la réalité - LVOG), les masses se sont prononcées nettement pour la République catalane, qui, pour nous trotskystes, constitue nécessairement une première brèche mettant à l'ordre du jour la République basque, la République galicienne, la République andalouse, etc., vers l'union libre des Républiques libres de la péninsule ibérique.

(La désintégration de l'Espagne au profit de provinces régionales encore plus subordonnées et contrôlées par l'UE, le retour à l'Ancien Régime avec ses barrières douanières, ses langues, ses inégalités, au lieu du combat pour une République sociale espagnole qui unirait les masses de toutes les régions et se substituerait à l'Etat bourgeois en garantissant les mêmes droits à tous les citoyens sur tout son territoire, etc. - LVOG)

Camarades, Le jour même où ces deux militants sont jetés en prison, le numéro 649 de la Carta semanal, la Lettre hebdomadaire du comité central du POSI écrit ceci : « Il est nécessaire d'ouvrir le combat pour une issue politique. Une issue qui ne peut partir que d'une prémisse : Halte aux menaces d'application de l'article 155 (…) combat que seules les principales organisations de la classe ouvrière peuvent mettre en œuvre (…) C'est à partir de là que l'on peut véritablement parler d'un dialogue, c'est-à-dire d'une négociation politique pour une issue démocratique, issue qui inclut un véritable référendum libre » (souligné par nous) 1 . Un « véritable référendum » ? Autrement dit, le référendum du 1er octobre n'était pas un « véritable référendum », puisqu'il en faudrait un autre ? Mais qu'aurait-il donc fallu au référendum du 1er octobre pour que le rédacteur de la Carta semanal le considère comme « véritable » ? Qu'il ait obtenu l'autorisation de Rajoy et du roi Felipe ? Est-ce pour cela que la Carta semanal décourage les travailleurs catalans de proclamer la République, en écrivant : « Présenter au peuple de la Catalogne qu'il n'y a qu'une seule alternative, ou bien la situation actuelle ou bien la déclaration unilatérale d'indépendance, ne sert qu'à isoler le peuple de la Catalogne » ? Vous le savez, camarades, avant et après le 1er octobre, toutes les forces de la réaction – Rajoy, le roi Felipe, la Commission européenne, les dirigeants du PSOE, Macron, etc. – se sont coalisées pour prétendre que ce référendum n'était pas légitime, qu'il n'avait aucune valeur, qu'il n'était pas démocratique. Rajoy a même osé dire qu'il « n'avait pas eu lieu » ! Précisons : on peut avoir des points de vue différents sur la séparation du peuple catalan de l'Etat espagnol, savoir si elle est souhaitable ou non. Mais quel que soit le point de vue, on doit commencer par reconnaître que 1 Le même texte est publié le 18 octobre sous forme d'article dans Informations ouvrières en France. c'est au peuple catalan de décider. Pour notre part, nous partageons le point de vue du camarade Lambert qui, en 2007, dans une discussion avec les camarades de l'Etat espagnol, proposait de formuler ainsi les choses « Nous sommes le peuple catalan libre et nous voulons que cette liberté soit sanctionnée par la République catalane souveraine. Nous sommes contre la monarchie qui opprime et exploite tous les peuples d'Espagne. Nous sommes pour le soutien au peuple basque, qui souffre des mêmes maux que ceux dont nous souffrons, et peut-être pire. Nous sommes pour le peuple libre basque, le peuple libre castillan, le peuple libre andalou… et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » (La Vérité, 60-61, octobre 2007).

(Libre de quoi, sinon de continuer de se faire exploiter, et donc opprimer, non plus par le pouvoir central installé à Madrid mais par celui des seigneurs régnants dans les différentes régions. - LVOG)

On peut être d'accord ou pas avec cette conception, ce n'est pas une question de principe. Mais ce qui est une question de principe, c'est reconnaître le droit légitime du peuple catalan d'avoir organisé le référendum le 1er octobre et d'y avoir exprimé sa volonté.

(Quand on sait sur quelle orientation politique réactionnaire, vous avez le droit de la partager, mais qu'il nous soit permis de nous y opposer et de la dénoncer, de la combattre. - LVOG)

Ce qui est une question de principe, c'est le refus de marcher avec Rajoy, avec le roi, avec tous ceux qui osent dire « le référendum du 1er octobre n'est pas légitime ».

(C'est de la diffamation que de renvoyer systématiquement au côté de Rajoy et du roi les opposants à l'indépendance de la Catalogne, un procédé infâme ou un diktat digne des méthodes staliniennes qui avait déjà cours dans ce courant politique dans les années 70. - LVOG)

Le rédacteur de la Carta semanal écrit que l'issue politique relève de la responsabilité « des principales organisations ouvrières ». Certes, elle devrait en relever. Mais peut-on taire le fait que les directions de ces principales organisations, du PSOE à Podemos et Izquierda Unida, en passant par les dirigeants des confédérations syndicales UGT et CCOO, refusent toutes aujourd'hui de reconnaître ce fait élémentaire : le peuple catalan s'est exprimé le 1er octobre et il veut la République maintenant. Peut-on faire comme si, dans le journal Ara (5 octobre), sous le titre : « L'UGT condamne les protestations contre la police espagnole », le secrétaire général de l'UGT, Pepe Àlvarez, n'avait pas affirmé que les violences policières du 1er octobre ne sont « pas le fait de la Guardia civil ni de la police nationale mais de ceux qui donnent les ordres », et n'avait pas condamné « toute intimidation à l'encontre des agents (de police) à Barcelone » qualifiant de « véritable honte » les rassemblements de citoyens devant les commissariats pour protester contre les violences policières ! Lorsque l'on rejoint ceux qui, de Rajoy aux dirigeants du PSOE, en passant par le roi Felipe et la Commission européenne, nient l'existence du référendum du 1er octobre et du mandat donné par le peuple catalan ; Lorsque l'on prétend voir une « condamnation des violences policières » là où il y a au contraire une couverture honteuse de la répression perpétrée par les forces de l'ordre de la monarchie contre la volonté des masses de voter pour la République au référendum ; Lorsque l'on fait cela alors que les appareils contre-révolutionnaires dans le monde entier et en Europe s'accordent tous pour isoler le peuple et les travailleurs catalans, pour les livrer à la répression qui se prépare… Lorsqu'on en arrive là, cela ne relève plus de désaccords politiques légitimes entre militants se réclamant de la IV° Internationale, c'est tourner le dos à tout ce pour quoi la IV° Internationale et les trotskystes ont combattu dans l'Etat espagnol depuis des décennies.

(Ce courant politique est littéralement fossilisé depuis la disparition de Trotsky. Il ne tient pas compte des transformations de la société dans chaque pays, des modifications qui sont intervenues dans les rapports entre les classes et qui se sont répercutées au niveau de leurs institutions. Ils tiennent absolument à ce que la réalité telle qu'elle existe de nos jours colle à leur théorie en grande partie obsolète ou qu'ils n'ont jamais actualisée, et ils sont prêts à faire feu de tout bois pour justifier leur opportunisme, ici assimiler les opposants à l'indépendance de la Catalogne à la réaction. A aucun moment il ne leur viendra à l'esprit que notre position pourrait se situer dans une perspective politique diamètralement opposée à celle de la réaction, et qu'elle pourrait correspondre aux tâches politiques que les travailleurs doivent se fixer pour avancer sur la voie de leur émancipation du capitalisme et ses institutions. - LVOG)

Militants du POSI, vous le savez, ce qu'écrit la Carta semanal du 16 octobre est le contraire de ce pour quoi vous avez rejoint les rangs de la IV° Internationale. C'est le contraire de ce qu'affirmait le POSI il y a encore quelques mois ! C'est l'inverse des principes affirmés par l'Organizacion Cuarta Internacional de l'Etat espagnol (OCIE) qui soulignait il y a quarante ans « la portée révolutionnaire du mot d'ordre de droit des peuples catalan, basque, galicien et valencien à la séparation politique ». Nier le référendum du 1er octobre imposé par l'auto-organisation des masses, et son résultat, c'est jeter à la poubelle ce que Trotsky écrivait à Andreu Nin, en 1931 : « Le mot d'ordre du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes est devenu en Espagne d'une importance exceptionnelle. Ce mot d'ordre est du domaine de la pensée démocratique. Il ne s'agit pas pour nous, d'engager les Catalans et les Basques à se séparer d'Espagne, mais notre devoir est de militer pour que le droit à la séparation leur soit reconnu s'ils désirent en faire usage ». Et Trotsky ajoutait : « Comment savoir s'ils ont ce désir ? C'est très simple, il faut organiser un plébiscite des provinces intéressées sur la base du suffrage universel égalitaire, direct et secret, il n'y a pas d'autre procédé ». N'est-ce pas exactement cela qui s'est passé le 1er octobre ? Oui, c'est ce qui s'est passé, et cela s'est passé parce que les masses l'ont imposé !

(Nous voilà retournés près d'un siècle en arrière ! Est-ce que cela correspond à l'état d'esprit des masses en Catalogne ou dans les différentes régions de l'Espagne, en sont-ils restés à cette époque-là, les institutions n'ont-elles pas évolué depuis, notamment depuis 1977 ? Parce qu'il y aurait toujours un roi en Espagne, dont la fonction est du même type que la couronne britannique, suédoise, danoise, etc. parce que l'héritage du franquisme n'aurait pas été aboli, comme en France les vestiges de la monarchie qu'on retrouve dans la Constitution de la Ve République, à les entendre l'existence du parlement élu (et des parlements régionaux) ou l'expression toute aussi étriquée qu'en France ou ailleurs de la démocratie n'existerait pas. - LVOG)

Et pourtant le rédacteur de la Carta semanal ose affirmer aujourd'hui que le vote au référendum du 1er octobre n'a pas été organisé « sur la base du suffrage universel égalitaire, direct et secret », puisqu'il faudrait un autre « véritable référendum » ! Posons à nouveau la question : fallait-il avoir l'aval de Rajoy et du Tribunal constitutionnel de la monarchie ? Militants du POSI, nous sommes convaincus que vous n'accepterez pas la remise en cause des fondements mêmes de votre organisation, qui s'est constituée dans le combat intransigeant pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre la monarchie franquiste. Nous nous adressons également aux militants du CCI. Le jour même où parait ce numéro de la Carta semanal, est diffusée en France une « déclaration du Bureau national du Parti ouvrier indépendant (POI) » Une déclaration d'un recto… où la seule référence indirecte aux évènements en Catalogne se résume à cette phrase : « Macron est au plus bas dans les sondages, le président des riches,

sans assise politique, comme d'ailleurs de nombreux gouvernements de pays d'Europe, comme en Allemagne, en Espagne où le pouvoir monarchique hérité du franquisme est en grande difficulté. » Une phrase d'où les mots « Catalogne », « peuple catalan », « référendum », « République catalane », « indépendance » et « répression » sont absents ! Camarades du CCI, vous le savez, ce silence assourdissant de vos dirigeants sur la Catalogne est à la hauteur de leur silence, depuis des semaines, sur les déclarations honteuses de Jean-Luc Mélenchon sur la Catalogne. Pas un mot, pas une ligne dans Informations ouvrières, dans les déclarations du POI, et même dans les notes du Comité politique pour condamner les déclarations honteuses que Mélenchon enchaîne depuis trois semaines, contre le droit du peuple catalan à disposer de lui-même ! Le 1er octobre, alors que le peuple catalan vote pour la République, Mélenchon propose de régler le problème dans le cadre d'une « conférence permanente sur les frontières en Europe » et ajoute : « Il existe un cadre commun de la Méditerranée à l'Oural : l'OSCE », l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, institution d'ingérence impérialiste s'il en est ! Le 3 octobre, à l'Assemblée nationale, Mélenchon regrette que « la monarchie semble incapable d'assumer la fonction fédératrice que le franquisme lui avait confiée » ! Pas un mot de la part des dirigeants du CCI à l'encontre de cette honteuse déclaration, alors que tout le monde sait que c'est sous son talon de fer, dans les geôles fascistes et face aux pelotons d'exécution que le franquisme a « fédéré » les peuples d'Espagne pendant quarante ans !

Le 10 octobre, à l'Assemblée nationale, Mélenchon regrette que « les nations deviennent des coquilles vides où ceux qui sont les plus avantagés ne veulent plus prendre en charge ceux qui le sont moins, et ça vous donne un indépendantisme généralisé, régional, des plus favorisés face à ceux qui le sont moins. (…) nous avons la Catalogne sous nos yeux. » Bref, les Catalans seraient des nantis qui veulent quitter l'Espagne pour ne pas payer pour les autres ! Et Informations ouvrières de ce jour, 18 octobre, rend compte d'une réunion en présence d'un des principaux porte-parole de la France insoumise… et nulle part, à aucun moment celui-ci n'est interpellé sur les déclarations de Mélenchon contre le droit du peuple catalan à décider ! Camarades du CCI, vos dirigeants vous ont-ils dit, lorsqu'ils ont fait entrer le POI dans « l'espace politique de la France insoumise », que cette adhésion signifiait un ralliement politique aux positions – particulièrement réactionnaires – de Mélenchon niant le droit du peuple catalan à décider de son avenir ?

(On aura compris qu'ils instrumentalisent la crise espagnole pour régler leurs comptes entre eux ! - LVOG)

Camarades du CCI, camarades du POSI : nous avons certainement, vous et nous, des appréciations différentes des causes de la crise et de la scission de la IV° Internationale de juin 2015. Mais au-delà de ces désaccords, le seul langage que devrait tenir un partisan du Programme de la IV° Internationale aujourd'hui dans l'Etat espagnol, n'est-il pas celui que le camarade Lambert suggérait en 2007, dans une discussion avec les camarades de l'Etat espagnol : « Nous sommes le peuple catalan libre et nous voulons que cette liberté soit sanctionnée par la République catalane souveraine. Nous sommes contre la monarchie qui opprime et exploite tous les peuples d'Espagne. (…) et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » Camarades du POSI et du CCI, Nous en sommes certains, pour tous ceux qui veulent rester fidèles au drapeau sans tâche de la IV° Internationale, aux positions de principes défendues par Lénine et Trotsky, aux positions défendues contre vents et marées avec le camarade Lambert, comme nous, vous choisirez clairement votre camp : Inconditionnellement du côté du peuple catalan opprimé contre la monarchie franquiste et ses laquais au sommet des directions du mouvement ouvrier. Inconditionnellement pour le respect du mandat exprimé lors du référendum légitime du 1er octobre : République catalane, vers l'union libre des républiques libres d'Espagne ! Inconditionnellement pour l'action commune sur ces bases de principes.

(Si Lambert l'a dit, alors raison de plus pour ne pas partager sa position. Lambert, quelle référence, un imposteur ! Il voyait des marxistes partout en Algérie, en Yougoslavie... Pour avoir une idée assez précise de quel genre de dirigeant "trotskyste" il était, il faut savoir ou avoir en mémoire sa théorie foireuse de "l'imminence de la révolution" qu'on n'a jamais vu venir, à laquelle il ne croyait pas lui-même et qu'il destinait aux militants naïfs que nous étions dans les années 70-80, et donc qu'il trompait sciemment, ce qu'on apprit bien plus tard par Pierre Broué notamment.

Pierre Broué - Je me rappelle un jour une réflexion qui m'avait beaucoup frappé, [lors d'] une de mes dernières entrevues [avec Lambert]. Il me dit :

« Comment va ton fils Michel ?

- Il va bien mais, tu sais, il m'a dit l'autre jour : "Je suis persuadé que nous sommes incapables de donner naissance à un parti révolutionnaire" .»

Lambert éclate de rire et il dit : « Ah, parce qu'il en est encore resté là, lui ? »

(Passions militantes et rigueur historienne de Karim Landais - Entretien avec Pierre Broué - Saint-Martin-d'Hères, jeudi 26 février 2004. Document disponible dans le portail.)

En réalité ce ne fut jamais son objectif, c'est un mythe. Et que ses disciples tentent une nouvelle fois de nous mystifier avec "le respect du mandat exprimé lors du référendum" catalan en se passant bien d'en fournir la nature de classe ou son

orientation réactionnaire est dans l'ordre des choses. Ces gens sont si sclérosés, qu'ils ont fini par croire leurs propres fables, et ils trouvent rien de mieux à faire que d'accuser ceux qui n'y croient pas de mégalomanie ou bien pire encore, ils sont les champions de l'anathème, de l'excommunication, des procès en sorcellerie ou d'intention, nous n'essayerons pas de les convaincre de quoi que ce soit.

Double langage. Si des militants ont encore un doute, on va leur enlever immédiatement de la tête.

Ils ont écrit, vous venez de le lire, je n'invente rien :

- "*Nous sommes pour le peuple libre basque, le peuple libre castillan, le peuple libre andalou… et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » (La Vérité, 60-61, octobre 2007). On peut être d'accord ou pas avec cette conception, ce n'est pas une question de principe.*"

Puis ils terminent ainsi :

- "*Inconditionnellement pour le respect du mandat exprimé lors du référendum légitime du 1er octobre : République catalane, vers l'union libre des républiques libres d'Espagne ! Inconditionnellement pour l'action commune sur ces bases de principes.*"

Extraordinaire, un coup "*ce n'est pas une question de principe*" puis cela en devient une "*sur ces bases de principes*", et cela dans le même texte de quelques dizaines de lignes. Ils osent tout quoi, puisque leur militants sont prêts à tout gober. Ce n'est pas sérieux, non ? Je serais tenter de dire que ce sont les militants qui ont refusé de se regrouper sur la base du courant politique que j'anime et qui soutiennent ces dirigeants, qui cautionnent ce genre de pratiques qui relèvent du charlatanisme ou de l'aventurisme. - LVOG)

La catalogne et la question nationale par bicychavez - agoravox.fr

La situation actuelle en Espagne mérite que l'on s'y intéresse d'un point de vue marxiste. Aussi, avant de discuter de ce cas precis, est-il important de rappeler ce que l'on entend par les droits des nations à disposer d'elles-mêmes et donc de la question nationale.

Selon Marx « Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles. » Le manifeste du parti communiste, 1847

L'exploitation d'une classe par une autre a donc tendance à entraîner l'exploitation d'une nation par une autre. La formation des empires s'explique par les tentatives de la classe dominante d'échapper aux contradictions sociales en pillant d'autres pays pour corrompre une partie du peuple et acheter la paix sociale. Le marxisme lie donc la question des classes à celles de l'impérialisme, et affirme qu'il ne peut y avoir d'égalité et de paix entre les nations tant qu'il existe une classe exploiteuse.

Mais cela ne veut pas dire qu'il faut pour autant, négliger les luttes de libération nationales. A l'époque de l'impérialisme, l'internationalisme doit prendre cette forme : le prolétariat de la nation oppressive doit lutter pour le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, sans quoi « ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles » (Lénine). Ceci est d'autant plus dur qu'en mode impérialiste, la domination du capital financier crée dans les nations exploiteuses un « prolétariat bourgeois » (Engels) ; c'est à dire une classe moyenne que la bourgeoisie impérialiste entretient grâce aux surprofits extorqués sur le dos des nations exploitées. La lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse si on ne lutte pas contre cet opportunisme. Le prolétariat de la nation opprimée doit quant à lui avoir une politique indépendante de sa bourgeoisie, même lors de la brève période où le prolétariat est allié avec celle-ci. Ces deux conditions permettent l'unité entre le prolétariat de la nation opprimée et celui de la nation qui l'opprime.

A la lumière de ceci, nous pouvons analyser la situation en Espagne et statuer sur le droit à la nation catalane à disposer d'elle-même. Historiquement, la Catalogne est l'une des différentes nations qui constitue l'Espagne, avec des relations conflictuelles qui remontent loin. Contrairement à la France, l'Espagne n'a connu l'industrialisation que tardivement. Ainsi, la centralisation économique, base de toute intégration nationale ne s'y est pas réalisée complètement. En France, la centralisation initiée par Hugues Capet, a commencé à discipliner la féodalité. Les rois de France ont progressivement construit la monarchie absolue, dont l'apogée se situe à l'époque du règne Louis XIV. La révolution française, puis par l'empire et la république ont permis la poursuite de cette centralisation. La France a imposé une culture et une langue unique, au détriment de l'occitan et du breton par exemple, et cela n'a été possible que parce que la bourgeoisie française s'est développée de façon importante sur le plan économique tout au long de son histoire. C'est ce développement qui a permis l'émergence des routes, des cartes, des réseaux de poste, qui ont facilité la centralisation. L'Espagne n'a pas connu un développement capitaliste aussi important parce qu'elle s'est contentée de s'enrichir par le commerce de l'or à partir de la découverte de l'Amérique et le pillage des colonies. Au lieu d'être réalisé par la bourgeoisie, ce processus s'est fait autour de la noblesse et de l'Église, qui conservait l'or ou bâtissait des cathédrales, là où la bourgeoisie anglaise par exemple, utilisait cette accumulation primitive pour investir dans l'industrie. Au lieu d'avoir une bourgeoisie espagnole s'imposant et centralisant le pays sur le plan

économique, linguistique et culturel, il s'est développé à des échelles plus petites diverses bourgeoisies, avec diverses langues et cultures. C'est ce qui explique que l'intégration nationale espagnole ne soit pas achevée.

Aujourd'hui, la Catalogne est une région très développée économiquement, en relation avec l'économie espagnole et le capital financier international ; elle est en même temps une nation qui possède une identité culturelle et linguistique légèrement différente de celle l'Espagne. Y a-t-il une oppression nationale de l'Espagne sur la Catalogne ? Sur le plan économique, c'est faux. La Catalogne se développe depuis des années grâce à la dette de l'état espagnol. En effet, en tant que région au statut d'autonomie relatif, la Catalogne pourrait emprunter directement sur les marchés financiers, mais à quel prix ? Certainement pas le même que celui d'un état comme l'Espagne, qui, même s'il est tout autant en faillite, est suffisamment stable pour payer sa dette grâce aux impôts. Sur le plan culturel et linguistique, là encore, le catalan est enseigné dans les écoles et couramment utilisé, il n'y a pas de répression culturelle. La Catalogne bénéficie d'une large autonomie sur ce plan. Bref, sur quoi repose donc les revendications des indépendantistes catalans ?

La réalité est qu'une partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie catalane suit son intérêt, c'est à dire est persuadée de payer pour les « faignants » du reste de l'Espagne. Et en effet, pas besoin de l'Espagne pour le tourisme, ni pour exporter du vin en dehors de l'Espagne. Une autre partie de la bourgeoisie catalane vit du commerce avec l'Espagne, et d'ailleurs les grandes sociétés n'ont aucun problème avec les impôts. Le mouvement indépendantiste est donc un mouvement bourgeois et petit bourgeois, qui s'oppose à la bourgeoisie madrilène et à une partie de la bourgeoisie catalane. De chaque côté, la bourgeoisie tente de mobiliser le prolétariat derrière la question nationale. Comme la bourgeoisie catalane est divisée, les indépendantistes pour arriver à leurs fins ont besoin du soutien du prolétariat. Par ailleurs, il est intéressant d'observer la position du gouvernement de Rajoy. Il voudrait amplifier le mouvement sécessionniste, il ne s'y prendrait pas autrement. La vraie raison de ses relents franquistes n'est pas à voir dans une hypothétique folie mais plutôt dans la volonté de faire diversion au regard de la montée de la pauvreté et du chômage. Du coté indépendantiste, la volonté de faire oublier des décennies de corruption (Pujol, Mas) à la tête de la Généralitat est l'explication la plus crédible.

Dans cette situation, il est absurde de qualifier le processus d'indépendance actuel comme une lutte de libération nationale. En tant que mouvement populaire, il pourrait servir de base à un mouvement révolutionnaire si les communistes espagnols et catalans travaillaient à l'unité du prolétariat. Le problème, c'est que comme la Catalogne n'a rien d'une nation opprimée par l'Espagne, cette lutte de « libération » est totalement artificielle et le prolétariat espagnol ne comprend pas pourquoi la Catalogne veut se séparer du reste du pays, ce qui ouvre la porte au chauvinisme de part et d'autre. Dans le cas présent, l'indépendance de la Catalogne tourne à la surenchère nationaliste, au moment où la crise économique s'aggrave et où plus que jamais on se rend compte de la dangerosité pour le prolétariat du nationalisme. Un véritable internationaliste reconnaît le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, mais travaille surtout à l'unité du prolétariat mondial, à l'indépendance du prolétariat de la politique de toute bourgeoisie, y compris lorsqu'il faut la soutenir tactiquement. Les marxistes mettent en avant non pas une culture nationale mais la culture internationale du prolétariat. D'autant qu'on peut se poser la question des vrais vainqueurs d'un émiettement des pays en régions « ethniquement » pures ? La réponse est simple : les états impérialistes centralisés qui pourront négocier plus aisément à leur avantage devant un confetti et les entreprises transnationales dont le chiffre d'affaires sera plus important que leur PIB. agoravox.fr 20.10

Pour que la crise catalane ouvre la voie à la classe ouvrière - Démocratie révolutionnaire (NPA) - 20 octobre 2017

Extrait. L'Espagne a profondément changé, elle est devenue un pays totalement intégré au monde capitaliste. Un de ses patrons est classé parmi les 8 personnes les plus riches du monde. Son agriculture s'est industrialisée… En Espagne le capitalisme règne partout en maître même si son degré de développement, de rentabilité, n'est pas le même selon les « autonomies ». Les relations entre l'Etat central et la Catalogne ne se posent plus dans les mêmes termes qu'en 1930. Il ne s'agit plus aujourd'hui de s'émanciper d'une tutelle semi-féodale, mais de soutenir une fraction de la bourgeoisie contre un Etat central considéré comme facteur d'injustice, d'inégalités entre autonomies, de « gaspillages »…

La révolte catalane est une nouvelle expression du rejet de cet Etat, de ce « régime de 78 », de sa politique entièrement vouée aux intérêts de la grande bourgeoisie, par une large fraction de la population, du monde du travail. Ce régime, la royauté constitutionnelle en vigueur actuellement en Espagne, est née en 1978, à la mort de Franco, à l'issue d'une « transition » réalisée par le parti de droite issu du franquisme, main dans la main avec le PSOE, le Parti communiste espagnol et Juan Carlos, le roi désigné par Franco. Ce processus consistait en une restauration de la royauté, qui avait été abolie en 1931, au début de la période révolutionnaire. Alors que la mort de Franco avait suscité l'immense espoir populaire que les comptes seraient réglés avec ces années de dictature, que l'on allait voir renaitre cette république liquidée par Franco, la transition assurait en fait l'impunité des crimes du franquisme, le recyclage de ses cadres politiques dans ce qui deviendra le Parti Populaire, la restauration de la royauté…

Tout comme De Gaulle en France à l'issue de la 2ème guerre mondiale, main dans la main avec la SFIO et le PCF, avait assuré en douceur la « transition » du régime de Pétain à la IVème république en gardant à quelques exceptions près le même appareil d'Etat, la « transition » espagnole de 1978 assurait et assumait aussi, à travers la droite réactionnaire dont l'héritier est aujourd'hui le Parti Populaire, une continuité de l'Etat espagnol, franquisme inclus.

Cette « transition » est en crise depuis plusieurs années. Mais, tant sur le terrain des droits démocratiques que sur celui des droits sociaux, la réponse ne pourra venir que de la capacité des travailleurs à unifier le mécontentement pour renverser le régime. (...)

L'escalade politique et répressive du pouvoir central, qui exacerbe en retour les mobilisations populaires, est un choix délibéré de l'Etat espagnol. Il veut aller jusqu'au bout d'un affrontement qu'il sait inévitable avec des classes populaires poussées à la révolte par la crise, le chômage, les reculs démocratiques, l'arbitraire, la corruption qui s'affiche au sommet du pouvoir (y compris en Catalogne, cf. l'ancien président indépendantiste Mas…), les inégalités sociales qui touchent toute la société.

Cette colère s'était exprimée dans la rue dans toute l'Espagne avec le mouvement des Indignés, puis dans les urnes avec Podemos. Elle a pris aujourd'hui la forme de la crise catalane, qui fédère toute une vague de solidarité qui dépasse largement les milieux indépendantistes et la Catalogne elle-même. La crise catalane constitue ainsi un nouveau point de fixation de la contestation sociale en Espagne, ce qui rend le pouvoir central d'autant plus déterminé à le vaincre. Il peut compter, dans cette tâche, sur le soutien entier de l'UE et des Etats européens, tout comme du PSOE et de Ciudadanos.

Quelle que soit l'issue de l'affrontement qui se prépare, et qu'il ait lieu ou pas, rien ne sera réglé des causes profondes de cette crise, qui vont bien au-delà des relations entre deux Etats et trouvent leur origine dans les rapports sociaux d'une société plus que jamais divisée en deux classes aux intérêts diamétralement opposés et où les frontières sont devenues définitivement obsolètes, sinon pour les intérêts de certains capitalistes.

Questions nationales et luttes de classe : L'Etat espagnol - servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com

Dans le contexte de 'flou artistique' qui règne à Paris, entre monarchistes et républicains, après la défaite de 1870-71 et la chute de l'Empire, la guerre carliste reprend, chaque camp 'français' soutenant son 'champion' : le prétendant carliste parvient à contrôler un tiers du territoire étatique. Il y aura à ce moment-là une 'Ière République' (1873-74), mais c'est en réalité plus une junte militaire libérale d'urgence, suite à la démission précipitée d'Amédée, qu'autre chose. Lorsque les choses, en 'France', commencent à se 'décanter' en faveur des républicains modérés (les jeunes monopoles ayant choisi leur camp), le carlisme perd du terrain ; finalement, l'héritier légitime Alphonse XII est couronné (1874), met fin à la guerre carliste et proclame une nouvelle Constitution – encore une fois, du '1812 édulcoré' – en 1876. Ayant 'présenté sa candidature' aux Cortes de l'oligarchie et à la junte 'républicaine' comme celle d'un ''prince catholique, espagnol, constitutionnaliste, libéral et désireux de servir la Nation'', il reçoit le titre de Pacificateur. À ce stade (ère alphonsine, 1874-1931), l'on peut considérer comme achevée la mutation de l''Espagne' en État contemporain : une monarchie libérale, constitutionnelle, avec un Parlement (Cortes) où s'affrontent des libéraux et des conservateurs, et… totalement en phase avec la 'république des notables', du 'juste milieu', qui règne alors à Paris. Cette période voit une première grande phase de modernisation capitaliste du pays – et, à vrai dire, sa première véritable révolution industrielle. (...)

... il faut bien comprendre que la 'révolution bourgeoise' hispanique, tardive, est une révolution bourgeoise inachevée (comme en Italie, par exemple) : la bourgeoisie, faible et craignant le débordement par les masses - ou même par sa propre aile 'radicale', a laissé subsister de manière très importante les forces féodales (Église bien sûr, grande propriété foncière, aristocratie 'de Cour' qui forme une oligarchie bureaucratique, aristocratie militaire, etc.), ce qui est un aspect structurant de l'État contemporain espagnol encore aujourd'hui. (...) (...)

Arrivé au pouvoir avec le soutien d'Hitler et Mussolini, Franco, tout en mettant en place une terreur blanche effroyable contre les révolutionnaires et les républicains progressistes (centaines de milliers d'exécutions jusqu'au milieu des années 1940), ne s'engagera cependant pas à leurs côtés dans la Seconde Guerre mondiale. Ce qui lui permettra, après 1945, de prendre toute sa place dans le 'dispositif' anticommuniste du 'monde libre'... encore une fois, sous le bienveillant 'parapluie' de l'impérialisme français, bien que celui-ci (pour faire bonne mesure ? pour avoir deux fers au feu ?) héberge également l'opposition (modérée) en exil. Dans les années 1960, De Gaulle et Franco sont 'copains comme cochons'. L'époque voit, surtout à partir de 1957 (avec les 'technocrates' de l'Opus Dei), une nouvelle grande vague de modernisation, qui se poursuivra jusqu'aux années 2000. Mais cette modernisation, en plus de se heurter à l'opposition antifasciste populaire (qui ne pardonne pas l'assassinat de la République et de centaines de milliers de révolutionnaires, démocrates et progressistes), profite une nouvelle fois surtout au pourtour et voit monter les affirmations nationales des bourgeoisies, supportant de moins en moins la centralisation castillane autoritaire (qui n'a plus vraiment lieu d'être...).

À la mort du dictateur fasciste, son successeur désigné, Juan Carlos de Bourbon, devient roi et amorce un processus de libéralisation, autorisant les partis réformistes (PSOE, PCE et quelques autres) et nationalistes bourgeois non-castillans (PNV, CiU)) à sortir de la clandestinité. (...) le pacte 'espagnol' des bourgeoisies est refondé (avec le système des 'autonomies régionales' etc.) et scellé dans la Constitution de 1978 ; les forces réformistes et les nationalistes bourgeois (catalans, basques, galiciens, andalous etc.) intègrent le 'système', les 'affaires' (notamment immobilières, secteur très important) de chaque bourgeoisie nationale étant toujours 'bien à l'abri' sous le parapluie politico-militaire castillan. C'est l'État espagnol que nous connaissons aujourd'hui, dans lequel luttent au quotidien, affrontent la répression, croupissent au cachot, sont torturés et parfois meurent des milliers de révolutionnaires de toutes les nations constitutives. Son capitalisme, 'tiré' par les locomotives catalane et basque ou encore cantabre (Banco Santander, première entreprise 'espagnole', 23e mondiale en 2012 et 13e en 2011, selon le classement Forbes Global), asturienne (Aceralia, une des composantes d'Arcelor) etc. a atteint un stade 'semi-impérialiste', avec des monopoles importants, exportateurs de capitaux (l'hispanité est mobilisée pour se tourner vers

les anciennes colonies latino-américaines, avec les 'sommets ibéro-américains', annuels depuis 1991) ; mais reste néanmoins 'bien à l'abri' sous l'aile 'protectrice' de l'axe franco-allemand et de sa construction impérialiste UE, bien que José Maria Aznar (1996-2004) ait tenté un moment un alignement plus 'atlantiste' (anglo-saxon). Depuis 2008, il est entré dans une crise économique et sociale sans précédent dans son histoire, et des mouvements populaires de type semi-insurrectionnel secouent la péninsule. (...)

La crise générale du capitalisme, commençant dans le pays à peu près concomitamment avec la mort de Franco, avait quelque peu ralenti l'essor économique entamé durant les quinze dernières années de son règne ; cependant, l''Espagne' avait toujours gardé une croissance capitaliste (du PIB) supérieure à celle des autres pays européens et jamais connu de véritable récession (hormis en 1992-93) ; en particulier, entre 1995 et 2008, elle avait connu des taux de croissance très élevés, de l'ordre de 4 à 5% voire parfois approchant les 6% du PIB (vers 2000). Tout ceci s'effondre à partir de fin 2008, la récession atteignant... - 4% en 2009 (!) et la croissance restant proche de zéro aujourd'hui. Le chômage, toujours structurellement fort même dans les périodes de forte croissance (économie fortement basée sur le bâtiment, le tourisme estival, l'agriculture saisonnière), explose pour avoisiner les... 5 millions de chômeurs/euses pour un État moins peuplé que la 'France', soit près de 25% de la population active (plus du tiers des moins de 30 ans). Dans ce contexte, les contradictions de classe deviennent évidemment explosives, mais aussi les contradictions inter-bourgeoises sur une base (avant tout) nationale. (...)

Dans le même temps, la crise générale capitaliste (entrée dans une phase terminale) et l''austérité' conséquente conduisent à un ébranlement, une remise en cause brutale du 'pacte' inter-bourgeois de 1978. Trop faibles militairement pour se passer de l'État central, face aux mouvements sociaux qui les secouent, les bourgeoisies du Nord-Ouest (Galice, Asturies, Cantabrie, León) et du Sud (Andalousie, Murcie etc.) se gardent bien de le remettre en cause (d'autant plus que dans le dernier cas, on l'a dit, l'oligarchie est une oligarchie castillane 'plaquée' de manière coloniale sur la population 're'-conquise). Mais, dans un système de (toute relative) 'solidarité pan-ibérique', les puissantes bourgeoisies basque et catalane ne veulent plus 'payer pour le Sud', et revendiquent une autonomie élargie (fiscale, notamment) pouvant aller jusqu'à l'indépendance.
servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com 25 décembre 2012

Espagne: mesures draconiennes pour empêcher la sécession de la Catalogne - AFP

L'Espagne a pris des mesures draconiennes pour empêcher la Catalogne de faire sécession, préparant la destitution du gouvernement de Carles Puigdemont qui a dénoncé la "pire attaque" contre sa région depuis la dictature de Franco.

La manoeuvre du gouvernement de Mariano Rajoy, sans précédent et d'une ampleur inattendue, a immédiatement été suivie d'une manifestation indépendantiste réunissant 450.000 personnes samedi après-midi à Barcelone, selon la police locale.

Carles Puigdemont, qui a pris la tête du cortège, a réagi dans la soirée par une déclaration télévisée en catalan, espagnol et anglais, dans laquelle il a accusé le gouvernement espagnol de lancer "la pire attaque aux institutions et au peuple de Catalogne depuis les décrets du dictateur militaire Francisco Franco".

Et s'adressant en anglais aux Européens, il a assuré que les "valeurs européennes" étaient "en danger". Il a prévenu les Espagnols qu'ils pouvaient s'attendre "à d'autres abus".

Auparavant M. Rajoy avait invoqué l'article 155 de la Constitution, demandant au Sénat de lui confier la faculté de dissoudre le parlement catalan, afin de "convoquer des élections dans un délai maximum de six mois".

M. Rajoy souhaite aussi démettre le gouvernement catalan de ses fonctions, qui seront exercées "par les ministères (nationaux)" pendant "cette situation exceptionnelle".

"Ni l'autonomie catalane ni la gouvernance autonome ne sont suspendues", a affirmé Mariano Rajoy, comme pour rassurer des Catalans très attachés à leur autonomie récupérée après la fin de la dictature.

Mais la liste des mesures envisagées montre que Madrid veut prendre toutes les manettes de l'administration de la région, depuis la police autonome jusqu'à la radio et la télévision publiques, et mettre le parlement régional sous tutelle.

La présidente du parlement régional Carme Forcadell a dénoncé un "coup d'Etat". Et M. Puigdemont a demandé la tenue d'une séance plénière pour que les parlementaires décident de la réponse à apporter à ces mesures.

Jeudi il avait menacé de convoquer le parlement régional pour proclamer l'indépendance si le gouvernement déclenchait l'article 155.

Prudent, M. Puigdemont n'a cependant pas prononcé une seule fois le mot "indépendance" dans son allocution.

Les mesures demandées par le gouvernement espagnol devraient être approuvées d'ici le 27 octobre au Sénat, où le parti de M. Rajoy est majoritaire. Elles sont soutenues par le parti socialiste (PSOE), principale force d'opposition, et les centristes de Ciudadanos.

Cette prise en main risque de soulever les foules en Catalogne, où la population est pourtant divisée sur la question de l'indépendance.

"Ce sera le chaos à cause de la capacité de sabotage des fonctionnaires... Ça va ressembler à une administration coloniale et les indépendantistes vont présenter ça comme une occupation", a déclaré à l'AFP Oriol Bartomeus, professeur de Sciences politiques à l'Université autonome de Barcelone.

La réaction en Catalogne ne s'est pas fait attendre.

A Barcelone, plusieurs centaines de milliers de personnes convoquées à l'origine pour réclamer la libération de deux leaders indépendantistes emprisonnés pour sédition, ont crié "liberté" et "indépendance".

"Le sentiment espagnol a disparu. Le peuple catalan est complètement déconnecté des institutions espagnoles", assurait Ramon Millol, un mécanicien de 45 ans, tandis que les manifestants faisaient des doigts d'honneur aux hélicoptères de la police.

Le FC Barcelone a de son côté dit soutenir "les institutions démocratiques de Catalogne choisies par ses citoyens". "Nous voulons exprimer notre soutien et notre solidarité à l'égard de tous les secteurs affectés", a déclaré le président du club Josep Maria Bartomeu devant ses "socios" (supporters-actionnaires) divisés sur la question de l'indépendance.

Avant la décision du gouvernement, le roi Felipe VI avait assuré vendredi que l'Etat saurait faire face à cette "tentative inacceptable de sécession (...) avec ses institutions démocratiques légitimes".

L'aile dure de la coalition pousse Carles Puigdemont à consommer la rupture mais cet ancien journaliste de 54 ans temporise devant l'impact économique de la crise et le manque d'appuis à l'étranger.

La France et l'Allemagne ont fermement condamné ses efforts de sécession et l'UE répète qu'elle ne reconnaîtra pas l'indépendance de la Catalogne.

La crise en Catalogne peut mener à une "dislocation dangereuse", a mis en garde le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian, en espérant que les élections annoncées par Madrid permettent de "clarifier la situation".

Emmenées par les deux plus grandes banques catalanes, Caixabank et Sabadell, près de 1.200 entreprises ont transféré leur siège social hors de Catalogne, les investissements sont suspendus et les réservations d'hôtel chutent dans la région la plus touristique d'Espagne. AFP 22 octobre 2017

Après la Catalogne, Lombardie et Vénitie votent pour plus d'autonomie - AFP

La Lombardie et la Vénitie organisent dimanche un référendum pour réclamer davantage d'autonomie à Rome: longtemps passé inaperçu, ce scrutin prend une teinte particulière après le vote d'autodétermination de la Catalogne.

Souhaitez-vous que votre région dispose de "formes supplémentaires et conditions particulières d'autonomie"? C'est à cette question que les électeurs lombards et vénitiens sont appelés à répondre de 07H00 à 23H00 (05H00 à 21H00 GMT).

Les sondages donnent une nette avance au oui, mais la vraie inconnue reste la participation.

Ces deux régions parmi les plus riches d'Italie représentent 30% du PIB du pays. Elles figurent aussi parmi les plus "vertueuses" en terme d'endettement, de dépenses publiques par habitant et du fonctionnement du système de santé.

Elles présentent à elles deux un solde fiscal --différence entre ce que les habitants versent comme taxes et impôts et reçoivent comme dépenses publiques-- de quelque 70 milliards d'euros.

Une somme colossale dont les présidents des régions Lombardie, Roberto Maroni, et Vénétie, Luca Zaia, membres de la Ligue du Nord (extrême droite), entendent réclamer la moitié à Rome si les électeurs sont assez nombreux à voter oui.

Ils estiment en effet que cet argent est mal utilisé par Rome et pourrait l'être de manière beaucoup plus efficace, y compris via des partenariats entre régions.

Ils comptent aussi obtenir des compétences supplémentaires dans les infrastructures, la santé ou encore l'éducation, et même des pouvoirs réservés à l'Etat en matière de sécurité et d'immigration, thèmes chers à la Ligue mais qui nécessiteraient

une modification de la Constitution.

Contrairement à la Catalogne, ce référendum consultatif est prévu par la Constitution italienne.

Porté par la Ligue du Nord, le scrutin est soutenu par Forza Italia de Silvio Berlusconi (centre-droit), le Mouvement Cinq étoiles (populiste) et plusieurs syndicats et organisations patronales.

Le Parti démocrate (centre-gauche, au pouvoir) n'a pas donné de consigne, mais plusieurs de ses ténors, comme le maire de Milan, voteront oui.

Des formations de gauche, comme le Parti communiste, ont en revanche appelé à s'abstenir, dénonçant un "gaspillage d'argent public" pour "un référendum farce".

En Vénétie, la participation doit dépasser les 50% pour que le scrutin soit valide. Les habitants de cette région, où l'identité est forte et le tissu économique composé de multiples petites entreprises, semblent mobilisés.

"Je pense que le monde entrepreneurial votera en nombre, et pour le oui", estime le président régional de l'association des artisans (Confartigiato), Agostino Bonomo. Il espère que l'autonomie profitera aux entreprises, en permettant de récupérer des ressources et en créant des juges de paix locaux plus rapides.

En Lombardie, en revanche, le scrutin ne passionne guère, même si Milan est couverte d'affiches.

Aucun quorum n'est prévu: M. Maroni assure qu'une participation supérieure à 34% serait un succès, mais ses adversaires du PD jugent qu'en dessous de 50%, le scrutin sera un "flop".

Lorenzo Codogno, expert chez LC Macro Advisors, estime pour sa part que "la question sera probablement reléguée au rang de petit hoquet dans les livres d'histoire" si moins de 40% des électeurs se déplacent.

Alors que l'Espagne est dans toutes les têtes, Nicola Lupo, professeur de droit constitutionnel à l'université Luiss de Rome, juge que "les similarités avec la Catalogne sont minimes, le sentiment indépendantiste n'étant pas très diffusé" dans les deux régions.

La Ligue du Nord elle-même a relégué aux oubliettes les velléités indépendantistes de ses jeunes années.

M. Maroni n'a ainsi eu cesse de répéter que le référendum se déroulait "dans le cadre de l'unité nationale" et qu'il visait à "réformer les rapports entre le gouvernement central et les gouvernements régionaux". Et pour M. Zaia, tout parallèle avec la Catalogne est une tentative "fourbe" de décourager les électeurs.

Les vrais indépendantistes, très minoritaires, soutiennent le référendum, qu'ils voient comme un galop d'essai, même si l'autonomie est pour eux vouée à l'échec, car l'Etat, assurent-ils, ne cèdera pas aux revendications notamment fiscales. AFP
22 octobre 2017

- Italie: la Vénétie et la Lombardie ont voté largement en faveur d'une plus grande autonomie - Le Huffington Post

Les riches régions italiennes de la Vénétie et de la Lombardie ont voté ce dimanche 22 octobre à une écrasante majorité en faveur d'une plus grande autonomie, avec une participation suffisamment importante pour leur donner un pouvoir de négociation face à Rome.

Le président de la Vénétie, Luca Zaia, a évoqué un "beau résultat", avec "plus de deux millions" d'habitants qui se sont rendus aux urnes. Roberto Maroni a pour sa part insisté sur les "3 millions de Lombards" qui sont allés voter.

Les électeurs devaient dire s'ils souhaitaient que leur région dispose de "formes supplémentaires et conditions particulières d'autonomie", selon la formule inscrite dans la Constitution. La nature et l'ampleur de cette autonomie doit désormais être négociée avec Rome et validée par le Parlement.

"Je suis heureux que des (...) millions, d'électeurs de Vénétie et de Lombardie demandent une politique plus proche, plus concrète et efficace, moins de bureaucratie et de gâchis", a déclaré pour sa part Matteo Salvini, le leader de la Ligue du Nord (extrême droite), parti au pouvoir dans les deux régions et promoteur du référendum.

La Lombardie (10 millions d'habitants) et la Vénétie (5 millions) figurent parmi les régions les plus riches d'Italie, et contribuent

à hauteur de 30% au PIB du pays. Elles sont aussi parmi les plus "vertueuses" en termes d'endettement, de dépenses publiques par habitant et du fonctionnement du système de santé.

Surtout, elles présentent à elles deux un solde fiscal -différence entre ce que les habitants versent en taxes et impôts et reçoivent au titre des dépenses publiques- de quelque 70 milliards d'euros.

Une somme colossale dont Roberto Maroni et Luca Zaia entendent réclamer la moitié à Rome, parallèlement à des compétences renforcées en matière d'infrastructures, de santé ou d'éducation.

Ils estiment en effet que les fonds publics sont mal gérés par l'Etat central et pourraient être utilisés de manière beaucoup plus efficace, y compris via des partenariats entre régions.

"Je suis venu voter pour le oui parce que je pense qu'il est juste que la situation fiscale, la richesse de la Lombardie, reste au moins à 50% en Lombardie", a déclaré à l'AFP Franco Bonadonna, un électeur milanais de 82 ans.

Si la Catalogne est dans toutes les têtes, "les similarités sont minimes, le sentiment indépendantiste n'étant pas très répandu" dans les deux régions, a expliqué Nicola Lupo, professeur de droit constitutionnel à l'université Luiss de Rome.

La Ligue du Nord elle-même a relégué aux oubliettes les velléités indépendantistes de ses jeunes années.

Mais même les vrais indépendantistes, très minoritaires, soutenaient le oui à ce référendum, qu'ils considéraient comme un galop d'essai. Le Huffington Post 23 octobre 2017

Ils osent tout

- Le respect des droits de l'Homme est essentiel, dit Al Sissi au Figaro - Reuters

- Macron refuse de donner "des leçons" de droits de l'Homme à Sissi - Reuters

Si, si, ils sont exemplaires dans ce domaine...

- Journaliste tuée à Malte: le Parlement européen pour une "enquête internationale" - AFP

- Le G7 et les géants de l'internet s'accordent pour bloquer la propagande "terroriste" - AFP

- Trump autorise la publication des documents sur l'assassinat de Kennedy - AFP

- Trump, un "danger pour la démocratie", s'alarme un sénateur républicain - AFP

- Les Pussy Riot déroulent une banderole anti-Poutine dans la Trump Tower - Franceinfo

- Parce qu'elles boycottent Israël, ces victimes sont privées d'aide pour reconstruire leur maison - Slate.fr

C'est un critère imposé par une ville du Texas: les victimes de l'ouragan Harvey doivent certifier qu'elles ne boycottent pas Israël si elles souhaitent recevoir une aide financière. Slate.fr

- Tchétchénie: l'inquiétante disparition de Zelimkhan Bakaev, pop star gay - L'Express.fr

- Algérie: Amnesty dénonce des "expulsions massives illégales" de Subshariens - AFP

- Berlin approuve la vente de sous-marins Thyssenkrupp à Israël - Reuters

Le gouvernement allemand a approuvé la vente à Israël de trois sous-marins construits par Thyssenkrupp, a annoncé lundi Steffen Seibert, porte-parole de la chancellerie. Reuters

- Épuisés par les cadences, des pilotes de Ryanair admettent dormir en plein vol - Atlantico.fr

- Londres: une taxe de 11,2 euros par jour pour les voitures les plus polluantes - L'Express.fr

Datant d'avant 2006, ils visent donc les plus pauvres.

- Rama X, un roi qui doit trouver sa place dans le cœur des Thaïlandais - LeFigaro.fr

En famille. Macronichéisme. Qui a dit ?

- « *Macron est quand même arrivé au pouvoir par un hold-up géant !* »

- Il y a « *un risque d'éruption politique, que la société est extrêmement violente* ».

Réponse : Un proche de Nicolas Sarkozy selon Le Parisien.

- « *Nicolas se retrouve un peu dans son tempérament. Macron, c'est l'énergie de Sarkozy avec la tête de Pompidou !* » aurait livré un vieil ami de l'ex-président.

« *Ils se parlent, Macron l'associe. Il sait que, si un jour ça tangue, il aura besoin de Nicolas, d'une forme de cordée* », confie un sarkozyste. Emmanuel Macron aurait vivement conseillé à ses ministres de droite, Gérald Darmanin et Bruno Le Maire, de s'entretenir régulièrement avec Nicolas Sarkozy. Même le socialiste Gérard Collomb aurait rendu visite au prédécesseur de François Hollande. Du côté d'Emmanuel Macron, on assure que le rapport de force est en faveur du président. « *Emmanuel s'est mis Nicolas dans la poche, vous n'imaginez pas !* » se frotte les mains un macroniste. Quoi qu'il en soit, les deux hommes semblent y trouver leur compte.

En privé, ils entretiennent de bonnes relations, il n'y a pas de doute. Début juillet Carla et Nicolas Sarkozy étaient invités pour dîner à l'Élysée... jusqu'à 1 heure du matin. Brigitte Macron aurait une place toute particulière dans l'estime de Nicolas Sarkozy, « *Elle, elle est très bien. Elle m'a dit qu'elle avait toujours voté pour moi !* » (lepoint.fr 22.10)

Macronite aiguë

- Emmanuel Macron reconnaît symboliquement le drapeau européen (mais ça ne change rien) - Le Huffington Post

- Compromis de l'UE sur le travail détaché, une "victoire" selon Macron - AFP 24 octobre 2017

Et qu'a dit la représentante française de l'oligarchie :

"La ministre française du Travail, Muriel Pénicaud, s'est réjouie" ; "Il n'y a pas de gagnants ou de perdants aujourd'hui, c'est juste l'Europe qui gagne".

On nous dit aussi que "l'objectif majeur de la réforme de la directive est d'avoir un "salaire égal, à travail égal, sur un même lieu de travail".", vraiment ?

AFP - Avec la révision de la directive, toutes les règles valables pour les travailleurs locaux s'appliquent aux détachés: ainsi, par exemple, si le pays d'accueil prévoit une prime de froid, de pénibilité, d'ancienneté, un treizième mois, ces bonus devront aussi leur être versés. AFP 24 octobre 2017

Si j'ai besoin d'un ouvrier pour repeindre ma maison, je ne vois pas pourquoi j'irais chercher un peintre dans le village voisin, alors qu'il en existe un dans mon village qui n'a pas de travail, et auquel je fournirais le même salaire.

Donc si on les écoutait, il faudrait en déduire qu'il est inutile ou stupide pour un patron d'une entreprise française de recourir à des salariés d'une entreprise établie hors de France, puisqu'il devrait leur payer le même salaire qu'à des travailleurs français, on est bien d'accord n'est-ce pas ? Alors où est le lézard ou l'entourloupe, le non-dit, la face cachée de cet accord entre ces patrons ?

Soit ces salariés travaillent plus et ils la ferment sinon ils sont virés, soit ils reversent une partie de leur salaire à leur employeur qui partage ensuite avec son collègue français, toujours en la fermant évidemment, mais peut-être ont-ils plus d'imagination que moi.

Le gouvernement veut s'attaquer aux "logements sociaux".

- « Il faut vendre davantage de logements sociaux » selon Jacques Mézard - Publicsenat.fr 24 octobre 2017

« Nous avons besoin de vendre davantage de logements sociaux », a assuré Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des Territoires, en charge du logement, ce mardi devant les sénateurs. Augmenter les ventes de logements sociaux permettra

selon lui « de faciliter l'accession sociale à la propriété, mais aussi d'apporter des financements aux bailleurs sociaux. »

« Dans ce pays, 0,2% du parc social est vendu chaque année, ce n'est pas assez », note le ministre. « Il faudrait passer sur plusieurs années à 40 000 logements sociaux vendus par an soit 0,8% du parc. »

Commentaire d'un internaute.

- "Vendre des logements sociaux !

En supprimant le PTZ (prêt taux zéro), on taxant les PEL, en supprimant les APL accession logement, c'est sûr que les locataires vont acheter leurs logements ! N'importe quoi !

Sans compter qu'en achetant un logement social, vous aurez ensuite les "frais" de copropriété, ce qui n'est pas à la portée de tout le monde "

Perdant à tous les tours.

- Élections: seuls 35% des inscrits ont voté à tous les tours en 2017 - - LExpress.fr

Une étude de l'Insee sur la participation électorale en 2017, montre que si l'intérêt des Français pour la vie politique demeure marqué, il est sélectif, et rares sont ceux qui se déplacent lors de chaque consultation.

Alors que 44 millions de Français sont inscrits sur les listes électorales, 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives). Mais ils ne sont que 35% à avoir voté à tous les tours. Symptôme de ces comportements irréguliers, on peut noter une vraie chute de participation entre la présidentielle et les législatives. Si 85% des inscrits se sont déplacés pour au moins un tour de l'élection présidentielle, ce chiffre descend à 58% pour les législatives.

Signal inquiétant, le vote intermittent est "largement dominant" chez les 18-29 ans. Moins de deux inscrits sur 10 ont voté à tous les tours de 2017. L'abstention systématique est également forte chez les 25-29 ans (24%). Les jeunes marquent également un désintérêt certain pour les élections législatives, traditionnellement moins mobilisatrices. 31,1% des 18-24 ans votent uniquement aux deux tours des présidentielles.

Toujours forte, l'abstention systématique se retrouve particulièrement chez les plus défavorisés. "Plus les inscrits sont diplômés, plus l'abstention systématique est faible", note l'Insee, tout comme la participation automatique augmente avec le diplôme. Les inactifs non-retraités et les ouvriers sont bien loin des agriculteurs, cadres et retraités qui votent le plus systématiquement.

A propos de ces disparités, une autre étude note que les différences de comportements de vote selon le diplôme et la catégorie sociale se sont accentuées en 2017. L'Express.fr 19 octobre 2017

On retiendra : 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives), 86% ont trouvé utile d'aller voter ne serait-ce qu'une fois, comme quoi ils sont toujours accros aux institutions, non ? Il y a du boulot ! Mais au fait, pourquoi ? Chut !

Ce sont bien des tueurs qui nous gouvernent.

- Pesticides «tueurs d'abeilles» : une nouvelle couleuvre majeure pour Nicolas Hulot ? - Liberation.fr

Un nouveau pesticide neonicotinoïde, le sulfoxaflor, vient d'être autorisé en catimini en France, vidant leur interdiction de sa substance. Leur toxicité est pourtant en cause dans l'effondrement des populations d'insectes, et leurs effets nocifs sur la santé humaine inquiètent.

C'est une nouvelle bombe dans le dossier décidément ultra-explosif des pesticides. Et un nouveau motif de tension au sein du gouvernement, entre le ministre de la Transition écologique et celui de l'Agriculture. Pendant que tous les projecteurs sont braqués sur le glyphosate, la très toxique substance active de l'herbicide Roundup de Monsanto qui doit être réautorisée (ou pas) dans l'Union Européenne, les industriels n'oublient pas d'avancer leurs pions sur les tout aussi toxiques néonicotinoïdes, une autre famille de pesticides dits «tueurs d'abeilles», et dont l'impact sur notre santé inquiète de plus en plus. Et ils viennent de remporter une victoire majeure dans le dos, semble-t-il, du ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement, et du travail (Anses), a en effet autorisé en septembre la mise sur le marché en France de deux pesticides (le Closer sur plusieurs fruits, légumes et plantes vertes, et le Transform sur des céréales à paille et sur le lin) contenant du sulfoxaflor, une molécule produite par l'entreprise américaine Dow AgroSciences.

Or, mine de rien, ces deux autorisations «vident de sa substance l'interdiction des néonicotinoïdes» à partir du 1er septembre 2018 prévue par la loi sur la biodiversité de 2016 (un engagement que le candidat Macron avait pourtant promis de maintenir), s'alarment les apiculteurs de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF). Ces derniers ont découvert l'affaire mardi, au détour d'un rendez-vous à l'Anses pour faire le point sur cette interdiction.

Et Gilles Lanio de s'expliquer : «A notre grande surprise, nous avons appris avant-hier qu'on va a priori arrêter l'usage des néonicotinoïdes, mais qu'on va les remplacer par un nouveau néonicotinoïde, le sulfoxaflor ! On nous dit : "C'est vrai, c'est un neurotoxique, il agit de la même façon, mais ça n'est pas un néonicotinoïde." C'est faux ! On se moque de nous, je n'en reviens pas. C'est scandaleux, honteux et irresponsable. Cela s'est fait en catimini, je ne sais pas qui a fait ce coup-là, mais c'est pas mal…»

L'astuce est bien trouvée. Comme le fait Dow AgroSciences, il suffit de nier le fait que le sulfoxaflor est un néonicotinoïde, puisque ces derniers ont désormais mauvaise presse. Omniprésents dans l'environnement et dans le corps humain (leurs effets sur le développement du cerveau, en particulier des enfants, inquiètent notamment de plus en plus), ils sont aussi présents dans 75% des miels produits dans le monde. Et ce sont eux qui seraient les principaux responsables de l'effondrement de 80% en trente ans des populations d'insectes en Europe, comme le suggère une étude publiée mercredi dans la revue PLoS One.

Pourtant, «plusieurs publications scientifiques établissent que le sulfoxaflor appartient bien à la famille des néonicotinoïdes», insiste l'UNAF(l'Union nationale de l'apiculture française). Dans un avis rendu en mai 2014, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), qui n'est pourtant pas connue pour être alarmiste (et c'est un euphémisme), a qualifié l'insecticide de «hautement toxique pour les abeilles». Et en septembre 2015, une décision de justice américaine, annulant l'autorisation du sulfoxaflor à la demande d'apiculteurs et d'ONG, lui reconnaissait aussi l'appartenance à la famille des néonicotinoïdes.

L'affaire est d'autant plus scandaleuse, selon Henri Clément, le porte-parole de l'Unaf, «qu'on est toujours dans le double langage. D'un côté le gouvernement dit : "On préserve l'environnement, les abeilles, on prend soin de la nature et de votre santé", et puis, par-derrière on poursuit cette politique d'agrochimie, avec tous les impacts qu'elle peut avoir sur le plan environnemental, de la santé etc. C'est inacceptable, pitoyable, pathétique et irresponsable, c'est un manque de courage des pouvoirs publics qui est lamentable, un manque de responsabilité vis-à-vis de l'avenir et des générations futures».

L'Unaf demande à obtenir les données sur lesquelles s'est basée l'Anses pour autoriser les produits Closer et Transform. Et demande à ce que le sulfoxaflor – ainsi qu'un autre «néonic» non encore autorisé, le flupyradifurone – «soient intégrés de toute urgence dans le projet de décret définissant les substances actives de la famille des néonicotinoïdes présentes dans les pesticides, afin que l'interdiction prévue dans la loi biodiversité couvre cette molécule».

Or, selon l'ancienne minsitre de l'Ecologie de François Hollande et actuelle députée PS Delphine Batho, en pointe dans la lutte contre les néonicotinoïdes, ce projet de décret – dont la publication serait prévue dans les prochains jours, sans le sulfoxaflor – n'a tout simplement pas lieu d'être. «La loi sur la biodiversité dit que les produits à base de néonicotinoïdes seront interdits à partir de 2018, avec des dérogations possibles jusqu'au 1er juillet 2020, mais elle ne dit pas que le gouvernement doit prendre un décret pour dire quelles substances – ou molécules – entrant dans la composition de ces produits sont des néonicotonoïdes. Cette liste n'a pas de raison d'exister car la réglementation des substances est de la compétence européenne. Il s'agit d'un stratagème des firmes pour contourner la loi interdisant les néonicotinoïdes», explique-t-elle à Libération.

Delphine Batho poursuit : «Cette affaire ne date pas de ce matin. Depuis des semaines, on savait que ce projet de décret est très sujet à caution, c'est une peau de banane destinée à ce qu'on ait des problèmes avec l'Europe. Et en plus, comme par hasard, le sulfoxaflor n'y figure pas. Je demande le retrait immédiat de l'autorisation de l'Anses des deux pesticides qui en contiennent. Nicolas Hulot doit réagir vivement et faire respecter la loi et l'esprit de la loi, car en démocratie, ce ne sont pas les lobbys qui gouvernent.» (Il fallait oser le dire ! - LVOG) Embarras et couacs

«Dès qu'on a appris l'autorisation de mise sur le marché de l'Anses, on a contacté le cabinet de Hulot, raconte Gilles Lannio. Ils sont franchement embarrassés, apparemment eux aussi se seraient fait surprendre. Je ne m'explique pas cela. On entend un président de la République qui dit : "Je veux mettre tout le monde en ordre, on évite les couacs." Si ça n'en est pas un…. On peut se demander aujourd'hui s'il y a un pilote dans l'avion sur ces sujets.»

Au cabinet de Nicolas Hulot, on confirme que le ministre a bel et bien apposé sa signature sur le décret, aux côtés de ses collègues de l'Agriculture et de la Santé, ce texte «pemettant de sécuriser l'interdiction des néonicotinoïdes, pour qu'elle soit opérationnelle au niveau européen». Quant à l'autorisation des deux produits contenant du sulfoxaflor par l'Anses, le ministère de la Transition écologique «savait que c'était dans les tuyaux» : «Cela ne nous plaît pas du tout, donc on cherche des solutions». Une réaction officielle est prévue ce vendredi.

Fin juin, le premier «couac» gouvernemental, et premier bras de fer entre Nicolas Hulot et l'un de ses collègues, avait concerné… les néonicotinoïdes. Le ministre de l'Agriculture Stéphane Travert avait dit vouloir revenir sur leur interdiction. Aussitôt contredit par Nicolas Hulot, le Premier ministre avait apparemment donné raison à ce dernier… tout en laissant la porte ouverte aux lobbys.

«La question politique de fond, la voici : quel est le pouvoir du ministère de l'Environnement par rapport au ministère de l'Agriculture ? interroge Henri Clément. Depuis vingt-cinq ans, en règle générale, c'est toujours le ministère de l'Agriculture et sa cohorte de la FNSEA qui a le pouvoir sur toutes les décisions du monde agricole. Soyons clairs : dire l'inverse est une aberration. Nicolas Hulot est ministre d'Etat, on aimerait bien qu'il arrive à s'imposer face à Travert.» S'il ne le faisait pas, sur cette nouvelle affaire, ce ne serait pas une couleuvre, qu'il avalerait, mais un anaconda. Liberation.fr 19 octobre 2017

En complément.

- Accouchement : le Cytotec, médicament controversé, bientôt retiré du marché - Liberation.fr

Indiqué pour l'ulcère à l'estomac, il était prescrit pour déclencher des accouchements arrivés à terme. Liberation.fr

- Plus d'1,3 million de signataires contre le glyphosate - AFP

En Europe.

Parole d'internaute.

1- "*Vous n'avez pas observé que dans tous les films venant de là-bas (Etats-Unis - LVOG), les gens gobent des médocs ? ils ont tous des boites jaunes transparentes dans la poche ou à portée de main et plein leurs pharmacies ! Au moindre pet de travers, allez hop, une saleté à gober ! Attention hein, c'est aussi un conditionnement !*

Et sans la crédulité des gens, les firmes pharmaceutiques ne se seraient jamais enrichies ! voilà qu'ils donnent des anti-dépresseurs aux bébés ? Non mais allo quoi ? Qui sont ces parents à la masse qui ne protègent plus leurs enfants mais les droguent ? C'est quoi ces "nouveaux attardés" mentaux qui suivent toutes les modes même celle d'empoisonner leur progéniture ?"

Ne méprisez pas les plus arriérés que les nantis maintiennent dans l'ignorance pour conserver leur pouvoir. Même ceux qui vivent confortablement sont à plaindre parce que leur hypocrisie et leur bonne conscience est en train de les tuer à petit feu. Vous pouvez ajouter ceux qui ont conscience des méfaits monstrueux du capitalisme et qui refusent obstinément de rompre avec lui, n'en feriez-vous pas partie par hasard ?

2- "*Nos concitoyens, nos contemporains ont-ils conscience de la réalité ? Oui en grande part. Ne se laissent-ils pas tromper par la formidable (captieuse et astucieuse) propagande de cette ploutocratie ? Oui en grande part.*

Chacun de nous se doit donc de faire l'effort de relier entre eux certains faits, de les confronter avec les discours trompeurs et enfin de se concerter pour dire et faire autre-chose.

On en a encore presque tous les moyens, tant que le système perdure ; or on voit bien que de partout il craque. Et c'est avant la catastrophe qu'il faut se préparer, sinon la kalachnikov et l'horreur seront nos maîtres impitoyables."

Ou notre émancipation et notre bonheur...

Le glysophate dans tous ces Etats - liberation.fr

Avant que l'Argentine ne devienne un grand producteur de soja transgénique, la base de l'élevage mondial, ses paysans cultivaient du blé, des légumes… Puis la crise est arrivée. Il a fallu faire rentrer rapidement de l'argent dans les caisses de l'Etat. Entre 2000 et 2017, «les cultures de soja sont passées de 8,3 millions à 21 millions d'hectares», soit 60 % des terres cultivées. Et Monsanto a fourni aux cultivateurs les semences et les pesticides. «En 2009, l'Argentine a épandu 200 millions de litres de glyphosate», indique Christine Seghezzi, réalisatrice du docuHistoires de la plaine sorti le 30 août, s'appuyant sur Andres Carrasco, de l'université de Buenos Aires. Les sols argentins possèdent l'une des plus fortes concentrations en glyphosate du monde.
Le scientifique a mené une étude, publiée en 2009 dans la revue Chemical Research in Toxicology. Elle conclut que «les effets directs du glyphosate sur les mécanismes précoces de la morphogenèse chez les embryons de vertébrés sont préoccupants, car on pourrait observer les mêmes résultats cliniques chez des enfants nés dans des populations exposées aux herbicides à base de glyphosate qui sont utilisés dans les champs agricoles». Entre 2000 et 2010, le taux de cancers aurait été multiplié par trois et les malformations congénitales par quatre. «Un génocide silencieux», comme l'appelle Marie-Monique Robin.

De nombreuses ONG, comme Greenpeace, ont tenté d'alerter les autorités. En vain. Des études sont menées auprès des populations rurales argentines victimes de la «sojisation» et des médecins accumulent les preuves. A force de persévérance, des mères d'Ituzaingó, dans la province de Córdoba, ont réussi en 2008 à faire interdire les épandages de pesticides à moins de 500 mètres du village et à moins de 1 500 par voie aérienne. Quatre ans après, s'y est tenu un procès où, pour la première

fois, l'épandage de pesticide a été jugé comme un délit. «Il n'existe pas de lois provinciales, ce sont des ordonnances municipales qui régissent les limites d'épandage de pesticides. C'est donc à chaque municipalité de réguler», précise Christine Seghezzi.

Le 2 août, les ministres de l'Environnement et de l'Agro-industrie ont fait part d'un projet de résolution qui détermine les distances minimales recommandées : 200 mètres par voie aérienne, 100 mètres par voie terrestre. Des distances de sécurité ridicules. A Buenos Aires, l'épandage des pesticides dans les parcs et jardins est interdit. Dans la province de San Luis, au centre du pays, une loi de 2016 proscrit d'épandre le glyphosate et d'autres herbicides à moins de 1 500 m des centres urbains et à moins de 300 m de toute maison. Mais le décret d'application n'a jamais été publié.

Utilisation interdite au Sri Lanka

En 2015, le Sri Lanka, grand producteur de thé et de riz, est devenu le premier pays à interdire le glyphosate, sur directive du président Mahinda Rajapaksa. «Il a expliqué que "l'herbicide était responsable d'un nombre croissant de patients souffrant d'une maladie chronique rénale [affectant] 15 % de la population en âge de travailler dans les régions du Nord", et qui a déjà "tué 20 000 personnes", écrit Marie-Monique Robin. Le premier cas a été identifié […] en 1994. Et puis à partir des années 2000, ce fut une véritable épidémie.» Dans une interview diffusée en 2016 par Reporterre, Channa Jayasumana, chercheur en santé environnementale à l'université de Rajarata au Sri Lanka, explique : «L'étude épidémiologique, clinique et biochimique confirme qu'il existe un lien très fort entre le glyphosate et la maladie.»

Combiné avec une eau riche en calcium et contenant des métaux tel l'arsenic présent dans le sol, le glyphosate se transforme en décapant, et devient très toxique pour les reins. C'est ce qu'il se passe lorsque les paysans boivent l'eau de leur puits. C'est pourquoi «le gouvernement a décidé d'interdire l'importation, la distribution, la vente et l'utilisation d'herbicide à base de glyphosate au Sri Lanka», poursuit Jayasumana. Malgré les pressions de Monsanto, la décision est maintenue.

Et ailleurs ?

Dans l'Etat de l'Andhra Pradesh, en Inde, où «les autorités ont enregistré une épidémie de maladie chronique rénale chez les riziculteurs», mais aussi «dans les régions côtières du Nicaragua, du Salvador et du Costa Rica, où le glyphosate est pulvérisé dans les champs de cannes à sucre», précise Robin. D'ailleurs, «le Salvador a voté l'interdiction de 53 pesticides et engrais chimiques contenant des métaux lourds comme […] le glyphosate». liberation.fr 24.10

En complément. La méthode "***et de droite et de gauche***" ou "***ni de droite ni de gauche***".

- Glyphosate : les champs des possibles - Liberation.fr

- Une interdiction, combien ça coûte ? - Liberation.fr

Les partisans du glyphosate assurent que son arrêt aurait un prix considérable pour les consommateurs comme pour les agriculteurs. Liberation.fr

Le mercantilisme l'emporte sur toute autre considération, et effectivement il a "un prix considérable pour les consommateurs comme pour les agriculteurs" au niveau de leur santé.

- Glyphosate mais si, on peut s'en passer ! - Liberation.fr

Cultiver sans pesticides, c'est possible, contrairement à ce que disent les industriels, désireux de préserver leur très juteux marché. Liberation.fr

Gates le milliardaire philanthrope le plus riche du monde est actionnaire de Monsanto (Roundup) avec son pote Rockefeller. Drahi avec son torchon Libération appartient à la même famille des oligarques qui possèdent les trusts de la chimie qui empoisonnent ou polluent délibérément la terre entière...

Il serait donc fort mal a propos ou carrément déplacé de lui attribuer l'intention de nuire aux intérêts de ses petits camarades de classe ou de manifester un soudain intérêt pour le sort ou la santé de la population, il faut donc chercher ailleurs une explication à la publication de ces articles en apparence contradictoires. C'est un peu comme si on disait que Macron allait s'attaquer aux industriels, personne ne le croirait un instant.

Un internaute fournit une explication.

- "*Les médias, propriété des gens de pouvoir favorables à ce système, sont absolument nécessaires pour espérer gagner à la présidentielle… Nous l'avons encore vu en mai dernier : le petit prodige que la banque Rotschild a donné gracieusement à la*

France aurait-il été élu sans le soutien massif de tous ces journaux, tv, journalistes, éditocrates et autres thuriféraires béats d'admiration sur commande ? "

Une autre explication, consiste à constater qu'ils fournissent sur un même sujet deux interprétations diamétralement opposées, qui présenteraient chacune des avantages et des inconvénients, de telle sorte que les lecteurs ne sachent pas laquelle est bonne ou nuisible pour eux, et une fois déstabilisés la majorité d'entre eux opteront pour celle que le journal voulait leur imposer à leur insu. Cette méthode est une forme de démagogie destinée à annihiler l'esprit critique des lecteurs.

En complément quelques réflexions d'internautes lus ce mercredi matin.

1- "*L'idéal doit toujours être recherché et une société raisonnablement démocratique est peut-être celle qui cherche réellement à l'atteindre. Il me semble que cette volonté n'existe même plus dans ce pays. La loi de la jungle c'est le néolibéralisme et nous y sommes jusqu'au cou*."

2- "*Les sociétés "véritablement" démocratiques ont-elles jamais existé? C'est à dire autrement que sous la forme de sociétés régies par la seule loi de la jungle ?*

Le problème n'est peut-etre pas que notre société nous impose une norme à ne pas transgresser, mais que la norme qu'actuellement nous impose notre société n'est pas juste."

3- "*Vivre en démocratie impose que l'intérêt général soit toujours privilégié par rapport à l'intérêt individuel, cela implique de renoncer à une fraction de sa liberté pour que nous puissions tous l'être de façon satisfaisante, c'est le contrat social de Jean-Jacques Rousseau.*

Mais pour être collectivement libre il faut que chacun puisse utiliser sa liberté en connaissance de cause. Ce n'est pas ce que font les zombies qui votent contre l'intérêt général, sans en avoir conscience, en favorisant l'enrichissement des 1% au détriment de tous les autres. C'est pour cette raison que le néolibéralisme, qui est la loi du plus fort, ne peut-être que l'ennemi irréconciliable de la démocratie et l'antichambre du fascisme."

On retrouve ici les réflexions que je vous ai proposées plus haut ou dans de précédentes causeries.

Etat policier. "Il me semble" que vous êtes coupable : Embastillé sur le champ !

- "Entre le fait de pouvoir flirter et le fait de pouvoir harceler, il me semble y avoir des différences", estime Gérard Collomb - Franceinfo

Amendes et gardes à vue pour les harceleurs de rue, dit Collomb - Reuters

Les agents de la police de sécurité du quotidien vont être équipés de tablettes numériques afin de mettre "des amendes immédiates" aux personnes qui se rendraient responsables de harcèlement de rue, a annoncé jeudi Gérard Collomb.

Grâce à ces tablettes, les policiers pourront aussi "prendre les coordonnées de la personne, regarder s'il a déjà été fiché", a poursuivi le ministre de l'Intérieur sur franceinfo.

"S'il a été fiché, s'il y a répétition de l'agression, évidemment (les policiers devront) le déférer directement en garde à vue et ensuite introduire une action judiciaire", a-t-il ajouté. "Pouvoir prendre en charge ce type de problématique, ça participe à la sécurité et à un sentiment de tranquillité." Reuters 19 octobre 2017

Il n'y a pas encore si longtemps en Inde, et je pense encore dans la tête de beaucoup d'Indiens, toucher la main d'une femme, c'était la violer. Et ne voilà-t-il pas que des femmes indiennes se révoltent contre le viol qui serait monnaie courante dans le pays, à croire que la restriction (et la répression) des rapports entre les femmes et les hommes ne serve pas à empêcher les abus ou les atteintes à la liberté des femmes de disposer de leur propre corps.

Admirez le parti pris de Reuters: "*prendre les coordonnées de la personne*" qui pourrait être un homme ou une femme, et bien non, ce sera forcément un homme "*regarder s'il a déjà été fiché*". Ils se trahissent eux-mêmes.

Sur la base du simple témoignage oral d'une femme prétendant avoir été harcelée, de présumé innocent vous deviendrez un véritable coupable.

Apparemment les homosexuels ne pratiqueraient pas le harcèlement sexuel. Or, il m'est arrivé quand j'étais responsable technique chez Sprint (Canon) de me retrouver assis au côté du responsable d'un centre de formation dans sa voiture, c'était à l'heure du déjeuner, nous avions à peine démarrer qu'il commença par balader sa main droite sur ma cuisse gauche en

m'adressant un grand sourire, extrêmement gêné parce que c'était une relation de mon patron et que je venais d'être embauché, je retirai doucement sa main, il y revint deux ou trois fois puis cessa voyant que ce n'était pas mon genre. Par la suite, il se montra odieux avec moi, et je remarquai que mon patron me regardait de travers pendant qu'ils discutaient ensemble. Cela ne s'invente pas 27 ans plus tard.

Cela les démange toujours ou ils ont un sexe à la place du cerveau... et ils ne savent pas quoi en faire (des deux !).

- Une ex-assistante parlementaire porte plainte pour agression sexuelle contre un député LREM - Franceinfo

L'ex-assistante parlementaire d'un député LREM de Moselle a décidé de porter plainte. Une affaire révélée il y a quelques heures par Franceinfo.

- Le conseiller régional d'Île-de-France Gilbert Cuzou visé par deux plaintes pour agressions et harcèlement sexuels - Le Huffington Post

- Sondage : plus d'une Française sur deux dit avoir été harcelée sexuellement - LeFigaro.fr

- «#MeToo, dans la vraie vie»: des rassemblements s'organisent partout en France - LeFigaro.fr

Parole de pute.

Attention les yeux ! La belle Kendall Jenner est apparue le 23 octobre dernier lors du diner Vogue Magazine, vêtue d'une robe argentée fendue. Et elle est ultra canon. Closer 25 octobre 2017

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont timbrés. Quand est-ce qu'on fout le feu au régime ?

- La Poste. Le prix du timbre va flamber - Liberation.fr

Les tarifs du courrier vont grimper de 4,7 % en moyenne au 1er janvier, mais parmi eux, le prix des timbres ordinaires augmentera deux fois plus, a annoncé jeudi la Poste. Le timbre rouge passera ainsi de 85 à 95 centimes. Liberation.fr 19 octobre 2017

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment faire passer la politique ultra réactionnaire du gouvernement. Mode d'emploi.

- Loi travail. La mobilisation s'essouffle - Liberation.fr

La troisième journée de protestation contre les ordonnances, menée à l'appel de la CGT et de Solidaires, montrait jeudi un net essoufflement de la mobilisation. La préfecture de police a estimé à seulement 5 500 le nombre de manifestants contre la réforme du code du travail à Paris, 25 000 selon la CGT. Le 21 septembre, 16 000 manifestants avaient été décomptés par la préfecture de police. Ailleurs en France, la mobilisation était aussi en baisse significative, que ce soit à Pau, Bayonne, Rennes, Toulouse ou Lyon. Une éventuelle action, avec d'autres syndicats, pourrait être annoncée le 24 octobre. Liberation.fr 19 octobre 2017

- France-CGT et FO appellent à des grèves le 16 novembre - Reuters

La CGT, FO, Solidaires et des syndicats étudiants ont appelé mardi soir à une nouvelle journée de grèves et de mobilisation contre la politique sociale d'Emmanuel Macron le 16 novembre, après une rencontre intersyndicale au cours de laquelle les syndicats ont échoué à porter un message commun.

Les organisations CGT, Force ouvrière, CFDT, CFTC, CFE-CGC, Unsa, FSU, Solidaires et les syndicats étudiants Unef, Unl, Fage et Fidl se sont réunies au siège de la CFDT pour tenter de porter des propositions communes sur les réformes sur la

formation professionnelle, l'apprentissage, l'assurance chômage, et faire le point sur la réforme, désormais adoptée, du Code du travail.

Pour la deuxième fois en deux semaines, elles ont échoué à s'entendre. La CGT, FO, la CFE-CGC, Solidaires, la FSU, l'Unef, l'Unl et Fidl n'ont pas accepté le texte qui était porté par la CFDT, la CFTC, la Fage et l'Unsa. Reuters 25 octobre 2017

En famille. Ils s'adaptent même à la pire réaction.

- Mouvement du 1er juillet: Hamon revendique près de 30.000 adhérents - AFP

Le mouvement du 1er juillet (M1717) lancé par Benoît Hamon compte "près de 30.000 adhérents" et pourrait "bientôt passer devant le PS", a confié l'ancien candidat socialiste à la présidentielle, jeudi à l'AFP, lors d'un déplacement à Grenoble.

Le Parti socialiste, que M. Hamon a quitté en lançant le M1717, revendique encore officiellement 90.000 adhérents mais ils seraient en réalité moitié moins selon des sources officieuses.

Pour rassembler la gauche, "il faut des projets adaptés à chaque élection, soutenus par des mouvements ou des partis, pour que tout le monde y voie sa place mais que personne n'y plante son drapeau", a estimé M. Piolle, qui dirige la ville alpine à la tête d'une coalition écologistes-PG-citoyens. AFP 19 octobre 2017

A retenir de ces tartufes, "il faut des projets adaptés à chaque élection", soyons vulgaire : pour mieux baiser les électeurs, il faut leur dire ce qu'ils ont envie d'entendre, on doit adapter notre discours en fonction de notre auditoire, il ne faut pas être con, mais les prendre pour des cons, assurément !

Vous en redemandez.

- "Il faut construire une nouvelle synthèse politique entre une tradition socialiste, celle de l'écologie politique, une nouvelle approche de la croissance", explique l'ancien candidat à l'Elysée dans Le Monde daté de mardi. Reuters 24 octobre 2017

En réalité, Hamon et Mélenchon partagent la même idéologie, celle de la bourgeoisie, ils se partagent les rôles afin d'empêcher qu'un véritable parti socialiste révolutionnaire puisse se construire, aidés en cela par tous ceux qui prétendent le construire et les courtisent.

En famille. Tartuferie. Quand un charlatan tombe le masque.

- Jean-Luc Mélenchon propose à Guillaume Peltier de rejoindre les insoumis après son discours souverainiste - Le Huffington Post

"Quand allez vous renoncer à l'ultra-libéralisme? Quand allez vous enfin protéger nos travailleurs, nos ouvriers, nos paysans? Quand allez vous enfin rétablir la souveraineté de notre peuple, la puissance et la grandeur de notre Europe?", a ainsi conclu Guillaume Peltier, le porte-parole des Républicains à l'Assemblée nationale, pendant que l'ancien candidat à l'élection présidentielle l'invitait à rejoindre les rangs des Insoumis. Le Huffington Post 25 octobre 2017

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Les Kurdes d'Irak se retournent contre les Barzani - Réseau Voltaire

La mascarade du scrutin truqué du référendum d'indépendance du Kurdistan iraquien, du 25 septembre 2017, se retourne contre ses initiateurs, les familles Barzani et Talabani.

Durant la campagne référendaire, le gouvernement régional kurde d'Iraq a affirmé que 80 pays dans le monde —dont les États-Unis et la France— soutenaient la création du nouvel État. Cet argument est apparu décisif pour de nombreux électeurs.

Le général des Gardiens de la Révolution iranienne, Qasem Soleimani, a mis en garde au dernier moment les Barzani. L'arrivée

de 200 000 Israéliens et l'installation de missiles au Kurdistan iraquien ne pouvait qu'ouvrir une nouvelle guerre. Mais les Barzani n'ont rien voulu entendre.

Prenant l'initiative, les troupes nationales iraquiennes ont alors libéré la région de Kirkouk et ses champs pétroliers de l'occupation kurde, le 16 octobre. Plus de 100 000 Kurdes, qui s'y étaient installés en coordination avec Daesh et avaient expulsé la population autochtone, se sont enfuit en deux jours. La communauté internationale n'a émis aucune réaction.

Le gouvernement national iraquien vient ainsi de restituer aux arabes, chrétiens et musulmans, les territoires qui leur avaient été volés. Il a aussi évité une intervention et une occupation turco-iranienne du pays.

Les médias occidentaux qui n'ont cessé de soutenir la dictature des Barzani, n'ont rien dit

- des assassinats politiques de leurs opposants,
- de l'impossibilité de tenir des élections mais de la possibilité d'organiser un référendum,
- de leur accord avec Israël,
- de leur accord avec Daesh,
- de leur responsabilité dans le génocide des Kurdes yézidis,
- de l'annexion de 80% de leur territoire en quelques années,
- ni du nettoyage ethnique qui suivit. Ils sont également restés silencieux sur les développements actuels.

Les Kurdes d'Iraq réalisent, mais un peu tard, que les Barzani et les Talabani les ont menés en bateau. Aucun pays —sauf Israël— ne peut admettre la création d'un nouvel État fondé sur l'annexion et le nettoyage ethnique.

Massoud Barzani, président sans droit ni titre du Kurdistan iraquien, ne pourra plus longtemps proroger artificiellement son mandat. Sans attendre, les Talabani ont prudemment pris leurs distances avec le pouvoir illégitime d'Erbil.

Bagdad vient de lancer un mandat d'arrêt contre le vice-président sans droit ni titre du Kurdistan iraquien, Kosrat Rasul, pour son rôle et ses propos lors de la libération de Kirkouk. Réseau Voltaire 21 octobre 2017

République tchèque

- Le mouvement populiste de Babis remporte les législatives tchèques - AFP

Profitant de la méfiance des Tchèques vis à vis de leur classe politique et des "ordres de Bruxelles", le mouvement populiste ANO du milliardaire Andrej Babis, qualifié de "Trump tchèque", a largement remporté les élections législatives.

Le scrutin de vendredi et samedi aura vu aussi une percée spectaculaire du parti d'extrême droite SPD, anti-immigration et anti-UE, et celle d'une formation "anti-système", le Parti Pirate, selon les résultats officiels publiés après le dépouillement dans 99,9% des bureaux de vote.

ANO ("Oui" en tchèque), qui a fait campagne sur la lutte contre la corruption, contre l'accueil des migrants et la zone euro, obtient 29,7 % des voix, soit 78 sièges à la chambre basse qui en compte 200.

"Nous sommes enthousiastes. Nous remercions nos 1,5 million d'électeurs, ça dépasse nos attentes, car il y a eu une campagne de désinformation massive contre nous", a réagi M. Babis lors d'une conférence de presse.

A plusieurs reprises, il a souligné qu'il était "pro-européen". "Je ne sais pas pourquoi quelqu'un dit que nous sommes contre l'Europe", a-t-il insisté. "Nous ne représentons pas une menace pour la démocratie".

"Nous sommes prêts à lutter pour nos intérêts à Bruxelles, nous faisons partie intégrante de l'UE, et de l'Otan", a-t-il poursuivi, avant d'inviter l'Union à "engager une réflexion" et "cesser de parler d'une Europe à deux vitesses".

Il n'a pas donné d'indication avec qui il comptait former une coalition et le gouvernement, déclarant qu'il avait proposé des négociations à tous les partis entrés au parlement et "attendait leur réaction".

Il s'agit d'une opération délicate dans une chambre fragmentée entre neuf partis. Deux d'entre eux, l'ODS (droite eurosceptique) et KDU-CSL (chrétien-démocrate) ont immédiatement annoncé qu'ils ne négocieraient pas avec M. Babis.

Le chef du premier, Petr Fiala, a affirmé qu'il y avait chez ANO "des gens qui ont promis beaucoup de choses et qui ne seront pas capables de les réaliser", tandis que le leader chrétien démocrate Pavel Belobradek, a dit qu'il n'irait pas "dans un gouvernement, s'il s'y trouve des gens poursuivis par la justice", dans une allusion aux ennuis de M. Babis avec la justice.

Il reste que près d'un électeur sur trois a donné sa voix au milliardaire controversé qui a réitéré encore à la veille du vote son hostilité à l'accueil des migrants et à la zone euro.

L'ANO est suivi par trois partis ayant obtenu des résultats presque identiques l'ODS (droite), 11,3%, soit 25 sièges, le Parti Pirate, 10,8% (22 sièges) et le SPD d'extrême droite, 10,6% (22 sièges).

Fermement opposé à l'intégration européenne et à l'immigration, le SPD est porté par un courant d'opinion présent ailleurs en Europe de l'Est. Il a reçu le soutien de la présidente du Front National français, Marine Le Pen.

En se félicitant d'avoir recueilli plus d'un demi-million de voix, le chef de file du SPD Tomio Okamura a répété que son objectif était "d'arrêter toute islamisation de la République tchèque" et d'imposer "une tolérance zéro de la migration", voire de promouvoir un référendum sur la sortie de l'UE.

Les Tchèques ont par ailleurs durement sanctionné le Parti social-démocrate CSSD du Premier ministre sortant Bohuslav Sobotka qui subit une chute brutale et n'arrive que 6e, avec 7,3 % des voix, soit 15 sièges.

Quatre autres partis franchissent également le seuil d'éligibilité de 5%: le Parti communiste KSCM, nostalgique de l'ancien régime totalitaire, 7,8%% (15 sièges), les chrétiens-démocrates KDU-CSL 5,8% (10 sièges), et deux petits partis centristes, TOP 09 et STAN, 7 et 6 sièges respectivement.

Bien qu'il soit milliardaire, et qu'il soit inculpé pour fraude aux subventions européennes, M. Babis est porteur d'espoir pour ceux qui se considèrent comme les laissés pour compte de la prospère société tchèque.

En dépit de la bonne marche de l'économie, qui a affiché un taux de chômage de 3,8% en septembre et prévoit une croissance de 3,6% cette année, il y a au sein de la société tchèque des groupes sociaux relativement défavorisés qui sont soit lourdement endettés, soit doivent travailler très dur pour joindre les deux bouts, accusant les élites politiques traditionnelles d'en être responsables. Bon nombre d'entre eux soutiennent M. Babis. AFP 21 octobre 2017

Autriche

- Autriche: vers une coalition avec l'extrême droite - AFP

Le jeune leader conservateur Sebastian Kurz, appelé à devenir le prochain chancelier autrichien après sa victoire aux législatives, a annoncé avoir eu samedi une discussion "des plus positives" avec le patron du parti d'extrême droite FPÖ, confortant le scénario d'une alliance avec cette formation.

"Nous avons eu une discussion des plus positives", a déclaré M. Kurz à la sortie d'un premier rendez-vous officiel avec le chef du FPÖ Heinz-Christian Strache, vingt-quatre heures après avoir été formellement chargé de former un gouvernement par le président de la République.

Vainqueur des élections du 15 octobre, M. Kurz, 31 ans, a indiqué avoir le "sentiment très fort" que le FPÖ manifestait non seulement une "volonté de changement", mais aussi une "conscience des responsabilités".

M. Kurz et son parti chrétien-démocrate ÖVP ont remporté les législatives anticipées avec 31,5% des voix, devant les sociaux-démocrates du chancelier sortant Christian Kern (SPÖ, 26,9%) et le FPÖ (26%).

Une alliance avec le FPÖ est jugée la plus probable, après une campagne où M. Kurz a embrassé plusieurs thèmes de ce parti, notamment sur l'immigration, et promis un "renouvellement" après dix ans de grande coalition avec le SPÖ.

Le leader conservateur, qui est appelé à devenir le plus jeune dirigeant au monde, a toutefois assuré qu'il discuterait avec tous les partis. Il doit encore rencontrer M. Kern dimanche avant de lancer formellement des négociations de coalition.

Mais M. Strache, 48 ans, a avoué à l'issue de la réunion samedi être "optimiste" concernant l'ouverture de telles négociations avec le FPÖ, et ce dès "la semaine prochaine".

Jeudi, M. Strache avait indiqué avoir déjà longuement reçu M. Kurz à son domicile pour un entretien "privé" qualifié de "très amical".

En 2000, l'entrée du FPÖ dans le gouvernement du chancelier conservateur Wolfgang Schüssel avait provoqué un séisme en Europe et l'adoption de sanctions de l'UE contre Vienne.

Dans un contexte de montée des partis populistes et anti-migrants dans plusieurs pays européen, une telle levée de boucliers apparaît peu probable aujourd'hui, d'autant que M. Strache a veillé à lisser l'image de son parti.

M. Kurz, qui occupe les fonctions de ministre des Affaires étrangères depuis quatre ans, a par ailleurs veillé à réaffirmer son "engagement" en faveur de l'UE, lors d'un déplacement à Bruxelles jeudi. AFP 21 octobre 2017

Belgique et OTAN

- Du nouveau sur les Tueurs du Brabant - Réseau Voltaire

L'affaire des Tueurs du Brabant a été relancée cette semaine par des articles des Het Laatste Nieuws [1] et une émission de télévision de la télévision flamande. Le frère d'un gendarme d'élite, Christian Bonkoffsky, a déclaré que celui-ci lui avait révélé sur son lit de mort être l'un des mystérieux tueurs. Tandis qu'un avocat de victimes a dénoncé les ratées de l'enquête judiciaire.

Entre 1982 et 1985, en Belgique et dans le Nord de la France, des inconnus réalisèrent une série de braquages sans mobile financier, tuant 28 personnes. Ils sont connus comme les « Tueurs du Brabant » ou la « Bande de Nivelles » (Bende van Nijvel). Les magistrats instructeurs, le ministre de la Défense et une commission d'enquête de la Chambre des représentants se heurtèrent au Secret-Défense de l'Otan [2].

Durant les années 80, l'Otan organisa une série d'attentats en Europe sur le modèle de ce qu'elle fit ces dernières années avec des jihadistes.

Les autorités, qui prennent ces révélations très au sérieux, considèrent que cet ancien gendarme de l'unité d'élite Diane correspond au portraits robots de l'époque. Des vérifications attestent qu'il n'était pas physiquement présent à son travail durant les nombreuses attaques. La Justice belge interroge tous les anciens collègues du suspect décédé. Le témoin a également révélé que deux autres ex-membres du groupe Diane étaient venus visiter le suspect à son domicile. Réseau Voltaire 23 octobre 2017

[1] « Vermassen denkt te weten wie achter Bende van Nijvel zit : "We moeten naar Staatsveiligheid van die tijd kijken" », « Onderzoek Bende van Nijvel in stroomversnelling : "Vaak uitgelachen, maar nu krijgen we toch gelijk" », Het Laatste Nieuws, 15 & 21 oktober 2017.

[2] « Les armées secrètes de l'Otan (X) : La guerre secrète en Belgique », par Daniele Ganser, Réseau Voltaire, 6 juin 2011.

Argentine

- Victoire aux législatives pour le président argentin, Kirchner élue - AFP

Le président de centre-droit Mauricio Macri tient une nouvelle victoire électorale: sa coalition Cambiemos se consolide au pouvoir lors des législatives de mi-mandat, ce qui lui permettra de poursuivre ses réformes libérales. AFP

Japon

- Japon: nouveau départ pour Abe, conforté par une solide majorité - AFP

Le Premier ministre conservateur japonais Shinzo Abe détenait lundi un nouveau mandat doté d'une très confortable majorité après les législatives anticipées... AFP

États-Unis et Indonésie

- Les États-Unis ont soutenu le massacre d'un demi-million d'Indonésiens en 1965 Par Max Walden — 22 octobre 2017

Des documents nouvellement déclassifiés ont réaffirmé que le gouvernement des Etats-Unis connaissait et avaient soutenu le massacre par l'armée indonésienne et les groupes d'autodéfense affiliés d'environ 500 000 à un million d'Indonésiens en 1965-1966.

Décrit par la CIA (Central Intelligence Agency) comme « l'un des pires meurtres de masse du 20ème siècle », le massacre de 1965 a été déclenché à cause d'une tentative de révolution en septembre de cette année par un groupe de généraux de gauche et les dirigeants du Parti communiste indonésien (PKI).

Grace à une « collaboration sans précédent » avec le National Declassification Center, des documents publiés mardi par les archives de la sécurité nationale de l'Université George Washington, montrent que le gouvernement américain avait « une connaissance détaillée » des massacres qui ciblaient les communistes, les gauchistes et les Indonésiens d'origine chinoise en répression de la révolution ratée appelée Mouvement du 30 septembre.

Ils précisent que l'ambassade des États-Unis à Jakarta enregistrait les noms de membres du PKI exécutés et « soutenait activement » les efforts de l'armée pour anéantir le parti communiste en Indonésie, le troisième en importance à l'époque. Un million d'autres communistes présumés ont été emprisonnés.

Au milieu de la guerre froide, cet événement a vu l'éviction de Sukarno et l'ascendant du général de droite Suharto qui gouvernerait ensuite le pays pendant 32 ans.

Un câble d'un agent consulaire américain à Surabaya a noté le « massacre » de milliers de membres du PKI dans l'est de Java par Ansor, l'aile paramilitaire de Nahdlatul Ulama (NU), qui reste la plus grande organisation musulmane d'Indonésie.

L'agent consulaire a raconté que des victimes avaient été égorgées, que des dizaines de corps flottaient dans les rivières locales et que 15,000 personnes avaient été assassinées dans un seul village. Les meurtres dans la région étaient commis sous la « coloration » d'être une « guerre sainte: tuer des infidèles » permettant aux bourreaux d'aller au paradis, a-t-il dit.

Les historiens et les activistes se sont longtemps documentés sur le rôle des États-Unis dans les atrocités en Indonésie. Fait révélateur, les États-Unis ont refusé de participer au Tribunal populaire international de 1965 à La Haye, aux Pays-Bas, dirigé par des groupes de la société civile en novembre 2015.

Le rapport final du Tribunal a conclu que: « Les Etats-Unis ont suffisamment soutenu l'armée indonésienne, sachant pertinemment qu'ils se lançaient dans un programme d'exécutions massives et d'autres comportements criminels, justifiant l'accusation de complicité de crimes contre l'humanité ».

« La preuve la plus claire de ce crime est la fourniture de listes de noms de fonctionnaires du PKI [par la CIA aux autorités indonésiennes] quand il y avait une forte présomption que celles-ci faciliteraient l'arrestation et/ou l'exécution des personnes dénoncées. »

Le massacre de 1965 reste un sujet extrêmement tabou en Indonésie. Cela a encore été démontré le mois dernier lorsque des groupes ultranationalistes et islamistes ont assiégé un centre juridique communautaire à Jakarta parce que ce dernier avait organisé un événement pour les victimes du massacre. Asian Correspondent

Asian Correspondent, un site d'information en anglais lancé en octobre 2009 par Hybrid News Limited, est le partenaire en ligne pour Associated Press en Asie et fournit des nouvelles de dernière heure, des articles d'opinion et des analyses sur la région Asie-Pacifique. Les informations du site sont souvent reprises par les grands médias.

http://arretsurinfo.ch/les-etats-unis-ont-soutenu-le-massacre-dun-demi-million-dindonesiens-en-1965/

Question : Sachant que l'agence de presse officielle américaine Associated Press est aussi pourrie que Reuters (G-B) ou l'AFP (France), on est en droit de se demander si la déclassification de ces documents n'est pas destinée à alimenter les tensions en Indonésie et à justifier la répression féroce de Duarté...

Etats-Unis

- Trump autorise la publication des documents sur l'assassinat de Kennedy - AFP

Le président américain peut toutefois encore décider d'en maintenir certains secrets, pour des questions de sécurité. Une option que Donald Trump se réserve dans son tweet et qu'un responsable de la Maison Blanche a encore mis en avant dans l'après-midi.

"Le président estime que ces documents devraient être rendus accessibles dans l'intérêt d'une transparence complète, à moins que les services (de renseignement et sécurité) ne fournissent une justification claire et convaincante liée à la sécurité nationale ou au maintien de l'ordre", a déclaré ce responsable.

Citant des membres de l'administration, le journal Politico avançait vendredi que Donald Trump était sous pression, notamment de la CIA, pour qu'il bloque la publication de certains de ces feuillets, notamment ceux datant des années 1990 car ils pourraient exposer des agents et informateurs encore en activité. AFP 22 octobre 2017

Haut de page

Le 26 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (10 pages)

Vous avez Macron, nous avons Modi : Chassons-les du pouvoir !

- En Inde, une rigoureuse prohibition d'alcool dans le Bihar - AFP

Un an et demi après son entrée en vigueur, une rigoureuse prohibition d'alcool dans l'État pauvre du Bihar, dans le nord de l'Inde, est scrutée à la loupe et pourrait bien être répliquée dans d'autres régions de ce pays d'Asie du Sud.

Au poste douanier de Rajauli, à la frontière du Bihar et de son voisin méridional le Jharkhand, rickshaws, voitures et bus sont minutieusement fouillés. Depuis mi-2016, toute consommation ou détention d'alcool est interdite au Bihar, État sous-développé de 100 millions d'habitants qui jouxte le Népal.

(Hormis la route qui longe la mer et traverse des villes ou villages, l'équivalent d'une départementale en France, sur l'unique route (une sorte d'autoroute mais pas fermée ou 4 voies séparées par un terre-plein où broutent les vaches!) qui mène de Chennai à Pondichéry et vers la pointe sud de l'Inde, il existe un péage où est installé un poste de police. Ce péage fait donc également office de barrière douanière entre l'Etat du Tamil Nadu et le Territoire de Pondichéry, puisque les policiers fouillent au hasard (ou presque) des véhicules à la recherche d'alcool, et occasionnellement, quand les Indiens ont perçu leur salaire ou au moment des fêtes, ils vérifient toujours au hasard ou presque que les conducteurs de deux roues possèdent bien un permis et une assurance, personnellement je n'ai jamais été contrôlé bien que j'y passe deux fois par jour depuis trois ans... parce que je suis Blanc ! Ils ne contrôlent jamais les femmes non plus, vous devinez pourquoi. L'alcool n'est pas prohibé au Tamil Nadu, mais les taxes y sont beaucoup élevées qu'à Pondichéry, d'où ces contrôles. Ils ne contrôlent pas l'état des véhicules, ils s'en foutent complètement. Comme ils se foutent que des troupeaux de vaches soient installées le soir au beau milieu de la 4 voies. Il y a quelques jours j'ai interpellé des policiers pour leur signaler, les vaches étaient visibles d'où nous étions, en guise de réponse ils se sont marrés et m'ont fait signe de circuler, j'ai redémarrer sans rien dire, que dire ? - LVOG)

Le Bihar a désormais la boisson dans le nez: depuis son application, 71.000 personnes ont été emprisonnées pour avoir enfreint l'interdiction, condamnées jusqu'à cinq ans de prison pour certaines.

(Un régime tyrannique. - LVOG)

Environ un million de litres de boissons alcoolisées ont été saisis dans l'État, mais la majeure partie s'est mystérieusement volatilisée. Les autorités ont provoqué la consternation en assurant que les bouteilles confisquées avaient été bues par... des rats.

(Qu'elles ne s'étonnent pas ensuite qu'on les traite de rats ! Ils osent tout au-delà de tout ce qu'on peut imaginer. - LVOG

Mesure électoralement payante, la prohibition d'alcool a actuellement le vent en poupe dans l'Inde du nationaliste hindou Narendra Modi. La mesure figure de longue date dans la Constitution indienne, mais dans une section de recommandations générales qui n'ont pas force de loi.

Des élus du Madhya Pradesh, du Jharkhand, du Rajasthan et du Tamil Nadu ont à leur tour demandé ou promis une règlementation similaire, mais sans donner de calendrier.

(Impossible à appliquer avec le trafic routier qui se développe et les millions de mobylettes ou motos. - LVOG)

À l'heure actuelle, seuls le Gujarat (ouest), terre de Gandhi et de Modi, et le petit Nagaland (nord-est) appliquent une prohibition totale. La région touristique du Kerala (sud) est en train de démanteler la sienne pour des raisons économiques.

(Elle avait été instaurée par les "communistes" qui sont restés au pouvoir pendant une quarantaine d'années au Kerala. - LVOG)

Mais pour Hartosh Singh Bal, rédacteur en chef politique du mensuel Caravan, la prohibition constitue avant tout "un expédient politique à un problème compliqué".

"L'alcoolisme est un enjeu majeur dans nombre de foyers indiens pauvres, c'est pourquoi la prohibition a les faveurs d'une base populaire, particulièrement chez les femmes", explique-t-il. (Ces salopards instrumentalisent une fois de plus les femmes qui sont les plus arriérées ou illettrées pour justifier leur politique répressive, en s'en foutant bien de leur sort. - LVOG)

C'est en effet au nom du bien des masses que les autorités justifient cette mesure: "c'est pour les pauvres. Vous n'imaginez même pas combien cela les rend heureux", a déclaré le ministre en chef du Bihar, Nitish Kumar, dans un discours l'année dernière.

(C'est vrai que c'est un terrible fléau et pas seulement chez les pauvres. Mais pourquoi les Indiens picolent ainsi, sinon qu'ils ne supportent pas leur condition épouvantable, et qui d'autres en est responsable sinon les autorités. - LVOG)

Chauffeur de taxi à Patna, la capitale du Bihar, Jhagru Mahto assure que cette loi a changé sa vie.

"J'étais un alcoolique mais j'ai cessé par peur d'être arrêté et jeté en prison après la prohibition. Ma femme est très contente et chante les louanges du gouvernement", confie-t-il à l'AFP. (L'AFP en a trouvé une qui "chante les louanges du gouvernement" ! Moi je peux vous dire que je ne connais pas un Indien ou une Indienne qui soutienne Modi. - LVOG

Contrecoup de l'interdiction, un marché noir de l'alcool de contrebande se développe, suggèrent les médias indiens. Il est ainsi possible, particulièrement à Patna, de se procurer de la boisson pour trois à quatre fois le prix du marché qui prévalait auparavant.

(Comme cette mafia est en rapport avec les partis politiques totalement corrompus, quand elle n'en est pas directement issue, inutile de se demander à qui profite la prohibition, on connaît la réponse. Il y a plus de 10 ans de cela, par l'intermédiaire d'un de mes beaux-frères j'avais prêté de l'argent à un de ces politiciens véreux, il s'appelait Sinaturaï, qui la nuit faisait du trafic d'alcool. Il m'avait expliqué qu'il ne prenait aucun risque, parce qu'il était escorté par la police locale qu'il arrosait ! C'est l'Inde, quoi ! - LVOG)

Les critiques redoutent qu'en l'absence d'alcool légal, les buveurs ne se rabattent sur des liquides artisanaux et frelatés, qui font chaque année des dizaines de morts en Inde.

(C'est ce genre d'alcool que mon politicien vendait. - LVOG)

Pour les finances du Bihar, le manque à gagner fiscal s'élève à 800 millions de dollars par an.

"La perte de revenus n'est rien à côté des gains sanitaires et sociaux", juge Aditya Kumar Das, responsable de la police des taxes du Bihar.

(Comme si c'était le cadet de ses soucis, qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre ! - LVOG)

"Les femmes, particulièrement dans les milieux pauvres, ont davantage de moyens car les hommes dépensent maintenant leur argent en provisions plutôt qu'en alcool", assure-t-il.

(Assurément, dorénavant ils ont accès au crédit et ils sont endettés jusqu'aux dents, à des taux usuraires ! Et puis maintenant ils ont des charges qu'ils n'avaient pas avant, ils doivent acheter de l'essence depuis qu'ils ont une mobylette ou une petite moto, payer l'électricité qui était gratuite avant, payer le téléphone car ils ont tous un ou plusieurs téléphones portables, etc. Avant ils avaient peu de besoins ou ils avaient accès à peu de besoins, donc ils avaient besoin de moins d'argent, c'est le miracle du développement en régime capitaliste, de la "croissance", ce qu'ils ont perdu en liberté, ils l'ont gagné en étant enchaînés à la société de consommation, quelle bonheur ! - LVOG)

Dans un éditorial consacré à la question, le vénérable quotidien The Hindu estime cependant que la prohibition n'a pas prouvé qu'elle pouvait "empêcher efficacement" l'alcoolisme en Inde.

(Comme nulle part ailleurs, jamais ! - LVOG)

"Cela a seulement criminalisé l'activité (de boire, ndlr), avec des conséquences désastreuses pour la santé individuelle, l'économie et l'administration", assène le journal. AFP 25 octobre 2017

Les Indiens qui ont envie de boire un verre doivent le faire en cachette de leur épouse, de leurs enfants, de leur famille, de leurs relations, de leurs voisins, jamais chez eux, ils vont se planquer dans un endroit isolé, le soir quand la nuit est tombée, ou alors dans un bistrot loin des regards accusateurs. Ils sont sans cesse humiliés, encouragés à mentir, après on s'étonne qu'ils soient à cran ou violent...

Tout le monde l'apprend un jour ou le sait, on les pousse à devenir hypocrite, à se dévaloriser à leurs propres yeux, ils n'ont

vraiment aucune liberté. J'ai conscience d'être un privilégié, et vous ?

L'art de ménager la chèvre et le chou.

Cette expression est en fait tirée d'une énigme, contée au XIIIe siècle aux enfants pour les amener à réfléchir. Celle-ci raconte qu'un homme devait traverser une rivière avec un loup, une chèvre et un chou. Comme la barque était petite et que le loup risquait de dévorer la chèvre, ou la chèvre de manger le chou, il lui fallait trouver une solution pour ne faire aucune perte.

Ainsi, il conduisit la chèvre en premier sur l'autre rive, persuadé qu'il n'y avait aucun danger à laisser le chou avec le loup. Puis il revint chercher dans sa barque le loup et le chou. De cette façon, la chèvre ne mangea pas le chou et le loup ne mangea pas la chèvre.

Il existe plusieurs solutions possibles à cette énigme, mais elle démontre une chose : cet homme a voulu trouver le stratagème lui permettant de ne faire aucune perte, sans avoir à choisir, quitte à effectuer de nombreux allers et retours. Cette démarche est louable, mais pourtant utilisée de façon péjorative aujourd'hui pour signifier le fait de ne pas assumer un point de vue et de tirer parti de la situation quelle qu'en soit l'issue.

« *une personne qui cherche à ménager la chèvre et le chou (…) est en effet perçue comme cherchant à satisfaire des intérêts ou des protagonistes opposés.* » (projet-voltaire.fr)

En politique, c'est l'art de prétendre que l'on défend une politique, pour en réalité en soutenir une autre, toutes deux étant incompatibles entre elles. On appelle cela aussi tenir un double langage.

Bê. Non, rien de rien, non je ne regrette rien, du présent, du passé...

Leurs logiques et la nôtre - Editorial de la Tribune des travailleurs du 18 octobre 2017 par Daniel Gluckstein.

C'est plus que "*regrettable*", c'est intolérable !

- "*Moins logique – et même tout à fait regrettable – peut sembler l'acharnement des dirigeants de partis ayant historiquement un lien avec le mouvement ouvrier (en Espagne, le Parti socialiste ouvrier espagnol [PSOE] et, dans une certaine mesure, Podemos) à nier la tenue et le résultat du référendum du 1er octobre...* "

Le "*historiquement*" appartient à une période définitivement révolue depuis des lustres, mais que certains dirigeants entretiennent. Entre se couper des appareils pourris du mouvement ouvrier ou des masses, que choisissent-ils ?

- "*Moins logiques – et tout aussi regrettables – peuvent sembler les propos tenus à l'Assemblée nationale le 10 octobre par Mélenchon...*"

De renégat du socialisme, Mélenchon est devenu un vulgaire affairiste depuis près de 40 ans, alors qu'il nous soit permis de douter fortement qu'il le regrettera un jour.

Et puis, que de précaution de langage pour ne pas froisser cette racaille ! C'est marrant ce besoin qu'ils ont de la ménager, c'est pitoyable, pathétique.

Ouf, ce n'était qu'une "*menace*" !

- "*En Espagne comme en France, le corporatisme menace l'existence et l'indépendance des organisations ouvrières, fondements de la démocratie.*"

En réalité, l'esprit du corporatisme est solidement implanté depuis également des lustres dans le mouvement ouvrier et particulièrement les syndicats, et c'est lui qui ravage nos droits ou acquis sociaux à travers la collaboration de classe (le dialogue social) qui n'a jamais cessé depuis plus d'un demi-siècle.

La graine du corporatisme était déjà présente dans le Front populaire, on peut même dire que c'était ce qui le caractérisait le mieux et fraya la voie au fascisme ou au régime de Vichy qui était des régimes corporatistes accomplis ou achevés.

Le réformisme ou le révisionnisme du socialisme portait en lui le corporatisme.

A en croire Gluckstein, puisque "*le corporatisme menace l'existence et l'indépendance des organisations ouvrières, fondements de*

la démocratie", cela signifie que les régimes en France et en Espagne seraient démocratiques, et que les "*organisations ouvrières*" contrôlées ou dirigées par des agents du corporatisme seraient les garantes de la démocratie, pour ailleurs prétendre que les régimes en France et en Espagne sont antidémocratiques... c'est à vous rendre chèvre !

Rien que cela !

Et ne voilà-t-il pas que le "*peuple catalan*" se disposerait "*à abattre la monarchie franquiste*" !

Depuis quand les gouvernements occidentaux et les médias le savaient-ils ?

- Londres a espionné Trump pour le compte d'Obama - Réseau Voltaire - 6 mai 2017

- Qui organise les fuites contre Donald Trump ? - Réseau Voltaire - 10 juillet 2017

- L'administration Obama espionnait-elle son opposition ? - Réseau Voltaire - 3 août 2017

- Susan Rice admet avoir fait espionner Donald Trump - Réseau Voltaire - 16 septembre 2017

Et voilà qu'ils y viennent.

- Hillary Clinton aurait financé le dossier sur les liens de Donald Trump avec la Russie - Atlantico.fr 25 octobre 2017

Selon le Washington Post, l'équipe d'Hillary Clinton et le Comité national des démocrates (DNC) ont contribué au financement d'une partie du dossier concernant les liens de Donald Trump avec la Russie pendant la campagne présidentielle. Concrètement, en avril 2016, l'avocat Marc Elias, qui travaillait pour la campagne de la candidate démocrate et le DNC, a retenu l'entreprise Fusion GPS, basée à Washington, pour enquêter sur les relations du candidat républicain avec Moscou, indique le journal. L'entreprise aurait reçu des paiements jusqu'à quelques jours avant l'élection présidentielle de novembre.

Un rapport préparé par l'ancien agent du MI6 Christopher Steele

D'après le Washington Post, lors des primaires, un des rivaux républicains de Donald Trump, dont le journal ne dévoile pas l'identité, avait aussi payé Fusion GPS pour effectuer des recherches sur le candidat à la Maison-Blanche. La commission du renseignement de la Chambre des représentants a demandé à accéder aux comptes bancaires de cette entreprise, qui a elle-même réclamé à un juge fédéral le rejet de cette requête au prétexte que cela violerait ses droits constitutionnels.

Le travail de Fusion GPS sur Donald Trump a donné lieu à un rapport de 35 pages. Celui-ci a été préparé par un ancien agent du MI6 Christophe Steele (contre-espionnage britannique). Il a par la suite constitué une pièce maîtresse des enquêtes du Congrès sur les ingérences de la Russie dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Il comportait notamment de nombreuses allégations compromettantes pour Donald Trump, notamment l'existence d'une vidéo à caractère sexuel impliquant des prostituées ou des échanges d'informations pendant près d'une décennie avec le Kremlin. Donald Trump a qualifié ce rapport de "fake news", de désinformation. Atlantico.fr 25 octobre 2017

Merci au passage à monsieur Meyssan, c'est la moindre des choses.

On assiste bien à un tournant de la situation mondiale.

Trump reprend le combat contre l'establishment US par Thierry Meyssan

http://www.voltairenet.org/article198471.html

- L'Arabie saoudite pourrait abandonner le wahhabisme - Réseau Voltaire

Ouvrant la conférence Future Investment Initiative, le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohamed Ben Salmane, a déclaré son intention de transformer la société saoudienne, de la rendre « normale, tolérante et bonne ».

Au cours des derniers mois, le prince a alterné des mesures politiques autocratiques (emprisonnement de leaders d'opposition) et des mesures sociétales ouvertes (comme l'autorisation donnée aux femmes de conduire leur voiture).

L'engagement du prince est la suite logique de l'évolution de son pays après le discours du président Trump à Riyad, le 21 mai 2017. L'Arabie saoudite a cessé de soutenir les groupes jihadistes et s'est militairement retirée de Syrie. Le pays envisage

maintenant de démanteler l'idéologie wahhabite qui a fourni le terreau aux Frères musulmans pour inventer le jihadisme. La troisième étape devrait voir la transformation de la Ligue islamique mondiale. La difficulté réside dans l'alliance historique entre le fondateur de la dynastie des Séoud et celui du wahhabisme, Mohammed ben Abdelwahhab. Réseau Voltaire - 25 octobre 2017

Voyons comment l'AFP adapte sa rhétorique à ce revirement qu'elle réprouve à demi-mot.

"*Selon des analystes*", l'AFP ne tient à se mouiller avant de juger sur pièces.

AFP- Le surprenant discours a été prononcé en plein chantier de réformes inspirées par le prince et qui marquent le plus grand bouleversement culturel et économique de l'Histoire moderne du royaume, avec une marginalisation de fait de la puissante caste des religieux conservateurs qui ont dominé l'espace public pendant des décennies, selon des analystes.

AFP- Ses détracteurs dénoncent régulièrement son "*autoritarisme'*"'.

- (Mohamed Ben Salmane) Il a promis un retour à un "*islam modéré, tolérant et ouvert sur le monde et toutes les autres religions*", alors que ses détracteurs dénoncent régulièrement son "*autoritarisme*".

Il semblerait que l'AFP ait formulé un voeux timide.

AFP- La vision d'une "*Arabie modérée*", longtemps considérée comme un oxymoron, est risquée et pourrait déclencher une réaction des conservateurs.

Et voilà que les "*experts*" entrent en scène.

AFP- Pour des experts, les déclarations et les mesures annoncées par le prince Mohammed, fils du roi Salmane (81 ans), constituent un bouleversement pour le royaume régi depuis sa création par le wahhabisme.

Puis c'est au tour des "*analystes économiques*".

AFP- "*Seuls les rêveurs sont les bienvenus* ", a clamé le prince Mohammed, alors que des analystes économiques redoutent des changements trop rapides dans le royaume.

Pour finir sur une note pessimiste qui avait valeur d'un souhait inavouable de la part de l'Agence Française de Propagande.

AFP- "*On peut dire qu'il en fait trop, trop peu ou trop tard*", a dit Stephen Potter, vice-président de la compagnie Northern Trust basée à Chicago, présent au forum.

"*Mais on est tous d'accord: le changement est nécessaire et c'est mieux que de ne rien faire*". AFP 25 octobre 2017

L'Assemblée nationale ou la basse-cour du monarque (de la ploutocratie).

- Un député LR fustige l'interdiction pour les LREM de signer des amendements d'autres groupes - AFP 25 octobre 2017

Le député LR Aurélien Pradié s'indigne de l'interdiction faite aux élus LREM de signer des amendements d'autres groupes, sous peine de sanctions, y voyant une "violation de la liberté de conscience et d'action", dans un courrier au président de l'Assemblée, qu'il exhorte à agir.

La Constitution consacre le droit d'amendement des députés, avec de possibles "restrictions extrêmement limitées", rappelle cet élu du Lot dans sa lettre adressée à François de Rugy (LREM). Il affirme avoir pris connaissance avec "une certaine stupéfaction" et "une inquiétude réelle" d'un article du règlement interne du groupe majoritaire, en vigueur depuis le mois de juillet.

Il est signifié dans cet article que les députés membres du groupe LREM ou apparentés "ne cosignent aucun amendement ou proposition de loi ou de résolution issus d'un autre groupe", sous peine de sanctions.

En cas de "manquement aux dispositions du règlement, aux valeurs de la déclaration du groupe ou de faute grave", le président convoque l'intéressé et entend ses observations, peut le déférer devant le bureau du groupe, lequel, après avoir entendu l'intéressé, peut prendre des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion définitive, selon un autre article du règlement.

L'interdiction de cosigner des amendements est "une folie" et "une violation manifeste de la liberté de conscience et d'action des députés", juge M. Pradié. Et "le président de l'Assemblée, par-delà son appartenance politique, se doit d'être le premier garant

de la liberté d'action constitutionnelle qui revient à chaque député de la nation" et doit empêcher qu'une "limite soit dépassée", écrit-il.

"L'Assemblée nationale n'est pas la cour du Roi", plaide encore cet élu de droite, demandant "combien de grandes lois de la République n'auraient jamais vu le jour ni positivement évolué sans l'action de députés libres" et si le souhait pour l'avenir est d'avoir "un "Parlement Darty" seulement chargé d'assurer le service après-vente d'un président". AFP 25 octobre 2017

Du ministère de la désinformation.

- "Le budget réaffirme le soutien à la presse", assure Françoise Nyssen - AFP

La ministre de la Culture Françoise Nyssen a estimé mercredi que le budget 2018 "réaffirmait" le soutien à la presse du gouvernement, avec des moyens "quasiment stables" pour les secteurs presse, livres et industries culturelles.

"A périmètre constant, par rapport à 2017, les moyens consacrés à ces programmes (presse, livres et industries culturelles) sont quasiment stables pour 2018", a-t-elle indiqué devant la commission culture du Sénat.

"Le budget pour 2018 réaffirme le soutien à la presse" du gouvernement et "sanctuarise les deux priorités qui guident notre politique: le pluralisme, les aides au pluralisme sont intégralement maintenues, et la transition technologique", a-t-elle détaillé.

"Nous devons soutenir les innovations technologiques de la filière, que ce soit l'émergence de nouveaux médias ou la transformation numérique de médias plus anciens", a poursuivi la ministre, assurant que "tous les dispositifs d'aide à l'innovation sont préservés".

"S'agissant de l'Agence France-Presse, ses moyens sont légèrement ajustés par rapport à cette année mais consolidés à un niveau supérieur à celui prévu au COM (contrat d'objectif et de moyens)", a ajouté la ministre.

"Nous avons engagé une réflexion avec l'AFP sur l'accompagnement de ses projets stratégiques, de ses investissements technologiques et du développement de sa marque", précise la ministre. AFP 25 octobre 2017

"Une relative stabilité"... de la désinformation.

- Forte baisse du nombre de chômeurs en septembre - AFP

« On est sur une très légère baisse du chômage » tempère Éric Heyer - Publicsenat.fr

Éric Heyer, économiste de l'OFCE, Éric Heyer.

Après deux mois de hausse, le nombre de chômeurs a connu une forte baisse en septembre. Il s'agit de la plus forte baisse jamais observée depuis début 2001. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (aucune activité) a chuté de 64 800 personnes en septembre soit une baisse de 1,8 % en France métropolitaine, selon les chiffres de la DARES (organisme statistique rattaché au ministère du Travail).

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C baisse de seulement 0,5 % sur un mois tandis que son nombre progresse de 2,6 % sur un an. Ces chiffres démontrent en réalité une relative stabilité des chiffres du chômage depuis le début de l'année. Publicsenat.fr 25 octobre 2017

Ils osent tout.

- «Sugardaddy». Des pubs incitant à la prostitution étudiante à Paris - Liberation.fr

Depuis mardi à Paris, un camion publicitaire vantant le site RichMeetBeautiful.fr fait le tour des facs à la recherche d'étudiants qui voudraient rencontrer... Liberation.fr

- Veine de cocu - Liberation.fr

Satanés baby-boomers… Ils ont tout eu. Vont-ils en rendre un peu ? C'est un fait que la génération née après la guerre, qui arrive aujourd'hui à l'âge de la...Liberation.fr

- En Ile-de-France, un bus pour apprendre le code informatique aux enfants - Liberation.fr

Sillonnant la région parisienne, le «Coding bus» va à la rencontre d'écoliers et de collégiens dans les zones d'éducation prioritaire, pour leur transmettre... Liberation.fr

- «On vit toujours avec l'idée que les retraités sont pauvres» - Liberation.fr

- Pour Jean Bizet, le glyphosate peut être cancérigène « mais comme le café ou la charcuterie » - Publicsenat.fr

Lors d'un débat dans l'émission Sénat 360, Jean Bizet, président LR de la commission des affaires européennes du Sénat, a estimé que le glyphosate n'était pas un problème de santé publique. Publicsenat.fr

- Qui veut faire disparaître le drapeau anti-Trump de - Liberation.fr

- Traité Ceta : Hulot veut mettre en place « une forme de veto climatique » - LeParisien.fr

- Laurent Wauquiez s'insurge contre «les élites» - LeFigaro.fr

- Hulot veut aider l'économie sociale et solidaire à "changer d'échelle" - AFP

- « Le PS doit se réaffirmer comme un parti de gauche » - Publicsenat.fr

- Allemagne: des agents de sécurité incitent des migrants à la prostitution, selon la TV publique - AFP

- Nouvelles mesures de sécurité pour les passagers volant vers les Etats-Unis - AFP

...avec notamment des interrogatoires plus détaillés pour les passagers, ont indiqué plusieurs compagnies aériennes internationales mercredi.

Les compagnies ont indiqué que les passagers devaient prévoir d'arriver plus tôt pour tenir compte des délais que ces nouvelles mesures pourraient entraîner.

La semaine dernière, des élus du Congrès américain se sont rendus dans des aéroports d'Europe et du Moyen-Orient pour inspecter les conditions de sécurité en place et discuter de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme.

"Cette visite en Europe et au Moyen-Orient est intervenue à un moment crucial, car les terroristes restent déterminés à détruire des avions", a déclaré mercredi le représentant John Katkoin. "Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour devancer la menace évolutive envers le secteur mondial de l'aviation", a-t-il ajouté. AFP 26 octobre 2017

- Etats-Unis : À Honolulu, traverser la rue en regardant son smartphone peut coûter 30 euros - Franceinfo

La mesure est entrée en vigueur mercredi. La ville de l'Etat de Hawaï veut faire diminuer les risques d'accidents aux passages piétons. Franceinfo

- Yémen: Etats-Unis et pays du Golfe sanctionnent des chefs jihadistes - AFP

- Brésil: Pas de procès pour Temer, la voie dégagée pour les réformes - AFP

Le président brésilien Michel Temer a sauvé une nouvelle fois son mandat mercredi grâce à un vote des députés qui lève l'hypothèque de son procès pour corruption et dégage la voie pour ses réformes d'austérité réclamées par les milieux économiques. AFP

- Israël va remettre pour la 1e fois la médaille de "Juste" décernée à un Arabe - AFP

- Israël approuve un vaste projet pour colons au coeur de Jérusalem-Est - AFP

Israël a approuvé mercredi un vaste projet de logements pour des juifs en plein dans un quartier palestinien de Jérusalem-Est occupée. AFP

Haut de page

Le 29 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (24 pages)

Une contribution à la question espagnole.

Lénine : Les tâches des social-démocrates russes (1897)

Extrait.

- "*Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme.*
Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?

Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combat tant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratisme, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé. Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits.

Le soutien de tous les éléments d'opposition politique se traduira dans la propagande des social-démocrates par ce fait que, tout en mettant en évidence l'hostilité de l'absolutisme envers la cause ouvrière, ils montreront que l'absolutisme est hostile également à tels ou tels autres groupes sociaux ; ils montreront la solidarité de la classe ouvrière avec ces groupes dans telles ou telles questions, pour tels ou tels objectifs, etc. En matière d'agitation, ce soutien se traduira par le fait que les social-démocrates profiteront de toutes les manifestations du joug policier de l'absolutisme pour montrer aux ouvriers que ce joug pèse sur tous les citoyens russes en général et, notamment, sur les représentants des catégories sociales, nationalités, religions, sectes, etc., particulièrement opprimées, et qu'il s'exerce plus spécialement sur la classe ouvrière. Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocratisme peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocratisme regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique.

En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratisme des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates."

Je ne commenterai pas ce texte de Lénine, je me contenterai d'un rapide constat. Pour commencer, qu'est-ce qu'il est difficile de devenir de véritables "*social-démocrates*", on dirait communistes de nos jours (ou depuis un siècle) !

Ce passage demeurera incompréhensible aux gauchistes, je pense qu'il est approprié à la question catalane : "*Les social-démocrates soutiennent (...) la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie.*". J'avoue qu'il m'est arrivé de ne pas toujours en tenir compte en réagissant trop hâtivement aux dérives opportunistes.

J'ai noté également que les partisans et les adversaires du processus de l'indépendance de la Catalogne ne manqueront pas de se saisir de certains arguments figurant dans ce texte pour justifier leur position... en les sortant de leur contexte, et c'est justement pour cette raison, parce que j'estime qu'ils sont inappropriés que j'ai préféré ne pas y faire référence, et qu'en guise de réponse aux uns et aux autres j'ai reproduit le bref passage ci-dessus qui s'adressent aux et aux autres.

Lénine insista sur un point capital que nos dirigeants négligèrent totalement, à savoir qu'inlassablement et patiemment il fallait expliquer aux travailleurs et aux militants pourquoi nous adoptions telle ou telle position, ce que je me suis employé à faire dans les causeries depuis près de 10 ans, tout en ignorant si j'avais été compris ou non et par qui, puisque mes lecteurs continuent de faire preuve d'ostracisme à mon égard, mais bon, c'est leur problème et pas le mien.

Communiqué du POID.

Bas les pattes devant la République catalane !

Ce 27 octobre, le Parlement de Catalogne a, par une résolution, décrété que « la Catalogne constitue un État indépendant sous la forme d'une République » et décidé d'engager « un processus constituant ». Cette déclaration est conforme au résultat du référendum du 1er octobre. Elle est conforme à l'exigence démocratique : c'est au peuple catalan de décider de son avenir, et à lui seul !

Depuis que cette déclaration a été connue, c'est un véritable déchaînement contre la République catalane :

- le gouvernement Rajoy s'est engagé dans une escalade de répression : mise sous tutelle de la Catalogne (article 155), poursuites contre le président de la Généralité pour « rébellion » ;

- l'Union européenne, l'administration Trump, Macron et tous les gouvernements des grandes puissances capitalistes condamnent la proclamation de la République et se rangent derrière Rajoy et la monarchie ;

- en Espagne même, tous les dirigeants des principaux partis, y compris les partis de « gauche » (notamment PSOE et Podemos) condamnent la proclamation de la République et se rangent derrière la monarchie. Il est clair que la proclamation de la République de Catalogne ouvre une brèche dans le système institutionnel de la monarchie franquiste mis en place il y a quarante ans dans la continuité de la dictature de Franco.

Dans cette brèche peuvent s'engouffrer tous les peuples de l'État espagnol, du Pays basque à la Galice, de l'Andalousie à la Castille, pour proclamer à leur tour leurs Républiques et engager partout le processus constituant permettant aux peuples eux-mêmes de décider ce que doivent être le contenu social et la forme d'une véritable union libre des Républiques libres d'Espagne.

C'est aux peuples de décider. Le Parti ouvrier indépendant démocratique, qui combat en France contre le régime de la V e République et contre l'Union européenne, pour l'unité pour chasser le gouvernement Macron-Philippe, pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, réaffirme sa solidarité avec le peuple et les travailleurs de Catalogne, et ceux de toutes les régions d'Espagne en lutte pour la démocratie et contre la monarchie. Ne touchez pas au peuple catalan ! Fin.

Si l'Espagne n'est pas une République au sens propre du terme (lequel d'ailleurs?), elle est une monarchie parlementaire où la royauté ne possède aucun des trois pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire), hormis la présence du roi, les institutions sont comparables ou ont un fonctionnement tout aussi antidémocratique que la République française par exemple. Les députés sont élus au suffrage universel et le parti qui détient la majorité nomme le Premier ministre qui forme le gouvernement, etc. De plus tous les Espagnols bénéficient de la même Constitutions et des mêmes droits, ce qui correspond à une République, qui rappelons-le ne signifie pas démocratie ; la République romaine qui a fait suite à la monarchie des rois Étrusques était en réalité une oligarchie patricienne (les patriciens appartenaient de par leur naissance à la classe supérieure des citoyens romains.), à une autre époque il existera en France une République censitaire où seuls ceux qui avaient les moyens de payer le cens pouvaient être électeurs ou éligibles. Dans la démocratie grecque de l'Antiquité, les femmes et les esclaves n'avaient pas le droit de vote.

En fait, en République la démocratie s'arrête où commence l'oppression d'une classe sur une autre, et son champ d'application où le cadre dans lequel elle s'exerce est défini par les rapport sociaux en vigueur qui en fixent le contenu et les limites. C'est le développement économique et l'existence des différentes classes sociales qui légitiment le processus politique aboutissant à la République, sans que ce soit un modèle de société idéal qui ne sera atteint que lorsque les classes sociales auront disparu. On peut observer de nos jours que quels que soient les régimes en places ou le niveau de développement économique dans les différents pays, tous ou presque ont dû adopter la République à des degrés très différents, qu'ils s'en réclament ou non peu importe, dans la mesure où ils ont tous adopté une Constitution et disposent d'un parlement, sans préjuger ici du contenu de leur Constitution, des droits politiques dont disposent leur peuple ou du fonctionnement de leurs institutions, qui seront forcément plus ou moins antidémocratiques, puisque c'est la même classe qui détient le pouvoir ou une minorité exploite et opprime la majorité du peuple. La nature sociale de la République est déterminée par les rapports sociaux existant entre les classes, et c'est elle qui détermine le contenu et les limites des droits dits égaux consentis à tous les citoyens, autrement dits ces droits ne doivent pas empiéter sur les intérêts de la classe qui détient le pouvoir, et lorsqu'il arrive exceptionnellement que ce soit le cas au cours de la lutte des classes, par exemple au détour d'un référendum, ces droits sont piétinés ou suspendus, voire supprimer. Sous un régime capitaliste, les droits accordés aux citoyens ou l'exercice de ces droits doivent demeurer compatibles avec la nature de classe de la République, ils ne peuvent porter atteinte à la domination de classe de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Le combat pour une République en Catalogne s'inscrit-il dans cette perspective, revêt-il ce contenu révolutionnaire, je n'en ai pas du tout l'impression.

L'existence d'un roi dans certains pays en Europe témoigne de l'arriération politique des masses qu'on le veuille ou non. C'est assurément un anachronisme à notre époque, mais peut-être pas tant que cela quand on regarde par exemple la Constitution de la Ve République qui octroie des droits exorbitants au Président de la République digne d'un monarque, peut-être même supérieurs à ceux dont disposent les rois d'Espagne ou d'Angleterre, et pourtant le brave peuple français s'en accommode très bien, pour le meilleur et le pire, inutile de préciser comment se répartissent le meilleur et le pire, vous le savez aussi bien que moi.

J'ai relevé cette conversation sur le Net :

- Tu prétends qu'un Etat peut être monarchique et démocratique à la fois en te basant sur l'Espagne, qui est une monarchie parlementaire. Là où tu te plantes, c'est qu'une monarchie parlementaire est une forme de démocratie, et non une forme de monarchie.

Si tu regardes la définition de monarchie, tu remarqueras qu'une monarchie doit être régie par un monarque. Or ce n'est pas le cas en Espagne ou en Angleterre.

Il ne faut pas confondre :

- République et démocratie.

- Monarchie et régime autoritaire.

Dans les deux lignes le premier mot décrit la philosophie du régime, le second son mode de fonctionnement.

N'ayant pas le temps de m'éterniser sur cette question qui nous divise une fois de plus, terminons dans la bonne humeur :

- Michel Audiard : "La dictature c'est « ferme ta gueule ! », la démocratie c'est « cause toujours !»".

Un internaute - On croit naïvement que la république est démocratique, elle est en fait une ploutocratie, un régime de l'argent, un système clientéliste.

Disons qu'une République sans démocratie, c'est l'équivalent d'une monarchie sans couronne, le régime qui existe en France. Seul le prolétariat révolutionnaire au pouvoir peut instaurer une République démocratique digne de ce nom. A suivre.

Un épilogue écrit tard dans la soirée et le lendemain matin.

Monarchie parlementaire ou République placées sous la tutelle de Bruxelles, qu'est-ce que cela change, qu'est-ce que les travailleurs espagnols devraient en attendre ?

La question est de savoir si les travailleurs espagnols et pas seulement ceux de Catalogne considèrent la monarchie parlementaire comme une République, sachant qu'elle fonctionne comme telle ou qu'elle en a pratiquement tous les attributs. Si tel est le cas, le combat pour une République en Catalogne est destiné à se terminer dans une impasse, parce qu'il ne sera pas soutenu par la majorité des travailleurs des 16 autres régions de l'Espagne.

Au regard des éléments que nous avons passé en revu, le combat pour une République catalane ne correspond pas aux tâches que le prolétariat espagnol devrait se fixer, qui devraient être axées contre la Constitution et les institutions nationales et régionales dans la perspective d'une République sociale (ou socialiste) espagnole rompant avec le capitalisme et l'UE. Et c'est la classe ouvrière avec les partis et les organisations luttant à ses côtés qui devrait assumer la direction de ce combat politique.

Il y a ceux qui en appel à des principes, et il y a ceux qui préfèrent partir des faits

On pourrait assimiler les principes à des aphorismes, un condensé d'une théorie ou la conclusion concise d'une réflexion qui s'exprime en quelques mots. Mais on ignore sur quoi ils reposent.

Les faits et leur enchaînement présentent l'avantage de permettre à chacun de percevoir clairement le rôle et les rapports de chacun des acteurs politiques, de discerner leurs intentions ou leurs objectifs qui sont parfois inavouables, donc ils aident les travailleurs ou les militants à mieux comprendre un évènement ou la situation, d'en tirer un enseignement pour la suite de leur combat politique, à progresser.

Quand on vous dit qu'il faut adopter telle ou telle position au nom d'un principe, par exemple celui du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, du droit à leur autodétermination, cela ne vous renseigne pas sur la situation réelle dans un pays, sur les rapports existant entre les classes, sur l'état d'esprit des masses, bref, c'est une déclaration qui ne présente pas plus d'intérêt qu'une déclaration de principe, vous n'êtes pas plus avancé ou vous n'en saurez pas davantage. Après on s'étonne que recourir à un tel procédé ne permette pas de construire le parti, on a presque envie de dire heureusement !

Maintenant il arrive qu'il y en ait qui évoquent des faits, par exemple une grève, une manifestation, sans qu'ils nous disent quelle en était l'orientation politique, quel était l'état d'esprit des travailleurs qui y ont participé, ils nous en proposent une interprétation qui est censée être celle des travailleurs, alors qu'en réalité il s'agit de la leur qui sert juste à faire coïncider la réalité avec leur théorie, ils se substituent aux travailleurs, et comme par la suite généralement les évènements les désavouent ou ne se déroulent pas comme ils les avaient prévus, il est très facile de les confondre ou de comprendre qu'on avait à faire à des gens peu sérieux.

Personnellement, je suis bourré de principes, mais je suis bien obligé de les adapter à la réalité, cela m'est d'autant plus facile qu'étant Français et vivant en Inde, il m'a bien fallu admettre que je ne pouvais pas appliquer tels quels les mêmes principes en Inde qu'en France, au point qu'à chaque fois qu'un principe me vient à l'esprit, je dois me poser la question de savoir comment je dois l'adapter en Inde, s'il est valable ou si je dois y renoncer, et quand il m'arrive encore, mais de plus en plus rarement de l'oublier, cela me joue de vilains tours, et je me sermonne pour avoir manqué de vigilance ou de conscience. En fait, je dois me

poser cette question chaque fois que je croise une personne différente ou la même personne dans des conditions différentes. Du coup, je suis choqué de voir que des militants recourent à des principes avec une telle légèreté.

Loin de moi l'idée d'opposer nos principes aux faits, ce que j'ai voulu dire, c'est que les principes ne pouvaient pas se substituer aux faits et à leur analyse avant d'en tirer une conclusion théorique ou pratique, car ce serait prendre le risque de se méprendre sur la réalité et d'adopter une position erronée ou pire encore.

Lorsque l'OTAN et la France ont bombardé la Libye, on nous a dit qu'il fallait s'y opposer par principe, c'était complètement stupide ou improductif, car il aurait suffit d'évoquer la situation réelle en Libye pour comprendre ce qui se passait réellement et condamner ce bombardement. Le fait d'avoir occulté les faits a fait perdre toute crédibilité au principe évoqué, du coup cette position qui était juste devenait suspecte pour ne pas dire infondée, elle perdait toute légitimité, ce qui en conséquence faisait le jeu de ceux qui bombardaient la Libye.

Il faudrait demander à ceux qui ont fait référence à ce principe pour justifier leur position, pourquoi ils n'ont pas évoqué les faits tout simplement, puisqu'ils permettaient de comprendre immédiatement qu'on avait à faire à une machination, à un énorme mensonge de l'OTAN et de Sarkozy pour justifier le bombardement de la Libye, tout comme précédemment l'Irak. Ils n'ont pas nié la version falsifiée des faits produite par l'OTAN et le gouvernement français ou l'ensemble des médias aux ordres, craignaient-ils de les affronter, c'est une question qu'on est en droit de se poser, surtout sachant après coup qu'ils récidiveront avec la Syrie.

Pensaient-ils que des principes gravés dans le marbre feraient davantage l'unanimité parmi leurs militants ou le mouvement ouvrier, plutôt que des faits censurés par l'OTAN et le gouvernement français, ainsi que les médias ? Craignaient-ils de passer pour des réactionnaires en se référant à des faits qui étaient à l'avantage de Kadhafi ? N'ont-ils pas déformé délibérément la réalité en procédant à un non-dit, en se camouflant derrière un principe dont finalement ils n'étaient pas dignes ? Pourquoi ont-ils ménagé l'OTAN et le gouvernement français au détriment du peuple libyen ? Au nom d'un principe ? Lequel ? Inavouable assurément.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en se présentant de la sorte ils pouvaient se faire passer pour des opposants résolus à l'OTAN et au gouvernement français, sans se mouiller avec Kadhafi qui était présenté comme un terrible dictateur, ce qu'il était beaucoup moins que les chefs d'Etats occidentaux et leurs vassaux africains, même en condamnant le bombardement de la Libye par l'OTAN et le gouvernement français, ils demeuraient en quelque sorte fréquentables à leurs yeux, leurs alliés, ils n'avaient pas franchi la ligne rouge qui aurait consisté à révéler le pot aux roses ou l'imposture qui avait servi de prétexte à l'agression de la Libye, de manière à ce que la population française tenue dans l'ignorance des faits approuve la décision du gouvernement de bombarder ce pays.

Ce n'est là ni une accusation ni une interprétation, ce sont strictement les faits. Je peux en parler tranquillement, puisque dans un premier temps je me suis fait piéger par la propagande officielle, et lorsque j'eus connaissance des faits réels, je rectifiai immédiatement ma position et condamnai le bombardement de la Libye.

Avant-hier soir j'ai regardé une vidéo sur la Syrie. J'ai écouté le récit d'une habitante d'Homs, une des plus grandes villes de Syrie.

Elle raconta qu'un jour les barbares ont débarqué dans le centre ville et ils ont mis en joug les hommes et les femmes qui se trouvaient là. Ils les séparèrent, les femmes d'un côté et les hommes d'un autre. Ils firent mettre nu toutes les femmes, ils les enchaînèrent aux chevilles et aux poignets, puis ils les exhibèrent devant la population. Parmi elles, il y en avait une qui était enceinte. Un barbare dégaina son sabre et lui ouvrit le ventre, il en sortit le foetus, il lui coupa la tête et il shoota dans ce qui restait. Cela dépasse en cruauté tout ce qu'on peut imaginer.

Sachant que ces monstres de cruauté sont armés notamment par la France, ménager ou discuter avec le gouvernement français (actuel de Macron et les précédents sous Hollande), c'est être le complice de ces (et ses) actes monstrueux, c'est se compromettre à jamais. On est bien gouverné par des barbares, on commence seulement à le découvrir ou à s'apercevoir que l'on vit sous une dictature impitoyable. Il n'y a pas eu d'immenses manifestations en soutien aux peuples libyen et syrien en France. A force de présenter le régime en France comme démocratique, il avait la légitimité pour bombarder la Libye, légitimité escroquée, mais légitimité tout de même, il n'en fallait pas plus pour que Sarkozy puisse agir à sa guise pour une bonne cause, délivrer un peuple d'un tyran sanguinaire, imaginaire.

Autre chose.

Nous sommes en train d'assister depuis la campagne électorale présidentielle américaine à un gigantesque affrontement entre deux clans au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne dont on ignore encore lequel l'emportera sur l'autre. Il concerne la tactique à adopter face à la crise du capitalisme et aux attentes ou aux exigences de plus en plus pressantes et nombreuses du prolétariat mondial qui en sont à l'origine, sans renoncer à la stratégie qu'ils ont adoptée pour pérenniser leur domination de classe.

Maintenant essayons de voir dans un premier temps quelles sont les exigences de ces deux clans de l'oligarchie en tentant d'être le plus clair possible, sachant que Trump doit adopter une orientation politique qui satisfasse à la fois les milieux d'affaires et l'armée ou le Pentagone qui sont d'ailleurs omniprésents dans son gouvernement. Comme aucun des deux clans en présence ne

peut l'emporter sur l'autre, il faudrait peut-être dire pour être plus précis qu'aucun des deux clans ne peut l'emporter sans l'autre ou ne pourra avancer vers leurs objectifs communs, son orientation politique sera une combinaison des tactiques adoptées par ces deux clans que l'on pourrait résumer ainsi : la voie privilégiant la diplomatie et les moyens de pression classiques pour le clan soutenant Trump, et la voie privilégiant la guerre ou la guerre de basse intensité pour le clan représenté par Obama et H. Clinton, les deux étant orientés vers les mêmes objectifs économiques et politiques : intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie et neutraliser le mouvement ouvrier international, tout en conservant leur hégémonie sur le marché mondial et en instaurant un nouvel ordre politique mondial. Le clan de Trump n'oeuvre pas à l'éclatement de la Russie et de la Chine, contrairement à l'autre clan. Ce dernier soutient l'indépendance de la Catalogne, alors que celui de Trump y est opposé. On retrouve la même fracture sur l'Irak et la Syrie.

Cette orientation politique étant une combinaison des tactiques adoptées par les deux clans rivaux, elle se traduira par des concessions de part et d'autre sans forcément changer de ton ou que cessent leurs provocations ou accusations respectives que les médias se chargeront de répercuter de manière à entretenir la confusion sur leurs réelles intentions, pendant qu'ils appliqueront leur politique. Il ne faut donc pas s'attendre non plus à ce qu'ils cessent leur guerre idéologique et psychologique contre les masses, et on peut déjà prédire qu'ils vont s'employer à renforcer les instruments dont ils disposent déjà pour accentuer leur contrôle des peuples, tout en maintenant toutes les lois liberticides qu'ils ont adoptées. La propagande destinée à s'attaquer hypocritement aux préjugés des masses et à semer la division au sein de toutes les classes ou le chaos devrait s'amplifier, pendant qu'ils continueront à s'attaquer aux droits sociaux et politiques de tous les peuples exploités et opprimés. Sur ces deux points là ils sont d'accord.

Le clan des néolibéraux représenté par Trump constatant que la voie de la guerre adoptée par celui d'Obama, Clinton ou Mc Cain n'avait pas permis de réaliser des pas significatifs pour intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie, il compte s'y prendre autrement pour atteindre plus rapidement cet objectif, en employant la voie de la diplomatie, mais Trump ne peut pas recourir directement à cette voie, parce que le clan adverse contrôle l'ensemble des institutions internationales, ainsi que l'administration américaine et la quasi-totalité des médias, il est donc obligé de tenir un discours belliqueux envers la Russie, la Chine, la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie pour satisfaire les partisans de l'autre clan, en quelque sorte cela les occupe, et pendant ce temps-là il applique sa politique qui consiste à associer ces pays à la stratégie américaine, alors qu'elle est en totale contradiction avec son discours. Trump va devoir faire des concessions politiques à la Russie et la Chine, tandis qu'ils n'interfèreront pas dans les affaires du Pentagone pour être agréable à l'autre clan de l'oligarchie et justifier au passage les gigantesques dépenses militaires américaines, bref, il faut bien contenter tout le monde, y compris le clan de la guerre au sein de l'oligarchie anglo-saxonne et du Pentagone.

Le changement de cap annoncé en Arabie saoudite fait partie de cette nouvelle orientation de la politique américaine, il est à mettre au compte du clan de Trump. De la même manière que le dernier rapport de l'ONU accusant Bachar al-Assad d'avoir utilisé des armes chimiques est à mettre au compte du clan Obama-Clinton, tandis que Trump a cessé d'armer les barbares en Syrie.

Quant à l'Union européenne, c'est la chasse gardée des Américains que leurs multinationales ont entrepris de dépecer (Alstom, par exemple) ou piller ou encore de contrôler, ce qui ne les empêche pas de s'associer à des multinationales russes ou chinoises. Et il se peut que Trump conserve la politique initiée sous la présidence d'Obama consistant à entretenir un foyer de guerre contrôlé (Ukraine) histoire de satisfaire l'OTAN et les généraux les plus belliqueux du Pentagone, ce qui présente d'autres avantages politiques, notamment d'entretenir un climat délétère ou une menace permanente de guerre entre les pays de l'UE et la Russie propice au développement de la xénophobie et de l'extrême droite, tout en satisfaisant le lobby militaire et permettre toute sorte de trafic d'armes.

Dans ces conditions, l'UE ne sera pas amenée à renforcer son pouvoir face aux Etats-Unis, bien au contraire, et Trump aura le choix entre adopter le traité de libre échange qui a été ajourné si les conditions politiques le permettent, si l'oligarchie le juge encore utile, sinon il soutiendra les gouvernements de l'UE qui adoptaient des mesures comparables à celles contenues dans ce projet de traité et qui sont favorables aux multinationales, peu importe la voie ou les moyens du moment que leur objectif serait atteint.

Tout cela peut sembler fort compliqué pour comprendre ce qui se passe réellement aux Etats-Unis, entre ces deux clans qui s'affrontent et qui tiennent un double langage et jouent un double jeu, les dirigeants des autres pays ne comprenant pas forcément ce qui est en jeu ou leurs intentions respectives, les médias non plus, les dirigeants du mouvement ouvrier encore moins, bref tout le monde y va de son interprétation et contribue au chaos général qui semble prédominer, pendant qu'en réalité l'oligarchie applique sa stratégie et les masses sont en proie à la pire des confusions les conduisant à la paralysie.

Est-ce clair ? On aura compris pourquoi au premier abord les travailleurs ont du mal à s'imaginer ce qui se passe réellement ou à s'y retrouver. Il y a les discours et il y a les faits. Les deux sont animés par des intentions inavouables. Ils privilégient des moyens ou des voies différentes pour parvenir au même but : nous réduire en servitude et nous exploiter, tout en nous réduisant à l'impuissance pour nous empêcher de nous soulever contre leur régime totalitaire. Il faut donc les combattre sur tous les fronts à la fois.

On peut facilement tomber dans le piège en adoptant la propagande du clan d'Obama-Clinton, et prendre au premier degré les déclarations de Trump que ce soit en les soutenant ou en les condamnant, dans tous les cas de figure, si vous vous placez sur ce terrain-là vous serez perdant à tous les coups ou vous aurez tout faux. Alors ils sont légions ceux qui se font piéger. Cela revient

à devoir démêler le vrai du faux, le fictif ou imaginaire du réel, le mensonge de la vérité. Ce qui est bien réel, c'est l'exploitation, les inégalités abyssales, les injustices monstrueuses, l'absence de libertés et les guerres, le chaos, la barbarie. Un tableau si laid, si triste qu'il doit inspirer la résistance et la révolte, et non la résignation et le désespoir.

Les articles suivants apportent des précisions.

- Trump reprend le combat contre l'establishment US par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 octobre 2017

(Source : http://www.voltairenet.org/article198471.html)

- La « Révolution » de Trump en difficulté, par Alastair Crooke - Les-Crises.fr 27.10 (Source : Alastair Crooke, Consortium News, 25-02-2017 ; https://consortiumnews.com/2017/02/25/trumps-embattled-revolution/

Alastair Crooke est un ancien diplomate britannique, qui était un responsable de haut rang du renseignement britannique et de la diplomatie de l'UE. Il est le fondateur et le directeur du forum Conflits.

Exercice pratique.

Chaque fois qu'on tombe sur un article sur la situation aux Etats-Unis, il ne faut surtout pas prendre pour argent comptant son contenu, parce que le plus souvent les rapports entre les différents acteurs qui y figurent sont déformés ou ne correspondent pas à la réalité. En voici un exemple.

« Above all » – La Junte tente d'élargir son pouvoir par Moon of Alabama — 24 octobre 2017

Dans une campagne de publicité de 2008, l'armée de l'air américaine s'est déclarée « Above all*». Le slogan et le symbole de la campagne étaient les mêmes que ceux de la campagne allemande « Deutschland Über Alles**» de 1933. Cela annonçait ce qui allait arriver.

Par Moon of Alabama - 22 octobre 2017

Jeudi, Masha Gessen a regardé le point-presse du secrétaire général de la Maison Blanche, le général John Kelly, et est arrivée à cette conclusion:

Le point-presse a permis de se rendre compte ce de ce à quoi ressemblerait un coup d'État militaire dans ce pays, car c'est dans la logique d'un tel coup d'État que Kelly a avancé ses quatre arguments.

1.Ceux qui critiquent le président ne savent pas de quoi ils parlent parce qu'ils n'ont pas servi dans l'armée. …

2.Le président a fait ce qu'il fallait faire parce qu'il a fait exactement ce que son général lui a dit de faire. ..

3.La relation entre le président et la veuve d'un soldat ne regarde personne, sauf eux-mêmes. …

4.Les citoyens sont classés en fonction de leur chance de mourir pour leur pays. …

Gessen retarde. Le coup d'État s'est produit il y a des mois. Une junte militaire contrôle étroitement la politique de la Maison Blanche. Elle tente maintenant d'étendre son pouvoir. (C'est comme si on disait qu'aujourd'hui ou hier l'oligarchie financière venait de s'emparer du pouvoir aux Etats-Unis, alors qu'en réalité elle le détient depuis la création de la Fed en 1913, avant même en fait. Du coup, la manière dont les différents facteurs et leurs rapports sont analysés ou interprétés sont faussés ou erronés. - LVOG)

Depuis le début, Trump est le candidat de l'armée. Les deux autres centres de pouvoir du triangle du pouvoir, le monde des affaires et le gouvernement exécutif (CIA), soutenaient Clinton. Le candidat du Pentagone a vaincu la candidate de la CIA. (Comme dans le combat de ces derniers mois à Raqqa – avec le même résultat.) (En réalité les choses sont plus compliquées, aux deux principaux clans les plus puissants de l'oligarchie financière correspondent des clans à l'intérieur de la CIA, du FBI, du Pentagone, etc. - LVOG)

Le 20 janvier, le premier jour de la présidence du candidat « Tout sauf Hillary », j'ai lancé cet avertissement :

L'armée exigera d'être récompensée en ayant plus de représentants que les trois généraux actuels dans le cabinet de Trump.

Avec l'aide des médias, les généraux de la Maison-Blanche ont défait leur adversaire civil. En août, Trump a abandonné son

pilote idéologique. Steve Bannon a quitté le navire. L'ennemi militaire de Bannon, le conseiller à la sécurité nationale, le général McMaster, a gagné. (Faux, cette interprétation était basée uniquement sur les apparences. On en a eu la preuve ces derniers jours. Pour en avoir la conviction, lire l'article Bannon sème le trouble à Washington publié le 24 octobre par le Réseau Voltaire qui contredit cette version des faits. - LVOG) J'ai écrit:

Une junte militaire dirige maintenant les États-Unis et plus tard j'ai expliqué:

Le succès de Trump en tant que candidat « Tout sauf Hillary » était basé sur une insurrection anti-establishment. Les représentants de cette insurrection, Flynn, Bannon et les électeurs MAGA (Make America Great Again), l'ont piloté à travers les premiers mois de son mandat. Une intense campagne médiatique a été lancée pour les contrer et les militaires ont pris le contrôle de la Maison Blanche. Les insurgés anti-establishment ont été remerciés. Trump n'est plus désormais que la figure publique d'une stratocratie – une junte militaire qui respecte formellement le droit. (Trump a sacrifié Steve Bannon pour temporiser face aux attaques du clan opposé de l'oligarchie... pour mieux imposer des militaires auxquels il n'oserait pas se frotter, et finalement appliquer sa politique. - LVOG)

Les militaires ont pris le plein contrôle du fonctionnement et des décisions et de la Maison Blanche (Cela ne fut-il pas déjà révélé le 11 septembre 2001 ? - LVOG) :

Tout ce qui a de l'importance passe maintenant par la junte … Pour contrôler Trump, la Junte filtre son information et élimine toute opinion un tant soit peu différente … Les membres de la junte dictent leurs décisions à Trump en lui proposant un minimum d'alternatives. Celle qui leur paraît préférable lui est présentée comme la seule possible. « Il n'y a pas d'alternatives, » vont-ils répéter à Trump encore et encore.

Maintenant qu'elle a pris le pouvoir central, la Junte commence à appliquer son idéologie et à interdire toute critique.

Le jeudi 19, Kelly a critiqué la parlementaire Frederica Wilson du sud de la Floride pour avoir écouté (elle était avec la veuve à ce moment-là) un échange téléphonique que Trump a eu avec l'épouse d'un soldat tué au combat :

Kelly a ensuite poursuivi sa critique de Wilson, en disant qu'à l'inauguration du Miramar, le bâtiment du FBI, en 2015, elle avait insisté dans son discours sur le fait qu'elle « avait trouvé l'argent » pour le bâtiment.

La vidéo du discours de l'élue démocrate de la Chambre des représentants (lien ci-dessus) prouve que ce que les allégations de Kelly sont fausses. Mais on n'a plus le droit de le dire. La junte, par définition, ne ment pas. Quand le lendemain les journalistes ont interrogé la secrétaire du service de presse de la Maison Blanche sur l'attaque injustifiable de Kelly, elle a répondu:

Mme SANDERS: Si vous voulez vous attaquer au général Kelly, c'est votre problème. Mais je pense que.. que… si vous voulez vous lancer dans un débat avec un général de marine quatre étoiles, je pense que c'est quelque chose de tout à fait inapproprié.

Il est désormais « tout à fait inapproprié » de même poser une question à la Junte qui gouverne l'empire. (Pourquoi, était-ce possible du temps de G.W. Bush pour ne pas remonter plus loin ? Toute critique de la version officielle du 11/9 a été censurée, étouffée... - LVOG

La vie des soldats américains, et en particulier des commandants, est dorée. Ils sont dorlotés et protégés. De nombreux emplois civils paient moins et sont plus dangereux. On construit un mythe autour de l'armée américaine à coup des centaines de millions de dollars investis dans les relations publiques et le marketing. L'armée américaine ne gagne pas de guerre, mais ses soldats sont décrits comme de meilleures personnes que le reste de la population. Les soldats eux-mêmes finissent par le croire. À la fin de son point-presse, le général Kelly a dénigré tous ceux qui ne sont jamais allés à l'armée ou pris une cuite :

Avant de quitter les lieux, Kelly a dit aux Américains qui n'ont pas servi dans l'armée qu'il avait pitié d'eux. « Nous ne méprisons pas ceux d'entre vous qui n'ont pas servi », a-t-il dit. « En fait, d'une certaine manière, nous sommes un peu désolés pour vous parce que vous n'avez jamais ressenti la merveilleuse joie qu'on ressent dans son cœur quand on fait ce que font les hommes et les femmes qui servent dans l'armée – pour la simple et unique raison qu'ils aiment leur pays. »

« Nous ne vous méprisons pas. Nous vous considérons comme de pitoyables créatures inférieures. » Quel foutu connard ! (Vous devriez plutôt vous demander pourquoi il vous prend pour des connards, et si quelque part les faits ne lui donne pas raison, cherchez bien, il y a matière à réflexion dans ce domaine. - LVOG)

Si les soldats sont à l'armée « pour la simple et unique raison qu'ils aiment leur pays », pourquoi veulent-ils à être payés? Pourquoi demande-t-on au public de financer 200 terrains de golf pour l'armée ? Parce que les soldats « aiment leur pays »? Seuls environ 10 000 sur les quelques 2 000 000 de soldats américains n'iront jamais sur une vraie ligne de front.

Et imaginez la « merveilleuse joie » que Kelly a dû ressentir « dans son cœur » lorsqu'il commandait le camp de torture illégal

de Guantanamo Bay:

Kelly traitait avec brutalité la population de détenus, non inculpés ni reconnus coupable de crimes, sur la détention desquels il avait un contrôle total. Sa réponse à la grève de la faim pacifique des détenus en 2013 a été le gavage punitif, l'isolement et les balles en caoutchouc. En outre, il a saboté les efforts de l'administration Obama pour transférer ou rapatrier des détenus, sapant constamment la volonté de son commandant en chef.

L'ancien capitaine de l'armée américaine maintenant directeur de la CIA, Mike Pompeo, a fait ses études à l'académie militaire des États-Unis à West Point. Il fait partie du cercle de la Junte, aux premières loges pour contrôler la compétition. Pompeo veut aussi ressentir cette « merveilleuse joie ». Vendredi, il a promis que la CIA deviendrait une « agence beaucoup plus féroce ». Au lieu de se contenter de faire subir le supplice de l'eau aux « terroristes » et de bombarder avec des drones les familles de couleur, la CIA plus féroce de Pompeo violera les enfants des « terroristes » et rasera à la bombe des villages entiers. Pompeo a dit cela lors d'une rencontre de la Junte avec les fauteurs de guerre néo-conservateurs.

Le 19 octobre, Mattis, le secrétaire général de la Défense a été interrogé au Congrès sur le récent incident au Niger au cours duquel plusieurs soldats américains ont été tués. Mattis a instauré (vidéo 17h29) un nouveau critère plutôt curieux pour le déploiement des troupes américaines:

Chaque fois que nous engageons des troupes quelque part, nous nous posons une simple et unique question que voilà : la présence de nos troupes à cet endroit va-t-elle améliorer suffisamment le bien-être du peuple américain ? Cela vaut-il la peine de risquer la vie de nos soldats ?

Dans son point-presse du 20 octobre, le général Kelly a également tenté d'expliquer pourquoi les soldats américains se trouvaient au Niger:

Alors pourquoi étaient-ils là? Ils travaillent là-bas avec des partenaires, locaux – partout en Afrique – dans ce cas, le Niger – ils travaillent avec des partenaires, ils leur apprennent à devenir de meilleurs soldats; ils leur apprennent à respecter les droits humains …

L'armée américaine est-elle vraiment qualifiée pour apprendre à quiconque à respecter les droits humains? A-t-il appris cela en perpétrant des atrocités de masse dans à peu près toutes ses campagnes?

L'un des soldats tués au Niger alors qu'il « enseignait le respect les droits humains » était « un spécialiste en chimie, biologie, radiologie et nucléaire » de 39 ans, avec « plus d'une douzaine de récompenses et de décorations » à son actif.

L'armée américaine a envoyé un spécialiste des Armes de Destruction Massive de haut niveau sur une « patrouille de routine » au Niger pour apprendre aux soldats locaux « à respecter les droits humains », ce qui sans nul doute va « améliorer suffisamment le bien-être du peuple américain » ?

Quelqu'un va-t-il vraiment acheter ce bobard?

Mais qui oserait poser la moindre question de plus à ce sujet ? C'est « tout à fait inapproprié » de douter de ce que dit l'armée. Bientôt cela sera carrément « verboten ». Soyez en sûrs, toute question sera qualifiée de « fake news » causée par une tortueuse influence étrangère. Celui qui osera poser des questions sera exclu des médias.

L'armée est maintenant vraiment « Above All ». Ce slogan de l'armée de l'air était un remake de la campagne de 1933 « Über Alles » de l'Allemagne. Espérons que la ressemblance historique s'arrêtera là !

http://arretsurinfo.ch/above-all-la-junte-tente-delargir-son-pouvoir/

*Au-dessus de tout

** L'Allemagne au-dessus de tout

Source: http://arretsurinfo.ch/above-all-la-junte-tente-delargir-son-pouvoir

Je me suis arrêté de commenter la suite de cet article qui n'était qu'un tissu de lieux communs ou qui relatait des faits sans intérêt.

Moon of Alabama incarne ce qu'ils appellent la gauche réformiste, progressiste ou démocratique, le courant politique dont sont issus ou auquel sont affiliés tous les partis sociaux-démocrates et ceux qui sont le produit de leurs scissions (MRC, PG, FI, etc.) depuis un siècle. Ils présentent tous la particularité d'être étranger au socialisme ou de représenter une idéologie en rupture

avec les bases du socialisme à défaut de s'engager dans la voie de la rupture avec le capitalisme.

Cette idéologie qui se développera à la fin du XIXe siècle sera férocement combattu par Engels, puis par Lénine et les marxistes au début du XXe siècle. C'est cette même gauche révisionniste du socialisme, résolument anti-marxiste, anti-communiste, contre-révolutionnaire et inféodée au capitalisme qui gangrènera le mouvement ouvrier américain en le subordonnant au Parti démocrate. Et beaucoup plus tard en France, ce sera cette même gauche qui favorisera l'éclosion du parti de Macron, La République en Marche (LREM), et qui dans d'autres pays donnera naissance à des partis ou coalitions de courants constituant des partis auxquels seront associés des déçus du stalinisme qui auront adopté son idéologie réactionnaire (Syriza, Podemos, etc.).

Moon of Alabama n'envisage nullement d'affronter l'armée ou les institutions américaines, ils ne combattent pas à leur abolition, non, ils s'en accommodent très bien, ils leur reprochent juste de ne pas servir le peuple travailleur, alors qu'elles ont été créées par et pour les capitalistes. Vous comprendrez pourquoi on ne peut pas se situer sur le même plan qu'eux, celui de notre ennemi, ce qui signifie au passage qu'ils se placent eux-mêmes dans le camp de la réaction.

Mais alors sur quoi repose leur argumentation ? Sur le fait qu'ils nient le développement et la crise du capitalisme, ils sont tellement acquis au capitalisme qu'ils l'idolâtrent littéralement, ils en viennent à vouloir faire jouer un rôle à ses représentants pour lequel ils n'ont pas été programmés et élus, de la même manière qu'ils parent le capitalisme de vertus qu'il n'a jamais eu et n'aura jamais, et évidemment ils agissent de la même manière envers les institutions ou la Constitution qui seraient à les entendre les garantes de la démocratie, qui elle non plus n'a jamais existé aux Etats-Unis.

Autrement dit, leur idéologie, tout leur discours reposent sur une imposture, un déni de la réalité, c'est du domaine de la supercherie, de l'escroquerie politique destinée à tromper les travailleurs, service en échange duquel les capitalismes leur accordent des privilèges ou ménagent leurs intérêts, et quand ils ne sont pas à la hauteur de leurs attentes ou que les capitalistes se montrent ingrats envers eux, ils hurlent au scandale, ils s'indignent, ils font mine de se rebeller, pour ensuite sous la menace rentrer sagement dans le rang.

Parole d'internaute.

1- Je ne sais pas, j'ai le vague sentiment que depuis plusieurs décennies les gens s'indigne de ses choix qui s'imposent à nous contre notre volonté sans que cela ne produise d'effets tangibles sur la tendance au long cours. De manière épisodique il y a bien comme un petit vent de fraîcheur, un bulle d'air, ceci mis à part c'était la marche forcée, c'est toujours la marche forcée, demain sera encore de la marche forcée.

2- De toute manière, si nous ne nous décidons pas à prendre les armes tous ensemble, il ne servira à rien de continuer à se lamenter.

3- Vous prêchez un converti pour ainsi dire. Mais il faut faire sienne, aussi bien par pragmatisme que par pur cynisme, une forme de dialectique de combat encore inédite à ce jour.

En substance, comme disait l'autre, nous sommes légions. Nous aussi nous sommes légions et le moment venu, nous serons absolument impitoyables. Qu'ils le sachent.

Nos ennemis mortels – car ils sont nos ennemis mortels, ne vous y trompez pas – ne s'imaginent pas à quel point, actuellement, ils alimentent nos forces et ce faisant deviennent les complices inconscients (et par là-même d'autant plus pathétiques…), de leur propre anéantissement.

4- Je crains que vous n'avez pas bien saisi le danger que représente cette surveillance généralisée!

Avec elle, toute contestation du système en place deviendra impossible. Toute opinion contraire à la pensée dominante est enregistrée et les listes de personnes réputées dangereuses pour le régime existent déjà.

N'oublions pas que les premiers qui furent envoyés dans les camps de concentrations en Allemagne nazie, étaient les opposants au régime et notamment les communistes.

Toute dictature commence par neutraliser ses opposants potentiels et aujourd'hui, cette possibilité est phénoménale.

On n'aurait même plus besoin d'enfermer les « dissidents » , l'envoi d'un drone suffirait à les neutraliser à tout jamais…

La situation est potentiellement bien pire que dans « 1984 »

Il fallait oser le dire.

- Le "*projet initial de la construction européenne, c'était la démocratie*"

Réponse : Mélenchon, vendredi à Athènes. (AFP)

Quand on sait que c'est l'impérialisme américain qui en est à l'origine, on a une idée assez précise du niveau de corruption politique de Mélenchon. C'est un négationniste à sa façon, en le traitant de charlatan on était en dessous de la réalité.

Qu'on se le dise : L'Union européenne n'est pas un instrument de la lutte de classe du capital. Ceci explique cela.

- "*Les règles d'organisation de l'Union européenne opposent les gens les uns aux autres dans les pays et entre les pays: c'est le règne de la compétition générale*", a-t-il regretté. Pour lui, l'Europe est "*facteur de choc civil, de choc guerrier*". AFP 28 octobre 2017

On appelle cela le délitement de la politique, le niveau zéro de la pensée.

Comme quoi il ose tout le populiste assumé.

- "Tenez bon!": en visite à Athènes, Mélenchon "remonte le moral" des Grecs - AFP

En visite dans la capitale grecque pour trois jours, avec quatre autres députés LFI, M. Mélenchon a ouvert le congrès de lancement du nouveau parti de l'ancienne présidente du parlement grec, Zoe Konstantopoulou, "Cap vers la liberté" (Plefsi Eleftherias).

(Il a soutenu le PASOK quand il était au PS, plus tard il a soutenu son clone, Syriza, et maintenant que Syriza au pouvoir applique la politique du PASOK, il soutient un nouveau parti issu de Syriza, et si celui-ci parvenait au pouvoir, il appliquerait la même politique que Syriza, et ainsi de suite. Et chaque fois on nous a dit qu'il fallait soutenir ces partis au nom du front unique ouvrier et pas seulement en Grèce. Quand les militants vont-ils comprendre que leurs dirigeants ont passé leur temps à se foutre littéralement d'eux, quand ? - LVOG)

Et il ne peut pas se passer de la BCE, c'est dans l'ordre des choses.

Le député français a enfin une nouvelle fois appelé à ce que la Banque centrale européenne rachète "la totalité" des titres des dettes souveraines de tous les pays européens pour les mettre ensuite "dans le frigidaire".

Intransigeant avec M. Tsipras, il a jugé que sa "capitulation" devant les exigences de l'Union européenne était "la catastrophe la plus terrible (car elle est) morale, psychologique, spirituelle, affective".

(Mais surtout pas politique... comme la sienne ! On comprend. - LVOG)

Ce qui n'a pas empêché M. Mélenchon de "remercier" les Grecs d'avoir porté le Syriza, dirigé par M. Tsipras, au pouvoir en janvier 2015.

(Quel cynisme ! Je ne suis pas certain que les travailleurs grecs apprécieront. - LVOG)

Les travailleurs qui la paient en sueur et privations de tout ordre seront heureux de l'apprendre.

"Voici le terrible secret: aucun effort ne servira jamais à rien, la dette ne sera jamais payée", a-t-il argumenté. AFP 27 octobre 2017

En France le service de la dette qui représente plus de 40 milliards d'euros chaque année, et qui est le second budget de l'Etat je crois me souvenir, qui le finance, qui paie cette dette sinon les travailleurs sous forme d'impôts et de taxes ou de prélèvements divers. Ce sale type raconte n'importe quoi, il se fout du sort des travailleurs.

Jacques a dit lever la main, LFI lève la main. Jacques a dit baisser la main, LFI baisse la main (ou baiser la main de son souverain...

Harcèlement: les députés LFI plaident pour des "moyens sonnants et trébuchants" AFP

Les députés de la France insoumise ont plaidé jeudi pour des "moyens sonnants et trébuchants" pour lutter contre le harcèlement, arguant que "les mots ne suffiront pas", même s'ils sont "essentiels", dans une tribune publiée dans Le Monde.

Il est la coqueluche des médias-oligarchiques, eux au moins ils ne s'y trompent pas.

Est-ce le rôle de dirigeants censés représenter la classe ouvrière de réclamer le renforcement de l'appareil militaro-policier-judiciaire de l'Etat des capitalistes destiné avant tout à réprimer les exploités et les opprimés? Au fait, tous les militants le savent-ils, en ont-ils conscience ?

Splendeur et décadence de la civilisation humaine. La "lèpre idéologique" qui gangrène lentement mais sûrement les consciences.

Pour l'Académie, l'écriture inclusive est un «péril mortel» - LeFigaro.fr

Les immortels de l'Académie française se sont fendus ce jeudi 26 octobre d'une déclaration au ton alarmiste condamnant vertement l'écriture inclusive. Ils vont même jusqu'à prédire un«péril mortel» pour l'avenir de la langue française. Pour rappel, cette graphie consiste à inclure le féminin, entrecoupé de points, dans les noms, comme dans «mes ami·e·s», pour le rendre «visible». Le «point milieu», ce signe situé à mi-hauteur des lettres, peut être utilisé alternativement en composant un mot comme «lycéen·ne» comme suit: racine du mot + suffixe masculin + le point milieu + suffixe féminin.

Cette pratique défendue par certaines militantes féministes au prétexte que la langue française «invisibiliserait les femmes» a beaucoup fait parler d'elle ces dernières semaines alors qu'un manuel scolaire, destiné à des élèves de CE2, a été publié pour la première fois en écriture inclusive en mars 2017. On peut y lire que «grâce aux agriculteur.rice.s, aux artisan.e.s et aux commerçant.e.s, la Gaule était un pays riche». L'éditeur a expliqué avoir choisi d'appliquer les recommandations du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes datant de 2015.

Prenant acte de la diffusion de cette «écriture inclusive» qui «prétend s'imposer comme norme», l'Académie française élève à l'unanimité une solennelle mise en garde: «La démultiplication des marques orthographiques et syntaxiques qu'elle induit aboutit à une langue désunie, disparate dans son expression, créant une confusion qui confine à l'illisibilité. On voit mal quel est l'objectif poursuivi et comment il pourrait surmonter les obstacles pratiques d'écriture, de lecture - visuelle ou à voix haute - et de prononciation. Cela alourdirait la tâche des pédagogues. Cela compliquerait plus encore celle des lecteurs.

Il est déjà difficile d'acquérir une langue, qu'en sera-t-il si l'usage y ajoute des formes secondes et altérées? Comment les générations à venir pourront-elles grandir en intimité avec notre patrimoine écrit? Quant aux promesses de la francophonie, elles seront anéanties si la langue française s'empêche elle-même par ce redoublement de complexité, au bénéfice d'autres langues qui en tireront profit pour prévaloir sur la planète.»

«Bégaiement cérébral»

Membre de l'Académie française, Michael Edwards, poète, philosophe et traducteur franco-britannique, avait confié début octobre au Figaro à quel point l'écriture inclusive abîmait, selon lui, la langue française. «C'est la chair même du français qui est ainsi rongée, et son esprit qui se trouve frappé d'une sorte de bégaiement cérébral», indiquait-il. Les académiciens avec qui il avait discuté du sujet étaient «scandalisés» mais ont décidé de prendre un peu de temps pour réagir officiellement.

La virulence du communiqué de l'Académie a été peu goûtée, jeudi, par les féministes, comme la militante et «cheffe d'entreprise» Caroline De Haas: «On va tous mourir!», écrit-elle sur Twitter. «Et après, c'est nous qu'on traite d'hystériques...»

Cette condamnation sans appel des académiciens sera-t-elle entendue? Pas si sûr. Depuis 2015 et les recommandations du Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes, l'écriture inclusive, longtemps cantonnée aux associations féministes et aux partis d'extrême gauche, entre peu à peu dans les mœurs.

Plusieurs ministères, institutions, collectivités et universités se sont depuis mises à appliquer peu ou prou ces recommandations. Sur le site du ministère de l'Éducation nationale, il est ainsi désormais question de professeur·es. Le ministère de la Santé, quant à lui, évoque les chirurgien·ne·s-dentistes. Depuis 2016, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) s'est engagé très officiellement à écrire de façon inclusive: «Assemblée la plus paritaire de la République française, le CESE est convaincu que les stéréotypes, terreau du sexisme, sont profondément ancrés dans notre société et s'expriment dans le langage et la grammaire.» Le Cnam se définit désormais comme une école d'ingénieure·es «parce que nos formations sont ouvertes à toutes et tous».

Dans certains médias comme TV5Monde, dans des communications du CNRS, cette graphie a fait son apparition. Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, lui, n'approuve pas: «On doit revenir aux fondamentaux sur le vocabulaire et la grammaire, je trouve que ça ajoute une complexité qui n'est pas nécessaire.» LeFigaro.fr 26 octobre 2017

Jamais je n'emploierai cette graphie débile qu'une partie de l'extrême gauche la plus décomposée (NPA en tête) - et par bien des aspects la plus réactionnaire (Syrie), a adoptée. La pire réaction leur balance un os à ronger et ils s'empressent de se jeter dessus comme des morfales. Mais les travailleurs s'en foutent complètement, tout comme ils se foutent de cette élite de nantis dégénérés.

Ce n'est pas un hasard, si ce sont les mêmes militants qui refuseront de s'associer avec des militants d'autres partis, au nom de désaccords qu'ils s'emploient à multiplier et qui à leurs yeux sont prioritaires sur ce qu'ils ont en commun, c'est là qu'on s'aperçoit que les intérêts collectifs des travailleurs passent chez eux après leurs intérêts individuels ou de leurs chapelles.

La réaction le sait, elle connaît leurs faiblesses, elle leur balance un appât et eux ils se jettent dessus, ils vont enfin pouvoir faire parler d'eux, ils vont être associés à des gens respectables, ils vont enfin pouvoir remporter une victoire... pendant que sur fond de division le gouvernement en profite pour faire passer des mesures antisociales collectives ! Avec le PS hier, LREM aujourd'hui, ils se retrouvent au côté de la pire réaction, c'est toujours mieux que de se retrouver au côté du POID ou du POI, par exemple.

Au contraire, la langue française devrait être simplifiée, par exemple l'accent circonflexe d'hôtel, de théâtre, etc. est inutile et devrait être supprimé, tout comme le "h" d'héberger ou celui de philanthrope (th). On peut se passer de ces lettres ou accents qui ont une origine étymologique (contraction du "s", par exemple, ostel au XIe siècle, hôtel) ou servent à fournir une indication illusoire sur la manière de prononcer une lettre, que le (phonème) "a" de théâtre soit antérieur ou postérieur, qu'il provienne du devant ou du fond du palais pour faire simple ne le rendra pas plus ou moins audible, ils ont modifié l'orthographe d'évènement en événement, après s'être aperçus que la plupart des gens prononçaient événement.

Commentaires d'internautes

1- Pourquoi dans son commentaire Twitter Mme Haas n'a-t-elle pas écrit "On va tou.te.s mourir"? En fait, cette "règle" est tellement compliquée qu'elle n'arrive même pas à l'utiliser elle-même.

2- "Le Petit Robert contient 60 000 mots.

Les personnes cultivées connaissent 15 000 mots.
Les Français, en moyenne, n'utilisent que 3 000 mots.
Les lycéens maîtrisent 800 à 1 600 mots.
Les 10% de Français les moins éduqués ont 350 à 400 mots à leur disposition (selon le linguiste Alain Bentolila).

Ne soyons pas étonnés du fiasco continu de "l'école ascenseur social". Ne soyons pas non plus surpris par l'essor de l'enseignement privé qui n'en demandait pas tant. L'idéologie gauchiste aura réussi de façon spectaculaire et déplorable à remplacer l'ascenseur social par la fracture sociale."

3- Masculin, féminin, et les trans... les neutres, les non masculin/ féminin? Ils ne sont pas représentés dans cette orthographe sexiste! Je proteste énergiquement, et demande une correction immédiate de ces règles hyper sexuées qui génèrent une nouvelle domination!

4- Dans mon entourage, 100% des femmes interrogées trouvent ça grotesque! Il n'y a guère que quelques féministes hystériques (pléonasme...) pour défendre une telle hérésie! Il faudrait qu'un jour les féministes se rendent compte que leur comportement est presque systématiquement contreproductif.

5- En quoi cette écriture est-elle "inclusive"? Le sens de ce mot est travestis pour des raisons marketing. On pourrait parler d'écriture "polygenre" ou tout simplement "neutre", mais le terme "inclusive" laisse entendre que ses détracteurs sont des personnes qui "excluent" et donc des bêtes à abattre. Décidément, la "bien pensance" et la novlangue qui l'accompagne sont prêts à tout pour monter les gens les uns contre les autres. Heureusement que les femmes n'aiment pas les féministes dans leur majorité, sinon je crois que je n'aimerais plus les femmes.

6- L'écriture inclusive laisse supposer que les lecteurs sont des abrutis finis incapables de faire un quelconque discernement sans qu'on leur explose le mot (faute de l'éducation nationale ?).

7- La lecture procède d'une combinaison reconnaissance visuelle des mots et sens de la phrase: on ne peut modifier d'un coup d'un seul l'orthographe d'autant de mots sans affecter la compréhension d'un texte: la répercussion attendue en est évidemment le retard d'acquisition d'une lecture fluide et globale aux élèves de CE2

8- Depuis quand l'idéologie modifie la langue française ? Non non et re-non. Même notre langue n'est pas à l'abri des lobby.

9- Les récentes réformes de l'orthographe et de la grammaire visaient à simplifier un corpus que certains trouvent au-dessus de leurs méninges. Et là, curieusement, il s'agit de tout compliquer! Il m'est d'avis que ce jargon inutile ne va pas tenir très longtemps. La question est : combien de temps?

10- L'écrire va devenir une corvée, la traduction va devenir une torture et l'esprit intelligent qui cherche et trouve toujours la simplification, va très vite adapté l'Anglais... eh je suis bien d'accord avec l'académie, la langue Française massacrée aura vécu,

tué par les femmes savantes, à la Molière.

11- Jusqu'où certains vont-ils aller dans la débilité ?

12- L'idéologie féministe est une aberration intellectuelle qui confond l'égalité et la non-différence, qui nie les différences biologiques des femmes et des hommes. C'est sur le moyen long terme probablement plus mortelle que cette ridicule écriture inclusive : quand les femmes et les hommes ne se fréquenteront plus l'espèce humaine aura un petit problème...

13- Au fond c'est le grand retour des ligues de vertu et des petits curetons. Libe et les Inrocks sont les publications paroissiales modernes. Rien de nouveau. Juste la bêtise épaisse qui fait son boulot éternel.

Ravage et héritage de l'OTAN.

Héritage de l'Otan: la Serbie première en Europe pour le nombre de cancéreux - Arrêt sur Info.

http://arretsurinfo.ch/heritage-de-lotan-la-serbie-premiere-en-europe-pour-le-nombre-de-cancereux-2/

Les bombardements avec des munitions à l'uranium appauvri n'ont jamais préoccupé les partis écologistes et Verts qui, comme on l'a constaté, ont soutenu et continuent de soutenir les guerres de l'Otan, sans jamais se soucier des conséquences pour l'environnement et la santé des gens. Ces partis, comme tous les autres, combattent le nucléaire mais ne condamnent pas l'usage des armes à l'uranium appauvri, qui irradient et rendent invivables des pays entiers. Arrêt sur Info.

Il y a 16 ans, l'Otan commençait à bombarder la Yougoslavie.

Avec 5.500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants, la Serbie arrive en première position en Europe pour le nombre de décès dus au cancer. L'opération militaire de l'Otan contre la Yougoslavie a fait jusqu'à 2.500 morts. Mais il ne s'agit là que d'un préjudice direct. Les avions de l'Otan ont largué près de 15 tonnes d'uranium appauvri sur le territoire serbe. La période radioactive de l'uranium est de 4,5 milliards d'années. Depuis les bombardements otaniens, les experts ont également découvert en Serbie des traces de plutonium dont la « longévité » atteint 24.000 ans.

Deux mois et demi après les bombardements, des spécialistes grecs ont constaté une augmentation de la radioactivité en Grèce en moyenne de 20% à 30%.

Les spécialistes serbes rappellent pour leur part que même une faible dose de radiation suffit à déclencher la transformation de cellules saines en cellules cancéreuses. Un autre risque consiste dans la mutation génétique qui entraîne la naissance d'enfants présentant des incapacités mentales et physiques. (...)

Selon l'Institut de santé publique de Serbie, pendant la période d'avant 2012, le nombre de malades atteints de lymphome et de leucémie a augmenté de 80% dans le pays.

« Si cette tendance se maintient, la Serbie comptera 5.500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants. Par rapport à l'indice moyen (2.000 malades pour un million de personnes), ce chiffre ne manque pas d'inquiéter », a souligné le professeur Cikaric. »La Serbie occupe actuellement la première place en Europe pour le nombre de décès dus au cancer », a conclu le spécialiste serbe. Arrêt sur Info.

Syrie. Quand leur rhétorique les trahit.

Grille de lecture.

Tout d'abord, on nous dit que des experts appartenant tous à des pays en guerre contre la Syrie (détail fourni ailleurs le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov) confirment les accusations portées précédemment contre Bachar al-Assad sans preuve par Washington, Londres et Paris notamment.

Ensuite, en guise de preuves matérielles, ils affirment que ce serait, je cite, le "*scénario le plus probable*", mais une probabilité n'a jamais constitué un début de preuve.

Enfin, peu importe, pour le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, cette probabilité constitue une "*conclusion claire*" de la culpabilité de Bachar al-Assad, bref, il doit dégager.

Précisons que les Britanniques et les Français, ainsi que les Américains qui ont commandé ce rapport bidon soutiennent le clan

de l'oligarchie anglo-saxonne opposé à celui de Trump, ils ne désarment pas.

- Le régime Assad tenu pour responsable d'une attaque au gaz sarin - AFP

Ces experts (de l'ONU et de l'OIAC - Organisation pour l'interdiction des armes chimiques - LVOG) ont conclu, comme l'affirmaient notamment Washington, Londres et Paris, que le régime de Damas est bien responsable de l'attaque: les éléments rassemblés vont dans le sens du "scénario le plus probable" selon lequel "le gaz sarin a été le résultat d'une bombe larguée par un avion", affirme le rapport, "certain que le responsable de cette attaque sur Khan Cheikhoun est le régime syrien".

Le rapport a délivré une "conclusion claire", a abondé le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, qui a exhorté "la communauté internationale à s'unir pour tenir le régime de Bachar al-Assad responsable" de cette attaque. AFP

- «Vous trouvez ça normal?»: Sergueï Lavrov évoque la mission de l'OIAC en Syrie - Sputnik 22.09

La mission de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques qui enquête sur les attaques chimiques en Syrie est composée de pays occidentaux hostiles à Damas, selon le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

«Il suffit de regarder la composition nationale des experts de la mission d'établissement des faits en Syrie formée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques », a-t-il indiqué.

«Elle compte deux groupes dont l'un examine les plaintes formulées par l'opposition et l'autre se penche sur les affirmations du gouvernement au sujet de l'emploi de substances toxiques par l'opposition. Tous les deux sont présidés par des ressortissants d'un même pays, un pays occidental qui se range sur des positions radicales et antigouvernementales dans la crise syrienne», a constaté Sergueï Lavrov ce vendredi au cours d'une conférence de presse.

«Vous trouvez ça normal? Moi non. Ce n'est pas normal en soi. En outre, la majorité des experts de cette mission font partie du groupe des Amis de la Syrie qui a été mis en place par l'administration Obama et dont les membres ont été choisis parmi ceux qui ne veulent que changer le système», a-t-il ajouté. Sputnik 22.09

Quand ils refusent leur défaite, ils en appellent au clan de la guerre.

- Venezuela: 12 pays d'Amérique demandent à l'ONU d'intervenir - AFP

Dans ce communiqué, le "groupe de Lima", regroupant l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay et le Pérou, "demande au Secrétaire général et aux Nations unies de contribuer à gérer la crise et les violations continues des droits de l'homme".

Dans leur déclaration conjointe, les 12 pays dénoncent la façon dont se sont déroulées les élections régionales du 15 octobre, avec "des actes d'intimidation, de la manipulation, de contrainte sociale et de conditionnement du vote, en autres irrégularités".

A l'inverse de ce que prédisaient les sondages, le camp présidentiel a largement remporté ce scrutin, gagnant 18 des 23 postes de gouverneurs, générant une crise dans l'opposition. AFP

Tartuferies. C'est dans l'ordre des choses.

- L'opposition vénézuélienne, prix Sakharov 2017 du Parlement européen. - AFP

Le Parlement européen récompense la droite vénézuélienne liée à Washington et associée à des milices d'extrême droite, c'est dans l'ordre des choses, et il ne faut surtout pas en être choqué, il soutenait déjà le gouvernement et le parlement néonazis ukrainiens.

- Dossiers Kennedy: Washington met en ligne des milliers de documents - AFP

Après un suspense long de plus d'un demi-siècle, l'administration Trump a publié jeudi près de 3.000 dossiers secrets sur l'assassinat du président américain John F. Kennedy, repoussant toutefois de six mois la divulgation de certains documents jugés trop "sensibles".

On attendait la publication des 3.100 dossiers encore secrets. Finalement, 2.891 ont été mis en ligne jeudi soir sur le site des Archives nationales américaines (https://www.archives.gov/research/jfk/2017-release).

Mais "le président a autorisé de retenir temporairement certaines informations qui pourraient porter atteinte à la sécurité nationale,

au maintien de l'ordre ou aux affaires étrangères", ont précisé les Archives nationales américaines.

La plupart de ces demandes sont venues de la CIA et du FBI, la police fédérale américaine, selon des responsables de l'administration Trump.

Le président américain a donné six mois aux services de renseignement, jusqu'au 26 avril 2018, pour éplucher les documents jugés sensibles et en censurer, le cas échéant, les parties les plus délicates.

"Au terme de ce délai, j'ordonnerai la publication de toutes informations dont les services n'auront pas pu démontrer" qu'elles devaient être tenues secrètes, a martelé le président, qui est lui-même par le passé entré dans le jeu des théories et fantasmes autour de cet assassinat.

Une commission d'enquête lancée quelques jours après la mort du charismatique président de 46 ans, la commission Warren, avait conclu que "JFK" avait été tué par l'ancien Marine tireur d'élite Lee Harvey Oswald, ayant agi seul.

Cette position officielle n'a pourtant jamais suffi à étouffer les hypothèses sur un complot ourdi contre le 35e président américain à Dallas, au Texas. AFP 27 octobre 2017

On aura compris qu'ils ne publieront jamais l'intégralité des documents encore existants démontrant l'implication de la CIA ou d'autres acteurs liés à l'oligarchie dans l'assassinat de Kennedy, les plus compromettants ayant sans doute déjà été détruits.

Ils osent tout.

- «Peur du CDI» : la fausse piste de «l'incertitude juridique» - liberation.fr

- Les indices qui montrent que Robert Boulin a été tué - LePoint.fr

- La Fondation Nobel possède indirectement des parts chez des fabricants d'armes atomiques - Liberation.fr

- Mikheïl Saakachvili, chef d'un village d'irréductibles protestataires à Kiev - Liberation.fr

- Une lycéenne japonaise est en procès contre les autorités de sa région : ses professeurs la forçaient à teindre en noir ses cheveux, naturellement bruns, au nom du règlement intérieur de l'établissement qui bannit tous les cheveux d'une autre couleur. - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le père fouettard n'était pas le bienvenue.

- «Je ne suis pas le Père Noël»: la phrase de Macron qui déclenche des émeutes en Guyane - Sputnik

«Je ne suis pas le Père Noël parce que les Guyanais ne sont pas des enfants», a déclaré Emmanuel Macron lors de son premier voyage outre-mer. Bilan: cocktails Molotov, gaz lacrymogènes, personnes interpellées, un gendarme et un policier blessés…

Plusieurs heures d'affrontements à Cayenne entre forces de l'ordre et manifestants ont marqué jeudi soir le premier jour de la visite en Guyane d'Emmanuel Macron, qui a averti dès son arrivée qu'il n'était pas venu en «Père Noël».

Plus d'un millier de personnes se sont ainsi rassemblées pour réclamer le respect de l'accord signé le 21 avril, par lequel l'ancien gouvernement a acté un plan d'urgence de 1,08 milliard d'euros, signé des accords sectoriels et «pris acte» d'une demande de 2,1 milliards d'euros de mesures supplémentaires.

Réclamant un rendez-vous avec le chef de l'État, les manifestants se sont ensuite rassemblés devant la préfecture, où ils ont écarté une première série de barrières pour se rapprocher du bâtiment.

L'Élysée leur a proposé un rendez-vous vendredi matin, mais les manifestants ont réclamé de voir M. Macron dès la soirée.

La tension est ensuite montée. Emmanuel Macron «n'a aucun respect pour nous», a déclaré Davy Rimane, membre du

collectif. «Maintenant, on sait à qui on a affaire.»

Cinq personnes ont été interpellées, a indiqué le procureur Eric Vaillant à l'AFP. Un gendarme mobile et un policier ont été légèrement blessés.

Pendant plusieurs heures, les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes destinés au départ à disperser un rassemblement devant la préfecture de Guyane.

En réponse, des jeunes, plusieurs cagoulés, ont lancé des cocktails Molotov et des projectiles, notamment aux abords du commissariat. Des poubelles ont été incendiées.

Avec un taux de chômage de plus de 20%, un taux de pauvreté de plus de 40%, une population jeune en forte croissance et une dépendance extrême aux dépenses publiques, la collectivité d'outre-mer connaît une situation économique difficile. Sputnik 21.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

Le Parlement catalan a voté l'indépendance - publicsenat.fr et AFP

Après des semaines de tensions, les députés catalans viennent de voter en faveur de l'indépendance. Suite à quoi, le Sénat espagnol a voté l'application de l'article 155 de la Constitution pour permettre à Madrid de suspendre l'autonomie de la Catalogne.

L'article 155 stipule que « si une communauté autonome ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par la Constitution ou par d'autres lois, ou agit d'une manière qui porte gravement atteinte à l'intérêt général de l'Espagne, le gouvernement (...) pourra adopter les mesures nécessaires pour l'obliger à respecter les dites obligations, ou pour la protection de l'intérêt général ».

En attendant les nouvelles élections régionales, convoquées par Madrid pour le 21 décembre, la nuit barcelonaise était dominée par les indépendantistes et leurs feux d'artifice, sur la place Sant Jaume.

Mais samedi, à Madrid, ce sera au tour des partisans du maintien de la Catalogne en Espagne de manifester: deux camps diamétralement opposés, symbole de cette crise sans précédent pour l'Espagne depuis son retour dans le camp de la démocratie, en 1977.

A l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, le dirigeant conservateur Mariano Rajoy a annoncé la destitution du président séparatiste catalan Carles Puigdemont et de son gouvernement. Et le parlement catalan, dominé par les indépendantistes, a été dissous, en attendant son renouvellement, lors d'un scrutin annoncé pour le 21 décembre.

Dès samedi, la vice-présidente du gouvernement espagnol, Soraya Saenz de Santamaria, devait réunir les secrétaires d'Etat qui seront chargés d'assumer les fonctions des gouvernants catalans.

Les autres mesures annoncées comprennent la destitution du directeur de la police régionale catalane ou encore la fermeture des "représentations" catalanes dans le monde.

Mais les conséquences de cette déclaration d'indépendance unilatérale de la Catalogne, comme de la mise sous tutelle par Madrid, sont incalculables.

Washington, Londres, Berlin, Ottawa ou encore Paris ont de même immédiatement fait savoir qu'ils soutenaient l'unité de l'Espagne.

Relevé de ses fonctions par Madrid, le président catalan Carles Puigdemont ne s'est pas exprimé depuis l'annonce officielle de sa destitution. publicsenat.fr et AFP 28 octobre 2017

Haut de page

Le 30 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (5 pages)

- ABC du marxisme : la nation. Tout nationalisme repose sur un mythe (GMI)

A lire.

Il s'agit d'une sélection d'articles que j'ai lus et que je vous recommande.

OTAN

10 articles sur les guerres conduites par l'OTAN à travers le monde de 1991 à 2014, par Manlio Dinucci et publiés séparément par différents médias dits alternatifs (Mondialisation.ca), que j'ai rassemblés dans un seul fichier pdf.

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire “L’art de la guerre” au quotidien italien il manifesto.

- La « Grande Otan » au format pdf (26 pages)

Libye

- Mémorandum sur la Libye - Intoxications contre l’État, la guidance et l’armée par Saïf al-Islam Kadhafi

- L'article au format html

Ce mémorandum vise à cerner ce qu’a subi le peuple libyen au cours des six dernières années. Ces crimes ont été commis au nom de l’interventionnisme humanitaire, de la protection des civils, de l’introduction de la démocratie et de la prospérité. Les forces de l’Otan, avec l’aide de certains États arabes et de quelques Libyens, ont attaqué la Libye avec tous les moyens à leur disposition. Les justifications avancées étaient aussi fausses que pour l’invasion de l’Irak en 2003. Ce fut une destruction systématique d’un pays souverain et d’une nation pacifique.

- Lafarge : Arrestation de Firas Tlass aux Émirats Arabes Unis Par René Naba — Arrêt sur Info 28 octobre 2017

- L'article au format html

Firas Tlass, fils aîné du général Moustapha Tlass, ancien ministre syrien de la défense, a été arrêté aux Émirats Arabes Unis, à la suite d’un mandat d’Interpol, pour une affaire en relation avec les contributions versées par le cimentier franco suisse Lafarge Holcim en Syrie; Une opération qui a été vécue par bon nombre d’opposants syriens comme un coup de semonce à l’opposition syrienne off shore pétro-monarchique.

L’arrestation d’une des anciennes coqueluches du régime baasiste, rallié à l’opposition, a été annoncé par le site «Zaman Al Wassel», un site électronique de Syriens proche de Qatar et de la Turquie et du site «Almayadeen.net», le site de la chaîne libanaise almayadeen, constituée en 2011 par des dissidents de la chaîne qatarie Aljazeera.

Sur le Qatar

- Le Qatar remplacera-t-il l'Arabie contre le Myanmar ?

- L'article au format html

La stratégie britannique d’instrumentation du terrorisme islamiste se poursuit en Asie du Sud-Est. En février-mars dernier, le roi Salmane d’Arabie saoudite était venu préparer la Malaisie à jouer un rôle d’appui dans la crise à venir des Rohingyas au Myanmar. Cependant, le retournement de l’Arabie par le président Trump, en mai, a laissé ce dispositif orphelin lorsque la crise a éclaté en août. L’émir de Qatar s’est donc rendu les 15 et 16 octobre en Malaisie pour y réactiver les soutiens aux jihadistes. (...)

L’émir Tamim du Qatar, le président turc Recep Tayyip Erdogan et le Premier ministre malais Najib Razak sont actuellement les

trois chefs d'État et de gouvernement qui soutiennent les jihadistes Rohingyas.

- Qatar : Voici venu le temps des aveux…

- L'article au format html

Il a fallu attendre avril 2016 pour entendre l'ancien premier ministre du Qatar, Cheikh Hamad Ben Jassam ou « HBJ », déclarer dans un entretien avec Roula Khalaf du Financial Times [1] : « Je vais dire une chose pour la première fois… Quand nous avons commencé à nous engager en Syrie, en 2012, nous avions le feu vert pour que le Qatar dirige [les opérations], car l'Arabie saoudite ne voulait pas le faire à cette époque. Ensuite, il y a eu un changement dans la politique et Riyad ne nous a pas dit qu'elle nous voulait sur le siège arrière. Aussi, nous nous sommes retrouvés en concurrence et cela n'était pas sain ».

Quant à la Libye, c'est sans vergogne, que HBJ avait résumé l'agression meurtrière des coalisés par cette odieuse métaphore :

« Il y avait trop de cuisiniers, le plat a été gâché » ! (...)

Un discours qui ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà mais qui, mieux que le criminel, connaît les détails du crime ? Même s'il ne dit pas toute la vérité :

Cheikh Hamad Ben Jassam - « Dès que les choses ont commencé en Syrie, je me suis rendu en Arabie saoudite à la demande de son altesse père. J'ai rencontré le roi Abdallah, que Dieu lui accorde Sa miséricorde. Il m'a dit : « Nous sommes avec vous, vous avancez, nous coordonnons, mais vous prenez les choses en mains ». Ce que nous avons fait. Je ne voudrais pas entrer dans les détails…

Nous possédons des preuves complètes sur ce sujet.

Tout passait par la Turquie, tout se faisait en coordination avec les forces américaines, les Turcs, nous-mêmes et nos frères saoudiens. Tous étaient présents via leurs militaires. Il se peut que des erreurs aient été commises au niveau de certains détails en matière de soutien [au terrorisme, Ndt], mais pas en ce qui concerne Daech. Là, ils exagèrent ! Il se peut qu'il y ait eu relation avec le Front al-Nosra. C'est possible. Par Dieu, je n'en sais rien ! Cependant, si tel était le cas, je peux dire que dès qu'il a été décrété que le Front al-Nosra était inacceptable, il n'a plus été soutenu et les efforts se sont focalisés sur la libération de la Syrie… [Ici, sans transition, NdT]…nous nous sommes disputés la proie… la proie s'est envolée… et nous nous la disputons encore !

[1] Les aveux de cheikh Hamad, surnommé HBJ, sur la Libye http://www.huffpostmaghreb.com/2016/04/21/hamad-ben-jassem-libyesyrie_ n_9751762.html

Les travailleurs ont le droit de savoir de quoi ils sont capables...

- « L'État profond », le mensonge profond, le terrorisme profond! par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 29 octobre 2017

Extrait. Pour ceux qui se sont sérieusement penchés sur les éléments d'information à notre disposition, mais qu'il faut certes aller chercher à la manière des orpailleurs, il n'est plus nécessaire de démontrer que ce sont les experts de la CIA et des élites de « l'Etat Profond » américain qui ont organisé, planifié, formé, équipé, financé, protégé, ravitaillé les djihadistes en Syrie et Irak, comme c'est aussi le cas pour les néo nazis en Ukraine.

Nous savons tous objectivement, aujourd'hui – même si certains médias et inconditionnels du système continuent obsessionnellement d'invoquer le recours malhonnête à la raillerie facile du « complotisme », sans jamais pouvoir avancer la moindre réelle preuve rationnelle confirmant ce que ce comportement compulsif « officiel » prétend – que les forces présentes en Syrie et en Irak, luttant contre DAECH,ISIS,EIIL, et dirigées par les USA, ont tout fait pour protéger leurs mercenaires djihadistes, avec l'aide inconditionnelle d'Israël, en tâchant également de les redéployer sur d'autres théâtres d'opérations de déstabilisation à travers le monde (Les djihadistes pour les pays à dominance musulmane : Philippines, Myanmar, Yémen, Somalie… Les néo nazis pour les pays à dominance chrétienne: Ukraine et bientôt Venezuela…) Mondialisation.ca, 29 octobre 2017

Le pivot US vers l'Asie et la balkanisation

- L'article au format html

Les médias-oligarques ne seraient rien sans des journalistes corrompus.

- « Journalistes achetés », Note de lecture par Jacques Maillard - Comité Valmy 27.10.2017

« Gekaufte journalisten » d'Udo Ulfkotte.

Si vous ne lisez pas l'allemand, mais lisez l'anglais, soyez patients, la seule traduction actuellement existante, en anglais, n'est plus disponible, et seuls quelques exemplaires d'une première édition, « journalist for hire » sont vendus, d'occasion, quelquefois sur Amazon pour 1440 euros… Mais il est annoncée une version anglaise pour bientôt. Sinon toutes les autres traductions seraient bloquées...

L'auteur fut journaliste au FAZ, le réputé « Frankfurter Allgemeine Zeitung », durant 17 ans. Il quitta le FAZ en 2003, écoeuré par une propagande qui, non seulement violait tous les principes du journalisme, mais aussi, au delà de la corruption, de la falsification de la vérité, devenait une machine de guerre de l'OTAN, des oligarchies occidentales. Ce qu'elle poursuit aujourd'hui, et de manière amplifiée.

Il décrit avec preuves et citations à l'appui, comment, en Allemagne (mais il explique fort bien comment son discours est parfaitement valable pour la France, en citant sources et noms, Bouygues, Delors, Mitterrand, Lagardère, DSK, Sarkozy, Rothschild, Royal…), la haute finance, les services secrets US, allemands et britanniques, les politiques, interagissent très étroitement avec les médias de masse, quels qu'ils soient. Dictée de textes, menaces, licenciement, ostracismes, corruption, etc.
Il dénonce ceux qui ne savent, devant les faits décrits et avérés (les réunions et les participants à Bilderberg en premier lieu) que répéter le mot « théorie du complot », pour disqualifier ceux qui essayent de sortir ou combattre cet empire du mensonge.

Parmi les « ponts » entre les médias de masse et les pouvoirs économiques, politiques et militaires, un certain nombre d'institutions sont citées (sans aucune exclusive) : En premier lieu Bilderberg, Puis les institutions liées à Rockefeller, Soros, Carnegie, les « prix », en particulier celui de la « liberté », portant le nom de Vernon Walters Award, directeur de la CIA qui orchestra les « très sales coups d'Eta en Iran (1954), au Brésil (1964), au Chili (1973) et la subversion contre les syndicats en Italie durant les années 1960 »... Un autre prix « pour la liberté » camoufle la récompense des fabricants de cigarettes.
Nous retrouvons aussi les « young leaders », bien connus en France. Et nous prenons connaissance avec la « fondation Adenauer » et « le pont atlantique », dont la traduction en français serait l' »Arc Atlantique »…

Dans cette dernière institution, nous trouvons (p164 et 165) comme personnalité primée en 2005, Thomas Enders, directeur d'EADS (il l'est toujours), grand ami des USA. Nous comprenons alors la dérive actuelle d'Airbus, nommant des citoyens US, ayant fait toute une carrière dans l'appareil militaro-industriel des USA, à des postes clés. L'avenir d'AIRBUS est donc clair, accompagnant Alstom, Pechiney, hier, et demain, si la politique actuelle se poursuit, Areva, Dassault, Safran, Ariane espace, et les autres fleurons industriels français (car en réalité la partie allemande est déjà sous contrôle) dans l'orbite américaine.

On devine que les autres intellectuels, artistes, scientifiques, ingénieurs… subissent aussi le même traitement. J'ai pu le constater dans ma carrière de physicien des particules, au CERN notamment dont la directrice actuelle a été invitée à la réunion de Bilderberg 2017, comme la directrice de la biologie au Max Planck Institut. De même Philip Morris donnait en ne cachant pas son nom un prix à des physiciens méritants...

Le livre se lit comme un roman, avec une précision précieuse. Il relate son recrutement, avec l'aide manifeste des services secrets, durant ses études. Il décrit la réalité des journalistes de guerre (il assista au gazage de soldats iraniens dans la guerre Iran-Irak). Il explique comment les effets de l'uranium appauvri fut caché par les médias, ses visites dans les émirats (avec cadeaux),…

La première édition de son livre date de 2014, et d'autres suivirent jusqu'en 2015. Au début de l'année 2017, la maladie l'emporta. Comité Valmy 27.10.2017

Comment le nouvel ordre mondial se met en place.

Nouveaux accords de libre-échange: la normalisation de la brutalité des chaînes d'approvisionnement mondiales.

- L'article au format html

ACTUALITÉ DU JOUR

Trop tard, apparemment il n'était pas au courant...

- Macron appelle Bagdad au "dialogue" avec les Kurdes - AFP

- Irak: Barzani, fondateur de l'autonomie du Kurdistan contraint au départ - AFP

Il ne faut pas le répéter à Brigitte...

- "Monsieur Macron, ça le fait rire qu'on puisse fumer du cannabis", s'indigne Marine Le Pen - Franceinfo

En famille, ils osent tout. En quête de crédibilité, Mélenchon légitime Macron. Mais ce n'est qu'un jeu...

- Mélenchon juge que Macron "a le point pour l'instant" - AFP 29 octobre 2017

"Nous avions un mécanisme de résistance sociale tel que le dur de la réforme libérale qui est passé sur l'Angleterre, l'Allemagne, et même le Portugal, l'Espagne, l'Italie, n'avait pas atteint la France", a déclaré M. Mélenchon.

"Monsieur Macron s'en est vanté dans son interview. Il a dit : 'J'y suis arrivé en cinq mois'. Bon, il y est arrivé", a-t-il admis.

"Pour l'instant, c'est lui qui a le point. Faut pas chercher à le cacher, parce que si on raconte des histoires, on n'est pas crédible", a-t-il ajouté. AFP 29 octobre 2017

La lutte de classe ramenée à une partie de pétanque, on pouvait difficilement tomber plus bas...

Il a passé plus de 30 ans au PS et depuis il a amplement démontré qu'il n'avait jamais rompu avec son idéologie réactionnaire, et il ose sortir "si on raconte des histoires, on n'est pas crédible".

Il ne faut pas attendre l'impossible de ce charlatan, auquel complaisamment les médias-oligarques accordent des articles ou relaient les déclarations quotidiennement.

Si la créature du diable est impuissante, c'est qu'il y a encore de l'espoir !

- L'Union européenne est victime d'une «stérilité dramatique» selon le pape - LeParisien.fr

Date de validité du traitement des déchets : 1 an !

- "Je me donne un an pour voir si je suis utile", déclare Nicolas Hulot - Franceinfo

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (12 pages)

Un courriel reçu et ma réponse (entre parenthèses).

Quelle belle analyse renvoyant ainsi dos à dos d'un côté l'ensemble de la réaction mondiale, des appareils bourgeois.. aux côtés de Rajoy et de la monarchie mise en place par Franco, et de l'autre le peuple catalan combattant pour une république catalane indépendante !!

LVOG- (Je vous signale au passage que l'Espagne ne se réduit pas à la Catalogne, et que le peuple espagnol ne se réduit pas au peuple catalan. Que vous et vos amis l'ignoriez ou feigniez de l'ignorer est somme toute normal. Au fait, ils en pensent quoi les travailleurs du reste de l'Espagne ?)

Quelle belle analyse qui renvoie aux calendes grecques les positions de Trotsky, le droit (et non pas l'obligation!) à la séparation, à l'indépendance, le droit à une république catalane indépendante même si cette république n'a (encore!) rien de bolchevique! Ou si, face aux aspirations du peuple catalan, on ne répond "oui" qu'à la condition d'un accord préalable avec le communisme!!

LVOG- (Vous me direz si je me trompe, mais j'avais cru comprendre que c'était l'ensemble du peuple opprimé espagnol qui combattait pour une République en Espagne dans les années 30, et même que la classe ouvrière était à l'avant-garde de ce combat. Alors cessez de comparer des situations qui n'ont rien à voir ou si peu, un peu de sérieux.

Par ailleurs, vous ne nous avez toujours pas dit si cette "*république catalane*" serait indépendante de l'UE, ni même si elle avait un début de contenu social correspondant aux revendications des travailleurs catalans, je suis peut-être mal informé, mais je crois n'avoir lu cela nulle part. Cette République catalane a-t-elle pour but de satisfaire les besoins sociaux des travailleurs foulés aux pieds par Madrid, dans toute l'Espagne, ou a-t-elle un autre objet, lequel ?

Bolchevique, communisme, tout de suite les grands mots, vous voulez me faire passer pour un gauchiste, caractérisation que j'ai employée pour qualifier les partisans de l'indépendance de la Catalogne en conclusion de mon analyse, analyse de la situation inexistante dans les documents du POID que vous m'avez transmis, c'était uniquement de la propagande sur fond de théorie obsolète ou inappropriée. Au lieu de citer sans cesse Trotsky, vous feriez mieux de relire Lénine, vous y verriez sans doute plus clair, quoique ! Et ne me sortez pas que j'opposerais Trotsky à Lénine.)

Les capitalistes catalans aussi rejettent massivement cette indépendance...tout comme toi, aveuglé par la petite bourgeoisie à la tête du mouvement. (Les social-démocrates soutiennent la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie... - Lénine : Les tâches des social-démocrates russes (1897) Et à mon avis, toujours en fonction des éléments en ma possession sur la situation actuelle en Espagne, les rapports entre les classes, y compris en Catalogne, il me semble que que ce soient la petite bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie catalanes qui sont plus réactionnaires que la grande bourgeoisie qui domine à Madrid ou dans le reste de l'Espagne, y compris l'UE, le FMI, etc. J'ai lu les déclarations des indépendantistes catalans, j'ai relu le déroulement de la révolution espagnole de 1931 à 1937-38, j'ai suivi jour après jours le processus en cours en Catalogne, j'ai parcouru le processus institutionnel engagé en Espagne depuis la mort de Franco avant de prendre une position. Où les avez-vous évoqués ou vos amis du POID ? Je me trompe peut-être et je suis prêt à adopter une autre position, mais à partir de faits concrets et non des principes ou du vent.)

Une organisation qui se prétend révolutionnaire doit être capable de choisir son camp tout en restant indépendante elle-même de la petite bourgeoisie;

LVOG- (Et de la grande bourgeoisie de préférence.)

La seule position correcte c'est de défendre le combat pour une république catalane indépendante tout en combattant parallèlement pour une république ouvrière, donc tout en continuant à construire un parti révolutionnaire pour le gouvernement ouvrier, tendant la main aux autre peuples composant l'Espagne (basque, andalou, galicien, castillan).

LVOG- (Je crois que vous prenez le problème à l'envers, j'ai cru comprendre que les travailleurs du reste de l'Espagne ne soutenaient pas l'initiative des Catalans ou ne la comprenaient pas, elle est plutôt un élément de division supplémentaire au sein du mouvement ouvrier, elle fait le jeu de la monarchie parlementaire.

Ne faudrait-il pas plutôt que l'ensemble des travailleurs espagnols combattent pour abolir la Constitution et les institutions héritées du franquisme, afin d'instaurer une République sociale sur toute l'Espagne, afin de pouvoir satisfaire leurs revendications sociales et les aspirations des peuples de chacune de ses 17 régions?

Ce que vous ne semblez pas comprendre ou ne voulez pas comprendre, c'est que la monarchie parlementaire espagnole fonctionne pratiquement comme une République et que le peuple espagnol dans sa totalité l'interprète ainsi. Qu'elle ait des relents de franquisme, selon les générations, il va de soi qu'un grand nombre d'Espagnols le savent, tout comme ils ont eu une multitude d'occasions de s'apercevoir que la monarchie était corrompue, que l'ensemble des institutions étaient corrompues ou antidémocratiques.

En France, où il existe officiellement une République, qui ignore que les inégalités sociales ont explosé au cours des dernières décennies, ce qui constitue un déni du principe d'égalité qui définit la République, qui ignore que seuls les intérêts des capitalismes sont pris en compte par le Parlement et le gouvernement, ce qui constitue un déni des principes de la République. Et pourtant 86% des électeurs ont participé aux dernières élections, tout du moins à au moins un de ses scrutins, vous le savez aussi bien que moi puisque vous lisez mes causeries. Je crois que c'est de là qu'il faut partir, du niveau de conscience politique des travailleurs, et non de je ne sais quelle théorie que l'on plaque sur la réalité.

Mes salutations petites bourgeoises.)

Nouveau courriel reçu le lendemain.

Pas mal pour quelqu'un qui nous parle sans cesse du combat pour le communisme, de la révolution de 1917 et qui est incapable de voir sous ses yeux les centaines de comités de défense du référendum du 1er octobre, transformés en comités de défense de la république, dans les villages, les quartiers, comités autonomes où les travailleurs participent massivement et réfléchissent à la réalisation concrète de leur indépendance! A un moment où on commémore les soviets.

LVOG- (Quand pour justifier ma position j'évoquais le contenu social et politique du référendum et du processus d'indépendance de la Catalogne, de la République que certains veulent instaurer dans cette région, il me répond "*défense du référendum*" ou "*défense de la république*" ou encore "*réalisation concrète de leur indépendance*" sans qu'on en sache davantage sur leur nature sociale ou leur orientation politique, leurs réels intentions, hormis toutefois disloquer l'Espagne.)

Et ce n'est sans doute pas la Catalogne qui se proclama République catalane en 1934 et fut martyrisée par Franco, avec la complicité de Staline et des staliniens !!

LVOG- ("*La Catalogne*", quelle Catalogne, qui, quoi, pour qui, pour quoi ? No comprendo señor !)

Elle serait indépendante de l'UE la rejette ainsi que toutes les institutions au service du capital financier et tous les appareils bourgeois (par exemple en Espagne du PSOE, du PCE, de Podemos, de l'UGT, des Commissions ouvrières) et peut-être la

première pierre d'une Europe des peuples, tout en constituant une brèche pour les autres peuples contre la monarchie franquiste.

LVOG- (Mais en quoi serait-elle indépendante ? En quoi serait-elle progressiste, je parle pour les travailleurs catalans ? Vous avez oublié "*libres*" Europe des peuples libres (POID), libres de quoi ? Vous avez au minimum un demi-siècle de retard !)

Pas mal de soutenir ainsi la grande bourgeoisie catalane qui combat l'indépendance contre la petite-bourgeoisie qui se bat pour. (Pas mal, pas mal, on se fait du bien comme on peut, n'est-ce pas !)

Et le texte de Lénine date d'une époque qui était celle encore du capitalisme ascendant et du développement des forces productives, qu'on ne peut plaquer tel quel sur la nouvelle période historique de l'impérialisme.

LVOG- (Le texte de Lénine que j'ai cité datait de 1897. Voici ce qu'il écrivit dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* en 1916 : "*Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est définitivement substitué à l'ancien : c'est le début du XXe siècle.*" A trois ans près, vous repasserez avec votre "*capitalisme ascendant*" en 1897 ! Vous racontez vraiment n'importe quoi, vous êtes d'une mauvaise foi écoeurante.)

La majorité en France aux dernières élections n'a pas voté, sans parler des non inscrits et des bulletins blancs!

LVOG- (Vous vous faites faussaire maintenant ? La preuve, extrait de ma causerie du 25 octobre 2017 : Alors que 44 millions de Français sont inscrits sur les listes électorales, 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives). (Source : L'Express.fr 19 octobre 2017) Dites, vous allez nous sortir quoi la prochaine fois ?)

Et une nouvelle fois, méthode éclectique, impressionniste d'analyse de la réalité !! Ce ne sont pas les autres classes ouvrières qui viennent manifester à Barcelone contre l'indépendance, mais les militants et sympathisants de Tous les partis, gauche, droite, extrême gauche pour une part et extrême droite avec les franquistes drapeau au vent.

LVOG- (C'est un fait, quoique je ne l'ai pas vérifié, je vous fais confiance pour le coup, "*les autres classes ouvrières*" (comme s'il y en avait plusieurs en Espagne, passons.) elles n'en ont rien à foutre du référendum catalan, de leur République et de leur indépendance, car en réalité ce référendum n'était pas destiné à instaurer une République, mais bien plutôt à balkaniser l'Espagne.

Mes salutations de suppôt de la réaction.)

Dossier sur l'Espagne.

A lire.

- Trump et le sécessionnisme, par Thierry Meyssan)

Alors que les néo-conservateurs entendaient réaliser une « révolution mondiale » en exportant leur « démocratie » par la guerre, le président Trump fonde sa politique étrangère sur le respect de la souveraineté des États. Par conséquent, il a interrompu tout soutien US aux séparatismes. Thierry Meyssan rappelle ici les ambiguïtés de la position états-unienne sur les sécessions, puis dégage les points communs des événements au Kenya, en Iraq et en Espagne. Réseau Voltaire 31 octobre 2017

Extrait.

Catalogne : faux sécessionnistes et vrais comploteurs

On imagine que l'indépendantisme catalan s'est forgé dans la résistance au fascisme. C'est faux. Le premier parti indépendantiste catalan, Estat Català, a été fondé en 1922, c'est-à-dire juste avant les dictatures de Miguel Primo de Rivera et de Francisco Franco en Espagne.

On imagine que son fondateur, Francesc Macià (le « grand-père »), entendait créer un État indépendant qui n'avait jamais existé, afin de sauver la région de Barcelone du fascisme. C'est faux. Il souhaitait annexer Andorre, le Sud-Est de la France et une partie de la Sardaigne car, selon lui, la « Catalogne » est opprimée par Andorre, l'Espagne, la France et l'Italie.

On imagine que les indépendantistes catalans sont pacifistes. C'est faux. En 1926, Francesc Macià tenta un coup d'État après avoir enrôlé une centaine de mercenaires italiens et réuni une armée.

On imagine que les indépendantistes catalans sont historiquement de gauche. C'est faux. En 1928, Francesc Macià fonda à La Havane, avec l'aide du dictateur cubain pro-US Gerardo Machado, le Parti séparatiste révolutionnaire de Catalogne.

Les indépendantistes catalans n'ont jamais été soutenus par les États anti-impérialistes, et surtout pas par l'URSS durant la guerre d'Espagne (bien que Francesc Macià soit allé solliciter l'aide de Moscou dès 1924 et ait alors obtenu le soutien de Boukharine et de Zinoviev). Tout au plus Macià a-t-il noué des alliances avec des membres de la Seconde internationale.

Se revendiquant directement de Macià (et non pas de son ancien patron, Jordi Pujol) et donc soutenant implicitement le projet d'annexion d'Andorre, et d'une partie de la France et de l'Italie, Carles Puigdemont n'a jamais cherché à cacher ses soutiens anglo-saxons. Journaliste, il crée un mensuel pour tenir au courant ses sponsors de l'évolution de son combat. Il n'est évidemment pas en catalan, ni en espagnol, mais en anglais : Catalonia Today, dont sa femme la Roumaine Marcela Topor est devenue la rédactrice en chef. Identiquement il anime des associations promouvant l'indépendantisme catalan non pas en Espagne, mais à l'étranger, qu'il fait financer par George Soros [8].

Les indépendantistes catalans, comme leurs homologues luos et kurdes iraquiens, n'ont pas intégré le changement survenu à la Maison-Blanche. S'appuyant sur le Parlement où ils sont majoritaires en sièges, bien qu'ayant obtenu une minorité de voix lors de leur élection, ils ont proclamé l'indépendance à la suite du référendum du 1er octobre 2017. Ils croyaient pouvoir disposer du soutien des États-Unis et par voie de conséquence de celui de l'Union européenne. Mais, le président Trump ne les a pas plus soutenus qu'il ne l'a fait avec les Luos et les Kurdes iraquiens. Et par voie de conséquence, l'Union européenne est restée opposée au nouvel État.

[8] "George Soros financió a la agencia de la paradiplomacia catalana", Quico Sallés, La Vanguardia, 16 de agosto de 2016.
Réseau Voltaire

Comment Trotsky, abordait la question cruciale du nationalisme en Espagne...

- Œuvres - mai 1931 - Léon Trotsky - 17 mai 1931.

Exercice pratique : Cherchez dans ce texte très court les passages qui correspondent à la situation actuelle en Espagne, et ceux qui sont devenus obsolètes ou qui ne seraient pas d'actualité.

Questions tirées de la lecture de ce texte :

- Le "*nationalisme catalan*" est-il en 2017 "*un facteur révolutionnaire progressiste*" ?

- Les "*Catalans*", les "*Basques*" sont-ils plus "*écrasées par la bourgeoisie espagnole*" que les "*autres nationalités*" ?

- Le référendum sur l'indépendance de la Catalogne, donc la séparation de la Catalogne du reste de l'Espagne, la création d'un nouvel Etat, un Etat catalan, est-il compatible avec l'idée que se faisait Trotsky du "*caractère progressiste, révolutionnaire-démocratique de la lutte nationale catalane*", autrement dit selon Trotsky, ce processus devait-il aboutir à l'éclatement de l'Espagne ? Question posée aux trotskystes fossilisés.

La réponse de Trotsky :

- "*Pas un instant l'on ne doit perdre de vue que l'Espagne tout entière et la Catalogne, comme partie constituante de ce pays, sont gouvernées actuellement non point par des nationaux-démocrates catalans, mais par des bourgeois impérialistes espagnols, alliés à de gros propriétaires fonciers, à de vieux bureaucrates et des généraux, avec l'appui des nationaux-socialistes. (...)*

Où est le danger des illusions nationales petites bourgeoises? En ceci qu'elles peuvent diviser le prolétariat d'Espagne en secteurs nationaux. Le danger est très sérieux."

Le mouvement nationaliste basque et l'ETA, dans une moindre celui catalan n'ont fait qu'alimenter ces "*illusions nationales petites bourgeoises*" au cours des décennies précédentes. Accordez une rallonge budgétaire à leur région ou concédez-leur quelques concessions dans la gestion de leur région autonome, et ils feront acte de servilité ou d'allégeance, de repentance envers Madrid, tandis que la condition des travailleurs catalans ou basques demeurera inchangée ou continuera de se dégrader.

Autant la proclamation le 6 octobre 1934 de la République catalane était justifiée (semble-t-il) pour montrer aux travailleurs de toute l'Espagne que la Seconde République instituée en 1931 était une mystification destinée à connaître rapidement un destin tragique pour, d'une part avoir engagé d'importantes réformes sociales et politique sans les mener jusqu'au bout, d'autre part pour avoir fait des concessions à la réaction et surtout ne pas l'avoir désarmée, autant d'éléments qui devaient diviser les rangs des partisans de la révolution espagnole et préparer son renversement par Franco, 83 ans plus tard, il n'y a absolument rien

de comparable en terme "*progressiste*" ou "*révolutionnaire-démocratique*" dans les mouvements nationalistes en Espagne.

Il y a un truc qui m'a échappé, apparemment Trotsky n'a jamais envisagé un référendum ou une République dans une région autrement que dans le cadre de l'Espagne républicaine une et indivisible. J'ai encore un document à lire, on y reviendra si nécessaire.

- La révolution espagnole et les dangers qui la menacent - Léon Trotsky - 28 mai 1931 (11 pages)

Un des aspects méconnus de la crise politique espagnole.

- C'est la corruption qui perpétue le conflit catalan par Carlos Hernández — Arrêt sur Info 31 octobre 2017

Mariano Rajoy a vu validée sa stratégie perverse sur la Catalogne tout au long de cette semaine. Le Premier ministre a dû éclater de rire en constatant que ce qui aurait dû être la nouvelle de l'année (l'implication du PP [1] dans l'affaire Gürte [2]) a été complètement éclipsée par la crise catalane.

Ce n'en est pas l'unique cause, ne vous hâtez pas de jeter à la corbeille ce modeste article en raison de son titre, mais permettez-moi de poser une simple question, en ces heures tendues, surréalistes et pathétiques, alors que nous sommes sous la menace d'une catastrophe d'une ampleur imprévisible : serions-nous dans cette situation dramatique si le PP et le défunt parti « Convergencia i Unió [3]» n'avaient pas été deux formations politiques gangrenées par la corruption? En serions-nous à retenir notre souffle, que nous nous sentions espagnols ou catalans, si Jordi Pujol, Artur Mas, Esperanza Aguirre [4] et Mariano Rajoy n'avaient pas été éclaboussés par de graves accusations de financement irrégulier et même d'enrichissement illicite? Mon impression, qui s'appuie sur les événements de ces dernières années, est … un « Non ! » catégorique.

Si nous examinons le déroulement du processus, depuis ses origines, nous trouvons les acteurs indépendantistes convaincus, l'ERC, la CUP [5] et différents mouvements citoyens qui, d'une manière ou d'une autre, ont toujours été présents, brandissant fièrement l'estelada [6]. Le dernier élément, celui qui a rompu l'équilibre, a été le défunt parti « Convergència i Unió » : ce parti des affaires et de la bourgeoisie catalane a abandonné du jour au lendemain sa position, certes nationaliste, mais favorable à l'union (avec l'Espagne), au profit du séparatisme. Est-ce vraiment dû au hasard si cette surprenante transformation de la force politique que dirigeait Artur Mas a coïncidé avec le flot des révélations médiatiques et des affaires judiciaires pour corruption dans lesquelles étaient impliqués les dirigeants de Convergencia ? L'estelada a d'abord constitué pour Convergencia un rempart contre ses ennuis judiciaires; puis, petit à petit, ses dirigeants ont été dépassés par les événements qu'ils avaient eux-mêmes déclenchés et par la pression de leurs compagnons de route.

Les locataires du numéro 13 de la Calle de Génova [7] et de la Moncloa [8] ont sûrement dû sauter de joie quand a surgi ce qu'ils ont eux-mêmes défini comme « le défi souverainiste ».La Catalogne avait déjà rendu service au Parti Populaire quand celui-ci était dans l'opposition, en lui permettant de grappiller des voix à Madrid, en Galice, dans la Région de Murcie, dans les deux Castilles, en Estrémadure et en Andalousie, en « criminalisant » l'Estatut [9] générant ainsi un profond sentiment de catalanophobie. Si Cristobal Montoro [10] a déclaré, en plein milieu de la débâcle économique du gouvernement de Zapatero, « que l'Espagne fasse naufrage, nous la redresserons », Rajoy a dû penser quelque chose d'approchant quand il a décidé d'allumer la flamme dangereuse de la haine entre les communautés. Il est très probable que le chef de l'opposition d'alors avait prévu d'éteindre le feu qu'il avait lui-même allumé une fois arrivé à la Moncloa ; cependant, sa présidence a été dès le début menacée par le tsunami de corruption qui submergeait son parti, depuis les municipalités et les chefs-lieux des régions, jusqu'au siège national du parti, au n° 13 de la Calle de Génova. Dans ce contexte, la menace indépendantiste était l'ennemi idéal dont avait besoin celui qui était maintenant le chef du gouvernement. Il ne leur suffisait déjà plus d'agiter le spectre exsangue de l' ETA pour rallier leurs électeurs, dont certains commençaient à être dégoûtés par les innombrables combines ourdies par des filous et que des juges, des policiers, des journalistes et des citoyens incorruptibles dévoilaient au grand jour. C'était le moment d'agiter frénétiquement le drapeau espagnol, la « rojigualda » (sang et or), pour détourner le regard des Espagnols de ces colonies de grenouilles qui peuplaient le gigantesque marigot qu'était le Parti Populaire.

Telle est la pièce qu'on nous a jouée avec quelques variations au cours des six dernières années, et dont le dernier acte, par hasard ou peut-être pour d'autres circonstances moins accidentelles, menace de mettre en scène une Déclaration Unilatérale d'Indépendance(DUI), l'application de l'Article 155 [11] et le dénouement de la première partie du procès Gürtel. Nous n'aurions pas pu assister à un scénario plus dangereux, mais aussi plus révélateur de la tragédie qu'on nous a contraints à vivre. Pendant que sur la scène Rajoy et Puigdemont poursuivaient leur grotesque et irresponsable guerre des drapeaux, la Procureure Concepción Sabadell se voyait condamnée à faire part de ses conclusions dévastatrices en coulisses. L'efficace procureure de l' Audiencia Nacional [12] ne laissait planer aucun doute : Le Parti Populaire avait bénéficié d'activités criminelles, et l'existence au siège du parti d'une caisse noire, alimentée par des commissions occultes versées par des entrepreneurs en échange de la concession de contrats publics, illégalement accordés par les administrations dirigées… par le Parti Populaire, a été « de manière accablante et constante, pleinement établie » »

Le banc des accusés du procès Gürtel

Il y a seulement un mois, tous les journaux (sans compter les tracts, évidemment), ainsi que les bulletins d'information de la radio et de la télévision (je ne compte pas non plus ce NO-DO [13] est conçu dans les bureaux de la Moncloa et transmis par la télévision espagnole) auraient ouvert leurs éditions en citant les mots de Sabadell Concepción, qui assurait que « Luis El Cabrón » (Lulu l'Enfoiré) n'était autre que Luis Bárcenas [14] et que, selon les notes documentaires parvenues aux dirigeants de la chaîne figuraient les initiales de l'ancien député « populaire » Jesús Merino. Il est évident qu'au fur et à mesure des nouvelles, nous nous serions tous rappelés que les éléments mentionnés dans ce qu'on appelle les « papiers de Bárcenas » - des documents dans lesquels était nommé un certain « M. Rajoy » comme destinataire de milliers d'euros de primes payées avec de l'argent sale- se voyaient corroborés point par point.

S'il avait le moindre doute, et je ne pense pas qu'il y en avait, Mariano Rajoy a vu validée sa stratégie perverse sur la question de la Catalogne tout au long de cette semaine. Le chef du gouvernement a dû éclater de rire en constatant que ce qui devrait être la nouvelle de l'année a été complètement éclipsé par la crise catalane. Dans les bars et les bureaux de Madrid, Séville et Barcelone, les victimes de l'affaire Gürtel, que nous sommes tous, ignoraient que le Ministère Public était en train de les informer que le PP les avait détroussés; entre deux cafés ou entre deux bières, elles préféraient passer leur temps à maudire les radicaux indépendantistes ou les méchants espagnolistes.

Tant que Mariano Rajoy et un PP corrompu jusqu'à l'os resteront au pouvoir, la crise catalane durera à perpétuité ou, tout au moins, jusqu'à ce que surgisse un nouvel ennemi grâce auquel on pourra intimider et exaspérer l'électorat. Il est possible que le Premier ministre ait évité d'affronter politiquement le problème au cours des six années à la Moncloa, par pure négligence, arrogance et paresse ; oui, mais pas seulement. Rien ne protège mieux des papiers de Bárcenas qu'un bon vieux drapeau espagnol. Rien ne détourne plus l'attention du financement irrégulier de son parti que d'unir les citoyens contre un démoniaque ennemi commun armé d'une estelada. J'espère que je me trompe, mais je suis convaincu que ce sont Rajoy et les siens qui tirent les ficelles dans ces heures critiques pour l'avenir de l'Espagne et de la Catalogne, et qu'ils continueront à le faire à l'avenir, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, dans le seul but de faire durer un conflit politique qui leur profite politiquement.

Ce n'est que comme cela que s'explique l'attitude qu'a eue le PP alors que Puigdemont demandait jeudi dernier que Madrid fasse un geste, même minime, avant de « s'immoler » personnellement et politiquement en convoquant des élections anticipées ? Dans ces heures critiques, alors que la plus grande prudence et la plus grande sagesse étaient requises de la part des fonctionnaires publics, Albiol et Javier Arenas [15] ont fait des déclarations incendiaires, essayant d'humilier encore plus le président de la Generalitat. Comme par hasard, au même moment, le Ministère public, téléguidé par le ministre Catalá, annonçait son refus de revenir sur la détention provisoire des dirigeants de l'ANC et d'Òmnium [16]. Il semble évident qu'aucun de ces actes n'ait été déterminant pour pousser Puigdemont à retourner -définitivement ou non, nous l'ignorons- sur la voie de la déclaration unilatérale d'indépendance; mais même dans ce cas, nous avons le droit, et même le devoir, de nous poser une question : si le PP se comportait en public de façon aussi irresponsable et inopportune, comment pouvait-il bien se comporter dans les négociations qu'il tenait en privé avec le gouvernement catalan par divers intermédiaires?

Pour ces raisons, aussi stupides que soient les actes de Puigdemont dans les heures à venir, le PSOE fera une grave erreur s'il continue à faire confiance à un chef de gouvernement auquel on ne peut pas se fier. Les faits sont têtus, aujourd'hui comme hier, et ils le seront demain, même si la Moncloa donne l'assaut à TV3 [17] pour en faire un clone de TVE NO-DO. Aussi irresponsables qu'aient été, et demeurent, les dirigeants indépendantistes catalans, les principaux coupables de la situation actuelle, de la perpétuation de ce conflit avec la Catalogne qui peut aboutir à une véritable tragédie ne s'appellent pas seulement Puigdemont, Junqueras, Gabriel, Rajoy ou Rivera. Nous devons rechercher les principaux coupables derrière des noms aussi originaux que Gürtel, Púnica, Lezo, Palau, Nóos, Acuamed, Millet, Palma Arena, Pokémon, Guateque, Pallerols, Brugal, Auditorio, Imelsa, Andratx, Campeón ou Faycan[18]. Les responsables sont les politiciens, les entrepreneurs et les journalistes impliqués dans ces scandales, complices ou seulement complaisants. Les responsables sont aussi ces millions de citoyens qui ont voté pour des partis et des candidats, tout en sachant qu'ils étaient corrompus, parce que, malgré tout … c'étaient leurs corrompus à eux. Les responsables sont aussi ces partis de gauche qui restent incapables de se mettre d'accord pour expulser «Monsieur X» de la Moncloa. Carlos Hernández de Miguel (Madrid, 1969) est un journaliste et expert en communication espagnol. Il a été chroniqueur parlementaire d' Antena 3 Televisión, correspondant de guerre au Kossovo, en Palestine, en Afghanistan et en Irak. Il a aussi été rédacteur en chef de l'hebdomadaire La Clave, directeur de communication du PSOE et consultant en communication de diverses entreprises. Actuellement il collabore à diverses publications comme eldiario.es, El Mundo et le magazine Viajar (Voyager). En 2015 il a publié Los últimos españoles de Mauthausen [Les derniers Espagnols de Mauthausen] (Ediciones B)

[1] PP : Partido Popular (Parti Populaire), principal parti de la droite espagnole depuis la Transition, auquel appartient Mariano Rajoy. Ses membres et représentants sont souvent appelés les « populares » (populaires).

[2] L'Affaire ou Cas Gürtel désigne une enquête en cours depuis 2007 sur la corruption dans l'attribution des marchés publics, affectant tous les niveaux de l'administration espagnole et impliquant essentiellement des membres du PP.

[3] Convergència i Unió (CIU) est une ancienne fédération de partis centristes catalans (2001-2015) dont deux des présidents, Jordi Pujol et Artur Mas, ont été présidents de la Généralité de Catalogne. Le premier a été au centre de scandales fiscaux en série impliquant sa femme et ses enfants et portant sur plusieurs centaines de millions d'euros. Le second a été condamné en 2017 pour avoir organisé en 2014 une consultation sur l'indépendance catalane qualifiée d' « illégale » par le Tribunal

Constitutionnel de Madrid.

[4] Esperanza Aguirre : ex-ministre, ex-présidente du Sénat, ex présidente de la Communauté de Madrid, impliquée dans une autre affaire de corruption, elle a dû démissionner de ses autres mandats politiques et électifs.

[5] ERC : Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche républicaine de Catalogne), et CUP : Candidatura d'Unitat Popular (Candidature d'unité populaire) sont deux partis de la gauche indépendantiste catalane, le premier social-démocrate, le second « radical ».

[6] L'Estelada (L'étoilée) est le drapeau catalann aux bandes jaunes et rouges. Elle est ainsi nommée pour l'étoile qui figure dans un triangle sur la gauche du drapeau (étoile blanche sur fond bleu dans sa version « droitiste », rouge sur fond jaune dans sa version « gauchiste »).

[7] Calle de Génova 13 : adresse du siège madrilène du Parti Populaire depuis 1983, connue comme « Génova 13 ».

[8] Palais de la Moncloa : résidence officielle de président du gouvernement espagnol (actuellement M.Rajoy) à Madrid.

[9] Estatut : le Statut d'autonomie de la Catalogne de 2006.

[10] Cristobal Montoro : économiste, membre du PP, ministre de l'Économie d'Aznar de 2000 à 2004 et de Rajoy depuis 2011.

[11] Article 155 de la Constitution espagnole de 1978 : « 1. Si une Communauté autonome ne remplit pas les obligations que la Constitution ou les autres lois lui imposent ou agit de façon à porter gravement atteinte à l'intérêt général de l'Espagne, le gouvernement, après avoir préalablement mis en demeure le président de la communauté autonome et si cette mise en demeure n'aboutit pas, pourra, avec l'approbation de la majorité absolue des membres du Sénat, prendre les mesures nécessaires pour la contraindre à respecter ces obligations ou pour protéger l'intérêt général mentionné. 2. Pour mener à bien les mesures prévues au paragraphe précédent, le gouvernement pourra donner des instructions à toutes les autorités des communautés autonomes. »

[12] Audiencia Nacional : Tribunal ayant juridiction sur l'ensemble de l'État espagnol, siégeant à Madrid, chargé de juger les affaires le plus graves (terrorisme, etc.)

[13] Les NO-DO : Acronyme de Noticiarios y Documentales (Actualités et documentaires) étaient des courts-métrages diffusés obligatoirement dans les cinémas espagnols sous la dictature franquiste dans une but de propagande pour le régime.

[14] Luis Bárcenas : trésorier du PP, inculpé dans l'affaire Gürtel en 2009, incarcéré en 2013, libéré contre caution de 200 000 € en 2015.

[15] Xavier García Albiol : président du Parti populaire de Badalona depuis 1990, maire de sa ville natale entre 2011 et 2015. Candidat à la présidence de la Généralité de Catalogne lors des élections régionales de septembre 2015. Javier Arenas: chef de file du PP en Andalousie

[16] Assemblea Nacional Catalana et Òmnium Cultural : deux organisations indépendantistes catalanes.

[17] TV3 est une chaîne de télévision publique catalane. Son audience a augmenté de 40 % depuis le 1er octobre 2017.

[18] Gürtel, Púnica, etc. sont quelques uns des scandales de corruption dans lesquelles le PP est impliqué.

Ils osent tout. Sionisme et impérialisme.

- Un siècle plus tard, la déclaration Balfour divise toujours Israéliens et Palestiniens - AFP

La déclaration Balfour, qui aura cent ans jeudi, est saluée par Israël comme ayant contribué à la fondation du pays mais critiquée par les Palestiniens comme une étape majeure de la "catastrophe" qui les a privés de leurs terres.

Le 2 novembre 1917, le ministre britannique des Affaires étrangères Arthur Balfour indique que Londres considère "favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif".

Cette phrase de 67 mots est alors la manifestation de soutien la plus forte d'une grande puissance aux objectifs du mouvement sioniste: le retour des Juifs sur la terre leurs ancêtres.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu commémorera cet anniversaire à Londres, où il participera à un dîner avec son homologue britannique Theresa May.

Mme May a dit qu'elle marquerait cette date avec "fierté", malgré les critiques qui s'élèvent en Grande-Bretagne autour de cette commémoration en raison des 50 ans d'occupation israélienne de la Cisjordanie.

Lors de la guerre entourant la création d'Israël, 750.000 Palestiniens ont été expulsés ou ont fui leurs foyers.

Deux décennies plus tard, pendant la guerre des Six-Jours (1967), Israël a notamment pris la Cisjordanie, qu'il occupe toujours, et Jérusalem-Est, qu'il occupe et a annexée mais que les Palestiniens revendiquent comme capitale de leur futur Etat.

Theresa May s'est fait l'écho de ces inquiétudes. "Nous sommes fiers du rôle que nous avons joué dans la création de l'Etat d'Israël", a récemment déclaré la Première ministre britannique... AFP 31 octobre 2017

- Israël, Australie et Nouvelle-Zélande marquent le centenaire de la "charge" de Beer-Sheva - AFP

Dirigeants israéliens, australiens et néo-zélandais ont marqué mardi le centenaire d'une charge de cavalerie connue sous le nom de "bataille de Beer-Sheva", un tournant de la Grande guerre qui a précipité la chute de l'empire Ottoman au Proche-Orient, et préfiguré la naissance de l'Etat d'Israël.

"Il y a exactement 100 ans, les valeureux soldats du corps d'armée australien et néo-zélandais (Anzac) ont libéré Beer-Sheva pour les fils et les filles d'Abraham, et (...) permis au peuple juif de faire son retour dans l'Histoire", a proclamé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en présence de son homologue australien Malcolm Turnbull et de la gouverneure générale de Nouvelle-Zélande, Patricia Reddy.

Cette bataille, qui a contribué à mettre fin à la domination ottomane dans la région, "est devenue partie intégrante de notre histoire, de notre conscience" collective, a pour sa part déclaré l'Australien Malcolm Turnbull.

Cette victoire, et l'avancée des troupes britanniques en Palestine, "n'a pas créé l'Etat d'Israël mais a rendu son existence possible". Dans le cas contraire, "la Déclaration Balfour n'aurait été que des mots creux", a-t-il relevé. AFP 31 octobre 2017

Coucou, le "père Noël" est arrivé. Devinez pour qui ?

- Hausse des salaires en cabinets ministériels- lexpress.fr

"La rémunération moyenne brute (primes comprises) des 232 membres des cabinets ministériels s'élève à 9186 euros mensuels soit +20,5% par rapport au gouvernement Valls", a constaté ce mardi l'ancien parlementaire socialiste René Dosière, s'appuyant sur un document annexé au projet de budget pour 2018 et publié par Bercy. lexpress.fr 31.10

- 120 millions d'impôts en moins sur les stock-options : le nouveau cadeau aux riches de Macron ? - francais.rt.com

Un amendement inattendu de la majorité, dans le cadre du projet de loi de finances de la sécurité sociale, a fait passer le 20 octobre de 30% à 20% les prélèvements sur les stock-options et autres actions gratuites. La somme équivaut à environ 120 millions d'euros de pertes de recettes, destinées originellement à la sécurité sociale.

L'amendement 646 a aussitôt été approuvé par le rapporteur général de La République en marche (LREM) et par la ministre de la Santé Agnès Buzyn. D'ordinaire, l'examen des amendements se fait en commission avant leur discussion en séance plénière. Mais le 646 n'a pas eu besoin de passer en commission.

L'abaissement de la fiscalité sur les stock-options «coûtera de l'ordre de 100 millions d'euros aux finances publiques… il vient après la suppression de la 4e tranche de la taxe sur les salaires qui profite essentiellement aux grands groupes et qui coûte 120 millions d'euros aux finances de l'Etat», écrit la députée Valérie Rabaud. Elle ajoute que «les entreprises concernées sont déjà celles qui pour la plupart bénéficient de la suppression de la 4e tranche de la taxe sur les salaires… ce qui représente déjà un gain pour elles de 120 millions d'euros». francais.rt.com 31 oct. 2017

Ils osent tout

- Loi antiterroriste : Macron assure que les libertés ne seront pas bafouées - Franceinfo

- Gay Games : après Paris en 2018, Hongkong organisera les jeux 2022 - Liberation.fr

- Prisons: Macron veut créer une Agence des travaux d'intérêt général - AFP

Travaux forcés ou S. T. O., leur société ressemble de plus en plus à un camp de concentration, avec les Gay Game en prime, quel bonheur !

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Russie-Chine

- La Russie et la Chine renforcent leur coopération monétaire contre le dollar - francais.rt.com

«En ce moment, les autorités financières des deux pays [la Chine et la Russie] travaillent à la prolongation pour trois ans de l'accord bilatéral d'échange de devises», a déclaré le 31 octobre Sergueï Prikhodko, vice-Premier ministre de la Fédération de Russie, au moment où le Premier ministre Dmitri Medvedev s'envolait pour une visite officielle de deux jours en Chine.

En 2014, la Russie et la Chine avaient conclu un premier accord d'échange de devises pour une durée de trois ans et pour un montant équivalent à 25 milliards de dollars (21,5 milliards d'euros). Cette opération qui revient à créer une chambre de compensation yuan/rouble, permet aux deux pays de libeller les montants de leurs échanges de biens et services en monnaies nationales, rouble et yuan, sans passer par le dollar ou l'euro. Selon les informations données par Sergueï Prikhodko, la part des échanges commerciaux de la Russie libellée en roubles augmente de manière continue. Ainsi, de 2016 à 2017, elle serait passée de 13% à 16% pour les importations, et de 16% à 18% pour les exportations.

Des échanges commerciaux en hausse et passant de moins en moins par le dollar.

La Chine et la Russie, dont les échanges économiques croissent à un rythme soutenu, cherchent à multiplier les initiatives pour faciliter les paiements en rouble et en yuan dans l'espace eurasiatique. Ainsi, selon le vice-Premier ministre russe, plusieurs banques russes ont déjà rejoint le China International Payment System (CIPS), un système de paiement interbancaire international en yuan garanti par la Banque populaire de Chine, (la banque centrale chinoise). Par ailleurs les deux systèmes nationaux de paiement par cartes bancaires russe NSPK et chinois Union Pay, se sont rapprochés pour permettre le paiement d'achats en Russie avec des cartes bancaires chinoises.

En 2016 les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie ont atteint l'équivalent d'environ 70 milliards de dollars. Mais les deux pays se sont fixés pour but de porter ces échanges à 80 milliards dès 2018 et 200 milliards d'ici 2020. Cité par le portail web chinois en plusieurs langues le Quotidien du peuple, le premier vice-Premier ministre russe, Igor Chouvalov, a laissé entendre que ce résultat pourrait être atteint en intégrant l'initiative chinoise de développement stratégique Une ceinture, Une route avec l'Union économique eurasiatique (UEE). francais.rt.com 31 oct. 2017

Haut de page

Le 3 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (12 pages)

Avertissement. Le blog Les-crises.fr manipule ses lecteurs et ne supporte pas qu'on le démasque.

Un internaute écrit le 2 novembre :

- "Je me demande ce qu'on cherche ici. Kadhafi était, et Assad est toujours, au moins aussi "dictateur" qu'Al Sissi, les trois étant avant tout ennemis des Frères Musulmans. Il me semble que les deux premiers ont été plutôt soutenus ici. On parle de "deux

poids deux mesures” ?

Ou alors, absolument tout est jugé à l’aune de l’hystérie de diabolisation des USA (que je n’angélise pas) : tout régime qui les combat est bon quoi qu’il fasse par ailleurs, et tout régime qui ne les combat pas est mauvais quoi qu’il fasse par ailleurs."

Un sbire de ce blog lui répond :

- "Ici, on ne cherche rien, on a déjà trouvé.

Tout simplement, le régime du Sissi est illégitime, tyrannique et criminel, comme le sont ceux qui l’ont mis en place, financé, armé et soutenu inconditionnellement en tout jusqu’à présent. Voilà la réalité toute crue."

Parce que les Frères Musulmans ne sont pas "financés, armés et soutenus inconditionnellement en tout jusqu’à présent" par "ceux qui les (avaient) mis en place" en Tunisie, en Egypte, en Syrie, ah non, ça a foiré, quel dommage ! Au côté d'Al-Qaïda ils ont quand même détruit une bonne partie de la Syrie, vous devrez vous en contentez en guise de compensation.

Bien pourri ce blog, n'est-ce pas ? Un modèle de démocratie cet "espace d'autodéfense intellectuelle" comme il se définit.

Sur absolument tous les sujets il tient un double discours, sauf un, il ne supporte pas qu'on remette en cause l'existence du capitalisme... et la version officielle du 11/9 ! Il n'a jamais soutenu Kadhafi ou Assad. Il a publié un tas d'articles où leurs auteurs se livraient au même exercice.

Morsi et les Frères musulmans, c'est la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suisse et la Turquie, le Qatar, et le Parti démocrate d'Obama et Clinton, ainsi que le clan républicain de Mc Cain.

Sissi, c'est l'Arabie saoudite, le clan de l'oligarchie et des républicains qui soutiennent Trump.

Quant à la France, elle a soutenu Morsi quand il était au pouvoir ainsi qu'Obama, et elle soutient maintenant Sissi depuis que Trump est au pouvoir. Normal, puisqu'elle réagit en vassal du clan de l'oligarchie anglo-saxonne qui est au pouvoir ou qui est le plus puissant !

La situation mondiale est particulièrement complexe de nos jours, beaucoup plus qu'autrefois, outre le chaos qui y règne dans un grand nombre de pays, il faut ajouter la désinformation orchestrée par l'ensemble des médias, dont ceux dits alternatifs qui corrigent rarement leurs erreurs, une exception à ma connaissance, le Réseau Voltaire, et n'attendez pas que nos dirigeants (ou de vieux militants) en fassent autant.

Dossier sur l'Espagne.

La République : résolument oui ! L'indépendance : résolument non !

La Seconde Guerre mondiale impérialiste fut la réponse politique de l'oligarchie financière à la crise qui frappait le capitalisme et à la montée en puissance du mouvement ouvrier international. Elle ne mit pas un terme aux contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme, et elle ne parvint pas à entamer la détermination du prolétariat mondial à lutter pour l'amélioration de sa condition ou pour le socialisme.

Bref, cet acte de barbarie ne permit ni de mettre fin à la crise du capitalisme ni de neutraliser la lutte de classe du prolétariat. Il lui permit juste de temporiser, de gagner du tout avant l'explosion de prochaines crises, qui allaient se produire dans un intervalle de plus en plus rapproché, toujours plus profondes et étendues au point de prendre un caractère permanent quelques décennies plus tard.

L'état de crise permanente du capitalisme allait devenir le facteur déterminant l'orientation de la stratégie politique que les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne allait adopter et imposer au reste du monde. La Seconde Guerre mondiale impérialiste préfigurait ou était le signe avant-coureur de l'entrée en crise permanente du capitalisme, tout en sachant que dans le futur ils ne pourraient plus recourir à cet expédient pour y faire face. Il leur faudrait employer d'autres moyens à la fois sur le plan économique et politique.

Sur le plan économique ils avaient pratiquement les mains libres, puisque personne ne pouvait ou n'oserait contester leur pouvoir dans ce domaine. Constatant que les vieilles recettes étaient devenues obsolètes ou sans effet, en passant par différentes étapes avec le concours du législateur, ils allaient doter l'économie d'instruments financiers occultes ou de type mafieux, qui leur permettraient d'accroître leur pouvoir et leur fortune dans des proportions gigantesques ou pratiquement illimitées, de sorte qu'ils pourraient manipuler, instrumentaliser, contrôler les crises à venir du capitalisme sans que le pouvoir politique ou aucun Etat ne puisse s'y opposer, bref, ils allaient se donner les moyens de devenir enfin les maîtres incontestés du monde, et ils y sont

en grande partie parvenue.

Sur le plan politique ils allaient avoir pratiquement les mains libres également, grâce au concours de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme qui avaient littéralement pourri le mouvement ouvrier, tandis que le prolétariat était incapable de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire. Cela allait leur permettre de passer le moment venu à l'offensive contre les acquis sociaux et politique de la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Aux institutions financières internationales qu'ils allaient créer pour soumettre l'ensemble des Etats à leur politique économiques ou leurs propres besoins, l'oligarchie allait créer leur pendant politique en mettant en place une multitude d'institutions politiques internationales ou continentales, supranationales, non élues et sans aucune légitimité populaire, qui allaient être chargées de se substituer aux Parlements nationaux à l'aide de traités qu'ils allaient tous signés, de sorte que les peuples allaient être spoliés de leurs droits politiques (mais pas totalement, on verra cela plus loin). Cette étape étant franchie ou cet objectif étant atteint, plus rien ne devait faire obstacle à l'adoption par tous les Etats de la stratégie économique élaborée par l'oligarchie et ses idéologues néolibéraux.

Sur le plan militaire, leur intégration à l'OTAN sous commandement américain ne sera qu'une simple formalité.

Voilà en gros les grandes lignes de l'orientation du capitalisme tel qu'on a pu l'observer depuis le milieu des années 40. Je ne suis pas entré dans les détails ou je n'ai pas fourni d'autres références historiques qui nous auraient distrait de l'essentiel. Mais vous pouvez vérifier que tous les évènements importants qui se sont produits dans le monde ainsi que leur enchaînement confirme ce constat ou s'y intègrent parfaitement, ce qui ne signifie pas pour autant que l'oligarchie aurait atteint tous les objectifs qu'elle s'était fixé ou que sa stratégie ne comportait pas des lacunes, des faiblesses, des failles, dont une déterminante que nous allons aborder maintenant rapidement.

Ils ont eu beau créer une multitude d'institutions financières ou politiques internationales ou continentales, y intégrer les Etats en adoptant de nombreux traités pour spolier la classe ouvrière de ses droits politiques, il n'en demeure pas moins qu'ils n'ont pas pu aller au-delà, ils n'ont pas pu éliminer par une signature adossée au bas d'un traité les origines ou le développement multiséculaires de chaque peuple, leur histoire politique, leur culture, leur langue ou leurs particularités, etc. de sorte que tous les Etats continuent d'exister avec leur Constitution et leurs institutions nationales (élues au suffrage universelle), leur Premier ministre et leur gouvernement respectif responsable devant leur peuple, et bien que ces Etats soient devenus les vassaux d'institutions supranationales, ils demeurent aussi ou si ce n'est plus vulnérables que par le passé, car ils peuvent être renversés par un mouvement révolutionnaire qui romprait avec ces institutions supranationales, avec le capitalisme en instaurant une République sociale.

On aura compris que l'ensemble de la situation telle qu'elle ressort de l'évolution du capitalisme ou de l'orientation économique et politique impulsée par l'oligarchie particulièrement au cours des 4 ou 5 dernière décennies s'oppose frontalement à tout progrès social significatif, collectif, est incompatible avec l'expression même limitée de la démocratie, interdit toute remise en cause de l'ordre établi, les peuples exploités et opprimés doivent s'y soumettre impérativement ou être réprimés férocement en cas de rébellion ou de soulèvement.

On aura compris que la tactique du mouvement ouvrier doit être subordonnée au combat politique pour l'abolition de la Constitution et le renversement des institutions nationales dans chaque pays de l'UE (et ailleurs), et que les masses exploitées qui constituent chaque nation doivent impérativement être unies pour affronter et vaincre leur ennemi, et malheur à celles qui seraient divisées face à un ennemi qui fait preuve d'une détermination, d'une solidarité ou d'une fraternité sans faille pour terrasser par tous les moyens à sa disposition le prolétariat révolutionnaire.

Si les travailleurs de toute l'Espagne se saisissent de la question de la République avancée par le prolétariat catalans comme un levier pour axer leur combat contre la Constitution et les institutions nationales espagnoles pour les abattre, nous devons les soutenir inconditionnellement en leur proposant d'aller plus loin, et d'instaurer une République sociale sur les débris de la monarchie parlementaire et du franquisme, à eux ensuite d'en déterminer la forme la plus appropriée dans le respect des aspirations de tous les peuples qui composent l'Espagne.

Réponse d'un "***ignare***" à deux courriels.

Le militant, qui m'a envoyé les deux courriels que j'ai reproduits avant-hier et auxquels j'ai répondu, a récidivé dans deux courriels, où il a fait preuve du même dogmatisme aveugle. Je vous en ferai grâce et je n'y répondrai pas.

Le premier était intitulé "*Ignardise*", le second était constitué de sélections de citations de Lénine et Trotsky uniquement destinées à justifier sa position en faveur de l'indépendance de la Catalogne donc de l'éclatement de l'Espagne en une multitude de micro-Etats...

Une multitude de fois dans mes causeries depuis 9 ans j'ai mis en garde les lecteurs contre ceux qui à court d'arguments ou de légitimité emploient de manière intempestive et détournée des citations des marxistes à seul fin de justifier leurs positions politique ou leur opportunisme.

A les entendre, les marxistes auraient partagé toutes les positions qu'ils ont adoptées hier ou aujourd'hui, ne prétendent-ils pas en être les héritiers (autoproclamés), ce qui, si c'était vraiment le cas, ne serait pas très flatteur pour Marx, Engels, Lénine et Trotsky, au regard du bilan politique de leurs disciples qui avoisine le néant. Or non seulement c'est complètement absurde du fait que le contexte politique a évolué depuis, ainsi que la société, le capitalisme, etc. de sorte que nous nous retrouvons souvent confrontés à des situations ou questions totalement inédites auxquelles autrefois les marxistes n'ont pas pu apporter de réponses politiques.

Que cela ne tiennent, à coup de citations tronquées minutieusement sélectionnées pour l'occasion, ils réussiront à leur faire dire ce qu'ils n'ont jamais dit. Si au moins ils partaient des faits et se contentaient de comparer ce qui est comparable, on pourrait admettre qu'ils fassent un usage circonscrit de certains passages des oeuvres des marxistes, mais ce n'est pas le cas ici, car c'est précisément dès qu'on tente d'aborder avec eux les faits qu'ils se dérobent derrières des citations ou des principes ou encore ils évoquent autres choses, comme si dans la situation il y avait justement des éléments qui contredisaient leur position ou leur théorie qu'ils substituent à la réalité. On aura l'occasion d'en reparler très prochainement lorsque cette mystification que constituait cette déclaration de l'indépendance de la Catalogne se sera volatilisée.

J'en profite pour préciser qu'il ne faut pas confondre le mot d'ordre de République valable pour toute l'Espagne, avec celui d'indépendance qui signifie la dislocation de l'Espagne. Nous sommes résolument pour l'établissement d'une République en Espagne, et farouchement contre l'indépendance ou la création de nouveaux Etats correspondant aux territoires de ses régions.

Nos dirigeants n'ont décidément absolument rien appris des développements des dernières décennies. Hormis inculquer des illusions dans la tête des militants, ils n'ont aucune stratégie.

L'adoption par le Conseil européen en 2007 du Traité de Lisbonne se substituant au Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE) rejeté par référendum en France et au Pays-Bas en 2005, avait déjà démontré qu'il serait impossible de rompre avec l'Union européenne et d'appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs sans abolir au préalable la Constitution et les institutions nationales dans chaque pays, sans renverser l'Etat des capitalistes, tâche que seul le prolétariat révolutionnaire peut accomplir à la tête de l'ensembles des exploités. Puis 10 ans plus tard, l'expérience grecque l'a à nouveau prouvé après le référendum de 2015. Un an plus tard, le référendum sur le maintien ou non au sein de l'UE de la Grande-Bretagne l'a confirmé, la farce du "Brexit" ayant été planifiée par Cameron quelques années plus tôt lors d'une réunion... au Pentagone aux Etats-Unis, le pendant militaire de la Fed. Et ne voilà-t-il pas qu'un an plus tard, en 2017, on nous refait le même coup en Espagne avec la Catalogne, et quand on dit stop, stop trop c'est trop, on nous caractérise de petit bourgeois, de traître, de réactionnaire, d'opportuniste, c'est renversant, n'est-ce pas ?

Puisque l'auteur de ces courriels est un sympathisant ou un militant du POID, je le renvoie à la perspicacité, à la profondeur d'analyse de son principal dirigeant, Daniel Gluckstein, qui titrait son éditorial du 16 mai 2017 "*Quand un régime s'effondre...*", en France. Depuis, se serait-il effondré, évidemment non et vous pouvez encore attendre longtemps, lui et ses amis tenaient déjà exactement le même discours il y a un demi-siècle en arrière, avec de tels prophètes on va aller loin !

Ce que nous disons, c'est que la monarchie parlementaire espagnole fonctionne comme une République bourgeoise dite démocratique, les députés au Cortes, les maires, les députés des Assemblées régionales sont élus au suffrage universel, le Premier ministre est désigné (par le roi) parmi le groupe parlementaire qui détient la majorité, et c'est lui qui désigne les ministres de son gouvernement, et les lois s'appliquent à tous les citoyens espagnols, exactement comme en France ou dans la totalité des pays de l'UE et bien d'autre pays dans le monde. Ce courant politique et d'autres le nient ou n'en parlent pas, ce qui est pire encore.

Partant de là, des faits, on est en droit de se poser les questions suivantes : Pour les travailleurs espagnols existe-t-il une différence entre ce régime et la République que les indépendantistes catalans viennent d'adopter ? Aucune pour l'essentiel. Alors pourquoi devrait-il se saisir de cette question ? S'en saisissent-ils ? Apparemment pas. Ne serait-ce pas plutôt les détourner du combat politique pour une République sociale qui abolirait la Constitution et les institutions espagnoles, qui romprait avec l'UE, qui s'attaquerait aux fondements du capitalisme pour satisfaire leurs besoins sociaux, de la révolution socialiste ? Cela ne préfigure-t-il pas une prochaine offensive du gouvernement contre les travailleurs ? Cela ne vient-il pas à point nommé pour détourner l'attention du peuple espagnol des affaires de corruption dans lesquelles le parti de Rajoy est embourbé, mais aussi certains dirigeants indépendantistes ?

Sans parti, sans programme, sans plan établi, sans direction, vous attendez quoi du processus engagé en Catalogne ? La seule question qui se pose à l'avant-garde ne serait-elle pas "celle de la conquête des masses", au lieu de marcher dans les combines pourries de la petite bourgeoisie réactionnaire catalane qui risquent de se terminer pour le prolétariat catalan par un bain de sang pire que les "journées" de juillet en1917 en Russie ou celles de juin 1848 en France ?

En guise d'épilogue.

J'ai continué de lire quotidiennement ce que les uns et les autres ont écrit ses dernières semaines sur ce sujet, ils sont pratiquement tous alignés sur la même position favorable au démantèlement de l'Espagne, cela doit bien les faire marrer à Bruxelles.

Ils sortent tous les mêmes citations de Trotsky qui datent de près d'un siècle pour justifier leur position. J'ai cherché dans leurs documents (principalement ceux disponibles sur Internet) des éléments, des données chiffrées et détaillées, des faits précis qui permettraient d'étayer davantage ma position, en vain, chaque fois ils ne s'y attardent pas ou ils les citent en passant, donc ils sont inutilisables, donc je n'y fais pas référence, je ne vais tout de même pas les imiter.

Je n'ai pas réussi à savoir précisément à quel niveau se situait la mobilisation de la classe ouvrière dans le reste de l'Espagne que certains ont évoquée, à les entendre les masses de toute l'Espagne seraient devenues révolutionnaires, mais qui peut les croire sur parole en l'absence de données chiffrées, vérifiables, incontestables, certainement pas moi ou plus moi.

Ce n'est pas la politique, l'ethnologie ou l'anthropologie qu'il faut avoir étudiées pour comprendre ce que ces gens-là ont dans le crâne, mais l'archéologie ou la géologie !

Donnons la parole à une Espagnole vivant en Catalogne

- Ma vie en Catalogne, comment l'indignation a remplacé l'illusion par Laura Quijano (économiste)

Il y a 5 ans, la Catalogne m'était apparue comme un lieu propice à l'installation de notre couple. Lui, originaire de Majorque, avait déjà vécu dans six régions autonomes au cours de sa vie, dont de nombreuses années à Barcelone où ses parents s'étaient installés il y a plus de 30 ans. Née à Madrid, j'étais quant à moi peu attachée aux identités régionales ou nationales du fait de mon travail dans des milieux internationaux et des années que j'avais passées à l'étranger. C'est ici que nous avons fondé notre famille, ici que nos deux filles sont nées et ont passé toute leur vie.

Mon mari et moi avions commencé notre étape catalane dans l'enthousiasme: je m'étais inscrite à un cours de catalan, puis nous étions partis à la découverte des moindres recoins, traditions et coutumes du lieu où nous avions choisi de vivre. Nous voulions nous intégrer, et non pas vivre ghettoïsés entre hispanophones. Pour nous, les drapeaux indépendantistes qui peu à peu fleurissaient aux balcons avaient quelque chose d'exotique.

Nous considérions le nationalisme catalan comme une gageure indépendantiste, car ses partisans disaient clairement que c'était le moyen d'obtenir des avancées économiques, sans que l'objectif soit véritablement d'aller jusqu'à l'indépendance. Mais ensuite sont arrivées les premières surprises, puis la stupéfaction et, enfin, une grande déception.

Notre première surprise a eu lieu au moment de trouver une école pour mes filles. Après en avoir visité au moins onze, entre écoles publiques et écoles sous contrat avec l'État, j'ai pu constater que la plupart se disaient sans rougir "catalanistes", et ce dès la première réunion d'information. Je ne m'imagine vraiment pas une école publique à Madrid se déclarer "espagnoliste". J'ai aussi remarqué que sur les murs, seules des cartes de la Catalogne étaient affichées; je n'ai vu aucune carte d'Espagne ou d'Europe. Enfin, j'ai constaté que, dans la plupart des écoles, on commençait par l'apprentissage de l'anglais avant celui de l'espagnol, auquel deux heures de cours par semaine étaient consacrées en école primaire.

Autre surprise, juste avant le vote sur l'avenir politique de la Catalogne, en 2014, des activistes de l'Assemblée nationale catalane (ANC) ont sonné à ma porte dans le cadre d'une "enquête" sur l'indépendance. La première question était la suivante: "Lorsque la Catalogne sera indépendante, nous disposerons de 16 milliards supplémentaires à dépenser. À quoi souhaitez-vous que ces fonds soient attribués?" Toutes les questions suivaient le même schéma: une affirmation à visée de propagande dont la véracité n'est à aucun moment mise en doute, suivie d'une question piège.

Surprise encore: chaque week-end, plusieurs événements indépendantistes ont commencé à être organisés. Des courses à pied grand public, des paëllas, des sardanes, des foires. On monopolisait et on politisait l'espace public en faveur de la cause. On distribuait des ballons et des tracts, dans une campagne électorale permanente. J'ai dû refuser que des membres de l'ANC approchent mes filles pour leur donner des ballons. Et tout cela était considéré comme moderne et révolutionnaire.

Puis, lorsque ma fille de 4 ans m'a demandé pourquoi les autres enfants étaient Catalans et pas elle, ce fut la stupéfaction. D'où une petite fille pouvait-elle sortir une telle idée, elle qui suppose que chaque ville est un pays, qui ne fait pas la différence entre le concept de quartier, de région ou de pays, et dont l'identité n'est pas fermement établie? Selon quel critère peut-on affirmer que ma fille, qui a vécu uniquement en Catalogne depuis sa naissance, est ou n'est pas Catalane? Je préfère croire que ce n'est pas un professeur qui lui a mis cette idée en tête, mais plutôt un enfant innocent qui aurait dit cela en voyant qu'elle préférait parler espagnol. Il n'empêche que ce symptôme est révélateur de l'obsession identitaire, présente dans tous les pans de la société.

Le 29 octobre, la stupeur s'est abattue lorsque nous avons reçu, par le groupe WhatsApp de l'école de mes filles, une invitation à un week-end de ce type sous couvert de "fête familiale et conviviale" dans l'enceinte de l'école. J'ai été sidérée lorsque j'ai protesté, non en raison de l'objet de la "fête", mais en raison de la manipulation qui faisait passer cela pour un événement familial et amical. En guise de réponse je n'ai reçu que des reproches, car l'information était soi-disant objective, et destinée aux personnes potentiellement intéressées.

L'incrédulité s'est installée lorsque des personnes de mon milieu, par ailleurs absolument privilégié au vu de la réalité espagnole (je vis dans la deuxième ville où le revenu par habitant est le plus élevé d'Espagne), qui ont un travail et des revenus décents et qui ont voyagé et bénéficié de bonnes opportunités, ont commencé à se dire "opprimées par l'État". Lorsque je vois de jeunes employés de mon entreprise, qui viennent travailler en grosse voiture, qui ont étudié intégralement en catalan, qui ont voyagé en Europe avec leur passeport espagnol, qui ont pu s'affilier à des associations de tous bords et manifester dans les rues autant qu'ils le voulaient, tout cela dans une Catalogne faisant partie de l'Espagne, se déclarer "opprimés", je ne peux qu'en rire.

Mon incrédulité s'est encore renforcée à la lecture de leurs appels à l'aide désespérés sur Facebook, adressés à leurs amis d'autres pays, en raison des "abus de l'État espagnol". Tous ont voté le 1er octobre, aucun d'entre eux n'a été molesté; au contraire, ils ont été applaudis et n'ont pas manqué de prendre tous les selfies possibles, à partager sur les réseaux sociaux.

Stupéfaction encore lorsque la mère d'une élève qui me contait les bienfaits, la liberté et la joie d'avoir grandi dans une Catalogne faisant partie de l'Espagne n'hésitait pas à dire que, dans ce même contexte, elle lutterait pour l'indépendance et la "liberté du pays". À la question de savoir à quoi correspondait cette liberté à conquérir, elle m'a expliqué que cela consistait à "faire uniquement ce que nous nous voulons". Pour moi, la liberté d'un pays se mesure à l'aune de la somme des libertés des individus qui la composent, et je ne sais pas à qui correspond ce "nous", dans la mesure où, s'il existe une réalité qui se subroge à celle des individus, elle aurait justement pour conséquence de faire perdre leur liberté à nombre d'entre eux.

Finalement, l'indignation l'a emporté lorsque j'ai vu la résurrection de Franco sur papier glacé et sur des affiches de propagande, dans les discours politiques et citoyens. L'indignation, lorsqu'une collègue de travail m'a accusée pour la première fois d'être complice du franquisme. Ce qu'il ne faut pas entendre! À ma naissance, Franco était déjà mort. Comme beaucoup, je suis fille de parents qui ont lutté pour sortir de la dictature et nous offrir la liberté qu'ils n'avaient pas eue. Je ne comprends pas comment on peut rester franquiste après la mort de Franco, et jamais Franco n'a fait partie de nos discussions ou alternatives politiques, ni moi ni mes connaissances du Partido Popular. Jusqu'à mon arrivée en Catalogne, où soudain on m'a collé cette étiquette, pourtant diamétralement opposée à mes convictions...

On entend dire que l'Espagne a abandonné la Catalogne et de nombreux indépendantistes disent "qu'on les a perdus". Moi aussi, je me sens déçue et abandonnée par cette Catalogne des mensonges et des rêves irrationnels et impossibles, celle qui me pousse aujourd'hui à remettre en question le fait qu'il fasse bon y vivre, comme je le croyais il y a cinq ans. Cette Catalogne "m'a perdue", elle aussi, mais je ne m'en irai pas; je resterai, aux côtés de ceux qui ne veulent pas voir leur terre convertie en un pays au bord de la faillite morale et économique. Je resterai, tout en sachant qu'il nous faudra lutter pour défendre nos droits et contrecarrer un discours trompeur et bien huilé. Pour que mes filles puissent grandir ici, dans un pays libre. Fin

Bref, une "oppression" en remplace une autre...

C'est marrant, plus les jours passent et moins je me sens Catalan ! Bon, je n'étais pas Charlie non plus, ceci doit expliquer cela...

Catalogne: huit ministres en prison, mandat d'arrêt contre Puigdemont - AFP

Huit membres du gouvernement catalan destitué par Madrid ont été placés jeudi en détention provisoire par une juge d'instruction espagnole qui émettra vendredi un mandat d'arrêt européen à l'encontre de leur chef Carles Puigdemont, réfugié à Bruxelles.

La juge Carmen Lamela de l'Audience Nationale, tribunal chargé des affaires sensibles, "le fera durant la journée de vendredi", a assuré jeudi en fin de soirée à l'AFP une source judiciaire à Madrid.

Depuis Bruxelles, l'avocat de M. Puigdemont, Me Paul Bekaert, avait déclaré jeudi soir à la télévision flamande VRT: "Mon client vient de me dire que (le mandat d'arrêt) a été émis à l'encontre du président et de quatre ministres qui se trouvent en Belgique" depuis lundi et ont refusé de se présenter au tribunal.

"Cela signifie dans la pratique que la justice espagnole va maintenant envoyer une demande d'extradition au parquet fédéral de Bruxelles", a-t-il ajouté.

Interrogé sur le point de savoir si le dirigeant séparatiste allait rester en Belgique, l'avocat a répondu: "Bien entendu. Il s'est engagé à coopérer pleinement avec les autorités belges".

Une fois la demande d'extradition transmise à la justice belge, celle-ci aurait 60 jours pour étudier le dossier. Au cas où sa demande d'extradition serait approuvée par un juge belge, M. Puigdemont fera appel, a précisé Me Bekaert.

Plus tôt dans la soirée, dans un court message diffusé par la télévision régionale catalane, le président catalan destitué par Madrid a "exigé la libération" de ses collègues incarcérés, affirmant que la décision de la justice n'était "plus une affaire interne espagnole" et que la communauté internationale devait "se rendre compte du danger" qu'elle constituait.

Vingt mille personnes, selon la police municipale, se sont rassemblées dans la soirée à Barcelone, à l'appel du mouvement indépendantiste Assemblée nationale catalane (ANC).

Un neuvième ministre, Santi Vila, qui avait démissionné avant la proclamation de la "République" et le seul à avoir répondu aux questions de la magistrate, pourra être mis en liberté provisoire moyennant le paiement d'une caution.

Dans son ordonnance, la juge explique l'ordre d'incarcération par le risque de fuite des inculpés.

Cinq membres du bureau du Parlement catalan, dont la présidente Carme Forcadell, ont quant à eux obtenu un report au 9 novembre de leur audition pour pouvoir préparer leur défense. AFP 3 novembre 2017

ACTUALITE EN TITRES

Après Jupiter, le "père Noël", le petit prince, Dieu et le pape.

- Emmanuel Macron répond au poème d'une ado britannique par un poème - LeParisien.fr

Si vous écrivez un poème à Emmanuel Macron, il pourrait bien vous répondre. C'est en tout cas ce qui est arrivé à Sophie, une Britannique de 13 ans. LeParisien.fr 1 novembre 2017

- Emmanuel Macron sera bien chanoine de Latran - LePoint.fr

"La Croix" révèle que le président de la République accepte le titre honorifique et qu'il a l'intention d'aller en prendre possession à Rome. LePoint.fr

- Phénomène de cour, isolement : peut-on encore parler au président Macron ? - LeParisien.fr

« Ce qui le fait sourire, c'est qu'il y ait des gens qui croient qu'on puisse encore lui apprendre des choses. Dieu est Dieu ! » LeParisien.fr

Un candidat unique à la direction du parti unique.

- En Marche : une élection et un seul candidat, Christophe Castaner - LeParisien.fr

Vous avez dit nouveau monde ? La course pour le poste de délégué général de la République en marche (LREM) se résumera à une candidature unique. LeParisien.fr

Quand le populisme est en proie à un crise d'infantilisme aiguë.

- Après cette séquence de "C à vous", Mélenchon dénonce une "manipulation d'enfants" - Le Huffington Post 1 novembre 2017

"Coup de froid" sur le "réchauffement climatique".

- Climat : un coup de froid sur l'Europe dans les décennies à venir ? - Franceinfo

Selon une recherche récente, une baisse brutale des températures est à prévoir dans les décennies à venir en Europe. Franceinfo 1 novembre 2017

ACTUALITÉ DU JOUR

La révolution numérique est antisociale en régime capitaliste ou la régression sociale en marche.

- Intelligence artificielle, vers le sans-contact humain - Liberation.fr

L'automatisation des services bancaires, notamment au Crédit mutuel-CIC, menace même les postes qualifiés. Liberation.fr 1 novembre 2017

- En France, 20 % des emplois menacés d'ici à 2020 - Liberation.fr

La dématérialisation en cours dans le secteur entraîne fermetures d'agences et suppressions de postes.

Moins 3 600 dans le réseau Banque populaire et Caisse d'épargne (BPCE), moins 2 500 à la Société générale, moins 750 à 850 au Crédit lyonnais, moins 640 chez BNP Paribas : au cours des derniers mois, plus de 7 000 suppressions de postes à l'horizon 2020, couplées à des fermetures de succursales, ont été annoncées par les principales banques françaises.

Avec, à chaque fois, le même discours : la nécessité de réduire la voilure pour faire face à la révolution numérique. Une évolution plutôt acceptée du côté syndical : «Les clients consultent leurs comptes par Internet, certaines agences tournent au ralenti, ce n'est pas illogique de les fermer», estime Denis Boutin, de la CFDT-BPCE.

En 2016, toutes banques confondues, les effectifs - en baisse depuis 2011 - ont chuté de 0,3 % selon la Fédération bancaire française (et de 0,6 % pour les seules banques commerciales, selon l'Association française des banques, AFP). Pour l'heure, la baisse est donc «modérée», note Luc Mathieu, de la fédération CFDT Banques. Mais qui, selon Régis Dos Santos, du Syndicat national de la banque (SNB), rattaché à la CGC, pourrait s'amplifier : «Les groupes ont annoncé des plans qui tournent autour d'une baisse de 20 % des effectifs à moyen terme. Mais cela ira au-delà. Le monde de la banque de détail est fragilisé et le mouvement de fermeture des agences est inexorable.»

Selon l'AFB, les démissions de collaborateurs représentaient en 2016 près d'un tiers des départs (31,1 %, contre 24,8 % en 2014). Soit à peine moins que les départs à la retraite (32,6 %). Preuve, s'il en fallait une nouvelle, de la dégradation des conditions de travail dans le secteur. Liberation.fr 1 novembre 2017

Le remplacement des hommes qui effectuent des tâches répétitives et abrutissantes par des machines ou des robots constitue un progrès social pour l'humanité, sauf qu'en régime capitaliste il se traduit par le chômage de masse et la pauvreté. Ce facteur ne contribue pas à la déshumanisation de la société puisqu'il libère les hommes d'un fardeau, en revanche ce sont ceux qui le mettent en oeuvre de nos jours qui le transforment en un puissant facteur de régression sociale.

- «On a été prévenus par lettre la veille de la fermeture de l'agence» - Liberation.fr

A Saint-Sauveur-Lendelin, dans la Manche, la permanence du Crédit agricole Normandie ne fonctionne plus que sur rendez-vous. Une défection de plus en plus récurrente en zones rurales qui provoque la colère des habitants.

Pour signifier la fin de sa permanence dans le petit bourg de Saint-Sauveur-Lendelin, dans la Manche, le Crédit agricole Normandie ne s'est pas embarrassé de grandes explications. Une affichette a été simplement scotchée sur la paroi vitrée de l'agence, ouverte jusqu'alors quatre matinées par semaine et désormais réservée aux entrevues sur rendez-vous. «Nos services évoluent, à compter du 1er novembre 2017 accueil dans notre agence la plus proche», explique, laconique, l'affiche en question. Suivent les horaires de l'agence de Périers, à sept kilomètres.

A l'intérieur, les clients de cette commune de 1 900 habitants se succèdent sans discontinuer. A la sortie, on papote, on se fait la bise. Et on ne décolère pas. «Ils se fichent du monde, fulmine un grand gaillard dans son blouson molletonné. On a été prévenus par lettre la veille de la fermeture de l'agence. Où on nous parle d'"évolution". C'est plutôt une régression ! Il paraît qu'on veut garder des petites communes, mais tous les commerces s'en vont.»

«Tout s'en va». Jean, 65 ans, ancien salarié d'une entreprise d'ébénisterie qui emploie toujours une vingtaine de salariés dans la commune, abonde. Et passe en revue la disparition successive des services à Saint-Sauveur. Le bureau de la Caisse d'épargne, puis le Trésor public, et maintenant le bureau du Crédit agricole. «Le plus embêtant, c'est pour les personnes âgées qui n'ont pas de moyens de locomotion pour aller à Périers ou à Coutances, relève un jeune retraité, se faisant l'écho du sentiment général. Il va rester un automate pour retirer du liquide, mais beaucoup préfèrent retirer leur argent au guichet. Personnellement, j'aimais mieux aussi gérer mes comptes à la banque, directement. Je n'ai pas d'ordinateur et c'est l'occasion de voir des gens.» Evelyne, ex-institutrice septuagénaire, est du même avis : «J'ai un ordinateur à la maison mais je ne m'en sers pas. M'adresser à une machine, je peux pas. Nos petites communes se meurent, mais c'est normal, tout s'en va.» Chez les commerçants, qui devront prendre leur véhicule pour aller déposer leurs recettes à Périers ou à Coutances, sans compter la baisse de fréquentation induite par la fermeture de l'agence, l'inquiétude aussi est grande. «C'est sûr, quand les gens se déplaceront pour aller à la banque, ils en profiteront pour faire leurs courses ailleurs», déplore Myriam, la boulangère.

Se faisant porte-parole de ce tollé, le maire de Saint-Sauveur-Lendelin, Patrick Leclerc, avec les élus de quatre autres communes environnantes également touchées par la fermeture de leur agence bancaire, a tenté une médiation. Sans succès.

«Cette fermeture, ça a été la douche froide. On s'est senti trahis, lâche l'édile dans sa jolie mairie jouxtant l'église. On n'a même pas réussi à savoir sur quels critères ces décisions ont été prises. Ils partent du principe qu'on est tous sur Internet et nos smartphones. Mais dans nos communes rurales, ça ne se passe pas comme ça.»

«Bar-épicerie». A la direction du Crédit agricole Normandie, on évoque la baisse de fréquentation. Et on se veut rassurant. «Comme sur l'ensemble du territoire, on s'adapte, avec de nouveaux automates et on maintient notre présence. A Saint-Sauveur-Lendelin, on pourra toujours recevoir des personnes sur rendez-vous et, pour retirer des espèces, un point vert a été mis en place dans un bar-épicerie de la commune.» Pas convaincue, Pierrette, 60 ans, responsable d'une association dédiée à la préservation du patrimoine communal, n'en a cure : «Ils ont mis un nouvel automate, mais comment je fais pour déposer des espèces ? L'ancien slogan du Crédit agricole "le bon sens près de chez vous" n'a vraiment plus aucune raison d'être, il n'y a plus de proximité.» Liberation.fr 1 novembre 2017 Liberation.fr 1 novembre 2017

On ne voudrait pas être jeune aujourd'hui ou demain, et on plaint les plus vieux qui n'ont plus l'agilité intellectuelle requise ou la faculté de s'adapter aux nouvelles technologies qui bouleversent ou envahissent la société.

Ils osent tout

- Emmanuel Macron aurait pu devenir Premier ministre de François Hollande en février 2016 - francetvinfo.fr

Alors qu'il était déjà programmé pour prendre la relève de Hollande en 2017... Mais qu'est-ce qu'on est con, même Hollande l'ignorait...

- Corée du Nord: le témoignage "inestimable" du dissident Thae Yong-Ho sur l'état de son pays - Le Huffington Post

Il mérite au moins le prix Sakharov !

- Israël frappe un site industriel syrien près de Homs - Reuters

Israël n'est pas engagé dans le conflit syrien, foi des agences de presse qui le martèle depuis 6 ans...

- Près de neuf Européens sur dix ont désormais une mauvaise image de Donald Trump, selon un sondage - Franceinfo

Comme quoi c'est bien le clan de l'oligarchie qui s'oppose à sa politique qui détient les médias et les instituts de sondages. La machine à fabriquer du consentement a encore de beaux jours devant elle. A quoi bon la combattre nous disent nos détracteurs, ils ont raison, laissons-les manipuler la conscience des masses à leur guise...

- La CIA dévoile des archives de Ben Laden saisies lors de sa mort - AFP

Ils ont mis le temps pour les fabriquer...

- Yemen: trente morts dans un raid attribué à Ryad sur un marché - AFP

Tout le monde s'en fout...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- L'armée syrienne a repris le contrôle de Daïr az Zour - Reuters

L'armée gouvernementale syrienne et ses alliés ont repris à l'Etat islamique le contrôle total de Daïr az Zour, la ville la plus importante de l'est de la Syrie, a annoncé jeudi l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

L'Etat islamique tenait l'essentiel de la ville depuis 2014 à l'exception d'une large poche où étaient retranchés l'armée syrienne et 93.000 civils depuis trois ans.

La capitale provinciale est située sur la rive occidentale de l'Euphrate.

Daïr az Zour était importante pour l'Etat islamique parce qu'elle est située près de la frontière avec l'Irak, où le groupe djihadiste contrôlait également d'importants territoires.

Dans la province de Daïr az Zour, l'armée syrienne avance également vers la ville d'Albou Kamal, située à la frontière irako-syrienne. L'aviation russe a bombardé jeudi des cibles de l'EI dans cette ville, a rapporté l'agence de presse RIA. Reuters 3 novembre 2017

ECONOMIE

Etats-Unis

- Jerome Powell choisi par Donald Trump pour présider la Fed - Reuters

Donald Trump a fait le choix de la continuité en nommant jeudi Jerome Powell, un des gouverneurs de la Réserve fédérale, pour succéder à Janet Yellen à la présidence de la banque centrale américaine.

Jerome Powell, qui est âgé de 64 ans, avait été nommé au conseil des gouverneurs de la Fed en 2012 par le président démocrate Barack Obama. Ce républicain modéré, juriste et banquier d'affaires, faisait figure de favori pour le poste et sa nomination n'a pas fait réagir les marchés qui l'avaient largement anticipée. Reuters 3 novembre 2017

Haut de page

Le 4 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (9 pages)

La peste blanche !

On a écrit hier que le blog Les-crises était bien pourri. C'est la voix de la réaction blanche.

Il a publié ce samedi un article de Jacques Sapir intitulé *Quelles leçons d'Octobre ?* qui se terminait en donnant la parole au général Denikine qui selon Trotsky " *ne manquait pas de caractère, mais, pour le reste, c'était un général ordinaire de l'armée, qui avait peut-être lu cinq ou six livres*", ou encore "*le chef d'état-major du Grand Quartier Général, le général Denikine, futur généralissime des Blancs dans la guerre civile, qui n'était guère supérieur, pour la largeur de vues, aux agents du contre-espionnage tsariste*" une autorité en la matière pour Sapir, il faut bien qu'il mérite la confiance que lui accorde le Kremlin, était-ce si nécessaire ?

A l'entendre, la prise du pouvoir en octobre 1917 a été réalisée par "*un petit groupe d'agitateurs*", allez, des vauriens, des voyous, se désespérant qu'un siècle plus tard en Russie "*bien peu sont ceux qui sont capables de l'admettre*", mais peut-être ont-ils de bonnes raisons de ne pas croire les balivernes de ce faussaire.

Un petit mot très personnel, suivi d'une réflexion politique sur l'Espagne

Notre page d'accueil a de la gueule, on mène le combat sur tous les fronts, on ne recule pas, on ne concède rien à l'impérialisme, à l'opportunisme, à toutes les tentatives de manipuler les conscience, c'est notre façon de mettre en pratique nos principes, au lieu de les agiter comme des hochets en papier.

La désinformation étant devenue la règle, avant de s'exprimer sur un sujet, il est préférable d'y réfléchir à deux fois et même davantage. Lorsque j'apprends qu'une manifestation a eu lieu dans un pays contre le gouvernement ou pour une cause quelconque, si on ne me fournit pas les informations permettant de cerner précisément la nature des différents acteurs, je m'abstiens de prendre position et de publier un article, j'attends d'en savoir plus ou le prochain épisode. Cela évite de courir et de se disperser, de perdre un temps précieux, c'est ce que j'essaie de faire gagner aux lecteurs.

On essaie de se concentrer sur l'essentiel, tout en abordant des questions qui me viennent à l'esprit en étudiant la situation. Je ne veux pas être prisonnier de l'actualité, des états d'âme, mon combat politique s'inscrit dans la durée, à ma connaissance la révolution et le socialisme ce n'est pas pour demain la veille, donc c'est ce qu'on a de mieux à faire, miner, saper la confiance que les travailleurs ou les militants peuvent avoir dans le régime, les institutions pour qu'ils parviennent à se poser la question de leur légitimité, c'est saper un des piliers essentiels du régime sur une base saine qui ne demande qu'à se traduire en pratique, c'est donc aussi un facteur d'organisation politique.

Je n'ai pas besoin d'étaler à tout bout de champ les principes ou les idées du socialisme, je les mets en pratique quotidiennement. Si en France c'est difficile à vivre d'avoir atteint un certain niveau de conscience politique et de constater que la plupart des travailleurs en sont encore si éloignés, en Inde, c'est mille fois plus difficile à supporter. Parce qu'on est passé d'un régime semi-féodal à un régime ultra libéral, et la transition qui a mis entre un siècle et un siècle et demi en France, a mis moins de deux décennies en Inde, car pendant les 4 décennies qui ont suivi l'indépendance, la plupart des Indiens ont continué de vivre et de travailler comme au siècle précédent, mais aussi de penser, le pays était resté sous-développé et le niveau de conscience des Indiens également, alors le décalage qu'il y a avec moi, la société dans laquelle j'ai vécu, est énorme.

J'ai pris le parti de tourner cela en dérision, parce que les Indiens ne sont pas plus responsables que moi de la société dans laquelle on nous impose de vivre. J'ai eu le temps de me préparer à ce qui m'attendait, pas eux, tout leur est tombé dessus d'un seul coup, donc c'est à moi de faire davantage d'efforts pour que nos relations soient supportables. Et vous savez comment je m'y prends ? Je déconne, je blague et je les fais marrer ou alors je suis attentionné, je leur témoigne des marques de respect qu'ils ne rencontrent nulle part ailleurs, c'est ma manière de faire passer un message.

Avant-hier je suis allé au marché de Pondichéry. J'ai acheté un kilo de tomates à une dame obèse à l'air renfrogné, elle ne m'avait pas truandé la fois précédente, elle s'est souvenue de moi et m'a adressé un sourire que j'ai trouvé sincère. Du coup, lorsqu'un monsieur d'une trentaine d'années très soigné et relativement décontracté s'est présenté pour également lui acheter des tomates en lui en demandant le prix, je lui ai littéralement vendues, en lui disant qu'elles étaient au même prix dans tout le marché, et j'ai ajouté que le marchant d'en face venait juste d'essayer de placer des tomates pourries à deux clientes. Ma vendeuse s'est marrée et ce monsieur aussi, si bien qu'ils firent l'affaire.

Non, je ne suis pas quelqu'un de belliqueux, je suis pour la paix sociale entre nous, je réserve mes coups uniquement pour notre ennemi et ceux qui le supportent d'une manière ou d'une autre en notre nom. J'ai failli écrire que j'étais pour la paix des ménages, mais c'est vrai aussi, mais au sein de notre famille uniquement.

Avec les gosses, c'est pire, je me lâche et ils sont pliés de rire ou je les gronde et ils sont terrifiés... bon, pas plus de trois secondes ! Avec les femmes, c'est compliqué parce qu'elles ont généralement une mauvaise idée des hommes, à juste titre il faut dire, ils sont rustres et indélicats, elles peuvent être à la fois naïves et hypocrites, du coup on ne sait pas sur quel pied danser, si elles prennent bien ou mal une plaisanterie quasi enfantine, au-delà elles ne comprendraient pas ou croiraient que je me moque d'elles, et malgré tout il m'arrive de devoir me confondre en excuses parce que j'ai du respect pour elles. Se prendre au sérieux sied mal à ceux qui n'ont pas les moyens de l'assumer, ils sont ridicules, c'est pour cela que je ne le suis pas dans mes causeries ; non mais sans déconner, il faut penser à tout, même à ce qu'on n'est pas, c'est préférable quand on doit parler d'autres choses que de soi ! La dialectique peut nous mener loin l'air de rien. Tenez, allons plus loin, quand on doit parler à quelqu'un d'autre qu'à soi, d'autres préfèrent l'entre soi, ils font parler les morts aussi, au moins ils sont sûrs de toujours avoir raison !

Je ne me suis pas lever sur le bon pied. Cela va passer. Il pleut depuis trois semaines, c'est long quand on n'y est plus habitué. Sans transition on passe de l'été à l'hiver.

L'espèce humaine n'aurait pas dû dépasser quelques centaines de millions. Plus la population mondiale est importante, plus le nombre de personnes susceptibles d'être manipulées serait important, et comme ceux qui possèdent les moyens de les manipuler n'étaient pas vraiment animés par de bonnes intentions à leur égard, il était à prévoir que la situation dégénèrerait ou deviendrait très compliquée pour l'orienter dans une autre direction. La plupart des gens se demandent comment on a pu en arriver là, aussi doit-on leur fournir des explications, celle-ci en est en une parmi d'autres qui peuvent être également valables.

Les militants les plus bornés croient que la seule explication serait politique, ils se trompent parce que si tout mène à la politique, tout n'est pas que politique, distinction qui leur échappe apparemment ou qu'ils feignent d'ignorer parce qu'ils n'ont pas acquis les connaissances pour s'exprimer sur d'autres terrains que la politique. Ils appartiennent à l'une des catégories de personnes les plus facilement manipulables, ils ne peuvent pas réfléchir à une question qui appartient à un autre domaine de connaissance parce qu'ils n'y ont jamais mis les pieds, ils ne l'ont jamais étudié, alors ils se fient à ce qu'on leur raconte, il suffit de quelques sophismes bien emballés dans des syllogismes et le tour est joué.

Ils sont littéralement obnubilés par le développement des forces productives qui a permis à l'homme de s'élever au-dessus de sa condition élémentaire de primate doté de certaines facultés, mais ils sont incapables d'en mesurer toutes les conséquences, dont le développement exponentiel et démesuré de la démographie mondiale, pire, ils ne veulent pas en entendre parler, pour eux toute approche d'une question doit forcément se situer sur le terrain politique, alors qu'en réalité il faudrait l'aborder sur le

plan dialectique qui parcourt la totalité des expériences humaines ou de la nature. Les plus butés d'entre eux en proie à cette confusion, considèrent que c'est faire preuve d'éclectisme, alors qu'on s'emploie à considérer l'évolution et les rapports qu'entretiennent l'ensemble des facteurs qui ont participé au développement de la civilisation humaine depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours.

Prenez la question espagnole, vous croyez qu'ils auraient pris la précaution ou le temps de réfléchir à la distinction qui existe entre le mot d'ordre de république et celui d'indépendance, à aucun moment. Ils ont décrété que le régime actuel en Espagne était franquiste, alors que le parlement (Cortes) avait été suspendu sous Franco et a été rétabli après sa morte en 1975. Pour eux, ce facteur n'a aucune incidence sur la conscience des masses ; quand un facteur les gêne, ils l'évacuent ou le traitent avec mépris en vous accusant de faire preuve de parlementarisme.

Croient-ils qu'en dénaturant ainsi les faits ou en les niant, ils vont faire avancer notre cause ? Ils la sapent en réalité et c'est très grave. Quand on dit que leur discours est inaudible pour la plupart des travailleurs, on est très en dessous de la réalité, car en fait ils sont incapables de saisir le fil qui les relie aux travailleurs. Nous ne sommes plus au XIXe siècle, nous ne vivons plus au début du XXe siècle, allez donc leur faire comprendre, c'est à désespérer.

Les revendications des indépendantistes sont strictement nationalistes et corporatistes, simple constat. Et en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans les masses, il est inutile d'espérer que le processus engagé en Catalogne puisse adopter une autre orientation politique. Si les travailleurs catalans et du reste de l'Espagne n'ont rien à en attendre, en revanche ce n'est pas le cas des capitalistes et leurs représentants qui profitent de cette occasion pour resserrer leurs rangs après trois mois de hausse consécutive du chômage.

Et Rajoy peut être satisfait de constater que tous les partis qui ont une implantation nationale en Espagne ainsi que l'ensemble des syndicats le soutiennent. Ce qui est une manière comme une autre de signifier aux travailleurs espagnols qu'il n'existe pas d'autres alternatives politiques que celle menée par le gouvernement ou qu'en la matière ils ne doivent se faire aucune illusion. Pour les diviser, affaiblir leur résistance, les démoraliser, il n'y a pas mieux.

Alimenter le nationalisme, rassembler la réaction autour de Rajoy, intimider les masses en recourant à la répression, les détourner des questions politiques essentielles afin de leur interdire de trouver la voie ou les moyens qui les conduirait à affronter directement le régime, voilà en substance à quoi devait servir cette aventure. Malheur à celui qui part au combat désarmé, il sera impitoyablement écrasé.

Effectivement, "*les masses catalanes ont été violemment touchées par la crise*", du coup "*les masses catalanes prolétariennes, ouvrières, jeunes se sont rassemblées autour du combat pour l'indépendance. A défaut d'autre possibilité, elles s'en sont saisies comme d'une perspective politique.*" Les passages entre parenthèses (ci-dessus et ci-dessous) sont extraits de *Combattre pour le socialisme* (n°66 - 22 octobre 2017)

Que lors de chaque combat politique les masses y partent avec des illusions, c'est un fait incontestable, mais ce n'est pas l'essentiel, tout dépend surtout de leur niveau de conscience au départ, et si les conditions existent pour qu'il progresse au cours de leur mobilisation ou du processus révolutionnaire pour pouvoir abattre les obstacles qui vont se dresser sur leur chemin, car si leur niveau de conscience est trop bas pour qu'elles se saisissent de ces conditions, elles seront vaincues inévitablement, pire encore, elles ne seront même pas en mesure d'en tirer des enseignements pour la suite de leur combat, bref cela se soldera par une grande désillusion, voire pire si cela se terminait dans un bain de sang, pour rien. C'est la raison pour laquelle il faut y réfléchir à deux fois avant de les encourager à participer à un combat politique. A ne pas confondre avec une bataille politique juste mais perdue d'avance, comme ce fut le cas par exemple lors de la Commune, et dont les enseignements furent mis en pratique par le parti bolchevik lors de la révolution russe.

J'ai relevé les passages suivants qui illustrent ou confirment mon analyse :

- "Depuis 1978, la bourgeoisie catalane et des couches de la petite bourgeoisie n'ont cessé de tenter d'obtenir un statut d'autonomie plus large, en particulier en matière économique en référence notamment à celui obtenu partiellement par les cercles dirigeants de la bourgeoisie basque. Ces composantes s'estiment en effet spoliées (En effet, c'est une manière de donner raison à la bourgeoisie catalane, bravo ! - LVOG) par l'État espagnol, en particulier en matière fiscale. En effet, la Catalogne est la région la plus riche d'Espagne : « Certains économistes estiment que la Catalogne, qui représente 15% de la population et 20% de l'activité économique de l'Espagne, paye chaque année 12 milliards d'euros d'impôts de plus que ce qu'elle reçoit de l'État central en services publics, bien que le chiffre - que de nombreux Catalans évaluent quant à eux à 16 milliards d'euros - soit difficile à calculer. » C'est l'état espagnol qui prélève l'impôt sur les sociétés et qui redistribue à son gré. Ainsi, la principale revendication de la communauté autonome de Catalogne (c'est-à-dire de la bourgeoisie catalane et de la petite bourgeoisie) est de disposer de l'autorité fiscale pour son gouvernement. Pour la bourgeoisie catalane, la revendication indépendantiste se résume à refuser de payer pour les « feignants » d'Andalousie ou d'Estrémadure (des régions les plus pauvres d'Espagne)."

- "Les hautes sphères de la bourgeoisie catalane sont contre l'indépendance. (En réalité, elles sont divisées. - LVOG) Elles

la combattent. Autant elles cherchent à négocier plus d'autonomie, donc plus de libertés au plan économique, autant elles savent par instinct que seul l'État espagnol, héritier de l'État franquiste, est capable de maintenir le prolétariat catalan sous le joug de l'exploitation et de l'oppression." A l'heure où la concentration du capital entre quelques mains n'a jamais atteint une telle ampleur, une telle nécessité aussi, où ceux qui détiennent le pouvoir économique détiennent également sans partage ou plutôt sans concession aucune le pouvoir politique, tous les pouvoirs, éparpiller ou morceler ce pouvoir au travers une multitude d'Etats nouveaux présenteraient plus d'inconvénients que d'avantages, avec le risque de perdre le contrôle de l'un d'entre eux, après tout le mal qu'ils se sont donnés pour parvenir à la situation actuelle sous la direction de Bruxelles, le jeu n'en vaut pas la chandelle.

- "Depuis le début de la crise en Catalogne, le PSOE a apporté un soutien sans faille à Rajoy." (Quoi de plus normal. - LVOG)

"La responsabilité des dirigeants du PSOE est entière. De fait, le PSOE soutient le gouvernement minoritaire Parti populaire-Ciudadanos aux Cortès : ce gouvernement ne tient que par l'abstention du PSOE." (Quoi de plus normal. - LVOG)

"La responsabilité des dirigeants du PSOE, c'est de rompre tout soutien au gouvernement Rajoy. Le premier acte de rupture qu'il faut imposer au PSOE, c'est de voter au sénat contre la mise en application de l'article 155."

"Le droit à l'indépendance de la Catalogne ne peut être effectif que par le combat de tout le prolétariat d'Espagne se dressant contre la monarchie, pour le droit à l'autodétermination des peuples d'Espagne. La perspective qui doit être ouverte c'est celle du front unique des organisations ouvrières pour chasser le gouvernement Rajoy."

La lecture de ces passages m'a inspiré la réflexion suivante :

Introduire le PS, PSOE, PASOK, etc. dans le front unique, de par leur nature sociale réelle et non de par l'idée erronée que certaines couches de la classe ouvrière ou des classes moyennes peuvent s'en faire, c'est réaliser en fait un Front populaire. Ces partis n'intègrent pas le front unique comme partis de la classe ouvrière, mais de la réaction. Et le Front populaire n'est finalement rien d'autre que la réaction au pouvoir, comme dans les années 30 où la bourgeoisie espagnole n'avait pas besoin d'être représentée direction au gouvernement, les républicains, social-démocrates dégénérés et les staliniens assumant très bien ce rôle (Trotsky), d'ailleurs à quel moment l'aurait-elle perdu le pouvoir sous ce type de gouvernement, jamais, ni en Espagne, ni en France, ni au Chili, nulle part.

Vous vous imaginez demain vous adresser à Hollande, Valls, etc. pour qu'ils rompent leur soutien à Macron, mais quel délire !

On nous dit également que "*les tribunaux d'exception hérités du franquisme ont été mis en action*".(id)

En réalité, ces tribunaux sont l'équivalent en France de la cour d'assises et de la Cour de cassation qui contrôle les juridictions judiciaires, et du Conseil d'État, qui contrôle les juridictions administratives. Si en Espagne, ils ont un relent de franquisme, en France de l'Empire, les deux de l'Ancien Régime. Et pour les puristes, un relent d'esclavagisme puisque le peuple ne détient finalement aucun pouvoir.

- Catalogne : pourquoi les poursuites sont gérées par deux tribunaux différents - lefigaro.fr

Deux juridictions différentes - l'Audience nationale espagnole et le Tribunal suprême espagnol - sont impliquées dans deux procédures distinctes visant, d'un côté, les membres du gouvernement catalan destitué de Carles Puigdemont et, de l'autre, des membres du Bureau du Parlement catalan dissout. Plusieurs points méritent d'être éclairés pour bien comprendre ces procédures et surtout, pourquoi elles sont traitées par ces deux juridictions différentes:

Qu'est-ce que l'Audience nationale espagnole?

«C'est une cour spécialisée en matière pénale, l'équivalent d'une cour d'assises en France mais qui couvre tout le territoire national», précise au Figaro Antonio Marzal Yetano, maître de conférences et directeur de la double-maîtrise en droit français et espagnol à Paris-1.

L'Audience nationale a été créée en 1977, dans la lignée du Tribunal d'ordre public qui existait sous Franco. L'une des raisons de sa création, rappelait en 2014 le média espagnol ABC, était le contexte terroriste engendré par l'organisation séparatiste basque ETA.

Qu'est-ce que le Tribunal suprême espagnol?

Également appelé parfois Cour suprême espagnole, il constitue la plus haute juridiction du pays. C'est l'équivalent, en France, de la Cour de cassation, qui contrôle les juridictions judiciaires, et du Conseil d'État, qui contrôle les juridictions administratives. En effet, en droit espagnol, il n'y a pas de distinction entre ces deux branches, précise Pierre Bon, professeur émérite de Droit public

à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, spécialiste de l'Espagne.

Les décisions de l'Audience nationale sont susceptibles d'être contrôlées par le Tribunal suprême, qui bénéficie d'un prestige institutionnel plus grand.

Qu'en est-il du Tribunal constitutionnel?

Cette juridiction ne doit pas être confondue avec le Tribunal suprême. Le Tribunal constitutionnel, ou Cour constitutionnelle, peut être comparé à notre Conseil constitutionnel français, même s'il occupe une place plus importante dans le droit espagnol. Parmi ses compétences, «il peut suspendre ou annuler les actes des assemblées parlementaires qui violent la Constitution», rappelle Pierre Bon. lefigaro.fr 03.11

Faites tomber le masque. Le fait du prince ou la servilité de LR et PS mise à rude épreuve. Parlement godillot.

- Le futur cumul de Castaner passe mal - Libération.fr

Les petits arrangements d'Emmanuel Macron commencent à faire des vagues. En cause : la désignation à la tête de LREM de Christophe Castaner, membre du gouvernement, et qui a obtenu de le rester. Comme décidé par le Président, l'actuel secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement et porte-parole de l'exécutif est, à l'issue de la clôture officielle des candidatures, le seul prétendant au poste de délégué général du mouvement macronien. Le vote à main levée lors du congrès du parti, réuni pour la première fois le 18 novembre, devrait donc tourner au plébiscite.

Heureux dans ses actuelles fonctions, l'ancien maire PS de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence) n'a pourtant guère caché son peu d'appétence pour piloter un parti, considéré par Macron lui-même comme la dernière roue du carrosse. Pour emporter son consentement, le Président lui a donc promis l'incongru : s'il doit renoncer au porte-parolat - de facto incompatible avec son nouveau statut de chef de parti -, Christophe Castaner conservera son secrétariat d'Etat. «Macron en a décidé ainsi, et ça ne pose pas de problème», affirme le sénateur LREM François Patriat. «C'est pour le moins choquant, se récrie le patron des députés LR, Christian Jacob, à Libération. Le ministre des Relations avec le Parlement est chargé de faire le lien avec la majorité parlementaire et d'être à l'écoute des composantes de l'opposition. Que ce rôle revienne à un chef de parti est assez invraisemblable.»

«C'est une distribution des rôles impossible, note Olivier Faure, le patron PS du groupe Nouvelle gauche. Le ministre des Relations avec le Parlement est censé être au-dessus des contingences partisanes pour faciliter les travaux parlementaires…» Liberation.fr4 novembre 2017

Dictature. La terreur. Punition collective, pour l'exemple

En Israël, le législateur ordonne la destruction des maisons des Palestiniens déclarés coupables de crimes, donc appliquant un injuste et violent châtiment à toute leur famille. Et en France, le législateur ne disposant pas de preuves pour prouver la complicité de membres de la famille de citoyens ayant commis des crimes, les jugera malgré tout coupable et leur infligera une lourde peine de prison. Mieux encore, comme il juge que cette peine n'est pas suffisante, il fait appel. En Israël comme en France, à défaut de pouvoir juger Mohamed Merah et Ahmed Hanachi, et pour cause ils les ont achevés, ils se vengent sur leurs frères.

Loin de nous l'idée de prendre la défense de messieurs Abdelkader Merah et Ahmed Hanachi, il s'agit juste de montrer de quoi leur justice est capable, en démocratie cela va de soi ! Justice il faut préciser appliquer par ceux qui ont favorisé la propagation de l'idéologie criminelle salafisme ou du wahhabisme, qui s'est rendue complice des massacres commis par ceux qui l'avaient adoptés en Syrie, en Irak, en Libye, etc. Ils osent tout, quoi.

- Procès Merah : le parquet fait appel du verdict - Liberation.fr

Le réquisitoire de l'avocate générale, Naïma Rudloff, n'a pas été suivi par la cour d'assises spécialement composée, qui a acquitté Abdelkader Merah de la complicité des assassinats commis par son cadet Mohammed en mars 2012. Lundi, au terme d'une démonstration de plus de trois heures, la parquetière avait pourtant requis la perpétuité assortie d'une période de sûreté des deux tiers. L'aîné des deux frères Merah a, en revanche, été condamné à vingt ans de prison pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle». Ainsi, le verdict est apparu à beaucoup comme équilibré, en ceci qu'il actait l'absence de preuves irréfutables du dossier, mais qu'il replaçait Abdelkader Merah dans une nébuleuse salafiste ayant contribué à l'idéologie guerrière de Mohammed.

Fettah Malki, condamné pour la même infraction, a écopé de quatorze ans de prison, une peine relativement sévère. Délinquant notoire mais nullement radicalisé, il a confié à Mohammed Merah le pistolet-mitrailleur Uzi utilisé le jour de la tuerie perpétrée à l'école juive Ozar-Hatorah. Liberation.fr

- Mise en examen d'un frère du tueur de la gare Saint-Charles - Reuters

Un frère d'Ahmed Hanachi, l'assassin de deux jeunes femmes à la gare Saint-Charles de Marseille le 1er octobre, a été mis en examen vendredi à Paris, au lendemain de sa remise à la France par les autorités italiennes, a-t-on appris de source judiciaire. Reuters

Ils osent tout

- Syrie: Macron appelle Poutine à agir pour protéger les civils - Reuters

- Les Californiens, moteurs de la lutte anti-Trump aux Etats-Unis - AFP

La Californie, bastion démocrate et progressiste, mène le mouvement d'opposition à Donald Trump aux Etats-Unis, avec des militants fraichement convertis à la politique, comme Talia, et animés par un sentiment d'urgence. AFP

- Catalogne : Carles Puigdemont d'accord pour se livrer "à la vraie justice" de Belgique, "pas à la justice espagnole" - Franceinfo

- Syrie/attaque chimique: pressions sur Moscou de Londres, Washington et Paris - AFP

- L'armée israélienne prête à protéger un village druze en Syrie - Reuters

- Tunnel de Gaza : 12 morts dans le bombardement israélien - LeFigaro.fr

- Les Etats-Unis frappent Daech en Somalie, plusieurs morts - LeParisien.fr

- Afghanistan : la procureure de la Cour pénale internationale va demander l'ouverture d'une enquête pour "crimes de guerre" - Franceinfo

Selon un examen préliminaire, l'armée américaine et la CIA pourraient avoir commis des crimes de guerre en Afghanistan en torturant des détenus, particulièrement en 2003 et 2004. Franceinfo

Au conditionnel... Quelle farce sordide !

- La présentatrice égyptienne Doaa Salah a été accusée de faire la propagande des mères célibataires lors de son émission With Dody. - Liberation.fr

Poursuivie en justice par un avocat, elle a été condamnée à 3 ans de prisons et doit régler une amende 10 000 livres égyptiennes (487 euros). Liberation.fr

- Files d'attentes pour la sortie mondiale du coûteux iPhone X - AFP

Les fidèles d'Apple n'ont pas hésité à patienter plusieurs heures vendredi à travers le monde pour acheter le coûteux iPhone X du géant californien, qui a déjà promis le succès commercial de ce smartphone anniversaire.

999 dollars aux Etats-Unis. Dans un Apple Store parisien ou à Athènes la version la plus chère coûte 1.300 euros (trois fois le salaire minimum grec).

Apple pèse désormais environ 890 milliards de dollars en Bourse, toujours première capitalisation du monde. AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Hillary Clinton de nouveau accusée d'avoir «triché» aux primaires démocrates - lefigaro.fr

Dans un livre à paraître la semaine prochaine, Donna Brazile, ex-présidente par intérim du comité démocrate national (DNC), raconte que le parti démocrate américain était sous la coupe de l'ex-rivale de Donald Trump avant même qu'elle ne remporte l'investiture présidentielle en 2016. Politico a publié vendredi les bonnes feuilles de cet ouvrage, à paraître la semaine prochaine aux États-Unis.

Tout remonte au mois d'août 2015. Les démocrates signent un accord avec l'équipe de campagne de l'ex-secrétaire d'État. En apparence, le deal est simple: le camp Clinton doit aider à renflouer les caisses du parti, endetté de plusieurs millions de dollars. Si ce volet-là est connu du grand public, ce livre révèle que cet accord comportait une contrepartie jusqu'ici ignorée. En échange de ce soutien financier, l'équipe Clinton aurait bénéficié de tout un tas de pouvoirs au sein du parti, dont un droit de veto sur le poste de directeur de la communication. «En échange de lever de l'argent et d'investissements dans le comité démocrate national (DNC), Hillary contrôlait les finances et la stratégie du parti, et tout l'argent levé. Le DNC était également obligé de consulter l'équipe de campagne sur le reste du personnel, le budget, les données, le travail d'analyse et les mailings», écrit l'auteure.

Donna Brazile dit n'avoir compris cet arrangement secret qu'en juillet 2016, quelques jours après avoir remplacé au pied levé la patronne démissionnaire du DNC, Debbie Wasserman Schultz. Une fois à la tête du comité, elle raconte qu'elle ne pouvait écrire un communiqué sans le feu vert de «Brooklyn», le QG de campagne Clinton. L'accord «n'était pas illégal, mais il n'avait certainement pas l'air éthique», précise-t-elle.

Donald Trump, lui aussi, dénonce régulièrement les magouilles d'Hillary Clinton, qu'il qualifie de «crapule» (crooked Hillary). Vendredi, juste avant de monter dans son hélicoptère pour une tournée en Asie, le président américain s'est fendu de plusieurs tweets, appelant le FBI à ouvrir une enquête sur ce qu'il considère être «le vrai scandale du moment». «Elle a acheté le DNC et volé l'élection à Bernie. C'est ça qu'il faut regarder», a-t-il déclaré. Puis, depuis l'avion présidentiel, il a publié deux autres tweets: «Les supporteurs de Bernie Sanders ont tous les droits d'être furieux» ; «J'ai toujours senti que j'aurais affronté et battu Bernie Sanders et non H la crapule, sans tricherie, j'avais raison.»

Quant aux démocrates, ils n'ont pas cherché à contester le «trucage» des primaires. La sénatrice Elizabeth Warren, en bons termes avec les deux camps, n'a pu que répondre «oui» à ce sujet, sur CNN. Hillary Clinton, elle, n'a pas commenté ces accusations. lefigaro.fr

Haut de page

Le 5 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (3 pages)

Voilà que le pauvre type qui s'acharne à me traîner dans la boue avec ses courriels insignifiants, me traite maintenant de "*pabliste*". Merci de nous confirmer que la vieillesse est un naufrage... mais pas toujours !

Dossier sur l'Espagne

Leurs intérêts de classe et les nôtres - La Tribune des travailleurs (POID)

Lâchés par leur propre classe sociale – l'Union européenne (à laquelle ils avaient prêté allégeance) qui mène croisade contre la République catalane et les patrons qui délocalisent leur siège social –, les dirigeants nationalistes bourgeois et petit-bourgeois de la Généralité de Catalogne ont apparemment renoncé à toute résistance sérieuse.

A contrario, la terreur de classe inspirée aux capitalistes et aux banquiers par la proclamation de la République aurait pu (et dû) conduire les travailleurs de tout l'État espagnol à comprendre où se situaient leurs intérêts de classe. Mais pour cela, il aurait fallu qu'au lendemain du 1er octobre les organisations qui disent représenter les ouvriers, les paysans et les jeunes les appellent, dans toute l'Espagne, à des meetings ouvriers sur les mots d'ordre : « La République en Catalogne ouvre la voie à la République dans toute l'Espagne ! Forgeons l'unité des travailleurs des villes et des campagnes de toutes les régions de l'État espagnol, pour en finir avec les plans anti-ouvriers dictés par le FMI et l'Union européenne, pour un processus constituant permettant d'abattre la monarchie franquiste et d'établir les Républiques dans toutes les régions et l'union libre des Républiques libres de tout l'État espagnol ! »

Les dirigeants des organisations issues du mouvement ouvrier en ont décidé autrement. Ceux du Parti socialiste ouvrier espagnol se sont vautrés dans la soumission à la monarchie jusqu'à participer à la mise en œuvre du honteux article 155. Ceux du Parti communiste et de Podemos, tout comme les dirigeants des centrales syndicales, tout en condamnant la répression, ont voté contre la proclamation de la République, appuyés en cela par la plupart des organisations (d'extrême gauche) petites ou grandes*.

Tous ces dirigeants ont, de fait, prêté allégeance au maintien de la monarchie et aux diktats de Bruxelles et de Francfort.

Certes, une mobilisation ouvrière dans tout l'État espagnol autour de la République catalane, premier pas vers les Républiques dans toute l'Espagne, n'était pas en soi une garantie de victoire. Mais la classe ouvrière aurait été appelée à jouer son rôle, son propre rôle en toute indépendance, préparant ainsi, immédiatement ou à une prochaine étape, le renversement de la monarchie, l'établissement de la République et de la démocratie, ouvrant la voie à son propre pouvoir.

Certes, rien n'est encore joué et les semaines qui viennent peuvent réserver bien des rebondissements.

Mais les dirigeants d'organisations ouvrières qui n'osent pas, quand vient l'heure de l'action, sont définitivement perdus pour la cause.

D'où l'importance, dans chaque pays, de construire un parti ouvrier qui refuse de se soumettre, non seulement en paroles, mais aussi en actes.

D'où l'importance, en France, de construire un parti ouvrier, indépendant et démocratique, résolu à aider la classe ouvrière et le peuple à mener jusqu'au bout le combat pour la rupture avec la Ve République et l'Union européenne, pour l'Assemblée constituante, premier pas vers la démocratie.

(https://latribunedestravailleurs.fr/2017/11/03/leurs-interets-de-classe-et-les-notres/

Ma position.

Le mot d'ordre de République en Catalogne ou plutôt dans toute l'Espagne peut constituer un objectif politique unissant l'ensembles des classes exploitées et opprimées pour abattre la monarchie parlementaire héritée du franquisme, tandis que le mot d'ordre d'indépendance n'implique pas seulement la dislocation de l'Espagne, qui en soi n'est pas éternelle ou à laquelle nous ne sommes pas plus attachés que les travailleurs des différentes régions de l'Espagne, mais peut constituer un puissant facteur de division des forces opposées au régime dont se saisiraient la réaction et les médias qu'elle contrôle pour manipuler et influencer la classe ouvrière et les classes moyennes, en réalisant un amalgame avec la République afin de les détourner de cet objectif politique, en leur expliquant par exemple que c'est à l'Espagne unifiée qu'ils doivent d'avoir un niveau de vie supérieur à celui de bien des peuples, et que des Etats réduits à des portions congrues n'auraient pas les moyens de leur offrir un tel niveau de vie...

Que ce genre d'arguments soit contestable ou comporte des contrevérités auxquelles se mêlent malicieusement certaines vérités, on le sait pertinemment, peu importe ici, mais les travailleurs peuvent y être sensibles, il servirait uniquement à choquer les esprits, à introduire le doute dans les esprits de manière à les paralyser ou à neutraliser toute action contre le régime.

C'est pour cette raison qu'il me semble important de dissocier ces deux mots d'ordre sans s'opposer frontalement au mot d'ordre d'indépendance lorsqu'on ne le partage pas, mais en expliquant à ses partisans le danger qu'il représente pour la suite de leur combat, dans la mesure où ils ne le gagneront qu'à condition que les travailleurs de toute l'Espagne se saisissent de celui de la République. Car pour vaincre l'Etat espagnol et son appareil de répression, il est indispensable que les travailleurs de toute l'Espagne s'engagent dans ce combat pour la République, ils ne doivent avoir aucune illusion sur leur chance de vaincre s'ils étaient divisés ou si leur combat se réduisait à leur seule région, si le mot d'ordre d'indépendance prévalait sur celui de la République, qui répétons-le peut rassembler l'ensemble des classes exploitées et opprimées de toute l'Espagne.

Le mot d'ordre de République en Catalogne ne s'imposera que s'il est repris par tous les travailleurs espagnols contre le régime en place à Madrid.

La République ne peut s'imposer qu'au niveau de toute l'Espagne.

Ce n'est pas tout à fait ce que dit le POID quand il écrit que "*la République catalane (serait le) premier pas vers les Républiques dans toute l'Espagne*", car il n'existera jamais de République en Catalogne ou ailleurs temps que le régime n'aura pas été abattu, il ne le permettrait pas ou alors ce ne serait qu'un clone du régime actuel qui fonctionne déjà en grande partie comme une République, la monarchie serait sacrifiée ou ses pouvoirs seraient encore réduits de manière à ne pas remettre en cause l'ordre établi... et la vie continuerait comme avant ! Est-ce cela que souhaitent les travailleurs de toute l'Espagne ?

S'il faut essayer d'éviter d'opposer le mot d'ordre de République à celui d'indépendance, il faut également éviter d'isoler la

Catalogne des autres régions de l'Espagne, de les opposer les unes aux autres, dans l'esprit des travailleurs elles doivent être unis pour mener ensemble le combat contre l'Etat, s'ils veulent atteindre leurs objectifs politiques.

Haut de page

Le 7 novembre 2017

CAUSERIE

- La causerie d'octobre au format pdf
- Causerie au format pdf (14 pages)

Dossier Espagne

Catalogne : entre mirage et réalités par Alex Anfruns Investig'Action - 25 Octobre 2017
https://www.investigaction.net/fr/catalogne-entre-mirage-et-realites

Article apparemment rédigé par un partisan de Podemos... Il comporte beaucoup d'approximations comme dans tous les articles que j'ai lus ces dernières semaines.

Tendance Claire du NPA.

Solidarité avec la République catalane contre le putsch de Rajoy ! Seule la mobilisation des travailleurs/ses peut imposer l'indépendance ! Pour une république socialiste catalane ! par Gaston Lefranc - 1 novembre 2017

Je ne reproduirai pas ce long article que vous pouvez lire si cela vous intéresse sur leur blog. J'ai simplement constaté qu'il n'avait pas évoqué les travailleurs du reste de l'Espagne, hormis une fois entre parenthèses. Cela laisse pensif, n'est-ce pas ?

Nous sommes habitués du fait et ils ne sont pas les seuls à ignorer l'existence de l'immense majorité des travailleurs (en France ou ailleurs). Chaque fois qu'ils analysent des résultats électoraux (de référendums) ou des mouvements sociaux, il faut absolument qu'ils en fournissent une signification politique qui ne correspond pas à la réalité, en se livrant à des extrapolations sans consistance sous la forme de développements improbable ou qui ne se réaliseront pas. Ils prétendent ainsi fournir une perspective politique aux travailleurs ou leur indiquer la voie à suivre pour la suite de leur combat, sans se poser la question de savoir pourquoi ils ne se mobilisent pas. Pourquoi se la poseraient-ils puisqu'ils ont réussi à se persuader que leurs divagations allaient se réaliser en confondant l'état d'esprit des masses et leurs intérêts collectifs.

Non seulement ils prêtent aux travailleurs qui se mobilisent un niveau de conscience qui n'est pas le leur, ils l'étendent à l'ensemble des travailleurs, alors que les faits les contredisent. Peu importe puisque cela reste du domaine de la théorie et n'a rien à voir avec la réalité, l'essentiel c'est qu'ils soient convaincus d'avoir raison, comme toujours, et que des incrédules les suivent, et par la suite, qui se souviendra de leurs déclarations tonitruantes sans lendemain, personne ou presque, ils passeront à autre chose et ainsi de suite.

Il ne faut pas chercher ailleurs pourquoi ils n'ont jamais réussi à convaincre les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière et des classes moyennes de les rejoindre pour construire le parti. Ils sont incohérents et pas sérieux.

Ils vous diront que les conditions objectives ne sont pas mûres. Soit. Les conditions subjectives non plus. Dans ce cas-là, doit-on attendre que les conditions objectives soient mûres pour construire le parti ? Ils vous répondront non évidemment. Dans ce cas-là, ne pourrait-on pas agir sur les conditions subjectives de manière à ce qu'elles aient suffisamment progressé pour être mures lorsque les conditions objectives le deviendront également ou pour palier en partie leur manque de maturité, de sorte qu'un processus révolutionnaire puisse s'engager avec une chance d'aboutir sans attendre que la misère sociale se soit étendue à l'ensemble des masses? Ils vous répondront non évidemment. Pourquoi ? Parce qu'ils considèrent que les rapports entre les conditions objectives et subjectives n'ont pas évolué depuis un siècle et demi ou davantage. Bien entendu, ils ne vous le diront jamais tel quel, à les entendre la situation est révolutionnaire et tout serait possible que ce soit en Espagne, en France ou ailleurs. Ils vous sortent ce genre d'aberrations le plus sérieusement du monde en se figurant que les travailleurs vont les croire sur parole, c'est les prendre pour plus ignorants qu'ils sont.

Ils démontrent en permanence qu'ils refusent de partir de la réalité ou de la situation telle qu'elle existe. Par exemple, ils considèrent que l'adoption de réformes sociales a constitué un progrès, ce qui est exact, mais ils refuseront d'admettre qu'elles

sont devenues également un puissant obstacle au combat politique pour en finir avec le capitalisme ou changer la société. Pourquoi ? Parce que cela les forcerait à se pencher sur l'aspect subjectif qui était lié à ces réformes sociales et qui allaient éloigner durablement les masses du socialisme du fait de l'interprétation qu'elles faisaient du capitalisme, ce qui allait se graver profondément dans leur cerveau. De la même manière qu'ils ignorent superbement que l'immense majorité des travailleurs ne participent pas à la lutte des classes, ils ne se demanderont pas non plus pourquoi ceux qui y participent n'ont jamais progressé, car à ces questions ils ont des réponses prêtes à l'emploi, c'est de la faute du stalinisme, pour eux ce combat ne mérite pas d'être mené, peu importe comment les travailleurs seront armés théoriquement ou politiquement quand ils se soulèveront contre le régime, ils le vaincront, ils en sont certains et cela ne se discute pas.

D'ailleurs avec eux, qu'est-ce qui se discute ? Rien. Quand se sont-ils posés des questions sur l'indépendance de la Catalogne ? Pourquoi faire, puisqu'ils considèrent qu'elle était acquise ou s'imposait. Dans tous les textes que j'ai mis en ligne ou que vous avez lus ici ou là, où a-t-elle fait l'objet d'une analyse sérieuse en tenant compte du développement des institutions espagnoles depuis 1975, de l'UE, du capitalisme mondial ? Nulle part, à ma connaissance, qui se limite à ce qui est publié sur Internet. On nous dit que le régime est franquiste, une monarchie qui opprime, tyrannise les peuples d'Espagne, tout comme le font tous les régimes envers les exploités sous le capitalisme qu'ils soient républicains ou non, tenez, comme l'ont fait les gouvernements qui se sont succédés en Catalogne. Avez-vous lu quelque part cet argument dans leur littérature ? Evidemment non. Voilà à quoi se réduit la discussion avec ces gens-là, et je ne caricature pas : Le régime en Espagne est franquiste et une monarchie, donc si vous ne soutenez pas l'indépendance de la Catalogne ils vous caractérisent de franquistes, de monarchistes, de réactionnaires, de traîtres, de pablistes, c'est une insulte dans la bouche des lambertistes, bref, vous êtes une ordure, et effectivement on ne discute pas avec les ordures, ils n'ont pas le droit à la parole, ils doivent disparaître. Ils osent tout que voulez-vous.

La déclaration de l'indépendance de la Catalogne ne serait-il le meilleur moyen d'isoler la Catalogne du reste de l'Espagne, et du même coup porter un coup fatal à l'instauration d'une République, donc faire le jeu de Rajoy ou de la réaction, pas seulement en Catalogne mais dans toute l'Espagne ? Ne serait-ce pas à l'origine une mystification destinée à combattre toute velléité d'instaurer une République en Espagne, puisque finalement ceux qui ont poussé le prolétariat à s'engager sur la voie de l'indépendance sont prêts à l'abandonner ?

L'indépendance de la Catalogne n'aurait aucune signification politique pour la classe ouvrière puisqu'elle serait obligée de se soumettre au marché mondial à défaut de rompre avec le capitalisme, en revanche la nature du régime pourrait contribuer à modifier les rapports entre les classes et favoriser le combat pour l'instauration d'une République sociale, c'est en posant la question de la République que se trouve poser la question du pouvoir politique, de l'Etat, et non la question de l'indépendance, de la même manière que la rupture avec l'UE ou l'indépendance vis-à-vis de l'UE ne résout aucune question politique, c'est ce que je me suis acharné à expliquer depuis des années, en vain. La question de la République entraîne la question, quelle République, quel Etat, quels doivent être les rapports entre les classes dans la République que nous voulons bâtir, doit-on conserver les rapports existant ou doit-on les inverser, qui doit détenir le pouvoir politique, comment doit-il être organisé, de quelles institutions avons-nous besoin pour que ce soit le peuple travailleur qui décide quelle orientation donnée à la société, quel sort réservons-nous aux institutions en place, etc.

Pourquoi s'arc-boutent-ils tous sur la question de l'indépendance et font-ils si peu de cas de celle de la République ? Mais parce qu'il faudrait en préciser la nature sociale, ce qui est éminemment révolutionnaire. Et puis l'indépendance présente d'autres aspects plutôt répugnants, car les régions les plus riches s'en tireraient bien et les plus pauvres n'auraient plus qu'à crever, mais ils pourraient aussi envisager de les vendre à Soros pour une bouchée de pain, par exemple. On doit avoir à l'esprit en permanence le sort de l'ensemble de la classe ouvrière de toute l'Espagne. On ne peut pas s'empêcher de penser qu'abandonner telle ou telle région plus pauvre que les autres est incompatible avec les principes qui définissent une République. Qu'il faille rappeler cela à des "trotskystes" fournit une indication précise sur leur degré de décomposition politique.

En gros, les institutions espagnoles sont similaires à celle qui existent dans la République française, à ceci près nous dira-t-on que c'est le roi et non le président qui nomme le Premier ministre, franchement, quand on a Jupiter ou Macron comme président, on se demande quelle différence il existe réellement entre une monarchie parlementaire et une république parlementaire ! Allons plus loin, certes en France l'article 155 n'existe pas, ce qui n'empêche pas le ministre de l'Intérieur d'envoyer les CRS matraquer et gazer des travailleurs en grève ou qui manifestent pour garder leurs emplois, sans compter que le président de la République détient le pouvoir discrétionnaire de déclarer la guerre à un autre pays... On semble ignorer ou avoir oublié ou encore on n'a jamais voulu admettre ou tenir compte qu'en France on vivait sous une dictature imposée par la même classe qui détient également le pouvoir à Barcelone ou à Madrid. Le mouvement ouvrier et le prolétariat paient aujourd'hui le prix de cet opportunisme, et ce n'est qu'un début.

N'est-on pas en droit de se poser la question de savoir si oui ou non la majorité des travailleurs espagnols considèrent que les institutions espagnoles fonctionnent comme celles d'une République, sans en avoir le titre puisque la monarchie existe toujours en Espagne ?

Le mot d'ordre d'indépendance de la Catalogne a été soigneusement alimenté par une couche de la bourgeoisie catalane et de la petite bourgeoisie qui comptaient en tirer profit tout en bénéficiant de la mansuétude des sommets de la bourgeoisie catalane qui y était farouchement opposée tant que ce mot d'ordre ne dépasserait pas le stade de l'utopie, jusqu'au jour où étant conduites

à passer à l'exercice pratique, elles l'abandonnèrent une fois les grandes banques catalanes ayant sifflé la fin de la récréation en délocalisant leurs sièges, suivies par la plupart des grandes et moyennes entreprises.

En adoptant ce mot d'ordre d'indépendance la bourgeoisie catalane pouvait s'allier aux partis dits de gauche ou d'extrême gauche afin de prendre la direction du combat pour l'indépendance de la Catalogne et interdire qu'il se réalise pour le compte de l'ensemble de la bourgeoisie espagnole. En s'alliant avec ces partis, elles comptaient bien faire d'une pierre deux coups en interdisant du même coup l'instauration de la République en Catalogne. L'établissement d'une République était condamné dès le départ en étant lié à l'indépendance de la Catalogne qui ne verrait jamais le jour.

En identifiant le mot d'ordre d'indépendance à celui de la République, ils allaient vider ce dernier de tout contenu social. Il devait servir à détourner la classe ouvrière de la question sociale qui avait pris une acuité particulière et tendait à adopter un contenu politique depuis qu'elle avait été durement frappée par la politique d'austérité menée par le gouvernement depuis 2008, et partant de là elles pouvaient tout du moins en parole se rallier au mot d'ordre de la République, ce qui leur vaudrait le soutien de ce qu'ils appellent la gauche radicale et l'extrême gauche décomposée, tout en sachant d'une part, qu'elles ne feraient aucune concession à ses alliés sur le capitalisme ou qu'il ne s'agirait en aucun cas de près ou de loin d'instaurer une République sociale, et que d'autre part, Madrid répondrait à toute tentative d'indépendance par une répression féroce, de sorte que ni la République ni l'indépendance ne verraient le jour, en revanche la classe ouvrière subirait une lourde défaite qui devrait servir d'avertissement à la classe ouvrière de toute l'Espagne.

Les partis qui ont pris l'initiative du référendum du 1er octobre ne devraient-ils appeler les travailleurs de l'ensemble de l'Espagne, non pas à soutenir l'indépendance de la Catalogne, mais à adopter la République, et en fonction de l'écho que rencontrerait cet appel, cela permettrait de mesurer avec précision le niveau de conscience politique des travailleurs espagnols.

Quant au sort de la monarchie, ce serait aux travailleurs d'en décider. Bien entendu, nous sommes pour son abolition, mais si une forte proportion ou la moitié des travailleurs y étaient opposés tout en se prononçant pour une République, dans ce cas-là il serait préférable de retirer tous ses pouvoirs au roi sans l'abolir totalement dans un premier temps, et une fois que la République aurait démontré qu'elle rendait de meilleures services au peuple que la monarchie et qu'il pouvait très bien s'en passer, peut-être au bout d'un an ou deux, son abolition définitive serait juste une formalité qui ne menacerait plus la République, sans doute dans l'indifférence générale.

Il reste un point qu'on a évoqué sans s'y attarder alors qu'il est déterminant, c'est que compte tenu que les institutions espagnoles fonctionnent déjà comme une République bourgeoise ou dominée par la classe des capitalistes, on ne peut combattre que pour une République sociale débarrassée des institutions qui existent actuellement ou dans laquelle ce serait la classe des exploités qui détiendrait le pouvoir. Or, cela ne se réalisera jamais au moyen d'élections ou par le biais de négociations entre les représentants des différentes classes, car les capitalistes n'accepteront jamais d'être dépossédé du pouvoir autrement que par la force, c'est-à-dire à l'issue d'un soulèvement révolutionnaire des masses qui balayerait le régime ou l'Etat de fond en comble.

Dans l'état actuel des choses en Espagne, en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses, si un tel soulèvement devait avoir lieu, dans le meilleur des cas il n'aboutirait qu'à un replâtrage des institutions existantes ou à remettre une couche de vernis démocratique à la monarchie parlementaire. Donc construire ce parti demeure la tâche politique prioritaire en Espagne comme ailleurs, si l'on veut parvenir à en finir avec le capitalisme et ses institutions.

Parole d'internaute.

1- “Aucune classe dominante ne peut tenir le contrôle longtemps quand la crédibilité des idées qui justifient son existence s’est évaporée. A ce stade, elle est forcée d’avoir recours à la coercition, l’intimidation et la censure.”

Ne pas oublier :

– la diversion / distraction (toujours plus de people, téléréalité et sports),

– la division : ce qui se passe sur les rapports hommes/femmes ne trouve pas une chambre de résonance aussi puissante par hasard, il faut “fournir du progrès”, quitte à diviser pour en donner à certain(e)s forcément au détriment d’autres en ces temps de non-croissance.

Il suffit ensuite de zoomer sur ceux auxquels on “donne” plus pour se faire une image de progressiste et enrayer la critique..."

En réalité ou surtout, la perte de "crédibilité" des représentants de la classe dominante intervient quand les travailleurs s'aperçoivent qu'ils leur avaient tenu un discours trompeur, et qu'ils appliquent une politique encore plus encore antisociale que leurs prédécesseurs. Il est toujours bon de remettre les choses à leurs places.

2- “Il y a vingt ans, TIME Magazine a fait un rapport exclusif sur les prouesses des conseillers politiques américains qui avaient

réussi – à la grande joie du gouvernement des États-Unis – à assurer la réélection de Boris Eltsine à la présidence russe."
http://numidia-liberum.blogspot.ch/2016/12/il-y-20-ans-les-usa-ont-manipule-les.html

Le lien du Time : http://content.time.com/time/subscriber/article/0,33009,984833-2,00.html

---

ACTUALITE EN TITRES

En oligarchie. Ils voulaient dire trop tard !

- Sondage: pour 50% des Français il est top tôt pour juger Macron - AFP

Assurément... aux riches !

- "Aux yeux des Français, Macron a au moins le mérite de tenir ses promesses", selon Jean-Daniel Lévy, d'Harris Interactive.
- Franceinfo

De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande, avaient en commun d'avoir déjà acquis une longue ou riche expérience politique avant de devenir président de la IVe République, ils disposaient d'un parti politique et de réseaux solidement établis sur tout le territoire, le statut qu'ils allaient acquérir en fin de parcours était en quelque sorte la consécration de l'engagement de toute une vie au service d'une cause ou d'une classe qu'ils avaient servie avec persévérance et détermination, alors qu'il n'existe rien de tout cela chez Macron.

Macron est un vulgaire aventurier qui n'a manifestement développé aucune faculté particulière, sans vocation, contrairement à ses prédécesseurs ou aux autres membres de sa famille. Il n'a pour ainsi dire pas de passé, chez lui le plus récent a été purement et simplement fabriqué récemment à partir d'opportunité grâce à de tierces personnes qu'il a rencontrées presque par hasard. Sans attache, sans idéal, il n'a rien à perdre, c'est un électron libre qui ne demandait qu'à être manipulé par le plus offrant, pour enfin pouvoir assouvir son ambition refoulée enfouie pendant de longues années sous un tas de complexes qu'il traînait depuis son adolescence.

Pour sa famille, tous médecins de pères en fils du côté paternel et maternel, c'était un raté qui ne savait pas quoi faire de sa peau. Et c'est uniquement le hasard, la rencontre avec la femme d'un banquier qui était son professeur de français, qui le placera dans l'orbite de jupiter. Un banquier et un père industriel, cela possèdent forcément des relations ou un carnet d'adresses parmi les notables ou les puissants, qui le moment venu allait servir à façonner le personnage idéal, sans passé, sans parti, sans principe, ni scrupule ni morale, qui serait amené à accomplir les tâches les plus viles et sordides que ses nouveaux parrains lui dicteraient et qu'ils assumeraient entièrement, avec zèle.

Enfin il allait exister, il allait être reconnu à sa juste valeur, quoiqu'on puisse douter qu'un type aussi médiocre et servile, mais tout de même pas inculte, parvienne à s'en persuader lui-même, car il sait mieux que quiconque ce qu'il est et ce qu'il vaut réellement, rien, hormis pour ceux qui l'ont placé là où il est aujourd'hui.

Il est censé tirer satisfaction de la surmédiatisation et des flatteries dont il fait l'objet, c'est dire à quel point il est faible ou vulnérable, insignifiant, ce que son entourage doit constater quotidiennement sans rien laisser paraître, mais est-ce vraiment possible dans tous les cas, on en doute, ce qui explique pourquoi il est très souvent crispé, son visage le trahit.

Comme chez tous les psychopathes qui finissent par croire qu'ils possèdent le pouvoir d'être libres en paroles ou en actes, il va commettre l'erreur d'exprimer crûment ce qu'il pense réellement, mais c'est aussi une manière de relâcher la pression qui pèse sur lui en permanence au point de devenir insupportable ou de lui faire perdre le contrôle de lui-même. Et quand il l'assume, c'est parce que cela lui a procuré un réel soulagement, et quand il se rétracte à demi-mot (ou d'un membre de son entourage corrige ses propos infâmes), c'est parce que ses parrains lui en ont intimé l'ordre, car en réalité il n'a absolument aucune liberté ou pouvoir, c'est un pion, un Kleenex, un homme de paille, une marionnette et rien d'autre.

Il est juste l'homme de la situation dont l'oligarchie avait besoin pour accélérer son offensive contre la classe ouvrière, "et de droite et de gauche" ou "ni de droite ni de gauche", de manière à briser toute velléité de contestation provenant des partis institutionnels sommés de se soumettre sans broncher au diktat de l'oligarchie sous peine d'être broyé impitoyablement, ce qu'elle n'a pas eu besoin de faire avec le PS, mais ce dont LR paya le prix fort.

Macron incarne aussi au plus haut point l'esprit de la Ve République, il en l'expression la plus achevée, dès lors il est normal qu'ils lui aient fixé pour objectif d'achever le sale boulot que depuis De Gaulle ses prédécesseurs n'étaient pas parvenus à finaliser.

Et ce n'est pas un hasard si nous arrivons à la Ve République, c'est l'inverse qui aurait été préoccupant, car c'est bien contre les institutions de la Ve République que nous devons axer notre combat politique pour envisager sérieusement la possibilité de passer au socialisme ou d'instaurer une République sociale, comme en Espagne et ailleurs.

Offensive pour détruire ce qui reste de la Sécurité sociale. La carotte et la matraque

- Ferrand (LREM): 23 millions de salariés vont voir leur feuille de paie augmenter en janvier - AFP

Ici en Inde, le salaire brut et net d'un salarié est identique, aucune retenue à la source. En revanche, il n'a aucun droit social. Je suis dans le même cas.

Avec son salaire, quand il tombe malade ou un membre de sa famille, un travailleur doit régler la totalité des frais médicaux, et s'il n'en a pas les moyens, il empruntera de l'argent à un usurier et il pourra ainsi s'endetter pendant de longues années, sinon il devra se passer de tout traitement ou il recourra à des expédients si le mal est bénin, et dans les cas les plus graves il sera condamné à mort... par cette généreuse société dite démocratique.

Il existe bien l'hôpital public, mais comme il manque cruellement de moyens en personnel beaucoup d'Indiens renoncent à y recourir, car il faut y passer des heures pour une simple consultation, et des jours en cas de complication ou de maladie grave. Or un Indien quand il ne travaille pas, il ne perçoit pas de salaire, donc il hésite à s'absenter de son travail, cruel dilemme.

A l'hôpital public tout n'est pas gratuit, les plus pauvres qui n'ont pas les moyens d'acheter des médicaments pour la durée d'un traitement se voit octroyer les doses correspondant à un ou plusieurs jours, ensuite ils doivent revenir en chercher en se tapant les mêmes heures interminables d'attente.

Je ne suis pas riche loin de là, mais j'ai renoncé à y aller. Je me suis fait ma propre pharmacie et jusqu'à présent cela a suffit pour me soigner. Sinon il existe une autre option, allez dans une pharmacie et décrire son symptôme afin qu'on vous délivre le médicament qui vous soulagera, mais bon, il faut bien tomber ou connaître le pharmacien, c'est préférable !

Sans faute. C'était dans l'ordre des choses.

- Bush père dit avoir voté Clinton à la présidentielle - AFP

Ils osent tout

Comme c'est "cool" l'exploitation, l'oppression... Comment neutraliser la lutte des classes...

- Bonheur au travail : de la « coolitude » à la démocratie dans l'entreprise - Publicsenat.fr

- Trump: l'attitude de la Corée du Nord est une "menace pour le monde" - AFP

La première année de Donald Trump doit-elle nous faire douter de la démocratie? - Le Huffington Post

Avec quelques 200 guerres à son actif depuis la création, les Etats-Unis avec près de 1000 bases militaires installées sur tous les continents et un budget de la Défense qui avoisine les 1000 milliards de dollars, il est plus que recommandé de douter de l'existence de la démocratie... Et s'il existe une "menace pour le monde", c'est bien l'impérialisme américain.

- Rohingyas: l'ONU accentue sa pression sur la Birmanie - AFP

Par le biais de leurs barbares, ce sont encore les Etats-Unis qui déstabilisent ce pays et se livrent à des massacres de populations civiles innocentes.

ONG. Ces officines de la réaction ou la fabrique à illusions dans le capitalisme. La preuve.

- 'Paradise papers': un espoir contre les paradis fiscaux (ONG) - AFP

Parce que vous devez imaginer ou comprendre que ceux qui profitent en premier lieu des paradis fiscaux et qui sont ceux qui détiennent le pouvoir économique vont s'y attaquer, il faut être un abruti fini pour croire un truc pareil.

Cet exemple peut servir à démasquer très facilement le véritable rôle des ONG pour que les travailleurs et surtout les jeunes s'en détournent.

ACTUALITÉ DU JOUR

Une campagne orchestrée en haut lieu à l'échelle mondiale...

... par ceux qui ont fait de la pornographie une industrie juteuse, les proxénètes qui gouvernent le monde.

On sait qu'ils ont de la suite dans les idées, il ne faut jamais l'oublier sinon on ne comprend pas grand chose à la situation, et quelques décennies plus tard ils font l'apologie de l'homosexualité, ils dressent les femmes contre les hommes, c'est toujours préférable que de voir l'ensemble des exploités se dresser contre les exploiteurs...

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre le trafic de drogue... qu'ils introduisent eux-mêmes dans le pays, ils répriment sévèrement les consommateurs, puis un beau jour ils décident de légaliser la drogue, ils en font la promotion, ils commercialisent des opiacés à côté desquels l'héroïne ou la morphine sont des cachets d'aspirine et tuent des centaines de milliers d'Américains.

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre la violence tout en légalisant la vente d'armes de guerre.

De la même manière qu'ils prétendent lutter contre le terrorisme en finançant et armant Al-Qaïda (Daesh et Al-Nosra, etc.)

Etc, etc. etc.

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on marche dans leur combine pourrie, criminelle, n'est-ce pas ? Lecteurs, identifiez tous ceux qui se disent de gauche ou d'extrême gauche qui soutiennent leurs campagnes infâmes et tournez-leur le dos, fuyez-les, c'est aussi un acte de résistance aussi salutaire pour vous-mêmes que pour notre cause !

- Harcèlement sexuel : les scandales se multiplient en Europe, des décisions attendues - Franceinfo

Alors qu'il est ultra minoritaire et illégitime

- Violences sexuelles : cent personnalités féminines appellent Emmanuel Macron à décréter "un plan d'urgence" - Franceinfo

Depuis des jours, plusieurs centaines de milliers de messages sont apparus sur les réseaux sociaux pour témoigner de l'ampleur des violences sexuelles que subissent les femmes en France. Une femme sur deux a déjà été victime de violence sexuelle (*). Certaines ne sont plus là pour signer cette tribune, mortes sous les coups. Certaines sont plus particulièrement concernées parce qu'elles sont en situation de handicap, lesbiennes ou subissent le racisme. (...)

Alors, pourquoi cette lettre? Parce que vous avez le pouvoir de faire en sorte que ces violences sexuelles cessent. La puissance publique a déjà réussi par le passé à changer des mentalités et des comportements qui nous semblaient inamovibles tellement ils étaient ancrés dans nos habitudes.

- elles proposent à Emmanuel Macron (...) à doubler "immédiatement les subventions des associations qui accueillent les femmes au téléphone ou physiquement".

- la création "au collège d'un brevet de la non-violence sur le modèle du brevet de la sécurité routière, obligatoire dès la rentrée prochaine". Puis, l'instauration d'une formation obligatoire des "salarié.e.s et managers à la prévention du harcèlement sexuel au travail". Franceinfo

Qui sont-elles, que représentent-elles ?

Elles sont : journaliste, comédienne, auteur-interprète, auteure-compositrice, scénariste, réalisatrice, réalisatrice, cinéaste, chanteuse, éditrice, écrivaine, artiste plasticienne, dessinatrice, médecin, avocate, économiste, préfète honoraire, présidente de l'Institut Robert Schuman, présidente de l'UNEF, enseignante-chercheuse, historienne, philosophe, YouTubeuse. (Source : JDD - www.lejdd.fr)

Qui visent ces vipères de la petite bourgeoisie : les travailleurs et la jeunesse. De qui font-elles le jeu ? Vous l'avez deviné. J'ai noté que deux membres de la CGT avaient signé cette pétition, rien d'étonnant, la CGT a appelé à voter Macron.

Comme quoi parallèlement ils font tout pour que le peuple soit obsédé par le sexe.

Trouvé par hasard en lisant un article du Point (Paradise Papers : les astuces fiscales de Bono), cela figurait dans le bandeau vertical à droite de l'écran. Sinon, absolument tous les jours en se connectant sur les pages Yahoo politique et monde, au même endroit à l'écran, ils proposent des articles sur des people féminines à moitié dénudées, parfois sur les plateaux de télé (Hanouna par exemple hier).

Le tour du monde du sexe

- Le tour du monde du sexe : la générosité sexuelle incomparable des Canelas
- Le tour du monde du sexe : la chambre d'amour des fillettes kreungs
- Le tour du monde du sexe : les Papous Sambia buveurs de sperme
- Le tour du monde du sexe : la beauté des petites lèvres vaginales sur les îles de Chuuk
- Le tour du monde du sexe : chez les Wodaabe, les hommes jouent aux pin-up
- Le tour du monde du sexe : les Tahitiennes, pas si libérées que cela
- Le tour du monde du sexe : les organes génitaux remodelés des Hawaïens
- Le tour du monde du sexe : les hyper-refoulés d'Inis Oirr
- Le tour du monde du sexe : les Moso, sans père ni mari
- Le tour du monde du sexe : chez les Nyinba, les frères partagent la même épouse
- Le tour du monde du sexe : la femme collective des Bashilele

Ce n'est pas innocent.

Les hommes, qui se livrent à des attouchements sur des femmes dans la rue ou n'importe où, ont un problème et ils ne parviennent plus à se contrôler. Soit ils n'ont pas de partenaire pour assouvir leurs pulsions sexuelles, soit leur partenaire ne leur donne pas satisfaction, ou alors elle ne leur suffit pas et ils ne se fixent plus de limites, cela devient obsessionnel chez eux.

Mais qui a poussé les hommes (comme les femmes) à adopter un individualisme effréné ou chacun se croit tout permis ou presque en manquant singulièrement de respect envers les autres dans tous les domaines, sinon ceux qui nous gouvernent depuis des décennies.

Ils s'emploient systématiquement à pourrir tous les rapports dans la société, afin de conduire toutes les couches à s'affronter entre elles au lieu de diriger leurs coups contre le régime, c'est la raison pour laquelle il ne faut absolument rien leur lâcher, ne rien laisser passer et les combattre sur tous les fronts à la fois, sinon nous sommes perdus.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Arabie saoudite. - Liban.

- Purge sans précédent en Arabie saoudite: princes, ministres, ex-ministres arrêtés - AFP

Onze princes et des dizaines de ministres, anciens et actuels, ont été arrêtés samedi soir en Arabie saoudite, selon des médias, au cours d'une purge sans précédent qui doit permettre au jeune prince héritier de consolider son pouvoir.

Parallèlement, les puissants chefs de la Garde nationale saoudienne, une force d'élite intérieure, et de la Marine ont été limogés.

Ces arrestations et limogeages sont intervenus quelques heures après la création, par décret royal, d'une commission anticorruption dirigée par le prince héritier et homme fort du royaume ultra-conservateur, Mohammed ben Salmane, âgé de 32 ans et surnomé MBS.

Selon la chaîne satellitaire Al-Arabiya, à capitaux saoudiens, onze princes, quatre ministres et des dizaines d'anciens ministres ont été arrêtés alors que la commission a lancé une enquête sur les inondations qui ont dévasté en 2009 la ville portuaire de Jeddah (ouest), sur la mer Rouge, à la suite de pluies torrentielles, faisant une centaine de morts.

L'agence de presse officielle saoudienne SPA a indiqué que le but de la commission était de "préserver l'argent public, punir les personnes corrompues et ceux qui profitent de leur position".

Le conseil des religieux a rapidement réagi sur son compte Twitter en affirmant que la lutte contre la corruption était "aussi importante que le combat contre le terrorisme".

Parmi les personnes arrêtées figure le prince et milliardaire Al-Walid ben Talal, selon des sites web saoudiens. Cette information n'a pas été confirmée officiellement.

Une source aéroportuaire a par ailleurs indiqué à l'AFP que les forces de sécurité avaient cloué au sol des avions privés à Jeddah, pour empêcher que certaines personnalités quittent le territoire.

"L'étendue et l'ampleur de ces arrestations semblent être sans précédent dans l'histoire moderne de l'Arabie saoudite", a affirmé à l'AFP Kristian Ulrichsen, spécialiste du Golfe à l'institut Baker de l'université Rice, aux Etats-Unis.

"Si la détention du prince Al-Walid ben Talal se confirme, elle constituera une onde de choc sur le plan intérieur et dans le monde des affaires internationales", estime cet expert.

Contrôlant les principaux leviers du gouvernement, de la défense à l'économie, Mohammed ben Salmane semble chercher à étouffer les contestations internes avant tout transfert formel du pouvoir par son père, le roi Salmane, âgé de 81 ans.

Fin octobre, MBS, issu de la jeune génération princière saoudienne, a promis une Arabie "modérée", en rupture avec l'image d'un pays longtemps considéré comme l'exportateur du wahhabisme, une version rigoriste de l'islam qui a nourri nombre de jihadistes à travers le monde.

"Nous n'allons pas passer 30 ans de plus de notre vie à nous accommoder d'idées extrémistes et nous allons les détruire maintenant", avait-il assuré sous les applaudissements des participants à un forum économique baptisé le "Davos dans le désert" qui avait attiré 2.500 décideurs du monde entier.

Il a lancé plusieurs chantiers de réformes -- droit de conduire pour les femmes et ouvertures de cinémas notamment -- qui marquent le plus grand bouleversement culturel et économique de l'histoire moderne du royaume, avec une marginalisation de fait de la caste des religieux conservateurs.

Dans le même temps, il a oeuvré pour renforcer son emprise politique sur le pouvoir, procédant notamment en septembre à une vague d'arrestations de dissidents, dont des religieux influents et des intellectuels.

Selon des analystes, nombre de ces dissidents critiquaient la politique étrangère musclée du jeune prince héritier, comme le boycott du Qatar, ainsi que certaines réformes comme la privatisation d'entreprises publiques et la réduction des subventions de l'Etat. AFP

- Al-Walid ben Talal: un prince milliardaire saoudien haut en couleur - AFP

Dans cet article, l'AFP en faisait l'éloge... Cela ne vous étonne pas, n'est-ce pas ? Bravo !

- Un vice-gouverneur saoudien tué dans le crash d'un hélicoptère - Reuters

Le vice-gouverneur de la province d'Asir, en Arabie saoudite, et plusieurs de ses collaborateurs ont été tués dimanche dans le crash d'un hélicoptère, rapporte la chaîne de télévision publique saoudienne Ekhbariya.

Selon le journal saoudien Okaz, ces responsables survolaient un secteur près de la côte de la province d'Asir, près de la frontière du Yémen, quand l'avion s'est écrasé.

La presse ne précise pas la cause du crash. Reuters 6 novembre 2017

- La coalition saoudienne ferme les accès au Yémen - Reuters

La coalition militaire conduite par l'Arabie saoudite a décidé de fermer temporairement tous les accès aériens, terrestres et maritimes au Yémen afin d'empêcher l'armement par l'Iran des rebelles chiites Houthi, rapporte lundi l'agence de presse saoudienne SPA.

- La stabilité du Liban prioritaire pour le président Aoun - Reuters

Deux jours après la démission du Premier ministre Saad Hariri, le président libanais Michel Aoun a souligné lundi que la stabilité sécuritaire, économique, financière et politique du Liban était une "ligne rouge" lors d'une réunion à Beyrouth liée aux questions de sécurité.

"Le chef de l'Etat attend le retour de Hariri pour l'entendre personnellement", a déclaré le ministre de la Justice Salim Jreissati à l'issue de ce conseil qui s'est tenu au palais présidentiel de Baabda. "Cette démission doit être volontaire dans tous les sens du terme", a-t-il ajouté. Reuters 7 novembre 2017

- La France demande à l'Arabie saoudite de libérer le PM libanais - Réseau Voltaire

Le gouvernement français est intervenu auprès du prince héritier saoudien, Mohamed Ben Salmane, pour qu'il libère le Premier ministre libanais, Saad Hariri, actuellement aux arrêts à l'hôtel Ritz de Riyad avec plusieurs des personnalités arrêtées lors du coup de Palais. Il est impossible de le joindre.

Monsieur Hariri a annoncé depuis l'hôtel Ritz qu'il démissionnait de ses fonctions au Liban. Cependant, selon la Constitution libanaise, il reste en charge des affaires courantes dans l'attente de son successeur. Il a informé directement le président Michel Aoun par téléphone de sa démission, mais n'en a pas exposé le motif.

Dans un discours télévisé, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a pris la défense de Saad Hariri, leader de la Coalition opposée à son parti. Il a dénoncé une ingérence saoudienne dans les affaires libanaises.

Le président Michel Aoun a réuni lundi matin un Conseil de défense au palais de Babda pour déterminer les réactions à la disparition inattendue du Premier ministre. Il ne semble pas considérer comme valide une démission par téléphone et ne devrait en tenir compte que si le Premier ministre revenait au Liban la lui annoncer en personne.

La classe dirigeante libanaise fait preuve de circonspection, à l'exception de l'ancien directeur de la Police, Achraf Rifi, rentré d'exil pour succéder à Saad Hariri. Selon lui, le président Aoun doit prendre ses responsabilités et choisir d'urgence un nouveau Premier ministre.

Saad Hariri ayant la double nationalité saoudo-libanaise, il ne peut bénéficier de l'immunité diplomatique en Arabie saoudite. Réseau Voltaire 6 novembre 2017

- Le Hezbollah accuse Ryad d'avoir contraint Hariri à la démission - Reuters

Le chef du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a estimé dimanche que la décision du Premier ministre libanais, Saad Hariri, de démissionner lui avait été dictée par l'Arabie saoudite.

"Cette démission est une décision saoudienne qui a été imposée à Saad Hariri", a-t-il dit dans un discours télévisé, au lendemain de l'annonce surprise faite en Arabie saoudite par le chef du gouvernement d'union nationale, en poste depuis janvier.

"De légitimes questions" se posent en outre, a ajouté le chef de la milice chiite, sur le point de savoir si Saad Hariri dispose de sa pleine liberté de mouvement en Arabie saoudite.

Dans l'entourage de Saad Hariri, qui possède la nationalité saoudienne, on dément avec la plus grande fermeté qu'il ait été placé en état d'arrestation ou forcé de démissionner.

Sayyed Hassan Nasrallah a invité les Libanais à faire preuve de calme face à cette nouvelle crise politique d'ampleur et à ne pas manifester car "cela n'aboutirait à aucun résultat".

Les dirigeants politiques libanais, a-t-il dit, s'attendent à ce que Saad Hariri rentre au Liban jeudi, si toutefois "on l'autorise à voyager".

Le président libanais, Michel Aoun, n'acceptera pas la démission du Premier ministre tant qu'il ne sera pas revenu en expliquer les raisons, dit-on dans son entourage.

En annonçant sa démission, Saad Hariri a accusé le Hezbollah chiite et l'Iran qui le soutient de semer la discorde dans la région et dit craindre pour sa vie.

Le journal saoudien Acharq al Aoussat, citant des sources non identifiées, écrit dimanche que des services de renseignement occidentaux l'ont averti qu'une tentative d'assassinat à son encontre était en préparation.

Selon la chaîne de télévision saoudienne Al Arabiya al Hadath, il a échappé jeudi à une tentative de meurtre alors qu'il se trouvait encore à Beyrouth. Le général Abbas Ibrahim, chef de la Sûreté libanaise, a assuré dimanche n'avoir eu vent d'aucun complot visant une personnalité politique.

La démission du chef du gouvenement libanaise risque dans un premier temps de raviver les tensions entre Téhéran et Ryad, qui se disputent le leadership régional, et entre les différentes communautés religieuses libanaises.

Elle remet en outre en question la survie de la coalition gouvernementale formée fin 2016 après des années d'impasse politique et dont la difficile mise sur pied avait été perçue comme une victoire pour le Hezbollah.

Le "pacte national" au Liban, accord non écrit conclu en 1943, réserve la présidence à un chrétien maronite, le poste de chef du gouvernement à un sunnite et la présidence de la Chambre des députés à un chiite. Saad Hariri avait déjà été à la tête d'un gouvernement d'union nationale de 2009 à 2011. Reuters 6 novembre 2017

- L'Arabie saoudite accuse le Liban de lui avoir déclaré la guerre - Reuters

L'Arabie saoudite a estimé lundi que le Liban lui avait déclaré la guerre en raison de ce qu'elle considère comme des agressions commises dans le royaume par le Hezbollah libanais, soutenu par l'Iran.

Le gouvernement libanais sera "traité comme un gouvernement qui a déclaré la guerre à l'Arabie saoudite", a affirmé le ministre saoudien des Affaires du Golfe, Thamer al Sabhan, dans un entretien à la chaîne de télévision Al Arabiya.

Sabhan a précisé que le message avait été transmis au Premier ministre libanais Saad Hariri, allié des Saoudiens, qui a annoncé sa démission samedi depuis Ryad.

Les actes d'"agression" commis par le Hezbollah contre le royaume saoudien "sont considérés comme une déclaration de guerre contre l'Arabie saoudite par le Liban et par le parti libanais du diable", a ajouté Thamer al Sabhan.

Deux jours après la démission de Saad Hariri, le président libanais Michel Aoun a rappelé lundi que la stabilité sécuritaire, économique, financière et politique du Liban était une "ligne rouge" lors d'une réunion à Beyrouth liée aux questions de sécurité.

"Le chef de l'Etat attend le retour de Hariri pour l'entendre personnellement", a déclaré le ministre de la Justice Salim Jreissati à l'issue de ce conseil qui s'est tenu au palais présidentiel de Baabda. "Cette démission doit être volontaire dans tous les sens du terme", a-t-il ajouté. Reuters 7 novembre 2017

2- Italie

- Scrutin régional en Sicile, test avant les élections en Italie - Reuters

Le candidat au poste de gouverneur de Sicile de la coalition de centre droit soutenue par Silvio Berlusconi est en tête avec une courte avance sur le Mouvement 5 Etoiles (M5S), si l'on en croit des sondages sortie des urnes publiés dimanche soir.

L'élection du gouvernement régional dans l'île est considérée comme une répétition à grande échelle en vue des élections législatives prévues d'ici mai prochain en Italie.

La course s'annonçait serrée en Sicile entre une alliance de partis de droite et le M5S anti-système.

Elle l'a été, le candidat de la droite, Nelio Musumeci, obtenant de 35% à 40% des suffrages exprimés, et celui du M5S, Giancarlo Cancelleri, entre 33% et 38%.

Fabrizio Micari, candidat soutenu par le Parti démocrate (PD) au pouvoir en Sicile et au niveau national, a apparemment souffert des dissensions internes, et arriverait loin derrière en troisième position avec vingt points de moins.

Renforcée par le retour dans la campagne électorale de l'ancien chef du gouvernement Silvio Berlusconi, la droite a à coeur de récupérer sa traditionnelle prééminence sur la Sicile et montrer qu'après des années de scandales, elle est redevenue une force à ne pas sous-estimer.

Le Mouvement 5 Etoiles, lui, n'a jamais dirigé de région mais espère qu'une victoire en Sicile le propulsera vers un succès à l'échelle nationale.

Une mauvaise performance de Fabrizio Micari risque de mettre en difficulté le chef de file du PD et ancien président du Conseil Matteo Renzi. Le PD a fait l'objet d'une scission cette année. Les membres de son aile gauche l'ont quitté pour lancer une formation nettement plus à gauche.

Au niveau national, le Mouvement 5 Etoiles est en tête avec 27% des intentions de vote, juste devant le Parti démocrate.

Les partis de la coalition de droite, Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, et la Ligue du Nord, sont crédités chacun de 14% des intentions de vote au niveau national. Reuters 6 novembre 2017

Haut de page

Le 11 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (17 pages)

La mousson est abondante cette année, une bonne nouvelle. Il pleut depuis un mois, la dernière fois qu'on avait eu une mousson aussi longue remonte à près de 10 ans.

Ici en Inde, contrairement à en France on ne dit jamais qu'il fait un temps pourri quand il pleut car tout le monde a conscience qu'on a besoin de la pluie pour survivre, sauf peut-être ceux qui sont victimes de fortes pluies continues, les plus pauvres qui vivent encore dans des cabanes en feuilles de cocotiers, comme toujours.

Il va falloir que je cimente le sol de l'enclos des chèvres qui est inondé, les pauvres bêtes sont obligées de dormir debout, l'eau s'écoule du champ en pente qui surplombe mon terrain, elle passe sous les plaques de ciment qui font office de mur, il n'y a pas de fondations, je n'avais pas de fric pour en construire. J'ai demandé plusieurs fois au propriétaire de ce champ de passer un coup de tracteur pour régler le problème mais il n'a jamais donné suite, c'est un gros propriétaire terrien et il s'en fout, je n'ai pas manqué de lui dire ce que je pensais de lui, mais bon, vous vous en doutiez !

Cela dit, on vit mieux à la campagne qu'en ville, et pour cause...

Sous la Cop 21. Mieux nous respirerons, plus vous suffoquerez...

Depuis trois jours, les habitants de la capitale indienne suffoquent sous un épais nuage de pollution. Entre colère et résignation.

New Dehli (17 millions d'habitants). Chaque jour,1 400 nouvelles immatriculations s'ajoutent aux 8 millions de véhicules déjà sur les routes de la ville.

Les chiffres font froid dans le dos. La concentration des particules fines « PM 2,5 » (2,5 microns) est beaucoup trop dense et les taux ont affiché ce jeudi entre 500 et 800 microns/m3, alors que le seuil de danger fixé par l'OMS est de 300.

Parmi toutes les capitales, la ville détient depuis 2014 le record de pollution atmosphérique de la planète. Le chef de l'exécutif de New Delhi, Arvind Kejriwal, l'avait comparée à une « chambre à gaz ». Mais entre 2014 et 2016, le gouvernement a voulu relativiser les faits. Autorités et experts se sont livré une guerre des chiffres sur les capteurs, les mesures de la qualité de l'air, et les seuils de tolérance. En attendant, le niveau de pollution ne cessait de grimper.

Aujourd'hui, les éditoriaux des grands quotidiens laminent les autorités. « Dans une indifférence alarmante, Delhi continue à porter l'ignominie d'être l'une des villes les plus polluées au monde », dénonce jeudi le Hindustan Times. « Le brouillard de Delhi est un nouveau rappel de l'échec du gouvernement à agir avant l'urgence, estime quant à lui l'Indian Express. Le gouvernement a attendu deux ans que la pollution atteigne des proportions catastrophiques pour réagir. » Jigme Lingtsang, un résident de Delhi, pointe également les limites de la contestation citoyenne : « Nous avons la séduisante option de nous plaindre sur les réseaux sociaux, en nous isolant davantage encore derrière nos masques ou nos purificateurs d'air, en signant des pétitions en ligne, peut-être même en allant à une manifestation ou deux, et ensuite de tout oublier jusqu'à l'année suivante... Et tout recommence à chaque mois de novembre. »

Certes, les élites indiennes et les expatriés ont été les premiers à réagir. Eux ont les moyens de se protéger et ils tentent désormais de fuir la capitale pour des cieux plus cléments. Pour les autres, la vie continue. Deepika, une avocate, contemple tristement sa

ville : « J'ai honte de ce que nous allons laisser en héritage à nos enfants. »

« La pollution à Delhi est critique mais elle symbolise aussi le sort de nombreuses zones rurales et urbaines en Inde », rappelle l'environnementaliste Kanchi Kohli. Aujourd'hui, le pays abrite 13 des 20 villes les plus polluées au monde. Le Point 10.09

Du bonapartisme au fascisme

- "*L'élément que le fascisme a en commun avec le vieux bonapartisme est qu'il a utilisé les antagonismes de classe pour donner au pouvoir d'Etat la plus grande indépendance. Mais nous avons déjà souligné que l'ancien bonapartisme datait de l'époque de la société bourgeoise ascendante, tandis que le fascisme est un pouvoir d'Etat de la société bourgeoise en déclin*." (OEuvres : Août 1940 - L. Trotsky)

L'avènement de la Ve République bonapartiste en 1958 signifia que la guerre n'avait pas permis d'en finir avec les contradictions du capitalisme, et que dans l'impossibilité de les réduire leur développement allait approfondir ou amplifier la crise du capitalisme dans des proportions telles qu'il leur faudrait affronter directement la classe ouvrière pour liquider les acquis sociaux ou les concessions qu'ils avaient dû lui octroyer entre 1945 et 1958. Dans ces conditions il leur fallait un instrument politique pour briser ou inverser les rapports entre les classes qui étaient le produit du processus révolutionnaire qui s'était développé vers la fin de la guerre, mais qui n'avait pas pu aller à son terme en raison de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme, et cet instrument allait être la Constitution de la Ve République.

Son instauration sonnait la fin de l'antagonisme entre les classes, qui jusque là avait été favorable à la classe ouvrière, cela signifiait que celle des capitalistes passait à l'offensive en bénéficiant de la bienveillance de la social-démocratie et du stalinisme, tout en profitant de la neutralité de la majorité des masses qui avaient obtenu une amélioration de leur condition, ainsi que du mythe entourant la personnalité du général de Gaulle et qui allait permettre à un militaire de gouverner la France.

L'instauration de ce nouveau bonapartiste avait été rendu possible pour les raisons que nous venons d'indiquer, mais dont l'un des facteurs était trompeur, à savoir que le répit que le capitalisme s'était accordé à la faveur de la guerre, et qui allait se traduire par une nouvelle période d'extension sur un champ de ruine, était déjà parvenu à son terme, une nouvelle crise se dessinait qui devait entraîner également la fin de sa coûteuse épopée coloniale en Asie et en Afrique du Nord.

La Ve République allait être à la fois le produit de l'incapacité des capitalistes de mater la classe ouvrière, et de l'incapacité de la classe ouvrière à se doter d'une nouvelle direction pour en finir avec le capitalisme et ses institutions. Dit autrement, la Ve République était à la fois le produit de la crise du capitalisme et de la crise historique de la direction du prolétariat. Dès lors le bonapartisme s'imposait à la bourgeoisie comme le seul recours possible à défaut de pouvoir recourir au fascisme pour atteindre ses objectifs. Le régime qui allait se mettre en place se doterait d'un vernis démocratique tout en étant autoritaire, alternant paternalisme et répression.

Les institutions allaient se réduire au pouvoir d'un seul homme trônant au sommet de l'Etat, toutes les institutions devraient lui être soumises, ce qui signifiait que le parlementarisme était mort ou vidé de son contenu, du coup c'est ailleurs qu'allait s'exprimer la lutte de classe du prolétariat, dans la rue...

Affirmer que la société bourgeoise est "en déclin" mérite une précision. Si elle tend effectivement au déclin ou elle est vouée historiquement au déclin, cela ne signifie pas pour autant qu'elle ne pourrait pas connaître encore des périodes de prospérité, qui au fil du temps ou de l'exacerbation des contradictions du capitalisme tendraient à se raréfier jusqu'au jour où elles disparaîtraient totalement en cédant la place à une période de régression sociale à durée indéterminée, et sur le plan politique le vernis démocratique déjà bien entamé craquerait de partout ou ne pourrait plus remplir de caution politique du régime et la réaction sur toute la ligne lui succèderait.

Dans les conditions actuelles, soit 59 ans plus tard, le bonapartisme ne pouvant plus remplir sa fonction telle qu'elle avait été définie en 1958, n'ayant pas réussi à atteindre ses objectifs tant économiques que politiques du fait de la résistance de la classe ouvrière, il va être tenter pour y parvenir de recourir à un coup de force, qui ne sera rendu possible une fois de plus que grâce à la neutralisation du mouvement ouvrier et du prolétariat par la social-démocratie et le stalinisme ainsi que leurs satellites respectifs dits de gauche et d'extrême gauche, le pouvoir étant dorénavant détenu par un parvenu nommé Macron et un parti unique, LREM, tous deux mis en place par l'oligarchie qui contrôle tous les pouvoirs, et les institutions vont fonctionner de la même manière que sous un régime fasciste.

Vous aurez toutefois observé qu'il existait encore des distinctions entre le régime actuel en France et un régime fasciste. Effectivement, Macron n'a pas eu besoin de dissoudre ou réprimer les partis qui autrefois se réclamaient de la classe ouvrière, le PS et le PCF ou les syndicats, puisque soit ils ont soutenu la candidature de Macron, soit ils ont refusé d'engager le combat contre sa candidature, le PS et le PCF se sont pratiquement autodissouts au fil du temps en soutenant tous les gouvernements réactionnaires qui se sont succédés depuis près de quatre décennies, pire encore, ils collaborent avec Macron et son gouvernement quotidiennement en participant au dialogue social, ils passent leur temps à le légitimer, dans ces conditions il est inutile pour Macron de recourir à la force contre le mouvement ouvrier et ses organisations, puisque leurs dirigeants s'en

chargent à sa place à leur manière, après tout comme en Espagne dans les années 30 ils sont les mieux placés pour faire la sale besogne de la bourgeois.

En guise de conclusion, on aura compris que le régime actuel en France tend vers le fascisme, il en épouse jour après jour un peu plus les contours et le contenu parce qu'il en partage les objectifs : sauver le capitalisme ou plutôt le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme pour le compte de l'oligarchie. On pourrait peut-être dire que c'est un régime de transition, qui de bonapartiste parlementaire est devenu ploutocratique en évoluant vers le fascisme.

Je ne sais pas si vous l'avez également remarqué, mais toutes les campagnes qu'ils mènent depuis des années contre les préjugés archaïques de certaines couches de la société qui recoupent en fait toutes les classes, servent uniquement de prétexte à l'instauration d'une pensée unique en recourant à la délation généralisée de toute pensée déviante par le biais des réseaux sociaux qu'ils ont créés à cet effet, procédé qui est l'apanage des régimes fascistes.

Illustration. La réaction sur toute la ligne.

- Subventions : les associations de consommateurs en danger ? -

Le ministère de l'Économie a l'intention de diminuer les subventions attribuées aux associations de consommateurs. Beaucoup s'en inquiètent. Franceinfo

- "La Marseillaise" dans tous les championnats de France : l'idée de Laura Flessel pour "se réapproprier notre fibre citoyenne" - Franceinfo

La ministre des Sports suggère aux fédérations sportives d'ouvrir les compétitions, toutes catégories d'âge confondues, par l'hymne national. Franceinfo

- Énergie : Nicolas Hulot décide un sursis pour le nucléaire - Franceinfo

- Charlie Hebdo : le soutien de l'Assemblée nationale - Franceinfo

Édouard Philippe a pris la parole ce mardi 7 novembre afin de défendre Charlie Hebdo, ciblé par des menaces de meurtre et d'attentat depuis sa Une du 1er novembre. Franceinfo

- Le groupe PS n’est « pas emballé » par la surtaxe sur les grandes entreprises - Publicsenat.fr Vincent Éblé, président (PS) de la commission des Finances, annonce que son groupe s’abstiendra sur le vote de cette mesure du projet de loi de finances rectificative, qui rapportera 5 milliards d’euros dans les caisses de l’État. Publicsenat.fr

- 14% de chômeurs radiés après des contrôles - Reuters

Le contrôle de la recherche effective d'emploi par les chômeurs, généralisé il y a un an et demi, a abouti à la radiation de 14% des personnes sur les 270.000 dont la situation a été vérifiée, rapportent Les Echos dans leur édition de jeudi. Reuters

- L'Assemblée vote le budget 2018 de la Défense, en hausse de 1,8 milliard d'euros - Le Huffington Post

Chose promise, chose due. L'Assemblée nationale a adopté dans la soirée du mardi 7 novembre en première lecture le projet de budget de la Défense pour 2018, en augmentation de 1,8 milliard par rapport à l'année précédente, conformément aux engagements du gouvernement.

Ce premier budget du quinquennat du président Emmanuel Macron, doté de 32,4 milliards d'euros, "prévoit une hausse historique de 1,8 milliard d'euros", a déclaré devant les députés la ministre des Armées Florence Parly. "C'est un effort inédit, le point de départ d'une remontée en puissance exceptionnelle, puisque chaque année ensuite, et ceci jusqu'en 2022, le budget du ministère des Armées augmentera de 1,7 milliard par an".

Ce projet de budget, en hausse de 5,6% par rapport au budget 2017, accorde 1,2 milliard d'euros supplémentaire aux crédits d'équipements, a ajouté la ministre. "C'est un budget de remontée en puissance qui répond aux besoins des armées et prépare leur avenir, que je veux ambitieux, innovant, autonome et européen aussi".

A la tribune de l'Assemblée, Florence Parly a réaffirmé le but de parvenir à ce que la France, en 2025, consacre 2% de son Produit intérieur brut (PIB) à la Défense. Le Huffington Post

Autres illustrations. Intimidation, délation, harcèlement, provocation, diffamation, répression ou le règne de la tyrannie.

- Emmanuel Macron recadre fermement ses ministres - lefigaro.fr

- "Bon cinéaste, mais pas excellent fiscaliste" : l'avocat de Jean-Jacques Annaud réagit aux révélations des "Paradise Papers" - Franceinfo

- Le harcèlement à l'école expliqué aux enfants - Liberation.fr

- Première victoire d'une candidate transgenre dans une élection américaine - LeParisien.fr

- Affaire Tariq Ramadan : Charlie Hebdo s'en prend à Edwy Plenel - LeParisien.fr

- Pierre Joxe, accusé d'agression sexuelle, dénonce «un tissu de contre-vérités» - LeFigaro.fr

- Scandales sexuels : la télé aussi est concernée - Téléstar

- L'Allemagne va-t-elle reconnaître un troisième sexe ? - Reuters

Ils osent tout.

- Certains députés ont-ils trouvé comment contourner la loi sur la moralisation de la vie publique ? - Franceinfo

Parce que les affairistes pourraient avoir une morale respectable ?

- Macron «bientôt aux commandes de l'Europe», selon Time… s'il s'impose en France - LeParisien.fr

Ouais, valait mieux employer le conditionnel, ils ne se mouillent pas trop au Time, ils savent à qui ils ont à faire.

- Macron en Arabie pour faire baisser la tension avec l'Iran - AFP

Et la tension de sa momie toute fripée, elle est à combien ? Il n'a même pas le pouvoir de décider de manger un chocolat quand il en a envie, et il aurait celui d'impressionner le monarque dégénéré du royaume des Saouds...

- Emmanuel Macron prédit "la fin de Daech dans les prochains mois" - Franceinfo

Dommage que cela ne s'appliquera sans doute pas à lui...

- Inauguration du Louvre Abu Dhabi, un musée "contre l'obscurantisme" - AFP

Sachant qu'en France ils ont favorisé la propagation du wahhabisme pendant des décennies...

- L'ONU réclame à Ryad la fin du blocus au Yémen, menacé de la pire famine - AFP

Sachant que l'ONU a couvert les bombardements du Yémen perpétrés par l'Arabie saoudite...

- La guerre au Yémen "traîne", avec "l'assentiment, voire la complicité des grandes puissances internationales" - Franceinfo

Sans blague, comme en Syrie...

- Burundi : la Cour pénale internationale autorise une enquête pour crime contre l'humanité - LeFigaro.fr

Pourquoi pas la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, etc.

- A Hongkong, des fans de foot défient Pékin en sifflant l'hymne - Liberation.fr

L'équipe de la NED...

- L'Otan parée à la cyberguerre, prépare des renforts pour l'Afghanistan - AFP

L'Otan faiseur de guerres à durée indéterminée pour le compte du complexe militaro-industriel-financier américain, dehors, GI's go home !

- Venezuela: Fitch abaisse la note de PDVSA, défaut "hautement probable" - AFP

L'agence de notation financière Fitch, comme Moody's avant elle, a abaissé mardi la note du groupe pétrolier d'Etat vénézuélien PDVSA, en la faisant passer de "CC" à "C", et en jugeant qu'un défaut du pays était "hautement probable". AFP

C'est franchement dommage que le baril de brut soit repassé au-dessus des 60 dollars...

- Nouvelles sanctions américaines contre le Venezuela déjà très fragile - AFP

Mimétisme de son vassal...

- L'UE va imposer un embargo sur les armes au Venezuela - Reuters

Il s'approvisionnera en Russie ou en Chine, d'ailleurs c'est déjà le cas...

- La lutte contre les inégalités commence par l'éducation, c'est le défi que doit relever l'Europe - Le Huffington Post

Comme le président de la Commission européenne l'a déclaré dans son récent discours sur l'état de l'Union, "l'Europe a de nouveau le vent en poupe". Le Huffington Post

Vous vous souvenez peut-être d'une interview d'Attali développant cette rhétorique il y a quelques mois, comme quoi les mesures qu'ils prennent correspondent bien à une stratégie arrêtée longtemps à l'avance...

- Trump : un an de couacs et de chaos - Liberation.fr

Quel couac ou chaos la fin de la guerre annoncée contre l'Irak et la Syrie !

- Paradise Papers: Des députés néerlandais réclament un débat - Reuters

Parole, parole, parole...

- Paradise Papers. La riposte de l’UE - Liberation.fr

Les multinationales et le Luxembourg en font déjà des cauchemars...

- RSF distingue des journalistes polonais, turques et iranien - Reuters

Sélectionnés ou recrutés par la CIA...

- Italie : une aide financière pour la natalité - Franceinfo

Qui a dit que le crime ne payait pas ?

- Syrie: une autre attaque au sarin "porte les marques" du régime, selon les Occidentaux - AFP

Ils en mettent du temps pour les fabriquer...

- Allemagne: Les plaintes de Syriens contre le régime Assad se multiplient - AFP

Les plaintes d'Allemands contre le régime de Merkel se multiplient...

L'autre campagne pornographique des médias-oligarchiques.

- Sexy ! Carla Ginola, sans soutien-gorge fait grimper la température

- Cara Delevingne explique pourquoi elle louchait sur le décolleté de Rihanna

- "3 raisons pour lesquelles je ne porte plus de soutien-gorge depuis 2 mois"

- Pansexualité, graysexualité… ces orientations sexuelles méconnues

- La réponse (géniale) de cette présentatrice télé à ceux qui disent qu'elle porte des tenues trop sexy

- Elle enlève par erreur sa... culotte devant son médecin !

- Jade Lagardère topless à la plage : le cliché très sexy

- Ce combat à mort entre une guêpe et une abeille est la chose la plus cruelle que vous ayez jamais vue

L'autre campagne bestiale des médias-oligarchiques.

- «Qui va trop loin ? Ce sont les activistes qui vont au contact des cirques. Ces associations comptent dans leurs rangs des fous furieux et des néonazis !»

Engueulades. Bousculades. Insultes. - Liberation.fr

- Corrida, chasse à courre, animaux de cirque : la SPA montre les crocs au pénal - Liberation.fr

La plus ancienne des associations de protection animale a présenté jeudi matin son «offensive judiciaire» contre plusieurs pratiques relevant de la cruauté animale, dont la tauromachie, les conditions d'abattage ou les fermes à fourrure. Liberation.fr

Plus l'espèce humaine est exploitée, moins on lui reconnaît la capacité de penser. Elle peut toujours méditer !

- «Plus une espèce animale est exploitée, moins on lui reconnaît la capacité de penser» - Liberation.fr

Il est temps, alerte le moine boudhiste tibétain Matthieu Ricard, de repenser notre concitoyenneté avec les animaux que nous exploitons et massacrons sans raison morale valable. Un travail qui commence par la reconnaissance de leur individualité. Liberation.fr

Qu'ont en commun tous ces gens au grand coeur qui se penchent sur la condition animale ? D'ignorer la condition humaine ou le sort terrifiant que le capitalisme réserve à tous les peuples, ils s'en accommodent, ils en parlent, ils le justifient par leur refus de rompre avec le capitalisme.

Nul droit ne s'impose au pauvre...

Depuis plusieurs jours, la campagne des "Panama Papers" qui avait été lancée il y a dix-huit mois par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), est repartie de plus belle.

Tout d'abord il faut avoir à l'esprit que les membres de l'ICIJ appartiennent tous à des oligarques ou dépendent des banques pour survivre ou encore perçoivent dans certains cas des subventions de l'Etat où ces médias officient. Il était donc inconcevable qu'ils aient pris cette initiative d'eux-mêmes, elle était forcément téléguidée par les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne et internationale.

Ensuite, on doit constater que cette campagne qui aboutit à révéler "la fraude fiscale" à laquelle se livreraient à l'échelle mondiale des nantis aux multinationales, via des paradis fiscaux pratiquant des montages financiers pour leurs illustres clients, etc. n'est pas vraiment à l'avantage du capitalisme, c'est le moins qu'on puisse dire, n'est-ce pas ?

Et pour conclure, une question : Pourquoi ou dans quel but ?

On ne peut répondre à cette question qu'en ayant à l'esprit leur stratégie qui se situe sur le long terme, ou il ne faut pas perdre de

vue qu'ils ont de la suite dans les idées, il faut donc la traiter dans une perspective générale.

L'explication ou une des explications car à mon avis il en existe plusieurs tout aussi valables, ils l'ont fournie eux-mêmes en rappelant que "l'optimisation fiscale" était parfaitement légale, autrement dit que les législateurs de tous les pays en connaissaient parfaitement l'existence.

Il faut donc en déduire que cette campagne et ces "révélations" de polichinelle n'étaient pas destinés à stopper ces pratiques de type mafieux ou à tyranniser leurs heureux bénéficiaires, comme ils se sont empressés de le préciser pour qu'on ne s'y trompe pas sur leurs réelles intentions. En revanche, elle tendra à discréditer un peu plus auprès des peuples les acteurs politiques qui prétendaient les combattre au sein des différents Etats, à affaiblir leur pouvoir face aux multinationales ou à l'oligarchie, sinon à qui d'autres pourrait-elle profiter ?

En se fiant uniquement aux apparences on pourrait trouver un aspect hasardeux ou risqué à cette campagne, mais c'est bien mal les connaître. Car convaincus qu'ils sont de leur toute puissance, peu importe le coût à payer pour parvenir à leurs fins, ils possèdent suffisamment de réserves ou disposent d'un avantage si considérable sur leur ennemi, le prolétariat mondial qui demeure inorganisé et dans l'incapacité de les affronter, de se soulever pour renverser l'ordre établi ou ne serait-ce que s'opposer à leur politique, qu'ils pensent être en mesure de tout se permettre, tout oser, sans vraiment être démenti par les faits jusqu'à présent, y compris l'élection de Trump ou le Brexit notamment. A ceci près que s'ils ont acquis la capacité d'instrumentaliser pratiquement tous les facteurs parce qu'ils sont corrompus, cela ne dure qu'un temps, et il leur faut régulièrement en remettre une couche pour maintenir les peuples dans l'ignorance.

C'est assurément un moyen de montrer à la terre entière qu'ils ne craignent aucun ennemi, qu'il n'existe aucun ennemi de taille à leur résister ou qu'ils sont réellement devenus les maîtres incontestables du monde, et qu'au lieu de leur résister, de les combattre, de chercher une issue politique à la crise du capitalisme qui n'existe pas, le mouvement ouvrier ferait mieux d'admettre sa défaite définitive et les masses exploitées leur impuissance.

Ces "révélations" présentent un autre aspect infâme dont ils comptent bien tirer profit, à savoir que bon nombre de personnalités du domaine de la culture ou du sport, dont certaines étaient connues pour leur engagement humanitaire et adulées par les travailleurs et les jeunes, sont citées dans cette affaire sordide, de sorte que ces braves philanthropes ne valent pas mieux que les gangsters professionnels de la finance qui sont responsables des maux dont soufflent tous les peuples qu'ils étaient censés soulager... tout en profitant de leur misérable condition, ce qui a de quoi flanquer un rude coup à leurs admirateurs qui s'en trouveront déstabilisés, voire démoralisés, dégoûtés, de quoi, mais du genre humain, du monde en général, sans rien d'autres ni personne à qui se raccrocher, sans repères, sans idéal, bref des proies faciles qui ne demandent qu'à être manipulés ou faire acte de soumission...

Et c'est bien de ce vide qu'ils comptent profiter, vide qui ne le sera pas vraiment puisqu'il restera encore le marché, avec la sortie du dernier modèle de Iphone, etc. mais pas seulement, car la plupart des admirateurs de Bono, Madona ou Ronaldo ne s'en détourneront pas forcément pour autant, dorénavant et c'est là le point le plus important, ils admireront non plus des personnages possédant un certain talent (contestable souvent) dans leur domaine professionnel respectif, mais aussi des gens sans scrupules ni principe, malhonnêtes, animées d'une ambition dévorante ou d'une cupidité sans fond, malsains, hypocrites, cyniques, sans foi ni loi, exactement comme le sont les oligarques, cela tombe bien puisqu'ils sont justement destinés à leur ressembler, ils s'emploient à les façonner à leur image. Tenez, au même moment sur le Net Libération ou Le Parisien je ne sais plus, invitait ses lecteurs à visiter le jet privé de Ronaldo !

Allons encore plus loin. Une fois qu'on a adopté ce mode de pensée effroyable, que vaut-on ? Rien. On va se dévaloriser à nos propres yeux, dans ces conditions, dites-moi, comment pourrait-on acquérir une confiance en soi, comment pourrait-on prendre conscience que le combat politique pour changer la société passe justement par là ? Ce serait encore plus difficile ou compliqué qu'avant. Vous trouveriez le courage de dire en face à quelqu'un qu'il devrait être honnête tout en sachant que vous ne l'êtes pas vous-même, moi j'en serais incapable.

Je suis issu d'un milieu ouvrier pauvre et arriéré. Mes parents étaient honnêtes par dessus tout, mais ils étaient particulièrement hypocrites, et vous savez pourquoi ils ne sont jamais parvenus à se débarrasser de ce défaut, parce qu'ils se sentaient écrasés par le sort qu'on leur avait imposé et dont ils ignoraient l'origine. Du coup, durant toute leur existence ils vouèrent un culte aux misérables puissants qui étaient responsables de leur malheureux destin, ainsi qu'aux Bono, Madona ou Ronaldo de leur époque qui se moquaient bien de leur condition.

J'ai bien l'impression que cette entreprise vise le même objectif.

En guise d'épilogue à titre personnel.

On peut apprécier la poésie de Rimbaud ou la philosophie de J-J Rousseau, mais sans leur louer un culte, parce que leur personnalité ne le méritait pas ou pire encore. Cela vaut pour des musiciens géniaux dans leur art, mais qui ont des idées épouvantables. Je n'ai jamais acheté de disques de chanteurs français parce que les paroles de leur chanson m'en

ont dissuadées. En revanche, j'avais acheté plein de disques de groupes de rock anglais ou américains... dont je ne comprenais pas les paroles et c'était sans doute préférable, je louais la maîtrise de leurs instruments notamment, mais pas leur personnage, j'ai toujours fait une distinction entre les deux...

Ce passage est en quelque sorte un complément au dernier éditorial de La tribune des travailleurs (POID).

Ce 6 novembre, les médias font mine de découvrir l'ampleur de l'évasion fiscale...

(https://latribunedestravailleurs.fr/2017/11/08/nul-devoir-ne-simpose-au-riche/)

Excellent éditorial. "*N'est-ce pas pure illusion que de demander aux gouvernements qui instaurent les lois d'évasion fiscale de lutter contre elles ?*", demande formuler par le PCF et LFI, c'est pire que formuler une "*illusion*", c'est une supercherie qui témoigne leur collusion avec les gouvernements des riches, c'est la preuve que ces partis roulent pour le capitalisme...

En effet. Un secret de polichinelle à "échelle industrielle".

- L'optimisation à l'échelle industrielle - Liberation.fr

Des grands cabinets internationaux d'audit aux avocats «fiscalistes», le contournement de l'impôt fait vivre toute une armée de l'ombre, prête à élaborer des montages opaques au bénéfice de grands groupes et de personnalités. Liberation.fr

Péché révélé à moitié pardonné ou comment les corrompus s'autoamnistient

Syrie. Profil bas à l'AFP.

Quand ils sentent le vent tourné ils se font tout petits, leur rhétorique de guerre s'évapore... avant d'amorcer un tournant, puisque tel le veulent les maîtres de ces vulgaires larbins.

- Le conflit en Syrie a laissé le pays exsangue et morcelé entre différents belligérants dont certains étrangers venus en renfort de camps adverses. Il a fait plus de 330.000 morts et poussé des millions de Syriens à l'exil. AFP 9 novembre 2017

Il ne s'agit plus d'une guerre, mais d'un modeste "conflit" ; les différents acteurs ne sont pas cités, ce sont de simples "belligérants" ; les plus de 100.000 mercenaires en provenance de quelque 85 pays venus rejoindre les rangs des barbares ne sont plus que "certains étrangers", et quand aux "330.000 morts" et aux "millions de Syriens à l'exil", étrangement ils ne sont plus attribués systématique au "régime" de Bachar al-Assad...

Yémen. "La dévastation est presque totale"... avec l'aval de l'ONU.

- L'ONU réclame à Ryad la fin du blocus au Yémen, menacé de la pire famine - AFP

La Suède, à l'origine de la convocation de la réunion du Conseil de sécurité sur la situation humanitaire au Yémen, a mis en garde contre les "immenses conséquences" pour le peuple yéménite si le blocus imposé par Ryad perdurait. "Le niveau de souffrances est immense. La dévastation est presque totale. 21 millions de personnes ont un besoin d'aide humanitaire urgente", a déclaré le représentant suédois adjoint à l'ONU, Carl Skau. "C'est la pire situation humanitaire dans le monde, sept millions de gens au bord de la famine, un enfant meurt toutes les dix minutes de maladie, presque un million de malades du choléra", a-t-il égrené. AFP 9 novembre 2017

Quel parti a-t-il manifesté devant l'ambassade d'Arabie saoudite à Paris pour dénoncer ce génocide ?

Parole d'internaute

1- "*Vous partez du principe que nous vivons dans un monde réformable, donc stable ; alors que nous vivons dans un monde en plein effondrement et donc ni réparable, ni réformable.*

Aussi interdictions, règlements et autres billevesées ne sont que des vœux pieux – au mieux, ou des prétextes/justifications de la fuite en avant, fatale bien évidemment et comme d'habitude."

Vous avez raison, il faut faire table rase du passé, cela va finir un jour par s'imposer à l'esprit du plus grand nombre, et c'est à nous de faire en sorte que ce soit le plus tôt possible...

2- "*Le journalisme n'existe plus, en France et aux USA (et probablement dans tout les pays occidentaux au minimum).*

Les journalistes ont fini leur "Grande Transition Dogmatique" :

Tellement sûr de leurs supériorités intellectuelles ils se sont transformés de "chercheurs d'informations" en "créateurs d'informations". De "relayeurs d'opinions" vers "faiseurs d'opinions". Finalement ils sont passés de journalistes à instituteurs. Ils sont là pour nous expliquer à nous, bas peuple, ce qui se passe dans le monde et pourquoi c'est pour notre bien."

Hier les intellectuels de gauche, qui bénéficiait d'un mode de vie confortable, pratiquaient une démagogie teintée d'humanisme en se présentant comme les pendant des intellectuels de droite, tandis que le régime leur accordait un statut privilégié sans qu'ils ne le remettent en cause... Et de nos jours, ils sont nostalgiques de cette "belle époque" qui leur a permis de se faire une rente ou une notoriété en recourant à un discours stérile, sans trop s'engager, sans trop se mouiller, or ce n'est plus possible, ce n'est plus suffisant, pire, c'est devenu trop risqué pour ceux qui sont en début de carrière ou qui veulent faire carrière, qui sont dévorés d'ambition, il vaut mieux qu'ils se rallient à la majorité ou qu'ils adoptent un profil bas, et quant aux plus vieux, ils arborent toujours la même bonne conscience que partagent leurs admirateurs ou leurs semblables, à ceci près qu'elle s'est diluée dans un fatalisme nauséabond où il ne reste plus trace du moindre idéal chez eux, ce qui, pour peu qu'on y prête attention démontre que leurs convictions n'ont jamais dépassé le stade des bonnes intentions ou qu'ils n'y ont jamais cru eux-mêmes.

3- "*A ton avis qu'elle est le plus grand mal de notre époque ? L'ignorance ou l'indifférence ? – Je sais pas et je m'en fous*."

Votre indifférence ne fait que mettre en relief votre ignorance, donc la bonne réponse était les deux.

Cela résume bien mon commentaire précédent, ils ont déserté le combat politique, ils ont totalement capitulé, sans combat... La masturbation intellectuelle est une chose, essayer de comprendre comment fonctionne la société ou le monde est beaucoup plus exigeant.

Une espèce hideuse qui prolifère.

- Les intellectuels « embarqués » de l'Empire Par Abdus Sattar Ghazali — 09 novembre 2017

http://arretsurinfo.ch/les-intellectuels-embarques-de-lempire/

Conférence prononcée à l'Université de Berkeley en 2005, sous le titre « Les intellectuels embarqués de l'Empire », par le Dr. Bazian, professeur à la Faculté des Etudes Ethnologiques et du Proche-Orient.

Extraits.

1- « Empire's embedded intellectuals », les « intellectuels embarqués de l'Empire », cette expression a été créée par le professeur Hatem Bazian de l'Université de Californie à Berkeley afin de décrire des personnes engagées dans la promotion et la rationalisation de projets, ainsi que de programmes du pouvoir mis en oeuvre tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger, aux dépens de la majorité du peuple américain et des autres peuples.

Au cours d'une conférence prononcée récemment à l'Université de Berkeley, sous le titre « Les intellectuels embarqués de l'Empire », le Dr. Bazian, professeur à la Faculté des Etudes Ethnologiques et du Proche-Orient, a expliqué que ces intellectuels « embarqués » sont employés, tout en bénéficiant de bourses universitaires, au service d'objectifs nationaux, et parfois extra-nationaux, en subvertissant bien souvent les méthodes reconnues de la recherche et de l'investigation scientifiques, tout en assénant des propositions et des hypothèses tirées de données idéologiques pré-construites. En cela, les questions objets de leurs recherches sont formulées idéologiquement et les « preuves » qu'ils invoquent pour étayer leurs démonstrations sont biaisées, afin de fabriquer en tant que de besoin les « pépites » si fébrilement recherchées.

Le Dr Bazian a indiqué avoir créé l'expression « intellectuels embarqués de l'Empire », en donnant au terme «empire » la définition spécifique d'un pouvoir suprême, ou absolu, détenu par un individu ou une configuration d'individus et d'organisations. « En ce sens, je définis l'empire comme une configuration mettant en relation les élites gouvernementales et les élites entrepreneuriales, en me basant sur le fait que les néoconservateurs se sont mis à vanter l'Empire américain immédiatement après la victoire (américaine) en Afghanistan. Il ne s'agit pas là d'une terminologie de gauche. En effet, c'est la droite qui, la première, a évoqué la notion d'Empire américain, ainsi que les critères pour y être admis. Par conséquent, nous sommes amenés à inventer une nouvelle _expression : « les intellectuels embarqués de l'Empire » ».

Il a fait observer que cette _expression découlait du concept des « journalistes embarqués » [embedded journalists] utilisé pour la première fois durant la guerre en Afghanistan, puis généralisé durant la campagne contre l'Irak. Dans la campagne d'Irak, l'armée contrôlait l'accès des médias au champ de bataille et c'est elle qui nourrissait à la petite cuillère les médias soi-disant « indépendants », auxquelles elle donnait les informations qu'elle voulait donner à voir au public américain.

La couverture de cette guerre tenait plus du show médiatique distrayant que d'une couverture honnête et directe de ce qui était en train de se passer. La question étant la suivante : les journalistes doivent-ils réfléchir et agir comme des gens représentatifs de leur nation [c'est-à-dire couvrir les informations en ayant à l'esprit les objectifs ou les intérêts nationaux des élites au pouvoir], ou bien doivent-ils être des observateurs recherchant la vérité et témoignant de l'histoire en train de se dérouler ?

On dit souvent que la vérité est la première victime d'une guerre. Certes, mais dans quel camp ? Ce n'est pas aux yeux des Irakiens, qu'on cherche à cacher la vérité, parce que, eux, les Irakiens, ils sont en train de vivre l'expérience de la vérité en temps réel, en même temps qu'elle se déploie. Non. En réalité, c'est uniquement pour le peuple américain que la vérité est la première victime de la guerre, parce que ce sont eux, les Américains, qui ont été tenus à l'écart de l'information véridique au sujet de cette guerre.

D'après le quotidien Boston Globe, les informations factuelles fournies par des journalistes, dans les premiers jours de la guerre, provenaient en réalité dans leur écrasante majorité des briefings de l'état-major et de reporters « embarqués » au sein des unités de l'armée. Ces briefings n'étaient en aucun cas une source d'informations fiables ; les reporters disposaient de très peu de moyens leur permettant de vérifier ce que les officiers et les responsables gouvernementaux leur racontaient, et l'histoire suggère que nous devons nous attendre à ce que les responsables officiels omettent des informations cruciales et éludent les faits gênants. Pendant la guerre au Vietnam, les porte-parole du Pentagone insistaient, lors de leurs briefings, sur le fait qu'ils « apercevaient la petite lumière, au bout du tunnel.. » En se pliant au petit jeu imaginé par le Pentagone, les journalistes troquent leur indépendance contre la possibilité qui leur est offerte d'accéder aux troupes et à un fauteuil de première, sur le champ de bataille.

Les intellectuels embarqués : qui sont-ils ?

Elaborant sur sa nouvelle terminologie, le Dr Bazian a expliqué que les intellectuels embarqués de l'Empire sont des individus et des groupes constitués dans un certain nombre d'universités, tant publiques que privées, ainsi que dans des « réservoirs à idées » [think tanks] hautement élitistes, qui échappent totalement au contrôle de l'opinion publique.

Les intellectuels embarqués sont liés par les liens du mariage à la promotion et à la rationalisation de projets et de programmes du pouvoir, en interne et à l'international, des programmes menés à bien aux dépens de la majorité du peuple américain et des populations du monde. Ils contribuent à l'Empire en mobilisant leur plume pour exalter les vertus du pouvoir, ses objectifs et sa mission, tout en restant très vigilants, en même temps, face aux critiques, aux intellectuels, aux simples citoyens et aux élus.

« Les intellectuels embarqués de l'Empire se sont assigné le rôle de défenseurs patriotes de l'Amérique. L'amour pour leur pays est la seule manifestation, affirment-ils, de leur engagement en faveur du pouvoir, tout en déniant le même type d'intention chez leurs contempteurs. De leur point de vue, toutes les énergies intellectuelles du pays devraient être consacrées au maintien et à l'expansion d'une vision [dans une très large mesure militaire] de l'Empire américain contemporain, la seule superpuissance survivante, qui doit agir, de leur point de vue, de manière préemptive, à l'échelle planétaire, contre tous les ennemis possibles à venir. Ce qui inclut ceux qui combattent nos alliés, au tout premier rang desquels se trouve Israël », a dit le Dr Bazian.

A propos du modus operandi des intellectuels embarqués, le Dr Bazian a indiqué qu'ils bénéficient de bourses universitaires, avec des objectifs de recherche nationaux, ou parfois extra-nationaux, et qu'ils subvertissent bien souvent les méthodes reconnues de la recherche scientifique, tout en affirmant des propositions et des hypothèses découlant d'un corpus idéologique préconstruit. « En cela, les questions de la recherche sont formulées idéologiquement, et les « preuves » invoquées pour la recherche sont biaisées afin d'en faire les « pépites » si fébrilement recherchées. Je maintiens que l'approche des intellectuels embarqués, en matière de recherche, consiste à booster les idées préconstruites de l'Empire, ou à trouver des réponses à des défis pressants sur le terrain, plutôt qu'à s'engager dans la recherche au vrai sens du terme, au service de la vérité. »

2- L'utilisation du paradigme féminin

Au cours du débat qui a suivi son intervention, le Dr. Bazian a évoqué la question de l'utilisation du paradigme féminin à l'encontre des musulmans.

L'utilisation du statut de la femme [dans les pays musulmans] vise à attaquer le monde musulman et à promouvoir l'agenda politique des Etats-Unis. Je dirai que la guerre contre l'Afghanistan a été popularisée au moyen de la burqa [voile des femmes musulmanes afghanes, NDT]. C'est la propagande à base de burqa qui a permis de vendre cette guerre. Il y a même eu un temps où une assistante parlementaire du Congrès américain a téléphoné à diverses associations musulmanes de Washington, pour leur demander si elles ne pourraient pas lui prêter une burqa, qu'elle aurait revêtue lors d'une conférence de presse, afin d'illustrer l'oppression des femmes en Afghanistan ! Aujourd'hui, on n'entend plus parler de la burqa, bien que les femmes afghanes la portent toujours ! Et pourtant, la burqua a été le principal moyen utilisé afin de susciter de l'intérêt dans l'opinion publique !

L'oppression des femmes, dans les mondes arabe et musulman, est indéniable. Partout où des hommes et des femmes

vivent ensemble, il y a nécessairement un certain niveau d'oppression. Cela, non pas à cause de l'Islam, mais tout simplement en raison de la simple coexistence d'hommes et de femmes. Telle est la structure normative. Mais quand nous l'utilisons à propos du Moyen-Orient et du monde arabe, nous pensons que nous avons affaire à une forme ou une autre de pathologie, et nous nous efforçons de suivre certaines pistes afin d'expliquer que ce doit être l'Islam qui est la cause de cette oppression.

Personnellement, je répondrai ceci :

Toutes les trois minutes, une femme se fait violer, ici, aux Etats-Unis. Est-ce parce que nous avons un grand nombre de musulmans, dans notre pays ? Si telle n'est pas l'explication, qu'on ait l'amabilité de dire quelle est-elle ? L'explication, c'est que la société comporte certaines particularités qui génèrent tous ces types de comportements déviants, dont la prostitution et les autres formes d'oppression.

Cela existe aussi dans le monde musulman, comme partout ailleurs. Mais ici, nous l'utilisons en guise de moyen permettant de défendre un certain agenda politique, car cela nous fait apparaître comme totalement bons et purs : nous serions au pinacle de la civilisation - n'est-ce pas ? - et les autres, tous les autres, seraient des barbares qui auraient bien besoin d'être civilisés. Ainsi, le fardeau de l'homme blanc est reformulé dans une nouvelle terminologie, sans prendre conscience qu'en réalité, c'est l'homme blanc qui a été un fardeau, pour le reste du monde, tout au long des siècles écoulés !

Aussi place-t-on la question des femmes au premier plan. Comment s'y prennent-ils pour en faire une question de relations publiques ? Il s'agit tout simplement d'une dialectique du maître et de l'esclave, portée au niveau global.

Ne prenez pas cela pour une offense envers la société musulmane ou la société arabe. Nous avons des problèmes qui ne diffèrent en rien de ceux des autres régions du monde. Si vous vivez dans une maison de verre, ne jetez pas de pierres sur celle de votre voisin !.. N'allez pas montrer aux autres comment il faut traiter les femmes, alors que les femmes, dans ce pays, continuent à ne recevoir que la portion congrue..

Si vous êtes violée, il y a de fortes probabilités que votre violeur n'ira pas en prison, car le système juridique trouvera toujours un moyen de le sortir d'entre les pattes du processus légal.

Aussi, une fois encore : ce processus consistant à chapitrer et à civiliser les barbares est un paradigme qui existait déjà au seizième siècle. Seule différence : aujourd'hui, il est articulé au moyen d'une dynamique beaucoup plus sophistiquée, du style Madison Avenue, et nous devons en être conscients.

Dossier Espagne.

92% des Espagnols considèrent que les institutions nationales ne sont pas démocratiques. Alors il faut les balayer !

Extrait d'un article publié le 9 novembre par Les-Crises.fr.

Les résultats d'un récent sondage effectué (avant le 1er octobre) par le PEW Research Institute montrent un effondrement de la confiance des espagnols en général, et des catalans en particulier dans la capacité du gouvernement de Madrid d'agir de manière efficace pour les intérêts de l'Espagne.

Notons qu'une écrasante majorité des espagnols sont aussi insatisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne dans leur pays. Cette insatisfaction date d'avant le référendum du 1er octobre. Elle montre l'ampleur des problèmes que connaissait le système politique espagnol.

Question à tous les Espagnols : Etes-vous satisfait de l'état de la démocratie dans votre pays

28% pas du tout
45% pas beaucoup
19% un peu
7% complètement
1% ne savent pas

Question à dix centimes d'euro : De même que pendant des décennies ils se sont servis de l'ETA pour diviser les opposants au régime, ne pensez-vous pas qu'ils ont alimenté la revendication indépendantiste de la Catalogne dans le même but, pour détourner les travailleurs du combat contre les institutions nationales ?

Commentaire d'un internaute.

- "Quel aveuglement chez Sapir dans le dossier catalan.

Ce sondage montre que les espagnols considèrent leur pays bien peu démocratique ; à l'identique de ce que pensent les français, italiens, grecs, togolais ou chinois. Aucun rapport avec la Catalogne.

D'autre part Sapir devrait s'interroger sur le fait que le très dépendantiste Puigdemont a fait de nombreux déplacements à Washington (et Bruxelles siège de l'OTAN) ; peut-être pour leur demander leur feu vert ? L'arrivée au pouvoir de Trump a été pour lui un mauvais coup puisque celui-ci semble infléchir la politique des néo-conservateurs (Bush, Obama, Clinton(s)) en faveur de l'Europe des régions ethniques. Trump a approuvé l'indépendance britannique quand Obama s'ingérait dans les affaires intérieures de la GB en appelant à voter contre le Brexit, vote pour l'indépendance nationale."

L'aventure, c'est l'aventure.

Lors de leur déclaration, les parlementaires sécessionnistes ont joué la carte de l'apaisement. La déclaration d'indépendance qu'ils ont soumis au vote de l'assemblée n'a «pas de portée juridique», ont-ils déclaré, tandis qu'ils reconnaissaient la tutelle de Madrid sur la région. Un revirement spectaculaire, probablement motivé par leur stratégie de défense.

La déclaration d'indépendance, dégradée au rang de «symbolique» ou de «politique» par Forcadell, selon les versions, a été votée par la majorité indépendantiste, le 27 octobre dernier. Ce texte ambigu cite, dans son préambule, un document indépendantiste signé deux semaines plus tôt par les députés sécessionnistes en dehors de l'Hémicycle. Forcadell a également indiqué avoir respecté l'application de l'article 155 de la Constitution, qui a permis au gouvernement Rajoy de destituer l'exécutif régional, de dissoudre le Parlement catalan et d'exercer sa tutelle sur la région le temps d'organiser de nouvelles élections le 21 décembre.

"Tous les accusés (...) ont dit soit qu'ils renonçaient à leurs activités politiques à l'avenir, soit, pour ceux qui continuent, qu'ils le feraient en renonçant à tout acte en dehors du cadre constitutionnel", a déclaré le juge Pablo Llarena. lefigaro.fr 09.11

Commentaires d'internautes

1- "Tout ça pour en arriver là. C'est incroyable avec quelle désinvolture certains politiciens jouent avec le destin des peuples."

2- ""Indépendance symbolique ", Forcadell (La présidente du parlement catalan - LVOG) se fiche de la gueule des Catalans. Ce qui n'est pas symbolique mais bien réel, ce sont les plus de 2000 transferts de sièges sociaux, la hausse record du chômage en Catalogne en octobre, la chute du nombre d'entreprises créées en Catalogne, l'arrêt total de tous les investissements étrangers en Catalogne, la chute de l'activité touristique et immobilière, l'annonce du déplacement hors de Catalogne du Salon international du Mobile, la décision de L'UE de ne pas retenir Barcelone comme siège de l'agence européenne pour le médicament, etc, etc, etc. Tout ça ce n'est pas symbolique, c'est réel pour les Catalans !!!"

Sans blague, ils vont réunifier la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie...

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, s'exprimant jeudi à l'Université de Salamanque où un prix lui était remis, a appelé l'Europe à se dresser contre le séparatisme.

"Les nationalismes sont un poison qui empêche les Européens de travailler ensemble", a déclaré le chef de l'exécutif européen lors de la cérémonie, en présence du président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy.

"Nous ne pouvons rester les bras croisés parce qu'il est temps pour nous de faire ce qui doit être fait. Je dis 'non' à toute forme d'un séparatisme qui affaiblit l'Europe et qui creuse encore les divergences", a-t-il déclaré. Reuters 10 novembre 2017

Info Syrie

- Le régime entre dans la dernière ville aux mains de l'EI en Syrie (Sana) - AFP

Les troupes du régime et leurs alliés sont entrés mercredi soir dans la dernière ville de Syrie contrôlée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), selon l'agence officielle Sana.

Selon Sana, l'armée, aidée de ses alliés, est entrée dans la cité de Boukamal dans la province pétrolière de Deir Ezzor (est), frontalière de l'Irak.

"Les unités de l'armée et les forces alliées ont franchi les défenses de l'EI et sont entrées dans Boukamal, se livrant à de violents combats dans la ville", a indiqué l'agence.

Après avoir reculé dans la province de Deir Ezzor face à l'offensive du régime et à une autre menée séparément par une coalition arabo-kurde, les jihadistes s'étaient retranchés dans Boukamal.

Bien que Boukamal soit une ville moins grande que celle de Deir Ezzor, sa capture priverait l'EI de la dernière zone urbaine de son "califat" autoproclamé en 2014 sur les vastes territoires conquis à cheval entre l'Irak et la Syrie, et qui s'est effondré.

Soutenues ces dernières semaines par des raids intenses de l'aviation militaire russe, les troupes syriennes ont avancé vers Boukamal à partir du sud et de l'ouest.

Et à partir de l'est, de l'autre côté de la frontière, les forces irakiennes ont acculé l'EI dans une zone frontalière.

"L'avancée en direction de Boukamal a été opérée après que les troupes et leurs alliés ainsi que les forces irakiennes se soient retrouvés à la frontière entre les deux pays", selon Sana.

Selon une source auprès des milices prorégime, des combattants du Hezbollah chiite ont avancé vers Boukamal mercredi. "Une partie de ces combattants ont traversé la frontière en Irak, avec l'aide des unités des forces paramilitaires irakiennes du Hachd al-Chaabi pour contourner Boukamal puis l'encercler du côté nord".

Le Hachd al-Chaabi, dominé par des forces chiites, aide les forces gouvernementales irakiennes dans leur combat contre l'EI. AFP 9 novembre 2017

Info Liban

- Le Liban considère que Hariri est détenu en Arabie saoudite - Reuters

Le Liban considère que Saad Hariri, qui a annoncé à la surprise générale sa démission du poste de Premier ministre, est virtuellement en état d'arrestation en Arabie saoudite, dit-on de source gouvernementale autorisée à Beyrouth.

Dans ce contexte, le Liban va entreprendre des démarches auprès de certains pays afin d'amener les autorités de Ryad à le relâcher, ajoute-t-on de même source.

L'Arabie saoudite comme l'entourage de Saad Hariri ont démenti qu'il soit assigné à résidence mais Saad Hariri n'a publié lui-même aucun communiqué. Reuters 9 novembre 2017

- Trois pays du Golfe demandent à leurs ressortissants d'éviter le Liban - Reuters

Trois pays du Golfe ont demandé jeudi à leurs ressortissants de ne pas se rendre au Liban et conseillé à ceux qui s'y trouvent d'en partir dès que possible, sur fond de tensions grandissantes entre l'Arabie saoudite et l'Iran au sujet du Liban et du Yémen.

L'agence de presse saoudienne SPA, citant une source au ministère des Affaires étrangères, a rapporté que le royaume demandait à ses sujets d'éviter le Liban.

Dans la foulée, le Koweït et les Emirats arabes unis (EAU) ont recommandé eux aussi à leurs ressortissants d'éviter le Liban. Bahreïn avait déjà appelé dimanche ses ressortissants à quitter le pays du Cèdre. Reuters 10 novembre 2017

Haut de page

Le 12 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (10 pages)

Cette causerie ayant été terminée en milieu d'après-midi samedi, je l'ai datée du 12, demain on fera relâche

Que vous soyez riche ou pauvre...

De l'eau pulvérisée sur New Delhi pour lutter contre la pollution - Reuters

Les autorités indiennes vont pulvériser de l'eau sur New Delhi, une mesure sans précédent pour tenter de lutter contre le nuage toxique qui recouvre depuis quatre jours la capitale indienne.

Des camions de pompiers seront mobilisés pour cette opération, a précisé un responsable du ministère de l'Environnement. Un autre fonctionnaire de ce ministère a indiqué, sous le couvert de l'anonymat, que des canons à eau - d'ordinaire utilisés par la police contre des émeutiers - seraient également utilisés.

Le niveau actuel de concentration de particules fines PM2,5 (dont le diamètre est inférieur à 2,5 micromètres) a été mesuré par l'ambassade des Etats-Unis à 523 vendredi matin alors que la limite pour un air de "bonne" qualité est fixée à 50. La situation devrait encore se détériorer au cours du week-end.

"La pulvérisation d'eau est le seul moyen de réduire ces dangereux niveaux de pollution", explique Shruti Bhardwaj, une responsable de l'environnement chargée de la surveillance de la qualité de l'air.

L'eau sera pulvérisée d'une hauteur de 100 mètres sur l'agglomération de 22 millions d'habitants, a-t-elle précisé.

Le nuage de pollution a également des conséquences au Pakistan. L'épais smog qui enveloppe depuis deux semaines la ville de Lahore, dans l'est du pays, a conduit à l'annulation ou au report de dizaines de vol et provoqué quelque 250 accidents de la route pour cause de faible visibilité, selon les secours.

Plus de 15.000 personnes ont dû être hospitalisées pour des affections liées à la pollution, a précisé Faisal Zahoor, directeur général des services sanitaires de la province du Punjab.

Les particules PM2,5 sont à peu près trente fois plus fines qu'un cheveu humain.

Elles peuvent être inhalées profondément et provoquer attaques cardiaques, cancers et maladies respiratoires. Reuters 10 novembre 2017

Xénophobie et propagande de guerre de l'OTAN.

Grille de lecture.

Emmanuel - C'est quand même incroyable, ils se permettent tout ces putains de ruskofs !
Brigitte - Qu'est-ce qu'ils ont encore fait ceux-là ?
E. - Voilà qu'ils nous polluent avec leurs saloperies de centrales nucléaires.
B. - T'en es sûr, tu as bien lu ?
Emmanuel - Ben ouais, c'est un institut spécialisé dans le nucléaire qui l'a dit, un truc qui dépend du gouvernement.
B. - Et toi tu le crois ?
E. - Pourquoi pas, c'est sérieux, merde.
B. - Montre-moi ton article.
E. - Tiens mémé.
B. - T'as pas tout lu, t'es très con comme d'habitude, à la fin le gouvernement a dit avoir testé des champignons qui venaient de là bas qui ne contenaient pas un taux de radioactivité anormal, banane, c'était encore du pipeau.
E. - Mais alors pourquoi ils racontent toutes ces conneries ?
B. - Pour que tu restes aussi con, t'as pas encore compris ?
E. - Ah ben je n'y avais pas pensé mais je commence à piger.
B. - Il serait tant, parce que avec leurs conneries tu vas finir par faire des cauchemars de Poutine, en attendant tu seras privé de chocolat ce soir, cela t'apprendra, na !

- Un accident nucléaire russe à l'origine d'une pollution radioactive en France? - Le Huffington Post

- La mystérieuse pollution radioactive détectée en Europe vient-elle de Russie ? - francetvinfo.fr

Une énigmatique pollution radioactive détectée dans l'air en France et dans d'autres pays d'Europe par plusieurs réseaux européens de surveillance de la radioactivité dans l'atmosphère, à la fin du mois de septembre et au début du mois d'octobre. D'où provenait ce ruthénium 106 ? L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) français a mené son enquête. Sa conclusion, dévoilée dans une note de synthèse jeudi 9 novembre, pointe en direction de la Russie.

(LVOG - Je vous passe le blablabla du reste de l'article et passons à sa conclusion après avoir semé un doute sur la Russie

sans intention d'y nuire cela va de soi ou d'entretenir la xénophobie.)

"Les niveaux de concentration dans l'air en ruthénium 106 qui ont été relevés en Europe et a fortiori en France sont sans conséquence tant pour la santé humaine que pour l'environnement", assure l'IRSN.

Le gouvernement précise de son côté avoir, par précaution, réalisé des "contrôles par sondage sur les champignons importés des pays concernés, qui n'ont révélé aucune contamination à ce jour". Les champignons sont en effet un aliment particulièrement à risque. francetvinfo.fr

En complément. La grande évasion.

- Yoann Barbereau ou la drôle d'évasion de Russie - Liberation.fr

Fantasmes jupitériens suivis d'infos sur le Yémen et le Liban

- "En Arabie Saoudite, Emmanuel Macron se présente en tant que médiateur" - Franceinfo

Comme s'il faisait le poids entre les deux clans de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste qui s'affrontent...

- Proche-Orient : Macron ménage Riyad avant sa visite en Iran - Franceinfo

Il penche pour le clan le plus guerrier, le plus barbare, celui d'Obama et Clinton, Soros, etc.

- Entre l'Iran et l'Arabie saoudite, les prémices d'une guerre ouverte - Franceinfo

Ils prennent leurs désirs pour la réalité à France Info, au ministère de la désinformation...

- Yémen: la coalition dirigée par Ryad bombarde le ministère de la Défense à Sanaa - AFP

La coalition dirigée par l'Arabie saoudite a mené vendredi soir deux raids aériens contre le ministère de la Défense à Sanaa, capitale du Yémen en guerre contrôlée par les rebelles, ont rapporté des témoins. AFP

Bombardement légitimé par Macron...

- Pour le Hezbollah, le Premier ministre libanais est "détenu" par Ryad - AFP

Le chef du Hezbollah a accusé vendredi l'Arabie saoudite de "détenir" le Premier ministre libanais démissionnaire et d'avoir demandé à Israël, l'ennemi juré du mouvement chiite, de frapper le Liban.

La démission choc de Saad Hariri, annoncée le 4 novembre à Ryad, a pris de court la classe politique au Liban où l'on s'interroge sur la liberté de mouvement du chef du gouvernement.

Le chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson a mis en garde vendredi "toute partie, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, qui utiliserait le Liban comme théâtre de conflits par procuration". Le secrétaire général de l'ONU a lui fait part de sa "grande inquiétude".

Car l'affaire a très rapidement été perçue comme un nouveau bras de fer entre l'Arabie saoudite sunnite, important soutien de M. Hariri, et l'Iran chiite, grand allié du Hezbollah.

Les deux poids lourds du Moyen-Orient s'affrontent déjà sur plusieurs dossiers régionaux, notamment les guerres au Yémen et en Syrie.

Le président libanais Michel Aoun n'a toujours pas accepté la démission de M. Hariri, assurant qu'il attendait de le rencontrer pour en discuter avec lui.

Mais le retour au Liban du Premier ministre se fait toujours attendre.

La France, par la voix d'un porte-parole de son ministère des Affaires étrangères, a souhaité que Saad Hariri "dispose de toute sa liberté de mouvement et soit pleinement en mesure de jouer le rôle essentiel qui est le sien au Liban".

M. Hariri "est détenu en Arabie saoudite, on lui interdit jusqu'à ce moment de rentrer au Liban", a lancé vendredi le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, lors d'une allocution télévisée.

"Il est assigné à résidence", a-t-il assuré, réclamant à Ryad de le "libérer".

Le chef du mouvement chiite libanais a une nouvelle fois affirmé que M. Hariri, qui a aussi la nationalité saoudienne, avait été "obligé" par les Saoudiens de présenter sa démission et de "lire un texte écrit par eux".

Dans son allocution, Hassan Nasrallah a par ailleurs nommément accusé Ryad d'avoir demandé à Israël d'effectuer une opération militaire contre le Liban. "Ce qu'il y a de plus dangereux, c'est inciter Israël à frapper le Liban", a-t-il dit.

"Nous sommes aujourd'hui plus forts", a-t-il ajouté mettant Israël en garde "contre un mauvais calcul (stratégique)".

Vendredi, le président Aoun a lui aussi exprimé son "inquiétude" quant au sort de M. Hariri, assurant lors d'une rencontre avec le chargé d'affaires saoudien à Beyrouth que la manière dont s'est produite sa démission était "inacceptable".

Depuis plusieurs jours, Michel Aoun multiplie les contacts diplomatiques pour trouver une issue à la crise.

Des chancelleries occidentales ont lancé des appels au calme, craignant que la situation ne dégénère au Liban.

Pour Paris, "la situation libanaise est le sujet le plus préoccupant du moment", a souligné le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian.

"On pense que (Saad Hariri) est libre de ses mouvements", a-t-il ajouté. Son homologue américain Rex Tillerson a affirmé n'avoir "aucune indication" selon laquelle M. Hariri serait retenu contre son gré par Ryad.

De son côté, le chef de l'ONU Antonio Guterres a assuré multiplier les "contacts" pour éviter une "escalade aux conséquences tragiques".

Le ministre libanais de l'Intérieur Nouhad Machnouk a par ailleurs annoncé vendredi qu'un ressortissant saoudien avait été enlevé au Liban, précisant qu'il s'agissait d'une "affaire personnelle, qui n'a aucun lien, ni de près ni de loin, avec la politique". AFP
11 novembre 2017

LFI. Insoumis un jour, soumis pour toujours !

- Raquel Garrido sur le point de quitter La France insoumise - lepoint.fr

Raquel Garrido s'apprête à dire adieu à La France insoumise. Selon les informations du Parisien et du Figaro, confirmant les révélations vendredi d'un journaliste de BFM TV, l'ancienne porte-parole de Jean-Luc Mélenchon pendant la dernière campagne présidentielle devrait annoncer son retrait du mouvement politique dimanche, lors de la diffusion de l'émission Terriens du dimanche ! sur la chaîne C8. Chaîne pour laquelle elle est devenue chroniqueuse, une activité qui la conduit aujourd'hui à devoir faire un choix entre la politique et le monde des médias. lepoint.fr 11.11

Ces gens-là sont des charlatans qui sont prêts à vendre leurs convictions au plus offrant. A vous vendre, à trahir leurs engagements qui finalement se réduisent à leur tube digestif, à vomir!

Libération, ONG et la CPI = même combat au service des intérêts de l'Empire (la "communauté internationale"). La preuve.

- Enquête surprise de la CPI au Burundi - Liberation.fr

«C'est vraiment une très bonne nouvelle.» Jeudi soir, l'opposant Pierre-Claver Mbonimpa joint au téléphone à Bruxelles ne cachait pas sa joie après l'annonce le jour même de l'ouverture d'une enquête par la Cour pénale internationale (CPI) sur les crimes contre l'humanité commis au Burundi à partir d'avril 2015.

Inlassable militant des droits de l'homme, récompensé par de multiples prix, Mbonimpa avait dû quitter le Burundi en 2015 pour s'installer en Belgique, d'où il apprendra l'assassinat de son gendre et son fils à Bujumbura, la capitale, peu après son départ. Aujourd'hui, il fait partie d'un collectif de familles de victimes qui s'est battu pour pousser la CPI à ouvrir une enquête sur les exactions massives perpétrées dans ce petit pays de l'Afrique des Grands Lacs depuis plus de deux ans.

Et les preuves ne manquent pas : la plupart des organisations des droits de l'homme ont publié depuis 2015 des rapports accablants sur la dérive criminelle du régime de l'inamovible président, Pierre Nkurunziza. Dernier en date, le rapport publié en juillet par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) évoquait «un pays au bord du gouffre» et dénonçait «les dynamiques répressives d'un régime obsédé par la conservation du pouvoir».

La CPI est une machine lourde, souvent critiquée pour sa lenteur, sans aucun pouvoir coercitif, et parfois accusée de partialité. Surfant sur la colère et la défiance exprimées par de nombreux dirigeants africains contre la cour installée à La Haye, le régime de Nkurunziza a eu beau jeu d'agiter l'accusation de «la justice des Blancs» pour justifier le retrait de son pays de la CPI, devenu effectif le 27 octobre.

Sauf que jeudi, coup de théâtre : le bureau du procureur a annoncé avoir obtenu «dès le 25 octobre», soit deux jours avant le retrait effectif, l'autorisation d'ouvrir une enquête sur les crimes commis au Burundi. Cette autorisation a été «exceptionnellement» tenue secrète, a expliqué la procureure de la CPI, Fatou Bensouda. «Afin de protéger l'intégrité de l'enquête et la vie des témoins et des victimes», a-t-elle précisé. Liberation.fr 10 novembre 2017

- Le Burundi refusera de coopérer à l'enquête de la CPI - Reuters

Les autorités du Burundi ont annoncé vendredi qu'elles refuseraient de coopérer à l'enquête approuvée jeudi par la Cour pénale internationale (CPI) sur la situation dans ce pays de la région des Grands lacs.

La CPI souhaite par cette enquête établir si des crimes relevant de sa compétence ont été commis par des membres des forces gouvernementales ou des groupes armés liés au pouvoir du président Pierre Nkurunziza, entre avril 2015 et octobre de cette année.

"Le gouvernement rejette cette décision (d'enquêter) et réaffirme sa détermination claire et nette à ne pas y coopérer", a déclaré la ministre de la Justice burundaise, Aimee Laurentine Kanyana.

Il sera difficile à la procureure de la CPI Fatou Bensouda de réunir des éléments sans la coopération du gouvernement burundais, qui, en octobre, a été le premier à se retirer de la CPI, qui voit son soutien s'étioler en Afrique.

Le Burundi traverse une crise politique depuis que le président Nkurunziza a annoncé en 2015 qu'il solliciterait un troisième mandat. Il a été réélu cette même année malgré les protestations de l'opposition qui estimait qu'il avait ainsi violé la constitution et en dépit des protestations de la communauté internationale. Reuters 11 novembre 2017

Je ne connais pas précisément la situation au Burundi, mais en lisant que "la communauté internationale", autrement dit les puissances occidentales alignées sur les Etats-Unis s'en prennent au président Nkurunziza, je suis porté à penser qu'il a dû résister à leur diktat et qu'ils cherchent à le déstabiliser par tous les moyens au profit de Pierre-Claver Mbonimpa, un candidat plus docile planqué à Bruxelles. Cela dit j'ignore tout de la manière dont gouverne Nkurunziza et je ne m'avancerai pas davantage.

Ils osent tout. Du LuxLeaks au Paradise Papers en passant par l'EuroLeaks, le gangstérisme financier, c'est "***une situation mondiale***".

On aurait pu titrer : Au nom du "*père*", du fils et du saint esprit de la Commission européenne, amen... le fric !

- Premier ministre du Luxembourg : "Tout le monde doit payer des impôts" - euronews

En marge du Web Summit 2017 à Lisbonne, l'une des plus grandes conférences tech en Europe, nous avons interviewé le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel. En pleine révélation des Paradise Papers, il insiste sur la légalité des pratiques qui sont mises en cause, mais appelle ses homologues internationaux à "discuter de savoir comment on évite que certaines sociétés ne paient aucun impôt".

Stefan Grobe, euronews :

"Evoquons l'actualité qui a été dominée cette semaine par les révélations des Paradise Papers. Vous ont-elles surpris ? Quelle est votre réaction ?"

Xavier Bettel :

"Non. Je l'ai dit depuis le départ, à savoir que l'harmonisation fiscale était quelque chose qui est important pour le Grand-Duché du Luxembourg. [ndlr : Il ne s'agit pas d'aller vers] une harmonisation qui ferait que tout le monde devrait avoir le même taux, mais on doit éviter qu'un principe de non-double imposition veuille dire pas d'imposition.

Aujourd'hui, mon pays n'est plus le même qu'il y a quelques années. Il n'est plus sur aucune liste noire, grise, que ce soit au niveau de l'OCDE, etc. Donc, le Grand-Duché du Luxembourg pense qu'aujourd'hui, on doit se mettre autour d'une table pour discuter de savoir comment on évite que certaines sociétés ne paient aucun impôt.

Quand il y a eu les LuxLeaks, tout le monde a dit : "Ah, le Luxembourg !" Et puis on a découvert que cela existait dans toute l'Europe et que c'était un EuroLeaks et maintenant, on voit que c'est une situation mondiale avec des 'rulings' – une légalité qui est quand même là -, mais on doit aussi avoir une moralité qui doit permettre de dire qu'on ne peut pas ne pas payer d'impôts."

Stefan Grobe :

"C'était un traumatisme national, les révélations des LuxLeaks…"

Bettel :

"Non."

Stefan Grobe :

"Comment les gens ont-ils vécu cette période ?"

Xavier Bettel :

"C'était légal. D'un côté, il y a ce qui est légal et de l'autre, [quand on regarde la société dans son ensemble], comment voulez-vous expliquer que quelqu'un qui fait des milliards de bénéfices ne paie pas d'impôts et celui qui a un petit commerce par exemple paie des impôts normalement ? Donc, on doit trouver une régulation qui permette et qui oblige tout le monde à payer l'impôt."

Stefan Grobe :

"C'est vrai : le Luxembourg a modifié ses règles fiscales l'année dernière afin d'interdire certains montages fiscaux abusifs utilisés par des multinationales présentes dans votre pays. En même temps, on a l'impression que le Luxembourg freine toujours à Bruxelles."

Bettel :

"On ne freine pas du tout… Il faut qu'on réfléchisse deux secondes. Aujourd'hui, est-ce que le marché est un marché uniquement européen ou un marché mondial ? Et surtout quand vous parlez du digital – on est ici au Web Summit – , est-ce qu'il est dans l'intérêt de l'Europe que nous taxions les entreprises au niveau européen plus que les Etats-Unis ou l'Asie ? Donc, je pense qu'il est important qu'on trouve une législation au niveau de l'OCDE où les Etats-Unis, où les autres pays autour de l'Europe participent à une fiscalité qui soit commune."

Stefan Grobe :

"Quelle est votre relation avec Jean-Claude Juncker ?"

Xavier Bettel :

"Très bonne. Deux Luxembourgeois au Conseil européen, ce n'est pas tous les jours que cela arrive. A l'époque, c'était avec Jacques Santer et avec Jean-Claude Juncker aujourd'hui. Mais il n'est plus le Luxembourgeois, aujourd'hui, c'est l'Européen qui est là, c'est le père de la Commission européenne." euronews 11.11

En complément. Ils osent tout... avec zèle !

- Evasion fiscale: Moscovici cible Malte et l'île de Man - Reuters

C'est Charlie ! A défaut d'autocensure, comment ils liquident la liberté d'expression.

- Afrique-Asie, c'est fini ! Par Richard Labévière - prochetmoyen-orient.ch23-10-2017

Le numéro de septembre 2017 d'Afrique–Asie est le dernier. Le mensuel vient de déposer le bilan et ne paraîtra plus. Quelle

tristesse de voir ainsi ce titre historique disparaître ! Dans la presse française, Afrique-Asie était une institution. Lancé en 1969 par Simon Malley, Africasia est devenu Afrique-Asie en 1972. Suite à des difficultés financières, la diffusion s'interrompt de juillet 1987 à octobre 1989. A l'époque, Le Monde place Afrique-Asie « au premier rang de la presse tiers-mondiste de langue française ». Effectivement, le titre s'inscrit dans la filiation de la conférence de Bandung (1955), à la convergence du non-alignement, de la Tricontinentale et des mouvements de décolonisation africains et asiatiques.

Militant à la plume acérée, Simon Malley n'a pas que des amis. Il est momentanément expulsé de France en 1980, accusé de nuire, par ses propos, « aux intérêts de la France dans des Etats ayant avec elle des relations diplomatiques normales », selon les propos du ministre de l'Intérieur de l'époque Christian Bonnet, en réponse à une question à l'Assemblée nationale de Laurent Fabius. En 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, Simon Malley peut revenir et poursuivre l'aventure éditoriale d'Afrique-Asie.

En décembre 2005, le journal dépose le bilan, ciblé depuis des années par un contrôle fiscal politique. Simon Malley portera plainte contre l'administration fiscale, contestant auprès du Tribunal administratif les conclusions de cette enquête à charge qui aboutira à la liquidation de la société Afriasial qui exploitait le titre. Le tribunal lui donnera raison, mais à titre posthume puisque le fondateur historique du titre est décédé le 7 septembre 2006, un an après avoir été contraint de déposer le bilan.

Majed Nehmé – rédacteur en chef d'Afrique–Asie depuis dix-sept ans – prend, avec quelques anciens du journal, l'initiative de relancer le titre qui sera exploité par une nouvelle société, la SARL-Afriam. Progressiste franco-syrien, ce grand connaisseur du monde arabe – intellectuel tous terrains -, améliore la qualité éditoriale, l'expertise, le réseau des correspondants et des collaborateurs. Afrique-Asie est régulièrement diffusé dans une cinquantaine de pays. Parallèlement à la version papier, il est possible de consulter le magazine en ligne, augmenté par des papiers et reportages qu'on ne lit nul par ailleurs.

En effet – sous la direction de Majed Nehmé – la qualité et la spécificité du titre ne cessent de s'améliorer, tranchant singulièrement avec la descente aux enfers de la presse parisienne mainstream. Pour les habituels « chiens de garde », une telle liberté est insupportable : Afrique-Asie, qui est régulièrement cité et repris par la presse internationale, mais systématiquement exclu et censuré par la plupart des revues de presse dans l'Hexagone, notamment par celle de Radio France Internationale (RFI), radio publique censée être spécialisée en affaires africaines… Sans parler de madame Ockrent-Kouchner et de ses étranges Affaires étrangères sur France-Culture…

Dans tous les cas de figures, les rédactions parisiennes ont toujours préféré Jeune Afrique et ses publi-reportages politiquement corrects à la liberté de ton et la profondeur des informations et enquêtes d'Afrique–Asie. A cela s'ajoutent, bien-sûr, les difficultés structurelles actuelles de la presse écrite – baisse des annonceurs, coût de la distribution et diffusion, etc. – et la multiplication de sous-produits numériques dédiés à l'Afrique, sans que l'on puisse voir toujours clairement les financements comme les intentions de ces « experts » du moment.

Mais le coup de grâce est venu de celui-là même qui interpellait Christian Bonnet sur la liberté de la presse française dans les années 1980 ! De bonne source, on sait que la lecture d'Afrique–Asie donnait des boutons au distingué normalien qui fut le chef de notre diplomatie de 2012 à 2016 avant d'aller pantoufler à la présidence du Conseil constitutionnel. Depuis le début de la crise syrienne (mars 2011), les papiers d'Afrique–Asie ont eu le don de faire grimper Laurent Fabius aux rideaux du Quai d'Orsay. En 2014, un contrôle fiscal zélé (on n'ose dire politique !) s'abat à bras raccourcis sur Afrique-Asie. Voilà donc un titre résolument internationaliste, déconstruisant avec intelligence les crises internationales, prônant les valeurs de laïcité, de lutte contre le communautarisme et les confessionnalismes religieux, déchiqueté par les petites mains de Bercy.

L'auteur de ces lignes croise un jour Pierre Moscovici, qui venait de quitter Bercy pour rejoindre la Commission européenne, et l'alerte sur ce contrôle fiscal. Le baron socialiste prend son air le plus concerné avant de demander la communication du dossier sur son email personnel. Trois mois plus tard, la réponse mérite citation : « Bercy est souverain de ces choix en matière de contrôle fiscal. » Rien de plus normal, mais on peut toujours se demander pourquoi Médiapart, Libération ou L'Express n'ont pas goûté les délices d'une telle souveraineté. (Question déplacée pour ne pas dire débile ! - LVOG)

Voilà donc une douzaine de chômeurs de plus dans le secteur déjà sinistré de la presse et un titre prestigieux qui va – probablement – renaître dans un pays voisin… C'est d'une grande tristesse, surtout lorsque l'on connaît Majed Nehmé, l'un des hommes les plus délicieux, courtois et profonds de la corporation journalistique française, laquelle, pendant ce temps, continue dans sa majorité de s'abîmer dans l'opportunisme, l'ignorance et le carriérisme.

Et à la tristesse s'ajoute la colère, parce que la disparition d'Afrique–Asie pourrait bien être le symptôme du retour de la censure au soi-disant pays des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Evidemment, lorsqu'on explique ça dans les dîners en ville, on vous regarde avec des yeux ronds d'incrédulité, sinon d'indignation, parce que les « chiens de garde » de la grande presse veillent au grain tous les jours que Dieu fait et que les Français sont très mal informés de l'évolution de leurs médias.

Donc Afrique-Asie n'est plus ! Vive Afrique-Asie, qui renaîtra un jour, d'une manière ou d'une autre, parce qu'on ne peut décidément pas laisser le champ libre aux désinformateurs. Bonne lecture, donc ! Et à la semaine prochaine, parce que nous écrivons et publions depuis la ville de Jean-Jacques Rousseau. (prochetmoyen-orient.ch/afrique-asie-c-est-fini)

Que les ordures Fabius et Moscovici soient à l'origine de la liquidation de cette revue est dans l'ordre des choses. Les illusions finissent toujours par se payer un jour, voyez où en est rendu le mouvement ouvrier et son avant-garde. Et puis gare à ceux qui n'ont pas suivi l'évolution de la situation économique et politique...

ACTUALITE EN TITRES

Dans le même registre que Garrido.

- Catalogne: la présidente du parlement et Puigdemont ont saisi la CEDH - L'Express.fr

Carme Forcadell et le président destitué de Catalogne ont déposé une requête contre le gouvernement espagnol auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme. L'Express.fr 11.10

Quand l'Etat se défonce, ce n'est pas pour votre bien, dans le cas contraire cela se saurait depuis longtemps.

- Au Canada, la légalisation du cannabis pourrait rapporter 680 millions d'euros par an à l'Etat - LeParisien.fr

La légalisation du cannabis, prévue le 1er juillet 2018 au Canada, pourrait rapporter jusqu'à un milliard de dollars canadiens (680 millions d'euros) dans les caisses de l'Etat. LeParisien.fr

C'est grave docteur, pardon monsieur le procureur, il m'a "pincé les fesses". Internez-le ou fusillez-le !

- La joueuse de foot Hope Solo accuse Sepp Blatter d'agression sexuelle - Franceinfo

- La footballeuse Hope Solo accuse Sepp Blatter de lui avoir "pincé les fesses" - L'Express.fr

La gardienne de but américaine accuse l'ancien patron de la Fifa de l'avoir agressée sexuellement lors de la cérémonie du Ballon d'or en 2013. L'Express.fr

On aurait tellement de choses à reprocher aux uns et aux autres, ils ont ou ils ont eu dans le passé tellement d'idées et de comportement condamnable selon le niveau de conscience de chacun, qu'il faudrait juger et condamner, haïr la terre entière, c'est leur but.

J'estime en toute modestie avoir atteint un niveau de conscience que n'atteindra sans doute jamais plus de 90% de la population mondiale, et je vis avec une femme illettrée qui compte sur ses doigts, qui est très ignorante, inconsciente, inculte, superstitieuse, bref, qui cumule toutes les tares du genre humain selon certains, des gens qui n'hésiteraient pas à dire d'elle qu'elle est idiote, très conne, et pourtant j'éprouve un profond respect envers elle, parce qu'elle possède des qualités exceptionnelles, du courage et de la volonté à revendre, elle est honnêteté et déborde de tendresse, elle ne se met jamais en colère et elle éprouve de la sympathie même envers ceux qui ne le méritent pas, par exemple sa patronne italienne qui la tyrannise, elle lui pardonne, elle la comprend et la plaint, c'est pour dire à quel point elle est bonne et généreuse cette brave femme, elle partage toujours le peu qu'elle a quitte à en manquer, c'est exceptionnellement rare, n'est-ce pas ?

Elle est évidemment bourrée de préjugés archaïques qu'on lui a foutus dans la tête, qui osera lui reprocher, qui osera la juger ? La plupart des gens dit évolués ou cultivés n'ont pas véritablement développé un niveau de conscience par eux-mêmes, ils agissent par mimétisme tout au long de leur misérable existence, ce sont juste des primates qui possèdent des facultés innées que leurs cousins n'ont pas et dont ils se servent inconsciemment, donc mal, et partant de là ils se permettent de juger les autres à partir de leurs propres critères qui ne valent pas grand chose si on en juge parce qu'ils ont fait de leur existence ou l'état de la société dans la quelle ils vivent et qui est à leur image, ils feraient de commencer par y réfléchir.

Ceux qui traitent les autres de cons, devraient toujours se dire qu'ils sont eux-mêmes les cons de quelqu'un de plus évolués qu'eux, cela devrait rabaisser leur caquet ou les inviter à faire preuve de modestie.

Haut de page

Le 19 novembre 2017

CAUSERIE

La causerie d'aujourdhui va du 12 au 18 novembre, elle fait 37 pages, je vous conseille donc de la télécharger pour la lire tranquillement, le lien est un peu plus bas.

- Liste des 226 parlementaires européens alliés d'Open Society de Soros (177 pages)

Ce document provient d'Open Society. Lire plus loin la présentation en français.

Mais pourquoi se permettent-ils de divulguer ce genre d'informations, vous demanderez-vous peut-être ? Pardi, parce qu'ils estiment avoir gagné définitivement la lutte ou la guerre de classes !

Et ils ont sans doute de bonnes raisons de le croire, car nos dirigeants préfèrent faire comme s'ils n'avaient rien vu ni rien entendu, leur donnant raison en adoptant ce comportement suicidaire. Les militants s'en accommodent, pire, ils le justifient, alors qu'est-ce qu'on peut faire ? Autant prendre sa retraite en attendant l'apocalypse comme me l'a dit un jour un vieux militant qui abandonnait le combat. Comment continuer à vivre dans ces conditions-là ?

- Causerie au format pdf (37 pages)

Quel bonheur la retraite, officielle, l'autre je l'ai prise depuis plus de 25 ans, on résiste au capitalisme comme on peut ! Finalement je vais toucher environ 400 euros nets par mois, soit 28.000 roupies, j'en dépense 15.000 tous les mois en me privant sur tout. Et on perçoit 16.000 roupies par mois en intérêt sur notre petit capital. Quand on vous dit qu'il faut être organisé, discipliné, rigoureux pour s'en sortir, j'ai ce privilège et j'en fais profiter ceux qui n'ont pas cette chance, sinon à quoi bon avoir de belles et grandes idées, n'est-ce pas ?

Première conséquence pratique, ma compagne Selvi a arrêté définitivement de travailler il y a 4 jours, elle a 47 ans mais elle est bien usée pour avoir élevé seule ses trois enfants et avoir travaillé comme une esclave près de 30 ans. Elle est heureuse la brave femme. La voilà libre, bien qu'elle dépende de moi financièrement. La seconde conséquence pratique, c'est qu'elle a pu se rendre à un temple avec sa famille en autocar ce week-end, c'est la troisième fois de sa vie qu'elle sort pour ainsi dire de son environnement quotidien. La troisième conséquence pratique a consisté à prêter 100.000 roupies à son frère pour qu'il puisse finir la construction de sa maison, il me rendra 4.000 roupies tous les mois... en principe ! J'ai aussi dépanné Adi (une des soeurs de Selvi) et sa fille de quelques milliers de roupies, parce qu'elles ne parvenaient pas à finir le mois, à une de mes voisines aussi, la pauvreté est insupportable, elle est partout ici.

L'Agirc m'a versé un capital au lieu de me verser une retraite complémentaire chaque mois ou trimestre, parce qu'elle était ridicule, 116 euros mensuels, j'ai donc touché 193.000 roupies, soit l'équivalent de 24 annuités. Comme 62 ans plus 24 ans égal 86 ans, après je serai mort pour eux ! On n'arrête plus le progrès social ! Bon, cela m'a permis de dépanner le frère de Selvi...

Vous aurez remarqué qu'aucune de ces conséquences pratiques ne me concerne, je le dis parce que des lecteurs m'ont présenté comme un sale type, personnellement je pense que pour en arriver là il faut au moins être aussi détraqué que Manuel Valls ! Il y en a plus d'un qui supportent mal l'effondrement de la société, que voulez-vous, apparemment leurs propres illusions ne leur suffisent plus, même pas celle sur l'indépendance de la Catalogne, quels misérables aventuriers et manipulateurs !

Mon épouse a été envoyée en maison de repos médicalisé à Marseille. J'ai envoyé une dizaine de courriels incendiaires à la Caf des Bouche-du-Rhône restés sans réponse, donc ses allocations sont toujours coupées. Deux assistantes sociales se sont proposées de s'occuper de son dossier, espérons qu'elles n'abandonneront pas en cours de route. On cherche toujours un avocat pour attaquer la Caf en justice.

Ma compagne ne travaillant plus, on va se répartir les tâches, à elle une partie des tâches ménagères, à moi les travaux de la maison. L'abonnement du site au serveur arrivera à échéance fin décembre, je n'ai toujours pas décidé si j'allais le renouveler ou non. Vous êtes seulement 6 lecteurs à télécharger les causeries quotidiennes, alors cela vaut-il le coup de continuer ? A suivre.

Cela n'a pas été facile de classer dans cette causerie toutes les infos de la semaine passée.

Elevons-nous un instant avant de redescendre brutalement...

La masse d'un corps est la mesure de son contenu en énergie. $E=MC^2$

Le destin d'une société réside dans sa capacité à utiliser l'énergie qu'elle a développée pour se transformer ou se dépasser,

sous peine d'être vouée à la décadence et à l'extinction si elle n'y parvenait pas, son énergie étant alors consacrée à son autodestruction.

Vidéo. Albert Einstein, le génie du 20e Siècle.

A retenir. Selon A. Einstein, la solution à un problème n'est pas uniforme, mais contradictoire. C'est évident puisque la matière se présente sous la forme d'une contradiction de par l'énergie qu'elle renferme et qui détermine son mouvement...

Donc la difficulté n'est pas de trouver la solution à un problème, mais de parvenir à poser correctement un problème dans la mesure où il renferme la solution que nous recherchons.

Vous me direz que nous le savons pertinemment, certes, mais nous n'en tenons pas compte, assurément. Vous noterez que nous retrouvons là les deux termes de notre contradiction, donc nous sommes en droit de penser que c'est là que réside le problème que nous avons à résoudre.

Au marché aux bestiaux. La vache sacrée !

J'ai appris par hasard que Miss Inde avait été sacrée Miss Monde.

Danseuse et étudiante en médecine, cette fille de médecins rêve de devenir chirurgien. "Merci tout le monde pour votre amour, votre soutien et vos prières", a-t-elle twitté, dans la foulée de son couronnement. L'Express.fr 18 novembre 2017

La femme objet que l'on désire plus qu'on ne la respecte, l'exemple vient bien d'en haut... et les coups !

Le crétinisme sacré immortel par le législateur.

- Un État du Sud de l'Inde lance sa campagne de prévention contre les selfies mortels - Slate.fr

En quelques semaines, quatre jeunes ont trouvé la mort dans l'État de Karnataka alors qu'ils se prenaient en photo. Les autorités ont décidé de réagir.

En septembre dernier, un groupe de jeunes décide de prendre un selfie dans l'étang près du temple de Gundanjaneya, à quelques kilomètres de Bangalore. Ils ne voient pas que l'un d'eux est en train de se noyer, tombé dans un trou d'eau... Quelques jours plus tard, à une heure de route environ, trois jeunes sont renversés par un train dans la petite ville de Bibadi; ils étaient en train de se prendre en photo. Les autorités de Karnataka, État du Sud de l'Inde où se sont déroulés coup sur coup ces événements tragiques, ont donc décidé de lancer une campagne pour prévenir des dangers des selfies, rapporte la BBC.

«Nous travaillons à la mise en place d'une signalisation sur les lieux touristiques dans onze districts», détaille le ministre du Tourisme, Priyank Kharge:

«Il y aura aussi des messages avertissant que les selfies peuvent tuer.»

Et pour étendre l'impact de cette campagne, le gouvernement prévoit bien sûr d'utiliser les réseaux sociaux, Facebook, Twitter et Instagram en tête. Le but? Informer les jeunes sur «les dangers des "killfies"», précise Priyank Kharge. Des campagnes contre les «killfies» déjà ailleurs en Inde, en Russie et en Espagne

Le Karnataka n'est cependant pas le premier État à se soucier des dommages collatéraux des selfies. Un peu plus loin en Inde, à Bombay, certains quartiers sont déjà équipés de panneaux indiquant des «zones sans selfie»: seize lieux «à risques» qui se trouvent essentiellement «sur le front de mer de la ville portuaire», précise Radio France Internationale (RFI). Des zones «difficiles à délimiter», regrette néanmoins Priyank Kharge sur la BBC, car «la tragédie peut frapper n'importe où». Pour cette raison, des chercheurs ont mis en place une application pour smartphone, Saftie, qui permet de signaler un endroit jugé dangereux pour prendre un selfie...

En Espagne également, la guerre aux selfies avait été déclarée en 2014 lors de la traditionnelle course de taureaux, rappelle la National Public Radio. NPR mentionne enfin la campagne menée en Russie pour aider les utilisateurs de smartphones à ne pas risquer leur vie en prenant des selfies...

Il faut croire que certains addicts des selfies ont besoin de ces conseils: entre mars 2014 et septembre 2016, des chercheurs de l'Université Carnegie Mellon et de l'Institut d'information de Delhi ont identifié 127 «killfies». 76 ont eu lieu en Inde, qui obtient donc cet étrange record du pays le plus meurtrier en termes de selfies - un titre à relativiser au vu de la population indienne, remarque RFI.

À travers leur campagne, les autorités du Karnataka ont un message essentiel à faire passer, conclut Priyank Kharge:

«Nous voulons dire aux gens que c'est bien d'avoir un téléphone intelligent, mais il faut qu'ils l'utilisent intelligemment.» Slate.fr 18 novembre 2017

Vous voyez le niveau des classes moyennes ? Alors imaginez un instant celui du reste de la population, la plus nombreuse. Hier le progrès était dangereux pour les masses les plus arriérées parce qu'elles n'y étaient pas du tout préparés, aujourd'hui il est devenu mortel, tragique... On a eu l'occasion de traiter cela en profondeur dans d'autres causeries. Comme quoi je ne connais pas précisément la situation politique en Inde, mais je connais celle des Indiens de toutes les classes.

Comment ils sont en train de détruire la civilisation humaine.

Demain, tous crétins ? [Documentaire 2017]
https://www.youtube.com/watch?v=oJ3TvMTI2lk

Entre 1990 et 2001 le nombre d'enfants diagnostiqués autistes a augmenté de 600% en Californie. Lors des études qui ont été réalisées, 1 cas a été diagnostiqué sur 250, puis 1 sur 250 deux ans plus tard, puis 1 sur 150, 1 sur 110, 1 sur 90 et 1 sur 68 plus récemment.

Par ailleurs, plusieurs études démontrent que la courbe de l'intelligence a commencé par s'infléchir à partir de 1990, puis s'est inversée 10 ans plus tard, pour finalement plonger littéralement depuis 2005.

Pourquoi ? Parce qu'un certain nombre de molécules (Fluor, chlore [PCB], bromure), introduites par les trusts de la chimie dans notre alimentation, des médicaments, une multitude d'objets ou notre environnement vont perturber le développement et le fonctionnement normal du cerveau (et de la thyroïde) en se substituant à la molécule de l'iode ou en la rendant inopérante, parce qu'elles présentent des structures similaires.

Si le dysfonctionnement de la thyroïde dû à une carence en iode a été palier par un apport régulier en sel dans l'alimentation notamment, en revanche il n'a aucun effet sur le cerveau qui reste exposé aux PCB.

Ces molécules vont agir directement sur la structure du cerveau en entraînant la formation de cellules nerveuses aux mauvais endroits, qui se traduiront par un dérèglement cérébral irréversible. Autrement dit, ils ont le pouvoir de changer le développement du cerveau, et par voie de conséquence de modifier le comportement des enfants et des hommes, qui seront atteints d'hyperactivité et manifesteront un manque d'attention et de concentration.

Comme on le voit ici, la situation est extrêmement grave. Si cela ne constitue pas une preuve irréfutable que la survie du capitalisme constitue une menace réelle pour l'avenir de l'espèce humaine, qu'est-ce qu'il vous faut ? Voilà un discours qu'on peut tenir devant chaque travailleur, pour leur faire conscience de la nécessité, de l'urgence à s'engager dans le combat politique pour se débarrasser du capitalisme.

Ne pensez-vous pas qu'il serait de notre devoir de militant ouvrier de nous saisir de cette question, nous qui estimons représenter l'avenir de l'humanité ? Sinon, c'est que nous n'en sommes pas dignes.

On peut, mieux, on doit mener la lutte contre le capitalisme à partir de différents angles, ce qui permet de toucher la totalité des travailleurs des différents classes. On ne peut qu'y gagner en crédibilité.

En complément.

Lobotomisation en marche. Assumée et payante s'il vous plaît.

- Loisirs : les jeux vidéo font de plus en plus d'adeptes - Franceinfo

Un Français sur deux joue régulièrement aux jeux vidéo sur son téléphone ou son ordinateur. France 3 se penche sur cette industrie culturelle florissante.

Un marché à plus de 14% de croissance depuis le début d'année.

Des jeux vidéo toujours plus aboutis, car le marché, notamment en France et en Europe, est en plein essor. Franceinfo 12 novembre 2017

Empoisonnement programmé.

- Glyphosate: Monsanto et des fermiers poursuivent la Californie - Reuters

Monsanto et des fédérations agricoles américaines ont porté plainte contre la Californie mercredi afin que l'Etat n'émette pas d'avertissements sur les risques de cancer associés à des produits contenant du glyphosate.

L'Etat américain fait figurer le principal composant de l'herbicide Roundup produit par Monsanto sur sa liste de produits chimiques cancérigènes depuis juillet et exigera que les produits en contenant mentionnent l'avertissement d'ici juillet 2018.

La Californie a pris cette décision après que le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), un organisme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a conclu en juillet 2015 que le glyphosate était "probablement cancérigène".

Les autorités sanitaires californiennes, représentées par l'Office of Environmental Health Hazard Assessment (OEHHA), cité dans la plainte, a dit qu'il s'en tenait à sa décision, estimant avoir suivi toutes les procédures légales adaptées.

Monsanto et les fédérations nient que le glyphosate soit cancérigène et arguent que l'avertissement imposé par la Californie obligerait les revendeurs de produits contenant le composant à diffuser une fausse information. Reuters 15 novembre 2017

On aurait pu classer ces articles dans la catégorie eugénisme, non ? Cela fait orwélien, complotiste, c'est grave docteur, et l'emploi délibéré de tous ces produits chimiques qui conduisent à une dégénérescence du cerveau et de l'espèce humaine, c'est quoi ? Elle n'affectera pas toute la population, les puissants et l'élite seront épargnés.

Parole d'internaute.

Sélection de commentaires d'internautes suite à la diffusion d'une vidéo sur le blog Les-crises : Naomi Klein : “Le plus grand succès du néolibéralisme : la colonisation de nos imaginaires.” Non madame, son plus grand succès c'est d'être parvenu à assurer la survie du capitalisme.

On remarquera que les lecteurs de ce blog (et d'autres) qui sont des intellectuels ou qui appartiennent aux classes moyennes, sont de plus en plus nombreux à ne plus supporter qu'on les prenne pour des demeurés et cherchent la voie de l'affrontement avec le capitalisme au lieu de vouloir le réformer. Ce qu'ils disent de madame Klein vaut pour Mélenchon et sa bande de bras cassés.

1- "Perso j’ai arrêté quand elle a parlé de Black live matters comme source de renouveau, en ignorant ou le feignant qu’ils sont aussi les idiots utiles de Soros."

En France pour les démagogues qui ont assuré la promotion du PS pendant un demi-siècle, Black live matters est également une référence...

2- "Me fait marrer Naomi…l’immigrationisme est un projet ultralibéral par excellence, ô combien ! Quel meilleur moyen de foutre en l’air ce qui reste de structures sociales organisées et de dresser les gens les uns contre les autres? Encore une gauchiste de salon."

3- "Je ne connaissais pas Naomi Klein, mais on voit très vite quel genre de personnage il s’agit : encore quelqu’un de gauche plein de bons sentiments, mais avec une politique incohérente et sans réponse concrète."

Vous l'avez remarqué aussi, bravo ! Mais au fait, c'est quoi une politique cohérente, quelle "réponse concrète" apportée à la crise du capitalisme ?

4- "Elle n’en sait sans doute pas plus que vous, et moi non plus. No Logo et la Stratégie du choc ne sont peut-être pas suffisants pour clouer au pilori la mondialisation et casser son moteur, le capitalisme.

Les chinois ont quand même préféré quitter les campagnes pour travailler dans ces ateliers minables. Les populations du Sud on été bien contentes d’avoir un carrelage à la place d’un sol humide et plein de bestioles en terre battue, d’acquérir un frigo, une TV, un téléphone portable. Le lave linge n’est pas un idéal de vie, mais laver à la main ses habits est une pesante corvée de l’existence. L’explosion démographique atteste de l’enrichissement généralisé.

Finalement, la question est anthropologique. Elle a été posée par Mustapha Meunier, l’Administrateur du Meilleur des Mondes: que peut-on reprocher à une société qui gère vos besoins et satisfait à vos désirs ? John le Sauvage n’a pu que se défausser sur un droit à la souffrance lié à la dignité humaine.

Quel intellectuel est capable de s'y coller ? En attendant, c'est le GAFAM qui est en train d'enfiler l'habit de cet administrateur."

J'ai lu hier dans un article que "la désinformation ne s'adresse qu'en surface à l'intelligence du public qu'elle prétend induire en erreur; en profondeur elle s'adresse à sa sensibilité: "visez les tripes " disait Goebbels. Aussi si le thème n'est pas entièrement rationnel, il a des chances d'être mieux accepté, car -ne l'oublions pas- les passions sont toujours plus fortes en l'Homme que les convictions" ou encore :"si l'opérateur sait s'y prendre, elle (l'information - LVOG) peut contenir une charge émotive très forte ce qui en fait un objet idéal pour s'adresser aux passions de l'Homme", et toujours dans le même article "la désinformation s'adresse aux passions de l'Homme, et particulièrement à la haine ou à la peur".

Vous aurez remarqué que l'auteur présente systématiquement les passions des hommes sous un angle négatif, toute sa démonstration repose sur ce postulat qui est faux en réalité, car la passion pour la liberté peut très bien se passer de convictions ou de justificatifs pour exister et être légitime, elle est guidée par le même facteur qui pousse les hommes à se haïr sans même se connaître, l'instinct de survie qui l'emporte sur toute autre considération.

En revanche les hommes ne peuvent se libérer de leurs passions malsaines ou adopter des passions salutaires qu'en mettant en pratique les convictions qu'ils ont acquises. D'où la lutte acharnée que mène les représentants du capitalisme pour les en empêcher en les orientant vers des passions malsaines. Les réactionnaires sont aussi épris de liberté que les révolutionnaires, on doit donc aborder cette question sur le terrain de la lutte de classe ou l'avoir toujours à l'esprit sous peine de se tromper de combat ou d'ennemi.

Il faut rappeler que les convictions acquises par les hommes sont fragiles et qu'en fonction de l'évolution de la situation et de leur interprétation ils peuvent soudainement en changer. Pour les renforcer ou faire en sorte qu'elles soient aussi solide que de l'acier trempé les hommes doivent maîtriser un seul et unique facteur, prendre conscience du processus matérialiste dialectique qui régit la matière, l'homme, la société, et une fois armés de cette méthode pour interpréter toutes ses manifestations (de la matière), ils ne risqueront plus d'être dominés par leurs passions ou leurs émotions, ils chercheront à les orienter dans une direction qui soit conforme aux besoins de la société plutôt que les nier, les refouler ou les réprimer.

Nous ne sommes pas des idéalistes ou des fanatiques, nous savons que le matérialisme dialectique peut conduire à l'anéantissement de la civilisation humaine ou à sa libération du règne de la nécessité pour peu que les hommes en prennent conscience et traduisent en pratique cette prise de conscience en terme d'organisation, voilà à quoi se résume l'apport du marxisme à l'humanité. Et tous ceux qui s'en détournent sont voués infailliblement à contribuer à la disparition de la civilisation humaine.

5- "Il faut attendre la moitié de l'interview pour que l'idée d'un projet alternatif pointe son nez mais il n'est pas décliné et c'est là que le bât blesse. Au-delà de la description de ce qui pèche, de l'accaparement par les dirigeants des choix de société pour les peuples, bref au-delà de tous ces poncifs, quelle voie, quelle méthode, quel modèle ?

Ok pour l'humanisme, ok pour la répartition des richesses, ok pour l'abandon des illusions matérielles etc. ok pour la prise en compte du caractère limité des ressources de la planète, je suis à 100% pour tout cela et je pense même qu'au fond d'une majorité de gens, c'est une prise de conscience qui se développe. Mais comment y parvenir avec ce modèle économique ? comment mettre fin à ces folies qui sont par essence inhérentes à ce système ? comment atteindre ces objectifs ? Ce modèle existe-t-il déjà ou en existe-t-il un d'approchant ? Ou bien faut-il cesser de vouloir changer le monde et faut-il suivre la voie philosophique bien connue qui est celle de commencer par changer soi-même ?"

Le socialisme scientifique. Se réapproprier le socialisme scientifique, le sort de l'humanité en dépend.

J'ignore si le meilleur moyen d'y parvenir consiste à expliquer que la social-démocratie et le stalinisme en sont des caricatures grotesques, qu'ils l'ont totalement déformé ou encore qu'ils y sont finalement étrangers, tout ceci est exact évidemment, mais apparemment cela ne suffit pas ou ne convainc personne. Il faut insister sur le fait que ceux qui font un amalgame entre la social-démocratie ou le stalinisme avec le socialisme ou le communiste, sont des représentants du capitalisme ou ceux qui en tirent profit ou encore qui s'emploient à le légitimer parce qu'ils ignorent ce qu'il signifie, d'ailleurs il suffit de leur demander ce qu'il représente pour eux pour en avoir immédiatement l'illustration. Cet argument est discutable parce que chacun peut en faire sa propre interprétation, donc nous ne sommes pas plus avancés. On peut confronter l'interprétation qu'ils en donnent au contenu réel du socialisme pour démontrer qu'ils s'en sont écartés ou détournés, mais ils pourront toujours rétorquer que la société ou le monde ont changé, etc. pour justifier leur propre interprétation...

Bref, nous aurons beau avoir raison face à ces interprétations contradictoires et erronées sans progresser d'un pouce.

La question capitale est donc de savoir pourquoi, et je pense avoir trouvé une explication cohérente qui permet d'y répondre de manière satisfaisante.

Lorsque nous présentons ou défendons le socialisme, nous adoptons un certain mode de pensée, le matérialisme dialectique et historique, et nous nous retrouvons en présence d'une personne qui a adopté un tout autre mode de pensée, idéaliste, partant de

là tout est fait pour qu'on ne se comprenne pas ou on ne parlera pas de la même chose, nous ne partagerons pas les mêmes critères pour apprécier la situation ou aborder un sujet ou nous ne leur attribuerons pas les mêmes valeurs, tandis que nous nous évertuerons à ne pas nous écarter des faits et de leurs enchaînements, cette personne n'en tiendra pas compte ou partiellement seulement, en y mêlant inconsciemment des interprétations ou des facteurs subjectifs qui en perturberont le déroulement et la compréhension, pour finalement confondre leurs causes et leurs conséquences le plus souvent en les isolant ou en les ravalant au rang d'abstractions, au lieu de les situer dans une perspective historique dont ils ne sont qu'un maillon.

Le développement des forces productives et de la lutte des classes sont les facteurs déterminant de l'évolution de la civilisation humaine, ils sont à l'origine du capitalisme et de sa négation, le socialisme. Tant qu'on n'en a pas pris conscience ou qu'on l'ignore, on sera amené à attribuer au capitalisme aussi bien le progrès social dont nous profitons et bien d'autres vertus, que les maux qui nous accablent quotidiennement, aussi sera-t-on tenté d'infléchir son orientation pour se débarrasser de ses excès. En ignorant à la fois que le capitalisme est le produit d'un processus historique dont l'origine remonte à la nuit des temps, et qu'il correspond uniquement à une étape de ce processus parvenu à un certain degré de développement, on en arrive à réduire ce processus au capitalisme, on en vient à identifier le capitalisme à ce processus en lui attribuant des qualités qu'il ne possède pas, mais qu'il pourrait développer par la suite.

Au passage, vous aurez noté que cette interprétation correspond à celle adoptée par le réformisme ou par la petite bourgeoisie, les classes moyennes à la suite des capitalistes qui prédisent encore de beaux jours à leur système économique en faillite. Et ce n'est pas anodin de le préciser, car outre que cette interprétation ne correspond pas à la réalité historique, le capitalisme n'existant pas de toute éternité et étant voué à périr au même titre que les modes de production antérieurs incapables de contenir les forces productives dans un cadre rigide, elle nie ou occulte une multitude de facteurs qui la contredisent. Parmi eux figure à l'origine l'impossibilité de faire valoir nos besoins ou aspirations ou de manière générale l'absence de liberté quel que soit notre statut social, les inégalités et les injustices sociales, la négation de nos droits les plus élémentaires dont celui de décider librement l'orientation de la société, les frustrations ou les humiliations que nous subissons quotidiennement, les difficultés de toute sorte ou les maux qui nous sont imposés ou à d'autres tout aussi innocents que nous.

Bref, la putréfaction de la société ou la régression sociale généralisée à laquelle nous assistons, les violences et les actes cruels de barbarie, les guerres qui se multiplient et les souffrances imposées à tant de peuples à travers le monde, suffisent à démontrer que le rôle progressiste et historique du capitalisme est épuisé depuis fort longtemps, un siècle en réalité, et qu'il doit céder la place à un autre mode de production qui libèrera les forces productives au lieu de les transformer en forces destructives, afin que la société puisse renouer avec le progrès social ou que la civilisation humaine franchisse une nouvelle étape de son développement au lieu d'être menacée de disparition.

L'interprétation selon laquelle il faudrait s'accommoder du capitalisme repose uniquement sur les bienfaits qu'en retirent ceux qui disposent d'un statut supérieur à la majorité des travailleurs ou qui bénéficient d'un mode de vie relativement confortable dû à un concours de circonstances, dont ne profiteront pas forcément leurs enfants ou petits-enfants, et qui pour cette raison sont indifférents au sort du reste de la société ou à son orientation, quoiqu'ils en disent par ailleurs uniquement par crainte de perdre leurs privilèges, on comprend qu'une telle préoccupation soit inavouable ou incompatible avec les idées généreuses qu'ils affichent... et piétinent allègrement.

Leur mode de pensée, l'idéologie dont est issue leur argumentation pour légitimer l'existence du capitalisme

6- "Oui, oui, tout ça, les multinationales, le climat, les guerres … Pas un mot sur la responsabilité des démocrates américains, et pas grand chose sur comment faire pour s'en sortir. "

7- Les hommes ont beaucoup d'imagination pour investir le temps disponible de cerveau des autres hommes (qu'on appelle alors "patates de canapé").

Comment un peuple exploité pourrait-il briser ses chaînes quand il est sous influence ?

Autrefois, les peuples étaient soumis à l'obscurantisme et était enclins à tout un tas de superstitions, qui avaient le don de les empêcher de penser par eux-mêmes ou de les maintenir dans une profonde ignorance et de les terroriser, de sorte que de génération en génération ils se transmettaient une multitude de croyances ou de préjugés qui pour ainsi dire avaient force de vérités éternelles.

Plus tard, on leur inculqua certaines connaissances pour qu'ils s'adaptent au développement industriel et en assurent l'expansion pour le compte de leurs nouveaux maîtres, sans pour autant abandonner leurs préjugés ou une grande partie de leurs croyances, de sorte qu'ils demeurèrent pratiquement aussi ignorants que les générations qui les avaient précédées.

Jusque là, si leur évolution ne cessa d'être le produit d'un mimétisme inconscient, il faut noter qu'à partir du développement du capitalisme ils n'allaient plus reproduire un mode de vie et de pensée unique, tandis que simultanément de nouveaux besoins allaient voir le jour et allaient y être intégrés, d'autant plus facilement qu'ils allaient être amenés à participer aux institutions en élisant leurs représentants dans le cadre d'une République.

Le développement du mode de production capitaliste ou des forces productives aurait été inconcevable sans le développement des sciences et des techniques qui allaient donner naissance à une multitude de nouveaux produits correspondant à des besoins déjà existant ou destinés à satisfaire des besoins dont on n'avait pas encore imaginé l'existence, des marchandises ou des besoins non plus destinés à une élite mais au peuple tout entier.

La condition des exploités allait s'en trouver améliorée, et ils allaient être émerveillés par cet esprit créatif du capitalisme au point de lui attribuer des vertus qu'il n'avait pas ou qu'il était synonyme de progrès social, dès lors qu'on lui forçait un peu la main en recourant à la lutte de classe il faut préciser ; ce qui montre au passage qu'ils sont intimement liés ou que les capitalistes n'auraient jamais pu accéder à un mode de vie aussi agréable que celui dont ils profitent de nos jours sans la lutte de classe du prolétariat.

Qui disait développement des sciences et des techniques ou technologies impliquait un développement intellectuel à tous les niveaux de la société ou dans tous les domaines, il allait s'accompagner également du développement d'une importante classe moyenne aux exigences croissantes qui devaient correspondre à de nouveaux besoins, qu'elle ne pourrait satisfaire qu'à condition que les marchandises (ou les services) qui allaient être créés lui soient accessibles, et comme les investissements nécessaires ou leur coût de production seraient très importants, le meilleur moyen de les rentabiliser serait encore de produire en masse ces nouvelles marchandises, qui du coup au fil du temps deviendraient accessibles à toutes les classes.

La radio, le réfrigérateur, la télévision, la voiture, le téléphone, la machine à laver le linge, etc. allaient contribuer à révolutionner le mode de vie du peuple sans qu'il soit moins exploité que par le passé, bien au contraire, mais laissons cela de côté ici. L'emploi de tous ces nouveaux produits n'allait pas être sans effet sur leurs sens, leurs facultés intellectuelles qui allaient être mis à contribution ou se développer, à leur insu comme presque toujours, principalement leur attention ou leur concentration, leur mémoire, leur logique, et évidemment cela allait leur servir dans bien d'autres applications. Pour être bref et faire simple, pour chercher à savoir comment ça marche ou pourquoi ça ne marche pas, ils allaient se poser un tas de questions liées au fonctionnement de ces machines, à l'émerveillement allait se combiner un début d'éveil intellectuel susceptible de les aider à progresser dans leur compréhension du fonctionnement de la société, des institutions, du capitalisme, qui allait être contrarié ou détourné par les autorités qui à l'époque contrôlaient déjà les médias, de sorte qu'ils allaient davantage contribuer à les abrutir ou à les abêtir pour qu'ils continuent de vouer un culte au régime et à ses représentants.

La multiplication des chaînes de radio et de télévision à partir des années 80 n'allait rien arranger. Le peuple étant très hétérogène, on entend par peuple toutes les classes à l'exception de celle des capitalistes, il en fallait pour tout le monde, chacun devait croire qu'un air de liberté ou démocratie soufflait, alors qu'en réalité il s'agissait de mieux les étouffer ou plutôt dissoudre. Deux décennies plus tard, avec Internet et les réseaux sociaux ils disposeront des instruments les plus puissants et sophistiqués jamais imaginés pour conditionner, façonner les esprits, les atomiser pour mieux les contrôler, leur porter le coup de grâce.

Ils y parvinrent grâce aux progrès réalisés en physique et en chimie qui leur permirent de développer les nanotechnologies, pendant qu'une poignée d'oligarques allaient concentrer entre leurs mains la quasi-totalité des médias, de sorte que dorénavant leur propagande se substituerait à la réalité, il ne s'agirait plus seulement pour eux d'orienter les esprits dans une direction donnée, mais d'imprimer profondément à l'intérieur des cerveaux comment ils devront penser, donc d'en modifier le fonctionnement pour qu'ils ne puissent plus penser autrement, aidés en cela par leur dégénérescence progressive causée par des molécules chimiques disséminées dans une multitude de matériaux ou produits et sciemment utilisées à cet effet, pour en connaître de longue date les effets organiques et psychiques néfastes.

Leur incapacité à se débarrasser des contraintes liées aux lois de fonctionnement du capitalisme qui ont fait leur fortune, allait les conduire dans une fuite en avant suicidaire ou fatale pour l'avenir de l'humanité. Elle devait déboucher sur un modèle de société où le progrès social et toute expression de la démocratie seraient abolis ou déclarés hors la loi, au profit d'un système économique de type mafieux, un système politique de type ploutocratique et dictatorial, de sorte que les conditions ou les rapports sur lesquels reposait l'existence de principes ou de valeurs ayant un quelconque contenu moral ou humaniste disparaissent, bien que toujours consignés dans le droit pour mieux réprimer ceux qui les violeraient, mieux ou pire encore, ils insisteront pour renforcer les lois déjà existantes en faveur d'une multitude de minorités ou à en créer de nouvelles si nécessaire, c'est si diabolique, si machiavélique qu'on peine à imaginer que de tels monstres ou une telle société puissent exister, et pourtant c'est bien le cas.

En conclusion (provisoire), le développement matériel ou des forces productives devait favoriser le développement de facultés intellectuelles chez les hommes, et la combinaison des deux parvenus à un certain stade devait au mieux leur permettre de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté ou au pire, d'en périr pour avoir été incapable d'accéder à la conscience que ce processus matérialiste dialectique comportait deux opportunités ou orientations diamétralement opposées, dont l'une constituait la négation de l'autre représentées par les deux seules classes indépendantes de la société, le capitalisme et la classe ouvrière.

La classe qui détenait le pouvoir n'allait pas se contenter d'exploiter et d'opprimer la classe qui n'en détenait aucun, la société s'étant développée tant sur le plan matériel qu'intellectuel, la classe dominante n'allait rencontrer aucune difficulté pour asservir la classe dominée sur le plan matériel puisqu'elle était obligée de lui vendre sa force de travail pour survivre, en revanche elle devait développer des instruments de communication toujours plus sophistiqués pour mieux la contrôler ou la dévoyer sur le

plan intellectuel, afin qu'elle n'en fasse pas un usage inapproprié et ne finisse pas par menacer sa domination de classe ou l'existence de son régime, qui plus est en faillite ou pourrissant.

Pour enclencher cette régression intellectuelle, ils pouvaient déjà s'appuyer sur une expérience précédente qui avait donné des résultats inespérés en détournant les masses de la lutte des classes au moyen d'associations ou d'ONG qu'ils avaient créées et financées à cet effet, ce qui devait permettre à ceux qui y participaient de se défouler tout en alimentant l'illusion qu'ils pouvaient avoir une influence sur l'orientation de la société, alors qu'en réalité ils n'en avaient aucune sur le capitalisme, pire, puisque c'était ses représentants qui les instrumentalisaient ou ils étaient sous l'influence de leur idéologie qui leur commandait de se mobiliser pour telle ou telle cause, sans imaginer un instant qu'ils cautionnaient ainsi la légitimité du capitalisme ou du gouvernement réactionnaire en place au lieu de les combattre.

A l'étape suivante, par le biais d'Internet et les réseaux sociaux créés notamment à cet effet ils allaient multiplier les sources d'information à l'infini, de sorte que chaque citoyen pouvant s'exprimer, ils croiraient être des acteurs de la démocratie, alors qu'en réalité c'était encore le meilleur moyen de la saper en donnant libre cours à leurs illusions dans le capitalisme, ils allaient être les acteurs de leur propre déchéance, de leurs propres droits sociaux et politiques. C'est ainsi qu'ils allaient multiplier à l'infini le nombre d'acteurs véhiculant leur idéologie au sein de la société mieux que n'aurait pu le faire la totalité des médias institutionnels réunis, qui plus est gratuitement, mieux encore, ils allaient payer pour s'abrutir un peu plus eux-mêmes, c'est merveilleux, n'est-ce pas ?

Voilà où nous en sommes arrivés, et à chaque étape le mouvement ouvrier, la pseudo-gauche et extrême gauche a participé activement à cette entreprise de décérébration des masses, à cette corruption, régression, dégénérescence, décomposition, désagrégation intellectuelle qui confine à la confusion la plus totale où domine le nihilisme et son corollaire politique, l'absence de toute perspective pour changer la société.

Bien que la classe dominante se soit doter tout au long de la seconde moitié du XXe siècle d'instruments divers pour mener sa guerre idéologique et psychologique contre les masses exploitées, la création ou l'activation de ces instruments correspondirent à chaque fois à une étape de la crise du capitalisme ou du régime, il était donc très facile d'en déduire le rôle néfaste qu'ils seraient amenés à jouer sur le plan politique et de l'expliquer aux travailleurs pour qu'ils s'en détournent ou en comprennent les intentions inavouables.

Il est clair que ces instruments devaient servir la lutte de classe de notre ennemi pour mieux conditionner et asservir les masses afin d'atteindre leurs objectifs, ne pas en avoir pris la mesure, avoir refusé de les combattre sur ce plan-là revenait à leur laisser le champ libre pour parvenir à leurs fins, étape par étape, jusqu'au moment où il parviendrait à concentrer davantage de pouvoir encore et à instaurer durablement un modèle de société ploutocratique une fois anesthésiée, neutralisée la lutte de classe de leur ennemi avec non seulement la complicité de leurs représentants, mais aussi avec la collaboration de la majorité des masses, de sorte que la situation leur apparaîtrait si inextricable qu'elles abandonneraient tout espoir de changer la société

L'oligarchie allait user du pouvoir financier et politique qu'elle détenait dorénavant pratiquement exclusivement pour fabriquer tranquillement des dizaines et dizaines de milliers de milliards de dollars afin d'empêcher que son système économique ne s'effondre, violer les lois de fonctionnement du capitalisme, ce qui lui permettrait au passage de neutraliser la lutte de classes à son profit, tandis que les masses (et leurs représentants) déjà corrompus par le capitalisme et son idéologie assisteraient impuissantes à la liquidation de tous leurs droits ou acquis sociaux et politiques, à la décadence, à l'effondrement totale de la société.

Maintenant, on est quand même en droit de se demander, si fatalement la civilisation humaine était condamnée à régresser sans fin et à périr, après s'être développée au cours des millénaires précédents et avoir créé les instruments qui pouvaient oeuvrer aussi bien à sa propre destruction qu'à son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le capitalisme se développa en ayant largement recours au travail des enfants et à la surexploitation des travailleurs des colonies lors de sa phase ascendante. Une fois achevée ou parvenu au stade parasitaire de l'impérialisme, il fut en proie à une profonde crise qui allait plonger l'humanité dans la barbarie à deux reprises.

La guerre ayant favorisé le développement de mouvements révolutionnaires sur tous les continents, les capitalistes allaient les liquider à l'aide de ses agents staliniens et social-démocrates en échange d'importantes concessions sur le plan social dont certaines contribueront à la reconstruction des infrastructures des pays ravagés par la guerre indispensables au fonctionnement du capitalisme et à la consolidation des appareils des Etats capitalistes.

Lors de la période suivante, ne pouvant plus employer des enfants, il recourra au travail des femmes qu'il généralisera et qu'il exploitera en leur accordant des salaires largement inférieurs à ceux des hommes, ce qui coïncidera avec une nouvelle expansion du capitalisme à l'échelle mondiale et une nouvelle crise d'accumulation du capital. Ne pouvant pas la résoudre (temporairement) en recourant à une nouvelle guerre mondiale, pour atteindre les mêmes objectifs il exportera ou investira des masses gigantesques de capitaux en Asie et en Amérique latine principalement, ce qui lui permettra de mettre en concurrence les travailleurs du monde entier et de délocaliser une grande partie de la production hors des pays où il était le plus développé, ce qui se traduira dans ces pays-là par le développement d'un chômage de masse qui lui servira de

levier supplémentaire pour exercer une pression constante sur les salaires.

Dès lors, les représentants du capitalisme vont disposer de trois leviers pour contenir la hausse des salaires et s'attaquer à l'ensemble des acquis sociaux des travailleurs ou aux importantes concessions qu'ils avaient dû leur accorder après-guerre au cours de la lutte des classes : le travail des femmes, la nouvelle division internationale du travail, le chômage de masse.

La stagnation ou la hausse des salaires inférieure au taux d'inflation et la liquidation d'un nombre croissant d'acquis ou de droits sociaux seront compensée dans chaque couple ou famille par l'apport du salaire des femmes qui permettra de maintenir ou de voir progresser le niveau de vie des travailleurs, à l'exception évidemment des travailleurs isolés qui s'appauvriront, puis des familles dites monoparentales ou des femmes seules élevant des enfants qui sombreront dans la grande pauvreté ou la misère. Donc, l'immense majorité des travailleurs continueront de bénéficier de conditions leur permettant de supporter tous les coups que leur porteront le capitalisme, les capitalistes appliquant leur politique antisociale sans qu'ils ne se mobilisent massivement ou sans qu'ils cherchent s'il existerait une voie pour affronter le régime ou une alternative au capitalisme, identifiant largement la faillite du stalinisme à celle du socialisme ou du communisme.

Ce que nous venons de décrire demeure valable jusqu'à aujourd'hui. Les travailleurs sont si corrompus par le capitalisme et désoeuvrés que les représentants du capitalisme n'ont même plus besoin de camoufler leurs mauvaises intentions ou ce qu'ils tramaient hier dans leur dos. Cette insouciance, leur passivité témoigne de leur absence de prise de conscience de ce processus destructeur dont ils seront amenés à être les principales victimes. Par leur passivité ou neutralité ils se font ainsi les fossoyeurs de leur propre condition, estimant qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme auquel ils doivent l'amélioration de leur condition ou la satisfaction de leurs besoins élémentaires et parfois au-delà, c'est tout du moins ce qu'ils croient.

On ne pas attendre et encore moins espérer une nouvelle guerre mondiale qui déboucherait à nouveau sur des mouvements révolutionnaires. On constate que la résistance dont les travailleurs peuvent faire preuve contre les coups qui leur sont portés ne sert en aucune manière leur cause en dernière analyse, on aurait envie de dire bien au contraire, car immédiatement elle va se transformer en son contraire dans la mesure où les plus faibles ou les moins organisés paieront à leur place ou en supporteront les conséquences à leur place ici ou ailleurs, les capitalistes restant les maîtres du jeu.

Ils ne sont pas seulement corrompus par le capitalisme sur le plan matériel, ils sont conditionnés pour adopter son idéologie ou plus précisément son mode de pensée, mode de pensée à partir duquel il leur est impossible d'envisager de changer la société, puisque toute alternative au capitalisme en est totalement exclue, il faut donc en démonter les mécanismes et le briser pour libérer leur esprit, leur imagination et qu'ils renouent avec l'idéal du socialisme, ce qui passe par l'adoption d'un autre mode de pensée, ouvert, libre, non plus conçu sur des interprétations ou des idées qui ne profitent qu'à ceux qui en sont à l'origine, mais sur les faits, sur la réalité en tenant compte de toutes ses composantes.

On ne cherchera pas à changer l'état d'esprit des travailleurs ou à leur faire adopter telle ou telle idée, on s'attaquera aux matériaux et aux mécanismes qui l'ont forgé, en montrant qu'ils ont un rapport avec leur condition et l'état de la société de nos jours, ce qu'ils seront amenés à déduire eux-mêmes pour peu qu'on les aide.

On doit donc intervenir à la fois sur les plans politique, idéologique et psychologique pour élever le niveau de conscience des travailleurs, sinon nous pouvons dire adieu au socialisme.

Les fossiles d'extrême gauche, dont la conception de la lutte de classe n'a pas évolué depuis un siècle, alors que la société avait connu de profondes transformation au cours de la seconde moitié du XXe siècles, prétendent que la diffusion permanente par les médias de l'idéologie de la classe dominante, la guerre psychologique qu'elle mène quotidiennement depuis des décennies n'auraient aucune conséquence ou influence sur les idées et le comportement des travailleurs. Les faits prouvent évidemment le contraire.

Ils considèrent que les travailleurs interprètent la situation uniquement à partir de leur condition individuelle, or c'est totalement faux. En réalité une multitude de facteurs extérieurs à leur condition influencent directement leur mode de pensée et leur comportement, et l'idée qu'ils se font de leur condition n'y échappe évidemment pas.

- Sondage: 86% des Français espèrent la victoire d'Hillary Clinton - francesoir.fr 02 octobre 2016

Un an plus tard, la fabrique du consentement ou du conditionnement n'a pas travaillé en vain :

- Donald Trump plus impopulaire que jamais en France et en Europe - lci.fr 03 novembre 2017

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting réalisé pour Franceinfo et Le Figaro publié jeudi 2 novembre, 86% des Européens ont une mauvaise image du président américain. lci.fr

Si nos conditions d'existence déterminent en partie nos idées, le mode de fonctionnement de notre pensée, notre état

psychologique vont commander quelle attitude adopter face à ces conditions d'existence, passivité (indifférence, insouciance, fatalité), neutralité (abstention, conformisme, légalisme), engagement (action, détermination, résistance, idéal).

Après avoir tendu la main, il ne leur restera plus qu'à tendre le bras !

- Alain Juppé est-il En Marche ? - Franceinfo

Alain Juppé tend la main à Emmanuel Macron en prônant un "grand mouvement central" avec le chef de l'Etat aux élections européennes, une idée qui ne convainc pas des ténors des Républicains, en particulier Laurent Wauquiez. Franceinfo

Mais au fait, qui est aux manettes de l'UE ? Une piste.

Reliable allies in the European Parliament (2014 – 2019) (Des alliés fiables au Parlement européen), Kumquat Consult.
Ce trombinoscope, réalisé pour le compte de la Fondation Open Society, présente les 226 des 751 parlementaires qui ont accepté de promouvoir certaines de ses positions.

Mapping - Reliable allies in the European Parliament (2014 – 2019) - Kumquat consult for the Open Society European Policy Institute.

J'en ai traduit la présentation. Open Society appartient au milliardaire américain G. Soros qu'on ne présente plus.

Cette cartographie fournit des informations d'Open Society European Policy Institute et le réseau Open Society sur les membres du 8e Parlement européen susceptibles de soutenir les valeurs d'Open Society au cours de la législature 2014-2019.

Il comprend 11 commissions et 26 délégations, ainsi que la plus haute instance de décision du Parlement européen.

Organes: 226 eurodéputés qui sont des alliés d'Open Society ou susceptibles de le devenir. La présence d'un député dans cette cartographie indique qu'ils sont susceptibles de soutenir le travail d'Open Society. Ils devraient être approchés avec un esprit ouvert: bien qu'ils voudront probablement travailler sur des questions qui les intéressent déjà, ils pourraient également souhaiter aborder de nouveaux sujets. Au-delà de discuter de sujets individuels, Open Society devrait chercher à construire des relations durables et dignes de confiance avec ces législateurs européens.

Section B. Les organes du Parlement européen énumèrent les organes officiels du Parlement européen, leur domaines de compétence, et les éventuels alliés d'Open Society participent à leur travail. Ils incluent aussi les noms des conseillers politiques aidant les députés dans les commissions, bien que ceux-ci puissent changer pendant la législature, et ils ne peuvent pas décider d'eux-mêmes de faire partie des alliés d'Open Society.

Section C. Liste des profils individuels des membres 226. Ils fournissent des informations sur les affiliations parlementaires (pays, groupe politique, nature de leur mandat, et comités et délégations auxquelles ils appartiennent); leurs antécédents (histoire professionnelle, intérêts parlementaires et autre renseignement pertinent) ; et leurs coordonnées.

Enfin, la section D. Indexes fournit trois façons supplémentaires de trouver les membres pertinents: par sujet d'intérêt, par groupe politique, et par ordre alphabétique.

- Reliable allies in the European Parliament (177 pages)

Quand une "théorie du complot" était en-dessous de la réalité

...le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a appelé la communauté internationale à prêter attention aux documents parus sur Internet, prouvant que la Fondation Soros (Open Society) influence directement les décisions prises par l'Union européenne. 226 membres du Parlement européen associés au milliardaire y sont nommés. C'est plus d'un tiers de l'ensemble des membres du Parlement Européen. Il y a quelques jours encore, prétendre que le milliardaire et philanthrope George Soros s'est ingéré activement dans la politique mondiale et a tenté de contrôler des pays entiers, aurait été considéré comme une théorie du complot bon marché. Réseau Voltaire 9 novembre 2017

Quand la Commission européenne se préoccupe du "fonctionnement de nos démocraties", on est en droit de s'inquiéter.

- La Commission européenne lance une large consultation sur les "Fake news" - L'Express.fr

La Commission européenne a lancé ce lundi une vaste consultation publique sur les "fausses nouvelles et la désinformation en

ligne", s'adressant à la société civile, aux médias et aux acteurs du numérique, pour préparer des mesures annoncées pour le printemps 2018.

Elle a également créé un "groupe d'experts de haut niveau" qui devra formuler des pistes pour "lutter contre la diffusion de fausses nouvelles" ("fake news", en anglais), selon un communiqué de l'exécutif européen.

"Nous devons donner à nos concitoyens les moyens d'identifier les fausses nouvelles, de pouvoir croire ce qu'ils lisent en ligne et de gérer les informations qu'ils reçoivent", a plaidé le premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans.

La diffusion de ces contenus constitue un "problème de plus en plus aigu pour le fonctionnement de nos démocraties parce qu'elle déforme notre perception de la réalité" selon la Commission.

La consultation publique lancée ce lundi, ouverte jusqu'à mi-février sur le site internet de la Commission européenne, s'adresse aux "citoyens, plateformes des médias sociaux, organes de presse, chercheurs et autorités publiques". L'Express.fr

L'Union européenne sous la bannière du fascisme

- Pologne: importante manifestation nationaliste pour la Fête de l'Indépendance - AFP

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé samedi à Varsovie à une marche nationaliste à l'occasion de la Fête de l'Indépendance, de nombreux Polonais apolitiques ayant rejoint cette manifestation patriotique organisée par l'extrême droite. (Organisée par l'ONR ou la Jeunesse de la Grande-Pologne d'extrême droite - LVOG)

La partie officielle de la Fête de l'Indépendance, commémorant la renaissance de l'Etat polonais en 1918, a été marquée samedi matin par la présence du président du Conseil européen Donald Tusk, ancien Premier ministre polonais, que le parti conservateur au pouvoir considère comme son ennemi politique juré.

Dans l'après-midi, des jeunes gens de noir vêtus, mais aussi des familles avec des poussettes et des personnes âgées ont marché en rangs serrés sur quelque trois kilomètres sous une forêt de drapeaux blanc rouge, au milieu d'explosions de pétards et de fumées colorées de torches fumigènes.

Le mot d'ordre officiel et rassembleur était "Nous voulons Dieu", une expression rappelant un chant catholique interprété parfois aujourd'hui comme un rejet de l'islam.

Outre les classiques "Dieu, honneur et patrie" et "Gloire à nos héros", quelques slogans xénophobes ont été entendus : "La Pologne pure, la Pologne blanche", "Foutez le camp avec vos réfugiés" ou "A coups de marteau, à coups de faucille, battre la racaille rouge" - ce dernier compris à la fois comme anti-communiste et anti-russe.

Un des orateurs animant le rassemblement a affirmé que "la culture chrétienne est supérieure à la culture islamique".

C'est la première fois que M. Tusk y assiste depuis l'arrivée au pouvoir en octobre 2015 des conservateurs dont le gouvernement a été seul à voter contre sa réélection à la présidence du Conseil européen en mars.

S'adressant aux médias à l'aéroport de Varsovie, Donald Tusk a déclaré que la Fête de l'Indépendance "a toujours été et sera la fête de tous les Polonais et non d'un seul parti. Aucun politicien en Pologne n'a eu et n'aura de monopole du patriotisme". AFP 11 novembre 2017

En Espagne récemment les franquistes ont défilé dans les rues en faisant le signe nazi du bras tendu en soutien à Rajoy... soutenu également par l'UE, Macron, Washington...

L'Union européenne gouvernée par des représentants des "pirates fiscaux".

- Les pirates fiscaux de l'Europe : l'Irlande et le Luxembourg - xerficanal-economie.com

Irlande, Luxembourg. Ce sont les deux pays de la zone euro les plus régulièrement épinglés par la commission pour favoriser l'optimisation fiscale. Celle des géants du numérique notamment : Google, Amazon, Apple etc. A travers cela on ne tient qu'un bout de l'histoire de l'optimisation fiscale et de l'évaporation de base fiscale, tant les techniques sont multiformes. Mais ce bout d'histoire, celui de la domiciliation fiscale, en dit déjà long sur l'ampleur du phénomène.

Prenons le cas de l'Irlande. L'incroyable péripétie de la mesure de son PIB révèle à elle seule beaucoup de choses. Le pays a

poussé si loin l'art d'absorber la matière fiscale de ses concurrents que son PIB ne dit plus rien de sa santé économique réelle. A tel point que le pays va abandonner le PIB comme étalon de son économie pour lui préférer le revenu national ajusté !

Le PIB irlandais, une aberration au regard de son économie réelle

La raison, on la connaît et elle a été révélée au grand jour l'an dernier lorsque le pays a soudainement révisé sa croissance pour 2015, de 7,8% (un chiffre qui aurait déjà pu faire pâlir de jalousie la Chine) à 26%. Un bond qui lui a permis de faire passer son ratio de dette publique de 104,5% à 76,9% en l'espace d'un an. Un bond surtout qui ne se retrouve ni dans l'emploi, ni dans la consommation. L'emploi n'a toujours pas retrouvé ses sommets d'avant crise. Et le poids de la consommation ne cesse de diminuer en proportion du PIB, ce qui témoigne de la décorrélation entre le PIB et l'augmentation des revenus des personnes qui résident et travaillent réellement en Irlande.

Et pour cause, cette révision est un ajustement qui intègre plus complètement le chiffre d'affaires domicilié en Irlande de grands groupes, qui ne produisent pas réellement dans le pays. Elle est le résultat de fusions dites d'"inversion fiscale", où les entreprises se font domicilier en Irlande pour bénéficier des taux d'imposition avantageux du pays, voire de montages douteux sur la TVA, tout en maintenant l'essentiel de leurs opérations et de leur direction dans leur juridiction d'origine. Ces opérations gonflent le chiffre d'affaires des entités juridiques résidant en Irlande, mais sans engagement réel ni de main d'œuvre, ni de capital. En contrepartie de ce surcroît de PIB, on trouve une hausse équivalente des exportations de biens et services, qui n'ont pas été réellement produits sur le territoire.

Les anomalies révélées par le PIB par habitant

Pour prendre la mesure de ce détournement de matière fiscale, il suffit de regarder un indicateur simple : le PIB par habitant. Le classement européen révèle les anomalies par à rapport à ce que l'on pourrait considérer comme une situation normale. Par situation normale, j'entends celle d'un pays qui produirait, en mobilisant principalement les ressources réellement résidentes sur son territoire et dont le niveau de PIB serait borné par la productivité de ces facteurs.

Au sommet de la hiérarchie européenne, qui trouve-t-on ? Le Luxembourg, avec un PIB par habitant qui représente plus du double de celui de l'Allemagne. Puis l'Irlande, avec un PIB par habitant qui surpasse de 49% celui de l'Allemagne. Et enfin la Suisse, supérieur de 30%. Il y a là une aberration manifeste, notamment lorsque l'on sait que l'Irlande ne mobilise que 65% de sa population en âge de travailler dans l'emploi, 10 points de moins que l'Allemagne.

Une (petite) idée du poids de l'optimisation fiscale…

Livrons nous maintenant à une approximation, qui a le mérite d'offrir des ordres de grandeurs certes frustes, mais sensés. Alignons le PIB par habitant de ces pays sur celui de l'Allemagne. Mesurons ainsi ce que serait leur PIB si leur efficacité productive et la mobilisation de la main d'œuvre était identiques à celles de l'économie leader en Europe. Le PIB irlandais ne serait pas de 276 milliards en 2016, mais de 185 milliards. Celui du Luxembourg non pas de 53 milliards, mais de 25 milliards. Celui de la Suisse, non pas de 604 milliards, mais 464 milliards.

Côté Irlande, cela fait 91 milliards de matière fiscale non réellement produite sur le territoire. Et encore, indexer l'efficacité de la population irlandaise sur celle de l'Allemagne paraît bien excessif. Si je prends la France comme référence, cela donnerait 120 milliards.

Toute cette matière n'échappe pas complètement à l'impôt dans les pays européens. Mais cela montre tout de même qu'il s'agit bien d'un phénomène très perturbant. xerficanal-economie.com 03.11

L'UE ou l'OTAN de la guerre contre tous les peuples.

- Europe de la Défense : 23 pays de l'UE renforcent leur coopération - AFP

Vingt-trois pays de l'Union européenne se sont engagés lundi dans une "coopération" militaire inédite, pour le développement d'armements ou le lancement d'opérations extérieures, avec pour ambition affichée de relancer l'Europe de la Défense.

"Nous vivons un moment historique pour la défense européenne", a commenté la diplomate en chef de l'Union, Federica Mogherini, à l'issue de la signature par les ministres de 23 Etats membres de l'UE d'un document où sont listés 20 "engagements" jetant les bases de leur "coopération structurée permanente" (CSP).

Mme Mogherini estime que ce nouvel outil va "permettre de développer davantage nos capacités militaires pour renforcer notre autonomie stratégique".

"Je pense que cela peut renforcer la Défense européenne, ce qui est bon pour l'Europe est bon pour l'Otan", a réagi le secrétaire général de l'Alliance atlantique Jens Stoltenberg.

Cette initiative "peut aider à augmenter les dépenses de défense" et à "améliorer le partage du fardeau au sein de l'Alliance", a-t-il ajouté, alors qu'à eux seuls, les Etats-Unis représentent près de 70% des budgets militaires cumulés des pays de l'Otan.

En théorie, cette coopération renforcée peut déboucher sur la mise sur pied d'un quartier général opérationnel pour des unités de combat de l'UE ou d'une plateforme logistique d'opérations.

Le grand nombre de participants, alors que la sélection des projets se fera à l'unanimité, fait que "ça n'a aucune chance de marcher", juge Frédéric Mauro, expert des questions de défense régulièrement interrogé par le Parlement européen.

Mais, souligne-t-on à Bruxelles, les pays qui rejoignent la CSP s'engagent à "augmenter régulièrement leurs budgets de défense" et les engagements qu'ils vont notifier lundi seront "juridiquement contraignants".

Le Royaume-Uni, traditionnellement atlantiste et premier budget militaire de l'UE, s'est toujours farouchement opposé à tout ce qui pouvait évoquer de près ou de loin une "armée européenne", considérant que la défense territoriale de l'Europe était l'unique prérogative de l'Otan.

Mais le Brexit prévu en mars 2019 approche et Londres -- qui s'est exclu de la CSP avec le Danemark -- n'a pas voulu faire obstacle à cette initiative.

L'UE veut aussi se doter prochainement d'un fonds pour stimuler l'industrie européenne de la défense, qui sera à terme doté de 5,5 milliards d'euros par an. Elle a aussi créé au printemps son premier QG militaire, qui pilote trois opérations non combattantes en Afrique.

L'Irlande, le Portugal et Malte n'ont pas rejoint à ce stade la CSP, qui sera officiellement lancée en décembre. AFP 14 novembre 2017

L'impérialisme ou l'alliance de l'aristocratie financière et de l'aristocratie ouvrière.

- Le siphonnage des PECO par l'Allemagne - xerficanal-economie.com

La convergence entre les pays d'Europe de l'Est et orientale et le reste de la zone euro a brutalement pris fin avec la grande récession. Les niveaux de vies (mesurés par le PIB par habitant) de la République tchèque, de la Pologne et de la Hongrie, qui se rapprochaient de la moyenne de la zone euro, butent depuis près de 10 ans maintenant sur un plafond de verre.

Fin 2016, le niveau de développement de la Pologne se hisse seulement à 35% de celui de la zone euro. La Hongrie fait à peine mieux. Plus avancée, la République tchèque, bloquée en dessous de 55%, fait du surplace depuis 2008.

Les pays de l'Est, rouages essentiel de la compétitivité allemande

Un coup d'arrêt qui a de quoi surprendre. Dans le sillage d'une Allemagne triomphante, la trajectoire de ces pays devait mécaniquement les amener sur la voie d'un rattrapage rapide. Et, si c'était l'Allemagne, leur problème, finalement ?

Pour le savoir, il faut regarder quelle est la source de la compétitivité outre-Rhin, en d'autres termes disséquer l'économie de bazar. La mécanique est simple : outsourcer les phases de production à moindre valeur ajoutée vers les pays d'Europe centrale, devenus l'Hinterland productif des industriels allemands, et conserver en Allemagne l'assemblage et les maillons de fabrication décisifs. Ce rôle central de plateforme de l'Allemagne se lit très bien à travers la place qu'elle occupe dans les échanges extérieurs de la région : à la fois premier fournisseur de ces pays (l'Allemagne représente entre le tiers et le quart environ des importations de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie), elle est aussi leur premier client, et de loin (plus du quart de leurs exportations en moyenne).

D'ailleurs, l'évolution des échanges commerciaux entre l'Allemagne et les PECO a explosé depuis le début des années 90 : multipliés par 11, contre 3 pour le reste du monde. Et ce que cherchent les entreprises allemandes, c'est moins un grand marché de débouchés qu'un grand marché de facteurs bon marché, mobilisables pour asseoir et renforcer son avantage concurrentiel sur le reste du monde.

Coup d'arrêt brutal à la convergence salariale

C'est bien pourquoi les donneurs d'ordres allemands mettent la pression sur leurs sous-traitants situés à l'étranger, notamment

depuis la crise. Cela a porté un coup d'arrêt brutal au processus de convergence salariale entre l'Allemagne et ses satellites depuis 2008-2009 : le salaire moyen d'un Tchèque représente aujourd'hui moins du tiers de celui d'un Allemand, celui d'un Hongrois à peine plus de 26%.

Et ce n'est pas un problème de productivité. Ni les écarts de productivité, ni surtout son évolution par rapport aux salaires (sauf de façon marginale en Hongrie) ne peuvent expliquer un tel retournement. En Allemagne en revanche, les salaires depuis 2011 progressent beaucoup plus vite que la productivité. Tout se passe donc comme si les entreprises allemandes siphonnaient en partie la réserve de productivité des PECO. Sous domination allemande, les pays d'Europe de l'Est sacrifient leur rattrapage et s'enferment dans le rôle de sous-traitants à bas coûts. xerficanal-economie.com 08.11

L'État gouverné par des mafieux.

- L'affaire Florence Parly, ou les complaisances de l'État actionnaire - multinationales.org

En 2016, la ministre des Armées, Florence Parly, a touché une rémunération de près de 450 000 euros bruts à la SNCF, à quoi s'ajoutaient 139 000 euros bruts de jetons de présence en tant qu'administratrice d'entreprises comme Altran, Ingenico et Zodiac. Avant cela, en 2014, elle a aussi bénéficié d'indemnités de licenciement d'Air France de 675 800 euros bruts. Ces revenus étonnamment élevés semblent en contradiction avec la limitation des rémunérations dans le secteur public adoptée il y a quelques années. Des révélations qui posent beaucoup de questions sur la manière dont sont gérés les entreprises publiques et le portefeuille de participations de l'État. Le patron de l'Agence des participations de l'État, Martin Vial, n'étant autre que l'époux de Florence Parly. (...)

Pour expliquer le licenciement de 2014, Air France et Florence Parly évoquent d'énigmatiques « désaccords stratégiques ». L'article (Mediapart - LVOG) souligne également la complaisance dont a bénéficié l'actuelle ministre de la part de son administration :

On découvre ainsi que Florence Parly était en disponibilité pour convenances personnelles lorsqu'elle était chez Air France ; puis hors cadres lorsqu'elle était à la SNCF ; et enfin en disponibilité d'office depuis sa nomination en tant que ministre des armées. De la sorte, la haute fonctionnaire a pu naviguer d'une entreprise à l'autre, d'une entreprise privée où l'État est le principal actionnaire jusqu'à une entreprise publique, en obtenant des rémunérations considérables, puis un parachute, le tout en disposant d'une totale sécurité de l'emploi. Car, bien évidemment, Florence Parly a le loisir de reprendre son métier d'administratrice civile à la direction du budget quand elle le veut. multinationales.org 6 novembre 2017

Ils ont vraiment tous les droits. Quand est-ce qu'on va abolir les privilèges ?

L'erreur, c'est qu'ils existent encore !

- Entreprises : bientôt un droit à l'erreur pour les déclarations sociales et fiscales - Franceinfo

Le gouvernement présentera le 29 novembre un projet de "droit à l'erreur" qui concède à chacun le droit de se tromper dans ses déclarations fiscales et sociales. Franceinfo

Autant taper directement dans la caisse...

- Un banquier-assureur privé pour diriger la Caisse des dépôts - Liberation.fr

Le futur patron du bras financier de l'Etat devra pacifier la question du financement du logement social et sans doute mettre de l'ordre dans les multiples filiales que détient la Caisse des dépôts. Liberation.fr

Qui peut le mieux, peut le moins...

- Malgré des profits records, Siemens sabre dans ses effectifs - Liberation.fr

Le conglomérat allemand va supprimer 6 900 postes au moment où son concurrent américain GE fait de même. De quoi inquiéter les salariés d'Alstom déjà rachetés par GE et ceux de la branche ferroviaire qui vont être repris par Siemens. Liberation.fr

A quand un autodafé des films des années 30 à 2017 ?

- La cigarette bientôt interdite dans les films français ? - Publicsenat.fr

Interpellée par une sénatrice PS sur le cinéma français qui « valorise » et « banalise » l'usage de la cigarette auprès des jeunes,

la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a dit « rejoindre totalement » la sénatrice. Publicsenat.fr

Le PS en première ligne de la réaction, j'espère que cela ne choque pas les partisans (d'hier et d'aujourd'hui ou demain) du front unique avec cette pourriture...

En viendront-ils à légaliser la pédophilie, la zoophilie, l'inceste ?

Ma compagne a été mariée de force à 12 ans avec un homme d'une vingtaine d'années. La tradition voulant que le couple aillent vivre chez les parents de l'épouse, elle dormit pendant plus d'un an avec sa mère, terrorisée à l'idée que cet homme puisse la toucher. L'année suivante pour s'assurer qu'on ne l'avait pas trompé sur la qualité de la marchandise qu'on lui avait refilée, là encore conformément à la coutume qui veut que la femme soit enceinte dans l'année qui suit son mariage, avec un peu de retard il la violera et elle tombera enceinte. Pour la petite histoire, ivre chaque soir, il la rouera de coups, il la traînera sur le sol en la tirant par les cheveux, et il l'attachera avec des cordes pour mieux la violer pendant encore 8 ans, décèdant soudainement d'une cirrhose, ce qui mettra fin au cauchemar de Selvi. Par la suite, traumatisée par cette expérience épouvantable aucun homme ne l'approchera. Et la famille direz-vous ? Elle n'interviendra pas, la femme devant se soumettre à son mari.

Je pense qu'une enfant de cet âge n'est pas en mesure d'avoir conscience de la portée d'un acte sexuel, qu'elle soit consentante ou non. Paradoxalement parce que je refuse d'endosser la robe d'un juge de l'inquisition, j'estime que les rapports sexuels que peuvent avoir un homme et une jeune femme mineure devraient les concerner exclusivement dès lors qu'ils sont consentis, sinon il s'agirait d'un viol et la législation existe déjà pour le condamner.

Donc lorsque le législateur entend légiférer pour "fixer le seuil en dessous duquel un enfant ne pourrait être considéré comme sexuellement consentant", une fois de plus il se mêle de ce qui ne le regarde pas en portant atteinte à un des aspects de la liberté individuelle.

Les bonnes consciences ou les moralistes à deux balles estimeront peut-être qu'il est criminel de laisser une enfant commettre un acte dont elle n'a pas conscience et qui influencera le cours de son existence... Je leur répondrai qu'il en va ainsi de la plupart des actes commis par les hommes qui n'influent pas seulement sur le cours de leur propre existence, mais également et dans des proportions autrement dramatiques sur l'orientation de la société toute entière, donc qu'ils commencent par balayer devant leur porte, par prendre en mains leur propre destin avant de vouloir s'occuper de celui des autres.

On constatera aussi que ce n'est pas la première fois que le législateur tente de criminaliser et réprimer la jeunesse de plus en plus tôt au motif hypocrite de mieux la protéger ou pour tenir compte de la maturité de plus en plus précoce des enfants, abaissement de l'âge de la responsabilité pénale, de l'école obligatoire, de l'accès à l'apprentissage, etc. Sans parler de leur ignoble campagne contre le sexisme ou le harcèlement sexuel dans les écoles, tendant à culpabiliser les enfants pour des actes commis par des adultes, dont l'origine est à rechercher dans les rapports entre dominant et dominé inhérent aux fondements du capitalisme et qui ne disparaîtront qu'avec lui. C'est une manière comme une autre de les détourner de la responsabilité du capitalisme dans ce domaine comme dans bien d'autres.

- Consentement sexuel des mineurs: l'âge minimal pourrait s'établir à "13 ou 15 ans" - AFP

L'âge de présomption de non-consentement des mineurs, seuil en dessous duquel un enfant ne pourrait être considéré comme sexuellement consentant, est "en train d'être débattu" et se situera entre "13 et 15 ans", a indiqué dimanche la secrétaire d'Etat à l'Egalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa.

Interrogée sur BFMTV sur l'acquittement récent par une cour d'assises d'un homme jugé pour le viol d'une jeune fille de 11 ans, Mme Schiappa a répondu qu'"en tant que membre du gouvernement", elle ne pouvait "pas réagir à des décisions de justice".

"Néanmoins dans la loi contre les violences sexistes et sexuelles (que le gouvernement veut proposer en 2018, ndlr), nous avons identifié trois volets, dont celui de la création d'un seuil de présomption de non-consentement irréfragable", a-t-elle ajouté.

Cela consistera à inscrire dans la loi le fait "qu'en dessous d'un certain âge, on considèrerait qu'il ne peut pas y avoir débat, jamais, sur le consentement sexuel d'un enfant, et que tout enfant en dessous d'un certain âge serait d'office considéré comme violé ou agressé sexuellement". AFP 12 novembre 2017

Fascisme rampant. Inquisition. Délation généralisée. La parole aux procureurs proxénètes.

A quand les plaintes préventives ?

- Des "pré-plaintes" envisagées pour les violences sexuelles - Reuters

Quand le chef de l'Etat appelle à la délation.

- Violences sexuelles: "Saisissez la justice", dit Macron aux victimes - Reuters

- Le harcèlement sexuel n'est ni de gauche ni de droite - Liberation.fr

- Violences sexuelles : hausse des plaintes - Liberation.fr

- Harcèlement sexuel, agressions sexuelles, viols… Oui, la parole s'est libérée dans le sillon du scandale mondial de l'affaire Weinstein... Liberation.fr

- Manuel Valls accuse Edwy Plenel d'utiliser "les mêmes mots que Daech" - Le Huffington Post

En famille. Ils veulent tous en être.

- Prévention du harcèlement: Pénicaud attend des "propositions" des partenaires sociaux - AFP

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a annoncé mercredi qu'elle allait demander aux représentants syndicaux et patronaux des "propositions" en matière de prévention du harcèlement au travail, notamment pour combattre le "sexisme ordinaire", selon elle terreau de dérapages. AFP

La lutte contre les violences faites aux femmes, une lutte du monde du travail - Lettre n° 35 du 17 novembre 2017 - Démocratie révolutionnaire (NPA)

Quand l'opportunisme atteint l'ignominie.

- PS: un ex-président du MJS accusé d'agressions sexuelles - AFP

Le Parti socialiste a réclamé mardi soir des "suites judiciaires" après des accusations de harcèlement et d'agressions sexuelles visant un ancien président du Mouvement des Jeunes socialistes, Thierry Marchal-Beck. AFP

- Etats-Unis: un républicain accusé d'attouchements appelé à se retirer - AFP

Elles se prostituent et hurlent au harcèlement ou au viol.

- Brooke Shields, 52 ans, en cuir et résilles : le cliché qui surprend

- Gros accident de décolleté lors des GQ Awards à Madrid

En famille. Drague king.

- Il existe "une proximité évidente" entre Alain Juppé et Emmanuel Macron, selon Edouard Philippe - Franceinfo

- Claude Goasguen : "On peut difficilement lutter contre un gouvernement qui fait une politique de droite" - Franceinfo

- Valls approuve la proposition de Juppé sur les européennes - AFP

- Européennes : Estrosi drague Macron via Juppé - Liberation.fr

Ils se bousculent pour achever le sale boulot...

- Borloo : « Je me mets au boulot ! » - LeParisien.fr

Il a dit « banco » ! Dernièrement, en privé, Emmanuel Macron l'avait enjoint de « reprendre du service ». Requête implicite que Jean-Louis Borloo a décidé d'accepter.

Dans la fosse septique...

- Clémentine Autain "Je suis très sceptique concernant l'opération d'Emmanuel Macron sur la politique de la ville" - Franceinfo

Le doute est-il permis ? Pour un peu elle trouverait des aspects progressistes dans la politique de Macron.

Cela tombe bien...

- Emmanuel Macron : une volonté de changer d'image - Franceinfo

... mais cela va s'avérer difficile apparemment.

- La République en Marche : 100 "marcheurs" vers la sortie - Franceinfo

Une centaine de "marcheurs" a décidé de claquer la porte de la République en Marche, dénonçant le manque de démocratie dans l'élection de Christophe Castaner à la tête du parti, samedi prochain, 18 novembre. Franceinfo

En famille. Ils en appellent à Macron. Ils ne savent plus quoi inventer pour le légitimer.

- Israël recale sept élus, dont les députées Danièle Obono et Clémentine Autain - LeParisien.fr

La délégation était composée de sept élus, dont quatre députés, issus du Parti communiste et de La France Insoumise. Elle disait vouloir rencontrer Marwan Barghouthi, haut cadre du Fatah emprisonné depuis plus de quinze ans par Israël.

Dans un communiqué, La France insoumise dénonce après la déclaration israélienne un « déni de démocratie et de liberté » qui est « aussi consternant qu'inacceptable ». Le mouvement, dont quatre députés - Clémentine Autain, Michel Larive, Danièle Obono et Muriel Ressiguier - devaient participer au voyage, appelle « le président de la République, le gouvernement et le président de l'Assemblée nationale à intervenir pour que cette menace d'interdiction ne soit pas rendue possible », estimant qu'« il en va de la démocratie et de la paix ». LeParisien.fr

Où cela en Israël ? Ne serait-ce pas la seule démocratie dans la région ? Et dire que cet idiot de Premier ministre avait l'occasion de le démontrer, ils lui ont tendu la perche et il ne l'a pas saisi, quel dommage !

Pour eux, c'est un vrai bonheur que ce soit Macron qui ait été élu, pendant 5 ans ils vont pouvoir remplir le rôle d'opposant parlementaire qui était dévolu hier au PS.

En complément. Ce sont des agents actifs et assumés de la décadence de la société.

Jean-Luc Mélenchon voulait tweeter en écriture inclusive. Et c'est raté. - Le Huffington Post

Les véritables défenseurs des droits des femmes emploient dans leur langage des substantifs génériques tels qu'ils se présentent que ce soit au masculin ou au féminin, et qui sous-entendent qu'ils concernent aussi bien des hommes que des femmes.

J'élève des chèvres, chèvre est féminin, mais dans mon troupeau il y a quatre mâles, quel substantif devrais-je employer à la place de chèvre

Commentaire d'un internaute

- ""Impossible", comme si un article dans "Libération" traitait du sort des Palestiniens en dénonçant les dérives d'Israël. Les gens oublient que c'est l'extrême droite qui gouverne là-bas."

Ils le savent et ils s'en foutent, voilà ce que vous ne pouvez pas imaginer, ils sont très forts...

Ils sont Charlie ! Ramener l'islam à un pénis ne leur pose aucun problème, mais ramener Israël au dollar leur en pose un.

- PS: Filoche menacé d'exclusion après un tweet aux relents antisémites - AFP

Gérard Filoche, figure de l'aile gauche du PS, est menacé d'exclusion après un tweet à caractère antisémite visant Emmanuel Macron qui lui vaut déjà des poursuites de la Licra et du Crif, bien qu'il l'ait très rapidement effacé.

Une image d'Emmanuel Macron les bras levés devant un globe terrestre, le bras orné d'un brassard ressemblant à un accoutrement nazi où la croix gammée a été remplacée par le signe dollar, sur fond de drapeaux américain et israélien et de photos de Patrick Drahi, Jacob Rothschild et Jacques Attali: ce visuel diffusé sur Twitter sur le compte de Gérard Filoche était accompagné de quelques mots: "un sale type, les Français vont le savoir tous ensemble bientôt".

Dénonçant "un photomontage immonde", la Licra (Ligue internationale de lutte contre le racisme et l'antisémitisme) va saisir la justice, a-t-elle annoncé dans un communiqué samedi.

"Ce tweet de Gérard Filoche est une honte absolue relayant des contenus complotistes trempés dans l'obsession des juifs", a également souligné l'organisation sur Twitter. (Israël et les juifs sont deux choses différentes, en réalisant un amalgame entre les deux, cela leur permet d'identifier l'antisionisme à l'antisémitisme et le tour est joué. - LVOG)

Le Conseil représentatif des institutions juives de France a également annoncé sur Twitter qu'il allait porter plainte. "Bien que niant en être l'auteur, il en devient le prescripteur et diffuseur", dit-il, estimant que M. Filoche "mérite à ce titre d'être poursuivi pour apologie de la haine antisémite".

L'Union des étudiants juifs de France a dit saluer la procédure d'exclusion et a annoncé son intention de porter plainte, tout comme le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA).

Pour Gérard Filoche, "a priori l'image Macron + argent est totalement banale. Il y en a 100 comme ça. A l'examen, ce montage et sa source sont bad. Dès que je l'ai su je l'ai retiré aussitôt. Tout à fait désolé! quant à la cabale en meute elle vise autre chose non?", a-t-il tweeté samedi matin.

Ce tweet "a été retiré, il ne sera plus là, j'ai fait mes excuses", a également déclaré M. Filoche à l'AFP. "Qu'est-ce qu'on veut de plus?" a-t-il ajouté, soulignant qu'il est "fondateur de SOS Racisme".

"Je suis de gauche et contre la droite et l'extrême droite", a-t-il ajouté. "S'ils disent que je suis antisémite qu'ils le prouvent, que je suis raciste, qu'ils le prouvent", a-t-il encore déclaré, mettant en cause pour les attaques le visant "les macroniens d'un côté et l'aile droite du PS de l'autre".

Mais selon M. Temal, dans cette image "on voit tous les codes que malheureusement on a pu voir dans les années 30". "C'est un tweet ouvertement antisémite, c'est sur cette base que s'engage la procédure d'exclusion, au nom du PS et au nom de ses valeurs", a souligné le responsable socialiste.

Jugeant ce tweet "indigne du débat républicain", la maire de Paris Anne Hidalgo a demandé sur Twitter l'exclusion de M. Filoche du parti socialiste.

"Il y a bien longtemps que le PS aurait dû exclure Gérard Filoche (...) et il faut attendre un tweet innommable et antisémite pour engager une procédure d'exclusion", a tweeté pour sa part l'ancien Premier ministre Manuel Valls. AFP 18 novembre 2017 (Le lien entre l'Etat Juif et le dollar leur suffit pour lancer l'anathème antisémite. Voyons ce que pensait un juif émancipé du rapport des juifs à l'argent au XIXe siècle . - LVOG)

Peut-être que le PS est destiné à devenir exclusivement la poubelle de son courant d'extrême droite néolibéral...

Epilogue.

"J'assume et je vous dis que c'est une connerie" : le socialiste Gérard Filoche se défend après son tweet jugé "antisémite" francetvinfo.fr

Gérard Filoche a indiqué ne pas être "seul à travailler sur ce fil". Pour autant, il n'engagera aucune poursuite pour découvrir l'auteur du tweet malheureux : "Ça, c'est mon problème. (...) J'assume, c'est mon fil, j'assume et je vous dis, c'est une connerie."

Le retrait de ce tweet est intervenu après la découverte des origines de ce photomontage qui émane du site "Égalité et réconciliation" fondé par l'essayiste d'extrême droite Alain Soral. "Évidemment, immédiatement, on a enlevé cette connerie et immédiatement j'ai dit que je m'excusais et que j'étais désolé", a rapporté Gérard Filoche. francetvinfo.fr 18.11

En quoi cela serait-il condamnable de visiter ce genre de sites sachant que la quasi-totalité des médias, y compris les médias dits alternatifs pratiquent l'autocensure quand on veut s'informer ou connaître les arguments de nos ennemis, etc. ? Ce n'est pas mon cas par manque de temps, je me limite à deux ou trois portails, Le Réseau Voltaire, Arrêt sur Info ou Mondialisation.ca, et les Les-crises.fr. Je recueille les infos sur Yahoo news uniquement. J'allais oublier le portail du POID.

Ces gens-là n'ont manifestement pas la conscience tranquille, ce qui n'est pas mon cas et je le démontre lors de chaque causerie, les lecteurs en sont témoins.

La parole est à Karl Marx. L'argent : le Dieu profane du juif ou quel est son fondement ? Le besoin pratique, l'égoïsme.

- Nous essayons de rompre la formule théologique. La question relative à la capacité d'émancipation du Juif se change pour nous en cette autre question : quel est l'élément social particulier qu'il faut pour supprimer le judaïsme ? Car la capacité d'émancipation du Juif d'aujourd'hui est le rapport du judaïsme à l'émancipation du monde d'aujourd'hui. Ce rapport résulte nécessairement de la situation spéciale du judaïsme dans le monde actuel asservi (Geknechteten Welt).

Considérons le Juif réel, non pas le Juif du sabbat, comme Bauer le fait, mais le Juif de tous les jours.

Ne cherchons pas le secret du Juif dans sa religion, mais cherchons le secret de la religion dans le Juif réel. Quel est le fond profane du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son Dieu profane ? L'argent. Eh bien, en s'émancipant du trafic et de l'argent, par conséquent du judaïsme réel et pratique, l'époque actuelle s'émanciperait elle-même.

Une organisation de la société qui supprimerait les conditions nécessaires du trafic, par suite la possibilité du trafic, rendrait le Juif impossible. La conscience religieuse du Juif s'évanouirait, telle une vapeur insipide, dans l'atmosphère véritable de la société. D'autre part, du moment qu'il reconnaît la vanité de son essence pratique et s'efforce de supprimer cette essence, le Juif tend à sortir de ce qui fut jusque-là son développement, travaille à l'émancipation humaine générale et se tourne vers la plus haute expression pratique de la renonciation ou aliénation humaine. (...)

Le Juif s'est émancipé d'une manière juive, non seulement en se rendant maître du marché financier, mais parce que, grâce à lui et par lui, l'argent est devenu une puissance mondiale, et l'esprit pratique juif l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés dans la mesure même où les chrétiens sont devenus Juifs. (...)

Dans la pratique parfaite, l'égoïsme spiritualiste du chrétien devient nécessairement l'égoïsme matériel du Juif, le besoin céleste se mue en besoin terrestre, le subjectivisme en égoïsme. La ténacité du Juif, nous l'expliquons non par sa religion, mais plutôt par le fondement humain de sa religion, le besoin pratique, l'égoïsme.

C'est parce que l'essence véritable du Juif s'est réalisée, sécularisée d'une manière générale dans la société bourgeoise, que la société bourgeoise n'a pu convaincre le Juif de l'irréalité de son essence religieuse qui n'est précisément que la conception idéale du besoin pratique. Aussi ce n'est pas seulement dans le Pentateuque et dans le Talmud, mais dans la société actuelle que nous trouvons l'essence du Juif de nos jours, non pas une essence abstraite, mais une essence hautement empirique, non pas en tant que limitation sociale du Juif, mais en tant que limitation juive de la société.

Dès que la société parvient à supprimer l'essence empirique du judaïsme, le trafic de ses conditions, le Juif est devenu impossible, parce que sa conscience n'a plus d'objet, parce que la base subjective du judaïsme, le besoin pratique, s'est humanisée, parce que le conflit a été supprimé entre l'existence individuelle et sensible de l'homme et son essence générique.

L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme.

Bruno Bauer : Die Fähigkeit der deutschen Juden und Christen, frei zu werden. (K. Marx : La Question juive)

La société pourrie par l'égoïsme dans laquelle nous vivons et dont nous devons nous débarrasser est à son image, plus que jamais...

Quand le gardien du "temple" du sionisme raciste d'extrême droite éructe.

- Réintégrer un gouvernement? Valls ne serait pas contre, bien au contraire - L'Express.fr

Dans Le Monde, jeudi, M. Valls n'a pas caché son envie de revenir aux affaires un jour. "Si vous me demandez "avez-vous envie de retrouver ça" ? Oui, bien sûr ! Gouverner c'est exceptionnel !", a-t-il lancé.

Un haut responsable de la majorité ne cache pas une certaine perplexité devant la virulence de M. Valls. "La dérive hyper-laïciste et anti-islam c'est un enfermement (...) Son expression est plus à droite que celle de Laurent Wauquiez (...) Je n'arrive pas à savoir où il veut aller", commente cette source.

"Il y a une planète Valls (...) Il intervient dans un registre qui est le sien. Il garde le temple. (...) Cela l'identifie, mais cela l'isole aussi", observe un de ses anciens amis. L'Express.fr et AFP

En complément.

- Sondage : seul Alain Juppé est "un atout potentiel" pour le gouvernement, selon une courte majorité de Français - Franceinfo

- Partis politiques : les vrais chiffres des adhérents - Franceinfo

LREM - Officiellement 386 000 adhérents avec "deux clics sur internet". 72 000 seulement ont validé ses statuts sur internet.

LFI - Officiellement 540 000 adhérents avec "deux clics sur internet".

LR - Officiellement 235 000 adhérents. 145 000 seulement sont à jour de cotisation.

FN - Officiellement 80 000 adhérents. Selon Florian Philippot ils ne seraient que 40 000.

PS - Officiellement 120 000 adhérents. 42 000 seulement seraient à jour de cotisation. Franceinfo17 novembre 2017

Ils n'ont pas donné les chiffres d'autres partis. Je rajoute cette info publié par la tendance Claire du NPA le 25 juillet 2017 : *Sur la "dés-ouvriérisation" du PCF*

Jusque vers 1970, 45 % de ses adhérents étaient ouvriers : ils n'étaient déjà plus que 31 % en 1997. En 2003, alors que les ouvriers composent un quart de la population active, on ne comptait que 10 % de délégués ouvriers au XXXIIe congrès du parti.

Au POI et POID ils ont cessé de communiquer leur nombre d'adhérents quand ils se sont effondrés, avant leur scission, au NPA ils doivent être environ 3.000, à LO, ils donnent les mêmes chiffres depuis 30 ans !

Camarades, la situation est prérévolutionnaire en France (et révolutionnaire en Catalogne). (Un lambertistes POID-TCI) La preuve.

- Sondage : pour 60% des Français, il n'est plus possible de s'opposer aux ordonnances - Publicsenat.fr

- La mobilisation anti-réforme du Code du travail s'essouffle - Reuters

La quatrième journée de mobilisation contre la réforme du Code du travail n'a réuni jeudi que 80.000 manifestants dans toute la France, dont 8.000 à Paris, selon le ministère de l'Intérieur, confirmant l'essoufflement du mouvement.

Contrairement aux précédentes journées d'action contre cette réforme, Force ouvrière (FO) avait pourtant rejoint en tant que telle la CGT, Solidaires, l'Unsa, la FSU et les organisations étudiantes et lycéennes Unef, UNL et FIDL.

Si quelques militants CFDT et CFTC ont participé aux cortèges, en revanche les instances nationales de ces deux centrales n'avaient pas appelé à manifester.

Le mouvement a été très peu suivi au sein de l'Education nationale, où le taux moyen de grévistes n'est que de 1,44%, selon le ministère de l'Education.

La CGT a fait pour sa part état de 172 manifestations et de dizaines de milliers de manifestants sur l'ensemble du territoire, dont 40.000 dans les rues de la capitale.

Les trois précédentes journées d'action des 12 et 21 septembre et du 19 octobre avaient réuni respectivement 223.000, 132.000 et 37.700 personnes dans les rues de France, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Reuters 16 novembre 2017

- Paris : une «marche sur l'Elysée» réunit quelques centaines de manifestants - leparisien.fr

Plusieurs centaines de personnes ont mené samedi à Paris une « marche sur l'Elysée » contre « la politique anti-sociale » d'Emmanuel Macron, en dénonçant pêle-mêle la baisse des emplois aidés, les réformes du code du travail et de l'ISF.

Cette marche, qui répondait à l'appel du Front social, une coordination de sections syndicales (CGT, SUD, CNT, Unef), de collectifs et d'associations (Droit au logement, Droits devant…), a rassemblé 3000 personnes selon les organisateurs et 1800 selon la préfecture de police.

Les manifestants ont défilé de la place du Maréchal Juin (17e arrondissement) au boulevard Haussmann (8e), non loin de l'Elysée.

« On va dire au président des riches ce qu'on pense de tous les dégâts qu'il est en train de provoquer en France », avait lancé au micro Romain Altmann d'Info-com CGT, en début de manifestation. « Il y en a ras-le-bol de subir, on est trop loin de l'unité et c'est cette unité qu'on est venu chercher aujourd'hui », avait ajouté Mickaël Wamen (CGT Goodyear). (C'est ça, il va t'entendre ! - LVOG)

Drapeaux, fumigènes, fanfare et slogans ont animé le cortège peuplé de nombreux syndicalistes et militants politiques de gauche, principalement de la France insoumise et du NPA. Eric Coquerel, député (LFI) de Seine-Saint-Denis, comptait parmi les manifestants.

Une centaine de militants antifascistes, autonomes et anticapitalistes s'étaient placés en tête de cortège.

La manifestation n'a donné lieu à « aucun incident majeur, hormis une dizaine de dégradations (vitrines, distributeurs de billets) », a indiqué dans un communiqué la préfecture de police, précisant que les images de vidéosurveillance de la manifestation seraient étudiées pour « identifier les auteurs de ces faits et engager à leur encontre les procédures appropriées ».

Des vitrines d'agences bancaires ont été brisées, ainsi que celles de l'ambassade d'Arabie saoudite, a constaté un journaliste de l'AFP.

Dans son « appel du 18 novembre », publié récemment, la coordination disait vouloir s'employer à « faire converger toutes les luttes qui rassemblent afin de créer les bases d'un mouvement interprofessionnel reconductible ». Ses initiateurs vont inviter, mercredi à Paris, l'ensemble des syndicats, partis et associations hostiles au gouvernement, pour convenir « d'une date, d'un lieu » unique pour rassembler les mécontentements. leparisien.fr 19.11

Ils osent tout. Manipulation des chiffres du chômage ou désinformation.

- Le chômage repart légèrement à la hausse - Libération

La croissance accélère mais le taux de chômage repart, très légèrement, à la hausse. Cette hausse, qui se situe dans la marge d'erreur de l'indicateur (plus ou moins 0,3 point), ne remet pas en cause une tendance à la baisse. Sur un an, le taux de chômage est en recul de 0,3 point.

Le chômage des 15- 24 ans diminue légèrement de 0,7 point sur le trimestre, même s'il reste au niveau très élevé de 21,9 %. Depuis 2003, il dépasse la barre des 20 %. En revanche, les 50 ans et plus et les 25-49 ans ont vu leur taux augmenter. Libération 17.10

Dossier Arabie saoudite - Liban

- Pétrole : l'introduction d'Aramco en Bourse compromise ? - boursier.com 14.10

Saudi Aramco envisagerait de renoncer à son projet d'une introduction en Bourse sur les marchés internationaux, en faveur d'un placement privé, selon le 'Financial Times'.

Depuis janvier 2016, les marchés boursiers se préparent à l'arrivée en Bourse d'un poids-lourd pétrolier, le géant saoudien Saudi Aramco... L'opération semble cependant avoir du plomb dans l'aile si l'on en croit des sources proches du dossier citées vendredi par le 'Financial Times'.

Selon le quotidien financier britannique, le groupe contrôlé par l'Etat saoudien envisagerait de renoncer à son projet d'introduction en Bourse sur les marchés internationaux, en faveur d'un placement privé auprès de fonds souverains et d'investisseurs institutionnels internationaux, notamment chinois.

De son côté, l'agence 'Bloomberg' a indiqué vendredi que l'Arabie saoudite envisageait plutôt de reporter l'introduction en Bourse sur les marchés internationaux jusqu'à la fin 2019, mais qu'elle pourrait en revanche placer des titres Aramco à la Bourse de Riyad avant la fin 2018.

La plus grosse introduction en Bourse de tous les temps ?

En 2016, l'Etat saoudien a indiqué vouloir céder en Bourse 5% du capital d'Aramco, une participation qui pourrait atteindre 100 milliards de dollars et valoriserait l'ensemble du géant pétrolier jusqu'à 2.000 Mds$, selon Riyad. Les analystes

financiers avancent des chiffres un peu moins élevés compte-tenu de la baisse du cours du pétrole depuis trois ans. boursier.com 14.10

En complément

- Ryad étudie plusieurs options pour l'introduction d'Aramco en Bourse - romandie.com 14.10

Selon le WSJ, les autorités saoudiennes pourraient procéder à une introduction en Bourse sur le marché financier de Ryad, mais étudient également des cessions de parts d'Aramco à un investisseur chinois.

L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, a subi les effets de l'effondrement à la mi-2014 de ses revenus pétroliers, qui représentaient plus de 90% des recettes publiques. Le royaume a affiché des déficits budgétaires totalisant plus de 200 milliards de dollars au cours des trois derniers

exercices et prévoit un déficit budgétaire de 53 milliards de dollars en 2017.

Pour financer ces déficits, Ryad a eu recours à des emprunts sur les marchés internationaux et intérieur et a retiré environ 245 milliards de dollars de ses réserves. romandie.com 14.10

Le camouflet infligé au président Macron en Arabie saoudite, par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire

Ayant organisé à la hâte un déplacement en Arabie saoudite afin de ramener le Premier ministre libanais qui y est retenu prisonnier avec sa famille, le président Emmanuel Macron y a essuyé un affront public sans précédent. Bien que la presse française et occidentale ait tout fait pour occulter une partie des événements, l'opinion publique arabe n'a pu que constater la perte vertigineuse de prestige et d'influence de la France au Moyen-Orient. Réseau Voltaire 14.11

- Macron parvient à négocier la libération d'Hariri - Réseau Voltaire 15 novembre 2017

Le président français Emmanuel Macron, qui avait été éconduit lors de sa visite à Riyad, a finalement obtenu la libération du Premier ministre libanais, Saad Hariri, détenu avec sa famille en Arabie saoudite.

Après que les États-Unis et la Russie aient appelé l'Arabie saoudite à la raison, la France a officiellement invité M. Hariri et sa famille à Paris. L'Arabie saoudite aurait accepté.

Pour sauver la face du roi Salmane, la France, faisant une nouvelle fois volte-face, a immédiatement réitéré des positions anti-iraniennes Réseau Voltaire 15.11

En réalité Macron n'a rien négocier du tout, les Américains lui ont assigné un rôle et il l'a joué sans broncher. Les Saoudiens, les Britanniques et les Français se partagent le boulot, le tout orchestré depuis Washington.

Aux Saoudiens la séquestration d'Hariri accompagnée d'une diatribe contre l'Iran pour faire diversion pendant que MBS réalise un coup d'Etat et un hold up proche des mille milliards de dollars, aux Britanniques la proposition de mise en bourse d'Aramco valorisée un peu moins de 2.000 milliards de dollars propriété des Saoud (Apparemment repoussé à 2019 selon Les Echos), aux Français de les débarrasser d'Hariri devenu trop encombrant, apparemment, ou en attendant de jouer une nouvelle partition au Liban écrite par l'équipe de Trump, l'avenir le dira, aux Américains d'orchestrer cette mise en scène que les uns et les autres ont dû monnayer au passage...

- Le président libanais veut des éclaircissements de Ryad sur la situation de Hariri - AFP 11 novembre 2017

Le président libanais Michel Aoun a appelé samedi l'Arabie saoudite à "éclaircir les raisons" qui entravent le retour au Liban du Premier ministre Saad Hariri, dont la démission choc a entraîné une nouvelle crise politique dans le pays.

Vendredi, l'Elysée avait fait savoir que le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane "a assuré ne pas vouloir faire la guerre au Hezbollah" et désirait "préserver la stabilité du Liban", lors d'une rencontre avec M. Macron.

Une semaine après l'annonce de M. Hariri, son retour au Liban se fait toujours attendre, et le président n'a toujours pas accepté sa démission, assurant qu'il attendait de le rencontrer pour en discuter avec lui.

Toute position ou mesure qu'il a pu prendre ou qui lui sont imputées (...) sont le résultat de la situation ambiguë et trouble qu'il est en train de vivre en Arabie saoudite, et ne peuvent pas être prises en considération", a indiqué le président Aoun.

Samedi, la porte-parole de la Maison Blanche Sarah Sanders a déclaré que "les Etats-Unis appelaient tous les pays et toutes les parties à respecter la souveraineté du Liban, son indépendance et son mécanisme constitutionnel".

Le chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson avait déjà mis en garde vendredi "toute partie, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, qui utiliserait le Liban comme théâtre de conflits par procuration", tout en désignant le Premier ministre libanais démissionnaire Saad Hariri comme un "partenaire solide des Etats-Unis". AFP 11 novembre 2017

- 800 milliards de dollars confisqués en Arabie saoudite - Réseau Voltaire 9 novembre 2017

Selon le Wall Street Journal, le total des biens confisqués aux adversaires et rivaux politiques du prince héritier Mohammed Ben Salmane (« MBS ») s'élèverait à 800 milliards de dollars [1].

Cette somme pourrait encore augmenter de 550 milliards de dollars pour atteindre 1 250 milliards de dollars. Cependant, une grande partie de ces avoirs est stationnée à l'étranger ce qui contraindra l'Arabie saoudite à faire valoir ses droits.

La répression actuelle permettrait ainsi au royaume de rétablir sa situation financière, gravement affectée par la baisse persistante des cours du pétrole.

Selon l'association des banques d'Arabie, plus de 1 700 comptes bancaires auraient été placés sous scellés.

[1] "Saudis Target Up to $800 Billion in Assets", Margherita Stancati & Summer Said, Wall Street Journal, November 8, 2017.

(https://www.wsj.com/articles/saudi-arabia-expands-crackdown-on-elite-1510062385)

- La démission de Saad Hariri, une manoeuvre saoudienne Par Robert Fisk — 13 novembre 2017

Lorsque l'avion de Saad Hariri a atterri à Riyad le 3 novembre au soir, la première chose qu'il a vue a été un groupe de policiers saoudiens entourant l'avion. Quand ils sont montés à bord, ils ont confisqué son téléphone portable et ceux de ses gardes du corps. C'est ainsi que le Premier ministre du Liban a été réduit au silence.

Le vendredi 3 novembre, il participait à une réunion du cabinet à Beyrouth. Puis il a reçu un coup de téléphone l'appelant auprès du roi Salman d'Arabie Saoudite. Hariri, qui, comme son père assassiné Rafiq, a la double nationalité saoudienne et libanaise, est parti immédiatement. On ne dit pas non à un roi, même si on l'a vu quelques jours plus tôt, comme l'avait fait Hariri. Et surtout quand le royaume doit à la compagnie « Oger » de Hariri 9 milliards de dollars, car tel est l'état de fait communément répandu dans ce qu'on appelle maintenant « l'Arabie Saoudite à court de liquidités » [selon d'autres sources, ce serait Hariri qui serait lourdement endetté envers l'Arabie Saoudite et au bord de la faillite].

Mais des choses plus extraordinaires devaient venir. De manière totalement imprévisible et au choc total des ministres libanais, Hariri, lisant un texte écrit, a annoncé samedi sur la chaîne de télévision Al-Arabiya – les lecteurs peuvent deviner quel royaume du Golfe la possède – qu'il démissionnait de son poste de Premier ministre du Liban. Il y a eu des menaces contre sa vie, a-t-il dit – bien que les services de sécurité à Beyrouth n'en aient eu nulle connaissance –, le Hezbollah devait être désarmé et partout où l'Iran interférait au Moyen-Orient, le chaos régnait.

Indépendamment du fait que le Hezbollah ne peut pas être désarmé sans une autre guerre civile – l'armée libanaise est-elle supposée les attaquer alors que les chiites sont la plus grande communauté du pays (beaucoup d'entre eux servant dans l'armée) ? C'étaient des mots que Hariri n'avait jamais utilisés auparavant. En d'autres termes, ils n'avaient pas été écrits par lui. Comme quelqu'un qui le connaît bien a dit cette semaine, « ce n'était pas lui qui parlait ». En d'autres termes, les Saoudiens avaient ordonné au Premier ministre libanais de démissionner et de lire à haute voix la déclaration de son propre départ depuis Riyad.

Je devrais ajouter, bien sûr, que la femme et la famille de Hariri sont à Riyad, donc même s'il retournait à Beyrouth, il laisserait des otages derrière lui. Ainsi, après une semaine de cette farce politique scandaleuse, on parle même à Beyrouth de demander au frère aîné de Saad Hariri, Bahaa, de siéger au cabinet. Mais qu'en est-il de Saad lui-même ? Certaines personnes ont pu le joindre par téléphone à son domicile de Riyad, mais il n'a dit que quelques mots. « Il dit 'Je reviendrai' ou 'Je vais bien', c'est tout, seulement ces mots, ce qui ne lui ressemble pas du tout », dit quelqu'un qui sait de quoi il parle. Et si Hariri revenait ? Affirmerait-il que sa démission lui avait été imposée ? Les Saoudiens oseront-ils prendre ce risque ?

En toute certitude, Hariri n'avait pas prévu ce qui lui est arrivé. En effet, il avait des réunions prévues à Beyrouth le lundi suivant – avec le FMI, la Banque mondiale et une série de discussions sur l'amélioration de la qualité de l'eau : pas exactement l'action d'un homme qui a prévu de démissionner de son poste de Premier ministre.

Il n'y aura pas de plaintes de Washington ou de Londres, dont le désir de profiter du dépeçage de la compagnie pétrolière Saudi Aramco (un autre projet du prince héritier) étouffera toute velléité de protestation ou de mise en garde. Et compte tenu du ridicule compte-rendu des récents discours du prince héritier dans le New York Times, je soupçonne que même ce vieil organe de presse ne sera pas inquiété par le coup d'État saoudien [même chose pour L'Immonde et la presse française mainstream dans son ensemble]. Car c'est bien de ça qu'il s'agit. MBS a dégommé le ministre de l'Intérieur plus tôt cette année et maintenant il se débarrasse du pouvoir financier de ses adversaires.

Mais les hommes impitoyables peuvent aussi être humbles. Hariri a été autorisé à voir le roi – la raison originale pour laquelle il croyait qu'il se rendait à Riyad – et a même rendu visite cette semaine au prince héritier des Émirats Arabes Unis, un pays allié des Saoudiens qui l'empêcherait de sauter sur un vol à destination de Beyrouth. Mais pourquoi diable Hariri aurait-il voulu aller aux Émirats ? Pour prouver qu'il était encore libre de voyager alors qu'il ne peut même pas retourner dans le pays qu'il est censé gouverner ?

Les Saoudiens peuvent retenir le Premier ministre libanais en otage, mais leur plan apparent de renverser le gouvernement de Beyrouth s'est glorieusement retourné contre eux. Loin de briser le gouvernement et de jeter les ministres du Hezbollah aux chiens, la nation libanaise s'est soudainement réveillée à l'union – contre les Saoudiens.

Le gouvernement libanais a annoncé qu'il n'acceptait pas la déclaration de démission que Saad Hariri a été obligé de lire à Riyad, et des hashtags sont apparus dans plusieurs rues de Beyrouth proclamant « Kul'na Saad » – « Nous sommes tous Saad ». Même les musulmans sunnites du Liban sont furieux contre leurs homologues sunnites d'Arabie Saoudite. Arrêt sur Info

- Liban : la mystérieuse démission de Saad Hariri - Franceinfo

Saad Hariri est attendu la semaine prochaine à Beyrouth pour la fête nationale. Pour Franck Genauzeau, envoyé spécial à Beyrouth (Liban), "les Libanais l'attendent avec beaucoup de questions. Ils ont noté que leur Premier ministre n'a appelé aucun responsable politique libanais pendant son séjour en Arabie Saoudite, mais qu'il l'a fait à l'instant où il a posé le pied en France. Voilà qui relance les spéculations sur sa liberté de parole et sa liberté de mouvement pendant son séjour en Arabie Saoudite. Beaucoup de zones d'ombres entourent sa démission", explique-t-il.

Démission mystérieuse

Au coeur de Beyrouth, le palais du gouvernement observe depuis des décennies les soubresauts de la politique libanaise. Mais jamais il n'avait vu son Premier ministre au centre d'un tel polar diplomatique. Le feuilleton est né début novembre. La veille de sa démission, rien ne laisse présager la décision de Saad Hariri. Son compte Twitter égrène ses rendez-vous. Une photo attire l'attention des experts : une rencontre avec des dignitaires iraniens de haut rang. Cette photo attire-t-elle la colère du rival saoudien ? Saad Hariri annonce rejoindre Riyad pour une réunion de travail. Le lendemain, 4 novembre, il annonce sa démission. Aucun journaliste libanais ne parvient alors à le joindre pour obtenir des explications. Les rumeurs se font insistantes. Le premier ministre serait retenu dans sa villa, privé de ses téléphones. Huit jours de silence radio puis une étrange interview sur la chaîne qui appartient à la famille Hariri. Le premier ministre semble mal a l'aise, fusille un homme du regard et boit verre d'eau sur verre d'eau, clairement éprouvé. La France tente alors une médiation. Il y a dix jours, Emmanuel Macron improvise une escale surprise à Riyad puis envoie Jean-Yves Le Drian et une équipe de diplomates. Paris obtient un accord, mais Jean-Yves Le Drian a dû repousser une visite en Iran et accepter de durcir le ton face à Téhéran. Selon la présidence libanaise, Saad Hariri sera présent la semaine prochaine à Beyrouth. Franceinfo 19 novembre 2017

L'impérialisme ou l'économie de guerre.

- Washington a dépensé 5,6 trillards de dollars en guerres depuis le 11-Septembre - Réseau Voltaire 9 novembre 2017

Selon une étude de la Brown University, les guerres entreprises publiquement par Washington depuis le 11-Septembre 2001 ont coûté 5 600 milliards de dollars au peuple états-unien, soit 23 386 dollars par contribuable. C'est plus de trois fois le coût avoué par le Pentagone.

L'étude ne porte que sur les guerres déclarées contre l'Irak, la Syrie, l'Afghanistan et le Pakistan. Elle ignore les dépenses US liées aux guerres sous-traitées comme celle d'Israël contre le Liban et celle du Royaume-Uni et de la France contre la Libye [1].

[1] United States Budgetary Costs of Post--9/11 Wars Through FY2018 : A Summary of the $5.6 Trillion in Costs for the US Wars in Iraq, Syria, Afghanistan and Pakistan, and Post--9/11 Veterans Care and Homeland Security, Neta C. Crawford, Brown University, November 2017.

(watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2017/Costs%20of%20U.S.%20Post-9_11%20NC%20Crawford%20FINAL%20.pdf)

Ne cherchez plus le lézard.

- Requin-lézard: un monstre préhistorique à 300 dents capturé au Portugal - sputniknews.com

Le personnel de l'Institut portugais de la mer et de l'atmosphère a repêché un requin fabuleux dans les eaux de l'Algarve, la région la plus au sud du Portugal continental. Il s'agit d'une espèce préhistorique rare de requin, le requin-lézard, qui saisissait ses proies en pliant son corps comme un serpent.

L'apparition du monstre de 300 dents, aussi aiguës qu'un rasoir, et de quelque 1,5 mètre de long remonte à des millions d'années, indique le portail Portugal News. Selon les chercheurs portugais, la créature est restée inchangée depuis lors, c'est pourquoi les scientifiques qualifient le requin-lézard de «fossile vivant».

Les requin-lézards ne sont pas très bien étudiés compte tenu du fait qu'ils vivent dans les profondeurs. Ils peuvent être observés dans les océans Atlantique et Pacifique, le long des côtes australiennes, néo-zélandaises et japonaises. sputniknews.com 11.11

ACTUALITE EN TITRES

Mystification.

Catalogne : 750 000 indépendantistes ont manifesté à Barcelone - Franceinfo 11 novembre 2017

Lire l'article : Catalogne : au royaume du fantasme, par Antonio Muñoz Molina - Madrid 14 novembre 2017 (http://www.voltairenet.org/article198798.html)

Tous les arguments historiques cités par les indépendantistes catalans sont faux. Sans exception.

Non, ce n'est pas une rumeur...

Dans les couloirs lors du sommet de l'APEC au Vietnam.

«Je ne connais pas ses habitudes, nous ne nous connaissons pas assez. Le Président des États-Unis se conduit tout à fait amicalement et correctement», a déclaré Vladimir Poutine à des journalistes. «C'est un homme bien élevé et avec qui il est agréable de communiquer et de travailler en commun», a ajouté M.Poutine. sputniknews.com 11.11

S'ils le disent, raison de plus pour ne pas les croire.

En réalité, quotidiennement France Info reprend à la lettre au même titre que l'ensemble des médias les dépêches de l'AFP qui est une fabrique de fake news ou qui relaie les fausses informations qui lui sont transmises par différents canaux situés au-dessus, OTAN, UE, Pentagone, etc.

- L'Agence France Info : priorité au correct - Libération

Créé en 2016, à rebours de la course à l'actualité en continu, ce service interne s'applique à vérifier les sources et les informations des agences et des concurrents pour éviter les erreurs à l'antenne.

Avec une vingtaine d'employés, ce drôle de service, très original dans le paysage français des médias, agit comme un bureau de vérification des faits. Il passe au crible et valide (ou pas) les informations qui tournent ici et là avant qu'elles soient reprises à l'antenne ou mises en ligne sur le site. Estelle Cognacq justifie la démarche sans prendre de gants : «Je ne fais plus confiance aux autres médias.» Même à l'AFP, la grande agence de presse française, qui fournit en nouvelles l'ensemble des médias et que la profession considère comme une référence de fiabilité.

Désormais, la radio ne relaie plus aucune information basée sur une ou plusieurs «sources proches du dossier», selon la formule consacrée dans le milieu. Elle ne le fait que lorsque la source est nommément identifiée. Ou après que l'agence interne de France Info a réussi à la croiser. L'agence ne va quand même pas jusqu'à repasser derrière les reporters de France Info, à l'égard desquels la confiance a valeur de postulat.

En revanche, elle «fact-checke» les collègues de France Inter et France Bleu sur les sujets de police et de justice - l'une des marottes de la radio. Chaque validation débouche sur une dépêche éditée par l'agence, à destination de l'ensemble de la rédaction

et des autres entités de Radio France.

L'agence produit une cinquantaine de dépêches par jour. A l'annonce de son lancement, l'agence avait été accueillie avec scepticisme au sein de la radio. «On nous l'avait présentée comme le moyen de se passer des agences externes comme l'AFP ou Reuters», se rappelle un journaliste de France Info. Une ambition depuis rangée au placard. «C'est impossible tant que l'agence compte 20 personnes», poursuit ce même journaliste

Pour Vincent Giret, directeur de France Info (et ancien numéro 2 de Libération), l'agence «fonctionne très bien. Elle a vocation à renforcer sa position de certification de l'info au sein du média global que devient France Info, en tant que radio, télévision et site internet». Point névralgique de France Info, la structure a été créée pour devenir le point d'entrée et de sortie de tous les flux d'actualité qui arrivent en son sein. Libération 16.10

Stratégie de la déstabilisation, du chaos et de la guerre.

- George Takei, la star de "Star Trek", accusé d'agression sexuelle - Le Huffington Post

- La "Lady Gaga" du Vietnam interpellée pour un slogan injurieux à l'intention de Trump -AFP

Quand se faire du fric à n'importe quel prix a "des bases scientifiques", c'est forcément légitime, ça en impose !

- Légaliser le cannabis, une bonne idée qui prend racine - Liberation.fr

Désormais en place dans plusieurs Etats, la régulation pose des bases scientifiques permettant d'asseoir les bienfaits économiques et sanitaires d'une vente contrôlée par l'Etat. Liberation.fr

Ils osent tout

Parole de banquier.

- Macron: "je ne sais pas ce que ça veut dire "avoir une politique pour les riches"" - AFP

Voilà qu'ils font les poubelles...

- LCI recrute Thierry Solère et Jean-Christophe Cambadélis pour un débat hebdomadaire - Le Huffington Post

Pas besoin, ce papier hygiénique puait déjà la haine à plein nez.

- Charlie Hebdo accuse Edwy Plenel d'attiser la haine envers le journal - LeParisien.fr

- Theresa May dénonce les "actes hostiles" de la Russie - AFP

- Exposition, theâtre: l'art militant de Pussy Riot célébré à Londres - AFP

Pussy Riot, le groupe contestataire russe devenu l'ennemi juré du président Vladimir Poutine, débarque à Londres avec une exposition et une pièce de théâtre immersif racontant l'effroyable expérience carcérale vécue par deux de ses membres dans les geôles russes. AFP 16.10

Complaisance et provocation...

- Un dirigeant de l'opposition vénézuélienne s'exile en Espagne - Reuters

Antonio Ledezma, l'un des chefs de file de l'opposition vénézuélienne qui vivait en résidence surveillée depuis son arrestation pour complot en février 2015, a fui vendredi en Colombie avant de gagner l'Espagne par avion. Reuters

Donc avec la complicité des autorités colombiennes à la solde de Washington...

- Corée du Nord : l'examen médical d'un transfuge montre les conditions de vie effroyables du pays - Atlantico.fr

Voilà comment l'ensemble des Coréens du Nord sont bourrés de parasites ! A bombarder !

- L'EI n'a pas disparu, mais son rêve d'Etat, si - AFP

Quel dommage !

- Record pulvérisé pour un de Vinci adjugé 450,3 millions de dollars - AFP

Il faut bien que s'enrichir serve à quelque chose...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Le régime syrien reprend le contrôle quasi total de Boukamal, dernier fief urbain de l'EI - AFP

L'armée syrienne et ses alliés ont progressé samedi à Boukamal, reprenant le contrôle de la quasi totalité du dernier bastion urbain contrôlé par le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Les forces du régime syrien, le Hezbollah libanais, les Gardes de la révolution iraniens ainsi que les milices irakiennes ont pris samedi le contrôle de plus de 80% de Boukamal, après une vaste offensive entamée vendredi soir", a déclaré à l'AFP le directeur de l'Observatoire, Rami Abdel Rahmane, précisant que les combats se poursuivaient.

Depuis les airs, les avions de l'allié russe couvraient l'avancée par d'intenses bombardements. Au sol, les troupes progressaient avec précaution pour éviter le scénario d'un retrait face à une contre-offensive de l'EI, toujours selon l'OSDH.

Samedi, la télévision d'Etat syrienne diffusait des images de Boukamal d'où s'échappait une colonne de fumée et où résonnait le bruit d'explosions.

En 2014, à l'issue d'une percée fulgurante, les jihadistes s'étaient emparés de près de la moitié de la Syrie et près d'un tiers du territoire irakien, et avaient proclamé un "califat" à cheval entre ces deux pays.

Trois ans plus tard, l'EI a perdu quasiment tous les territoires dont il avait pris le contrôle. AFP 18 novembre 2017

Une bonne nouvelle qui passera inaperçue, cherchez l'erreur...

Zimbabwe

- Zimbabwe : des milliers de manifestants pour la démission de Robert Mugabe - Franceinfo

Des milliers de Zimbabwéens se sont rassemblés dans les rues de la capitale pour manifester leur soutien aux militaires désireux de pousser le président Robert Mugabe, au pouvoir depuis 37 ans, vers la sortie.

À 93 ans, le chef de l'État accusé de despotisme est de plus en plus isolé. Placé en résidence surveillée, il a été aperçu le 17 novembre lors d'une remise de diplômes universitaires. Son règne semble toucher à sa fin, même ses anciens compagnons de la guerre d'indépendance demandent aujourd'hui son départ ainsi que celui de sa femme, Grace Mugabe, 52 ans, qu'il préparait à sa succession. Les manifestations qui traversent le pays sont d'une ampleur inédite depuis l'indépendance en 1980. Aujourd'hui, un sentiment nouveau de liberté souffle sur le pays. Le parti du président doit se réunir le 19 novembre pour évoquer la démission du plus vieux chef d'État encore actif.

Haut de page

Le 26 novembre 2017

CAUSERIE

La causerie d'aujourd'hui couvre la semaine du 19 au 26 novembre. Ce sera sans doute une des dernières.

- Causerie au format pdf (38 pages)

Chacun admet que la situation est grave et nauséabonde. Petit à petit les gens sont en train de se rendre compte que la civilisation humaine est en train de s'effondrer. Mais la plupart en ignore l'origine et comment cela peut se produire.

Ils sont les acteurs de leur propre perte sans en avoir réellement conscience parce qu'ils sont manipulés et refusent le plus souvent de l'admettre, ils ne comprennent pas quel intérêt des gens auraient-ils de vouloir nuire à leurs intérêts, parce qu'ils ne parviennent pas à imaginer qu'un besoin insatiable de pouvoir ou de puissance puisse les animer et se confond avec leur raison d'être, dont le système économique capitaliste constitue leur support.

Cette causerie leur est destinée. Etant particulièrement longue et dense, je conseille aux lecteurs de la télécharger et de la lire tranquillement. Elle présente l'avantage de s'inscrire dans une stratégie politique destinée à combattre nos ennemis sur tous les fronts à la fois, de manière à briser un par un tous les obstacles qui empêchent de cerner, puis de comprendre que tous les acteurs ou toutes les institutions qui détiennent du pouvoir mènent le même combat politique contre les classes exploitées et opprimées pour les contraindre à vivre dans une société et un monde de plus en plus injuste et cynique, de telle sorte qu'elles abandonnent définitivement l'espoir ou l'idéal de vivre dans une société ou un monde meilleur et plus juste que seul le socialisme peut incarner.

Ceux qui estiment que la lutte des classes se situeraient uniquement sur le plan politique illustrent eux-mêmes que décidément ils n'ont rien appris ou compris, qu'ils appartiennent à un monde qui n'existe plus et que le combat politique a pris une autre dimension. Ce que nos ennemis ne peuvent obtenir de l'extérieur, ils s'emploient à l'obtenir de l'intérieur.

Par exemple, s'ils n'ont pas encore réussi à liquider la Sécurité sociale, en réduisant ses moyens de fonctionnement ils l'étouffent à petit feu, jusqu'au jour où totalement épuisée le basculement se produira pour ainsi dire naturellement ou sera souhaité comme un soulagement et sa privatisation sera enfin réalisée. C'est également de cette manière en employant d'autres procédés qu'ils ont réussi à pourrir le mouvement ouvrier de l'intérieur, sans même avoir besoin d'employer la force, les militants tout comme les assurés sociaux étant devenus les principaux acteurs de leur propre perte. Et ceux qui passent la plupart de leur temps devant un écran sont en train de s'autodétruire sans que personne ne les y oblige.

Si l'issue à la crise du capitalisme demeure politique, si tout ramène effectivement à la politique, et à l'économie il faut préciser, si le combat et l'organisation politique restera le facteur déterminant l'orientation de la société et l'avenir de l'humanité, ce n'est certainement pas en réduisant l'ensemble des composantes de la situation strictement ou uniquement à la politique qu'on parviendra à briser les obstacles qui nous empêchent de construire le parti indispensable pour entraîner les masses au combat politique et vaincre nos ennemis. Telle est du moins ma conviction.

Et c'est parce notre combat sera âpre et long, semé d'embûches, qu'il doit être mené sur tous les fronts et sans concession à nos ennemis. C'est le seul moyen pour ne pas fléchir, hésiter, douter, chercher des raccourcis, se démoraliser, perdre patience, sombrer dans le populisme, y laisser notre âme comme aurait dit Marx.

L'armement ou l'argumentation théorique et politique ne suffisent pas ou sont impuissants face à des cerveaux qui ont été formatés pour fonctionner d'une certaine manière à leur insu, de telle sorte que si on ne démonte pas et on ne dénonce pas les mécanismes psychologiques et les instruments qui ont servi à leur conditionnement, les rapports des travailleurs au monde extérieur, à la réalité, à leur propre condition demeureront faussés.

Ces instruments ont atteint un tel degré de perfectionnement, qu'ils sont dorénavant en mesure d'agir si profondément sur l'équilibre mental d'une personne ou d'une population, au point de créer des désordres psychologiques dans certains cas irréversibles qui se traduisent par des comportements qu'ils ne peuvent pas contrôler.

Nous commencerons par là notre causerie, bonne lecture et réflexion surtout.

Comment fonctionne la désinformation.

- Puissance et dangers de la désinformation par Eric Woillez, doctorant en physique à l'ENS de Lyon - 10 novembre 2017 - Arrêt sur Info

L'idée d'utiliser la désinformation à des fins militaires est très ancienne. L'art de la guerre (VIe ou IVe siècle av. J.C.) [5] du

général chinois Sun Tzu est le premier ouvrage connu à donner les principes fondamentaux de la désinformation. Le général Sun Tzu voyait dans la désinformation une technique de guerre efficace: “L’art suprême de la guerre, c’est de soumettre l’ennemi sans combattre”. Celui-ci résume sa théorie en quelques grands principes qui eurent une influence considérable et servirent de références aux stratèges futurs qui voulurent pratiquer la désinformation (voir le tableau ci dessous). Nous voyons donc que la désinformation fut dès l’origine une technique de guerre, destinée à détruire l’adversaire avec un minimum de forces.

La pratique de la désinformation est restée balbutiante dans les siècles qui suivirent par manque de moyens techniques. La situation devait changer substantiellement à l’époque moderne avec l’arrivée des médias de masse, l’invention de l’imprimerie, de la TSF et l’apparition de journaux quotidiens. L’opinion publique prit aussi un rôle croissant dans la vie politique, d’où la tentation bien naturelle pour certains individus ou groupes de s’en emparer et de s’en servir à leurs propres fins. (...)

Notons simplement pour conclure cette section que la désinformation a acquis de plus en plus d’efficacité grâce à l’apparition d’internet et des réseaux sociaux. Elle n’est plus du tout le privilège d’états puissants et de leur services spéciaux. Les opérations de désinformation – aussi appelés montages- sont parfois menées par des agences privées contre rétribution d’un client qui préfère rester dans l’ombre.

Une opération de désinformation n’a pas de schéma fixe puisqu’elle doit impérativement s’adapter au contexte social et politique et aux possibilités techniques. Nous allons cependant essayer de décrire la conception d’une opération dans ses grandes lignes.

Elle commence sous l’impulsion d’un client qui est le financeur et le bénéficiaire de l’opération. Ce client peut être aussi bien une compagnie privée qu’un état ou un homme politique. Comme le client reste généralement dans l’ombre, il est toujours très difficile de savoir qui a lancé une campagne de désinformation.

Le client s’adresse alors à un agent, c’est un professionnel qui est responsable de l’ensemble de l’opération de désinformation. Les agents furent souvent les services secrets lorsque l’opération était lancée par un état, mais aujourd’hui des agences de communication spécialisées peuvent parfaitement assurer ce rôle.

S’il souhaite réussir, l’agent doit obligatoirement faire une bonne étude de marché pour concevoir une campagne qui a des chances d’être bien acceptée par le public. Ceci l’amènera à bien choisir le support et le thème de la désinformation. Le but est toujours d’amener le public à croire à la désinformation, il faut donc que les supports aient l’air aussi vrais que possible. Toutefois la désinformation ne s’adresse qu’en surface à l’intelligence du public qu’elle prétend induire en erreur; en profondeur elle s’adresse à sa sensibilité: ”visez les tripes “ disait Goebbels. Aussi si le thème n’est pas entièrement rationnel, il a des chances d’être mieux accepté, car -ne l’oublions pas- les passions sont toujours plus fortes en l’Homme que les convictions.

Enfin, l’opération de désinformation utilise plusieurs relais pour diffuser le thème choisi. Le message est ensuite amplifié par les caisses de résonances. Les caisses de résonances sont en général de bonne foi, elles croient vraiment au message qu’elles relaient et sont de ce fait d’autant plus convaincantes. On peut comparer la situation à un instrument de musique: le thème de la désinformation, s’il est choisi avec une bonne fréquence, va entrer en résonance et s’amplifier grâce au soutien des médias et du public, jusqu’à devenir une véritable symphonie désinformante.

L’épisode du cheval de Troie est décrit dans Virgile comme une astucieuse ruse de guerre, mais l’épisode peut se voir aussi comme l’allégorie d’une opération de désinformation réussie. (...)

...l’opération a parfaitement réussi car elle a abouti à l’autodésinformation. Il n’est plus besoin d’aucune influence extérieure pour entretenir le thème, il est alimenté directement par l’opinion publique.

Comment concrètement concevoir une opération de désinformation? Les possibilités sont infinies, elles s’adaptent au contexte et à la mentalité du temps. Cependant, on peut déterminer quelques grandes manières ”classiques “ de désinformer, que nous présentons ici sans prétendre être exhaustifs.

Il est en général difficile de nier totalement une réalité, surtout lorsqu’elle est déjà connue du public. Il est donc judicieux de présenter des affirmations en mélangeant le vrai et le faux. Comme une partie des affirmations est vraie et reconnue publiquement, cela donnera confiance à l’auditoire et celui-ci pensera naturellement que l’ensemble des affirmations est vrai. (...)
Le désinformateur peut aussi modifier les circonstances de l’évènement ou passer sous silence une partie des informations. (...)

Nous laissons au lecteur le plaisir de compléter cette liste de techniques à loisir, interprétation sous-jacente des faits, modification ou suppression des motifs, donner des parts inégales aux adversaires, etc… Aucune affirmation n’est abusive en désinformation, il suffit qu’elle soit adaptée à l’auditoire. On observe même des occasions où il est judicieux d’inverser totalement la réalité : ”plus c’est gros, plus ça passe “ est également un principe fondamental de la désinformation.

Les médias comme caisses de résonance

Dans notre société, il est très facile de trouver les caisses de résonance pour diffuser de la désinformation, ce sont les médias, internet, les réseaux sociaux. Plusieurs facteurs contribuent à en faire des instruments très puissants de désinformation. Il y a d'abord le fait que le public est très réceptif à une information écrite ou visuelle. "c'est vrai puisque je l'ai vu " est souvent notre premier réflexe face à une information visuelle. Or une image se manipule à volonté aussi bien qu'un texte écrit, en jouant sur le cadrage, en la sélectionnant soigneusement, ou tout simplement en la fabriquant par un montage. Si l'opérateur sait s'y prendre, elle peut contenir une charge émotive très forte ce qui en fait un objet idéal pour s'adresser aux passions de l'Homme. N'oublions pas que les buts du désinformateur et ceux du journaliste se recoupent en un point: ils sont l'un et l'autre amenés à créer une émotion. Pour le désinformateur, c'est l'émotion qui entraînera les actions qu'il veut provoquer, et pour le journaliste, l'émotion se vend toujours mieux que le renseignement.

Un autre aspect des médias favorise grandement le désinformateur. Les médias ont une forte tendance à se copier les uns les autres, à parler de "ce dont on parle " et à créer ainsi des bouffées éphémères d'informations. Il y a bien sûr des émissions ou des journaux considérés comme les plus importants et au pas de qui les autres ont tendance à se mettre. Lorsqu'un nouveau sujet sort, on observe souvent que l'ensemble des médias s'y concentre rapidement, tel un orchestre qui brode à l'unisson sur le même thème, lequel est ensuite relégué dans l'oubli lorsque le public commence à se lasser. Ce phénomène d'amplification rapide d'un sujet est à l'avantage du désinformateur qui pourra ainsi facilement créer dans le public une sorte de psychose collective.

Il pourrait alors être tentant de ne lire que des journaux "sérieux " qui affichent une volonté d'objectivité. En réalité, rien n'est plus favorable à la désinformation que l'objectivité d'apparence [7] . Il faut absolument prendre conscience qu'une information est nécessairement biaisée. Un fait n'est pas une information. Les médias ne donnent jamais des faits, ils donnent des informations. Lorsque le biais n'est pas ouvertement déclaré, il intervient de façon bien plus subtile dans les détails de l'information: mise en page, choix de l'information délivrée, utilisation d'adjectifs valorisants ou dépréciatifs, dessin humoristique, avis de la rédaction… Tous ces petits détails sont des techniques d'influence d'autant plus efficaces qu'elles amènent l'auditeur à croire à ce qu'il lit. L'objectivité d'apparence amène donc à interpréter l'information, non directement, mais par des moyens détournés, exactement ce que recherche le désinformateur lui-même

La logomachie et la langue de bois

La logomachie, i.e bataille à coup de mots, et la langue de bois [6] sont deux procédés distincts de désinformation, mais tous deux ont pour objectif d'attaquer le vocabulaire et la façon de parler pour mieux désinformer. Ces procédés se fondent sur le principe que la pensée est impuissante sans parole et qu'un certain vocabulaire condamne non seulement au mensonge exprimé mais aussi au raisonnement tordu. Le but consiste à créer au sens propre une nouvelle langue, en choisissant avec soin un nouveau vocabulaire, afin que tout discours devienne désinformant, même sans mauvaises intentions de la part de celui qui le prononce.
La langue de bois appauvrit le vocabulaire en ne retenant que les mots et expressions qui servent la cause choisie.
Un appauvrissement du vocabulaire a comme répercussion immédiate un appauvrissement de la pensée. Aussi, lorsque la langue de bois est solidement installée, même un individu voulant penser autrement que la pensée dominante sera automatiquement limité et recadré par l'usage du vocabulaire. La langue de bois fait sien l'aveu de Goebbels: "Nous ne parlons pas pour dire quelque chose, mais pour obtenir un certain effet ".

La logomachie, elle, va créer de nouvelles expressions pour porter un jugement de valeur sur l'adversaire. (...)

La cible: l'opinion publique

La cible de la désinformation est, par définition, l'opinion publique. La désinformation joue de la paresse intellectuelle de l'Homme, et utilise le fait que la cible se laisse désinformer. Elle ne peut aboutir sans l'acquiescement de ceux qu'on vise. Nous l'avons vu dans la section 2, les Grecs ont bâti le cheval de Troie, mais la ruse aurait été vaine si les Troyens ne l'avaient eux-mêmes introduit dans la ville. Pour obtenir facilement cet acquiescement, la désinformation s'adresse aux passions de l'Homme, et particulièrement à la haine ou à la peur. Une opération de désinformation consiste souvent à donner d'abord à la cible des préjugés qui seront favorables à la future campagne de désinformation, puis à lancer cette campagne. Par exemple, on créera ou on accroîtra l'hostilité que telle population peut éprouver pour l'ennemi qu'on veut lui donner. Une opération de désinformation crée presque toujours deux camps, les bons et les mauvais. Elle vise à dire le plus de mal possible de l'ennemi, à le noircir de sorte qu'il apparaît comme totalement mauvais: c'est le procédé de diabolisation. C'est un procédé extrêmement vicieux, car nous le savons bien, aucun groupe d'humains, aucun individu n'est totalement bon ou mauvais, la réalité est toujours plus subtile que cette vision manichéenne. Mais il est tellement plus confortable d'avoir un ennemi clairement défini, qui joue le rôle de bouc émissaire, et que l'on peut haïr et mépriser sans retenue. Retenons que l'information ne va jamais sans une déformation, hélas toujours dans le sens d'une simplification moralisatrice.

L'opération de désinformation est réussie lorsqu'elle crée dans le public une quasi-unanimité de caractère psychotique. Le public est alors dans un état irrationnel qui le pousse à ne plus voir que ce qui va dans le sens de la désinformation, à en rajouter en se désinformant lui-même. Lorsque cette psychose est atteinte, le désinformateur n'a plus besoin d'agir car le désinformé devient lui-aussi désinformateur et amplifie l'opération. L'Homme possède en lui un instinct grégaire qui le conduit à penser avec la masse, à créer une sorte de pensée unique rassurante parce qu'elle est partagée par tous. Ce type de terrain favorise la désinformation puisqu'il a tendance à éliminer ceux qui pensent autrement. Le "Dites-leur ce qu'ils veulent entendre. " de Lénine résume en peu de mots l'essence même de la désinformation.

Que faire?

Il faut d'abord prendre conscience d'une chose: il n'existe pas d'information vraie, objective, décrivant parfaitement la réalité. C'est pourquoi il est inutile de tomber dans la paranoïa en voyant des opérations de désinformation dès qu'une information est biaisée ou mensongère. La prudence et la réserve bien légitime que l'on doit avoir vis-à-vis de l'information ne doit pas nous conduire à une théorie du complot, ce serait de la désinformation au second degré. De même, les médias ne sont pas nécessairement désinformants, ils jouent leur rôle de relais de l'information et ne portent pas à eux seuls la responsabilité des opérations de désinformation. Ne l'oublions pas, c'est l'acquiescement et la paresse intellectuelle de la cible qui fait aboutir l'opération de désinformation.

Cependant une opération de désinformation se repère assez facilement lorsqu'on est sur ses gardes: il y a anguille sous roche quand des journaux, même de bords opposés, se trouvent d'accord jusqu'aux détails près, quand plus personne n'ose soutenir publiquement une thèse contraire à la thèse dominante. On observe alors que les médias peuvent diffuser des informations grossièrement fausses ou absurdes avec le plus grand sérieux, sans même se rendre compte du ridicule de la situation. Et lorsqu'une désinformation flagrante est en cours, il faut la combattre farouchement et intelligemment.

En fin de compte, la désinformation doit questionner notre honnêteté intellectuelle. Il est tentant dans un conflit d'idées de vouloir faire triompher les siennes, en utilisant tous les moyens possibles, y compris le mensonge. Et d'un autre côté, refuser de considérer avec attention les arguments adverses de peur d'être mis en tort, car il est tout aussi difficile de reconnaître et d'accepter ses erreurs lorsque la vérité apparaît clairement. La désinformation impose à chacun d'entre nous de faire ce choix crucial: "Est-il plus important de faire triompher mes idées ou de chercher la vérité? " Arrêt sur Info 10.11

Le plus important ne serait-il pas plutôt que mes idées soient conformes à la vérité ? Ce qui implique de l'avoir chercher et de l'avoir trouvée.

Dans le même registre ou exercice pratique.

Manipulation des consciences. Mode d'emploi.

- Au Milipol, la torture tient salon - liberation.fr

Qui est à l'origine de l'info, qui donne l'info, qui vise qui ?

Libération ou l'oligarque Drahi dénoncerait la torture, pour un peu ses amis du complexe militaro-industriel-financier, vous y croyez vraiment ? Invraisemblable, n'est-ce pas ?

Qui visait cet article, quel était véritablement son objet ? Les armes fabriquées par les puissances occidentales et vendues aux monarchies du Golfe pour ensuite approvisionner Daesh, Al-Nosra, Al-Qaïda, les troupes supplétifs de l'OTAN et du Pentagone qui massacrent les peuples du Moyen-Orient ? Pas vraiment, des fabricants chinois d'instruments de torture.

Les bombes au phosphore, à fragmentation, à l'uranium appauvri et autres saloperies du même genre employées au Yémen par l'Arabie saoudite, à Gaza par Israël ou en Irak, en Syrie, en Afghanistan, en Somalie par les Etats-Unis étant tout à fait légales et respectables, au moins elles servent une bonne cause, la démocratie ou elles visent un ennemi commun à la France : l'Iran, les chiites auxquels sont alliés la Chine et la Russie.

Pour ne pas se mouiller ou couvrir Drahi, ils vont faire appel à l'une de leurs officines qui présente l'avantage d'avoir une étiquette humaniste, donc un acteur a priori crédible pour traiter ce genre de sujet.

C'est un chercheur d'Amnesty International qui l'a découvert, mardi. «Il y avait des "bracelets" qui envoient des décharges électriques», décrit Aymeric Elluin. Du matériel de «contrainte physique» dont l'Union européenne a proscrit l'importation et l'exportation en 2006, l'exposition ou même la promotion en 2016.

Sous la fière affiche «China Pavillon», l'entreprise Origin Dynamic a pourtant exposé ses «bracelets» électriques, qui s'attachent aux cuisses.

En plus d'exposer son attirail, Origin Dynamic faisait la promotion d'autres instruments tout aussi proscrits par l'UE. Une brochure vantait notamment sa «spike electric shock riot fork», sorte de longue fourche administrant des décharges électriques. Dans une brochure de l'exposant China Pioneer, le chercheur d'Amnesty a découvert une matraque couverte de piques. liberation.fr 23 novembre 2017

Au passage ils en profitent pour peaufiner l'image de l'UE qui a soutenu toutes les guerres de l'OTAN, le coup d'Etat néonazi de Kiev, etc. Qu'on se le dise, la menace qui pèse sur les peuples et la paix, c'est la Chine, pas l'UE, pas l'impérialisme français, américain, britannique, allemand, italien, espagnol, israélien, CQFD.

Comment ils captent votre attention.

Vous constaterez que c'est une obsession chez eux. Lire la causerie précédente où nous avons abordé les moyens de la réduire à l'aide d'agents chimiques tels que le chlorure, le bromure et le fluor qui interfèrent avec la molécule d'iode indispensable au cerveau pour que l'homme développe cette faculté.

On est en droit de penser que le développement des sciences peut favoriser l'apparition d'applications criminelles qui peuvent mettre en péril le destin de l'humanité ou lui porter gravement atteinte. C'est en fait un constat.

- Nos esprits peuvent être piratés : Les initiés craignent une dystopie du smartphone par Paul Lewis - Arrêt sur Info 06.10

https://www.les-crises.fr/nos-esprits-peuvent-etre-pirates-les-inities-craignent-une-dystopie-du-smartphone-par-paul-lewis/

Les employés de Google, Twitter, Facebook qui ont aidé à rendre la technologie tellement addictive, se déconnectent eux-mêmes d'internet. Reportage de Paul Lewis sur les refusniks de la Silicon Valley qui s'alarment d'une course à l'attention humaine.

Justin Rosenstein avait bricolé le système d'exploitation de son ordinateur portable pour bloquer Reddit, il s'est retiré de Snapchat, qu'il compare à de l'héroïne, et s'est imposé des limites à son utilisation de Facebook. Mais même cela ne suffisait pas. En août, le manager technique de 34 ans a pris une mesure plus radicale pour restreindre son utilisation des réseaux sociaux et d'autres technologies addictives.

Rosenstein a acheté un nouvel iPhone et a demandé à son assistant d'installer un moyen de contrôle parental pour l'empêcher d'installer n'importe quelle application.

Il était particulièrement conscient de l'attrait des « like » de Facebook qu'il décrit comme « des signaux brillants de pseudo-plaisir », pouvant être aussi vides que séduisants. Et Rosenstein devait être au courant : Il a été le premier développeur de Facebook qui a créé le bouton « like ».

Une décennie après qu'il soit resté toute une nuit à coder le prototype de ce qui était alors appelé le « bouton génial », Rosenstein appartient à un groupe d'hérétiques petit, mais grandissant, à la Silicon Valley qui se plaint de la montée d'un soi-disant « marché de l'attention » : un internet conçu pour les exigences du marché de la publicité.

Ces « refusniks » sont rarement les fondateurs ou les directeurs, qui sont peu enclins à se détourner du mantra de leurs entreprises sur le fait de « faire un monde meilleur ». Au contraire, ils touchent plutôt les gens quelques échelons plus bas dans l'échelle de l'entreprise : designers, développeurs, chefs de produits qui, comme Rosenstein il y a quelques années, ont mis en place la construction d'un monde numérique duquel ils essayent maintenant de se dégager. « C'est très commun », dit Rosenstein, « pour des humains de développer quelque chose avec les meilleures intentions, et qui se révèlent avoir pour eux des conséquences négatives inattendues ».

Rosenstein, qui a aussi contribué à développer Gchat durant un passage chez Google et qui maintenant dirige une société basée à San Francisco, qui accroît la productivité, paraît le plus concerné par les effets psychologiques sur les gens qui, comme le montrent des études, touchent, glissent ou tapent 2617 fois par jour.

C'est un problème grandissant que, aussi bien que les usagers accros, la technologie contribue à une sorte « d'attention partielle continue », limitant sévèrement la capacité des gens à se concentrer et peut même abaisser le QI. Une étude récente a montré que la seule présence de smartphones endommage la capacité cognitive – même si l'appareil est éteint. D'après Rosenstein, « Tout le monde est distrait, tout le temps ».

Mais ces soucis sont triviaux comparés à l'impact dévastateur sur le système politique dont certains des pairs de Rosenstein pensent que cela peut être attribué à la montée des réseaux sociaux et au « marché de l'attention » qui les mènent. (...)

En 2017, Rosenstein faisait partie d'un petit groupe d'employés de Facebook qui ont décidé de créer une voie de moindre résistance – un seul clic – pour « envoyer des petits bouts de positivité » dans la plateforme. Le « like » de Facebook a eu, selon Rosenstein, « un succès exceptionnel » : l'implication est montée en flèche comme les gens adoraient la stimulation brève qu'ils avaient en donnant et recevant une affirmation sociale, alors que Facebook collectait des données précieuses sur les usagers et leurs préférences pour les vendre aux publicitaires. L'idée a vite été copiée par Twitter avec son « like » en forme de cœur (avant c'était un « favoris » en forme d'étoile), Instagram et de très nombreuses autres applications et sites web.

Ce fut la collègue de Rosenstein, Leah Pearlman, alors chef de produits à Facebook et dans l'équipe qui a créé le « like » de Facebook, qui a annoncé cette fonction dans un post du blog en 2009. A présent, à 35 ans et illustratrice, Pearlman a confirmé par e-mail qu'elle aussi, s'est retrouvée à ne pas aimer le « like » de Facebook et autres boucles de feedback addictifs. Elle a installé un plug-in sur son navigateur qui supprime ses fils d'actualité Facebook, et elle a engagé un manager de réseau social pour contrôler sa page Facebook à sa place.

Justin Rosenstein, l'ancien développeur de Google et Facebook qui a contribué à créer le bouton « like » : Tout le monde est distrait, tout le temps.

« Je pense qu'il y a une raison particulièrement importante pour que nous en parlions à présent, c'est que nous sommes peut-être la dernière génération à se souvenir de la vie d'avant », déclare Rosenstein. Il est peut-être significatif que Rosenstein, Pearlman, et la plupart des initiés technologiques qui remettent en question le « marché de l'attention », soient dans la trentaine, membres de la dernière génération qui peuvent se souvenir d'un monde dans lequel les téléphones étaient branchés dans le mur.

C'est révélateur que beaucoup de ces jeunes techniciens se sèvrent eux-même de leurs propres produits, et envoient leurs enfants dans les écoles d'élites de la Silicon Valley où les iPhones, iPads et même les ordinateurs portables sont interdits. Ils semblent s'en tenir aux paroles de Biggie Smalls [Notorious BIG, rapper assassiné, NdT] de leur propre jeunesse sur les dangers de revendre du crack et de la cocaïne : Ne jamais se défoncer avec son propre stock.

Un matin d'avril de cette année, des designers, des programmeurs et des entrepreneurs de partout dans le monde se réunissaient dans un centre de conférence sur la côte de la baie de San Francisco. Ils avaient payé chacun 1700 dollars pour apprendre à manipuler les gens dans l'utilisation habituelle de leurs produits, au cours d'une conférence bien sûr organisée par Nir Eyal.

Eyal, 39 ans, l'auteur de Hooked : How to Build Habit-Forming Products, [L'hameçonnage, ou comment concevoir des produits qui rendent dépendant, NdT] a passé plusieurs années à conseiller l'industrie de la technologie, enseignant les techniques qu'il a développées en étudiant de près le fonctionnement des géants de la Silicon Valley.

« Les technologies que nous utilisons sont devenues des obsessions, sinon des dépendances à part entière », écrit Eyal. « C'est le besoin de vérifier la réception d'un message. C'est l'attrait de se rendre sur YouTube, Facebook ou Twitter pendant quelques minutes, pour ensuite se retrouver à tapoter et à faire défiler une heure plus tard ». « Rien de tout cela n'est accidentel », écrit-il. « C'est exactement ce que leurs concepteurs voulaient ».

Il explique les subtiles astuces psychologiques qui peuvent être utilisées pour inciter les gens à développer des habitudes, comme varier les récompenses qu'ils reçoivent pour créer une « besoin », ou exploiter des émotions négatives qui peuvent agir comme « déclencheurs ». « Les sentiments d'ennui, de solitude, de frustration, de confusion et d'indécision provoquent souvent une légère douleur ou irritation et incitent à agir presque instantanément et souvent sans réfléchir, pour apaiser la sensation négative », écrit Eyal.

Les participants de l' Habit Summit de 2017 ont peut-être été surpris quand Eyal a annoncé sur scène que le discours d'ouverture de cette année portait sur « quelque chose d'un peu différent ». Il voulait répondre à l'inquiétude grandissante selon laquelle la manipulation technologique était nuisible ou immorale. Il a dit à son auditoire de faire attention à ne pas abuser de la notion de persuasion, et de se méfier de franchir une ligne en faisant appel à la coercition.

Mais il défendait les techniques qu'il enseigne et dédaignait ceux qui comparent la dépendance technologique aux drogues. (...)

Eyal confie les mesures qu'il a prises pour protéger sa propre famille. Il a installé dans sa maison une minuterie branchée à un routeur qui coupe l'accès à Internet à une heure fixe tous les jours. « L'idée est de se rappeler que nous ne sommes pas impuissants », a-t-il dit. « Nous avons le contrôle. »

Mais l'avons-nous vraiment ? Si les gens qui ont construit ces technologies prennent des mesures aussi radicales pour se sevrer en toute liberté, peut-on raisonnablement s'attendre à ce que nous autres exercions notre libre arbitre ?

Pas d'après Tristan Harris, un ancien employé de Google âgé de 33 ans, qui a critiqué l'industrie des technologies. « Nous sommes tous branchés à ce système », dit-il. « Tous nos pensées peuvent être détournées. Nos choix ne sont pas aussi libres que nous le croyons. »

Harris, qui a été considéré comme « un spécialiste de la Silicon Valley », insiste sur le fait que des milliards de personnes n'ont guère le choix d'utiliser ces technologies désormais omniprésentes et ignorent en grande partie la manière invisible dont un petit nombre d'habitants de la Silicon Valley façonnent leur vie.

Diplômé de l'Université de Stanford, Harris a étudié sous la direction de BJ Fogg, un psychologue comportemental respecté dans

les cercles technologiques pour sa maîtrise des façons dont le design technologique peut être utilisé pour persuader les gens. Beaucoup de ses étudiants, y compris Eyal, ont fait carrière dans la Silicon Valley.

Tristan Harris, ancien employé de Google, critique maintenant l'industrie de la technologie : « Nos choix ne sont pas aussi libres que nous le pensons ».

Harris est l'étudiant qui a tourné voyou ; un lanceur d'alerte en quelque sorte, il dévoile les vastes pouvoirs accumulés par les entreprises technologiques et la façon dont elles utilisent cette influence. « Une poignée de personnes, travaillant dans une poignée d'entreprises technologiques, grâce à leurs choix, guideront ce qu'un milliard de personnes pensent aujourd'hui », a-t-il déclaré lors d'une récente conférence TED [Technology, Entertainment and Design, série de conférences destinées à propager des idées, NdT] à Vancouver.

« Je ne connais pas de problème plus urgent que celui-ci », déclare Harris. Ce dernier s'est fait connaître au public en donnant des conférences, en rédigeant des articles, en rencontrant des législateurs et en faisant campagne pour la réforme après trois ans de lutte pour le changement au sein du siège social de Google Mountain View.

Tout a commencé en 2013, alors qu'il travaillait comme chef de produit chez Google. Il a fait circuler une note de service stimulante, A Call To Minimise Distraction & Respect Users'Attention [Un appel pour minimiser la distraction et respecter l'attention des utilisateurs] à 10 collègues proches. Il a trouvé un terrain d'entente, qui s'est propagé à quelque 5 000 employés de Google, y compris des cadres supérieurs, qui ont récompensé Harris avec un nouvel emploi au titre ronflant : il devait être l'éthicien du design interne de Google et le philosophe des produits.

Avec le recul, Harris constate qu'il a été promu à un rôle mineur. « Je n'avais pas du tout de structure de soutien social », dit-il. Il ajoute : « Je devais m'asseoir dans un coin pour réfléchir, lire et comprendre. »

Il a exploré comment LinkedIn exploite un besoin de réciprocité sociale pour élargir son réseau ; comment YouTube et Netflix lancent automatiquement les vidéos et leurs épisodes suivants, privant les utilisateurs d'un choix de continuer à regarder ou non ; comment Snapchat a créé sa fonction Snapstreaks addictive, encourageant la communication quasi-constante entre ses utilisateurs, en majorité des adolescents.

Les techniques utilisées par ces entreprises ne sont pas toujours les mêmes : l'algorithme peut s'adapter à chacun en particulier. Par exemple, un rapport interne de Facebook a révélé cette année que l'entreprise peut identifier les adolescents qui se sentent « fragiles, inutiles et manquant de confiance ». Une information aussi détaillée, ajoute Harris, est « un modèle parfait de ce que l'on peut faire pour agir sur quelqu'un en particulier ».

Les entreprises de technologie peuvent exploiter ces vulnérabilités pour garder les gens branchés ; manipuler, par exemple, les gens qui reçoivent des « like » pour leurs posts, s'assurer qu'ils arrivent lorsqu'une personne est susceptible de se sentir vulnérable, qu'elle a besoin d'approbation ou qu'elle s'ennuie. Et les mêmes techniques peuvent être vendues au plus offrant. « Il n' y a pas d'éthique », dit-il. Une entreprise qui paye Facebook pour utiliser ses leviers de persuasion pourrait être une entreprise automobile ciblant des publicités sur mesure pour différents types d'utilisateurs qui veulent un nouveau véhicule. Ou bien il pourrait s'agir d'une ferme troll basée à Moscou qui cherche à orienter les électeurs d'un comté en ballottage comme le Wisconsin.

Harris croit que les entreprises de technologie n'ont jamais délibérément cherché à rendre leurs produits addictifs. Ils réagissaient aux incitations d'une économie de la publicité en expérimentant des techniques qui pouvaient capter l'attention des gens, et même en découvrant par hasard des designs très efficaces.

Un ami sur Facebook a dit à Harris que les concepteurs ont d'abord décidé que l'icône de notification, qui avertit les gens des nouvelles activités telles que les « demandes d'amis » ou « likes », devait être bleue. Cela correspondait au style de Facebook et, selon la réflexion stratégique, elle paraissait « subtile et inoffensive ». « Mais personne ne l' a utilisé », déclare Harris. « Puis ils l'ont changée en rouge et bien sûr tout le monde l'a utilisée. »

Le siège social de Facebook à Menlo Park, Californie. Le créateur de l'entreprise a décrit la fameuse fonction « like » comme « une sonnerie lumineuse de pseudo-plaisir ».

Cette icône rouge est maintenant partout. Quand les utilisateurs de smartphones jettent un regard sur leur téléphone, des douzaines ou des centaines de fois par jour, ils sont défiés par des petits points rouge à côté de leurs applications, suppliant d'être tapotés. « Le rouge est une couleur déclencheur », dit Harris. « C'est pour ça qu'il est utilisé comme signal d'alerte. »

Le design le plus séduisant, comme l'explique Harris, exploite la même propension psychologique qui rend le jeu si compulsif : des récompenses variables. Quand on tape ces applications aux boutons rouges, on ne sait pas si on va découvrir un mail intéressant, une avalanche de « like », ou rien du tout. C'est la possibilité de déception qui le rend si compulsif.

C'est ce qui explique comment le mécanisme de pull-to-refresh [tirer-pour-actualiser] où les utilisateurs glissent vers le bas, s'arrêtent et attendent de voir quel contenu apparaît, est rapidement devenu l'une des caractéristiques de conception les plus addictives et omniprésentes de la technologie moderne. « Chaque fois que vous faites un glissé vers le bas, c'est comme une machine à sous », dit Harris. « Vous ne savez pas ce qui va suivre. Parfois, c'est une belle photo. Parfois, c'est juste une pub. »

Le designer qui a créé le mécanisme de pull to refresh pour actualiser, d'abord utilisé pour rafraîchir les flux Twitter, est Loren Brichter, largement admiré dans la communauté de développeurs d'applications, pour ses designs élégants et intuitifs.

Brichter, à présent âgée de 32 ans, dit qu'il n'a jamais eu l'intention de créer un design addictif — mais il ne conteste pas la comparaison avec les machines à sous. « Je suis 100% d'accord », dit-il. « J'ai deux gamins maintenant et je regrette chaque minute où je ne leur prête pas attention parce que je suis avalé par mon smartphone. »

Brichter a créé la fonction en 2009 pour Tweetie, sa start-up, principalement parce qu'il ne trouvait nulle part où mettre le bouton « refresh » dans son application. Maintenir et tirer vers le bas la page des flux pour actualiser ne semblait alors rien de plus qu'une astuce mignonne et maligne. Twitter l'a acquise l'année suivante, et a intégré le pull to refresh dans son application.

Depuis lors, ce design est devenu l'un des plus largement imité dans les applications ; l'action de tirer vers le bas est, pour des millions de gens, aussi intuitif que de se gratter.

Brichter dit qu'il est épaté par la longévité de cette fonction. Dans une époque de technologie de la notification instantanée, les applications peuvent s'actualiser automatiquement sans avoir été activées par l'utilisateur. « La fonction pourrait facilement prendre sa retraite », dit-il. Au lieu de cela, elle semble remplir une fonction psychologique : après tout, les machines à sous seraient beaucoup moins addictives si les joueurs ne pouvaient pas à tirer le levier eux-mêmes. Brichter préfère une autre comparaison : c'est comme le bouton redondant « fermer la porte » dans certains ascenseurs avec fermeture automatique des portes. « Les gens aiment pousser. »

Tout ce qu'a laissé Brichter, qui a mis son travail de design au second plan pour se concentrer sur la construction d'une maison dans le New Jersey, mettant en cause son legs. « J'ai passé de nombreuses heures et des semaines et des mois et des années à réfléchir à la question de savoir si j'ai fait quelque chose ayant eu un impact positif net sur la société ou sur l'humanité », dit-il. Il a bloqué certains sites Web, désactivé les alertes, limité son utilisation de l'application Telegram à communiquer uniquement avec sa femme et ses deux amis proches, et a tenté de se sevrer de Twitter. « Je perds encore du temps », avoue-t-il, « juste à lire des infos stupides que je connais déjà ». Il charge son téléphone dans la cuisine, le branche à 19 heures et ne le touche pas avant le lendemain matin.

« Les smartphones sont des outils utiles » dit-il, « Mais ils sont addictifs. Tirer pour actualiser est addictif, Twitter crée une dépendance. Ce ne sont pas des bonnes choses. Quand je travaillais dessus, je n'étais pas assez mûr pour le comprendre. Je ne dis pas que je suis mûr maintenant, mais je le suis un petit peu plus et je regrette ces mauvais côtés » (...)

James Williams ne croit pas que parler de dystopie soit exagéré. L'ex-stratège de Google qui a construit le système métrique pour le secteur de la recherche globale sur la publicité de l'entreprise, était au premier plan pour voir une industrie qu'il qualifie de « La plus grande, la plus standardisée et la plus centralisée du contrôle attentionnel de l'histoire humaine ».

Williams, âgé de 35 ans, a quitté Google l'année dernière et est sur le point de terminer un doctorat à l'Université d'Oxford, sur l'éthique du design persuasif. C'est un voyage qui l'a conduit à se demander si la démocratie peut survivre à la nouvelle ère technologique.

Il dit que son épiphanie est arrivée il y a quelques années, lorsqu'il a remarqué qu'il était entouré d'une technologie qui l'empêchait de se concentrer sur les choses sur lesquelles il voulait se concentrer. « C'était ce genre de prise de conscience individuelle et existentielle : que se passe-t-il ? » dit-il. « La technologie n'est-elle pas supposée faire tout le contraire de cela ? »

Cette gêne a été aggravée pendant un moment au travail, lorsqu'il a jeté un coup d'œil à l'un des tableaux de bord de Google, un affichage multicolore montrant l'attention que l'entreprise avait portée aux annonceurs. « Je me suis rendu compte : il s'agit littéralement d'un million de personnes que nous avons poussées ou persuadées de faire cette chose qu'elles n'auraient pas fait autrement », se souvient-il.

Il s'est lancé pendant plusieurs années dans recherche indépendante, dont une grande partie a été menée alors qu'il travaillait à temps partiel chez Google. Environ 18 mois plus tard, il a vu le mémo de Google distribué par Harris et ces deux-là sont devenu des alliés, luttant pour apporter un changement de l'intérieur.

Williams et Harris ont quitté Google à la même époque et ont cofondé un groupe de défense des droits, Time Well Spent, qui cherche à créer un élan public pour un changement dans la façon dont les grandes entreprises de technologie pensent au design. Williams a du mal à comprendre pourquoi cette question n'est pas à la une des journaux tout les jours.

« Quatre-vingt-sept pour cent des gens se réveillent et vont dormir avec leurs smartphones », dit-il. Le monde entier a maintenant un nouveau prisme pour comprendre la politique, et Williams s'inquiète des conséquences profondes.

Les mêmes forces qui ont poussé les entreprises technologiques à accrocher les usagers avec des astuces de design, dit-il, encouragent également ces entreprises à rendre la vision du monde compulsive, irrésistible à regarder. « Le marché de l'attention incite à concevoir des technologies qui captent notre attention », dit-il. « Ce faisant, il privilégie nos impulsions sur nos intentions. »

Cela signifie privilégier ce qui est sensationnel sur ce qui est nuancé, faire appel à l'émotion, à la colère et à l'indignation. Les médias d'information travaillent de plus en plus au service des entreprises technologiques, ajoute Williams, et doivent respecter les règles du marché de l'attention pour « faire du sensationnalisme, attirer et divertir pour survivre. » (...)

Si l'économie de l'attention érode notre capacité à nous rappeler, à raisonner, à prendre des décisions pour nous-mêmes – des facultés essentielles à notre autonomie – quel espoir y a-t-il pour la démocratie elle-même ?

« La dynamique de l'économie de l'attention est structurellement mise en place pour saper la volonté humaine », dit-il. « Si la politique est une expression de notre volonté humaine, sur le plan individuel aussi bien que collectif, alors l'économie de l'attention sape directement les postulats sur lesquelles s'appuie la démocratie ». Si Apple, Facebook, Google, Twitter, Instagram et Snapchat arrivent graduellement à écorner notre capacité de contrôler nos propres esprits, pourrait-on arriver à un point, je me demande, où la démocratie ne fonctionnerait plus ?

« Serons-nous capables de le savoir quand cela arrivera ? » réponds Williams. « Et si nous en sommes incapables, comment saurons-nous que cela n'est pas déjà arrivé? » Arrêt sur Info 06.10

Il n'est jamais trop tard pour se poser ces questions, tout du moins il faut l'espérer.

Personnellement je n'ai pas Internet sur mon téléphone portable et je n'ai jamais téléchargé la moindre application. Je m'en sers uniquement pour téléphoner ou écouter parfois de la musique. Je boycotte les réseaux sociaux. Quant à Internet, à part pour lire mon courrier ou effectuer des démarches administratives, m'informer et actualiser le portail, télécharger des films et des concerts, je ne l'utilise pas.

Quelques réflexions politiques.

1- Un internaute : "...la gauche des valeurs, le fatras sociétal qui fait croire à la « liberté individuelle » en contradiction avec le rêve d'émancipation collective."

Pour reprendre sa terminologie, soit "la gauche des valeurs" incarne "le rêve d'émancipation collective", soit elle incarne autre chose et ce n'est pas la gauche. Et puis, vaut mieux arrêter de croire ou de rêver, parce que le cauchemar que vivent au quotidien des millions de travailleurs est bien réel.

2 - L'art de mal poser une question

Editorial de la tribune des travailleurs du 15 novembre 2017.

- "*Peut-on ne pas rompre avec l'Union européenne, ses traités, ses « critères » et ses politiques destructrices ?*

Cette question est au cœur des problèmes auxquels les travailleurs et les jeunes sont confrontés."

Je ne pense pas que les travailleurs se posent cette question ou en tous cas pas dans ces termes.

- Lorsqu'ils sont confrontés à un problème, d'où vient-il ?

- D'une loi.

- Qui l'a adoptée ?

- Le gouvernement et le Parlement.

- Cette loi devait être compatible avec la Constitution de la Ve République

- Et cette Constitution à quoi sert-elle, d'où vient-elle ?

- C'est un instrument politique et juridique qui définit le rôle et le fonctionnement des institutions de manière à perpétuer les rapports existant entre les classes, qui ont pour origine le mode de production capitaliste ou le système économique en vigueur, au profit de la classe qui détient le pouvoir économique, pour qu'elle conserve le privilège ou le pouvoir politique de faire les lois en sa faveur ou pérenniser son hégémonie de classe. Il sert à la classe des exploiteurs à justifier l'ordre établi et à réprimer ceux qui le remettent en cause ou qui veulent le renverser pour instaurer une société meilleure ou plus juste.

Ce qui signifie que la Constitution ou les institutions n'ont pas pour objectif d'oeuvrer au bien-être de l'ensemble des citoyens, de la communauté comme ils disent, et quand bien même la Constitution ou la législation comporterait des lois favorables aux exploitées, elles seraient uniquement le produit de leur lutte de classe ou elles existeraient pour faire fonctionner la machine capitaliste.

Que vous ayez des difficultés pour finir les fins de mois, que vous ne puissiez plus vous soigner, vous loger correctement, manger à votre faim, vous chauffer, vous vêtir, suivre les études de votre choix, vous arrêter de travailler quand vous êtes fatigué, malade, vous occuper de vos enfants, que vous soyez au chômage, que vous ne puissiez pas changer d'emploi, déménager, inscrire votre enfant dans l'école la plus proche de votre domicile, que vous soyez obligé de vous taper des heures de transport pour aller travailler, que vous ne puissiez pas vous occuper d'un parent vieux et malade, que vous ne puissiez pas prendre votre retraite alors que vous êtes épuisé, usé jusqu'à la corde, etc. voilà l'unique ou seule origine de tous vos maux ou cauchemars : le capitalisme et sa Constitution, ses institutions.

Tout le reste est du baratin destiné à vous détourner de la tâche politique que nous avons à réaliser : Abolir le capitalisme et la Constitution (de la Ve République), renverser les institutions en place pour instaurer une République sociale. Ceci est valable pour la France et la plupart des autres pays dans le monde.

3- - Qui et pourquoi fabriquent-ils des ennemis, par exemple la Russie, l'Iran ?

Question inutile, lieu commun, tout le monde le sait... Pas vraiment en réalité, la majorité l'ignore et tout est fait pour qu'elle continue de l'ignorer, mais pas n'importe comment.

Ils les fabriquent pour détourner les masses de leur véritable ennemi, la classe qui les exploite et les opprime, le gouvernement, etc. certes, mais encore. Quand leurs représentants ou porte-parole désignent au peuple ses ennemis, cela signifie qu'ils se présentent à lui comme ses amis, ses alliés, ses protecteurs, dès lors franchement qui irait imaginer qu'ils sont ses ennemis ? Personne, une telle caractérisation serait insensée ou ne pourrait être proférée que par des ignorants ou des gens animés de mauvaises intentions, donc peu crédibles, et qui de fait pourraient bien être des complices de ces ennemis. Qu'ils ne s'étonnent pas ensuite du sort qui leur est réservé ou qu'ils soient bannis des médias, ils ont ce qu'ils méritent et la boucle est bouclée.

4-- Hier, la polémique par l'entremise des médias portait sur l'interprétation contradictoire de faits entre différentes personnes, peu importe ici qu'elle aient été réelle ou relevait d'apparences trompeuses. Et parmi les conclusions auxquelles parvenaient les protagonistes en présence pouvait figurer une caractérisation de la partie adverse, que généralement ils assumaient selon une répartition des rôles bien réglée.

Aujourd'hui, la polémique part d'une caractérisation à l'emporte-pièce, elle porte exclusivement sur la justification ou la réfutation d'une accusation émise a priori par la partie la plus belliqueuse, sans que soient examinés les faits ou les arguments qui sont à l'origine de cette polémique ou accusation, de sorte que la partie qui fait l'objet de ce procès d'intention n'aie pas les moyens de se défendre ou de faire valoir ses arguments, puisque l'objet de cette polémique (ou provocation) est uniquement de nuire à l'intégrité ou à la crédibilité de la partie adverse.

Un internaute a écrit à ce sujet qu'il s'agissait de "*transformer celui avec qui l'on est en désaccord en salaud*", en recourant à des procédés déloyaux ou en falsifiant, en tronquant les faits, au besoin en les fabriquant, car rien n'arrête ces ordures invitées des plateaux télé.

- Un internaute évoquent la polémique entre Plenel et Charlie Hebdo : "*Cette polémique est bien dans l'air du temps : occuper le temps de cerveau des gens avec des articles sentencieux.*"

- Un autre internaute évoque un autre procédé : Quand vous dites "*"si je me souviens bien", vous n'avez pas le début d'une preuve mais vous le dites quand même. C'est ce qu'on appelle de la calomnie…*", pas forcément, tout dépend si la personne est honnête ou non. C'est comme lorsqu'on dit "si j'ai bonne mémoire", formule qu'il m'est arrivé d'employer rarement, mais sans en tirer de conclusion puisque ma mémoire peut aussi être défaillante, il est recommandé de s'en méfier, car inconsciemment il lui arrive de procéder à des amalgames...

5-- Quand 1% détient plus de richesses que le reste de la population mondiale, on est en droit d'affirmer que ce 1% détient ou concentre tous les pouvoirs ou tout du moins contrôle tous les centres de pouvoir.

A partir de ce constat, cette infime minorité qui gouverne le monde va orienter sa propagande en faveur de minorités, afin qu'il leur soit accordé des droits égaux (sur le papier) à ceux de la majorité, au même titre qu'elle leur a permis d'user du même droit pour atteindre son statut actuel ou de posséder un pouvoir exorbitant. Cela se tient, c'est logique.

Pour parvenir à cette situation, il a fallu que la majorité de la population leur permette inconsciemment ou par ignorance d'acquérir ce niveau de pouvoir, peu importe ici les différents facteurs qui y ont contribué et que nous combattons quotidiennement par ailleurs.

Ils se sont enrichis dans des proportions démesurés au détriment des besoins de la majorité des exploités et des opprimés. La situation sociale résulte donc de l'opposition entre ce 1% de nantis et le reste de la population. Dès lors ses représentants vont s'employer à reproduire ce rapport à tous les niveaux de la société, afin de conforter l'hégémonie de ces privilégiés, de sorte que leur pouvoir ne puisse plus être contesté, c'est leur objectif.

Ils vont instrumentaliser toutes les minorités en les dressant contre la majorité de la population, en s'attaquant à tous les rapports qui existent entre dominants et dominés dans la société et qui la structurent, non pas pour les briser et on va comprendre immédiatement pourquoi, hormis ceux qui figurent à l'origine de leur système économique, puisque ce processus est uniquement destiné à en assurer la pérennité. Et sachant que ces rapports économiques vont perdurer aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été aboli, et que ce ne sont pas des lois qui mettront un terme aux rapports entre dominants et dominés qui existent à tous les niveaux de la société, ils se serviront de ces lois, non pas pour permettre à des minorités de faire respecter leurs droits répétons-le, mais pour dénoncer, réprimer (même rétrospectivement!), décrédibiliser, ostraciser, éliminer tous ceux qui ne les respecteront pas, acquérant ainsi un pouvoir coercitif ou de contrôle permanent sur l'ensemble de la population, qu'ils appelleront à participer à cette chasse aux sorcières en encourageant la délation, créant ainsi un climat délétère ou livrant la société au chaos.

Ils partent du principe que si vous admettez que les diverses minorités doivent posséder les mêmes droits que la majorité, vous leur consentirez le même droit sous peine de vous contredire, et c'est ainsi que vous accorderez aux riches de s'enrichir toujours plus sans broncher ou presque, et c'est exactement ce qui se passe.

Maintenant vous comprendrez peut-être mieux pourquoi nous ne marcherons jamais dans leurs combines pourries ou nous ne participerons jamais à leurs campagnes en faveur de telle ou telle minorité dès lors qu'ils en sont les auteurs ou qu'elles peuvent servir leur stratégie.

Le seul garant des droits ou aspirations individuels des travailleurs demeurent les droits collectifs, donc politiques, conquis lors de la lutte de classe par l'ensemble des exploités et des opprimés. La lutte de classe telle que nous la concevons inclut les droits des minorités.

Il faut avoir à l'esprit que les travailleurs n'ont jamais détenu le pouvoir économique et politique, ce ne sont donc pas eux qui ont fait preuve de discriminations envers telle ou telle minorité au cours des décennies ou des siècles passés, mais bien l'infime minorité qui gouvernait. Les préjugés que le peuple a pu adopter dans le passé, lui ont été inculqués par la classe qui détenait le pouvoir, c'est donc uniquement elle qui en détient la responsabilité et qu'il faut chasser du pouvoir.

6- Les classes n'existent pas ou la notion de classe doit être bannie. On comprend facilement pourquoi.

- «A l'Insee, nous ne parlons pas de classes moyennes car la définition n'existe pas», explique Marie Reynaud, cheffe de l'unité des études démographiques et sociales. La catégorie médiane, elle, est incontestable... AFP

Le saviez-vous ?

- Depuis 2015, George Soros appelle l'Europe à ouvrir ses portes et accueillir plus de migrants, notamment «au moins un million de demandeurs d'asile par an dans un avenir proche». sputniknews.com

Si cela sert les intérêts de l'oligarchie, cela peut-il servir les intérêts de ces "migrants" ou des travailleurs ?

Ukraine. Qui a organisé et participé au massacre de Maïdan ?

- Témoignage des snipers du massacre du Maïdan : « Les ordres venaient de l'opposition » - les-crises.fr 20.11

http://www.dailymotion.com/video/x6a1gxp

Un incroyable reportage passé le 15/11 dans l'émission Matrix de la chaîne de télévision italienne Canale 5 – sorte d'Envoyé spécial sur une des grandes chaînes de télévision italiennes – qui indique avoir retrouvé des snipers qui ont tiré sur les gens à Maïdan, et qui déclarent que c'était à la demande de l'opposition pour semer le chaos.

Verbatim du reportage précédent de Canale 5 (si vous n'avez pas vu la vidéo).

Il y a quatre ans, le 20 février 2014 sur la place de l'Indépendance à Kiev en Ukraine, 80 manifestants ont été tués par de mystérieux tireurs d'élite.

Deux jours après, Ianoukovytch, le président ukrainien pro-Poutine pro-russe, doit fuir, le régime ukrainien change et les rebelles prennent le palais présidentiel et le pouvoir.

Que s'est-il passé depuis ? Avons-nous échappé à une guerre européenne due à l'ingérence russe dans les affaires ukrainiennes ? Et surtout, nous, Européens, nos entreprises le constatent tous les jours,nous payons le prix d'un embargo qui, depuis ce moment-là, est dirigé contre la Russie.

Ce soir, grâce à Gian Micalessin, nous vous montrons un documentaire à couper le souffle. C'est un scoop international. Gian Micalessin a retrouvé trois personnes, trois tireurs d'élite, trois responsables de ces morts qui, vous le verrez dans le documentaire, n'étaient pas pro-russes, mais étaient en contact avec des officiels et des militaires américains.

"Que s'est-il passé ? Quelqu'un a été touché ! Je n'arrive pas à y croire. C'est arrivé ici même… Un homme à côté de moi a été touché !"

"C'était à l'aube. J'ai entendu le bruit et le sifflement des projectiles. Un homme a été touché à la tête par un tireur d'élite !"

Ils nous avaient donné l'ordre de tirer tant sur les policiers que sur les manifestants, sans distinction.

D'où viennent les tirs ? Les tirs provenaient de l'intérieur de l'hôtel Ukraine.

Gian Micalessin, reporter de guerre. — Bonsoir, où les avez-vous rencontrés ? — Je les ai rencontrés après un an de recherches, deux d'entre eux à Skopje, la capitale de la Macédoine, un troisième dans un autre pays d'Europe de l'Est qu'on m'a demandé de ne pas révéler.

— Donc c'étaient des pro-rebelles ? — C'étaient des Géorgiens envoyés par leur président géorgien de l'époque, Saakachvili, pour prendre part à l'opposition ukrainienne.

— Donc ce n'étaient pas des Russes qui ont tiré, c'est bien ça, votre thèse ? — On n'a jamais accusé les Russes d'avoir tiré, seulement d'avoir soutenu le gouvernement qui aurait tiré sur les manifestants.

Mais cette thèse ne tient plus debout selon ces 3 témoignages. Regardez le témoignage."

Depuis 3 mois, la place Maïdan, au coeur de la capitale ukrainienne, est occupée par les manifestants qui demandent au gouvernement du président Viktor Ianoukovytch de signer l'accord d'association à l'Union européenne. Le matin du 18 février, les heurts se font plus sanglants. On compte déjà une trentaine de morts. Le pire arrive le matin du 20 février. Un groupe de mystérieux tireurs ouvre le feu sur les manifestants et les policiers. En quelques heures, on compte environ 80 cadavres. Le lendemain, Ianoukovytch fuit à l'étranger. Le 22 février, l'opposition prend le pouvoir. Mais qui a tiré sur la foule et les policiers ?

Jusqu'à ce jour, la thèse officielle parle d'un massacre ordonné par le gouvernement pro-russe. Cette thèse apparaît rapidement très douteuse. Le premier à la contester est le ministre des Affaires étrangères estonien Urmas Paet. Après son retour d'un séjour à Kiev effectué seulement 5 jours après le massacre, Paet transmet à la commissaire des Affaires étrangères de l'UE Catherine Ashton les révélations d'une docteure ukrainienne qui a examiné les cadavres de la place Maïdan. La conversation téléphonique interceptée et diffusée par les médias est déconcertante.

"Ce qui est assez inquiétant… Olga le dit aussi, c'est que toutes les preuves montrent que les personnes tuées par les tireurs, de part et d'autre, à la fois chez les policiers et les gens dans la rue, ont été tuées par les mêmes tireurs embusqués… Bien sûr, c'est… Oui, mais… Ensuite, elle m'a aussi montré des photos. Elle parle en tant que médecin, elle dit que l'écriture est la même, le type de balles est le même. Et ce qui m'inquiète vraiment, c'est que maintenant, la nouvelle coalition refuse d'enquêter sur ce qui s'est vraiment passé, et qu'il y a une conviction de plus en plus forte que derrière les tireurs embusqués, il n'y avait pas Ianoukovytch mais quelqu'un de la nouvelle coalition…"

Nous avons rencontré quelques membres d'un groupe qui ce jour-là a ouvert le feu sur la foule. Ce sont des Géorgiens, mais

à l'époque, en février 2014, ils étaient parmi les manifestants qui occupaient la place Maïdan et l'hôtel Ukraine.

L'histoire commence à Tbilissi par de nombreux acteurs cachés en coulisses. Le premier, l'ancien président géorgien Mikheïl Saakachvili, a participé en août 2008 à une guerre brève mais sanglante avec la Russie de Vladimir Poutine. Le second est son conseiller militaire, Mamuka Mamoulachvili. Envoyé à Kiev pour appuyer les manifestations de la place Maïdan, il deviendra commandant d'une unité de volontaires géorgiens engagés dans les affrontements avec les insurgés pro-russes du Donbass.

La première rencontre a eu lieu avec Mamoulachvili. "Nous nous sommes présentés à 25 dans le bureau du mouvement national, et sur les 25, 10 ont signé. Vous voyez ceci ? C'est une pièce d'identité à mon nom. C'était le laissez-passer d'une unité composée d'anciens policiers et personnel militaire. Elle était structurée comme une unité militaire. De fait, c'était un service de sécurité. Il avait été créé par Mikheïl Saakachvili. Nous devions aller en Ukraine. Nous n'avions pas le choix".

Dans un autre pays de l'Europe de l'Est qu'on nous a demandé de ne pas révéler, nous avons rencontré Alexander. Comme les deux autres, lui aussi vient de Géorgie, et comme les deux autres, il a aussi pris part aux événements tragiques de la place Maïdan. Lui aussi a fait partie des services de sécurité de Saakachvili, et avant cela il a été tireur d'élite dans l'armée géorgienne. C'est pour cette raison qu'il a été choisi par Mamuka Maoulachvili.

"Mamuka m'a d'abord demandé si j'étais vraiment tireur d'élite dans l'armée géorgienne. Alors si c'est vrai, me dit-il, tu dois aller à Kiev. Le 15 janvier, nous sommes partis. Dans l'avion, j'ai reçu mon passeport et un autre passeport avec ma photo mais avec un nom et un prénom différents. Puis ils nous ont donné 1 000 dollars à chacun avec la promesse de nous en donner encore 5 000 par la suite. Nous devions nous occuper des provocations. C'était nous qui devions provoquer les Berkout, les forces spéciales de la police. Notre rôle était de les provoquer afin de les pousser contre la foule. Vers le 15 et le 16 février, la situation a commencé à devenir chaque jour de plus en plus grave. Désormais tout était hors de contrôle, et on commençait à entendre les premiers tirs. Avec la montée des tensions, de nouveaux protagonistes sont apparus. Un jour, vers le 15 février, Mamoulachvili est venu en personne dans notre tente. Il y avait avec lui un autre homme en uniforme. Il nous l'a présenté et a dit que c'était un instructeur, un militaire américain."

L'américain s'appelle Brian Christopher Boyenger. C'est un ancien officier et tireur d'élite de la 101e division aéroportée des États-Unis. Après Maïdan, il se déplacera sur le front du Donbass, où il combattra dans les rangs de la Légion géorgienne. "Nous étions toujours en contact avec ce Brian, qui était un homme de Mamoulachvili. C'était lui qui nous donnait les ordres. Moi, je devais suivre toutes ses instructions."

Les premiers soupçons de la présence d'armes à feu dans les rangs des manifestants impliquent Sergueï Pachinski, un leader de la place Maïdan, devenu ensuite président du Parlement de Kiev. Le 18 février, est apparu du coffre d'une voiture arrêtée par les manifestants un fusil mitrailleur avec une lunette de précision. Quelques secondes après, Pachinsky est arrivé et a demandé qu'on laisse passer cette voiture. Le 1er avril, les militants du groupe d'extrême droite Pravy Sektor quittent Kiev, en emportant d'étranges sacs dans lesquels, prétendent-ils, se trouvent des instruments de musique.

"À cette époque, tous les chefs de l'opposition se trouvaient régulièrement à l'hôtel Ukraine. Pachinski et trois autres personnes, parmi lesquelles se trouvait aussi Parassiouk, ont apporté à l'hôtel les sacs avec les armes. Ce sont eux qui les ont aussi apportées dans ma chambre." Ce Parassiouk, reconnu par Koba, est Volodimir Parassiouk, un des leaders de la manifestation de la place Maïdan. Quelques jours plus tard, il deviendra célèbre en lançant un ultimatum menaçant de destituer manu militari le président Viktor Ianukovytch. "Si avant demain 10 heures, vous ne demandez pas officiellement la démission de Ianoukovytch, nous vous attaquerons avec des armes… C'est juré !"

Lorsqu'est arrivé Mamoulachvili, je lui ai également demandé « — Qu'est-ce qui se passe ? À quoi servent ces armes ? Tout va bien ? » « — Koba, les choses sont en train de se compliquer, nous devons commencer à faire feu », m'a-t-il répondu. « Nous nous ne pouvons pas attendre des élections présidentielles anticipées. » J'étais là, à l'hôtel Ukraine. Le 18 février, quelqu'un a apporté des armes dans ma chambre. Dans cette chambre, il y avait deux Lituaniens avec moi. Ce sont eux qui ont pris les armes.

Mamoulachvili est arrivé à l'hôtel et nous a expliqué qu'il y aurait une fusillade, à un autre endroit, le matin suivant. Il n'était pas seul, il était avec Brian. Avec eux, il y avait aussi une autre personne que je ne connaissais pas. Si je me souviens bien, cela devait être le 15 ou le 16 février. Pachinski nous a ordonné de rassembler nos affaires, et nous a emmené dans le palais du Conservatoire. Je suis entré dans le palais avec l'ensemble de mon groupe. Pachinski est arrivé avec d'autres personnes. Tous étaient masqués. En voyant leurs sacs, j'ai compris tout de suite qu'ils étaient armés. Ils ont sorti les armes de leurs sacs et les ont distribuées aux groupes présents.

Seul Pachinski s'exprimait. C'est lui qui donnait les ordres. Il nous expliqua que les Berkout, les forces spéciales de la police, risquaient de donner l'assaut au bâtiment. Il disait que nous devions résister coûte que coûte. On ne nous avait pas dit qu'il fallait tuer des personnes. Nous devions tirer afin de créer du chaos et de la confusion."

"Bon sang, tu as entendu ? Ce sont des tirs ! Sois prudent ! Il y a un autre blessé. Ces fils de p….. sont en train de tirer ! De là-bas,

de là-bas. — De l'hôtel Ukraine, c'est ça ? — Oui, de cette terrasse. Les salauds, ils sont en train de nous tirer depuis l'hôtel Ukraine. Bang ! Puis un autre Bang, comme ça. Un tir puis une pause. Ça venait de l'autre côté de l'hôtel."

"À ce moment-là, j'ai entendu des tirs qui venaient de la chambre d'à côté. Au même moment, les Lituaniens ont ouvert la fenêtre. L'un d'eux a tiré par la fenêtre tandis que l'autre l'a refermée après. Je ne réussissais pas à comprendre ce qui se passait. Pachinski criait à tout le monde de se tenir prêts, de prendre les armes et le reste du matériel. Alors on s'est tous levés et on lui a donné les instructions. Nous devions tirer par à-coups de deux ou trois. Nous avons tous commencé à tirer deux ou trois coups à la fois. Pachinski se déplaçait d'un groupe à l'autre, et il y avait toujours près de lui cet homme plus jeune, celui qui s'appelait Parassiouk. Nous n'avions pas vraiment le choix, on nous avait donné l'ordre de tirer soit sur les Berkout, la police, soit sur les manifestants, sans faire de différence. C'est pour cela que j'étais complètement terrifié et stupéfait. Alors que depuis les étages supérieurs de l'hôtel Ukraine on tire sur la foule, les manifestants de la place Maïdan se sont réfugiés dans l'hôtel. C'est ainsi que les victimes se sont retrouvées à côté de leurs assassins. À l'intérieur, c'était un tel chaos qu'on ne comprenait même pas qui était qui. Il y avait plein de gens."

Dans le salon recouvert de cadavres, de sang et de blessés, une caméra filme des hommes armés qui s'éloignent après avoir tiré sur la foule. "C'était un cauchemar, c'était terrible. Quand nous sommes sortis de l'hôtel Ukraine, dans la rue, il y avait des incendies et des policiers blessés. Il y avait des scènes terrifiantes. Nous avons abandonné les armes là. L'ordre était de tout laisser et de partir, de quitter le bâtiment le plus vite possible. On entendait des cris, il y avait des morts et tout autour beaucoup de blessés.

Ma première et seule pensée a été de m'en aller rapidement avant que je sois repéré, autrement ils m'auraient réduit en pièces sur place. Quelqu'un criait déjà qu'il y avait des tireurs. Je savais bien de quoi ils parlaient. Et puis j'ai vu des morts, tous ces blessés qu'on emportait et j'ai repris mes sens. À ce moment-là je n'avais pas encore réalisé, je n'étais pas prêt. Mais après j'ai compris. Nous avions été utilisés. Utilisés et piégés. La décision de parler, de tout raconter, je ne l'ai pas prise tout de suite. Elle a mûri lentement avec le temps. En vérité, il n'y a aucun motif pour m'inculper. On ne peut m'accuser de rien selon les bases légales de mon pays. Et de toute façon je suis un soldat, je n'ai peur de rien, pas même de mourir."

"— Ton scoop, Gian Micalessin, montre que ce sont elles, les fake news, les fables selon lesquelles c'est la révolution de la place Maïdan qui a fait sauter le méchant président pro-russe sans les armes et par les réseaux sociaux. C'est une tout autre histoire qui s'est passée sur cette place". "— Malheureusement cette fake news, comme tu dis, était la vérité officielle, cette vérité officielle qu'on nous a servi pendant au moins quatre ans, et qui nous a coûté très cher à nous, les Italiens. Embargo, et risque de guerre". "— Mais alors, derrière ces tireurs que tu as rencontrés, qui disent ne pas avoir peur pour leur vie parce que ce sont des soldats, en réalité, comment peut-on croire qu'ils n'avaient pas compris, naïvement, avoir été les instruments d'une révolte qui ne leur appartenait pas ?"

"— Eh bien, ils pensaient seulement accomplir un travail. Il y a eu une révolution semblable, la soi-disant révolution rose en Géorgie, à laquelle ils participèrent sous les ordres de Saakachvili. Celle-là s'est conclue de manière pacifique. Donc ici aussi ils ont pensé jusqu'au 18 et 19 qu'ils n'auraient pas à prendre les armes, que tout pouvait se dérouler comme une simple révolte. Ces jours-là, clairement, quand la médiation européenne a décidé de faire des élections anticipées pour voir ce que voulait le peuple, les chefs de l'opposition en décidèrent autrement."

"— De massacrer leur propre peuple pour créer une révolte ?" "— C'est ce qu'ils nous apprennent dans ce film". "— Incroyable, vraiment. Merci Gian Micalessin". "— Merci à vous."

- La version des Snipers sur le massacre de Kiev : « Les ordres venaient de l'opposition »

Source : Gian Micalessin, Il Giornale, 15/11/2017

« Ils ont tous commencé à tirer deux ou trois coups à chaque fois. Cela à duré de 15 à 20 minutes. Nous n'avions pas le choix. On nous a donné l'ordre de tirer tant sur la police que sur les manifestants sans faire de différence. »

« J'étais totalement stupéfait. » C'est ainsi que le Géorgien Alexander Revazishvilli se remémore la fusillade tragique du 24 février 2014, à Kiev quant un groupe de mystérieux tireurs ouvrirent le feu sur la foule et sur les policiers, massacrant plus de 80 personnes. Ce massacre a horrifié le monde et changé le destin de l'Ukraine en forçant la fuite du président pro-russe Viktor Ianoukovytch accusé d'avoir organisé la fusillade. Mais ce massacre a également changé le destin de l'Europe et de notre pays en déclenchant la crise menant aux sanctions contre la Russie de Poutine. Sanctions qui sont revenues en boomerang sur l'économie italienne.

Les confessions de Revazishvilli et des deux autres Géorgiens – recueillies par l'auteur du document « Ukraine, les vérités cachées » diffusée ce soir à 23h30 sur Matrix, Canal 5 – révèlent une toute autre vérité bien déconcertante. Celle d'un massacre ourdi et exécutée par la même opposition qui a accusé Ianoukovytch et ses alliés russes.

Revazishvilli et ses deux compagnons – rencontrés et interviewés dans le documentaire – sont un ancien membre des services de sécurité de l'ex-président géorgien Mikheil Saakachvili et deux ex-militants de son propre parti. Recrutés à Tbilisi par

Mamuka Mamulashvili, le conseiller militaire de Saakashvili, ils sont chargés d'appuyer – avec d'autres volontaires géorgiens et lituaniens – les démonstrations en cours à Kiev, moyennant une prime de cinq mille dollars chacun.

Munis de faux passeports, ils arrivent en Ukraine pour coordonner les démonstrations et pour provoquer la police ukrainienne, initialement sans utiliser d'armes. Celles-ci entreront en scène le 18 février et seront distribuées entre les différents groupes de Géorgiens et de Lituaniens par Mamulashvili et par d'autres dirigeants de l'opposition ukrainienne. « Chaque sac contenait trois ou quatre armes, il y avait des pistolets Makarov, des fusils mitrailleurs AKM, des carabines ainsi que des paquets de cartouches ». Le lendemain Mamulashvili et les chefs des protestataires expliquent aux volontaires qu'ils devront affronter un assaut de la police dans le palais du conservatoire et dans l'hôtel Ukraïna.

On leur explique que, dans ce cas, il faudra tirer sur la place et semer le chaos. Mais un des protagonistes reconnait avoir reçu une autre explication plus exhaustive. « Quand Mamulashvili est arrivé, je le lui ai également demandé. Si les choses se compliquent, alors nous devrons commencer à tirer » – m'a-t-il répondu. « Nous ne pouvons pas aller aux élections présidentielles anticipées. Mais sur qui devons-nous tirer ?, lui ai-je demandé. Il m'a répondu que le qui et le où n'avaient pas d'importance, il fallait tirer partout afin de créer le chaos ».

Cela n'avait pas d'importance si nous tirions sur un arbre, une barricade ou sur ceux qui lançaient des cocktails molotov. Un autre volontaire le confirme : ce qui comptait était de semer la confusion. « J'entendais des hurlements », confesse Alexander – il y avait de nombreux blessés. Ma seule préoccupation était de partir aussi vite que possible avant qu'ils ne me détectent. Autrement, ils m'auraient mis en pièces. Quelqu'un criait déjà qu'il y avait des tireurs d'élite. Quatre ans après les faits, Alexander et ses deux compagnons disent n'avoir pas encore reçu la moindre récompense, raison pour laquelle ils ont décidés de dire la vérité sur ceux qui les ont utilisés et abandonnés. « Sur le moment je n'ai pas réalisé. Je n'étais pas prêt. Puis j'ai compris. Nous avons été utilisés et piégés. »

L'interception d'une communication en off entre un ministre estonien sur place, relatant les doutes à Catherine Ashton :
https://www.les-crises.fr/la-face-cachee-de-la-crise-ukrainienne/
http://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-7/

Qu'ont-ils en commun, Plenel, Mélenchon, Filoche et des dizaines de milliers d'autres personnages qui leur ressemblent, ainsi que Charlie Hebdo ?

Leur principale faiblesse connue de leurs adversaires : Ils ne croient pas dans les idées qu'ils véhiculent, et les uns comme les autres savent pertinemment qu'elles ne mènent nulle part ou ne servent strictement à rien. Cela signifie que délibérément ils trompent les personnes qui les écoutent ou qui leur témoignent leur confiance. Comment ? En leur tenant généralement les discours qu'elles veulent entendre, rien de plus facile. Cela présente l'avantage de sauver les apparences et de pouvoir se livrer à toutes sortes de manipulation des esprits, de sorte que tout le monde ignorera leurs véritables intentions ou que ce sont des escrocs qui profitent de la naïveté ou de l'ignorance des gens.

Pour que la sauce prenne, il faut toutefois qu'une condition soit remplie : Que leurs idées étroites ou insignifiantes figurent dans un registre beaucoup plus large et facilement identifiable pour que la confusion à la base de leur escroquerie fonctionne, comme par exemple la gauche ou le socialisme, ce qui leur permettra au passage de s'attaquer à la véritable gauche ou aux représentants du socialisme, donc de jouer le rôle d'agents du régime.

Selon les circonstances, leurs adversaires, qui sont des représentants officiels du régime, leur en seront gré et les imiteront, ou bien ils leur reprocheront de renouer avec l'idéologie socialiste de leur jeunesse pour les décrédibiliser, ce qui aura pour effet de les pousser dans leurs derniers retranchements en expliquant maladroitement que telle n'était pas leur intention, bref, à se renier un peu plus ou une fois de plus, et comme ils font feu de tout bois, ils pourront même aller jusqu'à le revendiquer du bout des lèvres histoire de sauver les apparences, et leurs adversaires ne pousseront pas plus loin leur avantage, car ils savent que le régime a besoin de ces charlatans pour détourner les travailleurs de ces véritables opposants et leurs partis politiques.

Dissocier une partie du tout et les opposer par la suite, dissocier un objectif des moyens pour l'atteindre, puis y substituer des moyens qui ne permettront jamais d'atteindre cet objectif pour finalement l'abandonner et le remplacer par un autre, le tout sans remettre en question l'ordre établi, tel est leur fonds de commerce.

Leurs adversaires savent cela et s'en délectent, ce qui leur permet de les instrumentaliser. Une fois acculés, ils font amende honorable envers leurs maîtres et ils en restent là, l'essentiel étant que ces faux opposants au régime continuent de faire illusion, pendant que le gouvernement applique tranquillement son programme.

Les Plenel, Mélenchon, Filoche et cie. sont donc très vulnérables. Ils ont renié leurs idées pour satisfaire leur ambition personnelle. Ce sont des démagogues professionnels, des hypocrites sans vergogne, des menteurs sans principe ni scrupule ni morale. Ils ne croient pas un instant à ce qu'ils disent. Ils se comportent en vulgaires affairistes au détriment des gens qui leur font confiance, sans jamais porter atteinte au régime ou à ses représentants, sans jamais constituer une réelle menace pour eux. Ils jouent tous la même comédie et ils en ont tous conscience, seul la partition dévolue à chaque personnage change ou est

différente selon le rôle qu'ils sont amenés à remplir pour le compte du régime, qui en échange fera preuve de gratitude envers eux tant qu'ils lui seront utiles.

La palme de l'ignominie revient à ceux qui dans nos rangs estiment que lorsque le régime les balancera ou les liquidera, il faudrait les secourir ou les plaindre pour subir un destin aussi tragique, aussi injuste, on en aurait presque la larme à l'oeil, parce que voyez-vous, nous serions les suivants sur la liste, et bien qu'ils ne comptent pas sur nous pour soutenir ces escrocs, ces fossoyeurs du socialisme, nos idées, nos convictions, notre idéal ne sont pas à vendre, nous l' assumerions même face à un peloton d'exécution.

J'ai à l'esprit en permanence ces milliards de travailleurs et leurs familles pour qui la vie quotidienne est un véritable cauchemar et qui n'en verront jamais le bout aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été éradiqué de la surface de la terre, alors à côté le sort de ces ignobles individus travestis en opposants au régime et oeuvrant en réalité à sa survie, me laisse totalement indifférent.

Ce sont des êtres serviles et insignifiants qui ne méritent pas l'attention qu'on leur porte, qui, vous l'aurez remarqué ne doivent leur notoriété qu'aux médias-oligarques ou à un parti de droite, le PS.

Alors pourquoi relayer cette polémique ou cette information. Pour montrer de quoi ils sont capables, sachant qu'ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante depuis de longues décennies et qu'ils ne rompront jamais avec, leur déchéance finale étant pour ainsi dire inscrite depuis le début de leur reniement, c'est un message en direction de ceux qui n'ont pas compris que mettre le doigt dans l'engrenage de la collaboration de classe les broiera un jour ou les prédestinera à connaître le même sort que ces escrocs.

Vous aurez compris où mène la confusion des genres.

Il fut une époque où certains se figurèrent que le révisionnisme du socialisme scientifique, que l'on appela le réformisme, aurait été à l'origine du progrès social et qu'il aurait été ainsi historiquement justifié, de telle sorte que le condamner était impensable, chacun était appelé à l'adopter sous peine de passer pour un affreux réactionnaire, sans se poser davantage de questions cela va de soi, jusqu'au jour où on s'aperçu qu'il constituait non seulement le principal obstacle au socialisme mais aussi au progrès social en devenant son principal fossoyeur, beaucoup trop tard hélas ! car entre temps il s'était profondément ancré dans les esprits pendant que le socialisme en était sorti totalement, de telle manière que le capitalisme triomphant allait devenir l'horizon indépassable, pour le pire uniquement, puisque entraînant avec lui l'effondrement de la civilisation humaine...

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on en soit, n'est-ce pas, rassurez-nous ?

Nous allons voir maintenant comment ces gredins s'en sortent, indignement, il ne peut pas en être autrement.

On ne touche pas au protégé de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste.

- Jacques Attali va porter plainte contre Gérard Filoche après son tweet polémique - huffingtonpost.fr 19.11

Macron sur les pas de Valls.

- Tweet antisémite de Gérard Filoche: le parquet de Paris ouvre une enquête - L'Express.fr

Après l'émoi suscité au sein de la classe politique, c'est au tour de la justice de s'intéresser au tweet publié samedi par Gérard Filoche, jugé antisémite. Le parquet de Paris a ouvert ce lundi une enquête préliminaire des chefs de "provocation à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée", précise à L'Express une source judiciaire, confirmant une information de l'AFP. L'Express.fr 21 novembre 2017

"Après l'émoi suscité au sein de la classe politique", tiens donc, mais cela ne les émeut pas que Porochenko soit parvenu au pouvoir en Ukraine suite à un coup d'Etat soutenu par des milices néonazis, et que le président du parlement ukrainien soit un néonazi assumé et antisémite. Ils sont même invités à Paris, Berlin ou Washington...

Le Crif et la Licra ont déclaré qu'ils allaient porter plainte contre Gérard Filoche. On ne présente plus le Crif représentant l'extrême droite sioniste. Quant à la Licra moins connue, j'ai lu ceci dans un article hier soir :

- "*La Licra est une officine pro-israélienne qui traîne les militants de BDS devant les tribunaux, les couvre d'insultes et réclame la criminalisation de l'antisionisme.*" (Bruno Guigue - Le Grand Soir)

Commentaires d'internautes.

1- "Quand c'etait Sarkozy représenté par les jeunes socialistes faisant un salut nazi, le parquet était resté muet..."

2- "Quand est-ce que le parquet de Paris ouvrira une enquête sur la complicité directe de Hollande et Fabuis avec al Nosra..."

Epuration et justice expéditive au Parti Sioniste.

Filoche exclu du PS après son tweet anti-Macron - Reuters

Le Parti socialiste a exclu mardi Gérard Filoche, figure de l'aile gauche du parti, quatre jours après la diffusion sur son compte Twitter d'un message anti-Macron inspiré de la propagande antisémite, a fait savoir le sénateur David Assouline.

"Le bureau national a voté à l'unanimité pour l'exclusion de G.Filoche", a écrit le sénateur sur Twitter. "Il ne pourra plus dès ce soir se réclamer du Parti Socialiste et de ses instances. Reuters 22.11

Epilogue.

- Filoche va attaquer en justice la décision d'exclusion du PS - AFP

La décision du Bureau national du PS d'exclure Gérard Filoche suite à son tweet antisémite n'est pas conforme aux statuts du parti et "sera dénoncée devant le tribunal de Paris", affirment ses avocats dans un communiqué jeudi. AFP 23 novembre 2017

Entre nous, le tweet de Filoche n'était pas antisémite, il mettait simplement en évidence un des aspects déterminants de la situation. Dès le début du XIXe siècle les Rothschilds étaient devenus la plus grande fortune d'Angleterre et rêvaient d'accroître son pouvoir pour contrôler le monde, ils auront mis deux siècles pour y parvenir avec leurs amis Warburg et cie. Cela ne nous choque pas, ce sont les faits, chacun peut le vérifier.

Les véritables antisémites sont ceux qui font l'amalgame ignoble entre les juifs et Rothschild pour ensuite le condamner, donc les accusateurs de Filoche. C'est très fort au point qu'un grand nombre de personnes soutiennent cette imposture scélérate.

Puisque monsieur Filoche s'est abaissé à refuser d'assumer ses actes, nous ne voyons pas pourquoi nous devrions le soutenir. De même que nous n'hurlerons pas avec les loups qui voulaient sa peau, ils sont bien pire que lui encore.

Quant à l'extrême droite, ses différentes factions sont, soit antisémite, soit anti-musulman, toutes anti-ouvrières.

Il faut dire que cette affaire arrivait à point.

- Netanyahu à Paris début décembre pour s'entretenir avec Macron - AFP 19 novembre 2017

Pour qui roule le Caudillo ? Il le dit lui-même : Le capitalisme, Bruxelles, Washington et Tel Aviv.

- Manuel Valls pointe un "problème des musulmans" dans la société française - Le Huffington Post

Lors d'un débat filmé ce mardi 21 novembre à Madrid organisé par le quotidien espagnol El Pais, Manuel Valls a affirmé -en espagnol- qu'il existe dans la société française un "problème" avec l'islam et les musulmans.

L'ancien premier ministre a fustigé dans la foulée les discours "nationalistes" ou "populistes" consistant à désigner des boucs émissaires, à "accuser Madrid, le capitalisme, Bruxelles, Washington... Le Huffington Post

- Manuel Valls juge "insupportable" que Dieudonné puisse continuer à "se produire" - Le Huffington Post

- BHL soutient Frédéric Haziza et dénonce la comparaison avec Tariq Ramadan - leparisien.fr

En famille sous le joug de l'UE.

- Castaner, Le Pen et Mélenchon à l'Elysée pour parler d'Europe - AFP

Emmanuel Macron reçoit lundi et mardi les principaux responsables politiques pour les sonder sur ses projets européens et l'organisation des élections européennes de 2019, un scrutin central à ses yeux.

Pour Nathalie Loiseau, ministre des Affaires européennes, dans La Croix, ce débat pourra être organisé "dans les collectivités locales, les universités, les syndicats, les entreprises...". Avec comme objectif de nourrir la réflexion des dirigeants au second semestre 2018. AFP 19.11

Tirez la chasse sur le capitalisme !

- Journée des toilettes: visite du musée des toilettes de Delhi - AFP

Des visiteurs s'intéressent aux centaines de toilettes exposées au musée des toilettes de Delhi, alors que la journée internationale des toilettes est célébrée dans le monde entier. AFP

Voilà le sort qu'ils réservent aux plus pauvres.

- "1,8 milliard de personnes utilisent de l'eau contenant des matières fécales" - L'Express.fr

La journée mondiale des toilettes, décrétée par l'ONU vise à alerter sur les enjeux liés à l'assainissement. L'impact sanitaire, notamment, est crucial.

"Chaque jour, 1 000 enfants meurent de maladies faciles à prévenir en améliorant les conditions d'assainissement et d'hygiène". A l'occasion de la journée mondiale des toilettes, l'ONU dresse ce constat alarmant et tente de sensibiliser les populations aux enjeux liés à l'assainissement et au traitement des eaux usées.

Selon l'instance, 842 000 vies pourraient être sauvées chaque année en associant eau salubre, bonne hygiène et assainissement amélioré.

Selon les chiffres de l'ONU, 4,5 milliards de personnes ne disposent pas de toilettes qui permettent une gestion hygiénique des excréments.

En Inde, 50% de la population n'a pas accès à des toilettes de qualité. Récemment "Toilet, a love story", un film tiré de faits réels, est sorti en salles. Il s'agit d'une histoire d'amour entre un homme et une femme. Ils tombent amoureux, se marient. Puis elle vient vivre chez lui et découvre stupéfaite qu'il n'y a pas de toilettes privées. Pour faire ses besoins, elle est obligée de suivre les autres femmes, en pleine nuit dans la forêt. Sidérée, elle s'en va. L'homme va alors tout faire pour la reconquérir et il va rassembler tout le village autour d'un projet de construction de latrines... lexpress.fr 19.11

4,5 milliards de personnes vivent de nos jours dans des conditions indignes de la civilisation humaine, alors qu'une poignée d'ultra riches possèdent une fortune supérieure aux richesses détenues par la moitié de la population mondiale... et continuent de s'enrichir toujours plus en

Et qui va le financer ? Personne. Au bas mot pour équiper de toilettes une habitation cela coûte 15.000 roupies, ce qui représente trois mois de salaire (minimum) sur lequel vivent entre 5 et 10 personnes ou deux ou trois générations dans de nombreux cas, dans ces conditions il est impossible d'économiser cette somme. Et quand ils ont un revenu supérieur et inférieur à 10.000 roupies, ils sont lourdement endettés pour des années et se retrouvent dans la même situation extrêmement précaire que les plus pauvres.

Le jeune couple qui habite en face de chez nous a fait construire une petite maison, et comme il n'avait déjà pas assez d'argent pour clôturer leur minuscule parcelle de terrain, il en avait encore moins pour des toilettes. Sans parler que régulièrement je leur prête de l'argent pour finir les fins de mois, à d'autres familles très pauvres aussi, ils me rendent quand elles le peuvent, mais c'est une autre histoire qui ne regarde que nous...

Ils osent tout. Ils jubilent et peinent à se retenir.

- Patrons, faites-vous plaisir - Liberation.fr

- Licencier, c'est facile et c'est pas cher - Liberation.fr

Voilà ce que les dirigeants syndicaux ont accepté de "négocier" avec Macron.

LVOG - Avant et après les ordonnances.

- Héléna, Salariée dans un Ehpad. Avant: 42 000 €. Après: entre 6 800 et 27 300 € - Liberation.fr

- Véronique, responsable d'un magasin de meubles. Avant: 40 000 €. Après: entre 2 000 et 8 000 € - Liberation.fr

- Fabrice, employé d'une société informatique. Avant: 80 000 €. Après: entre 11 700 et 50 600 € - Liberation.fr

- Guillaume, chef d'un centre de réparation auto. Avant: 10 000 €. Après: entre 0 et 2 000 € - Liberation.fr

Le "***paradis***" ou la "***voie de l'ubérisation généralisée***".

- La Roumanie, nouveau paradis des patrons ? - Liberation.fr

Grâce à une modification radicale du code fiscal roumain, les entreprises installées dans le pays vont voir leurs charges sociales passer de quelque 35% à 2,25%. Un vrai coup dur pour les salariés.

«C'est une escroquerie politique !» s'indigne Dumitru Costin, leader du Bloc national syndical (BNS). Depuis une semaine, il ne décolère pas : «Ce gouvernement qui ose se qualifier de social-démocrate prend en réalité des mesures ultralibérales. Nous voilà désormais sortis de l'Europe sociale !». Pour Dumitru Costin, cette «révolution» fiscale va, par ailleurs, anéantir les promesses du gouvernement faites aux salariés du secteur public, qui devaient prochainement obtenir une hausse de leurs salaires de près de 25%. Mais le gouvernement social-démocrate avait promis de compenser intégralement le coût de ce transfert en augmentant le salaire brut de ces derniers. Pour finalement décider, faute de recettes budgétaires, de faire marche arrière. A l'instar de Dumitru Costin, la plupart des syndicats craignent que les employeurs du secteur privé ne suivent pas le mouvement et que les salaires nets subissent des baisses pouvant atteindre 20%.

En attendant, la Roumanie demeure très attractive pour les entreprises. Et nombre d'entreprises sont loin d'envisager une hausse des salaires bruts pour compenser ce transfert de charges sociales concocté par le gouvernement. «Beaucoup d'entreprises vont préférer mettre en place un système de rémunération basé sur des primes variables», imagine François Coste.

Selon Steluta Enache de BNS, «les patrons auront toujours un avantage car la main-d'œuvre n'est pas mobile en Roumanie et beaucoup acceptent de travailler pour un salaire minimum, par manque de choix, surtout en zone rurale». Ainsi, près de 1,3 million de salariés roumains empochent un revenu inférieur à 300 euros par mois. Pour le leader syndical Dumitru Costin, «les entreprises qui viendront en Roumanie ne verront qu'une chose : un taux de 2,25% de charges. Cette situation change complètement les rapports de force entre employé et patron». A croire que le PSD au pouvoir n'a qu'une seule ambition : mettre les salariés sur la voie de l'ubérisation généralisée. Liberation.fr 19.11

Savoir que la quantité se transforme en qualité ne sert à rien, si on n'est pas capable de déterminer à quel moment se produit précisément cette modification, et d'en tirer les conclusions qui s'imposent de préférence. S'agissant de la social-démocratie, elle est intervenue il y a plus d'un siècle quand elle est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction, dès lors avec le stalinisme elle devait être traitée comme telle.

Tous les modes de production qui se sont succédés depuis le néolithique ont rempli un rôle progressiste, jusqu'au moment où ils sont devenus une entrave au développement des forces productives, et dès lors ils devaient disparaître sous peine de stagner, de se putréfier, d'entraîner la société dans une régression sans fin avant d'être supplanter par des sociétés plus développées qui les intégraient ou lui imposaient son mode de production plus évolué, pour faire bref.

Ce processus historique ne concerna pas seulement les différents modes de production qui se sont succédés, mais également toutes ses représentations ou institutions qui furent vouées à la décadence et à ne plus jouer qu'un rôle nuisible pour les peuples avant de disparaître. Le capitalisme et ses institutions, leurs représentants (dont la social-démocratie), sont vouées à connaître le même sort, alors pourquoi s'est-on acharné à le nier en leur prêtant un rôle progressiste qui était épuisé ? N'était-ce pas le meilleur moyen d'assurer la survie d'un régime condamné à la faillite ? Pourquoi devrait-on nous interdire de nous poser ces questions ? Parce que des marxistes ne les auraient pas posées ainsi... Mais dites-moi, c'est bien Engels qui a affirmé qu'avec Marx ils avaient négligé cet aspect de la situation. Alors pourquoi ne devrait-on pas s'y attaquer, peut-être qu'on trouverait enfin la solution à nos problèmes, au lieu de s'enferrer dans un dogmatisme qui nous réduit à l'impuissance ou nous empêche de progresser.

Les "bonnes affaires" pas pour tout le monde.

- Emmanuel Macron, l'avenir des Guyanais vaut mieux qu'une Montagne d'or - Le Huffington Post

- Agnès Buzyn sur le remboursement des soins d'optique: "on n'est pas là pour offrir des montures Chanel à tout le monde" - Le Huffington Post

Interrogée sur la promesse de campagne d'Emmanuel Macron de rembourser à 100 % les soins d'optique, la ministre de la Santé à tenu à clarifier les choses: "On n'est pas là pour offrir des montures Chanel à tout le monde ou des verres antireflet qui filtrent

la lumière bleue". Le Huffington Post 22 novembre 2017

- Déficits : « La France qui se moque de ses engagements européens, qui ment, qui triche, c'est fini » répond Bruno Le Maire à la Commission - Publicsenat.fr

- Les bonnes affaires immobilières des anciens députés - Franceinfo

Certains élus ont acheté un bien immobilier grâce à leur indemnité représentative de frais de mandat (IRFM). Franceinfo

- Le chômage de nouveau à la hausse - Liberation.fr

Inquisition du 1%. Délation généralisée et règlement de comptes.

- Macron fait respecter une minute de silence en hommage aux 123 femmes tuées en 2016 par leur conjoint - Le Huffington Post

- Macron va faire de l'égalité femmes-hommes la "grande cause" de son quinquennat - AFP

- #SoyezAuRdv contre les violences sexuelles: un appel à Macron - AFP

- Les syndicats entrent dans le mouvement - Libération.fr

Mercredi dernier, à la Bourse du travail de Paris, la CGT rassemblait 150 de ses militantes (et quelques dizaines de militants) en vue d'explorer les solutions de lutte contre le harcèlement et les agressions sexuelles au sein des entreprises et des services publics. La veille, la CFDT avait organisé à son siège un rassemblement autour de la même problématique. Et une semaine plus tôt, les deux centrales adressaient, avec la CFTC et FO, une lettre au Premier ministre pour lui demander d'accepter qu'une place spécifique soit accordée aux femmes au sein de la norme sur «les violences dans le monde du travail» en cours de négociations avec l'Organisation internationale du travail. Liberation.fr 25 novembre 2017

- LCP suspend Frédéric Haziza, soupçonné d'agression sexuelle - AFP

La chaîne parlementaire (LCP) a suspendu mardi son présentateur vedette Frédéric Haziza et ouvert une enquête interne à son encontre, après une plainte d'une journaliste de la chaîne, Astrid de Villaines, pour agression sexuelle. AFP

- Un chorégraphe accusé d'«abus sexuels sous couvert de la danse» - Liberation.fr

- USA: le doyen démocrate de la Chambre accusé de harcèlement sexuel - AFP

- Deux élues proposent que chaque commune baptise une rue du nom d'une femme - Franceinfo

"Nos villes sont genrées. Elles sont aux hommes. Tout en témoigne (...) A chaque coin de rue nous cherchons la place de la femme", observent ces deux parlementaires dans un communiqué. A Paris, seules 4% des rues portent le nom d'une femme, selon le décompte de franceinfo réalisé en mars 2016. Franceinfo

- « Moi, je te crois » : les Espagnoles s'émeuvent d'un procès pour viol collectif - LeFigaro.fr

- Balances Chez Amazon, des salariés invités à dénoncer leurs chefs fautifs - Liberation.fr

C'est un «jeu» de fin d'année destiné à célébrer le «Peak Fest» (la fête du pic d'activité) au centre logistique d'Amazon, à Lauwin-Planque (Nord)... Liberation.fr

Mimétisme ou coïncidence...

- Trans en Chine : un premier rapport accablant - Liberation.fr

- Forte hausse en Russie des crimes contre la communauté LGBT - Reuters

Une réponse aux frustrées et aux impuissants.

LVOG - La féminisation des esprits des hommes ou des militants est l'apanage des faibles ou des lâches. Quant aux

femmes hystériques qui participent à cette ignoble campagne, se sont généralement des mal baisées ou elles n'ont pas été favorisées par la nature, et elle ne connaîtront sans doute jamais l'orgasme au cours de leur vie, la plupart des hommes non plus. Vous me direz qu'on peut très bien vivre et s'en passer, certes, et c'est le cas de ces femmes parce qu'elles le craignent, ce qui prouve si besoin était qu'elles ne sont pas libérées, car dans l'orgasme la notion de sexe n'existe pas ou elle est dépassée, on est dans un état fusionnel, et il n'y a pas de place pour un rapport de dominant à dominé.

Après s'être attaquées aux différentes générations, à toutes les couches de la société, ils en arrivent à dresser les femmes contre les hommes pour qu'ils leur ressemblent, mais comme elles sont plus faibles que les hommes ou dans une situation défavorable, cela revient à vouloir affaiblir les hommes au lieu de vouloir que les femmes deviennent plus fortes, ce qui ne peut qu'affaiblir les femmes. Il vaudrait mieux admettre que tous les hommes et toutes les femmes sont différents et qu'ils disposent d'un potentiel différent qui les prédisposent à accomplir des tâches différentes librement consenties. Une société qui fonctionnerait selon ce principe verrait la violence considérablement réduite ou devenir très rare. On en est très loin.

A l'étape suivante ils vont manipuler les ADN ou modifier des gènes pour que les hommes s'adaptent parfaitement à leur modèle de société. On n'est pas loin de la pureté aryenne ou on l'a dépassée.

Le plus misérable, pitoyable, pathétique, c'est de constater que cette campagne mondiale est orchestrée par les idéologues néolibéraux anglo-saxon, l'élite intellectuelle au service de l'oligarchie, et que ceux qui se réclament de la gauche, de l'extrême gauche, du socialisme, tous les syndicats y participent (une fois de plus) en choeur. J'appelle les militants à rompre avec ces partis et à combattre cette orientation dans les syndicats.

Un mot plus personnel.

Il y a plus de 35 ans, j'ai été amené à vivre une relation quasi fusionnelle avec une femme, y compris sur le plan sexuel. Pendant plus de six mois nous nous sommes livrés plusieurs fois par jour et des nuits entières à des exercices sexuels, mais à aucun moment ni elle ni moi ne connaîtront l'orgasme. Si je n'en avais pas fait l'expérience tout récemment avec ma compagne, je n'aurais jamais su ce que cela signifiait ou je me serais mépris que la qualité des rapports sexuels que j'avais eu autrefois avec cette femme. Voilà pourquoi j'affirme sans prendre trop prendre de risques que l'orgasme est inaccessible à la plupart des femmes et des hommes, sauf peut-être au cinéma ou dans des vidéos pornographiques.

- L'inquisition sexuelle par Israël Shamir — 20 novembre 2017 - Arrêt sur Info

Une moche baraquée, la cinquantaine ou plus, le cheveu mort, trois rangs de perles sous bajoues, racontant à gros sanglots une histoire d'attouchements non désirés, qui a peut-être eu lieu il y a des lustres, voilà qui constitue un spectacle pénible. Peut-être que Beverly Young Nelson a autrefois été jeune et belle, et capable de réveiller la passion au creux des reins d'un costaud, mais c'est loin, très loin. Et pourtant cette improbable créature a bel et bien empêché Roy Moore, le suspect, de gagner une élection en Alabama.

Si cette vieille chouette prétendait avoir prêté à Moore cent dollars trente ans plus tôt, et qu'elle les lui réclamait, intérêts et principal, le tribunal lui aurait ri au nez. Qu'est-ce qu'elle faisait donc, tout ce temps-là, où sont les preuves, lui dirait-on. Pourquoi personne ne lui pose la question aujourd'hui, alors que la carrière du bonhomme est fichue ? Comment se fait-il que des revendications aussi douteuses puissent anéantir un individu ?

D'autant plus que cette personne a un nom et un visage, même s'il n'est pas ragoûtant, alors que dans bien des cas, l'accusatrice reste anonyme, cachée derrière une lettre, tandis que l'accusé se retrouve nommé, montré du doigt, et en perd son boulot. Il n'y a que l'Inquisition qui ait agi de la sorte, à base de sources anonymes et de griefs opaques. Nous voilà aux prises avec la sexquisition.

Est-ce que c'est un phénomène purement américain ? La vengeance de Salem, où un spasme semblable de paranoïa massive avait amené une petite ville de la Nouvelle Angleterre à pendre une vingtaine de femmes accusées de sorcellerie ? A Salem, les hommes faisaient la chasse aux sorcières ; trois cents ans plus tard, ce sont les sorcières qui pourchassent les hommes.

Et c'est une épidémie mondiale. Les USA sont le modèle de tout l'espace de la Pax Americana, où l'on imite la musique et les films américains, et maintenant cet accès de démence. De tous les hommes, de tout âge, de toute confession, nul n'est à l'abri de poursuites.

En Israël, la petite âme sœur de l'Amérique, un rabbin a été inculpé pour une histoire de viol avec sodomisation sur une gamine il y a sept ans. C'est une policière féministe qui a géré l'affaire. Le rabbin a passé un mois en taule et presque une année en assignation à résidence ; il a perdu son travail, et son nom est maudit à jamais. Et puis on a découvert que la fille ne pouvait même pas se souvenir de ses propres mensonges et les répéter correctement. Le procureur a décrété l'annulation de la procédure et le rabbin David Harrison a été remis en liberté. Qui lui rendra son année gâchée, sa réputation, son travail ? Est-ce que l'accusatrice et la policière vont le dédommager ? Eh bien non.

Et encore, il a eu de la chance. Le président israélien Mosché Katsav en a eu moins. Sa première accusatrice, cachée derrière la lettre A, s'est avérée être une menteuse, et ses griefs n'ont pas été entendus. Mais à mesure que son histoire circulait bien des femmes s'étaient jointes à la chasse à courre, et Katsav s'était retrouvé derrière les barreaux. Maintenant, la plupart des juges sont des femmes, en Israël, et les hommes sont cuits.

L'Europe marche benoîtement dans les pas des USA. Là, c'est un universitaire d'Oxford, né suisse et musulman, Tariq Ramadan, l'homme qui a fait tout ce qu'il pouvait pour que les musulmans d'Europe se sentent européens. Une colonne de bonnes femmes est arrivée pour dire qu'il les avait violées ou approchées avec des avances non sollicitées il y a quelques années. Il a été obligé de se mettre en congé à l'université.

Bref pas un chrétien, pas un juif, pas un musulman ne saurait échapper à une semblable accusation, à partir du moment où il a un nom, une position et quelque argent sur son compte en banque. Pour une raison mystérieuse, les gens qui triment, les chauffeurs de taxi, les ascensoristes ou encore ouvriers sur les tapis d'assemblage n'ont jamais fait partie des souvenirs des copines de Beverly Young Nelson au bout de vingt ans. Est-il plausible que les représentants de la classe ouvrière ne se montrent jamais entreprenants ? Il n'y aurait que les riches et célèbres qui aient la main leste ?

Cet assaut sur les hommes se produit au moment de la campagne Balance-ton-porc sur les réseaux sociaux. Bien des femmes ont été obligées de se joindre à la meute : si vous ne faites rien, c'est probablement que personne ne vous a jamais trouvée assez attrayante pour tenter le coup. Elles ont foncé, en masse. Les hommes aussi sont réceptifs à l'hystérie de masse, mais les femmes battent tous les records. Et les réseaux sociaux sont un riche terreau pour ces campagnes.

Et s'il y avait un noyau de vérité au fond de tout ce grabuge? Jusqu'à un certain point, oui, quand on crie au loup, il n'y a pas de fumée sans feu. Les actes les plus courants peuvent être évoqués en des termes extrêmement sensationnalistes. Au lieu de dire « il m'a serrée dans ses bras et il m'a embrassée » dites plutôt « il a introduit de force sa langue dans ma bouche tout en m'immobilisant, puis il m'a clouée sur un lit sous son poids ». Le sexe, il y a des gens pour vous en parler, des puritains, des viragos, du gibier de psy, de manière à ce que vous soyez prêt à réclamer la peine de mort pour le prédateur de la chose.

Le terme viol ne veut plus dire la même chose qu'à l'origine. Mon ami Julian Assange a passé des années sous les verrous, et son aventure parfaitement consentie avec deux de ses groupies a été qualifiée de viol pour de menus aspects techniques (une capote déchirée, un état de demi-sommeil ou d'éveil incomplet). Dans les deux cas, cela partait d'un remords d'acheteur, ces dames regrettaient, deux jours après l'évènement, leur enthousiasme passager parce qu'il ne les avait point rappelées. Une femme détestant les hommes de toutes ses forces, la procureuse, se proclamant lesbienne, avait insisté pour envoyer Julian en taule. De son point de vue, un homme est à sa place quand il est enfermé, même si la requête est sans fondement. Et même après cette déclaration parfaitement discriminatoire, elle n'a pas été destituée.

La Suède connaît une avalanche de plaintes pour viol, ces temps-ci. Certains lecteurs ont fait le rapprochement avec l'immigration de masse en provenance du Moyen Orient. Et certes un homme de ces régions peut facilement se tromper dans l'interprétation des paroles ou des gestes d'une jeune Européenne. Mais non mais non, disent les féministes ! Pourtant jusque dans les années 1950, les Européens se méprenaient régulièrement sur l'usage des « allumettes suédoises ». La fille devait souligner son « non », sans quoi ils croyaient vraiment que c'était la façon féminine normale d'être timides. Et il y a tant de gestes courants qu'on appelle des viols en Suède maintenant, que le terme est complètement dévalué.

Tout peut être décrit de façon répugnante. Manger de la viande c'est du cannibalisme, un compliment c'est un viol. Et en même temps, des choses qui révulsent les gens normaux peuvent être décrites comme la normalité, voire la norme. Les hommes normaux sont révoltés par la description ou la présentation qu'on fait des relations sexuelles entre hommes. Et on les force à accepter tout cela tout en considérant les gestes habituels entre homme et femme comme quasi criminels. (...)

Si l'agression a lieu en ville, la fille devrait ameuter le quartier, hurler et pleurer. Si cela ne suffit pas, ou si l'agression a eu lieu hors les murs, elle devrait se précipiter à la gendarmerie. Pas au bout de vingt ans, pas une semaine plus tard, pas le surlendemain, mais sur le moment. Si elle n'a rien dit, c'est son problème.

Cette attitude réglerait la question de savoir si la femme veut dire oui ou non quand elle dit non. Si elle appelle au secours, c'est que c'est non. Et ce sera fini des mines dormantes prêtes à vous sauter à la figure à tout bout d champ. Deuxièmement, plus d'anonymat pour les accusatrices. Si vous accusez un homme, soyez prêtes à faire face, ne vous cachez pas derrière le voile de l'anonymat. Ces deux règles simples restaureront la santé de tous, et remettront le viol à sa vraie place horrible de jadis et de tous les temps.

Et pour le harcèlement, c'est le plus souvent une invention de la rancœur féminine. Cela ne devrait pas relever de la loi ni des tâches de la police. Si une dame est gênée par un regard insistant, qu'elle déclenche un procès, ou qu'elle appelle un policier si cela va plus loin. Les gendarmes savent ce qu'il faut faire avec ce genre de vice. Les souvenirs tardifs de harcèlement ne sont pas valables, même s'ils sont vrais. Si la femme n'a pas réagi sur le moment, c'est trop tard.

Autrement, bientôt les USA n'auront plus un politicien mâle et normal, juste des femmes et des efféminés. Et la maladie se

répandra dans toute l'Europe, jusqu'au jour où le vieux Monde et l'Amérique du Nord seront prêts au repeuplement par des Africains virils.

La Russie reste un territoire libre pour les mâles. Bien des modes américaines envahissent Moscou, mais l'émasculation n'en fait pas partie. Les Russes ont interdit la propagande homosexualiste en direction des mineurs, et ils ont réglé le problème. De fait, les femmes russes préfèrent grandement le style russe. Ce sont les hommes qui règlent l'addition au restaurant, qui leur tiennent la porte, qui les aident à enfiler leur manteau ; bref, les hommes qui continuent à faire ce que faisaient les hommes bien élevés en Amérique et en Europe, il y a un demi-siècle.

La Russie a connu sa campagne "Balance-ton-porc" l'année dernière. Et un tas de femmes ont récité ou inventé des histoires de harcèlement. Mais c'est resté au niveau de Facebook, car la loi ne permet pas de porter plainte des années après les faits allégués.

Et surtout, les Russes considèrent le sexe entre homme et femme comme une chose normale. Ils ne sont pas horrifiés par une relation entre prof et élève, ou entre patron et assistante. Les reportages sur les châtiments sévères imposés par les juges américains dans le cas d'une professeuse couchant avec des jeunes gens rencontrent l'incrédulité et la stupéfaction. Sur cinquante histoires récentes de ce genre, aucune n'aurait été sanctionnée en Russie. Je ne comprendrais pas d'ailleurs en quoi un gamin de 17 ans séduit par sa prof de 23 ans aurait subi un tort.

On envierait plutôt le gosse, en tout cas. Mais c'est cette attitude traditionnelle en matière de sexe qui est la raison principale des attaques médiatiques contre la Russie, bien plus que les histoires de « hackers russes ».

Il est très difficile de défendre Weinstein, avec son obsession pour l'Holocauste et sa soif de revanche sur les blondes. Mais c'est son cas qui a ouvert les portes de l'Enfer. Refermons-les vite avant que l'équilibre de l'univers entre le yin et le yang, entre les pôles mâle et femelle, ne soit rompu.

Pourquoi est-ce que les USA se retrouvent frappés de cet étrange fléau? Je serais tenté de l'expliquer comme une réaction contre la révolution de 1968, y compris la révolution sexuelle qui en faisait partie. Pour nous, les gosses des Sixties', vivre c'était facile, le sexe c'était un domaine de liberté et de plénitude, en Californie ou en Crimée comme sur la Côte d'Azur. Nous en avions à profusion, du sexe sans capote, souvent avec des étrangères. C'était ça, le communisme. Redouter l'amour libre et le sexe à la portée de chacun, c'est avoir peur du communisme.

Les riches garçons et filles qui sont arrivés au pouvoir ensuite ont tout transformé en source de gains, et c'est avec ce schéma en tête qu'ils ont créé la pénurie, y compris la pénurie de sexe ; il s'agit d'une contre-révolution sexuelle. Les plaignantes pour harcèlement sont les petits soldats de la contre-révolution sexuelle, elles font monter les tarifs de leurs charmes en organisant la pénurie. C'est elles qui y perdront, les malheureuses ; espérons qu'elles n'auront pas dézingué la planète avant de s'en apercevoir. Arrêt sur Info

Personnellement je n'ai jamais touché une femme par crainte d'une réaction violente. Quand je travaillais en France, mes collègues hommes et femmes de la même génération se faisaient la bise le matin, pas moi, j'adressais un bonjour de loin aux femmes et je serrais la main des hommes. J'étais complexé et je craignais les femmes au caractère imprévisible. Sans doute que je les identifiais à ma mère qui était autoritaire et me frappait...

Leur complexe d'infériorité les rend hypocrites et sournoises, cruelles, c'est sans doute ce qu'aiment ceux qui les dressent contre les hommes parce qu'ils se ressemblent, au chaos ils ajoutent le règne de la terreur pour conserver leur pouvoir...

Antisocial tu perds ton sang froid.

- Psychiatrie : à Amiens, l'hôpital abandonné - Liberation.fr

Depuis sa visite du centre Philippe-Pinel, la députée Barbara Pompili (LREM) sonne l'alerte contre les conséquences dramatique pour les patients du manque de personnel. Liberation.fr

- Bruxelles veut l'égalité salariale hommes-femmes d'ici deux ans - Reuters

- Bruxelles: la situation de migrants en Libye "ne peut pas durer" - AFP

La situation "épouvantable" en Libye des migrants, dont certains sont vendus comme des esclaves, "ne peut pas durer", a déclaré jeudi à l'AFP le commissaire européen Dimitris Avramopoulos au moment où la coopération de l'UE avec Tripoli fait l'objet de vives critiques. AFP

- Vaste opération d'Interpol contre le trafic d'êtres humains en Afrique - LeFigaro.fr

Quarante personnes ont été arrêtées au cours d'une opération simultanée d'Interpol visant des trafiquants d'êtres humains dans plusieurs pays d'Afrique. LeFigaro.fr

Ils font du si "bon boulot" (Fabius)

- Syrie: Lafarge aurait versé plus de 500 000 dollars au groupe Etat islamique - lexpress.fr

Le chiffre est vertigineux. Selon Le Canard Enchaîné, la filiale syrienne du groupe Lafarge a versé 509 694 dollars au groupe Etat islamique afin de maintenir ses activités en Syrie entre juillet 2012 et septembre 2014. Au total, le cimentier français aurait versé 5,56 millions de dollars "au titre des 'dons' à de nombreuses factions armées locales en Syrie, précise l'hebdomadaire satirique. lexpress.fr

Fin de règne. Quand toutes les puissances occidentales sont en proie à une crise politique permanente.

- Allemagne: Merkel en pleine crise après l'échec de négociations gouvernementales - AFP

- Le gouvernement irlandais au bord de l'implosion - Reuters

Ils osent tout

- Notre QI est-il vraiment en train de baisser ? - Liberation.fr

Libération en est la preuve si besoin était !

- Esclavage en Libye : Emmanuel Macron évoque un crime contre l'humanité - Franceinfo

- Piratage d'utilisateurs : le gouvernement écrit à Uber - LeParisien.fr

- Des ONG réclament l'abandon de la réforme de la justice en Pologne - Reuters

- Carla Del Ponte "satisfaite" de la condamnation de Ratko Mladic - euronews

- Affaire Ramadan: Caroline Fourest entendue par les enquêteurs - AFP

- Pour le conseiller à la sécurité nationale, Trump a l'intelligence d'un enfant de "maternelle" - BFMTV

- Pour Amnesty, les Rohingyas de Birmanie sont victimes d'"apartheid" - AFP

- Des journalistes ougandais inculpés pour trahison - Reuters

- Macron multiplie les contacts sur le Proche-Orient - Reuters

- Le Sénat vote l'augmentation du prix du tabac mais la limite pour les cigares - Publicsenat.fr

- Grande-Bretagne: Hammond met en avant les mesures sociales du projet de budget - Reuters

- L'Arabie saoudite tire à boulets rouges sur l'Iran - AFP

L'Arabie saoudite a averti l'Iran dimanche qu'elle ne resterait pas "les bras croisés" face à sa politique "agressive", en pleine exacerbation des tensions entre les deux puissances rivales au Moyen-Orient. AFP

Mimétisme.

- Emmanuel Macron a exprimé vendredi le "souhait que l'Iran ait une stratégie régionale moins agressive", tout en s'inquiétant de "sa politique balistique qui apparaît non maîtrisée". AFP

- La Ligue arabe met en garde l'Iran - euronews

- L'ONU enjoint les belligérants en Syrie à ne plus viser les civils - AFP

- Vente d'esclaves en Libye : Tripoli ouvre une enquête sur des actes "inhumains" - Franceinfo

- En Suède, un festival de musique sans hommes se tiendra cet été - L'Express.fr

- Migrants : une campagne-choc contre les frontières - Franceinfo

- Le pape à table parmi les exclus pour la 1ère "Journée mondiale des pauvres" - AFP

Dossier sur le Zimbabwe.

- Zimbabwe: chronique de la chute annoncée du monument Mugabe - AFP

Depuis trente-sept ans qu'il dirige le Zimbabwe, Robert Mugabe semblait insubmersible. Son règne s'est lézardé en quelques jours et paraissait lundi, malgré sa résistance, proche de la fin, après une succession de convulsions inédites dans l'histoire du pays.

Retour en six épisodes sur deux semaines folles qui ont mis à genoux le dernier régime issu de la lutte anticoloniale.

Le 6 novembre, le ministre de l'Information, Simon Khaya Moyo, annonce que le chef de l'Etat a limogé son vice-président Emmerson Mnangagwa, accusé de manquer de "loyauté".

A Harare, la nouvelle ne surprend personne. Depuis des semaines, la première dame, Grace Mugabe, s'est lancée dans une violente campagne de dénigrement contre M. Mnangagwa, qui lui barre la route de la succession de son mari.

A peine évincé, celui que l'on appelle le "crocodile" annonce son exil. Mais il défie le couple présidentiel et jure de revenir au pays pour prendre la tête du parti au pouvoir, la Zanu-PF.

La capitale bruisse déjà de rumeurs faisant de la deuxième épouse du chef de l'Etat la nouvelle vice-présidente. La voie semble dégagée pour que, le moment venu, elle succède à son mari.

Dans les rangs de l'armée, le dernier caprice du couple Mugabe passe très mal. Pour son chef d'état-major, le général Constantino Chiwenga, c'est même la foucade de trop.

Hors de question, juge-t-il, que l'incontrôlable Grace grille la politesse à "son" candidat Emmerson Mnangawa, héros de la guerre de libération et incontournable de la galaxie sécuritaire.

"La purge actuelle qui vise clairement les membres du parti engagés dans la guerre d'indépendance doit cesser immédiatement", tonne le général Chiwenga, en treillis et en colère, lors d'une intervention inédite devant la presse le 13 novembre.

"L'armée n'hésitera pas à intervenir", menace-t-il.

Et pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1980, l'armée franchit le Rubicon dans la nuit du 14 au 15 novembre. Ses blindés prennent position à Harare.

L'opération se déroule en douceur, officiellement sans faire de victimes. Seuls quelques coups de feu sont tirés autour du "Toit bleu", la propriété du chef de l'Etat, aussitôt placé en résidence surveillée avec sa famille.

Un porte-parole de l'état-major s'invite à l'aube à la télévision nationale pour assurer qu'il ne s'agit pas là d'un coup d'Etat mais juste d'une opération contre les "criminels" de l'entourage du président, en l'occurrence les partisans de Grace Mugabe.

A l'aube, la capitale se réveille interloquée mais reste calme, comme soulagée d'entrevoir la fin du règne de son président.

Mais le vieil homme, déterminé et retors, n'est pas décidé à capituler en rase campagne. Le 16 novembre, il rencontre pour la première fois les généraux qui le poussent vers la sortie et refuse sèchement de leur remettre sa démission.

Le lendemain, il s'offre même sa première sortie publique depuis l'intervention des militaires.

Revêtu d'une toge bleue et d'une coiffe assortie, il préside une cérémonie de remise de diplôme d'une université d'Harare. Avant

de s'endormir dans son grand fauteuil de bois...

Malgré son obstination, les soutiens du président le lâchent un à un. Ses anciens "camarades" de la guerre d'indépendance sont les premiers à lui tourner le dos. "La partie est finie", lance leur chef, Christopher Mutsvangwa.

Samedi 18, des dizaines de milliers de manifestants envahissent les rues des deux principales villes du pays, Harare et Bulawayo (sud-ouest), aux cris de "Bye bye Mugabe" ou "Au revoir grand-père".

Scènes inimaginables il y a quelques semaines, la foule fraternise avec l'armée, l'instrument de répression favori du régime.

Dimanche, la défaite de Robert Mugabe semble consommée. Réunie en urgence, la Zanu-PF lui retire son mandat de président du parti et exclut son épouse de ses rangs.

Cette fois c'est sûr, pense-t-on à Harare, il doit confirmer qu'il jette le gant lors d'une allocution télévision prévue en soirée.

Encadré d'une brochette de militaires en tenue, Robert Mugabe lit de son anglais d'un autre siècle une longue déclaration dans laquelle il reconnaît le bien-fondé de certaines critiques, mais prêche l'unité et la réconciliation.

Il s'emmêle dans son texte et finit sa prestation... sans annoncer qu'il se retire. Enième provocation, il assure même qu'il présidera le prochain congrès de la Zanu-PF !

Dans le pays, c'est la surprise et la déception. Le "roi" n'a pas encore abdiqué, mais il est désormais sous la menace d'une destitution qui doit être engagée mardi.

Malgré ses rebuffades, Robert Mugabe continue de dialoguer avec l'armée.

Contre des "garanties", il a accepté "une feuille de route" pour une sortie de crise, a assuré lundi soir le chef d'état major Constantino Chiwenga.

Surtout, le vieux leader a renoué avec son vice-président déchu. "Le Crocodile", qui a attendu son heure, doit rentrer prochainement au pays. Leur face-à-face sera-t-il décisif ? AFP 21 novembre 2017

Leur candidat ou le ministre de la répression de Mugabe

- Au Zimbabwe, Mugabe lâche enfin le pouvoir - AFP Son ancien vice-président Emmerson Mnangagwa, 75 ans, devrait être nommé dès mercredi président par intérim, selon le parti au pouvoir, la Zanu-PF.AFP

- Après Mugabe, le Zimbabwe a l'opportunité d'un avenir sans oppression, selon May - AFP

La démission du président zimbabwéen Robert Mugabe après 37 ans de pouvoir offre à son pays l'opportunité de connaître un avenir sans oppression, a déclaré mardi la Première ministre britannique, Theresa May.

Les Etats-Unis ont également relevé que le départ de Mugabe était "une opportunité historique pour les Zimbabwéens" d'en finir avec "l'isolement" de leur pays.

"Je suis si heureux que Mugabe soit parti", a réagi Tinashe Chakanetsa, 18 ans. "Trente-sept ans de dictature, ce n'est pas rien. Maintenant je rêve d'un nouveau Zimbabwe dirigé par le peuple et non une seule personne".

"Le nouveau dirigeant devra montrer un visage sympathique à la communauté internationale", relève l'expert Derek Matyszak (Institut pour les études de sécurité - ISS). AFP

- Mnangagwa, un "crocodile" qui veut rassembler les Zimbabwéens - Reuters

Cacique du régime, celui que les Zimbabwéens surnomment "le crocodile" était aux commandes lors des différentes vagues de répression des quatre dernières décennies. Reuters

- Mugabe parti, Mnangagwa devient le président du Zimbabwe - AFP

Emmerson Mnangagwa s’est battu aux côtés de Robert Mugabe pour l’indépendance du Zimbabwe en 1980. À la libération, il

devient le patron des services de renseignement.

Plus tard, il est accusé d'avoir dirigé la brutale répression qui aurait fait environ 20 000 morts en 1983 dans des provinces dissidentes. Un rapport de l'ONU, en 2002, l'accuse également d'avoir participé au pillage des richesses du sous-sol congolais.

Et ça ne s'arrête pas là. Il est aussi soupçonné d'avoir orchestré les fraudes massives et intimidations qui ont permis la « réélection » du dictateur en 2008.

Le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) a affiché sa préférence pour la mise en place d'un gouvernement d'union nationale jusqu'aux élections prévues en 2018, mais a assuré qu'aucune discussion n'était engagée.

Son chef, Morgan Tsvangirai, s'est montré jeudi, dans un entretien avec l'AFP, très magnanime envers le président Mugabe, assurant que les Zimbabwéens ressentaient "des émotions conflictuelles pour ce héros, qui est aussi une brute".

"Que faire à quelqu'un qui a 93 ans ? Le laisser tranquille", a-t-il ajouté, "le nouveau président doit comprendre qu'on peut pardonner et avancer." AFP 24 novembre 2017

Dossier sur la Syrie.

- Syrie: Poutine rallie Erdogan et Rohani à l'idée d'une réunion politique en Russie - AFP

Vladimir Poutine s'est assuré du soutien des présidents turc et iranien à l'idée de réunir en Russie des représentants du régime syrien et de l'opposition, voyant une "vraie chance" de régler ce conflit, malgré les doutes qui continuent d'entourer cette initiative. AFP 22 novembre 2017

- Russie, Iran et Turquie proposent un "congrès des peuples syriens" - Reuters

La Russie, l'Iran et la Turquie ont approuvé mercredi l'idée d'organiser prochainement à Sotchi un congrès des peuples syriens, initiative destinée à engager un dialogue politique et à trouver une solution à six années de guerre civile en Syrie.

"L'Iran, la Russie et la Turquie ont convenu aujourd'hui l'organisation prochaine d'un congrès syrien à Sotchi", a déclaré Hassan Rohani devant la presse. "Ce prochain congrès syrien établira les bases d'une Constitution pour la Syrie", a-t-il ajouté.

Les trois chefs d'Etat appellent les autorités syriennes ainsi que l'opposition modérée "à participer de manière constructive" à ce congrès qui pourrait se tenir dans un avenir proche.

Aucune date n'est précisée, non plus que les noms des organisations et groupes qui seraient invités à y participer.

L'idée reste de réunir autour d'une même table les représentants des différents groupes religieux, factions combattantes et communautés de Syrie.

"Le congrès examinera les principales questions de l'agenda national syrien", a expliqué Poutine devant les journalistes en compagnie de Rohani et Erdogan.

"Il s'agit en premier lieu d'établir un cadre pour la future structure de l'Etat, d'adopter une nouvelle Constitution et sur cette base d'organiser des élections sous le contrôle des Nations unies", a précisé le président russe.

Toujours selon le communiqué, les trois chefs d'Etat réaffirment leur volonté commune d'éradiquer le groupe Etat islamique et s'engagent au respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie.

Avant la réunion, Vladimir Poutine avait réclamé de la part de tous ses acteurs des "concessions" et des "compromis" pour parvenir à une solution politique.

La défaite des djihadistes de l'Etat islamique (EI), dont le dernier bastion urbain dans l'est de la Syrie, Albou Kamal, est tombé la semaine dernière, a fait entrer le conflit dans "une nouvelle phase" qui permet de relancer le processus de paix, avait poursuivi Vladimir Poutine. Reuters 22 novembre 2017

- L'opposition syrienne intransigeante sur le départ d'Assad - Reuters

Plusieurs groupes de l'opposition syrienne, réunis en conférence à Ryad pour définir une ligne commune dans les pourparlers de

paix, ont réaffirmé mercredi leur demande d'une mise à l'écart de Bachar al Assad comme condition préalable à une transition politique en Syrie.

Cette exclusion d'Assad, qui reste un obstacle majeur à un éventuel règlement de la guerre civile, semblait être moins d'actualité après la démission lundi, sans explications, de Ryad Hidjab, président du Haut Comité des négociations (HCN).

Bachar al Assad et pour son refus que le chef du régime syrien puisse jouer un rôle quelconque dans une transition en Syrie.

Le projet de communiqué final de la conférence parrainée par l'Arabie saoudite reprend cette exigence...

Le HCN a jusqu'ici représenté l'opposition syrienne aux pourparlers de Genève, mais il existe d'autres plate-formes de l'opposition soutenues par des puissances comme l'Egypte ou la Russie.

La plate-forme de Moscou, dirigée par l'ancien vice-Premier ministre Kadri Djamil, a décliné l'invitation de Ryad, accusant les membres du HCN de saper les efforts pour parvenir à la constitution d'une délégation unique. Reuters 22 novembre Reuters

- L'opposition syrienne s'accorde pour envoyer une délégation unifiée à Genève - AFP

L'opposition syrienne est parvenue vendredi à Ryad à trouver un terrain d'entente pour envoyer une délégation unifiée en vue des prochaines négociations à Genève avec le régime sous l'égide de l'ONU.

"Nous nous sommes mis d'accord avec les deux autres groupes (de l'opposition) pour envoyer une délégation unifiée pour participer aux négociations directes à Genève", a annoncé à la presse Bassma Kodmani, un des membres de l'équipe de négociateurs.

L'annonce de l'accord intervient au deuxième jour des pourparlers organisées sous l'égide de l'Arabie saoudite, réunissant quelque 140 représentants de l'opposition avant les négociations prévues à Genève le 28 novembre avec le régime du président Bachar al-Assad.

La rencontre de Ryad intervient alors que la Russie, alliée du régime de Bachar al-Assad, espère réunir sur son sol un "congrès" entre des représentants du gouvernement et de l'opposition syrienne sous les auspices des puissances qui les soutiennent. AFP 23.11

Haut de page

Le 27 novembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (5 pages)

Les Plenel, Filoche et cie. n'ont apparemment pas saisi qu'avec l'arrivée de Macron au pouvoir, l'époque pendant laquelle ils remplissaient le rôle d'idiots utiles de gauche pour le compte du régime est définitivement révolue.

Après être passée par plusieurs phases depuis la fin du XIXe siècle, le socialisme réformiste, le social-patriotisme, ou le social-impérialisme, le social-libéralisme, la social-démocratie termine sa course dans la poubelle du néolibéralisme, en sacrifiant parmi ses partisans tous ceux qui entendaient préserver un aspect social à cette idéologie bourgeoise pour justifier leur étiquette (usurpée) de gauche, autant que pour en tirer profit.

La trajectoire ou la courbe empruntée par le socialisme réformiste correspond à celle du capitalisme, qui après être passé par une phase ascendante amorça au détour du XXe siècle une phase descendante qui devait finalement le conduire à un état de crise permanente et à recourir au chaos et à la barbarie pour assurer sa pérennité, à défaut d'avoir été supplanté par le socialisme scientifique.

Ce n'est pas pour me donner un genre ou de l'importance que j'emploie l'expression de socialisme scientifique.

A l'heure où tout le monde a une idée plus ou moins déformée du socialisme, plutôt plus que moins, où on nous sort toute sorte d'experts ou analystes véreux ou vendus pour justifier la politique du gouvernement ou nous expliquer que la situation n'est pas si mauvaise et pourrait être pire, ou encore que nos difficultés quotidiennes seraient le produit d'un concours de

circonstance malheureux mais passager, sinon du ressort de la fatalité, tous ces gens qui étalent leur science perméable à l'idéologie néolibérale, usent et abusent de leur statut pour tromper les travailleurs.

La crédibilité de leurs démonstrations ne réside pas dans leurs discours, mais dans l'utilisation qui est faite de l'image du chercheur, du scientifique, du savant qui est censé maîtriser son sujet ou posséder les connaissances qui l'autorise à se prononcer sur tel ou tel sujet, de sorte que ses conclusions feront autoritées ou seront présentées comme telles.

Diplômé d'une grande école, officiant comme professeur dans une université, ayant publié de nombreux ouvrages, membre ou ex-membre de telle ou telle institution prestigieuse ou internationale, franchement qui oserait les défier, quel manant aurait l'audace de prétendre que ce sont des ignares, des faussaires, des manipulateurs, des intellectuels malhonnêtes, alors que leurs paroles sont sanctifiées par l'ensemble de ce qu'ils appellent la classe politique et les médias, autant remettre en cause les saintes paroles de l'Evangile !

Il en va de même avec un ex-ministre, un élu ou un dirigeant d'un parti se réclamant du socialisme, un militant issu d'une famille de syndicalistes ou ayant rejoint le PS ou le PCF ou plus tard un de leurs satellites dits de gauche ou d'extrême gauche, ces gens-là ont acquis une telle expérience qu'ils savent forcément de quoi ils parlent quand ils évoquent le socialisme, alors qu'ils en ont été les fossoyeurs durant toute leur vie, mais là encore qui aura l'audace de remettre en cause leur légitimité à s'exprimer au nom du socialisme, qui osera leur dénier ce droit ou affirmer que la définition qu'ils en donnent correspond à celle qui fut adoptée à la fin du XIXe siècle par les opposants au socialisme scientifique au profit du capitalisme.

Quand on observe que ceux qui se réclament du socialisme, du communisme, du trotskysme (pas tous ces courants) marchent au côté de Macron dans l'opération destinée à dresser les femmes contre les hommes, Macron et son gouvernement qui sont minoritaires et illégitimes faut-il le rappeler, ils s'emploient à le légitimer au moment même où ils vont s'attaquer à la Sécurité sociale pour l'achever...

Les militants, les travailleurs, tous les lecteurs qui se connectent sur ce portail doivent savoir que tous ces partis ou militants qui peuvent se réclamer de la révolution russe de 1917 ou du marxisme ou de je ne sais quoi encore, sont en réalité étrangers au socialisme scientifique.

Ils peuvent être animés de généreuses intentions, ils peuvent combattre pour de nobles causes, citer à tour de bras les maîtres du marxisme ou du socialisme scientifique, mais en aucun cas ils ne le représentent, car jamais un véritable socialiste ne s'associerait aux campagnes initiées par la réaction mondiale quel qu'en soit le contenu, du fait qu'elles ont été conçues uniquement pour servir les intérêts de la réaction.

Si on les écoutait, on devrait accorder à Macron, comme hier à Hollande, de se préoccuper du sort de certaines couches de travailleurs, de certains peuples, pour être parvenu à ce stade de décomposition ou de déchéance politique, on est en droit d'en déduire qu'on se trouve en présence d'un processus irréversible du fait qu'ils sont allés jusqu'à le théoriser pour justifier leur engagement au côté de la réaction, ils sont donc définitivement perdus pour le socialisme scientifique ou notre cause.

Il y a des symptômes qui ne trompent pas, voyez-vous, mais jugez plutôt vous-mêmes.

Pour adopter l'écriture inclusive, ce à quoi Macon et Philippe se refusent d'après ce que j'ai lu, ce qui entre nous prouve qu'ils sont moins cons que ces demeurés de gauche ou d'extrême gauche qui se laissent embarquer dans la première opération venue et pourrie, dès lors qu'elle est censée défendre un droit ou une valeur attribuée à la gauche, il leur a fallu le justifier avec forces arguments en triturant au scalpel le passé accusé de tous les maux à l'aide de critères d'aujourd'hui, retenez bien ce procédé malhonnête car ils s'en servent en toute occasion semblable, donc aller toujours plus loin dans l'opportunisme. Mais ce qu'ils visaient à réécrire, ce n'était pas tant le passé jugé détestable, mais bien plutôt le présent comme s'il était plus présentable, en lui substituant leur version de la réalité, selon laquelle les conditions seraient remplies ou il serait tant que tous les préjugés adoptés par les peuples ou certaines couches disparaissent... puisque le dictateur en place en a décidé ainsi.

Par bien des côtés ils sont pire que la réaction, ils vont jusqu'à lui fournir des arguments supplémentaires, qui un jour ou l'autre se retourneront contre eux, et malheureusement aussi contre nous pour les avoir combattus. Donc en plus ces gens-là sont dangereux pour tous les militants qui demeurent fidèles au socialisme scientifique.

Vous aurez noté au passage qu'ils considèrent que tant la situation sociale insupportable à laquelle font face des millions de travailleurs et jeunes, que Macron et son gouvernement, les plus à droite sous la Ve République, les rapports entre les classes favorables à celle des exploiteurs, la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une poignée d'oligarques, la crise du capitalisme qui se répercute à tous les niveaux de la société, etc. bref, l'ensemble de ces facteurs et leur orientation seraient finalement favorables aux droits des femmes, des travailleurs immigrés, aux homosexuels, aux minorités en général... Quel bonheur !

Cela signifie clairement qu'ils n'ont que faire de la situation telle qu'elle existe, telle que la subissent les travailleurs et les jeunes. Cela ne les intéresse pas ou ils ne sont pas directement concernés, soit qu'ils soient des nantis ou complètement inconscients ou

les deux à fois, ils adoptent la même attitude que les lobbyistes et autres petits bourgeois, qui décident sans tenir compte de la situation que tout serait possible, dès lors qu'ils l'ont décrété en la parant de vertus qui n'existent pas, mais qui pourraient exister pour peu que par la force en recourant au législateur ils parviennent à bout des préjugés attribués aux masses, mais qui en réalité portent le sceau du régime ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou par la femme si vous y tenez, on se détend un peu.

En conservant les rapports sociaux de production qui existaient hier, alors que la société est en train de s'effondrer, ces tartufes décrètent qu'elle serait encore compatible avec le progrès social et la démocratie, ils voudraient cautionner le capitalisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Voilà à quoi ils en sont arrivés.

Il n'y a absolument rien de scientifique dans leur démarche, c'est ce qu'il faut retenir.

Un dernier mot.

Au début des années 80 ce furent les fondateurs de SOS racisme, Désir, BHL, Kouchner, Dray et cie. tous d'abominables réactionnaires qui avec le PS instrumentalisèrent le racisme et firent monter l'extrême droite. D'autres salopards de la même espèce lancèrent une multitude d'ONG (RSF, MSF, etc.) pour détourner les travailleurs du mouvement ouvrier et accompagner les privatisations à venir. Le PS et le PCF créèrent un tas d'associations qui devaient remplir les mêmes fonctions. Plus tard, tous s'engouffrèrent comme un seul homme dans les mal nommés réseaux sociaux créés cette fois par l'oligarchie, afin que chaque citoyen puisse devenir un acteur du chaos qu'elle allait orchestrer à l'échelle mondiale, et cela fonctionna encore à merveille.

De nos jours, les crypto-staliniens du NPA et de LO, ainsi que LFI, profitent que le PS et le PCF se sont effondrés pour reprendre le flambeau de l'opportunisme.

La causerie d'hier soir.

Je tiens à ajouter à la brève causerie d'hier soir qui figure ci-dessous, que contrairement aux poufiasses qui n'ont pas porter plaintes lorsqu'elles furent victimes de harcèlement sexuel, parce qu'elles estimèrent que leurs carrières valaient mieux que leurs valeurs, autrement dit que cela ne les gênaient pas de se faire tripoter du moment que cela leur rapportait quelque chose, pour n'avoir jamais troqué mes convictions ou mes principes au profit de ma carrière professionnelle ou de mon emploi, j'ai été licencié plus d'une fois, ce qui a contribué à briser mon couple et m'a conduit par la suite à m'exiler en Inde.

Les militants qui les soutiennent sont des planqués ou des nantis, des fonctionnaires en général, qui n'ont jamais été confrontés à cette situation, et en cautionnant l'ignoble marchandage auquel ces harpies se sont livrées dans le passé, ils témoignent qu'ils n'ont pas plus de principes qu'elles.

Avec quelques heures d'avance, il est 21h50 ce dimanche soir, j'ajoute un petit mot à la causerie mis en ligne quelques heures plus tôt.

Il suffit qu'une ou plusieurs personnes portent une grave accusation sur quelqu'un pour que cette personne soit forcément coupable des paroles ou des agissements qu'on lui prête ou qu'on lui reproche sans autre forme de procès.

Ensuite il est demandé à l'accusé de se défendre, mais comment le pourrait-il dès lors qu'il a été jugé coupable avant même de s'exprimer et compte tenu que l'accusation qui a été portée contre lui à valeur de preuve, c'est impossible.

C'est le procédé utilisé par tous les régimes despotiques.

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que les poufiasses qui portent plaintes pour harcèlement sexuel plusieurs années après les faits présumés, n'ont pas trouvé utile de porter plainte immédiatement après les faits évoqués parce qu'elles ont considéré que les valeurs qu'elles mettent aujourd'hui en avant n'en valaient pas la peine en privilégiant leur ambition ou leur carrière professionnelle, ce qui signifie que ces salopes n'ont ni principe, ni valeur, ni scrupule, ni morale, ce sont des ordures qui ne méritent que le mépris.

Dans le cas de Plenel, ils ont porté une accusation sans preuve qu'il ne pouvait évidemment pas démentir, dès lors il était forcément coupable. Le même procédé fut employé lors des procès de Moscou par Staline au milieu des années 30.

Dans celui de Filoche, ils n'ont pas tenu compte que plusieurs personnes pouvaient publier des documents sur son fil (Twitter) ou qu'il ignorait la provenance de la caricature à l'origine de cette polémique. Il a cru s'en tirer en plaidant coupable par ignorance, ne se souvenant pas que cela n'avait pas épargné la vie des dirigeants bolcheviks que Staline avait décidé de liquider physiquement. Staline, Hitler, Pétain, Franco, Mussolini, Salazar, Pinochet, Vidéla ou n'importe quel dictateur réservèrent le même sort à ceux qui étaient prêts à se renier pour tenter de sauver leur peau.

Ces campagnes sont dignes de ces dictateurs.

Elles sont reprises par le NPA et LO, chacun à leur manière.

La palme de l'ignominie revient au NPA qui fait plus fort que toute la réaction réunie, jugez plutôt.

Les articles récents qu'ils ont publiés.

- Violences sexistes : après la libération de la parole, construire une mobilisation féministe !
- Contre les violences faites aux femmes!
- De quoi le viol est-il le nom?
- Un viol est un viol, et un viol est un crime!
- MeToo à WeTooGether: inscrire le mouvement dans la durée
- Existrans : Intersexes et trans, contre vos violences ! (Tendance Claire)

La décomposition ou la débilité ne s'arrête pas là.

- Grand meeting unitaire.

- ...Nous sommes tou.te.s précaires et chômeur.ses
- ...les chômeur.e.s moins indemnisé.e.s, fliqué.e.s, méprisé.e.s, radié.e.s.

Pour être vulgaire, on leur souffle dans le cul et ils démarrent au quart de tour !

LO en est évidemment.

- Contre les violences faites aux femmes. - 23 Novembre 2017

Lutte ouvrière s'associe à cette manifestation pour les droits des femmes appelée, samedi 25 novembre...

- Charlie Hebdo – Mediapart : débat ou caricature ? - 23 Novembre 2017

Il y a une lutte à mener pour changer la société, et elle est à mener sur tous les plans. Cela inclut la lutte contre le racisme, contre l'obscurantisme religieux, contre les violences sexuelles, contre toutes les discriminations et les idées fausses que la société capitaliste secrète ou revivifie en permanence, et bien sûr la lutte contre le capitalisme lui-même.

Pour un peu ils allaient oublier le capitalisme ! On aura compris que LO tout comme le NPA participe à l'offensive de la réaction contre les masses en se parant de bonnes intentions et en reprenant les mêmes méthodes scélérates.

Personnellement je ne combats pas "*contre le racisme, contre l'obscurantisme religieux, contre les violences sexuelles, contre toutes les discriminations*", etc. je combats les instruments et les institutions qui utilisent tout ce qui leur tombe sous la main pour détourner les travailleurs de la lutte de classe. Ma cible, contrairement à eux, ce ne sont pas les travailleurs et leurs préjugés mais uniquement le régime, son idéologie et ses représentations, donc je n'ai pas besoin de justifier mon anticapitalisme. Vous aurez saisi la distinction, n'est-ce pas ? Ces gens-là me font horreur, quelle honte !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (41 pages)

Causerie du 27 novembre au 2 décembre.

J'ai enfin touché ma première retraite (247 euros, 17.000 roupies), avec deux mois de retard, me voilà un nantis ! J'attends toujours celle du 1er novembre. J'en ai profité pour acheter une armoire métallique (8.500 roupies) en remplacement de celle de la chambre qui avait subi le tsunami que j'ai affectée au garage, j'en ai profité pour le nettoyer, cela m'a pris un après-midi entier, à cause des rats, des écureuils, des geckos (lézards), etc. qui pullulent ici, mais aussi de la poussière car il n'est pas fermé, on privilégie toujours la circulation de l'air à cause de la chaleur et de l'humidité. Avec Selvi on doit aussi se racheter des vêtements car ils tombent en lambeaux. Elle porte les saris de sa fille qui en a à revendre, plus d'une cinquantaine, et pour sortir en ville je mets les shorts que sa soeur m'a donné qui viennent d'Allemands chez qui elle a travaillé et qui sont partis aux Etats-Unis, sinon je n'ai pas un seul short potable. Je dois réparer quatre chaises en rotin qui ont plus de vingt ans, je les avais achetées d'occasion à un prof du lycée français qui retournait en France, elles ne tiennent plus debout, c'est pour dire qu'on vit chichement.

Mon travail a été perturbé ces derniers jours par la présence de Selvi (ma compagne) qui a arrêté de travailler, et la mousson ou des pluies diluviennes. J'ai passé l'après-midi d'hier à réparer les dégâts de la nuit précédente et je n'ai pas terminé. Le clavier Microsoft a lâché, mais j'en avais un ancien en réserve, j'ai dû aussi racheter une souris, l'obsolescence programmé, quoi. Je les ai démontés, irréparables, pistes oxydées ou circuits imprimés HS. A part cela, on a aussi pas mal de boulot avec la santé des chèvres. Un jour je mettrai des photos en ligne. Passons à notre sujet.

Des moteurs de recherche alternatifs à Google. Il n'est pas nécessaire de télécharger leur application, il suffit de faire glisser ces liens dans vos favoris.

Qwant -
https://www.qwant.com/

DuckDuckGo -
https://duckduckgo.com/

Un point sur le portail

Quand bien même j'aurais les moyens de rendre compte des mouvements sociaux en cours, je n'en aurais pas le temps, d'autres supports s'en chargent, idem pour certaines infos politiques que je ne traite pas. L'orientation politique proposée par le POID peut servir d'axe de combat sans qu'on soit obligé de partager toutes ses positions. Toutes les formations politiques qui participent aux campagnes contre le sexisme, l'homophobie, le racisme, la xénophobie, etc. initiées par le PS ou ses satellites ou reprises par Macron et LREM, etc. en fait par l'oligarchie, qui ont adopté l'écriture inclusive, sont à éviter ou à fuir comme la peste.

Si on était aussi intelligent que nos ennemis, on rassemblerait nos forces et on se partagerait le boulot pour les combattre sur tous les fronts. Mais voilà, apparemment, malgré les apparences nous ne poursuivons pas réellement les mêmes objectifs politiques ou certains privilégient des intérêts particuliers, à moins que ces dirigeants ne disposent pas des qualités requises pour mener ce combat politique, inutile de les citer ou de s'attarder sur ce sujet.

On ne leur enlèvera pas qu'au départ, quand ils étaient jeunes, ils s'engagèrent sincèrement dans le combat politique, mais ils ignoraient ou perdirent de vue rapidement qu'ils avaient encore tout à apprendre, comme chacun d'entre nous, et surtout qu'ils ne devaient jamais considérer leurs connaissances acquises comme définitives. Erreur que nous commirent tous, car nos idées seraient forcément obligées d'évoluer au fur et à mesure de nos expériences ou de la progression de notre propre réflexion, et des transformations de la société qui nécessiteraient de remettre en question certaines de nos certitudes ou de modifier notre interprétation du monde pour ne pas nous écarter de notre objectif politique, sans quoi, nous nous engagerions inconsciemment dans une autre voie qui nous conduirait à l'abandonner. Auquel cas par la suite, en fonction de l'évolution de leur condition dans laquelle devaient intervenir de nombreux facteurs objectifs et subjectifs, ils devaient en prendre conscience à des degrés divers et assumer ou non leur reniement, et il ne leur resterait plus qu'à sauver plus ou moins les apparences, davantage en fonction de critères ou d'intérêts individuels, de leur ambition, de leur statut social, conservant leur étiquette politique ou en changeant, tandis que leurs expériences passées ou leurs discours devaient leur servir de caution de gauche ou d'extrême gauche.

Sans porter ici le moindre jugement sur qui que ce soit, il n'en demeure pas moins qu'ils ont entraîné dans leur entreprise aventureuse et malhonnête ainsi que leur impasse politique des générations de militants, ce qu'on ne peut pas laisser passer au regard des conséquences politiques qui en découleront, sans parler que la désillusion de ces militants prendra parfois une tournure dramatique ou ils en ressortiront brisés et cesseront le combat politique. Quand on ne croit plus en quelque chose ou en quelqu'un, il est malhonnête de faire croire le contraire. C'est un abus de confiance, et comme le pensent certains avec raison, c'est franchement dégueulasse.

Maintenant, compte tenu que nous nous sommes tous plus ou moins fourvoyés à un moment donné, ce qu'il faut commencer par assumer, on doit admettre qu'il existe encore des dirigeants, des cadres, des militants qui demeurent attachés à notre idéal et qui cherchent sincèrement à corriger les erreurs du passé et à progresser, ce qui sera plus difficile pour un dirigeant compte tenu de ses responsabilités et de son statut que pour un militant de base, mais ce qui serait beaucoup plus facile ou lui semblerait naturel s'il avait été plus modeste et s'il avait cultivé cette valeur dans son parti, les militants seraient alors disposés à écouter ses explications.

Plus d'une fois dans des causeries, si j'ai évoqué la modestie, c'était parce que j'avais pris conscience du rôle prépondérant qu'elle avait joué chez Marx et Engels tout au long de leur vie et de leurs travaux, car en découlait un facteur déterminant sans lequel toute réflexion serait faussée à la base, l'absence d'a priori, surtout sur soi-même. Ce qui nous amène à considérer ou au constat que, tant que nous n'avons pas étudié à fond un sujet, tant que nous n'avons pas trouvé de réponses cohérentes ou satisfaisantes aux questions qui ont jaillies au cours de notre réflexion ou de notre étude, tant que nous n'avons pas épuisé toutes les hypothèses qui ont été soulevées à un moment ou un autre, tant que nous ne sommes pas parvenus à découvrir la dialectique qui est à l'origine d'un facteur et de sa transformation, ainsi que tous les rapports dans lesquels il allait être amené à jouer un rôle, influencer leurs orientations, déterminer l'enchaînement des effets ou des conséquences qui en découleraient, etc. et bien on doit partir du principe qu'on ne sait rien ou presque et qu'on a tout à apprendre.

Marx et Engels ne seraient jamais parvenus à bout de leurs travaux, s'ils n'avaient pas possédé au plus haut degré cette qualité essentielle que chacun devrait commencer par cultiver, franchement, on s'en porterait tous beaucoup mieux, et peut-être qu'alors on pourrait espérer nous en sortir.

Il y a une chose que j'ai oublié de souligner et qui est extrêmement important, mais peut-être que vous l'avez déjà deviné, c'est que sans modestie, il est impossible d'avoir un esprit libre, et que seul un esprit libre peut progresser, peut se développer, et partant de là peut atteindre un certain niveau de conscience, qui au passage procure un degré de satisfaction ou de bonheur inégalé, dans la mesure où il est le produit d'un processus honnête et sans tache, où ne figure nulle trace des comportements méprisables que développent les ambitieux, les vaniteux.

On aurait pu remplacer esprit libre par esprit ouvert au lieu de se recroqueviller sur des interprétations de la société ou des conceptions de la lutte de classe qui datent d'une époque révolue et qui doivent forcément évoluer, sinon on risque de ne plus rien comprendre ou de se fossiliser.

Parmi les facteurs déterminants de la situation, j'avais affirmé en observant ce qui s'était passé au cours des dernières années en Grèce que le capitalisme était en train de s'effondrer, mais pas selon le schéma habituel, entraînant la dislocation de la société et de tous les rapports qui la structuraient, tandis que les représentations idéologiques du régime capitaliste tendaient vers le fascisme en adoptant un mode de fonctionnement de type despotique ou mafieux selon qu'elles portaient davantage sur la politique ou l'économie, non pas temporairement ou pendant une période limitée mais définitivement, à l'instar de ce qui s'était déjà produit depuis de nombreuses décennies aux Etats-Unis, qui ont malgré tout continué d'être caractérisés de démocratie, alors qu'en réalité c'était déjà un régime mafieux et tyrannique qui était en place et qui devrait servir de modèle à l'Europe et au-delà.

La démographie mondiale exponentielle combinée aux gigantesques progrès des sciences et des technologies ont conduit à l'exacerbation des contradictions du capitalisme dans des proportions telles, que l'oligarchie fut contrainte de modifier sa stratégie (de passer du libéralisme à l'ultra libéralisme ou néolibéralisme) et d'accélérer sa mise en oeuvre en prenant directement en mains les rênes du pouvoir, en réduisant pratiquement à néant l'espace politique destiné à ses opposants ou à toute expression de la démocratie, de sorte qu'elle pourrait se livrer en toute impunité à toute sorte d'opérations financières illégales ou mafieuses qui accroîtraient encore sa fortune et son pouvoir, les peuples étant réduits au statut d'esclaves d'autant plus facilement qu'ils s'étaient laissé corrompre par le capitalisme ainsi que leurs représentants.

L'oligarchie financière avait confisqué ou privatisé la planche à billets, il ne lui restait plus qu'à en faire de même avec le pouvoir politique, c'est fait. Comment s'y est-elle prise pour en arriver là, de quels relais institutionnels et de quelles complicités a-t-elle bénéficié dans la société? Voilà ce que nous traitons ici.

En consultant les statistiques du portail, j'ai constaté que les causeries de 2011 avaient été téléchargées par plus de 1300 militants, sans compter ceux qui par centaines n'ont fait que les lire. Je pense que vous serez d'accord avec moi qu'on ne télécharge pas un document de 1728 pages s'il ne présente pas d'intérêt.

J'ai décidé de m'adresser aux travailleurs sans chercher à me mettre dans la peau d'un autre ou à jouer au dirigeant, en étant le plus naturel ou simple possible, sincère si vous voulez, pour montrer que c'était possible. Et si j'évoque souvent mes expériences personnelles, c'est pour leur montrer que dans la vie quotidienne je me comporte de la même manière, histoire de les mettre à l'aise, attention, je n'ai pas dit en confiance. Car lorsqu'on a un a priori sur une personne, on aura tendance à déformer ses idées ou à n'y porter qu'une faible attention, à peine lu et déjà oublié, or, en règle générale, ce que j'écris ou les passages ou textes que je reproduis sont justement conçus pour susciter une réflexion ou un questionnement, marquer les esprits, car je ne vois pas quel intérêt aurait des lieux communs ou répéter ce que d'autres ont déjà dit, ce serait une perte de temps pour moi et les lecteurs, donc ce serait stupide.

Donc il y a des passages plus légers que les autres qui reflètent la vie d'un homme. Cela compense la déshumanisation en marche avec la numérisation à outrance ou à marche forcée. Je suis la voie que je me suis tracé, sans chercher à convaincre quiconque de la suivre, je partage des expériences, ensuite chacun en fait ce qu'il en veut.

Je n'ai pas encore renouvelé l'abonnement du portail au serveur d'OVH, l'échéance arrive fin décembre, qu'en pensez-vous ?

Quelques réflexions personnelles

1- On se détend un peu.

Vous n'avez pas trop le moral, faites-vous plaisir, changez-vous les idées, écoutez Dizzy Gillespie, Miles Davis et Charlie Parker en concert, ou Herbie Hancock, Wayne Shorter, Omar Hakim, Stanley Clarke, ou toujours en concert Paco De Lucia, Al Di Meola et John McLaughlin, David Bowie - Heroes, Don Cortes Maya ou Sabicas (Flamenco Guitar), osez John Lee Hooker, Carlos Santana and Etta James, soyez funky avec James Brown, Michael Jackson et Prince ou laissez-vous aller avec Eric Clapton, Marcus Miller, David Sanborn, Joe Sample et Steve Gadd, essayez 2CELLOS ou encore Estas Tonne an incredible experience, c'est tout à fait génial et cela vous réconciliera avec la vie, avec le genre humain au besoin.

Tapez dans vos mains, chantez, dansez, Selvi a été absente pendant quatre jours parce que sa vieille mère était malade, et sa soeur Adi m'a laissé tomber, elle était indisposée m'a-t-elle dit, c'est souvent la règle avec les femmes, alors ce soir on va se régaler et je vais leur faire découvrir des trucs qui vont les transporter, je m'occuperai de l'animation ! (Plus tard mercredi soir, elles ont adoré, it's great, what's so beautiful music... indeed my dear!)

Je serai un type belliqueux ou aigri, un rustre, un vieux con, ah cela nous fait bien marrer d'entendre ce genre de conneries ! Les filles rigolent aux larmes, alors qu'elles ont eu une vie de merde comme vous ne pouvez pas l'imaginer, si je déconne, c'est pour faire tomber les barrières qui existent entre nous, au diable les conventions, le bonheur ne doit pas être réservé aux nantis.

Des gens simples et modestes n'ont pas de préjugés, ce sont ceux qui sont les plus évolués qui en sont farcis jusqu'à la gueule, être naturel présente l'avantage de n'avoir aucun complexe et d'en attribuer aucun aux autres, ce qui permet de partager des moments de bonheur.

Détendez-vous, on y a tous le droit, vous verrez, cela fait du bien, il faut bien compenser d'une façon ou d'une autre la grisaille ou la tristesse de l'existence, sinon c'est un truc à devenir dingue. Vous allez me prendre pour un détraqué, un mec pas très sérieux, je dirais plutôt qui ne se prend pas trop au sérieux, je suis parfaitement lucide, trop même et ce n'est pas toujours facile à vivre, il faut parfois s'accorder un peu de répit, surtout sachant qu'on n'a pas fini de la subir la réaction sur toute la ligne, c'est quand on ne se soulage pas un peu qu'on crée les conditions pour craquer, vous comprenez.

Ne craigniez rien, il n'y a pas de mal à se faire du bien quand on a la conscience tranquille, quand on s'assume, ce qui n'est pas le cas des gens qui vous jugent, il faut s'en taper car généralement ils sont insignifiants ou ils ne sont pas vraiment des exemples à suivre, dans tous les cas de figure vaut mieux toujours être ce qu'on est, c'est un conseil d'ami. Et quand on fait des conneries, et bien cela montre tout simplement qu'on n'est pas différent des autres. En quoi cela serait-il insupportable, parce qu'on estimait être supérieur ou meilleur que les autres, ah ben c'est du joli ! ou parce que les autres pourraient s'en servir contre nous, et bien cela signifierait que vous manquez de modestie et que vous êtes vulnérable, dans ce cas-là il ne tiendrait qu'à vous de progresser.

Les gens qui ont une haute estime d'eux-mêmes ne le méritent pas ou ne valent pas grand chose généralement, quant aux arrogants ils sont puants, vaut mieux les éviter. Il y a aussi des gens qui sont faussement superficiels, non pas qu'ils ne le soient pas, ils sont surtout très hypocrites. Ils vous parlent de choses insignifiantes parce qu'ils craignent de parler de choses plus sérieuses et autrement compromettantes. Je me suis fait berner plus d'une fois par ce genre de gens au comportement ambiguë ou qu'on a du mal à cerner à cause de cela. Ils entretiennent de la sorte la bonne image qu'ils veulent qu'on ait d'eux, vous les trouvez sympathiques, mais ce n'est pas ce qu'ils pensent de vous, sauf que vous l'ignorez, c'est très sournois et vous pouvez longtemps vous faire abuser ainsi.

Etre gentil ou prévenant avec les gens ne présente pas que des avantages, loin de là, mais ce n'est pas une raison pour changer ou les juger. Vaut mieux encore être parfois le pigeon de quelques profiteurs ou de gens ayant des arrière-pensées inavouables que devenir mauvais et de haïr la terre entière.

Avec mon entourage, des gens ultra arriérés et très pauvres, j'ai volontairement des rapports qui sont très crus, très durs, d'une sincérité absolue, bien qu'il m'arrive de reporter parfois à plus tard ce que j'avais à leur dire, je ne l'oublierai pas et je leur caserai un jour ou l'autre, je profite de mon statut ni pour leur donner des leçons ni pour les juger, je me contente juste de remettre de l'ordre dans ce qu'ils m'ont raconté pour qu'ils en saisissent eux-mêmes les contradictions ou l'absurdité et puissent progresser, et cela marche du tonnerre. Quand quelqu'un a fait une connerie ou la reproduit sans cesse, cela ne sert à rien de le traiter de con ou de le mettre face à sa connerie, non, ce qu'il faut c'est qu'il arrive à se le dire lui-même et en tire un enseignement qui lui sera profitable pour la suite.

Il y a des gens qui ont un comportement très con et qui apparemment l'assume, c'est incompréhensible si on ne tient pas compte des avantages qu'ils en tirent, et surtout le fait qu'ils en ignorent les conséquences négatives, c'est donc cet aspect nuisible pour eux qu'il faut faire ressortir pour qu'ils en prennent conscience et que leur situation s'améliore, on peut les encourager à en faire l'expérience pour qu'ils jugent ensuite sur pièces, notre rôle s'arrête là.

Que les gens soient pauvres ou pas, éduqués ou évolués ou non, ils manquent singulièrement de logique dans leur vie, dans leur pensée. C'est la raison pour laquelle il faut les laisser parler ou les faire parler le plus possible. Ils vont vous débiter un tas de trucs dans un désordre indescriptible, il vous suffira ensuite de remettre chaque chose à sa place et de leur montrer les rapports de cause à effet qui existaient entre les expériences qu'ils avaient vécues pour qu'ils y voient plus clair. Ils peuvent évidemment refuser de se rendre à l'évidence, mais au moins ils disposeront dorénavant d'une base saine pour réfléchir à leur condition, qu'ils en fassent usage ou non, peu importe car on ne peut pas faire le bonheur des gens contre leur gré.

L'air de rien, la dialectique peut servir à cela dans la vie quotidienne, on peut aider un tas de gens, je peux même dire leur rendre des services inestimables et qui ne coûtent absolument rien, hormis beaucoup de patience d'un côté, et de modestie de l'autre. Les rapports avec des gens arriérés et pauvres seront toujours plus simples et plus sains qu'avec des gens évolués, parce que leur condition les porte naturellement à la modestie.

On a besoin des deux pour passer au socialisme, et la difficulté sur laquelle nous butons vient du fait qu'on est incapable de s'adresser aux uns et aux autres pour qu'ils progressent, et non de leur condition qu'on ne peut pas changer, auquel cas nous n'aurions pas besoin de combattre pour changer la société.

2- Autre chose.

Hier soir il m'est encore arrivé une expérience incroyable, si l'on veut car j'en vis régulièrement du même genre.

J'étais seul et je sirotais mon apéro, quand j'ai repensé à mon arrière-grand-père qui avait été forain et qui avait fini chanteur dans les cours dans le quartier de la République, il habitait rue Rambuteau, ma arrière-grand-mère était vendeuse des quatre saisons et tirait une charrette à bras en arpentant le boulevard entre République et Bastille.

J'avoue penser très rarement à mon arrière-grand-père, c'est exceptionnel, peut-être une dizaine de fois en un peu plus de 50 ans, quand j'étais gosse je l'avais rencontré deux ou trois fois.

Mon repas terminé, je lis quelques articles et j'écris quelques lignes puis je décide de regarder un film que j'avais téléchargé il y a quelque semaine, au hasard je jette mon dévolu sur un film de 1955 intitulé Sur le Banc avec Raymond Souplex et Jane Sourza comme acteurs principaux. Le film commence, et quelques minutes plus tard qu'est-ce que je découvre, c'est que Raymond Souplex dit la Hulette est chanteur dans les cours à Paris, quelle curieuse, incroyable coïncidence, n'est-ce pas ? Ce genre de trucs arrivent à tout le monde.

Comme quoi les rapports qui existent entre la pensée et le monde extérieur vont bien au-delà de ce qu'on imagine ou de nos connaissances actuelles en la matière.

Nous ne pensons pas tous les actes que nous accomplissons, de même qu'on ignore souvent d'où nous viennent certaines pensées. Penser est un acte, et un acte peut en entraîner un autre. Quand on s'empare d'une pensée, qu'on s'y attarde ou qu'on la développe, elle devient consciente, pas forcément, tout dépend du degré de lucidité qu'on a atteint, de l'intensité ou de la profondeur de cette pensée, de la charge émotive qu'elle renferme ou qu'un souvenir évoque, de sorte qu'elle va s'étendre bien au-delà du champ qu'elle embrasse et qui appartient au passé, pour tisser un lien ou trouver un relais dans le présent, qui restera inconscient ou sans conséquence si les conditions évoquées précédemment ne sont pas remplies, autrement dit cette pensée restera sans suite apparente ou matérielle, ou elle se concrétisera, elle se traduira par une nouvelle expérience qui s'inscrira dans son prolongement et dont on prendra conscience.

Il n'y a évidemment rien de mystique ou de théosophique là-dedans, cette expérience prouve que la pensée est un produit de la matière ou son prolongement.

Comment expliquer cela ?

Parce qu'il existe un lien entre toutes nos expériences passées et le présent sous une multitude de manifestations dont on n'a pas conscience, ce film en était une. Un fil relie le passé au présent, c'est un lieu commun, certes, mais on a tendance à l'ignorer, particulièrement en politique. Les gens qui tiennent à effacer leur passé ou à prendre leur distance avec lui sont à plaindre, parce qu'à un moment donné ils ne sauront plus où ils en sont, très souvent ils régressent et connaîtront une fin pénible qu'ils ne parviendront pas davantage à assumer et c'est bien triste.

La transition politique est toute trouvée

Il existe aussi un fil qui parcourt l'histoire, qui relie chaque étape du développement de la civilisation humaine pour ne pas remonter plus loin.

Il existe un fil conducteur entre :

- Les banquiers de Hanove au XVIIe siècle, dont les Rothschild.
- Leur immigration dans différents pays dont les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la France
- Théodore Herzl et son ouvrage l'Etat juif
- La création de la Banque centrale des Pays-Bas
- La création de la Banque d'Angleterre
- Le passage du capitalisme à l'impérialisme
- Les expéditions coloniales ou les guerres de rapine en Afrique
- Le développement de l'automobile et des multiples applications du pétrole dans l'industrie
- La crise du capitalisme au détour du XXe siècle
- L'affaire Dreyfus
- La création de la Fed en 1913 , toujours par les mêmes banquiers
- La Première Guerre mondiale
- La balkanisation du Moyen-Orient et de l'Afrique.
- La Déclaration de Balfour
- La création de la BRI
- La création du Council on Foreign Relation (CFR) en 1921
- Pacte secret en Ecosse le 28 août 1928 entre les oligarques de la Royal Dutch Shell (Hollandais), de la Standard Oil Cie. (Exxon) (Américain, Rockefeller), et de l'Anglo Persan (BP) (Britannique) pour se partager le marché mondial du pétrole, rejoints plus tard par Mobil, Gulf, Texaco, Chevron.
- La dépression de 1929
- La création des paradis fiscaux
- La montée de Hitler et du nazisme en Allemagne
- Pearl Harbour
- La Deuxième Guerre mondiale

- Gatts, OMC, Accord général sur le commerce des services (AGCS), Doha
- La fondation du FMI, de la Banque mondiale
- La fondation de l'ONU, de l'Union européenne
- La création d'Israël
- Le coup d'Etat en Iran en 1953, parmi bien d'autres en Afrique en en Amérique latine
- Le club Bilderberg en 1954
- La propagation de la pornographie et de la drogue
- Friedrich von Hayek enseigne l'ultra libéralisme à la London school of economics financée par la fondation Rockefeller, puis à l'université de Chicago
- La fin de la convertibilité du dollar en or en 1971
- La Commission Trilatérale en 1973
- La Banque de France passe sous la coupe du marché en 1973.
- Les crises du pétrole des années 70 et 80
- Le développement des ONG et des lobbies écologiste, féministe, antiraciste, antifasciste, altermondialiste, etc.
- L'implosion de l'URSS et du Pacte de Varsovie
- Toutes les révolutions dites de couleurs, des fleurs, le Printemps Arabe
- Maastricht, la BCE et l'euro
- Le 11 septembre 2001 et toutes les guerres qui allaient suivre
- La création d'Internet et des mal nommés réseaux sociaux
- L'élection de Sarkozy et la disparition programmée du parti gaulliste
- L'élection de Hollande et la disparition programmée du PS
- L'élection de Macron protégé de Rothschild

Que retrouve-t-on tout au long de ce fil ? Les mêmes banquiers liés aux guerres mondiales, au pétrole, au fascisme, à l'ultra libéralisme et à Israël, à Internet et la boucle du nouvel ordre mondial est bouclée.

Evidemment cela n'a absolument rien à voir avec ce qui figure dans les manuels scolaires ou universitaires, dans les ouvrages des historiens, dans la propagande diffusée par les médias détenus par des oligarques, ni même dans la formation dispensée aux militants par les partis ouvriers ou les syndicats.

Partant de là, comment voulez-vous les combattre ? Dès lors que votre argumentation comporte des contrevérités, des contradictions, des incohérences, de graves lacunes, des erreurs manifestes, etc. quelle crédibilité peut avoir votre discours ? Ce qui se passe, c'est qu'un jour où l'autre forcément les militants découvrent qu'on leur a menti ou qu'on les a trompés, et c'est terminé, ils ne veulent pas en entendre davantage et ils ont raison.

La difficulté pour eux d'accéder à la vérité ou de s'en sortir, c'est que l'histoire qu'on leur a racontée ne reflétant pas la réalité, relevait à leur insu davantage de la propagande ou d'une théorie avec laquelle ils ont fini par s'identifier, de telle sorte que s'en séparer est extrêmement difficile, par crainte du vide ou de se faire abuser par d'autres personnes qui semblent également d'une honnêteté irréprochable, mais ne le sont pas forcément.

Quand on a cru quelque chose ou quelqu'un pendant des années ou toute sa vie, on a beaucoup de mal à concevoir qu'on s'était fourvoyé, et pourtant il faut bien parfois en prendre son parti, ce qui ne signifie nullement qu'on aurait été malhonnête, on a cru sincèrement certaines choses qui étaient fausses, voilà tout, cela arrive à tout le monde ou presque de se faire manipuler un jour ou l'autre, reste à savoir à quel niveau et pendant combien de temps, et personne n'a le droit de nous juger dès lors qu'on a toujours été animé de bonnes intentions, c'est l'un des rares cas où elles sont utiles à quelque chose, donc il faut en profiter et ne pas hésiter à modifier notre interprétation du monde.

De nos jours, et c'est malheureux à dire, je dis cela par expérience, il faut se méfier en premier lieu des documents fournis par des gens qui sont organisés dans un parti, car ils servent à justifier leur politique ou ils ont été conçus de telle sorte que les arguments ou les faits qui pourraient les contredire n'y figureront pas, ils les auront autocensurés, ils peut arriver aussi qu'ils en aient oubliés involontairement, dans ce cas-là on peut au moins se donner la peine de les lire. Mais comment le savoir, le détecter, car c'est plus qu'un esprit critique bien aiguisé qu'il faut avoir, ce sont des connaissances quasi encyclopédiques ou avoir lu et étudié pendant de longues années des milliers de documents sur une multitude de sujets, ce qui n'est pas le cas de la plupart des travailleurs ou des militants, ou alors il faut vérifier la véracité d'un tas d'informations fournies et être capable de vérifier qu'ils n'en existeraient pas d'autres qui iraient dans le même sens ou les contrediraient, il faut essayer de faire des recoupements, etc., mais là c'est le temps qui nous manque.

Donc sans tomber dans la paranoïa, il faut être vigilant et ne rien prendre comptant ou au premier degré, mais attention, il ne faut pas forcément écarter des faits ou des versions qui nous semblent improbables ou illogiques, parce qu'on ignore peut-être certaines choses, et puis il ne faut pas confondre notre logique, nos expériences, nos intentions avec celles des différents acteurs en présence, y compris le rédacteur d'un article.

Parole d'internaute

- "*On remarquera que quand il s'agit des "Russes" Cubains, Chinois au tout autre "ennemi des USA" les théories du complot existent bel et bien. Mais quand il s'agit des USA, de l'Occident il est interdit de parler de "complots" ou "théories du complot" seuls "les autres" sont "coupables" de ces théories incroyables mais possibles.*"

Selon le marxisme, le développement du capitalisme conduit à la barbarie ou au socialisme, on dit généralement que c'est une théorie qui repose sur les faits et leur enchaînement, mais cette explication n'est pas assez précise, en réalité le développement du capitalisme conduit effectivement à la barbarie, on en a la preuve sous les yeux quotidiennement, c'est donc un fait irréfutable, dont l'origine repose sur les fondements et les lois du fonctionnement du capitalisme qui en découlent. Le capitalisme est le produit du développement des forces productives et de la lutte des classes. Cette partie n'est donc pas à proprement parler une théorie mais plutôt un constat, un fait historique.

En revanche, le passage au socialisme relève de la théorie, dans la mesure où les facteurs subjectifs y jouent un rôle prépondérant. Sa réalisation nécessite que les éléments les plus conscients parmi les masses exploitées intègrent dans leur analyse les facteurs déterminants qui ont contribué au développement du capitalisme et qui permettent de passer à un mode de production supérieur et à la démocratie, de mettre un terme au règne de la nécessité et de l'exploitation de l'homme par l'homme pour passer à celui de la liberté. Ces éléments les plus conscients doivent prendre conscience du processus matérialiste dialectique qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine pour qu'elle puisse passer à l'étape supérieure.

Ce en quoi le socialisme est une théorie, c'est qu'il prétend que les masses exploitées peuvent parvenir à remplir les conditions subjectives pour se débarrasser du capitalisme, à condition qu'elles parviennent à traduire consciemment en terme de tâches politiques et d'organisation les conclusions auxquelles conduit le processus matérialiste dialectique et historique, qui inclut les enseignements de la lutte de classe du passé. C'est potentiellement possible parce qu'on a acquis la connaissance de ce processus matérialiste dialectique et historique, qui comme tout processus dialectique comporte une contradiction, qui peut se résoudre ou s'orienter dans une direction ou une autre, ici en l'occurrence vers la barbarie ou le socialisme. Tout dépendra finalement de la capacité de chacun des acteurs en présence à venir à bout des obstacles qu'ils rencontreront sur leur chemin pour orienter ce processus dans une direction qui leur sera favorable ou atteindre leur objectif politique.

Déterminer la nature de ces obstacles qui se dressent sur la voie du socialisme, les décrire, les combattre, les briser, voilà en quoi consiste notre tâche la plus urgente. Rien ne dit qu'on y parviendra, auquel cas la société sombrera dans le chaos et la barbarie avant de s'éteindre ou disparaître.

Adopter la théorie du socialisme signifie simplement qu'on s'engage dans le combat politique afin que ce qui est du domaine du possible ou de l'utopie comme on disait autrefois se réalise enfin. Cela implique que consciemment et résolument on privilégie, on a confiance, on croit, on a la foi en un facteur, les masses exploitées et opprimées, au lieu de s'en remettre à un autre facteur, la classe des capitalistes et ses représentants. Tous ceux qui rejettent le socialisme, qui doutent du socialisme, pire, qui le combattent, s'en remettent à la classe des capitalistes qui selon eux devrait oeuvrer au destin de l'humanité, parce qu'ils estiment plus ou moins inconsciemment que les masses exploitées et opprimées n'en seraient pas capables.

Il faut le savoir

Un document exceptionnel : Histoire cachée : les origines secrètes de la Première Guerre mondiale

- Tour d'horizon de « Hidden History », par Gerry Docherty et Jim Macgregor par Antony C. Black - Mondialisation.ca, 27 novembre 2017

Parmi les nombreux mythes qui embrouillent l'esprit politique moderne, aucun ne corrompt la compréhension ou ne maquille autant les faits historiques que le mythe voulant que les riches et les puissants de ce monde ne conspirent pas.

C'est totalement faux.

Ils conspirent continuellement, couramment, effectivement et diaboliquement, à une échelle qui dépasse l'entendement. Nier cette conspiration, c'est nier des preuves empiriques irréfutables et le bon sens le plus élémentaire.

Il n'en demeure pas moins que pour l'observateur averti du « grand jeu » politique, c'est une source inépuisable d'étonnement que de tomber sur des exemples toujours plus stupéfiants de machinations monstrueuses que les élites riches et puissantes sont capables d'échafauder. C'est ce à quoi s'emploient les auteurs Docherty et Macgregor, dans un livre qui nous couple le souffle.

Ainsi, l'histoire officielle et sacralisée des origines de la Première Guerre mondiale, nous disent les auteurs, ne serait qu'un seul et même tissu de mensonges du début à la fin. Plus à propos encore est la thèse des auteurs voulant que – pour paraphraser ce qu'a dit plus tard Churchill, qui occupe d'ailleurs une place de choix dans cet ouvrage – jamais autant de personnes ont été tuées, de façon si injuste, pour assouvir les ambitions et la soif de profit d'un si petit nombre.

En démolissant les nombreuses antiennes à propos des origines de la « Grande Guerre » (y compris la « responsabilité allemande », les « efforts de paix britanniques », la « neutralité de la Belgique » et « l'inévitabilité » de la guerre), Docherty et Macgregor pointent du doigt ceux qui sont vraiment à l'origine du conflit : des impérialistes britanniques formant une cabale plus ou moins secrète, dont les visées politiques pendant une quinzaine d'années consistaient à préparer une guerre européenne afin de détruire le nouveau concurrent commercial, industriel et militaire de la Grande-Bretagne qu'était l'Allemagne.

Pour résumer, Docherty et Macgregor soutiennent que « loin de se diriger aveuglément vers une tragédie mondiale, le monde qui ne se doutait de rien est tombé dans une embuscade tendue par une cabale secrète de bellicistes » qui ne se trouvaient pas à Berlin, mais bien « à Londres ».

J'avoue ici abonder dans le sens de cette thèse, aussi frappante soit-elle, ne serait-ce que pour le principe général. Après tout, il suffit de regarder la réalité politique d'aujourd'hui pour constater que nous nageons en plein délire orwellien. De plus, trente ans de journalisme indépendant m'ont amené non seulement à conclure que ce qu'on nous sert comme « nouvelles » n'a rien à voir avec la réalité, mais aussi que les écrits et les présentations historiques sont aussi bidons qu'un billet de trois dollars. Il faut tout de même que la thèse défendue repose sur un ou deux arguments crédibles. Voyons voir ceux que nous propose « Histoire cachée ».

Les joueurs

Avant de nous lancer tête première dans le vif du sujet, commençons par esquisser le portrait des principaux protagonistes de cette sombre histoire.

Au commencement, il y avait Cecil Rhodes, le premier ministre de la colonie du Cap qui, nous rappellent les auteurs, était « en réalité un opportuniste s'accaparant des terres », dont la fortune a été assurée à parts égales « en réprimant brutalement les habitants locaux et en veillant aux intérêts miniers de la maison des Rothschild ». Apparemment, Rhodes parlait depuis longtemps de créer une « société comme celle des Jésuites » au service des ambitions mondiales de l'Empire britannique. En février 1891, il est passé aux actes en s'adjoignant les services de ses proches associés William Stead, un journaliste bien connu, et Lord Esher, un proche conseiller de la monarchie britannique.

Deux autres personnes se sont jointes peu après au cercle restreint du groupe clandestin : Lord Nathaniel (Natty) Rothschild, de la fameuse dynastie de banquiers britanniques et européens, et Alfred Milner, un érudit administrateur colonial brillant qui deviendra rapidement l'infatigable génie organisateur et maître des cérémonies du groupe.

À ces quatre personnalités centrales se sont joints par la suite Lord Northcliffe, le propriétaire du « Times », qui épaulera Stead dans sa propagande visant à préparer le public britannique à une guerre contre l'Allemagne, Arthur Balfour et Herbert Asquith, deux futurs premiers ministres britanniques qui joueront de leur influence parlementaire, Lord Salisbury et Lord Rosebery, qui apporteront un lot additionnel de connections politiques, et Lord Edward Grey qui aura l'honneur, en sa capacité de ministre britannique des Affaires étrangères en 1914, d'enfoncer le dernier clou dans le cercueil de la paix européenne.

Le prince Édouard (qui deviendra peu après le roi Édouard VII) était aussi un ajout important qui, malgré son image de séducteur, était en fait un acteur politique astucieux, dont les fréquentes incursions sociales à l'échelle internationale constituaient une couverture idéale pour contribuer à forger, souvent secrètement, des alliances militaires et politiques entre la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique.

Cette garde prétorienne a ensuite étendu ses tentacules à toutes les sphères de la hiérarchie du pouvoir britannique (puis du monde) en recrutant activement dans son « Association of Helpers » toute une myriade de bureaucrates, banquiers, officiers militaires, universitaires, journalistes et hauts fonctionnaires plus bas dans l'échelle, dont bon nombre, il s'est avéré, provenaient des collèges Balliol et All Souls, à Oxford.

Enfin, le légendaire Churchill, gonflé à bloc par sa propre grandiloquence bien lubrifiée avec l'argent des Rothschild, allait finir par occuper la place sacrée qui lui revenait parmi les avides de guerre élus secrètement.

Premières aventures

La première incursion de cette cabale élitiste a eu lieu en Afrique du Sud, avec la fomentation délibérée de la (2e) guerre des Boers (1899-1902). On avait découvert de l'or dans la région du Transvaal en 1886 et les impérialistes britanniques étaient déterminés à s'en emparer. Après un certain nombre de machinations ratées de Rhodes visant à faire tomber les Boers, l'élite secrète a obtenu un as dans son jeu quand Alfred Milner a été nommé haut commissaire de l'Afrique du Sud. Milner a aussitôt saisi le moment, sans passer Go, pour déclencher la guerre, imposer sa tristement célèbre politique de la terre brûlée et exiger une reddition sans condition, faisant ainsi valoir la philosophie martiale générale qui prévaudra plus tard contre l'Allemagne.

Après la défaite des Boers, Milner et ses acolytes (Rhodes est mort pendant les « négociations de paix ») ont rapidement investi les principaux organes de la gouvernance impériale britannique, dont les bureaux responsables des affaires étrangères, des

colonies et de la guerre. Arthur Balfour est allé encore plus loin en créant, en 1902, le « Comité pour la défense impériale ». Ce dernier a joué un rôle considérable en court-circuitant presque entièrement le cabinet britannique dans les années, les mois et les jours précédant août 1914. Balfour était en fait l'un des deux seuls membres permanents de cette institution impériale d'importance majeure, l'autre étant Lord Fredrick Roberts, commandant en chef des forces armées et ami proche de Milner. C'est ce même Roberts qui, plus tard, nommera à leurs postes respectifs pendant la Première Guerre mondiale deux suivistes incompétents, Sir John French et Douglas Haig, qui mèneront des combats conduisant au massacre de centaines de milliers de soldats alliés.

L'année 1902 marquait aussi par l'établissement du traité anglo-japonais. La Grande-Bretagne craignait depuis longtemps que son empire en Extrême-Orient passe aux mains de la Russie et cherchait à amener le Japon à faire contrepoids. L'alliance a porté fruit lors du conflit russo-japonais de 1904-1905, au cours duquel la Russie a subi une défaite décisive. Sans jamais perdre de vue l'objectif à long terme (une guerre contre l'Allemagne), Milner et ses acolytes ont changé d'appât adroitement en courtisant aussitôt le czar Nicolas II, ce qui a abouti à la signature de la Convention anglo-russe de 1907. À la même période (1904), la Grande-Bretagne, avec l'aide cruciale d'Édouard VII, a mis fin à près de mille ans d'inimité avec la France en signant l'Entente cordiale avec son ancien rival.

À la même période (1905), un accord plus ou moins secret a été conclu avec le roi Léopold II, qui autorisait la Belgique à annexer l'État indépendant du Congo. Il s'agissait, à toutes fins utiles, d'une alliance entre la Grande-Bretagne et la Belgique qui, dans la décennie qui a suivi, s'est continuellement approfondie avec la conclusion de nombreux accords militaires bilatéraux (secrets pour la plupart, donc soustraits au regard du Parlement britannique) et de « protocoles d'entente », qui mettaient sans équivoque l'accent sur le fait que la Belgique formerait une sorte de partie « neutre » dans le conflit à venir avec l'Allemagne.

L'alliance principale était dorénavant chose faite entre la Grande-Bretagne, la Russie, la France et la Belgique. Il ne restait plus qu'à obtenir la fidélité et l'obéissance des colonies britanniques. Pour y parvenir, Milner a organisé la conférence de presse impériale de 1909, qui réunissait une soixantaine de propriétaires de journaux, journalistes et rédacteurs provenant de l'ensemble de l'Empire, qui ont côtoyé 600 autres journalistes, politiciens et militaires britanniques dans une grande orgie de propagande guerrière. Le message martial a été ensuite dûment transmis aux multitudes coloniales inconscientes. Le succès de la conférence était particulièrement visible au Canada où, malgré les divisions extrêmes sur la question, plus de 640 000 soldats canadiens ont été envoyés dans les champs de la mort au nom d'une poignée d'impérialistes britanniques.

La « crise » marocaine

Docherty et Macgregor nous rappellent que l'historienne de renom Barbara Tuchman, dans son livre « Août 14 » (« The Guns of August ») qui a reçu le prix Pulitzer, « a précisé très clairement que la Grande-Bretagne était résolue à faire la guerre en 1911 et même avant. » En effet, les préparatifs de guerre étaient en cours depuis au moins 1906.

N'empêche que 1911 marque un tournant, lorsque l'élite secrète a tenté une première fois de déclencher une guerre contre l'Allemagne. Le prétexte était le Maroc. La Grande-Bretagne n'avait pas d'intérêts coloniaux directs au Maroc, mais la France et l'Allemagne en avaient. C'est alors que la cabale de Londres, avec Edward Grey au poste de ministre des Affaires étrangères, a mis dans le secret des dieux un ministre français clé, Théophile Declasse, ce qui lui a permis de monter ce qui était essentiellement une opération sous fausse bannière à Fez. La France a alors réagi en imposant une armée d'occupation. L'Allemagne s'est contentée de n'envoyer qu'une petite canonnière à Agadir, sauf que l'ensemble de la presse britannique, qui représentait les intérêts de « l'État profond » de la Grande-Bretagne, est tombé dans l'hystérie en condamnant les « menaces allemandes contre les voies maritimes britanniques », etc. Cette étincelle de guerre s'est éteinte à la dernière heure lorsque le premier ministre socialiste de la France (récemment élu), Joseph Caillaux, a entamé des pourparlers de paix avec le Kaiser. La guerre contre l'Allemagne devait donc être reportée.

Dans l'intervalle, la Grande-Bretagne, sous la direction de ses mandarins de l'ombre (presque toujours sans examen ou approbation du Parlement), poursuivait ses préparatifs de guerre. Par exemple, c'est à cette fin que Churchill, qui avait été nommé premier lord de l'Amirauté britannique en 1911, a redéployé sa flotte atlantique de Gibraltar à la mer du Nord et sa flotte méditerranéenne à Gibraltar. La flotte française a été redéployée simultanément de l'Atlantique à la Méditerranée pour couvrir le retrait de la flotte britannique. Ces manœuvres visaient stratégiquement la flotte allemande en mer du Nord. Les pions se mettaient en place sur l'échiquier.

Plaque désignant une banque comme membre (Source : Wikimedia Commons)

En France, le premier ministre de gauche et partisan de la paix Caillaux a été remplacé en 1913 par l'un des « assistants » des élites britanniques, en la personne de Raymond Poincaré, un germanophobe enragé d'extrême-droite. Poincaré a eu tôt fait de remplacer l'ambassadeur de France en Russie George Louis, qui ne prônait pas la guerre, par le revanchiste Declasse. Pendant ce temps aux États-Unis, la cabale secrète poursuivait ses manigances, surtout par l'intermédiaire de la Pilgrims Society et des maisons Morgan et Rockefeller, afin d'assurer l'élection d'un démocrate inconnu mais malléable, Woodrow Wilson, contre le président Taft, qui était partisan d'une banque centrale sous contrôle public. L'« État profond » anglo-américain a ainsi pu créer la Réserve fédérale américaine, une banque centrale privée qui s'est consacrée dès le départ au financement de la guerre contre l'Allemagne.

L'éperon balkan

Selon Docherty et Macgregor, le conte d'une simplicité trompeuse répété ad nauseam sur les circonstances entourant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le 28 juin 1914, serait aussi douteux que la version officielle de l'assassinat de JFK deux générations plus tard. En effet, les similitudes structurelles entre les deux – de l'absence flagrante de sécurité à la preuve manifeste de complicité de l'État (dans le cas qui nous intéresse, à partir de la Serbie, mais menant directement à Londres) – sont remarquables. L'assassinat a bel et bien causé un effet domino, sauf que les événements qui ont suivi n'étaient pas dus aux bas instincts des gens et à des forces inéluctables hors de tout contrôle humain, mais plutôt aux manigances conspiratrices d'esprits calculateurs.

Ainsi, tout de suite après l'assassinat, l'Autriche-Hongrie a bénéficié d'un soutien international généralisé, car elle était largement perçue comme la partie lésée. Mais les suspects habituels, après avoir aidé à mettre en scène le meurtre, ont réussi à renverser la vapeur de la propagande en défaveur de l'Autriche et de l'Allemagne en recourant à une ruse ingénieuse. Après avoir obtenu secrètement le contenu de la « note », qui énonçait les demandes de l'Autriche (raisonnables dans les circonstances) à l'endroit de la Serbie, la cabale secrète est arrivée à participer directement à la rédaction de la « réplique serbe ». La « réplique » devait bien sûr être inacceptable pour l'Autriche. Au même moment, le président français Poincaré s'est précipité à Moscou pour rassurer le czar et ses généraux que si l'Allemagne allait assumer ses responsabilités conformément à son alliance avec l'Autriche, la France soutiendrait la Russie dans le déclenchement d'une guerre généralisée en Europe. La France savait évidemment que l'Angleterre, ou plutôt sa clique impérialiste élitiste, souhaitait tout autant la guerre. C'est d'ailleurs à ce moment opportun que Grey et Churchill se sont ligués pour acheter la Anglo-Persian Oil Company, assurant ainsi les approvisionnements pétroliers nécessaires à la marine britannique.

Pendant tout ce temps, le kaiser Guillaume et le chancelier Bethmann étaient les seuls hommes d'État qui aspiraient sincèrement à la paix. Leur diffamation subséquente par des hordes d'historiens pas très propres ont retenti dans les mêmes tons orwelliens que la diabolisation en cours par l'establishment des pays et des particuliers qui résistent à l'empire américain.

Grey gagne son pari

Après avoir attisé les flammes du feu allumé dans les Balkans de façon à ce qu'il embrase toute l'Europe, le ministre des Affaires étrangères britannique Grey et le premier ministre Asquith se sont employés à porter tous les sales coups possibles sur le plan diplomatique pour saboter toute possibilité de paix et rendre la guerre inévitable.

Par exemple, le 9 juillet, l'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, a été rassuré à maintes reprises par Grey que la Grande-Bretagne n'était engagée dans aucune négociation secrète qui mènerait à la guerre. C'était évidemment un mensonge éhonté. Le 10 juillet, Grey a fait croire au Parlement que la Grande-Bretagne n'avait pas la moindre crainte que les événements de Sarajevo conduiraient à une guerre continentale. Au même moment, le premier ministre autrichien Berchtold était trompé de la même manière par les trois gouvernements de l'Entente, qui prétendaient que leur réaction à la « note » n'irait pas plus loin qu'une protestation diplomatique. Sauf que pendant la troisième semaine de juillet, ces mêmes gouvernements ont fait volte-face en disant qu'ils rejetaient entièrement la réponse de l'Autriche.

Le 20 juillet, comme il a été rapporté, le premier ministre français Poincaré s'est rendu à Saint-Pétersbourg pour réaffirmer les accords militaires respectifs de la France et de la Russie. Le 25 juillet, Lichnowsky s'est présenté sans être annoncé au ministère des Affaires étrangères britanniques pour relayer l'appel désespéré du gouvernement allemand implorant Grey d'user de son influence pour stopper la mobilisation russe. Ce qui est incroyable, c'est que personne n'était disposé à le recevoir. De toute façon, la Russie avait secrètement commencé à mobiliser ses forces armées le 23 juillet, pendant que Churchill faisait de même le 26 juillet avec la flotte britannique à Spithead.

Bien entendu, rien de ce qui précède ne s'est fait dans le cadre d'un processus démocratique. Pour reprendre les propos de Docherty et Macgregor :

« Pour ce qui était de la population [britannique], rien de fâcheux ne se passait. C'était juste un autre week-end d'été. »

Le 28 juillet, l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie, même si elle n'était pas en mesure de l'envahir avant une quinzaine de jours. Pendant ce temps, le ministère des Affaires étrangères britannique commençait à faire circuler des rumeurs voulant que les préparatifs de guerre de l'Allemagne étaient plus avancés que ceux de la France et de la Russie, alors qu'en réalité, c'était exactement le contraire. Les choses se précipitaient dangereusement hors du contrôle de Guillaume.

Le 29, Lichnowsky a de nouveau imploré Grey d'empêcher la mobilisation russe à la frontière de l'Allemagne. Grey a répondu qu'il allait écrire quatre dépêches à Berlin qui, à la lumière des analyses d'après-guerre, n'ont jamais été transmises. Les dépêches ne faisaient partie que d'une mascarade pour faire croire que la Grande-Bretagne (et surtout lui, Grey) faisait tout en son pouvoir pour éviter la guerre. C'est aussi le 29 en soirée que Grey, Asquith, Churchill et Richard Haldane se sont réunis pour discuter de ce qu'Asquith appelait « la prochaine guerre ». Docherty et Macgregor soulignent de nouveau que ces quatre hommes

étaient pratiquement les seuls en Grande-Bretagne au courant de la calamité qui s'annonçait, à l'insu des autres membres du Cabinet, des députés du Parlement et des citoyens britanniques. Ils en étaient en fait les architectes.

Le 30, le Kaiser a transmis au czar Nicolas un appel vibrant à une négociation de la prévention des hostilités. Touché par ce plaidoyer, Nicolas a dépêché à Berlin son émissaire personnel, le général Tatishchev, pour négocier la paix. Malheureusement, Tatishchev ne s'est jamais rendu à Berlin, car il a été arrêté et emprisonné cette nuit-là par le ministre des Affaires étrangères russe Sazonov qui, comme les auteurs l'expliquent de façon convaincante, constituait depuis longtemps un atout dans le jeu de la cabale de Londres. Sous la pression constante des hauts gradés de son armée, Nicolas a fini par céder et a ordonné la mobilisation générale dans l'après-midi du 30 juillet.

L'annonce officielle de la mobilisation russe a sonné le glas à toute possibilité de paix. Se rendant compte qu'elle avait été bernée et qu'elle allait être attaquée sur deux fronts, soit à l'ouest par la France et à l'est par la Russie, l'Allemagne a ordonné la mobilisation générale à son tour le 1er août. C'était la dernière puissance occidentale à le faire, ce qui en dit long. Mais l'Allemagne a commis alors une erreur tactique cruciale après l'annonce de la mobilisation générale, en prononçant une déclaration de guerre officielle et tenue par l'honneur contre la France. Ce faisant, elle sautait à deux pieds dans le piège tendu par Grey et cie, qui n'avaient cessé de manigancer pour que la guerre se déclenche sans être perçus comme en étant les instigateurs officiels.

Mais il restait une dernière carte dans le jeu de Grey, qu'il devait jouer pour amener un cabinet et une Chambre des communes pas très portés à la guerre d'abandonner leur bon sens et de foncer tête première dans une guerre totale paneuropéenne. Tout comme le mythe des « armes de destruction massive » a servi de prétexte à l'agression impérialiste étasunienne, le mythe de la pauvre et inoffensive « Belgique neutre » a servi de porte-étendard aux visées de l'impérialisme britannique.

Le discours qui a scellé le sort de millions de gens

Le 2 août 1914, le premier ministre Asquith a convoqué une réunion du cabinet spéciale pour discuter de la crise (montée de toutes pièces). Bien que les membres du cabinet étaient peu enclins à approuver la participation britannique à une guerre continentale, ils ont tôt fait de subir des pressions et d'obtenir des révélations à propos d'un « ensemble complexe d'obligations [militaires et politiques] qu'on leur avait déjà garanti comme n'étant pas des obligations, [et] qui s'étaient tissées autour d'eux pendant qu'ils dormaient ». Fait crucial, Grey s'est gardé de leur dire que l'ambassadeur allemand Lichnowsky avait, la veille même (1er août), proposé de garantir la neutralité belge. D'ailleurs, la supercherie de Grey n'aurait jamais été connue si le chancelier Bethmann n'avait pas fait état de la proposition au Reichstag le 4 août.

Une fois le cabinet suffisamment confondu, trompé et dupé (Asquith avait déjà donné des ordres de mobilisation à l'armée et à la marine sans que le cabinet ne l'approuve ou ne le sache), il ne restait plus qu'à berner le Parlement. Ainsi, le 3 août, Sir Edward Grey a pris la parole pour entamer ce qui allait être un panégyrique épique sur les folies de la paix et les vertus de la guerre. L'auditoire n'était pas particulièrement réceptif là non plus, mais le sermon a réussi à gagner en force.

En commençant par dire que la paix en Europe « ne peut être préservée », Grey s'est lancé dans une litanie incroyable de mensonges et de déformation des faits à propos des accords militaires complexes en vigueur depuis longtemps entre l'Angleterre, la France, la Russie et la Belgique. Grey niait leur existence. Qu'en était-il de l'écheveau complexe des accords diplomatiques? Il n'y avait pas d'accords, pareils enchevêtrements n'existaient pas. Le Parlement était « libre » de voter en pleine conscience, d'exercer son mandat démocratique, tant qu'il ne vote pas en faveur de la paix bien sûr.

Tout ce qui précède n'était que le préambule de la pièce maîtresse du discours de Grey : la neutralité de la Belgique. Cette imposture flagrante n'a été surpassée en duplicité que par l'omission volontaire de Grey de parler au cabinet, puis au Parlement, de la garantie offerte par l'Allemagne concernant le point litigieux qu'était la neutralité de la Belgique. Grey a préféré montrer, pour faire plus d'effet, un télégramme émouvant du roi de Belgique implorant de l'aide au roi Georges. Il ne pouvait y avoir de moment mieux choisi pour qui l'aurait rédigé délibérément pour l'occasion, ce qui était d'ailleurs le cas. Les appels en faveur de la guerre des chefs des partis d'opposition qui ont suivi ce sermon étaient eux aussi prévus. Churchill les avait tous sondés et ralliés à la cause avant la session du jour. Seul Ramsay MacDonald, le chef du Parti travailliste, a nagé à contre-courant de la vague bien orchestrée « d'inévitabilité » qui revenait constamment dans la péroraison martiale de Grey.

La session du jour s'est terminée sans débat. Asquith ne l'avait pas permis, bien que le président de la Chambre l'ait pressé d'autoriser la reprise les travaux en soirée. Entre-temps, Grey a scellé le sort, c.-à-d. la guerre, en lançant un ultimatum à l'Allemagne, la sommant de ne pas envahir la Belgique, tout en sachant que l'invasion avait déjà commencé. Pour reprendre les mots de Docherty et MacGregor, c'était un « coup de maître ». La guerre était dorénavant inévitable. La session du Parlement tenue en soirée a eu beau faire l'objet d'un débat vigoureux et substantiel qui a démoli en grande partie la position de Grey, les jeux étaient faits. Au moment opportun, Arthur Balfour, « ancien premier ministre conservateur et membre du cercle restreint de l'élite secrète, s'est levé, menaçant. Il en avait assez. » Jetant tout le poids de son autorité de magistrat, il a condamné, ridiculisé et rejeté les arguments contre la guerre, les qualifiant de « lie du débat ». La Chambre des communes ayant ainsi été muselée, la dernière chance de paix en Europe était perdue.

Plus ça change…

Ce qui frappe encore et encore en lisant « Histoire cachée », c'est le son de la vérité qui retentit de chaque page, de chaque révélation. Apprendre qu'un groupe si restreint de membres d'une élite, faisant fi de tout contrôle démocratique, puisse sceller le sort – et la mort – de millions de personnes, a de quoi nous révolter. C'est vrai, mais cela ne nous surprend pas, parce que le même phénomène est en train de se produire sous nos propres yeux. En effet, l'état actuel de la « guerre permanente » est ni plus ni moins la condition inconsciente de la modernité même.

Docherty et Macgregor apportent une belle contribution ici. Ils vont beaucoup plus loin que ceux que David Irving a si justement qualifiés « d'historiens de cour », en parlant des historiens prostitués de l'élite et de l'establishment qui reprennent le consensus établi. Docherty et Macgregor nous donnent un aperçu de ce que signifie vraiment écrire l'histoire. S'il y a une leçon – ou plutôt une contre-leçon – à tirer de cet ouvrage, c'est que nous serons condamnés à répéter l'histoire aussi longtemps que nous écouterons ceux qui se consacrent à l'obscurcir et à la fausser, autrement dit, ceux qui nous mentent.

Antony C. Black

Article original en anglais :

Hidden History: The Secret Origins of the First World War, publié le 17 juillet 2017

Traduction par Daniel pour Mondialisation.ca

Pour vous procurer le livre : http://editionsnouvelleterre.com/boutique/home/32-l-histoire-occultee-les-origines-secretes-de-la-premiere-guerre-mondiale-9782918470236.html

- Les riches contre les peuples par Jean Ziegler - Mondialisation.ca, 25 novembre 2017

Trois extraits.

1- En 2002, suite à une sécheresse effroyable, la famine provoqua la mort de dizaines de milliers d'êtres humains au Malawi. Sur les 11 millions d'habitants de ce pays du sud-est africain, 7 se sont trouvés gravement sous-alimentés. Le gouvernement était dans l'incapacité de venir en aide aux victimes, puisque quelques mois auparavant, il avait du vendre sur le marché ses stocks de réserve de maïs (40 000 tonnes !) pour payer un fonds vautour, qui avait obtenu, devant un tribunal britannique, la condamnation du Malawi au versement de plusieurs dizaines de millions de dollars…

2- Jürgen Habermas, le sociologue allemand : « L'éviction de la politique par le marché se traduit par le fait que l'État national perd progressivement sa capacité à recouvrer des impôts, à stimuler la croissance et à assurer par là les bases essentielles de sa légitimité, or cette perte n'est compensée par aucun équivalent fonctionnel (….) Confrontés au risque de voir s'enfuir les capitaux, les gouvernements nationaux s'engagent dans une course folle à la dérégulation par l'abaissement des coûts, d'où résultent des bénéfices obscènes et des écarts inouïs entre les salaires, la croissance du chômage et la marginalisation sociale d'une population pauvre de plus en plus importante. À mesure que les conditions sociales d'une large participation politique sont détruites, les décisions démocratiques, même adaptées d'une façon formellement correcte, perdent de leur crédibilité ». (Jürgen Habermas, Après l'Etat-nation. Une nouvelle constellation politique, Fayard, 2000, p. 74 et 75.)

3- A propos de Jean-Claude Junker, président de la Commission européenne.

De 2002 à 2010, l'homme a été à la fois Premier ministre, ministre des Finances du Luxembourg et président de l'Eurogroupe. Dans ses fonctions, il a négocié 548 arrangements fiscaux secrets, appelés « tax rulings », avec nombre de sociétés multinationales bancaires, commerciales, industrielles et de services. Ces tax rulings, comme on le dit pudiquement, visaient à favoriser l'évasion fiscale. Mondialisation.ca, 25 novembre 2017

En complément. Ils osent tout.

- Une vingtaine de pays sur la liste noire provisoire de l'UE - Reuters

- Trois milliardaires sont plus riches que la moitié de la population américaine par Eric London - wsws.org 11 novembre 2017

Selon un rapport publié mercredi par l'Institute for Policy Studies (IPS), les trois Américains les plus riches – Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffett – possèdent désormais plus de richesse que la moitié la plus pauvre de la population américaine, soit environ 160 millions de personnes.

Les « 60 familles » américaines, dont l'énorme richesse avait été révélée en 1923 par le journaliste Ferdinand Lundberg, ont été remplacées par seulement trois milliardaires dont la richesse combinée est de plus de 264 milliards de dollars.

Le rapport de l'Institute for Policy Studies, « Billionaire Bonanza: The Forbes 400 and the rest of us » (Aubaine pour les milliardaires : Les 400 de Forbes et le reste d'entre nous), révèle que les 25 Américains les plus riches sont plus riches que les 56 % les moins riches de la population des États-Unis. La valeur nette des 400 plus riches est à peu près égale à celle des deux tiers des moins riches du pays, soit un total de 200 millions de personnes. Selon les auteurs du rapport, les États-Unis sont devenus « une aristocratie héréditaire de la richesse et du pouvoir ».

La concentration sans précédent de la richesse est un phénomène international. Oxfam a rapporté en juin 2017 que les 5 personnes les plus riches possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, contre les 80 personnes les plus riches en 2015. Aujourd'hui, chacun des 5 premiers milliardaires possède autant que 750 millions de personnes, plus que la population totale de l'Amérique latine et le double de la population des États-Unis.

Le rapport de l'IPS explique que les données américaines « sous-estiment nos niveaux actuels de concentration de la richesse » parce que « l'utilisation croissante des paradis fiscaux et des fiducies [transferts temporaires de propriété] à l'étranger a rendu la dissimulation des actifs plus répandue que jamais auparavant. Un rapport de 2017 publié par Alstadsaeter, Johannesen et Zucman et intitulé « Qui possède la richesse dans les paradis fiscaux ? » estime que les super-riches du monde possèdent entre 5700 et 32 000 milliards de dollars cachés à la fiscalité ou aux analyses statistiques.

Alors que les super-riches dominent, les 90 % les plus pauvres font face à des difficultés et à des crises qui ne varient qu'en termes d'immédiateté. Le rapport de l'IPS mesure la valeur nette des familles ouvrières en soustrayant la valeur des biens durables comme les automobiles, les appareils électroménagers et les meubles. Selon leurs estimations, plus de 19 % des ménages américains – environ 60 millions de personnes – ont une « valeur nette de zéro ou négative » lorsque les biens durables en sont soustraits.

Au-delà des 20 % les plus pauvres, le rapport explique que « même les familles à revenu faible et moyen qui ont une certaine richesse n'ont souvent pas de liquidités – liquidités ou épargne – à leur disposition. Plus de 60 % des Américains déclarent ne pas avoir suffisamment d'économies pour couvrir une urgence de 500 dollars. »

Le rapport de l'IPS s'appuie sur les données de l'Enquête sur les finances des consommateurs de la Réserve fédérale américaine, que le World Socialist Web Site a analysé en détails le mois dernier. Alors que les hyper-riches ont accumulé de vastes sommes, une couche plus large, comprenant les 10 % les plus riches, s'est aussi considérablement enrichie ces dernières années au détriment des masses laborieuses. Les 10 % les plus riches des États-Unis – la base sociale et politique pour les politiques de genre et d'identité – possèdent 77,1 % de la richesse totale, tandis que les trois quarts inférieurs en possèdent seulement 10 %.

L'explosion de l'inégalité sociale n'est pas un processus accidentel. C'est le fruit d'une campagne de plusieurs décennies menée par les partis démocrate et républicain pour transférer des milliers de milliards de dollars de la classe ouvrière dans les poches des riches. Les « réussites » des deux partis au cours des quarante dernières années sont une litanie de réductions d'impôts pour les riches, de coupes dans les programmes sociaux, la désindustrialisation de vastes régions du Midwest, l'éviscération des règlements encadrant les grandes entreprises et la dépense de milliards de dollars pour la guerre impérialiste, la surveillance de l'État, la déportation et l'incarcération massives.

L'administration Obama a marqué une étape dans cette longue contre-révolution sociale définie par le sauvetage de Wall Street en 2008-2009, la restructuration de l'industrie automobile en 2009 et la faillite de Détroit en 2013-14. Avec l'aide de l'administration démocrate, l'élite dirigeante s'est enrichie en profitant de la crise financière.

En conséquence, les États-Unis sont maintenant une oligarchie. Grâce à son immense richesse et au contrôle des grandes sociétés, les super-riches ont établi une domination totale sur toutes les institutions officielles du pouvoir politique, culturel et intellectuel... wsws.org 10.11

- Le leurre et l'argent du leurre. Editorial de Ruptures paru dans l'édition du 24/11/2017.

La surprise est totale, l'information inédite, le scoop incroyable : la fraude et l'évasion fiscales séviraient aux quatre coins de la planète, via des paradis fiscaux. Il n'a pas fallu moins d'un consortium de 96 médias internationaux et de 400 journalistes pour étayer une telle révélation, désormais connue sous le terme (forcément) anglais de « Paradise papers ».

Plus encore que dans les affaires précédentes (printemps 2016, automne 2016), un torrent éditorial a déferlé, listant les secrets des multinationales concernées, couvrant d'opprobre les milliardaires impliqués. A la suite des grands médias, les responsables politiques, toutes tendances confondues – en France et ailleurs – ont été prompts et (presque) unanimes à s'indigner.

Les ministres des Finances des Vingt-huit se sont immédiatement engagés à renforcer la lutte contre les « pratiques

fiscales agressives », fussent-elles légales. La Commission a pointé à demi-mots les Etats membres qui traînent les pieds car soupçonnés de dumping fiscal inélégant (Malte, l'Irlande, le Luxembourg…). A Bruxelles, de bons esprits ont opportunément saisi l'occasion pour marteler que la règle de l'unanimité qui subsiste dans le seul domaine fiscal – pour préserver un doigt de souveraineté nationale – était décidément obsolète.

- l'indignation face à des pratiques « choquantes » substitue le terrain de la morale à celui de la politique – ce qui est le moyen le plus sûr d'égarer les peuples

Face à un tel consensus, il convient de préserver l'esprit critique. Et d'abord de souligner que l'indignation face à des pratiques « choquantes » substitue le terrain de la morale à celui de la politique – ce qui est le moyen le plus sûr d'égarer les peuples.

Ensuite, l'insistance récurrente quant à la nécessité de combattre cet « envers de la mondialisation » interroge : est-ce bien de l'« envers » qu'il s'agit ? Au fond, le message subliminal adressé aux manants est le suivant : si seulement nous arrivions à endiguer et à civiliser la « cupidité » des grandes firmes et l'« avidité » des milliardaires, nous pourrions enfin profiter de la mondialisation heureuse.

Or il faut rappeler cette vérité qui ne fait l'objet d'aucun grand titre : l'évasion fiscale ne pourrait en aucune manière exister, du moins à cette échelle, si la libre circulation des capitaux n'avait pas été érigée en table de la loi, dans les traités européens en particulier. Qui se souvient qu'avant la décennie 1980, tout mouvement de capitaux était strictement réglementé et devait être déclaré ? L'Union européenne a dynamité cet « archaïsme ».

Dès lors, l'indignation officielle contre l'évasion fiscale pourrait être une manière de leurre, obscurcissant délibérément la véritable nature du phénomène : un choix politique de « liberté » que les oligarques mondialisés entendent maintenir quoi qu'il arrive.

- Mais une question n'est jamais posée : comment se constituent les milliards de profits et de fortunes ?

En outre, nous laisse-t-on entendre, tout pourrait aller bien mieux si les multinationales et les hyper-riches contribuaient raisonnablement aux budgets publics via l'impôt. Mais une question n'est jamais posée : comment se constituent les milliards de profits et de fortunes ? Pour ne citer qu'un exemple, le richissime Xavier Niel, propriétaire de Free (et actionnaire de référence du Monde) est couvert de honte parce qu'il aurait mis à l'abri ses petites économies sous les tropiques. Mais lorsqu'un documentaire a récemment mis au jour la véritable origine de sa fortune – l'exploitation pure et dure de milliers de salariés, véritables esclaves modernes – le retentissement médiatique a été légèrement plus modeste… Et pour cause : ce n'est pas seulement légal, c'est le fondement même du système.

Car le problème n'est pas d'abord ce que reversent – ou pas – les détenteurs de capitaux, mais la capacité de ceux-ci à prospérer sur la seule base de l'exploitation du travail de ceux qui n'ont que leurs bras et leur tête pour vivre. Mettre le projecteur de l'indignation sur la conséquence peut constituer le plus sûr moyen d'escamoter la nature profonde du problème. Déjà, dans l'Opéra de quat'sous, Bertold Brecht faisait dire à son héros : « qu'est-ce que le cambriolage d'une banque comparé à la fondation d'une banque ? ».

- « qu'est-ce que le cambriolage d'une banque comparé à la fondation d'une banque ? »

Enfin, ici et là, d'aucuns pointent le bout de l'oreille et expliquent : si nous n'endiguons pas l'évitement fiscal des oligarques, le « populisme » risque de se développer encore. Mais tenter de surfer sur la colère populaire pour mieux la détourner de l'essentiel – n'est-ce pas là, précisément, une bonne définition du « populisme » ?

A force de jouer avec le feu (de l'indignation), les apprentis sorciers médiatiques pourraient, un jour, avoir quelques surprises. Ruptures du 24/11/2017

- À l'Onu, l'incapacité US d'admettre la réalité par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire

www.voltairenet.org/article198863.html

Alors que les présidents Poutine et Trump avancent sur la question syrienne, les hauts fonctionnaires d'origine US à l'Onu ont entamé un bras de fer avec la Russie. Refusant d'enquêter sur un crime qu'ils ont déjà jugé a priori, ils ont provoqué non pas un, mais quatre vétos au Conseil de sécurité. Pour Thierry Meyssan, le comportement schizophrénique des États-Unis sur la scène internationale atteste à la fois de la division de l'administration Trump et du déclin de l'impérialisme US. Réseau Voltaire 21 novembre 2017

- L'OTAN demande une conversion à l'économie de guerre par Wolfgang Jungmann — 27 novembre 2017

Le Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a appelé, à l'occasion de la rencontre des ministres de la Guerre de l'OTAN, à orienter la planification de l'infrastructure civile vers les besoins de l'armée : « Il ne s'agit pas seulement de commandement. Nous devons également veiller à ce que les routes et les ponts soient assez solides pour supporter les plus massifs de nos véhicules et que les réseaux ferroviaires pour le transport rapide de blindés et de matériel lourd soient bien équipés. »

Stoltenberg n'a laissé planer aucun doute sur la direction que prendront les mouvements de troupes : « Les routes et les voies mal adaptées pour le transport des chars rendent actuellement difficile par exemple un déplacement rapide de troupes vers les pays baltes. »

C'est de nouveau contre la Russie. Exactement comme le Führer avait développé le réseau d'autoroutes par tous les moyens dans les années 1930, pour déplacer le plus rapidement possible des troupes et du matériel vers l'Est (le dernier tronçon de l'A2, qui reliait Berlin à la Ruhr, a été inauguré ponctuellement le 23 septembre 1939, pour le début de la Seconde Guerre mondiale), le renforcement de l'infrastructure de transport fait partie aujourd'hui encore d'une préparation consciencieuse et responsable de la guerre.

L'ensemble de l'UE a immédiatement pris position, claqué des talons et promis solennellement de remettre prochainement en état le réseau de transports à l'abandon en Europe. Die Zeit rapporte : « Federica Mogherini, la représentante de l'UE pour les affaires étrangères, a annoncé à Bruxelles que la Commission européenne diffuserait, d'ici la fin de la semaine, des propositions sur la manière dont le transport de troupes à l'intérieur de l'Europe peut être amélioré. »

Cette entrée massive de la politique en faveur d'une économie de guerre, dans laquelle toutes les activités se concentrent uniquement sur le renforcement de la capacité de faire la guerre, est le point culminant d'une propagande belliqueuse s'aggravant sans cesse...

http://arretsurinfo.ch/lotan-demande-une-conversion-a-leconomie-de-guerre/

Bienvenue chez les esclavagistes des temps modernes.

- «Dans la sous-traitance hôtelière, c'est de l'esclavage moderne» - liberation.fr 26 novembre 2017

En charge du nettoyage du Holiday Inn de Clichy-la-Garenne, les salariés de Héméra sont en grève depuis le 19 octobre contre des mutations et les cadences infernales. La direction reste sourde.

La grève s'éternise. Depuis plus d'un mois, des salariés d'une entreprise sous-traitante, Héméra, qui gère le nettoyage de l'hôtel Holiday Inn de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), ont entamé leur mouvement de protestation. Multipliant les actions pour faire entendre leurs revendications face à une direction impassible. Jeudi soir, onze fantômes ouvrent le cortège dans la nuit. C'est le déguisement qu'ont choisi ces salariés en grève pour attirer l'attention sur leur sort. Une centaine de personnes sont venues à Clichy manifester à leurs côtés. «Ces travailleurs sont des salariés invisibles», lance le responsable du syndicat CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE), Claude Levy.

Le défilé est parti du Holiday Inn de Clichy et s'est terminé devant la mairie. «Sous-traitance, maltraitance !» «Frottez, frottez, il faut payer. L'esclavage, c'est fini !» : voilà quelques-uns des slogans qui ont retenti dans le centre-ville. En soutien au mouvement, des travailleurs, des Clichois et des syndiqués ont protesté contre les méthodes de travail de Héméra. Lancé pour dénoncer la mutation d'une gouvernante, la deuxième en six mois, le mouvement s'est étendu à d'autres revendications. Outre la suppression de la clause de mobilité figurant dans leurs contrats, les grévistes demandent l'arrêt du paiement à la chambre (illégal pour un salarié), le règlement des heures supplémentaires, une prime de 13e mois et, surtout, leur embauche directe par le donneur d'ordre, Holiday Inn. «Six jours sur sept»

L'entreprise de sous-traitance Héméra a décroché le 19 décembre 2016 un contrat d'un an avec l'hôtel de Clichy. Elle a récupéré de fait les 35 salariés du nettoyage, en majorité immigrés, qui travaillaient déjà pour le précédent prestataire - comme le prévoit la convention collective du secteur si ceux-ci ont au moins quatre mois d'ancienneté. Depuis, leurs acquis sociaux seraient «bafoués», dénonce Mirabelle Nsang, 43 ans, gouvernante d'origine camerounaise et représentante de la section syndicale CNT-Solidarité ouvrière à Héméra. Elle s'insurge : «Nos plannings ont changé, on travaille six jours sur sept. Nos deux jours de repos consécutifs ont disparu. Avant, les femmes de chambre devaient nettoyer 17 chambres en sept heures. Avec Héméra, on leur demande de faire 20 à 25 chambres. On finit plus tard et on n'est pas payés. On avait droit à un week-end par mois et certains salariés n'en ont même pas eu. Héméra a tout détruit.» La situation concerne selon elle des femmes de chambre, des gouvernantes, des équipiers et des plongeurs. Mirabelle Nsang dénonce également le «harcèlement» de la cheffe de site : «Elle ne te donne que des chambres à faire après des séjours de longue durée, où elles sont plus sales, pour te faire mal. Elle veut réformer son équipe pour être entourée de gens qui disent oui à tout.»

«Nous, les immigrés, on mène ce combat car nous n'avons pas d'autre choix», assure Mirabelle Nsang. Ils espèrent que l'issue sera positive, comme cela a été le cas dans différents dossiers ces dernières années : en 2015 notamment, un mouvement de grève avait contraint le groupe Louvre Hotels à intégrer des femmes de chambre dans cinq de ses établissements.

A Clichy, au premier jour du mouvement, 33 salariés sur 35 étaient en grève. Leur nombre a ensuite diminué progressivement pour se stabiliser à 11, «le noyau dur», comme l'indique cette mère de famille qui travaille dans l'hôtel depuis onze ans. «Les autres grévistes ont repris le travail après avoir subi des pressions d'autres syndicats», accuse la représentante CNT-SO. Pour Eric, 35 ans, équipier dans l'hôtel depuis dix ans et délégué syndical de FO, «le conflit est légitime. On en avait ras-le-bol de cette situation, c'est un système qui pousse les gens à craquer». Il n'oublie pas les provocations de la cheffe de site, qui lui répétait : «L'aspirateur est ta copine», ou encore «mon petit-fils de 2 ans passe l'aspirateur mieux que toi». Ce père de deux enfants raconte avoir été «blessé» par ces «propos désobligeants» et qu'il se rendait sur son lieu de travail la «boule au ventre». Les mutations de deux salariées de Héméra, qu'il qualifie d'«arbitraires et brutales», ont été l'élément déclencheur de la grève qui a débuté le 19 octobre.

Contactées par Libération, la société Héméra et la directrice de l'hôtel Holiday Inn de Clichy, dont le comportement est mis en cause par les grévistes, n'ont pas souhaité répondre à nos sollicitations. Le groupe Intercontinental, poids lourd hôtelier à l'échelle mondiale et propriétaire de la marque Holiday Inn, nous a fait parvenir cette unique réponse : «Un petit nombre d'employés travaillant pour un prestataire de services ont choisi de se mettre en grève en raison d'un différend avec leur employeur à propos de leurs salaires et de leurs avantages. L'équipe de direction de ce sous-traitant a immédiatement ouvert le dialogue pour trouver un accord avec les syndicats et faire en sorte que le personnel puisse retourner rapidement au travail, sans que cela n'affecte nos clients ni la qualité de nos services.»

Juriste au syndicat CNT-SO, Etienne Deschamps n'a pas le même souvenir des négociations. Au premier jour de la grève, il a rencontré avec d'autres représentants Carlos Goncalvez, le directeur d'exploitation de Héméra : «Nous lui avons dit que si les mutations prévues étaient annulées, les salariés reprendraient le travail immédiatement, avec le paiement de la journée de grève et un calendrier de négociations fixé maintenant pour le reste des revendications.» Une réponse de l'entreprise de nettoyage devait arriver dans l'après-midi. Une délégation, accompagnée du juriste de la CNT-SO, est finalement reçue le 26 octobre, sept jours après, par le PDG de Héméra, Denis Schiavone, en présence de Goncalvez : le refus de revenir sur la clause de mobilité est notifié aux grévistes. Le lendemain, des policiers en verbalisent neuf d'entre eux pour nuisances sonores. 68 euros d'amende chacun. Depuis le début de la grève, déplore Mirabelle Nsang, «la directrice de l'hôtel n'est même pas sortie nous voir pour nous demander ce qui se passe». Alors qu'elle nous parle, un salarié de l'hôtel sort de l'établissement et bouscule une syndicaliste tandis qu'un autre, dont la journée de travail vient de se terminer, insulte une gréviste.

Le quotidien des employés de la sous-traitance est rude. De nombreuses femmes seules habitent loin de leur lieu de travail. Illiana Saintulme, 48 ans, mère de quatre enfants, fait les allers-retours depuis Sarcelles (Val-d'Oise). «Je mets une heure trente en transports, avec trois changements, pour venir travailler.» Cette femme de chambre est employée dans l'hôtel depuis onze ans. Elle se plaint de douleurs physiques. Mais aussi de pressions morales. Et dénonce les cadences infernales qui seraient imposées par l'entreprise de sous-traitance. Soit trois chambres par heure (alors que, selon la CGT, il faut au moins vingt-cinq à trente minutes pour en nettoyer une seule). Elle assure avoir dû parfois venir travailler «sept jours sur sept». Pourtant, malgré un contrat à temps plein (sept heures par jour), Illiana Saintulme explique ne pas toujours recevoir l'intégralité de sa paie. «A la fin du mois, leur salaire est calculé en fonction du nombre de chambres qu'elles ont réussi à faire, dénonce Claude Levy, de la CGT HPE. Et quand le compte n'y est pas, au regard des cadences imposées de manière informelle, on leur enlève des jours en prétextant des absences autorisées.» «Celles qui sont vraiment prises pour de la chair à canon, ce sont les femmes de chambre qui ont un contrat à temps partiel de quatre à cinq heures par jour, avec 20 à 30 chambres à faire, sans être payées pour les heures supplémentaires. Ce sont essentiellement des femmes immigrées qui sont concernées», poursuit le syndicaliste. Avant d'ajouter : «Ce qui se passe dans la sous-traitance hôtelière, c'est de l'esclavage moderne.» Selon le militant cégétiste, les onze grévistes ont saisi les prud'hommes pour travail dissimulé. Pour tenir financièrement, les syndicats CGT HPE et CNT-SO ont distribué un chèque de solidarité de 400 euros à chacun.

Depuis le début du mouvement, «la direction de Holiday Inn refuse de laisser entrer les délégués syndicaux dans le hall de l'hôtel, c'est un délit d'entrave à l'exercice du droit syndical», dénonce Claude Levy.

Sur demande du syndicat, un huissier de justice s'est rendu jeudi sur le site. La direction a du coup autorisé l'accès à Mirabelle Nsang et son collègue de FO pour la journée, mais l'huissier mandaté par l'hôtel «veillait et notait ce que disaient les délégués au personnel Héméra non gréviste», selon un syndicaliste. «Une femme de chambre non gréviste a expliqué que les conditions de travail restent identiques, tandis que deux autres nous ont dit "avoir peur de parler"», raconte Mirabelle Nsang. Ces derniers jours, les grévistes sont allés manifester dans les halls d'entrée des Holiday Inn de Paris-Notre-Dame et Paris-Gare de l'Est. Le soir de Halloween, ils s'étaient déguisés pour dénoncer «des patrons sorciers». La grève continue. liberation.fr 26.11

- Mobilisation au siège de Castorama : la direction se barricade - Libération.fr

Au siège de Castorama, ce vendredi a été placé sous le signe de la paranoïa et de la peur des syndicats. Alors que ceux-ci avaient annoncé une journée d'action pour protester contre la délocalisation des services comptabilité en Pologne, avec à la clé un plan social qui pourrait concerner 750 personnes, la direction a décidé de placer son bâtiment de Templemars, dans la banlieue de Lille, en état de siège.

Un plan interne à l'entreprise, que Libération a pu consulter, détaille ainsi le rôle de chacun, les moyens déployés, les contrôles

aux entrées. Extrait : «Si infractions sur des biens et des personnes (dégradations, violences) : le responsable fait intervenir les huissiers pour les constats. Il prévient la police en faisant prioritairement le 17 ; puis le commissariat de Wattignies et le commandant de police de la préfecture et demander (sic) le commandant S.D. déjà prévenu ainsi que les services de police et de la mairie.» Au programme également : maîtres-chiens, vigiles, cellules de crise avec bouteilles d'eau, biscuits et fruits, et avocat prêt à intervenir si une infraction est commise.

Tout cela pour une centaine de manifestants, tous syndicats confondus, qui se sont contentés de distribuer des tracts et faire signer des pétitions au rond-point, à l'entrée du parc d'activités.

Certes, ils se sont ensuite postés sur le parking, à moitié désert. La faute à la neige et au verglas, mais aussi aux consignes données aux salariés. «Ils leur ont dit de ne pas venir, car leurs voitures risquaient d'être brûlées, s'agace Jean-Paul Gathier, le délégué central FO. Mais la défense de l'emploi, ce n'est pas comme cela qu'on l'envisage, la violence n'est pas notre philosophie.» Et de préciser que l'entreprise a déjà connu plusieurs mouvements sociaux, sans aucun antécédent de casse. «Ils se sont mis dans des états hallucinants», soupire le syndicaliste.

Nicolas Euzenot, le délégué central CGT, trouve, lui, le message inquiétant : «On assimile les syndicats aux casseurs.» Lui retient, dans la liste des recommandations, le conseil donné aux dirigeants de ne pas venir avec leur voiture de fonction, ou de la garer plus loin. «Ils ont peur qu'on vienne rayer leur voiture ?» Jean-Paul Gathier ironise : «On le sait qu'ils ont un budget de 60 000 euros pour en acheter une, c'est pour cela qu'ils ont tous des Audi.»

L'intersyndicale a tout de même demandé des explications face à ce déploiement de sécurité : «Soi-disant qu'ils avaient peur qu'on soit infiltrés par des groupuscules d'extrême droite», s'étonne Jean-Paul Gathier. «Ils seraient venus d'Hénin-Beaumont», la ville du Pas-de-Calais dirigée par un maire Front national, pouffe Nicolas Euzenot. Tous deux trouvent l'hypothèse invraisemblable : «Ils nous voient régulièrement dans des réunions, ils nous connaissent.»

Euzenot souligne la pression mise, mine de rien, sur les salariés : «Les entrées et les sorties étaient contrôlées heure par heure, pour que les gens ne sortent pas, ne débrayent pas.» Pour Jean-Paul Gathier, ce déploiement de force surdimensionné trahit une vraie appréhension : «Ils refusent de donner la moindre information, ils ne confirment même pas le nombre de postes concernés. C'est cela qui est violent, et ils en ont conscience.» Et de conclure, un brin amer : «Ils ont peur de la prendre en retour, cette frustration des salariés.» Contactée par Libération, la direction de Castorama a déclaré que «le nombre et la provenance des manifestants n'étant jamais connus à l'avance, il est de notre responsabilité de mettre en place les mesures qui s'imposent». Libération 1 décembre 2017

- Quand les vêtements « made in Europe » sont aussi synonymes de salaires de misère par Rachel Knaebel - bastamag.net 16 novembre 2017

Il y a les vêtements « made in Bangladesh » ou « made in Pakistan » qui suscitent maintes interrogations sur la manière dont ces vêtements ont été confectionnés ; et maintes inquiétudes sur les conditions dans lesquelles travaillent les ouvrières du textile, y compris lorsqu'il s'agit de grandes marques occidentales. Et il y a le « made in Europe », bien plus rassurant... En apparence seulement. Dans les ateliers textiles d'Europe de l'Est, des ouvrières peuvent pourtant travailler pour 89 euros par mois, comme en Ukraine, alors qu'il faudrait un salaire cinq fois plus élevé pour y vivre dignement. C'est ce que révèle un rapport publié le 9 novembre par l'alliance d'ONG Clean Clothes Campaign. Ce rapport documente les conditions de travail et de salaire des travailleurs de l'industrie textile en Europe orientale.

« Pour les marques de mode, les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, sont un paradis des bas salaires. Beaucoup de marques vantent le fait qu'elles sont "made in Europe", suggérant que cela signifie "dans de bonnes conditions de travail". En réalité, nombre des 1,7 million de travailleurs textiles de la région vivent dans la pauvreté et font face à des conditions de travail extrêmes », pointe le rapport. Les ONG ont interrogé plus de cent travailleurs textiles en Ukraine, Hongrie, Serbie. Ceux-ci confectionnent des vêtements pour des marques comme Benetton, Esprit, Geox et Vero Moda. « Bien trop souvent, les salaires mensuels des travailleurs atteignent tout juste le salaire minimum, soit entre 89 euros en Ukraine, le salaire minium, et 374 euros en Slovaquie. Pour faire vivre une famille et payer ses besoins de bases, il faudrait en Ukraine 483 euros par mois ».

En Ukraine, 220 000 personnes travaillent dans l'industrie textile. Plus de 80 % des productions sont destinées à l'exportation, en grande partie vers l'Allemagne (37 %), puis vers la Pologne, la Hongrie ou la France (6 %). Les travailleurs du textile y sont notamment confrontés à des quotas de productions irréalistes, qui ne peuvent être atteints qu'en faisant des heures supplémentaires. En Serbie, le secteur compte 100 000 travailleurs, ce qui représente 8 % de l'emploi industriel total. Là aussi, à 80 %, les usines textiles produisent pour l'export. Le salaire moyen du secteur est de 218 euros. En Hongrie, membre de l'Union européenne, les employés de l'industrie textile gagnent à peine plus, entre 200 et 400 euros par mois, heures supplémentaires comprises. Partout, ces travailleurs sous-payés qui produisent pour exporter vers l'Europe de l'Ouest sont en très grande majorité des femmes. bastamag.net 16 novembre 2017

Il faut le savoir. Comment ils détruisent votre santé pour mieux vous soigner ensuite ou réaliser des profits des deux côtés à la fois

On aura en mémoire que les oligarques et les banquiers anglo-saxons ont financé les différents impérialistes qui se sont affrontés lors des deux guerres mondiales notamment, y compris le IIIe Reich, histoire de réaliser des profits faramineux des deux côtés.

En France.

- Les actes médicaux inutiles dans le viseur - liberation.fr

Côté amygdales. «Le nombre d'amygdalectomies en France a diminué de 3% depuis 2010, passant de 67 964 en 2010 à 66 098 en 2014.

Enfin, prenons le cas de l'appendicectomie, opération qui a fortement diminué en France, passant de 300 000 en 1986 à 77 292 en 2014. liberation.fr 27 novembre 2017

En Inde.

Je vis en Inde depuis plus de 20 ans, 23 ans au total, je suis marié avec une Indienne qui a six frères, séparé de mon épouse je vis avec une autre femme Indienne qui a six frères et soeurs, tous mariés ils ont eu des enfants dont certains sont déjà des adultes. Aucun n'a subi ces opérations, que ce soit les frères et soeurs de mes compagnes ou leurs enfants, et à ma connaissance autour de moi, je n'ai jamais entendu parler d'un enfant ayant été opéré des amygdales ou de l'appendicite. Selvi vient de me le confirmer.

Et lorsque j'ai travaillé au lycée français et à l'Alliance française, jamais un enfant ne s'est absenté pour ce motif. Et parmi les milliers d'Indiens que j'ai croisés dont la plupart étaient des jeunes, aucun ne m'a parlé de ces opérations.

Stupéfiant, n'est-ce pas ?

Les familles que j'ai évoquées étaient très pauvres et vivaient dans des conditions d'hygiène très précaires, quant à leur alimentation, elle était évidemment carencée en protéine et bien autres choses. Par contre, elles vivaient à la campagne, elles n'ont pas été soumises à la pollution et leur alimentation n'a pas été non plus soumise à tous les produits chimiques de l'industrie agro-alimentaire, et quand quelqu'un tombait malade les médicaments étaient prescrits au compte-gouttes. Ceci explique peut-être cela.

Cela signifie que dès le départ l'orientation qui a été adoptée par le capitalisme contenait en germe toutes les maladies qui allaient se développer plus tard, réelles ou non d'ailleurs puisqu'il y a des médecins qui prescrivent des opérations inutiles que pratiquent des chirurgiens qui n'ont pas plus de scrupules.

Il y a pire encore.

Quand mon épouse est en France, elle prend jusqu'à 18 comprimés par jour qui lui ont été prescrits par son cardiologue ou son médecin traitant, et elle est sujette à plusieurs malaises par an qui la conduisent aux urgences en état de coma.

Mais quand elle est en Inde, elle n'en prend plus que trois et se porte à merveille, jamais en 10 ans depuis sa double opération du coeur elle n'a fait un malaise.

Mais alors direz-vous pourquoi prend-elle 18 comprimés quand elle est en France et seulement 3 quand elle est en Inde? Parce que lorsqu'elle est en France elle est sous l'influence du corps médical, et quand elle est en Inde elle est sous mon influence.

C'est en consultant sur Internet le contenu de ses médicaments et leurs contre-indications que j'en étais arrivé à en éliminer les trois quart, certains faisaient double ou triple emplois! J'ai procédé par déduction logique en prenant garde de ne pas toucher à ceux qui étaient en rapport avec le coeur ou jouaient un rôle dans la régulation de la pression sanguine. Les médecins vous prescrivent un médicament pour soigner une affection qui va vous détruire le foie ou attaquer les poumons, alors si on peut s'en passer et prendre son mal en patience, c'est préférable.

Le corps médical est exécrable, mais on est bien obligé de passer par lui, surtout quand on devient vieux, quelle horreur ! Au cours de ma vie, j'ai 62 ans, je n'ai rencontré qu'un seul bon médecin, c'est pour dire. Et je crois que c'est effectivement extrêmement rare, dans le monde, il avait eu comme patients des ministres, des généraux, des chefs d'Etat français et étrangers, etc. qui se refilaient les bonnes adresses...

Qui a été complice de Rothschild pour exproprier et martyriser le peuple palestinien ? Réponse : L'ONU, Staline, De Gaulle...

- Il y a 70 ans, un plan de partage contesté de la Palestine - AFP

Le 29 novembre 1947, il y a 70 ans, l'Assemblée générale de l'ONU adoptait le plan de partage de la Palestine en deux Etats, juif et arabe, qui a permis la réalisation du projet sioniste, mais a constitué pour les Palestiniens le début d'une longue période tragique de leur histoire.

Ce vote historique des Nations unies donnera naissance six mois plus tard, le 14 mai 1948, à la création de l'Etat d'Israël.

Après la seconde guerre mondiale, la Grande-Bretagne n'arrive plus à maîtriser la situation en Palestine sur laquelle elle avait reçu un mandat de la Société des Nations en 1922.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU à New York vote le partage de la Palestine. La résolution 181 est adoptée par 33 voix pour (dont les Etats-Unis, l'Union soviétique et la France), 13 voix contre (dont les Etats arabes) et dix abstentions (dont la Grande-Bretagne). Le vote n'a pas duré plus de trois minutes.

Le Royaume-Uni, qui n'a cessé de changer de position, est en ce moment favorable aux arabes. Mais c'est surtout parce qu'il est conscient du caractère explosif du sujet qu'il s'abstient.

La France, longtemps indécise, finit par voter en faveur du plan.

Jusqu'au bout, les pays arabes à l'ONU qui réclament la création d'un "Etat palestinien unique, démocratique et indépendant" ont tenté de s'opposer à une partition.

Mais ils se sont heurtés à une alliance inattendue en cette période de guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS, qui a permis de rallier la majorité des deux tiers nécessaire à l'adoption du texte.

La Palestine, où vivent alors 1.300.000 Arabes et 600.000 Juifs, est divisée en trois entités qui doivent devenir indépendantes le 1er août 1948.

L'Etat juif (14.000 km2) comprend une bande allant du doigt nord de la Galilée jusqu'au bord du lac de Tibériade, le littoral central (de Haïfa à Tel-Aviv) et le désert du Néguev.

Les Palestiniens conserveront trois régions (11.500 km2): l'une en Galilée occidentale, la deuxième dans la bande de Gaza avec une partie de la frontière avec le Sinaï et la troisième en Cisjordanie.

Jérusalem et les localités environnantes forment un corpus separatum sous régime international spécial, administré par l'ONU.

Les juifs obtiennent ainsi 54% du territoire, alors qu'ils ne représentent que 30% de la population.

Les dirigeants de l'Agence juive acceptent le plan, mais certains sionistes le rejettent car il est loin de correspondre au Grand Israël auquel ils aspirent. A Tel Aviv, la communauté juive retient son souffle au moment du vote. Puis la foule, en liesse, applaudit.

Chez les Palestiniens, c'est un immense sentiment d'injustice qui prévaut. Les pays arabes refusent le plan.

Les incidents vont se multiplier en Palestine, chaque partie cherchant à conquérir une position de force.

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame la création de l'Etat d'Israël aussitôt après la fin du mandat britannique sur la Palestine. Le premier conflit israélo-arabe éclate le lendemain.

A la fin du conflit, Israël occupe 78% de la Palestine mandataire. Plus de 760.000 Palestiniens prennent la route de l'exode.

Lors du conflit de juin 1967, Israël occupera, outre le Golan syrien et le Sinaï égyptien (restitué à l'Egypte en 1982), la Cisjordanie, Jérusalem-Est, qu'il annexera plus tard, et la bande de Gaza, dont il s'est retiré unilatéralement en 2005. AFP
25 novembre 2017

- Les dirigeants israéliens envisageaient le génocide de Gaza dès 1967 par Johnatan Ofir — arretsurinfo.ch 26 novembre 2017

« Peut-être qu'ils n'auront pas le choix, si on ne leur donne pas assez d'eau, car les vergers jauniront et dépériront », avait déclaré

le premier ministre israélien Levi Eshkol au sujet de Gaza en 1967, révèlent des documents de l'époque, récemment déclassifiés.

Ofer Aderet, journaliste du Haaretz, vient de l'annoncer :

« Comme je l'ai déjà écrit, Eshkol, le « sioniste libéral » de gauche, était plus que d'accord pour expédier les Palestiniens sur la lune : « Je veux qu'ils partent tous, même pour la lune ».

Assurément, Eshkol s'est rendu compte dans les mois qui suivirent la guerre de 1967, de la « suffocation et de l'emprisonnement » de Gaza à cette époque, comme le révèlent les documents déclassifiés. Il dit très clairement que c'était un instrument qui serait utile pour la stratégie israélienne : « C'est précisément à cause de la suffocation et de l'emprisonnement présents, qu'avec un peu de chance, les Arabes quitteront la bande de Gaza ».

Eshkol paraphrasait aussi Herzl, en déclarant qu'il s'était mis au travail sur l'établissement d'un groupe ou d'un bureau susceptible d'encourager l'émigration arabe. Il soulignait : « Nous devons traiter ce sujet discrètement, calmement et secrètement, et il nous faut trouver le moyen pour qu'ils émigrent vers d'autres pays, pas seulement de l'autre côté du Jourdain ».

Voici une autre citation d'Herzl, tirée de son journal de 1895 : « Nous nous efforcerons de chasser la population pauvre au-delà de la frontière, en lui procurant du travail dans des pays de passage, et en lui refusant du travail dans notre pays. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être mené discrètement et avec circonspection ».

Le ministre de la Défense, Moshe Dayan était tout à fait d'accord avec les idées d'Eshkol et d'Herzl : « En permettant à ces Arabes de chercher et de trouver du travail à l'étranger, il est encore plus probable que, par la suite, ils voudront émigrer vers ces pays ».

Dayan conçut l'idée de donner aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza des permis de travail pour l'étranger, dans l'espoir de voir certains d'entre eux s'y établir.

Eshkol avait plutôt l'obsession de donner la priorité au nettoyage ethnique de Gaza : « Ce qui nous intéresse le plus, c'est de faire le vide à Gaza ».

Voilà la preuve que l'idée d'un parfait nettoyage ethnique de Gaza n'est pas le privilège des politiques de droite tels que Moshe Feiglin, président-adjoint de la Knesset, qui en 2014, en tant que tel, présenta un plan en sept points à Nétanyaou, pour faire la même chose.

Eshkol présente également d'autres choix monstrueux : « On pourrait espérer une autre guerre. Ainsi le problème serait résolu. Mais c'est du luxe, une solution inespérée ». arretsurinfo.ch

- Un texte considéré comme un moyen de protéger Netanyahu adopté à la Knesset - Reuters

Les députés israéliens ont approuvé lundi une proposition de loi interdisant à la police de publier les conclusions des enquêtes criminelles, ce qui, selon l'opposition, permettra de protéger le Premier ministre Benjamin Netanyahu, mis en cause pour corruption.

Selon les deux rapporteurs du texte, qui sont des proches du Premier ministre, il a pour but de protéger les droits et la réputation des personnes mises en cause. "Le public n'a pas besoin de tout savoir. Il saura à la fin", a déclaré David Bitan, chef de file de la coalition gouvernementale à la Knesset, sur la chaîne de télévision parlementaire.

Benjamin Netanyahu assure ne pas avoir sollicité l'initiative mais n'a pas non plus demandé son abandon. Reuters 28 novembre 2017

- Marseille: l'auteur des tags « juifs » prétendus «antisémites» pris la main dans le sac ? - arretsurinfo.ch

Il s'avère, une fois de plus, que les graffitis qui ont suscité l'émoi à Marseille et ont permis au CRIF de dénoncer une campagne antisémite ont, en fait, été exécutés par un membre de la « communauté juive ».

Source: http://arretsurinfo.ch/marseille-lauteur-des-tags-juifs-pretendus-antisemites-pris-la-main-dans-le-sac/

Reporters sans frontières. Ces officines au service de l'oligarchie.

La réponse de Guy Mettan à Reporters sans frontières

Sommé par la direction de Reporters sans frontières (RSF) d'annuler la conférence consacrée à l'ONG très controversée «

Casques blancs » qui doit se tenir au Geneva Press Club le 28 novembre 2017, Guy Mettan réagit fermement.

RSF se scandalise de la présence à cette conférence de Vanessa Beeley affirmant notamment qu'elle « n'a jamais été publiée dans un média indépendant.. ». Comme si les journalistes réellement indépendants (comprenez médias traditionnels) qui – comme nous – refusent de collaborer avec ces médias agréés par RSF, n'étaient pas légitimes et à même d'informer sans dénaturer les faits! Arrêt sur Info

Guy Mettan - J'ai bien reçu votre courrier qui a retenu toute mon attention.

En ma qualité de membre fondateur de Reporters sans frontières aux côtés de François Gross dans les années 1980, je dois avouer que j'ai été atterré par sa teneur. Je peux comprendre que le fait de donner la parole à des voix dissidentes puisse susciter de la réprobation. Mais de là à exiger l'annulation de cette conférence de presse, il y a un pas dont je n'aurais jamais pensé que vous puissiez le franchir. (...)

RSF - Nous nous dissocions totalement de cet événement et ne souhaitons en aucune manière être associés à une conférence qui accueille une soi-disant journaliste, Madame Vanessa Beeley,qui justifie l'utilisation de la torture par le régime syrien afin de le préserver. Quand bien même elle n'a jamais été publiée dans un média indépendant, il est étonnant qu'elle soit référencée au moins deux cents fois dans les médias russes de propagande (SputnikNews, Russia Today).

De plus, il est pour le moins inacceptable d'inviter Monsieur Marcello Ferranda De Noli, président de Swedish Doctors for Human Rights, une association qui, selon nos informations, agit comme un outil de propagande russe.(...)

http://www.arretsurinfo.ch/la-reponse-de-guy-mettan-a-reporters-sans-frontieres/

En complément. Vidéo.

65 profils Facebook de 'Casques blancs' montrent qu'ils sont pro Daech, pro al-Qaïda…
http://arretsurinfo.ch/65-profils-facebook-de-casques-blancs-montrent-quils-sont-pro-daech-pro-al-qaida/

Les Casques blancs sont-ils vraiment blancs comme neige ?
https://www.youtube.com/watch?v=QgKTFCGRtcg

Conférence sur les Casques blancs à Genève : Guy Mettan déçu que RSF cède au «politiquement correct»
https://www.youtube.com/watch?v=ADeBWEaFoLs

Macron, Hollande, Hidalgo, Obama et Clinton même combat.

- En visite à Paris, Obama rencontrera Hollande et Hidalgo en plus de Macron - L'Express.fr

- Qui sont les Napoleons, le club à l'origine de la venue d'Obama à Paris ? - LeParisien.fr

L'ex-président américain donnera une conférence privée samedi à la Maison de la Radio. Un joli coup réussi par ce réseau de dirigeants créé il y a deux ans seulement.

Samedi, après un déjeuner avec Emmanuel Macron, qu'il avait soutenu pendant la campagne, l'ex-dirigeant américain parlera pendant une heure à la Maison de la Radio sur le thème de la peur de l'innovation et comment la dépasser (« Fear less, innovate more »). Un tête-à-tête avec François Hollande serait également à l'agenda.

Qui sont ces « Napoleons », qui avaient déjà convaincu François Hollande de se rendre à l'un de leurs sommets en juillet à Arles ? Cette association est une sorte de club de leadeurs, réunissant des dirigeants d'entreprises, des personnalités de la communication et des médias, mais aussi des intellectuels ou des chercheurs.

Les événements des Napoleons sont organisés par la société Momentum, dirigée par Mondher Abdennadher et Olivier Moulierac. Ces deux « pubards », anciens de RCSG (aujourd'hui Havas), ont lancé leur projet en 2014. Leur idée : tisser un « réseau social » entre les acteurs de l'innovation en France.

« La fonction essentielle de notre projet est de mettre des gens talentueux en relation. C'est un lieu de business et c'est totalement assumé de notre part », résume Olivier Moulierac dans Libération.

Droit d'entrée pour les quelque 1500 participants : 3400 euros, sauf pour les invités des principaux sponsors que sont Orange,

La Poste, EDF, SNCF, American Express et les montres Richard Mille.

Les Napoleons, dont le parrain cette année est Stéphane Richard, PDG d'Orange, comptent quelque 500 membres actifs. Le « board », sorte de conseil d'administration, est composé de personnalités telles que Xavier Couture (futur ex-France Télévisions), Anne Méaux (la communicante d'Image 7, associée à François Fillon pendant la présidentielle), mais aussi l'ex-ministre de la Culture Fleur Pellerin et l'homme d'affaires Henri Seydoux. 400 000 dollars à débourser pour s'offrir Obama

Au-delà du savoir-faire relationnel des initiateurs des Napoléons, comment cette organisation encore inconnue il y a deux ans a-t-elle pu s'offrir les services de l'ex-président américain ?

Selon la presse américaine, une conférence de Barack Obama serait facturée 400 000 dollars. C'est le tarif pratiqué par le 44e président des Etats-Unis lors d'une conférence organisée par un fonds d'investissement au printemps.

Coïncidence : Stéphane Richard est en campagne pour un nouveau mandat à la tête du géant des télécoms. L'opération de relations publiques tombe à point nommé. L'anecdote prouve que les Napoleons, en quelques mois, se sont imposés comme le cercle de pouvoir qui compte le plus aujourd'hui en France. LeParisien.fr 1 décembre 2017

- L'enfer pour Weinstein, Obama et les Clinton par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire 30 novembre 2017

Extrait

Quelque peu sadique, Harvey, qui a 65 ans, s'était attaqué à des stars, depuis Jane Fonda et Angelina Jolie jusqu'à Gwyneth Paltrow, qui avaient gardé un bien étrange silence syndical avant que l'actrice Rose McGowan ait le culot de faire découvrir les Sodome et Gomorrhe bibliques que sont les royaumes hollywoodiens où siège Weinstein.

Rose Mc Gowan ne s'est pas privée de signaler que le patron d'Amazon et philanthrope Jeff Bezos (l'homme le plus riche au monde, avec près de 90 milliards de dollars [7]), qui est propriétaire du Washington Post, est un rempart protecteur pour la pédophilie ; elle a aussitôt vu son compte Twitter censuré [8]. Le puissant GAFAT (Google, Apple, Facebook, Amazon et Twitter) protègerait-il le réseau sexo-criminel d'Hollywood ?

Certes, la conduite pendulaire et peu édifiante des stars iconiques laisse à désirer ; la jadis admirable Meryl Streep avait couronné Weinstein en le qualifiant de « Dieu », avant de participer ardemment à la curée. Le cercle vicieux, à proprement parler, constitué par l'entente des mondes financier, du divertissement et des médias, a pu s'offrir le luxe de cacher les turpitudes de Weinstein pendant presque un demi-siècle, souligne le New York Times [9].

Tout le monde peut se tromper : Harvey Weinstein avait reçu, il y a à peine deux ans, la médaille humanitaire du Centre Wiesenthal qui se qualifie de « Groupe international pour les droits humains juifs » [10]. Et il avait décroché un Oscar en 1999 pour son Shakespeare amoureux ; il avait brillé lors des campagnes des deux Clinton et de Barak Obama, et récolté des fonds énormes pour le Parti démocrate [11].

Avec un sens politique certain, les personnalités saillantes du dit Parti démocrate ont annoncé qu'elles restitueraient les dons empoisonnés, qui seraient redirigés vers des instituions caritatives ; mais la Fondation Clinton s'est abstenue.

Le Daily Mail, lié au MI6, le services d'espionnage britannique, s'en est donné à cœur joie, étalant le sexo-scandale, et offrant en exclusivité l'info selon laquelle Chelsea Clinton, dont la carrière politique se trouve quelque peu fragilisée, avait refusé de répondre aux journalistes quant à la restitution du quart de million de dollars reçus par la Fondation Clinton de Weinstein ; son père Bill a dû la faire protéger par une équipe de sécurité pour écarter les médias . Apparemment les filles de présidents démocrates se laissent séduire, au plan financier s'entend : Malia, fille d'Obama, jouit actuellement d'une bourse alimentée par Weinstein.

David Walsh, du WSWS boycotté par Google, a fait savoir qu'en 2012, la télévision avec l'industrie du cinéma et de la musique avaient contribué à hauteur de 81 % au financement du Parti démocrate, mais qu'en 2016 la même industrie du divertissement avait versé 23,6 millions de dollars à Hillary, alors que Bernie Sanders n'en obtenait qu'1,2 millions, et Trump à peine 388 000 [12]. (...)

Mais quelque chose ne colle pas : les turpitudes du serial pervers ont été révélées par le New York Times, qui est pratiquement l'organe du Parti démocrate, et où la cabale de George Soros jouit d'une influence colossale.

S'agirait-il d'un tir allié ? Ou bien d'un règlement de comptes entre groupes israélo-US, au moment où entrent en collision les intérêts du duo Netanyahou/Adelson, les alliés suprêmes du suprématisme trumpien, et ceux de Soros, le plus anti-trumpiste au monde, dont l'un des vassaux au Mexique a exigé l'assassinat public de Trump [15] ?

Cela relèverait-il d'un règlement de comptes hémorragique au cœur du libéralisme israélo-usien, où l'on voit même Bob, frère

et compère de Harvey Weinstein, réclamer sa décapitation, en mode cannibale ? Ou d'une déchirure sanguinaire dans le groupe Soros ? On le saura bientôt.

La dépravation sexuelle de Hollywood, exposée depuis plus de cinquante ans et liée aux mafias du pouvoir, n'est pas une nouveauté. Elle pratique désormais son outsourcing, sa délocalisation, dans la mesure où elle est indissociable du monde financier (les investissements cinématographiques), du divertissement et de l'information, autant que du domaine politique.

Déjà en 1959, le cinéaste maudit et écrivain controversé Kenneth Anger avait publié Hollywood Babylone [16], étalant les secrets les plus sordides de ce milieu, au point d'être interdit aux USA, ce qui contrevenait au premier amendement de la Constitution US ; le livre avait alors été déterritorialisé, et publié en France. Vingt-cinq ans plus tard, le même Kenneth Anger publiait Hollywood Babylone II, qui couvrait la période des années 1920 jusqu'aux années 1970. Il essaya ensuite de publier un Hollywood Babylone III, avec une vaste enquête sur les dépravations de Tom Cruise et de l'Eglise de scientologie. Mais il semble avoir été retenu par la peur d'être assassiné. (...)

Notes.

[7] "Amazon CEO Jeff Bezos Becomes Richest Man in the World", Nucas Noland, Breitbart, July 24, 2017.

[8] "Rose McGowan Torches Jeff Bezos on Twitter : 'Stop Funding Rapists, Alleged Pedos, and Sexual Harassers'", Allum Bokhari, Breitbart, October 12, 2017

[9] "Meryl Streep Once Called Harvey Weinstein a 'God,' Now Actress Is Calling Him 'Disgraceful'", Janice Williams, Newsweek, October 9, 2017.

[10] "Wiesenthal Center isn't withdrawing prize given to Harvey Weinstein, but denounces him", Ben Sales, Jewish Telegraphic Agency, October 9, 2017.

[11] "Chelsea Clinton runs from questions about handing back Harvey Weinstein's tainted $250,000 donations - and her father deploys security to keep the Press away", Alana Goodman, Daily Mail, October 14, 2017.

[12] "The politics of the Harvey Weinstein scandal", David Walsh, World Socialist Web Site, October 12, 2017

[13] "Jewish site refers to Harvey Weinstein as a 'Jewish kind of pervert'", Aaron Bandler, Jewish Journal, October 10, 2017.

[14] "NY Attorney General Probes Weinstein Co. ; Woody Allen Next Film Features Sex Between Adult and 15-Year-Old Girl ; Oscar-Winner Haggis : Hollywood Finished", Jerome Hudson, Breitbart, October 13, 2017.

[15] « El twitt que borró Krauze Kleinbort de Televisa que incita al magnicidio de Trump », Alfredo Jalife-Rahme, November 25, 2016.

[16] Hollywood Babylone, Kenneth Anger, Jean-Jacques Pauvert éd., 1959.

Source : « L'enfer pour Weinstein, Obama et les Clinton », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Maria Poumier, La Jornada (Mexique), Réseau Voltaire, 30 novembre 2017, www.voltairenet.org/article198930.html

Confirmation. Quand le capitalisme est passé de la pornographie de masse à la pédophilie de masse.

- Commentaires pédophiles: YouTube supprime plus de 150.000 vidéos d'enfants - AFP

Le site américain YouTube (Google) a effacé des dizaines de milliers de vidéos d'enfants qui s'accompagnaient de commentaires au ton très déplacé, voire à caractère pédophile, a annoncé jeudi la plateforme qui tente de rassurer ses annonceurs publicitaires. AFP

De la même manière YouTube ou Google sert de support à la diffusion de la propagande des barbares de Daesh, Al-Nosra et cie., donc les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste.

Obama-Clinton financés par les barbares wahhabites

Comme le montrent les dossiers de la fondation elle-même, l'Arabie saoudite a versé entre 10 et 25 millions de dollars au fil des ans, le Qatar a versé entre 1 et 5 millions de dollars, tandis que d'autres gouvernements, sociétés et particuliers du Golfe ont versé entre 13 et 50 millions de dollars de plus.

Ce n'est pas une fausse nouvelle, mais la vérité. De plus, c'est une vérité scandaleuse parce qu'elle montre que Clinton prend de l'argent des gens qui financent les mêmes organisations terroristes qu'elle prétendait combattre. (...)

Non seulement il (le Times -ndlr) n' a jamais dit un mot sur le courriel Clinton de 2014, mais il s'en prend maintenant à RT pour avoir diffusé des nouvelles sur lesquelles il s'est assis depuis des mois.

Qu'est-ce qui se passe ici ? Le Times laisse-t-il entendre que la vérité n'est pas pertinente et que la seule chose qui compte, c'est d'où elle vient ? S'agit-il de dire que ce qui est dit importe moins que celui qui ledit ; et que si c'est RT, WikiLeaks, ou qui que ce soit, nous devons tous nous boucher les oreilles pour que le message soit bloqué ?

Pendant que le Times pourchassait RT, le Washington Post annonçait publiquement la nouvelle sensationnelle que le cabinet d'avocats de la campagne Clinton avait payé pour le fameux dossier Christopher Steele, célèbre pour avoir accusé Trump d'avoir payé deux prostituées pour uriner sur un lit d'hôtel à Moscou, autrefois occupé par Barack et Michelle Obama.

Après avoir accusé la campagne de Trump de collaborer avec des agents étrangers pour influencer une élection américaine, il s'avère que les Démocrates, ou du moins leurs avocats, ont non seulement collaboré, mais ont engagé un agent étranger, Steele, un ancien du MI6, la version britannique de la CIA, à faire de même. (Et Steele a prétendu avoir amené des fonctionnaires russes à fournir des accusations non fondées visant à nuire à la campagne de Trump).

https://www.clintonfoundation.org/contributors?category=$10%252C000%252C001+to+$25%252C000%252C000

Politique française.

Il ne faut surtout pas qu'on sache que l'extrême droite est déjà au pouvoir.

- Solère : « Le clivage droite-gauche est devenu superficiel » - LePoint.fr

...ou encore...

- Création du parti politique "Agir" : "Nous voulons une droite capable de faire des coalitions", affirme Frédéric Lefebvre - Franceinfo

...ou encore en Allemagne...

- Merkel fait pression sur le SPD pour former une grande coalition - Reuters

Ce sera à celui ou celle qui sera le plus réactionnaire "sabre au clair".

- Virginie Calmels «J'aurais pu citer Ronald Reagan» Liberation.fr

La probable prochaine vice-présidente de LR est arrivée en politique grâce à Alain Juppé, après une carrière dans le privé. Se réclamant volontiers de Margaret Thatcher et d'un «libéralisme populaire», elle rejette le gaullisme revendiqué par une bonne partie de sa famille politique. Liberation.fr

- A Marseille, contre "l'eau tiède", Wauquiez vante une politique "sabre au clair" AFP

Laurent Wauquiez a vanté lundi à Marseille la politique qu'il mènerait "sabre au clair", en déroulant un discours sur l'identité, l'autorité et la dénonciation de "l'assistanat" et en fustigeant les ralliements à la majorité présidentielle. AFP

- Valls : Macron «fait des choses que j'aurais aimé faire» - LeParisien.fr

« Entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère ». (Jean-Jacques Rousseau - Le Contrat social)

- Aymeric Caron : « Je prône une société dans laquelle il y aurait très peu de lois » - Publicsenat.fr

« En France, on est spécialiste des codes énormes avec des réglementations pour absolument tout. Thomas More, déjà à l'époque, prônait une société dans laquelle il y aurait très peu de lois. Mais avec à chaque fois une règle essentielle : être libre le plus possible tant que ma liberté ne nuit pas à celle des autres ». Publicsenat.fr

- Selon l'organisation internationale du travail, la protection sociale française est la plus chère du monde - Atlantico.fr

En oligarchie. Qui gouverne ? Qui va remplir cette "page blanche" ?

- AFP le 24 novembre : Les premiers mots de Delphine Gény-Stephann comme secrétaire d'Etat à l'Economie :

"Mon expérience politique se résume à une page blanche."

- Reuters le 30 novembre : "La République en marche, c'est une page blanche."

Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'institut de sondages Ifop.

Le populisme se pratique en famille ou ceci explique cela.

- Assemblée : entre les députés LREM et Mélenchon, le bon voisinage - Liberation.fr

Loin de ses diatribes contre les projets du gouvernement, le leader de La France insoumise tisse dans l'hémicycle des liens courtois avec les élus de La République en marche. Liberation.fr 29.11

J'ai lu dans cet article que Mélenchon allait jusqu'à jusqu'à se soucier de la santé de leurs enfants, parce que ces ordures se soucieraient du sort de nos enfants ou petits-enfants...

- Avec «l'Emission politique», LFI cherche un second souffle - Liberation.fr

Sur le plateau de France 2, ce jeudi, Mélenchon veut donner une nouvelle impulsion à son parti... Liberation.fr

Tribunes, interviews, plateaux télés, ils ne ménagent pas leurs efforts pour accorder un large espace médiatique à l'histrion du régime... quitte à l'étrier au passage ! Ce type-là n'est vraiment aucune dignité, il nous dégoûte.

Le PS a touché le "fond".

- Trois Français sur quatre pensent que le Parti Socialiste peut disparaître - Le Huffington Post

Le Parti Socialiste va-t-il disparaître? Trois Français sur quatre (74%), dont une forte majorité de sympathisants de gauche (63%), croient possible que le Parti socialiste disparaisse au moins temporairement du paysage politique, selon un sondage Odoxa Dentsu consulting diffus

Rachid Temal, coordinateur du Parti socialiste et sénateur du Val d'Oise.

Comment en est-on arrivé là au Parti socialiste ?

Je ne suis pas là pour dire à qui la faute. Je note qu'il faut travailler sur le fond pour revoir nos schémas, revoir nos propositions et garder nos valeurs, celles du combat contre l'injustice sociale pour l'émancipation individuelle et collective. Le Huffington Post

Tartuferie empoisonnée.

- Hamon voit un "espace considérable" à gauche, pour un "bloc progressiste et européen" - AFP

Tous les partis issus du PS et du PCF demeurent des appendices de ces partis réactionnaires, mais comme ils sont plus éloignés du pouvoir, ils peuvent faire illusion à peu de frais pendant tout un temps qui tant à se réduire. Cela vaut pour LFI. AFP

La crise du capitalisme est bien "durable".

- Sondage : 62% des Français pensent que Les Républicains vivent « une crise durable » - Publicsenat.fr

Selon notre sondage Opinion Way pour Public Sénat, Les Échos et Radio Classique...

Gladio et suite ou comment ils fabriquent et actionnent leurs terroristes.

- L'ultragauche: menace montante ou épouvantail politique ? - AFP

Résurgence de l'extrême gauche violente ou épouvantail agité par le politique ? L'ultragauche, à l'origine des revendications d'incendies de casernes de gendarmerie, inquiète de nouveau les autorités qui la croient "capable" de basculer dans le "terrorisme".

Fin octobre, il (Julien Coupat, chef du groupe de Tarnac - ndlr) affirmait au site Lundi matin que l'ultragauche, "épouvantail fatigué", "n'existe pas plus qu'hier en dehors des fichiers de renseignement".

"On peut en effet se poser la question : à quoi, à qui ça sert de créer de l'appréhension en parlant d'une menace terroriste ? Est-ce une manière de faire diversion, de stigmatiser ceux qui s'opposent ?", interroge le chercheur indépendant Jacques Leclercq, auteur de "Ultras-gauches. Autonomes, émeutiers et insurrectionnels", en soulignant le risque d'une "sur-dramatisation qui attise les violences".

Depuis 2008, on estime qu'ils sont toujours entre 200 et 300 engagés "dans une démarche insurrectionnelle", des hommes et femmes de 20 à 50 ans issus de tous les milieux sociaux. Quelques dizaines sont étroitement suivis par des services de renseignement.

Contrairement à l'ultradroite affaiblie par des dissolutions, l'ultragauche séduit les étudiants et les déçus de la politique et du syndicalisme.

Selon le SCRT, cette ultragauche "décomplexée ne peut que "poursuivre sa logique terroriste"", tandis qu'un enquêteur relève "l'extrême précaution teintée de paranoïa des militants" qui leur permet d'échapper aux surveillances.

La Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) va plus loin, qualifiant la mouvance de "pré-terroriste" car connectée avec ses alter ego en Europe (Italie, Allemagne, Grèce, Espagne) et affichant bien pour but de "troubler gravement l'ordre public". Toutefois, "elle ne dispose pas d'armes ni de réseaux de financement", contrairement aux jihadistes, souligne un responsable antiterroriste.

En marge d'une manifestation parisienne de l'automne, un militant du "black bloc" affirmait qu'"au-delà des rassemblements centralisés, l'avenir pourrait résider dans des actions isolées décentralisées".

Pour un responsable antiterroriste, "il ne peut être exclu qu'une poignée de militants bascule dans le terrorisme sur le modèle du groupe Action Directe", groupe armé d'extrême gauche à l'origine de plusieurs attentats dans les années 1980.

Pour Jacques Leclercq, plus que des actions d'ampleur, "il y a surtout une possibilité de dérapages, d'accidents, notamment avec les incendies" : "Il peut y avoir des situations dramatiques qui font qu'une situation se durcisse de part et d'autre". AFP 30 novembre 2017

Corruption. 34 milliards d'euros détournés par an des services publics.

- Argent public : le secteur associatif aiguise les appétits politiques - francetvinfo.fr

Le secteur associatif génère à lui seul près de 34 milliards d'euros de subventions publiques chaque année.

Forcément, cela attise nombre de convoitises…

Cette manne considérable est censée servir l'intérêt général, mais certains n'hésitent pas à utiliser l'argent public à des fins politiques.

"Pièces à conviction" a enquêté pendant six mois sur l'engrenage entre élus et associatifs. Clientélisme, détournement de fonds ou achats de voix, certaines petites associations de quartier comme de grandes structures se "shootent" à l'argent public... Un jeu dangereux qui commence toujours par une chasse : celle aux subventions. francetvinfo.fr

Ils osent tout

- Le combat humaniste de Macron - LeParisien.fr

- François Hollande plaisante: "Je suis fier d'être un révélateur de talents. - Le Huffington Post

- Pour la Journée mondiale de lutte contre le sida, Emmanuel Macron se prête au dépistage - Le Huffington Post

- Laurence Debray - Comment Chávez a ruiné le Venezuela - LePoint.fr

- Répression des LGBT : le long chemin de la repentance d'Etat - Liberation.fr

- Une vingtaine de pays sur la liste noire provisoire de l'UE - Reuters

- Fin de l'encadrement : les loyers déjà à la hausse ? - Liberation.fr

L'annulation, mardi, de l'arrêté d'encadrement des loyers à Paris par le tribunal administratif, donne déjà des ailes à certains propriétaires. Liberation.fr

- L'UE vote le renouvellement du glyphosate pour cinq ans - Reuters

- Glyphosate : José Bové "trouve dommage" que Stéphane Travert "ne soit pas sur la même position" qu'Emmanuel Macron - Franceinfo

- Wehrling (MoDem) demande l'interdiction des animaux sauvages dans les cirques à Paris - AFP

Et à l'ONU ?

- Le discours de Bernard-Henri Lévy à l'ONU - LePoint.fr

- Quand la Corée du Nord constitue une menace pour... Washington ! - Reuters

- Macron pour des sanctions contre Pyongyang, interpelle Moscou et Pékin - Reuters

Quand on sait qu'ils en sont à l'origine dont l'impérialisme français.

- Le sommet Europe Afrique prend des mesures d'urgence sur l'esclavage en Libye - AFP

- Libye: Vers une task-force internationale contre les passeurs - Reuters

- Trafic de migrants: Macron pour l'envoi de forces policières africaines en Libye - AFP

- Pour mettre fin à l'esclavage, le pire crime contre l'humanité - L'Express.fr

- Yémen: une ONG dépose une plainte visant les EAU devant la CPI - AFP

- Des missiles tirés du Yemen vers l'Arabie saoudite semblent iraniens, selon l'ONU - Reuters

- Le président Erdogan mis en cause devant un tribunal new-yorkais - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Honduras

Articles figurant par ordre chronologique.

Alors que le dépouillement de 70% des voix donnait vainqueur avec une avance confortable le candidat opposé à Juan Orlando Hernandez mis en place par les Américains après le coup d'Etat de 2009 qui avait mis à l'écart le président de l'époque, Manuel Zelaya, étrangement (sic!) le serveur du Tribunal suprême électoral (TSE) est tombé en panne pour finalement annoncé quelques jours plus tard un résultat inverse.

Mais ce qui choque les puissances occidentales et leurs médias ou encore l'UE ce n'est pas cette fraude grossière, mais les manifestations de rue qui n'ont pas cessé depuis.

- Honduras: L'opposant Nasralla disposerait d'une avance irréversible - Reuters

Salvador Nasralla, candidat de l'opposition à l'élection présidentielle de dimanche au Honduras, dispose d'une avance irréversible sur le chef de l'Etat sortant, Juan Orlando Hernandez, a annoncé lundi l'un des quatre juges qui supervisent le processus électoral.

Après dépouillement de 70% des voix, il avait cinq points d'avance, a précisé Marcos Ramiro Lobo. "Les experts techniques ici disent que c'est irréversible", a-t-il ajouté.

Hernandez, grand allié des Etats-Unis dans la lutte contre le trafic de drogue et l'immigration, revendique un bilan positif sur les fronts de la sécurité et de l'économie depuis son arrivée au pouvoir en 2014. Il a fait baisser le nombre des homicides, la croissance a été accentuée et le déficit réduit.

Il a été autorisé à briguer un second mandat grâce à une décision de la Cour suprême qui a annulé l'interdiction d'un second mandat inscrite dans la Constitution.

Les autres partis politiques ont d'autant moins apprécié que Juan Orlando Hernandez a soutenu le coup d'Etat de 2009 qui avait mis à l'écart le président de l'époque, Manuel Zelaya, qui avait proposé un référendum sur la question d'un second mandat. Reuters 28 novembre 2017

- Honduras: le président bientôt réélu, l'opposition crie à la fraude - AFP

Le chef de l'Etat sortant du Honduras, le conservateur Juan Orlando Hernandez, était jeudi sur le point de remporter l'élection présidentielle face à son rival de gauche Salvador Nasralla, qui dénonce une fraude.

A l'inverse de la tendance initiale, M. Hernandez était en tête avec 42,83% des voix contre 41,49% pour M. Nasralla, star de la télévision et novice en politique, selon des résultats partiels portant sur 91,88% des suffrages et publiés par le Tribunal suprême électoral (TSE), qui a promis de finir le décompte jeudi.

Les premiers chiffres diffusés dans la nuit de dimanche à lundi créditaient de cinq points d'avance le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature sur le président, du Parti national. Depuis, l'écart s'est lentement resserré au fil du dépouillement avant que l'ordre ne s'inverse entre mercredi et jeudi. AFP 1 décembre 2017

Marco Ramiro Lobo, un magistrat du TSE, avait pourtant assuré mardi que l'avance du candidat de l'opposition était "irréversible".

Interrogé sur les accusations de fraude, le président du TSE, David Matamoros, a refusé "d'entrer dans des querelles avec un candidat".

Mais la lenteur du dépouillement a créé un climat d'incertitude, de doute et de suspicion de fraude dans le pays.

"Je ne comprends pas pourquoi ils mettent autant de temps et pourquoi il n'y a qu'un candidat (Hernandez) qui monte", s'est demandé Freddy Canales, serveur dans un café de Tegucigalpa, reflétant le sentiment de nombreux Honduriens.

La mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) a appelé, dans un courrier à M. Matamoros, à "traiter la totalité des procès-verbaux" dans une "transparence absolue".

Mercredi, le système informatique du TSE a subi une interruption de cinq heures et plusieurs autres incidents ponctuels, alimentant les soupçons.

"Nous ne reconnaissons pas les résultats parce qu'aujourd'hui (mercredi) le serveur (du TSE) est tombé en panne et ils ont commencé à entrer des données que nous ne pouvons autoriser, des procès-verbaux qui ne sont pas signés et vous pouvez le vérifier. Ce sont des procès-verbaux falsifiés", a assuré Salvador Nasralla.

Marco Ramiro Lobo, du TSE, a déclaré à Radio America que ces incidents étaient inexplicables car d'importants investissements avaient été faits dans le système informatique du tribunal. "J'ai des doutes parce que curieusement aujourd'hui, jour où la tendance s'inverse, le système informatique TSE a commencé à tomber en panne", a-t-il dit. AFP 1 décembre 2017

- Honduras: le président bientôt réélu, l'opposition crie à la fraude AFP

Tegucigalpa (AFP) - Le chef de l'Etat sortant du Honduras, le conservateur Juan Orlando Hernandez, était jeudi sur le point de remporter l'élection présidentielle face à son rival de gauche Salvador Nasralla, qui dénonce une fraude.

A l'inverse de la tendance initiale, M. Hernandez était en tête avec 42,83% des voix contre 41,49% pour M. Nasralla, star de la télévision et novice en politique, selon des résultats partiels portant sur 91,88% des suffrages et publiés par le Tribunal suprême électoral (TSE), qui a promis de finir le décompte jeudi.

Les premiers chiffres diffusés dans la nuit de dimanche à lundi créditaient de cinq points d'avance le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature sur le président, du Parti national. Depuis, l'écart s'est lentement resserré au fil du dépouillement avant que l'ordre ne s'inverse entre mercredi et jeudi.

Signe des tensions grandissantes, jeudi la police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser une manifestation de centaines de partisans de M. Nasralla devant le siège du TSE. Ces derniers ont répliqué en lançant des pierres contre les policiers et en incendiant des barricades.

La veille, l'opposant avait accusé le tribunal de fraude et appelé ses sympathisants à se mobiliser pour défendre ce qu'il considère comme sa victoire. Ils ont manifesté dans une demi-douzaine de villes, bloquant des routes en brûlant des pneus.

Marco Ramiro Lobo, un magistrat du TSE, avait pourtant assuré mardi que l'avance du candidat de l'opposition était "irréversible".

- Appel de l'OEA -

Interrogé sur les accusations de fraude, le président du TSE, David Matamoros, a refusé "d'entrer dans des querelles avec un candidat".

Mais la lenteur du dépouillement a créé un climat d'incertitude, de doute et de suspicion de fraude dans le pays.

"Je ne comprends pas pourquoi ils mettent autant de temps et pourquoi il n'y a qu'un candidat (Hernandez) qui monte", s'est demandé Freddy Canales, serveur dans un café de Tegucigalpa, reflétant le sentiment de nombreux Honduriens.

La mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) a appelé, dans un courrier à M. Matamoros, à "traiter la totalité des procès-verbaux" dans une "transparence absolue".

Mercredi, le système informatique du TSE a subi une interruption de cinq heures et plusieurs autres incidents ponctuels, alimentant les soupçons.

"Nous ne reconnaissons pas les résultats parce qu'aujourd'hui (mercredi) le serveur (du TSE) est tombé en panne et ils ont commencé à entrer des données que nous ne pouvons autoriser, des procès-verbaux qui ne sont pas signés et vous pouvez le vérifier. Ce sont des procès-verbaux falsifiés", a assuré Salvador Nasralla.

Marco Ramiro Lobo, du TSE, a déclaré à Radio America que ces incidents étaient inexplicables car d'importants investissements avaient été faits dans le système informatique du tribunal. "J'ai des doutes parce que curieusement aujourd'hui, jour où la tendance s'inverse, le système informatique TSE a commencé à tomber en panne", a-t-il dit.

Salvador Nasralla, 64 ans, s'est présenté comme le candidat anti-corruption et a bénéficié de son image d'outsider.

Arrivé au pouvoir en 2013 après des élections contestées par la gauche, Juan Orlando Hernandez, 49 ans, avait été autorisé par la Cour constitutionnelle à se représenter alors même que la Constitution du Honduras interdit toute réélection.

Jeudi, l'ex-président de gauche Manuel Zelaya, renversé en 2009 par un coup d'État militaire et dirigeant de la coalition de M. Nasralla, a proposé un recomptage en direct à la télévision des procès-verbaux litigieux et en présence des observateurs internationaux.

"Qu'ils (les magistrats du TSE) ne disent pas qu'ils vont faire seuls le recomptage car nous n'avons pas confiance" en eux, a-t-il déclaré.

Jorge Yllecas, militant du Front patriotique pour la défense de la Constitution, a souligné la perte de crédibilité du TSE.

"Aujourd'hui nous avons un tribunal électoral sans crédibilité, responsable de cette crise en agissant comme un subalterne du président. Il a créé une crise, une confrontation qui peut avoir des conséquences fatales", a-t-il prévenu. AFP 1 décembre 2017

- Le Honduras toujours sans président, l'opposition dans la rue - AFP

Le dirigeant de l'opposition Juan Barahona a appelé à protester dans chaque quartier. "Jour et nuit, nous allons descendre dans la rue car c'est la seule façon de revenir sur ce vol de la présidence", a-t-il déclaré.

L'eurodéputée portugaise Marisa Matias, responsable de la mission des observateurs de l'Union européenne (UE), a condamné les violences et appelé "au calme et à attendre que les résultats puissent être vérifiés par tous les acteurs".

La représentation des Nations unies à Tegucigalpa a appelé les manifestants à exercer leur droit à la liberté d'expression "de manière appropriée" et les policiers à "remplir leurs fonctions dans le respect des droits de l'homme". AFP 2 décembre 2017

Venezuela

- Venezuela: trois raisons pour expliquer la résilience de Nicolas Maduro - AFP

Nicolas Maduro, président du Venezuela depuis 2013, a survécu à un cocktail explosif d'épreuves qui ferait chuter le chef de l'Etat dans nombre de pays. Mais le dirigeant vénézuélien tient bon et va même briguer un nouveau mandat en 2018.

Maduro et son camp doivent leur longévité à un contrôle des pouvoirs associé à une alliance de fait avec l'armée, avec la présence de plus en plus marquée de militaires au sommet du pouvoir.

Le camp présidentiel "essaye de consolider sa structure clientéliste pour se maintenir au pouvoir", estime le politologue Luis Salamanca.

Pour toutes ces raisons "nous continuons à croire que Maduro sera en mesure de manipuler avec succès les conditions de l'élection de l'an prochain afin de s'assurer la victoire et rester au pouvoir". AFP 1 décembre 2017

- Venezuela: un ex-ministre et un ex-président du groupe pétrolier PDVSA arrêtés - AFP

Les militaires vénézuéliens ont arrêté jeudi l'ex-ministre du Pétrole et l'ancien dirigeant du groupe pétrolier d'Etat PDVSA, relevés quatre jours plus tôt de leurs fonctions dans le cadre d'un scandale de corruption, a annoncé le parquet. AFP

Argentine

- Argentine Près de 50 condamnations pour les crimes de la dictature - Libération.fr

Quarante-huit anciens militaires argentins ont été condamnés mercredi à la prison, dont 29 à perpétuité, pour des crimes commis à l’Ecole de mécanique de la marine (Esma), principal centre de tortures pendant la dictature argentine (1976-1983). Les accusés étaient jugés pour tortures de détenus politiques, exécutions illégales, rapts de bébés (de femmes ayant accouché en détention) et les tristement célèbres «vols de la mort». Le verdit marque l’issue d’un procès géant, le plus important de l’histoire de la justice argentine, concernant 789 dossiers et un total de 54 accusés, dont six ont été acquittés. Liberation.fr 1 décembre 2017

Inde

Quand les classes moyennes ont porté l'extrême droite au pouvoir en Inde.

- Inde : les hindous ultras enragent contre le Taj Mahal - liberation.fr

...l’offensive idéologique des nationalistes hindous ne fait que débuter. «Leur objectif est de démontrer que la période moghole et musulmane a été un temps d’esclavage pour les hindous, et que les musulmans d’aujourd’hui doivent leur religion aux envahisseurs, analyse l’écrivain spécialisé sur la mouvance nationaliste hindoue Nilanjan Mukhopadhyay. Cela permet de créer de l’animosité envers les musulmans en les présentant comme des descendants de l’ennemi.» Dans la plupart des Etats conquis par le BJP, des comités dirigés par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), bras idéologique du BJP, révisent ainsi les manuels scolaires pour valoriser les nationalistes, atténuer leurs crimes et effacer les bienfaits de l’époque moghole. Certains chercheurs de centres publics se plaignent également de la confusion croissante entre mythologie hindoue et données scientifiques.

Selon Nilanjan Mukhopadhyay, cette politique hindouiste et clivante est au cœur du programme du Premier ministre, qui a grandi dans les rangs de ces paramilitaires nationalistes hindous du RSS. Narendra Modi a déjà été accusé d'avoir laissé se dérouler les pogroms antimusulmans de 2002, qui ont fait près de 2 000 morts dans l'Etat du Gujarat (nord-ouest), qu'il dirigeait. «Tant que l'économie se porte bien, cette idéologie est atténuée, poursuit Mukhopadhyay, également auteur d'une biographie de Modi. Mais elle ressurgit dès que ça ralentit.» Et, de fait, contrairement aux promesses de relance et d'emplois faites par ce gouvernement, la croissance économique annuelle a chuté à 5,7 % en juin, contre 9,1 % un an auparavant. Son plus bas niveau depuis trois ans. Lors de sa campagne de 2013, Narendra Modi a assuré qu'il créerait 10 millions d'emplois par an - soit environ le nombre de jeunes Indiens qui arrivent sur le marché du travail chaque année. Mais depuis son arrivée au pouvoir en mai 2014, seulement 823 000 emplois ont été créés, contre un besoin estimé à 16 millions. Pire, sa mesure de démonétisation (mise en œuvre en novembre 2016) qui a soudainement invalidé l'essentiel des billets en circulation pour lutter contre l'argent sale, a frappé de plein fouet l'économie informelle, qui opère surtout en liquide et emploie plus de neuf Indiens sur dix. Conquête

A dix-huit mois des élections législatives nationales, le plan B, centré sur une politique hindouiste, serait donc en train d'être déployé. Ainsi, Yogi Adityanath, considéré comme un radical embarrassant par le BJP avant sa victoire nationale de 2014, est à présent exhibé dans tout le pays comme l'une de ses figures de proue : au Gujarat, il est venu soutenir les candidats du parti lors de leur campagne pour les élections législatives régionales, qui auront lieu dans une dizaine de jours, à l'issue d'une lutte politique acharnée.

Et dans le Kerala méridional, qui compte l'indice de développement humain le plus élevé du pays, Adityanath a osé conseiller au gouvernement local, tenu par l'opposition, d'apprendre du système de santé de son Etat. L'Uttar Pradesh est pourtant l'un des pires dans le domaine, et c'est dans l'hôpital public de la circonscription de ce ministre en chef que des dizaines d'enfants sont morts cet été, notamment à cause d'un manque de bouteilles d'oxygène. Peu importe les faits, le Kerala, qui compte 26 % de musulmans et 18 % de chrétiens, est une terre de conquête pour les hindouistes. Adityanath y a surtout milité contre les mariages entre musulmans et hindous, présentés par ces extrémistes comme un plan malicieux appelé le «jihad de l'amour». liberation.fr 02.11

Haut de page

Le 10 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (40 pages)

Ni Charlie, ni Macron, ni Johnny !

Je suis Gaza, Marx, Hendrix !

Ils croyaient que des centaines de milliers de personnes, voir un million ou plus allaient se précipiter sur les Champs-Elysées : C'est raté !

Euronews - ...un impressionnant cortège funéraire a parcouru les Champs-Elysées, applaudi par plusieurs dizaines de milliers de personnes. Euronews 9 décembre 2017

Vous aimez la musique, cela tombe bien moi aussi, avant-hier j'ai téléchargé quelques morceaux en concerts de Miles Davis, Art Blakey, Stan Getz, Chick Corea, Herbie Hancock , et deux trios John Coltrane, Stan Getz, Oscar Peterson et Dizzy Gillespie, Jon Faddis, Arturo Sandoval...

Je n'écoute pas que Satriani ou Vaï ou Beethoven, et vous ?

Ce portail ne s'adresse pas à ceux qui ont un comportement addictif à l'actualité et aux réseaux numériques.

Désormais la causerie sera hebdomadaire, ce qui présente plusieurs avantages, observer comment évolue une information au fil des jours sachant que ceux qui la font ont des intentions inavouables (orientées), particulièrement malsaines, toxiques ou nocives pour ceux auxquels elles sont destinées, mais aussi d'observer l'évolution du comportement des différents acteurs qui est très révélateurs. Cela permet aussi de mettre en relief les liens qui existent entre des faits qui sinon seraient passés inaperçus, ce qui ne peut qu'aider à mieux comprendre la situation.

A l'heure qu'il est, il reste environ deux semaines avant que ce portail disparaisse...

Le vers était dans le fruit ou quand la Caf tapine pour Orange

Courrier reçu de la Caf des Bouches-Du-Rhône par mon épouse à Aubagne.

Demande de réduction sociale téléphonique

Quelles sont les conditions à remplir pour bénéficier de cette réduction ?

1- Etre bénéficiaire de l'allocation de base du RSA (ressources inférieures au minimum de revenu garanti), de l'allocation adulte handicapé, ou de l'allocation de solidarité spécifique.

2- Avoir un numéro de téléphone fixe. Les abonnements au téléphone mobile ne donnent pas droit à cette réduction.

Renvoyez immédiatement votre demande à l'adresse suivante :

Orange - MKT / RDST - BP 769 - 86030 Poitiers Cedex

Notice Explicative

- Attention !Tous les opérateurs n'offrent pas cette réduction.

- Attention ! Il est inutile d'appeler votre organisme social puisqu'il n'a pas pour mission de traiter votre demande.

Bon, ça va on a compris, si on vous refuse cette réduction, changez d'opérateur et adoptez Orange !

Un article pour en savoir plus sur l'Allemagne.

V. Giacchè : « Vingt-sept ans après, l'Allemagne de l'Est ne s'est pas remise de son annexion par l'Ouest »

https://www.les-crises.fr/v-giacche-vingt-sept-ans-apres-lallemagne-de-lest-ne-sest-pas-remise-de-son-annexion-par-louest/

Source : http://l-arene-nue.blogspot.fr/2017/10/v-giacche-vingt-sept-ans-apres.html

Les trois principaux ingrédients de la propagande officielle : Le mensonge, la peur, la haine.

Les principaux instruments auxquels ont recours les représentants du régime dictatorial en place pour discréditer et éliminer ou réduire au silence toute forme d'opposition : La suspicion, la délation, l'amalgame, les accusations sans preuve ou leur fabrication, le témoignage anonyme ou les faux témoins, la calomnie.

Les principaux procédés employés : Le recours à des justiciers, journalistes, historiens, spécialistes, experts, scientifiques, universitaires, etc. tous connus des médias pour avoir adopté l'idéologie néolibérale, le procès d'intention dignes des procureurs de l'inquisition ou du maccarthysme, le lynchage public, l'absence du droit à la défense pour les personnes victimes de leurs accusations, le non-respect de la présomption d'innocence.

Il ne manque plus que la mise hors la loi du mouvement ouvrier et des organisations ou supports qui diffusent les informations que les médias institutionnels censurent, les enlèvements, l'arrestation, la torture, l'assassinat des opposants (à des degrés divers) au régime.

Parole d'internaute.

1- "*Parce que soyons clair, les USA, c'est quoi? On peut réduire ça à la Nouvelle Angleterre puritaine qui aurait préempté l'efficacité capitalistique des Hollandais de New-York, cette alliance irradiant ses valeurs et intérêts sur tout le nord est.*

- Puis, alliée au Sud, elle extermine les Mexicains pour augmenter le lebensraum.

- Puis, gêné par le Sud, elle l'extermine en pretextant, à postériori, une abolition d'esclavage, esclave à qui elle se gardera bien de donner le moindre droit pendant encore un siècle. Le Sud soumis, elle extermine gaiment les millions de natifs "sauvage sans

pitié ni merci" au nom de la civilisation pour augmenter le lebensraum.

- Puis, elle fait péter un de ses propres cuirassé pour pouvoir exterminer la présence Espagnol et installer des régimes bananiers partout à la place. En faisant quelque millions de morts au passage au nom de l'humanisme.

- Puis elle vient tirer les marrons du feu d'une guerre européenne où elle se gave et s'allie avec le plus fort du moment.

- Puis, elle se fache avec les Japonnais qui ont le toupet de leur marcher sur les pompes en Chine. Et, au nom des droits de l"homme, elle accule ce pays à une guerre qu'il ne peut pas gagner. Elle aide des fachisme et nazisme anti-communistes (sa terreur absolue), puis se gave encore plus de la nouvelle guerre et intervient en sauveur une fois que tout est fini, à peu de frais, et installe ainsi un impérium quasiment mondial.

- Puis, la paix venue, elle invente un ogre soviétique agressif inexistant pour justifier des millions, des dizaines de millions de morts au nom de la Liberté et remplacer les anciennes puissances coloniales.

- Puis, elle invente la guerre aux droits de l"homme à géométrie variable pour inventer le post colonialisme: la transformation en anarchie sanglante tout Etat qui résisterait à son impérium. Démocratie?"

L'histoire de l'humanité, n'est qu'une histoire de guerre ponctuée de périodes de paix pour certains peuples et la guerre pour d'autres, et la guerre tout le temps à l'intérieur contre la classe des exploités et des opprimés. Ce qu'ils appellent la démocratie, c'est le droit du peuple à participer à sa propre exploitation et oppression, mais jamais à son émancipation.

L'histoire de l'humanité, n'est qu'une histoire d'esclavage, agrémentée d'un soupçon de liberté arrachée par la lutte de classe des opprimés.

2- "*C'est parce qu'il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.*

Ce n'est pas facile d'accepter que son pays est depuis l'origine le cœur du problème. Les USA, depuis le développement des 1ères colonies au 17ème siècle ont toujours été le problème.

Leur indépendance, qu'ils appellent aussi leur révolution, était d'abord et avant tout une révolte des élites locales contre les limites et contraintes sur le gouvernement britannique avait décidé d'imposer à leur expansion au détriment des amérindiens.

La liberté au nom de laquelle ils se sont rebellés, c'était la liberté de voler et chasser ou tuer les amérindiens. La liberté aussi d'établir leur propre ploutocratie.

C'est cela qu'ont fait les pères fondateurs.

C'est cela qu'a fait Jackson.

C'est cela qu'a fait Lincoln qui n'était qu'une pourriture raciste parmi d'autres (lois interdisant aux noirs libres de s'installer dans son État d'Illinois), mais qui était vendu aux lobbies industriels protectionnistes du nord et qui voulait donc taxer le sud massivement exportateur.

Idem avec Teddy Roosevelt, Wilson, « saint » Kennedy."

Ce qu'il nous faut intégrer dans notre analyse et notre conception de la lutte de classe.

- "*...un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations...*

Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum... (Lettre à F. Mehring - Friedrich Engels 14 juillet 1893)

Cela n'a pas seulement "fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations",

mais aussi d'en changer en fonction des circonstances, de tenir un double langage, d'être socialiste en parole et impérialiste en acte...

A "la manière dont se constituent ces représentations", il y a également lieu d'ajouter la manière dont elles se transforment au gré des besoins du capitalisme ou sous l'influence de la crise du capitalisme, de la lutte des classes, sinon on risque de ne pas comprendre pourquoi ce qui était possible hier dans les médias par exemple ne l'est plus aujourd'hui.

L'étude des représentations idéologiques est intéressante à condition de remonter à leur origine. Si vous prenez la SFIO par exemple qui a été créée au début du XXe siècle en regroupant sept courants politiques (c'est ce que j'ai lu), si son programme était socialiste, en revanche la majorité des ses composantes ne l'étaient pas vraiment et ne le sera jamais. Si maintenant vous caractérisez ce parti uniquement sur la base de son programme, vous ne risquerez pas de comprendre ni comment il devait évoluer ni pourquoi, et vous tendrez à vouloir lui faire jouer un rôle au côté de la classe ouvrière pour lequel il n'a pas été créé. Le PCF qui en est issu n'était pas réellement un parti communiste selon Lénine et Trotsky et il ne le sera jamais. Cela vaut évidemment pour le PG ou LFI

Que fait Mélenchon, il s'attaque au contenu des médias à défaut de s'attaquer à la forme, auquel cas ils l'ignoreraient ou le censureraient. Quand il dénonce le racisme, la misogynie, l'homophobie, le racisme, etc. il ne fait pas autre chose, il brasse du vent pour faire avancer son pédalo qui ne nécessite pas de permis particulier.

Mélenchon est un pur produit des institutions et des médias, il ne peut donc pas admettre qu'ils le traitent en paria et de devoir les déserter sous peine de cesser d'exister, aussi est-il prêt à se renier à la première occasion, c'est donc un opportuniste doublé d'un lâche pour ne pas dire pire encore. Trois exemples tout frais d'hier.

1- Avait-il à peine annoncé la volonté de créer un tribunal pour juger les médias que cela avait généré un tollé général chez les bien-pensants, qu'Eric Coquerel s'empressait de faire amende honorable en reconnaissant à l'Assemblée nationale que "Le mot "tribunal", (Mélenchon) l'a dit lui même, n'était pas le plus approprié" pour le remplacer par un "conseil de déontologie", moins brutal. (AFP 6 décembre 2017).

2- De même, l'expression caractérisant Léa Salamé - "ses liens politiques, familiaux et communautaires" - a été édulcorée quelques heures après la première publication. "Jean-Luc Mélenchon a été alerté par un proche que ça pouvait être mal interprété", explique Antoine Léaument, directeur de la communication numérique de LFI. (id) Alors que ces liens étaient parfaitement justifiés puisqu'elle est en couple avec Raphaël Glucksmann.

Ce que Mélenchon n'a pas osé dire à l'antenne mais qu'il sait pertinemment.

M. Glucksmann est un ancien membre du Cercle néoconservateur de l'Oratoire, tout comme Pierre-André Taguieff, ou aussi comme Bruno Tertrais ou Frédéric Encel. Ce Cercle a disposé, entre 2006 et 2008, d'une revue intitulée Le Meilleur des Mondes, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak (des visionnaires ces gens là !). Et en 2008, elle a fait appel à un jeune contributeur, sorti de l'école 4 ans auparavant, pour "débattre" avec Pierre-André Taguieff : un certain Rudy Reichstadt. (...) c'était aussi un contributeur de la revue ProChoix de Caroline Fourest. (anticons.wordpress.com/ et wikipedia.org/wiki/Le_Meilleur_des_mondes_(revue)

Question : Vous vous voyez partager la vie d'un facho sans en partager les idées ?

3- Après la mort de Johnny Hallyday, le porte-parole de Mélenchon, Alexis Corbière, avait posté le twitt suivant : "la triste mort de #JohnnyHalliday" ne devait pas "faire oublier le nouveau mauvais coup" que préparerait l'exécutif sur le Smic", pour l'effacer quelques dizaines de minutes plus tard suite à des critiques, pour finalement s'excuser au garde-à-vous le petit doigt sur la couture du pantalon de l'union nationale : "j'ai fait une bêtise dans le sens où c'est maladroit, c'est un manque de tact. Plein de gens ont l'impression que c'est un manque de respect à Johnny, ça me touche, j'aime beaucoup Johnny".

Ces charlatans ne se demanderont pas si leur comportement n'est pas "un manque de respect" pour les électeurs qui ont voté pour eux. Ils s'en foutent éperdument, à leurs yeux ce qui compte davantage c'est ce que pensent d'eux les médias, car sans eux ils seraient invisibles, inaudibles. Ils veulent plaire à tout le monde, et comme c'est impossible ils vont finir par être détestés par tout le monde, et ce n'est pas nous qui les plaindrons ou qui regretterons leur disparition.

4- François Ruffin, après avoir écopé d'une sanction de 1 378 euros pour avoir porté un maillot de football à l'Assemblée nationale, il a remis son son pull «en apaisement». (Source : Le Parisien 07 décembre 2017)

Vous imaginez un instant ces Mélenchon, Corbière, Coquerel ou Ruffin faisant l'objet de menaces sérieuses, ces parasites en chieraient dans leur froc. Qui maintenant peut imaginer qu'ils auraient assez de courage pour affronter le régime, qui ne comprend pas qu'ils en sont totalement incapables et que ce sont des charlatans qui trompent sciemment les travailleurs qui leur font confiance. Ce sont des imposteurs, voilà tout.

Numéro d'un illusionniste.

- Mélenchon étrille "L'Emission politique" et veut un "tribunal" contre les médias "menteurs". - AFP

Jean-Luc Mélenchon a accusé lundi France 2 de lui avoir tendu un "traquenard médiatique" lors de "L'Emission politique", appelant à la création d'"un tribunal professionnel" des médias pour sanctionner symboliquement "les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs".

"Ici les journalistes Léa Salamé, François Lenglet et Nathalie Saint-Cricq ont organisé un traquenard médiatique, ils ont abusé de leur autorité pour truquer des chiffres et mentir délibérément", accuse lundi le leader de la France insoumise sur son blog à propos de son passage dans cette émission jeudi dernier.

Interrogée par l'AFP, la direction de l'information de France Télévisions a indiqué qu'elle "rejette fermement les accusations de "guet apens" et de "traquenard" et soutient pleinement l'équipe de l'Emission politique, dont certains membres ont fait l'objet d'attaques ad hominem".

En outre, la direction de l'information a affirmé que Jean-Luc Mélenchon "a fait l'objet de la même préparation dans le cadre de l'émission que les autres invités qui l'ont précédé". Elle relève que le leader de la France insoumise "n'en est pas à sa première participation à l'Emission politique et a déjà été soumis aux mêmes séquences et au même traitement que les autres invités".

Revenant longuement sur l'émission de jeudi soir, Jean-Luc Mélenchon estime que les trois journalistes ont notamment "faussé l'identité de personnes convoquées sur le plateau pour incarner "des Français moyens"" qui ont défendu les pesticides et des "voleurs du fisc".

"Auprès de qui se plaindre ? Où faire redresser la situation ? Quelle sanction faire appliquer pour dissuader de recommencer ?", s'interroge-t-il, regrettant qu'il n'y ait "rien sauf le lourd appareil judiciaire et l'extrémité de la plainte en diffamation".

Il propose donc la création d'"un tribunal professionnel qui puisse être saisi et qui ait le pouvoir de sanction symbolique contre les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs", évoquant le lancement d'une pétition en ce sens.

Furieux de n'avoir pas connu à l'avance les sujets qu'allait aborder François Lenglet, le spécialiste économique de France 2, et d'avoir été interpellé sur la situation au Venezuela par Laurence Debray, qu'il accuse de "réciter les éléments de langage de l'extrême droite vénézuélienne comme un piano mécanique", M. Mélenchon a également peu apprécié d'être confronté à des agriculteurs défendant l'usage du glyphosate.

Dès vendredi, de nombreux Insoumis ont saisi le CSA, à l'initiative du politologue Thomas Guénolé, engagé à La France insoumise, pour protester contre "la présentation malhonnête de l'information", par France 2 à propos de deux de ses invités jeudi: Pauline Laigneau annoncée comme une directrice de PME, et Laurence Debray comme une historienne.

A l'appui d'articles de presse, ils accusent la première d'être "ouvertement tenante d'une position ultra-libérale" et qualifient la seconde d'"ex-banquière et macroniste".

Le CSA a confirmé lundi à l'AFP avoir reçu "plusieurs centaines" de signalements contre l'émission. AFP 4 décembre 2017

- "L'Émission politique": la Société des journalistes de France 2 dénonce les "attaques odieuses et inacceptables" de Mélenchon - huffingtonpost.fr

"La SDJ de France 2 apporte son soutien à Nathalie Saint-Cricq, Léa Salamé, et François Lenglet, cibles d'attaques odieuses et inacceptables de la part de Jean-Luc Mélenchon. Indigne d'un responsable politique", dénonce la société des journalistes de la chaîne. huffingtonpost.fr 5 décembre 2017

- Mélenchon lance une pétition pour "un conseil de déontologie du journalisme" AFP 5 décembre 2017

LVOG - Déontologie : Ensemble des règles et des devoirs régissant une profession. (Le Grand Robert). Mais comme disait Marx dans l'Idéologie allemande, la morale, elle ne tombe pas du ciel, elle est le produit de conditions matérielles et de certains rapports qu'elle cautionne au nom de la nécessité. Reste à savoir ensuite si pour la satisfaire vous empiétez ou non sur la liberté d'autrui.

En l'occurrence les médias appartiennent à des oligarques ou dépendent des banquiers pour exister. Donc ceux qui s'y expriment doivent forcément y être liés par un bout ou par un autre d'autant plus solide qu'ils ont pour mission de diffuser une orientation politique qui ne peut que correspondre aux besoins de l'oligarchie ou s'inscrire dans leur stratégie, en assurer le relais, la propagande auprès de la population pour qu'elle y adhère, ils ne sont pas neutres ou apolitiques, cela n'existe pas.

Cela concerne l'ensemble des journalistes et les tierces personnes qui interviennent à leur côté à leur demande.

Une fois ce constat posé, qu'est-ce que peut signifier vouloir leur imposer une déontologie, sinon nier qu'ils n'en auraient pas déjà une et qu'ils pourraient en changer, autant exiger d'un capitaliste qu'il cesse de l'être, donc cela revient à colporter cette illusion au profit de l'oligarchie qui contrôle les médias. Ils peuvent s'en prendre d'autant plus violemment à Mélenchon, qu'ils savent que sa déontologie tient de la trahison, du faussaire, qu'il est un escroc, un charlatan, ce qui est également le cas de la plupart des intellectuels et opposants autoproclamés au régime, qui voudraient le rendre plus présentable, plus supportable, ce qui suffit à leur donner bonne conscience, puisque de leur côté ils n'ont pas vraiment à se plaindre de leur statut ou des conditions matérielles que leur avait réservées le régime et qui ont contribué à façonner leur propre morale qui n'a rien à envier à celle qu'ils dénoncent.

A l'heure où l'information s'est substituée aux faits au point de verser systématiquement dans la désinformation, où les médias sont plus que jamais des instruments au service de la propagande de l'oligarchie, de l'OTAN... Ce sont les mêmes qui prétendaient que le capitalisme, l'Union européenne, l'ONU étaient réformables, qui aujourd'hui voudraient nous faire croire que les médias pourraient l'être également ou être au service de la vérité, alors qu'ils sont la propriété d'oligarques.

AFP - Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a lancé mardi une pétition pour la création d'un "conseil de déontologie du journalisme" qui serait "un recours pour faire respecter (le) droit à une information objective".

M. Mélenchon a estimé que "les fautes déontologiques" dont s'est, selon lui, rendu coupable France 2 à son égard "sont récurrentes dans cette émission" et "d'une façon générale".

"Les citoyens n'ont aucun moyen d'obtenir une rectification publique en cas de mensonge ou de duperie médiatique", regrette-t-il, rappelant que "cela ne fait pas partie des missions du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel".

"C'est un manque en République", tranche le député des Bouches-du-Rhône, ajoutant qu'un tel conseil existe en Belgique. "Tous les citoyens belges peuvent saisir cet organe en cas de manquement à la déontologie dans un reportage, une émission ou un article. Le média responsable est alors obligé de publier un rectificatif", détaille-t-il.

"Ainsi, les citoyens disposeraient d'un recours pour faire respecter leur droit à une information objective", ajoutent-ils. AFP 5 décembre 2017

Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute.

Quand Mélenchon a quitté le PS pour fonder le PG, hormis une poignée d'élus, il était relativement peu connu et il ne disposait d'aucune base populaire pour lancer son parti, les médias ont tout de suite compris quel profit ils pourraient en tirer en lui accordant une tribune à gauche du PS, qu'il pourrait rapidement capitaliser en terme d'audience, de sorte qu'il roulerait à la fois pour le PS tout en affaiblissant davantage le PCF, qui pour limiter la casse devrait se rallier à lui sous la forme d'une coalition qui allait donner naissance au Front de gauche, tout en continuant d'être un allié du PS et de son appendice, les Verts ou EELV. Mais maintenant que le PS est à l'agonie ou a été réduit à une portion congrue, les médias lui retirent le tapis rouge qu'ils avaient déroulé sous ses pieds le temps de l'instrumentaliser avec sa complicité, car Mélenchon ne pouvait pas ne pas en avoir conscience, l'idiot utile est devenu embarrassant ou il ne leur est plus d'aucune utilité, alors ils tirent à boulets rouges dessus.

Mélenchon est un pur produit du système ou des institutions et des médias. Il fallait un parti qui capte l'attention des classes moyennes et des couches supérieures de la classe ouvrière, pour qu'elles ne se tournent pas vers le reste de la classe ouvrière ou vers d'autres partis, puisque le PS ne pouvait plus remplir cette fonction. Il était destiné à jouer le rôle de supplétif du PS le temps qu'il soit liquidé par Hollande, Valls, Fabius et Macron, ensuite ce serait à son tour.

- Le lendemain de l'émission, par Jean-Luc Mélenchon - melenchon.fr, 04-12-2017

Mélenchon - "Il faut bien voir que tant de bassesses, de mensonges et de tromperies, si elles me sont en effet destinées pour m'humilier ou me dévaloriser, sont aussi autant de camouflets infligés au public. Car, au bout du compte c'est lui qui est le dindon de la farce, lui qui est jugé assez vil et stupide pour que n'importe quelle tromperie soit permise à son encontre. "

LVOG - Qui est "assez vil et stupide" pour cautionner, participer en toute connaissance de cause à ce genre d'opération, qui consiste justement à faire en sorte que le "public" en soit "le dindon de la farce", sinon Mélenchon. N'avait-il poussé l'opportunisme jusqu'à accepter de devenir ministre de Chirac, à émettre à haute voix l'hypothèse qu'il aurait pu devenir le Premier ministre de Hollande puis de Macron ?

Encore un qui n'a pas saisi qu'un coup d'Etat avait eu lieu en France avec l'élection de Macron.

Mélenchon - "Pourtant, mon premier sentiment n'est pas la colère mais la déception. Cela peut paraître incroyable, mais j'ai cru

Léa Salamé de bonne foi quand elle m'a invité. Je l'ai cru quand elle m'a dit « on n'est pas en période électorale, je vous laisserai parler ». J'ai cru à un super débat sur les deux doctrines économiques en présence et ainsi de suite."

A force de prêter au capitalisme et à ses représentants des vertus qu'ils n'ont pas, on se fait prendre à son propre piège.

LVOG - Mélenchon est faussement naïf ou crédule, en fait il est imbu de sa personne au point de substituer à la réalité ses propres divagations, et de croire que ses ennemis seraient bien disposés à son égard ou qu'ils partageraient les bonnes intentions qu'il a à leur égard dans une sorte de respect mutuel, alors qu'ils sont engagés dans une guerre de classe ou un lutte idéologique à mort, et s'il l'ignore, c'est bien parce que ce n'est pas son cas.

LVOG - Le renégat Mélenchon n'a-t-il déjà pas jugé que le socialisme scientifique n'était que mensonge, tricherie, enfumage ?

Mélenchon - "Ici les journalistes Léa Salamé, François Langlet et Nathalie Saint-Cricq ont organisé un traquenard médiatique. Ils ont abusé de leur autorité pour truquer des chiffres et mentir délibérément. Ils ont faussé l'identité de personnes convoquées sur le plateau pour incarner « des Français moyens ». Ils ont donné les moyens d'une défense des pesticides et des voleurs du fisc. Auprès de qui se plaindre ? Où faire redresser la situation ? Quelle sanction faire appliquer pour dissuader de recommencer ? Il n'y a rien sauf le lourd appareil judiciaire et l'extrémité de la plainte en diffamation. Mais la plainte pour mensonge, manquement à la déontologie, escroquerie aux témoignages n'a aucune instance professionnelle déontologique pour être reçue. Je propose donc qu'un tel recours existe. Je propose qu'il existe un tribunal professionnel qui puisse être saisi et qui ait le pouvoir de sanction symbolique contre les menteurs, les tricheurs, les enfumeurs.

Je vais donc lancer avec mes amis une pétition en ce sens. Une telle instance, m'a-t-on dit, existe en Belgique. Pourquoi n'existerait-elle pas en France ? Pourquoi serions-nous abandonnés aux manœuvres de gens aussi dépourvus de scrupules que nous venons de le voir avec cette « Émission politique » ou l'une quelconque des actuelles prestations du « service public » de l'information ? Est-il déontologiquement acceptable qu'un Aphatie poste un ou deux tweet par jour contre la France Insoumise ? Qu'un Cohen ait pu inventer cette polémique sur l'Alba dans la campagne présidentielle sur la base d'informations fausses. Qu'un Lenglet dise des porte-parole d'un parti d'opposition qu'ils « aboient » et d'un chef d'État qu'il est corrompu sur la base d'une fausse information, rejetée même par l'opposition du pays concerné ? Cette honte doit cesser. La France ne doit pas devenir cette République bananière où les favoris du régime ont le droit a tous les abus de pouvoirs symboliques au mépris de la vérité et de la dignité la plus élémentaire."

LVOG - Les porte-parole ou représentants du capitalisme sont dénués de principe, de scrupule, de morale, hormis ceux qui servent les intérêts du régime ou de l'oligarchie qui leur rendent bien. C'est dans l'ordre des choses et il n'y a pas à s'en offusquer.

L'illusionniste a voulu faire croire aux travailleurs qu'une "révolution citoyenne" ou une "révolution par les urnes" pourrait changer la société. Or dans le monde depuis que le capitalisme existe aucun changement de régime ne s'est produit ni par le fait du législateur ni par le biais d'élections, mais uniquement par une révolution prolétarienne de type socialiste en Russie en 1917 (de type stalinienne en Chine et à Cuba, etc.)

On entend par changement de régime, le remplacement d'un mode de production par un autre, et non l'alternance au pouvoir de différents représentants ou partis tandis que le mode de production en vigueur demeure en place. En Russie, la révolution prolétarienne et socialiste fut si profonde qu'il fallut près de 70 ans à la contre-révolution thermidorienne pour instaurer un nouveau régime ou restaurer le capitalisme.

A ne pas confondre avec un changement de régime politique tel qu'il a pu s'en produire en Amérique latine par exemple qui laissa en place le mode de production capitaliste, de sorte qu'un jour ou l'autre il serait à son tour renverser par la réaction.

Quant à sa proposition d'installer un "tribunal professionnel" pour juger les journalistes ou plutôt les médias, elle est plus que du domaine du "symbolique", c'est une escroquerie pure et simple sachant qu'hier comme aujourd'hui ils n'ont jamais cessé de mentir, tricher, enfumer lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, je dirai même que c'est leur raison d'être, tout comme Internet ou les réseaux numériques, que les capitalistes n'ont pas créés pour satisfaire un besoin de la population mais bien plutôt pour mieux la conditionner et la faire adhérer à leur système économique ou à leur modèle de société.

Sa démarche consiste donc à faire croire une fois de plus qu'il pourrait en être autrement ou qu'il en fut autrement à une autre époque, c'est-à-dire que les médias pourraient devenir un instrument au service de la démocratie, alors qu'ils ont été conçus pour la combattre, autrement dit il s'emploie à nouveau à faire naître des illusions dans le régime et ses porte-parole.

A l'entendre, sous ce régime le capitalisme pourrait avoir un visage humain, la police pourrait être non-violente, la justice impartiale, les médias honnêtes, les patrons sociaux, les militaires humanistes, l'UE sociale et démocratique, l'ONU au service de la paix et du bien-être des peuples , bref, la réaction progressiste et Macron ou tout autre monarque et son gouvernement ou tout autre gouvernement pourrait oeuvrer au bonheur des travailleurs sous la Ve République.

Son discours se situe sur le même plan de la morale que ceux qu'ils accusent de s'en servir pour le clouer au pilori, après qu'il eut employé la même méthode scélérate envers les masses en fustigeant leurs préjugés, qui sont en réalité uniquement le produit du régime qu'il refuse d'affronter sur le plan politique.

Tout ce qu'on vient de décrire, Mélenchon le sait parfaitement, mais il n'en a cure, aveuglé par sa fatuité et son ambition personnelle, ainsi que l'orientation politique qu'il a délibérément adoptée, il n'a semble-t-il pas compris malgré plusieurs avertissements que son heure était passée ou qu'il était exclu du scénario dictatorial que ses mentors avaient conçu sur le modèle américain, dans lequel il n'existe aucune place pour les partis qui se contenteraient de protester contre les excès du capitalisme ou son orientation ainsi que leurs conséquences.

- "*Comme, dans leur imagination, les rapports des hommes, tous leurs faits et gestes, leurs chaînes et leurs limites sont des produits de leur conscience, les jeunes-hégéliens, logiques avec eux-mêmes, proposent aux hommes ce postulat moral : troquer leur conscience actuelle contre la conscience humaine, critique ou égoïste, et ce faisant, abolir leurs limites. Exiger ainsi la transformation de la conscience revient à interpréter différemment ce qui existe, c'est-à-dire à l'accepter au moyen d'une interprétation différente. En dépit de leurs phrases pompeuses, qui soi-disant "bouleversent le monde" les idéologues de l'école jeune-hégélienne sont les plus grands conservateurs. Les plus jeunes d'entre eux ont trouvé l'expression exacte pour qualifier leur activité, lorsqu'ils affirment qu'ils luttent uniquement contre une "phraséologie". Ils oublient seulement qu'eux-mêmes n'opposent rien qu'une phraséologie à cette phraséologie et qu'ils ne luttent pas le moins du monde contre le monde qui existe réellement, en se battant uniquement contre la phraséologie de ce monde*." (K. Marx - L'idéologie allemande)

Sans le reconnaître, c'est ce qui qualifie le mieux l'activité du conservateur Mélenchon et sa bande de bras cassés qui "*ne luttent pas le moins du monde contre le monde qui existe réellement*", et qui entendent élever "*la conscience humaine*" ou modifier "*les rapports des hommes*" sans "*abolir leurs limites*" qui sont déterminées par les rapports sociaux de production en vigueur, sans abolir le capitalisme qu'ils n'entendent pas affronter, ce qui les amènent "*à l'accepter au moyen d'une interprétation différente*" purement démagogique.

Vous constaterez que Macron et LREM reprennent à leur compte les campagnes initiées en France par le PS et auxquelles ont participé Mélenchon, la pseudo-gauche de la gauche et extrême gauche, comment cela est-ce possible, sinon que sur le fond ils partagent bien les mêmes intérêts qu'ils camouflent à l'aide de variations idéologiques...

Gouvernement, oligarques et médias : Des escrocs "en bande décomplexée".

- A «Valeurs actuelles», une escroquerie en bande décomplexée - Liberation.fr

Un dirigeant de l'hebdo est mis en cause ainsi qu'un intermédiaire, lié à Olivier Dassault, fils de l'avionneur.

- Le ministère de l'Intérieur nomme un ancien journaliste de BFM TV comme porte-parole - LeParisien.fr

Dans son communiqué l'Intérieur précise : « Agé de 38 ans, Frédéric de Lanouvelle, a été reporter pour l'émission 7 à 8 sur TF1 pendant un an, après avoir été journaliste pour BFM TV pendant 9 ans. Ce spécialiste de la communication aura la responsabilité de porter la parole publique du ministère de l'Intérieur au quotidien auprès des médias, en lien direct avec le cabinet du ministre ». LeParisien.fr 2 décembre 2017

Désinformation et fabrication du consentement, France Info à la manoeuvre. C'est quoi le Qatar ? Un "petit pays" exotique !

- Controversé, mystérieux, riche… Le Qatar est un pays du Moyen-Orient atypique. - francetvinfo.fr

Une collusion d'intérêts déjà ancienne, permise, donc communément admise, pas de quoi fouetter un chat.

France Info - Lors de son déplacement au Qatar, le 7 décembre dernier, Emmanuel Macron a rappelé que la relation entre ce pays et la France « ne date pas d'aujourd'hui, et se caractérise par des liens économiques, culturels, sportifs et également stratégiques extrêmement importants. »

Quand l'argent coule à flot, on peut, mieux, on doit tout se permettre.

France Info - "...le pays (...) est également connu pour être un pays riche" et accessoirement après trois points de suspension "et controversé", ce qui signifie que ce dont on l'accuse n'est pas forcément fondé, par exemple sa participation politique et financière à la déstabilisation de la Tunisie, de l'Egypte, de la Libye, de la Syrie et de l'Irak notamment, ses liens avec les Frères musulmans, l'armement de différents groupes de barbares sévissant en Syrie par exemple.

Mieux, c'est contesté par le principal intéressé auquel France Info donne la parole, l'actuel émir Tamim ben Hamad Al-Thani qui, je cite France Info "dément : « Le Qatar est engagé dès le premier jour dans la lutte contre le terrorisme. Certaines informations, relayées par les médias, sont fausses, erronées. »", en revanche France Info se passera bien de reproduire les propos d'un des contradicteurs d'Al-Thani. Bref, chacun aura compris que les lecteurs étaient invités à se fier aux dénégations d'Al-Thani, voilà en guise d'impartialité. On comprend dès lors pourquoi Libération avait publié le 16 novembre un article dithyrambique sur France Info : L'Agence France Info : priorité au correct - Libération 16.10 (Dans la causerie du 19 novembre)

En réalité le Qatar n'est pas une monarchie archaïque et ultra réactionnaire, ne croyez pas ceux qui "*reprochent à l'émirat de limiter la liberté d'expression*", et pour cause il vient d'accorder "*aux femmes le droit de vote et le droit de conduire*", et peu importe si "*l'adultère reste interdit et l'homosexualité peut être punie de mort*", alors que France Info s'offusque du moindre propos misogyne ou homophobe en France ou ailleurs.

Le fascisme rampant se répand dans la société.

- J'accuse ! La soif d'injustice par Christopher Black — arretsurinfo.ch 02 décembre 2017

« J'accuse ! » La phrase d'Émile Zola qui a ébranlé un pays parce qu'il demandait justice pour un homme faussement accusé, la phrase dont on se souviendra à jamais, ainsi que de l'homme qui l'a écrite, est aujourd'hui utilisée pour condamner des gens, sans procès, sans audience équitable, sans droit de réponse, sans justice. La phrase« j'accuse » n'est maintenant plus une demande de justice, mais est considérée comme une preuve de n'importe quelle accusation qui la suit ; elle est devenue une demande d'injustice.

« J'accuse X de ceci. » « A accuse B de cela. »

Les médias (dûment horrifiés) s'écrient « Horreur ! Horreur ! Le tissu social se déchire. Pendez-le. Pendez-la. Pendez-les tous ! »

Les consommateurs de cette information, la masse des gens qui ont été dépouillés de leur raison et ne peuvent réagir que comme des automates irréfléchis, répondent consciencieusement : « Avez-vous entendu ? Elle l'accuse de ceci. Terrible. Terrible. Il devrait être abattu et écartelé. »

« Avez-vous entendu ce que les Russes ont fait ? Mon Dieu, on devrait leur apprendre qui est qui. »

« Avez-vous entendu que Jean Dupont a fait ça pour… ? Il doit être puni. Ruinez-le. Jetez-le en prison ! », résonnent les cris de dérision.

Les lyncheurs sont de retour, mais cette fois ils tapent leurs appels à la punition sur les claviers de leurs ordinateurs et sur les médias sociaux. Les moulins à rumeurs font des heures supplémentaires. Les vigiles sont partout, les comités de surveillance, les informateurs, les avocats et les juges en chambre, les charognards qui salivent devant la vie d'autres gens qui désirent se venger pour que quelqu'un, quelque part, soit puni, pour quelque chose.

Ce peut être une accusation de nature sexuelle datant de décennies. Ce peut être une accusation politique du présent. Cela peut être une campagnes de rumeurs diffusées dans les médias, jamais confirmées, mais répandues avec beaucoup d'indignation et accompagnées de regards de dégoût sur quiconque demande : « Mais est-ce vrai ? Y a-t-il une preuve ? Que s'est-il vraiment passé ? Comment le savez-vous ? Si c'est vrai, quel était le contexte ? Que doit-on apprendre ? » Ces personnes sont elles-mêmes accusées de défendre le crime dont l'accusé est accusé. Ça se passe comme ça. Le préjugé appelle la haine. La haine appelle le sang. Et nous nous appelons humains, civilisés, pondérés et bons.

Les premiers à se joindre à la foule, à appeler à la vengeance sont ceux qui se considèrent comme les plus vertueux, les plus libéraux, les plus dévoués à la justice et aux « droits de l'homme ». Mais tout cela n'est que la mode de l'époque. Ils prétendent croire au juste et au bien parce qu'ils n'ont aucune idée réelle de ce qu'est le juste, de ce qu'est le bien. Œil pour œil, dent pour dent est leur cri et au diable la justice, les procès. Si l'accusé nie l'accusation, pendez-le plus vite et plus haut. Si d'autres défendent son droit d'être entendu, pendez-les aussi.

Bertolt Brecht avait raison. « Mackie the Knife » est de retour en ville et prêt à poignarder, couper et crucifier sur un coup de tête.

Cela semble être un phénomène exacerbé aux États-Unis. Ces dernières semaines ont vu des accusations de nature sexuelle lancées contre une série de figures de Hollywood. Ce n'est pas du tout nouveau à Hollywood. Les feuilles à scandale en sont pleines depuis l'époque du cinéma muet. Mais la chasse d'aujourd'hui semble encore plus vicieuse que par le passé et reflète l'atmosphère politique toxique régnant dans l'ensemble du monde occidental, une atmosphère qui atteint son plus haut degré de toxicité aux États-Unis.

L'année dernière, nous avons vu des accusations absurdes portées contre des personnages politiques aux États-Unis sur

des connexions avec la Russie. Nous avons vu des dirigeants mondiaux faisant obstacle aux intérêts américains accusés de crimes de guerre. Assad a utilisé des bombes barils et des gaz contre des civils. Que la preuve du contraire soit envoyée en enfer. Maduro affame son peuple. Aucune preuve n'est nécessaire. Kim Il Sung [L'auteur veut probablement parler de Kim Jong-un, NdT] va tous nous tuer. On prépare la guerre. La série d'accusation est lancée à une telle cadence que nos têtes continuent à tourner en cherchant à garder une trace de tout cela.

Des pages entières de journaux et des heures d'informations télévisées sont consacrées à des choses qui n'ont jamais eu lieu. Des commissions d'enquête prétendent enquêter. Des présentateurs d'informations prétendent être alarmés. Des accusations sont lancées. Si une accusation est lancée, c'est qu'elle est véridique. C'est comme ça maintenant, une façon fascisante de répandre la suspicion partout.

L'acceptation sans conteste des accusations contre Kevin Spacey, pour prendre un exemple célèbre, et le déni de son droit à être entendu, l'acceptation de la destruction de sa vie et de sa carrière, sans procès, sans aucune possibilité de recours, permet plus facilement de convaincre la population que les accusations contre la Russie méritent qu'on agisse, contre la Syrie, contre le Venezuela, la Corée, l'Iran, contre Milosevic, Kadhafi, Ndindiliyimana [ancien chef de la gendarmerie nationale du Rwanda, condamné pour génocide, NdT], Gbagbo, et toutes les autres victimes politiques de ces chasses aux sorcières. Cela donne le ton à toute la société. Les faits ne sont pas importants. L'important, c'est l'histoire racontée. Agitez les gens et gardez-les agités contre quelqu'un. Choisissez une cible, un bouc émissaire. Mettez les gens en colère contre eux, uniquement pour qu'ils oublient de poser des questions plus importantes. Qui rend leurs vies misérables ? Qui détruit l'économie, les écosystèmes, le climat ? Qui assassine des civils en masse en Syrie, au Yémen, en Irak, en Afghanistan ? Qui nous a volé le peu de démocratie que nous avions ?

Bien sûr, quelqu'un comme Spacey est une cible facile, il est célèbre, riche et populaire. Les gens n'aiment rien tant que voir tomber les puissants. Donnez leur en un, deux ou trois. Jetez leur quelques os tant que cela continue à les distraire. D'ailleurs Spacey le mérite. Il était juste trop bon dans son rôle dans House of Cards en nous montrant quels criminels les présidents américains sont devenus.

Même Martin Luther King a été une nouvelle fois sali sur la BBC et sur CNN, qui ont répété, comme des informations tirées des dossiers sur l'assassinat de JFK, les calomnies émises contre lui par les services secrets américains de son vivant.

Comme l'écrivait Zola : « La nation est frappée de stupeur, on chuchote des faits terribles, de ces trahisons monstrueuses qui indignent l'Histoire ; et naturellement la nation s'incline. Il n'y a pas de châtiment assez sévère, elle applaudira à la dégradation publique, elle voudra que le coupable reste sur son rocher d'infamie, dévoré par le remords. »

Donc chaque fois que vous entendez parler d'une accusation et pensez à y participer en la répétant sur Facebook ou ailleurs, animé par un sentiment erroné de droiture et d'auto-justification de votre humanité, pensez à l'injustice que vous servez. Chaque fois que vous réclamez la tête de quelqu'un sur la base d'un simple ouï-dire et que vous vous sentez tout à fait à l'aise dans votre autosatisfaction, pensez à ce qu'Émile Zola penserait de vous.

Car c'est un crime de la presse corrompue de détruire des gens sans moyen de se défendre. C'est un crime que l'injustice soit célébrée du haut en bas, que l'injustice triomphe tandis qu'on crache sur la justice, le droit et la simple probité. C'est un crime de déformer l'opinion, de la pervertir jusqu'au délire. C'est un crime d'empoisonner les petits et les humbles, d'exaspérer les passions de la réaction et de l'intolérance, tout en se dissimulant derrière le masque odieux de l'injustice déguisée en justice, par laquelle ils détruisent tout sens de décence, de raison, afin d'exploiter chez les gens la peur, la colère et la haine du système dans lequel ils sont obligés de vivre, dans l'intérêt de ceux qui nous oppriment. arretsurinfo.ch 02.11

Si le capitalisme est si criminel, alors pourquoi vous obstinez-vous à vouloir le sauver contre lui-même?

J'ai relevé ce commentaire d'un internaute :

- "*Le néolibéralisme a été le moyen pour le capital, d'une part de sortir de la crise des années 70, d'autre part d'entamer la déconstruction des conquêtes des travailleurs organisés (mais ces conquêtes sont tellement efficaces, et les peuples y tiennent tellement que le travail de démolition avance mal).*

Le néolibéralisme est donc bien un capitalisme.

Par ailleurs, il y a des ressemblances frappantes entre le néolibéralisme et le libéralisme du 19e.

Décadent et grotesque. Tout est bon pour témoigner leur servilité vis-à-vis de Washington.

- Johnny Hallyday est mort - M6info

Emmanuel Macron a rendu hommage à Johnny Hallyday en affirmant qu'on a "tous en nous quelque chose" du chanteur, dans un communiqué publié par l'Elysée. (...) "Il a fait entrer une part d'Amérique dans notre Panthéon national", ajoute le texte. M6info 6 décembre 2017 M6info

- Hommages : de Victor Hugo à Johnny Hallyday - Liberation.fr

"Quand cette figure disparaît, alors il y a une émotion, dont je ne dis pas qu'elle doit être de même nature, mais qu'elle est comparable, oui. Alors voilà, devant vous, je défends la comparaison formulée par Aurore Bergé", a dit le Premier ministre.

La députée LREM avait comparé la disparition de Johnny Hallyday à celle de Victor Hugo, dont le convoi funéraire avait également descendu les Champs-Elysées, suivi par deux millions de personnes selon la presse de 1885. AFP 9 décembre 2017

En famille ils en pincent pour la variété version américanisée.

- Toute la classe politique a en elle quelque chose de Johnny Hallyday - AFP 6 décembre 2017

Françoise Nyssen, ministre de la Culture (sur twitter) : "Un artiste d'exception, une légende du rock et de la chanson"

Tu parles, il a pompé le répertoire américain, il n'avait pas de voix (selon Henry Salvador) et c'était un mauvais guitariste. Tout le monde peut chanter ses chansons effectivement, pas besoin d'avoir de la voix, c'était du hachis, deux ou trois paroles suivies d'une pause et ainsi de suite, il faut juste savoir respirer au bon moment. N'oubliez pas que j'ai suivi des cours de chant au prestigieux Opéra de Paris, autrefois et une année seulement ! La rythmique est simpliste, ce sont les musiciens et les ingénieurs du son qui ont fait son succès, et il est loin d'être le seul dans ce cas-là.

Pour la petite histoire.

Un ex-ingénieur du son de Salvador rencontré par hasard à Paris, quand je bossais comme technicien, m'a raconté qu'un jour Salvador se trouvait dans le studio d'enregistrement où se produisait Hallyday, et qu'il n'avait pas pu chanter d'une traite un morceau parce que sa voix déraillait, il s'arrêtait et reprenait parfois plusieurs fois de suite. Pour Salvador, il n'avait pas de voix, c'était une "casserole". Je lui ai demandé comment il faisait pour chanter en public en live, c'est-à-dire pas en play-back. Il m'a répondu que c'était simple techniquement. Quand il chantait simultanément une bande sur laquelle avait été enregistrée sa voix en studio le suivait et à la moindre faiblesse elle prenait le relais, il suffisait à l'ingénieur du son d'augmenter le volume de la bande, ce qui fait que le public ne s'en apercevait pas.

Ni moi ni aucun de mes potes quand j'étais jeune n'avons acheté un disque de Hallyday

Lutte de classes et institutions.

Toutes les semaines sont publiés des articles par toute sorte de médias dans lesquels leurs auteurs s'acharnent à tenter de démontrer que la gauche et la droite ont disparu, que la lutte des classes serait terminée, que la politique n'existerait plus, rien de moins, on vivrait donc désormais dans un monde merveilleux, or il est un peu plus pourri chaque jour qui passe ! Ces articles sont destinés de préférence aux intellectuels, aux classes moyennes, aux jeunes.

Qu'est-ce que cela signifie ?

- La gauche et la droite ont disparu = il ne reste plus que les extrêmes et vous détestez les extrêmes n'est-ce pas ? Alors il ne vous reste plus qu'à adopter celui qui n'incarne ni la droite ni la gauche : Macron.

- La lutte des classes serait terminée = ce sont les capitalistes qui l'ont gagnée, prenez-en votre parti, collaborez avec eux.

- La politique n'existerait plus = ce sont les oligarques, les multinationales, le marché qui gouvernent et vous n'avez aucune emprise sur eux, donc cessez de vous faire des illusions, vous ne pourrez rien y changer et abandonnez l'idée que vous pourriez changer la société.

Quand l'union de la gauche avait été l'union de la droite.

- Après 45 ans de scission, radicaux valoisiens et de gauche se réunifient samedi - AFP

- Un écrivain «au-dessus de la politique» Liberation.fr

Editorialiste au «Figaro» pendant près de quarante ans, Jean d'Ormesson se disait observateur plutôt qu'acteur. Liberation.fr

- Boris Vallaud : « La gauche est anesthésiée mais elle est fidèle à ses valeurs » - Publicsenat.fr

La preuve :

- Paradis fiscaux : Pierre Moscovici défend les listes de l'Union européenne - Liberation.fr

...ou encore

- Gros contrats avec le Qatar : le président Macron oublie les valeurs du candidat - Liberation.fr

A l'occasion de la visite du chef de l'Etat, Doha a signé des commandes pour plus de 11 milliards d'euros, dont 12 Rafale. Et ce, alors qu'il avait envisagé de rompre avec la politique d'exportations d'armement de ses prédécesseurs. Liberation.fr

- Sondage : 74% des Français pensent que le PS vit « une crise durable » - Publicsenat.fr

La Constitution de la Ve République compatible avec une ploutocratie.

Comme les journalistes qui sont subordonnés à la hiérarchie...financière !

- La subordination hiérarchique du parquet à l'exécutif jugée « conforme à la Constitution » - Publicsenat.fr

Le Conseil constitutionnel a jugé vendredi que le texte qui définit la subordination hiérarchique du parquet au garde des Sceaux est "conforme à la Constitution", après avoir été saisi par les syndicats de magistrats de la question sensible de l'indépendance du parquet... Publicsenat.fr

Garde-à-vous !

- La justice ordonne au PS d'organiser un Congrès sous quatre mois - AFP

Le tribunal de grande instance de Paris, saisi en référé par un militant, a ordonné vendredi au Parti socialiste d'organiser dans un délai de quatre mois son Congrès national... soit au plus tard à la date effectivement prévue, les 8 et 9 avril. AFP

Qui représente-t-il ? Toutes les classes, sauf la classe ouvrière.

- Au Mans, les Génération·s plurielles de Benoît Hamon - liberation.fr

Cherki pointe une faiblesse : l'homogénéité du mouvement. Ça donne : «Il n'y a pas beaucoup de couleurs dans le public, nous devons trouver le moyen d'élargir notre base, c'est important de parler et de faire venir tout le monde.»

Un peu plus tard, face à la presse, Hamon confirme le sentiment de Cherki. Son objectif : mettre au cœur du mouvement les classes populaires, mais il refuse d'en faire «un sujet» à chaque élection. liberation.fr 03.11

Ils sont dingues et le disent eux-mêmes.

- Les Républicains : «Il y a une droite complètement folle», estime Maël de Calan - LeParisien.fr

L'extrême droite débridée ou quand il y a de la "gêne" il n'y a pas de plaisir.

- Débaptiser les rues et les avenues Lénine, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

- Valls estime qu'il y a une "gêne" dans la majorité "pour éviter de bouleverser la bien-pensance" - AFP

Vive le front unique avec le SPD s'écriaient encore hier des "trotskystes" ! Quelle horrible imposture !

- Allemagne : le SPD donne son feu vert à des discussions gouvernementales - euronews

C'est un geste qui pourrait amorcer une sortie de crise politique, en Allemagne. Celui de la dernière chance. Ce jeudi, près de 600 délégués du SPD se sont réunis en congrès à Berlin. Ils ont donné leur feu vert à l'ouverture de discussions pour former une coalition avec les conservateurs. euronews

Une stratégie politique mondiale. La preuve.

- Nouvelle force politique au Mexique en vue de la présidentielle - Reuters

Une nouvelle coalition politique de droite et de gauche s'est formellement constituée au Mexique vendredi en vue de présenter un candidat à l'élection présidentielle de l'an prochain. Reuters

Ni révisionnisme ni négationnisme.

Je n'ai pas l'intention de confronter mes idées à celles de Soral contrairement à Michel Collon.

Je partage pour l'essentiel l'argumentation de Collon, à ceci près que je considère qu'il tombe dans le piège justement tendu par Soral. Collon explique que Soral se focalise sur les banquiers et les juifs qui seraient responsable de la situation, alors que lui se focalise sur l'économie capitaliste.

Or, il se trouve que l'on trouve ces familles de banquiers tout au long du développement du capitalisme mondial depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours, on peut même affirmer preuves à l'appui qu'ils en ont influencé l'orientation ou qu'ils ont été à l'origine d'une multitude d'événements déterminants qui ont marqué l'histoire de l'humanité tout au long de ces siècles, sans pour autant que le développement du capitalisme se réduise à leurs manigances, qu'on ne nous fasse pas dire ce que nous n'avons pas dit. En fait, qui mieux qu'eux incarnent la concentration du capital et du pouvoir telle qu'elle correspond au stade de l'impérialisme du capitalisme, personne ne peut nier cette réalité après qu'ils eurent porté Macron au pouvoir par exemple.

Donc au lieu de nier cette réalité au risque de se discréditer, il valait mieux montrer qu'elle coïncidait avec le dernier stade du développement du capitalisme. Que ces banquiers soient les principaux initiateurs et bénéficiaires de la stratégie néolibérale adoptée par les sommets du capitalisme et l'élite à son service, quoi de plus naturel, c'est si ce n'était pas le cas qu'il y aurait une anomalie ou quelque chose d'anormal. C'est effectivement les contradictions du capitalisme qui conduisent à cette situation, mieux qui imposent à l'oligarchie cette orientation pour conserver son hégémonie de classe, ce que ne peut concevoir ou admettre un personnage comme Soral, puisque ce qui l'intéresse c'est accroître son propre pouvoir et rien d'autre.

Or, ce parasite est totalement étranger au processus qui conduit à la concentration de la richesse et du pouvoir entre les mains d'une poignée d'oligarques, il ne peut pas décrire le processus économique qui en est à l'origine, puisqu'il en est exclu ou il n'y joue aucun rôle, c'est la raison pour laquelle il se focalise sur leur origine juive en leur déniant de jouer un rôle historique de premier plan qu'il entend jouer à leur place en étant sous l'emprise d'une mégalomanie maladive.

Et puis tous ces banquiers ne sont pas juifs, Rothschild est protestant, et parmi les tenants les plus hystériques du sionisme et les idéologues du néolibéralisme une grande partie d'entre eux ne sont pas juifs. De la même manière qu'ils ont scellé des alliances avec la monarchie des Pays-Bas depuis le XVIIe siècle, un petit Etat que l'on retrouve impliqué tout au long des trois siècles suivants dans toutes les affaires internationales où sont présents les Rockefeller ou les Rothschild, du club Bilderberg au pétrole du Moyen-Orient en passant par les guerres coloniales et les deux guerres mondiales du XXe siècle.

C'est le capitalisme qui a fait ces banquiers ou qui a offert à ces banquiers la possibilité d'y jouer un rôle de premier plan en assurant sa survie et la leur au passage et non l'inverse, c'est ce qu'on retiendra. Que de nos jours ils s'identifient au capitalisme, ce n'est pas une raison pour réduire le capitalisme à ces banquiers, qui ne sont que les domestiques d'un système économique qui rémunère ses serviteurs en fonction de la richesse dont ils disposent, qui d'autres voudriez-vous qu'il enrichisse franchement, les exploités, les pauvres, un banquier ne prête pas aux pauvres pour s'enrichir mais uniquement pour mieux les asservir ou les exploiter.

Un Soral ne peut pas s'aventurer sur le plan économique parce qu'il est plombé, car ce n'est pas le banquier qu'il soit juif ou non qu'il s'agit de faire sauter, mais le système économique capitaliste. Pour nous l'origine du banquier elle est dans le système économique, donc c'est lui que nous combattons.

Misère intellectuelle.

Lu dans l'article intitulé *Couvrir les Saoudiens sur les atrocités commises au Yémen* et publié par Consortium News, la "gauche" américaine et reproduit par le blog Les-crises.fr : "*Maintenant, après 30 mois de cette guerre sans but*"... Vraiment ?

Plus fort encore, si l'on veut :

- Terrorisme l'impossible définition, par François-Bernard Huyghe - Les-crises.fr 11.11

Ouf, les Etats impérialistes occidentaux et leurs services de renseignement sont épargnés ! Qui mieux que l'Otan a fait de l'usage du terrorisme une méthode de guerre ?

La guerre et le terrorisme sont la continuité de la politique de la classe dominante tournée contre les peuples par d'autres moyens. C'est simple à comprendre et largement documenté depuis plus d'un demi-siècle.

Tout savoir sur Google. Suivi de Facebook la menace.

- La création de Google, suivi de Google et la NSA par Nafeez Ahmed le 22/01/2015

(Source : medium.com/insurge-intelligence, publié par Les-Crises.fr le 9/12/2017)

Présentation 1.

- « Insurge intelligence », un nouveau projet de journalisme d'investigation financé par le public, vous livre le récit de la façon dont la communauté US du renseignement a participé au financement, nourri et mis en incubation Google comme élément d'un effort visant à dominer le monde par le contrôle de l'information. Financé indirectement par la NSA et la CIA, Google n'a été que la première d'une pléthore de start-ups du secteur privé cooptée par le renseignement US pour conserver la « supériorité du renseignement ».

Les origines de cette ingénieuse stratégie remontent à un groupe sponsorisé par le Pentagone, qui au cours des deux dernières décennies a fonctionné comme un pont entre le gouvernement US et les élites des secteurs des affaires et de la finance, corporatistes et médiatiques. Le groupe a permis à certains des intérêts particuliers des USA corporatistes de passer systématiquement outre la responsabilité démocratique et la règle du droit pour influencer les politiques gouvernementales, ainsi que l'opinion publique aux USA comme autour du monde. Les résultats ont été catastrophiques: surveillance de masse par la NSA, un état de guerre globale permanent, et une initiative novatrice pour transformer le corps militaire US en « Skynet ».

Présentation 2.

- La surveillance de masse passe par le contrôle. Ses promulgateurs soutiennent, et croient même, que ce contrôle est pour le bien commun, un contrôle qui est nécessaire pour limiter le désordre, afin d'être pleinement attentif à la prochaine menace. Mais dans le contexte d'une corruption politique effrénée, d'inégalités économiques qui se creusent et de la tension croissante autour des ressources due au changement climatique et à l'instabilité de l'offre énergétique, la surveillance de masse peut devenir un outil du pouvoir pour se perpétuer lui-même, au détriment des citoyens.

Une fonction majeure de la surveillance de masse qui est souvent oubliée est celle de connaître l'ennemi au point de pouvoir le manipuler jusqu'à la défaite. Le problème est que les ennemis ne sont pas que des terroristes. C'est vous et moi. De nos jours, bien que systématiquement ignoré par la plupart des médias, le rôle de l'information de guerre en tant que propagande bat son plein.

Insurge intelligence révèle ici comment la cooptation de géants de la technologie comme Google par le Highlands Forum du Pentagone, afin d'exercer une surveillance de masse, a joué un rôle clé dans des efforts secrets pour manipuler les médias dans le cadre d'une guerre d'information contre le gouvernement américain, le peuple américain et le reste du monde : pour justifier une guerre sans fin, et un expansionnisme militaire incessant.

- Télécharger les deux articles au format pdf (66 pages)

L'auto-formatage des esprit doit commencer dès l'enfance pour faire demain des esclaves dociles.

- Les enfants, cible de choix pour les géants technologiques - AFP

Messageries dédiées, ordinateurs dans les écoles: des géants technologiques comme Facebook ou Google tentent de fidéliser, dès leur plus jeune âge, les enfants à leurs produits, au grand dam des associations de protection de l'enfance. AFP 10 decembre 2017

- Facebook lance un service pour les jeunes enfants : voilà pourquoi cela peut rassurer les parents... et pourquoi cela devrait aussi profondément les inquiéter. Atlantico.fr

Facebook lance une nouvelle plateforme dédiée aux enfants et sobrement nommée "Facebook Kids". L'entreprise offre là des gages de sécurité aux parents mais derrière les bons sentiments se cachent une réalité beaucoup plus carthésienne. Atlantico.fr

En complément.

«Les élèves évalués ont essuyé les pires programmes que j'ai vus dans ma carrière.» - Liberation.fr

En matière d'éducation, les enquêtes internationales ont toutes un point commun : déprimantes à souhait pour les Français. Mardi, la dernière étude Pirls, portant sur la compréhension de l'écrit des élèves de CM1, enfonce un peu plus le clou. La France se situe à l'antépénultième place des 24 pays de l'UE qui ont participé à l'enquête… Liberation.fr

- Facebook a versé des millions aux médias français: la stratégie «VIP-VRP» et ses effets par Nicolas Becquet — arretsurinfo.ch 02 décembre 2017

On sait depuis 2016 que Facebook rémunère tant des personnalités que des médias pour produire des contenus sur son réseau social. Cette stratégie est désormais aussi à l'œuvre auprès des médias français (TF1, Le Figaro, Le Parisien, Le Monde, etc.) pour la production de vidéos, révèle l'enquête de Nicolas Becquet. Ces partenariats peuvent représenter jusqu'à 200'000 euros mensuels par titre. Une pratique qui pose la question de la dépendance des rédactions et ouvre la voie à un système à deux vitesses pénalisant les petits médias. Facebook assume, mais minimise l'importance de ce type de partenariat.

Facebook a gagné. Les médias français sont bel et bien devenus dépendants. Triplement dépendants, en fait : élargissement gratuit de l'audience, utilisation des outils de production et de diffusion et acquisition de revenus complémentaires. L'écosystème de publication du réseau social est devenu un outil vital (traduire viral - LVOG) pour le secteur médiatique.

De l'innocente et ludique chasse aux likes des débuts, à la production sur-mesure et rémunérée de formats vidéo aujourd'hui, le dealer d'audience a bien fait son travail. Dose après dose, les éditeurs ont scellé un pacte tacite avec la plateforme, un pacte aux allures de mariage de raison. Il faut dire que le trousseau de la mariée est bien garni avec ses deux milliards d'utilisateurs. Le marié désœuvré ne pouvait espérer mieux.

Asphyxiés financièrement et désertés par leur lectorat historique, les médias traditionnels ont en effet trouvé dans l'audience apportée par Facebook un ballon d'oxygène inespéré. À force de shoots aux statistiques flatteuses, les éditeurs se sont convaincus de leur succès naturel auprès d'une audience manifestement ultra réceptive à leurs contenus : l'eldorado providentiel des internautes.

Mais la descente est déjà en vue. Facebook a visiblement l'intention de faire éclater cette bulle enchantée en faisant passer à la caisse ses consommateurs les plus accros aux likes et au trafic généré sur leur site via le réseau social. Dans les rédactions, on travaille quotidiennement à la production de contenus conçus pour la plateforme de Mark Zuckerberg.

Quelles sont les implications d'une telle servitude volontaire pour le fonctionnement quotidien des rédactions, grandes ou petites ? Quelles sont les conséquences sur le travail des équipes chargées « d'alimenter » Facebook, notamment en vidéos et en lives ? Et surtout, comment le réseau social est-il parvenu à convaincre autant de médias économiquement à bout de souffle de travailler pour sa plateforme ? Zoom sur une redoutable stratégie qui met à l'épreuve l'agilité des rédactions. (...)

À partir de juin 2016, plusieurs grands médias américains ont été rémunérés pour inonder les newsfeeds de contenus originaux et servir de laboratoire technique et publicitaire à Facebook.

En effet, pour donner envie aux médias, Mark Zuckerberg a mis en place un véritable réseau de représentants VRP capables de faire la démonstration de l'incroyable efficacité des nouveaux formats mis sur le marché.

Le New York Times, CNN, le Huffington Post, Buzzfeed, Vox, Mashable ou encore Condé Nast… le fondateur de Facebook a rassemblé des représentants VIP dans sa « dream team ».

Modèles de réussite sur le marché digital, ces médias portent une solide réputation. Ils sont capables de produire à grande échelle et leurs contenus sont lus dans le monde entier.

Pour les convaincre, Facebook a dû se montrer très persuasif. Selon un document révélé par le Wall Street Journal en juin 2016, Mark Zuckerberg a ainsi fait un chèque de 50 millions de dollarsrépartis en 140 contrats de partenariats avec des médias et des célébrités, dont 17 de plus d'un million de dollars (près de 3 millions pour le New York Times et Buzzfeed, 2,5 millions pour CNN). Une goutte d'eau comparée aux 10 milliards de dollars de recettes trimestrielles de Facebook, soit 47% de plus qu'au même trimestre de l'année précédente.

Le deal est simple : en échange d'une certaine somme, le partenaire doit produire massivement des contenus à haute valeur

ajoutée sur la plateforme : vidéos, Facebook Live, reportages à 360°, Instant Articles… Les grands médias américains ont donc été rémunérés pour inonder les newsfeeds de contenus originaux et ainsi convaincre l'ensemble des éditeurs d'en faire autant.

Des millions d'euros versés aux principaux médias français

Cette stratégie s'est avérée très efficace puisque la renommée des médias enrôlés, combinée à un puissant soutien des algorithmes, a contribué à imposer de nouveaux formats en moins d'un an et à l'échelle mondiale. Alléchés par la masse de clics, les éditeurs du monde entier se sont lancés dans l'aventure… couronnant de ce fait la stratégie de Facebook.

Un système spécifique aux États-Unis ? Pas du tout. En Europe, les grands médias français participent par exemple à cette manœuvre de séduction à grande échelle.

TF1, Le Figaro, Le Parisien ou les titres du groupe Le Monde font également partie des éditeurs qui touchent de l'argent pour produire des contenus vidéo pour Facebook. Et les sommes donnent le tournis, entre 100'000 et 200'000 euros par mois sur des périodes renouvelables de six mois, d'après les diverses sources interrogées.

Sachant que la plupart des médias cités (liste non exhaustive) ont déjà reconduit une fois leur partenariat, on parle ici de millions d'euros distribués aux médias hexagonaux par Facebook.

Il va sans dire que dans les rédactions contactées, on est peu disert sur les détails de ces accords confidentiels. Mais si les conditions varient d'un média à l'autre, le principe reste le même : en échange de l'argent versé, chaque média s'engage à produire un volume précis de vidéos et/ou de lives sur une période donnée, d'après les informations que nous avons pu récolter. (...)

Après des débuts laborieux, une communication maladroite et des cahiers des charges trop contraignants, Facebook a massivement investi dans ses relations avec les médias à partir de 2010. Désormais, la Media Partnership Team multiplie les initiatives comme le Facebook Journalism Project ou le Listening Tour, débuté en juin 2017, dans les rédactions.

Alors que la sphère médiatique s'alarme régulièrement de la dépendance aux « actionnaires milliardaires » ou de la proximité avec le pouvoir politique, la dépendance à Facebook ne semble pas émouvoir outre mesure. Au contraire, les partenariats sont vécus comme de belles opportunités pour expérimenter et se rapprocher de l'audience. (...)

Mais en coulisses, dans les médias partenaires, les dents grincent, notamment du côté des régies publicitaires et des services commerciaux impliqués dans une lutte acharnée et vaine contre leur principal concurrent, l'ogre Facebook. « Devant les 'valises de billets' apportés par Facebook, les régies n'ont pas leur mot à dire, explique un journaliste en off. Et lorsque Facebook teste ses nouveaux formats publicitaires mid-roll sur nos propres productions, l'exaspération est à son comble ».

L'efficacité de la plateforme désespère les éditeurs englués dans des stratégies (trop) complexes de rétention de l'audience, comme l'explique ce cadre en charge du numérique: « Quand un internaute, avant de pouvoir finalement regarder une vidéo sur un site, doit cliquer sur un lien, attendre de longues secondes le chargement de la page puis fermer une ou deux fenêtres de pub pour finalement devoir patienter devant une publicité de trente secondes, le constat est sans appel, on ne peut pas rivaliser. On ne joue pas dans la même division que Facebook et son autoplay instantanée ». arretsurinfo.ch

L'OTAN serait désarmée sans les médias aux ordres.

- Daniele Ganser : La plupart des guerres menées par des membres de l'OTAN commencent par des mensonges - Arrêt sur info

Extraits.

Question : Dans votre livre, vous parlez des États-Unis comme d'un « Empire »… Pourquoi ce terme ?

Daniele GANSER : Je suis un historien. Pour moi, le terme d'Empire est celui usité pour décrire le pays le plus puissant à un moment donné. Il y eut ainsi l'Empire romain au début de notre ère ; ce n'est pas je crois « anti-italien » de parler de l'Empire romain ! Au XIXe siècle, l'Empire britannique connut son apogée. Il n'est pas « anti-britannique » d'évoquer cet Empire… Depuis 1945, donc depuis plus de 70 ans, les États-Unis sont le pays le plus puissant. Il n'est pas « anti-américain » de dire cela. C'est un fait. Il existe environ 200 pays dans le monde aujourd'hui. Mais si nous examinons les 5 Membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU – sans doute les 5 pays les plus puissants ou influents – une vérité saute aux yeux : les dépenses militaires US s'élèvent à 600 milliards de dollars par an, infiniment plus que n'importe quel autre pays. La Chine dépense environ 200 milliards annuellement, la Russie 70, la France et le Royaume-Uni à peu près 50 milliards chacun. En outre, les États-Unis disposent de 10 porte-avions, la France d'un seul (le Charles de Gaulle) comme la Russie et le Royaume-Uni, et la Chine en a 2 depuis peu (le second n'étant pas encore en service). Les USA entretiennent des bases militaires dans plus de 40 pays (dont par exemple Guantanamo à Cuba, et Ramstein en Allemagne). La France compte des bases militaires dans 11 pays différents

(parmi lesquels l'Allemagne, et des pays africains comme le Mali, le Niger, le Tchad, Djibouti, …) Par ailleurs, le dollar américain est la monnaie de référence au niveau mondial. La devise la plus importante dans l'économie mondiale n'est ni l'Euro, ni le Rouble, le Renminbi ou le Franc suisse ! Enfin, depuis 1945, les États-Unis ont bombardé plus de pays que n'importe quel autre État dans le monde. La liste des pays bombardés inclut l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, l'Irak, le Soudan, la Serbie, la Corée, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, le Nicaragua, le Pakistan, la Somalie, le Yémen, Cuba… et cette liste n'est pas exhaustive. Pour ces raisons, et d'autres encore, les États-Unis sont clairement un Empire ; il n'y a aucun doute à ce sujet. Je ne regarde pas la télévision française, et ne lis pas la presse française, je ne sais donc pas si ce terme est d'usage fréquent en France… Mais les experts en géopolitique français ne peuvent ignorer que les États-Unis sont la seule et unique superpuissance. Ici, en Suisse alémanique où je vis, ce terme d'Empire US n'est pas beaucoup utilisé, parce que les gens ont peur que cela crée des problèmes avec l'Empire, ou nuisent aux relations commerciales.

Question : D'autant que vous allez plus loin : vous affirmez aussi que les États-Unis sont une oligarchie…

Daniele GANSER : Oui, bien sûr. L'ancien Président Jimmy Carter a dit en 2015 que les États-Unis ne sont plus une démocratie mais une oligarchie, c'est-à-dire un pays dirigé par une petite classe supérieure riche qui constitue au plus 1% de la population totale. Carter expliquait qu'un candidat à l'élection présidentielle US avait besoin d'au moins 300 millions de dollars pour concourir. Il y a plus de 320 millions d'habitants aux USA, mais combien d'après vous peuvent disposer d'une telle somme ? Si vous n'appartenez pas à l'oligarchie, vous n'avez aucune chance d'être un jour élu Président des États-Unis. Le Président est toujours choisi parmi les riches. Les 100 sénateurs aussi appartiennent à l'oligarchie : ils ne siègent pas au Sénat qui n'est pas un cénacle de « vieux sages », mais une assemblée de riches ! En moyenne la fortune d'un sénateur est de 3 millions de dollars. Ceux qui occupent des fonctions exécutives sont encore plus riches : certains des membres de l'Administration Trump ne sont pas des millionnaires, mais des milliardaires. Leurs intérêts est de défendre leur fortune et de devenir encore plus riches. Ce qui est classique dans un système oligarchique. C'est donc l'oligarchie US qui dirige l'Empire US. (...)

Question : Vous citez des exemples concrets de mensonges de guerre, et vous vous intéressez aussi à cette propagande pluriquotidienne et multicanaux dont nous sommes bombardés. Vous commentez notamment l'usage qui est fait d'expressions orwelliennes comme « opérations », « frappes chirurgicales », « guerres humanitaires »…

Daniele GANSER : Oui, toutes ces guerres illégales sont vendues à l'opinion publique des pays qui les mènent, en l'occurrence la population des pays membres de l'OTAN, sous la forme appétissante de nobles missions humanitaires. Mais cela n'a aucun sens : il ne peut y avoir de guerres humanitaires, c'est impossible car les deux termes sont absolument contradictoires. Les guerres sont toujours brutales, horribles et meurtrières. Dans certains cas, comme en 2011 en Libye ou en 1999 en Serbie, des commandos des Forces spéciales ont même attisé les tensions en armant des groupes militants dans le pays cible. Le plus souvent, une guerre secrète précède la phase médiatisée de la guerre. Mais les gens assis devant leur téléviseur ne voient rien de cette phase préalable, la guerre secrète et se laissent duper et manipuler. J'ai écrit ce nouveau livre pour expliquer ces choses d'une manière simple mais pas simpliste, agréable, de sorte à ce que même des adolescents puissent le lire et comprendre ce que sont les guerres illégales.

Question : En tant qu'historien, comment expliquez-vous que la propagande de guerre fonctionne toujours aussi bien, à la fois avant le conflit pour le préparer, et pendant, pour que la population des États « démocratiques » soutienne des actions non seulement illégitimes mais surtout illégales ?

Daniele GANSER : La base de la propagande de guerre est toujours d'utiliser l'arme de la peur. Les gens sont vulnérables à la peur. C'est pourquoi on a recours à ce sentiment. Qui va de pair avec la haine. En associant les deux, il est facile de mobiliser des populations entières en faveur de la guerre. En divulguant des histoires sur le fait que Saddam Hussein possède des armes de destruction massive, vous créez de la peur chez les gens, indépendamment du fait que cela soit vrai ou pas. Quand a été pointée du doigt la responsabilité de Saddam dans les attentats du 11-Septembre – un moment de peur intense – c'est le levier de la haine qui était activé. Plus tard, avec le recul, les historiens arrivent et expliquent que M. Hussein n'avait rien à voir avec le 11-Septembre et qu'il ne disposait pas d'ADM, mais évidemment, il est déjà trop tard ! La guerre illégale a commencé et énormément de gens sont morts. Il s'agit d'une véritable politique qui allie la peur à la haine et aux mensonges ; et elle fonctionne très bien. Dans un chapitre de mon livre, je traite de la guerre du Vietnam qui a commencé (pour les USA) en 1964. L'Empire US affirma alors que les Nord-Vietnamiens avaient attaqué un bateau américain dans le Golfe du Tonkin., ce qui contribua à créer un sentiment de peur et de haine dans le pays. Bien des années plus tard, les historiens découvrirent que l'attaque n'avait jamais eu lieu, c'était un autre mensonge. La plupart des guerres illégales commencent par des mensonges. Je consacre également un chapitre à Cuba. En 1961, les États-Unis affirmèrent devant le Conseil de Sécurité de l'ONU que des pilotes cubains avaient bombardé leur propre pays avant de se réfugier aux USA, parce qu'ils haïssaient le régime de Fidel Castro. Cette histoire aussi était fausse. Arrêt sur info

Une campagne mondiale de purification des moeurs orchestrée par les maîtres de la pornographie désormais à la portée de tous.

A propos de Harvey Weinstein, Pamela Anderson explique être au courant de sa réputation. "C'était une chose que tout le monde savait, précise-t-elle à propos du producteur américain. Certains producteurs et certaines personnes à Hollywood sont des gens à éviter en privé. Vous savez ce qui va vous arriver si vous allez dans une chambre d'hôtel, seule."

"Les femmes doivent être conscientes de certains problèmes, comment les repérer et les combattre, a-t-elle ajouté. C'est totalement hypocrite d'ignorer ces situations." Closer 3 décembre 2017

- Dustin Hoffman visé par de nouvelles accusations d'agressions sexuelles - HuffPost

- Inconduite sexuelle: Deux parlementaires US poussés à la démission - Reuters

- Agression sexuelle Le chef James Levine accusé à son tour - Liberation.fr

James Levine, mythique chef d'orchestre et directeur musical honoraire du Metropolitan Opera de New York.

Il est accusé d'avoir abusé sexuellement un adolescent dans les années 80. La victime présumée, restée anonyme, a déclaré à la police de l'Etat de l'Illinois (Nord-Est) que les faits auraient débuté en 1985 quand il avait 15 ans, et se sont poursuivis jusqu'en 1993.

- Schiappa saisit le CSA après une blague «indigne» de Tex sur les femmes battues - Liberation.fr

L'animateur a fini par présenter ses excuses sur les réseaux sociaux après des propos tenus jeudi soir dans une émission diffusée sur C8.

- Harcèlement de rue Une plaie de grande ampleur - Liberation.fr

- Harcèlement de rue: «L'espace est conçu et pensé par et pour les hommes» - Liberation.fr

- L'origine du monde revue et corrigée - Liberation.fr

La chirurgie esthétique appliquée au sexe féminin est de plus en plus courante, sous influence du fantasme de rajeunissement et du porno. Rarement réparatrice, elle est souvent liée à une inhibition dans la vie privée.

Sexe and Money. Hallyday + Macron = Raj, bravo, 65 ans d'écart ! Mais la morale est sauve, ouf !

- Indian actress marries 83 year old. After he wins over $800,000! - newsforever.net

An 18-year-old, who married an 83-year-old Jackpot winner on his deathbed, will be the 100% beneficiary of his estate. He happened upon an amazing fortune, and it's all going to his "love" he met 3 months ago. http://newsforever.net - 8 December 2017

Une jeune actrice indienne de 18 ans a épousé un vieillard de 83 ans qui venait de décrocher le jackpot, 800,000 $, sur son lit de mort précise l'article.

Mimétisme. Le suzerain et son vassal.

- L'Iran ne doit pas menacer les intérêts américains en Irak, prévient la CIA - Reuters

Le directeur de l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) Mike Pompeo, a annoncé samedi avoir envoyé une lettre à plusieurs dirigeants iraniens, dont le commandant Qassem Soleimani, pour faire part de son inquiétude concernant l'attitude... Reuters

- Irak: colère chiite après l'appel de Macron à démanteler une force paramilitaire - AFP

Un appel du président français Emmanuel Macron au démantèlement des forces paramilitaires irakiennes du Hachd al-Chaabi a provoqué la colère de personnalités chiites, qui ont dénoncé une "interférence" française dans les affaires de leur pays. AFP

Libération porte-parole du clan Obama-Clinton-Soros.

- Fiscalité : Trump trace sa loi du plus fort - liberation.fr

Approuvée dans la hâte par le Sénat, la réforme voulue par le président américain est censée venir en aide aux travailleurs et aux «oubliés». En réalité, ce texte, qui doit repasser au Congrès, regorge de mesures aux lourdes conséquences sociales

et environnementales. La preuve par cinq.

LVOG - En fait de "preuve", il s'agit d'un article de pure propagande de Libération tourné contre Trump qui a annoncé qu'il allait poursuivre la politique économique de ses prédécesseurs en faveur de l'oligarchie, ce qui sous-entend que Clinton aurait rompu avec cette politique, ce qui est évidemment faux et tout à fait naturel, quand on se souvient que Libération avait soutenu Clinton et Obama, le "modèle" de Macron pour lequel Libération avait appelé à voter, il apparaît clairement que cet article parmi bien d'autres présentant la même orientation était destinée à obtenir le soutien des lecteurs à la campagne frénétique orchestrée par le clan de l'oligarchie pour évincer Trump du pouvoir au profit du candidat du parti démocrate.

Pour cautionner son argumentation fallacieuse, Libération a fait appel aux "experts" ou "économistes" de l'université américaine qui est le fer de lance de la propagande néoconservatrice depuis les années 70, ainsi qu'au New York Times qui en est le relais depuis la même époque.

- peu d'experts partagent son optimisme : sur 38 économistes réputés interrogés par l'université de Chicago, un seul estime que le plan fiscal des républicains entraînera une croissance économique substantielle. - le New York Times s'est fendu jeudi d'un éditorial cinglant : «Le Sénat se dépêche de voter sa loi fiscale parce qu'elle pue.» liberation.fr 3 décembre 2017

Dans l'article suivant, c'est Amnesty International qui remplit le rôle de ces économistes ou du New York Times. C'est le même clan qui est à l'origine de la guerre contre la Libye et qui par la suite a orchestré le déferlement de migrants vers l'Europe pour mieux déstabiliser ses peuples et briser leur résistance à la stratégie néolibérale.

Ils sont tous tellement bien intentionnés vis-à-vis des exploités et des opprimés de leur propre pays.

- Les Etats-Unis se retirent d'un Pacte mondial pour aider migrants et réfugiés - AFP

Les Etats-Unis ont ajouté un nouveau secteur, celui des migrants et réfugiés, à une longue liste de projets ou d'accords internationaux dont Donald Trump a décidé de retirer son pays au grand dam des partisans du multilatéralisme.

En septembre 2016, les 193 membres de l'Assemblée générale de l'ONU avaient adopté à l'unanimité un texte appelé Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants qui vise à améliorer à l'avenir leur gestion internationale (accueil, aide aux retours...).

Sur la base de cette Déclaration, le Haut commissaire aux Réfugiés a été mandaté pour proposer un Pacte mondial sur les migrants et réfugiés dans son rapport annuel à l'Assemblée générale en 2018. Ce Pacte doit reposer sur deux axes: définition d'un cadre des réponses à apporter à la problématique et programme d'actions.

Depuis son entrée en fonctions en janvier, le républicain Donald Trump a souvent entrepris de défaire les engagements de son prédécesseur démocrate Barack Obama.

Pour Amnesty International, le retrait américain équivaut à "une abdication dévastatrice de responsabilité dans les plus grandes crises de réfugiés au monde".

Le retrait américain du projet de Pacte mondial sur les migrations intervient alors que le Conseil de sécurité de l'ONU a multiplié en novembre les réunions sur la question migratoire. Après la crise des migrants et réfugiés cherchant à gagner l'Europe, le sujet a repris de l'acuité avec l'exode massive depuis août de Rohingyas de Birmanie vers le Bangladesh et des informations sur l'existence de marchés d'esclaves en Libye. AFP 4 décembre 2017

L'Empire ose tout.

- Les Cambodgiens furieux que les USA osent réclamer le remboursement de centaines de millions de dettes de guerre — Arrêt sur Info 03 décembre 2017

Un demi-siècle après que les bombardiers B-52 des États-Unis aient largué plus de 500 000 tonnes d'explosifs sur la campagne cambodgienne, Washington exige que le pays rembourse une dette de guerre de 500 millions de dollars américains.

La demande a suscité des manifestations d'indignation et de colère dans la capitale cambodgienne, Phnom Penh.

En 1973 seulement, pendant plus de 200 nuits, 257456 tonnes d'explosifs ont été largués sur le pays lors de bombardements massifs secrets, soit l'équivalent de la moitié de ce qui a été largué sur le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les pilotes volaient tellement haut qu'ils étaient incapables de faire la différence entre un village cambodgien et leurs cibles, les lignes d'approvisionnement nord-vietnamiennes de la piste Ho Chi Minh.

Les bombes étaient d'un tonnage si massif qu'elles faisaient sauter les tympans de n'importe qui dans un rayon d'un kilomètre.

Le correspondant de guerre James Pringle se trouvait à deux kilomètres d'une frappe de B-52 près de la frontière cambodgienne.

« Il semblait que le monde allait prendre fin », se souvient-il.

Selon un chercheur, jusqu'à 500.000 Cambodgiens ont été tués par ces bombardements, dont beaucoup d'enfants.

Les bombardements américains ont poussé des centaines de milliers de Cambodgiens ordinaires dans les bras des Khmers rouges, un mouvement de guérilla maoïste qui a pris le pouvoir en 1975 et a causé, au cours des quatre années suivantes, la mort de plus de deux millions de personnes par des exécutions de masse et la famine.

La dette vient d'un prêt de 274 millions de dollars accordé au gouvernement putschiste d'alors, dirigé par le général Lon Nol et inféodé aux Etats-Unis mais a presque doublé au cours des années alors que les gouvernements suivants du Cambodge refusaient de rembourser.

William Heidt, ambassadeur des Etats-Unis à Phnom Penh, a déclaré que le refus du Cambodge de rembourser sa dette mettait ce pays au même niveau que le Soudan, la Somalie et le Zimbabwe.

« Je dis qu'il est dans l'intérêt du Cambodge de ne pas se tourner vers le passé, mais d'examiner comment résoudre cela parce que c'est important pour l'avenir du Cambodge », a-t-il ajouté, ajoutant que les Etats-Unis n'ont jamais sérieusement envisagé d'annuler la dette.

Le premier ministre du Cambodge, Hun Sen, a déclaré: « Les États-Unis ont créé des problèmes dans mon pays et m'ont ensuite demandé de l'argent. Après notre refus, ils ont ordonné au FMI (Fonds monétaire international) de ne plus nous prêter d'argent. Nous devrions élever la voix pour dénoncer ce pays qui en envahit d'autres et qui massacre des enfants. »

M. Pringle, un ancien correspondant de Reuters à Saigon, a expliqué qu'il n'avait jamais été un partisan de Hun Sen mais que ce qu'il avait dit sur ce sujet était « absolument correct ».

« Le Cambodge ne doit rien aux Etats-Unis qui ont aidés à détruire son peuple, ses animaux sauvages, ses champs de riz et sa couverture forestière », a-t-il écrit dans le quotidien Cambodia Daily.

L'Américaine Elizabeth Becker, l'une des rares correspondantes qui ont été témoins du génocide des Khmers rouges, a également écrit que les États-Unis « doivent au Cambodge plus de dettes de guerre que ce qui pourrait être remboursé en espèces ».

Hun Sen a souligné que les cratères parsèment encore la campagne cambodgienne et les villageois doivent encore déterrer des bombes, ce qui entraine des évacuations de masse jusqu'à ce qu'elles soient désamorcées.

« Il reste beaucoup d'explosifs et de bombes, c'est pourquoi des enfants cambodgiens sont si souvent tués parce qu'ils ne savent pas qu'il s'agit de munitions non explosées », a-t-il déclaré. « Et qui est responsable? Ce sont les bombes et les explosifs de l'Amérique », a-t-il conclu.

Article publié le 11 mars 2017 sous le titre Fury in Cambodia as US asks to be paid back hundreds of millions in war debts.

Ils osent tout.

- Avec la visite d'Obama à Paris, un vent d'espoir et de répit vient de traverser l'Atlantique - Le Huffington Post

- Présidence LR : quel espace pour la droite humaniste et le centre ? - Publicsenat.fr

- Macron lauréat du prix Charlemagne pour sa vision européenne - Reuters

- Bayrou "persuadé" que Macron "fera" un projet social - AFP

- Les coups de fils de Macron à Schulz pour résoudre la crise allemande - L'Express.fr

- Feu vert de la direction du SPD à des négociations sur une coalition - Reuters

- Federica Mogherini : "L'UE lutte déjà contre l'esclavage en Libye" - euronews

- Jérusalem doit être la capitale d'Israël et d'un Etat palestinien, selon l'UE - Reuters

- « La France insoumise est en perdition sur le plan moral » juge Maël de Calan - Publicsenat.fr

- Le M5S gomme son image anti-européenne, réclame une réforme de l'UE - Reuters

- Trois pays d'Europe de l'Est renvoyés devant la justice - euronews

La Commission européenne a décidé de renvoyer la Hongrie, la République tchèque et la Pologne devant la Cour de Justice... euronews

- Les Nations-Unies s'attaquent au fléau du plastique dans les océans mais que vaut leur "plan tolérance zéro" ? - Atlantico.fr

- Le pape François dit avoir "pleuré" en rencontrant les Rohingyas - AFP

Pas ailleurs.

- En Russie, l'homophobie nourrit l'épidémie de VIH - Slate.fr

- Le Nobel de la paix remis aux antinucléaires sur fond de crise nord-coréenne - AFP

Dossier sur Israël.

Provocation ou marchandage ou les deux à la fois ?

Ce sont les médias qui sont responsables des manifestations qui ont lieu depuis plusieurs jours contre Israël à travers le monde, après que les dirigeants politiques de la plupart des pays à la suite des occidentaux eurent annoncé que les Américains avaient l'intention de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël et d'y installer leur ambassade, alors qu'en réalité aussi bien que Trump que Tillerson ou d'autres membres de l'administration américaine eurent affirmé que cela prendrait des années, ce qui signifie que rien n'est fait, rien n'est arrêté a tenu à préciser Tillerson.

Bref, cela sent encore le coup tordu, pendant que se trame autre chose, dans le dos de qui, des Palestiniens ou d'Israël ?

Theodor Herzl and the anti-semitic side of Zionism (Theodor Herzl et l'aspect antisémite du sionisme)

https://www.youtube.com/watch?v=4vlJscu9LRM

Cette vidéo est en anglais mais sous-titré.

Le Parisien exprime un regret

- Israël : Trump reporte sa décision sur l'ambassade américaine - LeParisien.fr

Le monde devra encore attendre. LeParisien.fr

Hélas, cela pourrait durer "entre trois et quatre ans"!

- Trump va reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël - Reuters

Donald Trump reconnaîtra ce mercredi Jérusalem comme capitale d'Israël et lancera le processus de déménagement de l'ambassade des Etats-Unis dans le pays de Tel-Aviv vers la ville, le président américain passant ainsi outre les mises en garde du monde entier et bouleversant la ligne observée depuis des décennies par ses prédécesseurs.

Dans un discours qu'il devrait prononcer vers 18h00 GMT, l'actuel occupant de la Maison blanche annoncera avoir ordonné au département d'Etat de commencer à mettre en oeuvre le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, ont dit de hauts responsables de l'administration Trump.

Donald Trump n'a pas fixé de calendrier pour ce processus, qui pourrait durer entre trois et quatre ans.

Pour l'heure, le président américain devrait signer un texte, valable six mois, maintenant provisoirement à Tel Aviv de l'ambassade américaine. Reuters 6 décembre 2017

- L'ambassade américaine à Jérusalem, "probablement" pas avant au moins deux ans - Le Huffington Post

Les Etats-Unis ne déménageront "probablement" pas leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem avant au moins deux ans, a déclaré ce vendredi 8 décembre le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson. Le Huffington Post 8 décembre 2017

- La décision US sur Jérusalem ne préjuge pas du statut final, dit Tillerson - Reuters

La décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël ne préjuge pas de l'issue des négociations directes sur le statut de la ville sainte, qui restent du ressort des parties prenantes, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie américaine. Reuters 8 décembre 2017

- Macron reçoit Netanyahu en plein regain de tensions au Proche-Orient - Reuters

- Vote de l'ONU (151-6) contre Israël, «puissance occupante» sans aucun droit sur Jérusalem par Ariyana Love — arretsurinfo.ch 08 décembre 2017

L'Assemblée générale des Nations Unies à New York a adopté jeudi (30 nov) six résolutions affirmant les droits des Palestiniens et condamnant les violations israéliennes du droit international, rapport le Middle East Monitor.

Selon une résolution («Jérusalem»), «l'Assemblée a réaffirmé que toute mesure prise par Israël, puissance occupante, en vue d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration à la Ville sainte de Jérusalem était illégale et, de ce fait, nulle et non avenue et sans validité aucune. »

Cette résolution a été adoptée par 151 voix pour, 6 voix contre (Canada, États fédérés de Micronésie, Israël, Îles Marshall, Nauru, États-Unis), et 9 abstentions (Australie, Cameroun, Honduras, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Paraguay, Soudan du Sud, Togo), a indiqué le Monitor.

Le délégué d'Israël a condamné les résolutions, affirmant que l'ONU «continuait à adopter chaque année des résolutions biaisées et à consacrer des ressources précieuses … à des organes politisés dont le seul but était d'attaquer et de dénoncer Israël».

Le représentant américain « a fait écho à cette opposition. »

Ariyana Love est rédactrice du projet Liberty Beacon et directrice TLB de Middle East Rising news. Elle est ambassadrice de bonne volonté en Palestine et fondatrice d'une fondation internationale qui promeut les droits de l'homme pour les peuples autochtones et le Moyen-Orient.

http://arretsurinfo.ch/vote-de-lonu-151-6-contre-israel-puissance-occupante-sans-aucun-droit-sur-jerusalem/

En complément.

- Vidéo. Norman Finkelstein le Hezbollah est l'honneur du monde arabe (sous-titré en français)

https://www.youtube.com/watch?v=wZ7bWP9JHzw

Interview du Professeur Norman Finkelstein par la chaîne libanaise Future TV (opposée au Hezbollah), le 20 janvier 2008.

A l'adresse de la pourriture de Charlie Hebdo. Cette vidéo et sa transcription sont disponibles sur les blogs suivants et bien d'autres (trouvé sur Google) :

https://www.agoravox.tv/tribune-libre/article/norman-finkelstein-le-hezbollah-74838
https://blogs.mediapart.fr/le-cri-des-peuples/blog/201017/norman-finkelstein-le-hezbollah-est-lhonneur-du-monde-arabe
https://www.egaliteetreconciliation.fr/Norman-Finkelstein-La-resistance-du-Hezbollah-est-l-honneur-du-monde-arabe-48160.html

Vous comprenez pourquoi le sac à merde de Charlie déborde de haine ? Tenez, je préfère encore faire comme les Indiens

et m'essuyer le cul avec la main gauche et de l'eau, plutôt qu'utiliser ce papier hygiénique !

- Norman Finkelstein réagit à l'affaire Charlie Hebdo : « Je suis…Gaza » par Norman Finkelstein — 14 janvier 2015

La publication nazie Der Sturmer, éditée par Julius Streicher, était connue pour ses caricatures antisémites obscènes.

Imaginez qu'une paire de frères juifs, éperdus de douleur face à la mort et à la destruction qui s'étaient abattues sur le peuple juif, aient fait irruption dans les bureaux du journal et assassiné des membres de son personnel.

Elèverions-nous au rang de martyrs et de héros ceux qui ont choisi de se moquer des croyances profondément ancrées dans les consciences d'un peuple souffrant et méprisé ; de dégrader, rabaisser, insulter et humilier les Juifs à l'heure de leur épreuve, alors que le monde qu'ils avaient connu se désintégrait tout autour d'eux ?

Imaginez qu'un million de Berlinois se soient mobilisés pour pleurer les pornographes politiques.

Applaudirions-nous à cette manifestation de solidarité ?

Streicher a été condamné à mort durant le procès de Nuremberg.

Il n'est pas rapporté que beaucoup de personnes dans notre Occident éclairé aient versé des larmes.

Désolé, Charlie.

Après le massacre de 1000 musulmans par le dictateur égyptien Sissi en un seul jour, le journal Charlie Hebdo a publié ce titre (image de gauche) : « Le Coran c'est de la m*** : Ca n'arrête pas les balles ».

Est-ce que l'image de droite, sur laquelle on peut lire « Charlie Hebdo, c'est de la m*** : Ca n'arrête pas les balles » est inclus dans la liberté d'expression, ou est-ce considéré comme un propos offensant par le monde « épris de liberté » ?

http://arretsurinfo.ch/norman-finkelstein-reagit-a-laffaire-charlie-hebdo-je-suis-gaza/

En complément.

- Argentine: Cristina Kirchner visée par un mandat d'arrêt pour trahison - AFP

L'horizon judiciaire de l'ancienne présidente argentine Cristina Kirchner s'assombrit: un juge a demandé jeudi son arrestation pour entrave à l'enquête au profit de l'Iran sur l'attentat contre une mutuelle juive qui avait fait 85 morts en 1994.

Dossier sur le Honduras

- Honduras: la présidence d'accord pour un recomptage total des voix - AFP

Le président sortant du Honduras, Juan Orlando Hernandez, candidat à sa propre succession, a accédé mardi à la demande de l'opposition d'un recomptage total des votes de l'élection présidentielle du 26 novembre pour écarter les accusations de fraude en sa faveur.

"Nous sommes ouverts à l'examen, à la révision (du scrutin) une, deux, trois, autant de fois que nécessaire. Nous n'avons aucun problème", a déclaré le président, 49 ans et candidat à sa propre réélection malgré les dispositions constitutionnelles.

Il a ainsi donné son aval à la demande de l'ancien président Manuel Zelaya, leader de l'opposition, qui avait réclamé un peu plus tôt mardi la vérification de l'ensemble des 18.000 procès-verbaux de la présidentielle.

L'opposition espère ainsi écarter la possibilité d'une fraude favorable au président sortant, contre son adversaire de gauche, Salvador Nasralla, un présentateur de télévision de 64 ans novice en politique.

L'ancien président Zelaya avait auparavant rejeté la proposition du Tribunal suprême électoral (TSE) de vérifier les 5.173 procès-verbaux que l'opposition avait signalé comme falsifiés, estimant que la seule façon d'éviter une fraude était de réexaminer l'ensemble des procès-verbaux.

Donné en tête dans les premiers résultats partiels avant d'être doublé par le président sortant, Salvador Nasralla, de l'Alliance de l'opposition contre la dictature, a accusé le TSE d'avoir falsifié ces procès-verbaux pour inverser la tendance.

Les autorités électorales espéraient ainsi calmer la colère de la population face à la probable réélection de Juan Orlando Hernandez.

Ce dernier, qui s'exprimait depuis le siège du Parti national (droite), s'est montré convaincu de sa réélection, une nouvelle qu'il a dit attendre avec une "grande impatience", tout en assurant que son geste à l'égard de l'opposition "n'était pas un signe de faiblesse, mais de force".

L'annonce présidentielle intervient alors que l'état d'urgence a été décrété vendredi pour 10 jours dans ce pays d'Amérique centrale, après des manifestations et des pillages de commerces ayant fait au moins trois morts.

Dans la capitale Tegucigalpa comme ailleurs dans le pays, des milliers d'habitants continuent de défier le couvre-feu pour ériger des barricades et d'organiser des concerts de casseroles.

Officiellement, et malgré le dépouillement de 99,98% des bulletins, le TSE se refuse à déclarer un vainqueur tant que les recours n'ont pas été étudiés, mais publie des chiffres clairement favorables à Juan Orlando Hernandez, crédité de 42,98% des suffrages, contre 41,39% pour Salvador Nasralla.

Ce dernier avait affirmé lundi à l'AFP qu'il ne pourrait "jamais accepter" ces résultats "ni officiels ni définitifs". Les observateurs internationaux semblent se ranger, à demi-mot, de son côté. L'eurodéputée portugaise Marisa Matias, coordinatrice de la mission de l'Union européenne, a appelé le TSE à la prudence: "S'il vous plaît, ne proclamez pas de vainqueur, le processus n'est pas terminé". L'Organisation des Etats américains (OEA) est allée plus loin encore: "La marge étroite des résultats, ainsi que les irrégularités, les erreurs et les problèmes systémiques qui ont entouré cette élection ne permettent pas à cette mission d'avoir des certitudes sur les résultats", a déclaré l'ex-président bolivien Jorge Quiroga, chef de la mission de l'OEA.

Mais l'état d'urgence n'empêche pas la violence, dans ce pays pauvre miné par les gangs criminels: dimanche soir dans le département d'Olancho (est), quand deux policiers ont été abattus par deux habitants circulant en voiture malgré l'interdiction, selon la police.

Et au moins une jeune femme a été tuée au cours des manifestations d'opposants.

Lundi soir, des centaines de membres des "Cobras", les unités de la police anti-émeute, soutenus par d'autres policiers, sont sortis de leurs casernes, dans le nord de Tegucigalpa, pour signifier leur refus de faire appliquer le couvre-feu et réprimer les manifestants.

Des centaines d'habitants du voisinage ont accouru pour les applaudir, certains arborant des pancartes avec l'inscription "J'aime la police".

Avant même sa tenue, le scrutin était contesté, en raison de la candidature du président sortant. AFP 6 décembre 2017

On retrouve tous les ingrédients de la désinformation dans cet article, les manifestants présentés de la même manière que les gangs criminels, la mort d'une jeune femme au lieu d'un jeune homme pour accentuer le côté injuste et dramatique des actions menées par les opposants à Hernandez.

On sait qu'à l'AFP ils aiment "la police"! Et la panne du serveur du TSE, pendant laquelle les résultats se sont inversés et qui est à l'origine de la contestation des résultats de cette élection, a disparu ! AFP 6 décembre 2017

- Présidentielle au Honduras: les deux camps dans la rue pour crier victoire - AFP

N'accordant pas sa confiance au Tribunal suprême électoral (TSE) hondurien, M. Nasralla a réaffirmé jeudi sa requête pour que des institutions comme l'Organisation des Etats américains (OEA) ou l'Union européenne effectuent un nouveau dépouillement et un audit du système informatique de décompte du TSE.

M. Nasralla estime que la présidence lui a été "volée" et accuse le TSE d'avoir falsifié une partie des procès-verbaux à la faveur de pannes informatiques.

Le TSE s'est attelé jeudi soir au recomptage de 4.753 urnes dont la saisie informatique a entraîné des suspicions de fraude, sans la présence de représentants de l'opposition qui réclament un recomptage total de quelque 18.128 contenant les bulletins de vote.

L'Organisation des Etats américains (OEA), qui avait dépêché une mission d'observation électorale demande désormais

"un processus exhaustif et méticuleux de vérification" des résultats en dénonçant le "manque de garantie et de transparence" ainsi que "l'accumulation d'irrégularités". Elle estime qu'elle "ne peut avoir de certitudes sur les résultats".

Dans un communiqué commun, l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Guatemala, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, le Chili et l'Uruguay ont exprimé leur "soutien" à un examen global du processus électoral.

Pour sortir de la crise, l'OEA a même commencé à évoquer une nouvelle option, celle d'"un nouvel appel à des élections". Le Parti libéral (PL, droite), arrivé troisième de ce scrutin à un tour avec 14,73% des voix, a déposé un recours en ce sens.

Jeudi, la Convergence contre la Continuité d'Hernandez, composée de plusieurs organisations de la société civile, a elle appelé à invalider les élections.

L'alliance de l'opposition a indiqué pour le moment qu'elle ne partageait pas l'option d'organiser de nouvelles élections.

Si les mobilisations se poursuivent, "il est probable que cela dégénère en troubles", met en garde le sociologue Osman Lopez, professeur à l'Université nationale.

Difficile pour nombre d'Honduriens d'accepter une victoire du président sortant alors que "la population a montré son respect pour la démocratie (en participant à l'élection) et a voté davantage contre la réélection illégale (du président sortant) que pour Nasralla", ajoute-t-il.

M. Hernandez a en effet contourné l'interdiction de deux mandats consécutifs, qui figure dans la Constitution, grâce à une décision favorable du Tribunal constitutionnel. AFP 8 décembre 2017

- Honduras: l'opposition réclame l'annulation de l'élection pour fraude - AFP

L'opposition au Honduras a déposé un recours en annulation de l'élection présidentielle du 26 novembre, arguant qu'elle était "frauduleuse", nouveau développement de la crise politique qui a plongé le pays dans le chaos.

L'Alliance de l'opposition contre la dictature (gauche), de l'opposant Salvador Nasralla, a affirmé devant le Tribunal suprême électoral (TSE), dans la nuit de vendredi à samedi, qu'il y avait eu "altération (du processus électoral, ndlr) due à une fraude des procès-verbaux du scrutin", remettant en question la réélection du président sortant Juan Orlando Hernandez.

"Ils (les magistrats du TSE) savent que ce processus est totalement avorté, c'est un processus avec des fraudes de toutes parts", a déclaré M. Nasralla après avoir déposé le recours en compagnie de l'avocat de l'Alliance, Marlon Ochoa.

M. Ochoa a expliqué à l'AFP que "la loi prévoit qu'il est possible de demander la nullité du vote, du scrutin, du dépouillement et de l'enregistrement des votes, nous faisons donc appel à la loi".

Il a averti que le TSE rejettera probablement l'appel, ce qui poussera selon lui l'opposition à poser "un recours devant les instances internationales". AFP 10 décembre 2017

Antisocial.

- Le gouvernement prêt à s'attaquer au mode de revalorisation du smic - Reuters

Le gouvernement envisage de réformer le mode de revalorisation du smic sans pour autant renoncer à son automaticité ou faire nécessairement totalement siennes les propositions d'un groupe d'experts qui suscitent l'inquiétude des syndicats.

Dans un rapport transmis aux partenaires sociaux, ces économistes chargés d'éclairer le gouvernement sur l'évolution du smic remettent en cause la revalorisation automatique du salaire minimum et plaident pour une désindexation.

Ils recommandent au gouvernement de s'abstenir de tout "coup de pouce" au smic le 1er janvier 2018, pour tenir compte des "fragilités" de l'économie française, mais vont bien au-delà.

"Le smic est un outil peu efficace pour lutter contre la pauvreté", écrivent-ils. Pour ces économistes une hausse du smic n'a que peu d'effet sur le revenu des ménages les plus modestes, dont la situation est, selon eux, plus la conséquence de la faiblesse de leur temps de travail que du salaire horaire.

Le groupe d'experts propose de supprimer au moins la règle de l'indexation obligatoire sur la moitié du gain de pouvoir d'achat

du SHBOE, voire ces deux critères.

Supprimer toute règle d'indexation obligatoire "présente l'avantage de pouvoir maîtriser les hausses du salaire minimum dans les phases basses du cycle économique afin de préserver les emplois et d'allouer éventuellement plus de ressources aux mécanismes de lutte contre la pauvreté", disent-ils

Ils font valoir que l'une ou l'autre de ces réformes rapprocherait la France de "la très grande majorité des pays développés où existe un salaire minimum national".

"Les deux options de réformes laisseraient plus de marge de décision aux pouvoirs publics concernant la revalorisation du smic", ajoutent-ils. "Elles renforceraient également le rôle de la négociation collective."

Pour eux, l'augmentation du niveau de vie des ménages pauvres doit "prioritairement reposer sur des mesures permettant une augmentation de la durée du travail" et "une revalorisation de la prime d'activité est plus efficace qu'une augmentation du smic pour lutter contre la pauvreté".

L'entourage de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a pour sa part rappelé qu'il s'agissait d'experts "indépendants".

Les règles d'indexation "visent légitimement à préserver le pouvoir d'achat des travailleurs au smic" et "le gouvernement est attaché au principe d'une progression automatique" de ce salaire minimum, a-t-on déclaré à Reuters au ministère.

Mais on ajoute de même source que les propositions du rapport "s'intègreront dans les réflexions en cours" sur le partage des fruits de la croissance et de la valeur ajoutée et sur une plus grande convergence fiscale et sociale en Europe.

Le premier de ces deux chantiers devrait ainsi trouver une concrétisation dans le projet de loi du ministre des Finances, Bruno Le Maire, sur les entreprises, qui pourrait notamment étendre la participation et l'intéressement dans les PME.

Bruno Le Maire et Muriel Pénicaud reçoivent mercredi les partenaires sociaux à Bercy pour en parler.

Le gouvernement envisage donc bien une réforme du mode de revalorisation du smic mais entend garder à celle-ci une forme d'automaticité, donc sans nécessairement reprendre la totalité des propositions du groupe d'experts.

Des propositions dénoncées notamment par Force ouvrière, la CGT et la CFDT.

Dans un communiqué, FO rappelle avoir lancé une mise en garde contre sa nouvelle "composition monocolore relevant du libéralisme économique" du groupe d'experts.

Le résultat ne s'est pas fait attendre, ajoute ce syndicat, qui estime que retenir ses propositions serait "serait une faute économique et sociale lourde de sens, accentuant l'image d'un gouvernement des riches".

La CGT dénonce pour sa part un "rapport explosif pour dynamiter le smic" et assure qu'elle "ne laissera pas faire".

"La CGT (...) n'acceptera nullement que ces préconisations soient traduites dans le futur projet de loi 'croissance des entreprises', par exemple", lit-on dans son communiqué.

De son côté, la CFDT juge inenvisageable de "supprimer l'ensemble des variables de revalorisation automatique" du smic mais estime aussi que la question du salaire minimum "cache les véritables problèmes des salariés".

"Pour la CFDT, le chantier prioritaire porte sur la revalorisation des bas salaires et sur les évolutions professionnelles et salariales", ajoute ce syndicat.

L'entourage de Muriel Pénicaud précise pour sa part que le niveau de la prochaine revalorisation du smic sera annoncé d'ici le 20 décembre et que cette revalorisation s'ajoutera aux mesures déjà prises pour que "le travail paie davantage". Reuters 6 décembre 2017

- Agents de nettoyage : 33e jour de grève sur le réseau Paris-Nord - Libération.fr

Une centaine de salariés a reconduit, ce lundi, la mobilisation en cours depuis le 2 novembre. Objectif : défendre leurs conditions de travail face à leur nouvel employeur Onet.

C'est le 33e jour de grève. Comme tous les matins depuis le début du mois dernier, les agents de nettoyage du réseau ferroviaire nord-parisien se sont réunis lundi à 9 heures à la gare Saint-Denis pour voter la reconduite de la mobilisation. Les salariés de la société H. Reinier – leur nouvel employeur est une filiale d'Onet, en charge du nettoyage de 75 gares dans le nord de l'Ile-de-France – et les organisations syndicales CFDT, FO et Sud-Rail, se sont prononcés à l'unanimité en faveur d'une poursuite de la protestation.

Les revendications ? Le maintien du nombre de salariés – ils sont aujourd'hui 112, ils risquent de n'être plus que 104 –, l'augmentation de la prime du panier repas (qui est actuellement de 1,90 euro et qu'ils veulent voir grimper à 4 euros –, l'annulation de la clause de mobilité – ils veulent rester des agents fixes – et la revalorisation de la prime vacance.

Depuis le 2 novembre, soit le lendemain de leur transfert chez le nouveau prestataire, la quasi-totalité des agents de nettoyage a bloqué cinq gares situées dans le secteur nord de la région parisienne, afin d'empêcher quiconque d'en nettoyer les quais et halls. Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, des employés intérimaires de la société Onet se sont rendus à la gare Saint-Denis, escortés de la police, pour nettoyer les quais débordés par les ordures depuis des semaines.

«Ils étaient plus nombreux, nous n'avons rien pu faire pour les en empêcher», raconte Diadié Diakhité, cheminot CFDT à la SNCF. C'est sûr, ce n'est pas une situation franchement sympathique pour les usagers du RER [cela concerne les lignes B, D, H, C et K, ndlr], mais c'est un moyen de pression fort pour obtenir de notre nouvel employeur des garanties sur le papier.»

Lundi après-midi, les salariés avaient rendez-vous avec des responsables d'Onet pour reprendre les négociations – la troisième rencontre depuis le début de la grève. Selon Diadié Diakhité, les employés sont sortis de la réunion avant la fin des discussions, écœurés par les courriers de sanctionnés disciplinaires reçus par certains d'entre eux : «Nous entamerons demain notre 34e jour de grève.» Libération 4 décembre

- La France a toujours la retraite la plus longue de l'OCDE - AFP

Les Français partent plus tôt et restent plus longtemps à la retraite que tous les autres citoyens de l'OCDE, avec en prime des revenus plus élevés que la moyenne, selon une étude publiée mardi par l'organisation.

La France reste championne du monde de la durée de la retraite: en 2016, on y sortait du marché du travail en moyenne à 60,2 ans et avec une "espérance de vie résiduelle" de 25,6 ans, précise l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans son Panorama des pensions 2017.

L'âge de sortie du marché du travail prend en compte tous ceux qui sortent de la population active au-delà de 40 ans pour diverses raisons, y compris l'invalidité et l'inactivité, ce qui tend à "sous-estimer l'âge effectif de la retraite", reconnaît l'organisation.

La France affiche néanmoins la fois l'âge de sortie le plus précoce des 35 pays membres de l'OCDE (64,4 ans en moyenne) et la durée la plus longue (20,3 ans en moyenne).

L'Hexagone se distingue par "une forte baisse de l'emploi après 60 ans" et "un faible âge normal de la retraite": pour une carrière sans interruption débutée à 20 ans, un Français bénéficiait en 2016 d'une pension sans décote à 61,6 ans, contre 63,9 ans en moyenne dans l'OCDE.

La France va toutefois rattraper "une partie de son retard" avec l'allongement de la durée de cotisation (43 ans en 2035) et la réforme des régimes complémentaires obligatoires (Agirc-Arrco) qui se traduira par un système de bonus-malus temporaire à partir de 2019, pour inciter les salariés à reporter leur départ en retraite.

L'âge "normal" va ainsi reculer progressivement à 64 ans d'ici 2060 pour les Français, tandis que la moyenne de l'OCDE passera à 65,7 ans.

Les retraités français continueront tout de même à bénéficier d'un meilleur "taux de remplacement net" que la moyenne. Avec les règles actuelles, la pension sans décote après cotisations et impôts représente 74% du dernier salaire, contre 63% en moyenne dans l'OCDE.

En prenant en compte tous leurs revenus, dont ceux du travail et du capital, les Français de plus de 65 ans touchaient, en 2014, 103,4% du revenu moyen de l'ensemble de la population du pays. Un score qui les place, une fois encore, en tête du palmarès de l'OCDE. AFP 5 décembre 2017

Oligarchie mondiale. Faites sauter la banque !

- Pologne: un banquier brillant à la tête du gouvernement - AFP

Le parti conservateur au pouvoir en Pologne a décidé jeudi de remplacer la Première ministre Beata Szydlo, une fille de mineur et ex-élue de province que son euroscepticisme a empêchée de conquérir l'étranger, par un jeune ex-banquier brillant qui devrait y réussir beaucoup mieux. AFP

- Accord entre la Grèce et ses créanciers sur les réformes - Reuters

La Grèce et ses créanciers de la zone euro sont parvenus samedi à un accord préliminaire sur les réformes qu'Athènes doit mettre en oeuvre dans le cadre de son programme d'aide international, une étape qui pourrait permettre au pays de sortir de ce plan d'aide en août.

L'accord porte sur une série de mesures politiquement sensibles, couvrant notamment des questions budgétaires, des réformes du marché du travail et de celui de l'énergie, les mauvaises créances et les privatisations. Reuters 3 décembre 2017

- Dix-sept paradis fiscaux sur la liste noire de l'UE - Reuters

Les ministres européens des Finances ont adopté mardi une liste noire des paradis fiscaux sur laquelle figurent 17 "juridictions", toutes extérieures à l'Union, a annoncé le Français Bruno Le Maire.

On y trouve Bahreïn, la Barbade, la Corée du Sud, les Emirats arabes unis, Grenade, Guam, Macao, les îles Marshall, la Mongolie, la Namibie, les Palaos, Panama, Sainte-Lucie, les îles Samoa et les Samoa américaines, Trinité-et-Tobago et la Tunisie, selon des responsables européens.

Quarante-sept autres juridictions dont la fiscalité n'est pas conforme aux normes européennes mais qui se sont engagées à y remédier se trouvent sur une deuxième liste publique dite "grise", a poursuivi le ministre français des Finances.

"Cette liste représente un progrès substantiel. Elle a le mérite d'exister", a déclaré Pierre Moscovici, commissaire européen à la Fiscalité.

"Mais, parce que c'est la première, c'est une réponse insuffisante face à l'ampleur de l'évasion fiscale à l'échelle mondiale", a-t-il toutefois tempéré.

Après une série de révélations dans la presse, les Etats membres se sont entendus en février pour dresser un inventaire des paradis fiscaux. Les experts de l'UE ont passé près d'un an à enquêter sur 92 entités.

Celles qui ont été retenues sur la liste noire pourraient être privées de fonds européens. D'autres sanctions seront décidées dans les semaines à venir, a ajouté Bruno Le Maire.

Plusieurs organisations non gouvernementales pour lesquelles le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas ou l'Irlande ne respectent pas les règles européennes, se sont indignées que l'enquête n'ait porté sur aucun Etat membre de l'UE. Reuters 5 décembre 2017

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen: le président Hadi veut reprendre Sanaa, après la mort de Saleh - AFP

Le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, en exil en Arabie saoudite, a annoncé le lancement d'une opération militaire pour reprendre la capitale Sanaa, contrôlée par les Houthis, quelques heures après la mort confirmée de l'ex-président du Yémen Ali Abdallah Saleh.

L'ex-dirigeant à la tête d'un gouvernement reconnu par la communauté internationale, M. Hadi a encouragé lundi les Yéménites à "ouvrir une nouvelle page" de l'histoire du pays.

A Sanaa, où les affrontements entre rebelles se poursuivaient lundi soir, les Houthis donnaient l'impression de prendre le dessus sur les forces de M. Saleh, selon des journalistes sur place.

"Le ministère de l'Intérieur (contrôlé par les Houthis) annonce la fin de la milice de la trahison et la mort de son chef (Ali Abdallah Saleh) et d'un certain nombre de ses éléments criminels", a affirmé la télévision des Houthis, Al-Massirah, en citant un communiqué.

Une vidéo remise lundi à un journaliste de l'AFP par les Houthis montrait le cadavre de ce qui semble être l'ancien président Saleh, évincé du pouvoir en 2012 dans le sillage du Printemps arabe.

Ce décès a ensuite été confirmé par une dirigeante de son parti, le Congrès populaire général (CPG).

Selon elle, l'ancien président et d'autres hauts responsables du CPG ont été la cible de tirs nourris de Houthis alors qu'ils quittaient Sanaa vers des zones tenues par des forces pro-Saleh.

Une source militaire a précisé à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, qu'un convoi de quatre véhicules avait été bloqué à environ 40 km au sud de la capitale. Selon elle, Saleh a été tué par balle avec deux hauts dirigeants du CPG.

Dans un discours retransmis sur Al-Massira, le chef rebelle Abdelmalek Al-Houthi, 38 ans, s'est félicité en soirée de "l'échec du complot", sans mentionner le sort de l'ex-président Saleh.

Il faisait référence à la violente rupture d'alliance, la semaine dernière, entre M. Saleh et les rebelles Houthis, issus de la minorité zaïdite, une branche du chiisme.

Cette alliance avait été scellée il y a trois ans et, depuis, les deux camps contrôlaient conjointement la capitale au détriment du gouvernement de Abd Rabbo Mansour Hadi, réfugié dans le sud du Yémen.

Les affrontements entre alliés, qui ont éclaté mercredi, ont fait au moins 100 morts et blessés, selon des sources de sécurité et hospitalières.

Après ce revirement d'alliance, Ali Abdallah Saleh avait tendu la main samedi à l'Arabie saoudite, qui intervient militairement au Yémen en soutien du gouvernement Hadi, en échange de la levée du blocus que Ryad impose au Yémen.

Les Houthis avaient dénoncé une "grande trahison".

Lundi, le président Hadi a "donné pour ordre à son vice-président Ali Mohsen al-Ahmar, qui se trouve à Marib (100 km de Sanaa), d'activer la marche (...) vers la capitale", selon un membre de son entourage.

Baptisée "Sanaa l'Arabe", l'opération consisterait, selon cette source, à prendre la capitale en tenailles. D'après des sources militaires loyalistes à Marib, sept bataillons ont reçu l'ordre de marcher sur Sanaa.

Pour tenter d'affaiblir les rebelles, le gouvernement yéménite a également annoncé sa volonté d'offrir une amnistie à tous ceux qui cesseraient de collaborer avec eux, une main tendue aux pro-Saleh.

La guerre au Yémen a fait plus de 8.750 morts depuis mars 2015 et l'intervention d'une coalition militaire menée par Ryad contre les Houthis.

La coalition sous commandement saoudien a exhorté lundi les civils à se tenir à "plus de 500 mètres" des zones contrôlées par les rebelles, laissant supposer une intensification de ses raids aériens.

Par ailleurs, selon des experts américains cités lundi par le New York Times, le système anti-missile Patriot déclenché le mois dernier par l'Arabie saoudite pour intercepter un missile balistique tiré par les Houthis a échoué à en détruire l'ogive, qui a explosé sur l'aéroport de Ryad, contrairement aux affirmations du régime.

Des responsables saoudiens avaient annoncé le 4 novembre avoir intercepté et détruit un missile balistique qui provenait du Yémen en guerre. AFP 5 décembre 2017

ECONOMIE

Russie

- La Russie lance son titanesque projet gazier Yamal dans l'Arctique - AFP

C'est un projet hors-norme, au bout du monde: la Russie inaugure vendredi son gigantesque site gazier Yamal en Sibérie arctique, érigé dans des conditions climatiques et géologiques extrêmes, avec la participation du français Total et de la Chine.

Le groupe privé russe Novatek, à la tête du consortium international qui mène le projet, a prévu de faire partir la première cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL) du port de Sabetta vendredi, après avoir annoncé cette semaine le début de la production de GNL sur la première ligne de production, dont la capacité prévue est de 5,5 millions de tonnes par an.

Ce projet à 27 milliards de dollars, un des plus vastes et ambitieux du monde dans le secteur, vise à construire en trois étapes une usine de liquéfaction de gaz permettant de produire à terme 16,5 millions de tonnes par an à partir de 2019.

Ce lancement est un premier succès pour le projet, détenu par Novatek (50,1%), le français Total (20%) et les chinois CNPC (20%) et Silk Road Fund (9,9%), qui a connu des défis techniques et financiers.

Car si la péninsule de Yamal dispose de ressources considérables, il s'agit également d'une région isolée au nord du cercle arctique, à 2.500 kilomètres de Moscou, où le thermomètre peut descendre jusqu'à -50°C.

Depuis le début du chantier fin 2013, il a fallu construire un aéroport et un port en plus des réservoirs et de l'usine elle-même, en dépit de la glace omniprésente une grande partie de l'année.

"Malgré des conditions d'exploitation difficiles, Yamal LNG a été livré à temps et en respectant le budget. C'est inhabituel dans l'industrie du GNL", estime Samuel Lussac, spécialiste du secteur des hydrocarbures russe du cabinet Wood Mackenzie.

Avec ce lancement, "Novatek, autrefois fournisseur local de gaz, devient un acteur mondial du GNL", ajoute-t-il. Le projet permettra également à Total de monter en puissance dans le secteur GNL, dont il est le deuxième acteur mondial.

Le financement du chantier a pourtant été compliqué par les sanctions américaines contre Novatek, qui avaient brusquement rendu impossible le financement du projet par les banques occidentales. Celui-ci a pu finalement se réaliser grâce à l'apport de fonds chinois.

Un soulagement pour la Russie, pour qui ce projet présente une importance stratégique. D'une part, elle compte démontrer sa capacité à exploiter les ressources considérables de l'Arctique malgré les défis technologiques.

D'autre part, elle veut renforcer sa présence sur le marché disputé du GNL et alimenter ainsi davantage les pays asiatiques, alors qu'elle exporte actuellement surtout vers l'Europe par gazoducs.

Mais selon Samuel Lussac, le projet reste soumis à des risques: les premiers mois montreront "si l'usine peut fonctionner sans accroc dans l'environnement hostile de l'Arctique", et "le transport par le passage du Nord-Est en est à ses débuts, il n'y a pas de certitude quant à sa viabilité en tant que voie majeure de livraison de GNL".

Valery Nesterov, analyste chez Sberbank, se veut plus optimiste: le projet "braque les projecteurs sur l'Arctique russe et donnera plus de clarté" sur son avenir, permettant notamment de "développer la route du Nord-Est".

La Russie mise beaucoup sur le développement du trafic maritime par cette route, un raccourci maritime rendu accessible par le réchauffement climatique et ponctué de ports et de bases militaires susceptibles de secourir les navires en détresse.

Cette route, qui longe les côtes septentrionales de la Sibérie, permet aux navires de gagner 15 jours par rapport à la voie classique qui passe par le canal de Suez, selon Total.

A Yamal, où le site ne disposait d'aucune voie d'accès terrestre ou maritime au début du projet, quinze méthaniers brise-glace seront progressivement mis en service d?ici 2019 pour livrer le GNL vers l'Europe (46%) et l'Asie (54%), selon le groupe.

Le premier d'entre eux, le méthanier "Christophe de Margerie", du nom de l'ancien PDG de Total décédé dans un accident d'avion en 2014 en Russie, doit emporter la première cargaison de Yamal vendredi. Ce méthanier de 300 mètres de long est le premier navire commercial à avoir franchi la route du Nord-Est sans assistance au mois d'août.

Après Yamal, Novatek prévoit de développer un nouveau projet dans le Grand Nord, Arctique-2. Ce projet géant sur la péninsule de Gydan, dans la mer de Kara, dont la fin de la première phase de construction est prévue en 2022-2023, doit à terme produire autant que Yamal. AFP8 décembre 2017

Haut de page

Le 17 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (28 pages)

Quelques réflexions politiques.

1- J'ignore comment vous prenez les choses.

Ce qui ressort des commentaires que l'on trouve sur les blogs ou portails dit alternatifs, c'est que leurs auteurs voudraient que les choses changent sans vraiment changer ou que tout change sans rien changer ou si peu, il ne faut pas se raconter d'histoires, ils dénoncent la médiocrité de notre époque mais s'y complaisent par crainte de perdre leurs privilèges, c'est la seule chose dont ils ont vraiment conscience. Ils se livrent à un exercice d'autosatisfaction sans intérêt, à part leur donner bonne conscience...

2- Netanyahou et Trump sont inquiets, si, si, ceux qui contestent leur politique en appellent à l'ONU, qui n'a eu de cesse depuis 1947 de soutenir Israël et les Etats-Unis en leur permettant de piétiner les résolutions qu'elle avait adoptées. D'où tirent-ils leur pouvoir certains s'interrogent ? Vous avez là la réponse.

3- (Un internaute) Cultiver son jardin a ses charmes mais jusqu'à quand ?

C'est ce que faisaient des millions d'Irakiens, Syriens, Ukrainiens, Syriens, Yéménites, Libanais, Afghans, Vietnamiens, Laotiens, Grenadins, Soudanais, Nigériens, Chiliens, et j'en oublie une flopée d'autres, avant que le ciel ne leur tombent sur la tête et passent de vie à trépas.

Se rappeler le discours du pasteur Martin Niemöller (1892–1984) sur la lâcheté des intellectuels allemands au moment de l'accession des nazis au pouvoir et des purges qui ont alors visé leurs ennemis, un groupe après l'autre :

« Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.
Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate.
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste.
Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester. »
https://fr.wikipedia.org/wiki/Quand_ils_sont_venus_chercher…

4- Ah ces chiens de Versaillais !

- Nemo, le chien de l'Elysée, croule sous les cadeaux de Noël - LeParisien.fr

5- Un repli identitaire, c'est peut-être la bonne formule pour caractériser toutes ces campagnes destinées davantage à discriminer certaines minorités ou communautés ou à dénoncer certains préjugés ou comportements. Elle s'adresse à ceux qui en font la promotion

6- "*Nous montrons que, depuis 1980, de très importants transferts de patrimoine public à la sphère privée se sont produits dans presque tous les pays, riches ou émergents. Alors que la richesse nationale a augmenté de manière substantielle, la richesse publique est aujourd'hui négative ou proche de zéro dans les pays riches. Cette situation limite vraisemblablement la capacité d'action des États contre les inégalités, et elle a assurément des conséquences importantes pour les inégalités de patrimoine entre individus.*" (Le Laboratoire sur les Inégalités Mondiales (World Inequality Lab) Rapport sur les inégalités dans le monde 2018)

Autant dire que ceux qui axent leur politique contre les inégalités ou qui voudraient que l'Etat joue un rôle de régulateur dans la distribution des richesses ont tout faux.

C'est l'Etat qui a permis aux capitalistes de capter l'essentiel des richesses produites, c'est dont contre l'Etat, ses institutions et ses représentants, ainsi que le capitalisme qu'il faut axer notre combat, qui inclut le combat contre les inégalités dans la perspective de l'expropriation de l'oligarchie et la socialisation des grandes et moyennes entreprises.

- Ce rapport en entier en Anglais
- Income inequality in France (en anglais, mais les graphiques parlent d'eux-mêmes.
- Synthèse de ce rapport en français

En famille. Circulez il n'y a rien à voir ! Faites ce qu'on vous dit un point c'est tout.

- Avec son discours sur Johnny, c'est à la France populaire que le Président Macron a su parler - HuffPost.fr

Avez-vous remarqué que ceux qui ont rendu un hommage solennel à Hallyday, sont ceux qui participent à la campagne hystérique de délation tout azimut lancée par le PS et poursuivie par LREM, la pseudo-gauche et extrême gauche contre ceux qui auraient eu dans le présent ou le passé un comportement raciste, homophobe ou misogyne ou qui manifesteraient des préjugés envers telle ou telle minorité ou communauté, qui fument ou qui se qui se livrent à des excès en tous genres (Alcool, sexe, etc.), alors que leur idole cumulait la plupart d'entre eux, on peut ajouter la domiciliation dans un paradis fiscal, bref, du point de vue des bien-pensants ou de leur morale, Hallyday aurait dû être déclaré infréquentable, comme quoi ils osent vraiment tout. Ils osent tout parce qu'ils sont en famille...

Saviez-vous qu'il était aussi facile de sortir de l'Union européenne ?

Saint-Barthélemy est une île française des Petites Antilles, 9 427 habitants recensés en 2014.

Saint-Barthélemy ne fait pas partie de l'Union européenne, elle y est seulement associée comme les autres pays et territoires d'outre-mer (PTOM), et ce depuis le 1er janvier 2012.

La nouvelle collectivité a opté pour sa sortie du territoire de l'Union européenne, mais tout en conservant les droits relatifs à la citoyenneté européenne et à l'utilisation de l'euro comme unique monnaie officielle, même si le dollar américain est accepté dans nombre de commerces au taux de change du jour.

L'île comporte une majorité de villas très souvent avec une piscine à débordement et parfois un terrain de tennis. Les prix au mètre carré y sont extrêmement élevés et démarrent à un million d'euros pour un « deux pièces » à Gustavia. Ils peuvent monter jusqu'à plusieurs dizaines de millions de dollars pour les propriétés situées en bord de mer.

L'île est connue pour être fréquentée par des millionnaires et des milliardaires. Parmi eux : Gates, Buffett, Rothschild, Rockefeller (depuis 1957)... Wikipédia.org

Les pornographes sont au pouvoir.

Les nantis sont des obsédés, des pervers, des débauchés, des éternels frustrés ou complexés, des cinglés, ils sont tellement blasés, que le seul truc qui les fait encore bander, c'est l'incitation au viol, aux partouzes, à l'exhibitionnisme, à l'échangisme, à la pédophilie, à la prostitution, le chaos destructeur en dernier ressort, celui qui vous brise psychologiquement, vous dégoûte de vous-même.

Ils peuvent tout se procurer, sauf l'orgasme et cela les rend littéralement fou. Ils exploitent les faiblesses des hommes et des femmes pour mieux les asservir, c'est ce qu'on retiendra. Ce sont des monstres.

C'est au programme diffuse des images très sexy d'un cabaret familial - Téléstar Les fidèles téléspectateurs de l'émission C'est au programme présentée par Sophie Davant chaque matin à partir de 9h50 sur France 2 ont pu se rincer l'oeil cette semaine. En effet, un reportage ayant pour thème un cabaret familial fut diffusé à l'antenne. De ce fait, de nombreuses séquences très sexy ont fait monter la température que ce soit sur le plateau ou bien même chez les téléspectateurs.

Au cours de l'émission de télé-réalité de W9 Les princes et les princesses de l'amour, Jérémy a mis le paquet pour conquérir le coeur d'une des candidates lors d'une soirée. Alors que les filles espéraient voir leurs prétendants se lâcher ce soir-là, le jeune homme s'est montré à la hauteur en arrivant vêtu d'un simple string banane. Une audace qui a énormément plu à Hillary morte de rire en le voyant. Le jeune femme fut réellement impressionnée par le courage de son prétendant ainsi que par ses attributs viril bien mis en valeur dans cet accoutrement.

Grand moment de gêne sur le plateau du jeu de TF1 Les 12 coups de midi présenté par Jean-Luc Reichmann. En cause, une question dont personne ne voulait entendre la réponse. En fait, il fallait que la candidate interrogée trouve de quel mot aztèque venait le terme avocatier qui désigne un arbre sur lequel pousse les avocats. La réponse était "arbre à testicule" ce qui a mis mal

à l'aise tout le monde. Au final, la candidate en question a tout de même trouvé la bonne réponse. Téléstar 10 décembre 2017

Décryptage d'un article de l'Agence Française de Propagande.

- Trois femmes accusent Donald Trump de comportements sexuels déplacés. - AFP

Trois femmes qui avaient déjà accusé Donald Trump de comportement sexuel inapproprié l'année dernière, ont à nouveau témoigné lundi contre le président américain et ont réclamé l'ouverture d'une enquête au Congrès, l'une d'entre elles faisant notamment état d'un baiser forcé.

Les trois femmes, dont l'âge varie d'une trentaine d'années à plus de 70 ans, avaient déjà témoigné lors de la campagne présidentielle américaine de 2016. Elles s'exprimaient lundi dans l'émission matinale de la chaîne NBC et la Maison Blanche a immédiatement qualifié leurs témoignages de "fausses accusations".

Rachel Crooks, qui avait 22 ans en 2005, a raconté que le milliardaire l'avait embrassé sur la bouche sans son consentement alors qu'elle travaillait comme réceptionniste à la Trump Tower.

Elle a expliqué s'être sentie "un peu menacée", comme si elle n'avait "pas le choix".

"Je demande donc que les membres du Congrès mettent de côté leur affiliation politique et enquêtent sur les comportements sexuels inappropriés de M. Trump", a-t-elle déclaré.

Jessica Leeds a pour sa part accusé l'homme d'affaires de l'avoir touchée sans son consentement dans un avion dans les années 70. "Il avait ses mains partout, il m'embrassait et me touchait", a-t-elle témoigné.

Samantha Holvey, qui avait participé au concours de beauté Miss USA du magnat de l'immobilier, a pour sa part raconté que Donald Trump, qui avait rencontré les participantes dans les coulisses, les avaient dévisagées de manière particulièrement concupiscente, comme si elles étaient "un morceau de viande". AFP 11 décembre 2017

Qu'est-ce que des "comportements sexuels déplacés" ?

Le comportement qu'on eut un jour la plupart des garçons en présence de filles qu'ils connaissaient ou non parfois.

Il y a 12 ans, il aurait adressé "un baiser forcé" à une jeune employée, ce qu'on appelle parfois un baiser volé en mettant sa bouche où il ne fallait pas, à moins que ce soit arrivé accidentellement.

Cela m'était arrivé avec ma nièce Nadia (italienne). Je devais avoir environ 16 ou 17 ans, Nadia avait quelques années de plus que moi. Cela s'était passé chez ma grand-mère. Nadia était à table quand je suis arrivé, je suis allé vers elle pour lui faire la bise, quand soudainement elle a tourné la tête et nos deux bouches se sont touchées, ce qui l'a bien fait rire avec ma grand-mère, moi un peu moins parce qu'elle avait une haleine épouvantable et des poils au menton, je ne déconne pas !

Il y a 47 ans, elle était donc jeune ou elle avait à peu près le même âge que Trump le dragueur, pourquoi aurait-il mis "ses mains partout, il m'embrassait et me touchait" et elle n'aurait-elle pas réagi, à l'époque c'était un Américain comme un autre, il faut croire que cela ne l'avait pas gênée plus que cela, pourquoi ne l'a-t-elle giflé ? Personnellement j'étais très timide avec les filles, mais je me souviens que mes potes ne se gênaient pas pour embrasser des filles ou les peloter sans qu'elles en fassent un drame, c'était plutôt flatteur de plaire à de beaux garçons, sinon ils prenaient une baffe.

Si maintenant dévisager avec insistance une femme, c'est faire preuve d'un comportement sexuel déplacé, on en a tous été coupable un jour, c'est peut-être là qu'ils veulent en venir, faire en sorte que tous les hommes culpabilisent, les rabaisser, sachant que c'est le meilleur de briser leur résistance politique.

En guise d'épilogue pour faire chier ces abominables féministes ou identitaires.

Vous savez comment j'ai su que la soeur de ma compagne voulait sortir avec moi ? Un soir elle était en train de faire la vaisselle, je me suis approché d'elle très lentement pour lui faire une bise sur la joue de manière à ce qu'elle s'esquive si elle refusait ce contact, c'était la moindre des délicatesses, et au moment de poser mes lèvres sur sa joue, elle m'a présenté ses lèvres en ouvrant la bouche et en me regardant dans les yeux, évidemment je n'ai pas pu résister, j'ai succombé, j'avoue mon crime, je suis perdu ! On se marre bien quand même avec leurs conneries. Pendant ce temps-là personne ne pense au sort dramatique du peuple yéménite, moi si, la preuve.

- Plus de 8 millions de Yéménites au bord de la famine - Reuters

Huit millions quatre cent mille Yéménites sont "à deux doigts de la famine" et les belligérants doivent permettre l'acheminement d'une aide à ces populations, a déclaré lundi un haut responsable des Nations unies.

La coalition arabe sous conduite saoudienne qui est en lutte contre le mouvement chiite houthi au Yémen a imposé un blocus des ports, en novembre, à la suite d'un tir de missile en direction de Ryad.

"La poursuite du blocus des ports limite les fournitures de carburant, de vivres et de médicaments, ce qui augmente fortement le nombre de personnes vulnérables, qui ont besoin d'une aide", a-t-il déclaré.

"La vie de millions de personnes, notamment de 8,4 millions de Yéménites qui sont à deux doigts de la famine, dépend de notre aptitude à poursuivre nos opérations et à apporter une aide médicale, mais aussi des vivres, de l'eau potable, des abris", a-t-il continué. Reuters 11 décembre 2017

Ses abrutis de yéménites qui sont quotidiennement bombardés n'avaient qu'à pas riposter, dixit la position de l'ONU.

Ils se focalisent sur les Etats-Unis au lieu de se pencher sur les multinationales ou l'oligarchie.

Régulièrement les médias dits alternatifs publient des articles dans lesquels ils affirment que les Etats-Unis n'auraient plus les moyens d'exercer leur hégémonie sur le monde, patati patata, en fait, tout opposant qui se respecte ou autoproclamé à l'impérialisme américain se doit de tenir ce genre de discours, à commencer par la "gauche" américaine : Syrie – L'Etat islamique est vaincu et ce sera bientôt le tour des États-Unis par Moon of Alabama.

Cela fait des années ou des décennies qu'ils le proclament et que la réalité leur inflige un démenti cinglant. On nous rétorquera qu'il est bien vrai que les Etats-Unis sont hyper endettés, que ses infrastructures sont dans un état misérable, etc. Et alors ? Au contraire cela démontre qu'ils ont acquis un pouvoir qui leur permet de passer outre bien des contradictions ou ils se foutent de l'état du pays et de ce que la population en pense. On notera aussi que ce constat fait abstraction d'autres facteurs qui sont autrement plus décisifs. Par exemple :

- Selon Alan Cafruny, expert en relations internationales et en politique européenne à l'Hamilton College (New York), Washington, qui demeure la première économie du monde avec près de 25% du PIB mondial, qui parvient à conserver au dollar son statut de monnaie de réserve globale et qui possède un potentiel culturel considérable, a toutes les chances de rester le maître du jeu sur l'échiquier mondial. sputniknews.com 13.11

- USA: Le prolongement du financement fédéral voté à la Chambre - Reuters

...une rallonge de plus de 1.000 milliards de dollars (850 milliards d'euros) pour assurer le financement de l'Etat fédéral jusqu'au 30 septembre 2018, terme de l'exercice budgétaire américain en cours. Reuters 07.12

- Les ventes mondiales d'armement en nette hausse - euronews

Les ventes d'armes dans le monde ont augmenté pour la première fois en cinq ans en 2016 pour atteindre près de 300 milliards d'euros. (elles ont) fait un bond de 38% depuis 2002.

Les premières vendeuses d'armes au monde, et de loin, sont les compagnies d'armement américaines dont les ventes ont augmenté de 4 % en 2016 pour atteindre près de 217 milliards de dollars - environ 185 milliards d'euros - ce qui représente bien plus de la moitié des ventes mondiales. euronews 11.12

Etc. etc. etc.

Bref, on aura compris qu'une fois de plus que ce qu'on nous raconte ne correspond pas à la réalité. Ce qu'on nous sert en guise d'analyse n'est que de la propagande pour masquer l'impuissance de leurs auteurs à s'opposer efficacement au capitalisme et ses institutions dans chaque pays ou à définir une stratégie politique pour les combattre ou les affronter, en admettant qu'ils en aient eu un jour l'intention.

Les plus honnêtes ou sérieux témoignent leur incompréhension de la situation, parce qu'ils refusent de prendre en compte un certain nombre de facteurs, la finance mafieuse pour les uns, la lutte des classes pour les autres, ou encore la concentration du pouvoir entre les mains des principaux actionnaires des multinationales, qui après avoir fait main basse sur les institutions internationales - quand ils ne les ont pas créées eux-mêmes, étendent désormais leur pouvoir tentaculaire à l'ensemble des Etats et leurs institutions, y compris les médias ou à commencer par les médias devrait-on dire.

Lu dans un article.

- "*Paradoxalement, ce sont les États-Unis qui, par leur isolationnisme et leur protectionnisme, sapent aujourd'hui activement les principes de la mondialisation économique, indique l'expert.*"

Il n'est pas nécessaire d'être un expert, un professeur d'économie politique, pour observer que la phase de la mondialisation du capitalisme appartient au passé après l'ouverture de l'ex-URSS et la Chine ainsi que leurs satellites respectifs à l'économie dite de marché ou capitaliste, elle est pour ainsi sur le point de s'achever, et qu'en conséquence le capitalisme est passé à la phase supérieure qui consiste à accroître uniquement le pouvoir des multinationales ou des entreprises transnationales qui se jouent des frontières et des institutions politiques des différents pays qui ne sont plus des obstacles à la concentration des richesses et du pouvoir entre leurs mains pour avoir acheté le pouvoir politique ou pour le contrôler, ce qui revient au même au niveau du résultat, l'oligarchie est plus puissante que jamais et le mouvement ouvrier est plus divisé et disloqué que jamais.

On ne peut pas admettre ce processus quand on refuse d'admettre la défaite du mouvement ouvrier, car c'était le principal obstacle à sa réalisation qui hier était inenvisageable. Il en fut de même de l'Union européenne, comme quoi une énième fois on n'a rien appris des expériences passées. Maintenant ce processus n'est pas totalement achevé, d'où les tensions et les guerres qui se multiplient.

C'est sérieux ?

- A mon avis, Trump est en train de faire un excellent travail en oblitérant ce qui reste de l'hégémonie mondiale des USA. Donnons-lui encore un an dans le bureau ovale, si tant est que la planète puisse tenir le coup, et le prestige et l'influence des USA se réduiront à rien. Par Gilad Atzmon — 08 décembre 2017 (http://arretsurinfo.ch/la-guerre-cest-la-paix)

C'est un idiot ?

- «Idiot», «menteur», «incompétent»: Donald Trump vu par les Américains - Liberation.fr

Un sondage de la très sérieuse université Quinnipiac confirme l'impopularité du président. Le vocabulaire fleuri utilisé pour le décrire traduit un mélange d'inquiétude et de dégoût. Liberation.fr

Ils en tiennent une sacrée couche !

par Moon of Alabama — 14 décembre 2017

(http://arretsurinfo.ch/syrie-les-etats-unis-jettent-leponge-la-resistance-se-recentre-sur-israel/)

- "...les États-Unis sont obligés de renoncer à leurs projets en Syrie..."

Pourquoi ? Ah, ces Russes, ces Iraniens, le Hezbollah, ils sont décidément très fort ! C'est marrant - une façon de parler - chaque fois que l'impérialisme américain et ses alliés sont vaincus ou ne parviennent pas (pas tout à fait) à atteindre leurs objectifs, ce n'est jamais à cause de la mobilisation des peuples qui sont attachés à leur souveraineté...

Cette gauche bien-pensante méprise le peuple, la classe ouvrière, il lui dénie la capacité et le droit de décider librement de leur propre sort, à l'entendre ils ne devraient jouer qu'un rôle secondaire ou insignifiant dans l'histoire, alors que ce sont eux qui composent la majorité de la population et qui produisent les richesses et font fonctionner la société, seules les puissants ou l'élite dont elle fait partie seraient aptes à gouverner ou à orienter le destin de la société, telle est leur conception de la démocratie qui se réduit une fois de plus à une minorité, autant dire qu'elle n'envisage qu'un replâtrage du capitalisme qui lui profiterait davantage.

- "Le coup hasardeux de Trump, consistant à reconnaître illégalement Jérusalem comme capitale d'Israël, est arrivée juste au bon moment pour donner un nouvel élan à la résistance..."

Hasardeux ? Qui peut croire que le président de l'Etat le plus puissant du monde, où le capitalisme est le plus avancé prendrait des décisions sur le coin d'une table ou sur un coup de tête ? Une telle affirmation est d'un tel crétinisme, elle suffit à totalement discréditer leurs auteurs : poubelle !

Que ne diraient-ils pas pour se faire passer pour de farouches opposants au régime ? De pacotilles, assurément. Et tous à de très rares exceptions sont sur le même registre, de furieux opportunistes.

Attendons de voir la suite, mais à mon avis l'annonce de Trump, qui en réalité ne préjuge pas du tout du statut final de Jérusalem, serait plutôt un coup porté à Israël dans la mesure où elle ressoude tous ses ennemis à travers le monde. L'article

suivant fourni au moins un élément justifiant cette analyse. A moins qu'il prépare le terrain pour en finir avec les Palestiniens, mais un peu plus tard, dans trois ans... A suivre.

"C'est fini et bel et bien fini" ou "le glas de l'idéologie néo-conservatrice" a sonné. Vraiment ?

- Jérusalem : Merci à Donald Trump ! par Richard Labévière - prochetmoyen-orient.ch 11.12

Donc, Donald Trump a signé l'ordre de transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem en flagrante violation du droit international et plus particulièrement des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité des Nations unies.

Dernière péripétie en 2016 : celle de la résolution 23341 qui condamne de nouveau la colonisation israélienne, adoptée par 14 voix et une abstention : celle des Etats-Unis – qui n'usent pas de leur veto au grand dam d'Israël ! (Tiens donc. Et personne ne se demandera pourquoi ! - LVOG)

Donc, le simulacre de la médiation américaine, c'est fini et bel et bien fini ! Le deuxième effet de dévoilement de la décision de Donald Trump redonne au conflit israélo-palestinien sa vraie dimension – épicentre de l'arc des crises proche et moyen-orientales – sonnant ainsi le glas de l'idéologie néo-conservatrice qui a TOUT fait, depuis vingt ans, pour le marginaliser et le réduire à une simple question de sécurité et de lutte contre le terrorisme. (Pas sûr, car rien ne présage de ce qui se passera dans trois ans aux Etats-Unis, car Trump n'est pas élu à vie à ce que je sache ! Autrement dit, peut-être préparait-il ainsi la suite des festivités pour les Palestiniens si le candidat démocrate l'emportait à la prochaine présidentielle, n'oublions jamais qu'ils ont de la suite dans les idées et que Trump n'est qu'un vulgaire exécutant... - LVOG)

Donc, le simulacre de la médiation américaine, c'est fini et bel et bien fini ! Le deuxième effet de dévoilement de la décision de Donald Trump redonne au conflit israélo-palestinien sa vraie dimension – épicentre de l'arc des crises proche et moyen-orientales – sonnant ainsi le glas de l'idéologie néo-conservatrice qui a TOUT fait, depuis vingt ans, pour le marginaliser et le réduire à une simple question de sécurité et de lutte contre le terrorisme. (A moins que ce soit exactement le contraire, et les pays arabes qui s'engagent au côté des Palestiniens pourraient être appelés dans un avenir proche à les accueillir... - LVOG)

On voit bien, avec le triste anniversaire de la déclaration Balfour et des découpages frontaliers de Sykes-Picot, que les questions de Palestine et de la colonisation israélienne constituent l'origine essentielle des guerres récurrentes qui ravagent les Proche et Moyen-Orient depuis 1948. (Et des deux guerres mondiales - LVOG) On voit aussi que cet épicentre nourrit le terrorisme contemporain. (Il fournit un prétexte aux Américains et aux sionistes pour le créer ou l'encourager, c'est plus précis, non ? - LVOG)

Comment justifier aux yeux du monde que l'Occident puisse bombarder Belgrade et bien d'autres pays au prétexte qu'ils violent les résolutions du Conseil de sécurité alors qu'Israël n'en a respecté aucune depuis la création de son Etat ? Depuis 1948, plus de 400 résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ont été adoptées pour tenter de régler le conflit israélo-palestinien. Pas une seule n'a été respectée ni appliquée par Tel-Aviv !

... la décision de Donald Trump signe la perte d'influence, sinon la régression de la diplomatie américaine. (Vraiment ? La suite va nous prouver le contraire. - LVOG) Dernièrement, on a vu la volonté de la Maison Blanche de vouloir défaire l'accord sur le nucléaire iranien fortement contestée par les alliés les plus fidèles de Washington : Londres, Berlin et Paris. Les trois M (Theresa May, Angela Merkel et Emmanuel Macron) se sont clairement dissociés de l'approche américaine pour rappeler que les nécessités de la sécurité européenne ne correspondaient pas forcément aux options idéologiques de la Maison Blanche. (Rappelons que May, Merkel et Macron ont soutenu Hillary Clinton qui envisageait de bombarder Damas et de déclarer la guerre à l'Iran. - LVOG)

Il en va de même aujourd'hui pour la décision de transférer l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem. La décision est condamnée par la plupart des 193 Etats membres des Nations unies, parce que chacun sait que cette folie va causer de nouvelles morts de jeunes Palestiniens, inspirer de nouveaux attentats terroristes et discréditer encore un peu plus l'Organisation des Nations unies ! (Parce que ces 193 chefs d'Etat se soucieraient du sort des Palestiniens ? - LVOG)

Si la décision de Donald Trump a le mérite de dévoiler la nudité du roi, elle n'en n'est pas moins criminelle.

https://prochetmoyen-orient.ch/jerusalem-merci-a-donald-trump/

Quelques questions.

En quoi la décision de Trump confirmerait-elle l'affaiblissement des Etats-Unis ? En rien !

Pourquoi livrer Israël en pâture, pourquoi prendre un tel risque ?

C'est quoi Israël ? A quoi et à qui devait-il servir ? C'est un Etat créé artificiellement qui n'a aucune autre justification historique que le pétrole

Qui l'a créé et dans l'intérêt de qui ? Les propriétaires d'Exxon, Shell, BP...

Depuis plus d'un siècle, l'oligarchie n'aurait-elle pas instrumentalisé le sionisme et l'antisémitisme dans le seul but de camoufler ses intentions inavouables d'une toute autre nature ? Economique.

Israël n'a-t-il pas été uniquement un instrument que l'oligarchie pouvait par la suite manipulé à sa guise en actionnant l'antisémitisme ? N'aurait-elle pas plutôt manipulé les peuples qui croyaient à son histoire ?

L'oligarchie ne se ficherait-elle pas d'Israël après avoir acquis une puissance qui lui permet de dicter son orientation au monde ? On a la fâcheuse tendance à oublier qu'elle a fomenté les deux guerres mondiales du XXe siècle. Et cela ne date pas d'hier, au début du XXe siècle les sionistes envisageaient de s'installer en Afrique ou en Amérique latine, et ils sont en train d'acquérir des terres d'une superficie plusieurs fois supérieure à celle d'Israël en Argentine (voir un article du Réseau Voltaire).

Et si la reconnaissance de Jérusalem comme capitale était la contrepartie de l'engagement d'Israël de ne plus intervenir en Syrie ?

Mise au point.

- Assad : «La politique de la France a consisté à soutenir les terroristes en Syrie» — Arrêt sur Info 13 décembre 2017

Dans une interview accordée à Europe 1 et TF1, début février 2017 le président syrien Bachar el-Assad a fustigé la politique extérieure de la France, qui selon lui, «consiste à soutenir les terroristes en Syrie».

Fabien Namias, directeur de l'information d'Europe 1 et Michel Scott, éditorialiste chargé de l'actualité internationale à TF1, se sont rendus récemment à Damas pour interroger Bachar el-Assad sur la Syrie, le terrorisme et le rôle des pays occidentaux dans la politique syrienne. Autre sujet abordé, la place de la France et de François Hollande dans le conflit syrien.

Dans son interview, le président syrien a fustigé les autorités françaises pour le soutien qu'elles apportent à ceux qui, selon Bachar el-Assad, ne sont rien d'autre que des terroristes.

MS : Monsieur le président, vous vous présentez comme le rempart principal contre le terrorisme. Il y a beaucoup de gens, chez nous en particulier, qui disent que l'EI d'un côté, et votre régime de l'autre, sont les deux faces d'un même mal, qui cherchent à réprimer toute forme d'expression démocratique libre dans ce pays. Que leur répondez-vous ?

Al-Assad : Premièrement, nous ne sommes pas un régime. Nous sommes un État avec des institutions. Deuxièmement, c'est bien là la diabolisation de la Syrie, de son gouvernement syrien et de son armée, par les principaux médias et les milieux politiques occidentaux qui ont soutenu au tout début, ces soi disant modérés. Ils ont dit au début qu'il s'agissait de manifestants pacifiques, après quoi ils ont dit qu'ils n'étaient plus si pacifiques, qu'ils étaient des combattants mais toujours modérés. Mais en fait, ils ne réalisaient pas qu'ils soutenaient la base même d'Al-Qaïda et de Daech.

Voilà pourquoi ils disent maintenant que nous faisons la promotion de ces terroristes, que nous les utilisons comme une alternative, pour que l'Occident n'aie plus le choix. Premièrement, l'Occident n'a pas à choisir entre moi et Daech. C'est à mon peuple de le faire. Parce que c'est une question purement syrienne. Donc nous n'avons que faire de ce que les responsables occidentaux pensent de tout cela. Ils feraient mieux de s'inquiéter de leur propre population, de les protéger des attaques terroristes qui ont lieu à cause de leur politique.

FN : Eh bien parlons de la ligne politique de la France !

Al-Assad : Exactement. La politique de la France, depuis le premier jour a consisté à soutenir les terroristes en Syrie, et est directement responsable des tueries dans notre pays.

FN : C'est une accusation très sérieuse contre la France ! Comment pouvez-vous dire que la France soutient le terrorisme ?

Al-Assad : Ce sont eux qui le disent. Je ne les accuse pas. Ils ont dit à plusieurs reprises avoir soutenu la guerre. François Hollande a même récemment déclaré que cela avait été une erreur de ne pas avoir déclenché la guerre en 2013. Ce sont eux qui ont dit qu'ils envoyaient de l'armement à ce qu'ils appellent des groupes « modérés », et qui sont en fait des terroristes. Ce sont eux qui l'ont dit, pas moi. Les Américains ont tenu les mêmes propos, les Français aussi. Alors si vous revenez aux déclarations de vos dirigeants durant ces deux, trois ou quatre dernières années, vous trouverez bien plus d'une déclaration faite par des responsables français. Ils s'accusent eux-mêmes.

FN : Donc vous vous sentez plus à l'aise avec Donald Trump qu'avec Barack Obama ?

Al-Assad : Non, je ne peux me sentir à l'aise que lorsque j'aurai vu sa politique vis-à-vis de la Syrie. Je ne l'ai pas encore vue. Encore une fois, il faut être prudent avec chaque dirigeant occidental, parce qu'ils peuvent dire une chose le matin et faire le contraire le soir. Ou faire une chose le matin et son contraire le soir. Ils ne s'engagent pas. Ils sont très pragmatiques au point de marchander leurs valeurs. Je dirais plutôt que leurs politiques ne reposent pas sur des valeurs.

MS : Alors en résumé, l'Iran et la Russie sont des promoteurs de la paix et les occidentaux des fauteurs de guerre, c'est ça ?

Al-Assad : Exactement. A 100%. 100% !

FN : Mais quand le peuple syrien pourra-t-il dire s'il approuve ou non votre politique ? Nous avons des élections en France, en ce moment. Quand serons les prochaines élections en Syrie ?

Al-Assad : Il y a deux moyens d'y parvenir. Les moyens dont nous disposons actuellement et ceux dont nous disposerons dans l'avenir, à la fin de la guerre. A ce moment là, on pourra envisager toutes sortes de solutions, les urnes, les élections, tout est possible. D'ici là, le peuple n'a qu'un seul moyen de se prononcer. Ou bien vous soutenir, ou bien ne pas le faire. Après six ans de guerre, si ce président a un mauvais bilan aux yeux du peuple syrien, pourquoi le soutiendrait-il ? C'est une simple question : Pourquoi devrait-il le soutenir ? Pourquoi ne soutient-il pas les terroristes ? Et pour revenir à votre question, lorsque vous évoquez 300.000 ou 400.000 morts et que vous dites que c'est le président qui les a tués, c'est comme si vous donniez aux terroristes un certificat de bonne conduite parce que ce serait nous qui auraient tué les gens et eux qui les auraient protégés. Comme si c'était Al Qaida, Al-Nosra ou Daech qui protégeaient les gens et les défendaient. Voilà le fond de la question. Et bien non ! La vérité c'est que nous nous battons pour le peuple syrien. C'est la raison pour laquelle le peuple syrien a soutenu son gouvernement, son armée et son président.

http://arretsurinfo.ch/assad-la-politique-de-la-france-a-consiste-a-soutenir-les-terroristes-en-syrie/

Une vieille histoire

- La dynastie wahhabite et le bradage de la Palestine (1/2) par René Naba - Mondialisation.ca, 06 décembre 2017

De quand date l'alliance entre la Grande-Bretagne, l'Arabie saoudite et les sionistes contre les Palestiniens ?

Document de renonciation à la Palestine en faveur des «malheureux juifs» signé par Abdel Aziz Al Saoud, fondateur de la dynastie wahhabite et remis au délégué de Grande Bretagne Sir Percy Cooks.

Traduction : «Au nom d'Allah, le très miséricordieux, Moi, Sultan Abel Aziz Ben Faysal, Ibn Abder Rahman Al Faysal Al Saoud, admet et reconnaît mille fois à Sir Percy Cooks, délégué de Grande Bretagne, qu'il n'y a pas pour moi aucun empêchement à offrir la Palestine aux malheureux juifs ou tout autre, selon ce que décidera la Grande Bretagne, dont je ne contesterai pas la décision jusqu'à la fin du Monde».

Une imposture dévoilée.

La triple imposture de Tawakol Korman Prix Nobel de la Paix 2011

Première femme arabe lauréate du prestigieux Prix Nobel de la Paix 2011, la yéménite était en fait une fausse activiste financée par l'administration américaine. Membre de la confrérie des Frères Musulmans, Tawakkol Karman a soutenu l'agression saoudienne contre son propre pays.

http://www.madaniya.info/2015/11/10/tawakkol-karman-la-triple-imposture-du-prix-nobel-de-la-paix-2011/

Quelques liens vers d'autres articles sur le même sujet.

https://www.mondialisation.ca/la-dynastie-wahhabite-et-le-bradage-de-la-palestine-12/5621370
https://www.mondialisation.ca/la-dynastie-wahhabite-et-le-bradage-de-la-palestine-22/5621571

- Quand le chien n'aboie pas par Israel Shamir - Mondialisation.ca, 04 décembre 2017
https://www.mondialisation.ca/quand-le-chien-naboie-pas/5621275?

Comment les légalistes du droit internationale s'embourbent. Si le sionisme ne coïncidait pas avec le passage du capitalisme à l'impérialisme, il faudrait l'inventer.

- Jérusalem et la mystique de l'élection par Bruno Guigue — arretsurinfo.ch 11 décembre 2017

Comme le montre la naïveté des commentaires sur la crise actuelle, on ne comprend pas les conflits du Proche-Orient si l'on oublie l'essentiel. Le sionisme n'est pas un mouvement d'émancipation juive, ni un nationalisme séculier classique. C'est un colonialisme fondé sur une mystique de l'élection. Lorsque Netanyahou est reçu au congrès américain, il parle du "peuple élu" et il invoque la "destinée manifeste". En validant les prétentions israéliennes sur Jérusalem, Trump ne se contente pas de piétiner la loi internationale. Flattant le narcissisme israélien, il accrédite la mythologie fondatrice de l'Etat-colon.

On s'inquiète d'une confessionnalisation du conflit, mais on oublie que ce conflit est confessionnel depuis l'origine. Non pas du fait de la résistance arabe, mais du fait de l'entreprise sioniste. En fait, le mouvement auquel le sionisme ressemble le plus est le suprématisme blanc des Afrikaners. Dans les deux cas, ils se prennent pour le peuple élu, et la guerre coloniale vise à s'emparer de la "Terre promise". L'Etat d'Israël, cet enfant chéri de la conscience laïque occidentale, est un implant colonial justifié par l'Ancien Testament.

Même s'ils ont raison, le déni de légitimité que les juifs orthodoxes opposent au sionisme est trompeur. Il faut lire les penseurs sionistes de l'ère pré-israélienne : le sionisme n'a pas trahi le judaïsme, il s'est simplement affranchi de sa passivité. Il substitue à l'attente du sauveur une action politique, mais cette action vise à prendre possession d'"Eretz Israël", et non d'une lointaine contrée indifférente au récit biblique. Le sionisme moderne n'a pas laïcisé l'espérance messianique, il l'a détournée à son profit pour implanter au Proche-Orient un Etat occidental.

La conquête coloniale de la Palestine se fonde sur une mystique de l'élection, et cette mystique se nourrit d'une géographie du sacré. Interprétant la Thora comme un acte notarié, elle le brandit comme si un texte religieux pouvait fonder un droit opposable. Croyant occasionnel, Theodor Herzl avait bien compris la puissance symbolique de cette supercherie. "Si la revendication d'un coin de terre est légitime, disait-il, alors tous les peuples qui croient en la Bible se doivent de reconnaître le droit des juifs". Quel Occidental contestera, si elle est bibliquement établie, la légitimité d'un Etat juif en Palestine ?

Le sionisme repose sur une idée simple : la Thora tient lieu de titre de propriété, et cette propriété sera reconnue par un Occident pétri de culture biblique. Il faut reconnaître que ce tour de passe-passe a porté ses fruits. Loin d'être une nouveauté, le sionisme chrétien est constitutif du sionisme lui-même. L'idée du retour des exilés en Terre sainte fut une idée protestante avant d'être une idée juive, et le gouvernement britannique s'en fit l'ardent défenseur à l'apogée de l'Empire. Ce n'est pas un hasard si cette entreprise a fini par voir le jour avec la bénédiction d'une Grande-Bretagne férue d'Ancien Testament.

Malheureusement, ce n'est pas la première fois qu'une idée absurde exerce une force matérielle. Pour les sionistes, la cause est entendue : si le droit des juifs sur la terre d'Israël n'est pas négociable, c'est qu'il dérive de la transcendance. Combattre l'entreprise sioniste, c'est faire offense à Dieu, se rebeller contre sa volonté. Avant la proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël, le grand rabbin de Palestine déclarait devant une commission internationale : "C'est notre forte conviction que personne, ni individu, ni pouvoir institué, n'a le droit d'altérer le statut de la Palestine qui a été établi par droit divin".

Chef du parti national-religieux, le général Effi Eitam expliquait en 2002 : "Nous sommes seuls au monde à entretenir un dialogue avec Dieu en tant que peuple. Un Etat réellement juif aura pour fondement le territoire, de la mer au Jourdain, qui constitue l'espace vital du peuple juif". On comprend pourquoi le sionisme, à l'appui de ses prétentions, n'invoque pas le droit international, mais la promesse de Yahvé à Abraham : "C'est à ta descendance que je donne ce pays, du fleuve d'Egypte au grand fleuve, le fleuve Euphrate" (Genèse, 15).

Cette mythologie a fait de Jérusalem le joyau de la promesse. La cité de David est l'écrin de la présence divine depuis que son successeur Salomon y bâtit le premier Temple. Espace de communication avec le divin, Jérusalem porte témoignage de la geste hébraïque. Le martyre subi lors de sa destruction en accentue la sacralité, en la déclinant sur le mode messianique. Dans la narration biblique, Jérusalem est le centre d'une histoire sainte. Le tour de force du sionisme est de l'avoir fait passer pour une histoire tout court.

Cette conversion de la narration biblique en narration historique, pourtant, est un véritable château de cartes. Israël s'est lancé à Jérusalem dans une quête obstinée des vestiges de sa grandeur passée. A coup d'excavations frénétiques, on a exhibé la moindre breloque comme si elle était la preuve d'une gloire ancestrale, et un tesson de poterie attestait le rayonnement immémorial du royaume hébraïque. Mais cette manie de fouiller le sous-sol palestinien à la recherche d'une gloire perdue a montré ses limites, et les archéologues israéliens ont fini par tirer un trait sur ces affabulations.

"Les fouilles entreprises à Jérusalem n'ont apporté aucune preuve de la grandeur de la cité à l'époque de David et de Salomon". Mieux encore : "Quant aux édifices monumentaux attribués jadis à Salomon, les rapporter à d'autres rois paraît beaucoup plus raisonnable. Les implications d'un tel réexamen sont énormes. En effet, s'il n'y a pas eu de patriarches, ni d'Exode, ni de conquête de Canaan, ni de monarchie unifiée et prospère sous David et Salomon, devons-nous en conclure que l'Israël biblique

tel que nous le décrivent les cinq livres de Moïse, les livres de Josué, des Juges et de Samuel, n'a jamais existé ?"

Ces citations ne sont pas tirées d'un brûlot antisioniste, mais du livre d'Israël Finkelstein et Neil Asher Silberman, La Bible dévoilée, Les nouvelles révélations de l'archéologie, Bayard, 2002, p. 150. La mythologie sioniste avait maquillé le mythe en histoire pour les besoins de la cause. Cette histoire en carton-pâte est balayée par la recherche scientifique. La véritable histoire reprend ses droits, et la géographie du sacré sombre dans les sables mouvants. Mais peu importe. Avec de vieilles pierres en guise de témoins muets, les sionistes revendiquent obstinément la propriété d'une terre arrachée en 1948 à ses détenteurs légitimes.

http://arretsurinfo.ch/jerusalem-et-la-mystique-de-lelection/

Colonisation pour les Palestiniens, colonie de vacances pour leurs défenseurs.

- Comment Israël a fait de la Palestine la plus grande prison du monde par Mustafa Abu Sneineh — 11 décembre 2017

Une interview d'Ilan Pappé par Mustafa Abu Sneineh.

... je pense que la solution à deux États correspond en fait au modèle de la prison ouverte.

A Gaza, les Israéliens sont des gardiens de prison qui privent les Palestiniens de tout contact avec le monde extérieur mais qui n'interfèrent pas avec ce qu'ils font à l'intérieur.

La Cisjordanie est une sorte prison à ciel ouvert pour petits délinquants qui ont le droit de sortir pour travailler à l'extérieur. Et même si à l'intérieur il n'y a pas de graves sévices, cela n'en reste pas moins une prison. Le président palestinien Mahmoud Abbas lui-même, s'il veut passer de la zone B à la zone C, doit demander aux Israéliens de lui ouvrir la barrière. Et c'est pour moi tout un symbole que le président ne puisse pas se déplacer sans que le geôlier israélien ouvre sa cage.

IP: Je pense que le choix des mots est très important. La façon dont vous définissez une situation peut affecter votre capacité à la changer.

On a collé les mauvais mots sur la situation en Cisjordanie dans la bande de Gaza et à l'intérieur d'Israël. Le mot occupation implique normalement une situation temporaire.

La solution à l'occupation est la fin de l'occupation, l'armée d'invasion retourne dans son pays, mais ce n'est pas la situation en Cisjordanie ni en Israël ni dans la bande de Gaza. Le terme qui la décrit le mieux, à mon avis, est celui de colonisation, même si ce terme semble anachronique au XXIe siècle. Oui, Israël colonise la Palestine. Il a commencé à la coloniser à la fin du XIXe siècle et la colonise encore aujourd'hui.

Il y a un régime colonial qui implante des colonies et qui contrôle l'ensemble de la Palestine de différentes manières. Dans la bande de Gaza, il contrôle de l'extérieur. En Cisjordanie, le contrôle est différent selon les zones A, B et C. La politique est encore différente envers les Palestiniens vivant dans des camps de réfugiés qu'Israël ne laisse pas rentrer chez eux. Ne pas laisser les personnes expulsées revenir sur leurs terres est une autre façon de perpétuer la colonisation. Tout est lié, tout fait partie de la même idéologie.

Donc, je pense que les mots « processus de paix » et « occupation » donnent, quand on les met ensemble, l'impression fausse que la seule chose à faire pour avoir la paix entre Israël et la future Palestine, c'est de faire sortir l'armée israélienne de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Mais l'armée israélienne n'est pas dans la bande de Gaza ni dans la zone A. Elle est aussi très peu présente dans la zone B, où elle n'est pas nécessaire. Il n'y a pas pour autant de paix dans ces endroits-là. La situation y est même bien pire qu'avant les Accords d'Oslo de 1993.

Le soi-disant processus de paix a permis à Israël de poursuivre sa colonisation, mais cette fois avec le soutien international. Je suggère donc de parler de décolonisation, pas de paix. Je suggère de discuter d'un changement de la législation qui régit la vie des Israéliens et des Palestiniens.

Je pense qu'il faut parler d'un état d'apartheid. Il faut parler de nettoyage ethnique. Il faut trouver par quoi remplacer l'apartheid. Nous avons un bon modèle avec l'Afrique du Sud. Le seul moyen de remplacer l'apartheid est un système démocratique. Une personne, une voix, ou, au moins, un état bi-national. Je pense que c'est ce vocabulaire qu'il faut se mettre à utiliser, parce que si nous continuons à utiliser les anciens mots, nous continuerons à perdre notre temps et nos forces sans changer la réalité sur le terrain.

http://arretsurinfo.ch/comment-israel-a-fait-de-la-palestine-la-plus-grande-prison-du-monde/

Le saviez-vous ? Amnesty International intermédiaire des barbares.

En novembre 2011, le représentant spécial de Ban Ki-moon et ancien secrétaire général d'Amnesty International, Ian Martin, organisa le transfert par bateau de 1 500 jihadistes d'Al-Qaïda vers la Turquie. Ils furent placés sous l'autorité d'Abdelhakim Belhadj (ancien numéro 3 d'al-Qaïda) et de Mehdi Al-Harati (ancien leader de la Flottille de la Liberté pour Gaza). Débarqués en Turquie, ils furent transportés par des autobus affrétés par le MIT (services secrets turcs) à Jabal Al-Zouia en Syrie, où durant un mois ils formèrent sous les yeux émerveillés des télévisions occidentales un village « rebelle ». (L'Armée arabe syrienne créé une nouvelle force pour amnistier les combattants de l'ASL - Réseau Voltaire 15 décembre 2017)

Mais quel boulet ! Ah ces "***organisations politiques qui ont un lien, historiquement, avec le mouvement ouvrier***" !

Certains en redemandent, le POID notamment (Editorial de la Tribune des travailleurs du 6 décembre 2017).

Le jour où nous aurons compris que les prises de position en faveur de la rupture avec la Ve République ou l'UE n'ont aucune valeur, tant que leurs auteurs ne rompent pas avec les partis ouvriers passés définitivement dans le camp de la réaction ou qui incarnent la Ve République et l'UE, peut-être que l'avant-garde pourra faire enfin un pas en avant vers le socialisme...

Le front unique ouvrier a été conçu quand la social-démocratie ou les partis se réclamant du socialisme ou du progrès social n'avaient pas encore gouverné ou dans la période qui suivit leur trahison qu'ils aient accédés ou non au pouvoir, afin d'unir les forces militantes qui étaient organisées dans les différents partis pour combattre la réaction et leurs propres directions.

Une fois qu'ils se vidèrent de leurs militants ouvriers ou qu'ils firent preuve en une multitude d'occasions qu'ils soutenaient le camp de la réaction ou de la guerre, au lieu de les caractériser en conséquence de partis de droite, nous avons continué à les présenter comme des partis de gauche ou ouvrier en référence à leur origine de plus en plus lointaine, plus d'un siècle, vous excuserez du peu.

Cette stratégie fut dramatique pour l'avant-garde du mouvement ouvrier et devait précipiter sa décomposition et sa dislocation. Maintenant personne n'accepte cette analyse. Pourquoi ? Ceux qui la soutiennent ou en sont à l'initiative en ont été les principaux bénéficiaires. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont jamais été capables de définir une véritable stratégie indépendante de ces partis, du régime, qui soit conforme au socialisme. Ils ne voulaient pas se couper des masses affirmaient-ils, mais les masses sont moins corrompues qu'eux et elles ont rompu progressivement avec les uns et les autres, ils ne restent plus que des corrompus dans ces partis, et sans le soutien des médias ils n'existeraient plus depuis longtemps car c'est la totalité des masses qui s'en seraient alors détournées.

En Allemagne

- Congrès des sociaux-démocrates allemands : «Regardez ce qui est arrivé aux socialistes en France !» - liberation.fr

C'est le deuxième jour du congrès du SPD à Berlin, et Myriam et Hauke sirotent un café devant leur stand. Les deux militants font face à une énorme Audi. Ils sont un peu agacés d'avoir vue sur une sorte de concessionnaire auto pendant tout le congrès, eux qui se tiennent à la gauche du parti. Devant leurs affiches où l'on voit Marx la chope à la main, encourageant le chaland à «boire une bière avec Karl», ils ironisent sur les gens qui font des selfies «Audi». Un congrès social-démocrate allemand est en effet un curieux mélange de Salon de l'auto, de foire expo, de fête de la bière et de grand-messe politique, où l'on peut se retrouver sans problème à deviser de Willy Brandt devant un stand Philip Morris. Ainsi, les yeux perdus dans la grosse Audi noire, Myriam commente la décision prise la veille des délégués du parti de laisser Martin Schulz entamer des pourparlers avec Angela Merkel. liberation.fr 11.11

Parmi les propos de délégués rapportés dans cet article.

- La plupart d'entre eux craignent d'y perdre de nouveau leur âme... (Comme on en a qu'une, ils n'en ont plus ! - LVOG)

- Ils craignent aussi que les conservateurs ne respectent pas leurs engagements. Tous ont en tête la récente affaire du glyphosate. Le ministre conservateur de l'Agriculture, Christian Schmidt, a en effet voté pour sa réautorisation au sein de l'UE, au nez et à la barbe de la ministre SPD de l'Environnement, qui n'était même pas au courant… (Sans blague, donc ils s'en foutent ! - LVOG)

- ...une alliance du SPD avec Merkel ne ferait que favoriser la progression de l'extrême droite. (Sans blague, donc ils s'en foutent ! - LVOG)

- ... le SPD s'est trop éloigné de ses valeurs progressistes, notamment avec la mise en place des lois Hartz (réformes du marché

du travail, ndlr) sous l'ère Schröder. Et que de manière générale, le parti a négligé les femmes et les travailleurs pauvres. (Sans blague, mais alors ils le savaient, c'est bien qu'ils s'en contrefoutent ! - LVOG) - On s'accorde à trouver un point positif : l'Europe. Et plus précisément le discours de Schulz sur le sujet. A la tribune jeudi, le chef du SPD a plaidé avec vigueur pour des «Etats-Unis d'Europe» à l'horizon 2025. (Vive l'UE ! - LVOG)

Avec de tels délégués, les aristocrates du SPD auraient tort de se gêner et de ne pas célébrer ce "beau moment"!

- Le chef des sociaux-démocrates a mollement été réélu à la tête du parti jeudi, avec 81,9 % des voix – mais il était le seul candidat en lice. Il l'a lui-même reconnu lors de son discours de remerciements. «Le 19 mars, vous m'aviez élu avec 100 % des voix. C'était un beau moment mais, depuis, il y en a eu aussi des plus difficiles», a-t-il dit à la tribune… tout en espérant «que de meilleurs moments» puissent «à présent arriver». liberation.fr 11.11

- La direction du SPD approuve l'ouverture de discussions avec la CDU-CSU - Reuters

La direction du Parti social-démocrate allemand (SPD) réunie vendredi a voté unanimement en faveur de l'ouverture de discussions exploratoires sur la formation d'un gouvernement avec le bloc conservateur de la chancelière Angela Merkel.

La décision de la direction du SPD doit encore être entérinée lors d'un congrès extraordinaire du parti qui se tiendra le 14 janvier, a annoncé Martin Schulz.

Les discussions exploratoires avec l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel et son alliée bavaroise de l'Union chrétienne-sociale (CSU) devraient débuter dans le courant du mois, a-t-il ajouté.

Les dirigeants des deux camps se sont rencontrés mercredi, rencontre à l'issue de laquelle les conservateurs ont validé le principe de négociations en vue de former à nouveau une "grande coalition" avec le SPD. Les sociaux-démocrates s'étaient quant à eux donné deux jours de réflexion. Reuters 15.12

En Italie.

« Le réflexe anti-berlusconien du centre-gauche est en train de se dissiper (…) De cette façon, il y aurait une réunification entre celui qui a incarné symboliquement l'ethos néolibéral – Berlusconi – et le camp qui a fourni le personnel politique le plus fidèle au projet néolibéral – le centre-gauche. » (Le clivage gauche-droite est mort en Italie – Entretien avec Samuele Mazzolini, par LVSL - Les-Crises.fr 15.12)

(Renzi) ...son ascension était soutenue et favorisée par des élites italiennes, avec les intérêts des grands groupes bancaires qui ont pris le dessus sur tous les autres – ce n'est pas un hasard si 24 milliards ont été offerts au système bancaire au cours de cette législature. Cet aspect est désormais assez clair pour tout le monde.

Réflexion d'un internaute

- "« Nous pensons que la métaphore droite/gauche ne fonctionne plus et que l'antagonisme à revendiquer est celui de l'oligarchie contre le peuple." Comme si le clivage gauche/droite signifiait autre-chose!… Ce n'est pas parce-que la sociale démocratie a perverti le concept de gauche que celui-ci n'existe plus!"

Au Portugal.

- Redressement économique : la leçon portugaise - lepoint.fr

C'est ainsi que, résumé par l'Iref (Institut de recherches économiques et fiscales), « de très nombreuses réformes ont été engagées : réforme des impôts des particuliers et des sociétés, réforme de la carte judiciaire, réforme du marché du travail, amélioration du système fiscal pour lutter contre la fraude, réforme des hôpitaux, libéralisation de l'économie par la promotion de la concurrence, réforme de l'administration publique, réforme de la gestion des finances publiques avec notamment l'introduction d'une règle d'or limitant les dépenses et le déficit, décentralisation des compétences au profit des municipalités dans quatre domaines (l'éducation, la santé, la sécurité sociale et la culture), privatisations importantes (transports terrestres et aériens, déchets, électricité, assurances, postes, etc.) et restructurations (compagnie des eaux, rail), augmentation de l'âge de départ à la retraite (66 ans), allongement des heures de travail, diminution des effectifs de fonctionnaires, augmentation de leur temps de travail »…

Sur le dernier point concernant les fonctionnaires, précisons que le Premier ministre portugais en a réduit le nombre en deux ans de 9 % (...) et il a diminué leurs traitements jusqu'à 10 % pour certains et allongé leur temps de travail à 40 heures par semaine. Au total, une vraie potion amère pour une majorité de Portugais, qui en ont beaucoup voulu à Passos Coelho et le lui ont fait savoir

aux élections législatives suivantes d'octobre 2015, alors même que sa politique de rigueur commençait à porter ses fruits. Ils ont alors choisi, de justesse, de faire confiance à une « union de la gauche » inédite et improbable, emmenée par un leader socialiste très malin, qui avait réussi à obtenir le soutien de son extrême gauche sans participation au gouvernement.

Costa a su profiter de la grogne populaire en promettant de revenir sur des mesures économiquement accessoires, mais fortement symboliques comme la suppression de jours fériés, le blocage du smic et la réduction de certaines prestations sociales, tout en conservant l'essentiel de ce qui avait été lancé par son prédécesseur, le libéral Passos Coelho, et en priorité l'équilibre des dépenses publiques. D'autant que les résultats des réformes structurelles devenaient de plus en plus spectaculaires au fil du temps : c'est ainsi qu'on annonce actuellement à Lisbonne, pour cette année 2017, un taux de croissance de + 2,7 % (contre – 4 % en 2012), un déficit public ramené à 1,5 % du PIB (6 % en 2012) et un chômage à 9 % (16 % en 2012).

António Costa a réussi jusqu'à présent à contenir les demandes démagogiques de ses alliés de l'extrême gauche mais il va devoir lâcher encore du lest en 2018 tout en s'efforçant de se maintenir en équilibre sur une étroite ligne de crête.

Les félicitations pleuvent de partout. L'économie repart. Le Portugal vit un nouvel âge d'or et peut rêver à un avenir brillant. Ses habitants ont retrouvé le moral, le sourire et le goût d'entreprendre, délivrés qu'ils sont des corsets et des contraintes qu'ils devaient subir auparavant. lepoint.fr 16.12

En France.

Mélenchon ou l'unioneuropéisme assumé d'un "indépendantiste", c'est dans l'air du temps, olé !

Dans un entretien aux Echos : "Qu'on ne caricature pas ma position, dit M. Mélenchon, ma ligne, ce n'est pas le Frexit. Je crois à la puissance française. En Europe, ses intérêts fondamentaux doivent être protégés. Faire l'Europe ? Oui, si c'est sans défaire la France !" AFP 12.11

On retiendra également "la puissance française", qui profite à qui, au détriment de qui ?

Mélenchon - "Nous sommes l'un des derniers pays en procédure de déficit excessif et dans le même temps nous versons 20 milliards au budget européen pour n'en récupérer que 14 milliards. 6 milliards de dons ! Cela s'appelle une dépense somptuaire. Payer des routes aux Roumains et des aéroports aux pays Baltes, c'est utile, mais ce n'est pas dans nos moyens actuels. Dans les années où nous sommes en déficit excessif, nous devrions avoir le droit de garder nos 6 milliards". AFP 12.11

Les travailleurs roumains et des pays Baltes sont surexploités par les multinationales de l'UE dont les françaises, de quoi se plaignent-ils bordel, on ne va tout de même pas leur faire "6 milliards de dons" en plus ! Il pourrait être candidat à la présidence du Medef !

Le reste de sa prestation était du même tonneau, en prime, vive la BCE, cela ne s'invente pas : "La vraie réponse passe par la fin de trois verrous: l'harmonisation sociale, l'harmonisation fiscale et le changement de statut de la BCE pour que celle-ci puisse prêter aux États". AFP 12.11

Pour nous "la vraie réponse passe" par la rupture avec la Ve République et l'UE, l'expropriation des banquiers et la socialisation des secteurs clés de l'économie... On aura compris pourquoi les Echo lui accorde une tribune.

- Mélenchon harangue la foule en espagnol en soutien à Podemos - HuffPost FR 16 décembre 2017

Rappel. C'est quoi Podemos ?

Extraits de causeries.

1- "Pour gouverner, nous aurons besoin du PSOE. Nous voulons un accord avec le PSOE", a assuré Pablo Iglesias. AFP 10.05.2016

2- Le cas de Podemos (Espagne) est exemplaire, qui a dû se forger un programme consensuel et rompre ses liens avec la révolution bolivarienne. Son dirigeant Pablo Iglesias a souhaité la libération de Leopoldo Lopez (leader d'extrême-droite condamné pour sa responsabilité directe dans les violences et la mort de 43 personnes en 2014) et déclaré que le "pays est au bord de la guerre civile". Il sait que c'est faux car il connaît la réalité. Mais pourquoi ne pas sacrifier un réel lointain si cela permet d'améliorer son image dans les médias et de gagner des voix? (Venezuela, pierre de folie - Thierry Deronne - Arrêt sur Info 26.05.2016)

3- Podemos expose son projet économique au FMI - LeMonde.fr

La rencontre de vendredi a eu lieu à la demande du FMI et s'inscrit dans le cadre d'une série de contacts de l'organisme international avec différents partis politiques. LeMonde.fr 05.06.2015

4- Podemos. Pablo Iglesias - Les Espagnols seront invités dans les prochaines heures à se prononcer sur le plan d'aide. Les regards se tournent dès lors vers Podemos, l'allié espagnol de Syriza. Et là, surprise, c'est un soutien à Alexis Tsipras qui est adressé. "Moi comme Alexis n'aimons pas l'accord, mais c'était une situation limite: soit l'accord, soit une sortie de l'euro", a affirme Pablo Iglesias, le patron de cette formation dans la matinée du jeudi 16 juillet. Et l'eurodéputé d'enfoncer le clou dans l'après-midi avec un tweet qui laisse peu de place au suspens. "Nous soutenons ce que le gouvernement grec a approuvé", a dit encore plus clairement Íñigo Errejón, le numéro 2 du parti qui n'a pas de députés et n'a donc pas à se prononcer formellement sur le plan. huffingtonpost.fr 16.07.2015

5- L'illusion Podemos - Arrêt sur Info 17.07.2015

Extraits. La plupart de ces propositions (souveraineté populaire, revalorisation des salaires et des retraites, sortie de l'Otan, arrêt de la privatisation des services publics..) sont totalement incompatibles avec les traités européens. Ce programme n'aurait de sens que si Podemos incluait la sortie de l'Espagne de l'UE et de l'euro. Or, Podemos ne le propose pas, élude la question cruciale de l'euro, et milite au contraire pour une plus grande intégration européenne. (...) Cette structure est fortement soutenue par les médias.

6- Espagne: Podemos recrute l'ancien chef des armées comme candidat à l'élection législative - Mondialisation.ca 09.11 Lors de la conférence de presse (le 4 novembre - LVOG), Rodriguez a dit que Podemos respecterait ses obligations, ajoutant qu'il défendait « le renforcement de la position stratégique de l'Espagne et de l'Europe dans l'Alliance atlantique. »

La décision de Podemos de se proposer comme plate-forme politique de l'OTAN et de l'armée espagnole pour qu'elles jouent un rôle public dans la vie politique doit mettre en garde contre son rôle tout à fait réactionnaire. La nomination de Rodríguez est une approbation sans équivoque des guerres impérialistes qui ont coûté des centaines de milliers de vies. Sous la direction de Rodriguez, l'armée espagnole a participé aux guerres néocoloniales sous commandement américain en Afghanistan (2001) et en Irak (2003).

Rodríguez a aussi joué un rôle majeur dans la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011.

La nomination de Rodríguez est aussi un signal que Podemos répudie consciemment ses appels précédents, hypocrites et fallacieux, aux sentiments anti-guerre et anti-austérité.

7- Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de « construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée ». Iglesias a ajouté : « Podemos assume comme légitimes les demandes des associations militaires et promet de les défendre. »

Peu de temps après, il a inclus dans son équipe José Antonio Delgado, porte-parole de l'Association unifiée des gardes civils.

Les gardes civils militarisés ont soutenu toutes les dictatures en Espagne depuis leur fondation en 1844. Mondialisation.ca 09.11.2015

Vous voulez faire un front unique avec ces ordures sans principes ni scrupules ?

En famille chez les partenaires sociaux ou ils ne loupent pas une occasion pour légitimer Macron.

Pour François Ruffin, Emmanuel Macron peut être un "partenaire" - Publicsenat.fr

- "moi-même j'éprouve un certain vertige à l'idée qu'on puisse détenir le pouvoir ". Faut vous en remettre mon vieux, vous n'êtes pas fait pour cela, et cela tombe bien parce que ce n'est pas demain la veille que cela vous arrivera, vous voilà soulagé !

- « Ce n'est pas moi qui cherche à gagner contre Emmanuel Macron, moi je cherche à faire gagner quelque chose aux gens à l'occasion du passage du président sur Amiens, voilà ».

Une recherche de résultats concrets qui mérite bien des concessions… « Si jamais dans ce cadre-là, Emmanuel Macron doit être un partenaire pour ça, il est un partenaire ». Publicsenat.fr

Un passeur de plateaux qui fournit à Macron une occasion d'afficher une légitimité de façade. Et alors, pourquoi s'arrêter sur ce genre d'infos insignifiantes ? Insignifiantes, vraiment ? Quand on ne cherche pas à comprendre comment ils construisent leur propagande, comment elle fonctionne. En réalité cela permet derrière aux instituts de sondages de faire remonter la cote de popularité de Macron, ce qui semblera logique au citoyen lambda, puisqu'il gagne en légitimité en jouant un rôle dans la cour des "partenaires sociaux", et ce ne sont pas les dirigeants vendus des syndicats qui désapprouveront Ruffin... ni Macron !

Retraitement des déchets.

Ils osent tout au-delà de tout ce qu'un homme peut imaginer en proie au délire. La palme revient à Hollande.

- Pour Hollande, le PS "a un avenir" et la gauche n'est pas incarnée par Mélenchon. - AFP

François Hollande a estimé jeudi sur RTL que le Parti socialiste avait "un avenir", le chef de file de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon ne pouvant à ses yeux prétendre incarner la gauche.

"Il devait y avoir 1,5 million (de manifestants) sur les Champs-Elysées, vous les avez vus vous ? (...) Cette stratégie qui a consisté à vouloir s'opposer par la rue a été finalement une bénédiction pour le gouvernement et le président (...). Je pense qu'avec un opposant comme celui-là les pouvoirs ont de beaux jours devant eux", a raillé l'ex-président.

Interrogé sur son discours du Bourget de 2012, M. Hollande a dit qu'il le prononcerait aujourd'hui "de la même manière". "Je pense que la finance prédatrice, spéculative reste un danger pour le monde. Le creusement des inégalités que nous voyons. le fait qu'une partie de la richesse soit captée, capturée même par une toute petite minorité de privilégiés (...) est un risque pour la stabilité du monde", a-t-il estimé.

Louant l'action de son gouvernement pour une juste imposition des multinationales, il a estimé qu'il y avait "encore beaucoup à faire quand on voit l'optimisation fiscale d'un certain nombre de groupes". "Je suis de gauche et j'ai fait une politique de gauche", a-t-il revendiqué.

Ce qui nous perdra, c'est de refuser d'admettre de quoi ils sont capables.

- Ségolène Royal : «Je ne suis pas retirée de la vie politique» - LeFigaro.fr

Plus réactionnaire et plus corrompu encore, si, si c'est possible.

Faites payer les gueux !

- One Planet Summit : Nicolas Hulot demande aux États et aux banques « la même audace » que pour la « crise financière de 2008 » - Publicsenat.fr

Des millionnaires vous gouvernent, c'est la démocratie.

- Quelques ministres millionnaires au sein du gouvernement - HuffPost FR

La Haute autorité pour la transparence de la vie publique, qui a publié ce vendredi 15 décembre les déclarations de patrimoine des membres du gouvernement, a révélé que plusieurs ministres étaient millionnaires, parmi lesquels Muriel Pénicaud (7,7 millions d'euros), Nicolas Hulot (7,2 millions d'euros) et Françoise Nyssen (4,6 millions d'euros).

- Les députés seront remboursés jusqu'à 1200 euros pour un logement à Paris. - L'Express.fr

A partir du 1er janvier, les députés pourront louer des logements dans la capitale... et se faire rembourser par l'Assemblée nationale.

- Le Sénat augmente de 40% le salaire des maires des grandes villes et des présidents de collectivités - Publicsenat.fr

Les sénateurs ont voté une augmentation de 40% de la rémunération des maires des grandes villes et des présidents de région et de département, durant l'examen du budget 2018. Publicsenat.fr

Il ne peut pas y en avoir pour tout le monde.

- Arrêt maladie : le Sénat instaure 3 jours de carence pour les fonctionnaires Publicsenat.fr

Le Sénat a instauré 3 jours de carence pour les fonctionnaires durant lesquels leurs arrêts maladie ne sont pas rémunérés. Il a également enlevé aux agents publics une partie de la compensation de la hausse de la CSG. Publicsenat.fr

Un "espoir". Il n'y a pas de places pour tout le monde.

- Belloubet vise 10.000 places de prison en plus d'ici 2022 - Reuters

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a déclaré jeudi "espérer" la création de 10.000 places de prison d'ici la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron... Reuters

Il n'y a pas de petites économies.

- Damon - Faire nettoyer leur classe par les élèves, quelle bonne idée ! LePoint.fr

En Inde dans les écoles publiques ce sont les gosses qui amènent des craies pour les profs...

Légitimité autoproclamée.

- Avec une large victoire, Laurent Wauquiez assoit sa légitimité - Publicsenat.fr

Laurent Wauquiez, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, est devenu le nouveau président des Républicains, avec 74,64% des voix, dépassant largement ses deux adversaires : la filloniste Florence Portelli (16,11%) et le juppéiste Maël de Calan (9,25%).

La surprise vient de la mobilisation des adhérents : ils sont 99.597 à avoir participé au vote (42,5%). Publicsenat.fr

Encore un qui est élu avec environ 30% (31,72% exactement)...

- France Télévisions: les cadres dans le viseur - liberation.fr

La dénonciation du nombre pléthorique de cadres à France Télévisions est une vieille chanson, régulièrement entonnée par les adversaires de l'audiovisuel public. A l'intérieur de l'entreprise, on a l'habitude de faire bloc face à ces attaques. Mais cette fois, sous l'effet de la pression financière infligée par l'exécutif, quelque chose a changé.

Aux sources du conflit, les 50 millions d'euros d'économies demandées par l'Etat sur 2018, qui posent cette question : où tailler dans les dépenses ?

En octobre 2016, un rapport de la Cour des comptes mettait en lumière le problème du «surencadrement» à France Télévisions. Les magistrats financiers observaient ainsi que le nombre de cadres parmi les personnels techniques et administratifs atteignait 79 % (4 746 sur 6 013) en 2014, tandis que 26 % des journalistes étaient «affectés à des fonctions de coordination et d'encadrement» en 2015 - année de l'arrivée aux commandes de Delphine Ernotte.

«Cette disproportion est encore plus marquée au sein de la direction de l'information où ils atteignent 40 %, dont 149 rédacteurs en chef ou rédacteurs en chef adjoints», relevait par ailleurs la Cour des comptes. Ces positions hiérarchiques influent directement sur la masse salariale de l'entreprise publique qui, à 982 millions d'euros en 2015, représentait une charge quasi identique à celle liée aux programmes (1,013 milliard d'euros)

Si la rémunération médiane annuelle s'élevait en 2015 à 49 230 euros brut, le nombre de salariés touchant plus de 70 000 euros était de 1 415. Soit 16 % des CDI de l'entreprise… D'après la Cour des comptes, ce nombre a connu une extravagante augmentation de 57 % entre 2011 et 2015, dans le sillage des revalorisations entraînées par la signature en mai 2013 d'un nouvel accord collectif. Toujours en 2015, 547 personnes à France Télévisions gagnaient plus de 96 000 euros brut par an, pour un coût total de près de 70 millions d'euros…

Dans un message posté sur Twitter le 28 novembre, le collectif «Touche pas à mon info», qui regroupe les journalistes des magazines de France 2, a repris ces chiffres dans un commentaire adressé à Delphine Ernotte : «C'est bon, on a trouvé les 50 millions d'euros manquants.» Allusion aux économies exigées par l'Etat. Dans l'entourage de la présidente, on tient à préciser une chose : «Les dix plus gros salaires de l'entreprise ne sont pas logés au sein de la direction du groupe, mais sont ceux de rédacteurs en chef…»

«Il faut comprendre que France Télévisions est une boîte qui fonctionne plus sur les statuts que sur les compétences, fait remarquer un très bon connaisseur de l'entreprise, sous couvert d'anonymat. Quand tu obtiens le titre de rédacteur en chef et les avantages qui vont avec, c'est à vie.»

L'effet pervers du système est évident : il incite les anciens à rester le plus tard possible, au-delà de l'âge légal de la retraite, et bloque les entrées des plus jeunes. Le turnover est faible. A France Télévisions, dont les effectifs s'élèvent à environ 9 800

équivalents temps plein (ETP) aujourd'hui, 10 % des employés ont plus de 62 ans, selon une source proche de la direction, et l'âge moyen se situe autour de 48 ans.

Mais en attendant, c'est sur d'autres dépenses qu'il faut reporter les économies, notamment les contrats à durée déterminée (CDD) et les programmes. C'est précisément ce qui a enflammé le pôle regroupant Envoyé spécial et Complément d'enquête. Déjà, l'an dernier, la Cour des comptes déplorait cette situation : «Si cette maîtrise du coût de grille [c'est-à-dire des dépenses dans les programmes, ndlr] marque sans conteste la capacité de l'entreprise à améliorer sa performance, elle témoigne aussi de la difficulté de France Télévisions à faire des économies ailleurs que sur "son cœur de métier".»

Entre 2011 et 2015, alors que le coût de grille du programme national a baissé de 56 millions d'euros, la masse salariale a augmenté de 74 millions d'euros. liberation.fr 11.11

Ah ben en voilà une question à laquelle ils ne risquent pas de répondre.

- Pourquoi prospèrent les inégalités mondiales ? - Liberation.fr

Cette question des inégalités ramène peu ou prou à tout problème d'économie : qui prend quoi dans le gâteau produit par une société ? Qui tient le couteau ? Qui distribue les parts ? Les questions fondamentales de l'économie politique.

Certes, le rapport souligne dès les premières lignes à quel point l'inégalité est un phénomène complexe et multidimensionnel, et dans une certaine mesure inévitable. «Néanmoins, nous avons la conviction, affirment les auteurs, que si l'aggravation des inégalités ne fait pas l'objet d'un suivi et d'un remède efficaces, elle pourrait conduire à toutes sortes de catastrophes politiques, économiques et sociales.»

...le résultat global de cette énorme compilation mondiale de données est sans appel : les inégalités de revenus ont augmenté dans toutes les régions du monde au cours des dernières décennies, mais à des rythmes différents.

Il est intéressant de noter que les auteurs situent leur étude sur un espace-temps qui s'étale de 1980 à 2016. Justement, 1980 est un point de bascule mondial. C'est le début d'une défaite, celle du keynésianisme, dans un contexte où l'efficacité de l'Etat est remise en cause et où est confiée au marché la tâche d'éliminer l'inflation, le chômage ou encore le déficit commercial. Tel sera le mot d'ordre du début des années 80 lorsqu'une certaine Margaret Thatcher fait du fameux TINA (There is no alternative) l'alpha et l'oméga de ces réformes économiques et sociales. Le coup de grâce est donné en 1981 lorsque Ronald Reagan débarque à la Maison Blanche. Tout s'enchaîne alors très vite. L'école de Chicago, véritable concentré des thèses monétaristes et de libéralisme à tous crins, a alors le vent en poupe.

Dans toutes les institutions, le recul du rôle de l'Etat sur fond de baisse des impôts devient la règle absolue. La protection sociale ? Les entreprises publiques ? Les systèmes de retraite par répartition ? L'intervention de l'Etat ? L'heure est à la dérégulation sous toutes ses formes. Place à la création de valeur pour l'actionnaire, à la primauté des cours boursiers, à la mondialisation heureuse… Mais voilà, les résultats de cette rupture sont loin de coller à la feuille de route des tenants de la théorie du ruissellement et autres premiers de cordée. Depuis le début des années 80, l'embardée des inégalités n'a cessé de dériver. «Le Rapport sur les inégalités mondiales inverse la charge de preuve, explique Lucas Chancel, un des cinq coordinateurs du rapport. Il démontre, si besoin en était, que nous n'avons pas besoin que le haut de la pyramide des revenus soit toujours plus riche, se prenne une part toujours plus importante du gâteau, pour espérer que cela finisse par retomber sur les populations les plus modestes, ou encore les classes moyennes.»

La part du revenu national allant aux seuls 10% des plus gros revenus est de 37% en Europe, 41% en Chine, 46% en Russie. La palme d'or des inégalités au sein des pays développés revient à l'ensemble comprenant les Etats-Unis et le Canada.

Si depuis 1980, les inégalités de revenus ont augmenté rapidement en Amérique du Nord (Etats-Unis), en Chine, en Inde et en Russie, elles restent plutôt modérées en Europe (voir graphique). Les auteurs précisent d'ailleurs que «l'accroissement des inégalités marque la fin du régime égalitariste qui avait pris forme dans certaines de ces régions du monde après la Seconde Guerre mondiale». Quant aux pays du Moyen-Orient, d'Afrique subsaharienne ou encore du Brésil, les inégalités de revenus sont (en apparence seulement) restées relativement stables. Et pour cause : cette situation d'apparente stabilité des inégalités s'explique en réalité par le simple fait que ces trois régions du monde n'ont jamais connu de régime de croissance égalitariste. Inégalitaires elles étaient hier, inégalitaires elles demeurent aujourd'hui.

Les économistes le savent parfaitement. Il y a deux moyens de s'enrichir : créer de la richesse ou en prendre aux autres. Pour la société, le premier levier est une addition. Le second est en général une soustraction. Les Etats-Unis l'illustrent à merveille. Alors que la part de revenu du centile le plus riche (1%) était de 10% en 1980, ce taux a été multiplié par deux depuis (20%). Voilà même un pays qui affiche deux courbes qui se croisent vers le milieu des années 90. D'un côté, celle qui caractérise la part de revenu des 1% le plus riches (ascendante) de l'autre celle des 50% les plus pauvres (descendante). Cette dernière est passée de plus de 20% en 1980 à 13% en 2016. «La trajectoire suivie par les Etats-Unis s'explique en grande partie par une inégalité d'accès à l'enseignement, associée à une fiscalité de moins en moins progressive…» précise le rapport. A coté de ce

désastre américain, l'Europe de l'Ouest fait presque figure de modèle. Certes, la pauvreté y gagne du terrain, la progressivité de l'impôt y diminue un peu partout, mais au point que les deux précédentes courbes se coupent.

Comment se comportent les inégalités au niveau de la planète, que les louangeurs de la mondialisation aiment à comparer à un village planétaire ? Grâce à la forte croissance de l'Asie (Inde et Chine), la moitié de la population mondiale a vu son revenu augmenter. Mais à y regarder d'un peu plus près, les résultats sont loin d'être rassurants. Là encore, les 1% les plus riches s'en sont mis plein les poches. Concrètement, à eux seuls, ces derniers ont capté 27% du cumul de la croissance mondiale depuis le début des années 80, pendant que les cinq premiers déciles (50% les plus pauvres) en captaient à peine 12%. Entre ces deux extrémités, il y a les classes dites moyennes qui, au niveau mondial, se sont appauvries. Pour couronner le tout, les auteurs du rapport ont tenté de montrer comment a évolué au cours de ces trois dernières décennies la répartition du capital entre sphère privée et sphère publique. Le résultat s'avère vertigineux. Le patrimoine privé (ou le capital) est passé de près de 300% du revenu national dans la plupart des pays riches en 1970 à près de 600% en moyenne aujourd'hui (voir graphique). A l'inverse, le patrimoine public net (les actifs publics moins les dettes) a diminué partout. Il serait même devenu négatif ces dernières années aux Etats-Unis et au Royaume-Uni (légèrement positif au Japon et en France). Nul besoin d'être grand clerc pour deviner que ces situations limitent la capacité des Etats à réguler l'économie, redistribuer les revenus. Et donc freiner la croissance des inégalités.

Quelles solutions ?

Au final, les privatisations à tout va réalisées un peu partout dans le monde conjuguées à des inégalités de revenus croissantes ont alimenté la hausse des inégalités de patrimoine. Bien sûr, elles n'ont pas encore retrouvé le niveau qui était le leur au début du XXe siècle en Europe ou aux Etats-Unis. Mais elles ne cessent de se creuser (voir graphique). Aux Etats-Unis, la part des plus gros détenteurs de patrimoine est passée de 22% en 1980 à 39% en 2014. «Sur les quarante dernières années, l'accroissement de la part de richesse patrimoniale des catégories supérieures a été plus modéré en France et au Royaume-Uni», souligne le rapport. Certes, mais la part des 1% les plus aisés y est toujours plus importante.

Les auteurs sont formels : dans un scénario de prolongation des tendances actuelles, la classe moyenne mondiale verra sa part de patrimoine un peu plus comprimée. En revanche, celui des 1%, des 0,1% et même des 0,01% baignera encore plus dans l'indécence et l'opulence monétaire. Et bien sûr, les inégalités de revenus augmenteront elles aussi.

Rapport sur les inégalités mondiales 2018, publié ce mercredi sous la houlette des économistes Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman.

- En Inde, deux vitesses et deux visages - liberation.fr

Le contraste est frappant mais représentatif de l'énorme fossé qui s'est creusé entre riches et pauvres dans une économie indienne qui a connu une croissance phénoménale - de 7 % en moyenne depuis deux décennies - mais n'a pas su en redistribuer les fruits. Les classes d'affaires ont bénéficié de l'importante vague de libéralisation entamée en 1991, mais l'essentiel de la population n'en a pas profité : en 2012, la Banque mondiale estimait que 20 % de la population, soit 270 millions de personnes, vivait sous le seuil de pauvreté extrême de 1,90 dollar par jour.

Et face à cette situation, les 10 % les plus fortunés accaparent 55 % de la richesse du pays, selon le rapport sur les inégalités sociales publié ce jeudi. Ce chiffre a doublé en vingt-cinq ans : une rapidité record. L'Inde est ainsi l'un des pays qui compte la plus forte inégalité du monde

L'Inde, qui pointe en septième position du PIB mondial, est donc plus que jamais un pays riche avec énormément de pauvres.

...concernant les dépenses publiques, le gouvernement investit seulement l'équivalent de 3 % du PIB dans l'éducation et 1,1 % dans la santé, ce qui est entre deux et trois fois moins que l'Afrique du Sud, par exemple. Le manque d'assurances santé maintient les populations vulnérables dans la pauvreté et les failles de l'enseignement public ne font qu'accroître l'avantage des plus riches, qui réalisent maintenant toutes leurs études dans le privé. liberation.fr 14 décembre 2017

- La moitié de la population mondiale n'a pas accès aux soins basiques, selon l'OMS - Reuters

Plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux services de santé élémentaires et de nombreuses populations se retrouvent dans une situation d'extrême précarité à cause du coût trop élevé des soins, rapporte mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS)... Reuters

- La réunion de l'OMC finit dans la discorde - Reuters

"Nous ne sommes parvenus à aucun résultat multilatéral", a dit Cecilia Malmström, commissaire européenne au Commerce, lors d'une conférence de presse. "La triste réalité est que nous ne nous sommes même pas entendus sur un arrêt des subventions à

la pêche illégale."

L'absence d'accord signifie que les discussions sur les mêmes thèmes vont se poursuivre d'ici la prochaine conférence ministérielle en 2019.

En oligarchie. Ceux qui font les lois s'y soustraient.

- Accord pour ajouter le "crime d'agression" aux chefs d'inculpation de la CPI - AFP

Les 123 pays parties à la Cour pénale internationale (CPI) sont parvenus dans la nuit à l'ONU à un accord pour "activer" le "crime d'agression" qui va s'ajouter aux trois chefs d'inculpation déjà en vigueur, a appris l'AFP vendredi de sources diplomatiques.

"Nous avons activé par consensus le crime d'agression", ont indiqué deux diplomates. Créée en 1998 par un traité signé à Rome et entré en vigueur en 2002, la CPI ne jugeait jusqu'à présent que les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre.

Le "crime d'agression" d'un pays contre un autre pays était prévu dans les statuts de la CPI mais n'avait jamais été activé en raison de son caractère très politique.

Il fait suite à l'adoption d'amendements en 2010 pour mieux définir le "crime d'agression" et les conditions de saisie de la CPI.

Plusieurs des Etats n'ayant pas ratifié les amendements de 2010 - France, Japon, Colombie, Canada, Norvège, Royaume-Uni - avaient indiqué qu'ils acceptaient une activation mais sous condition que leurs ressortissants ne puissent pas être poursuivis. AFP 15 décembre 2017

Parole d'internaute

1- « Nous pensons que la métaphore droite/gauche ne fonctionne plus et que l'antagonisme à revendiquer est celui de l'oligarchie contre le peuple." Comme si le clivage gauche/droite signifiait autre-chose!… Ce n'est pas parce-que la sociale démocratie a perverti le concept de gauche que celui-ci n'existe plus!

2- Je crois que les classes populaires ont surtout senti l'immense mépris de classe dont elles font l'objet par leur propres représentants élus, de gauche comme de droite. Sauf que mépris de classe venant de la droite, bon, pourquoi pas (et encore), mais venant de la gauche, impardonnable.

Le péché est parfaitement résumé par la phrase incroyable de lucidité de cet article : "Tout d'abord, la gauche garde une approche platonicienne, dans le sens où elle pense que les masses sont dans l'erreur et qu'elles doivent donc être éclairées."

Si le peuple vote mal, changeons de peuple.

3- néolibéralisme ? Prédation maximum de ce qui peut être encore pressuriser. La propriété doit changer de mains pour se concentrer en quelques-unes : retour au féodalisme.

4- Le néolibéralisme c'est la lois du plus fort, qui est la philosophie de l'homme des cavernes, à un tel point que le dénouement naturel de cette désorganisation économique est le fascisme. Car l'Etat policier est l'unique organisation politique qui puisse empêcher la populace de se révolter devant une répartition des richesses aussi scandaleuse. Ce n'est pas par hasard si ce processus est en cours de réalisation en Europe.

5- Le néolibéralisme est surtout consubstantiel à la notion de psychopathie : pas de filtre, pas d'empathie, et surtout une immense considération de soi-même, à tel point que ses adeptes confondent la notion de privilèges avec élitisme. On est très loin d'une relation de "maitre" (au sens maitrise – art martial ou art musical par exemple) à "élève". Les soi-disant "élites" autoproclamées sont incapables de traiter un quelconque sujet en dehors de son aspect communication, démontrant par la même leur condition de privilégiés assistés et non d'élites.

6- La décomposition de la société française se poursuit inévitablement car l'élite capitaliste au pouvoir ne cherche pas à sauver le pays mais plutôt à l'inféoder au capitalisme anglo-saxon plus rentable que le capitalisme d'Etat gaullien mis à mal par Mitterrand-Chirac-Sarkozy-Hollande et maintenant par Macron et son équipe de banquiers d'affaires qui dirigent le Medef .
Les Français des quartiers populaires et des zones rurales continuent leur descente aux enfers de la pauvreté inexorablement.

Cette logique historique va entraîner des ripostes dites révolutionnaires à terme car le vote cyclique des citoyens ne sert à rien puisque rien en change en mieux. Le mécontentement est là malgré le contrôle médiatique du pouvoir et les sondages manipulés. La colère contenue par l'abstention massive commence à déborder sur le plan électoral (vote des corses pour les nationalistes,

échec électoraux dans les partielles pour les macronistes). Et cela ne fait que commencer car le système annonce des licenciements massifs partout . Alors l'étincelle peut arriver à tout moment

7- Des études ont montré que plus on est "intelligent" (ce qui n'est pas synonyme d'informé), et plus on est manipulable : parce que les concepts manipulés par la propagande prennent plus facilement racine chez les gens qui ont une plus forte capacité de conceptualisation que ceux qui raisonnent plus de manière matérielle, ou par bon sens "paysan" (voir les études sur Bernays, l'inventeur de la publicité et du marketing, entre autres choses…)

Ils osent

- Sur Libé.fr le docu «les gangsters de la finance» - Liberation.fr

- Viols en Syrie : la voix des femmes pour témoigner de l'enfer du régime - Liberation.fr

Dans «le Cri étouffé», enquête édifiante diffusée ce mardi soir sur France 2, Manon Loizeau donne la parole aux victimes des troupes d'Al-Assad. Liberation.fr

- En attendant de revenir au premier plan, Bayrou veut incarner l'aile gauche de Macron - HuffPost FR

- Autriche : la droite et extrême droite scellent un accord de gouvernement - Franceinfo

- L'ONU accuse Damas de faire échouer les pourparlers de paix à Genève - AFP

- L'UE reconduit ses sanctions économiques contre la Russie - LeParisien.fr

- L'Europe doit faire passer ses valeurs avant le marché - Liberation.fr

- Le Parlement européen appelle au respect de la démocratie au Cambodge - LeFigaro.fr

- Washington présente des preuves "irréfutables" de ventes d'armes iraniennes - AFP

Infos divers.

- Zimbabwe: Mnangagwa candidat à la présidentielle de 2018 - Reuters

- Les dessous du coup d'État militaire au Zimbabwe - Mondialisation.ca
https://www.mondialisation.ca/les-dessous-du-coup-detat-militaire-au-zimbabwe/5620923

- Plusieurs ONG contraintes de fermer leurs portes au Pakistan - Reuters

- Le Pakistan a ordonné à une dizaine d'organisations humanitaires de fermer leurs portes, dont une antenne de la fondation du milliardaire américain George Soros, a-t-on appris mercredi. Reuters

- Les menaces du président vénézuélien sont "typiques des dictateurs" - euronews

En cinq mois le Venezuela a connu trois scrutins, des élections locales, régionales et la mise en place d'une assemblée constituante. Les résultats ont donné une quasi majorité absolue au président Nicolas Maduro. L'issue ne faisait guère de doute puisque l'opposition avait décidé de boycotter ces élections. euronews

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela.

- Venezuela : Maduro remporte les élections municipales - leparisien.fr

Un nouveau succès pour Nicolás Maduro. Le président vénézuélien a revendiqué dimanche une large victoire aux élections municipales, à quelques mois d'une nouvelle candidature à l'élection présidentielle. « Nous avons gagné plus de 300 mairies du pays, sur les 335 », contre 242 actuellement, a affirmé le dirigeant socialiste lors d'un meeting organisé à Caracas.

Un peu auparavant, le Conseil national électoral (CNE) avait donné le chavisme gagnant dans au moins 20 des 23 capitales régionales. La participation a atteint 47,32 %. Désormais, avec son récent succès aux régionales, le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) contrôle 19 des 23 régions du pays.

Craignant des fraudes, les trois principaux partis d'opposition, ceux de Henrique Capriles, Leopoldo Lopez et Henry Ramos Allup, avaient refusé de présenter des candidats aux municipales.

La situation sous contrôle

Six mois après les manifestations, violemment réprimées (le bilan est de 125 morts), qui exigeaient son départ, le président Maduro semble avoir repris le contrôle de la situation et renforce ainsi son autorité sur le pays. Dimanche, il a même annoncé que les principaux partis d'opposition seraient exclus de l'élection présidentielle de 2018, en raison de leur boycott du scrutin municipal.

« Tout parti qui n'a pas participé aujourd'hui et qui a appelé au boycott des élections ne peut plus participer », a-t-il déclaré, affirmant qu'il s'agissait là d'un « critère de l'Assemblée nationale constituante », intégralement composée de partisans du chef de l'Etat et qui a confisqué les pouvoirs du Parlement.

L'élection, prévue pour le mois de décembre, pourrait être avancée au premier trimestre 2018. Si la popularité de Nicolás Maduro n'est pas très élevée, notamment en raison de la crise économique, des pénuries en tout genre et de l'inflation galopante, l'opposition ne semble pas en mesure de remporter la présidentielle, elle qui n'a pas su s'unir il y a deux ans après une victoire historique aux élections législatives. leparisien.fr 11 décembre 2017

La réaction est dépitée !

Haut de page

Le 20 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (21 pages)

Pourquoi commencer cette causerie par un article sur la Corée ? C'est un sujet d'actualité. Mais encore ?

Pour alimenter la haine que le capitalisme doit nous inspirer, car le confort douillet ou matériel dans lequel se complaisent la majorité des masses et des militants a tendance à les rendre amnésique, à ramollir le cerveau ou à affaiblir la volonté de lutter pour en finir avec le capitalisme.

C'est la seule haine que je connaisse, donc qu'il me soit permis de l'exprimer au nom de tous les exploités et opprimés, je pense que c'est légitime.

J'ignore si je dois vous souhaiter mes meilleurs voeux, de quoi tant la société n'en finit plus de pourrir un peu plus chaque jour sans qu'on entrevoie la moindre trace d'une issue politique, ce serait démagogique puisque je ne vois pas comment la situation pourrait s'arranger ou tourner à notre avantage à court ou à moyen terme, c'est en tout cas ce que je pense et ce que doit partager la plupart des lecteurs, non ?

On ne va se raconter d'histoires entre nous, on se parle franchement, même si parfois on ferait peut-être mieux de se taire, ce dont je me moque, car finalement chacun ne retiendra de ces causeries que ce qui l'intéresse, voilà pourquoi je ne tiens pas compte de la susceptibilité ou de la sensibilité politique des uns et des autres, bien que je ne les ignore pas, agir autrement serait méprisant et tel n'est pas mon état d'esprit, la dignité et le respect des autres, c'est tout ce qui nous reste pour ne pas devenir neurasthénique, dépressif ou haïr la terre entière, vaut mieux haïr le capitalisme et s'en tenir là.

J'allais oublier de vous dire que l'abonnement du portail au serveur de la société OVH arrivera à échéance fin 2018 et non fin 2017, je m'étais trompé d'une année, je m'en suis aperçu avant-hier, donc on va continuer, mais j'ignore à quel rythme, cela dépendra

de mon état de santé et de l'évolution de la situation mondiale, si ma modeste contribution peut servir à quelque chose.

Il y a tant de militants autour de nous qui se renient ou qui sombrent dans une épouvantable déchéance ou encore qui décident d'abandonner le combat pour profiter de leur retraite, que j'ai l'impression parfois de faire partie d'une espèce en voie de disparition. Vous avouerez que j'ai tout de même du mérite de continuer, après avoir affirmé que dans l'état actuel des choses je ne voyais pas comment on pourrait échapper à des décennies de réaction sur toute la ligne ou inverser la tendance actuelle, puisqu'aucun dirigeant n'entend corriger les erreurs du passé ni même le reconnaître, ce qui signifiait que notre combat était perdu d'avance en poursuivant dans cette voie.

Mais bon, pendant qu'il y en a qui s'accrochent toujours aux mêmes illusions ou font preuve d'hypocrisie en nous servant les discours qui nous ont conduits où nous en sommes, ce qui au passage leur permet de se donner bonne conscience sans que cela leur coûte grand chose pour verser dans un déni permanent, partant de là on ne voit pas trop quel mérite on devrait leur reconnaître puisqu'ils passent leur temps à se faire plaisir, je préfère m'en tenir à la réalité et essayer d'être le plus lucide possible sans raconter d'histoires auxquelles je ne crois pas, le passage au socialisme est une nécessité historique, certes, mais cela demeure surtout une opportunité qui se réalisera à l'issue du développement du capitalisme, et dans le cas contraire ce sera la barbarie qui l'emportera et la civilisation humaine avec elle, donc mobilisons toutes nos facultés ou capacités au service de notre cause, et essayons de faire en sorte qu'elle triomphe, mais ce n'est pas avec des sophismes, des syllogismes foireux, des lieux communs, des généralités, des dogmes ou en faisant preuve de démagogie qu'on y parviendra.

Maintenant que la social-démocratie et le stalinisme sont à terre, certes il faut continuer de les combattre car leurs cadavres bougent encore, ils ne constituent plus le principal obstacle à l'organisation des meilleurs éléments de la classe ouvrière et des classes moyennes, au combat contre le régime, s'il faut axer notre combat contre le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, dont la Ve République en priorité, on ne peut plus nous opposer cet argument qui a servi à justifier bien des compromissions, en premier lieu avec les appareils vendus des syndicats, il faut ajouter un autre volet à notre combat, contre toutes les représentations idéologiques (médias, ONG, etc.) du capitalisme qui s'appuient sur les faiblesses des hommes, ce qui signifie qu'il faut aussi identifier et combattre ces faiblesses, pas en accusant les travailleurs de se comporter comme des abrutis ou des vauriens comme le font le PS, le PCF, EELV, LFI, le NPA, LO et une myriade d'organisations ou de groupes de militants, non, en leur montrant comment nos ennemis instrumentalisent leurs faiblesses pour mieux les tromper, les conditionner, les asservir pour parvenir à leurs fins.

Ce matin, je m'étais assis sur une marche de la porte d'entrée de la maison, je buvais un café, quand un chevreau de deux mois m'a rejoint, il s'était échappé de son enclos. J'avais laissé la porte de la maison ouverte et il voulut entrer. Je l'ai repoussé à plusieurs reprises, mais chaque fois il revenait à la charge. J'ai fini par lui barrer la route en tendant mon bras à environ 40 cms du sol, et bien en une fraction de secondes, il a jeté un coup d'oeil et il est passé en dessous. J'ai renouvelé l'expérience en laissant seulement un espace de 20 cms, il est passé en trombe au-dessus !

Je me suis fait la réflexion que cet animal était doué d'un sens de l'observation formidable et d'une capacité de décision fulgurante, alors qu'en général on prétend que les animaux n'auraient pas un cerveau très développé, c'est la preuve du contraire s'agissant des chèvres, qui à ma connaissance ne sont pas réputées pour être très fines.

Et bien je continue de penser que l'immense majorité des travailleurs ont la capacité de prendre conscience de leur condition ou d'élever leur conscience au niveau des tâches historiques qu'ils doivent accomplir pour se libérer du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, même si les apparences ne témoignent pas en leur faveur, raison de plus pour y croire, puisque le plus souvent elles sont trompeuses.

Il faut le savoir ou s'en souvenir.

- Comment la plus meurtrière des campagnes de bombardements de l'histoire a créé la crise actuelle en Corée par Ted Nace (CounterPunch 8 décembre 2017) — Arrêt sur Info 17 décembre 2017

Alors que le monde voit de plus en plus les tensions et la rhétorique belliqueuse entre les États-Unis et la Corée du Nord s'accroîtrent, l'un des aspects les plus remarquables de la situation est l'absence de reconnaissance publique pour la raison profonde des craintes nord-coréennes. L'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Nikki Haley, a qualifié d'« état paranoïde » la conséquence de l'horrible campagne de bombardements incendiaires menée par l'armée de l'air américaine pendant la guerre de Corée et le bilan sans précédent de ces actes.

Même si tous les faits ne seront jamais connus, les preuves disponibles indiquent que les bombardements incendiaires des villes et des villages nord-coréens ont causé plus de morts civiles que toute autre campagne de bombardements de l'histoire.

L'historien Bruce Cumings décrit cette campagne comme « probablement l'un des pires épisodes de violence américaine, sans retenue, contre un autre peuple, mais c'est certainement celui que les Américains connaissent le moins ».

La campagne, menée de 1950 à 1953, a tué 2 millions de Nord-Coréens, selon le général Curtis LeMay, chef du Strategic

Air Command et organisateur du bombardement incendiaire de Tokyo et d'autres villes japonaises. En 1984, LeMay a déclaré à l'Office of Air Force History que les bombardements de la Corée du Nord avaient « tué 20% de la population ».

D'autres sources citent un nombre légèrement inférieur. Selon un ensemble de données élaboré par des chercheurs du Centre pour l'étude de la guerre civile (CSCW) et l'Institut international de recherche sur la paix à Oslo (PRIO), la « meilleure estimation » des décès civils en Corée du Nord est de 995 000 personnes, avec une estimation basse de 645 000 et une estimation haute de 1,5 million.

Bien qu'inférieure de moitié à l'estimation de LeMay, celle de CSCW / PRIO de 995 000 morts dépasse toujours le nombre de victimes civiles de toute autre campagne de bombardements, y compris les bombardements alliés des villes allemandes durant la Seconde Guerre mondiale, qui ont coûté entre 400 000 et 600 000 vies humaines ; les bombes incendiaires et les bombardements nucléaires sur les villes japonaises, qui ont causé entre 330 000 et 900 000 morts ; et les bombardements subis par l'Indochine de 1964 à 1973, qui ont fait entre 121 000 et 361 000 morts dans l'ensemble au cours des opérations Rolling Thunder, Linebacker et Linebacker II (Vietnam) ; et enfin les opérations Menu et Freedom Deal (Cambodge), et l'opération Barrel Roll (Laos).

Le lourd bilan des bombardements sur la Corée du Nord est particulièrement notable compte tenu de la population relativement modeste du pays : seulement 9,7 millions de personnes en 1950. En comparaison, il y avait, en 1945, 65 millions de personnes en Allemagne et 72 millions au Japon.

Les attaques de l'US Air Force contre la Corée du Nord ont utilisé les tactiques de bombes incendiaires développées lors des bombardements de l'Europe et du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale : explosifs pour détruire les bâtiments, napalm et autres produits pour démarrer les incendies et empêcher les équipes de pompiers d'éteindre les flammes.

L'utilisation de ces tactiques n'était pas gagnée d'avance. Selon les politiques américaines en vigueur au début de la guerre de Corée, les bombes incendiaires dirigées contre les populations civiles étaient interdites. Un an plus tôt, en 1949, une série d'amiraux de la marine américaine avait condamné de telles tactiques dans un témoignage devant les instances du Congrès. Au cours de cette « révolte des amiraux », la Marine avait critiqué ses collègues de l'armée de l'air, affirmant que les attaques menées contre les populations civiles étaient contre-productives d'un point de vue militaire et violaient les normes morales universelles.

Arrivées à un moment où les tribunaux de Nuremberg ont sensibilisé la population aux crimes de guerre, les critiques formulées par les amiraux de la Marine ont trouvé une oreille favorable auprès de l'opinion publique. Par conséquent, attaquer les populations civiles était interdit par la politique américaine au début de la guerre de Corée. Lorsque le général de l'Armée de l'Air George E. Stratemeyer a demandé la permission d'utiliser les mêmes méthodes de bombes incendiaires, sur cinq villes nord-coréennes, que celles qui « ont mis le Japon à genoux » le général Douglas MacArthur a rejeté cette requête en invoquant une « politique générale ».

Cinq mois après le début de la guerre, le général MacArthur changea de position et accepta la demande du général Stratemeyer, le 3 novembre 1950, d'incendier la ville nord-coréenne de Kanggye et plusieurs autres villes : « Brûlez si vous le désirez. Et pas seulement ça, Strat, mais brûlez et détruisez, comme une leçon, l'une ou l'autre de ces villes que vous considérez comme ayant une valeur militaire pour l'ennemi. » Le même soir, le chef d'état-major de MacArthur a déclaré à Stratemeyer que le bombardement incendiaire de Sinuiju avait également été approuvé. Dans son journal, Stratemeyer a résumé les instructions comme suit : « Chaque installation, équipement et village en Corée du Nord devient maintenant une cible militaire et tactique. » Stratemeyer a envoyé l'ordre à la Fifth Air Force et au Bomber Command de « détruire tous les moyens de communication et toutes les installations, usines, villes et villages ».

Alors que l'Armée de l'Air était franche dans ses propres communications internes sur la nature de la campagne de bombardements y compris des cartes indiquant le pourcentage exact de destruction par le feu dans chaque ville – les communications à la presse décrivaient la campagne de bombardements comme étant uniquement dirigée contre « les concentrations de troupes ennemies, les entrepôts d'approvisionnement, les usines de guerre et les lignes de communication ».

Les ordres donnés à la Fifth Air Force étaient plus explicites : « Les aéronefs sous le contrôle de la Fifth Air Force détruiront toutes les autres cibles, y compris tous les bâtiments susceptibles d'être utilisés comme abris. »

Moins de trois semaines après l'attaque initiale de Kanggye, dix villes ont été incendiées, dont Ch'osan (85%) ; Hoeryong (90%) ; Huich'on (75%) ; Kanggye (75%) ; Kointong (90%) ; Manp'ochin (95%) ; Namsi (90%) ; Sakchu (75%) ; Sinuichu (60%) et Uichu (20%).

Le 17 novembre 1950, le général MacArthur a déclaré à John J.Muccio, ambassadeur des États-Unis en Corée : « Malheureusement, cette région deviendra un désert. » Par « cette région » MacArthur désignait toute la zone entre « nos positions actuelles et la frontière ».

Alors que l'Armée de l'air continuait à brûler les villes, elle gardait une trace attentive du niveau de destruction qui en résultait :

Anju – 15%
Chinnampo (Namp'o) – 80%
Chongju (Chongju) – 60%
Haeju – 75%
Hamhung (Hamhung) – 80%
Hungnam (Hungnam) – 85%
Hwangju (Comté de Hwangju) – 97%
Kanggye – 60% (réduction par rapport à l'estimation précédente de 75%)
Kunu-ri (Kunu-dong) – 100%
Kyomipo (Songnim) – 80%
Musan – 5%
Najin (Rashin) – 5%
Pyongyang – 75%
Sariwon (Sariwon) – 95%
Sinanju – 100%
Sinuiju – 50%
Songjin (Kimchaek) – 50%
Sunan (Sunan-guyok) – 90%
Unggi (Comté de Sonbong) – 5%
Wonsan (Wonsan) – 80%

En mai 1951, une équipe internationale d'enquête a déclaré : « Pendant toute la durée de leur voyage, les membres n'ont pas vu une ville qui avait été épargnée, et il y avait très peu de villages non endommagés. »

Le 25 juin 1951, le général O'Donnell, commandant du Bomber Command de l'armée de l'air extrême-orientale, a témoigné en réponse à une question du sénateur Stennis :

– … la Corée du Nord a été pratiquement détruite, n'est-ce pas ?

– Oh oui… Je dirais que l'ensemble, presque toute la péninsule coréenne est juste un terrible amas de ruines. Tout est détruit. Il ne reste rien digne de ce nom qui soit encore debout… Juste avant que les Chinois n'arrivent, nous avions cessé les opérations. Il n'existait plus d'objectifs en Corée.

En août 1951, le correspondant de guerre Tibor Meray déclara qu'il avait été témoin « d'une dévastation complète entre le fleuve Yalu et la capitale ». Il déclara qu'il n'y avait « plus de villes en Corée du Nord. J'ai l'impression que je voyage sur la lune parce que je n'ai vu que de la dévastation. Chaque ville était un ensemble de cheminées. »

Plusieurs facteurs étaient combinés pour augmenter les pertes humaines dans les attaques de bombes incendiaires. Comme on l'avait appris pendant la Seconde Guerre mondiale, les attaques incendiaires pouvaient dévaster les villes à une vitesse incroyable : l'attaque à la bombe incendiaire de la Royal Air Force à Würzburg, en Allemagne, durant les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, n'avait duré que 20 minutes, avec des températures estimées à 1500 – 2000°C.

Un autre facteur contribuant à la mortalité des attaques a été la sévérité de l'hiver en Corée du Nord. À Pyongyang, la température moyenne basse en janvier est de -13 degrés. Après le bombardement le plus sévère, qui a eu lieu en novembre 1950, ceux qui ont échappé à la mort immédiate par le feu ont été exposés à un risque létal par hypothermie dans les jours et les mois qui ont suivi. Les survivants ont créé des abris de fortune dans des canyons, des grottes ou des caves abandonnées. En mai 1951, une délégation de la Fédération démocratique internationale des femmes (WIDF), en visite dans la ville bombardée de Sinuiju, a déclaré :

« La grande majorité des habitants vit dans des abris en terre soutenus par du bois récupéré. Certains de ces abris ont des toits faits de tuiles et de bois, provenant des bâtiments détruits. D'autres vivent dans des caves qui sont restées après le bombardement et d'autres dans des tentes couvertes de chaume avec des charpentes de bâtiments détruits et dans des huttes faites de briques et de gravats non maçonnés. »

À Pyongyang, la délégation a décrit une famille de cinq membres, y compris un enfant âgé de huit mois, vivant dans un espace souterrain mesurant deux mètres carrés auquel on ne pouvait accéder qu'en rampant dans un tunnel de trois mètres.

Un troisième facteur mortel était l'utilisation intensive du napalm. Développée à l'Université de Harvard en 1942, la substance collante et inflammable a été utilisée pour la première fois pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle est devenue une arme majeure pendant la guerre de Corée, durant laquelle 32 557 tonnes ont été utilisées, selon une logique que l'historien Bruce Cumings a caractérisée ainsi : « Ce sont des sauvages, ce qui nous donne le droit de déverser le napalm sur des innocents.

» Longtemps après la fin de la guerre, Cumings décrit sa rencontre avec un vieux survivant :

« Au coin d'une rue se tenait un homme (je pense que c'était un homme ou une femme aux larges épaules) qui avait une croûte violette particulière sur chaque partie visible de sa peau – épaisse sur ses mains, mince sur ses bras, couvrant entièrement sa tête et son visage. Il était chauve, il n'avait ni oreilles ni lèvres, et ses yeux, sans cils, étaient d'un blanc grisâtre, sans pupilles… Sa croûte violacée résultait d'une aspersion de napalm, après quoi le corps de la victime non traité devait, en quelque sorte, se guérir lui-même. »

Au cours des négociations d'armistice à la fin des combats, les commandants américains n'avaient plus de villes à cibler. Afin de faire pression sur les négociations, ils ont envoyé les bombardiers sur les grands barrages coréens. Comme rapporté par le New York Times, l'inondation causée par la destruction d'un barrage a « nettoyé » quarante-cinq kilomètres de vallée et détruit des milliers d'hectares de riz nouvellement plantés.

Dans la foulée des campagnes contre l'Allemagne et le Japon, après 1945, un groupe de recherche du Pentagone composé de 1 000 membres a effectué une évaluation exhaustive des bombardements stratégiques, connue sous le nom de « United States Strategic Bombing Survey ». Cette enquête a publié 208 volumes pour l'Europe et 108 volumes pour le Japon et le Pacifique, contenant le décompte des victimes, des entretiens avec des survivants et des enquêtes économiques. Ces rapports, industrie par industrie, étaient si détaillés que General Motors a utilisé les résultats pour poursuivre, avec succès, le gouvernement américain pour 32 millions de dollars de dommages à ses usines allemandes.

Après la guerre de Corée, aucune enquête sur les bombardements n'a été faite, à part des cartes internes montrant les destructions ville par ville. Ces cartes ont été gardées secrètes pendant vingt ans. Au moment où les cartes ont été discrètement déclassifiées en 1973, l'intérêt de l'Amérique pour la guerre de Corée avait disparu depuis longtemps. C'est seulement au cours des dernières années que la vue d'ensemble a émergé, grâce à des études d'historiens tels que Taewoo Kim du Korea Institute for Defense Analyses, Conrad Crane de l'U.S. Military Academy et Su-kyoung Hwang de l'Université de Pennsylvanie.

En Corée du Nord, la mémoire est toujours vivante. Selon l'historien Bruce Cumings, « c'est le premier sujet que mon guide avait abordé avec moi. » Cumings écrit :

« La mécanique déchaînée des bombardements incendiaires a sévi dans le Nord pendant trois ans, produisant un peuple de taupes, survivant dans le désert, qui a appris à aimer l'abri des grottes, des montagnes, des tunnels et des redoutes, un monde souterrain qui a servi de base à la reconstruction du pays et au souvenir d'une haine féroce dans les rangs de la population. »

À ce jour, les bombardements incendiaires des cités nord-coréennes, des villes et des villages restent pratiquement inconnus du grand public et ne sont pas pris en compte dans les débats médiatiques sur la crise, en dépit de la pertinence évidente, pour la Corée du Nord, de poursuivre le développement d'une dissuasion nucléaire. Pourtant, à défaut de connaître et de confronter ces faits, le public américain ne pourra pas commencer à comprendre l'angoisse qui motive fondamentalement les attitudes et les actions nord-coréennes.

http://arretsurinfo.ch/coree-du-nord-un-etat-epouvante-pas-epouvantable/

Parole d'internaute.

- "*Les 5 secteurs les plus juteux sont : télécoms, hydrocarbures, banque, armes et pharmacie*."

Résumons :

- Moyens de communication dont le téléphone et Internet.
- Le pétrole et le gaz
- La banque et la Bourse.
- L'armement et donc la guerre, on peut ajouter l'industrie de la sécurité
- La santé et tous les acteurs que cela implique.

Vous avez oublié les assurances et l'industrie chimique, ainsi que les moyens de transport.

Hormis l'armement, tous ces secteurs économiques recoupent les besoins élémentaires de la population : Impossible de vivre ou de travailler sans un moyen de transport, sans un compte en banque, sans le téléphone, sans Internet (pour remplir des formulaires administratifs et autres démarches.), sans le gaz ou l'électricité, sans se soigner...

En Inde où je vis depuis plus de 20 ans.

Il y a deux décennies en arrière, la majorité des Indiens ne travaillaient pas, généralement un salaire, voire deux, suffisait à faire vivre un foyer de 5 à 9 personnes dont la moitié composé d'enfants, ils vivaient misérablement mais ils n'étaient ni surexploités ni couverts de dettes. Misérablement, à ceci près qu'une grande partie de leur nourriture était gratuite ou bon marché, ce qui n'est plus le cas. Chaque famille ayant un jardin et des parents disposant de terres, chaque foyer disposait gratuitement à longueur d'année ou selon les saisons de cacahuètes, manioc, aubergines, tomates, bananes, mangues et autres fruits et légumes, qui venaient compléter une alimentation par ailleurs très pauvres en protéines et vitamines.

Si en moyenne et de mémoire, les prix des denrées alimentaires et des vêtements ainsi que les salaires (minimums) ont été multipliés par 10 ou 12 en 25 ans, parfois moins, entre temps sont venus se greffer sur leur mode de vie une multitude de besoins qui ont un prix, de telle sorte qu'en 2017 un Indien est aussi pauvre ou plus pauvre encore qu'en 1990, tandis que la fortune des nantis à exploser.

Maintenant que la plupart des Indiens travaillent, ils travaillent pour payer le crédit de la mobylette ou de la moto qui a remplacé le vélo, l'essence et l'assurance pour aller travailler ; ils ont un compte en banque et paient des frais bancaires ; ils ont abandonné les traitements par les plantes qui étaient gratuits au profit des médicaments et engraissent les trusts pharmaceutiques ; ils ont au minimum un téléphone par foyer et souvent Internet qui ne sont pas gratuits ; ils ont presque tous un téléviseur couleur et ils sont abonnés au câble qui n'est pas donné ; hier ils utilisaient le bois pour faire la cuisine, il était gratuit, le gaz pas vraiment, ni le réchaud à gaz ; ils n'avaient qu'une lampe et une prise de courant par habitation, gratuit ou presque, dorénavant il en faut plusieurs pour brancher le ventilateur, le réfrigérateur, la télévision, etc. et leur note d'électricité a explosé, etc. et quand ils ont payé tous ces services ou frais, il leur reste à peine de quoi se nourrir, dans le meilleur des cas, la plupart rognent sur l'alimentation et l'hygiène pour honorer leurs factures, ils n'entretiennent pas leur véhicule, leur maison se délabre et tout le reste est à l'avenant, les mieux nantis sacrifient une partie de leur budget à payer la scolarité de leurs enfants dans des écoles privées et les bus scolaires très chers, de sorte qu'ils ne peuvent pas économiser une roupie.

On aura compris qu'ils ont mis les Indiens au travail, non pas pour qu'ils aient une vie meilleure, mais pour le compte des banquiers, des assureurs, des trusts pharmaceutiques, des multinationales, etc. qui seuls en tirent profit tandis qu'ils demeurent pauvres.

On aura noté également que durant toute cette période de "développement économique", il n'a été accordé aux travailleurs indiens aucun droit social, le seul droit qui leur a été concédé généreusement, c'est celui de se faire exploiter. Comme ils ont un revenu supérieur à 1 ou 2 dollars par jour, l'ONU et tous ceux qui reprennent à la lettre ses rapports, considèrent qu'ils sont sortis de la pauvreté, ce qui ne correspond évidemment pas à la réalité. En terme de marché, le capitalisme continue son expansion, mais en soumettant ceux qui sont censés en profiter à des conditions sociales extrêmement précaires et injustes.

Dans ces conditions il est indécent de parler de progrès social en Inde (ou ailleurs), puisque le seul droit qui a été accordé aux travailleurs indiens leur permet de satisfaire de nouveaux besoins en terme de consommateurs au détriment parfois ou souvent de leurs besoins les plus élémentaires, de sorte que ce qui apparaissait au départ comme un droit légitime a été perverti et est devenu un devoir, un cauchemar, parce que pour maintenir leur nouveau mode de vie, faire rouler la mobylette, utiliser leur téléphone, payer leurs factures, régler leurs dettes, etc. ils ne peuvent plus arrêter de trimer comme des esclaves six jours sur sept, sans congés payés ni aucun avantage social, hormis parfois une retraite qu'ils commenceront à percevoir à l'article de la mort, si elle n'intervient pas avant pour cause d'usure prématurée.

Deux petites histoires indiennes en guise de complément.

- Ma jeune voisine Kajelvéli n'a pas de chance. Pour pouvoir travailler elle avait confié son bébé à sa belle-soeur qui avait accepté de s'en occuper. Au bout de dix jours celle-ci à changer d'avis, sans doute par jalousie, du coup Kajelvéli a dû arrêter de travailler au grand dam de son époux car ils sont pauvres. L'entreprise qui l'a employée pendant dix jours ne lui a pas versé une roupie et Kajelvéli n'a aucun recours. Selvi m'a compagne m'a dit que c'était "l'usage". Kajelvéli me doit encore 260 roupies, mais je n'ose plus lui réclamer.

- Elle, elle a arrêté de travailler depuis un mois, depuis que je touche ma misérable retraite. Depuis, de 6 heures du matin à 22 heures, tous les jours deux cadres de l'entreprise qui l'employait comme bonne au service d'une de leurs dirigeantes italienne lui téléphonent pour lui demander de continuer de travailler chez cette riche italienne. J'ai fini par être excédé vous vous en doutez bien.

Ils lui ont proposé de passer son salaire de 5 à 7.000 roupies, elle a refusé, puis 10.000 roupies, et enfin 13.000 roupies (avec des horaires réduits et des congés), parce qu'aucune femme ne veut travailler dans une propriété où il y a maintenant plus d'une vingtaine de chiens qui vomissent et se soulagent dans la maison, leur propriétaire leur accordant tous les droits, y compris la climatisation jour et nuit, mais aucun à Selvi qui n'a pas eu le droit à un seul jour de congé pendant 10 ans, hormis les dimanches, et encore, elle devait même travailler tous les jours fériés à raison de 10 à 12 heures par jour.

Selvi a tout accepté, les pires humiliations lorsque l'Italienne lui hurlait dessus. Selvi était prête à y retourner travailler, elle plaignait la pauvre Denise qui avait tant besoin d'elle, voyant qu'elle se laissait attendrir par cette saloperie, je lui ai dis : Ecoute Selvi,

c'est simple, c'est elle ou c'est moi, tu choisis, moi je suis vieux et fatigué, je t'ai proposé de vivre ensemble parce que j'avais besoin de quelqu'un pour me soulager de certaines tâches quotidiennes, il était convenu il y a trois ans de cela que tu arrêterais de travailler, or tu as voulu continuer à travailler et je ne t'en ai pas empêché, sauf que maintenant je n'en peux plus et cela ne se justifie plus puisqu'avec ma retraite nous sommes à l'abri des besoins matériels, tu as accepté ces conditions et tu es libre de partir quand tu veux ou de rester si tu le désires, à toi de voir. Finalement c'est son frère qui a tranché, il a emporté son téléphone et se chargera de leur faire comprendre qu'ils ne devaient plus insister. Dans l'usine de chaussures dont l'Italienne est directrice (exportation) 23 femmes travaillent, pas une seule n'a souhaité remplacer Selvi.

Et bien qu'elle se démerde la VIP Denis, cette cinglée a usé et abusé sans modération de cette brave Selvi qui rentrait le soir épuisée, elle a le juste retour de bâton que mérite tous les exploiteurs qui s'imaginent être tout puissants ou que leurs serviteurs ne pourront jamais se passer d'eux. Faible consolation de les voir s'abaisser ainsi, mais bon par les temps qui courent, surtout en Inde. Autre chose à propos de l'Inde, Modi, le Premier ministre a fait savoir qu'il souhaitait mettre fin au "ration card" qui permet aux Indiens d'obtenir quelques denrées de première nécessité à prix réduit et qui profite aux plus pauvres. C'est la soeur de Selvi qui mange tous les soirs chez nous qui nous a raconté cela. Elle a ajouté qu'il devait venir prochainement à Auroville près de chez nous et qu'il faudrait le tuer, autant dire que pas un Indien pauvre ne votera pour le BJP ou ses alliés lors des prochaines élections (2019) et que Modi sera éjecté. Attendons de voir les résultats de dimanche prochain au Gujarat.

Ploutocratie mondiale.

Vous ajoutez au GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) quelques banques Goldman Sacht, Citi group, ICICI, Chase Manhatan Bank, Bank of America, quelques multinationales, Exxon Mobil, Texaco, Chevron, Microsoft, Monsanto, une ou deux dans l'agro-alimentaire, la chimie, la distribution, les transports, les trusts pharmaceutiques, vous aurez autour d'une table 20 à 30 oligarques qui disposent d'une richesse et d'un pouvoir supérieur à n'importe quel Etat dans le monde ou à tous les Etats réunis.

Ils sont tous Américains, n'est-ce pas ? Ils représentent le sommet de l'oligarchie et du capitalisme. Ils sont présents dans tous les secteurs économiques qu'ils contrôlent de fait. Ils ont acheté les médias et les ONG, ce qu'on appelait hier la gauche, ils ont donc un pouvoir tentaculaire qui s'étend à toute la société. Ce sont eux qui sont à l'origine directement ou indirectement de toutes les guerres, du fascisme, des génocides, des famines, des pandémies, de toutes les campagnes identitaires, bref de l'offensive généralisée contre le prolétariat. L'orientation actuelle du monde, la stratégie néolibérale est leur oeuvre.

Tous les autres oligarques à travers le monde sont leurs alliés, ils ont un poids relatif même lorsqu'ils figurent parmi les plus fortunés, ils sont plutôt isolés et ne contrôlent aucune institution financière ou politique internationale contrairement aux oligarques anglo-saxons qui déterminent l'orientation du capitalisme mondial dans le seul but de préserver leur hégémonie de classe ou leur pouvoir.

Quoi qu'il en soit l'oligarchie demeure un produit du capitalisme, elle en est la tête, coupez-lui la tête et elle repoussera ou une autre prendra la place, c'est donc à la racine qu'il faut s'attaquer pour que ce monstre disparaisse. C'est uniquement dans ce sens ou dans cette perspective que l'on peut opposer l'oligarchie au peuple et non comme le fait le prestidigitateur Mélenchon qui n'entend pas l'éradiquer une fois pour toute de la surface de la terre.

La politique de Mélenchon consiste à lui apporter un peu d'engrais pour qu'elle soit plus généreuse et que sa tête grossisse encore, tandis que ses racines plus vigoureuses, plus profondément ancrées dans la société ne pourront pas être arrachées facilement, bref il fait leur jeu, c'est un antisocialiste.

L'Union européenne : Un paradis fiscal pour les GAFA... La preuve.

- Check Point : l'UE minimise-t-elle le manque à gagner causé par Google, Amazon, Facebook et Apple ? - Publicsenat.fr

Les GAFA, Google, Amazon, Facebook, Apple, quatre géants américains aux profits colossaux, ne paient pourtant presque pas d'impôt au sein de l'Union européenne. Montages financiers et optimisation fiscale leur permettent d'échapper aux lois fiscales en vigueur dans l'Union européenne. Publicsenat.fr

Quelques commentaires d'internaute sur le même sujet relevés à la suite d'un article publié par le blog Les-crises.fr

1- "L'accord de Bâle IV prévoit de laisser indemnes les banques européennes. Ce recul signe le renoncement à toute réelle transformation des pratiques des banques. L'accord était à peine signé que la Commission européenne se félicitait. Pour François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, "cet accord présente trois caractéristiques essentielles : il est équitable, raisonnable et définitif". Le monde bancaire est tout aussi élogieux, elles vont pouvoir augmenter à nouveau leurs dividendes…

http://www.cadtm.org/Regulation-bancaire-la-reforme-est"

2- "HSBC ne peut faire tout cela qu'avec la complicité de toutes les Banques de ce type (autant dire presque toutes). Mais aussi avec la complicité des législateurs qui ont ouvert les vannes de la dérégulation au nom de l'idéologie grossière de la libération de la main invisible du marché…

Comme Journal Le Monde, Arte à besoin d'exposer une certaine audace de dénonciation pour maintenir de la crédibilité . Et ça marche, parce que j'entend de plus en plus souvent qu'Arte est la moins pourrie des TV…Et puis attaquer une seule marque ça doit arranger la concurrence…Bon, ça, pour avoir des annonceurs…"

3- "Ce que nous savions et que cette vidéos ne fait que confirmer c'est que les mafias financières ont pris le pouvoir, elle sont au-dessus des gouvernements, mettez vous en travers de leur chemin à l'image des lanceurs d'alerte de Luxileaks et vous serez broyé.

La messe est dite, seul l'effondrement du système permettrait de remettre à plat mais alors le prix à payer sera phénoménal et l'Argentine ainsi que la Grèce passeront pour une triste plaisanterie en comparaison."

Ne vous faites pas d'illusions à ce sujet. Cet "effondrement", il s'est produit en 2008 avec Lehmann Brothers. Et qu'ont-ils fait dans la foulée ? Ils ont fabriqué plus de 20.000 milliards de dollars pour mieux se partager la dépouille de ceux qui y avaient laissé leur chemise pour une bouchée de pain... Bref, comme le 11 septembre 2001, ils ont orchestré une démolition contrôlée et ils en sont ressortis encore plus riches et plus puissants que jamais. C'est bien comme cela que les choses se sont produites, n'est-ce pas, vous en avez la preuve quotidiennement depuis, alors espérer un tel "effondrement", ce n'est pas très sérieux, vous devez revoir votre copie...

4- "Le problème en plus des fraudes c'est que la finance est hors de contrôle et contrôle les gouvernements (on voit le nombre de dirigeants de pays où au niveau européen qui sont des ex-financiers en capacité de travailler pour ce type d'intérêt au lieu des citoyens, dérégulant à tout de bras rendant légal ce qui ne devrait pas l'être ."

5- "Tous les gouvernements se couchent devant le pouvoir exorbitant des banques et des grands groupes.

Comment se fait-il que ces banques puissent encore exister ? Comment se fait-il que les grands groupes puissent fuir l'impôt à travers l'optimisation fiscale ce qui pour moi est de la fraude ni plus ni moins.

Oui les gouvernements laissent les Etats se vider de leur sang au profit de la financiarisation de nos économies mais ils bombent le torse lorsqu'il s'agit de s'en prendre au plus précaires. Lois Hartz pour l'Allemagne par ex ,"chasse" au chômeurs en France. Ils se gargarisent lorsqu'ils prennent des mesures pour sauver la sécurité sociale, alors qu'ils procèdent à des coupes budgétaires. Bref preuve que nous sommes bien dans une ploutocratie…"

Quand l'oligarchie détient et contrôle le pouvoir politique, il ne peut exister qu'une seule idéologie, la sienne.

- Harold Bernat : « Le "macronisme" est une stratégie de consolidation du pouvoir par le vide » - comptoir.org

Harold Bernat s'était déjà fait remarquer en 2006 pour sa critique radicale de la "révolution libertaire" défendue par Michel Onfray et, plus largement, par la culture petite-bourgeoise triomphante – dans « Des-montages : Le poujadisme hédoniste de Michel Onfray » – puis en 2012 par sa condamnation de la flexibilité et de l'adaptabilité à tout-va dans « Vieux réac ! Faut-il s'adapter à tout ? » Nous avons choisi de l'interroger sur son dernier essai, « Le néant et la politique : Critique de l'avènement Macron », dans lequel il s'applique à déconstruire le mythe du "président-philosophe" tout en insistant sur la nécessité d'exercer notre esprit critique sur ce qui est là sous nos yeux, entre mille autres choses.

Extraits.

- Que signifie être "anti-macroniste" si on est incapable de comprendre finement que le "macronisme" est une stratégie de consolidation du pouvoir par le vide ?

- À propos de l'idéologie, lisons deux déclarations d'Emmanuel Macron. En juillet 2015, au journal Le 1, Emmanuel Macron affirme : « Je crois à l'idéologie politique, c'est une construction intellectuelle qui éclaire le réel. » Par contre, quand il s'agit de s'adresser à un très large public, il n'hésite pas à critiquer la notion de « prisme idéologique » (TF1, 27 avril, 2017). Le discours tenu à une élite intellectuelle est aux antipodes de celui qui s'adresse à la masse des électeurs. Emmanuel Macron fait partie d'une génération qui croit en avoir fini avec les idéologies. C'est ce qu'on peut appeler la pensée des états de fait. Lorsqu'il affirme que le « prisme idéologique » ne marche plus, il sous-entend que l'idéologie est un moyen disponible parmi d'autres pour arriver à certaines fins. La dimension critique du concept forgé par Karl Marx disparaît totalement. Une idéologie est avant tout un système de représentations qui travestit la réalité afin d'imposer un ordre de valeur indiscutable. (Non, cette interprétation "travestit la réalité", car une idéologie est l'expression des intérêts d'une classe sociale déterminée, ce qui est tout ce qu'il y a de plus concret

ou réel. Décréter qu'il faut faire disparaître l'idéologie ou les idéologies, revient chez Macron (Attali) à vouloir faire disparaître celle qui correspond aux intérêts de la classe ouvrière, le socialisme, au profit de celle des capitalistes qui sont ses ennemis irréductibles, le néolibéralisme. - LVOG)

- La prétendue fin des idéologies est encore une idéologie, peut-être la plus pernicieuse qui soit. Lorsque je dis que Macron fait le vide, il ne faut pas oublier que ce “faire” suppose un interventionnisme très autoritaire. On ne fait pas le vide sans dégager ce qui fait obstacle à son extension, les poids morts de la société, les inerties, les pesanteurs, les résistances. La sémantique est évidente : ce qui résiste doit être éliminé. Vaincre une résistance (quelle que soit cette résistance) devient une victoire pour les nouveaux ventriloques de la marche en avant. Ce n’est pas parce que vous n’avancez pas d’idées que vous ne participez pas à un actif travail de sape idéologique. (Effectivement, et c'est bien la raison pour laquelle il faut aussi le combattre sur ce plan-là. - LVOG)

- Emmanuel Macron a pu dire que « la politique, c’est mystique ». Une phrase fort peu rationnelle, vous en conviendrez sûrement. Nous alternons entre le grand délire et l’hyper pragmatisme, entre des discours dont l’irrationalisme confondrait de honte un honnête homme du XVIIIe siècle et des discours sortis tout droit de logiciels informatiques. Cette phrase obscurantiste d’Emmanuel Macron doit être rapprochée de cette autre du nouveau “chef” du parti présidentiel, Christophe Castaner : « J’ai le logiciel Macron avec l’application Philippe. » Ce qui est attaqué reste le discernement intellectuel tout autant que la capacité de l’esprit à se déprendre du monde. Emmanuel Macron est le président d’un engluement spirituel très inquiétant, une sorte de résignation collective à l’effort qu’exige la pensée. comptoir.org 13.12

Mais ne serait-ce pas faire preuve "*d’un engluement spirituel*", d'une "*sorte de résignation*" ou manquer de courage que de ne pas définir les deux classes et les deux idéologies qui s'affrontent dans la lutte des classes, pour finalement se livrer à une analyse qui tient du lieu commun, une fois de plus ?

Quand les réseaux sociaux sont de véritables fléaux sociaux.

- D’anciens cadres de Facebook expriment leurs remords d’avoir contribué à son succès - lemonde.fr

« Je peux contrôler ce que font mes enfants, et ils ne sont pas autorisés à utiliser cette merde ! » C’est un discours sévère qu’a tenu, en novembre, un ancien cadre de Facebook à l’encontre des réseaux sociaux en général, et de l’entreprise de Mark Zuckerberg en particulier.

Lors d’une conférence à la Stanford Graduate School of Business, dont la vidéo a été repérée lundi 11 décembre par le site spécialisé The Verge, Chamath Palihapitiya, qui fut chez Facebook vice-président chargé de la croissance de l’audience, exprime ses regrets d’avoir participé au succès de l’entreprise. « Je crois que nous avons créé des outils qui déchirent le tissu social », avance-t-il, confiant se sentir « immensément coupable ». (C'était le but, je n'ai cessé de le dire. Mais le pire, c'est qu'ils agissent ainsi sur la structure mentale ou psychologique des gens et des jeunes en particulier, et favorisent leur déséquilibre pour les rendre encore plus vulnérables afin de mieux pouvoir les conditionner ou les manipuler. - LVOG)

M. Palihapitiya avait rejoint Facebook en 2007, trois ans après la création du réseau social ; il l’a quitté en 2011 pour créer le fonds Social Capital.

Lors de la conférence, il ne s’en est pas seulement pris à Facebook, mais plus largement aux réseaux sociaux et à la place qu’ils occupent dans la vie des internautes. Il évoque les « cœurs, “j’aime” et pouces en l’air » réducteurs, aux « boucles de réactions basées sur la dopamine », qui « détruisent le fonctionnement de la société ». (C'est un puissant instrument destiné à accélérer la décomposition de la société, en face de laquelle le marché règne en maître absolue. - LVOG)

L’ancien salarié ne s’arrête pas là, estimant qu’« il n’y a pas de discours citoyen, pas d’entraide ; il y a de la désinformation ». Et il interpelle l’auditoire : « Vous ne le comprenez pas, mais vous êtes programmés… Et maintenant c’est à vous de décider ce que vous voulez abandonner, à quel point vous êtes prêts à renoncer à votre indépendance intellectuelle. » (C'est un outil de "désinformation" à plus d'un titre. Comme le dit plus loin un internaute, 99% des personnes qui s'expriment sur un sujet ne savent pas de quoi elles parlent, rien de tel pour leur faire croire n'importe quoi pour ensuite affirmer que telle ou telle mesure ou loi est légitime ou reçoit le soutien de la majorité de la société. Les réseaux numériques sont antisociaux, tout comme les ONG qui ne serviraient à rien sinon. - LVOG)

M. Palihapitiya n’est pas le seul ancien collaborateur de Facebook à critiquer publiquement le réseau social. Sean Parker, qui n’est rien de moins que l’ancien président de l’entreprise, avait tenu des propos similaires au début de novembre.

Il décrivait alors le réseau social comme « une boucle infinie de validation sociale… Exactement le genre de chose qu’un hackeur comme moi inventerait, parce que vous exploitez une vulnérabilité de la psychologie humaine ». Il citait, lui aussi, la « dopamine » provoquée par les interactions sur Facebook. (Ils exploitent à l'extrême toutes les faiblesse humaines pour conserver leur pouvoir. -LVOG)

« Dieu sait ce que ça fait au cerveau de nos enfants », confiait-il. Et d'ajouter : « Les inventeurs, les créateurs – comme moi, Mark [Zuckerberg], Kevin Systrom d'Instagram et tous ces gens – avions bien compris cela, c'était conscient. Et on l'a fait quand même. » (Quel aveu ! - LVOG)

En novembre également, le New York Times publiait la charge d'une ancienne cadre de Facebook, Sandy Parakilas, qui avait travaillé en 2011-2012 sur les questions de vie privée. « Ce que j'ai vu de l'intérieur était une entreprise qui privilégiait la collecte de données de ses utilisateurs plutôt que de les protéger des abus », dénonçait-elle, estimant que « les politiques ne devraient pas permettre à Facebook de se réguler lui-même. Parce qu'il ne le fera pas. » lemonde.fr 12.12

On peut très bien vivre et se passer de "*cette merde*" de Facebook, Twitter, etc. Effectivement, le plus pitoyable, c'est qu'il y en a parmi nous qui au lieu de créer des blogs ou des portails sérieux ont préféré "cette merde". On n'osera pas ensuite leur demander de qui ou de quoi ils sont "indépendants". Eh oui l'idéologie de la classe dominante s'infiltre jusqu'au sommet des partis dits ouvriers !

Pourquoi Le Monde oligarchique publie-t-il cet article ? Parce qu'il sait que cela ne changera pas les habitudes prises par la majorité des gens. Et pour qu'on cesse de l'accuser de relayer la propagande de l'oligarchie, peine perdue, puisque tous les autres articles démontreront qu'il en est bien le porte-parole. En attendant cela donnera bonne conscience à ceux qui continuent de lire "*cette merde*".

Commentaires d'internautes

1- "L'aspect le plus nocif des réseaux sociaux, encore confusément perçu ici, renvoie tout simplement à un mythe fondateur de l'Antiquité : le narcissisme stérile et mortifère, auquel il est très difficile d'échapper une fois qu'on y met le doigt, du fait de la conception même de ces kaléidoscopes de profils intimes qui s'auto-alimentent à l'infini."

LVOG - D'où la nécessité plus absolue que jamais de faire preuve de discernement en toute chose et d'être modeste.

Certains assimilent la modestie à une faiblesse ou à un complexe d'infériorité, alors qu'en réalité c'est exactement le contraire. De la même manière, ce n'est pas parce qu'on ne peut pas répondre à une question qu'on serait un idiot, c'est y répondre quand on ne connaît pas la réponse qui est idiot. Les gens qui se considèrent supérieurs aux autres ou qui ont réponse à tout ne doivent pas être pris au sérieux, et s'ils insistent, ils ne méritent alors que notre mépris.

2- Je ne vais quasiment jamais sur Facebook, disons 1 fois par mois, moins de 5 minutes. Et à chaque fois je suis abasourdi par l'ampleur de la stupidité des commentaires débridés, sur des sujets qui ne sont pas maîtrisés par 99% de ceux qui les commentent, et où les news cherchent le sensationnel avant la véracité, sans parler des complots qui y pullulent. Je ne suis à titre personnel pas impacté par la médiocrité de FB. Ça ne m'empêche pas d'y voir un danger pour les générations à venir.

LVOG - Je ne vais que sur la page Facebook du POID, et encore, quelques fois par mois, je n'ai pas de compte Facebook, je boycotte les réseaux asociaux, hormis Youtube pour télécharger des concerts et des films.

3- Ces comparaisons ne tiennent pas vraiment la route : utiliser une radio ou un livre revient à transmettre un flux d'un émetteur vers un récepteur, l'émetteur étant bien défini et identifiable. Les réseaux sociaux agissent, comme leur nom l'indique, comme un filtre déformant les interactions entre individus et agissant sur les flux d'informations qu'il soient ascendants ou descendants. D'où leur effrayante puissance.

Non, le néolibéralisme correspond au dernier stade du développement du capitalisme ou de l'impérialisme pourrissant.

Ceux qui expliquent que le néolibéralisme serait "une perversion" du capitalisme s'évertuent à nier qu'il est la conséquence logique de son développement, secrètement ou ouvertement ils en sont des partisans et n'envisagent pas de remettre en cause ses fondements.

- Théorie « Le néolibéralisme est une perversion de l'économie dominante » - alternatives-economiques.fr

Dani Rodrik est professeur d'économie politique internationale à la John F. Kennedy School of Government de l'université Harvard.

Extraits.

L'utilisation du terme « néolibéral » a explosé dans les années 1990, lorsqu'il a été associé à deux phénomènes dont aucun d'ailleurs n'avait été mentionné dans l'article de Peters. Le premier d'entre eux est la dérégulation financière, qui allait atteindre son apogée lors de la crise financière de 2008 et dans la débâcle qui, à ce jour, tourmente encore la zone euro. Le second de ces phénomènes est la mondialisation économique, qui s'est accélérée grâce à la libre circulation des capitaux et à un nouveau

type, plus ambitieux, d'accords commerciaux. Depuis, la financiarisation et la mondialisation sont devenues les manifestations les plus visibles du néolibéralisme.

(Rectifions, du capitalisme. On pourrait profiter de cette occasion pour affiner notre analyse du rôle du système financier mafieux qu'ils ont mis en place. En fait il leur sert à se servir, à taper dans la caisse en toute impunité, comment, en usant du droit de préemption sur les profits à venir, en hypothéquant l'avenir de la société ou du monde, de la civilisation humaine. Ils peuvent ainsi se jouer des contradictions du capitalisme et accorder un délai supplément à leur système économique en faillite.
La financiarisation à outrance leur a permis d'atteindre des objectifs économiques et politiques qu'ils n'auraient pas pu atteindre autrement. L'extraordinaire concentration des richesses à laquelle ils sont parvenus en peu de temps en est l'illustration. Et la manière dont ils ont pris le contrôle ou corrompus toutes les institutions, tous les partis institutionnels également. Quant à la mondialisation, elle a emprunté cette voie au cours des dernières décennies, ce qui explique pourquoi les inégalités se sont davantage creusées dans les pays dits émergents, plutôt que dans les puissances occidentales, et aussi pourquoi dans presque tous les pays il y a des chefs d'Etats ou des gouvernements liés à l'oligarchie, quand ils ne sont pas millionnaires ou milliardaires. - LVOG)

Qui peut, en effet, contester que le monde ait effectué un mouvement décisif vers les marchés depuis les années 1980 ? Ou le fait que les hommes et femmes politiques de centre gauche – les démocrates aux Etats-Unis, les socialistes et les sociaux-démocrates en Europe – ont adopté avec enthousiasme plusieurs des credos centraux du Thatchérisme ou du Reaganisme ; à savoir la dérégulation, la privatisation, la libéralisation financière ou encore l'entreprise privée ? Une part importante des discussions politiques contemporaines sont imprégnées des principes basés sur le concept d'homo œconomicus, cet être humain parfaitement rationnel qui cherche à maximiser son intérêt personnel et qui constitue un élément central de nombreuses théories économiques.

(C'est incontestable et le mouvement ouvrier n'en a pas plus tenu compte hier qu'aujourd'hui, hélas pour nous! - LVOG)

Par conséquent, la contribution des économistes au débat public est souvent biaisée dans une direction : celle qui préconise toujours plus de commerce, toujours plus de finance et toujours moins de gouvernement. C'est pour cette raison que les économistes sont perçus aujourd'hui comme des défenseurs inconditionnels du néolibéralisme...

(A juste titre. - LVOG)

L'expérience néolibérale du Chili a finalement produit la pire crise économique que l'Amérique latine ait connue.

(Cela remonte au milieu des années 70 sans qu'on en ait tiré le moindre enseignement. - LVOG)

...les pays qui se sont cantonnés au modèle de mondialisation néolibéral ont été cruellement déçus ; comme en témoigne l'exemple regrettable du Mexique. Après une série de crises macroéconomiques au milieu des années 1990, le Mexique a adopté des politiques macroéconomiques orthodoxes en libéralisant abondamment son économie, en dérégulant son système financier, en abaissant drastiquement ses barrières aux importations et en signant l'accord de libre-échange nord-américain (Alena). (...) Depuis que le Mexique a entrepris ces réformes, sa productivité globale stagne et son économie s'est révélée contre-performante, même au regard des standards relativement peu exigeants, de l'Amérique Latine. alternatives-economiques.fr 13.12

Quand l'extrême richesse côtoie l'extrême pauvreté, le socialisme est légitimé par les faits.

- Sur l'extrême pauvreté aux États-Unis - blogs.mediapart.fr/f-u

Extraits.

Philip Alston, le rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme de l'ONU, vient de passer deux semaines aux États-Unis pour préparer un rapport. La situation est stupéfiante.

Le constat est accablant. L'un des pays les plus riches de la planète compte officiellement 41 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. Il faudrait évidemment ajouter à ce chiffre plusieurs autres millions étant donné l'arbitraire statistique du seuil de pauvreté. Ceux qui sont légèrement au-dessus du seuil ne sont pas statistiquement considérés « pauvres », mais ils le sont tout autant. Ce qui choque également, c'est qu'un nombre non négligeable de ces personnes vivant dans la pauvreté font partie de cette nouvelle catégorie des « working poors », ou « travailleurs pauvres », dont les rangs ont augmenté ces dernières années. (Les travailleurs pauvres sont des personnes qui sont employés, ou activement à la recherche d'un emploi, 27 semaines ou plus par an, mais dont les revenus tombent sous le seuil de pauvreté).

De ces 41 millions de pauvres officiels, 9 millions de ces personnes ne reçoivent aucune aide financière. Rien, aucun argent, pas un centime. Le chiffre est ahurissant. 9 millions de personnes vivent dans l'un des pays les plus riches de l'histoire de l'humanité sans recevoir aucune aide pour survivre, aucun moyen de subsistance.

Mr. Alston a commencé sa tournée en marchant dans le Los Angeles des tentes et des cartons sur les trottoirs, où la population des sans-abris a augmenté de 25% l'année passée pour atteindre le chiffre de 55 000 « street dwellers ». Les problèmes sanitaires sont démesurés et bien en deçà des recommandations de l'ONU pour les camps des réfugiés syriens : sur Skid Row, c'est neuf toilettes pour 1 800 « résidents ».

La population noire aux États-Unis, c'est 13% de la population totale des U.S., mais 23% de ceux qui sont officiellement sous le seuil de pauvreté, et 39% des sans-abris. Dans l'Alabama, la « black belt », terme qui signifiait à l'origine la terre fertile et sombre qui traverse l'Alabama mais qui fait désormais référence à la population majoritairement afro-américaine qui l'habite, est aujourd'hui un lieu où règne l'une des pauvretés les plus intenses du pays. L'histoire atroce de l'esclavage s'y lit encore sur ce territoire: les esclaves travaillaient la terre, les descendants y sont restés, le racisme systémique aussi. Comme le remarque l'article du Guardian, parmi les nombreux exemples de l'extrême pauvreté qui y règne, le plus hallucinant est peut-être le fait qu'il existe des milliers de familles sans accès à quelque système sanitaire que ce soit et qui vivent ainsi au milieu d'égouts à ciel ouvert. La trame imagée des représentations collectives de l'extrême pauvreté en Occident nous renvoie ces images du côté de pays « sous-développés » ou « en voie de développement », de ce que l'on nommait à une autre époque le « tiers-monde ». Mais c'est pourtant dans ces conditions, au pays de la richesse, que vivent de nombreuses familles, de nombreux enfants.

Mais l'extrême pauvreté touche toutes les populations. Les Blancs qui vivent en Virginie de l'Ouest, par exemple. Cela, le rapporteur a pu le voir. blogs.mediapart.fr/f-u 15.12

Noël royal et la cour de toutes les bassesses.

Honneur à sa majesté.

- Les Macron fêtent Noël avant l'heure à Chambord - LeParisien.fr

Chambord et le monarque républicain... Il n'en fallait pas plus pour déclencher la polémique. Le président de la République se serait offert un anniversaire royal dans ce château de la Loire, construit par François Ier, et théâtre sous Louis XIV de grandes parties de chasse et de fêtes.

Samedi soir, c'est dans l'enceinte même du château de Chambord qu'a eu lieu un dîner familial. LeParisien.fr 18.12

Sondage people

- Emmanuel Macron et Edouard Philippe en plein regain de popularité - L'Express.fr

Avec 52% des Français qui l'approuvent, le chef de l'État a inversé sa courbe de popularité. Une première pour un président hors cohabitation. L'Express.fr

La décomposition est toujours en cours

- Edouard Philippe: "La recomposition politique n'est pas achevée" - AFP

Le Premier ministre Édouard Philippe lors d'une intervention au congrès du MoDem.

"La gauche nous trouve très à droite, la droite nous trouve très à gauche. Ces reproches s'annulent et, c'est pour nous, le plus beau des compliments", a-t-il poursuivi, en jugeant préférable "d'être une force d'attraction plutôt qu'une force de répulsion".

"La gauche pense que les Français veulent plus de gauche, la droite pense qu'ils veulent plus de droite, laissons-les se poser la question longtemps, très longtemps", a-t-il encore ironisé.

"Gauche et droite disent que c'est bien dangereux une force centrale comme la nôtre qui s'élargirait car l'alternative serait aux extrêmes. Ils montrent leur impuissance à incarner eux-mêmes une alternative", a attaqué le Premier ministre, en estimant que "le vrai clivage, c'est entre l'élévation des consciences et la flatterie des bas instincts, ce réflexe populiste qui nous menace tous et que nous devons toujours écarter". AFP 17 décembre 2017

En guise de " *flatterie des bas instincts*" et de " *réflexe populiste*, ils sont imbattables, aucun rival ne les égale, on leur accorde volontiers.

La preuve ou comme quoi ils osent tout.

- Education: Blanquer estime mener la politique "la plus sociale" et "progressiste" depuis 20 ans - AFP

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a estimé samedi que son action est "la plus progressiste" et n'a "jamais été aussi sociale en matière d'éducation, au moins depuis vingt ans", lors du congrès du MoDem devant lequel il était convié à s'exprimer. AFP

La liberté surveillée vaut bien la chasse à courre.

- Damon - Généraliser la vidéosurveillance, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

Pour Julien Damon, il faut en finir avec la dispersion dans les compétences et les responsabilités afin de rendre la police et la justice plus efficaces. LePoint.fr

Ces courtisans n'en finissent plus de s'avilir.

- Interview de Macron : le ton «complaisant» de Laurent Delahousse raillé - LeParisien.fr

Commentaire d'internaute.

- "Deux bons copains qui ont passé bonne soirée, c'était enregistré mardi. C'est sympa hein"

- "C'est votre héroïsme en politique qui revient, là ?"',

- "Interview debout, journalisme couché "

- "L'une des questions les plus percutantes » de Laurent Delahousse face à Emmanuel Macron : "Voici le sapin de Noël dans la cour de l'Elysée, c'est la fin de l'année, que voulez-vous dire aux Français… N'ayez pas peur ?" Le pire de la déférence du journalisme français "

- Macron interrogé par Delahousse: Jean-Jacques Bourdin étrille une "interview complaisante" - HuffPost FR 18 décembre 2017

« Quand on compare le ton furieux de l'Emission Politique contre Jean-Luc Mélenchon et le ton mielleux de l'interview de Macron… On s'interroge », a ironisé le mélenchoniste Alexis Corbière. HuffPost FR 18 décembre 2017

Les laquais sont traités comme il se doit, non ?

Lâcheté et populisme.

- Jean-Luc Mélenchon explique pourquoi il avait parlé des "liens communautaires" de Léa Salamé HuffPost FR

Dimanche 17 décembre lors du Grand Rendez-vous Europe1, CNews et Les Échos.

"Le communautarisme c'est quand un groupe humain attribue aux membres qui le composent des aptitudes qui seraient liées à la communauté. Il y a un groupe de journalistes qui se considère comme une communauté politique. Ils se disent: parce qu'il est journaliste, il a raison. (...) C'est la vérité que ce groupe s'approprie. Et leur art est de faire croire que dès que vous contestez une personne, vous contestez tout le groupe. Ça aussi c'est du communautarisme. Les gens ont voulu créer une insinuation à mon égard", déplore Jean-Luc Mélenchon. HuffPost FR 17 décembre 2017

Vous n'avez tout de même pas cru que par "communautarisme" il allait révéler à ceux qui l'ignoraient, que Léa Salamé vivait avec le néoconservateur et sioniste d'extrême droite Raphaël Glucksmann. (causerie du 10 décembre)

Quel vil individu ! Le voilà qui se livre à un exercice minable consistant à isoler une ou plusieurs personnes d'un groupe, des journalistes en l'occurrence avec lesquels il a eu des démêlés, pour que l'ensemble de la profession ne lui tombe pas dessus, car il a besoin de leurs tribunes ou plateaux pour exister. Ne vous inquiétez pas monsieur l'illusionniste, ils savent que vous ne contestez pas "tout le groupe", ils continueront de vous inviter... tant qu'ils auront besoin de vous.

Vous vous livreriez à une telle bassesse ? Vous accepteriez un pareil traitement ? Jamais ! Mais ce sale type n'a pas de dignité, il n'est pas seulement inconsistant, il est creux, vide, comme Macron, et c'est pour cela qu'ils l'aiment tant... tant ils se ressemblent finalement.

Pourquoi sont-ils déçus ? Parce qu'il aurait été mauvais ? Non. Alors pourquoi ? Parce qu'il n'a pas annoncé de nouvelles mesures scélérates en guise de cadeaux de Noël à ses commanditaires !

- Macron chez Delahousse : Un coup pour rien ! - LePoint.fr

- "Brosse à reluire", "ORTF"... l'entretien Macron/Delahousse n'a pas convaincu l'opposition - HuffPost FR

Quant aux questions du journaliste, c'est leur côté peu irrévérencieux, voire flatteur, qui est reproché...

- "Ça vous agace qu'on dise que le Président il est trop fort ?" Laurent Delahousse, impertinent.

"...un président de 39 ans, un président qui n'avait aucun parti, que personne ne connaissait et qui sortait de nulle part" HuffPost FR 18.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Honduras

1.1- Honduras: le président sortant Hernandez déclaré vainqueur après un scrutin controversé - AFP

Le chef de l'Etat de droite sortant, Juan Orlando Hernandez, a été déclaré officiellement dimanche vainqueur de l'élection présidentielle controversée du 26 novembre au Honduras, a annoncé l'autorité électorale à l'issue d'un recomptage des votes.

"Le président réélu pour la période de 2018 à 2022 est le citoyen Juan Orlando Hernandez Alvarado", a déclaré le président du Tribunal suprême électoral (TSE) David Matamoros. Depuis près d'un mois, les partisans du candidat de gauche Salvador Nasralla manifestent pour dénoncer une "fraude" supposée lors de ce scrutin.

Ce furent des élections "d'une transparence jamais vue au Honduras", assuré M. Matamoros. "Nous souhaitons que le calme règne (...) que nous nous embrassions de nouveau comme des frères", a-t-il ajouté.

L'opposition a appelé à redescendre dans la rue lundi. AFP 18 décembre 2017

1.2- Les manifestations s'intensifient au Honduras après la réélection du président - AFP

Les forces de l'ordre ont fait lundi usage de gaz lacrymogènes au Honduras pour disperser des manifestants qui protestaient contre l'annonce officielle de la victoire du président sortant Juan Orlando Hernandez lors d'un scrutin controversé.

Le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), Luis Almagro, a estimé qu'il y avait trop de zones d'ombre dans l'élection hondurienne pour qu'elle soit valable et a appelé à un nouveau scrutin.

"Les conditions (dans lesquelles s'est déroulé le scrutin) ne permettent pas d'affirmer que l'un ou l'autre des candidats est vainqueur, (...) contrairement à ce qui a été annoncé", a déclaré le secrétaire général de l'OEA.

"La seule voie possible pour que le vainqueur soit vraiment le peuple du Honduras, c'est d'appeler à de nouvelles élections générales", a-t-il déclaré.

Deux porte-parole du Parti national (PN) de M. Hernandez, Guillermo Perez Arias et Oswaldo Ramos Soto, ont rejeté devant la presse ces déclarations de M. Almagro et exclu l'idée d'un nouveau scrutin.

"Le secrétaire général (de l'OEA) a outrepassé son mandat", a dit M. Perez Arias. "Le Parti national considère (la proposition de M. Almagro) comme totalement inacceptable, étrangère aux traités internationaux et aux compétences de l'OEA", a renchéri M. Ramos Soto.

Interrogée sur la suggestion du secrétaire général de l'OEA, la responsable de la mission d'observateurs de l'Union européenne au Honduras, la Portugaise Marisa Matias, a répondu que sa mission "ne peut pas et ne doit pas intervenir dans l'indépendance et dans l'autonomie du peuple hondurien". AFP 19.12

2- Chili

- Chili: le conservateur Sebastian Piñera remporte la présidentielle - AFP

L'ex-chef d'Etat conservateur Sebastian Piñera a remporté dimanche l'élection présidentielle au Chili, succédant ainsi à la socialiste Michelle Bachelet, confirmant le virage à droite de l'Amérique latine.

Au premier tour, seuls 46,7% des électeurs s'étaient déplacés.

Annoncé comme très serré, le scrutin a finalement tourné très nettement à la faveur de l'ancien président (2010-2014) et milliardaire, âgé de 68 ans.

Le vainqueur de dimanche n'aura pas de majorité au Parlement. Les législatives, organisées lors du premier tour et pour la première fois avec un scrutin à la proportionnelle, ont laissé un paysage fragmenté dans les deux chambres.

Le futur locataire du palais présidentiel de La Moneda, à compter du 11 mars 2018, aura "besoin de nouer des alliances" avec les autres groupes parlementaires, estime Rodrigo Osorio, professeur de sciences politiques à l'université de Santiago.

Sebastian Piñera a reçu le soutien du candidat de l'extrême droite José Antonio Kast, qui a remporté 7,9% des voix en revendiquant l'héritage du dictateur Augusto Pinochet (1973-1990).

Cette victoire marque la fin d'un cycle pour une grande partie de la gauche latinoaméricaine: l'Argentine avec Mauricio Macri, le Brésil avec Michel Temer, le Pérou avec Pedro Pablo Kuczynski, ont désormais des présidents conservateurs. AFP 18.12

3- Etats-Unis

- Washington au banc des accusés lors d'un vote à l'ONU sur Jérusalem - AFP

Les Etats-Unis ont mis lundi leur veto à une résolution de l'ONU condamnant leur reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, en se montrant menaçants à l'égard de leurs 14 partenaires au Conseil de sécurité qui ont voté pour le texte.

Ce vote unanime, y compris de la Russie ou de la Chine, ainsi que de la France et du Royaume-Uni - les deux plus proches alliés européens des Etats-Unis -, a été dénoncé par l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. C'"est une insulte et un camouflet que nous n'oublierons pas", a-t-elle lancé, le regard noir.

Le veto américain a été salué par Israël. "Merci madame l'ambassadrice Haley" et "président Trump", "vous avez allumé une bougie de vérité", "dissipé les ténèbres", a réagi sur Twitter le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Après le Conseil de sécurité, les Palestiniens ont annoncé un prochain scrutin à l'Assemblée générale de l'ONU (193 pays). Il n'y a toutefois pas dans cette enceinte de droit de veto et ses textes sont sans valeur contraignante. AFP 19.12

L'oligarchie se fout de l'ONU, de l'Amérique et du peuple américain, de ce que peuvent penser tous les chefs d'Etat ou tous les peuples, avec les GAFA et les multinationales cités plus haut elle détient le pouvoir, ils lui mangent tous dans la main...

ECONOMIE

Etats-Unis

- USA vs Europe : l'extension (brutale) du domaine de la lutte fiscale - xerficanal-economie.com 11.12

La réforme fiscale de Donald Trump, c'est une baisse des impôts de 1400 milliards de dollars sur dix ans. Près 8% du PIB ! Une baisse ciblée sur les personnes les plus riches, sur les entreprises, et notamment la fiscalité du capital.

Parmi les éléments les plus saillants, on peut citer :

- Une baisse spectaculaire de l'impôt sur les sociétés de 35 à 20%

- La suppression de l'imposition mondiale des bénéfices, pour adopter un régime territorial comme dans la plupart des autres pays développés. Cela se traduit par une exemption d'impôt pour les dividendes rapatriés des filiales étrangères détenues à plus de 10%.

- Une quasi-amnistie pour les 2900 milliards de profits des multinationales logés à l'étranger, ces derniers étant taxés en cas de rapatriement à un taux allant de 5 à 14 % selon leur degré de liquidité.

- La mise en place de toute une série de mesures destinées à éviter l'évasion fiscale et forcer les multinationales à payer un impôt minimal au fisc américain.

- Un amortissement sur un an des dépenses d'investissement pour les cinq ans à venir.

C'est un résumé non exhaustif, mais qui permet de mettre en perspective l'émoi européen, face à ce qui fait figure de « big bang » agressif venant des États-Unis. Et pourtant, à y regarder de plus près, l'offensive ne vient pas d'où l'on croît, et la plupart de ces mesures ne sont guère qu'un alignement pur et simple sur ce que pratiquent déjà la plupart des pays européens.

C'est l'Europe qui a allumé les feux. (Sur ordre de Washington - LVOG)

L'IS à 20 %, par exemple, n'est rien d'autre que le taux déjà appliqué en moyenne par les pays de l'UE. Ce sont les États-Unis qui s'adaptent à l'offensive européenne, pas l'inverse. La non-imposition des dividendes rapatriés, c'est déjà ce qui se pratique aussi dans les principaux pays européens, via le régime mère-fille appliqué aux remontées intra-groupes de dividendes, afin d'éviter la double imposition des bénéfices. L'amnistie ou les dérogations fiscales pour les grands groupes, c'est déjà ce que permet l'Europe, de façon opaque, à travers le « tax ruling », comme l'a pointé l'affaire des LuxLeaks en novembre 2014. Quant à l'amortissement sur un an de l'investissement, voilà qui ressemble de près à la politique d'amortissement accéléré initiée en 2015 par le gouvernement Valls en France.

Dans tous ces domaines, c'est l'Europe qui a allumé le feu, en se livrant à une concurrence fiscale sans merci depuis 15 ans.

L'Europe cherche déjà la parade. Mais nous n'assistons là, finalement, qu'à une extension du domaine de la lutte fiscale à l'échelle de la planète … avec l'attractivité, comme alpha et omega de la politique fiscale des pays avancés. xerficanal-economie.com 11.12

Je n'ai pas le temps de développer ici, ils ont dû se rendre compte qu'une multitude de nantis profitaient de leurs combines mafieuses, un peu trop à leur goût, car parmi eux il y en a un grand nombre qui sont étrangers à leur milieu et qui n'en ont à rien à faire de leur stratégie politique ou de leurs véritables intentions, qui pourrait interférer avec leurs affaires, bref, trop de millionnaires ou de milliardaires pourraient leur nuire... A suivre.

Haut de page

Le 21 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (25 pages)

Le voeux d'Attali s'est réalisé : Jérusalem va devenir la capitale du monde...sauf pour les Palestiniens !

En 2016, Johnny Hallyday a touché 16 millions d'euros et sa fortune est évaluée à 100 millions d'euros, c'est, comment dire, franchement con d'avoir accumulé une telle fortune et de ne plus pouvoir en profiter! C'est à se demander ce qui l'a le plus angoissé, si c'est le fait de s'en séparer ou de mourir.

Ce ne sera pas mon cas, il ne me reste déjà plus rien du capital que m'a versé l'Agirc en guise de retraite complémentaire il y a deux mois à peine, j'ai versé 200.000 roupies au frère de Selvi pour qu'il puisse terminer sa maison, il me rendra cet argent à son rythme, quand il le pourra... Du coup mon compte courant se retrouve au même niveau qu'il y a 6 mois (100.000 roupies, soit 1.400 euros environ), puisqu'entre temps j'ai prêté de l'argent à d'autres Indiens ou membres de la famille de ma compagne

Selvi qui en avaient plus besoin que moi, urgent.

A quoi cela sert-il de thésauriser quand on est vieux, c'est indigne, vaut mieux en faire profiter les plus pauvres ou son entourage. Dans mon cas, je dois penser à régler mes soins ou ceux de ma compagne en cas de maladie ou d'accident, mais bon, dans des proportions limitées. Malheur à ceux qui sur leurs vieux jours ont accumulé des dizaines ou des centaines d'euros au lieu de le distribuer à ceux qui en avaient besoin, de toute manière, c'est incompatible avec mon idéal, donc je préfère partir avec plutôt qu'avec du fric !

Ils osent tout. Quelle étrange coïncidence ! On se disait qu'on lui avait soufflé.

- Emmanuel Macron a lancé officiellement la grande cause nationale consacrée à l'égalité entre les femmes et les hommes par un discours prononcé à l'Elysée, samedi 25 novembre. Le Monde 25.11.2017

- Jens Stoltenberg et Angelina Jolie appellent à une intervention de l'OTAN pour promouvoir «l'égalité des sexes» - Par Julie Hyland Mondialisation.ca, 19 décembre 2017

Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg et l'actrice Angelina Jolie ont joint leurs forces pour présenter l'alliance militaire menée par les États-Unis comme un modèle progressiste dans les politiques de genre et comme un «protecteur de premier plan» des droits des femmes.

Leur article paru dans le Guardian la semaine dernière, «Pourquoi l'OTAN doit défendre les droits des femmes», est présenté comme une mission commune visant à garantir la «promesse fondamentale de la Charte des Nations unies pour l'égalité des droits et la dignité des femmes». (...)

Affirmant que l'OTAN fut fondée pour protéger la «liberté de ses peuples», les auteurs déclarent que, pendant 70 ans, le bloc dirigé par les États-Unis s'est tenu debout pour «la défense de la démocratie, de la liberté individuelle, de l'État de droit et de la Charte des Nations unies». wsws.org 19 décembre 2017

Il s'agit donc bien d'une campagne mondiale orchestrée au plus haut niveau de l'oligarchie, à laquelle participent les crétins ou corrompus de la pseudo-gauche et extrême gauche.

Ne devrait-on pas lancer une campagne pour l'égalité entre les hommes ? Pour que tous les hommes disposent du même revenu puisqu'un éboueur est aussi utile à la société qu'un architecte et bien davantage qu'un banquier qui n'est qu'un parasite. Ne devrait-on pas lancer une campagne pour l'égalité entre les femmes puisqu'une femme de ménage est aussi utile qu'une ingénieure ? Je plaisante. Mais... Moi aussi j'ai de la suite dans les idées.

Pourquoi les féministes n'y ont-elles pas pensé ? Parce que leur combat ne consiste pas à faire en sorte que la femme de ménage accède au même niveau de vie confortable qu'une ingénieure, mais que le traitement d'une ingénieure soit aligné sur celui d'un ingénieur, ou mieux qu'elle pique sa place, au détriment des autres couches inférieures de travailleurs, mais cela aussi elles s'en foutent éperdument.

Parole d'internaute

- "*Partout en Europe, les fédéralistes européens appellent à la création des « Etats-Unis d'Europe ».*

Cette Europe fédérale, si elle voyait le jour, serait anti-sociale, anti-populaire, anti-démocratique.

Cette Europe fédérale serait le triomphe de la nouvelle aristocratie."

Et l'enterrement de la civilisation humaine, du socialisme...

Sionisme d'extrême droite. Le Mossad menace de mort ceux qui brûleraient un drapeau israélien.

Un haut fonctionnaire des services de renseignement israéliens menace des citoyens européens de mort par Luc Delval (avec Inna Michaeli) — 20 décembre 2017

Aux yeux des Services de renseignement israéliens, il ne suffit plus que les citoyens israéliens opposés à la politique colonialiste du gouvernement vivent dans la peur d'être persécutés pour leurs opinions, ils veulent maintenant étendre la menace aux citoyens du monde entier. Ainsi, il semble que nous ayons atteint un point où un représentant d'un organisme gouvernemental israélien peut menacer les citoyens d'un pays étranger qui exercent leur droit démocratique de protester.

Après qu'un drapeau israélien ait été brûlé lors d'une manifestation à Berlin, le responsable des relations interna-tionales du ministère israélien des services de renseignement a déclaré sur Facebook que les activistes pro-palestiniens allemands doivent désormais «vivre dans la peur».

Le 15 décembre, le Major Arye Sharuz Shalicar 1 a publié un article sur sa page Facebook personnelle, dans lequel il a partagé un reportage du journal allemand Die Welt sur les forces de sécurité israéliennes, qui ont utilisé des tirs à balles réelles pour réprimer une manifestation à la périphérie de Ramallah.

Les manifestations en Palestine, contre la décision de Trump de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem, ont aussi provoqué des manifestations de protestation à travers le monde, y compris en Allemagne.

Et le fonctionnaire israélien souhaitait faire passer un message aux protestataires :

PARTAGEZ S'IL VOUS PLAIT! Le message de cet article est destiné à tous ceux qui, en Allemagne, pensent pouvoir brûler impunément une étoile de David en public. Nous savons qui vous êtes, et où vous êtes, et comment vous amener à la justice. Nous décidons où et quand. Vivez dans la peur !

Ces derniers jours, les médias allemands ont été inondés de rapports et d'analyses sur l'incendie d'un drapeau israélien lors d'une manifestation à Berlin. En réponse, les politiciens des partis centristes, ainsi que le Conseil central des Juifs en Allemagne, ont appelé à sanctionner pénalement le fait de brûler un drapeau, et en particulier un drapeau israélien.

Les articles de presse sont pleins de distorsions, qui présentent les manifestations contre l'occupation israélienne – et dans ce cas contre les provocations de Trump à propos de Jérusalem – comme des manifestations d'antisémitisme. La boucle est ainsi bouclée : les sionistes s'approprient la communauté juive et ses symboles, les mettent au service de l'occu-pation, et s'en servent pour dépeindre les protestations pro-palestinienne comme antisémites.

Or le drapeau bleu et blanc frappé de l'étoile de David n'est pas seulement un symbole juif, c'est avant tout un drapeau national qui est devenu un symbole d'occupation et d'oppres-sion du peuple palestinien. Pourquoi des gens devraient-ils s'abstenir de brûler un symbole de leur propre oppression ? Le fait qu'Israël se refuse à faire la distinction entre symboles religieux, ethniques et ceux de l'État ne doit pas porter atteinte à la liberté de qui que ce soit, en particulier à l'étranger.

Critiqué notamment sur les réseaux sociaux pour avoir ainsi proféré des menaces non voilées – la présence dans cette publication sur Facebook d'une photo d'un policier israélien travesti en Palestinien 2 et brandissant une arme de poing n'ayant évidemment rien d'innocent – afin de réprimer la liberté d'expression de citoyens européens, le fonctionnaires des services de renseignement israélien s'est défendu comme il a pu, à la manière des authentiques antisémites qui ne manquent jamais d'assurer qu'ils ont "d'excellents amis juifs" (qu'ils seront le cas échéant ravis de voir partir s'établir en Israël, loin d'eux) :

«Ceci est ma page privée. Je suis né et j'ai grandi en Allemagne et j'ai fait face à des centaines d'attaques antisémites de la part de jeunes musulmans. Il est inconcevable qu'ils menacent les Juifs et brûlent les symboles juifs / israéliens. Cela me blesse personnellement et je ne suis plus disposé à le tolérer. Je dois aussi ajouter que j'ai eu et continue d'avoir des amis musulmans en Allemagne qui en ont aussi assez, car le comportement violent de quelques milliers donne à l'Allemand moyen le senti-ment que toute personne d'origine moyen-orientale / arabe / musulmane est un radical, ce qui est entièrement faux, et cela ne fait que renforcer la droite radicale.»

Bref, le brave fonctionnaire des services de renseignement israélien n'est qu'un démocrate incompris. Mais il vous invite quand même à vivre dans la peur, et il garde une arme à portée de la main…

1.] Bien que sa page Facebook l'identifie comme un «ancien» porte-parole, Shalicar fournit toujours une adresse électronique officielle de l'armée israélienne comme contact : shalicar@idf.gov.il. On peut en déduire qu'il n'est pas aussi en retrait du service qu'il le prétend.

2.] Il s'agit des tristement célèbres mistaravim, des policiers ou militaires israéliens déguisés qui s'infiltrent dans les manifestations de Palestiniens dans les territoires occupés, et ensuite participent à l'enlèvement ou à l'assassinat de militants. Ils ont déployé leurs talents de tueurs à gage jusqu'à l'intérieur des hôpitaux, où ils se sont occasionnellement introduits pour exécuter des blessés.

Source:http://www.pourlapalestine.be/quand-un-haut-fonctionnaire-des-services-de-renseignement-israeliens-menace-des-citoyens-europeens-de-mort/

En famille. Bienvenue chez les damnés de la terre.

- Pour The Economist, la France de Macron est le "pays de l'année 2017" - L'Express.fr

Sous le charme de l'action du président de la République, l'hebdomadaire libéral juge que Macron a mis fin à la France "irréformable". L'Express.fr 21.12

Bienvenue chez les aristocrates.

- 350 000 euros pour un vol Tokyo-Paris : Édouard Philippe « assume complètement » - Franceinfo

Lors de son retour de Nouvelle-Calédonie au début du mois, le Premier ministre et sa délégation ont eu recours à un avion privé. L'avion d'Etat était jugé trop inconfortable.

Édouard Philippe a profité de son intervention pour reconnaître qu'il était « parfaitement conscient » que les sommes du Premier ministre ou du président « sont toujours impressionnantes. » Il a néanmoins voulu les justifier : « Quand je suis arrivé devant les studios de RTL, je suis arrivé avec quatre véhicules, avec des motards, avec plus de 15 personnes, avec un médecin qui me suit en permanence et un transmetteur de l'armée qui me suit en permanence parce que c'est le régime qui est donné au Premier ministre. Et ça coûte redoutablement cher ». Franceinfo 21.12

Il est légitime d'exiger une augmentation de salaire de 40%.

- Le gouvernement fait adopter par les députés l'augmentation de 40% des maires des grandes villes - Publicsenat.fr

Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, et en toute fin d'examen du budget, Gérald Darmanin a repris à son compte un amendement du Sénat donnant la faculté d'augmenter de 40 % le salaire des maires de grandes villes ou des présidents de départements ou de régions. Publicsenat.fr 21.12

Inquisition et épuration.

- Affaire Diallo : le Conseil du numérique perd la tête - liberation.fr

Combien de membres va-t-il rester au Conseil national du numérique (CNNum) remanié la semaine dernière ? Sa présidente, Marie Ekeland, aura tenu une semaine avant d'annoncer mardi sa démission, suivie dans la foulée de celle d'au moins 20 nouvelles têtes de l'instance (sur 30). La raison : un désaccord avec le secrétariat d'Etat au Numérique, Mounir Mahjoubi, sur la composition de l'organe consultatif, chargé d'orienter les politiques de l'exécutif sur le numérique. Ekeland explique son départ par la polémique née la semaine dernière après la nomination de l'essayiste et militante antiraciste Rokhaya Diallo au CNNum et la demande du secrétaire d'Etat de remanier sa composition.

«La forme actuelle de nomination et de fonctionnement du CNNum porte à confusion et ne peut pas garantir son indépendance», regrette Ekeland dans son texte. «J'ai été choquée par les caricatures auxquelles Rokhaya Diallo et Axiom [rappeur dont la nomination avait été aussi contestée, ndlr] ont été réduits : elles n'ont rien à voir avec ce qu'ils sont vraiment», estime-t-elle, dénonçant «un emballement médiatique et politique violent. Les réactions qui ont suivi cette nomination me font mesurer à quel point mon pari était osé et innovant. A quel point, dans notre pays, nous ne voulons pas entendre des voix dissonantes. A quel point nous ne savons plus débattre sereinement de nos divergences de vue. […] Cela me peine de voir notre pays aussi loin des valeurs démocratiques qui sont les miennes», écrit-elle. Mahjoubi, ex-président jusqu'à début 2017 du CNNum, avait avalisé la nouvelle équipe réunie par Marie Ekeland. Il s'est justifié en expliquant «qu'il ne s'agit pas d'une association, d'un parti politique ou d'un lobby. Le CNNum doit être proche du gouvernement pour nous orienter, et le gouvernement lui fait confiance sur ces sujets».

Un discours quelque peu différent de celui qu'il tenait il y a quelques jours, lorsqu'il assurait que le gouvernement avait «souhaité confirmer l'indépendance, ses moyens et son mode de fonctionnement» en élargissant les compétences du CNNum par un décret publié le 10 décembre. «Tout cela est absurde, absurde, contre-productif, dépassé», a confié l'économiste Pierre-Yves Geoffard à Libération selon lequel «l'état du débat est très inquiétant» en France. liberation.fr 19 décembre 2017

A défaut de pouvoir réformer le capitalisme, elle l'a adopté...

Quand la soi-disant gauche américaine souhaite le maintien de l'hégémonie sur le monde elle donne des conseils à Trump pour y parvenir.

- Si la stratégie américaine était rationnelle, elle devrait admettre que l'approche unilatérale a échoué et mettre l'accent sur d'autres méthodes. Une véritable coopération mondiale et un plus grand usage de la diplomatie seraient probablement plus fructueux que la puissance militaire. (...)

On peut soit avoir un rôle hégémonique, soit exercer une influence plus fine en collaborant avec les autres. (Avec la nouvelle

Stratégie de sécurité nationale les Etats-Unis s'engagent dans l'isolationnisme par Moon of Alabama — 20 décembre 2017)

Quelle finesse d'esprit ces intellectuels !

Au temps du néocolonialisme.

Finalement, les pays dits « en voie de développement » (PED) d'aujourd'hui remplacent les colonies d'hier : les grandes entreprises multinationales occidentales se placent dans les anciennes colonies, y investissent et en extorquent les ressources pour accumuler de faramineux profits qui s'évadent dans des paradis fiscaux appropriés. Tout cela se déroule sous le regard bienveillant des élites locales corrompues, avec l'appui des gouvernements du Nord et des institutions financières internationales (IFI) qui exigent le remboursement de dettes odieuses héritées de la colonisation. Par le levier de la dette et des politiques néocapitalistes imposées qui conditionnent celle-ci, les populations spoliées paient encore le crime colonial d'hier et les élites le perpétuent subrepticement aujourd'hui, c'est ce qu'il est convenu d'appeler le néocolonialisme. (Pillage des ressources et néocolonialisme : saignées de l'or noir par Jérôme Duval - Mondialisation.ca, 19 décembre 2017)

Ils ont du pétrole et leur peuple est misérable.

Ainsi, le Nigeria, premier producteur de pétrole du continent et onzième mondial, n'arrive pas à satisfaire son marché intérieur et, comble du paradoxe, importe 70 % de ses besoins en pétrole raffiné malgré une production journalière d'environ deux millions de barils de pétrole brut dont la majeure partie part à l'exportation vers les États-Unis et l'Europe ! Pour satisfaire sa demande intérieure, le Nigeria importe quotidiennement des millions de dollars de carburant (pétrole raffiné), représentant près de 14,9 milliards de dollars sur l'année 2016, une somme colossale|.

Malgré une croissance positive jusqu'en 2016 (+ 2,7 % en 2015, son plus bas niveau depuis dix ans, en raison de la chute des prix du pétrole), 22 milliardaires et 34 000 millionnaires en dollars recensés, plus de la moitié de la population vit avec moins de 1 dollar par jour, la majorité des Nigérians n'ont pas accès à l'électricité, l'espérance de vie ne dépasse pas les 54 ans et un enfant sur dix meurt avant l'âge de 5 ans encore aujourd'hui, l'un des taux les plus élevés au monde. (Pillage des ressources et néocolonialisme : saignées de l'or noir par Jérôme Duval - Mondialisation.ca, 19 décembre 2017)

En oligarchie. Comment les rapaces de la finance nous sucent jusqu'à la moelle.

- Les « fonds vautours » prospèrent sur la misère en spéculant sur l'endettement des particuliers par Eric Toussaint Mondialisation.ca, 15 décembre 2017

Extraits.

Elles s'appellent Intrum, Cabot, ou encore Arrow… Si vous avez déjà eu une facture impayée, auprès d'un opérateur de téléphonie ou d'une société de crédit, peut-être avez-vous eu affaire à l'une de ces sociétés de recouvrement et à leurs méthodes agressives. Nées en Scandinavie, puis implantées en Grande-Bretagne et aux États-Unis, elles montent en puissance depuis la crise financière de 2008, qui a plongé des populations entières dans la pauvreté. Au point que leurs profits se chiffrent désormais en centaines de millions d'euros.

Grâce à la campagne internationale lancée par le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), on connaît l'action néfaste des fonds vautours à l'égard des dettes souveraines contractées par les États : ils achètent des titres de cette dette souveraine à prix bradés (5 à 20 % de la valeur initiale des titres), avant de recourir à des tribunaux pour récupérer un maximum d'argent.

Le même type d'activité est en plein développement dans le domaine des dettes contractées par les particuliers. Il faut dire que les possibilités d'expansion sont énormes, car en Europe le volume des crédits privés en suspension de paiement s'élève à 1000 milliards d'euros. Avec l'appauvrissement des catégories populaires, le volume des défauts de paiement des dettes des ménages et des micro-entreprises va inéluctablement augmenter.

Recouvrement agressif

Le mode opératoire des fonds vautours dans le domaine des dettes privées est simple. Ces derniers rachètent des paquets de dettes impayées à des banques, à des sociétés de téléphonie mobile, à des sociétés de crédit immobilier, ou encore à des entreprises de fourniture d'énergie aux particuliers. En général, les fonds vautours achètent ces paquets de dettes impayées à 10% de leur valeur, et essaient par le harcèlement des personnes endettées, ainsi que par des procédures en justice, de récupérer 20% à 30% de la valeur de départ.

Il semble qu'en Europe les sociétés financières spécialisées dans ce genre d'activités de « charognards » se sont d'abord activement développées en Scandinavie suite à la crise bancaire des années 1980-1990. Il s'agit des sociétés suédoises Intrum

et Aktiv Kapital – une filiale du groupe états-unien PRA.

Un business florissant

Selon une étude publiée par la banque Morgan Stanley, en Europe, le volume total des paquets de dettes impayées en possession des sept plus grandes sociétés spécialisées dans la récupération auprès des particuliers a doublé entre 2014 et 2017, passant d'environ 4 milliards de livres sterling à un peu plus de 8 (Financial Times, 23 novembre 2017). En 2016, Intrum a fait 197 millions d'euros de bénéfices. Cabot, une société britannique, a gagné 155 millions d'euros. Arrow, autre entreprise britannique, a réalisé quant à elle un bénéfice de 118 millions d'euros. Hoist, britannique également, 93 millions d'euros. Kruk, société polonaise, 91 millions. Le 3 décembre 2017, on pouvait lire sur le site d'Arrow que 4 millions de familles seraient en défaut de paiement en Grande-Bretagne. (...)

Alors qu'il y a cinq ans, un « investissement » d'un million d'euros dans le rachat de dettes impayées pouvait permettre d'en récupérer trois, en 2017 ce rendement a « chuté » a un ratio compris entre 1,8 et 2 fois la mise initiale. (...)

Le fonds NML Capital, enregistré aux Iles Caïmans, a, par exemple, réalisé une plus-value de 1270 % contre l'Argentine en obtenant 2,426 milliards de dollars pour des dettes rachetées seulement à 177 millions.

D'autres fonds vautours sont par ailleurs actifs dans le rachat de dettes impayées, notamment le tristement célèbre fonds Elliot possédé par Paul Singer. Elliot a racheté à deux banques espagnoles – Banco Popular, rachetée par Santander en mai 2017, et Bankia – des paquets de dettes impayées . Le groupe états-unien Blackstone est devenu également très actif en Espagne. (...)

Lorsque la bulle immobilière a éclaté au Japon (dans les années 1990), aux États-Unis (2006-2007), en Irlande et en Islande (2008), puis en Espagne (2009), des dizaines de millions de ménages des classes populaires ont été acculés à la cessation de paiement et ont commencé à être victimes d'expulsions massives. Aux États-Unis, depuis 2006, quatorze millions de familles ont été dépossédées de leurs logements par les banques. En Espagne, il s'agit de plus de 300 000 familles. Dans un contexte de baisse du salaire réel, de chômage massif et de conditions de prêts abusives, les effets de ces dettes sont catastrophiques pour une partie croissante de la population, qui finance à crédit sa consommation courante car les revenus normaux ne suffisent plus à payer les frais d'alimentation, de logement, de vêtement, de chauffage, d'éclairage, de santé, d'éducation… Des firmes se spécialisent donc dans les ventes à crédit à des secteurs fragilisés de la population.

https://www.mondialisation.ca/les-fonds-vautours-prosperent-sur-la-misere-en-speculant-sur-lendettement-des-particuliers/5621665

https://www.mondialisation.ca/evasion-fiscale-et-fonds-vautours-une-legalite-de-facade/5621755

Opérations militaires secrètes contre la planète. Sordide, sinistre, monstrueux, criminel, barbare, pire encore, si, si, c'est possible.

Evidemment plus de 99% de la population ignore tout de ce que vous allez découvrir ici, moi-même qui suis plutôt curieux et bien informé, j'en ignorais une grande partie, comme quoi on en apprend tous les jours. Avertissement à ceux qui parce qu'ils sont à des degrés divers sous l'influence de la propagande officielle et doutent de tout ou ne peuvent concevoir que l'incroyable puisse se produire sans qu'ils en soient informés... par ceux qui ont tout intérêt à les maintenir dans l'ignorance de leurs manigances illégales et monstrueuses, prenez le temps de lire soigneusement le document suivant, cela vous permettra de prendre la mesure exacte de la menace mortelle que représente dorénavant le capitalisme pour l'humanité. C'est à tomber à la renverse, la première réaction est de se dire que c'est impossible ou qu'on est encore en présence d'une théorie du complot, sauf que tout ce qu'affirme l'auteur est référencé ou sourcé, connu des autorités telle que l'UE, vérifiable ou bien réel. Lisez attentivement ou téléchargé cet article et vous en serez convaincu, sinon c'est que vous êtes trop décomposé et votre cas est irrécupérable. J'y vais fort, certes, mais au regard de la gravité des faits exposés, vous comprendrez mieux pourquoi ils sont condamnables et il n'y a pas de place pour la moindre hésitation.

- La terre : une arme ; la géo-ingénierie : une guerre par Prof. Claudia von Werlhof - Mondialisation.ca, 13 décembre 2017

Présentation du livre de Rosalie Bertell «La planète Terre, la dernière arme de la guerre»

Extraits.

Enfin, les expériences avec les ondes électromagnétiques (EM) et le réchauffement des couches supérieures de l'atmosphère (Bertell 2013, p 139), appelées «ionosphère», à partir de 80 km d'altitude, ont débuté dans les années 1960 et 1970 en influençant cette couche chargée électro-magnétiquement grâce à l'utilisation de « réchauffeurs ionosphériques ». Le plus célèbre de ces « réchauffeurs » étant le HAARP (Programme Actif de Recherche sur les Hautes Fréquences Aurorales) en Alaska, construit plus tard dans les années 1990, avec de gigantesques installations radar avec antenne et un approvisionnement énergétique spécial (Bertell 2013, pp.273ff). Selon Bertell, la région arctique a été soumise à un processus délibéré de

décongélation par l'utilisation des ondes EM-ELF (ondes d'extrêmement basses fréquences), action qui semble avoir déjà été acceptée par l'ex-Union soviétique et les États-Unis à Vladivostok en 1974 (Bertell 2013, page 256, 445; Ponte 1976; MacDonald 1968).

C'est une sorte de science limite, car une grande partie de cette connaissance reste en dehors du discours scientifique qui nous est familier. Pratiquement personne n'est au courant de cette nouvelle science, même si près de 40 ans se sont écoulés. (...)

Après l'installation de nombreuses installations plus petites pour manipuler les couches de l'atmosphère avec des ondes électromagnétiques EM, comme Poker Flats / Alaska, Plattville / Colorado et HIPAS / Alaska, de plus grandes ont vu le jour. C'est le cas d'Arecibo / Porto Rico, EISCAT à Tromsö dans le nord de la Norvège, ainsi que le soi-disant « Woodpecker » en Union soviétique (Bertell 2013, p 288ff), et, depuis le début des années 1990 les champs d'antennes HAARP avec 180 tours radar en 2002. Elles sont accompagnées d'installations aux Pays-Bas et en Suède, en Israël, en Australie, en Chine et dans d'autres pays (récemment probablement MARLOW près de Rostock, au nord de l'Allemagne), aussi bien que de radars mobiles en fréquence X (rayons X) ou flottant sur l'océan, qui permettent aux ondes de passer au-delà de l'horizon. Environ deux douzaines de ces installations sont actuellement opérationnelles dans le monde entier. En l'an 2013 une nouvelle, le MUOS, pour la coordination satellite a été construite en Sicile (MUOS 2015)

De cette façon, un bombardement ou un réchauffement de l'ionosphère peut se produire simultanément, séparément ou en opposition l'un à l'autre, que ce soit à des fins expérimentales ou en tant qu'attaque planifiée (voir «SuperDARNS» dans Bertell 2013, page 283ff).

Pour que cela fonctionne, l'air électriquement chargé de l'ionosphère, le « plasma », qui est un état agrégé unique au-delà d'un état solide, fluide ou gazeux (Bertell 2013, p.143), est chauffé en utilisant la puissance des réchauffeurs ionosphériques qui peuvent ajouter jusqu'à GIGA watts (milliards de watts). Cette opération provoque la densification et le renflement du plasma, créant un miroir réfléchissant à partir duquel des rayons d'énergie, envoyés par des réchauffeurs ionosphériques, peuvent rebondir selon l'angle désiré et redirigés vers un point correspondant sur ou sous la Terre. (Bertell 2013, pp. 279ff). De là la grande destruction qui, jusqu'à présent, ne pouvait être expliquée comme une catastrophe artificielle, bien que la Convention ENMOD de l'ONU de 1977, après la guerre du Vietnam, en ait déjà parlé, essayant d'interdire son usage militaire (ONU 1977). L'utilisation du chauffage ionosphérique avec des ondes électromagnétiques pulsées comme l'une des principales techniques de modification de l'environnement est particulièrement efficace pour déchaîner ou amplifier les mouvements latents ou qui débutent le long des lignes de tremblement de terre ou dans les volcans actifs. De tels processus, qui utilisent des ondes ELF d'extrêmement basses fréquences, sont capables de pénétrer et de couper même à l'intérieur de la Terre et de causer des perturbations à l'intérieur même de son noyau, d'où le champ magnétique de notre planète est originaire. ("Deep Earth Penetrating Tomographie »ou« tomographie par sondage de la Terre », Bertell 2013, pp. 285ff). (...)

Certaines longueurs d'ondes électromagnétiques peuvent également être utilisées pour modifier les «Jetstream» – ces grands courants de vents à haute altitude qui se déplacent autour du globe et modèrent les températures. Les ondes peuvent être utilisées pour changer le cours des nuages autour du globe – pour influencer le développement des sécheresses et des inondations. Elles peuvent être utilisées pour avoir plus d'énergie que la normale à certains endroits, ce qui produit des incendies, des orages et des éclairs extrêmes vers le sol, ou de lourdes explosions qui ressemblent à celles du nucléaire. Elles peuvent être utilisées pour garder des conditions météorologiques anormales sur certains endroits pendant une longue période. Elles peuvent être utilisées pour déplacer et accumuler de grosses tempêtes et influencer les courants océaniques comme El Nino et La Nina (Bertell 2013, pp. 445 et suivants, 465 et suiv.).

Le réchauffeur ionosphérique probablement le plus grand, HAARP en Alaska, est capable de mettre en mouvement 1, 8 GIGA watts (milliards de watts) et de les concentrer sur un seul point dans l'ionosphère. Les types de technologies existantes pour détruire l'environnement ont été expliqués par le géophysicien et conseiller présidentiel Gordon MacDonald dans son article « How to Wreck the Environment » (Comment détraquer l'environnement) publié dans « Unless Peace Comes » (A moins que ne vienne la paix) en 1968. Cela s'est passé il y a 48 ans! (MacDonald 1968, voir ci-dessous)

L'éminent journal « The Guardian », de Londres, en a parlé, par exemple le 4.4.2012 dans un article intitulé: « En guerre pour la géo-ingénierie ». On y lit:

« … Peu de gens dans le secteur civil comprennent parfaitement que la géo-ingénierie est avant tout une science militaire et n'a rien à voir avec le refroidissement de la planète ou l'abaissement du carbone … Bien qu'apparemment fantastique, le temps a été militarisé. Au moins quatre pays – les États-Unis, la Russie, la Chine et Israël – possèdent la technologie et l'organisation pour modifier régulièrement les conditions météorologiques et les événements géologiques pour diverses opérations militaires et noires … En effet, la guerre inclut maintenant la capacité technologique d'induire, d'améliorer ou de diriger des événements, cycloniques, des tremblements de terre, des sécheresses et des inondations, y compris l'utilisation d'agents viraux en aérosols polymérisés et de particules radioactives transportées par les systèmes météorologiques mondiaux ».

L'article mentionne également le rôle d'un réchauffement progressif des régions polaires pour l'extraction des ressources.

Cet article valide entièrement les déclarations du professeur Gordon MacDonald, ancien directeur adjoint de l'Institut de géophysique et de physique de l'Université de Californie, et membre du comité consultatif scientifique du président sous la présidence de Lyndon B. Johnson, créé en 1968. Le scientifique reconnu mondialement écrit dans le livre de Nigel Calder « A moins que la paix ne vienne: une prévision scientifique de nouvelles armes ». Sur la guerre géophysique dans le chapitre « How to Wreck the Environment » (comment détruire l'environnement), il décrit comment les champs d'énergie de la Terre peuvent être utilisés pour manipuler les conditions météorologiques, entraînant la fusion des calottes polaires, la destruction de la couche d'ozone et le déclenchement de tremblements de terre. Le Prof. Gordon MacDonald a pour cela établi dans les années 60 que ces armes étaient de fait en production et que le processus entier passerait pratiquement inaperçu chez leurs victimes si utilisées potentiellement (www.Sauberer-Himmel.de).

En fait, on disait aux États-Unis dès 1958 que «le contrôle du climat arrive» (Newsweek 1958): Edward Teller, «le père» de la bombe à hydrogène, était au premier plan du débat sur une éventuelle guerre à travers la manipulation des conditions météorologiques, par exemple le déversement d'aérosols dans l'atmosphère (Hamilton in Bertell 2013, pp. 498ff).

La convention ENMOD de l'ONU de 1976/77 – il y a maintenant 40 ans – décrit ces abominations et interdit l'utilisation militaire ou toute autre utilisation hostile de ces technologies. Entre-temps, on les entend quotidiennement: tremblements de terre, tsunamis, sécheresses et inondations, changements de conditions météorologiques dans des régions entières, des courants océaniques et des tornades, des changements de la couche d'ozone et de l'ionosphère (cf. P. 46, Storr in Bertell 2013, page 527).

Le Parlement de l'UE a tenu une audience en 1999 sur HAARP. L'audience est restée sans conséquences, malgré tous les avertissements. Il a néanmoins été admis par la Commission européenne que cela n'a aucune influence sur les affaires militaires! (Werlhof in Bertell 2013, page 36). Les communiqués HAARP, cependant, indiquent que les «réchauffeurs ionosphériques» sont conçus uniquement à des fins de recherche et ne doivent en aucun cas être considérés comme un système d'armes. Par conséquent, ils devraient assurément être dans le champ d'influence de l'UE, ou devraient être interdits par l'ONU!

D'autre part, on ne parle pas beaucoup des appareils de chauffage ionosphériques européens tels que l'EISCAT à Tromsö, dans le nord de la Norvège. Cette installation est exploitée par l'Institut allemand Max-Planck.

L'ONU a prononcé un autre Moratoire sur la géoingénierie lors de la Conférence sur la biodiversité à Nagoya, au Japon, en 2010, interdisant l'utilisation privée et publiquement incontrôlée de la géoingénierie (Bertell 2013, p.318).

En 2013, près de 50 militants européens et plusieurs membres du Parlement européen, organisés dans « Skyguards », ont fait une nouvelle tentative pour mobiliser le PE via une conférence « Beyond Theories of Weather Modification – Société civile versus géo-ingénierie » (Au-delà des théories de modification climatique – La Société civile face à la géo-ingnierie), accompagnée d'une pétition au PE qui a même été acceptée par la Commission des pétitions du PE en 2014 (Werlhof in Bertell 2013, pp. 33-41). En 2016, cependant la même chose est arrivée à cette pétition qu'à celle de 1999: Josefina Fraile, ex-eurodéputée de Skyguards, qui avait organisé la pétition, a reçu une lettre de la Commission européenne lui disant que les questions militaires ne devaient pas être traitées dans le domaine du PE – bien que la pétition parlait surtout de la géoingénierie civile.

En général, le rapport intitulé «Le temps en tant que multiplicateur de force – Posséder le temps en 2025», préparé pour l'US Air Force en 1996, montre que la question des «guerres météorologiques» est entre les mains de l'armée. Une géoingénierie civile et indépendante pour «sauver le monde du changement climatique» n'existe sûrement pas (US Air Force 1996).

Résumé des résultats:

Le sens de cela: c'est qu'il n'y a aucune reconnaissance officielle de l'existence des moyens et des possibilités de guerre qui constituent non seulement une menace pour toute vie sur Terre par l'utilisation des forces propres de la Terre contre nous et elle-même, mais au-delà, une capacité de détruire toute la planète en tant que telle! (Bertell 2013, page 251f). Ce danger avait déjà été énoncé par le physicien Nikola Tesla (1856-1943, Bertell 2013, pp. 223ff, 468ff), l'inventeur original des différentes manières d'utiliser les puissances électromagnétiques de la planète (Bertell 2013, p.32, 239f).). Utilisant ses propres forces, la Terre peut maintenant être forcée à tuer ses propres êtres et alors être contrainte au suicide.

Les moyens de détruire la planète sont ceux de la «géoingénierie» – y compris les armes plasma électromagnétiques et toutes les autres formes de guerres météorologiques (Bertell 2013, p.317). Si ces technologies sont utilisées sous une forme améliorée, si l'augmentation des ondes électromagnétiques pulsées rythmiquement et l'effet de leur résonance deviennent pratiquement illimités (« Magnifying Transmitter » de Tesla et « séismes contrôlés », Bertell 2013, page 288), la Terre pourrait peut-être même être déchirée, plonger dans le Soleil, ou en dernier ressort, être jetée dans l'espace! Des effets spéciaux de résonance scalaire d'ondes électromagnétiques en provenance de la Terre et pénétrant l'espace pourraient être instantanément réfléchis. (...)

Au résultat, ce pourrait être la destruction de la Terre par le Soleil, ou le pari que l'équilibre dynamique entre la Terre et la Lune, qui partagent le même champ magnétique, pourrait s'effondrer … Nikola Tesla, le cerveau le plus innovant en ce qui concerne

le travail avec les ondes EM a prédit tous ces scénarios et nous a mis en garde, comme étant une possibilité théorique au début du siècle dernier (Bertell 2013, p. 465ff).

Développements ultérieurs:

Le développement ultérieur des armes EM dans les dimensions des ondes «scalaires» longitudinales, telles qu'elles ont été développées en Union Soviétique, a particulièrement retenu l'attention de l'ancien membre de l'armée américaine, Tom Bearden, scientifique et disciple de Tesla qui a été cité par Bertell (Bertell 2013, pp. 223ff, 238ff, 465f, Bearden 1986/2002). Ce chapitre de la technologie des armes à ondes scalaires (longitudinales) semble être encore plus mystérieux que celui des autres ondes électromagnétiques (transversales). Considérant que dans le soi-disant vide ou hyperespace – « l'éther » (selon Tesla) ou l'espace au-delà du système solaire – le mouvement de ces ondes scalaires dépasse l'espace terrestre tridimensionnel et ses conditions, agissant indépendamment de chacun d'entre eux dans des conditions au moins quadridimensionnelles – les trois dimensions de l'espace et la dimension temporelle. Cela signifie par exemple que les ondes scalaires sont simultanées, elles n'ont pas besoin de temps pour se propager. L'application militaire de ces processus sur la terre – qui travaille avec des conditions extra-terrestres «illimitées» sous des conditions terrestres limitées (voir Wagner 1970 sur la fission nucléaire sur terre) – serait et est en fait la plus grande menace imminente (Bearden 2012; 2010).

Outre les effets déclenchés au niveau macro, d'autres effets non moins inquiétants peuvent aussi être provoqués par des ondes électromagnétiques au niveau micro. Nous parlons de l'interférence avec nos cerveaux en utilisant les ondes ELF qui correspondent à la fréquence de Schumann – le pouls de la Terre-, qui est la même que celle du cerveau (Begich / Manning 1996, Bertell 2013, p.289). Ces méthodes ont apparemment été développées principalement par les Soviétiques, et peuvent également être appliquées à des populations plus importantes, selon Bearden.

Tout cela est conforme à la devise: les impulsions électromagnétiques peuvent atteindre n'importe où, car la matière elle-même «oscille» (Begich / Manning 1996). C'est finalement le véritable « secret » de l'ampleur et de l'efficacité des nouvelles technologies Tesla brevetées pour leur utilisation dans les réchauffeurs ionosphériques (brevets officiels américains du physicien Bernard Eastlund, Bertell 2013, p.277ff) et ailleurs (Bearden 2012; 2010).

La réaction du public et des mouvements sociaux

Grâce à Bertell, nous découvrons maintenant que nous, le public, les humains et les citoyens sommes vulnérables à cette menace croissante depuis 70 ans sans en avoir pris conscience, sans parler de notre approbation ou de notre «consentement», même si ces événements mettent notre vie et notre planète en danger et ont érodé les conditions de vie à l'échelle mondiale. En fait, si ces menaces ne cessent pas, nos conditions de vie et la Terre elle-même pourraient déjà être détruites dans un court laps de temps.

Considérant les citations de Bertell: « L'armée a toujours 50 ans d'avance ». Et:

« Dans une nouvelle guerre les militaires n'utilisent jamais les mêmes armes qui ont été utilisées dans une ancienne » (Werlhof in Bertell 2013, page 48, Bertell Interview II, 2014).

Nous, en tant que citoyens prétendument responsables:

Bien qu'embarrassant, nous devons maintenant prendre conscience du fait que nous n'avons pas été au courant de quoi que ce soit se passant dans ce domaine. (...)

En ce qui concerne les mouvements sociaux, l'analyse de Bertell suit:

Il existe un mouvement pour la paix qui n'a pas reconnu qu'il existe une guerre moderne, dirigée vers et contre l'environnement (Bertell 2013, p.57f, 325f, 344ff).

Sur la base d'une destruction de l'environnement de plus en plus évidente, il existe néanmoins un mouvement écologique qui n'a pas encore pris conscience des problèmes, qui ont notamment été causés par l'armée (Bertell 2013, p.71).

Le mouvement antinucléaire n'a pas réalisé le développement post-nucléaire des armes de destruction massive qui supplante la nécessité des guerres nucléaires au sein de l'armée (Bertell 2013, p.58). (...)

En fait, un réchauffement partiel de la Terre a effectivement lieu. Cependant, cela ne se produit pas dans la troposphère où le CO_2 s'accumule réellement, mais plutôt dans les couches supérieures de la stratosphère dans lesquelles HAARP et les installations similaires – les «réchauffeurs ionosphériques» – sont actifs! (Phillips 2011).

Au total, après tout, le réchauffement de la planète ne peut pas être le résultat des émissions de CO2 ! (Bertell 2013, pp. 321-323). Le CO2 est sale, mais il ne chauffe pas, comme elle le dit. À part Bertell presque personne n'a remarqué que la crise environnementale sous l'apparence de la soi-disant crise climatique, ainsi que les solutions alléguées pour cette crise, à savoir la géoingénierie, proviennent tous deux des mêmes laboratoires militaires!

Ironiquement, comme il est dit dans la contribution de Hamilton au livre de Bertell: L'armée elle-même n'admet pas du tout l'existence d'une quelconque sorte de crise climatique! Les mesures de géoingénierie militaire ne visent pas à réduire le réchauffement climatique. Ces mesures ont été inventées pour des raisons totalement différentes, notamment militaires: ce sont des armes géologiques (Bertell 2013, p.58).

Plutôt que de trouver comment stopper les perturbations militaires et la manipulation du climat par, comme le dit Bertell, «des guerres météorologiques, des armes plasma et la géoingénierie» par exemple, en éteignant les «réchauffeurs ionosphériques», la discussion se concentre sur les conséquences de cette guerre mondiale – précisément en employant les mêmes mesures qui les ont réellement provoquées!

Le fait que ce ne soit pas le prétendu problème du CO2 ni même la «nature perverse» qui s'oppose à nous, reste caché en raison de la création d'une confusion délibérée! L'un des plus grands sponsors privés de la géotechnique, qui la pose comme une mesure civile pour contrer les conséquences des émissions de CO2, alors que c'est un plan militaire contre la planète, est l'homme le plus riche du monde, Bill Gates (Bertell 2013, p. Hamilton dans Bertell 2013, page 504).

La fin des accusations de » théorie du complot » ?

Le livre de Bertell pourrait être le début de la fin des insultes et des soupçons qui ont poussé à faire résonner tout cela comme une « théorie du complot » (un terme inventé par la CIA pour réprimer ceux qui doutaient de la version officielle du meurtre de JF Kennedy). Là où les développements actuels correspondants sont sortis de la sombre salle de l'anonymat, du secret, du déni et de la dissimulation – comme Bertell l'a fait -, il ne sera plus possible de balayer les faits!

Cependant, cela ne se produit pas encore, comme nous le savons maintenant, cinq ans après avoir publié Bertell en allemand – la première véritable apparition publique de son livre après la banqueroute soudaine de son éditeur anglais en 2000. Le contexte de cette stratégie pour cacher les faits peut être précisément observé dans la dissimulation permanente des liens entre la crise environnementale et les expériences et attaques militaires. Cacher simultanément par tous les moyens une guerre « officieuse » non déclarée et / ou peut-être faisant déjà rage, est nécessaire pour ne pas risquer l'opposition de la société civile, voire de la loi, comme cela se produirait inévitablement si la réalité devenait publiquement évidente (Storr in Bertell 2913, page 545). MacDonald, qui a été mentionné plus tôt, explique qu'une telle «guerre secrète» n'a jamais besoin d'être déclarée ni même connue des populations touchées. Cela pourrait durer des années et seules les forces de sécurité impliquées en seraient conscientes (MacDonald, 1968). Ce genre de «géo-terrorisme» aussi bien que de «technetronic» (MacDonald) apparaîtrait sous l'apparence de la militarisation ou d' »accidents industriels » dans l' « armement», de «catastrophes environnementales» et de «géo-ingénierie» (Phillips 2011). .

Rosalie Bertell déclare que l'armée a besoin de nous pour la légitimation puisqu'elle a besoin de ressources civiles (Bertell 2013, p 388) et de démarches, comme par exemple par des scientifiques, et de notre croyance dans sa capacité à créer une sécurité dans un sens militaire (Bertell 2013, page 365) et en cas de catastrophe. Nous faire supposer qu'elle produit lui-même ces catastrophes serait bien sûr un mauvais choix! Le domaine académique civil est précisément celui qui affirme l'impossibilité de ce type de catastrophe en raison d'une manipulation délibérée des événements naturels. Toutes les catastrophes des dernières décennies, à savoir 10 fois le nombre de catastrophes naturelles par rapport à avant 1970 (Bertell 2013, p.306) et l'ensemble sans fin des séismes les plus graves dans le monde, ne sont rien d'autre que de simples événements naturels. Nous ne devons pas oublier, que la «science normale» est incapable d'expliquer ces phénomènes, puisqu'elle n'a jamais pris en compte ce que Nikola Tesla avait exploré et inventé. La Terre semble être restée inchangée sur le plan tectonique et sismique, et il n'y a pas d'explication raisonnable pour l'augmentation de l'activité volcanique, par exemple.

Pourtant, c'est la science elle-même qui permet les dangers discutés par Bertell. Car sans la science, le développement des technologies pertinentes relatives à notre sujet n'aurait jamais été possible. Il est important de faire prendre conscience des faits cachés d'une science au service des militaires dans le cadre des sciences elles-mêmes. La science civile va perdre sa réputation et sa crédibilité auprès du public, en essayant de dissimuler des méga-crimes possibles et actuels qui ne seraient pas possibles sans sa coopération avec la science militaire en premier lieu. Comme l'a dit Lowell Wood, géo-ingénieur civil et disciple d'Edward Teller:

Les dommages globaux à la planète.

Pendant ce temps, la Terre, notre planète, est dans des conditions critiques. Selon Bertell, elle a été affaiblie et pourrait déjà avoir été irréversiblement endommagée (Bertell 2013, p 59, 228, 320, 323, 326, 455, 473). La planète est devenue « une victime de la recherche militaire » (Bertell 2013, p.483). C'est comme si l'air, l'eau, le sol, les animaux, les plantes et les humains étaient présentés comme un «sacrifice» (Bertell 2013, pp 325ff) aux «Dieux»!

Bertell illustre comment l'armée cause les plus grands dommages environnementaux, usurpe la plupart des ressources et gaspille les conditions de vie sur Terre en la compromettant impitoyablement et sans conscience (Bertell 2013, pp. 335ff). Elle établit des parallèles entre l'armée et le comportement d'un toxicomane. Le toxicomane ne s'abstiendra pas de sa dépendance par lui-même. Évidemment, tout cela va sans la connaissance ou l'approbation de la population de la Terre, indépendamment de nos systèmes et croyances démocratiques.

Les effets préliminaires des nouvelles armes qui ont été décrites ici en partie sont:

Outre les dommages causés par l'exploitation minière, chimique, nucléaire et génétique, les industries de la vie, la nanotechnologie et les substances pulvérisées comme l'aluminium, le baryum, le soufre et le lithium, qui continuent à détruire l'atmosphère, le sol, l'eau, les plantes et les conditions de vie.

- il y a des trous dans la couche d'ozone, produits par des décennies d'essais nucléaires, de vols supersoniques et de vols de fusées dans l'espace (et non par FCKW comme on nous le dit constamment!)

- il y a des perturbations du champ électromagnétique de la Terre à l'intérieur de son noyau comme à l'extérieur dans l'espace et dans les ceintures de Van Allen,

- il y a des trous et des incisions à travers les couches protectrices de l'atmosphère, produites par des réchauffeurs ionosphériques,

- il y a une oscillation / un déséquilibre du mouvement planétaire (Bertell 2013, p.450) et un ralentissement de la rotation,

- il y a donc l'accélération possible d'un décalage polaire magnétique / d'une inversion polaire;

- il y a le dégel actif de la région arctique (Bertell 2013, p.227) depuis les années 70 du XX esiècle provoquant une augmentation des niveaux de l'océan, une perte d'eau douce, et il y a déjà un affaiblissement du Gulf Stream par 1/3, dont la fin signifierait un éventuel nouvel âge glaciaire pour l'Europe.

- Il y a la disparition des glaciers dans le monde entier qui entraîne d'énormes inondations maintenant et des sécheresses extrêmes plus tard avec pour effet que les grandes rivières du monde s'assécheraient et laisseraient la population et la nature sans eau douce.

- De plus, les couches extérieures de l'atmosphère diminuent d'un kilomètre tous les cinq ans (Bertell 2013, chapitre 3-5 de la partie II, textes additionnels A, D et C de la partie IV).

- Cela signifie la perte de protection de l'atmosphère contre les radiations cosmiques comme les UV, les rayons gamma, les micro-ondes et les rayons X à la surface de la Terre (Bertell 2013, p.230), préjudiciable à toute vie et si plus, c'en sera fini de l'agriculture.

- Cela signifie le chaos climatique et climatique partout et la perte de tout équilibre à prévoir.

- Cela signifie des catastrophes naturelles de toute ampleur, et il sera pour la plupart impossible de faire la distinction entre les catastrophes naturelles et celles fabriquées, en particulier lorsque le point de bascule est atteint, et que des effets synergiques entrent en jeu.

- Cela signifie qu'aucune catastrophe ne peut être prévue ou prévenue. Les catastrophes peuvent et se produisent partout et à tout moment.

- S'elles sont utilisées pour la guerre, ces armes peuvent même conduire à une destruction totale de la planète en tant que telle, comme l'a averti Tesla (Bertell 2013, p.241).

Le phénomène de » kyndiagnosia», l'incapacité à reconnaître le danger, est omniprésent dans la science, la politique, l'économie, l'écologie, la société et en particulier dans l'armée. Depuis toujours la société a permis à ces institutions de mettre la vie en danger – la vie des gens, de la nature et maintenant même de la planète – pour leurs actions et leurs expériences destructrices. Jamais les principes des crimes de guerre, définis par le Tribunal de Nuremberg après la Seconde Guerre mondiale, ne leur ont été appliqués (Bertell 2013, p.474).

Besoin de plus que d'une explication théorique

Puisque toute l'entreprise cause du tort à tout le monde, elle devient incroyable et apparemment irrationnelle. Une explication

est nécessaire. Qui d'entre nous, les humains ordinaires, pourrait comprendre cette promotion délibérée de la folie?

Rosalie Bertell explique les multiples faits qu'elle a recueillis au sujet de l'armée en tant qu'institution qui existe pour les guerres, en cours et planifiées. Comme il semble clair, par conséquent, que l'armée est spécialisée dans la destruction et dans des systèmes de destruction toujours nouveaux, il semble qu'il n'y ait aucune nécessité d'une explication plus approfondie. Cette nécessité existe cependant, car les technologies militaires proviennent des sciences naturelles, aussi bien civiles que militaires.

L'analyse des origines et du développement de la science moderne montre néanmoins que l'armée n'est que la pointe de l'iceberg. Sous sa surface d'eau, il y a la montagne d'une science qui a été inventée dans les temps modernes. (...)

Quand on regarde la destruction de la nature et de la vie qui se produit partout et qui ne peut plus être niée, même sans guerre directe, on peut alors comprendre ce que cela signifie que les sciences sont liées à l'armée même si elles déclarent être « civiles » et « pacifiques ». De cette façon, toute l'entreprise scientifique est en réalité une guerre contre la vie, l'armée n'étant que son apogée. C'est exactement ce que nous expérimentons maintenant en taille réelle.

Du point de vue de mon approche de la « théorie critique du patriarcat », l'armée a inventé quelque chose comme une « alchimie militaire », une expression que Rosalie Bertell aimait beaucoup quand elle l'a connue. (...) Avec l'invention de la science et de la technologie modernes, néanmoins, les «alchimistes» modernes ont recommencé avec le même projet, ayant beaucoup plus de succès que jamais auparavant dans l'histoire. Les résultats peuvent être admirés aujourd'hui: la machine, la marchandise, l'argent et le «capital» en général étant les merveilles alchimiques de la modernité qui sont censées remplacer la vie, la nature et la «matière» par quelque chose de plus civilisé, plus développé et plus divin! (...)

Bertell parle des dangers et du secret entourant les activités militaires:

« Jusqu'à présent, personne n'a clairement pris en compte les conséquences potentielles, les a décrites ou admises. « (Bertell 2013, p.473).

Bertell était toujours optimiste en l'an 2000. Elle était confiante dans les mouvements de base à travers le monde et leur capacité à s'allier avec des organisations internationales comme l'ONU pour affaiblir l'armée et même abolir la guerre (Bertell 2013, p.376), et de trouver un chemin vers un avenir pacifique et amical façonné par le respect envers la Terre et le maintien de la «sécurité écologique».

Aujourd'hui, 16 ans plus tard, la crise actuelle pointe vers un développement complètement différent, sinon vers une nouvelle guerre mondiale (Chossudovsky 2012 et 2015) qui semble avoir déjà commencé. Cependant, le public, la plupart des sciences civiles, des mouvements sociaux et la plupart des politiciens n'ont pas encore compris comment fonctionne le nouvel armement des guerres météorologiques, des armes à plasma et de la géoingénierie. Ils ne comprennent pas pourquoi il devrait être possible de produire des tremblements de terre, éruptions volcaniques, tempêtes, sécheresses, inondations, courants océaniques changeants, tsunamis, influençant le temps de régions entières, chaleur et froid, conditions anormales au-delà des saisons ou des zones climatiques – déjà mentionné dans la Convention ENMOD de l'ONU en 1977.

La raison en est que ces effets sont principalement dus aux « technologies Tesla », basées sur la manipulation du potentiel électromagnétique de la Terre. Le physicien et inventeur Nikola Tesla (1856-1943) n'a jamais été publiquement reconnu par les sciences civiles, même si sans lui il n'y aurait pas de courant alternatif, pas de dispositif électronique, et pas de communication sans fil. L'idée de Tesla de traiter les phénomènes de la vie via ses «ondes» plutôt que via ses «particules», en influençant ses mouvements plutôt que sa matière solide, comme cela était habituel dans la science moderne, a conduit à des inventions d'un caractère et d'une ampleur qui n'auraient jamais pu être produits, ni expliqués par la physique « normale ». Les inventions de Tesla (Tesla 1919) ont été secrètement reprises par les militaires à l'Est et à l'Ouest à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et n'ont jamais été discutées en public. On a encore moins reconnu comment les inventions de Tesla étaient en relation avec la physique quantique, une autre partie de la nouvelle physique du siècle dernier, produisant des armes encore plus terribles ; comme l'a expliqué Bearden, un disciple de Tesla (Bearden 1986; Bertell 2013, pp. 237, 239, 243, 251, 454, 468ff).

« Malheureusement », dit Bertell, « attendre que ces armes soient employées pour pouvoir ensuite mieux les comprendre signifiera la fin de notre civilisation et de notre vie. Notre recherche doit être en avance sur les menaces au lieu de clopiner derrière. Les chemtrails sont la tentative de guerre biologique et chimique. Ce qu'ils déversent sur nous maintenant ne peut être qu'un avant-goût de ce qui est réellement planifié». (Bertell, email 27.1.2011) (...)

La Convention UN-ENMOD interdit l'utilisation hostile de techniques qui modifient l'environnement. Cette convention ne peut donc pas être considérée comme une activité juridique dans la mesure où un usage «scientifique et pacifique» de ces techniques se propage, comme le propose la géoingénierie civile. Ainsi, l'usage militaire de celui-ci doit être gardé secret (Storr dans Bertell 2013, p 526, 530ff, 534ff).

Aucune des Conférences de l'ONU n'a présenté une discussion sur le comportement militaire, d'après Bertell, même si l'ONU a bien conscience de l'existence de la modification de la météo pour les guerres depuis 36 ans, et a effectivement interdit cela, le

sujet n'a même pas été soulevé lors de la conférence de Copenhague 2009, dont le climat était le sujet central. Cela n'a pas non plus été le cas lors de la Conférence des Nations Unies COP21 pour la même question à Paris en 2015.

Au lieu de cela, cependant, l'ONU a imposé un moratoire mondial contre la géoingénierie à Nagoya en 2010, interdisant l'action individuelle, donc privée. On s'en fout. À la Bourse, on peut gagner de l'argent avec des «produits dérivés du temps».

Que pouvons-nous faire?

Notre objectif est d'éveiller le public, les médias, les mouvements, la science, la politique, l'UE et surtout les gens, en particulier les jeunes.

Les théories officielles sur le réchauffement climatique et les raisons invoquées, à savoir la production civile de gaz CO2, telle que récemment maintenue lors de la dernière COP21 de l'ONU sur les changements climatiques à Paris (2015), doivent être démantelées (Bertell 2013, pp. 300ff). Le GIEC – le Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement du climat – comme la principale institution officielle qui propage la théorie de l'importance du CO2 sur la base d'une simple simulation informatique n'a aucune réelle preuve (Storr in Bertell 2013, p533). La plupart des scientifiques ont même de sérieux doutes sur la thèse du CO2 (Weiss 2016, Wigington 2016). Les résultats de scientifiques indépendants comme Marvin Herndon ne sont pas publiés (aaO). Des enquêtes comme celles de l'activiste Dane Wigington ne sont pas appréciées (Wigington 2016), même s'il cite des sources officielles comme un récent discours du directeur de la CIA Brennan sur la géoingénierie et certaines de ses méthodes. D'un autre côté, les géo-ingénieurs civils nient l'utilisation réelle de ces méthodes, prétendant qu'ils ne sont que sur la table de discussion pour une utilisation ultérieure éventuelle (Fraile 2015, Weiss 2014, 2016). De cette façon, ils évitent tout problème juridique, tout problème avec la société civile et toute proximité avec l'armée. Car, si le changement climatique est reconnu comme étant le résultat de l'application de la géoingénierie militaire, il n'y a plus de moyen de propager cette dernière contre le changement climatique!

- DOCUMENT. La terre : une arme ; la géo-ingénierie : une guerre.

La lutte contre le terrorisme est une priorité. Pourquoi ?

103 Américains tués par des djihadistes au cours des 16 dernières années et plus ;

59 000 Américains morts d'overdose (drogue) en 2016, leur nombre à plus que triplé ;

43 000 se sont suicidé en 2016, en augmentation de 25%

Réponse : Les États-Unis ont participé à 46 interventions militaires entre 1948 et 1991, mais ce nombre a quadruplé entre 1992 et 2017 pour atteindre 188. (Source : foreignpolicy.com)

Hollande (et le PS), chef de guerre des barbares.

Vous pouvez ajouter le CAC40.

- L'affaire Lafarge dévoile les liens entre Daesh et l'élite dirigeante française - arretsurinfo.ch 20 décembre 2017

Il n'est pas anodin de rappeler qu'en février 2016, Arrêt sur info avait été le premier média en Europe à parler des liens d'affaires troublants entre Lafarge et l'Etat islamique. Arrêt sur info soulevait cette grave question: « Le géant du ciment Lafarge a-t-il acheté du pétrole à Daech ? ». Il avait fallu attendre quatre mois avant que le journal de « référence » Le Monde, suivi par l'ensemble des médias, finisse par en parler.

Lafarge, mis sous enquête, a reconnu avoir financé, avec l'aval de la France, non seulement l'Etat islamique mais également les divers groupes terroristes engagés contre l'Etat Syrien. Ainsi, entre 2011 et 2015 la filiale locale du cimentier a payé 13 millions de dollars aux groupes terroristes.

Il y a désormais la preuve que le gouvernement Hollande – qui prétendait combattre le terrorisme tout en reprochant au gouvernement Assad de ne pas combattre l'Etat islamique – ne combattait pas le terrorisme, mais le soutenait et le finançait par des voies directes et indirectes. Silvia Cattori, le 20 décembre 2017

WSWS - L'enquête sur le financement de Daesh (l'Etat islamique) par LafargeHolcim souligne le caractère frauduleux de la lutte antiterroriste prétendument menée par la France et ses alliés de l'Otan. Elle laisse entrevoir un financement délibéré sur cinq ans par une entreprise du CAC 40 d'organisations terroristes responsables d'attentats dans toute l'Europe, notamment en France.

Elle pose directement la question du rôle joué par l'Etat et le gouvernement PS de François Hollande. Le PS a réagi aux attentats meurtriers de janvier et novembre 2015 en France en imposant l'état d'urgence et il a promu le FN en invitant Marine Le Pen à l'Elysée. L'état d'urgence a fourni un faux prétexte à la répression brutale de manifestations contre la loi travail du PS, à savoir, que ces luttes gênaient le travail de police nécessaire à la lutte contre le terrorisme et à l'unification de la France autour d'un projet sécuritaire et une lutte contre l'islamisme.

Or, selon les informations ressorties lors de la mise en examen ces deux dernières semaines de six dirigeants du cimentier – dont l'ex-PDG de LafargeHolcim, Bruno Lafont et l'ex-directeur général du groupe, Éric Olsen – Lafarge finançait le milieu des milices terroristes en Syrie à l'époque où celles-ci commettaient les attentats qui ont servi de prétexte à l'état d'urgence.

De plus, Lafarge aurait eu recours au mensonge et à la production de faux pour justifier son financement des groupes terroristes. Le Service national de douane judiciaire (SNDJ), qui a mené les interrogatoires des cadres de Lafarge ayant conduit à leur mise en examen a estimé que la direction française du groupe avait «validé ces remises de fonds en produisant de fausses pièces comptables».

Les informations fournies par Lafarge invalident son alibi précédent, à savoir que le groupe n'avait versé ces sommes aux milices terroristes que parce que le groupe devait se plier à un «racket» de Daesh afin de protéger son usine de ciment située près de Raqqa, dans le nord de la Syrie.

Un rapport de la société d'audit londonienne PricewaterhouseCoopers (PWC), commandité par Lafarge, précise que le groupe aurait versé 13 millions de dollars entre 2011 et 2015 aux diverses milices islamistes en Syrie. Selon ce rapport, ce financement a continué jusqu'en 2015, bien après la fermeture de l'usine en septembre 2014.

Selon les avocats de Sherpa – l'association qui s'est portée partie civile dans cette affaire en 2016 pour «mise en danger de la vie d'autrui» et a ainsi déclenché l'enquête pour «financement d'entreprise terroriste» menée par trois juges des pôles antiterroriste et financier de Paris – une grande partie de cet argent est allé, indirectement ou directement, dans les poches de Daesh.

Un autre rapport rédigé par le cabinet d'expertise américain Baker McKenzie, lui aussi missionné par Lafarge, révèle que la filiale syrienne de Lafarge aurait à elle seule versé de juillet 2012 à septembre 2014 près de 5,6 millions de dollars aux milices, dont plus de 500.000 dollars à Daesh. Le fils de l'ex-ministre de la Défense syrien, Firas Tlass, aurait servi d'intermédiaire.

Ainsi, alors même que la classe politique française débattait en 2014 et 2015 de l'opportunité ou non de bombarder Daesh en Syrie, Lafarge finançait la milice terroriste. Le gouvernement Hollande a ordonné le premier bombardement des positions de Daesh en Syrie juste après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Jusqu'alors, la France ne bombardait que les positions irakiennes de Daech et gardait ainsi la possibilité de profiter des actions de Daesh en Syrie.

L'image ressortant de l'enquête n'est pas celle d'une entreprise ayant voulu rester en Syrie pour y représenter la France ou encore rentabiliser un des plus gros investissements français hors pétrole au Moyen Orient, et aurait donc accepté le «racket» de Daesh, comme l'ont prétendu les cadres incriminés. C'est plutôt celle du financement délibéré d'organisations terroristes que le PS présentait alors comme des forces légitimes dans sa guerre, menée en alliance avec Washington, pour renverser le gouvernement de Bachar al-Assad.

Cette semaine, Sherpa a demandé au parquet de lancer une enquête «pour entrave à l'exercice de la justice» et accusé Lafarge d'avoir voulu «acheter le silence» des six cadres mis en examen et ainsi «devancer les interrogations qui pourraient leur être soumises».

L'association a réitéré sa demande que les investigations ne se limitent pas à Lafarge mais qu'elles fassent aussi la lumière sur le rôle des autorités françaises de l'époque. Son porte-parole a évoqué «la frilosité, la complaisance, voire la complicité» des ces autorités. «Qui nous dit qu'entre-temps, une partie de l'argent versé à l'EI (Daesh) n'a pas servi à financer un attentat en France?» s'est interrogée son avocate Marie Dosé.

En fait, l'affaire Lafarge soulève le rôle non seulement de la France, mais des gouvernements de toutes les grandes puissances de l'Otan.

Les médias et les responsables politiques des pays de l'Otan ont tenté de cacher autant que possible le caractère politiquement criminel de cette guerre, et notamment le fait que les alliés de l'Otan en Syrie, comme dans la guerre de 2011 en Libye, étaient des milices terroristes liées à Al Qaïda.

L'affaire Lafarge montre aussi le rôle réactionnaire et mensonger des groupes de la pseudo gauche petite-bourgeoise, comme le Nouveau parti anticapitaliste en France, qui ont été des partisans et des complices de l'impérialisme dans ces conflits. Ils ont présenté éhontément les groupes djihadistes anti-Assad comme l'émanation d'une révolte populaire. Alors que le CAC-40 finançait les différentes milices islamistes sur le terrain en Syrie, ils prétendaient que cette opération était une révolution

démocratique syrienne.

Dans ces conditions, il faut poser la question: pourquoi les responsables du gouvernement PS ne sont-ils pas entendus – a commencer par l'ex-président Hollande, qui a décidé en 2012 de reconnaître les milices d'opposition en tant que gouvernement de la Syrie? La «demande d'acte» de Sherpa en octobre avait d'ailleurs exigé que les ambassadeurs français en Syrie et l'ex-ministre PS des Affaires étrangères Laurent Fabius soient entendus. Toutefois, les médias et la classe politique française font le silence sur cet aspect central de l'affaire.

Source: http://www.wsws.org/fr/articles/2017/12/18/lafa-d18.html

Syrie. En voilà un qui ne sera plus invité au Parlement européen.

- Allocution du Pr. Élias Zahlaoui devant le Parlement européen: Vérités et mensonges sur la guerre en Syrie le 6 décembre 2017
- Mondialisation.ca, 17 décembre 2017

Extrait.

Tout au long de sept ans bientôt, nuit et jour, vos tout puissants médias, vous ont asséné des "certitudes" indiscutables, entre autres, celle d'une guerre civile en Syrie, et celle d'un régime de dictature, qui massacre impunément son propre peuple.

Tout cela, Mesdames, Messieurs, ne vous rappelle-t-il pas, les scénarios utilisés pour la destruction de l'Irak, puis de la Lybie ?

Une levée chevaleresque de tout l'Occident, conduite au sein des Nations-Unies, par les États-Unis, a valu à la Syrie une déclaration de guerre, de la part de (140) pays – pas plus ! – ainsi qu'un embargo militaire, économique et financier, sans précédent.

Cependant devant l'échec de la mise en application du célèbre droit d'ingérence, prétendument humanitaire, dont le mérite d'invention revient à Mr Bernard Kouchner, des centaines de milliers de soi-disant "Djihadistes" musulmans, furent, par, qui vous savez, levés à travers une centaine de pays, dont des pays européens et américains, embrigadés, armés, entraînés, payés, enfin téléguidés, voire commandés par des spécialistes des réseaux des plus puissants services secrets, pour être envoyés par vagues successives, à longueur d'années, en Syrie, pour y promouvoir, disait-on, la démocratie, et sauvegarder les droits de l'homme.

Le bilan de cette malheureuse aventure, sur le plan strictement humain, le voici en gros, d'après les évaluations des Nations-Unies :

Sur une population de 24.000.000 d'habitants, 12.000.000 d'errants sur les routes, soit à l'intérieur du pays, soit ailleurs au niveau du monde entier, voire sur mer…

400.000 morts, abstraction faite de toute appartenance religieuse, de toute condition et de tout âge…

Des centaines de milliers d'handicapés…

Des dizaines de milliers de disparus…

Et pourtant l'État syrien a tenu, son Président a tenu, son armée a tenu, sa population a tenu, ses institutions gouvernementales de tous ordres ont tenu, son corps diplomatique a tenu, ses Instances universitaires et scolaires, tant gouvernementales que privées, ont tenu, tous les fonctionnaires d'État, en poste ou en retraite, même ceux des zones assiégées par les "Djihadistes" d'Al-Qaïda, Al-Nousra, Daëch et consorts, ont été et sont jusqu'à ce jour, régulièrement payés…

Devant cet état de fait, absolument incontournable, l'un de vos meilleurs connaisseurs de la crise syrienne, le français Michel Raimbaud, a osé écrire, il y a un mois, que tout cela frôle le miracle…

Miracle ou pas, avouons que cette résistance inattendue de la Syrie, a déjà provoqué bien des interrogations, et ébranlé bien des certitudes "politiquement correctes"…

(...) je me dois de vous dire, en prêtre qui vit en une société arabe à majorité musulmane, et qui croit bien connaître les musulmans et leur histoire, que vous avez, vous-mêmes occidentaux, consciemment ou inconsciemment, créé de toutes pièces, en Occident, deux mondes musulmans, qui n'ont, en fait, rien à voir avec l'Islam.

Le premier de ces deux mondes, concerne les innombrables agglomérations musulmanes qui parsèment aujourd'hui tout l'Occident. Ces agglomérations, vous vous en êtes servis pendant des décades, pour faire les travaux que vos

concitoyens répugnaient à faire. Or leur grande majorité vit jusqu'à ce jour, marginalisée au sein de vos sociétés, et écrasée par un sentiment d'infériorité, qui risque de se transformer subitement en un ressentiment explosif et ravageur. Vous en avez déjà eu des preuves inquiétantes.

Le second de ces deux mondes, concerne les innombrables groupes de "Djihadistes" , que vous avez cru pouvoir créer et utiliser, pour détruire "les autres", tout en vous croyant à l'abri de toute surprise désagréable, en misant uniquement sur ce que vous croyez être, vos tout-puissants réseaux de défense. Mondialisation.ca, 17 décembre 2017

Irak. Désinformation, comment ça marche ?

Selon l'Agence Française de Propagande (AFP), les Kurdes se seraient attaqués au parti Goran, alors qu'en réalité c'est ce parti qui a appelé les fonctionnaires à manifester pour demander la démission du gouvernement régional corrompu dirigé par les Barzani et mis en place par les Américains et leurs alliés.

On est donc en présence d'une fausse information ou fake news, délibérée puisque l'article a été rédigé par le correspondant de l'AFP en Irak, Shwan Mohammed.

Quand on lit attentivement les deux articles, on s'aperçoit que l'AFP a tronqué et déformé les faits pour finalement livrer une présentation de la situation à l'avantage des protégés de Washington et Tel Aviv qui ne correspond pas à la réalité.

Comment l'AFP s'y est-elle pris pour embrouiller les lecteurs? C'est très simple.

Elle affirme que "la rage des manifestants" serait tournée "contre les partis politiques au Kurdistan irakien", dont le parti Goran, alors que ce parti a demandé le dimanche 22 octobre au président du Kurdistan, Massoud Barzani, de dissoudre le gouvernement et de former (...) un gouvernement de salut national, (et) appelé Barzani à démissionner de son poste en même temps que son vice-président Kosrat Rassoul. (reseauinternational.net 23.10.2017), et c'est ce même parti qui a appelé les fonctionnaires le 18 novembre contre le gouvernement régional du Kurdistan.

On retiendra que l'AFP est une officine de faussaires, d'escrocs qui alimente tous les médias pour le compte de l'oligarchie.

Donc, quand l'AFP affirme qu'un parti manifeste pour une cause, il peut très bien en réalité manifester pour une cause opposée.

Quand l'AFP présente ou caractérise un parti ou n'importe quelle personne sur le plan politique, il arrive parfois ou souvent que cette présentation soit frauduleuse ou que le parti ou la personne en question appartienne en fait au camp opposé.

L'AFP n'informe pas, elle est le relais de la propagande officielle et rien de plus.

- La rage des manifestants demeure intacte au Kurdistan irakien AFP

La rage des manifestants contre les partis politiques au Kurdistan irakien, accusés de corruption et d'impéritie, était mercredi toujours aussi vive en dépit du déploiement massif de forces de sécurité.

Dans la province de Souleimaniyeh (nord-est), des protestataires ont mis le feu aux sièges de Goran et de deux formations plus modestes, le Parti social-démocrate et le Parti communiste du Kurdistan, dans la localité de Rania, sans que les gardes n'interviennent.

Depuis le début des émeutes lundi, une vingtaine de sièges de partis politiques et une mairie ont été incendiés, les manifestants accusant le gouvernement de corruption et appelant à sa chute.

Ces protestations ont entraîné une crise institutionnelle: le parti Goran (10 ministres) et celui du Groupe islamique (deux ministres) ont annoncé leur retrait du gouvernement régional autonome de Nechervan Barzani, qui compte 21 membres.

La région autonome, qui affichait il y a encore peu sa fierté pour sa richesse et sa stabilité pendant que le reste de l'Irak sombrait dans le chaos, se trouve aujourd'hui dans une crise profonde.

Le référendum d'indépendance du 25 septembre initié par l'ex-président Massoud Barzani, mais rejeté avec force par le pouvoir central à Bagdad et la communauté internationale, s'est terminé en fiasco malgré la massive victoire du oui.

Après son pari raté, Massoud Barzani a quitté la présidence du Kurdistan et le Parlement kurde a effectué une répartition provisoire des pouvoirs, dans l'attente d'une élection présidentielle dont la date n'est toujours pas connue.

"Il y a chez les gens un sentiment de trahison, de défaite et d'humiliation et ils en rendent responsables les partis", a assuré à l'AFP le géographe Cyril Roussel, spécialiste du Kurdistan irakien. "Les caisses de la région sont vides et Bagdad attend la banqueroute pour entamer des négociations en position de force".

Le mécontentement est partout au Kurdistan mais la région d'Erbil est "tenue d'une main de fer par le PDK (le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud et Nechervan Barzani) alors que la diversité (politique) est plus grande dans la région de Souleimaniyeh", a expliqué M. Roussel.

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a affirmé que son gouvernement ne pouvait pas payer le salaire des fonctionnaires au Kurdistan à "cause de la corruption qui y règne".

De son côté, Nechervan Barzani, en visite en Allemagne, avait reconnu mardi que le Kurdistan "traversait une période difficile". "Vos frustrations sont compréhensibles et je les entends. Mais la violence est inacceptable", a-t-il dit. AFP 21 décembre 2017

- Manifestation au Kurdistan contre les Barzani - Réseau Voltaire

A l'appel du parti Goran, plusieurs milliers de fonctionnaires ont manifesté, le 18 décembre 2017, à Souleimaniye, la seconde ville du Kurdistan iraquien, pour demander la démission du gouvernement régional.

Les manifestants, mettant directement en cause l'autorité des Barzani, arboraient des pancartes dénonçant « 26 ans de vols et de mauvaises décisions ». Des éléments incontrôlés ont mit le feu aux permanences du parti des Barzani (sunnites), le PDK, ainsi qu'à celle du parti allié des Talabani (chiites), le PUK.

Depuis la reprise par les soldats iraquiens de la ville arabe de Kirkuk, occupée illégalement par le gouvernement régional du Kurdistan et colonisée, et la démission du président hors mandat Massoud Barzani, la population se rebelle contre sa famille. Réseau Voltaire 19 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199088.html)

Ils osent tout.

- Syrie: un bébé devenu borgne après un raid, symbole sur le net - AFP

La photo d'un bébé syrien devenu borgne après un raid du régime est au centre d'une campagne de solidarité virale sur les réseaux sociaux AFP

- Le Venezuela meurt de faim - LePoint.fr

Une enquête de 5 mois du « New York Times » révèle que les pénuries alimentaires sont à l'origine de cas de malnutrition et de décès. LePoint.fr

- L'UE déclenche une procédure de sanction inédite contre la Pologne - Franceinfo

Bruxelles s'oppose aux réformes judiciaires controversées menées par Varsovie. Franceinfo

- «On peut faire le parallèle avec la politique de Poutine» - Liberation.fr

Le numéro 2 du principal journal d'opposition polonais, Jaroslaw Kurski, raconte «l'étouffement démocratique» que connaît son pays. Liberation.fr

- Le président tchétchène placé sur liste noire par le Trésor américain - Reuters

Question obsolète, c'est déjà fait depuis Maïdan.

- L'Europe va-t-elle vendre son âme aux bruns autrichiens ? - Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Honduras

Grille de lecture du coup d'Etat électoral.

En 2013, le Tribunal suprême électoral (TSE) a commencé à afficher les résultats des élections alors que seulement 24 % des bulletins de vote avaient été dépouillés et donnaient une avance de 5% au candidat-président, Juan Orlando Hernandez, mis en place par l'impérialisme américain lors du coup d'Etat de 2009.

En 2017, bien que 40 % des bulletins de vote aient été dépouillés, le TSE a refusé de publier les résultats des élections, parce que le candidat de l'opposition, Salvador Nasralla, devançait largement le dictateur Hernandez, de combien on l'ignore, en revanche ce qu'on sait c'est que lorsque 57,2 % des bulletins furent dépouillés cette avance était encore de 5%.

Puis le serveur du TSE tomba en panne. Et lorsqu'il fut de nouveau en service, le décompte des voix repris et les résultats proclamés quelques jours plus tard donnèrent l'avantage à Hernandez.

- Présidentielle au Honduras: l'opposition manifeste - AFP

De nouvelles manifestations de l'opposition avaient lieu mercredi au Honduras pour protester contre la réélection du président de droite Juan Orlando Hernandez, alors que les Etats-Unis ont estimé ne voir "rien" qui permettrait de remettre en cause le résultat officiel mais contesté du scrutin.

"A ce stade, nous n'avons rien vu, dans les rapports des deux missions d'observation" de l'Organisation des Etats américains et de l'Union européenne, "qui remette en cause le résultat final publié par le Tribunal suprême électoral (TSE)", a affirmé à des journalistes un haut responsable du département d'Etat américain.

Côté américain, le responsable a expliqué que "le TSE a(avait) travaillé pour obtenir ce qu'il pense être un résultat définitif et complet". "Il y a maintenant une période de cinq jours jusqu'à vendredi" au cours de laquelle "l'opposition peut présenter des informations supplémentaires et contester le résultat": "nous attendons de voir si c'est le cas", a-t-il ajouté.

Selon ce responsable, les Etats-Unis ont rencontré toutes les parties, au Honduras ou à Washington, où Salvador Nasralla a été reçu en début de semaine au département d'Etat. "Il n'avait pas de nouvelle fraude ou preuve à nous présenter", a-t-il assuré.

L'opposant, qui avait dit en avoir présenté les "preuves" lors de ses rencontres à Washington, était attendu de retour au Honduras mercredi. AFP 21 décembre 2017

- Source : Rick Sterling, Consortium News, le 4 décembre 2017

En 2009, la secrétaire d'État Hillary Clinton a justifié un coup d'État au Honduras pour mettre fin à un éventuel second mandat d'un président progressiste, mais les États-Unis maintenant ne font rien, alors qu'un président de droite vole un second mandat, affirme Rick Sterling.

Ironiquement, malgré la justification du renversement de Zelaya – parce qu'il envisageait apparemment de briguer un second mandat au mépris de la Constitution – la voie de la réélection de Hernandez a été déblayée par une décision contentieuse du tribunal en 2016.

Quelques jours avant la récente élection au Honduras, The Economist a publié un article à grand succès intitulé « Le Parti au pouvoir hondurien planifie-t-il de truquer les élections ? », dans lequel il rapporte : « The Economist a obtenu un enregistrement qui, s'il est authentifié, laisse entendre que le parti au pouvoir a l'intention de fausser les résultats des élections à venir ». L'enregistrement de deux heures vient d'une session de formation du Parti National. Il détaille cinq tactiques utilisées pour influencer les résultats des élections (dont) : endommager la feuille de comptage qui favorise l'adversaire pour qu'elle ne puisse pas être transmise électroniquement au siège des élections – et expédier les feuilles de pointage en faveur de leur parti.

Aux élections de 2013, le TSE a commencé à afficher les résultats des élections à 18h13 alors que seulement 24 % du total des votes avaient été obtenus. Ces résultats ont donné au candidat du Parti national Juan Orlando Hernandez une avance de 5 points de pourcentage.

Pour cette élection, le TSE a agi différemment. À 19h55, Matamoros, le président de TSE, tweetait « Nous avons reçu 40 % des résultats », mais ils ne les ont pas publiés. Ils ont retardé l'affichage des données jusqu'à minuit. Ils ont ensuite déclaré qu'avec 57,2 % du total des voix exprimées, les résultats étaient :

– Salvador Nasralla (Coalition de l'opposition contre la dictature) avec 855 847 voix = 45,17 % du total.

– Juan Orlando Hernandez (Parti national) avec 761 892 voix = 40,22 %.

– Luis Zelaya (Parti libéral, aucun lien avec Manuel Zelaya évincé) avec 260 994 voix = 13,77 % du total.

– Plusieurs autres candidats avaient moins de 1 %.

Avant les élections, le TSE prévoyait de publier les résultats de 70 % des électeurs le soir du scrutin, soulevant la question de savoir si le TSE retenait davantage de résultats.

La procédure électorale en vigueur au Honduras consiste à dépouiller et compiler les bulletins de vote en papier dans chacun des bureaux de vote du pays. La feuille de comptage (« acta ») est signée par les représentants de chaque parti, puis scannée et transmise par voie électronique au siège social du TSE où elle est ajoutée aux totaux nationaux et publiée.

Après l'affichage des résultats montrant le candidat de l'opposition avec une avance significative, vers minuit le jour du scrutin, le TSE a changé la procédure et a cessé d'afficher les résultats pendant les 36 heures suivantes. Le président de TSE Matamoros a arbitrairement changé les procédures.

L'explication a été donnée par Matamoros à 13h39 le 27 novembre : « Aujourd'hui, nous allons commencer à ouvrir les urnes qui viennent de partout dans le pays pour comprendre les bulletins et les résultats ». Cinq minutes plus tard, à 13h44, il a ajouté : « Nous ne pouvons pas donner de résultats tant que toutes les feuilles de pointage manquantes ne sont pas arrivées. »

La situation a été contestée par l'observateur électoral espagnol Ramon Jauregui qui a noté : « Il n' y a aucune raison technique qui explique ce retard, car les comptages rendus depuis les 18 000 bureaux de vote ont été transmis électroniquement à @tsehonduras le jour de l'élection. »

Le TSE a faussement signalé le nombre de feuilles de pointage manquantes.

À 13h56, Matamoros a annoncé que le TSE avait reçu 13 000 du total, mais qu'il lui manquait encore 6000 feuilles de comptage (« actas »). « Nous avons reçu 13 000 comptages de partout au pays… il nous en manque 6 000 ». Avec un total de 18 100 comptages, le nombre réel de données manquantes aurait dû être d'environ 5 100.

À 16h17, le nombre de feuilles de comptage manquantes a mystérieusement augmenté de 25 % pour atteindre 7 500. Matamoros du TSE a annoncé qu'il nous manquait 7500 actas.

Alors que Matamoros publiait des informations contradictoires sur le nombre « d'actas » manquantes, un autre fonctionnaire électoral disait quelque chose de très différent. Ainsi que que rapporté dans l'article de Reuters :

« L'officier électoral Marcos Ramiro Lobo a déclaré à Reuters lundi après-midi que Nasralla menait avec une marge de cinq points, sur environ 70 % des bulletins comptés. Lobo a déclaré que Nasralla semblait certain de gagner, signalant que les experts du corps électoral considéraient son avance comme irréversible. »

Le candidat du Parti libéral à la troisième place a également reconnu Nasralla comme le gagnant et a exhorté le chef du Parti national à concéder la défaite.

Vers midi, le 28 novembre, le TSE a repris la publication des résultats des élections après l'interruption de 36 heures. Les nouvelles données ont montré que l'avance de Nasralla déclinait régulièrement et que le candidat du Parti National et l'actuel Président Juan Orlando Hernandez prenait de l'avance. Le Centre de recherche sur l'économie et les politiques a analysé les données et déterminé que le brusque revirement des résultats électoraux était « presque impossible ».

Le TSE a annoncé les résultats montrant Juan Orlando Hernandez remportant les élections.

Le Honduras est important pour la politique étrangère des États-Unis et la Maison-Blanche suit de près les événements. À la mi-novembre, le magazine Foreign Policy a publié un article intitulé « Les États-Unis ont beaucoup de choses à dire sur l'élection au Honduras ». L'article dit que « perdre Hernandez serait un véritable revers. »

Rick Sterling est journaliste d'investigation et observateur officiel des élections au Honduras en 2013. les-crises.fr 18.12

Haut de page

Le 25 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (16 pages)

On se détend quelques instants.

Je ne sais pas qui est le plus allumé des trois entre Selvi (ma compagne) et sa soeur Adi (ma demi-compagne!) et moi. C'est vendredi qu'on a réveillonné car je croyais qu'on était le 24 ! Je deviens vieux ou je suis distrait.

C'est ce matin à 10h que je m'en suis aperçu en passant la souris sur l'heure à l'écran de l'ordinateur lorsque la date s'est affichée, lundi 25 décembre, elle est bien bonne celle-là ! Juste avant son frère m'avais souhaité un bon Noël et en moi-même je m'étais dis qu'il avait un jour de retard, en fait c'est moi qui avais un jour d'avance, comme quoi j'ai rompu avec plus de conventions que ce que je pensais, et le passage à la nouvelle année ne signifie rien. En attendant cela a bien fait marrer Selvi. Entre nous, cela montre aussi que si je fais une connerie, je ne peux pas compter sur elles pour me reprendre, sur personne en fait.

Ce n'est pas la première fois que je confond les jours, parce que je n'ai aucune contrainte quotidienne ou presque, et puis maintenant que Selvi est également à la retraite les jours qui passent se ressemblent tous, comme me disait Selvi hier soir en rigolant, c'est tous les jours dimanche, ce qui témoigne que nous ne sommes pas les plus à plaindre ou que nous ne sommes pas d'humeur maussade, il vaut mieux entre nous.

J'ai fait cadeau de 14 jupons à Selvi et Adi, ceux de Selvi étaient en lambeaux ou complètement délavés, elle n'en avait que 3 ou 4 chacune, alors qu'elles en changent tous les jours, elles mettaient ceux de leurs filles qui elles aussi ne portent que le sari et n'ont pas cédé à la mode occidentale, où les femmes se complaisent dans des sacs faisant ressortir leurs formes pour le moins peu gracieuses, vaut mieux encore les laisser à l'air libre, on a envie de dire : Que diable, laissez-les vivre ! 14 jupons pour qu'ils soient assortis à leurs saris, elles y tiennent, elles sont coquettes. A Pongal, c'est vers le 12 janvier, la plus grande fête nationale du sud de l'Inde, je leur achèterai quelques saris.

Les voir heureuses me ravit, tout le plaisir est pour moi et je n'ai pas besoin de davantage, d'ailleurs je ne me suis rien acheté et mes vielles fringues me conviennent très bien. Selvi aurait pu avoir envie de me faire un cadeau, je n'en sais rien, sa bonne humeur et son sourire me comblent. C'est moi qui tiens la bourse, et vaut mieux avec une femme aussi vulnérable. J'ai bien des faiblesses aussi, mais en terme de budget et d'organisation, je suis le champion, je déconne, mais en attendant en partant de peu et en prenant énormément de risques, j'ai toujours réussi à m'en sortir, honorablement j'entends, cela va de soi.

Ce matin j'ai donc failli partir en ville pour continuer à rassembler les documents qui sont nécessaire pour obtenir mon nouveau visa. En fait, mon visa valable 15 ans et qui devait être actualisé tous les 5 ans, puis renouveler à terme, n'existe plus, il a été remplacé par un visa à vie qui va m'assurer pour ainsi dire la double nationalité, mais sans droit de vote. En attendant je dois finaliser mon dossier. Evidemment ils me demandent encore un tas de documents que je n'ai pas, mais qu'ils possèdent depuis 20 ans, sauf un seul ! L'administration indienne n'a pas pour rien la réputation d'être l'une des pires bureaucraties du monde. Ils m'ont demandé de tout envoyer par Internet, et à peine avaient-ils reçu quelques documents qu'ils me demandaient de les envoyer également par la poste !

Puisqu'il est question de premier et de second degrés dans cette causerie, je préfère encore la compagnie de l'idiot qui se marre de bon coeur sans savoir toujours pourquoi, plutôt que le rire d'un hypocrite plus évolué qui n'en pense pas moins. En matière d'aphorisme ou de formule, je vous ai dégoté un truc formidable qu'on va conserver, cela vient d'un avocat : "Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable", les intéressés se reconnaîtront aisément, y compris dans nos rangs, belle formule (lire plus loin l'article), c'est bien tourné et si juste, on va l'adopter. Elle va choquer les esprits faibles, c'est fait pour.

A un moment donné il faut dire les choses telles qu'elles sont, à défaut de les dire ainsi en toute occasion.

En dictature. Où règne-t-il une "hystérie ambiante de censure"? En France, pardi !

Dorénavant la société française est placée sous "la tyrannie du politiquement correct", qui impose à chacun de rire ou de pleurer sur commande ou quand on vous en donne le signal, l'autorisation. Comment cela est-ce possible ?

En étant ignorant ou inconscient de vivre sous la dictature d'une classe quel que soit la forme du régime ou le gouvernement en place, chacun a forcément intégré à des degrés divers les rapports qui sont à l'origine de cette société et que les différentes représentations idéologiques s'emploient à reproduire ou à entretenir pour le compte de la classe dominante, de sorte que chacun a été formaté au cours de sa jeunesse pour être susceptible d'adopter certains préjugés ou certaines idées qui correspondaient à un moment donné à la fois à l'état du capitalisme et de la lutte des classes. Mais étant donné que cet état était appelé à évoluer dans un sens ou un autre, les représentants de cette classe peuvent en arriver à décréter arbitrairement que ces préjugés ou ces idées sont dépassés, en allant même jusqu'à les dénoncer et les condamner, sans que le peuple comprenne pourquoi ce qui était communément admis hier est dorénavant cloué au pilori, pourquoi il devrait détester aujourd'hui ce qu'il avait aimé hier, pourquoi il devrait rejeter de nos jours ce qu'on avait exigé qu'il adopte hier, sans qu'à ses yeux rien ne le justifie puisque sa situation est demeurée inchangée.

Et c'est là qu'il commet une grave erreur, car si sa situation d'exploité et d'opprimé n'a pas été modifiée, en revanche celle du capitalisme a évolué ainsi que les rapports entre les classes, en sens inverse, le capitalisme étant en proie à une crise qui atteint ses fondements et menace son existence, tandis que l'oligarchie concentre tous les pouvoirs où n'a jamais été aussi puissante.

Il lui faut donc user de ce pouvoir pour empêcher qu'une issue à la crise du capitalisme qui serait favorable aux exploités ne voie le jour, d'où les efforts désespérés qu'elle déploie pour que toutes les couches des exploités s'affrontent entre elles au lieu de s'unir pour combattre le régime en place et le renverser.

Et l'un des moyens les plus efficaces qu'elle a trouvé, consiste à s'attaquer à tous les préjugés et à toutes les idées, à tous les rapports que les classes dominantes successives avaient inculqués au peuple, de sorte qu'il se déchire et soit en proie à une confusion (politique) inextricable pendant qu'elle applique son programme antisociale et s'attaque à tous nos droits politiques.

En déplaçant le problème du terrain de la lutte des classe à celui de la morale, elle ne fait rien d'autre que s'arroger le droit des despotes d'être à la fois juge et partie de ce que le peuple doit penser, comment il doit penser et se comporter en toutes circonstances, en sanctionnant ou en réprimant dorénavant tout écart, en multipliant les appels à la délation pour juger et condamner les contrevenants, au nom de la morale qui s'applique à tous les rapports, sauf aux rapports sociaux de production d'où elle détient son pouvoir exorbitant, dictatorial, les inégalités monstrueuses et les injustices criminelles qu'elle impose quotidiennement aux exploités constituent bien un recours illégitime à la violence contre des victimes innocentes, mais ils ne font pas partie du champ où s'exerce sa morale, pourquoi, mais parce que c'est une morale de classe destinée à réprimer toutes les autres classes !

En fait, c'est l'évolution de la civilisation humaine grâce à la lutte de classe des exploités et des opprimés à l'échelle mondiale, qui a conduit la société à condamner toute forme de discrimination, hormis ceux entre dominants et dominés, la xénophobie, le racisme, l'homophobie, le sexisme, etc. selon le principe que tous les exploités ou opprimés du monde appartiennent à la même classe sociale quels que soient leur origine, la couleur de leur peau, leurs croyances, leur penchant sexuel, l'internationale prolétarienne ne reconnaît aucune discrimination hormis celle de classe.

Maintenant on conçoit très bien que le capitalisme ne pouvait pas se développer en excluant tous ceux qui n'entraient pas dans ces normes ou trier la force de travail en fonction des critères énumérés précédemment, il en serait encore au cheval vapeur ! Hier ses représentants vomissaient l'homosexualité, tandis que bien des capitalistes ou oligarques étaient homosexuels.
Cette discrimination était donc destinée au peuple, car entre eux ils n'en tenaient pas compte, ce qui signifiait qu'ils pouvaient en changer du jour au lendemain en fonction de leurs besoins.

Autrement dit, que les homosexuels soient l'objet de discrimination ou de violence, ils s'en foutent complètement, et c'est la même chose pour les immigrés, les femmes ou n'importe quelle autre catégorie de la population, hormis les patrons ou les capitalismes répétons-le. A l'arrivée, aucun chef d'Etat ou ministre n'a jamais oeuvré contre ces discriminations, ils les ont uniquement instrumentalisées pour atteindre des objectifs économiques ou politiques, jamais ils n'ont oeuvré au progrès social, dans aucun domaine, hormis sous la contrainte ou parce que cela servait les intérêts des capitalistes.

Et c'est valable pour une multitude de choses qu'ils ont été interdites ou permises successivement, dont ils ont banni puis encouragé la consommation, la cigarette, l'alcool, la drogue, la pornographie, et même la viande, la charcuterie, le sucre, etc. même le pain, ce qui signifie que la morale à laquelle ils se réfèrent n'est qu'un faux prétexte pour camoufler leurs véritables intentions inavouables. C'est comme les rapports qu'ils entretiennent avec les différents Etats : seuls les intérêts de la classe des capitalistes les guident, telle est leur véritable morale, leur conception de l'humanisme et de la démocratie ou leur négation. A partir de ce constat, nous ne leur accordons aucune vertu, aucune qualité, aucune légitimité.

Leurs médias ont vraiment besoin de corriger l'image détestable qu'ils ont donné lors de la campagne présidentielle, qui a causé des dégâts considérables parmi les classes moyennes, car un ouvrier ou une employée ne lit pas Le Point.

- « L'insanité du monde se retourne contre le rire » par Jérémie Assous - Le Point.fr

Jérémie Assous est un avocat spécialiste en droit du travail et droit social. Il est l'avocat de l'humoriste et animateur Tex.

Extrait.

TRIBUNE. L'avocat de l'humoriste Tex, écarté de France 2 pour une blague, s'inquiète de la censure grandissante qui sévit partout dans l'espace public.

« Peut-on rire de tout ? » aiment à se demander ceux qui ne veulent rire de rien lorsqu'ils font mine de débattre d'une question qu'ils ont déjà tranchée. Il n'a évidemment jamais été question de rire de tout. Bientôt, on ne pourra plus rire de rien. Longtemps, les humoristes se sont attachés, en repoussant les limites de leur liberté, à étendre le champ de notre liberté. Ils se sont acharnés à mettre au jour le mensonge social, en commençant par ne pas prendre ce monde au sérieux. Et ce monde leur a souvent fait payer cher d'avoir mis à bas ce sérieux qui lui tient lieu de vertu.

Faire rire, c'est retirer au monde le masque de sérieux qui lui tient lieu de vertu : c'est fissurer la gravité de façade qui dissimule à la société ses possibilités véritables. Ainsi ont œuvré en leur temps Lenny Bruce, Coluche et Pierre Desproges, et bien d'autres d'un talent moindre, dont on peut dire, avec Karl Kraus, que « leur rire a été le régulateur de l'insanité du monde ». Il semble aujourd'hui que l'insanité du monde se retourne contre le rire qui la révèle et la régule mieux que toute théorie critique. (Le rire la révèle, la révolution y met fin. - LVOG)

Ces censeurs religieusement consacrés à la prohibition de ce qui pourrait déplaire

Il est chaque jour plus difficile de tourner en dérision les interdits, de blasphémer à tort et à travers, de choquer celui dont on se moque et de se moquer de celui que l'on a choqué. Chacun sait que le meilleur des rires, le plus libérateur, intervient quand il ne faudrait pas. Il résonne alors comme l'éternel retour d'une liberté refoulée. À tous ceux qui prétendent avoir le dernier mot, le comique répond par la surenchère folle d'un éclat de rire. C'est ce que lui interdit aujourd'hui une nouvelle caste de censeurs religieusement consacrés à la prohibition de ce qui pourrait déplaire.

Ils forment la garde prétorienne de la morale la plus archaïque curieusement appelée progressisme.

Ils sont les promoteurs du vivre ensemble et les empêcheurs de vivre tout court.

Ils s'offusquent de ce qui se dit à l'exacte mesure dont ils s'accommodent de ce qui existe. En cela, leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Ils aimeraient que l'on rie comme on est Charlie : par servilité, et non par liberté.

Ils sont responsables politiques ou associatifs, unis dans la médiocrité de leurs esprits et l'aridité de leurs cœurs. Ils s'expriment sur Twitter en autant de signes que leur cerveau peut recenser de mots.

Marlène Schiappa en particulier ne craint pas, à quelques jours d'écart, de condamner un bateleur pour une blague d'estrade et d'encenser un concours de beauté qui interdit à ses candidates d'exprimer le moindre point de vue politique – devenant ainsi l'incarnation de ce qu'elle fait profession de détester : la censure d'une part, la réification de la femme, d'autre part.

Ils parlent en notre nom mais ne représentent qu'eux-mêmes et souvent d'une façon déplorable.

Ils condamnent au premier degré l'humoriste qui a le malheur d'en avoir un second.

Ils essaient de sabrer toute liberté qui excède la leur – c'est-à-dire des millions de libertés.

Ils ont décidé de faire de Tex leur prochaine victime. Avant d'autres. Avant chacun d'entre nous. Le Point.fr 21.12

On a le droit d'en rire, en pensant que tous ce que cet avocat a écrit vaut pour Le Point, sans qu'il s'en offusque, ils osent tout.

Quelques commentaires d'internautes (abonnés au Point il faut le préciser).

1- "Ce n'est peut-être pas pour leur mauvais goût qu'il eut fallu virer Tex & Co. Mais plutôt pour l'indigence du contenu. Et à ce compte, Delahousse peut également faire ses valises pour offense à l'intelligence."

LVOG - A la dignité vous vouliez dire.

2- "Nous avons surtout un problème de cohérence : on admet qu'on puisse violer des petites filles et qu'on se livre à des

chantages odieux envers une jeune fille, et on s'offusque d'une blague douteuse qu'on condamne lourdement. Que veut-on ?"

LVOG - Quand un régime de terreur règne, plus personne n'ose s'exprimer...

3- "Moi je vois dans cette affaire comme la trahison des médias. Cette manière de monter en épingle de petits événements sans gravités pour leur donner un retentissement national prend des tournures tragiques et trahit le devoir d'informer et la liberté d'expression en l'a dévoyant.

La presse n'a pas à être à la traîne des rumeurs qui courent sur Internet et se laisser manipuler par tous les groupuscules féministes, lesbiens, noirs, anarchistes qui ne représentent rien et sont responsables de rien devant personne.

Text n'est pas Weinstein. Un groupuscule féministe qui regarde des mauvaises émissions se plaint par les médias, la ministre se fait le porte-parole et Delphine Herrnot le met à la porte sans autre forme de procès. C'est du maccarthysme..."

LVOG - Vous n'y êtes pas, c'est "la presse", donc l'oligarchie qui manipule "tous ces groupuscules"... 4- "Quand je lis ces commentaires, je me dis enfin que c'est réconfortant de savoir qu'il y a quelque part des citoyens qui se révoltent devant ces atteintes de plus en plus virulentes de la liberté, de penser, de rire, et d'aller et venir comme on le veut ! J'espère que ces nouveaux censeurs disparaîtront avec leur rectitude morale digne d'une certaine inquisition. Merci à tous, car je pensais être seul !"

LVOG - L'ennemi est aux abois et ses porte-parole aboient !

5- "Merci pour cet article et pour ces commentaires ! Ça tient chaud de savoir qu'il survit encore quelques résistants à l'hystérie ambiante de censure. Ne serait-ce pas une résultante de l'inculture généralisée qui fait que le second degré n'est plus compris ? Pour ma part, j'avoue l'avoir abandonné depuis quelques années après moult déconvenues, mais je vais m'y remettre, à mon modeste niveau, rien que pour les em... Rder..."

LVOG - La plupart de mes lecteurs (ex-lecteurs) aussi prennent tout ce que j'écris au premier degrés, sauf que mon second degrés n'est pas vulgaire, il est radical ou il va au fond des choses, l'air de rien. Ce qui est vulgaire, c'est de tromper ses lecteurs.

6- "Chacun a son approche de l'humour. D'aucun l'aime graveleux à la Bigard, d'autres fins et cultivés à la Raymond Devos. Tex a un petit talent à mon humble avis mais il a le droit de l'exprimer. Reçu dans une émission de C8 l'antre d'Hanouna à quoi pouvait on s'attendre ? Mais qu'importe cette sortie ne mérite pas une telle sanction, la ficelle est un peu grosse. Mme Ernotte fait le ménage et rares sont ceux qui réagissent à cette censure d'Etat. Coluche et Desproges seraient en tôle ou à tout le moins interdit d'antenne !"

LVOG - Pour que la dictature de la ploutocratie s'installe durablement, tout ce qui tranche avec le formalisme doit disparaître... L'humour est condamné puisque voué au crétinisme !

7- "... Qui l'a dit : On peut rire de tout... Mais pas avec n'importe qui ! c'est vraiment de circonstance... Il faut pas parler aux cons ça les instruit."

LVOG - Les cons osent tout et c'est à cela qu'on les reconnaît, cela vaut pour ceux qui nous prennent pour des cons, leur existence seule est une insulte à l'espèce humaine. Dont Le Point, invité du Club Bilderberg et magazine fétiche de BHL.

8- "Cet excellent article conforte le sentiment d'inquiétude qui grandit chez toute personne normalement équilibrée... Nous sommes submergés d'interdictions, dans tous les domaines, et les dictats de quelques hystériques font office de loi. Il sera bientôt interdit de rire, pour quoi que ce soit, ce qui nous mène droit vers le climat voulu par Daesh et ses sbires..."

LVOG - Pourquoi croyez-vous qu'ils l'ont financé et armé s'ils ne partageaient pas leur idéologie digne de l'inquisition ?

9- "La morale conduit à l'explosion de violence ! Quand ces "prudes" moralisent, ils enclenchent les mécanismes du rejet et de la violence ! Et que sont ces polémistes de métier hypocrites et bien-pensants qui font la leçon aux autres ! Des "grenouilles de bénitier" (terme générique) comme on les appelaient avant ! Qui compensent la faiblesse de leur esprit par l'intransigeance !"

LVOG - La médiocrité de leur pensée par l'intolérance.

10- "Bravo pour cette tribune, et "à bas" les rois de l'indignation sélective, CSA en tête, dont les rodomontades liberticides ne servent qu'à justifier sa consternante et très coûteuse existence. "

11- "La censure existe de plus en plus... Partout y compris dans les médias par autocensure..."

LVOG - C'est la plus redoutable, la plus efficace car elle est indétectable, elle ne laisse pas de traces...

Ils ont de la suite dans les idées, nous aussi... et cela vaut mieux !

Causerie du 10 décembre.

- Argentine: Cristina Kirchner visée par un mandat d'arrêt pour trahison - AFP

L'horizon judiciaire de l'ancienne présidente argentine Cristina Kirchner s'assombrit: un juge a demandé jeudi son arrestation pour entrave à l'enquête au profit de l'Iran sur l'attentat contre une mutuelle juive qui avait fait 85 morts en 1994. AFP 07 décembre 2017

Voici les médias nationaux qui avaient relayé cette info sans émettre le moindre commentaire (liste non exhaustive).

Google - Le Monde, Le Figaro, Liberation, 20minutes, La Croix, Nouvelobs, Le Point, L'Express, Challenges, Courrier International, BFMTV, France24, Europe1, RTL, Boursorama, Capital, Arte, Medias24, i24news, MSN, Yahoo, etc.

Info largement reprise par les médias de province :

Google - Corse Matin, Le Télégramme, lanouvellerepublique.fr, larepubliquedespyrenees.fr, laprovence.com, lorientlejour.com, lemainelibre, lagazettedenimes, lagazettedemontpellier.fr, etc.

Info relayée en Suisse et en Belgique notamment :

Google - laliberte.ch, rtbf.be, dhnet.be, lalibre.be, 7sur7.be, etc.

Et ailleurs :

Google - timesofisrael.com, africatime.com, etc.

Parmi tous ces médias un seul a publié un article le 20 décembre confirmant ce que vous lirez plus loin dans celui du Réseau Voltaire, la Lalibre.be :

Lalibre.be - La semaine dernière, Mme Kirchner et M. Timerman ont porté plainte contre le juge Bonadio devant le Conseil de la Magistrature (devant lequel il est déjà le second juge le plus dénoncé pour irrégularités) pour avoir "omis" des éléments à décharge, "manipulé" les faits et utilisé le droit à "des objectifs de persécution politique".

Parmi les éléments à décharge omis par le juge Bonadio figure une déclaration de l'ex-secrétaire général d'Interpol (2000-2014), Ronald Noble, selon qui il est faux de dire, comme le fait le juge Bonadio, que les notices rouges d'Interpol contre les Iraniens accusés par la justice argentine ont été levées à la suite d'une demande de Buenos Aires ou qu'elles ont été affectées par le "pacte de Téhéran". "Ce que le juge Bonadio aurait su s'il m'avait contacté", a indiqué M. Noble.

Le juge Bonadio est celui qui poursuit Mme Kirchner pour des délits de corruption, malversations, blanchiment et enrichissement illicite. L'ex-Présidente, qui a le vocabulaire cinglant, l'appelle "le juge pistolero" parce qu'il a tué deux cambrioleurs en Floride, il y a quelques années. M. Bonadio a été sanctionné deux fois pour conduite arbitraire par les deux chambres; il avait entravé les droits de la défense. Lalibre.be 20.12

- Ronald Noble dénonce les falsifications de l'affaire Cristina Kirchner - Réseau Voltaire 20 décembre 2017

L'ancienne présidente de la Nation argentine, Cristina Fernández de Kirchner, est actuellement poursuivie pour trahison à la patrie. La Justice de son pays lui reproche d'avoir négocié un accord avec l'Iran en échangeant des rabais sur ses approvisionnements en pétrole contre l'arrêt des poursuites pour les responsables des attentats de Buenos Aires de 1992 et 1994.

Or, il y a quinze jours, le FBI états-unien fournissait des analyses ADN qui détruisaient toute l'accusation contre l'Iran et le Hezbollah.

L'ancien directeur général d'Interpol, Ronald Noble, vient quant à lui de se déclarer prêt à témoigner devant la Justice argentine que jamais son organisation n'a été sollicitée sous la présidence Kirschner pour annuler les mandats d'arrêt contre les suspects iraniens.

Il n'y aurait donc pas non plus de base à l'accusation de trahison de l'ancienne présidente.

Un quart de siècle après les faits, d'invraisemblables manipulations effectuées par des policiers et des magistrats sont apparues dans le dossier. Aujourd'hui, on ignore tout de ces attentats et du rôle ultérieur de la présidente.

- « Communiqué du Département fédéral suisse de Justice et Police », Réseau Voltaire, 11 novembre 2003.

- Washington veut réécrire les attentats de Buenos-Aires, par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 13 juillet 2006.

- « Musulmanes o pista israelí ? » (La piste musulmane ou israélienne ?), par José Petrosino et Oscar Abudara Bini, Red Voltaire, 22 juillet 2006.

- « L'AJC accuse le Hezbollah des attentats de Buenos-Aires, malgré l'arrêt de la Cour suprême argentine », Réseau Voltaire, 12 août 2006.

- « Se acusa a los musulmanes de los ataques a AMIA y la embajada de Israel sin pruebas » (Les Mulsulmans accusés sans preuve d'avoir perpétrer les attentats contre l'AMIA et l'ambassade d'Israël), par Juan Gabriel Labaké, Red Voltaire, 4 septembre 2006.

- « Fuga documentación clasificada de inteligencia sobre atentado terrorista », por José Petrosino, Oscar Abudara Bini, Red Tango , Red Voltaire , 27 de septiembre de 2006.

- L'Effroyable Imposture 2 - Manipulations et désinformations, par Thierry Meyssan, Éditions Alphée - Jean Paul Bertrand, 2007.

- « Des attentats sous fausse bannière en Argentine : 1992 et 1994 », par Adrian Salbuchi, James Fetzer, Réseau Voltaire, 9 novembre 2009.

- « Mensaje de Cristina Fernández sobre el Memorandum entre Argentina e Iran », por Cristina Fernández de Kirchner , Red Voltaire, 8 de febrero de 2013.

- « L'attentat de Buenos-Aires (1994) aurait été fomenté par l'ex-ministre de l'Intérieur », Réseau Voltaire, 3 juillet 2013.

- « Argentina : la CIA y el Mossad en un intento de "golpe blando" », por Stella Calloni, Contralínea (México) , Red Voltaire , 5 de marzo de 2015.

- « Attentats de Buenos-Aires : Antonio Stiuso se réfugie aux USA », Réseau Voltaire, 9 octobre 2015.

Réseau Voltaire 20 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199108.html)

Tous les médias aux ordres français ont relayé l'accusation portée contre Cristina Fernández, mais aucun n'a rapporté les éléments fournis par la défense, ce qui revient à l'arrivée à s'aligner sur la position du juge Bonadio à la solde de Washington, qui est un multirécidiviste en matière de violation du droit de la défense.

Ce qui vaut pour cette info le vaut pour une multitude d'infos économiques ou politiques. En dehors des évènements qui font partie de l'actualité ou qui sont liés à la situation qu'ils publient, et qu'ils s'emploient déjà à manipuler ou à falsifier, le reste des infos qu'ils diffusent est destiné à attirer (détourner) l'attention de la population sur des éléments qui servent de support à leur propagande ou servent directement leur stratégie politique.

Epilogue du 22 décembre.

- L'Argentine poursuit Cristina Kirchner pour un crime imaginaire - Réseau Voltaire

La seconde chambre fédérale de la Justice argentine a confirmé les poursuites du juge Claudio Bonadio dans l'affaire contre l'ancienne présidente péroniste Cristina Fernández de Kirchner et plusieurs de ses collaborateurs.

La chambre a refusé de tenir compte de la demande de témoignage de l'ancien directeur d'Interpol, Ronald Noble, en faveur des accusés.

En l'absence de condamnation, les juges Martin Irurzun et Eduardo Farah ont confirmé les mandats d'arrêt préventifs contre l'ancienne présidente (qui bénéficie aujourd'hui de l'immunité parlementaire), son ministre des Affaires étrangères Hector

Timmerman (qui est assigné à résidence pour raison de santé) et trois collaborateurs Carlos Zannini, Luis D'Elía et Fernando Esteche.

Les prévenus sont accusés d'« entrave à la Justice, d'abus d'autorité et de dissimulation aggravée », mais plus de « haute trahison » ; cette ultime inculpation avait été utilisée la dernière fois contre le général Juan Perón, en 1955.

Cette affaire loufoque repose sur la doxa selon laquelle les attentats de 1992 et 1994 contre et l'ambassade d'Israël à Buenos Aires et l'AMIA auraient été perpétrés par le Hezbollah agissant au nom de l'Iran. Cristina Fernández de Kirchner aurait alors été corrompue par Téhéran pour mettre fin aux poursuites contre ses ministres. Sauf que, depuis quinze jours, la thèse selon laquelle le Hezbollah et l'Iran seraient responsables des attentats s'est écroulée après la fournitures de test ADN par le FBI.

Réseau Voltaire 22 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199137.html)

Conditionnement psychologique. Comment ils mènent leur offensive pour justifier la remise en cause du régime spécial de retraite à la SNCF notamment.

Libération est devenu le fer de lance de l'offensive médiatique de l'oligarchie ou de la réaction.

- Symbole - Liberation.fr

Accabler la SNCF ? Ce serait injuste et contre-productif. Non qu'elle soit exempte de reproches : les défaillances de ces derniers mois doivent être corrigées... Liberation.fr

- TER Les régions font pression - Liberation.fr

Moins visibles que les TGV, moins «amortis» que les trains intercités, les trains express régionaux (TER) donnent du fil à retordre à la SNCF. Liberation.fr

- Dette Le rail à crédit - Liberation.fr

Elle court, elle court, la dette de la SNCF. Son montant atteint 40 milliards d'euros aujourd'hui et culminera à 63 milliards en 2026. Liberation.fr

- Terminus d'une année noire - Liberation.fr

Pannes informatiques, recul du nombre de voyageurs, cohabitation compliquée avec le secteur privé et, depuis jeudi, une mise en examen pour l'accident mortel de novembre 2015 : la compagnie ferroviaire traverse une séquence éprouvante. Liberation.fr

- Des gares parisiennes engorgées, mais la SNCF nie toute «désorganisation» - Liberation.fr

- Régimes spéciaux. Les retraites dans le viseur - Liberation.fr

C'est un bras de fer qu'Emmanuel Macron veut enclencher d'ici à 2019 pour liquider les régimes spéciaux de retraite de la SNCF. Grisé par sa «victoire par KO»... Liberation.fr

LVOG - Quel acharnement !

La paille et la poutre.

- La colère palestinienne finira par éclater par Jonathan Cook — 22 décembre 2017

- "Mais c'est précisément l'illusion d'un processus de paix qui a maintenu les Palestiniens enchaînés."

LVOG - Ce qui apparemment ne vous a pas mis sur la trace de vos propres illusions :

- "Il faut maintenant que l'AP, les Etats arabes et l'Europe entérinent la nouvelle réalité et mènent une politique indépendante des Etats-Unis."

LVOG - Ce qui valait pour les Palestiniens valait pour lui vis-à-vis de l'Autorité Palestinienne, des Etats arabes et de l'UE, qu'il ne s'en soit pas aperçu situe la limite de l'indépendance de l'auteur vis-à-vis de Washington.

Source: http://chroniquepalestine.com/colere-palestinienne-finira-eclater/

A défaut d'engagement politique dans la lutte de classe pour en finir avec le capitalisme, discours et gesticulations stériles.

- Fuites et révélations par François-Bernard Huyghe - les-crises.fr 12-12-2017

Extrait. Comme nous l'avions fait à propos des fakes, nous pourrions nous demander quel est le pouvoir réel des fuites. Pour l'économie, ou plutôt contre des entreprises ou des managers, elles sont certainement redoutables et sans doute rentables pour ceux qui dirigent l'opération. Quant aux conséquences politiques, on peut se demander s'il y a une proportion entre l'énormité de révélations comme celles sur le système de surveillance planétaire ou d'évasion fiscale planétaire, et la modération des sanctions politiques qui s'en sont ensuivies. Après tout la Nsa continue à nous surveiller, les paradis fiscaux à proliférer…
La révélation de documents secrets, destinée à provoquer une indignation populaire, n'est donc pas une arme absolue. Même mis en forme pour être pédagogique, le message n'a pas une efficacité proportionnelle à sa valeur « théorique » de scandale. Et, du coup, nous découvrons que le pouvoir en cause n'est plus seulement celui de faire savoir, mais aussi celui de légitimer ou délégitimer la source. L'attribution (la capacité de désigner un responsable de la fuite) et l'interprétation (passablement complotiste dans certains cas) de ses intentions peuvent annihiler l'effet de révélation. les-crises.fr 12-12-2017

Il me semble que l'essentiel est ailleurs. Le simple fait de marteler quotidiennement qu'Internet est pourri de fausses infos suffit, suffit à faire douter de son contenu en général, de manière à alimenter la confusion qui existe entre la vérité et la contrevérité de sorte que le peuple demeure toujours aussi ignorant et soit ainsi conduit à l'impuissance, rien de changé en somme.

C'est la neutralisation de la lutte de classe des exploités qu'il vise en dernière analyse.

Aveu. La voix de son maître.

- « Je n'ai pas le sentiment de ne pas être écouté », déclare Laurent Berger (CFDT) - Publicsenat.fr

Le secrétaire général de la CFDT est revenu dans l'Épreuve de Vérité sur ses relations avec l'exécutif et sur la teneur du dialogue social dans ce quinquennat. Le responsable de la première confédération syndical de France indique ce jeudi que la réforme sur l'apprentissage « avance ». Publicsenat.fr

On ne voit pas comment Berger pourrait "ne pas être écouté" par Macron, puisqu'ils partagent la même idéologie ou ils font partie du même camp.

- Berger répond à Mélenchon : « Qu'il ne nous donne pas de leçon » - Publicsenat.fr

Celle de Macron lui suffit.

Néocolonialisme. Troupes françaises hors du Sahel !

- "Nous sommes fiers de vous": Macron réveillonne avec les troupes au Niger - AFP

Emmanuel Macron a réveillonné avant l'heure vendredi avec des centaines de soldats français déployés au Niger, leur assurant que "l'effort" sera "maintenu" en 2018 pour lutter contre les groupes jihadistes au Sahel.

Le repas s'est terminé par un "Joyeux anniversaire" chanté par l'assistance au lendemain des 40 ans d'Emmanuel Macron.

"J'ai confiance en vous", en particulier pour mener à bien la lutte au Sahel, qui "est une priorité" car "c'est là que se joue notre sécurité, l'avenir d'une partie du continent africain". "Nous ne devons pas laisser le Sahel aux organisations terroristes (...) (il ne faut pas) que nous leur cédions la moindre once de territoire", a-t-il ajouté, accompagné de la ministre des Armées Florence Parly. (Le discours de G.W. Bush. - LVOG)

Dans la matinée, Emmanuel Macron rencontrera les unités présentes sur la base aérienne avancée de Niamey qui, avec 500 hommes, des avions de chasse Mirage 2000, des appareils de transport et des drones, est le "hub aérien" de Barkhane, la plus importante opération militaire extérieure menée actuellement par la France. AFP 23 décembre 2017

Les nantis sont frustrés...

- Une députée LREM trouve "terrible" que son mari se prive d'acheter une Porsche pour éviter "les réflexions" - Franceinfo

Véronique Hammerer va vendre sa décapotable et son mari ne va pas acheter la Porsche qui lui fait envie. Franceinfo

... et les pauvres sont matraqués.

- +6,9% - Liberation.fr

C'est la hausse des tarifs réglementés du gaz naturel en janvier, selon la Commission de régulation de l'énergie. Hors taxes, les tarifs augmenteront en moyenne de 2,3 %. A cela, s'ajoutera l'augmentation de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel. Liberation.fr

Comment ils s'emploient à pourrir nos rapports dès l'enfance. Ils transportent leur guerre de classe au collège.

- Harcèlement sexuel au collège : «Nous devons proposer aux petites filles des outils pour riposter» - Liberation.fr

Emmanuelle Piquet, psychopraticienne et fondatrice du centre Chagrin scolaire, analyse pour «Libération» l'étude de «climat scolaire et de victimisation» publiée jeudi par l'Education nationale. Une collégienne sur dix déclare avoir déjà subi des insultes relatives à son sexe. Liberation.fr

Quand vous êtes gosse et qu'on vous insulte ou vous humilie, vous ne comprenez pas pourquoi, vous allez chercher pourquoi pour répondre ou vous défendre, vous allez réfléchir en deux mots. Et bien là vous n'aurez même plus besoin de réfléchir, le législateur ou le grand inquisiteur va vous fournir une explication que vous n'aurez plus qu'à adopter, ainsi vous serez dépossédé du droit élémentaire de développer votre esprit critique, ce qu'ils craignent le plus, vous deviendrez un être soumis uniquement protégé par un règlement de police, pour votre plus grand bien, cela va de soi...

Les gosses sont parfois violents ou cruels, c'est bien connu, ce n'est pas nouveau, ils sont à l'image de la société. C'est à eux d'apprendre à se protéger ou à en référer à des adultes quand ils ne trouvent pas de solutions à leurs problèmes. Si les notions élémentaires de respect ne sont pas respectées dans un établissement scolaire, c'est parce que la discipline n'est pas la priorité de sa direction.

J'ai enseigné dans un collège français (mixte) en Inde à Pondichéry. La discipline était stricte sans être tyrannique, en règle général le respect était la règle, alors que vous savez à quel point tous les rapports sont pourris en Inde, et les parents accordent peu d'importance à l'éducation de leurs enfants qui sont livrés à eux-mêmes le plus souvent ou qui auront tendance naturellement à imiter leurs parents, pour lesquels seuls leurs intérêts individuels (financiers ou en terme de pouvoir) tiennent lieu de valeur, de principe ou de morale, auxquels ils subordonnent leur comportement sans se soucier le moins du monde de savoir où s'arrête leur liberté et où commence celle des autres qu'ils ont tendance à piétiner, ce qui leur paraît naturel.

Dans ces conditions on pourrait s'attendre à rencontrer énormément de difficultés dans un collège, plus encore qu'en France, or ce n'était pas le cas. Cela s'explique peut-être aussi du fait que, lorsqu'un gosse fait une connerie ses parents lui tapent dessus. Ils ne respectent pas forcément les adultes, ils les craignent. Ils savent que si leurs parents sont convoqués par le proviseur, il y a de forte chance qu'ils reçoivent une raclée. D'un autre côté, sachant que les enseignants ne les frapperont pas contrairement aux écoles indiennes, cela devrait les encourager à se laisser aller et à faire des conneries.

Maintenant, comme en France il existe désormais des quartiers qui ont atteint un tel niveau de décomposition et de violence, qu'il est devenu pratiquement impossible d'exercer la moindre discipline ou d'enseigner normalement dans un établissement scolaire, les limites de l'insupportable ont été atteintes ou dépassées, de sorte que tout retour en arrière est impossible ou toute réflexion ou notion d'autorité ou de respect n'ont plus aucune valeur. C'est le chaos.

Décidément ils aiment LFI.

- Catalogne: Corbière raille une "gamelle électorale" pour Mariano Rajoy - AFP

Le député LFI de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière a estimé vendredi que le résultat obtenu jeudi soir en Catalogne par le Parti populaire, dont est issu le Premier ministre Mariano Rajoy, est une "débâcle électorale". AFP

Le journaliste de l'AFP a fait preuve de complaisance envers Corbière en ne soulignant pas la "débâcle électorale" de Podemos (8 sièges seulement) soutenu par LFI.

- Conflit israélo-palestinien : Corbière redoute les « outrances » du débat en France. - Publicsenat.fr

Alors qu'avec l'amalgame assumé de Valls et Netanyahu (notamment) entre l'antisionisme et l'antisémitisme, l'outrance n'est pas à venir mais omniprésente.

Quand les Etats-Unis tyrannise le reste du monde.

- Corée du Nord: le Conseil de sécurité se prononce sur de nouvelles sanctions - AFP

Un projet de résolution, présenté par les Etats-Unis et destiné à renforcer les sanctions des Nations unies contre la Corée du Nord, doit être soumis vendredi au vote du Conseil de sécurité. AFP

- Nouvelles sanctions américaines pour des violations des droits de l'homme - AFP

Les Etats-Unis ont imposé jeudi des sanctions contre le chef militaire birman Maung Maung Soe pour son rôle dans la répression de la minorité musulmane des Rohingyas, dans le cadre d'une loi visant les responsables de graves infractions aux droits de l'homme dans le monde entier. AFP

- Droits de l'homme: Les USA sanctionnent 52 personnes et entités - Reuters

Les Etats-Unis ont imposé des sanctions jeudi à 52 personnes physiques et morales pour violation des droits de l'homme et corruption.

Les Etats-Unis ont également sanctionné Benjamin Bol Mel, ancien conseiller du président sud-soudanais Salva Kiir, et l'ex-président gambien Yahya Jammeh.

Les sanctions ont été adoptées en vertu d'une loi baptisée Magnitsky Act, du nom d'un lanceur d'alerte russe décédé en prison à Moscou en 2009. Reuters

Honduras. D'un coup d'Etat à un autre fomenté par Washington.

- Honduras: Washington salue la réélection d'Hernandez, l'opposant abandonne - AFP

Les Etats-Unis ont reconnu vendredi la réélection du président du Honduras Juan Orlando Hernandez, provoquant l'abandon de l'opposant Salvador Nasralla qui contestait sa victoire lors de ce scrutin controversé.

"Avec la décision des Etats-Unis, je suis hors-jeu", a déclaré à la chaîne HCH le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature (gauche) aux élections du 26 novembre qui ont été entachées d'accusations de "fraude".

Salvador Nasralla a annoncé son retrait de la politique et la fin de la coalition d'opposition dirigée par l'ancien président hondurien Manuel Zelaya.

"Les Etats-Unis félicitent Juan Orlando Hernandez pour sa victoire le 26 novembre", a indiqué vendredi Heather Nauert, porte-parole du département d'Etat, dans un communiqué.

Manuel Zelaya a estimé que Washington avait toujours soutenu M. Hernandez.

"L'ambassadeur des Etats-Unis au Honduras s'appelle Juan Orlando Hernandez", a-t-il dit à Tegucigalpa en appelant à la poursuite des manifestations, avant la déclaration de M. Nasralla.

Le gouvernement de M. Hernandez est un proche allié de Washington dans la région et a montré sa solidarité en votant jeudi contre une résolution de l'ONU condamnant la décision américaine de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. AFP
23 décembre 2017

- Les États-Unis désignent le président du Honduras - Réseau Voltaire

Alors que les élections au Honduras ont été entachées de fraude aussi bien selon les observateurs de l'Union européenne (UE) que selon ceux de l'Organisation des États américains (OEA), le gouvernement des États-Unis a désigné le vainqueur : le président sortant Juan Orlando Hernández.

En 2009, Juan Orlando Hernández avait soutenu le coup d'État contre le président constitutionnel José Manuel Zelaya Rosales. Il était alors devenu président du Congrès national (Parlement), puis en 2013 président de la République.

Le coup d'État avait été organisé par l'administration Obama avec la participation d'Israël [1].

Selon les résultats officiels que tous les observateurs s'accordaient à considérer comme falsifiés, le leader de l'opposition Salvador Nasralla (un fils de Palestinien soutenu par Zelaya) n'aurait obtenu que 41,42% des voix, contre 42,95% pour le président sortant, Juan Orlando Hernández.

La plupart des organisations intergouvernementales, dont l'UE et l'OEA, appelaient à un nouveau scrutin.

Cependant, le président Hernández a donné instruction à son ambassadeur de s'opposer à la résolution de l'Assemblée générale de l'Onu sur le statut de Jérusalem ; résolution dirigée contre les États-Unis et Israël. Sans attendre, la Maison-Blanche a immédiatement pris position en faveur de Hernández à l'issue du vote à New York.

Préférant éviter un nouvel affrontement dans son pays, Salvador Nasralla a annoncé renoncer à la présidence.

[1] « Le SouthCom prend le pouvoir dans un État membre de l'ALBA », par Thierry Meyssan ; « Confirmation : le SouthCom a organisé le renversement du président Zelaya au Honduras », Réseau Voltaire, 29 juin et 16 août 2009. Réseau Voltaire 23 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199154.html)

Ils osent tout

- Catalogne: Puigdemont demande "à être entendu" par l'UE - AFP

- Une Américaine nommée à la tête de l'Unicef - AFP

Une Américaine, première femme à avoir dirigé l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), a été nommée à la tête de l'Unicef, agence onusienne chargée de la protection de l'enfance, a annoncé l'ONU vendredi. AFP

L'USAID connu pour être une officine de la CIA...

- Israël-Palestine: Abbas prévient qu'il n'acceptera "aucun plan" de paix américain - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Les indépendantistes catalans restent, défi majeur pour Rajoy - AFP

En égalant quasiment leur dernier score aux élections régionales, les indépendantistes catalans posent un défi majeur à l'unité de l'Espagne et au gouvernement de Mariano Rajoy qui tablait sur ce scrutin pour les affaiblir.

Les Catalans, qui ont battu avec près de 82% de votants le record historique de participation dans la région (75% en 2015), ont accordé jeudi 47,6% des voix aux indépendantistes et près de 52% des suffrages aux partis défendant l'unité de l'Espagne.

La loi électorale catalane prévoit un système de pondération des voix qui avantage les provinces rurales, où les indépendantistes sont très implantés, d'ou leur victoire en sièges au parlement régional.

Les trois partis indépendantistes obtiennent 70 élus sur 135, deux de moins qu'en 2015, semblant avoir atteint un plafond. Ils pourront donc gouverner s'ils arrivent à former une coalition.

Au sein des sécessionnistes, les Catalans ont placé en tête, avec 34 sièges, la liste "Ensemble pour la Catalogne" de l'adversaire numéro un de Rajoy. L'ERC, Esquerra Republicana, en obtient 32. Enfin, les anticapitalistes de la CUP remportent de leur côté 4 sièges.

Un parti libéral et anti-indépendantiste a obtenu le plus grand nombre de sièges au parlement, Ciudadanos, avec 37 élus. Le parti

du chef d'État espagnol a recueilli seulement 4,2 % des suffrages exprimés, passant de 11 à 3 sièges. Le Parti Socialiste de Catalogne se maintient et passe de 16 à 17 sièges. Podemos obtient 8 sièges.

Etats-Unis-Israël

- Près de 130 pays invitent Trump à changer d'avis sur Jérusalem - Reuters

Cent vingt-huit pays ont voté jeudi en faveur d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant Donald Trump à revenir sur sa décision de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël.

Neuf pays (Etats-Unis, Israël, Guatemala, Honduras, Togo, Micronésie, Nauru, Palaos et îles Marshal) ont voté contre cette résolution et 35 autres se sont abstenus. Vingt et un autres pays n'ont pas voté.

Ce vote a été, pour le moins, peu apprécié par l'ambassadrice américaine à l'ONU, qui n'a même pas pris la peine de voiler ses menaces."Les Etats-Unis se souviendront de cette journée qui les a vus cloués au pilori devant l'Assemblée générale pour le seul fait d'exercer notre droit de pays souverain", a tonné Nikki Haley avant le vote. "Nous nous en souviendrons quand on nous demandera encore une fois de verser la plus importante contribution" financière à l'ONU. Le vote n'étant pas contraignant, l'administration américaine a fait savoir qu'elle ne changerait pas d'avis.

Israël a rejeté la résolution de l'Assemblée générale et remercié Donald Trump pour sa position sur Jérusalem.

"Israël rejette la décision des Nations unies et dans le même temps est satisfait du nombre élevé de pays qui n'ont pas voté en faveur de celle-ci", a déclaré le cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"Israël remercie le président Trump pour sa position sans équivoque en faveur de Jérusalem et remercie les pays qui ont voté ensemble avec Israël, ensemble avec la vérité", ajoute le cabinet du chef du gouvernement. Reuters

Syrie

- Un "congrès du dialogue national" syrien fin janvier à Sotchi - Reuters

Un "congrès du dialogue national" syrien se tiendra les 29 et 30 janvier dans la station balnéaire russe de Sotchi, ont annoncé vendredi la Russie, la Turquie et l'Iran à l'issue de pourparlers à Astana, la capitale du Kazakhstan.

Le gouvernement de Damas et plusieurs groupes de l'opposition syrienne étaient également représentés à cette réunion d'Astana. L'émissaire de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura, était aussi présent.

Reste maintenant à établir la liste des participants à ce congrès et que ceux-ci confirment leur présence.

La Turquie a déjà fait savoir son opposition à la présence à la table des discussions de la principale formation kurde de Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD).

Staffan de Mistura a une nouvelle fois souligné que la réunion de Sotchi devait contribuer à faire progresser les négociations de Genève sur la Syrie, menées sous l'égide de l'Onu.

La délégation rebelle présente à Astana a appuyé cet appel.

Lors de la réunion, les rebelles ont accusé le gouvernement syrien de coopérer avec l'Etat islamique (EI).

Le représentant de Damas, Bachar al Djaafari, a dénoncé pour sa part "l'agression flagrante" que constitue selon lui la présence en territoire syrien de forces américaines et turques.

"Nous exigeons le retrait immédiat et inconditionnel des troupes étrangères de notre territoire", a-t-il dit.

A Moscou, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a déclaré vendredi que 48.000 soldats russes avaient participé à la campagne en Syrie, aux côtés des forces syriennes, depuis septembre 2015. Reuters 22 décembre 2017

Mexique

- Plus de 23.000 homicides au Mexique depuis le début de l'année - Reuters

Le Mexique a enregistré son niveau d'homicides le plus élevé depuis le début de l'année malgré la promesse du président Enrique Pena Nieto de mettre fin à la violence des gangs. Reuters

Haut de page

Le 27 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (19 pages)

J'ai retiré le lien vers Sputnik qui publie un tas d'articles de propagande ou débiles. J'ai laissé le lien vers RT (Russia Today), j'ignore ce que vous en pensez, autrefois je regardais RT Internationale en anglais qui était passable, depuis 3 ans déjà je ne regarde plus la télé et je m'en passe très bien.

Quand l'AFP adopte un profil bas

- "La guerre complexe en Syrie impliquant de multiples acteurs a fait plus de 340.000 morts depuis mars 2011." AFP 27.12

La guerre contre la Syrie...

Quelle est l'orientation du capitalisme mondiale ?

2010 - Les 388 plus grandes fortunes détenaient autant de richesses que la moitié de la population mondiale.

2017 - 8 oligarques détiennent autant de richesse. (Lu avant-hier dans un article du Point)

Quelle gigantesque et fulgurante concentration de richesses en 7 ans.

Si vous êtes un lecteur habituel de ce portail, vous savez comment et pourquoi...

Pourquoi il faut impérativement rompre avec le capitalisme. Un enseignement de l'expérience grecque.

Cette "phase de capitulations d'ampleur inégalée", ne vous fait-elle pas penser à celle qui accompagne l'effondrement du capitalisme, un krach boursier, une guerre?

C'est sous de fausses étiquettes que furent préparés ou commis les pires crimes contre le prolétariat. Et tous ceux qui s'en sont accommodés ou ont cherché à se les concilier au nom de leur prétendu double nature en ont été les complices, ils se condamnaient à l'impuissance et devaient connaître le même sort.

Cette double nature était une imposture puisque la social-démocratie et le stalinisme étaient des agents du capital

Les opportunistes se sont servi des illusions que les masses avaient dans ces agents pour faire croire qu'ils pourraient être amenés à servir une autre cause malgré eux, en perdant de vue que leur capacité de nuisance était demeurée intacte et les conduirait dans une impasse ou leur interdirait de trouver une issue à la crise du capitalisme, quitte à se suicider ou à favoriser l'ascension du fascisme, donc en entraînant l'ensemble de la société dans leur effroyable déchéance.

Quand l'existence d'un facteur dépend des rapports qui composent une contradiction, sous peine de disparaître il lui faut perpétuer ces rapports et donc reproduire à l'infini cette contradiction. Si le capitalisme a été amené à jouer un rôle progressiste malgré lui, en revanche c'est consciemment que la social-démocratie et le stalinisme devaient remplir une fonction contre-révolutionnaire, et c'est en tant que tel qu'il fallait les caractériser et les combattre impitoyablement au lieu de vouloir leur faire jouer un autre rôle ou leur attribuer je ne sais quelle vertu qui ne pouvait être qu'un poison.

En d'autre terme, il n'existait pas de contradiction entre le capitalisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme, ils oeuvraient ensemble pour la même cause. En revanche, il en existait une entre eux et le prolétariat. Au lieu de s'en tenir à ce

constat, on nous expliqua que la social-démocratie dégénérée et le stalinisme étaient en proie à une contradiction avec le capitalisme qui pourrait se résoudre à notre avantage pour peu que les conditions s'y prêtent, mais comme cette contradiction n'existait pas finalement la situation devait fatalement tourner à l'avantage de nos ennemis, sans forcément attribuer un rôle révolutionnaire à la social-démocratie ou au stalinisme. Dit autrement, on nous expliqua que la social-démocratie dégénérée et le stalinisme pourraient être amenés à s'engager dans la voie de la rupture avec le capitalisme sans toutefois préciser que ce serait toujours au détriment des masses exploitées et du socialisme, se privant ainsi du moyen de les combattre efficacement ou en introduisant dans la tête des militants une terrible et fatale confusion. C'est ainsi que poussant cette logique jusqu'au bout des militants des différents courants se réclamant du trotskysme atterrirent au PS ou au PCF.

C'est ainsi également qu'ils en vinrent à déclarer que Tsipras aurait trahi le prolétariat grec, alors qu'en réalité il était tout simplement resté fidèle à l'idéologique ou aux intérêts de classe qu'il avait adoptés bien avant qu'on entende parler de lui ou qu'il accède au pouvoir.

Ruptures - A peine quelques semaines plus tard (Après le référendum de juillet 2015 - ndlr), son gouvernement signe avec l'Union européenne et ses acolytes un mémorandum qui ouvre une phase de capitulations d'ampleur inégalée : les « économies » sur les salaires, les retraites et les minimas sociaux sont amplifiées à un degré jamais vu en Europe en temps de paix ; privatisations, dérèglementations, casse du code du travail sont au programme.

Le parlement, renouvelé en septembre 2015, ne cesse depuis lors d'enchaîner les votes d'aggravation des mesures, sous la menace de stopper les tranches de prêts accordées à Athènes.

C'est sans fin : la semaine dernière encore, les « partenaires » européens de la Grèce ont obtenu que quatre centrales du service public d'électricité soient privatisées.

Supplique pathétique

Le chef du gouvernement grec martèle que la reconduction de la grande coalition allemande est « une condition indispensable aux réformes progressistes nécessaires et à la démocratisation de l'Europe ». Car, poursuit M. Tsipras, il y a désormais une chance « de mettre sur la table de l'Europe un agenda progressiste » permettant de sauver cette dernière.

Une grande coalition allemande est la « condition indispensable aux réformes progressistes nécessaires et à la démocratisation de l'Europe » – Alexis Tsipras

On a donc la confirmation que, pour la « gauche radicale », en l'occurrence grecque, le sauvetage « progressiste » de l'Europe a la priorité sur tout autre préoccupation, et passe par la reconduction d'Angela Merkel dans une configuration analogue à celle qui prévaut depuis 2013 – celle-là même qui fit fleurir des caricatures de Mme Merkel et de l'actuel président du Bundestag, Wolfgang Schäuble, en nazis dans les manifestations populaires qui furent nombreuses dans le pays, des années durant…

L'homme qui avait pourtant battu une « grande coalition » socialiste-droite dans son propre pays, estime désormais qu'« une véritable position de gauche consiste à s'engager pour des vrais changements et réformes, et non de garder propre son identité ».

On peut lui faire confiance : pour ce qui est de se salir les mains, Alexis Tsipras est, en trois ans, devenu champion toutes catégories. Mais puisque c'est pour sauver l'Europe…(Extrait de : Le fascinant texto d'Alexis Tsipras à Martin Schulz - Ruptures le 06 décembre 2017)

Ce qui est tout aussi pathétique et dramatique, c'est que chaque fois il faut attendre que la social-démocratie ou ses clones faussement gauchisés parviennent au pouvoir pour qu'on daigne enfin les caractériser comme il se devait depuis longtemps, quand il est trop tard, sans en tirer d'enseignements on est prêt à s'emballer pour un nouveau parti qui assumera la continuité politique des partis pourris rejetés par les masses depuis très longtemps aussi.

Il faut avoir conscience qu'on est obligé d'en passer par un affrontement direct avec le capitalisme, parce qu'il s'oppose à tout changement de mode de production et de distribution ou de répartition des richesses, à moins qu'on y renonce, mais je ne vois pas de quel droit on devrait y renoncer, et le moyen radical pour ne pas y renoncer ou être tenté un jour d'y renoncer, c'est de rompre avec le capitalisme et ses institutions puisqu'elles ne sont plus que des salles de marché ou de spectacle.

Parole de banquier : Devenez capitaliste !

Sachant que cela ne sera pas donné à tout le monde, le moins que vous pourrez faire en guise de consolation sera de vous résigner à vous en accommoder ou à l'adopter, de bon coeur ou dans la joie de préférence.

- Muhammad Yunus : « Tout le monde peut devenir entrepreneur » - lepoint.fr 25.12

L'économiste bangladais, Prix Nobel de la paix, surnommé le « banquier des pauvres » prône un nouveau système fondé sur l'altruisme et la générosité.

Extraits.

- ...le nombre d'humains vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de plus de la moitié depuis 1990,

LVOG - La moitié sont morts de faim ou de sous-alimentation depuis, et l'autre moitié est tout simplement pauvre et voué à le rester...

- « C'est grâce à plein de choses : le libre-échange, la mondialisation, l'ouverture des frontières, la démocratie, les technologies, le partage de l'information. Tout cela a permis de diminuer la pauvreté. »

LVOG - Plutôt de l'étendre à tous les continents en subordonnant davantage les peuples au marché, tandis que les conditions de travail et d'existence de l'ensemble des travailleurs se dégradaient, et toutes expressions même limitées de la démocratie étaient systématiquement piétinées, leurs droits politiques bafoués et la société toute entière ou toute liberté mise sous surveillance. Plein de bonnes choses en somme.

- « Je ne blâme pas ceux qui font du profit. Mais ils peuvent aussi, parallèlement à leurs activités, faire du social business »

LVOG - C'est un oxymore sordide, le social étant incompatible avec le business ou la recherche du profit à tout prix, qu'un banquier ne peut pas blâmer, cela va de soi.

- « Nourrir une personne pour toujours à travers l'État providence, c'est lui retirer toutes les valeurs humaines »

LVOG - La laisser crever de faim est louable ou une vertu, que l'on accorde volontiers au système économique que vous soutenez.

Le Point - ...il est persuadé d'avoir LA solution pour arriver à zéro chômage : l'entrepreneuriat. « Tout le monde peut devenir entrepreneur », martèle-t-il.

« Mais si, tout le monde peut devenir entrepreneur ! Des millions de femmes ont pu monter un business au Bangladesh. Ce n'est pas une question d'éducation : certaines d'entre elles étaient illettrées et elles ont réussi. Ce dont ces personnes ont avant tout besoin, c'est un peu d'argent via le microcrédit pour lancer leur business. » Il évoque les États-Unis, où Grameen Bank a été introduite en 2008, où 86 000 personnes dans douze villes ont emprunté, en tout, 600 millions de dollars. La preuve, selon lui, que sa recette est universelle. « Dans le nouveau système que je propose, plus personne ne serait dépendant de l'État providence, tout le monde serait entrepreneur et prendrait soin de lui même. » On évoque alors le cas Uber en France, qui a généré toute une nouvelle génération d'entrepreneurs, mais aussi pas mal d'espoirs déçus, à cause notamment de l'attitude de plateformes vis-à-vis des chauffeurs. « Dans ce cas-là, on est dans une zone grise, car ces personnes restent très dépendantes d'une seule entreprise. Mais c'est une première marche vers le vrai entrepreneuriat. » Il poursuit : « La théorie vous a fait croire qu'être employé, c'est la sécurité tandis que l'entrepreneuriat, c'est la précarité. Mais qui vous dit que votre emploi ne va pas être détruit demain ? Et puis, le salariat c'est aussi bien souvent terriblement ennuyeux. Un monde où vous devez bien souvent sacrifier toute créativité pour rentrer dans les codes de votre entreprise. »

On enchaîne les questions qui fâchent, elles glissent sur lui. Certains acteurs du microcrédit l'ont transformé en juteux marché ? Ce n'est pas le cas de celui qu'il promeut. Les études montrant que certains emprunteurs utilisent leur prêt pour consommer et pas pour investir dans un business ? Pas dans le système qu'il a créé. Le fait qu'il se soit associé à certains grands groupes ou à des personnalités controversées – on pense par exemple à Ray Dalio, un des plus gros gérants des hedge fund au monde, qui a financé la création de Grameen America ? Il répond que c'est lui qui les utilise pour les orienter vers le social business, pas eux qui l'utilise pour améliorer leur image. On arrête-là l'entretien, le sourire du début est toujours là. lepoint.fr

Uber, quel bonheur! Et heureusement que de généreux oligarques veillent à entretenir la misère du monde, sinon qu'est-ce qu'ils deviendraient !

La plupart des femmes de mon village en Inde qui avaient contracté un microcrédit auprès du gouvernement étaient également illettrées, du coup il leur a été imposé un taux usuraire. La soeur de ma compagne Adi était dans ce cas-là. Elle a emprunté 50.000 roupies sur deux ans, et elle a remboursé plus de 100.000 roupies avec les pénalités de retard, soit un taux d'intérêt de 50% l'an. J'en sais quelque chose, car pendant deux ans elle a dû rembourser chaque mois l'équivalent de la totalité de son salaire, et c'est moi qui aie dû l'entretenir et même lui prêter de l'argent.

En Inde comme dans beaucoup de pays en Asie et en Afrique, il existe des millions d'Indiens qui tiennent des échoppes ou des commerces misérables et qui vivent dans la pauvreté, la promiscuité et la crasse. Ils travaillent toute l'année sans compter les heures pour un revenu dérisoire qui leur permet tout juste de ne pas crever de faim.

Effectivement, Israël est une colonie de l'oligarchie et «pas un vrai pays».

- Israël «pas un vrai pays» : le magazine Youpi retiré des ventes - LeFigaro.fr

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) s'était ému auprès du groupe Bayard d'une carte du monde ne reconnaissant pas l'État hébreu comme un «vrai pays». L'éditeur a choisi de retirer la publication des kiosques dès mardi.

Le numéro de janvier du magazine pour enfants Youpi va être retiré de la vente mardi, après avoir écrit qu'Israël n'était «pas un vrai pays», a annoncé lundi le groupe Bayard, répondant favorablement à la requête du président du Crif, Francis Kalifat. L'édition de janvier du mensuel contient une carte du monde avec la légende suivante: «On appelle ces 197 pays des États, comme la France, l'Allemagne ou l'Algérie. Il en existe quelques-uns de plus, mais tous les autres pays du monde ne sont pas d'accord pour dire que ce sont de vrais pays (par exemple l'État d'Israël ou la Corée du Nord)».

«On reconnaît une erreur, une maladresse, nous ne voulions évidemment en aucun cas contester l'existence de l'État d'Israël», a déclaré Pascal Ruffenach, président du groupe Bayard, qui édite le magazine Youpi. «Nous faisons acte de bonne volonté, c'est important de contribuer à l'esprit de pacification et d'apaisement», a-t-il ajouté. Contacté un peu plus tôt par l'AFP, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Francis Kalifat avait annoncé qu'à sa demande, le groupe Bayard allait retirer le numéro 352 de Youpi de la vente.

Le Crif a en outre demandé la publication dans le prochain numéro d'un «rectificatif ainsi qu'un article expliquant ce qu'est Israël et comment et pourquoi il est né», indique-t-il sur Facebook. Pascal Ruffenach n'a pas dit s'il donnerait suite à cette requête. «On a sorti le numéro de décembre dans lequel on expliquait les religions aux enfants. Nos publications suivent le rythme d'enfants de six ans, on verra comment faire au mieux pour les prochaines fois», a-t-il réagi.

L'État d'Israël a été proclamé en mai 1948 à la suite d'un vote de l'ONU sur le partage de la Palestine. Israël est membre de l'ONU depuis mai 1949. Le figaro.fr 25/12/2017

Rectifions : L'ONU n'a pas procédé au "partage de la Palestine" mais a légitimé son occupation coloniale ou sa disparition. Et puis s'il y avait eu partage les Palestiniens auraient disposé de leur propre Etat, or cela ne fut pas le cas, je précise sans partager la position en faveur de deux Etats.

Il faut ajouter que depuis 1949 Israël n'a jamais appliqué les multiples résolutions qui ont été votées par l'ONU en faveur des Palestiniens, donc du point de vue du Figaro, ce qu'ils appellent le droit international a continuellement été bafoué en toute impunité. D'où notre non reconnaissance d'Israël et notre refus d'accorder à l'ONU de s'immiscer dans les droits des peuples.

Commentaires d'internautes.

1- Honte à ce magazine

2- Bayard dit une vérité, le Crif fait les gros yeux, Bayard s'écrase. Le Crif est-il une vraie ... quoi donc au juste?

3- Incroyable que certains lobbies communautaristes puissent avoir autant de pouvoir dans notre pays. Si Israël est un vrais pays et pas une pure revendication idéologique pourquoi les gens du Crif qui s'en reconnaissent membre vivent-ils en France ?

4- Il est tout à fait exacte de dire que Israël ou la Corée du Nord ne sont pas reconnu comme des Etats à part entière, par toutes les nations. Au même titre que la Corée du Sud n'est pas reconnu par celle du Nord, la Palestine par les U.S.A ou encore Taiwan par la Chine par exemple, pourtant pour la plupart d'entre nous ses nations existent.

5- Comment le CRIF, explique-t-il aux petits Palestiniens que les gens qui habitent Israël lui volent son pays qui lui n'existe pas encore ?

6- Israël est le seul pays dont les frontières ne sont pas définitivement (ou durablement) établies.

En France.

Il faut assumer.

- Gérard Collomb se plaint de "passer pour le facho de service" - LePoint.fr

Dans l'orbite de Jupiter.

- La droite a "beaucoup à apprendre" d'Emmanuel Macron, estime Stefanini - AFP

Patrick Stefanini, ancien directeur de campagne de François Fillon, estime que la droite a "beaucoup à apprendre" d'Emmanuel Macron, qui a selon lui "restauré le prestige de la fonction présidentielle" et "élevé le niveau". AFP

Non, à par cela ils ne haïssent pas la plèbe, vous vous faites des idées...

- Interpellée sur Twitter par un sans-abri, la mairie de Paris décide de retirer des barrières anti-SDF - HuffPost FR

Ils ont été jusqu'à installer des barrières métalliques sur les grilles d'aération du métro qui dégagent un peu de chaleur, et où les clochards transis de froid venaient se réchauffer un peu. Abominable.

En fait, nous sommes en dessous de la réalité, ce sont des monstres de cruauté.

Des petits malins vont nous demander à quoi cela nous avance de le savoir. A eux, rien assurément. La question serait plutôt de savoir quand on en prend conscience et on en tire les leçons politiques qui s'imposent, avant qu'ils parviennent au pouvoir ou après quand il est trop tard. Dans le premier cela aurait pu servir à éclairer les travailleurs sur la véritable nature du PS, dans le second cela ne servira à rien puisqu'ils l'auront deviné eux-mêmes.

Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

- Philippe Grangeon L'homme qui murmure à l'oreille droite de la gauche - Liberation.fr

Compagnon de route de longue date de la gauche réformiste, l'ancien proche de Dominique Strauss-Kahn et François Hollande, discret mais influent, accompagne désormais Emmanuel Macron.

Philippe Grangeon, directeur de la communication du groupe de conseil en numérique Capgemini, cadre dirigeant d'une multinationale, mais encarté à la CFDT. Inspirateur influent de l'épopée macronienne, sans jamais apparaître dans les médias. Membre dès fin 2015 de la petite équipe qui, autour du ministre de l'Economie, travaille en secret au lancement d'En marche, il est alors toujours visiteur officieux de l'Elysée. Chaque samedi matin, le tandem qu'il forme avec le communicant Robert Zarader continuait de se rendre au Palais pour discuter stratégie politique avec…François Hollande.

Selon Nicolas Théry, ancien comme Grangeon du cabinet de DSK et aujourd'hui à la tête du Crédit mutuel : « Il n'entre pas dans les cases partisanes. Sa filiation, c'est la deuxième gauche syndicaliste, celle d'Edmond Maire et des assises socialistes de 1974. Son obsession, c'est la transformation sociale.» Grandi dans une cité HLM du Val-d'Oise, avec un Deug d'histoire pour seul bagage universitaire, Grangeon en mesure très tôt l'impératif. Trop anxieux pour songer à faire de la politique «un métier», c'est en expert de la communication qu'il choisit de servir cette gauche réaliste, à ses yeux seule en mesure d'accompagner le changement. Collaborateur historique de Paul Quilès, qu'il suit dans ses différents ministères jusqu'en 1992, puis de Dominique Strauss-Kahn, maître de Bercy dans le gouvernement de Lionel Jospin. Entre ces deux moments de la gauche au pouvoir, c'est à la CFDT qu'il atterrit, recommandé par Martine Aubry. Au fil de ses expériences, l'hypersensible attentif à son «image morale», dixit Julien Dray, militant comme lui à la LCR durant ses années de fac à Villetaneuse, noue des amitiés indéfectibles. Dont certaines professionnellement déterminantes. Ainsi de Paul Hermelin, condisciple de Hollande à l'ENA et toujours son proche, rencontré au cabinet de Paul Quilès. En 2004, quand Grangeon doit céder son fauteuil de dirigeant d'une filiale de La Poste, préempté par la chiraquie de retour au pouvoir, Hermelin l'appelle à ses côtés à la direction de Capgemini pour piloter la communication de la multinationale en mutation.

Hollande candidat à la présidentielle, Grangeon fait son retour dans les coulisses politiques. L'ex-premier secrétaire du PS, qui le connaît depuis trente ans, apprécie le renfort : communicant avisé de Nicole Notat dans la grande crise des grèves de 1995, artisan de la victoire de Delanoë aux municipales de 2001 à Paris, Grangeon a prouvé que son «incroyable vision stratégique» n'était pas une légende.

Hollande élu, Grangeon dispose de son rond de serviette à l'Elysée. «Son credo, c'était qu'il fallait jouer davantage avec la société civile», se souvient Vincent Feltesse, qui rejoint la garde rapprochée présidentielle en mai 2014. «Il essayait de convaincre Hollande de la nécessité de créer un nouveau parti, idéologiquement plus cohérent et plus participatif. C'était son sillon.» C'est avec cette idée en tête qu'après les attentats de novembre 2015, Grangeon réunit à déjeuner autour du Président Nicole Notat et Pierre Pringuet, alors patron de l'Afep, le lobby des grandes entreprises. «Je pensais que l'émotion nationale ouvrait peut-être une fenêtre pour une recomposition politique, un accord républicain avec les progressistes de la société civile», se souvient-il.

A l'été 2012, son ami Nicolas Revel, ancien directeur de cabinet de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris devenu secrétaire général adjoint de l'Elysée, insiste pour qu'il rencontre le jeune Emmanuel Macron, son homologue chargé des affaires

économiques. Prévu pour durer une demi-heure, l'entretien s'éternise tant les deux insomniaques se découvrent en phase. Même attachement à l'efficacité de l'action publique. Même sentiment que les partis traditionnels sont à bout de souffle. Très vite, ils deviennent alliés «pour faire réussir Hollande», dit Grangeon. «La discussion entamée alors ne s'est jamais interrompue», convient Macron le 21 novembre. Elle va même en s'intensifiant après la nomination du poulain de Hollande à Bercy. «C'est un détecteur de talents, de potentiel, il avait parié sur Delanoë et Hollande avant tout le monde. Cela a été pareil avec Macron, apprécie Nicole Notat. Philippe ne cherche pas la lumière : il est au service de la structure et de ceux en qui il croit.»

Quand, après les attentats de 2015, l'ambition politique de Macron prend forme, Grangeon l'encourage, enthousiaste à l'idée de voir se concrétiser son rêve politique. «J'aurais tellement aimé que François fasse cela», soupire-t-il. Le communicant en est alors convaincu : en attelage avec son audacieux ministre, Hollande peut encore emporter la présidentielle. «Il m'avait dit entre deux portes qu'il réfléchissait à un mouvement avec Macron, se souvient Feltesse. Mais personne n'imaginait à quel point Macron allait transgresser la manière de faire de la politique.»

Le discret conseiller est de toutes les réunions décisives du mouvement. «Il apportait son expérience des victoires et des défaites politiques, son expertise des organisations, relisait les discours, et aidait à la programmation», se souvient un membre de la garde rapprochée de Macron. Son influence ne se dément pas après la victoire du 7 mai. Notamment quand il s'agit de «repérer des talents», son dada. «En amont de la constitution du gouvernement, ceux qui sont un peu libres ont été amenés à donner un avis et moi tout particulièrement sur la société civile», admet le DRH improvisé de la macronie. Quelques mois plus tôt, c'est lui déjà qui avait soufflé au ministre de l'Economie le nom de Martin Vial pour prendre la tête de l'Agence des participations de l'Etat. Un retour d'ascenseur entre «frères d'armes» : ancien comme lui du cabinet Quilès, c'est Vial, devenu PDG de La Poste, qui lui avait confié en 2000 la direction de sa filiale, Mediaposte. Après la démission de Sylvie Goulard du ministère de la Défense, c'est encore Grangeon qui vante à Macron les mérites de Florence Parly, elle aussi ancienne du cabinet de Quilès, devenue l'épouse de Vial…

A 61 ans, Philippe Grangeon, qui vient de prendre sa retraite de Capgemini, se cherche une nouvelle utilité. Après avoir échoué de peu aux sénatoriales en septembre, il a intégré le bureau exécutif de la République en marche, «le principal actif de Macron», dit-il. liberation.fr 26.12

Voilà ce qu'on nous a intimé l'ordre de prendre pour la gauche sous peine d'être excommunié ou traité de gauchiste. Les faits nous donnent raison, simple constat. Quel enseignement en tireront ceux qui sont bien obligés d'admettre qu'ils s'étaient fourvoyés ? Aucun parce qu'ils ne l'admettront pas.

Apprenez-leur le caniveau !

- Trois villes testent la pub sur les trottoirs - Liberation.fr

Depuis lundi, les publicités peuvent s'afficher sur les trottoirs à Nantes, Bordeaux et Lyon. Liberation.fr 27.12

Le candidat En Marche russe du 1%.

L'AFP et les médias nationaux français ne font pas de propagande. La preuve du contraire, si nécessaire.

- Privé de présidentielle, l'opposant russe Navalny appelle au boycott - AFP

L'opposant numéro un au Kremlin, Alexeï Navalny, a appelé lundi au boycott de la présidentielle du 18 mars après le rejet de sa candidature à ce scrutin pour lequel Vladimir Poutine apparaît sans concurrence pour remporter un quatrième mandat. AFP

- L'opposant russe Navalny empêché de briguer la présidence - Reuters

- Présidentielle en Russie : la Commission électorale dit niet à Alexeï Navalny, qui est banni du scrutin - Franceinfo

- Russie : Alexeï Navalny privé de présidentielle - LeFigaro.fr

- Russie : Alexeï Navalny hors course - LePoint.fr

- Russie L'opposant Navalny se fait barrer la route de la présidentielle - Liberation.fr

- Russie : la candidature à la présidentielle de l'opposant Alexeï Navalny rejetée - LeParisien.fr

- Russie: Alexeï Navalny, opposant à Vladimir Poutine ne pourra pas se présenter à l'élection présidentielle HuffPost FR

- Russie : la candidature d'Alexeï Navalny rejetée - euronews

- L'UE critique l'exclusion de Navalny de la présidentielle russe - Reuters

La décision des autorités russes d'exclure l'opposant Alexeï Navalny de l'élection présidentielle prévue l'an prochain pose des questions sur la nature de ce scrutin, estime le service des Affaires étrangères de l'Union européenne dans un communiqué, lundi. Reuters 27.12

- Les Russes ne voient pas Alexeï Navalny président - fr.rbth.com 10 avril 2017

L'opposant affirme qu'il se présentera à la présidentielle de 2018, toutefois, compte tenu de ses condamnations dans le cadre d'affaires pénales, il n'a juridiquement pas la possibilité de se porter candidat actuellement.

En ce qui concerne la cote de popularité d'Alexeï Navalny, elle n'est toujours pas au beau fixe, bien que le nombre de ses partisans déclarés ait augmenté pour passer de 1% en janvier à 4% en février.

Pourtant, Alexeï Navalny a connu de plus beaux jours avec une cote de popularité maximale de 6% en 2013, qui a chuté à 1% la même année, a rappelé Levada. « Cette année-là, Alexeï Navalny est passé aux yeux du pouvoir du statut de +blogueur fou+ à celui de personnage important à l'échelle de Moscou. En effet, il s'est avéré aux élections du maire de la ville que, dans certaines circonstances, il était capable de totaliser un nombre non négligeable de voix (27%, ce qui le propulse à la deuxième place, RBTH) », a poursuivi Pavel Saline. C'est alors que l'opposant s'est retrouvé au centre d'une large campagne avec enquête et poursuites pénales, ce qui a implanté au sein de la population l'idée qu'Alexeï Navalny était un délinquant, a-t-il noté. fr.rbth.com 10 avril 2017

En réalité ces poursuites datent d'avant l'élection municipale de 2013, de décembre 2012 relatif à une escroquerie (Yves Rocher) remontant à 2008, ou une autre de 2007 avec Union of Right Forces (Union des forces de droite) selon Wikipédia.

Outre ses soutiens de Washington et Bruxelles, l'oligarchie et ses médias.

Wikipédia - Navalny was named "Person of the Year 2009" by Russian business newspaper Vedomosti.

Navalny was a World Fellow at Yale University's World Fellows Program, aimed at "creating a global network of emerging leaders and to broaden international understanding" in 2010.

In 2011, Foreign Policy magazine named Navalny to the FP Top 100 Global Thinkers, along with Daniel Domscheit-Berg and Sami Ben Gharbia of Tunisia, for "shaping the new world of government transparency". FP picked him again in 2012. He was listed by Time magazine in 2012 as one of the world's 100 most influential people, the only Russian on the list. In 2013, Navalny came in at No. 48 among "world thinkers" in an online poll by the UK magazine Prospect.

In 2015, Alexei and Oleg Navalny were chosen to receive the "Prize of the Platform of European Memory and Conscience 2015".

Traduction

Navalny a été nommé "Personne de l'année 2009" par le journal d'affaires russe Vedomosti.

Navalny a été chercheur mondial au World Fellows Program de l'Université Yale, visant à «créer un réseau mondial de leaders émergents et à élargir la compréhension internationale» en 2010.

En 2011, le magazine Foreign Policy a nommé Navalny au FP Top 100 Global Thinkers, aux côtés de Daniel Domscheit-Berg et de Sami Ben Gharbia de Tunisie, pour avoir «façonné le nouveau monde de la transparence gouvernementale». FP l'a repris à nouveau en 2012. Il a été classé par le magazine Time en 2012 comme l'une des 100 personnes les plus influentes au monde, le seul russe sur la liste. En 2013, Navalny s'est classé au n ° 48 parmi les «penseurs du monde» dans un sondage en ligne réalisé par le magazine britannique Prospect.

En 2015, Alexei et Oleg Navalny ont été choisis pour recevoir le "Prix de la Plateforme de Mémoire et de Conscience Européenne 2015".

- Navalny « démocrate » made in USA par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 29 mars 2017

Qui est Alexei Navalny ? Comme on peut lire dans son profil officiel, il a été formé à l'université états-unienne de Yale en tant

que fellow (membre sélectionné) du « Greenberg World Fellows Program », un programme créé en 2002 pour lequel sont sélectionnés chaque année à l'échelle mondiale à peine 16 personnes avec des caractéristiques propres à en faire des « leaders globaux » [1]. Ils font partie d'un réseau de « leaders engagés globalement pour faire du monde un endroit meilleur », composé actuellement de 291 fellows de 87 pays, en contact les uns avec les autres et tous reliés au centre états-unien de Yale.

Navalny est en même temps co-fondateur du mouvement « Alternative démocratique », un des bénéficiaires de la National Endowment for Democracy (Ned), puissante « fondation privée à but non lucratif » états-unienne qui avec des fonds fournis y compris par le Congrès finance, ouvertement ou en sous-main, des milliers d'organisations non-gouvernementales dans plus de 90 pays pour « faire avancer la démocratie » [2]. La Ned, une des succursales de la CIA pour les opérations secrètes, a été et est particulièrement active en Ukraine. Elle y a soutenu (selon ce qu'elle écrit) « la Révolution de Maïdan qui a abattu un gouvernement corrompu qui empêchait la démocratie ». Avec pour résultat que, avec le putsch de Place Maïdan, a été installé à Kiev un gouvernement encore plus corrompu, dont le caractère démocratique est représenté par les néo-nazis qui y occupent des positions clé. Réseau Voltaire 29 mars 2017

[1] M. Navalny a été parrainé pour ce programme par Michael McFaul, futur ambassadeur des États-unis à Moscou.

[2] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 6 octobre 2010.

Commentaires d'internautes suite à un article du Figaro du 27 mars 2017 : Qui est Alexeï Navalny, le principal opposant à Vladimir Poutine ?

1- C'est étonnant cette fascination en Occident pour les personnages peu recommandables. Alexeï Nalvany est devenu soudainement un adepte de l'anti corruption alors qu'il avait tout de même monté une escroquerie avec son frère, escroquerie au détriment de la distribution en Russie des produits Yves Rocher qui avait apporté a l'entreprise française beaucoup d'ennuis.

Non Nalvany n'est pas l'Ange Blanc présenté dans cet article.

2- Le principal opposant qui ne pèse pas 1%, qui a des propos qui vous scandaliseraient si Poutine ou Medvedev les tenaient sur l'immigration, qui est impliqué dans des affaires de corruption et qui intéresse plus les Européen que les électeurs Russes. Les partis opposants réels à Poutine, qui reçoivent des suffrages et l'intérêt de la population, se nomment Parti Communiste et Parti Libéral Démocrate.

3- Navalny a débuté sa carrière d'opposant en créant un mouvement nationaliste et xénophobe - "les marches russes".

En premier lieu il était dirigé contre les ressortissants du Caucase. Les slogans de ces "marches" ont été : "Il faut arrêter de nourrir et financer le Caucase"

Les occidentaux font mine de ne pas le savoir ! Ils préfèrent de fabriquer de Navalny, leur "chouchou", l'opposant de Poutine numéro 1

Les médias occidentaux, qui accusent Poutine d'être un nationaliste (ha ha), alors que Poutine représente 182 nationalités de la Russie, et qui applaudissent le xénophobe nationaliste Navalny seulement par ce qu'il se proclame un "opposant a Poutine", ne sont pas a une contradiction près...

4- Donc un opposant quasi-inconnu type Cheminade fait une manifestation sur un lieu non-autorisé, comme la manif pour tous aux Champs Elysée où il y a eu des condamnations à 2 mois fermes, se prend juste 15 jours et il y en a pour hurler à la dictature?

Ensuite on apprend que c'est un escroc et un xénophobe.

Là, je vais savourer les commentaires des "grands défenseurs de la démocratie occidentale" se tortillant dans leur contradictions pour prendre sa défense.

5- Un exoligarque coupable et condamné avant 2011 pour divers délits de conflits d intérêts et de détournements de fonds ;il est parti aux USA faire ses classes et est revenu en Russie pour jouer à l'opposant.

6- Le dit principal opposant à Vladimir Poutine pèse 1%.

-C'est l'opposant soutenu par Washington et les médias occidentaux.

-0 chance.

7- C'est tout simplement un agent de la CIA !

Ils sont Charlie. Et ils nous menacent d'une guerre civile qui est déjà rampante.

- « Monsieur Schrameck, suspendez l'attribution de la licence de diffusion à Russia Today » - Le Monde

Dans une tribune au « Monde », un collectif de spécialistes de la Russie interpelle Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), considérant que l'autorisation donnée à la chaîne Russia Today (RT) de diffuser en France est d'une extrême gravité.

Tribune. Nous nous adressons à vous, Olivier Schrameck, au sujet de l'autorisation qui serait prochainement accordée à la chaîne Russia Today (RT) d'émettre en français sur les réseaux de télévision en France.

Quand on sait les pratiques de cette chaîne, dénoncées publiquement par le président de la République lui-même, et que l'on prend connaissance de la composition actuelle de son conseil d'éthique après le renoncement d'un de ses trois membres (qui constitue en soi une modification de la convention passée avec le CSA), et alors même que le Parlement européen a mis en garde contre la désinformation exercée par l'Etat russe et a pris des mesures pour la contrer (résolution 2016/2020-INI), une telle autorisation ne pourrait que susciter une profonde incompréhension, sinon l'indignation.

Russia Today est accusée aujourd'hui par des responsables du plus haut niveau aux Etats-Unis comme en Europe de semer la zizanie et d'affaiblir les démocraties. Au motif qu'elle relaie la propagande du Kremlin, cette chaîne est désormais obligée par les autorités américaines de s'enregistrer comme « agent de l'étranger ». Guerre hybride

Mme Theresa May, première ministre britannique, a, le 13 novembre, accusé les médias russes d'avoir poussé les Britanniques à la désunion à l'occasion d'élections récentes. La ministre espagnole de la défense, Mme Maria Dolores de Cospedal, a dénoncé trois jours plus tard une ingérence russe dans les affaires internes de l'Espagne.

Dans un tel contexte de guerre hybride, l'autorisation donnée à Russia Today de diffuser en France est d'une extrême gravité car elle peut conduire au brouillage des esprits et à la désunion des Français.

En conséquence, nous vous prions, au nom de la préservation de la paix civile, de suspendre l'attribution de la licence de diffusion à Russia Today sur le territoire français. Le Monde 20.12.2017

- Un appel à interdire la chaîne RT France provoque une vive levée de boucliers par Comité Valmy - 22.12

Source : RT

Une lettre ouverte dans Le Monde appelant à empêcher RT France de diffusion, a provoqué de vives critiques de la part de Moscou. En outre, la Fédération internationale de journalistes (FIJ) a fait savoir sa solidarité avec leurs confrères de RT.

Le 21 décembre, la Fédération internationale de journalistes (FIJ) a « exhorté » les autorités françaises à ignorer les appels à la révocation de la licence de RT France, alors qu'une tribune paraissait le jour même dans l'hebdomadaire Le Monde, signée par une dizaine de personnalités se présentant comme spécialistes de la Russie, et appelant à l'interdiction de la chaîne RT France.

« Nous exhortons les autorités françaises à ne pas accepter ces demandes. Nous appelons également des collègues de RT France à mener à bien leurs tâches d'information en accordant une grande attention aux aspects éthiques de la profession, afin de montrer que les accusations portées contre eux sont absurdes », a déclaré Philippe Leruth, président de la FIJ.

Alors que la tribune publiée dans l'hebdomadaire du soir assure que l'autorisation d'émettre accordée à RT France est « d'une extrême gravité car elle peut conduire au brouillage des esprits et à la désunion des Français », Philippe Leruth dénonce le risque d'« une censure cachée ». Il souligne en outre que celle-ci « n'est pas basée sur des faits, mais sur le message général venant des Etats-Unis ».

A peine lancée, déjà au cœur de la polémique

En outre, la chaîne télévisée n'a commencé à émettre dans l'Hexagone que le 18 décembre dernier. Elle n'a donc que trois jours d'existence : bien assez, selon les auteurs de la tribune, qui souhaitent empêcher les journalistes de RT France de présenter leur travail aux Français.

De son côté, la présidente de RT France, Xenia Fedorova, n'a pas manqué de réagir :

« Il est surprenant que les médias français soient si prompts à insulter l'intelligence et la capacité de jugement de leurs propres compatriotes, visiblement si vulnérables au "brouillage des esprits" et à la "désunion", selon les auteurs de la tribune. Voilà qui illustre parfaitement pourquoi les Français désirent tant entendre de nouvelles voix dans les médias d'informations. »

Pour la chef de RT France, en outre, le fait que la tribune soit publiée dans le quotidien Le Monde ne doit rien au hasard.

Autre réaction indignée : celle de Jean-Robert Raviot, professeur de civilisation russe à l'université Paris-Ouest Nanterre. Sur Facebook, l'universitaire déplore le manque de sérieux de la tribune, pointant du doigt, en particulier, le caractère politisé de ses auteurs. « Cette tribune est une tribune de militants qui avancent masqués », assure-t-il, assimilant ceux-ci à ce qu'il appelle la « gauche Pentagone », à savoir « un vaste et puissant secteur de l'élite intellectuelle, stratégique et médiatique française qui, de manière systématique, défend l'atlantisme intégral, la continuation de la vieille guerre froide et sa diabolisation permanente de la Russie par tous les moyens ».

« Sous couvert de dénoncer la "menace russe" en "spécialistes", ils servent la soupe des tenants de l'hégémonie contre le pluralisme », ajoute Jean-Robert Raviot.

Indignation du côté du Moscou

Du côté des autorités russes également, la tribune anti-RT n'est pas passée inaperçue. Pour la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova, la source d'inspiration des auteurs de la tribune ne fait aucun doute : « La provenance de ce signal est évidente : il provient directement de l'Etat français et du président. C'est une évidence. » Elle a rappelé que si les voix se multiplient pour tenter d'empêcher les journalistes de RT France de travailler librement en France, leur argument est lui unique. Il consiste à rappeler « la citation d'Emmanuel Macron à propos de la chaîne » à Versailles en mai dernier.

Plus tôt dans la journée, Vladimir Djabarov, Premier vice-président du Comité des affaires internationales du Conseil de la Fédération, avait prévenu que si le droit d'émettre était retiré à la chaîne RT France, les médias français en Russie « recevraient sans aucun doute une réponse – le même type de mesures que celles que nous avons prises contre les médias américains. » Début décembre, Moscou a classé neuf médias américains diffusant sur son territoire « agents de l'étranger », après que Washington a pris une mesure similaire contre des médias russes dont RT.

- (RT Bashing) L'angoisse de nos médias face à la perte de leur monopole de la propagande - les-crises.fr 24.12

https://www.les-crises.fr/rt-bashing-l-angoisse-de-nos-medias-face-a-la-perte-de-leur-monopole-de-la-propagande/

Commentaires d'internautes.

1- Je lis et regarde RT en anglais au quotidien. Je mets au défi quiconque de donner un lien vers un article de "fake news" chez RT. C'est la qualité journalistique de ce média qui fait peur, face aux propagandistes que sont devenus le Monde et Libération que je ne lis plus alors qu'ils ont été mes quotidiens préférés pendant de nombreuses années. J'espère que RT France sera à la hauteur de RT international.

2- "Russia today" : avec un nom pareil, même si ça donne une vision partiale et russe, on ne peut pas dire qu'il y ait tromperie. Ces réactions contre RT me terrifient. Plus que tout ce que j'ai lu ici, elles me convainquent que l'information n'est plus libre en France.

3- "Le combat acharné de quelques journaux contre l'arrivée d'une seule chaine russe, à l'audience somme toute limitée, et sous contrôle du CSA, en dit long sur leur crainte viscérale de perdre le monopole de l'information – et donc de la propagande -, et de voir leurs méthodes remises en cause."

La peur de l'arrivée d'un média concurrent est en effet un facteur d'explication de la réaction épidermique des journalistes déjà installés. Mais leur réaction en dit tout aussi long sur la manière dont ils pensent leur métier, presque leur mission : nous dire ce qu'il faut penser de.

Les medias main stream misent sur le biais de confirmation (faire adhérer plus fort le lecteur / client) alors que le public est désormais capable / désireux de croiser les sources, de savoir comment se fabrique le consentement … ils se tirent une balle dans le pied.

RT a de beaux jours devant elle. Elle correspond à la demande de pluralité du public. Cette pluralité est également celle du Media innovant https://www.lemediatv.fr/ dont j'espère (j'ai peu de doutes) il sera question ici prochainement.

4- Il y a quelque chose qui m'échappe.

Que reproche t'on à Poutine ?

-De défendre sa puissance militaire en annexant la Crimée ou se trouve la base militaire de Sébastopol et dont les habitants sont russophone et à 60% d'origine Russes ?

-De défendre Bachard El Assad en écrasant Daesh afin de protéger également sa base navale de Tartous seul point de ravitaillement et de réparation de la Marine russe en mer Méditerranée ?

Ces faits sont sujets de critiques et c'est normal mais si l'opprobre est jetée sur le gouvernement Russes majoritairement pour ces raisons comment se fait t'il que "les journalistes" n'aient pas la même langage vitupérant concernant le gouvernement Américain?

N'est ce pas ce gouvernement qui a détruit l'Irak sous de faux prétextes engendrant plus de 500 000 morts.

N'est ce pas ce pays qui tue des civils par centaines avec leurs drones en Afghanistan,Yémen etc…

Dites 'les journalistes' vous n'auriez pas une mémoire sélective …

5- Donc à quand remonte l'orientation politique de ces élites ?

S'il fallait dater officiellement, je dirais depuis la théorie du Heartland de Halford John Mackinder : "The geographical pivot of history" (1904), réaménagée par Zbigniew Brzezinski dans son "Grand Echiquier". Le territoire pivot est… la Russie ! https://www.youtube.com/watch?v=UnemesFU4y8 La formation de l'Union Européenne sous égide américaine/OTAN, le rattachement des derniers arrivés de l'Est, Ukraine comprise, les "printemps arabes" du Moyen-Orient, les guerres en Syrak, Afghanistan, Corée du Nord sont partie de la feuille de route Mackinder.

6- Mais pourquoi les Pseudos Journalistes ne posent pas les questions qu'il faudrait poser du genre cf cet article sur l'ECFR fondé par Georges Soros ?

http://bruxelles.blogs.liberation.fr/2007/10/02/soros-milite-po/

Christine Ockrent &Sylvie Kauffmann sont telles de vraies journalistes ou des agents de l'ECFR ?

http://www.ecfr.eu/paris/fr/conseil

Voire d'autres officines moins sympathiques

https://twitter.com/SylvieKauffmann/status/321716335228882944

Le conseil es stratégie François Heisbourg est il membre du lobby militaro industriel Anglo-Saxon

http://www.iiss.org/en/persons/iiss-s-governance-s-and-s-advisory-s-structure/francois-s-heisbourg

Les voila les vrais questions qu'ils ne posent et que RT va poser à leur place.

7- On connaît les positions néoconservatrices de François Heisbourg. Ce qui est moins connu : dans une note intiitulée "L'espionnage de l'Est et la gauche", Raymond Nart, n° 2 de la DST dans les années 1990, écrivait : "François Heisbourg était, en réalité, un agent américain…" (Roger Faligot et Pascal Krop, DST Police secrète, Flammarion, 1999, p. 640).

8- Ce déchainement médiatique anti-russe est vraiment un cas d'école de propagande atlantiste. La "gauche pentagone" française qui n'a de gauche que le nom bien sur mais le terme fait sens, fait tomber son masque toute empressée de se jeter sur l'intrus venu du froid. On peut voir les visages de nos chères "élites" et leur cortège de serviteurs de presse qui apparaissent les uns après les autres comme des "poupées russes".

9- Effectivement, l'expression "la gauche Pentagone" est magnifique ! Merci au site Les Crises de m'informer des travaux de JR Raviot, ainsi que du livre récent "La France atlantiste" de Hadrien Desuin, que je vais m'empresser d'acquérir… avec, quand même, un bémol (mais j'attends de l'avoir lu) parce que, dans la présentation du livre, je pointe ceci : "comment, en 10 ans, la France est devenue la vassale de l'Amérique". Lisant "L'Ami américain" d'Eric Branca, remarquable, on comprend que cette "gauche Pentagone" est à l'oeuvre depuis la fin des années 40…

10- Devant la déferlante médiatique je me suis mis à regarder par moi même. Et finalement j'ai rallumé ma TV sur la chaine 359 et au surprise, des reportages, des avis contraires sur un sujet, et pas trop de 39/45 comme cela passe sur les autres chaînes (car pas une semaine sans un truc sur Hitler ou 39/45 oui je regarde les programmes)

Finalement j'ai mis la chaine RT en favori et il y a une différence avec les autres chaînes d'information .

Dire que c'est la chaine de Poutine est un mensonge ou la voix du Kremlin .

Pour moi c'est une chaine d'info avec des reportages avec un autre angle de vue

Et je suis assez critique pour me faire mon avis depuis que je n'ai plus de TV (3 ans)

- Le hold up de la "gauche" sur "l'intelligence" et la "liberté d'expression" est devenu tout à fait abominable !

11- Tout cela signifie que dans nos démocraties occidentales, l'opposition au système libéral n'est tolérée que jusqu'à un certain niveau et même seulement à la marge. Je ne parle pas d'opposition gauche/droite qui ne veut plus rien dire mais d'opposition radicale (c'est à dire remontant à la racine) au libéralisme.

Nos chiens de garde, pensant que RT va donner des coups de boutoir dans ce système, font un tir de barrage en guise d'avertissement.

Bien évidemment, je regarde et écoute RT. Enfin une vraie chaîne d'info dans le PAF. Je ne compte pas les chaînes de propagande BFM, LCI, CNEWS et FI.

12- La différence entre l'occident et la Russie de Poutine, c'est qu'en Russie l'état a pris le contrôle des oligarques, alors qu'en occident c'est l'inverse.

Par Etat en Russie il faut voir des organismes institutionnels comme le FSB, (ex KGB), et l'armée avec un chantage aux oligarques, "vous êtes tous corrompus, enrichis en pillant l'ex Urss mais soit vous collaborez avec l'Etat et on ferme les yeux, soit vous êtes poursuivis pour corruption", soit "enrichissez vous mais au service de l'intérêt du pays " comme sous de Gaulle !

Dans les deux cas, occident et Russie nous avons un régime d'oligarques, mais en occident c'est la ploutocratie mondialiste et atlantiste au service des intérêts de la ploutocratie US, en Russie c'est une ploutocratie sous contrôle de l'Etat comme sous de-Gaulle !

Dans les deux cas il s'agit d'une économie capitaliste très inégalitaire.

13- Ben oui, chez nous la pensée unique et les médias aux ordres de la finance nous obligent à la russophobie … du "Mac Cartisme" à la française … Occident convaincu d'être le seul détenteur de la vérité vraie …

Cela fait des années que je peux suivre ce qui se passe en Russie car j'ai de la famille qui vit là bas et effectivement il existe chez les russes une grande déception car ce sont des francophiles de vieille date.

Il existe 3 sites internet, dont RT et un journal que l'on peut télécharger gratuitement, francophones …

Un peu d'ouverture d'esprit ferait du bien à la majorité de nos concitoyens si sclérosés dans leur certitude absolue de détenir la vérité … Il est vrai que cette presse russe a aussi ses travers et que l'information délivrée n'est pas totalement innocente mais d'avoir une autre version des faits permet de comprendre les évènements.

14- A propos de l'article de «Elle» son auteur D.W. sait-il/elle que Voltaire avait des liens particuliers avec la Russie, et qu'il a entretenu une longue correspondance avec Catherine II. Non… et bien c'est vrai : Voltaire pourrait être classé par nos procureurs médiatiques comme agent d'influence russe!

Ne serait-il pas largement temps d'instaurer un cordon sanitaire autour de nos chères têtes blondes en interdisant simplement l'enseignement des écrits du philosophe au collège? Qui sait peut-être qu'en lisant deux pages de "Candide" nos gosses se mettraient à trouver Poutine sympa… Le danger est trop grand, ma brave Dame.

Et puis les russophobes hystériques qui squattent les médias pourraient organiser un autodafé du "Traité sur la tolérance". Un livre dangereux pour eux puisqu'il dénonce la fanatisme…

15- Je propose que l'Éducation nationale interdise également Denis Diderot (il est allé à Saint-Pétersbourg, invité par Catherine II qui a osé financer l'Encyclopédie, ce "fake book"), la comtesse de Ségur (née Rostopchine, ce qui rime avec Poutine), Jules Verne (c'est louche, cette histoire de Michel Strogoff)…

Mieux qu'une Troisième Guerre mondiale : la guerre perpétuelle.

- En guerre perpétuelle : la pensée américaine fait du surplace, par Paul R. Pillar

Tel un hamster en cage courant dans sa roue, le peuple américain est piégé dans des guerres perpétuelles pour lesquelles les élites des affaires étrangères n'offrent aucune voie de sortie, mais seulement des excuses pour continuer, observe l'ex analyste de la CIA Paul R. Pillar.

Andrew Bacevich a déjà exposé ailleurs les nombreuses raisons pour lesquelles, comme il le dit, « la grande majorité des Américains ne se soucie guère » du fait que leur pays soit englué dans ce qui désormais correspond à un état de guerre permanent à l'étranger. Ces raisons comprennent, par exemple, le fait que les coûts réels de ces expéditions militaires n'ont pas été vraiment chiffrés, et que le discours public américain sur la politique étrangère relève d'une magnifique langue de bois. (...)

Le contexte de l'état de guerre permanent des États-Unis d'Amérique qui a prévalu pendant les 16 dernières années contraste singulièrement avec ce qui a été l'approche traditionnelle américaine de la guerre et de la paix. Et c'est là que réside un autre ensemble de raisons expliquant pourquoi les Américains restés à la maison ne prennent pas fait et cause pour leurs compatriotes qui ont dû prendre les armes et combattre sans cesse outre-mer. Cette tradition est née au cours du dix-neuvième siècle et fut cimentée par ce qui reste le plus grand effort de guerre outre-mer Américain : la Seconde Guerre mondiale.

Cette tradition voulait que la guerre soit une nécessité relativement peu fréquente et impliquait une mobilisation américaine pour abattre le monstre du moment. Celui-ci étant clairement défini, puis, après une victoire nette et sans bavure, un retour aux préoccupations de temps de paix.

Comme j'ai pu le dire extensivement ailleurs, ce format auquel une guerre est sensée se conformer – et particulièrement l'attente qu'une guerre est sensée avoir une fin définitive et identifiable – a entraîné de nombreux problèmes une fois confronté à des activités américaines plus constantes à l'étranger. (...)

Le modèle mental de guerre finie sous-tend l'attitude nonchalante du public américain à l'égard d'une implication guerrière permanente à l'étranger. (...)

A un certain niveau de la psyché américaine se loge la croyance que le combat d'aujourd'hui, comme la plupart de ceux d'hier, aura une fin claire (et victorieuse). Ainsi, la plupart des Américains ne pensent pas devoir analyser et discuter la perspective qui devrait être extrêmement gênante que des Américains vont devoir combattre à l'étranger pour toujours.

Que les interminables combats actuels furent engagés dans le cadre de la prétendue « guerre contre le terrorisme » a contribué à ces problèmes de manière significative. (Bacevich liste parmi les raisons de cette acceptation de la permanence de la guerre « la frénésie médiatique autour du terrorisme qui continue encore et encore »)

Le label « guerre contre le terrorisme » et le concept associé ne furent jamais logiques. Comme le défunt Zbigniew Brzenzinski l'a dit dans un de ses commentaires, appeler cela la guerre contre le terrorisme a autant de sens que d'appeler la seconde guerre mondiale « la guerre contre le blitzkrieg ». Le terrorisme est une tactique qui a été utilisée depuis des millénaires, et en tant que tel, s'opposer à lui ne peut jamais prendre fin. Cette terminologie de « guerre » a également encouragé la militarisation excessive du contre-terrorisme. (...)

Viennent ensuite les tendances sur ce que les Américains pensent à propos de l'implication de l'Amérique dans le monde – particulièrement cette tendance à croire que tout problème à l'étranger peut être résolu avec suffisamment de détermination et d'effort, et que les État-Unis d'Amérique devraient être l'acteur qui prend la tête pour les résoudre. Il y a une grande réticence à quitter toute situation qui est encore chaotique, car partir ressemble à un échec, quels qu'aient été les objectifs U.S qui auraient été atteints.

Ces habitudes américaines viennent renforcer cette tendance naturelle de traiter les dépenses à fonds perdus comme des investissements. Le résultat est un élargissement récurrent du champ de la mission, dans laquelle des expéditions commencées afin de lutter contre le terrorisme mutent en une entreprise de construction d'une nation ou en un effort pour contrer l'influence d'un état tiers.

Le fait que la guerre actuelle dure depuis si longtemps a encouragé l'acceptation comme la nouvelle norme. Une grande partie d'une génération a atteint l'âge adulte en sachant que les États-Unis ont toujours été en guerre à l'étranger. La guerre permanente, et le refus d'accepter tout ce qui pourrait être dépeint comme une défaite, est devenu un cadre de référence non seulement pour

le grand public, mais aussi pour les experts de la politique étrangère. (...)

La raison ultime d'après Sky (Emma Sky (qui était conseillère politique d'un des commandants militaires américains en Irak -ndlr) pour rester militairement en Irak semble être, comme c'est le cas de bon nombre de ces sortes arguments, de contrecarrer l'influence iranienne – peu importe que l'Iran ait été du même côté que les États-Unis dans la lutte contre l'État islamique. Sky écrit que si l'influence iranienne n'est pas maîtrisée, « cela pourrait mener non seulement à une confrontation irano-saoudienne, mais aussi à une confrontation irano-israélienne ».

Cela semble être autant un problème avec l'Arabie saoudite et Israël qu'avec l'Iran. C'est d'ailleurs une réflexion sur la façon dont la progression de la mission a dépassé les notions élargies de contre-terrorisme et même au delà de l'édification d'une nation pour s'immerger dans les rivalités régionales de quelqu'un d'autre. Cette logique oublie aussi comment tout le chaos irakien, y compris l'influence iranienne accrue, que Sky ne veut pas quitter alors que c'est encore un chaos, a commencé avec une invasion militaire américaine.

Dans aucun des traitements de ces guerres, en Irak et en Afghanistan, il n' y a de base pour identifier ou s'attendre à une conclusion des missions. Il n' y a pratiquement pas de lumière suggérant qu'il y a un bout du tunnel, et encore moins une vision de son extrémité.

Avec des observateurs avertis qui succombent à l'idée que la guerre permanente est normale, il n'est pas surprenant que l'opinion publique américaine ne semble pas être plus dérangée que cela par les guerres actuelles.

Paul R. Pillar, au cours de ses 28 années à la Central Intelligence Agency, est devenu l'un des meilleurs analystes de l'agence.

Source : Consortium News

Ils osent tout

- «Prions pour […] la coexistence […] de deux Etats aux frontières […] reconnues au niveau international.» - Liberation.fr

- Russie L'opposant Navalny se fait barrer la route de la présidentielle - Liberation.fr

- Franc CFA : un débat, des dégâts - Liberation.fr

Le renvoi brutal de l'économiste opposé au franc CFA Kako Nubukpo de l'Organisation internationale de la francophonie fragilise un peu plus cette institution. Et relance les interrogations autour de la monnaie africaine. Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Espagne

- Espagne: Hausse du salaire minimum de 4% en 2018 - AFP

Le gouvernement, le patronat et les syndicats espagnols ont signé mardi un accord relevant le salaire minimum de 4% en 2018, pour le porter à 992 euros d'ici 2020 dans une des économies les plus dynamiques de la zone euro.

"C'est un pas en avant pour corriger l'anomalie historique" que constitue un salaire minimum trop bas, a déclaré le secrétaire général du syndicat Commissions ouvrières (CCOO), Unai Sordo, rappelant que "l'Espagne a souffert d'un processus aigu de dévaluation salariale" pendant la crise économique mondiale.

L'accord finalisé mardi prévoit de relever le salaire minimum de 825 à 858 euros (sur douze mois) en 2018, avec des progressions annuelles pour arriver à 992 euros en 2020.

Ces augmentations annuelles seront maintenues "tant que la croissance atteindra 2,5% et la création d'emplois 450.000 emplois par an", a précisé le chef du gouvernement conservateur, Mariano Rajoy.

Selon les prévisions de son gouvernement, la croissance sera de 3,1% cette année et, a-t-il ajouté, "ce ne sont pas un demi million d'emplois qui seront créés mais près de 600.000". "C'est un accord raisonnable et un accord viable", a estimé M. Rajoy.

En 2017, le salaire minimum avait connu sa plus forte hausse depuis trente ans, le gouvernement ayant concédé une augmentation de 8%.

Il reste néanmoins très bas par rapport à l'Europe. Le SMI brut est de 1.467 euros en France mais de 618 euros au Portugal.

Le taux de chômage, après un pic à 27% début 2013, a fortement reculé mais reste le deuxième plus élevé de la zone euro après la Grèce, à 16,4% au troisième trimestre.

La réforme du travail adoptée en 2012 par le gouvernement de Mariano Rajoy a contribué au reflux du chômage au prix d'une grande précarisation.

L'Espagne détient également le record de la proportion de contrats temporaires dans la zone euro, avec près d'un contrat sur trois. AFP 26.12

Haut de page

Le 30 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (31 pages)

J'avais oublié de télécharger la causerie de novembre dans le serveur.

En somme, la page d'accueil du portail pourrait faire office de programme politique.

Se réclamer du socialisme ou du communisme implique qu'on a adopté consciemment une méthode pour interpréter l'évolution de l'homme, de la société, du monde, de la nature, le matérialisme dialectique et historique, ce qui signifie nullement qu'on le maîtriserait ; qu'on a intégré un ensemble de valeurs, de principes, etc. qu'on applique en toute circonstance, encore faut-il avoir acquis une vision parfaitement claire des différents acteurs qui interviennent dans la société ; qu'on s'est doté d'un idéal humaniste qui s'identifie avec l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et toutes les représentations idéologiques auxquelles elle avait donné le jour, abolition pour laquelle nous oeuvrons quotidiennement, à condition de discerner leur rôle pour ne pas y être soi-même subordonné.

A tout prendre, cet engagement n'est pas plus contraignant que les conditions d'existence qu'on nous impose de subir, qui plus est, il permet d'avoir un avant-goût de la liberté qui nous est si chère et qu'on ne peut savourer qu'en la partageant ou en aidant le plus grand nombre à y accéder ou d'en faire l'expérience. Si vous vous demandiez quel intérêt individuel on en tirerait, vous avez là la réponse, comme quoi il n'y a rien d'inavouable dans nos intentions ou notre démarche, que par ailleurs nous assumons totalement.

Dès notre naissance, leur société nous impose une multitude de rapports dans lesquels nous devons nous fondre et reproduire, qui formatent notre mode pensée et notre comportement, comme s'ils existaient de toute éternité ou qu'il serait impossible d'en changer. Et si elle a bien prévu que nous devrions en être un des acteurs ou y remplir une fonction sociale, en revanche elle a omis de nous demander laquelle ou notre avis, elle dispose de notre destin en ne nous accordant pas le droit d'en changer, c'est la raison pour laquelle elle a exclu qu'on puisse la contrôler ou déterminer son orientation, l'engagement politique en comblant cette lacune est à la fois légitime et une nécessité. Il devrait être aussi naturel que la fonction sociale que nous remplissons, ce qu'ont parfaitement intégré ou conscience nos ennemis.

Ce n'est pas seulement le travail qui est aliéné en régime capitaliste, mais tous les rapports qui en découlent, de sorte que l'engagement politique est étranger au travailleur ou ne lui vient pas spontanément à l'esprit, ce qui revient à abdiquer ses droits ou à admettre qu'il est normal que ses besoins ou aspirations ne soient pas satisfaits, pour finalement se laisser gouverner dans une relative nonchalance ou insouciance dont profitent ceux qui ont juré sa perte ou lui pourrissent la vie.

Faites tomber les masques. Qui est plus royaliste que le roi ?

En parlant de Hollande, qui a exprimé un regret à haute voix ou s'est laissé à un aveu en disant : "*Il ridiculise la fonction présidentielle*".

Réponse : Alexis Corbière, député La France insoumise de Seine-Saint-Denis, invité politique de franceinfo, vendredi 29 décembre. francetvinfo.fr 29.12

Si vous aviez un doute sur leurs réelles intentions à s'attaquer à la Ve République, vous n'en aurez plus dorénavant, merci monsieur Corbière.

Ils osent tout. Au temps des Facebook-présidents ou Premier ministre.

Comment une cellule secrète de Facebook manipule les opinions publiques par Shelley Kasli - Réseau Voltaire 28 décembre 2017

Extrait.

Un article récent de Bloomberg a révélé comment une cellule secrète de Facebook a permis la création d'une armée de Trolls [1] à la faveur de nombreux gouvernements de par le monde, y compris en Inde, sous forme de propagande numérique visant à manipuler les élections [2].

Sous les projecteurs, suite au rôle qu'a joué son entreprise Facebook comme plate-forme de propagande politique, son co-fondateur, Mark Zuckerberg, a riposté, déclarant que sa mission transcendait les clivages partisans. (En Marche, quoi ! - LVOG) (...)

Le problème est exacerbé lorsque Facebook se pose comme pilier de la démocratie de façon anti-démocratique. Freedom House, une pseudo-ONG basée aux États-Unis, militant pour la démocratie dans le monde [4], rapporte en novembre dernier qu'un nombre grandissant d'États « manipulent les réseaux sociaux afin de saper les fondements de la démocratie » [5]. Cela se traduit par des campagnes de diffamation, de harcèlement ou de propagande, discrètement soutenues par le gouvernement, visant à imposer sa version des faits, réduire la dissidence au silence et renforcer le pouvoir. (...)

Voici succinctement comment tout cela fonctionne. De nombreux sites et portails web de légitimité et financement divers reçoivent des publicités flottantes. Des contenus bien spécifiques sont créés pour différentes catégories de personne basés sur leur région, leur idéologie, leur âge, leur religion… qui sont mélangés à une vaste quantité de contenu érotique noyant le véritable objectif. Ce contenu fallacieux est ensuite injecté dans le réseau social et des groupes spécifiques sont ciblés par le biais d'outils analytiques développé par des entreprises de pointe. À mesure que cette fausse information se répand, elle acquiert petit à petit sa dynamique propre et finit par être reprise par une personnalité quelconque — célébrité, politicien et même parfois un journaliste. Ce qui advient ensuite est pure folie.

Que ce soit par choix ou par ignorance, les médias dominants commencent à diffuser ce tissu de mensonges, consacrant l'intégralité de leurs revues de presse à l'analyse de ces fausses informations : qui a dit quoi et pourquoi et bla bla bla... au lieu de chercher à vérifier l'authenticité de ces dernières. Du fait du caractère sensationnel de ces canulars et aussi parce qu'ils sont relayés par des personnalités influentes, cette vision faussée du monde va se répandre dans le monde réel, pour témoins les victimes de lynchage. Sans contrôle, ce phénomène de désinformation pourrait contaminer toute l'opinion publique. Nous arriverons à un moment où il sera quasiment impossible de distinguer le vrai du faux, le fait de la fiction, avec la société tout entière se radicalisant en différentes factions opposées sur la base de mensonges.

[1] En argot Internet, un Troll désigne ce qui vise à générer des polémiques. Il peut s'agir d'un message (par exemple sur un forum), d'un débat conflictuel dans son ensemble ou de la personne qui en est à l'origine.

[2] "How Facebook's Political Unit Enables the Dark Art of Digital Propaganda", Lauren Etter, Vernon Silver & Sarah Frier, Bloomberg, December 21, 2017.

[3] "India's Fake News Industry & Mob Lynchings", Great Game India News, July 6, 2017.

[4] « Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 septembre 2004.

[5] "Freedom on the Net 2017. Manipulating Social Media to Undermine Democracy", Freedom House, November 14, 2017.

Un article à télécharger, à lire, à diffuser, à conserver précieusement. Enfin, tout le monde doit maintenant avoir compris pourquoi ils ont mis Internet à la portée de tous et ils ont créé les réseaux numériques dits sociaux ou antidémocratiques.

La plupart des gens ont la faiblesse de croire que lorsque les capitalistes ou les gouvernements adoptent une mesure qui en apparence leur serait favorable, ils oeuvreraient à leur bien-être ou ils seraient animés de bonnes intentions à leur égard, fatale illusion ou erreur.

Ils n'ont pas à l'esprit que la lutte de classe que les capitalistes ou les gouvernements mènent contre eux est permanente, parce que leurs intérêts sont irrémédiablement inconciliables ou opposés, parce qu'ils correspondent à la place que chacun occupe au sein des rapports sociaux de production, d'un côté ceux qui détiennent le pouvoir, les dominants, les exploiteurs, les rentiers, les oppresseurs, de l'autre ceux qui n'en ont aucun, les dominés, les exploités, les esclaves, les opprimés, et il en est ainsi 24h/24, 365j/365, chaque minute, chaque seconde qui passe pendant notre sommeil ou lorsque nous sommes éveillé, c'est ainsi que la société est faite et qu'elle fonctionne qu'on l'admette ou non.

Si les hommes sont capables de ressentir ou d'exprimer des émotions, ce n'est pas le cas du capitalisme et de ses représentants qui les exploiteront pour nous tromper et parvenir à leur fin. Ceux qui attribuent des vertus au capitalisme au delà du rôle historique qu'il a joué dans le passé et qui est épuisé depuis longtemps font preuve d'ignorance, voilà tout.

Facebook et Cie. sont des représentations idéologiques qu'ils utilisent pour que les peuples adhèrent à leur idéologie afin de conserver leur pouvoir, elles n'ont pas d'autres fonctions. Elles s'adressent à l'immense masse des ignorants ou des travailleurs qui n'ont pas acquis une conscience de classe, et qui pour cette raison sont vulnérables et peuvent être facilement manipulés dès lors qu'on les flatte ou on exploite leurs faiblesses.

Ceux qui ont cru un jour que les réseaux numériques étaient une avancée démocratique feraient bien de s'interroger sur leurs propres illusions, et de revoir la méthode qu'ils utilisent pour interpréter la situation ou le monde dans lequel ils vivent. Un conseil d'ami ou de camarade.

Ci-dessous, je reproduis une partie de cet article qui concernait l'Inde où je n'ai pas incluse dans les extraits précédents pour ne pas nous distraire de l'essentiel.

Des armées de Trolls en Inde

Le marché indien est sans doute le plus porteur aujourd'hui pour Facebook, surpassant celui des États-Unis. Le nombre d'utilisateurs y croît deux fois plus vite ; sans tenir compte des 200 millions d'Indiens qui utilisent le service de messagerie WhatsApp, soit plus que partout ailleurs dans le monde.

À l'époque des élections indiennes de 2014, Facebook avaient déjà travaillé pendant plusieurs mois sur diverses campagnes. Modi a grandement profité du soutien de Facebook et de WhatsApp pour recruter des volontaires qui, à leur tour, ont répandu le message sur les réseaux sociaux. Depuis son élection, son nombre d'abonnés a augmenté de 43 millions ; deux fois plus que celui de Trump.

Dans les semaines qui ont suivi l'élection de Modi, Zuckerberg et sa directrice d'exploitation Sheryl Sandberg se sont tous deux déplacés en Inde dans le but de développer un projet controversé concernant un service internet gratuit qui, provoquant de vives protestations, a finalement dû être abandonné. Katie Harbath et son équipe sont aussi venus en Inde animer des cessions de formation auxquelles ont participé plus de 6 000 hauts-fonctionnaires.

À mesure que Modi voyait son influence grandir dans les réseaux sociaux, ses abonnés se sont lancés, sur Facebook et WhatsApp, dans une campagne de harcèlement de ses rivaux politiques. L'Inde est devenu un foyer de désinformation, avec notamment la propagation d'un canular qui a conduit à des émeutes causant la mort de plusieurs personnes. Le pays est aussi devenu un endroit extrêmement dangereux pour les partis d'opposition et les journalistes. Réseau Voltaire 28 décembre 2017

Il se peut que ces 43 millions d'Indiens n'existent pas ou qu'ils se soient uniquement connectés sur un des comptes de Modi, et qu'il les présente comme des "abonnés" ou des partisans, à la manière de LRM et LFI en France, pour lesquels il avait suffi que des centaines de milliers de personnes visitent leurs portails pour les transformer en autant d'adhérents ou de sympathisants qui par la suite se sont volatilisés !

En revanche, si cela s'avérait exact, il faudrait en déduire que les réseaux numériques sont devenus les instruments de propagande les plus sophistiqués et puissants destinés à piétiner l'expression de la démocratie. Ils sont en mesure d'influencer une campagne électorale dont les règles étaient déjà pipées, c'est en somme une nouvelle règle qui s'ajoute à celles déjà existantes, apparemment encore plus efficace ou redoutable pour fausser les résultats d'une élection.

Pour un peu ils répondent à la question de savoir si on doit y participer ou les boycotter et nous rendent service, à condition d'en tenir compte, ce qui n'est pas donné d'avance, puisque on est en droit de penser que nos dirigeants qui liront cet article n'en tireront aucune leçon, ils doivent encore considérer ce genre d'information comme une émanation de la théorie du complot. On verra bien.

Par ordonnance. Voilà jusqu'où ils poussent le cynisme, le sadisme, car ils y prennent manifestement du plaisir.

- Les fausses surprises de la réforme du code du travail - Libération

C'est parti ! Et à grands coups d'étonnements plutôt étonnants. Peugeot, Pimkie, le Figaro ou encore les Inrocks… les entreprises profiteraient d'un «effet d'aubaine» lié à la nouvelle législation du travail pour se séparer d'une partie de leurs salariés. En envisageant des «ruptures conventionnelles collectives», nouveau dispositif prévu par les ordonnances Pénicaud, ces entreprises procéderaient à des «licenciements déguisés», pouvant conduire, préviennent certains, à des «vagues de licenciements».

La réalité est plus prosaïque. Les entreprises ne «profitent» pas de la loi. Elles appliquent la loi. Et les quelques annonces de recours à ce nouveau dispositif ne devraient être qu'un début. Il suffit pour s'en convaincre de se rapporter à sa petite sœur, la rupture conventionnelle individuelle, dite «rupture à l'amiable», dont le succès ne cesse de se confirmer, depuis sa création, en 2008… par les partenaires sociaux eux-mêmes. Leur nombre, désormais, atteint quasiment le demi-million par an. Et pour cause : elle protège l'employeur d'un recours en justice tout en laissant au salarié le bénéfice de l'assurance chômage. De fait, la rupture à l'amiable s'est substituée, ces dernières années, à de nombreuses procédures de licenciement ou démissions. Pourquoi donc en serait-il différemment avec les ruptures conventionnelles collectives (RCC) ? Certes, le plan de départ volontaire (PDV) permettait déjà, dans le cadre d'un plan social, d'apaiser l'éventuelle conflictualité d'une procédure de réduction d'effectifs. Sauf que la RCC va encore plus loin, en permettant à l'employeur de se passer d'une justification économique, de réembaucher sans délai les profils qui lui seyent, tout en allégeant ses obligations d'accompagnement et de reclassement. Pourquoi donc se priver ?
Le recours à la RCC devra cependant faire l'objet d'un accord majoritaire, rappelle à juste titre le gouvernement. Comme toujours dans pareils cas, les compensations pour le salarié dépendront donc du rapport de force dans l'entreprise entre les organisations syndicales et l'employeur.

Mais aussi surprenant que cela puisse paraître, la loi est faite pour être utilisée. Et à ceux qui considéraient la réforme du code du travail comme un obscur débat juridique entre spécialistes pourraient vite être rattrapés par la réalité. Quid demain de l'éventuelle application, dans certaines branches, de la dérégulation des CDD, du contrat de projet ou d'opération, de la suppression, dans certaines entreprises, du 13e mois, des primes ou autres compléments de rémunération ? Quid de l'allégement de la procédure de licenciement, du plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif ? Les «surprises» ne font sans doute que commencer. Libération 29 décembre 2017

Le journaliste de Libération jubile !

Voilà ou conduit la collaboration de classe, le dialogue social, le corporatisme : "la rupture à l'amiable s'est substituée, ces dernières années, à de nombreuses procédures de licenciement ou démissions.". Et à la fin de cette procédure, comme si elle avait mis en présence de bons et vieux amis, les deux parties arborent un grand sourire et se serrent la main en se souhaitant bonne chance et bonne continuation.

Ils osent tout. Vive l'oligarchie, vive l'impérialisme américain !

Bien que cela ne transpire pas de chaque proposition, en lisant attentivement l'article suivant on est bien obligé de constater que le Réseau Voltaire ne cache pas son enthousiasme pour Trump, même s'il doit admettre et regretter que sa politique s'inscrive dans le prolongement de ses prédécesseurs. Quand un acteur ou une organisation soi-disant indépendante ou démocratique est pro capitaliste, elle est bien obligée de soutenir l'un ou l'autre de ses représentants sans vraiment se soucier du sort des peuples qui subiront les conséquences de sa politique, son engagement politique ou sa bonne conscience ne va pas jusque là.

- La Stratégie militaire de Donald Trump par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 26 décembre 2017

En rupture avec celles de ses prédécesseurs, la Stratégie de Sécurité nationale du président Donald Trump abandonne la gestion du monde et trace la voie du redressement économique et social des États-Unis. Ce projet, parfaitement cohérent, représente un changement brutal que son cabinet devra imposer à l'ensemble de son administration. Réseau Voltaire 26 décembre 2017

En réalité Trump prend acte que les Etats-Unis doivent composer avec ses concurrents, et qu'ils ne sont pas la seule puissance ou plutôt que d'autres puissances influencent l'orientation du capitalisme mondial tout en ayant adopté des modèles de société différents de ceux des Etats-Unis. Mais il n'abandonne rien, bien au contraire.

Qu'entend-il par "l'ensemble de son administration", l'ensemble des acteurs qui jouent un rôle important dans la politique américaine, précisons, indépendant de Trump et du gouvernement, en fait depuis longtemps le Pentagone, la CIA, la Fed (qui inclut Wall Street et les plus puissants banquiers), le CFR déterminent la politique économique, politique, militaire des Etats-Unis, et quand ils ne dictent pas leur politique au président, ils s'arrangent pour neutraliser, parasiter ou saboter la sienne, de sorte qu'il finit toujours par leur manger dans la main.

Cet article très dense est remarquable car il mêle confusion et lucidité, et on reconnaîtra au premier coup d'oeil que cette confusion a consisté à tordre la réalité pour uniquement justifier la survie du capitalisme, qui demeure l'horizon indépassable de son auteur à défaut d'admettre la nécessité historique de l'abolir pour passer au socialisme. Plus on avance dans la lecture de cet article, et plus on en vient à se demander s'il croit vraiment ce qu'il a écrit ou s'il ne serait pas de mauvaise foi, tant Trump ne fait que

poursuivre la politique d'Obama.

Quand les Américains saisissent l'occasion de l'élection d'un nouveau président pour tenter de sortir du bourbier syrien et irakien ou modifier leur tactique au Moyen-Orient, Meyssan appelle cela un changement de politique ou une rupture, alors que leur orientation demeure fondamentalement la même.

De la même manière, le délabrement économique et social aux Etats-Unis a atteint un tel niveau qu'il constitue dorénavant une menace pour la stabilité du régime, il est donc normal qu'à un moment donné ceux qui gouvernent décident de procéder à un replâtrage pour qu'il ne s'effondre pas.

Les deux exemples que nous venons de voir confirment qu'il n'y avait rien de tel qu'un gouvernement composé d'oligarques et de militaires pour mener à bien ce tournant tactique, sans changer quoi que ce soit à l'orientation stratégique fixée par les sommets de l'oligarchie et que l'auteur ignore ou dont il ne rend pas compte. D'autres profitent de ces modifications purement tactiques pour expliquer que les Etats-Unis auraient perdu leur hégémonie sur le monde sans tenir compte que ce sont leurs entreprises transnationales ou multinationales qui ont pris le relais. L'analyse de ce facteur par Meyssan est également erronée.

RV - Durant les mandats de George Bush Jr. et de Barack Obama, les documents décrivant la Stratégie de Sécurité nationale partaient du principe que les États-Unis étaient l'unique super-puissance au monde. Ils pouvaient mener « la guerre sans fin » de l'amiral Arthur Cebrowski, c'est-à-dire détruire systématiquement toute organisation politique dans les zones déjà instables de la planète, à commencer par le « Moyen-Orient élargi ». Les présidents indiquaient leurs projets pour chaque région du monde. Les Commandements combattants unifiés n'avaient qu'à appliquer ces instructions.

LVOG - En réalité, c'était exactement l'inverse. Pour être plus précis, les prédécesseurs de Trump interprétaient les besoins exprimés par les différents cercles de pouvoir, qui de leur côté agissaient à leur guise sans que leurs activités ne correspondent forcément avec les intentions qu'ils avaient affichées, donc en tant qu'organisations indépendantes sans avoir à tenir du discours du président en place qui était mis devant le fait accompli, ce qu'on a pu observer le 11 septembre 2001 par exemple. Quant à leur indépendance, on a pu le vérifier en Syrie quand des djihadistes armés par la CIA mitraillèrent des djihadistes armés par le Pentagone.

RV - La Stratégie de Sécurité nationale de Donald Trump rompt presque complètement avec cette littérature. Elle conserve certains éléments mythologiques des mandats précédents, mais tente avant tout de repositionner les États-Unis comme la République qu'ils étaient en 1791 (c'est-à-dire au moment du compromis de la Bill of Rights) et non plus comme l'Empire qu'ils sont devenus le 11 septembre 2001.

LVOG - Ici l'auteur admet à demi-mot ou "presque" que Trump va poursuivre la politique belliqueuse et impérialiste de Bush et Obama qui date pour ainsi dire de la fondation des Etats-Unis et non de 2001. Et la stratégie américaine n'a jamais été guidée par des considérations " mythologiques", qui au mieux ne sont que des représentations idéologiques incarnant les besoins de la première puissance capitaliste mondiale.

RV - Le rôle de la Maison-Blanche, de sa diplomatie et de ses forces armées n'est plus d'ordonner le monde, mais de protéger « les intérêts du peuple états-unien ».

LVOG - Trump en protecteur et bienfaiteur du peuple américain, bravo, il fallait oser le soutenir !

RV - Dès son introduction, Donald Trump marque sa différence avec ses prédécesseurs en dénonçant les politiques de « changement de régime » et de « révolution démocratique mondiale » adoptées par Ronald Reagan et conduites au sein des administrations successives par de hauts-fonctionnaires trotskistes. Il réaffirme la realpolitik classique, celle d'Henry Kissinger par exemple, fondée sur des « nations souveraines ».

LVOG - Ces politiques de « changement de régime » ont leurs limites ou ne résolvent finalement rien, et elles ne peuvent pas être appliquées partout, ni indéfiniment, elles sont inopérantes dans les pays qui en auraient le plus besoin du point de vue américain, aussi depuis quatre décennies ils ont développé des instruments qui permettent d'aboutir au même résultat, en douceur, l'oligarchie est parvenue à prendre directement le pouvoir dans la plupart des puissances occidentales, Macron en est la meilleure illustration. L'oligarchie est parvenue à s'emparer de tous les pouvoirs, dans le pire des cas elle les contrôle sans qu'aucun obstacle se dresse sur son chemin. Elle concentre dorénavant une telle puissance, qu'elle est en mesure d'influencer la politique de n'importe quel gouvernement, et dans le cas contraire ou de résistance elle recourt à la méthode de la canonnière ou du coup d'Etat.

Quant à l'amalgame entre républicains et trotskistes qui est une fixation chez Meyssan, il est aussi pertinent que traiter Soral de communiste, alors qu'il est d'extrême droite ! Peut-être qu'il s'en sert pour faire oublier ses propres errements ou justifier les tribunes qu'il avait accordées à Marine Le Pen, que je n'avais pas publiées évidemment. Quand un dirigeant politique change de camp et l'assume, la moindre des choses c'est d'en tenir compte. On peut voir aussi dans ce besoin compulsif d'associer d'ex-trotskystes à cette pourriture de républicains américains, une reconnaissance cette fois mal assumée que le

trotskysme constituait la seule véritable opposition organisée face au capitalisme dans lequel se reconnaît Meyssan, une fois le trotskysme traîné dans la boue, qu'est-ce qui reste pour affronter le capitalisme, rien, personne, le capitalisme a le champ libre, ouf il est sauvé !

RV - Le lecteur gardera cependant à l'esprit que certaines agences intergouvernementales des « Cinq yeux » (Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni), comme la National Endowment for Democracy, restent dirigées par des trotskistes.

LVOG - C'est à se demander si cette obsession ne lui sert pas de gage de fidélité envers ses employeurs. Chacun admettra que pour diriger cette façade de la CIA, il faut avoir adopté l'idéologie capitaliste et avoir fait ses preuves, donc avoir rompu tout lien avec le mouvement ouvrier qui n'existe pas pour Meyssan, ce qui est normal puisqu'il nie que le prolétariat serait destiné à jouer un rôle historique qui revient forcément aux puissants et à l'élite qui les sert et dont il fait partie ou devant lesquels il se prosterne. Il en devient ridicule, grotesque.

RV - Donald Trump distingue trois types de difficultés auxquelles son pays doit faire face :

- D'abord la rivalité de la Russie et la Chine ;

- Puis, l'opposition des « États-voyous » (Corée du Nord et Iran) dans leurs régions respectives ;

- Enfin, la mise en cause du droit international à laquelle se livrent à la fois les mouvements jihadistes et les organisations criminelles transnationales.

LVOG - Il semblerait que ce soit plutôt certaines institutions américaines comme la CIA, la NSA, le Pentagone, etc. qui remettent en cause le "droit international" si cher à Meyssan, la preuve en est, que dès qu'elles cessent de soutenir "les mouvements jihadistes", ils cessent pratiquement d'exister, c'est ainsi que le nombre de barbares opérant en Syrie serait passé de 80 à 100.000 à 1.000 ou 3.000 selon les sources.

Là encore il déforme la réalité, car le "droit international" a été institué pour contrôler la politique des différents Etats, à l'exception notoire des Etats-Unis et Israël qui le violent sans cesse.

RV - Bien qu'il considère lui aussi les États-Unis comme l'incarnation du Bien, contrairement à ses prédécesseurs, il ne diabolise pas ses rivaux, adversaires et ennemis, mais tente de les comprendre.

Il reprend alors son slogan « America First ! » pour en faire sa base philosophique. Historiquement, cette formule reste associée au soutien au nazisme, mais ce n'était pas son sens originel. Il s'agissait initialement de rompre avec la politique atlantiste de Roosevelt : l'alliance avec l'Empire britannique pour gouverner ensemble le monde.

LVOG - Trump, "l'incarnation du Bien", philosophe ! A-t-il dénoncé le coup d'Etat de Maïdan à Kiev en Ukraine fomenté par l'OTAN et réalisé par des milices néonazis ?

RV - Le lecteur se souvient que le premier cabinet de l'administration Obama accordait une place démesurée aux membres de la Société des pèlerins (aucun rapport avec la Société du Mont-Pèlerin), c'est-à-dire à un club très privé, présidé par la reine Elizabeth II. C'est ce groupe qui a piloté l'après-crise financière de 2008.

Pour mener cette politique de retour aux principes républicains de 1791 et d'indépendance face aux intérêts financiers britanniques, Donald Trump pose quatre piliers :

- La protection du peuple états-unien, de sa patrie et de son mode de vie ;
- La prospérité des États-Unis ;
- La puissance de ses armées ;
- Le développement de son influence.

Il n'imagine donc pas sa stratégie contre ses rivaux, ses adversaires et ses ennemis, mais en fonction de son idéal républicain et indépendantiste.

LVOG - C'est un saint homme, un progressiste, un vrai démocrate ! En fait Trump n'a qu'un ennemi et il était utile de le rappeler : le prolétariat mondial et en premier lieu le prolétariat américain.

RV - Pour éviter les méprises, il précise que s'il estime que les États-Unis sont un exemple pour le monde, il n'est ni possible, ni souhaitable d'imposer leur mode de vie aux autres ; d'autant que celui-ci ne saurait être considéré comme «

l'aboutissement inévitable du progrès ». Il ne conçoit pas les relations internationales comme le règne des États-Unis sur le monde, mais comme la recherche d'une « coopération réciproque » avec ses partenaires .

Les quatre piliers de la doctrine America First de Sécurité nationale

LVOG - Là Meyssan nous prend pour des andouilles. Si vous observez le mode de vie d'un Indien et d'un Américain, vous vous apercevrez qu'ils sont semblables par leurs contenus et différents dans leurs formes, et j'irai même jusqu'à dire que l'Indien à une longueur d'avance sur l'Américain en terme d'esclavage.

RV - - La protection du peuple états-unien suppose avant tout le rétablissement des frontières (terrestre, aériennes, maritimes, spatiales et cyber-spatiales) progressivement détruites par les globalistes.

LVOG - Parce qu'il va mettre au pas "les globalistes", les GAFA, les multinationales américaines, la NSA qui surveille le monde entier ?

RV - Les frontières sont censées permettre aussi bien de lutter contre les armes de destruction massive des groupes terroristes et criminels, que de contenir les pandémies et l'entrée de drogues ou de lutter contre l'immigration illégale. À propos des frontières cyber-spatiales, Donald Trump note la nécessité de sécuriser l'Internet en priorisant successivement la Sécurité nationale, l'Énergie, les Banques, la Santé, les Communications et les Transports. Mais tout cela reste assez théorique.

LVOG - Il faut entendre par "la nécessité de sécuriser l'Internet", l'instauration de la censure sous prétexte de fake news, le renforcement de la surveillance de ses utilisateurs pour mieux contrôler et conditionner la population, la sécurité des banques, etc. n'étant qu'un faux prétexte pour justifier des mesures liberticides à venir, et ce n'est pas "théorique" puisqu'on en a déjà eu un avant-goût quand des articles de certains portails ou blogs ont disparu des moteurs de recherche, voire l'expérience de WSWS par exemple.

RV - Alors que depuis Richard Nixon, la lutte contre les drogues était sélective, visant non pas à tarir les flux, mais à les orienter vers certaines minorités ethniques, Donald Trump répond à un besoin nouveau. Conscient de l'effondrement de l'espérance de vie des seuls hommes blancs sous Barack Obama, du désespoir qui s'en est suivi et de l'épidémie d'opioïdes qu'il a provoquée, il considère la lutte contre les cartels comme une question de survie nationale.

LVOG - On aurait préféré qu'il s'inquiète de "l'espérance de vie" des Afro-américains qui était inférieure à celle des "hommes blancs". Qui peut croire un instant que Trump aurait l'intention d'affronter les puissants cartels de la chimie et de l'industrie pharmaceutique ? Pourquoi pas du pétrole et de l'agro-alimentaire pendant qu'on y est, puisqu'ils sont responsables de l'état de santé déplorable des Américains.

RV - Abordant la lutte contre le terrorisme, il n'est pas clair si, après la destruction du Califat, il évoque soit des « loups solitaires » qui poursuivent le combat après la défaite finale, comme ce fut le cas avec des groupes Waffen SS après la chute du Reich, soit le maintien du dispositif britannique du jihadisme. Si cette seconde hypothèse est la bonne, il s'agirait d'un net recul par rapport à ses déclarations d'intention durant sa campagne électorale et les premiers mois de son mandat. Il conviendrait alors d'éclaircir comment ont évolué les relations entre Washington et Londres, ainsi que les conséquences de ce changement sur la gestion de l'Otan.

LVOG - Merci, on avait compris qu'avec Trump rien n'était clair ou plutôt que tout était très clair.

RV - Quoiqu'il en soit, on relèvera un étrange passage du texte selon lequel : « Les États-Unis travailleront avec leurs alliés et partenaires pour dissuader et perturber d'autres groupes qui menacent la patrie — incluant des groupes sponsorisés par l'Iran comme le Hezbollah libanais ».

LVOG - En effet, c'est "étrange" qu'on puisse imaginer que Trump pourraient rompre avec l'économie de guerre dont à tant besoin la machine capitaliste.

RV - Pour toutes les actions anti-terroristes, Donald Trump envisage des alliances ponctuelles avec d'autres puissances, y compris la Russie et la Chine.

LVOG - La plus-value prodigieuse dégagée par le complexe militaro-industriel et le marché exponentiel de la sécurité partout dans le monde s'additionne et participe à la concentration des richesses entre les mains de quelques centaines d'oligarques, donc toutes les puissances ou tous les Etats engagés dans des guerres ou la guerre au terrorisme sur leur territoire sont les bienvenus.

RV - Enfin concernant la résilience des États-Unis, il valide le programme de « Continuité du gouvernement », alors même que celui-ci fut le bénéficiaire du coup d'État du 11-Septembre. Cependant, il pose que des citoyens engagés et informés sont le fondement de ce système, ce qui semble écarter la réédition d'un tel événement.

LVOG - Après l'élection de Macron suivant ce modèle, on a du mal à y croire. A l'entendre Trump s'engagerait à combattre l'ignorance du peuple sans laquelle aucun régime ne tiendrait plus de 24h, ma foi, Trump doit être trotskyste ! Et Meyssan aussi !

RV - - Concernant la prospérité des États-Unis, condition du développement de ses capacités de Défense, Donald Trump est un champion du « rêve américain », de l'« État minimum », de la théorie du « ruissellement de la richesse » du haut vers le bas. Il conçoit donc une économie basée sur le libre-échange et non sur la financiarisation. Renversant l'idée communément admise que le libre-échange fut un instrument de l'impérialisme anglo-saxon, il affirme qu'il n'est équitable à terme pour les premiers acteurs que si les nouveaux en acceptent les règles. Il pose que plusieurs États —dont la Chine— bénéficient de ce système sans jamais avoir eu l'intention d'adopter ses valeurs.

LVOG - Libre-échange est un oxymore puisque c'est le plus puissant qui impose sa politique aux plus faibles, ou le plus riche au plus pauvre. Pourquoi Trump concevrait-il une économie basée sur la financiarisation puisque c'est un fait accompli, à moins qu'il envisage de démanteler les plus puissantes banques ou institutions financières qui sont liées aux multinationales et qui dictent leur loi au marché ou à l'ensemble de l'économie. Les "nouveaux" accepteront les "règles" qui sont fixées par la puissance dominante, sinon qui dicte les lois qui régissent le libre-échange, l'épicier du coin ? La Chine a adopté les valeurs et les règles du capitalisme, c'est suffisant, d'autant plus qu'elle est la principale détentrice des obligations américaines, elle finance les guerres de l'Empire...

RV - C'est sur cette base —et non sur l'analyse de l'apparition d'une classe transnationale de super-riches— qu'il s'appuie pour dénoncer les accords commerciaux multilatéraux.

LVOG - Entourloupe, il peut les dénoncer maintenant que cette "classe transnationale de super-riches" détient le pouvoir.

RV - Il poursuit en annonçant la dérégulation de tous les secteurs où l'intervention de l'État n'est pas nécessaire. Parallèlement, il planifie la lutte contre toutes les interventions des États étrangers et de leurs entreprises nationalisées susceptibles de fausser les échanges équitables avec les États-Unis.

LVOG - Il poursuit donc la politique de ses prédécesseurs.

RV - Il entend développer la recherche théorique et ses applications techniques, soutenir les inventions et les innovations. Il prévoit pour cela des conditions d'immigration particulières et avantageuses afin d'organiser « la fuite des cerveaux » aux États-Unis. Considérant le savoir-faire acquis, non comme un moyen de percevoir un péage sur l'économie mondiale au travers de brevets, mais comme le moteur de l'économie US, il entend créer un fichier de Sécurité nationale de ces techniques et les protéger pour maintenir son avance.

LVOG - On est donc toujours dans une logique hégémonique. Il n'a aucun mérite à vouloir "développer la recherche théorique et ses applications techniques" etc. puisque la machine capitaliste a besoin en permanence de créer de nouveaux besoins...

RV - Enfin, traitant de l'accès aux sources d'énergie, il observe que pour la première fois les États-Unis sont auto-suffisants. Il met en garde contre les politiques initiées au nom de la lutte contre le réchauffement climatique qui impliquent de limiter l'usage d'énergie. Donald Trump ne traite pas ici de la financiarisation de l'écologie, mais pose clairement un caillou dans le jardin de la France, promoteur de la « verdisation de la finance ». Replaçant cette question dans un cadre plus général, il affirme que les États-Unis soutiendront les États victimes de chantages à l'énergie.

LVOG - Maintenant qu'on en sait un peu plus sur la manière dont ils manipulent le climat pour soutenir la thèse ou le lobby du "réchauffement climatique", ce facteur est secondaire. La pollution ambiante dans les villes depuis les années 50, ainsi que le recours massif à l'industrie chimique dans l'agriculture ou l'alimentation, sans oublier l'industrie pharmaceutique, sont sans doute responsables de dérèglements neuronaux ou neurologiques ou de cancers.

RV - - Affirmant que les États-Unis s'ils ne sont plus la seule super-puissance sont toujours la puissance dominante, il pose comme objectif central de sécurité le maintien de cette prééminence militaire, selon l'adage romain Si vis pacem, para bellum [1].

LVOG - Cela confirme ce que nous avons dit plus haut, et la suite plus loin aussi. Et puis fabriquer des armes, c'est une chose, mais faut-il encore qu'elles servent à quelque chose, non ?

RV - Il observe d'abord que « La Chine cherche à exclure les États-Unis de la région indo-pacifique, à étendre la portée de son modèle économique dirigé par l'État, et à réorganiser la région à son avantage ». Selon lui, Pékin est en train de se doter des secondes capacités militaires au monde (sous l'autorité du général Xi Jinping) en s'appuyant sur le savoir-faire des États-Unis.

De son côté, « La Russie cherche à rétablir son statut de grande puissance et à établir des sphères d'influence à ses frontières ». Pour cela, elle « tente d'affaiblir l'influence des États-Unis dans le monde et de les séparer de leurs alliés et partenaires. Elle

perçoit l'Otan et l'Union européenne comme des menaces ».

Il s'agit de la première analyse des buts et des moyens des rivaux des États-Unis. À la différence de la « doctrine Wolfowitz », la Maison-Blanche ne considère plus l'Union européenne comme un compétiteur, mais comme le volet civil de l'Otan. Rompant avec la stratégie de sabotage économique de l'Union européenne de George Bush Sr. et de Bill Clinton, Donald Trump pose la possibilité de coopérer avec les rivaux (que sont désormais la Russie et la Chine), mais uniquement « en position de force ».

LVOG - Après avoir exigé que les pays de l'UE augmentent leur contribution au budget de l'OTAN, qui se fournira en armement auprès du complexe militaro-industriel américain, en guise de "volet civil", Trump considère davantage l'UE comme un client ou le "volet" économique de l'OTAN.

RV - La période actuelle voit le retour de la compétition militaire, à trois cette fois. Connaissant la tendance des militaires à préparer la guerre précédente et non pas à imaginer la prochaine, il convient de repenser l'organisation et la dotation des armées en conservant à l'esprit que les rivaux se positionneront dans des domaines qu'ils choisiront. On observera que ce n'est pas dans ce chapitre que Donald Trump évoque le talon d'Achille du Pentagone, mais beaucoup plus haut dans le texte. C'est dans son introduction, à un moment où le lecteur est absorbé par des considérations philosophiques, qu'il a fait mention des nouvelles armes russes et notamment de leur capacité à inhiber les commandes et contrôles de l'Otan.

Le Pentagone doit renouveler son arsenal, à la fois en quantité et en qualité. Il doit abandonner l'illusion selon laquelle sa supériorité technologique (en réalité, dépassée face à la Russie) pourrait pallier son infériorité en nombre d'hommes. Suit alors une longue étude des domaines d'armement, y compris nucléaire, à moderniser.

LVOG - Obama prévoyait de consacrer 1.000 milliards de dollars lors de la prochaine décennie à cette "modernisation" de l'armement nucléaire, donc là non plus rien de changer.

RV - Donald Trump entend inverser le fonctionnement actuel de l'industrie de Défense. Alors qu'elle tente de vendre ses produits à l'État fédéral, il souhaite que l'État fédéral lance des offres et que les industriels répondent à ses nouveaux besoins. On sait qu'aujourd'hui, l'industrie de Défense n'a plus les ingénieurs nécessaires pour réaliser de nouveaux projets. L'échec du F-35 en est l'exemple le plus frappant. Le changement que le président appelle de ses vœux suppose donc l'organisation préalable de la « fuite des cerveaux » vers les États-Unis qu'il a déjà évoquée.

En matière de Renseignement, il reprend les théories de son ancien conseiller de Sécurité nationale, le général Michaël Flynn. Il veut repositionner non seulement la Defense Intelligence Agency, mais toute la « communauté du Renseignement ». L'objectif n'est plus de savoir localiser à tout moment tel ou tel chef terroriste, mais d'être capable d'anticiper les évolutions stratégiques de ses rivaux, adversaires et ennemis. Il s'agit d'abandonner l'obsession du GPS et des gadgets high tech pour revenir à l'analyse.

LVOG - Abandonner une obsession ne signifie pas forcément abandonner son objet, on voit mal la « communauté du Renseignement » abandonner ce qui justifiait les crédits colossaux qui lui était alloué.

RV - Enfin, il considère le département d'État comme un outil permettant de créer un environnement positif pour son pays, y compris avec ses rivaux. Ce n'est plus ni le moyen d'étendre les intérêts des multinationales qu'il avait été sous George Bush Sr. et Bill Clinton, ni l'ordonnateur de l'Empire qu'il fut sous Bush Jr. et Barack Obama. Il convient que les diplomates US retrouvent une certaine habileté politique.

LVOG - Etendre" les intérêts des multinationales", implanter un maximum de bases militaires dans le monde, c'est fait, il est donc logique de passer à la phase suivante qui réclamera filouterie ou langue de bois...

RV - - Le chapitre consacré à l'influence des États-Unis explicite la fin de la « globalisation » du « mode de vie américain ». Les États-Unis ne chercheront pas à imposer leurs valeurs aux autres. Ils traiteront tous les peuples à égalité et valoriseront ceux qui respectent l'état de droit.

LVOG - Au regard de la manière dont il traite le peuple américain et sa conception de l'état de droit, on est en droit de penser qu'il s'agit uniquement d'une déclaration d'intention sans lendemain.

RV - De manière à encourager les pays qui souhaitent devenir partenaires, mais qui ont des investissements dirigés par l'État, il prévoit de leur offrir des alternatives facilitant la réforme de leur économie.

LVOG - Quelle généreuse intention, pour un peu il serait philanthrope ! Tenez, comme avec le Brésil qui est en train de s'attaquer aux retraites, un bon élève de Trump.

RV - Concernant les organisations inter-gouvernementales, il annonce qu'il refusera de céder la moindre souveraineté si elle doit être partagée avec des pays mettant en cause les principes constitutionnels US ; une allusion directe à la Cour pénale

internationale par exemple. Il ne dit rien par contre de l'extraterritorialité de la Justice états-unienne qui viole les principes constitutionnels d'autres pays.

Enfin, reprenant la longue tradition issue du compromis de 1791, il affirme que les États-Unis continueront à secourir ceux qui luttent pour la dignité humaine ou pour la liberté religieuse (à ne pas confondre avec la liberté de conscience). Une application qui reste à définir

LVOG - Personne n'est pas parfait, pas même Trump, quel dommage !

RV - Ce n'est qu'après ce long exposé que Donald Trump aborde l'application régionale de sa doctrine. Aucune nouveauté n'est annoncée ici, sinon une alliance avec l'Australie, l'Inde et le Japon pour contenir la Chine et lutter contre la Corée du Nord.

Tout au plus apprend-on deux nouvelles approches du Moyen-Orient. L'expérience de Daesh a montré que le principal problème n'est pas la question israélienne, mais celui de l'idéologie jihadiste. Et ce que Washington reproche à l'Iran, c'est de perpétuer le cycle de la violence par son refus de la négociation.

LVOG - Effectivement, le principal problème ne peut pas être la question israélienne puisque leur relation est au beau fixe depuis qu'il a accordé à Jérusalem le statut de capitale de l'Etat sioniste, mais par contre cela peut être la question palestinienne qui ici passe à la trappe. Quant à "l'idéologie jihadiste" ou wahhabite, elle doit être moins encombrante que les barbares qui l'ont adoptée à leur initiative.

RV - Par défaut, le lecteur comprend que le Pentagone doit abandonner le projet de l'amiral Arthur Cebrowski que Donald Rumsfeld imposa le 11-Septembre. La « guerre sans fin » est terminée. La tension devrait non seulement ne pas s'étendre dans le monde, mais redescendre au Moyen-Orient élargi.

LVOG - En attendant la "tension" est palpable dans tous les pays occidentaux ou dans une multitude de pays dans le monde et elle n'est pas près de redescendre puisque tous les peuples sont soumis à des politiques d'austérité.

RV - La doctrine de Sécurité nationale de Donald Trump est extrêmement construite, au plan historique (on voit l'influence du général Jim Mattis) et au plan philosophique (suivant l'ancien conseiller spécial Steve Bannon). Elle se fonde sur une analyse rigoureuse des défis à la puissance états-unienne (conforme aux travaux du général H. R. McMaster). Elle valide les coupes budgétaires du département d'Etat (opérées par Rex Tillerson). Contrairement à la doxa des journalistes US, l'administration Trump a réussi là une synthèse cohérente se démarquant nettement des visions précédentes.

LVOG - Sur le dos de qui ? L'oligarchie avait le choix entre laisser les différentes institutions américaines agir pour leur propre compte parfois au détriment des autres ou coordonner leurs efforts pour parvenir aux mêmes objectifs.

RV - Cependant, l'absence de stratégie régionale explicite atteste de l'ampleur de la révolution en cours. Rien ne prouve que les chefs militaires appliqueront dans leurs domaines respectifs cette nouvelle philosophie. D'autant que l'on observait, il y a quelques jours encore, la collusion entre les Forces US et les jihadistes en Syrie.

LVOG - L'impression qui se dégage de tout cela, c'est que les Etats-Unis sont devenus ingouvernables au détriment de son peuple et au profit de l'oligarchie qui craint d'en perdre le contrôle.

[1] "Si tu veux la paix, prépare la guerre".

www.voltairenet.org/article199158.html

En complément, une illustration et une réflexion.

"Comme jadis."

- Les États-Unis signent un protocole secret avec Israël - Réseau Voltaire

Il s'agirait de la mise en œuvre de la stratégie anti-iranienne annoncée le 13 octobre par le président Trump.

Ce Protocole ne change rien sur le fond aux accords préexistants. (...) il atteste que l'administration Trump —comme jadis l'administration Nixon— est pro-israélienne pour des raisons stratégiques... Réseau Voltaire 29 décembre 2017

Dans un article publié par le blog Les-Crises.fr à propos de Trump et des Etats-Unis, j'ai relevé le

passage suivant :

- Des journaux de gauche comme Dissent et Jacobin se sont efforcés de justifier l'impulsion trotskyste à la violence politique. De cette façon, le néoconservatisme, la variante américaine du trotskysme, n'est pas encore morte, il reste une idéologie zombie qui hante le pays.

Un internaute lui a répondu :

- "*le néo conservatisme, la variante américaine du trotskysme" cette assertion d'une insondable bêtise (voir les positions du groupe "Spark") suffit à décrédibiliser son auteur.*"

C'est dommage pour le Réseau Voltaire et particulièrement pour Thierry Meyssan.

A tous ceux qui en appellent régulièrement à l'ONU (LFI, PCF, etc.) A bas l'ONU! Rupture avec l'ONU !

En 1947, l'ONU a adopté la Résolution 181 qui plaçait Jérusalem sous l'administration de l'ONU. Ce devait être une ville régie par un « régime international spécial ». Les pays du monde entier ont reconnu Jérusalem comme un endroit unique au monde, un endroit précieux pour les grandes religions abrahamiques et qui se trouve au cœur des tensions qui secouent le nouvel État d'Israël, les Palestiniens exilés et occupés, et les États arabes voisins.

Au cours des années passées, il y a eu sept votes au Conseil de sécurité de l'ONU pour condamner la Loi de Jérusalem de 1980, qui proclame la ville capitale « éternelle et indivisible » d'Israël. La Résolution 478, la première de ces résolutions, a été adoptée en 1980 à l'unanimité, avec une abstention des États-Unis. (Trump et Balfour même combat par Vijay Prashad — arretsurinfo.ch 26 décembre 2017)

Leur version de la démocratie correspond à un Etat policier.

- Notre État policier toujours plus meurtrier, par Chris Hedges - Truthdig publié par Les-Crises.fr 28.12

Aucune des réformes, ni la formation accrue, ni les programmes de diversité, ni l'approche communautaire, ni des gadgets comme les caméras corporelles n'ont permis d'atténuer la violence policière meurtrière des États-Unis, en particulier contre les personnes de couleur pauvres. Les forces policières aux États-Unis – qui, selon le Washington Post, ont tué 782 personnes cette année – sont des monstruosités militarisées et irresponsables qui répandent la peur et la terreur dans les communautés pauvres. En comparaison, la police anglaise et galloise a tué 62 personnes en 27 ans entre le début des années 1990 et la fin de l'année 2016.

Les policiers sont devenus des prédateurs dévoyés dans les communautés pauvres. En vertu des lois américaines sur la confiscation, la police saisit sans discrimination de l'argent, des biens immobiliers, des automobiles et d'autres biens. Dans de nombreuses villes, la circulation, le stationnement et d'autres amendes ne sont guère plus que de l'extorsion légalisée qui finance le gouvernement local et transforme les prisons en prisons pour dettes.

En raison d'un système judiciaire défaillant, des millions de jeunes hommes et de jeunes femmes sont jetés en prison, souvent pour des délits non violents. Des équipes d'intervention du SWAT [[Special Weapons and Tactics : unité spécialisée existant dans les principales polices aux États-Unis, NdT] équipées d'armes militaires font irruption dans des habitations souvent sous mandat pour des infractions non violentes, tirant parfois sur les personnes à l'intérieur. Les policiers à la gâchette facile tirent plusieurs balles dans le dos d'hommes et de femmes désarmés et sont rarement accusés de meurtre. Et pour les Américains pauvres, les droits constitutionnels fondamentaux, y compris le droit à une procédure régulière, ont de fait été abolis il y a des décennies.

L'ouvrage de Jonathan Simon intitulé « Governing Through Crime » et livre de Michelle Alexander intitulé « The New Jim Crow » [« La couleur de la Justice », NdT] soulignent que ce qui est défini et ciblé comme une activité criminelle par la police et les tribunaux est en grande partie déterminé par l'inégalité raciale et la classe sociale, et surtout par le potentiel des groupes ciblés de causer de l'agitation sociale et politique. La politique criminelle, comme l'écrit le sociologue Alex S. Vitale dans son nouveau livre, « The End of Policing », est structurée autour de l'utilisation de la répression pour gérer les « classes dangereuses », déguisée en système de justice.

En même temps, le système de justice pénale refuse de tenir les banques, les sociétés et les oligarques de Wall Street pour responsables des crimes qui ont causé des dommages incalculables à l'économie mondiale et à l'écosystème. Aucun des banquiers qui ont commis des actes massifs de fraude et qui ont été responsables de l'effondrement financier en 2008 n'a été emprisonné, même si leurs crimes ont entraîné un chômage généralisé, des millions d'expulsions et de saisies, des sans-abri, des faillites et le pillage du Trésor américain pour renflouer les spéculateurs financiers aux frais des contribuables. Nous vivons dans un système juridique à deux vitesses, dans lequel les pauvres sont harcelés, arrêtés et emprisonnés pour des infractions ridicules, comme la vente de cigarettes à l'unité – ce qui a conduit Eric Garner à être étranglé par un policier de New York en 2014 – alors que des crimes d'une ampleur épouvantable, qui anéantissaient 40 pour cent de la richesse mondiale,

sont traités par des contrôles administratifs timides, des amendes symboliques et l'application des lois civiles.

Les distorsions grotesques du système judiciaire et la guerre agressive menée par la police contre les pauvres ne feront qu'empirer sous la présidence de M. Trump et du procureur général Jeff Sessions. Il y a eu un recul des restrictions imposées par le président Barack Obama en 2015 au programme 1033, une mesure prise par le Congrès en 1989 qui permet le transfert du gouvernement fédéral aux forces de police locales d'armes militaires, y compris des lance-grenades, des véhicules blindés de transport de troupes et des mitrailleuses de calibre 50. Depuis 1997, le ministère de la Défense a remis aux services de police un matériel militaire d'une valeur stupéfiante de 5,1 milliards de dollars

L'administration Trump ressuscite également des prisons privées dans le système carcéral fédéral, accélérant la soi-disant guerre contre la drogue, bourrant les tribunaux de juges d'extrême droite chargés de l'ordre public et qui prêchent la politique clivante de la punition et du châtiment. Les syndicats de policiers adoptent avec enthousiasme ces actions, voyant en elles un retour à la mentalité du Far West qui a caractérisé la brutalité des services de police dans les années 1960 et 1970, lorsque les radicaux, en particulier les radicaux noirs, ont été assassinés en toute impunité par les forces de l'ordre. La Garde Prétorienne des élites, comme dans tous les systèmes totalitaires, sera bientôt hors d'atteinte de la loi. Comme l'écrit Vitale dans son livre, « Notre système de justice pénale est devenu une gigantesque usine de vengeance. »

Les arguments – y compris celui raciste sur les « superprédateurs » [« superpredator » : Jeune commettant maints crimes violents parce qu'il a été élevé sans morale., NdT] – utilisés pour justifier le renforcement du pouvoir policier n'ont aucune crédibilité, comme en témoignent la violence armée dans le sud de Chicago, l'échec lamentable de la guerre contre les drogues et le développement massif du système carcéral au cours des 40 dernières années. Le problème n'est pas tant dans les techniques et les procédures de maintien de l'ordre que dans le recours croissant à la police comme forme de contrôle social pour étayer un système de capitalisme d'entreprise qui a transformé les travailleurs pauvres en serfs modernes et abandonné des pans entiers de la société. Le gouvernement ne tente plus d'atténuer les inégalités raciales et économiques. Au lieu de cela, il criminalise la pauvreté. Il a transformé les pauvres en une source de profits supplémentaire pour les riches.

« En conceptualisant le problème du maintien de l'ordre comme un problème de formation et de professionnalisation inadéquates, les réformateurs ne parviennent pas comprendre comment la nature même du maintien de l'ordre et du système judiciaire a servi à maintenir et à exacerber l'inégalité raciale », écrit M. Vitale. « En invoquant un "ordre public" sans préjugés raciaux, ils renforcent un système qui désavantage les personnes de couleur sur le plan structurel. À la racine, ils ne comprennent pas que la nature fondamentale de la police, depuis ses origines premières, est d'être un outil pour gérer les inégalités et maintenir le statu quo. Les réformes policières qui ne tiennent pas compte directement de cette réalité sont vouées à la reproduire. … Des policiers bien formés qui suivent les procédures appropriées arrêteront quand même des gens principalement pour des délits mineurs, et ce fléau continuera de tomber principalement sur les communautés de couleur, car c'est ainsi que le système est conçu pour fonctionner – non pas en raison des préjugés ou des incompréhensions des agents. »

Dans une entrevue récente, M. Vitale m'a dit : « Nous menons une guerre contre la drogue depuis 40 ans en mettant les gens en prison pour des peines toujours plus longues. Pourtant, les drogues sont moins chères, plus faciles à obtenir et de meilleure qualité que jamais. N'importe quel lycéen américain peut se procurer n'importe quelle drogue. Pourtant, nous persistons dans cette idée que la solution au problème de la drogue et à bien d'autres problèmes sociaux passe par l'arrestation, les tribunaux, les peines, les prisons. C'est à cela que joue Trump. Cette idée que le seul rôle approprié de l'État est celui de la coercition et des menaces – que ce soit dans le domaine de la politique étrangère ou dans le domaine domestique. »

Comme l'écrit Vitale dans son livre, les forces de police n'ont pas été constituées pour assurer la sécurité publique ou prévenir le crime. Elles ont été créées par les classes possédantes pour maintenir leur domination économique et politique et exercer un contrôle sur les esclaves, les pauvres, les dissidents et les syndicats qui contestaient l'emprise des riches sur le pouvoir et la capacité d'amasser des fortunes personnelles. Bon nombre des techniques policières américaines, y compris la surveillance à grande échelle, ont été mises au point et perfectionnées dans les colonies des États-Unis, puis ramenées aux services de police de la nation. Les Noirs du Sud devaient être contrôlés, et les syndicats et les socialistes radicaux du Nord-Est et du Middle West industriels devaient être brisés.

Le rôle fondamental de la police n'a jamais changé. Paul Butler dans son livre « Chokehold: Policing Black Men » et James Forman Jr. dans son livre « Locking Up Our Own: Crime and Punishment in Black America » font écho au message de Vitale selon lequel la guerre contre les drogues « n'a jamais porté sur la santé ou la sécurité publiques. Il s'agit d'offrir une couverture à des policiers agressifs et inquisiteurs qui ciblent presque exclusivement les gens de couleur. »

« Les gens évoquent souvent la police métropolitaine de Londres, formée dans les années 1820 par Sir Robert Peel », déclare Vitale. « Elle est présentée comme cet idéal libéral d'une police impartiale et politiquement neutre ayant l'appui des citoyens. Mais c'est une mauvaise interprétation de l'histoire. Peel fut dépêché pour gérer l'occupation britannique de l'Irlande. Il fut confronté à un dilemme. Historiquement, les soulèvements paysans, les révoltes rurales étaient traités par la milice locale ou l'armée britannique. Dans le sillage des guerres napoléoniennes, alors qu'il y avait de soldats dans d'autres parties de l'Empire britannique, il éprouva de plus en plus de difficultés à gérer ces troubles. De plus, lorsqu'il appela la milice, elle ouvre souvent le feu sur la foule et tua de nombreuses personnes, créant des martyrs et aggravant les troubles. Il mit sur pied la Peace Preservation Force, qui fut la première tentative de créer une force militaire civile hybride qui pouvait tenter de conquérir

la population en s'implantant dans les communautés locales et en assumant certaines fonctions de contrôle de la criminalité, mais son but premier était toujours de gérer l'occupation. Il exporta ensuite ce modèle à Londres, alors que les classes ouvrières industrielles inondaient la ville, affrontant la pauvreté, les cycles de boom et de ralentissement de l'économie, et cela devint leur mission première. »

« La création de la toute première police d'État aux États-Unis a été la Pennsylvania State Police en 1905 », déclare Vitale. « Pour les mêmes raisons. Elle a été calquée sur le modèle des forces d'occupation américaines aux Philippines. Il y avait un va-et-vient entre le personnel et les idées. Ce qui s'est passé, c'est que la police locale n' a pas été en mesure de gérer les grèves dans les industries du charbon et du fer. […] On avait besoin d'une police plus attachée aux intérêts du capital. […] Il est intéressant de noter que, pour ces petits agents de police de petites villes minières, il y avait parfois de la sympathie. Ils ne voulaient pas ouvrir le feu sur les grévistes. La police d'État a donc été créée pour être le bras armé de la loi. Encore une fois, le lien direct entre le colonialisme et la gestion domestique des travailleurs.[…] C'est un échange bidirectionnel. Au fur et à mesure que nous développons des idées dans le cadre de nos propres entreprises coloniales, nous les faisons connaître, puis nous les affinons et les renvoyons à nos partenaires dans le monde entier, qui sont souvent des régimes despotiques entretenant des relations économiques étroites avec les États-Unis. Il y a une histoire très triste ici, où les États-Unis exportent essentiellement des modèles de police qui se transforment en escadrons de la mort et en horribles violations des droits de la personne. »

Le recours presque exclusif à une police militarisée pour lutter contre les profondes inégalités et les problèmes sociaux fait des quartiers pauvres de villes comme Chicago de mini-États en déliquescence, des États où les jeunes hommes et femmes démunis rejoignent un gang pour assurer leur sécurité et avoir un revenu, et se livrent à des guerres contre d'autres gangs et la police. La politique des « fenêtres brisées » transfère le fardeau de la pauvreté sur les pauvres. Il criminalise les infractions mineures, soutenant que le désordre produit la criminalité et revenant sur des décennies de recherches sur les causes de la criminalité.

« Au fur et à mesure que la pauvreté s'aggrave et que les prix des logements augmentent, l'aide gouvernementale au logement abordable s'est évaporée, laissant dans son sillage une combinaison de refuges pour sans-abri et d'un maintien de l'ordre agressif axé sur les fenêtres brisées », écrit M. Vitale. « Au fur et à mesure que les établissements de santé mentale ferment leurs portes, les forces de l'ordre deviennent les premiers intervenants à demander de l'aide en cas de crise de santé mentale. Comme les jeunes sont laissés sans écoles, sans emplois ou sans installations récréatives adéquates, ils forment des gangs pour se protéger mutuellement ou participent au marché noir des biens volés, de la drogue et du sexe pour survivre et sont impitoyablement criminalisés. Le maintien de l'ordre moderne est en grande partie une guerre contre les pauvres qui ne fait pas grand-chose pour rendre les gens plus sûrs ou les collectivités plus fortes, et même quand il le fait, cela s'accomplit grâce aux formes les plus coercitives de pouvoir étatique qui détruisent la vie de millions de personnes. »

L'offensive accélérée contre les pauvres et l'omnipotence croissante de la police signalent notre transformation en un État autoritaire dans lequel les riches et les puissants ne sont pas soumis à l'État de droit. L'administration Trump ne promouvra aucune des conditions susceptibles d'améliorer cette crise – logements abordables, emplois bien rémunérés, écoles sûres et accueillantes qui n'exigent pas de frais de scolarité, meilleurs établissements de santé mentale, transports publics efficaces, reconstruction de l'infrastructure du pays, forces de police démilitarisées dans lesquelles la plupart des policiers ne portent pas d'armes, soins de santé universels et financés par le gouvernement, fin des prêts prédateurs et des pratiques contraires à l'éthique des grandes entreprises ; et des compensations pour les Afro-Américains, ainsi que la fin de la ségrégation raciale. Trump et la plupart de ceux qu'il a nommés à des postes de pouvoir méprisent les pauvres comme un poids mort sur la société. Ils accusent les populations sinistrées de leur propre misère. Ils cherchent à assujettir les pauvres, en particulier ceux de couleur, par la violence policière, des formes toujours plus dures de punition et un déploiement du système carcéral.

« Nous avons besoin d'un système efficace de prévention et de contrôle de la criminalité dans nos collectivités, mais ce n'est pas ce qu'est le système actuel », écrit Alexander dans « The New Jim Crow ». […] « Le système est plutôt conçu pour créer la criminalité, et une classe perpétuelle de gens étiquetés criminels. […] Dire que l'incarcération de masse est un échec lamentable n'a de sens que si l'on suppose que le système de justice pénale est conçu pour prévenir et contrôler la criminalité. Mais si l'incarcération de masse est comprise comme un système de contrôle social – en particulier de contrôle racial – alors le système est une formidable réussite. »

Source : Truthdig, Chris Hedges, 22-10-2017

En dictature oligarchique. Harcèlement, menace, culpabilité. Haro sur les fainéants, les profiteurs ! A bas les gueux !

Ils veulent instaurer un service de travail obligatoire comme sous le IIIe Reich nazi en contraignant tout homme ou femme en âge de travailler d'accepter n'importe quelles conditions de travail, et assurer le suivi quotidien de leur recherche d'emploi en constituant un fichier digne du carnet de travail institué sous le régime de Vichy.

Quand vous vous retrouvez au chômage comme cela m'est arrivé plus d'une fois, c'est que vous l'avez bien voulu, c'est de votre faute. C'est comme l'étudiant qui ne peut pas s'inscrire en faculté, c'est forcément parce qu'il fait preuve de mauvaise volonté. Et quand vous êtes pauvre, c'est parce que vous jetez l'argent par la fenêtre. Bref, dans tous les cas de figure c'est vous le

coupable des difficultés que vous rencontrez ou de votre situation, mais certainement pas la société (capitaliste) telle qu'elle est ordonnée ou fonctionne. La politique du chef de l'Etat ou du gouvernement ainsi que leurs prédécesseurs n'en portent aucune responsabilité.

C'est à vous de vous adapter à la situation que vous rencontrez, quitte à faire toujours plus de sacrifices ou sacrifier carrément vos aspirations, votre famille, vos enfants, vous devez accepter que votre mode de vie régresse en ayant la satisfaction d'échapper à pire encore, estimez-vous heureux! Si vous vous êtes trouvé au mauvais endroit au mauvais moment et qu'on vous impose un mauvais traitement en conséquence, vous n'allez tout de même pas accuser la société ou le gouvernement d'en être responsable, franchement. Qui alors ? Personne. Mais vous, vous n'êtes pas rien, vous êtes bien une personne. Justement, peut-être que vous avez pris de mauvaises décisions au cours de votre vie, peut-être que vous n'avez pas rencontré ou fréquenté les bonnes personnes, bref, c'est bien vous qui vous êtes orienté dans cette direction qui vous a conduit où vous en êtes, alors cessez de vouloir en accuser les autres, un peu de dignité s'il vous plaît, assumez vos erreurs et acceptez humblement d'en payer le prix, et vous vous verrez que vos difficultés s'aplaniront en faisant preuve d'un peu de patience... En réalité, vous finirez par vivre avec puisque vous n'aurez pas eu le choix et vous n'en verrez jamais bout, ils tablent sur votre lassitude pour accepter le traitement indigne qu'ils vous ont réservé.

Pendant que les inégalités se creusent ou que la concentration des richesses entre quelques mains s'accélère, ils nous traitent en délinquants, en parias, ils répriment ceux qu'ils ont exclus de la société ou mis au rebut et ils les traitent en déchets qu'ils entendent retraiter à bon marché au marché aux esclaves, après avoir adopté de nouvelles lois scélérates contre le droit du travail.

Les droits pour les patrons, les devoirs pour les travailleurs... Mais, mais, comment s'égosille le pauvre type sous influence, vous vous méprenez, les travailleurs ont des droits. Oui, vous avez raison, sauf celui d'avoir un travail et un salaire décent et c'est bien là l'essentiel, non ?

- Etre au chômage donne "droits et devoirs", martèle Maillard (LREM) - AFP

Etre au chômage donne "droits et devoirs", a martelé mercredi le député La République en marche Sylvain Maillard, commentant des informations du Canard enchaîné selon lesquelles le gouvernement envisage de durcir certaines sanctions dans le cadre de la future réforme de l'assurance chômage.

"Les droits c'est d'avoir une formation beaucoup plus efficace (...) mais, à côté de ça, on a des devoirs: le devoir de chercher en permanence un emploi ou d'accepter un emploi qui correspond à (sa) qualification, ou en tout cas à ses espérances de travail" a rappelé M. Maillard sur RTL.

Selon une note confidentielle du ministère du Travail citée par l'hebdomadaire satirique, une recherche insuffisante, un refus de formation ou un refus de deux offres d'emploi jugées raisonnables, entraîneraient une réduction des allocations de 50% pendant deux mois. En cas de récidive, ces allocations seraient supprimées pour une durée de deux mois.

En outre, chaque demandeur d'emploi devra remplir un "rapport d'activité mensuel", listant l'ensemble des démarches effectuées pour favoriser son retour à l'emploi, selon cette note.

Concernant le rapport d'activité, le député de Paris a indiqué que "l'idée n'est pas de fliquer" le demandeur d'emploi. "C'est aussi d'être derrière lui en lui disant "la société vous donne une indemnité chômage (...) mais vous avez le devoir de montrer que vous faites vraiment action de recherche d'emploi". Droits et devoirs".

M. Maillard a estimé qu'il y avait "un besoin d'être un peu plus encadré, d'être plus suivi", ajoutant : "quand vous êtes en recherche d'emploi vous avez aussi besoin d'avoir presque un coach derrière vous". AFP 27 décembre 2017

"la société vous donne une indemnité chômage", est-ce vraiment cela que les travailleurs attendent de la société ? Ne serait-ce pas plutôt un vrai travail avec un salaire décent ? Si votre société n'est pas en mesure de lui donner, elle doit disparaître avec son système économique et vous avec !

Florilège de la libréaction.

Quand on sait qu'il n'a absolument aucun pouvoir, aucune liberté de parole...

- «Le Président utilise finalement les médias, mais il en garde le contrôle» - Liberation.fr

Plus réactionnaire tout court...

- Emmanuel Macron, un monarque à la Giscard plus conservateur que libéral - Liberation.fr

Loi travail, surveillance des chômeurs, mesures sécuritaires… Le chef de l'Etat épouse finalement bien plus la dérive droitière de la seconde période du mandat de VGE que son libéralisme sociétal. Liberation.fr

Le vomi qu'ils vous conseillent en guise de menu pour le réveillon de la Saint-Sylvestre.

- Brigitte Macron look, y es-tu ? Un réveillon tout en bastons «Balance ton porc» Des rires gras avec la couenne Obsèques de Johnny Les Champs du cygne Les végans Tiens, voilà du boudin ! Cantat et Polanski à découvert ou frontal ? - Liberation.fr

«Libération» vous fournit quelques pistes de débats pour animer la table de la Saint-Sylvestre. Liberation.fr

C'était peut-être juste histoire de vous souhaiter de passer une mauvaise soirée ou de vous pourrir la vie jusqu'au bout... Comme dirait Maduro (Au Premier ministre canadien) : Allez vous faire foutre !

On a mieux comme sujet "de débats" : Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable. Cette formule va très bien à M. Maillard !

Et aux écologistes qui soutiennent le capitalisme.

Au secours la planète se réchauffe !

- Jusqu'à -50 degrés en Amérique du Nord, des chutes de neige record - HuffPost FR

Des chutes de neige record et une vague de froid polaire prolongée glaçaient l'Amérique du Nord ce mercredi 27 décembre, où les habitants luttaient contre des températures allant jusqu'à -50°C.

Dans l'Etat de New York, le gouverneur Andrew Cuomo a mis en garde contre cette vague de froid qui doit durer jusqu'au 2 janvier. Les températures devraient tomber jusqu'à -40°C dans le nord de l'Etat à partir de jeudi. Le froid s'accompagne également de chutes de neige record.

A Erié, non loin des chutes du Niagara et dont le lac sert de frontière naturelle avec le Canada, il est tombé 1,5 mètre de neige en seulement 48 heures.

Selon les données des services météo américains, les 86 cm de neige tombés le jour de Noël sont un record absolu pour la ville, loin devant les 51 cm du 22 novembre 1956. Sur les deux jours, du lundi au mardi à 17h locales, la chute de 1,5 mètre de neige a également pulvérisé un record de 1958.

Sur l'ensemble du mois, les 245 cm de neige cumulée ont là aussi battu un record, faisant de décembre le mois le plus neigeux de l'historie d'Erié.

La vague de froid est encore plus extrême au Canada, où le nord de l'Ontario devrait lui aussi connaître un record avec des températures à -50°C.

"Des froids qui s'installent aussi longtemps et sur une étendue aussi grande, de mémoire, je n'en ai jamais connu", a affirmé à l'AFP Alexandre Parent, météorologue de l'agence fédérale Environnement Canada. Selon lui, bien plus que le thermomètre, c'est l'étendue de la vague de froid et sa durée qui rendent cet épisode exceptionnel.

L'agence fédérale a publié des avertissements de froid extrême lié à une poussée de l'air arctique pour les provinces du Québec, de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. HuffPost FR 29.12

Roumanie. Désinformation et manipulation des faits. L'UE ou la dictature des juges.

I - La réalité falsifiée de l'UE.

- Roumanie/justice: le Premier ministre fait un geste envers les manifestants AFP 27 décembre 2017

Le Premier ministre roumain Mihai Tudose a reçu mercredi des membres des ONG et des représentants de la société civile qui protestent depuis des semaines contre une réforme décriée de la justice, sans toutefois obtenir un arrêt des manifestations.

"Nous avons exhorté M. Tudose à demander l'avis de la Commission de Venise (un organe du Conseil de l'Europe, ndlr) et à

proroger dans l'intervalle l'entrée en vigueur des lois de la justice", a déclaré Mihai Politeanu, de l'association Initiativa Romania, à l'issue de cette réunion.

Le Premier ministre social-démocrate doit "assumer ses responsabilités et utiliser les leviers dont il dispose pour mettre un terme aux dérapages" qui menacent l'indépendance de la justice, a-t-il estimé.

Le Parlement dominé par la gauche a approuvé la semaine dernière trois propositions de loi qui font craindre une réduction de l'indépendance des magistrats et une restriction des prérogatives du Parquet anticorruption (DNA), extrêmement actif dans les poursuites envers les élus soupçonnés de corruption, et très populaire parmi les Roumains. AFP 27 décembre 2017

II - Les faits réels.

- Laughland dénonce la procédure de sanction de la Commission EU contre la Pologne - RT 22 décembre 2017

John Laughland, directeur des études à l'institut de la démocratie. (Vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=41ReVoXP0u4)

Transcription. Extrait.

Le gouvernement précédent avait essayé de remplir la Cours constitutionnelle par des juges nommés par elle-même dans l'esprit de pouvoir continuer ainsi sa propre hégémonie politique. Cette hégémonie politique, elle a pu la construire, le précédent gouvernement, parce que cette Cours constitutionnelle polonaise a des pouvoirs très considérables, notamment de révoquer des lois votées par le Parlement. Donc le nouveau pouvoir a considéré qu'il y avait un déséquilibre institutionnel majeur, entre d'une part le Parlement, qui est bien évidemment élu et l'expression de la volonté du peuple, et d'autre part une Cours constitutionnelle composée de quinze juges, dont il suffit que trois votent contre une loi pour qu'elle ne soit pas appliquée. Alors il y a là bien évidemment un déséquilibre préoccupant sur le plan démocratique, puisque normalement c'est le Parlement qui fait la loi et non pas les juges. RT 22.12

En France, c'est le Conseil constitutionnel qui possède ce statut ou qui remplit cette fonction antidémocratique.

L'Institut de la Démocratie et de la Coopération est un institut de réflexion (think-tank) basée à Paris avec statut consultatif auprès de l'ECOSOC (le Conseil Economique et Social de l'Organisation des Nations Unies) depuis 2015.

John Laughland, Directeur des Etudes, est philosophe et historien. De nationalité britannique, auteur de nombreux ouvrages, il a été commentateur sur les affaires internationales pour la presse britannique et internationale. Il écrivait dans les colonnes de The Spectator, The Guardian, The Mail on Sunday, The Times, Die Welt, Frankfurter Allgemeine Zeitung et d'autres journaux de renom. Titulaire d'un doctorat en philosophie de l'Université d'Oxford, il a reçu l'habilitation à diriger des recherches en France à l'Université de Marne la Vallée en 2003. Il a été maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris de 1991 à 1995 et il a enseigné à l'Université Paris – III et à l'Université Saint Pie V à Rome. Il parle anglais, français, allemand, italien et russe. (Source : http://www.idc-europe.org/fr/Institut-de-la-Democratie-et-de-la-Cooperation)

Iran. Désinformation et présentation frauduleuse des faits.

I - La propagande occidentale.

- Nouveaux rassemblements antigouvernementaux en Iran - Reuters

La police anti-émeutes iranienne a dispersé vendredi des manifestants protestant contre le gouvernement dans la ville de Kermanshah (ouest), rapporte l'agence de presse semi-officielle Fars, au lendemain d'autres rassemblements hostiles au président Hassan Rohani dans le nord-est du pays.

Des manifestations ont également été signalées à Téhéran et dans d'autres grandes villes du pays.

Ces rassemblements interviennent dans un contexte de mécontentement croissant contre la politique économique du gouvernement ou encore l'intervention coûteuse de l'Iran dans les conflits en Syrie ou en Irak.

A Kermanshah, où plus de 600 personnes ont péri lors d'un séisme le mois dernier, quelque 300 manifestants se sont rassemblés aux cris de "Liberté pour les prisonniers politiques" ou "La liberté ou la mort". Des bâtiments publics ont été endommagés, a déclaré l'agence Fars.

D'autres rassemblements ont eu lieu à Sari et Racht dans le nord du pays, à Qom au sud de Téhéran et Hamadan dans l'ouest

du pays, d'après des images postées sur les réseaux sociaux dont Reuters n'a pu vérifier l'authenticité.

A Téhéran, une cinquantaine de personnes se sont réunies sur une place, et la plupart ont accepté de quitter les lieux à la demande de la police, hormis quelques manifestants qui ont été "temporairement arrêtés", a déclaré Mohsen Nasj Hamadani, directeur adjoint de la sécurité pour la province de Téhéran.

A Ispahan (centre), un habitant joint par téléphone a déclaré que des manifestants avaient rejoint un rassemblement organisé par des ouvriers d'usine pour réclamer des arriérés de salaires.

"Les slogans sont rapidement passés de l'économie à des slogans hostiles au (président Hassan) Rohani et au guide suprême (l'ayatollah Ali Khamenei)", a déclaré ce témoin.

A Qom, fief du clergé chiite, des manifestants ont scandé des slogans hostiles à Khamenei. "Seyyed Ali devrait avoir honte et quitter seul le pays", ont chanté les protestataires.

Jeudi, une manifestation a déjà eu lieu à Mashhad, deuxième ville d'Iran, contre la hausse des prix et le gouvernement, au cours de laquelle une cinquantaine de personnes ont été arrêtées.

Les manifestations à caractère politique sont rares en Iran, où les forces de sécurité sont omniprésentes. Les derniers rassemblements antigouvernementaux de grande ampleur ont eu lieu en 2009 pour protester contre la réélection de Mahmoud Ahmadinejad.

L'ayatollah conservateur Ahmad Alamolhoda, un proche du guide suprême de la Révolution islamique Ali Khamenei, a réclamé davantage de fermeté contre les manifestants.

"Si les services chargés du maintien de l'ordre laissent les émeutiers livrés à eux-mêmes, les ennemis publieront des vidéos et des photos dans les médias et diront que le système de la République islamique a perdu sa base révolutionnaire à Mashhad", a-t-il dit, selon des propos rapportés par l'agence Irna.

Alamolhoda a également déploré que des manifestants aient selon lui profité d'un rassemblement contre la hausse des prix pour crier leur hostilité au rôle de Téhéran dans les guerres régionales.

"Dans une foule de plusieurs centaines de personnes, un groupe n'excédant pas 50 personnes a crié des slogans déviants et affreux tels que 'Quittons la Palestine', 'ni Gaza, ni Liban, je ne donnera ma vie que pour l'Iran'," a déclaré l'ayatollah.

Certaines vidéos diffusées sur internet montrent aussi des manifestants criant "Mort à Rohani" ou "Mort au dictateur".

Le vice-président Eshaq Jahangiri, allié de Hassan Rohani, a laissé entendre que les conservateurs radicaux opposés au chef de l'Etat pourraient être à l'origine de ces manifestations.

"Quand un mouvement social et politique est lancé dans la rue, ceux qui l'ont déclenché ne seront plus forcément capables de le contrôler par la suite. Ceux qui sont derrière ces événements se brûleront les doigts", a-t-il déclaré, cité par l'agence Irna.

La télévision d'Etat a indiqué que des rassemblements annuels et des événements sont prévus samedi pour commémorer les manifestations progouvernementales de 2009 contre les réformistes.

L'accord conclu en 2015 par Hassan Rohani avec le groupe P5+1 sur la limitation du programme nucléaire iranien en échange d'un assouplissement des sanctions économiques tarde à faire sentir ses effets.

De nombreux Iraniens estiment que leur situation ne parvient pas à s'améliorer en raison de la corruption et de la mauvaise gestion publique.

Selon l'institut iranien de la statistique, le taux de chômage s'établit à 12,4% sur l'année fiscale, en hausse de 1,4 point par rapport à l'année précédente.

Environ 3,2 millions d'Iraniens sont sans emploi sur une population de 80 millions d'habitants. Reuters 30 décembre 2017

II- Le rétablissement des faits.

Manifestations antigouvernementales dans le Khorassan iranien - Réseau Voltaire

D'importantes manifestations ont eu lieu le 28 décembre 2017 dans le Khorassan (région d'Iran à la frontière afghane). Les protestataires dénonçaient le chômage, la corruption du gouvernement et la baisse du niveau de vie.

Les principales villes touchées ont été Mecchad (sanctuaire de l'imam Reza et troisième agglomération du pays), Birjand, Kashmar et Nishapur.

Selon les images disponibles, les foules ont scandé : « Pas à Gaza, pas au Liban, ma vie c'est en Iran ! », « Mort à Rohani ! » et dans certains cas « Mort au dictateur ! ».

Contrairement à la présentation qu'en font les médias occidentaux, ces manifestations n'ont rien à voir avec la « révolution verte » de 2009. À l'époque, il s'agissait de renverser le président Mahmoud Ahmadinejad et de le remplacer par un pro-US. Les protestations se tenaient presque exclusivement à Téhéran et Ispahan. Elles étaient surtout le fait de la bourgeoisie aisée. Au contraire, les derniers événements sont très populaires. Les manifestations sont principalement dirigées contre cheikh Hassan Rohani qui avait promis la levée des sanctions dès la signature de l'accord 5+1 ; or si le traité a bien été signé, les sanctions n'ont jamais été levées. On lui reproche également l'invraisemblable enrichissement de son entourage. Secondairement, les protestataires en appellent au Guide la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. Ils lui reprochent d'avoir renoncé à recadrer le président et de consacrer ses efforts à seule la défense des Palestiniens, du Hezbollah et de la Syrie. Les partisans de l'ancien président Ahmadinejad (dont les proches sont interdits de concourir aux élections) se sont joints aux manifestants.

La police s'est montrée très tolérante : les « voltigeurs » (policiers à moto) ont fraternisé avec les manifestants. À Mecchad, ils sont passés au milieu de la foule qui les a applaudis.

Le chômage est officiellement de 12 %, mais est très inégalement réparti sur le territoire. Il serait beaucoup plus important dans le Khorassan. Réseau Voltaire 29 décembre 2017

Israël. Désinformation et autocensure ou comment ils escamotent les faits.

I - La présentation avantageuse ou anodine.

- Jérusalem: le Guatemala défend une décision "souveraine" - AFP

Le président du Guatemala Jimmy Morales a emboîté le pas à son homologue américain Donald Trump en annonçant le transfert à Jérusalem de l'ambassade de son pays en Israël. Une décision que le Guatemala défend par son amitié avec Israël depuis toujours. AFP 29.12

II - Et celle qui l'est beaucoup moins que l'AFP autocensure.

- Israël, le Guatemala et l'apartheid - Réseau Voltaire

Le président du Guatemala, Jimmy Morales, a annoncé que son pays déplacerait son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem.

James Morales Cabrera est professeur de théologie baptiste, grand admirateur des États-Unis. Il a changé son prénom en Jimmy pour faire plus états-unien. Grand pourfendeur de l'amoralité, il a joué avec son frère Sammy dans la série télévisé Moralejas (« Morales ») et dans sept films, dont celui d'Alejo Crisóstomo, Fe (« Foi ») —ce qui n'a pas empêché ses enfants et Sammy d'être accusés d'avoir organisé le financement illégal de sa campagne électorale—.

Pour comprendre les relations du Guatemala avec Israël, il faut revenir aux années 1982-83, lorsque en pleine guerre civile le général Efraín Ríos Montt s'empara du pouvoir par un coup d'État organisé par la CIA.

Le général Ríos Montt était le frère de l'évêque catholique Mgr Mario Ríos Montt. Cependant, il abjura le catholicisme et se convertit à l'Église du Verbe, une secte affiliée à la Gospel Outreach, elle-même directement liée au Pentagone. Il se lia alors d'amitié avec Jerry Falwell et Pat Robertson.

Le général Ríos Montt, qui se faisait photographier la mitraillette dans une main et la Bible dans l'autre, lutta férocement à la fois contre les guérillas marxistes et contre des groupes indigènes. Surtout, il reçut 300 conseillers israéliens qui formèrent son armée et avec lesquels il mena une expérimentation sur des indiens Mayas. Il s'agissait de tester les conditions de création de faux États indépendants, sur le modèle de ce que le Mossad avait déjà tenté dans l'Afrique du Sud de l'apartheid (les « Bantoustans ») et en prévision de ce que pourraient être des « États » palestiniens (Cisjordanie et Gaza).

Ari Ben-Menashe a relaté une partie des relations secrètes du Guatemala et d'Israël dans Profits of War : Inside the Secret U.S.-

Israeli Arms Network, notamment la manière dont le conseiller de Sécurité nationale US, Robert McFarlane, et le général Ariel Sharon organisèrent sous les ordres du président Ronald Reagan le transfert illégal de six hélicoptères à l'armée guatémaltèque.

Les faits ont été attesté, en novembre 2016, lors du procès de l'ancien chef d'état-major de l'armée de Terre, Manuel Benedicto Lucas Garcia. Réseau Voltaire 27 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199190.html)

En famille. Macron, un produit frelaté.

- Quand Macron emprunte à Sarkozy et Valls la notion de «combat de civilisations» - francais.rt.com

Nommé personnalité de l'année par le journal espagnol El Mundo, Emmanuel Macron a estimé mener un «combat de civilisations» contre le terrorisme. Une formule polémique reprise à l'ancien président Nicolas Sarkozy et au député Manuel Valls.

Le 27 décembre, le quotidien espagnol El Mundo glorifie largement Emmanuel Macron. Elu personnalité de l'année par le journal, le président de la République s'est laissé aller à plusieurs petites confidences dans une interview.

«Je l'ai dit et je l'assume : notre combat est aussi celui d'un combat de civilisations. Certainement pas celui d'une région ou d'une culture contre une autre. Mais nous devons comprendre pourquoi tant d'enfants nés sur notre territoire se retournent contre nos démocraties, les abandonnent et les attaquent», argumente-t-il.

Outre un emprunt à Nicolas Sarkozy et Manuel Valls, difficile de ne pas voir aussi une référence à l'un des théoriciens des relations internationales, Samuel Huntington. Ce professeur de science politique d'Harvard avait publié en 1996 Le Choc des civilisations. Controversé et critiqué par d'autres théories, il énonçait pour principe des oppositions de blocs culturels «civilisationnels», avec la religion pour noyau idéologique. Des postulats théoriques qui ont notamment servi de caution à George W. Bush, après les attentats de 2001, pour menée une guerre aux pays de «l'axe du mal», qui s'est entre autre matérialisée par l'invasion par les Etats-Unis de l'Irak, menant à la destitution de Saddam Hussein. francais.rt.com 27 décembre 2017

Les Etats-Unis terroristes.

- La Russie accuse les USA d'entraîner d'ex-combattants de l'EI - Reuters

Le général Valery Guerassimov affirme, dans un entretien publié par le quotidien Komsomolskaya Pravda, que l'armée américaine utilise une base militaire à Tanf, un axe de communication stratégique à la frontière de l'Irak dans le sud de la Syrie.

Cette base qualifiée d'illégale et la zone qui l'entoure forment "un trou noir" dans lequel les djihadistes peuvent opérer, estime-t-il.

Le général Guerassimov précise que ces anciens djihadistes se font désormais appeler la Nouvelle armée syrienne ou qu'ils utilisent d'autres appellations.

La présence de ces combattants sur la base de Tanf a été établie par des satellites et des drones russes. Guerassimov ajoute qu'un important contingent de djihadistes et d'ex-soldats de l'EI se trouvent également à Chadadi, sur une autre base américaine.

"Ils appartiennent en fait à l'Etat islamique", affirme-t-il. "Mais une fois qu'ils sont formés, ils changent d'endroit et prennent un autre nom. Leur mission est de déstabiliser la situation", ajoute-t-il. Reuters 27 décembre 2017

Ils osent tout

- Solutré classée - Liberation.fr

François Mitterrand en faisait l'ascension rituelle chaque dimanche de Pentecôte. Liberation.fr

- Barack Obama et Hillary Clinton sont les personnalités les plus admirées des Américains, selon un sondage - Franceinfo

- Chine: Allemagne et Etats-Unis dénoncent la condamnation de deux dissidents - AFP

Encore des blogueurs...

Combien d'innocents pourrissent en prison aux Etats-Unis ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Honduras

- Honduras: l'opposition veut faire annuler la réélection d'Hernandez - AFP

L'opposition hondurienne a annoncé mercredi avoir déposé un recours pour "fraude" devant l'autorité électorale pour demander l'annulation de la réélection du président conservateur Juan Orlando Hernandez, vivement contestée dans le pays.

Le candidat de l'opposition Salvador Nasralla avait pourtant annoncé vendredi qu'il renonçait à disputer la victoire au chef de l'Etat sortant, après les félicitations de Washington à ce dernier.

C'est Manuel Zelaya, le coordonnateur de l'Alliance d'opposition à la dictature (gauche) qui a déposé le recours dans la nuit de mardi à mercredi, dénonçant la "fraude dans le décompte des voix et la falsification des procès-verbaux".

Malgré son annonce de retrait, Salvador Nasralla, s'est a nouveau réuni avec Manuel Zelaya pour mettre en place une stratégie de mobilisation en cas de rejet du recours. Deux précédents recours de l'opposition ont déjà été rejetés par le Tribunal suprême électoral (TSE).

A l'issue du scrutin, lors de la publication de résultats partiels portant sur 57% des bulletins, M. Nasralla était apparu avec une nette avance sur son adversaire. Mais M. Hernandez avait pris l'avantage après une série d'interruptions dans le système de comptage du TSE.

Une douzaine de pays, dont les Etats-Unis, ont reconnu Hernandez comme président élu.

L'ONU et la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ont elles condamné "l'usage excessif de la force utilisée pour disperser les manifestations" qui ont "conduit à la mort de 12 manifestants", et les brutalités commises sur les manifestants arrêtés. AFP 27 décembre 2017

2- Israël

- L'Unesco officiellement notifiée du retrait d'Israël - AFP 30 décembre 2017

Israël, "membre de l'UNESCO depuis 1949", a "toute sa place (...) au sein d'une institution engagée dans la défense de la liberté d'expression, dans la prévention de l'antisémitisme et du racisme sous toutes ses formes et qui a développé un programme unique d'enseignement de la mémoire de la Shoah et de prévention des génocides", affirme Mme Azoulay, mettant également en avant le rôle de l'institution "dans le dialogue des cultures" ou "la lutte contre l'extrémisme violent".

Le 12 octobre, juste après que les États-Unis ont annoncé se retirer de l'Unesco, Israël avait fait part d'une décision similaire, reprochant à l'organisation un parti-pris anti-israélien et la qualifiant de "théâtre de l'absurde où l'on déforme l'histoire au lieu de la préserver".

Le feu couvait depuis plusieurs années sur fond de positions controversées de l'Unesco sur Jérusalem et Hébron, défendues par les pays arabes.

En 2011, l'admission de la Palestine au sein de l'Unesco avait accentué la crise et entraîné la suspension des contributions financières d'Israël et des États-Unis, égales à près du quart du budget de l'agence.

Après son retrait, qui ne sera effectif que fin 2018 conformément aux statuts de l'Unesco, Washington souhaite y demeurer observateur. AFP 30 décembre 2017

3- Mali

- Mali: démission surprise du Premier ministre et du gouvernement - AFP

Le Premier ministre malien Abdoulaye Idrissa Maiga a présenté vendredi sa démission et celle de son gouvernement au

président Ibrahim Boubacar Keïta, a annoncé la présidence malienne dans un communiqué.

Aucune explication officielle n'a été donnée à cette démission qui intervient alors qu'une élection présidentielle est prévue en juillet 2018 au Mali.

Le président Keita a été élu en août 2013 pour cinq ans. Selon des observateurs, le chef de l'Etat, probablement candidat au scrutin présidentiel de 2018, se prépare pour la campagne présidentielle et cherche une meilleure maîtrise de la situation dans le nord du Mali, marquée par une situation sécuritaire difficille avec notamment des attaques jihadistes. AFP 30 décembre 2017

4- Liberia

- George Weah président-élu du Liberia après un scrutin exemplaire - AFP

Le président de la NEC, Jerome Korkoya, a proclamé en début de soirée la "victoire au second tour" mardi de George Weah et de sa colistière, Jewel Howard-Taylor, à l'issue du dépouillement de 100% des suffrages.

Il a confirmé que l'ancien attaquant du PSG, de Monaco et du Milan AC avait remporté 61,5% des voix, contre 38,5% pour son concurrent, le vice-président sortant Joseph Boakai. Des pourcentages identiques à ceux annoncés jeudi après le décompte de plus de 98% des bulletins.

Weah, dont les discours de campagne associaient "espoir" et "unité", a raflé 14 des 15 comtés du pays, ne laissant la victoire à Joseph Boakai que dans son fief de Lofa (nord).

La Maison Blanche a félicité "le peuple du Liberia pour la conclusion réussie du second tour et le président-élu George Weah pour sa victoire", selon un communiqué.

"Il s'agit du premier transfert pacifique du pouvoir d'un chef d'Etat élu démocratiquement à un autre depuis des décennies, ce qui constitue une étape majeure pour la démocratie au Liberia", a souligné Washington, à l'origine de la création au XIXe siècle de la plus ancienne république africaine, constituée pour d'anciens esclaves.

Le Liberia, qui peine à se remettre de l'épidémie d'Ebola, vit encore dans le souvenir de Charles Taylor, 69 ans, ancien chef de guerre puis président (1997-2003), prédécesseur de la présidente sortante Ellen Johnson Sirleaf (2005-2017).

Condamné par la justice internationale à 50 ans de prison, il purge sa peine en Grande-Bretagne pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre perpétrés en Sierra Leone voisine.

Sénateur depuis 2014, George Weah aura comme vice-présidente la sénatrice Jewel Howard-Taylor, ex-femme de Charles Taylor. Mais tous deux affirment ne pas entretenir de lien avec l'ancien président.

Près de trois décennies après le début d'une guerre civile particulièrement atroce --250.000 morts entre 1989 et 2003-- le Liberia s'apprête à vivre une transition en douceur, la première passation de pouvoir entre deux présidents élus depuis 1944.

Mme Sirleaf a déjà signé un décret établissant une "équipe de transition" pour organiser un "transfert ordonné du pouvoir" à son successeur, qui prêtera serment le 22 janvier.

Le Liberia suit l'exemple d'autres pays d'Afrique de l'Ouest qui ont vécu ces dernières années des alternances démocratiques, comme le Sénégal, qui n'a jamais connu de coup d'Etat, le Cap-Vert, le Ghana ou encore le Nigeria. En Gambie, le très autoritaire Yahya Jammeh a cédé le pouvoir après 22 ans en janvier dernier, après avoir contesté pendant six semaines sa défaite à la présidentielle face à Adama Barrow. AFP 30 décembre 2017

ECONOMIE

Etats-Unis

- Avec la légalisation de la marijuana, ruée vers l'or vert en Californie - AFP

Fini la subversion, place au "big business": le 1er janvier, l'usage récréatif du cannabis sera légal en Californie, qui va devenir le plus gros marché mondial de l'herbe planante...et un laboratoire géant à observer pour le reste de la planète.

Huit Etats américains dont le Colorado et l'Etat de Washington en plus de la capitale fédérale Washington ont déjà légalisé la drogue douce mais son usage récréatif désormais autorisé dans l'Etat le plus peuplé d'Amérique change la donne pour tout le secteur.

Le cabinet d'études spécialisé Arcview s'attend à ce que les ventes de cannabis atteignent 5,8 milliards de dollars d'ici 2021 dans le "Golden State".

Les ventes illégales de cannabis y pèsent encore 5,1 milliards de dollars. D'après Jerred Kiloh, propriétaire d'un magasin et président de l'association United Cannabis Association, 80% des commerçants à Los Angeles sont encore illégaux.

Avec la pleine légalisation en Californie, Arcview anticipe une flambée des revenus du secteur aux Etats-Unis: de 6,7 milliards de dollars en 2016 à 22,6 milliards dès 2021.

Le grand Etat de l'Ouest américain avait déjà été pionnier de la marijuana à usage médical aux Etats-Unis, l'autorisant dès 1996. A Los Angeles, on trouve des dispensaires à tous les coins de rue ou presque et l'odeur acre de la petite feuille étoilée flotte à travers la ville.

En cette après-midi de décembre, le dispensaire de Jerred Kiloh fait le plein.

Un client sort en lui lançant: "j'adore ta boutique". Des aficionados attendent leur tour pour montrer leur carte d'identité, lettre du docteur ou permis médical indiquant qu'ils ont besoin de la plante pour soigner douleurs ou angoisses.

D'ici quelques jours, ces papiers ne seront plus obligatoires car tout adulte de plus de 21 ans --comme pour l'alcool et le tabac-- pourra venir choisir à sa guise des fleurs de cannabis ou des gâteaux, bonbons, ou crèmes pour le corps.

La loi californienne autorise une possession de 28,3 grammes de cannabis par personne, ou six plants maximum. On ne peut en consommer en public, au volant, et à moins de 300 mètres d'une école ou d'un établissement pour enfants.

Manne pour le trésor public.

Les enjeux financiers sont énormes: la Californie prélèvera 15%, plus une taxe sur les ventes de 10%, et la plupart des villes imposeront également une taxe municipale de 2 à 10%...

Des villes comme San Francisco, San Diego et San José, pour ne pas perdre une minute, ont déjà émis les permis pour que les commerçants concernés puissent démarrer les ventes d'herbe récréative dès les premières heures de 2018.

Los Angeles, en revanche, est à la traîne et n'a pas encore attribué les licences: les premières demandes ne seront traitées qu'à partir du 3 janvier et il faudra encore plusieurs semaines pour que les autorisations soient effectives, au grand dam de commerçants comme Jerred Kiloh.

A ces lenteurs administratives s'ajoutent de nombreuses complications: comme le gouvernement fédéral n'a toujours pas légalisé la marijuana --et l'administration Trump, ouvertement hostile, pourrait même revenir sur la position plus conciliante du gouvernement Obama-- les commerçants ou cultivateurs sont toujours en proie à un casse-tête pour ouvrir des comptes bancaires ou pour gérer leurs liquidités.

Quant à la police, elle est accommodante dans des villes très à gauche comme Oakland, mais nettement moins dans d'autres, notamment dans les régions rurales et républicaines du "Golden State".

Certains études prévoient un bond de 70% des prix à cause des taxes, tandis que la marijuana à usage médical devrait revenir moins cher tout en permettant d'acheter de plus grandes quantités, ce qui devrait créer des distorsions du marché.

Pour les exploitants, la nouvelle loi multiplie la paperasserie: chaque antenne de distribution, chaque plant, chaque produit doit être enregistré pour montrer qu'il est légal.

Mais la demande anticipée est phénoménale: Jerred Kiloh estime que pour y faire face il faudrait accorder "10.000 permis immédiatement".

Dans l'Etat voisin du Nevada, où la vente de marijuana récréative a démarré en juillet, les autorités ont assoupli le processus d'attribution des permis pour répondre à l'appétit féroce des consommateurs: les dispensaires étaient à court de marchandise. AFP 29 décembre 2017

2- UE.

- Où sont passés les milliards du quantitative easing de la BCE ? - xerficanal-economie.com

Où sont passés les milliards d'euros dépensés par la Banque centrale européenne? Entre le programme de rachat d'actifs publics et privés, et les opérations de refinancement de long terme, ce sont près de 4.000 milliards d'euros qui ont été injectés en zone euro depuis 2011. Cela représente plus d'un tiers du PIB de la zone ! La BCE espérait ainsi atteindre l'objectif d'une inflation de 2 % … en vain. En fait, les milliards de la BCE se sont en partie égarés en route.

On peut dégager au moins trois grands mouvements : D'abord penchons-nous sur les effets sur l'économie productive. Il faut bien se souvenir qu'en 2011, la BCE est contrainte d'intervenir car on craint un effondrement du crédit. En effet, avec la crise de la dette de la zone euro, les fonds monétaires américains se retirent et les banques de la zone - les françaises en tête - se retrouvent en manque criant de liquidités. De ce point de vue, l'intervention de la BCE démarrée en 2011 fut bénéfique : rapporté au PIB, le niveau d'endettement des entreprises non financières de la zone euro a été globalement maintenu depuis. En revanche, on ne constate pas de hausse de l'endettement - même récente - des entreprises. Il faut dire que sans l'appui de la politique budgétaire, corsetée par les plans d'austérité des Etats, la politique monétaire a révélé ses limites en Europe, contrairement aux Etats-Unis qui ont actionné tous les leviers pour relancer leur économie.

En outre, la BCE n'a pas été aidée par les banques qui n'ont pas suivi le mouvement : une grande partie de leurs liquidités glanées auprès de la BCE ont été épargnées auprès… de cette même BCE ! C'est donc retour à l'envoyeur ! Les dépôts des banques de la zone euro à la BCE sont ainsi passés d'un peu plus de 300 milliards d'euros début 2011 à près de 2.000 milliards d'euros aujourd'hui !

Mais alors pourquoi ont-elles préféré stériliser leur cash plutôt que de le prêter à l'économie productive, comme c'est théoriquement leur rôle ? Et bien pour respecter leur ratio de liquidité : le fameux LCR. Ce ratio demande aux banques de mettre en réserve suffisamment de dépôts pour résister à une crise de liquidité importante durant 30 jours. L'idée est de ne plus revivre les faillites de type Northern Rock ou Dexia, qui devaient trouver des milliards de dollars chaque soir sur les marchés pour survivre. Du reste, comme le rappelle Christophe Nijdam, un spécialiste du secteur bancaire, cette amélioration des ratios de liquidité ne durera qu'un temps : car lorsque les taux remonteront, les banques et leurs clients iront placer leur argent ailleurs que sur leurs comptes courants non rémunérés, afin d'obtenir du rendement.

Enfin, il faut noter qu'en parallèle, une partie des liquidités injectées par la BCE se retrouvent en Allemagne et au Luxembourg… et non dans les pays du sud de la zone euro qui en ont plus besoin. Le solde créditeur de l'Allemagne dans le système Target 2 - la balance des paiements entre les banques centrales de l'Eurosystème – ne cesse de croître. Il a atteint un niveau record de 878 milliards d'euros en septembre 2017, tout comme celui du Luxembourg qui atteint 190 milliards d'euros. Or, à l'inverse, l'Italie affiche un solde débiteur de plus de 430 milliards d'euros et l'Espagne de plus de 370 milliards.

Pourquoi cela ? Et bien d'abord parce que les non-résidents de la zone euro, qui ont vendu leurs titres espagnols ou italiens à la BCE, ont souvent leurs comptes bancaires en Allemagne ou au Luxembourg. Mais surtout, comme l'a remarqué l'économiste Eric Dor : les vendeurs italiens et espagnols de titres de leurs pays préfèrent ensuite investir leurs argent dans les produits financiers des banques allemandes ou Luxembourgeoises. Et ce, plutôt que dans leur propre économie productive qui leur inspire moins confiance ! En effet, la BCE, aussi interventionniste soit-elle, n'a pas encore modifié la loi sur les marchés financiers…

En bref, le QE de la BCE aura d'abord servi à sauver les banques. Il aura évité un crédit crunch, c'est quasiment certain. Il aura aussi en partie accentué la fragmentation financière de la zone euro. Mais surtout, il n'aura pas réussi à redynamiser l'économie de la zone, car c'était trop lui demander… xerficanal-economie.com 1er décembre 2017

On retiendra : le QE de la BCE aura d'abord servi à sauver les banques.. Il aura évité un crédit crunch"...

Quand on explique qu'ils se sont dotés du pouvoir et des instruments pour éviter un effondrement brutal ou soudain du capitalisme, on nous rit au nez, ceux qui en sont restés au Capital de la moitié du XIXe siècle nous traitent de révisionniste ou de renégat du marxisme. Mais bon, force est de constater pour la énième fois que notre analyse est corroborée par les faits.

J'ai peut-être l'air de manquer de rigueur dans mes causeries ou je ne me prends pas au sérieux, en revanche je ne suis pas aussi con que certains le pensent. Qu'ils se souviennent, on est toujours le con de quelqu'un, à méditer. Cela m'agace à la fin de devoir toujours répéter la même chose en vain.

Haut de page

Le 31 décembre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (9 pages)

On a fini l'année avec une causerie de plus de 230 pages en décembre. Quel boulot !

Il arrive qu'il y ait des baisses de régime, c'est parce que j'arrive à saturation et non par épuisement, bien que physiquement c'est éprouvant, je suis épuisé physiquement donc intellectuellement, mais pas mentalement, c'est préférable ! Chez ceux qui nous gouvernent, c'est l'inverse, ce sont de dangereux psychopathes. Et j'ai rassuré les lecteurs ! On se détend un peu, on l'a bien mérité.

Je passerai la soirée à la maison avec Selvi ma compagne et Adi sa soeur. Je ne sais pas encore quelle musique va nous accompagner, flamenco, jazz ou funk, ce sont les filles qui décideront, le hard rock n'est pas approprié, mais elles adorent Satriani et Vaï ou Def Leppard, etc.

Quant au repas, c'est mon domaine : Chicken 65 (poulet mariné, gingembre, ail, un mélange d'épices, vinaigre et sel, puis frit à la poêle) ; crevettes à l'armoricaine, curry d'aubergine (coriandre), pomme de terre façon Madras (pommes de terre cuites à l'eau puis revenues dans un mélange d'épices à la poêle, cumin, coriandre, piment en poudre et frais, curcuma, graines de moutarde, une poignée de lentilles concassées, cari leaves, ce sont des petites feuilles très odorantes qui accompagnent presque tous les plats indiens, oignon, ail, sel) ; sambar, c'est une purée de lentilles dans laquelle on ajoute des tomates coupées en petits morceaux et la plupart des épices qu'on vient de citer. J'allais oublier le riz qu'on fait réchauffer en ajoutant des petits pois et leur jus de cuisson, additionné d'une pincée de curry massala et des feuilles de coriandre fraîches !

En réalité, au dernier moment je modifie mes recettes en ajoutant ou en retirant des épices ou en les dosant différemment. C'est assez long à préparer parce que je cuisine pour plusieurs jours, c'est plus économique, et comme c'est délicieux, on ne s'en lasse jamais.

Voilà ce qui compose à peu près notre menu tous les soirs, tous les midis, salade de crudités. Il s'agit d'un plat unique, dans chaque assiette en fonction de notre appétit, autour du riz on dispose environ deux cuillères à soupe de chaque plat. En guise d'apéritif les filles boivent un mélange de sirop et jus de fruits additionné d'eau gazeuse, j'ajoute deux doigts de vodka dans mon verre et des glaçons, et on grignote quelques cacahuètes ou des friandises indiennes. En dessert ce soir, des cornets de glace au chocolat et un café noir pour moi. On boit de l'eau pendant les repas, exceptionnellement ce soir j'aurai le droit à une Carlsberg, je n'ai pas voulu mettre des centaines de roupies dans du vin qui se marie mal avec un repas indien.

Bon réveillon à tous... en pensant tout de même à ceux qui ont le ventre vide.

Parole d'internaute. Le saviez-vous ?

- "Sébastien Auzière fils aîné de Brigitte Macron, est depuis 2016, vice-président de Kantar-Health. Cette société à capitaux qataris a acheté la SOFRES qui est devenue aujourd'hui KANTAR-TNS-SOFRES, filiale du groupe WPP leader international des études d'opinion.

Ceci expliquant peut être cela :

"La politique de Macron ne profite qu'à 1% des Français – au mieux – mais il monte dans les sondages.""

Parole d'internaute sur l'école.

(A propos de La Fabrique du Crétin : La mort programmée de l'école par Jean-Paul Brighelli

1- "Moins ils en savent, plus facilement ils seront taillables et corvéables à merci. Ajoutez à cela le poids psychologique des CDD, qui ont tendance à se généraliser, les facilités faites aux entreprises pour licencier ou délocaliser, et vous obtenez ce que nous avons aujourd'hui : une classe ouvrière parfaitement dépourvue de tout moyen de s'insurger. (...) - parce que l'intelligence est moins l'adaptation que la contestation. (...) : on a orchestré la baisse de niveau en interdisant tout simplement de faire apprendre. (...) Avec l'aval de l'institution, puisque l'élève est plus important que l'enseignant. La spontanéité érigée en dogme est le plus beau facteur d'aliénation moderne. "

2- "Les didacticiens contemporains s'accommoderaient assez d'une langue réduite à 800 mots, comme le "basic english" que l'Angleterre apprenait à ses serviteurs indigènes, du temps de l'Empire. Même souci, même punition : il s'agit aujourd'hui de former les manoeuvres de l'Europe future - et 800 mots sont bien suffisants pour obéir... et se taire.

Bernard Lecherbonnier, dans son récent ouvrage (Pourquoi veulent-ils tuer le français ?) remarque avec une certaine ironie que 800 mots, ce n'est jamais que quatre fois le vocabulaire d'un berger allemand bien dressé. Et il s'agit effectivement de dresser les futurs disqualifiés du libéralisme sauvage.

(...) Prolo tu es né, prolo tu resteras - et si possible deviendras, car nous n'avons pas besoin de toi au sommet. Culture d'héritiers frileux, qui ne cherchent qu'à se préserver.

(...) Car c'est bien de valets qu'ils ont besoin, là-haut. Alors on condamne des enfants à la faute perpétuelle, d'abord en leur apprenant à lire selon des méthodes dont on sait, depuis trente ans, qu'elles génèrent une clientèle massive pour les orthophonistes, puis en leur autorisant les graphies phonétiques, sanction logique de leur incompétence programmée. Le Crétin formaté par les contempteurs de l'orthographe n'aura plus même les moyens d'écrire aux prud'hommes pour protester contre son licenciement. "

3- "En coupant les jeunes de la culture, on les a confinés dans le ghetto d'une langue raréfiée, où les quelques mots subsistants sont affublés de tous les sémantismes en même temps. "C'est géant / c'est nul" : entre ces deux jugements, toute la gamme intermédiaire - tout ce qui permet d'affiner la pensée - a disparu.

(...) Les inventions verbales, dans ce contexte d'appauvrissement général, ne témoignent nullement de la vigueur de la langue, mais de son extinction. Le mot branché (chébran, bléca, ce que vous voulez) est l'argot d'une secte, d'un gang, d'un clan. Il n'enrichit pas la langue, il entérine l'exclusion. Les jeunes n'ont plus les mots pour organiser ne serait-ce qu'un embryon de pensée. "

4- "Evidemment, le nouvel enseignant issu d'un IUFM niçois et balancé en première nomination dans la banlieue de Valenciennes n'est pas formé à cela. On lui a déconseillé l'encyclopédisme. On lui interdit la culture - la sienne. "Mettez-vous plutôt à l'écoute de leur culture... Etudiez le rap... Travaillez NTM..."

(...) Proposer à ces enfants de travailler sur leur "culture" c'est les mépriser. Suggérer qu'il serait dangereux (?) de décortiquer avec eux les guerres coloniales, ou inutile de leur expliquer la démocratie athénienne, c'est criminel. Leur conseiller de lire exclusivement des oeuvres courtes, c'est les humilier. "

Parole d'internaute sur le capitalisme.

[Vidéo] Entretien avec Jean-Claude Michéa – Comédie du livre 2017 - LesCrises.fr

https://www.youtube.com/watch?v=z_WvYnRjQWU

Animé par Régis Penalva, directeur littéraire de la Comédie du Livre. « Il est aujourd'hui plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme. » Avec "Notre ennemi, le capital" (Climats), le philosophe Jean-Claude Michéa poursuit son travail de clarification et de démolition entrepris avec des livres aussi importants que "Orwell, anarchiste Tory", "L'Empire du moindre mal" ou "La Double Pensée". Mais est-il encore possible de « rassembler la grande majorité des classes populaires autour d'un programme de déconstruction graduelle du système capitaliste » ? Les Crises.fr 30.12

La question est mal posée. Il faudrait déjà commencer par admettre que c'est une nécessité historique et que c'est le seul moyen d'en finir avec le capitalisme, encore faut-il en arriver à la même conclusion que les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, à savoir que les capitalistes ne cèderont jamais pacifiquement leur pouvoir, et qu'il faudra les affronter pour leur arracher par la force.

Autrement dit il faut en passer par une révolution qui précédera inévitablement une guerre civile déclenchée par la réaction, pour balayer les institutions de le Ve République et exproprier les principaux capitalistes, afin d'anéantir ou neutraliser leur capacité de nuisance, et c'est seulement ensuite que devrait être entamée la "déconstruction graduelle du système capitaliste".

Si maintenant on rejette ou on est effrayé par les conditions préalables et indispensable à remplir avant d'en arriver à cette étape de la liquidation progressive du capitalisme, ce qui passe par l'organisation des masses exploitées dans un parti politique qui incarne cette perspective politique ou ces objectifs, autant dire qu'on s'interdit de remettre en cause l'existence du capitalisme, en d'autres termes on s'en accommode, et par la suite tous les discours sur ce sujet ne peuvent être que creux ou vides ou demeureront au niveau des bonnes intentions qui ne coûtent rien ou sans lendemain, ce qui est le cas de 99% ou plus parmi ceux qui se disent de gauche.

Sélection de commentaires de lecteurs.

1- "Ce qui me fait marrer, c'est que la plupart des enseignants sont de " gauche"…"

LVOG - On peut donc en déduire que les lecteurs de ce blog sont de droite, merci on s'en était déjà aperçu...

2- "Et ils ne décident ni des programmes ni des méthodes d'enseignement."

LVOG - De rien, pas plus que vous, et tout le monde s'en accommode finalement...

3- "J'ai connu un enseignant maire FN d'un petit village de Normandie qui vous expliquerait deux ou trois choses sur la vie. C'était mon adversaire politique mais il a toujours fait correctement sont travail d'enseignant.

Pour vous paraphraser vous croyez qu'un enseignant dont l'emploi est garanti à forcément besoin d'appliquer toutes les lubies du ministère ? Non justement (sans cela la dégringolade aurait été encore pire). Et c'est bien cela l'intérêt du statut de fonctionnaire : Pouvoir dire merde aux pressions. Vos idées reçues vous empêchent de même chercher à comprendre.

(Pour finir un inspecteur (espèce en voie de mutation-disparition au profit du chef d'entreprise-établissement) était surtout une courroie de transmission servile qui pouvait s'adapter à toutes les lubies de droites comme de gauche)."

LVOG - J'ai cru observer que la plupart des gens qui se prétendent de gauche (y compris chez les enseignants) disent "merde aux pressions"... pour sauter à deux pieds dedans ! Voyez toutes les campagnes identitaires et non communautaires dites sociétales que le PS a orchestrées depuis les années 70-80 et qui en réalité étaient planifiées par l'oligarchie à l'échelle mondiale ou des pays occidentaux pour commencer, pratiquement tous ceux qui se disaient de gauche ou d'extrême gauche y ont adhéré ou participé à des degrés divers, aucun ou presque ne les a dénoncées, condamnées, combattues.

4- "L'alternative? On a le choix : goulag de Staline, camps de rééducation de Mao ou de Ho Chi Minh, voire même le génocide de Pol Pot.

Ah, mais bien sûr, ce n'était pas ça le socialisme. Suis-je bête!"

LVOG - Eh oui ce n'était pas le socialisme, pourquoi, cela vous surprend ? Vous venez d'avouer que vous ne connaissiez rien au socialisme, donc vous n'avez aucune légitimité pour en parler ou l'idée que vous en avez est conforme à la description ou la présentation qu'en ont fait les représentants du capitalisme, qui admettez-le n'allaient pas non plus vous faire un cours de marxisme ! Grand bêta !

5- C'est comme dire que la conséquence inéluctable du capitalisme c'est Mussolini, Hitler, le génocide des Indiens d'Amérique, le colonialisme et ses millions de morts…, les deux guerres mondiales…

Et puis, à réfléchir, Mao et Ho Chi Min ont donné la Chine et le Vietnam d'aujourd'hui.

Le parti communiste est toujours au pouvoir dans ces pays. Cela ne va pas si mal finalement. En tout cas pas beaucoup plus mal que chez nous.

https://www.legrandsoir.info/onze-prouesses-scientifiques-et-techniques-de-la-chine-en-2017.html

LVOG - Eh oui, "la conséquence inéluctable du capitalisme c'est Mussolini, Hitler, le génocide des Indiens d'Amérique, le colonialisme et ses millions de morts…, les deux guerres mondiales" ! Le nier ou refuser de l'admettre illustre votre ignorance des fondements et du fonctionnement du capitalisme...

Je ne suis pas certain du tout que le prolétariat chinois et vietnamien soumis à la surexploitation et réprimé férocement quand il tente de s'organiser librement ou de faire valoir ses droits, estime que pour lui cela ne va "pas beaucoup plus mal que chez nous". Que vous n'ayez pas à vous plaindre du statut que vous a réservé le régime, on n'en doute pas, mais de grâce n'en faites pas une généralité, évitez-nous ce cynisme.

6- "À réfléchir, Hitler a donné l'Allemagne d'aujourd'hui, pays modèle de nos élites et pour qui tout va très bien… C'est sûr qu'avec des raisonnements pareils, le monde est beau."

7- "Le pillage et l'épuisement de l'écosystème en deux siècles (la dite croissance), un réchauffement climatique incontrôlable, une militarisation et une policiarisation croissantes, des inégalités inédites dans l'histoire humaine.

Effectivement, hors du capitalisme, point de salut. Surtout gardons le cap."

8- "La pensée de nos contemporains est quand même soigneusement mise en forme par le quasi ensemble du monde médiatique,

ne l'oublions pas.

Cela explique sans doute, au moins partiellement, cette montée de Macron dans les sondages (quoiqu'il serait intéressant de savoir comment et auprès de qui ils furent réalisés) qui, objectivement ne peut se baser sur de quelconques améliorations de leurs conditions de vie.

Dans le même genre de lecture, comment ne pas mettre "la fabrique de crétins" de Jean-Claude Brighelli disponible, en plus, oh merveille, gratuitement en pdf sur Internet. Il est prof agrégé sortant de l'ENS."

LVOG - Certains continuent de nier que les médias auraient le pouvoir d'influencer les consciences, aussi incroyable que cela puisse paraître, y compris chez des militants d'une mauvaise foi sans borne, pour lesquels le capitalisme se réduit aux rapports de production et à quelques institutions, toutes les représentations idéologiques auxquelles ils ont donné naissance n'existent pas pour eux ou ils jouent un rôle insignifiant dans la société, je soutiens le contraire...

9- "Passionnant de culture et de mise en perspective.

J'ajoute cette citation de Aldous Huxley a toutes celles pré citées par Michéa.

"Les armements, la dette universelle et l'obsolescence programmee sont les 3 piliers de la prospérité occidentale. Si la guerre, le gaspillage et les usuriers étaient abolis, vous vous effondreriez" – le meilleur des mondes-1932"

10- "Huxley oui, le meilleur des mondes, non, ça date de 1962, et c'est dans son dernier bouquin "Island" (traduit chez Plon sous le titre "île", mais doit y avoir d'autres trad)

"L'armement, l'endettement universel et la routine – voilà les trois piliers de la prospérité occidentale. Si la guerre, le gaspillage et les prêteurs étaient abolis, vous vous écrouleriez. Et tandis que vous autres surconsommez, le reste du monde sombre de plus en plus profondément dans la disette chronique. L'ignorance, le militarisme et la procréation – trois maux, dont le pire est la procréation. Pas d'espoir, pas la moindre possibilité de résoudre le problème économique avant qu'elle soit sous contrôle. À mesure que la population s'accroît, la prospérité décline."

La parabole est un peu lourde par ailleurs, il était plus très frais Huxley sur la fin."

LVOG - Mais il n'est pas interdit d'en garder le meilleur, comme chez tout un chacun. Sans revenir sur ce sujet, j'ai intégré la démographie exponentielle mondiale depuis un siècle dans mon analyse de l'évolution du capitalisme jusqu'à nos jours...

11- "Tiens donc le mot pour ne pas dire aussi chez Michéa. Notre ennemi n'est pas le Capital mais celui qui veut se l'accaparer pour lui attribuer toutes les vertus au détriment des travailleurs : le capitaliste.

J'ai toujours trouvé JC Michéa inoffensif. Que propose t-il ? Remplacer le trou laisser par Bernard Maris dans les médias en tant que critique du capitalisme (critique qu'il savait modérer face caméra) et voter pour le vrai socialisme.

La décroissance ? elle a été mise en place par les proprios du "capital" qui ont compris depuis belle lurette que nous étions sur une planète finie. Avec ça les cigares sous leur haut de forme dorment tranquilles."

LVOG - Je n'ai pas eu le temps de visionner cette vidéo, et j'ignore pratiquement tout de monsieur Michéa. J'ai uniquement entendu parler de sa proposition de tirer au sort dans une pochette surprise les élus du peuple, j'en ai déduis qu'on avait encore à faire à un charlatan. Je vais regarder cette vidéo.

12- "J'ai commencé à visionner la conf : Michea est intéressant.

Par moment, malgré son discours d'unification du bas par delà la gauche et la droite, on sent , qu'il a du mal à accepter le concept de propriete privée.

Et c'est ce qui me gêne dans la France Insoumise.

J'aurai un intérêt à voter extrême gauche pour envoyer un signal aux banquiers mais le risque d'élire Mélenchon avec une autorisation de tripatouiller la Constitution est bien trop grand. Parce qu'on sent bien que derrière la France Insoumise, y en a une paire qui n'attendent que ça pour exproprier des résidences secondaires ou locatives sous prétexte d'aide aux migrants ou autre "altruisme".

Les banquiers savent qu'avant de voler la richesse il faut la produire, je doute que l'extreme gauche française en soit à ce stade de compréhension…"

LVOG - Comme ils en savent des choses ces braves banquiers, vous avez raison de leur faire confiance. Encore un de droite, un nanti assurément.

13- "Dommage que Michea escamotte le matérialisme historique et propage l'idée que Lénine prônait un modèle de vie monacale ce qui est une piêtre contrefaçon.

Il dissimule assez grossièrement un anarchisme utopique et réactionnaire du genre proudhonnien.

Il a raison de mettre en valeur la lecture du livre 3 du Capital et ns ns conseillons vivement celle de "Misère de la philosophie" où Marx règle définitivement son compte au socialisme utopique et à toutes ses futures variantes.

Le marxisme a connu de nombreuses interprétations. Michea s'applique à l'orwelliser = la common decency à la place de la lutte des classes! Là il fait pitié."

- Bravo !

Avertissement. Le hors d'oeuvre vous a filé la nausée, le plat de consistance va vous faire vomir...

Cet article est un modèle de propagande digne de Goebbels et je n'exagère pas.

- La révolution Macron n'a pas (encore) eu lieu HuffPost FR

En élisant "un président de 39 ans, qui n'avait aucun parti, que personne ne connaissait et qui sortait de nulle part, la France a stupéfait l'Europe et le monde". Bien conscient de la rupture qu'a représenté son arrivée à l'Elysée au nez et à la barbe de tous les partis de gouvernement, Emmanuel Macron peut laisser se refermer cette année 2017 sans regrets, même si une grande partie de la "révolution" promise pendant sa campagne se jouera en 2018.

Cette année, celui qui, il y a douze mois, était encore un outsider doublé d'un nouveau venu dans le sérail politique, n'a eu de cesse de faire mentir tous les pronostics de ses adversaires et des observateurs. Vainqueur d'une élection présidentielle promise à François Fillon, le fondateur d'En Marche s'est offert en prime une très large majorité à l'Assemblée nationale, précipitant ainsi un renouvellement générationnel sans précédent au Palais-Bourbon.

L'ancien ministre de François Hollande ne s'est pas contenté de siphonner les forces vives (et les électeurs) d'un Parti socialiste sorti éreinté du précédent quinquennat. En nommant le juppéiste Edouard Philippe à Matignon, le plus jeune président de la République est également parvenu à arracher une partie de l'aile progressiste des Républicains, asphyxiant de fait toute opposition directe sur sa gauche comme sa droite.

Surinterprétant la partition du président au-dessus des partis, à la fois monarque jupitérien et chef de guerre impitoyable, Emmanuel Macron a pu désemparer l'opinion qui s'est mise à douter au coeur du conflit social autour de la réforme du code du travail, prolongement libéral assumé de la loi El Khomri.

Mais en tenant bon face aux syndicats et aux coups de boutoir de la France insoumise, en profitant habilement du repli des Etats-Unis pour s'imposer comme le nouveau champion du multilatéralisme à l'international, le chef de l'Etat a rassuré ses électeurs de gauche comme de droite, comme en témoigne sa courbe de popularité repartie en nette hausse en cette fin d'année.

Conscient qu'il lui faut agir vite s'il veut espérer obtenir des résultats tangibles avant la fin de son mandat, Emmanuel Macron a ouvert des chantiers tous azimuts, et non des moindres. Or beaucoup d'entre elles ne dépendent pas de son bon vouloir et certaines pourraient réveiller de violentes passions dans le pays.

Sur le plan intérieur, les projets ambitieux et/ou délicats s'accumulent, là encore sans garantie de succès. Réforme du bac, de l'assurance-chômage, de l'asile et de l'immigration, de l'audiovisuel public, ouverture de la PMA à toutes les femmes sont autant de dossiers potentiellement explosifs pour une majorité hybride et surtout remobilisateurs pour les adversaires du chef de l'Etat.

Emmanuel Macron sera-t-il submergé par cet empilement de défis ou parviendra-t-il une fois encore à déjouer les pronostics? S'ils lui accordent le bénéfice du doute, les Français restent dans l'expectative. Comme le résume le politologue Bruno Cautrès, "la remontée de popularité d'Emmanuel Macron n'a nullement effacée la "wait and see" (attendons de voir, ndlr) attitude de nombreux Français qui ne demandent qu'à être conquis mais qui doutent encore..." HuffPost FR 30.12

Hallucinant, n'est-ce pas ? Ils osent tout ! Ils le peuvent puisqu'en face d'eux ils n'ont que des vendus ou des branquignols, des charlatans, les vrais opposants à Macron ne sont pas invités à s'exprimer à la télé, ils ne leur offrent pas des tribunes gratuites dans les médias nationaux, ils ne siègent pas à l'Assemblée nationale...

Gavage.

- Réveillon : LREM propose des arguments pour défendre Macron au repas de famille - LeParisien.fr

Les partisans d'Emmanuel Macron sont armés pour les débats entre la poire et le dessert. La République en Marche (LREM) a adressé par mail une série de conseils à ses adhérents... LeParisien.fr 30.12

Ils transforment notre planète en décharge.

- A Bali, un océan de déchets envahit les plages - AFP

Longtemps, les plages bordées de palmiers le long de la rive de Kuta Beach à Bali ont fait office de paradis pour touristes. Mais le sable blanc est maintenant jonché de tant de détritus charriés par l'océan Indien qu'un état d'"urgence déchets" a été déclaré. AFP

Ô my dear ! Comme dans presque toute l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, ce ne sont pas seulement les plages qui sont recouvertes de déchets, mais le bord des routes, les villages, les rues des grandes villes, en Inde, c'est au point que lorsque je sors de chez moi j'évite de porter mon regard en dessous de la ligne d'horizon, je regarde les arbres ou le ciel, parfois la route quand même ! Les Indiens s'en foutent, moi je ne pourrai jamais m'y faire, j'enrage.

Les chiens de garde veillent 24h/24.

- Alcool au volant : tollé pour Alexis Corbière qui défend Mathilde Seigner - LePoint.fr

Richard Berry a précisé que le lendemain les deux acteurs joueraient ensemble la pièce d'Eric Assous, La Nouvelle, au théâtre de Paris, bien que Mathilde Seigner ait été alcoolisée au point que les forces de l'ordre n'ont pas réussi à faire d'Alcotest.

Un citoyen lambda aurait été placé en cellule de dégrisement au moins jusqu'au lendemain midi dans l'état où elle était, elle a donc bénéficié d'un traitement de faveur, mais ce n'est pas ce qui a choqué le député Corbière qui bénéficie aussi des largesses du régime.

- "Tueur", "boucher"... l'expo en hommage à Che Guevara à la mairie de Paris passe mal - HuffPost FR

- La Corée du Nord ravitaillée en mer par des pétroliers russes - Reuters

- Liban : une vidéo de chiens empoisonnés par des employés municipaux fait scandale - LeParisien.fr

Une vidéo montrant des chiens errants empoisonnés par des employés municipaux dans la banlieue de Beyrouth a provoqué l'indignation sur les réseaux sociaux. LeParisien.fr

En Chine, ils les mangent, franchement, quel horreur tous ces sauvages ! Leur humanisme est bien la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Ils osent tout

- Pour le Nouvel An, Berlin va installer un espace sécurisé dédié aux femmes - HuffPost FR

- À 96 ans, l'ex-comptable d'Auschwitz ira bien en prison - L'Express.fr

Le recours d'Oskar Gröning a été rejeté vendredi par la Cour constitutionnelle allemande. L'ancien SS vait été condamné en 2015 à 4 ans de prison. L'Express.fr

- Russie : comment l'opposant Navalny a mis la lutte anticorruption à la mode - Liberation.fr

- Syrie: les forces du régime avancent face aux jihadistes d'Idleb - AFP

Les forces du régime syrien ont repris samedi de nouvelles localités aux jihadistes et rebelles à la périphérie de la province d'Idleb, au prix de violents combats qui ont poussé les civils à prendre la fuite. AFP

Dossier sur l'Iran.

- Manifestation à Paris en soutien aux rassemblements en Iran - AFP

Quelques dizaines de personnes, membres de la diaspora iranienne, ont manifesté samedi après-midi à Paris en solidarité avec les rassemblements en Iran contre la hausse des prix et la corruption. AFP 31 décembre 2017

- Iran: les étudiants bravent le gouvernement et manifestent à Téhéran - HuffPost FR

La police a dispersé ce samedi 30 décembre avec des gaz lacrymogènes des jeunes manifestants contre le pouvoir à Téhéran après la mise en garde du gouvernement contre les "rassemblements illégaux", au troisième jour d'un mouvement de protestation contre les difficultés économiques et le régime.

Dans la nuit, l'internet a été coupé sur les téléphones portables au moins à Téhéran, ont pu constater les journalistes de l'AFP. Des millions d'Iraniens utilisent Internet sur ces téléphones.

A la mi-journée, des dizaines d'étudiants se sont rassemblés devant l'entrée principale de l'université de Téhéranpour protester contre le pouvoir, avant que les forces de l'ordre ne les dispersent avec des gaz lacrymogènes.

Des centaines d'étudiants pro-régime ont pris plus tard le contrôle du lieu, selon des vidéos publiées sur les réseaux sociaux. HuffPost FR 31.12

Extension des manifestations dans un tiers de l'Iran - Réseau Voltaire

Les manifestations contre le chômage qui ont secoué le Korassan, le 28 décembre 2017 [1], se sont étendues le lendemain au Nord et à l'Ouest du pays.

52 personnes, accusées d'avoir scandé « Mort au dictateur ! » (c'est-à-dire au président Rohani) ont été arrêtées à Mecchad où la police avait, dans un premier temps, fraternisé avec les protestataires.

À Kermanshah (près de la frontière iraquienne), de nouveaux slogans sont apparus : « Le Peuple mendie, le clergé agit comme Dieu », « Liberté pour les prisonniers politiques » et « La liberté ou la mort ».

Le vice-président Eshaq Jahangiri (photo) a accusé les « conservateurs » (c'est-à-dire les partisans de la Révolution anti-impérialiste de l'imam Khomeiny) d'organiser ce mouvement en sous-main. M. Jahangiri était lui-même un des organisateurs de la révolution colorée pro-US de 2009, durant laquelle il était membre de l'équipe de campagne de Mir-Hossein Mousavi. Il s'était présenté à l'élection présidentielle de 2017 avant de se retirer au profit de cheikh Hassan Rohani. Réseau Voltaire 30 décembre 2017

[1] « Manifestations antigouvernementales dans le Khorassan iranien », Réseau Voltaire, 29 décembre 2017.

www.voltairenet.org/article199224.html

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier 2018

CAUSERIE

- La causerie de 2017 au pdf. (1509 pages)
- La causerie de décembre 2017 au pdf. (170 pages)
- Causerie au format pdf. (13 pages)

Un portail et un courant politique qui ignore l'autocensure.

Je comprends et j'admets qu'avec les chiens de garde qui nous surveillent, il faille parfois recourir à des pseudonymes ou à l'anonymat pour s'exprimer sur le Net. Depuis bientôt dix ans et les centaines de courriels que j'ai reçus (dont bien des insultes ou propos diffamatoires), je n'ai jamais révélé aucun renseignement sur leurs auteurs, hormis un seul qui en profitait pour me harceler, un troll à sa façon.

Les esprits étriqués ou corsetés ne supportent pas ceux qui sont libres.

La France est devenue un pays tellement pourrie, que la nécessité et la légitimité de faire table rase va finir par s'imposer à de larges couches du prolétariat et des classes moyennes...

Autre chose.

La Caf a coupé l'allocation adulte handicapé et l'allocation logement de mon épouse depuis octobre 2017, au prétexte qu'elle n'aurait pas fourni certains documents. Du coup, son compte en banque est à zéro et elle a deux loyers de retard. Par ailleurs sur les 13.000 euros qu'ils lui réclament, après l'avoir accusée d'avoir fraudé la SS pour avoir séjourné trop longtemps hors de France entre 2009 et 2013, une pure invention, elle doit encore rembourser environ 5.000 euros. Ils s'acharnent sur les plus faibles.

Mercredi elle s'est rendue à la Caf (Marseille), après avoir attendu trois semaines ce rendez-vous, elle a demandé à l'agent qui l'a reçue si elle pouvait lui indiquer à quoi correspondait cette somme de 13.000 euros, en guise de réponse il lui a été répondu qu'elle n'en savait rien ! Du coup mon épouse est repartie comme elle était venue, complètement dégoûtée, désespérée. Là aussi c'est l'inquisition qui règnent en maître, ils sont juges et parties, et qui gèrent la SS : Les syndicats, cela se passe de commentaire. Ils peuvent leur retirer la gestion de la SS, je ne m'y opposerai pas, car trop c'est trop.

Rappel. Comment ils sont parvenus à gouverner le monde. Qui a dit ?

- «Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été assujettis à l'exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés».

Réponse : David Rockefeller (Exxon mobil - Chase Manhattan), décédé en 2017, fondateur du groupe Bilderberg et de la Commission trilatérale avec son ami Zbigniew Brzezinski, phrase mémorable qu'il aurait prononcée lors de la réunion du groupe Bilderberg de Baden-Baden, en juin 1991, et qu'il n'a jamais démentie.

Parole d'internaute.

1- "A l'heure des réseaux sociaux qui sont les égouts de la pensée..."

2- "Il devient impossible d'appeler un chat un chat ! Même si certains traits « d'humour » sont au ras des pâquerettes et touchent des sujets sensibles ils doivent avoir droit de cité. Un de mes anciens collègues noirs m'a bien fait rire en m'assurant ne jamais manger de chocolat de peur de se mordre les doigts... Qu'adviendrait il de moi si je racontais cette histoire en public ? Twitter est devenu l'arme absolue d'une bien pensance abrutissante et castratrice."

LVOG - Alors fuyez les réseaux numériques asociaux, coupez votre télé, votre radio, et arrêtez de lire leurs tordons. Je crois que depuis 3 ans que je m'en passe, avoir prouvé qu'on pouvait très bien vivre sans et s'en porter très bien, être parfaitement informé et être en mesure de se forger librement des convictions, pour ensuite les partager et non les imposer aux autres qui sont libres d'avoir les leurs, et bien entendu de les assumer, là c'est généralement plus difficile.

Au temps des inquisiteurs.

- Pascal Praud - 2017, année de la sottise Le Point.fr 31.12

Extraits.

Le prince de La Belle au bois dormant serait un prédateur. Il embrasse la princesse, mais ce baiser n'est pas consenti.

Tex est viré pour une blague de cour d'école.

Antoine Griezmann a grimé de noir son visage, ses bras, ses jambes. Il a enfilé un maillot des Harlem Globetrotters. Le voilà cloué au pilori pour trente-six heures.

L'année 2017 s'achève. La sottise (oserais-je dire la connerie ?) règne. Un nouvel ordre moral veille, entre maccarthysme et chasse aux sorcières. Twitter est la Kommandantur en 41.

On ne peut plus rien dire ? Ce n'est pas vrai. Vous pouvez brocarder les gros, les riches, les intellos, Carla Bruni, les Bretons (ou les Corses), les alcooliques, les paysans. Vous avez le droit. Vous pouvez moquer un accent du terroir mais, si vous parodiez Michel Serrault dans La Cage aux folles, attention, danger. Vous êtes en état de mort médiatique.

Le sketch de Guy Bedos Toutes des salopes, écrit en 1975, ne passerait pas chez Delphine Ernotte. Impossible aujourd'hui de pratiquer le second degré sur les femmes, les Noirs, les homos. Car il s'agit bien de second degré, n'est-ce pas ? Quand Bedos joue au beauf, quand il caricature le macho de base qui ne pense qu'au cul, évacuant sa frustration en lisant le journal Playboy, tout le monde comprend qu'il s'amuse. Giscard est président. Coluche a remplacé Fernand Raynaud. C'était il y a 40 ans.

Pourquoi, en 2017, n'est-il plus possible de rire de tout ? Pourquoi le second degré est-il entendu au premier ? Pourquoi la société n'est-elle plus drôle ? Qui sont-ils ? Des imbéciles ? C'est plus compliqué. Des censeurs ? Des ratés ? Ils jugent. Ils condamnent. Ils sont les petits hommes gris. Sans talent. Sans tolérance. Sans humour. Le Point.fr 31.12

Commentaires d'internautes (Abonnés au Point il faut préciser).

1- "Mais ça ne va pas s'arranger, car "ils osent tout" et c'est même à ça... ! "

LVOG - ... qu'ILS reconnaissent les cons dont vous faites peut-être partie, qui sait ?

2- "C'est la dictature des minorités concept fondé par les socialistes et la gauche en général : taper sur tout ce qui peut faire réagir une minorité agissante : les féministes, les homos, les écolos, les minorités religieuses, les noirs, les jaunes, les pauvres, etc."

3- "Mais je crains que les choses ne s'arrangent pas l'année prochaine. La connerie est installée, Coluche disait déjà, il y a 30 ans, que nous sommes cernés par les cons... Cela empire gravement. J'en arrive à ne plus dire "Mademoiselle, vous êtes très gentille" à la petite caissière de mon supermarché, qui m'aide à mettre mes courses dans mon sac, de peur d'accusations d'être un vieux pervers dégueulasse et lubrique, en flagrant délit d'agression sexuelle. "

Vous avez tort, il ne faut rien changer à vos habitudes.

4- "C'est en donnant de la visibilité aux cons de tout poil qu'on les fait paraître importants, ce qu'ils ne sont pas. "

LVOG - C'est ce à quoi s'emploient les réseaux asociaux comme FaceBook et Twitter, etc... et les médias qui y font référence quotidiennement. Ils veulent faire passer une loi scélérate, déclarer une guerre, etc. dorénavant il n'y a rien de plus facile que de trouver des volontaires sur ces supports pour les soutenir, sinon ils les inventeront si nécessaire, ce qui leur permettra ensuite d'affirmer que c'est le peuple (la majorité) qui les réclame et qu'ils ne font qu'accéder à ses demandes, bref, ils se comportent en parfaits démocrates et la boucle de la manipulation et de l'imposture est bouclée.

5- "Ce monde devient triste... Effrayant quelque part... "

- "Il suffit de voir quelle catégorie de personne est incapable de rire de sa propre communauté ou catégorie pour voir où se trouve l'esprit de la dictature."

6- "M. Praud pose la question sans donner ne serait-ce qu'un début de réponse ?

Ben parce que c'est s'exposer que de dénoncer les causes qu'on a chéries et dont on s'étonne un peu tard des effets indésirables.

Pleurer sur le lait renversé est une chose, remettre en cause les réflexes pavloviens de tout une profession (et de tout une société) en est une autre."

LVOG - Votre réponse ajoute encore de la confusion... Il faudrait commencer pas se poser la question de savoir qui et quand et dans quels buts ces "causes" ont été instrumentalisées...

7- "Sur ce que dénonce ici Pascal Praud, je crains que le pire ne soit à venir pour 2018 !

Comparer nos Commissaires politiques d'aujourd'hui aux tenants du "maccarthysme" et les "dénonciations, y compris celles de certains membres du Gouvernement, à celles de 41" est un peu osé et certainement exagéré, mais cette caricature, si tant est qu'elle soit acceptée dans mon commentaire, illustre bien ce "nouvel ordre moral" issu en droite ligne de la pensée unique qui a fait son lit depuis 2012 et qui assèche et pollue, en même temps, notre joie de vivre dans une démocratie qui nous échappe sur certains points !"

LVOG - Désolé de n'avoir jamais partagé cette "joie de vivre dans une démocratie". Il n'y a rien d'exagérer ici, l'entreprise étant à l'échelle mondiale, vous êtes encore en dessous de la réalité en fait.

8- "Notre société devient d'une tristesse croissante. Nous sommes entourés de censeurs si nombreux qu'on finit par s'autocensurer. L'affaire Griezmann est une belle illustration du ridicule qui, malheureusement ne tue pas."

LVOG - S'autocensurer n'est pas nouveau. Hier comme aujourd'hui, dans certains partis critiquer les dirigeants syndicaux pouvait vous valoir d'être mis à l'écart ou exclu.

9- "On est en pleine dictature bien pensante comme dans 1984 de Georges Orwell.

La seule liberté d'expression tolérée est celle qui est lisse et qui ne froisse aucun lobby communautaire.

On n'a plus de guerres, donc on se crée des faux combats.

Regardez les séries TV. 90% des thèmes et symbolique ou discussion de fond ne tournent qu'autour du féminisme antiracisme et lobby gay.

Chaque jury d'émission TV est composé non plus par compétence, mais dans l'optique de remplir des quotas. "

LVOG - La gestapo de la pensée irait très bien à ces censeurs, inquisiteurs, procureurs généraux, les galons en moins mais cela viendra, pas toujours, c'est encore plus con que ce qu'on pensait !

L'insouciance peut être fatale.

- “Liker” sur Facebook peut vous coûter votre emploi - les-crises.fr

Extrait. La cour du travail de Liège (Belgique) a ouvert une brèche suite à un arrêt positif pour l’employeur, en mars, dans une affaire de “like” de contenu antisémite par un comptable d’une ASBL (Association sans but lucratif).

Un simple “like” sur Facebook n’a finalement rien d’anodin pour un employé. Un arrêt (récemment publié) rendu le 24 mars 2017 par la cour du travail de Liège souligne en tout cas le “danger croissant pour les travailleurs de s’exprimer sur les réseaux sociaux“, nous rapporte Carl Vander Espt, avocat au cabinet Cairn Legal... les-crises.fr 31.12

Commentaires d'internautes.

1- "La réduction de la liberté d’expression, en France, sur les 10 dernières années nous approche d’une société à tendance totalitaire. Le choc n’est pas brutal, mais s’effectue par vagues successives, ce qui limite la contestation de cette réduction, par ailleurs vaine, comme le montre l’indignation du licenciement de Tex, qui ne change rien à l’affaire.

Le plus inquiétant est que le pouvoir n’est pas l’auteur principal de cette réduction. La base s’en charge, chacun jouant, dans sa sphère, l’agent Smith de Matrix."

LVOG - "le pouvoir n’est pas l’auteur principal de cette réduction", si c'est lui en maintenant les masses dans l'ignorance pour mieux les manipuler et parvenir à ses fins...

2- "D’où l’utilité d’un pseudonyme sur nombre de sites, quoiqu’en disent certains… Pour retrouver l’identité d’une personne à partir d’un pseudonyme, il y a quand même une quantité de contraintes, sans parler du fait que le pseudonyme permet de ne pas attirer immédiatement l’attention sur votre personne. Ce n’est pas sans raison qu’un très grande nombre d’écrivains ont utilisé par le passé des pseudonymes, bien qu’il était assez facile de retracer leur identité pour quiconque l’aurait vraiment voulu.

Par ailleurs, l’accent est ici mis sur Facebook, mais je commence à trouver que le pouvoir de nuisance de Twitter est désormais supérieur encore, c’est dire, car il dépasse le cadre du simple harcèlement pour avoir atteint un stade où on y fait carrément de la politique hors du cadre de la justice et des lois, ce qui est vraiment la porte ouverte à toutes les fenêtres.

- Oui. Il y a quelques règles simples à toujours respecter :

- Utiliser des e-mails multiples
- Ne jamais utiliser son nom et ne jamais donner ses données personnelles
- Multiplier les pseudo associés aux e-mails
- Ne pas hésiter à sacrifier un profil si on vous demande vos données"

3- "Est ce que vous vous rendez compte, attention je ne vous juge pas car vous avez certainement raison, que vous donnez des conseils pour compliquer notre identification sur Internet.

Cela en dit long sur le sentiment de liberté d’expression…"

4- "Ce n’est pas qu’un sentiment.

Même si pour l’instant la situation n’est pas encore “trop grave”, on voit bien qu’il y a une dérive lente mais sûre vers de moins en moins de liberté et dans quelques années on pourra toujours nous reprocher ce qui a été dit et enregistré aujourd’hui.

En créant un maximum de “bruit” et en multipliant les identifications , on ne fait qu’ajouter un volume de données (incohérentes) qui n’en seront que plus difficiles et coûteuses à analyser. C’est aussi une façon de se défendre contre toutes les actions marketing utilisant le big data."

5- "3x je me suis inscrit, 3x j‘ai écrit que Netanyahu était un criminel, 3x mon compte a été bloqué !

Résultat je ne suis plus sur Facebook."

LVOG - Et vous n'en êtes pas mort !

6- "Par contre tous les bien-pensant applaudissent des deux mains lorsque l'on vend des armes à l'Arabie Saoudite alors que le gouvernement de ce pays n'hésite pas à décapiter les personnes qui dérangent.Se sert de ces armes contre le Yemen avec pour résultat une détresse humanitaire immense.

En vendant ces armes ne sommes nous pas complices ?

Ou est la justice des opprimés ? N'y a t'il pas matière à procès?

Ce n'est qu'un exemple, mais c'est quant même d'une autre dimension!

Entre une personne qui perd son emploi parce qu'il like un humoriste controversé et des élus qui sont applaudis parce qu'il vendent des armes à des dictatures il y tout de même un monde!

Sauf qu'il en a un qui perd son moyen de subsistance et l'autre qui est adoubé par notre monde économique.

N'est ce pas là une preuve de la dérive de notre société?

Comment se fait-il que l'on puisse être condamné par la justice pour provocation à la haine raciale et avoir son émission télévisée, et qu'en parallèle tout est mis en œuvre pour empêcher Mr Mbala Mbala de faire ses spectacles?

Ce poids deux mesures sont tellement énormes qu'ils en deviennent ridicules ou inquiétant c'est selon…"

LVOG - Ils sont juges et parties, donc ils condamnent ou acquittent qui ils veulent, normal.

7- "Vous croyez vraiment qu'en vous inscrivant sous un pseudo Facebook ignore votre identité ? Le fait de s'inscrire ouvre toutes les portes de votre ordi aux mouchards qu'ils utilisent et dont vous ignorez l'existence ."

LVOG - Vous avez raison, il ne faut jamais oublier que nous avons à faire à des faux monnayeurs professionnels qui jusqu'à présent n'ont pratiquement pas été démasqués...

8- "Au vu du nombre de commentaires censurés et de ceux provenant de trolls organisés, il faut absolument comprendre que les réseaux sociaux ont été développés pour remplacer le peuple dans la légitimation du pouvoir.

Combien de journalistes débutent un sujet par « les réseaux sociaux réagissent à »… ?"

LVOG - Vous venez de saisir pourquoi ils ont mis Internet à la disposition des peuples, et contre qui il était destiné à sévir.

9- "Quant à Facebook, s'y exprimer est un suicide où la naïveté le dispute à la bêtise."

LVOG - On ne vous le fait pas dire. Avis aux intéressés qui auraient pu créer un blog ou un portail au lieu d'une page Facebook. C'est là qu'on s'aperçoit que les idées de la classe dominante ont fini par s'infiltrer jusqu'au sommet de tous les partis dits ouvriers, hélas !

10- "Voilà, combien de preuves faudra t-il encore avant que certains "bon-penseurs" comprennent que nous sommes dans une guerre larvée, mais une guerre quand même et qu'on ne la gagne pas en faisant les mijorés et les fines bouches.

On nous prend pour des imbéciles avec toutes ces histoires, où les uns peuvent dire et faire ce que bon leur semblent en toutes impunités, et les autres juste la fermer ou parler avec des cagoules et des gants."

LVOG - C'est une guerre assurément, la lutte des classes. Et comme tous les partis ont déserté le combat politique sur ce plan-là, notre ennemi a le champ libre et en profite.

11- "Une vie merveilleusement libre peut exister sans Facebook,Twitter et autres balivernes post-modernes…

Aucun pouvoir ne m'imposera jamais quoi penser, ressentir, dire, etc. Je jugerai toujours par moi-même et comme bon me semble

qui est raciste et qui ne l'est pas, qui est antisémite et qui ne l'est pas, qui est un comédien génial et qui en est un médiocre.

Une vie d'asservissement ne vaut pas d'être vécue."

LVOG - Bravo !

12- "Ni Facebook, ni Twitter, ni Snapchat, ni… telle est ma devise."

13- "Quand donc les gens comprendront-ils que les réseaux sociaux sont en fait des réseaux asociaux destinés à remplacer tout lien de socialité primaire. C'est comme les plans sociaux (alias plan de sauvegarde de l'emploi) qui n'ont, eux non plus, rien de sociaux, puisqu'il s'agit de licencier des employés.

Orwell a fort bien décrit ce qu'était la novlangue.

Je ne suis pas sur ces réseaux et je conseillerais à tous les inscrits d'en sortir le plus rapidement possible. La volonté des oligarques est de contrôler le peuple. Si ce dernier tombe dans tous les pièges, comme des mouches attirées par un pot de miel, la chose sera vite vue.

Recréez du vrai lien entre vous plutôt que des faux. Vous manger déjà de faux aliments, vous écoutez de fausses informations. N'avez vous pas envie de choses vraies ?"

LVOG - C'est ce que j'ai essayé de faire avec mon portail, en vain, la gangrène a gagné toutes les couches de la société...

14- "Indiquer sa véritable identité sur Facebook, c'est comme se balader à poil dans la rue. Aucune personne sensée ne devrait faire ça."

15- "Perso, je ne comprends pas cet engouement à s'exhiber sur les réseaux sociaux.

Du "people" de Prisunic !"

LVOG - Prisunic n'est pas réservé aux prolos, c'est trop cher...

16- "Société du spectacle dans un monde de vedettariat, du bas jusqu'au plus haut de l'échelle. Quête désespérée, illusoire, d'«identité » et de « sens » dans un univers nihiliste."

LVOG - Pour oublier qu'on appartient tous à une classe sociale déterminée. En voilà une véritable « identité » reposant sur des bases matérielles bien concrètes et dont chacun peut se saisir...

17- "Dis autrement : la liberté d'expression est en voie de disparition, puisqu'on surveille de plus en plus ses propos.

La délation est de retour, puisqu'un employeur peut aller examiner s'il trouve les noms de ses employés dans la liste de ceux qui ont réagi à une publication ou à un commentaire.

34 ans après Orwell, nous sommes dans le meilleur des mondes où l'on peut :

– revendiquer "d'être Charlie" sans réagir à la censure,
– se prétendre en "démocratie" et élire un banquier parfait inconnu après 2 ans de battage médiatique,
– demander l'avis des Français et faire le contraire de ce qu'ils ont décidé (2005)
– avoir de "grands" médias d'information (privés mais aussi publics) qui font de la propagande de guerre et du formatage de l'opinion,
– être dans "l'union" €uropéenne qui devait apporter la paix et se livre à des guerres illégales,
– avaler des produits chimiques (médicaments) pour avoir la santé,

La liste est infinie, malheureusement, et il devient illégal de s'indigner."

LVOG - Tout se paie un jour...

Enfumage. Ils formulent un voeux à haute voix, ils osent tout, quoi.

L'art de maquiller un coup de force ou des mesures brutales de régression sociale en bienfaits souhaités pour la plèbe.

- Macron teinte ses premiers voeux d'une inflexion sociale - AFP

Exit les premiers de cordée : Emmanuel Macron a mis la cohésion sociale au centre de ses voeux pour 2018, sans pour autant modifier ses projets de réformes qu'il entend mener "avec la même force et le même rythme" l'an prochain. AFP 01.12

- Vœux d'Emmanuel Macron : "Il avait à cœur de corriger son image de président des riches" - Franceinfo

- Voeux 2018 : Macron plus déterminé que jamais à transformer la France - LePoint.fr

- Dans ses premiers vœux, Macron assure que les "transformations profondes se poursuivront avec la même force en 2018" - HuffPost FR

Ils vous souhaitent une bonne année 2018.

- Afghanistan : pour le dernier jour de l'année, un attentat à des funérailles fait 18 morts - AFP

- RDC: huit morts, une centaine d'arrestations en marge des manifestations - AFP

- Huit morts dans une attaque de rebelles au Cachemire indien - AFP

- Trois militants armés tués par les forces de sécurité égyptiennes - Reuters

Au tour de l'Iran

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées.

Je n'ai pas reproduit les articles initiaux de Reuters et de l'AFP, trop longs et passages inutiles. J'ai sélectionné toutes les données qui permettent de se faire une idée sur ce qui se passe en Iran, observant que la trame semble être la même que celle utilisée en Libye et en Syrie par ceux qui ont intérêt à déstabiliser ce pays ou renverser ceux qui le gouvernent : Les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite.

Lisez attentivement, vous retrouverez tous les ingrédients : blogueurs, réseaux "sociaux", vidéos, provocateurs armés, et cerise sur le gâteau, les félicitations du candadit à la direction de la CIA ! Le second article (extraits) le confirme ou apporte des précisions. On demeure sur le terrain des faits, et non des suppositions, des extrapolations ou des interprétations oiseuses.

Reuters - AFP - Le président iranien Hassan Rohani a affirmé dimanche que son pays devait fournir "un espace" pour que la population puisse exprimer ses "inquiétudes quotidiennes", après quatre jours de contestation durant lesquels deux personnes ont été tuées et des centaines arrêtées.

Ce religieux modéré a également condamné "la violence et la destruction de biens publics", lors de sa première réaction depuis le début jeudi de manifestations contre le pouvoir et la vie chère dans plusieurs villes iraniennes.

"Critiquer, c'est totalement différent que d'utiliser la violence (...)", a souligné Hassan Rohani en Conseil des ministres selon des propos rapportés par la télévision d'Etat.

Si la contestation reste dans l'ensemble plutôt faible à Téhéran, une métropole de 8,5 millions d'habitants, quelque 200 personnes s'étaient rassemblées dimanche dans la capitale, selon l'agence Fars, proche des conservateurs.

Le régime jouit toujours d'un large soutien parmi la population, avec la mobilisation de dizaines de milliers de personnes samedi pour marquer l'anniversaire du rassemblement qui a mis fin à la contestation de 2009.

Et dimanche, des centaines d'étudiants ont manifesté à l'université de Téhéran pour soutenir le gouvernement tout en dénonçant "la corruption et la vie chère".

Des médias conservateurs iraniens soutiennent que la majorité des appels à manifester contre le pouvoir viennent de l'étranger, d'Arabie saoudite, rivale régionale de l'Iran, ou de groupes d'opposition en exil.

...les autorités iraniennes ont confirmé dimanche matin la mort de deux manifestants tués par balles samedi soir à Doroud, dans l'ouest du pays, premières victimes signalées depuis le début de la contestation.

Leur mort avait d'abord été annoncée via les réseaux sociaux. Elle a été confirmée dimanche matin par un responsable iranien, qui a attribué leur décès à des "agents étrangers". "De violents affrontements ont éclaté lors du rassemblement illégal samedi à Doroud et deux personnes ont malheureusement été tuées", a déclaré le gouverneur adjoint de la province de Lorestan, cité par la télévision publique.

"Aucun coup de feu n'a été tiré par la police et les forces de sécurité", a ajouté Habibollah Khojastehpour. "Nous avons retrouvé la trace d'ennemis de la révolution, de groupes takfiris et d'agents étrangers dans ces affrontements."

Aucun parti politique n'a appelé les Iraniens à descendre dans les rues...

Les autorités accusent des groupes "contre-révolutionnaires" basés à l'étranger d'utiliser ces réseaux sociaux, en particulier Telegram, pour appeler les gens à manifester et faire usage de cocktails Molotov et d'armes à feu.

D'après certains enregistrements, des manifestants ont même brisé un tabou en rendant hommage au roi Reza Shah, au pouvoir entre 1925 et 1941 et dont la dynastie a été renversée par la révolution de 1979 qui a abouti à l'avènement de la République islamique conduite par l'ayatollah Ruhollah Khomeini.

Apportant une réponse à une partie des revendications de ce mouvement apparemment spontané, le gouvernement a renoncé à des augmentations prévues du prix des carburant et promis des subventions pour les plus pauvres.

"Nous tablons sur la création d'au moins 830.000 emplois l'année prochaine", a par ailleurs déclaré le porte-parole du gouvernement, Mohammad Baqer Nobakht, samedi soir à la télévision.

Mais les manifestants s'en prennent aussi au coût des interventions militaires en Syrie et en Irak dans le cadre de la lutte d'influence que l'Iran livre à l'Arabie saoudite.

A Shiraz, des manifestants ont arraché un portrait du général Qassem Soleimani, le puissant commandant de la force Al Qods, unité d'élite des gardiens de la Révolution qui supervise les opérations en Syrie, en Irak et sur d'autres théâtres.

Fustigeant à nouveau le régime iranien, bête noire des Etats-Unis, le président Donald Trump a tweeté dimanche: "Grosses manifestations en Iran. Le peuple a finalement compris comment son argent et ses richesses sont volés et gaspillés pour (financer) le terrorisme. On dirait qu'il ne supporte plus. Les Etats-Unis surveillent de près en cas de violation des droits de l'Homme".

Le Canada s'est dit encouragé par ces manifestations tandis que le chef de la diplomatie britannique, Boris Johnson, a observé sur Twitter qu'il était "vital que des citoyens puissent avoir le droit de manifester pacifiquement". Reuters 31 décembre 2017 et AFP1 janvier 2018

- Iran – Des manifestations à motif économique sont récupérées par des agents du changement de régime par Moon of Alabama — 30 décembre 2017

Extraits.

Hier et aujourd'hui, il y a eu des petites manifestations en Iran. Elles constituent probablement la première étape d'une vaste opération de « changement de régime » menée par les États-Unis et Israël avec l'aide d'un groupe terroriste iranien.

Jeudi et aujourd'hui, les slogans de certains manifestants sont passés de l'appel à résoudre les problèmes économiques à un appel au changement de régime.

A mon avis, ce sont toujours les mêmes qui sont derrière ces protestations. Notez qu'elles ont commencé dans plusieurs villes en même temps. Ce n'était pas un soulèvement local spontané dans un endroit donné, non, il y avait une certaine forme de coordination.

Et puis il y a ceci:

Carl Bildt? @carlbildt – 21:38 – 28 déc 2017 (https://twitter.com/carlbildt/status/946495628477071365) de Rome, Latium

On rapporte que les signaux des réseaux internationaux de télévision par satellite sont brouillés dans les grandes villes d'Iran. Ce pourrait être le signe que le régime craint la propagation des manifestations d'aujourd'hui.

Une recherche dans différentes langues prouve qu'il n'y a eu aucun « rapport » de ce genre. Carl Bildt est un ancien premier ministre suédois.

Il a été recruté en 1973 (https://www.rollingstone.com/politics/news/julian-assange-the-rolling-stone-interview-20120118) comme informateur de la CIA (https://www.thelocal.se/20130315/46746) et, depuis, il travaille à plein temps pour le compte des Américains.

Il a été impliqué dans le coup d'État en Ukraine (https://medium.com/@StevenLaack/carl-bildt-hovering-between-prison-and-the-ukrainian-premiership-bcc9a91f717b) et a tenté d'en tirer un profit personnel.

Pas plus tard qu'hier, une conférence (https://media.ccc.de/v/34c3-9233- uncovering_british_spies_web_of_sockpuppet_social_media_personas) au Chaos Communication Congress des « hackers » portait sur les services secrets du Government Communications Headquarters* (GCHQ) britannique et ses faux comptes Twitter et Facebook. Ils servent à obtenir des renseignements et à mener des opérations de « changement de régime ». Dans les pages 14 à 18 du rapport (11:20 min) il y a des extraits de documents du GCHQ qui mentionnent l'Iran comme l'une des cibles. L'orateur mentionne notamment un compte du GCHQ « @2009Iranfree » qui a été utilisé pour susciter des protestations en Iran après la réélection du Président Ahmedinejad.

Certaines de ces manifestations ont de véritables raisons économiques, mais elles sont récupérées par d'autres intérêts:

Dans la ville centrale d'Isfahan, un habitant a déclaré que les manifestants avaient participé à une manifestation organisée par des ouvriers d'usine réclamant des arriérés de salaires. « Les slogans sont rapidement passés de demandes économiques à des slogans contre le Président Hassan Rouhani et le Guide suprême (Ayatollah Ali Khamenei), a déclaré l'habitant au téléphone. […]

Alamolhoda, le représentant de l'Ayatollah Khamenei au nord-est de Mashhad, a déclaré que quelques personnes avaient profité des protestations de jeudi contre la hausse des prix pour scander des slogans contre le rôle de l'Iran dans les conflits régionaux. […]

« Des gens étaient venus exprimer leurs revendications, mais soudainement, dans une foule de quelques centaines de personnes, un petit groupe qui ne dépassait pas 50 personnes a crié des slogans aberrants et horribles tels que « Laissez tomber la Palestine », « Pas pour Gaza, pas pour le Liban, je donnerai ma vie (seulement) pour l'Iran », a dit Alamolhoda.

Deux (https://twitter.com/bbcpersian/status/946752340366888961) vidéos (https://twitter.com/bbcpersian/status/946741390452625408) postées par la BBC Perse, et d'autres que j'ai vues, montrent seulement de petits groupes de protestataires actifs d'une douzaine de personnes, entourés de beaucoup de gens qui regardent ou filment ceux qui scandent des slogans.

Les vidéos publiées par le groupe terroriste (https://2001-2009.state.gov/r/pa/prs/ps/2003/23311.htm) Mujahedin-e Khalq[MEK], 1 (https://www.youtube.com/watch?v=LZxePyDYAcg),2 (https://www.youtube.com/watch?v=ESosshsoUYc),3 (https://www.youtube.com /watch?v=fPs6Z4N7R1M),4 (https://www.youtube.com/watch?v=mGDCH3lWA3E),5 (https://www.youtube.com/watch?v=8LBt9pr-Vow), montrent également de petites manifestations bien que le groupe MEK affirme que des dizaines de milliers de personnes scandent « mort au dictateur (https://www.youtube.com/watch?v=dyiWS8udDuM)». Le groupe MEK, ou son organisation « civile » le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), semble être le plus impliqué dans les manifestations actuelles. Son site Web (https://www.ncr-iran.org/en/) regorge d'article sur les protestations, et son responsable a publié (https://www.ncr-iran.org/en/ncri-statements/iran-protests/24074-uprising-in-iranian-citiesis- death-knell-for-mullahs-regime-maryam-rajavi) une déclaration de soutien:

Mme Maryam Radjavi, Présidente élue de la Résistance iranienne, a salué le peuple héroïque de Kermanshah et d'autres villes qui s'est levé aujourd'hui en scandant « mort ou liberté », « mort à Rouhani », « mort au dictateur » et « les prisonniers politiques doivent être libérés », et a protesté contre les prix élevés, la pauvreté et la corruption.

Elle a déclaré: « Hier, Machhad, aujourd'hui Kermanshah, et demain partout en Iran; ce soulèvement sonne l'appel au renversement de la dictature totalement corrompue des mollahs, et annonce l'avènement de la démocratie, de la justice et de la souveraineté populaire.

La rapidité de l'implication de la MEK – son premier article (https://www.ncr-iran.org/en/news/iran-protests/24061-today-thousands-chant-deathto- dictator-death-to-rouhani-in-iranian-cities) a été publié hier à 10h26 – est extrêmement suspecte.

En 2012, on a rapporté qu'Israël avait utilisé (https://www.haaretz.com/israel-news/israel-s-mossad-trained-assassins-of-iran-nuclear-scientistsreport- says-1.411945) l'organisation terroriste MEK pour assassiner des scientifiques nucléaires en Iran:

Jeudi, des responsables américains s'adressant à NBC news ont affirmé jeudi que les agents du Mossad formaient des membres du groupe terroriste dissident les Moudjahidines du peuple iranien dans le but d'assassiner des scientifiques iraniens du

nucléaire, ajoutant que l'administration du président américain Barack Obama était au courant de l'opération, mais n'avait aucun lien direct avec eux.

Les responsables américains auraient confirmé le lien entre Israël et les Moudjahidines du peuple iranien (MEK) en disant: « Toutes vos suppositions sont correctes. »

Le MEK/CNRI a indiqué (https://www.ncr-iran.org/en/news/iran-protests/24072-u-s-senator-tom-cotton-expresses-solidarity-with-iraniansspeaking- out-against-regime) que le sénateur Tom Cotton, qui remplacera probablement Pompeo, le chef de la CIA, lorsque ce dernier partira au département d'État, a publié une déclaration de soutien aux manifestants.

La Maison-Blanche et le régime de Netanyahou se sont mis d'accord sur une stratégie contre l'Iran. Les principaux membres de l'administration Trump sont en faveur d'un « changement de régime » par des « forces pro-démocratie » en Iran. Quelques semaines après la finalisation de l'accord, des manifestations économiques coordonnées commencent en Iran, rapidement détournées par de petits groupes très actifs de changeurs de régime. Un groupe de terroristes iraniens en exil, bien connu pour sa collaboration meurtrière avec des espions israéliens ainsi que pour ses cellules d'opérations en Iran, est tout de suite très engagé dans le mouvement de protestation.

Si c'est comme je le pense, une opération de « changement de régime », les protestations vont bientôt s'amplifier. Quand les gens ont besoin d'argent, quelques milliers de dollars suffisent pour fabriquer une grande foule. De petits groupes d'émeutiers se cacheront au milieu des manifestants sans doute sincères. Les médias « occidentaux » vont se livrer à leurs habituels commentaires inquiets de pseudo-humanistes libéraux. Lorsque la police iranienne tentera d'arrêter ces émeutiers, les médias crieront d'un seul homme « brutalités policières ». On fabriquera un « martyr » et on en fera une icône. On colportera des rumeurs de censure et de répression (comme Carl Bildt ci-dessus), les fausses nouvelles se multiplieront, il y aura tout à coup des centaines de faux comptes Twitter et Facebook « iraniens » qui rendront compte des événements sur le « terrain » de leurs bureaux de Langley.

Pour les politiciens et les policiers iraniens, la question est délicate. Les protestations économiques sont clairement justifiées, même Khameni le dit. Mais les émeutes dans les rues doivent être réprimées avant qu'elles ne s'intensifient et ne deviennent incontrôlables. Les armes dans les manifestations pourraient bientôt devenir un problème. Le Mossad et la MEK n'ont pas peur de tuer des gens au hasard.

Mais la République islamique d'Iran bénéficie du véritable soutien d'une grande partie de la société. Il y a de grandes organisations civiles qui appuient le gouvernement, non pas sur toutes les questions, mais d'une façon générale. La plupart des Iraniens sont des nationalistes fiers et ils seront difficiles à diviser. Moon of Alabama — 30 décembre 2017

Source: Arret sur info (http://arretsurinfo.ch/iran-des-manifestations-a-motif-economique-sont-recuperees-par-des-agents-du-changementde- regim/)

Haut de page

Le 7 janvier 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf. (36 pages)

Pourquoi il est si difficile de se faire des amis.

Appliqueriez-vous par hasard la règle de Chatham House? A quoi bon !

wikipedia.org - La règle de Chatham House (en anglais : Chatham House Rule) est une règle utilisée pour réglementer la confidentialité des informations échangées lors d'une réunion. Sa traduction en français est :

« Quand une réunion, ou l'une de ses parties, se déroule sous la règle de Chatham House, les participants sont libres d'utiliser les informations collectées à cette occasion, mais ils ne doivent révéler ni l'identité, ni l'affiliation des personnes à l'origine de ces informations, de même qu'ils ne doivent pas révéler l'identité des autres participants. »

La règle de Chatham House a été formalisée en 1927 pour faciliter les échanges au sein du Royal Institute of International Affairs (Chatham House). À son origine, la règle avait pour objet de protéger l'anonymat des personnes participant à une réunion placée sous son égide, de manière à améliorer les Relations internationales. Elle est maintenant largement utilisée à travers

le monde anglo-saxon pour faciliter la liberté des discussions...

Organisations utilisant la règle de Chatham House : Le Groupe Bilderberg lors de ses rencontres annuelles. wikipedia.org

En vous connectant à ce portail, à partir de votre IP, ils connaissent votre véritable identité, votre adresse, etc. vous êtes fichés par leur organisation mafieuse et criminelle internationale.

C'était juste un brin d'humour pour vous mettre en condition.

Je n'ai pas reçu le moindre petit mot, cela en dit plus long que des discours sur l'état de putréfaction de la société et du mouvement ouvrier. Je vous en remercie, c'est très encourageant car cela confirme ce que je pensais sans toutefois toujours l'exprimer aussi directement.

Pour ma part j'ai envoyé un mot cordial à l'assistante sociale du consulat qui s'est occupée de mon dossier de retraite, ainsi qu'à une agent de la CNAV et une salariée d'Humanis (Arcco et Agirc) qui avaient accepté de finaliser mon dossier par Internet sans attendre que les documents leur parviennent par la poste. C'est normal que je sois reconnaissant envers les gens qui me rendent service, c'est la moindre des choses me semble-t-il entre gens civilisés.

Pendant longtemps j'ai entretenu des relations avec des gens auxquels je prêtais les principes qui m'animaient et m'animent toujours et qu'en réalité ils ne partageaient pas, ce que je savais pertinemment, en quelque sorte c'était le seul moyen de justifier ces relations et de satisfaire un besoin que j'estimais réciproque ou de nature identique, universel, sans pour autant qu'on y accorde le même intérêt ou la même place dans la vie. Quand on a tendance à être optimisme par nature, en temps ordinaire on va forcément de désillusion en désillusion, et bien que l'expression ne soit pas tout à fait approprié, il faut bien admettre qu'on en arrive à oublier que ces rapports reposent sur un compromis fragile qui peut se briser brutalement à la première occasion, ce qui causera parfois une grande tristesse.

Cela concerne tous les gens que j'ai connus autrefois sans exception. Il faut dire que la distance géographique qui existait entre nous, ne favorisait pas la poursuite de relations en grande partie à sens unique ou comportant une part d'hypocrisie, elle a servi de révélateur à ce que je viens de décrire. Je ne pense pas y être pour grand chose pour avoir dans le passé envoyé des cartes postales à de vieux copains qui ne m'ont jamais répondu, alors que nous ne nous étions pas fâchés. A quoi bon, c'est sans intérêt ont-ils dû penser, et je crois que finalement c'est ce que la plupart des gens pensent également des autres, ils sont aussi inconsistants dans ce domaine que dans bien d'autres.

Quant à mes lecteurs, ils ont au moins réussi à en faire des ectoplasmes, des hommes et des femmes sans nom et sans visage, anonymes, invisibles, il ne leur reste plus qu'à leur porter le coup de grâce, à nous achever ou presque, et il faudra beaucoup de temps avant de comprendre ce qui nous est réellement arrivé et de nous en relever comme nous sommes partis, mille fois hélas !

A propos de l'ambiance délétère qui règne dorénavant en France et qui entraîne toute la société dans son sillage.

Les terroristes de la pensée savent que c'est une pratique qui est et a été largement appliquée dans de nombreux milieux, de manière systématique ou au point d'être théorisée pour justifier toute les dérives autocratiques ou bureaucratiques.

Ils savent aussi que les derniers des arriérés vont juger les autres, et que ceux qui ne le sont pas, tout du moins en apparence, ne s'en privent pas. Chacun trouvera chez les autres des différences qu'il supportera et d'autres non.

C'est ainsi que la plupart des gens participent consciemment ou non, de manière assurée ou non à toute sorte de discriminations ou intolérances, dont certaines sont fondées, celles qui révèlent l'ignorance ou la bêtise des autres qui est bien réel ou à juste titre, et qui généralement concerne aussi celui qui porte ce jugement, par exemple lorsqu'un intellectuel ou souvent un militant fustige la passivité des masses ou sa propension à se conduire en mouton pour son plus grand malheur, en effet personne ne peut nier que cela existe, sans que notre intellectuel ou notre militant soit plus futé pour réserver leurs coups aux plus faibles au lieu d'affronter les puissants, et d'autres qui ne le sont pas, qui, si elles ont pour origine l'ignorance, sont plutôt le produit de leur isolement ou de préjugés que la société s'est employée à incruster profondément dans le cerveau des hommes depuis des lustres, et si on remontait à leur source, on aboutirait à la société divisée en classe qui est à l'origine de toutes les inégalités et injustices que chacun aura tendance à justifier ou à reproduire au travers une multitude de rapports ou comportements.

Les gens ont hérité de principes ou de valeurs, mais bien peu sont prêts à se battre pour les faire respecter, ils leur servent tout au plus à se donner bonne conscience, de la même manière qu'ils s'accommoderont de la société ou des conditions qu'ils ont trouvées à leur naissance sans chercher à les modifier, ils vivront dans la plus parfaite insouciance et passeront à côté de l'essentiel tout au long de leur existence, à laquelle finalement ils n'auront rien compris, c'est bien triste.

Lorsqu'on ignore sur quelle base sociale repose la société et dès lors comment elle fonctionne, lorsqu'on n'a pas développé

une conscience de classe, lorsqu'on n'a pas acquis la méthode correspondant au processus matérialiste dialectique à l'oeuvre pour interpréter la situation, on n'est pas vraiment en mesure de juger notre propre comportement ou nos propres idées et encore moins ceux des autres.

On passe son temps à se leurrer sur soi-même et généralement à faire preuve d'injustice envers la plupart des gens qui ne méritent pas le jugement qu'on porte sur eux, non pas qu'ils seraient parfaits ou que leur comportement ou leurs idées seraient au-delà de toute critique, parce qu'en pensant ou en agissant de la sorte on focalise notre attention sur les conséquences de rapports (entre dominants et dominés) qui leur ont été imposés dès leur naissance, ce dont ils n'ont pas conscience, au lieu de nous attaquer à leur origine, à leur base matérielle, les fondements du capitalisme.

Les intellectuels, les petits bourgeois en général sont très loquaces lorsqu'il s'agit de décrire les travers, les méfaits ou les excès du capitalisme avec toutes les conséquences dramatiques qui les accompagnent, en revanche, ils le sont beaucoup moins ou désertent lorsqu'il s'agit de remonter à leur source, jusqu'aux fondements du capitalisme pour en établir l'origine, ils se perdent en chemin et trouvent quelques boucs émissaires, exactement comme le font ceux qui ont adopté cette attitude détestable envers eux notamment.

On aura compris que ceux qui aujourd'hui hurlent à la censure ou à l'injustice, sont ceux qui les pratiquaient habituellement, ouvertement ou très hypocritement en jouant le rôle d'élite auprès du régime, et c'est bien la raison pour laquelle ils sont impuissants à la combattre et ils reçoivent coup sur coup par ceux qui ont décidé de les faire marcher au pas ou de les faire taire ou disparaître. Certains le prennent très mal et se rebiffent maladroitement, et il se peut que parmi eux certains finissent par se rendre à l'évidence qu'il faut faire table rase du passé ou parviennent à la conclusion que le capitalisme doit impérativement être aboli pour changer la société devenue irrespirable, nauséabonde.

Dans le portail, j'ai donné la parole à ceux qui ne partageaient pas mes idées ou avec lesquels j'avais de profonds désaccords, la plupart n'en ont pas voulue. Pendant des années y figurait une tribune libre, des liens vers d'autres courants politiques sans que jamais ils pratiquent la réciprocité. J'ai tenté d'entretenir une correspondance avec des journalistes animant certains blogs ou portails, au départ cela se présentait bien, mais dès que j'ai osé critiquer leurs analyses je n'ai jamais plus entendu parler d'eux. Il en fut de même avec des dirigeants de différents groupes de militants. Même au sein de ma famille il est devenu impossible de dire ce que je pense, même à demi-mot ou sous la forme d'allusions pour ne pas les choquer, précaution inutile puisqu'ils l'interprètent de travers en vous prêtant des intentions qui vous sont étrangères.

Bref, par expérience j'ai pu observer que tous préféraient encore l'hypocrisie à la sincérité, tous pratiquent l'ostracisme envers ceux qui ne leur ressemblent pas ou ne partagent pas leurs idées, et ils s'étonnent que ce soit devenu la philosophie des représentants ou des porte-parole du régime, tout y prédisposait en réalité.

La corruption des esprits a toujours existé, mais elle a pris une tournure particulière, après qu'on eut refusé d'admettre que les partis traditionnels du mouvement ouvrier avaient basculé définitivement dans le camp des ennemis du socialisme ou du prolétariat mondial il y a près d'un siècle ou plus. Il aura fallu attendre que pratiquement toutes les conséquences de la révolution russe de 1917 se soient évanouies ou que la contre-révolution triomphe à l'échelle mondiale, pour que du bout des lèvres certains en arrivent péniblement à admettre que le PS n'était pas vraiment de gauche, en réalité lorsque cette caractérisation était devenue insoutenable, ce qui avait déjà été le cas à une multitude de reprises pendant un siècle sans qu'ils n'en tiennent compte ou pendant une brève période avant de replonger dans une profonde amnésie. Cela vaut pour le PCF, dont les différents courants internes ou externes ont, soit théorisé les crimes du stalinisme dont ils sont fiers, soit ils les ont reniés pour mieux justifier ceux de la social-démocratie dégénérée.

Cette imposture ne devait pas rester sans lendemain ou impunie indéfiniment, le prolétariat n'étant pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction politique pour leur infliger, c'est la réaction (poussée en réalité par l'évolution ou la crise du capitalisme) qui allait s'en charger en y ajoutant un cran de plus.

L'illusion que la gauche était opposée à la droite ne devait durer qu'un temps, le temps que l'oligarchie concentre tous les pouvoirs ou les contrôle. Elle servit d'épouvantail à la réaction de droite pour justifier sa politique et vice versa, la réaction de gauche ajoutant l'extrême droite pour ne pas être en reste quand la droite était trop faible ou divisée. La gauche incarnera le révisionnisme ou la négation du socialisme au profit du capitalisme, auquel elle attribuera des vertus progressistes pour peu qu'on le bouscule un peu, et qui finiront par s'épuiser entraînant la disparition de cette gauche corrompue.

Le capitalisme était voué à connaître des crises et à s'effondrer, en ouvrant l'ère des guerres et des révolutions bien avant d'avoir atteint le stade de l'impérialisme au détours du XXe siècle. Son développement devait être ponctué de périodes d'expansion contribuant à une nouvelle accumulation du capital précédant les prochaines crises, qu'il ne pourrait résoudre temporairement qu'en recourant à la guerre et ainsi de suite. Les périodes de paix ne servaient qu'à préparer les prochaines guerres. Chaque fois les guerres précédèrent les révolutions afin de les éviter ou suite à une défaite politique de la classe ouvrière, les guerres devaient servir les intérêts du capitalisme et de prétexte pour s'attaquer au mouvement ouvrier. Au départ les guerres ont pour vertu d'estomper les antagonismes de classe qui rejailliront quelque temps plus tard...

Lors de chaque nouveau cycle du capital (dans lequel on doit inclure la guerre), c'était la classe ouvrière qui était principalement mise à contribution pour assurer son expansion en étant davantage exploitée, moyennant quoi elle exigeait sa part et les capitalistes ne rechignaient pas trop à se montrer généreux, dans la mesure où cela servait leurs intérêts ou leur permettait d'écouler leurs marchandises, la lutte des classes se soldait par un marchandage à l'issu duquel le capitalisme sortait renforcé. A son besoin d'expansion sont venues se greffer les guerres et occupations coloniales ainsi que l'exportation des capitaux, la nécessité de développer de nouveaux marchés avant d'y localiser la production, une fois les anciens marchés saturés, endettés et aux coûts de production trop élevés, tandis que les pays producteurs de matières premières seraient systématiquement pillés et voués éternellement au sous-développement, au chaos et à la guerre de nos jours.

L'extension de la division du travail à l'échelle mondiale servira à la fois à freiner la baisse tendancielle du taux de profit, et à mettre en concurrence les travailleurs du monde entier, un puissant facteur dont les capitalistes se serviront comme chantage pour faire passer des politiques d'austérité ou opposer salaire et emploi, trancher à la hache dans la législation sociale collective en rétablissant quasiment les relations individuelles qui existaient autrefois entre exploiteur et exploité, ce qui revient finalement à priver les travailleurs de tout droit.

Lorsque l'URSS et ses satellites implosèrent, ce n'est pas la menace du communisme qui disparut, mais le facteur à partir duquel avait été construite l'opposition factice entre la gauche et la droite, de sorte qu'à partir de cette date-là elle allait rapidement ou pratiquement instantanément s'estomper pour finalement disparaître, les uns et les autres assumant leur véritable nature réactionnaire, à commencer par la social-démocratie dégénérée, à laquelle emboîtera le pas les staliniens devenus ouvertement social-démocrates, abandonnant la dictature du prolétariat, autrement dit la lutte pour le pouvoir ou le socialisme.

Si l'opposition entre la gauche et la droite était factice, en revanche le facteur qui était à l'origine de cette supercherie était bien réel, l'opposition irréductible entre le mode de production basé sur la propriété privée des moyens de production et celui basé sur la propriété collective des moyens de production. Dès lors que le mode de production basé sur la propriété collective des moyens de production disparaissait en URSS (et les pays du Pacte de Varsovie), le seul pays qui ait connu une véritable révolution prolétarienne et socialiste, le capitalisme restait seul en lice, de sorte que selon l'idée qu'on s'en était faite, l'opposition entre la gauche et la droite avait fait son temps et cette imposture allait éclater brutalement ou apparaître plus clairement au cours des décennies suivantes. Finalement, il allait s'avérer que tous les partis qui se réclamaient de la gauche étaient tous inféodés au capitalisme depuis des lustres. Est-il utile d'ajouter qu'on n'en tira aucun enseignement après l'avoir nié si longtemps.

La gauche avait adopté l'idéologie ou le programme des socialistes révisionnistes de la fin du XIXe siècle auxquels s'opposa Engels, qui constituait une capitulation devant le capitalisme ou avait consisté à adopter le capitalisme. Dès l'annonce de la fin annoncée de l'URSS au début des années 80 à la suite de la Pologne, la social-démocratie assuma ouvertement sa véritable nature contre-révolutionnaire. Bien avant cette époque plus personne ne se faisait d'illusions sur ses réelles intentions, jamais elle ne romprait avec le capitalisme, ce qu'elle n'avait jamais cessé de démontrer depuis près d'un siècle, notamment lorsqu'elle était au pouvoir. De la IIIe à la Ve République, elle oeuvra sans interruption dans le camp de la réaction et elle servit fidèlement les intérêts du capitalisme.

Quand aujourd'hui on nous sort que la droite et la gauche ont fait leur temps, au lieu de se saisir de cet argument pour mettre les choses au point une fois pour toute sur cette question, certains entendent continuer de colporter cette illusion. C'est le genre de gens ou de militants qui vous expliquent que c'est à la gauche que l'on doit la scolarisation de nos enfants par exemple ou un tas de réforme sociales, qui en réalité si elles n'avaient pas été adoptées n'auraient pas permis le développement du capitalisme... Les fondements du capitalisme comportaient donc une contradiction qui fut exploitée au cours de la lutte des classes pour compenser son aspect injuste ou asocial, tout en l'identifiant au progrès qui était en réalité davantage le produit de l'exploitation ou lié à ses besoins pour assurer son développement et sa survie. La lutte des classes favorisa son développement plus qu'elle ne l'entrava, si une augmentation de salaire satisfait un besoin social, elle va permettre également de consommer davantage, donc d'alimenter la machine capitaliste, et c'est depuis qu'elle est pour ainsi dire neutralisée ou impuissance que la crise du capitalisme a pris une tournure permanente et barbare.

En dernière analyse, la situation actuelle est à la fois l'évolution du capitalisme et de l'orientation de la lutte de classe qui a été déterminée par les dirigeants du mouvement ouvrier, de sorte qu'on ne peut pas rompre avec l'un sans rompre avec l'autre si on veut s'en sortir. Est de gauche qui entend rompre avec le capitalisme ou l'impérialisme et l'opportunisme, est de droite qui s'en accommode ou refuse de les combattre.

Voilà encore une caractérisation radicale que la plupart refuse d'admettre, comme si à un moment donné il ne fallait pas trancher, ce que revient en fait à ne rien changer. Si j'ai affirmé dans une précédente causerie que le capitalisme n'avait aucune qualité, c'était davantage pour faire ressortir que celles qu'il pouvait revendiquer sur le plan historique ne correspondaient à celles qu'on lui attribuait ou qu'il s'attribuait habituellement, je précisais qu'il avait été progressiste malgré lui, en ayant à l'esprit les conditions effroyables qu'il fit endurer au prolétariat pour se développer. On a tendance à l'oublier, de la même manière que notre confort matériel relatif a pour pendant la pauvreté de couches entières de la classe ouvrière ou la surexploitation de millions de travailleurs ailleurs dans le monde. On lui passe ses méfaits quotidiens qui font le plus de victimes innocentes, sous prétexte qu'ils ne nous atteignent pas ou sont indolores pour nous. Et quand on évoque la situation inextricable dans laquelle nous sommes, on fait preuve du même manque de cohérence et de rigueur en se réfugiant dans la nostalgique d'un passé qui fut synonyme

de cauchemar pour des millions de travailleurs. C'est cette faculté ou cette habitude qu'on les hommes de développer une mémoire sélective, qui leur permet d'afficher une bonne conscience en toute circonstance...

Côté rue...

- Au moins 403 sans-abri sont morts en France en 2017, ils pourraient être six fois plus nombreux. - wikistrike.com

C'est le collectif "Les Morts de la Rue" qui a diffusé ce chiffre (403 morts), vendredi 29 décembre, accompagné du peu d'informations connues sur les SDF décédés (prénom ou surnom, âge, ville, date du décès...). Selon la liste des "Morts de la Rue", la plus âgée avait 81 ans. La plus jeune, six semaines. Un quart de ces sans-abri sont morts à Paris.

L'association précise néanmoins que sa liste est non-exhaustive car basée sur "les décès qui nous ont été communiqués". Et estime que les véritables chiffres peuvent être "six fois" plus élevés. En 2016, au moins 501 SDF avaient perdu la vie. Environ 200.000 personnes seraient encore à la rue, selon RTL. wikistrike.com 31 Décembre 2017

... côté jardin...

- 2018… +23% pour la fortune des riches +5% pour l'essence et 10 autres chiffres qui devraient vous révolter - initiative-communiste.fr

+23% !

- Votre salaire a-t-il augmenté de 23% ? Non, vous n'y êtes pas.
Votre retraite a-t-elle augmentée de 23% ? Non, vous n'y êtes pas.
Les embauches ont elles augmentées de 23% ? Non vous n'y êtes pas.
Le nombres d'infirmières, de pompiers, de profs, de cheminots a-t-il augmenté de 23% ?

Non. Vous n'y êtes toujours pas.

C'est la fortune des 500 personnes les plus riches du monde qui a augmenté de 23%.

Soit quatre fois plus que ce qu'elles avaient gagné en 2016 ou si vous préférez, les 500 personnes les plus riches de la planète sont en effet devenues plus riches de 1000 milliards de dollars. Soit 5400 milliards de dollars, plus de deux fois le PIB de la France. Le patron d'Amazon a une fortune estimée à 100 milliards de dollars. On trouve trois Français dans le top 30 : Bernard Arnault (6ème avec seulement 32, 7 milliards de dollars), Françoise Bettencourt Meyers (18ème) et François Pinault (30ème).

Sur les 300 milliards planqués par les très riches Français dans les paradis fiscaux 0,01% des ménages les plus fortunés, soit environ 3520 ménages, détiendraient à eux seul près de 50% de ces richesses : soit 150 milliards d'euros… Bon vous direz oui mais ça représente quoi 300 milliards d'évasion fiscale ? En 2016, le déficit public de la France s'établissait à 3,4% du PIB, soit 75,9 milliards d'euros. Voilà qui vous permettra d'y voir plus clair.

Quelques chiffres, en France :

10% des plus riches captent 27% des revenus.
10% des plus riches possèdent la moitié du patrimoine national.
Les hommes gagnent 34,6% de plus que les femmes.
La moitié des "décrocheurs" scolaires sont des enfants d'ouvriers.
A l'Université il y a 1 étudiant sur 10 qui est fils d'ouvrier.
L'espérance de vie d'un cadre est supérieur de 6 ans à celui d'un ouvrier.

+5% pour l'essence, +10% pour le forfait hospitalier. Rien pour le SMIC. initiative-communiste.fr 02.01

Leurs déchets bien encombrants.

- Royaume-Uni : un élu veut débarrasser Windsor des sans-abri avant le mariage du prince Harry et de Meghan Markle - Franceinfo

Dans un courrier adressé au chef de la police locale, le dirigeant conservateur de la municipalité de Windsor et Maidenhead, Simon Dudley, presse la police d'agir.

"Il est de plus en plus inquiétant de voir les quantités de sacs et de déchets que ces mendiants accumulent sur nos trottoirs", écrit l'élu qui dénonce aussi une "mendicité agressive". "Cette situation fait apparaître une belle ville sous un jour peu favorable" alors

que "l'intérêt touristique des lieux va se multiplier à l'approche du mariage royal en mai", déplore-t-il.

Selon le cabinet Brand Finance, la cérémonie devrait attirer des centaines de milliers de touristes dans la ville de quelque 30.000 habitants à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Londres. Les retombées pour l'économie britannique sont estimées à 500 millions de livres (environ 564 millions d'euros).

Pour Simon Dudley, les SDF ont d'autant moins droit de cité pour ce grand jour que leur condition résulte d'un "choix" de vivre dans la rue.

Tentant de s'abriter du vent hivernal dans le centre-ville où elle a atterri il y a deux ans à la suite d'une maladie mentale, Stéphanie conteste. "Je n'ai pas choisi d'être ici, les gens me donnent ce qu'ils veulent bien me donner", confie-t-elle à l'AFP.

Les propos de l'élu de Windsor, qui ont suscité la réprobation jusqu'au sommet du gouvernement, sont d'autant plus choquants aux yeux de Murphy James, responsable d'une association locale d'aide aux sans-abri, que le prince William, son frère cadet Harry et la future mariée, sont eux-mêmes engagés de longue date dans leur défense.

"Je suis sûr qu'ils sont scandalisés par ces commentaires, comme moi-même et de nombreux habitants de Windsor", assure-t-il à l'AFP, dans l'église où Windsor Homeless Project offre repas chauds, vêtements, douche et soutien aux démunis.

Selon lui, au lieu de criminaliser les SDF, il faut au contraire s'attaquer aux racines de leurs difficultés. Mariage royal ou pas.

"Nous avons toujours eu 12 à 15 personnes dormant dans la rue. C'est un problème permanent", explique-t-il.

Il déplore l'absence d'abri d'urgence dans la ville et l'insalubrité des logements proposés par la municipalité, souvent "infestés de rats".

Dans les rues de Windsor, de nombreux passants accordent à peine un regard aux SDF. Peggy Outhwaite, elle, s'agace de ne pouvoir attendre le bus tranquillement, en considérant d'un air désapprobateur l'un d'entre eux, abrité dans l'abribus.

"Je ne pense pas qu'ils devraient être ici", soutient cette retraitée à l'AFP, les jugeant "paresseux". "C'est une ville royale. Ca doit être la journée de Harry, et surtout une belle journée".

Derek Prime, le gérant d'un magasin de souvenirs où s'exposent déjà des mugs et autres bibelots à l'effigie des fiancés, s'interroge sur la réalité des mesures de relogement revendiquées par les autorités. "Il devrait juste passer une nuit dans la rue pour voir ce que c'est", s'insurge-t-il contre Simon Dudley. Franceinfo et AFP 7 janvier 2018

Pourquoi s'intéresser à ce genre d'infos ? Parce qu'elle décrit une situation qui n'est pas sans rappeler celle qui prévalait au milieu du XIXe siècle et qui vit une partie de la petite bourgeoisie et même certains bourgeois basculer dans le camp du socialisme ou en prendre la direction.

Pour l'apprécier, il faut avoir de la suite dans les idées et savoir ce qu'on veut, évidemment.

Le mouvement ouvrier n'est plus capable que d'une réaction bureaucratique ou compulsive, sans direction.

De qui ou de quoi Macron est-il le produit ? Des médias-oligarques, notamment. Et les médias en question le savent pertinemment. Donc quand ils feignent de s'émouvoir de son intention de s'en prendre à la liberté d'expression, ils participent à la forfaiture destinée à censurer les sources d'information critique envers Macron à laquelle ils participent déjà.

La crise du capitalisme en est arrivée au point, où ils ne peuvent plus supporter la moindre expression de la démocratie, qui est devenue l'ennemi à abattre pour que Macron puisse appliquer sa politique ultra réactionnaire.

Chacun sait ou doit avoir à l'esprit que ces médias pratiquent la désinformation quotidiennement, qu'ils falsifient, truquent, maquillent, manipulent la réalité systématiquement, mentent effrontément en toute impunité, soutiennent le plus sérieusement du monde les théories les plus grotesques dont la supercherie sera dévoilée au grand jour un peu plus tard.

Ils peuvent se le permettre parce que toute opposition organisée au régime a pratiquement disparu, le mouvement ouvrier est disloqué, au-delà ou dans l'autre camp tous les partis sont en proie à une crise profonde, le parti de l'oligarchie ou de la ploutocratie qu'incarne Macron et LRM demeure donc seul maître à bord.

On est donc en présence d'une dictature amorcée sous Sarkozy qui tend à devenir absolue, à laquelle rien ne doit échapper, qui doit tout régenter d'une main de fer, à l'instar de l'UE ou de la troïka, et devant laquelle tous les sujets que nous sommes sont

sommés de se soumettre de gré ou de force.

Le plus enrageant ou le plus incroyable, le plus incompréhensible pour beaucoup, c'est que l'orientation actuelle de la société est dictée par moins de 1% de la population sans qu'on parvienne à s'y opposer efficacement ou qu'on parvienne à regrouper nos forces pour entraîner la majorité du prolétariat pour renverser le régime en place, car finalement et depuis déjà très longtemps l'axe politique sur lequel il fallait mener notre combat ne consistait pas à se donner pour objectif de faire reculer le gouvernement sur telle ou telle mesure, mais bien de renverser les institutions de la Ve République, condition politique préalable pour mettre un terme à la politique d'austérité et s'attaquer aux fondements du capitalisme pour pouvoir satisfaire la plupart des revendications sociales de la classe ouvrière, cette tâche politique étant incarnée au cours de cette période par la construction du parti qui guiderait les masses au cours de la révolution.

Macron dans son milieu familial, c'est un raté, un gigolo, sur le plan professionnel, c'est un opportuniste, un imposteur, et sur le plan politique, un roturier, une marionnette, globalement tout sonne faux chez lui, c'est un piètre illusionniste, surfait ou rustre, grotesque, au point qu'on est en droit de se demander ce qui l'emporte chez lui de ses complexes ou de son anxiété maladive, qu'il ne peut contenir qu'en se mordant les lèvres compulsivement ou en faisant preuve d'arrogance quand ils les desserrent.

Faire d'un vulgaire avocat d'affaires un chef de parti puis un président, c'était s'engager dans une voie tortueuse, porter une taupe au zénith c'était une gageure, sortir Jupiter de rien était un pari risqué qui ne présageait rien de bon forcément, gageons qu'il se retourne contre Sarkozy, Hollande et Macron et leurs semblables.

On peut gagner ce combat. Les travailleurs ne sont pas cons comme on voudrait nous le faire croire, ils peuvent comprendre que ce qu'ils vivent ne s'appelle pas vivre mais subir. Qui n'aurait pas envie de vivre autre chose, de vivre différemment, qui n'aurait pas envie que tout le monde se sente heureux, épanoui, vive en paix, à son rythme ? Qui n'aurait pas envie de participer à la gestion, au contrôle de la société pour que plus personne ne puisse s'approprier ce pouvoir, ce serait un bien collectif qui permettrait à chacun de se réaliser et d'avoir sa place dans la société, au lieu d'une société qui fabrique des esclaves ou des serfs, des exclus, des déchets, de la chair à canon.

Ils en sont arrivés au point, où ils peuvent fabriquer autant de milliers de milliards de dollars qu'ils veulent, et je ne suis pas certain qu'on ait vraiment pris la mesure de ce que cela signifiait et impliquerait dans le futur. Le confort matériel a tendance à ramollir le cerveau, alors il faut le secouer !

Imaginer le socialisme ou la révolution, c'est inconfortable quand on s'est endormi sur ses lauriers, on craint que notre mode de vie baisse, alors qu'il est humiliant, le socialisme propose que chacun puisse vivre dignement, qu'aucun rapport n'abaisse, exploite, opprime un seul homme ou une seule femme sur terre, vous avouerez que nous aurions un mode de vie beaucoup plus élevé. Avec une telle configuration, nous pourrions forcément satisfaire les besoins matériels de l'humanité, puisque nous produirions uniquement ce dont la population aurait besoin, on économiserait une masse colossale, inimaginable aujourd'hui, de matières premières et de travail, ce qui permettrait aux peuples de profiter de la vie ou de faire ce qui leur plaît en toute liberté.

On a du mal à y croire, n'est-ce pas ? Et pourtant il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans. On vit une histoire, mais ce n'est pas nous qui l'avons écrite, on nous l'a imposée à notre naissance.

Il me vient à l'esprit deux noms Hiroshima et Nagasaki sans que je sache pourquoi, les surréalistes pratiquaient l'écriture automatique et moi j'emploie la pensée automatique, un peu comme un mot en appelle un autre ou lorsqu'une question en appelle une autre et ainsi de suite, cela peut conduire à un discours incohérent ou le contraire, selon que l'on saisit le sens de ces associations qui sortent de notre inconscience. Sonder notre inconscience étant compliqué ou impossible, c'est un moyen de la faire émerger et d'en tirer profit pour élever notre niveau de conscience, donc ce n'est pas un exercice anodin, farfelu ou inutile, il est au contraire fort productif. La pensée doit pouvoir vagabonder pour respirer et s'enrichir, le chemin qui conduit à l'origine d'un facteur n'est pas rectiligne ou emprunte bien des détours, si l'humanité progresse, il y a des civilisations qui régressent, et ce n'est pas avec une pensée superficielle ou préformatée, disciplinée, qu'on peut prétendre saisir ces contradictions.

Ne pas oser penser le socialisme est insensé, cela témoigne de l'emprise de l'idéologie de la classe dominante sur les consciences, et que devenus des esclaves dociles nous avons abdiqué l'idéal de la liberté...

Les voeux ou les miracles, avant qu'ils se réalisent il faut attendre un certain temps... C'est parfois un peu comme les promesses.

- Tous nos vœux pour que 2018 soit un pas en avant vers un parti des travailleurs - Démocratie révolutionnaire (NPA) 5 janvier 2018

Ce parti naîtra d'une politique visant à l'unité dont nous avons besoin face à l'offensive réactionnaire des classes dominantes et à l'effondrement de la gauche, l'unité de celles et ceux qui veulent préparer l'affrontement avec le patronat et le gouvernement dans la perspective de la transformation révolutionnaire de la société. Yvan Lemaitre

On vous informe que cette politique et ce parti existe déjà.

- Editorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 3 janvier 2018

- "Macron sert le capital financier. Ses gesticulations arrogantes ne sont rendues possibles que par la division : l'obstination des uns, syndicalement, à participer à la « concertation » des contre-réformes avec le gouvernement ; l'acharnement des autres, politiquement, à respecter les institutions et le calendrier électoral jusqu'en 2022.

En combattant pour l'unité pour chasser Macron – aux côtés de militants de toutes tendances –, les adhérents du POID n'empruntent pas le plus facile des chemins. Mais un parti ouvrier peut-il se construire autrement que dans l'aide à la réalisation de l'unité ouvrière pour bloquer l'offensive destructrice du capital financier et de son gouvernement ?"

(https://latribunedestravailleurs.fr)

La question est de savoir si l'essentiel réside dans nos accords ou nos désaccords, dans l'orientation politique adoptée par un parti, mis en pratique quotidiennement...

Non, ils n'ont pas encore gagner la lutte des classes.

Selon une enquête « Génération What ? », 99 % des jeunes pensent que les hommes politiques sont corrompus, et 63 % « tous corrompus » ! 87 % n'ont pas confiance dans les responsables politiques et les médias de masse qu'ils jugent « manipulateurs ». L'idée que « c'est la finance qui dirige le monde » reçoit l'accord de 93 % des jeunes.

Plus de six jeunes sur dix seraient prêts à participer à un mouvement de révolte de grande ampleur dans les prochains mois, sentiment largement partagé parmi les jeunes intérimaires, les chômeurs, les CDD, les précaires. npa-dr.org

Leur conception de la justice est influencée par l'extrême droite oligarchique au pouvoir.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est aussi le cas de la Sécurité sociale, c'est ce que je viens de découvrir ou ma propre expérience.

Depuis 2014, jamais oralement ou par écrit un agent de la Caf des Boûche du Rhône n'a informé mon épouse sur la durée légale pendant laquelle elle devait séjourner en France pour percevoir son allocation adulte handicapé et son allocation logement, pour ensuite l'accuser d'avoir violé le code de la SS et lui réclamer le remboursement de plus de 13.000 euros, depuis retenus chaque mois sur ses allocations.

Depuis que cette affaire a commencé au début de 2014, j'ai lu des dizaines d'articles du code de la SS à ce sujet, plus des articles d'associations et autres, tous s'accordaient sur la durée de 6 mois ou la moitié de l'année, soit 182 jours. Or hier, donc le 6 janvier 2018, j'ai découvert qu'un décret modifiant un article (Article R821-1) avait été adopté en 2005 (Décret n°2005-724 du 29 juin 2005) concernant uniquement les handicapés, restreignant à 3 mois le droit de s'absenter de France, non plus sur l'année civile (1er janvier - 31 décembre), mais "de date à date", en fait c'est laissé à l'appréciation de l'agent de la Caf, selon qu'il fasse du zèle ou non ou qu'il soit raciste, cela existe aussi. Je mets quiconque au défit de découvrir ce décret tellement il est inaccessible ou mal référencé sur le Net, pendant 3 ans j'ai employé un tas de mots clés sur Google sans le trouver. Mais surtout et je le répète, jamais un agent de la Caf n'en a porté le contenu à la connaissance de mon épouse, et jamais malgré mes dizaines de courriel ils ne me le communiqueront. Mieux encore, et je viens seulement de le réaliser, le code de la SS stipule que l'assuré social peut s'absenter 6 mois et percevoir son allocation adulte handicapé, et le même code de le SS dans un autre article stipule que pour percevoir l'allocation logement cette absence n'est que de 3 mois. Donc celui qui se baserait sur le premier article ou ne connaîtrait pas le second serait conduit à violer involontairement le code de la SS, tandis que la Caf en porterait l'entière responsabilité pour ne pas l'avoir informé.

Comment aurions-nous pu connaître le contenu du décret de 2005, alors que l'état de santé de mon épouse ne s'était pas dégradé et elle n'avait pas encore subi sa dernière opération du coeur, et elle n'avait pas ni demandé ni obtenu de fait le statut d'adulte handicapé puisqu'elle vivait en permanence en Inde, elle n'était pas concernée par ce décret que nous ignorions ? Comment aurait-il pu en être autrement ? Cela signifierait que tout citoyen devrait connaître tous les articles de lois qui se comptent par dizaines de milliers qu'il soit concerné ou non par leur contenu, c'est délirant, et pourtant c'est la réalité à la Caf.

Par chance ou par hasard, en 2015 mon épouse littéralement terrifiée par cette affaire a préféré ne pas quitter la France, sa prison en somme, et en 2017 elle n'est restée que 3 mois en Inde. En revanche, je crois qu'en 2016 elle a séjourné 4 ou 5 mois en Inde, il faut donc s'attendre à ce qu'ils la rackettent à nouveau.

Il y a quelques jours ils ont répondu à l'un de mes courriels qui datait d'un mois, ils ont fait plus fort encore. Il lui reproche d'être

restée en Inde de septembre 2013 à décembre 2014, prenant donc en compte une période de 15 mois, ce qui est évidemment illégale, ce sont eux qui violent le code de la SS, qui plus est ils ont les photocopies de son passeport, sur lesquelles figurent les tampons des douanes qui indiquent qu'elle est retournée en France le 26 février 2014 et qu'elle est repartie en Inde seulement le 16 décembre 2014, bref c'est la preuve matérielle qu'elle n'a pas séjourné hors de France de septembre 2013 à décembre 2014 comme ils l'indiquent.

Alors pourquoi s'acharnent-ils sur cette malheureuse femme, sur une handicapée lourde, seule, qui ne maîtrise pas le français, sans défense ? Parce qu'ils sont influencés par les salopards de droite qui gouvernent ce pays, les agents de la Caf appliquent leur politique scélérate. Vous en voulez la preuve, tenez :

- Une circulaire interministérielle n° DSS/2012/32 du 23 janvier 2012 relative à la lutte contre les fraudes aux prestations versées par les Caf porte notamment sur la « fraude à la condition de résidence » et indique que « le risque de non-résidence en France est difficile à cerner. Les nouveaux ciblages mis en oeuvre dans le plan de coopération renforcée se sont révélés beaucoup plus efficients que les contrôles traditionnels, et seront donc généralisés ». (https://www.gisti.org/spip.php?article2754 - Le contrôle par la résidence par Antoine Math, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales)

Je n'ai rien inventé malheureusement. Quel recours nous avons ? Aucun, la France est une dictature oligarchique.

Soutien à Nadine conductrice du car (Drame de Millas)

https://www.change.org/p/justice-fran%C3%A7aise-soutien-%C3%A0-nadine-conductrice-du-car-drame-de-millas

La pétition, déjà à plus de 53 000 signatures, continue de circuler en solidarité avec Nadine, conductrice du car scolaire accidenté à Millas, et accusée, à tort selon plusieurs témoignages, d'être responsable de cet accident qui a coûté la vie à 6 enfants et en a blessé dix sept autres.

Jeudi 27 décembre, l'avocate de certaines familles de victimes de l'accident de Millas a réclamé que les expertises sur le fonctionnement du passage à niveau, où la collision entre un car scolaire et un train a fait six morts et plusieurs blessés le 14 décembre, commencent rapidement.

« Le magistrat instructeur a demandé des expertises, mais pour l'instant aucune n'a été faite », a indiqué Me Jehanne Collard à l'AFP.

« Il s'agit de vérifier si le feu était allumé et si le signal sonore a fonctionné. Il faut que ces expertises soient effectuées très rapidement », a-t-elle expliqué.

Une troisième famille s'est jointe jeudi à la constitution de partie civile, a précisé Me Collard.

La conductrice du car scolaire a été mise en examen le 20 décembre pour « homicides et blessures involontaires par imprudence » et placée sous contrôle judiciaire, avec notamment l'interdiction de conduire.

D'autres témoignages vont dans ce sens, notamment ceux de deux collégiennes, présentes dans le car situé derrière celui accidenté.

« Elle a subi un choc terrible. Ma fille (ndlr ma petite fille) ne veut pas aller à l'école, alors qu'elle aime bien l'école. Elle m'a dit ce qu'il s'est passé. La barrière ne s'est pas refermée, elle est restée ouverte. Les clignotants rouges qui s'allument normalement ne se sont pas allumés. », racontait jeudi soir, Mme Cargol, la grand-mère de l'une des victimes.

Clarisse était à bord du bus qui suivait celui qui a été fauché par un TER jeudi 14 décembre à Millas (Pyrénées-Orientales) et a donc assisté à l'accident. « On sortait du bus et c'est là qu'on a vu que le train arrivait, les barrières ne se sont pas baissées, il n'y avait pas de feu clignotant et le train a percuté le bus. Ça a fait un gros bruit. »

https://tribunemlreypa.wordpress.com/2017/12/29/soutien-a-nadine-deja-plus-de-53-000-signatures

Pourquoi le racisme envers les Noirs perdure-t-il aux Etats-Unis ?

Marx - L'esclavage est une catégorie économique comme une autre. Donc il a, lui aussi, ses deux côtés. Laissons là le mauvais côté et parlons du beau côté de l'esclavage : bien entendu qu'il n'est question que de l'esclavage direct, de l'esclavage des noirs dans le Surinam, dans le Brésil, dans les contrées méridionales de l'Amérique du Nord.

L'esclavage direct est le pivot de l'industrie bourgeoise aussi bien que les machines, le crédit, etc. Sans esclavage, vous n'avez pas de coton; sans le coton, vous n'avez pas d'indus trie moderne. C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce de l'univers, c'est le commerce de l'univers qui est la condition de la grande industrie.

Ainsi l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance.

Sans l'esclavage, l'Amérique du Nord, le pays le plus progressif, se transformerait en pays patriarcal. Effacez l'Amérique du Nord de la carte du monde, et vous aurez l'anarchie, la décadence complète du commerce et de la civilisation modernes. Faites disparaître l'esclavage, et vous aurez effacé l'Amérique de la carte des peuples (1).

Aussi l'esclavage, parce qu'il est une catégorie économique, a toujours été dans les institutions des peuples. Les peuples modernes n'ont su que déguiser l'esclavage dans leur propre pays, ils l'ont imposé sans déguisement au nouveau monde.

Comment M. Proudhon s'y prendra-t-il pour sauver l'esclavage ? Il posera le problème : conserver le bon côté de cette catégorie économique, éliminer le mauvais.

Hegel n'a pas de problèmes à poser. Il n'a que la dialectique. M. Proudhon n'a de la dialectique de Hegel que le langage. Son mouvement dialectique, à lui, c'est la distinction dogmatique du bon et du mauvais.

(1) Ceci était tout à fait exact en l'an 1847. A cette époque le commerce mondial des États-Unis se limitait, pour l'essentiel, à l'importation d'immigrants et de produits industriels et à l'exportation de coton et de tabac, donc de produits du travail des esclaves du Sud. Les États du Nord produisaient principalement du blé et de la viande pour les États esclavagistes. C'est seulement à partir du moment où le Nord ne mit à produire du blé et de la viande pour l'exportation et devint parallèlement un pays industriel, et à partir du moment où le monopole du cotonnier des États-Unis a vu naître une puissante concurrence en Égypte, au Brésil et aux Indes que l'abolition de l'esclavage était possible. Même alors elle eut pour conséquence la ruine du Sud qui n'a pas réussi à remplacer l'esclavage patent des Noirs par l'esclavage camouflé des coolies chinois et Indiens. (Note d'Engels pour l'édition de 1885.) Karl Marx - Misère de la philosophie.

On aura compris que l'esclavage et le racisme ne disparaîtront qu'avec le capitalisme, donc tout combat qui n'allie pas la lutte contre racisme et le capitalisme n'est qu'opportunisme ou charlatanerie.

En lisant ce passage, j'y ai vu un lien avec l'idéologie ou la philosophie nihiliste défendue par Macron, ni droite ni gauche qui comporterait chacun du bon et du mauvais, ils sont compatibles dans la mesure où le bon doit être réservé à l'oligarchie et l'élite qui la sert, et le mauvais au peuple.

Parole d'internaute.

- "*...en ouvrant ma boîte mail ce matin, j'ai été agacée de constater que tous les titres des articles du site Les Crises contenaient le mot "Amérique". Cet américano-tropisme vient hélas se rajouter dès le 2 janvier à celui, indécent, des matins de France Culture qui m'a fait subir la relecture du "Guardian" et du "New York Times" et à celui, imbécile, du petit écran pendant toutes les vacances d'hiver (à ouïe dire). Ayant échappé aux médias, je ne tiens pas à retomber dans le piège ici. Je voulais déjà le signaler en 2017, en voici donc l'occasion aujourd'hui, aidée par le commentaire de gracques.*

Nous devons apprendre à vivre et à penser par nous même, le point de vue des dissidents US est intéressant mais ne doit pas dicter notre ligne de pensée, sinon il faudra modifier la formule du site car "autodéfense intellectuelle " ne conviendra plus.

Principe de base de la communication: "il n'y a pas de mauvaise publicité"."

Lorsque le patron de ce blog n'a rien sous la main, alors que ce n'est pas la matière qui manque quotidiennement, il abreuve ses lecteurs d'articles anciens sur l'Amérique, il tient à être dans l'air du temps. Il est vrai qu'à la longue ces articles ne présentent plus aucun intérêt. Il y a un autre blog (Arrêt sur Info) qui procède de même en publiant à la pelle des articles sur Israël. Deux autres (Collon et Le Grand Soir), c'est sur le Venezuela ou Cuba. Je ne lis plus ces articles. Chacun est sensé savoir à quoi s'en tenir concernant ces pays.

On voit qu'on a à faire à des gens qui tournent en rond ou qui sont englués dans un système de pensée étriquée, qu'ils se sont forgés ou qu'ils ont adopté et dont ils ne peuvent pas sortir, au-delà duquel il n'existe rien qui retienne leur attention ou qui vaille le coup qu'on les étudie, sans doute par crainte d'avoir à se contredire et de dévoiler que leurs objectifs ne correspondent pas vraiment avec leurs intentions.

La pensée s'épuise, les idées se raréfient comme l'air, on suffoque en les lisant, et on perd notre temps. Je crois que c'est un des aspects qui doit satisfaire nos ennemis, car au bout du compte ils ne nous proposent rien pour changer la société.

Ce qui valait pour les économistes vaut également pour les philosophes.

Marx - « Les économistes ont une singulière manière de procéder. Il n'y a pour eux que deux sortes d'institutions, celles de l'art

et celles de la nature. Les institutions de la féodalité sont des institutions artificielles, celles de la bourgeoisie sont des institutions naturelles. Ils ressemblent en cela aux théologiens, qui, eux aussi, établissent deux sortes de religions. Toute religion qui n'est pas la leur est une invention des hommes, tandis que leur propre religion est une émanation de Dieu... Ainsi il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus. » (Karl Marx, Misère de la philosophie.)

Et Macon d'ajouter : plus de culture, c'est dans l'ordre des choses.

Notes prises après avoir visionné un entretien avec Jean-Claude Michéa – Comédie du livre 2017

https://www.youtube.com/watch?v=z_WvYnRjQWU

A entendre Monsieur Michea, Podemos, cité 6 ou 7 fois, incarnerait (sans rire !) le socialisme originel auquel il associe Marx, Proudhon et Bakounine, alors que Marx allait développer le socialisme scientifique après avoir réglé son compte au socialisme petit bourgeois de Proudhon dans Misère de la philosophie. Comme à aucun moment il ne sera question d'abolir le capitalisme et ses institutions, pourquoi se doter d'instruments pour y parvenir, aucune proposition d'organisation, rien, le désert politique sur le plan pratique, que du vent. Excusez-moi, ce n'est pas tout à fait exact, il existe le bulletin de vote, LFI si j'ai bien suivi.

Rappelons que Podemos, c'est le soutien au leader d'extrême-droite vénézuélien Leopoldo Lopez un temps emprisonné (Arrêt sur Info 26.05.2016) ; le voeu de former une coalition avec le PSOE (Pablo Iglesias) (AFP 10.05.2016) ; le soutien à Alexis Tsipras à la veille de son accord avec la troïka (huffingtonpost.fr 16.07.2015) ; le maintien dans l'UE et de l'euro (Arrêt sur Info 17.07.2015) ; le "renforcement" de l'OTAN (Mondialisation.ca 09.11.2015) ; recrutement comme candidat à l'élection législative de l'ancien chef des armées Rodriguez qui s'était illustré en Afghanistan, Irak, Libye, notamment (id) ; Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de« construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée », sans parler du FMI (id) ; etc. (Extraits de la causerie du 17 décembre 2017)

Eloquent, n'est-ce-pas ? Un programme compatible avec "*le socialisme originel*" version Michea ! Quelle version au fait ? Il a évoqué l'école du parti (PCF) des années 70 par laquelle apparemment il était passé et qui l'a marquée à vie si on en juge par ses prises de position.

Proudhon n'a jamais compris la dialectique, et qui plus est le processus dialectique matérialiste qui est à l'origine de l'émergence et du développement de la civilisation humaine et du capitalisme, pour lequel ses lois de fonctionnement demeureront un mystère.

Sa théorie inconsistante sera faite de bric et de broc teintée d'hégélianisme ou d'idéalisme, de contradictions et de confusions qui l'amèneront à condamner la révolution de juin 1848 et à idolâtrer Louis Bonaparte. Voici ce qu'en dira Marx en 1869 dans la préface de la deuxième édition de son ouvrage Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte.

Marx - Victor Hugo se contente d'invectives amères et spirituelles contre l'auteur responsable du coup d'État. L'événement lui-même lui apparaît comme un éclair dans un ciel serein. Il n'y voit que le coup de force d'un individu. Il ne se rend pas compte qu'il le grandit ainsi, au lieu de le diminuer, en lui attribuant une force d'initiative personnelle sans exemple dans l'histoire. Proudhon, lui, s'efforce de représenter le coup d'État comme le résultat d'un développement historique antérieur. Mais, sous sa plume, la construction historique du coup d'État se transforme en une apologie du héros du coup d'État. Il tombe ainsi dans l'erreur que commettent nos historiens soi-disant objectifs. Quant à moi, je montre, par contre, comment la lutte des classes en France créa des circonstances et une situation telles qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros. Fin de l'extrait

De nos jours on pourrait en dire de même des intellectuels qui critiquent Macron et qui étalent ainsi leur impuissance.

A l'opposé de Proudhon, Marx se livrera à une étude et une critique de la philosophie de l'idée absolue qui le conduira à rompre avec l'idéalisme et avec Hégel, à soutenir la révolution de 1848 et de 1871.

Dans la préface à l'édition russe de 1907 des lettres de Marx à Kugelmann, Lénine rappelait quelle avait été l'attitude Marx lors de la Commune :

Lénine - Plékhanov, en novembre 1905, un mois avant l'apogée du premier assaut révolutionnaire russe, loin de mettre résolument le prolétariat en garde, lui parlait au contraire nettement de la nécessité d'apprendre à se servir des armes et de s'armer. Lorsque, un mois après, la bataille s'engagea, Plékhanov, sans essayer le moins du monde d'en analyser l'importance, le rôle dans la marche générale des événements, le lien avec les formes de lutte antérieures, se hâta de jouer à l'intellectuel repentant : « Il ne fallait pas prendre les armes. » Marx, en septembre 1870, six mois avant la Commune, avait directement averti les ouvriers français : l'insurrection serait une folie, déclara-t-il dans la fameuse adresse de l'Internationale. Il dénonça d'avance les illusions nationalistes au sujet de la possibilité d'un mouvement dans l'esprit de 1792. Ce n'est pas après coup, c'est de longs mois à l'avance qu'il savait dire : « Il ne faut pas prendre les armes ! »

Et comment se conduisit -il, lorsque cette entreprise, désespérée, d'après sa propre déclaration de septembre, fut mise à exécution en mars 1871 ? Marx profita-t-il seulement de l'occasion (comme Plékhanov lors des événements de décembre) pour « coincer » ses adversaires, les proudhoniens et les blanquistes qui dirigeaient la Commune ? Se mit -il à bougonner comme une surveillante de pension : « Je vous l'avais bien dit, je vous avais bien prévenus, voilà où mènent votre romantisme, vos chimères révolutionnaires ? » Donna-t-il aux Communards, comme Plékhanov aux combattants de décembre, des leçons de philistin satisfait de lui-même : « Il ne fallait pas prendre les armes ? »

Non. Le 12 avril 1871, Marx écrit à Kugelmann une lettre pleine d'enthousiasme, une lettre que nous serions heureux d'afficher au mur de tout social-démocrate russe, de tout ouvrier russe sachant lire.

Marx disait en septembre 1870 que l'insurrection serait une folie ; en avril 1871, lorsqu'il vit un mouvement populaire de masse, il le suivit avec l'attention extrême d'un homme qui participe à de grands événements marquant un progrès du mouvement révolutionnaire historique mondial.

C'est une tentative, dit -il, de détruire la machine bureaucratique et militaire et non pas seulement de la faire passer en d'autres mains. Et il chante un véritable hosanna aux héroïques ouvriers de Paris dirigés par les proudhoniens et les blanquistes. « Quelle souplesse, écrit -il, quelle initiative historique, quelle capacité de sacrifice chez ces Parisiens! »... «L'histoire ne connaît pas d'autre exemple de pareille grandeur! »

Marx apprécie par-dessus tout l'initiative historique des masses. (...)

Marx était capable de prévenir les dirigeants contre un soulèvement prématuré. Mais il parlait en conseiller pratique du prolétariat qui prend le ciel d'assaut, en homme participant à la lutte des masses qui élèvent le mouvement tout entier à un degré supérieur, malgré les théories erronées et les méprises de Blanqui et de Proudhon."

On aura compris que tout ou tout du moins l'essentiel opposait Marx et Proudhon (ou Bakounine), s'en réclamer indistinctement ne peut dénoter qu'une profonde confusion. Marx chanta "un véritable hosanna aux héroïques ouvriers de Paris", pas aux proudhoniens et aux blanquistes.

Nous sommes donc en présence de deux idéologies ou théories incompatibles, qui lorsqu'elles sont confrontées à l'épreuve de la pratique révèlent leur véritable nature de classe, antagonique, ou dévoile quelle classe ou quel camp elle représente. En résumé, Proudhon entendait «concilier la bourgeoisie et le prolétariat, le capital et le salariat» en leur reconnaissant des qualités et des défauts, du bon et du mauvais, exactement comme le font la plupart des intellectuels de nos jours qui dénoncent les excès du capitalisme, mais n'envisagent nullement qu'il aurait fait son temps et qu'il devrait disparaître.

La note biographique dédiée à Proudhon qui figure dans ***Le manifeste du parti communiste*** de Marx et Engels résume assez bien le personnage et sa théorie.

- "Proudhon aspirait à perpétuer la petite propriété privée et critiquait la grande propriété capitaliste à partir de positions petites-bourgeoises; il proposa d'organiser "une banque populaire" spéciale qui, grâce à "un crédit de faveur", permettrait aux ouvriers d'acquérir en propre des moyens de production et de devenir des hommes de métiers. Le même caractère réactionnaire s'attache à son utopie sur la création "des banques d'échange" grâce auxquelles les travailleurs pourraient assurer une vente "équitable" de leurs produits sans toucher à la propriété capitaliste des instruments et moyens de production. Proudhon ne comprenait pas le rôle historique du prolétariat, se montrait hostile à la lutte des classes, à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat."

Finalement, Michea tout comme Proudhon est davantage influencer par les socialistes utopiques Saint-Simon, Robert Owen (1771-1858) et Charles Fourier (1772-1837) plutôt que Marx et Engels.

Lettre de Marx à Kugelmann du 9 octobre 1866

- "Messieurs les Parisiens avaient la tête pleine des phrases les plus vides de Proudhon. Ils parlent toujours de science et ne savent rien; ils méprisent toute action révolutionnaire, id est [c'est -à-dire] qui jaillit de la lutte des classes elle même, tout mouvement général social, c'est -à-dire réalisable également par des moyens politiques (par exemple, la réduction de la journée de travail par une loi); sous prétexte de liberté, d'antigouvernementalisme ou d'individualisme antiautoritaire, eux qui, depuis seize ans, ont supporté et supportent avec tant de tranquillité le despotisme le plus misérable, prônent en fait le système bourgeois ordinaire, se contentant de l'idéaliser à la Proudhon! Proudhon a fait un mal énorme. Sa pseudo-critique et sa pseudo-opposition aux utopistes, (il n'est lui-même qu'un utopiste petit-bourgeois, tandis que dans les utopies d'un Fourier, d'un Owen, etc., se lit le pressentiment et l'expression fantastique d'un monde nouveau), ont d'abord conquis et séduit la jeunesse brillante *, les étudiants, - puis les ouvriers, surtout les Parisiens qui, parce qu'ils travaillent dans les industries de luxe, font, sans le savoir, « bougrement » partie de la vieille saleté bourgeoise. Ignorants, vaniteux, bavards, prétentieux, pleins d'emphase, ils étaient sur le point de tout gâter, car ils étaient accourus au congrès en un nombre sans aucun rapport avec celui de leurs adhérents."

Michea exècre Lénine, et on peut deviner pourquoi, les lignes suivantes semble avoir écrit tout exprès pour lui et ses semblables.

Préface de Lénine à l'édition russe de 1907 des lettres de Marx à Kugelmann

Lénine - "Au point de vue théorique, il y a d'autres passages très intéressants dans ces lettres : ceux où Marx donne son appréciation sur divers écrivains. En lisant ces lignes alertes et passionnées, où se révèle l'intérêt brûlant que portait Marx à tous les grands courants d'idées et à leur analyse, on croit entendre la parole même du génial penseur. Outre certaines appréciations jetées en passant sur Dietzgen, l'attention des lecteurs doit se porter sur ce que Marx dit des proudhoniens. La « brillante » jeunesse intellectuelle, issue de la bourgeoisie, qui se rallie « au prolétariat » dans les périodes d'essor du mouvement social, sans pouvoir assimiler le point de vue de la classe ouvrière et travailler avec persévérance et sérieux, « dans le rang » des organisations prolétariennes, est dessinée ici en quelques traits d'une netteté saisissante."

Lors de cette conférence dédiée au capital, Michéa, seuls Podemos et LFI (le PCF indirectement) avaient grâce à ses yeux alors qu'ils ne sont pas issus de la classe ouvrière, de ses couches manuelles. C'est cohérent puisque se passer du mouvement ouvrier ou du prolétariat organisé revient à laisser le champ libre au capital qui ne manque pas d'organisations et de complices qui se réclament de l'intérêt général ou du peuple.

Michéa fait partie de ces intellectuels qui opposent le peuple "d'en bas" à l'oligarchie pour ne pas s'attaquer au capitalisme et ses institutions.

Extrait de l'avant-propos de Henri Mougin.

Dans sa lettre de 1865 au Sozial-Demokrat, il (Marx - ndlr) écrit :

La nature de Proudhon le portait à la dialectique. Mais, n'ayant jamais compris la dialectique scientifique, il ne parvint qu'au sophisme. En fait, cela découlait de son point de vue petit-bourgeois.

Le petit bourgeois dit toujours : d'un côté et de l'autre côté... il est la contradiction vivante : s'il est, de plus, comme Proudhon, un homme d'esprit, il saura bien tôt jongler avec ses propres contradictions et les élaborer selon les circonstances en paradoxes frappants, tapageurs, parfois brillants. Charlatanisme scientifique et accommodements politiques sont inséparables d'un pareil point de vue.

C'est pourquoi Marx pouvait, dans le Manifeste communiste, classer Proudhon dans la catégorie du socialisme conservateur ou bourgeois :

Les socialistes bourgeois veulent les conditions de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent nécessairement; ils veulent la société actuelle après élimination des éléments qui la révolutionnent et la désagrègent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat.

Et sous une farine « moins systématique et plus pratique », ils s'efforcent de dégoûter la classe ouvrière de tout mouvement révolutionnaire, en lui démontrant que ce qui peut lui profiter, ce n'est pas tel ou tel changement politique, mais uniquement un changement des conditions matérielles d'existence, des conditions économiques. Mais par changement des conditions matérielles de l'existence, ce socialisme n'entend pas du tout l'abolition des conditions bourgeoises de production, abolition qui n'est réalisable que par la voie révolutionnaire, mais des réformes administratives qui s'accom plissent dans le cadre de ces conditions de production, qui ne modifient donc en rien le rapport du capital et du travail salarié, mais, en mettant les choses au mieux, diminuent pour la bourgeoisie les frais de gouvernement et simplifient la gestion économique.

Les ennemis de Marx se sont fièrement émus de cette « contradiction » : Marx classe Proudhon dans les petits bourgeois et le socialisme de Proudhon dans la catégorie bourgeoise ou conservatrice ! Comment, écrit Charles Andler, celui que Marx traite de petit bourgeois est-il rangé parmi les tenants du grand capitalisme ?

Mais il est bien obligé de parler à la suite de : cette transformation singulière par où la déduction du capitalisme [chez Proudhon] était devenue une apologie des capitalistes.

Et même, de rappeler à ce sujet la phrase de Marx dans la préface du 18 Brumaire, montrant à propos de Proudhon comment sa « construction historique du coup d'État se trans formait en apologie de Bonaparte». (...)

Quant à son attitude réelle à l'égard du prolétariat, « j'ai prêché la conciliation des classes, symbole de la synthèse des doctrines » (lettre du 18 mai 1850); « appuyé sur la réconciliation des classes » (instructions pour la rédaction de La Voix du Peuple), elle résulte de sa correspondance comme de ses carnets :

J'ai assez de la vile multitude et des démagogues... la classe la plus pauvre est, par cela même qu'elle est la plus pauvre, la plus ingrate, la plus envieuse, la plus immorale et la plus lâche. (Lettre du 26 avril 1852.)

Ce qu'il y a de plus arriéré, de plus rétrograde, en tous pays, c'est la masse, c'est ce que vous appelez la démocratie.

Il ira même jusqu'à reprocher au gouvernement de Napoléon III de « soutenir secrètement les ouvriers contre les patrons » (16 mai 1853); il définira les tendances du gouvernement dans la formule suivante :

Si nous ne pouvons fonder une nouvelle hiérarchie sociale en nous faisant accepter des prêtres, des bourgeois, etc., nous jetterons la bourgeoisie en pâture à la plèbe. (27 novembre 1853.)

Nous avons jugé utile de rappeler ces faits. Nous ne nous sommes livrés à aucune interprétation : nous avons laissé Proudhon témoigner strictement pour lui-même. Il ne s'agissait pas pour nous de déconsidérer l'homme, mais de montrer exactement où il se situe, et de dissiper la légende selon laquelle ceux qui se sont ultérieurement recommandés de lui contre le développement normal du mouvement ouvrier, n'engageaient pas la responsabilité de leur maître. En fait, il apparaît dans la correspondance et dans le carnet intime de Proudhon, qu'il ressemblait de très près à ceux qui se sont inspirés de lui.

Dans sa lettre de 1865 au Sozial-Demokrat, Marx rappelait son jugement de 1847 qui résume tout ce que dans sa Philosophie de la misère, Proudhon montre de lui-même Il veut planer en homme de science au-dessus des bourgeois et des prolétaires; il n'est que le petit bourgeois ballotté constamment entre le Capital et le Travail.

Et Marx commentait ainsi son jugement de 1847 :

Quelque dur que paraisse ce jugement, je suis obligé de le maintenir encore aujourd'hui et mot pour mot. Mais il importe de ne pas oublier qu'au moment où je déclarais et prouvais théoriquement que le livre de Proudhon n'était que le code du socialisme petit-bourgeois, ce même Proudhon fut anathématisé comme archirévolutionnaire à la fois par les économistes et les socialistes d'alors. C'est pourquoi, plus tard, je n'ai jamais mêlé ma voix à ceux qui jetaient des hauts cris sur sa « trahison» de la révolution, Ce n'était pas sa faute si, mal compris tout d'abord par d'autres comme par lui-même, il n'a pas répondu à des espérances que rien ne justifiait.

A tous les nostalgiques, néo, crypto stalinens ou social-démocrates.

- Tsipras : magnifique salaud - ParDem

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

A la cour des miracles entre ange et démon...

- Malgré le miracle Macron, pourquoi la droite Wauquiez pourrait prendre l'avantage en 2018 - HuffPost FR

L'année s'est terminée par un miracle Macron. HuffPost FR

...et comme tous les miracles sont éphémères, rira bien qui rira le dernier !

Un saint homme...

- Macron : des vœux remplis de compassion - Liberation.fr

... bien inspiré...

- Les premiers vœux du président Macron inspirés... par un discours au Medef? - HuffPost FR

... mais encore...

- Serge Dassault dans le Figaro selon Libération du 3 janvier 2018 :

- ...les réformes mises en œuvre depuis mai par le Président relèvent plus de l'orthodoxie libérale que du centrisme flamboyant de la campagne.

- Un programme de travail qui plaira forcément plus à droite qu'à gauche.

- Si la tendance se confirme, le macronisme sera d'abord un alignement de la France sur les normes préconisées par les institutions internationales. Qui ne sont pas particulièrement progressistes. Liberation.fr 3 janvier 2018

De godillots ils sont passés au statut de figurant.

- Les députés En marche sont-ils vraiment des cancres ? - LePoint.fr

Comment mesurer les activités d'un député ? Avant de juger, il conviendrait de s'interroger sur ce que l'on peut attendre de nos élus. LePoint.fr

Réponse : Le pire pour les exploités et les opprimés!

Putanerie, à ne pas confondre avec poutinerie...

- "Pute", "fiotte", "poufiasse"... Rayan Nezzar, le nouveau porte-parole d'En Marche, s'excuse pour ses tweets injurieux - HuffPost FR

En 2013, Rayan Nezzar était encore un jeune étudiant inconnu à l'ENA. Mais six ans plus tard, il occupe désormais la fonction très officielle de porte-parole d'En Marche. Ce vendredi 5 janvier, le site BuzzFeed a écumé les anciens tweets du jeune professeur d'économie, qui avait pourtant pris soin d'effacer ceux qui faisaient tâche.

Le site d'information a ainsi révélé que Rayan Nezzar n'était pas toujours des plus diplomates, et insultait copieusement des journalistes, dont une qu'il qualifie de "pouffiasse". Caroline Fourest, elle, est une "épave".

Les personnalités politiques telles que Jean-François Copé, à qui il demande d'aller "niquer sa mère", suivi du hashtag "petite pute", n'y échappent pas non plus. Ainsi, Marine Le Pen est elle aussi insultée de "pute", Alain Juppé de "fiotte", et Manuel Valls n'a "zéro couille", indique Le Lab. Bruno Le Maire, actuel ministre de l'Économie, est qualifié de "couille molle". HuffPost FR 6 janvier 2018

Fake news. Ils revendiquent l'exclusivité, on leur concède... mais rien de plus, rassurez-vous !

Alors qu'il en est le produit crapuleux.

- Macron en vœux aux «fake news» - Liberation.fr

Une loi pour combattre des fake news. Une autre loi pour réformer l'audiovisuel public afin de le mettre au service de «la cohésion nationale». ..

- Emmanuel Macron veut faire tomber les "fake news" sous le coup de la loi. Mais desquelles parle-t-il? - HuffPost FR

Le chef de l'Etat a dévoilé les contours de son projet en fustigeant "une propagande articulée avec des milliers de compte sur les réseaux sociaux" qui "en un instant répandent partout dans le monde, dans toutes les langues, des bobards inventés pour salir un responsable politique, une personnalité, une figure publique, un journaliste. (...) Il y a là une stratégie financée visant à entretenir le doute, à forger des vérités alternatives, à laisser penser que ceux que disent les médias et les politiques est toujours plus ou moins mensonger."

"Nous allons faire évoluer notre dispositif juridique pour protéger la vie démocratique de ces fausses nouvelles. (...) En cas de propagation d'une fausse nouvelle, il sera possible de saisir le juge à travers une nouvelle action en référé permettant, le cas échéant, de supprimer le contenu mis en cause, de déréférencer le site, de fermer le compte utilisateur concerné, voire de bloquer l'accès au site internet", a expliqué Emmanuel Macron donnant rendez-vous pour les détails "dans les prochaines semaines".

D'ici là, un difficile travail va s'ouvrir pour cerner le champ de ces fameuses fake news. Popularisé pendant la campagne présidentielle américaine, le terme regroupe désormais beaucoup de choses qui n'ont pas grand choses à voir les unes avec les autres. Certaines sont déjà passibles de poursuites en justice.

La sénatrice UDI Nathalie Goulet qui avait déposé en mars une proposition de loi similaire à celle évoquée par Emmanuel Macron rappelait alors sur Public Sénat que "une fausse nouvelle n'est pas forcément une diffamation et peut être difficilement sanctionnée". (Impunité garantie pour les médias aux ordres qui sont les champions toutes catégories en la matière. - LVOG)

L'avocat Maitre Eolas précise lui aussi sur Twitter, qu'il n'est pas possible de condamner toutes les fausses informations. Seules les personnes qui savent que l'information qu'elles relayent est fausse sont passibles de poursuites. Il faut également parvenir à caractériser un "trouble à la paix publique", ce qui n''est pas aisée.

Reste désormais à faire le tri entre liberté d'expression, communication et propagande politique et véritable désinformation. C'est un chantier que la Commission européenne a déjà lancé. Un groupe d'experts est en cours de constitution.

'Emmanuel Macron aimerait confier cette mission aux journalistes eux-mêmes. Pas loin de reprendre à son compte la proposition d'un conseil de l'ordre faite par Jean-Luc Mélenchon, le chef de l'Etat trouve "intéressante" l'idée de Reporters sans frontières. Il s'agirait d'inventer "une sorte de certification des organes de presse respectant la déontologie du métier". (Que plus aucun journaliste ne respecte ou ne peut plus respecter sous peine d'être mis au placard ou virer. RSF, une officine de la CIA, le Décodex du Monde... - LVOG)

« Quoi de plus légitime que de s'attaquer à ce phénomène [des fake news, NDLR] qui pourrit la vie démocratique en sapant la crédibilité de l'information et abuse de la crédulité des esprits non avertis ? s'interroge Le Monde dans son édito.

La proposition de faire certifier conformes les sites et médias, par on ne sait qui, au nom d'on ne sait quoi, pourrait aboutir à l'effet inverse de celui espéré.

La Croix : « On peut se demander s'il est vraiment nécessaire [...] de mettre en chantier une nouvelle loi visant les fake news [...] Il faudra en regarder de très près les modalités d'application afin d'éviter qu'une telle loi puisse être instrumentalisée par un pouvoir en place pour assurer sa propre préservation.

La Croix a lâché le morceau !

Même verdict dans L'Union/L'Ardennais, qui juge que le projet de Macron aura « l'effet inverse de celui espéré ». « La proposition de faire certifier conformes les sites et médias, par on ne sait qui, au nom d'on ne sait quoi, pourrait aboutir à l'effet inverse de celui espéré. Une fake news a d'autant plus de valeur qu'elle est interdite. Du moins auprès d'une partie de la population. Celle qui [...] ne prend jamais l'information officielle pour argent comptant. L'autre partie ne trouvera rien à redire. »

Enfin, dans La Charente libre, Dominique Garraud y voit quelques motivations politiciennes peu avouables de la part d'un président qui maîtrise parfaitement sa com : « Le choix d'un nouvel arsenal pénal annoncé par le chef de l'État a été accueilli fraîchement entre des politiques qui redoutent des restrictions à la liberté d'expression et des juristes doutant de sa pertinence [...] En France et dans les pays où la liberté d'expression n'est pas un vain mot, la presse professionnelle y concourt avec la floraison de ses rubriques de vérification des faits consciente que ses démentis peuvent paradoxalement servir de carburant à la propagation du bobard. Et que le rêve d'Emmanuel Macron d'une presse déontologiquement certifiée, gardant une saine distance, avec le pouvoir est loin d'être vierge d'arrière-pensées politiques. »

- Le membre des Républicains Thierry Mariani a comparé la nouvelle loi du Président à l'œuvre de George Orwell, 1984. HuffPost FR et le Point 04 et 05.01

En famille. Offre de service.

- Mélenchon égratigne le projet anti-"Fake News" de Macron et l'invite à soutenir son conseil déontologique des médias

"Il est exact que le délabrement moral de l'information dite de 'service public' est un problème grave pour la dignité des contribuables qui le financent. (...) Il est évident que la concentration de 90% des médias en France dans les mains de 9 milliardaires est un grave défi lancé au pluralisme de la pensée et de l'influence", écrit notamment Jean-Luc Mélenchon avant de proposer à Emmanuel Macron de reprendre sa propre idée de création d'un conseil déontologique des médias.

"Pourquoi notre proposition de conseil déontologique, déjà en œuvre dans de nombreux pays, ne répondrait-elle pas a cette préoccupation sans créer le risque d'une 'pensée-vraie-officielle?"' écrit celui qui explique faire "le pari du dialogue" avec Emmanuel Macron sur ce sujet là.

Autre responsable politique quelque peu inquiet par le projet du chef de l'État: le chef de file des républicains au Sénat Brunot Retailleau. "En démocratie, mieux vaut une information erronée qu'une information étatisée", explique-t-il dans un communiqué, avant d'expliquer qu'aller plus loin que la législation actuelle "ce serait franchir la frontière qui sépare la légalité de la vérité. Le domaine de l'Etat, c'est le contrôle de la légalité. Seuls les régimes autoritaires prétendent au contrôle de la vérité. On sait ce qu'il peut en coûter." huffingtonpost.fr 04.01

Qui vise-t-il à protéger

- Le discours de Macron – 3 janvier 2018

“C’est vous, journalistes, qui êtes les premiers menacés par cette propagande. (...) La question du tiers de confiance que vous êtes, si essentielle en démocratie, est alors profondément brouillée et, à travers vous, c’est la démocratie libérale qui est visée."

“Si nous voulons protéger les démocraties libérales..."

Les médias-oligarques épargnés

"...aucune des libertés de la presse ne doit être remise en cause par ce texte et votre regard sera à cet égard très important et des consultations seront prévues à cet effet."

Pire encore, a eux de mettre en place la censure ou son équivalent.

"...la démarche de Reporters sans frontières d’inventer une forme de certification des organes de presse respectant la déontologie du métier me paraît à cet égard non seulement intéressante, mais souhaitable. Il vous revient d’organiser en quelque sorte les règles de votre profession si nous ne voulons plus que tout puisse se valoir et qu’aucune hiérarchie ne soit faite."

L'union des médias-oligarques

"L’heure est sans doute venue pour votre profession de s’unir autour de principes fortement réaffirmés en un temps de fragilité démocratique et 2018, je le souhaite vivement, sera l’année de ce débat de fond parce que toutes les paroles ne se valent pas et parce qu’il est même des paroles qui ne sont ni journalistiques ni innocentes, mais de propagandes et de projets politiques nocifs pour nos démocraties."

« On est sur une démarche consistant à protéger le travail des journalistes. », a assuré jeudi à l’AFP la ministre de la Culture Françoise Nyssen.

En dictature ils sont juges et parties.

« De toute façon, ce n’est pas l’exécutif qui se prononcera, ce sera le CSA ou le juge qui auront les pouvoirs » pour sanctionner les fausses infos, a-t-elle noté.

"... nos démocraties sont menacées et perturbées par les fausses nouvelles..."

« Il faut aller très vite là-dessus, c’est pour cela que nous travaillons sur ce projet de loi depuis octobre... » Le Parisien, 5/1/2018

Eux qui prétendent avoir la légitimité pour gouverner, que craignent-ils, pourquoi sont-ils aussi pressés, hystériques, aux abois ? Ils craignent un nouveau désaveu populaire, pourtant n'avaient-ils pas remporté une magnifique victoire en faisant élire Macron...

- Attali - liberation.fr 5 mai 2000

- "Internet représente une menace pour ceux qui savent et qui décident. Parce qu'il donne accès au savoir autrement que par le cursus hiérarchique. Parce que le pouvoir y appartient à ceux qui appartiennent (à des réseaux) et pas à ceux qui possèdent (des rentes). "

Depuis 2000, les réseaux et les rentes ont fusionné, donc ce qu'ils craignent ce sont ceux qui n'en font pas partie ou n'en profitent pas, l'immensité du peuple travailleur.

Que dit la loi de juillet 1881codifiant la liberté de la presse ?

Cette loi, souvent amendée et mise à jour, est celle qui aujourd’hui encore définit les responsabilités des auteurs et des éditeurs de presse. Or, cette loi prévoit le cas de la diffusion de fausses nouvelles. Dans son article 27 elle précise :

« La publication, la diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers lorsque, faite de mauvaise foi, elle aura troublé la paix publique, ou aura été susceptible de la troubler, sera punie d’une amende de 45 000 euros.

Les mêmes faits seront punis de 135 000 euros d’amende, lorsque la publication, la diffusion ou la reproduction faite de mauvaise

foi sera de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées ou à entraver l'effort de guerre de la Nation. » (Source : Les-Crise.fr)

Commentaires d'internautes.

1- "... pour moi c'est très clair, la loi de 1881 est inadaptée à notre époque, pour la simple raison qu'internet n'existait pas, et que c'est précisément ce que Macron veut attaquer. Il veut pouvoir faire fermer des comptes sur les réseaux sociaux, mais aussi des sites d'information alternative… C'est le vrai sens de la manœuvre, attaquer l'information alternative, la seule à même aujourd'hui de démonter méthodiquement les mensonges et les manipulations de la presse mainstream. Les Crises.fr en sont un parfait exemple. Gageons que là-bas.org, acrimed, le Grand Soir, etc. (en fait il suffit de lire la liste établie par le Decodex) seraient les premiers à être fermés si jamais cela passait.

...il ne s'agit pas de rester dans le légalisme, mais bien de museler les voix dissonantes pour mieux mener le troupeau."

LVOG - Les lecteurs d'Acrimed, Le Grand Soir, Les-Crises, etc. forment un autre "troupeau", et vous savez pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas de tête pour les guider. Mais c'est contradictoire. Pas forcément, cherchez l'erreur.

2- "Le régime se cabre et l'Inquisition envoie des signaux par autodafé (=acte de foi) en "brulant" les sites Internet et par la censure quand ce n'est pas par le tribunal… d'Inquisition.

Je ne vois pas de raison d'Etat derrière mais l'impression que cela n'est dans l'intérêt que d'une portion du peuple (les 0,1% les plus riches et leur infanterie légère), même si c'est quasi-impossible à prouver totalement, pourtant on juge l'arbre au fruit qu'il produit. C'est une république bourgeoise, non une démocratie. C'est aussi une mesure protectionniste contre la concurrence en terme d'information.

Nous n'en sommes pas encore aux lois scélérates mais je pense que c'est le but, le tout est de faire comme avec l'UE par touche impressionniste."

3- "La liberté sur le web, malgré la censure GAFA ne permet plus de contrôler le story telling en place depuis des décennies voir des siècles. Il faut à présent des lois permettant de couper plus vite les voix/voies alternatives : il en va de la survie même du système de contrôle en place. Sinon, le chaos ainsi généré permettra au moins de justifier un renforcement du contrôle. La liberté de penser et d'être n'est pas la priorité de notre cadet national, aux ordres des intérêts supérieurs qui l'ont imposé."

4- "Premier temps : début 2017, le Décodex marque les sites dissidents du rouge d'infamie. Deuxième temps : début 2018, Macron annonce une loi pour exécuter les dissidents."

5- "J'interprète cela comme une nécessité du pouvoir pour faire barrage à l'écart grandissant que nous allons connaître entre la réalité et ce qu'ils veulent nous faire croire."

6- "La vérité, c'est qu'il s'agit d'étouffer la liberté d'expression et de museler les médias alternatifs afin que la presse mainstream puisse conserver le monopole de la (dés)information. Il s'agit également d'empêcher les pays hors "communauté internationale", c'est à dire celle de l'Empire US, d'exprimer un point de vue différent et partant de maintenir le monde unipolaire qui a prévalu après l'effondrement de l'URSS. La Loi de juillet 1881 ne suffit plus pour atteindre ces objectifs, il est donc nécessaire de la changer ou mieux, de la compléter ça passera mieux. Le discours de Macron n'est rien d'autre que le conditionnement de nos cerveaux "malades" à cette énième législation liberticide que nos dirigeants d'avant appelaient sans pudeur censure…"

Quand fake news rime avec prendre ses désirs pour la réalité un peu trop vite.

- Israël soutient la réduction de l'aide US aux Palestiniens - Reuters

Israël soutient la décision des autorités américaines de geler leur contribution à une organisation humanitaire de l'Onu intervenant en faveur des réfugiés palestiniens, a déclaré un responsable israélien samedi.

- Les USA démentent le gel d'une partie de leur aide à l'UNRWA - Reuters

Un membre du département d'Etat américain a démenti vendredi le gel d'une aide de 125 millions de dollars en faveur de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), annoncé par le site d'information Axios...

Ce n'est pas un hasard si François Lenglet (France 2) a été invité à la réunion annuelle du Groupe Bilderberg en 2017

- L'odieuse désinformation de France Télévision dans ses JT. Une honte journalistique par Daniel Vanhove - Arrêt sur Info

Extrait. Il y a deux ans, [en décembre 2015] lors d'un JT de France 2, l'ancien présentateur David Pujadas introduisait en ces termes un reportage sur l'adolescente, alors âgée de 15 ans : « L'image est une arme au moins aussi efficace que les fusils. Celle-ci a fait le tour du monde. Regardez, des boucles blondes, un visage d'ange […] Héroïne ou enfant manipulée ? La fabrique d'une histoire… ».

L'introduction de ce reportage [rediffusé sur le blog de France 2 le 20 décembre 2017] explique avec éloquence que « les Palestiniens l'ont bien compris, plus que les pierres, les images sont devenues une arme redoutable ».

Le téléspectateur n'a déjà plus le choix. Il est prié de comprendre que derrière ces « boucles blondes, visage d'ange », il va découvrir un montage, une image travaillée, truquée, composée… que derrière ce visage lumineux qui apparaît à l'écran, se cacherait peut-être (sans doute) toute la félonie de la résistance palestinienne à l'occupation, qui se sert d'enfants pour mener sa lutte de libération…

Tout au long du reportage, les commentaires sont d'une honteuse partialité et ne relatent en aucun cas les faits pour ce qu'ils sont. En revanche, ils insinuent à demi-mots, ils manipulent les téléspectateurs pour leur faire accroire que les enfants palestiniens sont utilisés par leurs parents comme des armes vivantes envoyées au contact direct de l'armée israélienne.

Cela venant s'ajouter aux nombreuses allégations déjà entendues en d'autres temps que les Palestiniens se servent de leurs enfants comme boucliers vivants, alors que tous les témoins qui se sont rendus sur place ont pu voir à diverses reprises – et de nombreuses vidéos existent sur Internet – que la plupart du temps, ce sont les « courageux » soldats israéliens qui prennent des enfants comme boucliers humains, quand ils ne sont pas des dizaines à s'y mettre, harnachés comme des Robocops, pour arrêter l'un ou l'autre qui n'a que son courage pour toute arme !

Plus loin dans le reportage, il est question d'une vidéo de 2015 tournée par l'oncle d'Ahed qui, d'après les sous-entendus du journaliste, en a fait son business. Sans jamais pointer le fait que ce « valeureux » soldat s'en est pris à un enfant – jeune frère d'Ahed – qui a le bras cassé et qu'il étrangle sans ménagement sous prétexte « qu'il est soupçonné d'avoir jeté des pierres », le journaliste Franck Genauzeau poursuit son commentaire : « l'adolescente apparaît et tente de le libérer et en vient aux mains avec le soldat… lui-même roué de coups par le reste de la famille [le pauvre !] et devra finalement renoncer [à emmener l'enfant] ».

Il poursuit en disant « à aucun moment l'oncle n'a lâché sa caméra… », mais ne soulignera pas que de rage, le courageux soldat lâche une grenade lacrymogène au beau milieu du groupe de jeunes et d'adultes venus secourir l'enfant.

Et le journaliste d'insister : « Ces images seront mises à disposition gracieusement dans le monde entier… stratégie assumée par le père de l'adolescente, accusé par certains Israéliens de provoquer à dessein ces scènes de tensions ».

Pourquoi souligner cela ? Ces images devraient-elles être payantes ? Internet ne sert-il pas aussi à diffuser des informations le plus largement possible et à tous ceux qu'elles peuvent intéresser dès lors que les chaînes officielles ne sont plus fiables et qu'elles sont au service du pouvoir ?!

Et comme si cela ne suffisait pas, le journaliste, dont on a bien compris la partialité, enfonce le clou en s'adressant au père : « Ahed est devenue l'une de vos armes, en fait ».

Ce que le père réfute, en concédant, sourire en coin, qu'elle serait alors une « arme de communication… c'est une enfant qui accomplit son devoir et ses responsabilités… ».

« C'est une icône » lancera le journaliste, qui n'en démord pas et ne saisit pas à quel point les Palestiniens ont le sens de l'humour et de la dérision : « Oui, une icône, lâche le père, pour convaincre les autres pays, grâce à elle ». Peu de chance que ces mots soient compris par celui qui a définitivement choisi son camp !

Et la sentence tombe : « Alors, adolescente manipulée ou caractère bien trempé… ? » Mais, après un tel reportage, le téléspectateur a-t-il encore le choix ? La manière dont sont proposés les éléments (images et commentaires) pousse à faire passer les occupés pour la menace et les occupants pour les menacés. C'est encore et toujours cette abjecte façon de retourner les faits, de travestir la réalité et de transformer la victime en coupable et, inversement, de présenter une armée dont on connaît toutes les dérives pour de pauvres victimes.

À aucun moment de ce reportage, il ne sera question d'une armée d'occupation déployée depuis des décennies dans tout le pays, dans tous les villages, et qui ne lésine pas sur les moyens pour détruire les habitations, brimer, blesser, tuer les Palestiniens de tous âges, y compris des enfants sans autre défense que des cailloux ! Ni des handicapés, comme on a pu le voir encore la semaine dernière à Gaza.

Le téléspectateur est laissé face à une enfant présentée comme une diablesse déguisée en ange aussi redoutable et dangereuse que la cinquième armée du monde !... Arrêt sur Info 04 janvier 2018

En complément. L'ignominie du sionisme.

- Kosovo/trafic d'organes: un Israélien arrêté à Chypre - AFP

Un ressortissant israélien soupçonné d'avoir été au Kosovo le cerveau d'un réseau international de trafic d'organes a été arrêté à Chypre, à la demande de Pristina, a-t-on appris samedi de source policière kosovare. AFP 06.01

Et cela ne date pas d'hier.

Sept Israéliens inculpés pour un trafic d'organes international - 13 mai 2015

www.20minutes.fr/.../1607875-20150513-sept-israeliens-inculpes-trafic-organes-inter...

Selon l'ex-procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Carla Ponte.

Trafic présumé dans lequel auraient été impliqués, selon elle, des dirigeants de l'actuel Kosovo indépendant, à la fin des années 1990, dont l'actuel Premier ministre Hashim Thaçi.

Environ 300 prisonniers auraient été transportés pendant l'été 1999 depuis le Kosovo jusqu'en Albanie où ils auraient été enfermés dans une sorte de prison. Les organes prélevés auraient été "envoyés vers des cliniques à l'étranger pour être implantés sur des patients qui payaient", pendant que les victimes restaient "enfermées jusqu'au moment où elles étaient tuées pour d'autres organes". Trafic d'organes au Kosovo: la controverse Carla del Ponte - lexpress.fr 17.04.2008

Les receveurs d'organes, des Israéliens pour la plupart, versaient entre 80.000 et 100.000 euros. wikistrike.com 20.04.2013

Oligarque, patron soumis, élite zélée, esclave docile ou opposant voué au rebut, le statut qu'ils vous préparent.

- À partir de 2020, la Chine attribuera une note de confiance à chacun de ses citoyens grâce à un « système de crédit social » qui semble tiré d'une dystopie par Camille Hamet 03/11/2017

Il est de notoriété publique que, depuis l'avènement de Google et des réseaux sociaux, nos activités quotidiennes sont constamment surveillées et analysées : où nous allons, qui sont nos amis, ce que nous achetons en ligne, ce que nous y cherchons, lisons, regardons – et le temps que nous y passons. Mais imaginons maintenant que ces données soient évaluées selon des règles établies par le gouvernement, que notre score soit rendu public et qu'il détermine notre éligibilité au crédit ou à un emploi, l'école de nos enfants et nos chances d'obtenir un rendez-vous galant. Cela ressemble à un scénario de science-fiction terrifiant. Il est pourtant sur le point de devenir réalité en Chine.

Appelé « système de crédit social »...

Le texte fondateur du projet gouvernemental, publié en juin 2014 par le Conseil des affaires d'État, reste vague quant aux moyens concrets de sa mise en oeuvre. Mais il consiste grosso modo à attribuer à tous les citoyens et à toutes les entreprises une note représentant la confiance dont ils sont dignes. Pour cela, toutes les informations administratives seront inscrites dans une base de données : acquittement des taxes, des tickets de transport, conditions d'acquisition de diplômes, suivi ou non des formations à la régulation des naissances, etc. Certains professionnels, tels que les enseignants et les journalistes, seront en outre soumis à des analyses particulièrement poussées.

L'intention du gouvernement chinois est claire : « Autoriser ceux qui sont dignes de confiance à se promener partout sous les cieux, tout en rendant chaque pas difficile pour ceux qui sont discrédités. » Plus loin, le document de 2014 précise : « Il s'agit d'établir une culture de la sincérité et des valeurs traditionnelles, en utilisant des mécanismes incitatifs mêlant des encouragements pour préserver la confiance, et des contraintes pour empêcher de la briser. » Ces « contraintes » sont listées dans un autre document, datant lui de 2016, et elles sont sévères : interdiction de voyager en première classe, impossibilité d'envoyer ses enfants dans les meilleures écoles, ou encore d'accéder à une promotion.

Comme le souligne le sinologue Rogier Creemers, « la mise en place d'un système de crédit social s'inscrit dans le passage de la Chine d'une économie planifiée à une économie de marché, dans laquelle la notion de confiance joue un rôle central ». Et comme le note la sinologue Séverine Arsène dans une tribune publiée par le journal Le Monde, « la liste des domaines d'application évoque implicitement tous les scandales qui ont rythmé l'actualité chinoise ces dernières années : sécurité alimentaire,

santé, arnaques dans l'e-commerce, conflits liés au travail et, en filigrane, l'immense problème de la corruption, qui empêche de prendre ces questions à bras-le-corps. »

Pour elle, « le système de crédit social est sans doute un outil parfait pour le contrôle des opposants, et les paragraphes du document de 2014 concernant la culture ou l'éducation donnent des indications en ce sens. Le recours à la reconnaissance faciale, combiné à l'omniprésence des caméras de surveillance, annonce également un potentiel de surveillance assez effrayant. » Mais pour Rogier Creemers, un usage politique du système de crédit social est loin d'être certain. « La Chine dispose déjà de nombreux moyens de contrôler la population, tels que la censure sur Internet », dit-il. « D'ailleurs, il y a très peu d'opposants notoires au régime et celui-ci les connaît déjà tous par leur nom. »

« D'autre part, ce système pourra donner lieu à de nouvelles formes de corruption pour truquer le score, et ainsi renforcer, plutôt que résoudre, le problème de départ », indique Séverine Arsène. « Dans nos démocraties, cela nous rappelle, s'il en était besoin, l'importance de la transparence, d'un débat pluraliste sur les choix politiques et de contre-pouvoirs pour résoudre les problèmes d'une société. » Cela nous rappelle aussi que les données personnelles que nous livrons volontiers à des entreprises privées comme Google et Facebook leur donnent un pouvoir à la fois inédit et incommensurable. Et nous ne sommes pas épargnés par la multiplication des classements et des systèmes de notation.

« Quand je parle du système de crédit social chinois à des Occidentaux, leurs réactions sont ferventes et viscérales », témoigne Rachel Bostman, spécialiste de la consommation et de l'économie collaboratives, dans son livre Who Can You Trust? How Technology Brought Us Together and Why It Might Drive Us Apart. « Pourtant, nous évaluons déjà les restaurants, les films, les livres, et même les médecins. » L'application Peeple, lancée par la Canadienne Julia Cordray et l'Américaine Nicole McCullough en 2016, propose carrément d'évaluer les gens. Sur une échelle de cinq étoiles, et dans trois catégories : « personnel », « professionnel » et « amoureux ». Avec cette philosophie en toile de fond : « Nous voulons que la personnalité soit une nouvelle forme de monnaie ».

Fort heureusement, cette application n'a pas rencontré beaucoup de succès. « Horrible », estime le magazine Fortune. « Terrifiant » insiste le Washington Post. « Aussi méchant que ça en a l'air », affirme Business Insider. « C'est une idée ridiculement mauvaise, comment imaginer que les gens soient assez stupides pour utiliser cette application comme si elle avait de l'importance ? » s'agace un internaute sur le site de Peeple. « Baser la valeur des gens sur n'importe quelle sorte de classement ? Peu importe ce que le classement prend en compte, cette application est une idée horrible, cruelle et dégoûtante. Si je pouvais donner zéro étoile à cette application, je le ferais, Apple et tous les autres développeurs devraient la retirer de l'App Store, et toutes les autres applications dystopiques et tordues devraient être illégales. »

Or, plusieurs applications et réseaux sociaux établissent un classement entre leurs utilisateurs, ou bien les sélectionnent à l'entrée. Le seul moyen de pénétrer Best of All Worlds est d'y être explicitement invité. The League vérifie toutes les références des candidats en matière d'éducation et de parcours professionnel. Tinder propose une version secrète, baptisée Select, à ses membres les plus courtisés. Et pendant ce temps, nos gouvernements font voter des lois de surveillance numérique, songent à centraliser les données médicales et à interconnecter des bases de données privées. Rien ne garantit donc que des États européens ou américains ne se laisseront pas à leur tour tenter par un système de crédit social. ulyces.co/camille-hamet 03.11.2017

Tyrannie. Soyez Charlie, soyez d'extrême droite.

C'est une obligation !

- Cri du cœur - Liberation.fr

On doit «être Charlie». Liberation.fr

Au fond de leur poubelle.

- Caroline Fourest : «Les "Je ne suis pas Charlie" finiront comme tous les perdants de l'histoire» — liberation.fr 6 janvier 2018

Comment, vous osez douter de leur honnêteté, de leur sincérité, de leurs intentions ?

- Près d'un Français sur cinq doute encore de la «version officielle» de l'attentat de «Charlie Hebdo» - Liberation.fr

Trois ans après les attentats de Charlie Hebdo, près d'un Français sur cinq n'adhère toujours pas totalement à sa «version officielle», à savoir qu'il est certain que les attaques ont été planifiées et réalisées par des terroristes islamistes. 19 % d'entre eux considèrent encore qu'il subsiste a minima des «zones d'ombre» et que tout ce que les médias ont relaté depuis sur le sujet n'«est pas vraiment certain», révèle une enquête de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy Watch, à paraître lundi. L'Ifop, qui a orienté sa recherche dans une perspective plus large d'évaluation de l'implantation et de l'évolution des

thèses complotistes en France depuis «Charlie», a réalisé son étude auprès d'un échantillon de 1 252 personnes, par le biais d'un questionnaire en ligne les 19 et 20 décembre 2017. Il ressort de son enquête, en outre, que 3 % des Français croient que les attentats du 7 janvier 2015 ont été «une manipulation dans laquelle les services secrets ont joué un rôle déterminant». Autrement dit, que l'attaque des frères Kouachi dans la rédaction de l'hebdomadaire était un false flag (ou «fausse bannière»). En gros, une ruse pour semer la confusion, faire diversion et cacher les vraies raisons et les commanditaires de leur action terroriste. Un peu comme quand certains ont affirmé, au moment du 11 septembre 2001, que l'attentat avait été planifié par le gouvernement américain pour justifier des mois plus tard sa décision d'envahir l'Irak.

Les thèses remettant en doute la version officielle des attentats de Charlie Hebdo «remportent une adhésion beaucoup plus franche chez eux que chez leurs aînés : 30 % des 18-24 ans y souscrivent, plus généralement 27 % des moins de 35 ans, contre 8 % pour les plus de 65 ans», explique Reichstadt. La raison ?

Ce qui alarme, c'est qu'à observer la génération qui vient, «rien ne laisse supposer qu'il va y avoir une inversion de la vapeur» ou alors «dans des décennies». Liberation.fr 6 janvier 2018

Rudy Reichstadt est à la fois membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès et fondateur du site Conspiracy Watch (il s'agit d'un observatoire du conspirationnisme et des théories du complot), en réalité un think tank néoconservateur ou néolibéral. Ces précisions figurant dans cet article sont très intéressantes, car elles illustrent ou confirment les liens qui existaient entre le PS et les néoconservateurs ou néolibéraux, ou qu'ils étaient compatibles sur le plan idéologique, ce qui évidemment ne datait ni d'hier ni d'avant-hier.

Infréquentable "au sens strict".

Liberation - Qu'est-ce qu'être «Toujours Charlie» ? Question discutée ce samedi aux Folies Bergère à Paris (1), au cours d'une journée organisée par la Licra, le Comité Laïcité République et le Printemps républicain.

Le programme suggère qu'il sera peu question de la liberté d'expression au sens strict, et beaucoup d'«islamisme» et de laïcité. Des intervenants aussi variés que Caroline Fourest, Elisabeth Badinter, Brice Couturier ou Pascal Bruckner apporteront leurs réponses.

45 euros l'entrée pour assister au programme complet, «pass VIP» à 150 euros. Liberation.fr 6 janvier 2018

En guise de fake news parole à un professionnel (de père en fils).

- Pour Raphaël Glucksmann, la montée de l'extrême droite en Europe est "un phénomène global" - francetvinfo.fr Franceinfo 5 janvier 2018

"C'est un phénomène global et ça a lieu dans toutes les démocraties libérales européennes et occidentales en général."

"Il y a différentes causes. Il y a la crise socio-économique mais on n'explique pas tout par cette crise parce qu'en République Tchèque, par exemple, les électeurs ont voté pour un populiste d'extrême droite, Babiš, alors que la situation économique allait plutôt mieux qu'avant. On pourrait dire : "C'est les vagues migratoires", mais il y a des villages hongrois qui se mobilisent derrière l'extrême droite qui n'ont jamais vu le moindre réfugié ou migrant. Il y a une explication générale qui est l'incapacité des démocraties libérales aujourd'hui, de produire du sens, à produire un horizon collectif qui permette de mobiliser les électeurs et les gens. Donc il y a une défiance généralisée vis-à-vis des institutions en place et c'est l'extrême droite qui en profite le plus." (La preuve : Macron président ! - LVOG)

"Le mode d'accession au pouvoir de ces mouvements d'extrême droite, il est démocratique. Mais à chaque fois qu'ils prennent le pouvoir, on le voit en Pologne, en Hongrie, il y a une tendance qui est à l'érosion des libertés, des institutions, du débat démocratique dans son ensemble. La caractéristique de tous ces mouvements, c'est d'être des mouvements autoritaires, fondés sur le culte du chef, l'embrigadement de la population et la pratique du bouc émissaire." francetvinfo.fr 05.01 (Comme en France en somme. Vous aurez noté que ses cibles sont aussi celles de Bruxelles et Washington, normal, il en est le porte-parole. - LVOG)

Ils osent tout. Fake news, machination (complot) ou la fabrique du consentement au quotidien.

- La confiance de Macron remonte, selon un nouveau sondage - Reuters

La cote de confiance d'Emmanuel Macron remonte de deux points, à 42%, selon un sondage Elabe, publié jeudi... Reuters

- Les Français sont de plus en plus optimistes - Reuters

Les Français sont 59% à se dire optimistes pour l'année 2018, un chiffre qui confirme la hausse continue - 15 points en six ans - de ce sentiment depuis 2011, selon une étude Harris Interactive pour RTL et M6 diffusée mardi. Reuters

- Les Français confiants sur l'économie, moins sur l'emploi, selon un sondage Elabe - Reuters

Plus de six Français sur dix (61%) croient à une reprise progressive de l'économie à plus ou moins long terme, selon un sondage Elabe pour Les Echos, l'Institut Montaigne et Radio classique publié jeudi. Reuters

Réactionnaire sur toute la ligne. Une suggestion ou un aveu ?

- Un président doit-il mener une politique de droite pour être populaire? - HuffPost FR

Loi antiterroriste liberticide, politique migratoire sans précédent, réduction des APL... Autant d'indices apparents d'une politique gouvernementale qui négocie un virage à droite à un degré rarement observé.

Tribunal de l'inquisition. La délation se pratique en famille, comme sous le régime de Vichy.

- Plusieurs femmes des Jeunesses communistes dénoncent des agressions sexuelles - huffingtonpost.fr

Plusieurs jeunes femmes auraient été victimes d'agressions sexuelles au sein des Jeunesses communistes, rapporte ce samedi 6 janvier le quotidien Le Monde. Des responsables PCF affirment avoir commencé à s'attaquer au problème "avec sérieux" et avec une "tolérance zéro".

A l'Unef, 83 femmes, anciennes syndicalistes, ont dénoncé fin novembre dans une tribune publiée par Le Monde des violences sexistes et sexuelles, dont des viols, commis selon elles pendant des années par des dirigeants de l'organisation.

Au MJS, l'ancien président Thierry Marchal-Beck a été accusé de harcèlement et d'agressions sexuelles par huit femmes, avait rapporté mi-novembre Libération. huffingtonpost.fr 06.01

Entre nous.

Moi j'ai le souvenir d'un responsable trotskyste qui appelait une camarade (pseudo Cloé) "clitoris d'acier" à la fin des années 70, certains militants en étaient outrés, d'autres dont je faisais partie se marraient ou s'en foutaient. Elle, elle rigolait jaune, c'était une brave femme. Le même responsable se foutait qu'une autre camarade se servait de sa poitrine volumineuse bien mise en évidence pour vendre entre 6 ou 10 journaux sur le marché le dimanche matin principalement à des hommes d'une cinquantaine d'années d'origine maghrébine, dont les yeux passaient de ses lèvres pulpeuses à sa poitrine sans rien comprendre à ce qu'elle leur racontait, elle faisait du chiffre (Objectif/résultat) c'était l'essentiel, et au diable toute considération politique ou autre. Par la suite il prit du galon dans son parti et devint permanent, normal... et la suite aussi... Vaut mieux l'oublier.

Personnellement, quand j'étais adolescent, parce que j'étais de petite taille (1,63m) les copines de mes potes, puis mes potes m'appelèrent "bas du cul", Tardichon, etc. j'en étais très vexé, humilié, Jean-Claude c'était trop long, j'étais aussi le plus pauvre et le plus arriéré, bref je cumulais les handicaps, donc après avoir été la tête de Turc de mes parents et de mes profs à l'école, j'étais aussi celui de mes potes et leurs copines qui se moquaient de moi. Cela dit par la suite j'ai toujours eu une pensée amicale et tendre pour eux, c'était mes potes et mes copines. C'est avec eux que j'ai vécu les meilleures années de ma vie, et à qui indirectement je dois d'avoir pu évoluer.

Cela m'a fait beaucoup réfléchir, et depuis ce jour-là je n'ai jamais plus fait allusion au physique d'une personne, j'ai cessé progressivement de juger les autres, c'est un truc qui m'est devenu totalement étranger. Parfois on se méprend sur les gens, je dis cela pour ceux qui auraient pensé le contraire, ils se sont trompés à mon égard.

Autres infos au pays de l'oligarchie et de l'Etat policier

Renversons-la !

- Agression de policiers: "cette société de la violence ne saurait continuer à exister" (Collomb) - AFP

Echo en famille.

- Les 4 Vérités - Agression de policiers : Edouard Philippe promet "une sévérité sans faille" - Franceinfo

Pour obtenir des "sanctions exemplaires" et "une prise de conscience générale", SGP-FO a annoncé des rassemblements le 9 janvier devant tous les commissariats de France. Franceinfo

- Champigny: Ciotti contre tout "aménagement de peine" - AFP

- Agression de Champigny : en finir avec l'angélisme - LePoint.fr

- Notre-Dame-des-Landes : 56% des Français favorables à un recours à la force pour évacuer les zadistes - Franceinfo

Ils osent tout. Vouloir comprendre, quelle sale habitude !

- Entre deux vœux à la presse, Emmanuel Macron se ravise - HuffPost FR

Lors de la présentation de ses vœux à la presse, ce mercredi 3 janvier à l'Élysée, Emmanuel Macron a notamment fustigé une pratique journalistique virant parfois à "l'obsession de vouloir comprendre le contexte". Une obsession qui aboutirait, selon lui, à privilégier les détails au détriment de l'essentiel

Pourtant lors de ses voeux à la presse en janvier 2016, Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, avait délivré un tout autre message en encourageant les journalistes à... bien restituer le contexte des informations qu'ils délivrent...

"Savoir expliquer, savoir recontextualiser, savoir redonner du sens (...) La seule façon de sortir des petites phrases, c'est de déplier les choses, de les remettre dans leur temps, dans leur contexte", affirmait-il à l'époque. HuffPost FR 4 janvier 2018

- Elections européennes : le nouveau mode de scrutin chamboule les partis - leparisien.fr

Un triple avantage pour Macron

Pas de doute, en tout cas : derrière cette mesure d'apparence technique, ce sont les grandes manœuvres en vue des européennes qui sont d'ores et déjà lancées. Ce sera un premier test électoral pour le chef de l'Etat — dont le parti LREM est donné en tête devant le FN par certains sondages —, pour qui le rétablissement d'une circonscription nationale présentera un triple avantage. Tout d'abord, tracer une ligne de clivage claire entre les partis proeuropéens, comme LREM ou le MoDem et les eurosceptiques comme la France insoumise et le FN. Ensuite, faire émerger les ambiguïtés qui subsistent au sein de LR et du PS, avec, à la clé, le risque d'implosion des deux partis de gouvernement. « Nous avons en notre sein des socialistes qui restent très eurosceptiques, regrette une députée Nouvelle Gauche. Il va falloir qu'ils choisissent leur camp. » Quant à Laurent Wauquiez, il devra lui aussi clarifier sa ligne. Craignant le virage souverainiste du leader de LR, Alain Juppé avait, dès novembre, testé l'idée de la création d'un grand mouvement central proeuropéen et avait même fait, en ce sens, des offres de service à Emmanuel Macron. « Notre vocation, c'est de continuer notre travail d'ouverture, souligne Stanislas Guérini, député LREM de Paris. Et les élections européennes sont particulièrement favorables pour le faire, tant l'Europe constitue une ligne de clivage forte. »

La mise en place d'une circonscription nationale présente un dernier intérêt pour Emmanuel Macron : compenser le manque de leaders locaux au sein de LREM, un parti créé il y a à peine un an et demi... Depuis plusieurs semaines, déjà, les partis réfléchissent aux têtes de liste du futur scrutin. Pour LREM, plusieurs noms circulent, comme l'éphémère ministre des Armées, la centriste Sylvie Goulard, le très « européiste » François Bayrou ou encore Daniel Cohn-Bendit. L'ancien leader des Verts et ex-député européen, qui avait enregistré un score historique lors des européennes de 2009, n'a jamais caché son soutien à Macron. leparisien.fr 05 janvier 2018

Commentaire d'un internaute

- "Pourquoi le mode de scrutin change à chaque fois ? Mais ce sont les abstentionnistes qui seront majoritaires."

Ils osent tout. Quand soudainement le "régime" syrien sanguinaire devient démocratique.

- Le gouvernement veut que les jihadistes françaises soient jugées en Syrie - HuffPost FR

- Syrie : les djihadistes françaises « jugées là-bas » si les droits de la défense sont assurés - LeParisien.fr

Les femmes djihadistes françaises arrêtées par les forces kurdes en Syrie seront « jugées là-bas » si les « institutions judiciaires sont en capacité d'assurer un procès équitable »... LeParisien.fr

Vous y croyez à la paix ? Cela rapporte-t-il autant que la guerre ?

- Etats-Unis, OTAN et UE – une alliance de guerre commune par Willy Wimmer — http://arretsurinfo.ch 06 janvier 2018

Selon la dernière publication (avril 2017) de l'institut suédois Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires mondiales ont encore augmenté au cours de l'année passée. Depuis 2010, les chiffres ne cessent d'augmenter. En 2016, les Etats ont dépensés 1686 milliards de dollars pour leurs armées. Plus de la moitié du chiffre d'affaires mondial profite aux grands groupes d'armements américains. Les raisons primordiales pour ces ventes sont l'augmentation du nombre de régions en conflits et la modernisation des systèmes d'armement. En comparant les dépenses des pays dans ce domaine, il s'avère que les Etats-Unis déboursent davantage que l'ensemble des huit Etats suivants (Chine, Russie, Arabie saoudite, Inde, France, Royaume-Uni, Japon, Allemagne).

Il est donc facile de déterminer les profiteurs du réarmement et de l'escalade militaire dans le monde. Ce sont les grands groupes du «complexe militaro-industriel», terme utilisé, à titre d'avertissement, par le président américain sortant Dwight Eisenhower en 1961. Il voulait ainsi caractériser les étroits liens personnels entre l'industrie militaire et la politique. Les entreprises américaines principales sont Lockheed, Raytheon et Boeing. En Europe, les grands groupes s'appellent, entre autres, EADS/ Airbus Group, Dassault ou Krauss-Maffai. http://arretsurinfo.ch 06 janvier 2018

Plus de fric !

- Royaume-Uni : le système de santé prend l'eau - LePoint.fr

Autrefois fierté des Britanniques, le National Health Service, sous-financé, n'est plus en mesure d'assurer correctement sa mission.

Ce fut un humiliant rétropédalage. Interpellée le 3 janvier sur la saturation des hôpitaux britanniques, notamment en raison d'une épidémie de grippe, Theresa May avait cru mettre un terme à la polémique naissante en assurant que le National Health Service (NHS, le système de santé national) était « mieux préparé pour l'hiver que jamais ». Le lendemain, en visite dans un établissement dont les urgences étaient totalement engorgées, la Première ministre a dû faire amende honorable : « Je sais que c'est difficile, je sais que c'est frustrant, je sais que c'est décevant pour les gens et je m'en excuse. »

Entre-temps, les journaux télévisés s'étaient chargés de rappeler à quoi ressemble un hôpital en ce début d'hiver : couloirs encombrés par les lits et les brancards, temps d'attente aux urgences pouvant excéder les douze heures, opérations ne présentant pas de caractère d'urgence reportées d'un mois, personnel dépassé.

Manque de personnel criant

Parallèlement, la parole s'est libérée, qu'il s'agisse des patients impatients ou du corps médical dénonçant sur les réseaux sociaux « une médecine de champs de bataille » ou « des conditions dignes du tiers monde ». Le Royaume-Uni n'a pas le monopole de ce genre de situation de crise. Mais cette réalité cadre mal avec la réputation du NHS, qui est considéré comme un joyau de la Couronne ; « une religion nationale » avait un jour déclaré un ministre. Créé après la Deuxième Guerre mondiale, il est égalitaire et généreux dans la mesure où les soins sont gratuits.

Voilà pour la théorie. Car cela fait longtemps que le service de santé n'a plus les moyens de ses ambitions. Et la tendance s'est accentuée depuis la crise de 2008, qui s'est traduite par plusieurs années de coupes claires dans les programmes sociaux. Au gré des restrictions budgétaires, le nombre des lits d'hôpital est tombé à moins de 150 000 (contre le double, il y a trente ans) et le manque de personnel est devenu criant. LePoint.fr 6 janvier 2018

Mais quand il s'agit de la France ou la situation est identique ou pire, Le Point se fait plus discret ou chante les louanges de la politique du gouvernement.

La Bête immonde a perdu la tête, c'est le capitalisme rongé par une gangrène irréversible qui est au bout du rouleau.

Ce qui explique pourquoi ils osent tout, ils disent tout et son contraire, ils se contredisent sans cesse, ils racontent n'importe quoi, ils sont belliqueux, hargneux, arrogants, paranoïaques, ils sont ni de droite ni de gauche...

La bête est blessée aussi tentent-ils de la soulager, de la sauver. Hier ils traitaient Trump de tous les noms, et voilà qu'ils volent à son secours au lieu de l'achever. En fait, ils sont beaucoup moins forts que ce qu'ils paraissent, c'est qu'on retiendra.

Après la parution du livre explosif sur Trump, l'entourage du président des Etats-Unis monte au créneau pour le défendre francetvinfo.fr

C'est peu dire que la parution de Fire and Fury : Inside The Trump White House (Le Feu et la fureur : À l'intérieur de la Maison Blanche de Trump) a provoqué la colère de Donald Trump. Un livre qualifié de "bidon" par le président des Etats-Unis qui a tenté, en vain d'interdire sa sortie. L'écrivain et journaliste américain Michael Wolff, auteur du livre, présente Trump comme un président inapte "réagissant comme un enfant, qui telle une boule de flipper part dans tous les sens".

Sur CNN, on demande au secrétaire d'État Rex Tillerson si Trump est bien apte à gouverner : "Il n'est pas comme les présidents d'avant mais je n'ai aucune raison de douter de son aptitude mentale", répond le ministre des Affaires étrangères.

Le fils de Trump Donald Junior est aussi monté au créneau : "Dès que mon père gagne, les médias s'accrochent à toutes objets anti-Trump quelques soit d'ailleurs sa crédibilité." Les journaux et sites conservateurs sont d'ailleurs tombés à bras raccourcis sur l'auteur du livre, connu, disent-ils, pour prendre de grandes libertés avec la vérité. francetvinfo.fr 06.01

- Trois raisons de se méfier de Michael Wolff, l'auteur du livre qui déclenche le feu et la fureur de Donald Trump - francetvinfo.fr

Le livre explosif sur Donald Trump, Fire and Fury : Inside the Trump White House (Le Feu et la fureur : A l'intérieur de la Maison Blanche de Trump en français) a été publié vendredi 5 janvier aux Etats-Unis.

1- Il prend ses aises avec la vérité

L'ouvrage de Michael Wolff sur Donald Trump, estime sa consœur de CNN Alisyn Camerota, "ne relève pas vraiment du journalisme" parce qu'il "ne vérifie pas" les propos des personnalités interviewées et ne les recoupe pas avec d'autres sources.

Pas de quoi démonter l'écrivain. En exergue de Fire and the Fury, Michael Wolff reconnaît volontiers que "de nombreux événements se produisant à la Maison Blanche sous Donald Trump entrent en contradiction les uns avec les autres ; beaucoup, dans un style typiquement trumpiste, sont évidemment faux. Ces contradictions, ce rapport fluctuant avec la vérité, si ce n'est avec la réalité même, sont des éléments constitutifs de ce livre."

2- Il a des méthodes peu orthodoxes

On prête aussi à Michael Wolff des méthodes douteuses, dont il s'est d'ailleurs vanté. Pour écrire Autumn of the Moguls (L'Automne des magnats, éditions Flamingo), le journaliste cherchait ainsi des renseignements sur le train de vie de Steven Rattner, un ancien journaliste du New York Times devenu une éminente personnalité de Wall Street. Et il n'a pas trouvé mieux, raconte Le Monde, que de recruter comme espion son propre fils de 7 ans.

Compagnon de jeux du fils de Steven Rattner, l'enfant a été invité dans la somptueuse demeure du financier sur la 5e avenue, une des adresses les plus chics de New York. Selon le Daily Beast, Michael Wolff se serait vanté d'avoir arraché à son rejeton, dès qu'il est revenu à la maison, quelques détails choquants sur le mode de vie luxueux de la famille Rattner.

3- Il invente des scènes

Enfin, la sauce à laquelle il accommode ses récits n'est pas du goût de tous. En 2004, à la sortie de L'Automne des magnats, le magazine américain New Republic affirmait : "Les scènes que Wolff dépeint dans ses chroniques ne sont pas tant rapportées que créées, surgissant de [son] imagination plutôt que de faits existants." Le journal le décrivait comme une plume "en partie éditorialiste mondain, en partie psychothérapeute, en partie anthropologue social (qui) invite les lecteurs à être une mouche sur le mur du premier cercle des magnats".

En 2008, l'exigeant journaliste David Carr surenchérissait. "Historiquement, écrivait le critique littéraire dans le New York Times, à propos du livre sur Murdoch, l'un des problèmes avec l'omniscience de Wolff est que même s'il peut tout savoir, il a parfois tout faux." francetvinfo.fr 06..01

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Vaccinations obligatoires: Buzyn veut de "la rationalité" - AFP

- La ministre du Travail, Muriel Pénicaud va investir dans un fond solidaire ce qu'elle ne paie plus en ISF - Franceinfo

- RSF dénonce la chasse aux journalistes en Turquie - AFP

- Contre la venue d'Erdogan à Paris, des Femen manifestent près de l'Élysée - HuffPost FR

- Les migrants face aux Alpes : sur la route du col de l'Echelle - euronews

- Le pape François prie pour les migrants - euronews

Quand leur ambition malsaine ne s'embarrassait pas de tel principe.

- #MeToo: comment poursuivre "l'effet Weinstein" en 2018, après la libération de la parole des femmes? - HuffPost FR

- Les femmes d'Hollywood se mobilisent contre le harcèlement sexuel - AFP

- Comme moi, des millions de Yéménites ne souhaitent qu'une chose pour 2018, vivre en paix - HuffPost FR

La prison ou l'exil.

- L'Etat hébreu impose un choix difficile à près de 40 000 migrants africains - Liberation.fr

Ils osent tout

- Les Français favorables, sous condition, aux mères porteuses, selon un sondage Ifop - Reuters

- Transparence. Paris se méfie des lobbys - Liberation.fr

- Réforme de l'ISF : chez les ministres, le bingo pour Pénicaud - Liberation.fr

Au secours, la planète se réchauffe.

- Un froid record attendu aux Etats-Unis - euronews

Ici, à 10 kilomètres de Pondichéry dans le sud de l'Inde, ce matin à 6 heures, il faisait à peine 15°C, un record de froid. Dans la chambre ce matin il faisait 24°C.

Hier après-midi, temps radieux, il faisait 32°C, température normal un 5 janvier, on est en hiver.

Haut de page

Le 17 janvier 2018

CAUSERIE

Le portail ne sera plus actualisé pendant une durée indéterminée.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le bloc-notes du 7 mars 2018

- Causerie au format pdf. (57 pages)

Chez vous il fait un froid de canard, ici à Pondichéry il fait 40°C à l'ombre à midi, 18°C le matin à 6h.

Les réflexions politiques qui suivent ont été classées par ordre chronologique en partant des plus récentes (jusqu'au 8 janvier).

J'ai abandonné la formule des causeries quotidiennes pour cause de santé principalement. La semaine qui précéda la causerie du 7 janvier, il y eut en moyenne 350 connexions uniques par jour, hors robots ou moteurs de recherche, soit plus de 10.000 connexions par mois.

Comme il est inutile de se dépenser sans compter ou de se sacrifier, alors que l'échéance ou les objectifs politiques que nous poursuivons sont de toute évidence renvoyées à une date indéterminée, j'ai décidé de poursuivre mon activité politique sous la forme d'une contribution plus légère ou moins contraignante sans toutefois transiger sur les principes, en partageant les idées que m'inspirent les évènements qui servent à l'élaboration de mon analyse de l'évolution de la situation...

Ce n'est pas évident de savoir ce qu'on pense et pourquoi on le pense et de le formuler de manière à être compris, sans que nos propos soient systématiquement déformés ou interprétés en isolant et privilégiant un élément, alors que c'est l'ensemble des éléments qui composent une analyse qui lui donne un sens et une orientation. Cela suppose d'avoir tous ces éléments en tête puis d'observer comment ils se comportent, évoluent et s'ordonnent...

Si j'étais un populiste ou un démagogue, un opportuniste qui se destine de manipuler les lecteurs, je surferais sur la vague de délocalisations ou de fermetures d'usines annoncées qui vont se traduire par des milliers de licenciements, ainsi que la contre-réforme destinée à liquider ce qui reste de la SNC, etc. en formulant au choix le voeux ou l'espoir que le tout combiné aux mesures antisociales adoptées ces derniers mois par le gouvernement contre finalement toutes les catégories de travailleurs aboutissent à un mouvement social unitaire ou de masse contre le régime, mais je n'en ferai rien étant persuadé qu'il n'aboutirait à rien, et j'explique ici pourquoi.

Au passage, on évitera également de spéculer sur la liquidation de la fonction publique et des entreprises d'Etat qui pourrait se traduire par un rapprochement pour le moins hypothétique entre les différents secteurs de la classe ouvrière, du fait que c'est la réaction qui est à l'origine de ce processus et dont l'issue constitue une sévère défaite pour l'ensemble des travailleurs qui préfigure celles à venir.

On voudrait bien redonner de l'espoir aux militants qui s'impatientent ou qui ne supportent plus la situation inextricable dans laquelle nous sommes, mais nous n'avons pas le droit de leur raconter des histoires, de les tromper en somme, on ne peut pas nous demander cela.

Souvenez-vous lors de la réunification de l'Allemagne, on nous avait expliqué que la réunification du prolétariat le plus puissant d'Europe allait constituer une formidable occasion pour relancer la lutte de classe dans ce pays et au niveau du continent, en réalité cela allait se traduire par l'Agenda 2000 et Hartz IV, des salaires à 1 euro, etc. l'impérialisme allemand allait renouant avec l'hégémonie économique et politique qu'il avait avant la Seconde Guerre mondiale tout en s'imposant à la direction de l'UE, ceux qui avaient produit ce pronostic foireux avaient tout simplement oublié dans quel contexte cette réunification intervenait et qui en était à l'initiative.

Vous ne m'en voudrez pas d'avoir retenu cette leçon, n'est-ce pas ? Ce qui n'est pas vraiment le cas de nos dirigeants malheureusement. Un conseil : Méfiez-vous de leurs analyses, car aux faits souvent ils mêlent des éléments de nature dogmatique qui flattent vos attentes et vous entraîneront de désillusions en désillusions, on n'a pas le droit de faire croire aux militants ou aux travailleurs que quelque chose pourrait se produire quand on sait pertinemment que c'est totalement impossible. En revanche chacun a le droit de se tromper, c'est uniquement l'intention qui compte. On a le devoir d'encourager les travailleurs à se mobiliser, mais on a aussi le devoir de leur dire la vérité sur la situation en évacuant toute éventuelle illusion...

- C’est la guerre : comment ne pas la perdre ? - Editorial de La Tribune des travailleurs n°128 (28 février 2018) (POID)

Dans l'état actuel des choses elle est perdue d'avance.

La défaite des cheminots en France sera aussi lourde de conséquences pour le mouvement ouvrier et le prolétariat que celle des mineurs face à Thatcher, (50 ans plus tard) ils ne s'en sont jamais remis.

Pourquoi, comment cela a-t-il pu être possible ? Au regard des réponses qui ont été fournies à ces questions et la manière dont cela s'est traduit concrètement, sur la base d'un simple constat on est légitimement en droit de penser que la véritable explication se situait ailleurs, si on en juge par l'état de putréfaction, de délabrement, de corruption, de décadence du mouvement ouvrier qui en a suivi... ou qui peut-être précédait ce chapitre de la lutte des classes, qui sait ce processus était-il déjà largement entamé depuis des lustres, ceci expliquerait cela, ce qu'apparemment personne ne veut admettre.

La Tribune des travailleurs - Ne pas se laisser diviser par la « concertation » dans laquelle le gouvernement veut piéger les organisations syndicales et les lier à sa contre-réforme : quand on est en guerre, on ne se concerte pas avec l’ennemi, on serre les rangs, on constitue un seul front et on part au combat pour gagner dans l’unité. Fin de l'extrait.

De toute évidence les travailleurs qui sont loin d'être tous logés à la même enseigne ou de posséder le même statut, sont de ce fait profondément divisés, atomisés, livrés à eux-mêmes, puisque c'est l'élément qui en premier lieu conditionne leur mode de pensée et leur comportement ou la manière dont ils interprètent la situation ou la politique du gouvernement, selon qu'ils sont directement concernés ou non par ses mesures antisociales ou qu'ils ont les moyens ou non d'y faire face. A défaut d'avoir développé une conscience de classe, il ne peut pas en être autrement.

Quant à l'affirmation selon laquelle le gouvernement voudrait "piéger les organisations syndicales", c'est une imposture qui discrédite ceux qui se livrent à un tel sophisme, une fois constaté qu'elles collaborent volontairement ou librement et en permanence avec le gouvernement, elles viennent une nouvelle fois de l'illustrer en rappelant qu'elles partageaient avec le patronat la responsabilité de la condition des chômeurs en établissant leurs "règles d’indemnisation" ou encore le "niveau de ressources nécessaires" à l'Unedic, autrement dit le niveau des cotisations sociales, pendant que le patronat bénéficie d'exonérations en tous genres et les actionnaires engrangent des dizaines de milliards d'euros de dividendes.

C'est jusqu'à la lie que les partisans de la politique dite contractuelle, de la gestion tripartites des organismes sociaux, entendez ceux qui ont marchandé avec les dirigeants vendus des syndicats leur neutralité en échange de postes de permanents souvent à vie, doivent faire avaler aux travailleurs et aux militants le prix de leur trahison ou forfaiture dont voici deux illustrations.

Les syndicats sont indépendants de l'Etat nous dit-on. Les faits prouvent au contraire qu'ils ne sont pas indifférents aux besoins des capitalistes. Les preuves.

Publicsenat.fr - Les partenaires sociaux vont pouvoir désormais coécrire les diplômes professionnels avec l’État afin « de correspondre davantage aux besoins professionnels des entreprises ». publicsenat.fr 09.02

Libération.fr - ... les sanctions pour les chômeurs et la gouvernance du système, sont renvoyés à des échanges tripartites entre l’Etat, les syndicats et le patronat, organisés d’ici deux semaines. Mais le gouvernement a d’ores et déjà annoncé qu’il triplait le nombre de contrôleurs au sein de Pôle emploi, qui passera de 200 à 600. Et peut-être même plus à l’avenir, Macron, lors de

la campagne, ayant promis de les multiplier par cinq. Libération 2 mars 2018

Quand les syndicats sont associés à ce point au sort que les capitalistes réservent aux travailleurs qu'ils réduisent à l'état de déchets ou de mendiants ou prennent ainsi en charge les besoins exprimés par les capitalistes ou leurs représentants, leur orientation politique est déjà ouvertement corporatiste, réactionnaire.

Chacun aura compris que des syndicats ou des partis politiques qui participent quotidiennement à la gestion des rapports capital/travail dans le cadre du régime capitaliste, y sont liés intimement et lui servent de caution, quand leurs dirigeants ne se voient pas confier des postes ou des missions ministérielles à titre de reconnaissance, ce que chaque travailleur a forcément à l'esprit, tant le procédé s'est répandu au cours de ces dernières années et a été très largement médiatisé.

On ne piège pas quelqu'un qui est consentant et qui sait parfaitement à quoi s'en tenir, sauf à vouloir le faire passer pour ce qu'il n'est pas.

Cet éditorial illustre le refus de s'attaquer aux causes de l'insouciance, de l'apathie, de la résignation, de la passivité des masses exploitées, causes qui peuvent continuer de sévir et nuire aux intérêts de l'ensemble des travailleurs, tandis que la majorité qui ne se sent pas directement concerné s'accommode de la situation.

On souhaiterait évidemment par dessus tout que les développements à venir dans les quelques jours ou semaines qui viennent s'inscrivent dans une tout autre perspective, qui verrait les travailleurs se dresser en masse contre le régime, mais nous ne prendrons jamais nos désirs pour la réalité. Soit cela se produira, soit cela ne se produira pas, et si cela ne se produisait pas, on serait en droit de se demander pourquoi, à chercher à comprendre pourquoi au lieu de répéter sans cesse les mêmes platitudes qui ne n'apportent rien.

Qu'est-ce qui différencie le POID du POI ?

Les amis de mes amis sont mes amis.

https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs-1126549334023195/

Dans la rubrique ils "aiment" :

Lien vers l'association "La France de Marianne".

- La France de Marianne "a pour objet la promotion des valeurs portées par la République Française..." (source : La France de Marianne). Son manifeste est un panégyrique en hommage aux institutions de la Ve République.

La France de Marianne, c'est aussi :

- "Être Charlie c’est être français tout simplement."

Lien vers le Comité Laïcité République

Qui y trouve-t-on ? Une brochette d'ordures.

- Inna Shevchenko, l'égérie des Femen financées par Soros notamment.
- Alain Finkielkraut
- Elisabeth Badinter
- A. Lacroix
- Anne Hidalgo
- Caroline Fourest
- Patrick Kessel (président du Comité Laïcité République)

Le 14 novembre 2017 - Anna Shevchenko, Ukrainienne de 27 ans et figure majeure du groupe Femen, a obtenu le «Grand Prix International» du maçonnique Comité Laïcité République, présidé par l'ancien Grand Maître du GODF Patrick Kessel. (blogs.lexpress.fr/lumiere-franc-macon/tag/patrick-kessel)

Rien que du beau monde, on vous fera grâce des présentations, vous êtes censés tous les connaître.

A chacun ses francs-maçons et ses libres penseurs en somme...

Les menteurs professionnels hurlent au mensonge ou aux fakes news, les calomniateurs à la diffamation, les comploteurs au conspirationnisme, les voleurs au vol, les prostitués au viol, les assassins au crime, les barbares à la morale.

A la crise générale du capitalisme s'ajoute désormais une crise politique qui frappe de nombreux pays sur tous les continents, sans que nous sachions en profiter pour instruire et organiser les masses les plus conscientes. Les masses sont tentées de s'émanciper des institutions, mais elles ne savent pas pour quoi faire ni comment, parce qu'elles n'ont pas pris conscience de leur légitimité à décider elles-mêmes leur destin.

Depuis leur naissance on leur a inculqué le respect du régime en place qui serait immuable, irremplaçable ou éternel. Ensuite, on leur a expliqué qu'elle pouvait faire valoir leurs droits en glissant un bulletin de vote dans une urne tous les cinq ans. Et enfin, il leur a été accordé d'exprimer leurs désaccords par des moyens pacifiques en attendant les prochaines élections, sans que ni l'un ni l'autre de ces procédés ne change quoi que ce soit à leur condition, puisque leurs besoins ne peuvent être pris en compte qu'à condition qu'ils ne contrarient pas ceux du régime, autrement dit dans tous les cas de figure, quelles que soient les mesures ou lois adoptées par les représentants du régime elles doivent s'y soumettre impérativement en attendant des jours meilleurs qui ne viendront peut-être jamais.

C'est ce mécanisme et ce cadre qu'elles doivent briser pour prendre en mains leur destin. Les travailleurs consacrent leur temps libre à un tas d'activités, mais ils n'ont pas le temps de s'occuper de leurs propres affaires qu'ils laissent le soin à d'autres de gérer à leur place avec les conséquences néfastes et dramatiques qui en découlent. Dans ces conditions leur situation ne peut aller que de mal en pis. Voilà ce qu'il faut les aider à prendre conscience. Mais cela ne peut pas se faire en leur tenant un discours démagogique ou dogmatique ou pire encore, en flattant leur ignorance en les déclarant irresponsables.

Chacun sait dans la vie courante que ce genre de discours a ses limites ou est insupportable, car personne ne peut accepter que quelqu'un se conduise n'importe comment sous prétexte qu'il serait irresponsable, et continue de nuire aux intérêts des autres autant qu'aux siens, puisqu'ils sont tous liés. Si ma liberté s'arrête où commence celle des autres, je suis en droit de considérer que l'indifférence, la résignation ou la passivité sont des comportements qui portent atteinte à mes intérêts, dans la mesure où ils permettent au gouvernement de m'imposer sa politique antisociale. Partant du principe que les besoins que j'exprime sont légitimes, tout obstacle qui se dresse pour empêcher qu'ils ne soient satisfaits constitue une atteinte à ma liberté ou empiète sur ma liberté, ce que je ne peux pas tolérer quelle qu'en soit l'origine.

A entendre les uns et les autres, personne dans la société ne serait responsable de quoi que ce soit, hormis les capitalistes, mais comme ces derniers ne changeront pas, cela signifie qu'aucun changement de politique ou de société n'adviendra jamais. Ce discours n'est pas adapté aux couches inférieures de la classe ouvrière qui croulent sous les difficultés et n'en comprennent pas la nature, c'est d'ailleurs davantage sous cet angle-là qu'il faut s'adresser à elles.

La difficulté face à laquelle nous sommes se résume ainsi : les travailleurs qui ont la capacité de prendre conscience de leur condition s'en moquent parce qu'ils disposent encore des moyens pour supporter le capitalisme, une fois leur journée de travail terminée ils profitent de la vie, tandis que les travailleurs qui sont les plus durement frappés par la crise du capitalisme croulent sous tant de difficultés qu'ils haïssent littéralement la société et sont hermétiques à tout discours, ils accueilleront le nôtre avec bienveillance mais cela n'ira pas plus loin.

En résumé, les plus ignorants ou arriérés subissent leur sort comme une terrible injustice qu'ils vivent comme une fatalité contre laquelle ils sont impuissants à lutter, ils n'ont confiance en personne pas même en eux, ils sont accablés par tant de problèmes quotidiens à régler qu'ils ne peuvent penser à rien d'autre, leur proposer un engagement politique qui porterait ses fruits ultérieurement est au-delà de leurs forces ou ne les intéresse pas. Tandis que ceux qui bénéficient de meilleures conditions d'existence et d'un niveau de conscience supérieur entendent en profiter sans se mêler des questions qui ne les concernent pas directement, elles préfèrent porter leur attention sur les questions de nature individuelle que leur soumettent les représentants du régime, plutôt que sur celles qui concernent collectivement leur classe, parce qu'elles estiment qu'elles sont globalement résolues en ce qui les concerne ou elles peuvent y répondre individuellement sans qu'il y ait besoin de remettre en cause le régime en place, elles sont les plus vulnérables à la propagande officielle.

Puisqu'on ne peut rien changer à la condition des couches les plus défavorisées qui ne croient plus en rien ni en personne, notre discours leur semblera utopique, c'est normal ou logique, et celui qu'on adressera aux couches les plus favorisées leur semblera déplacé ou outrancier parce qu'elles se complaisent dans leur condition. En lisant ces ligne les lecteurs seront tentés d'en conclure que quoi qu'on entreprenne en direction des masses cela ne servira à rien, j'ai envie de leur répondre que c'est justement la raison pour laquelle nous ne devons surtout pas changer de discours, pour leur montrer où conduit leur comportement ou leur état d'esprit, sans les juger ou les accabler cela va de soi, en admettant que le discours que l'on tient est adapté à chaque couche de travailleurs, donc que l'on parte de leur condition au lieu de partir de nos propres considérations.

La question est de décelée leur logique pour les amener à admettre qu'elle dessert leurs intérêts...

Plus vous êtes évolué, plus vous avez un statut social élevé, et plus vous êtes responsable de l'état ou de l'orientation de la société, plus votre devoir vous impose de vous engager pour la changer.

On ne peut pas être développé intellectuellement et refuser d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de l'ensemble de la société, en particulier envers les couches les plus défavorisées ou les plus durement et injustement frappées par la survie du système économique capitaliste en France et dans le reste du monde.

Le problème, c'est que les membres de ces couches les plus évoluées ou intellectuellement les plus développées se comportent comme des irresponsables qui se moquent éperdument du sort du reste de la société. Ils profitent des privilèges que la société leur accorde...

Quelques infos en bref.

Allemagne.

- Les adhérents du SPD disent "oui" à l'accord de coalition avec Merkel - Reuters 4 mars 2018

Les adhérents du Parti social-démocrate (SPD) ont approuvé à 66% l'accord de coalition avec le bloc conservateur d'Angela Merkel (CDU-CSU), ouvrant la voie à la formation d'un gouvernement en Allemagne, plus de cinq mois après les élections législatives.

Le taux de participation à cette consultation menée par voie postale a été de 78% des 464.000 membres du SPD.

"Le président de la République (Macron - ndlr) se réjouit du résultat du vote du SPD. C'est une bonne nouvelle pour l'Europe", déclare-t-on de même source. "La France et l'Allemagne travailleront ensemble, dès les prochaines semaines, pour développer de nouvelles initiatives et faire avancer le projet européen." Reuters 4 mars 2018

Ce type de coalition existe en Allemagne depuis les années 60, sinon la CDU/CSU et le SPD se passent les plats en alternant au pouvoir. Pendant plus d'un demi-siècle il y en aura parmi nous pour l'ignorer, les opportunistes osaient tout avant l'heure...

Italie

Les quatre partis de la coalition de droite-extrême droite, parmi lesquels se trouve Forza Italia de Silvio Berlusconi, obtiendraient selon les sondages entre 31% et 41% des voix.

Le populiste Mouvement 5 Etoiles, hors de cette coalition, serait devenu le premier parti du pays, avec entre 29% et 32% des suffrages. En revanche, le Parti démocrate (PD, centre-gauche) de Matteo Renzi confirme dans les urnes le mauvais résultat anticipé par les sondages avec un score compris entre 21 et 23,5%, toujours selon ces estimations. AFP 05.03

France

- Caroline De Haas (secrétaire générale de l'Unef et militante PS - ndlr) quitte les réseaux sociaux après "une vague de haine" - AFP

La militante explique sur son blog dans Mediapart que ces attaques ont été déclenchées par une interview d'elle publiée dans L'Obs du 15-21 février, sous le titre "un homme sur deux ou trois est un agresseur". AFP 26 février 2018

Et elle n'a pas visité les abattoirs où l'on saigne les truies dans son genre...

- «Le Média» malaise au sein de la chaîne proche des Insoumis - Le Parisien 26 février 2018

Grande-Bretagne.

- Un nouveau parti anti-Brexit voit le jour au Royaume-Uni, inspiré par Macron - AFP

Un nouveau parti politique centriste et anti-Brexit, "Renew" ("Renouveler"), a été lancé lundi au Royaume-Uni, inspiré par "La République en marche" du président français Emmanuel Macron. AFP19 février 2018

Mieux qu'une coalition, la fusion de la droite et de la gauche dans le même parti, enfin ! Les faits légitiment notre analyse. Entre nous, je ne voudrais pas être à la place de mes détracteurs qui doivent réécrire leur copie de fond en comble...

Tout est dit ici pour qui sait lire, un scénario parfaitement maîtrisé bien que soumis à des aléas, et le plus paradoxal, c'est que l'auteur de cette analyse semble l'ignorer ! Pourquoi ? Parce qu'il passe à côté de ses implications politiques. Pourquoi ? Mais parce qu'il s'accommode très bien du monde dans lequel nous vivons sous le capitalisme. Il n'a pas besoin de chercher la voie pour en sortir...

Grille de lecture.

Un scénario parfaitement maîtrisé.

- crise inévitable...

- un mécanisme décrit minutieusement...

- un effondrement prévisible, déclenché sur commande le moment voulu, tout le processus étant sous contrôle, y compris ou surtout ses conséquences...

- les Banques centrales (privées) à la manoeuvre...

- argent gratuit distribué aux banques par milliers de milliards de dollars...

- fermez le robinet et c'est la faillite...

- en cas de chute prolongée des cours boursiers, les grandes Banques centrales feront tourner de plus belle la planche à billets pour éviter le pire.

- c’est un système sans fin...

Merci on l'avait compris, à moins d'être d'une mauvaise foi, d'un dogmatisme incroyable ou d'une stupidité sans fond.

Notez qu'à ce jour pour les dirigeants des partis dits ouvriers la crise du capitalisme se déroule ou éclate selon un rite immuable depuis la moitié du XIXe siècle, que les capitalistes se soient dotés de nouveaux instruments pour interférer dans le déroulement de cette crise ou le fonctionnement du capitalisme les laisse indifférent.

Au lieu de partir dans une démonstration qui serait accusée d'être partisane ou porterait à polémique, donnons la parole à un membre de l'élite acquis au capitalisme, qui se livre à un constat dont nous venons de livrer la trame et l'objectif, se donner les moyens de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Crise financière: «Dettes, crédits opacité**...** Les foyers de la déflagration sont connus» **—** Libération.fr 28 février 2018

Après les soubresauts boursiers début février, le chercheur Gaël Giraud estime que la financiarisation de l’économie mondiale, dopée par l’endettement, éloigne toujours plus les marchés de l’économie réelle.

Beaucoup estiment que ce n’était qu’une simple secousse, comme en connaît la finance de marché : elle brûle aujourd’hui ce qu’elle a vénéré hier. Les indices baissent brutalement ? C’est l’effroi général. La glissade s’interrompt ? Tout le monde (ou presque) explique que les marchés ont retrouvé la raison. La dernière trombe financière planétaire (du 5 au 9 février) n’aura pas échappé à ce mouvement. Dans le sillage de Wall Street, la planète finance a alors vu se volatiliser près de 7 500 milliards de dollars de capitalisation boursière en moins d’une semaine. Signe d’une inquiétude, dès le 11 février, la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, déclarait : «Il nous faut anticiper d’où viendra la prochaine crise.» (Ils vous fournissent même les signes, il suffit juste de suivre la piste. - LVOG) L’économiste Gaël Giraud estime que cet épisode ne peut être réduit à un simple accident. Elle est le signe avant-coureur d’un inéluctable prochain décrochage financier planétaire.

Entretien avec ce chef économiste de l'Agence française de développement (AFD) et directeur de recherche au CNRS, qui a notamment préfacé le dernier livre de Steve Keen, Pouvons-nous éviter une autre crise financière ? (les Liens qui libèrent).

Faut-il s'inquiéter des récents soubresauts des grandes places financières ?

Nous sommes dans une situation pour le moins aussi explosive que celle de 2007, avec des Etats dont les finances publiques sont plus dégradées et un contexte macroéconomique plus fragile en dépit de l'apparente reprise économique. Les mesures de régulation bancaire et financière adoptées depuis la crise des subprimes sont très insuffisantes pour éviter une prochaine crise financière, y compris l'Union bancaire européenne.

Où sont les indices de cette crise qui menace ?

En situation normale, l'indice microéconomique de l'économiste américain Robert Shiller, qui compare le cours d'une action avec les bénéfices distribués par l'entreprise correspondante, oscille entre 14 et 17, avec un rendement moyen des titres de 6 %. Il tourne aujourd'hui autour de 34 pour les 500 plus grandes entreprises américaines, témoin de la déconnexion profonde entre la réalité économique des entreprises et leur valorisation boursière. Le rendement des actions, 3 % environ, est identique à celui des titres sans risque de dette souveraine : un non-sens. La dernière fois que l'indice de Shiller avait dépassé un tel sommet, c'était en 2000, veille de l'implosion de la bulle internet. Ce décrochage se vérifie, à l'échelle macroéconomique, par le découplage entre les cours de Bourse et le PIB. Les indices boursiers ont dépassé depuis longtemps leurs sommets de 2007, alors que l'économie réelle occidentale, par exemple, n'a retrouvé que récemment le niveau de revenu moyen par habitant qui était le sien en 2007.

Peut-on parler de bulle ?

Bien sûr. Tôt ou tard, l'écart entre les cours de Bourse et l'économie réelle finira par se résorber via une chute du prix des actifs financiers.

Comment l'implosion de la bulle peut-elle advenir ?

Le mécanisme est simple et chaque fois identique : pendant la phase euphorique de gonflement de la bulle, les investisseurs s'endettent pour acheter des actifs financiers et bénéficier de la hausse des cours. Tôt ou tard ils devront rembourser leurs dettes. Or leurs revenus proviennent de l'économie réelle. S'il y a découplage entre celle-ci et la sphère financière, alors les spéculateurs sont condamnés à vendre leurs actifs financiers pour rembourser leurs dettes, faute de revenus «réels» suffisants. Un krach financier s'amorce au moment où une fraction suffisamment importante d'investisseurs, contrainte de vendre ses titres, provoque un retournement à la baisse des marchés. Les autres investisseurs n'ont alors d'autre choix que de vendre à leur tour pour minimiser leurs pertes. Résultat : les cours s'effondrent.

Avons-nous atteint les limites d'une économie mondiale qui croule sous des montagnes de dettes ?

C'est vraisemblable. Raisonnons à partir d'un individu surendetté : dès que sa dette est supérieure au collatéral qui lui sert de garantie (par exemple une maison ou une voiture), il a intérêt à faire défaut sur sa dette car finalement la saisie de son collatéral lui fera économiser de l'argent. Au niveau global, la situation est comparable. La dette publique mondiale atteint environ 60 000 milliards de dollars, alors que le PIB mondial tourne autour de 70 000 milliards. Quant à la dette privée, elle dépasse les 110 000 milliards de dollars (ce qui signale, au passage, qu'il est plus urgent de désendetter le privé que l'Etat). Le total des dettes est donc supérieur à 240 % du PIB. En face, le capital physique mondial qui tient lieu de garantie à cette montagne de dettes est de l'ordre de 200 000 milliards de dollars. Bien sûr, au niveau agrégé, les dettes ne sont pas dues à la même échéance pour tout le monde. Reste que, lorsqu'une dette globale frôle la valeur de son collatéral, nécessairement des difficultés de remboursement vont apparaître.

D'où peut venir le prochain maelström financier ?

Personne ne peut dire quand ni d'où partira la première secousse, mais les foyers de la déflagration sont connus. Il y a la dette des étudiants américains (1 300 milliards de dollars, soit 1 065 milliards d'euros), un peu plus de la moitié du PIB français, et qui ne peut être remboursée que si les diplômés des campus nord-américains trouvent très vite des emplois bien rémunérés. Il y a aussi le crédit à la consommation de type subprime qui a ressuscité et que les banques américaines ont même recommencé à titriser. Il y a l'opacité des grandes banques publiques de Shanghai et la bulle immobilière de la côte Est de la Chine. L'accroissement de la dette privée chinoise est sans précédent dans l'histoire. Autant de bombes financières à retardement.

Ces dettes ne créent-elles pas de valeur ?

Pas suffisamment. Aujourd'hui, le ratio dette privée sur PIB augmente partout dans le monde. Cela signifie que le surcroît de dette ne produit pas (assez) de valeur ajoutée. La dette sert de carburant à l'économie mondiale mais elle ne produit plus d'étincelle

qui allume le moteur de la croissance (nonobstant la question écologique).

Quel a été le rôle des Banques centrales ?

Dans la bulle actuelle, dont le gonflement débute en 2009, c'est l'argent des Banques centrales qui a alimenté la bulle financière. Les politiques monétaires d'assouplissement quantitatif (quantitative easing, QE), mises en œuvre dans le sillage de la crise de 2008, ont consisté au rachat par les Banques centrales des obligations d'Etat sur le marché secondaire, à coups de milliers de milliards. Depuis plus de huit ans, la Fed, aux Etats-Unis, injecte ainsi 1 000 milliards de dollars par an à un taux réel nul dans les banques, les fonds de pension et les compagnies d'assurances. Cet argent a été utilisé pour spéculer plutôt que pour investir dans l'économie réelle, en particulier dans la transition écologique. Les marchés d'actions se sont envolés. Le marché américain s'est apprécié de près de 35 % au cours des quatorze derniers mois.

Mais, en ce moment, les investisseurs nous disent qu'ils craignent une hausse de l'inflation via une hausse des salaires…

Ce qui montre qu'on est dans un monde qui fonctionne à l'envers. Une hausse des salaires devrait rassurer les investisseurs car elle est bonne pour la consommation, donc pour les entreprises, donc pour leurs actions. Au lieu de cela, les investisseurs en déduisent que l'inflation pourrait revenir, ce qui, si les Banques centrales agissent conformément à leur mandat, conduirait à un tarissement du QE et à une remontée des taux. Or c'est le robinet des Banques centrales qui, en alimentant le secteur bancaire (lui-même surendetté) avec de l'argent gratuit, le maintient en vie. Coupez le robinet et vous plongez des pans entiers du secteur bancaire nord-atlantique vers la faillite, y compris certaines Landesbanken allemandes. D'où la panique, le 8 février, quand la Banque centrale d'Angleterre a annoncé qu'elle s'apprêtait à remonter rapidement ses taux.

C'est un système sans fin…

Puisque la sphère financière grossit plus vite que l'économie réelle, l'unique salut des investisseurs pour éviter le krach, ce sont les Banques centrales. Il est vraisemblable qu'en cas de chute prolongée des cours boursiers, les grandes Banques centrales feront tourner de plus belle la planche à billets pour éviter le pire. Attitude paradoxale, mais difficile à éviter, de pompier pyromane… qui alimente une vaste pyramide de Ponzi où l'on ne peut plus rembourser ses dettes qu'en contractant de nouvelles dettes. Les Etats eux-mêmes ont intérêt au prolongement de cette situation absurde : si les banques ne sont plus certaines de revendre leurs titres de dette publique aux Banques centrales, elles redeviendront plus exigeantes avant de souscrire à une adjudication du Trésor. Le coût de la dette publique augmentera.

Qu'est-ce qui a changé au cours des cinquante dernières années pour en arriver à cette situation ?

Pendant les Trente Glorieuses, la plupart des pays occidentaux, à l'exception des Etats-Unis, ont connu un endettement sain, parallèle à la création de valeur économique. Avec les débuts de la dérégulation financière des années 80, on assiste à la montée d'une dette «malsaine» : le ratio dette privée/PIB augmente dans tous les pays industrialisés. On vit depuis lors dans une économie à crédit, probablement du fait des contraintes géologiques liées à la raréfaction progressive de l'énergie et des ressources minières. (On a envie de dire quelle connerie ! Le même jour j'ai lu un article dans lequel il était expliqué que d'ici 2025 80% des besoins en énergie des Etats-Unis pourraient provenir d'autres sources que les énergies fossiles. - LVOG)

Où est la solution ?

Les Banques centrales vont probablement continuer un QE minimal pour éviter la catastrophe, mais il faut réguler à nouveau les marchés financiers et les secteurs bancaire (y compris le monde bancaire de l'ombre, le shadow banking) et assurantiel de manière à empêcher les bénéficiaires de ces liquidités de les utiliser pour spéculer. Cela passe par la réécriture du cadre prudentiel de Bâle III et de Solvabilité II, ainsi que des normes comptables internationales. Il faut contraindre le secteur privé à se désendetter et à investir dans l'économie réelle. Fléchons l'argent des Banques centrales vers des «investissements verts» si nous voulons éviter l'autre catastrophe qui menace - beaucoup plus grave -, celle du climat et de la biodiversité. Enfin, il faut mettre fin à l'exigence pour les Etats de se financer sur des marchés financiers inefficients, et autoriser à nouveau leur financement par les Banques centrales. Ce circuit de financement public a permis la reconstruction de l'Europe de l'Ouest en une génération et c'est la solution que le Japon vient de remettre en selle à bas bruit.

Que diriez-vous à ceux qui expliquent en ce moment que la croissance revient et qu'on voit le bout du tunnel ?

Si tout va si bien, pourquoi les Banques centrales ne mettent-elles pas fin immédiatement à leur politique de QE ? Pourquoi la plus ancienne banque du monde, Monte dei Paschi di Sienna, a-t-elle fait faillite en dépit du QE ? Pourquoi les taux restent-ils aussi bas ? Pourquoi l'inflation ne redémarre-t-elle pas ? Une économie dopée par la dette et l'argent gratuit peut donner l'illusion pendant quelques années qu'elle va mieux. En réalité, la croissance durable pour tous est illusoire : le monde va manquer de pétrole dès la prochaine décennie et, tant que nous n'avons pas opéré la transition énergétique, le monde dépend de l'or noir de manière cruciale. C'est l'ensemble de notre modèle économique qu'il faut repenser. Libération.fr

Passons sur le fait que ce n'est pas "notre" modèle économique, mais le leur, celui de la classe qui détient le pouvoir et qu'elle nous impose, et à laquelle il s'en remet pour résoudre les défits auxquels est confrontée la civilisation humaine.

Il ne peut pas proposer de réponses aux questions qu'il pose, puisqu'il continue de penser le système économique capitaliste comme s'il était une fin en soi, indépassable ou éternel, tandis que ses contradictions poussées à l'extrême conduisent à son explosion ou à une situation sociale intenable à terme, à la barbarie ou au totalitarisme. De la même manière, on comprend pourquoi il ne peut pas caractériser la dérive financière de mafieuse, puisqu'elle a pour vocation de suppléer aux carences ou insuffisances du capitalisme pour que les capitalistes conservent leur hégémonie de classe. Et quant au constat selon lequel "la croissance durable pour tous (serait) illusoire", il oublie que plus des trois quarts de l'humanité n'en profite pas ou alors en étant soumis à des conditions d'exploitation épouvantables, et que quoi qu'il en soit rien n'enrayera durablement la tendance à la baisse du taux de profit qui mine le capitalisme et concourt à l'accumulation du capital.

A aucun moment il n'évoquera les conséquences sociales dramatiques de la dictature financière pour tous les peuples, et pour cause il se pose en conseiller des Banques centrales qui seraient bien avisés de s'orienter vers des «investissements verts», comme si cela pourrait suffire pour sauver le capitalisme et garantir un mode de vie de qualité à l'élite à son service.

Cette explication est incomplète, obsolète, inappropriée à la situation.

La mondialisation contemporaine a instauré la « guerre de tous contre tous », et par tous les moyens possibles afin de produire de nouveaux outils d'accumulation du capital. (Syrieleaks : Suites, propagande et dividendes… Par Richard Labévière - Les-Crises.fr 28.02)

Accumuler du capital, parvenu à un certain stade cela ne signifie plus rien, il faut donc chercher ailleurs. Pour être plus précis, cela signifie autre chose ou quelque chose de plus qu'autrefois qu'on peine à imaginer.

J'affirme que ce ne sont plus ni les rapports établis entre les classes à l'origine du capitalisme qui seuls détermineraient l'orientation économique ou social et politique de la société, la lutte des classes, ni la prétention de la classe dominante de conserver le pouvoir, mais la menace que représente à terme pour l'espèce humaine et plus particulièrement pour cette classe l'expansion continuelle de la population mondiale.

Il est toujours exact que le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, en revanche il est devenu faux de prétendre que seul le prolétariat mondial pourrait en venir à bout, cette version était valable temps que le capitalisme n'avait pas atteint le stade au-delà duquel sa survie serait gravement compromise ou deviendrait insupportable qu'incarnent quotidiennement 7,4 milliards d'êtres humains et leurs besoins grandissant à satisfaire, qui sont incompatibles avec les ressources de la planète ou la préservation de l'environnement.

S'il est exact que le capitalisme est à l'agonie, en faillite, qu'il a franchi depuis longtemps le stade de la putréfaction, tout ce qu'on voudra, on est bien obligé de constater qu'il ne s'effondre pas, ce qui signifie qu'il existe un ou plusieurs facteurs qui sont intervenus pour voler à son secours, la planche à billets des faux monnayeurs et une stratégie politique précipitant l'avènement d'une dictature mondiale, de sorte que l'état du capitalisme est indifférent, il sert juste à justifier les lois qui accompagnent la mise en place de cette société totalitaire. Le capitalisme ne concerne plus que ceux qui n'ont pas les moyens de contourner les effets de sa crise, la quasi-totalité de la société à l'exception des oligarques. La lutte de classe s'en trouve complètement faussée et neutralisée, principalement du fait que personne dans le mouvement ouvrier n'entend prendre en compte ces facteurs.

Comment peut-on croire un instant qu'un système économique qui a vu le jour lorsque la terre était habitée par 600 à 800 millions d'êtres humains, fonctionnerait exactement de la même manière quand elle doit supporter l'existence de plus de 7 milliards d'habitants, demain 10 milliards ou le double ? C'est d'une stupidité accablante, non ? Et pourtant nous en sommes là ! Il ne faut pas s'étonner ensuite si ceux qui nous gouvernent ont autant de facilité à faire croire n'importe quoi aux masses ou à les manipuler aussi facilement puisque finalement nous n'avons guère fait mieux jusqu'à présent.

Passons à l'exercice pratique.

Des lois, quelles lois ? Les lois du fonctionnement du capitalisme ? Non, juste un règlement administratif ou policier de type buraucratique conçu et imposé par les plus puissants aux plus faibles ou au monde entier qui sont sommés de s'y soumettre sous peine d'être durement réprimés.

Ce qui vaut sur le plan économique est en passe de s'imposer sur le plan social et politique à l'échelle mondiale en dehors de

tout contrôle et en toute impunité, ne souffrant aucune contestation ou remise en cause possible, n'étant entravé par aucun obstacle d'aucune sorte, surtout pas les lois du fonctionnement du capitalisme et ses contradictions qu'ils transgressent, pas même les rapports existant entre les classes ou l'existence même de ces classes qu'ils ignorent, comme si elles n'existaient pas puisque le législateur représentant les intérêts de l'oligarchie anglo-saxonne s'arrogent absolument tous les pouvoirs, après celui de fabriquer et contrôler la monnaie, ils fabriquent les gouvernements et contrôlent toutes les institutions qui adoptent les lois qu'ils leur dictent et qui les font respecter, ce qui caractérise une dictature absolue ou un régime totalitaire.

Leur conception (néolibérale) de la société ou le modèle qu'ils veulent imposer au monde entier n'a aucun lien avec le système économique en vigueur, avec le développement ou l'évolution du capitalisme, ses besoins qui en découlèrent et qui alimentèrent la lutte des classes, et qui furent à l'origine du progrès social réalisé par l'humanité, leur conception ou modèle totalitaire de la société découle de leur incapacité ou refus de se conformer aux contradictions du capitalisme qui conduiraient à leur disparition, et si ils se présentent ou on les interprète comme des actes de volonté libre ou un choix délibéré de leur part, en réalité ils leur sont imposés, s'ils sont conduits à se comporter en vulgaires gangsters, en cruels tyrans, parce qu'ils savent que les besoins de 7,4 milliards d'hommes et de femmes, demain 9, 10, 12 milliards sont incompatibles pas seulement avec le capitalisme mais aussi avec la survie de l'espèce humaine dont ils font aussi partie aussi monstrueux soient-ils, donc en dernière analyse, c'est autant leur pouvoir, leur hégémonie de classe qu'ils entendent ainsi préserver que leur propre survie à titre individuel, le plus arriéré des hommes vivant sur terre pouvant parfaitement imaginer qu'à un moment donné le développement exponentiel de la population mondiale conduira forcément d'une manière ou d'une autre à l'extinction de l'espèce humaine dans d'effroyables conditions en prime.

Illustration de la dictature mondiale.

- Vente de Rafale bloquée : la France subit (encore une fois) la loi américaine - lesechos.fr 23.02

La question de l’extraterritorialité des lois américaines...

Il faut reconnaître à cette mécanique une efficacité absolue puisqu’elle revient, sous le prétexte d’une régulation économique visant à prévenir les fraudes, à arbitrer le droit du commerce international avec comme seul prisme l’intérêt américain.

Car le juge ne sera jamais saisi, aucune incrimination pénale ne sera jamais utilisée ! En l’occurrence, il n’y a pas le plus petit tracas juridique, mais seulement la présence d’un composant américain qui justifie qu’ils donnent leur avis.

L’efficience est telle qu’elle ne repose sur aucun principe, sur aucune règle juridique. Les États-Unis se reconnaissent simplement le droit de contrôle de toutes les opérations dans lesquelles un élément de rattachement à leur droit aussi infime – pour ne pas dire discutable – que l’utilisation de leur monnaie ou d’un trombone. lesechos.fr 23.02

En 2017, les États-Unis avaient déployé 291 000 soldats dans 183 pays étrangers...

Des troupes d’opérations spéciales sont intervenu dans 149 pays en 2017 lors de missions secrètes de combat et d’entraînement...

Ils ont largué 39 000 bombes et missiles sur l’Irak, la Syrie et l’Afghanistan depuis que Trump a pris ses fonctions. (Lu dans un article dont j'ai perdu la trace dans mon disque dur...)

Il va falloir vous y faire. Mélenchon prend la défense de Wauquiez, Marine Le Pen prend celle de Mélenchon, Philipot celle des travailleurs !

Les discours de tous les partis dits ouvriers sont tellement teintés de démagogie et de contrevérités extraites de la propagande officielle, qu'ils servent de repoussoir à tout travailleur honnête et sincère qui voudrait s'engager dans l'action politique ou s'organiser ou qui serait tenté par le socialisme.

Quand on voit à quoi à donner naissance le mouvement ouvrier, on est en droit de s'interroger sur la véritable nature de ses dirigeants.

- Philippot (Les Patriotes) appelle à "soutenir les mouvements sociaux", dont celui à la SNCF - AFP

La présidente du FN Marine Le Pen n'a pas appelé à participer aux éventuelles actions et manifestations dont discutent actuellement les syndicats contre la réforme de la SNCF, estimant que "la manifestation c'est quelque part une culture de gauche" et que les syndicats "ont tous appelé à voter pour monsieur (Emmanuel) Macron" à la présidentielle de mai. AFP 27 février 2018

Face à la multitude de gens en tout genre qui s'expriment sur tout et n'importe quoi ou auxquels les médias et les réseaux numériques donnent la parole si grâcieusement, il est difficile de s'y retrouver ou on s'y perd facilement pour finalement se faire manipuler.

Il est assez facile de s'y retrouver, pour peu toutefois qu'on ait toujours présent à l'esprit un certain nombre de points de repère, qu'on se pose des questions dont on ignore les réponses, qu'on écarte aucune hypothèse avant de les avoir étudiées, qu'on soit sans a priori, qu'on interprète le monde et son évolution tels qu'ils se présentent à nous, qu'on ne se livre à aucun dogme, qu'on ne s'en tient pas à des lieux communs, des généralités ou des approximations qui relèvent de la spéculation...

En revanche, il est impossible d'avoir un tel mode de pensée quand on est bourré de complexes, quand on manque de confiance en soi, quand on se raccroche à des théories foireuses...

J'estime que la théorisation est l'exercice le plus difficile qui consacre des années d'études et de réflexions acharnées, une théorie ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval, il faut donc la construire, la tisser, découvrir ce qui va en être la trame, correspondant à l'action qu'on peut envisager d'entreprendre pour changer la société, révolutionnaire évidemment. Cela montre que je ne pars pas d'une théorie, ce sont les évènements et leur enchaînement qui la forgent, en constituent la substance autant que la charpente qui les relient à leurs origines qu'il nous faut découvrir, et moi je ne fais qu'en rendre compte.

Le socialisme ne relève pas de la spéculation ou d'extrapolations. Ce n'est pas une théorie comme une autre parce qu'elle a un contenu scientifique qui consiste à enregistrer les rapports qui existent entre causes et effets ou conséquences. Elle est donc essentiellement logique, dialectique, et matérialiste parce qu'elle part des faits dont la pensée ou les idées sont le produit et en font partie.

L'homme a une double nature, psychologique et sociale, il est donc normal et logique que le socialisme intègre cette double nature.

Chaque homme aspire à s'épanouir, au bien-être et à la liberté, à vivre en paix, tandis que le degré atteint par le développement économique ou des forces productives permet de réaliser cet idéal ou de remplir les conditions pour satisfaire ses besoins matériels ou sociaux.

Le socialisme repose sur ces aspirations et ces conditions matérielles, il consiste à mettre ces conditions matérielles au service de ces aspirations. Il n'y a donc rien d'obscur, de mystérieux ou d'extraordinaire dans le socialisme, il est juste la combinaison de conditions objectives et subjectives qui seule peut permettre à la civilisation humaine d'accéder à un stade supérieur ou de renouer avec le progrès social, de réaliser le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté en abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme.

On aura compris qu'il est d'autant plus impératif et urgent de prendre en compte cette double nature de l'homme, donc son aspect psychologique, mental, intellectuel, subjectif, qu'il a atteint un niveau de développement matériel, de maîtrise de la matière qui lui permet de façonner les cerveaux dans le seul but de perpétuer le règne de la servitude humaine et de l'empêcher de conquérir sa liberté.

L'homme, plus précisément l'exploité parvient à prendre conscience imparfaitement de sa condition, qu'il demeure incapable de situer sur un plan historique, s'interdisant ainsi de comprendre quelles en sont les origines...

Quand la petite bourgeoisie et les couches supérieures ou privilégiées du prolétariat ont préféré s'allier avec la bourgeoisie qu'avec la classe ouvrière. (Cela a donné Macron et Le Pen)

...entre 1985 et 2011, la part des cadres supérieurs au sein des adhérents du PS a crû de 19 points, passant de 19% à 38%, pendant que celle des instituteurs s'écroulait de 10 points (de 17% à 7%), et que celle des ouvriers baissait de 7 points (de 10% à 3%). lexpress.fr 23.02

...à l'intérieur du PCF. Jusque vers 1970, 45 % de ses adhérents étaient ouvriers : ils n'étaient déjà plus que 31 % en 1997. En 2003, alors que les ouvriers composent un quart de la population active, on ne comptait que 10 % de délégués ouvriers au XXXIIe congrès du parti. (Sur la "dés-ouvriérisation" du PCF - Julian Mischi, Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970, Agone, 2014. - https://ddt21.noblogs.org/?page_id=1615)

Des partis ouvriers contre les ouvriers et qui ont fini sans ouvrier, logique...

Les prédateurs.

1250 entreprises se distribuent 1200 milliards de dollars de dividendes en 2017 (+7.7% par rapport à 2016), soit un peu plus d'un milliard de dollars par entreprise. Les-Crises.fr 22.02

Collaboration de classes permanente ou comment les syndicats cogèrent les rapports travail/capital avec les représentants du capitalisme, au profit du capitalisme ou pour perpétuer le capitalisme.

Le candidat Macron avait présenté comme un élément de sécurisation des salariés face à la libéralisation du droit du travail l'ouverture de l'assurance chômage aux démissionnaires. Ou plutôt la création d'une nouvelle possibilité d'indemnisation pour ce public, puisque quinze cas de démissions, qui concernent quelque 70 000 personnes chaque année, permettent déjà de bénéficier des allocations chômage. Or ce seizième cas négocié par les partenaires sociaux est finalement assez restreint, et ne toucherait que 14 000 à 23 000 personnes en plus par an, pour un coût estimé entre 180 et 330 millions. Soucieux de préserver les finances du système, dont ils sont gestionnaires, syndicats et patronat ont en effet imposé de sérieuses conditions : justifier de sept ans d'ancienneté dans l'emploi mais surtout pouvoir présenter un «projet de reconversion professionnelle» nécessitant une formation qualifiante ou une formation complémentaire. Un projet qui, par ailleurs, devra répondre «aux besoins du marché du travail» et qui devra être validé, avant la démission, par une «commission paritaire régionale».

Dernier point sensible : la gestion de l'assurance chômage, aujourd'hui régie par le patronat et les syndicats au sein de l'Unedic. Pas question, selon leur accord, de laisser le gouvernement s'inviter comme il en avait l'intention. Leur texte propose ainsi que la négociation paritaire continue de «définir en toute autonomie les règles d'indemnisation et le niveau de ressources nécessaires» du régime. liberation.fr 24.02

Le règne de la terreur.

Les démêlés du député Thierry Robert avec la justice se poursuivent. L'élu apparenté Modem de la Réunion a été condamné le 15 février dernier à verser "d'importants dommages et intérêts" à une ancienne assistante parlementaire, révèle Le Point ce vendredi.

Selon les témoignages, le député aurait à de nombreuses reprises tenu des propos déplacés à l'égard de son ancienne collaboratrice. Pêle-mêle: "Tu es sexy"...

La Cour d'appel de Paris lui intime de verser à la plaignante 10 000 euros pour harcèlement sexuel, 10 000 euros pour harcèlement moral... lexpress.fr 24.02

Gestes déplacés, sifflements, remarques obscènes... des parlementaires préconisent de créer une infraction d'"outrage sexiste" sanctionnant d'une amende immédiate de 90 euros "tout propos, comportement ou pression à caractère sexiste ou sexuel" dans l'espace public, selon un rapport consulté par l'AFP ce vendredi 23 février. HuffPost FR 23 février

Un internaute sur Youtube :

- "Tout le monde déteste le travail sauf les travailleuses du sexe, elles adorent leur travail... MDR (etre payé à rien foutre, c'est le rêve de chacun). "baiser plus pour gagner plus", c'est la devise du féminisme-capitaliste, merci à Simone de Bauvoire et Simone Veil, d'avoir libérer les femmes sexuellement... pour les mettre sur le marché du travail (en les sortant du foyer). Pour le féminisme, le travail rend les femmes libre... car le féminisme c'est l'exploitation de la femme par la femme.

- "Mon corps m'appartient", il appartient surtout au marché libéral ton corps... Le féminisme (La Liberté de la femme), a été crée pour servir les intérets du libéralisme économico-sexuel.

- Et ce qui est marrant de constater, c'est que bien souvent les femmes et hommes de gauche sont pro-féministes...

Alors que le féminisme est par nature de droite. On dirait qu'ils n'ont pas compris que le féminisme n'a jamais eu pour fonction de défendre les femmes, ni leur cause, mais plutot de les enroler au marché capitaliste.

D'ailleurs, toutes les femmes de droite chefs d'entreprises sont pro féministes, elles montent pleins d'associations féministes libérales, pour promouvoir la femme dans l'entreprise (le travail). En France et en Amérique, comme Christine Lagarde ou Laurence Parisot, ces femmes se revendiquent féministes.

Pas un hasard si le féminisme est une invention américaine, le pays pro-capitaliste et anti-gauchiste par excellence.

Simone de Bauvoire était elle-même aduléé par le lobby féministe américain. Le féminisme est une industrie économique, comme le coca-cola ou le porno. "

Ni l'effondrement du capitalisme mondial ni une nouvelle guerre mondiale n'auront lieu, ce qui signifie qu'il ne faut pas compter sur ces facteurs pouvant potentiellement servir de déclencheurs à une révolution prolétarienne pour nous débarrasser du capitalisme.

Jusqu'à présent la conception de la lutte de classe adoptée par l'avant-garde du mouvement ouvrier intégrait largement ou reposait sur l'un ou l'autre de ces deux facteurs selon qu'ils étaient d'actualité ou susceptibles de le devenir.

L'effondrement du capitalisme mondial tel qu'on pouvait le concevoir au XIXe siècle, n'existe plus depuis que les banquiers anglo-saxons ont fait main basse sur la planche à billets. Il aura fallu attendre près d'un siècle pour qu'on s'en aperçoive, alors qu'ils ne cessèrent d'y recourir.

L'embourgeoisement des masses qui ont un mode de vie relativement confortable et dont le statut les apparentent aux classes moyennes ; la sophistication et la gangstérisation de la finance nécessité par la crise du capitalisme et permise par la corruption et la dislocation du mouvement ouvrier ; la disparition de l'URSS qui devait signifier dans l'imaginaire collectif la faillite du socialisme ou l'absence d'alternative au capitalisme ; bref, la combinaison de ces facteurs compromettait toute perspective de passer un jour au socialisme si nous ne les prenions pas en compte pour modifier notre conception de la lutte des classes, sans toutefois renier l'analyse fournie par le marxisme, bien au contraire puisque ce constat et cette conclusion en est le produit, d'ailleurs c'est cette méthode qui nous a permis de réaliser cette analyse et de parvenir à cette conclusion, qui devraient nous servir de base de travail ou de réflexion pour refonder l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Tous les partis ou groupes de militants rejettent cette analyse, leurs dirigeants, cadres ou militants ne veulent pas en entendre parler, alors qu'ils ont démontré que toutes leurs analyses avaient été foireuses, les faits parlent d'eux-mêmes si besoin était pour le confirmer. Qui mieux que nos dirigeants incarnent l'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction pour avancer vers le socialisme. Il est vrai qu'il est relativement facile de se rendre compte après coup que leurs analyses ne correspondaient pas à l'évolution du capitalisme, des différentes classes, de la société, du monde, ce qui ne remet nullement en cause la validité de ce constat, ce que chacun peut vérifier quotidiennement. Ils ont sous-estimé ou négligé l'importance de tellement de facteurs qu'il ne pouvait pas en être autrement. Ils en sont restés au monde tel qu'il existait entre le milieu du XIXe siècle et le premier quart du XXe siècle, j'en ai fourni une multitude d'exemples au cours de mes causeries. Sans rire, ils ont appelé cela assurer la continuité du marxisme, avant l'heure ils ont osé...

Pour eux, l'embourgeoisement matériel et mental des masses, l'évolution exponentielle de la démographie mondiale, la possibilité de fabriquer de la monnaie sans contrepartie, la création de nouvelles représentations idéologiques (Bilderberg, CFR, Commission trilatérale, ONG, réseaux numériques dits sociaux, etc.), ces quatre facteurs n'ont eu aucune influence sur l'orientation de la société ou du monde ou seulement insignifiante. C'est aberrant, incroyable, mais vrai, hélas !

Quand ils entendent parler de "ni droite ni gauche", ils s'insurgent, ils n'y comprennent rien, allez leur dire que cela signifiait ni socialisme ni capitalisme, mais totalitarisme. C'est le même procédé auquel recourent les idéologues de l'oligarchie pour dresser toutes les couches de la société les unes contre les autres. Il consiste à opposer le particulier au général, l'exception à la règle pour mieux imposer à toute la société leur interprétation qui ne tient pas compte de ces rapports. En soi, peu importe que cette interprétation n'ait aucune valeur, qu'elle soit aberrante, qu'elle ne puisse se prévaloir d'aucune légitimité, car le seul fait d'avoir été conçue ou énoncée lui suffit, tient lieu de vérité qu'ils s'emploient ensuite à incruster profondément dans les cerveaux par mille canaux, dont les médias.

La liaison entre l'aristocratie ouvrière et l'aristocratie financière, la financiarisation de l'économie, l'exportation massive de capitaux, la division internationale du travail, la multiplication des institutions supranationales, les guerres impérialistes et la militarisation de la société, la soumission totale des médias au pouvoir, absolument tous ces facteurs, leurs rapports et leur orientation étaient connus depuis le début du XXe siècle ou nous y ramènent, comment peut-on avoir l'aplomb de vouloir nous faire croire qu'on serait en présence de tendances ou de développements récents, alors que les faits prouvent le contraire ? Deux exemples, la Fed (1913) et la question palestinienne (1918, déclaration de Balfour).

Manifestation nazie à Sofia - Réseau Voltaire 20 février 2018

Alors que l'Union européenne est présidée ce semestre par la Bulgarie, une marche nazie aux flambeaux s'est tenue à Sofia, le 17 février 2018, avec la participation d'un parti membre de l'actuel gouvernement.

Déjà l'année dernière, le vice-ministre du Développement régional, Pavel Tenev, avait été conduit à la démission après la publication d'une photo de vacances où il posait faisant le salut romain devant des statues de cire d'officiers de la Gestapo. Puis, ce fut un haut responsable du ministère de la Défense, Ivo Antonov, qui démissionna après la publication d'une photo où il posait faisant le salut romain devant un char allemand de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, ce fut, Plamen Ouzounov, le conseiller sur les questions de sécurité du président socialiste Roumen Radev, qui démissionna pour une photo où on le voyait jouant à Adolf Hitler.

Comme chaque année depuis 10 ans, la manifestation du 17 février célébrait la mémoire du général Hristo Lukov, promoteur de l'antisémitisme et collaborateur des nazis. Elle était soutenue par l'Union des patriotes, un parti membre de la coalition gouvernementale.

Le Premier ministre, Boïko Borissov, est le parrain d'un des deux principaux clans mafieux du pays. Il représente la Bulgarie au Conseil européen qu'il préside pour le premier semestre 2018. Il a organisé un important trafic de drogues et d'armes en soutien à Al-Qaïda et à Daesh en Syrie [1].

Le gouvernement allemand n'a pas réagit à la manifestation nazie du 17 février. En effet, Berlin connaît depuis longtemps Boïko Borissov et le fait chanter. Il se plie à toutes ses demandes au Conseil européen. Rappelons que le haut-fonctionnaire qui préside l'administration du Conseil européen, Donald Tusk, est quant à lui un ami d'enfance de la chancelière Angela Merkel.

L'Union européenne affirme avoir été créée pour lutter contre le nazisme et garantir la paix.

Des partis nazis sont membres des gouvernements en Lettonie [2], en Ukraine [3] et en Bulgarie. Tous ont été organisés par des nazis historiques récupérés par les réseaux Stay-Behind de la CIA et de l'Otan pour lutter contre l'URSS. Ils ont bénéficié de la protection des États-Unis, et parfois de l'Allemagne, durant la Guerre froide. Réseau Voltaire 20 février 2018

Notes.

[1] « Comment la Bulgarie a fourni des drogues et des armes à Al-Qaïda et à Daesh », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 janvier 2016.

[2] « La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 mars 2005.

[3] « Qui sont les nazis au sein du gouvernement ukrainien ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mars 2014.

Le projet de l'UE : Atteindre les objectifs des nazis en confisquant tous les pouvoirs légalement par le biais des moyens fournis par les différentes institutions nationales en faisant en sorte que leur pouvoir ne puisse pas être contesté, ou au besoin en recourant à un coup de force fasciste si la situation le permettait. Voilà la véritable nature de l'UE que seuls des partis de droite ou d'extrême droite peuvent soutenir. Et ceux qui s'y refusent ? Certains se sont déjà reniés, par exemple le FN ou le Mouvement 5 étoiles en Italie. C'est une simple posture rhétorique ou ils croient pouvoir atteindre les mêmes objectifs par eux-mêmes...

Le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, Marx avait raison, mais il fallait préciser que si ce n'était pas les masses exploitées qui allaient se charger de le faire disparaître en imposant le socialisme, les capitalistes s'en chargeraient eux-mêmes de façon à perpétuer indéfiniment le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme en recourant à un règime totalitaire que devait incarner le néolibéralisme et sa philosophie nihiliste, ce qui ne pouvait se réaliser qu'une fois dévoyée ou neutralisée la lutte de classes après avoir anéanti tout espoir de changer la société.

L'appréciation que l'on porte sur la société en affirmant qu'elle serait meilleure ou pire qu'autrefois, dépend en très grande partie des vertus trompeuses dont on a tendance à la parer en fonction de notre statut social, davantage que la conscience de son fonctionnement qu'on en aurait qui manifestement était défectueux, ce qu'on refuse toujours d'admettre.

Pourquoi ont-ils mis en avant le concept de "fake news" ou fausses nouvelles ? Signalons au passage qu'il est aussi vieux que le monde. Il semble avoir été conçu pour détourner l'attention d'une autre réalité

- ... substituer leur idéologie à la réalité...

- ...recourir aux no news, aux faits censurés ou autocensurés, au non-dit, ils amputent la réalité...

- ...se focaliser sur une histoire plutôt que s'intéresser à des faits.....

Ils prétendent détenir la vérité, mais ils sont fâchés avec les faits quand ils contredisent leur version de la réalité à partir de laquelle ils entendent nous imposer leur politique

---

QUI NE DIT RIEN CONSENT.

« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire. » [Albert Einstein.]

« Plus une société s'éloigne de la vérité, plus elle hait ceux qui la disent. » [George Orwell.]

Pourquoi la réaction se déchaîne-t-elle ? Pourquoi est-elle si décomplexée ? Pourquoi peut-elle dire tout et son contraire ?

Tout le monde cherche avidement à comprendre ce qui se passe réellement et personne n'y parvient. Pourquoi ? Parce qu'il n'existe pas de réponses satisfaisantes aux questions que la situation nous impose dans le cadre de la survie du régime capitaliste. Pour avoir abandonné la seule alternative possible au capitalisme, le socialisme, on se condamne à l'impuissance.

Si l'on s'en tient à l'orientation actuelle du monde, l'avenir de l'homme est sombre et celui de l'humanité sordide. Cela ne suffit manifestement pas à faire réagir les lecteurs.

Quand on est en présence de gens qui ont développé la faculté de réfléchir et qui malgré tout refusent de l'utiliser, il est inutile d'insister ou d'en attendre quelque chose.

Ils partagent la responsabilité de l'état actuel de la société ou ils ont le sort qu'ils méritent, ce qui ne devrait pas leur causer un cas de conscience insurmontable puisque finalement ils s'en accommodent fort bien.

Les bonnes intentions, les expériences passées, les connaissances acquises n'ont jamais été des gages de lucidité ou de perspicacité, de discernement suffisant. Quand on n'a pas développé à un haut degré la logique ou la dialectique, on est conduit invariablement à se satisfaire de lieux communs ou de constats superficiels en guise d'éléments pour interpréter la situation. Pourquoi ? Quelle question, mais parce que c'est le seul moyen de développer un esprit critique ou suffisamment libre pour mener à son terme une analyse, sans cet instrument comment pourrions-nous y parvenir ? C'est logique, non ?

On pourrait se demander si nous ne serions pas à contre-courant en période de réaction sur toute la ligne, ceci expliquerait cela ? En voilà une question qui en arrangerait plus d'un. Si on devait la prendre au sérieux, il faudrait considérer que cette période de réaction sur toute la ligne dure depuis si longtemps qu'il y aurait tout lieu d'estimer qu'elle pourrait durer indéfiniment, de telle sorte que le socialisme serait renvoyé aux calendes grecques ou que le sort de cette utopie serait définitivement scellé, de sorte que nous n'aurions plus qu'à nous accommoder du régime en place. Car si nous avons été impuissants à la combattre efficacement au cours des décennies antérieures, on ne voit pas pourquoi soudainement il pourrait en être autrement aujourd'hui ou demain, surtout, et c'est là l'essentiel, en soutenant que nous (nos dirigeants) n'avions pas failli en analysant l'évolution du capitalisme et de la société. C'est justement ce que j'ai contesté.

Car de deux choses l'une : Soit une période de réaction sur toute la ligne peut s'installer durablement, pendant des décennies ou près d'un siècle, au point qu'elle semble pouvoir durer indéfiniment, auquel cas toute perspective de s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou tout combat politique pour changer un jour la société serait vain ou voué d'avance à l'échec, soit elle comportait des failles que nous n'avons pas su détecter et exploiter pour la fragiliser (la réaction), ce qui a permis aux représentations idéologiques qui servaient de piliers au régime de remplir leurs rôles tout en pourrissant le

mouvement ouvrier et en neutralisant la lutte de classe, de telle manière que la situation apparaisse inextricable au possible ou sans issue politique, alors que l'évolution de la crise du capitalisme renfermait potentiellement tous les ingrédients nécessaires pour briser tous les obstacles qui servaient de remparts au régime et renouer avec le socialisme.

L'opportunisme qui avait envahi le mouvement ouvrier était incompatible avec la prise de conscience qu'il fallait le refonder au lieu de vouloir le réformer ou le rafistoler. La faillite et la décadence du capitalisme ont entraîné celles du mouvement ouvrier.

Le néolibéralisme est à la fois un produit du capitalisme et sa négation, en lui substituant un système mafieux régi par ses propres lois, qui a créé ses propres représentations idéologiques tout en vampirisant ou en contrôlant les institutions existantes qui fonctionnaient au service du capitalisme. On en arrive à une situation où il n'existe plus d'opposition, c'est orwélien, la marche en avant vers le totalitarisme est enclenchée.

Serions-nous inévitablement conduit à l'impuissance en présence d'une telle situation ?

On a détecté plusieurs problèmes qui peuvent expliquer pourquoi et comment nous en sommes arrivés là.

Au lieu de s'en tenir aux faits, on a privilégié l'idéologie, la propagande qui devait tomber fatalement dans l'oreille de sourds, de personnes hermétiquement fermées à tout questionnement, ou des personnes pour lesquelles le discours que nous leur tenions correspondait à la réalité qu'elles vivaient au quotidien, auquel cas il ne leur apportait rien.

Ce qui nous intéresse, c'est la manière dont les travailleurs interprètent leur condition, leurs rapports au capitalisme et aux institutions, à l'ensemble des représentations idéologiques qui oeuvrent au côté du régime.

Si vous attendez que le capitalisme s'effondre ou une guerre, vous pouvez attendre indéfiniment.

Question : Pourquoi personne ne le dit ?

Parce que cela est incompatible avec les analyses ou les théories foireuses que les uns et les autres ont échafaudées ou qui du coup s'effondreraient.

Où mène un tel déni de la réalité ? Devinez.

Vous avez la réponse quotidiennement sous les yeux. Mais vous refusez obstinément de l'admettre, parce que cela remettrait en cause vos certitudes pétries de principes ou de formules magiques élevées au rang de dogmes, qui pour vous ont valeur de vérité absolue au point de vous identifier avec elle.

Nous ne sommes plus très loin du temps où toute la population, et non plus seulement quelques individus particulièrement intelligents, réalisera consciemment l'invivabilité de la société actuelle. Qu'adviendra-t-il ensuite ? Consultez M. Malraux. La révolution qui s'ensuivra ne sera pas communiste — il n'y aura aucun besoin d'une telle révolution, comme je l'ai expliqué, en outre personne ne croira en une amélioration de l'humanité ou en quoi que ce soit d'autre d'ailleurs. Il s'agira d'une révolution nihiliste. La destruction pour la destruction. La haine, la haine universelle, et donc une démolition sans but, complète et minutieuse de tout ce qui existe. Et l'augmentation des salaires, en accélérant l'expansion de la mécanisation universelle (la machinerie est coûteuse), ne fera qu'accélérer l'avènement de cette grande orgie de nihilisme universel. Plus nous nous enrichissons, plus nous nous civilisons matériellement, plus cela adviendra vite. Tout ce que l'on peut espérer, c'est que cela n'arrive pas de notre vivant. Révolutions par Aldous Huxley, 1929.

Ce à quoi on assiste :

EN MARCHE VERS LE TOTALITARISME
IMPOSTURE PERMANENTE
SURVEILLANCE GÉNÉRALISÉE
MENSONGE ÉHONTÉ
DÉLATION
PHILOSOPHIE NIHILISTE
JUGEMENT RÉTROACTIVE

BOMBARDEMENT PRÉVENTIF
GANGSTÉRISME FINANCIER
BARBARIE

Décrit par Huxley

LA GUERRE C'EST LA PAIX
LA LIBERTÉ C'EST L'ESCLAVAGE
L'IGNORANCE C'EST LA FORCE
MINISTERE DE LA VÉRITÉ
POLICE DE LA PENSÉE
NIHILISME ET CRUAUTÉ
Le passé est mort, le futur inimaginable
Contrôle de la Réalité ou l'âge de la double pensée,

- ...Winston laissa tomber ses bras et remplit lentement d'air ses poumons. Son esprit s'échappa vers le labyrinthe de la double-pensée. Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie. Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore. Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

Le passé (...) n'avait pas été seulement modifié, il avait été bel et bien détruit.

L'Histoire tout entière était un palimpseste gratté et réécrit aussi souvent que c'était nécessaire. Le changement effectué, il n'aurait été pos-sible en aucun cas de prouver qu'il y avait eu falsification.

...les Deux Minutes de la Haine.

Comment pourrait-il y avoir une devise comme « La liberté c'est l'esclavage » alors que le concept même de la liberté aura été aboli ? Le climat total de la pensée sera autre. En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxie signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée, l'orthodoxie, c'est l'inconscience.

Le Parti essayait de tuer l'instinct sexuel ou, s'il ne pouvait le tuer, de le dénaturer et de le salir.

(les prolétaires de l'esclavage.) Ils ne se révolteront que lorsqu'ils seront devenus conscients et ils ne pourront devenir conscients qu'après s'être révoltés.

L'idée lui vint que la vraie caractéristique de la vie moderne était, non pas sa cruauté, son insécurité, mais simplement son aspect nu, terne, soumis.

Le passé était raturé, la rature oubliée et le mensonge devenait vérité.

Le passé, non seulement changeait, mais changeait continuellement.

S'il y avait quelqu'un au monde capable de faire un exposé exact des conditions de vie dans la première partie du siècle, ce ne pouvait être qu'un prolétaire. Fin des extraits.

On connaissait le procédé despotique qui consistait à emprisonner arbitrairement quelqu'un pour une durée indéterminée, sans que la personne détenue n'ait été informée des faits qu'on l'accusait d'avoir commis, en lui refusant l'assistance d'un avocat et sans qu'elle soit traduite devant un tribunal, de telle sorte qu'elle ne puisse pas se défendre ou faire prévaloir le principe de la présomption d'innocence. Sa culpabilité purement idéologique ayant été décrétée par le législateur ou le régime tyrannique sans autre forme de procès, se substituait à la recherche de la vérité et avait valeur de droit, de loi, intangible, incontestable, implacable.

Cette loi est en vigueur aux Etats-Unis depuis 2001, elle est également appliquée en Israël notamment.

Ce procédé despotique est donc légal. Il a été adopté par de nombreux pays qui l'ont adapté à leur législation liberticide, dont la France, où la présomption de culpabilité prédomine dans un certain nombre de cas qui ne demande qu'à s'étendre à l'infini. Essayez donc de contester une décision inique de la Caf (Caisse d'allocation familiale)...

On connaissait le procédé qui consistait à adopter une loi et à l'appliquer rétrospectivement, par exemple, adopter en février 2018 une nouvelle taxe dont le calcul serait basé sur les revenus perçus depuis 2013, et donc applicable à la période allant de 2013 à 2017.

Ce genre de procédé despotique est employé aux Etats-Unis depuis des décennies, Aaron Russo y fit allusion en 2007 dans un entretien consacré à son ami Nick Rockefeller (vidéo disponible dans le portail).

Tout cela paraît incroyable, n'est-ce pas, et pourtant tout le monde ou presque s'est adapté à cette société totalitaire.

La preuve, ils en sont à juger de manière aussi arbitraire des idées ou des actes commis des années ou des décennies antérieures et à lyncher sur la place publique leurs auteurs en employant exactement le même procédé. Ces idées ou ces actes commis dans le passé et qui étaient conformes à la législation en vigueur ou aux idées communément admises par la société à une certaine époque, qui pouvaient correspondre à des préjugés largement partagés sans qu'ils fassent l'objet de poursuites judiciaires, à vrai dire ils étaient même encouragés par le législateur ou ceux qui détenaient le pouvoir politique, sont aujourd'hui caractérisés de délits susceptibles d'être réprimés à partir de nouveaux critères qui leur sont imposés.

Autrement dit, ils ne jugent plus le passé à partir des rapports qui existaient dans la société à un moment donné, mais sur la base de critères qu'ils ont sélectionné de nos jours et qui correspondent aux rapports qu'ils voudraient imposer à l'ensemble de la société, sans que celle-ci ne connaisse une évolution qui lui permettrait de les assumer, ce qui devrait se traduire par leur violation puisqu'ils ne sont pas applicables et la répression de leurs auteurs.

Ils instaurent le règne de la terreur permanente depuis Washington et les monarchies européennes.

Bien entendu ils ne sélectionnent que certains éléments ou facteurs, rapports. Ils réécrivent l'histoire en somme, ce sont des faussaires, des escrocs. Qui ? Les faux monnayeurs et leurs idéologues, leurs représentants, les menteurs professionnels ou propagandistes de fausses nouvelles (fake news), ce sont les mêmes.

Ils substituent leur idéologie à la réalité. Ils peuvent agir ainsi d'autant plus effrontément et impunément qu'ils ne sont pas les seuls à employer ce procédé. Tous les partis dits ouvriers sont logés à la même enseigne ou le pratiquent depuis des lustres, en fournissant des analyses qui avaient davantage un contenu idéologique en reposant sur des principes pour justifier une orientation politique, tandis qu'une partie des faits passaient à la trappe ou étaient délibérément tronqués. C'est d'ailleurs leur principal problème, apparemment insurmontable.

- Le porte-parole de LREM démissionne après une polémique - Reuters 9 janvier 2018

Le jeune homme a grandi à Montreuil en Seine-Saint-Denis où ses parents algériens ont émigré, comme le rapporte le journal allemand Die Zeit qui lui consacre un portrait en 2016, en tant que modèle d'ascension sociale d'un jeune issu de l'immigration ayant accédé à la haute fonction publique. « Il a tendance à surjouer cette image du mec de ZEP qui a galéré », juge un ancien étudiant qui l'a côtoyé.

Pour compléter le tableau, il faut préciser que la mère de Rayan Nezzar est médecin et qu'après avoir fait sa primaire dans une école publique (classée ZEP) du XXe arrondissement de Paris, cet écolier déjà brillant a été inscrit dans un collège privé catholique du centre de la capitale. Il a obtenu son Bac S à 15 ans, rapporte Sud-Ouest.

Fan de foot, il est aussi passionné de jeux vidéo dès l'adolescence. Il a ainsi développé un jeu vidéo en parallèle de ses études. Il a d'abord étudié le droit à la fac, avant d'intégrer Sciences-Po Paris, puis l'ENA. Enarque de la promotion « Winston Churchill » (2014-2015), il est affecté à Bercy à sa sortie de la prestigieuse école. Il y travaille au sein du bureau de la solidarité et de l'insertion. En parallèle, il enseigne l'économie à l'université Paris-Dauphine et collabore avec la Fondation Jean-Jaurès.

Les tweets injurieux exhumés par Buzzfeed, captures d'écran à l'appui, ont été publiés par Rayan Nezzar au cours des années 2012 et 2013, lorsqu'il était étudiant à l'ENA et qu'il faisait ses premières armes politiques au PS, dans la section du XXe arrondissement de Paris. « Il est extrêmement ambitieux », se souvient un militant socialiste.

- Présidentielle : la Fondation Jean-Jaurès vote Macron - Le Parisien

www.leparisien.fr/.../presidentielle-la-fondation-jean-jaures-vote-macron-03-05-2017-6..

La fondation Jean-Jaurès un think tank néoconservateur sous l'étiquette du PS.

wikipedia.org - La fondation Jean-Jaurès est une fondation politique française proche du Parti socialiste...

La fondation Jean-Jaurès consacre la moitié de ses moyens à la coopération internationale, dont l'objectif est de favoriser l'émergence ou la consolidation de la démocratie dans le monde.

La fondation est présidée par Henri Nallet (PS) depuis 2013, ministre de la Justice du 2 octobre 1990 à avril 1992... tandis que Gilles Finchelstein en est le directeur général depuis 2000. Entre 2009 et 2013, Henri Nallet exerce la fonction de consultant auprès du groupe Servier (Mediator) « pour un revenu annuel de 812 000 € ». Gilles Finchelstein est membre depuis 2008 du club Le Siècle. Il est l'auteur, avec Matthieu Pigasse, du livre Le monde d'après, une crise sans précédent, paru chez Plon en 2009...

En 2014, la fondation Jean-Jaurès fonde un observatoire des radicalités politiques, dirigé par Jean-Yves Camus et auquel participent des journalistes, historiens et sociologues, tels Rudy Reichstadt, Nicolas Lebourg, Joël Gombin ou Sylvain Crépon. Ces membres nient toute orientation partisane.

En mai 2016, la fondation s'exprime en faveur de l'idée, déjà débattue, d'un revenu universel de base de 750 euros par mois.

Outre les dons et legs des particuliers, elle fait appel au mécénat des entreprises et tire ses sources de financement du gouvernement (services généraux du Premier ministre), du Parlement (Sénat et Assemblée nationale) et de subventions octroyées par différents ministères sur des projets spécifiques (Culture, Affaires étrangères, Éducation nationale par exemple).

Selon les propres informations de la fondation, son budget global en 2010 s'élevait à 2 100 000 € dont 80 % provenant de différents services et ministères de l'État et 2 % des groupes socialistes du Parlement et du Sénat.

Liens internes (2 organisations liées à la CIA. - LVOG) :

- National Democratic Institute for International Affairs (États-Unis)

- National Endowment for Democracy (États-Unis) wikipedia.org

Qui dirige LRM, qui gouverne le pays ? La réponse.

- Il faut virer le soldat Rayan - LeParisien.fr

La République en marche peut-elle garder comme porte-parole Rayan Nezzar ?

Clonage avant que la bête meurt.

- Le PS est en "état de mort clinique", mais "la gauche ne meurt jamais" - AFP

L'ex-chef de file des "frondeurs", Christian Paul, juge le PS "en état de mort clinique", mais considère dans le JDD que "l'urgence est de donner idées et visages à la prochaine gauche" plutôt qu'à un congrès de "survie".

Disant approuver la décision de Najat Vallaud-Belkacem de ne pas se porter candidate à la direction du parti, l'ancien député de la Nièvre juge qu'elle "a compris que l'avenir de la France et de la gauche ne se jouerait pas dans les boutiques obscures du Parti socialiste. Elle a raison. Le PS, en état de coma clinique, est devenu une machine à broyer les idées, les femmes et les hommes".

"Mais elle ne jette pas l'éponge?: elle pense, et moi aussi, que l'essentiel se passera ailleurs et autrement", ajoute-t-il, pronostiquant que "la prochaine gauche s'inventera en grande partie en dehors des appareils d'aujourd'hui", ce qui "n'empêche pas que demeurent au PS des militants et des personnalités remarquables". AFP 7 janvier 2018

Ce qu'ils appellent "la prochaine gauche" existe déjà avec Générations, La Nouvelle Donne, LFI, etc...

L'homme est vulnérable et par conséquent corruptible, et ceux qui le sont le plus sont ceux qui justement croient l'être le moins, en premier lieu tous ces militants bourrés de certitudes qui derrière leur fausse modestie ont développé un puissant complexe de supériorité qui les aveugle.

Ils prêtent aux travailleurs un état de conscience qui ne correspond pas à la réalité. Le leur. Cette projection ou identification va donner lieu à toutes sortes d'interprétations erronées et d'illusions qui seront ensuite théorisées par d'habiles imposteurs. Ils vont s'adresser aux travailleurs, afin de leur faire prendre conscience de ce qu'ils savent déjà, autrement dit, ils ne serviront strictement à rien ou démontreront juste qu'ils en sont au même point ou ne peuvent rien leur apporter. Quel intérêt y aurait-il à porter la moindre attention à des militants et des partis qui finalement ne vous apportent rien et même bien moins que ce qu'ils peuvent trouver ailleurs ?

La plupart des militants évoluent dans des bulles et développent un état d'esprit de secte. Quand ils disent qu'ils s'expriment au nom des travailleurs, en fait ils les ignorent parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils pensent ou plutôt comment ou pourquoi ils le pensent. Peu importe, cela ne les intéresse pas, ils penseront à leur place.

Sans même s'en apercevoir ils ont adopté le statut du parvenu qui se prend pour ce qu'il n'est pas. Il est bien connu que la plupart des hommes cultivent ce travers. Ils le doivent au processus inconscient qui a accompagné la formation de leur personnalité et qui était destiné à les protéger des agressions du monde extérieur ou de la concurrence que se livrent les hommes pour survivre. Pour eux, la psychologie, qui est un des aspects primordiaux de la nature humaine, ne présente aucun intérêt et doit demeurer un mystère, à défaut de l'étudier pour mieux la maîtriser, ils la traitent avec mépris. En adoptant cette position du haut de leur chaire professorale qui en réalité n'est pas plus haute que la cuvette de leur cabinet d'aisance, ils décrètent que l'un des deux volets (social et psychologique) à l'origine du développement de la personnalité humaine doit être négligé, laissant ainsi le soin à nos ennemis de le manipuler à leur guise, non sans un certain succès.

C'est là qu'on s'aperçoit que généralement le militant n'est pas très évolué en somme. Si peu qu'il n'a même pas conscience de lui-même, ce qui est révélateur, c'est un piètre observateur, il n'apprend rien sur lui-même à travers le comportement des autres, il se situe au-dessus, il vaut tellement mieux. Qu'il nous soit permis d'en douter.

Puisque mes lecteurs ne souhaitent pas se faire connaître, j'en conclus qu'ils n'ont pas vraiment la conscience tranquille ou que ce sont des lâches ou ceci explique cela. Je rappelle que certains me l'ont écrit eux-mêmes. Ils ont apparemment confondu concession et compromission. Je regrette que ce portail n'ait pas pu être accessible aux travailleurs en général, car il n'est référencé nulle part.

Je vous laisse en compagnie des diseuses de bonnes aventures qui prétendent qu'il existerait des syndicats et des partis ouvriers indépendants, alors qu'en réalité les deux restent à imaginer et à construire, dans l'état actuel des choses, ils n'existent pas. Peut-être que parce qu'on n'est jamais parvenu à imaginer qu'il fallait construire un nouveau syndicat, nous ne sommes pas parvenus à construire un nouveau parti. Nous en aurions eu la possibilité, mais nos dirigeants l'ont laissé passer, vous savez tous pourquoi, et maintenant que les conditions sont plus difficiles, ils vont vous sortir que c'est impossible et qu'ils n'y sont pour rien évidemment, vous avez compris la manoeuvre, bref, ils ont raison ou les faits leur donnent toujours raison, franchement comment pourrait-il en être autrement.

On comprend aussi pourquoi ils regrettent que le PS et le PCF soient à l'agonie, et ce n'est pas faute d'avoir tout fait pour tenter de les sauver. Même cela ne mettra pas la puce à l'oreille des militants, ils sont trop corrompus pour en avoir profité et être parvenus tranquillement à la retraite pour un grand nombre d'entre eux. Ces nantis sont nostalgiques des années 50 à 80, mon enfance, ma jeunesse source de toutes les humiliations et de grande pauvreté, et de guerres, famines, etc., quelle crasse et sordide ignorance, voilà de quoi est fait le gratin du mouvement ouvrier, son avant-garde, il faut les refonder ! Ils ont progressé de l'individualisme collectif au corporatisme internationaliste.

En principe, les dirigeants d'un parti ouvrier analysent la situation et tous les rapports qui existent entre les principaux facteurs, ce qui permet de déterminer les lignes de force qui se dégagent, à partir desquelles ils vont définir un axe d'intervention politique dans la lutte des classes et se fixer des objectifs et des tâches pour les atteindre, enfin l'ensemble va constituer une orientation ou une ligne politique cohérente permettant de construire le parti et aider de larges couches de travailleurs à élever leur niveau de conscience politique.

Tout cela doit très précis, minutieusement élaboré et ne rien laisser au hasard.

Et que nous dit-on régulièrement, aux questions que les travailleurs se posent ou plutôt devraient se poser, "il n'y a pas de réponses toutes faites", alors de deux choses l'une, soit on ne croit pas un mot de ce qu'on dit, soit on ne sait pas quoi penser, et dans les deux cas la moindre des choses c'est de le dire ou de la fermer !

Une illustration, les travailleurs feraient preuve d'une "résistance sans faille", grotesque, si tel était le cas ils n'auraient jamais laissé passer autant de mesures ou lois scélérates synonymes de régression sociale. En fait ils disposent toujours de moyens pour la compenser, ils sont solidement attelés au capitalisme, mais cela on ne vous le dira pas.

Mais rien n'est perdu, "l'unité de leurs organisations (...) emportera tous les obstacles", alors qu'en réalité la nature de ces organisations, par leur composition et leur direction, leur fonctionnement constituent un obstacle à tout pas en avant vers le socialisme...

Extrait de la causerie du 10 janvier que je n'ai pas publiée.

Le mot du jour : Abus de pouvoir.

Macron est le produit d'un coup de force, d'un coup d'Etat à froid, d'un abus de pouvoir qu'il s'emploie dorénavant à exercer en faisant des émules parmi toutes les couches de la société qu'il instrumentalise, particulièrement chez celles des petits bourgeois dévorés d'ambition, qui pire que leur maître à penser, se transforment en misérables despotes dès lors que l'occasion leur est donnée pour imposer leur mode de pensée en recourant à des moyens détestables tels que la délation ou la dénonciation ce qui revient au même.

Leurs procédés sont misérables, ignobles, sordides et illustrent qu'ils n'ont pas plus de scrupules ou de morale que ceux qu'ils clouent au pilori, en réalité ils partagent les mêmes. Cette vermine qui dénonce certains aspects de la société appartient aux classes privilégiées qui s'en étaient très bien accommodées jusqu'à présent...

Ils se font le relais infâme de la chasse à l'homme lancée par l'oligarchie contre toutes les classes et couches de la société, hormis celles qui servent fidèlement et avec zèle ses intérêts. Le capitalisme pourrissant, à défaut de disparaître attise la haine entre les différentes couches de la société dont les rapports sont calqués sur ceux du capitalisme entre dominant et dominé. Au lieu de s'en prendre à la source de ces rapports, au capitalisme, les lâches préfèrent dénoncer en meute des individus isolés qui possédaient un statut social supérieur aux leurs mais pas forcément, puisque dans leur aveuglement hystérique ils entendent s'attaquer aux préjugés de l'immense masse de la population, de la majorité, qui fut encouragée à les adopter par les tenants du capitalisme.

Le lynchage auquel ils se livrent relève de la tyrannie, dans la mesure où ils bafouent la présomption d'innocence et piétinent le droit de la défense.

Les femmes qui adoptent ce comportement détestable, ne trouvent rien à redire à se prostituer avec le capitalisme, dès lors que cela leur permet d'embellir leur carrière professionnelle ou de faire parler d'elles. Ce sont les pires et les plus dangereuses car elles jouent sur tous les tableaux à fois, elles ne visent pas une égalité impossible à réaliser entre les sexes, mais uniquement le pouvoir d'exercer leur domination. Qu'elles soient souvent issues du PS ou qu'elles se prétendent de gauche n'a rien d'étonnant, cela introduit juste un élément supplémentaire de confusion chez ceux qui ne les avaient pas caractérisés de droite, en passant, vous voyez quel intérêt il y avait à le faire depuis longtemps.

Leur procédé présente bien des similarités avec celui employé pour faire la chasse aux fausses informations et la finalité est la même : faire taire, faire disparaître tous ceux qui s'opposent au néolibéralisme, à la politique du gouvernement, faire en sorte que quelque soit votre statut social vous adoptiez de gré ou de force, sans broncher, les idées et le comportement qu'on vous dictent, quitte à ne vous laisser plus aucune liberté. Ce sont bien deux campagnes liberticides qui se combinent sous nos yeux.

Bien entendu, il n'est plus question de liberté d'expression, au nom du droit à la différence qui est ainsi piétiné, c'est la raison pour laquelle on peut affirmer tranquillement qu'ils se moquent éperdument de l'un et de l'autre.

- Fake news et complotisme : comment l'état nous manipule par Philippe Alain - legrandsoir.info 10 janvier 2018

En résumé : le 4 janvier, Macron annonce une nouvelle forme de censure contre les médias ; les jours suivants, le porte-parole va expliquer sur les plateaux que c'est indispensable pour se protéger, par exemple des groupes terroristes et le 7 janvier, une officine de propagande financée par l'Etat nous pond une étude qui démontre que nous sommes tous atteints de complotisme aigu et que, par conséquent, une cure de désintoxication s'impose. Diffusée en boucle par tous les médias, cette "étude" vient clore le débat et faire taire tous ceux qui s'étaient pourtant offusqués quelques jours plus tôt de l'annonce d'une nouvelle mesure liberticide.

Voilà un parfait exemple de manipulation de l'opinion publique par l'Etat lui-même. Jamais personne n'aura autant de moyens médiatiques, humains, financiers et politiques permettant de réussir de telles manipulations.

Une conspiration mondiale contre la démocratie

- Quand une respectable fondation prend le relais de la CIA - legrandsoir.info 9 janvier 2018

« Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui, la CIA le faisait clandestinement il y a vingt-cinq ans [1]. » L'homme dont le Washington Post rapporte le surprenant aveu, le 22 septembre 1991, s'appelle Allen Weinstein. Historien, il a été le premier président de la National Endowment for Democracy (NED, Fondation nationale pour la démocratie), une association américaine à but non lucratif aux objectifs particulièrement vertueux : promouvoir les droits de l'homme et la démocratie. C'est pourtant d'elle qu'il parle dans sa déclaration. (...)

...l'American Political Foundation (APF) voit le jour en 1979, coalition des partis démocrate et républicain, de dirigeants syndicalistes et de patrons, d'universitaires conservateurs et d'institutions liées aux affaires étrangères. Le modèle est importé d'Allemagne de l'Ouest, où les fondations des quatre principaux partis [5] – connues sous le nom de Stiftung – sont, depuis l'après-guerre, financées par leur gouvernement, comme instruments de la guerre froide. En particulier la Fondation Konrad Adenauer, liée au parti chrétien-démocrate (CDU).

Le 14 janvier 1983, le président Ronald Reagan signe la directive secrète NSDD-77. Il y ordonne de mettre en place ce qu'il a annoncé dans un discours devant le Parlement britannique, le 8 juin 1982 : une « infrastructure » pour « mieux contribuer à la campagne globale pour la démocratie [6] ». La directive signale qu'il faudra pour cela « coordonner de manière étroite les efforts effectués en politique étrangère – diplomatiques, économiques, militaires – et se mettre en relation serrée avec les secteurs suivants de la société américaine : travail, affaires, universités, philanthropie, partis politiques, presse (...) ». (...)

Ainsi, le 23 novembre 1983, une loi entérine la création de la NED. (...)

Quatre organisations constituent le socle de la NED et sont responsables de sa gestion. Le Free Trade Union Institute (FTUI) – branche de la centrale syndicale AFL-CIO, qui prend ensuite le nom d'American Center for International Labor Solidarity (Acils) – existait déjà avant la NED. Les trois autres sont créées ad hoc : le Center for International Private Enterprise (CIPE) de la chambre de commerce, l'International Republican Institute (IRI), du Parti républicain, et le National Democratic Institute (NDI), du Parti démocrate. (...)

Le talent qu'a la NED pour canaliser les fonds, créer des organisations non gouvernementales (ONG), mettre sur pied des manipulations électorales et des campagnes d'intoxication médiatique, doit beaucoup à la grande expérience de la CIA, de la branche du département d'Etat chargée de la coopération (Usaid) et de nombreuses personnalités de l'« élite » conservatrice liée à la politique étrangère des Etats-Unis [12]. Mis à part les moyens terroristes, le gouvernement Reagan utilisera les mêmes méthodes dans les pays d'Europe de l'Est, « croisade non gouvernementale pour les droits de l'homme et la démocratie, d'autant moins impérialiste qu'elle est censée répondre directement aux besoins des dissidents et des réformateurs du monde entier [13] ». Dans ces pays du « socialisme réel », la distance entre gouvernants et gouvernés facilite la tâche de la NED et de son réseau d'organisations, qui fabriquent des milliers de « dissidents » grâce aux dollars et à la publicité. Une fois le changement obtenu, la plupart d'entre eux, ainsi que leurs organisations en tout genre, disparaissent, sans gloire, de la circulation.

Instrument de la guerre globale

Devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) en septembre 1989, le président George Bush père affirmait que le défi du « monde libre » était de consolider les « fondations de la liberté ». L'année précédente, le Parlement canadien, encouragé par Washington, avait créé une fondation semblable à la NED, portant le nom de Rights & Democracy. En 1992, sur le même modèle, le Parlement britannique a officialisé la Westminster Foundation for Democracy (WFD). Puis vient le tour de la Suède avec le Swedish International Liberal Centre, des Pays-Bas – Fondation Alfred Mozer – et de la France – Fondation Robert Schuman et Fondation Jean Jaurès (liée au Parti socialiste). Le réseau de fondations de la NED prend forme.

C'est dans ce cadre qu'a été créée la Democracy Projects Database, qui coordonne quelque six mille projets d'ONG dans le monde. La NED est aussi le coeur du Network of Democracy Research Institutes [19], auquel participent « des institutions indépendantes liées à des partis politiques, des universités, des syndicats et des mouvements pour la démocratie et les droits humains ». Son objectif est de faciliter le contact « entre les érudits et les militants de la démocratie ». D'autre part, la NED héberge le secrétariat du Center for International Media Assistance, « un projet qui se propose de réunir un certain nombre d'experts en médias avec l'objectif de renforcer le soutien à la presse libre et indépendante dans le monde [20] ».

Sur le site Internet officiel du département d'Etat, M. Gershman déclare que toutes ces fondations, personnes et organisations convergent vers la « création d'un mouvement mondial pro-démocratie ». Un « réseau de réseaux » dont la NED constitue le centre. D'autres fondations se sont ralliées à ce projet – la Friedrich-Ebert-Stiftung d'Allemagne, l'Olof Palmes Internazionella Center, de Suède, le Karl Renner Institut, d'Autriche, la Fundación Pablo Iglesias, liée au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). (...)

Démocratie, élections libres, liberté d'expression... Ce que M. Blum traduit ainsi : « Tout ce qu'on a fait, c'est transférer les nombreuses activités détestables de la CIA à une nouvelle organisation dont le nom sonne bien. La création de la NED est un

chef-d'oeuvre de politique, de relations publiques et de cynisme [22]. »

Financements sans frontières

« Absolument, nous recevons de l'argent de la NED, affirme M. Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF), sur le forum Internet du Nouvel Observateur, le 18 avril 2005 [23]. Et cela ne nous pose aucun problème. » De quoi mettre en doute le crédit de cette association « indépendante » qui défend la liberté d'expression grâce à ce genre de financement, sans compter ce qu'elle reçoit de l'Etat français – 11 % de son budget annuel –, de la Commission européenne – 15 % –, ainsi que de plusieurs groupes financiers propriétaires de médias et d'entreprises d'armements – montant indéterminé [24].

Au temps du ministère de la Vérité.

Il ne vous aura pas échappé qu'avec le thème des fausses nouvelles (fake news), nous sommes encore en présence d'une opération ou plutôt d'une machination planétaire orchestrée depuis Washington. Elles sont insignifiantes à côté des mensonges qui ont été employés pour préparer psychologiquement les peuples à deux guerres mondiales, puis les justifier.

Il faut distinguer les fausses informations en tant que telles, de fait réels qui font l'objet d'un traitement qui les assimile à de fausses informations tant ils sont déformés, évidemment ce ne sont pas celles-ci que les commentateurs retiennent car trop compromettantes. Que la manière dont sont présentés ou interprétés des faits réels relève de la manipulation des esprits ne les choquera pas, puisqu'ils se livrent quotidiennement à cet exercice qu'on appelle aussi désinformation.

Il n'y a pas de fumée sans feu.

Lu dans un article publié par le blog Les-Crises.fr

- "Il n'y a sans doute pas chez Emmanuel Macron de volonté de censurer ou de créer une police de la vérité journalistique. Son idée est bonne de vouloir protéger les moments de la démocratie les plus fragiles, c'est-à-dire les élections. D'accord pour mettre en place des garde-fous, mais de là à renforcer les pouvoirs de l'Etat sur l'information, c'est moins satisfaisant."

"L'éducation aux médias est un bon moyen de lutter contre les "fake news"."

Les élections, des "moments de la démocratie", il fallait oser le dire !

Le boycott est la seule éducation saine et sérieuse.

Parole d'internaute.

- À rapprocher du thème à la mode depuis quelques jours : le "complotisme" dont feraient preuve 8 français sur 10, selon un énième sondage.

Tout le monde sait que les sondages sont là non pas pour informer, mais pour modeler l'opinion. La réalité, pour reprendre un mot cher à notre petit prodige président, est pourtant toute simple : l'économie est en état de mort cérébrale, le prochain domino financier qui tombera fera s'écrouler tout le système, des millions de laissés pour compte vivent à l'intérieur et à l'extérieur du pays(chômeurs, réfugiés…), le climat se dérègle, les ressources naturelles sur lequel est adossé notre système tout entier sont en épuisement… Un seul exemple 10 ans de réserves en lithium, vous savez ce machin indispensable pour fabriquer les smartphones et autres gadgets qui servent à endormir la populace… et tout le monde voudrait continuer à faire comme si de rien n'était ?

Les nuages s'amoncellent et l'orchestre médiatique à beau redoubler d'efforts, le tapage qu'il s'efforce de maintenir n'empêchera pas le tonnerre de gronder et l'orage de frapper à la fin.

D'une façon où d'une autre, ça n'est qu'une question de temps, et certainement pas dans longtemps, comme l'espèrent avec lâcheté beaucoup de nos concitoyens. Non, nos enfants ne seront pas là pour essuyer nos bêtises : c'est nous qui serons en première ligne, très bientôt.

Et le pire, c'est que tous ceux que le système taxe de complotisme l'ont bien compris : dans leur immense majorité, ils ne font juste plus confiance aux serviteurs premiers de celui-ci, les "journalistes".

Et ça, quelque part, c'est une sacrée bonne nouvelle au milieu de tout ce bazar !

- Il s'agit aussi de préparer l'opinion publique aux prochaines lois liberticides qui auront pour justification orwellienne la lutte contre la désinformation.

Bienvenue chez les conspirateurs ou les faussaires.

- Près de 8 Français sur 10 en faveur d'une loi visant à lutter contre les "fake news" en période électorale, selon un sondage - Franceinfo

71% des Français interrogés pensent que ces fausses informations constituent actuellement un problème au sein de la société, selon un sondage Odoxa Dentsu Consulting pour franceinfo et "Le Figaro", publié jeudi soir. Franceinfo

---

Le pilote était à ... Washington.

Julien Codorniou, le vice-président de Facebook chargé des partenariats, qui vit à Londres, est membre du… conseil de surveillance du « Monde » ! Grand ami de Xavier Niel — le coproprio du quotidien —, Codorniou figure aussi depuis peu à son côté au conseil de surveillance de Mediawan, le fonds d'investissement cofondé fin 2015 par un certain Niel Xavier. Le monde des géants est petit. Le Canard enchaîné, 8/1/2018

Les mains sales ou la sale "besogne". Ils le revendiquent.

- Checknews : est-il vrai que Facebook paye «Libé» pour aider à trier les «fake news» ? - Libération.fr

Dans son édition de la semaine dernière, le Canard enchaîné a publié un article intitulé «Entre "le Monde" et Facebook, un beau compte de fake» qui fait beaucoup parler. Le palmipède «révèle» que le réseau social finance le journal du soir. Un article un peu survendu, parce que ce n'est pas un scoop. Et incomplet, parce que le Monde n'est pas le seul média français financé par Facebook pour faire la chasse aux fausses nouvelles. Libération est aussi payé pour la même besogne. Liberation.fr 9 janvier 2018

Nous l'avions déjà signalé aux lecteurs.

Avec une capitalisation boursière de près de 500 milliards de dollars (Le Monde 30.08.2017) Facebook peut se permettre de se payer les services du Monde et Libération notamment pour organiser la censure sur Internet. L'oligarchie n'a plus besoin de contrôler le contenu des médias, c'est fait depuis qu'elle les a achetés, elle doit donc dorénavant s'attaquer aux autres sources d'information.

Faites tomber les masques.

- La Terre est plate, le pape a tué Kennedy, et si ma tante en avait… - Libération.fr

Les médias aux ordres comme seule source "d'information acceptable", qui plus est "respectueuse des institutions".

Libération - D'un côté une population jeune, biberonnée à la culture de la «post-vérité» d'un Internet qui s'est toujours positionné en contre-espace public, légitimant la vox populi au niveau de toute autre source d'information acceptable. Et de l'autre des seniors socialisés durant une époque plus respectueuse des institutions, avec une colonne vertébrale idéologique plus marquée.

Les médias institutionnels ou la parole divine.

Libération - ...défiance commune envers la presse traditionnelle.

Tous coupables, y compris ceux qui n'ont pas accès aux sources d'information.

Libération - Qui est coupable du phénomène ? Personne. Tout le monde. La modernité. Car elle nourrit le complotisme.

Et puis vous êtes responsables de tous les problèmes que vous rencontrez au cours de votre vie.

Libération - ...des gens en échec personnel vont avoir tendance à s'exonérer de leurs responsabilités en cherchant d'autres explications

Bref, vous êtes des cons !

Libération - ...les personnes qui comprennent mal l'environnement dans lequel elles évoluent ont une tendance plus prononcée à minimiser le poids du hasard dans la marche des événements.

Ils les ont démasqué, ce sont des rouge-brin !

Libération - Fondation Jean-Jaurès et de Conspiracy Watch : Les sympathisants d'extrême droite et d'extrême gauche sont plus enclins que les autres à verser dans la théorie du complot».

Douter, c'est commencer à réfléchir, un crime.

Libération - ...le complotisme se nourrit du doute.

Fake news et complotisme : comment l'état nous manipule par Philippe Alain - legrandsoir.info 10 janvier 2018

Intéressons-nous donc à la Fondation Jean Jaurès.

Officiellement, la Fondation Jean-Jaurès se décrit à la fois comme "un think tank, un acteur de terrain et un centre d'histoire au service de tous ceux qui défendent le progrès et la démocratie dans le monde." En réalité, la Fondation Jean Jaurès est un think tank fondé sous l'impulsion de Pierre Mauroy, ancien premier ministre de François Mitterand. On trouve dans son conseil d'administration bon nombre de socialistes comme Jean-Marc Ayrault, Vincent Peillon ou Bruno Le Roux, mais plus surprenant, devinez qui occupe jusqu'en mai 2017 le poste de secrétaire général ? Gérard Collomb... Aujourd'hui ministre de l'intérieur de Macron. Pour la petite histoire, avec Gérard Collomb qui est toujours membre du Conseil d'Administration, on trouve également au poste d'administrateur, monsieur Christophe Carol, qui aussi est chef du bureau des associations et fondations au ministère de l'intérieur. Bonjour le conflit d'intérêts. (2)

Côté financement, ça vaut aussi son pesant de cacahuètes. La Fondation Jean Jaurès se vante d'être indépendante. Ah bon ? Le budget voté le 21 décembre 2016 est de 2 730 000 €. 1 000 000 d'euros de recettes proviennent des services généraux du premier ministre" et 878 000 € proviennent de subventions publiques. Autrement dit, l'Etat finance la Fondation Jean Jaurès à hauteur de 70% de son budget. Les ressources propres : publications, dons... ne représentent que 6% des recettes.

Bref, la Fondation Jean Jaurès est une véritable "organe d'influence", une officine de propagande d'Etat qui n'ose pas dire son nom.

Ca y est ? Vous comprenez mieux la manipulation ?

Bien évidemment, tous les médias vont reprendre en boucle les informations de la fameuse étude censée démontrer que les Français sont des adeptes inconditionnels des fake news et du conspirationnisme. Libération, qui appartient, comme L'Express, l'Expansion, BFM et RMC à Patrick Drahi, le milliardaire Franco-Israélien, fait la une sur le sujet en titrant son édition du 9 janvier : "Complotisme : le côté obscur de la France". Le soir même, Europe 1, propriété du milliardaire Arnaud Lagardère consacre un débat au fake news. Bref, tout le monde s'y met et ne parle que de ça ou presque pendant plusieurs jours.

Voilà, la boucle est bouclée. Aucun journaliste n'aura remarqué la supercherie, ou du moins, aucun ne s'est intéressé au véritable commanditaire de l'étude.

(2) https://jean-jaures.org/la-fondation

Le pilote est à Bruxelles, l'office européenne états-unienne.

- Fake news : cette experte nous explique les 3 niveaux de fausses nouvelles et les limites d'une loi Macron - huffingtonpost.fr

Fin 2017, un groupe d'experts a été créé par la Commission pour définir, trier et penser les "fake news". Alors que leur première réunion d'une longue série aura lieu à la mi-janvier, l'une des expertes, la sociologue des médias Divina Frau Meigs, nous parle des trois niveaux de fake news, à travers trois exemples. Notre experte, également professeure à la Sorbonne Nouvelle... (On sait ce que valent les "experts" nommés par Bruxelles. - LVOG)

...on distingue la "fake news de propagande" de la "fake news de complot" et de la "fake news commerciale (ou de scandale)".

Si ces trois types endommagent et polluent l'accès à l'information, ce ne sont que les fausses nouvelles de propagande et de complot qui ont été visées par Emmanuel Macron, début janvier, dans son discours à la presse. (C'est bien la crédibilité de la propagande officielle qui est au coeur de cette opération. - LVOG)

Notre experte se demande quels écueils le projet de loi devra éviter: "C'est une loi qui va devoir prendre son temps, pour bien définir chaque terme face au risque de produire une juridiction liberticide et de censure. Il faut que ce soit une loi qui agisse comme un ralentisseur." (Tous les articles en provenance de certains blogs ou portails seront relégués aux oubliettes par les moteurs de recherche, ainsi plus personne ou presque n'y accèdera, hormis ceux qui se connectent habituellement sur ces blogs ou portails ou qui en connaissaient les adresses. Il s'agit de rendre opaque les sources d'information qui narrent les faits, de sorte que plus personne ne puisse les vérifier, pour finalement faire doute de leur existence de manière à ce que seule la version officielle demeure. - LVOG)

Pour Divina Frau Meigs, avant de réfléchir à légiférer sur un type de fake news, il faudrait un sérieux débat public avec tous les acteurs, notamment économiques (Google et Facebook compris). Ce, pour mesurer et comprendre l'ampleur des nouveaux enjeux commerciaux et idéologiques qui se cachent derrière les fake news, de quelque type qu'elles soient. Et pour saisir l'urgence d'éduquer davantage aux médias. huffingtonpost.fr (Il y a "urgence" apparemment, le peuple ne doit pas en savoir davantage, il en sait déjà trop, il doit demeurer ignorant la survie du régime en dépend. Un "sérieux débat public" en s'en remettant au sommet de l'oligarchie, Google et Facebook, sera forcément impartial! Ils osent tout. - LVOG)

- Le Président Jupi-Taire invente la Censure Libérale, par Jacques-Marie Bourget - les-crises.fr 08.01

La question est donc : pourquoi le président français attaque-t-il la liberté d'Internet alors que l'outil répressif existe ? La réponse est simple. C'est pour rejoindre le flux de tous les néo-libéraux et néo-conservateurs de la planète. Ceux qui estiment que laisser vivre à sa guise un web qu'ils ne maîtrisent pas est un très grand danger pour leur gouvernance. Une menace mortelle pour leur doctrine, l'asservissement par la finance mondialisée et néocoloniale. Les journaux eux-mêmes, petit à petit dépossédés de leur magistère par Internet, ont tout de suite milité pour que tout « site d'information » ne puisse exister « sans être adossé à un « grand média » »… Aux Etats-Unis, le New York Time en tête, nous avons assisté à de telles croisades de limitation du Net. Le tout est resté sans grand effet jusqu'au mois dernier où les géants américains, industriels du web, ont annoncé une restriction progressive de l'accès aux réseaux performants pour tout candidat qui ne soit pas un partenaire puissant ou « convenable ». Voilà où veulent en venir Macron et ses alliés : nous faire taire. Je dis « nous » puisque le débat, l'information plurielle sont devenues impossible en France et que le seul moyen de mettre à jour des sources et des points de vus différents c'est Internet. Tant pis si ce tuyau à deux conduits véhicule les meilleures nouvelles du monde, mais aussi des tonnes d'ordures. Comme devant la poubelle jaune et la poubelle verte, nous sommes assez adultes pour affronter le tri sélectif.

Ne soyons pas injustes envers Jupiter, il a bénéficié, comme on le dit en matière d'artillerie, d'une très forte « préparation ». C'est la presse subventionnée par des crédits d'Etat, c'est-à-dire tout, ou presque, ce qu'exposent les kiosques, qui, depuis des années, de docilité en compromission, a poussé le wagon vers l'abîme. C'est elle qui a conçu, financé l'avènement de journaux asexués tous clones de la « bien pensance », des pages dans lesquelles on pouvait lire sans une virgule de doute « Saddam Hussein a des armes de destruction massives » avec schémas à la clé. La doctrine de BHL a triomphé, agissant sur les rebelles comme un agent orange sur la jungle du Vietnam. L'engeance, celle des « nouveaux philosophes » (portée sur les fonds-baptismaux par François Furet avec pichenette de Michel Foucault), a réussi à imposer son néo-catéchisme: toute pensée non tamponnée « Atlantique » ne doit être ni exprimée ni survivre. De bons disciples comme Perdriel, Mougeote, Plenel, Joffrin, Giesbert, Minc, Barbier et leur marionnette Ménard ont veillé à ne jamais offenser Washington. Et la presse française est devenue une feuille d'avis de l'OTAN. Hélas pour eux, cette lecture ne rassemble pas des centaines de milliers de curieux. Ainsi Plenel, celui du Monde en 1999, a compté « 700 000 morts au Kosovo » (pour un bilan officiel et final 2500) et publié en scoop les détails d'un plan serbe, dit « Fer à Cheval » qui prévoyait la déportation des albanais… Manque de flair, ce « Plan » était un faux bricolé par les services secrets allemands ! Voilà donc des « fakes » avant la mode. Et les « fakes » sont têtus.

Au passage, pour vous faire observer que la maladie de presse est ancienne, je me permets de relater une expérience personnelle. Au début du mois d'aout 1985, en publiant dans « VSD », un hebdomadaire populaire, un article de deux pages chapeauté du titre « La DGSE a fait couler le Rainbow Warrior », je croyais par ces lignes, avoir fait avancer la « vérité ».

Et appeler un chat un chat : c'est-à-dire Mitterrand un assassin (un photographe est mort lors du sabotage du bateau avalisé par le Président). A défaut de recevoir une symbolique médaille je m'attendais à ce que mes découvertes éveillent l'attention de mes confrères… Bernique. Hormis Michel Polac, le magnifique trublion, personne n'a bronché. Mieux, Claude Angeli, alors chef du Canard Enchainé, est venu faire le flic de presse : « Toi il faut que tu te calmes ! ». Ah bon ? Et, svp facteur, de qui vient le message ? Le message venait de « Dieu Premier».

Cette foi nouvelle dans les vertus d'une presse couchée a été facilitée, aussi, par l'idéologie qui noie les « écoles de journalisme », et par le statut social des étudiants ici recrutés. Croisant un jour place de la Bourse un ancien confrère, devenu prof au Centre de Formation des Journalistes, je lui pose une question : « Enseignez-vous le doute ? »… et entendu sa réponse désabusée : « Non rien que des certitudes ». La pensée unique, née dans le bouillon Kub des idées de Furet, issue aussi des « droits de l'homme » tripotés par le BHLisme, s'enseigne désormais dans ces écoles. Institutions onéreuses pour tout étudiant, ce qui implique une sélection de classe. Pour l'essentiel, les nouveaux journalistes sont donc des fils d'archevêque ; peu inquiets du sort du monde.

Dernier paillasson tendu sous les pieds de Macron et de la censure d'Internet, tous ces sites autoproclamés chasseurs de « Fakes news ». A défaut de s'acheter un miroir et de s'y mirer, Le Monde et Libération se sont constitués en meute pour désigner comme « fake » ou « complot » tout ce qui nuit à la ligne générale dessinée par Niel ou Drahi. Ces innocents ignorent que le concept de « complotisme » a été inventé par la CIA comme outil capable de discréditer tout interlocuteur trop bien informé. Reste dans le canon fumant de ces drôles de censeurs la cartouche de l'antisémitisme, écrire que Netanyahou perd ses cheveux peut vous conduire au pilori. Vous êtes socialement mort.

Dans la battue contre la liberté sur Internet, comme dans les polars, on trouve enfin des « privés ». Des types qui s'ennuyant d'être « rien » -comme le dirait Macron- et qui montent leur propre stand de tir. Dénonçant sur Internet et au doigt mouillé des innocents. Leur but ? Exister, participer à l'honorable festin de la pensée juste pour -rêve d'un jour- être invité aux côtés de Sifaoui sur le plateau des « experts » de C Dans L'air.

Aujourd'hui la nouvelle censure démocratique ne s'exerce pas seulement au pied du mur, c'est-à-dire en refusant l'édition de textes ou d'images jugées inacceptables pour la pensée dominante, elle réussit l'exploit d'un grand bond en arrière en nous renvoyant à Richelieu. Oui, à la « censure préalable », le filtre de l'imprimatur qui évite tout malentendu. N'étant pas gardien du phare des libertés, je n'ai pas en main le décompte des réunions, conférences et autres propositions de débats annulées en France sous la pression du politiquement correct. Depuis 2012, et le début de la guerre en Syrie, il est impossible au pays de Voltaire, de rassembler dans une salle ouverte au public des hommes et des femmes s'exprimant sur cette guerre. Dès l'annonce d'un tel colloque les menaces tombent et les organisateurs apeurés, honteux, annulent le rendez-vous. Dans une salle de l'Assemblée Nationale il a été possible au Front National de réunir la fleur des groupes anti-avortement, mais impossible de trouver un auditorium pour exposer la situation syrienne et la politique étrangère de la France. Que le forum soit « partisan » n'est pas une excuse à la censure dans un pays de libre parole. L'interdiction de ces débats-là vaut aussi pour ceux qui concernent l'Ukraine et mieux encore pour la Palestine. Evoquer ce pays martyrisé c'est additionner les salles de réunion refusées, les intervenants décommandés. Si besoin est, les censeurs s'abritent derrière la menace de « troubles l'ordre public ». Comme si « l'ordre public » était une excuse au mensonge. Plus caché, feutré mais aussi corrosif a été, en 1994, l'interdit d'édition qui a frappé le colossal historien et philosophe anglais Éric Hobsbawm avec son livre « L'Age des Extrêmes ». Ce bouquin essentiel a été traduit en bantou alors que pas un éditeur tricolore ne s'est aventuré à mettre de ce texte en librairie. L'interdit, non-dit et non-écrit donc tacite, avait été édicté par la clique Rosanvallon et Nora, petits maîtres à penser agissant comme des veaux sous leur mère, en l'occurrence François Furet. Pas question qu'un penseur, obstinément marxiste, ouvre sa gueule. Pour lire ce bouquin il a été nécessaire que l'équipe du Monde Diplomatique se joigne à un éditeur belge. C'est vous dire si le libre propos est un sport de combat !

L'exception française, donc l'esprit de censure, a contaminé la Suisse. Guy Mettan, co-fondateur de la version helvétique de Reporters Sans Frontières (RSF) est un mort vivant depuis qu'il a eu l'idée d'instaurer un débat sur le rôle joué en Syrie par les « Casques Blancs »… C'est Christophe Deloire, le Ménard après Robert, de RSF qui a pulvérisé Mettan. Pour Deloire il n'est pas question de débattre de l'action de ces magnifiques sauveteurs couverts de lauriers par Hollywood, les intervenants ne lui conviennent pas. Pauvre Deloire qui, il y a quelques mois, faisait la retape auprès du dictateur gabonais Bongo. Son but ? Que ce dernier finance un « forum » organisé de concert avec Libération. Résumons ! Nous avons RSF, un machin matricé par l'ultra drotiier Ménard, qui intervient en tant qu'organisation de journalistes pour réclamer la censure. Après cela étonnez-vous que la presse meure !

Mais Deloire, l'homme en forme de cette fin d'année 2017, va encore faire parler de lui. Cette fois c'est le projet d'une télé russe, diffusée en français, qui ne lui convient pas. Cette chaine, composée de journalistes tricolores et dûment encartés, n'a pas encore émis une seule image, un seul son que le devin Deloire dit « halte ». Lui, Deloire, sait que Poutine, qui n'a que ça à faire entre deux coups de balais donnés à Daesch, écrit lui-même les sujets diffusés sur RT-TV. Il est fort Deloire…! Bizarre, quand Patrick Drahi a lancé « i24 News » une télévision en français qui entend officiellement « montrer le vrai visage d'Israël », Deloire s'est tu. Sans doute enroué ? Et rechute en laryngite contre CNN ou Fox News, qui, même en anglais, diffusent pas mal de bêtises ?

Avez-vous entendu Deloire protester contre la disparition de « Afrique Asie », un mensuel spécialisé dans l'actualité internationale, un journal d'une qualité rare ? Non. Il devait être en RTT. Ce journal historique, fondé par Simon Malley, a été le compagnon de

lutte de tous les mouvements de décolonisation de la planète. Ce n'est pas rien. Comme par hasard l'état français a commandé un interminable contrôle fiscal contre « Afrique Asie », enquête ridicule au sein d'un journal militant. Mais qui s'est achevée par une amende de 150 000 euros. Majed Nehme, le directeur-héros de cette aventure, a donc été obligé de fermer ce journal exemplaire. Voilà les dernières nouvelles du monde libre, où les français ne parlent plus aux français.

En guise de travaux pratiques je livre à nos lecteurs l'expérience vécue par la grande et courageuse historienne Annie Lacroix-Riz – professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris VII. Au prétexte qu'elle est l'une des seules à s'opposer à la cohorte placée sous la férule de Gérard Courtois, un communiste très repenti qui passe ses heures à expier son passé, et qui est devenu le guide suprême en matière de marche arrière historique, Lacroix-Riz, avec son sac à vérités, est devenu l'ennemi numéro 1. Comme la dame est imbattable, tant elle est documentée, face à elle il faut fuir ou annuler tout débat. D'autant que la spécialité de l'historienne est brûlante : la collaboration sous toutes ses formes, liens entre nazis et Vatican, construction de l'Europe sous la dictée américaine…Elle a même découvert que, pendant la période nazie, le Zyklon B avait été, pour partie, produit dans des usines françaises…

Un jour c'est France 2 qui la convoque pour évoquer André Bettencourt, un homme trop actif sous Vichy. L'historienne racle ses fonds, prend de son temps et répond aux questions du documentariste. Quelques heures avant la diffusion du « sujet » elle reçoit un SMS « Désolé, mais faute de place votre témoignage a été coupé ». Ah ça alors c'est vrai, la lutte des places est un phénomène connu !

En 2016 c'est une certaine Juliette Dubois qui, sur RMC TV, se passionne pour une tranche d'histoire « 1939-1945 la face cachée du Vatican ». Lacroix-Riz est incontournable, elle est ici assise dans son jardin. La naïve historienne sort ses archives les plus explosives et attend le passage de la questionneuse… qui, comme Godot, ne viendra jamais. Le dernier acte de censure est aussi lié à ce documentaire de RMC, un conte de fée qui donne la part belle aux hommes de Dieu. Cette fois, le film étant diffusé par la RTBF la télé belge, Lacroix-Riz est convoquée à Bruxelles « pour un débat ». On lui envoie des billets de train… Et, magie habituelle, sans que les TGV de Guillaume Pépy y soient pour quelque chose, l'historienne qui dérange ne se dérange pas : elle est décommandée. Si je mets en avant l'exemple de Lacroix-Riz c'est que la dame, même sans le relais des médias officiels, a une certaine capacité d'alerter un petit réseau. Mais quid des inconnus, des isolés, qui se font moucher dès qu'ils évoquent des sujets touchant à la « contre pensée ». Quid d'un chercheur qui n'embouche pas, pour ses travaux, la bonne trompette, l'écrivain qui n'écrit pas les bons livres ?

Voilà un état des lieux. C'est le mien et vous direz qu'il n'a pas de valeur universelle, rien de « scientifique ». C'est juste le résultat de 50 ans d'expérience dans la presse et l'édition, un demi-siècle à voir de près bouger le monde, et se faire la guerre plus que la paix. Un demi-siècle de mensonges, de presse ou d'Etat, vécus sur le champ. Que dire de plus ? La liberté, valeur sans partage avait un goût, il est devenu light, comme le Coca. les-crises.fr 08.01

Parole d'internaute.

- Tous ceux qui sont conscients de cette censure qui s'installe à petits pas mais de façon certaine, ne savent plus, où, quand, comment le dire.

La réduction au silence ne signifie pas nécessairement l'absence de réflexion. Mais comment savoir si ceux qui sont conscients, mais réduits au silence, sont nombreux ou non.

Savoir qu'on n'est pas seul est rassurant, cela évite d'être gagné par le découragement et l'abandon.

La censure permet de faire taire, mais aussi d'isoler. "Pensez ce que vous voulez, mais de toute façon vous êtes seul". Super méthode mais jusqu'à quand?

- Macron est le plus dangereux des président de la cinquième République. Il est à même de mettre en place un régime autoritaire, si ce n'est fasciste. Aujourd'hui, en écoutant ses vœux aux journalistes, je viens d'en prendre d'autant plus conscience. Le reste n'est que bla-bla. Entendons l'essentiel de ses propos. Ce type est encore plus dangereux que ce que l'on pouvait convenir car il demande à ceux-là mêmes qui diffusent l'information qu'ils s'accordent avec le pouvoir en place. Je n'ai pas voté pour ce type, mais là, il mérite, par ses propos, d'être dégagé de toute sphère politique et économique. [Modéré.] Attention !

- Attendez , l' Histoire ne fait que commencer ….lors de ses voeux notre Jupiter commence par :" mes chers compatriotes européens…." oui, vous avez entendu " européens " pas français…parce que la France c'est bientôt terminé, vous le savez ça ?…

LVOG - C'est le mondialisme.

- J'adore la délicieuse hypocrisie de ce Président comme il se dédouane de ses délits d'initié.

Mais prenons le au sérieux, car en voulant faire la leçon aux journalistes, il décrit exactement ce que lui-même, prenant appui sur eux dans les grandes rédactions, avait mis en place depuis sa campagne présidentielle, toute une batterie de langage, d'astuces et de procédés pour ne faire ressortir que sa narrative. uniquement la sienne. Pour nous préparer à vivre une dystopie qui affectionne le fascisme. Sa narrative martelée jusqu'à l'ivresse. Relayée, propagée a beaucoup pollué l'espace public et a créé beaucoup de désordres!

Macron en est le principal responsable dans ce crime moral, intellectuel et mental. Il en a donné le modèle et le mode d'emploi.

- Macron masquait son rôle de valet de la classe des ultra-riches et maintenant il le joue. Cela ne surprend que les personnes qui n'ont pas pris le temps de réfléchir – une occasion rare pour la plupart de nos contemporains pris dans la précarité et/ou de l'injonction à l'immersion entrepreneuriale.

- Jupi-taire ne fait que confirmer et amplifier la tendance au "libéral autoritarisme" de ses prédécesseurs. Mais peut-il en être autrement dans une UE qui est absolument non démocratique ?

L'UE est une tyrannie, qui est au service du "Corporate power". Et les campagnes de nos dirigeants "autocrates libéraux" sont financées d'élections, élections par ce "Corporate power".

Le candidat voulu par les milieux d'affaires, "nous est vendus" un an ou deux avant les élections grâce à une campagne massive de promotion médiatique. Comme ce fut le cas pour Macron.

L'on voit mal d'ailleurs, de quoi ce dernier pourrait se plaindre, tant il a bénéficié de cette massive campagne de promotion médiatique.

La vérité, c'est qu'ils craignent les voix dissonantes, car ils savent que leur base électorale est des plus fragiles. Donc en plus de la promotion massive, ils veulent pour la prochaine fois un outil juridique pour pouvoir faire taire les voix dissonantes sous n'importe quel prétexte foireux.

C'est dans la logique et l'aboutissement d'un processus non démocratique, qui prend ses racines dans la "construction européenne" telle que conçue par les oligarchies qui contrôlent le pouvoir dans chaque pays de l'UE, oligarchies au service du "Corporate power".

Vérités et contrevérités, l'art de mêler le vrai et le faux

- Étude: 79% des Français croient au moins à une "théorie du complot" - AFP

Le complotisme est un "phénomène social majeur" et "préoccupant" en France, près de huit Français sur dix adhérant à au moins l'une des grandes "théories du complot", révèle une étude de l'Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et l'observatoire Conspiracy Watch, publiée dimanche.

Trois ans après les attentats de janvier 2015 à Paris, et en pleine offensive du gouvernement contre les "fake news" ou fausses infos, l'étude montre que 79% des Français croient à au moins une théorie du complot. Ils sont 34% à en croire au moins 4 et 13% au moins 7.

Et concernant les multiples théories qui circulent dans l'opinion et sont évoquées dans l'étude, des plus récentes aux plus anciennes, 55% des Français approuvent l'idée que "le ministère de la santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la nocivité des vaccins" et 54% sont d'accord avec l'affirmation que "la CIA est impliquée dans l'assassinat du président John F. Kennedy à Dallas".

En matière de terrorisme, 19% des Français considèrent qu'à propos des attentats contre Charlie Hebdo et le magasin Hyper Cacher en janvier 2015, "des zones d'ombres subsistent" et qu'il n'est pas certain qu'ils aient été "planifiés et réalisés uniquement par des terroristes islamistes", dont 27% des moins de 35 ans, et 30 % des 18-24 ans. Cependant, seuls 3% (contre 2% en janvier 2015 selon une précédente étude de l'Ifop) estiment à propos de ces attentats qu'"il s'agit d'une manipulation dans laquelle des services secrets ont joué un rôle déterminant".

Par ailleurs, 32% des Français pensent que "le virus du sida a été créé en laboratoire et testé sur la population africaine avant de se répandre à travers le monde" et 31% sont d'accord avec l'affirmation que "les groupes terroristes jihadistes comme Al-Qaïda ou Daech sont en réalité manipulés par les services secrets occidentaux". Enfin, 16% des Français pensent que les Américains n'ont jamais été sur la lune, et 9% croient "possible que la Terre soit plate et non pas ronde comme on nous le dit depuis l'école".

Concernant la confiance dans les médias et leur crédibilité, 9% des interrogés (et 17% des sympathisants FN) estiment que "leur

rôle est essentiellement de relayer une propagande mensongère nécessaire à la perpétuation du "Système"".

36% trouvent que "leur marge de manoeuvre est limitée et ils ne peuvent pas traiter comme ils le voudraient certains sujets" car ils sont "largement soumis aux pressions du pouvoir politique et de l'argent", une affirmation qui grimpe à 55% chez les sympathisants LFI et EELV.

Enfin 30% pensent que "travaillant dans l'urgence, ils restituent l'information de manière déformée et parfois fausse", et seuls 25% répondent que "globalement, ils restituent correctement l'information et sont capables de se corriger quand ils ont commis une erreur". AFP 7 janvier 2018

Commentaires d'internautes.

- Hi hi, je me découvre complotiste ! Mais il n'y a plus que quelques journalistes qui n'ont pas compris, pour reprendre 2 exemples de l'article, que l'état et les labo pharmaceutiques marchent main dans la main (cela s'appelle notamment "conflits d'intérêt") et que Kennedy a été assassiné par l'état profond US (même les américains le savent majoritairement aujourd'hui). Ce genre de sondage inutile c'est juste pour préparer le terrain de la censure sur internet (car dans les autres média l'auto-censure - voire plus- fonctionne déjà très bien) et donc la fin de la liberté d'expression. Mais qu'on se rassure, nos journalistes, qui à plus de 80% appartiennent corps et âme à des milliardaires propriétaires de journaux et TV...continueront de nous dire ce qu'il faut croire et ne pas croire. Des fois qu'on serait plus idiots qu'eux...

- Intéressant de mélanger "dangerosité du vaccin", qui possède, quoiqu'on en pense des effets secondaires (rare selon les pro-vaccins), et des théories farfelues politiques et physique (terre plate)... ça passe ou ça casse ce genre de stratégie...

- Les théories du complot sont parfois vraies. Par exemple, les armes de destruction massive étaient considérées comme une théorie du complot... Il ne faut jamais sous-estimer les duperies des gens au pouvoir.

- Tout est mélanger dans cette article. On passe de la terre et plate à la confiance des français dans leur médias histoire de mettre dans le même plat les fou qui crois quel la terre et plate à une réflexion sencé sur les médias qui effectivement raconte à longueur de temp mensonge et propagande.

- Ce sont les médias qui tentent d'inculquer la théorie de complots imaginaires à la population, afin de pouvoir obéir au ordre du pouvoir par la culpabilisation.

Apathie, Cohen, Lapix-saddoun, Bourdin, Calvi (sous ses faux airs débonnaire), Barthès ou Quin participent à la manipulation médiatique.

- C'est quoi le but de ces histoires stupides ? vouloir faire croire que les médias eux sont crédibles? quel bric à brac mélangeant toutes les âneries, dire que des gens sont payés pour produire "ça" nommé "études".

- La notion de "théorie du complot" est le dernier rempart du pouvoir, pour détourner le regard des gens de la vérité, qui est parfois simplement évidente, comme pour le 11 sept...

Au lieu de parler des faits en eux-memes, ils placent le débat sur un terrain vaguement moral ou ils disent que c'est tres mal de ne pas croire la version du Ministere de la Vérité... lol :-)

Non, ce qui est plutot inquiétant c'est qu'il existe encore des organismes comme ConspiracyWatch, et surtout que ce soient eux qui est le "droit" de communiquer... - Ce qui est préoccupant, c'est que la caste dominante ment tellement que 79% des gens finissent par s'en rendre compte, en dépit de la propagande officielle continue et quasi sans failles.

- Pour sûr, c'est ballot...L'histoire humaine entière n'est que complots, mais chut, n'en faites surtout pas une théorie à l'époque où la dictature mondiale à sourire hollywoodien de Goldman-Sachs et des quelques autres hyper-multi-milliardaires financiers licencieurs, pollueurs et massacreurs de tous les peuples veut passer pour des bisounours défenseurs de la démocratie, des droits de l'homme et de la liberté d'expression...

- La rédaction particulièrement nauséabonde de cet article, mettant dans le même sac des théories farfelues comme des faits officiellement admis par les gouvernements concernés (assistance à al-Qaïda par exemple, ou conflit d'intérêt entre le ministre de la santé et ses anciens employeurs/financiers), montre l'existence d'une "ligne directrice" totalitaire dans les media français.

Pas besoin d'imaginer un complot : les grands media français appartiennent tous à une poignée de milliardaires aux intérêts convergents (ils n'ont donc pas absolument besoin de se concerter) et ce sont les mêmes qui ont "fabriqué" Macron.

Mais pour ces gens-là, même quand on ne parle pas de complot, on est accusé de "théorie du complot" dès qu'on tente d'observer les mécanismes politico-médiatiques.

Alors qu'ils peuvent impunément accuser de complot... tous ceux qu'ils désignent comme leurs ennemis, à commencer par la Russie, si vous vous rappelez bien (mais cette accusation avait fait un flop en France; et elle est en train d'en faire un aux États-Unis, où les Américains, plus de deux ans après le premier article du... New York Times, découvrent que ce n'était pas Trump mais Clinton qui était financée par la Russie, la Fondation Clinton ayant reçu pas moins de 145 millions de dollars des propriétaires de mines d'uranium qui voulaient les autorisations de les vendre à une société d'État russe, et qui l'ont obtenue).

- Mais là théorie du complot c'est aussi de comploter en nous faisant croire que nous avons tout faux ! - Le seul complot qui n'existe pas est celui qui vise à attenter à l'intelligence de 79% de français.

- Facebook admet être aux ordres du gouvernement d'Israël pour censurer les Palestiniens - investigaction.net 11.01

En septembre de l'année dernière, nous avons noté que des représentants de Facebook rencontraient le gouvernement israélien pour déterminer quels comptes Facebook appartenant à des Palestiniens devaient être supprimés au motif qu'ils constitueraient une «incitation». Ces réunions – convoquées et présidées par l'un des responsables israéliens les plus extrémistes et autoritaires, le ministre de la Justice Ayelet Shaked – sont intervenues après qu'Israël ait menacé Facebook d'adopter des lois pour l'obliger – sous peine d'énormes amendes, voire d'un blocage total du service en Israël – à se conformer aux ordres du gouvernement israélien, à défaut pour lui de le faire "volontairement".

Les résultats, prévisibles, de ces réunions sont maintenant clairs et bien documentés. Depuis lors, Facebook pratique avec fureur la censure contre les militants palestiniens qui protestent contre l'occupation israélienne illégale qui dure depuis plusieurs décennies, obéissant à des directives données par des responsables israéliens. En effet, les responsables israéliens se vantent publiquement de l'obéissance de Facebook en ce qui concerne les ordonnances de censure israéliennes :

«Peu de temps après qu'on ait appris la conclusion d'un accord entre le gouvernement israélien et Facebook, le ministre israélien de la Justice, Ayelet Shaked, a déclaré que Tel Aviv avait soumis 158 demandes au géant des médias sociaux au cours des quatre derniers mois lui demandant d'enlever les contenus qu'il considérait comme "incitation". Elle a déclaré que Facebook avait accepté 95% des demandes.»

Elle a raison. La soumission de Facebook aux diktats israéliens est difficile à surestimer : comme l'a dit le New York Times en décembre de l'année dernière, "les agences de sécurité israéliennes surveillent Facebook et lui signalent les publications qu'elles considèrent comme une incitation. Facebook a répondu en supprimant la plupart d'entre eux".

Ce qui rend cette censure particulièrement importante, c'est que «96% des Palestiniens ont déclaré que leur principale utilisation de Facebook est de suivre les nouvelles». Cela signifie que les autorités israéliennes ont un contrôle quasi absolu sur un forum de communication clé des Palestiniens.

Dans les semaines qui ont suivi ces réunions entre Facebook et Israël, a rapporté The Independent, le collectif militant Palestinian Information Center a indiqué qu'au moins 10 comptes de leurs administrateurs pour leurs pages Facebook en arabe et en anglais – suivies de plus de 2 millions de personnes – ont été suspendus, pour 7 d'entre eux de manière permanente. Il s'agit, disent-ils, du résultat de nouvelles mesures mises en place à la suite des rencontres de Facebook avec Israël. «En mars dernier, Facebook a brièvement fermé la page Facebook du Fatah, suivie par des millions de personnes à cause d'une vieille photo de l'ancien chef Yasser Arafat tenant un fusil».

Un rapport publié en 2016 par le "Palestinian Center for Development and Media Freedoms" a détaillé l'étendue de la censure de Facebook :

Pages et comptes personnels qui ont été filtrés et bloqués : Palestine Dialogue Network (PALDF.net), Gaza now, Jerusalem News Network, Shihab Agency, Radio Bethléem 2000, Orient Radio Network, page Mesh Heck, Ramallah News, journaliste Huzaifa Jamous d'Abu Dis, activiste Qassam Bedier, activiste Mohammed Ghannam, journaliste Kamel Jbeil, comptes d'administration pour Al Quds Page, comptes d'administration Agence Shihab, activiste Abdel-Qader al-Titi, jeune activiste Hussein Shajaeih, Ramah Mubarak (le compte est activé), Ahmed Abdel Aal (le compte est activé), Mohammad Za'anin (compte toujours supprimé), Amer Abu Arafa (compte toujours supprimé), Abdulrahman al-Kahlout (compte toujours supprimé).

Inutile de dire que les Israéliens ont pratiquement toute latitude pour publier ce qu'ils veulent sur les Palestiniens. Les appels au meurtre de Palestiniens lancés par des Israéliens sont monnaie courante sur Facebook et restent en grande partie intacts.

Comme l'a rapporté Al Jazeera l'année dernière, "les discours incendiaires publiés en hébreu … ont suscité beaucoup

moins d'attention de la part des autorités israéliennes et de Facebook". Une étude a révélé que «122.000 utilisateurs ont appelé directement à la violence en usant de mots comme "meurtre" ou "brûler". Les Arabes étaient les premières cibles des commentaires haineux». Pourtant, il semble y avoir peu d'efforts de la part de Facebook pour censurer aucun de ces propos.

Il semble que désormais Facebook admette explicitement avoir également l'intention de suivre les ordres de censure du gouvernement des États-Unis. Récemment, l'entreprise a supprimé les comptes Facebook et Instagram de Ramzan Kadyrov, le leader répressif, brutal et autoritaire de la République tchétchène, qui comptait 4 millions de followers sur ces comptes. Pour dire les choses simplement, Kadyrov – qui a toute latitude pour gouverner la province en échange d'une loyauté sans faille envers Moscou – est le contraire d'un personnage sympathique : il a été accusé de manière crédible d'un grand nombre de violations horribles des droits de l'homme, allant de l'emprisonnement et la torture des LGBT à l'enlèvement et au meurtre de dissidents.

Mais rien de tout cela ne change quoi que ce soit au caractère dérangeant et dangereux de la justification avancée par Facebook pour la suppression de ses comptes. Un porte-parole de Facebook a déclaré au New York Times que l'entreprise a supprimé ces comptes non pas parce que Kadyrov est un meurtrier de masse et un tyran, mais que "Les comptes de M. Kadyrov ont été désactivés parce qu'il venait d'être ajouté à une liste de sanctions des États-Unis et que la compagnie était légalement obligée d'agir".

Comme le souligne le Times, cette logique semble douteuse ou au moins appliquée de manière incohérente : d'autres qui figurent sur la même liste de sanctions, comme le président vénézuélien Nicolas Maduro, restent actifs sur Facebook et Instagram. Mais considérez simplement les implications incroyablement menaçantes des explications de Facebook.

Ce que cela signifie est évident : que le gouvernement étatsunien – autrement dit, pour le moment, l'administration Trump – a le pouvoir unilatéral et sans contrôle d'expulser qui bon lui semble de Facebook et Instagram en les incluant simplement sur une liste de sanctions. Est-ce que quelqu'un pense que c'est une bonne chose ? Est-ce que quelqu'un fait confiance à l'administration Trump – ou à tout autre gouvernement – pour contraindre les plateformes de médias sociaux à supprimer et à bloquer toute personne qu'elle veut faire taire ? Comme Jennifer Granick de l'ACLU 1 l'a dit au Times:

Ce n'est pas une loi qui semble avoir été écrite ou conçue pour faire face aux situations particulières où il est légal ou approprié de réprimer des propos. … Cette loi sur les sanctions est utilisée pour réprimer l'expression publique sans tenir compte des valeurs de la liberté d'expression et des risques particuliers de blocage du discours, par opposition à bloquer le commerce ou les fonds comme le prévoyaient les sanctions. C'est vraiment problématique.

Est-ce que la politique de Facebook qui exclut des gens de sa plateforme qui sont visés par des sanctions s'applique à tous les gouvernements ? Évidemment pas. Il va sans dire que si, par exemple, l'Iran décidait d'imposer des sanctions à Chuck Schumer pour son soutien à la politique de Trump consistant à reconnaître Jérusalem comme capitale israélienne, Facebook ne supprimerait jamais les comptes du chef de la minorité démocrate du Sénat. Tout comme Facebook ne supprimera jamais les comptes des responsables israéliens qui incitent à la violence contre les Palestiniens ou qui sont sanctionnés par des responsables palestiniens. Le mois dernier, la Russie a annoncé des sanctions en représailles contre divers responsables et dirigeants canadiens, mais il va sans dire que Facebook n'a pris aucune mesure pour les censurer ou bloquer leurs comptes.

De même, Facebook oserait-il censurer les politiciens américains ou les journalistes qui utilisent les médias sociaux pour appeler à la violence contre les "ennemis de l'Amérique" ? Poser la question, c'est y répondre.

Des journalistes ont lancé des appels publics pour que les États-Unis coulent un navire iranien "pour manifester leur détermination" ou encore pour qu'un drone soit utiliser pour éliminer physiquement Julian Assange.

Comme toujours quand il s'agit de censure, il y a un seul principe qui conduit à tout cela : le pouvoir. Facebook se soumettra et obéira aux demandes de censure des gouvernements et des fonctionnaires qui exercent effectivement un pouvoir, tout en ignorant ceux qui ne le font pas. C'est pourquoi les ennemis déclarés des gouvernements américain et israélien sont vulnérables aux mesures de censure de Facebook, alors que les officiels américains et israéliens (et leurs alliés les plus tyranniques et répressifs) ne le sont pas :

Tout cela illustre que les plaidoyers pour que les géants de la Silicon Valley censurent plus activement les «mauvais discours» présentent les mêmes graves dangers que la censure étatique. Les appels à la censure d'État peuvent souvent être bien intentionnés – un désir de protéger les groupes marginalisés des dangers des "discours de haine" – mais il est prévisible qu'ils sont beaucoup plus souvent utilisés contre des groupes marginalisés pour les censurer plutôt que pour les protéger.

Il suffit de regarder comment les lois sur les "discours de haine" sont utilisées en Europe ou sur les campus universitaires américains pour constater que les victimes de la censure sont souvent des critiques des guerres européennes ou des militants contre l'occupation israélienne ou des défenseurs des droits des minorités. Investigaction.net 11.01

- Juliette Méadel propose la création d'un "impôt Charlie Hebdo" - AFP

L'ancienne secrétaire d'Etat chargée de l'Aide aux victimes Juliette Méadel propose dans une tribune transmise à l'AFP la création d'un "impôt Charlie Hebdo" qui permettrait de soutenir la "liberté d'expression". AFP 9 janvier 2018

Mimétisme.

«Nous vivons l'irruption, dans le champ médiatique, des fausses nouvelles»: ainsi le président Macron® introduit-il son intention de légiférer contre les fake news lors de ses vœux à la presse (laquelle appartient en grande partie, soit dit en passant, aux milliardaires qui l'ont fait élire).

Que l'annonce survienne au surlendemain de l'entrée en vigueur de la loi de censure internet en Allemagne n'est évidemment qu'un hasard du calendrier! Au fait, à quoi le Président de la République faisait-il allusion? Aux faux cadavres de Timisoara exhibés lors de la chute des Ceausescu? Au montage des couveuses koweïtiennes, prétexte à la meurtrière guerre du Golfe? A la fiole de farine blanche agitée par M. Powell au Conseil de Sécurité pour justifier la deuxième invasion de l'Irak? L'histoire de ces dernières décennies est faite de ces fake news plus ou moins ahurissantes colportées sans ciller par les médias de grand chemin. L'Etat va-t-il coller un fact-checker dans chaque grande rédaction?

Non: selon les milieux informés, M. Macron visait plutôt la «fachosphère», les blogs ainsi que les plateformes russes dont les versions francophones risquent d'être une sérieuse concurrence pour des médias français en voie de débilisation accélérée. N'empêche: qui sera habilité à dire le vrai du fake? Au nom de quels critères? Va-t-on créer un ministère de la Vérité, comme prophétisé par Orwell?

Et si le Président de la République tombait lui-même victime de sa loi?

Par exemple, comme se le demande @MrPropagande sur Twitter: entre deux déclarations de M. Macron®, l'une affirmant : «Je ne suis pas socialiste», et l'autre : «Moi, je suis socialiste. Et je l'assume», laquelle est fausse?

Ou alors, la nouvelle loi permettra-t-elle de suspendre les comptes du Président de la République quand il lâche des bobards énormissimes comme «Si quelqu'un a combattu [Daech en Syrie] et peut gagner d'ici fin février, c'est la coalition internationale»?

PS — M. Macron® pourra toujours utiliser comme fusible sa propre usine à fake news et conseillère en communication, Sibeth Ndiaye, qui «assume parfaitement de mentir pour protéger le président» (Le Figaro, 12.7.2017.) Antipresse

---

- Macron veut-il encourager la croyance en la « théorie » de la Terre plate ? Par Jean Bricmont — 06 janvier 2018

Mais que sont les fausses nouvelles et en quoi ont-elles de l'importance ?

Un premier exemple concerne l'attaque au gaz près de Damas en août 2013, dont la responsabilité a été presque unanimement attribuée par la presse au «régime syrien», ce qui est clairement contredit par un rapport établi par un ancien inspecteur de l'ONU, Richard Lloyd, et un professeur en science, technologie et sécurité nationale du MIT, Theodore A. Postol. Pour distinguer le vrai du faux, comparons les motivations : pour le gouvernement et les médias qui vivent des «sources officielles», la culpabilité présumée d'Assad soutient l'aide des Occidentaux aux «rebelles». Mais on peut difficilement trouver une motivation «pro-Assad» chez des personnes aussi respectables que Lloyd et Postol, ou penser que ces experts soient incompétents à propos de questions de physique relativement élémentaires.

Un exemple plus récent concerne le «Russiagate», c'est-à-dire la prétendue ingérence russe dans l'élection de Trump aux Etats-Unis. Il n'existe à ce jour pas de preuve d'une telle ingérence. Vu les moyens d'espionnage dont disposent les multiples services américains, il est difficile de croire que, si cette ingérence était réelle et sérieuse (pas réduite à quelques messages sur Twitter ou Facebook), elle n'aurait pas été détectée et démontrée publiquement. Même si une telle ingérence devait finalement être prouvée, sa signification effective resterait à évaluer. En tout cas, le fait d'y croire sans hésitation en l'absence de preuve, ce que fait toute la presse «libérale» aux Etats-Unis, ainsi que ses homologues européens, est en soi une façon de «propager une fausse nouvelle».

C'est la propagande dominante qui mène aux guerres, et non les quelques voix d'opposition

On pourrait multiplier les exemples d'autres fausses nouvelles, toutes liées à la propagande de guerre (incident du golfe du Tonkin en 1964, affaire des couveuses au Koweït en 1990, armes de destruction massive en Irak, etc.) et propagées par les médias dominants. Contrairement aux fausses nouvelles que Macron veut bannir, cette propagande est en partie responsable de guerres ayant causé des centaines de milliers si pas des millions de morts et, dans les cas plus récents, de risques d'une guerre qui pourrait être nucléaire.

C'est la propagande dominante qui mène aux guerres, et non les quelques voix d'opposition.

Il est évident qu'aucune censure ne s'appliquera jamais à ces médias dominants et qu'au contraire, ce seront certains médias alternatifs, qui parfois permettent de mettre en question la propagande de guerre, qui seront réprimés ou au moins intimidés.

Le problème que Macron veut résoudre c'est qu'une bonne partie de la population ne croit plus les médias dominants et pense déjà que la liberté d'expression est menacée (même avant cette nouvelle loi). Beaucoup de gens pensent qu'on leur ment sur les effets réels de l'immigration, sur la situation économique, sur celle de l'enseignement ou sur la propagande de guerre. Ils ont en face d'eux des médias unanimes sur toute une série de questions, à commencer par l'élection de Macron lui-même, en tout cas au deuxième tour et en grande partie au premier, mais aussi sur la Russie, l'Iran, la Syrie, la construction européenne, ou la nécessité de «libéraliser» l'économie.

C'est cette homogénéité médiatique qui engendre le scepticisme, pas la «propagande» russe ou les pourvoyeurs de fausses nouvelles.

On peut aussi repenser à une précédente tentative de réprimer de «fausses nouvelles», à savoir la loi Gayssot de 1990, réprimant la négation de certaines conclusions du tribunal de Nuremberg, en pratique celles portant sur l'existence de chambres à gaz dans les camps nazis. Quel en a été l'effet ? La réponse est donnée par l'intellectuel italien Franco Cardini, écrivant à propos du «négationnisme» : «le nombre de personnes qui, sans oser l'admettre, sont impressionnées et troublées par certains arguments ne cesse de croître. Le nombre de ceux qui en public affirment une chose et en privé soutiennent exactement le contraire est en train de croître aussi. Et vous savez pourquoi ? À cause du fait qu'on persécute ceux qui défendent ces idées et on les condamne sans leur donner le droit de parler et sans riposter. Mais de cette manière se crée dans l'opinion publique le sentiment croissant que, si on en a peur, c'est que ces gens-là disent des vérités.»

La seule solution au problème auquel Macron est confronté serait une ouverture tous azimuts au débat et une révolution médiatique allant vers plus de pluralité et d'honnêteté. Mais comme cela est manifestement impossible, on se tourne vers la solution la plus facile, mais aussi la plus contre-productive : la censure.

Finalement, il suffit d'un peu voyager pour voir que le reste du monde ne pense pas comme «nous», c'est-à-dire comme l'Europe et les Etats-Unis. En Russie, en Chine, dans le monde arabe, en Iran, en Amérique latine, il n'y a ni les mêmes priorités, ni les mêmes histoires, ni les mêmes mémoires qu'en Occident. Quand ils se tournent vers la France (ou l'Europe), les autres peuples ne voient plus le pays des Lumières, mais un monde arrogant, agressif, replié sur lui-même, anxieux, et en pleine perte de vitesse par rapport à eux.

La loi contre les «fausses nouvelles» risque de renforcer encore le scepticisme à l'égard des «vérités officielles», à la fois celui qui est raisonnable et celui qui ne l'est pas, ainsi que notre incapacité à écouter et à comprendre le reste du monde, ce qui est à la fois le symptôme et la cause de notre déclin.

Ceux qui détiennent le pouvoir et leurs représentants complotent contre tous les peuples.

Ils ont d'autant plus de liberté pour s'adonner à leur pratique favorite, qu'on refuse obstinément de les caractériser pour ce qu'ils sont, et surtout d'en tirer les conclusions politiques qui s'imposent, du coup ils peuvent tout oser sans prendre le risque d'être inquiétés ou en toute impunité.

Qui a peur des théories du complot ? Par Tim Hayward - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018 - Le blog de Tim Hayward 18 octobre 2017

Le professeur Peter Knight de l'université de Manchester, qui dirige un réseau de recherches interdisciplinaire majeur financé par l'UE pour arriver à une compréhension exhaustive des théories du complot, explique qu'il est aujourd'hui généralement compris que 'quelques-unes des définitions de vues particulières comme « théories du complot » relèvent d'une technique de gouvernance.' [4] Ainsi donc, qui a peur des théories du complot ? Serait-il possible que certains gouvernements veuillent que nous en ayons tous peur ?

Les seules personnes qui aient quelque chose à redouter des théories du complot sont les conspirateurs qui peuvent être découverts. Pour nous tous, les autres, si quelqu'un propose une théorie trop tirée par les cheveux, nous sommes sceptiques d'instinct ; si, en revanche, il propose une théorie qui éclaire des points confinés jusque-là dans l'obscurité, il peut être en train de nous aider à apprendre quelque chose.

On peut tout à fait penser qu'il y a anguille sous roche, par exemple – c'est un cas classique – à propos d'un récit douteux véhiculé par les médias grand public, mais pas forcément d'un autre ou même de plusieurs autres récits médiatiques. Dans ce cas, il n'y a donc pas « croyance aux théories du complot » en général, mais suspicion d'un complot (ou de motivations non dévoilées) sur un point ou un récit suspect particulier. D'un autre côté, un mensonge médiatique avéré, et nous en avons eu, fait perdre confiance dans les médias et, quand le cas se répète, finit par induire une méfiance de principe dans la population… d'où la perte de lectorat de nombre de titres de presse grand public actuels et la montée de la presse alternative sur Internet, dont bon nombre de titres tout à fait respectables, sinon pour certains « pulitzérisés », d'un niveau de journalisme bien supérieur à celui de la presse grand public. Est-ce de la « croyance dans les théories du complot »

Récemment, le Chaos Computer Club de Berlin (CCC), la plus importante association de hackers d'Europe, a organisé un congrès au cours duquel les « hacktivistes » ont dévoilé que « La Joint Threat Research Intelligence Group (JTRIG), une unité des services de renseignement britanniques, a la charge de créer des faux comptes et des faux contenus sur les réseaux sociaux, pour « détruire, réfuter, avilir [et] perturber les ennemis en les 'discréditant' ». Dans la vidéo en lien (en anglais), ils révèlent certains de leurs contenus relatifs à des infiltrations de groupes d'activistes à travers le monde, y compris au cours du Printemps arabe. Est-ce que le même type d'opération existe aussi aux USA et, outre le Royaume-Uni, dans les autres pays de l'UE ?

[4] Peter Knight, 'Plotting Future Directions in Conspiracy Theory Research', dans le livre de Michael Butter et Maurus Reinkowski, Conspiracy Theories in the Middle East and the United States, Berlin: De Gruyter, 2014: p.347

- Les Américains commencent seulement à prendre conscience qu'ils vivent dans une dictature Mieux vaut tard que jamais… Par Eric Zuesse - Mondialisation.ca, 02 janvier 2018 - Strategic Culture 22 décembre 2017

Les pauvres ne peuvent tout simplement pas acheter le gouvernement, et ceux qui tenteraient de le faire utiliseraient seulement des moyens illégaux, que la Cour suprême des États-Unis a définis comme tels, c'est la corruption flagrante, qui est la corruption pratiquée par la classe inférieure, pas le type de corruption bien plus lucrative à laquelle les individus super-riches ont accès. La corruption qui n'est accessible qu'aux super-riches est légale en Amérique, c'est pourquoi les super-riches continuent de s'enrichir, tandis que le reste de la population a de la chance s'il ne devient pas encore plus pauvre.

Le 28 juillet 2015, l'ancien président américain Jimmy Carter a été franc à propos de cette situation. En intervenant dans une émission de radio progressiste, il a dit cela au sujet de la corruption au plus haut niveau en Amérique :

« Cela viole l'essence de ce qui a fait de l'Amérique un grand pays par son système politique. Maintenant c'est juste une oligarchie, avec une corruption politique illimitée, qui est à la base même de l'obtention des nominations à la présidence ou à l'élection présidentielle. Et la même chose s'applique aux gouverneurs, aux sénateurs américains et aux membres du Congrès. Alors, maintenant, tout ce que nous voyons est une subversion de notre système politique afin de récompenser les principaux contributeurs, qui veulent, attendent, et obtiennent parfois, des faveurs après les élections. (…) À l'heure actuelle, les titulaires de mandats, Démocrates et Républicains, considèrent cet argent illimité comme un grand avantage pour eux-mêmes. Quelqu'un qui est déjà au Congrès a beaucoup plus à vendre. »

L'article scientifique sur le gouvernement américain a examiné 1 779 projets de loi entre 1981 et 2002 et a conclu que les seules lois qui ont été votées étaient celles présentées par les super-riches : « On voit que les préférences de l'Américain moyen ont un impact minuscule, quasi nul, statistiquement non significatif sur les politiques publiques ». Ce n'est certainement pas une démocratie.

Il y a eu des spéculations sur le moment où, historiquement, le gouvernement-américain-par-l'aristocratie (ou, simplement par les quelques super-riches de l'oligarchie) est apparu. Avant la présidence de Ronald Reagan, en remontant jusqu'à l'époque où Franklin D. Roosevelt (FDR) est mort au pouvoir en 1945 en tant que président, la distribution des revenus et de la richesse était beaucoup plus égalitaire en Amérique qu'elle ne l'était à l'entrée de Reagan à la Maison Blanche, lorsque a commencé la domination de la doctrine de l'économie de l'offre, qui est basée sur la croyance selon laquelle la richesse dégouline du haut de quelques riches vers les pauvres, plutôt que – comme le croyait FDR – par une stimulation de la demande de la part des nombreux pauvres pour infuser la croissance. FDR croyait que ce qui motive une économie, ce sont les besoins, pas les produits et les services qui répondent aux besoins.

La classe moyenne n'est pas un problème ici, elle est simplement la partie la plus riche des pauvres. Historiquement, cela a été le

cas. Par exemple, la classe moyenne américaine a diminué alors que les pauvres se sont multipliés, mais les 5% les plus riches raflent tous les gains, et la plus grande partie va au 1% ou même moins. Donc, les pauvres, dans ce contexte, incluent la classe moyenne, et se référer à l'Amérique de la classe moyenne revient maintenant à se référer à une race en voie de disparition – mais c'est une race de pauvres, pas de riches.

Cependant, la corruption extrême au sommet de ce pays apparaît plus brusquement que jamais dans les documents du gouvernement américain, récemment déclassifiés, au sujet de l'assassinat de JFK – dont l'origine apparaît beaucoup plus précoce que ce qui avait été généralement supposé, débutant au moins au moment où le président Kennedy est entré en fonction le 20 janvier 1961.

Les débuts de cette corruption profonde pourraient être pistés encore plus tôt chez des taupes du gouvernement – comme les frères Dulles, Averell Harriman et Prescott Bush – qui avaient construit leur carrière, après la Première Guerre mondiale, au moyen de l'exercice, et de la maîtrise, des aller-retours entre l'establishment de la politique étrangère du gouvernement et Wall Street. À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, les agents de ces taupes ont mis fin au Bureau des services stratégiques de FDR et ont créé la CIA de Truman. Dès le départ, la CIA était profondément corrompue, comme le montre clairement le documentaire [en anglais] de deux heures et demie de la BBC, diffusé en 1992, intitulé Opération Gladio

Ces documents présentent des témoignages d'anciens membres de la CIA en Europe, que la CIA avait recrutés dans l'aristocratie, chez les fascistes engagés et même d'anciens nazis, pour monter des attentats terroristes en Europe, en forme de faux drapeaux, afin de jeter le blâme du public sur les communistes et sur toute entité favorable à l'Union soviétique. D'innombrables Européens ont été blessés et tués dans des attentats terroristes qui ont été mis en place par la CIA pour être, fondamentalement, de la propagande anti-communiste. Cette opération de la CIA s'appelait Gladio, et elle continue à ce jour, même si le communisme lui-même a disparu.

Michael Ellison avait vu un peu du document du 12 avril 1962, des décennies plus tôt, et il l'avait rapporté le 2 mai 2001 dans le The Guardian britannique sous le titre « Des mémos révèlent le complot américain de la guerre froide pour viser Castro ». Ellison a écrit que « l'idée était un élément dans un plan plus large qui 'pourrait être le plan le plus corrompu jamais créé par le gouvernement américain', affirme James Bamford. » Alors que Bamford est peut-être le plus grand journaliste et historien du monde – qui a écrit, au sujet de la NSA, des livres comme « The Puzzle Palace » en 1983 – il a quand même été surpris en 2001 par le fait que le gouvernement américain, à son plus haut niveau, était principalement composé de personnes qui se creusaient la tête pour trouver des moyens de simuler des actes terroristes et des attaques soviétiques, comme prétexte pour les États-Unis et l'OTAN à envahir l'Union soviétique. Cet étonnement de Bamford, en 2001, montre à quel point nous sommes devenus plus cyniques après les mensonges de George W. Bush sur les ADM de Saddam comme prétexte pour envahir et détruire l'Irak en 2003. Non seulement John Kennedy a été surpris de le découvrir en 1962, mais James Bamford a même été surpris de le découvrir en 2001. Bamford, en 2001, n'aurait peut-être pas dit ce qu'il avait dit à ce moment-là s'il avait vu le document de 1992 de la BBC qui montrait que le niveau le plus élevé de la CIA agissait ainsi depuis la création de l'agence en 1947. Mais maintenant avec tant d'histoire derrière nous, qui était encore classifiée, et donc non publique jusqu'en 2001, lorsque Bamford a déclaré que le document du 12 avril 1962 décrivait « le plan le plus corrompu jamais créé par le gouvernement américain » nous ne sommes pas du tout surpris aujourd'hui de le découvrir. La corruption au sommet du gouvernement américain a depuis longtemps rompu ses digues, dans la conscience du public. Tous les chevaux du roi et tous les hommes du roi ne peuvent plus entretenir le mythe de la décence du gouvernement américain.

Les racines nazies du conflit ukrainien par Jonathan Marshall (Consortium News 28 janvier 2016) - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018

https://www.mondialisation.ca/les-racines-nazies-du-conflit-ukrainien/5622067

- Le procès Mladic : une tache sur la civilisation « Tout cela est un mensonge. C'est un procès dans le style de l'OTAN » – Ratko Mladic Par Christopher Black - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018

Le TPIY s'est révélé être ce que nous nous attendions qu'il soit, un tribunal fantoche, utilisant des méthodes de justice fascistes, qui a engagé des poursuites sélectives pour faire avancer le programme de l'OTAN de conquête des Balkans, prélude à l'agression contre la Russie. L'OTAN utilise le tribunal comme une arme de propagande pour répandre une histoire fausse sur les événements en Yougoslavie, pour dissimuler ses propres crimes, pour maintenir les anciennes républiques de Yougoslavie sous sa botte, et pour justifier l'agression et l'occupation par l'OTAN du territoire yougoslave. C' est une tache sur la civilisation.

Un homme nommé Richard Butler a été appelé pour témoigner sur des questions militaires générales et la structure politique en Bosnie et dans la Republika Srpksa (République serbe de Bosnie). Il a été présenté comme un « analyste militaire », ce qu'il est, mais il n'est pas indépendant. Non, au moment de son témoignage, il était membre de l'Agence de sécurité nationale des États-Unis, détaché auprès du TPIY. Donc le premier témoin contre le général Mladic était partial sur deux points. Il travaillait pour les services de renseignement américains qui ont soutenu les ennemis du général Mladic et de la Yougoslavie, et il a fait partie du personnel de l'accusation. C'est comme si la NSA et le procureur étaient, en même temps, entrés dans le box pour

témoigner contre l'accusé. Le témoignage de Butler joue un rôle important dans le procès ; le même rôle qu'il a joué dans le procès du général Krstic.

Ensuite apparaît un autre expert analyste militaire, Reynaud Theunens, qui travaille aussi dans l'équipe de l'accusation. Les experts dans les procès criminels sont censés être totalement neutres. Mais non seulement celui-ci agissait au nom du procureur, mais il était en même temps un officier du renseignement de l'armée belge. Donc nous y sommes dès l'ouverture du procès. La scène est posée ; l'OTAN se charge de l'affaire. Les officiers de l'OTAN travaillent au sein du tribunal. C'est un tribunal de l'OTAN sous déguisement de l'ONU. Par conséquent, tout au long du jugement, il n'y a jamais aucune mention des crimes de l'OTAN et des crimes des forces bosniaques opposées. Le contexte est délibérément restreint pour donner une image très étroite et déformée des événements.

Le jugement se poursuit avec des citations détaillées des déclarations des témoins de l'accusation. Les témoignages des témoins de la défense, dans les rares occasions où ils sont cités, ne sont jamais restitués aussi en détail. Une ligne est consacrée à un témoin et tous sont rejetés comme partiaux si leur témoignage est en contradiction avec celui des témoins de l'accusation.

Ploutocratie totalitaire. Le transfert du pouvoir politique aux multinationales, à l'oligarchie.

- Allemagne: Critiques contre la loi sur la moralisation d'internet - Reuters

Plusieurs partis d'opposition en Allemagne demandent l'abrogation d'une nouvelle loi contre les propos appelant à la haine sur les réseaux sociaux, expliquant qu'il n'appartenait pas à des entreprises privées de déterminer le caractère délictueux de certaines déclarations.

La loi, entrée en vigueur le 1er janvier, prévoit une amende pouvant aller jusqu'à 50 millions d'euros contre des sites qui ne prendraient pas les dispositions nécessaires pour retirer rapidement des déclarations appelant à la haine.

Cette mesure laisse craindre que les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook adoptent des positions plus restrictives que nécessaire.

"Les derniers jours ont clairement montré que les fournisseurs privés n'étaient pas toujours en mesure de prendre les bonnes décisions quand il s'agit de déterminer si des déclarations potentiellement délictueuses sont illégales, satiriques ou simplement l'expression d'un mauvais goût qui doit malgré tout être toléré en démocratie", a déclaré au Welt am Sonntag Nicola Beer, secrétaire général des libéraux du FDP.

Simone Peter, chef de file des Verts, a expliqué dans le même journal qu'il n'était pas acceptable que des entreprises américaines puissent influencer la liberté d'opinion et de la presse en Allemagne. Elle faisait référence à la suspension du compte de Titanic.

Pour elle, des réseaux comme Twitter doivent endosser une part de la responsabilité des messages postés mais "sans se voir octroyer le rôle de juge".

Sahra Wagenknecht, chef du groupe parlementaire de Die Linke, a déclaré au groupe de presse Funke que sa formation était favorable à un abandon de la loi.

"La loi est un camouflet à tous les principes démocratiques parce que, dans un Etat constitutionnel, ce sont les tribunaux et non les entreprises qui déterminent ce qui est légal et ce qui ne l'est pas", a-t-elle dit. Reuters 7 janvier 2018

- Honduras : Keybridge Communication et le blanchiment de l'image de la «narco-démocratie» par OFRANEH - Mondialisation.ca, 08 janvier 2018

Le 7 août 2016, la firme de relations publiques Keybridge Communications a été engagée par le Gouvernement du Honduras pour fournir un service de moyens et de contrôle pour blanchir l'image de l'actuelle administration gouvernementale affectée par l'implication de fonctionnaires d'Etat dans le crime organisé et par la haut degré de violence dont souffrent les Honduriens, une situation qui affecte définitivement l'image du pays et fait baisser les investissements étrangers.

Keybridge, sur son site, signale que « notre équipe d'écrivains, de concepteurs, d'experts en internet et en stratégies de médias est spécialisée dans la mise en forme des informations. » En d'autres termes, Keybridge s'est consacré, ces derniers mois,

de Washington, à influencer les médias sur les hypothétiques réussites de l'administration de Juan Orlando Hernandez concernant la diminution de la violence dans le pays et les réussites éventuelles dans la guerre contre les drogues.

Dans le domaine de la post-vérité et des fausses informations, les entreprises qui se consacrent aux relations publiques remplissent la fonction de transformer la réalité en faveur d'intérêts politiques. Dans le cas du Honduras, la soi-disant diminution des homicides est devenue un énorme succès pour Juan Orlando Hernández (JOH) qui s'attribue son efficacité grâce à sa politique de « main dure », dissimulant le fait que la violence a augmenté au Honduras précisément après le coup d'Etat de 2009 et surtout sous le Gouvernement discutable de Porfirio Lobo dont Juan Orlando Hernández faisait partie.

Keybridge déclare avoir la capacité de placer des articles d'opinion (Op-Eds) dans presque toutes les villes des Etats-Unis, par exemple dans le Wall Strret Journal, le Washington Post, USA Today, le Los Angeles Daily News. Les écrivains fantômes de Keybridge se sont chargés de « l »légitimer » le régime actuel, réussissant à convaincre une énorme audience de lecteurs étasuniens des soi-disant avancées du Honduras dans la lutte contre le trafic de drogues et la corruption alors que pour nous, qui vivons au Honduras, survivre est un miracle face à l'absence d'un Etat de loi et à cause de l'intimité qui existe entre les forces de sécurité et le crime organisé.

L'utilisation de firmes de relations publiques à des fins politiques n'est pas une nouveauté. Cependant, ces dernières années, l'engagement de certaines compagnies de relations publiques est devenu un pas essentiel pour manipuler l'opinion publique à propos de sujets controversés.

Les firmes de relations publiques étasuniennes ont manipulé les élections en invoquant le fantôme de la violence tribale comme c'est arrivé aux dernières élections au Kenia, quand Harris Media – une entreprise qui a son siège au Texas – a créé 2 sites internet Real Raila et Uhura for Us destinés à susciter la panique parmi les électeurs d'opposition avec la nettoyage ethnique.

Au Honduras, le fantôme d'Hugo Chávez est utilisé comme outil pour déchaîner la peur dans la population concernant l'arrivée d'un soi-disant régime communiste géré par le binôme Nasralla-Zelaya. Cette même campagne est utilisée à Washington, propageant l'idée parmi les membres du parti Républicain de la perte éventuelle de l'une de ses colonies d'outre-mer les plus fidèles aux mandats de l'Empire.

Organización Fraternal Negra Hondureña, OFRANEH

Esclave moderne. Le "plein" de misère, la seule perspective qu'ils vous proposent.

- Et 12 pays de l'UE sont désormais au plein emploi... mais pas la France et de loin - Atlantico.fr

Les chiffres d'Eurostat en disent long sur le décrochage que les pays latins subissent en Europe aujourd'hui. Les six pays dont le taux de chômage est supérieur à la moyenne de la zone euro sont tous regroupés sur le bassin méditerranéen: Espagne, France, Italie, Croatie, Grèce, Chypre.

Même le Portugal, longtemps mauvais élève, connaît aujourd'hui un boom économique avec un chômage inférieur à la moyenne de la zone euro.

Plein-emploi pour 12 pays de l'Union

Pour le reste, si l'on admet l'hypothèse que le plein-emploi est atteint dès que la barre des 6% de chômage est franchie à la baisse, on compte désormais 12 pays européens dans cette situation. Certains atteignent des taux d'emploi record, comme la République Tchèque, avec 2,5% de chômage! Les anciens pays communistes sont à des niveaux d'emplois impressionnants, comme la Hongrie, la Pologne ou la Roumanie.

Au passage, le Royaume-Uni, promis à la destruction par l'élite française après le Brexit, est à 4,2% de chômage... Atlantico.fr
11 janvier 2018

Les salaires en République Tchèque, Hongrie, l Pologne, Roumanie, etc. ne dépassent pas ceux des ouvriers indiens ou chinois qui sont employés par des multinationales occidentales, ceci explique cela...

- Le FMI salue les «succès notables» d'Emmanuel Macron - LeParisien.fr

Le Fonds monétaire international (FMI) a salué lundi les « succès notables » obtenus par le président Emmanuel Macron depuis son arrivée à l'Elysée. Il l'a encouragé à poursuivre ses réformes en profitant de l'embellie économique actuelle.

« Jusqu'à présent, il y a eu des succès notables », a affirmé le chef économiste du FMI, Maurice Obstfeld, au cours d'une rencontre avec la presse à Paris. Il a rappelé que son institution soutenait le programme de réformes « ambitieux » mis en place par le président français depuis son arrivée à l'Elysée.

« Notre espoir est que les obstacles politiques (auxquels il fait face) ne deviennent pas trop rigoureux, de sorte qu'il puisse appliquer complètement son programme afin de rendre l'économie française plus efficace », a-t-il ajouté, reprenant les termes de l'évaluation annuelle de l'économie française publiée en septembre dernier par le FMI. « Rendre l'économie française plus efficace »

Le chef de l'unité réformes structurelles du FMI, le français Romain Duval, a appelé, quant à lui, à profiter de l'environnement économique favorable pour mener les réformes. « En général, les réformes mettent du temps à donner des résultats », a-t-il expliqué. « Mais nous avons aussi constaté que dans les cas spécifiques du marché du travail, les réformes donnent beaucoup plus de résultats à court terme quand elles sont lancées au bon moment », a-t-il insisté.

« C'est le bon moment pour les réformes structurelles, beaucoup plus que pendant la crise de la zone euro. Même si les réformes étaient alors nécessaires, l'idée que les bénéfices allaient être ressentis à court terme était clairement trop optimiste », a-t-il reconnu, tirant les leçons de la gestion de la crise. LeParisien.fr 8 janvier 2018

Pourquoi le Président Macron doit être le DRH de la République - HuffPost FR

Le b.a.-ba du corporatisme.

- Le renouveau démocratique est possible, le Conseil Economique, Social et Environnemental doit être l'un de ses acteurs
- huffingtonpost.fr

Le Président de la République a annoncé une réforme du CESE qui renforcerait ses missions. Cette réforme doit conforter son rôle: contribuer au renouveau démocratique, en faveur d'une confiance retrouvée entre les citoyens et leurs institutions et pour faciliter le dialogue et surmonter les blocages de nos sociétés.

Il est devenu banal de souligner que notre société traverse une crise de défiance envers les institutions, vis-à-vis des différentes formes de représentations, politiques, syndicales, mutualistes, associatives... Nous en connaissons les conséquences: des citoyens qui ont le sentiment de n'être ni représentés ni entendus, l'impossibilité de développer une pédagogie pourtant indispensable dans un monde de plus en plus complexe et donc l'incapacité d'anticiper les nécessaires évolutions, le remplacement du débat et du dialogue par l'invective, parfois même par la violence.

Chacun reconnaît le besoin d'un lieu d'échange, de préparation et de bilan des réformes, qui associe la société civile... et pourtant, alors que ce sont là ses missions et qu'il représente la société civile organisée dans nos institutions républicaines, le Conseil Economique, Social et Environnemental est souvent critiqué, voire contesté.

Le Président de la République a annoncé une réforme du CESE qui renforcerait ses missions. Cette réforme doit conforter son rôle: contribuer au renouveau démocratique, en faveur d'une confiance retrouvée entre les citoyens et leurs institutions et pour faciliter le dialogue et surmonter les blocages de nos sociétés.

Par leur implantation territoriale et par leur représentativité, nos organisations élaborent au quotidien des positionnements, voire participent à des projets de société. C'est pourquoi elles s'inscrivent dans la préparation de cette réforme, avec des ambitions d'évolution de cette assemblée.

Le CESE doit être la chambre du long terme, du futur, comme l'a dit le Président de la République. Pour cela, nous souhaitons que le CESE soit désormais consulté par le gouvernement sur tous les projets de loi qui engagent significativement le long terme. Le CESE est déjà consulté sur les projets de loi de programmation et de plan, il pourrait l'être aussi sur les lois d'orientation qui s'inscrivent également dans le long terme. Il ne s'agit pas d'alourdir le processus législatif dont la maîtrise doit demeurer entre les mains du Parlement mais d'enrichir la réflexion notamment en élaborant des indicateurs de nature à mieux évaluer les politiques publiques. La contribution du CESE à cette évaluation doit être renforcée avec des moyens nouveaux, telle la capacité de favoriser son expertise d'usage, celle de recourir aux organes publics d'expertise et aux scientifiques. Il doit enfin pouvoir interpeller et alerter le gouvernement sur les questions d'avenir. Dans un monde qui définit trop souvent ses choix sur les question de court terme, il est essentiel que le CESE prenne en compte les enjeux du long terme, d'autant plus qu'il est une institution déliée des exigences de la temporalité électorale.

Le CESE doit être un animateur et le lieu de convergence du débat public. Il doit être davantage qu'aujourd'hui la chambre d'écho des préoccupations des gens, le lieu d'élaboration des points d'équilibre indispensables à toute réforme. Pour ce faire, il doit consulter les citoyens, organiser leur participation dans des temps de débats publics, telles les conférences citoyennes, et en recourant à des outils collaboratifs. Il doit mieux prendre en compte leurs expressions, notamment celles qui se manifestent par l'intermédiaire de pétitions. Il doit concentrer et sélectionner ses travaux sur les sujets les plus importants, transversaux, intégrateurs, anticipateurs, sociétaux, faire plus de pédagogie pour expliquer et promouvoir ses préconisations, travailler par projet associant d'autres parties prenantes qui ne sont pas membres du CESE, utiliser les structures d'expertise et de concertation existantes. Ainsi le CESE pourrait être le lieu où ces expressions s'organisent, se confrontent, permettant une vision plus large, un état des lieux qui dépasse le simple constat, qui révèle le souhaitable et l'acceptable, qui permette de dessiner des pistes sans pour autant se substituer aux décideurs et au législateur.

Le CESE doit être la chambre où s'articulent la consultation publique du CESE et celle des autres instances républicaines qui contribuent au processus législatif. Ses travaux devraient être programmés, dans le cadre d'une concertation permanente avec les gouvernements, pour mieux le positionner dans la réflexion préparatoire en amont des projets de loi. De nombreuses instances développent une expertise très riche, en associant le plus souvent des acteurs socio-économiques: le CESE doit être en mesure d'interroger ces instances ou de les associer en temps opportun.

Le CESE doit être en pleine coopération avec les territoires et l'Europe et leurs institutions qui représentent la société civile organisée: le Conseil économique, social et environnemental de chaque région (CESER) et le Comité économique et social européen. Leurs apports respectifs à l'éclairage des décisions publiques en seraient renforcés. La richesse des solutions imaginées dans les territoires doit être ainsi mieux valorisée, en complémentarité avec la dimension nationale du CESE, dans une logique d'exemplarité et de transfert de bonnes solutions. Pour chaque projet qui le justifient, des travaux du CESE devraient pouvoir s'ouvrir à des conseillers de CESER et réciproquement, ils pourraient comporter des déclinaisons régionales. Le Comité économique et social européen est quant à lui un partenaire naturel et un relais indispensable du CESE et réciproquement, pour faire vivre le principe de subsidiarité et porter au bon niveau les réflexions et les propositions de la société civile.

Nos organisations porteront ces orientations auprès du Président de la République, du Président du Sénat, du Président de l'Assemblée nationale et du Président du CESE. Elles sont par ailleurs pleinement engagées dans le débat interne au CESE pour formuler des propositions le plus largement partagées entre toutes ses composantes. huffingtonpost.fr 11/01/2018

- Audrey Pulvar
Présidente de la Fondation pour la Nature et l'Homme

- Laurent Berger
Secrétaire général de la CFDT

- Thierry Beaudet
Président de la Mutualité Française

Cette tribune a également été signée par Michel Dubromel (FNE), Luc Bérille (UNSA), Gilles Asenjo (Surfrider), Bernard Chevassus-au-Louis (Humanité & Biodiversité).

Quand les syndicats co organisent les licenciements... Heureusement qu'ils sont indépendants (POI-POID) !

- Chez PSA, des accords sans accroc - Libération.fr

Le constructeur automobile, qui affiche de bons résultats, souhaite 1 300 ruptures collectives. Hormis la CGT, les syndicats en acceptent le principe.

La réunion de mardi matin entre la direction de PSA et les syndicats n'aura été qu'une formalité. Presque pas de discussions houleuses ni de rejet catégorique, mais plutôt une satisfaction affichée de part et d'autre à la sortie des négociations. «C'est même mieux que ce que l'on prévoyait», concède Brahim Aït Athmane, délégué syndical FO du site de Poissy.

Cadre légal

Les dirigeants y ont pourtant annoncé leur souhait de procéder à 1 300 ruptures conventionnelles collectives, auxquelles s'ajouteraient 900 congés senior. Soit 2 200 départs au total, alors que le groupe se porte bien et anticipe déjà un bilan prometteur sur l'exercice 2017, avec le succès de plusieurs modèles. Mais, en contrepartie, 1 300 personnes seront embauchées en CDI en 2018 (400 en production, 200 en R & D et 700 dans le réseau commercial), et 2 000 jeunes seront recrutés en alternance.

Une satisfaction pour FO qui, avant la tenue de la réunion, exigeait jusqu'à 1 700 embauches pour soutenir notamment la production de la 3008. Avec le regret, néanmoins, que les embauches ne se fassent pas «d'un seul coup», afin de «soulager certains sites».

La direction et les syndicats parviennent en conséquence à signer un accord intégrant des plans de départ volontaires pour les salariés, appelé dispositif d'adéquation des emplois et des compétences (Daec).

La CGT, elle, persiste dans un communiqué : «C'est un boulevard pour certaines entreprises qui pourront se débarrasser à moindre coût de salariés ayant de l'ancienneté et donc considérés comme trop payés, et recruter, en même temps, des précaires corvéables et jetables.» Pour Denis Bréant, responsable du secteur automobile à la fédération CGT de la métallurgie, le syndicat doit se montrer intransigeant face à un groupe en bonne santé : «Nous sommes prêts à signer un accord dans la mesure où un départ est remplacé par une embauche.»

Les syndicats ont jusqu'à mercredi prochain pour signer, ou non, le texte proposé par la direction. Liberation.fr 10 janvier 2018

- Chez Pimkie, les syndicats mettent leur veto - Libération.fr

Après le refus d'une RCC par les organisations de salariés, l'enseigne de prêt-à-porter devrait engager un plan social.

Oubliés, les espoirs de mettre en place une rupture conventionnelle collective (RCC) chez Pimkie (groupe Mulliez). Mardi, trois des principaux syndicats (CGT, FO et la CFDT) de l'enseigne de prêt-à-porter, basée près de Lille, dans le Nord, ont fait savoir qu'ils ne souhaitaient pas négocier un accord. La veille, la direction avait confirmé son souhait de supprimer 208 postes en utilisant ce nouveau dispositif né des ordonnances. Finalement, elle devra se rabattre sur un - plus classique - plan de départs volontaires (PDV), dérivé du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Dans le détail, le projet de Pimkie, qualifié de «restructuration» et s'inscrivant dans «un projet plus large de transformation», concerne 83 emplois en magasin, 41 en logistique et 84 aux sièges international et France. Il doit en parallèle s'accompagner de la fermeture dans l'Hexagone de 37 magasins sur 321 d'ici deux ans.

Pour atteindre cet objectif, Pimkie avait donc opté pour une RCC, dont «la rapidité de mise en œuvre» devait lui permettre «de se réorganiser en deux mois». Là où, précisait le groupe dans un communiqué publié lundi, «la mise en place d'un PSE nécessite souvent près de six mois». Second argument avancé : «Si les résultats de Pimkie se redressent rapidement, l'entreprise aura la possibilité d'embaucher immédiatement les compétences dont elle aura besoin.» Et de rappeler, là aussi, à l'inverse, qu'en cas de PSE, l'entreprise doit patienter un an avant de réembaucher.

Problème : pour parvenir à un accord en vue d'une RCC, il fallait réussir à convaincre les syndicats représentant au moins 50 % des voix exprimées lors des élections professionnelles. Peine perdue, au vu du paysage syndical éclaté. Un temps, la direction a pu espérer persuader une partie des représentants syndicaux de la suivre. Si la CGT a tout de suite fermé la porte, FO et la CFDT, sans grand engouement, demandaient à en savoir plus. Quant à la CGC, syndicat des cadres, elle semblait plus ouverte. Mardi, lors de la première réunion de «négociation» de la RCC organisée par la direction, c'est d'ailleurs la seule organisation à avoir demandé au groupe de dévoiler ses propositions, selon un participant. Au programme des mesures proposées : une indemnité supra légale calculée selon l'ancienneté, allant de 500 à 900 euros par année de présence au sein de l'enseigne et plafonnée à 18 000 euros. Mais aussi un congé dit de «mobilité» de deux mois pour que les salariés volontaires se préparent leur projet, ou encore une prise en charge de diverses formations et un dispositif d'accompagnement.

Pas de quoi faire virer de cap les trois autres organisations. «Pas de regret, c'est nettement insuffisant», note la CFDT. «Nous ne voulions pas de ce plan social déguisé. Avec une RCC, les garanties ne sont pas suffisantes. Ce n'est pas qu'une affaire d'argent, nous défendons aussi l'emploi», pointe Maley Upravan, de FO. Selon la syndicaliste, un PSE, parce qu'il permet d'obtenir plus de garanties en termes de reclassement, est plus intéressant pour les salariés. Autre inconvénient de la RCC, selon elle : il expose le salarié sur le départ à un délai de carence calculé par Pôle Emploi plus long (jusqu'à 180 jours, contre 75 pour un PSE), retardant d'autant le versement des allocations auxquelles il a droit au titre de l'assurance chômage. Même discours tranché de la CGT-Commerce, pour qui l'option RCC posée sur la table avait pour seul objectif «d'éviter toutes les contraintes du PSE ou d'un PDV».

Reste donc la possibilité du PSE. «S'il faut aller vers ça, on ira», souffle le dirigeant pour qui il est «indiscutable» que Pimkie est en difficulté et peut donc s'inscrire dans ce dispositif. Côté syndical, on assurait qu'on s'orientait désormais vers un «accord de méthode» pour un plan de départs volontaires, en cours de finalisation. Soit vers une version ante-ordonnances du code du travail. Liberation.fr 10 janvier 2018

- Pimkie: signature d'un "accord de méthode" sur un plan de départs volontaires - AFP

La direction et deux syndicats de Pimkie, FO et la CFE-CGC, ont signé mercredi un accord de méthode en vue de négocier un plan

de départs volontaires, au lendemain de l'échec des pourparlers sur un projet de ruptures conventionnelles collectives, a-t-on appris de sources concordantes.

Cet accord, annoncé par la direction, doit permettre "de poursuivre les négociations des mesures sociales d'accompagnement du projet de transformation de Pimkie", avait indiqué un communiqué de la direction mardi soir. D'après la CFDT et la CGT, dix réunions se tiendront du 23 janvier au 21 février.

L'entreprise, appartenant à la galaxie Mulliez, avait présenté lundi en Comité central d'entreprise (CCE) un projet de 208 suppressions de postes, via des ruptures conventionnelles collectives (RCC). La direction avait dû y renoncer, devant l'opposition des syndicats majoritaires (CGT, FO, CFDT).

La CGT et la CFDT ont refusé de signer l'accord de méthode. "On a un gros souci: contrairement à ce qui se passe avec un plan de sauvegarde de l'emploi, il n'y a pas de possibilité pour le CCE de désigner un expert, notamment pour se pencher sur les motifs économiques" des suppressions d'emploi, a déclaré à l'AFP la secrétaire du CCE Valérie Pringuez (CGT). Si bien qu'on aura in fine "un accord de type RCC portant le nom de PSE", a-t-elle affirmé, dépitée.

A en croire Marie-Annick Merceur, déléguée CFDT, "les premiers licenciements devraient commencer à se faire dans les trois mois après la fin de la négociation, si accord sur le plan de départs volontaires il y a".

La direction souhaite fermer 37 magasins en trois ans, sur 321 en France, et la suppression à court terme de 83 emplois en magasins, 41 en logistique, 53 au siège international et 31 au siège pour la France, à Neuville-en-Ferrain (Nord).

Elle met en avant des résultats déficitaires depuis 2015 et un chiffre d'affaires 2017 en baisse de 10% par rapport à l'année précédente". Plusieurs syndicats contestent cette analyse. AFP 10 janvier 2018

- Une embellie économique mondiale teintée de risques à plus long terme - AFP

La Banque mondiale est plus optimiste sur la croissance économique autour du globe cette année mais elle demeure réservée sur la capacité de la soutenir à long terme face à la tentation du protectionnisme et aux tensions géopolitiques.

Le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait progresser de 3,1% cette année, après " 3% en 2017. C'est 0,2 point de pourcentage de plus que ses prévisions de juin pour 2018.

Et 2018 a de "bonnes chances" d'être la première année depuis la crise financière où l'économie mondiale tournera à plein régime ou presque, a noté cet expert (Ayhan Kose, économiste à la Banque mondiale - ndlr), principal auteur de ce rapport semestriel sur la conjoncture internationale.

L'embellie profite en outre à toutes les régions du monde, à commencer par les "trois grandes": les Etats-Unis, la zone euro et le Japon, observe Ayhan Kose.

D'après ces nouvelles projections, les Etats-Unis devraient en effet voir leur croissance économique accélérer à 2,5% contre 2,2% attendu en juin. Le PIB de la zone euro devrait croître de son côté de 2,1%. Quant au Japon, la croissance est anticipée à 1,3%.

La Banque mondiale, qui prévoyait un léger ralentissement de la croissance de la Chine en 2017, a finalement estimé que celle-ci avait accéléré de 0,1 point de pourcentage à 6,8% et table sur une légère décélération cette année à 6,4%. Et l'autre géant, l'Inde devrait voir sa croissance rebondir à 7,3% en 2018 après 6,7% l'an passé.

Les deux grands pays émergents, le Brésil et la Russie, qui ont renoué en 2017 avec la croissance ("1,7% et +1%) après deux années de récession, devraient en outre poursuivre leur reprise avec des hausses respectives attendues de 1,7% et 2% en 2018.

Outre la mise en garde contre une politique commerciale protectionniste, la Banque mondiale exhorte les gouvernements à saisir l'opportunité d'une période de croissance pour mener des réformes. Celles-ci devraient favoriser une éducation et des services de santé de qualité et améliorer les infrastructures pour doper la croissance potentielle, notamment dans les pays émergents et en développement.

Car, comme toutes les périodes d'expansion, celle-ci va s'achever à un certain moment, "l'histoire se répète", a souligné Ayhan Kose. Depuis les années 1970, il y a une crise par décennie, a-t-il rappelé.

En ce début d'année, "nous espérons que les dirigeants vont avoir de bonnes résolutions", a-t-il ajouté au-delà des

traditionnels instruments monétaires et budgétaires pour stimuler la croissance à court terme.

De son côté, le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim les encourage "à investir dans l'humain" pour accroître la productivité alors que le vieillissement de la population pèse sur la croissance potentielle. Il a enfin invité à améliorer la participation des travailleurs au marché de l'emploi pour faire profiter la prospérité au plus grand nombre. AFP 10 janvier 2018

Haut de page

La contribution politique du 17 mars 2018

- Causerie au format pdf. (6 pages)

A bas la collaboration de classes, combat classe contre classe !

Quand négocier signifie se concerter.

La négociation, c'est la négation de la mobilisation des travailleurs, pour ne pas dire de la lutte de classe. Elle a pour fonction de diviser ou d'affaiblir les travailleurs, de neutraliser la lutte des classes au profit de leur ennemi.

Quel devrait être le rôle d'un syndicat ? Pour l'illustrer, je pourrais rappeler mon expérience de délégué syndical (FO) chez U-Bix (Konica, une multinationale japonaise) au début des années 80.

Alors que F. Mitterrand est Président de la république, le premier Ministre du gouvernement PS-PCF-MRC, Pierre Mauroy, annonce le 13 juin 1982 un plan de rigueur prévoyant le blocage des salaires.

Après que la direction nous eut accordé gracieusement en 1982 une hausse générale des salaires équivalente au taux d'inflation (13%), en 1983 j'ai proposé aux salariés une hausse générale des salaires à peu près équivalente à l'inflation ainsi que le maintien intégral du 14e mois (en fait une prime équivalente à 90% du salaire mensuel).

De son côté la direction proposa une augmentation générale des salaires divisée par deux assortie d'une augmentation individuelle (au mérite) et la remise en cause du 14e mois.

Je rejetai les propositions de la direction et j'en rendis compte aux salariés. Je leur proposai de ne rien lâcher et de décider la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction. La proposition fut adoptée. Je rencontrai plusieurs fois le représentant de la direction qui campa sur ses positions, et de notre côté nous ne cédions rien, nos positions étaient inconciliables, donc il n'y avait rien à négocier. Trois jours et demi plus tard, l'entreprise (400 salariés) complètement à l'arrêt, la grève fut reconduite quotidiennement en assemblée générale en présence du Directeur général qui était mon seul interlocuteur avec le directeur du personnel, la direction japonaise capitula et satisfait toutes nos revendications, y compris le paiement intégral des jours de grève et versa même les primes repas, le 14e mois fut préservé... Pendant ces trois jours, M. Lelu m'avait fait différentes propositions ajoutant 1 ou 2% à chaque fois, mais cela ne faisait pas le compte, les salariés étaient unis et il savait que je ne les trahirais pas, j'étais le seul syndiqué FO, la CGC était quasi inexistante mais elle me soutint.

Ce n'est pas moi qui fut inflexible, mais les salariés, ce sont eux qui décidèrent que les propositions de la direction ne faisaient pas le compte, moi je ne négociai rien dans leurs dos en leur nom, et ce sont eux qui décidèrent de mettre fin à la grève en assemblée générale, à mains levées. En réalité on entama la grève avant la première assemblée générale.

Je travaillais au siège sociale où il y avait environ 120 salariés, les autres étaient répartis dans 17 agences dans toutes la France. Je discutai avec chaque salarié du siège social et je contactai les autres salariés par tracts, téléphone et fax. Ils me connaissaient plus ou moins depuis deux ans et ils me témoignaient une confiance absolue, ils m'avaient aussi élu délégué du personnel et du CE. Et pourtant. Tous les midis j'étais invité au restaurant du tennis club du quartier d'affaires de la Défense par le directeur du personnel, un franco-japonais, monsieur Robert, invitation que je n'avais eu aucune raison de refuser puisque j'étais incorruptible et je l'ai prouvé ; Lui, il picolait sec sans tenir l'alcool et parlait beaucoup, tandis que moi, je faisais honneur à la gastronomie française et je l'écoutais. Ensuite, pendant qu'il allait faire une sieste ou cuver, je rendais compte aux salariés de nos entretiens, ce qui les faisait bien marrer.

En aparté, vous pouvez observer que cela ne date pas d'hier que je dis tout ou que je n'ai rien à cacher, je n'ai pas changé, mais apparemment vous vous en tapez, c'est dommage. Je vous rassure, je ne perdrai pas mon temps à essayer de vous convaincre de quoi que ce soit pour savoir que vous avez une piètre opinion de moi, ce qui est injuste assurément, je me bornerai uniquement à partager mes expériences et je ne vous demanderai plus d'appliquer la réciprocité puisque vous n'y tenez pas.

Personne ne voulait entendre parler du blocage des salaires préconisés par le gouvernement, sauf les patrons et des syndicalistes vendus évidemment. Il faut dire qu'on bénéficia de circonstances particulièrement favorables, les Japonais voulaient virer tous les cadres et je leur avais apporté mon soutien... Si les salariés avaient décidé que 5 ou 6% ferait l'affaire au lieu de 8,5% (Je crois, j'ai une mauvaise mémoire), on aurait arrêté la grève aussitôt.

Ce qui est excessif ou gauchiste, irresponsable, ce n'est pas de déclencher une grève illimitée jusqu'à satisfaction sur des objectifs très élevés quand on a l'accord de la majorité des travailleurs, mais de passer outre quand ils sont une minorité.

Dans le cas des cheminots, leurs revendications ne sont pas négociables, s'ils vont à l'affrontement direct avec Macron et son gouvernement néolibéral, il faut leur dire clairement que s'ils ne reculent pas ou ne retirent pas les mesures annoncées, comme c'est une question de vie ou de mort ils doivent poser la question suivante : Ce sont eux ou nous, soit c'est nous qui reculons ou capitulons, soit c'est Macron et son gouvernement qui doivent partir... Il n'existe pas d'autres alternatives. C'est une manière comme une autre de poser la question du pouvoir, qui doit gouverner le pays...

C'est la seule stratégie conforme aux besoins des travailleurs en générale et au socialisme, qui en outre peut déclencher une grave crise politique et déstabiliser suffisamment le régime pour le faire vaciller, si les masses en profitaient pour entrer en scène ou rejoindre la mobilisation des cheminots.

Revenons à ce piètre exercice de sémantique qui relève de la sophistique ou de la démagogie plutôt que de la pédagogie.

On nous prend vraiment pour des crétins !

Sur le modèle l'homme propose et dieu dispose, les syndicats proposent et le gouvernement ou le patronat dispose, ce principe est intolérable, il appartient au corporatisme, pas au mouvement ouvrier.

Les revendications des travailleurs sont transmises par leurs représentants au gouvernement et/ou au patronat, et en fonction des réponses qu'ils leur apportent, les travailleurs décident ensuite démocratiquement de la suite à leur donner ou de l'action à envisager. Si les réponses sont négatives, seule leur mobilisation permettra de modifier le rapport de forces entre les classes en leur faveur, afin que leurs revendications aient une chance d'être satisfaites, dans le cas contraire et dans tous les cas de figure, y compris la négociation, leurs droits seront systématiquement bradés, liquidés, pan par pan jusqu'à ce qu'ils soient totalement individualisés, autrement dit, qu'ils aient disparu.

Quand la négociation se substitue à la lutte des classes ou à l'affrontement entre les classes, c'est forcément la classe qui détient le pouvoir qui en tirera profit. La négociation entre les classes ne peut se concevoir que dans le cadre d'un conflit ouvert entre les classes, uniquement à la demande des travailleurs lorsque leur mobilisation tire à sa fin ou lorsqu'ils ne peuvent pas espérer obtenir davantage momentanément.

A quoi sert la lutte des classes ? Quelle conception de la lutte des classes ? De part leur position dans les rapports sociaux, les deux classes abordent-elles la situation dans les mêmes conditions ?

Les deux classes qui s'affrontent disposent-elles du même statut, des mêmes conditions pour mener leur combat, pour imposer leurs besoins à l'autre ? N'y en aurait-il pas une qui détiendrait le pouvoir, et une autre qui n'en détiendrait aucun, hormis celui de se mobiliser sur son propre terrain de classe pour faire valoir ses droits, autrement dit en rompant temporairement les rapports sociaux existant avec l'autre classe ou entre les classes ? Les deux classes en présence disposent-elles des mêmes instruments ou moyens pour imposer leurs besoins, n'y en aurait-il pas une qui serait défavorisée et qui n'aurait pas d'autre alternative que de recourir à la force, à la grève avec occupation notamment ?

Si nous sommes bien fondamentalement en présence de deux classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, elles ne peuvent que rejeter réciproquement les besoins de l'autre classe, donc aucune négociation préalable ne peut avoir lieu, sauf à accepter d'emblée tout ou partie des besoins exprimés par l'autre classe en se situant sur son terrain de classe. Il faut avoir à l'esprit que la classe dominante n'abandonne jamais ses objectifs, elle temporise, elle ruse, et elle repasse à l'offensive à la première occasion ou dès qu'elle estime que la situation lui est favorable.

Précisons, qu'une organisation syndicale ne part pas de ses revendications, mais de celles des travailleurs, il ne faudrait pas que les travailleurs puissent croire un instant que ses dirigeants pourraient être autrement chose que ce qu'ils ne sont pas, on doit en permanence avoir à l'esprit qu'on est en présence d'agents de nos ennemis et qu'ils ne seront jamais rien d'autres.

Effectivement les travailleurs confient un mandat aux dirigeants syndicaux, et c'est bien là que se situe le problème puisqu'ils n'en sont pas dignes. C'est comme lorsque le ver est déjà dans le fruit, il n'aura jamais d'autre fonction que le pourrir, il faut donc trouver le moyen de l'expulser du fruit ou à défaut de pouvoir y parvenir dans l'immédiat, lui administrer un puissant antidote qui le neutralise, en l'occurrence les travailleurs doivent s'organiser indépendamment des syndicats, en les intégrant si possible, sans leur confier le moindre pouvoir de décision.

La Tribune des travailleurs - "Application pratique : une organisation syndicale qui négocie avec le gouvernement part de ses revendications et cherche à les arracher, quitte éventuellement à passer un compromis appuyé sur le rapport de force établi dans et par la mobilisation de classe. Cela est conforme au mandat de l'organisation syndicale et à la démocratie." (Éditorial de La Tribune des travailleurs n°130 (14 mars 2018))

Et quand "*le rapport de force établi dans et par la mobilisation de classe*", ajoutons avant, est défavorable aux travailleurs, cela donne quoi cette "négociation" ou cela s'appelle comment ? La collaboration de classes, bel exercice de démocratie, bravo !

La Tribune des travailleurs - "On ne fera pas prendre aux travailleurs des vessies pour des lanternes. De deux choses l'une : ou bien combattre contre le gouvernement (c'est-à-dire, selon le dictionnaire, « lutter concrètement contre » lui) ; ou bien se concerter avec lui." (id)

Encore moins aux militants, on vient de voir que "*négocier*" ne signifiait pas forcément "*combattre*", mais bien plutôt se concerter.

En règle général, chacun devrait savoir depuis le temps que lorsque les dirigeants syndicaux affirment négocier avec le gouvernement ou le patronat, en réalité ils se concertent sur le dos des travailleurs. Il suffisait d'observer comment se terminait chaque soi-disant négociation pour s'apercevoir que le sens des mots était galvaudé ou qu'on pouvait leur faire dire tout et son contraire en fonction des réelles intentions de ceux qui les prononçaient. Y en aurait-il parmi nous qui auraient des illusions envers les intentions des dirigeants syndicaux ?

Si les cheminots se lancent dans une grève, ils doivent s'organiser et la contrôler, se constituer en comités de grève, élire leurs délégués, dont ceux qui assisteront à tous les entretiens avec les représentants syndicaux et le gouvernement, et en rendront compte en assemblée générale souveraine. Sinon, vous savez ce qui va se passer ou comment cela va se terminer, comme d'habitude...

En guise d'épilogue sur mon expérience personnelle.

Quelque temps plus tard je démissionnai d'U-Bix. J'étais grillé professionnellement, mais pas seulement. J'aurais pu y rester jusqu'à ma retraite après être rentré dans le rang comme l'ont dit, mais j'ai fait un autre choix. Cette expérience me coûta très chère, elle brisa ma carrière professionnelle et sans doute mon couple, d'où un peu plus tard mon départ en Inde. J'ai cru que ce serait peut-être une occasion pour sauver mon couple qui battait de l'aile, en vain, c'est le seul regret que j'ai, j'ai été mal avisé car j'aurais peut-être pu refaire ma vie, plusieurs de mes collègues féminines m'avaient fait des propositions sérieuses, peut-être aussi je n'aurais pas abandonné le militantisme pendant 20 ans...

Bref, cette expérience riche en enseignements devait déterminer en grande partie l'orientation du reste de ma vie, ce qu'évidemment j'ignorai à l'époque. Comme quoi il n'y a pas de quoi s'attribuer un peu trop rapidement un niveau de conscience qu'on n'a pas en réalité, soyons modeste par dessus tout. Tout cela je le comprendrai bien plus tard, mais bon, il n'est jamais trop tard, tout du moins dans mon cas, quelle chance j'ai eu de renouer avec le combat politique pour le socialisme, le 11 septembre 2001, cela ne s'invente pas !

Comme quoi aussi, ceux qui ne souhaitent plus entendre parler du (de leur) passé ou refusent de le regarder en face ou encore font preuve d'une mémoire sélective, d'hypocrisie, commettent là une gravissime erreur puisque c'est la chose qu'ils sont censés le mieux connaître ou directement à leur portée, car en adoptant cette attitude, à défaut de l'analyser minutieusement et sans états d'âme pour mieux le comprendre et en tirer des enseignement, ils vont s'interdire de progresser ou seront voués à régresser sans fin, ce qui les voue généralement à connaître une vie encore plus superficielle ou médiocre et une fin bien triste, ce qu'on ne souhaitera à aucun d'entre nous.

Un dernier mot très bref sur la situation en France.

Evidemment que tous les travailleurs et tous les militants doivent soutenir inconditionnellement les cheminots.

Je pense que l'orientation politique fournie par le POID correspond aux tâches que les travailleurs et l'avant-garde du mouvement ouvrier doivent accomplir, dans la mesure où elle est clairement dirigée contre les institutions de la Ve République qu'il faut abattre.

Je ne développerai pas ici mon analyse de la situation. Soyons lucide et ne nous racontons pas d'histoires.

En quelques mots, disons que d'un côté avec à peine 5% de syndiqués dans le secteur privé qui regroupe plus de 75% des travailleurs du pays, le règne de la terreur (notation individuelle, etc.) que font régner les DRH dans la plupart des grandes entreprises, le chômage de masse et la crainte du chômage suspendu comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de chaque travailleur employé dans les petites et moyennes entreprises, etc. d'un autre côté, les multiples difficultés auxquelles

doivent faire face quotidiennement toutes les couches de travailleurs sans exception ou presque, que ce soit sur leur lieu de travail ou dans leurs rapports avec leurs proches ou avec le reste de la société dans une atmosphère délétère, ces deux aspects de la réalité permettent de comprendre que la mobilisation des masses peut partir de revendications sociales d'une ou plusieurs catégories de travailleurs et s'étendre à la majorité des travailleurs pour devenir révolutionnaire, à condition seulement qu'à un moment donné leur combat prenne résolument une orientation politique contre le régime, d'où la nécessité de leur fixer dès le départ cet objectif pour les aider à en prendre conscience le plus tôt possible, en l'occurrence chasser Macron, qui concentre tout le pouvoir et constitue ainsi le chaînon le plus faible de la stratégie de notre ennemi.

Voilà pourquoi je soutiens le POID et le Mouvement pour la rupture avec la Ve République, qui me semble-t-il partagent mon analyse, le reste ou nos désaccords passe au second plan, quand l'heure du combat à sonner, l'essentiel c'est de se rassembler pour lutter ensemble dans la même direction. Mais, mais, mais quoi, vous avez des objections ? Rappelons que c'est le prolétariat révolutionnaire qui doit se soulever pour renverser le régime et que personne d'autre ne le fera à sa place, et notre devoir est de nous placer à ses côtés, et non de savoir qui avait raison ou tort, les faits trancheront cette question le moment voulu et restons-en là si vous le voulez bien.

En attendant, la lutte des classes se développe à l'échelle mondiale.

- Au Tchad, le gouvernement retient ses coupes - liberation.fr 15 mars 2018

Après sept semaines d'une grève qui a paralysé l'ensemble des administrations tchadiennes, un accord a finalement été signé entre le gouvernement et les syndicats mercredi soir. Le mouvement de protestation avait été déclenché en réaction aux mesures d'austérité entrées en vigueur le 1er janvier. L'Etat tchadien s'est engagé dans une série d'économies drastiques, ses caisses se vidant au rythme de la chute des cours du pétrole, amorcée en 2014. La dureté de la récession conjuguée aux coupes salariales ont débouché sur un mouvement social d'une rare ampleur dans ce pays comptant parmi les plus pauvres du monde.

Les syndicats estiment aujourd'hui avoir obtenu satisfaction. L'accord de trois pages négocié directement avec le cabinet du président tchadien, Idriss Déby, gèle ou annule la plupart des mesures controversées. «Le décret 687 qui prévoyait une réduction de 50% des primes et indemnités ne s'appliquera pas ni l'abattement des salaires des fonctionnaires, explique Michel Barka, président de l'Union des syndicats du Tchad et signataire du texte. A partir de mai, les salaires doivent retrouver leur niveau de 2016.» Ce délai de quelques mois est un «compromis» qui doit permettre «un petit temps de respiration financière pour le gouvernement», précise Younous Mahadjir, vice-président de l'UST. liberation.fr 15 mars 2018

Si ce recul du gouvernement tchadien va rendre fou de rage le FMI qui était à l'origine de ces mesures, en revanche il peut être rassuré, le président Idriss Déby reste en place et le pillage des multinationales va pouvoir continuer comme avant.

Le Tchad n'est pas la France, ils n'ont pas fait l'objet du même développement économique et de la lutte des classes. Si au Tchad le mouvement social ne pouvait pas aller plus loin ou poser directement la question du pouvoir politique dans l'état actuel du développement du mouvement ouvrier dans ce pays, en France en revanche, toutes les conditions existent pour que les travailleurs renversent le régime en place ou s'emparent du pouvoir politique pour peu qu'ils en prennent conscience et qu'ils s'organisent.

Dans absolument tous les pays, la question sociale, la question de l'amélioration des conditions de travail et d'existence se pose à chaque travailleur quel que soit son statut social, mais elle ne met fin ni à l'exploitation ni à l'oppression qui déterminent l'orientation et l'ensemble des rapports qui existent dans la société, de sorte que chaque travailleur va continuer de subir quotidiennement une multitude de difficultés, humiliations, privations, etc. ou se trouve privé de la liberté de déterminer librement son destin, autrement dit c'est sur le plan politique en prenant en mains son sort qu'il pourra mettre fin définitivement à ses angoisses et souffrances inutiles et injustes.

L'époque où des réformes sociales furent adoptées, de sorte qu'on pouvait croire que ce processus allait continuer, est définitivement révolue, sans qu'apparemment on ait vraiment pris conscience du pourquoi ou du comment.

Désormais en France et dans de très nombreux pays, en observant que l'offensive conduite par la réaction contre l'ensemble des travailleurs depuis des décennies se traduisait par une régression sociale sans fin, toujours plus d'inégalités sociales et d'injustices, on en est arrivé au point où désormais chaque travailleur doit faire face à tant de difficultés ou angoisses rendant chaque jour leur vie de plus en plus insupportable, qu'ils en arrivent à qualifier de dérisoire ou d'insuffisante l'annonce d'une mesure prétendument en leur faveur, ce qui signifie que petit à petit va mûrir dans leur tête que le problème à résoudre se situe à un niveau beaucoup plus élevé, au plan politique, du régime et ses institutions, et qu'il va falloir envisager de procéder à un changement radical de société, tellement celle dans laquelle ils vivent est devenue pourrie. Sauf à se résigner à s'en accommoder, ce qui constituerait un véritable cauchemar et un réel cas de conscience, car une société aussi infâme est incompatible avec tous les principes ou toutes les valeurs sociales ou humanistes qui structuraient leur mode de vie ou de pensée ou encore donnaient un sens à leur existence, les abandonner ce serait sombrer soi-même dans l'abjection, perdre sa dignité, ne plus jamais pouvoir se regarder en face sans être pris d'un profond sentiment de dégoût.

Comment peut-on imaginer un instant qu'un peuple tout entier pourrait en arriver à supporter un tel destin, sauf à disparaître ou à rompre avec ce qui fut à l'origine du développement de la civilisation humaine. Quel peuple s'y est résigné ? Aucun, absolument aucun, même le plus dégénéré, quelque part chacun aspirera toujours à la justice et à la liberté, à l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, même si les apparences tendent à démontrer le contraire ou qu'ils ne soient pas en mesure de le montrer ou plutôt de le faire savoir, de le partager, de s'unir. Notre rôle est juste de les aider à en prendre conscience, à les organiser, pour préparer les conditions politiques qui permettront d'en finir une fois pour toute avec le règne de la nécessité et entrevoir le règne de la liberté.

Haut de page

La contribution politique du 21 mars 2018

- Causerie au format pdf. (4 pages)

Parole d'internaute

- "La fabrique du consentement fonctionne encore, mais de moins en moins. Lorsque la population aura fait le lien entre politique, économie et géostratégie, elle ne fonctionnera plus du tout. Si de plus en plus de gens, en particulier les moins de 35 ans, s'informent majoritairement en dehors de la presse mainstream, ce n'est pas par hasard.

Bernays l'avait prédit : toute propagande a une fin, lorsque le niveau d'information conjugué à la hausse de l'éducation fait se retourner les opinions. J'ai bien l'impression que l'on arrive à un point d'inflexion, même s'il n'est pas encore franchi."

Il n'est pas atteint en effet, et il est inutile de scruter à l'horizon dans l'espoir de saisir l'instant où il le sera, puisque cela ne se produira pas dans le cadre institutionnel, mais uniquement lors de l'irruption révolutionnaire des masses, là vous pourrez vous dire : On y est enfin, et tous les espoirs sont à nouveau permis de changer la société.

Un peu de patience, un tel processus mûrit lentement, mais sûrement. Rompre avec la propagande officielle, avec l'idéologie de la classe dominante ne peut se réaliser qu'à l'issue d'un long processus de maturation, tant les enjeux sont grandioses, imprévisibles, incertains, voire dangereux.

Saper les bases du régime, ne rien lui concéder, le harceler en permanence, le combattre sur tous les fronts, etc. ne peut que renforcer la volonté ou la détermination des travailleurs à refuser de se résigner au triste sort que Macron et l'oligarchie, le capitalisme leur réserve, ce qui à un moment donné doit se traduire selon la loi dialectique de la transformation de la quantité en qualité qui prendra la forme d'une rupture soudaine, brutale avec le régime, le refus de continuer à vivre plus longtemps comme avant. C'est ce genre de discours qu'il faut tenir aux travailleurs, pour qu'ils en prennent conscience ou traduisent consciemment leur rejet de la politique de Macron en s'organisant, en s'unissant pour renverser le régime.

Bref, comme quoi il ne faut jamais perdre espoir !

SNCF : Retrait inconditionnel du rapport Spinetta et du projet de loi de Macron !

Comment le NPA vole au secours de Macron.

- Déclaration unitaire : Défendons tous les services publics ! Solidarité avec les cheminots et les cheminotes ! - 19 mars 2018 (Le bloc national du NPA)

Dans cette déclaration on retrouve sans surprise la propagande ou les thèmes favoris de la réaction en faveur de la "*transition écologique*" et de la "*bataille pour l'égalité*", alors que la fin du saccage de l'environnement et des inégalités sont des objectifs incompatibles avec le maintien en place du capitalisme. Mais demandera-t-on, quel est le rapport avec les revendications des cheminots ou le projet de privatisation de la SNCF par Macron ?

C'est très simple, cette manoeuvre sert au NPA et aux signataires (*) de cette déclaration à occulter leur refus d'exiger le retrait du rapport Spinetta et du projet de loi de Macron destiné à franchir une étape supplémentaire vers la privatisation totale de la SNCF qui ne figure nulle part dans leur document, bref, à se faire passer pour des gens de gauche à la manière du PS, diviser militants et travailleurs pour que Macron puisse appliquer sa politique.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le refus d'exiger le retrait du projet de loi de Macron sur la SNCF a pour pendant ou est au profit de la poursuite des discussions des syndicats avec le gouvernement, pour semer l'illusion que les cheminots seraient en

droit d'en attendre quelque chose, donc les diviser, affaiblir leur résistance pour les pousser à se résigner et à ne pas se mobiliser, à ne pas se lancer dans une grève illimitée jusqu'au retrait du plan de Macron.

(*) - Alternative Libertaire (AL) ; EELV ; Ensemble ; Gauche Démocratique et sociale (GDS) ; Géneration.s, ; Groupe Parlementaire FI ; NPA ; Nouvelle Donne ; PCF ; PCOF ; Parti de Gauche (PG) ; République et socialisme.

- "*Le train n'est pas qu'un moyen de locomotion, c'est un service public, un outil essentiel à la transition écologique et il est insupportable qu'il puisse s'arrêter aux portes des grandes métropoles. La bataille du service public ferroviaire est d'abord une bataille pour l'égalité.*"

Au passage, on aura compris également que le NPA et ses coreligionnaires chargent le capitalisme de réaliser "*la transition écologique*", pourquoi pas le socialisme, la logique est la même, et comme ils osent tout, quand bien même les inégalités sociales explosent, ils reprennent à leur compte le thème de l'égalité que revendique Macron pour justifier l'alignement du statut des cheminots sur celui des travailleurs du secteur privé.

Quand le PCF reprend la rhétorique de Macron contre les cheminots.

- SNCF: le PCF demande une rencontre avec la ministre des Transports - AFP 20 mars 2018

Le PCF veut rencontrer la ministre des Transports, Elisabeth Borne, pour lui exposer ses propositions de financement du rail, qui sont "à l'opposé" du projet de réforme du gouvernement et de son "*parti pris idéologique*", a affirmé mardi son secrétaire général Pierre Laurent.

"*Nos propositions de financement de la SNCF sont à l'opposé de celles du gouvernement*" qui "*refuse tout débat*", a affirmé M. Laurent lors d'une conférence de presse à Paris, à l'avant-veille des grèves et des manifestations du 22 mars.

"Il y a besoin de changement à la SNCF", a-t-il reconnu, mais "le projet du gouvernement ne résout aucun des problèmes posés à la SNCF, ni celui de la dette ni celui des sous-investissements, et au contraire va tous les aggraver". Selon lui, "ce projet est une tentative de justification pour l'ouverture du rail à la concurrence".

LVOG - Où est le lézard dans cette déclaration ? C'est très simple, aujourd'hui la concurrence n'existe pas, Macron estime qu'un "changement à la SNCF" est indispensable. Et en quoi consiste ce "*changement*" ? Justement, à ouvrir à la concurrence toutes les activités de la SNCF qui ne le sont pas encore pour finalement la privatiser. Et qui Pierre Laurent appelle-t-il à l'aide pour "libérer la SNCF du poids de la dette", je vous donne en mille : La BCE !

Pire encore, si, si, c'est possible, M. Laurent : *"La mise en concurrence ne vient pas de Bruxelles ", car "les articles 4 et 5 du règlement européen sur "l'obligation de service public" permettent de ne pas mettre en oeuvre la mise en concurrence*", a affirmé M. Laurent (AFP 20 mars 2018).

Ce parasite prend vraiment les travailleurs pour des abrutis, car dans absolument tous les pays du monde "*l'obligation de service public*" existe, puisqu'il existe des écoles publiques, des hôpitaux publics, etc. dont le nombre ou la densité, l'état de vétusté ou de délabrement varie d'un pays à l'autre au point qu'ils sont réservés aux couches de la population les plus miséreuses ou déshérités, les autres se rabattant sur les établissements privés inaccessibles aux plus pauvres.

Autrement dit, partout il existe des services publics au côté des services privés, mais ils ne sont pas destinés à la même clientèle et ne procurent pas vraiment les mêmes services, ce que M. Laurent n'est pas censé ignorer, mais qui lui convient apparemment parfaitement.

M. Laurent est un faussaire, un vulgaire menteur et en voici les preuves.

- Depuis 1957, le traité CEE comprend dans son préambule l'objectif d'établir une concurrence libre et non faussée. Très rapidement, ce principe a acquis une valeur constitutionnelle... (Source : https://www.telos-eu.com/fr/europe/eloge-de-la-concurrence-libre-et-non-faussee.html)

Une "*valeur constitutionnelle*" que Macron entend bien honorer, cela va de soi, il a été choisi et élu pour cela.

- À l'heure actuelle, la notion de « libre concurrence » figure dans deux articles de principe (les articles 3 et 4) situés au début du traité instituant la Communauté européenne. Le traité de Lisbonne réécrit également ces articles. L'article qui succède à l'article 3 ne mentionne plus l'exigence d'une concurrence non faussée. En revanche, l'article qui succède à l'article 4 maintient la référence à « une économie de marché ouverte où la concurrence est libre » : seulement, ce nouvel article ne figure plus au début du traité, comme un article de principe ; il constitue désormais l'article 97ter du TFUE. (Source : https://www.senat.fr/rap/r07-076/r07-

0761.html)

Quel est l'objet de l'article qui "succède à l'article 4" ?

(Source : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A52014XC0329%2801%29)

Communication de la Commission sur des lignes directrices interprétatives concernant le règlement (CE) n ° 1370/2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route

L'article 5, paragraphe 1, du règlement (CE)

2.2.8. Article 4, paragraphe 5 — Options disponibles pour les autorités compétentes si elles jugent souhaitable de prendre des mesures de protection du personnel en cas de changement d'opérateur.

LVOG - Pourquoi nous contenter du titre de ce volumineux article 5 ? Parce qu'il implique un "*changement d'opérateur*", donc autre que la SNCF, ce que M. Laurent a omis de préciser, on aura compris pourquoi.

En réalité, dans ce document on trouve tout et son contraire, de sorte que chacun peut l'interpréter à sa manière. Certains s'en étonneront, d'autres plus avertis affirmeront que c'est un lieu commun, une pratique très répandue... dont s'inspire le NPA et le PCF notamment. Certes, mais à ceci près qui est l'essentiel, c'est que ni vous ni moi ni personne n'avons le pouvoir d'imposer notre interprétation d'un texte face à celle des autorités de Bruxelles ou Macron qui à notre connaissance détiennent le pouvoir.

Pour l'illustrer allons voir ce que contient l'alinéa 2.2.5. de l'article 5 intitulé : Article 2, point e, et article 4, paragraphe 1.

- "À titre d'exemple, la Commission estime que les services à qualifier de services publics doivent être destinés aux citoyens ou être fournis dans l'intérêt de la société dans son ensemble. Les autorités compétentes définissent la nature et la portée des obligations de service public dans le respect des principes généraux du traité. Pour atteindre les objectifs du règlement, c'est-à-dire garantir la sécurité, la rentabilité et la haute qualité des services de transport de voyageurs, les autorités compétentes doivent s'efforcer d'assurer la prestation économiquement et financièrement viable de ces services."

Tout d'abord, les "*obligations de service public*" peuvent être confiées à des entreprises privées (concessionnaires)... avant de leur être cédées définitivement, privatisées. Ensuite chacun sait en quoi consiste les "*principes généraux du traité*", qui les a établis et pour qui, dans quel objectif, privatiser tout ce qui peut l'être selon le principe de la concurrence libre et non faussée et nivelé par le bas le coût de la force de travail. Et pour finir, l'un des "*objectifs du règlement*" confirme que c'est la loi du marché qui prime sur tout autre principe, "*la rentabilité*", qui s'oppose par nature à la définition de service public destiné à permettre à l'ensemble de la population de satisfaire des besoins élémentaires, et non de réaliser des profits pour engraisser des rentiers ou des actionnaires.

Le NPA se place lui-même de l'autre côté de la barricade.

Quand le NPA se transforme en défenseur des porte-parole des médias-oligarques.

- Jean-Luc Mélenchon et le « parti médiatique » : critique des médias ou démagogie anti-journalistes ? - 15 mars 2018 (Source : Le blog national du NPA)

A la question le « *parti médiatique* » existe-t-il, pas du tout répond le NPA, je cite : "*nous n'osons le croire*", au point que Macron n'en est pas le produit, qui oserait le croire, franchement ? Entre nous, comme quoi ils sont très cons au NPA, ils n'osent pas tout, notre ennemi lui ne s'en lasse pas !

Effectivement, on peut affirmer sans prendre de risques, qu'absolument tous les journalistes en pointe sur l'actualité sont corrompus ou font preuve d'une misérable servilité envers leurs employeurs, l'exception confirmant la règle, tout en sachant que c'est la règle qui influence la population, l'exception n'agissant qu'à la marge, quand elle n'est pas instrumentalisé pour démontrer aux naïfs que les médias institutionnels (et les journalistes) sont honnêtes et respectables.

Haut de page

La contribution politique du 23 mars 2018

- Causerie au format pdf. (2 pages)

Je n'ai pas le temps de revenir sur la journée d'action d'hier. Il n'y avait rien à en attendre de plus, sauf à croire aux miracles, pour le meilleur : "*il est difficile d'en prévoir la forme et l'ampleur. Mais une chose est sûre : il suffirait de peu pour que la situation bascule*." (Tribune des travailleurs) ... ou pour le pire avec l'Affaire Skripal ou la nomination de John Bolton comme conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, un "*néoconservateur va-t-en-guerre*" (AFP 23.03), après celle de l'ex-directeur de la CIA, Mike Pompeo, comme chef de la diplomatie américaine.

Bon, on a compris qu'il en faudrait peu pour que le monde bascule une nouvelle fois dans l'horreur de la guerre, mais qu'il en faudra beaucoup plus pour que le mouvement ouvrier retrouve la voie du socialisme, hélas !

Quand nous affirmâmes que l'objectif "*faire reculer le gouvernement*" était opportuniste, on se moqua de nous ou on se fit proprement insulter, et maintenant devinez qui le relaie gracieusement ? Franceinfo, le média du gouvernement. Ils ont assurément de la suite dans les idées contrairement à mes détracteurs...

Pour être plus précis et ne pas être accusé d'instrumentalisation, il faut préciser que Franceinfo ne faisait que relayer l'état d'esprit des organisateurs de la journée d'action du 22 mars ainsi que celle qui prédominait dans les manifestations, ce à quoi il était nullement obligé, car je ne pense qu'il se serait montré si bien intentionné si le principal mot d'ordre avait été retrait ou dehors Macron, n'est-ce pas ?

Franceinfo 23.03 - Tous le répètent : il faut une unité, au-delà des divergences politiques, avec un seul et même objectif : faire reculer le gouvernement.

En revanche, je n'ai lu nulle part grève illimitée jusqu'au retrait des ordonnances sur la SNCF ou départ de Macron, ce qui n'étonnera pas nos lecteurs qui sont censés savoir à quoi s'en tenir.

Avant-hier, nous ne croyions pas si bien dire en brocardant le NPA.

Dans le rôle de l'idiot utile, pour la circonstance ils ont trouvé mieux que Mélenchon. Rappelons que Le HuffPost est la voix de Washington.

- Grève SNCF, manifestation du 22 mars: Olivier Besancenot, facteur d'unité à gauche - Le HuffPost 22 mars 2018

L'initiateur de ce "front commun"? Olivier Besancenot, qui signe un come-back remarqué dans l'arène politique.

Cela fait plusieurs semaines que le facteur le plus célèbre de France monte au créneau pour alerter contre "le poison de la division" face à la politique "ultra-libérale" d'Emmanuel Macron. Dans les médias d'abord. Après avoir livré un vibrant (et très remarqué) plaidoyer pour les cheminots dans "On n'est pas couché", le communiste révolutionnaire a enchaîné les émissions à grande audience, de la matinale de Jean-Jacques à Bourdin à son duel musclé face au ministre de l'Action et des comptes publics, Gérald Darmanin, lors de "L'Emission politique".

Une séquence médiatique durant laquelle Olivier Besancenot, bien aidé par son talent d'orateur et son aisance sur les plateaux télé, a martelé son leitmotiv du moment. "On aurait besoin d'un front commun qui aille de Benoît Hamon à Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent, Nathalie Arthaud, à d'autres organisations sociales et politiques", a-t-il déclaré le 9 mars sur BFMTV, adressant une mise en garde à ses camarades: "si on perd sur la bataille ferroviaire, ce sera mauvais pour tous à la gauche de la gauche".

(LVOG - (Elle est vouée à disparaître et on s'en réjouirait si cela ne signifiait pas la disparition de toute résistance organisée au régime comme aux Etats-Unis. Franchement, croyez-vous que les médias-oligarques offriraient une tribune à un "communiste révolutionnaire"?

Cela en dit davantage que de longs discours sur la nature réactionnaire ou contre-révolutionnaire de la gauche de la gauche, ce que n'ignorent pas ces médias, contrairement à ceux d'entre nous qui refusent obstinément de l'admettre ou de la caractériser comme tel.

Ce n'était pas par hasard qu'ils se définissaient par rapport à la gauche qui en réalité était de droite, pour le moment venu prendre le relais, ce qu'avaient parfaitement compris les médias. Pour ceux qui ne comprendraient pas, disons à la manière d'un Tsipras qui selon eux incarnait la gauche de la gauche... jusqu'à ce que cela ne soit plus possible ou qu'il applique les mémorandums de la troïka. Les faits, rien que les faits.)

Cette exposition a permis au porte-parole du NPA de se placer au centre de la contestation.

C'est dans les locaux du NPA qu'a été scellée la "déclaration unitaire", signée conjointement par 12 formations politiques.

Besancenot est dans l'union de la gauche, après avoir fait exploser le NPA sur une ligne sectaire. Et là, il répète tout ce que dit Hamon", lâche un député insoumis cité par Le Monde.

(LVOG - Si c'est nous qui l'avions affirmé, on nous aurait accusé de médisance, car ne doutons pas que ce "député insoumis" est bien placé pour savoir de quoi il parle, sur ce point on peut lui faire confiance et c'est d'ailleurs le seul.)

Au NPA, on se défend d'avoir voulu mettre "Olivier" en avant ou de vouloir faire un coup politique, dans un contexte où le parti connaît des difficultés. Le HuffPost 22 mars 2018

(LVOG - D'avoir choisi cette célébrité, n'est pas l'essentiel, ce serait plutôt qu'il incarne le plus petit dénominateur commun entre tous ces gens-là, qui tient au refus d'exiger le retrait du plan Macron pour la SNCF et les cheminots, ce qui cimente leur alliance, c'est leur refus d'affronter Macron, et donc l'oligarchie.)

- Olivier Besancenot : "Macron est en train de payer son arrogance" - Yahoo Actu 23.03

Il en tremble ! Et le régime ?

Haut de page

La contribution politique du 24 mars 2018

- Causerie au format pdf. (3 pages)

Tuerie de l'Aude. On connaît les vrais coupables : Ce sont Sarkozy, Hollande et Macron, les suppôts du terrorisme.

Totalitarisme et barbarie sont les deux volets de la même politique de la précarité sociale, de la terreur, de la guerre et du chaos.

En mars 2011 en Syrie, des barbares armés tiraient sur des manifestants pacifiques ou désarmés ainsi que sur les forces de l'ordre faisant de nombreux morts et blessés.

Le gouvernement de la République arabe syrienne condamnera ces assassinats de victimes innocentes et réprimera les auteurs de ces tueries, tandis que les autorités occidentales s'empresseront de prendre leur défense en les présentant comme des "rebelles modérés" victime de la sauvagerie du tyran Bachar al-Assad, sous-entendant qu'ils avaient agi en légitime défense.

En ayant de cesse de justifier les actes de ces barbares sanguinaires commis sur de simples citoyens syriens, les trois présidents qui se succèderont, Sarkozy, Hollande, puis Macron encourageront les citoyens français qui le souhaitaient de les rejoindre ou de les imiter, d'abord en Syrie, puis en France ou n'importe où ailleurs.

Un gendarme meurt et la France est "endeuillée", on en a la larme à l'oeil, mais quand les mêmes barbares se livrent pendant 7 ans à des massacres par centaines de milliers de civils syriens innocents, hommes, femmes, vieillards, enfants la même France exprime des regrets quand ils subissent des défaites militaires, mieux il s'épanche sur leur sort en exigeant qu'ils soient traités humainement par le gouvernement syrien.

La preuve, pas plus tard qu'hier.

Quand l'AFP pleure sur le sort des barbares.

- Syrie: le régime contrôle la quasi-totalité de la Ghouta orientale - AFP 24 mars 2018

Plus de 1.600 civils ont été tués depuis le 18 février par les incessantes frappes aériennes sur la Ghouta, qui se sont encore intensifiées ces derniers jours, a précisé l'OSDH.

(Chiffre invérifiable transmis par l'OSDH mis en place par le MI6 ou les services secrets britanniques. Cet article débute ainsi pour faire croire aux lecteurs que l'armée syrienne cible délibérément les civils et non les barbares issus d'Al-Qaïda, de manière à ce que les lecteurs condamnent le gouvernement syrien... - LVOG)

La poche de Harasta, l'une des trois enclaves insurgées (Occupées par les barbares. Les lecteurs sont invités à croire que c'est

le gouvernement syrien qui serait à l'origine de cette situation contrairement à la réalité. - LVOG) subsistant dans la Ghouta orientale, est "vidée" de ses rebelles (Les barbares qui tenaient en otage la population syrienne et la terrorisaient, tout en bombardant quotidiennement la population civile de Damas. - LVOG), a annoncé vendredi soir la télévision d'Etat syrienne, après le départ en deux jours de plus de 4.000 personnes, dont 1.400 combattants du groupe salafiste Ahrar al-Cham, ayant accepté de partir vers la province d'Idleb (nord-ouest), qui échappe au contrôle du régime. (Le gouvernement légal ou élu démocratiquement selon les mêmes critères existant en France, pour reprendre des expressions communément admises même si je ne les partage pas. - LVOG)

Le groupe rebelle (Les barbares. - LVOG) a été contraint d'accepter l'évacuation sans négociation. "Tout ce qu'ils ont obtenu, c'est de pouvoir partir sans être tués", a souligné l'expert sur la Syrie Nawar Oliver. (Ces ordures qui se sont livrés à des actes monstrueux sur les civils ont la vie sauve, et qui plus est ils sont libres, mais apparemment cela ne suffit, il manquait sans doute les félicitations d'usage du président syrien, ils devront se contenter de celles de Macron. - LVOG)

Le régime syrien (Le gouvernement syrien légal. - LVOG) et son allié russe, appliquant une stratégie alternant bombardements intensifs, combats au sol et négociations, est ainsi sur le point d'achever la reconquête de la Ghouta orientale, un ancien verger en périphérie de la capitale qui fut l'une des premières zones où eurent lieu des manifestations antirégime en 2011. (En fait, des manifestations pacifique à caractère social comme ils s'en déroulent quotidiennement en France et ailleurs dans le monde, mais marquées par le mitraillage de manifestants et de policiers par les suppôts de l'OTAN. - LVOG)

La région, assiégée (Non, occupée illégalement. - LVOG) depuis 2013 et en proie à des pénuries alimentaires, est une zone stratégique à partir de laquelle les rebelles (Les barbares. - LVOG) tiraient régulièrement roquettes et obus meurtriers sur Damas. (Sans que l'AFP ne condamne ces tirs quasi-quotidiens, parce qu'elle estime qu'ils étaient justifiés, état de siège oblige. - LVOG)

Un autre groupe rebelle (Barbare. - LVOG) , Faylaq al-Rahmane, qui contrôlait la poche du sud de la Ghouta, accablé par un déluge de feu (Les malheureux ! - LVOG) qui a provoqué la mort d'au moins 75 civils en deux jours, a signé vendredi un accord d'évacuation, également parrainé par la Russie, acceptant le départ de près de 7.000 personnes, des combattants qui doivent abandonner une partie de leur armement, et leurs proches. (Comment, ils n'ont pas été autorisés à emporter leurs armes, cela mérite au moins une réclamation auprès du Conseil de sécurité des Nations Unis, les braves hommes que vont-ils devenir sans armes ? - LVOG)

Un premier convoi doit partir samedi matin vers Idleb, d'après la télévision d'Etat syrienne. C'est dans cette région, largement dominée par les jihadistes, que le gouvernement syrien envoie rebelles (Barbares. - LVOG) et civils lorsqu'ils sont évacués des bastions insurgés.

Des "bombes incendiaires" ont été larguées par des avions russes dans cette zone, avant l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu, selon l'OSDH, qui affirme que dans la nuit, 37 civils ont péri "de brûlures et de suffocation" dans un abri dans la localité d'Arbine. Des images tournées par l'AFP évoquent un possible emploi de phosphore blanc, dont l'utilisation contre des cibles militaires au milieu des civils est interdit par le droit humanitaire international. (Si ce sont les agents du MI6 qui l'affirment, leur témoignage n'a absolument aucune valeur. Rappelons que l''AFP fut moins prolixe quand l'Etat sioniste employa du phosphore blanc contre la population civile de Gaza. - LVOG)

Moscou a dénoncé "un mensonge éhonté" et assuré que son aviation n'utilisait pas de munitions incendiaires.

L'évacuation de Harasta et l'annonce d'un accord dans la poche sud accroît la pression sur la dernière enclave rebelle (Barbare. LVOG), autour de la ville de Douma, tenue par le groupe islamiste Jaich al-Islam (Confrérie des Frères musulmans, lire l'article Les « rebelles modérés » de la Ghouta par Thierry Meyssan - LVOG), et qui pourrait connaître un scénario similaire: bombardements intenses, négociations puis évacuations. (On aurait presque envie de les plaindre, pas vous, non? Non, décidément non. - LVOG)

La guerre en Syrie, déclenchée en 2011 avec la répression de manifestations en faveur de réformes démocratiques, a fait plus de 350.000 morts et conduit des millions de Syriens à l'exil. (La même falsification des faits qui dure depuis 2011, l'Agence française de propagande du président Macron est fidèle à elle-même, c'est dans l'ordre des choses. - LVOG) AFP 24 mars 2018

Ouf ! Il a fallu rectifier à 21 reprises cet article (extrait) de 30 lignes pour rétablir la réalité des faits. Cela donne une idée assez précise sur leur intention délibérée de déformer systématiquement les faits pour que la population adhère à la politique de Macron sur la Syrie. Quel acharnement, n'est-ce pas ?

Pour atteindre un tel niveau de désinformation, on ne peut pas imaginer que cela vienne uniquement des journalistes ou d'eux seulement, ils se conforment à des ordres, ils ont été briefés, formés spécialement pour remplir cette mission ou alors à l'origine ce nétait pas vraiment des journalistes.

Très sérieusement, il faut bien reconnaître que leur travail est irréprochable, ils n'ont rien laissé passer, ils n'ont rien concédé, ils

ont scrupuleusement reproduit la propagande idéologique des ennemis de la Syrie et du peuple syrien. Et il en va de même quotidiennement dans tous les domaines. D'où la nécessité impérieuse de ne jamais les croire sur parole, et d'aller s'informer ailleurs pour suivre l'évolution de la situation en France ou dans le monde. Il est même fortement conseiller de les boycotter ou de les écarter pour ne pas prendre le risque de se faire manipuler ou de colporter leurs mensonges qui se comptent à la pelle, que dis-je, à la pelleteuse !

Il en va de même de tous les médias institutionnels ainsi que ceux qui gravitent autour tel Médiapart, le Canard enchaîné, par exemple, qui finalement ne font que racler le fond de leurs poubelles.

La réaction et ses porte-parole font preuve de rigueur idéologique jusqu'au bout des ongles. On ferait bien de les imiter, vous ne croyez pas ?

Haut de page

Causerie du 29 mars 2018

- Causerie au format pdf. (5 pages)

Le portail sera actualisé demain. J'ai nettoyé la page d'accueil et formaté la causerie de janvier en pdf.

Je vous proposerai quelques articles et le reste sous la forme d'un bloc-notes. En attendant.

Une contribution politique.

Il semblerait que les conditions sont en train de se réunir pour qu'émerge prochainement un mouvement social comparable à celui du printemps 68.

Au retrait du projet Macron-Spinetta sur la SNCF, il faut ajouter l'abrogation des lois (El Khomeri) Macron I et II et les contre-réformes annoncées ou déjà adoptées contre les lycéens, les étudiants, les retraités, le personnel hospitalier, les postiers, etc.

Mais nous ne sommes plus en 1968. Depuis la classe ouvrière a perdu de nombreux bastions et elle est plus hétérogène que jamais. Partant de ce constat, il sera beaucoup plus difficile de transformer la multitude de grèves qui ont lieu aujourd'hui dans tous les secteurs économiques en une grève générale pouvant évoluer vers une grève insurrectionnelle. Et puis la société a connu de nombreuses transformations...

Il est donc impératif de soumettre immédiatement aux travailleurs et aux militants des objectifs politiques qui les unissent dès maintenant, au lieu qu'ils demeurent disperser sur des revendications sociales qui ont le plus souvent aucune chance d'aboutir et qui de toutes manières laisse en suspend la multitude de difficultés auxquelles ils doivent faire face quotidiennement, et que seul un gouvernement ouvrier ou une République sociale sera à même de résoudre.

Chasser Macron, se constituer en Assemblée constituante souveraine en abolissant les institutions de la Ve République pour s'attaquer à l'origine de tous leurs problèmes, le capitalisme...

Il faut bien comprendre que les dizaines de millions de travailleurs atomisés dans des PME, des commerces, chez des artisans, dans des associations ou ayant adopté le statut d'auto-entrepreneur, qui figurent parmi les professions dites intermédiaires comme les avocats, les médecins, etc. qui sont employés dans de petites structures, des agences où le nombre de salariés est réduit, dans des services administratifs plus ou moins isolés les uns des autres, ou les retraités qui sont pratiquement isolés du reste des travailleurs, etc. bref, il faut bien comprendre qu'il leur serait difficile de se mettre en grève ou de manifester leur soutien à une grève générale dans laquelle seraient engagés les travailleurs de la fonction publique et ceux des grandes entreprises, voire des entreprises moyennes, et le pouvoir ainsi que ses relais médiatiques, l'ensemble de la réaction se mobiliserait pour les manipuler et les dresser les uns contre les autres, de sorte qu'elle risquerait fort d'échouer, bien que l'immense majorité des travailleurs partagent les mêmes aspirations ou souhaitent ardemment un changement de politique.

C'est de cette aspiration profonde et légitime qu'il faut partir pour élaborer une stratégie politique, afin que l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes se dressent unis contre le régime et le renverse.

Face à un pouvoir totalitaire, il faut faire preuve de discernement et de rigueur, d'autorité.

Quelle est l'attitude de Macron, à quoi se résume-t-elle ? En deux mots : C'est vous ou c'est moi, ça passe ou ça casse, il faut donc faire en sorte que ça casse. Je tire en premier et on discute après, en fait, c'est une posture puisqu'il n'y a rien à négocier. Il ne fait pas dans la demi-mesure, il n'existe aucune nuance dans sa politique, elle est foncièrement antisociale, ultra réactionnaire, et elle s'attaque à absolument toutes les couches sociales de la société qui doivent s'unir pour la briser, mais pas seulement car c'est l'orientation de la société qu'il faut modifier, hors c'est incompatible dans le cadre des institutions de la Ve République et leur soumission à l'UE, aux intérêts de l'oligarchie qu'ils incarnent et qu'il faut exproprier et déclarer hors la loi.

Donc la question qui se trouve posée à chaque travailleur avec toujours plus d'acuité, c'est dans quel modèle de société ils souhaitent vivre, et ils doivent savoir qu'eux-seuls détiennent le pouvoir d'en changer pour peu qu'ils passent à l'action, qu'ils prennent conscience que personne ne le fera à leur place et qu'ils ont la légitimité de leur côté, ils ont la possibilité de le réaliser puisqu'ils constituent l'immense majorité de la population.

Ils ont le choix entre se résigner et subir le triste sort que Macron et l'oligarchie leur réservent, les laisser gouverner et détruire tous leurs acquis sociaux, leur rendre l'existence toujours plus pénible ou leur pourrir littéralement en demeurant passif ou neutre, sans broncher, ou bien prendre en mains leur destin et décider d'engager consciemment la lutte politique pour s'emparer du pouvoir, afin de pouvoir satisfaire leurs besoins ou aspirations parfaitement légitimes et vivre dans une société meilleure et plus juste.

C'est vous ou c'est moi nous dit Macron, et bien prenons-le au mot : Nous décidons que ce sera nous et pas vous qui survivra, c'est nous qui devons gouverner, c'est à nous décider quelle politique sera dorénavant appliquée, dans quelle direction la société doit s'engager.

Mais en attendant, face à un ennemi qui a juré d'avoir notre peau et qui est puissamment organisé ou armé, qui bénéficie des structures ou des institutions de l'Etat, qui possède les banques et les médias, ainsi que de multiples relais dans la société, y compris de nombreux agents dans le mouvement ouvrier, prendre en mains son destin ou s'unir demeurera vain ou un voeu pieux sans lendemain si on ne s'organise pas dès maintenant, si on ne se rassemble pas sur l'objectif de chasser Macron, de conquérir le pouvoir politique. Si nous ne prenions pas cette décision, nous ne pourrions jamais faire la démonstration devant le reste des travailleurs que notre détermination et notre stratégie de conquête du pouvoir est cohérente et sérieuse, jamais nous ne pourrions les entraîner à nous rejoindre, jamais la force invincible que constitue le peuple travailleur ne pourrait s'exprimer et elle serait vaincue pour longtemps, vouée à vivre indéfiniment dans une société toujours plus nauséabonde, infâme, sordide, inégalitaire, injuste, totalitaire, barbare.

Le POID et le Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'UE se sont engagés dans cette voie ou ils ont adopté les objectifs politiques qui viennent d'être évoqués, je vous appelle donc à les rejoindre sans attendre.

Avertissement ou un conseil utile qui s'adresse aux bonnes volontés.

Sachant que la plupart des travailleurs et des militants sont hyper susceptibles, et qu'ils ne sont pas indifférents aux pressions qu'exerce sur eux la propagande de nos ennemis, qui a pour but de les diviser en instrumentalisant leurs illusions, de manière à ce que notre classe demeure disloquée ou incapable de se doter d'une nouvelle direction politique, laissez au vestiaire vos a priori négatifs, ne vous emportez pas au moindre désaccord, soyez patient et modeste par dessus tout, tenez-vous en à l'essentiel. Il n'existe pas de parti ou de militants, de dirigeants parfaits, faites preuve de mesure, de discernement, du moment que nous partageons sincèrement les mêmes intentions et les mêmes objectifs, les mêmes moyens pour les atteindre, que nous agissons loyalement, tout devrait bien se passer, dites-vous bien que nous avons tous des faiblesses, des tares, des lacunes, des défauts qui parfois indisposent les autres militants, nos proches, etc. et nous leur sommes gré de bien vouloir nous supporter tel que nous sommes, n'est-ce pas ? donc n'en prenons pas tout un plat ou adoptons cette attitude de franche camaraderie, soudons nos forces et nous vaincrons.

Si nos ennemis étaient aussi puissants que certains le prétendent, croyez-vous qu'ils auraient fait appel à un tel guignol que Macron, un pauvre type qu'ils doivent briefer quotidiennement, quelle corvée ! qu'ils ne peuvent pas perdre de vue un seul instant par crainte qu'ils sortent une ânerie monstrueuse, entre nous, cela doit être un véritable cauchemar pour eux comme pour lui. On se propose juste de l'abréger, notre humanisme n'ira pas plus loin je vous rassure, au-delà je ne préjuge pas du sort qu'on leur réservait si nous nous emparions du pouvoir, on en ferait des ouvriers modèles histoire de leur montrer que cela existe !

Fabrication du consentement ou manipulation des masses.

Aucune preuve que la Russie soit derrière l'affaire Skirpal selon l'agence de presse Reuters notamment, aucune preuve que l'assassinat de Mireille Knoll soit un acte antisémite selon son fils.

Affaire Mireille Knoll

Alors que vendredi doit avoir lieu une grande manifestation à Gaza.

Comment le Crif et le ministère de l'Intérieur manipulent les juifs et instrumentalisent l'antisémitisme pour faire des juifs des boucs émissaires. Cela fait du Crif le pire ennemi des juifs.

- Pour le fils de Mireille Knoll, "la France n'est pas antisémite" - franceinfo 28.03

Selon lui, le caractère antisémite ne fait pas de doute : "Au départ, nous pensions que c'était vraiment que crapuleux, mais c'est le parquet qui a défini cela et nous avons fait confiance à la police et à la justice." (Vous faites confiance à ces crapules, quelle naïveté ! - LVOG)

Daniel Knoll participera à la marche blanche organisée à l'appel du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) : "Les choses nous ont bouleversé complétement et ont a remis en cause notamment la marche de ce soir à laquelle nous ne voulions pas participer au départ, mais le fait que ce soit un crime antisémite fait que nous participerons." (La famille de cette pauvre femme ne voulait pas participer à cette énième instrumentalisation des juifs. - LVOG)

Bien que le Crif ne l'ait pas souhaité la présence de Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon à cette marche blanche, Daniel Knoll invite "toutes les personnes de bonne volonté" et écarte la polémique : "Je ne suis pas en mesure de faire de la politique. Personnellement, j'appelle toutes les personnes de bonne volonté, d'où qu'elles viennent, quelles qu'elles soient à venir à la marche. Si ces personnes veulent venir, elles sont les bienvenues. On ne peut pas faire de la sélection dans un cadre comme celui-là" franceinfo 28.03

De nombreuses personnes de la communauté juive ne se reconnaissent pas dans le Crif, qui a pris la sale habitude de prendre les juifs en otage pour le compte du gouvernement israélien.

Ce sont eux (LFI) qui fournissent des arguments à ceux qui réalisent un amalgame rouge-brun, entre l'extrême gauche et l'extrême droite.

Mélenchon et sa bande de bras coupés ont été jusqu'à participer à une "marche blanche" organisée par l'extrême droite sioniste, le Crif, qui assimile l'antisionisme ou toute opposition à la politique d'Israël à l'antisémitisme.

- La France insoumise exfiltrée de la marche pour Mireille Knoll - Leparisien.fr 28.03

Le président du Crif, Francis Kalifat, ayant déclaré plus tôt dans la journée que les Insoumis n'étaient pas les bienvenus à cette marche blanche. Il visant notamment le soutien du leader des Insoumis au « boycott d'Israël BDS » (mouvement de boycott, désinvestissement et sanction).

« À cheval, camarades !» lance Mélenchon, chapeau vissé sur la tête. Ils sortent du bar groupés, se joignent tant bien que mal au cortège qui avait alors à peine démarré sa marche, ministres et personnalités politiques en tête. Ils ne passent pas inaperçus longtemps. Très rapidement, un petit groupe d'individus les invectivent - « Insoumis enculés », « Insoumis dehors »- avant d'aller les bousculer physiquement.

Au bout d'un petit quart d'heure, le choix est fait d'exfiltrer le petit groupe. CRS et policiers en civil forment tant bien que mal un cordon pour permettre aux députés conspués de s'échapper sur une ruelle adjacente au boulevard Voltaire. Les visages sont marqués, les Insoumis serrent les rangs. La police choisit de bloquer le groupe, en attendant de trouver comment les exfiltrer sans les faire passer par la marche blanche. Ils passent par un petit square, rejoignent l'avenue Philippe Auguste, toujours encadrés par les forces de l'ordre.

Quelques sifflets accompagnent leur chemin de sortie. Arrivés avenue Philippe Auguste, brève discussion entre Mélenchon et un commissaire. Le député fulmine contre le manque de respect à « l'écharpe bleu blanc rouge » des députés. leparisien.fr 29.03

A bas le drapeau des Versaillais, des assassins de la Commune, du FN, de la réaction !

Ce sont bien des populistes dans le pire sens du terme, de dangereux provocateurs.

Affaire Skripal

Grille de lecture : Quel aurait pu être le mobil du crime pour Moscou ? Réponse : Aucun !

Reuters 28 mars 2018

L'ancien commissaire européen Günter Verheugen (SPD) a souligné que les sanctions devaient se fonder sur des faits, non sur des suppositions.

"Se dire que Poutine et les Russes sont responsables de tout alors qu'on est dans le doute, voilà bien une idée empoisonnée", a-t-il dit au quotidien Augsburger Allgemeine. "Il faut que cela cesse", a-t-il ajouté.

Pour l'ancien chef de diplomatie Sigmar Gabriel, Günter Verheugen, en tenant de tels propos, fait preuve "de courage et de sang-froid".

Vingt-quatre jours après les faits, Londres n'a toujours pas apporté la preuve de ses accusations et Moscou dément formellement toute implication dans cette affaire.

Mardi, Berlin a approuvé la construction du gazoduc NordStream 2, construit par les Russes. Reuters28 mars 2018

Ils adorent vous faire peur avec la perspective d'une Troisième Guerre mondiale, mais pas seulement, ils doivent surtout justifier auprès des peuples les sommes gigantesques qu'ils engloutissent dans l'économie de guerre au détriment du secteur social.

2016.

Mardi 14 juin, l'OTAN a annoncé que si un pays membre de l'OTAN est victime d'une cyberattaque en provenance d'un pays non-OTAN comme la Russie ou la Chine, alors l'article V de l'OTAN, dit de «défense collective», dispose que chaque pays membre de l'OTAN doit se joindre au pays attaqué s'il décide de riposter.

2013

L'OTAN avait produit en 2013 (avant le coup d'État en Ukraine) une vidéo de propagande alléguant que les cyberattaques par des pirates en Russie ou en Chine, qui compromettent la sécurité nationale US, pourraient déclencher une invasion par l'OTAN, si le président américain décide que la cyberattaque était un acte hostile du gouvernement russe ou chinois.

(Source : L'OTAN dit qu'elle pourrait avoir maintenant des raisons d'attaquer la Russie - Mondialisation.ca, 21 juin 2016)

Et cela avait commencé il y a près de 60 ans en arrière...

Lisez l'article mis en ligne aujourd'hui pour mieux comprendre de quoi il s'agit :*Un nouvel ordre pour un nouveau monde*, il date de 2013 mais il est toujours valable.

Haut de page

Le 30 mars 2018

CAUSERIE

Illustration de l'image du jour.

Quand « The Guardian » (de gauche sans rire!) reprend une affiche nazie des années 40 pour représenter Poutine le prédateur sanguinaire, les médias et chef d'Etat occidentaux ne trouvent rien à redire, mais quand Corbyn soutient une fresque représentant des banquiers jouant au Monopoly sur le dos des pauvres, il se fait traiter d'antisémite.

Si vous ne saviez pas que banquier rimait avec juif, et bien maintenant vous le saurez ! Qui alimente l'antisémitisme et au bénéfice de qui ? Vous avez la réponse.

En bas à gauche des femmes yéménites qui ressemblent à mon compagne. Celle de la photo au centre qui fait commerce de son corps se nomme Nabilla. A gauche au centre, une immense décharge qui dérive dans l'océan Pacifique.

- Causerie au format pdf. (40 pages)

Les réflexions ou analyses que je vous propose ici sont abouties ou nécessitent encore un approfondissement ou d'être complétées, parfois rectifiées.

Sans la dialectique, impossible de comprendre dans quel monde nous vivons ni où nous allons.

« La réalité est dialectique » (Camus, l'Homme révolté).

Le Grand Robert de la langue française donne une définition de la dialectique qui ne correspond pas à la réalité pour être atteint d'idéalisme :

- Dynamisme de la matière, qui évolue sans cesse de la même manière que la pensée chez Hegel (concept marxiste).

A ceci près que "la pensée chez Hegel" marchait sur la tête (idéalisme) et que Marx l'a remise sur ses pieds (matérialisme)...

La matière existait avant que les hommes n'apparaissent, elle existe donc indépendamment de la pensée des hommes qui ignorent comment elle évolue ou selon quelles lois. C'est en observant le comportement de la matière ainsi que sa transformation ou les différents stades par lesquels elle passe, qu'on peut comprendre les lois générales (du mouvement) qui la régissent, ainsi que la nature, la société humaine et la pensée (R. Luxemburg, mais aussi Marx, Engels...)

Le règne de la nécessité n'a pas commencé à une époque particulière du développement de la civilisation humaine, il est inhérent à la nature de l'homme, qui doit satisfaire quotidiennement des besoins élémentaires pour assurer sa survie dans des conditions qui lui sont imposées et dont il ignore les lois de fonctionnement. Le combat que l'homme mène pour son émancipation consiste à saisir ces lois pour orienter la société de telle sorte qu'elle se réalise ou chercher et trouver la direction qui permet d'atteindre cet objectif. C'est la raison pour laquelle nous parlons d'actes conscients pour faire consciemment notre histoire.

Les institutions de la Ve République sont illégitimes et doivent disparaître.

Législatives partielles en Haute-Garonne, abstention : 66,92%.

Législative partielle du Loiret, abstention :71,39%

Dissoudre les institutions ou le peuple...

Apprendre pour comprendre ,et comprendre pour agir. (Lénine)

Il faut bien avoir conscience que sans s'informer, on ne peut pas se faire une idée de la situation, c'est impossible. A 90 ou 95% on est sûr de se planter quelque part, et cela peut orienter notre existence, c'est donc quelque chose de sérieux, d'où la nécessité de faire un effort de volonté pour rompre avec les médias, de plus c'est une des rares occasions de pouvoir prendre une décision dans notre vie, la manquer serait dommage ou stupide, et ô combien préjudiciable à notre sort, notre cause. Sans être bien informé, on ne peut pas comprendre ce qui se passe, il faut être clair là-dessus puisque tout en dépend.

Qu'est-ce qu'on peut dire de ceux qui nous gouvernent ?

Si les gens connaissaient leurs réelles intensions néfastes, jamais ils ne seraient parvenus au pouvoir, utiliser la perfidie et l'imposture pour parvenir à ses fins, plus que le secret, cela relève du complot contre le peuple, sinon comment appelez-vous cela ?

Pourquoi "plus que le secret" ? Parce qu'ils communiquent, c'est un moyen de transmettre les mises à jour de leur stratégie à un certain public. Ils ciblent certaines couches de la population, à laquelle ils fournissent des arguments pour adopter et justifier l'idéologie néolibérale, afin que ce public l'applique. Ce sont donc des données publiques et leur démarche ne relève pas du secret, c'est autres choses qui en relèvent. En procédant de la sorte, cela présente également l'avantage de faire croire que la majorité partage leurs idées ou qu'elles sont majoritaires dans la société, et que les exprimer ouvertement est somme toute naturel, d'où l'impression qu'ils osent tout, alors qu'en réalité ils sont autant d'agents conscients ou non qui diffusent cette idéologie dans le but qu'elle s'impose dans la société.

Michel Collon ne supporte pas de se voir traiter de complotiste par les tenants d'un complot international contre les peuples. A quoi s'attendait-il ? A se voir inviter sur les plateaux de télévisions ? Ces gens-là peuvent nous traiter comme ils le veulent, on s'en tape complètement, et je crois qu'on est de plus en plus à se foutre de ce qu'ils disent, mais pas de ce qu'ils font, et c'est cela qui les incommode ou les emmerde. Mais là encore, informer ne suffit pas. A quoi bon savoir de quoi ils sont capables, si on ne le traduit pas en terme d'organisation et d'action, cela ne sert à rien ou servira peut-être plus tard... ou jamais.

Comment évolue l'économie mondiale ?

A propos du documentaire de France2 sur la confession d'un DRH.

Notre ennemi est génétiquement antisocial : Gangster, mafieux, faussaire, cruel, assassin, barbare, c'est un monstre d'inhumanité en somme.

Et dire qu'il y en a qui lui trouvent des qualités, alors qu'il a un seul défaut, celui d'exister. Il y en a qui discutent, dialoguent, se concertent, négocient avec ses représentants, nous nous combattons pour le neutraliser, l'exterminer, l'éradiquer de la surface de la terre

Certains estiment que c'est la crise du capitalisme qui détermine l'orientation politique adoptée par ceux qui gouvernent le monde, or ce n'est pas le cas parce qu'ils savent qu'il est impossible de le sauver. Soyons plus précis. Ils ont parfaitement conscience que le développement du capitalisme et ses contradictions est incompatible à terme avec leur propre survie. Ils savent que tout système a ses propres limites et que le capitalisme n'échappe pas à cette loi.

Ils savent aussi qu'ils sont impuissants à contenir ces contradictions, mieux, que tout ce qu'ils peuvent entreprendre pour y parvenir ne fait que les exacerber encore plus au point de rendre leurs conséquences imprévisibles et incontrôlables. En effet, comment répondre aux aspirations de plus en plus pressant de 7,4 milliards d'hommes et de femmes qui exigent impatiemment que leurs besoins sociaux et politiques soient satisfaits, quand 1% de privilégiés confisquent la majorité des richesses produites et concentrent le pouvoir politique. En somme, ils n'ignorent pas qu'à trop tirer sur un élastique il finit fatalement par se rompre. Oui, c'est aussi élémentaire que cela.

Ce à quoi nous assistons quotidiennement, c'est à l'effondrement du capitalisme à l'agonie.

- Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. (K. Marx, F. Engels : le manifeste du parti communiste)

En voici l'illustration plus d'un siècle et demi plus tard après cette précision.

Ce qui suit concerne les travailleurs en Europe, mais il ne faut pas croire qu'il en irait autrement dans des pays où le capitalisme n'était pas encore développé au milieu du XIXe siècle, bien au contraire, car une fois que le capitalisme s'y développa à marche forcée à partir de la fin du XXe siècle, la condition des travailleurs des pays dits émergents s'améliora au prix d'une surexploitation forcenée tout en les maintenant en permanence dans un état de précarité sociale généralisée confinant finalement à l'indigence ou à l'extrême pauvreté une fois satisfait une partie seulement de leurs besoins au détriment d'autres tout aussi élémentaires, qui plus est en s'endettant au près de banques pratiquant des taux usuraires, de sorte qu'ils en arrivent à rogner sur les dépenses alimentaires déjà réduites au minimum pour régler leur prêt ou leur facture d'électricité, de téléphone, acheter de l'essence, se soigner, et ils n'ont pas une roupie à consacrer à l'hygiène, pour entretenir leur deux-roues, leur habitation, tout cela est jugée superflue ou passe au dernier plan, et quand bien même ils pourraient économiser une maigre somme, elle part en fumée dans les frais scolaires, la dote et une multitude d'évènements familiaux qu'ils se doivent d'hororer et pour lesquels ils doivent souvent s'endetter en plus. En conclusion, on aura compris qu'ils ne sont jamais sortis de la pauvreté, avec en prime la menace des créanciers, un cauchemar en réalité que j'observe quotidiennement autour de moi en Inde depuis plus de 20 ans... Voilà pour le "miracle" de la mondialisation du capitalisme !

- Travailleurs pauvres en Europe : des chiffres alarmants - latribune.fr 09 mars 2018

En dépit d'une amélioration de la conjoncture, la paupérisation des travailleurs s'aggrave en Europe et la situation est encore plus préoccupante chez les chômeurs.

La pauvreté s'accroît dans le monde du travail européen. Selon les derniers chiffres de l'Office européen de la statistique publiés il y a quelques jours, (http://ec.europa.eu /eurostat/fr/web/products-eurostat-news/- /DDN-20180226-1?inheritRedirect=true& redirect= %2Feurostat%2Ffr%2Fhome)la part des travailleurs pauvres en zone euro est passée de 7,3% en 2006 à 9,5% en 2016. Du côté de l'Union européenne à 28, ce taux est passé de 8,3% en 2010 (première année disponible) à 9,6% en 2016.

Les effets de la crise et les mesures d'austérité ont contribué à cette paupérisation du monde du travail. (...)

Les derniers chiffres de la Commission européenne sont particulièrement alarmants pour la population frappée par le chômage. Sur la décennie 2006-2016, la proportion de personnes sans emploi en risque de pauvreté a augmenté continuellement passant de 41,5% en 2006 à 48,8% en 2016. Dans l'union monétaire, cette part est passée de 39,2% à 48,9%.

Parmi les États membres, l'Allemagne est le pays qui connaît le plus fort taux de chômeurs en risque de pauvreté (70,8%), suivie

de très loin par la Lituanie 60,5%. Dans bien d'autres pays, des taux supérieurs à 50% sont également recensés en Lettonie (55,8%), Bulgarie (54,9%), Estonie (54,8%), République tchèque (52,3%), Roumanie (51,4%) ou la Suède (50,3%). (...)

Un salarié sur 6 est un travailleur pauvre.

Selon Eurostat, (http://ec.europa.eu/eurostat/documents /2995521/7762337/3-08122016-AP-FR.pdf/3bb2d09d- 8c28-4e48-8ffb-fba52d71db8e) la part des bas salaires parmi les salariés s'élevait à 17,2% dans l'Union européenne en 2014. "Cela signifie qu'ils gagnaient deux-tiers ou moins du salaire horaire national brut médian". (...)

Du côté de l'Allemagne, la situation des travailleurs pauvres est plus préoccupante. Les réformes "Hartz" mises en oeuvre en 2003 et 2005, ont favorisé le développement des mini-jobs faiblement rémunérés. La montée en puissance de ces emplois, ces dernières années, a contribué à une précarisation des travailleurs et un accroissement des inégalités de revenus, comme le rappelle une étude de la direction générale du Trésor. (https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources /File/382976)

Le taux de pauvreté a augmenté nettement entre 2000 et 2005, de 12,5% à 14,7%. La hausse est particulièrement marquée pour les personnes en emploi et plus encore pour celles au chômage."

(https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/travailleurs-pauvres-en-europe-des-chiffres-ala)

Et c'est bien le capitalisme et ses contradictions qui sont à l'origine du chômage de masse et de cette paupérisation croissante ou tendant à s'étendre à des couches toujours plus nombreuses de travailleurs dans le monde.

Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile : 1° parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui ; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires n'est-elle pas, en somme, selon Marx, l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profits ? (voir Marx, Capital, livre III, chap. XIV, 2, tome X, p. 162). (R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?)

Pour revenir un instant sur ce que nous avons dit plus haut à propos des travailleurs des pays dits émergents. Alors qu'autrefois ils étaient pauvres tandis que leurs besoins étaient peu développés où il était possible de survivre avec trois fois rien, de nos jours, grâce à la surexploitation, une fois qu'ils ont satisfait les besoins matériels à leur portée, ils sont toujours aussi pauvres. Autrement dit, hier (1990) une immense masse d'hommes et de femmes ne travaillaient pas, un salaire et un modeste complément en nature permettait de faire vivre une dizaine d'adultes et d'enfants, aujourd'hui un salaire ne suffit même plus à permettre à un seul homme ou une seule femme de vivre décemment, leur travail ne sert finalement qu'à enrichir les capitalistes devenus encore plus riches. Quant au petit capital ou aux terres que possédaient autrefois certaines familles, depuis ils ont disparu, leurs nombreux enfants se les sont partagés ou ce qu'il leur reste est insignifiant.

De la même manière qu'un travailleur indien ne peut plus se passer de sa mobylette pour aller travailler ou emmener ses enfants à l'école, un travailleur français ne peut plus se passer de sa voiture... Bien que leurs besoins ne se situent pas au même niveau, ils réagissent de la même manière. La comparaison s'arrêtera là, car notre travailleur indien n'a pu satisfaire que quelques besoins élémentaires (Deux appareils électroménagers, une mobylette, un ventilateur, un réfrigérateur et une télévision, un téléphone.) dont il ne peut se passer, parmi les modèles les moins chers et de plus mauvaises qualités quand il ne les a pas achetés d'occasion. En échange il trime comme un esclave 8 heures par jour ou plus 6/7 toute l'année en ne disposant d'aucun droit, hormis celui d'aller voter tous les 5 ans, et il sait qu'il est condamné à ce triste sort jusqu'à la fin de ses jours...

En revanche, notre travailleur français est généralement mieux loti. Il travaille beaucoup moins et il dispose de temps libre, de congés payés, de droits sociaux, je peux vous garantir que cela change votre existence, je dis cela pour ceux qui n'en ont pas tout à fait conscience. Il a beaucoup plus de besoins, dont une partie est superficielle au point qu'il s'encombre d'une multitude de biens d'équipements inutiles ou qu'il utilisera une fois ou rarement, sans parler des services mis à sa disposition dont il use ou abuse ou qu'il utilise souvent à mauvais escient, de sorte qu'il croit avoir une vie bien remplie, équilibrée ou se satisfait plus ou moins de son sort en fonction de son niveau de rémunération, alors qu'en réalité tout lui est imposé, il en a si peu conscience qu'il ne s'imaginerait pas un instant vivre autrement, pas même mieux, et c'est là que je voulais en venir.

Notre travailleur indien ne tire absolument aucune satisfaction de sa condition, tellement elle est précaire et soumise à tant d'aléas (maladie, accident, décès...) qui peuvent le plonger dans une misère encore plus noire, le conduire au suicide (J'ai cessé de les compter autour de moi!). Sa pensée ne va pas au-delà de ses préoccupations immédiates, harcelé en permanence par une multitude de difficultés qui lui torturent l'esprit il ne peut pas penser plus loin, il lui est très difficile de l'imaginer, c'est au-dessus de ses forces parce que sa condition ne s'y prête pas voilà tout, dès que vous essayez d'évoquer avec lui le futur, il décroche, il ne vous écoute plus, il ne comprend pas de quoi vous lui parlez et où vous voulez en venir, j'en parle pour en faire l'expérience quotidiennement chez moi.

En revanche, notre travailleur français connaît une situation plus favorable pour mettre un terme à ses difficultés. Il a été scolarisé, il a acquis des connaissances, il a reçu une éducation, il a multiplié les expériences de toutes sortes, ce qui lui a permis d'acquérir un minimum de logique et de développer un certain niveau de conscience, dont la qualité ou le contenu est certes discutable, toujours est-il, ce sont autant d'éléments qui font défaut à notre travailleur indien, et sur lesquels il peut s'appuyer pour entrevoir un avenir meilleur pour peu qu'ils prennent son destin en mains, ce qui demeurera définitivement hors de portée de l'immense majorité des travailleurs indiens.

Maintenant, si on constate qu'il en est de même pour l'immense majorité des travailleurs français, on doit se demander pourquoi. On sait qu'ils disposent du potentiel nécessaire pour changer la société, mais ils sont incapables de s'en servir, ils rencontrent un tas d'obstacles pour que cette idée germe dans leurs têtes. Ils sont sensibles à la propagande de la classe dominante, son idéologie s'est incrustée profondément dans leurs cerveaux depuis l'enfance, au point d'abdiquer leur droit légitime à vivre autrement, selon d'autres principes que ceux dictés par le capital, le marché. Ils s'accommodent de leur condition, bien qu'elle leur soit imposée et se traduise quotidiennement par un tas de frustrations ou privations, humiliations, pour finalement en oublier que rien ne peut justifier le sort injuste qu'ils subissent, et abandonner l'idée qu'ils disposent des capacités pour changer la société pour peu qu'ils se mobilisent et s'organisent, renversent le régime en place. Et cela concerne tous les travailleurs, y compris les mieux lotis qui doivent se poser des questions ou angoisser, quand quotidiennement ils entendent de plus en plus parler de violence, de guerre, d'actes barbares, de chômage, de pauvreté, etc.

La société, le monde devient cauchemardesque, plus personne ne peut l'ignorer de nos jours. Quand nous n'en sommes pas directement victimes, ce sont nos proches ou des gens que l'on croise qui sont cruellement frappés par ce fléau, et qui nous content des histoires épouvantables, d'une tristesse insoutenable qui interpellent notre conscience, jusqu'aux larmes parfois parce qu'on ne peut pas se retenir.

Les capitalistes savent que la crise du capitalisme qui les conduit à prendre des mesures de plus en plus ouvertement antisociales, alimente la lutte de classe du prolétariat, perturbe le fonctionnement des institutions qui doivent rester impérativement sous leur contrôle, et que le cadre des rapports établis entre les classes dont elles sont le produit ne permet pas de neutraliser la lutte de classe du prolétariat, or c'est leur objectif pour pouvoir appliquer leur politique ultra réactionnaire, c'est la raison pour laquelle ils développent autant de moyens et d'énergie pour y parvenir, ce qui nécessite de briser ce cadre, ces rapports, au profit d'un régime plus rigide, plus féroce, totalitaire, où une seule idéologie aurait le droit de citer, la leur, que les exploités sont sommés d'adopter sans broncher. Cela rejoint ce que R. Luxemburg avait relevé chez E. Bernstein, ce qui permet de comprendre pourquoi ce qu'ils appellent la gauche libérale s'y rallie, elle est foncièrement réactionnaire, et occasionnellement ultra réactionnaire.

Il leur faut donc instituer un régime qui permette au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme de se poursuivre, sachant que de son côté le capitalisme est condamné, ce qui les condamne à une guerre sans fin dont l'issue est incertaine au risque de tout perdre, ce à quoi l'oligarchie ne tient pas vraiment, donc il lui fallut adopter une stratégie qui s'émancipe des contraintes du capitalisme, basée sur la philosophie nihiliste destinée à évacuer des cerveaux toute trace de la dialectique, à briser toute résistance psychologique, à réécrire sans cesse le passé en fonction de ses besoins de manière à rendre tout enseignement controversé ou inexploitable au profit d'une confusion inextricable... A suivre.

De quoi parle-t-on ? Qui mène la danse ? Le nouvel ordre mondial ne peut être que policier, militarisé, totalitaire, mais pourquoi ?

Quelle question naïve ou stupide, parce qu'il ne peut pas en être autrement quand moins de 1% impose une conception de la société aussi injuste, cruelle, infâme au reste de la population mondiale (7,4 milliards), car aucun exploité ou opprimé dans le monde ne peut avoir souhaité un jour avoir un tel destin, vivre un tel cauchemar, chacun aspire au bien-être, à pouvoir s'épanouir individuellement, à vivre en harmonie avec les autres, en paix. Un tel monde aussi ignoble, conçu pour nuire et détruire, ne peut s'imposer que par la force, la contrainte, la ruse, la répression.

Avec les causeries on a pu observer que leur violence s'exerçait en permanence contre le peuple travailleur, qui peine, qui sue, qui souffre pour survivre. C'est une occupation de chaque instant chez eux de nous pourrir la vie. Alors il faut consacrer du temps à les combattre, si on ne veut pas finir en esclavage pour une durée indéterminée, chacun devrait y réfléchir.

"N’en déplaise aux journalistes imaginatifs qui ont cru discerner dans le Bilderberg une volonté de créer un gouvernement occulte mondial, ce club de personnalités influentes n’est qu’un outil de lobbying de l’OTAN pour la promotion de ses intérêts. C’est beaucoup plus sérieux et beaucoup plus dangereux, car c’est l’OTAN qui ambitionne d’être un gouvernement occulte mondial garantissant la pérennité du statu quo international et de l’influence US.

D’ailleurs, la sécurité de chaque réunion ultérieure ne sera pas assurée par la police du pays hôte, mais par les soldats de l’Alliance." (Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg, par Thierry Meyssan, 9 avril 2011 - http://www.voltairenet.org/article169364.html)

"La réalité du Groupe de Bilderberg est donc moins romantique que certains auteurs à succès l’ont imaginée. L’incroyable

déploiement de forces militaires pour assurer sa sécurité n'a pas tant pour objet de le protéger que d'impressionner ceux qui y participent. Il ne manifeste pas leur puissance, mais leur montre que la seule vraie puissance en Occident, c'est l'OTAN. Libre à eux de la soutenir et d'être appuyés par elle, ou de la combattre et d'être inexorablement écrasés." (id)

Quelques réflexions politiques inspirées par la lecture de ***Réforme sociale ou révolution ?*** rédigé par Rosa Luxemburg.

Le réformisme combinait nihilisme et déni.

- "...il ne peut y avoir de lutte prolétarienne de classes sans un but final déterminé et sans base économique de la société actuelle. Bernstein abandonne donc la lutte de classes et prêche la réconciliation avec le libéralisme bourgeois." Voilà qui ressemble à ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui.

La place et la fonction assignées à chaque classe par le néolibéralisme est conforme ou compatible avec celles que leur attribuait Bernstein.

- "Dans une société de classe cependant la lutte de classe est un phénomène naturel et inévitable ; Bernstein conteste donc en fin de compte l'existence même des classes dans notre société : la classe ouvrière n'est pour lui qu'une masse d'individus isolés et dispersés, non seulement politiquement et intellectuellement, mais encore économiquement. La bourgeoisie n'est pas non plus, selon lui, rassemblée politiquement par des intérêts économiques internes, sa cohésion n'est maintenue que par une pression extérieure venue d'en-haut ou d'en-bas."

En fait, Bernstein qui n'avait qu'une vision étroite de la société ne croyait pas si bien dire : Les exploités étaient au départ atomisés, après ils s'organisèrent pour rompre leur isolement ou se constituer consciemment en classe, ensuite ils furent trahis par ceux qui les représentaient, et pour finir ils se retrouvèrent à nouveau "isolés et dispersés" ou perdirent leur statut de classe et tous les droits qu'ils avaient acquis.

Chacune de ces séquences correspondait à différentes périodes ou étapes de la lutte des classes sans qu'elles aient été écrites à l'avance, puisque leur développement bien qu'historiquement justifié demeurait largement imprévisible pour impliquer une combinaison de facteurs ou d'acteurs dont aucun n'avait une conscience précise. Personne ne pouvait prévoir l'évolution de leur orientation...

Ne serait-ce pas le cas de nombreux militants ou travailleurs qui se disent socialistes ?

"Après avoir abjuré toute la critique socialiste de la société capitaliste, il ne reste plus qu'à trouver satisfaisant le système actuel du moins dans son ensemble. C'est un pas que Bernstein n'hésite pas à franchir..."

"La progression historique du prolétariat jusqu'à la victoire n'est effectivement pas une chose si simple. L'originalité de ce mouvement réside en ceci : pour la première fois dans l'histoire, les masses populaires décident de réaliser elles-mêmes leur volonté en s'opposant à toutes les classes dominantes ; par ailleurs, la réalisation de cette volonté, elles la situent au-delà de la société actuelle, dans un dépassement de cette société. L'éducation de cette volonté ne peut se faire que dans la lutte permanente contre l'ordre établi et à l'intérieur de cet ordre. Rassembler la grande masse populaire autour d'objectifs situés au-delà de l'ordre établi ; allier la lutte quotidienne avec le projet grandiose d'une réforme du monde, tel est le problème posé au mouvement socialiste ; ce qui doit guider son évolution et sa progression, c'est le souci d'éviter deux écueils : il ne doit sacrifier ni son caractère de mouvement de masse, ni le but final ; il doit éviter à la fois de retomber à l'état de secte et de se transformer en un mouvement réformiste bourgeois ; il lui faut se garder à la fois de l'anarchisme et de l'opportunisme."

"Enfin, en réservant ses attaques les plus violentes à la dialectique, ne vise-t-il pas le mode de penser spécifique du prolétariat conscient, luttant pour ses aspirations ? La dialectique n'est-elle pas l'instrument qui doit aider le prolétariat à sortir des ténèbres où baigne son avenir historique, l'arme intellectuelle permettant au prolétariat encore sous le joug matériel de la bourgeoisie de triompher d'elle, de la convaincre qu'elle est condamnée à périr, de lui prouver la certitude infaillible de sa victoire ? Cette arme n'a-t-elle pas déjà accompli dans le domaine de l'esprit la révolution ? "

Je n'ai pas étudié à fond l'ensemble des arguments de Bernstein, cependant j'ai constaté que ceux que lui opposait Luxemburg étaient devenus obsolètes ou ne répondaient pas aux questions soulevées par Bernstein, par exemple sur le crédit, les cartels, les sociétés par actions, etc. tandis que ceux de Bernstein étaient erronés ou partaient d'a priori qui allaient être réfutés dès son époque et davantage encore plus tard.

Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société. Ainsi les thèses politiques du révisionnisme conduisent-elles à la même conclusion que ses théories

économiques. Elles ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même.

"En un mot, il est impossible de transformer les rapports fondamentaux de la société capitaliste, qui sont ceux de la domination d'une classe par une autre, par des réformes légales qui en respecteraient le fondement bourgeois ; ces rapports ne sont pas en effet le produit d'une législation bourgeoise, ils ne sont pas traduits par des lois."

That is the question : c'est là toute la question. (R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?)

Quand on relit cet ouvrage, on est obligé de constater que le chemin parcouru par le capitalisme ou l'économie mondiale jusqu'à nos jours, correspond globalement à la thèse défendue par le chef de file des révisionnistes allemands du socialisme, Edouard Bernstein, tandis que celle défendue par les marxistes aurait été infirmée par les faits, en réalité les choses sont un peu plus compliquées.

Elles sont un peu plus compliquées du fait qu'il s'est avéré qu'il y avait du vrai et du faux dans les deux théories en présence, et que depuis leurs disciples respectifs refusèrent obstinément de les analyser à nouveau en toute impartialité ; les uns intentionnellement en faisant preuve d'une mauvaise foi qui ne fut jamais prise en défaut pour avoir rallié corps et âme le camp des capitalistes, adopté leur idéologie, les autres disons par pure dogmatisme pour faire bref, ce qui fut la pire méthode pour défendre le socialisme, les deux recourant à des procédés malhonnêtes pour avoir raison. Personnellement, en dehors du mouvement ouvrier je n'ai jamais entendu une personne se défendre de posséder la vérité comme si elle était gravée dans le marbre pour l'éternité.

Qu'il soit "incontestable que la théorie de Bernstein est en contradiction absolue avec les principes du socialisme scientifique" selon R. Luxemburg, ne signifiait nullement que "les principes du socialisme scientifique" furent rigoureusement exactes, qui plus est en ce qui nous concerne plus d'un siècle plus tard, il aurait été péremptoire de décrire comment pourraient évoluer l'économie mondiale et la lutte des classes dans des conditions qui n'existaient pas à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe. Par exemple, personne ne pouvait prévoir le stalinisme et la prise de contrôle de la planche à billets par les faux monnayeurs de la Fed, surtout leurs conséquences, ainsi que celles d'autres facteurs déterminants, dont les formidables progrès scientifiques et leurs applications technologiques, sans oublier la démographique exponentielle.

"Dans la thèse socialiste affirmant que le point de départ de la révolution socialiste serait une crise générale et catastrophique, il faut à notre avis distinguer deux choses : l'idée fondamentale qu'elle contient et sa forme extérieure.

L'idée est celle-ci : on suppose que le régime capitaliste fera naître de lui-même, à partir de ses propres contradictions internes, le moment où son équilibre sera rompu et où il deviendra proprement impossible. Que l'on ait imaginé ce moment sous la forme d'une crise commerciale générale et catastrophique, on avait de bonnes raisons de le faire, mais c'est finalement un détail accessoire pour l'idée fondamentale elle-même. En effet, le socialisme scientifique s'appuie, on le sait, sur trois données du capitalisme : 1° sur l'anarchie croissante de l'économie capitaliste qui en entraînera fatalement l'effondrement ; 2° sur la socialisation croissante du processus de la production qui crée les premiers fondements positifs de l'ordre social à venir ; 3° enfin sur l'organisation et la conscience de classe croissantes du prolétariat qui constituent l'élément actif de la révolution imminente."

Distinction intéressante entre le développement du capitalisme, les intérêts de la classe dominante et le côté que choisi l'Etat...

"Dans ce conflit entre le développement du capitalisme et les intérêts de la classe dominante, l'État se range du côté de cette dernière. Sa politique, de même que celle de la bourgeoisie, s'oppose au développement social. Il cesse ainsi toujours plus d'être le représentant de l'ensemble de la société et en même temps se transforme toujours plus en un pur État de classe, ou plus exactement ces deux qualités cessent de coïncider pour devenir des données contradictoires internes de l'État. Et cette contradiction ne fait que s'aggraver de jour en jour."

"Les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent de plus en plus des rapports de production de la société socialiste. En revanche, ses rapports politiques et juridiques élèvent entre la société capitaliste et la société socialiste un mur de plus en plus haut. Ce mur, non seulement les réformes sociales ni la démocratie ne le battront en brèche, mais au contraire elles l'affermissent et le consolident. Ce qui pourra l'abattre, c'est uniquement le coup de marteau de la révolution, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par le prolétariat."

"Le socialisme ne découle donc pas automatiquement et en toutes circonstances de la lutte quotidienne de la classe ouvrière. Il naîtra de l'exaspération des contradictions internes de l'économie capitaliste et de la prise de conscience de la classe ouvrière, qui comprendra la nécessité de les abolir au moyen de la révolution sociale. Nier les unes et refuser l'autre, comme le fait le révisionnisme, aboutit à réduire le mouvement ouvrier à une simple association corporative, au réformisme, et conduit automatiquement à abandonner le point de vue de classe."

Aucun Etat ne peut diriger seul le reste monde quand la population répartie sur tous les continents dépasse les 7 milliards

d'habitants, personne ne peut contrôler seul un tel espace sur terre, sur mer ou dans les airs.

En quoi consistait le révisionnisme ?

"une tentative inconsciente d'assurer la prédominance aux éléments petit-bourgeois venus au parti, et d'infléchir la pratique, de transformer les objectifs du parti dans leur esprit".

"...l'essentiel de la théorie de Bernstein n'est pas sa conception des tâches pratiques de la social-démocratie ; ce qui compte, c'est la tendance objective de l'évolution de la société capitaliste et qui va de pair avec cette conception. D'après Bernstein, un effondrement total du capitalisme est de plus en plus improbable, parce que d'une part le système capitaliste fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, et que, d'autre part, la production est de plus en plus différenciée. D'après Bernstein, la capacité d'adaptation du capitalisme se manifeste 1° dans le fait qu'il n'y a plus de crise générale ; ceci, on le doit au développement du crédit, des organisations patronales, des communications, et des services d'information ; 2° dans la survie tenace des classes moyennes, résultat de la différenciation croissante des branches de la production et de l'élévation de larges couches du prolétariat au niveau des classes moyennes ; 3° enfin, dans l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, grâce à l'action syndicale.

Ces observations entraînent des conséquences générales pour la lutte pratique de la social-démocratie : celle-ci, selon Bernstein, ne doit pas viser à conquérir le pouvoir politique, mais à améliorer la situation de la classe ouvrière et à instaurer le socialisme non pas à la suite d'une crise sociale et politique, mais par une extension graduelle du contrôle social de l'économie et par l'établissement progressif d'un système de coopératives."

"Il est évident que le révisionnisme ne défend pas les positions capitalistes et n'en nie pas, comme les économistes bourgeois, les contradictions. Au contraire, il admet le préalable marxiste de l'existence de ces contradictions. Mais d'autre part - nous sommes là au coeur de sa conception et c'est là ce qui le différencie de la théorie jusque-là en vigueur dans le parti - il ne fonde pas sa doctrine sur la suppression de ces contradictions, qui seraient la conséquence propre de leur développement interne.

La théorie révisionniste occupe une place intermédiaire entre ces deux pôles extrêmes. Elle ne veut pas porter à maturité les contradictions capitalistes ni les supprimer une fois atteint leur développement extrême par un renversement révolutionnaire de la situation ; elle veut les atténuer, les émousser. Ainsi elle prétend que la contradiction entre la production et l'échange sera atténuée par l'arrêt des crises, par la formation des associations patronales ; de même la contradiction entre le capital et le travail sera atténuée par l'amélioration de la situation du prolétariat et par la survie des classes moyennes, celle entre l'État de classe et la société par un contrôle social croissant et le progrès de la démocratie."

"Mais la tactique de Bernstein ne consiste pas à s'appuyer sur le développement et l'exaspération des antagonismes, il mise au contraire sur leur atténuation. Il définit lui-même sa tactique en parlant d'une "adaptation" de l'économie capitaliste."

Un argument de Berstein :

"Un écroulement complet et à peu près général du système de production actuel est, du fait du développement croissant de la société, non pas plus probable, mais plus improbable, parce que celui-ci accroît d'une part, la capacité d'adaptation, et d'autre part - ou plutôt simultanément - la différenciation de l'industrie." (Neue Zeit, 1897-1898, V, 18, p. 555).

S'il est improbable, c'est pour d'autres raisons qu'il ignorait...

"Bernstein récuse la théorie de la catastrophe, il refuse d'envisager l'effondrement du capitalisme comme voie historique menant à la réalisation de la société socialiste."

Seul le prolétariat révolutionnaire mondial réalisera "l'effondrement du capitalisme" en s'attaquant à ses fondements...

"Bref les syndicats, les réformes sociales et, ajoute Bernstein, la démocratisation politique de l'État, tels sont les moyens de réaliser progressivement le socialisme."

"Les phénomènes désignés par Bernstein comme étant les signes de l'adaptation du capitalisme : les cartels, le crédit, les moyens de communication perfectionnés, l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière, signifient simplement ceci : ils abolissent, ou du moins atténuent, les contradictions internes de l'économie capitaliste, les empêchent de se développer et de s'exaspérer."

Ce n'est pas tout à fait cela. R. Luxemburg raisonnait dans le cadre de l'économie capitaliste telle qu'elle fonctionnait à son époque, avant que l'oligarchie se dote de la planche à billets et d'instruments financiers ultra sophistiqués pour pouvoir supporter ces "contradictions internes". Cela dit tous les "phénomènes désignés par Bernstein" ont bien fonctionné à l'avantage du capitalisme, même si la manière dont il les a décrits n'était pas rigoureusement exacte. Là encore, on ne retiendra que les faits tels qu'ils se déroulèrent bien plus tard, et on se moque de savoir qui avait raison ou tord.

"Ainsi la disparition des crises signifie l'abolition de l'antagonisme entre la production et l'échange sur une base capitaliste ; ainsi l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière soit comme telle, soit dans la mesure où une partie des ouvriers passe à la classe moyenne, signifie l'atténuation de l'antagonisme entre le capital et le travail. Si les cartels, le système du crédit, les syndicats, etc., abolissent les contradictions capitalistes, sauvant ainsi le système capitaliste de la catastrophe (c'est pourquoi Bernstein les appelle les "facteurs d'adaptation") comment peuvent-ils en même temps constituer les "prémisses ou même les germes" du socialisme ?"

Il n'y a pas eu "disparition des crises", elles sont seulement orchestrées ou sous contrôle parce que l'oligarchie détient à la fois le pouvoir économique et politique... Quant à "l'abolition de l'antagonisme entre la production et l'échange sur une base capitaliste", elle n'a jamais eu lieu, pourquoi aurait-elle dû l'être puisque la situation est sous contrôle, qui plus est c'est un levier ou un moyen de chantage pour épurer le capitalisme, éliminer les brebis galeuses, restructurer des pans entiers de l'économie, etc. En 2008, Ils ont délibérément laissé Lehmans Brother s'effondrer pour se partager sa dépouille, pour ensuite se distribuer plus de 20.000 milliards de dollars sous prétexte de renflouer des banques ou des institutions financières en faillite, et dix ans plus tard ils continuent à hauteur de 40 milliards de dollars par mois, 80 milliards de dollars par mois au cours des années précédentes, soit au total quelque 30.000 milliards de dollars... Bref, nous ne sommes plus non plus dans la configuration qui prévalait en 1929, ce que ceux qui prévoient tous les quatre matins l'effondrement du dollar ou de Wall Street ne prennent pas davantage en compte.

La conscience de classe du prolétariat est une nécessité historique au même titre que l'abolition du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce n'est pas un idéal.

"Il ne reste donc plus, comme fondement du socialisme, que la conscience de classe du prolétariat. Mais même celle-ci ne reflète plus sur le plan intellectuel les contradictions internes toujours plus flagrantes du capitalisme ou l'imminence de son effondrement, puisque les "facteurs d'adaptation" empêchent celui-ci de se produire ; elle se réduit donc à un idéal, dont la force de conviction ne repose plus que sur les perfections qu'on lui attribue."

Là R. Luxemburg a dérapé, parce que ces "facteurs d'adaptation" ne s'appliquent qu'à certains aspects de l'existence. Faudrait-il encore déterminer quelle en est la contrepartie et définir combien elle pèse dans la vie quotidienne de chaque travailleur, on parle ici des mieux nantis, en échange de quels sacrifices, dans quelles conditions ils travaillent et vivent... page 8. A suivre.

"Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile : 1° parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui ; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires n'est-elle pas, en somme, selon Marx, l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profits ? (voir Marx, Capital, livre III, chap. XIV, 2, tome X, p. 162). L'Angleterre nous offre déjà l'exemple de ce qu'est le début du deuxième stade du mouvement syndical. À ce stade la lutte se réduit nécessairement de plus en plus à la simple défense des droits acquis, et même celle-ci devient de plus en plus difficile. Telle est la tendance générale de l'évolution dont la contrepartie doit être le développement de la lutte de classe politique et sociale."

"En un mot, cette théorie fait reposer le socialisme sur la "connaissance pure" autrement dit en termes clairs, il s'agit d'un fondement idéaliste du socialisme, excluant la nécessité historique : le socialisme ne s'appuie plus sur le développement matériel de la société. La théorie révisionniste est confrontée à une alternative : ou bien la transformation socialiste de la société est la conséquence, comme auparavant, des contradictions internes du système capitaliste, et alors l'évolution du système inclut aussi le développement de ses contradictions, aboutissant nécessairement un jour ou l'autre à un effondrement sous une forme ou sous une autre ; en ce cas, même les "facteurs d'adaptation" sont inefficaces, et la théorie de la catastrophe est juste. Ou bien les "facteurs d'adaptation" sont capables de prévenir réellement l'effondrement du système capitaliste et d'en assurer la survie, donc d'abolir ces contradictions, en ce cas, le socialisme cesse d'être une nécessité historique ; il est alors tout ce que l'on veut sauf le résultat du développement matériel de la société. Ce dilemme en engendre un autre : ou bien le révisionnisme a raison quant au sens de l'évolution du capitalisme - en ce cas la transformation socialiste de la société est une utopie ; ou bien le socialisme n'est pas une utopie, et en ce cas la théorie des "facteurs d'adaptation" ne tient pas."

"Or, le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant, l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être."

Rappel de ce qui distingue le combat pour le socialisme de la collaboration de classe avec le capitalisme.

"...le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant,

l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être."

Pas besoin de microscope ou de longue vue pour s'apercevoir que l'orientation politique adoptée par le mouvement ouvrier est demeurée la même depuis les années 30 jusqu'à nos jours. Ce sont les deux principaux partis qui se réclamaient du socialisme, la SFIO (PS) et le PC (PCF) qui se chargèrent de la mettre en oeuvre. En quoi consista-t-elle, comment cela se traduisit-il concrètement, quelle en fut la nature ou l'origine sociale, sur quelle théorie reposa-t-elle ?

On pourrait oser un parallèle avec la manière dont la plupart des hommes vivent leur existence avec insouciance, sans véritable objectif ou sans lui donner un sens particulier, puisqu'ils n'ont pas conscience du processus historique et matérialiste dialectique dont ils sont le produit...

Préface R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?

"Réforme sociale ou révolution ? La social-démocratie peut-elle donc être contre les réformes sociales ? Ou peut-elle opposer la révolution sociale, le bouleversement de l'ordre établi, qui est son but final, à la réforme sociale ? Assurément non ! Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire de travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.

L'alternative : réforme sociale ou révolution, but final ou mouvement, est, sous une autre face, l'alternative du caractère petit-bourgeois ou prolétarien du mouvement ouvrier.

"D'après Bernstein, un effondrement total du capitalisme est de plus en plus improbable, parce que d'une part le système capitaliste fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, et que, d'autre part, la production est de plus en plus différenciée. D'après Bernstein, la capacité d'adaptation du capitalisme se manifeste 1° dans le fait qu'il n'y a plus de crise générale ; ceci, on le doit au développement du crédit, des organisations patronales, des communications, et des services d'information ; 2° dans la survie tenace des classes moyennes, résultat de la différenciation croissante des branches de la production et de l'élévation de larges couches du prolétariat au niveau des classes moyennes ; 3° enfin, dans l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, grâce à l'action syndicale.

Ces observations entraînent des conséquences générales pour la lutte pratique de la social-démocratie : celle-ci, selon Bernstein, ne doit pas viser à conquérir le pouvoir politique, mais à améliorer la situation de la classe ouvrière et à instaurer le socialisme non pas à la suite d'une crise sociale et politique, mais par une extension graduelle du contrôle social de l'économie et par l'établissement progressif d'un système de coopératives.

Bernstein lui-même ne voit rien de nouveau dans ces thèses. Il pense tout au contraire qu'elles sont conformes aussi bien à certaines déclarations de Marx et d'Engels qu'à l'orientation générale prise jusqu'à présent par la social-démocratie."

"Il est vrai que l'aiguillon qui pousse d'abord vers le mouvement socialiste les masses populaires, c'est le mode de répartition "injuste" du régime capitaliste. En luttant pour la socialisation de toute l'économie, la social-démocratie témoigne en même temps de son aspiration naturelle à une répartition "juste" de la richesse sociale. Mais nous avons appris, grâce à Marx, que le mode de répartition d'une époque déterminée n'est que la conséquence naturelle du mode de production de cette époque : en conséquence, la social-démocratie intensifie sa lutte non pas contre le système de la répartition dans le cadre de la production capitaliste, elle vise à supprimer la production marchande capitaliste elle-même. En un mot, la social-démocratie veut établir un mode de répartition socialiste en supprimant le mode de production capitaliste, tandis que la méthode bernsteinienne consiste à l'inverse à combattre le mode de répartition capitaliste dans l'espoir d'arriver à établir progressivement par ce moyen même, un mode de production socialiste." page 19 à suivre.

Si il en avait le pouvoir : En appelant le peuple travailleur à l'insurrection et à s'emparer du pouvoir.

Mai 1981 fut un mois de grande activité, car c'était la préparation de l'arrivée au pouvoir de François. J'essayais d'apporter tout ce qu'il y a de meilleur en moi, pour que ce rêve d'avoir une société socialiste, quoique à l'européenne, devienne réalité. Mais bien vite j'ai commencé à voir que cette France juste et équitable ne pouvait pas s'établir. Alors je demandais à François : ''Pourquoi maintenant que tu en as le pouvoir ne fais-tu pas ce que tu avais promis ?'' Il me répondait qu'il n'avait pas le pouvoir d'affronter la Banque mondiale, le capitalisme, le néolibéralisme. Qu'il avait gagné un gouvernement mais non pas le pouvoir. J'appris ainsi qu'être le gouvernement, être président, ne sert pas à grand-chose dans ces sociétés sujettes, soumises au capitalisme. J'ai vécu l'expérience directement durant quatorze ans. Même s'il essayait d'éviter le côté le plus négatif du capitalisme, les rêves ont commencé à se briser très rapidement. […] En France, on élit et les élus font des lois qu'ils n'ont jamais proposées et dont nous n'avons jamais voulu. […] La France est-elle une démocratie ? Une puissance mondiale ? Je le dis en tant que Française : cela ne veut rien dire ». [Danielle Mitterrand, interviewée par Hernando Calvo Ospina, 2005 – source :

https://web.archive.org/web/20130517004804/http://hcalvospina.free.fr/spip.php?article119]

Entre espoir et illusion.

- Dirigeants syndicaux, cessez de négocier les plans du gouvernement ! Appelez à la grève générale ! (Tract GMI)

- 22 mars 2018: l'espoir d'un grand mouvement pour balayer la politique de Macron est né ! (Tendance Claire du NPA)

Quelle connerie ! Ils n'ont pas été les seuls à adopter ce discours qui discréditait une fois de plus leurs auteurs ! Surfant sur le désir ardent des militants d'en découdre ou que la situation exaspère au dernier degrés, à défaut de partir de la situation telle qu'elle existe, ils n'ont rien trouvé de mieux que colporter des illusions qui flattaient l'ignorance des militants ou leur tendance à prendre leurs désirs pour la réalité. Ce comportement est inexcusable car démoralisant et démobilisateur à l'arrivée, bref, ils jouent contre notre camp.

Reste une question que chaque militant est en droit de se poser : Mais pourquoi, pourquoi agissent-ils ainsi ? Pour maintenir le moral de leurs troupes au plus haut, mais pas seulement. C'est ridicule puisque le résultat sera exactement inverse. De deux choses l'une ou les deux à la fois, soit ils ne comprennent plus rien ou presque à la situation, l'essentiel leur échappe, soit ce qu'ils en ont compris ne les incite pas à en tenir compte, parce que l'évolution de trop de facteurs depuis des décennies contredisent leurs propres analyses et ils ne sont pas prêts de l'assumer pour modifier leur stratégie.

Il ne faut pas espérer progresser, inspirer confiance ou construire quoi que ce soit en racontant aux travailleurs et aux militants des histoires à dormir debout, qui vont être contredites dès le lendemain.

Dans quel monde vivons-nous ?

Mieux que la cour de récréation, que les contes de fée pour enfants, bref que les interprétations délavées, poreuses, tronquées, foireuses, virales, nuisibles que nos dirigeants nous ressassent jour après jour et qui n'ont jamais permis de comprendre dans quel monde nous vivions, et pour cause nous condamnent à l'impuissance.

A lire de Peter Dale Scott : *L'Etat profond américain* après *La Route vers le nouveau désordre mondial* et *La Machine de guerre américaine* (Disponibles à l'adresse suivante: https://www.librairie-voltairenet.org/fr)

- Présentation, dossier de presse et larges extraits.

Ne dit-on pas que pour combattre un ennemi, il faut commencer par l'identifier, après il faut découvrir sa stratégie, et ensuite seulement on peut le dénoncer et s'attaquer à ses points faibles dans l'espoir de le terrasser.

Si les procureurs de la pensée attribuent toute référence à un Etat profond à la théorie du complot, ce n'est pas spécialement parce qu'ils en font partie, ni parce que les auteurs de cette théorie révèleraient des secrets bien gardés, mais bien plutôt parce qu'ils mettent en lumière l'évolution des rapports qui existent entre les différentes sphères (économiques et politiques) du pouvoir ou qui influencent directement l'orientation de la société ou du monde, ce qui permet de mieux comprendre la situation et éventuellement de définir la stratégie politique la plus efficace pour les combattre et finalement les vaincre, et on comprend pourquoi ils ne tiennent pas à ce que cela tombe dans l'oreille des travailleurs. Et le pire, c'est que nos dirigeants partagent la sollicitude qu'ils nous témoignent.

Si la société continue d'être divisée en classes sociales aux intérêts opposés et irréconciliables, il n'en demeure pas moins que le rôle et le fonctionnement des différentes sphères du pouvoir, des institutions, évoluent en fonction de de la crise mondiale du capitalisme et du rapport de force entre les classes ou de la lutte des classes... C'est de là que doit partir notre analyse, selon moi.

Maintenant, on peut aussi considérer que leur rôle et leur fonctionnement sont gravés dans le marbre et qu'ils ne connaîtront aucune modification quoi qu'il arrive, mais comme la réalité démontre le contraire quasi-quotidiennement, ce serait s'interdire de comprendre comment ils évoluent et dans quelle direction, donc de les combattre efficacement. Ce serait nous enfermer dans un déni permanent qui nous serait fatal.

Les travailleurs interprètent de manière partielle, superficielle ou erronée la situation, les institutions, le capitalisme, l'orientation de la société et du monde, ainsi que leurs différentes représentations idéologiques, de sorte qu'ils leur attribuent des mérites ou des vertus qui sont en réalité étrangères à leur nature, et ils se font berner à l'arrivée ou ils se bercent d'illusions sur leurs réelles intentions, ce qui les conduit à la passivité, à la neutralité ou à la résignation, au lieu de s'engager pour les combattre ou en venir à bout, abattre le capitalisme.

Bien que les travaillent résistent ou réagissent lorsqu'ils subissent les coups que leur assènent les capitalistes ou lorsqu'ils

sont directement frappés par les mesures antisociales prises par le gouvernement, ils ignorent d'où viennent réellement ces coups ou à quoi correspondent ces mesures, du coup ils sont désarmés pour les combattre. Comment cela ?

Qui n'a pas entendu les patrons ou tous les gouvernements qui se sont succédés, expliqués aux salariés qu'ils n'avaient pas le choix, que leur politique était dictée par des considérations qui leur échappaient, qu'ils étaient obligés de se conformer à certains standards internationaux, etc. ce qui n'était du reste pas forcément faux. En revanche, ils ne diront jamais aux travailleurs ni pourquoi ni dans quels objectifs réels ils avaient adopté cette politique, du coup ils ne pourront jamais comprendre que rien ni personne ne peut la justifier, hormis pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dont dépend l'existence (la domination de classe) d'une poignée d'oligarques ou de capitalistes au détriment des intérêts du reste de l'humanité. Il leur sera interdit de pouvoir justifier leur refus de supporter cette politique, autrement qu'en se plaçant sur un plan subjectif ou moral forcément vulnérable ou prêtant à caution ou encore, qui sera inapproprié pour apprécier sérieusement un processus objectif ou matérialiste, par exemple lorsqu'il s'agit de s'opposer à des licenciements ou à une fermeture d'usine.

Ils seront donc portés à croire plus ou moins ce que leur raconte les patrons ou le gouvernement, ou tout du moins ils ne comprendront pas pourquoi ils les traitent ainsi, ils seront prêts à leur accorder le bénéfice du doute à défaut de mieux en dernière analyse, ce qui explique pourquoi lors de chaque consultation électorale ils replongent ou commettront la même erreur que précédemment et ainsi de suite.

Ce que j'ai voulu expliquer, c'est qu'on ne pouvait pas avoir la ferme volonté ou faire preuve d'une détermination sans faille pour combattre des mesures antisociales, quand on en ignore les tenants et les aboutissants, qui ne se résument pas à l'enrichissement des patrons ou des actionnaires ou ne se réduit pas à un manque de compétitivité face à la concurrence, car en réalité, il s'agit d'une lutte à mort entre deux classes dont le destin est inversement proportionnel, sachant qu'une seule peut dominer ou détenir le pouvoir, tandis que l'autre doit se soumettre ou disparaître.

Et c'est bien en cela que rien n'a changé depuis que Marx et Engels ont écrit Le Capital ou décrit le fonctionnement du capitalisme, sur quoi est fondé le marxisme ou le socialisme. C'est cela que les travailleurs doivent s'approprier ou dont ils doivent prendre conscience, pour mener leur combat jusqu'au bout ou s'emparer du pouvoir politique afin d'abattre le capitalisme. Tout le reste est du baratin.

Dès lors qu'on a compris ou qu'on a acquis la conviction que rien ni personne ne peut justifier la politique du gouvernement ou celle appliquée par la direction d'une grande entreprise, hormis pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou la domination de classe des capitalistes, ces arguments n'ayant aucune valeur, aucune emprise sur les travailleurs, ils seront portés à juger les leurs parfaitement légitimes pour s'y tenir et ne rien lâcher, ce qui ne peut que les amener à poser la question du pouvoir, de l'Etat, à trouver la voie du combat politique pour s'emparer du pouvoir.

Il y en a qui ont peut-être pu croire qu'on se situerait sur le même terrain que Mélenchon, qui met le niveau de conscience des masses à toutes les sauces, à ceci près qui fait toute la différence, on ne la conçoit pas vraiment de la même manière ou elle n'est pas dirigée dans la même direction, et le destin qu'on propose aux travailleurs se situe aux antipodes du sien, qui est compatible avec le régime capitaliste contrairement au mien.

Mélenchon est un sophiste qui a renié le socialisme, partant de là il s'est condamné à servir le capitalisme, et sa gouaille ou ses vociférations, ses gesticulations ou ses provocations aux relents populistes desservent notre cause plutôt qu'autres choses.

Les apparences sont trompeuses mais révélatrices.

Les esprits superficiels s'en délecteront à loisir parce que cela vient faire oublier leur propre manque de profondeur ou de consistance. Selon eux, ces prestations d'illusionnistes feraient tout de même avancer les choses, qu'il soit permis d'en douter.

Depuis quand désarmer le peuple serait une revendication ouvrière sous une dictature ?

Décidément il y en a qui ont une étrange conception de la lutte des classes...

- "Vous insultez la mémoire de ceux qui ont été tués" : le chanteur du Bataclan - francetvinfo.fr 29.03

Les forces de l'ordre militarisées au service de l'oligarchie devraient-elles être les seules armées pour pouvoir massacrer tranquillement les travailleurs américains quand ils se soulèveront pour abattre le régime ? C'est en tout cas la question qu'on est en droit de se poser. Et il est d'autant plus étrange qu'on soit obligé de la poser s'agissant d'un des pays les plus criminogènes du monde.

Il se trouve qu'il y a en circulation aux Etats-Unis plus de 365 millions d'armes à feu en tous genres, y compris des armes de guerre. Dans un pays où il suffit de glisser sa main à l'intérieur de la poche de son pantalon ou de sa veste pour parfois se faire tirer dessus par un policier ou un citoyen américain paranoïaque, être victime d'une méprise et se faire canarder au coin d'une rue

ou être pris pour cible pour être témoin d'une tuerie, etc. la légitime défense ou tout simplement la tentative de sauver sa peau serait illégitime...

Etrange conception de la justice pour des révolutionnaires. La palme du populisme revient naturellement au NPA, pour lequel le peuple en arme servirait à "renforcer l'État policier", une dictature militaro-financière.

Evidemment la question du peuple en arme se rapporte à un stade du développement du processus révolutionnaire parvenu à maturité, quand l'affrontement direct entre les classes a commencé et on en est encore très éloigné aux Etats-Unis. Mais on est bien d'accord que la question de l'armement du peuple se posera pour affronter les forces de répression qui réprimeront dans un bain de sang toute tentative de révolution pour renverser l'Etat des capitalistes, et qu'à défaut d'être armées les masses se feront massacrées et elles auront toute les peines du monde à se procurer des armes pour défendre la révolution, que ce soit légalement ou illégalement, car il lui faudrait aller les chercher dans les bastions lourdement armés ou protégés de leur ennemi, les commissariats de police, les casernes de militaires, les usines qui les fabriquent qui doivent pas aussi bien gardé que les coffres de la Fed.

En conclusion, la situation actuelle ne présente pas que des inconvénients. Effectivement des milliers ou bien plus de travailleurs américains dépressifs ou déséquilibrés possèdent des armes qu'ils peuvent utiliser aveuglément contre des victimes innocentes ou sur un coup de tête pour faire un carnage, cela arrive pratiquement toutes les semaines pour ne pas dire quotidiennement. Laissons de côté le fait que chaque Américain possédant une ou plusieurs armes à feu présente un pouvoir dissuasif qui doit faire réfléchir à deux fois les agresseurs ou les cambrioleurs potentiels qui risquent de se prendre une balle en retour s'ils passaient à l'acte.

Ils possèdent des armes à titre défensif et non offensif, dans le cas contraire lorsqu'ils participent à des manifestations qui se transforment en émeutes violentes, ils sortiraient leurs armes et canarderaient les forces de l'ordre lourdement armées qui répliqueraient et on assisterait à un véritable massacre, or cela n'a jamais été le cas jusqu'à présent. Pourquoi ? Parce que chacun a bien conscience de n'avoir qu'une vie et que la perdre pour si peu ne vaudrait pas le coup. L'avantage serait indéniable en cas de dérapage de la part des autorités pour stopper leurs actes criminels...

POID - https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs

Huit cent mille manifestants se rassemblent contre les armes à feux dans les avenues entre la Maison Blanche et le Capitole à Washington (États-Unis d'Amérique). Avec les autres manifestations dans le pays et dans le monde, ils sont plus d'un million, dont de nombreux jeunes.

NPA - https://fr-fr.facebook.com/RevolutionPermanente

Les principales capitales des États-Unis ont été envahies par des centaines de milliers de personnes, pour la plupart des jeunes, qui ont manifesté contre la violence armée dans les écoles. Le mouvement est à la croisée des chemins : ou renforcer l'État policier ou adopter une perspective indépendante.

Quand le SPD était devenu une officine de Goldman Sachs avant de devenir l'une de la BCE.

Il y a quelques semaines, certains parmi nous (on n'ose même pas les nommer tellement on a honte pour eux) ont cru bon d'entretenir pour la énième fois des illusions sur l'issue de la consultation des adhérents du SPD à propos de la formation d'une coalition de gouvernement avec la CDU de Merkel, comme si elle pourrait changer quoi que ce soit. Mais pourquoi enfin, c'était se couvrir de ridicule, direz-vous. Assurément, cependant ils savaient qu'il en faudrait beaucoup plus pour venir à bout de l'opportunisme, et que bien que la social-démocratie soit passée de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages depuis plus d'un siècle, et n'en avoir jamais tenu compte, il n'y avait aucune raison de mettre un terme à leur collusion avec ce courant de droite sur lequel ils n'ont cessé de s'appuyer considérant que malgré tout il appartenait toujours au mouvement ouvrier.

En lisant l'article suivant, vous vous demanderez si ces gens-là ont entendu un jour parler de la dialectique, la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée (R. Luxemburg), ou comment Goldman Sachs serait compatible avec le mouvement ouvrier. Ce qui signifie au passage qu'il serait devenu complètement pourri. Apparemment la crédulité ou l'ignorance des militants est sans borne, tout comme leur dilettantisme ou leur manque de rigueur, de logique.

J'en veux pour preuve que lorsqu'il s'agit par exemple de la CFDT, où sont tout de même organisés des centaines de milliers de travailleurs, les trotskystes (POI-POID) fuient comme la peste ce syndicat jaune (Le NPA et LFI font mieux, ils s'y intègrent !), mais lorsqu'il s'agit d'un parti issu de la social-démocratie (SPD, PS, PASOK, PSOE, Labour Party, etc.) qui parfois compte encore des dizaines ou des centaines milliers de travailleurs (Pas des couches les plus défavorisées, il ne faut pas exagérer, ils appartiennent tous à l'aristocratie ouvrière, le pendant de l'aristocratie financière), là ils n'ont de cesse de chercher un point d'appui à l'intérieur de ce parti, ils lui font la cour ou le ménagent, entretiennent des illusions sur la voie qu'il pourrait emprunter, alors qu'elle est connus d'avance, comme s'il pouvait servir d'autres intérêts que ceux de la réaction, ce qui s'est jamais démentis depuis

un siècle. Avec les PC ou les staliniens ils font tout aussi fort. Hier ils les traitaient comme les derniers des ordures, et voilà qu'ils sont devenus fréquentables, ils les courtisent et certains n'hésitent pas à leur trouver des qualités, notamment au POI. On comprend pourquoi les congrès annuels de ces Partis sont "Ouverts" comme ils disent, ajoutons, aux pires illusions.

Mais direz-vous, quand des millions de travailleurs vont surgir sur la scène politique, certains d'entre eux ne vont-ils pas s'orienter à nouveau vers ces partis contre-révolutionnaires ? Evidemment, mais rien n'est moins sûr de nos jours ou certainement pas dans les proportions d'autrefois. Leurs dirigeants ne seront-ils pas débordés lors de cette déferlante révolutionnaire ? C'est certain ou on peut le penser. Et alors, dites-nous en quoi cela devrait-il justifier de ne pas qualifier ces partis pour ce qu'ils sont réellement, ne pas les faire figurer parmi nos ennemis.

Ne croyez-vous pas que le travail de sape effectuer sans relâche en amont pendant des décennies destiné à faire prendre conscience aux travailleurs de la véritable nature réactionnaire du PS et du PCF, s'avérera plus utile que toutes les manoeuvres ou tous les calculs d'appareils, toutes les honteuses compromissions qui finalement se seront avérées vaines, sauf si ces partis (PS-PCF et leurs nombreux satellites) parvenaient à endiguer le mobilisation révolutionnaire des masses, terrible défaite qui serait à mettre également au compte de ceux qui se seront évertuée à les présenter comme des partis de gauche.

Il faudrait poursuivre cette analyse mais je n'en ai pas le temps.

Pour faire bref, la France n'est ni les Etats-Unis, ni l'Allemagne, ni la Grèce ou le Portugal. En France, de nombreux dirigeants ou élus et le gros des troupes du PS sont passés à LREM lui donnant ainsi un faux air de gauche, impossible à assumer tant la politique appliquée par Macron depuis 11 mois est ultra réactionnaire. Une partie a rejoint Générations de Hamon et des miettes se sont dispersées dans des micro-partis issus du PS. LR ne s'est pas remis de la défaite de Fillon, ainsi que le FN après la pitoyable prestation télévisée de M. Le Pen face à Macron. EELV a été quasiment rayé de la carte. Le MoDem a rejoint LREM, et l'UDI a éclaté. Quant à LFI, le double langage tenu par Mélenchon sur l'UE et l'euro n'est pas de nature à inspirer confiance, et nombreux sont ceux qui s'étaient engagés à ses côtés qui ne sont jamais remis de sa défaite à la présidentielle.

Autrement dit, il manque à ce jour à notre ennemi le parti qui devrait alterner au pouvoir avec LREM qui est son parti officiel, sans qu'on sache aujourd'hui s'ils vont continuer de le caractériser de "centre gauche", auquel cas ils seraient à la recherche d'un parti de droite qui ferait l'affaire, ils ont le choix entre LR qui est mal en point et le PS qui ne vaut guère mieux, oui mais le PS est catalogué à gauche, dans ce cas-là ils opèreraient un glissement sémantique à droite pour LREM et le tour serait joué, à moins que ce soit Générations qui s'y colle, mais cela semble peu vraisemblable, et puis rien n'empêcherait le PS de se redonner un faux courant de gauche à la Sanders, le Parti démocrate a bien réussi à s'en accommoder, alors pourquoi pas le PS...

En attendant, on s'aperçoit qu'en France les choses sont plus compliquées qu'ailleurs pour notre ennemi, tout du moins sur le plan institutionnel, à moins qu'il laisse pourrir la situation qui prévaut dans tous les partis hormis LREM, de sorte qu'il ait toutes les chances de demeurer au pouvoir au-delà de 2022. Cependant il existe toujours le risque que les opposants à la politique de Macron se cristallisent sur LFI à défaut de mieux et qu'il constitue une menace sérieuse.

Inutile d'aller plus loin pour le moment puisque notre objet n'est pas 2022, mais la situation actuelle et la manière dont s'ordonnent tous les partis, et comment va évoluer le rôle imparti à chacun des partis institutionnels soumis aux coups de boutoir de la lutte de classe du prolétariat, dont on ignore encore quel va en être le développement dans les mois et années à venir.

A ce jour, LREM est sans véritable rival ou opposition institutionnelle, puisque le MoDem, l'UDI, le PR, le PS et LR partagent son programme. La seule opposition à Macron est dans la rue, ce sont les dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui rejettent sa politique, mais qui sont inorganisés ou qui ne se reconnaissent dans aucun parti ou syndicat, donc qui sont dans l'impossibilité d'exprimer leurs aspirations et réduits à l'impuissance.

Ces dizaines de millions de travailleurs ont parfaitement conscience de disposer d'un mode vie supérieur à ceux des générations passées ou de bien des travailleurs ailleurs dans le monde, et ils n'entendent pas le remettre en cause en se lançant dans une aventure risquée ou qu'ils estiment actuellement sans lendemain ou dont ils ne saisissent pas l'issue ou les objectifs politiques. S'ils s'accommodent de leur condition à défaut de mieux, c'est que la majorité en a encore les moyens, au prix parfois de lourds sacrifices qu'ils sont prêts à accepter même s'ils n'en pensent pas moins, pour combien de temps encore, nulle ne le sait.

Nous devons partir de la situation telle qu'elle se présente aux travailleurs et surtout la manière dont ils l'interprètent, pour qu'elle évolue ou qu'ils prennent conscience que leur condition ne peut que se dégrader dans l'avenir, et qu'ils détiennent le pouvoir de changer la société.

- Jörg Kukies, un loup de Goldman Sachs dans les rangs du gouvernement allemand. Liberation.fr 21.03

Le nouveau ministre des Finances, le social-démocrate Olaf Scholz, vient de nommer comme secrétaire d'Etat en charge de l'Europe et des marchés financiers le coprésident du directoire de la banque d'investissement en Allemagne et en Autriche.

S'il y avait encore un doute sur le fait que le nouveau ministre des Finances allemand social-démocrate, Olaf Scholz, soit particulièrement droito-compatible, le voici levé. Il vient de désigner l'un des plus hauts dirigeants de la banque Goldman Sachs dans le pays au poste de secrétaire d'Etat. Ainsi Jörg Kukies, coprésident du directoire de la banque d'affaires en Allemagne et Autriche, vient d'être désigné secrétaire d'Etat en charge de l'Europe et des marchés financiers.

Ce banquier de 50 ans possède la particularité d'être membre du Parti social-démocrate ; il a dirigé l'aile des «Jusos», les jeunes du SPD, en Rhénanie-Palatinat, juste avant la future cheffe du parti, Andrea Nahles. Il travaille chez Goldman Sachs depuis dix-sept ans, et il occupe ce haut poste depuis 2014. La presse relève, taquine, qu'il va troquer son salaire d'un million d'euros annuels contre un traitement de secrétaire d'Etat – environ 160 000 euros par an.

Un ex-dirigeant de Goldman Sachs, banque qui a aidé la Grèce à maquiller ses comptes publics dès 2001, puis participé à la chute d'un pays qu'elle était par ailleurs mandatée pour conseiller, aura donc sous sa tutelle des questions cruciales telles que l'achèvement de l'union bancaire au sein de l'UE. Plus généralement, c'est sa présence au ministère allemand des Finances qui suscite des réserves. «Olaf Scholz envoie ici un très mauvais signal, commente Timo Lange, de l'association LobbyControl. Goldman Sachs est internationalement connue pour ses liens étroits avec la politique. Le ministère des Finances, encore plus précisément dans le contexte des scandales "cum-ex" et "cum-cum", doit montrer recul et distance face à l'industrie bancaire.»

«Cum-ex», et sa variante «cum-cum», désignent en effet une série de manœuvres fiscales illégales, qui ont donné lieu à ce qui est unanimement désigné comme le plus grand vol fiscal de l'histoire allemande. Il implique des banques, dont Goldman Sachs. Il ne s'agit pas de fraude fiscale, car ce ne sont pas des techniques pour contourner l'impôt, encore moins de l'optimisation fiscale ; c'est tout simplement du vol. Pendant des années en effet, grâce à des montages financiers, des investisseurs ont fait en sorte d'obtenir des remboursements indus par le Trésor public allemand.

Quarante banques allemandes sont notamment impliquées dans ce scandale, dont on estime qu'il aurait fait perdre 31,8 milliards d'euros au fisc.

Selon Die Zeit, quatre ministres des Finances, trois venant du SPD, un de la CDU, auraient pu faire en sorte de stopper au fil des années cette machine infernale de banksters, mais ne l'ont pas fait (l'un d'eux, le social-démocrate Peer Steinbrück, a par ailleurs accepté en 2016 des fonctions de consultant pour le conseil d'administration de la banque ING). Dans une longue enquête publiée en juin, l'hebdomadaire raconte comment le lobby bancaire a profité de l'inertie politique, en particulier celle des partis de la grande coalition. Et ce, malgré les démarches énergiques de plusieurs lanceurs d'alertes.

En outre, Olaf Scholz a choisi de faire revenir au sein du ministère le secrétaire d'Etat en charge du budget, Werner Gatzer, considéré comme l'architecte du sacro-saint principe de «déficit zéro», sous l'égide de l'ex-ministre des Finances Wolfgang Schäuble, dont on sait à quel point il fut un partisan intraitable de l'équilibre budgétaire et de la rigueur. Mais cette information ne surprendra guère celles et ceux qui ont entendu Olaf Scholz promettre, au moment de sa nomination officielle, de tout faire pour poursuivre la politique de son prédécesseur. Liberation.fr 21.03

En Allemagne, en réalité il existe une situation politique à l'américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale où la CDU et le SPD se relaient au pouvoir pour appliquer la même politique ou éventuellement gouvernent ensemble dans des coalitions (depuis le milieu des années 60), tout comme le Parti républicain et le Parti démocrate.

En France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Belgique, dans les pays scandinaves, aux Etats-Unis, etc. les partis officiels de la réaction et la soi-disant opposition parlementaire de gauche n'ont eu également de cesse d'alterner au pouvoir depuis plus de 70 ans, de se partager les rôles pour gérer la société pour le compte des capitalistes, et durant cette très longue période, les opportunistes firent comme si de rien n'était ou presque, cela ne devait altérer en rien la nature de ces partis selon eux, qu'ils continuèrent malgré tout de caractériser de gauche, avec des guillemets pour faire plus propre depuis peu, mais pas toujours, à contrecoeur visiblement.

Michel Rocard était son "mentor".

- Parti socialiste: la direction du Mouvement des jeunes rejoint Benoît Hamon - huffingtonpost.fr 24 mars 2018

Le Parti socialiste perd son mouvement de jeunes, du moins l'essentiel de sa direction qui annonce qu'elle rejoint le mouvement Génération.s fondé par Benoît Hamon. Dans un entretien accordé au journal Le Monde, la présidente contestée du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), Roxane Lundy, affirme que la majorité des membres du bureau national ainsi que des militants ont acté leur départ du PS, parti qui, selon elle, "n'est pas en mesure de se relever".

"Je fais le choix avec des milliers de jeunes socialistes de partir, car je considère que le Parti socialiste n'est pas l'outil qui permettra de transformer la société. [...] Le Mouvement des jeunes socialistes va prendre son indépendance vis-à-vis du PS", affirme celle qui avait été élue présidente du MJS le 10 février dernier sous les critiques des sensibilités minoritaires.

Visiblement, Roxane Lundy ne partage pas la ligne portée par le futur premier secrétaire du PS, Olivier Faure. "Aujourd'hui, nous avons un désaccord politique avec sa ligne et celle de Stéphane Le Foll arrivé deuxième. Nous ne parlons plus la même langue", estime-t-elle.

Riposte au PS

"Je reste présidente et je deviens militante de Générations. L'objectif est de faire une réforme statutaire lors de notre prochain congrès", qui aura lieu le week-end des 7 et 8 avril, a-t-elle indiqué. "Je ne serai plus salariée du PS, nous ne toucherons plus d'argent du PS, nous ne dépendrons plus d'eux", ajoute-t-elle, alors que le MJS est aujourd'hui autonome du PS, mais subventionné par lui.

Le MJS "appartient à ses militantes et non à une présidente contestée pour fraude, qui refuse de rendre des comptes sur les finances. Le MJS est membre d'une famille et d'une histoire politique qu'est le Parti socialiste et non Générations", a réagi le coordinateur du PS, Rachid Temal.

Historiquement autonome du Parti socialiste, un "principe intangible" inscrit dans ses statuts, le MJS désigne lui-même sa direction et ses orientations. Traditionnellement beaucoup plus marqués à gauche que leurs aînés, les Jeunes socialistes ont toujours revendiqué leur proximité avec Benoît Hamon, premier président du mouvement qui avait obtenu son autonomie de son mentor Michel Rocard en 1993.

L'ancien président du Mouvement des Jeunes Socialistes Benjamin Lucas a annoncé son départ jeudi du Parti socialiste, précisant vouloir s'engager "totalement" au sein de Génération.s. La majorité des militants du MJS est "plus proche de Benoît Hamon" que de l'orientation majoritaire du PS, estimait-il début février assurant que la "double appartenance" au mouvement et à Générations ne poserait "pas de problème". L'Histoire en a décidé autrement. huffingtonpost.fr 24 mars 2018

Gloire à l'Etat terroriste, au régime policier.

- Centrales nucléaires : la députée LREM Perrine Goulet veut faire tirer en cas d'intrusion - leparisien.fr 26.03

Tout en sachant que les membres de Greenpeace ne sont pas armés ou ne constituent pas une menace physique...

- Macron: Arnaud Beltrame, "tombé en héros", "mérite l'admiration de la nation tout entière" - AFP 26.03

- Hommage national pour le gendarme Beltrame, victime des attaques de l'Aude - Reuters 26.03

- Wauquiez pour le rétablissement de l'état d'urgence - Reuters 26.03

- Laurent Wauquiez propose de créer un "délit d'incitation à la haine de la République" - Le HuffPost 28.03

- Au dîner du Crif, Macron promet de renforcer la lutte contre la cyberhaine - huffingtonpost.fr 08 mars 2018

Alors quand est-ce que tu vas te décider à passer à l'acte ?

- Un attentat précipité par une convocation de la DGSI ? - Liberation.fr 28.03

Quelques jours avant l'attaque du Super U de l'Aude, Radouane Lakdim avait été contacté pour un entretien. Un facteur déclenchant ?

...révélée par RTL : ces derniers jours, le terroriste de l'Aude a reçu une autre convocation, émanant, cette fois-ci, de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Ce document, de nature administrative, devait aboutir à un entretien officiel avec le service de renseignement intérieur.

Une source judiciaire indique à Libération qu'aucun élément matériel ne vient confirmer, pour le moment, l'idée d'une action déclenchée par la réception du courrier de la DGSI.

D'après les premiers éléments de l'enquête, Lakdim avait bel et bien reçu la convocation de la DGSI. C'était d'ailleurs à lui de rappeler le service, afin de fixer une date de rendez-vous. Se sachant surveillé, Lakdim a-t-il précipité son acte ? Liberation.fr 28.03

On savait que Macron avait un problème avec la démocratie, il est l'incarnation vivante de sa négation.

- Une fausse note extrémiste lors de la visite de Macron à Bénarès - Liberation.fr

Mais une toge orange fait tache sur la carte postale : Yogi Adityanath, moine extrémiste hindou, adepte des discours de haine contre les musulmans, a été invité par Narendra Modi sur le pont supérieur du bateau de promenade en tant ministre en chef de l'Uttar Pradesh, Etat le plus peuplé de l'Inde avec plus de 200 millions d'habitants (dont 20% de musulmans) où se trouve Bénarès. La nomination, en avril 2017, après la victoire du BJP aux élections régionales, de ce politicien aguerri, maître de yoga, poursuivi en justice pour tentative de meurtre, intimidation criminelle, incitation à la haine, et chef d'une milice qui s'adonne à des ratonnades, avait démontré la volonté de Modi de ratisser loin sur sa droite, et de s'attaquer au multiculturalisme cher aux pères fondateurs de l'Inde indépendante.

Interrogé lors de la conférence de presse sur cette proximité gênante (les trois hommes étaient assis côte à côte sur des fauteuils d'apparat, puis accoudés à la balustrade du navire), Emmanuel Macron a botté en touche : «Je ne suis ni la démocratie, ni la justice indienne […]. Je trouve que ce serait une drôle de conception que de défendre la démocratie seulement quand elle colle avec nos valeurs.» Précisant qu'il «n'a pas de problème» pour se trouver avec un dirigeant «élu» dans une démocratie, «à l'invitation du Premier ministre». Liberation.fr

- Edouard Philippe. «C'est au peuple de choisir s'il souhaite que ses élus soient remplacés par la technocrature.» - Liberation.fr14 mars 2018

- Sondage: un Français sur trois a une "bonne image" de LREM - AFP 14 mars 2018

- "Fake news": feu vert des députés LREM au dépôt de la proposition de loi - AFP 13 mars 2018

- Emmanuel Macron agacé par la question d'une journaliste sur sa visite "privée" au Taj Mahal avec son épouse - RT 12 mars 2018

- Les militaires autorisés à se présenter aux élections municipales? La "Grande Muette" de moins en moins muette - HuffPost 20.03

Social.

- Trois Français sur quatre jugent injuste la politique de l'exécutif, selon un sondage - AFP 22 mars 2018

Le PCF va participer à l'élaboration des "conditions d'ouverture à la concurrence" de la SNCF, dixit M. Laurent.

- SNCF: le PCF sera "très actif dans les semaines qui viennent" dit Laurent - AFP 27 mars 2018

"Nous sentons que la pression qui s'exerce dans le pays, la mobilisation des cheminots, les manifestations de la semaine dernière, commencent à avoir du poids et nous parlementaires, et le Parti communiste, serons très actifs dans les semaines à venir pour continuer à porter en amont des contre-propositions au projet gouvernemental", a affirmé M. Laurent.

Mme Borne "a indiqué que dans le débat parlementaire, elle soumettrait un amendement pour préciser les conditions d'ouverture à la concurrence. C'est un débat très important qui s'annonce dans lequel nous nous investirons", a promis M. Laurent.

Grève perlée ou grève illimitée ?

Les syndicats CFDT, CGT et UNSA appellent les conducteurs des trains SNCF à faire une grève nationale du mardi 3 avril au jeudi 28 juin 2018, à raison de 2 jours de mobilisation sur 5 (planning détaillé ci-dessous).

Le syndicat SUD appelle à une grève reconductible dès le mardi 3 avril, en laissant le choix à ses syndiqués de décider chaque jour, en assemblés générales, la reconduction du mouvement pour les prochaines 24 heures. cestlagreve.fr

Grèves disloquées = grèves brisées !

- La colère gagne Carrefour - Liberation.fr 23.03

La grande distribution s'y met elle aussi. Force ouvrière et la CFDT appellent à une grève générale à Carrefour le 31 mars.

Liberation.fr 23.03

Sans surprise.

- Force Ouvrière ne participera pas à la mobilisation du 19 avril - AFP 26 mars 2018

A propos de la "convergence des luttes" voulue par la CGT, il a répondu qu'elle "ne s'improvise pas".

"Ce n'est pas parce qu'il y a multiples confits dans différents secteurs, et public et privé, (...) qu'obligatoirement ça coagule", a relevé le leader.

Pour lui, "les grands mouvements interprofessionnels ces dernières années ne sont pas nés comme ça", mais "parce qu'un gouvernement a annoncé quelque chose que personne n'attendait".

"Je ne vois pas pourquoi on irait", a-t-il déclaré, rappelant que la date choisie tombait quatre jours avant le congrès de FO, où Jean-Claude Mailly doit passer la main après 13 ans de direction du syndicat.

Il a ajouté que le congrès "débattra des initiatives à prendre".

M. Mailly a de nouveau déclaré avoir appris la date de la mobilisation à la radio vendredi, ce que dément la CGT, qui dit avoir convié tous les syndicats à une réunion le 19 mars, pour décider d'une journée de mobilisation. Mais seules Solidaires, la FSU et des organisations de jeunesse s'y sont rendues. AFP 26 mars 2018

- Gérald Darmanin. «[Ces mouvements sociaux] ne sont pas de nature à conduire le gouvernement à revenir sur ce qui a commencé à être mis en œuvre.» - Liberation.fr 23 mars 2018

- Air France : cap sur la grève malgré les manœuvres - Liberation.fr 23.03

Totalitarisme. Le retour en force des milices fascistes.

- Fac de Montpellier : évacuation violente et doyen sur la sellette - liberation.fr

Jeudi 22 février au soir. La journée de mobilisation contre le Plan étudiants se termine par l'occupation d'un amphithéâtre de la fac de droit et de sciences politiques de Montpellier. Entre 23 heures et minuit, une bande d'individus fait irruption dans l'amphi. Plusieurs sont cagoulés. Dans de nombreuses vidéos partagées en ligne, on les voit agresser les occupants de l'amphi, pour les déloger. «L'amphi était plein de mecs qui frappaient au poing, à la planche, au Taser. Je me suis précipitée vers la porte. La sécurité ne faisait rien. On est sortis de l'amphi, pour aller dans le hall. On a vu qu'ils descendaient les grilles de l'entrée. Quand les grilles ont été fermées, il restait des étudiants-manifestants à l'intérieur de la fac. Ces gens-là se sont fait tabasser», témoigne auprès de Libération une personne présente sur les lieux. Bilan : plusieurs blessés légers.

Des témoins assurent que le doyen de la faculté, Philippe Pétel, aurait ouvert la porte aux agresseurs, ce que l'intéressé dément. «Le doyen de la fac de droit, je l'affirme parce que je l'ai vu, a montré à ces hommes, dont il n'avait pas peur, les "cibles"», affirme sur Facebook Léna, qui a filmé la scène. Un témoin qui souhaite rester anonyme nous a répondu par l'entremise de son avocate, Sophie Mazas : «Le doyen a réuni autour de lui, à l'extérieur de l'amphi, les personnes opposées à l'occupation de la fac. Il les a fait rentrer par une porte habituellement verrouillée, qu'il a lui-même ouverte, en haut de l'amphi.» Autre fait troublant : des profs auraient été présents parmi les casseurs. «Des étudiants en droit ont reconnu des professeurs de la faculté. Un professeur en droit civil et un professeur d'histoire du droit», raconte Octave, étudiant et syndiqué Solidaires. Ces profs «portaient des cagoules, mais on les a reconnus parce qu'ils étaient habillés de la même manière que la journée», corrobore notre témoin suscité.

Une enquête a été ouverte par le ministère de l'Enseignement supérieur. Vendredi en fin de journée, des étudiants ont rencontré le préfet et la rectrice de l'Hérault. Ils demandent la suspension du doyen. Me Mazas a déposé plainte contre X pour violences volontaires au nom des personnes qui ont été expulsées de l'amphi. Le président de l'université a annoncé porter plainte contre X. liberation.fr 24 mars 2018

Depuis le doyen de la faculté a été contraint à la démission. A Paris et à Lille les milices fascistes sont aussi entrées en action...

Ils veulent bien nous faire crever.

- Capitale de la hi-tech d'Inde, Bangalore a la gorge sèche - AFP 17 mars 2018

- L'économie du Cap déjà frappée de plein fouet par la crise de l'eau - AFP 17 mars 2018

- La Terre pourrait bientôt manquer d'eau, avertit le Forum de Brasilia - AFP 20 mars 2018

L'ONU a dévoilé de son côté un rapport particulièrement inquiétant selon lequel près de la moitié de la population mondiale - 3,6 milliards de personnes - vit dans des zones où l'eau peut manquer au moins un mois par an, un nombre qui pourrait atteindre 5,7 milliards en 2050. AFP 20 mars 2018

Et dire qu'il y en a qui explique que la surpopulation mondiale n'existe pas, qu'elle n'a pas déjà des conséquences catastrophiques et le pire est à venir...

Parole d'internaute.

- https://www.businessbourse.com/2018/03/09/etats-unis-au-28-fevrier-2018-plus-de-1017-millions-damericains-sont-toujours-sans-emploi/

Le nombre d'américains se trouvant exclus du marché du travail au 28 Février 2018(Not in labor force), est de 95,012 millions d'individus auxquels il faut ajouter 6,706 millions d'américains officiellement déclarés au chômage (unemployed).

Sur une population de 323,1 millions d'Américains (2017).

Indice Baltic (BDI) 2003-2017 :

http://www.kitco.com/commentaries/2016-12-21/The-14-Year-Record-of-the-Baltic-Dry-Index.html

Montrant un encéphalogramme quasi plat depuis 2011.

Dans le même temps :

https://www.lematin.ch/economie/emploi-americain-porte-lindice-smi/story/22624382

Kafkaïen !

Bienvenue chez la mafia de la désinformation et de la manipulation des consciences.

- Macron pour une alliance de médias contre les fausses nouvelles - AFP 21.03

Emmanuel Macron a suggéré mardi 20 mars à Paris que, pour aider à combattre les fausses nouvelles, l'AFP "joue un rôle central" dans la certification des informations, en alliance avec de grands médias francophones voire européens. AFP 21.03

Alors qu'ils en sont à l'origine ou en sont les champions !

La police médiatique se diversifie.

- Manifestations: les médias adoptent leur propre système de comptage - AFP 21.03

Une vingtaine de grands médias, dont l'AFP, adopteront jeudi leur propre méthode de comptage des participants, réalisé par un cabinet spécialisé, lors de la manifestation à Paris des fonctionnaires et des cheminots, en parallèle des habituels chiffrages de la police et des syndicats.

Le collectif de médias, parmi lesquels l'AFP, France Inter, Europe1, Franceinfo, RMC, BFMTV, France Culture, CNews, France 2, Mediapart, Le Figaro, Le Parisien, Libération, La Croix et la presse régionale et départementale représentée par l'Union de la presse en région (UPREG), s'est associé au cabinet d'études spécialisé dans le comptage du public, Occurrence.

"Le projet consiste à mettre en place un mode de comptage indépendant lors de grandes manifestations à Paris ou en région afin d'être le plus proche possible de la réalité", a expliqué l'AFP mardi dans un communiqué. AFP 21.03

Qui peut croire une créature du Pentagone ?

- Facebook promet de faire mieux pour protéger les données personnelles - AFP

Si le scandale qui atteint Facebook est une bonne nouvelle, en revanche on ignore s'il aura un impact sur ses utilisateurs, on voudrait y croire, mais on en doute.

Comme en mai 68, il est permis de penser que la jeunesse ne voit pas quel avenir elle aurait dans la société que lui concocte Macron, à ceci près qu'elle dispose désormais de nombreux instruments pour se divertir ou pour détourner son attention des questions essentielles qui se pose à elle dès maintenant et qui déterminent le contenu ou la qualité de leur mode de vie à venir, dont le poison des réseaux numériques.

Il pourrait inciter plus d'un jeune déjà critique envers les médias institutionnels à s'en méfier ou à s'en détourner. Sans illusion, car rien ne dit qu'ils changeront leurs habitudes pour autant, si on en juge par l'addiction à la télévision des adultes depuis plus d'un demi-siècle. Cela dit, dans tous les cas de figure quand on est directement confronté à de graves difficultés, il faut bien y faire face ou se poser des questions très terre-à-terre sur notre condition et envisager des solutions pratiques et non plus virtuelles, qui sont en rapport avec la société et son orientation...

Toute prise de conscience qui n'est pas suivie d'effet ne sert à rien ou s'évanouira aussi soudainement qu'elle est apparu, surtout quand elle ne concerne qu'un aspect limité ou une petite partie de la situation.

Facebook est nuisible, c'est du brouhaha qui participe au chaos général, dans ce sens il n'est pas inutile à tout le monde.

Je rappelle que je n'ai pas de page Facebook, en revanche j'ai un petit troupeau de chèvres.

J'appelle tous ceux qui ont une page Facebook à la fermer et à basculer sur un blog ou un portail, cela s'adresse aussi au POID.

Parole d'internaute

- "La fabrique du consentement fonctionne encore, mais de moins en moins. Lorsque la population aura fait le lien entre politique, économie et géostratégie, elle ne fonctionnera plus du tout. Si de plus en plus de gens, en particulier les moins de 35 ans, s’informent majoritairement en dehors de la presse mainstream, ce n’est pas par hasard.

Bernays l’avait prédit : toute propagande a une fin, lorsque le niveau d’information conjugué à la hausse de l’éducation fait se retourner les opinions. J’ai bien l’impression que l’on arrive à un point d’inflexion, même s’il n’est pas encore franchi."

Il n'est pas atteint en effet, et il est inutile de scruter à l'horizon dans l'espoir de saisir l'instant où il le sera, puisque cela ne se produira pas dans le cadre institutionnel, mais uniquement lors de l'irruption révolutionnaire des masses, là vous pourrez vous dire : On y est enfin et tous les espoirs sont à nouveau permis de changer la société.

Comme quoi il ne faut jamais perdre espoir.

Mediapart à la rescousse des médias-oligarques.

- «Les résultats de "Mediapart" sont très bons.» - Liberation.fr 6 mars 2018

Le chiffre d’affaires est passé de 11,6 millions à près de 13,7 millions d’euros. Logiquement, l’entreprise de 83 salariés a renforcé sa rentabilité. Le résultat courant, qui doit faire rêver beaucoup de patrons de journaux, s’est établi à 2,5 millions d’euros. Liberation.fr 6 mars 2018

- À ONPC, Edwy Plenel défend la presse contre les attaques de Valls et Mélenchon - Huffington Post 18 mars 2018

Pour le fondateur de "Mediapart", certaines attaques politiques sont extrêmement dangereuses pour la démocratie. Huffington Post 18 mars 2018

Les instituts de sondages ont pris le relais de la méthode Coué ou les faussaires à l'oeuvre.

IPSOS : il nous est apparu tout à fait judicieux de recourir à une enquête on line dans laquelle le sondé peut s’exprimer en totale liberté.

Bravo! Ce qui est bien joué, c'est l'amalgame entre vérités et contrevérités, apparemment tout le monde ou presque est tombé dans le panneau. Pour un peu, JFK aurait été assassiné par un détraqué isolé ; le 11/9 aurait été réalisé par une poignée de cinglés armés de cutters et dirigés depuis une grotte en Afghanistan ; les milliers de témoignages sur les chemtrails seraient une pure invention de paranoïaques ; quand Bush ou Sarkozy (notamment) affirmait qu'ils oeuvraient à l'établissement d'un nouvel ordre mondial, ils n'évoquaient aucune stratégie précise, aucun objectif, non, c'était juste histoire de causer, qui plus est pour notre bien, etc.

Bref, on voit bien qu'à chaque fois ce procédé ne sert que la version officielle ou à créer de la confusion. Dans la plupart des cas il s'agit de secrets de polichinelles, Hollande a livré des armes aux barbares d'Al-Nosra à partir de 2012, la dictature oligarchique mondiale est en voie de réalisation, je crois que c'est Rockefeller qui avait révélé que cela n'aurait jamais pu se faire sans le silence complice des médias (NYT et WP) et le reste est à l'avenant

Les contrevérités grossières ou farfelues servaient ici à discréditer des vérités compromettantes (ainsi que ceux qui les rapportent) permettant de mieux comprendre dans quel monde nous vivons pour mieux orienter ou formater les cerveaux vulnérables de l'immense majorité de la population (99,99%) afin de réunir les conditions psychologiques indispensables pour justifier ou légitimer de nouvelles lois liberticides...

C'est bien simple, nous vivons dans un monde merveilleux, si, si, vous devez vous en convaincre. Le monde n'est pas gouverné uniquement par le profit, mais par des principes sociaux, un idéal humaniste, et ceux qui osent prétendre le contraire seront accusés de complotisme.

Bravo ! C'était justement le but de cette opération, éliminer tous ceux qui contestent les versions officielles qu'on leur sert si gracieusement et que les médias colportent ensuite, mais pas n'importe comment, en faisant en sorte que vous y participiez et là ils sont comblés !

Cette opération a parfaitement réussi dans la mesure où ceux qui la traitent accordent le bénéfice du doute à la CIA, au ministère de la Santé, aux laboratoires et trusts pharmaceutiques, à Dieu, à la DGSE, à l'Ancien régime en France et en Russie, à ceux qui gouvernent le monde et le reste est à l'avenant. Ils est bien connus qu'ils oeuvrent tous à notre bonheur !

Ce qui est rassurant dans ce sondage, c'est que l'immense majorité de la population (94%) continue de croire la version officielle du 11 septembre 2001. Qui oserait remettre en cause la parole de Bush, Cheney, Sarkozy, Blair, Hollande, etc ? Ils doivent être aussi nombreux à croire que le capitalisme oeuvre à leur bien-être ou que les guerres impérialistes y concourent. Qu'il nous soit permis d'en douter fortement...

Autre objet de satisfaction, seulement 1% de la population n'utilise plus les moyens de communication institutionnels pour s'informer, ce qui signifie que 99% demeurent sujets à manipulation.

- Cerise sur le gâteau, bien que les oligarques soient parvenus à concentrer les richesses et le pouvoir politique comme jamais dans le passé, et que leurs porte-parole se fassent les relais de leur intention d'instaurer une dictature mondiale dont les contours se dessinent un peu plus nettement chaque jour, plus des trois quarts de la population continuent de l'ignorer.

En conclusion, la fabrication du consentement des masses fonctionne encore à merveille. Voilà qui augure un avenir bien sombre et terrifiant.

"Nous avons ensuite un sondage sur le 11 Septembre qui est très intéressant. Les questions ont été bien posées : les sondés doivent choisir une des trois propositions, et celles-ci sont claires et peu ambiguës".

Tiens donc, qu'il soit permis d'en douter. Pourquoi ? Il était écrit dans la 1er question : Les Etats-Unis ont été totalement surpris par l'attaque terroriste...

C'est qui les "Etats-Unis", le gouvernement, le Congrès, le Sénat, les médias, la population, quelles couches de la population ?

Qu'est-ce qui permettait de qualifier d'emblée cette attaque de terroriste ? Une supposition gratuite au regard de l'ampleur de l'attaque, non ?

Bilan : le terrible “complotisme” du 11 Septembre a en réalité une adhésion très limitée, seuls 6 % des sondés ont pris l’option véritablement, “complotiste”.

Mais Qui l'a affirmé ? Qui y avait intérêt ? Bush ou le complexe militaro-financier-industriel anglo-saxon.

Parole d'internaute.

- ""Nous créons notre propre réalité tandis-que vous allez passer votre temps à essayer de comprendre la réalité que nous avons créé".

Ainsi se déroule la vie en Occident. Tout l'Occident. Un brouhaha incessant qui n'a que pour objectif de donner une apparence de complexité à la simplicitude*.

L'immense majorité n'a pas répondu à ce sondage et n'en a tout simplement pas entendu parler sinon qu'après son "dépouillement". Son but n'est que narrativiste à posteriori. Enfumer le poisson après l'avoir noyé dans un verre d'eau.

Les crises jouent donc le jeu de l'analyse d'un faux réel pendant que les puissants valident leur vrai réel. C'est malin."

- "Si on admet que l'institut de sondage est compétent (faire autant de fautes sur un thème si fragile donne l'impression que c'est fait à dessein), à quoi sert donc un sondage de la sorte? Autrement dit, quelle conspiration cache ce sondage?"

- "Qui aurait cru qu'une telle proportion de français serait encore manipulable après plusieurs générations d'"éducation télévisuelle" ?"

LVOG - Quelle naïveté, quelle ignorance !

- "Cette démarche n'a pas pour objectif de mesurer le degré de complotisme des français.

Son objectif est d'affirmer par des moyens se voulant scientifiques et donc inattaquables que les français sont massivement infectés par le complotisme.

Ce constat sera la justification des censures qui se mettent en place progressivement dans "le pays des droits de l'homme" et qui bâillonneront bientôt toutes les voies osant s'opposer à la pensée officielle, celle de la vérité et des forces du bien…

Bienvenue dans la France jupitérienne et orwellienne…"

- "J'ai un vrai soucis avec les "sondages auto-administrés".

Pour avoir bossé quelques temps dans un institut de sondage, pratiquant bien sûr selon la "méthode des quotas", j'aurais quelques réflexions à émettre.

Tout d'abord, partons du principe (hautement discutable à mes yeux, mais je n'ai rien d'autre que ma raison pour en juger) que cette méthode des quotas appliquée à un questionnaire fermé, lui-même appliqué à 1000/1500 personnes soit représentatif de 65 000 000 de personnes… Allez, disons que ça marche.

Comment effectue-t-on un sondage ? On est quelques appelants, face à notre téléphone, et on appelle des numéros, sans même connaitre l'identité de ceux que nous appelons. A partir du moment où la personne appelée est OK pour participer au sondage, on lui pose quelques questions pour savoir dans quelle case la placer : âge, sexe, profession, lieu d'habitation, etc… Cette personne vient donc remplir "l'échantillon" de citoyen dont elle est une représentante. Et les heures passent, et la base de données se remplit très vite.

Mais le lendemain, ça se corse. Il reste 200 personnes à interroger pour conclure le sondage conformément à la répartition des "catégories" dans la population , mais 1 personne appelée sur 3, puis 2 personnes sur 3 correspondent à un "profil" pour lequel on a atteint le quota de leur échantillon. Il faut donc plusieurs heures pour collecter les quelques dernières dizaines de personnes sondées qui manquent pour compléter correctement le sondage.

On voit donc à quel point ce "sondage auto-administré" sur 1000 personnes n'a AUCUNE CHANCE de collecter ses réponses conformément à la répartition par quotas de la population. C'est pourquoi la formulation présentant le sondage avec 252 personnes jeunes supplémentaires MAIS replacés dans le sondage conformément à leur représentativité réelle est révélatrice. Eh oui, sur le net, la catégorie "Femme, retraitée, en milieu rural" tombe moins facilement sur des sondages en ligne de ce type que des "hommes, cadre moyen, urbain, 35/44 ans"…

Pour pouvoir obtenir, en laissant une "auto-administration" faire le boulot de répartir l'échantillon dans des quotas valables, un résultat équivalent au boulot que font les appelants lors de sondages par téléphone, il faudrait un nombre beaucoup plus importants de personnes ayant rempli le questionnaire. Sinon, la sous-représentation évidente de certaines catégories (qui ne doivent même pas atteindre le nombre minimal de sondés nécéssaire à leur représentativité dans la société, à n'en point douter) biaise tout.

J'ajoute, pour finir, une anecdote : vous connaissez l'expression "faire péter les quotas" ? Ceux qui ont bossé sur une

plateforme d'appelants la connaissent : à la fin du sondage, quand il reste 80 questionnaires à obtenir pour achever le boulot, mais que 8 ou 9 catégories sont déjà remplies et qu'il en reste 3 seulement ou manquent des sondés… eh bien on fait "péter les quotas", et la jeune femme étudiante qui nous répond (alors que nous avons rempli le quota de sa catégorie) va être placée dans la catégorie retraité du monde agricole, et toutes ses données perso vont être bidonnée pour combler les catégories où il manque des sondés.

Ca veut dire que sur n'importe quel sondage, vous pouvez être sûr qu'au moins 6 à 8% des "sondés" sont placés n'importe comment dans n'importe quelle catégorie, histoire de ne pas avoir à mobiliser 12 travailleurs pendant 4 heures pour obtenir les quelques derniers résultats : là, la marge du sondeur fondrait vite ! Pas grave, puisque de toutes façons, les résultats sont "corrigés" par des "experts" et qu'une marge d'erreur calculés au dixième de point près (quelle précision ! Quelle rigolade !) est avouée."

- "Parmi les perles de trucages (il y en a des milliers), il y a cette photo qui a fait le tour du monde et qui dénonce la répression policière russe. La dame sur la photo s'appelle Valentina Melnikova et elle est présidente du comité des mères de soldats russes, une ONG financée par l'étranger.

Human Rights Watch est très fort en Photoshop mais n'y connait rien en langues étrangères. En effet, la lettre « I » n'existe pas dans l'alphabet russe. Elle existe en revanche dans l'alphabet ukrainien. Les policiers qu'on voit de dos sont donc ukrainiens mais Madame Melnikova est en Russie."

En complément.

- L'Equateur punit Assange, trop polémique, en le privant d'internet - AFP

Fabrique du consentement. Xénophobie et racisme ordinaire.

Terrorisme et terreur en Otanie.

- Affaire Skripal L'Otan sanctionne à son tour la Russie - Liberation.fr

L'Otan a décidé de retirer leurs accréditations à sept membres de la mission russe et de rejeter trois demandes d'accréditation supplémentaires pour sanctionner l'attaque contre l'ex-agent russe Sergueï Skripal. «Les comportements dangereux et irresponsables ont un coût et des conséquences», a déclaré mardi le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg Liberation.fr

- L'autorité britannique des médias menace la chaîne russe RT - Reuters 13 mars 2018

- L'affaire Skripal est «un échec cuisant pour Theresa May» - Sputnik 27.03.2018

«La plus grande manipulation de l'opinion publique» a été dévoilée ce mardi par la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a publié la présentation faite à des membres du personnel d'ambassades étrangères au cours d'une conférence de presse organisée à l'ambassade du Royaume-Uni à Moscou.

Sur sa page Facebook, Maria Zakharova évoque l'«échec cuisant» de la Première ministre Theresa May.

«Ça y est! Kommersant s'est procuré les documents secrets sur la base desquels les États-Unis et les pays de l'UE ont décidé d'expulser les diplomates russes, approuvant les accusations de Londres contre la Russie qui serait impliquée dans l'affaire Skripal. C'est un échec cuisant pour Theresa May. Voici dévoilée la plus grande manipulation de l'opinion publique avec implication des autorités britanniques. Voyez. La décision sur la responsabilité d'un pays pour une attaque chimique a été prise sur la base de six images», a-t-elle indiqué.

Les documents de cette présentation sont publiés par le journal russe Kommersant. Sputnik 27.03.2018

Propagande et matraquage. En titres.

- En Russie, la théorie du sabotage contre Moscou a le vent en poupe - AFP 14 mars 2018

- Londres expulse 23 diplomates russes, Moscou dénonce une "provocation grossière" - AFP 15 mars 2018

- Macron boycotte le pavillon officiel russe au salon du livre - Reuters 15 mars 2018

- Ingérence russe : les Etats-Unis annoncent des sanctions contre Moscou - Le Parisien 15 mars 2018

- 3 décisions pour contrer le danger russe et mettre fin à la faillite stratégique des démocraties - HuffPost FR 18 mars 2018

- Comment les Russes sont poussés aux urnes - LeParisien.fr 18.03

- Russie. Présidentielle : devinez qui a gagné - Liberation.fr 18.03

- Russie: l'opposition et des ONG dénoncent des milliers d'irrégularités - AFP 18.03

- Etats-Unis. Pas de poursuites contre les policiers qui ont tué un Noir en Louisiane - Reuters 28 mars 2018

L'Etat de Louisiane ne poursuivra pas en justice deux policiers blancs qui avaient abattu Alton Sterling, un Noir de 37 ans, en 2016 à Baton Rouge, a annoncé mardi l'Attorney General de l'Etat.

La mort d'Alton Sterling, filmée par des passants, avait provoqué de violentes émeutes aux Etats-Unis et alimenté le mouvement "Black Lives Matter" dénonçant les violences policières contre les Noirs.

L'Attorney General (ministre de la Justice) de Louisiane, le républicain Jeff Landry, a estimé que les deux policiers avaient de bonnes raisons de penser que le suspect était armé et résistait à l'interpellation lorsqu'ils ont ouvert le feu.

"Notre enquête a conclu que les officiers (Howie) Lake et (Blane) Salamoni ont tenté d'arrêter Alton Sterling dans le cadre de la loi", a-t-il dit pendant une conférence de presse.

Les policiers avaient été appelés sur place par des habitants qui disaient avoir été menacés par un Noir vendant des CD. Ils ont justifié d'avoir ouvert le feu par le fait qu'ils s'étaient sentis menacés, le suspect ayant selon eux fait un geste laissant penser qu'il allait sortir une arme. Il s'est avéré par la suite qu'Alton Sterling n'était pas armé. Reuters 28 mars 2018

La lutte contre le racisme est instrumentalisée d'autant plus facilement qu'elle n'est pas reliée à la lutte de classe pour en finir avec le capitalisme. La preuve dans les années 70 en France, elle avait pour têtes d'affiche BHL, J. Dray, H. Désir, B. Kouchner notamment, inutile de commenter...

Le sionisme ordinaire.

Amalgame crapuleux, ordurier.

- «Motivations crapuleuses et religieuses peuvent se confondre» - Liberation.fr 29.03

Le sociologue Michel Wieviorka dresse un diagnostic de l'antisémitisme en France qui a évolué avec Internet, où s'est développé un discours paranoïaque touchant toutes les sensibilités, allant de l'extrême droite à l'extrême gauche. Liberation.fr 29.03

Ils s'en prennent à ceux qui attaquent les banquiers parce que parfois ou souvent ils sont juifs... ou plutôt parce qu'ils ne peuvent pas s'en passer.

- Grande-Bretagne: Corbyn accusé d'"être du côté des antisémites" - AFP 26 mars 2018

"Trop, c'est trop": les dirigeants de la communauté juive de Grande-Bretagne ont attaqué lundi dans une lettre au ton exceptionnellement ferme le chef du parti travailliste Jeremy Corbyn, l'accusant de se trouver régulièrement "du côté des antisémites".

Cette lettre ouverte de deux organisations représentatives de la communauté juive, le Board of Deputies of British Jews et le Jewish Leadership Council, estime que M. Corbyn "a été trouvé de manière répétée aux côtés de gens qui ont des idées ouvertement antisémites" mais qu'"il affirme ne jamais les entendre ou les lire".

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est un commentaire posté en 2012 sur Facebook par M. Corbyn et qui vient d'être redécouvert.

Alors qu'une oeuvre à connotation antisémite d'un artiste de rue, une fresque représentant des banquiers jouant au Monopoly sur le dos des pauvres, devait être effacée, M. Corbyn lui avait apporté son soutien.

Un député travailliste, Tom Watson, a qualifié dimanche l'oeuvre en question d'"horrible fresque antisémite qui a été détruite à juste titre".

"Lorsque des Juifs se plaignent d'une fresque évidemment antisémite à Tower Hamlets", un quartier de Londres, "Corbyn soutient bien entendu l'artiste", déclare la lettre ouverte publiée lundi.

Le Hezbollah, le mouvement chiite libanais, "commet des atrocités terroristes contre les Juifs, mais Corbyn dit que ce sont ses amis et assiste à des rassemblement en faveur du Hezbollah à Londres", accusent les organisations juives.

"Il en va exactement de même pour le Hamas", le mouvement islamiste palestinien, ajoutent-elles.

"Encore et encore, Jeremy Corbyn a été du côté des antisémites plutôt que du côté des Juifs", estime la lettre. "Au mieux, cela dérive de la haine obsessionnelle de l'extrême gauche envers le sionisme, les sionistes et Israël. Au pire, cela suggère une conception conspirationniste du monde dans laquelle les communautés juives modérées sont considérées comme une entité hostile", accusent les organisations. AFP 26 mars 2018

- Télécoms: Netanyahu entendu pour une affaire de corruption - Reuters 26.03

Ne dites pas que Netanyahu est attiré par l'argent, on vous accuserait d'antisémitisme...

- Un chef d'état-major israélien a prévenu que les soldats ouvriraient le feu si les Palestiniens s'approchent de manière menaçante de la frontière - Liberation.fr 29.03

Leur vieux monde craque de partout, aidons-le à s'écrouler.

- Norvège : la ministre de la Justice démissionne après un post Facebook polémique - LeFigaro.fr 21.03

Très contestée en raison de propos tenus sur Facebook et jugés offensants, la ministre de la Justice norvégienne Sylvi Listhaug a démissionné ce mardi, permettant au gouvernement d'éviter de justesse une crise de grande ampleur.

- Norvège Vers une démission du gouvernement de droite - Liberation.fr 18.03

- Trump limoge Tillerson, chef de la diplomatie américaine - AFP 14 mars 2018 Etats-Unis : l'ancien numéro deux du FBI limogé deux jours avant sa retraite - Franceinfo 17 mars 2018

- Démission du principal avocat de Trump dans l'enquête russe - AFP 23.03

- Slovaquie: le Premier ministre Fico présente sa démission - AFP 14 mars 2018

- La Colombie vote à droite, sanctionne la Farc avant la présidentielle - AFP12.03

- Renzi annonce sa démission de la tête du Parti démocrate italien - Reuters 5 mars 2018

- Droites qui montent, gauche en déclin, l'Italie devient-elle ingouvernable? - Slate.fr 03.03

- Sans majorité absolue, le Parlement italien doit élire ses présidents - AFP 23.03

- Pérou : le président Pedro Pablo Kuczynski annonce sa démission - LeFigaro.fr 22.03

- Arrestation de l'ancien président sud-coréen Lee Myung-bak - Reuters 22.03

- Visé par de lourds chefs d'accusation, Nicolas Sarkozy risque jusqu'à dix ans de prison - BFMTV 22.03

- Ukraine : l'ex-héroïne nationale Nadia Savtchenko placée en détention provisoire - lefigaro.fr 22.03

- Des gaz lacrymogènes au parlement kosovar - euronews 22.03

- Toujours pas de président pour la Catalogne - Reuters 23.03

- Trump dévoile jeudi des sanctions commerciales contre la Chine - AFP 22.03

- Iran: Nouvelles sanctions de l'UE abordées par les ambassadeurs - Reuters

- Burkina: une trentaine de morts dans une double attaque, pas de revendication - AFP 03.03

- Des combats interethniques font plus de 40 morts dans le nord-est de la République démocratique du Congo - Reuters 03.03

- Un étudiant abat ses parents sur le campus d'une université américaine - AFP 04.03

- L'ex-présidente argentine Kirchner sera jugée pour corruption - AFP 03.03

- Le président philippin a besoin d'un "examen psychiatrique", selon l'ONU - AFP 9 mars 2018

- Philippines: Duterte annonce le retrait de son pays de la CPI - AFP 14 mars 2018

- L'ancien président de la Banque du Vatican renvoyé en justice - Reuters 03.03

- Brésil. Corruption: L'enquête Odebrecht élargie au président Michel Temer - Reuters 03.03

- Affaire de corruption présumée: les Netanyahu longuement interrogés - AFP 03.03

- Poutine comparé à Hitler, accusation de russophobie : le ton monte encore entre Moscou et Londres dans l'affaire Skripal
- Franceinfo 22.03

- Maroc : heurts entre forces de l'ordre et manifestants à Jerada - Le Parisien 14 mars 2018,

- Des milliers de Brésiliens indignés font leurs adieux à l'élue noire assassinée - AFP 15 mars 2018

- Des milliers de personnes manifestant en Slovaquie après le meurtre du journaliste Jan Kuciak - AFP 03.03

- Les musées grecs en grève contre la précarité - euronews 03.03

Le monde sous occupation militaire.

- Les Etats-Unis exhortent les autres pays à payer plus pour les Casques bleus - AFP 29 mars 2018

L'ambassadrice américaine à l'ONU a enjoint mercredi les autres pays de l'organisation à "faire mieux" et à payer une plus grosse part des opérations de maintien de la paix.

"Un seul pays ne devrait pas avoir à payer pour un quart du budget de maintien de la paix de l'ONU, et nous sommes impatients de voir une distribution plus équitable du budget parmi les autres pays membres", a déclaré Nikki Haley, qui a déjà négocié une baisse de 600 millions de dollars des fonds pour les Casques bleus.

"Nous avons tous un rôle à jouer et nous devons tous faire un effort", a déclaré la représentante américaine, en laissant clairement entendre qu'elle comptait encore faire baisser l'addition pour Washington.

Les Etats-Unis vont rester le plus important contributeur individuel au budget de maintien de la paix mais ont décidé de plafonner ses versements à 25% du total contre 28,5% actuellement.

Après des négociations très difficiles, le budget 2017-2018 pour ces opérations a été fixé à 6,8 milliards de dollars. Il est pour l'essentiel payé par une dizaine de pays.

La Chine est le second contributeur avec une part de 10,25% suivie par le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, la Russie, l'Italie, le Canada et l'Espagne.

Plus de 100.000 soldats originaires de 120 pays servent sous le drapeau de l'ONU dans le monde. AFP 29 mars 2018

Quel avenir dans l'UE ? Toujours plus de prisons!

- "Les prisons européennes sont presque pleines", s'inquiète le Conseil de l'Europe - L'Express.fr 21.03

La population carcérale en Europe a repris sa tendance à la hausse en 2016, avec une augmentation de 1,4% qui fait suite à deux années de baisse, constate le rapport Space (Statistiques pénales annuelles du Conseil de l'Europe) publié mardi par le Conseil de l'Europe et l'université de Lausanne.

Le nombre de condamnés faisant l'objet de mesures probatoires telles que liberté conditionnelle ou bracelet électronique connaît une croissance encore plus forte, de 12,3%.

La population carcérale française augmente de 4,1% en 2016, ce qui inverse la tendance observée depuis 2014 et porte la hausse à 12,1% sur dix ans. L'Express.fr 21.03

Précarité étendue à des dizaines de millions de travailleurs : C'est l'Europe sociale !

- Des conditions de travail plus transparentes partout en Europe ? - euronews 21.03

Saviez-vous qu'un emploi sur quatre en Europe correspond aujourd'hui à du temps partiel ou du travail à la demande sans un nombre d'heures garanties ? Ainsi, nous sommes nombreux à ne pas savoir quand et pour combien de temps nous allons travailler. euronews 21.03

Désinformation ou fake news. Haro sur Syrie !

- Syrie:Les centres médicaux d'un fief rebelle attendent de l'aide - AFP 03.03

- Syrie : toujours aucune aide humanitaire pour la Ghouta orientale - euronews 04.03

- Syrie: la Ghouta sous les bombes, les occidentaux demandent des comptes - AFP 04.03

- Syrie: Damas poursuit son offensive, "catastrophe médicale" dans la Goutha - AFP 11.03

- Syrie: conditions "tragiques" pour les déplacés de la Ghouta (ONU à l'AFP) - AFP 22.03

Non, ce ne sont pas les barbares qui menacent la population civile...

L'Agence française de propagande (AFP) se lamente.

- Le régime syrien et Moscou menacent les derniers rebelles de la Ghouta - AFP 28 mars 2018

Des rebelles et des civils se sont de nouveau rassemblés mardi pour être évacués de la Ghouta orientale, où le gouvernement syrien et son allié russe menacent de reprendre leurs bombardements pour reconquérir l'ultime poche tenue par des insurgés.

A la faveur d'une offensive dévastatrice lancée le 18 février, le pouvoir de Bachar al-Assad a déjà reconquis plus de 90% des territoires rebelles dans la Ghouta, et son pilonnage quotidien a tué plus de 1.600 civils selon une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Pour faire cesser les bombardements, deux groupes islamistes ont accepté des accords d'évacuations parrainés par Moscou. Mais le doute subsiste quant au sort de la troisième et dernière poche rebelle: celle de Douma, la plus grande ville de la Ghouta, tenue par le groupe islamiste Jaich al-Islam et où vivent des dizaines de milliers de civils.

Au total, plus de 17.000 personnes - des combattants accompagnés de leurs familles mais aussi d'autres civils - ont déjà quitté la Ghouta orientale et pris la direction du nord-ouest de la Syrie pour s'installer en territoire rebelle.

Chaque jour, le processus se répète. Après de longues heures d'attente et des fouilles minutieuses sous la supervision de soldats russes, un convoi d'autocars s'ébranle pour un périple d'une douzaine d'heures vers la province d'Idleb (nord-ouest), qui échappe presque entièrement au contrôle du pouvoir.

Cette opération s'est poursuivie mardi dans la poche sud de la Ghouta, qui était tenue par le groupe islamiste Faylaq al-Rahmane: plus de 4.000 personnes, dont environ 1.000 combattants, ont ainsi pris place au cours de la journée à bord de 65 autocars, qui devaient ensuite rallier la province d'Idleb, selon l'agence de presse officielle Sana.

Le quotidien progouvernemental al-Watan, qui cite une source militaire, a assuré mardi que "toutes les forces engagées dans la Ghouta orientale se dirigent vers Douma en prévision d'une vaste opération militaire si les terroristes de Jaich al-Islam n'acceptent pas de céder la ville et de partir".

Dans un premier temps, l'OSDH avait assuré que les négociations devaient permettre le maintien à Douma de Jaich al-Islam, qui a toujours martelé sa détermination à rester.

Le groupe accepterait d'abandonner son arsenal militaire et le déploiement de la police militaire russe en échange de l'assurance que l'armée syrienne ne pénètre pas à Douma, selon l'OSDH.

Mais Moscou réclame désormais le départ des rebelles, selon des sources de l'opposition. "Les Russes ne veulent pas à Douma un accord qui soit différent des autres secteurs de la Ghouta", a précisé l'une d'entre elles.

Lors d'une réunion lundi, les Russes ont donné aux rebelles "un délai de 48 heures pour déposer les armes et partir", brandissant la menace d'un assaut militaire, selon une de ces sources, alors que les combats ont cessé depuis plusieurs jours.

Une nouvelle réunion est prévue mercredi entre les négociateurs, selon le porte-parole de Jaich al-Islam, Hamza Bayrakdar.

Aux Nations unies, les Etats-Unis ont déploré l'absence d'application d'une résolution du Conseil de sécurité adoptée le 24 février et qui appelait à un cessez-le-feu de 30 jours en Syrie.

"Ceci devrait être un jour de honte pour chacun des membres de ce Conseil", a déclaré l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. Plus de 1.600 civils sont "morts sous nos yeux" dans la Ghouta orientale, a-t-elle dit.

L'ambassadeur de la Russie, Vassily Nebenzia, lui a répliqué. "Ca ne plaît peut-être pas à tout le monde mais nous sommes en fait le seul membre à prendre des mesures concrètes pour mettre en oeuvre la résolution" 2401, a-t-il dit.

Appuyé par son indéfectible allié russe, le pouvoir de Damas a pu renverser la donne dans le conflit qui ravage la Syrie depuis 2011, multipliant les victoires face aux rebelles et aux jihadistes, jusqu'à reconquérir plus de la moitié du pays.

En début d'année, il a fait de la Ghouta orientale sa priorité, alors que les rebelles de ce secteur, assiégés depuis 2013, tiraient obus et roquettes meurtriers sur la capitale.

Face à la progression des forces du régime, quelque 110.000 civils ont déjà fui les territoires rebelles dans la Ghouta pour rejoindre, via des corridors sécurisés, les secteurs gouvernementaux, selon les médias étatiques.

Ils abandonnent derrière eux des villes en ruines, où des immeubles éventrés s'alignent le long de rues jonchées de décombres.

Le conflit syrien a fait plus de 350.000 morts et s'est transformé en une guerre complexe impliquant de multiples belligérants.

Malgré le retour en force du régime, de vastes pans de territoires lui échappent encore: les provinces d'Idleb (nord-ouest) et de Deraa (sud), où rebelles et jihadistes sont très présents, de même que le nord-est, dominé par les Kurdes, qui contrôlent désormais Raqa, ex-capitale de facto du groupe Etat islamique (EI). AFP 28 mars 2018

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que lorsqu'elle en a eu l'occasion la population civile de ces régions s'est réfugiée dans les

régions contrôlées par le gouvernement syrien ou elles ont passé la frontière de la Turquie pour échapper aux barbares.

Non mais, ils ne sont pas bien nos amis rebelles qui pilonnent la population civile.

- Des tirs de mortiers rebelles font 27 morts à Damas, dit Moscou - Reuters 27 mars 2018

Vingt-sept personnes ont été tuées et 58 autres blessées mardi à Damas par des obus de mortiers tirés depuis les zones rebelles à la périphérie de la capitale syrienne, rapporte l'agence Tass en citant le ministère russe de la Défense. Reuters 27 mars 2018

Guerre psychologique. Sous le règne de la terreur. Névrose obsessionnelle.

- Les 4 volets de la loi sur les violences sexuelles illustrés par les 4 histoires qui ont lancé le débat - Le HuffPost

- New York Cynthia Nixon, actrice de «Sex and the City», brigue la tête de l'Etat - Liberation.fr

- Faut-il proscrire les relations sexuelles médecins-patients ? - Liberation.fr

- Une première présentatrice télé transgenre au Pakistan - AFP

- Les îles Tonga, dans le Pacifique, ont interdit aux filles de pratiquer le rugby et la boxe. Liberation.fr 22.03

L'existence du décret pris par le gouvernement du royaume de 120 000 habitants a été révélée la semaine dernière... Liberation.fr 22.03

Vous imaginez un peu, même sur une île plantée au beau milieu du Pacifique les habitants doivent se conformer au mode de pensée et de vie des psychopathes dictateurs qui nous gouvernent en occident.

- L'administration canadienne ne dira plus "monsieur", ni "madame" - Le HuffPost 22.03

- Emmanuel Macron doit engager la France financièrement dans la défense des droits sexuels des femmes dans le monde - HuffPost FR 04.03

- Suffragettes, hystérectomie, «musée de la chatte» : février dans la vie des femmes - Liberation.fr 04.03

Que des croûtes !

- Harcèlement de rue : le HCE sort le cor de chasse - Liberation.fr 18.03

- Handicap mental Petit à petit, le sexe fait son lit - Liberation.fr 18.03

C'est à Libération qu'ils ont un sérieux "handicap mental" !

Economie

Sans la Chine pour financer son économie en faillite, les Etats-Unis en serait rendu au niveau de la Somalie.

- Guerre commerciale: les capitales fourbissent leurs armes sur fond de menaces - AFP 24 mars 2018

Au sujet de l'affrontement entre Washington et Pékin, le représentant américain au Commerce Robert Lighthizer a annoncé vendredi avoir déposé une "demande de consultation" avec la Chine devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour évoquer "certaines mesures chinoises relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle".

Washington reproche depuis longtemps à Pékin de tirer profit du système de coentreprises imposé aux firmes étrangères qui s'implantent en Chine pour piller les innovations technologiques américaines.

Donald Trump avait d'ailleurs fustigé "le vol de propriété intellectuelle américaine par les Chinois" en brandissant jeudi la menace de sanctions sur les importations chinoises pouvant atteindre 60 milliards de dollars.

L'administration américaine a désormais 15 jours pour publier la liste de produits qui seront frappés.

La Chine a répliqué en dévoilant une liste de 128 produits, ou lignes tarifaires, sur lesquelles elle appliquera des droits de douane de 15% à 25%, en cas d'échec des négociations entre les deux pays.

Le secrétaire-général de l'OMC, Roberto Azevedo, a averti vendredi ses Etats membres que l'imposition de nouvelles barrières douanières était une menace pour l'économie mondiale.

Un haut responsable américain a toutefois précisé que Washington ne voulait pas "ouvrir un dialogue" mais bien instaurer un rapport de force en "donnant à la Chine une certaine motivation pour ouvrir davantage ses marchés" aux produits américains alors que les Etats-Unis font face à un colossal déficit commercial avec Pékin (375,2 milliards de dollars en 2017).

L'ambassadeur chinois aux Etats-Unis a lui laissé entendre vendredi que son pays n'excluait pas de réduire ses achats de bons du Trésor américains, agitant une vieille épée de Damoclès alors que Pékin détient environ 20% du total des bons du trésor américains qui sont aux mains d'institutions étrangères. AFP 24 mars 2018

Quand la Chine était encore un pays largement sous-développé, il n'existait aucun terrain d'entente entre eux, hormis politique évidemment, mais depuis qu'ils ont investi massivement en Chine ce n'est plus le cas. Reste à savoir comment ils comptent s'y prendre pour intégrer la Chine dans leur nouvel ordre mondial, on a fourni des pistes plus haut. A suivre.

Ah la raison des empoisonneurs !

- Bruxelles dit oui au mariage entre Bayer et Monsanto - euronews 22.03

En famille, ils les appellent même par leurs prénoms

- Milliardaires Bezos double Gates, Arnault classé quatrième - Liberation.fr 6 mars 2018

Le magazine Forbes a publié mardi son classement annuel des plus grandes fortunes mondiales. Le patron d'Amazon, Jeff Bezos, ravit le titre d'homme le plus riche de la planète à Bill Gates (2e, 90 milliards), grâce à un bond de sa fortune de 47,2 à 112 milliards. Warren Buffet conserve quant à lui la troisième place, avec 84 milliards de dollars. Echouant au pied du podium, le PDG français du géant du luxe LVMH, Bernard Arnault, réalise malgré tout une belle performance : ses 72,2 milliards de dollars lui permettent une entrée remarquée dans le top 5. Liberation.fr 6 mars 2018

Alors, on leur laisse tout ou on leur prend tout ?

Parole d'internaute.

- "Mais ce n'est pas tout ! https://www.businessbourse.com/2018/03/06/1200-milliards-de-dollars-de-deficit-tresor-americain-2017/

Le Trésor des États-Unis d'Amérique annonce publiquement que le gouvernement fédéral a perdu, en capital, 1 200 milliards de dollars à la page « i » de son rapport financier annuel de 2017.

2017 a été une bonne année…

La différence est négative de 20 400 milliards de dollars, c'est-à-dire que le gouvernement a beaucoup plus de passifs que d'actifs.

Mais, en plus de cela, le gouvernement a calculé séparément les passifs à long terme de la sécurité sociale et de l'assurance-maladie. Et selon les propres calculs du gouvernement (à la page 58), la « valeur actualisée totale nette des dépenses futures par rapport aux revenus futurs » pour la sécurité sociale et l'assurance-maladie est de 49 000 milliards de dollars.

Essentiellement, cela signifie que les deux programmes de retraite et de soins de santé les plus grands et les plus importants aux États-Unis sont insolvables de près de 50 000 milliards de dollars.

Au total, le gouvernement est dans le rouge pour près de 70 000 milliards de dollars."

LVOG - Deux ou trois coups comme ceux de 2008 et c'est réglé, circulez il n'y a rien à voir...

- «Je vous confirme que nous ferons des privatisations importantes, car nous voulons que l'Etat dégage des moyens financiers pour investir sur les technologies de rupture.» - Liberation.fr 18.03

- Et si la mission de l'entreprise ne se limitait plus au profit ? - Libération 12 mars 2018

- Heures supplémentaires : Macron relance le « travailler plus pour gagner plus » ! - Public Sénat 12 mars 2018

- Pourquoi certains boulangers ne peuvent-ils pas travailler 7 jours sur 7 ? - Libération 17 mars 2018

- Plus que neuf paradis fiscaux, selon l'Europe - LePoint.fr 13.03

- L'étau fiscal se resserre sur les Gafa - Liberation.fr 18.03

Ils en tremblent déjà !

Haut de page

Le 31 mars 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf. (10 pages)

(Rajouter en soirée. Le lien vers l'article *Un nouvel ordre pour un nouveau monde* comportait une erreur, j'ai rectifié, avec mes excuses.) Hier vous avez été près de 200 à vous connecter au portail.

Pas le temps de causer, je dois aller en ville faire des courses.

ACTUALITE EN TITRES

Macron en est le spécimen achevé.

- Intelligence artificielle, le risque de l'homme diminué. - Publicsenat.fr 30 mars 2018

La preuve : Toujours plus bottom (bas).

- Emmanuel Macron raillé pour avoir qualifié la démocratie de "système le plus bottom up de la Terre" - Franceinfo 30 mars 2018

Bottom up : Le plus haut, le top.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Le PCF et ses alliés lui ont fourni des garanties.

- SNCF: le gouvernement renonce aux ordonnances sur l'ouverture à la concurrence - AFP 30 mars 2018

La ministre des Transports Élisabeth Borne a confirmé vendredi que les dispositions sur l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire seraient introduites par amendement dans la loi, sans recourir à des ordonnances, à trois jours d'une grève qui s'annonce très suivie.

"On nous reprochait de recourir a des ordonnances. On est en train de remplacer les ordonnances sur tout le sujet de l'ouverture à la concurrence par des dispositions législatives qui vont donc pouvoir être débattues à l'Assemblée nationale a partir de la

semaine prochaine", a déclaré la ministre après une nouvelle table ronde avec les organisations syndicales.

La ministre a aussi précisé le calendrier de l'ouverture progressive à la concurrence. Seules les régions seront concernées dans un premier temps, à l'exception de l'Ile-de-France. Elles pourront organiser des appels d'offre à partir de décembre 2019, mais aussi continuer d'attribuer directement des contrats à la SNCF jusque fin 2023, pour une durée maximale de dix ans. L'ouverture sera étendue aux TGV à partir de décembre 2020.

En région parisienne, Ile-de-France Mobilités aura le choix pour les nouvelles lignes créées entre 2019 et 2023. Les autres lignes, hors RER, pourront être progressivement ouvertes entre 2023 et 2033. Les RER entreront dans la concurrence encore plus tard, à partir de 2033 (lignes C, D et E) ou 2039 (A et B). AFP 30 mars 2018

Dans la causerie d'hier : Le PCF va participer à l'élaboration des "conditions d'ouverture à la concurrence" de la SNCF, dixit M. Laurent. (Source : AFP 27 mars 2018)

Mobilisation dans les universités.

- Les blocages gagnent en ampleur dans les universités - Reuters 30 mars 2018

Les blocages d'universités contre la loi "orientation et réussite des étudiants" (ORE) se multiplient en France et élargissent leurs revendications sur fond de "convergence des luttes" au léger parfum de Mai-68, de Bordeaux à Paris.

Des blocages ponctuels touchent depuis le début d'année Montpellier et Toulouse pour protester contre cette loi adoptée mi-février qui fixe des pré-requis pour choisir les étudiants et la nouvelle plate-forme d'inscription aux études Parcoursup dénoncée comme un "outil de tri social".

A Toulouse, où l'université Jean-Jaurès est bloquée depuis trois semaines par des étudiants et des personnels de la faculté, la poursuite du mouvement a été votée jeudi, tandis qu'à Montpellier, 3.000 étudiants ont voté mardi une "occupation active de manière illimitée" de celle de Paul-Valéry.

"Le blocage est reconduit jusqu'à la prochaine assemblée générale et la prochaine manifestation, le 3 avril", a indiqué à Reuters Salim Durel de l'Union des étudiants de Toulouse. Les étudiants de Jean-Jaurès ont prévu de rejoindre mardi devant la gare de Toulouse-Matabiau les cheminots qui manifesteront dès 14h contre la réforme de leur statut.

"Au-delà de la poursuite ou non du blocage, l'enjeu est de déterminer quelle suite donner à ce mouvement de fond. Nous sommes dans une réaction unitaire, une convergence des luttes face à un certain nombres d'attaques contre les services publics et les acquis sociaux", justifie Salim Durel .

L'évacuation musclée d'un amphithéâtre occupé par des grévistes la semaine dernière à la faculté de droit de Montpellier semble avoir catalysé le mécontentement dans d'autres académies, en solidarité avec les étudiants malmenés. L'ex-doyen de la faculté Philippe Pétel a été mis en examen pour "complicité de violences".

Dans la capitale, où des étudiants réunis en assemblée générale ont voté lundi le blocage de trois sites de Paris 1 Panthéon-Sorbonne dont celui de Tolbiac, le président de l'université n'exclut pas une intervention policière.

Tout en disant vouloir "éviter cette étincelle qui pourrait déclencher un incendie incontrôlable", Georges Haddad, président de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, a déclaré vendredi sur France Culture: "Si à un moment tout cela dégénère, je serai amené malheureusement à faire intervenir les forces de police."

"C'est l'esprit de 68, la nostalgie d'une jeunesse qui prend des décisions et qui participe à la construction de son avenir", estime-t-il. "J'ai l'impression qu'aujourd'hui le mouvement est en train de prendre."

Un campus de l'université Lille 2 a été fermé par prévention mercredi à l'occasion d'une manifestation d'étudiants, tandis que d'autres mouvements sont en cours, notamment à Bordeaux, en solidarité avec les salariés de l'usine Ford de Blanquefort.

Des salariés de Ford en lutte contre la fermeture de leur usine ont participé aux assemblées générales, avec le délégué CGT et porte-parole national du NPA en tête.

Le 22 mars, lors de la journée d'action pour la défense des services publics, les étudiants bordelais ont d'ailleurs organisé leur propre défilé au départ de la faculté occupée pour rejoindre le cortège intersyndical.

L'UNEF a appelé à amplifier le mouvement contre la loi, tandis que l'Union des étudiants communistes, qui salue de

"véritables démonstrations de force", appelle les étudiants à "ne pas laisser briser leur mouvement" et à le poursuivre jusqu'au 19 avril, journée nationale de mobilisation interprofessionnelle proposée par la CGT. Reuters 30 mars 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Affaire Skripal: Moscou expulse plus de 50 diplomates en riposte aux Occidentaux - AFP 31 mars 2018

Moscou a ordonné l'expulsion de plus de 50 diplomates d'une vingtaine d'Etats en représailles contre les pays ayant annoncé cette semaine leur décision de chasser des diplomates russes dans le cadre de l'affaire Skripal, la plus importante vague d'expulsions croisées du genre de l'Histoire.

Les ambassadeurs de 23 pays parmi lesquels la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, le Canada et la Pologne ont été convoqués au ministère russe des Affaires étrangères, où ils se sont vu notifier les mesures d'expulsion prises à l'encontre de leurs diplomates.

"Il leur a été remis une note disant qu'en protestation aux accusations déraisonnables et aux expulsions de diplomates russes (...), la Russie déclare persona non grata le nombre correspondant d'employés diplomatiques", a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Moscou répond à l'identique, en expulsant le même nombre de diplomates que chaque pays a expulsé d'émissaires russes. Quatre diplomates de l'Allemagne, du Canada, de la France et de la Pologne devront par exemple quitter la Russie.

Treize diplomates ukrainiens devront également quitter Moscou, un nombre identique au nombre de Russes qui avaient été contraints de quitter Kiev cette semaine.

Selon un décompte effectué par l'AFP, 58 diplomates vont être expulsés de Russie après les mesures annoncées vendredi. A ce chiffre doit s'ajouter les représailles de Moscou contre la Macédoine.

Samedi, le Premier ministre australien, Malcom Turnbull a annoncé que Moscou avait donné une semaine à deux diplomates australiens pour quitter le territoiren, réplique aux expulsions par Canberra de deux diplomates russes, qualifiés d'"agents de renseignement non déclarés".

Skopje avait expulsé un diplomate russe.

Au total, avec l'annonce par Sergueï Lavrov jeudi soir de l'expulsion de 60 diplomates américains, au moins 121 diplomates en poste en Russie devront quitter le pays.

Déjà le 17 mars, Moscou avait annoncé l'expulsion de 23 diplomates britanniques et ordonné la fermeture du British Council et du consulat britannique de Saint-Pétersbourg.

Moscou a aussi décidé vendredi de nouvelles mesures contre Londres, lui donnant un mois pour réduire son personnel diplomatique en Russie au même niveau que celui des missions diplomatiques russes au Royaume-Uni.

"Compte tenu du fait que la Belgique, la Hongrie, la Géorgie et le Monténégro ont décidé au dernier moment de rejoindre ce mouvement, la Russie se réserve le droit de prendre des mesures" à leur égard à l'avenir, a précisé la diplomatie russe. AFP 31 mars 2018

Etats-Unis

Assassinat raciste ordinaire.

- Californie: le jeune Noir abattu par des policiers leur tournait le dos - AFP 31 mars 2018

Stephon Clark, un jeune Noir abattu par la police californienne dans le jardin de sa grand-mère a été touché à huit reprises principalement dans le dos et sur le flanc, selon les résultats d'une autopsie privée demandée par la famille.

Aucun impact de balle n'a été constaté sur le devant du corps démontrant ainsi que le jeune homme de 22 ans, qui avait à la main un smartphone, ne présentait pas un danger pour les policiers, a affirmé l'avocat de la famille, Benjamin Crump.

Ces révélations ont ravivé la colère des manifestants qui ont décidé de défiler à nouveau dans les rues de Sacramento vendredi soir.

Les images vidéo de l'intervention du 18 mars, prises d'un hélicoptère de la police et par les caméras corporelles des deux policiers qui ont interpellé le jeune homme dans le jardin de sa grand-mère, montrent que les agents ont tiré 20 balles au total.

Stephon Clark "est victime d'un de ces meurtres absurdes de la police dans des circonstances de plus en plus suspectes", a ajouté l'avocat.

L'autopsie a été réalisée par un ancien médecin légiste de renom, Bennet Omalu, qui a constaté "quatre entrées de balles dans le bas du dos de Stephon, une sur le côté de son cou avec un orifice de sortie ailleurs sur le cou, une entrée sur l'arrière du cou, une entrée sous une aisselle avec un orifice de sortie de l'autre côté du corps et une à l'extérieur d'une jambe".

L'intervention des deux policiers --dont l'un est lui-même noir-- a été déclenchée par un appel au numéro d'urgence 911, prévenant qu'un homme brisait des vitres de voitures dans une allée adjacente.

Stephon Clark reste le principal suspect, selon la police.

Les policiers ont été suspendus. Mais cette énième bavure contre un Noir a enragé la communauté afro-américaine, qui multiplie depuis lors des manifestations dans la paisible capitale californienne.

"L'affirmation qu'il faisait face à la police n'est pas corroborée par les éléments de preuve apportés par l'autopsie", a déclaré le docteur Omalu au cours d'un point de presse à Sacramento.

"Il faisait face à la maison, le côté gauche tourné vers les policiers. Il ne leur faisait pas face. La partie gauche de son dos faisait face aux policiers", a précisé l'ancien médecin légiste.

Le jeune a agonisé pendant 3 à 10 minutes avant de mourir, "ce ne fut pas une mort instantanée", a-t-il souligné. AFP 31 mars 2018

Palestine occupée

Le massacre prémédité a bien eu lieu.

- Manifestation à la frontière entre Gaza et Israël, 16 Palestiniens tués - Reuters 31 mars 2018

Seize Palestiniens ont été tués et des centaines d'autres blessés vendredi par l'armée israélienne lors d'une grande manifestation le long de la frontière avec la bande de Gaza, rapportent les services médicaux de l'enclave palestinienne.

Ce vendredi de Pâques marquait le début d'un vaste mouvement de protestation palestinien qui doit s'étaler sur six semaines, avec l'érection de villages de tentes en cinq emplacements le long de la frontière, et qui vise à obtenir le droit pour les réfugiés palestiniens de rentrer en Israël. Il a notamment le soutien du Hamas.

Selon les autorités de Gaza, plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont mobilisés. L'armée israélienne a parlé de 30.000 personnes.

Au fur et à mesure de la journée, des centaines de jeunes Palestiniens ont ignoré les appels des organisateurs et de l'armée israélienne à rester à distance de la frontière.

Tsahal a déclaré que ses forces avaient eu recours à des "moyens de dispersion anti-émeutes et à des tirs contre les principaux instigateurs", et dit que certains des manifestants lançaient des pierres et projetaient des pneus en feu sur la clôture frontalière et les soldats.

Le commandant en chef israélien pour le sud d'Israël, le général Eyal Zamir, a déclaré que certains éléments palestiniens avaient cherché à mener des attaques terroristes en profitant des violences.

Les militaires israéliens ont déployé une centaine de tireurs d'élite le long de la clôture.

Selon les services médicaux palestiniens, la plupart des victimes ont été atteintes par balles mais les soldats ont également tiré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes. Un drone au moins a été utilisé pour larguer du gaz lacrymogène.

L'un des morts palestiniens était âgé de 16 ans. Deux ont été tués par les tirs d'un char de combat, a dit le ministère de la Santé à Gaza. Ils avaient ouvert le feu sur les militaires israéliens, a déclaré Tsahal.

Quelques petits rassemblements ont par ailleurs été signalés en Cisjordanie occupée, où des affrontements ont fait 65 blessés.

La date du 30 mars pour le début de la manifestation marque le "Jour de la Terre", en mémoire de six citoyens arabes d'Israël tués par les forces de sécurité lors de manifestations en 1976 sur les confiscations de terres arabes en Galilée.

Le mouvement devrait prendre fin le 15 mai, jour que les Palestiniens appellent la "Nakba" ou "catastrophe", marquant le déplacement de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Les cinq zones mises en place sont toutes situées à au moins 700 mètres de la clôture et doivent accueillir les Gazaouis de tout le territoire, pour des concerts, des danses et des discussions politiques. Reuters 31 mars 2018

Syrie

L'Etat islamique, c'était bien le "paradis". Pour toute candidature contactez l'AFP ou le gouvernement français.

- Syrie: après "l'enfer" de la Ghouta, les évacués au "paradis" dans le nord - AFP 30 mars 2018

Il y a quelques jours, Fadi se démenait pour trouver du lait pour son nourrisson dans l'enclave rebelle assiégée de la Ghouta orientale, près de Damas. Evacué dans le nord-ouest de la Syrie, il décrit son camp de déplacés comme un "paradis".

"La différence de prix est abyssale. Je ne pensais pas survivre et me procurer un jour des produits aussi bon marché. Ici, tout est disponible. Les gens, la vie, tout est différent. J'ai l'impression d'arriver au paradis", témoigne-t-il.

Pourtant, la province d'Idleb n'a rien d'une sinécure: elle est dominée par les jihadistes de l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, qui y affrontent régulièrement des groupes islamistes. Et le régime et son allié russe bombardent ponctuellement le territoire.

Mais même dans ces conditions, ce lieu semble être un eldorado pour les déplacés, comparé à la vie dans la Ghouta, assiégée pendant cinq ans puis soumise à un déluge de feu contraignant ses 400.000 habitants à vivre dans des abris souterrains. Une offensive qualifiée "d'enfer sur terre" par les Nations unies.

Alors que les enfants se dépensent, les adultes renouent avec un semblant de normalité, dans un environnement calme, dont ils n'avaient plus l'habitude. Un petit groupe d'hommes discute ainsi aux abords d'un chemin de fer qui longe le camp.

"Le siège que nous subissions dans la Ghouta nous étouffait. Grâce à Dieu, nous sommes ici maintenant et nous jouissons de sécurité et d'abondance", ajoute-t-il.

Ce qui ne l'empêche pas de s'inquiéter sur son sort et celui des familles évacuées: "Pouvoir manger et boire n'est pas tout dans la vie. Nous voulons savoir quel sera notre sort. Nous vivons ici dans un camp". AFP 30 mars 2018

Ukraine

- Le pilote qui aurait abattu le MH17 malaisien ne parlera plus - Mondialisation.ca, 26 mars 2018

Vladislav Volochine s’est éteint le 18 mars, dans sa chambre, d’une balle en plein coeur à l’âge de vingt-neuf ans. Pour mémoire, il s’agissait du pilote (alors capitaine) ukrainien qui auraitt abattu le vol malaisien MH17 le 17 juillet 2014.

La thèse retenue est celle du suicide, même si quelques journaux mentionnent qu’il se serait tiré plusieurs balles dans le coeur (la plupart ne mentionnent qu’une balle). Une enquête de principe a été ouverte par la police, comme l’exige la loi en cas de décès par arme à feu, et à plus forte raison sachant que l’immatriculation du pistolet trouvé près de lui avait été ôtée. Son épouse dit l’avoir trouvé mourant dans leur chambre, après avoir entendu un coup de feu. Elle a déclaré qu’il avait reçu la veille un appel téléphonique qui avait semblé l’abattre, et qu’il n’avait pas voulu en parler.

Evidemment la presse anglaise, à commencer par le Daily Star, accuse la Russie.

Certes l'entourage de Volochine explique que, depuis la tragique méprise du 17 juillet 2014 qui a coûté la vie à trois cents personnes, il n'était plus le même et se trouvait profondément dépressif. Mais c'était un officier, conscient de ses responsabilités de chef de famille, avec deux enfants très jeunes. La presse antirusse déclare qu'il a quitté l'armée de l'air « suite aux accusations proférées par la Russie », ce qui est faux puisqu'elles ne l'ont plus touché depuis qu'il les a démenties (spontanément ou sur ordre), en 2014, et qu'il était certainement mieux judiciairement protégé comme officier en service que comme civil. Les conséquences de son obéissance aux ordres du 17 juillet l'ont personnellement beaucoup affecté, mais il n'a démissionné de l'armée de l'air que deux ans et demi plus tard, en janvier 2017, pour des raisons économiques.

Dans beaucoup de pays les officiers font voeu d'austérité et de frugalité, mais en ex-Ukraine faillie même la solde à l'air d'un commandant (s'il refuse la corruption) permet difficilement de payer un loyer et de nourrir quatre personnes, et c'est pareil pour tous les grades d'officier dans toutes les armes, d'après l'intéressé. Pour expliquer sa démission, Volochine a aussi raconté que les pilotes devaient s'équiper sur leur solde pour améliorer leur sécurité. La combinaison des pilotes est de très mauvaise qualité, déchirable et inflammable, aussi ils en achètent ailleurs, comme lui qui avait commandé la sienne en Biélorussie. Ils n'ont pas de bottines et pilotent en espadrilles ou mocassins de sport selon leurs moyens, et des réseaux de volontaires leur offrent casque et masque modernes achetés en Russie. Pour s'engager dans l'armée ukrainienne il fallait posséder un sens du devoir certain, qui ressemble peu à la désertion d'un suicidé.

Le 16 juillet 2014, le régime « Maïdan » de Kiev a annoncé le déploiement d'au moins 27 systèmes anti-aériens Bouk-M1, alors que la résistance au coup d'Etat du 22 février ne possédait pas d'aéronefs. Le 17 au matin il a fait installer des missiles air-air, exceptionnellement déstockés à cet effet, sur deux Sukhoï-25 normalement voués à l'appui-feu (cibles au sol).

Lorsque la Russie a confirmé le plan de vol de son avion présidentiel revenant ce jour-là du sommet BRICS à Fortaleza (Brésil), on a mis en alerte les pilotes, et après son passage au-dessus de la Pologne, communiqué par un pays tiers puisque l'Ukraine n'avait pas de satellite au-dessus de l'Europe de l'Est cette semaine-là, on a activé le radar de poursuite Koupol, d'une portée de 85 km, stationné depuis peu près de Styla. Mais celui-ci a accroché un avion erroné, le Boeing 777 malaisien venant d'Amsterdam qui était passé au-dessus de Varsovie, à la même altitude (10000 mètres) quarante minutes après l'Iliouchine 96 russe. L'avion approchant, on a alors fait décoller au moins un Sukhoï-25, et il semble même qu'on ait ordonné à la cible de modifier sa trajectoire et son altitude. Vu de l'arrière et de dessous (conditions de tir) à quelques kilomètres de distance, le nom de la compagnie marqué au-dessus et en avant des ailes était invisible, et le pilote a pris les bandes longitudinales bleue et rouge de l'avion malaisien pour les bandes rouge et bleue décrites pour l'avion russe.

L'expert aéronautique allemand Peter Haisenko a déterminé d'après les débris que l'avion avait d'abord reçu un missile R60 qui aurait seulement détruit le moteur droit, puis qu'on avait mitraillé au canon de 30 mm la cabine de pilotage (ce qui confirme les observations de l'équipe de récupération de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), tuant les pilotes mais n'interrompant pas le vol de l'avion, et qu'enfin on aurait mitraillé la carlingue, l'explosion des réservoirs dans les ailes coupant alors l'avion en deux et provoquant sa chute. En rentrant à la base d'Aviatorskoïe le Sukhoï-25 de Volochine n'avait plus ses missiles, lui-même a déclaré qu'on l'avait envoyé descendre une cible erronée, et le soir au cercle en apprenant par la télévision la tragédie du Boeing malaisien, Volochine a déploré devant d'autres officiers que cet avion se soit trouvé « au mauvais endroit au mauvais moment ».

Le 8 août un accord secret entre les gouvernements néerlandais, belge et australien et le régime issu du coup d'Etat du 22 février en Ukraine confiait aux Pays-Bas (pays d'origine de la majorité des victimes) l'enquête sur la destruction en vol du Boeing, en excluait la Malaisie et accordait à chacun de ces pays un droit de veto sur la diffusion des futurs résultats de l'enquête. La Russie immédiatement accusée et détentrice (car voisine) de preuves matérielles ne fut pas admise à y participer, de même que la Malaisie qui le demandait pourtant avec insistance puisque l'avion était non seulement la propriété d'une entreprise malaisienne mais également une portion du territoire malaisien, comme un navire, d'ailleurs en cas de naissance ou décès en vol (ce qui était le cas) il est enregistré par l'état-civil du pays d'immatriculation.

Les Etats-Unis d'Amérique ont refusé de communiquer à cette commission d'enquête partiale les photographies que leur satellite Key Hole (entre autres) avait prises en survolant la zone au moment même de la tragédie, ce qu'ils cachèrent d'ailleurs pendant plusieurs jours jusqu'à ce que la Russie le prouve.

Ladite commission d'enquête n'a jamais réclamé (et a laissé détruire par l'Ukraine) l'enregistrement des communications entre le Boeing et le contrôle aérien de Dniepropetrovsk, toujours examinées dans des cas similaires comme la Russie l'avait immédiatement rappelé et recommandé. Le régime ukrainien a fait pilonner la zone de l'écrasement chaque fois que les équipes de l'OSCE s'en approchaient, toujours après l'avoir annoncé.

Le 21 juillet le Conseil de Sécurité de l'ONU a dû exiger, par sa résolution 2166 présentée par l'Australie (pour la Malaisie non membre) et soutenue par la Russie, un cessez-le-feu dans la zone de l'épave, que le régime ukrainien a ensuite violé tous les jours puis unilatéralement « annulé » le 7 août, et lorsque le 8 août la Russie a proposé une nouvelle résolution appelant l'Ukraine à respecter ce cessez-le-feu les Etats-Unis y ont opposé leur veto.

Pendant quatre mois la commission d'enquête partiale refusa d'aller visiter le lieu sécurisé par la République de Donetsk (qui lui avait envoyé les boîtes noires récupérées sous le feu ukrainien), jusqu'à ce que cette dernière s'adressât à la Malaisie qui annonça alors l'envoi d'une mission médico-légale et technique… ce qui décida le gouvernement néerlandais à envoyer précipitamment une équipe pour enlever (voler) les débris appartenant à la Malaisie.

Pour sa part la presse abonnée aux trois grandes agences de presse de l'Alliance Atlantique multipliait les mensonges, déclarant que le Sukhoï-25 plafonnait à 7600 m, présentant comme russe un convoi militaire (avec missile Bouk) aisément identifiable comme ukrainien filmé à Krasnoarmeïsk, prétendant prouver l'absence de systèmes anti-aériens ukrainiens dans la région par des images satellites prises une semaine après le drame, puis tentant de faire croire à son public que la Russie aurait introduit des armes anti-aériennes en Ukraine juste pour ce forfait puis les aurait retirées, etc. Comme Stratediplo l'écrivait le 23 décembre 2014, « la vérité sur le vol MH17 ne sera jamais publiée ».

Après son départ de l'armée de l'air, Volochine est entré comme cadre civil à l'aéroport de Mykolaïev, où il faisait fonction de directeur ce qui lui pourvoyait un salaire un peu meilleur pour entretenir sa famille. Il est difficile de croire qu'il l'ait soudain abandonnée à la misère sans une incitation très forte, faisant peut-être justement appel à sa responsabilité de protéger sa famille.

Le suicide sur ordre de Volochine annoncerait-il un réchauffement du plat MH17 ? Dans un article à diffusion limitée du 4 janvier 2015, Stratediplo écrivait, suite à l'offre hypocrite de trente millions de dollars par l'agence de détectives allemande Wifca pour des informations, que « c'est le capitaine ukrainien Vladislav Volochine qui a été envoyé descendre l'Iliouchine 96 qui ramenait le président Vladimir Poutine du Brésil le 17 juillet […], mais il serait surprenant qu'il vive vieux ». Mondialisation.ca, 26 mars 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Le totalitarisme a déjà ses intellectuels.

- Des intellectuels français notamment communautaristes inventent le totalitarisme islamique - Mondialisation.ca, 29 mars 2018

Le «totalitarisme islamique» nouveau concept des « biens pensants »

L'objet de cette réflexion prend appui sur une tribune publiée par 100 intellectuels français qui dénoncent le 20 mars 2018 , les dangers du totalitarisme islamique. En effet comme lu sur le Huffingtonpost.fr, Finkielkraut, Kouchner, Ferry et 97 autres personnalités lancent un appel contre «le nouveau totalitarisme islamiste» dans une tribune intitulée: «Non au séparatisme islamiste», publiée ce mardi 20 mars par Le Figaro.

«Ce ne sont pas nos affinités qui nous réunissent, mais le sentiment qu'un danger menace la liberté en général et pas seulement la liberté de penser», préviennent les cent qui vont d'Alain Finkielkraut à Bernard Kouchner en passant par Sylvain Tesson, Yann Queffelec, Luc Ferry, Françoise Laborde ou encore Élisabeth Lévy. Le nouveau totalitarisme islamiste cherche à gagner du terrain par tous les moyens et à passer pour une victime de l'intolérance», affirment-ils () Ils s'insurgent contre cet «apartheid d'un nouveau genre qui est proposé à la France».» (1)

Ces intellectuels sans imagination mais avec une haine inexplicable auraient d'abord dû s'apercevoir que le thème a été déjà traité dans les mêmes termes douze ans plus tôt Souvenons nous à l'époque en 2006, Charlie-Hebdo le journal pyromane dont on sait qu'il était en perdition du point de vue finance et qui a été trouvé dans les dessins sur le prophète un second souffle, avait publié un manifeste de douze intellectuels, dont Salman Rushdie, Taslima Nasreen et Antoine Sfeir, intitulé «Ensemble contre le nouveau totalitarisme, l'islamisme». Nous lisons :

«… ils affirment que «cela a mis en évidence la nécessité de la lutte pour ces valeurs universelles, qui ne se gagnera pas par les armes mais sur le terrain des idées». Ils ajoutent qu'il «ne s'agit pas d'un choc des civilisations ou d'un antagonisme Occident-Orient mais d'une lutte globale qui oppose les démocrates aux théocrates». «Rien, pas même le désespoir ne justifie de choisir l'obscurantisme, le totalitarisme et la haine. L'islamisme est une idéologie réactionnaire. Son succès ne peut aboutir qu'à un monde d'injustice et de domination», poursuivent-ils. Ils disent refuser le «relativisme culturel» comme de renoncer à l'esprit critique et à la liberté d'expression, et ils lancent un appel «à tous les esprits libres de tous les pays» (2).

Dans la même veine ; une autre contribution cette fois sur un autre journal :

«Après avoir vaincu le fascisme, le nazisme et le stalinisme, le monde fait face à une nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme. Cette lutte ne se gagnera pas par les armes, mais sur le terrain des idées. l'islamisme se nourrit de la peur

et de la frustration. Les prédicateurs de haine misent sur ces sentiments pour former les bataillons grâce auxquels ils imposeront un monde encore liberticide et inégalitaire. Nous refusons de renoncer à l'esprit critique par peur d'encourager l'«islamophobie», concept malheureux qui confond critique de l'islam en tant que religion et stigmatisation des croyants. Nous plaidons pour l'universalisation de la liberté d'expression, afin que l'esprit critique puisse s'exercer sur tous les continents, envers tous les abus et tous les dogmes» (3).

On remarquera le glissement sémantique qui n'a pas été relevé à savoir qu'une espérance de plus d'un milliard de croyants est placé sur le même niveau que l'idéologie du IIIe Reich- fruit de la folie des hommes- qui a vu la mort de centaines de milliers de Juifs, de Tsiganes. Qu'on se le dise ceux qui meurent en priorité ce sont les musulmans et accessoirement les musulmans occidentaux dans le rapport un pour 1000, ensuite viennent ceux de « souche »,. Cet appel concernant l'islam est intitulé : « le totalitarisme islamique », la parole étant de plus en plus libérée, du fait qu'il n'y a aucune sanction donc aucun risque , a été repris en Europe par pratiquement tout les médias. On retrouve pratiquement les mêmes dans le torchon du 20 mars avec cette fois du renfort. C'est dire si pour les promoteurs, il a fallu mobiliser. Mondialisation.ca, 29 mars 2018

Notes

1. https://www.huffingtonpost.fr/2018/03/20/finkielkraut-kouchner-ferry-et-97-autres-personnalites-lancent-un-appel-contre-le-nouveau-totalitarisme-islamiste_a_23390239/

2. https://www.nouvelobs.com/monde/20060302.OBS9085/douze-intellectuels-contre-le-nouveau-totalitarisme.html

3.http://www.liberation.fr/tribune/2006/04/28/contre-un-nouvel-obscurantisme_37612

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2018

CAUSERIE

Le portail ne sera pas actualisé tous les jours.

- Causerie au format pdf. (15 pages)

Narcissisme et communication.

« Quelle que soit la chose qu'on veut dire, il n'y a qu'un mot pour l'exprimer, qu'un verbe pour l'animer et qu'un adjectif pour la qualifier » nous rappelle Guy de Maupassant. (Lu dans un article publié par Les Crises)

Un seul mot, verbe ou adjectif, cela peut convenir à celui qui s'exprime, mais certainement pas pour ceux à qui il s'adresse et qui peuvent l'interpréter différemment. D'autant plus, quand ils ont les nerfs à fleur de peau ou lorsque leur sensibilité est portée à un degré d'excitation qu'ils peinent à contrôler. Ils seront sujets à prendre tout de travers pour un oui ou un non au moindre mot qui ne leur convient pas ou qui les contrarie, injustement ou sans savoir au juste pourquoi la plupart du temps, juste pour rejeter une idée qu'ils ne partagent pas ou qui les embarrasse...

Depuis 2008 j'ai pris l'habitude d'en proposer plusieurs qui sont plus ou moins synonymes ou qui se complètent selon les cas en les reliant avec la conjonction ou, parfois parce qu'ils présentent des nuances subtiles susceptibles d'être saisies par davantage de lecteurs ou pour ne pas froisser inutilement leur susceptibilité, les occasions par ailleurs ne manquant pas !

Cela dit, c'est très bien de s'exprimer le plus précisément possible, de faire preuve d'une grande rigueur sémantique, encore faut-il que ce soit le cas des lecteurs et là qu'il me soit permis d'en douter fortement, n'est-ce pas ? Ce n'est pas une critique ou un jugement, nous n'avons pas non plus les mêmes responsabilités. Mais il arrive aussi qu'on se relâche, qu'on soit épuisé ou malade et qu'on emploie un mot de manière inappropriée. Généralement je le signale aux lecteurs.

On a tellement de mal à se comprendre que j'ai trouvé préférable de donner le choix aux lecteurs entre plusieurs mots qui ont une consonance très proche pour éviter toute méprise entre nous, en vain le plus souvent , puisque c'est finalement l'état d'esprit dans lequel se trouve le lecteur à votre égard qui prévaut sur tout autre facteur, je parle en général.

De qui s'agit-il ?

- « Je m'efforce seulement de tirer des conclusions des faits, en prenant pour guide, non pas la logique des sympathies et des antipathies, mais la logique du processus objectif ». Et, il écrit ceci à la faveur de sa rencontre avec Trotsky à Constantinople en juin 1933.

Réponse : Le romancier Georges Simenon aussi journaliste, reporter... Inventeur du personnage du commissaire Maigret.

Distillé le venin, il en restera toujours quelque chose.

- "Il se peut que la Russie ait effectivement mené l'attaque au Novichok. "

- L'affaire Skripal vue par Nafeez Ahmed - Les Crises 01.04

Nafeez est un journaliste d'investigation depuis 16 ans, anciennement du Guardian...

Commentaires d'internautes.

- "« Un mensonge répété 10 fois reste un mensonge. Répété 10 000 fois, il devient une vérité. » Le gouvernement britannique appuyé par ses alliés dispose d'une puissance de propagande inouïe grâce aux réseaux numériques et aux organes de presse mainstream. 10 000 répétitions, c'est une plaisanterie à cette échelle, c'est en milliards de connexions et de relais que l'opinion publique est jouée."

- "Voilà une des raisons de la Russophobie délirante:

Dédollarisation, quand tu nous tiens. Où l'on retrouve le désormais incontournable casse-tête du système impérial : comment perpétuer la domination du dollar qui permet à l'empire de vivre et guerroyer au-dessus de ses moyens tout en imposant toujours plus de sanctions qui détournent un nombre croissant d'acteurs (pays, compagnies, institutions financières) du billet vert ?

Chine, Russie, Brésil, Inde, Iran, Argentine, Turquie, Pakistan, Afrique du Sud, Egypte et même maintenant Australie, Canada ou Corée du Sud… tous ces pays commercent, à des degrés divers, en dehors du système dollar ou sont en voie de le faire.

Poutine s'est attaqué aux fondations de la domination US, participant à la création d'un système financier entièrement nouveau, parallèle, concurrençant les institutions de Bretton Woods.

Il faut garder à l'esprit que les USA seront prêt à tout pour ne pas perdre cet immense privilège."

Parole d'internaute sur la Syrie ou voilà à quoi aboutit la propagande de guerre occidentale.

The Guardian est classé à gauche,The Independent est qualifié de média alternatif, en réalité, donc sur la base des faits et non de leurs interprétations, les deux sont aussi corrompus et n'ont rien à envier aux médias mainstream.

Sauf très rares exceptions qui confirment la règle, un ex-journaliste du Guardian, c'est comme un ex-banquier de Goldman Sachts, ils continueront de servir les mêmes intérêts auxquels ils ont lié leur sort.

Piégés dans la Ghouta orientale : comment chaque camp empêche les civils d'échapper à l'horreur du siège en Syrie, par Patrick Cockburn (The Independent)

Il y a les plus faibles qui subissent son influence et qui vont sombrer dans la pire des confusions, de sorte que manquant de discernement ou tout esprit critique leur faisant défaut, ils ne s'opposeront pas à la politique de leur gourvernement, c'était leur objectif.

- "“Mais il ne faut oublier ceux qui agissent légitimement ou pas” : non, il y a ceux qui agissent légalement et ceux qui n'agissent pas légalement. La légitimité entre un pouvoir à régime unique et à élections factices et un groupe auto-proclamé défenseur du peuple, il vaut mieux la laisser tranquille, car elle est nulle part."

- "Ceux qui connaissent Patrick Cockburn savent que c'est un journaliste honnête..."

Et il y a ceux qui ont conservé des repères et qui vont s'en servir pour réfléchir tranquillement à la situation en utilisant les instruments de la logique, de sorte que la propagande officielle n'aura qu'un impact limité sur eux ou pas du tout.

- "On renvoie dos à dos l'armée syrienne qui défend son pays et les rebelles terroristes. Pour faire bonne mesure il y a des gentils et des méchants des deux côtés. Ce qui est possible.

Mais il ne faut oublier ceux qui agissent légitimement et ceux qui veulent déstabiliser le pays.

Ceux qui défendent leur pays, avec ou sans Bachar El Assad, et ceux qui veulent prendre le pouvoir en servant les intérêts de puissances étrangères.

Dès que les gens se battent on sait qu'il y a un risque de barbarie.

Mais cela ne doit pas occulter que ceux qui sont à la manœuvre et veulent partitionner et contrôler la Syrie sont les principaux responsables de la guerre."

- "Les 150 000 civils que l'état a fait sortir de la Ghouta démentent totalement l'avis de ce monsieur.

Qui, outre qu'il collabore avec les rebelles, n'a qu'une seule expérience réelle d'obstruction : celle des "rebelles", et ne fait que supposer que le "régime" pourrait l'empêcher de sortir (ce que démentent totalement les faits, donc).

Même à supposer que l'état syrien n'ait aucune compassion pour ces civils, ses objectifs militaires sont de toute façon plus faciles à réaliser si les civils ont fui la zone.

Bref, encore du journalisme de haut vol."

- "Je n'ai jamais lu une conneries pareille, donc l'armée syrienne empêche les civils de quitter la Ghouta. Vraiment ces médias mainstream ne vont pas cesser de nous étonner avec les " témoignages" de ces soit disant civils. Chercher comment salir les victoires de l'armée syrienne à tous les prix et par tous les moyens."

- "Oui, les mots ont leur importance dans la propagande de guerre. L'armée syrienne qui bombarde c'est de la barbarie, les rebelles qui le font ce sont des accidents. Je pensais que the independent était un journal d'information alternative…"

- "Encore un article faussement dissident ou alternatif dont le but est in fine de soutenir la propagande officielle de façon un peu plus "intelligente"."

La Ve République n'a rien à envier à une monarchie.

- Vincent Jauvert (Journaliste à L'Obs) – Au cœur des intouchables d'État - lelanceur.fr 26 mars 2018

Extraits.

Qui sont ces "intouchables d'État" que vous décrivez dans votre livre ?

Ce sont les très hauts fonctionnaires qui gouvernent la France : ceux qui dirigent les grandes administrations centrales, les grands établissements publics, autrement dit les six cents qui sont nommés en conseil des ministres. Je parle aussi des hauts fonctionnaires qui sont à la tête de l'État aujourd'hui : Emmanuel Macron, Édouard Philippe, une grande partie de son gouvernement et de leurs conseillers. C'est pourquoi le livre est sous-titré "Bienvenue en Macronie". (...)

Combien de hauts fonctionnaires sont-ils payés autant, voire plus, que le chef de l'État ?

Six cents. Là encore, c'était une information secrète, que je révèle dans le livre. Comme les cent cinquante de Bercy qui, eux aussi, gagnent plus que le président, ce que j'ai découvert dans une note classifiée ! Certains de ces très hauts salaires sont "injustifiés", dit la Cour des comptes. En ces temps où l'on dit aux Français "Il faut se serrer la ceinture, il faut s'adapter…", ça ne passe plus.

Comment en est-on arrivé là ?

C'est un des éléments les plus flagrants de l'aspect monarchique de la Ve République : les membres de ces grands corps, issus justement de la monarchie et de l'Empire, se comportent comme des princes auxquels tout serait dû et qui n'auraient de comptes à rendre à personne. (...)

Le terme de noblesse d'État revient souvent quand on aborde le sujet des grands corps.

Il y a quelques princes et beaucoup de barons. Prenons Antoine Gosset-Grainville. Lui, c'est un prince. Il était inspecteur des finances, et il l'est toujours. Il a été directeur du cabinet adjoint de Fillon, puis pendant un temps le patron de la Caisse des dépôts. Dès qu'il l'a quittée, il est devenu banquier d'affaires auprès de beaucoup de clients étatiques. Lorsque Emmanuel Macron, lui aussi inspecteur des finances, décide de démissionner du ministère de l'Économie et de créer sa boîte de conseil en entreprise, il s'installe dans les locaux de… Gosset-Grainville, qui sera bientôt l'un des principaux conseillers du candidat Fillon. Nous avons affaire à des princes de la République pour qui la répartition gauche-droite n'a aucun sens.

Vous décrivez dans votre livre un système qui semble immuable, notamment parce que ceux qui pourraient le changer n'ont pas d'intérêt à le faire.

Le cas type, c'est Emmanuel Macron. Il dit lui-même que c'est un système de caste, que les hauts fonctionnaires bénéficient de privilèges hors du temps et qu'il faut y mettre un terme. Mais les dernières décisions qu'il a prises concernant la haute fonction publique ne vont pas en ce sens : il a refusé cet été qu'on élargisse la loi de moralisation de la République aux hauts fonctionnaires. Et autant Emmanuel Macron a démissionné de son rôle d'inspecteur des finances, autant son Premier ministre ne l'a toujours pas fait du Conseil d'État.

Le cas le plus révélateur est sans doute celui de l'actuel conseiller social d'Emmanuel Macron. C'était un consultant de haut vol qui aidait à la gestion et à l'organisation des plans sociaux : Pierre-André Imbert. Il a été nommé sous Hollande directeur du cabinet de Myriam El Khomri. C'est l'architecte des lois du même nom, qui rendent plus flexible le travail salarié. Quand elles ont été votées, il aurait pu retourner dans le privé, prendre des risques, comme il le prônait dans son texte de loi. Or, Emmanuel Macron et François Hollande l'ont nommé inspecteur général des finances, à vie donc. C'est ce même Imbert qui a été nommé conseiller social du président Macron. C'est lui qui a préparé les ordonnances qui rendent encore plus flexible le travail salarié. Voilà donc quelqu'un qui dit qu'il faut être mobile, accepter de changer de job, risquer de se retrouver au chômage. Sauf que lui, inspecteur des finances, il va le rester à vie. (...)

Laurent Wauquiez, il a refusé de démissionner du même Conseil d'État en arguant qu'il ne ferait pas de la politique toute sa vie et que donc il lui faudrait un emploi tôt ou tard. (...) Autrement dit, il fait partie de ces princes de la République qui veulent de la flexibilité pour les autres et ne se l'appliquent pas à eux-mêmes. (...)

Des ministres ont bien essayé de limiter l'influence des grands corps. Que s'est-il passé ?

Annick Girardin, Marylise Lebranchu et Nicolas Sarkozy ont essayé. Ils ont fait des lois, pris des dispositions et des arrêtés pour limiter l'influence des grands corps. Et, à chaque fois, ces grands corps se sont débrouillés pour annuler ou adoucir les mesures décidées par le pouvoir politique. C'est un fait incontestable. lelanceur.fr 26 mars 2018

Quand la gestion des besoins sociaux est confiée aux gangsters de la finance.

- Quand la finance fait du social - comptoir.org/ 26.03

Pierre Bitoun et Lou Hubert, tous deux sociologues, livrent ici une présentation critique d'une nouvelle offensive de la finance en direction du "social". Ils décortiquent et critiquent les "Social impact bond", des titres de dette (obligations) censés financer les politiques sociales et dont le rendement dépend de l'efficacité de celles-ci. Il est important de les comprendre et de les dénoncer pour ce qu'ils sont : des titres financiers faussement sociaux qui dévoilent la volonté de la finance de remplacer l'État.

Un nouveau-né a fait son apparition dans la galaxie des sigles : le SIB ou Social impact bond [Bon à impact social]. Bien qu'encore largement méconnu, il est promis à un grand avenir car sur ses fronts baptismaux se penchent depuis au moins une décennie tous ceux qui comptent, au double sens du verbe : G20 ou G8, OCDE ou UE, banquiers de Wall Street ou de la City, multinationales ou start-ups en croissance, pouvoirs publics nationaux, régionaux ou locaux prétendument désargentés. Si, aux dires mêmes de cette Sainte Famille, il faudra au divin enfant une bonne vingtaine d'années pour arriver à maturité, on peut déjà savoir pourquoi il est indispensable, de toute urgence et tous rassemblés, d'évacuer le rejeton dans les poubelles de l'Histoire. C'est à quoi sont destinés les cinq regards, explicatifs et critiques, portés sur ces SIB, ces objets volants – et surtout voleurs – que n'ont pas encore clairement identifiés ceux-là mêmes qui sont appelés à en subir, directement ou non, les conséquences.

Un titre financier éthique ?

L'objet se présente d'abord comme vertueux, fruit d'un capitalisme désormais bienveillant et guidé par le sens de la justice. Ouvrant un long discours prononcé début 2014, au Palais de la City à Londres, par une référence aux deux ouvrages-maîtres d'Adam Smith, La richesse des nations et la Théorie des sentiments moraux, Sir Ronald Cohen, le président de la mission du G8 consacré aux SIB, l'achevait par cette exhortation : « Nous avons commencé la révolution. Il y a fort à faire. Ensemble, levons-nous et faisons en sorte que "le cœur invisible" des marchés puisse aider ceux que "la main invisible" a laissé de côté ». Et il avait donné,

un peu plus tôt, l'esprit autant que l'occasion historique de cette révolution : repenser la philanthropie à l'heure de la faillite – bien sûr organisée – de l'État social : « Aujourd'hui les États-providence conçus pour le XXe siècle baissent les bras dans la lutte contre les défis sociaux de ce nouveau siècle. […] Si la philantropie traditionnelle et les gouvernements peinent à régler ces problèmes, que pouvons-nous faire de notre côté ? » La réponse, débarrassée de tout simagrée, est d'une cupidité sans bornes : elle consiste à ouvrir un nouveau et énième continent de la marchandise et du profit.

De gros profits assurés

L'objet est en effet une machine à faire de l'argent. Résumé dans ses grandes lignes – de crédit… – le SIB consiste à ce que les banques[i] – et non des moindres (Goldman Sachs, Merrill Lynch, BNP, etc.) – avancent pour le compte du secteur public (État, collectivités territoriales) les fonds nécessaires à des actions sociales menées par des associations, en suivent la mise en œuvre, en contrôlent le résultat – avec bien entendu un évaluateur dit indépendant ![ii] – et se retournent, en fin de parcours, vers la puissance publique pour réclamer le remboursement des sommes avancées. Avec un intérêt conséquent, allant jusqu'à 13 % l'an. Soit un quasi doublement de la somme en sept ans, auquel il convient d'ajouter la rémunération de l'évaluateur et autres frais de gestion. L'instrument de "la révolution" est donc très efficace et produit des effets tous azimuts dont il est important de dresser l'inventaire : il crée un marché financier du "social" et dynamise aussi celui de l'évaluation ; il caporalise les associations, encourage leur concentration et leur transformation en entreprises "rentables" ; il démultiplie et affine les liens entre les représentants du monde financier et les acteurs publics nationaux ou locaux, siphonne leurs budgets et accroît donc d'autant la dette. Bref que rêver de mieux, sinon de le voir se propager en direction des pays pauvres, via son frère jumeau, le DIB ou Development impact bond ?

« Le nouveau continent de la marchandise et du profit est gigantesque : il couvre en fait, grâce l'ambiguïté du terme "social", non seulement les dégâts engendrés par le capitalisme mais toute action dite d'intérêt général, et il s'identifie, en définitive, à l'État lui-même. »

Une croissance fulgurante

L'objet, quoique récent, est en expansion rapide. Après un premier SIB, en 2010, visant à diminuer la récidive des détenus libérés de la prison de Peterborough, les "expérimentations" se sont multipliées dans le monde entier. On en comptait une vingtaine en 2014, plus de 80 en 2016 et, probablement, une bonne centaine fin 2017. La Grande-Bretagne, terre d'élection du capitalisme industriel au XIXe comme de la financiarisation du "social" aujourd'hui, se taille la part du lion, avec environ un tiers des SIB en cours de réalisation. Mais on en trouve également aux USA, au Japon, en Australie, en Suisse, et dans de nombreux pays de l'UE (Allemagne, Autriche, Belgique, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal). Bref, de quoi commencer à faire rêver le président de la Commission Jean-Claude Juncker en quête, pour l'Union, d'un « triple-A social » !

La variété des domaines d'application a, logiquement, suivi cette expansion. À la réinsertion des prisonniers, sont venus s'ajouter l'aide aux enfants malades ou handicapés, le soutien aux jeunes en mal d'« employabilité » ou la réduction de l'absentéisme au travail, le logement des sans-abris ou l'intégration professionnelle des migrants et réfugiés, l'activité physique ou la solitude des personnes âgées en maison de retraite. Ou encore la détection et le traitement précoces du diabète, les programmes de vaccination, d'éducation ou d'accès « écologique et durable » à l'eau, à l'électricité ou aux NTIC dans les pays en développement, sans oublier non plus la revitalisation des zones rurales désertifiées dans les pays riches ou la réunification des familles « dysfonctionnelles » auxquelles il faut, sic et sib, dicter de « nouvelles conduites ». Bien que financiers et pouvoirs publics de connivence rivalisent pour l'instant de modestie – il faudra, proclament-ils, « entre dix et trente ans » pour changer les mentalités et les institutions –, l'inventaire ne laisse aucun doute.

Le nouveau continent de la marchandise et du profit est gigantesque : il couvre en fait, grâce l'ambiguïté du terme "social", non seulement les dégâts engendrés par le capitalisme mais toute action dite d'intérêt général, et il s'identifie, en définitive, à l'État lui-même. Ce qui n'a rien d'un hasard, ni du point de vue théorique – il est dans l'essence même du capitalisme de tout marchandiser – ni du point de vue historique : cette nouvelle offensive n'est envisageable qu'en notre époque où tous les postes-clefs de la décision publique, du supranational au local, ont été colonisés par les représentants de la finance mondialisée et leurs serviteurs. Il arrive d'ailleurs à certains, souvent les mieux placés, de "manger le morceau". Commentant en 2014 l'une de ces expérimentations, Lawrence Summers, l'ancien secrétaire au Trésor américain, ne déclarait-il pas : « This is ground zero of a big deal ! »

Une obligation instructive

L'objet est, dans sa déclinaison française, instructif à plus d'un titre. D'abord, l'hypocrisie, nécessaire au déploiement du système, est dans l'Hexagone portée à son comble. De SIB, qui faisait mauvais genre boursier, on est passé en 2014 à TIS, pour Titre à impact social, pour deux ans plus tard se montrer plus tartufe encore, en adoptant le nom définitif de CIS, Contrat à impact social, qui a le double mérite d'évacuer toute référence à l'argent et d'inscrire le dispositif dans le régime, ô combien sympathique, des "partenaires". La réunion d'experts, la création de comités ad hoc, ont aussi été fidèles à nos traditions de l'entre-soi, rappelant à s'y méprendre le modèle des commissions Attali, pour « la libération de la croissance française » en 2008 ou pour « l'économie positive » en 2012.

Il en a été ainsi du Comité français pour l'investissement à impact social (CFIIS), présidé par Hugues Sibille, alors vice-président du Crédit coopératif et du Conseil supérieur de l'Économie sociale et solidaire (ESS), qui a réuni en 2013-2014 vingt-neuf membres « issus de la banque, du capital investissement, de l'entrepreneuriat social, d'agences publiques, d'expertise indépendante, d'administrations, de milieux académiques, d'organisations internationales », tous « acteurs engagés en faveur de l'innovation sociale et financière ». Autrement dit, après des décennies de remodelage libéral de la société, les maillons intermédiaires indispensables à la révolution néophilanthropique ! Prompts à discourir sur l'esprit de solidarité ou du don, mais surtout enclins au calcul de leurs intérêts. Enfin, de PS en Macronie, les CIS font peu à peu leur chemin. Benoît Hamon, ministre délégué à l'ESS et à la Consommation de 2012 à 2014, a missionné, en accord avec Sir Ronald Cohen, Hugues Sibille et son Comité, un premier appel à projets a été lancé en 2016 par la secrétaire d'État à l'ESS Martine Pinville et, depuis l'arrivée du haut fonctionnaire et banquier à l'Élysée, la dynamique se poursuit sous l'impulsion de La République en March… é. Le macroniste Christophe Itier, artisan de l'un de ces CIS consacré au placement des enfants mineurs dans le département du Nord, a été nommé en septembre 2017 Haut-Commissaire à l'ESS.

« Fossoyeurs du travail social, ils ont adopté le langage techno-concurrentiel des puissants […], et ils ont soigneusement mis en œuvre toutes les réformes destinées à éliminer la culture professionnelle des travailleurs sociaux reposant sur l'esprit de service public et l'aide à la personne considérée dans sa totalité. »

Une obligation antisociale

L'objet, accélérant le "déjà là", ne veut du bien ni aux travailleurs sociaux, ni aux pauvres qu'il prétend aider. Le cas français en est, à nouveau, une bonne illustration. Depuis vingt ans au moins, le secteur de l'action sociale est miné de l'intérieur par une logique gestionnaire et d'entreprise[iii], prélude à la financiarisation des SIB et autres CIS. Pétris de valeurs chrétiennes de gauche ou de droite aujourd'hui macronisées, tour à tour pragmatiques et autoritaires, toute une série de petits roitelets du "social" – présidents et directeurs d'établissements sociaux et médico-sociaux, directeurs d'écoles de formation en travail social, etc. – se sont faits les complices volontaires de ce mouvement et préparent, désormais, la nouvelle étape. Fossoyeurs du travail social, ils ont adopté le langage techno-concurrentiel des puissants – "innovation" et "labellisation", "appels d'offres" et "indicateurs chiffrés", "opérateur" plutôt qu'association, etc. –, et ils ont soigneusement mis en œuvre toutes les réformes destinées à éliminer la culture professionnelle des travailleurs sociaux reposant sur l'esprit de service public et l'aide à la personne considérée dans sa totalité. L'éducateur, l'assistant social ? Il est une ressource humaine, une charge salariale, qui doit faire plus avec moins et, surtout, « ne pas penser et se comporter en technicien »[iv]. Le pauvre, l'enfant, la personne âgée ou handicapée, l'adulte français ou étranger ? Il faut ici trier, trier encore et toujours, afin qu'il "participe", soit "responsable de lui-même", et qu'il entre ainsi dans le "public-cible" propre à prouver aujourd'hui "l'efficacité de l'action sociale" et à démontrer, demain, que les indicateurs chiffrés du SIB sont validés. Histoire de justifier le remboursement, avec intérêt, du prêt. L'objet, à l'évidence, nécessite qu'on les dégage, tous.

Notes :

[i] Celles-ci peuvent prêter directement ou/et servir d'intermédiaire recueillant, via l'émission de produits financiers (des obligations par exemple), les fonds d'autres investisseurs : fonds de pension, fondations d'entreprise, épargne salariale, etc. Même les assurances-vie en déshérence sont convoquées.

[ii] Un cabinet d'audit, par exemple, naturellement insoupçonnable de tout conflit d'intérêt…

[iii] Cf. les travaux de Michel Chauvière ou ceux, plus récents, du Collectif d'associations citoyennes.

[iv] Propos tenu par son directeur à un assistant social qui a dû conserver l'anonymat.

Commentaire d'un internaute

- "Cet investissement peut être réalisé dans tout type juridique d'organisation, associations, fondations ou entreprises d'utilité sociale. Les « saigneurs » veulent financer par des investisseurs privés le programme d'une association ou d'une entreprise du domaine social. Puis de le faire rembourser, avec un taux d'intérêt élevé, par les pouvoirs publics (donc nos impôts) si l'association a atteint les objectifs sociaux qui lui sont définis, c'est-à-dire d'introduire les partenariats public-privé dans ce domaine. Ce projet prépare insensiblement le peuple à adopter sans méfiance la financiarisation de ses besoins sociaux, en asservissant prioritairement les projets associatifs."

ACTUALITÉ DU JOUR

Voilà ce que les cheminots doivent attendre du "***parcours législatif***".

- Code du travail: la loi de ratification publiée au Journal officiel AFP 31.03

La loi de ratification des ordonnances réformant le code du travail a été publiée samedi au Journal officiel, mettant fin au parcours législatif de cette réforme défendue par la ministre du Travail Muriel Pénicaud.

Les ordonnances réformant le Code du travail sont entrées en vigueur fin septembre, dès leur publication au Journal officiel, mais elles devaient être ratifiées pour avoir valeur législative.

Ces ordonnances visent à donner plus de souplesse aux entreprises. AFP 31.03

Dissoudre le peuple ou le régime honni de la Ve République ?

- Elisabeth Borne : «Les Français n'ont pas envie de trois mois de grève que rien ne justifie» - LeParisien.fr 1 avril 2018

La grève de mardi et mercredi s'annonce très suivie. Quel geste pouvez-vous faire en direction des cheminots pour éviter un blocage du pays ?

ELISABETH BORNE. J'avais annoncé deux mois de concertation. J'ai annoncé hier [vendredi, ndlr] une ouverture progressive à la concurrence qui tient compte de certaines des demandes faites par les organisations syndicales. Il nous reste un mois pour discuter sur l'organisation de la SNCF et la modernisation sociale du secteur ferroviaire avec l'arrêt du recrutement au statut des cheminots à une date à définir. Mais je le dis clairement : personne ne peut comprendre que les syndicats de cheminots engagent une grève longue et pénalisante alors que le gouvernement est dans le dialogue.

Les syndicats réclament plus de garanties sur le sort des personnels si la SNCF, demain, perd des lignes TER ou TGV au profit du privé. Que leur répondez-vous ?

Il s'agira d'une ouverture progressive, au rythme souhaité par les régions. Si la qualité de service est au rendez-vous, elles n'ont pas de raison de ne pas renouveler le contrat de la SNCF. Si la SNCF perd le contrat, les cheminots seront transférés au nouvel opérateur d'abord sur la base du volontariat. En outre, ils seront transférés avec l'essentiel des garanties du statut : garantie de l'emploi, régime de retraite et rémunération. Ce n'est pas rien ! Les cheminots actuels resteront au statut et ils en conserveront l'essentiel des avantages s'ils passent chez un concurrent. Dans ces conditions, j'ai envie de vous dire : c'est quoi le problème ?

Vous pensez que les syndicats de cheminots sont dans l'opposition politique au gouvernement ?

J'entends certains qui sont dans l'amalgame et qui agitent des peurs infondées sur la privatisation de la SNCF ou sur la fermeture des petites lignes. Certains refusent aussi l'ouverture à la concurrence. Mais c'est une réalité. Elle a été actée sous le quinquennat précédent au niveau européen. Elle répond à la volonté des Français de disposer d'un meilleur service ferroviaire et, c'est clair, le gouvernement est déterminé à mener cette réforme et à la mener dans la concertation.

Est-ce que, depuis le début, vous n'avez pas sous-estimé l'hostilité des cheminots à cette réforme ?

Je peux comprendre que les cheminots se posent des questions et j'y ai répondu en leur apportant des garanties de très haut niveau. Je déplore franchement cette grève très pénalisante pour les voyageurs. Il est incompréhensible que les syndicats restent dans une posture de blocage qui n'est pas justifiée alors que nous apportons des réponses aux cheminots.

Vous pensez que le mouvement fait l'objet d'une récupération politique ?

Je pense en tout cas qu'il est important que les cheminots soient bien conscients de toutes les garanties qui sont données. Ensuite, je note que les organisations syndicales nous parlent de quelques sujets qui sont des épouvantails qu'on agite pour justifier que rien ne doit changer. Sauf que nous sommes dans un monde qui change. La SNCF doit elle aussi changer pour offrir un meilleur service, celui qui est attendu par les Français.

Ils craignent justement pour le service public ?

Mais où est la « casse du service public » dont on nous parle ? Nous allons investir plus d'argent dans le réseau pour le remettre en état qu'on ne l'a jamais fait. Quand on voit les incidents à Montparnasse ou qu'on connaît l'organisation actuelle du système ferroviaire, avec des voies, des quais, des panneaux d'affichage gérés par des entités de la SNCF différentes, oui je pense que cela se passera mieux avec une organisation plus unifiée, avec un responsable dans chaque gare. C'est cela la réforme, elle n'est faite ni contre la SNCF, ni contre les cheminots.

Vous avez renoncé aux ordonnances et donc à passer en force…

Il n'a jamais été question de passer en force. Je rappelle que nous ne sommes qu'à mi-chemin des concertations et que nous démarrons la semaine prochaine le débat parlementaire. Je n'ai renoncé à rien car, je l'ai annoncé dès le départ, à chaque fois que nous avançons dans la concertation, nous passons non pas par des ordonnances, mais par des amendements débattus au Parlement. Je le répète, rien ne justifie cette posture d'appel à une grève longue et pénalisante.

Est-il envisageable pour vous de reculer, par exemple sur la transformation de la SNCF en société anonyme ?

Il ne s'agit pas de céder ou ne pas céder. Le principe de l'ouverture à la concurrence par exemple n'est pas négociable mais ses modalités oui. Et à partir du moment où j'ai mis sur la table des éléments propres à rassurer les cheminots, j'en appelle vraiment à la responsabilité des organisations syndicales. Je vois bien que certains cherchent l'amalgame et sont dans la revanche de l'élection présidentielle, c'était très clair le 22 mars, mais ces amalgames ne sont jamais dans l'intérêt de ceux qu'on prétend défendre. Personne ne peut comprendre que les Français se retrouvent pénalisés par une grève longue. Les Français n'ont pas envie de subir trois mois de galère que rien ne justifie. LeParisien.fr 1 avril 2018

Les travailleurs à la croisée des chemins.

- Carrefour: forte mobilisation des salariés pour l'emploi et le pouvoir d'achat - AFP 31.03

C'est une mobilisation "historique", s'est félicité Michel Enguelz (FO). "Du jamais vu", selon Philippe Allard (CGT).

Au moins 300 magasins intégrés ont été impactés par le mouvement de grève lancé par FO et la CFDT, et relayé séparément par la CGT, au lendemain d'une mobilisation dans les entrepôts.

La CFDT a recensé 170 hypermarchés (sur 220) mobilisés et 130 supermarchés (sur environ 470), avec un taux de grévistes avoisinant "50%". Pour FO, 180 hypermarchés étaient dans le mouvement, dont "entre 40 et 50 fermés ou complètement bloqués". Le premier syndicat du groupe a aussi recensé 80 magasins de proximité fermés.

Le groupe Carrefour a lui même fait état d'hypermarchés fermés, une "première" selon Sylvain Macé (CFDT). A midi, "80%" des hypermarchés étaient "ouverts" (soit 20% fermés, ce qui équivaut à une quarantaine) et "100%" des supermarchés", a souligné la direction.

Partout, le mouvement s'est traduit par des rassemblements, du "filtrage" aux entrées des magasins ou carrément des blocages, a expliqué M. Macé. Parmi les hypermarchés complètement bloqués, ont été cités ceux d'Antibes, Ollioules, Toulon Grand Var, Nice Lingostière ou Port-de-Bouc dans le Sud, Vénissieux, Chambéry, Toulouse-Labège ou encore Mérignac.

Cette mobilisation est le point d'orgue de l'inquiétude et la colère qui montent depuis l'annonce le 23 janvier par Alexandre Bompard, PDG du groupe depuis l'été dernier, de son "plan de transformation" s'accompagnant de la suppression de milliers d'emplois.

Au-delà des suppressions de postes annoncées -2.400 dans les sièges via un plan de départs volontaires, 2.300 via un plan social dans les magasins de proximité (273 ex-Dia qui vont fermer)-, les syndicats protestent contre le passage en location gérance d'hypermarchés (cinq confirmés, une quarantaine visés selon eux).

Ils s'inquiètent aussi de l'impact sur l'emploi d'autres mesures du plan Bompard (logistique, réduction de 100.000 m2 des surfaces des hypermarchés).

"Nous comprenons que les projets de transformation puissent susciter de l'inquiétude chez certains de nos salariés", a admis Pascal Clouzard, directeur exécutif de Carrefour France, dans une réaction adressée à l'AFP. Mais, "si nous souhaitons pérenniser et développer notre activité économique, et donc nos emplois, nous devons impérativement nous transformer", a-t-il ajouté.

Chez les salariés, l'annonce récente d'une participation moyenne de 57 euros, contre 610 l'an dernier, vue comme une "aumône" ou un "pourboire", a aussi catalysé la colère.

"Bien consciente de l'impact sur le pouvoir d'achat" de cette baisse, la direction a proposé mi-mars de relever ce montant à 407 euros, via un complément forfaitaire d'intéressement. Sans désamorcer la fronde.

Les actionnaires vont toucher, eux, 356 millions d'euros de dividendes, font valoir les syndicats qui anticipent aussi des négociations salariales au rabais.

"Augmenter les salaires, pas les dividendes des actionnaires", proclamait une pancarte dans les rassemblements. "On s'est dit qu'on allait arrêter de payer pour les actionnaires", a relevé Olivier Ginestar (CGT), devant l'hypermarché de Lomme (Nord), fermé samedi et où se sont rendus les députés LFI Adrien Quatennens et Ugo Bernalicis.

Côté syndicats, le mouvement traduit aussi la crispation du dialogue social, dont tous dénoncent unanimement la "dégradation". Il est "rompu, c'est marche ou crève", relevait à Marseille Smaïl Ait Atman (CFDT).

Pour FO, qui a déjà annoncé qu'il ne signerait pas le projet d'accord sur le plan de départs volontaires, comme pour la CFDT, "la balle est dans le camp" de la direction. Si d'autres actions ne sont "pas exclues", "l'objectif" est un "retour à la négociation", souligne Michel Enguelz. Il faut "rétablir le dialogue social qui a existé (chez Carrefour) pendant 30 ans", a plaidé M. Macé. AFP 31.03

Changer la vie, on a déjà donné, non merci. Changer la société, notre seul objectif politique.

- France Loisirs prévoit de supprimer 450 emplois sur 1.800 AFP 30.03

Le club de livres France Loisirs, affecté par un secteur de l'édition en difficulté, prévoit de supprimer 450 emplois sur 1.800 en France dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi, a annoncé vendredi son patron Adrian Diaconu à l'AFP.

"C'est une mesure d'urgence nécessaire pour trouver une solution de sortie de crise", a déclaré M. Diaconu.

La société, filiale du groupe Actissia, a été placée en redressement judiciaire le 1er décembre 2017 à sa demande par le tribunal de commerce de Paris. Celui-ci lui a octroyé une période d'observation de six mois, afin de poursuivre la recherche de partenaires ou de financements.

"Aucun partenaire n'a été identifié depuis le début de la procédure. Mais depuis trois semaines nous avons identifié un éventuel partenaire qui exerce dans les domaines de l'internet, des arts et des médias", a encore expliqué M. Diaconu, PDG d'Actissia.

Le groupe subit de plein fouet la crise du secteur de l'édition, et notamment la concurrence du géant américain Amazon.

Son chiffre d'affaires a été divisé par près de deux en cinq ans, selon le PDG. Il s'élevait à environ 187 millions d'euros en 2017, contre 214 millions un an auparavant. AFP 30.03

Audiences renvoyées et rassemblements: "Journée morte" dans la justice AFP 30.03

La Ve République et le capitalisme sont incompatibles avec une société meilleure ou plus juste.

Processions funéraires, minutes de silence, dépôts de gerbe: magistrats, greffiers et avocats se sont mobilisés vendredi à travers la France pour une "journée morte" contre le projet de réforme de la justice.

A Bordeaux, environ 200 avocats, greffiers et magistrats se sont rassemblés sur les marches du tribunal de grande instance (TGI) avant de déposer une gerbe et de respecter une minute de silence en hommage à "cette justice morte qu'on veut nous imposer". "Le sens caché de ces textes, c'est qu'aujourd'hui on ne veut plus du juge, le juge embête le pouvoir", a lancé le bâtonnier Jérôme Dirou.

Minute de silence également à Besançon (Doubs) et à Marseille, où une audience en correctionnelle sur des trafiquants de drogue a été reportée après l'intrusion de plusieurs dizaine d'avocats dans la salle. A Lyon, où environ 400 professionnels de la justice étaient rassemblés, des codes Dalloz ont été symboliquement entassés au sol.

Manifestations aussi à Nancy, Caen ou encore Rouen. A Nantes, les manifestants arborant un masque blanc sont partis en procession funéraire du tribunal jusqu'à une passerelle enjambant la Loire, d'où ils ont jeté une couronne mortuaire barrée du message "Justice morte par ordonnance".

A Paris, une centaine de manifestants s'étaient réunis sur les marches du Palais de justice derrière deux couronnes mortuaires. "Ce qu'il nous faut, c'est des euros, pas des robots", ont-ils scandé.

Le projet de loi de programmation de la justice de la garde des Sceaux Nicole Belloubet devrait être présenté en Conseil des ministres le 18 avril. Il couvre un champ très large: procédure pénale, procédure civile, numérisation de la justice, réforme des peines et de l'organisation territoriale.

"L'objectif est simple: bâtir une justice efficace, rapide et accessible à tous sur l'ensemble du territoire", avait affirmé le Premier

ministre Edouard Philippe le 9 mars à Reims en dévoilant la réforme.

- "Textes de technocrates" -

Ce projet annonce "sans surprise la mort de la justice, au terme d'une longue maladie", dénoncent dans un communiqué l'Union syndicale des magistrats (USM), le Syndicat de la magistrature (SM), le Syndicat des avocats de France (SAF) ainsi que la CGT Chancelleries et services judiciaires et d'autres syndicats.

Les organisations mobilisées ont dressé une liste de leurs principaux griefs contre cette réforme: "Suppression des 307 tribunaux d'instance et de la fonction spécialisée de juge d'instance, organisation judiciaire illisible et éloignée du citoyen, déshumanisation de la justice, privatisation du contentieux civil".

Ils dénoncent aussi une "régression des droits de la défense, (un) recul du contrôle de la justice sur les atteintes aux libertés publiques, (une) suppression larvée du juge d'instruction et du juge de l'application des peines, (une) réduction de la collégialité".

A Lyon, le délégué régional de l'USM Michel Ponsard a estimé que cette réforme était constituée de "textes de technocrates dictés par des raisons financières". "On n'a absolument pas tenu compte des réponses" apportées lors des Chantiers de la Justice (lancés en octobre par le gouvernement), qui étaient "une consultation de façade", a-t-il dénoncé.

"Nous nous inquiétons de la disparition des tribunaux d'instance", a dit, devant le Palais de justice de Paris, Catherine Sarrazin, greffière au tribunal de Juvisy (Essonne). Pour elle, "ce sera la fin d'une justice de proximité, de contact pour le justiciable".

Joris Monin de Flaugergues, de la Conférence des avocats, s'inquiète notamment d'une "extension considérable des pouvoirs du parquet, qui prive du recours à un juge d'instruction". Cette réforme, "c'est de facto la fin du juge d'instruction", a-t-il assuré.

Les avocats s'étaient déjà mobilisés contre la réforme le 21 mars, à l'appel notamment du Conseil national des barreaux. La mobilisation avait été importante et de nombreuses audiences perturbées. Une deuxième journée "justice morte", avec un rassemblement national à Paris, est d'ores et déjà annoncée pour le 11 avril. AFP 30.03

Comment redorer le blason des médias-oligarques ?

- "Ecole" des Insoumis: LFI veut donner "un grand coup de balai contre la médiacratie" - AFP 31 mars 2018

La France insoumise (...) reproche aux "journalistes mainstream" leur "difficulté à se remettre en question". AFP 31 mars 2018

Pourquoi, en ont-il été capable un jour, c'est en tout cas ce que les esprits faibles pourraient croire.

Les médias n'ont jamais agi autrement que les Etats, qui n'ont pas d'amis ou d'alliés, mais uniquement des intérêts qui généralement se confondent avec ceux du régime en place, tout le reste est du baratin pour induire en erreur les travailleurs. Alors pourquoi faire croire le contraire ?

Avec les idées que j'ai, absolument aucun média ne m'aurait embauché il y a 40 ans ou hier.

Pour l'illustrer. «Grande marche du retour» et amalgame sordide. Ils osent tout.

Avant et après le vendredi 30 mars à Gaza, leur version change. LFI pourra féliciter l'AFP, mais le mal est fait, entre temps un nouveau massacre de Palestinien a été commis par Tsahal sans qu'il soit condamné par la respectable "communauté internationale". Donc ils peuvent maintenant rétablir timidement ou en partie la vérité.

Flagrant déli de fake news d'Etat.

- Meurtre d'une octogénaire juive à Paris : le caractère antisémite retenu - Libération avec AFP 26.03

Ce lundi 26 mars, le parquet de Paris a retenu le caractère antisémite et a ouvert une information judiciaire pour «assassinat à raison de l'appartenance vraie ou supposée de la victime à une religion et sur personne vulnérable». libération avec AFP 26.03

- Mireille Knoll: onze coups de couteau, deux suspects qui s'accusent, un mobile encore flou - AFP 31.03

Tiens donc, l'agence de presse du régime et maison mère de l'ensemble des médias aux ordres avoue une semaine plus tard que

le "mobile" de l'assassinat de madame Mireille Knoll est "encore flou", donc qu'il n'a pas été établi avec certitude, alors que Macron s'était empressé d'agiter le mobil antisémite.

Le mobil antisémite n'était pas gratuit ou sans arrière-pensées.

- Terrorisme six Français sur dix favorables à des 'mesures d'exception' - AFP 30.03

- Un député LREM demande l'arrêt des grèves de cheminots à cause des attentats - RT 30.03

Dans une lettre publiée le 30 mars sur Twitter, il a ainsi appelé «les syndicalistes à faire preuve de sens national en suspendant immédiatement [les] projets de grève à répétition». Jean-Pierre Pont évoque d'abord la question économique : les grèves vont, selon lui, «compromettre le redressement du pays».

Il soulève en outre un deuxième argument pour inciter à l'arrêt des grèves : «La France est actuellement en guerre. [...] Les jours de grève, dans les rares trains bondés qui circulent, les salariés [...] et les voyageurs risquent malheureusement de constituer des cibles idéales pour les terroristes islamistes». RT 30.03

En complément. Epidémie mondiale de totalitarisme.

- Dix années de prison pour "info bidon" proposées en Malaisie - Reuters 26 mars 2018

Otan de la guerre contre tous les peuples ou quand l'oligarchie fourbit ses armes.

- La Commission européenne propose d'ouvrir l'Union aux armées de l'Otan - Réseau Voltaire 28 mars 2018

Contrairement à ce que laisse entendre la référence aux accords de libre-circulation de Schengen, le « Schengen militaire » n'est pas un projet européen, mais une volonté de l'Otan. Il vise non pas à autoriser les armées des États-membres de l'Union à circuler sans formalités sur le territoire de l'Union, mais à accorder ce privilège à toutes les armées de l'Otan (y compris les armées US ou turques). D'où l'importance accordée prioritairement aux ports et aéroports sur les voies routières.

Ce projet ne doit pas être interprété en fonction de l'actualité (« affaire Skripal »). Il a été conçu par l'Otan il y a deux ans et était déjà évoqué dans un rapport parlementaire européen d'octobre 2016. Selon des documents internes de l'Alliance, il pourrait aussi bien être mis en œuvre en cas de guerre contre la Russie, qu'en cas de soulèvement populaire dans un des États membres de l'Otan (À quand l'armée US pour réprimer des émeutes dans les banlieues des grandes villes ?).

25 des 28 États-membres sont priés d'établir une carte de leurs voies de communication et de préciser les travaux nécessaires sur leurs routes, tunnels et ponts, pour les rendre praticables aux armées de l'Otan. Ils devront aussi s'entendre sur les dispenses nécessaires aux lois et règlements en vigueur interdisant le transport d'armes et matériels militaires sur leur territoire. Réseau Voltaire 28 mars 2018

En complément.

- Des douaniers français interviennent en Italie, l'ambassadeur à Rome convoqué - LeParisien.fr 01.04

- L'ancien chef d'état-major des armées français sert maintenant les Américains, est-ce normal? - Le HuffPost 01.04

- L'information est passée presque inaperçue. Les Échos ont annoncé la semaine dernière le recrutement du général Pierre de Villiers, chef d'État-major des armées (CEMA) de 2014 à 2017, par l'entreprise de conseil américaine, Boston Consulting. Le HuffPost 01.04

Emmanuel Macron (promotion 2012) et Édouard Philippe promotion 2011) sont des "Young Leader" de la French-American Foundation, tout comme Hollande et plus de 500 ex-ministres (Bougrab, Moscovici, Touraine, Vallaud-Belkacem, Montebourg, Juniac, Dreyfus), élus (Wauquiez, Pécresse, Juppé, Le Roux, Chartier, Aubert, Fekl, Raoult), hauts fonctionnaires (Mignon), présidents du CAC40 (Pigasse, El Karoui, Clermont-Tonnerre, Castries, Lauvergeon), patrons de médias ou journalistes (Joffrin, Clément , Ockrent, Fontaine, Kauffmann, Nora, N'Kaoua, Wakim, Chapuis, Vincent, Kerdrel, Guetta, Riché, Croissandeau, Fouks, Colombani, Chevrillon, Bompard), des éditeurs, des officiers, des scientifiques, des chercheurs, des universitaires, des dirigeants d'ONG (Terranova, Human Rights Watch), des personnalités diverses (Minc) etc. dont certains sont aussi passés par le groupe Bilderberg avant ou après être entrés en fonction. La liste est impressionnante, il y figure toutes les banques, tous les grands médias, y compris le Canard enchaîné (David Fontaine), toutes les plus grandes entreprises, ils brassent large, on y trouve même un neurochirurgien, un pianiste, un capitaine de frégate de la Marine Nationale !

http://philip.dru-administrateur.nwo.over-blog.com/article-liste-des-young-leaders-fran-ais-depuis-1981-105102778.html

Quel fil peut bien relier les ministres ou anciens ministres Emmanuel Macron, Fleur Pellerin et Najat Vallaud-Belkacem, la présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie Pécresse, les journalistes Jean-Marie Colombani et Christine Ockrent, l'homme d'affaires Alain Minc, le banquier Matthieu Pigasse (l'un des propriétaires du Monde SA) ou encore l'ancien premier ministre Alain Juppé ? Tous ont effectué un passage par la French-American Foundation dans le cadre de son programme « Young Leaders ». Tout comme cinq cents autres personnalités françaises, parmi lesquelles le président François Hollande lui-même.

https://www.monde-diplomatique.fr/2016/11/QUATREPOINT/56762

Deux liens en supplément.

https://blogs.mediapart.fr/revue-frustration/blog/270617/le-programme-young-leaders-incubateur-doligarchie
https://frenchmorning.com/directrice-french-american-foundation-a-new-york/

Haut de page

Le 2 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf. (8 pages)

Si c'était de fausses informations qui seraient à l'origine des théories du complot, lesquelles ?

Grille de lecture.

Ne demandez pas au Monde diplomatique de répondre à cette question. Rappel, Le Monde en est actionnaire à 51%.

La fausse information par excellence, ne serait-elle pas que les richesses seraient produites autrement que par la force de travail (manuel et intellectuel) ?

On oublie souvent l'essentiel : La survie du régime repose essentiellement sur l'ignorance des exploités. Leur ignorance doit être entretenue, et ce sont de nos jours les médias qui ont principalement pour fonction de remplir cette mission.

L'histoire, telle qu'on l'enseigne à l'école ou à l'université, est écrite de telle sorte qu'elle demeurera incompréhensible aux futurs travailleurs, qui seront incapables de définir quels ont été les facteurs déterminants du développement de la civilisation humaine, ce qui les amènera à croire que le régime en place en est un ou les capitalistes, et qu'à ce titre ils ne doivent pas être remis en cause, et la boucle du consentement est bouclée.

La base de la fausse information, de la désinformation, c'est la rétention volontaire de l'information, la censure de l'information, le refus de communiquer ce que l'on sait ou de partager les connaissances dont on dispose, pour que l'immense masse demeure dans l'ignorance et puisse ainsi être facilement manipulée, conditionnée, au-delà, pour qu'elle adhère à une politique qui est orientée contre ses intérêts ou pour qu'elle lui soit imposée sans qu'elle ait les moyens de s'y opposer.

Le Monde diplomatique mars 2018 - Extraits.

Ainsi va la vie des fausses informations sur lesquelles s'édifient des théories du complot.

La soudaine passion médiatique pour la vérité peut toutefois surprendre. Après tout, les journalistes et les dirigeants politiques se sont longtemps accommodés de certains mensonges... Et ils s'en accommodent encore.

Depuis la fin de la guerre froide, les grands médias ont voulu s'arroger le monopole du discours légitime, imposer le cadre du débat, exclure de l'arène publique toute pensée critique, qualifier de populiste ou de démagogue quiconque remettait en cause l'ordre dominant.

Ainsi va la vie des fausses informations sur lesquelles s'édifient des théories du complot. Si elles sont diffusées par des

dirigeants politiques ou des journalistes autorisés, on les présente comme de simples erreurs ; on s'excuse, puis on oublie. Mais, quand le mensonge vient d'un obscur site Internet ou d'une officine jugée « extrême », il devient une menace pour la démocratie. On s'offusque de la naïveté d'individus peu éclairés et on leur enjoint de revenir dans le droit chemin.

Les connivences de plus en plus aveuglantes entre médias, pouvoir politique et milieux d'affaires ont fini par jeter le discrédit sur cette parole officielle. Si les journalistes se montrent empressés avec les puissants au point de taire leurs turpitudes, pourquoi ne mentiraient-ils pas sur autre chose — l'existence d'un vaste complot, par exemple ? Après tout, l'histoire contemporaine est parsemée de machinations véritables, et la vérité fut souvent tapie dans l'ombre… (La puissance de l'ombre - Le Monde diplomatique mars 2018)

Parole d'internaute.

- "*Le "libéralisme" dans le sens US est un peu "gauchisme " dans le sens "Français", sachant que le mot "socialisme' est une incongruité totale aux USA. En économie , tout le monde est partisan de l'économie de marché aux USA, la différence entre gauche et droite se faisant sur le sociétal: moeurs, immigration, part de l'aide sociale et de la fiscalité etc...*"

LVOG - La gauche institutionnelle, c'est la gauche de la droite, donc elle fait bien partie de la droite, puisque être réellement de gauche c'est remettre en cause l'existence de "l'économie de marché", le capitalisme...

La gauche institutionnelle, elle représente les intérêtS des classes moyennes, de la petite bourgeoisie, c'est aussi leur bonne conscience.

Quand on lit à la suite d'articles les commentaires postés par des membres des classes moyennes, on s'aperçoit rapidement qu'ils ont en commun de rejeter le socialisme, donc de s'accommoder du capitalisme, de détester le peuple, le bas peuple, la classe ouvrière qu'ils traitent régulièrement d'ignares, de veaux et j'en passe, au mieux ils adoptent une attitude condescendante à son égard ou ils versent une larme hypocrite sur son misérable sort.

Et quand la plèbe d'en bas a le mauvais goût de s'accrocher à des préjugés archaïques auxquels les classes moyennes avaient adhérées hier ou qu'elles contribuèrent largement à populariser, ils n'ont pas de mots assez durs pour condamner sa crasse et sordide ignorance. Elle serait responsable de l'état actuel de la société et du monde, en l'accusant d'avoir porté au pouvoir les despotes qui nous gouvernent...

A les entendre, ce serait les classes moyennes qui auraient fait l'histoire, qui seraient à l'origine du progrès social, argument qui au passage sert à justifier le statut privilégié que leur accorde le régime. Elles admettent la faillite des élites, la dérive ultra libérale du capitalisme, et elles se posent en prétendantes à la gestion du capitalisme pour en écarter les excès... qui sont à l'origine des coupes réalisées dans leurs privilèges ou se traduisent par la remise en cause de leur niveau de vie.

Selon eux, les représentants des classes moyennes seraient plus qualifiés pour gérer la société, pour être plus précis, pour assurer la pérennité du capitalisme que les représentants officiels du capitalisme, quant à ceux de la classe ouvrière, ils sont disqualifiés d'avance pour gérer la société, ce sont également des ignares, hormis s'ils ont adopté le capitalisme.

Or, il se trouve que depuis le milieu du XIXe siècle, si la masse de la classe ouvrière ne s'était pas mobilisée pour obtenir de nouveaux droits sociaux et politiques, le sort des classes moyennes ne serait pas plus enviable que celui de la classe ouvrière, à qui les petits bourgeois doivent tout ou presque, le reste, ils le doivent au processus historique du développement des forces productives qui s'est déroulé indépendamment de leurs petites personnes. Elles se sont servies de la lutte de classe de la classe ouvrière uniquement pour en tirer profit ou négocier des privilèges avec le régime, en échange de leur soutien qui fut sans faille depuis 1871.

Quand j'affirme que les classes moyennes et les couches supérieures du prolétariat doivent leur mode de vie relativement confortable à la classe ouvrière, à l'immense masse des exploités qui s'étaient mobilisées depuis le milieu du XIXe siècle, j'en veux pour preuve la condition que connaissent ces classes ou couches de travailleurs dans les pays où la lutte de classe des travailleurs n'a pas été aussi développée qu'en France (ou les pays occidentaux), notamment en Inde où je vis depuis plus de 20 ans, et où je peux les observer quotidiennement.

En Inde, mais c'est valable à des degrés divers pour tous les pays similaires dans le monde, les classes moyennes et les couches supérieures du prolétariat bénéficient de rémunérations sans rapport avec celles misérables de l'immense masse des ouvriers. Certes ils perçoivent des revenus importants, 10 fois, 50 fois supérieurs à ceux des ouvriers, ce qui leur permet de satisfaire leurs besoins matériels, de posséder une maison confortable, une voiture, etc. mais c'est tout, c'est absolument tout. Comment cela direz-vous ?

Ils doivent travailler 6j/7 toute l'année, ils ne bénéficient d'aucun avantage social, d'aucun droit politique supplémentaire, rien. Bien souvent, ils doivent même travailler beaucoup plus, consentir d'énormes sacrifices. Pire, l'argent dont ils disposent au-delà

de leurs besoins, ils vont l'employer à mauvais escient.

Par exemple, quand un pauvre tombe malade, il se soigne comme il peut en recourant à des plantes ou il attend que cela passe, alors qu'un nanti va immédiatement se gaver de médicaments ou dépenser une fortune en traitement. Un pauvre aura tendance à ne pas fumer ou boire de l'alcool, il n'engloutira pas un tas de friandises sucrées ou salées bourrées de graisse et de produits chimiques en tous genres, il mangera peu de viande, il n'achètera pas de boîtes de conserve, de surgelés, il ne fréquentera pas les restaurants aux cuisines insalubres ou manquant d'hygiène, bref, notre nanti qui aura rarement l'occasion de partager le quotidien de sa compagne et de ses enfants aura tendance à adopter le mode de vie débile des occidentaux, engraissant les trusts agro-alimentaires et pharmaceutiques au détriment de sa santé... Attendez, ce n'est pas terminé, nous n'en étions qu'au hors d'oeuvre.

Il va devoir subir tous les désagréments que doivent supporter les ouvriers et que la société lui impose ou la classe des capitalistes au pouvoir. A peine franchi la porte de chez lui, il aura le droit au même sort : rues parsemées de détritus, villes et villages transformés en décharges, routes défoncées, animaux errant sur les principaux axes routiers, bruit infernal, odeurs pestilentielles, pollution à vous couper le souffle en ville, délinquance ou insécurité permanente, comme son statut est facilement reconnaissance à son allure pour l'afficher, il aura la hantise de se faire rouler et voler par tous les commerçants, quand il devra se rendre dans une administration, il devra user de patience, y revenir un nombre de fois indéterminé, et puis, quand il y aura des coupures d'eau, il n'en aura plus comme tout le monde, et ce sera la même chose pour le téléphone, Internet, l'électricité, même s'il possède des batteries de secours, il ne pourra pas utiliser la climatisation en plein été et dormira très mal, etc.

Comme on vient de le voir, l'argent ou le statut social ne fait pas forcément le bonheur des classes moyennes ou des couches supérieures du prolétariat qui seront logées à la même enseigne épouvantable que le reste de la société.

Il se trouve que le développement économique à marche forcée de l'Inde au cours des trois décennies précédentes a pour ainsi dire été importé par les différents impérialistes occidentaux, il n'a pas été le produit d'un long et lent processus, il a été plaqué sur le modèle des capitalismes les plus développés sans que ni la classe ouvrière ou les classes moyennes n'y participent par leur lutte de classe, de sorte qu'elles ont hérité uniquement du pire de ce qu'avait produit le capitalisme.

En France, elles profitent de toutes les conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe du prolétariat depuis 1936 ou ce qu'il en reste, elles bénéficient de conditions d'existence liées également à la position de l'impérialisme français parmi les puissances (coloniales) dominantes, et comme les unes et les autres ont été amenées à se dégrader depuis quatre décennies, elles ne seront pas épargnées non plus.

Pour conclure rapidement (temporairement), elles ont le choix entre se résigner à vivre dans une société de plus en plus injuste et infâme ou à combattre pour en changer au côté du prolétariat révolutionnaire, comme le firent certains de ses membres au milieu du XIXe siècle qui adoptèrent le socialisme et s'en remirent à la classe ouvrière pour accomplir cette tâche historique, la seule classe indépendante avec celle des capitalistes, car personne d'autre ne pourra l'accomplir à sa place. A suivre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation générale pour abattre le régime et la Ve République.

- Grève SNCF: un TGV sur huit et un TER ou Transilien sur cinq en circulation mardi - Liberation.fr 1 avril 2018

L'entreprise ferroviaire a annoncé dimanche les prévisions de circulation pour le début de la grève lundi soir.

La grève à la SNCF à l'appel des quatres syndicats représentatifs se traduira mardi par un TGV sur huit et, en régions, un TER et un Transilien sur cinq en circulation en moyenne, a annoncé dimanche l'entreprise ferroviaire, parlant d'un trafic «très perturbé».

En Ile-de-France, la circulation sera variable selon les lignes, allant de un train sur deux sur le RER A à un sur trois sur le RER B et un sur cinq sur le RER C, selon les prévisions de la direction de la SNCF qui anticipe en revanche un trafic «normal» lundi après 19h, contrairement aux précédentes mises en garde du PDG Guillaume Pepy. Liberation.fr1 avril 2018

- SNCF: "mardi noir" et risque de "cristallisation" pour la presse - AFP 02.04

Le "mardi noir" promis dans les transports en raison d'une grève SNCF qui s'annonce "très pénalisante" pour les voyageurs, porte aussi en germe un risque de "cristallisation" des mécontentements, commente la presse de lundi.

"Préparez-vous à un mardi noir" titre sans détour Le Parisien qui note que "de mémoire de cheminots (et d'usagers), rarement une grève aura autant mobilisé parmi les salariés de la SNCF".

"La première salve du mouvement devrait être très pénalisante pour les usagers de la SNCF" avec un taux de gréviste atteignant 77% chez les seuls conducteurs, annonce Le Figaro.

"Avec une moyenne d'un TGV sur huit et d'un TER sur cinq en circulation, les cheminots ont montré leur grande capacité à se mobiliser pour défendre leur statut et s'opposer à l'ouverture du trafic ferroviaire à la concurrence", commente Laurent Bodin dans L'Alsace.

"Une grève dure se gère. Une grève qui dure beaucoup moins", prophétise Hervé Chabaud dans L'Union.

D'où une mise sous pression du gouvernement qui "aurait tort de sous-estimer le malaise", insiste Christine Clerc dans Le Télégramme. "À la ministre des Transports qui lance +C'est quoi, le problème ?+, on a envie de répondre : +Une mondialisation qui aggrave les inégalités+."

Dominique Garraud fait valoir dans La Charente libre que "dans un climat social plus tendu que jamais depuis les débuts de la présidence Macron, les risques de cristallisation des mécontentements sont réels tant à l'université que dans le secteur de l'énergie où une grève calquée sur celle de la SNCF est déjà programmée par la CGT".

Au final, l'arbitrage du conflit reviendra à l'opinion, assure Yves Harté dans Sud-Ouest: "la France est fatiguée. Qui la fatiguera le plus ? Une centrale syndicale tenant mordicus à ses vieux bastions et sa grève perlée de trois mois qui va accabler les usagers ? Ou la jeune volonté élyséenne de tourner définitivement une page ?" AFP 02.04

ACTUALITE EN TITRES

En famille.

- Philippot "tend la main" à Guaino, Lassalle, Todd ou Onfray - AFP 02.04

Le président des Patriotes Florian Philippot a déclaré dimanche qu'il tendait "fraternellement la main" à Henri Guaino, Jean Lassalle mais aussi aux intellectuels Emmanuel Todd et Michel Onfray, car "il y a urgence à se rassembler pour la France". AFP 02.04

A propos d'Emmanuel Todd.

Tout est dit ici : "il va bien falloir qu'un jour les gens d'en haut et les gens d'en bas arrivent à un nouveau pacte social".
(Source : 11"30' [Vidéo] Alain Badiou et Emmanuel Todd 2017 - Les-Crises 17 mars 2018)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

1- Israël rejette toute enquête indépendante sur les violences à Gaza - AFP 02.04

Israël a rejeté les appels internationaux à une enquête indépendante après la mort vendredi de 16 Palestiniens tués par l'armée israélienne lors d'une manifestation organisée le long de la frontière entre Gaza et l'Etat hébreu.

Vendredi a été la journée la plus meurtrière dans la bande de Gaza depuis la guerre de 2014: 16 Palestiniens ont été tués et plus de 1.400 blessés, dont 758 par des tirs à balles réelles, selon le ministère de la Santé dans l'enclave.

Les Palestiniens accusent les soldats israéliens d'avoir tiré sur des manifestants qui ne représentaient aucun danger immédiat.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ainsi que la représentante de la diplomatie européenne Federica Mogherini, ont réclamé une "enquête indépendante" sur l'usage par Israël de balles réelles, une demande rejetée par l'Etat hébreu.

Les Etats-Unis ont en revanche bloqué samedi soir un projet de déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU appelant "toutes les parties à la retenue et à prévenir toute escalade supplémentaire" et demandant une enquête sur les affrontements.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a également rejeté toutes les critiques et affiché son soutien à l'armée, en félicitant ses soldats.

Il a dénoncé dimanche les "leçons de morale" du président turc Recep Tayyip Erdogan qui avait accusé la veille Israël d'avoir commis une "attaque inhumaine".

"L'armée la plus éthique du monde n'a pas de leçons de morale à recevoir de la part de celui qui bombarde des civils sans discernement depuis des années", a-t-il écrit sur son compte Twitter.

"Hé Netanyahu! Tu es un occupant! (...) En même temps, tu es un terroriste", a riposté dans la foulée le président turc.

Cette protestation, censée durer six semaines, vise à réclamer "le droit au retour" des Palestiniens qui, par centaines de milliers, ont été chassés de leurs terres ou ont fui lors de la guerre ayant suivi la création d'Israël en 1948.

L'armée israélienne a ouvert le feu sur les manifestants qui s'étaient approchés à quelques centaines de mètres de la clôture ultra-sécurisée. AFP 02.04

2- Erdogan qualifie Netanyahu de "terroriste" après les morts à Gaza - Reuters 1 avril 2018

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a qualifié dimanche le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de "terroriste", prolongeant une joute verbale entamée à la suite de la mort de 15 Palestiniens vendredi dans la bande de Gaza.

"Hé Nétanyahou ! Tu es un occupant ! Et c'est en tant qu'occupant que tu es sur ces terres. En même temps, tu es un terroriste" , a déclaré M. Erdogan, dans un discours télévisé devant ses partisans à Adana (sud de la Turquie). (euronews 1 avril 2018)

" Ce que tu fais aux Palestiniens opprimés sera inscrit dans l'histoire et nous ne l'oublierons jamais" , a-t-il poursuivi, ajoutant que "le peuple israélien est mal à l'aise avec ce que tu fais" . "Nous, nous ne sommes coupables d'aucun acte d'occupation" , a-t-il également affirmé. (euronews 1 avril 2018)

Le gouvernement israélien a défendu l'action de son armée, assurant que la majorité des victimes étaient des combattants du Hamas ou d'autres groupes armés, et Benjamin Netanyahu a estimé sur Twitter que Tsahal n'avait "pas de leçon à recevoir de la part de gens qui bombardent aveuglément depuis des années des populations civiles", en allusion à la Turquie. (La citation est tronquée et falsifiée, Nétanyahou avait affirmé que "l'armée la plus éthique du monde n'a pas de leçons de morale à recevoir de la part de celui qui bombarde des civils sans discernement depuis des années" .- source : euronews 1 avril 2018 - LVOG)

Recep Tayyip Erdogan est revenu à la charge dimanche pendant un discours devant ses partisans: "Nous ne sommes pas frappés de la honte des envahisseurs, Netanyahu. Vous êtes un envahisseur et vous êtes présent sur ces terres en tant qu'envahisseur. En même temps, vous êtes un terroriste."

Dans un autre discours, le président turc a ajouté: "Vous êtes un Etat terroriste. Tout le monde sait ce que vous avez fait à Gaza et ce que vous avez fait à Jérusalem. Il n'y a personne qui vous aime dans le monde." Reuters1 avril 2018

Costa Rica

- Costa Rica: le candidat de centre gauche Carlos Alvarado vainqueur de la présidentielle - AFP 01.04

Le candidat de centre gauche Carlos Alvarado a largement remporté dimanche le second tour de la présidentielle au Costa Rica, dans un pays plus divisé que jamais sur le mariage gay et la religion.

Avec 60,7% des voix, selon des résultats portant sur plus de 95% des voix annoncés officiellement dimanche soir, cett ex-ministre du Travail de 38 ans devance son adversaire, le pasteur évangéliste Fabricio Alvarado (sans lien de parenté), qui a obtenu 39,3%.

Les deux candidats, sans lien de parenté mais tous deux d'anciens journalistes aimant pousser la chansonnette, étaient au coude-à-coude dans les sondages.

A la différence de son opposant, également ancien député et candidat du parti Restauration nationale (RN, évangélique), vedette de la musique chrétienne, le candidat du Parti action citoyenne (PAC, la formation au pouvoir) préfère le rock et a appartenu à un groupe dans sa jeunesse.

Le Costa Rica est considéré comme un des pays les plus progressistes de la région, avec un taux d'alphabétisation de 97,5% et un investissement supérieur à 7% du PIB dans l'éducation, selon l'Unesco. AFP 01.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Air France: l'intersyndicale annonce une nouvelle grève les 10 et 11 avril - AFP 02.04

L'intersyndicale d'Air France, en conflit salarial avec la direction depuis février, a annoncé dimanche une nouvelle grève, cette fois de deux jours, les 10 et 11 avril, a-t-on appris de sources syndicales. AFP 02.04

ECONOMIE

Chine

1- Guerre commerciale: la Chine répond aux États-Unis en taxant 128 produits américains - Le HuffPost 02.04

La Chine a annoncé lundi 2 avril des mesures de rétorsion contre les importations américaines en imposant des taxes sur 128 produits, d'une valeur de trois milliards de dollars, en réplique aux taxes américaines sur l'acier et l'aluminium, selon l'agence de presse Chine nouvelle.

Pékin avait prévenu le mois dernier qu'il envisageait l'imposition de ces taxes, faisant craindre le déclenchement d'une guerre commerciale entre les deux géants économiques mondiaux. Les nouvelles taxes chinoises, imposées par la commission chargée des tarifs douaniers au sein du Conseil d'État (gouvernement), portent sur des produits divers allant des fruits à la viande de porc.

Mais jusqu'à présent, Pékin a pris soin de ne pas s'attaquer à des produits agricoles majeurs, tels le soja, ou à des compagnies industrielles importantes telles que le géant Boeing, domaines qui, désormais, devraient également être ciblées, estime le quotidien officiel Global Times. Le journal nationaliste écrivait dans un éditorial la semaine dernière que la Chine "a presque achevé sa liste de tarifs de rétorsion sur les produits américains et va la rendre publique prochainement".

"La liste portera sur des importations majeures chinoises en provenance des États-Unis", notait le journal. Cette décision "va porter un coup sérieux à Washington qui agite d'une manière agressive le bâton de la guerre commerciale et les Etats-Unis vont payer le prix de leur politique commerciale radicale envers la Chine", assurait Global Times.

En dépit de cette rhétorique, le ministre américain du Commerce, Wilbur Ross, a fait valoir jeudi dernier que les nouvelles sanctions américaines étaient avant tout un "prélude à une série de négociations". Washington déplore un déficit commercial colossal avec Pékin (375,2 milliards de dollars en 2017, selon les douanes chinoises).

Mais le Global Times, sans dévoiler ses sources, estime que les États-Unis ont émis "certaine demandes déraisonnables" dans leur tentative forcer la Chine à accepter un compromis. "C'était naïf. Avec sa force commerciale, la Chine a tenu bon", a affirmé le journal. Le HuffPost 02.04

2- La Chine va investir l'équivalent de 50 milliards d'euros pour lutter contre la pauvreté - LeParisien.fr 1 avril 2018

La Banque chinoise de développement (CDB) va consacrer près de 51 milliards d'euros en 2018 pour lutter contre la pauvreté dans le pays. La CDB, selon l'agence de presse Chine nouvelle, va financer des projets d'infrastructures, de relogement, de développement d'industries locales, de santé et d'éducation dans les régions dont le développement économique est le plus faible.

Cette lutte contre la pauvreté a été érigée par le président Xi Jinping au rang des priorités, au même titre que la prévention des risques et la lutte contre la pollution.

Cet effort financier, selon le gouvernement, doit permettre d'éliminer « totalement » la pauvreté dans le pays d'ici à 2020 et de réduire le nombre de pauvres dans les zones rurales de plus de 10 millions dès cette année.

Pour y parvenir, le gouvernement chinois devrait pousser 2,8 millions de personnes à déménager pour être transférées hors de « zones inhospitalières ».

Selon Chine nouvelle, 68,5 millions d'habitants des zones rurales sont sortis de la pauvreté entre 2012 et 2017. Au niveau national, le taux de pauvreté serait tombé de 10,2 % à 3,1 %. LeParisien.fr 1 avril 2018

Haut de page

Le 3 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf. (16 pages)

Je ne propose plus au téléchargement que des articles significatifs. Par ailleurs je reproduis intégralement certains articles dans la causerie, tandis que d'autres font parfois l'objet de coupures, soit par ce que ces passages sont longs et insignifiants, soit parce qu'ils consistent à distiller l'idéologie de la classe dominante plus ou moins ouvertement ou insidieusement sous l'influence de laquelle se trouvent leurs rédacteurs, et pourraient détourner l'attention des lecteurs ou les induire en erreur.

N'y voyez pas une tentative de manipulation de ma part, mais plutôt une précaution à l'usage de ceux qui n'ont pas acquis un esprit critique bien aiguisé, d'autant plus qu'en publiant ces articles, bien que je sois animé de bonnes intentions ou que je sois incorruptible, je ne tiens pas à me faire même involontairement le complice de la propagande officielle.

Ici nous menons un combat politique, nous affichons la couleur si je puis dire, personne n'est pris au dépourvu ou en traitre. Partant de là, nous n'avons pas à colporter la propagande de nos ennemis. Et qu'on ne vienne pas nous opposer la pluralité de l'information ou je ne sais quel argument démagogique pour nous accuser ensuite de parti pris, puisque nous revendiquons notre engagement politique et l'idéologie qui l'accompagne. Tout doit être absolument clair entre nous, et si cela ne l'était pas dans la tête de certains lecteurs, je n'y pourrais rien.

Et voyez comme quoi je respecte les lecteurs ou les militants, je ne dis pas qu'ils en porteraient la responsabilité, parce que je sais qu'ils seraient davantage victimes d'une confusion ou d'a priori inconscients, plutôt qu'animés de mauvaises intentions, donc il serait stupide de les accabler ou de porter un jugement sur leur attitude, sachant par ailleurs quelles peuvent en être les origines.

On essaie de faire pour le mieux avec le peu de moyen et de temps dont on dispose.

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir.

Le mensonge : une règle devenue institutionnelle par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Les peuples ont été conditionnés pour accepter les pires déformations de la vérité. Tout a été fait habilement pour désintéresser les citoyens de l'actualité et faire en sorte qu'ils ne puissent pas se rendre compte de cette exceptionnelle et permanente déformation de la vérité. C'est ce que disait prémonitoirement Orwell dans « 1984 ».

Les peuples continuent de penser à tort que l'Occident est synonyme de « démocratie », car la propagande ne cesse de répéter en boucle ce mensonge fondamental sous toutes les formes.

L'Occident n'a rien, dans ses structures, dans ses modes de fonctionnement, dans ses bases, dans ses présupposés, quelque chose qui pourrait avoir un lien quelconque avec la « démocratie ».

Les peuples ont été conditionnés pour accepter les pires déformations de la vérité. Tout a été fait habilement pour désintéresser les citoyens de l'actualité et faire en sorte qu'ils ne puissent pas se rendre compte de cette exceptionnelle et permanente déformation de la vérité. C'est ce que disait prémonitoirement Orwell dans « 1984 ».

Les peuples continuent de penser à tort que l'Occident est synonyme de « démocratie », car la propagande ne cesse de répéter en boucle ce mensonge fondamental sous toutes les formes.

L'Occident n'a rien, dans ses structures, dans ses modes de fonctionnement, dans ses bases, dans ses présupposés, quelque chose qui pourrait avoir un lien quelconque avec la « démocratie ». L'Occident est essentiellement « théocratique » puisque les sociétés qui le composent sont toutes construites sur une matrice « pontificaliste théocratique » du droit, même lorsqu'elles sont laïques. C'est cette matrice qui donne légitimité à tous les États existants dans le groupe occidental dirigé, manipulé, conditionné par une « médiacratie » au service de cette « théocratie » et incarnant ainsi sa visibilité qui, sans la « médiacratie », aurait eu trop de mal à s'imposer…

Les grands médias sont aux mains d'une oligarchie totalitaire au service exclusif de la religion de marché. Le dieu de la théocratie occidentale, c'est la « Haute-Finance », le profit, l'argent pour l'argent, le capital sacralisé et parasitaire, sa cause suprême, sa volonté inflexible…

Les médias « officiels » ne sont plus là pour être des « contre-pouvoirs », pour contrôler et dénoncer les abus de l'oligarchie politique, ils sont là pour conduire le char endiablé de l'argent roi, prince, empereur, tyran, esclavagiste, entraîné par les attelages de l'oligarchie politique pour le profit exclusif des plus riches en façonnant sans arrêt la légitimité des dominants exploitant des dominés maltraités et réduits aux conditions pitoyables de la survie.

Cette « médiacratie » dirige le monde actuel par le mensonge et la manipulation des peuples dressés à écouter religieusement les prêches fanatiques du sectarisme journalistique « collabo », dédié corps et âmes, à la cause du fascisme ultra libéral, idéologie régnante et dominante en Occident, converti de force à cette nouvelle religion de l'arriération mentale proclamée comme idéal et comme « valeur » à promotionner avec ardeur en utilisant les menaces et les sanctions à la mode!

Ces entités commerciales médiatiques, façonnent notre monde orwellien. Ce sont elles qui décident quel homme (serviteur) politique sera placé d'office à la tête de tel pays. Macron est à l'Élysée parce que la « médiacratie » en a décidé ainsi. Ce n'est pas le peuple Français « souverain » qui a voulu cette mascarade à la Présidence française. Ce n'est pas le peuple Espagnol qui a voulu Rajoy à la Présidence du Gouvernement de leur pays. Ce ne sont pas les peuples Européens qui ont voulu unanimement se soumettre à la dictature de l'armée d'occupation de l'OTAN en lui donnant aujourd'hui le droit de circuler librement dans tous les pays de l'UE, en lui donnant le droit de les conduire comme un troupeau de moutons à l'abattoir, en se permettant de provoquer la Russie en leur nom, parce que ce pays souverain refuse « l'alignement » et la « soumission » à l'idéologie dominante récitée par la « médiacratie » au service du totalitarisme financier ultra libéral régnant sans partage sur l'Occident, affirmant sa volonté tyrannique d'absorber l'Orient !

Tous les pouvoirs politiques d'Occident sont agenouillés aujourd'hui devant le Grand Prêtre du Sanhédrin médiatique et participent à son culte liturgique dédié au dieu de l'argent, le veau d'or, le dieu du marché, récitant le catéchisme de l'idéologie fasciste ultra libérale, seule autorisée par l'Église « médiacrate » de l'Occident, sous peine d'hérésie appelée couramment le « complotisme » des nouveaux mécréants !

Dans le contexte global, la « médiacratie » est un contrôle des perceptions. Dans ce « ministère de la vérité », le journalisme « collabo » travaille à la modification permanente des informations pour les rendre compatibles avec l'idéologie dominante et pour une écoute soumise des dominés. Lorsque cette « médiacratie » ment ouvertement aux peuples soumis, elle répète en boucle que son mensonge est devenu la vérité. Chaque fois que quelqu'un voudra vérifier les sources, il trouvera des archives qui auront été elles-mêmes manipulées et transformées pour qu'elles soient conformes à la « vérité idéologique quasi révélée » de la nouvelle religion ultra libérale servie par l'Église médiatique via ses exécutants, les oligarchies politiques.

Toute concurrence ou toute dissidence informationnelle, est aussitôt écrasée par le totalitarisme « médiacrate » entre les mains d'une poignée de milliardaires faisant la pluie et le beau temps sur les peuples dressés à leur soumission.

Ces gigantesques corporations n'ont aucun compte à rendre aux peuples. Pourtant, aucun politique ne peut arriver au pouvoir sans la bénédiction et le bon vouloir de la « médiacratie » dominante qui va financer les campagnes électorales de ses poulains et veiller attentivement à ce que tous les concurrents exogènes soient éliminés par le jeu pipé des sondages bidons et le pilonnage intensif de la propagande pour le candidat déjà élu par les décideurs « médiacrates » tout puissants. Une multitude de magazines vont inonder les kiosques. La tête du candidat pré-élu par le pouvoir médiatique va apparaître en première page de ces multiples magazines, donnant l'impression d'une formidable diversité journalistique ! En réalité, l'ensemble de la presse écrite et parlée est au diapason du système favorisant le candidat qui paraîtra ainsi faire l'unanimité des opinions électorales, alors que cette multitude de magazines est la propriété d'une poignée de milliardaires, les mêmes qui tirent les ficelles de toute cette organisation du bluff et de la manipulation… Les élections ou réélections de Bush, Obama, Trump aux USA, de Merkel en Allemagne, de Sarkozy remplacé par les « Young leaders » de la « French-American Foundation », Hollande et Macron en France, de Blair, Johnson, May au Royaume Uni, de Netanyahu en Israël…etc., ont bel et bien été le résultat de la volonté d'une « médiacratie » partout au pouvoir et porte-parole de la Finance internationale tapie dans l'ombre… Voilà où nous en sommes!

Aujourd'hui, l'affaire Skripal est liée à l'échec des attaques chimiques sous faux drapeaux en Syrie, déjouées par les Russes qui ont mis en échec l'exploitation politique crapuleuse de cet odieux mensonge ! La coalition occidentale de Doha voulait à tout prix exploiter ce filon de la manipulation et du mensonge criminels dans le but de parvenir coûte que coûte à ses fins contre Bachar El Assad. Les Russes devaient donc être très sévèrement punis en créant ex nihilo un casus belli parfaitement arbitraire, chef-d'œuvre du mensonge et de la manipulation, puisqu'il est hors de question que le Royaume Uni apporte quelque preuve que ce soit de ses accusations fantaisistes, pour la simple raison évidente que ces preuves d'une culpabilité de la Russie n'existent pas!

Boris Johnson, Theresa May et Gavin Williamson possédaient les tares nécessaires à l'orchestration d'une telle complicité dans le Mal gratuit, gravissime et menaçant directement l'avenir de tous les peuples européens. Une telle inconscience à provoquer une guerre contre la Russie, puissance nucléaire dont la technologie se trouve plus avancée que celle de l'OTAN, reste incompréhensible et révoltante.

Si elles avaient existées, ces preuves, il était donc dans l'intérêt de l'Occident de s'en servir ! Pourquoi ne s'en sert-il pas ? La particularité première du mensonge, c'est qu'il se moque ouvertement des gens qu'il abuse. Les peuples dans leur ensemble sont clairement pris pour des idiots par ces criminels au pouvoir et le comble c'est que si nous refusons d'être pris pour des idiots, nous sommes aussitôt traités de « complotistes »! Le bal des expulsions de diplomates Russes est un spectacle dérisoire orchestré par un Occident puéril, mesquin, faux-cul, irresponsable, pathétique et pitoyable! Nous devons tous avoir honte, comme européens, Canadiens et étasuniens, d'être dans le camp de cet Occident minable et menteur, dégénéré et résolument criminel…

A propos de la Syrie, les mensonges de la coalition de Doha (USA, Israël, Arabie Saoudite, Qatar, Turquie, France, Angleterre, OTAN) sont désormais largement connus, puisqu'ils ont été déjoués par la victoire du peuple Syrien, son armée de conscrits aidée par la Russie, le Hezbollah, l'Iran et les milices Kurdes aujourd'hui trahies à leur tour par la perversion de la coalition de Doha qui les avait utilisées dans sa stratégie reptilienne contre la Syrie…

Après ce coup d'éclat de la bêtise humaine et de l'hypocrisie, les USA ayant renvoyé 60 diplomates Russes, menacent maintenant de sanctions les entreprises européennes impliquées dans le projet de gazoduc russe.

Ensuite, Macron ayant vendu les industries de pointe françaises aux rapaces des USA, nous apprenons que la France vendue et trahie par ce gamin irresponsable, ne peut même plus construire un seul sous-marin à propulsion nucléaire sans l'autorisation de Washington!

Aujourd'hui, tous les pays européens sont au service de la stratégie américaine et protègent les intérêts étasuniens au détriment de leurs propres intérêts. Ils sont vassalisés, colonisés, soumis, enchaînés, bâillonnés et menacés de sanctions s'ils n'exécutent pas les volontés criminelles de « l'État profond » des USA. L'OTAN fait la loi en Europe et s'apprête à faire circuler ses armées d'occupation librement sur tout le territoire de l'Union Européenne, sans avoir besoin de n'en demander la permission à personne! (...) Mondialisation.ca, 02 avril 2018

- Srda Popovic et autres « révolutionnaires étasuniens » par Ahmed Bensaada et Dragana Trifkovic
- Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Entretien avec Ahmed Bensaada, auteur de : « Arabesque$. Enquête sur le rôle des États-Unis dans les révoltes arabes », Éditions Investig'Action, Bruxelles (2015); Éditions ANEP, Alger (2016)

Dragana Trifkovic, pour le magazine serbe « Geopolitika » (Mars 2018)

1. Vous avez étudié la méthodologie des soi-disant révolutions non violentes, qui ont provoqué de nombreux conflits dans le monde. Vous avez écrit un livre à ce sujet (« Arabesque$ »). Comment est-ce que vous vous êtes intéressé à ce sujet et comment êtes-vous arrivé aux premières conclusions y concernant ?

A.B. : Je me suis d'abord intéressé à ce sujet en 2009, lors des immenses manifestations qui ont secoué l'Iran. Mais c'est surtout en voyant les manifestants égyptiens, en 2011, brandissant des banderoles affichant un poing fermé que j'ai été convaincu de la relation entre les révolutions colorées et les révoltes au Moyen-Orient. En effet, il s'agissait du poing d' « Otpor », le mouvement qui avait réussi à faire tomber le président serbe Slobodan Miloševic en 2000. Et cela n'était pas une simple coïncidence : mes recherches subséquentes l'ont démontré.

2. Qui, selon vous, a créé la méthodologie des révolutions colorées ? Et avec quel but ?

A.B. : Cette méthodologie a été conçue par le philosophe américain Gene Sharp, spécialiste de ce qu'il a baptisé « méthodes de résistance non violentes dans les conflits ». Le but recherché était, théoriquement, de transformer des régimes dictatoriaux en pays démocratiques avec des méthodes non militaires, basées sur la non-violence. En réalité, ces méthodes ont été exclusivement utilisées par l'administration américaine pour déstabiliser des gouvernements qui étaient contre les intérêts

américains. C'est Robert Helvey, un ancien colonel de l'armée américaine, agent spécial de la CIA et expert en opérations clandestines qui s'est initialement chargé de l'application sur le terrain des théories « sharpiennes ».

3. En Serbie, le 5 octobre 2000, l'une des premières révolutions colorées modernes avait été organisée, qui a causé le changement du régime. Pourquoi est-ce que c'est arrivé en Serbie et est-ce que la Serbie est devenue plus tard le principal modèle des révolutions colorées ?

A.B. : En fait, la première fois que la méthode de résistance non violente a été pratiquement utilisée, ce fut en Birmanie. Entre 1992 et 1998, Helvey entreprit quinze voyages en Birmanie pour y enseigner la théorie de Gene Sharp. Ce dernier, en personne, y entra clandestinement pour rencontrer les révolutionnaires birmans. Cependant, tous les efforts déployés se soldèrent par un cuisant échec. Helvey rencontra ensuite les activistes d'Otpor en 2000 et leur offrit formation et financement. De son propre aveu, il reconnut que les États-Unis avaient fourni 25 millions de $ aux militants d'Otpor.

Il est vrai que la révolution « bulldozer », menée par Otpor, a été la première réussite du couple Sharp-Helvey. C'était la première fois qu'on passait de la théorie à la pratique. La jeunesse des activistes, la fougue des manifestants, l'apparente spontanéité des évènements, le choix intelligent des slogans, l'utilisation judicieuse des médias, bref l'utilisation à la lettre des principes de la théorie de Gene Sharp, ont été à l'origine de cet éclatant succès. Ensuite, la méthode a été exportée vers d'autres pays de l'Est, au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

4. Lors de notre rencontre, on avait parlé d'Otpor. Vous connaissez les activités de Srdja Popovic, qui, d'une manière ou d'une autre, est devenu très connu parmi les activistes en Moyen Orient. Que pouvez-vous nous dire concernant les activités de CANVAS ?

A.B. : Srdja Popovic est le visage public de CANVAS, un centre de formation des « révolutionnaires en herbe » situé à Belgrade et fondé par d'anciens activistes d'Otpor. Il connait Helvey et Sharp en personne. Helvey a dit de lui : « Dès que je l'ai vu, je savais que ce mec était un des leaders ». Il s'est inspiré des travaux de Sharp pour écrire, avec ses camarades d'Otpor, le manuel « La lutte non violente en 50 points » qui mentionne 199 méthodes d'actions non violentes. Ce livre a été traduit en plusieurs langues. Chaque langue donne une idée des pays où il a été utilisé.

Popovic donnent de nombreuses conférences à travers le monde, prônant la révolution non violente et la démocratisation « made in USA ». Il faut dire que CANVAS est financé par les organismes américains spécialisés dans l'«exportation» de la démocratie : Freedom House, l'Open Society Institute (OSI) du milliardaire américain George Soros, la National Endowment for Democracy (NED) et l'International Republican Institute (IRI) du sénateur John McCain.

C'est grâce à CANVAS que les révolutions colorées se sont étendues aux ex-Républiques soviétiques : la Géorgie (2003), l'Ukraine (2004) et le Kirghizistan (2005). Forts de leur expérience dans la déstabilisation des régimes autoritaires, leur savoir-faire a été utilisé au Moyen-Orient (Liban 2005, Iran 2009) et dans ce qui est communément appelé le « printemps » arabe (2011). Bien entendu, la « vague » CANVAS a été utilisé dans d'autres pays, surtout ceux qui ne sont pas en odeur de sainteté avec les États-Unis comme le Venezuela.

5. Il y a deux ans, CANVAS a été reconnu comme une organisation terroriste dans les Émirats Arabes Unis. Même si Srdja Popovic considère que son activisme est normal, il est évident que ce n'est pas l'opinion de tout le monde. Comment est-ce qu'un Etat peut combattre les actions d'une organisation et des individus qui s'immiscent directement dans les affaires internes des pays souverains ?

A.B. : En 2011, Srdja Popovic s'est publiquement vanté que CANVAS « travaillait » dans 37 pays à travers le monde.

La liste est probablement plus longue aujourd'hui.

Certes, de nombreux pays sont gouvernés par des régimes autocratiques et leurs citoyens ont besoin de plus de de libertés individuelles, de démocratie et une amélioration de leurs conditions socioéconomiques. Cependant, CANVAS et Popovic ne se rendent pas compte que leur organisation ne sert que les intérêts des organismes qui les financent et du pays qui les soutient. Les relations entre les pays ne sont pas dictées par une quelconque philanthropie, mais par des intérêts économiques ou politiques. Les millions de dollars dépensés dans la promotion de la démocratie doivent profiter à la sécurité et au bien-être général des États-Unis. Allan Weinstein, un des fondateurs de la NED, a déclaré que beaucoup de ce que fait actuellement la NED se faisait secrètement auparavant par la CIA.

D'autre part, si on regarde le résultat des révolutions colorées dans les anciens pays de l'Est ou ce qui s'est passé dans les pays arabes lors de ce mal nommé « printemps » arabe, il est clair qu'il s'agit d'un fiasco sur tous les plans. Les activistes et cyberactivistes qui ont mené les manifestations contre les gouvernements ont été balayés de la scène politique pour laisser la place aux forces politiques en place. Ces révoltes ne sont en fait que des coups d'état qui laissent les pays dans le chaos. La Libye, la Syrie et le Yémen en sont des exemples pédagogiques. Ces révoltes ne sont pas des « révolutions » car aucun changement idéologique ne les sous-tend. Les organismes étrangers se sont servis de la fougue et de la détermination de la jeunesse des pays visés en leur inculquant des slogans vertueux pour lesquels personne ne peut être contre. Le

romantisme révolutionnaire de la jeunesse a fait le reste.

6. Le Printemps arabe est le terme qui désigne une série de révolutions au Moyen Orient, qui ont causé des changements de régimes, mais également la guerre meurtrière en Syrie. Selon vous, quelle est la cause de ces révolutions ? Sont-elles nées de manière spontanée ou est-ce qu'elles ont été planifiées ? Qui avait son intérêt dans la déstabilisation en Moyen Orient ?

A.B. : Le « printemps » arabe est un terme fallacieux avec lequel les Occidentaux ont baptisé la série de révoltes populaires qui a ébranlé les rues arabes fin 2010, début 2011 et qui continue encore, avec tous les malheurs qui l'ont accompagné.

Le terme exact devrait être « hiver » ou « chaos » arabe. Jamais la situation des pays arabes n'a été aussi désastreuse. Des pays détruits, des morts par centaines de milliers, des réfugiés par millions et des pertes économiques en milliards de dollars. Sans compter le coût psychologique, les animosités intercommunautaires et la fuite des cerveaux.

Il est vrai que les pays arabes sont un terreau fertile pour les révoltes. Richesses mal distribuées, manque de libertés, régimes autocratiques, problèmes économiques, etc.

Mais comme expliqué précédemment, ce « printemps » n'a rien de spontané. Les activistes syriens comme Ausama Monajed ont été en relation avec Gene Sharp et financés par les mêmes organismes qui ont supporté Otpor. Le Syrien Radwan Ziadeh, (membre du Conseil National Syrien – CNS – tout comme Monajed) a été financé par la NED ; l'Égyptien Mohamed Adel a été formé par CANVAS à Belgrade en 2009. Sa formation et celle de d'autres cyberactivistes égyptiens a été payée par Freedom House. Ce ne sont que des exemples : vous trouverez dans mon livre « Arabesque$ » plus de détails sur de nombreux autres cyberactivistes arabes et leur relation avec CANVAS.

Le « printemps » arabe a aussi montré que lorsque les méthodes « non violentes » n'atteignent pas rapidement leur but, les puissances occidentales (et en particulier les États-Unis) passent aux méthodes classiques en fomentant des guerres civiles aux conséquences dramatiques. C'est ce qui s'est passé en Libye, au Yémen et encore aujourd'hui en Syrie.

En ce qui concerne la déstabilisation du Moyen-Orient, elle fait partie du projet américain du « Grand Moyen-Orient ». Initialement conçu par Oded Yinon (en 1982), un responsable israélien, il a été repris par les faucons néoconservateurs américains. D'abord avec l'administration Bush père, puis celle de son fils. Depuis, plusieurs plans de découpage du monde arabe ont été proposés par des officiels américains. Selon Oded Yinon, son plan a pour objectif de « défaire tous les États arabes existants et de réorganiser l'ensemble de la région en petites entités fragiles, plus malléables et incapables d'affronter les Israéliens ». Nous voyons actuellement ce plan à l'œuvre en Irak, en Libye, au Yémen, en Syrie et il est bien trop tard pour le Soudan.

7. Parlons également du sujet de l'Ukraine, puisque là-bas aussi avait été organisé un coup d'Etat, suivi par un conflit armé. Qui est responsable de Maïdan et qui avait besoin d'un conflit en Ukraine ?

A.B. : J'ai consacré quelques articles à l'Euromaïdan où j'ai montré que ce qui s'est passé en Ukraine en 2013-2014 n'était qu'un prolongement de la révolution « orange ». Comme expliqué auparavant, ce sont les Serbes d'Otpor et l'appui massif des organismes américains d'exportation de la démocratie qui ont aidé les dissidents ukrainiens à faire leur « révolution ». En effet, en 2004, la révolte a réussi à placer des dirigeants pro-américains à la tête de l'État ukrainien : Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko. Mais lorsque le candidat pro-russe, Viktor Ianoukovytch, gagna largement les élections de 2010, cela souleva l'ire des pays occidentaux, pourtant si friands de démocratie électorale. Comme les méthodes non violentes n'ont pas donné, de la même manière qu'en 2004, le résultat escompté, on est rapidement passé aux méthodes violentes comme en Libye, en Syrie ou au Yémen. Durant l'Euromaïdan, ce sont les groupes néonazis ukrainiens qui ont été utilisés, armés, financés et « protégés » par les médias « mainstream ». L'ingérence occidentale durant ces évènements a été obscène et indigne de toutes les valeurs vantées et célébrées en Occident. Tout a été fait pour que le coup d'état contre Ianoukovytch réussisse afin que l'Ukraine se tourne politiquement vers l'Occident et que les bases militaires de l'OTAN fleurissent sur la frontière ukraino-russe. Une situation qu'aucun pays de l'Ouest n'aurait acceptée, en particulier les États-Unis. Qui ne se souvient pas de la crise des missiles de Cuba ?

8. Les États-Unis accusent la Russie d'un comportement agressif et ils considèrent que la Russie représente un danger pour l'Europe. Quand on regarde la carte du monde, on peut voir que la Russie est encerclée par les bases américaines et de l'OTAN, ce qui ne corrobore pas ces affirmations. Que pensez-vous de la politique des affaires étrangères de la Russie ?

A.B. : Contrairement à ce qui est claironné par les médias occidentaux, dans les dossiers de l'Ukraine et de la Syrie, le comportement agressif est à mettre à l'actif des États-Unis et des pays européens.

Alors que la Russie avait octroyé une aide conséquente à l'Ukraine avant l'Euromaïdan, les puissances occidentales n'ont offert que des broutilles à ce pays.

Si l'Ukraine est bien loin d'une adhésion à l'Union Européenne et que les défenseurs occidentaux de sa « révolution » ne mettent

pas la main à la poche, tout semble indiquer que ce pays n'est qu'un « cheval de Troie » pour gêner la Russie qui prend trop de place et beaucoup d'aisance dans les enjeux internationaux, à l'instar de son rôle dans le conflit syrien. Une façon comme une autre d'ouvrir une nouvelle ère de guerre froide.

Dans le dossier syrien, la Russie est du côté du droit international et combat efficacement le terrorisme djihadiste. Et qui a financé et armé (directement ou indirectement) les dissidents et les djihadistes syriens ? Les Occidentaux et leurs vassaux que sont les pays du Golfe, bien évidemment. Sans l'intervention de la Russie, la Syrie serait maintenant un pays dépecé, gouverné par des hordes sanguinaires surgies d'un autre temps.

9. Donald Trump disait pendant la campagne électorale que les États-Unis devraient se tourner vers soi et qu'ils ne devraient pas s'immiscer dans la politique des autres pays. Cependant, après un certain temps, on peut constater que l'Amérique continue de s'immiscer dans les affaires internes des autres pays, ainsi que dans les relations entre les autres pays. Que pensez-vous de la politique américaine depuis l'arrivée de Trump au poste du président des États-Unis ? Voyez-vous des changements dans la politique des affaires étrangères des États-Unis, ou bien une continuité par rapport au gouvernement précédent de Barack Obama ?

A.B. : C'est un leurre de croire que la politique étrangère américaine se modifie drastiquement avec le changement de présidents. On s'en est rendu compte avec l'avènement du président Obama après le double mandat dramatique du président Bush fils. La politique d'Obama a été aussi sanglante que celle de son prédécesseur sinon pire. Le couple Obama-Clinton a été derrière la catastrophe nommée « printemps » arabe et le couple Obama-Kerry ont soutenu le coup d'État de l'Euromaïdan. À quoi s'attendre avec le président Trump ? Une politique aussi belliqueuse – voire plus – à l'égard des pays qui ne collaborent pas avec l'Oncle Sam, dans la continuation des locataires qui occupent la Maison Blanche depuis des décennies. D'ailleurs, le slogan de Trump n'est-il pas « Make America Great Again » ? Mondialisation.ca, 02 avril 2018

- A télécharger au format pdf

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils osent tout. LREM. Ils n'en ont "rien à foutre" de votre sort et vous le font savoir.

- "Ce qui se dit en circo, je n'en ai rien à foutre" : le député LREM Bruno Bonnell embarrasse ses camarades - Franceinfo 2 avril 2018

Dans un long portrait publié dans "Le Monde", le député de la 6e circonscription du Rhône revendique le fait de ne pas recevoir les habitants de sa circonscription et de ne pas participer aux débats dans l'Hémicycle.

Bruno Bonnell aime se faire remarquer. Ce charismatique chef d'entreprise de la région lyonnaise squatte souvent les plateaux de télévision et a même participé à une émission de téléréalité sur M6. Mais depuis qu'il est devenu député sous l'étiquette de La République en marche, impossible d'obtenir un rendez-vous avec lui dans sa circonscription. "Ce qui se dit en circo, je n'en ai rien à foutre, explique-t-il, dans Le Monde. Je ne suis pas là pour faire l'assistante sociale. Pour les places en crèche ou les logements, allez voir ailleurs !"

Dans les médias, en revanche, Bruno Bonnel n'hésite pas à prendre des positions controversées. "On n'entend que ça, le pouvoir d'achat, comme si la vie se résumait au pouvoir d'acheter", a répondu le député à son interlocuteur, le chroniqueur Charles Consigny, avant de se lancer dans une défense des conditions de vie dans l'Hexagone : "En France, les gens sont soignés. En France, les gens peuvent aller à l'école. En France, vous n'avez pas de trous sur la route."

Une attitude qui commence à faire grincer des dents dans les rangs de son propre parti. "J'ai une vie passionnante, je suis un bon client pour les médias et je suis régulièrement cité dans Le Canard enchaîné, ça énerve. Si un député lambda paye sa femme de ménage au black, tout le monde s'en fout", explique-t-il au Monde. Franceinfo 2 avril 2018

France. Mobilisation sociale.

- L'état du trafic - Liberation.fr 2 avril 2018

Ce mardi, 12 % des TGV, 13 % des Intercités et 6 % des TER circuleront. Alors que 77 % des conducteurs seront en grève, les syndicats dénoncent la prime de 150 euros par mois proposée par la direction de la SNCF aux «cadres opérationnels» pour les inciter à conduire des trains.

A l'appel de la CGT, l'Unsa et la CFDT, la mobilisation qui débute ce mardi pourrait durer jusqu'au 28 juin, au rythme de deux

journées sur cinq. De son côté, SUD Rail a déposé un préavis de grève illimitée qui a débuté lundi à 20 heures.

A Air France, où le conflit est salarial, la direction assure que 75 % des vols seront assurés mardi. Liberation.fr2 avril 2018 Liberation.fr2 avril 2018

Du côté de la réaction et ses agents.

- SNCF: Attal (LREM) appelle à sortir "de la gréviculture" - AFP 2 avril 2018

Le porte-parole de LREM, Gabriel Attal, a appelé lundi à "sortir de la gréviculture", disant ne pas comprendre la grève à la SNCF sur une réforme "annoncée depuis un certain temps" et vu les "concessions" gouvernementales.

Gilles Le Gendre, porte-parole des députés LREM, a, lui, jugé sur franceinfo qu'"une moitié de l'entreprise est entraînée dans une grève manifestement par des vocations jusqu'auboutistes". AFP 2 avril 2018

Si c'était le cas, cela en serait fini du régime !

- L'unité syndicale, cible gouvernementale - Liberation.fr 2 avril 2018

Pour fissurer le front uni, l'exécutif pourrait faire quelques concessions. Liberation.fr 2 avril 2018

- SNCF: Berger (CFDT) appelle à discuter pour "éviter un conflit dur" - AFP 2 avril 2018

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a appelé à une rapide discussion entre les syndicats de la SNCF et le gouvernement pour "éviter un conflit dur qu'(il) ne souhaite pas", lundi au moment où débutait une grève des cheminots qui s'annonce très suivie. AFP 2 avril 2018

Dans le passé, j'ai souvent pris pour cibles ceux qui se lamentaient sur le sort des travailleurs, dès que le gouvernement annonçait une nouvelle mesure antisociale. Sans remettre forcément en cause leurs intentions, j'estimais au contraire que la dégradation de leur condition de travail ou d'existence pouvait contribuer à les détacher du régime, à les aider à rompre à terme avec lui, à préparer les conditions politiques pour renverser le régime, sans quoi notre combat politique n'aurait aucun sens, hormis poursuivre des objectifs purement corporatistes, auquel cas nous tournerions le dos au socialisme...

Et bien ici Berger me donne raison à sa manière, à ceci près que c'est le gouvernement, l'Etat, le régime qu'il entend ménager et non les cheminots dont il n'a rien à foutre.

Mobilisation étudiante.

- Mobilisation des étudiants : "Un élan s'est créé depuis deux semaines", assure la présidente de l'Unef-Paris 1 - Franceinfo 2 avril 2018

Les étudiants sont appelés à participer à la mobilisation sociale mardi, avec les cheminots ou encore les éboueurs. "On sera au maximum dans la rue", prédit Jaspal De Oliveira, à la tête de l'Unef pour l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne. Franceinfo 2 avril 2018

La preuve que l'impérialisme français est engagé militairement dans la guerre contre la Syrie.

- La Turquie publie la localisation des cinq bases militaires françaises secrètes en Syrie - Réseau Voltaire 1er avril 2018

L'Agence Anadolu a publié une carte des cinq bases militaires secrètes de la France en Syrie (dont l'usine de Lafarge-Holcim).

L'Agence précise que le 1er RPIMa (régiment parachutiste d'infanterie de Marine) est déployé sur le sol syrien. En outre 30 soldats français supplémentaires sont présents à Rakka et 70 sur divers autres sites.

La présence militaire française en Syrie est illégale au regard du Droit international.

Cette publication constitue un avertissement à la France qui a annoncé soutenir les terroristes du YPG, une organisation kurde pro-atlantiste. Réseau Voltaire 1er avril 2018

- La France renvoie des troupes en Syrie - Réseau Voltaire - 30 mars 2018

Le 29 mars 2018, le président Emmanuel Macron a reçu à une délégation des Forces démocratiques de Syrie. Selon « l'ambassadeur » du « Rojava » à Paris, Khaled Issa, il a annoncé que la France envoie des troupes à Manbij (Syrie).

Les Forces démocratiques de Syrie sont un habillage du PYD, le parti des kurdes pro-atlantistes de Syrie. Pour la forme, la délégation était composée à part égale d'arabes et de kurdes, bien que sur le terrain les FDS soient presque exclusivement des membres du PYD sous encadrement états-unien. Selon l'Élysée, le président Macron a rappelé que la France considérait le PKK turc comme une organisation terroriste, bien que, dans les faits, le PYD soit une excroissance du PKK.

Identiquement, l'idéologie du « Rojava », l'anarchisme, est un habillage visant à la fois à faire oublier le retournement du PKK marxiste-léniniste en un instrument de l'Otan, et à le rendre sympathique aux Occidentaux.

Les Forces spéciales françaises qui étaient présentes dans la ghouta orientale ont été exfiltrées sur ordre du numéro 2 de l'Onu, le faucon Jeffrey Feltman, dans des voitures diplomatiques des Nations unies vers le Liban. Elles seront de retour, plus nombreuses, au Nord de la Syrie. Si leur présence dans la banlieue de Damas était un secret de polichinelle, leur arrivée à Manbij est officieuse, dans la mesure où elle a été annoncée par le PYD, mais non confirmée par l'Élysée.

La présence militaire française est illégale au regard du droit international. Elle est permanente depuis le début de la guerre, en 2011, à l'exception des trois mois de la fin du mandat Sarkozy, soit la période allant de la libération de Baba Amr (Homs) à la conférence des Amis de la Syrie à Paris.

La France d'Emmanuel Macron semble abandonner son soutien aux jihadistes d'al-Qaïda pour se concentrer sur la création d'un « Kurdistan » en territoire arabe, le « Rojava ».

Aux conférences de Versailles (1918) et de Sèvres (1920), les États-Unis soutinrent la création d'un État indépendant pour les populations nomades (« kurdes ») de la vallée de l'Euphrate qui s'étaient sédentarisée en Anatolie après y avoir massacré les chrétiens arméniens (le génocide du sultan Abdulhamid II, puis des Jeunes Turcs). Depuis au moins 1921, la France a repris la revendication d'un État pour les kurdes, mais plus en Turquie.

Les bureaux du « Rojava » à Paris sont aimablement prêtés par Bruno Ledoux, un richissime propriétaire de presse (Libération, L'Express, i24news…) lié à Israël. Réseau Voltaire - 30 mars 2018

- Ankara met en garde Paris après son soutien aux terroristes - Réseau Voltaire - 30 mars 2018

Le président Recep Tayyip Erdogan a mis en garde la France, le 30 mars 2018, lors d'un violent discours faisant suite à la rencontre du président Macron avec une délégation du PYD.

Selon l'Elysée, Emmanuel Macron a reçu une délégation des SDF (Forces démocratiques de Syrie), mais cette dénomination n'est qu'un habillage du PYD, l'organisation sœur du PKK turc.

Selon l'ancien chef d'état-major turc, le général Ilker Basbug, le PKK et le PYD, après avoir été des organisations marxistes-léninistes pro-soviétiques et pro-syriennes, sont devenues des groupes anarchistes pro-atlantiques.

Le président Erdogan a souligné que la France accueillait des bureaux du PKK et du PYD à Paris, alors que ces organisations sont responsables d'une multitude d'attentats ayant coûté la vie à 40 000 citoyens turcs. La Turquie n'a pas besoin d'un médiateur avec des groupes terroristes a-t-il scandé.

Menaçant, Recep Tayyip Erdogan a déclaré que si la France ne faisait pas marche arrière, elle ne manquerait pas de subir sur son territoire les conséquences de sa politique ; une menace qui n'est pas sans rappeler celle qu'il prononça avant les attentats de Paris et de Bruxelles.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu, a téléphoné à son homologue français, Jean-Yves Le Drian, pour lui faire part de sa stupeur.

L'Élysée a précisé que contrairement aux déclarations de « l'ambassadeur » du « Rojava » à Paris, le France ne prévoyait pas d'opérations en Syrie en dehors de la Coalition internationale ; des explications qui ne changent rien car c'est cette Coalition qui a créé l'habillage des FDS afin de continuer à utiliser les mercenaires du PKK-PYD contre Damas. Réseau Voltaire - 30 mars 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1 - Russie

1.1 - Affaire Skripal: Moscou insinue que Londres pourrait être derrière l'empoisonnement - AFP 2 avril 2018

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a insinué lundi que Londres pourrait être derrière l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal, ayant "intérêt" en raison du Brexit à cette affaire à l'origine d'une vague historique d'expulsions de diplomates.

Il a estimé que l'empoisonnement "pouvait être dans l'intérêt du gouvernement britannique, qui s'est trouvé dans une position inconfortable en étant dans l'incapacité de remplir ses promesses faites aux électeurs sur les conditions du Brexit".

"Cela pouvait aussi être dans l'intérêt des services spéciaux britanniques, qui sont connus pour leur capacité à agir avec permis de tuer", a-t-il ajouté, lors d'une conférence de presse.

Selon lui, Moscou n'avait aucune raison à la veille de la présidentielle et à quelques mois du Mondial de football en Russie d'empoisonner l'ex-agent double, qui avait été condamné pour trahison avant de faire l'objet d'un échange de prisonniers en 2010.

Selon M. Lavrov, une "attaque sophistiquée" sur Sergueï Skripal telle qu'aurait pu mener un pays comme la Russie aurait abouti à une "mort immédiate" de la personne visée, or l'ex-espion de 66 ans a survécu et reste hospitalisé dans un état critique mais stable.

"Lorsqu'on a pas de preuves, alors on se venge sur les diplomates", a critiqué lundi Sergueï Lavrov.

Il a accusé la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et leurs alliés d'avoir "perdu toute décence" et de "recourir à des mensonges et de la désinformation purs et simples" dans cette affaire à l'encontre de la Russie.

Après avoir expulsé le 17 mars 23 diplomates britanniques et fermé le consulat britannique à Saint-Pétersbourg ainsi que le British Council en Russie, Moscou a demandé samedi à Londres de réduire son personnel diplomatique de plus de 50 personnes pour revenir à une "parité" des missions diplomatiques.

M. Lavrov a ajouté que la Russie avait "de nombreuses questions" concernant cette affaire et que "l'incapacité de la Grande-Bretagne à y répondre signifiera que tout cela n'est qu'une invention et plus concrètement une provocation flagrante". AFP 2 avril 2018

1.2 - Yulia Skripal qui «se remet rapidement» : Le récit de Novichok russe s'écroule - Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Pendant des semaines, les médias du monde entier ont cité sans discernement les affirmations du gouvernement selon lesquelles l'agent double Sergei Skripal et sa fille, Yulia, auraient été empoisonnés le 4 mars avec un agent neurotoxique de qualité militaire, connu sous le nom de Novichok.

Le produit chimique a été décrit comme étant si mortel que les Skripal, comateux, ne se rétabliraient probablement pas, et que s'ils le faisaient ils conserveraient des séquelles cérébrales resteraient physiquement atteints. Mercredi, il y avait même des titres dans les médias que leur assistance vitale pourrait devoir être désactivée.

Pourtant, jeudi, des rapports de la fondation du NHS (service de santé britannique) à Salisbury ont communiqué que Yulia, 33 ans, n'était plus dans un état critique et était « consciente » et qu'elle « parlait ».

La récupération apparente de Yulia a ouvert une brèche dans le récit officiel et aurait dû le faire couler définitivement. Au lieu de cela, comme cela s'est produit à plusieurs reprises, l'histoire sera sans aucun doute modifiée au besoin.

Il y a des incohérences innombrables, des contradictions et des mensonges dans le dossier monté contre la Russie. Surtout, aucune explication politique convaincante n'a été avancée sur la raison pour laquelle la Russie viserait les Skripals.

Il n'y a pas non plus de lien entre la tentative de meurtre de la paire et un suspect quelconque, et encore moins l'État russe et le gouvernement du président Vladimir Poutine. Pour le gouvernement, tout repose sur la seule affirmation, fondée sur des

« découvertes » non divulguées du centre de recherche britannique sur les armes chimiques, Porton Down, que l'agent neurologique Novichok était « d'un type » développé en Russie dont la sophistication et la complexité de la livraison exigeaient un « acteur étatique ».

Maintenir ce mensonge a impliqué une accumulation de plus petits mensonges qui dépendaient de leur acceptation sans question par les médias. Même avant les nouvelles concernant Yulia, ce réseau de tromperie risquait de s'effilocher.

Les rapports initiaux après la découverte des Skripals du 4 mars ont expliqué que la cause probable de leur maladie était une « poudre blanche » identifiée comme un opioïde, le fentanyl . Ce n'est que le 6 mars que la Russie a été officiellement suggérée pour une implication possible avant que la police métropolitaine ait déclaré pour la première fois qu'un agent neurotoxique aurait été utilisé, le 7 mars.

Le 8 mars, il a été annoncé qu'un agent de police dont le nom fut donné plus tard, le sergent Nick Bailey, était gravement malade à l'hôpital parce qu'il était l'un des premiers intervenants dans l'incident. La police a ajouté que 21 personnes avaient reçu un traitement (non spécifié).

Cependant, la question soulevée par les récents événements est de savoir s'il existe une quelconque preuve qu'un agent neurotoxique de niveau militaire a été impliqué dans la tentative d'assassinat. Trois questions connexes sont importantes. Qu'est-ce qu'un Novichok ? Comment est-il utilisé ? Qu'est-ce qu'il est censé faire ?

Après son identification supposée, le Novichok a été décrit comme étant « cinq à dix fois plus mortel » que le VX et le Sarin et, comme eux, un gaz toxique.

L'un de ses créateurs, Vil Mirzayanov, qui a fait défection aux États-Unis, a été interrogé le 16 mars par le Guardian, le décrivant comme « l'arme chimique la plus puissante et unique au monde ».

Aucun acteur non étatique n'avait la capacité de « militariser » Novichok. « Vous pouvez vous tuer […] c'est impossible sans équipement technique de pointe […] Aucun pays n'a ces capacités comme la Russie, parce que la Russie a inventé, testé et transformé en arme le Novichok. »

« Il me semble qu'ils l'ont apporté [dans une] version binaire », a déclaré Mirzayanov. « Ce sont deux ampoules, de petits contenants, comme une grosse balle qu'on met ensemble dans un vaporisateur par exemple, et après, un mécanisme qui les mélange, quelques secondes et après cela, on tire […] Il pourrait toucher n'importe quelle peau et en quelques minutes cela prendrait effet. »

En cas d'exposition « les effets sont rapides et dramatiques ». Le système nerveux est atteint, les victimes sont incapables de respirer, elles « toussent et une mousse s'échappe de la bouche », les « effets sur le système digestif déclenchent des vomissements » « Il y a des convulsions […] Beaucoup de ceux qui sont affectés perdent le contrôle de leur vessie de leurs intestins ».

Compte tenu de ce récit, l'histoire de la poudre blanche a naturellement dû être abandonnée. Et il fallait expliquer comment un Novichok a pu être utilisé d'une manière qui permettait de telles complexités. D'autant plus que les Skripals ont quitté la maison pendant sept heures, se sont rendus à un « pub » local, ont pris un repas dans un restaurant, et se sont effondrés seulement par la suite.

La première version était que Yulia avait involontairement apporté une poudre blanche dans le pays après qu'elle aurait été introduite à son insu dans sa valise. La deuxième version était qu'elle a été mise sur les vêtements du Skripal, ce qui était censé expliquer le retard dans les effets. La troisième était que du Novichok gazeux aurait été diffusé par l'intermédiaire de la climatisation de la voiture des Skripals.

Tout cela était insensé et les choses se sont aggravées après que personne d'autre n'ait souffert des effets nocifs. Différents chiffres ont été donnés sur les personnes admises à l'hôpital, mais tous sont sortis sans avoir reçu de traitement. Le 22 mars, le sergent détective (DS) Bailey a quitté l'hôpital du Wiltshire, rétablis plusieurs jours avant Yulia.

Parlant au début d'un débat sur la sécurité nationale et la Russie, May a déclaré que Sergei et Yulia Skripal « restent gravement malades à l'hôpital. Malheureusement, à la fin de la semaine dernière, les médecins ont indiqué que leur état ne devrait pas changer dans un proche avenir, et ils pourraient ne jamais se rétablir complètement ».

Si le rétablissement de Yulia deux jours plus tard n'était pas assez embarrassant, la police a également choisi ce jour pour annoncer que l'utilisation du Novichok contre ses victimes avait été effectuée en en mettant sur la porte d'entrée de la maison de Sergei !

Aucune explication n'a été fournie quant à la façon dont cette simple ruse a pu échapper aux enquêteurs pendant des semaines.

De surcroît, pourquoi, à part les Skripals et DS Bailey, personne d'autre n'avait-il été contaminé lors de la perquisition ? Au lieu de cela, l'unité terroriste de la police métropolitaine a annoncé qu'elle bouclait maintenant une aire de jeux pour enfants près du domicile des Skripal, tout en rendant le contrôle du cimetière de London Road, où l'épouse et le fils de Sergei sont enterrés, du centre commercial Maltings et du complexe Ashley Wood à la police du Wiltshire.

Partout dans le monde, il y a un profond scepticisme devant ces affirmations du gouvernement britannique. C'est plus que justifié. Mondialisation.ca, 02 avril 2018

2- Inde

2.1 - Inde: Des manifestations à l'appel des intouchables tournent à la violence Reuters 2 avril 2018

Sept personnes au moins ont péri lundi en Inde dans des manifestations organisées par la caste des intouchables, au cours desquelles des postes de police ont été incendiés et des voies de chemin de fer bloquées, ont rapporté des médias indiens.

Cette explosion de violences, qui a touché plusieurs Etats indiens, a fait suite à une décision de la Cour suprême interdisant, dans l'immédiat, l'arrestation de personnes accusées de discriminations envers les intouchables, ou Dalits.

Les Dalits forment le bas de l'échelle des castes en Inde, où ils représentent un quart de la population.

Des organisations représentatives des Dalits avaient appelé à ces manifestations après une décision rendue en mars par la Cour suprême, en vertu de laquelle les arrestations prévues par une loi censée accélérer le traitement des plaintes des intouchables nécessitent une autorisation préalable des autorités. Cette décision a empêché l'arrestation, dans l'immédiat, des personnes visées par les plaintes.

A la fin 2016, autour de 90% des quelques 145.000 actions en justice intentées par des Dalits attendaient toujours d'être traitées, selon des statistiques gouvernementales publiées l'an dernier. Reuters 2 avril 2018

2.2 - Cachemire indien: au moins 20 morts dans des affrontements - AFP 2 avril 2018

Les écoles sont restées fermées et l'internet était coupé lundi au Cachemire indien, au lendemain d'une journée d'affrontements particulièrement sanglante qui a fait 20 morts et 200 blessés. AFP 2 avril 2018

3 - Egypte

- Egypte: Sissi réélu avec 97% des voix dans un scrutin sans vraie compétition - AFP 2 avril 2018

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a été réélu pour un second mandat de quatre ans avec 97,08% des voix validées, dans une élection sans surprise où son seul adversaire était aussi l'un de ses partisans.

Un peu plus d'un électeur égyptien sur trois ont voté lors du scrutin des 26, 27 et 28 mars, soit une participation de 41,5%, selon l'Autorité nationale des élections.

Lors d'une conférence de presse lundi, Lachine Ibrahim, président de cette Autorité a annoncé que M. Sissi avait récolté environ 22 millions de voix.

Si près de 25 millions d'Egyptiens on exprimé leur vote, plus de 92% des bulletins ont été validés, le reste ayant été rejeté comme non-conforme.

La participation des Egyptiens reflète leur "foi dans la voie démocratique", s'est félicité M. Ibrahim avant d'annoncer sous les applaudissements la "victoire" de M. Sissi.

Archi-favori, M. Sissi avait pour seul adversaire Moussa Mostafa Moussa, un homme politique méconnu du grand public et partisan affiché du chef de l'Etat. Celui-ci a obtenu 2,92% des voix.

Elu avec 96,9% des voix en 2014, M. Sissi est arrivé au pouvoir un an après la destitution par l'armée, dont il était alors le chef, du président islamiste Mohamed Morsi, à la suite de manifestations massives contre ce dernier.

La réélection de M. Sissi ne faisait aucun doute. Depuis le début de la campagne, le chef de l'Etat est omniprésent à la télévision comme sur les affiches dans les rues.

M. Moussa est arrivé in extremis dans la course après la mise à l'écart ou le renoncement d'autres prétendants plus sérieux.

Fin novembre, l'ex-Premier ministre Ahmed Chafiq avait annoncé sa candidature depuis les Emirats arabes Unis où il vivait. A son arrivée en Egypte début décembre, il a disparu pendant environ 24 heures, avant d'annoncer qu'il renonçait.

L'ex-chef d'état-major Sami Anan a été exclu de en janvier, poursuivi par la justice militaire pour s'être engagé "sans l'autorisation des forces armées".

L'ancien député devenu dissident Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Anouar El-Sadate, et l'avocat défenseur des droits de l'Homme Khaled Ali ont eux aussi jeté l'éponge, dénonçant des pressions.

Plusieurs personnalités égyptiennes avaient appelé en janvier au boycott du scrutin, accusant le régime "d'empêcher toute compétition loyale".

M. Sissi devra s'atteler à deux défis majeurs pour son second mandat, la stabilité sécuritaire et le redressement économique.

L'armée soupçonne des membres du groupe Etat islamique (EI) de s'installer dans le Sinaï à la suite de leurs défaites en Irak et en Syrie.

Depuis le 9 février, elle mène une vaste campagne militaire pour "nettoyer" le pays du terrorisme. Au total, au moins 22 militaires ainsi que plus de 100 jihadistes ont été tués depuis le lancement de cette campagne dans le Sinaï, selon les bilans officiels.

L'économie égyptienne est par ailleurs en berne depuis l'instabilité politique et les menaces sécuritaires à la suite du soulèvement populaire de 2011.

Le Caire a lancé en 2016 un programme drastique de réformes économiques en vue de l'obtention d'un prêt de 12 milliards de dollars approuvé en novembre 2016 par le Fonds monétaire international.

Avec la dévaluation brutale de la monnaie, qui a perdu la moitié de sa valeur par rapport à l'euro et au dollar, ainsi que la réduction drastique des subventions, la population se plaint des hausses des prix qui ont eu un impact important sur les familles modestes et de la classe moyenne. AFP 2 avril 2018

4- Soudan du Sud

- Au Soudan du Sud, "les souffrances extrêmes" d'une population livrée à la famine et la guerre - Franceinfo 2 avril 2018

Près de sept ans après sa création, le Soudan du Sud vit l'une des plus grandes catastrophes humanitaires contemporaines, selon l'ONU. La guerre ethnique a affamé un pays qui ne peut se vouer qu'à l'aide internationale.

En juillet 2011, le Soudan du Sud célébrait sa création, devenant le plus jeune État du monde. Moins de deux ans après son indépendance, une guerre civile a fait des dizaines, voire des centaines de milliers de morts et plus de quatre millions de réfugiés. Malgré les promesses, l'aide internationale est insuffisante et la faim dévore les habitants d'un pays meurtri.

Dans les zones rebelles du Sud Soudan, comme ailleurs dans le pays, la faim a dévoré les corps et fait danser au fond des yeux de folles étincelles. Depuis cinq ans de guerre, il n'y a plus de récolte. À chaque attaque, les cultures sont incendiées, le bétail volé.

La lutte pour le pouvoir entre le président Salva Kiir et son vice-président Riek Machar a muté en guerre tribale. Nettoyage ethnique, viols, torture, aux monstruosités de la guerre s'ajoutent celle du sous-développement et des maladies comme la malaria, la leishmaniose et aucune infrastructure, ni voie d'accès. Une catastrophe humanitaire qui se joue dans le silence. Franceinfo 2 avril 2018

Haut de page

Le 4 avril 2018

CAUSERIE

J'avais oublié de formater en pdf la causerie d'hier.

- Causerie au format pdf. (9 pages)

La vérité est révolutionnaire, alors on comprend pourquoi elle est le pire ennemi des idéologues de l'extrême droite néolibérale et de ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir, les médias.

Elle est tellement en décalage par rapport à leurs monstrueux mensonges qu'on n'ose même pas la dire.

Oui, Macron et son gouvernement, l'existence des institutions de la Ve République et du capitalisme est incompatible avec le développement harmonieux de la société, avec le bien-être et l'épanouissement individuel de chaque citoyen, avec la paix, et il faut les balayer pour changer la société.

Oui, il faut abolir la Constitution de la Ve République, parce qu'elle est la structure juridique qui légitime l'ordre établi, dont les fondements reposent sur les inégalités sociales entre les classes.

Partant de là, chacun comprendra que tout combat contre les inégalités sociales ou les méfaits du capitalisme doit s'inscrire dans cette perspective politique. Si tel n'était pas le cas, sachant qu'aucun acquis social ou politique n'est acquis définitivement ou sera remis en cause un jour ou l'autre, vous seriez amené à toujours livrer les mêmes combats jusqu'à épuisement sans jamais atteindre vos objectifs, autrement dit, en pure perte à l'arrivée.

C'est ce à quoi menait le réformisme, l'adaptation du socialisme à la mode capitaliste à laquelle ont adhéré ce qu'on appelait la gauche et l'extrême gauche qui refusait de les caractériser de réactionnaire (le réformisme et la gauche).

Connaissez-vous ***The world fact book*** ?

Nulle part ailleurs, à une seule adresse, dans un seul document vous trouverez une telle source d'informations sur le pays où vous viviez n'importe où dans le monde, devinez et ce n'est pas une blague : La CIA.

https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/fr.html

The world fact book

Political parties and leaders:

Democratic Movement or MoDEM [Francois BAYROU]
Europe Ecology - The Greens or EELV [David CORMAND]
French Communist Party or PCF [Pierre LAURENT]
La France Insoumise or FI [Jean-Luc MELENCHON]
Left Front Coalition or FDG [Jean-Luc MELENCHON]
Left Party or PG [linked with the movement La France Insoumise or FI [Jean-Luc MELENCHON]]
Left Radical Party or PRG [Sylvia PINEL] (formerly Radical Socialist Party or PRS and the Left Radical Movement or MRG)
Movement for France or MPF [Philippe DE VILLIERS]
National Front or FN [Marine LE PEN]
New Anticapitalist Party or NPA [collective leadership; main spokesperson Christine POUPIN; presidential candIdate Philippe POUTOU]
Rally for France or RPF [Igor KUREK]
Republican and Citizen Movement or MRC [Jean-Luc LAURENT]
Socialist Party or PS [Rachid TEMAL, interim leader]
Stand Up France (Debout La France) [Nicolas DUPONT-AIGNAN]
The Centrists [Herve MORIN] (formerly new Center of NC)
The Republic on the Move (La Republique en Marche) or REM [Christophe CASTANER]
The Republicans or LR (formerly Union for a Popular Movement or UMP) [Laurent WAUQUIEZ]
Union des Democrates et Independants or UDI [Jean-Christohe LAGARDE] and Democratic Movement or MoDem [Francois BAYROU] (previously Union for French Democracy or UDF); together known as UDI-Modem; Radical Party [Laurent HENART] is a member of UDI
United Republic or RS [Dominique DE VILLEPIN]
Worker's Struggle (Lutte Ouvriere) or LO; also known as Communist Union; [collective leadership; spokespersons Nathalie ARTHAUD and Arlette LAGUILLER]

Leur liste est incomplète...

Age structure:

0-14 years: 18.53% (male 6,360,218/female 6,076,598)
15-24 years: 11.79% (male 4,045,901/female 3,864,395)
25-54 years: 37.78% (male 12,773,900/female 12,578,256)
55-64 years: 12.42% (male 4,020,507/female 4,315,407)
65 years and over: 19.48% (male 5,648,888/female 7,422,091) (2017 est.)

Dependency ratios:

total dependency ratio: 59.2
youth dependency ratio: 29.1
elderly dependency ratio: 30.2
potential support ratio: 3.3 (2015 est.)

Urbanization:

urban population: 80% of total population (2017)
rate of urbanization: 0.76% annual rate of change (2015-20 est.)

Telephones - fixed lines:

total subscriptions: 39.006 million

Telephones - mobile cellular:

total: 67.571 million

Internet users:

total: 57,226,585
percent of population: 85.6% (July 2016 est.)

National air transport system:

annual passenger traffic on registered air carriers: 65,039,503
annual freight traffic on registered air carriers: 4,098.31 million mt-km (2015)

Airports:

464 (2013)

Pipelines:

gas 15,322 km; oil 2,939 km; refined products 5,084 km (2013)

Railways:

total: 29,640 km
standard gauge: 29,473 km 1.435-m gauge (15,561 km electrified)
narrow gauge: 167 km 1.000-m gauge (63 km electrified) (2014)

Roadways:

total: 1,028,446 km (metropolitan France)
paved: 1,028,446 km (includes 11,416 km of expressways)
note: not included are 5,100 km of roadways in overseas departments (2010)

Waterways:

metropolitan France: 8,501 km (1,621 km navigable by craft up to 3,000 metric tons) (2010)

Merchant marine:

total: 555

by type: container ship 24, general cargo 72, oil tanker 28, other 431
note: includes Monaco (2017)

Etonnant, n'est-ce pas ? Mais pourquoi ? Mais parce que les intérêts économiques, politiques et militaires sont liés...

Si vous faites une recherche sur l'origine et le fonctionnement de Wikipédia par exemple, qui a tendance à remplacer les dictionnaires et les encyclopédies, vous vous apercevrez que ce qui se présente comme une entreprise libre ou indépendante, impartiale, est en réalité une officine en rapport avec les néoconservateurs, qui eux-mêmes sont affiliés à des think tanks ou des institutions financées par l'oligarchie et/ou le département d'Etat américain, dont la CIA est un des rouages. Ce qui explique aussi pourquoi Wikipédia censure certaines informations ou les déforme.

La CIA est aussi une des sources importantes de Wikipédia. Voilà par exemple ce qu'on trouve dans sa page consacrée au PIB mondial : - Depuis 2007, l'Union européenne - considérée comme entité unique- est la première économie mondiale avec un PIB en parité de pouvoir d'achat estimé en 2008 à 14 910 milliards de dollars par le CIA World Factbook.

Cette donnée était évidemment disponible ailleurs, mais celle fournie par la CIA était forcément la plus sûre, qui en douterait franchement !

ACTUALITÉ DU JOUR

C'était une fake news ou fausse information.

Quand c'est un Etat qui est à l'origine d'une fausse nouvelle, tous les médias liés à l'oligarchie se doivent de la reprendre en choeur. Etat et médias qui se chargent d'établir ce qui relève de la vraie ou de la fausse information, et d'éliminer tous les supports d'information qui ne leur emboîteraient pas le pas.

- Skripal: le laboratoire britannique sans preuve sur la provenance du poison AFP 04.04

Le laboratoire britannique qui a analysé la substance utilisée contre un ex-espion russe en Angleterre a reconnu ne pas avoir de preuve qu'elle provenait de Russie, à la veille d'une réunion de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques réclamée par Moscou. AFP 04.04

Le président minoritaire et illégitime serait-il d'extrême droite ?

- Macron reçoit l'opposition vénézuélienne, s'inquiète du vote du 20 mai - Reuters 04.04

Le chef de l'Etat s'est entretenu avec trois figures de l'opposition au président Nicolas Maduro, l'ancien président de l'Assemblée nationale Julio Borges, l'ancien maire de Caracas Antonio Ledezma, et Carlos Vecchio, coordinateur politique du parti Voluntad Popular.

Il "a déploré les atteintes répétées à l'Etat de droit et aux droits de l'homme et a rappelé que les conditions d'organisation des élections présidentielles au Venezuela, le 20 mai, ne permettaient pas, en l'état, un scrutin juste, libre et transparent", peut-on lire dans un communiqué de la présidence.

"La France se (tient) prête, aux côtés de ses partenaires européens, à adopter de nouvelles mesures si les autorités vénézuéliennes ne permettaient pas la tenue d'élections démocratiques", a-t-il assuré en outre. Reuters 04.04

Essayons d'en savoir plus sur Voluntad Popular, Julio Borges, Antonio Ledezma, et Carlos Vecchio.

Voluntad Popular (Volonté populaire) est un parti politique vénézuélien fondé le 5 décembre 2009 par Leopoldo López. (Source : wikipedia.org)

En janvier 2014, Leopoldo Lopez, président du parti Voluntad Popular, Maria Corina Machado, députée à l'Assemblée nationale, et Antonio Ledezma, maire de Caracas, tous les trois avaient publiquement appelé à un coup de force contre le gouvernement légal et légitime de la République bolivarienne du Venezuela (Source : http://www.voltairenet.org/article182897.html)

Leopoldo López a joué un rôle essentiel dans les protestations publiques contre le président Hugo Chávez en 2002. (...) Pendant le coup d'État, il a participé, avec Capriles et sa police municipale, à l'arrestation par les citoyens du ministre de l'Intérieur de Chávez, Ramón Rodríguez Chacín. Quelques mois après le coup d'État, López a autorisé l'utilisation de la Plaza Francia de son district comme base lors de la grève générale vénézuélienne de 2002-0326. (...) The Economist a noté en février 2014 que (...) López menait « l'aile la plus conflictuelle »; (...) López(...) « croit que les manifestations peuvent conduire à changer le gouvernement ».

La Human Rights Foundation basée à New York, et dirigée par le cousin de López, Thor Halvorssen, a déclaré López prisonnier d'opinion le 20 février 2014 et a rejoint ainsi beaucoup d'autres organisations internationales dans l'appel pour sa libération immédiate. (...)

Le 26 mars 2014, le New York Times a publié un éditorial de López sous le titre « la défaite de l'État vénézuélien ». (Source : wikipedia.org)

Antonio Ledezma a quitté le Venezuela pour la Colombie, puis pour l'Espagne, le 17 novembre 2017. Ensuite, il a appelé à une action internationale pour renverser Nicolas Maduro... (Source : wikipedia.org)

Quant à Carlos Vecchio, il est un des acolyte de Lopez et Ledezma, il a été se réfugier aux Etats-Unis.

- La France présente "ses voeux de succès" au président Sissi - Reuters 03.04

"Elle souhaite que sa réélection lui permette de satisfaire les aspirations légitimes du peuple égyptien à la sécurité, à la prospérité et à la pleine expression des libertés dans le cadre constitutionnel", précise la porte-parole du Quai d'Orsay dans son point presse, mardi.

Le Quai assure que la France "continuera d'accompagner les autorités égyptiennes dans les réformes économiques courageuses (Dictées par le FMI et entièrement tournées contre les travailleurs égyptiens - LVOG) qu'elles ont entreprises et poursuivra le dialogue qu'elle a engagé avec elles sur les droits de l'Homme et les libertés fondamentales".

"Face au terrorisme et au radicalisme religieux, le pluralisme et le dynamisme de la société civile sont une force sur laquelle les autorités égyptiennes doivent pouvoir s'appuyer", poursuit le ministère des Affaires étrangères. Reuters 03.04

En guise de "pluralisme", pratiquement tous les candidats ont été contraints de se retirer.

- Egypte: Sissi réélu avec 97% des voix dans un scrutin sans vraie compétition - AFP 2 avril 2018

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a été réélu pour un second mandat de quatre ans avec 97,08% des voix validées, dans une élection sans surprise où son seul adversaire était aussi l'un de ses partisans.

Un peu plus d'un électeur égyptien sur trois ont voté lors du scrutin des 26, 27 et 28 mars, soit une participation de 41,5%, selon l'Autorité nationale des élections.

La participation des Egyptiens reflète leur "foi dans la voie démocratique", s'est félicité M. Ibrahim avant d'annoncer sous les applaudissements la "victoire" de M. Sissi, président de l'Autorité nationale des élections.

Qualifiée de "mascarade" par certaines figures de l'opposition, cette présidentielle n'a pas réservé de surprise.

Archi-favori, M. Sissi avait pour seul adversaire Moussa Mostafa Moussa, un homme politique méconnu du grand public et partisan affiché du chef de l'Etat. Celui-ci a obtenu 2,92% des voix.

M. Moussa est arrivé in extremis dans la course après la mise à l'écart ou le renoncement d'autres prétendants plus sérieux.

Fin novembre, l'ex-Premier ministre Ahmed Chafiq avait annoncé sa candidature depuis les Emirats arabes Unis où il vivait. A son arrivée en Egypte début décembre, il a disparu pendant environ 24 heures, avant d'annoncer qu'il renonçait.

L'ex-chef d'état-major Sami Anan a été exclu de en janvier, poursuivi par la justice militaire pour s'être engagé "sans l'autorisation des forces armées".

L'ancien député devenu dissident Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Anouar El-Sadate, et l'avocat défenseur des droits de l'Homme Khaled Ali ont eux aussi jeté l'éponge, dénonçant des pressions.

Plusieurs personnalités égyptiennes avaient appelé en janvier au boycott du scrutin, accusant le régime "d'empêcher toute compétition loyale". AFP 2 avril 2018

Totalitarisme. De l'Union européenne de la protection sociale à celle de vos donnés personnelles.

- Check Point - Nos données personnelles seront-elles bientôt mieux protégées ? - Publicsenat.fr 4 avril 2018

Fière de son « Règlement Général de Protection des Données », la Commission européenne a promis « Le changement le plus important en matière de confidentialité des données depuis 20 ans. » Mais dans les fait, protégera-t-il vraiment notre vie privée sur le net dès le 25 mai ? Publicsenat.fr 4 avril 2018

Fake news : Reporters sans frontières lance un système d'autocontrôle - Publicsenat.fr 3 avril 2018

LVOG - Rappel. Reporters sans frontières a assumé recevoir des fonds de la NED (CIA).

De l'autocensure à la censure. L'information sous contrôle made in CIA/NSA.

Avec l'affaire Skripal, on vient de voir comment absolument tous les médias officiels, institutionnels, les réseaux numériques appartenant aux multinationales américaines ont publié les fausses nouvelles fabriquées par les autorités britanniques et reprises évidemment par Macron et le gouvernement français, l'Union européenne et Washington.

Publicsenat.fr - L'association Reporters sans frontières (RSF) présentait ce matin son projet de certification des médias, le « Journalism trust initiative » (JTI), destinée à répondre à la propagation des « fake news » les fausses nouvelles sur les réseaux sociaux. « Le projet, c'est de créer des indicateurs… de ce que doit respecter le journaliste, digne de ce nom, en matière de transparence, d'indépendance, de méthodes journalistiques et de respect des principes déontologiques. Ça permettra de certifier des médias. C'est-à-dire que plutôt d'entrer dans des logiques de censure, on dit positivement quel média présente des garanties » explique Christophe Déloire, secrétaire général de RSF.

Les réseaux sociaux et les moteurs de recherche pourraient ensuite choisir de mettre en avant les médias certifiés par le JTI dans leurs algorithmes. Quant aux annonceurs, ils privilégieraient ces médias pour leurs campagnes publicitaires. RSF suggère également que ces normes puissent servir de « référence » pour les instances de régulation (comme les conseils de la presse qui existent dans la majorité des pays européens et au Québec) et pour les critères d'attribution des aides publiques à la presse.

Le « Journalism trust initiative » a d'ores et déjà reçu trois soutiens de poids: l'Agence France-Presse (AFP), l'Union européenne de Radio-Télévision (UER, l'alliance des médias européens de service public), et le Réseau mondial des rédacteurs en chef (Global editors network ou GEN, qui revendique 2.300 adhérents).

Parallèlement à cette initiative d'autocontrôle, deux propositions de lois (ordinaire et organique) portées par deux députés de la majorité, Naïma Moutchou et Gabriel Attal devraient être examinées en mai à l'Assemblée nationale. Et certaines pistes inquiètent déjà les journalistes. Ce texte sur « confiance et la fiabilité de l'information », préparé avec la ministre de la Communication, Françoise Nyssen envisage, par exemple, durant les périodes pré-électorale et électorale, de permettre à la justice de faire cesser en référé la diffusion de fausses informations. Il reviendrait également au Conseil supérieur de l'audiovisuel la possibilité d'empêcher, de suspendre ou de mettre fin à la diffusion de services de télévision contrôlés « par un État étranger ou sous l'influence de cet État », et qui portent atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou participent à une entreprise de déstabilisation de ces institutions.

Au Sénat, la sénatrice centriste de l'Orne, Nathalie Goulet avait déposé une proposition de loi visant à faire de la diffusion de fake news, un délit pouvant aller jusqu'à 5 ans de prison et 100 000 euros d'amende. « Très dangereux que les États s'accordent la responsabilité du tri de l'information »

« S'agissant du tri de l'information produite selon des processus honnêtes ou pas, ce serait très dangereux que ces États s'accordent cette responsabilité. C'est entrer dans une certaine manière dans une logique de censure. Mais ce serait tout aussi dangereux de déléguer ça à des plateformes qui sont aveugles sur la manière avec laquelle ont été produits ces processus » estime Christophe Deloire. Publicsenat.fr 3 avril 2018

Mobilisation en cours en France.

La réaction fait entendre sa voix...

- SNCF : Richard Ferrand fustige « les agitateurs qui veulent faire de l'anti-Macron primaire » - Publicsenat.fr

- SNCF: ce député UDI veut une loi pour permettre les réquisitions des cheminots grévistes - Le HuffPost

- Pécresse: le gouvernement doit faire respecter "sans délai un vrai service minimum" - AFP

Et le corporatisme aussi...

- Rail: la gauche de la gauche espère se requinquer grâce au mouvement social - AFP 3 avril 2018

Le porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), qui fait un retour remarqué sur la scène politique et médiatique depuis le début du conflit, met en garde le gouvernement contre "un méchant retour de flamme".

"Plus on sera nombreux et plus on gagnera vite. L'enjeu, il est là (...) Depuis quelques jours, on sent que la mayonnaise est en train de monter. Tout le monde se dit "plutôt que d'y aller séparément, autant y aller en même temps"", affirme-t-il aussi.

Le retour de M. Besancenot sur le devant de la scène a été salué par Jean-Luc Mélenchon, qui y voit "un signe et une bonne nouvelle". "Sa présence réduit le champ des conciliateurs et soulage notre effort", écrit le porte-parole de La France Insoumise sur son blog. "Il élargit le râteau dégagiste et oblige au combat les secteurs politiques qu'il concurrence".

Cette lutte contre la réforme du rail est "le commencement d'un bras de fer social comme le pays en a peu connu", a affirmé M. Mélenchon, mardi gare de l'Est à Paris, d'où partait une manifestation non programmée vers la gare Saint-Lazare.

Nouvellement élu premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure montre la même détermination: "une grève, ça sert à créer un rapport de force avec un gouvernement pour le faire négocier, et moi, je souhaite que, face à la grève, eh bien, le gouvernement arrête de faire la grève de la négociation".

Sur la réforme décriée de la SNCF, dont la CGT réclame le retrait, M. Martinez a insisté sur le fait que "la balle est dans le camp du gouvernement et du président de la République". "Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis", a-t-il dit. AFP 3 avril 2018

"Vite gagné" pour que la situation rentre dans l'ordre et que la vie continue comme avant, les dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui n'en peuvent plus apprécieront.

On aura aussi compris qu'il ne peut s'agir que "d'un bras de fer social" et qu'en aucun cas Macron ou le régime, les institutions ne doivent pas être menacés, normal, tous ces parasites en vivent, bien. Du PS au NPA, ils sont tous sur la même longueur d'onde, seuls apparemment le POI et le POID exigent le retrait du plan Macron-Spinetta ou le départ de Macron.

- Une grève peut en cacher d'autres - Liberation.fr 4 avril 2018

Après le succès de la première journée du mouvement cheminot, mardi, les appels se multiplient pour une unification des combats syndicaux. Une «convergence» encore loin d'être acquise mais qui serait inquiétante pour l'exécutif. Liberation.fr 4 avril 2018

- Les électriciens et les gaziers eux aussi en grève - Liberation.fr 4 avril 2018

Premier syndicat chez EDF et Engie, la CGT appelle, seule, à un mouvement de grève dans le secteur de l'énergie. A la fois en solidarité avec la SNCF et pour pousser des revendications catégorielles. Liberation.fr 4 avril 2018

- Les éboueurs plantent à leur tour le piquet de grève - Liberation.fr 4 avril 2018

Ce matin, à Ivry-sur-Seine, éboueurs et égoutiers ont bloqué le passage des camions vers le plus grand incinérateur d'Europe. Les syndicats appellent à poursuivre ce mouvement. Liberation.fr 4 avril 2018

- A Tolbiac, «le blocage illimité, c'est une base» - Liberation.fr 4 avril 2018

Ce site de l'université Paris-I est l'un des plus mobilisés contre la loi organisant la sélection à l'université. Liberation.fr 4 avril 2018

- A Montpellier comme à Paris, «tous dans la même galère» - Liberation.fr 4 avril 2018

Mardi, des manifestants de divers secteurs sont descendus dans la rue pour leurs propres luttes et pour soutenir celle des cheminots. Liberation.fr 4 avril 2018

ACTUALITE EN TITRES

Quand l'intelligence demeure artificielle ou superficielle, on s'emmêle les pédales...

- Cédric Villani (LREM), victime d'un accident de vélo, apparaît "bien amoché" pour parler de l'IA (Intelligence artificielle - ndlr)
Le HuffPost 04.04

Cédric Villani recruté par les « Young Leaders » de La French American Fondation (promo 2012), tout comme Macron et Philippe...

Haut de page

Le 6 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf. (21 pages)

Une contribution politique

Il est vrai qu'il arrive qu'on manque de rigueur, non pas parce que cela nous arrangerait, mais uniquement par manque de temps. Car de nombreuses facteurs pour être abordés sérieusement nécessitent de longs développements, au lieu de déclarations lapidaires en guise d'explications, que seul son auteur est en mesure de comprendre, ce qui est gênant quand on se propose de partager ses idées.

J'ai eu l'occasion de brocarder les généralités faciles auxquelles recourent à tour de bras certains d'entre nous, qui en réalité ont été contredites par les faits sans qu'ils modifient leur discours. Ils s'en servent à la manière de connaissances qu'on a acquises ici ou là un jour et qui nous servent de points de repères, sans se donner la peine par la suite de les actualiser ou de vérifier qu'elles sont toujours valables.

Pour l'illustrer, j'ai relevé dans un blog les commentaires suivants qui démontrent que leurs auteurs ont été induits en erreur par des analyses à l'emporte-pièce, orientées ou peu sérieuses. Cela concerne le risque de troisième guerre mondiale, de préférence entre l'Otan et la Russie, mais pas seulement, plus généralement la stratégie de l'oligarchie dominante. Ces commentaires ont été rédigés suite à un article consacré à la "mobilité militaire" de l'Otan à travers l'UE.

- "Tout cela oui mais au profit du complexe militaro industriel US."

- "Il faut croire que l'UE (et les USA) ne se portent pas vraiment bien pour que les décideurs n'aient plus que l'horizon de la guerre contre la Russie pour remotiver les ardeurs pro-européennes et atlantistes des bas peuples."

Laissons de côté "l'horizon de la guerre contre la Russie" et intéressons-nous plutôt à la place du complexe militaro-industriel dans l'économie.

Immédiatement, on s'aperçoit que le rapport entre l'économie d'armement qui correspond proprement dites à la production d'armes ou au marché de l'armement mondial, et le reste de l'économie productive ou la production des marchandises (et services) autres que des armes, contredit l'affirmation selon laquelle l'économie d'armement serait le volant de l'économie mondiale ou qu'elle représenterait une part gigantesque de l'économie.

Pour en être convaincu, il suffisait simplement de comparer le PIB mondial qui dépasse les 71.000 milliards de dollars, et les quelques milliers de milliards de dollars que représentent la totalité des dépenses militaires mondiales, soit 2,5 % du produit intérieur brut mondial (en 2010).

Aux Etats-Unis, le budget de la Défense se situe aux alentours de 650 milliards de dollars, tandis que l'endettement des étudiants a atteint 1.000 milliards de dollars. Donc aussi colossales ou monstrueuses que nous paraît la part réservée à l'économie d'armement, il faut la ramener à sa juste proportion sous peine de partir dans des théories foireuses ou de raconter n'importe quoi. Que cette industrie dégage des profits énormes ou qu'elle gaspille des forces productives et en détruise dès que leurs produits se retrouvent sur les champs de bataille, c'est un fait qu'il faut prendre en compte dans notre argumentation pour combattre les guerres impérialistes, mais cela n'en fait pas la première industrie mondiale.

Et puis, il ne faut pas confondre l'économie d'armement et l'économie de guerre. Pour illustrer ce propos, j'ai relevé rapidement quelques données que je vous soumets.

Aux Etats-Unis.

De 1 300 000 salariés en 1989, le secteur est tombé à 547 400 à la fin de 2003. Au cours de la même période, le montant des acquisitions a été réduit de 30 % (seulement 70 milliards de dollars US en 2003) tandis que le nombre de militaires passait de 2,2 millions à 1,4 million.

En France.

Durant la Première Guerre mondiale, le nombre d'ouvriers dans l'industrie de l'armement passe de 50 000 en 1914 à 1 700 000 en 1918.

Après la Seconde Guerre mondiale, les emplois directs dans le secteur industriel de la défense ont culminé à 310 000 en 1982 et sont depuis en baisse constante. (Source : Wikipedia)

En 2013, les 100 principales entreprises productrices d'armement dans le monde ont affiché globalement un chiffre d'affaires de 395,5 milliards USD réalisés dans les contrats d'armement (sur un chiffre d'affaires total de 1 292,3 milliards USD).

Le Top 100 de l'année 2013 compte 46 firmes américaines, 24 de l'Union européenne et 30 sociétés établies dans le reste du monde (y compris les pays européens non membres de l'UE)

En 2011, avec une croissance quasi nulle par rapport à 2010, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1 738 milliards de dollars, ce qui représente 2,5 % du produit intérieur brut mondial et environ 249 dollars par habitant. Les États-Unis comptent à eux seuls pour 40,9 % de ce total, suivis par la Chine qui représentent 8,2 % des dépenses mondiales. Bien qu'il soit difficile d'évaluer la valeur financière du commerce des armes, on peut estimer qu'il représente environ 0,3 % des échanges commerciaux mondiaux de biens et services.

Les transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, estimés à 8,5 milliards de dollars annuellement... grip.org

À travers le monde, 1 249 entreprises dans plus de 90 pays produisent des armes légères[Quand ?]. wikipedia.org

En 2004, le budget de la Défense (hors sécurité intérieure) représentait 3,3 % du PNB contre 6,5 % en 1984 (la France consacrait alors 4,2 % de son PNB à sa défense).

Le gigantisme du budget accordé au domaine de la Défense aux États-Unis (environ 1/5 du budget fédéral en 2005) leparisien.fr

Mon propos n'est évidemment pas de minimiser les dépenses d'armement ou la part que représente l'économie d'armement, mais de les remettre à leurs places.

Je me suis demandé pourquoi de nos jours nos gouvernants et leurs médias nous parlent quotidiennement de guerres, nous abreuvent avec leur propagande hystérique guerrière, de haine et de xénophobie débridée, alors qu'en réalité aucun ennemi, aucune guerre ne nous menace directement. Pour justifier des dépenses militaires croissantes, certes, pour agir sur la psychologie des peuples, certes. On pourrait en rester à ces arguments qui ne sont pas erronés ou qui sont en partie justifiés, mais pour ma part, j'estime que le compte n'y est pas.

Ils voudraient nous faire croire que finalement rien n'aurait changé depuis l'époque de l'URSS, qu'on se retrouverait en présence des mêmes rapports qu'autrefois ou que le cours de la situation mondiale aurait évolué en empruntant une voie rectiligne, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Or, si on veut analyser la situation actuelle à partir des critères qui avaient cours dans le passé, on ne risque pas de s'en sortir ou on est bon pour croire n'importe quoi. Je pencherait pour une autre version, à savoir que depuis la crise du capitalisme de la fin des années 60 ou le début des années 70, ils ont modifié leur stratégie et ils se sont dotés petit à

petit d'une panoplie d'instruments dans tous les domaines, afin de tenter de sauver la place hégémonique qu'ils occupent dans la société.

Certes, certes vous me direz, on le sait. Mais je n'en doute pas. Cependant je n'ai pas jamais dit qu'il voulait sauver à tout prix le capitalisme comme système économique, bien au contraire puisqu'il les embarrasse au plus haut point, et c'est bien parce qu'ils ne peuvent pas le bazarder du jour au lendemain qu'ils sont aussi hystériques. De ce point de vue là, le capitalisme tel qu'il structure encore les rapports entre les classes à travers le monde constitue pour eux la principale menace, et non Poutine ou Xi en tant que tels, sauf quand ils s'y identifient ou s'appuient sur ces rapports pour faire valoir leurs intérêts face aux Américains et ses vassaux. C'est marrant, on admet qu'il faut dépasser le capitalisme et passer au socialisme, mais on n'arrive pas à se faire à l'idée que notre ennemi se trouve confronter au même défi, et qu'il ne va pas rester les bras croisés en attendant sa chute.

Bien entendu, ils ne vont pas chanter sur tous les toits qu'ils savent que le système économique capitaliste est condamné, et que c'est la raison pour laquelle ils avancent plus ou moins masqués vers l'instauration d'un autre système économique qui présente la caractéristique d'être à la fois purement et simplement mafieux, et de reposer uniquement sur leur volonté d'assurer leur propre survie en tant que privilégiés, donc sans logique d'aucune sorte, sans aucune justification possible, autrement qu'en s'en remettant à des moyens dictatoriaux et en tenant des discours démagogiques usés jusqu'à la corde et que plus personne ne croit.

Ils ne peuvent pas afficher leurs réelles intentions même si elles transpirent de chacune de leurs mesures, mais là je doute qu'on en ait pris vraiment la mesure. Par exemple, on est convaincu à juste titre qu'ils veulent privatiser la SNCF, c'est là un objectif intermédiaire, mais certainement pas leur objectif final. Pour avoir un contrôle total sur l'ensemble de la société sans qu'il ne puisse jamais être remis en cause, il faut que tout ce qui peut se marchander tombe sous le coup de leur pouvoir, de sorte que chacun y soit soumis ou que personne ne puisse y échapper, donc puisse contester leur régime tyrannique, contrairement à ce qui se passe en régime capitaliste où ses lois de fonctionnement alimentent en permanence la lutte de classe des exploités qui représente une menace constante sur leur domination de classe.

Leur premier objectif est de faire en sorte que nous n'ayons plus aucun droit d'aucune sorte, pour qu'ensuite livrés à leur bon vouloir ou ayant un pouvoir de vie ou de mort sur chacun d'entre nous, ils nous réservent le destin qui correspondrait à leurs intérêts, cela pouvant aller jusqu'à éliminer les pans de la population mondiale qu'ils estimeraient superflus ou inutiles, pourquoi pas, il semble bien qu'à au moins deux reprises ils aient agi de la sorte au XXe siècle, donc imaginer qu'ils ne seraient pas capables de définir une stratégie aussi sordide, ce serait sous-estimer leur détermination et leur instinct de survie.

Leur objectif final est de nous réduire en esclavage, et non de s'enrichir toujours plus comme on n'arrête pas de le répéter. D'ailleurs on peut observer qu'ils ne se contentent pas de s'enrichir toujours davantage, ils veulent absolument être aux commandes, contrôler ou détenir tous les rouages du pouvoir politique, toute la société doit leur manger dans la main.

Ils savent que la terre peuplée de 10, 15, 20 milliards d'habitants serait un enfer, y compris pour eux. J'ignore si ce cauchemar se réalisera un jour, en tout cas ce que je crois avoir compris, c'est qu'ils préfèreraient s'en passer pour ne conserver que la population qui serait indispensable à leur propre épanouissement, et qui ainsi réduite au strict minimum pourrait s'épanouir à son tour tout en préservant les ressources de la planète, oui effectivement comme je l'ai lu quelque part, ils réaliseraient le socialisme... mais pour eux.

Si ce scénario est largement du domaine de l'utopie, il n'en demeure pas moins qu'ils s'y accrochent, parce qu'ils n'en ont pas trouvé d'autres pour sauver leurs peaux. Et puis, après tout, la civilisation humaine a sans cesse progressé au cours des derniers millénaires passés, alors pourquoi ne régresserait-elle pas durant les siècles à venir sans pour autant que le meilleur de ses réalisations ne disparaisse, en attendant de pouvoir en profiter sans modération ou en toute sérénité. En comparaison, de nos jours la vie des oligarques ne doit pas être une sinécure, tant ils sont haïs de par le monde et doivent peut-être se haïr eux-mêmes.

En attendant d'aborder la phase de réduction de la population mondiale des trois quart au moins ou davantage encore pour pouvoir couler enfin des jours paisibles, ils doivent commencer par la soumettre à un nouvel ordre mondial totalitaire, et les différents stades de développement économique auquel sont parvenus les différents pays dans le monde ne leur facilitent pas la tâche, car en dehors des Etats-Unis pratiquement aucun pays n'est parvenu à réduire à néant les droits sociaux et politiques des peuples, hormis peut-être ceux qui n'en ont jamais eu, dont l'Inde où je vis, ici la notion de droit est incongrue, inconnue.

Peut-être que mon analyse est en partie influencée par ce que je vis au quotidien, mais je ne le pense pas, parce que bien des peuples partagent déjà notre triste sort sur tous les continents, et si parmi eux figure le peuple américain, je me dis que ce n'est pas le produit du hasard, mais bien parce que c'est dans cette voie que s'oriente le monde dominé par l'oligarchie.

Maintenant, on s'aperçoit qu'un abîme sépare notre interprétation de la réalité ou notre analyse de l'évolution à venir de situation, avec celle d'un travailleur ou d'un militant en France qui va se battre pour une revendication démocratique bourgeoise, comme s'ils ne s'apercevaient pas que tout foutait le camp autour d'eux ou que le régime était devenu incompatible avec le progrès social ou toute expression de la démocratie, ce qui interdit du coup d'envisager d'inverser cette tendance, d'autant plus que les interprétations qu'on leur propose sont devenues obsolètes ou ne sont pas en phase avec la réalité. Les objectifs qu'on leur

propose ou qu'ils se fixent correspondent à une époque révolue ; les capitalistes sont passés au stade supérieur et il faut impérativement en faire autant sous peine d'être inaudible et laminés. Macron peut parler de révolution, mais on s'en interdit, c'est un peu fort tout de même. Que fait Macron sinon une révolution néolibérale, c'est sa manière de poser la question du pouvoir pour le compte de l'oligarchie et de l'ordre mondial qu'elle veut instaurer, maintenant si on n'est pas capable de donner un nom à notre révolution ou de la caractériser parce qu'elle serait socialiste, c'est qu'on n'est pas capable d'assumer nos idées, alors qu'il faudrait poser la question du pouvoir, non pas qu'on envisagerait de la résoudre demain matin, mais pour comprendre qui le détient, pourquoi et comment pour consciemment pouvoir s'y attaquer et s'en emparer. Ils veulent nous soumettre en esclavage, et nous nous voulons conquérir notre émancipation, nous libérer du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous sommes face à la mise en place d'un régime bureaucratique totalitaire, cruelle, impitoyable qui broiera tous ceux qu'il estimera inutiles ou nuisibles aux intérêts de la caste de l'oligarchie.

Aujourd'hui aux Etats-Unis, les travailleurs qui manifestent pour faire valoir leurs droits font davantage face à des forces spéciales de l'armée qu'à de simples policiers, qui de leur côté ont le droit de tirer sur des citoyens désarmés et de les tuer en toute impunité, de préférence s'ils sont Afro-américains, les juges sont corrompus, le droit de se syndiquer est quasi hors la loi, tous les Américains sont sur écoute, surveillés, il leur est très difficile d'échapper aux marchés de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, de la communication, du divertissement, etc. entre les mains de holdings qui littéralement les empoisonnent physiquement et mentalement, leur mode de vie et de pensée est si éloigné de l'idéal de liberté auquel nous aspirons, qu'il leur est devenu quasiment impossible de le concevoir, certains Américains vont jusqu'à comparer leur pays à un immense camp de concentration dans lequel chacun est davantage préoccupé par sa propre survie, rendant toute issue politique collective inaccessible tant la tâche à réaliser pour renverser le régime en place s'avèrerait titanesque, hors de portée, tant les contradictions dans la société sont poussées à l'extrême, à l'instar des inégalités sociales monstrueuses...

Ce modèle de société est devenu si oppressant que plus personne n'imagine en sortir un jour, et c'est bien là qu'ils veulent nous conduire aussi en France, en Europe. Ils veulent l'étendre ou l'imposer à l'humanité toute entière. On ne peut pas le combattre efficacement, si on n'a pas conscience de sa nature exacte, et que par conséquent il n'existe pas d'autre alternative que le liquider de fond en comble en recourant à une révolution.

Réformer le capitalisme, les capitalistes qui furent les premiers à savoir que ce serait impossible ou qui l'ont toujours su pour les plus avisés, était une cruelle illusion, tout comme s'y adapter pour tenter de s'en sortir individuellement. Du coup ils ont opté pour des moyens extrêmes pour atteindre des objectifs qui le sont tout autant. Et de notre côté, on rechigne à envisager de recourir à une révolution, parce qu'elle serait forcément violente du fait que la réaction déclencherait immédiatement une guerre civile qui remettrait en cause notre mode de vie ou notre petit confort individuel, en fait médiocre et répugnant, l'idée qu'une solution extrême s'impose face à une situation extrême effraie le petit bourgeois corrompu qui sommeille en nous.

Il est préférable de se dire que le capitalisme n'a pas changé pour ne pas avoir à l'affronter. On refuse d'admettre qu'on est en train de basculer dans un autre modèle de société, régi par d'autres lois et rapports que ceux qui lui étaient imposés par le capitalisme, tout en perpétuant le règne de l'exploitation de l'homme pas l'homme dorénavant géré par une caste bureaucratique et encadré par un règlement de police qu'elle a conçue pour nous mater et nous maintenir en servage indéfiniment.

On a sous les yeux le modèle de société immonde mis en place aux Etats-Unis, mais on préfère les fermer, comme si cela pouvait nous sauver ou nous éviter de connaître le même sort, quelle naïveté ou manque de logique. J'y suis peut-être plus sensible parce que je vis en Inde. Personnellement, j'en suis pratiquement arrivé à me trouver bien uniquement quand je suis chez moi, alors que ce n'est pas dans ma nature, et je conçois très bien qu'il faille se forcer ou se faire violence pour combattre cette tendance qui aboutirait pour ainsi dire à se couper du reste de la société ou à mépriser tous ses membres sans distinction tant les rapports qui existent sont détestables, dépourvus des valeurs ou des principes qui nous animent, et si malgré tout je m'emploie à en détecter les traces infimes auxquelles je me raccroche, je doute que cela soit le cas de beaucoup de personnes, sachant que toute notion de conscience leur échappe, non mais sans exagérer, c'est effrayant quelque part, en Inde je n'ai jamais rencontré une personne qui serait animée de bonnes intentions et qui serait désintéressée, le reste étant à l'avenant en pire.

On se rassure comme l'on peut. Il est plus confortable de croire que la roue de l'histoire pourrait tourner à l'envers ou que des jours meilleurs ont existé autrefois sous les cieux du capitalisme, sans se demander pour qui de préférence, il ne vaut mieux pas et on aura deviné pourquoi. On refuse d'admettre que tout système à un début et une fin, on défie la dialectique, quelle prétention ridicule ! On nous a enseigné que le capitalisme ne pourrait pas disparaître de lui-même, ce qui était exact, et on a été jusqu'à croire que seuls les exploités s'en chargeraient, ce qui était erroné, les exploiteurs pourraient s'en charger eux-mêmes.

Nous sommes venu au monde ou nous avons vécu lorsque le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme était parvenu à un certain stade d'évolution (caractériser par le passage au mode de production capitaliste), et nous n'avons pas pris conscience qu'il s'inscrivait dans le cadre d'un processus dialectique qui se poursuivait ou qu'il en était le produit, ce qui ne fut pas fatal ou si grave que cela quand le rapport de force entre les classes était favorable à la classe ouvrière, mais risquait de le devenir quand ce rapport s'inverserait, et nous y sommes.

Il n'y a qu'un seul et unique facteur qui peut encore nous sauver aujourd'hui, c'est que le capitalisme n'a pas atteint le même degré

de développement à travers le monde, ce qui crée une multitude de tensions et contradictions entre capitalistes ou impérialistes, qui retarde d'autant l'avènement de leur nouvel ordre mondial totalitaire. C'est la seule explication plausible que j'ai trouvée à la guerre à laquelle se livrent les principaux impérialistes, américain, russe, chinois, britannique, français, etc. Qui ne voit pas que l'oligarchie anglo-saxonne veut à tout prix et le plus rapidement possible, intégrer les pays de l'UE, la Russie et la Chine dans son modèle de société globale et tyrannique ou fasciste qu'on a nommé néolibéral.

Le capitalisme a dépassé le stade de la faillite sans qu'il ne s'effondre ou les engloutisse, et ils sont pressés de passer à l'étape suivante, parce que ce n'est pas le cas ailleurs qu'aux Etats-Unis. Cela signifie qu'il existe encore une fenêtre de tir pour l'abattre, à condition évidemment d'en avoir parfaitement conscience, et là la partie n'est pas gagnée d'avance, car il va falloir convaincre nos dirigeants de cesser de croire qu'on en serait encore au Capital de Marx et Engels, qui au lieu de nous aider à aller de l'avant nous tire en arrière ou plutôt l'usage qu'ils en font. L'économie mondiale est appelée à se caler ou à prendre pour modèle l'économie la plus développée, qui concentre au plus haut degré l'ensemble des contradictions du capitalisme, au point qu'elle a dû passer à un autre modèle de société ou système économique pour les contenir ou s'en émanciper. Car lorsqu'on use de son pouvoir ou qu'on s'autorise à fabriquer des dollars à hauteur du tiers ou plus du PIB mondial, on desserre l'étau qui menaçait de vous broyer, n'est-ce pas ? C'est aussi cela qu'il faudrait cesser de nier. Qu'on ne vienne pas me dire après que je n'apporte pas d'arguments pour étayer ma théorie, ce serait malhonnête.

Mais même face à l'évidence nos détracteurs veulent avoir le dernier mot. Que rétorquent-ils ? Je vous le donne en mille, mais alors pourquoi n'en fabriquent-ils pas davantage pour résoudre tous leurs problèmes. Mais qui vous a dit que cela les résoudrait, personne, il se pourrait même que cela les aggraverait. N'ont-ils pas ajouté de l'anarchie à l'anarchie qui régnait dans la production à l'échelle mondiale ? N'ont-ils pas déjà déstabilisé des régimes stables qui leur étaient acquis ? Etc.

A moins de leur prêter l'intention de vouloir faire le bonheur des peuples pour être tranquille, on atteint là le comble de la stupidité. Seul le leur compte, et leur problème c'est que justement il y a beaucoup trop de prétendants, plus de 7,4 milliards, vous imaginez, quelle horreur ! Tout se tient quand on y regarde de plus près, à condition de ne pas être myope ou de mauvaise foi.

On dit de la dialectique ou de la loi de la transformation de la quantité en qualité, que la décrire présente peu d'intérêts si on est incapable de déterminer à quel moment et comment s'effectue ce passage. S'agissant du capitalisme, on dispose de nombreux repères tout au long du XXe siècle pour en prendre conscience, pour ne pas remonter plus loin. La création de la Fed, le krach de 1929, les deux guerres mondiales qui donnèrent naissance à un tas d'institutions politiques ou financières internationales (ONU, FMI, Banque mondiale, etc), les accords de Bretton Woods, la fin de la conversion du dollar en or, l'euro et la BCE, la fabrication ex nihilo par la Fed de 20 à 30.000 milliards de dollars depuis 2008... L'oligarchie anglo-saxonne a assurément de la suite dans les idées, ce qui nous manque le plus, et là c'est aussi une certitude.

Tranquillement l'araignée tisse sa toile pour avaler sa proie une fois prisonnière, cela vaut pour Facebook et Cie.

Vous voyez que la dialectique est accessible à chacun, il n'y a que le dénouement qui est écrite nulle part, en tout cas ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'un système peut s'effondrer sur lui-même ou disparaîtra pour céder la place à un autre système et ainsi de suite.

On a dit du socialisme que ce n'était pas un système, je ne me souviens plus exactement pourquoi, peut-être parce que dès le départ il est voué à être remplacé par le communisme qui ouvrira la voie au règne de la liberté, ce qui signifie que le socialisme est destiné à préparer les conditions qui permettra d'en finir avec le règne de la nécessité au stade suivant, de sorte qu'il n'existe pas à proprement parler de rupture entre le socialisme et le communisme qui mènent à la liberté.

Mais bon, par commodité on peut l'appeler un système sans qu'on s'en offusque. Disons qu'en passant au socialisme on inaugurera une ère nouvelle (de liberté) pour l'humanité toute entière dont les limites sont indéfinies, c'est peut-être cela qui le distingue d'un système qui fonctionne en circuit fermé.

Ce que j'ai voulu expliquer dans cet article, c'est qu'on ne pourra pas lutter pour notre émancipation en continuant d'avoir des illusions dans le capitalisme, même si ces illusions sont bien intentionnées, ce sont peut-être les pires qu'il nous faut aussi combattre.

Volontairement, je n'ai pas abordé la question du rôle des armes et de la guerre ainsi que ses conséquences sur les plans économique et politique.

Un régime totalitaire mondial, disions-nous. Une info qu'on avait loupée.

- Les Pays-Bas suppriment le référendum - ouest-france.fr 27.02.2018

Les députés néerlandais ont adopté par 76 voix contre 69, jeudi, un projet de loi qui prévoit la suppression du référendum consultatif. Jusqu'à maintenant, lorsqu'une pétition avait récolté plus de 300 000 signatures, le gouvernement se voyait contraint d'organiser un scrutin. Un référendum de ce type sur le pouvoir des services de renseignements est prévu le 21 mars.

Ce pourrait bien être le dernier.

De 1952 à 2015, seuls deux référendums, dont celui qui a vu le rejet de la Constitution européenne en 2005, avaient été organisés aux Pays-Bas. Mais depuis peu, les consultations se multipliaient. En 2016, les Néerlandais ont dû répondre « oui » ou « non » à l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine. Et en mars, ils doivent se prononcer sur les pouvoirs accordés aux services des renseignements néerlandais.

Dans le cas du référendum sur l'Ukraine, le « non » l'avait emporté. Pendant des mois, le gouvernement néerlandais avait traîné le résultat comme un boulet, avant de décider de ne pas remettre en cause l'accord entre Bruxelles et Kiev. ouest-france.fr 27.02.2018

Commentaires d'internautes.

1- "Cette phrase de Jean-Claude Juncker résume la philosophie de la construction européenne.

Le 25 mai 2005, Jean-Claude Juncker déclare à propos des référendums :

« Si c'est oui, nous dirons donc : « on poursuit » ; si c'est non, nous dirons : « on continue ! »

https://www.lesechos.fr/26/05/2005/LesEchos/19421-008-ECH_juncker——si-c-est–non—nous-dirons—on-continue–.htm"

2- "La "Démocratie" néerlandaise qui supprime le référendum, c'est bien ! La "Dictature" venezuelienne qui organise des élections présidentielles, c'est mal !

Décrépitude des occidentalistes…"

3- "Il n'est pas nécessaire de supprimer les élections puisqu'elles ne servent à rien depuis qu'une gouvernance quasi totale des ex-nations d'Europe est opérée depuis Bruxelles. Au contraire, les élections servent de cache-misère à l'oligarchie qui prétend nous représenter. Les élections, tendanciellement, finiront par donner le pouvoir à des formations d'extrême-droite, prétendument contestataires de l'ordre établi, mais en réalité en parfait accord avec la soumission à laquelle nous sommes condamnés. Les extrême-droites européennes sont UE-compatibles. On en fera le constat tôt ou tard."

Mais elles le détiennent déjà le pouvoir."

4- "Pas besoin de supprimer les élections si le processus électoral a été correctement verrouillé en amont (choix des candidats, gestion des discours par les médias, et matraquage contre les partis 'populistes').

La démocratie est tolérée car elle n'est pas un frein à la tyrannie."

5- "Le parlement européen est un pur alibi démocratique : il n'est là que pour entériner les décisions de la Commission qui elle, mène le bal exécutif ET législatif.

Les députés européens sont des encartés de ce système fasciste.

Dommage que les Européens ne s'intéressent pas plus à la structure et aux rôles des institutions européennes qui fonctionnent comme une nasse."

6- "Le Parlement européen avec deux lobbistes pour un eurodéputé est tout simplement de la corruption, rien de plus, rien de moins."

7- "Si on veut être réalistes, le «pire» est au pouvoir depuis plusieurs décennies déjà! "

8- "Être pour la démocratie aujourd'hui est considérée comme réactionnaire… tout le monde sait bien que « le peuple, ça n'existe pas » « c'est une construction »(entendu sur de nombreux médias français dernièrement).

Défendre le droit de vendre ses organes, de se prostituer ou de se détruire par la drogue… ça c'est progressiste; c'est individualiste et pas collectif, c'est bien; les Pays-Bas sont depuis longtemps un pays « à la page » de se côté là."

9- "Pourquoi les milieux non autorisés à penser, qui n'ont plus de doute sur la dimension démocratique du régime politique français actuel, n'arrivent pas à définir le nouveau régime qui s'est progressivement mis en place?

Est-ce que le peuple sait mais ne veut pas voir la réalité en face car elle est source d'angoisse?

Et si nous n'étions plus en démocratie?

Les milieux autorisés à penser vont utiliser tous les moyens qui sont les leurs (médias de masse) pour nous expliquer qu'il est IMPENSABLE (interdit de penser) que l'on ne soit pas en démocratie.

La prise de conscience en France est générale (je crois) mais personne ne dit ou ne sait comment faire pour renverser la situation. "

10- "De la Vé République, c'est l'élection présidentielle de 2017 qui a été entachée du plus d'irrégularités. Les institutions sont en faillite, l'exécutif s'illustre dans le reniement et l'improvisation, en conséquence de quoi le désordre s'installe.

Et pour parfaire le tableau, le gouvernement joue la montre à défaut de cultiver ses responsabilités.

Le peuple médusé – mais de moins en moins tout de même – assiste à une cacophonie devenue inaudible. Bien sûr que la prise de conscience est générale."

11- "La mondialisation sera une dictature ou ne sera pas."

12- "Néanmoins, au risque de décevoir beaucoup, il n'y a jamais eu en France et cela depuis au bas mot l'empire romain, de démocratie sur le territoire français, et ce que l'ont appelle "Démocratie" en réalité est au pire une oligarchie pseudo élective, et au mieux une "Électocratie" représentative…"

13- "Il reste une solution :

L'Article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »"

On peut l'appeler ainsi

La presstituée, inutile de la présenter, vous l'avez tous reconnue.

Qui a dit ?

- "Avec plus de 500 milliards d'importations chinoises, la guerre commerciale avec la Chine était de toute façon perdue depuis longtemps."

Réponse : Trump dans un tweet.

Plouf !

Fake news d'Etat ou l'affaire Skripal (du 3 au 6 avril).

- Les experts militaires britanniques contredisent Theresa May - Réseau Voltaire 3 avril 2018

Le directeur du laboratoire militaire des Sciences et technologies de Porton Down, Gary Aitkenhead, a déclaré en son nom et au nom de ses collègues, le 3 avril 2018 sur Sky News, que ses services ont identifié la substance ayant atteint les Skripal comme provenant du programme Novichok, mais pas son origine.

« Nous avons été en mesure d'identifier cette substance en tant que Novichok et d'établir qu'il s'agissait d'un agent innervant de qualité militaire (…) Nous n'en avons pas établi la source exacte, mais nous avons fourni des rapports scientifiques au gouvernement, qui a ensuite eu recours à d'autres sources avant de tirer les conclusions dont on dispose aujourd'hui », a-t-il affirmé.

Seize jours plus tôt, le 19 mars, le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, avait prétendu à Zhanna Nemtsova sur Deutsche Welle avoir interrogé l'équipe de Porton Down qui lui aurait assuré sans l'ombre d'un doute la responsabilité de la Russie.

En 2003 déjà, lors de l'attaque anglo-saxonne de l'Iraq, les scientifiques militaires britanniques avaient dénoncé les falsifications de leur gouvernement. Alors que le Premier ministre d'alors Tony Blair avait affirmé que ses experts avaient confirmé que Baghad détenait d'importants stocks d'armes chimiques, un spécialiste de réputation mondiale, le docteur David Kelly, avait discrètement informé la BBC que ce n'était qu'une « Fake News ». Découvert par le MI6, il fut retrouvé mort. Une commission d'enquête, présidée par Lord Brian Hutton, conclut au suicide. Quatre ans plus tard, un député libéral, Norman Baker, publiait la vérité de ce meurtre d'État dans The Strange Death of David Kelly.

En apparaissant directement à l'écran, Gary Aitkenhead, a sauvé la paix et évité le pire. Réseau Voltaire 3 avril 2018

- Affaire Skripal: après l'OIAC, la Russie porte le dossier devant le Conseil de sécurité AFP 5 avril 2018

La Russie, qui n'est pas parvenue à convaincre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de l'inclure dans l'enquête sur l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal, porte jeudi le dossier devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'ambassadeur russe auprès des Nations unies, Vassily Nebenzia, a annoncé que la Russie avait demandé une réunion publique du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'affaire Skripal jeudi à 15h00 heure locale (19h00 GMT).

La Russie souhaite spécifiquement, a dit M. Nebenzia, que la réunion porte "sur la lettre de la Première ministre britannique Theresa May" accusant la Russie de l'empoisonnement de l'ex-espion Skripal et de sa fille Ioulia.

Moscou nie catégoriquement toute implication dans cette affaire et dénonce "une provocation" occidentale et "une campagne antirusse".

Le Conseil avait déjà tenu le 14 mars une réunion d'urgence sur ce dossier, cette fois à l'initiative du Royaume-Uni.

Devant l'OIAC, la Grande-Bretagne a maintenu mercredi ses accusations contre la Russie, qu'elle tient pour responsable de l'attaque commise à l'aide d'un agent neurotoxique le 4 mars à Salisbury, dans le sud-ouest de l'Angleterre.

Les représentants des 41 Etats membres du Conseil exécutif de l'OIAC étaient réunis à huis clos au siège de l'organisation à La Haye pour évoquer cette affaire qui est à l'origine des pires tensions Est-Ouest depuis la Guerre froide et d'une vague sans précédent d'expulsions croisées de diplomates.

Dans une ambiance tendue, la Russie, qui avait demandé la convocation de la réunion, n'a pas pu obtenir de l'OIAC qu'elle l'inclue dans l'enquête sur l'empoisonnement des Skripal.

L'ambassadeur russe auprès de l'OIAC, Alexandre Choulguine, avait proposé que la Russie mène une enquête conjointe avec la Grande-Bretagne, sous la médiation de l'OIAC.

Mais la proposition russe, présentée conjointement avec l'Iran et la Chine, a été qualifiée d'emblée de "perverse" et de "tentative de diversion" par la délégation britannique, et rejetée lors du vote de l'OIAC.

"Malheureusement, nous n'avons pas pu recueillir deux tiers des voix en faveur de cette motion. Une majorité qualifiée était nécessaire", a déclaré M. Choulguine lors d'une conférence de presse.

"Les masques sont tombés", a-t-il lancé, indiquant que Londres et Washington avaient voté contre la proposition russe ainsi que, "docilement et tenus par la discipline de l'UE et de l'Otan", les Etats membres de ces deux organisations et "quelques alliés des Etats-Unis en Asie".

"Il faut noter que 23 pays ont refusé de s'associer au point de vue occidental: soit ils ont voté pour notre projet, soit ils se sont abstenus", a souligné l'ambassadeur russe.

Des sources diplomatiques ont indiqué à l'AFP que six pays avaient voté en faveur de la proposition russe, 15 contre et que 17 s'étaient abstenus.

Quelques jours après l'empoisonnement, Theresa May l'avait attribué à Moscou, estimant qu'il s'agissait de "la seule explication plausible".

La Russie, qui clame son innocence depuis le début, s'estime renforcée par les déclarations du laboratoire spécialisé britannique qui a analysé la substance utilisée contre l'ex-espion.

Ce laboratoire situé à Porton Down, près de Salisbury, l'a identifiée comme étant du Novitchok, un agent innervant de type militaire de conception soviétique.

Mais il a reconnu ne pas avoir de preuve que la substance utilisée contre les Skripal ait été fabriquée en Russie, alors que le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson avait paru dire le contraire.

- "Grossièrement fabriquée" -

Le chef du renseignement extérieur russe Sergueï Narychkine a explicitement accusé mercredi les Occidentaux de manipulation, affirmant que l'affaire Skripal avait été "grossièrement fabriquée par les services spéciaux de Grande-Bretagne et des Etats-Unis".

Le chef du laboratoire chimique du ministère russe de la Défense, Igor Rybaltchenko, a affirmé, selon l'agence russe Interfax, que "n'importe quel laboratoire moderne" pouvait produire le type de substance utilisé.

"Il n'existe aucun marqueur unique qui permettrait de désigner un pays comme ayant préparé la substance utilisée", a-t-il assuré.

M. Poutine avait déjà relevé qu'une substance comme celle utilisée à Salisbury pouvait être fabriquée "dans une vingtaine de pays du monde". AFP 5 avril 2018

- «Il faut renvoyer Boris Johnson» pour son «mensonge» sur l'affaire Skripal - sputniknews.com 04.04

«Johnson a dit qu'il a personnellement parlé avec un homme de Porton Down, celui qui, en l'occurrence, est la personne qui a fait la déclaration du 3 avril. Alors, selon le ministre, cet expert lui a dit que la tentative était l'œuvre de la Russie et que personne d'autre n'avait pu le faire. Ce n'est pas seulement une erreur, c'est une tromperie, ce qui est encore pire», a fustigé Galloway, un ancien parlementaire britannique. sputniknews.com 04.04

- Washington rétropédale et propose à Moscou de remplacer les diplomates expulsés - sputniknews.com 04.04

Le département d'État a proposé à la Russie d'envoyer de nouveaux diplomates en remplacement des 60 diplomates expulsés, comptant sur la réciprocité de la part de Moscou eu égard aux diplomates américains. sputniknews.com 04.04

- Emmanuel Macron sera-t-il le dindon de la farce Skripal? sputniknews.com 04.04

Alors que cette affaire Skripal ressemble de plus en plus à un mensonge destiné à incriminer la Russie, la position du Président Macron et de Jean-Yves le Drian, le ministre des Affaires étrangères, est pour le moins embarrassante. 48 heures avant la réélection de Vladimir Poutine, le 16 mars, Emmanuel Macron affichait son soutien aux Britanniques et condamnait la Russie...

Je veux avoir un mot de solidarité pour nos amis britanniques. Tout porte à croire que le gouvernement russe est impliqué. Nous réaffirmons notre volonté commune d'interdire toute utilisation d'arme chimique. — Emmanuel Macron (@EmmanuelMacron) 16 ????? 2018 ?.

?Le 19 mars, dans un entretien téléphonique pour présenter ses félicitations à Vladimir Poutine, le Président Macron en aurait profité pour demander à son homologue de

«faire toute la lumière sur les responsabilités liées à l'inacceptable attaque de Salisbury» et de «reprendre en main fermement d'éventuels programmes qui n'auraient pas été déclarés à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques», alimentant la rhétorique de Londres. Deux jours plus tard, le 21, les Présidents Trump et Macron se mettaient d'accord pour demander officiellement des comptes à Moscou. En effet, d'après un résumé de leur appel,

«Les présidents ont réaffirmé leur solidarité avec le Royaume-Uni après l'utilisation par la Russie d'armes chimiques contre des individus sur le sol britannique et sont tombés d'accord sur la nécessité de prendre des mesures pour que Moscou rende des comptes.»

Le 23 mars, alors que des sanctions étaient envisagées par Londres, Emmanuel Macron déclarait:

«Tous ont convenu que conformément à l'évaluation britannique, il n'y a pas d'autre explication plausible que la responsabilité de la Russie.»

Son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves le Drian semble ne pas être en reste dans l'expertise chimique lorsqu'il considéra que:

«Seuls les Russes savent faire le Novitchok, c'est pour cela qu'il n'y a pas d'autre explication plausible.»

Si Emmanuel Macron n'a pas encore réagi à ces nouvelles révélations provenant de Porton Down, il semble déjà avoir perdu une nouvelle occasion de ne pas détériorer plus avant les relations bilatérales entre la France et la Russie. sputniknews.com 04.04

Fake news du Times.

- Affaire Skripal: L'agent innervant provenait d'une base russe. - Reuters 6 avril 2018

L'échantillon de l'agent neurotoxique de conception soviétique Novitchok utilisé pour empoisonner l'ancien agent double russe Sergueï Skripal et sa fille en Angleterre provenait d'un centre de recherche militaire dans le sud-ouest de la Russie, rapporte jeudi le Times. Reuters 6 avril 2018

Et d'où tient-il ce renseignement ? Des renseignements britanniques !

Réincarnation. Seront-ils canonisés par le patriarche de l'église orthodoxe ou le pape ?

- Ioulia Skripal s'exprime pour la première fois depuis son empoisonnement - Reuters 5 avril 2018

Ioulia Skripal, empoisonnée par un gaz innervant il y a un mois avec son père Sergueï dans le sud de l'Angleterre, a diffusé jeudi une déclaration dans laquelle elle souligne le caractère "quelque peu déroutant de toute cette affaire".

"Je me suis réveillée il y a plus d'une semaine maintenant et je suis heureuse de dire que je reprends chaque jour des forces", dit la citoyenne russe de 33 ans dans ce communiqué diffusé en son nom par la police britannique.

"Je suis sûre que vous vous rendez compte que toute cette affaire est quelque peu déroutante et j'espère que vous respecterez ma vie privée et celle de ma famille pendant ma période de convalescence", ajoute-t-elle.

Les médecins craignaient que, s'ils survivaient à cette attaque, Sergueï et Ioulia Skripal ne présentent des lésions cérébrales irrémédiables.

Selon la télévision publique russe et l'agence de presse Interfax, Ioulia Skripal a téléphoné à sa cousine Viktoria en Russie et lui a assuré qu'elle se remettait, tout comme son père. Au cours de cette conversation téléphonique, Ioulia Skripal a dit à sa cousine qu'elle pensait pouvoir sortir bientôt de l'hôpital, précise la télévision russe qui ajoute toutefois ne pouvoir garantir l'authenticité de l'enregistrement fourni par Viktoria. Cette dernière a affirmé vouloir ramener Ioulia en Russie.

"Tout va bien, on se remet, tout le monde va mieux, tout le monde est vivant", déclare Ioulia dans cet enregistrement. Interrogée sur l'état de santé de son père, elle répond: "Tout va bien, il se repose en ce moment, il dort, la santé de tout le monde est bonne, personne n'a de problèmes qui ne peuvent être réglés. Je quitterai bientôt (l'hôpital)." Reuters 5 avril 2018

Fake news sur les « rebelles modérés » de la Ghouta en Syrie.

- Les « rebelles modérés » évacués de la Ghouta - Réseau Voltaire 4 avril 2018

Comment discerner un « rebelle modéré » (sic) de la Ghouta d'un habitant ? Il suffit de comparer la bonne santé et les vêtements des premiers avec l'amaigrissement et les loques des seconds.

L'Armée arabe syrienne vient de découvrir des stocks de nourriture et un hôpital très bien équipé à Irbine. Pourtant, l'Onu et les ONG humanitaires assuraient que le « régime » affamait la population et la privait de soins.

Un immense réseau de tunnels est mis à jour, dont un mega-corridor permettant de faire circuler des 4x4 et d'approvisionner les combattants, tandis qu'ils maintenaient les habitants en esclavage.

Alors que la presse occidentale assure que les familles qui ont été évacuées vers l'Émirat d'Idleb sont bien des « rebelles modérés », la plupart des combattants sont montés masqués dans les autobus mis à leur disposition. Lorsque certains sont apparus tête nue, ils ont été reconnus. Sur cette seconde photo : les deux personnages du premier plan apparaissent comme ceux qui arboraient les têtes de leurs victimes sur la première photo.

Reporters sans frontières professionnel & fake news made in USA.

- “La face cachée de Reporters sans frontières : De la CIA aux faucons du Pentagone” - Les Crises 04.04

Voici, détaillés dans ces pages, les fréquentations douteuses, les financements honteux, les hargnes sélectives, les indulgences infondées, les tentatives de dissimulations, les manipulations des chiffres, les mensonges réitérés de Reporters sans frontières, le tout au service d’une cause sans rapport avec les objectifs affichés. Observons son ardeur au travail contre les pays pauvres que l’Occident veut soumettre et son silence face aux concentrations économiques dans les médias des pays riches. Notons sa mansuétude envers les «bavures» de l’US Army, ses «oublis» dans la comptabilisation de journalistes qui en sont victimes.

Ce livre dévoile les paravents de la CIA qui alimentent RSF en dollars: le Center for a Free Cuba et la National Endowment for Democracy (NED) via l’United States Agency for International Development (USAID).

Et il n’y a pas qu’eux: l’Open Society Institute du milliardaire et magnat international de la presse George Soros, ami personnel de Bush, qui s’agite partout où peut être mis en place un gouvernement pro-étatsunien, fait partie aussi des généreux financiers de RSF.

Alors, RSF ??? Association humanitaire ou bras médiatique européen de la CIA et des faucons du Pentagone ?

Critique de Maurice Lemoine sur le site du Monde diplomatique :

Question : « Quel besoin avait le président Hugo Chávez d’engager une réforme de la Constitution (…) au risque d’aggraver encore un peu plus les divisions et la polarisation entre les citoyens de son pays ? » Autre question : quelle est la légitimité de Reporters sans frontières (RSF), organisation théoriquement destinée à la défense des journalistes, pour, dans un communiqué du 28 novembre 2007, poser… ce type de question ? Et pourquoi tant de mensonges, systématiques et effrontés, dès qu’est évoquée la situation au Venezuela ? Cet ouvrage apporte quelques éléments de compréhension. Fréquentations douteuses (extrémistes cubains de Miami), financements très politiques (en provenance de Washington), hargnes sélectives (contre La Havane ou Caracas…), modération remarquée (dans la dénonciation des « bavures » de l’armée américaine contre les journalistes), désintérêt patent (quant à la censure des médias par l’argent) y sont amplement détaillés. D’où une dernière question : RSF n’aurait-il pas tendance à reproduire, voire à anticiper, les opinions émanant du département d’Etat américain ? Les Crises 04.04

Commentaires d'internautes.

1- "RSF en diseur de vérité c’est un peu comme la mafia luxembourgeoise en régulateur bancaire, le symptôme de l’inversement complet du sens et des valeurs. Heureusement il n’y aura bientôt plus qu’eux pour croire à leur propres mensonges et se décerner les bons points vérité certifiée."

2- "Bref, pour croire que tout ça est couvert de bonnes intentions, il faut avoir largement dépassé le stade de la naïveté. Pas facile de préparer le ministère de la pensée unique !"

3- "Avoir confiance en Google, Facebook ou Microsoft. Pourquoi pas en Monsanto, Goldman Sachs, Wallmart, Xe, Carlyle ou Lookeed pendant qu’on y est?"

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation à la SNCF.

- Grève SNCF : comme un début d’inquiétude au gouvernement - LeParisien.fr 04.04

Y aurait-il de la fébrilité dans l’air ? Mercredi après-midi, Edouard Philippe a décidé de reporter son déplacement prévu ce week-end au Mali pour rester à Paris. LeParisien.fr 04.04

- Plusieurs centaines de manifestants pour la défense des cheminots - AFP 03/04/2018

Plusieurs centaines de personnes ont défilé mardi à Paris mais aussi dans plusieurs villes en soutien aux cheminots, au premier

jour d'une grève au long cours contre la réforme de la SNCF, ont constaté des journalistes de l'AFP.

A Paris, les manifestants, en majorité des cheminots de SUD-Rail et de FO, mais aussi des étudiants, des agents hospitaliers, des enseignants et des salariés d'Air France, sont partis peu après 15H00 de la gare de l'Est en direction de la gare Saint-Lazare, sur fond de fumigènes, pétards et sirènes.

"Cheminots en colère, on va pas se laisser faire", scandait SUD-Rail au micro. Parmi les slogans: "A ceux qui veulent privatiser le rail, la rue répond: résistance" ou "cheminots, usagers, solidarité". Une banderole de FO cheminots proclamait: "Non à la casse sociale ! Non à la casse du ferroviaire ! Résister, revendiquer, gagner !"

La solidarité entre cheminots et étudiants s'est manifestée aussi à Lille où 300 personnes se sont rassemblées, à Tours (500) et à Bordeaux (environ 200).

"Gares et facultés, défendons le service public", pouvait-on lire sur une banderole à Bordeaux, tandis qu'à Lille, les manifestants scandaient: "C'est tout le monde qui déteste Guillaume Pépy", "Etudiants, cheminots, c'est tous ensemble qu'on va gagner!". AFP 03/04/2018

- SNCF: une cagnotte de soutien aux grévistes dépasse 220.000 euros AFP 04/04/2018

Une "cagnotte" de soutien aux cheminots en grève, lancée le 23 mars par une trentaine d'écrivains, réalisateurs ou encore universitaires, avait franchi la barre des 220.000 euros, mercredi en début de soirée.

A 18H30, la somme affichée sur le site dépassait 200.000 euros collectés, avec plus de 6.500 contributeurs.

A titre de comparaison, la "caisse de grève" lancée par SUD-rail (3e syndicat à la SNCF) contenait près de 20.000 euros à la même heure, avec environ 470 participants.

"Nous avons de la sympathie pour les cheminots grévistes", ont écrit en mars, sur un blog de Mediapart, les fondateurs de la cagnotte, parmi lesquels figurent les écrivains Laurent Binet, Didier Daeninckx et Annie Ernaux, les philosophes Bernard Stiegler et Étienne Balibar, ou encore le réalisateur Robert Guédiguian.

"Ils défendent un de nos biens communs, une entreprise de service public que le gouvernement cherche à transformer en +société anonyme+", ont-ils écrit, en soulignant que "les journées de grève coûtent et que pour le succès de leurs revendications, il importe que le mouvement puisse durer". AFP 04/04/2018

- Les syndicats de la SNCF dénoncent une "mascarade" après une réunion de 6 heures avec la ministre... - Le HuffPost 6 avril 2018

A l'issue de leur première réunion de concertation avec le gouvernement depuis le lancement de la grève de deux jours sur cinq contre la réforme du rail, les syndicats de la SNCF ont dénoncé jeudi 5 avril au soir "une mascarade" et promettent de nouveau une grève longue.

"C'est une véritable mascarade" avec "un gouvernement qui brode", qui "n'a pas de propositions et qui ne règle pas les problèmes", donc "la grève se poursuit", a déclaré Laurent Brun, secrétaire général de la CGT Cheminots, "extrêmement déçu et mécontent" car "les revendications des cheminots n'ont pas été entendues". "Le gouvernement avance à marche forcée pour tenter de nous asphyxier. On est dans une situation où le mouvement social risque bien de se durcir", a estimé Roger Dillenseger de l'Unsa.

Quant aux transferts des agents, "une partie des agents seront transférés d'office, l'autre partie sera appelée à être volontaire et s'il n'y a pas assez de volontaires, ils seront également transférés d'office", a ajouté M. Brun.

"Il va falloir renforcer, amplifier, durcir"

"Hélas, les cheminots vont devoir se mobiliser dimanche et lundi (...) Nous sommes partis sur un conflit qui risque de durer si le gouvernement ne revoit pas sa méthode", a prévenu Didier Aubert de la CFDT.

Pour SUD Rail, "il va falloir renforcer, amplifier, durcir" la grève pour "faire plier" le gouvernement et "arriver au bout des revendications". Le débat sera "posé dans les assemblée générales" afin de voir "comment organiser le mouvement pour être entendu", a indiqué Eric Santinelli.

Lors des deux premiers jours de la grève par épisode, mardi et mercredi, le trafic ferroviaire a été très perturbé, avant de

reprendre jeudi. La deuxième séquence va débuter samedi à 20 heures pour s'achever mardi à 07 heures 55.

Côté politique, le député insoumis François Ruffin a proposé une "grande manifestation nationale commune le 5 mai" et le président du groupe LFI à l'Assemblée, Jean-Luc Mélenchon, a appelé à une manifestation commune "anti-Macron", à Marseille, le 14 avril.
Le HuffPost avec AFP 6 avril 2018

Éditorial de La tribune des travailleurs (POID)

- "*Le gouvernement doit céder : retrait du plan Macron-Spinetta !*"

LVOG - Non : Retrait du plan Macron-Spinetta ou Macron dégage !

- Les syndicats sont dépassés et désertés, qu'il faudrait remplacer par d'autres formes ? Les événements montrent que le mouvement vers la grève se confond avec le mouvement vers les organisations syndicales, instruments de l'action.

LVOG - ... et de la trahison ! On se serait passé de ce paragraphe.

On aurait pu se contenter du constat que "*les fédérations de cheminots CGT, FO et SUD exigent clairement le retrait du projet Macron-Spinetta !*"

Bref, toute perspective politique a disparu... D'ailleurs la "*politique de concertation*" "*ne sert* (pas) *que le gouvernement*", mais les capitalistes qui veulent s'approprier la SNCF et qu'il faut exproprier...

Discussion entre cheminots dans La tribune des travailleurs (POID)

S'"*il n'y a rien à négocier avec ce gouvernement*", et si "*c'est vraiment la bataille majeure dans laquelle on ne peut pas reculer*", et si Macron refuse de "*reculer*", il doit dégager, à moins qu'il licencie ou dissolve l'ensemble des cheminots !

Je suis loin de la France et sans correspondant, donc je navigue à vue en fonction de ce que je lis et de ma propre expérience. J'ai appris à me méfier des déclarations tonitruantes et des appréciations faussement optimistes ou exagérées.

Il y a un truc que je ne comprends pas, on n'arrête pas de nous dire que les travailleurs n'en peuvent plus, que Macron est honni, qu'il ne cèdera pas, et voilà qu'on se contente de vouloir le faire reculer... Cela fait penser à ceux qui vous promettent monts et merveilles avant des élections, et qui lorsqu'ils sont au pouvoir se contentent d'abroger une loi marginale en conservant toutes les lois anti-ouvrières adoptées précédemment, bref, la vie continue comme avant sous la Ve République.

Est-ce cela l'avant-garde ? J'avais cru qu'elle s'inspirait des travailleurs les plus avancés pour les recruter...

Numéro de prestidigitation d'un fakir.

- Ruffin (LFI) propose une "grande manifestation nationale commune le 5 mai" - AFP 5 avril 2018

Le député LFI François Ruffin a proposé mercredi l'organisation d'"une grande manifestation nationale commune le samedi 5 mai", lors d'une "assemblée générale" publique en présence de plusieurs centaine de personnes, dont des cheminots, des étudiants et personnel médical en grève.

"Je propose le samedi 5 mai" pour "une grande manifestation nationale commune", a lancé M. Ruffin lors d'un rassemblement dont il avait eu l'initiative à la Bourse du Travail à Paris devant la multiplication des mouvements sociaux.

Dans le mois qui vient, le député de la Somme souhaite que se créent partout en France "des comités du 5 mai" pour qu'"on arrive à se rassembler, pour un grand mouvement tous ensemble".

"La plus grosse question, c'est: qu'est-ce qu'on fait le 5 mai au soir? Il faut une inversion du rapport de force, que la peur change de camp, que le 5 mai au soir soit le point de départ" du changement de la politique sociale et économique qu'il appelle de ses voeux, a ajouté le réalisateur de Merci, Patron!, l'un des initiateurs du mouvement de La Nuit Debout en 2016.

"On n'est pas là pour refaire Nuit Debout", a toutefois prévenu de son côté le philosophe Frédéric Lordon, échaudé par l'échec du mouvement spontané né en réaction à la loi El Khomri mais qui n'avait pas connu de débouchés politiques. "Si l'offensive est générale, nous voulons le débordement général. Il faut dire à tous ceux qui se sentent dans le malheur qu'il y a une issue. Luttez, luttons, c'est le moment", a lancé ce membre des Economistes atterrés.

Écrivant sur sa page Facebook vendredi dernier, M. Ruffin avait souligné: "C'est le printemps, ça bourgeonne ici et là. À la fac de Toulouse, de Montpellier, dans les hôpitaux, dans les Ehpad, et dans les gares, bien sûr", écrivait-il en allusion aux grèves actuelles. "Alors est-ce qu?on pourrait essayer quelque chose ? Est-ce qu?on pourrait tenter que les petits ruisseaux de colères fassent une grosse rivière d?espérance ? Est-ce qu?on pourrait aider à ce qu?un truc se passe, un truc, juste un truc, un truc qui nous fasse respirer, un truc qui soulève la chape de plomb de la résignation ?"

A son appel plusieurs centaines de personnes se massaient dans la Bourse du travail mercredi soir, au son d'une fanfare. Plusieurs centaines d'autres avaient dû rester à l'extérieur, faute de place.

"Il faut essayer quelque chose", "appeler à la convergence des luttes, qui est une condition nécessaire mais insuffisante", a-t-il lancé à un public enthousiaste, qui applaudissait et tapait du pied, il faut faire "la fête à Macron".

Plusieurs représentants de salariés ou étudiants en grève ont également pris la parole. Une étudiante de Tolbiac est venu expliquer son opposition à la "sélection catastrophique" à l'université, en termes d'"inégalité sociale, économique et géographique"; un cheminot "en colère" promettre que la lutte contre la réforme de la SNCF allait "s'accentuer"; une médecin et une infirmière affirmer que "le gouvernement organise le déficit des hôpitaux"; un employé de Carrefour qu'"on crée la précarité" dans son entreprise... huffingtonpost.fr et AFP 5 avril 2018

En complément

Quelles sont les facs mobilisées ? - Liberation.fr 5 avril 2018

Ce sont désormais une vingtaine de villes qui sont concernées par des mobilisations ou des blocages organisés contre la réforme de l'université. A la revendication initiale s'ajoute la colère des étudiants et étudiantes contre la répression, dans un contexte marqué par les violences survenues à la faculté de droit de Montpellier. Liberation.fr 5 avril 2018

Conflit salarial à Air France: 4 grèves supplémentaires en avril - AFP 04/04/2018

Le conflit salarial à Air France s'est encore durci mercredi après l'annonce, par dix syndicats de tous métiers, de quatre journées de grève supplémentaires, les 17 et 18 avril puis les 23 et 24 avril. AFP 04/04/2018

Illégitime !

- Révision des institutions: le scénario retenu par l'exécutif - AFP 04/04/2018

Le Premier ministre Édouard Philippe a dévoilé mercredi la vaste réforme des institutions, promise par Emmanuel Macron, dont voici les principales mesures:

30% DE PARLEMENTAIRES EN MOINS

En campagne puis devant le Congrès, Emmanuel Macron avait promis de réduire d'environ un tiers le nombre de députés (577) et de sénateurs (348), mais avec plus de moyens pour travailler.

Ce sera 30% en moins dans chaque chambre, a annoncé le Premier ministre. Le nombre de députés sera ramené à 404 et le nombre de sénateurs à 244 lors des prochaines élections.

15% DE PROPORTIONNELLE

La "dose" de députés élus à la proportionnelle, promise par Emmanuel Macron, est finalement de 15%. Pour le chef de l'État est de permettre à "toutes les sensibilités" d'être "justement représentées". Les Français y sont aussi majoritairement favorables, selon les sondages.

Sur la dose de proportionnelle, plusieurs questions demeurent: listes nationales, régionales ou panachages pour la proportionnelle, quel redécoupage des circonscriptions, etc.

CUMUL DANS LE TEMPS LIMITÉ

Le nombre de mandats identiques, complets et consécutifs sera limité à trois pour les parlementaires et présidents d'exécutifs locaux. La date d'entrée en vigueur n'a pas été annoncée mais cette disposition pourrait ne s'appliquer qu'aux prochains élus.

Les maires des communes de moins de 9.000 habitants n'y seront pas soumis. Sans doute pour satisfaire le Sénat, dont les maires constituent le gros des électeurs, cette exception a été étendue. Elle concernait initialement les communes de moins de 3.500 habitants.

CORSE

Une référence explicite à la Corse sera inscrite dans la Constitution. Il s'agit d'une des rares revendications nationalistes retenues par Emmanuel Macron lors de sa visite en Corse début février.

DIFFÉRENCIATION DES TERRITOIRES

Les collectivités locales de métropole et d'outre-mer pourront "adapter les règles qui régissent leurs domaines de compétence à la réalité de leur territoire". Un "pacte girondin" mais aussi "un gage d'efficacité et une façon de réformer sans céder à l'esprit de système", pour le Premier ministre.

JUSTICE, CESE

Les pouvoirs du Conseil supérieur de la magistrature seront renforcés pour la nomination et l'exercice du pouvoir disciplinaire des magistrats du parquet.

La Cour de Justice de la République, chargée de juger les ministres, sera supprimée et les membres du gouvernement jugés par la Cour d'appel de Paris, mais avec un "filtre" pour que "la responsabilité pénale des ministres ne soit engagée qu'à bon escient".

Les anciens présidents de la République ne siégeront plus au Conseil constitutionnel.

Le Conseil économique, social et environnemental, actuellement doté de 233 membres, sera "réduit de moitié", pour devenir "une chambre de la société civile", chargée de d'organiser des consultations de citoyens et d'experts sur les "projets d'avenir".

FABRIQUE DE LA LOI

Au nom de l'"efficacité", la procédure va connaître plusieurs changements pour accélérer les débats. Le "contingentement" des amendements, chiffon rouge, a été abandonné, mais reste un mécanisme pour les limiter. Parmi d'autres modifications, le calendrier budgétaire de l'automne sera réduit à 50 jours, contre 70. En contrepartie, le Parlement verrait ses pouvoirs d'évaluation et de contrôle renforcés.

CLIMAT

L'impératif de lutte contre le changement climatique, "défi majeur du siècle", sera inscrit à l'article 34 de la Constitution, qui fixe le domaine de la loi.

SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Si le Conseil d'État juge nécessaire "un fondement constitutionnel", le Service National Universel figurera aussi à l'article 34.
AFP 04/04/2018

ACTUALITE EN TITRES

- Hommage à Paris aux 510 "morts de la rue" en 2017 - AFP 04/04/2018

Cristina, six semaines, morte en février à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), André, 76 ans, mort en août à Toulon... Au moins 510 personnes sans-abri sont mortes en 2017, selon le collectif Les Morts de la rue, qui leur a rendu hommage mercredi.
AFP 04/04/2018

- Stationnement payant pour motos et scooters: une première qui passe mal - AFP 03/04/2018

Une mesure "déplorable" pour se faire "de l'argent facile": le stationnement est désormais payant pour les scooters et motos dans deux communes du Val-de-Marne, une première en France qui mécontente les conducteurs de deux-roues.

A Charenton-le-Pont et Vincennes, le coût du stationnement pour les motos et scooters a été fixé à environ un tiers de celui des voitures, "proportionnel" à la taille d'un emplacement deux-roues par rapport à un emplacement voitures. Face aux critiques, les mairies de Charenton (30.000 habitants) et de Vincennes (50.000 habitants) le répètent, il ne s'agit pas d'une mesure anti-deux-roues, ni de de fiscalité, mais bien d'"équité" : "il n'y a pas de raison qu'ils soient les seuls à ne pas payer", estime-t-on à la mairie (UDI) de Vincennes.

Face à l'occupation croissante de l'espace public par des deux-roues de plus en plus nombreux, "c'est tout à fait légitime et équitable qu'ils participent, modestement", ajoute le maire LR de Charenton, Hervé Gicquel. AFP 03/04/2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

- Le Royaume-Uni se dote d'une base militaire permanente à Bahreïn - Reuters

Le Royaume-Uni a inauguré jeudi une base militaire permanente au royaume de Bahreïn, rapporte l'agence de presse bahreïnie BNA. Reuters

Etats-Unis

- Frontière mexicaine-Trump veut 2.000-4.000 membres de la Garde nationale - Reuters

Brésil

- Brésil: Un juge ordonne l'incarcération de l'ex-président Lula - Reuters

Le juge brésilien Sergio Moro a ordonné jeudi l'incarcération de l'ex-président Luis Inacio "Lula" da Silva, condamné à 12 ans de réclusion pour corruption, et lui a donné jusqu'à vendredi 17h00 locales pour se présenter de lui-même à la police. Reuters

Corée du Sud

- Corée du Sud: l'ex-présidente Park condamnée à 24 ans de prison - AFP

L'ex-présidente sud-coréenne Park Geun-hye a été condamnée vendredi à 24 années de prison pour son rôle dans le retentissant scandale de corruption qui avait précipité sa disgrâce l'année dernière. AFP

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: Le procès de Zuma repoussé au 8 juin - Reuters

L'ancien président sud-africain Jacob Zuma répondra le 8 juin d'accusations de corruption lors de la signature d'un contrat de vente d'armes d'un montant de 2,5 milliards de dollars (2 milliards d'euros) à la fin des années 1990, a décidé vendredi. Reuters

Malaisie

- Malaisie: dissolution du Parlement pour des législatives anticipées - AFP

Le Premier ministre malaisien, Najib Razak, a annoncé vendredi la dissolution du Parlement en vue d'élections législatives qui s'annoncent difficiles pour le chef du gouvernement, éclaboussé par un scandale financier et défié par son ancien mentor, le charismatique Mahathir Mohamad. AFP

Haut de page

Le 7 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (6 pages)

Ah ces "anticapitalistes", ces "trotskystes" d'opérette !

RETRAIT (du plan Macron-Spinetta)!

Un mot tabou au NPA et à LO, Macron peut s'en féliciter. Je me suis connecté sur leurs blogs nationaux et j'ai lu les articles consacrés à la grève des cheminots, nulle part il n'est question de retrait, ni de dégager Macron évidemment, pour eux il est le président légitime et doit rester en place jusqu'en 2022.

LO.

Putain de grève ! Quand LO tend la perche à la réaction pour battre les cheminots et diviser les travailleurs.

- "*Il faut être solidaire de cette grève, malgré les complications qu'elle provoque.*" Surtout pour Macron, le malheureux !

- "*Cette grève va certes engendrer nombre de difficultés pour tout un chacun.*" Ah bas la grève !

Ensuite, LO regrette que les ministres de ce gouvernement ultra réactionnaire n'aient pas une pensée affectueuse pour les travailleurs, non mais sans blague, parce qu'ils le devraient, après tout ne sont-ils pas des hommes et des femmes comme les autres, bref, le niveau zéro de la conscience de classe.

- "*Whirlpool, il avait proposé un sèche-linge pour solde de tout compte aux salariés dont il se débarrasse. Aucun ministre, ne s'en est offusqué !*"

Macron et ses ministres n'étaient-ils pas destinés à posséder des vertus qu'ils ignoraient eux-mêmes les bougres, et nous alors ? Oh que c'est vilain de ne pas en user à bon escient, ingrats va ! Il semblerait plutôt qu'ils soient fidèles à eux-mêmes, non ? Fallait-il en attendre autre chose, c'est ce qu'insinue insidieusement LO. Quelle ignominie !

Non, mais attendez, je ne sais pas si vous avez pris la mesure du degré d'opportunisme qu'ils ont atteint. Depuis un an Macron et ses ministres ainsi que LREM ne cessent de mépriser ouvertement les travailleurs et de s'attaquer à leurs droits, et voilà qu'ils devraient s'offusquer du sort que la direction d'une multinationale réserve à ses salariés ?

Cela signifie qu'on est en présence de gens qui sont pris dans la spirale infernale de l'immédiateté, et qui ne sont pas capables de penser au-delà dans le passé et encore moins dans le futur, d'où leur incapacité à proposer aux travailleurs une issue ou une perspective politique, ce qui les conduit à prêter des intentions à Macron et ses ministres qui leur sont étrangères, et en contradiction avec la politique réactionnaire qu'ils imposent aux travailleurs.

Décidément ces braves ministres manquent à tous leurs devoirs, il va falloir les rééduquer et les convertir au socialisme... C'est dingue et pitoyable !

NPA

Si "*c'est ça la politique*", il y a vraiment de quoi en être dégoûté...à vie ! Ils servent aussi à cela les pseudo-gauche et extrême gauche version LFI, NPA, LO, etc.

Higelin, l'esprit de 68 - NPA 06.04

- "*Un camarade dans le combat pour une autre société.*"

Quel brave "*camarade*" qu'on ne prendra pas en exemple et vous allez tout de suite comprendre pourquoi, c'était en réalité un opportuniste et rien d'autre.

- Jacques Higelin parlait de son engagement comme personne: "*l'amour de la vie, le plaisir de la vie*" - Le HuffPost 06.04

Jacques Higelin : "*C'est ça la politique. (...) Putain! L'amour de la vie, le plaisir de la vie!*".

Jacques Higelin s'est aussi "*mouillé*" politiquement: François Hollande, Ségolène Royal ou encore Anne Hidalgo ont pu compter sur son soutien. Le HuffPost 06.04

On comprend pourquoi ceux qui n'ont pas eu le bonheur d'Higelin de profiter de "*l'amour de la vie*" ou de goûter au "*plaisir de la vie*" ne sont pas concernés par la politique, selon le NPA, circulez il n'y a rien à voir, elle est destinée aux nantis.

L'hédonisme leur tient lieu à la fois d'intention, de motivation et de programme au NPA. J'ignore ce que vous en pensez, mais nous serons d'accord que tout le monde aspire à profiter de la vie, c'est naturel, c'est d'ailleurs un des piliers sur lequel repose le socialisme, mais apparemment en régime capitaliste il y a beaucoup de candidats mais peu d'élus, non ? On pourrait ajouter que ce sont des nantis qui s'adressent à des nantis, l'immense masse du peuple exploité ne les intéresse pas ou n'existe pas, sauf peut-être quand il s'agit de défendre leurs privilèges parce qu'ils manquent de jambes.

Et de fait, dans 9 cas sur 10 ce sont des privilégiés qui militent, privilégiés par rapport aux restes des travailleurs. Ils vous diront qu'ils en ont conscience, puisqu'ils ont réussi à se convaincre qu'ils avaient atteint un niveau de conscience supérieur. Mais en réalité leur statut social va influencer la manière dont ils vont interpréter le monde sans qu'ils en aient conscience, bien qu'il arrivera forcément un moment où ils s'apercevront que leurs analyses ou leurs comportements sont entachés d'opportunisme sans pour autant les rectifier. Au contraire, ils s'emploieront par la suite à les justifier, quitte progressivement à se renier un peu plus, d'où leurs discours aux relents radicaux pour le camoufler.

Tous ces gens font partie de la gauche institutionnelle que j'ai caractérisée de droite puisqu'ils se prosternent devant le régime qu'ils sont censés affronter.

On pourrait conserver cette caractérisation de droite pour ceux qui sont organisés dans ces partis, et employer celle de gauche institutionnelle ou légaliste pour tous ceux qui sont inorganisés et qui manifestent des penchants progressistes ou humanistes ou estiment légitimes les revendications des travailleurs, cette précision pour éliminer ceux de droite qui prétendent avoir les mêmes penchants, mais ne bougeront pas le petit doigt lorsque le gouvernement adopte des mesures antisociales ou liberticides.

Une imposture qui aura fait long feu.

- Pour son deuxième anniversaire, La République en Marche est désormais vu comme un parti de droite - Le HuffPost 6 avril 2018

25% des sondés le jugent au centre-droit, 20% à droite et 5% très à droite soit un total de 50%. A l'inverse, ils ne sont que 5% à le penser à gauche et 21% au centre.

Il y a un an, seulement un tiers des Français pensaient LREM à droite.

C'est le résultat de mesures libérales prises par le gouvernement d'Edouard Philippe comme les ordonnances réformant le code du travail, la suppression d'une grosse partie de l'ISF ou la réforme annoncée de la SNCF. Le HuffPost 6 avril 2018

Ah ben merde alors, il va falloir qu'on fabrique un nouveau parti de gauche (type libéral-libertaire) après la débâcle du PS, nous voilà dans de beaux draps ! Entre nous, cela pue déjà le cadavre réchauffé... A moins qu'ils s'en passent, avec les moyens de propagande dont ils disposent désormais et après avoir réussi à faire élire Macron avec moins de 20% de voix, tenteront-ils le coup une seconde fois en éliminant tous les concurrents potentiels ? Après tout, la Ve République n'a rien à envier à une monarchie héréditaire...

Affaire Skripal. Même pas mort !

Voilà une résurrection qui va empoisonner un peu plus ceux qui nous gouvernent, on ne peut que s'en féliciter.

Quel poison ces fakes news d'Etat, il va finir par tuer leurs auteurs ! Pas de problème, d'autres prendront la relève et ainsi de suite. Mais jusqu'à quand cela va marcher ? Telle est la question...

Le 27 mars, lors d'un débat sur la sécurité nationale et la Russie, May a déclaré que Sergei et Yulia Skripal « restent gravement malades à l'hôpital. Malheureusement, à la fin de la semaine dernière, les médecins ont indiqué que leur état ne devrait pas changer dans un proche avenir, et ils pourraient ne jamais se rétablir complètement ». (Source : WSWS, le 31 mars 2018)

Quelques jours plus tard ils étaient rétablis !

Ils osent tout. Quand les agences de presse se transforment en cours des miracles.

- L'état de santé des Skripal s'améliore rapidement, selon les médecins - AFP 7 avril 2018

L'état de santé de l'ex-espion russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, empoisonnés il y a un mois en Grande-Bretagne avec un agent neurotoxique particulièrement dangereux, s'améliore rapidement, ont annoncé leurs médecins. (L'un des poisons qualifié il y a quelques jours parmi les plus puissants du monde n'est plus que "particulièrement dangereux". - LVOG)

Après l'intoxication des Skripal, survenue le 4 mars à Salisbury, dans le sud-ouest de l'Angleterre, où l'ancien espion réside, les experts s'étaient interrogés sur leurs chances de survie. (Apparemment ils se sont plantés dans les doses ou la concentration du poison, vont-ils recidiver pour faire taire les Skripal, c'est la question qu'on peut se poser en lisant la suite ? - LVOG)

Le ministère britannique de l'Intérieur a annoncé vendredi avoir refusé un visa d'entrée dans le pays à la nièce de Sergueï Skripal. "Sa demande n'était pas conforme aux règles d'immigration", selon un porte-parole du ministère.

Viktoria Skripal, qui réside en Russie, avait déclaré avoir demandé un visa britannique pour pouvoir rendre visite dès lundi prochain à ses proches à l'hôpital de Salisbury.

"J'étais sûre que cela arriverait. Ils doivent avoir quelque chose à cacher", a-t-elle déclaré à la télévision Sky News, se référant aux autorités britanniques.

L'ambassade de Russie à Londres a jugé ce refus de visa "regrettable et inquiétant". La décision du ministère de l'Intérieur "ne tient pas la route", a-t-elle estimé. AFP 7 avril 2018

Le ridicule ne tue pas, la preuve.

- Comment Ioulia Skripal a fait échouer le plan de Londres visant à diaboliser Moscou - sputniknews.com 06.04

Ioulia Skripal, touchée par l'incident de Salisbury qui n'a toujours pas été élucidé, est dans un état normal, peut parler et est prête à quitter l'établissement médical dans lequel elle se trouve.

Le rétablissement de la fille de Skripal Ioulia avait été annoncé via le site de la police locale, qui enquête actuellement sur l'incident. La jeune femme a parlé à une parente Victoria pour confirmer son état de santé normal. C'est un nouveau coup dur pour Londres, dont la version des faits met en avant qu'une certaine substance toxique prétendument fabriquée par la Russie aurait été utilisée contre la famille Skripal, écrit vendredi 6 avril le site de la chaîne Zvezda. Si un puissant poison avait été utilisé à Salisbury, comme l'affirme obstinément Londres, les victimes n'auraient certainement pas pu s'en sortir «avec plus de peur que de mal».

Ioulia Skripal affirme dans sa déclaration qu'elle a repris connaissance il y a plus d'une semaine et que son état s'améliore de jour en jour.

«Je suis reconnaissante pour tout l'intérêt porté à ma personne et pour les nombreux messages de rétablissement reçus. Je devrais remercier beaucoup de personnes pour mon rétablissement. En particulier, je voudrais mentionner les habitants de Salisbury qui nous sont venus en aide quand nous étions inconscients avec mon père», peut-on lire sur le site de Scotland Yard.

En même temps, la nouvelle du rétablissement de Ioulia Skripal prête à certaines conclusions liées aux circonstances des faits. Plusieurs commentateurs l'ont déjà fait remarquer. Par exemple, la gratitude exprimée par la jeune femme aux habitants de la ville britannique qui leur sont venus en aide ne «colle» pas avec la version propagée par les autorités britanniques sur l'usage d'un poison mortel puissant. Selon Londres, tout un arsenal de «substances toxiques militaires» a été utilisé à Salisbury.

D'où la question: quel est l'état de santé des citadins qui sont venus les premiers en aide au père et à la fille, car très probablement ils ne portaient pas d'équipements de protection? D'ailleurs, le policier touché par le poison a passé seulement quelques jours à l'hôpital.

Sans oublier un véritable scoop: on affirme que l'ex-espion Sergueï Skripal lui-même se rétablirait. Il s'avère qu'il n'est plus dans un état critique depuis longtemps, alors que selon le «verdict» des autorités britanniques il était condamné.

Concernant l'état de son père, Ioulia affirme que «tout va bien, il se repose, dort, l'état de santé de tout le monde est bon, personne ne souffre de maux irrémédiables, je sors bientôt de l'hôpital, tout va bien».

Le perfide «Novitchok» n'aurait-il pas fonctionné? Était-il périmé? Ou il ne s'agit-il pas du «Novitchok» russe, comme l'a confirmé récemment l'expertise du laboratoire spécialisé du ministère britannique de la Défense de Porton Down? sputniknews.com 06.04

De la fabrication des preuves... à leur élimination.

- Preuves éliminées? Moscou réagit à la mort des animaux domestiques des Skripal - sputniknews.com 06.04

Les animaux appartenant aux Skripal auraient pu servir d'indices importants dans l'enquête sur l'empoisonnement de l'ex-agent russe et de sa fille, mais leurs corps ont été incinérés, a pointé du doigt la porte-parole de la diplomatie russe.

La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a réagi ce vendredi aux informations concernant la mort des animaux domestiques des Skripal, dénonçant le rôle que les bêtes auraient pu jouer dans l'enquête.

«Si au premier abord il semble qu'il s'agit d'un prétexte pour rire en disant "les témoins importants ont été éliminés". En réalité, c'était vraiment des "témoins importants", car il s'agit d'un agent toxique qui, dans tout un ensemble de scénarios, aurait pu être déposé dans la maison de Skripal», a-t-elle écrit sur son compte Facebook.

Qu'est-il arrivé aux animaux domestiques des Skripal?

Citant la presse britannique, la diplomate a rappelé que les «cochons d'Inde étaient morts de déshydratation parce qu'ils avaient été abandonnés dans la maison».

«Comment cela se fait-il? Il y a eu une perquisition et personne n'a remarqué les animaux? On n'a pas remarqué les animaux d'un homme qui avait été empoisonné avec un gaz neuro-paralytique?!!», s'est interrogée la porte-parole.

Évoquant le chat que possédaient les Skripal, Mme Zakharova a noté que la bête avait été euthanasiée après avoir été emmené dans le laboratoire de Porton Down.

«Pourquoi a-t-il été euthanasié? Réponse: parce que le chat était "dans un état de détresse", car "on l'avait pas remarqué" lors de la perquisition. C'est ainsi qu'on traite d'habitude les animaux domestiques en Grande-Bretagne?», poursuit la diplomate sur Facebook.

La responsable a par ailleurs rappelé que les cochons d'Inde et le chat ont été incinérés. «Autrement dit, éliminés, alors que les animaux auraient pu être une preuve importante dans une affaire sur l'empoisonnement par substance chimique», a-t-elle ajouté.

Jeudi soir, la diplomatie russe a envoyé au ministère britannique des Affaires étrangères une requête visant à lui demander les informations sur le sort des animaux domestiques des Skripal. Selon Moscou, ces données permettront de mieux comprendre ce qui s'est passé pour l'ex-espion et sa fille. sputniknews.com 06.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Au moins sept Palestiniens tués lors de nouveaux heurts à la frontière entre Gaza et Israël - Franceinfo 6 avril 2018

Nouvelle journée de violence près de la bande de Gaza. Sept Palestiniens ont été tués et plus de 400 blessés par des soldats israéliens, vendredi 6 avril, lors de protestations près de la frontière entre Gaza et Israël.

Le 30 mars, au début d'une série de manifestations palestiniennes pour réclamer le retour des réfugiés et la fin du blocus de Gaza par Israël, les violences ont coûté la vie à 19 Palestiniens et blessé quelque 1 400 personnes, la journée la plus sanglante depuis la guerre en 2014 entre Israël et le Hamas palestinien.

Vendredi, des milliers de Palestiniens se sont à nouveau rassemblés près de la barrière de sécurité séparant le territoire israélien de l'enclave palestinienne contrôlée par le mouvement islamiste Hamas, ennemi juré de l'Etat hébreu.

Des affrontements ont éclaté en plusieurs lieux longeant la barrière. Des manifestants ont incendié des pneus et lancé des pierres sur les soldats israéliens, provoquant des champignons de fumée au-dessus de la barrière de sécurité pour gêner la visibilité de l'armée israélienne. Les militaires ont riposté en tirant des gaz lacrymogènes et des balles réelles.

Le ministère de la Santé à Gaza a indiqué que cinq Palestiniens avaient été tués par des tirs de soldats israéliens, dont un adolescent de 16 ans.

Selon l'armée israélienne, environ 20 000 Palestiniens se sont rassemblés près de la frontière, notamment à l'est des villes de Khan Younès et de Gaza. Certains ont pris part à des heurts et ont "tenté d'endommager et de franchir la barrière de sécurité sous un écran de fumée créé par les pneus enflammés".

Des engins explosifs et des cocktails Molotov ont également été lancés par les manifestants, a ajouté l'armée en soulignant que ses forces ripostaient "avec les moyens anti-émeutes et par balles, conformément aux règles d'engagement". Franceinfo 6 avril 2018

Haut de page

Le 9 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (17 pages)

L'info qui figure plus loin a été partiellement rectifiée :

Syrie: le régime accuse Israël d'avoir mené la frappe contre une base militaire - AFP 09/04/2018

Le régime syrien a accusé lundi Israël d'avoir mené une frappe avant l'aube contre une base militaire dans le centre de la Syrie, qui a coûté la vie à 14 combattants dont des Iraniens.

"L'agression israélienne sur l'aéroport du T-4 a été menée par des avions F-15 qui ont lancé plusieurs missiles", selon une source militaire citée par l'agence officielle SANA. L'agence avait initialement pointée du doigt les Etats-Unis, avant de se rétracter. (Source : lorientlejour.com 09.04)

Dernières infos sur la Syrie.

- Syrie: l'aéroport militaire T4 attaqué - presstv.com 09.04

L'aéroport militaire T4 de Homs en Syrie a été attaqué par missiles américains. L'attaque au missile a été menée depuis un navire américain déployé en Méditerranée. Il s'agirait des missiles de type Tomahawk avec quoi les États-Unis ont déjà frappé une première fois en avril 2017 la base aérienne d'Al-Chaayrate, toujours située dans la banlieue de Homs.

L'agence officielle syrienne SANA a confirmé ce lundi 9 avril l'attaque au missile contre l'aéroport militaire T4 évoquant des morts et des blessés. Toujours selon cette source, les systèmes anti-aériens syriens ont intercepté huit missiles.

L'aéroport militaire T4 se trouve dans la province de Homs. Il se situe à l'ouest de Palmyre à 100 km à l'est de la ville de Homs.

Toute la journée de dimanche les médias occidentaux ont accusé sans preuve l'armée syrienne d'avoir attaqué aux substances chimiques les populations de Douma, dernier bastion que les terroristes de Jaïsh al-islam devraient évacuer dans les heures à venir. Cette accusation a été formulée et reprise par les Américains et leurs alliés au Conseil de sécurité alors que l'armée syrienne contrôle depuis 10 jours la quasi totalité de la Ghouta orientale.

L'une des parties à avoir le plus énergiquement appelé à une attaque US contre la Syrie a été Israël.

Alors que l'opinion internationale continue de dénoncer la mort des dizaines de Palestiniens de Gaza sous les balles israéliennes, le régime de Tel-Aviv croit avoir trouvé de quoi se disculper : la chaîne israélienne i24 News a affirmé disposer d'informations selon lesquelles les commandants militaires américains seraient sur le point de convaincre Donald Trump d'attaquer Damas, plan d'attaque à l'appui.

"Les généraux du Pentagone préparent en ce moment une liste des cibles à frapper qui sera remise d'ici quelques heures au président Trump", rapporte la chaîne israélienne en allusion aux accusations d'attaque chimiques contre les civils de Douma attribuée à l'armée syrienne. Dimanche le président américain avait menacé Assad de "pire riposte" pour "avoir tué des civils dont des femmes". Trump a également accusé la Russie et l'Iran de complicité avec "Assad " qu'il a traité d'animal.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir sur la supposée attaque chimique contre Douma dans la Ghouta orientale, ce lundi à la demande de la France. presstv.com 09.04

- Syrie : la France et les États-Unis démentent avoir bombardé une base du régime - Le HuffPost 9 avril 2018

L'origine de l'attaque qui a visé l'aéroport militaire T-4, également connu sous le nom de Tiyas, reste indéterminée. Le HuffPost et AFP 9 avril 2018

Un article destiné à ceux qui en sont restés au Capital de Marx et Engels.

Je rappelle que jusqu'à mon dernier souffle, j'éprouverai une reconnaissance infinie envers Marx et Engels, que je considère comme les plus grands penseurs et humanistes de tous les temps. Cela implique d'essayer d'en être digne contrairement au culte de la personnalité et au dogmatisme.

- La reconnaissance est un fardeau, et tout fardeau est fait pour être secoué. Diderot, le Neveu de Rameau.

Secouons le fardeau du dogmatisme.

Je me demande comment on peut arriver à se convaincre que tout serait possible sans se poser davantage de questions ou sans imaginer un seul instant que le contraire pourrait également s'avérer exact, autrement dit, que tout ne serait pas possible ou que l'impossible pourrait bien se produire.

Il est étrange qu'on ne parvienne pas à concevoir que ce qui était possible ou impossible à une époque ne le soit plus à une autre époque, tout simplement parce que certains facteurs ou rapports auraient évolué de sorte que certaines conditions qui n'étaient pas remplies ou qui n'existaient pas autrefois le soient de nos jours ou se trouvent réunies, ce qui n'a rien d'extraordinaire et se produit quotidiennement, ce qui l'est en revanche, c'est de s'obstiner à le nier.

Maintenant on conçoit très bien que lorsqu'on aborde un champ aussi vaste que l'évolution de la situation ou de l'économie mondiale, au regard de la multitude de facteurs qui sont concernés, on puisse facilement s'égarer ou on ait toutes les peines du monde à s'y retrouver, et qu'il soit plus pratique alors de s'en remettre à son catéchisme favori. Et lorsqu'il s'avère qu'il est trop étroit pour en contenir les derniers développements ou faits qui le contredisent ou qui n'y figuraient pas, et bien on les fera disparaître ou on décrètera qu'ils étaient insignifiants, au besoin on tordra la réalité dans tous les sens pour qu'elle coïncide avec notre théorie, et si cela ne suffisait pas, on n'hésiterait pas à y trouver ce qui n'y figurait pas.

Après tout, quand en guise d'analyse on a décidé une bonne fois pour toute qu'on avait raison ou que toute interprétation divergente de la nôtre était forcément erronée, rien ne peut perturber nos certitudes gravées dans le marbre, quitte à violer nos principes qui s'en trouveront d'autant affaiblis, sans qu'on s'en émeuve plus que cela une fois rendu à ce stade misérable de reniement...

Il faut avouer que les choses sont beaucoup plus compliquées qu'elles n'y paraissent ou telles qu'on nous les expose.

Il fut une époque où on abordait des questions qui sont devenus littéralement des tabous, par exemple celle concernant la capacité du capitalisme à dépasser ses propres contradictions. On se demandait en quoi consistaient ces capacités et quelles en étaient les limites. Des questions qu'il aurait fallu aborder sérieusement en tenant compte de l'évolution de plusieurs facteurs, dont la croissance exponentielle de la démographie mondiale qu'on continuera d'ignorer jusqu'à nos jours, alors qu'elle était le produit du développement du capitalisme et allait être un des facteurs déterminants de l'évolution à venir de l'économie mondiale, concourir à la modification du rapport de force entre les classes au détriment des exploités dans les pays les plus développés et transformer profondément le mode de vie des masses dans les pays sous-développés, dont certains seront amenés à se développer à marche forcée... Et bien pendant ce temps-là, alors que ce processus se déroulait sous nos yeux, cela paraîtra peut-être incroyable à certains lecteurs, on continua de prétendre que le capitalisme était incapable de développer de nouveaux marchés, que le marché mondial avait atteint ses limites, etc. point final, et oser avancer le contraire vous valait d'être traité d'ignorant ou de contre-révolutionnaire, une insulte suprême pour un militant convaincu d'avoir atteint un niveau de conscience supérieure, du coup nous avons tous adopté cette interprétation farfelue.

En fait, le capitalisme ne disposait pas de capacités secrètes ou inexploitées que Marx ou Engels auraient ignorées, il allait au contraire confirmer leur diagnostic qui demeure valable, mais attention, concernant le capitalisme uniquement, tel qu'il existait à

leur époque et dont les fondements sont demeurés inchangés jusqu'à nos jours, au grand dam de l'oligarchie qui voudrait bien s'en débarrasser le plus vite possible, car il contient des contradictions explosives qui alimentent la lutte de classe du prolétariat.

Ce que ne pouvaient pas deviner ou plutôt découvrir Marx et Engels, c'est que la classe ouvrière ne parviendrait pas à se doter d'une direction politique pour prendre le pouvoir ou abattre le capitalisme, avant que les conditions indispensables à l'existence du capitalisme aient atteintes leurs limites ou ne soient épuisées ou que ses contradictions tendues à l'extrême lui soient fatales, de sorte que l'oligarchie n'ait plus d'autre alternative que recourir à un système de type purement mafieux et criminel n'ayant aucun rapport avec les lois de l'économie pour sauver sa peau ou ses privilèges, y compris le capitalisme à l'agonie, qui ne doit surtout pas s'effondrer de lui-même, car quant à le faire disparaître, elle seule doit s'en charger le moment voulu, par étape, par morceau, d'où la mise en place progressivement d'un autre modèle de société, ploutocratique, bureaucratique, policier, totalitaire.

On n'a pas saisi qu'il existe une différence fondamentale entre une société soumise à des rapports sociaux qui sont régis par des lois de fonctionnement contraignantes ou intangibles, qui s'imposent à toutes les classes, y compris à celle des capitalistes, et une société où ses lois et ses contraintes n'existent pas pour ceux qui les ont conçues, elles émanent de leur volonté à conserver le pouvoir sans avoir à se soumettre à des critères économiques ou sociaux, sans avoir de compte à rendre à personne, et si elles doivent être appliquées bureaucratiquement par des moyens despotiques, c'est parce que leur contenu inavouable relève du totalitarisme. Dit autrement, être soumis à des lois dont on a hérité au risque qu'elles se retournent contre vous au détour de la lutte des classes, ou concevoir des lois sur mesure qui vous permettent d'agir en toute impunité en ayant neutralisé la lutte des classes, ce n'est pas du tout la même chose. J'ignore ce que vous en pensez, mais au moins avec cette explication on sait d'où on part et on sait ce qu'ils nous préparent ou où nous allons.

Il est de bon ton aussi d'affirmer qu'on assiste à une fin de règne en parlant du capitalisme, mais on a l'esprit assez borné pour ne pas concevoir ou admettre qu'il est en train d'accoucher d'une créature encore plus monstrueuse, à défaut de passer au socialisme.

Qu'on le veuille ou non, c'est davantage l'effondrement du mouvement ouvrier auquel nous avons assisté plutôt que celui du capitalisme, non ? Même si nous assistons à celui de ce dernier, mais pas vraiment selon le scénario qu'on nous avait décrit.

Bien évidemment, cela aurait dû se répercuter sur notre conception de la lutte de classe qu'on aurait dû modifier, or rien de tel ne fut fait. J'en veux pour preuve qu'on continua d'expliquer que le capitalisme allait s'effondrer, que l'économie mondiale allait exploser et j'en passe et des meilleurs, et toutes les tactiques ou stratégies mises en oeuvre correspondirent à cette analyse erronée. Tous les rapports que nous entretînmes avec les différents partis, les institutions, le régime, l'ensemble de ses représentations idéologiques en furent faussés de fait.

Mais on refuse obstinément de l'admettre au nom d'une théorie devenue obsolète qu'il aurait fallu actualiser, parce que justement cela aurait nécessité de remettre en cause bien des rapports dont on tirait profit à court terme, perdant de vue que les transformations en cours de la société risquaient de nous éloigner toujours plus de notre objectif si on ne les prenait pas en compte. Se proclamer marxiste, trotskyste, communiste, socialiste n'engage que leurs auteurs et n'a aucune valeur à nos yeux, quand au lieu de partir des faits on s'emploie à les nier, cela s'adresse de préférence à nos dirigeants.

- Le prochain crash est planifié par Eberhard Hamer - Horizons et débats (Suisse) 03.04.2018

Voilà c'est fait! La HSH Nordbank – la scandaleuse banque régionale de Hambourg et du Schleswig-Holstein – est vendue.

Dans cette vente, tout est matière à scandale:

L'acquéreur est Cerberus, fabricant d'armement de sinistre réputation opérant à l'échelle mondiale, et financier d'armées de mercenaires comme Cerberus par exemple, menant la guerre en Ukraine, au Moyen-Orient et en Afrique avec de l'argent américain. Ces guerres sont menées si brutalement et contrairement au droit que les Américains n'osent pas – à cause des conséquences juridiques – le faire avec leurs propres troupes. L'acquéreur en est ainsi le dernier des possibles sur le marché des investisseurs mondiaux. Les institutions publiques ne devraient pas pouvoir conclure ce genre d'affaire avec des organisations pareilles, criminelles et responsables de guerre.

Le prix d'achat est d'un milliard d'euros – mais les vendeurs (les deux länder de Hambourg et du Schleswig-Holstein) doivent encore reprendre chacun à leur charge pour environ 7 milliards d'euros, soit donc en tout 14 milliards de dettes. Somme qui sera par conséquent payée par le contribuable allemand en raison de l'incapacité de banquiersamateurs publics et de spéculateurs mis en place par la finance anglo-saxonne. Au lieu de quoi, et malgré le tollé soulevé par nos media, ce résultat a encore été salué par la propagande du gouvernement allemand.

Tous les responsables de ce scandale financier se sont personnellement recapitalisés, l'un d'entre eux, l'ancien maire de Hambourg Olaf Scholz, s'en étant même servi pour postuler avec succès pour le ministère fédéral des Finances.

HSH Nordbank – Un banc d'essai pour les spéculations aventureuses

Le scandale de la HSH Nordbank est, pour les banques corrompues par la haute finance anglo-saxonne dans le monde, un banc d'essai pour les montages spéculatifs les plus débridés, l'utilisation abusive des devises et de l'industrie financière, pour la concentration mondiale du capital (l'empire du dollar) et pour l'auto-complaisance et la déchéance morale de nos banquiers principaux et des politiciens de la finance:

Les hommes au pouvoir savent depuis des siècles que la forme la plus efficace de la «domination» exercée sur un pays n'est ni militaire, ni politique, mais se fait par l'argent: «Celui qui a l'argent, celui-là possède le monde.»

La finance anglo-saxonne possède ce pouvoir sur l'argent par la fondation de banques officiellement publiques, mais en réalité privées comme la FED (Federal Reserve Bank), la BOE (Bank of England), la BOJ (Bank of Japan) ou par des banques centrales officiellement étatiques, mais investies par des hommes à eux, comme la BCE (Banque centrale européenne), si bien que les principales banques centrales du monde occidental forment un groupe de pouvoir fermé, concentré entre les mains d'un seul syndicat financier – l'empire du dollar.

«L'argent étant impliqué dans chaque transaction, et toutes les civilisations s'élevant ou s'écroulant littéralement suivant leur valeur monétaire, nous parlons ici d'un pouvoir énorme opérant dans l'ombre. C'est le pouvoir de créer des illusions paraissant avant tout parfaitement réelles. C'est là, exactement, que se trouve le noyau du pouvoir le FED».1

La tendance à la centralisation de l'argent et de l'organisation bancaire rend non seulement service aux plus grandes banques dans l'exercice de leur pouvoir sur l'argent et par là, sur l'économie, mais encore à l'Etat pouvant utiliser le système d'endettement comme forme alternative de source de revenus. (Ou plutôt, l'oligarchie se sert de l'endettement des Etats comme un noeud coulant passé autour de leur cou ou un moyen de chantage pour mieux les contrôler, de manière à ce qu'ils appliquent sa politique. C'est aussi une rente garantie... -LVOG)

«La coalition de l'Etat et des grandes banques forme la colonne vertébrale décisive de la centralisation de l'argent et du crédit.»2 (Coalition ou collusion... - LVOG)

La «démocratie» est devenue une politique sociale, aux bienfaits sociaux de plus en plus élevés pour des groupes d'électeurs de plus en plus grands, lesquels sont financés par les crédits des banques internationales. (Le système capitaliste est bien en faillite, alors ils le maintiennent en vie artificiellement comme ils peuvent. - LVOG) Pour le capital financier, les crédits sont un instrument de domination d'autant plus puissant que, pour faciliter les manoeuvres de la haute finance américaine, elle peut créer de l'argent illimité au travers des banques centrales lui appartenant. On en réimprimera tout simplement – ou plus exactement, on le multipliera électroniquement.

Gouverner le monde par l'afflux de liquidités

«Cet afflux de liquidités est le pouvoir avec lequel la haute finance américaine régit le monde entier, se rend indispensable au travers des crédits serviable et, pour ceux qui ont accepté ses fonds, les transforme en débiteurs permanents.»3

John Perkins a décrit comment, au moyen d'expertises falsifiées des crédits excessifs sont octroyés à certains pays, ou comment on peut, par la corruption ou les menaces, rendre des gouvernements réceptifs au crédit. A celui qui se montre par trop récalcitrant, il arrive des accidents mortels, comme pour le président Torrijos (Panama), le président Roldos (Equateur), le président Allende (Chili) et bien d'autres.

«La nouvelle forme de conquête mondiale consiste principalement en ce qu'elle n'asservit plus tant militairement les peuples, mais leur octroie pour commencer des crédits disproportionnés pour remporter sur eux une domination financière et économique au travers de leurs dettes et du paiement des intérêts (servitude par les intérêts de la dette). Le résultat est le même: dans les deux cas, des peuples sont rendus durablement tributaires et réduits à l'état de vassaux dépendants.»4

«La domination mondiale de la haute finance américaine à coup de recours frénétique à la planche à billets, de crédits et d'intérêts est la nouvelle forme de l'impérialisme qui ne se construit plus sur les baïonnettes, mais sur les dettes et qui de cette manière a asservi plus d'une centaine de pays dans le monde.»5

«Afin d'éviter la gêne créée par l'allégeance des pays asservis, Washington désigne officiellement ses vassaux comme «alliés», ce qui contrefait une indépendance que ces pays ne possèdent pas.»6

L'illusoire planche à billets fonctionne en continu

En conséquence, tous les acteurs sont ainsi financièrement étroitement liés l'un à l'autre et dépendants les uns des autres: le syndicat financier doit continuellement créer de nouveaux crédits avec l'illusoire planche à billets fonctionnant en continu, les Etats au contraire doivent souscrire sans arrêt de nouveaux emprunts (si bien qu'on est parvenu entre temps, au plus haut

niveau d'endettement mondial de tous les temps) et les banques sont non seulement des intermédiaires dans les monnaies des banques centrales envers les Etats, mais spéculent également elles-mêmes sur la base de la masse monétaire en pleine explosion avec le papier-monnaie. Pourtant, aucun des acteurs ne peut se risquer à faire disparaître les autres parce qu'avec un seul trou dans la bulle financière, celle-ci éclaterait.

C'est aussi dans ce contexte, la raison pour laquelle l'un des «investisseurs» appartenant à la haute finance américaine reprend la Nordbank HSH, mais pas ses dettes qui seront socialisées séparément, pour la préservation de la servitude pour dettes.

Modèle pour un futur crash inévitable

Le deal de la Nordbank HSH pourrait être le modèle pour un futur crash inévitable de la bulle financière: les gens sans scrupules, «influencés» par la haute finance, les banquiers télécommandés ou même corrompus et les politiciens de la finance ont depuis longtemps constitué – au rebours de toutes les réglementations bancaires, financières et nationales – des montagnes d'emprunts ou de dettes plus maîtrisables (le volume des transactions est de 600 milliards de dollars, les dettes de 200 milliards, le PIB mondial brut par contre, de 80 milliards). Si cette bulle éclate (Il ne s'agit pas de milliards mais de milliers de milliards de dollars, une erreur de traduction sans doute. - LVOG)

- la dévaluation nécessaire (réforme monétaire) dépouillerait les créanciers privés dans le monde entier, mais par contre désendetterait les banques centrales (avant tout la FED) (Qui accroîtraient ainsi encore plus leur pouvoir... - LVOG)

- le bien-être apparent fondé sur l'argent virtuel s'écroulerait dans les pays endettés (Obama: «On doit comprendre qu'une bonne partie de cette richesse était illusoire dès l'origine.»), la population des Etats débiteurs ruinés par la haute finance s'appauvrirait, les banques privées malmenées par l'explosion de la masse monétaire éclateraient, de nombreux pays surendettés seraient entraînés vers la faillite, mais la haute finance sortirait de ce crash en pleine forme, non seulement parce que de cette façon elle pourrait se désendetter (réforme monétaire), mais aussi parce qu'en temps utile elle aurait fait en sorte qu'en Europe, par exemple, il ne se produise pas de banqueroute au niveau d'un Etat en particulier, mais que toute l'Union européenne se retrouve en banqueroute (à cause des emprunts, des dispositions en matière de responsabilités, d'unions financières, de l'MES). Ainsi le crash servirait, comme en 1929, à concentrer encore plus d'actifs entre les mains du syndicat de la finance américaine.

Ce dernier, comme en 1929, sortirait à l'avenir à nouveau gagnant du grand crash financier mondial, ayant augmenté sa prospérité réelle (moins les dettes monétaires).

Gagnant et perdant

Comme pour la Nordbank HSH, à l'avenir, les hommes de confiance des banques du syndicat financier surmonteront sans dommage l'écroulement – qu'ils auront eux-mêmes causé – de leurs propres banques. De même, les financiers politiques pilotés par le syndicat financier (Juncker, Draghi et leur clique) quitteront eux aussi le champ de bataille avec des pensions garanties par les contribuables.

Tous les joueurs corrompus, criminels, sans scrupules, du casino de la finance (la clique de la haute finance, les banques centrales, les banques, les pays débiteurs) resteront les gagnants à la fin de la partie. Par contre, les perdants seront les contribuables de cette génération et de la prochaine, les entrepreneurs de la classe moyenne, les employés, les épargnants et les retraités. Et une fois encore: les bénéfices insolents sont privatisés, mais tous les impacts de l'endettement sont socialisés «dans la responsabilité commune» (Merkel).

Notes.

1 Paul, Ron. «Befreit die Welt von der US-Notenbank » [Libérons le monde de la Banque centrale américaine], 2010, page 8
2 Paul, Ron, idem., page 18
3 Hamer, Eberhard. «Der Welt-Geldbetrug» [L'arnaque mondiale], 2007, page 39
4 Hamer, Eberhard, idem., page 39
5 Hamer, Eberhard, idem., page 49
6 Roberts, Paul Craig. «Amerikas Krieg gegen die Welt» [La guerre de l'Amérique contre le monde], 2015, page 11

Bienvenue dans leur vieux monde pourri.

Ils en sont encore au Far West.

- Les récompenses aux renseignements, une tradition américaine - LeFigaro.fr

Délation ou acte civique? Aux États-Unis, promettre une récompense contre des informations sur un crime est ancré dans la culture

du pays. En France ce système existe mais il est très peu utilisé.

Ce système de récompense «prend son origine au Far West, quand les autorités placardaient des affiches avec le nom d'un criminel et une somme pour sa tête», explique Maître Christopher Mesnooh, avocat au barreau de Paris et de New York, contacté par Le Figaro.

Le Département d'État américain a créé en 1984, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international, un programme appelé: «Rewards for Justice» (RFJ). Celui-ci fixe les primes données pour des informations menant à la capture de terroristes. Selon le site du programme, depuis sa création le gouvernement américain a déjà versé plus de 145 millions de dollars à plus de 90 personnes. LeFigaro.fr

Un autre Etat ou le génocide est sa marque de fabrique depuis l'origine.

- YouTube interdit à 28 pays de regarder une vidéo exposant la violence d'Israël contre les manifestants. (The Canary) - - legrandsoir.info

YouTube a empêché 28 pays [dont la France - NdT] de regarder une vidéo de deux journalistes qui dénoncent l'occupation israélienne. La présentatrice d'Empire Files Abby Martin a interviewé l'auteur Max Blumenthal, qui a également critiqué la violence des militaires israéliens contre les manifestants palestiniens. L'émission a été diffusée sur le réseau latino-américain teleSUR English.

Interdit

YouTube, propriété de Google, affirme que la plate-forme Internet a interdit la vidéo dans 28 pays parce qu'elle viole les "lois locales". La plupart des pays où YouTube a bloqué l'accès à la vidéo sont européens. Ailleurs, YouTube a ajouté un avertissement à la vidéo et bloqué toutes les fonctions interactives :

En réponse à des signalements par des utilisateurs, nous avons désactivé certaines fonctions, comme les commentaires, le partage et les vidéos suggérées, parce que cette vidéo contient un contenu qui peut être inapproprié ou offensant pour certains publics.

"Il n'y avait absolument rien d'illicite"

Mais Blumenthal, auteur de The 51 Day War : Ruin and Resistance in Gaza, a déclaré :

YouTube a affirmé qu'il a supprimé mon interview sur Israël-Palestine avec Abby Martin pour se conformer aux lois de 28 pays. Cependant, dans tout ce que j'ai fait ou dit au cours de la discussion il n'y avait absolument rien d'illicite, même dans les pays qui ont les lois les plus strictes en matière de crimes de haine. Mes commentaires étaient entièrement fondés sur ma grande expérience de journaliste dans la région et mon analyse était de nature clinique. À aucun moment, je n'ai dénigré quelqu'un en raison de sa foi ou de son origine ethnique.

Le journaliste a déclaré que ses motivations étaient "une forte opposition à la discrimination systémique d'Israël à l'encontre des Palestiniens" et "l'attachement à l'égalité des droits pour tous".

Faire la lumière sur les actes récents de l'armée israélienne

La vidéo d'Empire Files, téléchargée en novembre 2015, attire l'attention sur la politique d'Israël concernant les manifestations palestiniennes.

Le 30 mars 2018, les forces armées israéliennes ont tiré sur des Palestiniens manifestant à Gaza. Au moins 17 personnes sont mortes et des centaines d'autres ont été blessées.

Dans la vidéo interdite, Blumenthal parle à l'animatrice Abby Martin au sujet d'une présumée politique de "tirer pour estropier" :

Les soldats réprimaient les manifestations en tirant dans les jambes.

Il semble qu'Israël continue d'agir de la sorte en 2018. Après la fusillade du 30 mars, l'armée israélienne a envoyé un tweet :

tout était précis et mesuré, et nous savons où chaque balle a atterri.

Le tweet a disparu depuis.

Israel said that killing and crippling Palestinian protestors on 31st March was "accurate and measured, we know where every bullet landed". Now YouTube has banned an @EmpireFiles video that spotlights Israel's alleged 'shoot to cripple' policy against Palestinian demonstators : pic.twitter.com/AGi8rvsi4i

— James Wright (@wrightismight) April 6, 2018

Israël a déclaré que tuer et estropier les manifestants palestiniens le 31 mars était " précis et mesuré, nous savons où chaque balle a atterri ". Maintenant, YouTube a interdit une vidéo @EmpireFiles qui met en lumière la politique présumée d'Israël de " tirer pour estropier " contre les manifestants palestiniens : pic.twitter.com/AGi8rvsi4i

James Wright (@wrightismight) 6 avril 2018

Dans la vidéo, Blumenthal dit aussi qu'Israël a utilisé :

des balles 'dum dum', qui sont des balles explosives. Elles éclatent dans tous les sens à l'intérieur de votre corps et vous estropient pour la vie.

Lorsqu'il a été interpellé par Vice en 2013, un porte-parole de l'armée israélienne n'a pas nié l'utilisation de telles balles, qui sont interdites en vertu de la Déclaration de La Haye.

Une décision politique

Maintenant, YouTube a censuré la vidéo. Blumenthal a qualifié la décision de YouTube de "politique" et "probablement prise sous la pression de puissants intérêts pro-israéliens". Depuis l'année dernière, la Ligue pro-Israël contre la diffamation est un membre actif du programme Trusted Flagger de YouTube. La Ligue contre la diffamation associe l'opposition à la violence israélienne à " l'opposition au droit d'Israël à exister ". Blumenthal croit que la Anti-Defamation League est probablement à l'origine de la censure de son entrevue avec Martin.

Il a ajouté :

La tendance à censurer tout ce qui présente Israël sous un jour moins favorable n'a fait que s'intensifier au fur et à mesure que les attaques de l'establishment contre les voix critiques se multiplient. Ce dernier épisode confirme mon point de vue selon lequel le lobby pro-israélien et ses complices volontaires dans la Silicon Valley représentent l'une des plus grandes menaces à la liberté d'expression en Occident.

En plus de YouTube, Facebook a bloqué de nombreux comptes de militants palestiniens. Les responsables israéliens ont loué la bonne volonté de Facebook quand Israël exige la censure, affirmant que Facebook a répondu favorablement à 95% des demandes en quatre mois.

The Canary a sollicité des commentaires à Google, mais n'en avait reçu aucun au moment de la publication.

James WRIGHT

La vidéo (en anglais).

- Max Blumenthal "The 51 Day War: Ruin and Resistance in Gaza"

https://www.youtube.com/watch?v=LBjXVUr-rW8

ou à partir du serveur de notre portail :

http://www.luttedeclasse.org/dossier47/Gaza.mp4

Beginning July 8, 2014, Israel launched air strikes and a ground invasion of Gaza that lasted fifty-one days, leaving over 2,000 people dead, the vast majority of whom were civilians. During the assault, at least 10,000 homes were destroyed and, according to the United Nations, nearly 300,000 Palestinians were displaced.

Qui est Max Blumenthal ?

Jewish journalist Max Blumenthal.

Un journaliste et écrivain juif américain de 41 ans, il a collaboré notamment aux New York Times, Los Angeles Times, The Guardian, The Huffington Post... Il fut une plume de Bill puis Hillary Clinton... (Wikipédia)

Pour s'en être pris aux positions défendues par le sioniste d'extrême droite et porte-parole d'Israël Elie Wiesel, il s'attira les foudres de Hillary Clinton.

Clinton campaign slams 'hateful' Max Blumenthal comments on the late Elie Wiesel - The Jerusalem Post - Israel News 06.07.2016

"Secretary Clinton emphatically rejects these offensive, hateful, and patently absurd statements about Elie Wiesel."

Blumenthal is the son of longtime Hillary Clinton confidant Sidney Blumenthal, but is not related to her campaign. Less than an hour after the announcement of Wiesel's passing he took to Twitter and said: "Elie Wiesel is dead. He spent his last years inciting hatred, defending apartheid & palling around with fascists."

He then tweeted: "Elie Wiesel went from a victim of war crimes to a supporter of those who commit them.

(http://www.jpost.com/Diaspora/Clinton-campaign-slams-hateful-Max-Blumenthal-comments-on-the-late-Elie-Wiesel-459657)

Réduits à la misères elles se réfugient en prison. Jeunes ou vieux, de producteurs de richesses vous finirez en déchets.

- Les prisons japonaises accueillent plein de dames âgées qui ont souvent tout fait pour arriver là - mashable.france24.com 19.03

Le vol à l'étalage est vu comme une porte de sortie pour certaines personnes âgées au Japon qui cherchent la vie en communauté et la stabilité de la vie en prison.

Le vieillissement démographique du Japon se confirme. Plus du quart de la population japonaise (27,3 %) est constitué de personnes âgées de plus de 65 ans. Et cette tendance se voit également dans le milieu carcéral, où près de 20 % des détenus sont des seniors.

Mais il y a une donnée plus édifiante encore qui ressort d'un long format de Bloomberg publié le 16 mars : près d'une femme sur cinq dans les prisons japonaises a 65 ans ou plus. Ces criminelles ont souvent commis des délits mineurs pour échapper à la pauvreté et à la solitude en passant par la case prison. Certaines sont même des récidivistes. 9 femmes seniors sur 10 ont ainsi été condamnées pour vol à l'étalage.

Une prisonnière de 78 ans qui se présente sous le nom de Madame O a volé des boissons énergétiques, du café, du thé, des boulettes de riz et une mangue. Elle explique à Bloomberg : "La prison est une oasis pour moi – un lieu de détente et de confort. Je ne suis pas libre ici, mais je n'ai à me soucier de rien, non plus. Il y a plein de gens avec qui parler. On nous fournit des repas nourrissants trois fois par jour."

Le situation sociale des femmes âgées au Japon est particulièrement inquiétante. 25 % d'entre elles vivent sous le seuil de pauvreté, contre "seulement" 10 % des hommes, écrit Quartz. La retraite des femmes célibataires ne leur permet pas de vivre au-dessus de ce seuil. Et ces femmes disent souvent n'avoir personne à qui se confier.

Face à cette situation, le gouvernement japonais cherche des solutions. Il construit des prisons pensées pour les personnes âgées et a lancé un programme de soutien social aux seniors récidivistes. Il met également en place des politiques visant à augmenter le personnel soignant. Mais il y a un décalage notable entre le nombre grandissant de personnes âgées et le manque prégnant d'encadrement spécialisé acceptant ce contact permanent avec la vieillesse. mashable.france24.com 19.03

Il faut s'y prendre très tôt pour que la lobotomie soit réussie.

- Des sorties scolaires organisées dans des Apple Store font grincer - Liberation.fr 09.04

De la publicité déguisée sous un prétexte éducatif ? Un reportage de France 2 en caméra caché a dévoilé les dessous des sorties .

«Proposez une sortie de classe Apple à vos élèves ou à vos collègues enseignants pour leur faire vivre une expérience d'apprentissage inédite. Nos sessions pratiques leur permettront de découvrir comment se servir des produits Apple pour les mettre au service de leur imagination.» Sur son site internet, Apple propose ainsi aux écoles des sorties de classe

gratuites dans vingt de ses Apple Store à travers la France. La firme américaine organise des visites de soixante à quatre-vingt-dix minutes avec initiation au code informatique.

Dans un reportage en caméra cachée diffusé mardi, un journaliste de France 2 a suivi une classe de CM2 d'une école publique de la région parisienne. A leur arrivée, les élèves sont accueillis par une haie d'honneur des employés puis reçoivent des tee-shirts avec le logo de la marque. De quoi provoquer l'interrogation d'un des enfants qui demande même ainsi à voix haute : «Je croyais qu'on n'avait pas le droit au placement de produits à l'école ?» Après l'initiation à la programmation sur les produits Apple, les élèves repartent avec une clé USB en forme de bracelet, toujours aux couleurs de la marque. Un des quatre formateurs – parmi lesquels on retrouve deux vendeurs selon France 2 – va jusqu'à déclarer : «Ça fait une super pub pour nous. Si jamais ça peut déboucher sur des ventes d'iPad pour les classes, pourquoi pas. Forcément, c'est une vitrine pour nos produits.» Pourtant, Apple a assuré à France 2 que le but de ces sorties était avant tout pédagogique et a réfuté toute visée commerciale.

Maître de conférences à l'université Sorbonne Nouvelle de Paris, Céline Largier Vié a indiqué sur Twitter jeudi avoir refusé que son fils participe à une de ces sorties scolaires en Apple Store la semaine prochaine. «J'ai aussi alerté le maître et la directrice, qui ne voient absolument pas où est le problème. Scandaleux !» Interrogée par BFM Business, elle indique comprendre la démarche de l'entreprise, pour qui «fidéliser des clients dès le plus jeune âge a forcément un intérêt», tout en déclarant : «Ce que je ne comprends pas, c'est qu'une école publique accepte ce genre de propositions sans ciller.»

Pourtant, ces sorties scolaires sont proposées par Apple depuis plusieurs années. En 2016, Paul Vannier, professeur d'histoire-géographie et secrétaire national du Parti de gauche avait déjà demandé à Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre de l'Education nationale, de faire interdire ce type de sortie. Sur Twitter, elle lui avait répondu que «les enseignants utilisent leur liberté pédagogique de façon pertinente pour éviter les pièges commerciaux. Faisons-leur confiance». Liberation.fr 09.04

Avoir un statut privilégié ramollit le cerveau ou entame la volonté de combattre la velléité des multinationales et du régime à nous réduire en esclavage, on est prêt à leur faire des concessions...

ACTUALITÉ DU JOUR

Retrait ! Dehors Macron !

Allons jusqu'au bout puisqu'ils y tiennent : Chassons Macron et les oligarques, prenons le pouvoir !

- E. Philippe décidé à aller "jusqu'au bout" sur la réforme de la SNCF - AFP

Le Premier ministre Edouard Philippe a réaffirmé au Parisien à paraître dimanche que le gouvernement irait "jusqu'au bout" dans ses projets de réforme de la SNCF, alors que les cheminots reprennent leur grève samedi soir jusqu'à mardi matin. AFP

- Réforme du rail, les négos s'enrayent - Liberation.fr 9 avril 2018

Les tractations entre les syndicats et le gouvernement semblent dans l'impasse. L'exécutif pourrait être tenté de passer en force dès l'été grâce aux ordonnances et à sa majorité au Parlement. Liberation.fr 9 avril 2018

- Grève SNCF: un TGV sur 5 lundi, un Transilien et un TER sur 3, un Intercités sur 6 - AFP 9 avril 2018

Un TGV sur cinq, un Transilien et un TER sur trois et un Intercités sur six rouleront lundi, selon les prévisions annoncées dimanche par la SNCF pour le quatrième jour de grève contre la réforme ferroviaire. AFP 9 avril 2018

Les médias et les instituts de sondages aux secours de Macron.

- La fronde sociale pousse Macron à s'inviter jeudi au JT de 13h00 de TF1 - AFP 8 avril 2018

Devant les protestations sociales, Emmanuel Macron viendra expliquer ses réformes aux Français jeudi au JT de 13H00 de TF1, animé par le vétéran Jean-Pierre Pernaut, rendez-vous favori des seniors, un électorat à reconquérir. AFP 8 avril 2018

- L'exécutif engage la bataille de l'opinion - Liberation.fr 9 avril 2018

Face au risque de durcissement du conflit, les ministres multiplient les interventions médiatiques pour contrer le mouvement de grève. Liberation.fr 9 avril 2018

- SNCF: 62% des Français souhaitent que la réforme soit menée à bien - AFP 08.04

Une large majorité des Français (62%) souhaite que le gouvernement aille jusqu'au bout de la réforme de la SNCF, en dépit du mouvement de grève en cours, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche réalisé les 5 et 6 avril. AFP 08.04

Le verdict populaire sera un jour à la hauteur de leur cruauté.

- Nantes : des élus LREM choqués par la pendaison d'un mannequin à l'effigie d'Emmanuel Macron - Franceinfo 9 avril 2018

Samedi, un mannequin à l'effigie du président de la République a été pendu, frappé et brûlé lors d'une manifestation contre la politique du gouvernement.

- Licenciement d'un syndicaliste à La Poste: Pénicaud défend son feu vert AFP 9 avril 2018

Qu'on l'euthanasie !

- A Aubervilliers, le Parti socialiste en réanimation - leparisien.fr 08.04

À Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), ce week-end, où étaient présents quelque 2 000 militants, on a beaucoup vu et entendu François Mitterrand.

Olivier Faure, officiellement investi premier secrétaire, n'y a pas dérogé. « C'était il y a 47 ans […], déjà on nous voyait plus morts que vifs. C'était à Épinay », a débuté le député de Seine-et-Marne de 49 ans, traçant un parallèle entre le congrès qui vit l'arrivée de Mitterrand aux rênes du PS, dix ans avant sa victoire présidentielle, et l'état de santé actuel du parti au pronostic vital réservé. Mitterrand avait alors inauguré « un nouveau cycle », Faure a voulu placer son congrès sous le signe de la « renaissance », totem d'un week-end, asséné façon méthode Coué.

Faure convoquera aussi, dans un hommage, Michel Rocard et Henri Emmanuelli, deux anciens premiers secrétaires décédés ces dernières années, et qui « avaient conscience d'être les maillons d'une longue chaîne commencée avant eux et qu'ils avaient le devoir de prolonger ». Blum et Jaurès seront aussi cités.

Au final, on ne saura peut-être que dans dix ans de quoi le congrès d'Aubervilliers était vraiment le nom. Celui de la « renaissance » invoquée par Faure, ou bien celui des illusions. leparisien.fr 08.04

Vulgairement, vous laisserez-vous baiser une énième fois ? La question qui tue : N'y avait-il pas là un côté corporatiste plutôt que révolutionnaire ?

En famille entre monarques.

- Le prince héritier saoudien révèle que le wahhabisme a été exporté à la demande des Occidentaux - francais.rt.com

Dans une interview au Washington Post, le prince héritier Mohamed ben Salmane a déclaré que l'Arabie saoudite avait commencé à propager l'idéologie wahhabite à la demande de ses alliés occidentaux, pendant la guerre froide, pour contrer l'URSS.

Une déclaration du prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane (surnommé «MBS») publiée par le Washington Post le 22 mars et passée, semble-t-il, inaperçue dans les médias francophones, fait office d'aveu. En effet, le prince héritier saoudien a assuré que l'idéologie wahhabite avait été propagée au cours de la seconde moitié du XXe siècle par Riyad à la demande des alliés occidentaux du royaume, dans le but de contrer l'influence de l'Union soviétique dans les pays musulmans.

En visite diplomatique aux Etats-Unis, «MBS» s'est exprimé lors d'une rencontre avec des membres de la rédaction du Washington Post. Bien que cette réunion ait été tenue secrète dans un premier temps, l'ambassade saoudienne a par la suite autorisé le célèbre journal américain à publier des extraits spécifiques des propos tenus par le prince héritier. Ainsi, le journal relate des déclarations de Mohamed ben Salmane sur différents dossiers, dont sa relation avec Jared Kushner, le gendre de Donald Trump et conseiller de la Maison Blanche, ses réformes internes au royaume, la guerre au Yémen ou encore le conflit israélo-palestinien.

Interrogé sur la propagation du wahhabisme, idéologie islamiste rigoriste née en Arabie saoudite et parfois accusée par la presse et des responsables politiques en Occident d'être une source du terrorisme islamiste, le prince héritier a déclaré que les investissements saoudiens dans les mosquées et écoles islamiques à l'étranger trouvaient leur origine dans le contexte de la guerre froide. Le prince héritier a expliqué que, à cette époque, les alliés occidentaux de Riyad avaient demandé à l'Arabie

saoudite d'utiliser ses ressources afin d'empêcher l'Union soviétique de «conquérir le monde musulman ou d'y acquérir de l'influence».

Une révélation tardive du rôle de l'Occident dans la propagation du wahhabisme

Interrogé par RT France, Pierre Conesa, historien français, auteur du livre Dr. Saoud et Mr. Djihad, qualifie cette révélation de «tardive». Pour ce spécialiste en stratégies politiques internationales, cette révélation permet au prince héritier de «se décharger d'une partie de sa responsabilité sur le financement du terrorisme».

Dans un article publié dans le Monde Diplomatique de juin-juillet 2016, intitulé «Un demi-siècle de diplomatie wahhabite», Pierre Conesa expliquait déjà que la politique étrangère du royaume saoudien avait été anticommuniste durant la guerre froide et opposait le panislamisme au panarabisme socialisant de Gamal Abdel Nasser, dirigeant égyptien de 1954 à 1970. Cette politique était largement soutenue par les Occidentaux et notamment les Américains. «L'adage très répandu pendant la guerre froide selon lequel "l'ennemi de notre ennemi est notre ami" empêche alors [les Occidentaux] de voir que le royaume wahhabite a son propre programme », ajoute l'historien. Une véritable industrie «théo-idéologique» qui «emprunte au soft power américain et à la propagande soviétique» se met alors au service du wahhabisme.

Un système de promotion mondiale de l'islam rigoriste

Plus de deux décennies après la fin de la Guerre Froide, WikiLeaks publie plus de 60 000 documents diplomatiques saoudiens. Ces «câbles» mettent en lumière le système de prosélytisme et de promotion d'une lecture rigoriste de l'islam appliqué par le royaume wahhabite au niveau international. «Depuis des dizaines d'années, l'Arabie Saoudite injecte des milliards de pétrodollars dans des organisations islamiques à travers le monde, pratiquant une diplomatie du chéquier», révèle le journal américain New York Times, en juillet 2015, après avoir épluché tous les documents diplomatiques mis à jour par WikiLeaks.

«Quand après les attentats du 11 septembre 2001, alors que 15 des terroristes étaient saoudiens, George W.Bush désigne l'Afghanistan et l'Irak comme les ennemis des Etats-Unis, on comprend que l'Arabie est un bon client qu'il ne faut pas contrarier », analyse encore Pierre Conesa. Pour l'historien, la situation est similaire aujourd'hui, quand «Donald Trump annonce depuis Riyad que c'est l'Iran qui est la cause du terrorisme».

Riyad ne semble toutefois plus assumer son rôle d'exportateur global du wahabisme. Aux journalistes du Washington Post, Mohammed ben Salmane a en effet confié que les gouvernements saoudiens successifs «s['étaient] fourvoyés sur de fausses pistes» et qu'il était temps désormais que «les choses reviennent à la normale», en ce qui concerne notamment le financement du wahhabisme. Il a assuré que ce «financement prov[enait] aujourd'hui en grande partie de fondations saoudiennes, et non du gouvernement». De manière on ne peut plus claire, le prince héritier Mohammed ben Salmane entend donc séduire ses partenaires occidentaux. L'accueil que lui a réservé Donald Trump au premier jour de son voyage à Washington semble démontrer que cette offensive de charme fonctionne à merveille. francais.rt.com 28.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie.

Simple gesticulation ou vont-ils bombarder Damas ? Avant de lire l'article suivant, il est conseillé de lire celui-ci et de le faire circuler :

- « Le Royaume-Uni tente trois attaques chimiques sous faux drapeau dans la Ghouta » - Réseau Voltaire, 20 mars 2018, www.voltairenet.org/article200240.html

- Syrie: comme Trump, Macron dénonce des "attaques chimiques" et se coordonnera avec Washington - AFP 09.04

Comme quoi la pendaison pour Macron serait un châtiment trop expéditif, trop rapide, il ne souffrirait même pas, ce serait injuste...

- Attaque chimique présumée en Syrie, Trump veut faire payer "le prix fort" - AFP 09.04

Une attaque chimique présumée ayant fait des dizaines de morts dans une zone rebelle près de Damas a soulevé un tollé international dimanche, le président américain Donald Trump avertissant Bachar al-Assad et ses alliés qu'il faudrait "payer le prix fort" pour ce bombardement.

Sous l'impulsion de la France, neuf pays ont demandé une réunion urgente lundi à 19H00 GMT du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'attaque présumée samedi à Douma, selon des sources diplomatiques.

Peu après, Moscou a demandé pour la même heure une autre réunion du Conseil, qui n'a pas pour objet spécifique la Syrie et parle de "menaces sur la paix dans le monde", selon des sources diplomatiques.

La réunion consacrée à la Syrie a alors été avancée à 15H30 GMT...

Le régime syrien, défendu par ses deux alliés indéfectibles, la Russie et l'Iran, a démenti toute attaque chimique dans l'ultime poche rebelle dans la Ghouta orientale, région stratégique aux portes de la capitale que ses forces semblaient dimanche soir en passe de reprendre entièrement.

Alors qu'un conseiller de M. Trump a déclaré qu'une action militaire n'était pas à écarter, Moscou a mis en garde Washington contre une telle intervention "pour des prétextes fabriqués" qui pourrait "mener aux plus lourdes conséquences".

Les Casques Blancs, les secouristes en zones rebelles, un groupe insurgé ainsi que l'opposition en exil ont accusé le régime d'avoir mené une attaque chimique à Douma. L'Union européenne a estimé elle que les indices pointaient "vers une nouvelle attaque chimique perpétrée par le régime".

Il n'était pas possible de confirmer ces allégations de source indépendante. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui dispose d'un réseau de sources dans le pays, a indiqué ne pas être en mesure de confirmer une attaque chimique.

Mais les Casques Blancs et l'ONG médicale Syrian American Medical Society (SAMS) ont affirmé dans un communiqué conjoint que 48 personnes avaient péri dans cette attaque aux "gaz toxiques".

Une vidéo postée par les Casques blancs sur Twitter et présentée comme tournée après l'attaque chimique présumée montre un enchevêtrement de corps sans vie, dont ceux de femmes et d'enfants, allongés à même le sol, de la mousse blanche s'échappant de leur bouche.

Firas al-Doumi, un secouriste à Douma a évoqué "des scènes effroyables". "Il y avait de nombreuses personnes en train de suffoquer, certaines sont mortes immédiatement", a-t-il dit à l'AFP. "C'était un massacre. Il y avait une très forte odeur qui a entraîné des difficultés respiratoires chez les secouristes".

"Nous avons fait une tournée dans la ville, on a vu des corps encore abandonnés sur les routes", a affirmé un volontaire du Croissant rouge syrien.

Face aux accusations contre le régime, son allié russe a dénoncé des "prétextes inventés" pour une intervention militaire qui "serait absolument inacceptable et peut mener aux plus lourdes conséquences".

L'Iran a de son côté fustigé un nouveau "complot" contre le président Assad et un "prétexte pour une action militaire".

Le régime y a vu lui "une rengaine ennuyeuse" de la part des pays "qui soutiennent le terrorisme en Syrie".

Déterminé à faire plier le groupe rebelle Jaich al-Islam, le dernier encore présent dans la Ghouta orientale et retranché à Douma, le pouvoir a de nouveau bombardé intensément vendredi et samedi la ville tuant près d'une centaine de civils, selon l'OSDH.

Le régime a, semble-t-il, obtenu ce qu'il voulait puisque selon l'agence officielle Sana, l'évacuation vers le nord de la Syrie des rebelles et de leurs familles a commencé dimanche soir, en application d'un accord conclu dans la journée avec Jaich al-Islam.

Le commandant du centre russe pour la réconciliation entre les parties, Iouri Evtouchenko, avait annoncé plus tôt que "100 autobus" étaient arrivés sur place et que "tout (était) prévu pour l'évacuation de 8.000 combattants et environ 40.000 membres de leurs familles".

Parallèlement, des otages retenus à Douma par les rebelles ont pu regagner Damas. AFP 09.04

Hongrie

Quatre ans de plus aux commandes de la Hongrie pour le souverainiste Orban - AFP 9 avril 2018

Viktor Orban sort renforcé de l'écrasante victoire, dimanche, de son parti national-conservateur aux élections législatives

hongroises, qui va lui offrir un troisième mandat consécutif, lui laissant toute latitude pour amplifier la centralisation des pouvoirs et poursuivre ses passes d'armes avec l'UE.

Le succès du Premier ministre le plus controversé d'Europe est sans appel: sur la quasi-totalité des bulletins dépouillés, et avec une forte mobilisation des électeurs, le parti Fidesz obtient 48,8% des voix, avec près de trente points d'avance sur le Jobbik, formation d'extrême droite qui a abandonné la rhétorique xénophobe.

Ce résultat laisse bon espoir à la future majorité de décrocher 133 sièges sur les 199 du parlement hongrois et donc une nouvelle "super-majorité" des deux-tiers, comme en 2010 et 2014, qui permet de faire voter des changements constitutionnels.

Dénonçant la déliquescence des services publics de santé, l'émigration des jeunes, les pratiques douteuses et le clientélisme des cercles du pouvoir, notamment dans l'usage des fonds européens, la gauche et les libéraux, éparpillés entre plusieurs formations concurrentes, ne sont pas apparus comme des alternatives crédibles. AFP 9 avril 2018

ECONOMIE

Chine

- La Chine ouvre le plus grand pont maritime du monde entre Hong Kong, Zhuhai et Macao - fr.sputniknews.com. 08.04

Un mégaprojet des plus ambitieux, un pont qui relie Hong Kong, Macao et la ville de Zhuhai, au sud de la Chine continentale, a été réalisé. Il s'agit du plus grand pont maritime du monde. Sputnik a rencontré Zhang Jinwen, ingénieur principal qui s'était trouvé à l'origine de cette belle réalisation.

«À certains moments, jusqu'à 20.000 ingénieurs y travaillaient en même temps, alors que des technologies inédites y ont été utilisées», a poursuivi l'interlocuteur de l'agence. fr.sputniknews.com. 08.04

Haut de page

Le 11 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (18 pages)

- "Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, il le sera à cause de ceux qui les regardent agir sans rien faire" (Albert Einstein)

Avertissement valable en temps de guerre mais pas seulement.

Info ou intox, c'est la question qu'on doit impérativement se poser en lisant chaque article qui nous est proposé.

Quand un article relaie des infos fournies par une source anonyme, le conditionnel s'impose tant qu'on ne les a pas vérifiées auprès d'une autre source. L'idéal est de s'informer à la source ou le plus près possible de la source, tout en sachant qu'il faudra démêler l'info de la propagande.

Personne n'est à l'abri d'une manipulation ou d'une erreur, à l'adresse des petits malins qui se figurent être plus forts que tout le monde et y échapper.

Il faut chasser du pouvoir l'oligarchie et l'exproprier.

Vous noterez que cette ligne politique pose la question du pouvoir tout en s'adressant à la fois aux travailleurs des secteurs public et privé, car le véritable employeur des fonctionnaires ce n'est pas l'Etat, mais l'oligarchie.

On n'extermine pas un prédateur en lui coupant la queue, mais la tête.

Vise la tête, écrase-lui la tête, c'est ce qu'on me dit chaque fois que je suis en présence d'un serpent pour s'en débarrasser définitivement.

L'évolution du capitalisme présentait une faiblesse que nous n'avons pas su exploiter.

Bien qu'on n'ait jamais cessé de répéter comme des perroquets que l'infime minorité qui détenait le pouvoir devait le céder à la majorité qui produit les richesses et fait fonctionner la société, alors que la concentration des richesses et du pouvoir politique entre les mains de l'oligarchie financière s'imposait chaque jour un peu plus, à aucun moment nous n'avons concentré nos attaques contre l'oligarchie ou nous n'avons axé notre stratégie contre l'oligarchie, à l'instar de la pseudo-gauche et extrême gauche. Pire, on a même été jusqu'à ignorer les institutions qu'elle avait créées, Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR, de puissantes fondations ou ONG, think tanks, etc.

Perturbé par les relents dogmatismes hérités de mon passage par l'OCI que j'ai continué de trimbaler comme un fardeau bien malgré moi après une profonde épuration, j'ai moi-même été jusqu'à critiquer ceux qui visaient l'oligarchie parce qu'ils ne remettaient pas en cause l'existence du capitalisme, ce qui était juste, mais sans comprendre qu'en étendant toujours plus son pouvoir tentaculaire et en préparant l'avènement d'un nouveau modèle économique et de société dans le cadre d'un nouvel ordre mondial, elle était en train de détruire les bases sur lesquelles reposaient le socialisme, tout en instaurant un régime totalitaire que par la suite il serait extrêmement difficile de combattre et de renverser.

Ce que je n'avais pas réalisé pleinement, c'est qu'une fois que l'ensemble de l'économie ainsi que le pouvoir politique ou les institutions seraient devenus dépendant de l'oligarchie, elle cristalliserait toutes les contradictions et faiblesses du régime et devait devenir logiquement la cible à abattre, à condition de relier la politique appliquée par le gouvernement à sa stratégie politique pour comprendre à la fois ses tenants et ses aboutissants, ainsi que la direction dans laquelle s'orientait la société, de manière à définir une stratégie qui corresponde à la situation. Dans le cas contraire, à la manière des opportunistes on s'en tiendrait à une dénonciation aussi radicale que stérile qui nous condamnerait à l'impuissance.

Chacun peut observer quotidiennement que les mesures ou lois les plus significatives adoptées par tous les gouvernement correspondent aux besoins spécifiques de l'oligarchie, s'inscrivent dans le cadre de sa stratégie politique. C'est l'oligarchie qui bat la mesure et tous les acteurs institutionnels interprètent la partition qu'elle a écrite pour eux, et toute fausse note est immédiatement et brutalement sanctionnée ou leur auteur fait l'objet d'un lynchage en cas de résistance ou pire encore car l'oligarchie est une association mafieuse et criminelle.

Les mauvaises herbes sont vivaces ou tenaces parce qu'elles donnent sans cesse de nouvelles graines, coupez-leur la tête qui les contiennent et vous en serez débarrassés une fois pour toute, sans avoir à recourir à des pesticides qui vous empoisonneraient. Je me suis fait cette réflexion, après avoir observé que dans mon petit jardin certaines variétés d'herbes y étaient présentes et l'avaient envahi, avant de disparaître complètement après avoir passé plusieurs fois la tondeuse, tandis que de nouvelles variétés d'herbes étaient soudainement apparues, sans doute que leurs graines étaient plus légères et furent transportées là par le vent et les oiseaux.

Que l'oligarchie ferme le robinet à n'importe quelle entreprise ou Etat déjà endettés, et elle dépose le bilan, il se retrouve paralysé ou réduit à la banqueroute, elle a donc acquis un droit discrétionnaire de vie ou de mort sur la totalité de l'économie et de la société qu'elle peut réduire en miettes ou détruire si elle le souhaite.

Les prémisses de ce processus de concentration du pouvoir économique et politique remontent déjà à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe. Lénine l'avaient décrit minutieusement dans Impérialisme stade suprême du capitalisme, sans toutefois imaginer que l'oligarchie ne se contenterait pas de manipuler les différents facteurs qui composaient le capitalisme, et en viendrait ultérieurement à recourir à des moyens illégaux ou de faux monnayeurs pour parvenir à ses fins, faussant du même coup son analyse de l'impérialisme ou la rendant en partie caduque, du fait qu'un élément parasite avait été introduit dans l'économie, pour ainsi dire la forcer à coïncider avec ses besoins ou lui permettre d'atteindre ses objectifs politiques.

Mais ce qui allait s'en trouver faussés également, ce sont tous les rapports établis entre les classes, ce qui allait déboucher sur une confusion et une situation inextricable, lui laissant le champ libre pour agir à sa guise une fois neutralisés tous les acteurs politiques qui n'étaient pas acquis à sa cause, d'où l'arrogance décomplexée, outrancière, violente de ses porte-parole envers ceux qui osent critiquer même à la marge son modèle de société tyrannique.

En concentrant tous les pouvoirs, elle est vulnérable. Alors quelle stratégie définir pour l'abattre.

D'un côté, elle s'identifie avec le régime en place et les institutions qu'elle entend bien utiliser pour accroître encore son pouvoir, mais d'un autre côté ils sont le produit de contradictions (de rapports de classes) qui peuvent lui échapper à tout moment ou qui s'expriment indépendamment de sa volonté et donc constitue une réelle menace matérialisée par la lutte de classe du prolétariat.

Si de son côté elle va tout faire pour parvenir à neutraliser la lutte de classe du prolétariat, de notre côté on doit tout faire pour

l'en empêcher. Comment ? En expliquant patiemment aux travailleurs que le développement du capitalisme a atteint ses limites, et que depuis c'est uniquement une poignée de puissants oligarques ou banquiers qui déterminent le modèle, l'orientation, le destin de la société, le sort de chacun d'entre nous.

Ce qu'ils nous réservent est un véritable cauchemar dont ce que nous vivons actuellement est un avant-goût nauséabond qui va aller en s'accentuant, car ces prédateurs tyranniques sont assoiffés de pouvoir pour conserver leurs privilèges, c'est leur raison d'être et leur unique objectif au détriment des besoins ou aspirations du reste de la population qu'ils n'ont de cesse de broyer ou piétiner. Tant qu'ils détiendront le pouvoir, le progrès social sera irrémédiablement condamné à régresser, ainsi que les libertés individuelles ou collectives, tous vos maux seront appelés à s'amplifier dans l'avenir à l'instar des inégalités sociales et des injustices, puisqu'ils peuvent agir ainsi en toute impunité. Toute tentative institutionnelle de les chasser du pouvoir demeurera illusoire, vaine, jamais dans le passé aussi loin qu'on remonte, dans aucun pays du monde des élections ont précédé ou entraîné un changement de régime.

Bien qu'ils ne soient qu'une poignée, nous avons dit qu'ils étaient parvenus à concentrer tous les pouvoirs (économique, politique, institutionnel, juridique, militaire, médiatique), mais comment y sont-ils arrivés ? Parce que tous les partis qui ont gouverné un jour leur étaient acquis, ainsi que tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1958, il n'existe pas d'autres explications cohérentes. Cela ne sautait pas forcément aux yeux autrefois, mais on ne peut qu'en être convaincu en observant de nos jours ce qu'ils sont devenus ou la politique antisociale qu'ils ont appliqué quand ils gouvernaient, et vous n'entendrez jamais Hamon, Mélenchon ou Laurent exposer clairement qu'il faut impérativement exproprier l'oligarchie et la chasser du pouvoir, ils la craignent trop au lieu de l'affronter.

N'allez pas croire non plus que les oligarques ou les banquiers seraient des gens comme les autres, ce serait commettre une erreur fatale.

En réalité, ce sont des monstres de cruauté qui ne reculent devant aucun procédé pour parvenir à leurs fins, qu'ils s'agissent du chômage de masse, de la pauvreté ou de la précarité qui frappent des millions de travailleurs, des guerres qu'ils fomentent à travers le monde semant la désolation et le désespoir derrière eux, sans parler de la destruction de la planète, de l'empoisonnement alimentaire ou médicamenteuse qu'ils organisent à l'échelle mondiale, leur commerce avec les pires dictatures (Ukraine, Israël, etc.), tous les régimes corrompus, jusqu'à leur collaboration avec les barbares d'Al-Quaïda ou Daesh, etc.

Pas plus que le capitalisme, jamais l'oligarchie n'a oeuvré au progrès social, au bien-être de l'humanité, à la paix, soit leurs affaires les ont contraint à consentir des concessions aux travailleurs pour les exploiter davantage, soit ils y ont été obligés par la lutte de classe des exploités, un milliardaire philanthrope, cela n'existe pas plus que la gratuité d'Internet puisque vous devez souscrire un abonnement à un opérateur et c'est vous qui payez l'électricité, achetez le matériel...

Dorénavant, ce sont les hommes ou les femmes qu'ils ont désignés qui sont aux commandes des Etats occidentaux, Trump, Macron, May, Merkel, Tsipras, etc. Ils leur sont totalement dévoués. On ne peut donc pas concevoir la nécessité de retirer le pouvoir à l'oligarchie sans commencer par chasser du pouvoir ceux qui la représentent, sans briser les institutions nationales qui ont été créées pour ainsi dire pour eux puisqu'elles sont compatibles avec son pouvoir ou ses besoins, et par voie de conséquence, comme à l'origine leur pouvoir provient de la propriété privée des moyens de production et d'appropriation (ou de distribution) des richesses, il est inconcevable de vouloir changer de société ou de vouloir vivre dans une société meilleure ou plus juste dans l'avenir, sans l'abolir et décréter qu'ils appartiennent à la collectivité qui les gèrent pour le bien-être de chacun.

Maintenant, pour empêcher les travailleurs de prendre conscience à la fois du processus qui est à l'origine de son pouvoir (de l'oligarchie) et celui qu'ils doivent emprunter pour y mettre un terme, elle a fait main basse sur les principaux médias, de sorte qu'ils ne diffusent que sa propagande en guise d'information, qui de fait elle substitue à la réalité pour que plus personne ne comprenne la situation, et donc ne puisse la combattre. Elle a poussé l'imposture jusqu'à prétendre qu'ils seraient les garants de la vérité , alors qu'ils pratiquent quotidiennement la désinformation la plus éhontée qui soit, allant jusqu'à menacer de censure tous ceux qui par d'autres canaux s'opposaient à sa politique ou à ses visées dictatoriales.

Quand on relie tous ces élément on s'aperçoit rapidement qu'on est en présence d'un plan, d'une stratégie politique à caractère despotique, totalitaire. Dès lors toute négociation, tout compromis ou arrangement avec l'oligarchie, avec les tenants du régime en place est inimaginable, il ne peut exister de demi-mesures : Soit elle reste au pouvoir, soit nous prenons le pouvoir.

Ils ne sont qu'une poignée, nous sommes des dizaines de millions, donc pour peu qu'on se rassemble et qu'on s'organise sur la base d'une perspective politique claire et cohérente, on peut les vaincre.

Le droit, la justice, les principes ou les valeurs humanistes, la morale, la force sont de notre côté. La légitimité est de notre côté. En face, nos ennemis n'ont que le mensonge ou le trucage à nous opposer, et l'appareil de répression de l'Etat ainsi que leurs milices fascistes pour nous les imposer.

Faisons en sorte que chaque travailleur prenne pleinement conscience que quotidiennement c'est la question du pouvoir et de leur survie qui se trouve posée, pour qu'ils décident de cesser de subir et passent à l'action.

Ne sont-ils plus bons qu'à cela : Matière "à penser"... pas à agir ?

Un internaute (A la suite d'un article de Frédéric Lordon) - "Tout au plus peut on rester sur sa faim comme dans tous ses textes car il n'y a jamais de conclusion "opérative" comme chez Sapir. Pour autant ce n'est pas inutile, il suffit de s'y faire et si on accepte le style il donne quand bien matière à penser."

La "matière à penser" qui ne se traduit pas en pratique, qui n'est pas propice à l'action, qui n'est pas l'étincelle qui déclenche l'action est comparable à la mèche d'un pétard qui serait mouillée, du niveau de la masturbation intellectuelle qui rend sourd les intellectuels.

Un autre internaute fournit une piste :

- "Peut-être manque-t-il dans ce texte une conclusion sur la perception "d'en-bas"."

Les Lordon, Onfray, Todd et Cie. ignorent ce que veut dire vraiment travailler, les fins de mois difficiles ou ne plus avoir un rond en poche, vivre dans la crainte du chômage, se priver sur tout y compris la bouffe, etc. Pour eux, ce ne sont que des concepts (creux) sur lesquels ils dissertent à l'infini ou brodent et qui les font vivre, bien en l'occurrence.

Il ne faut rien en espérer, et ceux qui leur trouvent des qualités les flattent parce qu'ils leur ressemblent, voilà tout. Ils ne présentent aucun intérêt pour nous ou notre cause qu'ils n'ont jamais réellement adoptée, sauf en parole quand ils ont des états d'âme qui ne durent jamais bien longtemps, cela ne vous rappelle-t-il quelque chose ou quelqu'un ?

De qui s'agit-il ?

- "Lorsqu'on (lui) suggère que les plans de son gouvernement ne comportent que des mesures de droite, il éclate de rire : "vous vous attendiez à quoi ?" (Financial Times, Londres, 11 juillet 2017.)

Réponse: Le Premier ministre Édouard Philippe.

Parole d'internaute.

L'idée mûrit que ceux qui agitent hystériquement la menace du complotisme complotent. En voici un aperçu.

1- On peut même se demander si ces dirigeants ne s'amusent pas à un petit jeu pour déterminer quel est le seuil de crédulité des populations.

Car en effet avec l'affaire Skripal, on atteint des sommets :

– pas de cadavres

– pas de victimes (Ioulia Skripal ne s'est manifestée qu'un mois après "l'attentat" pour déclarer…qu'elle va bien ainsi que son père !)

– pas de traces de produits chimiques

(On pense plus à une intoxication alimentaire due à la junk food à l'anglo-saxonne qu'à un attentat des services secrets russes, ensuite n'oublions pas que nous sommes au pays de James Bond !)

Les seuls éléments dont on dispose sont des déclarations du gouvernement britannique dont la crédibilité est confirmée (!) par son passé :

– soutien de Bush Jr à travers Powell (avec sa fiole de pisse à l'ONU) pour détruire l'Irak

– destruction de l'état Libyen ayant conduit à des trafics d'esclaves et autres migrations massives vers l'occident

– etc

Et sur cette base d'un vide intersidéral, une douzaine d'états de l'UE expulsent des diplomates russes.

La vraie question est bien de savoir qui -même dans une population qui ne s'informe pas- peut avaler de telles couleuvres ?

- La vraie question est bien de savoir qui -même dans une population qui ne s'informe pas- peut avaler de telles couleuvres ?

Je pense que la cible est précisément les populations qui ne s'informent pas. Il n'y a aucune différence dans cette affaire avec la publicité télévisuelle où une personne avec un blouse blanche explique que Calgon retire le mauvais calcaire qui détruit votre machine, ce qui dans la pratique n'a aucun sens ni aucune action, il s'agit d'un besoin totalement artificiellement créé par la marque, un phantasme inculqué par la répétition publicitaire. Ce qui n'empêche pas ma belle mère, intelligente et ex enseignante, de l'utiliser malgré que je lui aie expliqué 15 fois.

Ce procédé n'a pas grand chose a faire de la minorité pensante, tant que ça marche globalement et que la minorité n'est pas entendue. Ça marche a tel point que c'est la minorité pensante qui est traitée de stupide et parano a remettre en cause "ce que tout le monde sait". Il s'agit de la grande escroquerie intellectuelle de la "com" de masse, qui est poussée à l'extrême de nos jours.

S'il y a une chose a faire, c'est apprendre "aux masses" a remettre en cause systématiquement ce qu'on leur inculque y compris a l'école. Quand je dis remettre en cause, il ne s'agit pas de nier, mais de s'interroger sur le bien-fondé et les motivation de ce que l'on vous présente.

2- Autre hypothèse à prendre très au sérieux : les "bas de plafond" ne sont peut être pas ceux que l'on croit.

En effet, les dirigeants et leurs toutous journalistes croient peut être réellement à ce qu'ils racontent !

3- Malheureusement apprendre à remettre en cause ce qu'on nous inculque, nous instruit est pour "les masses" très insécurisant, d'autant plus dans le contexte actuel (chômage, hystérie militaire et médiatique, attentats…).

Il reste peu de "repères", de choses que l'on croit solides et je doute que beaucoup ai le courage ou l'envie ou que sais-je, d'avoir un minimum de cette lucidité de peur d'affronter (ou de ne pouvoir le faire) le vide, le mensonge qui animent notre société.

C'est quelque part une forme de…survie, peu reluisante ou digne pour certains mais qu'on ne peut totalement condamner.

4- Le complot a une explication géométrique : la pyramide. Plus ils sont haut dans la pyramide du pouvoir, moins ils sont nombreux, et donc plus ils se connaissent et peuvent se concerter pour mettre sur pied des stratégies augmentant et défendant leur pouvoir. Plus important que l'argent : le pouvoir.

Achat et contrôle des médias, contrôle de la création monétaire et des tx d'intérêt, création et poppage de bulles, achat et compromission de personnages politiques et de syndicalistes, contrôle du judiciaire, destruction de pays qui s'opposent. Tout un tas de cercles de pouvoirs, à différents niveaux. Qui se concertent en grands nombres (haut niveau) ou en très petits nombres (très haut niveau).

Évidemment, la plus belle stratégie du Diable, c'est de faire croire qu'il n'existe pas. La plus belle stratégie de ces gens là, c'est de faire croire (via leurs laquais) qu'ils ne se concertent pas, qu'ils ne complotent pas.

5- Ils ont sans doute en eux une volonté d'obéir (servilité) plus forte que leur volonté de croire ou de douter. Croire ou douter, il faut déjà réfléchir. Réfléchir, c'est déjà désobéir.

Obéir sans réfléchir pour garder asservis ou encagés les autres, un petit plaisir facile qui transcende les âges (gardien d'esclave, kapo, etc).

6- Je suggère de lire l'article dont F Lordon fait référence dans le sien: https://www.monde-diplomatique.fr/2000/05/ACCARDO/2288 Il propose une vision subtile des mécanismes qui amènent les journalistes à promouvoir en toute bonne foi une pensée unique. C'est plus subtil que la dictature du grand capital: "Ils ont en eux, comme aurait dit Pascal, « une volonté de croire plus forte que leurs raisons de douter »".

En conclusion, à force de prendre ouvertement les gens pour des cons, ils finissent par en prendre conscience. Et à mon avis cela ne passe pas, car c'est un truc qui ne les laisse pas indifférent. Ils n'aiment pas cela du tout ou cela les rend violents parce que cela atteint leur dignité, la seule chose qui leur reste quand ils n'ont plus rien à se raccrocher et qui est susceptible de les faire réagir...

A force de propager des fausses informations, ils aiguisent l'esprit critique de la population

1- On reste confondu devant l'impossibilité (ou le refus) de l'Occident d'envisager des provocations "rebelles" pour pousser les USA et l'OTAN à intervenir, eux qui n'attendent que le franchissement de dette "ligne rouge" , véritable appel du pied aux islamistes.

On veut nous faire avaler une guerre entre les "méchants" (Bachar, la Russie, l'Iran) et les "gentils", (les islamistes). Mais il y a des limites à la naïveté..Avalanche de fake news, de coups tordus, de manipulations et touts attribués à la Syrie. En face, il va de soit, nous avons des politiciens hors pairs, à la rigueur morale sans faille.

Edifiant documentaire hier sur la 5 au sujet de la Libye. Nous connaissons à présent les mensonges qui ont servi à assassiner Kadafi. Il sen sera de même pour la Syrie. La vérité est difficile à cacher très longtemps.

2- On peut se rendre compte qu'israel est très bien coordonné avec les protégés des USA et des saouds, ils en ont profité pour bombarder une base militaire syrienne, doucement le masque tombe, juste pour les naïfs !

3- Quand on prends le relais de la communication des rebelles, qui sont des mercenaires sanguinaires, on est pour moi complice ,comment en est on arrivé là mon dieu le monde marche sur la tête, je serais pas fier d être obligé de relayé ce genre de fake news, oui toutes les valeurs se perdent !

4- Le coupable tout trouvé...mais dans quel but? A qui profite le crime ? Se pose-t-on les bonnes questions et trouve-t-on les bonnes réponses !!! La takkia marche bien dans ce genre de contrée !

Donc pour l'onu Bachar et la Russie sont obligatoirement les coupables... pas les djihâdistes déguisés en démocrates d'operette ... personnellement je n'y crois pas connaissant le talent de certains pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

5- Oui les produits chimiques qui n'ont pas d'effet sur les sauveteurs.

6- On connaît abondamment les réactions de la "communauté internationale", composée essentiellement de vassaux serviles et dévoués, toute acquise à la cause de l'administration américaine, qui nous sont servies continuellement par nos "grands" médias.

Mais on n'entend pas trop parler des réactions des populations internationales...

Et pour cause.

En réalité, la corde commence à être particulièrement usée...

Autrement dit, les populations internationales dans leur grande majorité, de plus en plus sourdes à la propagande de guerre permanente de nos médias "d'information", ne croient plus trop à ces fables et d'autant moins que la progression des armées russe et syrienne montre que la libération du pays et l'élimination des menaces islamiques ne sont plus qu'une question de semaines...

Quel intérêt auraient-ils donc à utiliser maintenant des gaz interdits, qu'ils ne possèdent probablement plus, alors que la victoire paraît acquise ?

Il en est de même des accusations portées par le Royaume-Uni dans la tentative d'assassinat des Skrypal, qui aurait été commise au plus mauvais moment par le président russe, à la veille de l'élection et au moment du championnat de foot.

Bref !

La communauté internationale, c'est-à-dire "l'union" €uropéenne, donc l'OTAN et l'administration américaine, continuent imperturbablement à multiplier les provocations en direction des pays "rebelles" : Iran, Syrie, mais surtout Russie.

Sans doute dans le but de parvenir à une déclaration de guerre lancée par la Russie pour pouvoir ensuite prétendre avoir été attaqués.

J'espère que personne n'est dupe dans les populations, en particulier ici, en France...

7- Si l'utilisation d'armes chimiques en Syrie est indiscutable, il faut être beaucoup moins catégorique sur la responsabilité du régime de Damas.

En 2013 dans la Ghouta (déjà!), une enquête menée par le très sérieux MIT conjointement avec l'ONU avait attribué l'usage du sarin aux rebelles de l'ASL.

A Afrin, des gaz toxiques ont aussi été utilisés (contre les Kurdes). La Turquie récusant toute responsabilité et les forces d'Assad étaient absentes de cette zone, tout semble désigner - là encore - comme coupables potentiels les rebelles de l'ASL.

Ces faits n'absolvent certes pas le régime syrien mais relèvent davantage du modus operandi des rebelles djihadistes.

8- Les enquêtes de l'ONU se déroulent elles par Skype et les "témoignages sont ceux des "rebelles". La Russie a toujours réclamé des enquêtes sur place. Refus de l'ONU d'où la décision de la Russie de s'opposer à toutes enquêtes ne se rendant pas sur place.

9- Je doute que des attaques au chlore soient réellement le fait d'un état. Même pendant la 1ère guerre mondiale ce gaz n'était plus utilisé comme gaz de combat ! Si le régime syrien a conservé des "petits" stocks d'armes chimiques, ce n'est certainement pas du chlore. Trop artisanal et dangereux à manipuler.

Du Sarin, peut-être... Mais pas du chlore. L'usage de chlore, c'est un bricolage local d'un petit groupe de fanatiques dans le fond d'un garage, pas un état.

10- Ces questions son nulles et partiales. Les réponses sont encore pire!

La bonne question est: alors que les occidentaux disent s'il y a utilisation d'armes chimiques, on va vous attaquer la Syrie. Et deux jours après il y a utilisation d'armes chimiques dans des circonstances obscures et difficilement vérifiables... Cela montre qu'il y a des gents en occident et des djihadistes sur le terrain qui travaillent ensemble pour renverser le gouvernement syrien.

11- Les civils sont les otages des rebelles qui veulent négocier leur solution de repli. Quelques rares reportages montrent les civils de la Ghouta remerciant Assad de les avoir libérés de l'emprise terroriste des rebelles.

12- A chacun de se faire une opinion, avec les éléments aussi objectifs qu'il peut avoir. Cependant, comme beaucoup, je ne vois pas sincèrement l'intérêt de l'armée syrienne de procéder à ce genre d'attaque au point final de leur opération à la Ghouta.

13- Sentant La Ghouta reprise totalement par l'AAS, les protégés de l'arabie saoudite et des occidentaux ont fait un false flag c'est à dire utiliser du chlore pour faire accuser le régime syrien, vieux comme le monde, ils savent pertinemment que lorsqu'il n'auront plus se moyen de pression contre Damas l'offensive sur Deir ez-Zor et Idlib seront les prochaines étapes de libération de la Syrie ... Et les saoudiens utilisent du phosphore blanc au Yemen...Pas un mot et ne parlons même pas des USA !

L'idée mûrit également que les ONG n'est que l'humanisme des salauds qui servent l'Otan.

1- Qu'y a-t-il d'humanitaire à tuer de pauvres gens qui ne sont responsables que de vivre au mauvais endroit au mauvais moment …

Le terme humanitaire ne sert qu'à manipuler une opinion afin de justifier auprès d'elle une guerre qui ne se justifie pas, c'est un prétexte …

"ON" vous dira aussi, images à l'appui, et en utilisant le conditionnel que certains ont été victimes du chlore, arme chimique.
Le lendemain plus de conditionnel c'est l'affirmation alors que toutes les manipulations sont possibles et là encore cela sert à justifier une nouvelle agression assortie d'un nouveau massacre de civils.

Etre tué par une bombe propre US ou OTAN est-ce mieux que d'être tué par une bombe sale Russe ou Syrienne ?

Être tué par une bombe ou un sniper ou par du chlore je me demande bien où est la différence puisque ces gens et ces enfants sont morts

Ces guerres iniques et injustifiées relèvent de crimes contre l'humanité … humanitaires ou pas.

2- Les guerres humanitaires ne sont qu'une mise en scène pour nous faire accepter, voire souhaiter, la politique de la canonnière appliquée depuis toujours par les puissances impérialistes et leurs affidés/vassaux, en gros, ce que l'on définit aujourd'hui par la communauté internationale.

3- Rony Brauman souhaitait la guerre en Syrie, à lire sur Médiapart. Les ONG françaises sont dans le dogme du " droit d'ingérence " cher à Kouchner.

Ils ont vu ce que j'ai vu au Soudan ou ailleurs. Brauman, c un prisme !

Les frenchs docteurs se sont constitués en 68…

Plus de colonisation mais des ONG pour permettre à certaines personnes d'explorer les sous sol.

Il aurait été plus facile depuis le temps d'installer des usines de médicaments ou proposer des formations en occident. Tout ces soignants dépenaillés au Soudan…pas toujours éthiques (euphémisme). Que dire des mensonges de MSF !

4- Un ancien agent du MI6 disait qu'une ONG pouvait maintenir un climat de guerre plus efficacement qu'une armée régulière ou une milice…

5- La Serbie, la Libye, les printemps arabes, l'Ukraine…les révolutions orange bidons organisées de l'extérieur.

Je n'arrive pas à croire que Brauman ne le sache pas.

Les ONG sont des complices passifs de leurs bailleurs de fond !

6- C'est fou de parler d'incroyable consensus !!! (S'agissant de Rony Brauman. - ndlr)

Elles étaient ou les ONG qui connaissaient très bien la situation sur place.

Khadafi n'était pas protégé mais populaire en Afrique (il était le seul dirigeant qui a soutenu l'ANC de Mandela, il était plus surement le banquier de l'Afrique que les aides misérables et intéressés occidentales.

Ils jouent placés…expliquer leur mutisme est un exercice de style toujours étonnant.

C bien de parler du Congo et ses 6 millions de morts….américains, Israéliens…à la manoeuvre pour les richesses du Kivu

7- Cette guerre (La guerre du Biafra ou guerre civile du Nigeria - ndlr) voit également une modification de l'aide humanitaire qui, utilisant la médiatisation intense du conflit, prône une ingérence directe pour venir en aide aux réfugiés.

Elle aura pour conséquence la création de l'ONG Médecins Sans Frontières en 19712. »

Ainsi fut inventé cet oxymore de guerre humanitaire. Les french doctors de l'inénarrable Bernard Kouchner ne furent que les faux nez des officines de Faucard qui voyaient dans la sécession du Biafra l'occasion rêvée pour démanteler le Nigéria en qui la Franceafrique voyait une menace pour son hégémonie en AOF/AEF.

En complément

- Ioulia Skripal a quitté l'hôpital, son père va mieux - Reuters 09.04

Voilà comment une simple intoxication alimentaire ou un léger empoisonnement commis par le MI6 ou des agents étrangers, sert à préparer psychologiquement la population à une guerre contre la Russie. Ce qui ne signifie pas qu'il y aura forcément une guerre, cela justifie des dépenses militaires et des manoeuvres fort coûteuses, le lobby de l'armement peut être satisfait.

La guerre, c'est la réponse politique de Macron aux cheminots et à tous les travailleurs mobilisés. Alors déclarons-lui la guerre, disons stop : Dehors !

Dossier sur la Syrie.

Attention, les fake news vont déferler et cela a déjà commencé. J'avais inclus dans ce dossier un article de l'agence de presse iranienne Presst (Syrie : prémices d'une guerre US/Russie ? - presstv.com 10.04), et quelques heures plus tard le gouvernement russe par la voie de l'agence de presse Sputnik démentait son contenu, j'ai donc retiré cet article in extremis.

Fabrication de fake news par des va-t-en-guerre fanatiques.

I- Ils fabriquent de faux "rebelles modérés", en fait des membres des différents groupes issus d'Al-Qaïda ou Daesh ;

II- Ils organisent une fausse attaque aux armes chimiques ;

III- Ils donnent la parole à leurs faux "rebelles modérés" qui accusent le gouvernement syrien d'être responsable de cette attaque ;

IV- Ils reprennent leur accusation mensongère ;

V- Ils s'en servent comme prétexte pour bombarder la Syrie.

Epilogue ou simple coïncidence, qui les avait prévenus ?

- Les terroristes du groupe Daech ont tenté de lancer une contre-offensive sur plusieurs axes dans la province de Homs après l'attaque de la base aérienne T-4 dans l'est de la province, selon la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadine. Sputnik. 09.04

En passant, les intellectuels médiocres ou écervelés qui s'accrochent désespérément au concept foireux de "droit international" une nouvelle fois bafouée par Israël à défaut d'adopter le socialisme, en seront pour leurs frais.

- Syrie : dialogue de sourds à l'ONU - euronews 9 avril 2018

« Fake news » . Voilà comment l'ambassadeur de Russie aux Nations-Unies parle de l'attaque chimique présumée le 7 avril dernier dans la ville de Douma, en Syrie.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni en urgence ce lundi pour évoquer le sujet. Le représentant de Moscou Vassili Nabenzia a déclaré : « Il n'y a pas eu d'attaque chimique en Syrie » . Il a expliqué que des spécialises russes s'étaient rendus sur place et n'avaient découvert aucune trace de chlore ou d'une quelconque substance chimique qui auraient été utilisée contre des civils. euronews 9 avril 2018

- Damas et Moscou accusent Israël d'avoir mené des frappes contre une base syrienne près de Homs - RT 09.04

L'armée israélienne a tiré huit missiles depuis l'espace aérien libanais, selon le ministère russe de la Défense. Cinq d'entre eux auraient été interceptés par le système anti-missile syrien et trois auraient touché une base aérienne près de Homs.

Le bombardement de la base militaire syrienne «T-4» entre Homs et Palmyre, tôt ce 9 avril, a été mené par des avions israéliens depuis le territoire libanais, selon Moscou et Damas. L'agence de presse publique iranienne Fars a fait savoir que trois Iraniens avaient été tués dans cette frappe menée selon cette source par «les avions de chasse du régime sioniste».

«Deux avions F-15 de l'armée israélienne ont frappé l'aérodrome entre 3h25 et 3h53 heure de Moscou à l'aide de huit missiles téléguidés depuis le territoire libanais, sans pénétrer dans l'espace aérien syrien», a fait savoir le ministère russe de la Défense, le 9 avril, cité par les agences russes. Sur ces huit missiles, cinq ont été interceptés par le système de défense anti-missile syrien, selon le ministère.

Dénonçant une «agression», le gouvernement syrien a également accusé Israël d'avoir mené cette frappe avant l'aube. Elle aurait coûté la vie à plusieurs personnes. RT 09.04

Voilà ce qui rend hystérique Israël.

- Syrie: Plus de 50.000 personnes en passe de quitter Douma - Reuters 9 avril 2018

Plus de 50.000 personnes, dont des insurgés et leurs familles, sont en passe de quitter la ville syrienne de Douma dans les jours à venir, en vertu d'un accord conclu avec le régime de Damas, a-t-on déclaré lundi à Reuters de source au fait des négociations. Reuters 9 avril 2018

- L'aviation israélienne tue des soldats iraniens en Syrie - Réseau Voltaire 9 avril 2018

Peu après que le Grand rabbin sépharade d'Israël, Yitzhak Yosef, ait appelé à l'assassinat pour « raison humanitaire » (sic) du président Bachar el-Assad, une attaque aérienne a eu lieu dans le centre de la Syrie.

Le rabbin Yitzhak Yosef est connu pour ses provocations. Il ne représente que 5 % des Israéliens. Il est le fils du Grand rabbin Ovadia Yosef, un des fondateurs du parti Shas, aujourd'hui allié de Benjamin Netanyahu.

Deux avions F-15 de l'armée israélienne ont frappé l'aérodrome militaire de Tiyas entre 00h25 et 00h53 GMT à l'aide de huit missiles téléguidés depuis le territoire libanais, sans pénétrer dans l'espace aérien syrien.

Selon nos informations, ces missiles n'ont pas touché la base, mais ses alentours. Ils ont tué 14 personnes dont plusieurs Gardiens de la Révolution iraniens.

Cette attaque était coordonnée avec une opération de Daesh dans la province. Elle a immédiatement été déclenchée après celle de Tiyas. Réseau Voltaire 9 avril 2018

- Douma: Les USA réagiront avec ou sans l'aval l'Onu, dit Nikki Haley - Reuters

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Douma: Le HCDH s'indigne de la faiblesse des réactions - Reuters

Le prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Hussein fait office de Haut-Commissaire.

Il a joué un rôle important dans l'établissement de la Cour pénale internationale (CPI), tout un programme !

Il a également servi comme spécialiste des affaires politiques de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) pour l'ex-Yougoslavie de 1994 à 1996. (Wikipédia) Le sale boulot pour l'Otan.

Représentant permanent de la Jordanie auprès de l'ONU à New York, poste qu'il a occupé de septembre 2010 à juillet 2014, ainsi que de 2000 à 2007. De 2007 à 2010, il a été Ambassadeur de Jordanie aux États-Unis d'Amérique. De 1996 à 2000, il a été Représentant permanent adjoint de la Jordanie auprès de l'ONU, avec rang d'ambassadeur. Etc. etc. Il a enchaîné les fonctions au sein d'institutions américaines ou internationales.

Il a aussi été membre du Conseil consultatif de la Banque mondiale pour l'édition 2011 du Rapport sur le développement dans le monde.

Il est marié à la princesse Sarah Zeid. (Source : ohchr.org)

- Attaque chimique en Syrie: Lavrov dénonce une provocation - presstv.com 09.04

« Les accusations imputant au gouvernement syrien une attaque chimique à Douma, dans la Ghouta orientale, sont fausses et constituent une provocation », a affirmé, ce lundi 9 avril, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

En ce qui concerne les menaces américaines de recourir à l'option militaire contre la Syrie, Lavrov a affirmé qu'en cas d'une attaque américaine contre la Syrie, Moscou agirait dans le cadre de ses engagements envers Damas.

« En ce qui concerne les avertissements des autorités américaines - vous le savez - nos militaires y ont déjà réagi; nous avons des obligations envers la Syrie et cela, à la demande du gouvernement légitime de la République arabe syrienne, qui est d'ailleurs un État membre de l'ONU », a-t-il dit.

Sergueï Lavrov n'a pas manqué de parler des opérations militaires turques en Syrie. Après la fin de l'opération Rameau d'olivier, la Turquie devra confier le contrôle d'Afrin au gouvernement syrien, d'après le ministre russe des Affaires étrangères. presstv.com 09.04

Moscou: les photos des «victimes» de l'attaque chimique présumée en Syrie sont fausses - fr.sputniknews.com 09.04

Le ministère russe de la Défense a déclaré que les photos des victimes de l'attaque chimique présumée de Douma publiées par les Casques blancs sur les réseaux sociaux étaient des faux.

Les militaires russes ont qualifié de fausses les photos de victimes de la prétendue attaque chimique à Douma, dans la Ghouta orientale, qui ont été publiées par des défenseurs des droits de l'Homme sur les réseaux sociaux.

«Toutes les accusations des Casques blancs, ainsi que leurs photos et vidéos diffusées sur les réseaux sociaux et présentant des soi-disant victimes d'une attaque chimique ne sont qu'un nouveau faux et une nouvelle tentative de torpiller la trêve établie», a affirmé ce lundi le chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie, le général Youri Evtouchenko.

Les radicaux du groupe Jaysh al-Islam ont précédemment accusé les forces gouvernementales syriennes d'avoir eu recours, samedi 7 avril, à des armes chimiques contre un hôpital de Douma, dans la Ghouta orientale. Ces allégations ont été reprises par les puissances occidentales, le Président américain Donald Trump ayant estimé que la Syrie devrait «payer le prix fort pour l'attaque chimique».

La diplomatie russe a pour sa part qualifié d'«intox» les informations sur une attaque chimique en Syrie. fr.sputniknews.com 09.04

- Des médecins syriens démentent l'arrivée de victimes d'une «attaque chimique» - fr.sputniknews.com 09.04

Le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie a annoncé que les médecins en poste dans la ville syrienne de Douma ont démenti avoir admis récemment des patients avec des symptômes d'empoisonnement toxique.

«Les médecins syriens de Douma ont démenti les informations faisant état de l'arrivée de patients présentant des signes d'empoisonnement chimique», a annoncé lundi le Centre.

Dans un communiqué, le Centre cite des médecins qui affirment n'avoir soigné ces derniers jours que des individus ayant des «blessures habituelles», typiques dans une guerre menée avec des armes conventionnelles. fr.sputniknews.com 09.04

- Damas et Moscou proposent une inspection de l'OIAC à Douma - Reuters 10 avril 2018

Le gouvernement syrien, menacé d'une action militaire occidentale, a invité mardi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à envoyer des inspecteurs à Douma, dernier bastion rebelle de la Ghouta orientale, près de Damas, où une attaque chimique aurait été menée samedi dernier.

Appuyant l'idée du président syrien Bachar al Assad, la Russie a annoncé qu'elle allait soumettre au Conseil de sécurité des Nations unies une résolution proposant l'envoi à Douma d'une délégation de l'OIAC, afin de vérifier de manière indépendante la réalité de l'attaque et tenter d'établir qui en sont les auteurs. Reuters 10 avril 2018

- La flotte russe en mer Noire placée en état d'alerte - presstv.com 10.04

Alors que les tentions entre Washington et Moscou ont monté d'un cran suite à l'attaque chimique présumée sur Douma en Syrie, la flotte de la marine russe en mer Noire a été placée en état d'alerte.

Selon l'édition arabophone de la chaîne Euro News, un destroyer de la marine américaine est stationné pour l'instant dans les eaux de l'est de la Méditerranée, d'où il serait capable de participer à d'éventuelles frappes contre la Syrie.

Un deuxième destroyer américain, l'USS Porter, entrera probablement d'ici quelques jours en Méditerranée.

Après la présumée attaque chimique dans la nuit de dimanche à lundi sur la ville de Douma en Syrie, le président américain Donald Trump a intensifié ses accusations dénuées de preuves contre Damas et son allié russe, menaçant de recourir à l'option militaire contre la Russie. presstv.com 10.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation sociale en France

- «La plus grande gare d'Europe qui fait la grève tous les jours, c'est un symbole» - Liberation.fr 09.04

Au sein de la gare du Nord, et malgré les instructions nationales, l'assemblée générale intersyndicale des cheminotsa voté, ce lundi, le principe de la grève reconductible à partir du 13 avril.

A la gare Saint-Lazare aussi, le principe de la grève reconductible, tous les jours à partir du 13, a été adopté. Liberation.fr 09.04

Grève illimitée jusqu'au retrait ou au départ de Macron !

- Les CRS interviennent à la fac de Nanterre pour déloger des étudiants - Le HuffPost 09.04

Une quinzaine d'universités en France sont désormais occupées ou partiellement bloquées. En cause: la réforme de l'accès à l'université et un nouveau processus d'entrée qui divise au sein de la communauté. Le HuffPost 09.04

La répression est immédiatement très violente, ce qui pourrait provoquer la radicalisation des étudiants contre Macron...

La macronie en famille.

Edwy Plenel compatible avec Alain Minc et Jean-Marie Colombani avec lesquels il travailla à la direction du Monde...

- Après TF1 jeudi, Macron dimanche soir sur BFMTV, RMC et Mediapart - AFP 09.04

Après le JT de 13H00 sur TF1 prévu jeudi, Emmanuel Macron sera interviewé dimanche soir sur BFMTV, la radio RMC et le site Mediapart, dans le cadre d'une émission spéciale diffusée à 20H35 par ces trois médias, ont-ils annoncé lundi dans un communiqué. AFP 09.04

Lu dans un commentaire d'internaute sur le blog Les Crises : "Ne pas oublier que Mediapart fait partie des médias à promouvoir car “faisant du bon travail” selon Soros himself !"

Quand Mediapart relayait la propagande de guerre de l'Otan contre la Libye :

- En Libye, les dernières heures de la dictature? - mediapart.fr 21 février 2011

Alors que l'armée aurait bombardé Tripoli et d'autres villes du pays, le bilan des victimes s'alourdit d'heure en heure. Sur Al Jazeera, l'ambassadeur libyen à Washington appelle à une action de la communauté internationale pour «arrêter le massacre.»

Les prochaines heures seront-elles décisives pour l'avenir de la Libye? Lundi 21 février dans la soirée, l'armée de l'air bombardait les manifestants, selon le reporter d'Al Jazeera. En direct sur la chaîne du Qatar, l'ambassadeur libyen à Washington a appelé le colonel Kadhafi à quitter la Libye. Il demande en outre une action de la communauté internationale pour «arrêter le massacre.» mediapart.fr 21 février 2011

Un internaute - "Médiapart fait ” du bon travail ” lorsqu’il s’agit de dénoncer des turpitudes mais qui restent dans le cadre du système, comme l’affaire Cahuzac où ils m’avaient plus et où je m’étais abonné, mais dès que l’on sort de ces cas particuliers et que cela concerne l’idéologie du système comme l’affaire ukrainienne et le Proche-Orient, ils sont d’un atlantisme forcené intégriste."

La pétro-monarchie wahhabite, moyenâgeuse, archaïque, barbare, mais.. culturelle !

- Le prince héritier saoudien en visite diplomatique et culturelle à Paris - AFP 9 avril 2018

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a donné lundi à sa visite officielle à Paris une forte teneur diplomatique et culturelle, tandis qu'était reporté à une prochaine fois le volet économique des relations entre les deux pays.

Après avoir été accueilli dimanche à Paris par le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, il a dîné dimanche en tête à tête dans le cadre somptueux du musée du Louvre avec Emmanuel Macron, qui "a tenu à avoir une discussion stratégique avec MBS", a fait savoir l'Elysée.

Lundi midi, il s'est déplacé à l'hôtel Matignon pour un déjeuner avec le Premier ministre Edouard Philippe en présence de certains ministres, dont M. Le Drian, où il est arrivé avec plus de 45 minutes de retard.

Une source proche du gouvernement saoudien a suggéré que les changements incessants de planning du prince sont dus au fait qu'il consacre du temps à des "négociations difficiles", citant l'exemple de la guerre au Yémen, où l'Arabie saoudite est impliquée.

Lundi après-midi, il devait recevoir dans son hôtel particulier du très chic XVIe arrondissement de nouveau M. Le Drian et la ministre des Armées Florence Parly, qu'il reverra mardi soir lors de la rencontre officielle à l'Elysée entre M. Macron et MBS, qui est par ailleurs ministre de la Défense.

Interrogé sur l'aspect protocolaire de ces audiences auxquelles se rendent des ministres régaliens du gouvernement, un diplomate français estimait que "c'est une attention particulière, une marque d'égards assez exceptionnelle pour quelqu'un qui n'a pas encore le statut de chef d'Etat".

La guerre que conduit l'Arabie saoudite au Yémen contre les rebelles houthis soutenus par Téhéran est un autre dossier chaud alors que plusieurs ONG ont dénoncé lundi les ventes d'armes françaises à Ryad, soupçonnées d'être utilisées au Yémen.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

République tchèque.

- Manifestations pour la démission du Premier ministre tchèque - Reuters 09.04

Plusieurs milliers de Tchèques ont défilé lundi pour demander la démission du Premier ministre Andrej Babis, empêtré dans des accusations de fraude qui l'empêchent de former un gouvernement.

L'homme d'affaires âgé de 63 ans, qui n'a pas de majorité au Parlement, ne parvient pas à conclure d'accord de coalition. L'exécutif minoritaire qu'il a constitué après les élections d'octobre a fait l'objet d'une motion de censure et expédie depuis les affaires courantes.

En fin de semaine dernière, la direction du Parti social-démocrate (CSSD) a décidé à l'unanimité d'interrompre les discussions entamées en février avec le parti de Babis, l'Action des citoyens mécontents (Ano), sur la formation d'un gouvernement.

La majeure partie des formations politiques refusent de coopérer avec Babis, accusé de fraude aux subventions européennes dans une affaire qui remonte a une dizaine d'années.

Plusieurs milliers de manifestants se sont réunis lundi sur la place Wenceslas à Prague, selon les estimations de l'agence de presse CTK. Plus de 2.000 personnes ont aussi manifesté à Brno, deuxième ville du pays, et des rassemblements ont aussi été organisés dans d'autres villes. Reuters 09.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

- Allemagne: série de grèves dans la fonction publique - AFP 9 avril 2018

Plusieurs syndicats allemands de la fonction publique ont appelé lundi à des "grèves d'avertissement" qui devraient toucher dès mardi quatre grands aéroports et plusieurs villes et régions allemandes, pour peser sur les négociations en cours sur les salaires.

Les débrayages prévus aux aéroports de Francfort - plus grande plateforme du pays -, Munich, Cologne et Brême, contraignent le géant allemand de l'aviation Lufthansa à annuler "plus de 800 vols", soit un avion sur deux, affectant "environ 90.000 passagers".

Des grèves sont aussi prévues pour les transports en commun, les crèches, le ramassage des ordures et les hôpitaux de plusieurs villes et régions, dont Berlin, la Bavière et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

"Entre les 10 et 13 avril, il faut s'attendre à des grèves massives dans toutes les régions", a annoncé le principal syndicat de la fonction publique Verdi, qui compte "augmenter la pression" avant la dernière des trois séries de négociations salariales du secteur, prévue les 15 et 16 avril.

Les principaux syndicats du secteur public (Verdi, GEW et DBB) exigent une hausse de 6% des salaires et veulent que cette augmentation se traduise par au moins 200 euros de plus par mois pour les 2,3 millions de contractuels de la fonction publique employés par l'Etat fédéral et les communes.

Ils surfent sur la récente victoire d'IG Metall, le puissant syndicat allemand de la métallurgie, vaste branche comprenant notamment l'automobile, qui a arraché début février un accord inédit sur le droit à la semaine de 28 heures -pour une durée limitée- et une hausse des salaires de 4,3%, après avoir exigé initialement 6%.

"L'économie est en expansion et les recettes fiscales de l'Etat et des communes n'ont jamais été aussi élevées", justifie Frank Bsirske, responsable de Verdi, appelant à "partager la croissance".

Le ministère de l'Intérieur, qui négocie au nom de l'Etat, estime que la revendication de 6% est "clairement trop élevée et impossible à réaliser".

"Malgré les bonnes conditions économiques, l'Etat fédéral et les communes doivent encore réduire leur endettement", fait-il valoir.

"Malgré des rapprochements sur certaines questions, de grands différends persistent, notamment sur le montant minimum, mais nous espérons qu'il n'y aura pas de grèves massives", avait déclaré le secrétaire d'Etat Hans-Georg Engelke à la sortie de la deuxième série de négociations, le 13 mars.

Les "grèves d?avertissement" -débrayages coordonnés de quelques heures- accompagnent traditionnellement en Allemagne le début ou le milieu des négociations salariales menées de manière saisonnière à l'expiration de chaque accord de branche. En cas de blocage plus persistant, les syndicats ont ensuite recours à la grève dite "dure".

"L'ère de la modération salariale", l'une des clés de la compétitivité allemande depuis la Réunification au détriment de ses voisins européens, est bel et bien "révolue", constataient en novembre les "Sages", un forum d'économistes conseillant le gouvernement allemand.

Les salaires allemands ont déjà progressé "plus vite que la productivité horaire" depuis six ans, soulignaient-ils, mais le mouvement s'est accéléré ces deux dernières années, à mesure que la croissance et le chômage historiquement bas, descendu à 5,4% en janvier, rendaient aux syndicats leur pouvoir de négociation.

Et la fiche de paie des Allemands intéresse bien au-delà de leurs frontières, tant les partenaires internationaux de Berlin multiplient les appels à réduire l'énorme excédent courant du pays et à redistribuer du pouvoir d'achat.

L'évolution des salaires est par ailleurs scrutée par la Banque centrale européenne, qui peine toujours à voir l'inflation en zone euro rejoindre son objectif, malgré la solidité de la conjoncture censée stimuler les prix. AFP 9 avril 2018

Bangladesh

- Bangladesh: une centaine de blessés dans une grande manifestation étudiante - AFP 9 avril 2018

Des milliers d'étudiants manifestaient lundi à travers le Bangladesh contre des quotas dans l'administration, après des échauffourées dans la plus grande université du pays qui ont fait une centaine de blessés.

Des heurts entre police et étudiants, qui ont commencé dimanche soir et ont duré jusqu'au petit matin, ont transformé l'université de Dacca en champ de bataille. Les forces de l'ordre ont tiré des balles de caoutchouc et grenades lacrymogènes sur des manifestants contre la politique, "discriminatoire" selon eux, de quotas dans la fonction publique.

Cette contestation est l'une des plus importantes à laquelle se trouve confrontée la Première ministre Sheikh Hasina, au pouvoir depuis une décennie.

Les organisateurs des rassemblements à Dacca ont raconté qu'ils manifestaient pacifiquement lorsque la police est intervenue pour les disperser par la force. Les policiers ont notamment recouru à des bâtons et des canons à eau pour dégager la place centrale.

La colère étudiante résulte de la décision du gouvernement de réserver plus de la moitié des emplois de fonctionnaires aux familles de vétérans de la guerre d'indépendance de 1971 et aux minorités défavorisées. Ce qui ne laisse à la plupart des diplômés accès qu'à un nombre restreint de postes.

"Ces quotas sont discriminatoires. En raison du système de quotas, 56% des emplois sont mis de côté pour 5% de la population du pays. Et 95% des gens doivent se battre pour les 44%" restants, a déclaré Hasan Al Mamun, un meneur de la fronde.

Manifestations et rassemblements se sont multipliés lundi dans les universités du Bangladesh. Des milliers d'étudiants ont séché les cours.

"Nous ne quitterons pas la rue tant que nos demandes ne sont pas satisfaites. C'est une affaire de dignité. Nous n'avons pas peur des balles", a déclaré Abdullah Bhuiyan, un étudiant en anglais de 22 ans.

"Nous voulons une société basée sur le mérite. Nous voulons des opportunités égales pour tout le monde", a revendiqué pour sa part Saimon Rahman, un autre étudiant protestataire.

Selon les organisateurs, des dizaines de milliers de personnes participent à la contestation. La police a refusé de donner une estimation. AFP 9 avril 2018

Haut de page

Le 12 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (23 pages)

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir.

- Derrière la subjectivité des journalistes - Le Monde diplomatique mai 2000

Pourquoi le discours médiatique semble-t-il converger spontanément vers la légitimation de l'ordre établi et apporter ainsi une contribution indispensable à la pérennité du système social ? Nul complot là-dedans. L'aspect concerté semble en effet minoritaire. Le recrutement social des journalistes et leur capacité à s'imprégner de l'idéologie des classes dirigeantes créent entre eux une communauté d'inspiration. Il leur suffit souvent de travailler « comme ils sentent » pour travailler « comme ils doivent ». C'est-à-dire comme ils ne devraient pas.

Par Alain Accardo.

L'observateur du système médiatique devrait poser en principe que les journalistes ne sont pas, dans leur grande masse, machiavéliquement préoccupés de manipuler le public pour le plus grand profit des actionnaires des entreprises de presse. S'ils se comportent en « conditionneurs » de ceux à qui ils s'adressent, ce n'est pas tant qu'ils ont la volonté expresse de les conditionner que parce qu'ils sont eux-mêmes conditionnés, à un degré que la plupart ne soupçonnent pas. Chacun en faisant spontanément - ou en ne faisant pas - ce qu'il a envie de faire, s'accorde spontanément avec tous les autres. A la manière du poète Robert Desnos, on pourrait dire qu'ils obéissent à la logique du pélican : « Le pélican pond un oeuf tout blanc. D'où sort, inévitablement/ Un autre qui en fait autant. »

Les financiers et les marchands qui ont fait main basse sur l'essentiel des médias n'ont pas besoin de dicter aux journalistes ce qu'ils ont à dire ou à montrer. Ils n'ont pas besoin de violenter leur conscience ni de les transformer en propagandistes. Le sens de la dignité journalistique ne s'en accommoderait pas. Il vaut bien mieux laisser le personnel journalistique faire librement son travail (sauf circonstances et cas particuliers), ou plus exactement il faut lui laisser le sentiment que son travail n'obéit pas à d'autres exigences, à d'autres contraintes que celles qu'imposent les règles spécifiques du jeu journalistique acceptées par tous. Il faut s'en remettre à la « conscience professionnelle ».

Pour cela il faut et il suffit de confier les rênes du pouvoir journalistique dans les rédactions à des personnes qualifiées de « grands professionnels » , ce qui veut dire en particulier qu'elles n'ont cessé de donner des gages de leur adhésion à une vision du monde dont elles partagent les croyances fondamentales avec leurs employeurs. Une fois les postes supérieurs d'encadrement occupés par des professionnels idéologiquement fiables, il n'y a plus qu'à laisser jouer le mécanisme de la cooptation, qui assure, là comme ailleurs, un recrutement évitant, dans la plupart des cas, de faire entrer des renards au poulailler et des hérétiques à la messe. Ce mécanisme commence à jouer dès l'entrée dans les écoles de journalisme et il se poursuit continûment dans les rédactions.Ainsi les médias sont-ils solidement tenus en main par un réseau à qui il suffit de travailler « comme il sent » pour travailler « comme il doit » , c'est-à-dire pour défendre les normes et les valeurs du modèle dominant, celui sur lequel s'est réalisé le consensus entre une droite en panne d'idées et une gauche en rupture d'idéal.

Mais l'efficacité d'un tel système repose fondamentalement sur la sincérité et la spontanéité de ceux qui s'y investissent, même si cet investissement implique un certain niveau d'automystification. On est en droit de faire à l'information journalistique beaucoup de critiques et de reproches bien fondés, y compris celui d'enfermer les esprits dans la pensée unique. Mais il y a un reproche qu'on ne peut pas faire aux journalistes, sauf cas particulier, bien sûr : celui de ne pas être de bonne foi dans leur travail. Ayant bien intériorisé la logique du système, ils adhèrent librement à ce que celle-ci leur commande de croire. Ils agissent de concert sans avoir besoin de se concerter. Leur communauté d'inspiration rend inutile la conspiration. (En un mot, ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante. et leur "communauté d'inspiration" ou leurs intérêts coïncide avec ceux du régime qu'ils servent servilement. - LVOG)

Pour résumer leur croyance fondamentale, on pourrait dire qu'ils croient sincèrement au bilan finalement positif d'un capitalisme à visage humain, et ils croient que cette croyance n'a rien d'idéologique ni de dépassé. (Non, depuis les deux guerres mondiales fomentées par l'oligarchie et toutes celles qui ont suivi depuis aux quatre coins du monde, quelle que soit sa condition ou son statut social, personne ne peut attribuer au capitalisme un "visage humain", qui plus est depuis que nous savons que les barbares d'Al-Qaïda et de Daesh ou encore les Talibans sont ses créatures. De la même manière il avait engendré le stalinisme. - LVOG)

Bien entendu, comme chez tous les acteurs de tous les champs sociaux, leur vision des choses se caractérise par un mélange à doses variables, selon la position occupée dans le champ, de lucidité et de cécité, de vu et de non-vu ou de bévue. (De mauvaise foi, d'hypocrisie, disons les choses telles qu'elles sont en réalité, s'il vous plaît. LVOG)

Ils voient bien, par exemple, les innombrables manifestations d'inhumanité de l'ordre capitaliste partout où il a libre cours ; mais ils se refusent à y voir un trait consubstantiel, inhérent à l'essence même du capitalisme, pour en faire un simple accident. Ils parlent de « dysfonctionnements » , de « dérives », de « bavures », de « brebis galeuses », condamnables certes, mais qui ne compromettent pas le principe même du système qu'ils sont spontanément enclins à défendre. (Même les auteurs d'actes particulièrement cruels ont leur bonne conscience, mais il n'y a pas lieu de les flatter ou de les ménager pour autant, désolé. - LVOG)

Une forme d'imposture

Ainsi, ils réprouvent sincèrement les « excès » entraînés, en matière de recherche et de traitement de l'information-marchandise, par la concurrence, l'obligation de rentabilité, l'Audimat, bref par la logique du marché. Mais que cette même logique entraîne un développement massif de l'emploi précaire dans les rédactions, avec un contingent croissant d'année en année de jeunes journalistes sous-payé(e)s et jetables, exploité(e)s de façon assez indigne par leurs employeurs, ce qui est compréhensible, mais aussi par nombre de leurs chefs et collègues, ce qui l'est moins, voilà un « dysfonctionnement » qui n'a provoqué jusqu'ici aucune mobilisation de la profession comparable à la défense des 30 % d'abattement fiscal, et il est significatif qu'au cours de la grande grève qui a affecté, en 1999, les chaînes du service public, grandes consommatrices de travail précaire, pas un mot n'ait été prononcé en public à ce sujet.

Le champ journalistique, comme beaucoup d'autres, ne peut fonctionner qu'au prix de ce qu'il faut bien appeler une forme objective d'imposture, en ce sens qu'il ne peut faire ce qu'il fait, à savoir contribuer au maintien de l'ordre symbolique, qu'en faisant comme s'il ne le faisait pas, comme s'il n'avait d'autre principe que l'utilité publique et le bien commun, la vérité et la justice. S'agit-il d'hypocrisie ou de tartuferie ? Non. Aucun système quel qu'il soit ne peut fonctionner sur le mode de l'imposture intentionnelle et permanente. Il faut que les gens croient à ce qu'ils font et qu'ils adhèrent personnellement à une idéologie socialement approuvée. (Alors comment font-ils lorsque les faits contredisent leur croyance et qu'ils en prennent forcément conscience ? Ils s'en accommodent parce que cela les arrange ou coïncide avec leurs intérêts individuels qu'ils privilégient. - LVOG)

En l'occurrence, celle-ci ne peut pas consister à crier cyniquement « Vive le règne de l'argent-roi, à bas l'humanisme archaïque, enrichissons-nous et malheur aux pauvres ! » , mais elle consiste à considérer en toute bonne foi, ne serait-ce qu'implicitement, que le bonheur du genre humain exige qu'on reste au sein de l'Eglise libérale, hors de laquelle il n'est point de salut possible. (On a l'impression que c'est également le cas de l'auteur de cet article, ne serait-ce pas là un moyen détourné de le justifier ? - LVOG

Pour que la logique économique devienne hégémonique, il faut qu'elle se transmute dans la tête et le coeur des gens en une idéologie philosophique, éthique, politique, juridique, esthétique, etc., relativement autonome, faute de quoi ils percevraient le poids de l'économie sur leur destin comme une intolérable contrainte extérieure, dépourvue de toute légitimité, un épouvantable « matérialisme » . En fait, le propre d'un système, c'est de ne pas rester extérieur aux agents mais d'entrer en eux pour les façonner de l'intérieur, sous forme d'un ensemble structuré d'inclinations personnelles. Et, finalement, sa vitalité repose beaucoup plus sur les dispositions de ses membres en matière de moeurs, de rapport au savoir, au pouvoir, au travail, au temps, et sur leurs goûts et dégoûts, en matière de pratiques culturelles, domestiques, éducatives, sportives, etc., que sur leurs options et opinions expressément politiques. Des esprits bien conditionnés sont d'abord et surtout des variantes incorporées de l'« esprit du temps » . Et celui-ci se flatte de transcender clivages politiques et consultations électorales. (Ce qui est décrit ici, c'est l'opportunisme à l'état pur d'un esprit idéaliste et superficiel, qui réduit chaque représentation idéologique à une abstraction... - LVOG)

Ainsi, fort heureusement pour les maîtres de l'Argent, ils peuvent peupler les médias qu'ils ont achetés de gens intelligents, habiles et sincères, personnellement conditionnés à transfigurer les lois d'airain du capitalisme en conditions permissives et en postulats indiscutables de ce qu'ils appellent la « modernité » ou, si l'on préfère, la « démocratie de marché » .

Les conclusions qui valent pour les médias valent pour des pans entiers de la structure sociale. Le microcosme journalistique est à cet égard un espace privilégié pour l'observation in vivo de ce qui se passe dans les champs de production et de diffusion des biens symboliques - dont la population professionnelle appartient très majoritairement aux classes moyennes (professions intellectuelles de l'enseignement, de l'information, du travail social, métiers de conseil et d'encadrement, de présentation et représentation, etc.). C'est principalement la nouvelle petite-bourgeoisie qui a injecté dans ce système, en s'y investissant à fond, la dose d'humanité, d'intelligence, d'imagination, de tolérance, de psychologie, bref le supplément d'âme dont il avait besoin pour passer de l'exploitation barbare du travail salarié, qui sévissait encore avant la seconde guerre mondiale, à des formes apparemment plus civilisées compatibles avec la montée des aspirations démocratiques. (Effectivement pour justifier à ses yeux sa soumission au régime et se donner bonne conscience, le petit bourgeois ne manque pas d'imagination. - LVOG)

La modernisation du capitalisme a consisté à développer des méthodes de « gestion des ressources humaines » et de communication visant à euphémiser les exactions patronales et à impliquer davantage psychologiquement les salariés dans leur propre exploitation. Bien sûr, cette collaboration comporte des gratifications, matérielles et morales, dont la première est d'assurer la subsistance des intéressés, et la seconde de leur donner le sentiment d'une certaine importance et utilité pour leurs semblables. Et ce n'est pas rien. Il se trouve cependant que, par une de ces ruses objectives dont l'histoire abonde, leur travail profite encore bien davantage au système et aux féodalités qui le dominent, et que croyant servir Dieu ils servent aussi, et parfois surtout, Mammon. Mais ils le font sub specie boni, en toute bonne conscience, parce qu'à peu près tout ce qui pourrait leur donner mauvaise conscience est automatiquement autocensuré ou transfiguré. Ils ont en eux, comme aurait dit Pascal, « une volonté de croire plus forte que leurs raisons de douter ». (Finalement, tout sonne faux chez eux et on n'a pas vraiment envie de leur ressembler. L'autosuggestion les aide assurément, mais elle est illusoire, dérisoire, car elle ne leur sera d'aucun secours lorsqu'ils se retrouveront directement confrontés à la dure réalité qu'ils se sont employées à fuir ou maquiller, la volonté de croire ou la raison de douter ne le seront d'aucune utilité, il ne leur restera plus que la logique pour essayer de comprendre ce qui leur arrive. - LVOG)

Probablement parce que les journalistes maîtrisent professionnellement les technologies du faire-voir et du faire-savoir, l'observation de leur milieu permet de voir, mieux que chez d'autres catégories des classes moyennes, que l'imposture objective de ces dernières, qui consiste à n'être et à ne faire jamais tout à fait ce qu'elles-mêmes croient qu'elles sont et qu'elles font, se traduit par une mise en scène constante de soi, destinée à se donner à soi-même en la donnant aux autres, la représentation la plus valorisante de son importance.

S'il est vrai qu'aucun jeu social ne pourrait se dérouler si ses acteurs n'acceptaient pas, peu ou prou, de « se raconter des histoires » , d'en faire accroire à soi-même et aux autres, il faut admettre que les classes moyennes sont particulièrement enclines à « se faire du théâtre » ou « du cinéma » . Cette propension plutôt narcissique à la « dramaturgisation » de son existence est liée à l'appartenance à un espace social intermédiaire, entre les deux pôles, dominant et dominé, de la puissance sociale. (Position inconfortable et instable par excellence, qui partant de là les rend inconsistantes et indignes de confiance. - LVOG) Tous les traits caractéristiques de la petite-bourgeoisie tiennent fondamentalement à cette position en porte-à-faux entre le trop-peu et le trop-plein, entre l'être et le non-être, dans un monde où la valeur socialement reconnue est devenue directement proportionnelle au degré d'accumulation du capital en général, et de l'économique en particulier. « Les plus démunis » , comme on dit pudiquement, ont beaucoup trop peu pour pouvoir même se préoccuper de valoriser ce qu'ils ont et sont. Les plus privilégiés ont beaucoup trop pour avoir besoin de se rassurer en se donnant en spectacle.

Ressentiment et soufrance

Mais le résultat de cette quête perpétuelle de réassurance est rarement tout à fait satisfaisant. Les petits-bourgeois, à cause de leur position moyenne, sont généralement plus sensibles à l'écart avec les positions supérieures, qu'aux avantages intrinsèques de la position occupée. Comme le notait Stendhal, « la grande affaire est de monter dans la classe supérieure à la sienne, et tout l'effort de cette classe est de [vous] empêcher de monter ». (Ils sont pétris d'ambition, ce qui les rend insupportables. Habituellement ils envient les bourgeois et méprises les ouvriers. - LVOG)

Il y a là une source de frustration intense et de ressentiment, une sorte de foyer de pathologie de la reconnaissance sociale, qui est à l'origine d'innombrables cas de cette souffrance existentielle qu'on pourrait réunir sous l'appellation de syndrome d'Emma Bovary et de Julien Sorel. Souffrance d'autant plus difficile à réduire qu'elle est structuralement programmée et par là réfractaire à toute thérapie médicale. Une enquête sur le journalisme de base fournit d'éloquentes illustrations de ce rapport ambigu à leur position, à la fois enchanté et exaspéré, amoureux et dépité, suffisant et douloureux, des dominants-dominés de l'entre-deux social. (Celui qui décide de devenir journaliste sait ce qui l'attend. - LVOG)

On est en droit de penser que la seule façon de tenter d'y remédier consisterait rompre avec la logique du système. Entreprise difficile, car elle ne peut aller sans remettre en question tout ce qu'on a personnellement intériorisé au plus profond, tous les liens inviscérés, toutes les adhérences charnelles par lesquels les individus « font corps » avec un système qui les a engendrés et conditionnés à faire ce qu'il attend d'eux, par exemple à s'affronter les uns les autres dans une compétition implacable pour des enjeux factices et dérisoires, dont la poursuite et la conquête ne prouvent rien, sauf précisément qu'on est très bien conditionné. (Ils sont amenés à se prostituer consciemment, ce qui ne doit pas être facile à assumer tous les jours. - LVOG)

Jusqu'ici les membres des classes moyennes, parce qu'ils y sont conditionnés, y compris par toute leur socialisation, ont dans leur grande majorité entrepris avec persévérance de cultiver leur rêve d'ascension sociale et leurs espérances de réussite personnelle à l'intérieur d'un univers dont, au demeurant, ils sont nombreux à dénoncer les iniquités. Mais ces opinions critiques, parce qu'elles restent cantonnées dans le seul registre politique (voire politicien), et le vote « à gauche » qui peut s'y associer, loin de mettre la logique dominante en péril, ont pour effet d'optimiser le fonctionnement d'un système qui, non seulement peut se reproduire pour l'essentiel, mais encore peut se glorifier d'entretenir, par médias interposés, un logorrhéique débat public qui ne porte presque jamais sur l'essentiel. (Le régime les soignent, les bichonnent, et en échange elles le servent docilement, elles ne sont pas portées spontanément à l'affronter, en cela elles sont indifférentes au triste sort de la classe ouvrière. - LVOG) Le Monde diplomatique mai 2000

Voilà le genre d'article que je trouve instructif, car il montre bien que les classes moyennes ou la petite bourgeoisie n'est pas

une classe indépendante, qu'elle est minoritaire dans la société et que pour ces deux raisons au moins, elle ne peut pas revendiquer la direction de la société, seule la classe des capitalistes en a les moyens du fait qu'elle dispose des moyens de productions, ainsi que la classe ouvrière parce que c'est elle qui constitue la majorité de la population et qui produit les richesses.

Dommage qu'aucun parti dit ouvrier ne soit capable de rédiger de tels articles, c'est lamentable en vérité...

Ceci explique-t-il cela ?

Ils ont déserté le terrain du combat politique.

Pourquoi la réaction n'a-t-elle même plus besoin de se donner la peine de camoufler sa véritable nature ? Parce qu'en face il n'existe plus aucune opposition indépendante organisée pour dénoncer et s'opposer à ses opérations militaires. La preuve, vous n'en trouverez aucune trace sur Internet dans les portails des partis ouvriers.

Tout ce qui est destiné quotidiennement à bouffer le cerveau des travailleurs, à les conditionner pour en faire des agents dociles de leur propre malheur ou les transformer en chair à canon ne les intéresse pas.

L'affaire Skripal destinée à préparer psychologiquement les travailleurs à une guerre contre la Russie, ou tout du moins destinée à leur désigner l'ennemi responsable de la situation, connaît pas.

La provocation et la propagande guerrière hystérique des Etats-Unis et de ses vassaux dont la France contre la Syrie, jamais entendu parlé. Etc. etc.

Ils savent parfaitement que la guerre est la continuité de la même politique en recourant à d'autres moyens, mais ils s'en foutent. Ah le bout de gras, cela les motive ! A ce rythme-là, demain vous en serez réduits à bouffer vos godasses !

Retrait du plan Macron-Spinetta et stop à la guerre contre la Syrie : Macron dehors !

Dossier sur la Syrie.

Etes-vous favorable à des frappes françaises en Syrie ? 22.220 réponses (Yahoo actualités)

- 78% répondent NON !
- 18% répondent oui
- 4% sans opinion

Un internaute rapporte :

- Un sondage du Figaro… Bon, ça vaut ce que vaut un sondage :

Êtes-vous favorable à une frappe française en Syrie après les soupçons d'attaque chimique ?

A cet instant, pour 85787 votants, 69 % ont répondu Non, 31 % répondent Oui !

http://www.lefigaro.fr/international/2018/04/09/01003-20180409QCMWWW00108-tes-vous-favorable-a-une-frappe-francaise-en-syrie-apres-les-soupcons-d-attaque-chimique.php

Quand le NPA est passé de l'autre côté de la barricade.

Pas un article sur le risque d'un bombardement sur la Syrie. Et pour cause.

- "*Les crimes du régime Assad se poursuivent dans le silence et avec la complicité des puissances internationales et régionales qui, elles, se partagent les zones d'influence du pays…*" (Syrie : Un cauchemar sans fin - 10.04)

Un peu de patience messieurs les réactionnaires, les "puissances internationales et régionales" vous ont entendu et elles sont bien décidées à bombarder le peuple syrien et à achever la destruction de ce pays entamées par leurs amis les "rebelles modérés" qui sont aussi les vôtres...

Je vous passe l'article il est digne d'un chroniqueur du Monde ou BFMTV.

POID, GMI, LO, etc : Pas un article (Blog ou Facebook) non plus sur le risque d'un bombardement de la Syrie.

LFI s'en remet... à Macron !

Un internaute - Tweet de Mélenchon à destination de Macron.

“Le tweet de Trump montre que l’intervention de l’#Otan en #Syrie est une gigantesque provocation à la guerre généralisée. Monsieur #Macron, ne vous laissez pas entraîner !” https://twitter.com/jlmelenchon

Pourquoi n'appelle-t-il pas à une manifestation contre cette guerre annoncée au peuple syrien ? Il préfère laisser Macron décider pour nous, n'est-il pas le président légitimement élu selon lui...

En complément sur LFI. Ceci explique cela.

Comment LFI s'emploie à légitimer un président et un gouvernement ultra minoritaire et illégitime.

- Furieux d'une question au gouvernement coupée, les députés Insoumis quittent l'hémicycle - AFP 11 avril 2018

LVOG - Bouffonnerie pitoyable !

A la reprise des débats (...) Jean-Luc Mélenchon est revenu sur l'incident (...) assurant que "naturellement" les LFI reprenaient les discussions. AFP 11 avril 2018

Et de quoi LFI discutait-il avec le gouvernement ? De l'application du plan Macron-Spinetta...

LVOG - Commentaire envoyé (et publié) au blog Les-Crises.fr (Article : Quelques citations contre la Guerre...)

- Ceux qui se camouflent derrière ce qu'ils appellent le droit international savent pertinemment qu'il repose sur un rapport de force entre dominant à dominé, entre Etats, mais aussi entre classes, et ils s'en accommodent.

Ils soutiennent ou tolèrent que ces rapports soient établis au profit des puissants contre les faibles, de la classe dominante contre la classe dominée, ils partagent donc la responsabilité de toutes les conséquences qui en découlent, y compris les guerres.

Ils ont consciemment choisi leur camp, ils doivent l'assumer jusqu'au bout ou changer de camp en optant pour la rupture avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, ce dont la plupart seront incapables. Ils sont comme les pacifistes en temps de paix, les pires va-t-en-guerre dès que la guerre est déclenchée.

Je suis resté mesuré pour ne pas être censuré, l'essentiel y est c'est le principal.

Ils laissent le terrain libre au FN, aux militaires, aux diplomates...

Parole de diplomate

- Vladimir Chizhov : "il n'y a pas eu d'attaque chimique à Douma" - euronews 10 avril 2018

Voici le texte de l'interview réalisée par notre journaliste Andrei Beketov avec Vladimir Chizhov, dans notre studio de Bruxelles.

Andrei Beketov : Monsieur l'ambassadeur, merci de vous joindre à nous dans notre studio bruxellois. Le monde entier, peut-être à l'exception de la Russie, est choqué par les images venant de Douma, en Syrie, d'une attaque chimique présumée ayant entraîné la mort de plusieurs personnes. Alors quelle est votre impression - celle d'un officiel russe - après avoir vu ces vidéos ?

Vladimir Chizhov : La Russie, permettez-moi de vous corriger, est également choquée - mais par cette nouvelle provocation avec cette soi-disant attaque chimique à Douma, dans la Ghouta orientale, près de Damas. Des spécialistes militaires russes ont visité cette région, ont marché dans ces rues, sont entrés dans ces maisons, ont parlé à des médecins locaux et ont visité le seul hôpital opérationnel de Douma, y compris son sous-sol où soi-disant s'entassent des dizaines de cadavres. Il n'y avait pas un seul corps et même pas une seule personne qui soit venue se faire soigner après l'attaque.

Andrei Beketov : Mais nous les avons vus sur la vidéo !

Vladimir Chizhov : Il n'y a pas eu d'attaque chimique à Douma, c'est aussi simple que ça.

Andrei Beketov : Qu'il y a t-il alors sur ces images ?

Vladimir Chizhov : Nous y voyons une nouvelle mise en scène. Il existe du personnel spécialement formé - et vous pouvez deviner par qui - parmi les soi-disant Casques Blancs (White Helmets) qui ont déjà été pris en flagrant délit de vidéos mises en scène.

Andrei Beketov : Et pourtant, nous nous dirigeons vers une puissante attaque américaine contre des cibles syriennes en réponse à ces atrocités...

Vladimir Chizhov : ...En réponse à quelque chose qui ne s'est pas produit !

Andrei Beketov :

La Russie se prépare-t-elle à l'éventualité d'une telle frappe qui pourrait entraîner la mort de Russes?

Vladimir Chizhov : L a Russie a mis en garde les représentants des Etats-Unis, aussi bien publiquement que par les voies appropriées, sur les conséquences graves que pourraient avoir de telles frappes si celles-ci blessaient volontiers ou non des citoyens russes.

Andrei Beketov : Merci M. l'ambassadeur. euronews 10 avril 2018

Parole à l'extrême droite, histoire de faire croire qu'on serait en démocratie.

- La France ne doit "surtout pas" intervenir en Syrie estime Bay du FN - AFP 12 avril 2018

L'eurodéputé FN , membre du bureau exécutif du Front national, a estimé mercredi que la France ne devait "surtout pas" intervenir en Syrie car "rien n'était prouvé" de l'attaque chimique attribuée au régime de Damas, qui n'est qu'"un prétexte" pour faire la guerre, selon lui.

"Rien n'est prouvé" en ce qui concerne l'attaque chimique attribuée au régime syrien, a ajouté M. Bay, qui ne "voit pas du tout l'intérêt qu'aurait eu (le président syrien) Bachar al Assad à commettre une attaque chimique maintenant, alors que l'éradication de Daech est quasiment achevée et qu'il vient de terminer l'éradication des rebelles islamistes de la Ghouta orientale", pilonnée depuis le 18 février par l'armée syrienne, où 1.600 personnes sont mortes.

L'attaque chimique "ressemble clairement à un prétexte". "On a l'impression que (Emmanuel) Macron et Édouard Philippe veulent en fait avoir leur petite guerre", a ajouté le responsable du FN, un parti proche de la Russie, elle-même alliée de la Syrie.

L'ancien allié du FN au second tour de la présidentielle, Nicolas Dupont-Aignan, a réclamé "un vrai débat" à l'Assemblée nationale sur la Syrie, afin "d'éviter une guerre sans issue".

Dans un communiqué, le président de Debout la France demande au président Emmanuel Macron de "tenir la France à distance d'une intervention militaire sur la seule base d'allégations sans preuve".

"Une décision aussi grave ne peut (...) pas se prendre sous le coup de l'émotion et des pressions étrangères", fait valoir le député de l'Essonne.

La parole aux militaires qui oeuvrent pour le bien commun comme chacun sait !

- Pourquoi la France ne doit pas s'associer aux frappes en Syrie, par Caroline Galactéros - lefigaro.fr 10.04

FIGAROVOX/TRIBUNE – Alors que la France s'apprête vraisemblablement à frapper la Syrie, en représailles aux attques chimiques supposées, Caroline Galactéros plaide pour un sursaut d'indépendance nationale. Selon elle, la France ne doit pas s'aventurer dans une nouvelle coalition.

Docteur en sciences politique et colonel au sein de la réserve opérationnelle des Armées, Caroline Galactéros dirige le cabinet d'intelligence stratégique Planeting. Auteur du blog Bouger Les Lignes, elle a notamment publié Guerre, Technologie et société (éd. Nuvis, 2014).

La messe semble dite et une atmosphère de veillée d'armes plane sur Paris, tandis que le jeune prince d'Arabie Saoudite quitte

la capitale et que notre président est en étroit dialogue avec son homologue américain. La France pourrait, en coordination avec Washington, frapper de manière imminente les forces du régime syrien en représailles d'une nouvelle attaque chimique imputée de manière «très probable» mais en amont de toute enquête, aux forces de l'abominable tyran Assad soutenu par les non moins affreux régimes russe et iranien.

Il faudrait agir vite, se montrer ferme, intraitable, juste! Il s'agirait là d'un «devoir moral»! On a bien entendu et lu. Le discours moralisateur sur la sauvegarde des civils innocents, pourtant inaudible après sept ans de guerre et de déstabilisation de la Syrie, est toujours le même. C'est là le comble du cynisme en relations internationales, que nous pratiquons pourtant sans états d'âme depuis des décennies. Pendant ce temps, la guerre silencieuse du Yémen continue. Ces civils-là n'existent pas, ne comptent pas.

Mais certaines images de guerre et de civils otages d'une sauvagerie généralisée irritent plus que d'autres nos consciences lasses d'Européens déshabitués de la violence et gonflés d'une prétention à connaître, dire et faire le Bien. Soit.

Mais agir contre qui? Qui faut-il punir? Le régime de «l'animal Assad», comme l'a appelé Trump? L'Iran? La Russie? Vraiment? Et si ce trio noir que l'on désigne exclusivement depuis des mois à la vindicte populaire internationale n'était qu'un leurre, proposé à notre indignation sélective pour ne pas réfléchir à nos propres incohérences?

Personne ne se demande pourquoi cette nouvelle attaque chimique arrive maintenant, au moment même où la Ghouta orientale repasse sous contrôle gouvernemental syrien et parachève sa reconquête territoriale, face à des groupuscules rebelles rivaux globalement en déroute et plus que jamais prêts à se vendre au plus offrant pour survivre et espérer compter? Personne ne s'autorise à douter un instant, quand le ministre russe des affaires étrangères rapporte que les observateurs du Croissant rouge syrien envoyés sur place n'ont rien vu ressemblant à une attaque? Serguei Lavrov ment-il carrément au Conseil de Sécurité des Nations unies ou bien faut-il penser que Moscou ne contrôle pas tout ce qui se fait au plan militaire sur le théâtre? Ou que des éléments de l'armée syrienne elle-même agiraient en électrons libres ou auraient été «retournés»? À qui profite le crime? C'est cette vieille question, mais toujours pertinente, qui paraît désormais indécente.

Quel serait pourtant l'intérêt de la Russie de laisser perpétrer une telle attaque, alors que, ne nous en déplaise, bien davantage que notre «Coalition internationale», elle cherche la paix, l'organise pragmatiquement, et est la seule depuis sept ans à engranger quelques résultats qui évidemment contreviennent à nos intérêts et à ceux de nos alliés régionaux?

On semble aussi avoir totalement oublié une donnée fondamentale du conflit: les malheureux civils de la Ghouta, comme ceux des ultimes portions du territoire syrien encore aux mains des «rebelles» djihadistes ou de Daech, sont des boucliers humains, peut-être même, en l'espèce, sacrifiés par ces mêmes apprentis démocrates suppôts d'al-Qaïda et consorts pour entraîner l'Occident dans une guerre ouverte avec Moscou et Téhéran.

Car si l'on quitte le microscope pour la longue-vue, il est permis de décrire à partir de cette dernière séquence syrienne un contexte stratégique global infiniment préoccupant pour l'Europe, et singulièrement pour la France, qui risque de prendre les avant-postes d'une guerre qui n'est pas la sienne, dont elle fera les frais et qui neutralisera durablement l'ambition présidentielle affirmée de prendre le leadership politique et moral de l'Union européenne. Nos amis allemands ou italiens sont d'ailleurs moins cynico-idéalistes, mais plus prosaïques que nous. Ils avancent prudemment, vont et viennent entre Beyrouth et Damas pour pousser leurs pions en cette phase douloureuse et recueilleront les fruits de notre marginalisation radicale quand la reconstruction syrienne arrivera.

La ficelle est si grosse et la pelote si bien déroulée depuis des mois qu'on ne la voit plus en effet. On punit la Russie.

On la punit d'être la Russie, déjà, et d'avoir réussi son retour sur la scène mondiale. On la punit de vouloir la paix en Syrie et de chercher à la mettre en musique politiquement à Astana ou à Sotchi. On la punit d'avoir sauvé Damas et son régime diabolisé du dépècement qu'on leur promettait et qui s'est fracassé sur la résilience populaire et gouvernementale syrienne et a déjoué partiellement au moins la confessionnalisation des affrontements politiques et sociaux que l'Occident encourage, sans en comprendre le danger insigne pour ses propres sociétés, et notamment en Europe.

La guerre en Syrie a été gagnée militairement par l'armée gouvernementale. Militairement, mais pas politiquement. Cette victoire sur le terrain au prix d'une guerre brutale (comme toutes les guerres, même celles menées depuis les airs et qui n'ont de chirurgicales que le nom), nous est proprement insupportable car cela nous force à faire la paix, ce que nul ne veut mis à part… Moscou. Ah, Moscou! L'impudent Vladimir Poutine trop bien réélu qui nous nargue avec sa coupe du monde, où des millions de gens vont découvrir un visage de la Russie qui ne les terrifiera pas.

Et puis derrière Moscou, on vise évidemment Téhéran, dont l'allié israélien, en pleine idylle officielle avec le centre mondial du salafisme – l'Arabie saoudite – qui a toutefois opportunément décidé de faire peau neuve, ne peut tolérer l'émergence régionale, tant le niveau sociétal, culturel, technologique et commercial de ce pays lui fait de l'ombre bien au-delà de la seule crainte d'un (dés)équilibre stratégique modifié par sa nucléarisation ultime.

Bref, nous sommes en train de tomber dans un vaste piège qui se joue sur plusieurs fronts, et de nous ruer, en croyant ainsi exister, sur le premier os qu'on nous jette. De ce point de vue, l'affaire Skripal pourrait bien n'avoir été que le hors-d'œuvre de la séquence actuelle. Elle a posé le premier étage d'une repolarisation politique et sécuritaire de l'Europe autour de Londres, et surtout sous la bannière de l'OTAN. Car c'est là l'ultime manœuvre: remettre au garde-à-vous les Européens qui, depuis l'arrivée de Donald Trump et le Brexit, s'étaient pris à rêver d'une autonomie européenne en matière de politique et de défense… Péril suprême pour le leadership américain sur le Vieux Continent, heureusement contrebalancé par les rodomontades de quelques nouveaux européens qui refusent leur arasement identitaire et mettent à mal tout projet d'affranchissement sécuritaire collectif. Le Secrétaire américain à la défense, le général Mattis, a d'ailleurs été très clair: les Européens doivent en effet consacrer 2 % de leur PIB à la défense, mais pour acheter des armes américaines et demeurer dans l'orbite otanienne évidemment, l'Alliance constituant le cadre naturel et nécessaire de la défense de l'Europe. Fermez le ban!

Nous sommes donc en train d'être clairement repris en main par l'OTAN, mais on ne s'en rend pas compte car on nous vend la nécessité d'une solidarité sans failles, donc manichéenne, face à une «offensive russe» pour diviser l'Europe (comme si nous n'étions pas assez grands pour nous diviser nous-mêmes) et dominer le Levant. C'était probablement l'objet de l'affaire Skripal comme de la présente montée au front sur la Syrie. La volte-face aujourd'hui même d'Angela Merkel sur le projet Northstream-2 ne fait qu'amplifier cette polarisation. Moscou est poussé à se crisper donc à s'isoler par tous les moyens. Par les sanctions, par les vrais faux empoisonnements d'espions en plein Londres et jusqu'à cette décision allemande qui ne peut que durcir la position russe en Syrie et assurer la montée des tensions, le Kremlin n'ayant plus d'autre alternative que de jouer le tracé Qatari qui passe par la Syrie… Redoutable manœuvre anglo-américaine donc, à laquelle Paris et Berlin semblent ne voir que du feu.

Il faut donc s'y résoudre: l'Amérique d'Obama a vécu. Celle de Trump et de ceux - néoconservateurs de toutes obédiences - qui l'environnent très fermement désormais, a radicalement changé de posture. Certes le président américain annonce son souhait de quitter la Syrie, mais il avoue pouvoir changer d'avis si l'Arabie saoudite payait le coût de cette présence! On ne peut être plus clair et c'était aussi tout le sens de son premier voyage à Riyad au printemps dernier: réassurer l'allié du Quincy (dont le Pacte éponyme était rendu caduc par la nouvelle indépendance énergétique américaine) contre 400 milliards de dollars de contrats pour l'économie américaine. Et puis, tandis qu'il déclare au grand dam de ses généraux et pour tromper son monde qu'il veut partir, il se consolide une vaste zone d'influence américaine à l'est de l'Euphrate avec les FDS arabo-kurdes.

Washington, dans le vaste mouvement de repolarisation du monde, entend en tout état de cause demeurer le môle principal d'arrimage d'un Occident qui doute face à une Chine qui structure à son rythme et via un affrontement de basse intensité mais tous azimuts, un véritable «contre-monde». L'Amérique, fébrile, joue son va-tout pour renverser la vapeur d'un ordre international qu'elle ne contrôle plus mais qu'elle veut encore dominer coûte que coûte. Elle veut l'affrontement pour réinstaller sa préséance face à Moscou, Téhéran et Pékin, cible ultime de l'intimidation. C'est là pourtant un combat profondément à contresens de l'évolution du monde. Affligés du syndrome postmoderne de la vue basse et celui de l'hybris technologique, nous oublions que la vie est longue.

Au-delà, cette affaire, comme d'innombrables autres, met en évidence une évolution dangereuse: la substitution à la réalité non d'une image déformée, mais carrément d'une autre réalité et le retour de la tentation de la guerre préventive préemptive, qui évite d'enquêter. La question est vraiment très grave pour l'essence même de la politique internationale. Préfère-t-on l'image au réel, les fake news à l'analyse, le sensationnalisme à la rigueur?

Alors que voulons-nous? Ce sera bientôt clair: si nous voulons sauver la Syrie, il nous faut surtout ne pas nous joindre à une coalition qui agira hors de tout mandat de l'ONU et qui portera le poids d'une guerre dont le peuple syrien est la dernière roue du carrosse et sera la victime immédiate. La grande question est donc: mais que vient faire Paris dans cette galère? On se trompe comme souvent d'ennemi, d'allié, de posture, de tout en somme. Et si l'on essayait l'audace, le courage et la singularité? Notre siège au Conseil de Sécurité, que guigne l'Allemagne de plus en plus ouvertement, en serait relégitimé. Nous posons-nous seulement la question de notre intérêt national (qui ne se réduit pas à des contrats d'armement) et des raisons pour lesquelles on nous sert ainsi l'injonction d'un alignement sur le thème du Bien contre le Mal et de la guerre préventive?

La France est désormais, en Syrie comme ailleurs, au pied du mur. Elle a l'occasion inespérée de faire valoir une approche prudente et rigoureuse, une voix pour la paix, une singularité. Nous avons déjà une influence au plus bas dans la région. Si nous voulons compter de nouveau, nous devons regarder la réalité dans les yeux et admettre que «nous avons eu tout faux» depuis 2011. Il n'est jamais trop tard et notre président peut encore choisir de compter véritablement au regard de l'Histoire et dans le cœur des peuples

Une guerre contre l'Iran et la Russie n'est pas la nôtre. Elle ne correspond nullement aux intérêts stratégiques français, ni à ceux de l'Europe. Nous avons déjà si naïvement collé aux Britanniques qui veulent quitter l'Union, sans preuve et par principe, dans l'affaire Skripal. Pourquoi cette fuite en avant?

Dans ce nouveau grand jeu, la France a encore l'opportunité inespérée de compter plus que son poids démographique ou même économique ne le lui permet, en affirmant une singularité et une cohérence. Plus que jamais le réalisme, aux antipodes du cynisme, doit être le bouclier et la lance de notre nouvelle posture internationale. Il nous rapproche non d'une justice abstraite mais de l'équité et de la clairvoyance. La France n'a pas le droit et aucun intérêt à être malhonnête dans son interprétation des

faits. Elle a tout à gagner à la lucidité et elle doit d'urgence montrer au monde comme aux peuples et pouvoirs du Moyen-Orient qu'on ne l'égare ni ne la soumet si facilement. lefigaro.fr 10.04

Les derniers développements

- Dernières nouvelles à propos de la possible attaque occidentale de la Syrie Réseau Voltaire - 11 avril 2018

Événements survenus le 11 avril 2018

- L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a exigé d'avoir un accès immédiat aux victimes de l'attaque chimique supposée de la Ghouta. Selon les Casques blancs, plus de 500 civils en auraient été victimes.

- L'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) a informé les compagnies exerçant en Europe de possibles tirs de missiles de croisière vers la Syrie dans les 72 heures. La plupart des compagnies modifient leurs plans de vols vers Israël, le Liban et Chypre.

- Le président Donald Trump a tweeté : « La Russie jure d'abattre n'importe quel missile tiré sur la Syrie. Que la Russie se tienne prête, car ils arrivent, beaux, nouveaux et 'intelligents !' Vous ne devriez pas vous associer à un Animal qui Tue avec du Gaz, qui tue son peuple et aime cela ».

- Un des quatre avions états-uniens du « jugement dernier » décolle. Ces avions sont conçus pour transporter le président d'une part et le gouvernement militaire alternatif d'autre part en cas de risque de guerre nucléaire.

- Alors que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé envoyer sous peu des inspecteurs dans la Ghouta orientale, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a ironisé sur la possible destruction de toute preuve de cette manipulation occidentale qu'offre le tir de missiles sur la Syrie.

- Le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a mis en cause l'attitude des États-Unis et de la Russie se menaçant mutuellement à propos d'une possible intervention en Syrie.

- L'Armée arabe syrienne évacue les principaux aéroports et les bases aériennes militaires du pays.

- L'armée russe annonce que la situation est stabilisée dans la Douma. Les derniers jihadistes sont en train de se déplacer vers Idleb conformément aux accords conclus. Une unité de police militaire russe sera déployée dans la zone dès demain afin d'assurer la sécurité des civils.

- À l'issue de la conférence de presse de l'armée russe, le général Viktor Poznikhir a accusé les Casques blancs d'avoir mis en scène la fausse attaque chimique de la Ghouta.

- Dans un discours retransmis à la télévision, le président Vladimir Poutine a déclaré : « La situation dans le monde devient de plus en plus chaotique. Néanmoins, nous espérons que le bon sens finira par l'emporter et que les relations internationales prendront une direction constructive, que le système mondial deviendra plus stable et prévisible ».

- Le Premier ministre britannique, Theresa May, assure que « tout indique la responsabilité du régime syrien » dans l'attaque chimique présumée de la Ghouta. (A Londres: " Theresa May a déclaré hier au Président Donald Trump que le Royaume-Uni avait besoin de plus de preuves de l'attaque chimique présumée qui aurait été effectuée par le régime de Bachar el-Assad avant de rejoindre une action militaire contre la Syrie", selon The Times. - LVOG)

- Le secrétaire US à la Défense, le général James Mattis, assure que le Pentagone est prêt. Cependant, il est encore en train d'évaluer l'attaque chimique supposée de la Ghouta. (Note 1 - LVOG)

- En visite à Damas, le conseiller du Guide de la Révolution iranien et ancien ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, a annoncé que l'Iran se tient aux côtés de la Syrie face à toute agression étrangère.

- L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) se réunira lundi pour délibérer sur l'attaque chimique présumée de la Ghouta.

- Le président Vladimir Poutine a téléphoné au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, pour lui demander de s'abstenir de toute initiative qui pourrait nuire à la stabilité de la région.

Note 1 de LVOG

- U.S. Still Assessing Intelligence on Syria Chemical Attack: Mattis - New York Times 11.04 By Reuters April 11, 2018, 11:55 A.M.

The United States is still assessing intelligence about last weekend's suspected chemical weapons attack in Syria, U.S. Defense Secretary Jim Mattis said on Wednesday, striking a cautious tone hours after President Donald Trump threatened missile strikes. (Les Etats-Unis sont encore en train d'évaluer les informations relatives à une supposée attaque aux armes chimiques qui aurait eu lieu en Syrie a déclaré mercredi le ministre américain de la Défense, Jim Mattis, semblant adopter un discours prudent après que le président Donard Trump a menacé de frapper la Syrie avec des missiles. - LVOG)

Asked if he had seen enough evidence to blame Syrian President Bashar al-Assad's forces for the attack, Mattis said: "We're still assessing the intelligence -- ourselves and our allies. We're still working on this." He did not elaborate. (Interrogé sur ce qu'il déciderait s'il avait suffisamment de preuves pour accuser l'armée du président President syrien Bashar al-Assad d'être l'auteur de cette attaque, Mattis a répondu : "Nous tiendront compte de ces renseignements avec nos alliés. Nous travaillerons sur cette base." Sans fournir de détails. - LVOG)

Mattis also restated that the U.S. military stood ready to provide military options, if appropriate, and as determined by Trump. nytimes.com 11.04 (Mattis a aussi confirmé que le Pentagone était prêt pour une option militaire, si cela s'évérait approprié et si Trump le décidait. - LVOG)

En complément.

Dans la même page du NYT, les gros titres (propagande idéologique) sont les mêmes que dans les médias français ou plutôt l'inverse :

- In a Syrian Town, People Started Shouting: ‘Chemicals! Chemicals!’
- I Downloaded the Information That Facebook Has on Me.
- Sex Claims Against Missouri Governor Vividly. Detailed in Report
- Modern Love: What Sleeping With Married Men Taught Me About Infidelity
- Kidnapped as Schoolgirls by Boko Haram: Here They Are Now

On lui dit bien des "choses" !

- Syrie : Philippe promet une «réaction» française qui «dira des choses de ce que nous sommes» - RT 10.04

La France annoncera « dans les prochains jours » sa réponse à l’attaque chimique présumée samedi à Douma en Syrie et, si elle décide de frappes, celles-ci viseront les « capacités chimiques » du régime et en aucun cas ses « alliés » russe et iranien, a déclaré mardi le président de la République, Emmanuel Macron. Le Parisien 10.04

Vocifération. Sans lendemain comme avec la Corée du Nord ?

- Syrie: "Les missiles arrivent", promet Trump - Reuters 12 avril 2018

Donald Trump a prévenu la Russie mercredi d'une intervention militaire imminente en Syrie après l'attaque au gaz toxique, imputée au régime syrien, contre la ville rebelle de Douma, dans la Ghouta orientale.

Le président américain répondait aux avertissements lancés par Moscou qui avait prévenu les Etats-Unis que tout missile tiré contre la Syrie serait abattu et que les sites de lancement seraient détruits.

"La Russie promet d'abattre tous les missiles tirés contre la Syrie. Tiens-toi prête, Russie, parce qu'ils arrivent, beaux et neufs (...)", écrit Trump sur Twitter.

"Vous ne devriez pas être les partenaires d'un animal qui tue son peuple avec des gaz et s'en réjouit!" poursuit-il, faisant allusion au président syrien, Bachar al Assad.

Moins d'une heure après avoir averti Moscou de l'imminence de frappes américaines, Donald Trump a proposé de contribuer à la relance de l'économie russe et de mettre un terme à ce qu'il appelle une "course aux armements".

Le ministère russe des Affaires étrangères a réagi aux propos du président américain, estimant que les missiles américains devraient viser les terroristes plutôt que le gouvernement syrien.

"Les missiles guidés devraient filer vers les terroristes, pas vers le gouvernement légal qui combat depuis plusieurs années sur son sol le terrorisme international", a écrit sur Facebook la porte-parole du ministère, Maria Zakharova.

Pour elle, une éventuelle frappe américaine, en effaçant les éléments d'analyse, pourrait viser à empêcher toute enquête indépendante sur l'attaque chimique qui, selon les rebelles syriens, a eu lieu samedi dernier à Douma, près de Damas.

Le secrétaire américain à la Défense, Jim Mattis, se montrant plus pondéré que Donald Trump sur l'éventualité d'une intervention militaire, a affirmé que Washington étudiait toujours les renseignements sur le recours présumé à l'arme chimique.

"Nous travaillons toujours là-dessus", a dit Jim Mattis à propos d'éventuelles preuves liant le régime de Bachar al Assad à l'attaque.

L'armée américaine se tient prête s'il faut intervenir, a-t-il ajouté.

Selon la BBC, le Royaume-Uni est prêt à participer à une action militaire en représailles à l'attaque chimique perpétrée à Douma.

Tout indique que les autorités syriennes sont responsables cette attaque, "un acte choquant et barbare", a déclaré la Première ministre britannique Theresa May.

"L'utilisation d'armes chimiques ne peut pas être tolérée", a-t-elle ajouté.

Mardi soir, le président français Emmanuel Macron a déclaré que la France annoncerait "dans les prochains jours", en coordination avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni, sa décision quant à une éventuelle riposte militaire contre les "capacités chimiques" du régime syrien.

Des responsables de l'administration américaine ont affirmé à Reuters que l'armée syrienne a repositionné certaines ressources aériennes afin de se protéger contre les éventuelles répercussions de raids aériens.

Les forces pro-gouvernementales ont procédé à l'évacuation des principaux aéroports et des bases aériennes de l'armée, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) après les déclarations de Donald Trump.

Moscou, allié de Damas, est en contact direct avec l'éta-major américain, selon Vladimir Shamanov, président de la commission parlementaire russe de la Défense.

Le président russe, Vlamidir Poutine, a dit espérer que le "bon sens" l'emporterait dans la crise qui oppose le gouvernement syrien à l'Occident.

L'analyse des prélèvements effectués à Douma n'a révélé la présence d'aucun agent toxique, a affirmé l'armée russe, citée par l'agence de presse RIA.

Elle a dit en outre avoir observé des mouvements de la marine américaine dans ses bases du Golfe.

AFFRONTEMENT DIPLOMATIQUE A L'ONU

Damas et Moscou dénoncent une manipulation de l'opposition.

L'affrontement diplomatique entre la Russie et les Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'Onu a conduit mardi à une impasse sur une éventuelle enquête sur le recours aux armes chimiques en Syrie.

Moscou a sans surprise opposé son veto à un projet de résolution américain visant à créer un mécanisme d'enquête international. Douze pays ont voté pour, la Bolivie et la Russie ont voté contre et la Chine s'est abstenue.

Peu de temps après, deux projets concurrents de la Russie ont été rejetés faute d'obtenir le minimum requis de neuf voix.

Le premier prévoyait que les enquêteurs rendent leurs conclusions au Conseil de sécurité, qui se serait le seul habilité à établir les responsabilités. Six pays ont voté pour, sept autres ont voté contre, et deux pays se sont abstenus.

Un second texte russe approuvant l'envoi d'inspecteurs de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) à Douma a aussi été rejeté.

Sous la pression des pays occidentaux, le gouvernement syrien a invité mardi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à envoyer des inspecteurs à Douma. L'OIAC a fait savoir que ses inspecteurs se rendraient prochainement dans la ville.

Après l'attaque de samedi soir, les rebelles de Djaïch al Islam, qui occupent Douma, ont finalement accepté de quitter l'enclave. Les forces loyalistes achevent ainsi la reconquête de la Ghouta orientale après sept semaines d'offensive.

Un accord sur l'évacuation de Douma a été conclu dimanche. Des milliers de civils y sont toujours bloqués.

Selon le ministère russe de la Défense, cité mardi par l'agence de presse RIA, 3.600 insurgés et membres de leurs familles ont quitté Douma en vingt-quatre heures. Le journal syrien Al Watan rapporte qu'environ 40.000 personnes, combattants rebelles et leurs proches, doivent encore quitter le secteur.

Cinq cents patients présentant des signes d'exposition à des agents toxiques se sont rendus dans des centres de soin à Douma, a déclaré mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Plusieurs compagnies aériennes, à l'instar d'Air France et easyJet, ont dérouté mercredi certains de leurs vols en Méditerranée orientale de craintes de frappes aériennes ou de tirs de missiles contre la Syrie.

L'agence européenne de contrôle du trafic aérien Eurocontrol a invité mardi les compagnies à la prudence dans les soixante-douze prochaines heures. Reuters 12 avril 2018

Qui vous gouvernent ? Des barbares !

Comment, vous osez mettre en doute la parole des égorgeurs, des décapiteurs, vous êtes atteint de complotisme mon vieux, il faut vous faire soigner, c'est sérieux vous savez, avec de tels délires vous constituez une menace pour la sécurité nationale...

- Selon les rebelles de Djaïch al Islam, qui tiennent Douma, les forces syriennes ont eu recours à des armes chimiques samedi contre la population civile. Reuters 10 avril 2018

Un internaute - Sur cette capture vidéo du site de l'Armée de l'islam (Djaïch al Islam -ndlr) (consulté le 15 mars 2018), on peut lire un prêche contre les non-sunnites, qu'ils soient musulmans chiites, chrétiens ou juifs. Il se termine ainsi : « Tuez-les. Dieu les tourmente avec vos mains. Il vous donnera la victoire sur eux ».

(http://www.voltairenet.org/article200130.htm)

Un autre internaute.

Quand les "rebelles" apprennent aux enfants à simuler une fausse attaque chimique (2013) :

https://www.youtube.com/watch?time_continue=180&v=l8pxl0vryM4

Edifiant cette mise en scène !

- Le président français a clairement attribué l'attaque chimique au régime de Bachar al-Assad... - Le Parisien 10.04

« Nous avons obtenu des informations, qui d'ailleurs ont été pour une large partie d'entre elles en source ouverte et donc dont la presse, les organisations non gouvernementales se sont fait l'écho, qui ont montré qu'il y avait bien eu utilisation d'armes chimiques et que de manière évidente l'attribution pouvait en être faite au régime », a-t-il affirmé. Le Parisien et AFP 10.04

Commentaires d'internautes

1- Alors nous sommes très mal barrés, vu l'apathie et l'individualisme ambiant dans ce pays, autant déjà se préparer à la guerre. La capacité de la majorité des français à se mobiliser pour des causes autres que leur petit nombril étant inversement proportionnelle à leur capacité d'oubli du monde extérieur, les yeux rivés sur leurs écrans et leurs gadgets, qui sont sensés leur faire oublier que la vie ne se passe pas que sur le "ouèbe".

2- Je pense que vous exagerez largement. La probabilité d'une guerre directe avec la Russie est plutôt proche de 1%. Tout le monde sait que la Russie est une puissance nucléaire qui peut réduire tout pays à presque néant, à tout moment. Personne ne va prendre ce risque, sauf accident très improbable.

Par contre, la guerre d'usure, la guerre économique et psychologique, etc… nous sommes en plein dedans depuis une décennie, et nous atteignons des sommets.

Le catastrophisme est une manipulation par la peur qui empêche de raisonner correctement. Toute comparaison avec une période avant «l'équilibre de la terreur» souffre d'un biais énorme qui la fait tomber dans l'absurde.

3- L'empire US (et les 0,0001% qui le dirigent), ses alliés ou vassaux ne peuvent se permettre d'accepter leur défaite en Syrie, laquelle va signifier la fin de leur suprématie. Donc, si les Russes ne font pas barrage (avec le risque d'un conflit mondial), la Syrie sera détruite dans les 24h00. Nous entrerions alors dans une nouvelle ère, ou le droit international aura totalement disparu.

4- La question principale, dans ce type "d'information" est : à qui profite le crime ?

Dans le cas de Salisbury, ça n'est certainement pas aux Russes ; dans cette dernière "providentielle ?" attaque chimique en Syrie, certainement pas au gouvernement syrien !!! Sans oublier qu'on néglige tous ces enfants qui meurent à Gaza…

Même si ces opérations de désinformation ne datent pas (d'avant) hier (on peut aussi se rappeler les "causes" des bombardements du Nord Vietnam, dans les années 1960 – mais aussi l'invasion de Cuba par les US à la fin du XIXe) ces bruits de bottes font froid dans le dos : inadmissible aventurisme guerrier à l'extérieur, répression de plus en plus brutale de "l'ennemi intérieur" admirablement stigmatisé par lémédia du CAC 40 et autres marchands de canons !

Oui il serait temps que les citoyens s'en mêlent bruyamment…

5- Certainement une guerre qui nous sera présentée comme "juste" et surtout "humanitaire", comme si d'aller bombarder et tuer était un acte civilisateur …

Ceux qui seront massacrés le seront avec des armes propres sans produits chimiques mais un peu radio actives quand même …

Je demande que "ON" m'explique la différence entre être tué par des armes civilisatrices, des armes sales ou chimiques …. puisque de toute façon celui qui est mort est mort … définitivement

La Syrie "libérée" du joug de son dictateur sanguinaire (c'est la présentation qui nous en est faite) ira rejoindre le nirvana des pays "libérés" à coup de canon: Afghanistan, Iraq, Libye … pays en paix et en régime démocratique où les clans s'étripent joyeusement …. il paraitrait que ce serait civilisateur !

6- La lecture des commentaires de l'article du Figaro est aussi intéressante que l'article lui-même.

De nombreux lecteurs mettent en doute la parole officielle et le bien-fondé de toute intervention de la France.

7- On pourrait plutôt parler d'une super-classe internationale va-t'en-guerre, comptant son petit bataillon de franchouillards oligo-crétins dont l'influence dans l'hexagone est inversement proportionnelle au nombre de ses membres.

8- Sur la Syrie : Bernard-Henry Levy vient de qualifier "l'ONU de machine folle"… victime d'un chantage permanent de deux Etats gangsters… la Russie et la Chine au Conseil de Sécurité. Tout est dit : "il vaut mieux se fâcher". Il en a appelé clairement à l'intervention de la France en Syrie. Craig Murray écrit "Je crains que l'orchestration massive de la russophobie au cours des deux dernières années vise à préparer l'opinion publique à un conflit militaire plus large"

Pour moi, la conclusion est claire : en Occident, il y a bien toute une classe "intello-politique" qui souhaite la 3e Guerre mondiale, et espère au minima des actes d'agressions militaires contre la Russie -pas seulement en Syrie mais vers Kaliningrad et le Caucase, en élargissant la zone d'actions à l'Azerbaidjan. Récemment le Royaume-Uni a tenu des propos hostiles à l'égard de ce pays pétrolier.

L'annulation de la visite de Macron en Russie au mois de mai était même dans les propos de BHL et de votre journaliste Fogiel.

J'en conclus que la guerre contre la Russie devient pour les néocons inévitable et on comprend mieux pourquoi la Chine prépare aussi cet événement.

9- On peut tout de même noter aux 4 coins du net, y comprit sur les sites du système, une tendance ultra majoritaire dans les commentaires: les français n'ont nullement envie d'une intervention militaire et ne gobe plus ces histoires chimiques et ce, peu importe la couleur politique.

Oui l'oligarchie a tendance à passer outre mais tout de même, la mainmise sur les opinions est de plus en plus faible et les récents résultats électoraux en Europe (malheureusement pas chez nous) sont porteurs d'espoir donc pas certain qu'elle s'engage dans un conflit dont le peuple ne veut pas et dont il lui demandera des comptes!

10- "Réclamant une mission d'enquête internationale "

- Saddam Hussein aussi réclamait le retour des experts de l'ONU pour constater l'absence d'arsenal d'ADM.

- Poutine et Lavrov réclament aussi une enquête dans l'affaire Skripal

… nos dirigeants sont désormais dans un processus de guerre, s'affranchissant de toutes les instances internationales, qu'ils espèrent

- circonscrire au Moyen-Orient

- être l'issue à leurs tracas intérieurs (Trump, May, Netanyahou et peut-être le bébé Macron s'il saute le pas du "sans-ONU")

Ces gens sont prêts à tuer des milliers d'êtres humains pour sauver leur poste. Pour cela ils se racontent quantité d'histoires (intérêt national, démocratie, guerre humanitaire, …) qu'ils croient vraies : la preuve c'est dans la Presse.

- L'armée russe est sur place.

Le gouvernement chinois soutien le gouvernement Assad

Les iraniens menacent Israël de représailles…

Par ailleurs, 23 pays ont expulsés 150 diplomates russes.

Tout ceci ne fait certainement pas plus sens que la guerre en Irak ou en Libye.

A croire que ceux qui nous gouvernent sont vraiment possédés. Et qu'ils veulent une nouvelle guerre mondiale.

11- Ça va finir en pétard mouillé.

La Chine a déjà annoncé son soutient à la Russie sur cette affaire. Trump va envoyer quelques missiles sur un entrepôt syrien, ça fera une douzaine de morts innocents en plus. Il y aura une commission d'enquête sur la soit disant attaque au gaz et l'affaire sera enterrée.

Aucune raison de s'alarmer. On a vécu pire.

12- Je suis saisie par le côté factice de tous ces événements en même temps que par les conséquences sanglantes, atroces et matérielles qu'ils portent.

Les bruits de guerre qui sont des réalités, les forces navales incroyables états-uniennes qui rentrent en Méditerranée, la petite frégate française qui se glisse au milieu, les 90 missiles sur un simple navire en route vers Tartouss, les bases US en Italie, en Espagne, les pays Baltes « européens » (néo-nazis par bien des traits) qui relèvent la hauteur des ponts dans toute l'UE pour que les convois militaires passent, leur réception à l'Elysée tous les trois à la fois ces Baltes (qui ferment les écoles en russe et interdisent de vote cette population russe), Les Allemands derrière Merkel (elle aussi réélue et qui peut se lâcher) qui abandonnent le pipeline du Nord de l'Europe qui devait permettre l'exportation du gaz russe et ne laisse d'autre débouché à la Russie que celui qui passe par …la Syrie.

La guerre obligée ou l'apathie …

Tout est bouclé dans un « story telling » comme ils disent, dans « l'imagination de la chose » comme disait Machiavel, dans « l'idéologie » comme disaient nos classiques . mais il faut aller « à la chose même et non à l'imagination de la chose »

La "chose même" est atroce et les histrions Macron, May et Trump jouent de notre peau

13- "Faisons tout ce qui est possible pour stopper ces irresponsables bellicistes !"

Alors qu'attend t-on pour organiser des manifestations citoyennes anti-guerre et arrêter de blablater au café du commerce et des sports réunis, pour brasser de l'air entre le café et le calva ? … Puis de nous débarrasser définitivement des "ces irresponsables bellicistes" qui nous entrainent – nous le peuple français – dans leur aventurisme guerrier. "Ces irresponsables bellicistes" ne vont tout de même pas nous refaire le coup de la guerre d'Irak ni celui de la guerre en Libye !

Ca suffit comme cela !

14- Les militaires russes étaient dans le même secteur. Ils étaient en train de négocier avec des "rebelles" de Douma leurs départs pour Idlib. Vous voyez Assad bombarder ces quartiers avec les armes chimiques avec le risque de toucher les militaires russes ?

Par ailleurs les russes ont annoncé il y a trois semaines qui les fausses vidéos sont déjà tournés par les fameux "casques blancs"

15- Seul contre tous : un journaliste américain, Tucker Carlson, de Fox News dénonce la propagande : «Tout les génies qui nous disent que [Bachar] el-Assad a tué ces enfants, en sont-ils vraiment sûrs ? Evidemment ils n'en n'ont aucune idée. Ils inventent. Ils n'ont aucune idée de ce qu'il s'est vraiment passé», a-t-il attaqué en ouverture de son émission le 9 avril, en référence aux incessants et unanimes appels des médias à intervenir en Syrie à la suite d'une supposée attaque chimique dans la Ghouta orientale, attribuée sans s'embarrasser d'une enquête au gouvernement syrien sur l'attaque chimique en Syrie…

https://video.foxnews.com/v/5767243543001/?#sp=show-clips

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand Macron légitime le massacre du peuple yéménite.

- Le prince héritier saoudien et Macron affichent leur proximité - AFP10 avril 2018

Se montrant l'un envers l'autre très chaleureux, souriants, les deux hommes ont affiché une grande proximité mardi devant la presse.

M. Macron a loué une "volonté commune de stabiliser la région" tandis que MBS a souligné les intérêts communs nombreux entre les deux pays.

Au Yemen, où l'Arabie saoudite mène une guerre contre les rebelles houthis soutenus par Téhéran, la France ne "tolèrera aucune activité qui menace l'Arabie saoudite", a déclaré M. Macron en référence aux missiles houthis.

Sous la pression d'ONG qui dénoncent les ventes d'armes françaises à Ryad, qui seraient ensuite utilisées contre les civils yéménites, le président français a souhaité que "que toute la clarté soit faite sur les inquiétudes".

"Nous allons organiser d'ici à l'été une conférence humanitaire sur le Yémen à Paris pour faire la clarté sur ce qui est fait et qui permettra de prendre de nouvelles initiatives humanitaires au Yémen", a déclaré M. Macron. AFP 10 avril 2018

- Conférence humanitaire sur le Yémen d'ici l'été à Paris, annonce Macron - Reuters 10 avril

Leur humanisme est bien la politesse des salauds... A commencer par les ONG qui participeront à cette "conférence humanitaire" patronné par le boucher MBS.

Les opposants à la politique du gouvernement israélien sont des antisémites selon le Parti travailliste israélien.

Comment, vous osez mettre en doute la parole, la politique du gouvernement israélien d'extrême droite qui massacre des Palestiniens désarmés et tenus à distance par une imposante clôture, mais qui constituent une menace pour notre sécurité, je vous le dis franchement comme je vous vois, vous êtes un antisémite, vous mériteriez qu'on vous élimine aussi...

- Le Parti travailliste israélien rompt avec Corbyn - Reuters 10 avril 2018

Le Parti travailliste israélien a annoncé mardi avoir suspendu ses relations avec le chef de file du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, en l'accusant de permettre des manifestations d'antisémitisme.

Avi Gabbay a affirmé que Jeremy Corbyn avait affiché "publiquement sa haine" envers la politique du gouvernement israélien, y compris à l'égard des mesures sur lesquelles le gouvernement et l'opposition en Israël sont d'accord. (Puisqu'ils le disent eux-mêmes, c'est bien que la gauche institutionnelle ou dite de gouvernement était aussi d'extrême droite, comme en France quoi. - LVOG)

A l'occasion de la Pâque juive, le dirigeant du Labour a participé à un dîner organisé par le groupe juif d'extrême gauche Jewdas, très hostile envers Israël. Jewdas a présenté en décembre dernier l'Etat juif comme un "égout fumant à éliminer comme il convient". Reuters 10 avril 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Azerbaïdjan

- Azerbaïdjan: le président Ilham Aliev largement réélu - AFP

Homme fort de l'Azerbaïdjan depuis 15 ans, Ilham Aliev a été réélu mercredi pour un quatrième mandat avec plus de 86% des voix à l'issue d'une présidentielle boycottée par l'opposition, selon des résultats quasi définitifs.

Ilham Aliev, dont la victoire ne faisait aucun doute, a obtenu 86% des voix, après le dépouillement de 94% des bulletins. Il était opposé à sept autres candidats inconnus du grands public, et réduits à un rôle de figurants.

Le taux de participation a atteint 74,5%, a précisé dans un communiqué la Commission électorale centrale. Défenseurs des droits de l'homme et dirigeants de l'opposition ont cependant émis des doutes sur ces chiffres.

Les principaux partis d'opposition ont refusé de participer au scrutin, estimant que les conditions pour la tenue d'une élection démocratique n'étaient pas réunies, et accusant les autorités de vouloir truquer le vote.

"L'environnement et la législation électorale n'ont pas offert de garanties d'élections libres et justes", ont dénoncé onze militants azerbaïdjanais des droits de l'homme dans un communiqué commun publié avant le vote.

"Les élections ne sont absolument pas compétitives et n'offrent pas d'alternative politique", ont-ils ajouté, décrivant notamment "l'alarmante" campagne médiatique ayant accompagné le scrutin. (Hystérique en France pour faire élire Macron, chut ! - LVOG)

Si sept candidats étaient opposés à Ilham Aliev, aucun n'était réellement connu des électeurs azerbaïdjanais et n'avait mené de campagne électorale. Pour les dirigeants de l'opposition, ces "candidats pantins" ont seulement été choisis pour donner une illusion de concurrence à une élection jouée d'avance.

"L'apogée de cette tragicomédie a été atteinte quand certains candidats ont appelé à voter pour Aliev", relève l'analyste indépendant Bahtiyar Hajiev, interrogé par l'AFP. (Comme en France, mais l'AFP ne s'en est pas émue, normal. - LVOG)

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Sept syndicats de fonctionnaires appellent à la grève le 22 mai - Le HuffPost 11 avril 2018

Sept syndicats de fonctionnaires ont appelé mardi 10 avril à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 22 mai, deux mois après la précédente, a-t-on appris auprès de plusieurs d'entre eux. Les organisations FO, CGT, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC et FA-FP s'opposent aux projets de réforme de la fonction publique et réclament l'amélioration du pouvoir d'achat des agents. Elles avaient déjà appelé à la grève le 22 mars pour des revendications identiques.

La CFDT et l'Unsa se rejoignent pas l'appel à la grève

Également présentes lors de cette réunion intersyndicale de ce mardi, la CFDT (deuxième syndicat en terme d'adhésion dans la fonction publique) et l'Unsa (quatrième) n'ont pas rejoint cet appel à la grève. Le HuffPost 11 avril 2018

- 4.000 robes noires défilent à Paris contre la réforme de la justice - Reuters 11 avril 2018

- A Paris, la journée «Justice morte» fait le plein de robes noires - Liberation.fr 11 avril 2018

Une semaine avant la présentation du projet de loi de programmation de la justice en Conseil des ministres, des professionnels du droit venus de la France entière ont manifesté dans la capitale.

Les principaux concernés la décrivent bien différemment : «une atteinte intolérable aux droits de la défense et des victimes», «une régression de la politique d'accès au droit», la création de «déserts judiciaires» ou encore «une réforme menée au pas de charge», selon un communiqué du Conseil national des barreaux (CNB). Depuis le mois de mars, les avocats sont vent debout contre le texte et ont créé le slogan «Justice morte». Après la journée de mobilisation du 30 mars, ils avaient prévenu : «Si aucune avancée notable n'intervient d'ici la finalisation du texte, le Conseil national des barreaux appellera à une nouvelle et forte journée d'action nationale le 11 avril.» Nous y sommes donc. Mercredi, à 14 heures à Paris, la place du Châtelet est envahie par une nuée de robes noires.

Front commun

Il faut dire que – une fois n'est pas coutume – le CNB et la Conférence des bâtonniers et le barreau de Paris affichent un front commun. Ils sont rejoints par les deux principaux syndicats de la magistrature, les greffiers ou encore les syndicats de fonctionnaires de la justice. «Les avocats sont debout, rien ne nous divise !» lance Christiane Féral-Schuhl, la présidente du CNB, haranguant la foule. Liberation.fr11 avril 2018

- Nouvelles expulsions à Notre-Dame-des-Landes, un journaliste blessé - Reuters 11 avril 2018

Les habitants de la "zone à défendre" ont déploré de "nombreux blessés" dans leurs rangs, parmi lesquelles "des personnes de tous âges", après que les gendarmes ont "violemment gazé et envoyé des grenades" lors de ce pique-nique organisé sur le camping dit des "Cheveux blancs".

Un journaliste travaillant pour Reuters a été assourdi et blessé superficiellement au visage par des éclats de grenade, reçus alors qu'il avait trébuché à terre dans une autre partie de la ZAD visée par les forces de l'ordre.

De nombreux retraités ont rejoint la ZAD pour marquer leur opposition aux expulsions. Les habitants ont aussi vu affluer sur place de nouveaux "tracteurs vigilants", les mêmes qui avaient encerclé avec succès la ferme de Bellevue lors de l'opération César à l'automne 2012. Reuters 11 avril 2018

Etats-Unis

- Aux États-Unis, une loi permet de condamner pour meurtre quelqu'un qui n'a tué personne - Slate.fr 10 avril 2018

Un jeune Afro-Américain vient d'être condamné à 65 ans de prison pour meurtre et cambriolage, alors que tout le monde s'accorde sur le fait que techniquement, il n'a tué personne.

En 2015 en Alabama, un jeune homme qui tentait de cambrioler des maisons est mort lors d'un échange de coups de feu avec la police. Personne ne nie que c'est un policier qui a tué A'Donte Washington, mais c'est pourtant un de ses amis qui vient d'être condamné pour ce meurtre.

Lakeith Smith, qui a aussi participé au cambriolage, est considéré comme légalement responsable de la mort de Washington d'après la loi dite de «responsabilité du complice». Smith vient d'écoper de 65 ans de prison, dont 30 pour meurtre, 15 pour cambriolage et deux fois 10 ans pour vol.

La procureure a expliqué au jury que Smith n'avait pas besoin d'avoir appuyé sur la gâchette pour être considéré comme coupable d'après la loi. Le fait qu'il ait eu l'intention de cambrioler des maisons et que son ami soit mort pendant ce cambriolage est suffisant pour qu'il soit jugé responsable du décès de Washington.

L'avocate de Smith a rappelé que son client n'avait tiré sur personne, mais la loi de responsabilité du complice («accomplice liability») rend cette précision insignifiante. La grande majorité des États américains (tous sauf sept) ont des lois qui élargissent ainsi la notion de meurtre. La logique est la suivante: si ces jeunes n'avaient pas cambriolé, Washington ne serait pas mort, donc

les cambrioleurs sont des meurtriers par extension.

Ce genre de cas n'est pas si rare. En 2017 dans l'État de Géorgie, un homme a été condamné pour meurtre car durant un cambriolage, son complice a été tué par la personne qu'ils cambriolaient. L'homme qui a appuyé sur la gâchette n'est pas considéré comme responsable car il se protégeait de cambrioleurs armés. C'est par contre le cambrioleur complice qui est considéré comme coupable de meurtre.

Dans un cas devenu célèbre, une homme de 20 ans, Ryan Holle, a été condamné pour meurtre pour avoir prêté sa voiture à des amis alors qu'il savait qu'ils projetaient de voler de la drogue. Le vol a mal tourné et une personne a été tuée. Suivant la loi de responsabilité du complice, Holle, qui n'était pas sur les lieux du crime, a été condamné à la prison à vie, une peine ensuite réduite à 25 ans par le gouverneur de Floride.

Pendant le procès, le procureur avait ainsi expliqué pourquoi Holle était considéré comme responsable: «Pas de voiture, pas de conséquences. Pas de voiture, pas de meurtre». Slate.fr 10 avril 2018

Haut de page

Le 14 avril 2018

CAUSERIE

Complément à la causerie du jour

- Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni frappent la Syrie - RT 14.04

samedi 14 avril

10h39 CET

D'après le ministère russe de la Défense, la défense antiaérienne syrienne a intercepté 71 missiles de croisière occidentaux sur 103 lancés contre des installations la Syrie par les Etats-Unis et leurs alliés. «Cela témoigne de la grande efficacité de ces systèmes (antiaériens) et de l'excellente formation du personnel militaire syrien formé par nos spécialistes», a déclaré le général russe Sergueï Roudskoï lors d'une conférence de presse.

09h55 CET «La Russie convoque une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU pour évoquer les actions agressives des Etats-Unis et de leurs alliés», a indiqué le Kremlin dans un communiqué. 09h35 CET

Selon une déclaration du porte-parole du parti présidentiel turc AKP, Ankara a été informé en amont des frappes menées par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis en Syrie. 09h32 CET

S'exprimant à propos des frappes en Syrie, le guide iranien Khamenei qualifie de «criminels» les dirigeants Trump, Macron et May.

09h22 CET

Le 14 avril, le comité de Défense et de Sécurité israélien dirigé par Benjamin Netanyahou a déclaré par la voix d'un de ses membres, Yoav Gallant, que «l'utilisation de l'arme chimique [constituait] une ligne rouge que l'humanité ne [pouvait] plus tolérer». Sur Twitter, il a également déclaré : «L'attaque américaine est un important signal envoyé à l'axe du mal : L'Iran, la Syrie et le Hezbollah.»

08h01 CET

Le ministère des Affaires étrangères turc a jugé «appropriées» les frappes contre la Syrie. «Nous saluons cette opération qui soulage la conscience de l'humanité tout entière face à l'attaque de Douma que tout porte à attribuer au régime syrien», a affirmé un communiqué du ministère turc des Affaires étrangères.

07h46 CET

Le ministère de la Défense russe a déclaré que ses systèmes de défense aériens n'étaient pas impliqués dans l'interception

de missiles qui ont visé le territoire le syrien.

«Plus de 100 missiles de croisière et missiles air-surface ont été tirés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France depuis la mer et l'air sur des objectifs syriens militaires et civils», a indiqué le ministère dans un communiqué cité par l'agence de presse officielle RIA Novosti.

«Un nombre significatif» de ces missiles ont été abattus par la défense aérienne syrienne, a ajouté le ministère russe.

Les installations russes de défense aérienne stationnées en Syrie n'ont pas été utilisées, a ajouté le ministère. Aucun des missiles occidentaux n'a touché les zones couvertes par les défenses aériennes de la Russie autour de ses bases de Tartous et de Hmeimim en Syrie, selon la même source.

Le ministère russe a indiqué que les missiles avaient été tirés depuis des navires américains en mer Rouge, par des avions volant au-dessus de la Méditerranée et par des bombardiers stratégiques américains venus de la base aérienne d'Al-Tanf, dans le sud-est de la Syrie. RT 14.04

- Causerie au format pdf (25 pages)

Cette causerie a été rédigée avant l'attaque américano-franco-britannique contre la Syrie, les articles traitant ce sujet ont été rajoutés ce matin.

Je n'ai pas le temps de tout commenter.

Ceux qui nous gouvernent sont des psychopathes fanatiques atteints de mégalomanie délirante, ce sont des monstres.

Si j'en trouve le temps un jour, je vous raconterai ce que vivent au quotidien les familles ouvrières indiennes que je côtoie et auxquelles je viens en aide comme je peux avec mes modestes moyens. Elles cumulent tellement de difficultés et font face à des conditions si angoissantes sans espoir d'en voir le bout un jour, ce dont elles ont conscience, que parfois les mots me manquent pour l'exprimer ou pour les soulager.

On leur concèderait une amélioration ici ou là que ce serait insignifiant au regard de tout ce qu'il leur resterait à supporter et qui m'horrifie littéralement.

Quand je leur dis qu'il faudrait faire table rase du passé, elles me répondent spontanément en choeur, qu'il faudrait tous les tuer, ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir, ce sont les mots qu'elles emploient en faisant signe de leur trancher la gorge.

Elles ont la haine du régime viscéralement ancrée en elles, il n'y a même pas besoin de leur insuffler, cela contraste avec la France où dès que vous tenez ce genre de discours vous passez pour un cinglé, un extrémiste... auprès des militants ! Alors je me dis oui, tu as raison, ton discours est légitime, il est dicté par les couches du prolétariat qui souffrent le plus de la survie du capitalisme, tu en es le porte-parole, surtout ne change rien, les faits te donneront raison un jour, et alors nous serons nombreux à nous y rallier. Ce jour n'est pas encore venu apparemment, c'est qu'on doit souffrir beaucoup plus ici que chez vous, simple constat. Surtout que cela ne vous empêche pas de passer un bon week-end.

Quelques réflexions politiques

Pourquoi le risque d'une nouvelle guerre mondiale est-il faible ?

Parce que le mouvement ouvrier n'a pas de direction, ils n'ont même pas eu besoin de le vaincre, il est quasiment neutralisé, il est sur une ligne corporatisme. Pourquoi ? La question qui tue celui qui ne tient pas à la poser et surtout pas à y répondre sous peine d'avouer qu'elle le concerne directement. Vous comprenez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

Ils ont pratiquement réussi à atteindre tous les objectifs qu'ils s'étaient fixés, sauf un, intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie qui nécessite plus de temps ; c'était plus facile avec des petits pays en les intégrant ou en les soumettant à des institutions supranationales, telle l'UE pour ce qui concerne la France.

La totalité des institutions financières ou politiques internationales qu'ils ont créées depuis 1945 servent leurs intérêts ou ont été autant d'étapes franchies vers l'instauration d'une dictature mondiale implacable, ce serait franchement dommage de prendre le risque de tout bousiller maintenant, même s'ils sont encore loin de l'objectif qu'ils se sont fixés. Et puis ils savent aussi bien que nous que la guerre a son pendant, la révolution.

Autrefois, la crise du capitalisme combinée à l'offensive du prolétariat (organisé) conduisait à une paralysie de l'économie ou à

son effondrement et la menace d'une révolution prolétarienne existait sérieusement, ce qui les avait conduits à recourir à la guerre pour renforcer leur pouvoir et poursuivre leur politique ou passer à l'étape suivante. De nos jours la configuration de la situation ou les rapports entre les classes sont différents. On peut en tenir compte ou non ou tout confondre...

La tentation de recourir au totalitarisme faisait bien partie de leurs intentions.

Ils ne peuvent pas se permettre de laisser la lutte des classes jouer son rôle, parce qu'ils risqueraient de tout perdre, d'où la raison pour laquelle nous situons notre combat politique sur ce terrain-là. Donc elle est faussée par le rôle prépondérant que s'est attribué l'oligarchie, qui ne parasite pas seulement l'économie, mais aussi la politique, l'ensemble de la société, qui les étouffe, un peu comme pendant la guerre, par la guerre, elle est en guerre perpétuelle contre le reste de l'humanité, et son pouvoir de nuisance est gigantesque au point de pouvoir détruire des pays entier ou massacrer leurs peuples. Ils sont donc opposés à la liberté d'expression, donc c'est bien un système totalitaire qu'ils envisagent d'instaurer à l'échelle mondiale.

Ce qui nous distingue de notre ennemi, c'est qu'il recourt à des moyens militaires, alors que nous non. On tomberait dans l'illégalité. Mais eux, de quelle légalité peut-il se réclamer pour vouloir bombarder la Syrie ou quand il livre des armes lourdes aux barbares pour massacrer des civils innocents, les prendre en otages pendant des années en les terrorisant au quotidien. Vive la libération de la Ghouta, vive le peuple syrien, vive la République arabe syrienne qui incarne la souveraineté et l'indépendance de la Syrie, même si on sait que sans l'aide de la Russie et de l'Iran, Bachar al-Assad ne s'en serait pas sorti. C'est une République bourgeoise laïque, tandis que les alliés sunnites des Américains et ses vassaux sont des monarchies archaïques, moyennâgeuses, gouvernées par des despotes dégénérés et barbares.

Bachar al-Assad est légitime comparativement à Macron qui ne l'est pas, et on dit ou on laisse dire que ce serait un tyran sanguinaire, c'est insupportable. Quelle lâcheté ! Et au nom de quel principe, s'il vous plaît ?

Quand on écoute Bachar al-Assad ou des ministres ou ambassadeurs, on se dit qu'ils sont parfaitement lucides, et que les cinglés ce sont ceux qui les accusent des pires crimes qu'en réalité ils ont eux-mêmes commis ou fomentés ce qui revient au même. La différence avec Macron, c'est qu'il n'a jamais voulu cela pour son peuple, contrairement à Macron qui vous souhaite le pire à tous. On voit que les rôles sont complètement inversés dans la manière dont ils sont présentés par les médias, ils répondent aux critères définis par l'Otan.

C'est un paradoxe qu'on en vienne à défendre l'unité et la souveraineté de la Syrie qu'incarne Bachar al-Assad, comme autrefois on défendit les mouvements de libération nationale et leurs dirigeants contre les différents impérialistes. C'est un aspect de la dialectique de la lutte de classe que certains ne comprendront pas ou condamneront au nom de leur dogme, ce qui nous laisse totalement indifférent, notre place est au côté du peuple syrien et non au côté de ses agresseurs. Et quand la paix sera revenue en Syrie et que le peuple syrien se retournera contre Bachar al-Assad, nous l'imiterons. Il n'y a là nulle contradiction ou nul opportunisme, nous nous en tenons à la réalité en toute circonstance sans jamais nous renier, voilà tout.

A défaut de passer au socialisme, le capitalisme putréfié enfante le totalitarisme à l'échelle mondiale.

Le capitalisme poussé à l'extrême engendre le totalisme et non le socialisme des réformistes, des ennemis du socialisme, qui l'aurait cru ? Voilà à quoi a conduit le révisionnisme du marxisme à l'adresse de ceux qui s'en accommodaient quotidiennement hier ou de nos jours.

Fin d'un règne, d'un régime, dit-on, non, la fin annoncée de la civilisation humaine si nous ne parvenons pas à les arrêter. Mais pour cela il faudrait commencer par arrêter de ménager ceux qui se sont compromis avec le régime en place, par rompre avec eux au lieu de continuer d'en être les complices à différents degrés.

Depuis plus d'un demi-siècle ou bien plus encore, ceux que l'on caractérisa si légèrement de gauche n'ont cessé en réalité d'entretenir mille liens avec le capitalisme et ses représentants (ou institutions) qui ont été systématiquement minimisés, sous-estimés, relégués au second plan. On en vint même, lors d'élections et pas seulement, à soutenir cette pourriture qui avançait masqué. Etc. etc. etc. Et tout cela pour la bonne cause nous disait-on le plus sérieusement du monde. Quand on observe où cela nous a mené, on est en droit d'en douter, c'est même fortement recommandé sous peine d'être nous-même broyé politiquement.

En réalité, le mouvement ouvrier ne cessa d'être droitié, réactionnaire tout au long de ces longues décennies, et il l'est plus que jamais en l'absence d'une direction révolutionnaire. On parle ici du PS et du PCF et leurs satellites, les dirigeants de tous les syndicats depuis un siècle, auxquels il faut ajouter ceux qui se définissaient comme l'avant-garde du mouvement ouvrier, et qui n'ont pas cessé non plus de leur faire la courte échelle ou de leur servir de cautions de gauche, j'en fus à une certaine époque, quand j'étais jeune, et je le regrette amèrement.

Il est tout à fait remarquable qu'on en soit arrivé au point de ne plus pouvoir faire confiance à absolument aucun dirigeant d'aucun parti dit ouvrier tant ils se sont fourvoyés et nous ont induits en erreur. Certains à l'esprit faible leur trouveront des

circonstances atténuantes ou des vertus. N'auraient-ils pas permis de repousser de quelques décennies l'échéance inéluctable à laquelle nous devions être confrontés un jour ou l'autre avec l'avènement du néolibéralisme ou du totalitarisme ? N'aurions-nous pas mieux vécu durant cette période ? Oui, sans doute, pour certains mais pas tous, mais à quel prix exhorbitant pour nombreux d'entre nous, sans parler de tous les peuples dont la condition ou le sort lié au nôtre un peu plus confortable fut la contrepartie épouvantable, pour faire bonne figure ou se donner bonne conscience, pour se faire passer pour des internationalistes prolétariens on soutiendra leurs luttes, ce qui devait éviter de se poser de nombreuses questions embarrassantes, comme si elles demeureraient en suspens éternellement, c'était se méprendre et faire preuve d'une grande ignorance ou inconscience car dorénavant elles sont à l'ordre du jour.

De même que les gouvernants du vieux monde s'enfoncent un peu plus chaque jour dans le mensonge et l'imposture, nos dirigeants ont choisi le déni en guise de réponse, ce qui augure des jours encore plus sombres sans espoir d'y mettre un terme un jour.

Dans la vie on peut se contenter de peu, c'est assurément le meilleur moyen de ne jamais obtenir davantage, de ne jamais s'élever à un niveau supérieur, de se condamner à une existence médiocre élevée au rang de vertu par ceux qui parlent en notre nom, vous comprendrez mieux pourquoi on leur dénie ce rôle, car on aspire à autre chose, à plus, à mieux.

On ne tolère pas qu'au nom des intérêts des uns, les intérêts des autres soient sacrifiés, enterrés. On ne tolère pas qu'au nom de je ne sais quel intérêt la quasi-totalité de nos aspirations ou droits soient bafouées. Car il faut bien admettre que de notre naissance jusqu'à notre mort absolument tout le cours de notre vie nous est imposé, le plus souvent jusque dans les moindres détails ou ceux qu'on ne soupçonne même pas tellement on en est inconscient.

On aspire à la liberté nous dit-on, qu'il me soit permis d'en douter. En réalité, on n'est même pas foutu de définir ce qu'elle signifierait tant nos aspirations sont profondément enfouies sous un amoncellement d'illusions...

Le nouvel ordre mondial sera totalitaire ou ne sera pas.

Quand les médias sont devenus les leviers du totalitarisme et le légitiment.

- Brésil urgent : la démocratie assassinée par João Whitaker - legrandsoir.info 9 avril 2018

L'emprisonnement de Lula, décrété le 5 avril, marque l'apothéose d'un coup d'État minutieusement préparé et mis en route depuis 2014. La version des grands médias en Europe ne fait que reproduire celles des cinq grands groupes de communication brésiliens, tous dans les mains de cinq grandes familles, elles-aussi impliquées dans le coup d'État.

legrandsoir.info/bresil-urgent-la-democratie-assassinee.html

Dégénérescence et corruption d'un intellectuel. Alors, on fraie maintenant avec le Crif et le totalitarisme.

- Attention, il fait Onfray. par Jacques-Marie Bourget - legrandsoir.info 9 avril 2018

Même dans la radicalisation individualiste égoïste et extrême droitière qui fait petit à petit notre France nouvelle, on n'avait jamais entendu une intervention aussi folle blessante et ordurière que celle que vient de livrer le sinistre Onfray à propos des Palestiniens qui ont été "des collabos de Hitler", de Mélenchon qui aurait eu naguère Ahmadinejad comme modèle, avec en passant une traduction d'un discours de l'ancien président d'Iran qui est un "fake". Tout y passe, le philosophe au petit pied nous fait sa grande rentrée de printemps. (...)

Voilà donc que dans une nouvelle livraison de sa pensée ris de veau (forcément crémeuse), Onfray déclare son amour au CRIF, ce qui est son droit. Mais pas celui de déformer les faits et l'histoire. Le petit docteur en philo nous explique donc, vous avez bien lu, que si les Palestiniens sont aujourd'hui un peuple sans terre c'est qu'ils furent nazis. Et sont justement punis de leur vieil engagement. (...)

Ainsi, avant de nous servir une tarte à la crème digne de BHL, pour nous prouver que les Palestiniens furent nazis, « le grand mufti de Jérusalem était un partisan des nazis et a fait le voyage à Berlin », il ignore que le maître de la Palestine de ce temps, sous joug britannique, n'était pas ce mufti mais Abdallah I le roi de Transjordanie. A propos de cet ignoble mufti, notons qu'il a quitté la Palestine en 1937 pour vivre entre l'Irak, le Liban et la Bosnie, ce qui est une position bien éloignée pour celui qu'Onfray présente comme une sorte d'Arafat du moment ! Charger tout un peuple des péchés de cet imam, c'est accuser tout le clergé français de collaboration avec l'Allemagne au prétexte que monseigneur Mayol de Lupe a été un nazi tricolore sous soutane. Allez Michel, on te pardonne. Dommage que tu n'aies pas eu assez de sous pour te payer un abonnement au Reader's Digest, tu aurais pu en apprendre des choses. Et Awni Abd al-Hadi ? Tu ne connais pas non plus ? Pourtant c'est un ancien de la Sorbonne, qui a contribué à la fondation du Fatah en 1911, un « modéré » mais tellement suivi par le peuple que les Anglais l'ont exilé au Caire. « Les Palestiniens collaborateurs des nazis entre 1930 et 1945 », je crois que même tes nouveaux amis du

CRIF n'avaient jamais osé écrire une telle sottise car elle injurie l'histoire au-delà du raisonnable. Pour ce qui est de la « Légion musulmane » formée par le III e Reich et que tu évoques, elle ne n'était pas formée de Palestiniens mais d'amis de BHL, de musulmans de Bosnie. Heureusement que tu n'as jamais enseigné dans une « université » autre que la tienne. Que de dégâts évités !

Autre petite leçon d'histoire. Si on te parle de ces dirigeants de l'extrême droite sioniste qui, pendant cette même guerre, ont eu la dégueulasse audace de tenter de « s'entendre avec le Berlin d'Hitler »... Par exemple pour « libérer la Palestine », est-ce que cela signifie que les autres juifs, pourchassés et torturés avant l'holocauste, étaient des amis d'Hitler ? Il y a eu de nombreux livres et travaux sur la collaboration avec les nazis de certains hommes ou femmes de confessions juive. Hanna Arendt n'a pas été la dernière à le noter. Pour moi, mettre en avant cette histoire sombre n'est en rien donner une explication à l'inexplicable : l'Holocauste. Elle conduit à vomir alors que le mieux est de laisser les morts enterrer les morts. Je ne cite l'anecdote tragique, le choix de ces juifs d'extrême droite prêts à s'allier avec les nazis que pour souligner l'odieux égarement d'Onfray. Les Palestiniens ne sont pas plus les acteurs de leur malheur que ces hommes et femmes de confession juive ne le furent dans la barbarie qui les a détruits.

Vraiment en forme, en ce printemps, Onfray s'en prend à Jean-Luc Mélenchon qui, si j'ai bien compris, fut le conseiller occulte, l'ami, la nounou d' Ahmadinejad, le flic qui a dirigé l'Iran pendant quatre ans, de 2005 à 2009. Voilà, à ce propos, ce que nous livre l'universitaire du soir :

« Dire que Ahmadinejad qui à l'époque voulait rayer Israël de la carte était un personnage très sympathique parce qu'il était un ennemi des Américains, ce sont quand même des choses dites par Mélenchon, eh bien ce sont des propos qu'on peut tenir comme ça en l'air, sans que ce soit extrêmement conséquent.

C'est très conséquent de défendre un individu qui veut rayer Israël de la carte, on ne peut pas défendre Ahmadinejad simplement parce qu'il est un opposant des États-Unis quand il a dit qu' il fallait rayer Israël de la carte, qu'est-ce que ça veut dire, c'est un propos qu'Adolf Hitler aurait pu tenir.

On ne peut pas dire d'un côté qu'Ahmadinejad est quelqu'un de défendable et de l'autre côté descendre en disant "le fascisme ne passera pas"...

Madame Knoll a été assassinée, c'est une chose qui n'est pas correcte, c'est pas correct mais je veux dire que monsieur Ahmadinejad il en aurait tué beaucoup des madame Knoll et des madame Halimi et des, et des, et beaucoup de gens qui ont été tués parce qu'ils étaient juifs !

Donc on ne peut pas d'un côté jouer comme ça faire le cador, faire le malin, faire le kéké, en disant "il faut boycotter Israël", "Ahmadinejad est un personnage intéressant bien qu'il veuille supprimer Israël de la carte" puis après descendre dans la rue et continuer à faire du ... (sic) en même temps en disant "on est là pour éviter les crimes antisémites" et cetera.

Eh bien non, le CRIF a eu raison, de dire à Mélenchon qu'il n'avait pas sa place ici, que les Insoumis n'avaient pas leur place ici, un peu de décence. »

Pardon pour le jargon, mais la phrase du maître exige la plume servile du scribe. Rendu à ce point je vous dois deux aveux, un, je n'ai aucune envie de partager une cabine de plage avec le chef des Fous de Dieu, deux, je ne parle pas le farsi. Sachant toutefois que la traduction du fameux discours du président iranien, qui voulait donc « rayer Israël de la carte », était de facture israélo-américaine, je me suis replié sur le savoir des sots : Wikipédia. Voilà ce que nous dit cette encyclopédie sans philosophes :

« En octobre 2005, lors d'un discours en l'honneur de l'Ayatollah Khomeiny Ahmadinejad a déclaré, reprenant les propos de ce dernier, que « ce régime qui occupe Jérusalem doit disparaître de la page du temps », formule qui fut généralement rapportée en Occident sous la forme « Israël doit être rayé de la carte ».

Les commentaires d'Ahmadinejad ont été condamnés par la plupart des gouvernements occidentaux, l'Union européenne, la Russie, le Conseil de sécurité des Nations unies et le secrétaire général Kofi Annan. Les dirigeants égyptiens, turcs et palestiniens ont aussi exprimé leur inconfort face à cette remarque d'Ahmadinejad.

Une controverse sur la justesse de la traduction a ensuite vu le jour. Des spécialistes comme Juan Cole de l'Université du Michigan et Arash Norouzi du projet Mossadegh soulignant que la déclaration originale en persan ne signifiait pas qu'Israël devait être rayé de la carte, mais plutôt que le régime s'effondrerait de lui-même. »

Pour être précis ce Juan Cole, autre thuriféraire – avec Mélenchon - du président iranien, est bien mieux diplômé qu'Onfray, voici un petit CV : « "Juan" Cole est un universitaire américain, historien du Moyen-Orient moderne et d'Asie du Sud, commentateur politique, et intellectuel public. Il est professeur d'Histoire à l'Université du Michigan. » (...)

legrandsoir.info/attention-il-fait-onfray.html

Quand l'Agence Française de Propagande devient officiellement la voix du totalitarisme.

- Médias. Un nouveau PDG pour l'AFP - Liberation.fr 13 avril 2018

A l'arraché, Fabrice Fries a été élu jeudi PDG de l'Agence France-Presse pour cinq ans. Magistrat à la Cour des comptes, l'ancien président de Publicis Consultants, 58 ans, a obtenu les 13 voix du conseil d'administration (sur 18) nécessaires pour être intronisé au troisième tour de scrutin. Sans ce treizième suffrage, l'élection aurait été renvoyée à plus tard. Fabrice Fries est donc passé dans un trou de souris. Dans l'après-midi, les salariés de l'AFP, inquiets de la tournure du processus, avaient organisé un débrayage et demandé le report de l'élection.

Dans la dernière ligne droite, le soutien de l'Etat a été déterminant. «Il nous fallait quelqu'un de très business. Le parcours de Fabrice Fries est apparu convaincant», raconte une source proche du dossier. Il succède à Emmanuel Hoog, qui dirigeait l'AFP depuis 2010. Candidat à un troisième mandat, ce dernier, qui se montrait en privé très confiant sur ses chances, s'est retiré de la course mercredi. Une décision prise après que le ministère de la Culture l'a informé que l'Etat ne le soutiendrait finalement pas. Liberation.fr 13 avril 2018

- Fabrice Fries, candidat venu du privé (Havas, Atos, Publicis) n'avait pu recueillir au premier tour les 13 voix nécessaires. Il l'a finalement emporté au troisième tour. Ancien membre du cabinet de Jacques Delors à la Commission Européenne, il apparaît plus que compatible avec l'entourage d'Emmanuel Macron et la politique de ce dernier. Emmanuel Hoog avait été élu pour la première fois Président de l'AFP en mai 2010, il y a presque huit ans, ancien Conseiller chargé de la Culture et des Médias de Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée Nationale...

Comment interpréter ce lâchage du soldat Hoog ? Loué pour les nouveaux déploiements de l'agence dans la vidéo et à l'étranger, il était critiqué pour sa gestion financière. Des difficultés récurrentes de trésorerie l'avaient contraint à demander à l'État une avance sur 5 ans de 60 millions d'euros pour financer dette, coûts sociaux et investissements. Pour ne pas parler de l'évidente partialité de l'agence toujours politiquement correcte dans le sens libéral-libertaire et prenant bien des libertés avec le réel. L'AFP avait d'ailleurs reçu un Bobard d'or d'honneur pour l'ensemble de son œuvre en mars 2018. Au-delà des problèmes de gestion, ce remplacement s'inscrit dans la volonté du Président Macron de renouveler les têtes de l'audio visuel public. Après Marie-Eve Malouines éjectée de LCP au profit du Macron compatible Bertrand Delais, après le départ de Matthieu Gallet de l'INA, d'autres départs sont possibles comme ceux de Marie-Christine Saragosse à France Médias Monde, (France24, RFI) ou de Delphine Ernotte à France Télévisions. Petit à petit le Président de la République met ses hommes en place. ojim.fr 12.04

- Dans un communiqué, la ministre de la Culture Françoise Nyssen a félicité M. Fries pour son élection, estimant que son projet "porte l'ambition d'une nouvelle étape pour relever le défi du numérique et du développement international" de l'AFP.

Fabrice Fries, a été président de Publicis Consultants jusqu'en 2016. Cet ancien haut cadre des groupes de médias Vivendi et Havas a fait l'essentiel de sa carrière au sein du secteur privé.

Il est entré en 2006 chez Publicis comme secrétaire général et a pris la présidence de l'agence de relations publiques Publicis Consultants en 2009. Après son départ du groupe, il a réintégré la Cour des Comptes en janvier 2017.

Emmanuel Hoog, 55 ans, ancien président de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) de 2001 à 2010, avait été élu une première fois le 15 avril 2010 à la tête de l'AFP, succédant à Pierre Louette, et réélu en 2013.

Alors qu'il avait décidé il y a quelques semaines de briguer un troisième mandat de 5 ans à la tête de l'Agence, il avait annoncé mercredi aux administrateurs et aux salariés le retrait de sa candidature, affirmant que son projet "ne recueillait pas les soutiens nécessaires et indispensables de l'Etat".

Des salariés ont exprimé des inquiétudes à l'égard du projet de Fabrice Fries, que ce dernier avait présenté mercredi au conseil d'administration, et notamment sa proposition "d'ouvrir le dossier de la capitalisation de l'agence" quand le plan de transformation qu'il propose aura commencé à porter ses fruits, faisant ressurgir des craintes d'une privatisation de l'Agence.

La SDJ (société des journalistes) de l'AFP a demandé jeudi soir des "précisions" quant au projet de M. Fries et des "garanties sur le fait qu'aucune privatisation n'est à l'étude".

Dans un message adressé aux représentants du personnel, M. Fries a assuré que cette proposition "n'est pas pour (lui) une priorité" et que toute réforme du statut "devra veiller à respecter l'indépendance éditoriale qui est le principal actif de l'AFP".

Sa priorité étant d'accélérer encore plus le développement de l'AFP dans la vidéo, afin que l'image (photo et vudéo) atteigne 50% de son activité en 2022, contre 39% actuellement.

Dans un communiqué publié après son éléction, l'intersyndicale a mis le nouveau PDG "solennellement en garde contre toute tentative de modification du statut de l'AFP qui mettrait en péril son indépendance éditoriale, technique et financière, ainsi que sa mission d'intérêt général" .

Créée à la Libération, l'AFP est présente dans 151 pays et emploie plus de 2.400 collaborateurs de 80 nationalités différentes, qui produisent plus de 5.000 dépêches par jour, 3.000 photos et 250 vidéos. boursorama.com 12.04

Voilà qui en dit plus que de longs discours sur la corruption de l'AFP, avec une telle "intersyndicale", Macron peut dormir tranquille. Car en prétendant que l'AFP serait indépendante ou au service de l'intérêt général, elle s'inspire du discours de Macron, normal, ils ont les mêmes maîtres, l'oligarchie.

L'AFP est la première source de fake news en confondant information et propagande en provenance de Washington, Bruxelles ou de l'Otan, de l'Elysée. Pour faire son sale boulot au quotidien, elle n'a pas besoin d'être privatisée, elle l'est déjà.

Ils osent tout. Dossier sur la Syrie

- Trump déclenche une opération militaire en Syrie avec Paris et Londres - AFP 14.04

LVOG - Grille de lecture.

J'ai lu 8 articles ce matin sur ce sujet, pas un ne mentionnait que les inspecteurs de l'OIAC étaient arrivés en Syrie les 12 et 13 avril, et qu'ils devaient commencer leurs travaux le lendemain, donc quelques heures avant que la coalition militaire américano-franco-britannique bombarde la Syrie, donc sans attendre les conclusions de ses travaux, ce qui était inutile puisque Bachar al-Assad était présumé coupable d'avoir gazé son peuple selon leurs déclarations.

Trump, Macron et May se comportent donc comme de vulgaires criminels, des despotes agissant pour le compte de l'oligarchie dans le cadre de la stratégie politique définie par les néolibéraux anglo-saxons-sionistes, s'affranchissant de la notion de droit au profit de la loi du plus fort qui coïncide avec ses intérêts.

AFP et Franceinfo - Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi une opération militaire en cours contre la Syrie, menée avec la France et le Royaume Uni pour punir le régime de Bachar al-Assad qu'il accuse d'une attaque à l'arme chimique. La France s'est très vite associée à Washington en promettant notamment une "réponse forte et commune".

Le bombardement intervient quelques heures seulement après que le Département d'Etat a assuré avoir "la preuve" de l'utilisation d'armes chimiques par les forces de Bachar al-Assad. (Quelle preuve ? Pure fabulation de criminels. - LVOG)

"Une opération conjointe est en cours avec la France et le Royaume Uni, nous les remercions tous les deux", a dit M. Trump lors d'une brève allocution depuis la Maison Blanche.

Au moment même où le président s'exprimait, des détonations étaient entendues à Damas, selon un correspondant de l'AFP sur place.

"La défense anti-aérienne syrienne" est entrée en action contre "l'agression américaine, britannique et française", a rapporté la télévision étatique syrienne, alors que des témoins ont rapporté à l'AFP que des colonnes de fumée s'élevaient du nord-est de Damas. (La télévision syrienne joutant que treize missiles avaient été abattus au sud de Damas, passage censuré par l'AFP, mais rapporté par Franceinfo - LVOG) Elle a également rapporté des "informations" selon lesquelles un "centre de recherches" dans le quartier de Barzé, dans le nord-est de Damas, avait été visé. "Un centre de recherches militaires et des entrepôts" situés près de la ville de Homs ont fait notamment partie des cibles, a précisé l'ONG, sans faire état de victimes civiles dans les frappes.

La télévision d'Etat a affirmé que des missiles avaient été "interceptés" également à Homs.

Le régime syrien a dénoncé samedi comme une "violation flagrante" du droit international l'opération militaire menée par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne contre plusieurs cibles en Syrie, après une attaque chimique présumée imputée aux forces du président Bachar al-Assad.

Le chef d'état-major américain, le général Joe Dunford, a indiqué que les forces occidentales avaient frappé vendredi à 21H00 heure de Washington (01H00 GMT samedi, 04H00 locales en Syrie) trois cibles liées au programme d'armement chimique syrien, l'une près de Damas et les deux autres dans la région de Homs. Une heure plus tard, ces frappes étaient "terminées", a ajouté le général, précisant qu'aucune perte américaine n'était à déplorer.

Aucune autre opération n'est prévue pour l'instant, a-t-il ajouté. AFP et Franceinfo 14.04

- Dernières nouvelles à propos de la possible attaque occidentale de la Syrie (12 avril) - Réseau Voltaire 12 avril 2018

Événements survenus le 12 avril 2018

Selon le Daily Telegraph, Theresa May a ordonné de positionner des sous-marins à proximité des côtes syriennes. Selon The Times, la base aérienne britannique d'Akrotiri (Chypre) est prête à l'attaque.

- Le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a téléphoné aux représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour les enjoindre d'« éviter une situation hors contrôle » et leur rappeler qu'« au final, nos efforts visent à mettre un terme à la terrible souffrance du peuple syrien ».

- L'Armée arabe syrienne a libéré la totalité de la Ghouta orientale. La police militaire russe a été déployée dans la zone.

- Le Kremlin confirme que le canal de communication entre militaires russes et états-uniens au sujet de leurs opérations en Syrie, destiné à éviter des incidents, est actuellement « actif ».

- Alors qu'il recevait le conseiller du Guide de la révolution iranien, Ali Akbar Velayati, le président syrien Bachar el-Assad a mis en garde contre toute initiative occidentale qui déstabiliserait davantage la région.

- Dans un discours télévisé, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, déclare : « Nous sommes extrêmement préoccupés par les pays qui s'appuient sur leur force militaire pour transformer la Syrie en terrain de bras-de-fer ».

- L'ambassadeur russe à l'Onu à Genève, Gennady Gatilov, dénonce comme « inacceptable » le relai par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) des allégations des Casques blancs à propos d'une attaque chimique dans la Ghouta.

- Le président états-unien, Donald Trump, tweete : « Jamais je n'ai dit quand une attaque contre la Syrie aurait lieu. Cela pourrait être très bientôt ou pas si tôt du tout ! En tout état de cause, les États-Unis, sous mon administration, ont fait un excellent travail pour débarrasser la région de l'État islamique. Où est notre "Merci l'Amérique" ? » [Le groupe naval parti de Norfolk ne sera pas en position en Méditerranée avant un mois, NdlR].

- Le président français, Emmanuel Macron, déclare sur TF1 avoir « la preuve » de l'attaque chimique de la Ghouta.

- La chancelière allemande, Angela Merkel, indique que son pays ne participera pas à une action militaire contre la Syrie, mais déclare la soutenir. Elle déclare : « Nous devons maintenant reconnaître qu'il est évident que la destruction [des armes chimiques syriennes] n'a pas été totale ».

- La porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe, Maria Zakharova, déclare : « Personne n'a donné le droit aux dirigeants occidentaux de s'attribuer le rôle de gendarmes du monde, à la fois d'enquêteur, de procureur, de juge et de bourreau ».

- Le président de la Commission de la Défense de la Douma, Vladimir Chamanov, annonce que les navires russes ont quitté le port syrien de Tartous, comme prévu en cas de menace.

- Le président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel se sont entretenus par téléphone. Ils « ont regretté les blocages actuels du Conseil de sécurité des Nations Unies, dont les résolutions ne sont pas respectées ».

- Auditionné par le Congrès, le secrétaire états-unien à la Défense, le général James Mattis, a déclaré ne pas avoir de preuve de l'attaque chimique supposée de la Ghouta.

- Le représentant syrien à l'Onu, Bachar Jaafari, annonce que les inspecteurs de l'OIAC arriveront en plusieurs groupes en Syrie, les 12 et 13 avril. Tandis que l'OIAC indique que ses experts commenceront leurs travaux samedi.

- La Suède dépose à l'entrée d'une réunion à huis clos du Conseil de sécurité une proposition de résolution demandant au secrétaire général d'envoyer une mission de désarmement en Syrie afin d'y résoudre « toutes les questions liées au recours aux armes chimiques une bonne fois pour toutes ».

- Syrie : Réponse aux allégations concernant l'usage de gaz toxique à Douma - legrandsoir.info 11.04

Merci Monsieur le Président,

La déléguée des États-Unis a dit que la Russie dépensait de ses ressources afin de soutenir ce qu'elle qualifie de « régime » en Syrie. Ma question en retour est : quels sont donc les bénéficiaires des ressources états-uniennes dépensées en Syrie ? Les enfants syriens auxquels ils auraient envoyé du lait et des médicaments, les gangs terroristes ayant commis les crimes les plus odieux contre le peuple syrien et auxquels ils ont fourni armes et munitions, ou les avions de votre coalition qui ont tout rasé sur leur passage, notamment à Raqqa ?

Et qu'en est-il de ses menaces répétées contre mon pays à chaque réunion, ou presque, du Conseil de sécurité. Avouerait-elle que son administration n'accorde aucune importance à ce Conseil, à cette Organisation internationale et aux principes du Droit international ?

Examinons la crédibilité de ce qu'a dit la collègue déléguée des États-Unis, lorsqu'elle a demandé à ce que le Conseil se mette en mouvement « pour rendre justice » en Syrie. Notez que je ne lui réponds pas en termes de « régime américain », car ce serait commettre une faute juridique dans cette enceinte.

Mon propre test serait que son pays et son administration autorisent la divulgation des résultats de l'enquête de l'UNSCOM quant à la recherche des prétendues « Armes de Destruction Massive » en Irak. Une commission spéciale des Nations Unies présidée à une certaine période par le Suédois Hans Blix ; laquelle commission, comme vous le savez, n'a rien trouvé au bout de 18 années d'enquête : ni armes chimiques, ni Coca-Cola, ni Pepsi-Cola ! Malgré cela, fin 2008, lors d'une session semi-secrète, ce Conseil a décidé d'annuler son travail et d'enterrer ses archives dans des caisses métalliques dont les codes d'ouverture sont seulement connus du Secrétaire général et, notez bien, à condition qu'elles ne soient ouvertes que 60 ans plus tard. Qu'y a-t-il donc de si honteux dans ces archives pour qu'elles soient enterrées pendant 60 ans ? Propos adressés à la déléguée américaine.

Monsieur le Président,

Le gouvernement de mon pays condamne avec la plus grande fermeté l'agression israélienne perverse de ce matin sur l'aéroport T4, dans le gouvernorat de Homs, tuant et blessant plusieurs citoyens. Cette agression, qui constitue une violation flagrante de la résolution 350 (1974) et des résolutions du Conseil de sécurité en rapport avec la lutte antiterroriste, n'aurait pas été possible sans l'immunité et le soutien illimité et continu accordés par l'administration américaine à Israël ; ce qui lui permet de persévérer dans la pratique du terrorisme d'État et de continuer à menacer la paix et la sécurité dans la région et dans le monde.

Naturellement, aujourd'hui, le fait que les délégués des pays occidentaux n'aient fait aucune mention de cette agression israélienne montre clairement que les gouvernements de leurs pays en sont les partenaires et les protecteurs.

Et, il est regrettable que mon cher ami, M. de Mistura, n'ait pas entendu Netanyahou reconnaître, aujourd'hui, qu'Israël avait commis cette agression [3]. D'où ma surprise en l'entendant dire que les Nations Unies étaient incapables d'en identifier les auteurs. Alors M. de Mistura, vu que Netanyahou vous dit qu'il en est l'auteur, pourquoi vous taire sur Israël et ne pas dire qu'il est l'agresseur ?

Cette agression israélienne est une réponse indirecte aux victoires de l'Armée syrienne qui a réussi à expulser les groupes terroristes armés de la capitale, Damas, de ses banlieues et d'autres régions syriennes ; ceci, après que ces groupes se soient acharnés à tuer les enfants du peuple syrien, à enlever des civils et à les détenir pour s'en servir comme boucliers humains, à faire pleuvoir plus de 3000 obus sur Damas en seulement 3 mois, lesquels obus ont tué 155 civils et ont blessé 865 autres, principalement des femmes et des enfants.

Le gouvernement syrien affirme que ces agressions israéliennes répétées n'ont pas réussi, ni ne réussiront à protéger les agents d'Israël parmi les organisations terroristes, tout comme elles ne sont pas parvenu, ni ne parviendront à empêcher l'Armée syrienne de poursuivre ses opérations décisives contre le terrorisme.

Monsieur le Président,

Martin Luther King a dit : « Le mensonge est une boule de neige qui grandit au fur et à mesure que vous la roulez ». Il semble que cette sage citation soit applicable en tout lieu, en tout temps. En effet, les gouvernements de certains pays sont pétris de mensonges ; mais, heureusement, manquent de précision quand ils les tissent à l'image du Baron Münchhausen, célèbre personnage de fiction allemand. Combien de coqs ont cru que le soleil s'était levé pour les entendre chanter ?

En effet, le mensonge pratiqué par certains États Membres permanents du Conseil de sécurité est devenu une sorte d'arme de destruction massive.

C'est par le mensonge qu'ils ont volé la Palestine.

C’est par le mensonge qu’ils ont attisé la guerre dans la presqu’île coréenne.

C’est par le mensonge qu’ils ont envahi le Vietnam.

C’est par le mensonge qu’ils ont envahi la Grenade.

C’est par le mensonge qu’ils ont disloqué la Yougoslavie.

C’est par le mensonge qu’ils ont occupé l’Irak.

C’est par le mensonge qu’ils ont détruit la Libye.

C’est par le mensonge qu’ils ont fabriqué dans leurs laboratoires les organisations terroristes takfiristes telles Al-Qaïda, les Talibans, Daech, le Front Nasra, Jaïch al Islam et la liste continue.

Et c’est par le mensonge qu’ils tentent de démolir et de préparer, aujourd’hui, une agression contre la Syrie.

Ce qui est remarquable est qu’aujourd’hui la rhétorique négative assurée par la déléguée américaine est en totale contradiction avec celle du ministre de la Défense de son pays, le général Mattis ; lequel a accordé une entrevue au journaliste Ian Wilkie, publiée dans Newsweek sous le titre que je cite en anglais : « Now Mattis Admits There Was No Evidence Assad Used Poison Gas on His People » [4][5]. Ici, il ne s’agit donc pas du ministre syrien de la Défense, mais du ministre américain.

Monsieur le Président,

Dès le 10 décembre 2012, c’est-à-dire avant l’attaque au gaz sarin suggérée par les employeurs des groupes terroristes contre Khan al-Assal le 19 mars 2013, nous avions prévenu, par un courrier officiel de référence A/67/628, que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient lancé une campagne prétendant que le gouvernement syrien allait utiliser des armes chimiques. À l’époque, nous avions averti que ces allégations risquaient d’ouvrir la voie à la fourniture d’armes chimiques aux groupes terroristes armés par les gouvernements des États qui les soutiennent, pour ensuite en accuser le gouvernement syrien.

Ce qui s’est passé ces dernières années de Khan al-Assal à la Ghouta, en passant par Kafr Zita, Altamna, Tell Mannas, Khan Cheikhoun et beaucoup d’autres villes et villages, prouve sans aucun doute possible le sérieux de ce contre quoi nous avions mis en garde tout au long de ces 5 à 6 dernières années.

La précipitation des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France à provoquer réunion sur réunion, sur la foi d’informations fabriquées, participe désormais d’une crise profonde dans laquelle ils voudraient mouiller le plus possible les autres membres du Conseil de sécurité.

Depuis 2013, ces trois États ont travaillé à la création d’un énorme éléphant fait de mensonges et de tromperies, au point qu’il circule aujourd’hui dans cette salle et piétine de tout son poids la crédibilité de ce Conseil.

En effet, il semble qu’en appelant à cette dernière réunion, ils cherchaient à soutenir les terroristes et à perturber l’accord conclu par ces derniers avec l’État syrien à Douma. Mais ces États ont tardé quelque peu, car les terroristes voulaient que cette réunion du Conseil de sécurité ait lieu avant qu’ils ne soient obligés de conclure un accord leur imposant de sortir de leurs fiefs et de déposer leurs armes. Ils ont tardé à tenir les promesses faites aux terroristes et il aurait mieux valu qu’ils ne s’exposent pas, une fois plus, à repasser le même disque usé de faux rapports établis par des mercenaires sous « casques blancs », tels que fondés par l’officier de renseignement britannique, James Le Mesurier.

La preuve de leurs mensonges et de leurs allégations préfabriquées est la sortie des habitants de Douma sains et saufs. 170 000 civils sortis sains et saufs, tandis que ces terroristes ont choisi de conclure un accord avec l’État syrien en tant que dernier recours pour eux-mêmes et leurs familles. D’ores et déjà, nombre de bus ont commencé à les transporter, avec leurs familles, vers « Jarablous » à partir du moment où ils ont refusé de régulariser leur situation, alors que la grande majorité des habitants ont préféré se réfugier auprès de l’État et sont restés chez eux.

Aussi, il est désormais prouvé que les campagnes menées par certains États -parmi lesquels des États Membres de ce Conseil- quant à la détérioration de la situation humanitaire dans la Ghouta orientale étaient fausses, comme ce fut le cas pour Alep et ailleurs, où les entrepôts des groupes terroristes se sont révélés bondés de médicaments et de denrées alimentaires, réservés à leurs acolytes et vendus aux civils à des prix exorbitants

À ce stade, ma question est de savoir si la provocation de cette réunion du Conseil de sécurité, par les trois États précités, a pour but de légitimer l’agression israélienne de ce matin contre la Syrie, ou de torpiller l’accord voulu par leurs instruments sur place. Et

ici, je ne peux que remercier la délégation de la Fédération de Russie qui a également appelé à cette réunion en l'intitulant, à juste titre, « Les menaces contre la paix et la sécurité internationales » [6].

Monsieur le Président,

Nous avons porté à l'attention du Conseil de sécurité, de l'OIAC [Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques] et de ce qui était désigné par « Mécanisme d'enquête conjoint » 145 lettres, la dernière en date du 1er avril 2018. 145 lettres et je remercie mon collègue délégué du Kazakhstan pour avoir signalé que vous ne lisez, ni ne répondez à ces courriers.

Des lettres contenant des informations précises sur les produits chimiques toxiques en la possession de groupes terroristes, notamment le chlore et le sarin. Et nous avons averti, à maintes reprises, que ces groupes préparaient les crimes par usage d'armes chimiques contre des Syriens innocents, qu'ils travaillaient par le biais de leur bras médiatique appelés « casques blancs » à fabriquer des preuves, et qu'ils filmaient des mises en scène hollywoodienne dans le but d'accuser le gouvernement syrien, de dresser l'opinion publique contre lui et contre ses alliés, pour ensuite tenir des réunions du Conseil de sécurité, telle celle d'aujourd'hui, afin de créer les prétextes justifiant n'importe quelle agression militaire sur la Syrie.

Il semble, Monsieur le Président, que les réalisateurs de cette œuvre terroriste sanguinolente ont, là aussi, manqué de précision lorsqu'ils ont tissé leurs mensonges. En effet, à chaque épisode de la série concernant le prétendu usage d'armes chimiques par le gouvernement syrien, nous constatons que ces produits n'intoxiquent absolument pas les éléments des groupes armés, que seuls les femmes et les enfants sont touchés, qu'il suffit de les décontaminer à l'eau devant les caméras, que les secouristes n'ont nul besoin de masques de protection et que l'Armée syrienne n'a recours à ces produits, qu'elle ne possède pas, que lorsqu'elle avance vers la victoire. Étrange histoire !

Monsieur le Président,

Face à ce clan féroce dépourvu d'un minimum de crédibilité et qui s'appuie sur des informations fabriquées, diffusées sur les réseaux sociaux par les sympathisants des groupes terroristes armés et de leurs employeurs, je déclare à partir de cette tribune que le gouvernement syrien est prêt à faciliter l'arrivée d'une mission d'enquête de l'OIAC sur le site présumé de l'incident de Douma, le plus vite possible, afin de vérifier ces allégations, tout comme il soutient la demande russe de tenir une audience autour d'une mission d'évaluation de la situation à Raqqa.

En disant que nous accueillons favorablement l'arrivée de cette mission le plus vite possible, nous espérons que notre proposition ne subira pas le sort réservé à celle que nous avions présentée, en premier lieu, à l'ex-Secrétaire général Ban Ki-moon, suite à l'attaque de Khan al-Assal en mars 2013. À l'époque, nous lui avions demandé d'aider le gouvernement syrien à enquêter, immédiatement, sur ce qui s'était passé. Il lui avait fallu 4 mois et 11 jours pour envoyer le Docteur Sellstrom. C'est ainsi que le terme « immédiatement » avait été traduit : 4 mois et 11 jours ! Et le jour où le Docteur Sellstrom est arrivé à Damas pour mener l'enquête à Khan al-Assal, les terroristes sévissant dans la Ghouta ont été chargés d'utiliser de nouveau l'arme chimique. Le Docteur Sellstrom a dû changer de destination pour se rendre dans la Ghouta au lieu de se rendre à Khan al-Assal. Pour votre information, depuis mars 2013 et jusqu'à ce jour, aucune enquête n'a été menée sur ce qui s'est réellement passé à Khan al-Assal.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, nous accusons directement Washington, Paris, Londres, Riyad, Doha et Ankara d'avoir fourni à Daech, au Front al-Nosra, à Jaïch al-Islam, à Faylak al-Rahmane et à des dizaines d'autres groupes terroristes apparentés des produits chimiques toxiques afin de les utiliser contre les civils syriens.

Et nous les accusons d'avoir commis ces massacres et fabriqué des preuves pour accuser injustement le gouvernement syrien d'avoir utilisé des produits chimiques toxiques, afin de préparer le terrain à une agression contre la Syrie, de la même manière dont les États-Unis et la Grande-Bretagne ont procédé pour commettre leur crime d'agression caractérisée contre l'Irak en 2003.

OUI, nous disons aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France qu'en Syrie et en Irak, nous avons vaincu la noirceur absolue du fléau Daech en 3 ans et non en 30 ans, comme ils l'avaient envisagé pour réussir à saper la stabilité de la région.

OUI, nous disons aujourd'hui à la Saoudie que nous avons vaincu son bras terroriste dans la Ghouta orientale et je parle des gangs de Jaïch al-Islam.

OUI, nous disons au Qatar et à la Turquie que nous avons vaincu leurs deux bras terroristes dans la Gouta orientale et je parle du Front al-Nosra et de Faylak al-Rahmane.

Et je dis à tous ceux qui nous ont exporté une opposition armée, génétiquement modifiée en opposition modérée, que nous avons vaincu leurs exportations empoisonnées. Nous appelons ces exportateurs à supporter les conséquences du retour de

certains survivants dans leurs territoires d'origine. Finalement, le problème est simple : restent toujours, à nos frontières avec la Turquie et avec Israël au Golan, des dizaines de milliers de bons terroristes modérés, avec leurs armes légères, leurs barbes longues, leurs étendards noirs et leurs casques blancs… À qui voudrait les adopter de s'adresser à leurs employeurs. Ils sont prêts à partir se réfugier en Europe et en Occident.

Monsieur le Président, La République arabe syrienne réaffirme qu'elle ne dispose d'aucune arme chimique, quelle qu'elle soit, y compris le chlore toxique, et qu'elle réitère sa condamnation de l'usage d'armes chimiques en tout lieu, à n'importe quel moment et en toutes circonstances ; tout comme elle réaffirme sa volonté de coopération illimitée avec l'OIAC afin de s'acquitter de ses obligations inscrites dans la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, de leur stockage ainsi que de leur utilisation.

Pour finir Monsieur le Président,

Le Centre russe de Réconciliation en Syrie a annoncé, aujourd'hui, que les investigations menées par des experts militaires russes dans la ville de Douma ont prouvé l'absence de toute trace témoignant de l'utilisation d'armes chimiques. Et les analyses portant sur les malades hospitalisés dans cette même ville, menées par des médecins militaires russes, n'ont révélé aucune anomalie en faveur de leur exposition à une substance toxique. Autrement dit, tout ce à quoi nous assistons est un genre de cinéma hollywoodien.

Dr Bachar al-Jaafari

Délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies

https://www.legrandsoir.info/syrie-reponse-aux-allegations-concernant-l-usage-de-gaz-toxique-a-douma.html

- La Russie accuse le Royaume-Uni d'être mêlé à l'affaire de la Ghouta - Réseau Voltaire 13 avril 2018

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dénoncé le rôle d'un service secret occidental russophobe dans la mise en scène des Casques blancs d'une prétendue attaque chimique dans la Ghouta.

Le porte-parole de l'armée russe, Igor Konachenkov, a quant à lui directement mis en cause le Royaume-Uni.

Ces déclarations interviennent alors qu'un nouveau témoignage devrait être rendu public par la Syrie sur cette affaire. Réseau Voltaire 13 avril 2018

- La Défense russe dit avoir des preuves de l'implication UK dans la provocation à Douma - fr.sputniknews.com 13.04

Le ministère russe de la Défense a des preuves que le Royaume-Uni a participé directement à la provocation dans la Ghouta orientale en Syrie, a déclaré son porte-parole, Igor Konachenkov.

Londres a pris part à l'organisation de la provocation utilisant une prétendue attaque chimique dans la ville syrienne de Douma, a déclaré ce vendredi le porte-parole du ministre russe de la Défense, Igor Konachenkov.

«Aujourd'hui le ministère russe de la Défense dispose d'autres preuves qui confirment que le Royaume-Uni a participé directement à l'organisation de cette provocation dans la Ghouta orientale», a indiqué M.Konachenkov.

Le porte-parole de la Défense russe a ajouté que Londres avait exercé des pressions sur les représentants des «Casques blancs» pour mener à bien une provocation en Syrie.

«Nous savons que du 3 au 6 avril les représentants des soi-disant "Casques blancs" ont fait face à une forte pression imposée notamment par Londres pour effectuer au plus vite une provocation préparée à l'avance», a souligné Igor Konachenkov.

D'après lui, on a dit aux «Casques blancs» que c'était notamment du 3 au 6 avril que les radicaux du groupe Jaych al-Islam allaient mener une série de tirs d'artillerie puissants ce qui provoquerait une riposte de la part des troupes gouvernementales. Alors, les «Casques blancs» devraient exploiter la situation pour organiser la provocation avec des armes chimiques. fr.sputniknews.com 13.04

- Vidéo. Les témoignages qui infirment l'accusation des Casques blancs

La Russie et la télévision syrienne viennent de diffuser ces témoignages qui contredisent les accusations des Casques blancs sur

une attaque chimique dans la Ghouta, le 8 avril 2018.

https://www.youtube.com/watch?v=3lcEqfUAiz0

- L'armée syrienne dit avoir découvert un laboratoire de substances chimiques près de Damas - fr.sputniknews.com 13.04

Un laboratoire de fabrication de substances chimiques appartenant aux radicaux a été découvert par l'armée syrienne dans une banlieue de Damas, rapporte l'agence Sana, se référant à une source militaire.

L'armée syrienne a découvert un laboratoire où des radicaux produisaient des substances toxiques, rapporte l'agence Sana, citant une source militaire. Il se trouve dans l'agglomération d'Aftaris, dans la Ghouta orientale.

«Lors des opérations de ratissage d'Aftaris, dans la Ghouta orientale, a été découvert un laboratoire des terroristes […] aménagé pour la production de tous les types de substances chimiques. Différents équipements nécessaires à leur fabrication et au mélange des poudres utilisées dans des armes interdites y ont été découverts», informe la source. fr.sputniknews.com 13.04

- Syrie : « Il faudrait qu'Emmanuel Macron nous dise quelles sont ses preuves », estime Longuet - Publicsenat.fr 12.04

Le président de la République a assuré qu'il détenait des « preuves » de l'usage d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad la semaine dernière en Syrie. « Ce serait bien qu'elles soient totalement probantes », a réagi le sénateur LR de la Meuse Gérard Longuet. Publicsenat.fr 12.04

- Des inspecteurs de l'OIAC en Syrie dès jeudi - Reuters 12 avril 2018

Deux équipes d'inspecteurs appartenant à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) doivent arriver jeudi et vendredi en Syrie pour enquêter sur l'attaque chimique que le régime de Damas est accusé d'avoir menée à Douma, a annoncé l'ambassadeur syrien aux Nations unies, Bachar al Jaafari.

Le déplacement a été confirmé par l'OIAC, qui a annoncé que ses inspecteurs étaient en route pour la Syrie et qu'ils se mettraient au travail dès samedi.

"Ces deux groupes arriveront séparément en Syrie, jeudi, aujourd'hui, ainsi que demain, vendredi", a déclaré Bachar al Jaafari.

"Nous sommes disposés à les escorter où ils le voudront chaque fois qu'ils le voudront, quand ils le voudront", a-t-il ajouté.

"L'OIAC a adressé quatre passeports à l'ambassade syrienne à Bruxelles. Les visas ont immédiatement été octroyés", a dit le diplomate précisant que le gouvernement syrien était prêt à accorder des visas à des inspecteurs situés au Liban voisin. Reuters 12 avril 2018

- Trump et Macron entretiennent le flou sur des frappes en Syrie - AFP 12.04

Donald Trump lancera une attaque "très bientôt ou pas si tôt que cela", Emmanuel Macron se décidera "en temps voulu": les Occidentaux entretenaient le flou jeudi sur leur riposte à l'attaque chimique présumée dans la Ghouta orientale.

Après avoir provoqué une montée de tensions en demandant à la Russie mercredi de se "tenir prête" à des frappes contre son allié syrien, Donald Trump a semblé temporiser.

En France, le président Emmanuel Macron a également relativisé l'urgence d'une réaction, après avoir évoqué mardi une annonce "dans les prochains jours".

"Nous aurons des décisions à prendre en temps voulu, quand nous le jugerons le plus utile et le plus efficace", a-t-il dit sur la chaîne de télévision TF1.

Sur le fond, il est cependant resté ferme dans ses accusations, disant avoir "la preuve" que "des armes chimiques ont été utilisées, au moins du chlore, et qu'elles ont été utilisées par le régime de Bachar al-Assad".

La Russie a dénoncé un "prétexte" utilisé pour lancer une opération militaire contre son allié, son ambassadeur au Liban avertissant qu'elle abattrait tout missile lancé contre la Syrie.

La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a ainsi appelé les Occidentaux à "réfléchir sérieusement aux conséquences" de leurs menaces de frapper la Syrie, tout en assurant que Moscou ne voulait pas d'"escalade".

"Personne n'a donné le droit aux dirigeants occidentaux de s'attribuer le rôle de gendarmes du monde, à la fois d'enquêteur, de procureur, de juge et de bourreau", a-t-elle dit.

L'armée russe, qui intervient depuis septembre 2015 en soutien aux forces gouvernementales, a en outre annoncé jeudi que le drapeau du gouvernement syrien flottait sur la ville de Douma, marquant la reprise par le régime du contrôle de "la totalité de la Ghouta orientale". AFP 12.04

Cela les rend fou de rage et de se venger en bombardant la Syrie.

En complément. L'affaire Skripal.

- Skripal: L'OIAC confirme les conclusions de Londres sur le poison utilisé - Reuters 12 avril 2018

L'OIAC, qui a prélevé à la demande de la Grande-Bretagne des échantillons de l'agent neurotoxique retrouvé à Salisbury, confirme dans un document les conclusions des enquêteurs britanniques sans toutefois citer nommément le Novitchok.

L'OIAC se garde toutefois d'accuser qui que ce soit.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a également souligné que des experts russes devaient avoir accès aux travaux de l'OIAC pour se prononcer. Il y a tout lieu de croire, a-t-elle cependant ajouté, qu'on assiste à une nouvelle tentative, de la part de Londres, de discréditer la Russie.

Début avril, le chef du laboratoire militaire britannique de Porton Down a déclaré qu'il n'avait pas été capable d'établir si le Novitchok utilisé contre les Skripal avait été produit en Russie. Reuters 12 avril 2018

- La Russie doute de la sincérité du refus de Ioulia Skripal - Reuters12 avril 2018

L'ambassade de Russie à Londres a exprimé jeudi ses doutes après le refus par Ioulia Skripal, fille d'un ancien espion russe empoisonnée par un agent neurotoxique en Angleterre début mars, de l'aide que lui proposait la représentation diplomatique russe en Grande-Bretagne.

L'ambassade a demandé à plusieurs reprises de bénéficier d'un accès consulaire à Ioulia Skripal, victime avec son père Sergueï d'une attaque menée à l'aide d'un gaz innervant dans la ville de Salisbury le 4 mars.

L'ambassade accuse les autorités britanniques d'avoir enlevé la ressortissante russe et doute que le refus exprimé par la jeune femme de 33 ans, mercredi soir dans un communiqué, soit sincère.

"Le texte (du communiqué) a été rédigé de façon à soutenir la position officielle des autorités britanniques et en même temps d'empêcher Ioulia d'avoir des contacts avec le monde extérieur - diplomates, journalistes et même ses proches", indique l'ambassade de Russie.

"Pour résumer, ce document ne fait que renforcer les soupçons que nous avons d'un isolement forcé des citoyens russes", ajoute la représentation diplomatique.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a invité jeudi Londres à prouver que les Skripal ne sont pas retenus en otage car, dit-elle, à part les autorités britanniques, personne les a vus depuis plus d'un mois, ce qui contraste avec le cas d'Alexandre Litvinenko dont une photo avait été diffusée après son empoisonnement au polonium. Reuters 12 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Macro(n)céphalie aiguë

Les principales déclarations d'Emmanuel Macron sur TF1 - AFP 12 avril 2018

Voici les principales déclarations du président Emmanuel Macron jeudi sur TF1:

"ALLER AU BOUT"

"Il faut aller au bout".

"Les difficultés ne m'arrêtent pas (...) Le fait qu'il y ait des Français parfois pas contents ne m'arrête pas".

"Nous avons immensément à faire parce que notre pays doit reconstruire les 50 prochaines années de progrès".

PRÉSIDENT "DE TOUS LES FRANÇAIS"

"Je suis le président de tous les Français (...) Les riches, ils n'ont pas besoin d'un président, ils se débrouillent très bien tout seuls".

"Etre président de tous les Français, ce n'est pas montrer du doigt une catégorie".

"On n'abandonne pas du tout la ruralité". La dotation des communes ne "baisse pas d'un centime".

"J'ECOUTE"

"Je ne suis pas toute la journée enfermé à l'Élysée, je me déplace et je vais toujours au contact. On m'écrit beaucoup, je lis et j'entends, j'écoute".

"Il y a des inquiétudes, elles sont légitimes et moi je les entends".

"PINCÉES DE SEL"

"Ce n'est pas des pincées de sel ou de poivre, la politique aujourd'hui. C'est pas "faudrait être plus social, moins social"".

"La France, c'est une maison". "Les murs de la maison pour moi c'est libérer, protéger et unir".

CORDE ET CORDÉE

"Quand je dis "premier de cordée", il y a une corde, et j'ai demandé à plusieurs reprises, (à) ceux qui réussissent (...) qu'ils aident le pays (...) en investissant ici, en embauchant ici, et qu'ils tirent le reste de la cordée".

"Ca fait au fond 30 ans qu'on dit "pour être juste, faut empêcher ceux qui sont en haut de la cordée d'avancer trop vite". Si on est tous au même niveau, la cordée tombe. Et il y en a d'autres qui pensent que, pour que la cordée tienne, il suffit que le premier galope. Non. La cordée, elle n'avance qu'à la vitesse de la corde (...) Ce que je veux, c'est qu'on redevienne un pays de progrès pour tous".

"PREUVE" EN SYRIE

"Nous avons la preuve que la semaine dernière (...) des armes chimiques ont été utilisées, au moins du chlore, et qu'elles ont été utilisées par le régime de Bachar al-Assad".

"Nous aurons des décisions à prendre en temps voulu, quand nous le jugerons le plus utile et le plus efficace".

"En aucun cas, la France ne laissera une escalade se faire ou quoi que ce soit qui puisse endommager la stabilité de la région".

SNCF "A 100%" PUBLIQUE

"Aller au bout, parce que nous devons faire cette réforme. Elle est indispensable et il y a une hypocrisie collective à ne pas le faire".

"Ce sera une entreprise publique à capitaux 100% publics mais qui va se réorganiser (...) Ce sera dans la loi".

Evoquant son grand-père cheminot: "je ne peux pas vous dire que j'ai du mépris ou que je considère que ce soit des privilégiés,

ce n'est pas vrai. Parce que je sais aussi les horaires que certains font, les contraintes qui sont liées à une entreprise de transport".

La dette "sera pour partie progressivement reprise" par l'Etat. "L'Etat va, dès le début, en reprendre une partie".

"Je respecte les syndicats et ils ont leur place dans le dialogue social et donc ils défendent des intérêts légitimes qui sont ceux de leurs salariés. Je leur dis juste "n'ayez pas de craintes illégitimes"".

RETRAITES: "JE LEUR DIS MERCI"

"J'ai demandé un effort aux personnes retraitées et à une partie d'entre elles, aux 60% qui paient la CSG au taux normal, et je veux m'expliquer. Mais d'abord, je veux dire une chose: je leur dis merci".

"Je n'ai jamais pris un retraité pour un portefeuille".

FIN DE LA TAXE D'HABITATION POUR TOUS

Les communes "sont déjà remboursées par l'État, à l'euro-l'euro".

"Je souhaite que ça puisse être la totalité" des Français qui bénéficient de la suppression de la taxe d'habitation "parce que si un impôt n'est pas bon pour 80% des Français, il est pas bon pour tous".

"L'ISLAMISME N'EST PAS L'ISLAM"

"Il y a des mosquées ou des gens qui ne respectent pas les lois de la République, prêchent des choses qui ne sont pas conformes aux lois de la République et conduisent à la violence. Celles-ci seront fermées".

"L'extrémisme, le fondamentalisme religieux (...) c'est un problème dans notre pays" mais "il ne faut pas confondre ce problème avec tous nos concitoyens qui croient dans l'islam. Ce serait une erreur profonde".

"Ce fondamentalisme-là, cet islam radical (...), cet islamisme, ce n'est pas l'islam".

"Je veux que le financement étranger soit organisé sous le contrôle de l'État et transparent. Je ne veux plus de mosquées qui s'ouvrent avec des financements cachés".

ROUTES: "RESTER CALME"

"Notre sang s'est échauffé sur cette affaire".

"Ca ne mérite pas parfois les coups de sang qu'on a eus (...) Si dans deux ans ça ne marche pas, on arrêtera partout (...) et on adaptera selon les territoires".

"Tout l'argent qui sera prélevé sur ces routes, on le mettra (...) pour les hôpitaux qui soignent, guérissent les blessés de la route".

INTÉRESSEMENT SANS CHARGES

"Toutes les entreprises jusqu'à 250 salariés pourront distribuer de l'intéressement, il n'y aura plus aucune charge et impôt".

NDDL: L'EVACUABLE "ÉVACUÉ"

"L'opération est arrivée à un point où tout ce était évacuable a été évacué".

UNIVERSITÉS: DES "AGITATEURS PROFESSIONNELS"

"Ce ne sont pas des étudiants mais ce sont des agitateurs professionnels, les professionnels du désordre, dont parlait Michel Audiard, (qui) doivent comprendre que nous sommes dans un Etat d'ordre".

"Il n'y aura pas d'examen en chocolat". AFP 12 avril 2018

Réaction des représentants institutionnels.

- Interview d'Emmanuel Macron sur TF1 : les premières réactions politiques - AFP 12 avril 2018

Après l'interview du président Emmanuel Macron sur TF1, voici les premières réactions politiques :

- Olivier Faure, premier secrétaire du PS : "quels que soient les reproches qui lui sont faits, le président n'entend pas changer quoi que ce soit. Il parle beaucoup, il n'entend pas beaucoup et, en réalité, il fait ce qu'il veut seul. Il y a un point sur lequel il a raison: les riches n'ont pas besoin d'un président. La vérité, c'est que, malgré tout, ils en ont un" (BFMTV)

- Pierre Laurent, secrétaire général du PCF : "Une heure d'interview dans une salle de classe pour expliquer aux Français, sur un ton professoral et condescendant, qu'il ne changerait rien à sa politique. Telle est la seule leçon à retenir de l'interview présidentielle (...) Il ne voit ni n'entend rien des mouvements sociaux en cours" (communiqué)

- Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France : "Emmanuel Macron s'est livré à un interminable exercice d'autosatisfaction (...) Il a enchaîné "en même temps" la "câlino-thérapie" et les fins de non-recevoir aux demandes des Français et n'aura fait aucune nouvelle annonce qui prenne en compte les souffrances que sa politique provoque à nos concitoyens, se contentant d?étaler de la pommade sur les plaies qu'il a lui-même écorchées" (communiqué)

- Jean-Luc Mélenchon (La France Insoumise) : "Macron soliloque: un catéchisme hors-sol" (Twitter). "Derrière Trump, #Macron s'en va en guerre. Une erreur tragique pour la France" (Twitter)

- Lydia Guirous, porte-parole des Républicains : "Macron sur TF1 c'est un peu "Rendez-vous en terre inconnue"... A la découverte du pays qu'il préside... Bienvenue en France Monsieur le Président!" (Twitter)

- Florian Philippot, président des Patriotes : "L'autosatisfaction du président est à son comble (...) mais il est dans l'enfumage permanent et prétend être le président de tous les Français, quel cynisme quand on sait le fond de la politique menée. Emmanuel Macron s'enferme en réalité dans une vision technocratique".(communiqué)

- Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat : "Le président de la République est venu dire aux Français qu'il avait raison sur tout, qu'il savait tout et que les Français inquiets ne comprenaient rien. Il ne changera rien. Dans une salle de classe, il les a pris pour des enfants". (communiqué)

- Eric Coquerel (La France Insoumise) : "Emmanuel Macron peut nous répéter ce que disent ses ministres à longueur de séance, il est toujours le président des riches. Il a consacré à peine deux minutes aux étudiants pour faire du chantage aux examens". (Twitter)

- Christophe Castaner, délégué général de La République en Marche : "Hauteur de vue et réponses aux préoccupations des Français : passionnante interview du Président de la République". (Twitter)

- Richard Ferrand, patron des députés LREM : "Emmanuel Macron fait preuve d'une volonté sans faille, pour que le pays se transforme et que le quotidien de tous les Français s'améliore. Il peut compter sur les députés @LaREM_AN unis et déterminés dans l'action". (Twitter)

- Clémentine Autain, députée LFI : "Une salle de classe pour nous délivrer des contes pour enfants, c'était bien choisi. Un discours lénifiant, aucune annonce concrète". (BFMTV) AFP 12 avril 2018

Clémentine Autain espérait une "annonce concrète" de Macron, décidément, c'est bien son président !

Réaction des médias aux ordres.

- "Macron le maître d'école" fait de la pédagogie sans rien céder, juge la presse - AFP 13 avril 2018

"Pédagogue" mais "droit dans ses bottes" en pleine grogne sociale: c'est ainsi qu'Emmanuel Macron est apparu à la presse durant son intervention télévisée de jeudi dans une école de l'Orne.

"Macron le maître d'école", titre Le Parisien. "Au cours de cet exercice de "pédagogie", le maître ne changera pas son programme mais son style", "moins "techno", plus empathique", relève Myriam Encaoua.

Pour Libération, "c'est un président qui fait non, non, non, non, non...". "Emmanuel Macron a répondu aux demandes, aux revendications, aux protestations, non par des concessions, mais par de la communication politique stricto sensu",

analyse Laurent Joffrin dans son éditorial.

"Le professeur Macron, pédagogue, méthodique et précis, avait à coeur de montrer aux Français la justesse et la pertinence des réformes entreprises depuis le début de son quinquennat", juge dans Le Figaro Vincent Trémolet de Villers. "S'il n'a pas été avare de remerciements et de regards compatissants, il a très peu cédé."

"C'est l'enjeu pour Macron : dès lors qu'il ne veut pas céder un pouce sur les réformes, il espère limiter les blocages en convainquant qu'elles sont faites dans l'intérêt de tous", explique Cécile Cornudet dans Les Echos.

Peine perdue pour L'Humanité. "En dépit de l'aménité de celui qui l'interrogeait, il n'a pas eu un geste pour la France populaire", dénonce Patrick Apel-Muller.

"SNCF, CSG, limitation de vitesse, ruralité : c'est un fait, sur tous ces sujets de tension, Emmanuel Macron a tenu bon, quitte à concéder ici et là quelques aménagements à la marge", constate Nicolas Beytout dans L'Opinion.

Pour Dominique Jung des Dernières Nouvelles d'Alsace, "la bifurcation n'est pas dans les habitudes d?Emmanuel Macron. Ni le louvoiement. Ni la négociation si elle doit dévitaliser le projet initial".

"Droit dans ses bottes, calé sur ses rails, le chef de l'État ne cédera rien aux cheminots en grève pas plus qu'aux retraités ponctionnés par la CSG", note Denis Daumin dans La Nouvelle République du Centre ouest.

"Grève ou pas grève, le train Macron est lancé à pleine vitesse. Vouloir le ralentir, c'est peine perdue", résume Bruno Dumortier dans L'Est Eclair. AFP 13 avril 2018

En complément

Liberation - «Les gens qui, aujourd'hui, manifestent […] sont des gens qui occupent illégalement des territoires publics ou privés. Ils n'ont plus de raison de le faire, il n'y aura pas d'aéroport. Donc, depuis le début de la semaine, […] on rétablit l'ordre républicain. L'opération est arrivée à un point où tout ce qui était évacuable a été évacué.» Liberation.fr13 avril 2018

- Macron fustige "les professionnels du désordre" dans les universités - Reuters

- Macron prévient les étudiants: "Pas d'examen en chocolat" - Reuters

«Qu'il y ait du débat, c'est une bonne chose. Dans beaucoup d'universités occupées, ce ne sont pas des étudiants mais des agitateurs professionnels, des professionnels du désordre. Les étudiants doivent comprendre une chose : s'ils veulent avoir leurs examens en fin d'année, ils doivent réviser. Car il n'y aura pas d'examens en chocolat dans la République.» Liberation.fr 13 avril 2018

- Macron : «n'ayez pas de craintes illégitimes» - Liberation.fr 13 avril 2018

«Aller au bout, oui, parce que nous devons faire cette réforme. On a besoin d'un chemin de fer français fort. La réforme va le renforcer. Ce sera une entreprise publique à capitaux 100 % publics. Ce sera dans la loi. […] La dette sera progressivement reprise, au fur et à mesure que les réformes se feront. […] Je dis aux syndicats : n'ayez pas de craintes illégitimes.» Liberation.fr 13 avril 2018

- "Il y a des inquiétudes. Elles sont légitimes et je les entends", a-t-il assuré à Jean-Pierre Pernaut - AFP 12 avril 2018

La réponse.

- Macron à TF1 : un Français au courant sur deux l'a trouvé convaincant - AFP 14.04

L'impact de l'interview d'Emmanuel Macron à TF1 semble mitigé, avec un Français qui l'a vu ou en a entendu parler sur deux qui l'a trouvé convaincant et autant d'un avis contraire, selon un sondage Odoxa diffusé vendredi. AFP 14.04

- L'image d'Emmanuel Macron s'est dégradée après son interview sur TF1, selon un sondage - Franceinfo 14.04

52% des Français ayant vu l'interview d'Emmanuel Macron jeudi sur TF1, ou qui en ont entendu parler, n'ont pas trouvé le président convaincant, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo publié vendredi. Franceinfo 14.04

- Des cheminots tout aussi déterminés que le Président - Liberation.fr

- La Gare du Nord passe à la grève reconductible 7 jours sur 7 - Liberation.fr 13.04

La gare du Nord fait sécession en décidant de sortir du calendrier de grèves perlées qui avait été décidé par les organisations syndicales. Liberation.fr 13.04

- A Montparnasse, les agents de nettoyage solidaires des cheminots - Liberation.fr 13.04

Dans la gare parisienne, les «gilets bleus», employés par des sous-traitants de la SNCF et souvent plus précaires que leurs «collègues», appuient la contestation. Liberation.fr 13.04

Et les briseurs de grèves...

- SNCF: le trafic encore perturbé samedi, les syndicats veulent "des négociations approfondies" - AFP 13.04

L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT a demandé vendredi dans un communiqué "l'arrêt du processus législatif en cours" pour réformer la SNCF et "l'ouverture de négociations approfondies", appelant les cheminots à "amplifier" la mobilisation.

Plusieurs caisses de grève ont été ouvertes pour soutenir les cheminots, dont une, lancée par une trentaine d'intellectuels a recueilli plus de 730.000 euros.

Le taux de grévistes s'établissait dans la matinée à 22,5%, selon la SNCF. Ce taux atteignait 38% pour les personnels indispensables à la circulation des trains, avec 66% des conducteurs, 60% des contrôleurs et 29% des aiguilleurs grévistes. Des chiffres tous en baisse. AFP 13.04

- A Tolbiac, rien ne bouge - Liberation.fr 13.04

Alors que le préfet s’est opposé à la manière forte pour lever le blocage de la fac, les étudiants restent mobilisés. Liberation.fr 13.04

- La Sorbonne: empêchés de tenir leur AG, les étudiants décident en direct d'occuper l'établissement - Le HuffPost 13.04

La grogne continue chez les étudiants. Ce jeudi 12 avril, ce sont ceux de la Sorbonne qui ont décidé de se réunir en assemblée générale avec plusieurs autres établissements, pour se mobiliser contre la sélection à l'entrée des universités. Mais depuis 16 heures, plusieurs CRS bloquent l'entrée de la faculté.

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête de l'article, Le HuffPost s'est rendu sur place et a pu filmer en direct le communiqué lu à l'oral par les élèves, qui ont décidé, face à la répression policière, mais aussi au refus du rectorat de laisser entrer les 300 personnes dehors, d'occuper les locaux jusqu'à nouvel ordre.

Les étudiants ont finalement étaient évacués de la Sorbonne dans la soirée par les forces de l'ordre. Le HuffPost 13.04

- La Tour Eiffel fermée ce vendredi en raison d'un mouvement social - AFP 13.04

La Tour Eiffel est fermée au public ce vendredi en raison d'un arrêt de travail du personnel de l'entreprise chargée de la sécurité, a annoncé la Société d'exploitation du monument parisien dans un communiqué. AFP 13.04

Un dernier complément

- Tarnac: dix ans après, Julien Coupat et Yildune Lévy relaxés - Liberation.fr 13.04

Le tribunal correctionnel de Paris a prononcé une relaxe quasi générale dans l’affaire dite de Tarnac. Liberation.fr

Populisme. Notre ennemi, il n'est pas à Bruxelles, mais à l'Elysée, à Matignon, à l'Assemblée nationale, à la Bourse.

- Les Insoumis, Podemos et le Bloc de gauche lancent un mouvement européen - Le Parisien 13 avril 2018

La France insoumise, Podemos et le Bloc de gauche (Bloco de Esquerda), représentants de la gauche radicale en France,

en Espagne et au Portugal, ont annoncé jeudi à Lisbonne le lancement d'un mouvement européen commun.

L'ancien candidat à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, Pablo Iglesias (secrétaire général de Podemos) et Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de gauche, ont signé un manifeste intitulé «Maintenant le Peuple ! Pour une révolution citoyenne en Europe».

«L'heure est arrivée de rompre avec le carcan des traités européens qui imposent l'austérité et favorisent le dumping fiscal et social. L'heure est arrivée que ceux qui croient en la démocratie franchissent une nouvelle étape pour rompre cette spirale inacceptable», écrivent-ils.

« Nous lançons un appel aux peuples d'Europe pour qu'ils s'unissent sur la tâche qui consiste à construire un mouvement politique international, populaire et démocratique pour organiser la défense de nos droits et la souveraineté de nos peuples face à un ordre ancien, injuste et en échec qui nous emmène droit au désastre », poursuivent-ils. «Nous en avons assez d'espérer. Nous en avons assez de croire ceux qui nous gouvernent depuis Berlin et depuis Bruxelles. Nous mettons la main à l'ouvrage pour construire un nouveau projet d'organisation pour l'Europe. Une organisation démocratique, juste et équitable qui respecte la souveraineté des peuples », affirment-ils encore.

Hamon et Varoufakis ont aussi créé leur mouvement

Les trois formations politiques lancent cette initiative quelques semaines après que l'ancien ministre des Finances grec Yanis Varoufakis et l'ex-candidat à la présidentielle socialiste Benoît Hamon ont invité les gauches européennes à unir leurs forces pour promouvoir une Europe qui rompe avec l'austérité.

Interrogé vendredi matin par la revue Regards, sur ce qui le sépare de Jean-Luc Mélenchon, Yanis Varoufakis a répondu que leur principal point de désaccord concernait la « stratégie » et la « tactique ». « Nous sommes de fervents défenseurs du plan A. Nous avons besoin d'un plan A pour l'Europe (...) Jean-Luc se concentre sur le plan B, sur ce qui se passerait si l'Union européenne disparaissait », a-t-il expliqué. Le Parisien avec AFP 13 avril 2018

Il a raison d'employer le conditionnel s'agissant d'une déclaration sans lendemain ou qui ne coûte rien, surtout après l'avoir contredite à de nombreuses reprises dans le passé.

Il y a ceux qui désignent aux peuples un ennemi ou en fabrique un si besoin est, le communisme, l'URSS, les talibans, les terroristes d'Al-Qaïda ou de Daesh, la Russie, vous pouvez ajouter à un autre niveau les racistes, les xénophobes, les homophobes, les hommes, les chômeurs, les jeunes, les vieux, les malades, les conservateurs, l'extrême gauche, etc. mais aussi le sel, le sucre, le pinard, la drogue, etc. mais pas l'argent, le profit, les armes, les écrans, les jeux vidéos, les réseaux numériques, les médias...

Et il y a ceux qui désignent aux peuples un ennemi ou en fabrique un si besoin est, l'UE par exemple à défaut d'affronter Macron et les institutions de la Ve République, le Medef, l'oligarchie, le capitalisme...

Haut de page

Le 15 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (5 pages)

Comme je m'y attendais non sans une certaine angoisse tout de même, les frappes contre la Syrie par le gang de Washington, Paris et Londres ont été symboliques, parce que la fin de la partie était déjà sifflée entre les Américains et les Russes, confirmant en partie l'analyse qui avait été fournie par Thierry Meyssan (Réseau Voltaire).

A ce propos, j'ai adressé hier un courriel à Damas en solidarité avec le peuple syrien.

A la suite de l'Etat sioniste, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne sont devenus officiellement des Etats terroristes.

Vous voulez vous payer une bonne tranche de fou rire pour vous détendre un peu, lisez donc le rapport que le gouvernement français a pondu sur la soi-disant attaque chimique de la Ghouta en Syrie qu'il a imputé au gouvernement syrien, le plus sérieusement du monde, il repose sur des documents circulant sur Internet sans en fournir les origines, délirant, et c'est tout ce qu'il

a trouvé en guise de preuve. Extrait :

- "*Les services français ont procédé à l'analyse des témoignages, photos et vidéos apparus spontanément sur les sites spécialisés, dans la presse et les réseaux sociaux dans les heures et jours qui ont suivi l'attaque*", ceux des barbares, ou encore "*Les experts français ont analysé les symptômes identifiables sur les images et vidéos rendues publiques*" par les mêmes barbares, édifiant !

- Télécharger ce rapport de 8 pages

Ce rapport a été décrypté par le blog Les-Crises.fr :

- L'article Les-Crises.fr

Ils osent tout, c'était un constat, un diagnostic, c'était prévisible.

Souvenez-vous.

Nous avons affirmé dans de nombreuses causeries, qu'ils avaient l'intention d'instaurer un nouvel ordre mondial qui prendrait la forme et le contenu d'une monarchie absolue, nous y sommes.

On est retourné à l'Ancien Régime quand le monarque disposait du droit de vie ou de mort sur ces sujets sans autre formalité, sans s'embarrasser de lois et sans avoir de compte à ne rendre à personne. Quoi d'étonnant à ce que l'absolutisme s'empare du politique, puisque l'économie y était déjà soumis depuis des décennies.

A partir du moment où le principe de la loi du plus fort est légitime, la notion de droit disparaît, ce qui confirme que s'en réclamer était désuet puisqu'il reposait sur une base faussée d'avance au profit de celui qui détenait le pouvoir. Il en va ainsi du droit international cher aux intellectuels petits bourgeois ou aux classes moyennes.

On se retrouve confronté à une situation où le fait du prince ou l'arbitraire le plus total a valeur de loi ou principe suprême, tandis que les esclaves que nous sommes ne disposent d'aucun pouvoir pour s'y opposer, hormis celui de se soulever pour le renverser, donc la question est à l'ordre du jour.

Le pouvoir discrétionnaire que le monarque s'octroie est sans limite, puisqu'à notre insu il peut nous entraîner dans une guerre. Il n'a pas besoin de l'aval du Parlement, puisque la Constitution de la Ve République lui octroie ce pouvoir exorbitant. Donc l'abolition de la Constitution de la Ve République est également à l'ordre du jour.

Je m'excuse d'avoir eu raison un peu trop tôt peut-être, cela se discute.

On pouvait estimer qu'il était trop tôt pour avancer ce mot d'ordre ou sur cet axe politique, quand on ne comprenait pas que l'évolution de la situation tendait inéluctablement vers le totalitarisme, de nombreux signes permettait de confirmer cette orientation, mais on n'a pas souhaité en tenir compte, comme tant d'autres choses d'ailleurs, hélas ! Cela découlait logiquement du développement de la crise du capitalisme qu'on a évoqué à tort et à travers pour finalement passer à côté de l'essentiel. Donc la liquidation du capitalisme est aussi à l'ordre du jour.

Lu dans le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs.

- "*à l'heure où le gouvernement, plein de mépris et d'arrogance vis-à-vis des syndicats, exige d'eux qu'ils se plient à une concertation qui n'est rien d'autre que la vieille recette de l'association capital-travail*".

Ils s'y plient volontiers. Comme si le gouvernement avait vraiment besoin de leur forcer la main, ce sont eux qui sont demandeurs. Rappel (causerie d'hier) :

- L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT a demandé vendredi dans un communiqué "l'ouverture de négociations approfondies". (AFP 13.04)

D. Gluckstein ignorerait-il la véritable nature des appareils des syndicats ?

Quand j'affirme que les dirigeants trotskystes (POID, POI, NPA, LO) n'ont jamais cessé de ménager ces agents du capital, je n'invente rien.

Et qui fait l'amalgame entre les dirigeants syndicaux vendus et les militants syndicaux qui sincèrement combattent au côté des travailleurs ? Certainement pas moi. Qui colporte des illusions sur leurs réelles intentions auprès des militants et travailleurs ? Certainement pas moi.

Question à mes camarades trotskystes : Quelle en est la signification politique ?

De quel pays s'agit-il ?

- Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). ont estimé dans un rapport (...) que si les opérations de vote s'étaient déroulées dans des conditions satisfaisantes, la capacité des électeurs à voter en connaissance de cause avait en revanche été entravée par la "rhétorique xénophobe" ambiante et la "partialité des médias".

De quel pays s'agit-il ? De la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Etats-Unis ?

Réponse : Non, de la Hongrie qui est dans le collimateur de Washington et Bruxelles. (source AFP 14 avril 2018)

L'Agence Française de propagande est devenue la pire agence de presse en matière de fake news.

Reuters 14 avril 2018 - Plusieurs milliers de personnes ont défilé samedi à Budapest contre ce que les organisateurs de la manifestation ont qualifié de système électoral injuste qui donne au Premier ministre Viktor Orban une large victoire au parlement après les élections législatives.

AFP 14 avril 2018 - Des dizaines de milliers de Hongrois ont manifesté samedi à Budapest pour protester contre la réélection du Premier ministre Viktor Orban, l'accusant d'avoir faussé le vote il y a une semaine, selon des journalistes de l'AFP.

Pourquoi pas des centaines de milliers ou des millions pendant qu'ils y sont !

Dossier sur la Syrie.

Voilà ce qui les rend fou de rage.

- Syrie: l'armée annonce la reprise totale de l'enclave rebelle dans la Ghouta - AFP 15 avril 2018

L'armée syrienne a annoncé samedi avoir repris intégralement l'enclave rebelle dans la Ghouta orientale près de Damas après l'évacuation des derniers insurgés de la ville de Douma, au terme d'une offensive dévastatrice de près de deux mois. AFP 15 avril 2018

- Syrie : manifestation pro-Assad après les frappes occidentales - euronews 14 avril 2018

Quelques heures à peine après les frappes occidentales en Syrie, Bachar al-Assad est arrivé comme si de rien n'était dans ses quartiers.

Aux yeux des manifestants venus afficher leur soutien au président Assad, l'opération occidentale serait plutôt le signe de la victoire du régime, après avoir repris le bastion rebelle de la Ghouta orientale, aux portes de la capitale. euronews 14 avril 2018

S'agirait-il d'un aveu ?

- Les mensonges sur la guerre en Irak et en Libye hantent aujourd'hui la Syrie - Le HuffPost 15 avril 2018

Quand ils lâchent le morceau.

- Et si la situation entre la Russie et les États-Unis était moins explosive qu'on ne veut bien le laisser entendre? - Le HuffPost 15 avril 2018

Le NPA reprend la rhétorique des va-t-en-guerre qui bombardent la Syrie.

Page Facebook de Révolution Permanente

"*Depuis lundi les bombardements occidentaux contre le régime d'Assad semblent imminents. Alors que certains se résignent à*

dire que cette offensive est la seule alternative, comme précédemment en Irak et en Libye, ces interventions ont démontré que, au contraire, l'action des puissances impérialistes n'arrêtera pas la guerre et ne résoudra aucun problème."

Entendez par là, que ce ne sont pas eux qui sont à l'origine des guerres "des puissances impérialistes" contre l'Irak, la Libye, la Syrie, l'Afghanistan, etc.

Ils peuvent ajouter pour faire bonne mesure à une minute d'intervalle, ils ont dû s'apercevoir qu'il manquait quelque chose "Il faut dire NON aux bombardements français !", pourquoi ne l'ont-ils pas dit AVANT ? Et puis ils n'ont rien fait pour mobiliser contre, ils s'en foutent en somme, la méthode éculée des raclures staliniennes ou sociaux-néolibéraux pour se faire passer pour de vaillants révolutionnaires.

A ma connaissance, aucun parti ouvrier n'avait appelé à un rassemblement ou une manifestation contre la menace de bombardement de la Syrie. Ils ont tous déserté le combat politique, honte à eux ! Et après il faudrait leur faire confiance, vous voulez rire ou quoi, quelle inconscience !

En totalitarisme. Ils osent tout et plus encore.

- Syrie: La France défend une action légitime, "objectif atteint" - Reuters 14.04

- Après les frappes en Syrie, la France publie son rapport (mais pas encore de preuves) sur l'attaque chimique à Douma - Le HuffPost

- Frappes en Syrie: "Justifiées", mais "ne suffisent pas" selon Hollande - AFP 14.04

- 7 ans après le début la guerre, le "lion" Assad, plus que jamais roi de la jungle en Syrie - Le HuffPost 14.04

Affaire Skripal

- Skripal: l'OIAC a trafiqué les résultats de son enquête, selon Lavrov - AFP 14 avril 2018

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a trafiqué les résultats de son enquête sur l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal pour accuser la Russie, a affirmé samedi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Selon Sergueï Lavrov, qui a indiqué que la Russie a reçu ces informations de manière confidentielle, le laboratoire suisse de Spiez, spécialisé dans les menaces chimiques, a envoyé à l'OIAC les résultats de son analyse à partir d'échantillons prélevés à Salisbury (sud de l'Angleterre), où Sergueï Skripal et sa fille ont été empoisonnés.

"La substance BZ a été découverte dans tous les échantillons. Le BZ est un agent neurotoxique (...), cette substance était en service en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans d'autres pays de l'Otan. Elle n'a jamais été utilisée en URSS et en Russie", a-t-il ajouté.

"Le BZ n'est pas mentionné dans le rapport de l'OIAC. Nous nous demandons pourquoi cette information, qui reflète les conclusions des spécialistes du laboratoire de Spiez, a été omise dans ce document", a poursuivi le chef de la diplomatie russe.

"Et si l'OIAC réfute sa collaboration avec le laboratoire de Spiez, il sera intéressant d'écouter leurs explications", a encore déclaré M. Lavrov. AFP 14 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Puisque Macron martèle qu'il ne reculera pas, il faut appeler à le reverser, tout autre orientation est opportuniste.

Grille de lecture.

Les despotes au pouvoir ont placé la barre très haut en affichant leurs intentions. Il y a ceux dont nous sommes qui sont déterminés à la briser ou à la franchir, et il y a ceux qui s'apprêtent à ramper pour passer en dessous.

Macron et Philippe se sont présentés en jusqu'au-boutistes, et bien soyons-le aussi !

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que dès lors qu'on ne tient pas compte de la détermination affichée par Macron, bien des travailleurs qui étaient prêts à l'affronter vont se décourager ou estimez être trahis à juste titre. Il faut faire germer dans la tête des travailleurs l'idée qu'il ne reste plus qu'une seule solution : Se mobiliser pour le renverser. Tout le reste est du baratin.

- Aux côtés des syndicats à Marseille, Jean-Luc Mélenchon appelle à l'unité contre Emmanuel Macron - Franceinfo 14 avril 2018

Il appelle à "rompre la cloison" entre politiques et syndicats, et à une unité "dans tous le pays" contre Emmanuel Macron.

Dans le carré de tête, le chef de file des Insoumis a défilé aux côtés des responsables départementaux de la CGT, de la FSU, de Sud, de l'Unef ou encore du PCF et d'Attac. L'ancien candidat NPA à l'élection présidentielle, Philippe Poutou, était également présent.

"Le problème de l'unité et de la convergence est posé depuis le début", a réagi de son côté Philippe Poutou. "Pour faire reculer le gouvernement, il faut être des millions dans la rue, il faut combattre ce qui nous divise", a-t-il poursuivi. "Il faut arrêter les conneries." Franceinfo 14 avril 2018

Vous aurez noté que ce sont les mêmes appareils syndicaux qui appellent à "l'ouverture de négociations approfondies" avec le gouvernement.

Haut de page

Le 16 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (7 pages)

La dégénérescence du mouvement ouvrier est pire qu'une défaite.

Hypocrisie partagée ou quand trop tard à la soupe se réveille quand tout est terminé, quelle lâcheté !

- « Macron : c'est la guerre ! ». Un appel du BN du POID daté du 14.04, mis en ligne le 15 avril.

Pour le POID, le bombardement de la Syrie était somme toute légitime.

Franchement, pourquoi "*la coalition militaire dirigée par les États-Unis*" ne bombarderait-elle pas la Syrie qui recourent également à "*l'utilisation d'armes chimiques*" ?

POID - Le prétexte invoqué de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie est une pure hypocrisie puisque la coalition militaire dirigée par les États-Unis et à laquelle le gouvernement Macron participe en utilise elle aussi : « L'utilisation par la coalition emmenée par les États-Unis de munitions au phosphore blanc dans la banlieue de Raqqa, en Syrie, est illégale et pourrait constituer un crime de guerre » (16 juin 2017, Amnesty international).

Au passage, il n'hésite pas à recourir à une officine financée par le Département d'Etat américain...

Pourquoi, parce qu'il existerait de bons prétextes pour que la coalition militaire Washington, Paris et Londres bombarde un pays ? Voilà à quel niveau est tombé l'internationalisme prolétarien, quelle honte !

Et puis, agresseur et agressé, dominant et dominé sont placés sur le même plan, avec de tels opposants Macron et l'oligarchie peuvent dormir tranquille. Au NPA et à LO, ils mettent sur le même plan les barbares d'Al-Qaïda et Daesh et le gouvernement syrien en espérant la chute de ce dernier au profit des supplétifs du Pentagone ou la Fed.

Ils osent tout aussi ces furieux opportunistes.

Ils osent lancer une pétition intitulée : *Arrêt immédiat des bombardements en Syrie !*

Pathétique et misérable !

J'avais hésité à remettre dans le portail des liens vers la page Facebook et le blog du POID et j'ai eu raison. J'ai appelé les travailleurs à rejoindre le POID apparemment par excès de faiblesse ou en désespoir de cause, j'aurais mieux fait de m'abstenir également, car décidément ils ne changeront jamais, ils sont répugnants, irrécupérables.

Et ce n'était pas la première fois. Il m'est arrivé à plusieurs reprises de partager des positions avec le POID et de le soutenir tout en émettant toujours des réserves, et une ou deux semaines plus tard on avait le droit à une nouvelle saloperie du genre de celle-ci, celle-ci est colossale et inexcusable, la goutte de trop !

Mon attitude avait été motivée par le besoin de proposer un pôle de regroupement où les lecteurs qui partageaient mes analyses pourraient se rassembler, car on ne peut pas se contenter d'idées ou de manifester son opposition en demeurant devant un écran, ce n'est pas cela qui fera avancer notre cause, on a besoin d'un engagement pratique, de s'organiser pour aller de l'avant... Sinon on se retrouve dans la situation très inconfortable ou plutôt insupportable, de n'avoir rien à proposer aux travailleurs et aux militants et de passer pour un commentateur finalement passif comme une multitude d'intellectuels aux idées courtes.

C'est dans ce sens que j'ai également affirmé à plusieurs reprises qu'on était pris en otage par ces partis faillis ou face à un cruel dilemme. Je fustige sans cesse les intellectuels ou les membres des classes moyennes qui se contentent de critiquer le régime en les appelant à rejoindre le mouvement ouvrier, mais pour quoi je passe quand tous ses partis sont pourris, pour un vulgaire donneur de leçons qui manque singulièrement de rigueur ou pire, qui les trompe, ce qui me fait horreur, d'où ma réaction qui toutefois demeure mesurée ou ma colère qui est contenue.

Vous aurez constaté que je ne fais pas dans l'invective, j'avance des arguments, j'analyse ce qui ressemble à une manoeuvre grossière d'appareil en proie à des contradictions qu'il est incapable d'assumer.

Il a le droit de pavoiser.

- Macron se justifie sur la Syrie et ne voit pas de "coagulation" des mécontentements - AFP 16 avril 2018

Dehors Macron, abolition de la Constitution de la Ve République qui lui donne les pleins pouvoirs !

De quelle légitimité se revendiquent-ils pour bombarder la Syrie, alors que Macron a été élu à l'issue d'un scrutin truquée et a recueilli moins de 20% des voix des électeurs inscrits au premier tour?

De quelle légitimité se revendiquent-ils pour bombarder la Syrie, quand tous les peuples y sont opposés ?

Et sur quoi reposent leurs preuves pour imputer au gouvernement syrien une attaque chimique ? Sur le témoignage des barbares, le gouvernement français n'a rien trouvé d'autres. Il faut que tous les travailleurs le sachent. Il faut qu'ils sachent que tous les arguments pour justifier sa politique antisociale reposent sur une forfaiture, qu'ils ont à faire à des escrocs qui ne reculent devant aucun moyen pour les abuser.

Il prétend lutter contre les fake news, alors qu'il est le premier à en produire à échelle industrielle.

Mais pourquoi cela intervient-il maintenant et pas avant ?

Il y a bien sûr la crise du capitalisme qui a dépassé le stade critique compromettant sa survie qui constitue un élément d'explication, et sans la finance mafieuse et criminelle, il se serait déjà effondré. Mais surtout il fallait aux capitalistes en finir avec toute opposition organisée liée historiquement au mouvement ouvrier, même corrompue ou acquise au capitalisme, ce qui passait par la liquidation du PS dans lequel une partie de la classe moyenne se reconnaissait, de manière à ce que ses courants qui étaient prêts à se tourner vers la réaction franchissent le pas en rejoignant Macron ou LREM, pendant que ceux plus ou moins liés au mouvement ouvrier et tout aussi inféodés au capitalisme se disloqueraient, tandis que le mouvement ouvrier se réduirait à l'aristocratie ouvrière ayant appelé à voter Macron, la classe ouvrière ayant largement déserté le mouvement ouvrier.

Une fois toute opposition organisée neutralisée ou réduite à l'impuissance, ils allaient avoir le champ libre pour tout se permettre ou presque afin d'appliquer la suite de leur programme ultra réactionnaire, tout pole de regroupement des couches progressistes des classes moyennes incarnant l'opposition ayant disparu, la menace d'une mobilisation de masse à laquelle participeraient les bataillons de la classe ouvrière s'éloignait, d'où leur arrogance débridée ou le profond mépris qu'ils témoignent au peuple, ainsi que leur détermination affichée à aller au bout de leur contre-réformes puisqu'il n'existe plus aucun ennemi organisé susceptible de les en empêcher ou de ralentir la mise en oeuvre de leur plan.

Cela fait penser à un tapis volant fourni par le PS sur lequel tout ce que compte la gauche et l'extrême gauche se serait embarqué, et qui à un moment donné se serait désagrégé, précipitant tout ses passagers dans le vide. Alors la question est de savoir, pourquoi on nous a embarqués dans cette aventure dont l'issue était prévisible, sachant que la trame de ce tapis qui présentait

de graves défauts ou était rompu par endroits ne résisterait pas aux orages à venir et entraînerait sa dislocation, pourquoi nous a-t-on entraîné dans une telle galère qui risque de nous être fatale, pourquoi ? Voilà la question que chaque militant doive poser à nos dirigeants.

Ils répondront avec aplomb que c'était la seule embarcation à notre disposition, et qu'il n'y a pas à revenir dessus. Qu'il nous permis de penser le contraire. Pour déterminante que soit cette question, reste à savoir si nous serons en mesure de construire le vaisseau qui guidera les masses à l'assaut du pouvoir.

Si face à un pouvoir absolutiste nous ne manifestons la détermination la plus résolue pour le renverser, l'humanité est vouée à sa perte. Ce qui arrive aujourd'hui est le produit de la collaboration de classes à des degrés divers, du refus de rompre avec tout ce qui incarnait la réaction, y compris au sein du mouvement ouvrier. On a voulu jouer au plus malin sur tous les tableaux et on a perdu. Et c'est cela qui était également prévisible, parce que nous n'étions pas maître de la règle du jeu, on nous l'a imposée, on a cru qu'on pourrait la détourner et obtenir un autre résultat que celui pour lequel elle était destinée, et nous avons échoué lamentablement.

Parole d'internaute à la suite de l'intervention télévisée du monarque.

La dernière imposture a fonctionné sur les esprits faibles...

- "*C'est la première fois que je trouve un débat politique sans conventionnalisme préalable entre journalistes et politiques. Je dirais que c'était très intéressant, voir captivant.*"

Moins chez d'autres un peu plus lucides...

- "*C'est E. Macron qui avait fait le choix de ses interlocuteurs pour avoir l'occasion de se monter courageux... Et tous les gogos sont tombés dans le panneau, c'est du cinéma médiatique, de l'illusion...*"

Ce que Macron a dit dimanche sur la Syrie

Il a avoué avoir accusé le gouvernement syrien pratiquement immédiatement, sans attendre la moindre explication, la moindre enquête, la moindre preuve.

- "*Cette décision, la France l'a prise sur le principe dès dimanche dernier, 48 heures après les premières traces d'utilisation d'armes chimiques dans la Ghouta orientale. Elle est conforme aux engagements que nous avons pris*". Passons sur le fait qu'il aurait dû employer le plus-que-parfait.

Quand le monde se réduit au gang Washington-Paris-Londres.

- "*c'est la communauté internationale qui est intervenue*", réduite de fait à 3 Etats sur plus de 200.

Mise au point qui le ridiculise.

- Dans son entretien télévisé de dimanche soir, Emmanuel Macron a affirmé qu'il avait convaincu Donald Trump de maintenir les troupes américaines en Syrie. La Maison-Blanche a démenti dans la nuit. LeParisien.fr 16 avril 2018

Les enragés en rajoutent une couche chaque jour.

- Berlin accuse Moscou d'être derrière une récente cyberattaque - Reuters 15.04

- Ryad s'en prend à Téhéran au sommet de la Ligue arabe - Reuters 15.04

- Pence veut des mesures pour isoler davantage le président Maduro - Reuters 15.04

Qui gaze le peuple ?

- "Ils ont gazé à bout portant tous les clients" : le propriétaire d'un bar nantais raconte l'intervention musclée des CRS sur sa terrasse - Franceinfo 15.04

Quelques heures après la manifestation en soutien à la ZAD, samedi 14 avril à Nantes, où étaient rassemblés entre 6 700 et 10 000 manifestants, le ton est monté sur la place de la Bourse. Les CRS ont violemment évacué les clients d'une terrasse, en

réponse aux insultes qu'ils recevaient depuis quelques minutes. Deux vidéos des faits, l'une postée par Presse Océan, l'autre par une cliente du bar, ont fait le tour des réseaux sociaux.

Dans ces images, on aperçoit des clients installés sur une terrasse. Plus loin, un groupe de CRS. De la terrasse, les clients commencent à invectiver les forces de l'ordre, signalant la présence d'enfants du côté des terrasses. Quelques insultes fusent. Des nuages de gaz sont encore visibles sur l'ensemble de la place. Quelques instants plus tard, les CRS chargent et évacuent les clients à coups de gaz lacrymogène, bousculant tables et chaises. Certains s'enfuient, d'autres se réfugient dans le bar.

"En trois, quatre minutes, ils ont attaqué", raconte Julien Lassourd, propriétaire du bar Y.O.U. à qui appartient les terrasses, interrogé par franceinfo. Selon lui, une quinzaine de personnes se trouvaient alors en terrasse et une dizaine à l'intérieur du bar. "On n'a pas trop compris parce qu'il n'y a pas eu de mouvement de foule", explique-t-il, encore surpris par les faits.

Ils ont gazé à bout portant tous les clients. Comme la porte du bar était ouverte, sur les murs, sur la vitre, il y avait une poussette dehors, il y avait des jeux pour enfants... Tout ça c'était maculé de lacrymo. Julien Lassourd, propriétaire du bar. franceinfo.

"Heureusement, on avait du lait et du citron pour soigner sur le tas", témoigne le propriétaire. Si Julien Lassourd confirme que les invectives provenaient des clients installés sur sa terrasse, il n'accepte pas que cela ait justifié d'une intervention des forces de l'ordre. "Oui, ce n'est pas bien d'insulter les gens, mais les CRS sont entrainés à recevoir les insultes. Ils sont là pour défendre les gens et les commerces, mais là, ils ont fait l'inverse : ils ont attaqué !", déplore-t-il, précisant être allé parler aux CRS.

"Je voulais savoir qui était responsable, je leur ai demandé vers qui porter plainte. Ils m'ont dit qu'il fallait porter plainte contre la préfète." Le barman a donc lancé un appel sur Facebook, invitant les clients de son bar et les Nantais à adresser une plainte. Celui qui se dit "agressé dans [son] travail" compte aussi se rapprocher d'autres collègues nantais, qui auraient rencontré les mêmes situations. "Je sais que c'est arrivé sur beaucoup de terrasses [...] Je vais communiquer avec d'autres restaurateurs pour savoir s'ils vont porter plainte", indique-t-il. Contactée par franceinfo, la préfecture de police n'a pas encore répondu à nos demandes. Franceinfo 15.04

Etat policier, la réalité et non une fiction.

- A Nice, Estrosi fait entrer la police à l'école - Liberation.fr 15.04

A partir de lundi, trois groupes scolaires niçois verront débarquer pendant trois mois des policiers, qui seront non armés, contrairement à ce que le maire de la ville souhaitait. Entre 20 et 22 écoles se seraient déjà portées volontaires pour la rentrée de septembre si le dispositif est reconduit. Liberation.fr 15.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Des Barcelonais défilent pour soutenir les indépendantistes incarcérés - Reuters 15 avril 2018

Près de 350.000 partisans de l'indépendance de la Catalogne ont défilé dimanche dans les rues de Barcelone pour réclamer la remise en liberté des dirigeants indépendantistes incarcérés par la justice espagnole. Reuters 15 avril 2018

Slovaquie

- Slovaquie : nouvelle manifestation pour demander le départ du chef de la police - AFP 15 avril 2018

Des dizaines de milliers de Slovaques ont manifesté dimanche pour exiger le départ du chef de la police, redoutant qu'une vraie enquête ne soit pas conduite sur l'assassinat d'un journaliste qui travaillait sur la corruption dans le pays. AFP 15 avril 2018

Monténégro

Encore un qui est ultra minoritaire et illégitime.

- Djukanovic élu dès le premier tour à la présidence du Monténégro - Reuters 16 avril 2018

Le dirigeant historique du Monténégro, Milo Djukanovic, favorable à une adhésion à l'Union européenne, a remporté dimanche dès le premier tour l'élection présidentielle avec 53,5% des voix, selon une projection de l'institut de sondage Centre de surveillance et de recherche (CeMI).

"J'interprète le résultat de cette élection comme une confirmation de l'évolution du Monténégro vers les valeurs européennes, les normes européennes et une adhésion pleine et entière à l'Union européenne", a-t-il ajouté avant d'ouvrir une bouteille de champagne.

Milos Nikolic, député du DPS, a coupé court à tout suspense: "Il n'y aura pas de second tour, Djukanovic est le nouveau président du Monténégro."

Mladen Bojanic, un homme d'affaires soutenu par une alliance de partis d'opposition dont certains souhaitent des liens plus étroits avec la Russie, arrive en deuxième position avec 33% des suffrages, selon le CeMI.

"Je suis fier de mon résultat", a-t-il dit à la presse. "Je vais continuer à me battre pour libérer le Monténégro de la dictature de Djukanovic."

Le taux de participation à 19h30 (17h30 GMT), une demi-heure avant la fermeture des bureaux de vote, était de 61,6%, a indiqué la commission électorale de l'Etat. Aucune irrégularité électorale importante n'a été signalée.

Milo Djukanovic, qui abordait ce scrutin en grand favori, domine la politique monténégrine depuis 1991, soit au poste de Premier ministre, soit au poste de président. Après avoir démissionné de la tête du gouvernement en 2016, il a annoncé sa candidature le mois dernier.

La fonction présidentielle est essentiellement honorifique au Monténégro mais Djukanovic, dont le DPS contrôle le Parlement, devrait exercer une influence plus grande.

Pendant la campagne électorale, les candidats de l'opposition ont accusé Djukanovic d'encourager le népotisme, la corruption et les liens avec le crime organisé, ce qu'il a démenti. Reuters 16 avril 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Le double langage des traitres.

- Défilé du 1er mai : la CGT va proposer une mobilisation «unitaire» - Le Parisien 15 avril 2018

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, a annoncé ce dimanche qu'il allait proposer un défilé unitaire pour le 1er mai prochain. L'année dernière, aucune entente n'avait été trouvée entre les syndicats. Egalement interrogé sur la réforme ferroviaire, le syndicaliste a estimé que « rien » n'avait avancé dans les négociations avec le gouvernement.

« On doit pouvoir trouver un terrain d'entente sur un certain nombre de revendications et le 1er mai pourrait être une occasion d'exprimer non seulement la solidarité à ceux qui luttent, mais de proposer des alternatives », a estimé Martinez sur le plateau du Grand Jury RTL, Le Figaro, LCI.

« Nous voulons et nous pensons qu'il est nécessaire que l'ensemble des organisations syndicales se mettent d'accord, pas sur tout, il y a des différences. Mais, vu la situation, alors qu'il y a unité syndicale chez les cheminots, chez les fonctionnaires, à Air France, à Carrefour, pourquoi nationalement, nous ne donnons un signe pour dire que nous soutenons ces mobilisations, en pointant quelques enjeux revendicatifs clairs, la question de l'emploi, des salaires… », a-t-il ajouté.

« Le 1er mai est une journée où peu de gens travaillent », cela peut être « l'occasion de montrer son mécontentement », a souligné Martinez. Celui-ci « souhaite qu'il y ait beaucoup de monde » jeudi prochain lors de la journée d'action interprofessionnelle organisée par son syndicat et Solidaires, avec manifestations et appels à la grève.

Interrogé sur le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui a participé samedi à une journée de mobilisation à Marseille, aux côtés de la CGT, entre autres, M. Martinez a indiqué que le député « fait partie de ceux, qui à l'Assemblée nationale, par exemple, au groupe France insoumise reprennent des propositions de la CGT ».

« A l'Assemblée nationale, sur la réforme ferroviaire, par exemple, oui, c'est un allié. En tout cas, c'est un relais politique, comme d'autres », a-t-il ajouté.

Toujours au sujet de la SNCF, Philippe Martinez a confié qu'il n'y avait eu « aucunes avancées », dans les négociations avec l'exécutif. Si le gouvernement « accepte enfin de discuter sérieusement d'un certain nombre de points qui posent problème, cela peut se régler rapidement », a-t-il ajouté. Mais « si le gouvernement s'arc-boute dans sa position dogmatique, ça continuera », a-t-il prévenu. Le Parisien avec AFP 15 avril 2018

- François Ruffin a déclaré dans l'émission "Questions politiques" :

- L'ancien journaliste rêve de commémorer à son tour cet anniversaire au début du mois de mai même s'il explique ne pas se sentir un enfant de mai 68 et qu'il préfère chercher ses sources d'inspiration dans la Révolution française, le Front populaire et Jean Jaurès. Le HuffPost 15.04

Ouf ! N'est-ce pas monsieur Macron ?

Haut de page

Le 17 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (9 pages)

Pour revenir un instant sur la pétition du POID sur la Syrie, je voudrais préciser un point.

POID - "Le prétexte invoqué de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie est une pure hypocrisie puisque la coalition militaire dirigée par les États-Unis et à laquelle le gouvernement Macron participe en utilise elle aussi."

"*Elle aussi*", ce qui signifie à l'instar du gouvernement syrien. Or, depuis 2011 il n'a jamais été apporté la moindre preuve que le gouvernement syrien aurait utilisé des armes chimiques, dans aucun rapport de l'ONU, du MIT ou ailleurs. Le POID a donc reproduit l'accusation portée par Macron, Trump et May pour justifier leur bombardement de la Syrie, bravo !

Des forcenés gouvernent les Etats-Unis.

- Explosion de violence dans une prison américaine: sept morts - AFP 17 avril 2018

Sept détenus ont été tués et 17 autres blessés dans une prison américaine au cours d'affrontements brutaux opposant des gangs se disputant le "territoire et la contrebande".

Ces violences sont parmi les pires de ces dernières décennies dans un pays à la politique carcérale très critiquée.

L'émeute qui a éclaté dimanche soir a vu s'opposer des groupes de prisonniers rivaux à la centrale pénitentiaire Lee de Bishopville, un établissement fréquemment secoué par des troubles dans l'Etat de Caroline du Sud.

La situation est devenue hors de contrôle à 19H15 (23H15 GMT) avec "de nombreuses rixes dans trois bâtiments d'habitation", a indiqué l'administration pénitentiaire de cet Etat du sud-est du pays.

Aucun gardien ni policier n'a été blessé. Les forces de l'ordre ont attendu d'être assez nombreuses pour reprendre, l'un après l'autre, les trois dortoirs, chacun comptant 250 à 260 détenus.

"Ce sont des gens dangereux dont on ne peut attendre qu'ils cessent d'être dangereux une fois en prison", a justifié Henry McMaster, le gouverneur républicain de Caroline du Sud.

"Selon les premiers éléments de l'enquête, en jeu étaient le territoire, la contrebande, les téléphones portables", a déclaré Bryan Stirling, le directeur de l'administration pénitentiaire de l'Etat.

Le calme n'a été rétabli qu'à 02H55 lundi matin, selon les services pénitentiaires qui ont remercié les policiers et les services d'urgence mobilisés.

Le lourd bilan illustre la dureté de l'univers carcéral américain qui se voit souvent reprocher son manque d'humanité, poussant au désespoir nombre de détenus.

La population carcérale aux Etats-Unis atteint un niveau record, avec environ 2,2 millions de personnes derrière les barreaux, dont des légions de malades mentaux et de petits délinquants.

La prison Lee de Bishopville, un établissement de haute sécurité, accueille des condamnés de sexe masculin jugés parmi les plus dangereux de Caroline du Sud.

Elle a été construite en 1993 avec une capacité de près de 1.800 places, pour des condamnés purgeant des peines souvent longues.

Les violences et mutineries y sont relativement fréquentes.

Des détenus avaient neutralisé en mars un garde et pris le contrôle d'une partie d'un dortoir, avait rapporté la chaîne locale WACH Fox.

Un détenu a perdu la vie dans une rixe en février, un autre a été mortellement blessé par arme blanche en novembre, un troisième a lui aussi été tué en juillet 2017 dans une altercation.

Une enquête a été ouverte sur les faits ayant endeuillé la prison Lee, le bilan comptant parmi les plus lourds depuis un quart de siècle.

En 1993, neuf détenus et un agent pénitentiaire ont trouvé la mort dans une prison de très haute sécurité à Lucasville, dans l'Etat de l'Ohio (nord).

Une mutinerie dans une prison d'Etat du Nouveau-Mexique (sud-ouest) s'était soldée en 1980 sur le décès de 33 détenus, quelque 200 autres ayant été blessés.

Mais le soulèvement qui a le plus marqué l'histoire américaine reste la mutinerie d'Attica, un pénitencier du nord-est des Etats-Unis qui comptait une majorité de prisonniers Noirs et Portoricains.

Cette rébellion a éclaté le 9 septembre 1971 avant d'être matée quatre jours plus tard dans une répression sanglante.

Quelque 1.300 détenus avaient pris le contrôle des bâtiments d'Attica, gardant en otages des gardiens et employés pénitentiaires.

Le gouverneur de l'Etat de New York, Nelson Rockefeller, avait décidé d'envoyer la troupe: des centaines de policiers et de gardes nationaux avaient ouvert le feu à la carabine sur les mutins non armés.

Vingt-neuf prisonniers et dix otages avaient été tués et une centaine d'hommes gravement blessés. AFP 17 avril 2018

Nelson Rockefeller, quel philanthrope ! Il est mort depuis et personne ne regrettera cette pourriture.

Confusion dans la hiérarchie des rôles.

- Comment des journalistes peuvent provoquer des guerres par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 15 avril 2018

Extrait.

-"*Comme au XIXème siècle, il serait donc possible aujourd'hui pour des journalistes de manipuler des États et un tribunal international, de les pousser à renverser un régime ou à bombarder d'autres États. (...)*

Les médias qui disposent de cette capacité appartiennent à de grands capitalistes qui, par ailleurs, entretiennent des liens étroits avec les responsables politiques qui prétendent par la suite avoir été intoxiqués par leurs « articles crédibles »"

Sauf que nous ne sommes plus au XIXe siècle, et les patrons de presse, de radio ou de télévision sont des milliardaires qui appartiennent à la nébuleuse oligarchique internationale dirigée par les anglo-saxons, hommes d'affaires ou banquiers qui sont aux commandes, et une épée de Damoclès est suspendue au-dessus de la tête de chaque journaliste qui travaille pour eux. C'est Bolloré qui a déprogrammé un documentaire sur une banque qui le mettait en cause ou causait un préjudice à ses intérêts, et quand Drahi s'est emparé de Libération, il s'est immédiatement radicalisé à droite, pour ne plus devenir qu'un instrument de propagande, comme Le Parisien ou Le Monde.

Personne ne manipule personne. Les oligarques détiennent le pouvoir et les représentants de l'Etat sont leurs obligés, puisque sans eux ils ne seraient pas là. Ils n'ont pas toujours détenu le pouvoir, ils se sont battus pour le conquérir ; l'argent achetant tout ou presque, il suffisait d'y mettre le prix et la forme pour que le contenu passe.

Il est certain que des "responsables politiques" ont été "intoxiqués par (les) « articles crédibles »" des médias vu leur niveau de conscience médiocre. Mais mettez-vous un instant à la place d'un oligarque patron de presse qui rencontre son directeur de la rédacteur. Il va lui demander si ce qui est écrit dans son journal est vrai ou non, il va exiger la vérité sur le champ, donc il va être parfaitement au courant de ce qui sera publié, car sans son aval il n'y aurait pas de publication ou un article devrait être complètement réécrit ou son orientation modifiée, c'est donc lui, l'oligarque, qui est à l'origine des fausses nouvelles, qui les créée en permettant qu'elles soient publiées, et s'il occupe un échelon inférieur dans la hiérarchie oligarchique, il se peut que les plus puissants lui aient soufflées ou qu'ils lui aient indiqué la direction adéquate, leurs clubs et think tanks servent aussi à cela, à affiner et à traduire en terme pratique leur idéologie, à lui ensuite de faire en sorte qu'elle soit bien appliquée dans le secteur d'activité qu'il contrôle ou qui est sous son pouvoir.

De nos jours, il est de moins en moins probable que des responsables politiques soient intoxiqués par les médias, parce qu'ils ont à leur disposition de moyens financiers et logistiques (Service de presse, documentaliste, etc), qui leur permettent de trouver rapidement tout ce qui est publié sur le Net, qui au demeurant est facilement accessible, ils sont donc parfaitement informés, mieux que nous encore.

Avant d'imputer un rôle aux uns et aux autres, il faut commencer par établir qui détient le pouvoir sur qui, qui passe les ordres, qui détient le cordon de la bourse, dans quel ordre est établie la hiérarchie du pouvoir et à quel niveau ces différents acteurs apparaissent, quel est leur statut, d'où le tiennent-ils, s'il est destiné à être temporaire ou permanent, sur qui ils exercent leur pouvoir, etc. ensuite une fois déterminé de quelle manière est réparti le pouvoir, les rapports qu'ils entretiennent ne sont plus un mystère.

Ils manipulent tous la population, chacun ayant son rôle à jouer à sa place, et tous colportent la même stratégie ou idéologie afin d'atteindre des objectifs inavouables, même si ce sont des secrets de polichinelles, quand ils n'en viennent pas à s'en vanter tellement ils sont sûrs de leur supériorité, peut-être pour nous faire comprendre qu'on n'a aucune chance de les vaincre et qu'on ferait mieux de ne plus y penser, de cesser le combat.

Leur propagande est destinée à agir à différents niveaux, y compris psychologique, ce qu'on sous-estime systématiquement, et comme c'est le point faible de l'homme, il se fait piéger, ses émotions sont détournées ou instrumentalisées, de sorte qu'il n'est plus en mesure de se maîtriser et d'interpréter la réalité qu'il confond avec la présentation qui lui en a été faite, et qui a été fabriquée dans le but qu'il y adhère, et la boucle du sophisme est bouclée.

L'oligarchie dispose d'idéologues qui ont pour tâche de transmettre la bonne parole ou d'élaborer une ligne politique conforme à ses besoins ou à sa stratégie, qu'ensuite les différents acteurs politiques et médiatiques seront chargés de soumettre à la population, à eux de se débrouiller pour la faire passer, les meilleurs sujets seront promus ou prendront du galon, et les mauvais seront rétrogradés ou éliminés.

Quand on observe que c'est l'oligarchie qui choisit quel sera le prochain Président de la République, quels seront les ministres qui la représenteront, sachant qu'elle possède les plus grands médias, c'est aussi elle qui décidera quel directeur ou chef de rédaction doit rester en place et lesquels devront être remplacés, et il en va de même à la direction du parti de l'ordre et de ses supplétifs (UDI, MoDem, PS), et en cas d'embrouille ou de résistance parce que cette pratique a du mal à passer auprès de certains, elle se chargera de les déstabiliser ou elle les achètera en leur proposant un poste de direction dans une de ses entreprises, les plus récalcitrants seront brisés et on n'entendra plus parler d'eux.

De nos jours, aucun directeur de rédaction ou dirigeant politique des partis de l'ordre ne peut prendre le risque d'adopter une décision qui serait incompatible avec les intérêts de l'oligarchie.

Syrie

En France. Imposture et vociférations en famille

Torchez-vous avec !

- L'Elysée veut retirer sa Légion d'honneur à Bachar al Assad - Reuters17 avril 2018

"L'Elysée confirme qu'une procédure disciplinaire de retrait de la Légion d'honneur à l'endroit de Bachar al Assad a bien été engagée", a fait savoir l'entourage d'Emmanuel Macron.

Bachar al Assad a reçu cette décoration en 2001 des mains de l'ancien président Jacques Chirac, qui l'avait élevé au grade de grand-croix de la Légion d'honneur. Reuters17 avril 2018

Numéro d'illusionniste.

- Au Parlement, Mélenchon dénonce - Liberation.fr 17 avril 2018

Dans l'hémicycle, le président du groupe La France insoumise a de nouveau jugé que d'avoir «agi sans mandat de l'ONU», pour Paris, était «le coup le plus important porté à sa diplomatie». "En ce qui concerne le concert des Nations, nous croyons à un monde ordonné", a dit Jean-Luc Mélenchon. «Toutes opinions confondues, les Français disent que ceux qui ont recours aux armes chimiques doivent être châtiés», convient-il. Mais «nous sommes intervenus sans preuve», a-t-il ajouté. Le député de Marseille a interrogé Edouard Philippe sur les mesures prises «pour éviter l'escalade», tandis que les frappes ont eu lieu, selon lui, «dans le pire nid de frelons de la planète».

Le chef de file LREM Richard Ferrand a dénoncé de la part de ces oppositions des "élucubrations de mauvaise foi" qui "viennent délégitimer l'action de nos armées, le travail de nos services de renseignement mais également des ONG qui, sur place, ont relayé l'atrocité de l'attaque perpétrée par le régime syrien".

Et les cloportes de La France insoumise enclins à faire des esclandres pitoyables dans l'enceinte de l'Assemblée nationale n'ont pas jugé bon de répondre que ces ONG composées de barbares étaient des créatures du Foreign Office et de la CIA, encadrées notamment par des officiers britanniques et qu'aucune preuve n'existait de l'implication du gouvernement syrien dans l'hypothétique attaque chimique de la Douma.

Ils n'ont même pas pris la peine de mentionner le rapport du gouvernement, qui révèle qu'il a pris la décision de bombarder la Syrie à partir de documents circulant sur Internet dont l'origine remontait à ces mêmes barbares.

Ils n'ont même pas cité l'aveu de Macron, qui a affirmé qu'il avait pris sa décision 48 heures après la présumée attaque chimique et les accusations portées contre le gouvernement syrien, donc sans attendre la moindre explication, enquête ou preuve, ce qui permettait de porter un coup décisif à l'argument du gouvernement et de mettre en lumière qu'il avait décidé de bombarder la Syrie coûte que coûte.

Pire encore, ces scélérats ont admis que l'impérialisme français était légitime pour "chatier (...) ceux qui ont recours aux armes chimiques", autrement dit, en dehors de la forme qu'ils contestent, être intervenu militairement sans mandat de l'ONU qu'ils chérissent, ils ne condamnent pas le bombardement de la Syrie ou ils admettent que l'impérialisme français peut intervenir militairement contre un autre Etat qui ne lui a pas déclaré la guerre.

En se présentant en défenseur ou porte-parole de la "diplomatie" française, Mélenchon a montré à quel point il était soumis au régime qu'il n'entendait ni affronter ni renverser. Pour cet histrion du régime, l'essentiel ne fut pas l'absence de preuve ou l'agression militaire française contre la Syrie mais que l'ONU mis en place par l'impérialisme américain et ses vassaux et qui a soutenu toutes ses guerres ait été mise au rancard. - LVOG)

Au Sénat, seuls socialistes et centristes ont appuyé l'intervention défendue par le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Patrick Kanner relevait, pour le groupe PS, que «ces frappes étaient un devoir humanitaire de notre pays, celui des droits de l'homme». AFP 16 avril 2018 et Liberation.fr 17 avril 2018

Voilà ce que La France insoumise n'a pas trouvé utile d'affirmer à l'Assemblée nationale qui mettait les choses au point :

- « Je précise ici que l'histoire de ces trois États est construite sur l'utilisation de mensonges et d'histoires inventées pour mener des guerres dans le but d'occuper des pays, de saisir leurs ressources et de changer leurs gouvernements par la force. » (L'ambassadeur de la Syrie à l'ONU, le Dr Bachar Jaafari)

Et en France ? Rien, ils ont tous déserté ou acquis au régime !

- Manifestation contre les frappes en Syrie à Londres - AFP 17.04

Des manifestants pacifistes protestent devant le Parlement britannique peu de temps après l'allocution de la Première

ministre britannique Theresa May qui justifiait les frappes aériennes en Syrie. AFP 17.04

En Syrie. On leur souhaite bonne "fête"

- Des milliers de Syriens fêtent à Damas la "victoire" dans la Ghouta - AFP 16 avril 2018

Des milliers de Syriens se sont rassemblés lundi sur une place de Damas pour célébrer la "victoire" du pouvoir de Bachar al-Assad dans la Ghouta orientale et dénoncer les récentes frappes occidentales sur le pays. AFP 16 avril 2018

Nouvelle attaque contre la Syrie menée par l'Etat sioniste, allié de Washington, Paris et Londres...

- La DCA syrienne intercepte une dizaine de missiles au-dessus de Homs - sputniknews.com 17.04

L'armée syrienne a intercepté lundi soir neuf missiles lancés sur l'aéroport de Shayrat. Se référant à des sources au sein de l'armée, des médias arabes attribuent l'attaque à Israël. Le site Al-Masdar a en outre annoncé que la DCA syrienne a tiré plusieurs missiles contre des avions militaires qui avaient violé l'espace aérien du pays.

La défense antiaérienne syrienne a intercepté lundi soir une dizaine de missiles qui visaient l'aéroport militaire de Shayrat, dans le gouvernorat de Homs, a annoncé la télévision nationale du pays.

«Les missiles de l'ennemi, qui étaient au nombre de 9, ont été interceptés par la DCA syrienne», précise la source.

Par la suite, une source militaire a confirmé à Sputnik ces informations.

«La DCA syrienne dévie une frappe de missiles visant un aérodrome militaire dans le gouvernorat de Homs», a fait savoir l'interlocuteur de l'agence.

Plus tôt dans la journée de lundi, l'agence nationale SANA avait aussi rapporté que la défense antiaérienne du pays avait intercepté des missiles près de Homs.

Tout de suite après l'apparition de ces informations, le Pentagone, contacté par Sputnik, a déclaré que les États-Unis ne menaient aucune opération dans la zone désignée.

«Les États-Unis ne mènent actuellement aucune activité dans la région en question. Aucun détail supplémentaire ne peut être fourni dans l'immédiat», a indiqué une représentante du Pentagone.

D'après le site Al-Masdar, l'attaque est intervenue à 01h10 (00h10 heure de Paris). Selon cette même source, les frappes n'auraient pas visé Shayrat, mais une autre base aérienne de la province de Homs. Selon la chaîne libanaise Al Mayadeen, l'attaque n'a causé aucun dégât, tous les missiles ayant été interceptés.

Al-Masdar a en outre annoncé que l'armée syrienne aurait tiré des missiles dans l'est de Damas contre plusieurs avions israéliens qui avaient pénétré dans l'espace aérien du pays depuis le Liban. - sputniknews.com 17.04

Je précise que cette attaque a été confirmée par Reuters.

Confirmation.

- La Russie et les USA étaient-ils proches d'une confrontation militaire en Syrie? - sputniknews.com 16.04

Une confrontation entre la Russie et les USA est-elle proche à cause des frappes en Syrie? Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, en parle dans une interview accordée à la BBC.

«Je ne pense pas qu'elle [une confrontation, ndlr] était très proche. Je suis convaincu que cette situation a été créée par la conduite irraisonnable de nos collègues occidentaux qui ont accusé le gouvernement syrien et nous en tant qu'alliés du gouvernement syrien, d'avoir eu recours aux armes chimiques contre les civils», a fait savoir le chef de la diplomatie russe.

Il a fait remarquer que les pays occidentaux n'avaient pas attendu les résultats de la mission de l'OIAC, qui devait inspecter les lieux de l'attaque chimique présumée, et avaient effectué les frappes juste au moment où la mission était «physiquement» prête à partir du Liban pour la Syrie. - sputniknews.com 16.04

Désarroi.

- Trump repousse de nouvelles sanctions contre la Russie - Reuters

-Donald Trump a différé l'adoption de nouvelles sanctions contre la Russie et semble peu disposé à les approuver à moins que... Reuters

- Angela Merkel contestée en Allemagne sur le dossier russe - Reuters

-Le ministre allemand des Affaires européennes a plaidé lundi pour l'apaisement des tensions avec la Russie... Reuters

- L'UE hésite à sanctionner l'Iran - euronews

-Valider de nouvelles sanctions contre l'Iran pourrait avoir de lourdes conséquences politiques et économiques pour l'UE. euronews

- Ankara dit que Macron ne brisera pas son alliance avec Moscou - AFP

La Turquie défend ses relations avec la Russie sur le dossier syrien, et affirme lundi 16 avril que des propos tenus par le président français Emmanuel Macron ne sauraient provoquer une rupture entre les deux pays. AFP

Quand la Chine réagit.

- Frappes de la coalition occidentale en Syrie: la Chine réagit - sputniknews.com 16.04

La Chine s'est rangée à l'avis des pays qui ont dénoncé les frappes des États-Unis et de leurs alliés réalisées sous le prétexte de la lutte contre les armes chimiques en Syrie. Selon le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, «une frappe militaire contre un État souverain sous un tel prétexte est irresponsable».

«Nous avons attiré l'attention sur le fait que les hauts fonctionnaires de ces trois pays ont déclaré que le gouvernement syrien aurait utilisé des armes chimiques. Nous pensons qu'une frappe militaire contre un État souverain sous un tel prétexte est irresponsable», a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hua Chuning. sputniknews.com 16.04

- La Chine met en état d'alerte ses navires, sous-marins et chasseurs - sputniknews.com 16.04

Pendant que l'attention du monde est focalisée sur la situation au Proche-Orient, des événements non pas moins importants se déroulent en Asie: Pékin prépare ses manœuvres militaires en mer de Chine orientale près des côtes taïwanaises.

L'agression américaine contre la Syrie semble avoir poussé l'empire du Milieu à garder ses frontières avec vigilance: une cinquantaine de navires et de sous-marins, plus de 70 avions de chasse et quelque 20.000 marins ont été mis en état d'alerte en mer de Chine orientale. sputniknews.com 16.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Journée d'action bidon

- La RATP rejoint le mouvement - Liberation.fr 17.04

La CGT cheminots et SUD rail rejoignent la journée interprofessionnelle de ce jeudi, appelée par la CGT et Solidaires.

Un rendez-vous crucial pour donner de l'ampleur à leur mouvement. Dans les rangs de l'assemblée générale des cheminots de la gare du Nord, en grève reconductible tous les jours, la rumeur a vite couru que la RATP suivrait aussi cette mobilisation. L'information a été confirmée par le biais d'un communiqué de la CGT-RATP, qui appelle d'ores et déjà à «participer massivement à la journée d'actions, de grève et de manifestations [de ce jeudi], une première étape dans le processus de convergence des luttes». Liberation.fr 17.04

La question qui tue : Qu'est-ce qui est déterminant, qu'est-ce qu'il faut prendre en compte, les véritables intentions d'un acteur sachant qu'il fera tout pour qu'elles se réalisent et qu'ils disposent des moyens pour y parvenir ou ses déclarations ?

Avant d'échafauder de grandes théories, il faudrait commencer par se demander d'où on part, ensuite seulement on évaluera comment la situation pourrait évoluer... Sauf que nous on fait exactement l'inverse en prenant nos désirs pour la réalité.

Sans tenir compte de l'état d'esprit des différentes forces en présence ou des différents facteurs qui compose la situation et leurs rapports, on décrète qu'elle pourrait évoluer dans la direction qui nous arrange, ce qui évidemment sera contesté ou ne fait pas sérieux.

On sait que lorsque les masses sont prêtes à se mobiliser, elles saisiront n'importe quel prétexte ou saisiront n'importe quel appel pour passer à l'action, même si sa formulation est bourrée de contradiction ou elle provient d'un opportuniste, la lutte de classe regorge d'exemples pour l'illustrer, les plus célèbres sont les révolutions russes de 1905 et 1917 ou encore La Commune.

Donc si elles ne se mobilisent pas, c'est qu'elles n'en voient pas encore la nécessité, reste à savoir pourquoi ou ce qui les retient, ce qu'on ne se donnera pas la peine de chercher par crainte de trouver des réponses qui ne coïncident pas avec notre propre analyse. Et comme malgré tout on tient à avoir toujours raison, on n'en tiendra pas compte, et on s'enfoncera dans une sorte de déni perpétuel agrémenté de fabulations ou de mensonges toujours plus grossiers pour le justifier. Et à l'arrivée, il ne vous restera plus qu'à pratiquer l'entre soi puisque plus personne ne vous écoutera ou estimera votre discours crédible, ce qui nous vaut depuis des lustres un tas d'articles ou d'éditoriaux destinés uniquement à des militants, mais certainement pas aux travailleurs. Inutile de préciser que dans ces conditions toute discussion avec des militants qui fournissent des explications à la passivité ou à la neutralité des masses est dès lors impossible.

Tout le monde sait que les appareils syndicaux vendus sont farouchement opposés à la "convergence des luttes". Donc lorsqu'ils l'évoquent, on ne va pas sortir la boîte à cirage pour faire reluire leurs fausses bonnes intentions, sachant qu'elles sont destinées à tromper militants et travailleurs, trop peu pour nous, nous ne serons pas leurs complices.

On nous rétorquera que c'est contradictoire avec ce qu'on a expliqué plus haut. Tout dépend de l'analyse que l'on fait de la situation ou dans quelle position nous sommes pour l'aborder.

Or, à ma connaissance, elle ne nous est pas vraiment favorable puisqu'il n'existe aucun parti ouvrier qui pourrait entraîner les masses au combat et leur permettre de submerger les appareils, elles peuvent très bien se débrouiller toutes seules pour y parvenir. En revanche, au-delà le parti est indispensable pour que toute mobilisation ne soit pas récupérée et entraînée dans une impasse ou conduise à la défaite. Donc n'ayant pas à nous situer dans une telle perspective dans l'état actuel des choses, nous n'avons aucune raison de faire référence à cette déclaration, bien que la "convergence des luttes" soit également notre objectif et que nous le mettions en avant, mais pas en mettant en avant les directions syndicales traîtres, j'ignore si vous avez saisi la nuance ou si je me suis exprimé suffisamment clairement.

J'ai toujours estimé insupportable que nos dirigeants reproduisent les déclarations de cette vermine sans ajouter le moindre commentaire ou la moindre réserve, le moindre avertissement à destination des travailleurs ou militants. Par ailleurs, j'ai avancé plusieurs arguments qui expliqueraient pourquoi les masses ne se mobilisaient pas, mais apparemment cela n'intéresse personne.

Haut de page

Le 18 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (11 pages)

Première partie de la causerie mise en ligne ce matin.

La causerie en fin de journée.

En attendant j'ai remis en ligne un article sur les "Casques Blancs" qui ont servi de caution à Trump, Macron et May pour bombarder la Syrie.

Ils sont de fait les présidents en charge de la diffusion des fake news ou fausses nouvelles fabriquées par l'Otan, le Pentagone, l'oligarchie, quoi. Les médias ne servent que de relais. On aura compris qu'ils prétendre s'y attaquer pour mieux se protéger et les colporter... Cet article est absolument à télécharger et à envoyer à toutes les personnes que vous

connaissez. Ensuite, vous pourrez affirmer tranquillement que tout le reste était du baratin.

- La mystification des « casques blancs » : Des agences de relations publiques US au service de la guerre de Syrie. (alternet.org 02.10.2016 - publié par Mondialisation.ca)

Le même article en anglais :

- How the White Helmets Became International Heroes While Pushing U.S. Military Intervention and Regime Change in Syria.... (alternet.org 02.10.2016)

L'article : https://www.alternet.org/grayzone-project/how-white-helmets-became-international-heroes-while-pus...

Pour ceux qui maîtrisent l'anglais, j'ajoute un article qui complète le précédent, je l'ai téléchargé hier, et ce matin il avait disparu de Google !

- Inside the Shadowy PR Firm That's Lobbying for Regime Change in Syria. (alternet.org 02.10.2016)02.10.2016

L'article : https://www.alternet.org/world/inside-shadowy-pr-firm-thats-driving-western-opinion-towards-regim...

Seconde partie de la causerie du jour.

Quelques réflexions politiques.

1- Il faut être vigilant et ne pas sombrer dans la paranoïa pour déjouer la désinformation de notre ennemi, démonter sa propagande, identifier son idéologie, demeurer sur notre terrain de classe.

Faisons preuve de logique. Commençons par nous poser les questions les plus élémentaires avant d'aborder un évènement, en fait, nous devrions toujours les avoir à l'esprit avant de commencer à réfléchir. A qui profite le crime, quel peut bien en être le mobil ? A qui profite-t-il ou qui en tire profit ? Au détriment de qui ou qui en est la victime ? Etc.

Le gouvernement syrien n'avait aucun mobil pour lancer une attaque chimique, dès lors qu'il avait repris la quasi-totalité de la Ghouta et était en train de finaliser l'évacuation des derniers barbares de ce secteur de la banlieue de Damas. Surtout sachant qu'elle servirait de prétexte à un bombardement des Américains et ses vassaux.

Ceux qui ont émis des doutes sur l'origine de cette présumée attaque chimique, ce sont rangés eux-mêmes au côté de la coalition qui a bombardé la Syrie. Cet épisode était somme toute banal à démêler, puisqu'il y avait eu des antécédents du même genre, avec les mêmes protagonistes. Il fallait donc singulièrement manquer de logique ou faire preuve de mauvaise foi ou d'hypocrisie pour ne pas en comprendre immédiatement l'origine et ne pas l'imputer à ceux qui ont déclaré la guerre à la Syrie depuis 2011.

2- L'idée que les Etats-Unis "exerce une tyrannie absolutiste sur le monde" est en train de faire son chemin lentement mais sûrement.

3- Au premier abord, il peut sembler très difficile de combattre un ennemi qui s'enfonce un peu plus chaque jour dans le déni, cela peut même paraître décourageant, car on ne voit pas très bien ce qu'on pourrait lui opposer, alors il faut à tout prix éviter de s'engager dans cette voie-là sous peine de nous situer sur son terrain, autrement dit là où il voudrait nous entraîner. En quelque sorte, c'est comme si aucun argument ne pouvait avoir d'emprise sur lui, ce qui est effectivement le cas, qui plus est on en arrivait à s'accuser mutuellement du même méfait, donc on ne serait pas plus avancé ou pire on se discréditerait. C'est ainsi par exemple qu'on a pu entendre que Macron aurait commis une erreur, qu'il aurait été mal informé, alors que ce n'était pas le cas.

Pour éviter de tomber dans ce piège qui renvoie deux parties se traitant tour à tour de menteur, l'attitude la plus efficace consiste à nous en tenir aux faits et à dérouler notre programme politique sans nous occuper du reste, puisque notre tâche est davantage de construire le parti, plutôt que convaincre les travailleurs que Macron serait un agent de l'oligarchie, ils le savent déjà. On doit évidemment dénoncer tous ses forfaits, mais ce n'est qu'un aspect secondaire de la situation. Nous n'avons pas l'intention de le changer ou de faire en sorte qu'il change de politique, non, notre seul objectif c'est de le renverser et de nous emparer du pouvoir politique.

On ne doit pas dévier de notre objectif, on doit demeurer strictement sur notre propre terrain de classe. Vous venez de voir ce qu'il en coûtait de s'en écarter, n'est-ce pas ?

Le misérable despote ose tout.

- Macron appelle l'Europe à résister aux tentations "autoritaires" - AFP 17.04

Nous assumons être "autoritaires" : Dehors Macron, abolition de la Constitution de la Ve République, rupture avec l'UE ! La meilleure façon de résister, c'est de nous en tenir au programme de la révolution socialiste mondiale pour éradiquer le capitalisme de la surface de la terre.

Socialisme ou totalitarisme, chaos, guerre et barbarie, existe-il une autre alternative ? Nécessité ou liberté.

Et ne croyez pas que le socialisme aurait échoué, fait faillite, etc. ceux qui tiennent ce discours sont ceux qui sont acquis au capitalisme. Un peu de logique.

A bas la collaboration de classes, vive la grève générale insurrectionnelle !

Groupe Marxiste Internationaliste (GMI) 04.04

Grève générale !

Le prolétariat français a montré sa force (et arraché des revendications réputées impossibles) par l'armement durant la Commune de Paris en mars 1871, en juin 1936 par la grève générale, en août 1944 à la Libération par l'armement, en mai 1968 par la grève générale.

Redresser la tête, c'est la grève générale. Tous ensemble, c'est la grève générale. La convergence des luttes, c'est la grève générale. La voie pour battre le gouvernement, c'est la grève générale. Ouvrir la perspective d'un gouvernement des travailleurs pour remplacer le gouvernement des capitalistes, c'est la grève générale.

Ce ne sont pas des grèves corporatives. Ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. (Trotsky, 9 juin 1936)

Partout, à la SNCF, à Air France, dans la santé publique, à l'université… les assemblées générales doivent décider :

- rupture de toute négociation des plans du gouvernement !
- grève générale jusqu'au retrait des plans !
- autodéfense contre les flics et les fachos !
- comités de grève élus par les assemblées générales !
- comité central de grève dans chaque localité !
- comité national démocratique de grève !

Ma caractérisation du mouvement ouvrier français était-elle exagérée ?

GMI.

- LFI, PCF, PS et Générations ne réclament pas l'arrêt des « opérations extérieures », ni la fermeture des bases militaires françaises dans le monde, ni la dissolution des corps de répression.

- (A propos du plan « Action publique 2022 ». Les neuf organisations syndicales ont participé aux travaux du début à la fin. (Dussopt, La Tribune, 30 mars)

- (Plan Spinetta -SNCF) Une trentaine de réunions ont débouché sur ces arbitrages, que l'exécutif espère de nature à rassurer les syndicats. (Le Monde, 31 mars) (Source : GMI 04.04)

Mélenchon est une serpillère, car une occasion se présentait d'ouvrir une grave crise politique en France.

Je voudrais revenir sur l'intervention de Mélenchon sur la Syrie à l'Assemblée nationale lundi 16 avril.

- Dans l'hémicycle, le président du groupe La France insoumise a de nouveau jugé que d'avoir «agi sans mandat de l'ONU», pour Paris, était «le coup le plus important porté à sa diplomatie». "En ce qui concerne le concert des Nations, nous croyons à un monde ordonné", a dit Jean-Luc Mélenchon. «Toutes opinions confondues, les Français disent que ceux qui ont recours aux armes chimiques doivent être châtiés», convient-il. Mais «nous sommes intervenus sans preuve», a-t-il ajouté. Le député de Marseille a interrogé Edouard Philippe sur les mesures prises «pour éviter l'escalade», tandis que les frappes ont eu lieu, selon lui, «dans le pire nid de frelons de la planète». Liberation.fr 17 avril 2018

- «Le coup le plus important porté à sa diplomatie»

J'ai déjà traité cet élément. Ajoutons : Mais qu'est-ce que cela signifie quand Mélenchon se présente en comptable de la "diplomatie" de Macron ou entend se faire le garant de la diplomatie de l'impérialisme français, sinon qu'il se prend pour un ministre ou un diplomate de Macron. Vous me direz qu'après avoir imaginé en être un jour le Premier ministre, vous vous en souvenez, il fallait s'attendre à tout avec ce charlatan.

-"En ce qui concerne le concert des Nations, nous croyons à un monde ordonné"

67 ans après la création de l'ONU, et plus d'un siècle après celle de la Société des Nations qui la précéda et qui vola également en éclats, il fallait oser y croire, il ne doute de rien le bougre, il s'en fout en réalité, il n'en a absolument rien à taper, c'est cela que cela veut dire. Sur le plan politique, cela signifie qu'il assigne aux impérialistes dominants à l'ONU de réaliser "un monde ordonné", alors qu'il n'a cessé d'être en guerre, bref, il rivalise d'imposture avec Macron.

- «nous sommes intervenus sans preuve»

Vous, moi non, et je pense que nos lecteurs ne sont intervenus nulle part, en tout cas pas en Syrie. Cela signifie qu'il endosse la décision et la politique de Macron qu'il prétend combattre.

Quant aux "preuves", je me suis déjà exprimé sur ce sujet. Il ne fallait pas attendre de Mélenchon qu'il accuse Macron de faussaire, d'escroc, de suppôt, de complice des barbares à l'Assemblée nationale, ce qui montre au passage qu'il n'a jamais eu l'intention de s'en servir de tribune pour dérouler un quelconque programme à destination des travailleurs, en réalité il participe au consensus, à l'union nationale contre les travailleurs.

A la place de Mélenchon à l'Assemblée nationale, j'aurais nommé et identifié précisément les auteurs des preuves avancées par Macron. Explosif, puisque les Casques Blancs sont financés pour moitié par le gouvernement britannique et à hauteur de 20% par le gouvernement américain, les 30% venant de généreux donateurs du Golfe ou d'oligarques, tandis qu'ils sont dirigé par l'ancien soldat britannique James le Mesurier et leur chef est un dirigeant d'Al-Nosra, selon les Américains qui l'ont refoulé à leur frontière, bref des gens au-dessus de tout soupçon ou dignes de confiance, passons sur le fait qu'ils sont multi récidivistes en matière de faux témoignages, de preuves fabriquées, et tout ces éléments sont publics, sourcés, vérifiables.

Le mouvement ouvrier a encore été en dessous de tout à cette occasion, c'est épouvantable, dramatique. Je ne sais pas si les militants en ont pris conscience, mais c'est très grave, car quelque part cela signifie qu'il n'y a aucun espoir qu'on voit le bout un jour de ce cauchemar et que le pire est à venir. En désespoir de cause, tablons sur les nouvelles générations de militants qui verront le jour et renoueront avec le socialisme.

Dossier Syrie

- ...le secrétaire à la Défense, Jim Mattis, a admis le 2 février, lors d'une conférence de presse, que le Pentagone n'a aucune preuve que l'armée syrienne ait jamais utilisé des armes chimiques. Mondialisation.ca, 17 avril 2018

- Le Pentagone détient le plus grand stock de gaz toxique militaire au monde. L'intérêt de l'avoir est la possibilité de l'utiliser malgré son interdiction par le droit international en vertu duquel le New York Times condamne la Syrie (sans preuve) pour l'avoir violé. Ainsi les idéologues de la tyrannie américaine révèlent que le droit international n'a d'importance que pour les pays que les États-Unis définissent comme leurs ennemis (les barbares) et non pour eux-mêmes, qui sont libres d'agir comme bon leur semble contre les barbares, en vertu de leurs propres lois, en tant que garants d'un ordre moral mondial. Inutile de dire que l'idée que les États-Unis, la principale source de désordre, de souffrance et de décadence dans le monde ont même un soupçon d'autorité morale est risible, sinon une mauvaise plaisanterie – une vérité dont la plus grande partie de la population mondiale n'est que trop consciente. (Mondialisation.ca, 17 avril 2018)

Faux casques blancs – la Russie interpelle l'ONU - Mondialisation.ca, 23 janvier 2017

Cette officine de propagande de la coalition islamo-atlantique contre la Syrie est financée à 50% par le gouvernement anglais et à 29% par le gouvernement étatsunien (d'après les déclarations de ces deux gouvernements) ; un autre contributeur est l'organisation états-unienne Purpose qui possède le domaine internet whitehelmets.org. Elle a été promue à la célébrité par les agences de presse de l'OTAN (AP, AFP et Reuters) le 30 septembre 2015, lorsque ces faux casques blancs se sont (un peu trop) empressés de publier des témoignages et "preuves" vidéographiques de l'indiscrimination des bombardements que l'aviation russe allait lancer quelques heures plus tard. Outre son usurpation de l'appellation White Helmets, elle a aussi été présentée mensongèrement comme la défense civile syrienne (reconnue par l'ONU, l'OMS, le CICR et l'Organisation Internationale de Protection Civile), puis comme une branche "humanitaire" de la milice prétendue modérée d'Al-Qaïda en Syrie rebaptisée Front Al-Nosra puis Fatah Al-Cham, même si ses membres se filment parfois en flagrant délit de défaut d'humanitarisme, pour ne pas dire de terrorisme, lors d'exécutions arbitraires par exemple, comme l'ont montré les enquêtes approfondies de la journaliste

Vanessa Beeley.

Le 20 septembre 2016 cette officine a produit presque en direct des images du convoi humanitaire brûlé, comme annoncé quelques jours plus tôt, par la guérilla islamiste occupant Alep-Est, et a accusé l'aviation russe de l'avoir bombardé (contre toute apparence), cherchant manifestement à détourner l'attention du bombardement de l'armée syrienne par l'aviation étatsunienne le 17 septembre.

Plus récemment, le 2 janvier 2017, les faux casques blancs ont revendiqué (par la "déclaration de Ouadi Barada"), avec quatre autres mouvements de la guérilla islamiste, la coupure et l'empoisonnement, depuis le 22 décembre 2016, de l'eau de la Barada qui approvisionnait plus de cinq millions de Damascènes, ce que l'ONU a bien qualifié de crime de guerre même si elle n'en a pas nommé les auteurs

http://www.mondialisation.ca/faux-casques-blancs-la-russie-interpelle-lonu/5570387

En quête de vérité dans les décombres de Douma – et les doutes d'un médecin sur l'attaque chimique, par Robert Fisk - Les-Crises.fr 17.04

Source : Robert Fisk, The Independent, 16.04.2018

(https://www.independent.co.uk/voices/syria-chemical-attack-gas-douma-robert-fisk-ghouta-damascus-a8307726.html)

Rappel.

- L'enfant «sauvé» en Syrie par les Casques blancs était déjà mort au moment du tournage - sputniknews.com 10.04.2017

L'ONG Casques Blancs, qui présente régulièrement des vidéos montrant toutes les atrocités des attaques chimiques en Syrie, a été de nouveau discréditée par un groupe d'experts indépendants, qui se sont penché sur ses opérations de sauvetage effectuées dans la province d'Idlib en 2015.

L'ONG Swedish Doctors for Human Rights (SWEDHR) a publié une déclaration selon laquelle les opérations de sauvetage de l'ONG Casques Blancs, qui auraient été filmées dans la foulée d'attaques chimiques en Syrie, constituaient un « fake » et qu'elles avaient été effectuées sur un enfant déjà mort. sputniknews.com 10.04.2017

- Autres éléments d'information.

- Les gouvernements « occidentaux » ont versé plus de 70 millions de dollars aux « Casques blancs », la fausse « Défense civile syrienne » créée par la firme de relation publique Purpose Inc. de New York, pour faire et pour diffuser des photos et des films qui désignent l'insurrection islamique en Syrie comme « bonne » et le gouvernement syrien et ses alliés comme « méchant » (des milliards (!) supplémentaires sont consacrés chaque année à l'approvisionnement en armes des mercenaires du camp djihadiste et à leurs salaires). (Moon of Alabama 06.10.2016)

- Casques Blancs: Des sauvetages soigneusement mis en scène - Arrêt sur Info 07.10.2016

- Les « Casques Blancs » main dans la main avec les groupes terroristes en Syrie - Arrêt sur Info 25.09.2016

« En fait Les Casques blancs, qui prétendent être indépendants, sont dirigé par l'ancien soldat britannique James le Mesurier, cofinancé par le gouvernement américain et britannique, opérant dans les zones sous le contrôle de l'organisation terroriste Front al Nosra; groupe interdit par le Conseil de sécurité de l'ONU. Chaque attaque contre al Nosra est ainsi décrite comme une attaque dirigée contre des «civils» et des centres de soins, ou sur des personnels de santé. La même chose vaut pour Médecins sans frontières (MSF), qui finance les cliniques d' al Nosra (la plupart du temps sans bénévoles étrangers) dans plusieurs zones tenues par les terroristes. »

« Les contradictions entre la politique et la pratique des États-Unis ont récemment été mises en évidence lorsque le chef syrien des Casques Blancs, Raed SALEH, s'est rendu aux Etats-Unis pour recevoir un prix humanitaire, mais n'a pas eu la permission d'entrer sur le sol Américain et a été renvoyé à Istanbul car il est associé à Al-Nosra. » Arrêt sur Info 25.09.2016

Parole d'internaute

1- Pearson Sharp de One America News Networks (chaine conservatrice de droite qui émet aux USA sur le câble depuis 2013), n'a

lui non plus rien trouvé à Douma. Tout y est normal et le gars est impressionné par les quantités d'armement rebelle trouvées sur place (relire Hersh ou l'enquête de balkaninsight.com) et par les témoignages innombrables qui attribuent les attaques aux rebelles. Il est allé sur le lieu présumé de l'attaque sans rien trouver. Puis à l'hôpital décrit par Fisk et il décrit exactement la même chose que Fisk. Une journée normale à l'hôpital lorsque soudain des étrangers sont rentrés par effraction et ont semé le chaos en apportant leurs propres victimes. Ils avaient des caméras et se sont enfuis après avoir semé le chaos. Médecin-chef : "0 morts ont été pris en charge à l'hôpital ce jour-là." "Personne n'a le moindre indice de début de preuve d'une attaque chimique ce jour-là à Douma."

2- On lira cet article avec autant plus d'attention que Robert Fisk est un des derniers grands journalistes britanniques, qui couvre le Moyen-Orient depuis des décennies, n'hésite pas à se rendre dans des zones en guerre pour obtenir des informations de première main, et a suffisamment de crédibilité pour dire ou écrire des choses qui fâchent (par exemple il a accusé les États-Unis d'avoir intentionnellement pris des journalistes pour cibles en Iraq lors de l'invasion).

Le fait qu'un journaliste sérieux et respecté remette en cause la propagande occidentale est une excellente nouvelle, et pourrait faire changer d'avis ceux qui sentent que dans cette affaire la version "officielle" est bien trop caricaturale pour être crédible, mais ont besoin d'éléments factuels pour être convaincus.

3- Il commence à y avoir un paquet de gens qui disent la même chose, comme par exemple ce reportage de l'AFP, à 30':

https://www.youtube.com/watch?v=NUhz_t2IcVk

là c'est le mainstream media qui se mets à douter de la réalité de cette attaque.

4- Cela fait trois fois que le président s'appuie publiquement sur des images télé pour justifier les actions militaires de la France. Le 1er Ministre a fait de même à l'AN. Qui va poser la question de la crédibilité de ces images et qui les a filmées.

5- Je ne mettrais pas ma main au feu s'agissant des anglo-saxons et en particulier les US. Poutine et sa volonté de ne pas se plier aux désidérata des US sur la scène internationale (les derniers ayant toujours fait ce qu'ils voulaient depuis la seconde GM pour leurs propres intérêts) est un réel souci pour le deep State. Citons la Libye, le Vénézuela, Cuba, l'Iran, la Chine depuis peu, sa stratégie habile en Syrie, sans compter la dépendance de l'Europe au gaz russe…tout cela embête clairement les US. Et, au regard de l'Histoire de ce pays et de leurs pratiques, notamment en Amérique du Sud, quand un pays gêne, on tente de le délégitimer, de le saborder.

Concernant la Russie, cela a commencé avec l'Ukraine, puis la Syrie, puis les armes chimiques, puis les sanctions US et européennes, puis l'ingérence dans les élections US (toutes les charges ont été abandonnées), dans le Brexit ou l'indépendance de la Catalogne, puis l' affaire Skripal, puis encore les armes chimiques et depuis hier (dans le Monde), les attaques informatiques russes contre des intérêts US et U.K.

Bref de mon point de vue, les US ont toujours eu une stratégie claire vis à vis de la Russie, et qui s'est exacerbée depuis l'arrivée de Poutine: l'endiguement (d'où l'élargissement de l'OTAN en Europe à marche forcée) et la diabolisation (la Russie est menacante et a des visées expansionnistes pour reconstituer l'URSS). La volonté d'une nouvelle guerre froide (avec les US dans le rôle du gentil, du sauveur) est donc une hypothèse tout à fait objective.

Faux « made in USA » et mensonges « made in Italy » par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 17 avril 2018

Présentée comme une opération tripartite, l'attaque de la Syrie par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, était entièrement coordonnée par l'Otan. Comme celle de l'Iraq, il y a quatorze ans, elle était fondée sur un mensonge officiellement démenti à l'avance par les inspecteurs en désarmement de l'OIAC.

Pour motiver la guerre de 2003, les USA accusèrent l'Iraq de posséder des armes de destruction massive : le secrétaire d'État Colin Powell présenta à l'Onu une série de « preuves » toutes révélées fausses ensuite, comme il a dû l'admettre lui-même en 2016.

Des « preuves » analogues sont aujourd'hui exhibées pour motiver l'attaque contre la Syrie effectuée par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Le général Kenneth McKenzie, directeur de l'état-major commun au Pentagone, a présenté le 14 avril un rapport, assorti de photos satellitaires, sur le Centre de recherche et développement de Barzeh à Damas, en le définissant comme « le cœur du programme des armes chimiques syriennes ». Le Centre, qui constituait le principal objectif, a été attaqué avec 76 missiles de croisière (57 Tomahawk lancés depuis des navires et sous-marins et 19 Jassm depuis des avions).

L'objectif a été détruit, a annoncé le général, « ramenant des années en arrière le programme des armes chimiques syriennes ».

Cette fois pas besoin d'attendre treize ans pour avoir confirmation de la fausseté des « preuves ».

Un mois avant l'attaque, le 13 mars, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (Opcw en anglais, OIAC en français) avait officiellement communiqué le résultat de sa seconde inspection, effectuée au Centre de Barzeh en novembre 2017, et de l'analyse des échantillons prélevés dernièrement en février 2018 : « L'équipe d'inspection n'a observé aucune activité en opposition aux obligations dérivant de la Convention sur les armes chimiques » [1].

Ce n'est pas un hasard si le Centre de Barzeh a été détruit juste avant que n'arrivent pour la troisième fois les inspecteurs de l'OIAC. La Syrie, État membre de cette organisation, a terminé en 2014 son désarmement chimique, alors qu'Israël, qui n'adhère pas à la Convention sur les armes chimiques, n'est soumis à aucun contrôle. Mais de cela l'appareil politico-médiatique ne parle pas. Il accuse par contre la Syrie de posséder et d'utiliser des armes chimiques. (...)

En réalité cette action a été précédemment convenue et planifiée au siège de l'Otan ; comme le prouve le fait que, immédiatement après l'attaque, le Conseil Nord-Atlantique a été convoqué. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France y ont « informé les Alliés sur l'action militaire conjointe en Syrie » et les Alliés ont exprimé officiellement « leur plein appui à cette action » [2].

En réalité, l'attaque contre la Syrie depuis la Méditerranée a été dirigée par le Commandement des forces navales US en Europe, dont le quartier-général est à Naples-Capodichino, sous les ordres de l'amiral James Foggo qui commande en même temps la Force conjointe de l'Otan, dont le quartier-général est à Lago Patria (Naples).

L'opération guerrière a été soutenue par la base aéronavale US de Sigonella et par la station US du Muos de transmissions navales à Niscemi (toutes deux en Sicile).

Comme le montrent les tracés radar, les drones espions US RQ-4 Global Hawk, décollant de Sigonella, ont joué un rôle fondamental dans l'attaque contre la Syrie, appuyée par des avions-citerne pour l'approvisionnement en vol des chasseurs.

L'Italie partage donc la responsabilité d'une action guerrière qui viole les plus élémentaires normes du droit international.
Réseau Voltaire 17 avril 2018

[1] "Progress in the elimination of the Syrian chemical weapons programme", by Ahmet Üzümcü , Voltaire Network, 23 March 2018.

[2] « Déclaration du Conseil de l'Atlantique Nord sur les actions menées contre l'emploi d'armes chimiques en Syrie », Réseau Voltaire, 14 avril 2018.

La Défense russe annonce la découverte d'un laboratoire chimique de radicaux à Douma - sputniknews.com 17.04

Les experts russes ont découvert à Douma, en Syrie, un laboratoire de fabrication d'armes chimiques appartenant aux radicaux et recelant des éléments pour la production de gaz moutarde ainsi qu'une bouteille de chlore.

Un laboratoire d'armes chimiques appartenant aux radicaux a été localisé dans la ville syrienne de Douma par les militaires russes.

«Lors de notre visite à Douma, nous avons trouvé un laboratoire chimique et un entrepôt de substances chimiques», a déclaré mardi Alexandre Rodionov, chef du groupe d'experts, à la chaîne de télévision Rossiya 24.

Il a précisé que les spécialistes avaient découvert des substances chimiques sous contrôle de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) pouvant servir notamment à la fabrication de l'ypérite à l'azote et de l'ypérite au soufre.

En outre, Alexandre Rodionov a constaté la présence «d'une bouteille de chlore semblable à celle utilisée par les radicaux pour mettre en scène le faux qui a été repris par la suite par les médias. On peut en conclure que ce laboratoire était utilisé par des formations armées illégales pour produire des substances toxiques».

Le ministère russe de la Défense avait précédemment déclaré que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) pourrait travailler librement à Douma.

«Le Centre pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie est prêt à garantir la sécurité des experts de l'OIAC dans la Ghouta orientale, à mettre à leur disposition des moyens de transport et à assurer leur protection par les forces de la police militaire russe», a déclaré lundi le général de brigade Youri Evtouchenko, chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie. sputniknews.com 17.04

Fake news d'Etat reprise par Le Monde.

- Chlore et gaz sarin utilisés le 7 avril à Douma, selon le département d'Etat américain - Reuters 18 avril 2018

Les Etats-Unis disposent de renseignements selon lesquels à la fois du chlore et du gaz sarin ont été utilisés dans l'attaque chimique du 7 avril à Douma en Syrie, a déclaré mardi la porte-parole du département d'Etat américain Heather Nauert. Reuters 18 avril 2018

Un internaute.

- Nos « amis » du decodex, eux, ont la certitude de l'usage de chlore et de sarin : les USA l'ont dit http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/reactions/2018/04/17/syrie-que-sait-on-de-l-attaque-chimique-du-7-avril-a-douma_5286620_4355770.html

- En quête de vérité, un journaliste met en doute l'attaque chimique à Douma - sputniknews.com 17.04

Citant des médecins et des habitants de Douma, le reportage d'un correspondant de The Independent sur l'attaque chimique présumée révèle que des victimes ont souffert d'inhalation de poussière et de privation d'oxygène et qu'un membre des Casques blancs a provoqué la panique en criant «Gaz!».

«C'est l'histoire d'une ville appelée Douma, un lieu ravagé et puant d'immeubles détruits et d'une clinique souterraine dont les images de souffrance ont permis à trois des nations les plus puissantes du monde occidental de bombarder la Syrie la semaine dernière», raconte un journaliste de The Independent qui est venu à Douma suite aux déclaration sur une attaque chimique dans la région.

Damas propose aux inspecteurs de l'OIAC de rencontrer des témoins des événements de Douma

Dans cette clinique souterraine, le journaliste déclare avoir rencontré le médecin syrien Assim Rahaibani qui lui a révélé «quelque chose de profondément inconfortable»: les patients, selon lui, ne souffraient pas des conséquences d'une attaque chimique, mais de privation d'oxygène dans les tunnels, remplis de décombres, et les sous-sols au cours d'une nuit passée là en raison de violents affrontements de l'armée syrienne contre les radicaux.

«Par malchance aussi, les médecins qui étaient de service ce soir-là, le 7 avril, [la date de l'attaque chimique présumée que les pays occidentaux évoquent, ndlr] étaient tous à Damas témoignant sur les armes chimiques dans le cadre d'une enquête, qui tentera de fournir une réponse définitive à cette question dans les semaines à venir», écrit le journaliste.

Bien que les pays occidentaux disent en avoir les preuves, le journaliste souligne que de nombreux Syriens à travers le pays n'ont jamais cru en ces «histoires de gaz qui étaient en général inventées, disent-ils, par les groupes islamistes».

«Donc, l'histoire de Douma n'est pas seulement une histoire de gaz ou d'absence de gaz, selon le cas. Il s'agit de milliers de personnes qui n'ont pas choisi d'évacuer Douma dans les bus qui sont partis la semaine dernière, aux côtés des hommes armés avec lesquels ils ont dû vivre en troglodytes pendant des mois pour survivre. J'ai traversé cette ville assez librement hier sans la surveillance d'aucun soldat, policier […], juste deux amis syriens, une caméra et un carnet de notes. Heureux de voir des étrangers parmi eux, plus heureux encore que le siège soit enfin terminé, ils sourient en majeure partie», raconte le journaliste.

«Cette nuit-là, il y avait du vent et d'énormes nuages de poussière qui ont commencé à entrer dans les sous-sols où vivaient les gens. Les gens ont commencé à arriver ici [dans la clinique souterraine, ndlr] souffrant d'hypoxie, de privation d'oxygène. Puis quelqu'un à la porte, un Casque blanc, a crié "Gaz!", et la panique a démarré. Les gens ont commencé à se jeter de l'eau les uns sur les autres. Oui, la vidéo a été filmée ici, c'est vrai, mais ce que vous voyez, ce sont des personnes souffrant d'hypoxie — pas d'intoxication au gaz», écrit le journaliste citant le médecin syrien.

Les Casques blancs ont ensuite été évacués en bus avec les radicaux.

«Comment se fait-il que les réfugiés de Douma qui avaient atteint les camps en Turquie décrivaient déjà une attaque au gaz que personne aujourd'hui à Douma ne semble se rappeler?», se demande le journaliste. sputniknews.com 17.04

Soutien au gouvernement syrien qui n'est pas aussi si isolé que cela.

- Manifestation de druzes pro-Assad sur le Golan occupé par Israël - AFP 17.04

Plus de 500 druzes ont manifesté mardi sous les drapeaux syriens en faveur du régime de Bachar al-Assad dans la partie du Golan occupée par Israël, dans une période de tensions renouvelées entre les deux pays voisins, a constaté un journaliste de l'AFP.

Environ 22.000 druzes, une minorité arabophone et musulmane également présente en Syrie, vivent dans la partie du Golan occupée et annexée par Israël, ainsi que 25.000 colons israéliens arrivés après la capture du plateau par Israël en 1967. La grande majorité de ces druzes se considèrent comme Syriens et ont refusé de prendre la nationalité israélienne.

Israël occupe depuis la guerre de 1967 1.200 km² du plateau du Golan (nord-est), dont l'annexion en 1981 n?a jamais été reconnue par la communauté internationale. Les quelque 510 km² restants sont sous contrôle syrien. AFP 17.04

- Contre vents et marées, Alger debout au côté de Damas - sputniknews.com 17.04

L'Algérie félicite la Syrie à l'occasion du 72e anniversaire de son indépendance, l'assure de sa fraternité et de son désir d'approfondir encore la coopération dans tous les domaines, selon un télégramme adressé, ce mardi, par le Président Bouteflika à son homologue syrien.

L'Algérie a dénoncé les bombardements effectués dans la nuit de vendredi à samedi par les forces armées américaines, françaises et britanniques contre la Syrie. Le Premier ministre du pays, Ahmed Ouyahia, a déploré que cette attaque ait eu lieu au moment où l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) s'apprêtait à entamer une enquête sur l'attaque chimique présumée à Douma. «L'Algérie ne peut que regretter les frappes qui se sont déroulées cette nuit [dans la nuit du 13 au 14, ndlr] en Syrie au moment où toute la communauté internationale attendait plutôt l'envoi d'une commission d'enquête pour évaluer ou vérifier toutes ces informations relatives à l'usage présumé d'armes chimiques que l'Algérie avait dénoncé», a déclaré M.Ouyahia lors d'une conférence de presse. sputniknews.com 17.04

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

- SNCF : l'Assemblée adopte la loi sur la réforme, la mobilisation ne faiblit pas - Liberation.fr 18 avril 2018

Sans grande surprise, l'Assemblé a adopté mardi en première lecture, le projet de loi sur la réforme ferroviaire, par 454 voix pour, 80 contre et 29 abstentions. Pour autant, ce texte demeure inachevé, dans la mesure où le gouvernement devrait se prononcer par ordonnances sur les sujets non traités par le Parlement. Dont la fin du statut des cheminots et certaines modalités de l'ouverture du rail français à la concurrence. Le prochain examen du texte se tiendra au Sénat à partir du 29 mai.

Pendant ce temps, la mobilisation ne faiblit pas. Mercredi et jeudi, deux nouveaux jours d'arrêt de travail sont programmés et le niveau de trafic sera sensiblement équivalent aux précédents : un TGV sur trois, deux TER sur cinq et un Intercités sur quatre. Selon une source syndicale, la direction de la SNCF serait contrainte de puiser largement dans le vivier de l'encadrement des conducteurs pour assurer ce niveau de service. Mardi une série de rencontres bilatérales étaient organisées entre le ministère des Transports et les syndicats. SUD a envoyé une délégation de grévistes qui est repartie quelques minutes après son arrivée. Il est vrai que les quatre organisations syndicales représentatives (CGT, UNSA, SUD et CFDT) sont remontées depuis l'annonce, lundi, du transfert des activités fret dans une filiale spécialement créée à cet effet. Le transport de marchandises perd de l'argent de manière récurrente : 300 millions d'Euros en 2017. S'y ajoutent 4,5 milliards de dettes. Cette filialisation du fret s'inscrit, pour le gouvernement, dans le plan d'investissement nécessaire à sa modernisation. Sauf que lorsqu'ils seront transférés dans une nouvelle structure juridique, les 6 000 agents du fret verront leurs avantages sociaux remis en cause, au bout de quinze mois. Pas de quoi calmer les tensions. Liberation.fr 18 avril 2018

- «A Rennes-II, on n'avait pas vu une telle mobilisation depuis le CPE» - Liberation.fr 18 avril 2018

Après des semaines de tergiversations et une mobilisation plutôt timide, Rennes-II est entrée de plain-pied dans le mouvement des facs : deux tiers des 4 000 à 5 000 étudiants qui se sont réunis lundi ont voté le blocage de l'établissement jusqu'au 30 avril.

- Tolbiac: "Violence, drogue, sexe", le président de la fac dénonce une situation "préinsurrectionnelle" - Le HuffPost 18 avril 2018

Haut de page

Le 19 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (11 pages)

Faisons-le populaire pour nous détendre un peu, on en a grand besoin, n'est-ce pas ?

Ils poussent les gens à bout de nerfs, alors qu'ils sont psychologiquement fragiles, rien de tel pour les déstabiliser ou briser leur volonté d'agir, ils verront des cons partout, alors qu'ils le sont eux-mêmes, on est toujours le con de quelqu'un, rien de tel pour le rester et le tour est joué !

Un jeu à la con dans lequel on voudrait nous entraîner, sans risque que nous y participions un jour, parce que nous sommes très ou trop bien informés, et nous avons développé un esprit critique ou logique suffisamment aiguisée pour ne pas tomber dans ce travers. Du reste, ce n'est pas pour rien que nous le mettons en pratique quotidiennement comme chacun peut le constater.

Michel Audiard : « les cons, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît ».

C'est peu dire que des cons nous gouvernent, détiennent le pouvoir, pourrissent la vie de l'humanité entière.

Le con, ce n'est pas le pauvre type qui croit n'importe quoi et le répète comme un perroquet en vous traitant de con par dessus le marché, parce qu'il est sûr de détenir la vérité que la majorité partage avec lui ou tout du moins c'est ce qu'on s'est employé à lui faire croire, mais ceux qui étant mieux informés que lui le traitent de con, et nous aussi par la même occasion. Ils ont juste oublié qu'il fallait commencer par réfléchir avant de porter des jugements à l'emporte-pièce, en admettant qu'ils en soient capables, ce dont on est en droit de douter dans bien des cas.

Quand on se livre à une interprétation erronée de sa condition ou de la situation, c'est par ignorance et il sera possible de pallier à cette lacune en améliorant nos connaissances et en s'armant de la logique, mais si c'est parce qu'on y trouve son intérêt, notre cas sera sinon désespéré, tout du moins irrécupérable tant qu'on ne l'aura pas admis ou que notre condition ou la situation ne se sera pas détériorée au point que nos intérêts se trouveront menacés.

Le NPA porte-parole de l'Otan et ses barbares.

La palme de l'ignominie revient au NPA dont le discours reprend à la virgule près la propagande de l'Otan ou de Trump, Macron, May.

Il a franchi "la ligne rouge" qui le place dans le camp de la réaction, il faudrait être sourd ou aveugle pour ne pas s'en apercevoir ou encore être d'une mauvaise foi sans fond.

LVOG - Le titre est trompeur comme on va le voir par la suite, quoiqu'il comporte un amalgame pour qui sait lire attentivement.

- Avec le peuple syrien, contre les bombardements et toutes les interventions impérialistes - NPA 14 avril 2018

NPA - Une fois de plus, les gouvernements des USA (United States of America, non, Etats-Unis en français), de la Grande-Bretagne et de la France se sont arrogé le droit de bombarder au Moyen-Orient. À la suite de Trump ils ont annoncé dans la nuit du 13 au 14 avril le lancement de dizaines de missiles sur des objectifs militaires du gouvernement syrien, suite à des témoignages relatant une nouvelle attaque chimique du régime Assad contre la population de la ville de Douma près de Damas.

LVOG - Lorsque vous aurez terminé la lecture de cet article du NPA, vous constaterez que seuls y figuraient les "témoignages" fournis par les barbares et retenus par le gang de Washington, Paris et Londres, soit la version des va-t-en-guerre contre la Syrie, tandis que les réactions des gouvernements syrien et ses alliés russe et iranien notamment qui contestent ces témoignages seront soigneusement occultés.

NPA - Ils affirment vouloir en rester là (Hélas ! - LVOG) avec cet avertissement, le gouvernement russe dit qu'il ne restera pas sans réactions, tous prétendent agir pour la paix et contre le terrorisme. (Avec "tous", le NPA place sur le même plan les agresseurs et les agressés, reprenant la méthode des puissances occidentales qui par ailleurs place sur un même plan le gouvernement syrien et Daesh ou les groupes issus d'Al-Qaida). - LVOG) Mais c'est un triste jeu qui se déroule entre les puissances mondiales et régionales en Syrie entre les États-Unis, la France, la Russie, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie : un jeu cynique qui se fait sans et contre la population, dont le sort tragique n'émeut que lorsqu'il s'agit d'enclencher les grandes manœuvres diplomatiques et géostratégiques.

LVOG - Le NPA procède une nouvelle fois à un amalgame entre toutes les puissances impérialistes sans se soucier du rôle qu'elles jouent en Syrie, et comme chacun sait que si les Russes cessait de soutenir Bachar al-Assad, les Etats-Unis et ses vassaux continueraient leur guerre jusqu'à sa chute. Cela signifie clairement que le NPA est devenu un agent du chaos et de la guerre.

NPA - Depuis mars 2011 et le soulèvement démocratique contre le tyran Bachar al-Assad, la population syrienne subit en effet une répression féroce et sanglante du dictateur et de ses alliés, au premier rang desquels la Russie de Poutine et l'Iran des mollahs. Les difficultés rencontrées par le soulèvement, la militarisation imposée par le régime et les ingérences intéressées des monarchies du Golfe, ont en outre favorisé le développement de forces intégristes et djihadistes, tandis que les forces démocratiques étaient bien seules face à Assad et aux courants contre-révolutionnaires.

LVOG - On a là à la virgule près la rhétorique ou la propagande de guerre des Américains et ses vassaux reprise en boucle par l'AFP et l'ensemble des médias depuis 2011. NPA - Nous appelons à rejeter la sordide campagne visant à faire douter de la énième attaque chimique criminelle du régime sur des civils, hommes, femmes et enfants à Douma, attestée par tant d'informations venant de citoyens et services médicaux sur place. Mais nous condamnons sans aucune ambiguïté la nouvelle aventure militaire dirigée par Trump en Syrie, et la participation française à cette campagne de bombardements qui veut donner l'illusion que le peuple syrien va être maintenant mieux protégé. Cela ne peut en fait qu'ajouter de la guerre à la guerre, et du chaos au chaos : victimes civiles, rappel d'un passé colonial honni, renforcement de la posture d'Assad comme « rempart » face à l'impérialisme occidental.

LVOG - Le NPA adopte ici ouvertement la position et les accusations sans preuve de Macron contre le gouvernement syrien.

NPA - La fin de la tragédie syrienne passe au contraire par une désescalade militaire, qui implique la fin de toute intervention étrangère, y compris russe et iranienne, l'arrêt des ventes d'armes aux dictatures de la région, dont la France est l'un des principaux fournisseurs en engins de morts, et la clarté sur la mise à l'écart, dans tout scénario d'avenir, d'Assad et des dirigeants du régime syrien.

Nous continuerons à soutenir les résistances syrienne et kurde contre tous leurs oppresseurs.

LVOG - Le NPA va jusqu'à reprendre l'exigence des puissances occidentales d'écarter du pouvoir Assad, alors qu'il revient uniquement au peuple syrien d'en décider librement. Derrière un discours qui se veut radical, en réalité le NPA rame pour le compte de la pire réaction.

Dans un autre article daté du 11 avril 2018, on retrouvait la même rhétorique, comme quoi celui daté du 14 avril n'était pas un accident de parcours, mais confirmait l'orientation réactionnaire du NPA

- Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ? - NPA 11 avril 2018

Extrait.

NPA - Avec ou sans armes chimiques, le régime a déjà fait la preuve qu'il était prêt à massacrer des populations civiles dans cette guerre qui se mène depuis 2011 et qui a fait, à ce jour, plus de 350 000 morts. Depuis le début des affrontements en Syrie, les États-Unis ont certes critiqué la dictature d'Assad, mais ils ont montré qu'ils étaient tout à fait prêts à s'accommoder de son maintien au pouvoir, en particulier quand ils ont fait de la guerre contre Daech leur priorité.

LVOG - Le NPA regrette que les Etats-Unis n'aient pas terminé leur sale boulot ! Je rappelle que Mattis le secrétaire à la Défense a déclaré, que depuis 2011 il n'existait aucune preuve que le gouvernement syrien ait utilisé des armes chimiques, voir la causerie de la veille. Le NPA participe donc à la désinformation à laquelle se livrent gouvernements et médias. (lire plus loin)

Les mythomanes fanatiques osent tout.

- À Paris, Un colloque pour la paix - Liberation.fr 19 avril 2018

En France aussi, le camp de la paix se mobilise. JCall, le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du IVe arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018

A mettre au compte du "droit international" et de l'ONU.

- Israël fête ses 70 ans face aux défis régionaux et domestiques - AFP 18.04

Israël a fêté mercredi son 70e anniversaire en brandissant sa puissance militaire et son improbable réussite économique face aux menaces régionales renouvelées et aux incertitudes intérieures. AFP 18.04

Mimétisme. L'extrême droite sioniste ferait-elle dans le macronisme ou l'inverse ?

Liberation.fr 18.04 - Pour les 70 ans de l'Etat hébreu, le gouvernement vante la «start-up nation» et ses succès technologiques... Liberation.fr 18.04

N'allez pas croire que le Congrès américain ou Bruxelles menacerait Facebook.

- La chute de la maison Zuckerberg, par François-Bernard Huyghe - Les Crises 19 avril 2018

Affaire Skripal. La Grande-Bretagne s'enfonce dans le déni.

- Skripal : Londres admet les conclusions de l'OIAC qui se dit incapable d'incriminer la Russie - francais.rt.com 18.04

Le 12 avril dernier, l'OIAC s'était dite incapable de déterminer l'origine de l'agent innervant. Un mois après les accusations de Theresa May et de Boris Johnson, Londres n'a toujours pas prouvé l'implication de la Russie dans l'affaire Skripal.

Ce 18 avril, la délégation britannique a admis les conclusions de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur l'empoisonnement à Salisbury de l'ancien agent-double Sergueï Skripal, le 4 mars dernier. «Certes, bien que l'identification de l'agent innervant utilisé constitue un élément de preuve essentiel, ni l'analyse de [Porton Down], ni le rapport de l'OIAC n'identifient le pays ou le laboratoire à l'origine de l'agent utilisé dans l'attaque», a reconnu le représentant britannique à l'OIAC, Peter Wilson.

Dans une déclaration faite à l'occasion de la réunion du Conseil exécutif de l'OIAC, mise en ligne sur le site du gouvernement britannique, Peter Wilson a d'ailleurs affirmé sa confiance totale dans les méthodes mises en œuvre par l'OIAC, qui compte 41 Etats membres. francais.rt.com 18.04

La source ou le gouvernement britannique.

- OPCW Executive Council meeting: 18 April update on the use of a nerve agent in Salisbury - 18.04

https://www.gov.uk/government/speeches/opcw-executive-council-meeting-18-april-update-on-the-use-of-a-nerve-agent-in-salisbury

- "...neither DSTL's analysis, nor the OPCW's report, identifies the country or laboratory of origin of the agent used in this attack." gov.uk 18.04

Traduction : Ni les analyses de DSTL ni le rapport d'OPCW n'identifie le pays ou le laboratoire d'origine de l'agent qui a été utilisé lors de cette attaque.

Ce qui n'empêche pas les autorités britanniques de continuer à imputer à la Russie l'origine de cet agent chimique. Ils n'ont que le déni comme argument finalement, qui n'en est pas un évidemment ou ne constitue pas le début d'une preuve.

Dossier Syrie.

- Syrie : comment la SAMS vend le changement de régime et la guerre aux USA par Max Blumenthal
- Mondialisation.ca, 18 avril 2018

Vidéo en anglais. WEB EXCLUSIVE: Strikes In Syria - The Hard Facts (with Max Blumenthal)

https://www.youtube.com/watch?v=reuQAoXM8bE

A 0:58 de la vidéo filmée en compagnie du présentateur Lee Camp ci-dessus (donnée en anglais à titre de référence), le journaliste d'investigation Max Blumenthal explique que James Mattis, le secrétaire américain de la défense disait vendredi dernier ne pas avoir de preuves formelles de l'implication d'Assad dans l'incident de Douma, ou même d'une attaque chimique tout court. Ses sources, continue Blumenthal, étaient selon Mattis « les réseaux sociaux, qui démontraient que cette attaque avait réellement eu lieu ». A 1:41, Blumenthal se pose la question de l'identité de ces « sources sur les réseaux sociaux ». Et la réponse est que, tout comme l'année dernière pour Khan Cheikhoun où un incident similaire avait déclenché des frappes de représailles contre la Syrie d'Assad de la part des USA, ces sources sont principalement deux : les Casques blancs et la Syrian American Medical Society (Société médicale syrienne américaine, acronyme anglais SAMS).

Qui est la SAMS ?

Des rapports sur des allégations non prouvées d'attaque chimique à Douma, la ville de Syrie auparavant occupée par le

groupe rebelle Armée de l'Islam (Jaych al Islam), reposent invariablement sur une source-clé : la Fondation Syrian American Medical Society (SAMS). Avec les Casques blancs, la SAMS a été citée par le Washington Post, le New York Times, CNN et virtuellement tous les médias occidentaux qui rapportent l'incident. A Douma, l'équipe de la SAMS a affirmé avoir traité plus de 500 personnes qui présentaient des symptômes « d'exposition à un agent chimique ».

Le groupe a également joué un rôle central dans la mise en forme de la version officielle de l'attaque au sarin de la zone occupée par al-Qaïda de Khan Cheikhoun en avril 201, fournissant des échantillons biomédicaux à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), qui violait son protocole établi en acceptant des éléments d'enquête sans chaîne de traçabilité vérifiable. Cet incident a déclenché le lancement en représailles de 57 missiles de croisière sur une base aérienne syrienne par l'armée américaine. Presque exactement un an plus tard, un événement étonnamment similaire est censé avoir dépassé la « ligne rouge » encore une fois, et a provoqué un assaut des USA et de leurs alliés.

La SAMS affirme être une « organisation médicale apolitique, à but non lucratif », et est citée comme autorité crédible par les médias qui rapportent les événements de Douma. Très peu de publications sont disponibles sur les origines de l'organisation en tant qu'émanation de l'opposition islamiste, sur son engagement dans des opérations d'influence sophistiquées à la frontière de la Syrie avec la Turquie, ou de sa proche relation avec des éléments néocons de Washington et des affiliés d'Al-Qaïda en Syrie.

La SAMS n'est pas seulement un groupe de médecins syriens qui soigne des blessés dans des zones de guerre, et ne peut pas non plus être considérée comme une source objective sur des attaques chimiques ou autres atrocités. L'organisation est un lobby puissant soutenu par l'USAID* qui fonctionne avec une détermination sans faille poour soutenir la guerre de changement de régime et mettre des islamistes au pouvoir à Damas.

La SAMS a été fondée en 1998 par des membres de la diaspora syrienne aux USA, qui est concentrée dans la banlieue de Chicago. Avant la rébellion armée de 2011 contre le président Bachar el-Assad, le groupe avait envoyé plusieurs délégations médicales en Syrie, probablement en coopérant avec le gouvernement pour avoir ses entrées. Un ancien membre de la SAMS m'a contacté pour me dire que la révolte armée avait vu une prise de pouvoir du Comité directeur par des sympathisants des Frères musulmans. Elle m'a dit qu'elle et d'autres membres chrétiens et laïques avaient démissionné du groupe alors qu'il se transformait en ce qu'elle a décrit comme « l'hôpital mobile chirurgical militaire d'Al-Qaïda » (acronyme anglais MASH, en référence au film, NdT)

Financements de l'USAID, liens avec l'OMPI anti-iranienne

Selon le rapport financier de la SAMS pour 2015 (PDF), le budget de l'organisation a bondi de 672,987 dollars en 2013 à presque 6 millions de dollars en 2015 – il a donc presque été décuplé. Plus de 5,8 millions de dollars de ce financement provenait de l'USAID, un bras du Département d'Etat qui maintient son propre 'Bureau des initiatives de transition' pour appuyer les changements de régime dans les pays ciblés par l'Occident. Le directeur exécutif de la SAMS David Lillie se trouve également être un ancien employé de l'USAID, tout comme le directeur des opérations de la SAMS Tony Kronfli.

Presque tout au long du conflit en Syrie, les opérations de la SAMS ont été supervisées par Zaher Sahloul, un agent ardemment anti-iranien engagé dans la promotion d'une guerre de changement de régime contre le gouvernement syrien. Après avoir insisté, sans succès, auprès de Barack Obama pour instaurer des no-fly zones de l'OTAN dans le ciel syrien, une politique dont Hillary Clinton avait admis qu'elle allait « tuer de nombreux Syriens », Sahloul a accusé le président d'avoir « autorisé un génocide en Syrie ». Le 20 septembre 2016, Sahloul a participé à un rassemblement new-yorkais qui visait à pousser à un confit avec l'Iran, également. Le rassemblement était organisé par des exilés iraniens de l'OMPI (Organisation des moudjahiddines du peuple iranien), une organisation internationale louche dédiée à un changement de régime en Iran qui a été décrite comme « un culte terroriste ». L'ancien sénateur néocon Joseph Lieberman, un bénéficaire des largesses de l'OMPI, figurait parmi les orateurs. Quelques jours plus tard, le journaliste néocon Eli Lake a salué Sahloul et ses collègues , selon lui « des Syriens-Américains qui tenaient tête à l'Iran ».

L'American Coalition for Syrian Relief, une ONG affilée à la SAMS, a soutenu l'appel du président Donald Trump à des « zones de sécurité » en Syrie, un euphémisme pour des no-fly zones qui demanderaient les forces aériennes des USA pour être instaurées. Pendant ce temps, pour donner plus de poids à ses efforts, Sahloul s'est coordonnéavec la Jewish United Federation of Chicago, une organisation islamophobe de premier plan et une opposante majeure à l'organisation de la solidarité en Palestine. Le fils de Sahloul, Adham, a travaillé en tant que lobbyiste de la SAMS à Gazientep, en Turquie, la base des services de renseignements occidentaux et locaux qui coordonnaient les opérations d'insurrection et d'information à la frontière syrienne. Tout en contribuant à plusieurs médias soutenus par le Qatar comme Middle East Eyeet Al Araby, Adham Sahloul avait auparavant travaillé pour Portland Communications, une firme de relations publiques fondée par un ancien expert en communication de Tony Blair (en 2016, le leader syndicaliste britannique Len McCluskey avait accusé Portland Communications d'être à la tête de la tentative de coup d'État des partisans de Tony Blair contre le nouveau leader du Labour, Jeremy Corbyn. [les « Blairites » ont mené plusieurs charges coordonnées contre Jeremy Corbyn pour le renverser et reprendre le contrôle du Labour (le Parti travailliste britannique), NdT].

Pour sa part, Zaher Sahloul a traité les journalistes critiques de « cinquième colonne qui ont fait l'apologie de criminels de guerre » et d'« équivalents de la machine de propagande d'Hitler ».

Opérations de manipulation de l'information, du cœur d'Al-Qaïda jusqu'à Washington

Les unités d'assistance à la coordination de la SAMS ont envoyé des aides et monté des hôpitaux de campagne dans des camps de réfugiés et des territoires contrôlés par les insurgés de Syrie. A Idlib, la zone sous contrôle d'Al-Qaïda où la SAMS opère aux côtés de l'administration dirigée par les insurgés, « la mixité dans les écoles a été abolie, les femmes forcées de porter le voile et des posters d'Oussama Ben Laden ont été accrochés aux murs », selon Joshua Landis, le directeur du Centre d'études sur le Moyen-Orient de l'université de l'Oklahoma. Bien que la SAMS déclare entretenir 100 hôpitaux en Syrie, toute vérification ou évaluation indépendante est virtuellement impossible, étant donné que les journalistes occidentaux volontaires pour tenter d'accéder à ces zones sont régulièrement kidnappés ou tués. En 2015, selon le Washington Post, la Banque Chase a clôturé le compte bancaire de la SAMS sans explication.

Sahloul a dirigé un groupe sur WhatsApp qui semble avoir fourni aux médias internationaux les premières images d'Omran Daqneesh, le « petit garçon poussiéreux » d'Alep-Est, dont l'image traumatisée a immédiatement été placardée à la Une des journaux et tenue pour preuve de la cruauté inouïe d'Assad. Les images originales avaient été prises par Mahmoud Raslan, un activiste affilié à Nourideen al-Zinki, un groupe insurgé soutenu par la CIA qui avait décapité un prisonnier palestinien de 19 ans.

Un an plus tard, le père d'Omran, Mohammad Kheir Daqneesh, a révélé que sa famille et lui avaient été exploités par des activistes insurgés. Un Casque blanc avait arraché Omran de ses bras pour le poser dans une ambulance, a déclaré Mohammad Daqneesh. Il a aussi révélé qu'un démagogue de la télévision saoudienne avait offert à sa famille une forte somme pour se faire porte-parole de l'opposition armée, mais qu'en tant que partisane du gouvernement syrien, elle avait refusé. A la suite de cette révélation, Omran a été soustrait à la vue des Occidentaux et supplanté par des mascottes de l'opposition islamiste syrienne comme Bana Alabed, Noor et Ala, et Mohamed Najem (comme Bana, Noor et Ala ont récemment figuré dans une opération-séduction photographique en compagnie du président turc Recep Tayyip Erdogan et se sont vus accorder la nationalité turque à titre honorifique.)

Revenons à Washington. La SAMS se vante d'être « devenue leader dans la représentation et l'engagement des législateurs, » et de faire du lobbying auprès du Congrès, du Département d'État et des Nations-Unies pour un changement de régime en Syrie. « Quand la SAMS parle, les gens écoutent, » selon une citation d'un officiel non nommé du Département d'État publiée dans une brochure promotionnelle de la SAMS. Et tant pis pour leur image de groupe « apolitique » d'humbles médecins de terrain.

Le 16 avril 2015, Sahloul et le coordinateur de la SAMS à Idlib Mohamed Tennari ont témoigné devant le Conseil de sécurité des Nations-Unies et allégué d'attaques au chlore par le gouvernement syrien contre le canton d'Idlib sous contrôle d'Al-Qaïda. La rencontre était orchestrée par l'ambassadrice des USA à l'ONU de l'époque, Samantha Power, partisane active d'une intervention militaire en Libye et en Syrie (Tennari a ensuite été dépeint comme « un médecin de terrain syrien » par CNN ; son travail dans un territoire contrôlé par Al-Qaïda a été omis.)

Lors de son gala annuel, le 6 mars 2017, la SAMS a accueilli l'ancien ambassadeur des USA Frederic Hof, le directeur sur le départ du Rafik Hariri Center, une émanation du think tank néocon Atlantic Center de Washington DC financée par des Etats du Golfe. Devant son auditoire, Hof a appelé à une augmentation des transferts d'armes aux rebelles syriens, à une no-fly zone contrôlée par les USA pour Idlib, la province occupée par des affiliés locaux d'Al-Qaïda, et à un blocage de la reconstruction des infrastructures détruites en Syrie jusqu'à la réussite du changement de régime.

Un peu plus d'un an plus tard, en se fondant principalement sur les affirmations d'agents de terrain de la SAMS, les USA, le Royaume-Uni et la France ont semblé vouloir concrétiser les aspirations de l'opposition syrienne. Et, alors qu'une guerre catastrophique pourrait s'annoncer, les populations restent dans le flou sur l'une des organisations-clés de ces exhortations à la guerre. Mondialisation.ca, 18 avril 2018

- Un journal américain (OAN) à Douma en Syrie : «Aucune attaque d'armes chimiques» n'a eu lieu
- Mondialisation.ca, 18 avril 2018

Enfin du vrai journalisme américain.

Un Américain, Pearson Sharp, a visité la ville de Douma située près de la capitale Damas, à la recherche de preuves d'une attaque chimique.

Qu'a-t-il découvert ?

Tous les résidents interrogés par OAN à Douma ont nié toutes les allégations d'attaque chimique, et ont dit qu'elle avait été organisée pour aider les rebelles djihadistes à échapper à l'avancée de l'armée de Assad.

Le journaliste de l'OAN a interviewé des personnes au hasard pour s'assurer à 100% qu'il ne s'agissait pas d'agents « Assad » …

les résidents qui « vivaient très près » (50 mètres du site présumé de l'attaque) ont tous déclaré qu'ils n'avaient vu aucune attaque chimique.

Dans l'ensemble, tous les résidents interrogés au hasard par OAN ont dit qu'ils n'ont vu aucune attaque d'armes chimiques.

OAN a demandé aux personnes interrogées ce qu'ils pensaient de l'attaque chimique.

Les résidents ont dit que c'était un canular.

Pourquoi les djihadistes ont-ils organisé cette attaque ?

Les résidents ont dit à l'OAN que les terroristes djihadistes ont créé le faux drapeau pour que les puissances occidentales attaquent Assad, et leur donnent la couverture dont ils avaient besoin pour échapper aux forces gouvernementales qui avançaient dans toute la ville.

Les résidents ont également dit à OAN qu' »ils aiment Assad » et qu'ils ne sont pas des « rebelles modérés ».

L'Américain Pearson Sharp a ensuite confirmé à 100% ce qu'a dit le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et l'explication du ministère russe de la Défense sur ce qui s'est passé à l'hôpital.

Les médecins qu'il a interrogés ont dit que, pendant qu'ils traitaient les gens pour des blessures de guerre et l'inhalation de fumée, une « bande d'inconnus » a soudain fait irruption dans l'hôpital et a dit qu'il y avait eu une attaque chimique, puis se sont mis à les arroser avec des jets d'eau et à tout enregistrer sur bande vidéo. Mondialisation.ca, 18 avril 2018

A lire également

- Le mari de Theresa May travaille pour un gros actionnaire de BAE Systems et Lockheed Martin, fabricants des missiles lancés sur la Syrie - Par RT - Mondialisation.ca, 18 avril 2018

- Témoignage et aveux. Quand le gouvernement français préfère "voir Dae'ch à Damas que Bachar al-Assad".

Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 16-04-2018 - Les Crises 19 avril 2018

- ...images et témoignages de la dernière attaque chimique présumée de la Ghouta ont été principalement rapportés par deux sources : l'ONG des Casques blancs – créée de pied en cap par le MI6 (service britannique du renseignement extérieur) pour appuyer Jabhat al-Nosra (c'est-à-dire la Qaïda en Syrie) durant la reconquête d'Alep par l'armée gouvernementale syrienne ; et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basée à Londres et citée par les médias occidentaux comme une agence de presse alors qu'elle est une officine politique liée aux Frères musulmans. Ces deux sources sont-elles suffisamment crédibles pour fonder une opération militaire d'envergure ?

Comme en septembre 2013, les autorités françaises exhibent une « note » des « services de renseignement ». Diantre ! Celle brandie à l'époque par le premier ministre Jean-Marc Ayrault était une collection de laborieuses suppositions.

La dernière n'est pas meilleure, puisqu'elle rassemble un condensé d'images collectées sur You-tube. Du solide ! En février 2003, l'auteur de ces lignes a assisté à la séance du conseil de sécurité qui a vu le général Colin Powell (alors secrétaire d'Etat) brandir un prétendu échantillon des armes chimiques irakiennes et projeter un diaporama voulant prouver que Saddam Hussein et Oussam Ben Laden étaient les meilleurs copains… On connaît la suite !

Dans la production entretenue de ce délire anti-russe, la palme revient – en particulier – à deux hauts fonctionnaires : Jean-Claude Mallet (inamovible conseiller de Jean-Yves Le Drian) et Jérôme Bonnafont, le patron d'ANMO (la direction proche-Orient du Quai d'Orsay) qui déclarait à des proches qu'il préférait voir Dae'ch à Damas que Bachar al-Assad…

- ...la chaine américaine Fox-News – créée par Rupert Murdoch et pourtant réputée pour sa ligne éditoriale néo-conservatrice – interviewait un sénateur républicain partisan de Donald Trump. D'une manière professionnelle, le journaliste Tucker Carlson est revenu à plusieurs reprises sur la question des « preuves » de la présumée attaque chimique et sur les objectifs des « frappes annoncées », ainsi que sur la suite et les conséquences de cette attaque militaire. Affichant sa parfaite connaissance du dossier, le journaliste de Fox-News a rappelé que les « frappes américaines » de l'année dernière sur une base aérienne syrienne avaient été suivies quelques mois plus tard d'un mea culpa du secrétaire à la Défense James Mattis, reconnaissant que les preuves d'une attaque chimique « n'avaient pas été suffisamment complètes et certaines » pour justifier une telle attaque. Les Crises 19 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils haïssent la démocratie.

- Réformes des institutions : « Le Parlement français est l'un de ceux qui a le moins de pouvoirs » Publicsenat.fr 18.04

Le président LR de la commission des lois, Philippe Bas s'est dit surpris « des restrictions aux pouvoirs du Parlement » contenues dans le projet de loi constitutionnelle alors que selon lui « le Parlement français est l'un de ceux qui a le moins de pouvoirs » dans le monde. Publicsenat.fr 18.04

S'ils le disent eux-mêmes : Alors débarrassons-nous des institutions antidémocratiques de la Ve République !

- Secret des affaires : « une atteinte massive aux libertés fondamentales », estime Dominique Pradalié - Publicsenat.fr 18.04

Pour Dominique Pradalié, porte parole du syndicat national des journalistes, la proposition de loi sur le secret des affaires aurait des conséquences désastreuses sur la liberté d'expression en France. Publicsenat.fr 18.04

- Collomb veut "rétablir l'Etat de droit" dans les facultés - Reuters 18.04

Le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, s'est déclaré mercredi déterminé à "rétablir l'Etat de droit" en réponse aux dégradations commises par des "casseurs" en marge du mouvement de contestation étudiant dans certaines universités. Reuters 18.04

- Macron aux cheminots : «Il faut cesser de prendre les gens en otage» - Liberation.fr 18.04

A Saint-Dié-des-Vosges, le chef de l'Etat a été interpellé par une dizaine de manifestants de la SNCF - Liberation.fr 18.04

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- A Sciences-Po, des étudiants mobilisés contre la «dictature macronienne» - Liberation.fr 18.04

Ce mercredi, le principal bâtiment de l'école parisienne était occupé par des étudiants afin de protester contre la politique du chef de l'Etat. Liberation.fr 18.04

J'ignore l'origine de cette mobilisation... Vaut mieux être prudent.

- Universités: le principal campus de Rouen fermé jusqu'à lundi matin après des blocages - AFP 18.04

Le président de l'université de Rouen a décidé de fermer de jeudi à samedi inclus son principal campus, à la suite du blocage mercredi de plusieurs bâtiments par des opposants à la réforme des modalités d'accès à la fac, selon l'université. AFP 18.04

Roumanie

- Universités roumaines : vers la grève générale ? - libération.fr 18.04

Depuis le 28 mars, le monde universitaire roumain est en émoi. Pour la première fois depuis la chute du communisme, étudiants et enseignants sont unis et menacent de grève générale. Dans leur ligne de mire, la décision de Valentin Popa, ministre de l'Education, de couper des bourses pour les étudiants de licence, master et doctorat. Mais cette coupe budgétaire ne concerne

que les universités qui ont montré leur désaccord lors de la nomination du ministre socialiste en février. Celles qui ont signé une pétition de soutien ont, elles, vu le nombre de bourses allouées augmenter.

«Pour la première fois de son histoire, la Roumanie fait face à une politisation de l'enseignement supérieur», s'inquiète Marian Preda, professeur de sociologie et président du sénat de l'université de Bucarest. Pour lui, la décision du ministère est clairement une sanction car bon nombre de recteurs cumulent fonctions universitaires et politiques, ce qui favorise le clientélisme et a abouti à la situation actuelle. Par cette décision, le gouvernement tend donc à museler les voix discordantes et l'opposition civile en s'attaquant aux cerveaux en formation.

Comme l'université de Bucarest, celles de Cluj, Timisoara ou Iasi, soit les principaux centres universitaires roumains, ont perdu chacune plusieurs centaines de bourses pour leurs cursus. «Cette décision n'a aucun fondement rationnel et va entraîner, à terme, une perte de compétitivité pour les universités car les étudiants risquent de réfléchir à deux fois avant d'investir dans des études coûteuses pour la plupart des ménages», alerte Preda qui annonce que l'université de Bucarest va porter le cas devant la justice administrative.

Des frais universitaires jusqu'à quatre mois de salaire

Horia Onita, étudiant en deuxième année de licence à la faculté de droit de Bucarest et représentant des étudiants au conseil d'administration de l'université, est très inquiet des retombées d'une telle décision à quelques mois seulement du début des admissions à l'université. Car en Roumanie, pour accéder aux études supérieures, les élèves de terminale passent des examens d'admission dans les universités qu'ils convoitent. Selon leur classement, ils auront droit ou pas aux bourses qui exonèrent des droits de scolarité. Dans un pays où le salaire minimum est de 408 euros net, les frais universitaires représentent souvent une charge pour les familles. A l'université de Cluj, ces frais varient entre 430 et 1 615 euros, soit jusqu'à quatre mois de salaire. Avec la suppression d'exonération des frais, étudier deviendra un luxe que les plus pauvres ne pourront plus se permettre.

A une heure et demie au nord de Bucarest, dans la petite ville de Curtea de Arges, Andrei est en terminale scientifique. Pour ce lycéen qui veut poursuivre des études dans les nouvelles technologies, la mesure fraîchement adoptée par le gouvernement est tombée comme un couperet. «Si mon pays ne me donne plus l'occasion de poursuivre mes études gratuitement, je préfère partir les faire aux Etats-Unis où est installée une partie de ma famille», soutient Andrei, avant d'ajouter : «Le coût sera plus cher et cela me demandera un effort pour perfectionner mon anglais, c'est certain, mais j'aurai accès à un enseignement de pointe et mon diplôme sera reconnu partout.»

«Cette décision entraîne une précarisation des étudiants qui devront travailler pour payer leurs études. On n'étudie pas avec la même énergie quand on travaille à côté pour se perfectionner dans son futur métier et quand on travaille pour survivre», s'indigne Horia Onita. Selon le représentant, les étudiants ne vont pas aller dans des centres universitaires moins prestigieux seulement pour être boursiers : «La plupart ne vont pas abandonner des universités d'excellence au profit d'universités médiocres juste pour économiser les frais d'inscription.»

Un gouvernement aux mesures impopulaires

Si à Bucarest les étudiants se mobilisent, l'eurodéputé Cristian Preda a déjà attiré l'attention du Parlement européen sur cette situation hautement inquiétante, le 16 avril. Le pouvoir, quant à lui, fait officiellement mine de ne pas remarquer la gronde : des sources internes au Parti social-démocrate au pouvoir mettent déjà le nom de Valentin Popa sur la liste des ministres qui seront prochainement remerciés.

Depuis une semaine, au sein même de la majorité, de nombreuses voix parlent d'un remaniement car le gouvernement de l'ancienne eurodéputée Viorica Dancila, nommée en février, montre déjà des faiblesses structurelles. Il enchaîne les mesures impopulaires qui font monter le mécontentement. Pour Marian Preda, «les étudiants vont se révolter car ils sont comme tous les Roumains : ils ne veulent plus de mesures négatives et de gouvernants incompétents !». libération.fr 18.04

Haut de page

Le 20 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (13 pages)

Une bien étrange conception du syndicalisme.

- Concertation Macron : un système. - La Tribune des travailleurs (POID)

Extrait.

LTT - "Si la classe ouvrière a constitué, au cours d'un long combat, ses organisations syndicales, c'est pour faire valoir – de manière organisée – ses intérêts spécifiques dans le « conflit » qui l'oppose à la classe capitaliste. Les organisations négocient sur la base du rapport de force. C'est leur rôle. LVOG - Les syndicats n'ont jamais eu pour mission ou rôle de négocier quoi que ce soit avec l'Etat des capitalistes ou le patronat.

Chacune des parties fait connaître ses positions, ensuite elles définissent en toute indépendance les moyens de les faire appliquer ou de les imposer à l'autre partie.

Par exemple, le patron décide qu'il n'accordera aucune augmentation de salaire, le syndicat exige une augmentation de 8%. Le patron va camper sur sa position ou proposer 2% d'augmentation, et le syndicat va continuer d'exiger 8%, il ne négocie rien du tout, il va consulter les salariés. Si 2% conviennent à la majorité des salariés le syndicat continuera d'exiger 8% sans appeler à la grève pour les obtenir puisqu'elle serait minoritaire et vouée à l'échec dès le départ. En revanche, si la majorité des salariés partagent l'exigence du syndicat, il appellera à la grève. Une fois la grève enclenchée, si le patron propose une augmentation supérieure, le syndicat réunira le personnel en assemblée générale ou le consultera pour que les salariés décident s'ils souhaitent ou non poursuivre la grève. Si la nouvelle proposition du patron leur convient, elle sera appliquée sans que le syndicat n'ait négocié quoi que ce soit avec le patron, car en définitif il n'a de compte à rendre qu'aux salariés et non au patron, ce qu'il semble ignorer au POID. C'est ainsi que l'indépendance de la classe ouvrière et des syndicats aura été préservée ou peut se concevoir et pas autrement. On a évoqué la majorité des salariés, mais il peut s'agir de la majorité d'un atelier ou d'un service. Au POID, à force de fréquenter les appareils pourris des syndicats, ils ont perdu jusqu'aux notions les plus élémentaires du syndicalisme.

Les syndicats ont été créés pour défendre ou représenter les intérêts des travailleurs et les organiser, les rassembler sur leur propre terrain de classe, pour pouvoir ensuite engager le combat contre l'Etat et le patronat, autrement dit se donner les moyens pratiques de les vaincre ou d'obtenir satisfaction à leurs revendications en recourant à la grève, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Affirmer que la classe ouvrière a des "intérêts spécifiques dans le « conflit » qui l'oppose à la classe capitaliste" laisserait à penser que ce "conflit" pourrait être permanent ou non, et comme l'immense majorité des travailleurs n'en ont pas conscience ou sont bourrés d'illusions dans le capitalisme, ils seront portés à imaginer que ce conflit est passager.

Or, c'est la nature des rapports sociaux sur lesquels repose le mode de production capitaliste, qui détermine l'existence d'intérêts de classe antagonistes et irrémédiablement inconciliables, ce qui signifie que ce conflit est permanent, aussi permanent que l'exploitation (et l'oppression) à laquelle est soumis chaque travailleur, qu'ils en aient conscience ou non, c'est un fait établi que la formule employée ici fait disparaître. C'est un peu comme la paix que revendiquent ceux qui nous gouvernent, c'est une paix armée en attendant la prochaine guerre, parce que le capitalisme ou l'impérialisme porte en lui la guerre et non la paix.

On nous dit que la concertation serait érigée en "système", mais on se garde bien de nous expliquer pourquoi, pourquoi c'est possible, sinon parce que les syndicats (donc les agents du capital qui les contrôlent) sont partie prenante de ce "système", s'y soumettent de bonne volonté, y adhèrent.

LTT - Si la classe capitaliste – et les gouvernements à son service – cherche à contraindre les organisations des travailleurs à avoir « un projet commun » avec eux, c'est pour tenter de nier l'existence des intérêts antagoniques entre les exploiteurs et les exploités."

LVOG - Ils ont trouvé le moyen de nous glisser "*l'existence des intérêts antagoniques entre les exploiteurs et les exploités*" en y associant les syndicats pour qu'on ne leur prête pas de les nier.

https://latribunedestravailleurs.fr/2018/04/12/concertation-macron-un-systeme/

Rectification

Dans la causerie du 19 avril, l'article intitulé *Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ?* a été imputé par erreur au NPA, il était de LO.

La version corrigée.

- Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ? - LO 11 avril 2018 Extrait.

LO - Avec ou sans armes chimiques, le régime a déjà fait la preuve qu'il était prêt à massacrer des populations civiles dans cette guerre qui se mène depuis 2011 et qui a fait, à ce jour, plus de 350 000 morts. Depuis le début des affrontements en Syrie, les États-Unis ont certes critiqué la dictature d'Assad, mais ils ont montré qu'ils étaient tout à fait prêts à s'accommoder de son maintien au pouvoir, en particulier quand ils ont fait de la guerre contre Daech leur priorité.

LVOG - LO regrette que les Etats-Unis n'aient pas terminé leur sale boulot ! Je rappelle que Mattis le secrétaire à la Défense a déclaré, que depuis 2011 il n'existait aucune preuve que le gouvernement syrien ait utilisé des armes chimiques, voir la causerie de la veille. LO participe donc à la désinformation à laquelle se livrent gouvernements et médias.

Le 18 avril, LO a récidivé.

- Syrie : le jeu cynique de l'impérialisme - 18.04

LO - Dans la nuit du vendredi au samedi 14 avril, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont bombardé trois sites présentés comme liés au programme d'armement chimique. Au total, une centaine de missiles se sont abattus sur des bâtiments vidés de leur personnel depuis plusieurs jours.

LVOG - La défense antiaérienne syrienne a intercepté 71 missiles de croisière occidentaux sur 103 lancés contre des installations la Syrie par les Etats-Unis et leurs vassaux, avait indiqué le ministère russe de la Défense le 14 avril. A LO ils n'étaient pas au courant, il faut en déduire qu'ils ne doivent s'informer qu'auprès des médias occidentaux ou aux ordres.

LO - Pour justifier leur action militaire, Washington et Paris avaient assuré avoir la preuve de l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad dans l'enclave de la Ghouta. En tout cas, ils se sont bien gardés d'attendre la moindre enquête internationale, puisque les inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sont arrivés en Syrie après les frappes occidentales.

LVOG - Depuis le 7 avril, une multitude de témoignages ou de voix s'étaient élevées dans le monde pour contester la version de Washington et Paris, mais là encore, LO l'a ignoré.

LO - Il faut tout le cynisme dont sont capables les dirigeants impérialistes pour utiliser une telle justification car, depuis sept ans que dure la guerre en Syrie, ils ont laissé la population se faire massacrer, aussi bien par les troupes du régime que par les milices djihadistes soutenues par leurs alliés.

LVOG - On aura compris que LO regrettait que le gang de Washington, Paris, Londres n'ait pas bombardé la Syrie plus tôt !

LO - Depuis le début des affrontements en Syrie en 2011, les dirigeants américains ont cherché à tirer parti des affrontements, appuyant des groupes djihadistes contre le régime d'Assad, laissant leurs alliés saoudiens et turcs appuyer et armer des groupes djihadistes à l'idéologie et aux méthodes qui n'avaient rien à envier à celles de Daech, quand ce n'était pas Daech lui-même.

LVOG - Daesh, pas Daesh, ils n'en savent trop rien et ils s'en foutent ! On sait que tous les groupes de barbares qui interviennent en Syrie, en Irak et dans d'autres pays de la région ou en Afrique sont tous à l'origine issus d'Al-Qaïda, puis de l'Emirat islamique ou Daesh, chacun ayant son banquier et son fournisseur d'armes attitré, Arabie saoudite, Qatar, Turquie, Israël, Amérique, Grande-Bretagne, France, etc. son donneur d'ordres, quoi. LO - (...) Loin d'une intervention destinée à protéger les populations, c'est de la part des dirigeants impérialistes une action cynique calculée pour imposer coûte que coûte leur présence sur un champ de bataille dont ils sont pratiquement écartés. Le sort des populations civiles, pas plus en Syrie qu'ailleurs, n'entre jamais dans les calculs des puissances impérialistes, sinon comme prétexte.

LVOG - Non, sans blague !

Bref, LO ne vaut guère mieux que le NPA, à éviter.

Cela ne nous rajeunit pas, mais cela fait du bien. On n'est pas Charlie ou U2, mais Pink Floyd !

- Des Casques blancs auraient tenté de faire pression sur Roger Waters, l'ex-leader de Pink Floyd - francais.rt.com 19.04

Le 19 avril, des courriels auraient révélé comment le groupe d'activistes syriens controversé des Casques blancs a essayé de faire pression sur le cofondateur de Pink Floyd, Roger Waters, avec de l'argent saoudien.

Les révélations ont été publiées sur le blog de Max Blumenthal. Dans un e-mail d'octobre 2016, Roger Waters aurait été ainsi invité

à une levée de fonds organisée par le milliardaire saoudien Hani Farsi pour honorer le travail des Casques blancs. Dans ce document, il est également encouragé à regarder un documentaire sur le groupe.

Et cela ne se serait pas arrêté là : quelques jours avant son récent concert à Barcelone, Roger Waters aurait été contacté par un journaliste français travaillant pour les Casques blancs. Le journaliste aurait demandé à Roger Waters de livrer un message aux enfants de Syrie. Certains de ces e-mails ont été diffusés sur la version anglophone de RT. Selon le blogueur Max Blumenthal, Roger Waters n'a pas répondu aux courriels.

En outre, au lieu de soutenir les Casques blancs lors de son concert de Barcelone, Roger Waters a dénoncé l'organisation et son fonctionnement : «Les Casques blancs sont une fausse organisation qui n'existe que pour faire de la propagande pour les djihadistes et les terroristes. C'est ma croyance. Nous avons des croyances opposées.»

«Si nous devions écouter la propagande des Casques blancs et d'autres, nous serions encouragés à encourager nos gouvernements à lancer des bombes sur les gens en Syrie», a-t-il ajouté. «Ce serait une erreur monumentale pour nous en tant qu'êtres humains», a-t-il appuyé.

Interviewé par Max Blumenthal, Roger Waters a confirmé sa pensée : «Maintenant, nous savons que les Casques blancs essaient d'encourager l'Occident à larguer des bombes et des missiles illégalement en Syrie.» francais.rt.com 19.04

Dossier Syrie

On savait bien que l'esclavage n'avait pas réellement été abolie ou la servilité d'un courtisan ridiculisé aux yeux du monde entier.

- Bachar al-Assad rend sa Légion d'honneur à la France, «esclave des Etats-Unis» - LeParisien.fr 20 avril 2018

La présidence syrienne a annoncé jeudi que la décoration de la Légion d'honneur attribuée par la France en 2001 au président Bachar al-Assad avait été rendue après la participation de Paris aux frappes contre la Syrie samedi.

« Le ministère des Affaires étrangères et des Expatriés a officiellement rendu à la République française, par le biais de l'ambassade de Roumanie à Damas, qui parraine les intérêts français en Syrie, la décoration de grand-croix de la Légion d'honneur accordée au président Assad par l'ancien président français Jacques Chirac », indique la présidence dans un communiqué.

"Il n'est point d'honneur pour le président Assad de porter une décoration attribuée par un régime esclave (...) des Etats-Unis qui soutient les terroristes", indique encore la présidence.

La décision de rendre la Légion d'honneur a été prise après « la participation de la France à l'agression tripartite aux côtés des Etats-Unis et du Royaume-Uni contre la Syrie le 14 avril », selon le communiqué. Le Parisien avec AFP 20 avril 2018

La vengeance est un plat qui se mange chaud, froid elle est frelatée.

- La vengeance du général Benoît Puga - Réseau Voltaire 19 avril 2018

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a annoncé à l'Assemblée nationale l'ouverture de la procédure de radiation du président syrien, Bachar el-Assad, de l'Ordre de la Légion d'honneur.

Elle lui avait été décernée par le président Jacques Chirac, qui se présentait alors comme son tuteur et l'introduisait dans l'arène internationale.

Cette procédure, extrêmement rare, est conduite par le général Benoît Puga. Celui-ci fut commandant des Forces spéciales (COS), puis du renseignement militaire (DRM). Il fut chef d'état-major particulier de deux présidents successifs, Nicolas Sarkozy et François Hollande. Depuis l'Élysée, il organisa et commanda les soldats français secrètement envoyés en Syrie pour y renverser le régime et y rétablir « le mandat français », selon l'expression du président Hollande. Il n'a jamais été poursuivi pour ces faits et, au contraire, en a été félicité en étant nommé grand chancelier de la Légion d'honneur et en participant à la réunion 2017 du groupe de Bilderberg. Réseau Voltaire 19 avril 2018

L'Empereur d'Otanie menace.

- Assad reste en mesure de mener des attaques chimiques, selon le Pentagone - Reuters 19 avril 2018

L'armée du président syrien Bachar al Assad reste en mesure de mener des attaques chimiques limitées, même si rien n'indique que l'une d'elle est en préparation, a estimé jeudi le Pentagone.

"Ils ont conservé une capacité résiduelle, qui est probablement répartie dans une multitude de sites à travers le pays", a affirmé le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Kenneth McKenzie.

Selon quatre sources proches du dossier interrogées par Reuters, l'armée américaine a conclu que les frappes aériennes menées la semaine dernière par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne en Syrie ont n'ont eu qu'un impact limité sur les capacités du régime syrien à mener d'autres attaques chimiques.

Ces conclusions contrastent avec celles de la présidence américaine qui affirmait que les frappes aériennes occidentales ont touché le coeur du programme d'armes chimiques syrien.

Etats-Unis, France et Grande-Bretagne ont détruit trois cibles, la plus importante d'entre elles étant le Centre de recherche et de développement de Barzeh qui serait, selon le renseignement américain, impliqué dans l'élaboration des armes chimiques syriennes.

Mais d'après les sources interrogées par Reuters et qui se sont exprimés sous le sceau de l'anonymat, certains éléments laissent penser que le stock syrien d'armes chimiques n'était pas intégralement entreposé dans les trois cibles visées.

Certaines de ces armes sont stockées dans des écoles et dans des immeubles d'habitation qualifiés par l'une des sources de Reuters de "boucliers humains".

Si les sources de Reuters admettent que la destruction du centre de recherche de Barzeh a sans doute eu un impact sur les capacités du régime, elles soulignent qu'une grande quantité d'autres dispositifs chimiques sont restés dissimulés. Reuters 19 avril 2018

En complément.

- L'UE menace le Venezuela de nouvelles sanctions - Reuters 19.04

Federica Mogherini, porte-parole de la diplomatie européenne, a menacé jeudi le Venezuela de nouvelles sanctions si les "conditions d'un processus électoral crédible et inclusif" ne sont pas respectées lors des scrutins présidentiel et législatifs du 20 mai. Reuters 19.04

Dans la rubrique farces et attrapes des conspirateurs.

- Les USA accusent Moscou et Damas d'effacer leurs traces à Douma - Reuters 20 avril 2018

Les Etats-Unis disposent d'informations crédibles montrant que les gouvernements syrien et russe tentent d'effacer les traces de l'attaque chimique présumée à Douma tout en empêchant les enquêteurs internationaux d'y accéder, a dit le département d'Etat jeudi. Reuters 20 avril 2018

C'était juste un mauvais film : "***Un jour de tournage des Casques blancs***" du MI6.

- Vidéo. Tournage de Douma: le père de l'un des «acteurs» prêt à témoigner.

https://www.youtube.com/watch?v=z7tXwqiCWI4

- Vidéo sur «l'attaque chimique» à Douma: le reportage sur le garçon sera diffusé à l'Onu fr.sputniknews.com 19.04

La vidéo réalisée par les Casques blancs avec la participation du petit Syrien Hassan Diab, présenté comme une victime de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma, sera diffusée aux représentants des pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, a déclaré l'ambassadeur de la Russie à l'Onu, Vassili Nebenzia.

Le témoignage du garçon syrien Hassan Diab, qui, selon une vidéo montée par les Casques blancs, aurait été touché lors de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma, sera soumis aux pays membres du Conseil de sécurité de l'Onu, a indiqué Vassili Nebenzia, ambassadeur de la Russie auprès de cette organisation internationale.

«Nous disposons d'ores et déjà de ce reportage sous-titré. Nous l'avons distribué aux représentants des pays membres [du Conseil de sécurité, ndlr] et d'ici à la prochaine réunion du Conseil, nous trouverons le moyen de le diffuser sur grand écran», a-t-il fait remarquer.

La chaîne de télévision Rossiya 24 a présenté l'interview de ce garçon de 11 ans qui a participé au tournage de la vidéo sur «l'attaque», invité, comme de nombreuses autres personnes, par les Casques blancs.

«Nous étions dans un sous-sol. Maman m'a dit qu'il n'y avait rien à manger et qu'on mangerait demain. Nous avons entendu des cris dans la rue, on criait "Allez à l'hôpital". Nous avons accouru à l'hôpital et dès que j'y suis entré, on m'a attrapé et on a commencé à m'asperger d'eau. Ensuite, on nous a mis sur des lits à côté d'autres personnes», a dit le garçon à Rossiya 24.

Le père d'Hassan a confirmé ce récit, ajoutant qu'il n'y avait eu aucune attaque chimique, mais que sa famille avait reçu pour le tournage des aliments, notamment des dattes, des biscuits et du riz.

Un garçon de Douma révèle des détails sur le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique»

Le ministère russe de la Défense avait précédemment présenté une interview vidéo de participants au tournage. Les médecins de l'hôpital y déclarent qu'«aucune des personnes transportées à l'hôpital ne présentait de traces d'intoxication par des agents chimiques». sputniknews.com 19.04

- Un garçon de Douma révèle des détails sur le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique» sputniknews.com 19.04

Le garçon syrien Hassan Diab, présenté par les Casques blancs comme une personne touchée par la présumée attaque chimique le 7 avril à Douma, a raconté à un journaliste russe comment la vidéo sur «l'attaque» a été filmée.

Il n'y a eu aucune «attaque chimique» à Douma, une banlieue de Damas, le 7 avril dernier et les personnes qui «auraient été touchées par un agent chimique» ont été invitées par les Casques blancs, a annoncé mercredi Hassan Diab, un garçon de 11 ans qui figurait dans la vidéo.

Le correspondant de guerre de la chaîne, Evguéni Poddoubny, a noté qu'on avait obligé le garçon à tourner dans cette vidéo.

«L'enfant n'avait rien à manger. On lui a donné du riz, des dattes et des biscuits pour ce tournage», a indiqué le journaliste.

Le père d'Hassan a confirmé ce récit, ajoutant qu'il n'y avait eu aucune attaque chimique dans la ville.

«Quand j'ai appris que mon enfant était à l'hôpital, j'ai demandé de m'absenter de mon travail pour y aller. J'ai fumé dehors, je n'ai rien senti. Je suis entré à l'hôpital et j'ai vu ma famille. Les extrémistes ont donné des dattes, des biscuits et du riz aux participants à ce tournage avant de nous laisser rentrer chez nous. Mon enfant se portait parfaitement bien», a indiqué l'homme.

Le correspondant Evguéni Poddoubny a publié un reportage sur Instagram où il montre la salle d'hôpital qui a servi de lieu de tournage pour les Casques blancs.

«L'hôpital traitait plusieurs personnes souffrant d'asphyxie au monoxyde de carbone, parce que ce jour-là, il y avait plusieurs incendies à Douma. Tout à coup, des extrémistes criant "Attaque chimique" sont arrivés en courant dans l'hôpital. Ils ont amené leurs acteurs qu'ils ont mis sur le plancher et ont commencé à les asperger d'eau. Cela a servi de prétexte pour une frappe portée contre la Syrie par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France», indique le journaliste dans le reportage.

Des correspondants de la chaîne américaine One America News Network se sont eux aussi rendus à Douma. Ils ont interviewé les médecins de l'hôpital, qui avait servi de lieu de tournage pour l'attaque chimique présumée, ainsi que des habitants de Douma. sputniknews.com 19.04

- Tournage de Douma: le père de l'un des «acteurs» prêt à témoigner sputniknews.com 19.04

Le père d'un garçon qui a été présenté par les Casques blancs comme une «victime» de l'attaque chimique présumée de Douma a fait part de sa volonté de comparaître devant les organisations internationales afin de leur faire connaître la vérité. Selon lui, «les armes chimiques n'y ont pas été utilisées».

Omar Diab, le père du garçon syrien présenté par les Casques blancs comme une des « victimes » de l'attaque chimique présumée du 7 avril à Douma s'est déclaré prêt à livrer son témoignage à n'importe quelle organisation internationale afin de prouver que les armes chimiques n'ont pas été utilisées dans cette ville de la banlieue est de Damas.

«Mon fils n'avait aucune trace d''exposition aux armes chimiques. Il a été un peu effrayé, mais il est sain et sauf. Avec ma famille, nous sommes prêts à témoigner n'importe où dans le monde, que cela soit à Genève ou à New York, que les armes chimiques n'y ont pas été utilisées», a-t-il déclaré.

Auparavant, le correspondant de guerre de la chaîne Rossiya 24, Evguéni Poddoubny, avait déclaré que ce qui s'était passé à Douma le 7 avril n'avait pas été une attaque chimique mais «un jour de tournage des Casques blancs». Le journaliste russe a réussi à parler à Hassan Diab, un garçon syrien âgé de 11 ans, qui a raconté qu'on lui avait donné «du riz, des dattes et des biscuits pour ce tournage». sputniknews.com 19.04

- Défense russe: l'attaque chimique présumée à Douma a été simulée par les Casques blancs - sputniknews.com 19.04

Personne n'a confirmé que l'attaque présumée a eu lieu dans la ville, a déclaré en direct un présentateur de One America News Network. Il a annoncé avoir interrogé une dizaine de résidents. «Ils ont dit que ce jour-là, tout allait comme toujours dans ce quartier et qu'ils n'avaient remarqué rien d'insolite», a noté le journaliste. Il a interrogé 40 ou 50 autres personnes dans d'autres quartiers de Douma, mais personne n'a entendu parler d'une attaque chimique.

Le correspondant américain a également visité la place où l'attaque aurait eu lieu, mais il n'a trouvé aucune preuve. Il est ensuite allé dans l'hôpital contrôlé par des extrémistes et est entré dans la salle qu'on avait montré dans les vidéos et où se trouvaient des personnes touchées par «l'attaque chimique».

Dispersion chimique à Douma, quand l'Occident saute sur les conclusions des Casques blancs

Un médecin, qui était de service le 7 avril, lui a dit «que c'était une journée comme les autres, mais qu'il y avait beaucoup de poussière. Beaucoup de gens se plaignaient de souffrir de toux, mais il n'y avait pas d'autres blessures. Et d'un coup, un groupe d'inconnus criant qu'une attaque chimique avait eu lieu, a fait irruption dans la salle. Ils ont apporté des gens, des blessés présumés, et ont commencé à les asperger d'eau. Les médecins examinaient ces personnes et les inconnus qui avaient apportés les blessés, ont commencé à tout filmer». sputniknews.com 19.04

Vive la guerre, ils n'ont pas d'autres perspectives à vous offrir! Trump : Les ventes d'armes : Une priorité absolue.

- L'administration Trump va faciliter et accélérer les ventes d'armes - Reuters 19 avril 2018

L'administration Trump a présenté jeudi une réforme attendue de longue date de la politique d'exportation d'armes visant à faciliter et accélérer les ventes aux alliés des Etats-Unis, ce qui devrait selon elle profiter à l'industrie américaine du secteur et à l'emploi.

La Maison blanche entend réduire les délais nécessaires pour approuver les contrats de vente d'armes, faciliter les grosses ventes ainsi que celles d'armes plus puissantes.

Elle veut aussi permettre aux responsables américains de peser davantage sur les discussions quand elles entrent dans leur phase finale, ce que Donald Trump fait déjà en téléphonant personnellement aux dirigeants des pays concernés.

Cette nouvelle politique commerciale, bien plus agressive que celle que Barack Obama avait adoptée en 2014, devrait profiter aux sociétés américaines du secteur de l'armement, comme Boeing, Lockheed Martin, Raytheon, General Dynamics et Northrop Grumman.

La réforme était en préparation depuis un an sous la conduite notamment du conseiller au commerce de la Maison blanche, Peter Navarro. Celui-ci a estimé dans un communiqué que la nouvelle politique américaine permettrait de "créer des emplois, renforcer nos alliés et partenaires, soutenir une industrie de la défense solide et promouvoir les intérêts économiques et sécuritaires des Etats-Unis à l'étranger".

Parmi les considérations retenues pour autoriser ou non une vente d'armes, le respect des droits de l'homme figurera au même niveau que d'autres facteurs comme les besoins des alliés des Etats-Unis ou le coût économique de la perte d'un contrat par une société américaine.

"C'est une politique équilibrée", a assuré l'ambassadrice Tina Kaidanow, qui supervise les contrats de vente d'armes au département d'Etat.

La réforme prévoit en particulier de faciliter les ventes de petits drones équipés de missiles et de tous les types de drones

de surveillance aux alliés des Etats-Unis.

Un responsable du département d'Etat a cependant déclaré cette semaine à Reuters que le texte définissant la nouvelle politique en la matière ne serait pas rendu public, pas plus qu'une liste étendue de pays pouvant bénéficier de ventes accélérées.

Les ventes d'armes sont une priorité absolue de Donald Trump, qui aborde le sujet lors de presque toutes ses conversations avec des dirigeants étrangers.

- Lockheed Martin chargé de développer un missile hypersonique - AFP 19 avril 2018

Le Pentagone s'est officiellement lancé dans la course hypersonique en chargeant le groupe de défense américain Lockheed Martin de développer le premier missile américain capable de voler à une vitesse cinq fois supérieure à celle du son.

Le Pentagone a annoncé mercredi soir qu'il accordait à Lockheed Martin un contrat d'un montant pouvant aller jusqu'à 928 millions de dollars sur une durée indéterminée pour la conception, le développement, les tests d'un missile air-sol hypersonique.

Le nouveau patron de la recherche et du développement au Pentagone, Michael Griffin, a souligné mardi que les missiles hypersoniques étaient désormais la priorité numéro un de la Défense américaine.

"A mon avis, l'avancée la plus significative de nos adversaires a été le développement par la Chine de ce qui est aujourd'hui un système très avancé de frappes conventionnelles d'un rayon d'action de plusieurs milliers de kilomètres", a-t-il déclaré au cours d'une audition au Congrès.

Avec les capacités actuelles des Etats-Unis, "on ne verra pas ces trucs nous arriver dessus", a prévenu M. Griffin, qui est un ancien ingénieur de la NASA. Une fois que les systèmes antimissiles américains les auront décelés, "nous aurons très peu de temps pour répondre".

Pékin vient d'annoncer que ses scientifiques étaient en train de construire une soufflerie surpuissante destinée à la conception d'avions et de missiles pouvant voler à plus de 12.000 km/h, soit 10 fois la vitesse du son.

Par ailleurs, le président russe Vladimir Poutine a vanté début mars ses nouvelles armes "invincibles", parmi lesquelles de nouveaux missiles de croisière hypersoniques.

Peu après, la Russie a annoncé avoir procédé avec succès au tir d'essai de son nouveau missile hypersonique "Kinjal" ("Poignard"), affirmant qu'il "n'existe pas d'équivalent au missile "Kinjal" dans le monde".

"Le développement des armes hypersoniques de la Chine nous a dépassé", reconnaissait récemment devant le Congrès l'amiral Harry Harris, chef du commandement militaire américain pour le Pacifique (Pacom). "Nous sommes à la traîne". AFP 19 avril 2018

- La Russie se dote de l'arme qui «rend fous» les drones - fr.sputniknews.com 19.04

Le groupe Avtomatika a développé pour l'armée et les forces de l'ordre trois types d'arme pour mener la lutte électronique contre les drones.

Le groupe Avtomatika faisant partie de la société d'État Rostech a relaté à Sputnik avoir développé trois types d'arme électronique: portable (Pichtchal), fixe (Taran) et mobile (Sapsan).

«L'effet produit par les rayonnements est toujours à peu près le même: les drones commencent, pour ainsi dire, à perdre les pédales. Si c'est un quadrirotor, il s'immobilise, après quoi il part en vrille et tombe. Si c'est un drone à ailes, il part en descente incontrôlée et s'écrase au sol», a raconté le chef du projet, Sergueï Chiriaev.

Les nouveaux systèmes multirôles sont capables de détecter, de suivre et d'abattre les drones agissant sur leurs canaux radio.

Le Sapsan (faucon pèlerin en russe) est le plus puissant de ces trois systèmes, il est destiné à lutter contre tous les types de drones. La détection des cibles est réalisée dans les spectres visible et infrarouge, ainsi qu'en utilisant les fréquences radio et le radar. Après avoir repéré une cible à une distance de plus de 100 km, le système la suit et émet une interférence électromagnétique. Si le drone représente un grave danger et doit être détruit sans délai, sa localisation est transmise aux systèmes de défense antiaérienne.

La Russie trouve un remède contre les essaims de drones

Le système Taran (bélier) est utilisé contre les essaims de drones. En les repérant, le système la surplombe d' une coupole invisible d'au moins 1.800 m de diamètre qui est impénétrable pour les drones. Bien qu'un large spectre de fréquence soit utilisé contre les drones, le rayonnement est absolument inoffensif pour les hommes et ne perturbe pas le fonctionnement des portables.

Le système Pichtchal (escopette) a été créé sous forme de fusil. Cette arme d'une masse de 3 kg est destinée à la lutte contre des cibles isolées ou des drones en mouvement. Sa pile garantit une heure de fonctionnement ininterrompu.

Avtomatika se propose d'achever les essais de ces systèmes et d'entamer leur production en série avant la fin de l'année en cours. fr.sputniknews.com 19.04

ACTUALITÉ DU JOUR

SNCF. Les briseurs de grève à la manoeuvre.

- SNCF: l'intersyndicale veut négocier avec Édouard Philippe - AFP 20.04

L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT de la SNCF a décidé jeudi de suspendre sa participation à la concertation avec la ministre des Transports Elisabeth Borne et veut négocier avec le Premier ministre Édouard Philippe sur la réforme ferroviaire, a annoncé à la presse Laurent Brun, , secrétaire général de la CGT Cheminots.

Le trio CGT Cheminots, Unsa ferroviaire et CFDT Cheminots a confirmé la poursuite de la grève contre la réforme selon "le calendrier annoncé", par épisode de deux jours sur cinq, "jusqu'à fin juin". Ce mouvement en était jeudi à sa 8e journée en quatre épisodes. SUD-Rail appelle, lui, à une grève illimitée.

Les quatre syndicats ont "décidé collectivement d'adresser un courrier au ministère (des Transports, ndlr) pour lui dire que nous suspendons notre participation aux (réunions) bilatérales" prévues "cette semaine et la semaine prochaine", a précisé M. Brun.

Ils vont également "adresser un courrier unitaire au Premier ministre pour lui demander de (les) recevoir et pour que ce soit lui qui organise, à partir de maintenant, la négociation puisque, semble-t-il, c'est lui qui prend toutes les décisions concernant l'évolution du dossier", a-t-il ajouté.

"L'unité syndicale est totale sur l'interprétation de la situation, sur la colère par rapport aux annonces gouvernementales et sur l'appel aux cheminots à renforcer la mobilisation", a poursuivi M. Brun.

Bruno Poncet, secrétaire fédéral de SUD-Rail, a déploré une concertation "inutile", et une réforme "pas préparée, injuste, qui va apporter plus de problèmes que de solutions". "Il faut une réforme, mais pas celle-là", a-t-il affirmé.

Le ministère des Transports "n'est pas le lieu où sont prises les décisions aujourd'hui", a considéré Didier Aubert, secrétaire général de la CFDT Cheminots. "Quand on est en négociation la veille au ministère des Transports, on ne nous dit pas que la décision est prise sur la date de suppression du statut" de cheminot et "le lendemain, on (l')apprend par la presse", après une annonce de Matignon, donc "manifestement, c'est au minimum Matignon" qui prend les décisions, a-t-il ajouté.

Roger Dillenseger, secrétaire général de l'Unsa ferroviaire, a relevé le "déficit de confiance" des syndicats à l'égard du ministère des Transports. "On a demandé des négociations, on se retrouve à des réunions d'échanges et in fine", la presse publie "des dates sans même qu'on nous en parle", a-t-il reproché.

"J'ai exprimé très violemment mon agacement hier (mercredi) soir, autant du côté du ministère que du côté de la direction de l'entreprise" car il n'est "pas normal qu'on soit informé (...) via les médias", a-t-il dit.

Les syndicats "n'ont pas appris par la presse" la date de fin du statut car elle avait "été présentée la veille (mardi) aux organisations syndicales", avant que le sujet ne sorte dans les médias, a affirmé de son côté Mme Borne sur RTL. AFP 20.04

Le roîtelet peut être rassuré.

- Macron estime que "tout ne va pas si mal" - Reuters 20.04

La jaunisse sévit.

- Retraites : Laurent Berger juge « bonne » la démarche du gouvernement - Publicsenat.fr 20.04

- Retraites: Pavageau (FO) qualifie de "bla-bla" la concertation - AFP 20.04

Bergeron, Blondel, Mailly, Pavageau, ils ont été choisis en fonction de leur capacité à s'adapter aux besoins du régime selon la situation, et quand le capitalisme touche le fond, le discours de l'heureux élu se réduit à des onomatopées.

- ...elle parlait à son fils, âgé de vingt mois, ce langage tout en onomatopées qui fait sourire les enfants... (Balzac, la Cousine Bette)

A bas la collaboration de classes, la trahison, boycott !

AFP - "Démarrer la concertation en ayant expliqué à la fois quand elle se termine et comment elle va se terminer, ça donne envie d'y aller..", a-t-il ironisé, promettant "d'y aller et de dire ce qu'on pense", a-t-il ajouté. AFP 20.04

Quand un sondage sert une opération de police.

- Une opération de police à Tolbiac pour lever le blocus de l'université - Le HuffPost 20 avril 2018

Les forces de l'ordre ont lancé vendredi au petit matin une vaste opération pour lever le blocage de l'université de Tolbiac à Paris, lieu emblématique de la mobilisation contre la réforme de l'accès à l'université... Le HuffPost 20 avril 2018

- Une majorité de Français contre les blocages étudiants, selon un sondage - Reuters 20 avril 2018

Une majorité de Français (55%) est hostile à l'actuelle mobilisation étudiante contre le système Parcours Sup' de sélection sur dossier à l'entrée à l'université, que 52% des sondés soutiennent, selon une enquête Odoxa-Dentsu Consulting. Reuters 20 avril 2018

- Universités : les blocages continuent - Liberation.fr 20 avril 2018

Depuis plusieurs semaines, quatre universités (sur 73) et une dizaine de sites (sur quelque 400) sont bloqués par des opposants à la nouvelle loi sur l'accès à l'enseignement supérieur. Liberation.fr 20 avril 2018

- Air France Neuf jours de grève et toujours pas d'issue - Liberation.fr 20 avril 2018

Après neuf jours de grève, deux à venir la semaine prochaine et d'autres annoncés pour mai, le conflit s'enlise à Air France. Liberation.fr 20 avril 2018

Cela mérite au moins la Légion d'honneur.

- 70 367 - Liberation.fr 20 avril 2018

C'est le nombre record de détenus en France, au 1er avril (dont 49 515 condamnés), selon un communiqué de la direction de l'administration pénitentiaire. Liberation.fr 20 avril 2018

Vive la Palestine, dissolution d'Israël !

- Des Arabes israéliens manifestent à l'occasion de l'anniversaire de l'Etat hébreu - AFP 20 avril 2018

Des milliers d'Arabes israéliens ont manifesté jeudi dans le nord d'Israël pour exprimer leur colère à l'occasion du 70e anniversaire de la création de l'Etat hébreu.

"Votre jour d'indépendance est notre jour de Nakba" (catastrophe, en arabe), ont scandé les manifestants regroupés à Atlit, à environ 12 km au sud de Haifa.

Selon les Palestiniens, les 174 habitants de ce village ont été chassés par Israël lors de la guerre qui a accompagné sa création en 1948.

Une ville israélienne porte aujourd'hui le même nom.

Brandissant des drapeaux palestiniens, les manifestants ont réclamé le "droit au retour" des réfugiés dont les familles ont fui ou ont été expulsées de leurs maisons en 1948.

Ce droit est soutenu par une résolution des Nations unies qui n'a jamais été mise en oeuvre. Près de cinq millions de réfugiés palestiniens et leurs descendants vivent en Cisjordanie occupée, à Gaza ou dans d'autres pays de la région.

"Je suis arabe et je veux préserver ma culture et mon identité, quelque soit le nom du pays", a indiqué Wassal Kanana, 21 ans.

Les Arabes israéliens sont les descendants des Palestiniens restés sur leurs terres à la création d'Israël en 1948. Ils représentent 17,5% de la population israélienne. AFP 20 avril 2018

Haut de page

Le 21 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (14 pages)

En France, on se croirait dans un pays sous-développé, en Inde par exemple.

- En région parisienne, la maladie chronique des décharges sauvages - AFP 20.04

Des montagnes de déchets en bord de route, près de la Seine ou en pleine forêt: les dépôts sauvages par des particuliers et surtout par des entreprises sont une maladie récurrente en Ile-de-France, accentuée par la difficile application des sanctions.

"Il y avait ici beaucoup d'activité agricole. La plaine a donné à manger à Paris pendant des décennies". Debout sur la lande, Alban Bernard raconte l'histoire d'un bout de terre devenu une décharge sauvage.

Ce terrain de 330 hectares à Carrières-sous-Poissy (Yvelines) est aujourd'hui en partie recouvert d'une "mer de déchets": plus de 7.000 tonnes, selon les calculs de ce riverain.

A perte de vue s'étalent des sacs de gravats éventrés, des pots de peinture, des montants de fenêtres, de la tôle, des planches, une baignoire et un radiateur, des tiroirs de bureau, un canapé...

"On a laissé faire", s'agace M. Bernard, qui a lancé une pétition et organisé deux rassemblements sur place. "Il faut se mobiliser pour vraiment dire stop" et "trouver un vrai projet pour la plaine", dit-il.

Cet "océan de déchets" est le symptôme d'une maladie chronique en région parisienne: dans la forêt de Saint-Germain ou de Fontainebleau, sur les rives de la Marne et de la Seine, au bord de la nationale à Noisy-le-Sec, les dépôts sauvages font partie du paysage. AFP 20.04

En Inde, c'est le pays tout entier qui est une décharge, y compris le petit village où je vis. Quotidiennement ou presque je me transforme en cantonnier et je nettoie le chemin qui passe devant chez moi, je ramasse les déchets et je les brûle sur place. Quant au reste du village, hormis les fois où j'ai rendu visite à la soeur de ma compagne ou sa fille, je n'y ai pas mis les pieds depuis quatre ans où j'y habite, je ne peux même pas vous dire combien de rues il comporte, je n'en ai jamais fait le tour, le peu que j'en ai vu m'a dégoûté, c'est indescriptible, dégueulasse au possible et cela pue. En revanche quand je sors de chez moi, j'emprunte le chemin en terre pour rejoindre la rue qui mène à la grande route, le chemin est propre puisque c'est moi qui le nettoie, par contre la rue menant à la route compte des centaines de sacs plastiques et autres papiers ou déchets, je le parcours en regardant droit devant moi ou les arbres.

Je vis dans un pays où personne ne se promène à pied, cela n'existe pas, c'est trop dangereux, dégueulasse et sans intérêt. C'est la raison pour laquelle je voulais absolument avoir un petit jardin, pour avoir au moins un endroit où je me sente bien, ce qui me semble être légitime.

On a l'impression que les hommes sont traités comme des animaux ou moins bien encore par les autorités de ce pays. Pour les Indiens qui croulent sous des difficultés de toutes natures, y compris les invasions de moustiques et rats, les questions d'hygiène ou d'environnement ne sont pas secondaires, elles passent littéralement à la trappe, bien qu'ils en soient les

premières victimes, car évidemment ils tombent régulièrement malade ou ils sont pris de fièvres plusieurs fois par an sans que cela provienne de la malaria, les enfants sont pour ainsi dire abonnés chez des médecins et tous les soirs ils se forment des queues devant les pharmacies et cabinets des médecins ne désemplissent pas. Ils dépensent une fortune en consultation et traitement au lieu de consacrer un peu de leur temps ou de leur argent à l'entretien du village.

J'avais pensé que chaque famille pourrait contribuer en fonction de ses revenus pour payer le salaire d'un chômeur du village qui serait chargé du nettoyage, mais j'ai rapidement abandonné l'idée du fait qu'ils n'ont aucun sens civique ou collectif, ils sont en proie à un individualisme pire que débridé ou effréné qui correspond à l'éducation qu'ils ont reçue ou à l'environnement dans lequel ils ont grandi, et je tiens à préciser que je parle ici de la totalité des Indiens et non de la majorité ou d'une partie des Indiens.

En maintenant pendant un siècle ce pays moyenâgeux dans le sous-développement, les mentalités ne pouvaient pas évoluées. Et depuis qu'il a commencé à se développer à partir du début des années 90, hier en fait, les Indiens ont été appelés à rejoindre la société mondiale de consommation sans que personne ne se soucie de ses conséquences désastreuses sur leur mode de vie, qui matériellement s'est améliorée modestement, mais qui s'est dégradée dans tous les autres domaines.

Leur mode de pensée et de vie est demeurée sous-développée. Quand vous parlez avec eux de ce fléau, ils comprennent de quoi vous leur parlez, mais ils sont incapables d'avancer la moindre idée ou solution pour le résoudre, et quand vous leur en proposez une, comme elle ne vient pas d'eux ils la rejettent ou ils ne la mettront pas en application, du coup la situation ne fait qu'empirer et leurs problèmes ne font que se multiplier.

Quand ils me voient nettoyer le chemin devant chez moi, ils me disent que c'est bien, que j'ai raison, etc. mais personne ne m'imitera, imaginez, s'abaisser à une tâche aussi basse, qu'est-ce que les autres penseraient d'eux, on se moquerait d'eux, ils préfèrent encore vivre entourés de décharges. Leur individualisme quasiment maladif va jusque là, mais je sais pourquoi et comment ils en sont arrivés là, pas de leur plein grès, ils en sont les premières victimes, comme partout ailleurs dans le vieux monde dont il faut se débarrasser.

Dossier Syrie

On pourrait résumer cela ainsi.

- C’est un bref résumé de la frappe syrienne. Une force extérieure avait poussé les dirigeants de la Russie et des US à la confrontation. Poutine et Trump n’avaient pas plus envie de se battre, autant l’un que l’autre, mais ils ne pouvaient pas éluder le face-à-face. Ce qu’ils pouvaient faire de mieux, ils l’ont fait : ils se sont évités.

C’est la conclusion quelque peu inattendue d’une rencontre soigneusement préparée. Franchement, ça n’avait aucun sens de soulever une vague de peur et de vitupérations sur le dos des Russes jusqu’à de telles extrémités pour un pareil final. La montagne a accouché d’une souris, comme disait Horace. Mais on peut s’attendre à ce que la montagne se remette bientôt à pousser. (Israel Shamir - Mondialisation.ca, 20 avril 2018)

Parole d'internaute.

- "Attaque injustifiée, car il n'y avait eu pas d'attaques chimiques (écoutez l'hésitation d'E. Macron excédé à Strasbourg en réponse à une critique: il dit attaques ... de chlore). Attaque illégale car il n'y pas eu de vote positif au Conseil de Sécurité selon article VII de la Charte de l'ONU, c'est une violation du droit international. Attaque mal ciblée car à Barzeh dans un bâtiment bien connu des coopérants français, on produisait des médicaments anticancéreux et anti venins. Attaque ridiculisante car des missiles ont eu des ratés. Un quadruple fiasco du régime Macron-Le Drian-Parly-DGSE."

- Les inspecteurs de l’OIAC ne veulent pas rencontrer les résidents de Douma - sputniknews.com 20.04

Les experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui sont arrivés en Syrie le 14 avril, refusent de rencontrer des résidents de la ville syrienne de Douma dans le cadre de l'enquête sur l'attaque chimique présumée survenue le 7 avril, rapporte un correspondant de Sputnik.

Les experts de l'OIAC ne sont pas encore arrivés à Douma, annonce un correspondant de Sputnik sur les lieux. Ils n'ont pas visité l'hôpital dans cette ville, où les «victimes» de l'attaque chimique présumée auraient reçu de l'aide médicale. Selon le correspondant, les représentants de l'organisation refusent de rencontrer les habitants de Douma à Damas, y compris le père du jeune Hassan Diab, qui avait déclaré sa volonté de témoigner qu'aucune arme chimique n'avaient pas été utilisées dans cette ville de la banlieue est de Damas.

Selon les représentants des autorités syriennes, Damas a garanti dès le premier à la mission de l'OIAC la sécurité de ses déplacements autour de la ville. sputniknews.com 20.04

- Un second petit Syrien évoque le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique» à Douma - sputniknews.com 20.04

Un petit Syrien de Douma a évoqué devant les journalistes de Sputnik le tournage des scènes de la présumée attaque chimique du 7 avril dans cette ville de la banlieue est de Damas. Il y a participé pour avoir des biscuits et des pommes de terre.

Le petit Moustafa, 10 ans, habite dans la ville syrienne de Douma. Au début, il ne voulait pas parler aux correspondants de Sputnik parce que les membres de Jaych al-Islam répétaient ces dernières années que ceux qui habitent les territoires sous contrôle de l'armée syrienne haïssent les enfants et veulent les tuer. Moustafa refuse net de poser devant la caméra et ne permet de prendre que de loin une photo de lui.

Mais peu à peu, il s'habitue et se libère de sa peur. Il confie à Sputnik qu'il aime étudier, mais que son école est détruite.

«Vous ne me tuerez pas si je vous dis ce que nous avons fait?», lance-t-il tout à coup.

Et il nous raconte comment des hommes de Jaych al-Islam ont promis aux enfants des dattes s'ils exécutaient leurs ordres.

«Les enfants ont été rassemblés aux abords de l'hôpital. Ils [les membres de Jaych al-Islam, ndlr] nous ont dit que nous aurions des biscuits et des pommes de terre si nous suivions toutes leurs consignes […] On a commencé à nous asperger d'eau avec des tuyaux. Puis les adultes nous ont pris par la main et nous ont entraînés à l'intérieur de l'hôpital où nous avons été pris en photo. Enfin, on nous a distribué les aliments promis et on nous a dit qu'on pouvait jouer parce qu'on avait été sages.»

Moustafa a expliqué qu'en règle générale, les enfants n'étaient pas autorisés à aller à l'école ni à jouer. sputniknews.com 20.04

- La Russie change de position sur la fourniture de S-300 à Damas - sputniknews.com 20.04L'attaque occidentale contre la Syrie libère la Russie ses engagements de ne pas fournir de complexes de missiles sol-air S-300 à la Syrie, a indiqué à Sputnik le chef de la diplomatie russe.

Après la frappe de missiles réalisée par les États-Unis et ses alliés contre la Syrie, la Russie n'a plus d'engagements moraux de ne pas fournir à Damas de systèmes de missiles sol-air S-300, a déclaré dans une interview à Sputnik le ministre russe des Affaires étrangères.

«Nous avions des engagements moraux, nous avions promis de ne pas le faire il y a environ dix ans, je pense, à la demande de nos partenaires que vous connaissez bien, et nous avons pris en compte leurs arguments selon lesquels cela pourrait déstabiliser la situation, bien que ce moyen soit purement défensif, mais néanmoins nous avons exaucé leurs demandes; à présent, nous n'avons plus cet engagement», a indiqué Sergueï Lavrov.sputniknews.com 20.04

- Syrie – Jean-Loup Izambert: «Il faut briser le mur du silence imposé par les puissances occidentales» par Jean-Loup Izambert et Gilles Munier - Mondialisation.ca, 19 avril 2018

France-Irak Actualité : La presse mainstrean boude vos derniers ouvrages d'investigation. Pourquoi?

Jean-Loup Izambert : La censure s'est exercée sur les deux tomes de 56 et sur Trump face à l'Europe. L'envoi systématique de communiqués à près de 600 journalistes de médias français, la présentation du contenu des ouvrages afin de faciliter leur travail et, pour certains, l'envoi des livres par IS Edition comme à L'Humanité, Le Monde diplomatique, plusieurs chaînes de France Télévisions, RMC, BFM TVou Russia Today et Sputniknews n'ont pas suffi à briser totalement le « mur du silence ». Mais ils ne pourront pas dire que d'octobre 2015 à janvier 2018 ils n'ont pas été informés par mon éditeur de la parution de ces ouvrages d'actualité. Plusieurs raisons expliquent cette censure. La propriété économique et la dépendance financière en sont les principales parmi d'autres. D'une part, je mets en cause le pouvoir politique français en prouvant que 56 dirigeants parmi les principaux ont soit protégé soit soutenu des groupes terroristes des années 1990 à ce jour ; et, d'autre part, je montre comment la plupart de ces médias ont trompé l'opinion publique en se contentant de reproduire les communiqués officiels du pouvoir sans même chercher à vérifier les faits. Ce ne sont plus des journalistes mais des chargés de communication de l'Elysée-Matignon. Ils ont la vérité sous les yeux mais se refusent à la voir car ils sont, volontairement ou non, impliqués dans le mensonge d'Etat. Le rôle des journalistes est de rapporter la vérité vraie, les faits que je dénonce sur les amitiés franco-terroristes, et non de broder un roman en fonction de leurs préjugés ou des communiqués d'un pouvoir politique, quel qu'il soit.

« Une nouvelle fois la religion sert de prétexte pour diviser les peuples. »

FIA : Ne craignez-vous pas d'apporter de l'eau au moulin de la vague islamophobe en focalisant vos recherches sur les activités d'organisations extrémistes salafistes ou les Frères musulmans ?

J-L.I. : Non. Je suis athée et je ne crois pas en un quelconque sauveur suprême. Je respecte les croyants si leur foi peut les aider à franchir des moments difficile ou éviter la mort, du moment qu'ils n'essaient pas d'imposer leur croyance. Concernant les pays arabes, je dénonce la collusion entre les Frères musulmans et les dirigeants occidentaux avec d'autant plus de fermeté que cette organisation est la collaboratrice des puissances colonialistes depuis les années 40.

FIA : Vous décrivez dans 56 la manière dont s'est mise en place et développée la campagne de propagande sur le thème des armes chimiques. Que pensez-vous des derniers développements avec l'affaire Skripal à Londres et la prétendue attaque à l'arme chimique dans la ville syrienne de Douma ?

J-L.I. : Les faits confirment ce que je décris dans 56. L'affaire Skripal a été montée de toutes pièces par des services du Premier ministre anglais, Theresa May, et des Affaires étrangères. Le montage est semblable à celui des précédentes campagnes montées sur le même thème de propagande par des services français sous les présidences de Hollande puis de Macron dont Jean-Yves Le Drian, l'associé permanent du crime d'agression, est l'un des principaux protagonistes. Mais l'affaire va bien au-delà de la seule responsabilité des dirigeants français et engage celle, de manière bien plus grave, de leurs homologues étasuniens et anglais.

C'est en réalité tout un réseau d'intervenants qui a procuré du matériel et des armes chimiques aux groupes terroristes de l' « opposition modérée » soutenus par les présidents Hollande et Macron. Les sociétés Tekkim, basée à Gaziantep, la société Sachlode Riyad, la société qatarie-allemande I.V.C. mais surtout trois sociétés anglo-saxonnes sont du nombre des ces pourvoyeurs de la mort. Il s'agit des sociétés Federal Laboratorieset NonLethal Technologies, toutes deux basées aux Etats-Unis, et de la société Chemring Defence UKbasée en Angleterre. Donald Trump et Theresa May ont des comptes à rendre à l'ONU. Ils doivent expliquer comment ces sociétés dont le commerce des productions est strictement réglementé et surveillé par les agences de lutte contre la criminalité transfrontalière ont pu exporter des munitions chimiques et des substances toxiques à des groupes irréguliers et terroristes. Là encore, vous constatez que du Figaro à L'Humanité en passant par Le Monde, c'est le silence total dans les médias français sur cette question.

En réalité, depuis 2013, voyant qu'ils sont militairement battus dans leur guerre par procuration, Washington, Londres et Paris s'efforcent de fabriquer un prétexte afin de détruire la République arabe syrienne et son environnement pour contrôler le Proche-Orient et s'emparer de ses richesses. En prenant la responsabilité de mener des frappes coordonnées dans la nuit de vendredi 13 au samedi 14 avril contre la République arabe syrienne, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France ont violé une nouvelle fois le droit international. Mais, surtout, ils ont pris la lourde responsabilité d'amplifier la guerre totale déjà en cours. Leur objectif était également d'entraver le travail de l'équipe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de faire pression sur elle. Mais ils devaient surtout faire disparaître les preuves de leur implication dans cette nouvelle opération criminelle menée avec de telles armes en territoire syrien par les groupes qu'ils instrumentalisent.

A l'heure où nous parlons, les Français sont en guerre. Ils ne le savent pas encore mais je pense qu'ils vont découvrir qu'en s'alignant une nouvelle fois sur Washington pour opérer de nouveaux actes criminels contre un peuple souverain, la France ne sortira ni grandie ni indemne de l'aventure dans laquelle le président Macron et le gouvernement Philippe l'ont embourbée. Il est évident que les bombardements contre la Syrie après plus de sept années de guerre terroriste ne seront pas sans conséquences pour les agresseurs. Mondialisation.ca, 19 avril 2018

LVOG - J'ai formaté le dernier paragraphe qui était trop long, 32 lignes, en 4 paragraphes.

En complément sur l'affaire Skirpal.

Moscou a toutes les raisons de considérer la disparition des Skripal comme un enlèvement - sputniknews.com 20.04

La Russie est pleinement fondée à croire que la disparition de l'ex-agent double Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia au Royaume-Uni est un enlèvement, d'après l'ambassadeur russe à Londres.

«Compte tenu des faits, nous avons actuellement plus de raisons de considérer cette situation comme un enlèvement de deux citoyens russes […]. Nous ne recevons pas de réponses à nos demandes et questions légitimes sur Ioulia Skripal», a indiqué le diplomate lors d'une conférence de presse.

«La Russie n'acceptera aucune conclusion tant que nos experts n'auront pas accès aux blessés, nous n'avons accès ni aux blessés ni aux éléments de l'enquête dont dispose le Royaume-Uni», a ajouté le diplomate.

Les diplomates russes n'arrivent pas à contacter les Skripal depuis début mars. Ils ignorent où se trouve Ioulia Skripal, qui a quitté l'hôpital de Salisbury début avril. Selon le journal The Sun, Ioulia Skripal aurait été transportée dans un autre hôpital situé sur une base militaire. Les représentants de l'ambassade ne peuvent pas obtenir accès à M.Skripal, qui reste hospitalisé, mais dont l'état de santé s'améliorerait à grands pas.

Jeudi, l'ambassade russe a envoyé une nouvelle note au Foreign office, demandant de permettre aux médecins russes d'examiner Ioulia Skripal. Le ministère britannique a répondu que Ioulia Skripal se trouvait dans «un lieu sûr». L'ambassade russe soupçonne qu'il s'agit d'un isolement forcé d'une citoyenne russe.

D'après le Royaume-Uni, l'agent innervant utilisé A234 aurait été fabriqué en Russie. Mais début avril, les chercheurs du laboratoire britannique de Porton Down ont reconnu ne pas être en mesure d'établir le pays d'où provenait cet agent.

Moscou rejette toutes les spéculations à ce sujet et demande en vain que les autorités britanniques lui fournissent des éléments de l'enquête. sputniknews.com 20.04

ACTUALITE EN TITRES

Boufonnerie en famille ou Macron en quête de légitimité. Le miroir déformé des apparences.

- Trump-Macron «Ils se parlent comme deux vieux potes» - Liberation.fr 20.04

A la différence que Macron incarne l'Etat profond ou les faucons néolibéraux va-t-en-guerre, l'aile extrémiste de l'oligarchie. Tandis que Trump représente celle qui préfère s'allier avec ses ennemis et les corrompre pour les intégrer dans sa stratégie, un peu comme elle a procédé avec le Japon après la Seconde Guerre mondiale en l'intégrant plus tard dans la Commission Trilatérale par exemple, plutôt que procéder à leur liquidation violente en recourant à la force.

On aura compris que, bien que beaucoup moins puissant Macron est plus dangereux que Trump, puisqu'il porte en lui la guerre.

La guerre oubliée de Macron fournisseur d'armes aux agresseurs.

- Un bombardement de la coalition fait 20 morts au Yémen, selon des habitants - Reuters 20 avril 2018

Vingt personnes ont été tuées vendredi dans le sud-ouest du Yémen lors d'un raid aérien mené par la coalition sous commandement saoudien, ont annoncé des habitants.

Les tirs ont touché un véhicule qui transportait 20 personnes dans le sud de la région de Taez, ont-ils dit.

La coalition formée par l'Arabie saoudite intervient militairement au Yémen depuis le printemps 2015 contre les miliciens chiites Houthis pour rétablir le gouvernement légitime dans ses fonctions. Reuters 20 avril 2018

Moralité : Ce bombardement était légitime puisque c'est pour "*rétablir le gouvernement légitime dans ses fonctions*" CQFD.

A la peine...

- Italie : le gouvernement peine toujours à se former - AFP 20.04

Le III Reich n'est pas mort...

- Allemagne : un festival néonazi pour célébrer la naissance d'Hitler - AFP 20.04

Le 20 avril 1889 naissait Adolf Hitler. Cent-vingt-neuf ans, une guerre et une longue reconstruction plus tard, un festival néonazi est organisé à compter de ce vendredi en Allemagne pour célébrer... AFP 20.04

Le règne de la terreur...

- Indonésie: coups de bâton pour des amoureux et prostituées à Aceh - AFP 20.04

Des couples d'amoureux et des prostituées ont été sanctionnés en public vendredi par des coups de bâton administrés par la police de la charia à Aceh, unique province d'Indonésie à appliquer la loi islamique, a constaté un journaliste de l'AFP. AFP 20.04

A Pondichéry ou ailleurs, en Inde, vous ne pouvez pas vous promener dans la rue avec votre compagne en lui tenant la main,

vous pouvez encore moins l'embrasser, sous peine d'être verbalisé et prendre le risque d'être lynché. C'est la population qui fait la police des moeurs, c'est donc un Etat policier digne de "Big Brother".

ACTUALITÉ DU JOUR

Journée d'action du 19 avril en France.

- Face à Macron, plus de 100.000 personnes dans la rue, des heurts à Paris - AFP 19.04

Près de 120.000 personnes, dont de nombreux cheminots, ont défilé jeudi partout en France sous le soleil pour appeler à une "convergence des luttes" face à Emmanuel Macron...

Au total, 119.500 personnes ont manifesté dans toute la France, selon le ministère de l'Intérieur, à l'appel de la CGT et de Solidaires.

De son côté, la CGT, qui a comptabilisé près de 190 mobilisations sur le territoire, a recensé 300.000 manifestants. C'est moins que lors de la dernière journée de mobilisation des cheminots et fonctionnaires du 22 mars, où le syndicat avait annoncé 500.000 manifestants et la police 323.000.

Dans le détail, la manifestation parisienne a rassemblé 15.300 personnes, selon un comptage réalisé par le cabinet Occurrence pour un collectif de médias, dont l'AFP, 11.500 selon la préfecture de police, et 50.000 selon la CGT.

A Marseille, Occurrence a dénombré 5.700 personnes. La police comptabilisait aussi 4.400 manifestants à Lyon, 4.500 à Rennes, 3.500 à Lille, 2.400 à Toulouse autour de 2.000 à Bordeaux et Strasbourg et un millier ou plus à Perpignan, Montpellier, Nice ou Saint-Etienne.

Grèves et manifestations s'accompagnaient aussi de perturbations, notamment à la SNCF, où le taux de grévistes était plus important jeudi (22,7%) que la veille, avec 66,4% de conducteurs à l'arrêt. AFP 19.04

Les mouvements sociaux demeureront isolés ou n'auront aucune chance d'aboutir à une grève générale, tant qu'ils ne seront pas reliés à l'atmosphère délétère qui règne en France et qui exaspèrent des millions de travailleurs de toutes conditions ou statuts, à laquelle s'ajoute les multiples difficultés qu'ils subissent quotidiennement ou les motifs de mécontentement qui leur pourrissent la vie, sans parler de l'angoisse de l'avenir, toutes générations confondues.

On voit bien que les uns et les autres s'emploient à isoler les questions sociales des questions politiques, ou toutes les questions en lien avec l'orientation de la société. Pourquoi ? Parce que ce lien permettrait de réaliser l'unité de la classe ouvrière et des classes moyennes et de poser directement la question du pouvoir, question qu'il serait indispensable de régler avant d'envisager sérieusement de changer l'orientation de la société.

Ils tiennent à ce que ces mouvements sociaux conservent leur caractère corporatiste ou qu'ils adoptent cette orientation, ils tiennent surtout pas à ce qu'ils se dotent d'un contenu politique, car le régime serait gravement menacé ou n'y survivrait pas.

Le meilleur moyen pour que la situation n'évolue pas favorablement consiste encore à ne pas caractériser ces mouvements sociaux, et de défaites en démoralisation les laisser s'embourber dans le corporatisme qui n'offre aucune issue politique. Il ne faut surtout pas que les militants et les travailleurs mobilisés ou prêts à en découdre s'aperçoivent qu'ils font fausse route, car ils pourraient être tentés d'en changer et de trouver la voie qui mène au renversement de l'ordre établi. Il ne faut surtout pas que les militants et les travailleurs prennent conscience que le principal obstacle qui se dresse devant eux pour changer la société, réside dans leur interprétation erronée de leur condition, qui les conduit à s'accommoder du capitalisme au lieu de rompre avec lui.

C'est cette ignorance qui permet à Macron d'appliquer sa politique, ignorance dans laquelle s'emploient à les maintenir une multitude d'acteurs politiques.

Vous pouvez dénoncer ces acteurs politiques autant que vous voudrez sans que cela change quoi que soit, puisque c'est la condition des travailleurs ou plutôt telle qu'ils la perçoivent qui constitue le problème qu'ils ont à régler en priorité. Ils doivent se demander si leur condition correspond véritablement à leurs aspirations les plus profondes, et ils s'apercevront que ce n'est pas le cas, qu'en réalité elles sont bafouées, la manière dont ils vivent ne correspond pas du tout à l'idée qu'ils se faisaient de la vie, de la société, des hommes, c'est le jour et la nuit quand on y regarde de plus près.

C'est cette réflexion qu'ils doivent développer, qui doit pénétrer profondément dans leur cerveau, pour saper l'influence nuisible de la propagande officielle qui les conduit à s'enfermer dans leur condition sans espoir d'en changer un jour, à y trouver des raisons

de satisfaction superficielles, qui au regard de toute leur existence ne représentent pas grand chose.

Le plus navrant ou aberrant, c'est que bien que la condition ouvrière d'hier et d'aujourd'hui ait évolué ou ait subi de profondes transformations, on continue de le nier en conservant la même conception de la lutte de classe.

Hier la condition ouvrière était tellement épouvantable qu'on ne pouvait pas la combattre sans poser immédiatement ou dans la foulée la nécessité de renverser l'ordre établi, la classe ouvrière avant conscience de n'avoir rien à perdre, hormis ses chaînes... De nos jours, sa condition s'est tellement améliorée que la question ne se pose plus en ces termes spontanément ; remettre en cause l'ordre établi risquerait de nous entraîner trop loin, de nous causer préjudice, on craint de perdre certains avantages ou que notre mode de vie se détériore encore plus, alors vaut mieux se satisfaire de ce qu'on a ou s'accommoder de notre condition, et prendre notre mal en patience en espérant que la situation s'améliorera un jour, même si la réalité quotidienne tend à prouver le contraire.

Ce que je viens de décrire, c'est l'état d'esprit de l'immense majorité des travailleurs et des militants pour ne pas tous ou presque. Mais personne apparemment ne veut en tenir compte, ne tient à chercher ce que cela signifie ou comment le traduire en terme de stratégie politique, on préfère se satisfaire d'analyses obsolètes ou erronées, apparemment c'est plus confortable, même si cela ne mène nulle part ou prépare les terribles défaites de demain...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

1.1 - Quatre Palestiniens tués par Tsahal à la frontière avec Gaza - Reuters 20 avril 2018

Quatre Palestiniens ont été tués vendredi par l'armée israélienne à la frontière entre l'Etat hébreu et la bande de Gaza, ce qui porte à 35 morts le bilan de la répression des manifestations pour le droit au retour des réfugiés entamées fin mars.

Les militaires israéliens, cibles de jets de pierres, ont ouvert le feu quand des manifestants munis de pinces coupantes se sont approchés de la clôture frontalière.

Parmi les victimes figure un adolescent de 15 ans, tué dans le nord de la bande de Gaza, selon les services médicaux. Les autorités de l'enclave parlent d'une centaine de blessés par balles.

Le mouvement de protestation doit s'achever le 15 mai, date anniversaire de la "nakhba", la "catastrophe", qui désigne la création de l'Etat d'Israël en 1948 et le déplacement de milliers de Palestiniens.

Vivement mises en cause pour les tirs à balles réelles, les forces israéliennes (...) ont assuré vendredi avoir eu recours à des "moyens de dispersion" et n'avoir ouvert le feu qu'en accord avec les règles en vigueur. Reuters 20 avril 2018

Les "*règles en vigueur*" : Massacrer le peuple palestinien désarmé manifestant derrière une clôture.

Et pendant ce temps-là : ...le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du IVe arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018 (causerie du 20 avril)

1.2 - L'actrice Natalie Portman boycotte le "Nobel israélien" - Reuters 20 avril 2018

- Face aux événements "affligeants" en Israël, Natalie Portman refuse d'aller y recevoir un prix - Le HuffPost 20.04

Non merci. Ce vendredi 20 avril, l'actrice Natalie Portman a officiellement annulé une visite en Israël où elle devait recevoir un prix doté de deux millions de dollars (1,6 million d'euros) en juin 2018. Selon les dires du Prix Genesis, l'organisation décernant cette récompense, la comédienne de 36 ans aurait décliné l'invitation en raison notamment d'événements récents "extrêmement pénibles" liés à ce pays.

Informée par un représentant de l'actrice américano-israélienne, la "Genesis Prize Foundation" n'a pas eu l'occasion de préciser les événements invoqués. Elle a néanmoins indiqué sur son site internet ne pas avoir "d'autre choix que d'annuler la

cérémonie initialement programmée le 28 juin" pour remettre à l'actrice née à Jérusalem, ce qui est parfois appelé le "prix Nobel juif", récompensant le travail et le dévouement d'une personnalité envers la communauté et les valeurs juives.

L'institution israélienne explique avoir été malheureusement avisée que "de récents événements survenus en Israël sont extrêmement pénibles" pour Natalie Portman et que de ce fait," elle ne se sent pas à l'aise à l'idée de participer à un quelconque événement public" dans son pays natal. "Elle ne peut pas prendre part la conscience libre à cette cérémonie", ajoute la fondation, citant à nouveau le représentant de l'artiste.

Israël fait face actuellement à un mouvement de protestation massif de la part de Palestiniens dans la bande de Gaza. Depuis le 30 mars, le début de ce mouvement surnommé "la marche du retour", trente-six Palestiniens ont été tués et des centaines ont été blessés par des tirs israéliens. À ce sujet, les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent un usage excessif de la force de la part d'Israël. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et l'Union européenne notamment ont réclamé une enquête indépendante.

La fondation israélienne considère Natalie Portman comme un "être merveilleux" et "respecte son droit d'être publiquement en désaccord avec les politiques du gouvernement" israélien. Mais l'organisation dit craindre que cette décision "ne politise sa démarche philanthropique" et décide donc d'annuler la cérémonie, sans préciser si l'actrice touchera quand même la dotation, qu'elle avait prévue de reverser à des programmes œuvrant pour les droits des femmes.

Miri Regev, la ministre israélienne de la Culture israélienne a clairement accusé Nathalie Portman d'avoir adopté l'idéologie du BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions), mouvement prônant des sanctions contre Israël pour l'isoler économiquement dans le but notamment de mettre fin à l'"occupation" des Territoires palestiniens. "Je suis attristée de voir que Natalie Portman est tombée comme un fruit mûr dans les mains des partisans du BDS", a-t-elle déclaré dans un communiqué distribué aux journalistes israéliens. Le HuffPost 20.04

Hier adulée par l'extrême droite sioniste, aujourd'hui Natalie Portman est devenue "un fruit mûr dans les mains des partisans du BDS", autant dire pourri... Madame, votre impolitesse est honorable...

2- Afrique du Sud

Depuis la fin officielle du régime d'apartheid en 1994, "rien n'a changé pour nous"... les damnés de la terre...

- De violentes manifestations en Afrique du Sud contraignent le président à rentrer au pays - AFP 20 avril 2018

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a quitté précipitamment un sommet du Commonwealth à Londres pour se rendre vendredi dans le nord-ouest de son pays en proie à de violentes manifestations contre la corruption et le manque de services publics. Peu avant l'arrivée de M. Ramaphosa à Mahikeng, le chef-lieu de la province du Nord-Ouest, épicentre des incidents, la police a tiré des balles en caoutchouc vendredi matin pour tenter de disperser quelques dizaines de manifestants.

Le président "a décidé d'écourter sa participation à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Londres" afin de "suivre la situation dans le Nord-Ouest", ont annoncé les services de la présidence sud-africaine.

M. Ramaphosa a "appelé au calme et au respect des lois dans la province" du Nord-ouest, selon un communiqué de la présidence. Il a demandé à la population d'exprimer ses revendications "par des moyens pacifiques plutôt que par la violence et l'anarchie", tout en exigeant de la police qu'elle fasse preuve "de la plus grande retenue" dans l'exercice de ses fonctions.

Il s'agit de l'un des premiers défis auxquels est confronté le nouveau président Ramaphosa depuis son accès à la fonction suprême en février.

Vendredi matin, la situation restait extrêmement tendue à Mahikeng, après une nouvelle nuit de violences. Les écoles, magasins et services publics étaient fermés.

Depuis le début des incidents plus tôt cette semaine, des magasins ont été pillés, des véhicules incendiés et 23 personnes arrêtées, selon la police qui a demandé des renforts. Une personne a été tuée jeudi, selon la chaîne d'informations eNCA, mais la police n'était pas en mesure de confirmer, dans l'immédiat, l'information.

Les manifestations ont éclaté après la mort de deux habitants qui s'étaient vu refuser des soins dans une clinique à cause d'une grève.

Les manifestants protestent contre le manque de services publics et exigent la démission du Premier ministre de la province, Supra Mahumapelo, qu'ils accusent de corruption. Ce dernier est membre du parti du Congrès national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud depuis l'avènement de la démocratie en 1994.

Depuis la fin officielle du régime d'apartheid en 1994, "rien n'a changé pour nous", lui a expliqué un manifestant en colère. Le pays, première puissance industrielle en Afrique, se débat avec un taux de chômage record à 27,7% et une croissance au ralenti depuis plusieurs années.

Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), a demandé le départ de Supra Mahumapelo, dont le mandat est marqué par "des accusations récurrentes de corruption, une relation étroite avec les Gupta et l'effondrement général du Nord-Ouest".

Les Gupta, une famille de riches hommes d'affaires, sont au centre d'accusations de corruption contre l'ancien président Zuma. Leur domicile a été à plusieurs reprises perquisitionné ces dernières semaines, et l'un des frères Gupta, Ajay, est sous le coup d'un mandat d'arrêt.

En raison des violences dans le Nord-Ouest, les autorités du Botswana voisin ont fermé leur poste-frontière avec l'Afrique du Sud près de Mahikeng.

Les brusques flambées de violence urbaine, désignées sous le nom d'"émeutes pour l'amélioration des services publics", sont quotidiennes ou presque en Afrique du Sud. Mais le déplacement d'un président pour ce genre de manifestations reste exceptionnel.

Ces manifestations soulignent les faillites de la "nation arc-en-ciel", vingt-quatre ans après l'avènement de la démocratie et l'élection du premier président sud-africain noir Nelson Mandela. Dans de nombreux quartiers du pays, l'accès à l'eau, l'électricité et les soins sont rares et les ordures s'entassent. AFP 20 avril 2018

Les "ordures" qui osent appeler cela une démocratie...

3- Zimbabwe

Le Raj ou la rage est de retour.

- Londres souhaite le retour du Zimbabwe dans le Commonwealth - Reuters 20 avril 2018

La Grande-Bretagne souhaite le retour du Zimbabwe au sein du Commonwealth et salue les efforts entrepris par le président Emmerson Mnangagwa depuis qu'il a remplacé Robert Mugabe renversé par l'armée.

Le Zimbabwe est sorti en 2003 du Commonwealth, réseau de 53 pays et territoires qui faisaient autrefois partie de l'empire britannique.

"Le Royaume-Uni soutient fermement le retour du Zimbabwe et un nouveau Zimbabwe qui soit engagé dans des réformes politiques et économiques au profit de son peuple", indique le Foreign Office dans un communiqué après une rencontre entre Boris Johnson, son homologue zimbabwéen Sibusiso Moyo et d'autres ministres des Affaires étrangères à Londres.

Sibusiso Moyo est le général qui était apparu en treillis à la télévision en novembre dernier pour annoncer le coup d'Etat militaire renversant Robert Mugabe qui dirigeait son pays depuis l'indépendance en 1980. Reuters 20 avril 2018

Comme chacun sait les "réformes" exigées par le FMI et que réclame l'ignoble Boris Johnson pour le Zimbabwe seront adoptées "*au profit de son peuple*"...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

Leur humanime est la politesse des salauds... Et comment !

- En Allemagne, les enfants pauvres face à un ascenseur social en panne - AFP 20 avril 2018

En Allemagne, pour un enfant sur cinq, le "pays où il fait bon vivre" vanté par la chancelière Angela Merkel pendant sa campagne électorale est une illusion. Il grandit dans la pauvreté, avec peu de chance d'en sortir.

Il est 15 heures passées, les enfants commencent à disposer sur la table des assiettes de tomates cerises et de concombres coupés avec soin. Comme presque tous les après-midis en semaine, ils vont partager un repas qu'ils ont cuisiné dans un centre social de Lichtenberg, dans l'est de Berlin.

"On le remarque surtout chez les adolescents, beaucoup nous disent: alors quand est-ce qu'on peut enfin manger? Je n'ai rien mangé de la journée", raconte Patric Tavanti, responsable de l'établissement géré par la fondation catholique Caritas.

"Actuellement nous n'avons qu'un adolescent qui veut passer le bac", témoigne Patric Tavanti, de Caritas.

L'école allemande peine à intégrer ces enfants issus le plus souvent de familles nombreuses d'origine étrangère ou de foyers monoparentaux.

Leurs parents manquent de moyens financiers ou de temps pour leur assurer des repas réguliers, dit-il. Dans la première puissance européenne, l'économie tourne et les caisses publiques n'ont jamais été aussi pleines.

Pourtant, environ 20% des moins de 18 ans grandissent dans une "pauvreté relative", selon le ministère de la Famille, un niveau similaire à la France où la conjoncture économique est nettement moins favorable depuis bien longtemps.

Leurs parents disposent de moins de 60% du revenu moyen des foyers allemands, c'est-à-dire moins de 1.192 euros nets mensuels pour un parent avec un enfant, et moins de 2.355 euros pour une famille avec quatre enfants.

Préoccupant dans un pays si fier d'avoir réduit le chômage à son plus bas niveau depuis la réunification allemande: plus d'un tiers des 2,8 millions d'enfants pauvres ont des parents exerçant une activité professionnelle, pointe Heinz Hilgers, président de la fédération de protection de l'enfance (Kinderschutzbund).

Au-delà de l'aspect matériel, la prise de conscience par un enfant qu'il appartient à ce cinquième défavorisé est destructrice, relève Klaus Hurrelmann, professeur à la Hertie School of Governance de Berlin.

"Toute une spirale se met alors en route: les enfants se sentent exclus, commencent à avoir honte de ne pas pouvoir participer aux excursions avec l'école ou inviter des amis à fêter leur anniversaire. Ils finissent par perdre confiance en eux, à mal travailler à l'école, car la pauvreté matérielle est aussi une pauvreté d'éducation et de culture", poursuit l'expert.

"Nous remarquons un besoin croissant en nourriture, mais aussi en aide aux devoirs et à la lecture", explique Lars Dittebrand, responsable du Manna, un centre familial et une garderie au coeur de la Gropiusstadt, une cité berlinoise de béton qui a servi de décor au film "Moi Christiane F., 13 ans, droguée, prostituée..." dans les années 80.

La sélection, qui intervient dès la fin du primaire, conduit souvent les plus défavorisés vers des filières menant à des emplois précaires.

Dénonçant dans une étude "une pauvreté qui s'hérite", la fondation Bertelsmann révélait que seule une petite minorité des foyers - entre 3 et 16% selon les catégories - parvenaient à s'extirper de leur condition.

"Des générations d'enfants pauvres deviennent des adultes pauvres et des parents pauvres", déplore ainsi Heinz Hilgers. Un gâchis humain et un "risque économique énorme" dans une Allemagne vieillissante, prévient-il. AFP 20 avril 2018

Vous n'avez rien remarqué d'étrange dans cet article?

De plus en plus souvent les agences de presse et les médias donnent la parole à des officines de la réaction qui sont censés s'émouvoir de la situation des exploités et des opprimés, au lieu que ce soit leurs représentants qui dénoncent leur situation, qu'ils soient légitimes ou non pour s'exprimer en leurs noms.

Autrement dit, la réaction monopolise la scène et le débat politique, et ses opposants, sincères ou hypocrites n'existent plus, c'est comme s'ils avaient disparu ou qu'ils n'en existaient plus, exactement comme sous un régime totalitaire. J'ignore si les lecteurs ont pris conscience de ce glissement qui devrait les inquiéter au plus haut point...

L'Agence française de Propagande (AFP) s'est bien gardé de présenter la fondation Bertelsmann, une fondation philanthropique sans doute. Vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Qu'est-ce que La Fondation Bertelsmann ?

A lire : La Fondation Bertelsmann au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale - Réseau Voltaire 20

mai 2009

ou http://www.luttedeclasse.org/dossier2/Fondation_Bertelsmann_gouvernance_mondiale.pdf

- Étroitement liée à l'OTAN, pour laquelle elle organise chaque année la Conférence sur la sécurité de Munich...

En effet, il a été décidé de créer en avril 2007 le « Conseil économique transatlantique » (le CET, Transatlantic Economic Council, TEC) lors du sommet Union européenne-États-Unis à Washington afin de renforcer l'intégration économique transatlantique. Le CET qui est la transcription du Trade G-2 (« commerce G-2 ») issu des délibérations de la Fondation Bertelsmann a ouvert sa première séance le 9 novembre 2007. Co-piloté par le vice-président de la Commission européenne, Günter Verheugen lié à Bertelsmann, et Allan Hubbard, directeur du Conseil économique national, les discussions du CET ont porté sur « les possibilités de réduire les obstacles au commerce et aux investissements transatlantiques »... Fin de l'extrait

Vous aurez compris comment l'AFP trompe sciemment les lecteurs.

Chili

- Chili : les étudiants dans la rue pour défendre leur éducation - euronews 20 avril 2018

Des milliers d'étudiants ont envahi les rues de Santiago. Les Chiliens ont manifesté à travers le pays , ce jeudi 19 avril, contre les réformes de l'éducation prévues par Sebastián Piñera, investi président le mois dernier.

Ils dénoncent le profit des écoles, l'endettement des étudiants, ainsi que les pratiques sexistes au sein de l'éducation nationale.

Les étudiants craignent des démarches détournées pour privatiser les écoles de leur pays. Sept ans après leur mobilisation historique de l'année 2011, les jeunes chiliens continuent de manifester avec les mêmes slogans : éducation gratuite dans des universités à but non lucratif.

A Santiago, la manifestation aurait réuni 30 000 personnes selon les autorités. Les organisateurs parlent de 120 000 participants. Un étudiant était jeudi soir dans un état grave après avoir été renversé par une voiture de police. euronews 20 avril 2018

Haut de page

Le 23 avril 2018

CAUSERIE

Pondichéry, 21h30.

J'ai corrigé quelques erreurs qui m'avaient échappées à la relecture. (enduit pour induit par exemple, le formatage d'un paragraphe, etc. sorry !). Je manque de temps, à peine avais-je terminé mon boulot, que je mes suis retrouvé à faire la chasse au cobra dans mon jardin, il était devant la porte quand je l'ai ouverte.

- Causerie au format pdf (12 pages)

Il faut éradiquer le capitalisme de la surface de la terre

Entretien de Jean Ziegler à Le Média.

https://www.youtube.com/watch?v=dS78lfBXkeg

Jean Ziegler se présente sociologiquement comme "un petit bourgeois" issu d'une famille suisse bourgeoise, et il se dit socialiste. Il officie au sein de l'ONU depuis plus de 15 ans. Il explique qu'il y a fait de l'entrisme pour mener son combat politique contre l'oligarchie qui domine le monde ("le prétoire est un lieu de combat, les banquiers devaient venir s'expliquer"), ce qui lui a valu d'être ruiné, ainsi que neuf procès dans cinq pays.

Cela dit, pour honorable que soit son engagement au profit des plus déshérités du monde, les hommes, femmes et enfants qui

crèvent de faim ou de sous-alimentation chaque minute qui passe ou parce qu'ils n'ont pas eu accès à des traitements pour se soigner, j'ignore s'il s'est posé un jour la question de savoir pourquoi il n'a pas été viré de l'ONU, et qu'il nous permette de lui soumettre une explication.

Il souhaite ardemment la disparition du capitalisme le plus tôt possible. Il est arrivé à la conclusion qu'il n'est pas réformable. Jusque là nous sommes d'accord. Il porte de très graves accusations très bien argumentées et sérieuses contre les banquiers, les oligarques qui détiennent les 500 multinationales qui monopolisent 52% du PIB mondial, il tient un discours radicalement révolutionnaire qui nous convient parfaitement. Il soutient la grève des cheminots en France, tous les mouvements sociaux à travers le monde... Nous sommes toujours d'accord. Mais cela ne nous dit pas pourquoi à l'ONU ils ne l'ont pas déjà viré manu militari.

Cela vient du fait selon moi, qu'il a été incapable de théoriser les conclusions de ses travaux, du coup il n'a pas été en mesure d'en faire un programme politique d'action dont les intellectuels, les classes moyennes et pourquoi pas certains petits capitalistes auraient pu se saisir, d'où l'absence de danger qu'il représente pour l'ONU dominée par les Américains, à qui finalement il sert uniquement de caution démocratique.

Maintenant, après le dernier ouvrage qu'il publie, *Le capitalisme expliqué à ma petite-fille (en espérant qu'elle en verra la fin)* aux éditions du Seuil, il se peut que ce soit la goutte qui fasse déborder le vase et qu'ils le virent de l'ONU, c'est tout le mal qu'on lui souhaite !

Ziegler a été induit en erreur par les épigones et les ennemis du marxisme. Dans sa jeunesse il a fréquenté Ché Guevara, J-P Sartre et de nombreux dirigeants ou cadres, militants du PC, avant de tourner le dos au stalinisme.

Cet entretien présente des hauts et des bas, ce qui était inévitable avec Aude Lancelin. Mais Ziegler, c'est une toute autre pointure que Todd ou Lordon avec leurs discours emphatiques, leurs exercices de scolastique qu'ils doivent être les seuls à comprendre, car empêtrés dans des contradictions insolubles pour finalement refuser obstinément de rompre avec le capitalisme ou de s'associer à ceux qui entendent rompre avec le capitalisme.

Ziegler a toujours pris beaucoup de risques, ce qui lui valu de graves problèmes comme on l'a vu au début de cet article, alors que Todd ou Lordon n'en ont jamais pris aucun.

A la fin de cet entretien, Ziegler a relié le mouvement des cheminots à 1789, et non à 1871 ou à 1917, ce qui signifie qu'il a encore des progrès à faire et qu'il n'a pas encore tout à fait rompu avec le capitalisme. Ne lui jetons pas la pierre pour autant, aidons-le plutôt à franchir la dernière marche qui le mènera au socialisme. Je vais essayer de lui adresser ma modeste contribution, en un temps très court je ne pouvais pas faire davantage ou mieux.

Ziegler est un personnage passionné, sincère, sympathique, il admire Marx et il a été inspiré par le marxisme, cependant il baigne en pleine confusion. Apparemment sa lecture de la partie économique du marxisme comportait de graves lacunes, et il a délaissé ou ignoré son volet théorique et politique ou ce qu'il en a retenu laisse à désirer. Car il n'y a rien de plus faux que d'affirmer que Marx serait parvenu à la conclusion que les conditions objectives ne seraient jamais réunies sous le capitalisme pour satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité.

J'en veux pour preuve sans entrer dans les détails, car cela demanderait d'y consacrer beaucoup de temps, que lors de la Commune il soutint la révolution tout en affirmant qu'elle était vouée d'avance à l'échec, notamment et justement parce que les forces productives n'étaient pas suffisamment développées pour permettre de mettre un terme au capitalisme ou passer au socialisme, les conditions objectives n'étaient pas remplies pour pouvoir satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, ce qui signifiait selon Marx, que ces conditions seraient remplies un jour ou l'autre sans préjuger pour autant de l'emploi qui en serait fait ou si elles ne se transformeraient pas en forces de destruction de l'humanité au lieu de servir à son bien-être qui était étranger au capitalisme ou ne correspondait pas à sa raison d'être ou aux intentions des capitalistes.

Ziegler confond le développement des forces productives et le mode de production capitaliste auquel il prête les vertus des forces productives. Il n'a pas compris que c'est le mode de production qui entrave leur développement pour pouvoir satisfaire les besoins de l'humanité, j'en veux pour preuve l'exemple qu'il a pris pour expliquer que le capitalisme recèlerait des capacités extraordinaires, en citant les banquiers de Wall Street qui ont imaginé des instruments sophistiqués pour spéculer, ce en quoi on ne voit pas très bien le rapport avec la production des richesses car ces instruments financiers n'en créent absolument aucune.

Contrairement aux allégations de Ziegler, Marx et Engels ont affirmé que le capitalisme créerait les "conditions matérielles" indispensables à l'émancipation du prolétariat et de l'humanité entière du règne de l'exploitation. La preuve.

- "Les premières tentatives directes du prolétariat pour faire prévaloir ses propres intérêts de classe, faites en un temps d'effervescence générale, dans la période du renversement de la société féodale, échouèrent nécessairement, tant du fait de l'état embryonnaire du prolétariat lui-même que du fait de l'absence des conditions matérielles de son émancipation, conditions

qui ne peuvent être que le résultat de l'époque bourgeoise." (Marx-Engels Le manifeste "K. Marx, F. Engels : le manifeste du parti communiste)

Marx et Engels n'ont jamais prétendu que le capitalisme n'avait pas les capacités pour réaliser les conditions objectives ou matérielles qui permettraient de satisfaire les besoins de l'humanité, ils ont affirmé que par sa nature il y était opposé, ce qui n'est pas du tout la même chose. La preuve.

C'est le capital lui-même qui fixe une borne à la production capitaliste, parce qu'il est le point de départ et le point d'arrivée, la raison et le but de la production et qu'il veut qu'on produise exclusivement pour lui, alors que les moyens de production devraient servir à une extension continue de la vie sociale. (...) Si historiquement la production capitaliste est un moyen pour développer la force productive matérielle et créer un marché mondial, elle est néanmoins en conflit continuel avec les conditions sociales et productives que cette mission historique comporte. (K. Marx : Le Capital – Livre III – Section III)

Mise au point.

Cela ne date pas d'hier.

L'alliance de la Grande-Bretagne et de la France (ajoutons les Etats-Unis depuis le début du XXe siècle) contre les peuples du Moyen et du Proche-Orient pour piller leurs richesses ne date pas d'hier.

Lettre de F. Engels à Nikolaï Danielson, 17 octobre 1893.

Relevé, une note figurant en bas de page de ce document qui va vous faire penser à quelque chose.

- Guerre de Crimée (1853-1856). Guerre qui opposa la Russie à une coalition de l'Angleterre, de la France, de la Turquie et de la Sardaigne, en conséquence de la rivalité des intérêts économiques et politiques de ces pays au Proche-Orient. Elle se termina par la défaite de la Russie et la conclusion du traité de Paris. Ce désastre compromit le prestige de la Russie et affaiblit sa position en politique extérieure, en montrant « la pourriture et l'impuissance de la Russie du servage » (Lénine). Et nous n'aurions pas conscience de la nécessité de l'unité de la classe ouvrière et des intellectuels ? - Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi; la main, à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main et à côté d'elle, et en partie grâce à elle. (Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme par E. Engels)

Ils en sont encore au stade animal !

La libre concurrence que louent les représentants du capitalisme nous renvoie en fait au règne animal.

- "Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées peut élever les hommes au dessus du reste du monde anima; au point de vue social de la même façon que la production en général les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable." (id)

Qu'est-ce qu'on entend par forces productives ?

- "La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses; et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. La domestication des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillies du sol - quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ?" (K. Marx, F. Engels : Le manifeste du parti communiste)

Ceux qui s'en remettent à certains représentants de la bourgeoisie, à ses institutions, au droit international, etc. pour régler les difficultés auxquelles font face les peuples exploités et opprimés, les intellectuels en général, ceux qui se disent de gauche, progressistes, démocrates, etc.

- "... n'aperçoivent du côté du prolétariat aucune initiative historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre.

Comme le développement de l'antagonisme des classes marche de pair avec le développement de l'industrie, ils n'aperçoivent pas davantage les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat et se mettent en quête d'une science sociale, de

lois sociales, dans le but de créer ces conditions.

A l'activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantaisistes; à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, une organisation de la société fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes. Pour eux, l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société.

Dans la confection de ces plans, toutefois, ils ont conscience de défendre avant tout les intérêts de la classe ouvrière, parce qu'elle est la classe la plus souffrante. Pour eux le prolétariat n'existe que sous cet aspect de la classe la plus souffrante.

Mais la forme rudimentaire de la lutte des classes, ainsi que leur propre position sociale les portent à se considérer comme bien au-dessus de tout antagonisme de classes. Ils désirent améliorer les conditions matérielles de la vie pour tous les membres de la société, même les plus privilégiés. Par conséquent, ils ne cessent de faire appel à la société tout entière sans distinction, et même ils s'adressent de préférence à la classe régnante. Car, en vérité, il suffit de comprendre leur système pour reconnaître que c'est le meilleur de tous les plans possibles de la meilleure des sociétés possibles.

Ils repoussent donc toute action politique et surtout toute action révolutionnaire; ils cherchent à atteindre leur but par des moyens pacifiques et essayent de frayer un chemin au nouvel évangile social par la force de l'exemple, par des expériences en petit qui échouent naturellement toujours." (id - Le socialisme et le communisme critico-utopiques)

Autogestion, révolution citoyenne ou par les urnes, etc.

Quand on consulte les blogs ou portails animés par des intellectuels, on s'aperçoit immédiatement qu'ils s'en remettent tous à la classe des capitalistes pour régler les problèmes auxquels la civilisation fait face de nos jours, parce qu'ils sont tous liés à la classe dominante et refusent de rompre avec elle.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Alors que :

- Trente-cinq Palestiniens ont été tués et des centaines d'autres ont été blessés depuis le début des manifestations le 30 mars. Reuters 21 avril 2018

A bas l'actrice juive antisémite Natalie Portman !

- Natalie Portman boycotte le "Nobel juif" pour ne pas apparaître aux côtés de Netanyahu - Reuters 21 avril 2018

L'actrice oscarisée Natalie Portman a déclaré qu'elle avait décidé de boycotter la cérémonie lui décernant le prix Genesis, sorte de "Nobel israélien", car elle ne voulait pas apparaître aux côtés du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui avait prévu de prendre la parole lors de l'événement.

"Laissez-moi parler en mon nom (...) J'ai choisi de ne pas y assister car je ne veux pas apparaître comme un soutien de Benjamin Netanyahu, qui devait faire un discours à la cérémonie", écrit Natalie Portman dans un communiqué publié sur Instagram.

"Comme beaucoup d'Israéliens et de juifs dans le monde, je peux être critique à l'égard des dirigeants d'Israël sans vouloir boycotter le pays tout entier", précise-t-elle, ajoutant que les raisons qui l'ont poussée à boycotter la cérémonie ont été mal interprétées. Reuters 21 avril 2018 (Déformées sciemment - LVOG)

La cause désespérée de l'Etat sioniste devient "cause nationale"... tout comme le néolibéralisme.

- Des personnalités signent un virulent manifeste "contre le nouvel antisémitisme" en France AFP 21.04

"Nous demandons que la lutte contre cette faillite démocratique qu'est l'antisémitisme devienne cause nationale avant qu'il ne soit trop tard. Avant que la France ne soit plus la France", lit-on dans ce texte signé par des personnalités politiques de droite comme de gauche (Nicolas Sarkozy, Laurent Wauquiez, Manuel Valls, Bertrand Delanoë...), des artistes (Charles Aznavour, Gérard Depardieu...), des intellectuels, des responsables religieux juifs, musulmans et catholiques.

Dans son dernier rapport, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) notait une "persistance des préjugés antisémites traditionnels liant les juifs à l'argent, au pouvoir et leur reprochant leur communautarisme".

La publication de ce manifeste accompagne la sortie mercredi prochain d'un ouvrage collectif, "Le nouvel antisémitisme

en France" (Albin Michel), rassemblant les contributions d'une quinzaine de personnalités dont le philosophe Pascal Bruckner, l'ancien ministre Luc Ferry et l'ex-directeur de Charlie Hebdo Philippe Val. AFP 21.04

La fine fleur des raclures, des réactionnaires !

Remettons les choses à leurs places.

A l'origine de ces préjugés antisémites on trouve des bourgeois, des militaires et des ecclésiastes. Comment cela ? De tout temps l'idéologie dominante a été l'idéologie de la classe dominante ou celle qui détient le pouvoir, c'est donc ses représentants ou ceux qui appartiennent à cette classe qui sont responsables de l'antisémitisme, du racisme en général, et non les travailleurs qui n'ont aucun pouvoir ou qui n'ont pas le pouvoir d'imposer une idéologie.

Personne ne peut nier non plus que les personnes d'origine juive ou se prétendant juives sont surreprésentés dans les institutions financières et maintenant politiques ou aux postes clés de l'administration ou encore à la direction des secteurs clés de l'économie, au sein des plus importantes institutions internationales.

Cela s'explique en effet par leur penchant communautarisme consistant à choisir de préférence un juif plutôt qu'un non juif à un poste à responsabilité dont les émoluments sont conséquents.

Il s'agit là d'un simple constat que chacun peut vérifier. Et ce n'est pas un hasard non plus si on les retrouve à la tête des institutions ou des think tanks créés par l'oligarchie anglo-saxonne jusqu'à Hollywood !

Cette opération intervient au moment où en France Macron fait face à une contestation grandissante, tandis qu'Israël a subi un cinglant revers en Syrie et les Palestiniens persistent à revendiquer le droit au retour 70 ans après avoir été chassés de leurs terres par les sionistes avec la bénédiction de l'ONU, des puissances occidentales ainsi que l'URSS.

En complément. L'AFP en a la larme à l'oeil, normal !

- Hommage rempli d'émotion pour l'ancienne Première dame Barbara Bush - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

C'est Macron qui encourage les milices d'extrême droite à passer à l'action.

Il a bombardé la Syrie sur un prétexte bidon aux yeux du monde, il a manifesté l'intention d'imposer sa politique ultra réactionnaire quitte à aller à l'affrontement, en passant en force en recourant à des ordonnances, il envoie les CRS déloger violemment les étudiants dans les universités, etc. Bref, il encourage la violence à tous les étages de la société, y compris organisée. Pour continuer à régner, il ne lui reste plus que le chaos et la terreur qui paralyse toute action, jusqu'à quand ?

Des militants d'extrême droite bloquent un col des Alpes, lieu de passage de migrants - AFP 21.04

Adeptes des actions spectaculaires, des militants de Génération Identitaire ont investi samedi un col des Hautes-Alpes emprunté par les migrants cherchant à passer d'Italie en France, suscitant l'indignation d'une partie de la gauche. AFP 21.04

- Eric Coquerel entarté: le porte-parole du FN évoque les "provocations" du député Insoumis - Le HuffPost 21.04

Dossier Syrie.

- Syrie: pourquoi ce témoin de l'attaque chimique n'intéresse-t-il pas la presse mainstream? - fr.sputniknews.com 21.04.2018

L'Occident a accusé Damas d'avoir perpétré une attaque chimique à Douma se basant sur des photos publiées par les Casques blancs. Ces images ont été relayées par des médias et sur les réseaux sociaux. Mais pourquoi la presse mainstream est-elle si réticente dans le cas d'un garçon affirmant avoir participé à la mise en scène de cette attaque? fr.sputniknews.com 21.04.2018

- Le service de recherche scientifique du Bundestag allemand a publié aujourd'hui un rapport (pdf, allemand) qui conclut que l'attaque menée par les Etats-Unis contre la Syrie le 13 avril a clairement violé le droit international. (Moon of Alabama 21.04)

- Le porte-parole du département d'État a fini par l'avouer :

MS NAUERT : Oui. .... Nous reconnaissons le travail que les Casques blancs font pour le peuple de leur pays et pour le gouvernement des États-Unis et toutes les forces de la coalition, nous l'apprécions et nous leur sommes très reconnaissants de continuer à le faire. (...)

J'ai encore échangé des courriels avec lui, l'autre jour. Je crois comprendre que leur travail se poursuit, et nous sommes fiers de travailler avec eux.

Le représentant républicain Massie a fait remarquer aujourd'hui :

Thomas Massie @RepThomasMassie - 14:03 UTC- 19 avril 2018

Lors de la séance d'information au Congrès, le directeur du renseignement national (DNI), le Secrétaire de la Défense et le Secrétaire d'Etat n'ont fourni aucune preuve réelle. L'information disponible circule en ligne. Ce qui signifie soit qu'ils ont décidé de ne pas fournir de preuve au Congrès, soit qu'ils n'ont pas de preuve concluante qu'Assad a commis une attaque chimique. Dans un cas comme dans l'autre, ce n'est pas bon pour eux. (Moon of Alabama 21.04

Pour vérifier cette info, je me suis connecté au portail du gouvernement américain. Son porte-parole a confirmé que les Casques Blancs travaillaient bien pour le gouvernement américain et la coalition qui oeuvre à ses côté en Syrie. Comme les Casques Blancs sont à l'origine des accusations portées contre le gouvernement syrien d'avoir procédé à une attaque chimique dans le quartier de la Douma le 7 avril dernier, il faut en conclure que c'était le gouvernement américain qui en était à l'origine.

La traduction ci-dessus était correcte.

La version originale.

(Source : https://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2018/04/280609.htm)

Department Press Briefing - April 19, 2018

We recognize and appreciate and are very grateful for all the work that the White Helmets continues to do on behalf of the people of their country and on behalf of the U.S. Government and all the coalition forces. They're doing incredible work in rescuing in some cases, and in other cases it's recovery efforts. They're an incredible group of individuals. But I just don't have any additional information for you on the funding yet.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Nicaragua

- Nicaragua: 11 morts dans des manifestations, Ortega promet un dialogue - AFP 22 avril 2018

Le président Daniel Ortega est sorti de son silence samedi pour assurer que son gouvernement allait renouer le dialogue, après les violentes manifestations contre une réforme des retraites qui ont fait au moins onze morts au Nicaragua.

"Le gouvernement est totalement d'accord pour reprendre le dialogue pour la paix, pour la stabilité, pour le travail afin que notre pays ne soit pas confronté à la terreur que nous vivons en ces moments", a déclaré M. Ortega à la télévision nationale, sans annoncer de date pour l'ouverture du dialogue.

Il a toutefois affirmé que les manifestations étaient soutenues par des groupes politiques opposés à son gouvernement et financés par des organisation extrémistes des Etats-Unis, sans toutefois les identifier.

Leur but est de "semer la terreur, semer l'insécurité", "détruire l'image du Nicaragua" après "onze ans de paix" afin de "prendre le pouvoir", a-t-il martelé.

Après le discours du président, des centaines de jeunes ont à nouveau violemment affronté les forces de l'ordre dans la capitale.

Un caméraman nicaraguayen, Miguel Ángel Gahona, est décédé samedi dans la ville de Bluefields (est), après avoir été touché par des balles alors qu'il tournait des images d'affrontements entre manifestants et policiers, ont indiqué des sources syndicales.

Une centaine de personnes ont été également été blessées dans ces manifestations, les plus violentes depuis l'arrivée au pouvoir de Daniel Ortega il y a 11 ans.

Mme Murillo a ajouté que le gouvernement était disposé à discuter de la proposition d'augmenter les contributions des employeurs et des salariés au système de retraites, à l'origine de la vague de protestation.

Dans la journée, le leader de la principale organisation patronale, José Aguerri, avait appelé à éviter que le "sang continue de couler" et à reprendre les discussions, tout en soutenant les manifestants.

En revanche, l'association des entrepreneurs nicaraguayens a estimé que "le dialogue ne peut pas avoir lieu", à moins que "cesse immédiatement la répression policière".

Les protestations se sont durcies vendredi, troisième jour de mobilisation, avec des barricades érigées, des heurts avec la police et des dégradations de bâtiments gouvernementaux, à Managua et dans d'autres villes du pays.

Quatre chaînes de télévision indépendantes ont été empêchées par le gouvernement jeudi de couvrir les manifestations.

Au moins neuf journalistes ont été blessés dans les défilés, selon le Comité pour la protection des journalistes, basé à New York.

Cette mobilisation semble avoir pris par surprise le gouvernement, qui jusqu'ici était parvenu à contenir les mécontentements grâce à l'influence du parti au pouvoir dans les sphères publique et militaire.

"C'est une protestation qui vient de la base, pas d'un parti politique" et "je crois que le gouvernement n'a pas anticipé cette réaction", a déclaré à l'AFP le politologue Oscar René Vargas. AFP 22 avril 2018

- "...le leader de la principale organisation patronale, José Aguerri (...) soutenant les manifestants..."

- "le Comité pour la protection des journalistes, basé à New York" appelé à la rescousse.

- Puis, un obscure "politologue" nommé Oscar René Vargas qui affirme que la "protestation qui vient de la base"...

Bref, cela pue à plein nez la désinformation... en attendant d'en savoir davantage.

Dans de très nombreux pays dans le monde, le mouvement ouvrier est totalement dégénéré ou inexistant. La classe ouvrière est instrumentalisée par des partis bourgeois qui sont au pouvoir ou dans l'opposition, de droite ou de centre gauche (selon leurs critères), aucun autre parti n'est en mesure de les mobiliser, exactement comme en France ou vous y venez. Bien évidemment les agences de presse ou les médias ne les présentent pas tels quels, ils doivent faire croire qu'il existe une véritable opposition organisée dans ces pays, alors que ce n'est pas le cas.

Le parti au pouvoir lié à l'oligarchie peut appeler la classe ouvrière à se mobiliser et à paralyser l'activité économique si cela peut l'aider à faire passer une mesure dont les capitalistes locaux ne veulent pas entendre parler par exemple. Et s'il est dans l'opposition il agira de même contre le gouvernement en place pour qu'il adopte les mesures ou réformes que l'oligarchie réclame. Et chaque fois ils présenteront ces mesures comme si elles seraient favorables aux travailleurs et le tour est joué.

Ce qu'il faut retenir, c'est que dans tous les cas de figure, la lutte de classe se déroule entre différents secteurs du capitalisme et les intérêts de la classe ouvrière y sont totalement étrangers, puisqu'elle en sera la principale victime dans un cas comme dans l'autre.

C'est la situation qui prévaut en Inde où je vis. Il y a une semaine, on a eu le droit à deux jours de grève générale à quelques jours d'intervalle appelé par tous les partis et le gouvernement du Tamil Nadu. Ah, elle a été très suivie, toutes les entreprises, administrations, tous les commerces jusqu'à la plus petite échoppe étaient fermés ! Cela a fait deux jours de congés aux travailleurs (qui ne connaissent pas les congés payés), non payés de préférence, mais cela vous l'aviez deviné ! La grève obligatoire en somme, et incendie, casse ou lynchage garantie à tout contrevenant, c'est qu'on ne rigole pas ici avec ce genre de truc, ce serait un acte de haute trahison ! D'ailleurs beaucoup d'Indiens préfèrent rester chez eux ces jours-là, c'est plus prudent ! L'Inde telle que vous ne la verrez jamais, profitez-en.

Cette grève avait été décrétée en haut lieu pour protester contre la décision de Delhi ou de je ne sais plus quelle instance judiciaire d'attribuer plus d'eau au Karnataka qu'au Tamil Nadu en provenance de la rivière Kaveri. On y a le droit tous les ans, je ne plaisante pas, c'est devenu une coutume depuis des décennies...

Quand on vous raconte ce qui se passe dans un pays que vous ne connaissez pas, il est absolument indispensable de prendre un maximum de recul avant de croire quoi que ce soit, parce que la plupart du temps c'est vraiment n'importe quoi. Soyons lucide, vigilant et non paranoïaque. Tenez, j'ai entendu parlé de ce qui se passait en Arménie et dans d'autres pays que je ne connais pas, je me suis abstenu de reproduire des articles, j'attends d'en savoir plus, c'est plus prudent.

Un truc en passant. Une photo d'une manifestation accompagnait un article, je ne sais plus de quel pays il s'agissait, au milieu trônait un magnifique drapeau de l'Union européenne, j'ai trouvé cela suspect. Ces manifestants étaient présentés comme des opposants légitimes au gouvernement, mais l'étaient-ils vraiment légitimes, et que voulaient-ils au juste, ne pouvant le savoir et ne pouvant pas me fier à l'AFP ou Reuters, je n'ai décidé de ne pas traiter ce sujet.

Paraguay

- Mario Abdo Benitez élu président du Paraguay, qui reste à droite - AFP 23 avril 2018

Le candidat de droite Mario Abdo Benitez a remporté l'élection présidentielle au Paraguay, poursuivant l'hégémonie de son parti Colorado, qui gouverne le pays sud-américain presque sans interruption depuis 1947, selon les résultats officiels.

"Le président de la République est Mario Abdo Benitez", a déclaré le président du tribunal électoral, Jaime Bestard, avec 46,49% des voix contre 42,72% pour son rival Efrain Alegre, candidat d'une coalition de centre gauche, des résultats qui portent sur 96% des bulletins et sont "irréversibles".

Sa victoire dans ce scrutin à un tour, où la participation a atteint 65%, est toutefois bien plus serrée que ce qu'anticipaient les sondages, qui lui donnaient jusqu'à 20 points d'avance.

De son côté, Efrain Alegre a annoncé que son équipe vérifieraient les procès-verbaux de l'élection. "Nous acceptons le fait qu'il s'agit de résultats préliminaires qui donnent trois points d'avance à Mario Abdo", a-t-il déclaré à la presse devant sa maison à Asuncion.

"Nous croyons que le changement au Paraguay est irréversible, (et qu'il arrivera) plus tôt que prévu", a-t-il ajouté.

Les résultats ont été accueillis par des feux d'artifice au siège du parti Colorado dans la capitale, où des milliers de sympathisants étaient réunis en musique. (C'était la fête également à l'AFP ! - LVOG)

"Dans le monde, la nouvelle retentit qu'au Paraguay, la démocratie s'est renforcée et a fait un pas en avant pour un Paraguay uni et réconcilié", a-t-il déclaré lors de son premier discours.

"Je m'engage à être un facteur d'unité du Paraguay", a-t-il lancé, n'hésitant pas à rappeler son héritage familial encombrant: "Je ne peux manquer de mentionner mon père, qui a été un grand représentant du parti Colorado".

Son père, c'était Mario Abdo, secrétaire personnel d'Alfredo Stroessner, qui a dirigé le pays d'une main de fer de 1954 à 1989. Et si son fils, surnommé "Marito", souligne qu'il avait 16 ans à la chute du dictateur, il a pourtant assisté à ses funérailles en 2006 au Brésil, où il s'était exilé.

"J'ai gagné mes références démocratiques au cours de ma carrière politique", s'est-il justifié dimanche au moment de voter.

Son élection confirme à quel point la population a tourné la page de la dictature, dans un pays où 43% de l'électorat a entre 18 et 34 ans.

"Il y a une génération, de plus en plus influente, qui ne se souvient pas vraiment du régime non-démocratique. C'est une première dans l'histoire du Paraguay", souligne Oliver Stuenkel, professeur de relations internationales à la Fondation Getulio Vargas de Sao Paulo, dans un article publié par Americas Quaterly.

Les 4,2 millions d'électeurs devaient choisir le successeur du président sortant Horacio Cartes mais aussi renouveler leur Parlement et élire les gouverneurs des 17 départements du pays.

Enclavé entre la Bolivie, l'Argentine et le Brésil, le Paraguay affiche un dynamisme économique unique en Amérique latine avec une croissance d'environ 4% par an depuis dix ans grâce aux exportations de soja, de viande et d'électricité.

Mais le pays reste l'un des plus démunis de la région, avec 26% de la population dans la pauvreté selon les chiffres officiels, et souffre de la corruption et du trafic de drogue.

Le scrutin a été organisé dans un climat de mécontentement général envers le président sortant, comme en a témoigné Alex Giménez, étudiant de 18 ans votant pour la première fois: "La majorité des gens ont de la rancoeur envers Cartes", a-t-il confié.

Horacio Cartes, un patron millionnaire de l'industrie du tabac, a reconnu dimanche que "tout reste à faire" au Paraguay: "Nous avons des dettes sociales, ce n'est pas concevable qu'avec toute la richesse que nous avons et en étant 7 millions d'habitants, nous ayons ce niveau de pauvreté".

Diplômé en marketing aux Etats-Unis, "Marito" promet de réformer le système judiciaire pour le rendre plus vertueux et maintenir la même politique économique que son prédécesseur.

Face à lui, l'avocat Efrain Alegre, 55 ans, affichait des ambitions plus sociales, proposant la santé gratuite pour les plus démunis et un allègement drastique de la facture d'électricité pour stimuler investissements et emplois. AFP 23 avril 2018

Et de quel "héritage familial" Mario Abdo Benitez se revendique-t-il si fièrement ?

- Alfredo Stroessner, ex-dictateur du Paraguay, est mort sans avoir été jugé - Le Monde 16.08.2006

Arrivé au pouvoir par un putsch, en 1954, il fut l'homme fort du Paraguay pendant huit mandats présidentiels entachés d'irrégularités. Avec l'aide financière des Etats-Unis, Alfredo Stroessner a pu maintenir son règne durant près de 35 ans.

Le général Alfredo Stroessner, mort mercredi à l'âge de 93 ans, fut le maître incontesté du Paraguay pendant près de 35 ans (1954 à 1989), avant d'être renversé par un coup d'Etat et de se réfugier au Brésil pour éviter un procès pour crimes contre l'humanité. Arrivé au pouvoir par un putsch, en 1954, il fut l'homme fort du Paraguay pendant huit mandats présidentiels entachés d'irrégularités.

Son extradition du Brésil a été réclamée à mainte reprise par la justice de son pays qui le poursuivait pour des centaines de disparitions et d'assassinats d'opposants. Alfredo Stroessner, né le 3 novembre 1912 à Encarnacion, à 350 km au sud-est d'Asuncion, est fils d'un Bavarois et d'une Paraguayenne. Très jeune, à 17 ans, il entre à l'académie militaire dont il sort sous-lieutenant en 1932. Il participe comme officier d'artillerie à la guerre du Chaco avec la Bolivie (1932-1935) et grimpe un à un les échelons. Colonel sous la dictature du général Hirinio Morinigo (1940-1948), il est un des acteurs de la répression sévère pendant la guerre civile de 1947.

Il devient général en chef des forces armées en 1951 en pleine période d'instabilité, avec une succession de gouvernements militaires. Le 4 mai 1954, celui qui était présenté comme un officier loyaliste s'empare du pouvoir, renversant le président Federico Chavez. Après le putsch, avec l'appui de sa formation politique, le Parti Colorado, il fait sortir des urnes une nouvelle assemblée qui réforme la Constitution. Candidat unique lors des deux premières élections (1954 et 1958), il se présentera ensuite tous les cinq ans contre des faire-valoir d'une opposition fantoche.

Ses années au pouvoir sont considérées comme les plus brutales connues par ce petit pays de 5,8 millions d'habitants depuis son indépendance, en 1811. Peu bavard et habitué à diriger ses collaborateurs d'un geste ou d'un regard, il était accusé d'avoir fait disparaître ou assassiner entre 1 000 et 3 000 opposants. Plus de 2 millions de Paraguayens se sont exilés pour des raisons politiques ou économiques entre 1954 et 1989. Dans les années 1970, il participe à la mise en œuvre du Plan Condor, une opération concertée d'élimination des opposants des dictatures militaires argentine, chilienne, brésilienne, bolivienne, uruguayenne et paraguayenne.

Avec l'aide financière des Etats-Unis, Alfredo Stroessner a pu maintenit son règne durant près de 35 ans. Sous sa poigne, un véritable culte de la personnalité s'était instauré avec des rues, places, hôpitaux et écoles baptisées à son nom. Sa cour était formée de civils et militaires entretenant de lucratives affaires (trafic de drogue, contrebande de voitures volées ou d'électronique). Beaucoup d'"investisseurs" étrangers – grands délinquants ou comploteurs d'extrême droite – trouvaient alors asile au Paraguay, à condition d'être fortunés. Le Monde 16.08.2006

Mexique

- Mexique: 7.667 assassinats au premier trimestre, 20% de hausse sur un an - AFP 23 avril 2018

Le Mexique a enregistré 7.667 assassinats au premier trimestre, soit une augmentation de presque 20% sur la même période de 2017, qui fut pourtant l'année la plus violente en deux décennies, selon les chiffres officiels publiés dimanche. AFP 23 avril 2018

Haut de page

Le 24 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (13 pages)

L'Etat colonial français ou la politique de la canonnière et de la bétonneuse.

- Volonté de Macron de se maintenir en Syrie. - RT 23 avr. 2018

A la veille de son arrivée aux Etats-Unis pour une visite d'Etat de trois jours, Emmanuel Macron a de nouveau appelé les Occidentaux à rester en Syrie, dans une interview accordée à la chaîne d'information américaine Fox News.

Ce 23 avril, commentant l'affirmation du président français (du 15 avril) depuis la Chine, Sergueï Lavrov s'est interrogé sur les présupposés qui pouvaient la sous-tendre : «J'ai entendu que le président Macron avait appelé à maintenir des forces en Syrie, même lorsque le dernier terroriste serait tué ou expulsé du pays.» Le ministre russe a précisé que Moscou demanderait à Paris de clarifier cette affirmation, ajoutant : «C'est une posture coloniale.» RT 23 avr. 2018

- Lafarge travaillait pour les services secrets français en Syrie - Réseau Voltaire 23 avril 2018

L'enquête judiciaire française sur l'affaire Lafarge vient de mettre en lumière les liens très étroits entre le cimentier et les services secrets français en Syrie.

Alors qu'elle est chargée d'instruire une plainte d'anciens salariés de la multinationale contre leur employeur, la juge Charlotte Bilger étend progressivement ses investigations à l'activité du cimentier. De fil en aiguille, elle en est venue à s'interroger sur une éventuelle fourniture de ciment à Daesh.

Avant même l'ouverture de cette affaire à Paris, Thierry Meyssan avait révélé que Lafarge avait fourni environ 8 millions de mètres cubes de ciment à divers groupes jihadistes afin de construire un ensemble de fortifications et d'installations souterraines ; ce que le cimentier refuse de commenter. Il avait également révélé qu'Hillary Clinton avait été avocate et administratrice de la firme, ainsi que les services rendus par la multinationale à la CIA. Réseau Voltaire 23 avril 2018

« Lafarge : L'État français au centre de l'affaire », « L'usine syrienne, fournisseuse de l'ÉI ? », Ismaël Halissat et Willy Ledevin, Libération, 23 avril 2018.

Une fois l'épouvantail du terrorisme largement éventé, ils ressortent l'antisémitisme.

Quand l'extrême droite sioniste et raciste (antisémite) gouverne la France et Israël.

- "Manifeste contre le nouvel antisémitisme" : l'indignation de la Grande mosquée de Paris - M6info 23 avril 2018

Après le manifeste signé dimanche par plus de 300 personnalités dans Le Parisien (Drahi), le recteur de la Grande mosquée de Paris a dénoncé ce lundi un procès "injuste et délirant" contre les musulmans.

"Le procès injuste et délirant d'antisémitisme fait aux citoyens français de confession musulmane et à l'islam de France à travers cette tribune présente le risque patent de dresser les communautés religieuses entre elles", écrit le recteur de la mosquée, Dalil Boubakeur, dans un communiqué. M6info 23 avril 2018

Que voulez-vous, il faut bien qu'ils inventent des ennemis pour justifier leurs guerres et les dépenses qui les accompagnent, des boucs émissaires à destination des masses pour les détourner de Macron et son gouvernement, des institutions... Pour gouverner ou appliquer leur politique ultra réactionnaire ils peuvent s'appuyer sur leur créature immonde, Al-Qaïda et ses déclinaisons, la diabolisation et la xénophobie envers la Russie et Poutine, Maduro, Morales, etc. La haine, la violence aveugle, le communautarisme, l'individualisme effréné élevé au rang de valeur suprême, le règne de la terreur, la drogue, la pornographie et la prostitution, le chaos, autant de leviers pour que toutes les couches de la population s'affrontent entre elles... pendant que les affaires continuent. Jusqu'à quand ? Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

- La droite israélienne étrille Natalie Portman - liberation.fr 23 avril 2018

Sur le papier, c'était le choix le plus consensuel imaginable. Oscarisée, binationale, diplômée de Harvard, les pieds en Amérique mais les racines en Israël, «libérale» dans le sens anglosaxon du terme, sioniste bon teint à la pointe du combat féministe… Les organisateurs du prix Genesis pensaient être à l'abri de la controverse. Pour le jury de ce «prix Nobel juif» (terme un brin abusif : Michael Douglas l'a reçu), fondé en 2012 par des philanthropes liés au gouvernement pour raviver les liens distendus entre la Terre sainte et des représentants exemplaires de la diaspora, la star de Black Swan était tout à la fois «une actrice aux grands accomplissements, une activiste dévouée aux causes sociales et un être humain formidable».

L'annonce, tombée en pleines cérémonies des 70 ans de l'Etat, a déclenché l'ire de l'ultrapatriotique ministre de la Culture, Miri Regev. L'icône serait ainsi tombée «comme un fruit mûr dans les mains du BDS [Boycott, désinvestissement, sanctions, ndlr]», ce mouvement international qui prône le boycott politique, économique et culturel d'Israël. Une accusation synonyme de haute trahison. Jamais en reste, le sulfureux député du Likoud Oren Hazan a demandé que la star hollywoodienne soit déchue de sa nationalité.

Au bout de vingt-quatre heures d'hystérie médiatique et politique, Natalie Portman a tenu à s'expliquer sur Instagram. Non, elle n'a pas rejoint le BDS. Elle aime toujours «la gastronomie, les livres, l'art et le cinéma» israéliens. Ce qu'elle boycotte, c'est le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, dit «Bibi», qui devait faire un discours lors de la cérémonie. «Le mauvais traitement de ceux qui souffrent des atrocités d'aujourd'hui n'est simplement pas en accord avec mes valeurs juives. Parce qu'Israël m'est cher, je dois m'opposer à la violence, à la corruption, aux inégalités et à l'abus de pouvoir.» Et d'ajouter : «Comme beaucoup d'Israéliens et de juifs dans le monde, je peux critiquer la direction israélienne sans pour autant vouloir boycotter l'ensemble du pays.»

Pour le quotidien de gauche Haaretz, Portman a inventé le «BibiDS». Pas de quoi calmer les nerfs de la coalition d'ultradroite au pouvoir, au contraire. Dimanche, Yuval Steinitz, ministre des Infrastructures intime de «Bibi», l'a accusée «d'avoir une relation à Israël proche de l'antisémitisme» et de «collaborer avec ceux qui nous haïssent». La même Natalie Portman qui, trois ans plus tôt, adaptait pour ses premiers pas derrière la caméra un roman d'Amos Oz décrivant la genèse douloureuse de l'Etat hébreu après l'Holocauste… Dans une laborieuse métaphore la renvoyant à son rôle dans Star Wars, Gilad Erdan, autre ministre estampillé Likoud, l'accuse d'avoir rejoint le côté obscur de la Force.

«Franchement, elle aurait pu être bien plus critique, parler de tirs à balles réelles sur des manifestants désarmés [à la frontière avec Gaza], remarque le réalisateur israélien Amos Gitaï, qui l'a fait tourner en 2005 dans Free Zone. Je pense que ça a dû être douloureux pour elle. On sent qu'elle a choisi ses mots, son communiqué est très mesuré. Mais je ne suis pas étonné par la violence de la réaction : ce gouvernement n'est pas rationnel, il tire à vue sans poser de question. Alors que le rôle de l'artiste, s'il tient à son pays, c'est d'avoir un rapport critique à celui-ci. Ou alors on fait des relations publiques…»

Ces dernières années, le septième art israélien s'est constitué en contre-pouvoir et est entré en guerre ouverte avec la ministre Miri Regev, décidée à mettre au pas ce «cinéma de gauchistes». Quitte à appeler - comble de l'ironie - au boycott de celui-ci, comme ce fut le cas lors du festival du film israélien à Paris le mois dernier. De fait, Israël a surinvesti dans ses exports les plus glamour : Portman donc, et Gal Gadot, la Wonder Woman de DC Comics (qui avait soutenu Tsahal sur Instagram lors de la guerre à Gaza en 2014). Pour la droite quasi hégémonique, le sentiment de trahison n'en est que plus grand. Gitaï se dit surpris du «retournement de veste» de l'opinion envers une personnalité aussi adulée. En soutien, le mouvement La Paix maintenant a lancé le slogan «I'm with her». Il n'y a cependant pas consensus dans l'opposition. Certains font remarquer que l'écrivain et virulent opposant David Grossman (lire Libération du 20 avril) a accepté sans se dédire de recevoir jeudi dernier le prix Israël des mains du leader des nationalistes-religieux, Naftali Bennett. Ce qui reste de la gauche israélienne réplique en citant la sénatrice Amidala dans Star Wars : «C'est donc comme ça que la liberté meurt… Sous les applaudissements.» liberation.fr 23 avril 2018

Dorénavant, quand on lit ou on entend "*la gauche*" avec ou sans guillemets, instantanément on est pris de spasmes nerveux, de profondes convulsions, la gorge se bloque, on a du mal à respirer, on suffoque littéralement, les tripes se nouent, une envie irrésistible de gerber vous prend accompagnée d'un terrible mal de crâne à vous cogner la tête contre les murs pour mettre fin à cet épouvantable cauchemar. Pour un peu on se croirait à Gaza !

Et dire que par faiblesse ou ignorance on a cautionné si longtemps cette arnaque, inconsciemment j'entends, pour faire comme les petits camarades... Heureusement qu'on s'est réveillé depuis déjà quelques années. Chacun se donne bonne conscience comme il peut, mais la mienne reste très agitée et n'atteindra sans doute jamais la sérénité, parce qu'il est trop tard à mon âge pour combler toutes mes lacunes ou réparer mes erreurs, mais l'intention ou la détermination demeure intacte.

Un dernier truc me passe par la tête. Quand on s'est arrêté au IVe congrès de l'Internationale communiste, donc avant que le stalinisme ne s'en empare, on aurait mieux fait de laisser ses conclusions où elles étaient au lieu de vouloir à tous prix les transposer à notre époque ou en faire un dogme, car à partir de là, cela ne pouvait pas se terminer autrement...

En complément. Le silence des médias-oligarques à valeur de consentement.

- Crachat, insultes : agressé à Tel-Aviv, Pascal Boniface dénonce le manque de réactions. - RT 23 avr. 2018

Le fondateur de l'IRIS Pascal Boniface s'est rendu en Israël à l'invitation du Consulat général et de l'Institut français de Jérusalem. A l'aéroport, il a été victime d'une agression, passée relativement inaperçue dans le paysage médiatique.

Pascal Boniface, essayiste et fondateur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), notamment connu pour ses positions critiques à l'égard du gouvernement israélien, a été insulté et bousculé alors qu'il venait d'atterrir à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv, le 16 avril.

Le chercheur se rendait en Israël à l'invitation du Consulat général de France et de l'institut français de Jérusalem pour participer à un cycle de trois conférences. Elles portaient sur la géopolitique du sport, les enjeux du conflit israélo-palestinien et les perspectives de paix.

Sur la vidéo, on peut voir Pascal Boniface se faire vilipender par plusieurs individus dans l'enceinte de l'aéroport de Tel Aviv. «Vas-y viens, viens, sors fils de p***», lui intiment plusieurs personnes près des portes de sortie de l'aéroport. Pascal Boniface demande alors où est la sécurité dans l'aéroport. «Y'a pas de sécurité pour ta gueule en**lé !», s'entend-il répondre.

Un homme le suit, continue à l'insulter violemment puis le bouscule pour le forcer à sortir de l'aérogare, avant de lui cracher dessus.

Pascal Boniface se désole de la faible ampleur des réactions politiques et médiatiques

Si la vidéo de l'incident a circulé sur les réseaux sociaux, l'incident est passé relativement inaperçu dans le paysage médiatique français. «J'imagine que si un intellectuel français venant dans un pays du Maghreb avait été agressé par des doubles nationaux parce que ses opinions sur le Proche-Orient déplaisent les réactions politiques et médiatiques auraient été d'une autre ampleur», a commenté Pascal Boniface le 23 avril sur Twitter.

Le Consul général de France à Jérusalem a pour sa part condamné l'incident par voie de communiqué. Pierre Cochard a ainsi dénoncé une agression «inadmissible [...] bien sûr indissociable des messages souvent haineux diffusés contre le directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques et contre le Consulat général après l'annonce de ces conférences». (Il ne pouvait faire moins. - LVOG)

Taxé à plusieurs reprises d'antisémitisme durant sa carrière, notamment après la diffusion d'une note interne du PS (dont il faisait alors partie) de 2001 dans laquelle il estimait que le parti devait se défaire de son tropisme pro-israélien, Pascal Boniface a récemment publié le livre Antisémite (Max Milo, 2017). Dans cet ouvrage, il se défend de tout antisémitisme et rappelle notamment que «critiquer l'exécutif israélien, ce n'est pas être antisémite».

Refusant l'amalgame entre la population juive et l'Etat d'Israël, il y souligne par ailleurs que ses positions critiques à l'égard de la politique menée par l'Etat hébreu ne sont pas en contradiction avec la lutte contre l'antisémitisme. RT 23 avr. 2018

En publiant cet article on soutient monsieur Pascal Boniface. Mais ce qu'on n'arrive pas à comprendre, et cela ne vaut pas seulement pour lui, c'est pourquoi il a adhéré un jour à un parti aussi pourri que le PS, ne savait-il pas où ils mettaient les pieds ? Bon, il a rompu avec le PS, ce qui est honorable, et comme maintenant il est inorganisé ou seul et sans défense, il est devenu une proie facile pour les sionistes fanatiques.

Un dernier truc me vient à l'esprit.

On ne lui en veut pas d'être passé par le PS, car peut-être s'était -il dit qu'il n'avait pas vraiment le choix, puisqu'aucun autre parti ne tenait un discours cohérent ou sérieux en direction des intellectuels, vous voyez, je suis pas borné ou j'ai l'esprit large comme l'on dit, en fait quand j'ai dit que je ne comprenais pas pourquoi il avait rejoint le PS, en réalité j'avais ma petite idée, mais je ne voulais pas vous l'imposer.

Un cas d'école. Quand la droite renverse la droite, c'est renversant !

Arménie. Quand la droite remporte un "triomphe populaire".

- Arménie: après le triomphe populaire, un nouveau gouvernement à trouver - AFP 24 avril 2018

De la part de l'Agence Française de Propagande porte-parole de la réaction néolibérale extrémiste, vous ne trouvez pas un peu suspect son soudain engouement pour un "triomphe populaire" ?

Un "triomphe populaire" partagé par l'ensemble des médias-oligarques :

- Arménie: Nikol Pachinian, le chef de la contestation, interpellé - www.lefigaro.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - Le Point www.lepoint.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - La Croix https://www.la-croix.com
- Arménie : le chef de la contestation et des centaines de manifestants ... - www.lemonde.fr/.../
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - Libération www.liberation.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - Challenges.fr https://www.challenges.fr

En réalité l'Arménie est en proie à une grave crise économique, sociale et politique comme de très nombreux pays dans le monde, le gouvernement et sa politique sont rejetés par une part croissante de travailleurs et jeunes, en conséquence de quoi la classe dominante se devait de canaliser cette contestation et de remplacer le Parti républicain d'Arménie qu'elle avait porté au pouvoir dans les années 90 par son supplétif, une coalition de 13 partis, le Congrès national arménien.

Pour camoufler ce qu'il y a lieu d'appeler une escroquerie politique, les médias se sont empressés de faire croire que cette coalition incarnerait les intérêts du peuple arménien, alors qu'en réalité son programme lui est également dicté par Bruxelles. Le parti au pouvoir ne pouvant pas aller plus loin dans l'application de réformes tournées contre les travailleurs et la jeunesse arménienne, l'oligarchie a décidé de le remplacer par son supplétif.

En Arménie comme dans un grand nombre de pays ou le mouvement ouvrier est faible ou quasiment inexistant ou complètement dégénéré, qui n'ont pas hérité d'une solide tradition de la lutte de classe, ce sont des partis officiellement étiquetés de droite qui se relaient au pouvoir, ils sont représentés par des oligarques, des hommes d'affaires, d'obscures membres des élites intellectuelles, démagogues ou populistes au possible, ils manipulent les masses en prétendant défendre les intérêts de la nation et de l'ensemble des citoyens.

En France ou dans les pays occidentaux, c'est le même scénario qui se produit à la différence près, qu'ils ont hérité d'une solide tradition de la lutte de classe qui les a contraint à attribuer à ces partis des étiquettes différentes, de droite et de gauche, alors qu'en réalité ils partagent le même programme antisocial qu'ils appliquent une fois qu'ils sont au pouvoir ou qu'ils soutiennent quand ils sont dans l'opposition parlementaire.

C'est leur origine différente qui a servi de support à cette supercherie politique à laquelle ont participé tous les partis du mouvement ouvrier, y compris l'intégralité de ce qu'on appelait autrefois l'avant-garde, supercherie politique qui a été entretenue pendant près d'un siècle pour finalement en arriver à la situation que nous connaissons aujourd'hui, où l'étiquette de gauche du parti officieux de l'ordre (le PS) s'est volatilisée au profit d'un parti ouvertement de droite, LREM, de sorte qu'il n'existe plus en France de parti institutionnel classé à gauche dans lequel se reconnaissaient une partie des intellectuels et des classes moyennes, ainsi que les couches supérieures de la classe ouvrière, tout comme en Arménie, en Inde, etc. Et ce n'est pas demain la veille que l'épouvantail de LFI prendra la relève ou constituera une menace pour le régime avec sa "révolution citoyenne" ou "par les urnes", discours repris par tous les partis de droite candidats à une révolution de palais.

La situation politique en France étant plus complexe que dans de nombreux pays, ils peinent à remettre en selle LR, l'ex-parti officiel de l'ordre qui a implosé comme le PS lors des dernières élections, dorénavant supplanté par le parti de Macron, LREM, gardant sous le feu en réserve le FN et ses satellites (Les Patriotes) auxquels ils attribuent gracieusement des intentions populaires, populistes en réalité, de manière à ce que finalement aucun parti ne puisse concurrencer ou menacer sérieusement le parti de facto de la nouvelle monarchie absolue qui gouverne depuis un an. Ils jouent donc à fond la carte de la division de leurs adversaires pour qu'ils demeurent minoritaires, au lieu de celle de l'alternance entre partis de droite, en s'appuyant sur les élites corrompues, les couches supérieures des différentes classes qui ne représentent pas plus de 15 à 25% du corps électoral.

Ce scénario peut encore évolué, car il est très fragile et instable. Mais on ne voit pas comment, puisque LR et le PS soutiennent Macron et LREM minoritaire dans le pays. Pour le moment, pour tenter de restaurer le vernis démocratique des institutions ou donner l'illusion qu'on ne serait pas en présence d'un régime totalitaire, c'est LFI qui leur sert de caution et qui se prête volontiers à ce jeu sordide. Comment ? En se présentant comme les seuls véritables opposants au gouvernement, tandis que des sondages sont aimablement fabriqués par des officines acquises au régime pour le faire croire aux travailleurs, de sorte que toute opposition indépendante est étouffée ou disparaît, n'a pas d'existence, laissant ainsi le champ libre à la réaction.

Un jour ils rendent hommage à l'esprit de responsabilité de Mélenchon, et un autre il le diabolise, rien ne les arrête. Il faut donc distinguer ces différents traitements en relation avec l'évolution de la situation sociale, tout en tenant compte de l'agenda constitutionnel, des périodes électorales, pour comprendre pourquoi ils changent régulièrement de discours. Mélenchon prétend le savoir et se servir des tribunes qu'ils lui accordent généreusement pour les manipuler, alors qu'en réalité il ne fait que participer consciemment à une supercherie politique, car jamais dans le passé il n'a affronté le régime et ce n'est pas demain la veille qu'il changera.

La réaction n'a donc rien à craindre de ce côté-là, car à tout moment elle peut ressortir les contradictions de LFI pour semer le doute dans la tête de ses partisans et les diviser, l'affaiblir, tout est une question d'opportunité. A suivre.

Qui est Serge Sarkissian, le Premier ministre démissionnaire ?

(Source : Wikipédia)

Serge Sarkissian appartient au Parti républicain d'Arménie (HHK) qui fait partie du groupe des Conservateurs européens (GCE) au Conseil de l'Europe, anciennement Groupe démocrate européen (GDE) est un groupe parlementaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe composé de 61 membres et qui comprend pour l'essentiel des partis conservateurs ou de droite, comme le parti conservateur (Royaume-Uni)...

Qui est Nikol Pachinian, le leader de "l'opposition" ?

Nikol Pachinian, leader du Congrès national arménien, une coalition de treize partis politiques en Arménie, présidée par l'ancien président arménien Levon Ter-Petrossian. Elle est située dans l'opposition et compte, pour la législature 2012-2017, 7 députés à l'Assemblée nationale de la République d'Arménie. Il est membre du parti de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE).

L'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe est un parti politique européen centriste et libéral qui a pris ce nom en novembre 2012 du groupe parlementaire homonyme. Son ancien nom était Parti européen des démocrates, libéraux et réformateurs (ELDR).

Il rassemble actuellement 58 partis libéraux-démocrates des États membres de l'Union européenne, y compris des nouveaux adhérents et du sud-est de l'Europe. Près d'un tiers de ses partis sont au gouvernement dans leur pays. L'ALDE est le deuxième parti le plus représenté au Conseil européen avec huit chefs d'État et de gouvernement, soit 28,57% des membres. L'ALDE compte 5 commissaires sur les 28 membres de la Commission Juncker. Il y est le troisième parti politique représenté, derrière le PPE et le PSE. Au Comité européen des régions, le groupe de l'ALDE compte 45 membres sur 350. L'ALDE possède un groupe de 70 membres à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Un autre cas d'école. Quand un ex-guérilléros est devenu agent du FMI.

- Les Nicaraguayens manifestent contre le pouvoir, malgré l'abandon de la réforme contestée - AFP 24 avril 2018

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté lundi à Managua, la capitale du Nicaragua, pour dénoncer la récente répression du mouvement de colère contre le projet de réforme des retraites, qui a fait 27 morts, en dépit de son retrait par le président Daniel Ortega.

Brandissant des milliers de drapeaux blancs et bleus, aux couleurs du pays, salariés, étudiants, paysans et entrepreneurs ont défilé dans les rues de la capitale à l'occasion d'une "Marche pour la paix et le dialogue".

La manifestation avait été organisée à l'appel de l'organisation patronale COSEP - pourtant alliée du président Daniel Ortega depuis son arrivée au pouvoir il y a 11 ans.

L'appel à manifester avait été maintenu, bien que le chef de l'Etat eût annoncé dimanche qu'il retirait sa réforme des retraites. Celle-ci prévoyait d'une part d'augmenter les contributions sociales des salariés et des employeurs afin de réduire le déficit de la Sécurité sociale, et d'autre part de réduire de 5% le montant des pensions, sur recommandation du Fonds monétaire international (FMI).

La vice-présidente Rosario Murillo - qui est également l'épouse du président - avait annoncé un peu plus tôt lundi que les manifestants arrêtés ces derniers jours seraient libérés, sur demande de l'archevêque de Managua Leopoldo Brenes, "afin d'établir les bases du dialogue".

Le projet de réforme des retraites avait déclenché mercredi dernier une révolte des étudiants qui s'est rapidement propagée au reste de la population.

La persistance de la colère reflète un mécontentement plus général de la population, excédée par la détérioration de ses conditions de vie et par un gouvernement accusé de corruption.

Pour l'étudiant Clifford Ramirez il n'y a plus de retour en arrière possible: "Nous ne pouvons plus accepter ce gouvernement, nous manifestons pour que le couple Ortega-Murillo quitte le pouvoir".

Daniel Ortega, le "Comandante" de 72 ans, l'un des chefs de la guérilla ayant mené la révolution sandiniste en 1979, en est déjà à

son quatrième mandat, au côté de sa femme, poétesse excentrique de 66 ans.

"Les manifestations (...) sont contre un gouvernement qui nie la liberté d'expression, la liberté de la presse et celle de manifester pacifiquement", a déclaré à l'AFP Clifford Ramirez, étudiant en sciences politiques de 26 ans qui faisait partie des premiers à manifester.

Le président Ortega a dénoncé la violence des manifestants, les comparant à des gangs criminels. Mais les Etats-Unis, l'Union européenne et le pape François ont surtout critiqué la force excessive utilisée par la police.

Par précaution, Washington a ordonné lundi l'évacuation du personnel de son ambassade à Managua, ainsi que de leurs familles.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé lundi les autorités de Managua "à assurer la protection des droits de l'Homme pour tous les citoyens, notamment ceux de pouvoir se rassembler pacifiquement et de la liberté d'expression", et a dit son "soutien aux appels au dialogue".

De leur côté la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh) ont exigé des autorités qu'elles cessent "immédiatement l'attaque brutale contre les manifestants et la population civile".

"Je ne vois les conditions pour aucun dialogue avec le gouvernement du Nicaragua", a estimé sur Twitter l'évêque adjoint de Managua, Silvio Baez.

"Il faut arrêter la répression, libérer les jeunes incarcérés, rétablir la transmission du Canal 100% Noticias (actuellement censuré, ndlr) et discuter de la démocratisation du pays avec tous les secteurs", a-t-il ajouté. AFP 24 avril 2018

Les Etats-Unis, l'Union européenne, le pape, un évêque, les ONG droitdelhommistes, le patronat, qui tous hier soutenaient Ortega tiennent dorénavant tous le même discours contre lui, mais sans citer un seul candidat pour le remplacer, peut-être parce qu'ils n'ont pas encore eu le temps de le fabriquer, je l'ignore.

Avec l'ex-guérilléros devenu agent du FMI, on est en présence d'une variante du populisme de gauche.

Oui, vous êtes en droit de vous dire, que les dirigeants qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche sans que leurs convictions reposent sur les bases théoriques du socialisme, sont décidément aptes à vendre leur âme aux plus offrants, ce qui en fait des gens sans principe ni scrupule ni morale pour le moins répugnants et sordides, ce qui permet de comprendre pourquoi c'est la droite qui gouverne...

En conclusion, il en ira ainsi tant qu'une véritable gauche ou extrême gauche n'aura pas été reconstruite. La tâche s'annonce colossale. Parviendrons-nous à la mener à bien ? C'est bien mal parti, hélas!

ACTUALITE EN TITRES

Ou comment de minoritaires et illégitimes, ils deviennent majoritaires. La fabrique du consentement à l'oeuvre...

- Sondage : 59% des Français favorables à l'intervention des forces de l'ordre dans les universités Publicsenat.fr

Vers l'affrontement général ?

- Vélib en grève - Liberation.fr 24 avril 2018

A Paris, Smovengo et son nouveau Vélib s'enlisent toujours plus dans la grève, suivie par une soixantaine de salariés (soit 85 % des agents d'après leurs représentants) qui réclament de meilleures conditions de travail. Le mouvement qui touche le prestataire de vélos en libre-service dure depuis près d'une semaine. Liberation.fr 24 avril 2018

Ils osent tout. Dans la rubrique ***Leur humanisme est la politesse des salauds...***

- Geneviève de Fontenay entonne "L'Internationale" avec Florian Philippot contre Macron - Le HuffPost

- Accueil des réfugiés dans l'Union européenne - Liberation.fr

- Bruxelles pour la protection des lanceurs d'alerte - Liberation.fr

- Obama prononcera le discours de la Fondation Mandela en juillet - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Congrès de FO.

- Force ouvrière en congrès à Lille pour tourner la page Mailly - AFP 23 avril 2018

Force Ouvrière s'apprête à tourner la page Jean-Claude Mailly lors de son congrès qui s'ouvre lundi à Lille. Très contesté ces derniers mois par ses troupes, l'actuel secrétaire général du syndicat passera la main à Pascal Pavageau.

Après 14 ans à la tête de FO, Jean-Claude Mailly s'attend à un congrès mouvementé. Il est prévu qu'il s'exprime lundi, puis jeudi après des prises de parole de militants, qui risquent fort de revenir sur l'épisode des ordonnances travail.

Entre 3.000 et 4.000 personnes sont attendues au Grand Palais de Lille de lundi à vendredi.

Ont été conviés lundi la maire de Lille, Martine Aubry, ainsi que Xavier Bertrand, ex-ministre du Travail UMP et désormais président du conseil régional des Hauts-de-France, des invitations politiques rarissimes.

L'élection du nouveau secrétaire général, par le Parlement du syndicat (comité confédéral national, CNN), se déroulera vendredi.

Outre des prises de parole qui s'annoncent rudes, un des thermomètres du mécontentement sera le vote du rapport d'activité de l'actuel secrétaire général. Son score sera scruté.

"Compte tenu des difficultés de positionnement et de ligne cette année, et c'est un euphémisme, les militants attendent clairement une ligne", explique Pascal Pavageau, seul candidat à la succession.

Une partie des troupes FO ont en effet jugé trop conciliantes les positions de Jean-Claude Mailly sur les ordonnances Macron réformant le droit du travail, alors que FO avait défilé aux côtés de la CGT pour s'opposer à la loi El-Khomri un an plus tôt.

Jean-Claude Mailly a accepté la concertation avec le gouvernement et refusé de descendre dans la rue. Ce qui n'a pas empêché certaines fédérations -- par ailleurs très autonomes -- de manifester aux côtés de la CGT cet automne.

Il dit "ne rien regretter" de ses positions et laisse entendre également qu'à quelques mois d'un congrès, les remous sont un grand classique.

Pour lui succéder, Pascal Pavageau, un ingénieur en travaux publics de 49 ans est en piste depuis 2011. Il pronostique un congrès "hard rock", clin d'oeil appuyé au style de musique qu'il affectionne.

FO, qui a récemment fêté ses 70 ans, est le troisième syndicat en termes d'audience et a du chemin à rattraper concernant son implantation dans les entreprises. Il est en revanche premier dans la fonction publique d'État dont est issu M. Pavageau.

A 65 ans, Jean-Claude Mailly quittera, lui, la scène nationale et a récemment déclaré qu'il allait "prendre un mandat" au Comité économique et social européen. AFP 23 avril 2018

Pascal Pavageau succède a Jean-Claude Mailly à Force Ouvrière: le nouveau caillou dans la chaussure gauche du gouvernement - Le HuffPost 23.04

Sortie par la petite porte pour Jean-Claude Mailly. Secrétaire général de Force ouvrière depuis 14 ans, le dirigeant syndical et socialiste assumé, qui a connu et (parfois) bataillé avec quatre présidents de la République, tirera sa révérence à l'issue du congrès de FO qui s'ouvre ce lundi à Lille. Un pot de départ pas particulièrement festif au regard du bilan plus que contesté des dernières années de son mandat.

Une partie des troupes FO ont en effet jugé trop conciliantes les positions de leur numéro un sur les ordonnances Macron réformant le droit du travail, alors que FO avait défilé aux côtés de la CGT pour s'opposer à la loi El-Khomri un an plus tôt. Encore aujourd'hui, en plein bras de fer sur la réforme des retraites, Jean-Claude Mailly se montre beaucoup moins incisif que son homologue de la CGT et ne rate pas une occasion de dire du mal de Jean-Luc Mélenchon.

Pourquoi une telle complaisance? Les mauvaises langues syndicales le soupçonnent de négocier en coulisses avec le gouvernement un parachutage à une fonction confortable. "Mystère", répond diplomatiquement celui qui a la lourde tâche de lui succéder. A 49 ans, Pascal Pavageau, adepte d'une ligne beaucoup plus dure, sera élu le 27 avril prochain à la tête de FO. Et s'il épargne son prédécesseur, il ne cache pas son souhait de faire le ménage.

S'affichant comme plus "direct" face à un exécutif qui est "une bête de com'", Pascal Pavageau a déjà commencé à marquer le changement de cap. "Compte tenu des difficultés de positionnement et de ligne cette année, et c'est un euphémisme, les militants attendent clairement une ligne", assure cet ingénieur spécialisé dans l'environnement qui se présente en pacificateur, candidat "de la base" et "sans carte au PS", histoire de se démarquer un peu plus de son prédécesseur.

La ligne Pavageau qui se dessine, c'est celle du "combat collectif" contre la logique du "chacun pour soi" incarnée à ses yeux par le président de la République. "Il se fiche des syndicats!", taclant "Jupiter" qui ne "supporte pas les contrepoids" que sont les syndicats, la presse, ou les parlementaires...

Analyse qui n'annonce rien de bon pour l'exécutif, qui a pleinement bénéficié de la coopération de Jean-Claude Mailly. "C'est un grand leader syndical, et il a marqué le champ social en France, à la tête de FO, depuis 14 ans", a encore déclaré la ministre de Travail Muriel Pénicaud ce lundi sur Europe1. Celle-ci se montre en revanche beaucoup plus prudente sur son successeur: "Il va prendre ses marques, on attend un peu de voir les positions qu'il va prendre".

Elle n'a pas tort. Le futur leader a qualifié d'"autoritarisme primaire", "quasi dictatorial" le fait que pour la réforme de la formation professionnelle, l'exécutif n'ait pas pris en compte le refus unanime des syndicats de transformer l'unité de mesure du compte personnel de formation (CPF), en euros plutôt qu'en heures.

S'agissant du prochain chantier social, lui aussi explosif, Pascal Pavageau, fin connaisseur de la fonction publique dont il est issu, a qualifié les discussions en cours de "bla-bla", "de haut niveau café du commerce". "Il faudra quand même qu'on nous explique comment on peut garder le principe collectif de répartition et de solidarité intergénérationnelle en passant à une retraite à points individuels", a-t-il dit, visiblement prêt à en découdre.

De quoi faire émerger une ébauche de "convergence des luttes" syndicales? Aujourd'hui réfractaire, FO pourrait changer de ligne après son congrès. Pascal Pavageau se dit ouvert à une "unité d'action".

Mais avant cela, le nouveau patron de FO devra panser les plaies d'un syndicat qui peine à se renouveler. Force Ouvrière, qui a récemment fêté ses 70 ans, est le troisième syndicat en termes d'audience et a du chemin à rattraper concernant son implantation dans les entreprises. Il est en revanche premier dans la fonction publique d'État.

"Contrairement à ce que pense Jupiter le monde n'a pas démarré en 2017", tranche Pascal Pavageau tout en promettant, lui aussi, de faire émerger un "nouveau monde" syndical. A ses côtés, une jeune garde, soit six nouvelles têtes sur 13, qui vont faire leur entrée au bureau confédéral. Il promet de rajeunir et de féminiser le syndicat, voulant même "faire sauter le plafond de verre" dans un paysage ultra-masculin. Il a aussi précisé qu'il "ne valide pas le chiffre de 500.000" adhérents inchangé depuis 2011 et devrait faire les comptes pour annoncer un chiffre "au plus tard à la fin de l'année". Le HuffPost 23.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen : frappes de la coalition saoudienne sur un mariage, des dizaines de victimes - RT 23 avr. 2018

Le 22 avril, des dizaines de personnes participant à un mariage à Bani Qais, dans la province de Hajja, au nord-ouest de Sanaa, ont été tuées ou blessées dans des frappes attribuées par les rebelles à la coalition. Selon l'organisation Médecins sans frontières (MSF), ces raids sont «parmi les plus dévastateurs dans la région ces dernier mois». RT 23 avr. 2018

ECONOMIE

Iran

- Contre l'embargo américain, l'Iran bannit le dollar de ses échanges commerciaux - RT 23 avr. 2018

Dans le cadre de sa démarche visant à réduire sa dépendance à l'égard de la devise étasunienne, Téhéran a annoncé que ses opérations de commerce extérieur seraient désormais libellées en euros et non plus en dollars.

Le gouverneur de la Banque centrale d'Iran (BCI), Valiollah Seif, cité par l'agence de presse Reuters le 18 avril, a déclaré que le guide suprême du pays, l'ayatollah Ali Khamenei, avait accueilli favorablement sa suggestion de remplacer le dollar par l'euro. «Le dollar n'a aujourd'hui plus sa place dans nos échanges commerciaux», avait-il expliqué auparavant.

Nicolas Dufourcq, directeur général de la banque publique d'investissements BPI France, avait déjà annoncé, en février que la France proposerait prochainement des mécanismes de crédits libellés en euros aux clients iraniens d'entreprises françaises pour mettre ces dernières à l'abri d'éventuelles sanctions américaines.

Selon Mehdi Kasraeipour, directeur des échanges internationaux et des politiques commerciale de la BCI, la part du dollar dans le commerce extérieur de l'Iran n'est de toute façon pas très élevée. Dans le cadre de l'embargo commercial américain contre l'Iran, les banques américaines n'ont en effet pas le droit de faire affaire avec la République islamique ou ses entreprises.

Le mois dernier, Téhéran a annoncé que les contrats d'importation libellés dans la devise étasunienne ne seraient plus autorisés. Cette mesure faisait suite à une demande officielle de la BCI vouée à limiter l'impact des fluctuations du cours du dollar.

La monnaie iranienne a perdu près de la moitié de sa valeur sur le marché libre depuis septembre 2017. Elle a atteint le niveau le plus bas à 60 000 rials pour un dollar jusqu'à ce que les autorités établissent un taux fixe à 42 000 rials et menacent de poursuites les Iraniens qui utiliseraient un autre cours. RT 23 avr. 2018

Turquie

- La Turquie attaque le dollar et rapatrie ses réserves d'or entreposées à la Fed - RT 20 avr. 2018

La Turquie a décidé de rapatrier ses réserves d'or qui sont stockées dans les coffres de la Réserve fédérale américaine. Une annonce faite alors que son président souhaite que les prêts internationaux soient libellés en or, et non plus en dollar.

Ankara, qui dispose de la 11e réserve mondiale d'or, a annoncé son intention de rapatrier 220 tonnes de son métal précieux qui sont à l'heure actuelle stockées dans les coffres de la Réserve fédérale américaine, selon le média turc Yeni Safak.

Une annonce qui intervient alors que le président turc Recep Tayyip Erdogan s'en est publiquement pris au dollar, monnaie dans laquelle les prêts internationaux sont libellés. «Pourquoi devrions-nous faire tous nos prêts en dollars ? Utilisons une autre monnaie. Je propose que les prêts soient réalisés en se basant sur l'or», a ainsi suggéré le président turc lors d'un discours à Istanbul, le 16 avril.

Une prise de position forte qui s'explique par la dégringolade de la livre turque vis-à-vis de la monnaie américaine ses dernières années : fin 2013 un dollar valait deux livres, alors qu'aujourd'hui un dollar en vaut quatre. «Avec le dollar, le monde est toujours sous la pression des taux change», a fait valoir le président turc, soutenant que le métal précieux permettrait d'éviter ces problèmes : «L'or n'a jamais été un outil d'oppression à travers l'histoire.»

Depuis 2012, plusieurs pays ont décidé de rapatrier leurs réserves d'or entreposées jusqu'à présent dans les coffres de la Réserve fédérale. La vague a commencé en 2012, lorsque le Venezuela a annoncé le retour de ses 160 tonnes d'or placées aux Etats-Unis. L'Allemagne lui a emboîté le pas. Elle a rapatrié 300 tonnes entre 2013 et 2016, avant d'être imitée par les Pays-Bas, qui en ont récupéré 122,5 tonnes. RT 20 avr. 2018

Haut de page

Le 26 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (13 pages)

Ce portail ou le courant politique que je représente, sont apparemment les seuls au sein du mouvement ouvrier à prendre en compte la lutte des classes et la stratégie politique de notre ennemi, ce qui permet d'offrir aux lecteurs une vision à 360° du monde dans lequel nous vivons.

Le champ est tellement large que je ne peux pas couvrir toute l'actualité évidemment, chacun le comprendra, je fais ce que je peux.

Un petit mot personnel.

Ici, c'est l'été et les vacances scolaires. Depuis lundi on a récupéré l'une des petites-filles de ma compagne Selvi, Vomica, elle a un peu plus de deux ans. Dans trois jours ce sera l'anniversaire de Cassie, ma petite-fille de mon premier mariage qui vit à La Réunion, je ne sais plus quel âge elle a, six ou sept ans. Je n'ai plus de nouvelles d'elle depuis plusieurs années, depuis que ma fille et sa mère se sont fâchées avec moi sans que je sache trop pourquoi, une broutille, cela montre au moins qu'elles ne tenaient pas vraiment à moi, j'en ai pris mon parti.

En ce moment je prête de l'argent (sans intérêt) à Kumar, Adi, Srida, Vidje, Kajelveli, soit cinq familles ouvrières indiennes qui font partie de la nombreuse famille de ma compagne. Dans le village où je vis, la moitié des habitants en font partie de près ou de loin, c'est pour dire ! Là aussi je fais ce que je peux.

Chacun assume ses responsabilités comme il peut, et malheur à ceux qui s'y dérobent ou aux hypocrites, parce qu'on ne peut pas être heureux ainsi ou indéfiniment, tout se paie forcément un jour. Voyez le monde tel qu'il est devenu...

Pépère se porte bien et vous salue !

Mesdames et messieurs de la cour : Le roi ! Il ne lui manque plus que la perruque de l'Ancien Régime.

- Emmanuel, laisse-moi enlever tes pellicules: la relation privilégiée Trump-Macron - fr.sputniknews.com 24.04

«Tout le monde dit quelles magnifiques relations nous avons, et c'est vrai. Ce n'est pas une fake news. C'est un grand honneur que tu sois là. En fait, nos relations sont privilégiées. Laisse-moi enlever ces petites pellicules. Il nous faut qu'il soit impeccable. Mais il l'est!» a déclaré le chef de l'État américain. fr.sputniknews.com 24.04

- Je définis la Cour un pays où les gens,
Tristes, gais, prêts à tout, à tout indifférents,
Sont ce qu'il plaît au Prince, ou, s'ils ne peuvent l'être,
Tâchent au moins de le paraître,
Peuple caméléon, peuple singe du maître... (La Fontaine)

"Peuple singe du maître" : Tous ceux qui louent les qualités de Macron...

En monarchie héréditaire.

- Pour Hollande, Emmanuel Macron est le "président des très riches" - AFP 26 avril 2018

Cinéma. Silence on tourne. Propagandaministerium ou Jupiter dans la rôle de ministre à l'Éducation du peuple et à la Propagande régale.

Propagandaministerium, le Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda du IIIe Reich.

- Des stars du cinéma français dîneront avec Macron jeudi à l'Elysée - Reuters 25 avril 2018

Des stars et des professionnels du cinéma français dîneront avec Emmanuel Macron jeudi à l'Elysée, moins de deux semaines avant l'ouverture du 71e Festival de Cannes le 8 mai.

Seront notamment présents les acteurs et actrices Mathieu Amalric, Jeanne Balibar, Emmanuelle Bercot, Leïla Bekhti, Monica Bellucci, Guillaume Canet, Guillaume Gallienne, Sandrine Kiberlain, Virginie Ledoyen, Léa Seydoux et Gaspard Ulliel.

Outre les comédiens, le diner rassemblera plus de 100 invités : réalisateurs, producteurs, distributeurs, diffuseurs, acteurs des industries techniques, des écoles et des organisations professionnelles et exploitants de salles, a précisé la présidence de la République.

Le secteur du cinéma français représente près de 4,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires et plus de 260.000 emplois, souligne l'Elysée.

Par ce diner, Emmanuel Macron souhaite mettre cette filière à l'honneur comme il l'avait fait avec les créateurs de mode début mars. Reuters 25 avril 2018

Au cours des dernières années, mon isolement ou le mal du pays m'a amené à regarder en soirée plus de 500 films français datant des années 30 à 70, avec quelques exceptions. J'ai fini par m'en lasser. Au départ je n'avais jamais été porté vers le cinéma, je préférais la littérature ou la lecture en général. Cela m'a permis de libérer du temps libre pour actualiser à nouveau le portail, voilà pour la petite histoire.

Je n'en regarde plus qu'un ou deux par semaine avec un autre regard, critique cette fois, terminé le divertissement qui vous change les idées, car en réalité le cinéma comme d'ailleurs tous les arts ne fait que la reproduire, même quand ils sortent de notre imagination puisqu'elle provient de notre cerveau qui à ma connaissance a une existence bien matérielle.

C'est uniquement le décalage qui existe entre ce que nous vivons ou notre environnement, et le contenu d'un film, d'une pièce, d'un roman, etc. qui crée une sorte de dépaysement qui attire notre attention ou nous projette dans un autre univers, sauf quand ils nous sont contemporains et ne nous sortirons pas de ce que nous vivons au quotidien, ce qui pour moi ne présente aucun intérêt, préférant la dure réalité à sa copie qui n'est qu'une mise en scène pour mieux nous la faire avaler.

L'engouement pour des nouveaux films ou des films récents, dénote une incompréhension de la situation ou de l'époque à laquelle nous vivons, pour ne pas dire un refus de la regarder en face, on préfère sa version romancée, arrangée, bricolée, enjolivée, et lui attribuer un pouvoir distrayant dénote une dose d'inconscience qu'on ne soupçonnera évidemment pas.

On dit volontiers de certains films qu'ils ont mal vieilli, alors que je pense que c'est plutôt nous qui avons mal vieillis ! Nous nous sommes inconsciemment adaptés au cinéma de notre époque sans nous en apercevoir, car de fait les films que nous regardons et qui ont été tournés à notre époque, comportent autant ou plus de clichés encore ou sont dominés de la même manière par la propagande officielle, laissons de côté le culte stupide des acteurs ou actrices.

Lors de la seconde ou troisième projection d'un film, l'effet de surprise est quasiment nul, même si au début on ne souvient plus très bien du scénario, sous l'effet du déjà vu la trame va nous revenir à l'esprit, et on va pouvoir se concentrer sur son véritable contenu. On s'apercevra rapidement que le scénario aurait pu se résumer en quelques lignes pour ne pas dire quelques mots, tellement il était mince ou inconsistant, au point qu'on détectera facilement le message ou la propagande qu'il était destiné à faire passer, que cela ait été consciemment ou non l'intention de son réalisateur, car il n'avait pas forcément conscience de l'influence que l'idéologie dominante avait sur lui quand il ne la partageait pas, ce à quoi le spectateur ne pensera pas et se fera ainsi manipuler à son insu, le terme n'est peut-être pas le plus approprié, disons qu'il intègrera des éléments de l'idéologie dominante sans s'en rendre compte par le biais de ce support, qui plus est, passeront d'autant mieux si le film les présente sous un angle avantageux, humoristique ou comique.

Pratiquement tous les films sont réalisés à la gloire de l'ordre établi, et lorsqu'ils le présentent sous un angle peu glorieux ou critique, cela ne dépasse pas le stade du constat qui vous laisse un goût amer de fatalité ou d'impuissance (à le combattre), ce qui est plutôt démoralisant qu'autres choses. Dans un grand nombre de films la violence, les faiblesses, défauts ou perversités des hommes sont omniprésents et leur servent de trame, de sujet, ils sont à l'image de la société, qui pour être supportable se trouvera des justiciers parmi les institutions (le bon flic) ou les simples citoyens, qui lui serviront de caution morale, ce qui finalement lui vaudra des sourires de soulagement et des applaudissements nourris.

Dans de nombreux films, c'est la personnalité de l'acteur (la star, la vedette !) qui joue le premier rôle, le personnage principal qu'il incarne passe au second plan, du coup il a tendance à en faire trop, à surjouer parfois jusqu'à l'outrance, il faut que les spectateurs (les fans) en aient pour leur argent. C'est l'aspect qui m'incommode le plus tellement c'est superficiel ou ridicule. Et le plus choquant, c'est qu'autrefois on les a appréciés sans prendre le moindre recul. Cela participe de l'abrutissement général au-delà de l'absurde puisqu'on en redemande ; vous vivez dans une société violente et pour vous distraire, je n'ose pas dire vous détendre, vous allez voir des films où coule l'hémoglobine ou pleuvent les coups, du coup, quand on nous dit que le cinéma se porte bien, c'est plutôt inquiétant. On se laisse emporter par un courant qui est plus fort que nous sans savoir où il nous entraîne, c'est pas très rassurant. Dire qu'on fait notre propre malheur est un euphémisme parvenu à ce stade de l'inconscience.

Par curiosité, j'ai constaté qu'il y en avait encore qui regardaient des westerns, c'est à croire qu'ils n'ont pas évolué depuis ou qu'ils en sont là, Daesh a remplacé les Indiens, à ceci près que ce sont des envahisseurs ou de terribles prédateurs, exterminateurs, comme les puissances impérialistes occidentales, leurs idéologies rétrogrades sont compatibles. Le cinéma met en scène les bons et les méchants, la classe dominante et ses représentants s'attribuant le rôle de garants de la morale, qu'elle violera par ailleurs

pour préserver ses intérêts.

Le cinéma comme la télévision fait appel à l'image et au son, ils interpellent l'oeil et l'oreille qui associées sont des puissants canaux déclencheurs d'émotions, la réflexion viendra ensuite ou non, plutôt non si on en juge par le peu de gens qui ne regardent plus la télévision, dont l'avènement remonte à un demi-siècle en arrière.

Le taux de fréquentation de la télévision et du cinéma, mais aussi des autres médias et des réseaux (a) sociaux (je ne parle même pas des jeux vidéos qui sont abominables) permet d'établir le degré d'influence que l'idéologie de la classe dominante a sur les masses et les militants.

On pourrait établir une grille pour le mesurer, mais tout le monde s'en foutrait ou la contesterait... Et étrangement, on s'apercevrait que ce sont les donneurs de leçons qui expliquent aux autres qu'il faut faire preuve de mesure, qui ne voudraient pas entendre parler d'un tel instrument de mesure. Pourquoi, par hasard, ce qu'il révèlerait serait-il par trop embarrassant ? Ils vont maudire ce portail !

A suivre une autre fois, avec un autre regard critique sur le cinéma ou les arts en général. Le plus subtil d'entre eux et le plus attachant demeure la musique pour avoir le pouvoir de traduire en sons des images, et pas seulement des émotions ou la pâle réalité.

Je reproduis le commentaire d'un internaute posté à la suite du film de Julien Duvivier de 1951 *Sous le ciel de Paris*, où je suis né et où j'ai grandi jusqu'à l'âge de 12 ans, au 6é étage sans ascenseur du 6 rue Joubert dans le 9é, dans une minuscule ex-chambre de bonne mansardée...

- "C'était une époque où les gens prenaient le temps de vivre bien ou mal, l'important c'était l'insouciance, le bonheur de vivre entre gens, je me souviens le jour où est arrivée la télé. Plus rien n'a été pareil, avant le soir l'été les gens se mettaient sur des bans et discutaient aujourd'hui derrière leurs portables les gens sont seuls, isolés du monde loin des réalités de la vie, des robots bien dans le moule du mondialisme à regarder les séries les téléréalités leur facebook, twitter et les autres réseaux, tristes spectacles."

LVOG - D'autres sont nostalgiques, ce qui n'est pas mon cas puisque la condition de mes parents était misérable.

- "Que donnerai-je pour passer une journée à cette époque...pour commencer aller casser la croûte dans un p'tit bouchon de quartier..."

- "La vie était plus simple. Moins compliqué.
On se contentait de peu, mais quel bonheur.
Chaque rue était un village. Tout le monde se connaissait.
Une fête de famille, et c'était toute la rue qui était en fête.
A LA BONNE FRANQUETTE.
L'époque où le Fric ne faisait pas la loi.
Bals musettes , guinguette, pic-nic..... et j'en passe et sûrement des meilleurs...
Quoi que l'on en pense, la vie était bien plus intéressante que maintenant.
NO STRESS, SI C'EST PAS AUJOURD'HUI SE SERA DEMAIN.
La musique se laissait écouter, on aimait la chantonner, la siffler...
Quand on se disait, Je t'aime cela avait un sens...
C'était le printemps en plein hiver.
Etc etc...
Merci pour ces moments de nostalgie." LVOG - C'était surtout l'après-guerre avec la classe ouvrière à l'offensive....

Nous, sous les toits en zinc, nous étions littéralement gelés en hiver et on crevait de chaud l'été...et j'en passe et sûrement... des pires.

- "Quel beau film, le monde réel, comme j'aurais voulu vivre à cette époque, je suis né 20 ans trop tard en 70, aujourdhui j'en aurais 68, ce jour pas de télé, de radio, peu importe ce qui ce passe dans le monde, je ne l'apprends que par les gens que je fréquente, voir et discuter essayer d'établir des dialogues de visu difficile de nos jours même à un arrêt de bus le nez dans leurs téléphones, intoxiqué de consommation et de matérialisme..."

LVOG - Les rapports entre les gens dans le milieu ouvrier étaient plus chaleureux, mais aussi très durs, on travaillait plus pour des salaires et des conditions misérables, la mensualisation n'était pas généralisée, mon père menuisier était payé aux pièces, au rendement si vous voulez, un régime d'esclave, pas de quoi être nostalgique, ne serait-ce qu'en mémoire de mes parents.

La plupart des gens ont des réactions épidermiques, sans réfléchir un instant à la signification de ce qu'ils ressentent, pensent ou disent.

J'ai eu l'occasion de revivre cette époque, avant la télé, en allant vivre en Inde au début des années 90, depuis c'est terminé.

Ils sont en train de faire des hommes des mutants, des zombies, tous ces supports d'images et de sons ont concouru à favoriser l'individualisme effréné qui ravage la société de nos jours, et indirectement ils ont participé à la liquidation de nos droits collectifs.

Mais sous les effets de la crise du capitalisme combinée aux horreurs de la stratégie néolibérale pour la dépasser, il n'est pas dit que leur capacité de nuisance sera suffisante pour sauver le pouvoir de la classe dominante, car on se lasse de tout, surtout de ce qui est superficiel, d'autant plus que la production artistique est toujours plus médiocre.

Un aveu. Ils attisent la haine et le racisme.

- Antisémitisme : un appel aux effets pervers - Libération 24 avril 2018

Apparemment, à force de servir docilement les instincts les plus bas de l'extrême droite sioniste, ils ont été trop loin.

- "il faut craindre que ce genre de brûlot attise l'incendie qu'il prétend éteindre." Libération 24 avril 2018

Nous combattons l'antisémitisme. Tous ceux qui ne sont pas avec nous ou nous critiquent sont des antisémites.

Libération - La mise en cause de l'extrême gauche est sommaire et indistincte, comme si tous les responsables et tous les militants étaient des antisémites plus ou moins camouflés.

Pas "tous", mais combien, un peu, beaucoup plus encore, qui sait, n'est-ce pas ? Cause toujours, il en restera quelque chose...

Il ne risque pas de mettre en cause l'extrême droite, puisqu'elle est leur alliée contre les musulmans et les opprimés en général.

Il n'y a pas à hésiter puisque le seul remède efficace serait le démantèlement d'Israël au profit d'une République laïque palestinienne.

Libération - Ces outrances, dira-t-on, permettent d'alerter les consciences, de faire réagir. S'agit-il alors de déclencher une polémique âpre, amère et bientôt contre-productive ou de chercher des remèdes efficaces à cet état de choses angoissant ? On hésite… Libération 24 avril 2018

Qui est Laurent Mouchard dit Laurent Joffrin ?

- Laurent Joffrin, de son vrai nom Laurent Mouchard, directeur de la rédaction du journal Libération
- En 1994, il participe au programme Young Leaders organisé par la French-American Foundation.
- Il a également été membre du Club Le Siècle jusqu'en 2011.
- Ancien membre de la Fondation Saint Simon, think tank libéral et atlantiste.
- Il est lié au PS depuis sa jeunesse.
- Il est actuellement, membre du conseil d'administration du think tank proche du Parti Socialiste : « En Temps Réel »
- « Ma cause : c'est le socialisme », « Laurent Joffrin », Le Nouvel Economiste, du 21 au 27 novembre 2003. (Ils osent tout, même Hitler et Mussolini étaient socialistes... nationales ! - LVOG)

- « Le crime de Bachar al-Assad change tout. Cette fois, l'intervention occidentale n'est pas une hypothèse, une tentation hasardeuse ou un impératif moral plus ou moins justifié. C'est une évidence. (...) Avec ses alliés, le président Obama avait solennellement déclaré que l'emploi des gaz était la ligne rouge à ne pas franchir. Que vaudrait sa parole – et celle des démocraties en général – s'il restait inerte alors que les preuves de la monstruosité s'accumulent ? .... » Le Nouvel Observateur, 27 Août 2013

- Et qui a dit "*je pense à mon ami Laurent Joffrin*" ? Bernard-Henri Lévy.

ACTUALITE EN TITRES

SNCF. La réaction se déchaîne.

- SNCF: le président de l'Assemblée demande "une suspension de la grève" - AFP 25 avril 2018

- SNCF: Wauquiez veut "inscrire dans la Constitution un service minimum" - AFP 25 avril 2018

- SNCF : "Il faut restreindre le droit de grève dans les transports publics" selon Guillaume Larrivé - Franceinfo 25 avril 2018

- Guillaume Larrivé, député Les Républicains de l'Yonne, est l'invité des 4 Vérités. - Franceinfo 25 avril 2018

Et qui les encouragent ? Réponse.

Les briseurs de grève en action.

- Grève SNCF: l'invitation de Philippe, "un recul du gouvernement à mettre au crédit" de la mobilisation, selon les syndicats. - Le HuffPost 25 avril 2018

L'invitation des syndicats de la SNCF par le Premier ministre Edouard Philippe, le 7 mai, constitue "un recul du gouvernement à mettre au crédit" de la mobilisation des cheminots, a déclaré ce mardi 24 avril Laurent Brun, secrétaire général de la CGT cheminots, à l'issue d'une réunion de l'intersyndicale.

"Le Premier ministre prend le dossier en main, c'est un élément positif pour nous à mettre au crédit du rapport de force", a-t-il dit devant la presse, s'exprimant au nom de l'intersyndicale. "Nous participerons donc avec de fortes exigences le 7 mai aux réunions" prévues à Matignon

"On verra le 7 mai si ce n'est pas un coup de com' du Premier ministre", a ajouté auprès de l'AFP Erik Meyer de SUD Rail.

Dans l'attente d'un "point de rupture" pour le 7

L'intersyndicale (CGT-Unsa-SUD-CFDT) demande aux "décideurs de modifier leur projet" de réforme ferroviaire, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. "Nous souhaitons que sur le contenu, on puisse discuter de tout", a souligné Laurent Brun.

L'Unsa, par la voix de Roger Dillenseger, a vu dans l'invitation à Matignon "un élément important de ce mouvement. La mobilisation continue de manière unitaire jusqu'au 7 c'est évident. Et le 7 on attend un point de rupture au niveau de Matignon qui pourrait nous amener à engager de réelles négociations", a-t-il dit.

L'intersyndicale présentera mercredi à 13h au siège de la CFDT cheminots ses "exigences revendicatives (...) et de nouvelles initiatives de pression qui seront déclenchées si le Premier ministre ne répond pas sur la méthode de négociation et sur le contenu de la réforme" lors des rencontres du 7 mai. Le HuffPost 25 avril 2018

En complément.

- Pierre Gattaz veut créer "un autre million d'emplois" en France, et veut "plus d'agilité et de flexibilité" pour les entreprises - Franceinfo 25 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Nouvelles du Ministère de la Vérité.

La voix de son maître (Adoubée par le monarque), qui a admis être financée par la NED ou la CIA, vole au secours des puissances impérialistes occidentales et leurs médias qui seraient garants de la démocratie, normal quoi !

- RSF présente son rapport annuel de la liberté de la presse - AFP 25 avril 2018

L'ONG Reporters sans frontières présente son classement annuel de la liberté de la presse et s'inquiète d'un climat dégradé, notamment en raison des discours de haine et des attaques contre la presse qui, désormais, touchent même l'Europe et les démocraties. AFP 25 avril 2018

Classement de la liberté de la presse 2018: Reporters sans frontières épingle Mélenchon et Wauquiez - Le HuffPost 25 avril 2018

Plus globalement, l'association estime que ce climat délétère envers la presse sape l'un des fondements essentiels des

démocraties. "Ceux qui récusent la légitimité des journalistes jouent avec un feu politique extrêmement dangereux. les démocraties ne meurent pas que par des coups d'Etat mais elles peuvent mourir aussi à petit feu, et l'une des premières bûches c'est généralement la haine envers les journalistes", prévient Christophe Deloire, son directeur général. Le HuffPost 25 avril 2018

- Fake news : un code de bonne conduite européen pour limiter leur prolifération - Publicsenat.fr 25 avril 2018

La Commission européenne doit présenter jeudi son plan pour lutter contre les fake news. Un code de bonne conduite que les plateformes en ligne et les réseaux sociaux devraient s'engager à respecter. Son objectif ? Mieux traquer les fake news au niveau européen, en vue des prochaines élections de mai 2019.

Parmi les mesures possibles, l'obligation pour les plateformes d'examiner minutieusement le placement des publicités, l'intensification des efforts pour fermer les comptes Facebook et Twitter qui relaient les fake news, ou encore prévenir l'utilisation non-autorisée des données personnelles des utilisateurs. Publicsenat.fr 25 avril 2018

- Libération - Faut-il s'attaquer aux sites web où se fournissent les consommateurs ?

ONG - Il faut être réaliste : même en admettant qu'on ferme un site, cinq autres apparaîtront illico, qui pourraient vendre des produits encore plus nocifs. Il est temps de revoir la stratégie de prévention française, en éduquant le consommateur, au lieu de le chasser. Libération 25 avril 2018

C'est comme avec le terrorisme où ce sont les musulmans en général qui en sont responsables ou leur religion, là c'est "le consommateur", nous tous. Scélérat !

Mondialisme. La pieuvre Gafam.

Atlantico - Apple, qui est l'entreprise la plus chère du monde, approche les 1000 milliards de dollars, suivi de Microsoft (715 milliards de dollars) de Google (la maison mère Alphabet à 711 milliards) et Amazon (711 milliards de dollars). Facebook n'est pas loin, même si la firme de Mark Zuckerberg a un peu décroché.

De telles valeurs donnent aux dirigeants de ces entreprises-là, un pouvoir considérable à l'échelle du globe.Ils peuvent en théorie, tout se permettre et tout acheter.Dans l'industrie, l'automobile, la banque, la santé, le cinéma, la télévision, la communication.

Non seulement les valeurs boursières sont énormes, mais ces entreprises servent les plus gros salaires, les plus gros bonus, offrent les meilleurs emplois, peuvent s'attacher les meilleurs cerveaux et les plus grands chercheurs dans le monde. Ajoutons à cela qu'elles peuvent acquérir les plus grosses parts de marché dans n'importe quel pays, n'importe quel secteur ou quelle entreprise.

- Les 5 grandes drainent 70% de la publicité digitale dans le monde. Elles sont, pour la plupart et sur beaucoup de secteurs, au seuil de déclenchement des abus de pouvoir.

- Les Gafam, avec leur activité mondiale, se moquent des frontières, et peuvent jouer avec les fiscalités locales pour optimiser leur résultat.

- Toutes les entreprises du digital ont les moyens de récolter des données personnelles, de les traiter, de les stocker dans d'immenses ordinateurs et de les exploiter à leur profit ou au profit de ceux qui en auraient besoin. Et c'est bien là où le bât blesse. Parce que, quand on apprend que des millions de données personnelles de Facebook peuvent avoir été utilisées à des fins politiques, on se dit que c'est le fondement même de nos systèmes démocratiques qui est menacé. Il est évident que l'accumulation des datas dans quelques mains menace la liberté individuelle et personnelle.

- Ces entreprises sont par ailleurs en pointe dans le domaine de l'intelligence artificielle, et personne ne sait les changements profonds dans l'organisation de la société qu'apporteront les robots doués d'intelligence artificielle, c'est à dire capables d'inventer leurs propres programmes. atlantico.fr 26.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis.

On savait déjà que le Pentagone n'était pas toujours sur la même longueur d'onde que la CIA.

Le Pentagone recourt à la guerre, la CIA aux coups tordus et aux assassinats ciblés. Les méthodes pour parvenir aux mêmes objectifs sont différentes. Leurs expositions ne sont pas les mêmes, le Pentagone agit généralement légalement et se retrouve sous les feux de la critique, la CIA agit plus secrètement... Et surtout, ils ne disposent pas du même budget!

- Torture, prisons secrètes : 109 hauts-gradés US ne veulent pas Gina Haspel à la tête de la CIA - RT 25 avr. 2018

Des généraux et amiraux américains à la retraite se sont élevés contre la nomination de Gina Haspel comme prochaine patronne de la CIA. Présentée comme un excellent élément de l'agence de renseignement, celle-ci possède toutefois sa part d'ombre.

Les cadres de l'armée américaine n'ont pas toujours le doigt sur la couture – du moins ceux qui ne sont plus en service. Pas moins de 109 généraux et amiraux ont ainsi appelé le Sénat à rejeter la candidature de Gina Haspel comme prochaine directrice de la CIA, en raison de son passé trouble.

Les hauts-gradés, la jugeant «intimement liée à [des pratiques] de torture», ont demandé dans une tribune publiée le 23 avril sur le site de l'ONG Human Rights First la déclassification des informations concernant Gina Haspel. «Nous vous exhortons à examiner avec attention, l'implication totale de madame Haspel dans le programme de détention et d'interrogatoires», écrivent les militaires à l'attention des sénateurs chargés de confirmer la nomination, faisant allusion au programme de prisons secrètes de la CIA dans les années 2000. «Madame Haspel semble également avoir milité et joué un rôle déterminant dans la destruction de 92 enregistrements vidéo de personnes détenues par les Etats-Unis et soumises à la torture», ajoutent-ils.

Parmi les retraités signataires, on compte notamment des pointures telles que l'ex-commandant en chef de l'armée américaine pour l'Europe, David Maddox, ou encore l'ancien chef du prestigieux corps des Marines, Charles Krulak.

Un rapport secret sur les pratiques de la CIA au cœur de la controverse

Ceux-ci se fondent sur un rapport secret réalisé en 2014 par la commission du renseignement du Sénat, et portant sur le programme de torture dans le cadre de la guerre au terrorisme déclarée par George W. Bush. Mais l'actuel président républicain de cette commission tente depuis plusieurs mois d'en rassembler les copies, au motif de vouloir éviter des fuites. Les démocrates soupçonnent cependant de leur côté l'élu républicain de vouloir détruire toutes les copies de ce rapport.

Le document de 6 700 pages détaillerait les méthodes d'interrogatoire et les conditions de détention très controversées des suspects, en utilisant des techniques interdites, comme le tristement célèbre waterboarding, consistant à faire vivre à la personne torturée les sensations d'une noyade.

Un résumé de 528 pages avait été rendu public en décembre 2014 mais la version complète – classifiée – comprend des détails sur les méthodes, les participants et les lieux. Le prédécesseur de Donald Trump à la Maison Blanche, Barack Obama, en a conservé une copie pour sa librairie présidentielle à Chicago. Mais, si l'appel des généraux américain reste lettre morte, le rapport restera classé secret jusqu'en 2029.

Dans un grand jeu de chaises musicales à Capitol Hill, Gina Haspel doit remplacer Mike Pompeo, que Donald Trump a choisi le 13 mars pour succéder à Rex Tillerson, limogé, au poste de secrétaire d'Etat. Espionne très expérimentée, selon Mike Pompeo qui l'a nommée numéro deux de la CIA, elle a rejoint l'agence en 1985 et a servi dans plusieurs endroits du monde, notamment à Londres à la fin des années 2000. RT 25 avr. 2018

Syrie

- Mauvaise hâte: les Casques blancs jettent leurs accessoires de tournage à la décharge - fr.sputniknews.com 21.04.2018

Un habitant de Douma a découvert à la décharge publique des masques à gaz, dont ceux fabriqués dans les pays occidentaux, des vêtements et … des casques blancs, symboles de l'organisation éponyme. Son témoignage a été diffusé par la chaîne russe Zvezda.

Oumar, habitant de la ville syrienne de Douma où le 7 avril a été prétendument effectuée une attaque chimique, a raconté à des journalistes russes de la chaîne de télévision Zvezda qu'il avait découvert les accessoires de tournage dont se sont débarrassés les radicaux.

«Un camion des terroristes s'est arrêté à la décharge. Deux individus vêtus de l'uniforme de Jaych al-Islam en sont sortis et ont laissé plusieurs sacs. Après qu'ils sont partis, j'ai décidé d'y aller pour regarder qui ils ont exécuté cette fois et jeté à la décharge, ce qui s'était souvent passé pendant les dix jours avant leur départ de Douma. Lorsque j'ai ouvert ces sacs, j'ai vu des masques à

gaz et une certaine poudre», a-t-il dit.

Selon la chaîne russe, il pourrait s'agir des accessoires utilisés par les Casques blancs lors du tournage de la vidéo de la présumée attaque chimique du 7 avril.

De nombreux habitants de Douma ont déclaré que l'attaque chimique ne pouvait pas avoir réellement eu lieu.

«Le lieu où, selon eux, a été perpétrée l'attaque chimique se trouve près de ma maison. Si cette attaque s'était vraiment produite, elle aurait eu des répercussions sur nous… Même si nous n'étions pas morts, nous aurions été intoxiqués ou nous aurions senti quelque odeur. Mais nous n'avons rien senti et nous sommes tous sains», a confié aux journalistes russes Abou Azzab qui habite à Douma avec sa femme et ses quatre enfants.

Le ministère russe des Affaires étrangères a également fait savoir que des conteneurs avec du chlore en provenance d'Allemagne et des grenades fumigènes fabriquées à Salisbury avaient été découverts lors de la libération de Douma. fr.sputniknews.com 21.04.2018

Arménie

Une "*allusion*" qui fournit une indication précieuse sur la situation en Arménie et la nature du changement politique en cours.

- A Los Angeles, la diaspora arménienne se réjouit du changement politique à Erevan - AFP 25 avril 2018

Les arméniens-américains se réjouissaient mardi des manifestations pacifiques qui ont entraîné la démission du Premier ministre contesté Serge Sarkissian, en marge de leur marche annuelle de commémoration du génocide.

"J'espère que cela servira d'exemple pour toutes les révolutions démocratiques dans le monde", a déclaré Aroutin Hartounian, 31 ans, président de l'association des Jeunes arméniens unifiés, interrogé par l'AFP, allusion aux mouvements populaires comme le printemps arabe qui ont fait couler beaucoup de sang ou ont donné lieu à une guerre comme en Syrie.

La semaine dernière, les Arméniens de Los Angeles ont manifesté pour soutenir le mouvement en Arménie, où étudiants et lycéens ont été notamment rejoints par des militaires. AFP 25 avril 2018

Cela nous fait-il pas penser à la diaspora cubaine de Miami ?

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Quand le chômage baisse, la précarité augmente.

Je n'ai pas écrit que la précarité se généralisait puisque ce n'est pas vrai, elle tend à se généraliser est plus juste.

Grille de lecture.

Les médias et institutions qui fabriquent ou relaient la propagande officielle savent que beaucoup d'internautes ne lisent que les titres des articles relatifs à l'actualité, donc peu importe que leurs contenus divergent, au moins on ne pourra pas les accuser d'avoir trafiqué la réalité, sa présentation suffira pour remplir le même rôle.

- Chiffres du chômage : « On arrive dans une reprise de l’emploi portée par l’économie » - Publicsenat.fr 25.04

Vraiment ? Titre trompeur.

- Le nombre de demandeurs d’emploi sans activité a diminué de 1% au premier trimestre 2018 - Publicsenat.fr

Sur les trois premiers mois de l’année, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a diminué de 1,0 % (-33 300) en France métropolitaine. En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite, le nombre est resté inchangé. Publicsenat.fr 25 avril 2018

Liberation.fr 25.04 - ...sur les trois derniers mois, le cumul du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A (sans activité), B (en activité réduite courte) et C (en activité réduite) inscrits au Pôle Emploi, reste, lui, stable (plus 100 inscrits). Pire, il progresse de 2,1 % sur un an. En cause : la hausse du nombre de personnes exerçant une activité réduite courte (catégorie B), qui grimpe de 1,8 % par rapport au trimestre précédent, et l'augmentation en parallèle du nombre de personnes en activité réduite longue (catégorie C), qui croît de 1,4 %.

En moyenne au premier trimestre 2018, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi s'établit à 5 621 000. Dont 2 185 100 chômeurs en activité réduite. Ces salariés potentiellement en situation de précarité (temps partiel subi, travail «permittent»…) viennent noircir le tableau. Publicsenat.fr 25 avril 2018

- Au cours des trois derniers mois, le chômage a baissé (mais pas le travail précaire) - Liberation.fr 25 avril 2018

Pour la première publication trimestrielle des chiffres du chômage de Pôle emploi, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité est en baisse. Mais l'augmentation des chômeurs en activité partielle plombe ces résultats. Liberation.fr 25 avril 2018

Congrès de FO.

- Au congrès FO, Mailly reçoit bons et mauvais points - Libération 24 avril 2018

Depuis deux jours, les syndicalistes de Force ouvrière se succèdent à la tribune, à Lille, pour défendre le bilan du secrétaire général sortant ou fustiger son action, notamment au cours de sa dernière année de mandat.

Le pour.

Mailly - «tout le travail qui a été fait sur la période des ordonnances l'a été avec l'unanimité du bureau confédéral».

Sébastien Vacher, du Jura - «Notre camarade Jean-Claude, tout au long de ses mandats, a su amener notre organisation sur la voie du développement par le biais de la pratique contractuelle»

Jean-Jacques Leleu, de l'Union départementale de la Somme - «Mes camarades, Jean-Claude et son équipe ont fait du bon boulot et heureusement qu'ils étaient là pour les ordonnances.»

Jean-Paul Delahaie, de FO Métaux - Prêt à «voter pour le rapport d'activité de Jean-Claude […] qui a su défendre l'organisation et les valeurs de FO».

Le contre.

Marc Aubert, du Finistère - «Nous n'avons jamais été à cet état de délabrement au niveau de l'image […] de la confédération»

Patrick Hebert, de Loire-Atlantique. Figure issue des rangs «trotskistes» (POI-CCI -ndlr) - Il refuse d'avoir «comme seule perspective de réduire les dégâts» (Vous les accompagnez ! - LVOG)

Nadine Hourmant, du syndicat FO Doux - Très remontées contre les «conséquences immédiates» des ordonnances : «Fusion des instances représentatives du personnel, diminution des moyens, disparition des CHSCT, facilité des licenciements : la ligne rouge a été franchie. […] Nos acquis volent en éclat. Le secrétaire général a vendu la classe ouvrière à Macron et au Medef.»

Fabrice Lerestif de Keolis Armor - "Il (Mailly - ndlr) a menacé, il a expliqué qu'il nous interdisait de faire grève, c'est scandaleux, inacceptable"

Marc Hébert, du Finistère - "Partout quand vous rencontrez des camarades et que vous parlez de Jean-Claude Mailly, ils baissent la tête et ils disent 'parle-moi d'autre chose'"

Certains reprochent aussi à Jean-Claude Mailly, 65 ans, le poste qu'il convoite au Comité économique et social européen (Cese). "Jean-Claude Mailly se fait parachuter à Bruxelles pistonné par Pénicaud et Macron. Eh oui, l'indépendance syndicale mène à tout mes camarades!", s'est exclamé Bernard Saas de Dunlop Amiens.

Résultats des votes : jeudi après-midi. Ou vendredi matin, si les interventions des délégués s'éternisent. Pour beaucoup, ils devraient être nettement en dessous de ceux de 2015. Le rapport avait alors recueilli 97% de votes favorables. «Mailly va être sanctionné», prédisait, la semaine dernière, Pascal Pavageau, le prochain secrétaire général du syndicat, dont l'élection aura lieu vendredi. Libération 24 avril 2018 et huffingtonpost.fr 25.04

LVOG - Qu'est-ce que cela peut foutre, puisque le prochain secrétaire général de FO qui s'inscira dans la lignée de Bergeron Blondel, Mailly est déjà connu ?

Les syndicats, c'est comme les partis politiques, les institutions, l'Etat, le capitalisme : La Commune a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte" (Le manifeste du parti communiste - Marx-Engels) Il faut la détruire de fond en comple et bâtir un nouvel Etat, ouvrier, une République sociale...

A défaut de pouvoir détruire les syndicats et les partis politiques, on pourrait essayer de créer un nouveau syndicat et un nouveau parti ouvrier sur les bases du socialisme, non ?

Le jour où nous l'aurons compris, l'humanité aura fait un grand pas en avant...

En attendant, continuez comme si de rien n'était, vous creusez notre propre tombe, vous nous accorderez le droit de ne pas en être.

Haut de page

Le 28 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (18 pages)

Soyez de gauche : Exigez un changement de régime.

Quelques trucs que j'ai oublié de préciser avant-hier.

- Le Pentagone en a marre d'être confondu avec la CIA ou de se voir concurrencer par la CIA sur le même terrain en Syrie notamment, quand on ne lui attribue pas ses saloperies.

- Mailly propulsé à Bruxelles. Pourquoi, parce que c'était un agent de l'UE ? Qu'a été FO depuis le début ?

- Valls veut se présenter à la mairie de Barcelone pour jouer au petit Caudillo, et il a de plus en plus une sale gueule, sa frangine s'est tirée parce qu'elle n'en pouvait plus, et pourtant elle avait la musique qui adoucit les moeurs, Valls aurait confondu avec les meurtres... des Palestiniens innocents, c'est moi qui le rajoute.

A LREM aussi ils l'ont balancé, et à peine venait-il de se séparer de son épouse, qu'il mettait le grappin sur une élue ou une dirigeante locale de LREM, histoire d'essayer de s'infiltrer par la bande le gros malin.

Autrefois (jadis, sic !), être de gauche signifiait qu'on exigeait un changement de régime.

Avant-hier, être de gauche signifiait seulement qu'on exigeait des réformes sociales.

Hier, cela n'engageait déjà plus à grand chose, hormis peut-être qu'on espérait conserver les avantages liés à ces réformes sociales sans espoir d'en voir adopter d'autres.

Aujourd'hui, celui ne signifie plus rien, excepté qu'on entend préserver ses intérêts individuels. Ce qui explique que des individualistes forcenés ou des réactionnaires assumés se disent socialistes.

Au moins les choses sont plus claires.

Du coup, le risque existait que de nombreux travailleurs se tournent vers les extrêmes, dont l'extrême gauche qui se réclame du marxisme, du socialisme, voire du trotskysme.

Pour parer à cette éventualité, ils ont classé les avatars de la social-démocratie et du stalinisme (le PG et le PCF) à l'extrême gauche, au côté du NPA et de LO, ce qui était flatteur pour eux.

Autant dire que ceux qui se situent au-delà n'existent pas, je pense notamment au POI et au POID, si je disais qu'ils ont ce qu'ils méritaient, je serais incompris, ce qui ne m'empêche pas de le penser.

On a donc assisté à un glissement à droite général du mouvement ouvrier et des masses au cours des dernières décennies. Si se dire de gauche ou d'extrême gauche ne veut plus dire grand chose ou rien du tout, cela signifie que se dire de droite à un sens, à moins que ce ne soit ni l'un ni l'autre, ce qui revient au même, sinon nous n'aurions pas écopé de Macron.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit :

- Marseille-Saclbourg: Jean-Luc Mélenchon pour la première fois en tribune au Vélodrome - Le HuffPost 26.04

"S'il y a un mec dans tout le pays qui ne s'intéresse pas au foot, c'est moi", disait-il il y a deux semaines. Le HuffPost 26.04

Parole d'internaute. Souvenir, souvenir... en famille.

Mélenchon loue les qualités de Mitterrand chaque fois qu'il en a l'occasion, pendant que d'autres ânonnent que leur collusion avec le PS était justifiée. Alors qu'ils assument :

1- "... la France s'est discréditée à partir des années "Mitterrand". Il y eut déjà l'expulsion d'une trentaine de diplomates russes pour prouver sa loyauté à l'égard des Etats-Unis. Et si vous vous penchez sur cette affaire, les autorités françaises n'ont jamais pu prouver "noir sur blanc" que ces diplomates s'étaient livrés à des actions illégales d'espionnage (tout avait été monté derrière le motif déjà de l'influence grandissante de ces diplomates dans les milieux français…). Il s'en suivit une dégradation sérieuse des relations avec Moscou, au profit d'autres pays. Puis il y eut la Yougoslavie. "

2- "Deux mois et deux semaines plus tôt, Mitterrand avait donné des gages à l'Oncle Sam en se prononçant devant le Bundestag en faveur de l'installation d'euromissiles Pershing en RFA."

Etc. etc. etc.

Parole d'internaute. La réalité est cruelle, surtout quand vous n'avez cessé de la nier et qu'elle vous rattrape.

1- "... quand on regarde l'état de droit en France, en Europe ou aux USA avec les lois votés ou à venir (secret des affaires, tribunaux arbitraux, surveillance généralisé, fin de neutralité du net, …) pourquoi attendre une autre attitude de nos dirigeants qui ne sont que l'expression de la tendance autoritaire actuelle qui n'aura jamais été aussi bien illustré par la phrase "vous êtes avec nous ou contre nous".

La raison n'a plus droit au chapitre quand les intérêts particuliers se drapant dans une morale aveugle sont aux commandes."

LVOG - Parce que hier "la raison" de ceux qui détenaient et détiennent encore le pouvoir ne correspondait pas à leurs "intérêts particuliers" ? C'est déjà avoué que vous les partagiez et que vous en êtes nostalgique. Cet internaute s'est trahi lui-même mais il ne s'en est pas aperçu...

2- "Maintenant, soyons réaliste. Pour le moment le droit international relève-t-il de la raison ou de la loi du plus fort ? De la loi du plus fort.

Pour quelles raisons ? Seuls le plus fort peut imposer sa loi. Il en est de même dans chaque état. La raison n'a jamais imposé sa loi dans le court terme. Elle demande du temps, de l'énergie et de la sécurité.

Qui sont les plus forts ? Les USA et les pays de l'Otan, les classes dominantes au niveau national.

Comment on fait pour changer ? J'ai beau cherché dans les touches de mon clavier, mais je n'arrive pas à trouver la solution.

Des idées d'action ?

Qui nous dit que nous ne serions nous, lecteurs de les-crises.fr, pas dans l'erreur ?"

LVOG - Vous avez raison de vous poser la question. Vous n'avez d'yeux que pour "les USA et les pays de l'Otan, les classes dominantes", on vous informe qu'il existe aussi une classe dominée, c'est peut-être de ce côté-là que se trouve la solution...

Parole d'internaute. Soit loué le pays de la guerre et de la dictature militaire !

1- https://reseauinternational.net/les-etats-unis-ont-ete-en-guerre-222-des-239-annees-de-son-existence/

Les Etats Unis est bien un pays conquérant leur politique repose là dessus c'est indéniable que se soit par la force pure ou par l'utilisation d'arme silencieuse, (coup d'état, stratégie du choc, guerre économique). Ils ont été en guerre durant plus de 219 ans sur les 239 années de leur existence… https://lesmoutonsenrages.fr/2016/07/09/reve-americain-ca-depend-pour-qui/

2- « Les États-Unis ont soutenu, et dans bien des cas engendré, toutes les dictatures militaires droitières apparues dans le monde à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Je veux parler de l'Indonésie, de la Grèce, de l'Uruguay, du Brésil, du Paraguay, d'Haïti, de la Turquie, des Philippines, du Guatemala, du Salvador, et, bien sûr, du Chili. L'horreur que les États-Unis ont infligée au Chili en 1973 ne pourra jamais être expiée et ne pourra jamais être oubliée. Des centaines de milliers de morts ont eu lieu dans tous ces pays. » (Harold Pinter)

Quand le règne de l'oligarchie rime avec médiocratie.

- En politique comme dans les entreprises, "les médiocres ont pris le pouvoir", par Alain Deneault - les-crises.fr 28.04

Sous le règne de la médiocratie, la moyenne devient une norme, le compromis domine : idées et hommes deviennent interchangeables. Il faut résister à la révolution anesthésiante, alerte le philosophe Alain Deneault.

C'est d'une « révolution anesthésiante » qu'il s'agit. Celle qui nous invite à nous situer toujours au centre, à penser mou, à mettre nos convictions dans notre poche de manière à devenir des êtres interchangeables, faciles à ranger dans des cases. Surtout ne rien déranger, surtout ne rien inventer qui pourrait remettre en cause l'ordre économique et social. (...)

Qu'entendez-vous par « médiocratie » ?

En français, il n'existe pas d'autre mot que celui de « médiocrité » pour désigner ce qui est « moyen ». « Supériorité » renvoie à ce qui est supérieur, « infériorité » à ce qui est inférieur, mais « moyenneté » ne se dit pas. Il y a pourtant une distinction sémantique entre la moyenne et la médiocrité, car la moyenne relève le plus souvent d'une abstraction : revenu moyen, compétence moyenne, c'est-à-dire une place au milieu d'une échelle de valeurs. La médiocrité, en revanche, est la moyenne en acte.

La médiocratie désigne ainsi un régime où la moyenne devient une norme impérieuse qu'il s'agit d'incarner. C'est l'ordre médiocre érigé en modèle. Il ne s'agit donc pas pour moi de stigmatiser qui que ce soit, mais plutôt de comprendre la nature de cette injonction à être médiocre qui pèse aujourd'hui sur des gens qui ne sont pas forcément enclins à l'être.

Quelle est cette injonction ? D'où vient-elle ?

La médiocratie vient d'abord de la division et de l'industrialisation du travail qui ont transformé les métiers en emplois. Marx l'a décrit dès 1849. En réduisant le travail à une force puis à un coût, le capitalisme l'a dévitalisé, le taylorisme en a poussé la standardisation jusqu'à ses dernières logiques. Les métiers se sont ainsi progressivement perdus, le travail est devenu une prestation moyenne désincarnée.

Aux yeux d'un grand nombre de salariés, qui passent de manière indifférente d'un travail à un autre, celui-ci se réduit à un moyen de subsistance. Prestation moyenne, résultat moyen, l'objectif est de rendre les gens interchangeables au sein de grands ensembles de production qui échappent à la conscience d'à peu près tout le monde, à l'exception de ceux qui en sont les architectes et les bénéficiaires.

A l'origine de la médiocratie, vous insistez également sur la montée en puissance de la « gouvernance »…

C'est le versant politique de la genèse de la médiocratie. D'apparence inoffensive, le terme de gouvernance a été introduit par Margaret Thatcher et ses collaborateurs dans les années 80. Sous couvert de saine gestion des institutions publiques, il s'agissait d'appliquer à l'Etat les méthodes de gestion des entreprises privées supposées plus efficaces.

La gouvernance, qui depuis a fait florès, est une forme de gestion néolibérale de l'Etat caractérisée par la déréglementation et la privatisation des services publics et l'adaptation des institutions aux besoins des entreprises. De la politique, nous sommes ainsi passés à la gouvernance que l'on tend à confondre avec la démocratie alors qu'elle en est l'opposé.

Dans un régime de gouvernance, l'action politique est réduite à la gestion, à ce que les manuels de management appellent le « problem solving » : la recherche d'une solution immédiate à un problème immédiat, ce qui exclut toute réflexion de long terme, fondée sur des principes, toute vision politique du monde publiquement débattue. Dans le régime de la gouvernance,

nous sommes invités à devenir des petits partenaires obéissants, incarnant à l'identique une vision moyenne du monde, dans une perspective unique, celle du libéralisme.

Etre médiocre, ce n'est donc pas être incompétent ?

Non. Le système encourage l'ascension des acteurs moyennement compétents au détriment des super compétents ou des parfaits incompétents. Ces derniers parce qu'ils ne font pas l'affaire et les premiers parce qu'ils risquent de remettre en cause le système et ses conventions. Le médiocre doit avoir une connaissance utile qui n'enseigne toutefois pas à remettre en cause ses fondements idéologiques. L'esprit critique est ainsi redouté car il s'exerce à tout moment envers toute chose, il est ouvert au doute, toujours soumis à sa propre exigence. Le médiocre doit « jouer le jeu ».

Que voulez-vous dire ?

« Jouer le jeu » est une expression pauvre qui contient deux fois le même mot relié par un article, c'est dire son caractère tautologique. C'est une expression souriante, d'apparence banale et même ludique. Jouer le jeu veut pourtant dire accepter des pratiques officieuses qui servent des intérêts à courte vue, se soumettre à des règles en détournant les yeux du non-dit, de l'impensé qui les sous-tendent. Jouer le jeu, c'est accepter de ne pas citer tel nom dans tel rapport, faire abstraction de ceci, ne pas mentionner cela, permettre à l'arbitraire de prendre le dessus. Au bout du compte, jouer le jeu consiste, à force de tricher, à générer des institutions corrompues.

La corruption arrive ainsi à son terme lorsque les acteurs ne savent même plus qu'ils sont corrompus. Quand des sociétés pharmaceutiques s'assurent que l'on guérisse à grands frais des cancers de la prostate pourtant voués à ne se développer de manière alarmante que le jour où ceux qui en sont atteints auront 130 ans. Quand l'université forme des étudiants pour en faire non pas des esprits autonomes mais des experts prêts à être instrumentalisés.

Le recteur de l'Université de Montréal l'a affirmé sur le ton de l'évidence à l'automne 2011 : « Les cerveaux doivent correspondre aux besoins des entreprises. » Des entreprises qui justement siègent au conseil d'administration de l'université, même si celle-ci demeure largement financée par l'Etat. Le recteur de notre principale université francophone rejoignait ainsi, presque mot pour mot, les propos de Patrick Le Lay, alors PDG de TF1, affirmant en 2004 que sa chaîne vendait « du temps de cerveau disponible » à Coca-Cola.

Jouer le jeu, c'est aussi, où que l'on soit, adopter le langage de l'entreprise privée…

Dans l'ordre de la gouvernance, le service public disparaît et sa terminologie avec. Le patient d'un hôpital, l'usager du train ou du métro, le spectateur d'une salle de concert, l'abonné d'un musée, tous deviennent des « clients ». A la radio d'Etat, au Québec, un journaliste culturel m'a récemment demandé si j'étais « consommateur de théâtre ». Et la bibliothèque nationale, quand je suis en retard pour rendre les livres que j'ai empruntés, m'envoie un courriel qui commence par « Cher client ». Ces mots ne sont pas anodins. Ils sont révélateurs. Ils en disent long sur la révolution anesthésiante que nous vivons aujourd'hui.

Vous placez l'expert au centre de la médiocratie. Pourquoi ?

L'expert est souvent médiocre, au sens où je l'ai défini. Il n'est pas incompétent, mais il formate sa pensée en fonction des intérêts de ceux qui l'emploient. Il fournit les données pratiques ou théoriques dont ont besoin ceux qui le rétribuent pour se légitimer. Pour le pouvoir, il est l'être moyen par lequel imposer son ordre.

L'expert s'enferme ainsi dans les paramètres souhaités par telle entreprise, telle industrie, tel intérêt privé. Il ne citera pas Coca-Cola dans une étude sur l'obésité parce que la marque a financé l'étude. Il affirmera que les variations climatiques ne sont pas liées à l'activité industrielle parce que Exxon Mobil subventionne ses recherches. Il nous faudrait un nouveau Molière pour faire subir aux experts le sort que l'auteur du Malade imaginaire a réservé aux médecins de son temps.

La médiocratie ne pousse-t-elle pas aussi à l'affadissement du discours politique ?

Sans surprise, c'est le milieu, le centre, le moyen qui dominent la pensée politique. Les différences entre les discours des uns et des autres sont minimes, les symboles plus que les fondements divergent, dans une apparence de discorde. Les « mesures équilibrées », « juste milieu », ou « compromis » sont érigées en notions fétiches. C'est l'ordre politique de l'extrême centre dont la position correspond moins à un point sur l'axe gauche-droite qu'à la disparition de cet axe au profit d'une seule approche et d'une seule logique.

Dans ce contexte médiocre, règne la combine. Les gouvernants se font élire sur une ligne politique et en appliquent une autre une fois élus, les électeurs profitent des municipales pour protester contre la politique nationale, votent Front national pour exprimer leur colère, les médias favorisent ces dérapages en ne s'intéressant qu'aux stratégies des acteurs. Aucune vision d'avenir, tout le jeu politique est à courte vue, dans le bricolage permanent.

Comment résister à la médiocratie ?

Résister d'abord au buffet auquel on vous invite, aux petites tentations par lesquelles vous allez entrer dans le jeu. Dire non. Non, je n'occuperai pas cette fonction, non, je n'accepterai pas cette promotion, je renonce à cet avantage ou à cette reconnaissance, parce qu'elle est empoisonnée. Résister, en ce sens, est une ascèse, ce n'est pas facile.

Revenir à la culture et aux références intellectuelles est également une nécessité. Si on se remet à lire, à penser, à affirmer la valeur de concepts aujourd'hui balayés comme s'ils étaient insignifiants, si on réinjecte du sens là où il n'y en a plus, quitte à être marginal, on avance politiquement. Ce n'est pas un hasard si le langage lui même est aujourd'hui attaqué. Rétablissons-le. les-crises.fr 28.04

Commentaires d'internautes

1- "Les médiocres au pouvoir sont facile à reconnaître. Ils se prennent pour des gens importants et méprisent ceux “qui ne sont rien” ou “sans dents”. Ils font tout pour empêcher de parler ceux qui réfléchissent et risquent de dévoiler leur médiocrité. Quant à ceux qui ont un vrai projet pour la France, ils sont réduits au silence ou trainés dans la boue, accusés notamment de “complotisme” et de toutes sortes de “phobismes”.

Les médiocres sont intellectuellement paresseux et sont soumis au pouvoir mondialiste de la finance dont ils espèrent quelques récompenses. Les médiocres renoncent aux projets constructifs et à la lutte, ils ne font que mettre en application la vision du monde de leurs maîtres. Ils confondent combat et agressivité. Faute d’autorité ils sont autoritaristes. Ils n’aiment qu’eux-mêmes et l’image qu’ils en ont ou croient avoir. Ils sont tout dans une réussite éphémère, égoïste et narcissique, et les autres ne sont rien."

LVOG- Les médiocres au pouvoir s'entourent de gens dociles et plus médiocres qu'eux pour faire la sale besogne et l'assumer, ils sont dévoré d'ambition et ils n'ont aucun principe, comme autrefois Staline par exemple.

2- "Je ne m’étais pas fait cette réflexion de l’omniprésence de la médiocrité. Pourtant tous ces appels, aussi automatiques que ridicules, à « l’excellence » auraient dû résonner comme une alarme, nous mettre la puce à l´oreille : ils sont des appels cachés, mais au fond limpides, à la docilité, au conformisme, en un mot à la médiocrité… évidemment !"

Les grande oreilles des complotistes vous espionnent.

- Facebook confirme qu’il espionne vos conversations sur Messenger - les-crises.fr 28.04

Facebook a révélé cette semaine qu’il scanne les conversations des utilisateurs de Messenger – y compris les chats textuels, les photos et les liens – dans un effort pour s’assurer que les gens se conforment à ses règles.

Le PDG, Mark Zuckerberg, a pour la première fois lâché le morceau dans une interview avec Ezra Klein de Vox, dans laquelle il a évoqué un incident autour du nettoyage ethnique au Myanmar, et a expliqué que les systèmes de l’entreprise « détectent ce qui se passe » lorsque les gens essaient d’envoyer des messages sensationnels via Messenger, et que Facebook « empêche ces messages de passer ».

La société a déclaré à Bloomberg qu’elle analyse les conversations Messenger de la même manière qu’elle le fait avec le contenu public sur le réseau social, en vue de prévenir les abus. Les messages qui sont signalés comme violant les normes de la communauté Facebook sont lus par des modérateurs, qui peuvent ensuite les bloquer ou les retirer si nécessaire. (Source : The Next Web, Abhimanyu Ghoshal, 06-04-2018 - les-crises.fr 28.04

ACTUALITE EN TITRES

Faites-le savoir.

Un internaute - La France est devenue un État-voyou, une “petite frappe”...

LVOG - Faible donc à l'intérieur. Mais alors, c'est qu'on peut dégager Macron et abattre la Ve République... Pourquoi pas ?

Qui a dit ?

- "*J'ai l'habitude d'être propre sur moi*"

Réponse : Macron, qui en est encore à la pellicule argentique ! Argent, argenterie, il y est attaché...

De qui parlait-il ?

- "*Ça n'a aucune espèce d'importance qu'on se tienne la main, qu'on s'embrasse.*"

Réponse : Macron. Même pas besoin de laisse ! (LeParisien.fr 26 avril 2018)

Recyclage en famille.

- Claire Compagnon nommée déléguée interministérielle pour l'autisme - Libération 26 avril 2018

En 2015, elle a été nommée à l'Inspection générale des affaires sociales par Marisol Touraine, alors ministre de la Santé. (Young Leaders 1998) Libération 26 avril 2018

Ils ne nomment pas n'importe qui dans les ministères, ils ont tous été formatés pour faire du sale boulot...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Abolition de l'esclavage: faut-il débaptiser les rues aux noms d'esclavagistes? - Le HuffPost

- Les 19 pistes à creuser pour réduire enfin les inégalités - Liberation.fr

L'Etat, l'oligarchie hors la loi ?

- « Le financement du terrorisme est extrêmement difficile à endiguer » - Publicsenat.fr

Quand un micro-Etat terroriste fait ses comptes.

- Financement du terrorisme : le Qatar veut durcir le contrôle des organisations charitables - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui gouverne en oligarchie ?

- Un an après, les ministres d'Édouard Philippe restent d'illustres inconnus - LeFigaro.fr 26.04

Selon notre sondage Odoxa-Dentsu Consulting, les membres du gouvernement sont à la fois peu connus des Français et le plus souvent impopulaires. LeFigaro.fr 26.04

Ce sont des directeurs ou directrices de communication de la start'up France passée sous la coupe de l'oligarchie.

Les idéologues de l'oligarchie indiquent aux hauts fonctionnaires les dossiers qu'ils vont avoir à traiter selon la ligne qui leur aura été communiquée ; ces hauts fonctionnaires rédigeront une note à l'attention des technocrates en place qui seront chargés d'établir un rapport, qu'ensuite ils leur remettront, avant qu'il atterrise sur le bureau du ministre après lecture et éventuellement rectification, de sorte que le ministre n'ait plus qu'à en débiter les grandes lignes ou les décisions adoptées devant les médias, qui à leur tour les colporteront dans les chaumières...

Le Président et le Premier ministre ont juste à jouer le rôle de passe-plats entre l'oligarchie ou les idéologues de l'oligarquie et les hauts fonctionnaires, quand ils n'entretiennent pas directement des relations.

A quand la création d'un véritable syndicat ouvrier ?

- Congrès de FO : un vote sanction pour le départ de Jean-Claude Mailly - Liberation.fr 27 avril 2018

Le rapport d'activité, qui résume l'action du bureau confédéral au cours des trois dernières années, aurait été adopté sur le fil, avec seulement 50,54 % de voix favorables. Par comparaison, lors des précédents congrès en 2015 et en 2011, il avait recueilli l'approbation de 97 % de voix.

Soucieux de préserver l'unité du syndicat, partagé entre des «réformistes» fidèles au sortant et des tenants d'une ligne plus contestataire, certains délégués FO espéraient que les militants retiennent leur colère ou la transforment plutôt en abstention. Mais leur message, répété à la tribune du congrès, n'a pas été entendu : les militants ont préféré une sanction ferme. Un camouflet pour Mailly, diront certains. Et surtout, le signe, pour d'autres, que rien ne va plus au sein de la maison FO, au bord de la crise.

Preuve de ces difficultés, la nuit de jeudi à vendredi aurait été longue à Lille. Sur Twitter, plusieurs journalistes présents au congrès ont indiqué que certaines fédérations auraient décidé de quitter la table des commissions chargées de définir la ligne FO pour les années à venir. Pas de quoi émouvoir Jean-Claude Mailly ? Du moins, c'est ce qu'il a laissé entendre la veille lors de son dernier discours en tant que secrétaire général du syndicat, en expliquant que, bien que certains aient «mordu le trait de la fraternité et de la camaraderie», il avait «le dos large». Liberation.fr 27 avril 2018

Seul candidat en lice, Pascal Pavageau a été élu vendredi nouveau secrétaire général de Force ouvrière, à l'issue d'une semaine de congrès chahutée à Lille, qui s'est conclue par un tweet assassin du sortant, Jean-Claude Mailly, contre son successeur.

"Hypocrisie" et "duplicité" : c'est par ces mots que M. Mailly a commenté le premier discours de Pascal Pavageau en tant que numéro un, ultime coup de théâtre d'un congrès houleux.

Le nouveau numéro un, élu confortablement avec près de 97% des voix

Avant d'entonner L'Internationale, les congressistes, qui dans leur ensemble ont chaudement salué le discours de leur nouveau patron, ont eu droit à quelques morceaux du groupe de hard-rock AC/DC. (Dont le milliardaire Warren Buffet est aussi fan. Bon, moi aussi, mais ni de Warren Buffet ni de Pascal Pavageau ! Et puis je n'écoute pas les paroles, c'est préférable. Je préfère Def Leppard, Metallica, Scorpions... - LVOG)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

Une balle dans la tête. Assassinat ciblé : Azzam Oweida, 15 ans.

- Gaza: mort d'un adolescent palestinien blessé par l'armée israélienne - AFP 27.04

Un adolescent palestinien a succombé à ses blessures samedi après avoir été atteint la veille par des tirs israéliens lors de nouveaux affrontements à la frontière entre la bande de Gaza et Israël, a annoncé le ministère de la Santé à Gaza.

"Azzam Oweida, 15 ans, est mort après avoir été atteint à la tête hier à l'est de Khan Younès", dans le sud de l'enclave palestinienne, a indiqué le ministère dans un communiqué. Ce décès porte à quatre le nombre de Palestiniens tués lors de ce cinquième vendredi de protestations consécutif. AFP 27.04

Et 600 blessés disent des médecins de Gaza Reuters 27.04

Au total, 45 Palestiniens ont été tués depuis le 30 mars et le début d'un mouvement de contestation massive appelé "la grande marche du retour". Franceinfo 27.04

Causerie du 20 avril - ...le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du IVe arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018

États-Unis

- Les États-Unis dépassés par la guerre électronique russe - Réseau Voltaire 26 avril 2018

Intervenant le 24 avril 2018 au symposium GEOINT 2018, le général Raymond A. Thomas III (commandant en chef des Opérations spéciales (USSOCOM), a révélé l'ampleur de la guerre électronique entre les États-Unis et « l'ennemi » (comprendre la Russie).

Selon lui, « l'ennemi » brouille ou inhibe systématiquement les systèmes US en Syrie, rendant impossible au Pentagone de surveiller la zone de combat. Lors de l'attaque tripartite du 14 avril, l'armée russe est parvenue à hacker les transmissions GPS de sorte que certains missiles ont été détournés. Pis, les systèmes de reconnaissance ami/ennemi ne fonctionnaient plus. Dans ces conditions, il devenait non seulement inutile, mais dangereux d'utiliser les avions de surveillance. Réseau Voltaire 26 avril 2018

- Guerre électronique: des avions US en Syrie rendus sourds et aveugles - fr.sputniknews.com 26.04.2018

Selon le chef du Commandement des opérations spéciales des États-Unis, des moyens non identifiés de lutte électronique bloquent les canaux de communication entre les unités au sol et les avions et les hélicoptères américains en Syrie, communique The Drive.

Intervenant dans le cadre du symposium GEOINT 2018, le chef du Commandement des opérations spéciales des États-Unis, Tony Thomas, a évoqué le brouillage des communications entre l'aviation et les forces terrestres américaines en Syrie, faisant état d'«un environnement très agressif» dans lequel opéraient les avions américains.

«Ils nous testent chaque jour, réduisant nos communications, désactivant nos AC-130, etc.», a déclaré le général.

Selon The Drive, les moyens de lutte électronique représentent un danger pour les AC-130, car ils sont capables de bloquer les canaux de communication et de transmission de données qui permettent aux pilotes de coordonner les frappes avec les forces terrestres et les drones.

Ces moyens russes de guerre radio-électronique scrutés par l'Otan En outre, le brouillage des récepteurs GPS détériore la capacité des navires de guerre américains à porter des frappes précises avec des missiles de croisières et ne permet pas aux forces terrestres d'utiliser les munitions de haute précision.

Selon le média, les adversaires du Pentagone en Syrie sont en mesure de capter les rayonnements des systèmes de guidage, mais aussi de brouiller le signal authentique et réorienter l'attaque de l'aviation contre ses propres forces terrestres, de dérouter les avions de transport et de créer des obstacles au larguage des paras.

«En fonction de l'ampleur et de l'efficacité des attaques électroniques, elles pourraient avoir un impact sur d'autres types d'aéronefs américains pilotés et non opérant en Syrie», estime le général. fr.sputniknews.com 26.04.2018

Syrie

- 17 témoins occulaires déposent devant l'OIAC - Réseau Voltaire 27 avril 2018

A la demande de la Russie, 17 témoins occulaires des faits survenus à Douma sont venus déposer devant l'OIAC, le 27 avril. Ces personnes apparaissent sur la vidéo diffusée par les Casques blancs d'une « attaque chimique » à Douma ou sont des responsables de cet hôpital. Elles ont toutes attesté que cette « attaque chimique » n'a jamais eu lieu.

Les délégations des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France ont protesté contre ce « show » et ont assuré encore qu'elles disposent de preuves qui contredisent ces témoignages. Mais elles ne les ont pas produites.

Considérant la vidéo des Casques blancs comme une preuve suffisante, ces trois États ont bombardé la Syrie, le 14 avril.

De son côté, la délégation russe, qui estimait que tout cela relevait d'une intoxication des Occidentaux, a conclu à la réception de ces témoignages qu'il s'agit de mauvaise foi. Elle a annoncé qu'elle ne laisserait plus attaquer la Syrie. Réseau Voltaire 27 avril 2018

- Des substances chimiques du laboratoire de Porton Down découvertes dans un dépôt à Douma - fr.sputniknews.com 26.04.2018

Des substances chimiques du laboratoire de Porton Down ont été découvertes dans un dépôt d'armes chimiques abandonné par les extrémistes dans la ville syrienne de Douma, a déclaré l'ambassadeur adjoint de la Syrie à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Ghassan Obeid.

Les troupes syriennes ont constaté que ces dépôts recelaient des substances chimiques fabriquées en Allemagne et au Royaume-Uni, a-t-il précisé.

«Nous avons trouvé dans le dépôt d'armes chimiques laissé à Douma par les terroristes des substances chimiques en provenance d'Allemagne et du Royaume-Uni, du laboratoire de Porton Down de Salisbury. De Salisbury et de nulle part ailleurs», a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse à l'issue d'un briefing à La Haye, le siège de l'OIAC.

Ghassan Obeid a exprimé l'espoir que les experts de l'OIAC actuellement présents en Syrie visitent «les dépôts où les substances chimiques abandonnées par les groupes terroristes à Douma ont été découvertes».

«Toutes les fausses accusations seront alors balayées et le monde connaîtra la vérité», a-t-il souligné. . fr.sputniknews.com 26.04.2018

- Moscou peut prouver que la vidéo de «l'attaque chimique» en Syrie est une mise en scène - fr.sputniknews.com 26.04.2018

La Russie est capable de prouver que la vidéo des Casques blancs sur la présumée l'attaque chimique en Syrie est montée de toutes pièces.

Moscou peut prouver que la vidéo des Casques blancs, présentant l'emploi présumé d'une arme chimique le 7 avril dans la ville syrienne de Douma, n'est qu'un faux, a déclaré ce jeudi le représentant de la Russie auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Alexandre Choulguine, lors d'une conférence de presse avec la participation de témoins de cette «attaque».

«Aujourd'hui, nous pouvons prouver que la vidéo des Casques blancs n'est qu'une vulgaire mise en scène. Par conséquent, les références de, comme nous les appelons, nos partenaires occidentaux à cet enregistrement en qualité de témoignage de l'attaque chimique sont entièrement inconsistantes. C'est d'ailleurs ce que notre conférence de presse visait», a-t-il fait remarquer.

Il a indiqué que les représentants des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni n'avaient pas pris part à cette conférence de presse à l'OIAC où ont été invités des témoins de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma.

«Elle [la conférence de presse, ndlr] a rassemblé des dizaines de pays membres du Conseil exécutif de l'OIAC qui nous ont posé beaucoup de questions. Mais, malheureusement, les représentants des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, des pays de l'UE et de l'Otan, ainsi que certains alliés asiatiques des USA étaient absents», a-t-il constaté. fr.sputniknews.com 26.04.2018

- Zakharova étrille Le Drian sur les «victimes» de Douma - fr.sputniknews.com 27.04.2018

Les accusations de Paris à l'encontre de Moscou sur la supposée attaque chimique de la Ghouta commencent à agacer certains responsables russes. Lors d'un point presse, Maria Zakharova a fait référence à Jean-Yves Le Drian de manière assez peu diplomatique. Retour sur cette passe d'armes sur fond de crise syrienne.

«Nous ne sommes parvenus pour l'heure à détecter aucune de ces victimes dont parlait M. Le Drian ni de traces d'utilisation d'armes chimiques», a fait savoir Maria Zakharova, lors d'un point presse.

Alors que Moscou attend les résultats de l'OIAC l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, des prélèvements ayant pu être effectué dans les quartiers récemment libérés de Douma, Maria Zakharova, porte-parole du Ministère russe des Affaires étrangères (MID), n'a pas épargné Jean-Yves le Drian lors d'un point presse de plus de deux heures, le 26 avril.

Une réponse, en règle, aux accusations du Quai d'Orsay à l'encontre de la Russie qui multiplierait «les déclarations contradictoires» sans «aucun souci de cohérence ni de vérité, puisqu'il s'agit de semer le doute et la confusion.»

Une ligne que Le Drian avait également tenue sur BFMTV. Invité de Ruth Elkrief le 19 avril, il évoque la «manipulation permanente» de la Russie sur le dossier syrien, Moscou qui selon lui expliquerait que ce seraient «les habitants de Douma qui s'auto-gazent eux-mêmes. Ils s'auto-suicident.»

Comble de l'ignominie, la Russie mettrait, selon l'ex-VRP de choc de l'armement français, «en scène des enfants» dans des vidéos — référence quasi certaine au petit Hassan Diab — «alors qu'il s'agit d'attaques qui ont coûté la vie à plus de 45 personnes et en ont blessé de très nombreuses autres», accuse le chef de la diplomatie française.

Soulignons au passage qu'en matière de «mise en scène» d'enfants syriens, les pays occidentaux n'ont guère de leçons à donner. On se souvient, notamment, de la petite Bana Alabed: cette fillette de 7 ans portée aux nues par l'ensemble de la presse

mainstream occidentale et dont les interviews par Skype ont été diffusées sur CNN et TF1. Bana, dont le compte Twitter, ouvert quelques jours avant l'offensive de l'armée régulière sur Alep Est, était alimenté par sa mère, avec des biais idéologiques assez marqués.

S'il est aujourd'hui impossible de déterminer avec exactitude qui a raison des Russes ou des Français concernant la supposée attaque chimique de Douma, de lourds soupçons pèsent néanmoins sur les arguments présentés par Paris afin de justifier les frappes du 14 avril dernier en Syrie.

En effet, Paris met en avant «l'authenticité avérée» de «nombreux témoignages» recueillis par la France, évoquant également les «photographies et vidéos, nombreuses et concordantes ont été authentifiées par nos experts.» Il s'agirait, à en croire ce document, de la simple analyse des publications sur les réseaux sociaux et autres retweets et dont la crédibilité tient à la simple «spontanéité» de leur mise en ligne ainsi qu'au fait qu'«une partie des entités ayant publié ces informations est reconnue comme habituellement fiable»?

Quoi qu'il en soit, le Quai d'Orsay réitère l'argument-choc des «ONG médicales» qui auraient «constaté des traces d'attaques chimiques sur les victimes», certainement les deux ONG citées dans le document décalcifié évoqué plus haut. À savoir la Syrian American Medical Society (SAMS), décrite par le quotidien Le Monde comme «proche de l'opposition au régime de Bachar al-Assad» et la Union of Medical Care and Relief Organizations (UOSSM), fondée en France en 2012 avec le concours d'une cohorte d'associations humanitaires établies notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Canada ou encore en Turquie.

Autre preuve «irréfutable» avancée par Paris: l'OMS qui aurait constaté que les symptômes présentés par près de 500 patients «correspondaient sans nul doute à l'action de gaz». S'il est vrai que l'OMS s'était dite «profondément alarmée», «par les rapports soupçonnant l'utilisation de produits chimiques» de «partenaires du groupe de responsabilité sectorielle Santé», jamais l'organisation onusienne — qui travaille indépendamment de l'OIAC sur place — n'a visiblement pu confirmer ces chiffres, malgré ses demandes d'accès aux victimes.

Bref, du lourd… Parallèlement à cette étude rondement menée depuis des bureaux parisiens, plusieurs journalistes — pas uniquement russes — se sont rendus sur place afin de recueillir des témoignages d'habitants et de médecins vivant toujours à Douma. Des témoignages qui mettent à mal la version de Paris, à commencer par l'enquête de Robert Fisk.

Grand reporter et correspondant de The Independent à Beyrouth depuis plus de 30 ans, il s'est rendu dans la clinique où a été tournée la vidéo qui a ému la «communauté internationale», le médecin en chef lui a alors raconté comment a été mis en scène ce qui n'aurait été qu'un manque d'oxygène dû aux poussières des bombardements.

Une version qu'étayent les témoignages recueillis par Pearson Sharp, journaliste pour OANN, une chaîne de télévision conservatrice américaine. Autres témoignages compromettants pour les tenants qu'une attaque chimique gouvernementale aurait bien eu lieu à Douma: ceux de la chaîne allemande n-tv, la presse allemande étant connue pour être parmi les plus critiques à l'égard de la Russie. fr.sputniknews.com 27.04.2018 «Garçon non identifié de Douma»: ce témoin de l'attaque n'existe-t-il pas pour Reuters? - fr.sputniknews.com 27.04.2018

Arménie

Arménie. Nous y voilà. Il s'agit d'une «révolution de velours» concoctée depuis Washington ou l'Otan.

Grille de lecture.

Subrepticement on apprend que "le Premier ministre démissionnaire était proche de Moscou", tiens donc, tout s'explique alors. Mais pourquoi ne l'avoir pas dit tout de suite ? Ils craignaient peut-être que ce coup d'Etat échoue et ils ne voulaient pas se mouiller inutilement.

Comparez l'attitude des médias envers la grève des cheminots qu'ils conspuent à longueur de temps, et leur engouement pour "l'ultimatum" posé par l'opposition en Arménie, qui somme "tous les représentants" du Premier ministre démissionnaire de leur "laisser la place".

Quand la confrérie des médias-oligarques manifeste en choeur son enthousiasme pour un "opposant", c'est qu'il y a un lézard quelque part, une leçon à retenir. Deux exemples parmi tant d'autres.

- Russie : Alexeï Navalny, principal opposant de Poutine...

Le monsieur 1% des Américains, depuis la réélection de Poutine, on n'en entend plus parler.

- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian...

Lui il bénéficie de la crise économique et sociale qui ravage l'Arménie et du renouellement des générations qui ont des illusions dans l'UE notamment.

Peu importe que la majorité des députés qui appartiennent au parti du Premier ministre démissionnaire aient été élus en avril 2017, puisque le peuple réclame leur départ, ils doivent dégager. Et Macron, Philippe, leur gouvernement et leurs élus fantoches à l'Assemblée nationale, ultra minoritaires dans le pays, illégitimes, ne devraient-ils pas dégager ? Ah ben non alors, c'est nous qui les avons mis en place s'écriraient Drahi et Joffrin, l'ensemble des médias et bien au-delà.

Ils exigent que la Constitution soit respectée quand cela les arrange, dans le cas contraire ils s'arrogent le pouvoir de la violer ou ils soutiennent ceux qui veulent s'emparer du pouvoir par la force.

Libération - La population veut transformer l'essai de cette «révolution de velours» en exigeant sa participation à la transition politique de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud. «Nous voulions le départ de Sarkissian, mais ce sont tous les représentants de son parti, le Parti républicain, qui doivent laisser la place à notre force d'opposition. Car sinon, Sarkissian trouvera un moyen de garder la main sur les affaires et aucun changement structurel ne sera possible», explique Tigran, architecte.

LVOG - Et Libération de louer "le charismatique Nikol Pachinian" ! Le quotidien belge Le Temps s'enflamme : "le héros incontesté d'un mouvement historique". Et il lâche le morceau, instrumentaliser la classe ouvrière pour parvenir à leurs fins : "La stratégie est claire: rallier les banlieues pauvres au mouvement et tenter l'épreuve de force contre le pouvoir.

Libération - Portée par la foule, l'opposition veut s'assurer la tenue d'élections parlementaires anticipées honnêtes en nommant Pachinian Premier ministre par intérim. Une hérésie pour le parti au pouvoir, qui considère que ce n'est pas à la rue de prendre ces décisions.

Au calme du mouvement s'est ajoutée la neutralité de la Russie. Loin d'être radicalement opposés à l'influence russe, les manifestants sont nombreux à se satisfaire de l'attitude effacée de ce rare soutien régional du pays. Il est toutefois fort probable que le Kremlin ne goûte guère la révolution douce. Le Premier ministre démissionnaire était proche de Moscou. Mais la diplomatie russe qualifie le mouvement d'«affaires intérieures». Mercredi, Vladimir Poutine a appelé le Président. Au même moment, le ministre des Affaires étrangères arménien s'envolait vers la Russie. Libération 26 avril 2018

- Arménie: l'opposant Pachinian pose un ultimatum, la Russie en médiateur AFP 26 avril 2018

Le chef de la contestation antigouvernementale en Arménie, Nikol Pachinian, a posé un ultimatum jeudi, en affirmant être le seul candidat possible au poste de Premier ministre, tandis que la Russie, jusqu'ici à l'écart de la crise, commençait à s'imposer comme médiateur.

"Si je ne suis pas élu Premier ministre, il n'y aura pas du tout de Premier ministre en Arménie", a lancé ce député et opposant de 42 ans, devant des milliers de ses partisans réunis dans la soirée sur la place de la République, au centre d'Erevan, la capitale de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud.

"Il ne peut pas y avoir de compromis", a-t-il souligné.

Jeudi, le président du Parlement arménien, Ara Babloïan, a convoqué une réunion extraordinaire pour le 1er mai consacrée à l'élection d'un nouveau Premier ministre, après la démission de Serge Sarkissian lundi sous la pression de manifestations ayant rassemblé des dizaines de milliers de personnes.

"La prochaine étape de notre combat, ce sera le 1er mai, rassemblez vos forces pour montrer ce jour-là à quel point le peuple est fort", a déclaré M. Pachinian.

Il a également annoncé avoir invité le Premier ministre par intérim, Karen Karapetian, pour des négociations vendredi matin dans un grand hôtel d'Erevan, en précisant avoir insisté que la rencontre soit ouverte à la presse.

Depuis le 13 avril, Nikol Pachinian a mobilisé des dizaines de milliers de personnes contre l'ancien président Serge Sarkissian devenu pour quelques jours seulement Premier ministre et contre son Parti républicain au pouvoir.

Le 23 avril, Serge Sarkissian a démissionné, après onze jours de protestations, son proche et membre de son parti Karen Karapetian étant devenu Premier ministre par intérim.

Désormais, le Parti républicain au pouvoir doit aussi "capituler devant le peuple", estime M. Pachinian, qui s'est dit "prêt à diriger le pays".

La candidature de Nikol Pachinian, qui se présente comme le "candidat du peuple" au poste de Premier ministre et a défilé jeudi dans les rues d'Erevan à la tête de milliers de ses partisans, doit être proposée dans les prochains jours pour le poste de chef du gouvernement par le bloc d'opposition Yelk.

Au Parlement, un candidat a besoin de 53 voix pour être élu. M. Pachinian ne peut compter actuellement que sur le soutien de 40 députés, selon un responsable du bloc Yelk. Le Parti républicain, au pouvoir, dispose de 58 sièges et a théoriquement toutes les chances de faire élire de nouveau son candidat.

Lors de la réunion du Parlement pour désigner le nouveau chef du gouvernement, "tout dépend du nombre de candidats proposés par les partis (...). Mais il est très probable que nous aurons le temps d'élire le nouveau Premier ministre le 1er mai", a précisé à l'AFP le vice-président du Parlement, Edouard Charmazanov.

Quelques heures après l'annonce de la décision du Parlement arménien de se réunir le 1er mai, le président russe Vladimir Poutine s'est entretenu au téléphone avec le Premier ministre arménien par intérim, Karen Karapetian.

Lors de cette conversation téléphonique, "il a été souligné que le règlement de la crise en Arménie devait se dérouler uniquement selon les normes du droit, dans le cadre de la Constitution en vigueur et sur la base des résultats des élections législatives légitimes qui ont eu lieu en avril 2017", selon un communiqué du Kremlin.

Ces législatives avaient été remportées par le Parti républicain de Serge Sarkissian, qui dispose actuellement d'une majorité au Parlement arménien, au grand dam du chef de l'opposition Nikol Pachinian, qui réclame des législatives anticipées.

Mercredi, M. Poutine s'était déjà entretenu au téléphone avec son homologue arménien Armen Sarkissian, les deux hommes ayant appelé à cette occasion "toutes les forces politiques (en Arménie) à faire preuve de retenue et de responsabilité".

Pour sa part, le vice-Premier ministre arménien, Armen Guevorkian, s'est rendu jeudi à Moscou pour des "consultations de travail", a déclaré à l'AFP un porte-parole du gouvernement arménien.

Le chef de la diplomatie arménienne, Edouard Nalbandian, a lui aussi fait le voyage dans la capitale russe où il a eu jeudi "une courte rencontre" avec son homologue Sergueï Lavrov, selon la diplomatie russe.

Nikol Pachinian, s'est pour sa part rendu mercredi à l'ambassade de Russie en Arménie, la partie russe ayant appelé, lors de cette rencontre, à "un dialogue constructif" entre les manifestants et les autorités, selon un communiqué de la mission diplomatique russe.

Jusqu'ici, la Russie, qui absorbe environ un quart des exportations arméniennes et dispose d'une base militaire en Arménie, s'est tenue à l'écart de la crise. Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a répété jeudi qu'il s'agissait d'une "affaire intérieure arménienne". AFP 26 avril 2018

- Réalités arméniennes par Ivan Lizan - Réseau Voltaire 27 juillet 2013

Pendant que le gouvernement arménien se félicite de sa bonne politique et de sa « croissance à 7,2 % », la vie des citoyens est celle d'un terrible effondrement économique. Après avoir un instant cru au mythe de la solution occidentale, beaucoup fuient désormais un pays dont le problème essentiel réside dans le décalage des élites avec la réalité.

La vie politique suit les mêmes lois dans le monde entier comme en Europe. Et, à de rares exceptions près, ce sont celles du show politique. Par exemple, sur fond de problèmes sociaux et économiques en pleine croissance, les fonctionnaires de l'Union européenne (UE) décident quel contenant est le plus adapté pour l'huile d'olive dans les restaurants, tandis que des potagers sont aménagés dans les parcs de Lisbonne. Aux USA l'on se préoccupe de la légalisation du mariage homosexuel au niveau fédéral, tandis que l'esclavage imposé par les franchises est passé sous silence.

Dans les républiques post-soviétiques limitrophes de la Russie, c'est la même situation. En Ukraine, il y a des élections sans fin, tandis qu'en Arménie il n'y a pas si longtemps que les passions sur le maïdan [1] se sont calmées. Le politicien orange [2] Raffi Ovanisian a à peine cessé sa grève de la fin, qu'il a créé dans la foulée un mouvement politique d'opposition et a interdit à tout le monde de le critiquer. On a l'impression que le monde s'est transformé en une immense scène d'un théâtre de l'absurde. Et pendant ce temps là, dans la même Arménie, la population se paupérise rapidement, tandis que les plus capables quittent le pays.

La dépopulation arménienne

Les Arméniens fuient leur pays. D'après un sondage mené par Gallup, 40 % d'entre eux ne sont pas opposés à l'idée de quitter leur pays pour toujours. Et dans leur cas, les paroles ne sont pas loin des actes : en 2011, 43 000 Arméniens ont quitté leur pays, l'an dernier 42 000 autres les ont suivis. C'est curieux, mais la hausse du PIB (7 % l'an, selon le gouvernement) n'influe en rien sur les sentiments émigrationnistes du peuple. Le problème de l'expatriation est déjà devenu le premier des sujets dans les médias de masse du pays, éclipsant même le dilemme de la politique étrangère du pays. Les populistes clament que la fuite des habitants est liée à l'absence de justice, les réalistes estiment qu'elle contribue à la perte de la souveraineté. La dépopulation arménienne est déjà devenue un thème labouré par la propagande électorale des mouvements politiques. Ainsi, la politique-show a de nouveau gagné, repoussant dans l'ombre les problèmes économiques et la querelle gazière avec la Russie. Pendant ce temps, la crise risque d'entraîner l'effondrement de l'économie du pays.

Comment la crise achève l'économie arménienne

Depuis le début des années 90, l'Arménie a fait tout le chemin vers la désindustrialisation. Désormais, un tiers des Arméniens vivent sous le seuil de pauvreté, le chômage a dépassé les 16 % et l'office national statistique a perdu tout lien avec la réalité, en annonçant une hausse du PIB de 7,2 %.

En réalité, seul l'en-cours de dette et le montant des capitaux en fuite sont en hausse dans le pays. Le gouvernement ne s'inquiète plus du tout que la dette extérieure du petit pays ait dépassé les 4 milliards de dollars, tandis que les capitaux s'écoulent comme le sable à travers les doigts. Sur la seule année dernière, un demi-milliard de dollars ont quitté la république, ce qui ne rend guère plus stable la devise nationale, le dram. Les indicateurs des investissements directs étrangers (IDE) si appréciés par les libéraux esquissent un tableau vraiment glauque. Le montant des IDE s'est effondré de 27,5 % l'an dernier : les investisseurs fuient et ne reviennent pas.

Seul le travail des Arméniens expatriés en Russie sauve l'économie : ils rapatrient 2,5 milliards de dollars chaque année et ne sont dépassés dans le montant des sommes reversées au pays que par les Tadjiks, qui en envoient 3,6 milliards chez eux. L'isolation qu'entretiennent la Turquie et l'Azerbaïdjan à l'égard de l'Arménie ne contribuent guère à améliorer la situation. Une seule chose est évidente dans la politique arménienne : personne n'a l'intention de résoudre les problèmes réels.

UE ou UEE : le dilemme du choix géopolitique de l'Arménie

La question de la fuite des citoyens a éclipsé pour un moment du top des discussions celle du choix du pays entre l'intégration européenne (UE) ou eurasienne (UEE). Les politiciens n'arrivent pas à décider quel cap géopolitique doit suivre la barque prenant l'eau de toutes parts nommée « République d'Arménie ». Les show-politiciens dogmatiques corrigent sans cesse la direction, tandis que l'axiome selon lequel le Texas est pillé par les Texans rend impossible n'importe quelle intégration.

Cependant, à Minsk où était le Premier Ministre Tigran Sarkissian le 31 mai, l'on discutait du format de la coopération entre l'Arménie et l'Union douanière [3]. L'Arménie n'a pas de frontières communes avec celles des membres de l'Union douanière, et c'est justement ce qui est souvent mis en avant pour s'opposer à l'adhésion [4]. Cependant, l'Arménie n'a jamais eu de frontières communes avec l'UE non plus, mais la conclusion d'un accord avec elle est devenue une question prioritaire pour le gouvernement arménien. Il se trouve donc que l'éloignement de l'Europe n'est pas un obstacle à une association voire à une intégration européenne de l'ordre du mythe, ce qui ne serait pas le cas pour une politique d'union autour de la Russie, bien réelle malgré l'absence d'une frontière commune. Comme on le dit, seule compte la volonté, l'on trouvera toujours le format. Le résultat visible est une politique dirigée vers plusieurs direction et soutenue tant par l'Occident que par la diaspora sise aux États-Unis. Conclusions

Sans doute, les élites nationales sont devenues la plus grande malédiction pour les républiques limitrophes de la Russie, où il n'y a pas d'État puissant : il est impossible de s'en séparer, mais il est insupportable de vivre avec. Les gouvernants de l'Arménie font justement partie de ces élites-là. Peu importe qui a gagné aux élections présidentielles organisées à la fin de l'hiver : le président élu Serge Sagsian ou l'opposant pro-US Raffi Ovanissian. Pendant leurs années de vie dans les réserves d'indiens nationales, les élites se sont dégradées et se sont transformées en showmen politiciens. Mais on ne peut rafistoler les trous béants de l'économie arménienne et la fuite des citoyens par des discours enflammés dans les meetings et des conférences de presse.

Le salut de l'Arménie, comme des autres confettis nationaux de l'URSS, est autour de la Russie seule. Le seul processus de réintégration et de recréation d'un État nécessitera de nouvelles élites, capables de répondre aux gageures géopolitiques, mais aussi économiques et démographiques. Réseau Voltaire 27 juillet 2013

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Grève des airs L'intersyndicale d'Air France rejoint les syndicats de pilotes - Liberation.fr 26.04

L'intersyndicale d'Air France au complet a appelé, jeudi, à de nouvelles journées de grève les 3 et 4 mai, puis les 7 et 8 mai... Liberation.fr 26.04

Haut de page

Le 29 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (7 pages)

Un camarade, qui se connecte au portail depuis des années, voudrait m'ajouter à la liste de ses "amis" sur un réseau numérique, c'est en tout cas le message que j'ai reçu dans ma boîte aux lettres à deux reprises. Autrement dit, il ne tient pas compte que je boycotte ce genre de support.

Maintenant, si cela lui fait plaisir, qu'il fasse ce qu'il veut, cela ne m'engage en rien et je ne vois pas très bien à quoi cela pourrait servir.

Quelques réflexions...

- Pour atteindre les sommets de la médiocrité, il faut monter dans la hiérarchie sociale, ce qui rend sympathiques ceux qui sont en bas.

- La volonté mise au service de l'ambition peut se transformer en cauchemar... pour ceux qui auront à la supporter ou qui en seront les victimes.

- Tout ce qui n'oeuvre pas au bien-être de chacun relève de l'ignorance.

C'est uniquement à partir de ce critère qu'on devrait juger l'intelligence d'une personne, pour autant qu'on puisse la juger, disons ceux auxquels on prête volontiers un niveau d'intelligence supérieur, par exemple ceux qui nous gouvernent, les élites, les intellectuels, les membres des classes moyennes, ceux qui parlent en notre nom et qui en manque singulièrement.

A défaut d'un niveau de conscience couvrant l'ensemble du processus historique relatif au développement de la civilisation humaine, on est en présence d'ignorants qui mettent leur intelligence au service de leurs misérables intérêts individuels, alors que l'issue de ce processus nécessite qu'elle soit mise au service d'intérêts collectifs, encore faudrait-il que cette issue coïncide avec l'idéal de liberté, qui ne pourrait être atteint qu'une fois le règne de la servitude humaine éradiquée de la surface de la planète.

Or, tous ces gens qui se croient ou se prétendent intelligents n'en ont pas conscience. Ils n'ont pas conscience qu'ils sont le produit de ce règne de la servitude humaine qu'ils ne cessent de reproduire au point de s'en accommoder, ou pire de le justifier, parce qu'ils disposent en général d'un statut social supérieur au reste de la population. Ils entendent ainsi préserver jalousement leurs privilèges qu'ils estiment légitimes, en refusant d'admettre que la majorité pourrait y accéder un jour, par crainte que les leurs se trouvent diluer ou disparaissent, considérant que les miettes qui lui sont réservées sont justifiées par son statut inférieur, ce qui les amènent logiquement à soutenir l'ordre établi.

Ils peuvent parfois exceller dans leur domaine ou leur profession, mais au-delà ce sont des ignorants. Leur arrogance ne sert qu'à le camoufler. Et quand ils essaiment les plateaux de télévisions, les stations de radios, les salles de rédaction, leur suffisance ne trouve d'équivalent que dans leurs sophismes destinés à conditionner les esprits faibles.

Ils font partie des piliers du régime, dans la mesure où il ne tient que grâce à l'ignorance des masses.

- La photo de Macron avec Trump qui le tient par la main, est terrible pour Macron, il s'est ridiculisé devant la terre entière.

Macron aurait craqué apparemment. Sa prestation a tourné à la catastrophe.

- Une visite désastreuse? - fr.sputniknews.com 28.04.2018

Derrière les flonflons et les déclarations tonitruantes, l'ovation au Congrès des Etats-Unis, la visite d'Emmanuel Macron pourrait bien s'avérer désastreuse. (...)

Il s'avère qu'Emmanuel Macron a été dans l'incapacité d'obtenir gain de cause sur quelques grands dossiers que ce soit. De ce point de vue, cette visite est un échec. Mais il y a pire. En matière d'image, cette visite a été une catastrophe. Les photos montrant le Président français soit dans une position ridicule soit dans une position de soumission face à son homologue américains, même si elles ne traduisent pas nécessairement une réalité, circuleront massivement. Emmanuel Macron a commis, avec ce voyage, sa première faute majeure. (...)

Le choc des images

Reste les images que l'on peut avoir de cette visite. Elles sont déplorables, et surtout leurs conséquences seront lourdes. Les embrassades appuyées (surtout du côté de Macron), la scène assez ridicule où les deux hommes plantent le chêne offert en cadeau, voire cette photo, assez dramatique quant à l'image qu'elle transmet, ou Emmanuel Macron est pris par la main par Trump comme un petit enfant par son père, resteront dans les mémoires. Les français se sentiront, et se sentent déjà, humiliés par le comportement de leur Président. Ce sentiment d'humiliation n'avait pas été pour rien dans le désamour profond qui s'était installé entre les français et François Hollande. Emmanuel Macron glisse rapidement sur la même pente. fr.sputniknews.com 28.04.2018

Macron est même la cible des néoconservateurs sionistes.

- Macron l'imposteur et Trump l'homme d'Etat - Dreuz.info

Jupiter était une mystification. Il est faible.

- Brigitte Macron, l'indispensable de l'Elysée - leparisien.fr 29.04

Dès qu'elle n'est pas là, il la cherche. Il lui prend la main, il ne la laisse jamais en retrait, la valorise.

Fusionnels, tous le disent. Brigitte est son ancre, sa moitié, sa meilleure amie, sa confidente, sa famille, lui qui entretient une relation complexe à ses parents. Sa coéquipière aussi. On y reviendra. « Elle est la part non négociable de sa vie. Son principal soutien. C'est non seulement un couple, mais aussi une équipe », décrit l'animateur Stéphane Bern. « Elle est son tout. La phrase que j'ai le plus entendue du président pendant la campagne, c'est : Où est Brigitte ? » sourit Marlène Schiappa.

Souvent, Emmanuel Macron écourte ses déjeuners de travail pour prendre le café avec son épouse dans l'aile Madame où elle est installée dans le salon des Fougères, en rez-de-jardin. De là, elle peut l'apercevoir quand il travaille dans le salon d'Angle où il a pris ses quartiers, un étage plus haut. « Ils se font un signe de temps en temps », raconte un intime. « On ne devient pas président si on n'a pas tous les jours quelqu'un avec qui on échange, qui est de votre niveau. Il teste ses idées avec elle. Elle l'a construit. Elle est sa première sparring-partner », décrypte un ministre.

Le premier rôle de la première dame ? Gardienne du temps. « La maîtresse des horloges, c'est elle », rigole un proche, qui l'a déjà vue se mettre en colère sur le mode « il faut qu'il se couche, il se lève à 4 h 45 » !

« Elle fait attention à ce qu'il ne casse pas son corps et son mental », dit un habitué de l'aile Madame. Ainsi leurs amis ont-ils remarqué que les SMS présidentiels se faisaient un peu moins tardifs. Mais ça n'a guère duré et leur téléphone s'est remis à vibrer à… 3 heures du matin. « Cet homme est fou », s'esclaffe l'un d'eux. leparisien.fr 29.04

A quoi sert LFI, à obtenir plus de services sociaux ? Non, plus de services de répression.

- Violence à Bagnolet : le maire Tony Di Martino et le député Alexis Corbière veulent plus de moyens - RT avec AFP 28 avr. 2018

J'étais aujourd'hui dans le quartier de la capsulerie à #Bagnolet après les violences de ces derniers jours. Vendredi, je rencontre le Préfet avec @Tony_Di_Martino et j'ai aussi demandé un rdv en urgence à @GerardCollomb. Cette ville a besoin d'un commissariat de plein exercice ! pic.twitter.com/52liLgXTdJ— Alexis Corbière (@alexiscorbiere) 25 avril 2018 RT avec AFP 28 avr. 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Valls soutient Macron mais réclame "un plan audacieux contre la pauvreté" - Le HuffPost

Fabrique du consentement. Qu'on les achève !

- Selon un sondage, la moitié des Français jugent que les détenus sont «trop bien traités» - Liberation.fr

Un sondage réalisé pour la Fondation Jean-Jaurès, cela ne s'invente pas, proche du PS pour reprendre la formule consacrée, européiste, atantiste, néoconservatrice, sioniste, bref, de gauche (institutionnelle).

On pourrait préciser qu'on entend par gauche institutionnelle, celle qui est compatible avec le régime et les institutions de la Ve République, la gauche réactionnaire, de droite en fait. Certains l'appel la gauche libérale-libertaire, car elle serait guidée par aucun principe et flatterait l'individualisme débridée du petit-bourgeois qui sommeille chez tous ceux qui ont un statut social intermédiaire, et qui ambitionne d'atteindre un statut supérieur par n'importe quel moyen. Cela en fait les représentants de la pire réaction, genre Clinton, Obama, Hollande, etc.

Les instituts de sondages font dire à "*la moitié des Français*", ce qu'exigeaient ceux qui ont commandé leur sondage, afin de légitimer les mesures qu'ils souhaitent appliquer. C'est une escroquerie pure et simple la plupart du temps ou un moyen comme un autre d'exprimer tout haut leurs désirs qui de nos jours sont des ordres !

Si "*la moitié des Français*" juge que... c'est qu'ils sont fondés à le penser, c'est la réflexion que chacun est appelée à se faire, pourquoi je ne le penserais pas aussi après tout. Cause toujours il en restera quelque chose...

La formule "*la moitié des Français*" leur sert de caution, à défaut de majorité dans le pays. Un procédé médiocre mis en place par des dirigeants médiocres.

Les plus riches (...) sont incontestablement les grands gagnants.

- Macron An 1 : qui sont les perdants... jusqu'ici - xerficanal-economie.com 23.04

A qui Macron demande-t-il des efforts ? La formule président des riches est un peu courte. Elle suppose que tout le monde, hormis une poignée d'ultra-riches serait mis aujourd'hui à contribution.

L'effort porte en fait principalement sur 3 catégories de personnes :

D'abord, sur les 60 % des retraités les moins défavorisés, soit 9 à 10 millions de personnes, puisque l'on soumet cette population à une hausse de 1,7 point de CSG, non compensée contrairement aux salariés par une baisse des cotisations.

L'effort porte ensuite sur les propriétaires. Qui subissent un tir croisé. Entre : le recentrage de l'ISF sur l'immobilier ; l'exclusion des plus-values immobilières de la fameuse flat tax de 30% et la majoration de la CSG ; le recentrage des dispositifs Pinel et du PTZ sur les zones en tension ; La suppression des APL accession, dans le neuf d'abord, puis dans l'ancien ; Sur la sellette aussi, le Censi-Bouvard, même s'il a été prolongé d'un an. Ce dernier dispositif permet de déduire des impôts une partie de son investissement dans un logement meublé situé en résidence services.

L'immobilier se retrouve ainsi plus taxé que les revenus mobiliers (dividendes, etc.) Marquant la volonté gouvernementale de privilégier l'investissement financier, sur la pierre, ou, dit autrement, l'épargne productive sur l'épargne improductive.

L'effort porte enfin sur les fonctionnaires, avec le gel du point cette année, la réintroduction du jour de carence, la simple compensation de la hausse de la CSG, là où les salariés du privés sont gagnants avec la baisse des cotisations. Sachant aussi que le gel dans deux ans de cette compensation rognera le pouvoir d'achat par la suite.

A quoi il faut ajouter sans doute des offensives ciblées, dans le prolongement de la loi Macron, sur certaines rentes des professions libérales : avec en première ligne aujourd'hui, les opticiens, les dentistes et prothésistes audio, dans le cadre de la réforme du zéro reste à charge. Ou encore, l'ouverture de plus en plus grande à la concurrence du secteur des transports, pas seulement ferroviaire, qui accentuera encore la pression sur les salaires. On pourrait encore parler des fumeurs…

Bref, tout cela est relativement essaimé. Dosé. Il s'agit parfois d'efforts relatifs. Les catégories visées, hormis les fonctionnaires, ne sont pas les mieux organisées pour opposer une résistance. Le gouvernement prend garde aussi de ne pas frapper au plus bas de la distribution des revenus. Les minimas devraient être revalorisés sur le quinquennat. Beaucoup de salariés, notamment ceux qui n'ont pas constitué de gros patrimoine pierre, sont plutôt gagnants…. Les plus riches aussi, ceux qui ont les moyens de se constituer d'importants patrimoines financiers sont incontestablement les grands gagnants. Et c'est bien sur plutôt du côté de la classe moyenne supérieure que porte l'effort. Plus précisément c'est sur les baby-boomers de l'après-guerre, souvent détenteurs d'un patrimoine immobilier, que se concentre le tir et tous ceux qui bénéficient d'une petite rente statutaire, construite au fil de l'histoire. Et in fine, ce sont les enfants gâtés des 30 glorieuses, qui renoncent à leurs petites rentes, pour que les grands

enfants gâtés de la mondialisation puisse continuer à passer à travers les mailles du filet de l'impôt. xerficanal-economie.com 23.04

Dossier Syrie.

Quand des témoignages contredisent sa version, le gang Washington-Paris-Londres hurle à une «mascarade obscène».

- Témoignages de Syriens à l'OIAC: quand la presse n'ose pas prendre de risques - fr.sputniknews.com 28.04.2018

Comment isoler l'espace médiatique de l'information indésirable? Les grandes démocraties occidentales savent mettre des mots dans la bouche des médias libres, c'est ce que prouve la récente couverture du témoignage de Syriens de Douma auprès de l'OIAC.

La réaction des politiciens et des médias du monde occidental est peut-être ce qu'il y a eu de plus intéressant autour du déplacement de Syriens de Douma à La Haye. Ils viennent témoigner devant l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Un petit retour sur les faits: la Russie et la Syrie ont fait venir 17 habitants de Douma au siège de l'OIAC, notamment Hassan Diab. Ce petit garçon est devenu malgré lui le personnage principal de la vidéo des Casques blancs qui a servi de prétexte aux frappes américano-franco-britanniques en Syrie.

À la tribune de l'OIAC, les 17 témoins ont raconté la mise en scène de l'attaque chimique. Cependant, les représentants des pays qui ont bombardé la Syrie prétextant une attaque chimique ont simplement refusé de se rendre au briefing des témoins de Douma. Avant la conférence de presse, le représentant permanent américain à l'OIAC a rapidement fait le tour des représentants des «alliés» et leur a interdit d'aller à ce briefing.

Après ça, le représentant du Royaume-Uni a déclaré: «L'OIAC n'est pas un théâtre», le représentant de la France l'a sagement épaulé en qualifiant le briefing de «mascarade obscène». (...)

Actuellement, citer la position russe, syrienne, etc., peut valoir à un média mainstream une enquête officielle sur la «diffusion de fake news» et une accusation des institutions civiles de «transmission de la propagande russe». En conséquence, peu de médias libres osent prendre des risques.

Les titres sur le témoignage de Syriens à l'OIAC le prouvent de manière évidente: tous les médias transmettent de manière disciplinée la vérité certifiée conforme avec les mêmes mots et mêmes formulations. fr.sputniknews.com 28.04.2018

L'imposture des institutions internationales mises en place par les Etats-Unis et leurs vassaux vole en éclats.

- Washington, Londres et Paris mènent une guerre contre l'OIAC fr.sputniknews.com 28.04.2018

Par leurs frappes contre la Syrie, Washington, Londres et Paris ont prouvé qu'ils qu'ils n'avaient aucun respect pour l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

La France, les États-Unis et le Royaume-Uni ont déclaré la guerre à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), a affirmé ce samedi le représentant permanent russe auprès de l'Organisation, Alexandre Choulguine.

Par leurs frappes contre la Syrie, ces trois pays ont montré qu'ils «ne faisaient pas grand cas de l'OIAC et ont manifesté qu'ils n'avaient aucun respect pour le Secrétariat technique en la personne du directeur général de l'OIAC, Ahmet Üzümcü», a-t-il indiqué.

Et d'ajouter:

«Ces événements ont mis en lumière que la guerre contre l'OIAC — pas une guerre de propagande, mais une véritable guerre — est menée non par la Russie, mais par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni», a-t-il noté.

Un nombre toujours croissant de membres de l'OIAC constatent « le comportement indécent » de ces trois pays, a affirmé Alexandre Choulguine.

Ces pays «ne sont pas en mesure de fournir des preuves un tant soit peu sérieuses» pour démentir les déclarations des témoins de la présumée attaque chimique à Douma, qui sont venus le 26 avril à La Haye, et font tout pour «éviter d'assumer la responsabilité de leurs actions criminelles», a-t-il souligné. (...)

Selon le ministère russe des Affaires étrangères, les rapports sur la présumée utilisation d'armes chimiques par les forces syriennes ont pour objectif de justifier les frappes étrangères visant la Syrie. Pour sa part, l'état-major interarmées russe avait depuis le 13 mars mis en garde contre une provocation mettant en scène une attaque chimique dans la Ghouta orientale. fr.sputniknews.com 28.04.2018

Quand 16 Etats sur 192 réalisent un hold up sur le monde.

- « Armes chimiques » en Syrie (Douma) et OIAC: déclaration conjointe par Prof Nicolas Boeglin - Curso de Derecho Internacional, Costa-Rica - Mondialisation.ca, 29 avril 2018

Lors d´une réunion organisée par la Russie au sein de l´OIAC à La Haye le 26 avril 2018, afin d'écouter le témoignage de plusieurs personnes sur la prétendue attaque chimique de Douma par les forces armées syriennes, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ainsi que 14 autres Etats Membres de l´OIAC (sur 192 Etats Membres, voir liste officielle) ont circulé une déclaration conjointe, qui se lit comme suit.

On notera qu'aucun Etat d'Afrique, ni d'Asie, ni d'Amérique Latine n'a accepté de souscrire cette déclaration conjointe, et qu'en Europe, seuls l'Allemagne, le Danemark, l'Italie, l'Islande et les Pays-Bas ainsi que la Bulgarie, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et les trois Etats baltes ont accepté de le faire. Mondialisation.ca, 29 avril 2018

J'allais écrire quand 16 Etats sur 192 réalisent un hold up sur la démocratie, mais comme aucun ne l'incarne vraiment j'ai rectifié au dernier moment.

Nicaragua. Quand "des hommes d'affaires" manifestent leur soutien à "la jeunesse réprimée"...

- Nicaragua: rassemblement géant "pour la paix et la justice" - AFP 29 avril 2018

Des milliers de Nicaraguayens ont marché samedi à Managua "pour la paix et la justice", à l'appel notamment de l'Eglise catholique, beaucoup demandant le départ du pouvoir du président Daniel Ortega et de son épouse après les manifestations qui ont fait 43 morts dans le pays.

La contestation, lancée au départ par les étudiants contre une réforme des retraites, est rapidement devenue une mobilisation générale pour dénoncer la confiscation du pouvoir par le président Daniel Ortega, un ancien guérillero de 72 ans, confronté à une vague de colère populaire sans précédent depuis son retour au pouvoir il y a 11 ans.

"Q'ils s'en aillent !", lançait la foule à l'adresse du président Ortega et de son épouse Rosario Murillo.

Il s'agit du deuxième rassemblement de masse dans la capitale nicaraguayenne depuis celui des hommes d'affaires lundi pour rejeter les réformes du gouvernement et pour soutenir la jeunesse réprimée. AFP 29 avril 2018

L'amalgame entre "des hommes d'affaires" et "la jeunesse réprimée" était tentant, l'AFP l'a osé, sachant qu'ils ne doivent pas vraiment manifester pour les mêmes revendications. C'est une escroquerie dont l'AFP est familière.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er mai 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (10 pages)

On se détend un peu.

- Dans la première photo, Macron, c'est Lino Ventura dans Le fauve est lâché, dans la seconde, c'est Bourvil dans Cent francs par seconde, dans la troisième Belmondo dans Tendre voyou, et dans la dernière, c'est Alain Minc qu'on ne présente plus !

- Quand on observe qu'un fanfaron est censé gouverner, chaque travailleur est en droit de se dire qu'il ne ferait pas pire, ou mieux : que c'est à son tour !

Bienvenue chez les ripoux

Je voudrais qu'on revienne rapidement sur la prise de position du député LFI Alexis Corbière, qui a réclamé plus de policiers et un commissariat de police supplémentaire à Bagnolet.

Tous les partis ont le choix entre participer ou non aux institutions de la Ve République ou les boycotter et les combattre. LFI a décidé en connaissance de cause d'y participer sans en assumer toutes les conséquences.

En se présentant à des élections municipales, on sait d'avance à quoi s'en tenir, à quelle situation on va se trouver rapidement confronté. Corbière réclame plus de flics, moi je dis non, pour nous cette position est intolérable, détestable, je vais essayer d'expliquer pourquoi.

Qu'est-ce qui se passe à Bagnolet ? Il y a des jeunes qui dealent de la marijuana ou du haschich, du cannabis. A mon avis, si on leur avait offert la possibilité d'avoir un vrai travail avec un salaire décent qui leur permette d'envisager leur avenir, de fonder une famille, etc. je pense qu'ils auraient préféré. Donc ils n'ont pas eu le choix. En même temps, cette situation qu'est-ce qu'elle recouvre ? Il y a des consommateurs, en fait ce sont des travailleurs tout simplement. Il y en a qui picolent pour oublier leurs soucis ou pour se sentir mieux, et il y en a d'autres qui préfèrent fumer un joint, comme il y en a d'autres qui préfèrent se connecter sur Facebook ou regarder TF1, une série de téléréalité parce que cela les branche, c'est leur problème, ils sont libres.

Donc il y a ceux qui achètent de l'herbe ou du cannabis, et des jeunes qui en font le commerce. Cela va leur permettre de vivre,

cela va leur procurer l'équivalent d'un salaire, et cela peut permettre aussi d'aider leur famille à vivre mieux. On peut aussi se poser la question de savoir pourquoi leur famille vit aussi mal, pourquoi ils ont autant de besoins qu'ils ne peuvent pas satisfaire avec leurs revenus.

Ce sont des questions au côté desquelles passe Corbière qui n'en a rien à foutre.

Le type qui consomme du cannabis, il ne fait du tort à personne, le mec qui vend de l'herbe ou du cannabis, à ma connaissance il n'empiète pas sur la liberté d'autrui, alors où est le problème ? En revanche, priver un travailleur de boulot, c'est commettre un délit, dans le sens où on réduit sa liberté à rien du tout.

Le seul problème, c'est de ne pas permettre à ceux qui travaillent de pouvoir vivre décemment de leur travail ou à ceux qui sont en âge de travailler de trouver un boulot avec un salaire décent, il est uniquement là le problème. Sa solution est incompatible avec l'existence du régime en place.

Mais poser le problème sous cet angle-là nécessite d'avoir la volonté d'affronter la société telle qu'elle est, le régime, ce à quoi Corbière n'est manifestement pas prêt. Répétons-le, il n'en a rien à foutre, car lui Corbière, comme ses camarades, il dispose d'un revenu entre 10 et 15.000 euros par mois avec sa compagne avocate, alors qu'est-ce qu'il aurait besoin de picoler ou d'un joint pour se sentir bien, ça va pour lui, il est comblé, il est servi, tout va bien pour eux, ce sont des nantis ces gens-là. Non seulement Corbière ne fait pas le procès de la société capitaliste, il s'en prend à ceux qui en sont victimes, en leur reprochant de s'en sortir ou de supporter leur condition comme ils peuvent, c'est incroyable, c'est un réactionnaire fini ce type-là.

Vous voyez à quoi cela conduit de participer aux institutions de la Ve République, tous ceux qui ont été élus conseillers municipaux se retrouvent exactement dans la même situation que monsieur Corbière un jour ou l'autre. Le gouvernement Macron-Philippe ne peut pas satisfaire les besoins de ces jeunes qui dealent du cannabis, alors qu'est-ce que dit Corbière : qu'on les réprime. Du moyen-âge au dernier tiers du XXe siècle, c'était le pinard qui occupait la place du cannabis, qui servait de soupape aux opprimés pour supporter leur condition, puis vint le cannabis, sauf que personne ne l'a jamais assumé.

Nous, nous disons, pour que ces jeunes aient un avenir, le gouvernement Macron-Philippe doit dégager, tout de suite, Corbière et LFI envisagent qu'ils seront en place jusqu'en 2022, nos deux positions sont donc incompatibles.

En attendant, je vais m'en faire un petit, histoire d'oublier ces cloportes avant d'aller me coucher, ils me sortent par les yeux de la tête, un vrai cauchemar.

Et dire qu'il y en a qui ont cru que j'allais me compromettre avec ces médiocrités. En réalité, ils représentent ce que je déteste le plus chez un homme et que j'ai toujours combattu, donc cela ne risquait pas d'arriver, c'était bien mal me connaître. Pendant que Corbière s'attaque aux plus faibles, Mélenchon est nostalgique de la grandeur militaire passée de la France... esclavagiste, coloniale, impérialiste, vous pouvez ajouter raciste, xénophobe, homophobe, misogyne et j'en passe des plus réactionnaires, tout est dans l'ordre des choses. A moins qu'elle ait eu une mission civilisatrice qui la plaça au-dessus des autres nations ou peuples...

En complément. Heureusement que les forces de l'ordre étaient assez nombreuses...

- Universités: La police évacue le site de Censier Paris 3 - Reuters 30 avril 2018

Les forces de l'ordre sont intervenues tôt lundi matin pour évacuer le site de Censier, de l'université Paris 3-Sorbonne nouvelle dans le 5e arrondissement de Paris, qui était bloqué depuis le 8 avril, a annoncé la préfecture de police de Paris. Reuters 30 avril 2018

Naufrage.

- Ils ont réussi à faire en sorte que la question de l'immigration, qui fait partie de la propagande de l'extrême droite, devienne omniprésente, ce qui leur permettait de lui accorder une place de premier choix sur la scène politique, qui servirait plus tard un objectif inavouable.

On peut noter qu'à l'origine se trouvait la stratégie politique et militaire adoptée par l'Otan, donc les Américains, Otan dont fait partie la Turquie qui a largement contribué à cette opération. Ensuite, des oligarques comme G. Soros y ont également participé, il le revendique ouvertement. Tous les gouvernements des puissances impérialistes occidentales de l'UE se sont alignés sur cette stratégie, ainsi que leurs porte-parole médiatiques, mais pas seulement, tout ce que comptait ce qu'ils appelaient la gauche et l'extrême gauche a été de la partie.

En dernière analyse, cette opération a consisté à conforter l'extrême droite, de sorte qu'elle apparaissait comme l'une des principales forces politiques présente particulièrement lors de chaque élection, afin qu'elle canalisa une partie importante des voix des électeurs de droite qui considèrent que l'immigration représente un problème ou un danger, mais aussi ceux qui se disaient

de gauche et qui estimaient qu'elle allait contribuer à la dégradation de leur condition sociale déjà précaire, de telle sorte qu'en pompant des voix à droite et à gauche (institutionnelle) l'extrême droite devienne artificiellement la deuxième force politique, face à laquelle ne demeurerait que le nouveau parti néolibéral qu'ils ont créé de toutes pièces, contre lequel le parti d'extrême droite n'aurait aucune chance de l'emporter, ce qui revenait à faire élire systématiquement à chaque élection le ou les candidats de ce parti de droite ultra libéral sur fond d'abstention massive, ou à instaurer de fait un régime de parti unique, puisque dorénavant aucun autre parti ne pourrait le concurrencer ou le déloger du pouvoir.

Cette opération peu très bien faire long feu ou ce scénario n'est peut-être que provisoire, car en gouvernant ouvertement à droite, si l'électorat minoritaire de Macron peut rester relativement stable, en revanche le nombre de ses opposants qui ne sont pas disposés à le laisser gouverner une seconde fois ne va qu'augmenter au fil du temps, ce qui constitue une menace réelle et sérieuse qu'ils vont devoir prendre en considération. Quelle alternative leur reste-t-il? Au premier abord, aucune.

Ils sont parvenus à réaliser le scénario idéal en brisant le PS et LR, tandis que les voix de gauche se portent sur des formations qui vont du FN à LO en passant par LFI, ce qui laisse un boulevard à LREM. Il faudrait que le FN s'effondre et que tous les partis de LFI à LO s'unissent pour présenter un candidat unique à la présidentielle ou qu'ils soutiennent tous ce candidat lors du second tour, ce qui semble fort improbable puisque ce candidat serait forcément issu de LFI, et comme on a pu l'observer lors des élections de 2017, de nombreux électeurs ne supporteraient pas son discours consensuels ou bourré de contradictions au point de préférer s'abstenir que de cautionner un charlatan.

Pour rééditer l'exploit de 2017, en maintenant au feu le FN, ils n'ont pas besoin de LR et du PS qui par ailleurs soutiennent Macron et LREM. Le niveau élevé de l'abstention favorise leur plan, puisque même minoritaire ils peuvent gouverner, c'est l'essentiel pour eux.

Certains estiment qu'il aurait été préférable de s'engager au côté de Mélenchon ou que son élection aurait ouvert une crise politique sans précédent sous la Ve République, ce qui reste à démontrer, c'est d'ailleurs ce qu'on nous avait déjà raconté en 1981 et vous connaissez la suite.

A la fin des années 70, la situation sociale était aussi très dégradée. Les grèves et les manifestations rassemblaient des centaines de milliers de travailleurs ou d'étudiants à Paris... et elles ne cessèrent de faiblir par la suite, à aucun moment le régime ne fut réellement menacé, la majorité PS-PCF se portait garante des institutions et gérait la société pour le compte des capitalistes, bloquant ainsi toute issue politique favorable aux travailleurs, LFI aurait fait de même à défaut d'appeler les masses à la mobilisation générale pour renverser le régime. Ne disposant pas d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, Mélenchon aurait formé une coalition avec les rogatons du PS, d'EELV, qui en échange aurait exigé des concessions, prétexte dont il se serait servi pour expliquer qu'il n'était pas en mesure d'adopter une autre politique que ses prédécesseurs, qu'il n'y était pour rien et qu'on aurait échappé au pire et la boucle du populisme aurait été bouclée. Voyez ce qui se passe en Grèce ou au Portugal.

Ce qui ressort de ce tableau, c'est qu'il existe aucun véritable parti ouvrier en mesure de constituer un pôle de regroupement pour l'ensemble des travailleurs en France ou dans aucun pays en Europe ou ailleurs dans le monde, tous sont marginaux ou ultra minoritaires ou n'existe pratiquement pas, c'est l'aspect le plus inquiétant de la situation. Tous sont issus de partis qui ont été à la remorque du PS et du PCF pendant des décennies. Tous tiennent un discours qui relève de la propagande, au lieu d'expliquer patiemment la situation aux travailleurs, du coup comme ils n'y comprennent rien ou pas grand chose, ils ne peuvent pas davantage comprendre quels sont les objectifs de leur propagande. Pire encore, sur bien des questions dont celle de l'immigration, ils ont emboîté le pas des Soros et cie. Ils vous diront que ce n'est pas la question qui préoccupe le plus les travailleurs, l'immigration passe après l'emploi et les salaires, les retraites, mais si vous leur demander s'ils trouvent normal qu'une personne qui vient de débarquer en France se voit attribuer un logement, parfois un travail, ainsi que des avantages sociaux, alors qu'ils peinent à survivre ou sont au chômage, etc. ils vous répondront qu'ils ne comprennent pas pourquoi on les accueille les bras ouverts ou on devrait leur accorder un traitement privilégié, même si un grand nombre de migrants sont parqués dans des centres de rétention ou sont traités comme des prisonniers de droit commun, tandis que d'autres sont expulsés.

Ces migrants ont été instrumentalisés dès le départ, parfois avant même qu'ils quittent leur pays d'origine. Les uns provenant d'Afrique ont atterri en Libye (ou y vivaient) et des embarcations ont été mises gracieusement à leur disposition pour qu'ils se rendent en Europe à leur risque et péril, tandis que les autres provenant d'Afghanistan, d'Irak ou de Syrie se sont réfugiés en Turquie et ont ensuite été accompagnées jusqu'aux frontières des pays de l'UE, Autriche, Allemagne, etc.

Contrairement à ce qu'on nous a bien voulu nous expliquer, cette migration a été tout sauf naturelle, elle a été savamment planifiée, puis orchestrée par l'Otan à des fins politiques qu'on préfère feindre d'ignorer pour ne pas être accusé d'en avoir été les complices. Ce genre d'argument peut tromper des esprits naïfs. Je leur répondrai que notre ennemi se trouve dans notre propre pays et que c'est là qu'on doit le combattre, au lieu de prendre la fuite pour ne pas avoir à l'affronter. Avez-vous imaginé un instant ce qui adviendrait si nous adoptions tous cette attitude ? Nous serions à la merci de notre ennemi, qui remporterait une victoire sans même avoir besoin de combattre, c'est complètement insensé. Il n'y a que des ignorants ou des lâches pour soutenir une telle théorie.

On nous a aussi expliqué que certains migrants avaient échappé à des zones de guerre ou à l'avancée des barbares en Syrie. On ne le nie pas, mais maintenant pourquoi ne retourneraient-ils pas en Syrie dans les zones sécurisées par le gouvernement, idem en Irak. On nous dit encore qu'il y aurait des migrants économiques, qui fuient la misère dans leur pays. C'est à croire qu'il n'y a pas

de travailleurs livrés à la misère ou à la pauvreté extrême en France ou en Europe. Pourquoi, parce qu'on s'en accommode ? Quelle hypocrisie !

Si je peux me permettre de citer mon expérience personnelle. Quand j'ai quitté la France en 1996, c'est parce que je n'avais plus les moyens d'y vivre décemment, en revanche je disposais des moyens pour vivre normalement ailleurs, donc j'ai été voir ailleurs. Si maintenant les choses avaient mal tourné, je serais reparti en France, c'est d'ailleurs ce que j'avais fait en 1991, après avoir passé deux ans en Inde et avoir échoué à m'y installer faute de moyens suffisants. Je suis un exilé économique qui a réussi un pari qui était fort risqué. J'ai eu beaucoup de chance en réalité.

Bien entendu qu'il faut exiger que les migrants bénéficient d'un traitement digne de la part des autorités françaises, ce qui n'est pas le cas évidemment,encore faut-il expliquer pourquoi et comment ils sont arrivés là, au lieu de nous raconter des histoires. La pire consistant à expliquer que tous les Français seraient responsables de ce qui leur est arrivé, alors qu'en réalité la responsabilité incombe uniquement aux pays de l'Otan, dont la France qui a déclaré la guerre à leur peuple et qui ensuite les a instrumentalisés pour des raisons politiques.

La décision de quitter son pays a toujours été prise à titre individuel, sauf lorsqu'on se destinait d'envahir un autre pays. Faire croire le contraire coïncide justement avec le discours tenu par l'extrême droite. Etrange que des militants qui se disent de gauche ou d'extrême gauche en tiennent un similaire, mais comme après tout ils étaient favorables à un bombardement de la Syrie par le gang Washington-Paris-Londres pour peu qu'il leur serve un bon prétexte ou que l'ONU leur ait fourni l'autorisation, cela s'explique très bien, en guise d'internationalistes prolétariens ils sont devenus des auxiliaires zélés de l'Otan.

C'est marrant le sort des migrants devrait faire l'objet d'une prise de conscience collective, mais pas le chômage qui frappe plus de 6 millions de travailleurs, le double ou le triple en comptant leurs familles, le sort de millions de retraités voués à la misère, quand ils manifestent, on compte sur les doigts de la main ceux qui les soutiennent. Mais pourquoi enfin ? Lorsque les dirigeants du pays décrètent qu'une question est nationale, ils tiennent à en être, de la même manière qu'ils s'en tiennent à l'agenda institutionnel et attendent tranquillement 2022, inutile de préciser sous quelle influence ils sont, vous avez deviné.

C'est une lubie de petits-bourgeois communautaires et réactionnaires en mal de bonne conscience à défaut d'avoir réellement la volonté d'affronter le régime, cela leur sert de caution de gauche pour masquer leur inconsistance politique, ne comprenant rien à ce qui se joue à l'échelle mondiale...

Illustration.

- ...les sociétés occidentales sont concernées par l'accélération des flux migratoires. De facto, elles sont devenues multiculturelles, ce qui a aussi des traductions électorales importantes. L'Allemagne n'avait pas connu de parti d'extrême droite au Parlement depuis 1945 et, cet automne, l'Alternative für Deutschland (AfD) a fait 12 % des voix. Ce fut le prix électoral du choc migratoire brutal encaissé par le pays. Même chose en Italie avec la dislocation du paysage politique traditionnel et la poussée des partis populistes. Au Royaume-Uni, c'est la question sous-jacente de l'immigration est-européenne qui a conduit au Brexit. On peut également citer la promesse de Trump de construire un mur le long de la frontière mexicaine…Libération 29.04

- A quoi servent les socialistes européens ? - Liberation.fr 29 avril 2018

La social-démocratie a-t-elle encore un avenir sur le Vieux Continent ? Les élections récentes, en France, en Allemagne ou en Italie, montrent que partout en Europe, elle s'effondre. Pour comprendre la crise qu'elle traverse, on peut observer les socialistes à Bruxelles, notamment au Parlement européen (où ils forment le deuxième groupe avec 187 députés sur 751). Ce qui frappe, c'est à la fois leur extrême division idéologique et leur incapacité à se comporter autrement que comme une force d'appoint des conservateurs européens du Parti populaire européen (PPE).

On l'a vu lors du vote de la résolution sur l'affaire Selmayr, le 18 avril : une majorité du groupe socialiste, emmenée par le SPD allemand et le PSOE espagnol, a soutenu le PPE (premier groupe avec 219 députés) qui voulait sauver la peau du secrétaire général. Si on peut comprendre l'attitude du PPE, qui ne voulait pas sacrifier ses hommes, celle des socialistes est incompréhensible. A un an des élections européennes, leur intérêt était de se distinguer des conservateurs et de montrer qu'ils n'étaient pas les «idiots utiles» de la droite. Profondément divisés (les Français, les Belges, les Néerlandais et les Italiens jouant les francs-tireurs), ils ont validé la nomination de Selmayr, qui n'est rien d'autre qu'une prise de contrôle par le PPE de l'administration communautaire. Cette incapacité à stopper la droite devrait se revérifier jeudi, lors du vote qui désignera le représentant du Parlement au sein du «comité de sélection» de douze membres chargé d'établir une liste de candidats au poste de procureur européen. Selon toute probabilité, le PPE devrait parvenir à imposer son candidat : Rachida Dati, l'ex-garde des Sceaux de Nicolas Sarkozy. A force de rechercher le compromis, les socialistes européens ont sombré dans la compromission. Une explication à leur perte de légitimité. Liberation.fr 29 avril 2018

En famille. La confrérie des fossoyeurs du socialisme unis... au chevet du régime.

- Un "meeting unitaire" à Paris pour donner le "coup d'envoi" des mobilisations - AFP 30 avril 2018

Deux à trois cents personnes se sont retrouvées lundi place de la République à Paris pour un "meeting unitaire" des forces politiques de gauche -moins la France insoumise et le PS- censé donner le "coup d'envoi" des mobilisations du mois de mai, a constaté une journaliste de l'AFP.

Dix organisations avaient appelé à ce rassemblement, décidé il y a une dizaine de jours, dont le PCF, Ensemble, EELV, le Parti de gauche, Générations, Nouvelle Donne.

Alors que manquait à l'appel la France insoumise, et que les syndicats abordent la journée de mardi en ordre dispersé, M. Laurent a insisté sur la nécessaire "unité" des forces de gauche.

Même message de la part de la part d'Olivier Besancenot (NPA): "Il sera beau ce mois de mai, vous verrez, il sera beau, et ceux qui ne comprennent pas que l'unité est essentielle dans ce conflit, ils reviendront de toute façon, parce qu'ils n'auront pas le choix, parce qu'il n'y a pas de place pour le sectarisme. On a besoin d'une victoire sociale et politique, et cette victoire sociale et politique on va la gagner toutes et tous ensemble", a-t-il souligné.

L'ancien candidat à la présidentielle a aussi insisté sur l'obligation pour les politiques de rester derrière le mouvement social -- un message à l'intention de Jean-Luc Mélenchon, qui avait pu donner le sentiment à l'automne de vouloir concurrencer les organisations syndicales.

"Notre responsabilité politique à nous, ce n'est pas d'avoir la grosse tête, ce n'est pas de se substituer aux luttes réelles (...) mais c'est de pousser dans le même sens, faire le B-A BA, la fameuse convergence des luttes, l'alliance entre les luttes", a-t-il déclaré. AFP 30 avril 2018

Tout ce que compte ou presque de réactionnaires ou contre-révolutionnaires la pseudo-gauche et extrême gauche...

Parole d'internaute. A l'épreuve du temps qui passe...

- "*Une thèse abrupte : des capitalistes américains super riches ont financé le “socialisme”.*

Un paradoxe bizarre résolu quand le socialisme fut compris, non pas comme « le pouvoir au peuple », mais comme le pouvoir de l’élite sur le peuple.

A ce jour, l’arnaque de la gauche est encore ignorée de la majeure partie de la population qui se fie aux discours et non pas aux actes.

La sociale démocratie est le cache-sexe du pouvoir mondial qui vend son emprise destructrice sous la forme d’un progrès pour toute l’humanité : très orwellien."

Ce qui distingue un militant embrigadé dans un de ces partis dégénérés dits ouvriers tous courants confondus, et un militant qui n'a pas été formaté à leurs dogmes, c'est que ce dernier sera apte à aborder la situation ou n'importe quel sujet quel que soit l'angle sous lequel un travailleur le présente ou l'interprète.

Cet internaute, qui a posté ce commentaire sur le Net, est un travailleur, ce n'est apparemment pas un ouvrier ou un travailleur manuel, peu importe, pour nous c'est un travailleur.

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas trop ce qu'il dit, mais plutôt ce que révèle son discours.

Sa réflexion sera incompréhensible à tous ces militants rongés par le dogmatisme. Ils la traiteront de préférence en adoptant un air supérieur ou méprisant, parce qu'ils considèrent ce genre de discours comme l'expression d'un petit-bourgeois qui se perdrait dans des considérations qui n'ont ni queue ni tête ou qui ne mènent nulle part, ce qui n'est pas entièrement faux, mais ô combien révélateur. Parce que eux, voyez-vous, au moins ils savent où ils en sont et ils le traduisent en pratique, et peu leur importe que quelques années ou décennies plus tard ils en soient toujours au même point ou que la cause pour laquelle ils combattent ait encore régressé. L'essentiel, c'est d'avoir bonne conscience et ils se moquent du reste.

Autoproclamation, autojustification, autosatisfaction, voilà les trois stades par lesquels ils passent en général. Plus le temps passe, moins ils vont être en mesure de réfléchir sereinement. Même lorsque les faits leur auront donné tort une multitude fois, ils demeureront persuadés d'avoir toujours eu raison, car ils considèrent que si la situation a mal tourné, ils n'y étaient forcément pour rien, et pour le justifier ils vous dresseront la liste pratiquement illimitée des facteurs qui en seraient responsables, qui en réalité leur servent de boucs émissaires pour masquer leur inconsistance pour ne pas dire pire encore.

Un tel mode de pensée s'accommode au fil du temps de tout ou presque, des pires mensonges et méthodes détestables

ou inavouables pour les couvrir.

Je vous laisse analyser librement le contenu de ce commentaire, il y a de quoi remplir des pages ou tenir une réunion pendant des heures. Je vais tout de même déblayer le terrain pour vous faciliter les choses.

Je dirais simplement, qu'il révèle que l'interprétation qu'on nous a fourni des différents acteurs (et leur évolution, leurs rapports) qui composaient la situation au cours des 7 ou 8 dernières décennies, n'a jamais ou presque correspondu à la réalité, qui fut tronquée ou déformée au point de la rendre méconnaissable, et par conséquent incompréhensible, partant de là les militants ne ramèrent pas à contre-courant, mais bien dans le sens du courant qui devait nous conduire où nous en sommes rendu aujourd'hui, autrement dit au lieu d'oeuvrer consciemment à notre cause, ils participèrent inconsciemment à une toute autre entreprise, dont aujourd'hui encore ils n'ont pas idée.

Les plus irréductible hurleront à la diffamation en lisant ces lignes, les autres totalement décontenancés ou ne sachant plus quoi penser, préfèreront faire comme s'ils n'avaient rien entendu, et seuls une infime minorité parmi eux auront encore la force de tendre l'oreille à nos arguments qui ne tombent pas du ciel, puisqu'on s'emploie toujours à les étayer ; souvenez-vous, combien de fois on prit leurs dirigeants en flagrants délits...

Le commentaire de cet internaute pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses. On les connaît, mais on ne les rappellera pas ici.

L'exercice consistera à recenser toutes les questions ou hypothèses qu'ils soulèvent, qui de fil en aiguille, sans même qu'on essaie d'y répondre, par le seul fait de les faire jaillir (ces questions ou hypothèses), en les mettant bout à bout on parviendra patiemment à tisser pas à pas la trame qui permettra ensuite de comprendre comment et pourquoi "l'arnaque de la gauche" a pu fonctionner pendant de si nombreuses décennies, en fait près d'un siècle, entre temps on aura été amené à se pencher sur la véritable nature de la social-démocratie, qui, si elle correspondait à la définition qu'en avaient donné autrefois les marxistes, n'avait rien à voir avec celle qu'avaient colportée nos dirigeants.

Un autre exercice, plus délicat, consistera à déterminer pourquoi la plupart des gens ont tendance à se fier aux discours plutôt qu'aux actes. Epreuve particulièrement difficile ou éprouvante, voire insupportable, la précédente l'était également du reste, parce qu'elle nous concerne absolument tous. Cela nous amènera à nous interroger sur notre propre discours, qui est aussi révélateur que nos actes ou davantage encore, puisqu'il y figure une part d'inconscience que l'on n'a jamais soupçonnée la plupart du temps, rien ne doit passer à travers les mailles de notre esprit critique pour peu qu'il soit bien aiguisé et qu'on fasse preuve évidemment d'un minimum d'honnêteté, c'est indispensable, ce qu'on accorde a priori à chaque militant ou lecteur.

Je suis curieux de voir comment chacun va se sortir de cette épreuve, indemne, ce sera rare ou exceptionnel, en morceaux ou ravagé, c'est plus plausible, avant qu'on vous ramasse à la petite cuillère vous pourrez toujours recoller les morceaux en lisant les causeries antérieures, tout y est ou presque.

Cette épreuve est destinée à faire progresser la conscience politique de chacun, y compris la mienne évidemment, sinon je ne me serais pas donner tant de mal, à condition toutefois de la mener à son terme.

ACTUALITE EN TITRES

Bienvenue en médiocratie.

- "Macron à l'Élysée, le casse du siècle": le nom "En Marche" n'aurait aucun rapport avec les initiales de Macron. Vraiment? - Le HuffPost 30 avril 2018

- Pour Geneviève de Fontenay, "Mélenchon c'est Miss France qui n'est pas devenue Miss Univers" - Le HuffPost 30 avril 2018

- 1er MAI. Une marche à l'ombre pour les syndicats - Liberation.fr 30 avril 2018

- La ministre de l'Intérieur britannique Amber Rudd démissionne, accablée par les scandales - Le HuffPost 29.04

Google, Facebook, Twitter, c'est légitime, c'est "l'axe du bien", Telegram, c'est illégitime, c'est "l'axe du mal".

- A Moscou, des milliers de Russes dans la rue contre le blocage de Telegram - AFP 1 mai 2018

- L'Iran interdit l'utilisation de l'application Telegram - Reuters 1 mai 2018

Et la meilleure, c'est qu'il y a peut-être encore des dingues dans certains partis pour se donner des pseudonymes. Sur le Net, on peut comprendre, c'est autre chose, n'importe qui y a accès, c'est donc fortement recommandé.

Imaginons un instant que je sois une saloperie de DRH, qui bosse dans une grande boîte qui s'apprête à dégraisser, je dois établir la liste de mes charrettes. Je vais taper sur Google et Facebook le nom de chaque salarié, et en fonction des résultats obtenus, j'aurai le nom de ceux qui sont les plus à gauche qu'il faut virer en priorité, ou qui auraient eu un comportement passé ou présent inavouable sur lesquels je pourrai faire pression...

Cela peut aller beaucoup plus loin qu'on ne le pense généralement. Imaginez que vous soyez en butte avec un service administratif ou que vous vous retrouviez embringuer dans une affaire judiciaire malgré vous, des fonctionnaires ou des magistrats mal intentionnés pourraient se servir contre vous de ce qu'ils ont appris sur votre compte que vous ne leur aviez pas révélé...

Bon, dans mon cas, il est trop tard pour que j'y pense et je m'en fous à vrai dire.

ACTUALITÉ DU JOUR

Populisme ou la main de fer dans un gant de velour.

- Arménie : Pachinian, le "candidat du peuple" - euronews 30 avril 2018

- Arménie: devant ses partisans, Pachinian se dit "prêt" à devenir Premier ministre - AFP 30 avril 2018

L'opposant arménien Nikol Pachinian a réuni dimanche des dizaines de milliers de ses partisans à Erevan, auxquels il a promis la "victoire de la révolution de velours", se disant "prêt" à devenir Premier ministre. AFP 30 avril 2018

LVOG - Les Arméniens sont "surpris" eux-mêmes, tiens donc !

- Sa popularité, dont la hausse fulgurante doit beaucoup à son rôle de premier plan lors des manifestations, a transformé l'opposant en «héros» aux yeux des Arméniens, remarque l'expert indépendant Ervand Bozoïan. «Depuis les années 1990, les gens n'espéraient plus le changement dans ce pays. Maintenant, ils voient que c'est possible. Les gens sont surpris», souligne-t-il. Un espoir aussi pour les jeunes gens et jeunes filles massivement présents dans les manifestations.

LVOG - Quand la droite fait place à la droite, c'est "est bénéfique pour le pays" !

- «Il y a un consensus politique, y compris parmi les Républicains, sur le fait que la résolution de cette crise est bénéfique pour le pays», a estimé le politologue Hakob Badalian interrogé par l'AFP. leparisien.fr 30 avril 2018,

Ils osent tout. Quand les faux-monnayeurs qui dominent le monde en perdition font des émules à gogo.

Hier, à défaut de preuves ils en fabriquaient, de nos jours ils ne se donnent même plus cette peine, l'affirmation qu'ils en possèdent suffira. Ils ont franchi un cran dans le totalitarisme.

- Netanyahu accuse l'Iran d'avoir menti sur ses intentions nucléaires - Reuters 1 mai 2018

- Netanyahu: Israël a des "preuves concluantes" d'un programme nucléaire iranien secret - AFP 1 mai 2018

Benjamin Netanyahu a affirmé lundi qu'Israël disposait de nouvelles "preuves concluantes" d'un plan secret que l'Iran pourrait activer à tout moment pour se doter de la bombe atomique, douze jours avant une échéance cruciale pour l'accord conclu en 2015 sur le nucléaire iranien.

Des informations que le nouveau chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, qui dirigeait la CIA jusqu'à la semaine dernière, a jugé "authentiques" et souvent inédites, après sa rencontre dimanche avec M. Netanyahu.

Dans une première réaction, l'Iran, qui a toujours affirmé ne pas chercher à se doter de l'arme nucléaire, s'est moqué des "pseudo-révélations" de M. Netanyahu.

Ces documents, contenus dans des classeurs ou stockés sur des CD servant de décor à la déclaration de M. Netanyahu, avaient été déplacés en 2017 dans un lieu secret et apparemment délabré à Téhéran, a-t-il dit.

Cette demi-tonne de matériel contient des "preuves nouvelles et concluantes du programme d'armes nucléaires que l'Iran a dissimulé pendant des années aux yeux de la communauté internationale dans ses archives atomiques secrètes", a-t-il affirmé.

M. Netanyahu a essentiellement fourni des détails relatifs à un plan iranien ancien appelé Amad visant à produire cinq têtes nucléaires. Israël peut à présent "prouver que l'Iran stocke secrètement du matériel provenant du projet Amad pour s'en servir au moment de son choix et développer des armes nucléaires", a-t-il dit, à grand renfort de documents ou de cartes diffusés sur un écran.

"Je sais qu'il y a des gens qui disent que ces documents ne sont pas authentiques. Je peux vous confirmer, pour vous, que ces documents sont réels, qu'ils sont authentiques", a déclaré Mike Pompeo à la presse à bord de l'avion qui le ramenait à Washington.

"On avait connaissance de ce matériel depuis un certain temps et on en a bien entendu discuté hier lorsque nous étions ensemble" avec M. Netanyahu, a-t-il expliqué.

"L'Iran a un solide programme d'armes nucléaires clandestin qu'il a essayé, en vain, de cacher au monde et à son propre peuple", avait fait savoir auparavant la Maison Blanche dans un communiqué.

M. Netanyahu n'a pas fourni d'élément concret indiquant que la République islamique avait activement cherché depuis 2015 à se doter de la bombe atomique.

Le Parlement israélien a voté lundi une loi permettant au Premier ministre et au ministre de la Défense de décider d'entrer en guerre sans réunir le gouvernement. AFP 1 mai 2018

Haut de page

Le 4 mai 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (16 pages)

Au bout de deux ans j'ai dû mettre fin à mon activité d'éleveur de chèvres.

Un des deux vieux villageois qui les emmenait paître a fait défection, et un seul ne pouvait pas surveiller une trentaine de chèvres, personnellement j'en avais 14, dont 2 chevreaux que je gardais la journée dans le jardin. Il ne voulait pas assumer cette responsabilité suite à plusieurs attaques ces derniers jours par des chiens sauvages qui ont tué plusieurs chèvres. Du coup nos chèvres ont atterri chez une des soeurs de ma compagne qui avait de la place pour les héberger et son époux du temps pour s'en occuper, c'est à 5 kms de chez nous.

J'ai eu de la peine de voir partir mes bêtes, sur les 14 j'en avais vu naître 11 et j'en avais nourri plusieurs au biberon, je m'en occupais soigneusement et je leur parlais, pépère devient gaga ! Mais en même temps, sachant qu'elles étaient vouées à l'abattage, j'ai échappé à ce jour déchirant ou cruel.

Deux ans, c'était suffisant. Je sais que si j'avais obtenu un poste à temps plein de prof de français au lycée français de Pondichéry, au bout de quelques années j'en aurais eu marre ou j'aurais eu envie de faire autre chose, je n'aurais jamais pu supporter d'exercer le même métier toute la vie, cela ramollit le cerveau, je plains ceux qui y sont contraints.

Les infos de la journée de jeudi ne figurent pas dans cette causerie, hormis un titre ou deux.

Dorénavant, quand je n'ai pas la tête ailleurs, j'inscris la date après le titre et à la fin d'un article. Quand je m'exprime avant un article, je fais figurer mon monogramme (LVOG), et j'indique celui de l'auteur d'un article dès que je le reproduis. Ces précautions afin d'éviter tout malentendu entre nous.

Un mot sur l'actualité.

Quand j'étais jeune, je voulais en découdre, j'étais plutôt gauchiste sans savoir ce que cela signifiait sur le plan politique. Je croyais que les manifs servaient à casser du flic, puis je me suis vite rendu compte que ce n'était pas le cas, du coup cela m'a forcé à réfléchir, car apparemment il y avait quelque chose que je n'avais pas bien saisi. En lisant les marxistes et en m'organisant, en militant, j'ai réussi à progresser, c'est tout le mal que je souhaite à la jeunesse issue du prolétariat.

Personne ne peut se substituer aux masses, c'est la principale leçon que j'ai retenue, car sans les masses ou en se détournant des masses, on est voué à adopter un mode de pensée individualiste qui conduit à la confusion et à toutes les dérives, récupérations ou instrumentalisations possibles et inimaginables, de sorte qu'on en arrive à nuire à la cause pour laquelle on prétend combattre, sans en tirer le moindre profit, ce qui est stupide. Aux qualités qu'il faut cultiver, à la modestie ajoutons la patience, la persévérance, la rigueur, la discipline, qui misent au service de la logique serviront utilement notre cause.

Quand vous lisez des articles dans différents blogs ou portails qui se veulent de gauche, progressiste, indépendant ou je ne sais quoi encore, cherchez où sont passés les masses ou la lutte des classes. Si elles n'y figurent pas, c'est que leurs auteurs les ont fait disparaître parce qu'ils n'ont aucune perspective politique à vous proposer ou ce qu'ils vous proposent consiste à vous accommoder du régime en place ou de ses institutions auxquelles ils s'en remettent en dernier ressort. En ayant ce facteur à l'esprit, vous ne pouvez pas vous tromper ou être manipulé, vous manipulez vous-même, vous êtes en présence de représentants de l'ordre établi qui s'expriment, qu'ils en aient conscience ou non.

C'est aussi un moyen pour ne pas devenir parano ou de manifester une suspicion excessive ou injustifiée, car dans ce cas-là vous seriez amenés à passer à côté de l'essentiel ou à produire des contresens, à vous embrouiller lors de la lecture d'articles disons convenables ou correctes, qui somme toute sont forcément très rares.

Black day.

Les Black blocs remplissent le même rôle que les provocateurs et autres flics, qui hier s'infiltraient dans les manifestations du mouvement ouvrier avec pour mission de les disloquer et de les discréditer, en ce sens ce sont des agents de la réaction.

Ce qui les caractérise, c'est l'absence d'analyse, de théorie, de stratégie, de programme, de parti, de liens avec la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, ils sont uniquement guidés par des intérêts individuels et immédiats comme n'importe quel petit bourgeois. Leur référence au socialisme ou à l'anarchisme sert de caution à un anticapitalisme du spectacle qu'ils mettent en scène selon un scénario qui s'inspire du gauchisme.

Le recours systématiquement à la violence témoigne de leur refus de s'inscrire dans le cadre du processus historique qui coïncida avec le développement de la lutte des classes parallèlement à celui des forces productives, comme étant l'un des principaux facteurs de l'évolution ou du progrès de la civilisation humaine. Ce déni ou leur ignorance les conduit à se substituer aux masses ou à ignorer leur niveau de conscience, ce qui s'illustre par leur incapacité de proposer à la classe ouvrière la moindre stratégie pour en finir avec le capitalisme.

En règle générale les masses condamnent leur violence, ce qui permet au gouvernement d'avoir le beau rôle et de se présenter en gardien de l'ordre. Autrement dit, ils fournissent une occasion inespérée à Macron d'apparaître majoritaire et légitime, alors qu'en réalité la majorité rejette sa politique.

De deux choses l'une, soit il faut que les organisateurs des manifestations les chassent avant qu'elles commencent, soit, avant le début des manifestions il faut les rabattre vers les CRS afin qu'ils les encerclent et les neutralisent. Il faut refuser que les manifestations démarrent tant qu'ils demeurent en-tête ou dans le cortège. En dernière extrémité, si on en a les moyens, il faut les affronter.

Réactions de quelques internautes qui permettent de cerner leur capacité de nuisance et au profit de qui.

1- "Combien de violence dues à l'extrême gauche", alors qu'ils sont étrangers à l'extrême gauche ou au mouvement ouvrier.

2- "Ces fascistes rouges", accusation coïncidant avec l'amalgame ordurier rouge-brun.

Philippe n'est pas en reste : "Je constate qu'à l'extrême droite, à l'extrême gauche, on trouve souvent des gens qui attisent, attisent la peur, la colère, parfois la provoquent", a déclaré mercredi le Premier ministre. (huffingtonpost.fr 02.05)

3- "Terroristes d'extrême-gauche", idem.

LVOG - Ils bénéficient de la mansuétude pour ne pas dire davantage de Macron et du ministre de l'Intérieur.

4- "Ils sont financés par George Soros : c'est à lui de payer la facture.

Ca me fait penser à IS qui après un an de frappes de l'Otan grandissait... Ces types servent une idéologie de gauche altermondialiste, no border etc... Merci George et Open society."

5- "Leur caractéristique principale est surtout de n'être jamais inquiétés par la justice..."

6- "Question : combien de condamnations ?"

7- "Pourquoi sont-ils autorisés à prendre part à des manifs et ne sont-ils pas dispersés ou arrêtés immédiatement ?"

8- "Il serait intéressant de savoir ce que nos services de renseignement savaient, car par ces temps de terrorisme islamique, voir débouler 1200 casseurs armés jusqu'aux dents, masqués, entraînés, formés à la guérilla urbaine à de quoi surprendre les citoyens que nous sommes et qui payons des impôts en partie pour vivre en sécurité."

9- "Ces voyous ne devraient même pas être autorisé à manifester et les personnes qui leurs permettent de défiler en tête de cortège devraient être poursuivi pour complicité de trouble à l'ordre public."

10- "Ce sont les même qui après avoir jeté des cocktails molotov se posent en victime de la violence policière et de la répression judiciaire, message qui passe très bien dans une frange de la gauche qui leur trouve des excuses et les défendent."

11- "Combien de policiers infiltrés dans les casseurs ?"

12- La gendarmerie mobile n'est elle pas aussi ultra-mobile que ce blackblock?

13- "10 ans de prison pour tous ceux qui ont été arrêtés Car c'est un des plus grands crimes que celui d'utiliser une manifestation syndicale paisible pour en profiter et casser , détruire, agresser. Cela nuit a l'image syndicale qui pourrait apparaître comme organisation terroriste ce qu'elle n'est pas."

LVOG - ils servent à justifier la répression du mouvement ouvrier comme vous venez de le constater. Je n'ai pas coupé certains commentaires pour que les lecteurs puissent l'observer par eux-mêmes.

Ils permettent à Macron de se poser en défenseur de la démocratie

Reuters - "Il y a un gouvernement, il y a un Etat, il est dirigé, et il continuera à agir", a déclaré le président à la presse.

En déplacement mercredi dans le Cher, Edouard Philippe a souligné la "fermeté" et la "tranquillité" des pouvoirs publics face à "des casseurs dont la volonté est de remettre en cause notre société et à certains égards notre démocratie""

Sur France 2 mercredi matin, le ministre de l'Intérieur a mis en garde, à la suite d'Edouard Philippe, contre les "discours radicaux" qui inciteraient à la violence.

"Lorsque vous avez une partie de la classe politique, sur les marges, qui appelle à 'faire la fête à Macron', certains le prennent au pied de la lettre", a estimé Gérard Collomb. Mardi, le chef du gouvernement avait condamné "l'irresponsabilité des discours radicaux qui encouragent de tels agissements".

François Ruffin, député "insoumis" de la Somme, appelle à une manifestation nationale samedi à Paris pour "faire la fête à Macron" à l'occasion du premier anniversaire de son élection.

Gérard Collomb a assuré que le dispositif de maintien de l'ordre serait renforcé pour ces rassemblements, qui interviennent dans un climat social tendu avec les grèves à la SNCF et Air France.

"J'ai peur qu'un certain nombre de gens soient aspirés par la spirale des mots", a souligné le ministre de l'Intérieur, qui s'est par ailleurs déclaré favorable à la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur les événements du 1er-Mai notamment réclamée par le PS.

Il a défendu "une gestion républicaine de l'ordre public, équilibrée" tout en reconnaissant que les forces de l'ordre avaient été surprises par le nombre de "Black blocs", venus également d'Allemagne ou d'Italie. "Ça a pris un peu temps, j'en conviens" pour les circonscrire, a-t-il dit.

Les forces de sécurité en attendaient "500 à 1.000".

Gérard Collomb a reconnu que les forces de l'ordre devraient désormais "s'adapter" à un mouvement - déjà identifié lors des manifestations de 2016 contre la loi Travail dite "El Khomri" - "qui est puissant". Reuters 02.05

LVOG - Ils tenaient le même discours en parlant d'Emirat islamique ou Daesh qu'ils laissèrent volontairement proliférer, puis la Russie et l'Iran s'emmêlèrent, vous connaissez la suite.

A leurs terroristes, aux milices d'extrême droite, il faut ajouter les Black blocs parmi les alliés instrumentalisés du régime. Ils ont besoin de se créer des ennemis factices pour justifier leur système policier. Factices parce qu'ils ne représentent aucun danger pour le régime, car seule la mobilisation révolutionnaire de millions de travailleurs pourrait le menacer et le renverser.

Préméditation.

Le Figaro - Un cauchemar pour les prévisions que réclament pourtant les préfets sur le potentiel explosif des rassemblements de l'ultra-gauche. À chaque fois que des débordements importants ont eu lieu, la police avait sous-estimé l'ampleur de la mobilisation. Le Figaro 01.05

AFP - La préfecture faisait état d'environ 1.200 individus encagoulés sur le pont d'Austerlitz. AFP 01.05

LVOG -Il n'aurait dû pouvoir aller plus loin que le pont d'Austerlitz...

L'exécutif rejette toute défaillance après les heurts du 1er-Mai - Reuters 2 mai 2018

La garde à vue de 43 personnes, dont cinq mineurs, a été prolongée mercredi soir, sur un total d'une centaine au départ, a-t-on appris auprès du Parquet de Paris.

Deux majeurs et un mineur devaient être déférés dans la soirée au tribunal en vue de leur présentation au parquet jeudi matin, a-t-on précisé de même source.

Les autres procédures ont été classées sans suite. Reuters 2 mai 2018

LVOG - En réalité, près de 200 avaient été arrêtés... et rapidement relâchés !

- 1er Mai: des centaines d'individus encagoulés bloquent la manifestation parisienne - AFP 02.05

La manifestation parisienne du 1er Mai avançait difficilement, après s'être élancée de la place de la Bastille, bloquée par des centaines d'individus encagoulés, ont constaté des journalistes de l'AFP. AFP 02.05

LVOG - Ils étaient bien là pour "bloquer" la manifestation afin qu'elle prenne une tournure violente...

Quand les médias leur offrent gracieusement une tribune ou en font la promotion.

- «Mardi, j'ai participé au Black Bloc parisien» - liberation.fr 2 mai 2018

Depuis mardi soir, et l'épilogue houleux de la manifestation du 1er Mai, il n'est question que d'eux. Pour le gouvernement, ils sont les «casseurs». Eux dénoncent «la pression exercée par l'Etat sur différents groupes du corps social». Johan (1), 24 ans, a participé au Black Bloc ayant dégradé 31 commerces et 16 véhicules à Paris. Pour Libération, il décrit la philosophie de ce mode d'action et légitime le recours à la violence. A partir de ce jeudi, certaines des 109 personnes placées en garde à vue après les heurts seront jugées en comparution immédiate. Le 1er mai

«D'abord, je voudrais dire que je parle du Black Bloc en mon nom propre, pour rappeler ses objectifs et sa visée politique bien réels, contrairement à ce qu'on entend partout. Mardi, j'ai participé au cortège parisien. Je ne donnerai ici aucun élément touchant de près ou de loin à ce que j'y ai accompli ou à la réalité de l'organisation. Pour ceux qui s'interrogent sur la légitimité de la présence d'un Black Bloc le 1er Mai, je voudrais rappeler qu'avant d'être la fête du travail, cette date est la commémoration de l'injuste condamnation à mort de sept anarchistes américains [en 1886 à Chicago, ndlr].

La tactique

«Le Black Bloc n'est ni un parti ni un mouvement, c'est une tactique, un outil, une modalité d'action politique. Le Black Bloc se forme ponctuellement, pour un événement précis, puis se dissout immédiatement. Il n'a aucune stratégie politique de long terme. Il regroupe des gens de bords différents, des jeunes, des vieux, de surcroît de classes sociales hétérogènes. Mardi, il y avait dans le cortège parisien des camarades venus de nombreux pays d'Europe, car notre lutte est internationaliste : le capitalisme mène une lutte mondialisée, notre résistance doit l'être tout autant.

«Le dress code, être vêtu de noir et porter la cagoule, résulte de deux logiques. D'abord, évidemment, il s'agit de se préserver de la répression policière, de la vidéosurveillance. Ensuite, la tenue a valeur de solidarité. Toutes les personnes encagoulées, équipées de masque à gaz ou de lunettes de piscine, ne se livrent pas forcément aux dégradations. Toutefois, en arborant le dress code, elles acceptent d'assumer collectivement les opérations et de rendre le plus compliqué possible l'exercice d'identification par les policiers.

La violence

«Il est assez consternant de voir revenir au lendemain de chaque action du Black Bloc ce langage politico-médiatique insistant simplement sur son aspect violent. L'idée est claire : il convient de délégitimer l'action du Black Bloc, avec cette rengaine de la violence pour la violence, de casser pour casser. Au contraire, le Black Bloc n'a rien d'apolitique. Il ne frappe pas aveuglément. Son essence est de montrer la conflictualité sociale, la logique de répression. Au quotidien, l'Etat exerce une pression sourde sur différents groupes du corps social : les exilés, les sans-papiers, les zadistes, certains mouvements étudiants, les salariés au chômage, les squatteurs. Par sa volonté de confrontation, le Black Bloc met le doigt sur cette frontalité, et pousse l'Etat dans ses retranchements afin qu'il affiche son vrai visage. Immédiatement, nous voyons alors affleurer les violences policières, qui s'expriment pourtant quotidiennement dans les quartiers populaires, contre les personnes racisées et les sans-papiers. Quant au terme "casseur", il est à rejeter. Il participe lui aussi à la volonté du pouvoir de dépolitiser le Black Bloc. Il n'y a pas de mots adéquats pour définir le Black Bloc. Je dirais que nous sommes militants, activistes, révolutionnaires et d'autres choses encore.

Le ciblage

«Le Black Bloc favorise des actions groupées et rapides. Il y a des cibles évidentes, les McDonald's, les concessionnaires de voitures de luxe, les banques et, bien sûr, les bâtiments administratifs, les commissariats. Loin d'être gratuit, le ciblage se concentre sur les symboles de l'Etat et du capitalisme. Quant au mobilier urbain, parfois dégradé, il peut à la fois être utilisé comme projectiles, mais il incarne surtout l'organisation spatiale décidée unilatéralement par l'Etat pour réguler la société et que nous voulons transformer.

La politique

«Le Black Bloc ne peut être récupéré par aucun parti politique. Précisément parce qu'il rassemble des gens qui s'organisent en dehors des frontières politiques traditionnelles. Le Black Bloc rejette tout autant le Parti socialiste que La France insoumise. Il s'affranchit également de la tutelle des centrales syndicales. Le socle fédérateur est d'inspiration anarchiste, anticapitaliste mais, une fois encore, le Black bloc est surtout une constellation indéfinissable, qui naît et disparaît une fois son expression accomplie.» liberation.fr 2 mai 2018

Et pendant ce temps-là...

- Les évacuations d'universités s'accélèrent - Reuters

Ils sont insaisissables en somme, ce qui nous ramène à 1984 d'Orwell (lire plus loin)

- Black blocs : une tactique de lutte plus qu'une idéologie - Le Monde

LVOG - Le Monde a raison : Ils frappent, mais ne pensent pas...

Une excellente question : Pourquoi les porte-parole de Bilderberg louent-ils le Black bloc ?

- Pourquoi le New York Times fait-il la promotion du «black bloc»? - mondialisation.ca 08 février 2017

Le New York Times, le porte-parole semi-officiel de l'establishment du Parti démocrate, a publié un article hors de l'ordinaire dans son édition de vendredi, intitulé «Les anarchistes jurent de contrer la montée de l'extrême droite, par la violence, si nécessaire.» («Anarchists Vow to Halt Far Right's Rise, With Violence if Needed»)

L'article occupe quatre colonnes de la page couverture du journal sous une énorme photo d'un individu masqué en noir qui s'apprête

à casser une fenêtre d'un immeuble de bureaux avec une barre de fer lors de la nuit de manifestation survenue à l'Université de Californie à Berkeley il y a une semaine. L'article équivaut à une publicité gratuite et à de la promotion pour des manifestations violentes organisées par des éléments s'identifiant eux-mêmes au «black bloc», aux antifascistes et aux anarchistes.

Rédigé par la journaliste du Times Farah Stockman, l'article contient non seulement des comptes-rendus à couper le souffle des actes de violence gratuite commis par ces éléments et de longues citations provenant d'individus qui disent représenter ces politiques, mais aussi de multiples liens vers des sites web et des fils de discussion sur Twitter associés aux anarchistes et au black bloc. Le Times fournit ainsi gentiment ces liens aux lecteurs qui voudraient s'impliquer.

Il y a un long historique de violence commise par des manifestants du black bloc, par les anarchistes ou par ANTIFA, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe et partout dans le monde. Les politiques de ces mouvements sont entièrement réactionnaires, basées sur une hostilité viscérale à toutes luttes pour mobiliser les travailleurs et les jeunes dans une lutte politique indépendante contre le système capitaliste et pour le socialisme. Ils attirent des éléments démoralisés et désorientés de la classe moyenne, ainsi qu'un nombre important de provocateurs issus des forces policières qui se cachent derrière des capuchons et des masques afin d'encourager la violence et fournir un prétexte à la répression.

Le Times, cependant, semble déterminé à les intégrer. L'article contient aussi ceci: «La question maintenant est si les actions des anarchistes contre M. Trump – qu'elles soient colorées ou pleine d'entrain, ou hors-la-loi et potentiellement fatales – vont faire en sorte que leur mouvement marginal deviendra plus gros dans la bataille des idées au cours des années à venir.»

Non, la vraie question est: pourquoi le Times fait-il la promotion de ce «mouvement marginal» comme une sorte de participant sérieux dans la «bataille des idées»?

Cela explique pourquoi un journal qui a appuyé Hillary Clinton pour la présidence, a appuyé toutes les guerres impérialistes lancées par Washington et a mené une campagne à la McCarthy en faveur d'une confrontation avec la Russie est devenu un défenseur enthousiaste de l'anarchisme. mondialisation.ca 08 février 2017

Et ce n'est pas un fait isolé.

L'anarchisme ne pouvant pas conduire à un changement de régime, il est vulnérable et récupérable pour servir à une toute autre fin. Les idéologues de l'oligarchie l'ont parfaitement compris depuis longtemps, voir les attentats des années 80 en Europe et la manipulation par le Gladio de groupes ultra gauches ou anarchistes.

Réseau Voltaire - Selon l'ancien chef d'état-major turc, le général Ilker Basbug, le PKK et le PYD, après avoir été des organisations marxistes-léninistes pro-soviétiques et pro-syriennes, sont devenues des groupes anarchistes pro-atlantiques.
(Ankara met en garde Paris après son soutien aux terroristes - Réseau Voltaire 30 mars 2018)

LVOG - Avec son Open Society, Georges Soros est un anarchiste pro-atlantique qui soutient la légalisation de la droque et toutes les formes de communautarisme, en particulier les plus violentes, dont par exemple les Femen. Il est féministe, antiraciste, homophile, écologiste...

Wikipédia, officine du Ministère de la Vérité, nie que les Blacks blocs soient instrumentalisés.

- Une frange de manifestants pacifistes, notamment altermondialistes; considèrent parfois les black blocs comme des agents infiltrés pour faire mauvaise presse à certaines manifestations. Cette vision peut se rapprocher de certaines théories conspirationnistes ou polémiques. Wikipédia

LVOG - Quand 25 unités de CRS sont mobilisés et ne peuvent pas faire face à 1200 individus les provoquant, tu te dis que c'est voulu, c'est délibéré, cela ne doit faire aucun doute, parce que c'est la réalité. Mieux, c'est prémédité puisque le ministère de l'Intérieur avait mis en garde contre les risques de violence le 1er mai, c'est à croire que Collomb a piloté l'opération.

C'était possible de les neutraliser, de les encercler et de les tenir à l'écart de la manifestation qui aurait dû se dérouler normalement, sauf que les choses ne se sont passées ainsi. C'était une fois de plus une manoeuvre pour alimenter leur propagande contre le mouvement ouvrier, alors que la classe ouvrière cherche la voie de l'affrontement avec le régime.

Où est l'instrumentalisation demanderez-vous peut-être ? Dans le fait que le ministère de l'Intérieur les laissent agir ou tout casser. Tout le monde a pu le constater, donc ils en ont parfaitement consciences, ce qui montrent qu'ils n'ont aucun principe, aucune dignité.

Éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs.

Co-construction ou co-destruction ?

Faut-il venir en aide à Macron ? En pleine grève des cheminots, la question peut sembler saugrenue.

Et pourtant… « La coupe est pleine. Les Français ont envie de le dire dans la rue. Il faut que le président de la République se ressaisisse et revienne à une position qui rassemble les Français. » Celui qui s'exprime ainsi s'appelle Manuel Bompard. Coordinateur des campagnes de La France insoumise, c'est en ces termes qu'il vient de présenter à la presse l'objectif de la « fête à Macron » du 5 mai, rebaptisée « marche nationale pour dire "Stop à Macron" »*. Que Macron se ressaisisse et rassemble les Français ? Quel travailleur peut adhérer à cette perspective ? L'aspiration n'est-elle pas au contraire : « Dehors Macron et sa politique ! » ?

Faut-il venir en aide à Macron ?

La « concertation sociale sur les retraites » a commencé. Dans un colloque organisé au Sénat le 19 avril, Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT, a déclaré : « Est-ce qu'il faut parler de co-construction, c'est peut-être un gros mot par les temps qui courent que de prétendre co-construire un de nos piliers en matière de droit social en France (…). Mais si on refuse d'envisager de manière très active une association étroite des salariés et de leurs représentants sur le type de mesures à envisager, y compris d'accepter encore à ce stade le débat contradictoire sur l'opportunité de changer ou pas le système de retraite, on prend des risques. »

Bernard Thibault sait bien que les fiches remises par le gouvernement fixent clairement l'objectif de la concertation : « Construire un système universel commun à tous les actifs. » Ce qui signifie la destruction-disparition de tous les systèmes existants et non un « débat sur l'opportunité de (les) changer ou pas » !

« Co-construire un pilier du droit social » ? Non, le but de la concertation est d'enchaîner les organisations syndicales à la co-destruction de tous les piliers existants du droit social : les retraites comme la Sécu, le Code du travail comme les statuts dans la fonction publique.

Une « co-construction » qui parviendrait à lier les organisations syndicales à ses contre-réformes ; et une « opposition » qui limite son ambition à vouloir l'aider « à se ressaisir » : tels sont les outils grâce auxquels Macron espère rester en place jusqu'en 2022.

Ce n'est pas à cela qu'aspirent les cheminots, les hospitaliers, les étudiants, les chômeurs, les retraités, tous ceux qui voient avec angoisse fondre leurs droits de jour en jour, et se dégrader leur situation, tandis que les profits capitalistes grimpent en flèche.

Ceux-là aspirent à l'unité des travailleurs et de leurs organisations indépendantes rejetant toute forme de co-construction avec le gouvernement.

Ceux-là aspirent à en finir avec cette politique et ce gouvernement.

Pas en 2019, pas en 2022 : maintenant et tout de suite !

* AFP, 23 avril.

LVOG - Un constat ne sert à rien si on n'en tire aucun enseignement, en l'occurrence ici, si on n'explique pas pourquoi Manuel Bompard et Bernard Thibault tiennent ces discours, si on n'en fournit pas la signification politique, si on ne les caractérise pas. On nous répondra que cela va de soi. Pas vraiment en réalité, ce dont on prendra conscience à condition de se mettre à la place des militants ou des travailleurs...

Car à partir de là, on peut tout imaginer et s'illusionner sur ces parasites qui pourrissent le mouvement ouvrier. Qui plus est, il n'y a pas lieu d'employer le conditionnel, puisqu'ils collaborent en permanence avec le gouvernement ou le patronat, donc c'est une réalité et le doute n'est pas permis sur les intentions des appareils des syndicats inféodés au capital.

Jamais George Orwell et son chef d'œuvre "1984" n'auront été autant d'actualités.

L'inscription figurant sur la façade du Ministère de la Vérité pourrait figurer sur celle du palais de l'Elysée :

- La guerre, c'est la paix,

- La liberté, c'est l'esclavage,

- L'ignorance, c'est la force.

On peut ajouter : La démocratie, c'est le totalitarisme.

Dans 1984, Orwell fit plus que le procès du régime bureaucratique stalinien qui sert de modèle à l'oligarchie ou aux tenants du nouvel ordre mondial totalitaire qui se met en place sous nos yeux. Il décrivit un système politique policier implacable, terrifiant, totalitaire, auquel chaque membre de la société pour survivre serait contraint de souscrire, pire, de devenir un rouage, chaque membre de la société devant contrôler les autres membres de la société et dénoncer ceux qui manifesteraient une velléité de résistance ou d'opposition, sous peine d'être accusés de complicité et de subir le même châtiment, une balle dans la tête.

La délation sur les réseaux (a)sociaux et dans les médias, qui donnent lieu à des lynchages et des appels à la répression en sont l'illustration de nos jours. J'ai lu dans Wikipédia qu'en Grande-Bretagne il y a déjà 1 caméra pour 15 habitants, ce qui en fait la population la plus surveillée au monde, qu'Orwell fixe à Londres le siège de Big Brother n'a rien d'étonnant de nos jours. Quand vous prenez le train ou le métro, vous passez devant des bornes qui enregistrent tout ce qu'il y a dans votre téléphone portable, et quand vous vous posez quelque part, ils sont en mesure de vous localiser, même si votre portable est éteint, ils vous surveillent même lorsque vous dormez.

Orwell ne s'est pas seulement inspiré de son expérience du stalinisme en Espagne en 1936, mais aussi à la même époque des procès de Moscou. Les dirigeants bolcheviks en arrivèrent à se déclarer coupables de crimes qu'ils n'avaient jamais commis, ils se virent affligés la peine qui correspondait à leurs actes, ils furent exécutés, on ne peut imaginer plus orwellien.

Ce système totalitaire serait dominé par une autorité supérieure qui serait inaccessible aux membres de la société, de sorte qu'elle concentrerait indéfiniment tous les pouvoirs et il serait impossible de s'opposer à sa volonté. C'est déjà en grande partie le cas avec les 500 multinationales qui dominent le marché mondial, les institutions telles que le FMI, la Banque mondiale, les banques centrales, qui possèdent plus de pouvoir que les Etats et n'ont de compte à rendre à personne.

On poursuivra une autre fois car avant je dois mettre au clair la controverse dont Orwell a fait l'objet, apparemment une cabale montée de toutes pièces pour discréditer l'homme et ses écrits, dont une fois de plus les médias furent à l'origine à la fin des années 80, près de 40 ans après sa mort, ce qui était pour le moins curieux, mais justement quand l'URSS était sur le point de disparaître, comme si au-delà il fallait préserver le régime monstrueux que le stalinisme avait conçu, on comprend pourquoi en observant que l'oligarchie s'en inspire pour instaurer son nouvel ordre mondial.

On y est. Ce n'est pas de la science-fiction ou une rumeur.

- En Chine, des capteurs cérébraux pour surveiller les émotions des employés - slate.fr 1 mai 2018

Extrait. A l'usine Hangzhou Zhongheng Electric en Chine, les employés portent des casques ou des casquettes dans lesquels sont cachés des capteurs qui analysent leurs ondes cérébrales pendant qu'ils travaillent. Les données sont ensuite envoyées vers des ordinateurs qui permettent de surveiller les changements émotionnels des travailleurs, tels que le stress, la colère, l'anxiété ou la fatigue.

Le management explique que le but est de mesurer le stress des ouvriers pour mieux adapter le rythme de travail et augmenter l'efficacité de l'usine.

Interviewée par le South China Morning Post, une professeure impliquée dans ce programme explique qu'un employé trop émotif dans un poste clé peut affecter toute une chaîne de production. Grâce aux capteurs, le manager est prévenu et peut ainsi demander à l'employé de faire une pause, de changer de poste ou de partir pour la journée.

Elle explique que les ouvriers n'étaient au départ pas très enthousiastes à l'idée de porter ces capteurs:

«Ils pensaient que l'on voulait lire leurs pensées. Certains étaient mal à l'aise et il y a eu de la résistance au début».

Ce genre de dispositif est utilisé dans une douzaine d'entreprises, ainsi que dans l'armée et des compagnies de transports. slate.fr 1 mai 2018

Autre illustration. En famille. La terreur "***approuvé sans vote***".

- Le Parlement britannique adopte un "amendement Magnitsky" - Reuters 2 mai 2018

Le Parlement britannique a adopté mardi un amendement permettant de sanctionner des individus ayant commis des violations

des droits de l'homme. Il a été approuvé sans vote, ayant le soutien des conservateurs et des travaillistes. Reuters 2 mai 2018

En totalitarisme, une accusation a valeur de preuve.

LVOG - Quand la présomption d'innocence n'existe pas ou plus, on peut accuser n'importe qui de n'importe quoi et le déclarer coupable sans qu'il puisse s'opposer à ce verdict.

Sputniknews.com - Un tribunal US ordonne à l'Iran de dédommager les familles des victimes du 11 septembre - sputniknews.com 02.05

Bien que la commission spéciale chargée d'enquêter sur les attentats du 11 septembre n'ait pas trouvé de preuve directe de l'implication de l'Iran dans ces attentats terroristes, un juge fédéral à New York a déclaré que l'Iran, la banque centrale du pays et le Corps des gardiens de la révolution islamique étaient responsables de la mort de plus de 1.000 personnes lors des attentats du 11 septembre.

Le jugement par défaut demande une indemnité de 12,5 millions de dollars par conjoint, 8,5 millions de dollars par parent, 8,5 millions de dollars par enfant et 4,25 millions de dollars par fratrie.

Comme le note la chaîne, il y a peu de chances pour que Téhéran paye ces dédommagements. Néanmoins, les États-Unis pourraient potentiellement récupérer la somme grâce aux milliards de dollars d'actifs iraniens qui ont été gelés aux États-Unis et en Europe au fil des ans et des sanctions. sputniknews.com 02.05

L'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a vécu.

- Jose Bustani : L'homme qui a dit non aux américains ! par Richard Labévière - Les Crises 2 mai 2018

(Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 30-04-2018)

Extrait. Il (José Bustani -ndlr) nous reçoit chez lui, dans son appartement de Flamengo – quartier central de Rio, au pied du Pain de sucre- en commençant par nous demander des nouvelles de la France. Ce grand diplomate, qui s'exprime admirablement dans la langue de l'Académie, est sans doute le plus francophile de tous les temps. Né à Porto Velho (Etat de Rondonia – nord-ouest du Brésil), José Bustani est diplômé en droit de l'Université Pontificale Catholique de Rio de Janeiro (1967) et de l'Institut Rio Branco avant de rejoindre le Service extérieur brésilien en 1967.

Poids lourd d'Itamaraty – le Quai d'Orsay brésilien – , polyglotte, il enchaîne les grands postes, y compris multilatéraux : à Moscou (1970 – 1974) ; à Vienne (1974 – 1975) ; conseiller et ministre-conseiller à New York (1977 – 1984) ; ministre-conseiller à Montevideo (1984 – 1987) ; consul général à Montréal (1987 – 1992) ; chef du Département des organisations internationales et du Désarmement (1992 – 1997) ; premier directeur général de l'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de 1997 à 2002 ; ambassadeur à Londres (2003 – 2008) ; puis à Paris (2008 – 2015).

C'est par acclamation qu'il a été élu comme premier directeur général de l'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC) 2 en 1997 à La Haye aux Pays-Bas où se trouve le siège de cette agence des Nations unies.

« Mon mandat exigeait que je séduise le plus de pays possible au monde pour qu'ils accèdent à la convention sur l'interdiction des armes chimiques », se souvient José Bustani ; « de 1997 à 2002, j'ai ainsi pu augmenter le nombre des pays membres d'une bonne moitié… » Les plus récalcitrants se trouvaient dans le monde arabe, considérant l'arme chimique comme « le nucléaire du pauvre ». En multipliant les visites et les consultations, José Bustani arrive notamment à convaincre la Libye et l'Irak en 2001, ces deux pays donnant leur feu vert au principe des inspections : « ces deux pays clefs pour le monde arabe ont, finalement, compris l'opportunité d'une telle démarche sur les plans de la sécurité et de leur crédibilité diplomatique », commente José Bustani ; « à ce moment-là, j'ai donc communiqué la bonne nouvelle aux membres de l'OIAC, dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, indiquant que nous pouvions désormais compter sur deux nouveaux membres importants en matière de désarmement chimique : la Libye et l'Irak ».

LES AMERICAINS DEFENDENT LEUR GUERRE

Mais plutôt que de féliciter le directeur général de l'OIAC, les Américains se fâchent et commencent à lui faire une guerre sans merci. En fait, si les inspecteurs de l'OIAC avaient pu se rendre en Irak, le monde se serait vite rendu compte qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive dans ce pays. Par conséquent le principal motif de guerre, invoqué par Washington et Londres contre Bagdad, tombait de lui-même rendant impossible l'expédition militaire projetée depuis plusieurs années. « En fait, l'acceptation de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques par la Libye et l'Irak enclenchait un processus très dangereux pour les Etats-Unis et Israël », explique José Bustani : « avec l'Irak, suivraient la Syrie et le Liban et tous les autres en isolant Tel-Aviv qui persistait à rejeter la convention de Vienne sur le nucléaire et, bien-sûr aussi, la convention sur l'interdiction

des armes chimiques ». Furieux, les Israéliens s'opposent farouchement à l'acceptation de la convention de l'OIAC par l'Irak et saisissent le grand frère américain afin de bloquer l'initiative.

Les plans d'invasion de l'Irak sont prêts depuis longtemps et Washington ne veut pas renoncer à cette guerre qui doit lui permettre la mise en œuvre de la première étape du plan dit du « Grand-Moyen-Orient ». Ce dernier vise des changements de régime par la force dans la plupart des pays arabes, l'ultime finalité étant une « digestion de la question palestinienne » par l'imposition de la « démocratie » et le développement de l'économie de marché, selon Robert Satloff du Washington Institute for Near East Policy. La hantise de Washington dans ce contexte est de voir commencer les inspections des experts de l'OIAC en Irak qui auraient prouvé qu'il n'y avait finalement aucune arme de destruction massive dans ce pays…

INTIMIDATION ET COUP DE FORCE

Selon la convention de l'OIAC, un changement du directeur général doit être décidé par le conseil exécutif de l'organisation. Dans un premier temps, les envoyés de Washington essaient cette voie mais se cassent les dents : José Bustani est maintenu ! Dans un deuxième temps, et en flagrante violation de la convention, ils oeuvrent alors à la convocation d'une conférence générale extraordinaire pour obtenir enfin la tête du Directeur général. Différents émissaires américains font le tour des ambassades à La Haye, jouant alternativement de la carotte et du bâton, promettant différentes aides financières et livraisons d'armes et infrastructures à plusieurs pays membres.

Finalement la conférence générale se tient sous forte pression américaine. L'Amérique Latine et l'Afrique s'abstiennent, tandis que le Brésil ne soutient pas José Bustani, le président Cardoso ne voulant pas risquer d'indisposer Washington. S'alignant sur le diktat des Etats-Unis, les pays occidentaux votent massivement pour le départ du Directeur général. Seule, et à la surprise générale, la France s'abstient ! La Russie, la Biélorussie, l'Iran, le Mexique, Cuba et le Soudan appuient José Bustani. Autre surprise : l'Inde qui avait soutenu de bout en bout le maintien du directeur de l'OIAC fait défection au dernier moment ! On apprend quelques jours plus tard que Washington a livré à New Delhi des systèmes radar de nouvelle génération dont les Etats-Unis bloquaient la vente depuis plusieurs années.

Pour appuyer leur ignoble campagne, les Américains dénoncent la mauvaise administration de l'OIAC, moyen d'autant plus cocasse que c'est un haut-fonctionnaire de Washington qui est en charge de toute la logistique de l'organisation, comme c'est presque toujours le cas dans les agences onusiennes ! « En fait », souligne José Bustani, « mon travail et mon indépendance ulcéraient singulièrement les Américains qui voulaient que je les consulte en permanence ».

LE GROSSIER JOHN BOLTON

La campagne anti-Bustani a été directement supervisée par Dick Cheney, vice-président des Etats-Unis (2001-2009) et principal superviseur de la guerre de 2003 contre l'Irak. Pour mettre fin aux fonctions du Directeur général de l'OIAC, Dick Cheney détache personnellement un envoyé spécial à La Haye en la personne de John Bolton. Ce farouche opposant aux missions américaines de maintien de la paix – légitimées ou non par l'ONU – a commencé à défrayer la chronique en 1993 en s'opposant à l'intervention humanitaire en Somalie.

En 1998, au côté de Richard Perle et d'autres, il est l'un des signataires de la lettre du Project for the New American Century, appelant Bill Clinton au renversement de Saddam Hussein. En mai 2001, George W. Bush le nomme au Département d'État chargé des questions de désarmement. En mai 2002, c'est lui qui signe la lettre au secrétaire général de l'ONU – Kofi Annan – indiquant que les États-Unis renoncent à toute participation à la Cour pénale internationale (CPI). John Bolton est également un farouche partisan de la guerre en Irak et du concept de guerre préventive. Le 7 mars 2005, ce détracteur intarissable de l'ONU sera pourtant choisi comme ambassadeur américain aux Nations unies par le président Bush.

Aussitôt débarqué à La Haye, il entame la tournée des ambassades des pays les plus importants de l'OIAC, multipliant pressions, inconvenances et grossièretés les plus inacceptables. Il somme José Bustani de quitter la direction générale de l'OIAC dans les 24 heures. Ne se laissant pas impressionner, ce dernier refuse catégoriquement. Alors Bolton menace : « on connaît votre femme et vos enfants, dont certains vivent aux Etats-Unis. Ils pourraient connaître certaines difficultés… » Cette séquence qui semble tirée de l'un des Parrain de Francis Ford Coppola est pourtant bien réelle et illustre les pratiques en usage dans la diplomatie américaine.

Le sinistre Bolton ajoute que Washington s'est mis d'accord avec le gouvernement du Brésil pour « faire partir Bustani », ce que ce dernier récuse de toutes ses forces même s'il sait que Cardoso l'a effectivement lâché… Le jour même de ce vote manipulé, José Bustani quitte la direction générale de l'OIAC le lundi 28 avril 2002, remplacé quelques mois plus tard, par un Argentin aux ordres, nommé par le gouvernement de Carlos Menem. On doit à ce fonctionnaire argentin la paternité d'une citation historique sur la « liaison charnelle unissant les gouvernements de Washington et Buenos-Aires ». Enfin, tout rentrait dans l'ordre américain, l'OIAC aussi !

L'OIAC DEFINITIVEMENT NEUTRALISEE

Initialement, l'OIAC disposait de 211 inspecteurs payés par l'Organisation sous la direction technique et politique du Directeur général. Désormais, les inspecteurs sont, majoritairement prêtés à l'Organisation et payés par leur gouvernement. Aujourd'hui, le Directeur général est un Turc qui rase les murs et ne veut pas faire de vague, trop content d'échapper aux reprises en main domestiques d'Erdogan… Normalement les programmes chimiques américain et russe auraient dû être démantelés en 2012. Rien n'a été fait, ou si peu !

En 2013, suite à l'accord noué par John Kerry et Sergueï Lavrov lors du G-20 de Saint-Pétersbourg sur le démantèlement des armes chimiques syriennes, l'OIAC aurait dû être l'acteur principal de sa mise en œuvre. Une fois encore Washington a tout fait pour que l'Organisation soit marginalisée alors que la Syrie avait – de fait – accepté la convention. Par conséquent, les inspections de l'OIAC auraient dû commencer dans ce pays, conformément à l'esprit et la lettre de la convention.

En violation avec la Convention qui stipule que les armes chimiques doivent être détruites sur le territoire même du pays concerné, les armes syriennes ont été – soit-disant – démantelées sur un bateau croisant en Méditerranée et rejetées à la mer en violation aussi de toutes les directives onusiennes de protection de l'environnement. Selon les procédures de l'OIAC, les armes chimiques doivent être détruites dans des installations ad hoc prévues à cet effet, en sachant que leur coût est supérieur à celui des armes elles-mêmes ! La question de la destruction des armes chimiques syriennes demeure des plus opaques, comme celle de leurs utilisations maintes fois dénoncées par Washington et ladite communauté internationale.

Aujourd'hui, Washington et plusieurs rapports des Nations unies affirment que Damas détient toujours des armes chimiques et qu'elle les a encore utilisées en avril 2017. La presse dit tout et n'importe quoi sur le sujet, ne réussissant même pas à lire la Convention et à enquêter ni prouver quoique ce soit, sans rien dire de pertinent sur la marginalisation de l'OIAC ! Si l'armée syrienne avait utilisé massivement des armes chimiques comme l'affirme dernièrement un rapport des Nations unies sur les droits de l'homme (au moins 27 fois…), le nombre des victimes serait infiniment plus important que les chiffres avancés, estiment aujourd'hui les meilleurs experts.

Ni la presse, ni les rapports successifs n'ont éclairci les questions liées à l'usage présumé des armes chimiques en Syrie qui ressemblent davantage à l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo le 20 mars 1995, qu'à l'usage militaire de telles armes. « Les usages de composants chimiques en Syrie ressemblent davantage à des attentats terroristes qu'à des utilisations militaires massives », relèvent aujourd'hui les experts en armes chimiques.

Aujourd'hui depuis Rio, José Bustani se demande où sont les inspecteurs de l'OIAC et pourquoi on persiste à ne pas vouloir utiliser rigoureusement la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Sur le sujet, la grande presse internationale est silencieuse et ne pose pas les bonnes questions : quel est aujourd'hui le statut de la Syrie par rapport à la convention et l'OIAC ? Ses experts et inspecteurs sont-ils sur le terrain ou ont-ils demandé à l'être ? Plus largement le travail de casse et de sape de John Bolton est-il rattrapable ? Peut-on, dans un proche avenir, voir l'OIAC fonctionner de nouveau normalement et assumer ses missions selon la Convention ? Ou alors à quoi sert cette organisation internationale ?... Les Crises 2 mai 2018

Après avoir décrédibilisé l'OIAC, c'est au tour de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

LVOG - Ils reconnaissent les institutions internationales qu'ils ont eux-mêmes créées, mais si leur contrôle leur échappe, ils les dénigrent ou les bazardent.

Leparisien.fr - Nucléaire iranien : que sait-on des documents dévoilés par Benjamin Netanyahou ? - leparisien.fr 01 mai 2018

...sur le fond, l'exposé se révèle quelque peu décevant : une grande partie des informations étaient déjà connues, puisque liées à un programme ancien bien connu des Occidentaux. Ce sont les documents y faisant référence qui n'avaient jamais été, jusqu'ici, présentés au grand public.

Avant que Netanyahou n'en fasse mention, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait largement détaillé, dans son « évaluation finale » de 2015, le projet Amad, du nom du plan illicite conduit par l'Iran entre 1999 et 2003.

Le Premier ministre israélien a expliqué avoir partagé ce matériel avec les États-Unis et souhaiter faire de même avec d'autres pays et l'AIEA. Pour l'heure, l'agence a indiqué n'avoir « aucune indication crédible d'activités en Iran liées au développement d'un engin nucléaire après 2009 ».

« L'AIEA doit maintenant avoir un plein accès aux informations présentées par Israël, et décider de la suite à donner avec l'Iran », a réagi le Quai d'Orsay, tandis que Bruxelles était sur la même ligne. leparisien.fr 01 mai 2018

- Les infos d'Israël sur l'Iran peut-être utiles à terme - Reuters 02.05

Le ministère français des Affaires étrangères a déclaré mardi que les informations fournies par Israël sur l'ancien programme d'armement nucléaire de l'Iran pourraient servir de base pour un suivi à long terme des activités nucléaires de

Téhéran. Reuters 02.05

- Le Maroc va rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran - Reuters 02.05

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Indignation internationale après une journée noire pour les journalistes afghans - AFP

- La pollution de l'air tue 7 millions de personnes par an selon l'OMS - L'Express.fr

Stratégie de la guerre et du chaos.

- Double attentat au Nigeria : le bilan s'alourdit à 86 morts - LeFigaro.fr

Mardi en début d'après-midi, deux kamikazes se sont fait exploser dans une mosquée et sur un marché à proximité dans la ville de Mubi, faisant au moins 86 morts. LeFigaro.fr

- Attaque contre l'église Notre-Dame de Bangui, au moins 15 morts - Reuters

Quinze personnes au moins ont été tuées mardi dans une attaque armée contre l'église Notre-Dame de Fatima à Bangui, la capitale de la République centrafricaine, a-t-on appris auprès d'un responsable de la morgue d'un hôpital de la ville et de Médecins sans frontières.Reuters

- Huit civils tués par des hommes armés au nord de Bagdad - Reuters

Un groupe d'hommes armés a ouvert le feu sur des civils mardi à Tarmia, 25 km au nord de Bagdad, faisant au moins huit morts et trois blessés, a-t-on appris de source proche des services de sécurité. Reuters

- Libye: 12 morts dans un attentat de l'EI contre la commission électorale - AFP

Deux kamikazes du groupe jihadiste Etat islamique (EI) ont attaqué mercredi le siège de la Commission électorale à Tripoli, tuant douze personnes, au moment où la communauté internationale appelle de ses voeux à des élections en 2018 pour sortir la Libye de l'anarchie.AFP

ACTUALITE EN TITRES

Circulez il n'y a rien à voir.

- «Exit tax» : le Président offre une porte de sortie aux très riches - Liberation.fr 02.05

Dans «Forbes», Macron annonce la fin, l'an prochain, de l'imposition à 30 % des plus-values mobilières des Français partis s'installer à l'étranger. Liberation.fr 02.05

Quand le Pentagone et la CIA gouvernent officiellement pour le compte de l'oligarchie, c'est black day tous les jours garanti !

- Pompeo adoubé par Trump, le département d'Etat retrouve des couleurs - AFP 03.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arménie

LVOG - En famille, parole d'un "*homme d'affaires*".

- Arménie: Pachinian appelle à cesser les manifestations, dit avoir le soutien de tous les partis - AFP 3 mai 2018

L'opposant Nikol Pachinian a appelé mercredi les Arméniens à cesser les manifestations, assurant avoir obtenu le soutien de l'ensemble du Parlement pour son élection au poste de Premier ministre le 8 mai.

"Actuellement, tous les groupes (parlementaires) ont dit qu'ils soutiendraient ma candidature. La question est réglée", a-t-il assuré devant des dizaines de milliers de manifestants réunis sur la place de la République, dans le centre d'Erevan.

Le Parlement a annoncé une nouvelle élection pour le 8 mai, auquel le Parti républicain a déclaré ne pas présenter de candidat, à l'instar de ce qu'il avait fait lors du scrutin de mardi.

Si les députés ne parviennent pas le 8 mai à élire un chef de gouvernement, le Parlement sera dissous et des élections législatives anticipées seront convoquées, d'après la constitution arménienne.

Nikol Pachinian a capitalisé sur le soutien des Arméniens pour peser sur l'élection du 8 mai et forcer le Parti républicain, qui dispose de 58 des 105 sièges, à accepter sa candidature. Pour être élu, M. Pachinian doit réunir 53 voix.

Lors du vote de mardi, l'opposant avait bénéficié du soutien de deux groupes parlementaires: sur les 100 députés ayant participé au scrutin, 45 l'ont soutenu et 55 ont voté contre lui.

Pour Sergueï Konsoulian, un homme d'affaires de 45 ans sorti dans la rue soutenir Nikol Pachinian, "les gens ne cèderont pas, les manifestants ne reculeront pas".

"Les autorités ont vu aujourd'hui que la colère des gens grandissait. Je suis certain qu'ils vont abandonner l'espoir de rester au pouvoir", a déclaré à l'AFP Mikhaïl Margarian, un docteur de 38 ans. AFP 3 mai 2018

Haut de page

Le 5 mai 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (5 pages)

Rappel.

Toutes les organisations ou tous les partis ouvriers peuvent participer avec leurs propres mots d'ordre à des manifestations organisées par des organisations ou des partis qui ne se réclament pas du socialisme, du moment que ces manifestations sont théoriquement dirigées contre Macron ou le régime.

La guerre, c'est la paix. Syrie occupée par l'impérialisme français.

- Des militaires français repérés près de Manbij en Syrie - Sputnik 03.05.2018

Un haut représentant du Conseil militaire de Manbij a raconté à Sputnik qu'il y avait une cinquantaine de militaires français à la limite de Manbij qui étaient récemment venus dans la ville.

«Maintenant, ils s'occupent de la création d'une base militaire dans le nord de Manbij. Ils renforcent leur présence militaire dans la région pour prévenir une opération possible des forces armées turques et de troupes de l'Armée syrienne libre (ASL)», a indiqué l'interlocuteur de Sputnik.

Selon lui, les militaires français patrouillent constamment la zone de la rivière Sajour.

«Lors de leurs patrouilles, ils utilisent des véhicules blindés, sur lesquels le drapeau français est visible», a souligné la source.

Le commandant du Conseil militaire de Manbij, Muhammed Ebu Adil, a récemment confirmé à Sputnik l'information sur l'arrivée de troupes françaises dans cette zone et sur leurs patrouilles conjointes avec les Américains.

D'après les informations disponibles, 250 militaires français auraient été déployés dans des localités sous le contrôle des FDS dans le nord de la Syrie, telles que Kobané, Raqqa et Deir ez-Zor.

Auparavant, le Président Emmanuel Macron s'était entretenu avec une délégation des FDS et avait exprimé le soutien de Paris à leur égard.

Le chef du Pentagone, James Mattis, a à son tour affirmé le 24 avril que la France avait envoyé début avril ses forces spéciales en Syrie pour soutenir les opérations antiterroristes américaines dans le pays. Sputnik 03.05.2018

J'ai téléchargé la photo, où l'on voit un véhicule militaire sur lequel un grand drapeau tricolore avait été fixé, à quelques dizaines de mètres d'un véhicule militaire recouvert d'un drapeau américain.

Go home !

ACTUALITÉ DU JOUR

Minoritaire et illégitime : Dehors Macron tout de suite !

- 60% des Français ne veulent pas qu'Emmanuel Macron se représente en 2022 - RT 4 mai 2018

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting publié par Le Figaro le 4 mai, seule une minorité de Français souhaiterait qu'Emmanuel Macron brigue un second mandat en 2022. En effet, 59% d'entre eux ne désirent pas que le président de la République se représente à l'issue de son premier quinquennat.

En outre, c'est bien l'orientation de sa politique qui est jugée sévèrement. 72% des sondés estiment que ses réformes sont «socialement injustes». 70% d'entre eux estiment que le surnom de «président des riches» lui convient tout à fait, alors même que l'agenda politique du gouvernement s'alourdit encore de nouvelles mesures, comme la suppression de l'«exit tax», qui ne devraient pas redorer le blason social du président. 84% estiment qu'ils ne bénéficient pas personnellement de sa politique. RT 4 mai 2018

Black day, suite. Deux ! Quand le parquet de Paris fait preuve de bienveillance envers des provocateurs violents, ils les encouragent.

- Deux interpellés du 1er-Mai en détention provisoire - Reuters 04.05

- 1er-Mai: amende et relaxes pour les premiers manifestants jugés à Paris - AFP 04.05

"Mais où sont les black blocs?", raille un avocat, en référence aux militants d'ultragauche accusés d'être à l'origine de violences contre les forces de l'ordre et de nombreuses dégradations, allant de vitrines brisées à des incendies, en marge du défilé du 1er-Mai.

L'avocat du jeune homme a dénoncé le "traitement exceptionnel" réservé aux manifestants interpellés, parmi lesquels on ne trouve "aucun black bloc" mais une "foule de badauds", moins entraînés à échapper à la police.

Beaucoup ne comprennent pas pourquoi ils ont été arrêtés, parfois loin du cortège, et encore moins pourquoi ils doivent "se justifier" d'avoir participé à une manifestation.

Au total, 283 personnes avaient été arrêtées à l'issue de la manifestation du 1er-Mai, dont 102 placées en garde à vue. Mercredi, une cinquantaine avaient été relâchées et mises hors de cause. Sept suspects devaient être présentés à un juge vendredi. AFP 04.05

Pantomime dérisoire ou numéro d'illusionnisme d'un fakir.

- Des militants font "virevolter" un pantin à l'effigie de Macron - AFP 5 mai 2018

Pas de quoi fouetter un chat.

- France: "Faire la fête à Macron", la manifestation qui inquiète le gouvernement - AFP 5 mai 2018

"Ça va être festif et joyeux", assurent les organisateurs. Il y aura notamment "quatre chars", des camions avec plateau, le char "Jupiter", le char "Dracula", le char "Napoléon", avec sur chacun d'entre eux une personne grimée en Macron, enfin un char "Résistance" où les manifestants pourront exposer leurs revendications.

Gérald Darmanin, ministre des Comptes publics, a pour sa part accusé M. Mélenchon de reprendre "des méthodes d'extrême droite" avec une manifestation qui, selon lui, "incite à la violence". (C'est la politique ultra réactionnaire du gouvernement qui porte en elle une violence extrême, chômage, pauvreté, extrême précarité, guerres coloniales, etc. - LVOG)

"Nous sommes absolument pour la non-violence, c'est une ligne stratégique", a rétorqué M. Mélenchon, dénonçant un "déchaînement" du parti de M. Macron contre LFI. (Face à un Etat antidémocratique, nous sommes pour recourir à la violence lorsque tous les autres moyens ont été épuisés pour imposer nos droits, à condition que ce soit les masses ou le parti qu'elles ont mandaté qui en fasse usage, et non des groupuscules étrangers au mouvement ouvrier infiltrés ou manipulés par la réaction. - LVOG)

"Je ne remets pas en cause l'élection de M. Macron. C'est lui qui n'accepte pas la démocratie", a également déclaré le député LFI François Ruffin. (Autrement dit, Macron est légitime, il cautionne son coup d'Etat de 2017, par conséquent, Ruffin comme Macron sont des ennemis de la démocratie. - LVOG)

Les Insoumis ont fait part de leur détermination à ce que la manifestation de samedi se déroule dans le calme.

"La marche du 5 mai doit être (...) le moment de fraternité tranquille dont on a besoin pour cheminer d"un pas ferme sur de longues distances", a écrit M. Mélenchon sur son blog.

Est-ce que nous exagérions quand nous affirmions que Mélenchon en avait strictement rien à foutre des millions de travailleurs et jeunes qui n'en peuvent plus, dont l'avenir est sacrifié ? Il le dit lui-même, Macron doit rester quoi qu'il arrive jusqu'en 2022. Où est passé, le *qu'ils dégagent tous* ? Dans les poubelles du populisme.

Un baroud d'honneur.

- Nouvelle couche le 26 mai - Liberation.fr 5 mai 2018

Avant même la «Fête à Macron», une quinzaine de partis, syndicats et associations appellent à une «marée populaire contre les réformes d'Emmanuel Macron, pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité» le samedi 26 mai. Réunis jeudi soir, la CGT, Union Solidaires, Snesup-FSU, le Syndicat de la magistrature ou encore Attac, le groupe parlementaire de La France insoumise, le NPA et PCF «se donnent jusqu'au 16 mai pour élargir ce cadre […] et lancer définitivement ce grand rendez-vous citoyen». Génération·s, Europe Ecologie-les Verts, la CFDT ou le Parti socialiste, absent samedi, pourraient éventuellement se joindre à cette clôture de printemps social. Liberation.fr 5 mai 2018

Génération·s, Europe Ecologie-les Verts, la CFDT ou le Parti socialiste... la réaction et les jaunes, fermez le banc !

En famille. Comment ils rassurent Macron.

Jean-Luc Mélenchon ironise sur l'affiche polémique de "la fête à Macron": "une incitation très claire à jeter du persil" - huffingtonpost.fr 03.05

"Il y a une incitation très claire à jeter du persil, des poivrons, ironise le leader de la France insoumise dans la vidéo visible en tête d'article. Vous n'êtes pas capable de comprendre le deuxième sens d'un dessin comme celui-là. Ce dessin dit 'renoncez aux actes de violence et adonnez vous à quelques chose de plus cool'. C'est ce qui va se passer samedi, nous avons des chars, de la musique", a plaidé le député de Marseille.

Pour déminer le terrain, François Ruffin aussi est obligé d'expliquer le second degré. "On va mettre le feu", explique-t-il dans une vidéo. "Mettre le feu, pour Gérard Collomb, c'est au figuré. Il s'agit juste de dire qu'il va y avoir de l'ambiance", sourit le député de la Somme. huffingtonpost.fr 03.05

Sir, c'est une éruption volcanique. Non, un simple soufflé. Soufflez dessus, il va retomber.

C'est en tout cas ce qu'ils souhaitent tous...

- Jean-Luc Mélenchon: de Mai 68 à Mai 2018, "une révolution est une éruption volcanique" - Interview. - huffingtonpost.fr/ 04/05/2018

https://www.huffingtonpost.fr/2018/05/04/jean-luc-melenchon-de-mai-68-a-mai-2018-une-revolution-est-une-eruption-volcanique-interview_a_23426876/?ncid=tweetlnkfrhpmg00000001

Vous y trouverez tout et son contraire, un engouement pour la révolution qu'il a manifestement étudié, mais dont il s'est éloigné ou avec laquelle il a rompu, il peut être très prolixe sur ce sujet, pour immédiatement ressortir l'Avenir en commun qui est une version actualisée du programme commun PS-PCF-MRG.

Extraits.

Mélenchon- Il y a un débat à gauche sur quelle est la formule efficace. Nous ne croyons pas à l'union de la petite gauche, avec son cartel de petits partis. Le PS, avec sa ligne "ni Macron ni Mélenchon", les autres, qui sont de toutes petites formations qui vivent dans le passé. Ils se mettent à sept, ils convoquent un meeting à la veille d'un jour férié, personne ne vient. Tout cela est dérisoire: l'addition des sigles ne produit rien.

Plutôt que la petite union des gauches, nous proposons la fédération du peuple. Cela passe par la méthode marseillaise: la réunion des syndicats, des associations et toutes les organisations politiques qui le veulent. Le cadre commun qui propose une marée populaire le 26 Mai est exemplaire. Une poignée de partis qui prétendent tout guider ne mène nulle part. (...)

...en 1968, la situation était pire qu'aujourd'hui. La gauche était totalement désunie, avec un repoussoir qui s'appelait l'URSS. La grève générale a provoqué une onde de choc. Tout d'un coup, en même pas trois ans, le Parti socialiste a changé de direction, a adopté le programme commun, les communistes ont suivi. Tout s'est réglé. Je fais confiance à cette énergie-là. (....)

...après un mouvement social de masse, il faudra aussi une construction politique. Chaque chose en son temps. Pour les européennes puis les municipales, il faudra bien une méthode qui permette de rassembler les populations, pas les appareils. Trouverons-nous la force et l'autorité pour organiser la suite ?

Il faut construire une formule gouvernementale majoritaire pour être une alternative. Il n'est pas interdit de penser qu'il y ait, comme par le passé, une organisation et qu'autour d'elle les choses se mettent en place. Avant, il y avait le PS sur une ligne sociale-libérale avec les communistes et les verts et cela donnait une majorité de compromis. Maintenant il y a la France insoumise avec un programme l'Avenir en commun...

En 2017, il fallait la clarification. Une fois la clarification acquise chez les socialistes et chez Benoît Hamon, nous pourrons rebâtir une majorité. Il faut pour cela avoir avec nous une discussion sérieuse, respectueuse et préoccupée des masses et pas des organisations. Tant que ce ne sera pas le cas, on continuera d'avancer, malheureusement moins entourés que ce que nous espérons. (...)

Maintenant, on est en train de mettre en place une stratégie pour briser ce cloisonnement politico-syndical. Si nous construisons des mobilisations de masse, personne ne pourra rester en dehors, quelle que soit son étiquette. huffingtonpost.fr/ 04/05/2018

Quand on a à l'esprit que Mélenchon souhaitait rassembler les partisans et les opposants à l'UE, avec laquelle un jour il entend s'accommoder, pour un autre rompre avec elle, ou encore, quand ils affirment qu'ils doivent "tous dégager", pour ensuite expliquer que Macron et son gouvernement, ainsi que sa "majorité" au Parlement sont là jusqu'en 2022, on a là tout Mélenchon.

Siège éjectable... mais le parachute sera doré, ouf !

- Air France-KLM Débarquement immédiat pour le PDG - Liberation.fr 5 mai 2018

Jean-Marc Janaillac a annoncé sa démission, vendredi, après que 55,44 % des salariés ont rejeté son projet d'accord. Outre les pilotes, le personnel au sol d'Air France a également exprimé son désaveu du dirigeant après plusieurs années de gel des salaires. Liberation.fr 5 mai 2018

Ils osent tout.

- Washington met en garde Pékin contre la "militarisation" de la mer de Chine méridionale - AFP 04.05

Alors que les Etats-Unis ont plus de 800 bases militaires dans le monde...

- Russia Today, Sputnik… un mois d'intox passé au crible. - Liberation.fr 04.05

Ils n'ont pas digéré que les preuves fournies par Macron et Trump pour justifier le bombardement de la Syrie aient été identifiées comme des fake news.

- Venezuela: L'opposition accuse Maduro de vouloir acheter les électeurs - Reuters 04.05

Parole d'oligarques...

Haut de page

Le 8 mai 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (24 pages)

Politiquement incorrect.

J'ai entrepris la lecture et l'étude des écrits de Georges Orwell avec le concours des chroniques que le Collège de France leur a consacrées, qui sont inséparables de sa personnalité et de son engagement politique pour le socialisme qui sont ici respectés, ce qui n'est pas le cas dans Wikipédia, qui relève plutôt d'un esprit policier.

Il y quatre méthodes pour aborder Orwell :

- Celle du Foreign Office, des médias et Wikipédia qui consiste à fabriquer et relayer une cabale ignoble pour le discréditer ainsi que son oeuvre. Orwell fut un ennemi juré du capitalisme et du stalinisme, on comprend ;

- « en mars 1948, Orwell écrit à George Woodcock pour que le Freedom Defense Committee prenne position contre la tentative du gouvernement travailliste de purger la fonction publique de ses éléments communistes. » John Newsinger, La politique selon Orwell, p. 255.

- Celle des anarchistes qui consiste à le présenter comme un socialiste "anti-politique", qui aurait rompu avec la politique, concept évidemment incompatible avec le socialisme, alors qu'il y consacra le reste de son existence à partir de 1936-37 jusqu'à sa mort en 1950.

- "Je ne suggère pas, à partir de ce constat, que la seule solution est de renoncer à la politique quotidienne. […] Il faut poursuivre la lutte politique, exactement comme un médecin doit tenter de sauver la vie d'un patient, même s'il a de grandes chances de mourir (À ma guise - Orwell)

- "De son aveu même, en effet, toute son œuvre de romancier, d'essayiste, de journaliste est de part en part politique. « Ce à quoi je me suis le plus attaché au cours de ces dix dernières années, écrit-il en 1946, c'est à faire de l'écriture politique un art. Ce qui me pousse au travail, c'est toujours le sentiment d'une injustice et l'idée qu'il faut prendre parti. […] C'est toujours là où je n'avais pas de visée politique que j'ai écrit des livres sans vie. » Ce sont ses expériences politiques qui ont constitué pour Orwell à la fois la motivation et le matériau de son œuvre ; il a écrit sur elles et à partir d'elles pour les comprendre et les communiquer." (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

- "l'importance cruciale qu'il reconnaît aux « expériences politiques »" (id).

Leur méthode ne consistait pas à partir des faits, mais de leurs propres interprétations en recourant à leurs propres critères ou à leur théorie, pour en faire une sorte d'anarchiste plutôt qu'un socialiste. Cela relevait de la récupération politique de bas étage.

- Celle de certains intellectuels en mal d'identité ou de repères qui l'ont caractérisé d'"anarchiste conservateur". Ils ont procédé de la même manière que les anarchistes, c'est-à-dire par abstraction, en lui collant une étiquette qui somme toute leur va comme un gant, mais ne pouvait pas convenir à Orwell dont les positions avaient évolué depuis sa jeunesse.

Voilà ce qu'en dira Jean-Jacques Rosat du Collège de France :

- En France, depuis qu'en 1995 Jean-Claude Michéa l'a baptisé « anarchiste tory » (anarchiste conservateur), cette étiquette lui

est restée collée, brouillant efficacement ses choix pourtant clairs : à partir de son retour d'Espagne en 1937 et jusqu'à sa mort en janvier 1950, Orwell a appartenu à la gauche socialiste révolutionnaire dissidente antistalinienne, radicale et égalitaire. Quant à la formule « anarchiste tory », on rappelle ici (Chroniques 3 et 8) que, quand Orwell l'emploie, c'est à propos de Swift, qui était assurément, dit-il, « un révolté et un iconoclaste », mais qui méprisait les gens ordinaires, haïssait l'égalité et était tout sauf un démocrate. Il se l'est, semble-t-il, appliqué oralement à lui-même par boutade au début des années 1930, quand il ne s'était pas encore complètement débarrassé de son snobisme de classe d'ancien élève d'Eton et de ses réflexes d'ancien officier dans la police coloniale. Mais, après deux mois d'immersion dans la classe ouvrière du nord de l'Angleterre (en 1936) et six mois de fraternité révolutionnaire dans les tranchées espagnoles (1937), la transformation est définitivement opérée.

Dans un livre récent, Michéa admet que, « si on s'en tient à la lettre des textes, Jean-Jacques Rosat a incontestablement raison. À partir de 1937, et jusque dans ses derniers écrits, Orwell a toujours placé l'ensemble de ses combats pour une société décente sous le signe exclusif du socialisme ». (...)

Le débat autour de la question de savoir si Orwell peut être ou non qualifié d'« anarchiste tory » est certainement un débat d'interprétation comme il en existe à propos de tous les penseurs importants et originaux, un débat qui exige qu'on regarde de près tous ses textes dans leur contexte historique et biographique, et selon des critères intellectuels qui sont ceux de toute recherche de vérité – des critères « universitaires » donc. Mais l'enjeu de ce débat n'est pas purement exégétique : il est de savoir, à partir de là, ce qu'Orwell peut nous apprendre. Une des idées qui sous-tendent ces Chroniques est que le voir comme un « anarchiste tory » brouille et fausse un bon nombre de ses leçons. (Chroniques orwelliennes - Avant-propos de Jean-Jacques Rosat - Collège de France)

- Celle enfin du Collège de France qui s'en tient strictement aux déclarations d'Orwell et aux faits, à son engagement politique, qu'ils mettent en rapport, au lieu de se laisser influencer par les interprétations intéressées et manquant d'impartialité ou pire encore des uns et des autres.

A bien des égards nous nous ressemblons, à ceci près que nous n'avons vécu ni les mêmes expériences ni à la même époque. Il est plus facile de vivre à la nôtre qu'il le fut à la sienne, quand la quasi-totalité du mouvement ouvrier internationale s'était retrouvé sous l'emprise du stalinisme, de sorte qu'il était extrêmement difficile d'entrevoir comment pourrait se transmettre l'héritage du marxisme ou y demeurer fidèle, sachant qu'il n'existait plus aucun dirigeant de la trempe de Lénine ou aucun parti conçu sur le modèle du parti bolchevik pour l'incarner. Même les rares intellectuels qui étaient parvenus un temps à se rallier à Trotsky, tel André Breton par exemple, finirent par se détourner de la voie de l'organisation ou du militantisme pour les raisons évoquées plus loin.

Ce qui m'intéresse chez Orwell, ce sont les enseignements qu'il a tiré de ses expériences des régimes stalinien ou nazi, dont l'oligarchie s'inspirent de nos jours pour nous imposer un modèle de société totalitaire. Ces enseignements peuvent s'insérer dans ceux que nous ont légués Marx, Engels, Lénine et Trotsky ou les compléter.

Ma démarche se situe à l'opposé de celle des intellectuels qui n'ont pas davantage assimilé Orwell que Marx. Cela dit, il faut bien admettre qu'ils font face à une situation proche de celle qu'avait connue Orwell après avoir rompu avec les représentants du stalinisme, sans que se présente à eux une alternative politique crédible ou un parti ouvrier dans lequel ils pourraient s'organiser. C'est ce qui nous fait tragiquement défaut.

Les dirigeants, qui contrôlent le ou les partis plus ou moins sérieux, continuent de recourir à un dogmatisme réducteur qui ne permet pas de constituer un pôle de regroupement où pourrait s'organiser les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, des intellectuels, des classes moyennes qui seraient tentés par le socialisme. Après avoir dans le passé recouru à des méthodes détestables pour écarter tous ceux qui contestaient leurs analyses, on ne voit pas comment aujourd'hui on pourrait les légitimer à la direction d'un parti ou leur accorder la moindre confiance. Ce sont eux qui fixent ou imposent le cadre dans lequel la discussion peut avoir lieu, autrement dit si vous vous présentez devant eux avec vos propres idées qui ne rentrent pas forcément dans leur cadre ou pire, si vous en contestez les contours, ils ne se donneront pas la peine de les étudier, et vous en arriverez à la conclusion que vous n'avez pas votre place dans leur parti.

C'est ainsi hélas que des milliers de travailleurs sont conduits à demeurer inorganisés, sans parler des milliers de militants qui ont milité un jour dans une structure et qui ne souhaitent plus renouveler cette expérience. Je continue de penser comme Orwell qu'on ne peut pas être socialiste sans être organisé, mais paradoxalement j'ignore comment faire autrement, nous y sommes contraints et forcés, ce qui est un comble puisque notre stratégie repose sur les masses et le parti.

Le passage suivant a été rédigé la veille avant que je découvre les chroniques que le Collège de France avait consacrées à Orwell, et je n'ai pas le temps de le réécrire, les citations ont donc été rajoutées par la suite.

Orwell et ses écrits ou ses engagements ont fait l'objet d'une multitude d'interprétations parfois contradictoires en fonction du statut social de leurs auteurs ou de leurs propres engagements, qui ne nous intéressent pas outre mesure, hormis qu'elles nous ont incité à aborder Orwell avec beaucoup de prudence.

Conspuer par les tenants et les porte-parole du capitalisme et du stalinisme, il n'en fallait pas plus pour nous rendre le

personnage sympathique, disons au premier abord pour rester vigilant, impression que l'on conservera par la suite. Son parcours et sa personnalité atypiques devaient forcément porter à polémique, après tout personne n'est parfait, sauf exceptions qui se comptent sur les doigts d'une main sur des siècles et des siècles.

Donc il en fallait plus pour nous détourner des ouvrages qu'il nous a légués, dont le plus célèbre est *1984*, une sorte de roman d'anticipation préfigurant le totalitarisme qui est en train de se mettre en place à l'échelle mondiale, et dont le stalinisme et le nazisme donnèrent un apercu en modèle réduit, dans le temps j'entends, bien que les Etats-Unis, Israël, la Chine et d'autres Etats s'en inspirèrent largement.

Paradoxalement, de nos jours Orwell fait quasiment l'objet d'un culte de la part d'une partie des intellectuels qui se prétendent progressistes, alors qu'à son époque ils conspuaient la bonne conscience de leurs semblables qui critiquaient volontiers le capitalisme, mais ne souhaitaient pas s'engager au côté de la classe ouvrière ou manifestaient de l'aversion pour le socialisme qu'ils confondaient avec le stalinisme, ceci justifiant ou servant de prétexte malhonnête à cela.

Orwell eut l'occasion de militer dans différents partis qui se réclamaient du socialisme, dont l'Independent Labour Party et le POUM, mais apparemment il ne rencontra jamais de dirigeants qui aient assimilé le marxisme. Dans un contexte particulièrement difficile, quand il était "minuit dans le siècle (V. Serge), bien qu'il ait été acquis sincèrement au socialisme, il ne parviendra jamais à traduire sur le plan organisationnel ses conclusions, sans doute en a-t-il été détourné par ses expériences malheureuses plus que par un manque de conviction ou de détermination qui l'anima jusqu'à la fin de sa vie.

Toujours est-il, qu'hier comme aujourd'hui où à toutes les époques, et cela nous concerne tous, il ne suffit pas de se déclarer socialiste pour d'un coup de baguette magique assimiler l'ensemble du processus dialectique matérialiste et historique. Chaque lacune peut se traduire par des interprétations erronées, de telle sorte qu'on s'en détourne à notre insu, d'où la nécessité de vérifier en permanence la validité des idées que nous avons acquises, quitte à les modifier si nécessaire. D'où aussi la nécessité de ne pas les personnifier ou de ne pas s'identifier à des idées qui peuvent être amenées à évoluer, puisque finalement elles n'appartiennent pas à une personne en particulier, pour être le produit de rapports qui impliquent une multitude de facteurs et d'acteurs qui sont susceptibles de connaître de profondes modifications.

Maintenant, quand on n'a pas réussi à trouver le chemin permettant de mettre en pratique une théorie, on peut en arriver à douter de cette théorie ou à la rejeter en partie ou en totalité en lui prêtant inconsciemment nos propres lacunes ou faiblesses, il arrive aussi qu'on en attende trop ou des miracles qui ne se produiront jamais, il en va ainsi également des gens qu'on a été un jour amené à croiser ou à fréquenter. On cherche des explications à nos déconvenues ou à nos désillusions qu'on ne trouve pas, parce qu'on refuse d'admettre qu'on puisse en être à l'origine.

Pour conclure provisoirement sur ce sujet, sur la fin de sa vie Orwell se rapprocha des anarchistes, qui, en tant que farouches ennemis du marxisme, ne trouvèrent rien de mieux à faire plus tard que de théoriser les idées qu'ils partageaient avec lui ou plutôt dans bien des cas, telles qu'ils les avaient interprétées à partir de leurs propres critères, bref de le récupérer pour le faire passer pour un disciple de Proudhon, qui serait opposé à toute théorie au profit de "valeurs non politiques".

- "Orwell n’est ni théoricien ni philosophe" (Chroniques orwelliennes - Avant-propos - Collège de France)

Ne pas être un théoricien et s'opposer à toute théorie, ce n'est pas du tout la même chose.

- Bien qu’il n’y ait pas d’interdictions expresses ni d’instructions claires sur ce qui doit ou ne doit pas être publié, on ne passe jamais outre la ligne officielle. Les chiens de cirque sautent quand le dresseur fait claquer son fouet, mais le chien vraiment bien dressé est celui qui exécute son saut périlleux sans avoir besoin du fouet. (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

Orwell : "Tout journaliste de la presse quotidienne vous le dira : l’un des secrets les plus importants de son métier, c’est l’astuce qui consiste à faire croire qu’il y a de l’information quand il n’y en a pas."

- "Pour autant, Orwell ne parle jamais à la place de ses lecteurs, ni en leur nom ; jamais non plus au titre d’une théorie, d’une doctrine ou d’un savoir ; jamais d’en haut ni d’ailleurs ; il est toujours au milieu d’eux, toujours un des leurs. Mais il leur parle avec sa propre voix, la voix singulière qu’il s’est donnée à partir de ses propres expériences politiques." (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

- "Mais elles relèvent également d’une stratégie de prise de distance à l’égard de ce qu’on nomme l’« actualité ». Un des pires maux du journalisme est vraisemblablement son obsession de la nouveauté – des news, comme on dit en anglais. Beaucoup de nouveautés sont dépourvues d’intérêt et beaucoup d’autres ne sont pas si nouvelles qu’elles en ont l’air. Pour mesurer ce qui change réellement, les progrès et les régressions, il ne faut pas avoir le nez collé sur les prétendus événements. Aussi Orwell ne cesse-t-il de citer de vieux almanachs, des vers anciens, des revues d’autrefois, des romans qui ont cinquante ou cent ans, etc. Lisant un roman de la seconde moitié du xixe siècle où l’auteur, militant progressiste, décrit les ouvriers comme des sous-hommes qu’il ne sera jamais possible de civiliser, il conclut :

Les temps sont révolus où il semblait naturel de rayer d'un trait de plume toute une couche de la population comme des sauvages incurables. Le plus snob des tories n'écrirait pas aujourd'hui [de cette façon] sur la classe ouvrière londonienne. […] Le progrès existe, si difficile que ce soit de le croire en cette époque de camps de concentration et de belles grosses bombes.

À l'inverse, lisant une revue anglaise de l'époque napoléonienne où les Français, ennemis mortels, sont traités avec le plus grand respect, il s'inquiète des propagandes haineuses et injurieuses de notre époque et mesure la régression d'un siècle à l'autre. En ancrant ainsi ses chroniques dans le passé, Orwell aide son lecteur à ne pas confondre modernité et progrès."

- "Le premier est celui qu'a répandu depuis vingt-quatre ans le titre de l'essai de Simon Leys, Orwell ou L'horreur de la politique. Assurément Orwell aurait eu en horreur le « Tout est politique » des années 1960-1970 et sa conséquence : que ce qui comptait n'était jamais de savoir si une idée était vraie ou fausse mais uniquement d'où elle venait, de quelle idéologie elle relevait et quels intérêts elle servait. Il suffit pour s'en convaincre de lire sa critique d'une des expressions favorites de cette époque, qui avait déjà cours de son temps : « Faire le jeu de… », cette « formule magique destinée à cacher les vérités dérangeantes ». Mais attribuer une « horreur de la politique » à Orwell, c'est passer à côté de ce qui est le ressort profond de son engagement et de son écriture, et qui s'exprime pratiquement dans chacune de ses chroniques : avant d'être une sphère particulière de la vie sociale (avec ses institutions, ses partis, ses discours, ses idéologies), la politique est d'abord un ensemble d'expériences quotidiennes de domination et d'injustice, d'égalité et de fraternité, à travers lesquelles se fait ou se défait notre monde commun. Ainsi la lutte des classes traverse tout le tissu de l'existence commune. Elle est perceptible jusque dans les vieilles chansons de marin et dans la gestion des animaux utiles ou nuisibles dans les campagnes. Il n'y a pas de dualité chez Orwell entre l'homme ordinaire et le militant socialiste : la nécessité du combat politique naît primitivement de l'exigence de préserver le monde commun – avec ses valeurs de vérité, d'objectivité et de décence commune – de sa destruction par le prétendu « réalisme », qui n'est que le masque de la volonté de puissance."

- Chroniques orwelliennes - Jean-Jacques Rosat membre du Collège de France
http://books.openedition.org/cdf/2092?lang=fr

- ...à l'heure des choix, dans l'Espagne de 1937, dans l'Angleterre de juin 1940, ou face au monde de 1946, « son flair moral » s'est avéré sûr : il s'est trouvé là où il fallait. (id)

George Orwell : « À une époque de tromperie universelle, dire la vérité devient un acte révolutionnaire ».

Wikipédia - Parallèlement à ces activités, Orwell envoie entre 1941 et 1946 seize articles (« Les Lettres de Londres ») à la revue américaine d'inspiration trotskiste Partisan Review.

LVOG - Ici figure la note suivante :

Wikipédia - Elle se caractérisa par sa forte hostilité à l'égard du stalinisme et elle devint le lieu d'expression d'une sorte de trotskisme littéraire : elle afficha une vive sympathie pour les idées de Trotski mais évita tout lien organisationnel ». J. Newsinger, La politique selon Orwell, p. 161.

Partisan Review.

Wikipédia - Un trimestriel américain littéraire et politique publié de 1934 à 2003...

Comme plusieurs revues « radicales » ou de « gauche » publiées au cours de la guerre froide, elle est financée par la CIA par le biais de fondations qui servaient de façades.

LVOG - Ici figurait un lien renvoyant à Frances Stonor Saunders qui publia en 2003 *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*

Qui est Frances Stonor Saunders ? Wikipédia - .... une réalisatrice de documentaires pour la télévision. Hidden Hands: A Different History of Modernism, réalisé pour Channel 4 en 1995, traite des liens entre différents critiques d'art et peintres expressionnistes abstraits avec la CIA.

Who Paid the Piper?: CIA and the Cultural Cold War (paru en 1999, traduit en français en 2003), son premier ouvrage développé à partir de son travail documentaire, se concentre sur l'histoire du Congrès pour la liberté de la culture, association culturelle anticommuniste secrètement financée par la CIA. http://www.bu.edu/partisanreview/archive/index.html

La cabale montée contre Orwell par le MI6 (Secret Intelligence Service ou SIS), relayée par le Guardian, Le Monde, Libération

Wikipédia - Polémique relative à la liste de noms de « communistes » fournie à l'Information Research Department

Le 11 juillet 1996, un article publié dans le quotidien anglais The Guardian révèle que George Orwell a livré en 1949 une liste de noms de journalistes et d'intellectuels « cryptocommunistes », « compagnons de route » ou « sympathisants » de l'Union soviétique à une fonctionnaire de l'Information Research Department (une section du ministère des Affaires étrangères britannique liée aux services de renseignements), Celia Kirwan. La réalité de cette collaboration est prouvée par un document déclassifié la veille par le Public Record Office.

L'information est relayée en France principalement par les quotidiens Le Monde (12 et 13 juillet 1996) et Libération (15 juillet 1996). Le public français apprend ainsi que l'auteur de 1984 « dénonçait au Foreign Office les "cryptocommunistes" » (Le Monde, 13 juillet 1996). Dans son numéro d'octobre 1996, le magazine L'Histoire va plus loin encore, expliquant qu'Orwell aurait « spontanément participé à la chasse aux sorcières » organisée contre les intellectuels communistes par le Foreign Office.

Ces articles français oublient de mentionner plusieurs informations essentielles. D'abord, Kirwan, belle-sœur de l'écrivain Arthur Koestler, était une amie intime d'Orwell, dont elle avait repoussé la demande en mariage en 1945, alors que l'écrivain était veuf depuis quelques mois. Ensuite, la remise des informations a eu lieu à l'occasion d'une visite de Kirwan à Orwell, peu avant la mort de ce dernier, qui était déjà dans un sanatorium. Kirwan lui confie alors qu'elle travaille pour un service gouvernemental chargé de recruter des écrivains et des intellectuels susceptibles de produire de la propagande antisoviétique. Orwell, après lui avoir donné les noms de quelques personnes de sa connaissance lui paraissant aptes à être recrutées, propose de lui indiquer, à titre privé, les noms d'autres personnes qu'il est inutile d'approcher, en raison de leurs convictions politiques (lesquelles sont souvent de notoriété publique).

La fameuse liste, déclassifiée en 2003 – mais déjà mentionnée dans la biographie de Bernard Crick parue en 1980 ; celui-ci en ayant tout simplement consulté la copie disponible dans les Archives Orwell – confirme ce qui précède. Bernard Crick signale que « quelques-uns (des individus), recensés comme ayant simplement des opinions « proches », semblent sélectionnés pour des raisons tirées par les cheveux et peu pertinentes ». Simon Leys répond à cela que la liste établie pour Kirwan n'est pas établie uniquement en fonction de critères politiques, mais signale également des individus dont il est inapproprié de solliciter la collaboration en raison de leur « malhonnêteté » ou de leur « stupidité ».

Dans sa biographie politique d'Orwell, John Newsinger mentionne que l'auteur a manifesté à plusieurs reprises à la fin des années 1940, son hostilité à toute tentative d'instaurer un « maccarthysme anglais ». Il indique aussi que, « lorsque l'IRD a été créé par le gouvernement travailliste, son but affiché est de mener des activités de propagande en faveur d'une troisième voie entre le communisme soviétique et le capitalisme américain. Il n'est absolument pas évident à l'époque qu'il s'agissait d'une arme des services secrets britanniques ».

Pour terminer, il faut indiquer que 1949 est l'une des années les plus terribles de la guerre froide. Staline est vieillissant, et sa paranoïa ne cesse de s'aggraver ; l'URSS a mis au point l'arme atomique et termine son processus de satellisation des pays d'Europe de l'Est ; la guerre de Corée est sur le point de débuter ; et l'Angleterre grouille littéralement d'espions du NKVD (notamment les fameux Cinq de Cambridge).

Orwell, lui, très loin des sympathies soviétiques d'une partie de l'intelligentsia occidentale, a pu voir pendant la guerre civile espagnole le stalinisme au pouvoir à Barcelone, lors de l'élimination des anarchistes qui contrôlaient la ville.

Le détail de cette affaire se retrouve dans le pamphlet Orwell devant ses calomniateurs, publié en 1997 par L'Encyclopédie des nuisances aux éditions Ivrea. De manière plus succincte, Simon Leys aborde la question dans la réédition de son essai Orwell ou l'horreur de la politique (2006) en concluant à la fin de l'annexe III :

« Le fait que, un demi-siècle après sa mort, Orwell ait pu encore être la cible d'une aussi crapuleuse calomnie montre bien quelle formidable et vivante menace il continue à présenter pour tous les ennemis de la vérité ». Wikipédia

Sur L’Information Research Department (IRD)

Wikipédia - L’Information Research Department (IRD), fondé en 1948, dissous en 1977, était une section du Foreign Office (le ministère des affaires étrangères britannique).

Cette campagne de propagande anticommuniste était secrètement financée et ne s’affichait pas comme telle auprès du public.

LVOG - Lénine n'était-il pas un agent du Keiser, le gouvernement bolchevik n'a-t-il pas été financé par la Fed ou les banquiers de Wall Street, et Trotsky, un juif qui plus est, sournois cela va de soi, n'était-il pas un agent de la CIA, les trotskystes n'ont-ils pas pactisé avec les nazis (hitléro-trotskystes) ?

George Orwell, Le lion et la licorne, 1941 - Jorge Semprun

Résumé - Il dénonce également les compromissions idéologiques de l'élite anglaise à l'égard du national-socialisme, une élite moins soucieuse d'être patriote et unie à son peuple que de défendre ses seuls intérêts de classe.

- « Le POUM (Partido Obrero de Unificacion Marxista) était l'un de ces partis communistes dissidents que l'on a vu apparaître en beaucoup de pays au cours de ces dernières années, par suite de l'opposition au stalinisme, c'est-à-dire au changement, réel ou apparent, de la politique communiste » George Orwell, Hommage à la Catalogne, p. 249.

- Le gouvernement républicain et les communistes du PSUC (sur ordre de Moscou) voulaient stopper le processus révolutionnaire enclenché à Barcelone : le 3 mai, la police investit le central téléphonique contrôlé par la CNT (anarcho-syndicaliste). Une grève générale spontanée s'ensuit. La direction du POUM presse celle de la CNT de prendre la tête du mouvement afin de remettre en route le processus révolutionnaire, ce qu'elle refuse, préférant malgré tout rester fidèle au gouvernement catalan. Isolé, le POUM estime ne pas avoir les capacités nécessaires pour organiser l'insurrection qui prend fin le 6 mai, après des combats qui ont fait plus de neuf cents morts et quatre mille blessés. Cf. Orwell, Hommage à la Catalogne, Appendice II, « Ce que furent les troubles de mai à Barcelone », p. 263-294 ; Newsinger, La Politique selon Orwell, p. 89-94.

A suivre.

Pédagogie ou démagogie.

Les faits nous donnent raison un peu plus chaque jour et cela en devient gênant.

J'ai une question à vous poser : Qui va nous expliquer réellement ce qui se passe ? Pourquoi les travailleurs font-ils preuve d'une telle insouciance, passivité ou neutralité, j'entends au-delà de leurs combats de nature corporatiste ? Vous me répondrez que la réponse est contenu dans la question. Même cela on ne nous le dit pas, on comprend pourquoi, mais c'est une autre question. Mais encore ?

Comment peut-on vivre dans une société aussi pourrie, chaque jour qui passe étant encore plus pourrie que le précédent ? C'est à croire qu'ils y trouvent leur compte ou qu'ils sont résignés. A moins qu'ils ne se sentent pas concernés parce qu'ils ne croient en rien. Vous me direz qu'il ne s'agit pas de croire mais de savoir, d'accord, mais en attendant à défaut de savoir, il faut faire avec ceux qui croient inconsciemment car c'est de là qu'émergera le savoir, une fois qu'ils seront parvenus à croire qu'ils ne savaient rien ou à en prendre conscience, pour peut-être commencer à apprendre quelque chose, puis passer à l'action...

Il s'agit là d'un constat et non d'un jugement, ceux qui ne savent pas faire la différence ferait bien de lire Orwell.

Ils osent tout dans le meilleur des mondes.

- "Nous savons que c'est un monde pourri dans lequel nous vivons", a lancé Jean-Luc Mélenchon. AFP 5 mai 2018

Ne l'était-il pas déjà hier ? Il en sait des choses... mais on ne le dirait pas ! Pour lui, c'est juste un concept ("nous savons") et non quelque chose qui correspond à un vécu, comme le chômage, la précarité, la pauvreté... Là vous frisze le procès d'intention, pas vraiment car il s'en accommode comme de Macron, de l'UE, etc.

- Le président de la Commission européenne, le conservateur Jean-Claude Juncker, y est allé de son hommage : "Marx n'est pas responsable de toutes les atrocités dont ses héritiers supposés doivent répondre", a-t-il dit à Trèves. AFP 5 mai 2018

Il devait encore être aviné... Le 5 mai, c'était le bicentenaire de la naissance de Karl Marx.

- Le fondateur et rédacteur en chef de Consortium News, Bob Parry.

Bob a révélé le scandale de l'Iran Contra, mais au lieu de recevoir le prix Pulizer, il a été licencié par l'Associated Press et Bloomberg. Alors il a suivi le conseil d'un célèbre spécialiste des médias A. J. Liebling : « La liberté de la presse n'est garantie que pour ceux qui possèdent un média ». Les Crises 6 mai 2018

Suite du 1er mai. Au temps des miliciens.

De deux ils sont pas passé à sept, c'est trop !

- Violences du 1er Mai: 7 suspects mis en examen et remis en liberté sous contrôle judiciaire - AFP 05.05

Sept personnes soupçonnées d'avoir commis des dégradations après la manifestation du 1er-Mai à Paris ont été mises en examen et remises en liberté sous contrôle judiciaire, contre l'avis du parquet qui avait demandé leur détention provisoire, a-t-on appris samedi de source judiciaire. AFP 05.05

Potache.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants font "la fête à Macron" dans une ambiance festive - AFP 05.05

"La fête à Macron", manifestation "pot-au-feu" à l'initiative du député insoumis François Ruffin, a rassemblé des dizaines de milliers de personnes à Paris dans une ambiance largement festive, encadrées par 2.000 policiers et gendarmes venus empêcher l'irruption de black blocs, quelques jours après les violents incidents du 1er-Mai.

La France insoumise (LFI) a revendiqué la présence de 160.000 manifestants à Paris pour le premier anniversaire de l'élection du chef de l'Etat, mais selon un comptage réalisé par le cabinet Occurrence pour un collectif de médias en milieu de parcours, 38.900 personnes ont participé au défilé. La préfecture de police en a compté 40.000.

Selon les organisateurs, cette initiative est une "première étape". Déjà, plusieurs associations, syndicats, partis envisagent une nouvelle journée de protestation le 26 mai. Ce jour-là, "par millions, déferlez ! Soyez la marée humaine qui change l'Histoire", a imploré samedi M. Mélenchon. AFP 05.05

Je vais vous le dire comme je le pense, leur fête, cela me fait chier au possible, c'est indécent, j'ai horreur du carnaval, grotesque. Ce qu'on subit ne me fait pas marrer du tout, je n'en dirai pas plus.

On peut participer au 26 mai : Dehors Macron, abolition de la Constitutions de la Ve République, assemblée constituante souveraine !

On dirait qu'ils savent très bien à qui ils ont affaire, et que cela ne les inquiète pas outre mesure.

- Poutou veut une "radicalisation de la contestation politique" - lexpress.fr 05.05

L'ex-candidat à la présidentielle, Philippe Poutou (NPA) appelle, dans une interview à paraître lundi dans le quotidien "La Marseillaise" à une "radicalisation de la contestation politique", envers Emmanuel Macron. Interrogé par le même quotidien, le leader de Génération.s Benoît Hamon invite à une "riposte sans répit".

Les deux leaders politiques appellent à l'union: "Il faut travailler à la construction d'une unité politique, syndicale et associative", déclare M. Poutou en jugeant que le "rendez-vous unitaire du 26 mai est une bonne chose" dans cette perspective. "La force du projet de Macron et des libéraux s'appuie sur l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative. A nous de montrer qu'il existe une alternative démocratique, sociale, écologique, qui se trouve à portée de mains et que rien n'interdit de mettre en oeuvre.", lance, de son côté, Benoît Hamon.

Interrogé par le même journal, Benoît Hamon, responsable du mouvement Génération.s, déclare : "Face à Macron, il faut assumer une forme de harcèlement politique et social. C'est un gouvernement qui harcèle les Français par des réductions de moyens pour l'école publique et les maisons de retraite, des droits en moins pour les salariés du privé, des postes et des missions en moins dans les services publics, des libertés en moins dans l'espace public", estime Benoît Hamon.

"Il faudrait une riposte qui soit une riposte sans répit. Il ne faut lui laisser aucun répit, car lui-même ne laisse aucun répit aux Français", ajoute l'ex-candidat PS à la présidentielle. Selon lui " la gauche a besoin de poser des actes de résistance en commun". M. Hamon appelle à "résister dans la rue, sur Internet, partout où nous pouvons pour contrer le démantèlement des services publics, parce que c'est cela dont on parle, ainsi que les droits des salariés". lexpress.fr 05.05

A bas la gauche et extrême gauche institutionnelle, c'est une imposture de droite !

Il reste la grève générale insurrectionnelle, celle où on dit : Stop, on ne marche plus, on n'accepte pas un sacrifice de plus, on arrête tout. Ceux qui détiennent le pouvoir doivent dégager et c'est nous qui devons décider nous-mêmes l'orientation de la société, dans quelle société nous voulons vivre, sur quelle base elle doit être reconstruite...

Mais avant d'en arriver-là, il y a un certain nombre d'obstacles à faire sauter, le premier consiste à croire que le capitalisme est éternel et que nous lui devons tout, alors qu'en réalité c'est nous qui produisons les richesses et nous ne lui devons rien ; le premier consiste à croire que nous ne serions pas apte à gouverner, alors qu'en réalité c'est nous qui faisons fonctionner la société et personne d'autres; le troisième consiste à croire que cela ne pourrait pas fonctionner parce que nous dépendrions de la mondialisation de l'économie, alors qu'en réalité tous les peuples partagent les mêmes besoins ou aspirations et s'inspireraient de notre expérience pour s'emparer du pouvoir politique...

Totalitarisme. Ils ont de la suite dans les idées.

- Facebook utilise l'intelligence artificielle pour prévoir vos actions futures au profit des annonceurs, indique un document confidentiel - Les Crises 07.05

Quand l'inquisiteur et faussaire est juge et partie.

- Loi contre les fausses informations : l'avis du Conseil d'État - Les Crises 5 mai 2018

L'Assemblée nationale a publié l'avis rendu par le Conseil d'État portant sur les propositions de loi relatives à la lutte contre les fausses informations

Commentaires d'internautes.

1- Merci pour cette publication qui nous révèle une fois de plus que la dictature de moins en moins soft, pardon "la verticalité du pouvoir" est en marche.

Ce texte abscons et indigeste a été rédigé par des technocrates pour des technocrates et non pour le rendre lisible et intelligible au plus grande nombre.

Il part d'un postulat faux : l'ingérence "d'Etats" – lire Russie – dans des élections en occident et en premier lieu aux US.

Cette fable a été prouvée et largement documentée sur ce site.

Ensuite, le CSA, qui n'a pas respecté ses propres règles en 2016 concernant le temps de parole aux candidats et tout particulièrement celui de Macron et de son équipe va voir ses pouvoirs coercitifs étendus…à devinez qui : RT et Sputnik qui ne sont bien entendu pas cités mais clairement visés.

Le CSA pourra même aller jusqu'à leur retirer – comme à d'autres -, sur "justificatifs", le droit d'émettre sur Internet !

Au vu de ce que l'Etat et les médias MSM entendent par "fausses informations", le CSA devient de facto et officiellement – en période électorale pour le moment – le Ministère de la Vérité… et ce n'est plus une fiction de 1984 !

2- Indépendamment des débats juridiques précis, il est évident que ce qui est visé par la loi c'est le débat et la critique réels que certains se permettent malgré la censure médiatique, grâce à internet.

3- D'après Cohen le 'journaliste" qui a pignon sur rue sur France 5 et France inter me semble-t-il, le simple fait de demander des preuves sur la soit-disant attaque chimique de la Ghouta fait de nous des "révisionnistes en temps réel ". Je vous laisse imaginer ce qui attend les personnes qui ne prennent pas pour argent comptant ce que dit big brother…

3- Le vote en 2017 était déjà une "enfumade" totale. Avec ces nouvelles lois, le pouvoir vérouille la prochaine élection, que Macron se présente à nouveau ou non.

Rappelons-nous, en 2017, le plan A était Juppé et non Macron. Donc en 2022, pour ne pas être confronté à la même déconvenue, pas de primaires, propagande de masse pour Le candidat choisi par le Deep State oligarchique/mondialiste et contrôle des médias dissidents pour que tout roule comme prévu.

Bienvenue en dictature !

4- Ce qui est fantastique, c'est qu'un aréopage d'élus et la plus haute instance administrative du pays parle de "diffusion massive de fausses information" pendant les dernières périodes électorales.

C'est insensé et proprement scandaleux car justement, cette affirmation est une fausse nouvelle elle même.

Je rappelle que ce soit pour l'élection Française, US, Allemande ou le Brexit, personne n'a donné ne serait-ce qu'un seul exemple de fausse information consistantes.

5- ...c'est quoi ces gens qui parlent de choses qui n'existent même pas et qui attentent aux libertés publiques sur des chimères?

6- Comme l'avait dit Karl Rove, conseiller de Bush Jr, "nous créons notre propre réalité…".

C'est exactement ce que fait Macron et son gouvernement mais aussi inquiétant, les Institutions font de même.

Chacun peut constater que Macron et son gouvernement piétinent le Droit mais si les Institutions s'y mettent, alors il n'y a plus aucun doute sur le régime Français.

7- Je n'ai pas de mots assez durs pour exprimer ma consternation la plus totale à la lecture des extraits de l'avis du Conseil d'État. Il n'y a aucune rigueur et les éléments factuels fondant la légitimité reconnue dans cet avis portant sur ce projet de loi sont pitoyablement énoncés comme tel : "les publications de fausses nouvelles massives" et autres "ingérences d'etats" étrangers avec "des moyens financiers et technologiques importants", sans jamais se sentir obligé d'en préciser les éléments d'information qui leur permettent d'affirmer de telle choses. C'est terrifiant de bêtise sachant que c'est une des trois cours suprêmes françaises.

8- Avec le système qui va être instauré, il y aura les chefs suprêmes de l'info qui dicteront ce qui est "right" et ce qui est "fake" et qui auront champ libre pour nous balancer n'importe quoi puisqu'ils auront la légitimité de la bonne info, donc la légitimité de tous les mensonges y compris de ceux qui entraînent des renversements de régimes (les armes de destruction massive de l'Irak) et des bombardements de représailles justifiés au mépris du droit international (les armes chimiques utilisées dans la Ghouta). Y a du souci à se faire

9- Ben oui fallait s'attendre à quoi ? A ce qu'ils obligent la presse mainstream à faire un mea culpa général pour l'ensemble de son œuvre ? Vietnam, Algérie, Irak, Syrie, Lybie, Serbie, Ukraine et j'en passe ? Non, vaut mieux accuser les autres de ses propres avanies, parce que sinon, la dissonance cognitive serait tellement importante qu'elle en ferait même griller le cerveau de BHL.

Sapir avait raison quand il évoquait une "démocrature", nous y sommes, et ça n'est que le début. Il est vraiment temps que la société civile se réveille pour de bon, ou nous risquons de perdre pour de bon le peu de liberté qu'il nous reste.

10- C'est bien plus facile de tromper quelqu'un que de le convaincre qu'il a été trompé…

En complément. Qui complote ?

- Skripal et le poison de Poutine: la théorie du complot du gouvernement May

https://www.mondialisation.ca/skripal-et-le-poison-de-poutine-la-theorie-du-complot-du-gouvernement-may/5625410

Le récit officiel sur l'empoisonnement de Sergei et Yulia Skripal est un pot-pourri d'allégations et d'affirmations dénuées de toute logique, qui ne s'accordent pas entre elles, qui ne font pas sens, et qui nous obligeraient, pour les croire, à accepter la chose et son contraire en même temps. Il s'agit en somme d'une théorie du complot, et qui plus est particulièrement mal ficelée. mondialisation.ca

Ils ne sont pas les seuls à avoir de la suite dans les idées.

- La censure de la haine avec Alain Deneault - franceculture.fr 04/05/2018

Le philosophe Alain Deneault, pour la publication de son ouvrage "Faire l'économie de la haine : essais sur la censure", dresse une critique acerbe du nouveau "totalitarisme" qui frappe nos sociétés par la conjonction du néolibéralisme, de l'avènement des multinationales et du recul des Etats.

"La censure a cours de manière invasive à travers les mots. En remplaçant le terme d'usager par le terme de client en ce qui concerne la SNCF par exemple, on détruit dans l'esprit des gens la notion de service public." Alain Deneault

Dans l'actualité des idées aujourd'hui : une critique du nouveau « totalitarisme », celui de l'économie omniprésente, de l'emprise des multinationales sur la marche du monde. Avec la complice des Etats.

"En voulant supprimer l'axe gauche-droite pour se présenter comme la seule parole possible, l'extrême-centre a donné l'émergence d'une polarité entre un Etat violent et brutal et des populations qui lui résistent." Alain Deneault

Un regard décentrée et une parole acérée celle du philosophe québécois Alain Deneault, directeur de programme au Collège international de philosophie à Paris. Il est l'auteur d'essais sur les multinationales, les paradis fiscaux et l'idéologie de la gouvernance, dénonçant les effets pervers du système économique capitaliste. Il a notamment publié "la Médiocratie" paru en 2015 en France chez Lux, "le totalitarisme pervers" et "Politiques de l'extrême centre"… Il a récemment réuni et présenté des textes

de Georg Simmel dans L'argent dans la culture moderne (Editions Hermann, mars 2018).

"Un discours nous est imposé comme étant le seul possible : plus de revenus pour les multinationale et de dividendes pour les actionnaires, moins de fond pour les services publics et pour les travailleurs." Alain Deneault. franceculture.fr 04/05/2018

Ils osent tout. Propagande et conditionnement. Ils ont dégoté la perle rare dans un tas de fumiers qui pue la réaction.

Qui sont ces Herbretais qui "ne mégotent pas sur leur enthousiasme" à Macron ?

- Une septuagénaire, ex-prof de BEP et ancienne supportrice de Nicolas Sarkozy ;
- Un commerçant, pâtissier-chocolatier ;
- Un cadre, responsable du développement durable ;
- Un cadre, conseiller en intégration technologique dans l'industrie ;
- Un chef d'une entreprise de courtage ;
- Une maire MPF (Mouvement pour la France de Philippe de Villiers)

Sur le marché un dimanche matin, ils n'ont croisé aucun ouvrier ou étudiant, valait mieux les faire disparaître. Bref, cela ne s'invente pas, dans cette commune de 16 500 habitants, ne vivent que des nantis, des gens heureux... qui ne représentent qu'une minorité de la population. Libération accorde 41 lignes aux privilégiés qui en pincent pour le roitelet, et 6 aux défavorisés qui le vomissent, normal en oligarchie.

- Aux Herbiers, «le meilleur président depuis très longtemps» - liberation.fr 6 mai 2018

Dans la commune vendéenne, terre de droite tendance Villiers-Fillon, les habitants, à quelques exceptions près, ne tarissent pas d'éloge sur Emmanuel Macron.

Aux Herbiers, grosse bourgade vendéenne de 16 500 habitants, tout baigne. Le soleil brille, le taux de chômage n'a jamais été aussi bas (4,3 % selon les tout derniers chiffres), l'équipe de foot disputera mardi - suprême consécration - la finale de la Coupe de France face au PSG et la France a un «super président». Aux Arcades, un bar-brasserie où l'on fait les préparatifs pour la retransmission de la rencontre, Marie-Jeanne, septuagénaire alerte, ex-prof de BEP et ancienne supportrice de Nicolas Sarkozy, est sous le charme. «Macron ? C'est le meilleur président qu'on a eu depuis très longtemps. Très intelligent, très fin dans ses remarques, il a la manière et en même temps la fermeté, c'est un cuir qui ne craint pas les coups. Quand on voit toutes ces grèves, les cheminots qui se battent pour leur retraite à 52 ans, c'est d'un égoïsme sans nom. Et il tient bon. Il ose faire ce que Sarkozy n'a pas osé.»

Installé au bar, Christophe, pâtissier-chocolatier de 57 ans tout habillé de bleu marine, abonde. «Macron, c'est la nouveauté, la jeunesse. Il faut qu'il aille encore plus vite, avec encore plus de réformes !» Pas de doute, en ces terres de droite longtemps fillonistes quand elles n'étaient pas acquises à Philippe de Villiers et à son Mouvement pour la France (MPF), on s'est trouvé un nouveau champion. Même certains électeurs qui ont pu par le passé voter à gauche trouvent de nombreuses vertus au Président. Comme Cyrille, 46 ans, responsable du développement durable chez Fleury-Michon, une des grosses entreprises des Herbiers qui, avec le chantier naval Jeanneau ou la société de charpentes métalliques Briand, recrutent à tour de bras. «Il incarne bien la fonction, se bat pour l'environnement et a donné de la dynamique sur l'Europe et les grands enjeux géopolitiques, juge-t-il. Il manque quand même la dimension sociale. Il faudrait remettre les gens autour de la table pour un vrai changement.»

Du côté du marché Saint-Pierre, où l'on se presse autour des étals de fruits et légumes, à deux pas de l'église des Herbiers dont les cloches carillonnent pour célébrer un baptême, d'autres Herbretais ne mégotent pas sur leur enthousiasme. Comme Jean-Yves, 57 ans, chandail sombre sur polo rose, qui a voté François Fillon au premier tour de la présidentielle, figure dont les turpitudes ont, ici comme ailleurs, considérablement dévalué la cote. «Pendant la campagne, je ne trouvais pas Macron crédible, se souvient-il. Je n'aimais pas son profil d'arriviste, sa façon de naviguer dans les hautes sphères, mais ça a été la bonne surprise. Il a redressé l'image de la France et il a une ligne directrice. Il tient un cap et fait des réformes qui ne sont peut-être pas plaisantes mais qu'il fallait faire.» Pour ce conseiller en intégration technologique dans l'industrie, ce qui lui donne «beaucoup de crédit», c'est également «l'aveuglement de l'opposition», qui en est réduite selon lui à organiser une «manif pot-au-feu» grand-guignolesque ou à se présenter, comme l'a fait le député de La France insoumise François Ruffin, en maillot de foot à l'Assemblée.

Chef d'une entreprise de courtage de 15 salariés, Stéphane, 53 ans, un sac de fruits de mer à la main, qui appréciait un François Fillon qu'il juge désormais totalement discrédité, salue aussi le volontarisme du Président. «Il a une fermeté qui me convient, sinon on n'avance pas, estime-t-il. On parle de président des riches, mais si les riches sont plus riches, je m'en fous. Ce que j'espère, c'est qu'ils créent de l'emploi, des richesses et que les pauvres soient moins pauvres.»

Au marché Saint-Pierre, tout le monde n'est cependant pas sur cette ligne et plusieurs retraités, évoquant la baisse de leurs pensions, lâchent, bougons, au seul nom de Macron, de lapidaires «il est nul !» ou «zéro !». Sans plus de commentaires. Michel, ébéniste et solide gaillard de 63 ans, avoue une profonde aversion. «J'ai horreur de ce personnage. Il est faux, ce mec. Il

veut faire preuve d'empathie, mais il n'aime ni les vieux ni le peuple, tout ce qui l'intéresse, c'est le pognon. Il devait baisser les dépenses publiques, il n'a rien fait. Fillon, Macron, c'est la même chose, de l'hypocrisie !»

Au bar des supporteurs du VHF (Vendée Les Herbiers Football), dont les couleurs rouge et noir ont envahi la ville, la maire MPF, Véronique Besse, 54 ans, venue partager une flûte de vin pétillant, exprime une opinion exactement inverse, tout en soulignant qu'avec «toute la batterie de casseroles qu'il a aux fesses», Fillon est «grillé». «Les vieux politiciens avec les vieux schémas, c'est dépassé», juge-t-elle, tandis qu'un tonitruant «Vive Macron !» résonne dans le bar. «Emmanuel Macron est l'incarnation de ce dont les gens ont besoin, la franchise, l'authenticité. Il s'attelle aux vrais problèmes et n'a pas peur d'aller sur le terrain, à la rencontre des gens, y compris ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.» Mardi soir, ils seront côte à côte au Stade de France. L'édile en rougirait presque déjà de plaisir. liberation.fr 6 mai 2018

En complément. Macron incarne l'Ancien Régime.

- Philippe de VilLiers (MPF) «Il (Macron -ndlr) a compris qu'il lui fallait habiter le corps des rois» - Liberation.fr 06.05

C'est à y perdre la tête...

Ils osent tout. L'imposture de trop.

Un secret de polichinelle qui vaut bien un aveu dont ils peuvent se vanter. A droite toute, au bout de la droite : l'extrême droite.

Quand ils évoquent Macron et sa politique, ils les comparent volontiers à un "rouleau compresseur" qui broie tous nos acquis ou droits sur son passage, ce qui fait davantage penser à la mission que remplirait l'extrême droite si elle était au pouvoir.

Mais les attardés que nous sommes s'interdisent toujours de caractériser le néolibéralisme et ses représentants d'extrême droite, parce que les moyens auxquels ils recourent pour parvenir à leurs fins sont plus raffinés ou sophistiqués, psychologiques, plus délicats que la mitrailleuse, cependant les conséquences sont tout aussi violentes pour ceux qui les subissent.

La réaction est bien liée au passé, faisons en sorte qu'elle n'ait pas de futur.

- Les vieux mots de la nouvelle droite - Liberation.fr 07.05

Un président aux accents monarchiques, à la politique libérale, attaché à l'ordre et ambigu sur la laïcité : Macron collectionne les marqueurs traditionnels de droite. Liberation.fr 07.05

Macron aurait caché sa "vraie nature".

- Candidat «ni de droite ni de gauche», président bien de droite. - Liberation.fr

Elu sur un positionnement centriste, le chef de l'Etat convainc surtout à droite, à coups de réformes libérales et de fermeté affichée. Un an après son arrivée à l'Elysée, Emmanuel Macron révèle-t-il sa vraie nature ? Liberation.fr

Mission impossible.

- Dans un documentaire sur France 3, Macron confesse "ne pas chercher à être aimé" - Le HuffPost

Elle compte sur vous...

- Un an après sa défaite, Marine Le Pen tente de remonter la pente - AFP 7 mai 2018

Totalitarisme. Macron, le fer de lance de la réaction mondiale. Quand la température monte, il casse le thermomètre.

- La France propose de changer les statuts de l'OIAC - Réseau Voltaire 6 mai 2018

Depuis plusieurs mois, les membres du « petit groupe » (Arabie saoudite, États-Unis, France, Jordanie, Royaume-Uni) tentent d'éliminer la Russie du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dans la même veine, la France vient de proposer d'amender les statuts de l'OIAC, l'organisation chargée de vérifier l'application

du Traité d'interdiction des armes chimiques —ce qui par voie de conséquence modifierait le sens du Traité—.

L'idée est que, puisque la Russie s'est opposée à la version atlantiste de l'affaire Skripal et des événements de la Ghouta orientale, l'OIAC puisse trancher sans elle sur ce qui s'est passé et puisse désigner les coupables.

Jusqu'ici, le mandat de l'OIAC lui permet d'établir des faits, pas de désigner des responsabilités. Les décisions de l'Organisation sont prises à une majorité qualifiée.

La proposition française est de décider désormais à la majorité simple ce qui donnerait automatiquement le pouvoir aux seuls Occidentaux. Réseau Voltaire 6 mai 2018

Barbare sanguinaire et maintenant escroc. Le vrai visage des "rebelles modérés" soutenus par les puissances impérialistes occidentales.

- Le leader de l'opposition armée syrienne vole 47 millions de dollars à son organisation - Réseau Voltaire 6 mai 2018

Selon plusieurs responsables de l'Armée de l'islam (groupe jihadiste jadis implanté dans la Ghouta orientale), le chef de leur organisation, Mohammed Alloush, s'est enfui après avoir volé 47 millions de dollars à son organisation.

Mohammed Alloush est le cousin de Zahran Alloush, fondateur du groupe jihadiste, mort en décembre 2015. La famille Alloush est dirigée par le grand-père, un prêcheur wahhabite réfugié en Arabie saoudite. Elle dispose de biens importants au Royaume-Uni. Soutenu par les Britanniques et les Français, Mohammed était devenu le leader de la délégation de l'opposition aux négociations de Genève. En Syrie, il s'était fait connaître par sa campagne d'assassinat des homosexuels.

Mohammed Alloush aurait réinvesti les sommes volées dans des commerces en Turquie et en Arabie saoudite. Réseau Voltaire 6 mai 2018

En oligarchie. Quand le parlementarisme est illégitime. La crise politique du capitalisme est mondiale.

- Allemagne: Le SPD à 17% dans un sondage, les conservateurs à 34% - Reuters 7 mai 2018

- Italie: Le M5S fait un nouveau pas en direction de la Ligue - Reuters 7 mai 2018

Le chef de file du Mouvement 5 Etoiles (M5S), Luigi di Maio, a formulé dimanche une nouvelle offre à la Ligue d'extrême droite afin de sortir l'Italie de l'impasse dans laquelle elle se trouve depuis les élections législatives du 4 mars. Reuters 7 mai 2018

- Consultations de la dernière chance sur le futur gouvernement italien - AFP 7 mai 2018

Les forces politiques italiennes doivent défiler une dernière fois lundi dans le bureau du président de la République, Sergio Mattarella, qui menace de nommer un gouvernement technique si aucune majorité politique ne se dessine, deux mois après les élections législatives. AFP 7 mai 2018

- Liban: faible mobilisation, les partis au pouvoir devraient conserver leur monopole - AFP 7 mai 2018

Le Liban a tenu dimanche ses premières élections législatives en près d'une décennie, un scrutin qui a peu mobilisé et ne devrait pas bouleverser la répartition du pouvoir entre les principaux partis en place.

Les bureaux de vote ont fermé à 19H00 (16H00 GMT) et sur les 3,7 millions d'électeurs, seuls 49,2% ont déposé leur bulletin dans l'urne, contre 54% en 2009, a indiqué dans la soirée le ministre de l'Intérieur, Nohad Machnouk.

Quelque 597 candidats répartis en 77 listes étaient en lice, pour des législatives organisées pour la première fois selon un mode de scrutin proportionnel.

Mais la répartition des sièges est aussi régie par un subtil partage confessionnel, entre les différentes communautés religieuses, et respecte une parité islamo-chrétienne. AFP 7 mai 2018

- Tunisie : faible participation aux premières municipales libres - AFP 7 mai 2018

Les premières municipales libres de Tunisie ont été marquées par une forte abstention dimanche, les Tunisiens se disant démobilisés par les difficultés économiques et politiques, lors d'un vote jugé crucial pour enraciner la démocratie dans l'unique

pays rescapé du Printemps arabe.

Le taux de participation à ce scrutin proportionnel à un tour, qui s'est déroulé sans incident majeur, n'a atteint que 33,7% au niveau national, et seulement 26% à Tunis, selon l'instance en charge des élections (Isie).

Fin 2014, la participation avait atteint 64,6 et 59% pour la présidentielle, et même 69% pour les législatives.

Les 5,3 millions d'électeurs tunisiens inscrits ont voté pour les conseillers des 350 municipalités, parmi 57.000 candidats.
Ces conseillers devront ensuite élire les maires d'ici la mi-juin. AFP 7 mai 2018

- Nouvel attentat contre un centre électoral en Afghanistan: au moins 13 morts - AFP 7 mai 2018

Au moins 13 personnes ont été tuées et 33 blessées dimanche par l'explosion d'une bombe dans un centre d'enregistrement pour les élections législatives dans l'est de l'Afghanistan, une nouvelle attaque contre le scrutin à venir. AFP 7 mai 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Peut-on tirer sur un enfant soldat? - Slate.fr

A gaza, ils ne sont pas armés et vos amis les massacrent...

- Gaza: trois Palestiniens tués par des soldats israéliens, selon un nouveau bilan - AFP 7 mai 2018

Trois Palestiniens ont été tués dimanche dans la bande de Gaza près de la frontière par des tirs de soldats israéliens, a annoncé l'armée israélienne dans un communiqué. AFP 7 mai 2018

Quelle audace insensée, ils violent la démocratie made in Otan !

- Irak: l'aviation irakienne frappe une nouvelle fois l'EI en Syrie - AFP 7 mai 2018

L'armée de l'air irakienne a frappé dimanche, pour la deuxième fois en deux semaines, une position du groupe jihadiste État islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a annoncé le bureau du Premier ministre.AFP 7 mai 2018

- L'ultranationaliste Seselj empêché de manifester dans un village de Serbie - AFP 7 mai 2018

La police serbe a empêché l'ultranationaliste Vojislav Seselj de manifester dimanche à Hrtkovci, village de la province de Vojvodine ou vit une minorité croate, où ses discours dans les années 1990 lui ont valu d'être condamné par la justice internationale. AFP 7 mai 2018

Fake news. Dossier sur le coup d'Etat fomenté par Washington et Bruxelles en Arménie

Je précise que je n'ai découvert ces articles qu'avant-hier.

- L'Arménie, une révolution au scénario très bien orchestré par Karine Bechet-Golovko - Mondialisation.ca 01 mai 2018

Les pays de l'espace post-soviétique sont frappés de deux types de handicaps, qui freinent leur développement naturel: intérieures et géopolitiques. Qui sont liés.

Son histoire et son implantation européenne, ses liens particulièrement forts avec la Russie, qui l'a toujours protégée des invasions diverses et variées de ses grands voisins, en ont fait un enjeu de taille pour le système atlantiste.

Ce n'est certainement pas pour rien que ce tout petit pays a l'une des plus grandes ambassades américaines au monde. Ne pouvant jouer sur la radicalisation comme en Ukraine, les différentes tentatives de révolution ayant échoué et les liens avec la Russie étant trop puissants (pour l'instant), le jeu a été mené par l'intermédiaire de l'OSCE, en s'appuyant sur les faiblesses humaines et institutionnelles.

Serge Sargsian.

Elu Président en 2008 au premier tour avec 52,82% des voix. L'OSCE confirme que les élections sont conformes aux normes internationales, mais le candidat ne plaît pas, il représente le clan de la force, le clan « pro-russe », qui s'oppose à un règlement du conflit au Haut-Karabakh en faveur de l'Azerbaïdjan, comme le veut le clan américano-turc. En plus il est légitime, fort du soutien populaire, donc difficilement manipulable. Or, l'Arménie est un gros morceau, un morceau qui résiste. Un allié indéfectible de la Russie. Une rupture idéologique.

Une première révolution de couleur est tentée en 2008 dès l'élection à la fonction présidentielle de S. Sargsian, menée par le premier président arménien, Levon Ter-Petrosian, rejoint par Nikol Pachinian, à la tête de l'actuelle tentative de coup d'Etat. Mais à cette époque-là, le président Sargsian est fort, légitime, la révolution qui durera du 20 février au 1er mars sera réprimée et ses leaders poursuivis en justice, condamnés et incarcérés.

Comprenant que l'attaque frontale ne marchera pas en Arménie, la tactique change et se reporte sur le front institutionnel: ce que tu ne peux détruire de l'extérieur, il faut l'infiltrer et le fissurer. L'OSCE lance alors un monitoring des procès des opposants politiques et « découvre » des imperfections dans le système judiciaire en particulier et institutionnel en général. Un travail de sape est mis en place, le rouleau compresseur est lancé. Aucun système n'étant formellement parfait, il toujours possible d'y travailler, la réalité de son fonctionnement n'intéressant pas les « réformateurs » européens « bien -intentionnés ».

Nikol Pachinian, leader de l'opposition, est alors condamné à 7 ans de prison. Mais des mouvements de rue sont régulièrement organisés et maintiennent une pression sur le pouvoir. En 2011, la libération des « prisonniers politiques » est demandée. Le pouvoir recule, Nikol Pachinian est libéré, il sera élu député en 2012 avec quelques autres opposants, très minoritaires au Parlement.

Le coup de génie de l'OSCE est de savoir exploiter au maximum les faiblesses humaines. Car pour qu'une mauvaise réforme prenne, il faut trouver l'individu au pouvoir qui peut y trouver son intérêt personnel. Serge Sargsian en est à son deuxième mandat et ne pourra être élu encore une fois. Or, il ne semble pas prêt à quitter le pouvoir. L'alternative se présente: mettre un autre candidat en poste ou bien changer les institutions et garder le pouvoir. Il a changé les institutions pour garder le pouvoir.

En 2014, il annonce alors la réforme constitutionnelle transformant l'Arménie en République parlementaire, qui sera adoptée en 2015, mais dont l'entrée en vigueur est reportée de trois ans, c'est-à-dire au moment de la fin du deuxième mandat de Sargsian. Pour sa part, il promet de ne pas se représenter au poste de Premier ministre, qui détiendra alors le véritable pouvoir. Mais son parti remporte les législatives et il est élu Premier ministre par le Parlement en avril 2018. Ce fut l'erreur. Une erreur parfaitement exploitée.

La transformation de Nikol Pachinian en candidat « acceptable »

C'est alors que la colère gronde, elle est bien canalisée par l'opposition qui promet de vivre mieux, comme en Occident, mais sans aucun programme économique. Comme en Ukraine, les déclarations anti-russes en moins.

Nikol Pachinian à la tête du mouvement d'opposition a troqué son costume d'homme d'affaires occidental pour adopter celui du combattant du Haut-Karabakh, beaucoup plus populaire.

Le Premier ministre Serge Sargsian a brusquement démissionné une semaine après son élection par les députés, mais ce n'est pas suffisant. Le Parlement « doit » nommer le candidat de la rue, c'est-à-dire Pachinian sous menace de faire dégénérer la situation.

Les leçons ont été tirées de l'Ukraine et de 2008. Pas de drapeaux étrangers – le mouvement doit être présenté comme « national », donc naturel. C'est ce que répète sans relâche Pachinian. Des garanties – verbales – également répétées en boucle affirmant que rien ne changera à l'égard de la Russie. Ce qui calme le voisin, et coupe toute possibilité de réactions.

Logiquement des élections anticipées auraient dû être organisées suite à la démission du Premier ministre, ce qui aurait permis de régulièrement régler cette crise politique. Mais la logique de la rue n'est pas une logique politique, c'est une logique « de guerre« . Il faut remporter la victoire à n'importe quel prix, c'est le droit du plus fort, donc la négation du droit.

Le Parlement va se prononcer demain, 1er mai. Le pouvoir, faible, continue à reculer. Après la démission de Sargsian, le parti majoritaire au Parlement n'a pas présenté de candidat, « pour ne pas envenimer la situation ». Finalement, le pouvoir créé un vide politique que l'opposition remplit par la force. Les manifestants restent dans la rue, pour faire pression. Quelques dizaines de milliers contre tout un peuple. La minorité hurlante va-t-elle réussir à prendre le pouvoir ?

https://www.mondialisation.ca/larmenie-une-revolution-au-scenario-tres-bien-orchestre/5625342

- L'anarchie arménienne est seulement bonne pour les USA par Andrew Korybko - Mondialisation.ca, 02 mai 2018

Nikol Pashinyan, le politicien expérimenté qui mène ce qu'il a décrit comme une « révolution de velours » et a été l'un des principaux instigateurs de la tentative de révolution de couleur dénommée « Erevan électrique » en 2015, a été le visage public de cette campagne, même si l'ancien premier ministre a clairement expliqué qu'un homme dont le parti n'a fait que 7% des voix aux dernières élections n'a pas le droit de parler au nom de la nation. Il faut dire toutefois en « faveur » de Pashinyan qu'il a été très clair sur ses intentions de changement de régime et que son mouvement a su attirer des hordes de jeunes naïfs dans ses foules en expansion progressive.

De façon compréhensible, ces jeunes sont furieux de la stagnation économique de cet État du Caucase du Sud, mais leur participation aux troubles a été exploitée pour les faire servir de boucliers humains en protection des leaders du mouvement plus âgés, tout comme en 2015. De plus, il faut dire que l'Arménie – tout comme l'Ukraine il y a presque cinq ans – est divisée en Est et Ouest, et que cette division est soulignée par le numéro d'équilibriste de l'ancien gouvernement Sargsyan, qui tentait de préserver à la fois son adhésion à l'Union économique eurasienne menée par la Russie et sa nouvelle relation avec l'UE à travers le CEPA (accord de partenariat global et renforcé entre l'Arménie et l'Union européenne).

Cette schizophrénie géostratégique, pour ainsi la nommer, a eu pour effet imprévu de déstabiliser la situation politique intérieure en Arménie en envoyant des messages confus à ses citoyens et en provoquant des discordes dans tous les secteurs de la société, comme presque toujours dans les cas de leaders politiques indécis qui essaient de faire plaisir à tout le monde et qui, en fin de compte, ne satisfont personne. Cet situation s'est avérée un terreau fertile pour des hyper-nationalistes comme Pashinyan, qui allègue démagogiquement que le gouvernement précédent n'en avait pas fait assez pour protéger les intérêts de l'Arménie et aurait dû répondre d'une façon ou d'une autre à la « diplomatie militaire » des Russes, qui ont maintenuun « équilibre » stratégique entre l'Arménie et son ennemi voisin, l'Azerbaïdjan.

Les implications de la prise de pouvoir par Pashinyan et d'autres hyper-nationalistes pro-occidentaux en Arménie après la démission de Sargsyan ne doit pas être sous-estimée, parce qu'il est très possible qu'ils provoquent une « guerre de continuation » dans le Haut-Karabagh [territoire grand comme un département français indépendant depuis la chute de l'URSS, et qui est resté un théâtre de conflits entre Arméniens et Azéris, NdT], dans une tentative d'attirer la Russie dans une conflagration où elle pourrait s'enliser dans un bourbier régional dans le Caucase. Les accords de défense mutuelle avec Erevan ne s'étendent pas au-delà de la frontière arménienne jusqu'à la région disputée, qui se situe à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Azerbaïdjan [Voir la carte ci-dessous, NdT], mais quoi qu'il en soit, la dynamique de chaos des conflits est telle que la base militaire russe de Gyumri, au nord-ouest de l'Arménie, pourrait bien finir par jouer un rôle.

La déstabilisation de cet État n'est pas du tout à l'avantage de la Russie, ni de l'ordre mondial multipolaire émergent en général, mais il correspond à ceux des USA et de leurs alliés en créant des problèmes juste au centre de l'entente tripartite Russie-Turquie-Iran, de plus à une époque particulièrement sensible au plan géopolitique.

https://www.mondialisation.ca/lanarchie-armenienne-est-seulement-bonne-pour-les-usa/5625362

- Maïdan reloaded : changement de régime en Arménie par Andrew Korybko - Mondialisation.ca 02 mai 2018

Quand neuf législateurs sur 105 mènent un mouvement de plus en plus violent pour renverser un gouvernement élu via ce qui est finalement devenu un coup d'Etat militaire de basse intensité, c'est normalement le signe inquiétant qu'une dictature, et non une démocratie s'annonce.

La révolution de couleur en Arménie a été une réussite, et le politicien hyper-nationaliste et oligarque au petit pied Nikol Pashinyan a pu faire pression sur l'ancien président et aujourd'hui ex-premier ministre Serzh Sargsyan pour qu'il démissionne, malgré l'insistance de ce dernier sur le fait que « une force politique [celle de Nikol Pashinyan] qui a fait 7-8% des voix dans cette élection, n'a pas le droit de parler au nom de la nation » et de « faire du chantage à l'État ». La fin de son gouvernement est arrivée rapidement après que ses nouveaux amis de l'UE l'aient trahi en exigeant la relaxe de Pashinyan et d'autres provocateurs arrêtés (y compris deux terroristes poseurs de bombes présumés), et que Sargsyan ait obtempéré. Cela a coïncidé avec des centaines de soldats sortant des casernes pour se joindre aux « manifestants », ce qui a déclenché des menaces de sévères sanctions légales à leur encontre par des représentants patriotes de l'armée.

Malheureusement pour l'ordre constitutionnel de l'État, le désormais ex-premier ministre a suivi les pas de son homologue Ukrainien Ianoukovitch et refusé de recourir à la force pour résoudre cette crise hybride, choisissant plutôt de démissionner plutôt que d'obéir au devoir légal espéré par sa population et de restaurer l'ordre dans les rues. Nous ne savons pas encore si les soldats conspirateurs ont été envoyés dans les rues par ceux de leurs commandants alignés sur le lobby de la diaspora arménienne basée en Californie, qui tente de téléguider la révolution colorée, ou s'il ont désobéi en masse à leurs supérieurs pour sortir dans les rues. Mais quelle que soit la réponse, cet incident démontre une fracture sérieuse dans les forces armées, qui continuera sûrement à être exploitée.

Cette combinaison de militaires « rebelles » dans les rues couplée à une minorité de politiciens hyper-nationalistes qui ont pris le contrôle de milliers de jeunes esprits, et fait du chantage à l'État pour qu'il accède à sa volonté de changement de régime, implique que l'Arménie ne verra pas ce qui est superficiellement considéré comme « la démocratie occidentale », mais, de

façon inquiétante, elle pourrait voir la sorte de dictature dysfonctionnelle qui s'est formée chez sa voisine, l'Ukraine « révolutionnaire », dont « l'Euromaïdan » à Kiev, il y a cinq ans de cela, reflète fidèlement ce qui vient de se passer à Erevan.

Le point-clé est que l'Arménie va très probablement se tourner encore plus vite vers l'Occident qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, avec sa diaspora californienne de type Gulen sur le point de prendre le pouvoir sur l'État à travers ses représentants locaux, et ses citoyens forcés d'accepter le remplacement de leur oligarques pro-russes par des oligarques pro-américains. La Russie a beaucoup à perdre avec ce qui vient de se passer, parce que les hyper-nationalistes de type Pravy Sektor pourraient tenter de rediriger la colère de la société contre le partenaire historique de l'Arménie aujourd'hui associé au président destitué Sargsyan, que le président Poutine avait félicité pour « son accession à ce poste de responsabilité qui réaffirme son autorité politique et le soutien de la population aux grande réformes prévues pour résoudre les défis socio-économiques de l'Arménie. »

Si « convaincants » soient les efforts de la puissante diaspora arménienne (et tout particulièrement celle de la Californie) pour présenter la dernière révolution de couleur de l'Amérique comme une « victoire pour la démocratie et pour le peuple », il ne faut pas oublier que Sargsyan a cédé à la pression de l'UE, tout comme Ianoukovitch l'avait fait, et a autorisé le renversement de son gouvernement par des forces politiques dont il avait lui-même dit hypocritement, 24 heures avant sa chute, qu'elles ne représentaient que 7-8% des voix et n'avaient « pas le droit de parler au nom de la nation » ou de « faire du chantage à l'État ». Nous ne pouvons que conjecturer sur ce qui a pu se passer entre-temps pour le faire changer aussi vite d'avis, bien que cela puisse avoir un rapport avec le coup d'État militaire mené par ce qui pouvait être des troupes « rebelles ».

Quoi qu'il en soit, la démocratie n'a pas gagné en Arménie – la dictature a vaincu – et l'avenir du pays n'a pas eu l'air plus sombre depuis bien longtemps, mais comme dans le sillage immédiat de « l'Euromaïdan », la majorité du peuple n'a pas encore réalisé ce qui s'est passé, et quelques-uns ne le réaliseront jamais.

https://www.mondialisation.ca/maidan-reloaded-changement-de-regime-en-armenie/5625360

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

- Violences au Cachemire: 10 morts lors de manifestations - AFP 07.05

Cinq insurgés présumés, parmi lesquels un universitaire, ont été abattus dimanche par l'armée indienne au Cachemire, et cinq civils ont trouvé la mort lors de manifestations qui ont suivi, a annoncé la police locale. AFP 07.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- Adolescente violée et brûlée vive en Inde: le suspect principal arrêté - AFP 07.05

La police indienne a annoncé dimanche l'arrestation du suspect principal du viol et du meurtre d'une adolescente qui a été brûlée vive, dernière affaire en date dans une série d'agressions sexuelles contre les femmes dans le pays.

Le chef du village où les faits se sont produits a également été arrêté et la famille de la victime de 16 ans a été placée sous protection spéciale par la police.

Le suspect principal, Dhanu Bhuiyan, a été découvert dans la maison de proches où il se cachait depuis le crime commis dans un district reculé de l'Etat de Jharkhand (est).

La jeune fille avait été enlevée de chez elle jeudi alors que sa famille assistait à un mariage et violée dans une forêt, avait précisé la police locale.

La famille s'était alors plainte auprès du conseil des anciens du village qui avait ordonné vendredi à deux accusés d'effectuer cent abdominaux et de verser une amende de 50.000 roupies (750 dollars).

Furieux devant cette sentence, Dhanu Bhuiyan et les autres suspects auraient alors roué de coups les parents de la jeune fille et incendié leur maison avec cette dernière à l'intérieur.

Les conseils d'anciens règlent souvent des différends, contournant le système judiciaire en Inde, long et coûteux. Même si leurs décisions n'ont pas de force juridique, leur influence sur les communautés rurales est considérable. AFP 07.05

Le conseil du village est renouvelé chaque année. Mais en réalité ce sont les familles les plus riches qui le dirigent à tour de rôle, leurs membres sont auto-désignés ou cooptés, ce sont des hommes en général ou exclusivement, selon mon expérience personnelle. Il est censé représenter les intérêts du village auprès des représentants de l'Etat du district auquel il est rattaché, qui eux-mêmes ont été élus et sont membres de partis politiques corrompus.

ECONOMIE

Etats-Unis

- Montant record d'emprunts pour le Trésor américain - leblogfinance.com 30.04

Signe des temps …. et de l'endettement gigantesque des Etats-Unis : le Trésor américain a indiqué lundi avoir emprunté la somme – record, pour un trimestre – de 488 milliards de dollars pour les trois premiers mois de 2018. Un montant qui dépasse le dernier record établi le 1er trimestre 2010. Date à laquelle, sortant d'un phénomène de récession, l'Etat fédéral avait emprunté 483 milliards de dollars. Compte-tenu du coussin de trésorerie qui aura été accumulé, les emprunts ne devraient pas dépasser 75 milliards au second trimestre, mais devraient néanmoins remonter à 273 milliards pour le 3e trimestre, selon les précisions fournies par le Trésor US.

De coûteuses réductions d'impôts pour le Trésor américain

Reste que selon selon le Bureau du Budget du Congrès (CBO), les réductions d'impôts particulièrement massives accordées aux entreprises américaines – mesures qui auront permis de doper leurs bénéfices et de faire face à la hausse des matières premières – le déficit du budget de l'Etat américain devrait nettement se creuser pour passer de 665 milliards de dollars en 2017 à 804 milliards en 2018.

Dans un rapport séparé, le Trésor a indiqué qu'au 30 juin 2017, la valeur des titres américains détenus à l'étranger était de 18.409 milliards de dollars, dont 7.189 milliards de dollars en actions, 10.290 milliards en titres à long terme (dont 1.262 milliards en obligations appuyées sur des crédits immobiliers) et 930 milliards en obligations à court terme. leblogfinance.com 30.04

Inde

- PSA concevra avec Tata des véhicules low cost pour l'Inde - leblogfinance.com 04.05

PSA a choisi d'externaliser en Inde la mise au point de véhicules à bas coûts destinés aux pays émergents. C'est en effet ce qu'indique le journal économique Les Echos. Le tout dans le cadre d'un projet mis en oeuvre via une alliance avec un partenaire local, d'ores et déjà évoqué par le presse indienne depuis quelques mois.

Selon les Echos, PSA a missionné la société de R & D Tata Consultancy Services – l'une des plus importantes sociétés du conglomérat indien Tata fortement implanté dans les secteurs de l'automobile et de l'acier – pour concevoir des véhicules adaptés aux portefeuilles des clients indiens. A l'instar de la Renault Kwid, le produit conçu pourrait également être destiné à d'autres pays émergents. En interne PSA, ce type de véhicules aurait la dénomination de « smart cars ».

Comme on pouvait s'y attendre, le choix de l'Inde est avant tout financier, Tavares précisant que l'objectif de PSA était d'obtenir un prix de fabrication deux fois moins élevé qu'en France. Le constructeur souhaiterait un approvisionnement en pièces locales à 90 % et chercherait à réduire les coûts de production d'au moins un tiers par rapport à la valeur la plus performante réalisée par le groupe au niveau mondial. Vaste défi, certes, mais le groupe souhaite se donner le temps qu'il faudra pour pouvoir atteindre une cible aussi audacieuse.

Conçue avec la devise «Be Indians in India», le recours de TCS par PSA est une "tentative par un conglomérat mondial de concevoir et développer des produits pour les acheteurs indiens au coût indien et concurrencer fortement Maruti et Hyundai" affirmaient quant eux les media indiens en janvier dernier.

Ajoutant qu'après avoir tiré les leçons des erreurs commises par d'autres constructeurs automobiles internationaux – lesquels avaient voulu appliquer en Inde les méthodes globales d'ingénierie, stratégie qui s'était avérée au final infructueuse en terme de coûts – PSA avait décidé désormais de s'appuyer sur l'ingénierie indienne.

La presse locale avait également tenu à préciser que TCS travaillait de manière intensive avec Nissan pour ses divers projets globaux et avait aidé le constructeur japonais Isuzu pour ses plans d'approvisionnement en Inde. Indiquant par ailleurs que le groupe Volkswagen avait engagé pour sa part une discussion avec Mahindra Engineering Services, Tata Technologies et Hinduja Technologies.

La direction du groupe tente quant à elle de lever toute ambiguité. Soulignant que les nouveaux véhicules développés ne seront pas des voitures low-cost du même ordre que la Tata Nano.

Tout en peaufinant parallèlement la mise au point de ses smart cars, PSA devrait lancer la production chez son partenaire indien CK Birla à partir de la mi-2019 , au rythme de 30.000 puis 60.000 voitures à l'année.

En janvier 2017, les groupes PSA et CK Birla ont signé des accords de joint-venture pour produire et vendre des véhicules et des composants en Inde à l'horizon 2020. Ce partenariat comprend deux accords de joint-venture entre le Groupe PSA et les sociétés du Groupe CK Birla. Dans le cadre du premier accord, le Groupe PSA détiendra une part majoritaire dans la joint-venture constituée avec HMFCL pour l'assemblage et la distribution des voitures particulières de PSA en Inde. En vertu du second accord, une joint-venture 50/50 est constituée entre le Groupe PSA et AVTEC pour la fabrication et la fourniture de groupes motopropulseurs. Les sites de production pour l'assemblage des véhicules et des groupes motopropulseurs seront situés dans l'État de Tamil Nadu.

L'usine de CK Birla devrait disposer d'une capacité annuelle de 100.000 unités et bénéficiera d'un investissement complémentaire au fur et à mesure de la montée en puissance du projet à long terme. Le site devrait se voir adjoindre une unité de fabrication de moteurs et de transmissions. La performance de la structure industrielle sera soutenue par un degré élevé d'intégration locale, afin d'atteindre le niveau requis de compétitivité des coûts.

Sur place, le groupe compte s'appuyer sur un réseau de concessionnaires indépendants. Ce partenariat à long terme devrait permettre aux deux entreprises de contribuer à la croissance du marché automobile indien, dont la production devrait atteindre 8 à 10 millions de véhicules d'ici à 2025, contre 3 millions en 2016. leblogfinance.com 04.05

Haut de page

Le 11 mai 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (15 pages)

Cette causerie a été rédigée sans tenir compte des infos d'hier.

Chroniques orwelliennes du Collège de France.

- L'opposé du l'homme ordinaire en effet est l'homme totalitaire, c'est-à-dire l'individu qui est dépossédé de sa capacité d'exercer son jugement de manière indépendante, et du même coup de sa capacité d'éprouver tout l'éventail des sentiments ordinaires. C'est ce qu'annonce au héros de 1984 l'intellectuel dirigeant qui le torture :

- "Jamais plus tu ne seras capable d'un sentiment humain ordinaire (ordinary human feeling). Tout sera mort en toi. Tu ne seras plus jamais capable d'amour, d'amitié, de joie de vivre, de rire, de curiosité, de courage ou d'intégrité. Tu seras creux. Nous allons te presser jusqu'à ce que tu sois vide, puis nous te remplirons de nous-mêmes."

Il importe de bien comprendre ici que l'adjectif « totalitaire » ne s'applique pas seulement pour Orwell à des régimes et à des mouvements politiques mais à des idées et mécanismes intellectuels qui sont partout à l'oeuvre dans le monde moderne. (Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Collège de France)

En effet, le totalitarisme est un modèle de société qui ne laisse rien au hasard et il est fortement recommandé d'en prendre conscience le plus tôt possible.

Quand on l'explique plus d'un demi-siècle après, il y en a encore parmi nous pour décréter que cette question n'aurait aucune répercussion sur la lutte de classe, sidérant, quel aveuglement ! On peut affirmer qu'elle est d'actualité ou que la tournure que prend la situation nous invite vivement à y réfléchir sérieusement.

- Le parlementarisme fut révolutionnaire à une certaine époque, il fallut en faire l'expérience pour s'apercevoir qu'il était devenu réactionnaire et qu'il le demeurerait par la suite, sauf qu'on n'en tira pas cet enseignement. Quand un élément passe de l'état gazeux à l'état solide, il n'est plus destiné au même usage, élémentaire, non ?

C'est comme un parti ouvrier, lorsqu'il a trahi une fois, il a changé définitivement de nature, partant de là on peut ou non en tenir compte et lui trouver des qualités qui n'existent plus pour servir des objectifs qu'il ne permettra jamais d'atteindre. On peut s'illusionner ainsi pendant très longtemps.

Il faut distinguer la période pendant laquelle les éléments d'une contradiction s'affrontent et la résolution de leur conflit demeure en suspens ou n'est pas parvenue à son terme, et celle qui se situe au-delà ou ayant débouché sur de nouveaux rapports. On peut se méprendre en confondant les deux, dès lors qu'on n'a pas déterminé à quel moment précis cette transformation avait eu lieu.

C'est exactement ce qui se passa en voulant faire jouer un rôle à des partis sans tenir compte qu'ils avaient changé de nature. On crut qu'on pourrait se servir de leurs contradictions, alors qu'en réalité elles appartenaient à la période antérieure à leur changement de nature, par la suite il n'en restera plus que l'enveloppe décrépite qui servit à une imposture qu'on s'employa minutieusement à entretenir. Quant au contenu, il demeura le même puisqu'aucun retour en arrière n'était envisageable, et c'est lui qui imprima le cours de l'histoire sans qu'on puisse y faire quoi que ce soit.

Cela fait penser à cette fâcheuse habitude qui consiste à attribuer aux masses des illusions qu'elles ont perdues depuis longtemps, tandis qu'on est incapable d'observer celles qu'elles trimballent encore.

On s'aperçoit ici qu'on n'a pas cessé de baigner en pleine illusion à tous les niveaux, tout en étant assuré de détenir la vérité, de préférence ou cela va de soi.

- Le fascisme, n'a de légitimité et ne peut s'imposer durablement que s'il s'impose à l'échelle mondiale, c'est ce dont ses idéologues ou ses partisans ont pris conscience depuis longtemps, ceux qui détiennent le pouvoir et qui y recourent aujourd'hui.

Les oligarques estiment que seul ce mode totalitaire de gouvernement peut désormais les sauver de la crise du capitalisme devenue hors de contrôle, et qui ne peut qu'alimenter la lutte de classe des masses exploitées et opprimées au point de la rendre tout aussi incontrôlable. Ils n'ont pas le choix, c'est une nécessité pour eux.

Ils estiment que les conditions sont favorables pour instaurer un tel régime depuis qu'ils ont réussi à corrompre, disloquer ou détruire le mouvement ouvrier de l'intérieur, depuis qu'ils sont parvenus à écarter ou à censurer toute opposition à leur politique et à leur entreprise tyrannique, bref, depuis qu'ils ont pris conscience qu'ils concentraient absolument tous les pouvoirs, et que le moment était venu d'en faire usage pour mettre un terme définitif (C'est ce qu'ils croient) à la menace qui pesait sur leur pouvoir, qui doit être sans faille, absolu, sans partage, exclusif, tout en continuant de tenir des discours enflammés sur la démocratie relayés par une armée d'intellectuels et d'agents au sein du mouvement ouvrier corrompus ou achetés ou tout simplement, les masses ignorantes qui s'expriment par le biais des réseaux (a) sociaux qu'ils ont créés pour remplir cette fonction, notamment.

On les croient faibles, on dit qu'ils sont une infime minorité, mais en réalité ils disposent ainsi de millions et millions de porte-voix dans toutes les couches de la société, qui répandent quotidiennement leurs idées sans avoir conscience des intentions toxiques qu'elles recouvrent ou de la cause sordide qu'elles servent.

Le fait que personne ou presque ne consacre son attention au sort que lui réserve la société, ne s'implique dans les décisions qui sont prises en leur nom et orientent la société dans une direction précise, témoigne de l'ignorance des masses.

- Certains découvrent soudain ahuris ou un rien troublés, que la gauche américaine était en réalité plus à droite ou pire encore que la droite officielle, le parti républicain. Comme il y en a qui ont découvert atterré ou un brin choqué que le PS était en réalité un parti de droite. Dans les deux cas cela datait depuis des lustres.

On se demandera comment de telles impostures ont-elles pu tenir si longtemps. Pourquoi d'après vous, sinon parce que la présentation qui en avait été faite avait été sciemment erronée ou mensongère. Mais pourquoi ? Il y a plusieurs réponses à cette question, tout dépend du statut de leurs auteurs. On n'y reviendra plus loin.

J'ai lu quelque part qu'Obama (Le démocrate, de gauche) avait davantage dérégulé l'économie et perpétrer plus de crimes que son prédécesseur, G. W. Bush (Le républicain, de droite), et en terme d'imposture et de mensonge il avait battu tous les records. Pour mieux camoufler sa véritable nature, ainsi que celle de sa politique réactionnaire, il se présenta comme le défenseur des communautés opprimées. Afro-américain, c'est sous son mandat que seront perpétrés le plus de crimes de Noirs innocents.

Sous la IVe République en France, le PS (SFIO) et le PCF en firent autant pour le compte de l'impérialisme français en Indochine, au Maghreb et en Afrique, profitant du plan Marshall et de l'augmentation du taux de productivité (d'exploitation) pour financer des réformes sociales qui allaient accompagner la reconstruction du capitalisme français et son Etat. Il incombera au parti de l'ordre officiel de retour au pouvoir en 1958 de réaliser la décolonisation (Qui en réalité n'a jamais été achevée, mais c'est une autre histoire...). Il était interdit de s'interroger politiquement sur la véritable nature de ces réformes sociales, elles étaient décrétées progressistes un point c'est tout. Gare à ceux qui auraient osé soulever des objections ou les interpréter autrement, c'était l'excommunication du mouvement ouvrier garantie ! Le mérite en revenait officiellement au PS et au PCF, et s'y opposer était inimaginable, cela aurait été rompre avec le sacro-saint front unique ouvrier qui fit autant de miracles que le pacifisme en temps de paix et s'avouera une catastrophe en temps de guerre.

La droite officielle avait tout intérêt à laisser la gauche (la droite officieuse) faire le sale boulot à sa place, qui une fois discréditée cèderait le pouvoir à la droite (Et ainsi de suite), ce qui lui permettrait d'appliquer la suite de son programme, de leur programme, tout en remettant en cause étape par étape ce que la gauche avait dû temporairement concéder à la classe ouvrière (Au capitalisme aussi, mais cela il ne faut surtout pas le relever...). Cela pourrait prendre plusieurs décennies, peu importe puisque c'était inévitable, tous jouaient le jeu, l'essentiel était de garder le cap et de marquer des points, d'avancer, tandis que leur ennemi divisé et décontenancé par la tournure des évènements encaisserait défaite sur défaite.

C'est cette gauche institutionnelle, qui fit ce sale boulot, que tout ce que comportait le mouvement ouvrier de dogmatiques ou d'opportunistes porta à bout de bras en lui attribuant des qualités qu'elle n'avait jamais eu en réalité, puisqu'elle n'avait fait qu'instrumentaliser les illusions des masses pour mieux les asservir au régime, de sorte que lorsque cette imposture parviendrait à son terme, elles puissent être tondues sans même trouver la force ou la voie pour réagir, car elles se retrouveraient du jour au lendemain sans direction.

Il était entendu qu'une fois qu'on avait accepté de marcher dans cette combine pourrie ou d'en être les complices, il serait impossible de faire marche arrière, on s'emploierait désormais à le justifier à coup de références aux enseignements passés de la lutte de classes, histoire de démontrer qu'on avait toujours eu raison, il suffirait de qualifier les opposants à cette ligne politique de révisionnistes, de renégats ou de traîtres pour les écarter et le tour était joué, la vie pouvait continuer comme avant.

Ensuite, les décennies passant, les générations passant, il arriverait bien un moment où plus personne ou presque ne se rappellerait ce qui s'était réellement passé, quelles positions les différents acteurs politiques avaient adoptées, etc. de telle sorte qu'il suffirait de ressortir les fables d'autrefois, pour que les uns et les autres les gobent aussi facilement que leurs prédécesseurs dont certains étaient parvenus à réaliser qu'ils s'étaient fait berner, mais trop tard, ils étaient maintenant trop vieux et leurs témoignages seraient perçus comme une voix d'outre-tombe qui se perdraient dans le brouhaha ambiant ou seraient brouillés par la confusion inextricable dans laquelle la société s'était enfoncée.

Pour les discréditer, ce n'était pas les moyens qui allaient manquer. Ils sont devenus grabataires, séniles, aigris, ils se renient et n'ont pas de dignité, on pourrait même leur reprocher de ne pas avoir réagi plus tôt, ce qui notez bien ne remettrait nullement en cause leurs analyses ou leurs interprétations du déroulement de la lutte de classe, peu importe, en le sous-entendant fortement on donnera l'impression qu'ils ont voulu réécrire l'histoire à leur manière pour échapper à leur responsabilité qu'ils refusent d'assumer... Brefs, ils sont malhonnêtes et ne méritent pas qu'on s'intéresse à leurs divagations, si en plus cela correspond à l'état d'esprit des militants, il ne sera même pas nécessaire de les en convaincre.

On aura compris que nos dirigeants d'hier et d'aujourd'hui étaient parfaits, que leurs analyses ont toujours été justes, et c'est nous qui nous faisons des idées en pensant le contraire ou qui ne comprenons rien à rien décidément, finalement si la situation a évolué de la sorte, c'est parce que c'était inévitable, il n'y a pas lieu de revenir dessus, de se poser des questions, c'est la fatalité, d'ailleurs depuis la nuit des temps, c'est elle qui fait la pluie et le beau temps, comment, vous ne vous en étiez jamais aperçu, attention, vous allez être taxés de déviationnistes, la police de la pensée sévit aussi dans nos rangs, et ce n'est pas nouveau non plus.

Ce passage m'a été inspirée par les articles que je lis quotidiennement, rédigés par des intellectuels de divers horizons, qui se demandent comment on a pu en arriver à vivre dans une société aussi pourrie, Mélenchon aussi l'a sorti le 5 mai, alors que n'est pas nouveau non plus.

C'est un fait que le capitalisme avait atteint le stade de l'impérialisme au début du XXe siècle. Cela ne concernait qu'un nombre très restreint de pays dans le monde. Par ailleurs, le développement inégal et combiné du capitalisme allait demeurer une réalité jusqu'à nos jours, en 2018, dans le reste du monde. Qui plus est, l'expansion à venir du capitalisme n'allait pas suivre exactement le même processus de développement que précédemment en Europe et en Amérique du Nord, puisqu'il sera le produit de l'exportation massive de capitaux des puissances impérialistes vers les pays sous-développés, dits du tiers-monde autrefois. Autrement dit, dès le début du XXe siècle, les sociétés occidentales étaient vouées à régresser sur le plan social et politique, or nous l'avons ignoré superbement.

L'expansion à venir du capitalisme à l'échelle mondiale allait être à la fois le pendant de la crise du capitalisme et un formidable facteur d'accélération de cette crise, jusqu'au jour où les apparences de bien-être et le vernis démocratique qui caractérisaient

les sociétés occidentales craqueraient de partout ou deviendraient incompatibles avec la survie du régime, ce qui signifiaient que nos acquis sociaux et politiques étaient voués à disparaître si le prolétariat ne s'emparait pas du pouvoir politique.

Nos dirigeants considérèrent que le passage du capitalisme à l'impérialisme avait eu lieu et que c'était en somme une affaire réglée, la vie allait continuer comme avant, donc il n'y avait pas lieu de modifier la conception de la lutte de classe qu'ils avaient adoptée et qui remontait à la fin du XIXe siècle. A aucun moment sur le plan politique ils ne prirent réellement la mesure des conséquences qu'allait impliquer l'offensive de l'oligarchie dès l'après-guerre, puis au début des années 70, en fait à chaque décennie, où elle allait franchir de nouvelles étapes la rapprochant de son objectif et devenir encore plus puissante au détriment de tous les autres acteurs politiques. L'impérialisme comme stade suprême du capitalisme allait lui-même connaître de nouveaux développements, or on le traita comme si il était parvenu au terme d'un processus et au-delà duquel rien de nouveaux ou aucun changement radical ne se produirait dorénavant ; les rapports entre les classes étant fondamentalement inchangés il n'y avait pas lieu de réviser notre appréciation de la situation, nos rapports aux différents partis, etc. s'installant dans une routine qui allait nous être fatale, parce qu'en réalité la société et le monde allaient connaître de profonds bouleversements, qui étape par étape devaient renforcer considérablement le camp de la réaction au détriment de la classe ouvrière plus démunie que jamais pour les affronter.

Petit à petit l'oligarchie prit tranquillement ses marques et les imposa au reste de la société, y compris à ceux qui gouvernaient et n'osaient pas s'y opposer, pendant que le mouvement ouvrier corrompu et son avant-garde sclérosée assistaient impuissants à leur lente et inexorable dislocation présente et à venir à la suite du PS et du PCF, c'est à croire que même réduits à l'état de cadavres ils s'emploieraient à les ranimer ou à les maintenir en vie artificiellement, signifiant par là que nos dirigeants ne peuvent pas s'en passer et qu'ils n'avaient tiré absolument aucune leçon politique des quelques décennies qui venaient de s'écouler. Tout ce qui était relatif aux questions économiques fut littéralement sous-estimé ou carrément traité par dessus la jambe, occulté, trop compliqué, trop éloigné de ce que vivaient les travailleurs, alors que toutes les mesures politiques s'y rapportaient. Quand nos dirigeants virent un jour venir quelque chose, c'était soit que cela avait déjà été annoncé depuis belle lurette, comme par exemple la disparition de l'URSS, soit c'était en train de se dérouler sous leurs yeux ou cela venait juste d'avoir eu lieu. Voilà ce qui arrive quand on confond la réalité et la théorie élevée au rang de dogme ou le marxisme fossilisé.

L'accumulation de capital dans des proportions gigantesques entre quelques mains en un temps record, liée à cette nouvelle expansion du marché mondial, allait avoir rapidement et brutalement des conséquences sociales et politiques désastreuses pour les masses exploitées des puissances occidentales. En développant de nouveaux marchés, en créant pour ainsi dire artificiellement ou par décrets de nouvelles classes moyennes, de nouvelles couches de l'aristocratie ouvrière, en poussant à l'extrême la division internationale du travail, il devenait possible de mettre en coupe réglée tous les rapports sur lesquels reposaient les sociétés occidentales acquises au capitalisme (Le plus puissant facteur de confusion et d'instrumentalisation qu'on puisse imaginer.), et d'entamer un processus de liquidation du capitalisme lui-même une fois le mouvement ouvrier profondément décomposé et disloqué, dans la perspective de remplacer les Etats ou nations par des institutions supranationales financières et politiques, qui gouverneraient le monde pour le compte de l'oligarchie concentrant tous les pouvoirs. Toutes les institutions qu'ils créèrent à partir de 1944-45 devaient servir à atteindre cet objectif, que l'ensemble des Etats y soient associés ou non, sans préjuger du sort qui leur serait réservé plus tard.

Ce processus se heurte à de nombreux obstacles comme on peut le constater quotidiennement, du fait justement du développement inégal du capitalisme dans le monde et de la lutte de classe qui rejaillit sporadiquement à des degrés divers sur tous les continents. Ce sont ces failles qu'il faut exploiter pour les vaincre. Encore faudrait-il qu'on ait conscience de leur stratégie et de leurs réels objectifs, qui se situent bien au-delà de tout ce qu'on a pu imaginer une fois de plus, comme quoi un cruel défaut d'imagination peut nous être aussi fatal qu'un manque de discernement ou de logique.

Au cours du XIXe siècle jusqu'au milieu du XXe les questions sociales correspondirent à une question de survie dans tous les sens du terme pour les masses, c'était beaucoup plus qu'une simple formule relevant de l'agitation ou de la propagande, c'était une question de vie ou de mort, ce qu'on a semble-t-il du mal à imaginer, car depuis pour la majorité des travailleurs elles ont cessé de se présenter sous cet angle-là, elles sont juste destinées à conserver un mode de vie relativement confortable par rapport à la condition ouvrière épouvantable d'autrefois ou à améliorer l'ordinaire quand on dispose d'un revenu permettant encore de supporter les conséquences de la crise du capitalisme, voire de faire quelques économies.

Bien qu'elles ne se présentaient plus du tout de la même manière ou n'avaient plus la même signification ou portée, on l'ignora et on continua de les traiter comme autrefois. Partant de là, il ne faut pas s'étonner qu'elles soient devenues leur horizon borné au-delà duquel il n'existe aucune perspective politique...

Les lecteurs sont rassurés, je n'ai pas troqué Marx ou Lénine pour Orwell, ce dernier alimente ma réflexion.... plus que le courrier de mes lecteurs !

La Syrie au-delà du petit trou de la lorgnette et combat quotidien contre la police de la pensée.

- La Syrie attaquée par des ovnis par Richard Labévière - Les Crises 09.05

(Source : https://prochetmoyen-orient.ch/la-syrie-attaquee-par-des-ovnis)

Dès janvier 2011, c'était mal parti avec la résurgence de mouvements anciens, complexes et changeants, mais aussitôt qualifiés par les observateurs pressés de « révolutions arabes ». Révolutions, carrément ! Il se trouva même deux anciens militants trotskistes – Benjamin Stora (spécialiste de l'Algérie) et Edwy Plenel (spécialiste de tout) – pour commettre un livre : Le 89 arabe – Réflexions sur les révolutions en cours. Un livre à ouvrir dès qu'on est un peu mélancolique, tant ses contes et légendes sont à mourir de rire.

L'auteur de ces lignes se souvient d'une confrontation télévisée avec Samir Aïta – éternel courtisan de tous les défecteurs syriens, de Rifaat al-Assad à Moustapha Tlass en passant par Abdel Halim Khaddam – dont l'obsession est de devenir ministre, un jour… Ceint d'une écharpe rouge, rouge comme celle de Christophe Barbier (révolutionnaire en chef de L'Express), le sieur Aïta ne cessait d'invoquer – trémolos dans la voix – la « révolution » syrienne ! A la dixième évocation récurrente du même type, votre serviteur se permet de mettre en garde l'imprécateur contre l'abus textuel du terme ! Réponse courroucée du pré-ministre : « mais vous, jeune homme qu'est-ce que vous pouvez bien connaître des révolutions ? »

Il était une fois la révolution.

Quelle grande joie de pouvoir retorquer que – comme jeune reporter – j'avais eu la chance de pouvoir couvrir la chute d'Anastasio Somoza au Nicaragua et de travailler, quelque temps, avec les plus hauts responsables du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), précisant que « la révolution sandiniste » fut marquée par : une réforme agraire, la nationalisation des grandes exploitations de la United Fruit Company et la promotion des droits des femmes. Une vraie révolution, de vraies ruptures avec l'ordre économique, social et politique d'une sanglante dictature soutenue par les Etats-Unis. Je concluais en n'observant rien de tel dans la prétendue « révolution » syrienne, sinon les crimes d'une bande de jihadistes cherchant à détruire l'Etat-nation syrien, avec l'aide des puissances occidentales, des pays du Golfe et d'Israël. Samir Aïta faillit défaillir…

Complaisamment relayée par la presse occidentale, l'autre fable « révolutionnaire » consista à répéter que, de mars à juillet 2011 s'était développé un « mouvement social » pacifique, parti de la ville frontalière (avec la Jordanie) de Deraa, s'étendant « spontanément » à l'ensemble du pays… Rien n'est plus faux ! Après trois années de sécheresse, la révolte de Deraa mis, immédiatement, aux prises plusieurs milliers de journaliers agricoles (originaires du nord-ouest du pays) aux forces de l'ordre locales, avec l'appui de groupes armés des Frères musulmans venus de Jordanie.

L'auteur de ces lignes a pu visionner des images recueillies par un service européen de renseignement sur lesquelles on peut voir trois hommes masqués – armés de M-16 – tirer sur un poste de police de Deraa depuis les toits plats de la Médina. Cette séquence date du 23 mars 2011. Certes, cette explosion sociale a été durement réprimée, mais elle a été – dés le début – un mouvement de confrontation directe avec les autorités légales, confrontation soutenue et nourrie par les Frères musulmans syriens, basés en Jordanie, en Allemagne, en Grande Bretagne et aux Etats-Unis. La suite est connue !

Par conséquent et dès le début, les événements de Syrie ont été, inconsciemment ou délibérément, mal compris ! A Paris, sur le plan de l'instrumentalisation construite à dessein, trois chantres de la « révolution syrienne » ont, abondamment donné de leur personne : un historien auto-proclamé ayant un compte personnel à régler avec les autorités syrienne1 ; une chercheuse de la Fondation Ford, ayant traîné la diplomatie française dans la boue durant des années, mais décorée de la Légion d'honneur par François Hollande ; et, un très pâle ambassadeur de France en Syrie (2006 – 2009), tellement bon à Damas qu'il a terminé sa carrière à … Berne.

Dans un contexte où les droits de l'homme ont pu tenir lieu de politique étrangère, il n'en fallait pas moins pour qu'Alain Juppé prenne la décision hallucinante de fermer l'ambassade de France à Damas en mars 2012. (...)

Totems et grand prêtres

Devenus totems en effet, il est de grands dossiers internationaux qui ne peuvent plus relever – désormais – de l'analyse rationnelle, historique, sinon scientifique. D'abord le conflit israélo-palestinien : critiquer Israël, ses politiques coloniales, économiques et migratoires est devenu mission impossible, voire un délit… Manuel Vals, puis Emmanuel Macron et d'autres ayant assimilé l'antisionisme à l'antisémitisme. Vient ensuite le génocide rwandais. Assimilé à l'Holocauste, cette tragédie génère, elle-aussi, un totémisme dualiste : ceux qui n'acceptent pas qu'on associe structurellement la France et ses forces armées aux massacres de la région des Grands Lacs puis du Zaïre, sont automatiquement traités de « négationnistes ». La même géométrie frappe actuellement toute espèce de recherches et discours critiques engagés dans l'intelligence de l'un des conflits post-Guerre-froide les plus complexes, anomiques et globaux.

Ce processus de totémisation de la guerre civilo-globale de Syrie aboutit à trois types de rationalités, étant entendu – comme le démontrait Spinoza dans l'Ethique – que « les idées fausses et inadéquates peuvent s'enchaîner aussi nécessairement que les idées justes et adéquates » : 1) l'émergence d'une caste de grands prêtres ; 2) la multiplication d'une série de disciples plus ou moins convaincus ; 3) enfin, un retour plus ou moins perceptible de la censure.

Les grands prêtres accèdent à ce statut, adoubés par les médias privés et publics. Ils présentent un profil caractéristique : parler

de tout et n'importe quoi avec la même ferveur ; passer d'un plateau télé à un studio radio et aux colonnes des gazettes avec grande dextérité, fluidité et certitude ; détruire tout obstacle et contradiction. Celui qui tient actuellement la corde n'est autre qu'un ancien militant du Betar (mouvement de l'extrême-droite pro-israélienne). Il peut dire les oracles sur la Syrie bien-sûr, mais aussi sur l'Iran, l'Arabie saoudite, le Yémen, le Soudan, Israël, Emmanuel Macron et le mouvement « végan ». Parfois, on a droit à une prêtresse de zone inférieure : une consultante « spécialiste des Proche et Moyen-Orient » qui peut tout dire et son contraire en fonction de deux principes intangibles : le client est toujours roi et « j'ai des enfants à nourrir ».

La classe des sous-grands prêtres fait plutôt appel à des « spécialistes » des Etats-Unis. S'occupant de l'hyperpuissance, ils sont automatiquement habilités à pouvoir parler, eux-aussi, de tous les dossiers possibles et inimaginables. Les connaisseurs des arcanes de la Maison Blanche, du Congrès et du Conseil national de sécurité sont partout chez eux, en toutes choses et toutes crises. Vient ensuite, le troisième cercle, celui des consultants, des experts militaires et des différents instituts de recherche. Contrairement aux laboratoires américains et aux grandes fondations allemandes, les IRIS, IFRI, IREMO et autres FRS français crèvent la dalle ! Leurs dirigeants passent leur temps à chercher de l'argent, étant bien entendu que la provenance des fonds influence plus ou moins directement les travaux commandés. Faut bien vivre !!!

Ovnis idéologiquement identifiés

Notre deuxième rationalité de totémisation met en scène une kyrielle d'intellectuels organiques de provenances professionnelles très divers. Ils peuvent être journalistes, enseignants, médecins, humanitaires, comédiens ou diplomates… Tous, à un titre ou à un autre, se sentent « appelés » et dans l'obligation de répondre aux injonctions des prêtres : se prononcer, témoigner, communiquer…

Ainsi dernièrement, dans l'émission de Frédéric Taddei sur Europe-1, on a pu entendre une espèce de bécassine insulter en direct l'ancien ambassadeur de France Michel Raimbaud, auteur de plusieurs livres majeurs sur le Proche-Orient, devenus des classiques. Vérifications faites : cette parfaite inconnue, qui a dû franchir le boulevard périphérique deux fois dans sa vie, vient de commettre un opuscule intitulé – Sales guerres – De prof de philo à grand reporter -, comme s'il y avait des « guerres propres » ! Cette seule qualité permet à cette gamine hystérique d'affirmer qu'il y a bien eu attaque chimique à la Ghouta, que les bombardements occidentaux sont « justes » et que Bachar al-Assad doit passer sur la chaise électrique. Qui juge qui ???

Aussi peut-on voir quotidiennement, défiler sur le plateau de « 28 Minutes » (Bernard-Henri Lévy est président du Conseil de surveillance d'Arte-France depuis plus de 22 ans !), tous les petits chiens de garde de la bien-pensance parisienne avec, entre autres : Romain Goupil (réalisateur improbable), Ziad Majed (politologue libanais salarié du Qatar), Eric Naulleau (homme sandwich du PAF, pour tout ce qui est contre, et contre tout ce qui est pour/c'est un métier !) et bien d'autres professionnels de l'indignation sélective mais compatissante.

Il est plus triste – mais cela correspond aux rouages de notre deuxième rationalité – de voir des gens ultra-compétents dans leur domaine initial, sombrer dans l'avis péremptoire sur des questions et dossiers qu'ils ne connaissent absolument pas. Ainsi, Jean Viard – sociologue respecté – spécialiste du territoire, de l'agriculture, de la paysannerie et des « temps sociaux » s'est senti, dernièrement, obligé de qualifier les bombardements occidentaux effectués en Syrie de « bonne et juste actions ». On a très envie de lui dire : mon cher Jean, tu n'a jamais mis un bout d'orteil en Syrie, alors retourne à tes champs de blé… »

Dans cette constellation d'un crétinisme infinitésimal, les OVNIS évoluent en escadrilles serrées. Objets/sujets volant non identifiés, parce qu'on ne comprend pas pourquoi ils accompagnent à ce point et aussi spontanément les injonctions du clergé de la bien-pensance, leurs ressorts idéologiques – à défaut d'être raisonnables – sont néanmoins plus claires : détruire l'Etat-nation syrien, contribuer à faire de ce pays ce qui a été fait de l'Irak et de la Libye ! Haïr l'Etat-nation en général !

En ces temps de commémoration du cinquantenaire de Mai-68, tous ces idiots utiles, qui se sentent irrésistiblement « appelés » à soutenir les bombardements occidentaux de Syrie, feraient bien de lire ou relire la Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary. Le regretté Guy Hocquenghem y explique par le menu (1986) comment les révolutionnaires peau d'lapin comme Daniel Cohn-Bendit ou Serge July et tous les autres sont passés de leurs démangeaisons petites bourgeoises à l'apologie du capitalisme le plus libéralement sauvage, comment ils ont cultivé et propagent aujourd'hui une haine de soi devenue la plus belle affirmation d'un individualisme consumériste, destructeur et impérial. (...)

La censure, c'est comme les trains…

Ca peut en cacher d'autres ! Sans surprise, notre troisième rationalité de totémisation de la crise syrienne produit de la censure, de différentes formes et procédures. Il y a d'abord les petits censeurs aux ciseaux de bois, comme par exemple Nicolas Truong, le commissaire politique des pages débats/opinions du Monde, qui publie systématiquement le moindre ressenti de Bernard-Henri Lévy en première page (Bernard-Henri siège aussi aux conseils de surveillance du Monde et de Libération), tandis que ses contradicteurs se voient opposer toujours la même réponse : « pas de chance, y'a plus de place… »

Il y a, ensuite les Tweets de Bruno Tertrais – autre exemple – et d'autres policiers de la pensée qui font annuler des colloques ouverts et pluralistes sur la Syrie et d'autres dossiers. L'année dernière aurait dû se tenir une conférence sur la crise syrienne

au Mémorial de Caen avec différents chercheurs, journalistes et députés. Quelques injonctions numériques ont suffi à faire annuler la réunion. Reprogrammée à la Sorbonne, puis à l'Assemblée nationale, celle-ci a pu se tenir – finalement – dans les sous-sols de l'Eglise russe ! Et c'est bien une preuve supplémentaire qu'il fallait l'interdire. Justement, un colloque qui devait se tenir sur la Russie actuelle vient d'être annulé – lui-aussi – au dernier moment.

Ne parlons pas des pressions régulièrement exercées sur les intervenants qui acceptent de se rendre sur le plateau de Russia-Today-France et des papiers russophobes que publient régulièrement L'Express et d'autres gazettes. Ne parlons-pas, non plus, des humeurs fatiguées de Sylvie Kauffmann « directrice éditoriale du Monde », régulièrement déconstruites par notre collaborateur Etienne Pellot !

Tout cela n'est ni très sain, ni rassurant sur l'état de santé de la démocratie française. (...)

Une incompressible réalité pèse maintenant sur ce magistère de la communication souveraine : la censure s'exerce de nouveau en France !

Relatant la révolte syrienne (1924 – 1926) contre la France mandataire, Alice Poulleau – citoyenne française qui résidait alors à Damas – dit toute sa honte dans son livre-témoignage – A Damas sous les bombes. Suite à la participation française aux derniers bombardements occidentaux effectués en Syrie, nous ressentons aujourd'hui le même sentiment et ne trouvons pas les mots à dire aux patriotes syriens, ni pour expliquer, ni pour excuser ces attaques d'OVNIS. Celles-ci ne changeront rien, ni à l'évolution des combats qui perdurent sur le terrain, ni aux blocages diplomatiques, ni à la nouvelle guerre que les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite préparent contre l'Iran. Les Crises 09.05

Le mécanisme de la double-pensée destiné à broyer la liberté de pensée décrit par G. Orwell dans 1984 coïncide avec la rhétorique de ceux qui nous gouvernent, leurs porte-parole médiatiques, les élites et autres intellectuels qui tels des larbins relaient leurs discours.

- Connaître et ne pas connaître.

- En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés.

- Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux.

- Employer la logique contre la logique.

- Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle.

- Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie.

- Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore.

- Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité.

- Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer.

- La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

Macroniaiseries.

Sous quel régime vivons-nous ?

Une monarchie absolue ou le totalitarisme assumé.

- Macon : "L'histoire de notre pays, c'est une histoire d'absolu, c'est ça la France" (Documentaire diffusé sur France 3)

Macronie : De la droite en passant par la gauche jusqu'à l'extrême droite.

- Aux Fêtes johanniques, Édouard Philippe dans les pas du chef de l'État - LeFigaro.fr 08.05

À Orléans, le premier ministre a fait résonner le parcours de Jeanne d'Arc avec la situation politique de la France. LeFigaro.fr 08.05

- Jeanne est passée en Macronie - LeParisien.fr 08.05

L'éloge de l'imposture et de la médiocrité.

- "La fin de l'innocence": un documentaire bien trop "élogieux" pour de nombreux téléspectateurs - Le HuffPost 8 mai 2018

Pendant la diffusion du documentaire consacré à Emmanuel Macron, "La fin de l'innocence", ce lundi 7 mai sur France 3, de nombreux téléspectateurs ont pointé du doigt sur les réseaux sociaux le côté trop "élogieux" de la réalisation, valorisant l'action et la parole du président de la République durant sa première année de mandat.

La gêne de nombreuses personnes vient aussi du fait que le documentariste se nomme Bertrand Delais, réputé proche d'Emmanuel Macron et élu mi-mars par le Bureau de l'Assemblée nationale pour prendre la direction de la chaîne parlementaire LCP-AN.

Commentaire d'un internaute.

- "La France, seul pays au monde où un documentaire sur le président réalisé par un documentariste qui a voté et fait campagne pour ce président et qui par la suite a été nommé à la tête d'une chaine publique par le président est diffusé sur une autre chaîne publique..."

L'agité du bocal a moins de pouvoir qu'un régent au XIIIe siècle.

- Iran: Macron n'a pas convaincu Trump, issue prévisible mais critiquée - AFP 9 mai 2018

Au XIIIe un régent dirigeait une classe ou un élève. Macron est l'élève d'Attali et ses semblables qui lui servent de régent. Il faut se mettre à l'heure de l'Ancien Régime !

La médiocratie récompense les cancres.

- Macron tente de secouer à nouveau l'Europe - LeFigaro.fr 9 mai 2018

Le président de la République reçoit ce jeudi à Aix-la-Chapelle le prix Charlemagne pour récompenser son engagement européen. LeFigaro.fr 9 mai 2018

En complément.

Pendant ce temps-là on oublie qui est à l'origine de la crise des migrants qui est une formidable machination.

- La ministre des Affaires européennes Nathalie Loiseau indigne en parlant des migrants qui "font le shopping de l'asile" - Le HuffPost 9 mai 2018

Quand LFI se fond dans les institutions de la Ve République.

Vous avez encore en tête ce que vous venez lire plus haut sur le parlementarisme, cela va vous servir maintenant.

- Réforme institutionnelle : Eric Coquerel craint un affaiblissement du Parlement - Publicsenat.fr 9 mai 2018

« J'ai l'impression qu'Emmanuel Macron considère que l'Assemblée Nationale, le Parlement, est une chambre d'enregistrement (…) Ca ne peut pas être comme ça » déclare Eric Coquerel, député de la France Insoumise de Seine-Saint-Denis, qui se positionne sur la lignée de Gérard Larcher pour dénoncer un affaiblissement du Parlement. (Si ce n'est qu'une "impression", ouf les institutions de la Ve République sont sauves ! Tu parles d'opposants, des charlatans, ouais ! - LVOG

Selon l'élu, les mesures de la réforme institutionnelle ne vont pas dans le bon sens : « le problème de la démocratie en France, de la vie politique en France, ce n'est pas qu'il y ait trop de parlementaires, ce n'est pas le fait de faire trop d'amendements, mais c'est le fait qu'on a un pouvoir excessivement dirigiste, personnalisé, du fait de la Vème République, aux mains d'un seul homme ». (En fait, ce que réclame ce parasite, c'est d'être associé davantage aux mesures adoptées par Macron et son gouvernement. - LVOG)

« Plus il y a de démocratie parlementaire mieux c'est, et aujourd'hui elle est largement atrophiée, et il [Emmanuel Macron] veut encore plus l'atrophier, ça m'inquiète » conclut-il. Publicsenat.fr 9 mai 2018

Coquerel se veut le garant du bon fonctionnement des institutions de la Ve République, il le dit lui-même, c'est extraordinaire. Dans quel camp êtes-vous monsieur Coquerel ? C'est là qu'on s'aperçoit si on ne le savait pas encore que leur VIe République, c'est du baratin.

Dans l'article suivant, il franchit un cran de plus dans l'opportunisme en se posant en conseiller de Macron. Vous me direz que Mélenchon avait bien envisagé d'être son Premier ministre, alors pourquoi Coquerel ne pourrait-il pas postuler au poste de ministre des Affaires étrangères, à l'entendre c'est comme s'il avait déjà endossé la fonction.

- Iran : Coquerel dénonce un échec diplomatique de la part d'Emmanuel Macron - Publicsenat.f 09 mai 2018

Pour l'élu, remettre en cause cet accord, qui, « de l'avis de tous les experts internationaux fonctionnait », c'est « ouvrir une boîte de Pandore ». Donald Trump « est quelqu'un qui est manifestement dans les mains du lobby de l'armement, du lobby pétrolier » analyse-t-il, avant de poursuivre : « et dans cet endroit du monde, on ne fait pas la guerre au nom de la démocratie, en réalité c'est le pétrole, le gaz, ce sont des intérêts géostratégiques ».

« Emmanuel Macron aurait dû dire tout de suite que nous, nous respectons l'accord » conclut-il. Publicsenat.fr 9 mai 2018

Ils osent tout.

Eloge de la xénophobie.

- 5 priorités pour redonner du pouvoir aux citoyens Européens dans l'UE - Le HuffPost - 8 mai 2018

Quand Moscou empoisonne certains de ses ressortissants réfugiés au Royaume-Uni, Westminster sait qu'elle peut encore compter sur l'Union européenne pour faire pression sur la Russie. Le HuffPost - 8 mai 2018

- La Fifa inflige une amende à la Russie pour des chants racistes - Reuters 8 mai 2018

La Fédération russe de football a été sanctionnée d'une amende de 30.000 francs suisses (25.000 euros) en raison du comportement jugé raciste de certains de ses supporters lors d'un match amical qui a opposé l'équipe de Russie à son homologue française le 27 mars dernier, annonce mardi un communiqué de la Fifa.

Un photographe de Reuters présent sur le bord du terrain a témoigné du fait que des cris de singes ont été proférés à l'encontre du milieu de terrain français N'Golo Kante.

"À la suite d'une enquête exhaustive et notamment du visionnage de preuves vidéo, la Commission de discipline de la FIFA (...) a jugé la fédération russe coupable d'infraction (...)", dit la Fifa.

Totalitarisme. L'oligarchie anglo-saxonne-sioniste : L'ennemi mondial de tous les peuples.

- Accord nucléaire iranien: Trump se retire avec fracas et force sanctions - liberation.fr 08.05

A l'inverse des conclusions de l'AIEA, et même des déclarations de membres de son administration - dont son secrétaire d'Etat Mike Pompeo fin avril -, le président américain a affirmé «avoir la preuve que les engagements iraniens sont un mensonge: l'Iran n'a pas cessé de développer l'arme nucléaire», reprenant la rhétorique du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou, qui a divulgué des documents secrets début mai sur un programme existant avant la signature de l'accord. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni «regrettent la décision américaine», a déclaré l'Elysée juste après le discours de Trump. Le président américain a cependant évoqué sa volonté de «bâtir un nouvel accord durable» sur le nucléaire iranien avec ses alliés, qui permettrait de «bloquer ses activités malveillantes dans le Moyen-Orient».

En cause selon lui, une période d'engagement trop courte des Iraniens - jusqu'en 2025 -, et sa portée trop limitée - il n'empêche pas l'Iran de poursuivre ses activités malveillantes dans la région de son soutien envers le régime de Bachar al-Assad aux rebelles chiites Houthis au Yémen, ni ses tests de missiles balistiques. Trump a d'ailleurs qualifié Téhéran de «principal sponsor du terrorisme». «Nous travaillerons collectivement à un cadre plus large, couvrant l'activité nucléaire, la période après 2025, les missiles balistiques et la stabilité au Moyen-Orient, en particulier en Syrie, au Yémen et en Irak», a réagi le président français Emmanuel Macron sur Twitter, juste après le discours de Trump. liberation.fr 08.05

- Iran: Netanyahu "soutient totalement" Trump, le Golan en état d'alerte - AFP 08.05

- Des missiles israéliens tirés contre une base syrienne - Reuters 08.05

- Washington donne de 90 à 180 jours à Renault, PSA et aux autres entreprises françaises pour "sortir" d'Iran - Le HuffPost 08.05

La décision du président Donald Trump de retirer les États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien et de rétablir les sanctions concerne les entreprises américaines mais aussi celles en Europe qui avaient recommencé à commercer avec Téhéran... Le HuffPost 08.05

- Nicaragua: Washington dénonce "la répression", appelle à laisser entrer la CIDH. - AFP 07.05

Le vice-président américain Mike Pence a dénoncé lundi "la répression" et l'usage d'une "force meurtrière" au Nicaragua, exhortant le président Daniel Ortega à laisser entrer la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour enquêter sur la mort de dizaines... AFP 07.05

- Maduro rejette l'appel de Washington à reporter la présidentielle - AFP 07.05

Le président Nicolas Maduro a rejeté catégoriquement lundi l'appel lancé par les Etats-Unis à reporter l'élection présidentielle du 20 mai au Venezuela, lors d'un discours devant des milliers de ses partisans à Caracas. AFP 07.05

- Washington prend des sanctions contre des entreprises basées au Venezuela - AFP 07.05

Les Etats-Unis ont annoncé lundi avoir pris des sanctions contre une vingtaine d'entreprises dont 16 basées au Venezuela et contre trois individus dont un ancien directeur du service vénézuélien de renseignements financiers.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

LVOG - Quand l'Italie s'apprête à être gouvernée par une coalition d'extrême droite.

1.1- Italie: le président veut un gouvernement "neutre" jusqu'en décembre - AFP 7 mai 2018

Le président italien Sergio Mattarella a annoncé lundi qu'il allait proposer un gouvernement "politiquement neutre" pour diriger le pays jusqu'en décembre, faute d'accord sur une majorité parlementaire à l'issue d'une ultime journée de consultation des forces politiques.

Alors qu'il doit présenter dans les prochains jours le chef et les membres de ce gouvernement, le président a appelé les partis à faire preuve de "responsabilité" en soutenant cette solution, faute de quoi il convoquerait à contre-coeur de nouvelles élections "à l'automne ou en juillet".

Le Mouvement 5 étoiles et la Ligue, qui sont désormais majoritaires, ont répété lundi leur opposition à un gouvernement technique et leur volonté de retourner plutôt aux urnes dès juillet.

Son gouvernement neutre, dont les membres devront s'engager à ne pas être candidats aux élections à venir, devrait être sur le modèle de celui de l'économiste Mario Monti, qui avait officié entre la chute de Silvio Berlusconi en 2011 et les élections de 2013.

1.2- Italie : Berlusconi donne son feu vert à un gouvernement antisystème, inédit en Europe - Franceinfo 10 mai 2018

L'Italie pourrait-elle bientôt être dirigée par un gouvernement antisystème, inédit en Europe ? Le pays pourrait bien prendre cette voie, après que Silvio Berlusconi, ancien chef du gouvernement italien et leader du parti Forza Italia, a donné son feu vert à un accord gouvernemental entre son alliée d'extrême-droite, la Ligue, et le mouvement antisystème 5 étoiles, mercredi 9 mai.

Cet accord pourrait mettre un terme au blocage politique qui sévit depuis plus de deux mois en Italie. Lors des élections législatives

du 5 mars, la coalition de droite - rassemblant entre autres Forza Italia et la Ligue - est arrivée en tête, menée par le parti d'extrême-droite, avec 37% des voix. Le M5S est arrivé premier parti, avec plus de 32% des votes, loin devant le Parti démocrate de centre-gauche, tombé à 19%.

La Ligue et le M5S, qui ont ainsi la majorité au Parlement depuis ces élections, devront désormais s'entendre sur un chef de gouvernement et un programme commun, après le feu vert de Berlusconi. Ce dernier, qui a dirigé la droite italienne pendant 25 ans, apparaissait jusqu'à ce jour comme le principal obstacle à un tel accord. Franceinfo 10 mai 2018

2- Arménie

- Nikol Pachinian, l'homme qui fait flancher le système oligarchique arménien - LeFigaro.fr 07.05

Après avoir orchestré la «révolution de velours» qui a mené l'ancien président à la démission, Nikol Pachinian est en passe de prendre les rênes du pouvoir lors d'un nouveau vote du Parlement qui aura lieu demain. Son parcours est atypique. LeFigaro.fr 07.05

3- Somalie

LVOG - La banalisation du massacre de masse...

- Somalie : au moins 11 morts dans une explosion sur un marché - LeParisien.fr 9 mai 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Réponse aux briseurs de grève professionnels : «Le seul référendum, c'est la grève».

- Grève à la SNCF : les syndicats optent pour un référendum - Liberation.fr 10 mai 2018

Après les rencontres peu concluantes avec le Premier ministre, Edouard Philippe, lundi, les syndicats réfléchissaient mercredi à la suite à donner à la grève qui secoue la SNCF depuis le 3 avril. Le référendum proposé par la CGT, qui accueillait dans son siège de Montreuil une réunion de l'intersyndicale (CGT, Unsa, SUD rail, CFDT), a été soutenu par les trois autres syndicats (SUD rail, UNSA, CFDT) sous le nom de «vote action». Il aura pour but d'interroger les cheminots sur leur adhésion ou non à la réforme proposée par le gouvernement Philippe. Cette consultation sera organisée «du 14 au 21 mai» et «selon des modalités sur lesquelles nous sommes en train de travailler de manière précise», a ajouté Laurent Brun, le secrétaire général de la CGT cheminots. Pour lui, il ne faut pas y voir pour autant une «fin du conflit», mais plutôt un moyen de légitimer le rapport de force. «Le gouvernement affirme qu'il ne veut pas bouger le cœur de sa réforme. Donc nous, nous allons questionner les cheminots pour savoir si oui ou non ils sont en accord avec [elle]», avait-il expliqué sur CNews dans la journée.

La direction de la SNCF «dit que puisque trois quarts des cheminots ne sont pas en grève, c'est que trois quarts des cheminots soutiennent la réforme, donc nous allons [leur] poser la question […]. A mon avis, la réponse sera écrasante, mais on verra bien», a-t-il conclu.

Du côté des militants de la gare du Nord, la nouvelle n'est pas très bien accueillie. A l'assemblée générale de mercredi matin, on considérait qu'il est illusoire de vouloir reproduire le coup de force des salariés d'Air France. «Dans leur cas, c'était un référendum à l'initiative de la boîte. Là, c'est à l'initiative d'un syndicat, ça n'aura pas le même effet du tout», analyse Monique Dabat, qui mène les débats. «Dans un conflit, il faut savoir comment concentrer ses forces militantes. Faire voter les cheminots, c'est mobiliser de nombreux militants. Pour quel résultat ?» questionne Eric, agent commercial. «Le seul référendum, c'est la grève», conclut l'un d'eux.

L'annonce a pourtant déjà trouvé des échos. Le député de La France insoumise Eric Coquerel a appelé sur Public Sénat à «un référendum national» sur l'ouverture à la concurrence du rail français, «car la SNCF est une entreprise publique». Liberation.fr 10 mai 2018

Ils pourront recycler Coquerel dans un institut de sondages...

- Evacuation de l'université Jean-Jaurès à Toulouse - Reuters 9 mai 2018

Les forces de l'ordre ont procédé tôt mercredi matin à l'évacuation et au déblocage de l'université Jean-Jaurès à Toulouse (Haute-Garonne), qui était occupée depuis le 6 mars. Reuters 9 mai 2018

Haut de page

Le 12 mai 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (6 pages)

De gaulle l'avait rêvé, Macron l'a réalisé.

- En un an, les trois manoeuvres d'Emmanuel Macron pour créer sa "deuxième droite" - Le HuffPost 10.05

En un an nous avons assisté à trois évolutions majeures. D'abord l'hégémonie présidentielle, ce que l'on pourrait appeler une présidence totale. Le HuffPost 10.05

Aux Etats-Unis la gauche institutionnelle était devenue tellement à droite depuis des lustres qu'elle n'a eu aucun mal à l'assumer, il y a que des arriérés genre Mélenchon qui vous diront le contraire. Du coup ils n'ont pas eu à créer un second parti de droite ou de l'ordre puisque le parti démocrate faisait parfaitement l'affaire.

En France, pays des révolutions depuis le XIXe siècle, où il continua d'exister de puissants partis issus du mouvement ouvrier et où la lutte de classes fut plus développée qu'aux Etats-Unis, la présence d'une extrême gauche organisée présentait le risque qu'une fraction des intellectuels ou des pans de la petite bourgeoisie la rejoignent si notamment le PS venait à disparaître ou assumer sa véritable nature de droite (depuis 1914), tandis que la fabrication d'un pôle centriste était aléatoire ou vouée à l'échec à long terme. Si je n'ai pas évoqué le PCF, c'est parce que ses contradictions étaient trop visibles pour attirer des couches entières des classes moyennes ou d'intellectuels, hormis ceux chez ces derniers qui avaient déjà abandonné le socialisme.

Il leur fallut attendre des circonstances favorables ou les crééent tout simplement. Cela consista essentiellement à laisser pourrir la situation sachant qu'elle entraînerait le PS dans son sillon, pour s'en débarrasser le moment opportun presque sans heurt, puisque le fruit était déjà entré en putréfaction depuis fort longtemps pour aborder cette ultime transformation qui lui serait fatale, étape qui coïnciderait avec l'émergence d'un nouveau parti de droite aux relents centristes, qui dès le départ présenterait les contours d'un parti unique.

Leur problème dorénavant, c'est d'éviter que les classes moyennes et les intellectuels se rassemblent derrière LFI, ce à quoi s'emploie quotidiennement la propagande officielle, et sachant que désormais aucune autre formation politique ne pourrait concurrencer LREM dans le cadre de l'agenda constitutionnel (les divers élections), ils n'ont pas d'autre alternative que recourir à l'extrême droite (FN), qui attire autant qu'elle divise, de sorte qu'elle ne présente aucun danger pour le parti unique (LREM).

La menace de LFI est bien réelle, car à l'issue du quinquennat, s'il parvenait à son terme, ce qu'on ne souhaite pas évidemment, le rejet quasi-unanime qu'inspire la politique ultra réactionnaire de Macron pourrait se traduire par un seul objectif : Tout sauf Macron, tout faire pour qu'il ne soit pas réélu, quitte à voter pour un candidat avec lequel on a de profondes divergences, dans ces conditions tout ce que compte le pays d'électeurs des classes moyennes ou intellectuels se disant de gauche, progressiste, démocrate, humaniste, etc. pourraient plébisciter le candidat de LFI, tandis que la majorité des travailleurs manuels des villes et des campagnes, y compris ceux qui s'étaient abstenus lors des scrutins précédents, tous les partis ou toutes les organisations du mouvement ouvrier se résoudraient (parfois à contrecoeur) à voter pour lui ou lui apporteraient leur soutien, de sorte que le candidat du FN serait éliminé au premier tour de la présidentielle au profit de celui de LFI qui aurait toutes les chances de l'emporter au second tour.

Mais, car il y a un mais et il est de taille. Ce scénario n'est pas sans contradictions ou présentent bien des obstacles qui peuvent le rendre caduc ou le renvoie au rang des utopies.

Pour rassembler suffisamment de voix, LFI devrait tenir un discours offensif, mais sans aller jusqu'à rompre avec les institutions et le capitalisme, il lui faudrait ménager la chèvre et le choux, ce qui signifie que son candidat une fois élu serait condamné à poursuivre la politique de ses prédécesseurs dans le cadre du régime en place en l'amendant à la marge à coup de promesses, comme l'ont fait ses homologues en Allemagne, au Portugal, en Grèce notamment. Tout le monde en a ou en aurait plus ou moins conscience lors de la campagne électorale. Or, il s'agit du plus puissant facteur de division susceptible de disloquer le rassemblement indispensable à sa victoire, resterait à savoir qui l'emporterait entre son programme et les illusions qu'il ne manquerait pas de faire naître dans la tête des électeurs, et le désir ardent de virer Macron.

Nous avons peut-être commis une erreur en n'appelant pas à voter pour Mélenchon au premier tour de la présidentielle, c'est ce qu'on peut se dire après coup, cela se discute. Tout dépend ce qu'on prend en compte, car à bien des égards l'élection de Macron a permis de clarifier la situation politique, ce qui était indispensable au regard de l'extrême confusion politique qui régnait, je pense que nous serons tous d'accord sur ce point au moins.

On peut se dire que si Mélenchon n'a pas été élu, c'est que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'il le soit, conditions qui aujourd'hui demeurent inchangées et qui risquent de le rester d'ici 2022. Car on ne voit pas très bien comment la situation des masses pourraient suffisamment se dégrader en quatre ans pour que leur état d'esprit change radicalement, et sachant que tout le monde ou presque a à l'esprit que l'élection de Mélenchon présenterait le risque d'accélérer la crise politique rampante qui secoue le régime au point de la rendre incontrôlable, il n'est pas dit que la majorité des travailleurs y soient préparés ou le souhaitent davantage aujourd'hui ou demain plus qu'hier puisque leur condition demeurerait inchangée, ils pourraient estimer y avoir plus à perdre encore qu'à y gagner, pour ne pas remettre leur destin entre les mains d'un aventurier ou un charlatan, d'un personnage inconsistant qui passe son temps à se contredire.

Il faut bien comprendre que les travailleurs qui votaient traditionnellement à droite ou pour le PS (ce qui revenait au même), estimaient qu'ils étaient les garants de leur mode de vie, dont certes ils n'étaient pas forcément satisfaits, mais qui leur permettait cependant de satisfaire leurs besoins élémentaires et au-delà pour un grand nombre d'entre eux. Ils n'étaient donc pas disposés à prendre le risque qu'il ne se détériore en ne sachant pas trop ce que l'avenir leur réserverait. Ils préféraient donc ainsi assurer leurs arrières ou se contenter de leur condition, c'est en tout de cette manière-là qu'ils l'interprétaient.

Dans ces conditions, vous pouvez toujours leur proposer une autre perspective politique, ils la trouveront sympathique ou vous donneront raison, mais pas au point d'y adhérer. Pourquoi, c'est ce que la plupart des militants ne parviennent pas à saisir, et par conséquent la raison pour laquelle ils finissent par ne plus comprendre grand chose au monde dans lequel nous vivons, parce que leurs dirigeants refusent obstinément de leur livrer cette analyse qui correspond à la réalité. Qu'on le veuille ou non, ils existent des conditions qui s'opposent à la radicalisation des masses, à leur prise de conscience qu'il faut balayer le régime en place pour refonder la société sur de nouvelles bases, et qu'il n'existe pas d'autre alternative que leur mobilisation révolutionnaire pour s'emparer du pouvoir politique.

Maintenant reste à savoir si cet obstacle peut ou non être surmonté et comment, à mon avis c'est tout à fait possible, dans le cas contraire cela signifierait que notre combat politique est perdu d'avance, question à laquelle personne ne peut répondre puisque personne n'ose la poser ou aborder la situation sous cet angle-là, dès qu'on l'évoque on vous prend pour un imbécile ou un révisionniste.

Dès lors, la question de savoir si nous avons eu raison ou tort de ne pas soutenir la candidature de Mélenchon ne se présente plus tout à fait de la même manière ou ne présente plus un grand intérêt, voyez ce qui se passe en Grèce ou au Portugal, la vie continue comme avant au point qu'on n'en entend plus parler !

Au lieu de concentrer notre attention sur les discours ou les intentions des uns et des autres ou de partir dans des considérations à caractère dogmatique, on ferait mieux de s'interroger sur les conditions réelles que rencontrent la majorité des travailleurs et la manière dont ils les interprètent ou les vivent, car tant qu'ils n'en changeront pas, il ne se passera rien ou il sera impossible de modifier le cours de la société.

Médiocratie et lobotomie de masse. De quoi Macron est-il le président ? La télé-réalité. Et de quoi s'inspire-t-elle ? Big Brother !

- Festival de Cannes : Emmanuel Macron joue son propre rôle dans un film de Daniel Cohn-Bendit - 11 mai 2018

Wikipedia - Le psychanalyste Gérard Miller déclarait à ce propos : « C'est de l'exhibition de chair fraîche et de pulsions qui offre un spectacle pitoyable. »

Zygmunt Bauman (2005) décrit la télé-réalité comme une métaphore du monde global, où « ce qui est mis en scène, c'est la jetabilité, l'interchangeabilité et l'exclusion » (Alternatives économiques 2005) Christian Chavagneux (2005) « Individualiste, le capitalisme l'est indéniablement dans le monde du chacun pour soi qu'il promeut. Il l'est dans le déballage cathodique de la banalité de la petite vie de chacun par la télé-réalité, dans l'ultramédiatisation de quelques vedettes sportives ou artistiques, utilisées pour "vendre du temps de cerveau humain disponible" aux multinationales. » (Alternatives économiques 2005).

En 1999, l'archétype d'un nouveau genre d'émission apparaît : Big Brother, titrée ainsi en référence au roman 1984 où tout le monde surveille tout le monde. Produite par la société néerlandaise Endemol, cette émission de téléréalité d'enfermement bouleverse le paysage audiovisuel mondial.

On peut s'interroger sur les répercussions futures de ces émissions télévisées sur la vision du monde et les comportements sociaux des jeunes, surtout des adolescents, qui en sont les cibles principales. Faut-il y voir une forme de barbarie culturelle ? Un reflet de notre société ? Ou l'encouragement d'un modèle systémique de division et de compétitivité à outrance au sein

des relations sociales ? Une apologie du darwinisme social ? Ou bien une forme de catharsis ? Ces émissions encouragent-elles l'élimination des plus faibles et les incivilités ? Instrumentalisent-elles la gentillesse et l'amitié au risque de les rendre systématiquement suspectes ? Le réalisateur japonais Kinji Fukasaku pousse la logique de l'élimination et de la guerre sociale à son paroxysme dans son film Battle Royale sorti en 2000. Dans ce film, les participants d'une émission télévisée, prisonniers forcés d'une île, gladiateurs des temps modernes, doivent tuer les autres participants jusqu'au dernier sous les yeux des téléspectateurs. wikipedia.org

S'ils le disent eux-mêmes.

- La télé-réalité, du divertissement à l'abrutissement - slate.fr 11 avril 2018

Les émissions de télé-réalité ont manifestement une incidence sur le comportement des téléspectateurs qui les regardent. Et pour celles et ceux qui seraient tentés de croire que cela ne serait pas valable dans nos contrées occidentales, de nombreuses études montrent l'universalité de ce phénomène: pour Brad Gorham de l'université de Syracuse, la télé-réalité a des effets visibles sur les comportements en société. Et Philip Ross, dans un article de l'International Science Times, explique que ces programmes ont un impact préjudiciable sur les perceptions du monde de celles et ceux qui les regardent.

Selon le psychologue Jean-Yves Flament, des conduites très particulières sont valorisées dans ce type d'émission. Il y a bien sûr le désir de célébrité qui anime toutes les candidates et tous les candidats, mais également l'individualisme, la compétitivité et le renoncement à toute forme d'intimité.

La célébrité tant recherchée ne passe plus par quelque forme de talent que ce soit, mais par le fait d'être meilleur que l'autre, peu importe à quoi. Et dans cet environnement de concurrence poussée à l'extrême, tout le monde est jeune, tout le monde se ressemble à s'y méprendre, jamais personne ne lit ni ne se cultive, jamais rien ne dépasse, ni par le physique, ni par les opinions ou le langage.

Selon Alain Lieury, chercheur en psychologie cognitive à l'université européenne de Bretagne, les candidats de ces émissions étalent un vocabulaire très pauvre: «À peine 600 mots différents en moyenne, contre 1.000 par exemple dans une bande dessinée et 27.000 dans les manuels scolaires.» Son étude démontre par ailleurs que l'addiction aux émissions de télé-réalité provoque une baisse notable des performances scolaires.

Dans ces univers artificiels créés de toutes pièces qu'on fait passer pour des réalités, les hommes sont incultes, insensibles, infidèles, débrouillards et comiques. Les femmes sont incultes, intrusives, bavardes et soumises.

Tels sont les standards véhiculés par ces émissions qui séduisent tant les jeunes: l'ignorance est normalisée, la culture est rendue chose étrange et la réussite mesurable au pognon que l'on ramasse. L'égalité femmes-hommes est bafouée jusqu'à l'indécence, et le droit à l'intimité est nié.

Les études scientifiques mentionnées précédemment démontrent toutes les effets néfastes que peuvent avoir ces programmes sur les adolescents et adolescentes de façon générale, mais aucune de ces études, à mon grand regret, ne cherche à savoir quel est le profil le plus menacé par l'influence de la télé-réalité.

Là-dessus, j'ai ma petite hypothèse personnelle, basée sur mes propres observations: «Les Anges», «Les Marseillais», ou «Les Ch'tis» ne sauraient jamais déstabiliser l'éducation des enfants bien nés, baignant dans la culture et sensibilisés à l'art de prendre du recul. Quand bien même ils attireraient leur attention, ce ne serait que pour provoquer leurs moqueries.

Non, je crois fermement que la télé-réalité embrouille l'esprit de celles et ceux qui subissent déjà les affres des inégalités sociales et scolaires. Elle est cette abominable brute qui détecte la faiblesse d'autrui, s'en nourrit et s'en amuse.

Chez celles et ceux qui n'ont pas de repères ni d'accès à la culture, elle instille des normes sociales misogynes, superficielles et individualistes qui demandent tant d'efforts pour être déconstruites. Et au nom de quel principe devrions-nous laisser les plus faibles parmi nous être les proies des producteurs d'abrutissement?

En 2013, le CSA songeait à interdire ces programmes avant 22h. Je constate aujourd'hui qu'ils sont toujours diffusés quotidiennement à l'heure du goûter. Je ne crois pas au choc des générations, mais je suis forcé d'admettre qu'il y en a une qui fait tout pour abrutir la suivante. slate.fr 11 avril 2018

ACTUALITE EN TITRES

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Édouard Philippe commémore l'abolition de l'esclavage - AFP 10.05

- "L'idéal laïc des élus s'est affaibli" - L'Express.fr 10.05

Le patron du Comité Laïcité République réagit à la réception par Emmanuel Macron du Prix Charlemagne, à l'issue d'une messe. L'Express.fr 10.05

Ils osent tout.

- Emmanuel Macron cherche le soutien allemand pour défendre la «souveraineté» de l'Europe - LeFigaro.fr 10.05

- Le Trésor américain annonce de nouvelles sanctions liées à l'Iran - Reuters 10.05

ACTUALITÉ DU JOUR

Les jaunes se mettent à table.

- SNCF : la CFDT et UNSA ouvrent « la négociation » - Publicsenat.fr 11 mai 2018

Après 18 jours de grève à la SNCF, les syndicats, Unsa et CFDT, ont rencontré, ce vendredi, la ministre des Transports, Élisabeth Borne, pour évoquer des amendements au projet de loi qui arrive au Sénat à la fin du mois. Publicsenat.fr 11 mai 2018

Qui l'a poussé à démissionner et pour quoi ?

- Démission du chef des inspections au sein de l'AIEA, Tero Varjoranta - Reuters 11 mai 2018

Le responsable des inspections au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Finlandais Tero Varjoranta, a annoncé sa démission surprise, a fait savoir vendredi l'agence onusienne, sans en donner la raison.

Varjoranta était directeur général adjoint de l'AIEA et chef du département des garanties, qui est chargé de la vérification du bon respect du traité de non prolifération nucléaire (TNP) depuis octobre 2013.

Il sera remplacé à titre intérimaire par le chef de la cellule Iran au sein de ce département, a précisé l'AIEA. Reuters11 mai 2018

Assassinat ordinaire.

- Gaza : un 53e Palestinien tué par des tirs de soldats israéliens depuis un mois et demi - Franceinfo 11 mai 2018

Haut de page

Le 15 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

Pondichéry 21h29.

J'ai rectifié l'adresse vers les Chroniques orwelliennes du Collège de France.

La causerie du jour ne tient pas compte des infos de la veille, il est 16h36 et je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet.

- Causerie au format pdf (15 pages)

Une expérience personne et un enseignement.

J'ai dépensé 5 000 roupies de moins que prévu lors de l'achat d'un scooter, on m'a livré un scooter équipé d'un frein à tambour à l'avant au lieu d'un frein à disque ; j'ai appris avant-hier que ma facture d'électricité n'était que de 1 010 roupies pour les deux derniers mois, alors que je m'attendais au double ou au triple, c'est l'été et la climatisation fonctionne toutes les nuits, et je dois arroser le jardin tous les jours, donc utiliser le moteur pour remplir le réservoir ; j'ai reçu la facture de Vodafone (Internet), 471 roupies, alors que deux mois plus tôt j'avais payé 2.380 roupies, et 930 roupies le mois dernier, pour le même abonnement ; et pour finir, lundi je vais acheter 4 kilos de sucre et 10 oeufs, le commerçant me fait payer 110 roupies au lieu de 180, il avait mis 2 kilos de sucre dans deux sacs plastiques et au moment de faire la facture il a compté 1 kilo dans chaque sac, je m'en suis immédiatement aperçu et je n'ai rien dit, j'irai lui rendre ses 70 roupies, certes, lui et son épouse n'ont pas l'air très sympathique, mais ils travaillent 7j/7 et leur boutique est misérable, visiblement ils sont pauvres et ce sont des travailleurs comme les autres finalement, je n'ai pas à les juger, donc je ne vais tout de même pas les voler, ce serait contraire à mes idées, tu ne voleras pas, sauf les riches !

Tout cela pour dire qu'en quelques jours (du 9 au 13 mai) à quatre reprises la même expérience s'est reproduite ou j'ai moins dépensé d'argent que prévu, ce qui était quatre bonnes nouvelles parce que je ne suis pas bien riche non plus avec ma retraite de 350 euros et mes économies qui m'en rapportent 150. Bref, c'était plus que des coïncidences.

C'est comme si des faits sans rapport apparent les uns avec les autres étaient liés en réalité par quelque chose d'indéfinissable... On dit souvent que les emmerdements n'arrivent jamais seuls, qu'ils s'enchaînent, et on se demande toujours quand est-ce que cela va s'arrêter, et bien c'est aussi valable dans le sens inverse ou pour les bonnes nouvelles.

Ce qui est marrant, c'est que tout semble lié sans qu'on en ait conscience parce qu'on ne peut pas penser à tout, la vie quotidienne est faite de milliers de petits détails en apparence insignifiants, à côté desquels on passe et il ne peut en être autrement. Je crois en revanche que notre comportement va déterminer une suite d'évènements qui s'inscriront dans la même direction suivant une logique qui nous échappe, et que nous attribuons habituellement au hasard par ignorance.

Notre état d'esprit doit y être pour quelque chose, selon qu'on a un comportement conforme à nos idées ou au contraire qu'on est hypocrite ; l'hypocrite sera voué finalement à une vie misérable et ne sera jamais heureux quelle que soit par ailleurs sa condition, mais pas seulement. La vie nous réserve des épreuves inattendues pour tester nos convictions, qu'elles soient fondées ou non, selon que cette épreuve est agréable ou pénible, notre réaction déterminera une suite d'évènements qui généralement se dirigeront dans la même direction.

Mon attachement à l'argent, si je puis employer cette expression désagréable, se réduit à un instinct de survie, au-delà cela ne m'intéresse pas et je le distribue ou j'en fais profiter mon entourage, je pense que c'est pour cette raison que j'ai réussi à m'en sortir sur ce plan-là, j'ai même refusé de faire fortune, car cela m'aurait forcé à renier mes principes et je ne le regrette pas, bien au contraire, je crois même que c'est ce qui m'a porté chance.

J'irai encore plus loin, je suis convaincu que depuis mes 19 ans et ma découverte du marxisme, ce sont mes idées que j'ai parfois malmenées, qui ont guidé le cours de mon existence, tous les évènements que j'ai vécus. Par exemple, j'avais rencontré la femme qui devait devenir ma première épouse quand je militais à l'OCI, après la naissance de notre fille elle m'obligea littéralement à cesser de militer (en 1981), sans quoi elle me menaçait de divorcer immédiatement, j'ai cru sauver notre couple, en vain, puisque nous devions divorcer 7 ans plus tard, ce qui signifiait quelque part que contrairement à ce que nous avions imaginé, nous n'étions pas fait pour vivre ensemble ou tout du moins jusqu'à la fin de nos jours, c'est ce que nous allons vérifier maintenant.

Pour autant, je n'allais jamais renier mes idées, qui, si elles n'étaient plus représentées sur le plan politique, continueraient d'exister sous la forme de principes que je pourrais (ou non) mettre en pratique dans la vie quotidienne, ce serait donc les mêmes principes qui guideraient mon comportement, de telle sorte que le lien qui existait entre mes idées et mes principes ne serait jamais réellement rompu, pour finalement renouer avec le militantisme 20 ans plus tard, le 11 septembre 2001, le jour de mes 46 ans. Quant à l'attitude de ma compagne, elle fut logique, puisque ce qui avait présidé à notre rencontre (lors d'une diffusion un dimanche matin sur un marché) n'existait plus, nous avions tous les deux démissionnés de l'OCI, nous n'avions plus rien à faire ensemble. Et notre bébé, et bien il lui appartenait et lui seul existait dorénavant, moi je ne comptais plus du jour au lendemain et je devais disparaître, le premier prétexte trouvé ferait l'affaire ou bien elle l'inventerait, j'aurai d'ailleurs le droit à plusieurs versions, peu importe, elle ne m'avait pas aimé pour ce que j'étais, c'est ce que je retiendrai.

En dernière analyse, nos voies divergèrent parce que nous ne partagions ni les mêmes idées ni les mêmes principes ou nous n'y étions pas tant attachés. Elle me reprocha de l'avoir pris pour ce qu'elle n'était pas, de l'avoir idéalisée, mais c'était parce que j'étais porté par un idéal qu'elle estimera hors de sa portée, tandis que je pensais au contraire qu'on pouvait toujours essayer de s'en rapprocher en demeurant fidèle à un certain nombre de principes qu'on avait adoptés, et que rien ne pourrait les remettre en cause. Je m'étais trompé.

L'histoire de l'Inde où j'ai atterri et finirai mes jours, elle ne vient pas spécialement de moi, elle ne colle pas avec ce que j'étais avant

de rencontrer cette femme, c'est un concours de circonstances toutes liées ou presque à elle qui m'ont conduit à prendre cette nouvelle direction, cette expérience indienne aux multiples rebondissement est une sorte de très longue parenthèse dans ma vie, puisqu'elle ira maintenant jusqu'à son terme. En même temps, elle me ramenait à la période que j'avais connue avant de militer, où un lien ténu me reliait à l'Inde, sans que je n'aie jamais envisagé de près ou de loin d'y aller m'y installer un jour, cette idée ne m'était jamais venue à l'esprit. J'étais très casanier, pantouflard, je n'avais jamais voyagé et cela ne me manquait pas. J'étais très timide et je ne me voyais pas me lancer seul à l'aventure à l'autre bout du monde, rien que cette idée m'aurait effrayé à l'époque. En fait, à part l'encens, le parfum et quelques bricoles exotiques, je n'étais pas plus que cela attiré par l'Inde, j'allais oublier le cannabis qu'on pouvait trouver aussi bien au Maroc ou ailleurs.

Mes lectures philosophiques m'avaient conduit au marxisme qui devait guider le restant de mes jours. Je n'avais donc aucune raison de dévier de cette voie ou de faire marche arrière, car j'étais animé par le principe qu'à défaut de progresser dans la vie, on serait voué à régresser, et n'y tenant pas du tout, toute autre attitude de ma part ne pouvait être que le produit d'une influence extérieure ou d'un concours de circonstance que je ne maîtriserai pas.

Si la mère de ma compagne n'avait pas travaillé chez une vieille femme qui était liée à l'Inde, et dont on allait récupérer à sa mort une partie de sa bibliothèque consacrée à l'hindouisme et au bouddhisme, aux explorateurs les plus célèbres et d'autres moins connus, si le comité d'entreprise de l'organisme où ma compagne travaillait n'avait pas organisé un voyage à Sri Lanka un an avant notre séparation, sans doute que jamais je n'aurais mis les pieds en Inde.

Lorsque j'y partis, sans savoir pourquoi j'emmenai notamment une centaine d'ouvrages des marxistes que je n'avais pas ouverts depuis près de dix ans, et qui allaient me servir à partir du 11 septembre 2001. L'idée de m'en séparer m'était insupportable, dans la mesure où ma bibliothèque constituait en quelque sorte ma mémoire, coïncidait avec mes expériences, c'était toute ma vie, qui finalement disparaîtra lors du tsunami de décembre 2004, un mauvais tour du sort, mais peut-être pas, car c'est à partir de ce moment-là que je résolus de penser par moi-même et non plus par l'intermédiaire des marxistes ou de qui que ce soit d'autres, c'était le meilleur moyen de rompre définitivement avec le dogmatisme auquel je m'étais raccroché en 2001 faute d'avoir atteint un niveau théorique suffisant. Dorénavant, coûte que coûte je devais améliorer ma maîtrise de la méthode du marxisme pour trouver les réponses à toutes les questions que je me poserai, au lieu de laisser le soin à d'autres de le faire à ma place, et je me tins à cet engagement.

C'est ce qui me permit d'acquérir une confiance en moi qui m'avait toujours fait défaut, je décidai enfin de me doter d'une personnalité, à 45 ans passé, comme quoi il ne faut jamais désespérer, moyennant beaucoup d'efforts et de sacrifices cela va de soi. Malheur à ceux qui sous prétexte que la société leur en impose pour finalement avoir une vie monotone, abrutissante ou médiocre, renâclent à produire le moindre effort pour s'élever au-dessus de leur condition. La société leur impose le pire et ils s'en accommodent, et quand ils ont l'occasion de goûter au meilleur ils passent à côté ou ils le rejettent avec dédain, le plus souvent parce que cela ne vient pas d'eux-mêmes, mes lecteurs adopteront peut-être le même réflexe en lisant ces lignes, je l'ignore, si c'était le cas, qu'ils sachent que cela ne leur portera pas chance, il faut en avoir conscience, car on traite ici des lois générales qui régissent toute chose, y compris leur propre existence, ma propre expérience servant ici uniquement de support à une démonstration, et puis il est normal que je parle de ce que je connais le mieux.

En conclusion, j'ai eu beau m'égarer pendant de longues années, en vivant en Inde j'allais être confronté quotidiennement à une situation sociale et à des drames effroyables, qui pour peu que je saisisse le fil ténu de mon passé de jeune militant révolutionnaire, devait me ramener sur la voie du combat politique pour le socialisme. Je pense que si pendant les brèves années où j'avais étudié le marxisme à la fin des années 70, je n'avais pas acquis (même en grande partie inconsciemment) les éléments de base de la dialectique, ce fil aurait sans doute été rompu définitivement.

Le rapport de cause à effet, qui concourt aux différentes étapes de la transformation quantitative et qualitative de la matière jusqu'à notre comportement ou les moindres détails du cours de notre existence, constitue l'élément primordial de la logique que nous devrions nous employer à repérer dans chaque représentation, fait ou expérience passée, présente ou à venir. Je crois que cela nous faciliterait la vie et nous aiderait à nous orienter, y compris ou surtout en politique.

C'est la condition indispensable pour développer sa conscience ou pour parvenir à penser aussi librement que possible, du reste, quels que soient le niveau de connaissance que nous avons acquis ou les expériences que nous avons vécues. Ces deux derniers facteurs n'étant pas une fin en soi, il suffit de saisir la logique qui les parcourt pour les interpréter correctement ou en prendre la juste mesure, ensuite cela nous sera fort utile pour affronter les aléas de l'existence que la société nous impose, et d'une certaine manière cela nous permettra de donner un sens à notre vie, ce qui manque cruellement à la plupart des hommes.

J'allais oublier de préciser que lorsque ce genre de coïncidences ont tendance à se renouveler, c'est plus que des coïncidences comme on vient de le voir, au-delà je me dis que cela signifie aussi que je suis là où je devais être ou que mon comportement est en adéquation avec un certain nombre de facteurs, bref, que tout est l'ordre des choses et qu'il ne faut surtout rien changer.

J'avais la tête ailleurs.

J'ai complètement oublié la manifestation nationale à Paris du 13 mai initiée par le POID.

Après le 1er mai, le 5 mai, l'annonce d'une autre manifestation le 26 mai, cela m'est complètement sorti de l'esprit, surtout qu'à côté quotidiennement je suis informé des nombreuses manifestations qui ont lieu un peu partout dans le monde. Vous m'en excuserez, j'avais appelé à y participer.

Je soupçonne LFI d'avoir multiplié les appels à des manifestations pour noyer celle du 13 mai. Il faut dire aussi qu'il ne fallait pas être très futé pour décider une manifestation au mois de mai, vous me direz qu'elle aurait eu lieu à un autre moment et le résultat aurait été le même...

A propos du dernier éditorial de la Tribune des travailleurs

Malgré les réserves ou les critiques que je formule, j'en partage le contenu pédagogique et l'orientation, en finir avec le capitalisme.

Je ne suis pas certain qu'il soit bien avisé de mettre en avant la formule de Marx « *l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », car dans le contexte actuel elle pourrait davantage être interprétée par chacun pour soi, plutôt qu'un appel à l'action collective ou à l'unité de notre classe.

Quant à "l'exigence du retour au monopole d'État", lequel, sous quel régime, elle va semble-t-il de paire avec "le retour à la démocratie" qui n'a jamais existé, elle semble tout aussi mal avisée en l'absence de toute alternative crédible au capitalisme à l'horizon, qu'on se mette dans la peau d'un travailleur ou d'un militant, puisqu'il ne s'agit pas de ce qu'ils ont ou pas dans la tête, mais de la réalité.

C'est apparemment toujours aussi difficile de manier la dialectique et de ne pas tomber dans le dogmatisme. On nous rétorquera qu'il s'agissait de pédagogie et non de démagogie, encore faudrait-il n'avoir pas franchi dans le passé une multitude de fois la frontière qui les sépare pour qu'on veuille bien le croire.

Dans certaines conditions une réforme sociale ou une mesure progressiste peut favoriser la prise de conscience de la classe ouvrière de sa condition et servir de levier pour envisager de changer la société, et dans d'autres conditions la même réforme ou la même mesure servira à mieux la diviser et à l'enchaîner à la société capitaliste ou constituera un handicap pratiquement insurmontable à tout changement de régime.

Quand on évoque les fonctionnaires, les services publics, les entreprises nationalisées, on oublie de préciser qu'ils s'inscrivent dans le cadre du capitalisme d'Etat, et que contrairement à ce qu'on nous raconte ils servent davantage les intérêts du capitalisme plutôt que ceux des travailleurs. On ne vous dit pas que l'Etat et son budget de fonctionnement, les organismes publics ainsi que les entreprises nationalisées sont tous lourdement endettés auprès du marché depuis 1973.

Ensuite on nous explique qu'ils auraient échappé à l'emprise du marché, pour ainsi dire du capitalisme, comme si les travailleurs avaient les moyens d'exercer sur eux un quelconque pouvoir de contrôle, ce qui n'est que pure baliverne ou illusion. Il serait plus juste de reconnaître qu'ils sont associés à leur gestion par le biais des syndicats corrompus, offrant ainsi aux actionnaires rentiers du marché une double garantie à côté de celle de l'Etat.

On nous dit encore que ce serait un bienfait que les travailleurs de ce secteur économique bénéficient d'un statut spécial, alors qu'en réalité il en a fait des privilégiés qui ont plus intérêt à louer les vertus du régime plutôt que le combattre pour le renverser, il en va de même de l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures du prolétariat dont ils ont acheté la neutralité ou conduit à la passivité, tandis que généralement leurs mobilisations ont un caractère corporatiste.

Là où ils n'existent pas, les pays sont demeurés sous-développés ou présentent les stigmates de pays sous-développés, les Etats-Unis par exemple, où les infrastructures, les écoles, les hôpitaux sont en partie délabrés, dignes d'un pays comme l'Inde, parfois en pire. Autrement dit, leur développement a accompagné la marche en avant du capitalisme vers l'impérialisme, ils sont l'apanage des puissances occidentales qui dictent leur loi à la terre entière ou influencent l'évolution de la situation mondiale.

Qu'il faille défendre le statut des fonctionnaires, cela va de soi, c'est un devoir, mais ce n'est pas une raison pour raconter des histoires aux travailleurs et aux militants, et évidemment aux fonctionnaires qui ignorent pratiquement tout ce qu'on vient de rappeler très sommairement.

Le capitalisme d'Etat a toujours été au service des capitalistes et non des travailleurs, des assurés sociaux ou je ne sais quoi encore. Les capitalistes se sont suffisamment enrichis pour prendre la relève de l'Etat dans de nombreux secteurs économiques électricité, gaz, transport, télécommunication, qui sont devenus rentable du fait de l'augmentation de la population et de l'élévation de son niveau de vie.

Il est bon de signaler ici une autre imposture, qui consiste à prétendre que les agents de l'Etat ne seraient pas exploités, et que

l'Etat qui les emploie n'exploiterait personne d'autres, une fois admis qu'il exploiterait ses propres travailleurs pour le compte des capitalistes ou du marché comme on l'a vu précédemment, autrement dit toutes les matières premières ou les produits finis qui proviennent du monde entier et qu'utilisent les services publics et les entreprises nationalisées, proviendraient de travailleurs (mineurs, etc.) qui ne seraient pas soumis au régime de l'exploitation capitaliste, le tout sous prétexte que les fonctionnaires fourniraient un service à la population qui n'aurait pas de prix.

Pour ainsi dire, il faudrait en conclure qu'on est en présence d'un Etat idéal, philanthropique, partant de là, comment voulez-vous que les fonctionnaires prennent conscience de leur condition, qu'ils comprennent que cet Etat n'est pas le leur et qu'ils doivent s'en débarrasser, tout semble fait au contraire pour qu'ils n'y parviennent jamais. D'ailleurs, entre nous, sincèrement, avez-vous déjà lu ce genre d'argumentation quelque part ?

Les oligarques ont amassé une telle fortune en quelques années qu'ils sont en mesure de tout acheter, même ce qui n'est pas rentable, depuis que leur statut de faux monnayeurs combiné à la dette des Etats, des entreprises, des particuliers leur permet de s'enrichir toujours plus, je n'invente rien, vous lirez plus loin comment Arcelor-Mittal "a cumulé plus de 7 milliards de pertes entre 2009 et 2016 (et) a versé 3,3 milliards de dividendes sur la même période." (Libération 13.05). Même ces gigantesques pertes sont devenues sujettes à spéculation et enrichissement !

Hier, les crises du capitalisme coïncidaient avec l'incapacité des capitalistes à faire fructifier leur capital accumulé dans des (nouveaux) placements rentables, dorénavant ils ont contourné cette contradiction du capitalisme, ce qu'on s'obstine à ne pas vouloir admettre et donne lieu par voie de conséquence à des analyses ou des positions erronées ou à s'enferrer dans un dogmatisme qui nous sera fatal, si on n'y met pas un terme très rapidement. A suivre.

Gangstérisme ou pillage à grande échelle.

- Au CAC 40, les gros porteurs raflent la mise - Liberation.fr 13.05

Grille de lecture

LVOG - Quelqu'un daignera-t-il se demander pourquoi, pourquoi tiennent-ils à concentrer le plus rapidement possible une telle fortune au détriment du reste de la population ? Et pourquoi en diffusant eux-mêmes cette information tiennent-ils tant que cela à ce que nous sachions à quoi nous en tenir, l'ONG Oxfam est financé par le milliardaire Georges Soros, notamment ?

J'ai déjà répondu à ces questions dans de précédentes causeries auxquelles je vous renvoie, je n'ai pas le temps de me répéter sans cesse, désolé.

Liberation - ...les bénéfices des grands groupes concernés (CAC40 - ndlr) ont bondi de 60 % entre 2009 et 2016, pour culminer à plus de 93 milliards d'euros en 2017. Des profits «records» obtenus en exerçant «une pression à la baisse» sur les effectifs, les salaires et les fournisseurs, mais aussi grâce à «l'évasion fiscale»...

Au total, sur les quelque 600 milliards de profits accumulés de 2009 à 2017, les entreprises du CAC 40 ont reversé 407 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. Sur la seule année 2017, ces derniers ont reçu 51 milliards d'euros, contre 31 milliards en 2009.

... sur la période 2009-2016, a calculé Oxfam, le taux de redistribution des profits en faveur des seuls actionnaires a été de 67 %. Sur 100 euros de bénéfices engrangés, les géants du CAC ont ainsi reversé en moyenne 67,4 euros de dividendes à leurs actionnaires, ne laissant que 27,3 euros pour le réinvestissement (dans l'outil industriel, l'innovation, la recherche…) et 5,3 euros pour les salariés… C'est simple, entre 2009 et 2016 «la rémunération des actionnaires a progressé plus de 4 fois plus vite que celle des salariés», selon Oxfam. Et loin du mythe du petit porteur, c'est une minorité fortunée qui en a surtout bénéficié : selon Euronext, le premier détenteur d'actions du CAC 40 n'est autre que le groupe familial du PDG de LVMH, Bernard Arnault (3,2 %), devant l'Etat français (3 %), la famille Bettencourt-Meyers qui contrôle L'Oréal (3 %), et des fonds anglo-saxons comme BlackRock et Vanguard.

Entre 2009 et 2016, les entreprises les plus généreuses avec leurs actionnaires ont été Total et Sanofi : en tout, elles leur ont respectivement reversé 43,5 et 37,9 milliards d'euros. Le géant pharmaceutique a consacré en moyenne 95 % de ses bénéfices pour servir ses actionnaires. En troisième position sur le podium, le cas d'Engie (27,6 milliards d'euros) interpelle : les dividendes versés par l'ex-GDF-Suez ont été en moyenne «trois fois supérieurs à ses bénéfices depuis 2009» ! Ce qui veut dire que l'entreprise s'endette pour mieux rémunérer ses actionnaires. Arcelor-Mittal va encore plus loin : alors que le sidérurgiste a cumulé plus de 7 milliards de pertes entre 2009 et 2016, il a versé 3,3 milliards de dividendes sur la même période.

Dans le même temps, les salariés n'ont reçu que des miettes, quand ils n'étaient pas victimes d'un plan social. Pourtant, leur fiche de paie aurait pu nettement progresser : si les entreprises du CAC s'étaient contentées de maintenir leur niveau de dividendes de 2009 jusqu'en 2016 et avaient décidé d'augmenter les salaires, «l'ensemble des travailleurs du CAC 40 auraient pu voir

leurs revenus augmenter de 2 000 euros par an et par employé», calcule Oxfam.

La rémunération des patrons du CAC a ainsi bondi de 46 % depuis 2009, progressant plus de deux fois plus vite que la moyenne des salaires dans leurs entreprises et quatre fois plus vite que le smic. Le PDG de Renault, Carlos Ghosn, est devenu un symbole de la gloutonnerie des grands patrons français : entre 2009 et 2016, sa rémunération a explosé de 469 %, passant de 1,2 à 7 millions d'euros. Et c'est sans compter son salaire équivalent chez Nissan. Carrefour (9,7 millions en 2016), Sanofi (9,6 millions) et L'Oréal paient encore mieux leur boss. En moyenne, en 2016, les PDG du CAC 40 ont gagné 257 fois le smic et 119 fois le salaire moyen au sein de leur entreprise (contre 9 fois en 2009). Parmi les champions des écarts de salaires : Carrefour (306 fois), LVMH (270 fois) et Danone (227 fois). liberation.fr 13.05

Ils étaient ainsi depuis un siècle et on a fait comme si on ne le savait pas.

A ceux qui ont une mémoire sélective ou en manquent singulièrement, dont les dirigeants réécrivent l'histoire, y compris celle de la lutte de classes au fur et à mesure que les générations passent pour justifier les positions qu'ils avaient adoptées dans le passé vis-à-vis du PS et du PCF et dont ils sont fiers, qu'il nous soit permis d'en avoir honte quand on y a été mêlé.

La question coloniale n'était pas seulement une question politique, c'était surtout et avant tout une question économique, car jamais le capitalisme français n'aurait pu se développer et accéder au stade de l'impérialisme, devenir une puissance mondiale au XXe siècle sans le colonialisme, débouchant sur réserve d'esclaves et de matières premières à bas coût.

Donc en dernière analyse cette question est capitale pour comprendre comment et pourquoi le capitalisme français a trouvé un allié dans le mouvement ouvrier et l'aristocratie ouvrière, qu'il a pu corrompre au moyen des profits gigantesques tirés de ses colonies. Ce qu'Engels avait décrit à propos de la classe ouvrière britannique vaudra pour toutes les puissances occidentales.

La politique adoptée par le PS et le PCF entre les deux guerres mondiales, puis après la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 80, consista à réclamer des réformes sociales en échange en toile de fond de l'alliance de l'aristocratie financière et de l'aristocratie ouvrière (C'est l'oligarchie qui investira dans les colonies une partie du capital qu'elle avait accumulé et non le petit capitaliste.) . Cela se traduira par une répartition des richesses plus généreuses envers la classe ouvrière, tandis que l'aristocratie financière renforçait son pouvoir (au détriment de la classe ouvrière) en vue de l'étrangler le moment venu, pendant que le PS et le PCF l'abandonneront à son triste sort ou ils la laisseront se faire dépouiller de tous ses acquis sociaux quand ils n'y collaboreront pas directement.

Vous connaissez la suite, le PCF en sortira laminé, le PS explosera et sera réduit à une portion congrue, la classe ouvrière mais aussi les classes moyennes se retrouveront sans parti, sans direction, et le parti de l'oligarchie n'aura plus qu'à se baisser pour s'emparer du pouvoir en la personne de Sarkozy, puis Hollande et enfin Macron pour terminer le sale boulot et imposer sa politique ultra réactionnaire, cette fois sans contrepartie, pas même des miettes pour l'aristocratie ouvrière à laquelle il a décidé de s'attaquer, une fois le mouvement ouvrier détruit de l'intérieur.

L'impérialisme figurait dans les gènes du capitalisme dès son avènement. Il ne prit son essor et supplanta le système féodal, que dès lors qu'il guerroya et parcourut les océans pour ne plus jamais cessé jusqu'à nos jours. Ce sont les banquiers et les riches bourgeois qui avaient accumulé des fortunes, qui furent à l'origine du développement du capitalisme mondial ou du marché mondial, de l'impérialisme, une fois les forces productives libérées du mode de production féodal. Et l'industrialisation allait concourir à accroître leur puissance démesurément au point que l'oligarchie financière supplantera tous les secteurs économiques et finira par détrôner les industriels bourgeois. A l'étape suivante et finale de l'impérialisme, elle s'emparera du pouvoir politique, de tous les pouvoirs.

L'amélioration de la condition ouvrière au cours du XXe siècle est autant le produit de ce processus économique (ou du développement du capitalisme) que de la lutte de classe, et le colonialisme, les guerres de rapines en furent le pendant, sauf que tout fut entrepris pour le prolétariat ne puisse jamais en prendre conscience, abusé par des dirigeants corrompus qui ont flatté et instrumentalisé son aspiration légitime au bien-être en adoptant une politique réformiste, réactionnaire, de droite, au lieu d'adopter une politique socialiste, révolutionnaire, de gauche.

Une fois que la social-démocratie avait trahi (1914) et que le PC s'était stalinisé (1925), la nature de ces partis avait changé et leur origine ouvrière ou socialiste à laquelle on allait s'accrocher obstinément ou désespérément avait disparu ou pire, elle allait servir de couverture aux fossoyeurs du socialisme que ces partis étaient devenus, désormais leur seul raison d'être pour le compte du régime en place.

Partant de là, on comprend parfaitement pourquoi le PS (SFIO) et le PCF (PC) furent colonialistes, impérialistes et le demeurent encore de nos jours. En revanche, au regard de l'influence capitale de ce facteur sur l'évolution de la situation sociale et politique, de la société, on se demande comment nos dirigeants ont pu le sous-estimer ou ne pas comprendre qu'il constituait la trame de fond du développement de la situation mondiale présente et à venir, des rapports qui existaient entre les différents acteurs politiques et les institutions, l'Etat, à côté desquels l'influence de l'origine ouvrière ou socialiste lointaine de ces partis ne devait cesser de décroître jusqu'à pratiquement disparaître au cours des décennies suivantes, et qu'au lieu de la considérer comme

un avantage, elle constituait un handicap, un boulet qui tirerait l'ensemble du mouvement ouvrier en arrière plutôt qu'en avant, et que plus tôt on s'en débarrasserait mieux cela vaudrait, au lieu de quoi nos dirigeants firent en sorte de les rendre indispensables au mouvement ouvrier, qu'ils finirent par pourrir littéralement de l'intérieur au point de le rendre méconnaissable, impuissant, de le neutraliser pour ne pas dire pire encore.

Il y en a qui sont nostalgiques des "jours heureux" de la "Libération", des "Trente glorieuses"...

- Les horreurs du colonialisme et ses suppôts PS et PCF - Article extrait de "Le cri des travailleurs" n° 21, janvier 2006

Extrait.

- Le 8 mai 1945, des milliers de manifestants nationalistes (protestant contre la déportation du dirigeant nationaliste Messali Hadj dans l'extrême Sud du pays, puis au Gabon), sont abattus par l'armée française à Sétif et à Guelma en Algérie : expéditions punitives, ratissages, répression atroce pendant plusieurs semaines. En outre, l'armée française enlève et abat systématiquement les bestiaux pour affamer les villageois réfugiés dans les montagnes. « Certains douars, après le retour de leurs habitants, resteront sans ravitaillement pendant une assez longue période. »

À la même date, une révolte (moins connue) est elle aussi violemment réprimée à Douala au Cameroun. En novembre 1946, le bombardement du port de Haiphong fait 6 000 morts vietnamiens. En mars 1947, plusieurs milliers de Malgaches insurgés - entre 11 000 et 80 000 selon les estimations - sont massacrés. « La riposte coloniale se déploie sur deux plans que l'on pourrait appeler l'atrocité policière en ville, d'une part, et l'atrocité militaire à la campagne, d'autre part. » L'armée française torture, brûle et pille des villages, exécute sans jugement, largue des prisonniers depuis des avions, pour terroriser les populations des villages sur lesquels ces corps sont jetés. C'est bel et bien là une « terreur d'État », pratiquée directement par les gouvernements de la République française.

... et de la IVe République qui s'inscrit dans la continuité du Front populaire impérialiste, colonialiste. (LVOG)

PS et PCF, suppôts du colonialisme français d'hier... et d'aujourd'hui

Mais au fait, qui siège à l'époque dans ces gouvernements ? Des dirigeants socialistes et communistes ! Jusqu'en mai 1947, les gouvernements sont « tripartites » : « socialistes », « communistes » et membres du MRP. Les massacres en Algérie, en Indochine, au Cameroun et à Madagascar qui viennent d'être évoqués ont tous lieu sous l'autorité de gouvernements où participent la SFIO (PS) et le PCF, sous la présidence du « socialiste » Vincent Auriol !

Le PS (SFIO) a toujours soutenu la colonisation et la politique coloniale de l'impérialisme français

Comment expliquer pareilles avanies de la part de partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme ? Pour le comprendre, il faut rappeler que la social-démocratie classique a toujours considéré que les « Lumières » pouvaient être apportées par les « civilisations supérieures » aux « inférieures ». C'est cette conviction qui fait dire à Jaurès lui-même, lors d'une conférence à l'Alliance française en 1884 : « Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande [...]. Là où la France est établie, on l'aime, là où elle ne fait que passer, on la regrette ; partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés. » Quatorze ans plus tard, Jaurès persiste et signe, en assurant encore : « Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre pareille tentative. » Léon Blum s'inscrit parfaitement dans cette continuité lorsqu'il affirme, dans une déclaration à la Chambre des députés en 1925 : « Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture. »

Cela explique que les socialistes, une fois parvenus au pouvoir, assument complètement la politique coloniale française. En 1936, le Front populaire auquel participent la SFIO et le PCF propose tout au plus, dans son programme, une « commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer ». La seule avancée réalisée par le gouvernement du Front populaire est l'amnistie partielle de nationalistes croupissant dans les geôles françaises. Blum se risque aussi à un projet timoré et minimaliste à propos de l'Algérie, connu sous le nom de « projet Blum-Viollette » (Maurice Viollette est un député libéral) : il s'agit d'accorder la citoyenneté française à 25 000 Algériens, anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux . En fait, devant la pression de la droite, Blum retire le projet. Plus tard, en 1947, le statut proposé pour l'Algérie par le « socialiste » Édouard Depreux (futur fondateur du PSU) et voté par les « socialistes » (sans susciter l'opposition des « communistes », qui se contentent de s'abstenir) entérine l'inégalité fondamentale entre colons et colonisés : deux collèges électoraux sont créés, le premier comprenant les « citoyens français de plein droit » et 58 000 « citoyens de statut local » parmi les « musulmans », le second réunissant 1 300 000 « musulmans » qui élisent une Assemblée algérienne. La voix d'un Européen vaut ainsi huit voix d'Algériens.

Et c'est toujours, officiellement, pour continuer à répandre les bienfaits de « civilisation » française en Algérie que le gouvernement du « socialiste » Guy Mollet se fait accorder tous pouvoirs (les fameux « pouvoirs spéciaux ») afin de prendre « toute

mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre en Algérie ». Ce gouvernement envoie 400 000 jeunes du contingent et couvre les regroupements forcés de villageois et la torture pratiquée par l'armée française. Cette manière de mener la guerre en Algérie est parfaitement assumée par le président du Conseil « socialiste » : il rappelle à ses ministres, en novembre 1956, que « tout le monde est dans la même charrette. [Il n'y a] pas de politique Robert Lacoste [alors ministre résidant en Algérie]. Il s'agit d'une politique gouvernementale. » Mitterrand, s'il n'est pas encore membre du PS, est Garde des Sceaux de ce gouvernement Mollet, après avoir été ministre de l'Intérieur des précédents .

Le PCF stalinisé s'est vite rallié à la politique coloniale

Contre la politique de la SFIO, le parti communiste avait été fondé, en 1920, sur des bases révolutionnaires et anticolonialistes, dans le sillage de la révolution d'Octobre. La huitième des vingt et une conditions d'admission dans l'Internationale communiste, adoptées par le congrès de Tours en décembre 1920, est sans ambiguïtés : « Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou oppriment des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. » Suivant cette orientation, le jeune parti communiste s'engage fortement, au début des années 1920, dans le combat contre les opérations coloniales françaises, en particulier contre la guerre du Rif, au Maroc, en 1923.

Mais la soumission du parti communiste aux intérêts de la bureaucratie soviétique en voie de constitution sous la direction de Staline conduit à son abandon de l'anticolonialisme, comme de toute orientation réellement révolutionnaire. C'est au moment de la constitution du Front populaire que ce retournement traître se révèle dans toute son horreur : comme en bien d'autres domaines, et sur ordre de Staline, la lutte de classe est abandonnée en faveur d'une alliance nationale. « La France » doit désormais être défendue en tant que telle et son Empire colonial doit être protégé. Dès 1935, les députés du PCF votent au Parlement les crédits militaires du gouvernement Laval - donc en particulier les crédits des opérations coloniales -, contrairement à ce qu'ils avaient toujours fait depuis 1920. Le parti communiste, appelé jusqu'à présent Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC) devient Parti communiste français et même bien français. Il reprend le drapeau tricolore nationaliste comme emblème à côté du drapeau rouge, et La Marseillaise comme hymne ajouté à L'Internationale. En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste . L'Humanité invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un cheval aveugle. » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France » . À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain » . Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans L'Humanité, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial) . Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « paix en Algérie » ou encore le « règlement pacifique de la question algérienne », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'indépendance. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs... (Source : http://mondialisme.org/spip.php?article612)

Epouvantable, n'est-ce pas ? Et dire que pendant un demi-siècle et pour certains jusqu'à nos jours, on va s'adresser à cette pourriture, la ménager, lui faire la courte échelle, s'accommoder de tous ses crimes, dirigeants du PS et du PCF d'hier et d'aujourd'hui, patati et patata, au nom de tous les peuples colonisés par l'impérialisme français, dont l'Inde, qu'ils crèvent !

Chronique orwellienne ou quand la fiction devient réalité. Effrayant.

En Suède, la puce à la main - AFP 13.05

Un implant électronique inséré sous la peau pour remplacer clés, cartes de visite et billets de train: en Suède, c'est une réalité pour quelques milliers de téméraires (3.000 sur 10 millions d'habitants - ndlr), avides de nouveautés et indifférents aux potentiels dangers d'une intrusion technologique de ce type dans le corps humain.

Ulrika Celsing, 28 ans, fait partie des 3.000 adeptes en Suède, un pays de 10 millions d'habitants. Pour elle, finie la sempiternelle quête de ses clés dans son sac à main: pour entrer au bureau, elle fait simplement glisser sa main sur un petit boitier, tape son code et la porte s'ouvre.

Depuis un an, elle est équipée d'une puce sous-cutanée qui remplace sa carte d'accès et lui permet aussi d'entrer dans son club de gym ou de prendre le train.

Sorte de porte-monnaie électronique, la puce peut aussi prendre en charge les billets de train de la société ferroviaire nationale SJ. Disponible depuis un an, ce service a convaincu quelque 130 utilisateurs: le voyageur réserve son billet en ligne et l'enregistre sur sa puce.

Quand son entreprise a organisé une manifestation où les employés pouvaient se faire implanter ce petit objet dans la main, Ulrika a "suivi le mouvement".

"C'était cool d'essayer quelque chose de nouveau. Et, dans le futur, voir comment on peut l'utiliser pour faciliter sa vie", dit-elle.

Hormis une vague douleur quand la seringue a inséré la puce dans sa main gauche, Ulrika n'a rien senti et utilise son implant presque quotidiennement, sans peur du piratage ou d'éventuelle surveillance.

"La technologie n'en est pas encore arrivée au point où on peut pirater ta puce", assure-t-elle. Mais "à l'avenir, peut-être faudra-t-il y réfléchir. Je peux toujours l'enlever..."

Pour Ben Libberton, microbiologiste, les dangers sont pourtant d'ores et déjà réels. L'implantation de la puce peut causer des "infections et (...) des réactions du système immunitaire", explique-t-il.

Et "le risque le plus important concerne les données: en ce moment, les données collectées et partagées par les implants sont peu nombreuses mais cela va probablement augmenter", assure le chercheur.

"Si un implant un jour peut détecter un problème médical chez son porteur, qui va être mis au courant et quand? Est-ce que les compagnies d'assurances vont obtenir des informations sur notre santé?", s'interroge-t-il.

Selon lui, "plus les données contenues dans un seul lieu - comme ça serait le cas avec un implant - sont nombreuses, plus le risque que ce soit utilisé contre nous est important".

Une crainte que Jowan Österlund, spécialiste de piercings et champion autoproclamé de l'implantation de puces, balaie. Au contraire, si on porte sur soi toutes ses données personnelles, cela nous permet de mieux contrôler leur utilisation, affirme-t-il, estimant qu'un usager est libre ou non d'utiliser sa puce.

Malgré les interrogations en suspens, l'expérience attire. "En Suède, les gens n'ont pas peur de la technologie et je dirais qu'il y a moins de résistance aux nouvelles technologies ici que dans la plupart des pays", affirme Ben Libberton, le microbiologiste.

Lors d'une "implant party" organisée par Jowan Österlund à Stockholm, Anders Brännfors, 59 ans et cheveux poivre et sel, détonne un peu parmi la majorité des curieux trentenaires tendance hipster.

Ravi d'être devenu une version 2.0 de lui-même, il n'a pourtant encore jamais utilisé sa puce plusieurs semaines après sa pose. AFP 13.05

No comment !

Quand l'AFP fait comme si...

Comme en France.

- Irak : abstention record pour les 1ères législatives post-EI - AFP 13 mai 2018

Les Irakiens ont infligé samedi un véritable désaveu à leur classe politique qu'ils jugent corrompue, en boudant les premières législatives organisées depuis la victoire sur le groupe Etat islamique (EI).

Pour ce scrutin qui doit permettre de décider si le Premier ministre Haider al-Abadi, parvenu en 2014 à son poste en vertu d'un accord tacite entre les Etats-Unis et l'Iran, restera aux manettes, seuls 44,52% des 25,5 millions d'inscrits se sont rendus aux urnes. AFP 13 mai 2018

Comme aux Etats-Unis

Les dictateurs sud-américains étaient les exécutants de Washington.

- Au Brésil, les dictateurs approuvaient personnellement les exécutions - AFP 13 mai 2018

L'exécution d'opposants à la dictature militaire au Brésil (1964-1985) émanait d'ordres venant directement du palais présidentiel et les Etats-Unis étaient au courant, révèle un rapport de la CIA qui a suscité de vives réactions dans un pays où les tortionnaires n'ont jamais été jugés... AFP 13 mai 2018

Et aux Etats-Unis ?

Instrumentalisation pour légitimer la barbarie sioniste.

- Eurovision : Israël l'emporte en surfant la vague #MeToo - 13 mai 2018

Israël a remporté pour la quatrième fois de son histoire le concours de l'Eurovision grâce à une chanson inspirée par l'esprit du mouvement d'émancipation des femmes #MeToo, plébiscitée par des millions de téléspectateurs à l'issue de la finale disputée samedi soir à Lisbonne.

- Israël ferme le point de passage de Kerem Shalom à la limite avec Gaza - Reuters 13 mai 2018

Les autorités israéliennes ont annoncé samedi la fermeture du point de passage de Kerem Shalom, à la frontière avec la bande de Gaza, endommagé la veille lors de manifestations palestiniennes. Reuters 13 mai 2018

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Une personne tuée dans une attaque au couteau à Paris - euronews 13 mai 2018

L'agression a eu lieu dans le IIe arrondissement, près de l'Opéra, en plein cœur de la capitale, dans un quartier de bars, restaurants et théâtres très fréquenté le samedi soir. L'homme, qui a été abattu par des policiers, a agressé au couteau cinq personnes... euronews 13 mai 2018

- Une famille de kamikazes attaque des églises en Indonésie, 13 morts - Reuters 13 mai 2018

- Birmanie: au moins 19 morts dans des combats avec des rebelles (armée) - AFP 13 mai 2018

- Attaque contre la ville afghane de Jalalabad, 15 morts - Reuters 13 mai 2018

Ils osent tout

- Benoît Hamon «Nous sommes la gauche puisque tous les autres ne le sont pas» - Liberation.fr 13.05

- François Bayrou exhorte Emmanuel Macron à être un "président juste" - L'Express.fr 13.05

- La justice italienne réhabilite Silvio Berlusconi - Liberation.fr 13 mai 2018

L'ancien chef du gouvernement italien, condamné en août 2013 à une peine d'inéligibilité pour fraude fiscale, peut donc à nouveau se présenter à des élections. Liberation.fr 13 mai 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

LVOG - Diplomatiquement correct.

- Gouvernement en Italie: accord des partis antisystème sur un programme et un 1er ministre - AFP 14 mai 2018

Luigi Di Maio et Matteo Salvini, chefs de file des partis antisystème, ont trouvé un accord sur un programme de gouvernement et un nom pour le poste de Premier ministre, ont annoncé dimanche soir les médias italiens en citant des sources des deux partis.

Luigi Di Maio, leader du Mouvement 5 Etoiles (M5S) "a passé un bref coup de téléphone au secrétaire général de la présidence (de la République italienne) pour annoncer qu'ils (lui et le chef de la Ligue Matteo Salvini, ndlr) sont prêts dès demain (lundi) à rendre compte de tout, y compris le nom du futur Premier ministre", a indiqué l'agence AGI.

Ce dernier devra être validé par le chef de l'Etat, qui pourrait annoncer sa nomination en début de la semaine.

Ce sera "un politique et non un technicien", a indiqué M. Di Maio à l'issue d'une deuxième journée de tractations, à Milan (nord), avec son homologue de la Ligue (extrême droite) Matteo Salvini et leurs principaux lieutenants.

Les deux hommes doivent se voir à nouveau lundi à Rome, avant d'être reçus au Quirinal, le palais présidentiel.

Un représentant du M5S, joint par l'AFP, a indiqué que Luigi Di Maio tenait à réserver la primeur des informations sur le programme avec la Ligue et le nom du chef du gouvernement au président Mattarella.

Selon les médias, le candidat pour diriger la troisième économie de la zone euro devrait être une "tierce personne" n'appartenant ni à la Ligue ni au M5S. Elle devra aussi faire autorité au plan international et être en mesure de rendre compatible avec Bruxelles la tonalité eurosceptique du futur exécutif. AFP 14 mai 2018

Irak:

- Elections en Irak: les anti-système en tête, le Premier ministre devancé - AFP 14 mai 2018

Les Irakiens ont marqué leur rejet de la classe politique en plaçant en tête des législatives deux listes anti-système, largement devant le Premier ministre Haider al-Abadi soutenu par la communauté internationale et qui était donné favori.

Ces deux mouvements, l'un emmené par le chef religieux populiste Moqtada Sadr et l'autre par le Hachd al-Chaabi, supplétif de l'armée proche de l'Iran, ont adopté dans le passé une rhétorique anti-américaine, même s'ils ont combattu aux côtés des forces de Washington contre le groupe Etat islamique (EI).

L'alliance inédite du leader chiite et des communistes sur un programme anti-corruption (La marche pour les réformes) arrive en tête dans six des 18 provinces, dont Bagdad, et en seconde position dans quatre autres.

L'Alliance de la Conquête, une liste d'anciens commandants et combattants du Hachd al-Chaabi prend la tête dans quatre provinces, dont la ville méridionale de Bassorah, et est en seconde position dans huit autres.

M. Abadi est devancé dans toutes les provinces à l'exception de celle de Ninive, dont le chef-lieu est Mossoul, l'ancienne "capitale" de l'EI où M. Abadi avait annoncé la "libération" en juillet 2017.

Pour ce premier scrutin après la victoire sur l'EI, 44,52% des inscrits ont voté selon la commission électorale, soit la participation la plus basse depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003.

Dans un pays où les jeunes représentent 60% de la population, ils ont été les grands absents de ce scrutin. AFP14 mai 2018

ECONOMIE

Russie

- Les Russes se verraient proposer l'or à la place du dollar - Sputnik 13.05.2018

Le ministère russe des Finances élabore des propositions concernant l'annulation de la TVA sur l'or d'investissement et espère que cette mesure incitera la population à renoncer progressivement à l'achat de dollars, d'après Alexandre Akhpolov, chef d'un des départements du ministère des Finances.

Les autorités russes pourraient prochainement autoriser l'achat de lingots d'or pur à 999,9‰ sans TVA ce qui en ferait un concurrent puissant du dollar sur le marché de l'épargne, a annoncé Alexandre Akhpolov, chef du département du contrôle

monétaire du ministère russe des Finances, cité par les médias russes.

«Nous cherchons à régler ce problème [de la faible demande de l'or d'investissement en Russie, ndlr] et nous avons déjà réfléchi à plusieurs solutions: créer un mécanisme spécial de vente de lingots d'or à la population ou bien annuler la TVA sur l'or d'investissement» dès 2018, a indiqué M.Akhpolov.

A l'heure actuelle, le taux de la TVA sur l'or d'investissement en Russie s'élève à 18%.

Selon le responsable, l'arrivée de l'or sans TVA sur le marché de l'épargne «contribuera à la baisse de la demande des devises étrangères parce que l'or constituera une alternative». Sputnik 13.05.2018

Haut de page

Le 16 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

Solidarité inconditionnelle avec le peuple palestinien contre le colonisateur et fasciste sioniste !

La causerie du mois d'avril au format pdf est disponible, 213 pages.

- Causerie au format pdf (5 pages)

Yahoo et ses semblables censurent littéralement les infos sur la grève des cheminots et la plupart des mouvements sociaux qu'ils font disparaître, vous les trouverez ailleurs sur Internet. Ils ont même carrément supprimé la rubrique économie, donc là aussi il faut aller s'informer autre part.

Je crois qu'en règle générale on ferait mieux d'attendre quelques jours ou semaines que des portails ou blogs relaient l'ensemble des évènements qui se passent dans le monde, de manière à être davantage informé sans perdre notre temps qui est si rare et si précieux. De mon côté je fais ce que je peux.

Encore une causerie de combat, qu'est-ce que vous voulez, quand on nous provoque, on nous trouve !

Quand on n'a rien à dire et on fait dire à d'autres ce qu'ils n'ont jamais dit, on ferait mieux de la fermer.

La médiocratie des intellectuels de gauche étalée dans toute sa splendeur, ou quand leur humanisme nous fait terriblement penser à la politesse des salauds de la réaction, à laquelle ils servent de caution démocratique.

- Si Karl Marx revenait parmi nous : il renierait « Le Capital » ! par Pr. Chems Eddine Chitour - Mondialisation.ca, 10 mai 2018

Article dégoulinant de suffisance et d'ignorance, de contrevérités à vous filer la nausée, retenez bien le nom de l'auteur très prolixe, dont les articles sont publiés régulièrement par plusieurs portails ou blogs qui se veulent de gauche ou indépendants, alors que ce sont des porte-parole du capitalisme. Au passage, il n'a rien à envier aux staliniens. Jugez vous-même et gardez votre calme !

- "*Là ou Marx a fait tout faux c'est sa position concernant le colonialisme*" (Pr. Chems Eddine Chitour - Ecole Polytechnique Alger)

Marx et Engels n'ont fait qu'observer et exposer comment le processus dialectique matérialiste et historique à l'origine du développement du capitalisme (et de la matière) déterminait inexorablement son expansion à l'échelle mondiale. Et ce crétin de professeur *je sais tout* leur attribue d'avoir conçu l'orientation colonialiste ou impérialiste du capitalisme avec toutes ses horreurs, pour ne pas dire qu'ils l'auraient souhaitée ardemment ou qu'ils en porteraient la responsabilité au regard de l'influence qu'a eu le Capital sur les économistes, rien de moins alors que Marx et Engels ne se livrèrent qu'à un simple constat d'un phénomène pour ainsi dire naturel qui était en train de se dérouler sous leurs yeux.

Vous voyez à quel point on peut défigurer le marxisme au point qu'il ne peut vous inspirer que du dégoût et vous conduire à le rejeter. Continuons.

- "*nulle part dans le Capital nous trouvons des gardes fous pour humaniser le capital. Bref il n'y a pas laissé un Plan B pour sauver l'humanité.*" (id)

Comme si l'engagement politique de Marx et Engels aurait dû consister à sauver non pas l'humanité mais le capital, extraordinaire ! Quelle confusion ! Ils ont bien conçu "un Plan B", mais pour sauver l'humanité et non le capital, c'est ce qu'il regrette en serviteur zélé du capitalisme. En fait, il voudrait à la fois sauver l'humanité et le capital, ce serait au capital que reviendrait la mission de sauver l'humanité, quel délire !

C'est à se demander si ce crétin s'est relu ou s'il pense réellement ce qu'il a écrit. Cet intellectuel incarne l'état d'esprit du fonctionnaire petit bourgeois privilégié qui préfère s'accommoder du capitalisme (et ses institutions en Algérie) plutôt que l'affronter pour l'abattre.

Nous sommes en présence d'un "*marxiste*" antisocialiste, ne vous marrez pas, car ce petit monsieur se prend très au sérieux.

Il ose se prétendre marxiste et regrette que Marx et Engels n'aie pas volé au secours du capitalisme, à l'instar de leurs opposants au sein de la social-démocratie qui s'en chargeront avec leur théorie réformiste (révisionniste, liquidatrice) qui sera l'antithèse ou la négation du socialisme.

Voilà de quoi se réclame monsieur le professeur. Il faut bien que ces gens-là trouvent des boucs émissaires pour faire oublier leur propre incurie intellectuelle.

Quand les fossoyeurs du mouvement ouvrier se donnent bonne conscience. Vive le roi !

- Patrice Lumumba : à Bruxelles, une place contre l'oubli par Jérôme Duval et Robin Delobel, du CADTM - Le Grand Soir 15 mai 2018

Depuis plus de dix ans, des associations revendiquaient, dans la capitale belge, un espace public au nom de l'ancien Premier ministre du Congo assassiné. Le Grand Soir 15 mai 2018

Un exemple de régime totalitaire ou de fasciste : Israël.

- Israël, 200 armes nucléaires pointées sur l'Iran par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 15 mai 2018

Extrait.

Il y a plus de cinquante ans qu'Israël produit des armes nucléaires dans le site de Dimona, construit avec l'aide surtout de la France et des Etats-Unis. Ce site n'est pas soumis à des inspections parce qu'Israël, la seule puissance nucléaire du Moyen-Orient, n'adhère pas au Traité de non-prolifération des armes nucléaires, que l'Iran par contre a signé il y a cinquante ans. Les preuves qu'Israël produit des armes nucléaires ont été apportées il y a plus de trente ans par Mordechai Vanunu, qui avait travaillé dans le site de Dimona : après avoir été passées au crible par les plus grands experts en armes nucléaires, elles furent publiées par le journal The Sunday Timesle 5 octobre 1986. Vanunu, enlevé à Rome par le Mossad et transporté en Israël, fut condamné à 18 années de prison en quartier disciplinaire et, relâché en 2004, soumis à de graves restrictions.

Israël possède aujourd'hui (bien que sans l'admettre) un arsenal estimé à 100-400 armes nucléaires, dont mini-nukes et bombes à neutrons de nouvelle génération ; il produit du plutonium et du tritium en quantité suffisante pour en construire des centaines d'autres. Les têtes nucléaires israéliennes sont prêtes au lancement sur des missiles balistiques, comme le Jericho 3, et sur des chasseurs-bombardiers F-15 et F-16 fournis par les USA, auxquels s'ajoutent maintenant les F-35.

Comme le confirment les nombreuses inspections de l'Aiea, l'Iran n'a pas d'armes nucléaires et s'engage à ne pas en produire en se soumettant, sur la base de l'accord, à unétroit contrôle international. Cependant –écrit l'ex secrétaire d'état Colin Powell le 3 mars 2015 dans un email qui a été dévoilé– "à Téhéran on sait bien qu'Israël a 200 armes nucléaires, toutes pointées sur Téhéran, et que nous en avons des milliers".

Les alliés européens des USA, qui formellement continuent à soutenir l'accord avec l'Iran, sont substantiellement rangés aux côtés d'Israël. L'Allemagne lui a fourni quatre sous-marins Dolphin, modifiés pour pouvoir lancer des missiles de croisière à tête nucléaire. Allemagne, France, Italie, Grèce et Pologne ont participé, avec les USA, au plus grand exercice international de guerre aérienne de l'histoire d'Israël, le Blue Flag 2017.

L'Italie, liée à Israël par un accord de coopération militaire (Loi n° 94, 2005), y a participé avec des chasseurs Tornado du 6° Stormo de Ghedi (Brescia), affecté au transport des bombes nucléaires étasuniennes B-61 (qui sous peu seront remplacées par les B61-12). Les USA, avec des F-16 du 31stFighter Wing d'Aviano (Frioul), affectés à la même fonction.

Les forces nucléaires israéliennes sont intégrées dans le système électronique de l'Otan, dans le cadre du "Programme de coopération individuel" avec Israël, pays qui, bien que n'étant pas membre de l'Alliance, a une mission permanente au quartier général de l'Otan à Bruxelles.

Selon le plan testé dans l'exercice USA-Israël Juniper Cobra 2018, des forces étasuniennes et Otan arriveraient d'Europe (surtout des bases en Italie) pour soutenir Israël dans une guerre contre l'Iran. Celle-ci pourrait commencer par une attaque israélienne contre les sites nucléaires iraniens, comme celle effectuée en 1981 à Osiraq en Irak. En cas de représailles iraniennes, Israël pourrait employer une arme nucléaire mettant en marche une réaction en chaîne aux issues imprévisibles. Mondialisation.ca, 15 mai 2018

- Gaza : au moins 60 victimes palestiniennes à la suite des heurts de lundi - LeParisien.fr 15.05

Au moins 60 Palestiniens ont été tués dans les heurts de lundi à la frontière en Israël et Gaza. La majorité ont été victimes de tirs des snipers de l'armée israélienne. LeParisien.fr 15.05

- Parlementaire du Likoud: Tsahal «a assez de balles pour tout le monde» - Sputnik 15.05

Avi Dichter, député à la Knesset qui représente le parti au pouvoir, s'est déclaré tranquille en ce qui concernait les risques de violation de la frontière par les Palestinien puisque l'Armée de défense d'Israël avait «assez de balles pour tout le monde».

«[Les forces de l'ordre] ne permettront à personne de menacer ni les soldats ni évidemment les civils. L'Armée de défense d'Israël a assez de balles pour tout le monde. Je crois qu'en fin de compte les moyens de l'Armée de défense israélienne tant non létaux que létaux, si nécessaire et dans les cas où cela est justifié par les règles d'ouverture du feu, suffiront pour tout le monde», a-t-il déclaré lundi dans une interview sur Hadashot TV.

Plus tard, le député a réitéré ses propos sur sa page Facebook, en précisant que Tsahal avait «assez de balles pour tous les terroristes».

Selon le dernier bilan fourni par le représentant des services médicaux gazaouis, Ashraf al-Kidra, 59 Palestiniens ont été tués, et plus de 2.700 autres blessés par des soldats israéliens. L'armée israélienne affirme que trois victimes ont tenté de déposer des explosifs à la frontière. Il s'agit des affrontements les plus meurtriers entre les Palestiniens et l'armée israélienne depuis 2014 lorsque la guerre s'était déclenchée entre l'Israël et le Hamas. Sputnik 15.05

- Bain de sang à Gaza : Washington bloque à l'ONU une demande d'enquête indépendante - LeParisien.fr 15.05

Les Etats-Unis ont bloqué lundi l'adoption d'un communiqué du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à une enquête indépendante sur les événements meurtriers de lundi dans la bande de Gaza, selon des sources diplomatiques. LeParisien.fr 15.05

Reuters - Depuis le début de la "Grande Marche du retour", entamée le 30 mars dans la bande de Gaza, 107 Palestiniens ont été tués et 11.100 blessés, dont environ 3.500 par balles, selon les autorités médicales palestiniennes.

Le mouvement devait culminer ce mardi 15 mai, jour que les Palestiniens appellent la "Nakba", la "Catastrophe", qui marque l'exode de centaines de milliers d'entre eux lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Nikky Haley, ambassadrice américaine aux Nations unies, a adressé un message de félicitations à l'armée israélienne, qui a selon elle fait preuve de "retenue".

La Turquie a demandé le rappel de l'ambassadeur israélien à Ankara et les autorités israéliennes ont expulsé le consul de Turquie à Jérusalem en représailles. Reuters15 mai 2018

- Morts à Gaza: Israël a "défendu sa frontière", selon Aliot (FN) - AFP 15.05

Le vrai visage hideux du FN.

- Ankara: USA et Israël partenaires d'un "crime contre l'humanité" - Reuters 15.05

- La Nakhba, une catastrophe en cours depuis 70 ans en Palestine par Emiliano Arpin-Simonetti
- Mondialisation.ca, 15 mai 2018

Extrait.

...mardi 15 mai, date de commémoration des 70 ans de la Nakhba. Ce terme (« la catastrophe ») désigne l'exode de plus de 750 000 Palestiniens qui ont dû fuir ou qui ont été chassés de leurs terres (confisquées, puis annexées) pendant la guerre israélo-arabe ayant mené à la création d'Israël, en 1948. À Gaza, le souvenir de la Nakhba est d'autant plus prégnant que 70 % de la population est constituée de réfugiés. Si leur droit de retour est garanti notamment par la résolution 194 de l'ONU, Israël s'y oppose farouchement depuis sa fondation.

L'utilisation de balles réelles contre une foule non armée s'ajoute ainsi à la longue liste d'infractions qui témoignent du peu de respect dont fait preuve l'État israélien pour la vie des Palestiniens et envers le droit international. Parmi celles-ci, mentionnons le blocus de Gaza, l'occupation des territoires palestiniens, la construction du mur de séparation, la colonisation des territoires occupés, les expropriations forcées, sans oublier les emprisonnements arbitraires — y compris de centaines d'enfants — et les assassinats extrajudiciaires.

Toujours dans la rubrique totalitarisme ou fascisme.

- Le responsable de l'agence de presse russe RIA à Kiev arrêté - Reuters 15.05

Le directeur local de l'agence de presse russe RIA Novosti en Ukraine, Kirill Vichinski, a été arrêté mardi à Kiev, les autorités l'accusant d'être l'instrument d'une "guerre de l'information" entre la Russie et l'Ukraine. Reuters 15.05

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Un rapport de l'Agence internationale de l'énergie jette un froid sur les climatiseurs - Franceinfo 16.05

L'organisation dénonce la consommation énergivore de ces appareils, qui contribue au réchauffement de la planète. Franceinfo 16.05

- Nouvelle hausse des actes homophobes en France en 2017 - AFP 15.05

Pour la deuxième année consécutive, les actes homophobes ont augmenté en 2017 confirmant "l'ancrage" de l'homophobie dans la société française, selon le rapport annuel de SOS Homophobie dévoilé mardi. AFP 15.05

Ils osent tout

- La SNCF ne sera pas privatisée assure Edouard Philippe - L'Express.fr 15.05

- Cahuzac condamné à 2 ans ferme, devrait échapper à la prison - AFP 16.05

- "Réprimée" en Hongrie, la fondation Soros annonce quitter le pays - AFP 15.05

- Dans un hôpital vénézuélien pour enfants, le drame de la crise lit après lit - AFP 15.05

... et en France.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

- Hôpital: 600 manifestants à Paris pour la "marée blanche" de SUD - AFP 15.05

Une "marée blanche" à l'appel de SUD Santé-sociaux a réuni mardi à Paris 600 personnes qui ont dénoncé les conditions de travail et le manque de moyens dans les hôpitaux, certains bloquant brièvement la circulation sur les Champs-Elysées, ont constaté des journalistes de l'AFP. AFP 15.05

Haut de page

Le 19 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie ne tient pas compte des infos de la veille.

Je précise que tous les thèmes abordés méritent d'être développés.

- Causerie au format pdf (12 pages)

"*Les élections ne suffisent pas à la démocratie*", précisons que la démocratie n'a jamais été instaurée à l'issue d'élections, puisque aucun peuple dans le monde ne détient le pouvoir

Parole d'internaute.

- "74% des Français trouvent la politique de Macron injuste...alors pourquoi ces 74% ne viennent pas dans la rue pour le dire ?"

- "Parce que leur frigo est encore plein, et le réservoir de leur bagnole aussi !"

LVOG - En mai 68 aussi. Cela explique peut-être pourquoi nous en sommes là sans conscience politique.

Les militants du mouvement ouvrier sont une infime minorité, et parmi cette infime minorité, ils sont une infime minorité à combattre sur le plan politique ou à être organisés dans une formation politique, et parmi eux seuls une infime minorité lutte véritablement pour un changement de régime ou le socialisme.

Généralement, ils ont tendance à oublier que s'ils représentent l'ensemble des travailleurs ou s'expriment au nom de leurs intérêts, ils n'en demeurent pas moins marginaux. Ils ont aussi tendance à prêter aux travailleurs un niveau de conscience qu'ils n'ont pas développé ou atteint. Une telle confusion n'est pas sans conséquence, et comme elle leur échappe, ils en ignorent l'origine, du coup, leur discours et les rapports qu'ils entretiennent avec les travailleurs s'en trouveront affectés ou tomberont à côté de la plaque.

En revanche, l'immense majorité des travailleurs disposent de revenus leur permettant de supporter les conséquences de la crise du capitalisme ou effectivement de "remplir leur frigo" ou "le réservoir de leur bagnole", en conséquence, bien qu'ils doivent faire face à une multitude de difficultés, subir de nombreuses humiliations, consentir de plus en plus de sacrifices, résignés ou par atavisme ils se contentent de l'existence superficielle ou médiocre qui leur est imposée par le régime en place. Et leur réaction contribue à perpétuer indéfiniment cette situation qui n'est pas nouvelle loin de là, tandis que des millions de travailleurs et leurs familles sont réduits à la pauvreté, à l'indigence ou à la précarité extrême.

Quand on est jeune et qu'on atteint la puberté, on commence par se rebeller contre l'autorité parentale. Une fois atteint l'adolescence ou parfois avant, on se révolte contre la société qui nous paraît fort injuste et autoritaire, et lorsqu'on rejoint le monde du travail (de l'exploitation) on se retrouve accablé par tant d'obligations, on croule sous tant de responsabilités qu'on aura toutes les peines à assumer, qu'on n'aura plus rien d'autres en tête qu'essayer de survivre tant bien que mal. En proie à une cruelle désillusion, notre velléité révolutionnaire va s'émousser ou disparaître du jour au lendemain sans même qu'on s'en aperçoive, du fait qu'on se trouve prie dans un engrenage infernal qui va finir par nous abrutir et nous broyer, de sorte qu'inconsciemment on va reproduire le mode de vie des générations passées sans plus penser à en changer. Cette idée nous sera totalement sortie de l'esprit sans qu'on puisse expliquer ni comment ni pourquoi, et le pire, c'est qu'on aura désormais toutes les peines du monde à nous l'accaparer à nouveau, le plus souvent jamais, pour laisser la société guider notre destin.

Quand on est jeune, on n'a pas envie de ressembler à nos parents, on ne veut pas avoir la même vie qu'eux. On aspire à une vie meilleure et plus juste. On ne veut pas consacrer sa vie à travailler comme un esclave. On envisage notre existence tout autrement. On estime qu'ils n'en ont pas suffisamment profité tout en ignorant pourquoi, et parfois on les accuse injustement d'en être responsables. On n'imagine pas un seul instant que ce sera bientôt à notre tour de subir le carcan de l'exploitation et de l'oppression, et si cette idée angoissante nous effleure l'esprit, on fera tout pour l'en chasser quitte à jouer les aventuriers pour finalement rentrer dans le rang puisque personne ne peut y échapper.

Quand on est jeune, on rêve à tout autre chose que ce à quoi la société nous a réservé. On va exprimer une multitude de besoins et aspirations qu'on estimera légitimes de pouvoir satisfaire pour avoir une vie agréable. Cette insouciance ou cette illusion va rapidement se heurter à la dure réalité de la société qui est guidée par une toute autre considération, cruelle et cynique. Notre apprentissage de la vie se faisant largement inconsciemment, nous ne pourrons pas en tirer les enseignements qui nous permettraient de porter un jugement objectif ou impartial sur la société. Dans ces conditions, notre sort sera scellé.

Par dessus tout, ce qui se volatilise, c'est notre soif de liberté, de décider nous-même notre propre sort, ce qu'on estimait être

notre droit de la revendiquer, on laisse le soin à d'autres d'en décider à notre place, on perd d'un coup l'essentiel ou le meilleur de ce que notre jeunesse avait éveillé en nous au contact de la société et qui pouvait donner un sens à notre existence, notre destin ne nous appartient plus et il va être très difficile de se le réapproprier, car la société est faite et fonctionne de telle sorte que cela demeure impossible.

Je pense que c'est ce genre de discours qu'il faudrait tenir à la jeunesse et aux travailleurs, pour l'aider à prendre conscience qu'il est possible d'inverser le cours de la situation s'ils décidaient de prendre en mains leur destin, de briser la fatalité qui semble s'être abattue sur la civilisation humaine et menace son existence, parce qu'elle est en grande partie le produit de leur passivité.
A suivre.

Une autre réflexion

Je me suis demandé si au lieu de considérer que nous vivons dans une société développée (en occident), on ne ferait pas mieux de dire que nous vivons dans une société sophistiquée, car à bien des égards il y a trop de travailleurs qui adoptent un comportement qui se rapprochent plus de celui des peuples des pays sous-développés, dans lesquels il y a des couches plus développées que les autres qui peuvent appartenir aux différentes classes.

Tout dépend quels facteurs on privilégie ou la place qu'on leur accorde. Il faut surtout éviter de généraliser. On peut très bien vivre dans une société développée et avoir une conscience peu développée, demeurer intellectuellement sous-développé et faible psychologiquement. La manière inconscience et chaotique dont les hommes font leur histoire dénote plutôt de graves carences qu'on a tendance à oublier ou à faire passer au second plan. On oublie surtout qu'elle est le fait d'une infime minorité qui préside au destin de la société toute entière ou de l'humanité.

L'absence de démocratie symbolise à elle seule le sous-développement dans lequel se débat désespérément la civilisation humaine, dit autrement son incapacité à s'élever au niveau de la démocratie signifie qu'elle demeure sous-développée. L'homme a développé son activité dans une multitude de domaines et de directions afin de satisfaire ses besoins, mais il n'est jamais parvenu à comprendre le processus dialectique matérialiste qui en était à l'origine et qui donc en est toujours au stade inconscient, les lois qui président à la transformation ou au fonctionnement de la matière, des hommes, de la société, de la nature.

C'est parce que l'interprétation qu'il en fait est défectueuse qu'il demeure sous-développé, il témoigne ainsi qu'il n'est pas encore mûr pour la démocratie, parfois jusqu'à la caricature si on se réfère au contenu que les uns et les autres lui donnent. Quand une classe ne représentant qu'une infime minorité de la population détient le pouvoir et gouverne pour satisfaire ses propres besoins, lui attribuer pour tâche d'instaurer la démocratie est d'une absurdité confondante que réfute l'ensemble du processus historique.

Ce sont surtout les intellectuels, qui ont une influence déterminante et par conséquent une énorme responsabilité sur le cours de la société, qui manifestent leur sous-développement en continuant malgré tout de colporter cette contrevérité. Au lieu de se mettre au service de la majorité des exploités et des opprimés qui incarnent de fait la démocratie, ils préfèrent s'en remettre à la minorité des exploiteurs et des oppresseurs pour réaliser la démocratie. Ils demeurent fidèles au capitalisme qui est par nature incompatible avec la démocratie, ils n'arrivent même pas à s'élever au niveau de la logique la plus élémentaire.

Comment la minorité pourrait-elle supporter que la majorité, dont les intérêts sont opposés aux siens, réalisent la démocratie, quelle idée saugrenue, inconsistante, à l'heure ou se manifeste ouvertement son penchant pour la tyrannie ou le totalitarisme, on ne peut trouver mieux pour illustrer l'incompatibilité du capitalisme avec la démocratie.

Quant à la défaillance de la conscience de la classe dominante, elle se manifeste par le fait qu'elle a pu concevoir de se débarrasser du capitalisme pour instaurer un nouvel ordre mondial basé uniquement sur la guerre et le chaos, le despotisme, alors que le développement des forces productives a atteint un niveau qui permettrait de satisfaire les besoins ou les aspirations de la population mondiale, de réaliser la démocratie.

L'instauration de la démocratie coïnciderait avec le début du processus conduisant à l'extinction de la société divisée en classes, de l'Etat, du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme sur lequel repose les rapports de dominants à dominés qui empoisonnent ou nuisent à l'existence de l'humanité toute entière, y compris les capitalistes eux-mêmes, ce dont évidemment ils n'ont pas conscience puisqu'ils entendent le perpétuer, ce qui montre à quoi point ils sont sous-développés puisqu'ils font leur propre malheur, car quelque part on ne peut pas faire le malheur de plus de 7 milliards d'hommes et de femmes et être heureux, c'est impossible tant on inspire le dégoût, la haine et davantage encore.

Seuls les travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes qui ont rompu avec le capitalisme, après avoir pris conscience qu'il était incompatible avec la démocratie, sont susceptibles de la représenter, pour peu qu'ils s'appuient sur la majorité et qu'ils se rassemblent dans un parti ayant adopté cet objectif politique, même minoritaire au départ, ils serviront de guide à la majorité, qui en se dotant d'une nouvelle direction révolutionnaire parviendra à conquérir la démocratie en prenant conscience des tâches politiques que le processus dialectique matérialiste et historique l'avait chargées d'accomplir.

Personne d'autres que la majorité n'imposera la démocratie, aucune minorité, qu'il s'agisse de la classe des capitalistes, des

classes moyennes ou les intellectuels, encore faut-il qu'elle renverse l'ordre établi ou s'empare du pouvoir politique.

La première étape de la démocratie consiste à construire ce parti. La seconde à conquérir la direction des masses exploitées, la troisième à prendre le pouvoir à l'issue de la mobilisation révolutionnaire des masses. La quatrième à les organiser pour qu'elles s'initient à la démocratie. La cinquième consacrerait sa suprématie sur tout autre organisation de la société, de telle sorte que l'extinction des classes se poursuivent jusqu'à son terme qui coïnciderait avec l'extinction de la démocratie elle-même, puisqu'elle était le produit de l'existence des classes qui ont disparu, dès lors l'administration des hommes cèdera la place à l'administration des choses, le règne de la nécessité aura cessé d'exister, la liberté cessera enfin d'être une utopie.

Aveu. La mobilisation du 26 mai sera "ni syndical, ni politique mais populaire", voilà ce qui effraie le PS, l'idée que le peuple se soulève.

LVOG - En fait l'appel à participer aux manifestations du 26 mai n'a pas un caractère populaire, mais bien populiste, mais c'est encore trop pour le PS qui hait le peuple.

- Le PS ne participera pas à la manifestation du 26 mai, tranche Faure - AFP 17/05/2018

Le PS ne participera pas à la manifestation du 26 mai, qui réunira notamment la CGT et la France insoumise à l'appel d'Attac, a affirmé le premier secrétaire du PS Olivier Faure jeudi sur France 2.

"Le 26 mai de quoi parle-t-on ? On parle d'une manifestation qui est organisée par un certain nombre de partis politiques, et qui a une autre vocation, mais n'y participeront pas tous les syndicats. Ni l'Unsa, ni la CFDT, ni FO, ni le PS, effectivement", a affirmé M. Faure.

M. Faure a en revanche une nouvelle fois assuré qu'il manifesterait le 22 mai aux côtés des fonctionnaires, invités à se mobiliser par l'ensemble des organisations syndicales "pour la première fois depuis dix ans".

L'ancien porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll avait lui aussi affirmé jeudi matin qu'il ne participerait pas à la manifestation. AFP 17/05/2018

Au lieu de sans cesse rappeler que le PS aurait une origine ouvrière lointaine, certains seraient plus avisés de le caractériser de parti anti-ouvrier, histoire de rétablir la vérité.

J'avais indiqué que cela ne coûtait rien d'avancer le mot d'ordre de rupture avec la Ve République et l'UE puisque seul un gouvernement ouvrier pourrait le concrétiser, en revanche rompre avec le PS et ses multiples officines était parfaitement réalisable tout de suite.

Maintenant au-delà du cadavre du PS aussi puant que celui du PCF, c'est l'idéologie qu'il véhiculait et qui a imprégné le mouvement ouvrier qu'il faut combattre.

On a eu plus de 70 ans pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, de deux choses l'une, soit c'était possible, soit cela ne l'était pas, on a envie d'ajouter qu'on a disposé de plus de temps qu'il n'en fallait pour finalement un résultat nul.

Pendant ces 73 dernières années une seule stratégie a été mise en oeuvre pour construire le parti, le front unique en direction du PS et du PCF comme si nous en étions restés en 1920 lors de la scission de la SFIO, sans tenir compte de leur évolution et de celle de la société, du monde.

On est en droit de se demander pourquoi cette tactique a été élevée au rang de stratégie, question qu'on se refusera de poser par crainte qu'elle nous entraîne trop loin ou qu'on ne trouve pas de réponse cohérente ou par quoi la remplacer. C'est sans doute parce que les dirigeants qui s'y sont accrochés y avaient trouvé un bon moyen pour se poser en héritiers autoproclamés de Trotsky... Continuez ainsi et notre cause est perdue d'avance.

Il aurait fallu imaginer une autre tactique, qui soit tournée résolument vers les masses, et qui ne s'inscrive dans la perspective d'un gouvernement PS-PCF quel que soit le rôle que ces partis auraient pu jouer dans le futur, sachant qu'une partie des masses n'en attendaient rien et que celle qui en attendaient quelque chose finiraient un jour ou l'autre par ne plus rien en attendre, et que ces partis constituaient des obstacles au combat pour en finir avec le régime, notre objectif politique.

Cela nécessitait d'avoir bien compris que la prochaine crise du capitalisme ne ressemblerait pas aux précédentes et qu'elle clôturerait un cycle, et qu'au-delà se trouverait poser la question de son dépassement, au cours duquel l'oligarchie s'attaquerait au fondement même de la civilisation humaine pour imposer un modèle de société bureaucratique totalitaire, ce qui serait la seule issue possible pour échapper aux conséquences de la crise qui mine le capitalisme.

La concentration extrême du capital devait se combiner à la concentration du pouvoir politique entre les mains de l'oligarchie, le stade ultime de l'impérialisme devait se traduire par la soumission de l'ensemble de l'économie à l'industrie financière, qui seule pouvait incarner au sommet du capitalisme la continuité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour y parvenir, il fallait qu'elle dispose de relais politiques au sein des Etats des puissances impérialistes, ainsi que l'ensemble des institutions financières et politiques internationales ou supranationales, qui confisqueraient le pouvoir politique à son profit ou décrèteraient hors la loi toute expression démocratique.

Cet objectif politique ne pourrait être atteint tant que le mouvement ouvrier demeurerait homogène et offensif aussi corrompu soit-il, il leur fallait donc concevoir un dispositif reposant sur une multitude d'acteurs pour le disloquer ou le détourner de la lutte de classe. Cela commencera par la fondation d'associations ou d'ONG, et cela s'achèvera par la mise en place des réseaux dits sociaux, dont la principale fonction fut de discréditer le mouvement ouvrier et d'accompagner l'atomisation de la classe ouvrière pendant que ses droits collectifs disparaissaient.

Ce dispositif prendrait la forme d'une guerre idéologique et psychologique permanente que livreraient les porte-parole de l'oligarchie et leurs relais dans la société, le mouvement ouvrier contre toutes les classes, de manière à les déstabiliser et les diviser en instrumentalisant leurs préjugés, tout en brisant tous les rapports qui étaient le produit de l'évolution de la civilisation humaine ou du développement de la lutte des classes, de sorte qu'elles perdent tout repère, que toute connaissance fasse l'objet d'une remise en cause systématique ou inspire le doute, pour finalement imposer leur mode de pensée ou leur interprétation frauduleuse une fois écartés ou censurés leurs opposants, qui se substituerait à la réalité ou aurait valeur de vérité absolue ou éternelle...

On nous rétorquera qu'il est facile après coup de sortir une telle analyse, mais que ce n'était pas le cas il y a 70 ans.

Cet argument ne tient pas, il est fallacieux ou malhonnête, puisque certains acteurs politiques comme par exemple G. Orwell était parvenu au même pronostic en s'inspirant de la réalité des années 40 ou en prenant en compte les signes avant-coureurs de ce qui se tramait à l'insu des masses et contre elles. Désolé, il faudra trouver autre chose pour dédouaner les dirigeants que nous avons eu de l'incurie politique qui les caractérise jusqu'à nos jours.

Peu importe, on ne va pas en faire le procès, l'essentiel est de savoir où nous en sommes et vers quoi nous nous acheminons si nous ne rectifions pas notre copie, et c'est urgent. Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas à quoi s'en tenir désormais, si nécessaire, personne ne pourra dire qu'il n'était pas concerné, qu'il n'était personnellement responsable de rien du tout.

Comme je l'explique dans un autre article, il s'agit de faire prendre conscience aux travailleurs et aux militants, que malgré eux ils ont été entraînés dans un engrenage infernal dès qu'ils devinrent adultes ou ils rejoignirent le monde du travail (de l'exploitation), de telle sorte qu'ils perdirent de vue les aspirations légitimes ou révolutionnaires qui les habitèrent lors de leur jeunesse, leur soif de justice sociale, d'émancipation ou de liberté, pour le pire plutôt que le meilleur comme le prouve la situation actuelle, et qu'ils doivent impérativement renouer avec elles sous peine d'être voués à connaître des jours encore plus sombres que le pire des cauchemars qu'ils ont pu vivre pendant leur sommeil.

Il existe d'autres facteurs que nous avons gravement négligés ou dont nous n'avons pas mesuré l'évolution à leurs justes proportions ou l'importance qu'ils allaient prendre, qu'il s'agisse de la démographie exponentielle à partir du début du XXe siècle, la vitesse à laquelle la société se transformait tandis que les générations se renouvelaient.

Il fut une époque où les nouveaux besoins servaient de locomotive à la machine capitaliste. Puis vint le moment où ils conçurent quand en rendant l'accès à une plus grande fraction de la population, ils engrangeraient davantage de profit ce qui leur permettrait de s'enrichir dans des proportions considérables. Mais pour cela il fallait rendre artificiellement solvable les futurs clients qui ne l'étaient pas, ce qu'ils réaliseront en recourant au crédit. Et depuis, la dette a pris le dessus sur les besoins, et une fois la financiarisation de l'économie pratiquement achevée, ils décrètent que la civilisation humaine doit cesser de progresser pour ne pas dire d'exister. Notre émancipation, la liberté, le socialisme sont envoyés au musée des utopies. Reste à savoir pendant combien de temps ils y resteront, cela dépend de nous tous.

En famille. "Notre objectif n'est certainement pas la démission d'Emmanuel Macron", on s'en serait douté !

L'Unsa, la CFDT et FO sont liés au capital depuis leur création, et la CGT a appelé à voter Macron, voilà qui donne une idée assez précise sur la nature et l'orientation du mouvement ouvrier en France.

Quant aux fonctionnaires, ils en ont fait un des piliers du régime, tout s'explique pour peu qu'on ne soit pas aveugle ou borné ou qu'on fasse preuve d'un minimum d'honnêteté intellectuelle, mais c'est beaucoup demandé apparemment.

J'ai déjà annoncé que cette journée de manifestation serait un baroud d'honneur, les organisateurs l'ont confirmé eux-mêmes.

Le HuffPost 17.05 - Programmée le 26 mai, la "marée populaire" espérée par les organisateurs fédérera pour la première fois les principales forces politiques de gauche antilibérales, de la France insoumise au NPA en passant par le PCF, Générations et

EELV, de nombreux mouvements altermondialistes et/ou anticapitalistes (Attac, fondation Copernic...) ainsi que plusieurs syndicats, dont la puissante CGT.

"Toutes les organisations participantes ne sont pas liées par une bague au doigt mais par un fil de soie", a indiqué Willy Pelletier de la Fondation Copernic pour signifier que cette marche commune n'engage personne au-delà de la date du 26 mai.

Signe que le 26 mai ne se veut "ni syndical, ni politique mais populaire", il n'y aura pas de carré de tête dans le cortège de la manifestation parisienne, mais un char appelant à la solidarité avec les luttes. Les organisations syndicales et politiques seront quant à elle placées derrière le cortège "citoyen", spécialement réservé aux manifestants non-encartés.

Objectif de cette manifestation générale (à laquelle les deux grands autres syndicats, la CFDT et FO, refusent toujours de participer): d'une part "réaffirmer le soutien aux luttes" actuelles, dont celle à la SNCF ou dans la fonction publique; d'autre part "faire reculer Macron et son gouvernement" en "amplifiant le rapport de force".

Pour ce faire, les organisateurs ont opté pour une manifestation décentralisée, avec plusieurs cortèges dans différentes ville de France. A ce titre, la manifestation parisienne pourrait être plus dégarnie que lors du 5 mai dernier. Mais les mouvements misent sur cette forme de mobilisation pour maximiser le nombre global de manifestants à l'échelle du pays... tout en évitant les grèves qui ne facilitent pas les déplacements jusqu'à Paris.

Reste à savoir ce que le comité du 26 mai espère obtenir concrètement à l'issue du mouvement, compte tenu de l'hétérogénéité des troupes qui le composent. "Notre objectif n'est certainement pas la démission d'Emmanuel Macron", a indiqué Annick Coupé d'Attac en réponse à une question de la presse, manière d'écarter tout agenda politicien. Sur le fond, les organisateurs espèrent afficher une démonstration de force telle que le président de la République serait contraint à faire un geste significatif. (Un bras d'honneur ! - LVOG)

Faute de résultat immédiat, cette démarche unitaire inédite a-t-elle vocation à faire des petits ou s'annonce-t-elle sans lendemain? Personne ne prend le risque d'insulter l'avenir, même si la CGT a pris soin de répéter que sa participation était "exceptionnelle". Pour Willy Pelletier, "les ovnis sont par nature éphémères. Ils ont vocation à apparaître puis à disparaître. Avant de réapparaître". Le HuffPost 17.05

En complément

- Les commissaires aux comptes dans la rue, inquiets pour leur avenir - AFP 17/05/2018

"Une profession qui ne veut pas mourir": plusieurs milliers de commissaires aux comptes ont manifesté jeudi dans plusieurs villes de France contre la future loi Pacte, qui devrait les priver d'une grande partie de leur activité en relevant les seuils d'audit pour les entreprises. AFP 17/05/2018

Sionisme en famille à l'extrême droite ou la banalisation de la barbarie.

- François de Rugy, le président de l'Assemblée nationale, a accueilli son homologue israélien, Yuli-Yoel Edelstein, ce mercredi.

La présidente En Marche ! du groupe d'amitié France-Israël de l'Assemblée, Elise Fajgeles, a rejeté l'idée d'une enquête indépendante sur la mort de manifestants palestiniens. AFP 16.05

Souvenez-vous que dans un entretien le mentor de Macron, J. Attali, s'était lâché en exprimant le souhait que Jérusalem devienne la capitale du monde, et pour le justifier il avait affirmé qu'à cette fin le peuple juif méritait la caractérisation de peuple élu guidant les autres peuples vers je ne sais plus quoi, la démocratie ou la liberté dont le traitement cruel que les sionistes imposent aux Palestiniens est sans doute l'illustration achevée, ou un avant-goût de ce que Macron nous promet. J'avais mis cette vidéo en ligne.

- L'ambassadrice des Etats-Unis quitte la réunion d'urgence à l'ONU... au moment où la Palestine commence à parler - Franceinfo16 mai 2018

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, a défendu Israël devant le Conseil de sécurité réuni en urgence lundi 15 mai. "Aucun pays dans cette salle n'aurait agi avec autant de retenue que ne l'a fait Israël", a-t-elle dit. Franceinfo16 mai 2018

Mitraillé un peuple désarmé à travers un grillage, c'est faire preuve de "retenue", alors imaginez un instant de quoi ils seraient capables en l'absence de ce grillage : un génocide.

En complément.

- Washington instaure de nouvelles sanctions contre Nasrallah - Reuters 16 mai 2018

Les Etats-Unis et leurs alliés dans le Golfe ont dressé mercredi une liste de nouvelles sanctions visant Sayyed Hassan Nasrallah et Naim Kassem, respectivement numéro un et deux du mouvement chiite Hezbollah. Reuters 16 mai 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- A Paris, le plus gros campement de migrants "se dégrade de jour en jour" - AFP 17/05/2018

Une situation sanitaire alarmante et des tensions qui s'aggravent depuis deux semaines: le campement du Millénaire, à Paris, "se dégrade de jour en jour" et les appels se multiplient pour mettre à l'abri les 1.600 migrants entassés sous le périphérique. AFP 17/05/2018

- La Ligue arabe réclame une enquête internationale sur les "crimes" israéliens - AFP 17/05/2018

La Ligue arabe a réclamé jeudi une enquête internationale sur les "crimes" israéliens, après la mort de dizaines de Palestiniens sous les balles israéliennes lors de protestations à la frontière de la bande de Gaza. AFP 17/05/2018

Ils osent tout.

Incantation. Le vraisemblable est plus pratique qu'une fausse preuve, il n'est pas nécessaire de le fabriquer et personne ne peut le contester puisqu'il repose sur rien.

- Du chlore a été utilisé en Syrie lors d'une attaque en février - AFP16 mai 2018

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a confirmé mercredi que du chlore avait vraisemblablement été utilisé lors d'une attaque qui avait intoxiqué onze civils dans une ville syrienne en février.

Alors que le monde attend les résultats d'une autre enquête, celle sur l'attaque présumée de gaz toxiques à Douma, les enquêteurs de l'OIAC ont pu établir que du chlore avait "vraisemblablement été utilisé comme arme chimique" dans une ville du nord-ouest du pays.

"Du chlore a été libéré de cylindres par impact mécanique dans le quartier d'Al Talil, à Saraqeb", affirme un communiqué de l'OIAC.

La mission d'enquête a en effet trouvé deux cylindres qui ont contenu du chlore. Parallèlement, des saisies d'échantillons dans la région ont également "montré une présence inhabituelle de chlore dans l'environnement local", a précisé l'organisation basée à La Haye.

En conformité avec son mandat, l'OIAC n'a pas dit qui avait pu utiliser ce chlore, dans cette guerre civile complexe qui déchire la Syrie depuis sept ans.

En octobre, une mission conjointe de l'OIAC et de l'ONU a découvert que l'armée de l'air syrienne était à l'origine d'une attaque au gaz sarin qui avait fait des dizaines de morts à Khan Sheikhun en 2017.

Le régime syrien est également accusé d'avoir commis au moins trois autres attaques chimiques dans des villages en 2014 et en 2015. Reuters16 mai 2018

Pure propagande ou mensonge éhonté déjà réduit en poussière.

On retiendra l'aveu du général américain Mattis, qui a affirmé récemment que depuis 2011, Assad ou l'armée syrienne ne se sont livrés à aucune attaque chimique.

C'était un secret de polichinelle qui tourne à guignol !

- Berlin disposait de la formule du Novitchok depuis les années 1990, selon Die Zeit - sputniknews.com 16.05

Il y a plus de 20 ans, le service fédéral de renseignement allemand, le Bundesnachrichtendienst (BND), est parvenu à entrer en possession d'un échantillon de l'agent Novitchok, selon Die Zeit qui s'est appuyé sur une enquête menée par plusieurs médias allemands parmi les plus importants.

Selon le journal, l'échantillon a été transporté en Allemagne par un agent double. Les personnes qui ont pris part à cette opération ont confirmé cette information, affirme Die Zeit.

La substance a été ensuite acheminée dans un laboratoire en Suède pour analyse. Plus tard, toujours d'après le journal allemand, les services de renseignement n'ont récupéré que la formule de la substance, sans l'échantillon. L'endroit où il pourrait se trouver depuis lors est inconnu, souligne Die Zeit. Les autorités suédoises n'ont pas communiqué d'informations à ce sujet.

Le journal relate que l'Allemagne a ensuite transmis les données sur la substance à ses partenaires de l'Otan, certains d'entre eux ayant commencé à la fabriquer en petites quantités. sputniknews.com 16.05

ACTUALITE EN TITRES

La blanchisseuse du Palais à l'oeuvre.

- L'enquête pour "abus de faiblesse" visant Darmanin classée sans suite - AFP 16 mai 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Des dizaines de militaires français auraient été arrêtés en Syrie - Sputnik 17.05.2018

Quelque 70 militaires français auraient été arrêtés par l'armée syrienne à un poste de contrôle dans la province de Hassaké, en Syrie, relate l'agence turque Anadolu citant des sources syriennes.

Les troupes gouvernementales syriennes auraient interpellé environ 70 militaires français à un poste de contrôle dans la province de Hassaké, en Syrie, qui se trouveraient à bord d'un convoi composé de 20 véhicules, indique l'agence turque Anadolu se référant à des sources syriennes.

Selon le média, les militaires se seraient dirigés à Qamichli, dans la province de Hassaké, pour se rendre ensuite à Deir ez-Zor. Ils se seraient retrouvés au poste de contrôle syrien par erreur, précise l'agence. Les soldats y auraient été interpellés et interrogés.

Plus tard, les Kurdes syriens seraient arrivés au poste et auraient confirmé que les Français les soutenaient. Ensuite, le convoi aurait pu se diriger vers Qamichli.

Comme le signale la chaîne Telegram WarGonzo, il s'agirait de snipers. Lorsque les militaires syriens auraient examiné les véhicules, ils auraient découvert des fusils de précision ainsi que d'autres armements. Sputnik 17.05.2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Statut des fonctionnaires : la piste explosive des «experts» - liberation.fr 16 mai 2018

Des profs avec un CDD de cinq ans, des policiers embauchés pour seulement dix ans, des agents territoriaux en contrat de deux ou trois ans renouvelables… Voici le nouveau monde des fonctionnaires, imaginé par les experts du Comité action publique 2022 (CAP22). Ce panel de 34 personnalités qualifiées, installé en octobre, a été chargé par le gouvernement de plancher sur la réforme de l'Etat, des collectivités et de la Sécurité sociale. Issus du privé, du public et du monde associatif, ses membres se sont vu donner «carte blanche» par Edouard Philippe.

Selon nos informations, ceux-ci proposeront ainsi, dans un prochain rapport, de généraliser la possibilité de recourir à des contractuels dans la fonction publique, alors que celle-ci est encore très encadrée. Entre autres différences avec leurs collègues sous statut, les contractuels ne bénéficient pas de l'emploi à vie. Si l'exécutif choisissait de reprendre la piste des experts du CAP22, ce serait un authentique casus belli pour des syndicats de fonctionnaires qui ne cessent d'alerter contre une potentielle remise en cause du statut de la fonction publique. Une source bien informée s'attend d'ailleurs à ce que le gouvernement écarte l'idée… pour mieux promouvoir une simple «extension» du recours au contrat, comme souhaité par l'exécutif.

Fin 2016, la fonction publique comptait déjà, selon l'Insee, 940 200 non-titulaires (en particulier dans le secteur scolaire ou de la santé) sur 5,7 millions d'agents publics, soit 16,5 % de contractuels. liberation.fr 16 mai 2018

Etats-Unis

- Etats-Unis : les Américains de plus en plus nombreux à dormir dans leur voiture - Franceinfo 16 mai 2018

Aux Etats-Unis, de plus en plus de travailleurs sont contraints de dormir à bord de leur véhicule, faute de pouvoir se payer un logement. En Californie, certaines villes ont même décidé de laisser à disposition des parkings gratuits.

Parmi ces sans domicile fixe, 30% ont plus de 50 ans. Franceinfo 16 mai 2018

ECONOMIE

Grande-Bretagne

- Le gouvernement britannique renationalise une ligne de chemin de fer - Reuters16 mai 2018

Le gouvernement britannique a entrepris de renationaliser la liaison ferroviaire entre Londres et Edimbourg dont l'exploitation avait été concédée en 2015 à l'opérateur privé Stagecoach qui a surestimé les profits qu'il pouvait tirer de cette ligne de chemin de fer.

C'est la troisième fois depuis 2007 que les autorités britanniques sont contraintes de reprendre l'exploitation de cette liaison de 632 km, confirmant les difficultés pour des opérateurs privés de gérer une concession ferroviaire.

Stagecoach a indiqué mercredi que le gouvernement avait annulé le contrat, trois mois après que le ministre des Transports Chris Grayling a dit envisager de mettre un terme à la concession concédée en 2015.

"Ce qui est allé de travers, c'est que la compagnie (Stagecoach) avait promis de payer au gouvernement plus qu'elle ne le pouvait en réalité", a précisé le ministre sur Sky News.

Le syndicat Unite des chemins de fer a réclamé la nationalisation de toutes les lignes ferroviaires du pays.

"Ce serait mieux pour l'économie, pour les finances et pour les usagers (...) si le gouvernement mettait fin à la privatisation du rail", a dit l'un des responsables du syndicat, Hugh Roberts.

Le processus de privatisation des chemins de fer britanniques a débuté dans les années 1990 par l'instauration de franchises permettant à des opérateurs de se porter candidats à des concessions pour un nombre préétabli d'années.

Les autorités britanniques ont été obligées de se substituer à certaines de ces sociétés privées lorsqu'elles n'étaient plus en mesure d'assurer un service devenu financièrement bénéficiaire.

La franchise pour la côte est ("East Coast line") de la Grande-Bretagne a été gérée entre 2009 et 2015 par une entité publique avant d'être cédée il y a trois ans à Stagecoach.

Chris Grayling a déclaré mercredi devant la Chambre des communes que la liaison ferroviaire serait désormais exploitée par une société d'économie mixte, le contrat de Stagecoach prenant fin le 24 juin avec cinq années d'avance sur le calendrier.

Stagecoach avait expliqué en février que ses prévisions de croissance étaient basées sur des améliorations des infrastructures que devaient mener la société à capitaux publics Network Rail. Ces aménagements ont été soit reportés, soit abandonnés. Reuters16 mai 2018

Iran

- L'Iran signe un accord d'envergure avec la Russie et ses voisins - Sputnik 17.05.2018

Lors du Forum économique d'Astana, les autorités iraniennes ont conclu un accord provisoire avec l'Union économique eurasiatique ayant pour but de constituer une zone de libre-échange.

Téhéran a signé un accord provisoire avec l'Union économique eurasiatique (UEEA) qui vise à la mise en œuvre d'une zone de libre-échange. Le document pourrait permettre d'augmenter considérablement le volume des échanges commerciaux.

«L'accord temporaire prévoit un mécanisme efficace pour régler les conflits, notamment d'arbitrage. Les parties choisissent des arbitres et conviennent du lieu d'arbitrage. En outre, un comité mixte est créé au niveau des hauts fonctionnaires des parties, la création d'un dialogue commercial est prévue», a indiqué Tigran Sarkissian, président de la Commission eurasiatique.

Dans trois ans, les parties pourront signer un accord intégral.

«Les participants aux négociations se voient immédiatement chargés de s'entendre pendant ses trois ans sur un accord intégral sur la zone de libre-échange», a souligné M.Sarkissian.

L'Union économique eurasiatique (UEEA) est une union fondée le29 mai 2014 par la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie.
Sputnik 17.05.2018

Haut de page

Le 20 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (3 pages)

La page d'accueil du portail a été nettoyée. Les documents proposés aux lecteurs ont été classés par catégorie ou par ordre chronologique. Ils permettent de se faire une idée assez précise de la situation et de son orientation.

Le portail se propose de rassembler un ensemble d'éléments déterminant disséminés ou dont une partie d'entre eux fait l'objet d'une censure de la part des médias institutionnels, ce qui permet ensuite à chacun d'observer les rapports qu'ils entretiennent et de faire librement sa propre analyse de la situation.

Quant aux causeries et infos traitant de l'actualité sociale et politique, elles s'emploient à mettre en relief ces rapports ou elles permettent d'observer quotidiennement ou presque de quelle manière ils se manifestent et ce qui les relient entre eux, de sorte qu'on ne puisse pas attribuer à l'auteur de ce portail une quelconque intention de manipuler les faits ou de vouloir orienter les lecteurs dans une direction donnée à leur insu, dès lors que chacun, y compris moi, disposons des mêmes matériaux, sans toutefois préjuger de l'interprétation qu'on en fera, sachant qu'elle dépendra d'un ensemble de facteurs dont on a plus ou moins conscience qui détermineront l'usage qu'on lui réservera.

Et pour ce qui est de l'orientation politique du portail, elle est très claire. Elle part du principe que dans une société hautement développée, la prise du pouvoir politique par les masses exploitées et le passage au socialisme ne pourront pas se réaliser sans un parti ouvrier révolutionnaire et sans que les travailleurs aient atteint un certain niveau de conscience du fonctionnement de la société.

Ces deux facteurs sont intimement liés, et on ne peut pas concevoir atteindre l'objectif politique de renverser l'ordre établi dans une société qui a développé une multitude d'instruments aussi divers que sophistiqués pour conditionner les masses, les détourner du mouvement ouvrier, du combat politique, qui plus est, quand le niveau de vie de la majorité à tendance à fonctionner comme un élément perturbateur ou corrupteur qui les conduit à adopter une attitude passive ou neutre envers le régime ou ce qui permet à Macron d'appliquer le programme de l'oligarchie, ce dont nous devons les aider à prendre conscience.

Il est prouvé que les discours strictement politiques seuls sont inefficaces pour avancer vers ces objectifs, il en va de même des discours basés exclusivement sur la dénonciation des moyens employés pour les conditionner, ce qui semble-t-il est logique, puisque leur condition et la manière dont ils la perçoivent sont liés, qu'on ne parvienne pas à l'admettre est stupéfiant.

On peut évidemment concevoir que certaines périodes d'intenses lutte des classes soient davantage propices aux discours politiques, mais lorsque un certain nombre d'obstacles viennent se dresser contre toute mobilisation de masse ou se traduisent par une confusion extrême, si on refuse de s'y attaquer, cette situation peut s'étendre sur une longue période et finir par pourrir sur place, c'était le danger qui nous menaçait et qu'on n'a pas vu venir apparemment.

Les masses interprètent la situation à partir de leur condition et l'interprétation qu'elles en font. Si elles estiment que leur condition est encore supportable ou si elles en tirent certaines satisfactions, soit elles seront portées à se désintéresser de la situation, soit elles en concluront qu'elle n'est pas si mauvaise que cela ou qu'elle pourrait être bien pire, par conséquent elles loueront Macron ou le laisseront gouverner tranquillement, elles ne comprendront pas quelle menace représente la situation, et lorsque leur condition se dégradera à son tour, elles ne seront pas préparées pour affronter la situation, qu'elles finiront par subir sans réagir ou elles ne trouveront pas la voie pour affronter le régime.

Il est donc indispensable de les aider à prendre conscience comment et pourquoi l'interprétation qu'elles font de leur condition et de la situation est faussée, en leur expliquant quels sont les facteurs qui contribuent à les induire en erreur et les rapports qui existent entre eux parce que tout est lié.

Les idéologues de la classe dominante ne s'emploient pas à les conditionner dans le seul but de les maintenir dans l'ignorance de ce qui se trame dans leur dos, de la même manière les mesures adoptées par Macron ne correspondent pas aux intentions ou aux objectifs qu'ils exposent.

Là où les choses se compliquent et où on peut facilement se fourvoyer, c'est lorsqu'on doit expliquer à quelle fin, dans quel but. Car il n'y a pas si longtemps encore, on pouvait s'en sortir en évoquant la crise du capitalisme qui expliquait tout, affirmions-nous naïvement, mais de nos jours, ce facteur ne fait plus recette ou prête à polémique, parce que cette crise semble être conçue pour durer indéfiniment, et de plus en plus de travailleurs croient plutôt que c'est un faux prétexte pour les rançonner ou les maltraiter. En réalité, ils ont à la fois raison et tort de le penser.

L'autre explication consiste à affirmer que les objectifs de l'oligarchie coïncident avec une stratégie politique qu'elle a élaborée de longue date, après avoir observé que le système économique capitaliste comportait des contradictions avec lesquelles il lui deviendrait impossible de s'accommoder, tant elles constitueraient une menace ou par crainte d'en perdre le contrôle lorsque ces contradictions seraient portées à leur terme, ce qui est le cas par exemple avec les besoins quotidiens exprimés par 7,4 milliards d'hommes et de femmes qui exigent qu'ils soient satisfaits, c'est incompatible avec la concentration des richesses produites entre les mains de moins d'1% de la population ou même davantage. Puisque le capitalisme moribond et ses institutions ne permettent pas ou plus d'affronter une situation aussi explosive, il était donc impératif de briser tous les rapports (atomisation, individualisme, etc.) qui avaient survécu à l'avènement du capitalisme ou ceux qu'il avait créés, afin de passer à un autre modèle de société, qui cette fois ne dépendrait pas de lois économiques, mais reposerait uniquement sur un rapport de dominant à dominé élevé par décret royal au rang de principe éternel ou d'idéal, de sorte qu'il serait impossible de le contester ou de s'y opposer une fois mise en place cette société totalitaire.

On pourrait dire provisoirement en guise de conclusion, toujours est-il que l'objectif des capitalistes et plus particulièrement de l'oligarchie, est de conserver son hégémonie de classe, de préserver les rapports qui existent entre dominants et dominés ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme que le développement du capitalisme parvenu à son terme ne permet plus d'assurer.

Les masses ignorent évidemment totalement ou presque ce qui est en train de se tramer dans leurs dos, plus tôt elles en prendront conscience et nous pourrons envisager sérieusement le passage au socialisme, sinon, on n'ose même pas évoquer le monstrueux cauchemar qui nous attend.

Quelle que soit la manière dont on analyse l'évolution de la situation et du capitalisme, il est impératif de mener le combat sur tous les fronts à la fois, sinon notre cause est perdue d'avance. Il est urgent d'en prendre conscience.

Il y a bien d'autres facteurs dont on n'a pas pris conscience de l'évolution. Il m'en vient à l'esprit presque un par jour en ce moment, sur la base de ce que j'observe quotidiennement. Etant isolé cela ne me surprend pas, mais pour un parti ce serait pour le moins très surprenant et préoccupant.

Tenez, je vous en livre un auquel je n'ai pas encore réfléchi.

On doit admettre que le capitalisme s'en sort finalement assez bien alors qu'il est en faillite, on sait très bien comment. Paradoxalement, l'oligarchie dispose de suffisamment de moyens financiers (et de pouvoir politique) pour remédier ou contrôler toute crise qui éclaterait, on peut même ajouter au point qu'elle serait préméditée ou orchestrée. Du coup, en principe on devrait minimiser ce facteur. Mais dans ce cas-là il faudrait se demander au profit de quel autre facteur. Hormis la mise en place de leur régime totalitaire je n'en vois pas d'autres. Ce qui signifie d'une certaine manière qu'ils sautent par dessus une étape, la crise du capitalisme, du coup on est obligé de se demander de notre côté quelle étape on devrait sauter, celle du socialisme, celle d'une société où la monnaie continuerait d'exister, je n'ai pas de réponse à cette question à ce stade...

Si notre ennemi passe d'une société régie par des lois économiques propre à un mode de production à une société reposant uniquement sur le principe de dominants à dominés imposé par la volonté de l'oligarchie toute-puissante, on est en droit de se demander qu'est-ce qui peut incarner la volonté des exploités et des opprimés de s'émanciper du règne de la nécessité synonyme de tragédie et de barbarie sinon le communisme qui serait la négation de ce rapport de dominants à dominés puisque les classes disparaîtraient, peut-être plus brusquement que l'avaient prévu Marx et Engels.

Les dogmatiques s'empresseront de nous accuser de verser dans le gauchisme ou l'anarchisme, ce dont on a cure. Car ce sont ces gens bornés au dernier degré qui nous ont conduits où nous en sommes. On réfléchit, on a quand même encore le droit de réfléchir, non ?

Il existe un élément concret et vérifiable qui permet d'étayer notre théorie : L'état de putréfaction de la société américaine, son niveau d'endettement général colossale, le niveau monstrueux atteint par les inégalités sociales, l'absence de droits politiques ou de toute opposition politique organisée (hormis à la marge), l'emprise totale de l'oligarchie sur la société, le culte de la guerre, le régime despotique qui y sévit... A suivre.

Haut de page

Le 21 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai encore corrigé quelques erreurs de liens (adresses de fichiers), sorry !

- Causerie au format pdf (8 pages)

Où va se nicher leur haine de la classe ouvrière.

- La France, dernier pays du trotskisme - LeParisien.fr 20 mai 2018

Lutte ouvrière organisait sa traditionnelle fête à Presles ce week-end. Une occasion de montrer que le trotskisme, un courant historique du communisme, vit encore. (Et quel serait l'autre "courant historique du communisme", le stalinisme, sa version maoïste, castriste ? - LVOG)

Que reste-t-il de Trotski, en France ? Une moustache, des lunettes et surtout une matrice politique marxiste qui, bientôt 80 ans après la mort de cet homme politique russe, continuent de marquer de son empreinte l'extrême gauche et la politique française. Une spécificité tout hexagonale, qui compte encore aujourd'hui trois formations politiques se revendiquant du trotskisme - Lutte ouvrière, le Nouveau parti anticapitaliste et le Parti ouvrier indépendant (POI). Et nombre d'hommes politiques encore en activité sont passés par ses rangs.

Le trotskisme vit aussi « hors les murs », nombre d'hommes politiques qui ont été formés dans ses écoles ont par la suite essaimé dans d'autres partis. Ce fut le cas de Lionel Jospin, de Jean-Christophe Cambadélis, l'ancien patron du PS, mais aussi des actuels députés Insoumis Éric Coquerel, Alexis Corbière et surtout Jean-Luc Mélenchon. LeParisien.fr 20 mai 2018

Moins ils en diront sur Trotsky, et mieux on se portera, je parle de la vermine qui officient dans les médias ainsi que les renégats qu'ils ont cités.

En réalité, seule Lutte ouvrière comme organisation se revendique du trotskysme, au NPA, au POI et au POID ce sont des courants. La particularité du trotskysme, c'est notamment d'avoir lié le combat pour le socialisme au combat contre le stalinisme et l'opportunisme en général qui sévit dans le mouvement ouvrier, d'où la haine qu'il inspire à tous ceux qui incarnent le régime en place.

Lutte ouvrière est une parodie grotesque ou ultra dogmatique du trotskysme. Le NPA l'a abandonné ainsi que le POI. Que le Parisien ait oublié le POID n'a rien d'étonnant, puisqu'il est le seul parti à encore l'incarner.

Personnellement, je préfère me réclamer du marxisme-léninisme sans avoir aucun rapport avec le maoïsme je tiens à préciser, puisque je considèrent que c'est une mouture du stalinisme. Pourquoi ? Parce que l'analyse que je fais de l'évolution du capitalisme et de la société, mais aussi la manière dont j'applique certains principes, sont davantage inspirés par celles de Marx, Engels et Lénine.

Cela importe peu, comme disait Marx, tout cela est désuet ou ne signifie rien, n'importe qui peut s'attribuer une étiquette, seuls les actes comptent, pas seulement en tant que militant, mais dans la vie quotidienne. Il y a des gens qui ont besoin de se situer quelque part pour avoir le sentiment d'exister tellement ils vivent mal les frustrations que la société leur impose. Il en va ainsi des gens bruyants, excentriques, qui ont besoin de se distinguer des autres pour qu'on les remarque, qui parlent à tort et à travers de tout et de rien comme s'ils possédaient la parole divine. Ils sont mentalement fragiles ou déséquilibrés ou n'ont jamais trouvé la force de se forger une personnalité, on n'a donc pas envie de les imiter ou de leur ressembler.

On est comme on est avec nos imperfections et nos qualités et cela nous suffit amplement. Et jusqu'à présent l'école de la vie ou nos propres expériences, pour peu qu'on en tire des enseignements, constituent le matériel idéal pour progresser. Quant aux connaissances livresques, elles ne sont utiles que si on est en mesure de pouvoir s'en servir à bon escient, ce qui est rarement le cas, car dans le cas contraire il y a belle lurette qu'on se serait débarrassé du capitalisme.

En général, on passe notre vie à nous leurrer nous-même sur tellement de choses que cela en est pitoyable, si vous voulez mon avis, et cela vaut pour moi également. Apprenons tout d'abord patiemment à observer, à écouter, à lire, cela aide à prendre conscience de l'ampleur de notre ignorance... Nous avons déjà évoqué tout cela dans des causeries.

Quelle généreuse tribune ! Sans arrière-pensée, qui serait assez naïf pour le croire ? Et ces crétins pour marcher dans la combine !

- Lutte ouvrière appelle à un nouveau Mai-68 et une "explosion sociale" - AFP 20 mai 2018

Lors de la fête de Lutte ouvrière, qui se tenait ce week-end à Presles (Val-d'Oise), l'ex-candidate à la présidentielle Nathalie Arthaud a annoncé dans une interview à Libération qu'elle participerait à la grande manifestation du 26 mai. Cependant, elle se refuse à signer l'appel commun lancé à l'occasion de cette «marée populaire» qui réunira (presque) toute la gauche. AFP 20 mai 2018

Il y a un truc qui a attiré mon attention en lisant deux articles de l'AFP espacés de quelques heures.

Cette officine avait indiqué que LO attendait 15.000 visiteurs, et ô miracle en fin de journée elle confirmait qu'ils avaient bien été 15.000, pas un de plus, pas un de moins, pas comme lors du comptage des manifestants. C'était un peu comme si l'AFP en tirait une certaine satisfaction pour le moins suspecte, qui ne pouvait être que malsaine ou animée de mauvaises intentions, comme par exemple agiter le spectre des frères jumeaux du stalinisme, le trotskysme et le communisme une semaine avant le 26 mai par exemple, tout du moins c'était sans doute l'effet recherché pour que plus d'un renonce à descendre dans la rue contre Macron ce jour-là et ne se voie pas reprocher d'avoir côtoyé ces dangereux agitateurs ou barbares.

Après la sortie la veille du clone de Kouchner et BHL réunis, Malek Boutih (PS), lors de l'émission "On n'est pas couché" sur France 2, où il s'était livré à un amalgame ordurier entre LFI et Daesh, il faut s'attendre à d'autres manoeuvres du même genre.

A bas le Front populaire, à bas le fascisme et la guerre !

Quel rapport ? Comment, vous ne le saisissez pas spontanément, peut-être que vous avez loupé un épisode, non ?

Il existe au moins deux manières d'appréhender la situation ou des évènements passés, en prenant ou non en compte l'enchaînement des faits, la logique qui les sous-tend ou qui les relie les uns aux autres, leur relation de cause à effet, sachant que certaines conditions doivent être remplies pour produire certains effets, autrement dit qu'il n'existe pas d'effets sans causes, et que chaque effet devient à son tour la cause d'autres effets et ainsi de suite.

Avec le Front populaire on ne risque pas de se tromper, puisque toutes les expériences de ce genre qui ont eu lieu dans le passé dans le monde, ont débouché sur le fascisme ou de terribles dictatures militaires, des régimes despotiques ou la guerre. Vous pouvez ajouter Macron si vous voulez, puisqu'il est le produit des Fronts populaires des années 80, puis de 2012 à 2017, le PCF avait participé au premier avant de le soutenir de l'extérieur, comme il le fera par la suite sous Hollande, avec la complicité des appareils pourris des syndicats qui devaient logiquement récidivé en appelant à voter Macron ou en refusant d'appeler au boycott du second tour de la présidentielle, puisque le programme de Macron s'inscrivait dans la continuité de celui de Hollande.

Le Front populaire, c'est avant tout l'alliance des représentants de la classe des capitalistes avec ceux de la classe ouvrière, la collaboration de classes au sommet de l'Etat, la négation ou l'antithèse de la mobilisation révolutionnaire des masses pour renverser le régime, du gouvernement ouvrier révolutionnaire, du socialisme. On aura compris que le Front populaire est foncièrement réactionnaire et ne peut pas être autre chose, sauf à vouloir transformer le plomb en or.

C'est la raison pour laquelle les initiateurs du 26 mai, les sociaux-libéraux de la Fondation Copernic ou le PS et les staliniens d'Attac, ont tenu à ce que cette journée de manifestation soit à la fois asyndicale et apolitique (Ni syndicale ni politique mais populaire ont-ils précisé dans le document qu'ils ont soumis aux éventuels participants.), ce qui signifie qu'elle ne doit déboucher

sur aucune issue politique pour chasser Macron...

- Mélenchon veut "un Front populaire" de partis, syndicats et associations - AFP 20 mai 2018

"Je milite pour une forme d'unité populaire qui décloisonne le syndicalisme, la politique et le monde associatif", a affirmé M. Mélenchon lors du Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro. AFP 20 mai 2018

Prenez un athlète, un obèse et un cul-de-jatte qui doivent participer à une course à pied, et imaginez qu'on vous demande lequel va rythmer la course sachant qu'ils ne doivent pas se séparer, la réponse vous viendra spontanément à l'esprit, celui qui va courir le moins vite.

Et bien ici c'est la même chose. Et si cette épreuve est un marathon, alors là vous risquez de n'en voir jamais le bout ! On pourrait appeler cette opération *en marche*, qu'en pensez-vous ?

Faites tomber les masques. Leur morale et la nôtre. Non, décidément Mélenchon n'est pas des nôtres.

- Jean-Luc Mélenchon vole au secours des dirigeants de Podemos épinglés pour leur villa chic - huffingtonpost.fr 20.05

Une maison de 270 m2, une piscine, 2300 m2 de terrain en banlieue de Madrid... Son prix? 600.000 euros. Voilà l'objet de la polémique dont font l'objet Pablo Iglesias et sa compagne Irene Montero, respectivement secrétaire général et porte-parole parlementaire du parti de gauche radicale Podemos, troisième force politique en Espagne et allié des Insoumis français.

Si l'acquisition (à crédit) de cette villa provoque un tollé de l'autre côté des Pyrénées, c'est en raison du caractère contradictoire de l'achat d'un bien si cossu avec la charte de Podemos, qui impose à ses signataires de "vivre comme les gens ordinaires" pour mieux "les représenter au sein des institutions", selon les termes de José Maria Gonzalez, maire de Cadix élu sous les couleurs de cette formation. "L'idée est ne pas ressembler à la caste (...) Le code d'éthique de Podemos n'est pas une formalité", a insisté ce ce dernier, particulièrement agacé par cette polémique.

De leur côté, Pablo Iglesias et Irene Montero ont expliqué qu'ils voulaient élever leurs enfants "avec un peu d'intimité" et ont reconnu que cet achat pouvait gêner le mouvement, annonçant la tenue prochaine d'une consultation auprès des militants: "s'ils nous ordonnent de démissionner, nous démissionnerons". À noter que cette consultation a été qualifiée "d'appareil à légitimation de leurs caprices" par Isidro López, député... Podemos.

Le sort de Pablo Iblesias et Irene Montero n'a pas laissé insensible Jean-Luc Mélenchon, qui a tenu à exprimer sa solidarité avec le couple en dénonçant une manœuvre de la presse. "Le parti médiatique espagnol frappe Iglesias et sa compagne Montero, deux dirigeants de Podemos ! En cause, le prix de leur maison achetée à credit ! Méthodes pourries déjà utilisées contre l'allemand Oskar Lafontaine", a tweeté le leader de la France insoumise.

Reste que le pire ennemi de Pablo Iglesias dans cette histoire pourrait s'avérer être lui-même. "Confierais-tu la politique économique du pays à quelqu'un qui dépense 600.000 euros dans un penthouse de luxe?", tweetait-il en 2012, à propos de l'acquisition de l'ex-ministre de l'économie espagnol. Autre déclaration qui se retourne aujourd'hui contre lui, celle où il revendiquait son choix de continuer à vivre dans le quartier populaire de Vallecas. "Ça me semble dangereux, ces politiques qui s'isolent, vivent dans des banlieues riches, dans des maisons, qui ne savent pas ce que c'est que de prendre les transports publics", avait-il expliqué en 2015 dans une émission de télévision, rappelle Le Monde. huffingtonpost.fr 20.05

Je comprends que certains s'insurgent quand on traite ces parasites de charlatans, quand on affirme qu'ils n'en ont rien à foutre des travailleurs, qu'on est en présence de mégalomanes, qu'ils ne pensent pas un mot de ce qu'ils disent, et pourtant ce sont eux qui s'emploient à l'illustrer.

La véritable nature des uns et des autres finit toujours par apparaître au grand jour. Gare à ceux qui par la suite n'en tiendront pas compte ou n'en tireront pas la signification politique qui s'impose lorsqu'il s'agit d'agent du régime, tôt ou tard ils seront également broyés ou rendus au même stade !

Plus riches et plus misérables.

- Quels sont les pays d'Afrique les plus riches? La Banque africaine dresse une liste - sputniknews.com 20.05

Les pays africains dotés de ressources naturelles sont considérés comme étant les plus riches, affirme la Banque africaine de développement (BAD) dans son rapport qui contient le classement des pays du continent africain selon leurs produits intérieurs bruts (PIB), écrit ObservAlgerie.

En tête du classement des pays les plus riches d'Afriques, vient le Nigeria avec un PIB de l'ordre de 405 milliards de dollars, suivi par l'Egypte et l'Afrique du Sud avec respectivement 333 et 295 milliards de dollars.

L'Algérie occupe la 4e place dans ce classement, avec un PIB équivalent à presque 160 milliards de dollars (le PIB par habitant est de l'ordre de 3917 Dollars). Ce qui fait d'elle un des pays les plus riches d'Afrique. Le Maroc vient en 5e position avec 104 milliards de dollars (2832 dollars par habitant), la Tunisie quant à elle est classée en 12e position avec un PIB égal à 42 milliards de dollars (3689 dollars par habitant). sputniknews.com 20.05

Les années fastes de la monarchie ont commencé.

- Avec Bernard Arnault et François Pinault, les milliardaires connaissent une année faste en France - RT 17 mai 2018

D'après les calculs de l'agence Bloomberg, les milliardaires français devraient connaître une très bonne année 2018, avec une augmentation de 23,4 milliards de dollars de leurs patrimoines.

La France est ainsi le pays où les milliardaires s'enrichissent le plus au premier semestre 2018, devant le Japon. A l'échelle de la planète, dans le même temps, les 500 individus les plus riches n'ont bénéficié que d'une augmentation de 1% de leur fortune. (Déclarée... - LVOG) RT 17 mai 2018

...pas pour tout le monde.

- Bourses, APL, APA : l'administration de Bercy étudie des pistes pour réduire les aides sociales - Franceinfo 20.05

Ces pistes sont détaillées dans un document révélé par "Le Monde". Le ministère des Comptes publics assure qu'elles n'émanent pas du gouvernement mais de l'administration. Franceinfo 20.05

Le gang mafieux et criminel de la communauté internationale n'en revient pas.

Haro sur le Venezuela !

- "Si ça continue Maduro va se retrouver tout seul dans son pays" : avant les élections, des milliers de Vénézuéliens fuient leur pays. - Franceinfo 20.05

- Au Chili, «on entend l'accent vénézuélien à chaque coin de rue» - Liberation.fr 19.05

- Maduro vise un nouveau mandat dans un Venezuela ruiné et isolé - AFP 19.05

- Election au Venezuela : Maduro et la pénurie démocratique - Liberation.fr 19.05

- Le Canada interdit aux Vénézuéliens vivant sur son sol d'élire leur président - Réseau Voltaire 19 mai 2018

Le Canada vient de notifier à l'ambassade du Venezuela l'interdiction d'organiser des bureaux de vote dans le cadre de l'élection présidentielle vénézuélienne.

Cette décision contrevient à la Convention de Vienne sur les relations consulaires.

Identiquement, la France et l'Allemagne avaient violé la même convention en interdisant aux ambassades syriennes d'organiser des bureaux de vote dans le cadre de l'élection présidentielle syrienne de juin 2014 [1].

Le Canada, la France et l'Allemagne prétendent défendre la démocratie en s'opposant à la tenue d'élections présidentielles. Le Pentagone a planifié de détruire successivement les États et les sociétés du « Moyen-Orient élargi », puis du bassin des Caraïbes, en commençant par le Venezuela [2]. Le Réseau Voltaire a publié le plan du SouthCom contre le Venezuela [3]. Réseau Voltaire 19 mai 2018

Notes.

[1] « La France coupable d'interdire l'élection présidentielle syrienne », par Damien Viguier, Réseau Voltaire, 18 mai 2014.

[2] « Interprétations divergentes au sein du camp anti-impérialiste », « Le projet militaire des États-Unis pour le monde », par

Thierry Meyssan, Haïti Liberté (Haïti) , Réseau Voltaire, 15 et 22 août 2017.

[3] “Plan to overthrow the Venezuelan Dictatorship – “Masterstroke””, by Kurt W. Tidd, Voltaire Network, 23 February 2018. « Le "Coup de Maître" des États-Unis contre le Venezuela », par Stella Calloni, Traduction Maria Poumier, Réseau Voltaire, 11 mai 2018.

... et quand ils s'étranglent :

- Pour Maduro, "Macron est d'ultra-droite, c'est quelqu'un qui représente les intérêts des plus riches de France" - huffingtonpost.com 16.05

Le président vénézuélien s'est étranglé quand le journaliste a placé le gouvernement français "à gauche". huffingtonpost.com 16.05

- Venezuela: Nicolas Maduro remporte la présidentielle - AFP 20.05

Le chef de l'Etat sortant du Venezuela Nicolas Maduro a été déclaré dimanche vainqueur de la présidentielle par l'autorité électorale, avec près de 70% des suffrages, après le dépouillement de la quasi-totalité des bulletins de vote.

Le président socialiste sortant remporte 67,7% des voix contre 21,2% à son principal adversaire Henri Falcon, qui a rejeté le processus électoral, a annoncé la présidente du Conseil national électoral (CNE) Tibisay Lucena, faisant état d'une "tendance irréversible".

Peu avant, Henri Falcon, avait dénoncé le manque de "légitimité" de cette élection et exigé la tenue d'un nouveau scrutin avant la fin de l'année.

"Nous ne reconnaissons pas ce processus électoral, pour nous, il n'y a pas eu d'élection. Une nouvelle élection doit être organisée au Venezuela", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, accusant le gouvernement d'avoir fait pression sur les électeurs.

Outre l'opposition, les Etats-Unis, l'Union européenne et le groupe de Lima, une alliance de 14 pays d'Amérique et des Caraïbes, rejettent ce scrutin.

Quelque 20 millions d'électeurs étaient appelés à voter dimanche à la présidentielle anticipée dont Nicolas Maduro était le grand favori, bien que 75% des Vénézuéliens désapprouvent sa gestion, lassés par les pénuries de nourriture, de médicaments, ou d'électricité, conjuguées à la hausse de l'insécurité. AFP 20.05

... et l'Irak.

- Irak: Moqtada Sadr remporte les législatives, le prochain gouvernement encore loin d'être formé - AFP 19.05

Les résultats définitifs des législatives en Irak ont confirmé tôt samedi la percée des antisystèmes, le populiste Moqtada Sadr en tête, aux dépens du Premier ministre sortant soutenu par la communauté internationale. AFP 19.05

... et l'Iran.

- Le président iranien appelle les musulmans à rompre avec les USA - Reuters 19.05

- Erdogan compare le sort des Palestiniens à Gaza à celui des Juifs sous les nazis - LeParisien.fr 19.05

- Les nations musulmanes demandent une protection des Palestiniens - Reuters 18 mai 2018

Pendant ce temps-là les affaires continuent.

- Poutine et Merkel défendent leur projet de gazoduc face aux menaces américaines - AFP 19.05

Vladimir Poutine et Angela Merkel ont défendu vendredi leur projet de gazoduc sous-marin Nord Stream 2 menacé par les sanctions américaines, motif supplémentaire de rapprochement face à Washington en plus de la volonté de maintenir l'accord sur le nucléaire iranien. AFP 19.05

On a également appris par la voix de Pékin, que la guerre commerciale annoncée entre les Etats-Unis et la Chine n'aura pas lieu...

Ils osent tout.

- GB: des députés réclament des mesures contre l'argent russe "corrompu" - AFP 20 mai 2018

Une influente commission parlementaire britannique a appelé lundi le gouvernement de Theresa May à faire davantage pour lutter contre les flux d'argent russe "corrompu" circulant à Londres. AFP 20 mai 2018

- «Les délits financiers sont plus punis que les crimes sexuels» - Liberation.fr 20 mai 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

LVOG - La peste brune étoilée...

- Italie: Les militants du M5S approuvent le contrat avec la Ligue - Reuters 19.05

Plus de 90% des militants du Mouvement 5 Etoiles (M5S) ont approuvé le contrat de gouvernement établi entre le parti antisystème et la Ligue, formation d'extrême-droite, dans un vote en ligne organisé vendredi. Reuters 19.05

Et dire qu' au début M5S fut classé à gauche par de nombreux commentateurs, puis au centre gauche... pour finir dans une coalition avec l'extrême droite.

ECONOMIE

Grèce

- Accord sur les réformes entre la Grèce et ses créanciers - Reuters 20 mai 2018

La Grèce et ses créanciers internationaux ont conclu un accord de principe sur l'avancement des réformes entreprises dans le cadre de son dernier plan de sauvetage, a annoncé samedi le ministre des Finances.

"Nous avons un accord sur toutes les questions", s'est félicité Euclide Tsakalotos, ajoutant qu'il serait ratifié lors du prochain conseil des ministres des Finances de la zone euro. La Commission européenne a confirmé qu'un accord avait été conclu.

La Grèce souhaite une clôture rapide de l'examen des réformes requises en échange de son troisième plan de sauvetage, lancé en août. Il porte sur plus de 80 mesures dans les secteurs de l'énergie, des retraite et du travail. Reuters 20 mai 2018

Haut de page

Le 23 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (11 pages)

Ceux qui s'imaginent qu'un scénario du genre de mai 68 pourrait se produire se font de graves illusions.

A l'époque j'étais un gosse de 13 ans qui vivait en banlieue parisienne. Un an plus tôt j'habitais à Paris, pour aller à l'école le matin, j'étais obligé d'enjamber ou de contourner des clochards sur les trottoirs, des vieillards essentiellement, le minimum

vieillesse n'existait pas, l'Armée du Salut arpentait les gares et les rues de Paris...

Que d'histoires ne nous a-t-on pas racontées.

On nous promettait que nous ne parviendrions jamais à la retraite parce qu'elle aurait disparu... et nous avons pu enfin la prendre ; mille fois on nous a annoncé la disparition de la Sécurité sociale et elle existe encore ; on nous a promis pour ainsi dire que nous n'aurions plus d'eau, de gaz et d'électricité, plus de téléphone si ces services publics étaient privatisés et rien de tout cela n'est arrivé ; vous pouvez ajouter la disparition du monopole public de l'information qui devait signer son arrêt de mort ; pour un peu la privatisation des ports, aéroports, autoroutes devait signifier l'arrêt du transport maritime, aérien et terrestre ; tout comme l'arrivée de la télévision et plus tard du magnétoscope devait coïncider à brève échéance avec la mort du cinéma, de la presse, et avec l'avènement des CD c'était la musique et les musiciens dont les jours étaient dorénavant comptés, on nous refit le coup avec Internet ; plus tôt avec l'informatique qui devait supprimer des millions et des millions d'emplois, alors que ses applications allaient se diversifier à n'en plus finir et produire l'effet inverse, etc. etc. sans oublier les institutions de la Ve République qui n'auraient jamais dû exister au-delà de la fin, attendez, je réfléchis, des années 50 ou 60, au choix, peu importe elles sont toujours là !

Tout cela ne faisait pas très sérieux, n'est-ce pas ? C'est un euphémisme, au point que les travailleurs ne s'y sont pas trompés, ou plutôt si, cela les a induit en erreur, vous connaissez la suite... Il est vrai qu'un tel pronostic, une telle propagande, après avoir fait preuve d'une telle perspicacité, le mouvement ouvrier et son avant-garde ne pouvaient qu'inspirer la méfiance.

Et ce n'est pas tout, loin de là !

Au cours de ces cinq dernières décennies, la condition de la majorité des masses n'a pas cessé de s'améliorer ou plutôt son niveau de vie une fois le travail des femmes généralisées, dans de très nombreux foyers ce n'était plus un mais deux salaires qui rentraient chaque mois, vous imaginez la différence du simple au double ou presque puisque les femmes sont souvent moins payées que les hommes, il y eut certes de l'inflation, les prix augmentaient, mais les salaires augmentaient également, certaines années les augmentations générales atteignaient deux chiffres, les différentes allocations furent revalorisées en conséquence, d'autres virent le jour ; mieux encore il fut une époque où l'addition de l'allocation chômage et de l'allocation journalière dépassait le salaire net, on pouvait percevoir des allocations certes dégressives pendant trente mois tout en travaillant au noir, mais cela il ne faut surtout pas le dire ; le prix des biens d'équipement fut divisé par deux ou davantage, un téléviseur couleur coûtait quelque chose comme 5.000 francs à l'époque (ce qui représentait plusieurs mois de salaire) pour passer deux décennies plus tard à moins de 1.500, idem pour un réfrigérateur, une machine à laver, etc. ; les voyages en avion était réservés aux nantis tant ils étaient hors de prix, puis ils furent divisé par 2, 3, 4 ; le nombre d'HLM se multiplia ; le coût du crédit pour acquérir un bien immobilier diminua ou les conditions furent allégées ; avec l'extension de la division du travail en Asie, un grand nombre de marchandises virent leurs prix chuter, dont les vêtements, etc. Bref, ce qui hier était accessible aux nantis devenait accessible au plus grand nombre, sans que la qualité soit toujours au rendez-vous, mais c'est une autre histoire, l'essentiel c'était de pouvoir jouir d'un certain nombre de biens ou de services qui faisaient rêver, quel cauchemar en réalité !

On évoque ici la majorité des travailleurs, majorité qui a assuré la stabilité du régime pendant cette longue période, un demi-siècle tout de même.

Et vous voudriez qu'ils se révoltent ? Mais ils sont encore plus enchaînés au capitalisme qu'en 1968, on vient d'illustrer pourquoi, et encore le tableau que j'ai dressé est fort incomplet.

Avec le développement des nouvelles technologies, de nouveaux métiers sont apparus, de nombreux jeunes issus de la classe ouvrière se sont vus proposer des opportunités, tandis que leurs parents bénéficiaient de l'échelle sociale au sein des entreprises, on pouvait facilement être embauché comme ouvrier et finir agent de maîtrise ou cadre, voire directeur, ce fut le cas du père d'un de mes potes qui travaillait chez un sous-traitant pour Renault, et puis avec l'ancienneté le salaire de base était revalorisé d'autant, jusqu'à 10, 20%, davantage, on peut ajouter le 13e mois, parfois 14 par exemple chez Bic où travaillait mon ex-beau-père ouvrier à la chaîne, jusqu'à 16 par exemple chez Dassault où travaillait le père d'une copine qui était ouvrier d'entretien, tous les deux se payaient cash une bagnole neuve tous les trois ans et possédaient une résidence secondaire et des économies substantielles, etc.

On peut encore ajouter une multitude de facteurs qui s'inscrivent comme autant d'obstacles à la remise en cause de l'ordre établi. Par exemple, la généralisation de l'accès au crédit qui permettait de réduire artificiellement les frustrations, de vivre au-dessus de se moyens, la multiplication des divertissements, des associations ou ONG, des moyens d'expression, etc. tout cela leur facilitait la vie, leur procurait des plaisirs, donnait l'impression fausse de davantage d'égalité, de démocratie, ce fut finalement une imposture, mais tout le monde ou presque s'en accommodait parce que chacun y participait de bon coeur, personne ne s'aperçut que ce qu'on avait gagné sur le plan individuel n'avait jamais compensé ce qu' on avait perdu sur le plan collectif, donc à l'arrivée on fut tous perdants, comme dirait le poète hébété qui en perdrait son latin : c'est con !

On nous rétorquera que tout s'est quand même dégradé, certes, merci, on n'est pas aveugle, mais l'homme a développé la capacité de s'adapter à des conditions beaucoup plus difficiles encore, ce qu'on semble ignorer. Que réclament les militants, que

les services publics fonctionnent mieux, l'augmentation de leur pouvoir d'achat, une expression vulgaire entre nous, accordez-leur et ils seront comblés, la vie continuera comme avant, si on n'a pas là en germe l'état d'esprit qui conduit au corporatisme, dites-moi comment cela s'appelle.

La vie était dure en 1968, elle l'est toujours en 2018, je n'ai jamais dit le contraire, mais comme le niveau de vie de la majorité a cependant augmenté et que celui de la conscience des masses n'a pas progressé, c'est se faire de graves illusions que de croire qu'ils seraient prêts à se soulever contre le régime.

J'ai vécu l'époque où mon père allait bosser en mobylette par -15°C, où nous n'avions pas de télévision, pas de machine à laver, pas de téléphone et évidemment pas de voiture, c'était à la fin des années 50. Nous faisions partie des couches les plus pauvres de la classe ouvrière, mon père était menuisier sur les chantiers et payé aux pièces, ma mère ne travaillait pas, avec 2, puis 3 gosses à nourrir. 20 ans plus tard, ils avaient tout ce que je viens d'énumérer qui leur faisait défaut 20 ans plus tôt, et depuis ils ont conservé le même niveau de vie ou il s'est encore amélioré, du coup, mes parents qui étaient gaullistes dans l'âme et qui n'étaient pas les seuls le restèrent, cela ne s'invente pas, hélas !

Et puis j'ai quand même 62 ans, donc je sais de quoi je parle, j'ai vécu toute cette période, donc qu'on ne vienne pas nous raconter de conneries, cela ne prend plus. Tout s'explique pour peu qu'on prend le temps d'essayer de comprendre ce qui s'est réellement passé ou comment les choses se sont passées en partant des faits. Il n'y a pas de fatalité là-dedans. Une combinaison de facteurs a fait que les choses se sont passées ainsi et pas autrement. Reste à savoir pourquoi, ce qui pourrait nous aider à comprendre pourquoi 50 ans plus tard nous en sommes toujours au même point ou pire encore.

Je poursuis mercredi matin.

Quand j'ai cessé de militer en janvier 81 je n'ai pas sombré dans une profonde dépression, et pour cause, avec mon épouse nous avions chacun un salaire largement au-dessus du smic par 14, la garantie d'emploi, on avait un petit loyer, pas de dettes, on ne bossait pas trop et on vivait bien, on faisait des économies, du jour au lendemain pour ainsi dire on a oublié totalement que le reste du monde existait, la société nous procurait suffisamment de satisfactions que voulez-vous, et c'est ainsi que réagit la majorité des travailleurs. Entre le moment où je suis entré au service logistique d'U-Bix (Konica), puis mon passage à l'atelier, puis au service après-vente comme technicien, soit en 3 ou 3 ans et demi, mon salaire avait augmenté de plus de 30%, et rien qu'en 81 j'ai eu 13 ou 16% d'augmentation générale je ne me souviens plus au juste, 7 ans plus tard j'avais plus que doublé mon salaire aux alentours de 10.000 francs nets plus une voiture de fonction toute l'année tous frais payés par la boîte.

En revanche, en 68 et jusqu'environ le milieu des années 70 le chômage de masse n'existait pas. Voilà un facteur susceptible de soulever les masses, parce que depuis des dizaines de millions de travailleurs y ont été confrontés directement ou indirectement, car tout le monde a quelqu'un de sa famille ou un proche qui est passé par là. L'état de délabrement avancé des services publics qui existent encore et la dégénérescence de la société (et du monde) en général sont également un énorme problème, une source d'angoisse quasi permanente qu'on ne doit pas négliger

Le cas d'une de mes soeurs m'incite également à penser que la situation s'est terriblement dégradée en France.

A 52 ans, au bout de 18 ou 20 ans passés chez IBM comme cadre commerciale, elle vient de démissionner parce qu'elle ne supportait plus les horaires infernaux que la direction lui imposait jusqu'à 22 ou 23 heures. Un truc impensable, quand ma mère me l'a appris au téléphone, je lui ai demandé de répéter parce que je n'en croyais pas mes oreilles, elle qui était le modèle par excellence de l'esclave docile et disciplinée, là je me suis dit que pour qu'elle craque, sans toutefois en tirer de conclusions hâtives, cela signifiait quelque part qu'ils avaient dépassé les bornes.

Cela dit, je sais qu'il aurait suffi qu'ils lui proposent des horaires supportables pour que la vie continue comme avant, elle aurait pris sa retraite dix ans plus tard, elle serait partie couler des jours paisibles dans sa maison au Portugal en s'en foutant du reste du monde, c'est ce qu'elle fera d'une manière ou d'une autre, donc il n'y a pas de quoi s'emballer et lui prêter un soudain penchant révolutionnaire. Son niveau de conscience n'a pas progressé pour autant. Elle avait un mode de pensée individualiste avant de vivre cette expérience et elle va le conserver. Il faudrait qu'elle ne retrouve pas de boulot et qu'elle se retrouve dans une merde noire pour commencer à se poser des questions, pas avant, et rien ne dit évidemment qu'elle trouverait les bonnes réponses.

Maintenant, je suis loin de la France et je n'y vis plus depuis longtemps, donc je peux me tromper. Ce qui peut jouer aussi un rôle déterminant, c'est l'atmosphère délétère, irrespirable qui règne en France, mais il peut jouer dans les deux sens, dans le pire des deux on peut craindre en l'absence d'un puissant parti ouvrier, de direction, d'issue politique ou d'alternative au capitalisme...

68 n'a pas changé la vie, il n'a rien changé du tout en réalité. On a continué de nous imposer un mode de vie infernal de notre naissance à notre mort que nous n'avons pas choisi, on n'a bénéficié d'aucune liberté fondamentale supplémentaire. Alors à quoi cela a-t-il servi ? A mieux nous aider à oublier l'idée de changer la société, de nous débarrasser du capitalisme, la meilleure preuve pour l'illustrer étant que les militants et les travailleurs n'en ont pas pris conscience. De ne plus croire en rien au nihilisme la voie royale qui devait aboutir à Macron était toute tracée, non ? Non, décidément vous ne voulez pas en convenir,

vous demeurerez bornés le restant de vos jours il faut croire, histoire de vouloir toujours avoir raison.

On ne devrait pas travailler plus de 20 ans au cours de notre existence, entre 4 et 6 heures par jour, 3 à 4 jours par semaine, 4 à 6 mois par an, tout cela serait modulable ou adapté en fonction de certaines contraintes incontournables ; on devrait pouvoir étudier ce qui nous plait tout au long de notre vie, et mettre en pratique ensuite ce qu'on a appris, changer de métier quand on en a envie, réserver une partie de notre temps à la vie, à la gestion, à l'administration de la société. A 3 ou 4 ans au lieu de se lever le matin et de se mettre à cavaler pour aller à l'école, ce qui relève de la torture, on devrait dormir, découvrir progressivement la vie et tout ce que le génie humain a pu concevoir. On devrait vivre là où bon nous semble, manger à notre faim quand l'envie nous vient, pas des saloperies en boîte ou surgelées, bourrées de produits chimiques, etc.

Bref, on devrait être libre de choisir notre destin, pouvoir profiter de la vie sans jamais empiéter sur celle des autres, participer à la collectivité humaine qui nous le rendrait bien... Impensable, au point que personne n'ose formuler une telle perspective, il faut être complètement dingue ou gauchiste pour imaginer des trucs pareils, que les hommes pourraient enfin s'épanouir et vivre en paix, je l'avoue, à l'heure où la guerre, c'est la paix, la liberté , c'est l'esclavage, l'ignorance, c'est la force, je m'incline.

Où figurent ces revendications élémentaires qui correspondent à de réels besoins ou aspirations qui n'ont rien d'extraordinaire, où ? Nulle part, personne n'ose les formuler, c'est pour dire à quel point on s'est éloigné du socialisme ou on ignore ce qu'il signifie. Tout le monde ou presque s'est adapté au mode de vie débile que le capitalisme nous a imposé. Quand la question de savoir comment nous voulons vivre, de quelle manière, à quel rythme devient tabou, c'est qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans le cerveau ou qui est bloqué, le débloquer, voilà notre tâche.

Un courriel reçu.

J'ai reçu un courriel du comité nord de Marseille du Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la Vème République.

Pour la petite histoire. J'avais signé leur pétition en ligne en donnant l'adresse de mon épouse à Aubagne. Par la suite j'avais reçu un courriel d'une militante du POID m'invitant à une réunion, ne sachant pas que je vivais en Inde en réalité, leur formulaire n'avait pas prévu une adresse hors de France. Par souci d'honnêteté, je lui ai répondu en me présentant et en lui fournissant l'adresse de La voix de l'Opposition de gauche.

- "Des manifestations sont organisées le samedi 26 mai contre la politique de Macron en commun par différents partis et associations du mouvement ouvrier, des syndicats. Le POID, qui a participé à la une manifestation unitaire de plusieurs milliers, à Paris le 13 mai à l'initiative du "Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la Vème République" : Macron, un an ça suffit" a décidé de participer à ces manifestations, considérant que :

1 - Les organisations en tant que telles sont signataires et parties constituantes, et non sommées de se dissoudre un mouvement informel quelconque, chacune préservant totalement sa souveraineté.

2 - Chaque organisation est libre de manifester sous ses mots d'ordre, drapeaux et banderoles.

3 - Il ne s'agit pas de constituer une structure pérenne (du type collectif ou autre) ayant vocation d'aller au-delà du 26 mai, c'est un appel à une manifestation le 26 mai.

Ainsi le POID manifestera derrière sa banderole : DEHORS MACRON ! PERSONNE NE PEUT, PERSONNE NE VEUT ATTENDRE 2022 !, sous les mots d'ordre de la manifestation du 13 mai (voir La Tribune des Travailleurs de cette semaine, N° 139, page 3) : "Personne ne peut, personne ne veut attendre 2022", "Macron un an ça suffit, unité pour le chasser !"; "Ce ne sont pas mes étudiants qu'il faut sélectionner, c'est le gouvernement qu'il faut virer !" ; "Ce ne sont pas les retraités qu'il faut dévaliser, c'est le gouvernement qu'il faut virer !" ; " C'est pas le service public qu'il faut privatiser...." ; Les cheminots ont raison, non, non, non aux privatisations" ; "Étudiants matraqués, salariés licenciés ; Macron dehors ! Unité ! "... A Paris, des passants se sont agrégés à la manifestation au fil du parcours, sur ces mots d'ordre..."

J'ai déjà indiqué que j'étais favorable à la participation à toute manifestation contre Macron, dès lors que chacun était libre d'exprimer ses propres mot d'ordre.

Parole d'internaute

(Suite à l'article publié par Les Crises *A qui faire confiance, la question existentielle* par Robert Parry)

En aparté, le blog *Les Crises* porte bien son nom. Les articles qu'il publie sont particulièrement médiocres depuis qu'il a subit un ravalement de façade plutôt raté d'ailleurs.

1- "Concernant le “que faire ?”. Rien. Attendre la chute et rester propre sur soi."

2- "Ici (Le blog Les Crises - ndlr) aussi, nous assistons, impuissants, à cette mise en œuvre médiatique."

LVOG - Heureux de vous l'entendre dire, puisque c'est ce que je n'arrête pas d'affirmer.

Tout cela est de la masturbation intellectuelle, le sport cérébral favori des intellectuels des classes moyennes, pour lesquels l'orgasme demeurera à jamais un fantasme.

Ils n'ont pas compris, semble-t-il, que pour atteindre l'orgasme il faut cesser de penser. Ce qui sera relativement aisé pour les pauvres d'esprit, mais s'avèrera terriblement compliqué pour ceux qui ne peuvent s'en empêcher, peut-être par qu'ils n'ont jamais appris à penser, sinon ils le sauraient.

On peut très bien avoir la tête très pleine et être malgré tout atteint de sénilité précoce intellectuelle, c'est ce qu'a démontré l'existentialisme justement.

En quoi cela consiste-t-il ?

Existentialisme - Doctrine philosophique selon laquelle l'existence de l'homme précède son essence, lui laissant la liberté et la responsabilité de se choisir. (Le Grand Robert de la langue française)

J'ai conservé la terminologie employée dans cette définition, en ayant à l'esprit les exploités au lieu de l'homme ou les hommes.

Partant du constat que l'homme ne dispose pour ainsi dire d'aucune liberté dans la société, cela revient à l'accuser d'en être responsable. On entendra par existence et essence, l'ensemble des conditions qui lui sont extérieures et des facultés dont il dispose pour les appréhender, sachant qu'elles sont liées et sujettes à évoluer.

- (…) si vraiment l'existence précède l'essence, l'homme est responsable de ce qu'il est. Ainsi, la première démarche de l'existentialisme est de mettre tout homme en possession de ce qu'il est et de faire reposer sur lui la responsabilité totale de son existence. (Le Grand Robert de la langue française - Sartre, L'existentialisme est un humanisme, p. 24.)

Donc tout homme qui n'a pas conscience de sa condition en porte la responsabilité, et quoi qu'il lui arrive également. Il y a là de quoi se détester et la terre entière. Cette démarche est erronée à la base, parce qu'il existe un certain nombre d'obstacles qui empêchent l'homme d'entrer "en possession de ce qu'il est", c'est donc à ces obstacles qu'il faut s'attaquer avant de vouloir changer les hommes.

Essence - Qu'est-ce que signifie ici que l'existence précède l'essence ? Cela signifie que l'homme existe d'abord, se rencontre, surgit dans le monde, et qu'il se définit après. L'homme, tel que le conçoit l'existentialiste, s'il n'est pas définissable, c'est qu'il n'est d'abord rien. Il ne sera qu'ensuite, et il sera tel qu'il se sera fait. Ainsi, il n'y a pas de nature humaine, puisqu'il n'y a pas de Dieu pour la concevoir. (Le Grand Robert de la langue française - Sartre, L'existentialisme est un humanisme, p. 21.)

Existentialisme - L'existentialisme a deux formes : l'une avec Kierkegaard et Jaspers débouche dans la divinité par la critique de la raison, l'autre, que j'appellerai l'existentialisme athée, avec Husserl, Heidegger et bientôt Sartre, se termine aussi par une divinisation, mais qui est simplement celle de l'histoire, considérée comme le seul absolu. (Le Grand Robert de la langue française - Camus, Interview à « Servir », 20 déc. 1945, in Essais, Pl., p. 1427.)

Nous constaterons que la société, le milieu, le lieu, le moment où l'homme vient au monde et va évoluer par la suite passent à la trappe ou ne joueront plus qu'un rôle secondaire au cours de son existence, puisque leur nature et leurs combinaisons n'auront pas d'influence sur les facultés qu'il développera ou non. Toutes ces conditions lui sont imposées, et pour donner un sens à son existence et cesser de vivre dans la servitude il s'emploiera à en prendre conscience, mais comme tout sera fait pour qu'il n'y parvienne jamais, il aura toutes les difficultés du monde à progresser ou à s'en sortir.

A l'homme qui serait le produit de lui-même selon l'existentialisme, nous opposons les hommes qui sont le produit de la société telle qu'elle les façonne. L'homme lui-même ne peut pas modifier fondamentalement sa condition même s'il est animé de la meilleure volonté du monde, tout simplement parce que la société lui interdit, dit autrement, parce que celle des autres hommes ne changerait pas pour autant et continuerait de constituer un problème pour lui ou de lui empoisonner l'existence, en revanche ils peuvent y parvenir en agissant ensemble pour changer la société.

On pourrait peut-être dire que l'existentialisme est une forme d'humanisme individualiste qui a pourri 68 en voulant changer la vie au lieu de vouloir changer la société. L'humanisme en soi, entendez pour soi, peut facilement se transformer en despotisme...

Stratégie du chaos, de la guerre et du changement de régime.

- Nouvelles sanctions américaines après la réélection de Maduro - AFP 22.05

Mondialisation.ca - Étaient présents près de 2000 observateurs internationaux, venus notamment des nations caraïbes réunies au sein du CARICOM, de l'Union Africaine, et du CEELA, le Conseil des Experts Électoraux Latino-américains. 17 audits du système électoral avaient été organisés.

Composé en majorité de présidents des tribunaux nationaux électoraux de pays gouvernés par la droite, le Conseil des Experts Électoraux Latino-américains a expliqué par la voix de son président Nicanor Moscoso : "Nous avons eu des réunions avec chacun des candidats qui ont accepté les résultats des inspections et des contrôles. Nous sommes en présence d'un processus transparent, harmonieux." (Thierry Deronne - Venezuela Infos - Mondialisation.ca 21 mai 2018)

- Maduro réplique à Trump et expulse ses représentants au Venezuela - AFP 23 mai 2018

De nouvelles représailles de Washington étaient attendues après la décision du président vénézuélien Nicolas Maduro, réélu dimanche lors d'un scrutin très critiqué par la communauté internationale, d'expulser ses deux plus hauts représentants diplomatiques à Caracas, en réplique aux nouvelles sanctions des Etats-Unis.

"J'ai déclaré persona non grata le chargé d'affaires des Etats-Unis (Todd Robinson, ndlr) et j'annonce son départ dans les 48 heures", a déclaré le président socialiste, accusant M. Robinson de fomenter un complot militaire, économique et politique contre lui.

Nicolas Maduro a également ordonné l'expulsion du numéro deux de la mission diplomatique (les deux pays n'ont plus d'ambassadeurs respectifs depuis 2010), Brian Naranjo, qu'il a accusé d'être le représentant local de la CIA.

Il réplique ainsi au décret signé lundi par son homologue américain Donald Trump, visant à réduire la capacité du Venezuela à vendre ses actifs.

Mardi, Bruxelles a également haussé le ton: "L'Union européenne envisage des sanctions", a fait savoir la représentante de la diplomatie européenne Federica Mogherini, dénonçant de "nombreuses irrégularités signalées le jour du scrutin, y compris l'achat de votes". AFP 23 mai 2018

- Washington veut imposer à l'Iran les sanctions "les plus fortes de l'Histoire" - AFP 22.05

- Suède: un livret édité à 4,8 millions de copies prépare la population à la guerre - AFP 22.05

- L'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni disposaient de Novichok - Réseau Voltaire 22 mai 2018

Selon la presse allemande, le Bundesnachrichtendienst (services de Renseignement allemands — BND) s'est procuré un échantillon de Novitchok durant les années 80 auprès d'un transfuge ex-soviétique.

Ce produit aurait été partagé avec les États-Unis et le Royaume-Uni afin de développer des protections et des anti-poisons.

Cette révélation contredit la théorie du gouvernement de Theresa May selon qui seule la Russie disposerait de Novichok. Réseau Voltaire 22 mai 2018

ACTUALITE EN TITRES

Zéro !

- Le Parti socialiste s'ouvre au débat, mais à quel prix ? - Liberation.fr 22.05

Réponse : un euro. Liberation.fr 22.05

En famille. Sa majesté ose tout ou quand les multinationales anglo-saxonnes sont au service du "bien commun". Plutôt inquiétant.

- Des grands patrons de la high-tech à l'Elysée pour soutenir le bien commun - AFP 23/05/2018

Emmanuel Macron reçoit mercredi à l'Elysée une soixantaine de dirigeants et acteurs de la high-tech mondiale pour les convaincre de s'engager en faveur des "biens communs" (éducation, emploi, santé...) lors d'un sommet baptisé "Tech for Good". AFP 23/05/2018

Ce n'est pas seulement suspect mais ridicule, grotesque...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

- Italie. Giuseppe Conte, un juriste inconnu à la tête de l'Italie ? courrierinternational.com 22.05

Ce professeur de droit de 54 ans a été choisi par la Ligue et le M5S pour diriger le nouveau gouvernement italien malgré son inexpérience en politique. Le président de la République italienne a convoqué les leaders des deux partis anti-systèmes ce mardi matin pour leur dire s'il validait ou pas leur choix.

"Inconnu", c'est l'adjectif utilisé par Le Soir, The Washington Post, The Guardian ou le Süddeutsche Zeitung pour décrire le probable futur chef du gouvernement italien.

"Qui est Giuseppe Conte ?", titre même Il Sole 24 Ore. Juriste brillant de 54 ans au CV long comme le bras (18 pages, fait remarquer Le Soir avec une pointe d'ironie), ce cinquantenaire "pimpant porté sur les boutons de manchette et les mouchoirs blancs" selon The New York Times est passé par la Sorbonne, Yale et Cambridge avant d'enseigner, entre autres, le droit public à l'université de Florence.

Conte a été l'avocat du leader du Mouvement 5 étoiles, qui l'a d'abord imaginé ministre de la fonction publique. Comme l'explique The Guardian, il a été le "cerveau" derrière la proposition du parti antisystème d'abolir 400 lois jugées "inutiles" pour alléger une bureaucratie boursouflée qui pèserait sur la croissance économique de la quatrième puissance européenne.

"C'est un technocrate, pas un politicien", précise le Süddeutsche Zeitung. La remarque n'est pas innocente car la Ligue et le M5S ont "toujours trouvé que les technocrates à la tête du gouvernement sont des usurpateurs de pouvoir parce qu'ils gouvernent sans mandat populaire", rappelle le quotidien bavarois.

Conte, qui n'a jamais été élu, admet lui-même ne pas avoir d'expérience en politique, raconte le Corriere della Sera, soulignant toutefois que "la possibilité d'entrer en politique directement par la porte principale du Palazzo Chigi, en tant que président du Conseil, ne l'effraie pas du tout".

Et si son nom se trouve désormais sur le bureau de Sergio Mattarella, le président de la République italienne (qui a un droit de veto constitutionnel), c'est parce le choix d'une personnalité peu connue permettait "d'éviter que la Ligue ou le Mouvement 5 étoiles prenne le pas sur l'autre", analyse The Washington Post. Matteo Salvini, le leader de la Ligue, comme Di Maio voulaient le poste. Le premier convoite désormais le ministère de l'intérieur pour y appliquer son programme d'expulsion des immigrés.

Le risque, s'inquiète Le Soir, c'est que Conte devienne un "président faible", "un leader de papier" aux ordres des deux formations politiques qui l'ont installé au pouvoir. "L'otage technique des partis", ose même La Repubblica.

Ce soixante-cinquième président du conseil en soixante-douze ans devra diriger le pays au milieu de ces "deux leaders nés" observe El Pais. Alors il est important qu'il ne soit pas "une marionnette", dit le Corriere della Sera. Lors de négocations à Bruxelles par exemple, les autres gouvernements ne vont pas attendre que le premier ministre italien "consulte son conseil de surveillance avant d'apposer sa signature", prévient le quotidien le plus lu du pays. courrierinternational.com 22.05

Israël

- Vote de l'Onu sur Gaza: Israël convoque les ambassadeurs belge, espagnol et slovène - sputniknews.com 21.05.2018

En réaction au vote au Conseil des droits de l'Homme de l'Onu de la Belgique, de l'Espagne et de la Slovénie à l'Onu en faveur de l'ouverture d'une enquête internationale sur les meurtres de Palestiniens à la frontière gazaouie, Israël a convoqué

les ambassadeurs de ces trois pays, a déclaré lundi le ministère israélien des Affaires étrangères.

Les membres du Conseil des droits de l'Homme de l'Onu ont voté vendredi la question de l'envoi d'inspecteurs criminels pour enquêter sur les meurtres de Palestiniens à Gaza. La Belgique, l'Espagne et la Slovénie sont parmi les 29 pays qui ont voté en faveur de cette enquête. sputniknews.com 21.05.2018

Seuls deux des membres du Conseil, les États-Unis et l'Australie, ont voté contre la résolution, adoptée par 29 des 47 membres, 14 s'abstenant, parmi lesquels la Suisse, l'Allemagne et le Royaume-Uni. AFP 18.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

- Le taux de chômage remonte à 9,2% au 1er trimestre en France - AFP 23/05/2018

Après une forte baisse fin 2017, le taux de chômage est reparti à la hausse (+0,2 point) au 1er trimestre, pour s'établir à 9,2% en France entière (hors Mayotte), selon des chiffres provisoires de l'Insee publiés mercredi. AFP 23/05/2018

ECONOMIE

Iran

- Iran : la Chine grande gagnante face à Total, grâce à Trump - leblogfinance.com 17 mai 2018

Le ministre iranien du Pétrole a ainsi indiqué mercredi que la major pétrolière chinoise CNPC remplacerait le géant énergétique Total dans le contrat pour le développement en Iran de la phase 11 du champ gazier South Pars (Pars Sud) en cas du retrait du groupe français. Ce qui constituerait un événement de taille dans le monde des hydrocarbures alors que le champ gazier de South Pars représente un enjeu stratégique de tout premier ordre depuis des années et constitue une « prise » de tout premier ordre pour Total.

Le chinois CNPC remplacerait Total en cas de sortie du groupe français

"Total a affirmé que si elle n'obtenait pas de dérogation de la part des Etats-Unis pour continuer ses activités, elle commencera le processus pour quitter le contrat » a ainsi indiqué Bijan Namdar Zanganeh, cité par l'agence Shana du ministère.

Ajoutant que dans ce cas, « la société chinoise CNPC remplacera Total et prendra ses parts » et que si CNPC se dédiait à son tour, la société iranienne Petropars prendrait la main.

Rappelons qu'en vertu de l'accord conclu en juillet 2017, d'un montant de 4,8 milliards de dollars, Total détient 50,1% des parts du consortium,, suivi par le groupe chinois CNPC (30% des parts) et de l'Iranien Petropars (19,9%), ce dernierdépendant de la Compagnie nationale iranienne de pétrole (NIOC). Un accord de principe avait d'ores et déjà signé en novembre 2016, un porte-parole du ministère précisant alors que le dossier représentait un investissement de 6 milliards de dollars.

Il s'agissait alors d'un retour en force du groupe français en Iran, pays où la société était fortement implanté, avant que Téhéran ne fasse l'objet de sanctions internationales accrues depuis 2012, les grandes puissances mondiales tentant par ce biais lutter contre le programme nucléaire iranien largement controversé.

Rappelons que l'Iran et le Qatar se partagent le champ offshore de South Pars (Pars Sud), situé dans les eaux du Golfe, qui contient environ 14.000 milliards de m3 de gaz, soit 8% des réserves mondiales. L'objectif de Téhéran est notamment de développer la phase 11 du gisement pour le relier à sa première usine de gaz naturel liquéfié (GNL) sur la côte du Golfe.

La Chine n'est pas la seule à placer ses pions …. et profiter de la politique menée par Donald Trump. L'"opportunité" profite également à la Russie.

En effet, à l'heure actuelle, en dehors de l'accord signé avec le consortium dont fait partie Total, seule la société russe Zarubezhneft a signé en mars 2018 un contrat de 742 millions de dollars en vue d'augmenter la production de deux champs pétroliers dans

l'ouest du pays.

En novembre 2017, le groupe public russe Gazprom a quant à lui annoncé des accords avec l'Iran prévoyant sa participation à des projets de gaz naturel liquéfié ainsi qu'à un projet de gazoducs vers le Pakistan et l'Inde. De quoi rendre le dossier nucléaire encore plus géopolitique …

Signés en marge d'une visite de Vladimir Poutine à Téhéran mercredi, ces contrats constituent "un grand pas dans le développement du partenariat russo-iranien dans le secteur gazier", avait alors souligné le vice-président de Gazprom Vitali Markelov.

L'un de ces contrats a été signé avec l'Organisation iranienne pour la rénovation et le développement industriel (Idro), un organisme d'Etat, et prévoit la possibilité de "projets de liquéfaction du gaz pour le vendre à des pays tiers", précisait alors Gazprom.

Lequel a également signé avec la société publique pétrolière iranienne Nioc un accord permettant de démarrer les études de faisabilité d'un projet de gazoduc Iran-Pakistan-Inde ainsi qu'un accord sur un système de production et de transport de gaz naturel sur le territoire iranien.

Surnommé "pipeline de la paix", le projet de gazoduc IPI (Iran-Pakistan-Inde) et a été initié en 1994 dans le but au départ de livrer du gaz iranien à l'Inde en traversant le Pakistan, mais sa construction a été retardée pendant des années par des différends concernant la fixation du prix du gaz et par les relations tendues avec les pays concernés.

A la même période, le géant russe des hydrocarbures Rosneft (semi-public) avait annoncé avoir signé avec Nioc une "feuille de route" pour la mise en oeuvre de projets communs dans le domaine de la production de pétrole et de gaz en Iran.

Cité par l'agence Interfax, le directeur général de Rosneft, Igor Setchine, avait déclaré qu'il était question de "toute une série" de gisements qui seront exploités avec des partenaires iraniens pour un "investissement total" pouvant aller "jusqu'à 30 milliards de dollars". leblogfinance.com 17 mai 2018

Haut de page

Le 25 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (9 pages)

Il y a une grève générale de 24 heures au Tamil Nadu où j'habite, suite à la mobilisation de la population de Thoothukudi dénonçant la pollution de l'air et de la nappe phréatique par une fonderie de cuivre filiale du géant minier britannique Vedanta, qui s'est déjà soldée par 11 morts par balles, la police s'est livrée à un véritable massacre. Le 22 mai coïncidait avec le 100e jour de cette mobilisation pour exiger la fermeture de cette fonderie.

Selon tous les témoignages que j'ai lus et qui semblent concorder, la police aurait tiré sans sommation et utilisée des armes de guerres que même la police anti-émeute n'utilise pas au Kashmir. Elle a visé la tête ou le haut du corps de certains manifestants dans l'intention manifeste de les tuer. La suite plus tard. En attendant en anglais, avec une traduction sommaire. Au passage, depuis des années je n'utilise plus le français que pour actualiser le portail.

- Thoothukudi under siege after another death in Sterlite protest. (Etat de siège décrété par les autorités - LVOG)

On May 22, when the protest against the polluting Sterlite industry entered into its 100th day, the protestors decided to mark it by taking out a rally towards the District Collectorate, demanding that the industry be closed. The tens of thousands of protestors were defying a ban issued the previous day by Collector N Venkatesh (who was subsequently transferred) in doing so. Braving the police attempts to thwart the rally, including opening tear gas and lathi charge, the rally marched towards the District Collectorate, where the police flouted all norms to open fire and kill at least 11 protestors. nationalheraldindia.com 24.05 (Des dizaines de milliers de manifestants se dirigeaient vers la préfecture pour exiger la fermeture de la fonderie, manifestation qui avait été interdite, quand la police apparemment débordée a paniqué et mitraillé la foule faisant 11 morts. - LVOG)

- The Tamil Nadu Pollution Control Board (TNPCB) has ordered the closure of Sterlite Copper Smelter plant in Thoothukudi with immediate effect and disconnected electricity supply to the unit early on Thursday. thehindu.com 25.05 (Les autorités ont ordonné la fermeture de la fonderie et lui ont coupé l'électricité. - LVOG)

- Tamil Nadu: Internet suspended in three districts after fresh anti-Sterlite protests in Thoothukudi (Internet a été coupé. - LVOG)

One local resident said that the protestors never intended to get violent. “Everyone went to the protest with the intention of staying till the night,” said one resident. They were hoping that the protest would force the administration to lock the plant down. “If we had intended to get violent, why would we have taken our children along with us?” - scroll.in 25.05 (Un manifestant explique que la marche se voulait non violente, et que c'est pour cette raison que certains manifestants étaient venus avec leurs enfants. - LVOG)

- The Madurai bench of the Madras high court also ordered Vedanta to stop construction of a second unit of the plant hindustantimes.com 25.05 (La Cour suprême de Madras avait ordonné l'arrêt de la construction d'une seconde fonderie sur le même site. - LVOG)

Les faits, rien que les faits.

Je n'ai pas rendu compte de la journée d'action des fonctionnaires le 22 mai. Bien que les syndicats y aient appelé dans l'unité la participation a été de 2%.

En revanche, au cours d'un référendum près de 95% des cheminots se sont prononcés contre la réforme (privatisation) de la SNCF, alors que les syndicats étaient désunis, la participation a été de 61% (lire plus loin).

Dans le dernier numéro de la Tribune des travailleurs, D. Gluckstein a à nouveau axé son éditorial sur l'unité. Selon lui, l'absence d'unité serait le principal obstacle à la mobilisation des travailleurs, on vient de voir que non ou que le problème se situait manifestement ailleurs. Qui est contre l'unité hormis ceux qui entendent laisser Macron gouverner tranquillement, on est au moins d'accord là dessus.

Mais est-ce réellement le problème prioritaire auquel il faudrait s'atteler ? N'y aurait-il pas plutôt un problème en amont qui serait à l'origine de la division ou qui permettrait d'y recourir à tout moment ? Chacun sait que lorsque les conditions sont mûres, les travailleurs parviennent à imposer l'unité aux appareils qui y sont farouchement opposés.

Que les travailleurs aspirent à l'unité pour affronter Macron est une chose, mais ils divergent ou se divisent sur son contenu et ses objectifs, et c'est là dessus que s'appuient les appareils pour empêcher qu'elle se réalise ou la disloquer rapidement, avant qu'elle ne se cristallise et constitue une menace pour le régime.

En l'absence de toute direction, chacun lui donne un contenu et des objectifs en fonction de sa condition ou de son statut qu'il entend défendre ou voir améliorer. Donc le facteur de dislocation est aussi présent, et il s'explique d'autant plus qu'en l'absence de toute direction qui incarnerait consciemment les intérêts de l'ensemble des masses exploitées et opprimées, c'est comme si elles n'existaient pas en tant que classe ou qu'elle demeuraient atomisées ou chaque travailleur ou militant se contentait de défendre uniquement ses intérêts individuels. Dans ces conditions, l'hétérogénéité des masses favorise ou conduit à une juxtaposition d'intérêts individuels qui ont tendance à virer au corporatisme. C'est donc l'absence de toute conscience de classe ou collective ou la faiblesse de celle-ci qui favorise la division.

Je ne sais plus qui de Lénine ou Trotsky expliquait en substance, que le niveau de conscience de la classe ouvrière au départ de toute action ou mobilisation déterminait son sort ou les objectifs qu'elle pourrait se fixer raisonnablement d'atteindre.

Bref, on en revient toujours à la même discussion que les uns et les autres s'obstinent à refuser d'engager, ce qui nous condamne à la défaite irrémédiablement. Pourquoi voulez-vous en faire l'économie, que craignez-vous ? De perdre du temps ? Votre dogmatisme nous a déjà fait perdre inutilement 70 ans et vous nous proposez de continuer sur la même voie, ce n'est pas très sérieux.

Osez tenir un autre discours en direction des travailleurs, cessez de leur attribuer un niveau de conscience qu'ils n'ont pas, ce qui vaut évidemment pour la plupart des militants. Soyez modeste, admettez que votre niveau de conscience présente de graves lacunes, et qu'il vous faut revoir l'ensemble des rapports que vous attribuez aux travailleurs car ils sont erronés ou ne correspondent pas à la réalité, cessez de la tordre pour qu'elle coïncide avec vos théories, de lui substituer vos formules apprises par coeur qui sonnent creuses.

Ils osent tout. Quand le gang mafieux de Bilderbeg (ou des GAFA) gouverne la France.

LVOG - C'était la seconde fois que le petit roitelet organisait ce genre d'opération. Après cela plus personne ne se demandera qui l'a porté au pouvoir et pour qui il gouverne. On imagine guignol à genoux face à ses marionnettistes : Mes seigneurs, vos désirs sont des ordres.

- Macron se félicite des engagements des géants de la high tech - AFP 23 Mai 2018

Emmanuel Macron s'est félicité mercredi d'avoir obtenu de plusieurs géants mondiaux du numérique des engagements pour le "bien commun", de la protection sociale à l'éducation, après avoir réuni à l'Elysée une soixantaine de dirigeants dont le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg.

Répondant à l'appel du président français, plusieurs groupes ont annoncé mercredi des mesures sociales et éducatives ou des investissements, dont Uber et Deliveroo qui offriront à leurs chauffeurs et coursiers en Europe une protection sociale privée, IBM qui va embaucher 1.400 personnes en France, et Microsoft qui va recruter une centaine d'experts en intelligence artificielle (IA). Facebook va renforcer ses investissements en France consacrés à l'intelligence artificielle.

Le chef de l'Etat avait invité pour un déjeuner à huis clos le gratin de la high-tech mondiale: outre Mark Zuckerberg, Satya Nadella (Microsoft), Dara Khosrowshahi (Uber), Ginni Rometty (IBM), Bill McDermott (SAP), Alex Karp (Palantir) ainsi que des patrons français (Free, Orange, Les Echos, RATP, SNCF, Sanofi, BNP Paribas, Thales, OpenClassrooms...) aux côtés du président rwandais Paul Kagame. Il a aussi reçu en tête-à-tête Mark Zuckerberg et les dirigeants d'Uber, Microsoft et IBM.

Ce sommet organisé par l'Elysée a lieu en pleine montée des critiques contre les géants d'internet sur le pillage de données, les fausses nouvelles, les comportements prédateurs ou l'évasion fiscale.

Favorable aux entrepreneurs, le président français a multiplié les appels aux chefs d'entreprise depuis son élection pour leur demander d'investir en France ou défendre l'environnement. Mardi encore, il les a appelés à embaucher des jeunes de banlieues.

Dans l'après-midi, les dirigeants se sont retrouvés à Matignon pour des ateliers consacrés à l'avenir du travail, la diversité et l'éducation, en présence de plusieurs ministres.

Rendant compte de ces travaux, Dara Khosrowshahi (Uber), Ginni Rometty (IBM), Bill McDermott (SAP), ont lancé des appels à des efforts d'éducation associant le privé et le public, pour éviter que la révolution numérique ne laisse à la traîne une partie de la population. AFP 23 Mai 2018

Ces monstres aux intentions inavouables et qui pourrissent tout ce qu'ils touchent, sont présentés comme des bienfaiteurs, des philanthropes oeuvrant au "bien commun", face à un peuple démunie, divisé ou impuissant pour les affronter.

Présenter Uber comme un chantre de la protection sociale, c'est recourir à la novlangue décrite par Orwell, qui consiste à nier quelque chose et oublier qu'on l'a nié, ou oublier quelque chose et nier qu'on l'a oublié, oublié dans le sens où on rejette les faits qui nous embarrassent, on les occulte, on les fait passer à la trappe jusqu'à se persuader qu'ils n'ont jamais eu lieu, ce qui permet de réécrire en permanence l'histoire passé et de fabriquer la présente pour orienter la société dans une direction précise, pour atteindre un objectif déterminé ou imposer en l'occurrence ici un modèle de société totalitaire.

C'est aussi faire l'apologie du corporatisme qu'incarne Uber notamment.

Je crois que nous n'avons pas suffisamment observé et étudié ce qui s'était passé aux Etats-Unis depuis la fin du XIXe siècle. Cela aurait pu nous fournir des renseignements précieux sur la manière dont la société risquait d'évoluer si le prolétariat ne prenait pas le pouvoir. On aurait dû savoir ce qui allait nous arriver partant de là, et en tirer des conclusions pour éviter de vivre ce cauchemar, car vivre dans un monde promis à une régression sociale sans fin signifiait forcément la disparition de nos droits politiques, de toute expression politique indépendante et l'émergence d'un régime totalitaire.

Si on prend la mesure de ce qui est en train de se passer, il n'y a pas à tergiverser, à mégoter, le capitalisme doit disparaître, l'éradiquer à l'échelle de la planète doit être l'objectif que nous devons tous partager et qui doit nous rassembler. Il faut neutraliser l'oligarchie pour lui interdire de nuire plus longtemps à tous les peuples, dépouillé de toute stratégie le capitalisme n'y survivrait pas. Vous lirez ci-dessous et plus loin comment certains s'y accrochent désespérément.

En complément. Il a quelque chose d'effrayant

- Macron à Vivatech: "il ne faut pas avoir peur du robot" - AFP 25.05

Vous vous demandiez peut-être comment fonctionnent en général le cerveau des intellectuels, en voici une illustration.

- Un chèque en blanc à Trump pour faire la guerre - Consortium News 22.04.2018

Marjorie Cohn est professeure émérite à la Thomas Jefferson School of Law, ancienne présidente de la National Lawyers Guild, secrétaire générale adjointe de l'International Association of Democratic Lawyers et membre du comité consultatif de Veterans for Peace.

- La nouvelle AUMF (Autorisation pour recourir à l'usage des forces armées -ndlr) permettrait au président (Des Etats-Unis - ndlr) d'attaquer ou d'envahir un autre pays sans exiger que l'attaque ou l'invasion soit menée en état de légitime défense ou avec la permission du conseil (Le Congrès américain - ndlr). Cela constituerait donc une violation de la Charte (Des Nations Unis - ndlr).

LVOG - Non, sans blague, comme si cela n'aurait jamais été le cas auparavant penserez-vous. Attendez, vous n'y êtes pas du tout, Marjorie Cohn le sait pertinemment :

- Malgré son pouvoir constitutionnel exclusif, le Congrès n'a pas déclaré la guerre depuis 1942. Après cette période, en commençant par le président Truman, une série de présidents américains ont engagé des troupes américaines dans des hostilités dans le monde entier sans attendre que le Congrès agisse.

- Le nouveau projet de loi, s'il est adopté, rendrait effectivement complet le transfert du pouvoir de déclarer la guerre du Congrès au président.

Alors à quoi cela rime-t-il de dénoncer une menace à venir qui a déjà été mise à exécution dans le passé et le présent, puisque les Etats-Unis n'ont jamais cessé d'être en guerre depuis 1942 ?

C'est de la simple masturbation intellectuelle de juriste, de légaliste et rien de plus. Ces nantis en perdent la tête littéralement en étalant à longueur de temps leur misérable inconsistance. Ce sont des fanatiques de la Constitution américaine, qui a légitimé toutes les guerres engagées par l'impérialisme américain depuis 1787, qui a permis à une ploutocratie de s'emparer du pouvoir et d'instaurer un régime mafieux, raciste, tyrannique.

On se demandera comment des intellectuels se prétendant progressistes, humanistes, démocrates peuvent en arriver à un tel aveuglement. Parce que le capitalisme demeure leur horizon borné, on en revient à l'article précédent. Ils en appellent à la Constitution américaine qui sert à légitimer juridiquement le régime et ses excès, donc ils ne peuvent pas développer en même temps la volonté de l'affronter pour l'abattre. Soit on le conserve, soit on s'en sépare, il n'existe pas d'autres alternatives.

On va peut-être nous rétorquer que c'est radical. En effet, mais n'est-il pas radical de le conserver ? Pensons un instant à toutes ses guerres, ne signifient-elles pas que la lutte de classes est un combat à mort ? C'est indigne d'un militant d'en douter. Ceux qui ne l'ont pas en permanence à l'esprit ont un sérieux problème politique à régler.

Dans le même registre.

Charlatanisme. Comment ils légitiment la Ve République et au passage la survie du capitalisme.

- Institutions: Ruffin (LFI) appelle à "couper le cordon ombilical" entre le chef de l'Etat et l'Assemblée - AFP 24 mai 2018

A quoi cela rime-t-il d'appeler à renforcer les pouvoirs d'une institution qui est corps et âme dévoué au capitalisme, à l'oligarchie ? Au moins vous êtes fixé sur les réelles intentions de ces gens-là. Avions-nous tort d'affirmer que la gauche institutionnelle était foncièrement réactionnaire et qu'elle ne sera jamais autre chose ? Les faits le démontrent.

Fake news ou comment le gouvernement sioniste manipule les consciences.

- Meurtre de Mireille Knoll. Confusion sur le mobile antisémite. - Liberation.fr 24 mai 2018

Deux suspects ont été mis en examen. Les deux hommes s'accusent mutuellement du meurtre, qui auraient fait connaissance en prison, faisant valoir les intentions crapuleuses de l'un et de l'autre. Mais au cours de sa dernière audition, Alex C., l'un des deux suspects du meurtre, a affirmé qu'il ne pensait pas que Yassine M. qu'il accuse du crime, ait agi par antisémitisme, contrairement à ce qu'il avait laissé entendre lors de sa garde à vue.

Pour Me Laouafi, qui défend Alex C. avec son confrère Me Murgulia, son client n'a pas fait de volte-face devant la juge d'instruction. «Ça aurait été un revirement s'il avait clairement dit en garde à vue que le mobile était antisémite, estime-t-il. Or le 26 mars, il a affirmé que le mobile était tout autre.» A l'inverse, pour l'avocat de la famille de Mireille Knoll, la modification des déclarations d'Alex C. est un véritable revirement. Mais, estime Me Goldnadel, cela ne fragilise pas la qualification antisémite. «Si Yacine M. a dit "Allah akbar", je pense que c'est un motif antisémite qui fait bon ménage avec le crime crapuleux», déclare l'avocat de la famille, qui juge «ridicule» la rétractation d'Alex C. sur les propos qu'aurait tenus Yacine M. concernant la situation financière des juifs. Liberation.fr 24 mai 2018

Désormais tout musulman dans le monde qui prononcera "Allah akbar" sera qualifié d'antisémite, autant dire qu'ils le sont tous selon le Crif dont fait partie Me Goldnadel.

Parole d'internaute

- "Il est tout de même effarant que Londres puisse tenter de faire avaler au monde entier, que la Russie a perpétré une tentative d'empoisonnement sur son propre sol, sans fournir la moindre preuve de ses accusations ?

C'est à dire que le Royaume-Uni admet son incapacité à protéger des gens à qui elle accorde le statut de réfugié politique, dont elle se sert pour tenter de discréditer la Russie. Peut-on être aussi cynique ?

Rappelons que les derniers états de service du Colonel Skripal ont été accomplis pour le compte du Royaume-Uni!

Mais un jour viendra où ce citoyen russe qui a souhaité rentrer dans son pays dira la vérité.

C'est justement un mobile possible pour que la CIA et les services anglais tentent de l'empoisonner à Salisbury. Car il aurait probablement renseigné son pays sur les pratiques des anglais et des américains.

Mais quand on met en parallèle cette affaire et les accusations d'utilisation d'armes chimiques imputées à la Syrie, on s'aperçoit que les scénarios sont très proches.

La rhétorique de manipulation de substances chimiques depuis la fameuse fiole brandie par Colin Powell à l'ONU en 2003, a la dent dure.

Bizarrement, c'est toujours en Angleterre qu'on empoisonne les ex-espions et oligarques russes, qui un temps, ont participé aux tentatives de démantèlement de l'économie russe après la chute de l'Union Soviétique.

Trop grossier pour être crédible.

De qui se moque-t-on ?"

Fake news. Quel était le mobil du crime, à qui devait-il profiter ?

- Vol MH17: le missile provenait d'une unité militaire russe - AFP 25.05

Le missile BUK-TELAR qui a abattu le vol MH17 en Ukraine en 2014 provenait d'une brigade russe, annonce la mission d'enquête internationale menée par les Pays-Bas. AFP 25.05

Cette "enquête internationale" a été menée de la même manière que celle sur la dernière prétendue attaque chimique en Syrie et celle dont aurait été victime les Skripal en Grande-Bretagne. Il était donc normal que leurs conclusions convergent et coïncident avec les coupables qu'ils avaient désignés avant même que ces simulacres d'enquêtes aient lieu.

- Le vol MH-17 a été abattu par l'armée russe, selon les enquêteurs - Reuters 25.05

On a publié des dizaines d'articles sur ce sujet qui démontraient que l'Ukraine ou un de ses alliés était à l'origine de cette opération et qu'ils en étaient les seuls bénéficiaires.

En complément. Même pas peur ! Etonnant, cela ne colle pas avec la version officielle.

- Ioulia Skripal, la fille de l'ex-espion empoisonné, espère retourner un jour en Russie - Le figaro.fr 23/05/2018

Ils osent tout

- La lutte n'est jamais propre - Liberation.fr 25.05

- Glyphosate: l'Assemblée enquête, sans succès, sur une fuite en faveur d'un lobby - AFP 25.05

- Virginité : à quand l'hymen coté en Bourse ? - Liberation.fr 25.05

- Le parti au pouvoir en Guinée exclut une enquête sur Bolloré - Reuters 23.05

- Dès le 31 mai, Hambourg sera partiellement interdit à certains véhicules roulant au diesel. - Liberation.fr 23.05

- Chine : l'ambassade américaine dénonce une «attaque acoustique» - LeParisien.fr 23.05

- Avalanche de femmes et minorités, le parti démocrate américain change de visage - AFP 23.05

- Les USA pourraient reconnaître que le Golan est israélien - Reuters 23.05

- Israël va approuver la construction de milliers de logements de colons - AFP 25.05

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Les premiers résultats de Parcoursup ne laissent la place qu'à l'inquiétude et à l'opacité - Le HuffPost 23.05

Depuis ce mardi soir, ce sont 400.000 lycéens environ sur 810.000 qui se retrouvent "en attente" ou "refusés" sur l'ensemble de leurs vœux d'orientation déposés sur la plateforme d'orientation Parcoursup, soit 50% des inscrits. Environ 29 000 élèves n'ont reçu que des réponses négatives à leurs vœux sur la plateforme Parcoursup. Libération et Le HuffPost 23.05

- Consultation SNCF : 94,97% des votants se disent contre la réforme - M6info 23 mai 2018

C'est un raz-de-marée. Près de 95% des cheminots ayant participé à la consultation "vot'action" organisée par les syndicats de la SNCF, se sont prononcés contre la réforme ferroviaire, a annoncé Laurent Brun, secrétaire général de la CGT Cheminots.
La participation à cette consultation interne, sans valeur légale et lancée le 14 mai par l'intersyndicale, a atteint 61,15%. M6info 23 mai 2018

Brésil

- Le Brésil au bord de la paralysie avec une grève des routiers - AFP 23 mai 2018

Le Brésil était au bord de la paralysie jeudi au quatrième jour d'une grève nationale des camionneurs avec des barrages routiers dans quasiment tous les États qui perturbaient les approvisionnements, alimentaires et de carburant notamment. AFP 23 mai 2018

Inde

- Le sud de l'Inde en proie à un virus mortel - euronews 23 mai 2018

Le sud de l'Inde en proie à un virus très dangereux : au moins 11 personnes sont mortes, infectées par « Nipah », en l'espace de deux semaines et une centaine d'autres sont en quarantaine.

Les autorités sanitaires sont en alerte : le virus est mortel dans 70% des cas et il peut être transmis d'homme à homme. La maladie se contracte en consommant des aliments infectés par des chauves-souris, porteuses du virus.

Pour l'instant, « Nipah » se cantonne à deux États du Sud de l'Inde, le Kerala et le Karnataka, très prisés par les touristes. euronews 23 mai 2018

- Inde: nouveau mort dans des manifestations contre une compagnie minière - AFP 23.05

Un nouveau manifestant a été tué mercredi par la police dans le sud de l'Inde, un jour après que les forces de l'ordre ont abattu dix opposants à l'usine d'une compagnie minière, ont annoncé des responsables locaux.

La police de la ville portuaire de Tuticorin (aussi appelée Thoothukudi) dans l'État du Tamil Nadu a de nouveau affronté des contestataires réclamant la fermeture d'une fonderie de cuivre de la société Sterlite Copper, filiale du géant minier britannique Vedanta, qu'ils accusent de polluer l'environnement.

Des heurts la veille avaient déjà coûté la vie à dix émeutiers, le bilan de douze morts ayant été revu à la baisse. 18 policiers avaient également été blessés.

Mercredi, "nous avons tiré en l'air à balles réelles pour disperser les protestataires. Mais les émeutiers ont continué à lancer des bombes et des engins incendiaires. Ils brûlaient des véhicules", a déclaré un responsable policier à l'AFP.

"Nous avons été forcés de tirer des balles en caoutchouc qui ont malheureusement touché un homme à la colonne vertébrale et il est mort", a ajouté cette source. Un officier de police sur place a également confirmé la mort d'un jeune homme de 22 ans.

Des témoins ont rapporté que les manifestants ont incendié mercredi un bus de la police et saccagé un magasin d'alcool. Des images de la télévision montraient les forces de sécurité en équipement antiémeutes patrouillant des rues parsemées de pierres et de pneus brûlés.

La tuerie de mercredi, qui selon les pouvoirs publics était inévitable pour reprendre le contrôle de la situation, a provoqué des réactions scandalisées dans les rangs de l'opposition. Rahul Gandhi, président du parti du Congrès (opposition), a ainsi dénoncé "un exemple brutal de terrorisme d'État".

Amnesty International a estimé que la police du Tamil Nadu aurait "à répondre à beaucoup de questions" et appelé à traduire les responsables en justice.

La fonderie de cuivre de Tuticorin fait l'objet d'une résistance de longue date. Le mouvement s'est intensifié ces derniers mois alors que Sterlite cherche à obtenir la licence pour en doubler les capacités, qui sont actuellement de 400.000 tonnes par an.

L'usine avait été brièvement fermée par les autorités locales en 2013 à la suite d'une fuite de gaz présumée, avant que la justice ne l'autorise à reprendre son activité. Elle est actuellement en maintenance. AFP 23.05

ECONOMIE

Inde

- L'Inde lance une procédure contre les USA devant l'OMC - Reuters 23 mai 2018

L'Inde a entamé une procédure contre les Etats-Unis devant l'Organisation mondiale du Commerce pour contester la décision du président Donald Trump d'imposer des droits de douane sur l'acier et l'aluminium importés aux Etats-Unis, montre mercredi un document de l'OMC.

L'Inde estime que les droits de douane américains sur ses exportations d'aluminium lui coûteront 31 millions de dollars, et les taxes sur ses exportations d'acier 134 millions. New Delhi menace de répliquer en imposant des droits sur différents produits exportés en Inde par les Américains comme l'huile de soja ou les noix de cajou. Reuters 23 mai 2018

Haut de page

Le 29 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

45°C à l'ombre à 15 heures à Trichitrumbalum, à 10 kilomètres de Pondichéry, Inde du Sud, un record ! J'ai du mérite d'actualiser le site, sans climatisation, n'est-ce pas ? Et le ciel est désespérément bleu azur et dégagé, quelle horreur, quelle vie quand même, et dire qu'on se plaint encore, c'est une honte !

Je déconne, car en réalité je ne suis pas fier, car je sais qu'on risque de se taper un gros orage et des pluies torrentielles d'ici peu, un truc genre cyclone tropical, avec comme toujours quelques dégâts matériels et d'autres désagréments, genre coupure de courant, donc il faut penser à tout en prévision, remplir le réservoir d'eau, faire des courses, etc. Mais on peut aussi être épargné comme les quatre dernières années, cela dit je n'irai pas jusqu'à avoir une confiance aveugle dans la justice de la nature, pas plus que dans celle des hommes d'ailleurs, vous en êtes témoins, n'est-ce pas ?

Peu importe, j'ai eu des nouvelles de ma fille et de ma petite-fille, je suis un père, un grand-père comblé !

Comment, vous me preniez pour quelqu'un d'aigri, belliqueux, triste, mais je suis exactement le contraire, voyons. Sans déconner, j'ai vraiment tout ce qui me faut pour finir mes jours heureux, dans tous les domaines je suis comblé.

Vous me direz qu'il me manque tout de même le terrain pour militer. Certes, cet inconvénient pourrait être comblé en partie si j'entretenais une correspondance sérieuse ou suivi avec quelques militants ou dirigeants, mais ils n'y tiennent pas, apparemment ils ont mieux à faire,, alors qu'il en soit ainsi, je ne vais pas me morfondre pour autant. Et puis, je crois que je ne me débrouille pas si mal pour faire les questions et les réponses, n'est-ce pas ?

Cela me force à réfléchir davantage, c'est épuisant à la longue quand on a une petite tête, aussi je vais ralentir la cadence pour me consacrer à autres choses, j'ai encore des travaux à faire chez moi par exemple...

Et puis, souvenez-vous de ce je vous avait dit, à savoir qu'on en avait pour au moins un demi-siècle de réaction sur toute la ligne comme on était barré, très mal barré, donc ce n'est pas moi qui vais y changer quoi que ce soit, non, je ne suis pas non plus un mégalomane, cessez de vous méprendre sur les gens, vous vous en porterez mieux et votre entourage également, si je peux me permettre une remarque personnelle.

- Causerie au format pdf (16 pages)

En cale sèche ou à marée basse, en marche vers le totalitarisme.

Polémique pitoyable. Ce qui est en cause : leur analyse foireuse des rapports entre les classes.

60 partis, syndicats et associations pour quelques dizaines de milliers de manifestants un samedi à Paris, c'est misérable. Mélenchon a accusé le "*parti médiatique*" de faire dans "*la désinformation*" en minimisant le nombre de manifestants, alors qu'il s'est livré au même exercice en tirant un bilan "*fécond*" de la mobilisation de samedi. (Source : AFP 27.05)

Cela montre aussi que les organisateurs n'étaient même pas foutus de mobiliser leurs propres troupes, ce dont ils se foutent bien, à vrai dire ils en sont même soulagés.

On n'arrête pas de nous raconter des histoires depuis des décennies et des décennies et on baigne en pleine imposture, maintenant l'heure est d'en subir les conséquences et de régler nos comptes. C'est à se demander si un de ces partis ou syndicats mérite encore d'exister puisqu'aucun n'a de légitimité selon les travailleurs.

On nous avait dit que le problème résidait dans l'unité, la preuve est faite que non. Maintenant ils vont nous sortir que c'était dû à l'orientation et aux mots d'ordre qui n'étaient pas corrects ou adaptés à la situation... Foutaise, ils l'auraient été et le nombre de participants à ces manifestations aurait été encore inférieur. Comment puis-je être aussi affirmatif ? Mais parce que dans le cas contraire, cela signifierait que les conditions seraient remplies pour qu'un puissant parti ouvrier existe, or chacun sait qu'il n'existe pas.

Quel enseignement politique en tirer ? Aucun comme d'habitude du côté de nos dirigeants puisqu'ils en sont responsables. En fait, cela confirme l'analyse politique que j'ai proposée et que tous rejettent, à savoir qu'une condition déterminante au moins n'est pas remplie : Les masses ignorent que leur interprétation de leur condition est erronée, par conséquent leur mode de vie relativement confortable par rapport à ce qu'il fut autrefois ou il est ailleurs dans le monde, constitue le principal obstacle qui les empêche d'acquérir un niveau de conscience politique supérieur. Au lieu de servir de point d'appui pour mener à son terme leur lutte de classe et s'emparer du pouvoir, il a agi au contraire comme un puissant facteur qui les a solidement enchaînés au capitalisme, du coup ils ne sont pas en mesure de trouver la voie qui leur permettrait de l'affronter ou de prendre conscience qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme.

Et le pire reste à venir, car c'est sur ce puissant facteur de corruption des esprits que s'appuie l'oligarchie pour mener toutes ses guerres, liquider tous nos acquis sociaux et politiques, disloquer le mouvement ouvrier, briser toute résistance, appliquer sa stratégie pour instaurer un nouvel ordre mondial.

L'état d'esprit des travailleurs doit être à peu près celui-là : On arrive tout de même encore à s'en sortir, et on se moque bien de savoir de quelle manière, même si ce n'est pas toujours très propre ou certains n'ont pas cette chance, on y est pour rien, donc il n'y a pas de quoi s'en faire outre mesure, d'où leur passivité. Dit autrement, à quel prix ou comment ils s'en sortent, ils s'en foutent, comme ils se foutent des conséquences qui en découlent. Ils sont engagés dans un processus d'aliénation totale dont ils sont les principaux acteurs ou les principales victimes, qui est en train de les transformer en mutants avant de devenir des zombis, ils y participent comme on part à la guerre la fleur au fusil, courant ainsi à leur perte ou s'éloignant un peu plus chaque jour de l'opportunité qui leur était offerte de conquérir leur émancipation.

Quand on en a conscience, il y a quoi être effrayé en observant que cette terrifiante perspective est en train de se réaliser, car cette orientation condamne la civilisation humaine à la barbarie ou à disparaître, ce qui revient au même.

Vous vivez en France, sortez-en, oxygénez-vous un peu le cerveau, voyez ce qui se passe dans tous les grands pays ou les plus puissants, vous observerez qu'à bien des égards la situation des travailleurs et tous les rapports sont mille fois pire qu'en France, la société est encore plus pourrie, pire encore, sans que se dessine à l'horizon le moindre espoir de changement ou de jours meilleurs, s'il existe, c'est à l'état de trace infime, au-delà règne une confusion inextricable, dont on ne voit ni comment ni quand elle pourrait disparaître, parce que les travailleurs ont abandonné l'idée de vivre un jour dans un monde meilleur. Cette idée ne leur effleure même pas l'esprit ou avant même qu'elle ne commence à éclore, elle s'évanouit sous le poids des contraintes ou des difficultés qui les écrasent et découragent les plus déterminés, avant de les corrompre à leur tour.

C'est un peu comme s'il n'existait qu'une seule interprétation possible du monde dans lequel nous vivons, celle que nous sert l'oligarchie et ses représentants, et que tous l'avaient adoptée.

Tout semble indiquer qu'on se dirige vers un monde qui pourrait ressembler à celui qu'a décrit Thierry Meyssan récemment ou George Orwell, où les superpuissances se partageraient le monde, leurs peuples étant soumis à des régimes totalitaires ou réduits à l'état de zombie, tandis que le reste du monde qui leur servirait à s'approvisionner en matières premières, serait livré au chaos et à un état de guerre perpétuelle.

Pendant qu'on y est, on va tordre le cou à une autre idée obsolète de nos jours. Autrefois les conditions n'étaient pas remplies pour que les différents impérialistes constituent une sorte d'hyper impérialisme. De nos jours non plus, à ceci près que depuis qu'ils possèdent tous des armes nucléaires, ils ne peuvent plus envisager une confrontation armée directe qui les anéantirait réciproquement, donc ils ont dû se résoudre à se faire la guerre d'une autre manière (guerre hybride, de basse intensité, etc.) ou sur d'autres terrains, sans que l'un ou l'autre ne puisse l'emporter. Par conséquent, ils ont été contraints de s'entendre au moins sur ce plan-là.

Si cette entente informelle se substitue à cet hyper impérialisme sans pour autant constituer une unité organique ou sans en épouser la forme, en revanche elle assume les mêmes fonctions pour maintenir indéfiniment en servitude tous les peuples, en justifiant un état de guerre permanent avec toutes les implications que cela comporte en matière de lois liberticides, surveillance ou contrôle de la population, suppression des libertés individuelles et collectives, et restriction de l'accès à certains biens ou services dans le cadre de régimes totalitaires.

Francetvinfo - Plus d'une soixantaine d'associations, de partis politiques et de syndicats appelaient à manifester samedi 25 mai, partout en France. Les organisateurs de cette "Marée populaire" évoquent 250 000 participants, alors que le ministère de l'Intérieur avance le nombre de 93 000 manifestants. Dans le Journal du dimanche, le Premier ministre Edouard Philippe ironise et parle d'une mobilisation avec "un petit coefficient de marée".

A l'arrivée du cortège, place de la Bastille, les militants voulaient savoir. Les chiffres de la police et des médias les font tiquer, mais ils le reconnaissent : même ceux des organisateurs sont décevants. "Les gens sont tous pris par leurs problèmes, on les effraie facilement avec une soi-disant violence", affirme l'un d'eux. "80 000 ou 100 000, je n'irais pas discuter. Mais ce qui est certain, c'est qu'aujourd'hui, il y a des gens qui sont descendus dans la rue et qui sont de plus en plus déterminés", affirme un autre. francetvinfo.fr 27.05

Je suis désolé d'avoir eu raison une fois de plus. J'avais annoncé que cela allait être un bardoud d'honneur...

AFP - Jean-Luc Mélenchon, qui n'avait de cesse depuis des mois de mettre à distance la "vieille gauche" en "décomposition", appelle désormais au "dialogue" au sein de la "mouvance progressiste". AFP 26.05

Et Mélenchon en profite pour virer encore plus à droite, c'était prévisible chez cet affairiste. Vous contestez cette caractérisation ? Voilà sur quoi elle repose notamment.

AFP - Sur le fond, le député des Bouches-du-Rhône et ancien eurodéputé s'efforce de polir son discours européen. "Nous allons envoyer le signal dynamisant d'une alternative européenne crédible", affirme-t-il, en rappelant que la France insoumise est "partie prenante et fondatrice d'une coalition européenne qui s'appelle +Maintenant, le peuple+" avec les Espagnols de Podemos et le Bloco portugais. AFP 26.05

Ou encore.

AFP - Défendant comme Jean-Luc Mélenchon l'idée d'un "Front populaire", le député de la Somme (Ruffin -ndlr)) souligne qu'il ne pourra advenir que s'il est acté que "le centre de gravité de la gauche a basculé (du Parti socialiste) vers la France insoumise". Les élections européennes seront, selon lui, un "marqueur" de ce basculement. AFP 26.05

Non , vous ne rêvez pas, les élections européennes enregistrent des taux d'abstention records et il persiste à légitimer l'UE, il appelle les masses à un raz de marée populaire auquel elles ne répondent pas, pour se rabattre sur le Front populaire, l'antichambre du fascisme ou de la guerre.

Méthode Coué ou autosatisfaction.

- 26 mai: "la marée fera des petits", estime Mélenchon, qui dénonce la "désinformation" - AFP 27 mai 2018

La députée LFI Clémentine Autain a salué sur BFMTV "une mobilisation qui passe un cap formidable", évoquant un rassemblement au "caractère inédit", "des colères qui ont convergé", "des passerelles jetées entre le mouvement social, les forces politiques, le mouvement associatif, le soutien d'intellectuels et d'artistes". AFP 27 mai 2018

Le travailleur le plus privilégié, qu'il appartienne à la classe ouvrière ou aux classes moyennes, a de bonnes raisons de honnir Macron et son gouvernement, le monde dans lequel nous vivons, mais cela n'en fait pas pour autant un opposant résolu à rompre avec le régime ou la Ve République.

Ces gens-là pratiquent l'entre-soi, ils s'écoutent parler, ils ont les yeux rivés sur l'agenda électoral, et le reste du temps les médias leur servent gracieusement de porte-voix de manière à ce que leurs discours parviennent à ceux qu'ils ne peuvent pas atteindre... et tombent dans les oubliettes. Ils n'ont jamais convaincu qui que ce soit de quoi que ce soit qui ne l'était pas déjà auparavant, peu importe, l'illusion d'un instant leur suffit.

Après le coup d'Etat de Macron qui entend mener à son terme la transformation de la société selon les principes adoptés par le néolibéralisme, il est devenu clair pour tout le monde que toute réforme sociale ou progressiste, toute expression de la démocratie est incompatible avec le maintien en place du régime capitaliste et ses institutions, dès lors elles doivent être liées à la nécessité de les abolir et de chasser Macron du pouvoir.

C'est la question du pouvoir, de l'Etat, du type de régime qui est dorénavant posée. Dans quel discours des dirigeants de LFI cela figure-t-il sans ambiguïté ? Nulle part, puisque finalement ils s'emploient à légitimer l'ordre établi.

Extraits de l'entretien que Mélenchon a donné à Libération. (liberation.fr 25.05)

Mélenchon - "La réalité globale, c’est que la France est en ébullition."

LVOG - Mais apparemment il y a une soupape de sécurité qui empêche la cocotte-minute d'exploser...

Dans une multitude de pays dans le monde c'est le cas, en Grèce, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, en Turquie ou encore aux Etats-Unis, sans parler de la quasi totalité des pays en Afrique, au Moyen et Proche-Orient, dans de nombreux pays en Asie, au Bangladesh, au Pakistan, etc.

Mélenchon - "ce monde est pourri. Et (...) ses valeurs ne valent pas la peine d’être vécues."

LVOG - Ni d'être défendues... Le discours en apparence radical de cet illusionniste ne sert qu'à masquer ses contradictions, son refus d'affronter le régime.

Mélenchon - "la violence n’a aucune efficacité dans l’action révolutionnaire. Nulle part dans le monde, la violence n’a donné un résultat pour nous."

LVOG - Pas même en 1871 ou en 1917... En certaines circonstances, face à la violence, celui qui ne se résout pas à y recourir est voué à la subir ou capitule honteusement. C'est le cas de Mélenchon qui annonce la couleur avant même tout affrontement direct entre les classes. Quand le régime est menacé, la classe dominante recourt à la violence pour le défendre les armes à la main, donc pour la chasser du pouvoir et s'emparer du pouvoir, il n'existe pas d'autre alternative que l'imiter en prenant les armes.

Mélenchon - Notre stratégie révolutionnaire, c’est la révolution citoyenne par la Constituante. La seule voie vers le pouvoir, c’est l’élection ?

Je n’en vois pas d’autres : je suis fondamentalement républicain.

LVOG - Un républicain bourgeois adepte du parlementarisme, merci on avait compris ! Jamais dans aucun pays du monde dans le passé les travailleurs ne se sont emparés du pouvoir politique par les urnes, jamais il ne s'est produit un changement de régime après des élections, ce qui signifie que ce n'est pas son objectif.

Mélenchon - "Nous allons envoyer le signal dynamisant d'une alternative européenne crédible. La France insoumise est partie prenante et fondatrice d'une coalition européenne qui s'appelle «Maintenant, le peuple». Les Espagnols de Podemos et le Bloco portugais, des partis à plus de 10 %, sont les premiers participants. Nous comptons sur l'arrivée de formations scandinaves et la discussion est en cours avec Die Linke du Luxembourg, les Irlandais du Sinn Féin et des Hollandais.

LVOG - Que des partis bourgeois ou pro capitalistes, pro-UE, pro-ONU, pro-Otan, pro-FMI, pro-Banque mondiale, etc. qui parfois ont gouverné ou gouvernent encore localement avec la social-démocratie dégénérée, Die Linke par exemple, ce qui signifie que Mélenchon ferait la même politique.

Mélenchon - Le changement des institutions. C'est le cœur de notre stratégie révolutionnaire. Pour défendre la démocratie parlementaire contre la monarchie présidentielle, une convergence extrêmement large est possible. Une nouvelle fois, le front populaire des partis, syndicats et associations sera nécessaire.

LVOG - En guise de "*changement des institutions*", il s'agirait plutôt d'un ravalement de façade. Il entend "*défendre la démocratie parlementaire*", autrement dit le parlementarisme bourgeois qu'incarne les institutions de la Ve République. Il estime donc que le régime est démocratique, ce que ne peut pas être non plus le front populaire puisque c'est une coalition comprenant un ou des partis bourgeois. Vous voyez des partis bourgeois remettre en cause le régime, le menacer, bien sûr que non, c'est de la pure démagogie.

Libération - Cinquante ans après Mai 68, qu'en reste-t-il au lycéen que vous étiez ?

Mélenchon - Au début de ma vie politique, dans le Jura, j'ai 16 ans et je monte sur des tables pour haranguer mes camarades. J'ai été trotskiste [militant à l'OCI de 1972 à 1975] mais j'ai été radié. Ils me reprochaient de tout mélanger : le parti, le mouvement et les syndicats. Ils avaient raison ! Pour moi, ce sont des états différents de la température de conscience et non pas des cases étanches, comme ils les aiment toujours. Eux croient à l'avant-garde révolutionnaire, pas moi ! Ils ne croient pas à l'auto-organisation du mouvement populaire, moi si ! Et cela, je l'ai appris en Mai 68. J'y suis fidèle.

LVOG - Mai 68, quelle horreur, c'était demeurer "fidèle" au régime, ce que confirmera avec éclat les élections de 1969 ! Il y a du vrai dans sa critique, mais il confond tout, "l'auto-organisation du mouvement populaire" pas plus que le front populaire ou la "révolution citoyenne" n'a jamais permis aux travailleurs d'un pays de prendre le pouvoir, pas même en 1905 en Russie. En revanche, une "avant-garde révolutionnaire" profondément enracinée dans les masses était parvenue à prendre le pouvoir par une révolution dans la rue et non dans les urnes en 1917 en Russie jusqu'en 1923-24, en s'appuyant sur "l'auto-organisation du mouvement populaire", les soviets ou comités.

Quand le tsar fut chassé du pouvoir en février 1917, c'est un front populaire qui prit le relais. Jusqu'à sa chute, il refusera obstinément d'exproprier les propriétaires fonciers et les capitalistes, et estimant que les masses n'étaient pas prêtes pour la démocratie, il décida que c'était au tour de la bourgeoisie de gouverner. Le parti de l'avant-garde, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky s'y opposa et n'y participa pas. Il convainquit et conquit les masses ou la majorité des soviets, ce qui permit de mener à son terme la révolution prolétarienne, tout en liquidant ce qui restait des institutions bourgeoises ou de l'Ancien Régime, dont l'Assemblée constituante qui servait de repère à la réaction et à ses complices pour mener la guérilla contre le gouvernement ouvrier révolutionnaire, le nouvel Etat ouvrier, socialiste.

C'est cette avant-garde organisée qui nous fait si cruellement défaut aujourd'hui et dont Mélenchon ne veut pas entendre parler, ce qui se comprend très bien, puisqu'il ne partage pas ses objectifs politiques, dont l'abolition du capitalisme et ses institutions.

Mélenchon oppose l'avant-garde consciente du processus historique inconscient à "*l'auto-organisation du mouvement populaire*", alors que nous considérons qu'ils sont complémentaires, et contrairement à lui, nous avons retenu la leçon que si l'avant-garde ne pouvait pas se substituer à l'organisation indépendante des masses, cette dernière ne pouvait pas non plus se substituer au parti ouvrier révolutionnaire. Mieux, l'organisation indépendante des masses était vouée à l'échec si l'avant-garde n'avait pas conquis la confiance et la direction des masses pour orienter leur combat, parce que seules les masses ne peuvent pas atteindre le niveau de conscience politique requis pour prendre le pouvoir et le conserver ni aucun autre acteur, sinon cela se saurait et nous n'en serions pas là aujourd'hui

Le discours (et le programme) de Mélenchon est un tissu de confusions et de contradictions, de mensonges et de vérités ou en permanence il tient un double langage, l'oeuvre d'un faussaire ou d'un aventurier qui cherche à tout prix à se concilier les tenants du régime en place, qui de leur côté ont parfaitement compris qu'il ne constituerait pas une réelle menace pour le régime.

Pour en revenir à la situation sociale et politique, deux choses font défaut à l'heure actuelle pour envisager une issue politique favorable aux travailleurs ou avancer dans cette voie.

L'avant-garde qui est disloquée ou demeure trop faible, pour n'avoir pas su encore tirer toutes les leçons de la lutte de classes

depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, rectifier la multitude d'erreurs qu'elle a commises, elle en est encore à refuser de l'admettre, ce qui signifie que cette question est loin d'être réglée, hélas !

Et l'élévation du niveau de la conscience des masses pour qu'elles modifient leur orientation politique ou envisagent la rupture avec le capitalisme et ses institutions ou qu'il existe une alternative au capitalisme, de sorte que l'attention qu'elles porteraient au discours de l'avant-garde s'en trouverait modifiée, ainsi que leurs rapports qui favoriseraient la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui de ce fait pourrait enfin assumer son rôle au sein du mouvement ouvrier et de tous les organismes politiques indépendants que les masses créeraient au cours de la lutte de classe et du processus révolutionnaire, pour en conquérir la direction et les porter au pouvoir à l'issue d'un soulèvement révolutionnaire.

L'alliance de l'avant-garde consciente, socialiste, révolutionnaire, avec les masses, c'est la combinaison gagnante, toute autre combinaison s'est toujours avérée perdante, il n'existe aucune exception.

Dès lors la question qui est posée à chaque militant ou travailleur est simple : Souhaitez-vous faire partie indéfiniment des perdants avec Mélenchon et consorts, ou préférez-vous vous tourner vers l'avant garde qui malgré ses faiblesses incarnent le camp des gagnants ?

Si vous décidez de vous tourner vers l'avant-garde, vous pouvez prendre contact ou rejoindre le POID qui est le parti qui l'incarne le mieux à l'heure actuelle ou le Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'UE dont il est à l'initiative.

Ne vous hâtez pas de rejeter cette proposition, ne commettez pas cette erreur, faites preuve de mesure ou de discernement, car vous devez savoir que s'il disparaissait, il n'existerait plus aucun parti en France pour incarner l'avant-garde, dans ce cas-là puisque la jonction entre un mouvement populaire et l'avant-garde deviendrait impossible, cela signifierait que la société (et le reste du monde, oui, rien de moins il faut en avoir conscience) s'enfoncerait inexorablement dans la barbarie, à l'instar des Etats-Unis, est-ce ce que vous souhaitez pour vous, vos enfants ou petits-enfants, réfléchissez bien avant de prendre votre décision.

N'allez pas imaginer que je vous raconterais des histoires ou que je chercherais à vous influencer, est-ce dans mes habitudes, franchement. Non, je joue cartes sur table avec vous. En Italie aussi il a existé de puissants partis ouvriers, un puissant parti socialiste, un puissant parti communiste, ils ont trahi, il a également existé une puissante avant-garde au sein du mouvement ouvrier qui hélas s'est fourvoyée, depuis ils ont tous disparu, et vous avez observé ce qu'ils ont récolté. Vous pouvez faire le même constat ailleurs. Ne perdez pas de vue non plus qu'aucun gouvernement en Europe ou dans le monde n'a rompu avec le régime néonazi en place en Ukraine ou d'extrême droite en Israël, aux Etats-Unis...

Macron n'est qu'un avant-goût de ce qui vous attend si vous ne réagissez pas maintenant, car plus tard il sera trop tard.

Tous les mouvements ou coalitions qui se sont constitués sur les cendres des PS et PC n'ont eu pour fonction qu'empêcher la jonction de la classe ouvrière avec les classes moyennes, qu'empêcher que leurs éléments les plus avancer se rassemblent dans un parti révolutionnaire.

Ces mouvements ou coalitions n'ont été que les avatars populistes de ces partis, au point de frayer la voie à l'extrême droite qui incarne le populisme par excellence, dépouillée de ces complexes. Et qu'ont-ils fait croire ces mouvements ou coalitions de partis, sinon que le capitalisme était réformable, alors qu'il ne l'est pas. Quel discours sur le fond tient l'extrême droite ? Le même. Et Macron ne dit pas autre chose.

Il y a quelque chose qui caractérise tous ces dirigeants ou partis : l'imposture permanent et un cynisme sans fond, qui unit engendrent des monstres d'inhumanité, ce qu'ils s'emploient à démontrer quand on les observe attentivement ou qu'on a un peu de mémoire.

Leurs discours sont faits pour flatter les ignorants afin de les tromper, malheur à ceux qui ont la faiblesse de ne pas en tenir compte ou qui leur trouvent des qualités !

Allez, Mélenchon en a rajouté une grosse couche.

- Mélenchon joue la carte de l'unité et veut dialoguer avec la gauche, divisée - AFP 26.05

Tournant stratégique et prélude à une convergence des gauches ? Jean-Luc Mélenchon, qui n'avait de cesse depuis des mois de mettre à distance la "vieille gauche" en "décomposition", appelle désormais au "dialogue" au sein de la "mouvance progressiste". AFP 26.05

Entendez par "*progressiste*", les cloportes qui ont fait toute leur carrière au PS, qui y sont encore ou qui l'ont quitté quand il coulait sans modifier quoi que ce soit à leur idéologie.

En famille. LREM et PS au chevet de l'UE, avec les compliments du FMI. (lire plus loin)

- Macron rend hommage au président italien Mattarella - Reuters 29.05

- Italie: le PS soutient la décision d'écarter un ministre eurosceptique, une "folie antidémocratique" pour LFI - AFP 29.05

Le porte-parole du Parti socialiste Boris Vallaud a soutenu, lundi sur Europe 1, la décision du président italien de s'opposer à la nomination d'un ministre eurosceptique. AFP 29.05

Macron toujours bien avisé !

C'était avant la nomination de Carlo Cottarelli...

- Emmanuel Macron veut "tendre la main" au nouveau gouvernement italien anti-européen - Le HuffPost 26.05

Ils osent tout. Qui a dit ?

- «Si on veut garder demain le droit de manifester, qui est une liberté fondamentale, il faut que les personnes qui veulent exprimer leur opinion puissent s'opposer aux casseurs et ne pas, par leur passivité, être complices de ce qui se passe.» (liberation.fr 27.05)

Réponse : Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb.

Deux jours plus tard, une autre raclure lui emboîte le pas.

- Julien Denormandie, secrétaire d'État chargé de la Cohésion des territoires, a appelé les manifestants à faire preuve de « vigilance » afin d'éviter l'irruption de casseurs dans les cortèges... (Invité de L'Épreuve de vérité, diffusée sur Public Sénat en partenariat avec Radio Classique, Les Échos et l'AFP - Publicsenat.fr 28.05)

Collomb n'a rien trouvé de mieux que transférer ses responsabilités sur les manifestants pour finalement les assimiler à des casseurs.

C'est le comble de l'infamie, lorsque l'on sait que ces "*casseurs*" s'intercalent volontairement entre les CRS et les manifestants pour que ces derniers soient arrosés de bombes lacrymogènes ou soient également tabassés par les forces de l'ordre.

Ils ont pour fonction de briser ces manifestations et donner une image détestable du mouvement ouvrier.

La question serait plutôt de savoir pourquoi les CRS les laissent se regrouper ou ne les arrêtent pas, avant qu'ils se livrent à des actes violents ou cassent n'importe quoi en toute impunité.

La concurrence est rude...

- Affiches d'Erdogan retirées : «Parfaitement inacceptable», estime Macron - Le Parisien 28 mai 2018

En cause, une affiche de l'hebdomadaire Le Point-BHL présentant le président turc Recep Tayyip Erdogan comme un dictateur, arrachée ou recouverte dans différents kiosques apparemment par des partisans d'Erdogan. Macron et la couche d'oligarques qu'il représente, ne digèrent décidément pas qu'Erdogan s'oppose à leur plan en Syrie et se soit rapproché de la Russie...

Et les zélés apprentis dictateurs ne manquent pas.

- SNCF: "Les syndicats ont intérêt à arrêter la grève", selon le rapporteur (LR) au Sénat - AFP 29.05

Comment le légitimer ? En bidouillant un faux sondage.

- SNCF: la grève n'est pas justifiée pour la majorité des personnes interrogées - AFP 27.05

La grève à la SNCF, qui dure depuis le 3 avril, n'est pas justifiée pour 58% des personnes interrogées pour un sondage Ifop dans Le Journal du Dimanche. AFP 27.05

Ils osent tout ou leur humanisme est la politesse des salauds...

- Emmanuel Macron reconnaît le caractère antisémite d'un meurtre commis en 2003 - Le HuffPost 28.05

Le président Emmanuel Macron a reconnu, dans un courrier adressé au député Meyer Habib, le caractère antisémite du meurtre en 2003 de Sébastien Selam, le comparant à l'assassinat de Mireille Knoll, indique la lettre rendue publique dimanche... Le HuffPost 28.05

Le gouvernement se bat pour "les droits de l'homme pauvre", affirme Griveaux - AFP 28.05

Le gouvernement se bat pour "les droits de l'homme pauvre", qui, "sans doute, n'a pas voté aux dernières élections" a affirmé le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux. AFP 28.05

Fabrication du consentement en totalitarisme.

- Jour J pour la protection des données en Europe, déjà des plaintes - AFP 25.05

Un arsenal de nouvelles règles est entré en application vendredi dans l'UE pour mieux protéger les données personnelles à l'ère numérique, suscitant sans tarder de premières plaintes contre des géants comme Facebook et Google déjà accusés de les enfreindre.

Le "Règlement général sur la protection des données" (RGPD) prévoit des droits renforcés pour les internautes et des sanctions inédites en cas d'abus, dans un contexte marqué par le scandale planétaire qui a impliqué le réseau social américain dirigé par Mark Zuckerberg.

Cette législation impose à toute entreprise, sur internet ou non, de demander un "consentement explicite et positif" pour utiliser des données personnelles collectées ou traitées dans l'UE. Elle donne aussi aux citoyens le "droit de savoir" quand leurs données sont piratées, comme lors de la fuite massive subie par la société Uber en 2016.

"Vous avez probablement vu ces fenêtres contextuelles qui s'affichent partout, disant: +vous devez accepter, sinon vous ne pourrez pas utiliser ce service+. Or le RGPD interdit explicitement cela", a dit à l'AFP le juriste autrichien Max Schrems, déplorant un "consentement forcé" à ces nouvelles règles d'utilisation, justement modifiées pour respecter la loi européenne. AFP 25.05

C'est plus que chiant, c'est du harcèlement, plus d'un va cliquer sur OK directement et va se retrouver envahi de pubs. J'ai eu la patience d'ouvrir toutes les fenêtres sur Yahoo et de tout virer. A vrai dire, je ne me démerde pas mal, je n'ai jamais une fenêtre qui s'ouvre à mon insu ou une pub qui vient envahir l'écran, cela ne m'arrive jamais.

Le seul truc qui m'est arrivé dernièrement, c'est l'impossibilité d'accéder à YouTube, écran blanc ou vide! Pourquoi, je n'en sais rien, je ne suis pas parvenu à résoudre le problème, je pense qu'ils ont dû actualiser leur fichier et supprimer les lignes correspondant aux anciens système d'exploitation comme XP que j'utilise toujours parce que je le trouve plus pratique ou rationnel, car en revanche avec le portable qui fonctionne sous le système 7 de microsolft je n'ai pas ce problème. Cela doit fait exprès pour qu'on soit obligé d'adopter un système d'exploitation plus récent.

Quant à Outlook qui me sert pour le courrier, c'est devenu l'horreur, l'écran saute, est tronqué... Je vais peut-être à nouveau retourner sur Yahoo en créant une nouvelle adresse. Ils nous pourrissent vraiment la vie ces cinglés !

ACTUALITE EN TITRES

La question est de savoir pourquoi après l'avoir combattu férocement, la classe dominante en fait la promotion.

- Les Irlandais disent oui à la libéralisation de l'avortement - AFP 26.05

Quand le monarque "***veut***" ou se prend pour le maître du monde.

Quand on sait qu'on a affaire à un pantin, c'est dingue !

- Emmanuel Macron veut "tendre la main" au nouveau gouvernement italien anti-européen - Le HuffPost 26.05

- Macron veut ancrer la Russie de Poutine en Europe - AFP 25.05

- France-Russie : Macron rassure les milieux d'affaires - euronews 26.05

- Dégeler Poutine, pas une mince affaire pour Macron - LeParisien.fr 25.05

Chut, ils complotent !

- Proposition de loi "secret des affaires": accord entre députés et sénateurs - AFP 25.05

Médiacrasse.

- Orlando Sierra, de l'AFP, photographe de l'année au Honduras - AFP 25.05

- L'agence de presse publique russe Ria Novosti interdite en Ukraine - AFP 24.05

Mafia des affaires.

Ils épongent les dettes, et ensuite, une fois devenu plus présentable, ils privatiseront.

- SNCF: l'Etat reprendra 35 milliards d'euros de dette, dont 25 milliards en 2020, selon l'Unsa. - AFP 25.05

Le gang des banquiers à l'oeuvre.

- Onze milliards d'euros blanchis en Estonie entre 2012 et 2016 - Reuters 26.05

Plus de 11 milliards d'euros ont été blanchis en Estonie entre 2012 et 2016 par le biais des banques du pays, a rapporté vendredi la cellule du renseignement financier de la police estonienne (FIU). Reuters 26.05

ACTUALITÉ DU JOUR

- Conflit social Annulation d'un spectacle à la Comédie-Française - Liberation.fr 29.05

La Comédie-Française tentait lundi de trouver une issue pour mettre fin à une grève «illimitée» d'une partie des techniciens, qui a provoqué samedi l'annulation de la première de la Locandiera de Carlo Goldoni (sur une mise en scène d'Alain Françon), a indiqué la direction. Entamé le 22 mai, le mouvement de grève porte «sur plusieurs revendications dont l'une uniquement liée au service machinerie», a précisé un communiqué du théâtre public.Liberation.fr 29.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- Espagne Le Parti populaire condamné pour corruption, Rajoy menacé - Liberation.fr 26 mai 2018

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, s'est retrouvé isolé vendredi, menacé par une motion de censure de l'opposition socialiste et lâché par ses alliés centristes de Ciudadanos, après la condamnation de son parti conservateur dans un méga procès pour corruption.

Le Parti socialiste (PSOE) a déposé cette motion de censure dans la matinée à la Chambre des députés pour renverser Rajoy et former un gouvernement à sa place. Pour réussir, elle devra être votée par 176 députés, une majorité absolue que le PSOE

ne pourrait rassembler qu'en s'alliant à la gauche radicale de Podemos et aux petits partis nationalistes - dont les séparatistes catalans, contre lesquels le numéro 1 des socialistes, Pedro Sánchez, a pris position ces derniers mois.

Le parti libéral Ciudadanos, devenu le principal rival de Rajoy dans les sondages, a, lui, immédiatement annoncé qu'il s'opposerait à cette motion de censure mais a exigé en revanche des élections anticipées. «La condamnation du gouvernement pour corruption a mis un terme à la législature, a lancé le chef de Ciudadanos, Albert Rivera, dans un tweet. Nous avons besoin d'un gouvernement propre et fort qui affronte le défi séparatiste. Ou Rajoy convoque des élections, ou le Congrès le fera.» Liberation.fr 26 mai 2018

2- Italie.

Nouveau coup d'Etat de l'oligarchie en Italie .

2.1- Un nouveau Premier ministre à la manoeuvre en Italie - euronews 29 mai 2018

En Italie, le nouveau Premier ministre par interim Carlo Cottarelli est donc à la manoeuvre. Et il doit rapidement proposer un nouveau gouvernement, lequel devrait cependant avoir peu de chance d'obtenir la confiance du parlement dominé par les partis de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles.

Le principal objectif de Carlo Cottarelli, ancien haut responsable du FMI, surnommé Monsieur Ciseaux pour son rôle dans la réduction des dépenses publiques en 2013-2014, sera de préparer de nouvelles élections, et en attendant de faire passer le vote du budget et de tenter de rassurer les marchés après deux mois et demi de crise.

Des législatives anticipées pourraient avoir lieu après le mois d'août si son gouvernement n'obtient pas la confiance du parlement et qu'il doit simplement gérer les affaires courantes. euronews 29 mai 2018

La veille.

2.2- Nouvelle impasse en Italie après le retrait de Giuseppe Conte - Reuters 28 mai 2018

Giuseppe Conte, choisi par le Mouvement 5 Etoiles (M5S, populiste) et la Ligue (extrême-droite) pour occuper la fonction de président du Conseil, a renoncé dimanche à former un gouvernement, après que le président italien a refusé d'accepter l'économiste Paolo Savona comme ministre des Finances en raison de son hostilité pour l'euro et les institutions européennes.

Cette décision pourrait déclencher une crise constitutionnelle et semble rendre inévitable la tenue de nouvelles élections législatives cette année.

Le président de la République, Sergio Mattarella, a été accusé par les dirigeants du M5S et de la Ligue d'avoir trahi la constitution et de répondre aux ordres des puissances européennes.

Luigi Di Maio, chef de file du M5S, qui a remporté le plus grand nombre de sièges au Parlement lors des élections du 4 mars mais n'a pas obtenu de majorité, a demandé la destitution de Mattarella.

"J'ai accepté toutes les nominations, sauf celle de ministre de l'Economie", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une allocution télévisée au ton grave.

"Pour ce ministère, j'ai demandé aux partis de la coalition une personnalité politique autoritaire n'étant pas considérée comme partisane d'une ligne qui pourrait provoquer la sortie de l'Italie de la zone euro", a ajouté Mattarella.

Quelques instants après cette allocution, un ancien haut responsable du Fonds monétaire international (FMI), Carlo Cottarelli, a été convoqué par le chef de l'Etat pour une réunion lundi matin.

Ce rendez-vous pourrait signifier que Mattarella compte demander à Cottarelli de former un gouvernement de transition composé de techniciens et chargé d'élaborer avant la fin décembre le budget 2019, notamment pour éviter une hausse automatique de la TVA en cas de creusement du déficit.

Les marchés, inquiétés par la constitution d'un gouvernement eurosceptique dont la politique menacerait les fragiles finances publiques italiennes, pourraient être rassurés par l'éventuelle nomination de Cottarelli.

Si le gouvernement venait à ne pas obtenir le soutien du Parlement, il resterait en place pour expédier les affaires courantes et

de nouvelles élections seraient organisées en septembre ou en octobre.

D'après les derniers sondages, de nouvelles élections pourraient profiter à la Ligue, qui a remporté 17% des voix en mars, mais ne permettraient pas de sortir de l'impasse.

Le dirigeant de la Ligue, Matteo Salvini, a réagi avec colère à la décision de Sergio Mattarella de ne pas accepter que Paolo Savona prenne le portefeuille de l'Economie.

"Si Berlin, Paris ou Bruxelles ne donne pas son accord, un gouvernement ne peut pas être formé en Italie. C'est une absurdité, et je demande au peuple italien de nous soutenir parce que je veux ramener la démocratie dans ce pays", a-t-il dit à des journalistes.

Luigi Di Maio a demandé que le Parlement vote la destitution de Sergio Mattarella.

"Ce soir, il est vraiment difficile de croire en nos institutions et aux lois de l'Etat", a dit le dirigeant du M5S.

Il faut que le président soit destitué pour haute-trahison parce qu'il a agi sous la pression étrangère, a déclaré le dirigeant du parti nationaliste Frères d'Italie, qui avait noué pour les élections une alliance avec la Ligue et Forza Italia.

"C'est un conflit institutionnel sans précédent", a déclaré Matteo Salvini dans une vidéo diffusée en direct sur Facebook.

Avant même la fin de la réunion entre Mattarella et Conte dimanche, le dirigeant de la Ligue avait annoncé, sans confirmer le veto présidentiel, que la seule solution désormais était la tenue de nouvelles élections législatives.

"Dans une démocratie, si nous sommes toujours en démocratie, il n'y a qu'une seule chose à faire, laisser les Italiens avoir leur mot à dire", a dit Salvini devant des partisans rassemblés dans le centre de l'Italie.

Avant l'annonce du retrait de Giuseppe Conte, Paolo Savona avait tenté de répondre aux inquiétudes liées à ses positions.

"Je veux une Europe différente, plus forte, mais plus équitable", a déclaré dimanche l'économiste de 81 ans dans ses premiers commentaires publics.

Moody's Investors Service a annoncé vendredi avoir placé la note à long terme Baa2 de l'Italie sous surveillance avec implication négative. L'agence de notation craint les retombées sur les finances publiques des projets budgétaires de la nouvelle coalition au pouvoir. Reuters 28 mai 2018

2.3- Italie : qui est Carlo Cottarelli, alias «monsieur ciseaux», convoqué par le président ? - lefigaro.fr 28.05

Âgé de 64 ans, Carlo Cottarelli est diplômé en économie à l'université de Sienne (Toscane) et à la London School of Economics. Après six ans passés dans la division chargée du secteur financier et monétaire à la Banque d'Italie, il a été un haut responsable au Fonds monétaire international (FMI) et s'est vu attribuer le surnom de «Monsieur Ciseaux» quand il a été chargé de la révision des dépenses publiques par le gouvernement d'Enrico Letta (centre gauche) en 2013. Le successeur de M. Letta, Matteo Renzi, l'a ensuite nommé au FMI où il a assumé les fonctions de directeur exécutif pour l'Italie, la Grèce, et Malte, entre autres pays, avant de quitter ses fonctions en octobre 2017. Il est depuis cette date le directeur de l'Observatoire des comptes publics, multipliant à ce titre les mises en garde sur le coût économique du programme de gouvernement signé par le Mouvement cinq Etoiles (M5S, antisystème) et la Ligue (extrême droite). Interviewé par Les Échos en milieu de semaine, il évaluait son coût entre 110 et 150 milliards d'euros.

«Un Monsieur Personne qui représente la finance internationale», a dit de lui dimanche soir Matteo Salvini, le patron de la Ligue, dans une vidéo sur Facebook. «Il est un de ces experts donneurs de leçons qui nous ont accablés en taillant dans la santé, l'éducation, l'agriculture», a lancé de son côté Luigi Di Maio, chef de file du M5S devant ses partisans réunis à Fiumicino, près de Rome.

Spécialiste de finances publiques, M. Cottarelli avait multiplié les interviews mettant en garde contre les dérives financières potentielles contenues dans le «contrat de gouvernement» adopté par la Ligue et le M5S. lefigaro.fr 28.05

3- Slovaquie

- Des preuves détruites dans le meurtre d'un journaliste slovaque - Reuters 26.05

La police slovaque pourrait avoir détruit, par inadvertance ou par négligence, des preuves sur les lieux du meurtre du

journaliste d'investigation Jan Kuciak, a annoncé vendredi l'avocat de la famille, Daniel Lipsic.Reuters 26.05

4- Venezuela

- Venezuela: l'UE va imposer de nouvelles sanctions "ciblées et réversibles" - AFP 28.05

L'Union européenne a décidé lundi d'imposer de nouvelles sanctions "restrictives, ciblées et réversibles" contre le régime au pouvoir au Venezuela afin de sanctionner les nombreuses irrégularités constatées lors de l'élection présidentielle remportée par Nicolas Maduro.AFP 28.05

5- Inde

- L'Inde fait fi des sanctions américaines contre l'Iran et le Venezuela - AFP 28.05

L'Inde continuera à commercer avec l'Iran et le Venezuela malgré les menaces que font peser sur ses entreprises les sanctions américaines contre ces deux pays, a déclaré lundi la ministre des Affaires étrangères Sushma Swaraj. AFP 28.05

6- Nicaragua

- Nicaragua : 86 morts et plus de 860 blessés - euronews 29.05

42e jour de crise au Nicaragua et ce bilan, 86 morts et plus de 860 blessés dans les manifestations antigouvernementales. L'opposition et le président Daniel Ortega seraient cependant tombés d'accord hier pour reprendre le dialogue... euronews 29.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Nouveau record de détenus dans les prisons françaises, avec 70.633 personnes incarcérées - AFP 25.05

Le nombre de détenus a atteint un nouveau record au 1er mai, avec 70.633 personnes incarcérées dans les prisons françaises, qui souffrent d'une surpopulation chronique, selon des chiffres officiels publiés vendredi. AFP 25.05

2- Sénégal

- Les Sénégalais réclament justice pour un étudiant tué - euronews 26.05

Des milliers d'étudiants défilent en colère, dans plusieurs villes du Sénégal. Ils exigent une amélioration de leurs conditions de vie, et réclament "justice" pour la mort d'un des leurs, tué par les gendarmes lors de manifestations il y a 10 jours.

3- Brésil

3.1- L'armée mobilisée au Brésil pour lever les barrages routiers - AFP 26 mai 2018

Le gouvernementbrésilien a haussé le ton vendredi face à la grève des routiers qui paralyse tout le pays depuis le début de la semaine, en mobilisant l'armée pour lever les centaines de barrages dans le pays.

Le président Michel Temer a annoncé en début d'après-midi dans une allocution télévisée au ton solennel "avoir mobilisé les forces de sécurité" pour dégager les routes du pays.

Le ministre de la défense, Joaquim Silva e Luna, est allé plus loin en affirmant deux heures plus tard que l'armée agirait de façon rapide, coordonnée et énergique (...) pour libérer la circulation dans des zones critiques" comme les raffineries et les aéroports.

Dans un communiqué conjoint, les leaders des principaux syndicats du pays ont affirmé que "la décision du gouvernement de mobiliser l'armée comme instrument de répression" revenait à "tenter d'éteindre l'incendie avec de l'essence".

Peu avant, la mairie de Sao Paulo, capitale économique du pays, a décrété l'état d'urgence, une mesure extrême permettant notamment de réquisitionner du combustible.

3.2- Grève des routiers au Brésil: Temer cède pour éviter le chaos - AFP 28.05

Le président brésilien Michel Temer a cédé dimanche aux revendications des routiers grévistes, qui paralysent depuis une semaine le pays sortant à peine d'une récession historique.

3.3- Grève des routiers au Brésil: le pays toujours paralysé malgré les concessions du président - AFP 29.05

Le Brésil restait quasiment paralysé mardi, au neuvième jour de grève des routiers, malgré "l'absolue conviction" affichée par le président Michel Temer que le mouvement touchait à sa fin.

4- Franc-maçonnerie

- Sayyid Qutb était franc-maçon - Réseau Voltaire 28 mai 2018

L'historien égyptien Helmi Nimnim vient de publier une nouvelle biographie du théoricien du jihad au sein des Frères musulmans, Sayyid Qutb (1906-66). Le livre reproduit un article du maître intitulé « Pourquoi je suis devenu franc-maçon », paru dans la revue al-Taj al-Masri (la « Couronne d'Égypte »), le 23 avril 1943.

L'article a été publié avant son voyage aux États-Unis et son adhésion aux Frères musulmans.

Par le passé, de nombreux auteurs ont mis en évidence les ressemblances entre les cérémonies d'initiation des deux confréries (les Frères musulmans et la Franc-maçonnerie), mais c'est la première fois que la preuve de l'appartenance maçonnique de Sayyid Qutb est apportée.

À cette époque, les loges égyptiennes étaient directement contrôlées par les services secrets britanniques. Le roi Farouk en était membre.

La question de la possible appartenance de Qutb à la CIA reste, quant à elle, ouverte. Réseau Voltaire 28 mai 2018

Comme quoi Trotsky avait eu raison de dire qu'il fallait les brûler !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai 62 ans et 8 mois. 15 ans d'éducation et d'études, 23 ans de travail et de chômage, 23 ans et 4 mois à profiter de la vie (en Inde), à la retraite depuis 8 mois officiellement, elle n'est pas belle la vie sous le capitalisme !

Il y en a qui sont spécialisés dans les théories foireuses et qui en sont fiers, moi il a fallu que j'en élabore une originale pour tout juste survivre, et apparemment je n'ai pas trop à m'en plaindre.

- Causerie au format pdf (11 pages)

Ils osent tout. Un courriel reçu d'un sympathisant du POID.

Quand on veut toujours avoir raison et qu'on est à court d'argument ou acculé, au besoin on en vient à falsifier les faits, la réalité. Autant vous dire qu'il s'agit du militant qui me harcèle depuis des années...

- "*Toute l'argumentation repose sur un principe complètement faux: en 1918 puis en 1923, le prolétariat allemand était le plus développé et avait le niveau de vie le plus élevé !!! Cela ne l'a pas empêché de se lancer à l'assaut du vieux monde lors de deux révolutions successives...*"

Apparemment, cela ne lui a pas réussi dites-donc, puisqu'elles ont échoué ! En réalité, son niveau de vie s'était effondré pendant la guerre, et il n'aura pas le temps de se relever, qu'une période d'hyperinflation ravagera l'Allemagne à partir de 1923 et portera Hitler au pouvoir quelques années plus tard.

Je ne tiens pas à polémiquer sur la question du développement de la conscience politique du prolétariat allemand à cette époque, parce que cela nous entraînerait trop loin et je n'ai pas le temps, disons qu'au regard du résultat, je me permettrai simplement d'émettre des réserves, sachant qu'il a été élevé au biberon de la social-démocratie acquise au réformisme ou au révisionnisme du socialisme et qui fit faillite en août 1914. Je pense plutôt qu'il s'est en partie et en partie seulement radicalisé en s'inspirant de la révolution russe pratiquement dans des conditions identiques, en ayant à subir une guerre qui allait fait chuter brutalement son niveau de vie, d'où l'élévation de son niveau de conscience et son passage à l'action, la formation de soviets ou comités, etc.

Donc tout porte à croire que les conditions n'étaient pas réunies pour que ces révolutions aillent à leur terme, et la seule question

qui vaut la peine de se poser, est de savoir lesquelles et pourquoi, question que vous esquivez en déformant mes propos honteusement ou en me prêtant un discours que je n'ai jamais tenu, pire en déformant la réalité.

Ensuite, j'ignorai que les guerres étaient propices à l'amélioration de la condition ouvrière, que le niveau de vie du prolétariat en général progressait pendant la guerre et les années suivantes, j'avais plutôt cru comprendre qu'en dehors de l'aristocratie ouvrière corrompue, c'était les banquiers qui s'en sortaient le mieux en devenant encore plus riches à l'issue des guerres.

- "*Ce simple constat en une phrase met à mal des dizaines de développement sur ce thème "finalement les salariés français ne sont pas assez malheureux pour vouloir changer les choses", Trotsky dénonçait violemment ce raisonnement typiquement petit-bourgeois, "ce sont les masses qui sont responsables, pas les dirigeants qui se réclament du mouvement ouvrier"!!! Refrain repris par LO, le NPA.....*"

Passons sur le fait que je ne cesse de pilonner ces dirigeants, LO et le NPA.

Ne dit-on pas qu'on ne fera pas boire un âne qui n'a pas soif ?

Ne dit-on pas que c'est lorsqu'on rencontre des difficultés dans la vie, qu'on a une chance de progresser parce que cela va nous inciter à nous poser des questions et à y chercher des réponses ?

C'est le b.a.-ba de la logique la plus élémentaire, qui lorsqu'elle échappe à un esprit aussi éclairé que celui de mon contradicteur - c'est tout du moins ce qu'il pense de lui-même, le ravale au rang d'ignorant ou d'idiot.

Effectivement, il faut pour qu'une révolution prolétarienne se produise : soit que la condition des masses ait régressé ou qu'elles se soient appauvries au point qu'elles ne puissent plus vivre comme avant, soit qu'en ayant encore des conditions d'existence décentes, elles aient élevé leur niveau de conscience politique pour exiger de vivre dans une société plus juste ou meilleure, et précisons que la seconde condition est indispensable pour que la première permette d'envisager sérieusement un changement de régime. Ce sont les enseignements que l'on peut tirer de la lutte de classe du passé, cependant en précisant qu'à ce jour jamais une révolution n'a eu lieu ou n'a réuni de près comme de loin les conditions qui lui auraient permis d'espérer vaincre ses ennemis dans aucun pays capitaliste ayant développé une puissante aristocratie ouvrière et une importante classe moyenne.

Quant au mouvement ouvrier en général et ses dirigeants en particulier, ils sont le reflet du niveau de conscience général des masses dont ils sont issus. Et le niveau de conscience général des masses est l'expression concentrée de l'interprétation qu'elles font de leurs conditions. On a la fâcheuse tendance à idéaliser le niveau de conscience des travailleurs, de la surestimer. En fait, lorsqu'ils s'estiment satisfaits de leurs conditions, ils sont solidement enchaînés au capitalisme. Certes, ils peuvent être conduits à exiger quelques miettes de plus des capitalistes, et s'ils leur refusent, ils s'en accommodent. Leur niveau de conscience ne va pas plus loin ou cesse de se développer, il va stagner ou pire, régresser, et le jour où les capitalistes décideront que l'heure a sonné de leur reprendre les avantages qu'ils avaient dû leur concéder auparavant, ils seront désarmés pour les affronter.

Il semblerait qu'on n'ait pas encore saisi qu'une expérience était pratiquement sans valeur et pourrait se reproduire indéfiniment sans que rien ne change, dès lors qu'on n'en avait pas tiré des enseignements, justement pour qu'elle ne se reproduise pas à l'identique ou pour que ses conclusions soient différentes ou bénéfiques par la suite.

C'est ainsi que la plupart des gens passent à côté de leur existence, puisque finalement elle n'aura pas changé du début à la fin. A ce titre, il faut noter que ce sont les fonctionnaires et ceux qui travaillent dans les grandes entreprises qui forment les bataillons de l'aristocratie ouvrière qui y sont le plus prédisposés. De par leurs statuts, ils sont peut-être portés à composer l'essentiel du mouvement ouvrier, mais comme leurs conditions les prédisposent à être les plus enchaînés au capitalisme, il n'y a pas lieu de leur prêter des dispositions aptes à en faire des révolutionnaires ou à élever leur niveau de conscience au point de remettre en cause l'ordre établi, ce serait plutôt l'inverse qui prévaudrait. Maintenant, qu'il y en ait quelques-uns ou une minorité qui sortent du lot, il n'en demeure pas moins que l'immense majorité demeure accrocher au char du capitalisme. Or pour qu'une révolution vainque, il faut que la minorité et ses dirigeants soit suffisamment déterminée pour entraîner la majorité.

Une nouvelle fois vous avez recouru au procédé ignoble qui consistait à faire croire que j'accuserais les masses d'être responsables de la situation, histoire de ne pas analyser minutieusement leur comportement afin de ne pas en rechercher l'origine, sachant que les conclusions auxquelles vous parviendriez contrediraient votre propre analyse ou plutôt votre absence d'analyse, puisque vous vous contentez d'ânonner des principes, c'est à croire que la masturbation intellectuelle à laquelle s'adonnent les dogmatiques rend aveugle et impuissant !

Ce militant et bien d'autres j'imagine, n'admettent pas qu'on affirme que les masses et le mouvement ouvrier se sont embourgeoisées, ils le nient farouchement, ce qui ironiquement n'est pas sans signification politique, mais cela ne leur effleurera pas l'esprit bien entendu ou pour cause. Pourquoi ? Parce que cela signifie que la conception de la lutte de classe à laquelle ils s'accrochent est obsolète, et ils sont incapables de la modifier ou d'en concevoir une autre qui soit davantage en rapport avec la situation réelle, plutôt que refléter leur théorie élevée au rang de dogme putréfié.

L'ouvriérisme tout comme le tiers-mondisme peuvent aboutir aux pires confusions, qui dans certains cas peuvent s'avérer fatales. La réalité aussi désagréable soit-elle, doit être prise dans sa totalité, il faut la regarder en face, et sous aucun prétexte on devrait ensuite manquer de mesure en l'analysant, car sinon on prendrait le risque de passer à côté de la solution qui correspond à la question qui nous avons à résoudre.

Non mais imaginez un instant, ce militant voudrait me faire passer pour un monstre d'inhumanité qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Je vis en Inde entouré de misère, pas forcément matérielle d'ailleurs, je baigne quotidiennement dans un océan de souffrances et de violence, chaque jour dans mon entourage direct je suis témoins de drames épouvantables, et plus le temps passe pire c'est, et vous voulez savoir pourquoi, je vais vous le dire en tentant de contenir ma colère, parce qu'on a fait croire aux masses que le développement était à leur portée ou qu'elles allaient profiter du développement économique de l'Inde, et comme en réalité tous n'y auront pas accès ou il n'y en aura pas pour tout le monde, elles se déchirent, s'entre-dévorent pour faire partie des heureux élus, c'est terrible.

Cela tombe à pic, voilà ce qui est en train de se dérouler en ce moment même sous mon toit, il est 12h35 ce vendredi 1er juin 2018.

Au moment où j'écris ces lignes, Selvi ma compagne est en pleurs, Srida, la fille de sa soeur Adilakshmi est en pleurs, le frère cadet de son époux est un petit voyou qui leur pourrit la vie. Son époux et ses parents ainsi qu'un avocat sont partis ce matin à Chennai pour porter plainte contre lui, ils vont débourser 25.000 roupies dans cette affaire, dont le salaire de l'époux de Srida. Srida n'a plus une roupie pour inscrire ses deux enfants à l'école, or c'est le dernier jour pour les inscriptions. Elle a besoin impérativement aujourd'hui de 20.000 roupies. Elle n'a pas mangé depuis trois jours. Il fait plus de 42°C à l'ombre. Du coup Selvi est en train de lui préparer à manger et je lui donne un chèque de 20.000 roupies, ils me rembourseront par la suite, si c'est possible... Bien entendu, ils se sont battus quotidiennement ces derniers jours, le père, la mère, son époux, son frère, sa soeur, Srida, etc. Tout le monde en a pris plein la gueule, ils se haïssent et ils doivent continuer de vivre ensemble, quel cauchemar !

Maintenant, vous imaginez cet enfer, et après un militant qui a perdu la tête voudrait faire croire que c'est ce que je souhaiterais aux masses, bref que je serais un sale type ignoble au possible, indifférent au sort de mes semblables. C'est un procédé vraiment dégueulasse, indigne d'un militant qui se réclame du trotskysme, honte à vous ! C'est comme si vous me prêtiez de souhaiter la guerre en Europe pour que tous les travailleurs se massacrent, cela leur servirait de leçon ! Vous avez dépassé les bornes de l'infamie juste pour avoir toujours raison, parce que vos dirigeants faillis ont toujours raison, parce que les marxistes qui ont commis une multitude d'erreurs qu'ils ont reconnues quand ils en ont eu le temps auraient toujours eu raison.

Tenez, voilà le genre d'inepties que ce genre de militants continuent de prendre pour argent comptant un siècle plus tard, bien que les faits les aient contredites :

- "*Lorsque nous voyons combien rapidement l'idée des Soviets se répand en Allemagne et même en Angleterre, nous pouvons bien nous dire que c'est là une preuve essentielle que la Révolution prolétarienne vaincra. On ne saurait arrêter son cours que pour peu de temps.* (le congrès de l'Internationale Communiste, 1919)

Un siècle, c'est plus "*que pour peu de temps*", semble-t-il.

Les rédacteurs de ces lignes a dû prendre leurs désirs pour la réalité ou firent preuve d'une grande confusion, d'un optimisme démesuré pour le moins, Lénine et Trotsky notamment, personne n'est parfait, pardon, sauf ce militant et ses dirigeants.

En aparté, en parcourant à nouveau très rapidement les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, je me suis aperçu que les conditions de vie de la classe ouvrière n'y figuraient pas ou qu'elles n'avaient pas fait l'objet d'une profonde et méticuleuse analyse, alors que c'était un des principaux facteurs qui devait déterminer l'évolution de la situation...

Je n'ai pas le temps ici de m'étendre sur ce sujet d'une importance capitale, constatons que c'est devenu la règle chez tous nos dirigeants et du coup pratiquement chez tous les militants, d'ignorer ce qui est à la base de l'état d'esprit des travailleurs, après vous ne vous étonnerez pas qu'ils soient incapables de savoir ce qu'ils pensent ou quels sont les véritables rapports entre les classes, et qu'ensuite ils extrapolent ou partent dans des spéculations hasardeuses sur le développement de la situation ou de la lutte de classes.

Militer sur de telles bases ne sert strictement à rien, de là à se faire faussaire pour se convaincre du contraire est vraiment malhonnête et pitoyable. C'est un simple constat, je ne juge personne qu'on se comprenne bien.

Il y avait autre chose dans le bref courriel que m'avait adressé ce militant qui méritait notre attention. En gros, il nous a démontré à quel point on pouvait se contredire sans s'en apercevoir.

Récapitulons, il a voulu nous faire croire que le niveau de conscience politique des masses pourrait se développer, alors que

leurs conditions de vie seraient élevées, au point de se lancer dans une révolution prolétarienne... Or, nous savons que cela n'a jamais été le cas nulle part dans le monde jusqu'à présent, mais là n'est pas l'essentiel. Non, ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que lorsque je propose une théorie équivalente ou qui conduit aux mêmes conclusions pratiques, il m'accuse de fabuler et de bien des choses encore peu flatteuses...

Cela fait des années que j'explique qu'à défaut de conditions similaires ou aussi effroyables que celles engendrées par une guerre, un effondrement brutal du capitalisme, pour espérer que les masses se dressent contre le régime pour le renverser, il fallait impérativement élever leur niveau de conscience et les organiser, que cela devait être notre tâche prioritaire ou que toute notre activité devait être subordonnée sur cet objectif. Je n'ai jamais tenu un autre discours, vous en êtes témoins, les causeries depuis août 2008 vous le confirmeront.

Si vous ignoriez que le prolétariat allemand avait été une des principales victimes de la Première Guerre mondiale, j'ai trouvé quelques textes qui le prouvent.

- ...le blocus de la faim, condamnant les peuples de l'Allemagne et de l'Autriche à l'extermination. (Ie congrès de l'Internationale Communiste, 1919)

- Maintenant ce n'est pas seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse. La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé de fond en comble toutes les conquêtes des batailles syndicalistes et parlementaires. (id)

- La science industrielle allemande et le taux de production très élevé de la main-d'oeuvre allemande, ces deux facteurs d'une extrême importance pour la renaissance de la vie économique européenne, sont paralysés par les clauses de la paix de Versailles encore plus qu'ils ne l'avaient été par la guerre. L'Entente se trouve devant un dilemme : pour pouvoir exiger le payement il faut donner le moyen de travailler, pour laisser travailler il faut laisser vivre. Et donner à l'Allemagne ruinée, dépecée, exsangue, le moyen de se refaire une vie, c'est lui rendre possible un sursaut de protestation. (IIe congrès de l'Internationale Communiste, 1920)

- C'est en Allemagne que les conséquences en sont les plus terribles. La défaite de l'impérialisme allemand a été en même temps celle du système d'économie capitaliste. En dehors du prolétariat il n'y avait aucune classe qui pût prétendre au pouvoir d'Etat. Le perfectionnement de la technique, le nombre et le niveau intellectuel de la classe ouvrière allemande étaient un sur garant du succès de la révolution sociale. Malheureusement la social-démocratie allemande s'est mise en travers de la voie. Grâce à des manoeuvres compliquées dans lesquelles la ruse se mêle à la bêtise, elle a paralysé l'énergie du prolétariat pour le détourner de la conquête du pouvoir qui était son but naturel et nécessaire.

La social-démocratie s'était évertuée pendant des dizaines d'années à conquérir la confiance des ouvriers, pour, ensuite, au moment décisif, quand le sort de la société bourgeoise était en jeu, mettre toute son autorité au service des exploiteurs.

La trahison du libéralisme et la faillite de la démocratie bourgeoise sont des épisodes insignifiants en comparaison de la trahison monstrueuse des partis socialistes. Le rôle de l'Eglise elle-même, cette station électrique centrale du conservatisme, comme l'a définie Lloyd George, pâlit devant le rôle anti-socialiste de la IIe Internationale. (id)

- Le caractère illusoire de la période de prospérité est surtout évident en Allemagne ; dans un laps de temps pendant lequel les prix se sont élevés en une année et demie au sextuple, la production du pays a continué de baisser très rapidement. La participation, triomphante en apparence, de l'Allemagne au trafic commercial international d'avant-guerre est payée d'un double prix : gaspillage du capital fondamental de la nation (par la destruction de l'appareil de production, de transport et de crédit) et abaissement successif du niveau d'existence de la classe ouvrière. (IIIe congrès de l'Internationale Communiste, 1921)

- Pour restaurer l'économie européenne, en remplacement de l'appareil de production détruit pendant la guerre, une forte création nouvelle de capital serait nécessaire. Cela ne serait possible que si le prolétariat était prêt a travailler davantage dans des conditions d'existence très inférieures. C'est ce que les capitalistes demandent ; c'est ce que lui conseillent les chefs traîtres des Internationale jaunes : d'abord aider à la restauration du capitalisme, ensuite lutter pour l'amélioration de la situation des ouvriers. Mais le prolétariat d'Europe n'est pas prêt à se sacrifice, il réclame une amélioration de ses conditions d'existence, ce qui actuellement est en contradiction absolue avec les possibilités objectives du capitalisme. D'où les grèves et les insurrections sans fin et l'impossibilité de restaurer l'économie européenne. (id)

- L'attaque du gouvernement prussien sous la direction du social-démocrate Severing contre les mineurs de l'Allemagne centrale forme l'introduction à l'offensive générale de la bourgeoisie allemande en vue de la réduction des salaires du prolétariat allemand. (id)

- Tandis que les conférences des Etats de l'Entente se succèdent, la ruine économique de l'Allemagne se poursuit toujours et menace l'existence du capitalisme dans toute l'Europe Centrale.

L'aggravation catastrophique de la situation économique de l'Allemagne contraindra... (IVe congrès de l'Internationale Communiste, 1922)

- Mais la plus forte exploitation du prolétariat allemand, la transformation de l'ouvrier allemand en coolie européen, la misère effrayante où il est plongé par suite du traité de Versailles... (id)

Souvenez-vous de ce que ce militant a écrit : "*en 1918 puis en 1923, le prolétariat allemand (...) avait le niveau de vie le plus élevé*", incroyable, n'est-ce pas ? C'est dingue ! Au fait, c'est une expression que ma compagne Selvi et sa soeur Adi connaissent par coeur parce que je n'arrête pas de la répéter, c'est fou, c'est dingue, c'est complètement dingue, quel monde de dingues ! Elles sont hyper arriérées, mais je ne les ai jamais traitées de dingues, je ne suis pas con à ce point-là, heureusement !

On va enfoncer le clou. On assume totalement les idées que nous défendons.

L'orientation du mouvement ouvrier est détestable. C'est un lieu commun penseront certains. Si on sait comment cela se caractérise, on ne cherchera pas à en évaluer les conséquences sur l'état d'esprit des travailleurs ou à en comprendre la portée ou la signification politique.

Son orientation est bourgeoise ou plus largement réactionnaire, trade-unioniste ou réformiste tendant au corporatisme, ce que chacun peut constater. Cela n'a aucune importance ou si peu nous disait-on, car cela ne serait que temporaire, sauf que le temporaire a plutôt tendance à durer et à s'incruster dans les esprits apparemment, et tout est fait pour qu'il en soit ainsi.

Par exemple, on vous parle de la retraite ou on vous explique qu'il faudrait y penser sérieusement vers l'adolescence ou dès que vous commencez à travailler... Qu'est-ce que cela signifie, sinon que vous êtes promis à subir l'exploitation ou le capitalisme jusqu'à la fin de vos jours. Et alors ? Vous n'en saisissez pas la portée, vous ne comprenez pas qu'ils y préparent très tôt les travailleurs ou qu'ils façonnent ainsi leur cerveau à s'accommoder du capitalisme, de sorte qu'ils intègreront sa survie dans leur conscience ou que sa survie leur paraîtra tout ce qu'il y a de plus normal, comme si c'était gravé dans le marbre. Partant de là, comment l'idée pourrait-elle germer dans leurs têtes qu'ils devraient s'en débarrasser pour conquérir leur émancipation, puisqu'ils l'ont évacué de leur avenir. C'est aussi une des fonctions des réseaux numériques, les conditionner dès le plus jeune âge pour en faire des esclaves dociles.

Vous pouvez prendre absolument toutes les revendications avancées par le mouvement ouvrier, telles qu'elles sont avancées, elles s'inscrivent toutes dans cette perspective, le capitalisme est éternel.

Il y a pire encore, quand vous affirmez le contraire ou vous combattez cette orientation réactionnaire, on vous traite de gauchiste, d'extrémiste. En fait, la principale fonction du mouvement ouvrier est de préparer les travailleurs a demeuré éternellement sous le joug du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui coïnciderait finalement avec son destin.

Partant de là, tout besoin ou tout droit, tout acquis ou toute conquête sociale, bref, toute revendication sociale incompatible avec la survie du capitalisme doit être écartée ou décrétée hors la loi. On en arrive à se dire que les choses sont comme elles sont et qu'on y peut rien, que ce qui se passe est normal, c'est la banalisation de l'exploitation et de l'oppression, c'est dans cette perspective que s'inscrit le mouvement ouvrier, qui refuse obstinément de lier les revendications sociales à la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

Même sur le terrain psychologique, le mouvement ouvrier se situe au côté des capitalistes contre les travailleurs. Voilà ce que cela signifie, parce qu'il l'est également sur le plan idéologique, le mouvement ouvrier est essentiellement contre-révolutionnaire, antisocialiste, c'est sa manière d'être apolitique... c'est ce qui l'a amené à appeler à voter pour Macron !

Avec un fondement aussi pourri, on ne voit pas trop ce qu'il y aurait lieu sérieusement d'en espérer tant que cette orientation s'imposera.

On se plaint que la situation serait inextricable, mais je me demande si parfois cela n'arrangerait pas certains, ceux précisément qui refusent d'y réfléchir. Nous ne faisons le procès de personne, on essaie seulement de comprendre pour aller de l'avant, vers le socialisme.

Parole d'internaute

1- "C'est un effet du conditionnement collectif qui fait qu'une info " officielle" du système dominant est à priori vraie alors qu'une info non officielle qui la contredit est à priori suspecte.

Une info critique non officielle n'est prise en compte que par une petite minorité de l'opinion sensibilisée à l'esprit critique exacerbé en quête d'informations.

La très grande majorité de l'opinion reçoit l'information passivement comme un bruit de fond qui l'interpelle à l'occasion, étant essentiellement préoccupée par les questions professionnelles, familiales, privées. Il faut avoir une curiosité pour la chose politique, y être sensibilisé pour entreprendre une démarche active à la recherche de l'information et ce n'est que dans cet état d'esprit qu'il y a tentation à " vouloir en savoir plus " et donc entreprendre la recherche d'infos supplémentaires à la marge.

La force de tous les systèmes en place est de s'abriter derrière ce fond d'indifférence collective particulièrement efficace lorsqu'ils contrôlent l'essentiel des médias chargés d'entretenir ce bruit de fond conformiste qui baigne l'opinion."

LVOG - Vous avez raison, leur guerre idéologique et psychologique par médias interposés s'avère particulièrement pernicieuse et efficace, mais elle ne le demeurera pas indéfiniment... Mais ce serait commettre une erreur fatale de croire que seule la régression des conditions objectives suffira pour vaincre notre ennemi, elles peuvent être la condition de l'engagement du combat classe contre classe, mais elle ne détermine en rien son issue si simultanément la classe ouvrière ne parvient pas à élever son niveau de conscience à celui des tâches qu'elle a à accomplir, et donc à s'organiser...

2- "Le moteur des guerres en général et notamment celles menées par les USA ont pour origine un petit groupe d'individus associées pour leurs profits et agissant derrière le pouvoir politique : l'État profond. (nous avons le même dispositif mafieux en France)

Par ailleurs ces personnages n'ont aucune considération pour la race humaine et toute vie hormis leur propre personne.

Partant de ce constat aucune autre considération, que ce soit l'intérêt général ou une éthique n'entre en compte. Nous devons considérer que toutes action extrême impensable pour un citoyen, toute tromperie, assassinats, tueries…sont dans l'arsenal normal du système."

LVOG - En effet notre ennemi est déterminé et cynique, c'est ce qui fait sa force, et notre faiblesse vient du fait que sous l'influence de la morale bourgeoise qui a été spécialement conçue pour nous maintenir en servitude éternellement, on est incapable de l'imiter...

ACTUALITÉ DU JOUR

L'UE : C'est le national-socialisme.

Qui a dit ?

- " *Les marchés vont apprendre aux Italiens à bien voter* ".

Réponse : Propos du commissaire européen au Budget et aux Ressources humaines, Günther Oettinge, dans le cadre d'une interview réalisée à Strasbourg, diffusée mardi soir sur la chaîne allemande DW. atlantico.fr 29.05

Palestine occupée.

LVOG - Tsahal, le Mossad et le gouvernement israélien n'ont rien à envier en effet aux SS en exécutant des hommes, femmes et enfants désarmés à Gaza.

Franceinfo - Manifestation anti-Macron : une organisation juive porte plainte après l'exhibition d'une pancarte représentant le président en SS avec un brassard israélien - franceinfo 29.05

"Les (…) porteurs de cette pancarte instillent un antisémitisme patent par cet odieux amalgame", indique l'avocat du BNVCA, Charles Baccouche, dans sa plainte. franceinfo 29.05

- Washington mettra son veto sur la protection des Palestiniens - L'Express.fr1 juin 2018

Les États-Unis vont poser un "veto certain" au texte réclamant la protection des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Le projet de résolution, présenté par le Koweït devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, devait être voté jeudi mais celui-ci a été repoussé à vendredi, à 19 heures GMT.

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, a décrit le texte du Koweït, qui représente les pays arabes au Conseil de sécurité, comme une "approche largement unilatérale qui est moralement décadente et ne servirait qu'à saper les efforts de paix en cours entre les Israéliens et les Palestiniens". L'Express.fr1 juin 2018

Ils ont du mal à contenir leur haine des pauvres, des exploités...

Il y a trop de travailleurs qui dépendent des aides sociales pour survivre : Dehors Macron et Darmanin !

- Aides sociales «Il y en a trop», selon Gérald Darmanin - Liberation.fr

Ils en parlent comme si c'était déjà acquis.

- Par points ou «à la suédoise» : à quoi ressemblera notre prochain système de retraite ? Liberation.fr 31 mai 2018

Lancé ce jeudi, la réforme des retraites promise par Macron devrait bouleverser notre système actuel. Liberation.fr 31 mai 2018

En famille. Quand les monarchies sont Gafa.

- UE: Les pays nordiques opposés à la taxation des Gafa - Reuters1 juin 2018

Les ministres des Finances des trois pays nordiques de l'Union européenne ont exprimé vendredi leur opposition au projet de taxation des géants du numérique présenté par la Commission européenne, estimant qu'il risquait de nuire à l'économie européenne.

Leur position pourrait affaiblir encore le plan présenté en mars, qui a déjà été critiqué par de petits Etats membres de l'UE et n'a reçu qu'un accueil mitigé à Berlin.

"Une taxe sur les services numériques s'écarterait des principes fondamentaux de l'impôt en ne s'appliquant qu'au chiffre d'affaires, sans prendre en compte le fait de savoir si le contribuable réalise un bénéfice ou non", écrivent la ministre suédoise des Finances Magdalena Andersson et ses collègues du Danemark et de la Finlande, Kristian Jensen et Petteri Orpo, dans un communiqué commun.

L'exécutif européen a proposé le 21 mars d'instaurer une taxe transitoire de 3% sur le chiffre d'affaires des groupes emblématiques du numérique, en premier lieu les "Gafa" (Google, Apple, Facebook et Amazon), accusés de profiter des disparités d'un système fiscal inadapté qui leur permet de transférer leurs profits vers des Etats membres à la fiscalité avantageuse comme le Luxembourg ou l'Irlande.

Pour les pays nordiques, la taxe proposée jouerait contre les intérêts de l'Europe en compliquant la coopération internationale en matière de fiscalité et en risquant de déclencher des mesures de représailles des partenaires de l'UE.

Ils se prononcent en faveur d'une réforme de la taxation des grands groupes numériques mais demandent qu'elle soit débattue au niveau de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), forum traditionnel pour les discussions internationales sur la fiscalité.

La Commission européenne est favorable à une action au niveau international mais, notant que la réflexion est toujours très longue sur ces sujets, propose une taxe transitoire. Reuters1 juin 2018

MH17. C'était une fake news !

- No convincing proof of Russia's role in MH17 tragedy obtained so far — Malaysian minister - tass.com June 01

There is no conclusive proof of Russia’s responsibility for the crash of flight MH17 in eastern Ukraine in July 2014, Channel News Asia said on Thursday quoting Malaysian Transport Minister Anthony Loke.

"There is no conclusive evidence to point at Russia under the JIT [Joint Investigative Team] evidence," he said when a reporter asked him about the JIT findings. "But who's responsible - you can't just pinpoint at Russia." tass.com June 01

Traduction : Il n'existe pas de preuves suffisantes pour affirmer que la Russie serait responsable du crash du vol MH17 en Ukraine en juillet 2014 a affirmé à News Asia, mardi, le ministre des Transport malaysien, Anthony Loke.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie.

- Les populistes s'installent au pouvoir en Italie - AFP 1 juin 2018

Le premier gouvernement d'alliance entre un jeune mouvement populiste et un parti d'extrême droite doit prêter serment vendredi après-midi à Rome, sous la direction de Giuseppe Conte, un juriste complètement novice en politique qui a promis une politique anti-austérité et sécuritaire.

Après près de trois mois de tractations et de rebondissements inédits même pour un pays rompu aux crises politiques, le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème) et la Ligue (extrême droite) ont trouvé un compromis avec le président Sergio Mattarella qui exigeait des garanties sur le maintien de l'Italie dans la zone euro.

Le président avait opposé un veto spectaculaire à une première liste dimanche soir. Mais jeudi soir, il a signé avec un soulagement visible une liste amendée de ministres qui doivent prêter serment à 16h00 (14h00 GMT) et demander la confiance du Parlement en début de semaine prochaine.

C'est donc M. Conte, un professeur de droit et avocat de 53 ans totalement inconnu quand il a été choisi il y a 15 jours par le M5S et la Ligue, qui sera assis à côté de M. Mattarella samedi pour la parade militaire de la fête nationale.

Et lui qui assurait encore son cours à l'université de Florence jeudi matin représentera l'Italie la semaine prochaine au sommet du G7 au Canada.

Luigi Di Maio, chef de file du M5S, et Matteo Salvini, patron de la Ligue, sont désormais vice-Premiers ministres, le premier chargé du Développement économique et du Travail, et le second de l'Intérieur.

Le très sensible ministère de l'Economie et des Finances revient à Giovanni Tria, un professeur d'économie politique proche des idées de la Ligue en matière fiscale mais favorable au maintien de l'Italie dans l'euro.

Au départ pressenti pour ce poste, Paolo Savona, l'économiste de 81 ans qui considère l'euro comme "une prison allemande", devient ministre des Affaires européennes.

Il sera flanqué du très européen Enzo Moavero Milanesi, qui a travaillé pendant 20 ans à Bruxelles et a été ministre des Affaires européennes de Mario Monti et d'Enrico Letta (2011-2014), qui devient ministre des Affaires étrangères.

Au final, une équipe resserrée de 18 ministres, dont seulement cinq femmes, qui place quasiment à égalité les deux alliés, même si la Ligue n'a obtenu que 17% des voix aux élections législatives du 4 mars, contre plus de 32% pour le M5S.

Très fébriles ces dernières semaines, les marchés financiers ont salué la fin de l'incertitude vendredi matin: la Bourse de Milan a ouvert en hausse de plus de 2% et le "spread", l'écart entre les taux d'emprunt allemand et italien à 10 ans qui s'était envolé au-dessus des 300 points en début de semaine, baissait encore pour passer sous les 225 points.

Les investisseurs jugent le programme des deux alliés dangereux pour les comptes publics italiens, mais beaucoup redoutaient encore plus un éventuel retour aux urnes dans les prochains mois.

Nous allons travailler avec intensité pour réaliser les objectifs politiques que nous avons annoncés dans le contrat de gouvernement. Nous travaillerons avec détermination, pour améliorer la qualité de vie de tous les Italiens", a promis M. Conte jeudi soir après avoir présenté son équipe.

Ce "contrat de gouvernement", négocié pendant 10 jours et dévoilé il y a deux semaines, tourne résolument le dos à l'austérité et aux "diktats" de Bruxelles, pariant sur une politique de croissance économique pour réduire la colossale dette publique italienne.

Il promet un abaissement de l'âge de la retraite, des baisses d'impôts draconiennes -- cheval de bataille de la Ligue -- et l'instauration d'un "revenu de citoyenneté" de 780 euros par mois -- promesse phare du M5S.

Synthèse de deux philosophies politiques, il présente aussi bien la rhétorique du M5S sur l'environnement, les nouvelles technologies ou la moralisation de la vie publique que le tour de vis sécuritaire, anti-immigrés et anti-islam de la Ligue, alliée en Europe du Front national (FN) français. AFP1 juin 2018

Pour qui va gouverner cette coalition d'extrême droite : Pour le compte de l'oligarchie, de l'impérialisme américain ou l'UE.

Nicaragua

- Nicaragua: la population terrifiée par la violence de la répression - AFP 1 juin 2018

"On n'entendait plus que les tirs, c'était la panique, on se serait cru en guerre", raconte, encore terrifiée, Julieth Hernandez, une habitante de Managua qui a vécu cette semaine un des affrontements de rue les plus sanglants depuis le début des manifestations contre le président sandiniste... AFP 1 juin 2018

Haut de page

Le 4 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (11 pages)

What do you want ? I want rock'n roll. (Def Leppard, pour se rajeunir.)

Vidéo. 2CELLOS - Steve Vai - Highway To Hell feat - 4'21" - YouTube.

https://www.youtube.com/watch?v=qfGggAGITwg

On se détend un peu en musique. Oreilles sensibles s'abstenir. Un exercice de virtuoses quand même, qui tranche avec la médiocrité de notre époque et nous transporte au-delà. La musique est bien le seul art qui tend encore vers un idéal, quant aux paroles (ou titres), vaut mieux les oublier ou ne pas y prêter attention quand il y en a.

Nous sommes mardi matin, et avant de mettre cette causerie en ligne, je me suis fait la réflexion que, le développement de la société était plus rapide que le développement des facultés intellectuelles des hommes ou qu'il existait un énorme fossé entre les deux, et plus la transformation de la société s'accélère, moins les hommes sont aptes à saisir son fonctionnement, moins ils auront la capacité d'agir sur la société, pire elle deviendra.

La transformation de la société correspond à de nouveaux besoins que les esclavagistes inventent sans cesse pour mieux nous asservir, à nous de les adopter ou de nous en passer ou quand c'est possible, de les détourner de leurs objectifs à notre profit. La plupart du temps, pour ne pas dire toujours, ils nous sont imposés et le peuple les adopte les yeux fermés sans réfléchir à leurs significations. Il avait déjà du mal à comprendre dans quelle société il vivait pour ne pas dire jamais, du coup sa tâche va encore se compliquer pour parvenir à s'en émanciper, à se libérer du règne de la nécessité auquel il est enchaîné.

Singulièrement et sans qu'il en ait conscience le moins du monde, son attention va être attirée par cette multitude de besoins qui sont sensés faire son bonheur, allant jusqu'à oublier totalement que la société ne lui permet pas de satisfaire ses aspirations les plus élémentaires pour finalement en perdre la trace, à commencer par décider librement de son propre sort ou destin ou encore de l'orientation de la société. Voilà ce qu'il doit s'approprier d'urgence pour progresser, sinon la civilisation humaine est vouée à régresser sans fin.

Un autre courriel reçu du même militant et ma réponse.

J'ai montré il y a trois jours, comment à partir de données fausses on pouvait arriver à une conclusion erronée ou à la conclusion qu'on s'était fixée à l'avance de parvenir, disons l'air de rien.

Puis, une fois que la manipulation de son auteur a été révélée, il va être amené à modifier son argumentation sans toutefois changer de conclusions, témoignant ainsi que dès le départ il était animé d'intentions nuisibles ou inavouables, et qu'il n'y avait pas renoncé pour autant, ou que l'idée qu'il aurait pu se tromper lui était insupportable, alors que cela arrive à tout le monde, sauf à lui !

Dès lors, il va franchir un degré de plus dans l'imposture en employant un procédé encore plus pernicieux, qui consistera à admettre en partie ou à demi-mot son erreur, sans pour autant modifier la conclusion à laquelle il était parvenu précédemment, ce qui témoigne si nécessaire que son unique objectif n'était pas de partager ses connaissances ou ses expériences pour faire

avancer notre cause, mais bien de nuire à un militant qui ne partageait pas ses idées.

Or, il se trouve qu'en admettant du bout des lèvres l'argument que j'avais avancé, c'est toute sa démonstration ou son interprétation qui va s'écrouler. Il ne lui restera plus qu'à l'assumer ou à s'enfoncer dans le déni au-delà du ridicule, et comme pour lui la réalité des faits a moins d'importance que son besoin irrésistible d'avoir toujours raison, il va persister dans son oeuvre de faussaire, et devenu littéralement hystérique, il va opter pour la calomnie en désespoir de cause.

Apparemment, et cela ne concerne pas que lui, il n'a jamais réussi à saisir la distinction entre les conditions d'existence des masses et l'interprétation qu'elles en faisaient, comment elles les vivaient. Apparemment encore, il ignore totalement ce que signifient la guerre et ses conséquences effroyables sur l'ensemble de la population, dont la classe ouvrière qui en est la principale victime et chair à canon, surtout quand elle dure de longues années.

Je l'avais pressenti d'une certaine manière en mettant une multitude d'articles en ligne sur la guerre en Syrie, pour que les lecteurs la vivent comme s'ils y étaient, en vain apparemment. Mais il est vrai que nous ne vivons pas tout à fait dans le même monde, le nôtre est beaucoup plus violent et cruel que le vôtre. En Inde, il ne nous manque plus que la guerre pour que notre cauchemar soit total, donc notre regard à tendance à se porter sur ceux qui vivent encore plus mal que nous ou qui souffrent davantage encore, notre fibre humaniste à fleur de peau nous conduit à être plus sensibles à leur sort.

Ce vieux militant pratique la novlangue décrite par Orwell qu'affectionnent tous ceux qui réécrivent l'histoire au fur et à mesure qu'elle se déroule. Un jour viendra où on nous racontera que les années de guerre furent fastes pour le peuple envoyé à l'abattoir, en novlangue : la guerre, c'est la paix. C'est d'ailleurs ce que s'est déjà employé à faire largement le cinématographe, Hollywood, etc. Plus tard, d'autres (Staliniens et néostaliniens) pousseront l'ignominie jusqu'à appelé les années d'après-guerre (Seconde Guerre mondiale) "les jours heureux", en France, alors que les tickets de rationnement existeront jusqu'en 1949 et la misère noire était omniprésente, des villes entières comme Le Havre avaient été rasées, le problème du logement prendra une tournure particulièrement drastique pour des millions de travailleurs et leurs familles, mes parents partageront la loge de concierge de ma grand-mère maternelle, avant ils avaient trouvé refuge chez ma grand-mère paternelle à Nanterre.

Encore quelques mots.

Quand ce militant affirme que "*le prolétariat allemand restait le plus développé, ce qui ne l'a pas empêché de se lancer à l'assaut du vieux monde*", il fait un contresens, car il ne réalise pas que c'est justement parce que la guerre avait mis à mal sa condition supérieure ou l'avait réduite à néant, qu'il se radicalisa et trouvera la voie de la révolution prolétarienne... Aussi, parce qu'à cette époque comme en Russie et dans les pays les plus industrialisés, la classe ouvrière était très concentrée dans d'immenses centres industriels employant des dizaines de milliers d'ouvriers, ou des villes industrielles qui avec leurs faubourgs en comptaient des centaines de milliers, ce qui facilitait leur organisation, favorisait la prise de conscience de leur force, condition du passage à l'action...

Un témoignage.

- Berlin pendant la guerre 1914-1918 - cairn.info

Arnulf Scriba est historien et collaborateur scientifique au Deutsches historisches Museum de Berlin.

Extrait - En février 1915, des cartes de pain sont distribuées dans toute l'Allemagne. La ration fixée par le magistrat de la capitale s'élève dans un premier temps à 2 kilos de pain par semaine ou 225 grammes de farine par jour et par personne. Mais rapidement, la ration de farine est réduite à 200 grammes par jour. 10

Avant la guerre, la consommation moyenne par personne en est de 380 grammes. Jusqu'à la fin de l'année 1915, la plupart des produits alimentaires sont strictement rationnés dans la ville. Malgré cela, les cartes d'alimentation ne permettent pas d'acheter des quantités suffisantes pour couvrir les besoins en calories. Par ailleurs, elles sont souvent attribuées pour des denrées qui ne sont même pas ou plus disponibles. Elles ne sont donc pas la garantie d'obtenir la quantité de pain, de viande, de pommes de terre ou de lait indiquée, mais elles indiquent simplement qu'il est impossible de recevoir, en quelque circonstance que ce soit, plus que la quantité mentionnée. Avec l'introduction des cartes d'alimentation commence le temps des « Polonaises ». C'est ainsi que les Berlinois appellent les files de plus en plus longues devant les magasins et les marchés couverts. Étant donné que tout un chacun peut voir ses files chaque jour, les autorités n'essayent même pas d'émettre des avis publics pour empêcher que les femmes ne se présentent dès minuit pour obtenir quelque chose à manger le matin. Elles attendent de longues heures, assises par terre, sur des paillasses ou de petits escabeaux. « Les autres se tiennent là, apathiques, beaucoup dorment debout, et la lumière de la lune fait paraître les visages pâles encore plus blêmes. Des policiers apparaissent et font les cent pas, excédés. Le matin commence à poindre. De nouveaux groupes arrivent. (…) Enfin la vente commence. Et le résultat : chacun une misérable demi-livre ou, lorsqu'on est particulièrement chanceux, une livre entière de viande, de saindoux ou de beurre pour la moitié des acheteurs, alors que l'autre moitié repart les mains vides » [14].

10- Daniel U., Arbeiterfrauen in der Kriegsgesellschaft…, op. cit., p. 234.

14- Berliner Tageblatt, 19 mai 1916.

LVOG - Le prolétariat allemand disposait peut-être de conditions de vie supérieures à celles des autres prolétariats en Europe, pour autant, ils pouvaient avoir le porte-monnaie bien garni, quand il n'y avait pas de pain, ils étaient logés à la même enseigne que les autres Allemands, et c'était pour tout ainsi...

Le dernier courriel reçu et mes commentaires.

- Eh oui, la guerre a touché l'ensemble des prolétariats européens ("Touché", une paille, plus de 18 millions de morts et 3 ou 4 fois plus de blessés. - LVOG) et, comparativement, le prolétariat allemand restait le plus développé (On vient de voir ce qu'il en était réellement. - LVOG), ce qui ne l'a pas empêché de se lancer à l'assaut du vieux monde à deux reprises et ce qui met à mal tout l'argumentation petite-bourgeoise de Tardieu (Une pure vue de l'esprit comme je viens de le démontrer. - LVOG) (crtiquer LO ou le NPA n'empêche pas de reprendre à son compte leurs pires travers !!) (Affirmation gratuite, calomnie. Lesquels, à quelles occasions ? - LVOG) Eh oui , comme pour toi, les masse sont responsables de ne pas bien de battre, une bonne partie s'est embourgeoisée (merci au capitalisme pourrissant !!) (Il est vrai que pour vous et vos amis l'aristocratie ouvrière n'existe pas. Vous n'avez pas seulement rompu avec la sémantique de Marx et Engels, mais avec leur méthode pour interpréter la société... - LVOG), ce qui dédouane bien entendu les appareils qui, par leurs journées d'action bidon, sont finalement au diapason de ces masses !! (Je n'ai jamais cessé de dénoncer et de combattre ces journées d'action, de traiter ces appareils de corrompus, vendus, d'agents du capital et j'en passe, vous n'êtes qu'un vulgaire menteur, un faussaire. Qui pendant plus de 50 ans a publié des communiqués de ces appareils pourris sans émettre la moindre réserve, ajouter le moindre commentaire, histoire de faire naître des illusions envers ces salopards dans la tête des militants ou travailleurs, sinon Informations ouvrières dont D. Gluckstein vient de déclarer qu'il assurait la continuité politique. Personnellement j'ai rompu publiquement avec ce courant politique. - LVOG)

Ouh là là, et lui qui se pensait comme le nouveau Lénine !!! (Cela ne risque pas d'arriver à vos dirigeants ! Et puis, ne vous excitez pas comme cela sur votre clavier, et ne parlez pas de quelqu'un que vous ne connaissez pas. - LVOG) Son terrain d'analyse reste sa propre famille, ce qui simplifie effectivement l'analyse !! (L'école de la vie, celle de Lénine, la meilleure, ce n'est pas de moi, mais de Trotsky. Décidément vous ne connaissez rien à rien. Vous êtes-vous un jour poser la question de savoir comment des populations avaient pu s'intégrer dans la société sans avoir jamais reçu la moindre éducation ou instruction ? Savez-vous comment ils ont procédé, je vous en parle en connaissance de cause parce que je les observe quotidiennement depuis plus de 20 ans ? Ils ont observé ce qui se passait autour d'eux, notamment la nature, ils ont écouté ce qui se disait, ils ont fait des expériences, et parfois, par déduction ou recoupement ils ont acquis de quoi pouvoir survivre tant bien que mal. Croyez-vous qu'on pourrait leur reprocher quoi que ce soit ? Ce serait fort injuste ou il faudrait être con au dernier degré, ce à quoi vous voulez me faire passer, n'est-ce pas ? Entre nous je vous le dis, vous perdez votre temps. Moi, je ne perds jamais le mien dans ce genre d'exercice, car dans le cas contraire je ferais perdre celui des lecteurs et je m'en voudrais. - LVOG)

LVOG - De nos jours, en France ou en Europe, aucune des conditions objectives qui prévalaient autrefois pour qu'une révolution prolétarienne se produise n'existe, elles ont quasiment disparu. Donc la question qu'on devrait commencer par se poser, devrait être de savoir par quoi elles ont été remplacées, pour ensuite se demander comment se présente la situation pour tenter d'agir dessus, sans forcément pouvoir l'influencer dans un premier temps ni pendant une période assez longue, ne nous berçons pas d'illusions dévastatrices à l'arrivée, essayons d'être lucide, ce serait déjà un réel progrès d'y parvenir.

Dans le passé, on a été amené à commettre de graves erreurs d'appréciation sur cette question déterminante et bien d'autres d'ailleurs. Le portail économique xerficanal-economie.com a publié un article comparatif sur la pauvreté en Allemagne et en France, et finalement en prenant en compte tous les facteurs économiques et sociaux qui entraient en ligne de compte pour déterminer les revenus des travailleurs dans ces deux pays, il apparaît qu'il y a deux fois moins de travailleurs ou de ménages pauvres en Allemagne qu'en France, malgré Hartz IV, ainsi que de chômage. Or jusqu'à présent on était plutôt à penser le contraire s'agissant de la pauvreté.

Xerficanal-economie.com - Les écarts demeurent mais sont bien moins spectaculaires, lorsque l'on opère ces calculs sur la base du revenu disponible, après impôts et transferts sociaux donc et en incluant tous les types de revenus. (...)

Cet indicateur tient compte du fait qu'il existe un certain nombre d'aides sociales accompagnant les mini-jobs, et que ces emplois sont souvent exercés en cumul d'autres emplois.

Plus récemment un troisième indicateur, produit par l'OCDE, a défrayé la chronique. Il concerne lui aussi la proportion de travailleurs pauvres. Il en ressort que le taux serait de 7,1% en France, tandis qu'il ne serait que de 3,7% en Allemagne. Il a bousculé le discours selon lequel l'Allemagne payerait son faible taux de chômage par une importante précarisation. Mais nuance, l'indicateur parle de pauvreté au niveau du ménage, après redistribution, une fois que l'on intègre l'ensemble des revenus perçus au niveau d'un foyer dans lequel au moins une personne travaille. Cela montre que si la proportion de personnes travaillant à bas salaire est incontestablement plus forte en Allemagne, le risque est mutualisé au niveau du foyer. 1/ Il existe une répartition des rôles au niveau du foyer, entre celui qui produit le revenu principal, est celui (le plus souvent celle),

qui fournit le revenu d'appoint, souvent à temps partiel). 2/ Il existe des transferts sociaux correcteurs, notamment pour les familles monoparentales, comme au Royaume-Uni notamment 3/ Le taux d'emploi, beaucoup plus élevé, permet de limiter le risque de pauvreté au niveau du foyer.

LVOG - Mais il y a un mais...

...en définitive, cette politique a aussi des effets collatéraux sur les retraités. Beaucoup de petits jobs, c'est beaucoup de petites retraites en perspective et une montée de la pauvreté dans la population toute entière. C'est encore ce que racontent les statistiques sur l'incidence de la pauvreté au niveau de la population totale jusqu'à dernière nouvelle du moins. Xerficanal-economie.com 15.05.2018

Maintenant, si on fait une analyse de la situation sociale de ces deux pays et qu'on la base sur un seul indicateur, notre analyse sera forcément faussée, on en tirera des conclusions erronées, et la stratégie politique qu'on développera ou le discours qu'on adoptera seront inaudibles, parce qu'ils ne correspondront pas à la réalité.

Au passage, vous constaterez que contrairement aux âneries qu'a débitées plus haut ce militant, mon "*terrain d'analyse*" ne se limite pas à ma "*propre famille*", j'aborde quotidiennement la situation mondiale ou je l'ai à l'esprit en permanence, passons.

Il S'agit là d'un exemple parmi des centaines d'autres. Les militants ont tendance à se raconter des histoires et à les croire ensuite, après ils s'étonnent qu'ils soient les seuls à y croire ou que les travailleurs ne soient pas au rendez-vous, j'ai envie d'ajouter, heureusement encore. Vous feriez bien de prendre exemple sur eux au moins sur ce point, partir de la réalité.

A mon avis, c'est un des éléments de réponse déterminant au problème que nous avons à résoudre. A l'heure actuelle, nous ne sommes même pas foutus de produire une analyse qui corresponde exactement à la réalité, c'est ce que j'essaie de faire avec mes faibles moyens de mon côté, et chaque fois on me rit au nez parce que mon analyse tranche singulièrement avec celle communément admise, c'est désespérant.

On se contente de généralisations, de lieux communs, d'approximations, ou à l'inverse, on décrète que l'exception ferait figure de règle, on procède par abstraction et on évacue tout un pan de la réalité, parce qu'on ne sait pas quoi en faire, on rejette tout qu'on ignore, ce qui ne figure pas dans les statistiques officielles ou au contraire on balance tout ce qui y figure parce que ce serait suspect, bref, c'est du grand n'importe quoi à tous les niveaux, c'est lamentable.

Comme je l'ai expliqué dans une précédente causerie, je parle pour la France et non pour l'Inde, jamais on ne part de nos véritables aspirations, jamais elles ne sont prises en compte, jamais elles ne figurent parmi nos revendications, qui dans tous les cas de figure consistent à améliorer notre condition pour mieux supporter notre statut d'exploité et d'opprimer, sans jamais remettre en cause le modèle de société dans lequel nous vivons ou qu'on nous impose. Du coup, qui pourrait imaginer qu'il pourrait en exister un autre, il faudrait être fou, vaut mieux carrément abandonner cette perspective et s'accommoder tant bien que mal du capitalisme.

Tout est à rebâtir, quand on y réfléchit un instant on s'aperçoit que c'est une vie de dingue qu'on nous réserve de notre naissance jusqu'à notre mort. Cette société maltraite les nouveaux-nés, les enfants, les adolescents, puis les jeunes adultes, les adultes, les vieillards, personne n'est épargné. Le rythme de vie et les contraintes qui nous sont imposées sont inhumains, cruels. Quand ils s'accompagnent tout au long de la vie d'innombrables frustrations, privations, sacrifices, humiliations, injustices, angoisses, souffrances, peines, drames, le tout ponctué de menaces, de violences, bref, cela devient cauchemardesque. De quoi décide-t-on réellement ? De rien, absolument rien. De quelle liberté disposons-nous ? Aucune, absolument aucune, sinon celle d'observer les règles qu'on nous impose. Même imaginer un monde meilleur est insensé, on va vous traiter de cinglé, parce qu'il reposerait sur d'autres règles ou principes, d'autres valeurs. Pourquoi ? Parce que seul ce qui existe à le droit de citer, tout le reste ne peut pas se réaliser, il faut s'enfoncer cela profondément dans le crâne et cesser définitivement de penser.

Voilà l'ennemi numéro 1 de nos ennemis, que les exploités puissent penser librement, apprendre pour comprendre et ensuite agir pour changer de société. Qu'ils se rassurent, comme on est barré on n'est pas près d'y parvenir, le peuple tout entier a abandonné cet objectif, quand renouera-t-il avec, nulle ne le sait. En attendant, on ne cesse de s'en éloigner un peu plus chaque jour. C'est décourageant, démoralisant, mais qui cela empêche-t-il de continuer de vivre comme avant, personne apparemment, si j'en juge par les réactions à ces causeries. Vous me direz que je ramène tout à moi, disons que j'estime soulever des questions légitimes que tout le monde devrait se poser, mais dont tout le monde se fout, simple constat. Quelle tristesse !

Moi, j'ai considérablement modifié mon mode de pensée et mon mode de vie en conséquence à défaut de pouvoir faire davantage dans ma situation. Je m'en porte mieux et j'en suis le premier surpris. Je n'ai jamais aussi bien vécu, je n'ai jamais été aussi épanoui. Donc je me suis dit que cela valait peut-être le coup de partager mon expérience, c'est la seule chose qui me motive encore. C'est tout ce que je vous souhaite.

Quelques réflexions politiques.

1- Après la parution du dernier numéro de la Tribune des travailleurs, je conseillerai au POID de faire figurer l'éditorial en dernière page, la page que de nombreux lecteurs de journaux ne lisent jamais, si vous avez du temps à perdre lisez-le...

2- Le PS et le PCF s'employèrent minutieusement et sans relâche à pourrir de l'intérieur le mouvement ouvrier. Mais ils n'allaient pas en venir à bout d'un coup, cela prendrait des décennies pour qu'il ne constitue plus une menace pour le régime en place. Il fallait encore le vider de sa substance petit bout par petit bout tout en ayant l'air de voler à son secours, c'est ainsi qu'ils créèrent ou encouragèrent la création d'une multitude d'associations ou ONG qui seraient chargées de terminer la sale besogne en y associant les travailleurs qui n'étaient pas insensibles aux ravages causés par la survie du capitalisme. Ils allaient leur proposer en fonction de leur sensibilité, de combattre un des aspects des conséquences de la survie du capitalisme en évitant soigneusement de s'attaquer à leurs origines.

C'est ainsi qu'ils les détournèrent à leur insu de la lutte de classe. Mais pas seulement, cela a été beaucoup plus loin que cela. Car en réalité, ils ne se contentèrent pas de les détourner des objectifs de la lutte de classe du mouvement ouvrier, ils les amenèrent à collaborer avec les capitalistes. Il devait en être ainsi dès lors que le capitalisme n'était plus leur ennemi mais leur allié. Oui, leur allié, aussi incroyable que cela puisse paraître, ce sont les rapports qu'ils ont noués. Et il fallait singulièrement manquer de logique pour ne pas s'en apercevoir.

Puisque le capitalisme était à l'origine des maux qu'ils dénonçaient ou qu'ils ne supportaient plus, tandis qu'ils avaient renoncé au combat pour l'abolir, cela signifiait que le capitalisme était destiné à demeurer en place indéfiniment, et par conséquent c'était à lui de rectifier son comportement, de mettre un terme à ses excès, autrement dit, leur objectif serait dorénavant de faire pression sur le capitalisme pour lui donner un visage plus humain, ou afin de maintenir l'illusion qu'il pourrait encore jouer un rôle progressiste dans la préhistoire de la civilisation humaine, bref leur mission allait être de le légitimer, en lui attribuant des qualités qu'en réalité il n'avait jamais eu ou qui lui échurent malgré lui au cours de son développement.

A ce stade, ces travailleurs sincèrement épris de justice sociale, allaient être entraînés inconsciemment dans cette machination infernale sans savoir jusqu'où cela allait les conduire, car il y avait pire encore.

Une fois qu'ils seraient transformés en autant d'agents du capitalisme, ils n'auraient plus de cesse de le justifier, chacun a sa bonne conscience, n'est-ce pas? Placés insidieusement de plus en plus sous l'influence du capitalisme ils en adopteront l'idéologie, ce qui les amènera à légitimer les pires crimes qu'il commettra, qu'ils imputeront à la fatalité ou au reste de la population qu'ils accuseront de passivité ou d'indifférence au sort des centaines et centaines de millions de travailleurs et leurs familles, qui sous leurs yeux ou à travers le monde continueront de crouler sous des conditions sordides ou de subir la guerre. On comprend dès lors pourquoi le législateur leur accorda des droits, tandis que les capitalistes ou leur Etat leur procurèrent généreusement des fonds.

Parvenu à ce degré de conditionnement, ils en viendront à assumer leur engagement et à en tirer satisfaction, après en êtres arrivés à se convaincre qu'il ne pouvait pas exister d'alternative au capitalisme, alors qu'en réalité leur engagement consistait uniquement à lui prêter main-forte justement pour interdire qu'elle voie le jour et se réalise. Cela signifie, qu'ils sont parvenus au stade final du processus qui devait les enchaîner plus que jamais au capitalisme ou les conduire à renier leurs idéaux progressistes ou humanistes au profit d'une cause par nature antisociale.

A ce stade, ils sont perdus pour le mouvement ouvrier orienté vers le socialisme ou combattant pour un changement de régime.

Entre les mains de notre ennemi, ils servent désormais d'instruments pour combattre le socialisme, donc il sera vain d'essayer de les convaincre que le socialisme est une alternative au capitalisme, la seule. Et les millions qui manifestent quotidiennement leur ignorance sur les réseaux numériques asociaux ou par l'intermédiaire de blogs, sont autant de petits soldats que le capitalisme manipule, de sorte que la voix des militants ou des travailleurs qui sont engagés dans le combat pour en finir avec le capitalisme, se retrouve noyée ou apparaisse insignifiante face à cette majorité écrasante.

A partir du moment où une idée ou un acte, un comportement, nous procure satisfaction, on aura tendance à le reproduire ou à la conserver, et il sera extrêmement difficile d'en changer ou de l'abandonner, sauf si on parvient à se convaincre que finalement ils sont nocifs ou qu'une autre idée ou un autre comportement nous apportera une satisfaction plus grande. C'est ce que j'ai retenu des milliers d'heures que j'avais consacrés à la psychanalyse il y a de cela un peu plus de 40 ans, ainsi que mon expérience personnelle et mes observations.

Sur le plan politique, on peut tirer l'enseignement que, tant que les rapports d'exploitation et d'oppression telles qu'ils existent sous le capitalisme depuis ses origines se perpétuent, la justice sociale est un leurre, toute notion d'égalité, de solidarité, de fraternité, de liberté, de respect de l'environnement également. C'est une imposture cynique de faire croire le contraire.

C'est la combinaison de la crise du mouvement ouvrier et du capitalisme qui est à l'origine des ONG.

Les ONG et les réseaux numériques asociaux sont uniquement destinés à détourner les travailleurs de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, au profit du capitalisme, pour légitimer son existence.

Ce sont des instruments de collaboration de classes qui ont germé sur le réformisme une fois qu'il allait atteindre le stade de la putréfaction, c'est-à-dire, dès lors que toute réforme sociale et toute expression de la démocratie allaient devenir irrémédiablement incompatibles avec la survie du capitalisme. Ils sont la négation des enseignements de la lutte de classe du passé sans lesquels il demeurera impossible de trouver une issue à la crise du capitalisme ou de renouer avec le socialisme. Pourquoi ? Parce que la lutte de classe est le produit d'un processus dialectique, dont il faut prendre conscience pour pouvoir l'orienter dans la direction qui correspond aux objectifs politiques qu'on s'est fixé, dans le cas contraire il sera forcément orienté dans une direction opposée à notre cause, et les bonnes intentions ou les intentions les plus généreuses ne suffisent pas ou peuvent facilement être instrumentalisées ou se transformer en leur contraire comme on vient de le voir.

En guise de complément.

- Réforme des retraites: le gouvernement lance une "large consultation citoyenne" - AFP 31 Mai 2018

En gros voici comment ils vont manoeuvrer.

1- Le système actuel de retraite est inégal et injuste... Par conséquent si vous êtes sensible aux notions d'égalité et de justice, vous ne pouvez que souhaitez sa disparition.

C'est bien joué, d'autant plus que cet argument n'est pas complètement faux, par exemple rien ne permet de justifier qu'un métallo, un sidérurgiste, un ouvrier du bâtiment parte à la retraite plus tard qu'un agent de la SNCF.

Dans mon cas, en comprenant les périodes de chômage, j'ai cotisé pendant une vingtaine d'années, mais au lieu de toucher une retraite correspondant à peu près à la moitié des annuités requises par la loi, je perçois une retraite qui représente moins du quart de la rémunération que j'ai perçue au cours des 25 dernières années, parce que n'ayant plus travaillé et cotisé depuis 20 ans, ils ont pris en compte les 25 années qui ont précédé mon arrêt de travail définitif, or dans les années 70 mon salaire était très nettement inférieur, bref, au lieu d'avoir une retraite générale autour de 800 ou 1.000 euros, je me retrouve à 250 euros, une misère quoi. Le même calcul a prévalu pour ma retraite complémentaire où il m'a été alloué généreusement 120 euros environ.

2- Le système actuel de retraite est en permanence au bord de la faillite, donc rien ne dit qu'il sera encore solvable quand vous prendrez votre retraite. Etes-vous prêt à prendre un tel risque ?

En voilà une question préoccupante dites-donc. N'existerait-il pas un moyen de la régler ? Un peu de patience, on y vient

3- Ne vaudrait-il pas le remplacer par un système plus équitable, et qui plus est vous garantirait de toucher votre retraite jusqu'à la fin de votre vie ?

Quelle question, bien sûr que j'y suis favorable.

A ce stade la liquidation du système actuel de retraite est actée ou adoptée.

4- Maintenant, on va vous proposer différents systèmes de retraite, indiquez celui qui vous conviendrait le mieux.

Fin de la partie ou de cette mascarade, le système de retraite est privatisé ou confié à des organismes privés tous liés au système financier ou au marché, qui pourront se servir de cette manne colossale pour spéculer fiévreusement et à l'occasion se déclarer en faillite et cesser de vous verser votre retraite...

Il faut appeler au boycott de cette "large consultation citoyenne" en dénonçant et combattant les intentions inavouables de leurs auteurs.

Oh ! Finie la récréation, le copinage, le libertinage entre classes, la lutte de classe, c'est sérieux.

- «Les Guignols», ainsi fondent, fondent, fondent, les petites marionnettes Liberation.fr 31.05

Après des mois d'une entreprise de démolition méthodique du programme trentenaire de Canal + par Vincent Bolloré, le groupe audiovisuel a annoncé jeudi son arrêt définitif. Liberation.fr 31.05

Bombe puante. Aux invalides de l'esprit : Gloire à la guerre ! (Raffale d'applaudissements!)

- Aux Invalides, l'émouvant hommage à Serge Dassault - LeFigaro.fr 31.05

- Honneurs militaires à Serge Dassault: Philippe salue un "visionnaire" et un "patriote" - AFP 1 juin 2018

Médiocratie. On achève bien les intellectuels ratés...

- Dans "On n'est pas couché", Michel Onfray s'en prend au couple Garrido-Corbière et à leur portrait de Lénine - Le HuffPost 3 juin 2018

Michel Onfray justifie son indignation en affirmant que Lénine et le communisme en URSS ont fait environ "100 millions de morts". "Comment peut-on accepter qu'on ait le portrait de Lénine, qui a créé les goulags, les camps de déportation dès la fin de l'année 1917 et qui est un dictateur terrible?" Pour lui, certains le tolèrent car comme il l'explique ironiquement: "c'est un dictateur, mais un dictateur communiste donc c'est un bon dictateur..."

Et d'insister avec une analogie pour s'en prendre au traitement médiatique de l'affaire: "Imaginez que Fillon ait le portrait de Franco chez lui, que Sarkozy ait le portrait de Mussolini ou que Marine Le Pen ait le portrait de Pétain... Je ne suis pas sûr que la presse trouverait ça normal alors que cette information-là est donnée par Paris Match qui explique qu'il y a deux ou trois photos de Mélenchon, mais aussi une peinture qui représente Lénine." Le HuffPost 3 juin 2018

Dans sa fureur Onfray a oublié quelqu'un dans la galerie des horreurs, un trou de mémoire ou est-ce révélateur ?

En voilà un qui est acquis au national-socialisme version Macron-Attali...

Gangstérisme.

- Parlement : les lobbies font-ils la loi ? - Franceinfo 3 juin 2018

Quand la voix de Macron l'enchanteur ne porte plus.

- À Sète, les Marcheurs de la première heure sont désenchantés - LeParisien.fr 3 juin 2018

- Plan banlieues: à Villiers-le-Bel, les habitants désenchantés - AFP 3 juin 2018

En famille. Passage de témoins.

- En Espagne, Pedro Sanchez entend gouverner sans Podemos - Le Monde.fr 03.06.2018

Interrogée pour savoir si Pedro Sanchez, porté au pouvoir par une alliance hétéroclite, envisageait d'inclure des personnalités du parti de gauche Podemos dans son cabinet, la porte-parole du dirigeant Margarita Robles a répondu : « Non, non, la position de Pedro Sanchez est claire. Ce sera un gouvernement du Parti socialiste, un gouvernement de minorité », fait savoir l'agence Reuters.

Jose Luis Abalos, autre proche conseiller de Pedro Sanchez, a déclaré à la chaîne de télévision La Sexta que le gouvernement devrait être connu en milieu de semaine prochaine et qu'il pourrait comporter des personnalités indépendantes.

Avec seulement 84 députés sur 350, le Parti socialiste espagnol (PSOE) se trouve en position minoritaire et des incertitudes planent sur la capacité de Pedro Sanchez à conserver son poste jusqu'à la mi-2020, date des prochaines élections législatives.

Podemos, qui a soutenu la motion de défiance déposée par le PSOE contre Mariano Rajoy, souhaite participer au gouvernement afin de faire entendre sa voix en faveur d'une politique sociale plus généreuse et d'un renforcement de la réglementation et de la fiscalité des banques. Le Monde.fr 03.06.2018

Bref, il ne manque plus que Valls et Mélenchon au gouvernement !

Fake news ou si le ridicule pouvait les tuer...

- L'Estonie s'apprête à rendre les transports en commun gratuits dans tout le pays - Le HuffPost 31.05

Alléchant, n'est-ce pas ? Attendez de lire la suite, c'est carrément délirant.

Le HuffPost - La décision de passer à la gratuité des transports publics s'appuie sur un programme ambitieux déjà en place dans la capitale, Tallinn, où les habitants peuvent se déplacer gratuitement grâce aux bus, aux trams, aux trolleybus et aux trains de la ville depuis 2013. Cette année, le gouvernement met en place le transport gratuit en bus dans tout le pays.

Il y a certaines limites. Tous les Estoniens pourront bénéficier de trajets gratuits dans les bus départementaux, mais pas en train (une augmentation des subventions permettra cependant de diminuer le prix des billets sur le réseau ferroviaire public). Dans les autres villes, les passagers continueront à payer pour utiliser les différents modes de transport en commun, y compris les bus locaux. Le HuffPost 31.05

En fait, si j'ai bien compris, cela ne concerne que les habitants de la capitale, Tallinn, où la gratuité des transports publics existait depuis 2013, limitée à cette ville, est étendue à tout le pays. Les habitants du reste de l'Estonie peuvent toujours se rendre à Tallinn pour prendre le bus à destination d'une autre ville du pays, on leur conseille toutefois de prendre un billet aller retour gratuit...

L'avenir que nous réserve le capitalisme. Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Plus d'un enfant sur deux menacé par la guerre, la pauvreté ou les discriminations - AFP 30.05

Plus de 1,2 milliard d'enfants dans le monde, soit plus d'un sur deux, sont menacés par la guerre, la grande pauvreté ou les discriminations de genre, déplore l'ONG britannique Save the Children dans un rapport publié mercredi. AFP 30.05

Quand deux stratégies se superposent, se concurrencent, se télescopent...

- G7: Tensions entre les membres après la réunion ministérielle - Reuters 3 juin 2018

- L'Armée américaine inaugure un exercice multinational sur le flanc oriental de l'Otan - AFP 3 juin 2018

A lire : Guerre économique ou « guerre absolue » ? », par Jean-Claude Paye, Réseau Voltaire, 31 mai 2018

www.voltairenet.org/article201348.html

No news. Un aveu qui vaut bien un silence...

- Washington suspend son aide financière aux Casques blancs - afrique-asie.fr

"Le 4 mai, le Département d'État a annoncé la suspension de son aide financière aux Casques blancs ou « Défense civile syrienne », alors qu'il avait reçu leurs représentants, à peine deux mois auparavant. Cette aide représentait un tiers du budget de la soi-disant organisation humanitaire « neutre ». Quel media national ou international, quelle agence de presse internationale, l'AFP entre autres, n'a pas publié d'articles élogieux sur les Casques blancs et repris les « informations de terrain » de ces secouristes syriens qui sauvaient les populations dans les zones tenues par les armées terroristes ? Aucun." afrique-asie.fr

Effectivement, aucun article ailleurs, les agences de presse et les médias-oligarques ont censuré cette info. Devinez quelle stratégie américaine ils défendent.

Ils osent tout.

- L'Unesco et l'OSCE publient un guide sur la lutte contre l'antisémitisme à travers l'éducation - AFP 3 juin 2018

L'Unesco et l'OSCE publient lundi un guide sur la lutte contre l'antisémitisme à travers l'éducation, à l'adresse des enseignants, de ceux qui forment les enseignants, qui rédigent les programmes et manuels scolaires, des législateurs... AFP 3 juin 2018

- Crucifix obligatoires, loi controversée sur la police : la Bavière plonge dans la «révolution conservatrice» - Liberation.fr 3 juin 2018

Tous les bâtiments publics de la Bavière doivent désormais accrocher une croix dans leur hall d'entrée. Liberation.fr 3 juin 2018

- Vers une commercialisation de la GPA au Canada : quand la dérive sociétale s'accélère - Atlantico.fr

Cette semaine au Québec, un député fédéral libéral a présenté un projet de loi qui décriminaliserait le paiement pour la maternité de substitution, ainsi que pour les dons d'ovule et de spermatozoïdes. Atlantico.fr

Haut de page

Le 6 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Sans blague, enfin il pleut, même la journée, quel bonheur ! On attendait, que dis-je, on espérait qu'il pleuve depuis novembre dernier, entre temps on avait eu un jour une heure de pluie, il y a 2 ou 3 mois. Bon, ils ont coupé le courant comme d'habitude, mais cela va revenir.

- Causerie au format pdf (17 pages)

Quand les barbares contre-attaquent.

- Avec «Made in viande», la barbaque contre-attaque - Liberation.fr 5 juin 2018

Amis viandards et autres amateurs de tartares, réjouissez-vous : depuis le 31 mai et jusqu'au 6 juin, les rencontres «Made in viande» mobilisent, partout en France, 1 200 professionnels (éleveurs, bouchers, acteurs de marchés aux bestiaux, d'ateliers de transformation et d'abattoirs), tous prêts à ouvrir leurs portes, partager leur passion et leur savoir-faire. Liberation.fr 5 juin 2018

Quelque part l'homme est plus que le plus grand prédateur de toutes les espèces vivantes et de tous les temps, il est inutilement cruel ou barbare. Quel besoin a-t-il de se gaver de barbaques, de cadavres ? Certainement pas biologique. Qui plus est des animaux élevés et supprimés dans des conditions atroces. On peut comprendre ceux qui en arrivent à la conclusion que l'homme est haïssable en tant que tel, même si ce n'est pas mon cas, je préfère préciser à l'attention de ceux qui sont animés de bonnes intentions à mon égard...

Je n'en mange pratiquement plus, moins de 50g par jour et je m'en porte mieux. J'en suis arrivé au point où à force de manger la cuisine indienne, hormis la cuisine gastronomique française qui est hors de portée, entendez dont les ingrédients (Vin, fromage, champignon, etc.) sont hors de prix en Inde, la cuisine française ne me procure plus aucun plaisir ou pire me dégoûte, genre assiette de charcuterie et steak frites ou oeufs au plat, dont je raffolais il y a peu encore. Je préfère encore une assiette de riz agrémentée d'un simple morceau de beurre avec une grosse pincée de poivre ou un mélange d'épices (Garam massala). C'est assez curieux.

Du riz, des galettes de blé (chapati) ou d'autres céréales ou légumineuses, agrémenté de divers currys de légumes, de lentilles, de crudités, font très bien l'affaire, c'est parfumé, délicieux, et à condition de se contenter d'une portion réduite de riz, on sort de table rassasié et léger. On peut varier à l'infini les currys et en plus c'est très économique quand on privilégie les légumes de saison.

Eh oui, comment s'alimenter est un truc auquel il faut aussi réfléchir !

Le sionisme a son vice-consul.

- Philippe célèbre la "vitalité" de la communauté juive "malgré les difficultés" - AFP 5 juin 2018

Le Premier ministre Edouard Philippe a célébré lundi soir à Paris le 210e anniversaire du Consistoire, faisant l'éloge de la "vitalité" et de la "détermination" de la première communauté juive d'Europe "malgré les difficultés" liées à l'antisémitisme.

Invité au gala de l'instance de représentation du culte juif, créée en 1808 par Napoléon, le chef du gouvernement a salué ses projets immobiliers, "qui témoignent de la vitalité, de la détermination aussi, de la communauté juive de France".

"Malgré les difficultés, malgré les évolutions de la démographie de la communauté juive, le Consistoire a fait le choix de ne pas fermer de lieux de culte. Et il fait mieux que cela: il les entretient, il les rénove, il les sécurise", a poursuivi Edouard Philippe lors d'un discours dans les salons de l'hôtel de ville de Paris.

L'Agence juive a estimé à 45.000 - un dixième de la communauté - le nombre de juifs de France ayant fait leur "aliyah", l'émigration vers Israël, en une décennie, même si un recul a été constaté ces deux dernières années. Ces chiffres ne prennent pas en compte les départs vers d'autres pays, comme le Canada ou les Etats-Unis.

Il a affirmé que l'Etat continuerait à "faciliter la réalisation" de l'ambitieux Centre européen du judaïsme (CEJ) que le Consistoire

prévoit d'inaugurer fin 2018, après des travaux d'un montant d'environ 12 millions d'euros, dans un XVIIe arrondissement où la vie juive est en croissance. AFP 5 juin 2018

Cela représente qui ou quoi "la communauté juive de France", les personnes se réclamant du judaïsme ou les personnes prétendument d'origine sémite ? Elle ne peut pas représenter les personnes d'origine sémite, puisque la plupart ont une autre origine, elle représente donc les personnes auxquelles on a transmis autoritairement à la naissance la même religion, de manière à perpétuer artificiellement l'existence de cette communauté élevé au rang de peuple élu pour l'opposer à tous les autres peuples.

On feindra de s'étonner qu'on entende quotidiennement parler des droits décrétés légitimes de "la communauté juive de France" qui ne représente que 0,7% de la population, à laquelle il n'est attribué que des qualités, alors que les droits du reste de la population sont considérés illégitimes, tout en se voyant attribuée toutes les tares qu'on peut imaginer. Il voudrait alimenter l'antisémitisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

C'est à croire que ce serait le seul moyen d'assurer leur existence comme communauté, de manière à imposer leurs exigences ou qu'on leur accorde des privilèges, bien qu'elle ne représente qu'une infime minorité de la population. C'est d'ailleurs la seule communauté en occident qui bénéficie d'un tel traitement de faveur, au point qu'elle est omniprésente (ou surreprésentée) dans tous les rouages de l'Etat, de la politique, des médias et de l'économie, jusqu'à dicter le cours de l'évolution de la situation mondiale.

Le judaïsme, de par l'usage qui en est fait, fonctionne à l'instar du wahhabisme davantage comme une idéologique prédatrice ou barbare qui instrumentalise une religion à des fins politiques, donc économiques.

Quant à ceux qui décident d'émigrer en Israël, il n'y a pas lieu de s'en émouvoir outre mesure. Ils n'ont pas plus de conscience pour aller s'installer dans un pays en guerre depuis 70 ans et régi par l'apartheid ou un régime raciste, qu'ils soient acquis ou non au sionisme. C'est sans doute une des communautés qui a été le plus instrumentalisée et martyrisée au cours de l'histoire, donc il ne faut pas trop exiger de ses membres. Ce sont ses dirigeants ou ses représentants (la diaspora, les banquiers, etc.) qui ont toujours été ses pires ennemis, voyez par exemple les liens qui existent aujourd'hui entre le FN et des membres du directoire du Crif, pour ne pas remonter plus loin, leur compromission avec le régime nazi de Hitler... On constatera une fois de plus que le Premier ministre et les représentants sionistes du Consistoire prennent en otage tous les juifs en les assimilant à leur opération de propagande, alors qu'un certain nombre d'entre eux ne se reconnaissent ni dans le Crif ou dans ce Consistoire ni dans Israël.

Ce sont eux qui font des juifs des citoyens différents des autres et les désignent comme des boucs émissaires à ceux qui cherchent à se venger aveuglément des injustices qu'ils subissent, alors qu'avant tout, selon leur statut social ils appartiennent tous à différentes classes, le seul critère qui devrait être retenu pour déterminer comment se manifestent les besoins de chaque membre de la société, et essayer de comprendre leur comportement en fonction de l'interprétation qu'ils font de leur condition.

Cette tendance maladive, quasi-obsessionnelle, hystérique, fanatique même, à attirer l'attention du peuple sur les juifs est tout bonnement criminelle. C'est la même logique qui consiste à mettre en avant les discriminations dont sont victimes certaines minorités ou communautés, afin de les alimenter tout en prétendant les combattre. Cela paraîtra si invraisemblable que la plupart des gens manquant de discernement tomberont dans le panneau, soit en s'apitoyant sur leur sort en louant le gouvernement français et israélien, soit exaspérés ils tomberont dans le travers inverse et deviendront racistes, homophobes, etc.

Sans conscience de classe, on peut perdre facilement la boussole...

En famille pour légitimer un régime colonial d'apartheid.

- Iran : Netanyahu et Macron campent sur leurs positions. - AFP 6 juin 2018

"La plus grand menace pour le monde aujourd'hui, ce sont les armes nucléaires aux mains d'un régime islamiste radical comme l'Iran", affirme le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, à l'issue d'un entretien à l'Elysée avec Emmanuel Macron mardi 5 juin.

Plusieurs centaines de personnes ont défilé Paris, Marseille, Lille et Lyon pour dénoncer la visite en France de Benjamin Netanyahu, à l'appel d'associations propalestiniennes qui le voient comme un "criminel de guerre".

"Israël assassin, Macron complice", "Droit au retour de tous les réfugiés", scandaient les manifestants. "Gaza se meurt", "Halte au massacre en Palestine", "Levée du blocus criminel de Gaza", pouvait-on lire sur les banderoles.

Mais les deux dirigeants ont aussi voulu mettre à profit la Saison culturelle croisée France-Israël qu'ils ont lancée mardi soir, à l'occasion des 70 ans de l'Etat d'Israël, pour montrer ce qui rassemble les deux pays, que M. Netanyahu qualifie "d'alliés naturels".

Cette saison va proposer 400 manifestations artistiques et scientifiques dans les deux pays jusqu'en novembre, dans une cinquantaine ville en France et une vingtaine en Israël. "Ce sera la rencontre entre la startup nation et la frenchtech", a déclaré M. Macron dans un discours à l'occasion de ce lancement au Grand Palais, tout proche du palais présidentiel de l'Elysée. AFP 6 juin 2018

Faites tomber les masques. L'extrême droite : le bras armé (intérieur) de l'Otan.

Qui a dit ?

- " Nous entendons souligner avant tout l'appartenance convaincue de notre pays à l'Alliance atlantique, avec les Etats-Unis comme partenaire privilégié."

Réponse : Le président du Conseil italien Giuseppe Conte, mardi 5 juin, devant le Sénat. Atlantico.fr 5 juin 2018

En complément

- Derrière l'anniversaire de la République italienne par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 5 juin 2018

Les dirigeants de la République italienne n'ont pas organisé de grand défilé militaire pour célébrer le 72ème anniversaire du régime. Ce n'était pas souhaitable, puisque l'Italie —en violation de sa Constitution— est discrètement engagée sur 20 théâtres d'opération dans le monde et ne cesse d'étendre ses missions au profit de l'Otan, c'est-à-dire des États-Unis. Réseau Voltaire 5 juin 2018

La ligue des justes-au-boutistes.

- La politique de Macron "juste" pour trois Français sur dix seulement (sondage) - AFP 6 juin 2018

Trois Français sur dix seulement considèrent que la politique menée par Emmanuel Macron et son gouvernement est "juste" et une majorité juge qu'ils ne font pas suffisamment pour les plus démunis, selon un sondage BVA diffusé mercredi. AFP 6 juin 2018

Compte tenu de l'abstention massive aux élections, il dispose donc d'une solide assise dans la population des privilégiés.

30% c'est près du double de son score électoral à la présidentielle, la différence s'explique sans doute parce qu'un grand nombre qui craignaient que leur situation allait se détériorer rapidement, constatent un an plus tard qu'elle est demeurée pratiquement inchangée, pour un peu ils seraient prêts à voter Macron la prochaine fois.

Je vais me répéter une fois encore. Voyez donc comment ont évolué les différents facteurs aux Etats-Unis au cours du XXe siècle, et vous comprendrez qu'il ne suffit pas qu'une masse importante de la population soit pauvre, que des pans entiers des classes moyennes s'appauvrissent pour que le régime soit menacé. Il suffit qu'ils se détournent de la politique, et qu'un quart ou un tiers soutiennent à chaque élection les partis de droite qui alternent au pouvoir, et le tour est joué, ils peuvent rester ainsi au pouvoir indéfiniment.

Certains parmi nous nient ce constat, ne les écoutez pas, ce sont des charlatans.

Salauds de pauvres ! Fabrication du consentement par les instituts de sondages au service de l'oligarchie.

- Sondage : les aides sociales n'incitent pas à la recherche d'emploi pour 55% des Français - Publicsenat.fr 4 juin 2018

Alors que le gouvernement entretient le flou sur ses intentions sur les aides sociales, une majorité de Français estime que ces dernières n'encouragent pas un retour des chômeurs à l'emploi, selon une enquête réalisée par OpinionWay pour Public Sénat, Les Échos et Radio Classique. Publicsenat.fr 4 juin 2018

Sinon il existe plusieurs solutions : les camps de travaux forcés, le bagne, le STO... à défaut de la guerre pour les exterminer en nombre suffisant, un vrai dilemme...

Les pauvres d'esprit ne sont pas forcément les plus pauvres. La preuve.

- Handicap, la déception Macron - Liberation.fr 6 juin 2018

Ce devait être un des sujets majeurs du quinquennat. Mais un an après et malgré les promesses, les associations déplorent

des renoncements. Liberation.fr 6 juin 2018

A droite, mais un peu moins, non, un peu plus...

- Philippe trop à droite pour les Marcheurs de la première heure - LeParisien.fr 6 juin 2018

« C'était un peu cataclysmique, ça commence à gueuler », s'emporte un député LREM, en quittant, mardi matin, le sous-sol de l'Assemblée nationale où se tient chaque mardi, salle Victor-Hugo, la traditionnelle réunion de groupe.

« Il ne nous écoute pas, j'ai le sentiment qu'il est juste venu nous faire la leçon », embraye un autre. Il ? Édouard Philippe, le Premier ministre, qui a tenté de resserrer les rangs dans sa majorité. Surtout après les dissonances internes sur le glyphosate, dont l'interdiction d'ici 2021 n'a finalement pas été inscrite dans la future loi agriculture et alimentation.

Mais aussi ces interrogations croissantes, entendues chez certains Marcheurs, sur la politique gouvernementale qui serait « trop marquée à droite » et « pas assez dans le récit progressiste et macroniste ».

C'est qu'après le rejet du plan banlieue de Borloo, la polémique sur la baisse envisagée des aides sociales pour réduire les déficits, ou encore le boulet des 80 km/h, beaucoup craignent une coupure de plus en plus marquée avec les Français des classes moyennes et populaires.

« Macron a gagné sur une politique de centre gauche, et là on va de plus en plus vers la droite. Il faut un rééquilibrage », réclame un député marcheur, inquiet des « postures parfois dogmatiques » du Premier ministre.

Un début de rébellion ? Pas encore, même si, en coulisses, l'attitude d'Édouard Philippe commence à en agacer plus d'un. « Le paradoxe, c'est qu'on se retrouve avec une équipe, les juppéistes, qui a été battue à la primaire de la droite, mais qui tient les rênes de Matignon, et qui pratique le pouvoir comme si elle avait gagné l'élection. Ce n'est pas tout à fait le cas… », remarque un cadre LREM.

« L'autre jour, il est venu à une réunion du bureau exécutif d'En marche en disant avec nonchalance qu'il avait trouvé « vachement bien » un dépliant qu'il avait découvert récemment sur sa commode. Ce dépliant, c'était… le programme de Macron à la présidentielle. On en a conclu qu'il ne l'avait donc jamais lu avant », reproche un membre du bureau, qui rappelle au passage qu'il n'a jamais voulu prendre sa carte au parti.

Autant de griefs que rejette en bloc l'entourage du Premier ministre. « Parler de politique de droite ou de politique de gauche, c'est voir le monde avec des vieilles lunettes. Le gouvernement défend une politique équilibrée, il n'y a pas les tenants du libéré d'un côté, et les tenants du protégé de l'autre. C'est absurde », s'agace-t-on.

Il faudra en tout cas plus qu'une réunion de recadrage à l'Assemblée pour remettre tout le monde d'accord.

Qu'on les pende !

- Super-riches : l'Insee à l'assaut des «premiers de cordée» - Liberation.fr 6 juin 2018

Dans un rapport publié mardi, l'Institut livre un focus inédit sur le 1 % des Français aux revenus les plus élevés. Portrait-robot de cette population choyée par Macron.

Qui sont les «premiers de cordée», si chers à Emmanuel Macron ? Combien gagnent-ils, où vivent-ils, combien paient-ils d'impôts ? Dans une étude rendue publique mardi soir, l'Insee dresse le portrait-robot des Français les plus aisés, ces 1 % de foyers qui disposent des revenus les plus élevés. Un cercle fermé, âgé et urbain, au sein duquel existent de grandes disparités de richesse, détaille l'Institut national de la statistique et des études économiques, qui se base sur les déclarations fiscales récoltées par l'administration dans l'Hexagone, ainsi qu'en Martinique et à la Réunion. Ces contribuables aisés se distinguent du commun des mortels par la diversité de leurs ressources : revenus d'activités, mais aussi revenus du patrimoine, revenus issus d'activités libérales rémunératrices (médecins, avocats…), ou encore «revenus exceptionnels», comme les plus-values mobilières. Un petit 1 % de la population qui devrait faire partie des grands gagnants de la loi de finances 2018, qui prévoit une baisse de la fiscalité sur le capital via une flat tax.

En plus de s'intéresser à cette frange la plus aisée des contribuables, l'Insee rappelle, dans son étude, que les inégalités de niveau de vie sont restées stables en France depuis 2008, alors qu'elles ont augmenté dans de nombreux pays voisins : 14,2 % de la population française vivait en 2015 sous le seuil de pauvreté (un seuil fixé à 1 015 euros par mois), un des plus bas taux de pauvreté d'Europe. Les différences d'une catégorie professionnelle à l'autre restent cependant très fortes : on comptait en 2015 seulement 3 % de cadres pauvres, contre près de 25 % d'agriculteurs, la profession la plus touchée. Autre point marquant, le

cas des familles monoparentales, de plus en plus frappées par la pauvreté : depuis 1996, le nombre de personnes pauvres vivant dans une famille avec une mère ou un père seul «a augmenté d'un million», selon l'Institut.

L'Insee souligne enfin l'augmentation des inégalités de patrimoine entre 1998 et 2015, des disparités qui ont toutefois commencé à reculer ces dernières années. Sur la période, le patrimoine immobilier et financier a doublé en moyenne pour l'ensemble des Français, mais a baissé pour les 20 % des moins dotés, relève le document. Le critère déterminant, selon l'Insee ? La détention d'une résidence principale : le patrimoine brut médian des ménages propriétaires était 20 fois plus élevé en 2015 que celui des ménages locataires. Nos «premiers de cordées», eux, battent tous les records : ils étaient à 89 % propriétaires de leur résidence principale en 2015. Radiographie en cinq chiffres de ces super-riches et de leur portefeuille.

89 % des ménages les plus aisés ont déclaré des revenus du patrimoine en 2015, selon l'Insee.

89% déclarent des revenus du patrimoine, contre 50% pour l'ensemble de la population. Si les placements financiers sont détenus par un grand nombre de ménages français (livret A, PEL…), ils sont généralement peu rémunérateurs. Les plus riches, eux, peuvent compter sur des revenus fonciers via la location d'un ou plusieurs biens immobiliers dont ils sont propriétaires, ou encore sur des dividendes quand ils ont un patrimoine financier conséquent. Au total, les 1% les plus aisés déclarent des revenus du -patrimoine 35 fois plus élevés que les 90% les plus modestes (63 530 -contre 1 790 euros en 2015).

8 850 euros

C'est le montant minimum qu'une personne seule devait toucher par mois en 2015 pour faire partie des 1 % de «très hauts revenus» tels que définis par l'Insee. Un seuil fixé à environ 18 600 euros mensuels (avant impôts) pour un couple avec un enfant. En 2015, ce petit 1 % de la population gagnait en moyenne sept fois plus que l'ensemble des ménages. A noter que les 1 % les plus aisés connaissent de fortes inégalités entre eux, puisque l'éventail de leurs revenus varie de 106 210 euros par an par unité de consommation à près de 200 fois plus. Si les 1 % les plus aisés ont gagné en moyenne 177 000 euros en 2015, le centième d'entre eux (soit 0,01 % de la population) a engrangé environ 1,3 million d'euros. Les moins riches des plus riches (0,9 % de la population) ont, eux, dû se «contenter» d'environ 146 000 euros annuels.

59 ans

C'est l'âge moyen des personnes qui ont déclaré les revenus au sein des ménages les plus aisés en 2015 (contre 54 ans pour toute la population). Dans près de la moitié des cas, le déclarant avait plus de 60 ans, était le plus souvent en couple et sans enfant à charge. Côté catégorie socioprofessionnelle, les salariés vivant dans les ménages à très hauts revenus étaient cadres dans près de 60 % des cas et chefs d'entreprise dans près d'un cas sur 10. Les plus aisés sont surreprésentés dans les secteurs de la finance, de l'assurance et parmi les métiers juridiques. Ils sont aussi en grande majorité propriétaires de leur résidence principale (à 86 %) et habitent le plus souvent en Ile-de-France. La région parisienne héberge à elle seule deux tiers des 0,01 % les plus aisés. Et un peu moins de la moitié des plus riches vit à Paris.

30 %

C'est la part des revenus du patrimoine en France captés par les 1 % de ménages à plus hauts revenus. Car pour ceux qui gagnent le plus, la richesse ne se limite pas seulement à la feuille de paie : en plus de salaires élevés, «les ménages à très hauts revenus doivent leur situation à des revenus du patrimoine à la fois plus fréquents et plus importants» que le reste de la population, souligne le rapport de l'Institut, qui insiste sur l'existence d'une «forte corrélation entre le fait d'avoir un haut niveau de revenus et un patrimoine élevé». Ces revenus du patrimoine, qui prennent notamment la forme de revenus fonciers ou de revenus de placements financiers, représentent un quart des gains des plus fortunés. Cette part augmente à mesure que les revenus sont élevés (et grimpe à plus de 30 % pour les 0,1 % les plus aisés).

25 %

C'est la part de l'impôt sur le revenu acquittée par les 1 % des ménages les plus aisés. Grâce au barème progressif, les très hauts revenus contribuent en effet davantage que les autres aux prélèvements directs. En 2015, ceux qui touchaient le plus ont consacré en moyenne un cinquième de leurs ressources à l'impôt sur le revenu (contre à peine 6 % pour l'ensemble des contribuables). Là encore, derrière cette moyenne, les écarts sont très importants : pour 15 % des plus aisés, l'impôt payé est inférieur à 10 % de leur revenu, tandis qu'il est supérieur à 30 % pour 5 % des super riches. En raison de l'effet redistributif de l'impôt sur le revenu et des autres transferts fiscaux et sociaux, les très hauts revenus détiennent une part moins importante des revenus après prélèvements, note l'Insee : 5,3 % contre 6,8 % avant d'être taxés.

Et dire que certains voulaient nous faire croire que la France croulait sous la pauvreté. Des faussaires.

- Patrimoine : un ménage sur deux a plus de 158.000 euros - Boursier.com 5 juin 2018

158.000 euros. C'est la limite qui sépare les Français en deux groupes en matière de patrimoine brut. Autrement dit, selon la publication de l'Insee parue ce mardi (sur la base de chiffres de 2015), un ménage sur deux a plus de 158.000 euros de patrimoine hors dettes.

Des disparités évidentes

Dans le détail, il apparaît que la moitié la population la plus aisée (donc au-dessus de 158.000 euros de patrimoine) concentre 92% de la masse totale de patrimoine.

Les 10% de foyers les plus riches possèdent quant à eux 47% du patrimoine cumulé. L'insee précise que pour intégrer cette catégorie des ménages les mieux dotés, il faut avoir au minimum pour 595.700 euros d'actifs bruts.

Quant au centile de ménages du haut du panier (autrement dit les 1% les plus aisés), ils contrôlent 16% du patrimoine global des ménages.

A l'inverse, les 10% de foyers les plus pauvres ont au maximum 4.300 euros de patrimoine et concentrent moins de 0,1% de la richesse totale.

Des inégalités plus marquées depuis près de 20 ans

D'une manière générale, le patrimoine moyen a doublé depuis 1998. Mais la progression n'a pas été le même dans toutes les catégories. Pour les 10% de ménages les plus aisés, la progression a été de 113%. En revanche, les 10% de ménages les plus pauvres ont vu leur patrimoine moyen fondre de 31% sur la période.

L'insee note toutefois que la situation s'est légèrement améliorée depuis 2010. A cette date, le patrimoine moyen des 10% les plus riches était 38 fois plus élevé que le patrimoine moyen des 10% de foyers les plus pauvres. En 2015, ce coefficient est redescendu à 33.

L'immobilier en pointe

Depuis 1998, la valeur du patrimoine immobilier des Français a augmenté de 133%, essentiellement jusqu'en 2010. Ceci explique en grande partie le creusement des inégalités. De fait, l'immobilier est très présent dans le patrimoine des classes moyennes et des foyers aisés (entre deux tiers et trois quarts du total) alors que les 30% de foyers les plus pauvres n'ont quasiment pas d'immobilier.

Le patrimoine financier a quant à lui progressé de 75% depuis 1998. Si sa valeur a baissé chez les plus pauvres, elle a revanche augmenté de moitié autour de la médiane et doublé pour les 10% de foyers les mieux dotés.

Compte tenu de ces éléments, on peut enfin estimer que la part de l'immobilier dans les patrimoines est passée d'environ 52% à 60% entre 1998 et 2015. Boursier.com 5 juin 2018

CAP 22 : Comité action privée ou un ballon à faire exploser.

- Plan d'économies : un ballon d'essai à 30 milliards d'euros ? Liberation.fr 5 juin 2018

Dans le dur. Selon les Echos, le gouvernement va se voir proposer le 11 juin (date non confirmée par Matignon) un plan d'économies de 30 milliards d'euros. Ce chiffre devrait figurer dans le rapport du «Comité action publique 2022» (CAP 22). Ce groupe d'une trentaine d'experts du monde politique, économique et social a été mandaté par l'exécutif pour plancher notamment sur la réforme de l'Etat. Et le Premier ministre, Edouard Philippe, lui a donné «carte blanche» pour faire des propositions «sans totem ni tabou».

Plus précisément, Macron s'est donné l'objectif de baisser de quatre points la part de la dépense publique dans le PIB pour la ramener à 51% en 2022. Avec une croissance supérieure aux prévisions – et donc un PIB plus important – le montant des économies sur le quinquennat s'élèverait en fait à 100 milliards d'euros, chiffre calculé par le rapporteur général du budget à l'Assemblée, le député LREM des Hautes-Alpes Joël Giraud.

Tous ces objectifs de réduction mis en avant par les candidats à la présidentielle étaient exprimés en «tendanciel» : autrement dit, il ne s'agit pas d'une diminution nette des dépenses, mais d'une moindre augmentation par rapport à leur trajectoire «naturelle», à politiques constantes. Or, les 30 milliards d'euros d'économies que proposerait CAP 22 dans son rapport constitueraient «une baisse nette du montant total de la dépense publique», selon Les Echos. Présage d'un régime encore plus drastique pour les finances publiques.

Pour l'instant, Matignon se refuse à confirmer cette information. «Le moment où on annonce les chiffrages, c'est le projet de loi de finances», temporise ainsi la cheffe de file des députés LREM à la commission des Finances, Amélie de Montchalin. Le mantra est le même depuis le début du quinquennat : «pas de rabot» mais «des réformes pour dégager naturellement des économies» : telles étaient déjà les explications fournies l'an dernier par l'exécutif et sa majorité à l'Assemblée dans la préparation du budget 2018. Quinze milliards d'euros d'économies ont finalement été inscrits dans la loi de finances, dont sept pour le seul budget de l'Etat. Ministères les plus touchés : le Logement et le Travail. Les deux ont effectivement connu, depuis, leurs «réformes». Liberation.fr 5 juin 2018

Si ce sont les actionnaires qui l'exigent... c'est qu'ils ont forcément de bonnes raisons.

- Carrefour ferme 243 magasins - Business Insider FR5 juin 2018

Carrefour n'a pas trouvé de repreneur pour 243 magasins qui fermeront leurs portes dans les prochaines semaines.

Le nouveau PDG du groupe de distribution, Alexandre Bompard, arrivé en juillet 2017, avait annoncé ces fermetures fin janvier 2018 en présentant un plan de transformation du groupe qui prévoit une réduction de coûts de 2 milliards d'euros dès 2020.

Dans ce cadre, Carrefour avait annoncé qu'il allait supprimer 2400 emplois, passer cinq hypermarchés en location-gérance, réduire la surface de ses magasins et céder ou fermer 273 magasins Dia passés sous l'enseigne Carrefour. Les emplois de 2100 personnes sont concernés par ce changement de périmètre.

Carrefour avait racheté 800 magasins de l'enseigne Dia en France en 2014. Mais en raison notamment de problèmes de localisation la sauce n'a pas pris et les ex-magasins Dia ont perdu 150 millions d'euros en 2017.

Le quotidien régional Midi Libre s'était procuré un premier document confidentiel détaillant les emplacements de 269 magasins susceptibles de disparaître. Il vient de publier la liste des 243 magasins — communiquée lundi 4 juin aux syndicats lors d'un comité central d'entreprise — qui n'ont pas trouvé de repreneur. Business Insider FR5 juin 2018

Commentaires d'internautes.

1- "Lamentable !

A Fontenay, il ne restera que Monoprix : Hors de prix !"

2- "En regard de la population de la région où encore du taux de chômage de celle-ci, c'est bien la région des Hauts-de France (Nord-Pas-de-Calais et Picardie) qui est la plus touchée, et non Paris ou Marseille !"

3- "Je suis bien d'accord avec vous, j'avais remarqué, lamentable."

Après la disparition du petit commerce, la suppression des enseignes bons marchés que fréquentaient les plus pauvres ou ceux qui résistaient pour ne pas les rejoindre...

Ici en Inde, c'est différent. Les prix de 90% des marchandises sont fixes, identiques, quel que soit l'endroit où vous les achetez. En revanche, toutes les marchandises ne sont pas disponibles partout, certains commerces ne proposent que celles qui sont les plus chers, d'autres que celles de mauvaises qualités et parmi les moins chères. Il n'y a que la vente en vrac ou sans emballage, les produits frais principalement où les prix fluctuent d'un jour à l'autre, d'un commerce à l'autre, il faut donc comparer les prix et la qualité avant d'acheter ses légumes par exemple.

L'unique supermarché de Pondichéry est clairement destiné aux classes moyennes. Je n'y vais que pour acheter des produits où les prix sont fixes et où on peut bénéficier d'une réduction. Quand je vais à Pondichéry cela me coûte aller-retour un demi-litre d'essence, soit 40 roupies environ, un demi-euro, donc je dois rentabiliser mon déplacement, j'achète tout par multiple d'un, et comme tous les produits proposés par multiple d'un sont accompagnés d'une réduction, cela me paie l'essence et j'arrive même à économiser plusieurs centaines de roupies sur un mois, surtout avec les cigarettes, 20% moins chères.

Médiocratie de la recherche. Non sans blague, ils ont fait une découverte !

- Manger moins pour vivre plus... longtemps - Le Point 06 juin 2018

Le Point - Selon deux nouvelles études, un régime alimentaire moins calorique augmente l'espérance de vie... dans des proportions spectaculaires.

LVOG - En voilà une mauvaise nouvelle pour les plus pauvres, eux au moins ils n'ont pas attendu qu'on leur dise pour le savoir ! Je parle des plus pauvres, les autres se goinfrent de saloperies hypercalorifiques qui les rendent obèses en regardant TF1...

Le Point - Manger moins pour vivre plus vieux et en meilleure santé ? Il s'agit seulement, pour l'instant, d'une piste de recherche, et non d'un précepte que chacun pourrait appliquer dans la vie de tous les jours. Mais deux nouvelles études rendent cette piste de plus en plus solide.

LVOG - Ah pour du solide, c'est du solide, à vous rendre constiper ! Là encore cela ne concerne pas les pauvres, puisqu'ils ont rien ou si peu à évacuer ! Et on se doute bien que ceux qui se goinfrent ne vont pas se mettre au régime (forcé) des pauvres. Ils ne manquent décidément pas de perspicacité ces chercheurs !

Le Point - La restriction calorique chronique consiste, dans son principe, à manger une ration alimentaire réduite mais équilibrée à partir de l'âge adulte et tout au long de son existence.

LVOG - Là encore, les pauvres ne seront pas concernés, parce que les aliments les plus équilibrés sur le plan nutritionnel sont généralement les plus chers. Et puis cette restriction alimentaire ne peut pas s'appliquer aux travailleurs manuels puisqu'elle leur coûterait une fortune. Ils se retrouveraient en état de sous-alimentation chronique, état qui concerne apparemment davantage le cerveau que l'estomac chez ces chercheurs.

Le Point - Deux études publiées au début de cette année abordent cette question. La première a été menée sur des primates par notre équipe du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et du CNRS et publiée dans la revue Communications Biology. L'autre a été réalisée sur des humains par une équipe américaine dirigée par la biologiste Leanne Redman et publiée dans la revue Cell Metabolism. Ces travaux mettent en avant les effets bénéfiques de la restriction calorique sur la longévité et la santé.

Par :

Fabien Pifferi est chargé de recherche en nutrition et neurosciences, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

Fabienne Aujard est biologiste, directrice de recherche spécialisée dans le vieillissement, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

Jeremy Terrien est enseignant-chercheur en physiologie animale, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

LVOG - Le dernier paragraphe de cet article n'était pas à piquer des vers, cela se mange et c'est bourré de protéines, je le dis au passage pour les plus pauvres, pas d'esprit voyons, vous m'avez compris.

Le Point - Comme l'application d'une restriction calorique chez l'humain semble difficile à concevoir de manière généralisée dans nos sociétés modernes, des études sont en cours pour identifier des molécules qui pourraient mimer certains bienfaits de la restriction calorique, sans avoir à modifier nos pratiques alimentaires.

LVOG - Il est vrai qu'une société aussi débile ou pourrie est forcément incompatible avec une telle prise de conscience, rendez-vous compte les hommes vivraient mieux, et puis imaginez un instant s'ils bouffaient moins, que deviendraient les trusts de l'agro-alimentaire et le lobby ogmiste pour lesquels ces chercheurs travaillent, car c'est bien ce qui est précisé ici, n'est-ce pas ? Non, en régime capitaliste la recherche n'a jamais eu pour mission de concourir à l'amélioration des conditions de vie de la plèbe.

ACTUALITE EN TITRES

D'une extrême droite à l'autre.

- Hollande défendra son bilan jeudi devant la Fondation Jean-Jaurès - AFP 6 juin 2018

Mimétisme.

- Municipales : LREM s'ouvre aux LR et PS... sous conditions - Publicsenat.fr 4 juin 2018

- Le PCF envisage une "large" liste de gauche aux européennes - Reuters 4 juin 2018

- Renouvellement, communication… Le PCF à la recherche d'un nouveau style - Liberation.fr 4 juin 2018

...où quand l'oligarchie impose son style costard cravate et gueule de premier de la classe, les cheveux courts, bien dégarnis derrière les oreilles, l'air de préférence abruti qui en impose aux plus niais, aux plus serviles qui ont enfin trouvé un maître...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Mamoudou Gassama reçoit la plus haute distinction de la Ville de Paris - AFP 4 juin 2018

Ils osent tout

- La famille impériale se voit sur le trône, pour régler le "chaos" au Brésil - AFP 4 juin 2018

Pour Bertand d'Orléans-Bragance, descendant direct du dernier empereur du Brésil, le "chaos" qui secoue son pays n'a qu'une solution: le retour de sa famille au pouvoir. AFP 4 juin 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand la crise générale du capitalisme se transforme en crise politique mondiale...

- En Jordanie, la contestation sociale fait tomber le Premier ministre - AFP 5 juin 2018

Le Premier ministre jordanien Hani Mulqi a été contraint à la démission lundi, après plusieurs jours d'une contestation populaire inédite depuis des années dans le royaume contre un projet de réforme fiscale et la hausse des prix. AFP 5 juin 2018

Ce n'est pas en France qu'un truc pareil arriverait. C'est étrange. Devinez pourquoi.

- Nouveau Premier ministre à Madagascar pour sortir de la crise - Reuters 4 juin 2018

Le président malgache a annoncé lundi qu'il avait choisi comme nouveau Premier ministre Christian Ntsay, qui était jusqu'ici représentant à Madagascar de l'Organisation internationale du travail (OIT). Reuters 4 juin 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- L'OEA adopte une résolution visant à en exclure le Venezuela - Reuters 6 juin 2018

L'Organisation des Etats américains (OEA), composée de 34 membres, a adopté mardi une résolution pour débuter le processus d'exclusion du Venezuela de l'organisation, après la réélection contestée le mois dernier de Nicolas Maduro à la présidence vénézuélienne.

Au cours d'une assemblée générale organisée à Washington, où est basée l'OEA, 19 membres ont voté en faveur de la tenue d'une assemblée extraordinaire pour suspendre le Venezuela de l'organisation. Quatre membres ont voté contre et 11 se sont abstenus.

Les Etats-Unis et plusieurs pays sud-américains ne reconnaissent pas la réélection le 20 mai de Nicolas Maduro à la tête du Venezuela, considérant le scrutin comme une imposture visant à favoriser une dictature qui a dévasté une économie autrefois prospère.

"Je suis heureux que nous reconnaissions que la démocratie compte. Nous ne reconnaîtrons pas les gouvernements illégitimes", a déclaré à l'assemblée après le vote le représentant américain auprès de l'OEA.

"C'est un grand jour pour l'OEA (...) Notre espoir est que cela apporte la paix au peuple vénézuélien", a ajouté Carlos Trujillo.

Le Venezuela rejette la décision de l'assemblée et empêchera les Etats-Unis de poursuivre leur "guerre économique" contre le gouvernement socialiste de Maduro, a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Jorge Arreaza.

"Ceux qui ont soutenu (cette résolution) soutiennent la possibilité d'une intervention militaire au Venezuela. Vous aurez cela sur la conscience", a-t-il ajouté.

Nicolas Maduro a décrit l'OEA comme le pantin de la politique étrangère des Etats-Unis. Le gouvernement vénézuélien a annoncé l'année dernière qu'il débutait un processus de deux ans pour se retirer de l'organisation.

Les Etats-Unis souhaitent l'exclusion du Venezuela de l'OEA et une intensification des sanctions économiques contre le gouvernement de Maduro. Reuters6 juin 2018

Libye

- La Libye selon l'Onu et la dure réalité par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 5 juin 2018

Malgré la bonne volonté de certains participants, la conférence de Paris pour la Libye n'a pas eu sur place les effets imaginés. Pour Thierry Meyssan, cela s'explique par le double langage de l'Otan et de l'Onu qui prétendent vouloir stabiliser le pays alors que leurs actions poursuivent le plan Cebrowski de destruction des structures étatiques. La mise en scène de Paris était imprégnée d'une profonde méconnaissance des particularités de la société libyenne.

Depuis l'anéantissement par l'Otan de la Jamahiriya arabe libyenne, en 2011, la situation en Libye s'est profondément détériorée : le PIB a été divisé par deux et des pans entiers de la population vivent dans la misère ; il est impossible de circuler dans le pays ; l'insécurité est générale. Au cours des dernières années, les deux tiers de la population se sont enfuis à l'étranger, au moins provisoirement.

Passant par pertes et profits l'illégalité de l'intervention de l'Otan, les Nations Unies tentent de re-stabiliser le pays.

Les tentatives de pacification

L'Onu est présente via la MANUL (Mission d'appui des Nations unies en Libye), qui est un organe exclusivement politique. Le véritable caractère de cette instance est apparu dès sa création. Son premier directeur, Ian Martin (ancien directeur d'Amnesty International), organisa le transfert de 1 500 jihadistes d'Al-Qaïda en qualité de « réfugiés » (sic) de la Libye vers la Turquie pour former la soi-disant « Armée syrienne libre ». Certes, aujourd'hui la MANUL est dirigée par Ghassan Salamé [1], mais elle dépend directement du directeur des Affaires politiques de l'Onu qui n'est autre que Jeffrey Feltman. Or, cet ancien assistant d'Hillary Clinton au département d'État US est un des maîtres d'œuvre du plan Cebrowski-Barnett pour la destruction des États et des sociétés du « Moyen-Orient élargi » [2]. C'est précisément lui qui supervisa d'un point de vue diplomatique les agressions contre la Libye et la Syrie [3].

L'Onu part de l'idée que le désordre actuel est la conséquence de la « guerre civile » de 2011 qui dressa le régime de Mouammar Kadhafi contre son opposition. Or, lors de l'intervention de l'Otan, cette opposition se limitait aux jihadistes d'al-Qaïda et à la tribu des Misrata. En tant qu'ancien membre du dernier gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne, je peux témoigner que l'initiative de l'Alliance atlantique ne répondait pas à un conflit libyen, mais à une stratégie régionale de longue haleine pour l'ensemble du Moyen-Orient élargi.

Lors des élections législatives de 2014, les islamistes qui avaient mené les combats au sol pour le compte de l'Otan, n'obtinrent que de faibles résultats. Ils décidèrent alors de ne pas reconnaitre la « Chambre des représentants » (basée à Tobrouk) et de constituer leur propre assemblée (basée à Tripoli) qu'ils appellent désormais « Haut Conseil d'État ». Considérant que ces deux assemblées rivales pouvaient former un système bicaméral, Feltman plaça à égalité les deux groupes. Des contacts entre eux eurent lieu aux Pays-Bas, puis les accords de Skhirat (Maroc) furent signés, mais sans l'assentiment des deux assemblées. Ces « accords » instituèrent un « gouvernement d'union nationale » (d'abord basé en Tunisie) désigné par l'Onu.

Pour préparer l'élaboration d'une nouvelle Constitution et d'élections présidentielle et législatives, la France, se substituant aux efforts des Pays-Bas et de l'Égypte, a organisé fin mai un sommet avec ceux que l'Onu présente comme les quatre principaux leaders du pays, en présence de représentants des principaux États impliqués sur le terrain. Cette initiative a été vivement critiquée en Italie [4]. Publiquement on a parlé politique, tandis que discrètement, on a dessiné les contours d'une Banque centrale libyenne unique qui effacera le vol des Fonds souverains libyens par l'Otan [5] et centralisera l'argent du pétrole. Quoi qu'il en

soit, après la signature d'une déclaration commune [6] et les embrassades d'usage, la situation a brusquement empiré sur le terrain.

Le président français, Emmanuel Macron, agit en fonction de son expérience de banquier d'affaires : il a réunit les principaux leaders libyens choisis par l'Onu ; a examiné avec eux comment protéger leurs intérêts respectifs en vue de créer un gouvernement reconnu par tous ; a vérifié que les puissances étrangères ne saboteraient pas ce processus ; et a pensé que les Libyens applaudiraient cette solution. Or, il n'en est rien car la Libye est totalement différente des sociétés occidentales.

Il est évident que la France, qui avait été avec le Royaume-Uni le fer de lance de l'Otan contre la Libye, tente de récupérer les dividendes de son intervention militaire, dont elle a été privée par ses alliés anglo-saxons.

Pour comprendre ce qui se passe, il faut revenir en arrière et analyser la manière dont vivent les Libyens en fonction de leur expérience personnelle.

L'Histoire de la Libye

La Libye n'existe que depuis 67 ans. À la chute du fascisme et la fin de la Seconde Guerre mondiale, cette colonie italienne fut occupée par les Britanniques (dans la Tripolitaine et la Cyrénaïque) et par les Français (dans le Fezzan qu'ils divisèrent et rattachèrent administrativement à leurs colonies d'Algérie et de Tunisie).

Londres favorisa l'émergence d'une monarchie contrôlée depuis l'Arabie saoudite, la dynastie des Senussis, qui régna sur le pays à partir de « l'indépendance », en 1951. De religion wahhabite, elle maintint le nouvel État dans un obscurantisme total, tout en favorisant les intérêts économiques et militaires anglo-saxons.

Elle fut renversée, en 1969, par un groupe d'officiers qui proclama la véritable indépendance et mit à la porte les Forces étrangères. Au plan politique intérieur, Mouammar Kadhafi rédigea, en 1975, un programme, le Livre vert, dans lequel il garantit à la population du désert de satisfaire ses principaux rêves. Par exemple, alors que chaque bédouin ambitionnait d'avoir sa propre tente et son chameau, il promit à chaque famille un appartement gratuit et une voiture. La Jamahiriya arabe libyenne offrit également l'eau [7], l'éducation et la santé gratuites [8]. Progressivement, la population nomade du désert se sédentarisa sur la côte, mais les liens de chaque famille avec sa tribu d'origine restèrent plus importants que les relations de voisinage. Des institutions nationales furent mises en place, inspirées des expériences des phalanstères des socialistes utopiques du XIXème siècle. Elles instaurèrent une démocratie directe tout en co-existant avec les anciennes structures tribales. Ainsi, les décisions importantes étaient d'abord présentées à l'Assemblée consultative des tribus avant d'être délibérées par le Congrès général du Peuple (Assemblée nationale). Au plan international, Kadhafi se voua à résoudre le conflit séculaire entre les Africains, arabes et noirs. Il mit fin à l'esclavage et utilisa une grande partie de l'argent du pétrole pour aider au développement des pays sub-sahariens, notamment du Mali. Son activité réveilla les Occidentaux qui commencèrent alors des politiques d'aide au développement du continent.

Cependant, malgré les progrès accomplis, trente ans de Jamahiriya ne suffirent pas à transformer cette Arabie saoudite africaine en une société laïque moderne.

Le problème actuel

En écrasant ce régime et en faisant flotter à nouveau le drapeau des Sénussis, l'Otan a renvoyé le pays à ce qu'il était avant 1969 : un ensemble de tribus, vivant dans le désert, coupées du monde. En l'absence d'État, la population s'est repliée sur des structures tribales sans chef suprême. La Charia, le racisme et l'esclavage ont refait leur apparition. Dans ces conditions, il est inefficace de chercher à rétablir l'ordre par le haut. Il est au contraire indispensable de pacifier d'abord les relations entre tribus. Ce n'est qu'une fois cette opération achevée qu'il sera possible d'envisager des institutions démocratiques. Jusque-là la sécurité de chacun ne sera garantie que par son appartenance tribale. Pour survivre, les Libyens s'interdiront donc de penser de manière autonome et s'en référeront toujours à la position de leur groupe.

Le cas de la répression exercée par les habitants de Misrata contre ceux de Tawarga est exemplaire. Les Misratas sont les descendants des soldats turcs de l'armée ottomane, ceux de Tawarga descendent d'anciens esclaves noirs. En lien avec la Turquie, les Misratas ont participé au renversement de la Jamahiriya. Dès que le drapeau des Sénussis a été imposé, ils se sont déchainés avec une fureur raciste contre les noirs. Ils les ont accusés de toutes sortes de crimes et ont contraint 30 000 d'entre eux à fuir.

Il sera évidemment très difficile de faire émerger une personnalité, comparable à Mouammar Kadhafi, qui soit d'abord reconnue par les tribus, puis par le Peuple. Mais en réalité, ce n'est pas ce que cherche Jeffrey Feltman. Contrairement aux déclarations officielles sur une solution « inclusive », c'est-à-dire intégrant toutes les composantes de la société libyenne, Feltman a imposé, via les islamistes avec qui il avait collaboré au département d'État contre Kadhafi, une loi interdisant toute fonction publique aux personnes ayant servi le Guide. La Chambre des représentants a refusé d'appliquer ce texte, toujours en vigueur à Tripoli. Ce dispositif est comparable à celui de la débaasification que le même Feltman imposa à l'Iraq, lorsqu'il était un des dirigeants de l'« Autorité provisoire de la Coalition ». Dans les deux cas, ces lois privent ces pays de la majorité de leurs élites et poussent celles-

ci à la violence ou à l'exil. On le voit bien, Feltman poursuit toujours les objectifs du plan Cebrowski tout en prétendant travailler pour la paix.

Contrairement aux apparences, le problème de la Libye n'est pas la rivalité entre des leaders, mais l'absence de pacification entre tribus et l'exclusion des Kadhafistes. La solution ne peut être négociée entre les quatre leaders réunis à Paris, mais uniquement au sein et autour de la Chambre des représentants de Tobrouk dont l'autorité couvre désormais 80 % du territoire. Réseau Voltaire 5 juin 2018

Notes.

[1] Ghassan Salamé est un homme politique libanais et universitaire français. Il est le père de la journaliste française Léa Salamé et de la directrice de la Fondation Boghossian de Belgique, Louma Salamé. Il a travaillé avec Jeffrey Feltman en Irak, mais pas au Liban.

[2] « Le projet militaire des États-Unis pour le monde », par Thierry Meyssan, Haïti Liberté (Haïti) , Réseau Voltaire, 22 août 2017.

[3] « L'Allemagne et l'Onu contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie) , Réseau Voltaire, 28 janvier 2016.

[4] En 2011, le président du Conseil Silvio Berlusconi s'insurgea contre l'intervention de l'Otan. Il fut rappelé à l'ordre atlantiste par son propre Parlement.

[5] « La rapine du siècle : l'assaut des volontaires sur les fonds souverains libyens », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 22 avril 2011.

[6] « Déclaration politique sur la Libye », Réseau Voltaire, 29 mai 2018.

[7] À partir de 1991, la Libye construit la « Grande rivière artificielle ». Il s'agit d'un vaste réseau d'exploitation des nappes aquifères du Bassin de Nubie, situées à grande profondeur. Ce gigantesque système est sans équivalent dans le monde.

[8] En l'absence d'hôpitaux assez nombreux, les opérations étaient souvent effectuées à l'étranger aux frais de l'État.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Maroc

- Au Maroc, un boycott de l'eau contre l'oligarchie et la vie chère - liberation.fr 5 juin 2018

Depuis fin avril, l'eau Sidi ali, le lait Centrale Danone et les stations-service Afriquia sont boudés par près de 42 % des Marocains pour leurs prix excessifs. Une mobilisation inédite qui a pris de court les élites.

Selon une enquête réalisée le 22 mai pour le quotidien marocain l'Economiste, 42 % de la population applique ce boycott, principalement les jeunes, les femmes et la classe moyenne.

«Cette mobilisation anonyme n'a ni stratégie ni revendication précises, mis à part la volonté de s'opposer aux prix chers. Si on ne sait pas qui en est l'initiateur, on connaît ses deux principales cibles : des personnalités de l'establishment, proches du palais royal», analyse le sociologue Abderrahmane Rachik, spécialiste des mouvements de protestation au Maroc. D'abord, Aziz Akhannouch, propriétaire de la société de distribution de carburant Afriquia, est aussi ministre de l'Agriculture, milliardaire et proche du roi. Ensuite, Miriem Bensalah-Chaqroun, à la tête des Eaux minérales d'Oulmès, distributeur de Sidi ali, est l'ancienne présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc, l'équivalent du Medef en France. «La campagne de boycott est l'expression d'un ras-le-bol généralisé qui s'inscrit dans la suite des protestations du Rif, de Zagora et de Jerada [trois régions qui ont connu des mouvements sociaux ces derniers mois, ndlr]», estime le député du Parti socialiste unifié Omar Balafrej, qui soutient le boycott.

«Des professionnels de la protestation, anonymes, ont lancé cette mobilisation qui a été suivie d'abord par des sympathisants puis par des jeunes mécontents», explique Abderrahmane Rachik. Au Maroc, le taux d'emploi est de 42 %, et un tiers des jeunes n'ont ni travail ni formation, selon le Haut Commissariat au plan, organisme de statistiques officielles. «Boycotter et se mobiliser sur les réseaux sociaux ne demande ni autorisation, ni argent, ni compétences. Depuis 2013, protester dans la rue est devenu risqué, face à un gouvernement qui empêche toute manifestation sans autorisation préalable», continue le sociologue.

Centrale Danone, la marque la plus affectée par le boycott, s'attend à un «repli de 20 % de son chiffre d'affaires» et une perte de 13,5 millions d'euros au premier semestre. Sa collecte de lait dans le réseau marocain a déjà été réduite de 30 %.

Face à cette campagne difficile à cerner, les élites politiques et économiques du royaume sont désarmées. Cinq jours après le début du boycott, Mohamed Boussaïd, ministre de l'Economie, a qualifié les boycotteurs d'«étourdis». Au même moment, le directeur achats chez Centrale Danone, Adil Benkirane, les désignait comme des «traîtres à la nation». Des propos qui ont galvanisé les protestataires. «Les politiques ont cru que le boycott serait éphémère mais il a pris beaucoup d'ampleur», observe Abderrahmane Rachik. Le chef du gouvernement, Saâdeddine el-Othmani, lui, a demandé à tourner la page du boycott.

L'ampleur inattendue de l'opération fait craindre aux autorités la réaction des investisseurs étrangers. «Le gouvernement est déterminé à entreprendre des initiatives visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et à agir avec fermeté en matière de contrôle du marché», a annoncé le gouvernement dans un communiqué publié le 1er juin. Une commission sera créée pour examiner l'évolution des prix et proposer des solutions allégeant la pression sur le pouvoir d'achat des ménages. Une réponse insuffisante pour Omar Balafrej, membre de l'opposition qui demande à remettre sur pied le Conseil de la concurrence, une institution au point mort.

«Le boycott est en train de se retourner contre le gouvernement El-Othmani, dont le prédécesseur avait appliqué la libéralisation des prix et la fin de la caisse de compensation pour les produits de nécessité», avertit Abderrahmane Rachik. En conséquence, les opérateurs des hydrocarbures, dont Afriquia, ont doublé leurs marges, selon un rapport parlementaire présenté le 15 mai. «Maintenant, nous attendons un mea culpa des sociétés et qu'elles remboursent les 17 milliards de dirhams [1,5 milliard d'euros] gagnés de façon abusive», revendique Omar Balafrej, qui espère que le succès du boycott redonne «confiance aux citoyens». En attendant, les épiciers affichent fièrement des marques concurrentes dans leurs rayons. liberation.fr 5 juin 2018

Portugal

- Importante grève ferroviaire au Portugal - euronews 4 juin 2018

Très forte mobilisation pour le mouvement de grève dans les transports ferroviaires qui a eu lieu ce lundi au Portugal. Selon le syndicat des employés du secteur, 90% des trains de fret et de passagers n'ont pas circulé. A Lisbonne, aucun train n'a quitté le quai de toute la journée.

Les agents ferroviaires protestent contre un projet national de n'avoir qu'un opérateur supplémentaire par train, contre deux minimum actuellement. Ces derniers mois, ce sont les cheminots qui se sont mobilisés, pour des revendications salariales. euronews 4 juin 2018

Brésil

- Brésil: plus d'un demi-million d'homicides en dix ans - AFP 5 juin 2018

Plus d'un demi-million de personne sont mortes par homicide entre 2006 à 2016 au Brésil, soit six tués par heure, des chiffres qui font du plus grand pays d'Amérique latine l'un des plus violents au monde, selon un rapport publié mardi. AFP 5 juin 2018

Haut de page

Le 14 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

A chaque fois que je voulais actualiser le portail ces derniers jours une nouvelle idée jaillissait, du coup j'ai passé beaucoup de temps à réfléchir, et le plus difficile ce fut de mettre cela au propre. Je n'actualiserai pas le portail aussi régulièrement, j'ai encore trop de choses à faire chez moi et personne ne peut les faire à ma place. Je crois qu'il y a matière à tenir pas mal de temps avec cette volumineuse causerie.

- Causerie au format pdf (41 pages)

Quelques réactions politiques.

1- Quelques réactions après avoir fait un tour d'horizon de l'actualité hier soir.

Le printemps est passé comme une lettre à la poste. Le président néonazi du parlement ukrainien parade à Paris, quoi de plus naturel. Il y a de quoi sabrer le champagne !

Macron ne loupe pas une occasion de faire savoir qu'il hait les pauvres... qui lui rendent bien. L'orgie des nantis peut continuer. La médiocrité s'invite ou s'infiltre partout à vous en donner la nausée. Ils s'en vantent et il y en a qui les flattent pour faire partie de la cour. Ne les ignorons pas, méprisons-les, piétinons-les, après tout ils doivent être là pour cela.

Visiblement, nous ne vivons pas dans le même monde, donc tenons-nous en à notre cause, il y a de quoi faire et ne jamais s'emmerder pour qui veut se rendre utile pour combattre le régime. C'est un appel à l'engagement politique, parce que cela fait aussi partie de la vie, de la société. Il y en a qui peuvent dire stop spontanément, et il y en a d'autres pour lesquels il faut plus de temps et ce sont les plus nombreux. Quand on a des principes ou des valeurs humanistes, on ne peut pas vivre dans leur monde, on ne peut souhaiter que qu'il disparaisse le plus tôt possible...

- Le nouveau service de vaisselle de l'Élysée aurait coûté... 500.000 euros - M6info

2- Quasiment toutes les formations politiques se réclamant de la classe ouvrière, la plupart des syndicats, des dizaines d'associations liées au mouvement ouvrier appelle les travailleurs et jeunes à descendre dans la rue le 26 mai pour manifester leur rejet de la politique de Macron, soit entre 30 et 40 millions de personnes, et moins de 250.000 répondent présent, qui plus est un samedi, soit moins de 1%.

Que faut-il en déduire, qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique ? Vous savez ce que m'a répondu un militant, je vous le donne en mille, que les conditions objectives étaient mûres pour une révolution, je ne plaisante pas. Et bien moi, je pense exactement le contraire. Selon vous, qui de nous deux doit être proche de la réalité, celui qui part des faits ou celui qui fait dans le déni permanent ou qui refuse de les prendre en compte ?

Un truc qui n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

Lors de l'oraison funèbre prononcée par D. Gluckstein après le décès de P. Lambert, D. Gluckstein déclarera que « *les conditions objectives de la révolution mûrissent* ». (http://www.luttedeclasse.org/brefpt07.htm - 22 janvier 2008) j'avais ajouté le commentaire suivant : Tiens c'est étrange, je croyais qu'elles étaient mûres et qu'elles avaient commencé à pourrir, le capitalisme agonisant, cela vous dit sans doute quelque chose camarades.

Pendant des décennies, ils nous avaient tenus en haleine avec leur théorie foireuse de "l'imminence de la révolution" sur fond de crise des institutions de la Ve République qui devait rendre l'âme dans les semaines à venir (Stéphane Just), on était au milieu des années 70, il y a un demi-siècle. L'arrivée au pouvoir de Mitterrand en mai 81, ainsi que sa majorité PS-PCF devait sonner le glas du régime. Tout le reste devait être à l'avenant jusqu'à nos jours. Je n'invente rien, ce sont les faits.

S'il y a 10 ans les conditions objectives n'étaient pas mûres, 10 ans plus tard on a comme l'impression qu'elles ont commencé à pourrir, et l'élection de Macron en est l'illustration.

Quelles sont les conditions objectives qui doivent être réunies pour qu'une situation devienne révolutionnaire? Et quelles sont les conditions subjectives qui doivent être réunies pour qu'elle se transforme en révolution prolétarienne ?

Les conditions objectives.

- L'effondrement brutal du capitalisme jetant des millions de travailleurs à la rue... (En 2008, les oligarques nous ont fait le coup de la démolition contrôlée en fabriquant plus de 20.000 milliards de dollars... pour s'enrichir encore plus!)

- La guerre et ses conséquences insupportables. (Tandis que de nos jours la population vit en paix et n'imagine pas un instant ce que signifie la guerre, mieux ou pire, elle baigne dans une insouciance dopée par les guerres. Quand la guerre ravage un pays, elle n'épargne personne, et la classe ouvrière en est la principale victime.)

- La concentration du prolétariat industriel. (Depuis dispersé, disloqué, atomisé, délocalisé... Ce qu'il en reste compose l'aristocratie ouvrière ou bénéficie de privilèges que n'ont pas les autres travailleurs du secteur privé.)

- Les conditions de travail effroyables des masses. (Et des enfants, cadences infernales, journées de travail harrassantes. Ce qui a pratiquement disparu de nos jours ou n'a rien de comparable avec autrefois.)

- Les conditions d'existence épouvantables des masses, notamment d'habitation. (De nos jours cela concerne seulement environ 5% des travailleurs et leurs familles les plus pauvres. Mieux encore, un grand nombre de travailleurs qui ont un revenu modeste vont hériter de leurs parents un bien immobilier qui se chiffre au bas mot à plusieurs centaines de milliers d'euros s'il était situé en

ville, moins évidemment s'il était situé à la campagne ou dans une petite commune de province ; une somme d'argent en espèce ou placée plus ou moins importante ; d'autres biens. Au passage, ce ne sera pas mon cas, sinon je m'empresserais de distribuer cet argent. Même mon terrain et ma maison ne sont pas à mon nom.)

- Etc.

Les conditions subjectives.

- Il faut que la classe dominante ne puisse plus gouverner comme avant. (Ce n'est pas le cas en France, Macron incarne par excellence la Ve République ! En revanche la situation fut prérévolutionnaire en Grèce, en Tunisie, peut-être en Egypte. Ce n'est plus le cas dans ces pays.)

- Il faut que les masses ne puissent plus vivre comme avant ou qu'elles ne supportent plus de nouveaux sacrifices. (Ce n'est pas le cas des deux tiers ou plus des masses. Encore faut-il tenir compte de tous les revenus et de la composition des ménages ou contribuables comme l'on dit.)

- Sous l'effet de l'effondrement du capitalisme ou de la guerre, les masses se radicalisent et cherchent une issue politique conforme à leurs intérêts. (Comme ni l'un ni l'autre ne s'est produit, il est à craindre que leur radicalisation ne soit pas orientée dans la bonne direction. Surtout chez les couches des classes moyennes les plus durement frappées qui peuvent se tourner vers l'extrême droite, les autres se sont tournées principalement vers Macron pour le moment.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'effondrement du capitalisme ou la guerre va frapper violemment l'ensemble des masses, et que parmi les masses une minorité va se radicaliser aussitôt ou rapidement, mais contrairement à une période normale ou de paix, le reste des masses au lieu de faire preuve de neutralité envers le gouvernement et de le laisser s'attaquer si nécessaire à cette minorité ou de l'ignorer, elle va faire preuve de neutralité envers la mobilisation révolutionnaire de cette minorité avant éventuellement de la rejoindre plus tard, ce qui va permettre au processus révolutionnaire de se développer et de laisser entrevoir l'espoir qu'il soit mené à son terme ou que le régime soit renversé.

Donc, dans tous les cas de figure on part de la mobilisation révolutionnaire d'une minorité, qui selon les circonstances peut entraîner l'ensemble des masses au combat contre le régime ou au contraire, par leur passivité lui accorder un nouveau répit. Donc le fait d'être une minorité organisée n'est pas un problème en soi, car ce n'est même pas le facteur déterminant au début d'un soulèvement révolutionnaire, c'est l'état d'esprit des masses qui est l'un des facteurs déterminants, l'autre étant l'état du régime, des forces qui le soutiennent encore. Donc personne ne peut se substituer aux masses, pas même le parti, tout repose sur son niveau de conscience qui va déterminer son degré d'organisation à venir, qui va bénéficier à la construction du parti pour s'emparer du pouvoir pour les masses, car seule une force organisée peut venir à bout du régime, le renverser, les masses seules ne peuvent pas concevoir et atteindre cet objectif politique, dans le cas contraire cela se saurait et le régime aurait disparu depuis longtemps. Si on ne saisit pas le processus dialectique de la lutte de classes, on ne peut pas concevoir une stratégie de prise du pouvoir, or c'est notre seul objectif.

On peut reprendre une partie de ces éléments en les présentant autrement. On peut imaginer qu'une minorité prenne les armes et descende dans la rue. Si la majorité des masses n'est pas prête à les imiter, elle va se faire massacrer pendant que les masses ne bougeront pas. Mais imaginons maintenant qu'elle bénéficie de la neutralité bienveillante de la majorité des masses.
Le gouvernement hésitera à mitrailler cette minorité armée, car il saura qu'aussitôt elle sera rejoint par des bataillons entiers de la classe ouvrière. Maintenant il peut ne pas avoir le choix et opter pour cette solution, auquel cas il va perdre le contrôle de la situation et il sera renversé. Prenons Macron par exemple, sur quelle force pourrait-il compter pour faire face à un soulèvement révolutionnaire armé, sur les CSP+ qui roulent en Mercedes, BMW ou Audi, combien seraient-ils à risquer leur vie ou de tout perdre inutilement face à 3 ou 5 millions de travailleurs déterminés à en finir avec le régime, même sur l'armée et les force de police il ne pourrait compter entièrement.

Tout cela pour dire qu'une révolution prolétarienne est parfaitement possible et peut vaincre pourvu que les conditions soient réunies, et que notre unique tâche est de préparer les conditions pour qu'elle se réalise, sachant que parmi ces conditions il en manquera une, l'effondrement du capitalisme ou la guerre, et qu'il faut par conséquent combler cet handicap en élevant le niveau de conscience des masses à un niveau encore plus supérieur à ce qui serait nécessaire si toutes les conditions objectives étaient réunies.

Donc ce que je propose ici, c'est l'inverse de la passivité en attendant une guerre ou une crise dévastatrice du capitalisme qui permettrait enfin aux conditions objectives d'être mûres, et ce n'est pas non plus un appel gauchiste à l'insurrection sans tenir compte de la situation sociale et politique. J'ai évoqué un handicap en parlant des conditions objectives qui ne sont pas mûres, en précisant qu'il n'était pas insurmontable, pourquoi ? Parce que même si les conditions des masses s'est énormément améliorées par rapport à autrefois, il n'en demeure pas moins qu'absolument personne ne peut décidément librement de son destin dans cette société tendant au totalitarisme. Le mode de vie qui est imposé à chacun des travailleurs est un élément objectif de la situation sur lequel on peut ou plutôt on doit s'appuyer si l'on veut vraiment venir à bout du régime et avancer vers le socialisme.

Je sais que c'est difficile d'aborder la situation sous cet angle-là, parce qu'on n'en a pas l'habitude, mais on n'a pas le choix. Je sais surtout que cela bouscule notre conception de la lutte de classe. Et bien, il va falloir l'expliquer encore et encore aux militants, qui rapidement se rendront compte que cet argument ou cette démarche, loin d'être révisionniste était plutôt révolutionnaire, parce qu'il est adapté à la situation tout bonnement.)

- De préférence un haut niveau d'organisation syndical et politique. (Ce qui n'est pas le cas en France. Le mouvement ouvrier est profondément divisé et pourri par le réformisme, le communautarisme, le corporatisme, sans oublier l'impérialisme.)

- Si l'existence d'un parti ouvrier révolutionnaire n'est pas obligatoire, en revanche il est indispensable pour renverser le régime (ce qui n'était pas forcément le cas autrefois, par exemple en février 1917 en Russie, quoique...) ou assurer la victoire de la révolution... (Il est inexistant, donc il y a tout lieu de s'inquiéter sérieusement pour la suite, c'est un euphémisme !)

En guise d'épilogue.

Au cours des jours précédents, à différents moments de la journée, j'ai enregistré quelques réflexions sur mon téléphone portable que je n'ai plus le temps d'insérer dans les articles que j'ai rédigés, je vous les soumets pêle-mêle.

- Nos contradicteurs, qu'ont-ils retenu de la crise de 2008 ? Rien. Quel enseignement ont-ils tiré de la Grèce, des "révolutions" de couleur, des fleurs, etc. Aucun. Qu'ont-ils appris du 11 septembre 2001 et ses conséquences au Maghreb, au Moyen et au Proche-Orient, en Afrique, etc. Rien. Quelle leçon ont-ils tiré des conditions dans lesquelles Macron est parvenu au pouvoir ? Aucune. Qu'ils nous traitent par la suite de ce qu'ils voudront nous laisse totalement indifférent. A près de 40 ans d'intervalle, ils nous avaient averti que l'arrivée au pouvoir de Mitterrand serait incompatible avec la survie de la Ve République, et voilà qu'ils viennent de nous refaire le coup avec Macron. Cela se passe de tout commentaire.

- Dans nos rangs, l'évolution de la situation rend certains neurasthéniques ou dépressifs, tandis que d'autres deviennent carrément hystériques ! Qu'ils ne nous en veuillent pas d'affronter la situation calmement, sereinement, lucidement. En vivant en Inde et en partageant la vie des ouvriers parmi les plus pauvres, cela vaut mieux.

- Pour être bref, on est passé d'un système économique où le capitalisme produisait des marchandises correspondant à des besoins, à un système économique où l'argent sert à faire de l'argent, et dans ces conditions tous les besoins sans exception doivent être livrés au marché et à la spéculation, au casino de la finance. On a donc basculé dans un autre modèle de société, plus inhumaine encore, plus avide, mercantile, rapace, brutale, violente, vénal, sordide, cruelle. Et on a continué d'entendre les mêmes discours.

On est passé de la domination de l'industrie à la fusion de l'industrie et la finance, puis à l'hégémonie de la finance, et pour finir, par son emprise totale sur l'économie. Et on est en train de passer de l'impérialisme, qui date de la fusion de l'industrie et la finance au tournant du XXe siècle, au totalitarisme au tournant du XXIe siècle une fois achevée l'emprise de la finance sur l'ensemble de l'économie. De l'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui se caractérisait par des périodes de guerre et de paix, de crise ou de dépression et d'expansion, on est passé au totalitarisme stade suprême de l'impérialisme qui rime avec le chaos, la guerre et la barbarie permanente. Et le plus grave, c'est qu'il sape à terme les bases du capitalisme, donc du socialisme, ce qui nécessite de notre part de modifier notre stratégie.

3- Nos ennemis ne sont pas les seuls à avoir de la suite dans les idées.

En réalité, nous aurions dû modifier notre stratégie depuis un an, depuis l'élection de Macron, peut-être depuis bien plus longtemps, je n'ai pas eu le temps de réfléchir à cette question. Laissons cela de côté provisoirement et concentrons-nous sur la situation actuelle.

Depuis que Macron est le nouveau locataire du Palais, les rapports entre les classes, les partis et les institutions ont été modifiés, on devrait plutôt dire que son élection fut le produit de ces modifications qui ont pris forme sous le mandat de Hollande. Et comme Macron a été porté au pouvoir par une poignée d'oligarques, c'est à la fois contre Macron et l'oligarchie que l'on doit axer notre politique sans négliger les institutions de la Ve République.

En ciblant Macron, on vise à la fois l'oligarchie qu'il incarne et le sommet des institutions, et en ciblant l'oligarchie, l'industrie financière, on vise Macron et on s'attaque au capitalisme puisqu'il est passé entièrement sous sa tutelle. Mieux encore, on fait d'une pierre, non pas deux coups, mais trois, car en s'attaquant à l'oligarchie on s'attaque également aux médias qu'elle possède ou contrôle.

On doit exiger son expropriation sans indemnité, la suppression des subventions que l'Etat verse à tous les médias dont ceux qu'elle contrôle et qui constituent les instruments les plus puissants dont elle dispose après l'argent pour mener son offensive contre la classe ouvrière ou tenter de conserver le pouvoir... Au-delà, décréter hors la loi les gangsters ou prédateurs du CAC40, la Bourse, réaliser la socialisation de toutes les banques et institutions financières privées, rompre avec l'euro, la BCE, l'UE, etc.

Cette orientation politique présente l'avantage de s'attaquer à la capacité de nuisance de l'oligarchie sur les plans économique et médiatique ou de la communication. Chasser Macron s'impose dès lors naturellement, ainsi que l'abolition des institutions antidémocratiques de la Ve République qui servent uniquement à légitimer le modèle de société totalitaire qu'ils veulent nous imposer.

Il faut voir comment peut s'articuler le combat contre Macron, l'oligarchie, les médias et les institutions de la Ve République. Si le lien qui existe entre ces quatre facteurs apparaît clairement, en revanche reste à expliquer pourquoi, pour mettre en lumière leur stratégie commune qui correspond à des intentions ou objectifs inavouables ou que la majorité ignore, en dernière analyse leur idéologie, dont ces quatre facteurs sont des représentations politiques.

Macron ment, les oligarques mentent, les médias mentent, les parlementaires mentent, ce qui signifie qu'ils ont quelque chose à cacher, et ils mentent encore quand ils nient les liens qui existent entre eux. Pourquoi ? Pour que les travailleurs ignorent ce qui se trament dans leur dos de manière à ce qu'ils ne puissent pas s'y opposer, car on ne peut pas combattre efficacement un ennemi quand on ignore ses réelles intentions.

Notre objectif est de saper les bases du régime, cela peut paraître modeste, mais personne aujourd'hui n'a les moyens de se fixer un objectif plus élevé. Cette démarche consiste à s'adresser aux travailleurs afin de les amener à rompre avec le régime, à les aider à lever les obstacles qui les en empêchent, à faire en sorte que dans le cadre de la lutte des classes ils puissent surmonter les handicaps qui jusqu'à présent les retiennent de passer à l'action ou de s'organiser, ce qui ne signifie pas qu'ils descendront demain dans la rue, mais on peut se dire raisonnablement que le jour où ils décideront d'agir, plus rien ne les retiendra pour se lancer à l'assaut du régime.

A ce stade, nous n'avons rien d'autre à proposer aux travailleurs qui vont partager nos idées, que les prendre en charge eux-mêmes en s'associant à notre combat, de manière à ce que le plus grand nombre les partage en attendant des jours meilleurs, qui viendront forcément si on s'en tient rigoureusement à cette démarche. Plus nombreux seront les travailleurs qui seront convaincus que l'on peut changer de société ou procéder à un changement de régime, plus nous aurons de chance d'y parvenir, c'est élémentaire en somme, ce qui ne l'est pas, c'est déjà d'en arriver là.

Cela nécessite évidemment un long et patient travail d'explication qui rebute bien des militants habitués à balancer des mots d'ordre en croyant que les travailleurs vont s'y rallier spontanément, mais cela ne peut pas fonctionner compte tenu des obstacles que nous avons évoqués précédemment ou dont nous parlons ailleurs. Contrairement aux apparences, notre ennemi avance toujours masqué, alors si on se contente d'en rester aux apparences ou d'enfoncer des portes ouvertes, on n'arrivera jamais à rien.

4- La naissance du totalitarisme.

L'oligarchie financière s'est emparée du pouvoir au début du XXe siècle, et il lui aura fallu attendre près d'un siècle supplémentaire pour l'exercer pleinement. Elle eut l'occasion de le tester à diverses reprises à l'échelle mondiale : en 1914, en 1929, en 1939, en 1971, en 2001, en 2008. Ne pouvant pas se soustraire au capitalisme, elle accompagnera et contrôla toutes ses crises intermédiaires. Elle créera une multitude d'institutions, dont les unes seront destinées à s'assurer la subordination des Etats, tandis que les autres seront destinées à coordonner son action dans toute la société pour asseoir sa domination, de manière à ce qu'elle devienne incontestée, sans rival pour la menacer, sa toute puissance étant alors totale, l'illusion de la démocratie cédant la place au totalitarisme.

C'est cette illusion qui fut mortelle pour nous, aussi devrions peut-être enfin essayer de comprendre ce qui s'est réellement passé, pour ne pas périr sous les coups de ce nouveau régime encore plus impitoyable que le précédent.

Le capitalisme n'a jamais été compatible avec la démocratie, il en a toujours été le pire ennemi. Il se trouve que pendant sa période ascendante, il ne put se développer sans se passer du peuple, eh oui le peuple sans lequel rien n'est possible, aucun changement de régime ne peut être envisagé ou se réaliser ! C'est cela qui donna l'illusion d'un régime démocratique que l'on qualifia de bourgeois, de républicain, de laïc, d'indépendant, parce qu'il avait besoin de la participation du peuple et que le peuple progresse, s'instruise, soit en meilleure santé, etc.

Il n'y avait rien de philanthropique dans son attitude, ce qui n'a pas empêché de lui prêter des vertus innombrables, de manière à camoufler ses réelles intentions sordides ou inavouables. Le capitalisme eut recours à la guerre et maintenant au terrorisme. Il a franchi un cran de plus dans la barbarie en la mettant en scène, de sorte que tout le monde puisse en profiter, en partager les conséquences à des degrés divers pour marquer profondément les esprits, et les orienter dans une direction bien précise. A suivre.

5- Ils ont de la suite dans les idées....

- Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise au non. La seule question est de savoir s'il sera créé par conquête ou par consentement. (Paul Warburg, banquier, le 17 février 1950 devant le Sénat américain.)

LVOG - Les deux. Ceci dit, s'ils avancent dans cette voie, rien ne dit qu'ils y parviendront, le soulèvement des peuples pourrait conduire au contraire à une République sociale universelle, mais il faut admettre que de nos jours plus personne n'y croit tellement nous en sommes éloignés. Pour autant cela demeure notre objectif politique...

- ”Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet pour le monde si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années. Mais le monde est aujourd’hui plus sophistiqué et préparé à l’entrée dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d’une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l’autodétermination nationale des siècles passés.”

David Rockefeller, Commission Trilatérale, 1991.

LVOG - Comme les grands esprits se rencontrent, je plaisante. Dans une précédente causerie j'avais indiqué qu'au lieu de parler de société développée à propos de la société occidentale on ferait peut-être mieux de parler de société sophistiquée, puisque finalement les hommes ne sont manifestement pas aussi développés qu'on voudrait nous le faire croire, en réalité ils demeurent profondément inconscient ou ignorant de la société ou le monde dans lequel ils vivent, toutes classes confondues...

- Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et l'industrie privée me semble l'entité adéquate pour le faire. David Rockefeller

LVOG - L'industrie privée... financière, cela allait de soi pour un banquier...

- « La négation de l’idée industrielle est la spéculation. » Henry Ford

LVOG - Il ne croyait pas si bien dire. Complétons, la dictature de la finance devait même être à terme la négation du capitalisme...

- Les banquiers américains ont prêté des sommes considérables à Hitler qui les a remboursé en pillant l’Europe. Ces mêmes banquiers ont continué à s’enrichir en accordant des emprunts pour la reconstruction l’Europe dévastée d’après guerre. (Un juriste américain)

LVOG - Cela ne figure dans aucun manuel scolaire ou universitaire évidemment. Ils ont financé les différents belligérants qui se sont affrontés au cours des guerres mondiales de manière à réaliser des profits des deux côtés. Ils étaient à l'origine de ces deux guerres qui leur ont permis d'accroître considérablement leur fortune et leur pouvoir au détriment des Etats qui étaient leurs débiteurs... et le sont restés depuis.

- La fortune des 3 individus les plus riches de la planète est supérieure au PIB des 48 pays les plus pauvres (600 millions de personnes).

LVOG - On ne peut pas s'empêcher de se dire que c'était leur objectif et qu'on est passé totalement à côté...

- « Une poignée d’hommes parvient à s’enrichir simplement en prêtant attention aux détails que la plupart des gens négligent. » (Henry Ford)

LVOG - Effectivement, nous avons fait preuve d'une négligence inexcusable que nous refuserons d'admettre, et qui tourne de nos jours au crétinisme le plus pitoyable qui soit...

Dans le même registre ou quand l'écologie affâme les peuples !

- Un plein de 50 litres de bioéthanol correspond à 250 kg de maïs, de quoi nourrir une personne pendant une année. (lu dans un blog dont j'ai perdu l'adresse)

LVOG - La recherche du profit à tout prix dans le domaine du commerce des denrées alimentaires conduit à faire voyager des marchandises fragiles et périssables d'un bout à l'autre d'un pays, d'un continent, de la planète avant d'atterrir dans notre assiette, de sorte que celles qui pourrissent entre temps sont supérieures en volume aux besoins alimentaires de l'humanité toute entière. On pourrait peut-être parler d'obsolescence alimentaire programmée...

Parole d'internaute et exercice de ventriloques.

LVOG - Quelle originalité de nous expliquer qu'il faut faire avec ce qu'on a finalement, par manque de courage, de volonté, de conviction, d'idéal.

Ils tiennent en permanence un double langage en affirmant par exemple, qu'ils ne peuvent pas rompre avec l'UE sous peine de prendre le risque de se mettre à dos ceux qui parmi leurs partisans y demeurent attachés, et ils ne peuvent pas soutenir ouvertement l'UE sous peine de prendre le risque de se mettre à dos ceux qui parmi leurs partisans ont décidé de rompre avec cette institution.

Voilà pourquoi leur position consiste à rompre sans rompre avec l'UE, à vouloir conserver l'UE mais à condition de la réformer, ce qui ne leur coûte rien puisqu'ils ne sont pas près de parvenir au pouvoir, jamais peut-on prédire sans prendre le moindre risque. Et c'est là dessus qu'ils jouent pour se faire passer pour des opposants et tromper ceux qui sont sensibles à leurs discours populistes. Et pendant ce temps l'UE va continuer d'exister.

Et alors direz-vous, vous voilà bien avancé après ce constat. Ce que vous venez de nous raconter, nous le savions déjà ou cela ne sert à rien. Détrompez-vous, on avance. Comment cela, soyez plus clair. Patience, on y vient. On est bien d'accord que l'UE va continuer d'exister, n'est-ce pas ? C'est bien le cas ce lundi 11 juin 2018 à 11h42 et ainsi de suite.

On a vu que les discours de ces beaux parleurs et ces philistins eux-mêmes ne servaient finalement strictement à rien, sinon accompagner l'application des directives de l'UE. Ils ne veulent pas rompre avec l'UE, chacun l'a bien compris, donc ils légitiment l'existence de l'UE. Cela vaut pour les institutions de la Ve République, évidemment ou encore le capitalisme.

On aura compris qu'ils ménageaient selon eux l'UE et la Ve République, le régime, pour ménager leurs troupes, leurs lecteurs, pour continuer d'être invités sur les plateaux de télévision, de passer à la radio ou de bénéficier généreusement de tribunes dans les médias des oligarques, sans lesquels on n'entendrait pas parler d'eux ou ils n'existeraient pas.

Maintenant, imaginons un instant qu'ils adoptent une position inverse ou opposée, qu'ils rompent résolument avec l'UE et la Ve République, le régime, cela changerait quoi ? Rien, hormis que du jour au lendemain ils seraient bannis de la télévision, de la radio et de la presse écrite, et ils perdraient une partie de leurs partisans, ceux solidement enchaînés à l'UE, à la Ve République et au régime, mais ils gagneraient de nouveaux partisans parmi ceux qui ont décidé de rompre avec l'UE et la Ve République, le régime, ce qu'ils perdraient en éclairage médiatique, ils le gagneraient en crédibilité au sein du peuple travailleur, et c'est là qu'on s'aperçoit que cela ne les intéresse pas du tout, que cela n'a jamais été leurs objectifs de rompre avec le capital et ses institutions et de se donner les moyens de réaliser cette rupture en se tournant vers les masses révolutionnaires.

Autrement dit ou en guise de conclusion, ils se sont fondus dans les institutions du capital d'où les masses sont exclues et pour cause, puisqu'elles ont été fondées par et pour servir les besoins des capitalistes ou l'oligarchie, et il leur est impossible d'envisager de les affronter frontalement, de rompre avec elles pour refonder la société sur d'autres bases. Leur politique et la perspective qu'ils nous proposent, consiste à perpétrer l'ordre établi en l'aménageant pour que la classe dominante demeure au pouvoir, tout en faisant en sorte qu'il soit plus supportable pour les classes dominées, excluant tout changement de régime, tout changement radical de société.

Ces gens-là sont des filous, des intellectuels fort malhonnêtes, des scélérats selon moi parce qu'ils trompent sciemment militants ou travailleurs, parce qu'ils savent pertinemment tout ce que vous venez de lire. Ils jouent sur les intentions que les militants ou les travailleurs leur prêtent. Ils tiennent un double langage de sorte que chacun croie y trouver ou entendre ce qui lui convient, c'est de la démagogie pure, c'est du domaine de la manipulation des esprits.

Maintenant ils sont confrontés à un problème incontournable qui à l'arrivée va les broyer, comme il a broyé le PS et le PCF. Leurs semblables sont parvenus au pouvoir en Grèce, et vous avez observé ce que cela a donné. En France, ils n'en sont pas encore là et rien ne dit qu'ils y parviendront un jour, mais ils sont confrontés à la même contradiction, à la même menace, et plus leur audience augmente, plus cette contradiction devient explosive, plus cette menace se précise, d'où leurs incessants tournants à droite ou à gauche, histoire d'en conserver le contrôle.

En permanence, au lieu de représenter clairement une politique, ils cherchent à incarner deux politiques fondamentalement irréconciliables ou s'excluant mutuellement, ce qui a pour unique effet d'alimenter la confusion ambiante et de renforcer l'idée que la situation serait inextricable ou sans issue politique, ce qui ne peut que profiter au régime.

Et la meilleure, c'est qu'ils en ont parfaitement conscience, ils le disent eux-mêmes

Pour se justifier, ils sont assez tordus pour expliquer que s'ils tenaient un discours radical, ils ne pourraient plus jouer leur rôle de pédagogue auprès de la plèbe qu'ils estiment bénéfiques, ils seraient marginalisés ou ils disparaîtraient de la scène politique, illustrant à leur manière ce que j'ai affirmé précédemment. Ils partent du constat qu'étant donné le niveau de conscience politique très bas des travailleurs, ils ne seraient pas en mesure de comprendre un discours résolument radical tourné contre le régime. Il faudrait donc les aider à progresser étape par étape et ainsi de suite, sans qu'on sache combien d'années, de décennies ou de siècles cela pourrait prendre avant qu'ils soient fins prêts à saisir leur prêche radical.

Pendant ce temps-là les capitalistes vaqueraient tranquillement à leurs affaires et la vie continuerait comme avant, les

génération passant, il faudrait chaque fois reprendre à zéro ce travail pédagogique, bref, autant abandonner tout de suite l'idée de changer un jour la société ou le socialisme.

Nous rejetons catégoriquement cette stratégie, en revanche nous conservons sa méthode.

On a bien compris que ces affairistes ne pouvaient vivre autrement que sous la lumière (bannière) médiatique, et qu'être réduits à une infime minorité qui ne représentait rien d'autre qu'elle-même leur était insupportable. Donc il leur fallait sans cesse s'ouvrir à des idées qu'ils prétendaient ne pas partager ou carrément opposées aux leurs, idées et personnes avec lesquelles ils pouvaient cohabiter, histoire de donner l'illusion d'augmenter leur surface ou influence politique, ne reculant devant aucun procédé pour y parvenir, par exemple en acceptant de participer à des émissions de BFMTV dont chacun sait les téléspectateurs sont résolument à droite, voire d'extrême droite (ultra libérale ou néolibérale), dernièrement le torchon de Drahi, Libération, a accordé gracieusement 6 pages à Mélenchon pour racoler ses lecteurs qui ne sont pas vraiment de farouches opposants au régime, auquel cas ce papier hygiénique disparaîtrait, bref, ils brassent très large et pas vraiment en direction des masses.

L'audience que leur accorde les médias consiste à faire croire ou à renforcer l'idée trompeuse auprès de la plèbe, qu'ils représenteraient l'opposition à Macron et à sa politique, de sorte que les travailleurs et les militants adhèrent à leur politique ou se tournent vers eux, au lieu que leur attention se porte vers d'autres partis susceptibles éventuellement de leur proposer une autre politique. Laissons de côté les intentions par ailleurs malfaisantes des médias envers ces opposants officiels ou institutionnels.

Il ne nous viendrait pas à l'idée de les imiter, d'essayer de convaincre de quoi que ce soit un accroc de BFMTV par exemple. Et pour cause, nous expliquerions aux travailleurs et aux militants comment les tenants du régime s'emploient à les manipuler, à les conditionner pour qu'ils ne puissent pas se rebeller contre leur condition ou la politique ultra réactionnaire de Macron, pour qu'ils adoptent une attitude neutre ou passive après s'être convaincus qu'il n'existait pas d'alternative à la politique du gouvernement, au capitalisme et ses institutions. Nous profiterions de chaque aspect de la lutte de classes à laquelle nous participerions, pour leur expliquer comment ils s'y prennent pour qu'on subisse notre sort indéfiniment ou qu'on abandonne l'idée qu'il est parfaitement possible de changer de société, de changer de régime, et que la minorité qui s'adresse à eux, qui en a pris conscience est le meilleur garant qui soit que c'est réalisable, parce qu'elle a commencé à s'organiser sur cette base-là et aucune autre...

A la différence de ces Ruffin, Mélenchon, Lordon, Sapir, Lancelin, Chouard, Friot, Deneault, Pinçon-Charlot, etc. nous assumerions être une minorité absentes des plateaux de télévisions ou de radios, de la presse oligarchique, nous assumerions ne compter que sur nos propres forces, nous assumerions de nous adresser uniquement à l'ensemble des travailleurs, au lieu de nous tourner vers les représentants du régime et d'attendre que ses porte-parole médiatiques nous témoignent une quelconque attention.

Pendant tout le XXe siècle deux conceptions de la lutte de classes se sont affrontées. L'une se situant sur le terrain de la classe ouvrière du marxisme ou du socialisme, l'autre sur celui du réformisme ou de la collaboration de classes. La première permit au prolétariat de parvenir momentanément au pouvoir en Russie entre 1917 et 1923-24, la seconde ne permit jamais à la classe ouvrière de conquérir le pouvoir politique ou de procéder à un changement de régime nulle part dans le monde.

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, c'est la conception réformiste ou de la collaboration de classes qui fut adoptée par la totalité du mouvement ouvrier. Là aussi sous de multiples prétextes fallacieux il fut question de s'adresser au PS et au PCF, puis à des acteurs ouvertement étrangers au mouvement ouvrier, afin de rompre l'isolement de l'avant-garde, il fallait s'ouvrir, s'ouvrir encore et encore, vous connaissez la suite ou vous avez le résultat sous les yeux quotidiennement, un effroyable désastre politique.

Les véritables opposants au régime sont une minorité, une minorité éclatée, disloquées, en grand partie inorganisée, elle déborde la classe ouvrière et concerne également les classes moyennes. En réalité, elle est beaucoup plus nombreuse que ce que l'on croit habituellement, mais elle est réduite à la division et à l'impuissance pour avoir obstinément refusé jusqu'à ce jour de faire l'inventaire minutieux de la lutte de classe depuis les années 40 ou même depuis la période de l'entre deux guerres mondiales.

Et le temps passant, cela ne s'arrange pas vraiment, parmi les militants, de la confusion théorique on est passé au niveau théorique proche de zéro. Chacun veut avoir raison malgré tout, chacun a son bouc émissaire pour expliquer pourquoi nous en sommes rendus là. Pour les uns, ce serait la faute des appareils (du PS et du PCF, des syndicats), pour les autres, ce serait celle des travailleurs eux-mêmes, pour d'autres encore, ce serait celle du capitalisme qui recèlerait des vertus ou des capacités cachées et pratiquement inépuisables, sans compter ceux qui mélangent les différentes versions, ce qui donne un nombre de chapelles innombrables qui passent leur temps à polémiquer à l'infini pendant que la situation pourrit littéralement sur place.

Nous exclurons d'emblée les travailleurs. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas responsables des conditions qui leur ont été imposées dès leur naissance, sachant que par la suite tout sera fait pour qu'ils ne parviennent pas à en prendre conscience. Ajoutons que ces conditions évoluent ou ne sont pas exactement les mêmes selon les générations qui se succèdent, par exemple la société n'est plus tout à fait la même en 2018 qu'en 1975 ou en 1945.

Il reste les appareils pourris et le capitalisme.

Maintenant reste à savoir ce qu'on entend par les appareils et qu'est-ce qu'ils recouvrent, qui ou qu'est-ce qu'ils représentent. Quelles couches des masses organisent-ils ? Quel est leur degré d'implantation dans les masses ? Lesquelles sont-elles sensibles à leurs discours ? A quel niveau se situent les illusions des masses dans les appareils ? Comment ont-elles évolué ? Quels sont leurs rapports avec les institutions ? Quelle classe représentent-ils ? Quelle idéologie véhiculent-ils ? Quels intérêts servent-ils ? Bref, quelle est leur véritable nature sociale ? Ils représentent les besoins de la classe dominante, ils sont fondamentalement réactionnaires, contre-révolutionnaires, anti-ouvriers, antisocialistes.

Quant au capitalisme, on ne peut pas l'aborder sans évoquer l'état de crise permanent qui le caractérise, et dans lequel il est entré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ou l'avènement de l'ère atomique, sans y adjoindre le système financier mafieux qui tend pour cette raison à le supplanter afin de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si la structure de la société demeure identique avec ses classes dominantes et ses classes dominées, son mode de production basé sur les inégalités entre les classes, les rapports entre les classes sont dorénavant faussés du fait que les capitalistes et particulièrement l'oligarchie ne s'enrichissent plus seulement à l'issue du procès de production, depuis qu'ils se sont octroyés le pouvoir exorbitant d'augmenter leur fortune en se distribuant les sommes colossales d'argent qu'ils créent à partir de rien ou sans contrepartie, de sorte qu'ils se jouent des contradictions (et des crises) du capitalisme ou les contournent, tandis que leur puissance devient pour ainsi dire illimitée ou permet de tout acheter, en premier lieu le pouvoir politique, qu'ils n'ont eu aucun mal à conquérir compte tenu du degré de dégénérescence ou de corruption du mouvement ouvrier international réduit à l'impuissance ou inexistant même à ce niveau.

Nous arrêterons là pour aujourd'hui, faute de temps comme toujours.

Il y a là largement matière à réfléchir à la situation présente et passée, pour qui veut bien s'en donner la peine. N'espérez pas que ces "très grandes voix de notre époque" (Mélenchon, Lordon, Sapir, Lancelin, Chouard, Friot, Deneault, Pinçon-Charlot , etc.) vous viennent en aide, et pas davantage nos dirigeants qui rejettent l'analyse qui vient de vous être proposée, c'est à vous et à vous seul de la pousser plus loin et d'en tirer les conclusions théoriques et pratiques qui s'imposent.

Ce qu'à mon avis il faut retenir ou d'où il faut partir, c'est que nous n'avons pas pris la mesure des transformations qu'a subi la société, de quelle manière elles se sont réalisées et dans quelle direction elles étaient orientées, quels en furent les principaux acteurs et de surcroît les bénéficiaires, sans oublier personne de préférence, car dans le cas contraire on ne comprendrait rien à rien, comment le mouvement ouvrier accompagna ce processus plus qu'il ne le combattit au point d'abandonner son objectif : l'émancipation du capital ou son abolition, son éradication de la surface de la planète.

La caractérisation et l'analyse du rôle des appareils du PS et du PCF furent erronées. On trouva le moyen de leur attribuer des vertus qui ne correspondaient pas davantage à celles que le capitalisme pouvait revendiquer.

Quant aux travailleurs, on leur attribua un niveau de conscience qui ne correspondit jamais ou presque à la réalité. On refusa de prendre en compte l'influence ou les conséquences qu'aurait sur eux l'amélioration de leur condition, on s'emploiera à le nier systématiquement, autrement dit on ignorera toujours ce qu'ils pensaient vraiment.

Certains en arriveront une multitude de fois à vouloir nous faire croire que la situation était mûre pour une révolution, qui finalement ne se produira jamais ni de près ni de loin, tout simplement parce qu'aucune condition objective et subjective n'était réunie. Et ce sont les mêmes, qui pendant des décennies nous ont fourni ou imposé leurs théories foireuses, qui récidivent aujourd'hui et voudraient en plus nous donner des leçons ou nous traitent d'ignare. Vous comprendrez pourquoi nous n'en tiendrons pas compte.

Il nous arrive tous de nous tromper, de ne pas avoir de réponse à une question, et cela arrivera encore et encore, le pire comportement consiste à refuser de l'admettre. Et bien, nos dirigeants sont ainsi faits, et ils ont fait de leurs disciples des fanatiques répugnants, irrécupérables, il y a tout lieu de penser.

Pour vous montrer que je ne raconte pas n'importe quoi, il y a quelques jours, un d'entre eux a été jusqu'à m'écrire que, ce qui figurait dans mon analyse (identique à ce que vous venez de lire) signifiait que j'accusais les travailleurs d'être responsables de la situation et que je ménageais les appareils, incroyable, n'est-ce pas ? On ne peut imaginer pire déni, pire mensonge. Alors quand ces mêmes militants prétendent que la situation serait révolutionnaire, patati patata, vous avez le droit d'en douter fortement.

En complément. Les brebis seront bien gardées...

- Congrès CFDT : Berger garde la main et cherche un second souffle - Liberation.fr 7 juin 2018

A Rennes, au quatrième jour de leur congrès, les cédétistes ont consacré Laurent Berger. Seul candidat à sa succession,

le syndicaliste a été réélu au bureau national du syndicat, jeudi, avec 94,42% de voix favorables. Avant d'être conforté à son poste, à l'unanimité et sous les applaudissements, pour un troisième mandat de secrétaire général. La veille, son rapport d'activité avait aussi été adopté par une large majorité. Soit, un score de 83,36%, à peine moins qu'en 2014 (85,88%). «Cela aura été un congrès pacifique», se réjouit une militante du secteur des services. Liberation.fr 7 juin 2018

Comment le citoyen s'est métamorphosé en consommateur tout au long du XXe siècle.

- Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise au non. La seule question est de savoir s'il sera créé par conquête ou par consentement. (Paul Warburg, banquier, le 17 février 1950 devant le Sénat américain.)

- Propaganda – La fabrique du consentement, par Arte - Les-Crises.fr 9 juin 2018

Source : Arte, Jimmy Leipold, 29-05-2018

Si les techniques de persuasion des masses apparaissent en Europe à la fin du XIXe siècle pour lutter contre les révoltes ouvrières, elles sont développées aux États-Unis pour convaincre les Américains de s'engager dans la Première Guerre mondiale. Peu connu du grand public, neveu de Sigmund Freud, l'auteur du livre de référence Propaganda et l'un des inventeurs du marketing, Edward Bernays (1891-1995) en fut l'un des principaux théoriciens. Inspirées des codes de la publicité et du divertissement, ces méthodes de "fabrique du consentement" des foules s'adressent aux désirs inconscients de celles-ci. Les industriels s'en emparent pour lutter contre les grèves avec l'objectif de faire adhérer la classe ouvrière au capitalisme et transformer ainsi le citoyen en consommateur. En 2001, le magazine Life classait Edward Bernays parmi les cent personnalités américaines les plus influentes du XXe siècle. Ce documentaire riche en archives retrace, à la lumière d'une analyse critique – dont celle du célèbre linguiste Noam Chomsky –, le parcours de celui qui, entre autres, fit fumer les femmes, inspira le régime nazi, accompagna le New Deal et fut l'artisan du renversement du gouvernement du Guatemala en 1954. Les-Crises.fr 9 juin 2018

Commentaires d'internautes.

1- "nos démocraties occidentales"

Je vous en prie, il n'y a plus de démocratie en Europe de l'ouest et même peut être dans tout l'occident ! Un peuple désarmé intellectuellement par des décennies de propagande, des médias qui ne sont plus QUE des organes de propagande et de terrorisme intellectuel, nos enfants "pris en main" dès l'école, des modes de scrutin sans cesse modifiés, les lois liberticides, etc…..

En France, c'est Sarkozy et Fillon qui ont donné le coup de grâce à une démocratie déjà moribonde, en faisant adopter par les parlements réunis en congrès le projet de constitution européenne que les français venaient de rejeter par référendum Double TRAHISON, celle du chef de l' état et celle des parlementaires censés représenter le peuple

Nota : l'immense majorité du peuple s'abreuve aux sources empoisonnées des médias du Système, ne comptons donc pas sur une prise de conscience du dit peuple L'ignorance est bien l'ennemi du peuple mais……..le peuple ne le sait pas !…….

2- S'ils manipulent et mentent autant en nous faisant croire qu'il n'y aurait pas d'autre alternative, c'est que c'est leur seule façon de dominer; et donc : dés que le peuple cessera d'y croire, leur pouvoir cessera aussitôt.

LVOG- Pour quelle raison cesserait-il d'y croire ?

3- ... en 1914 il n'y a pas de peuple américain à proprement parler, mais des millions de migrants sans aucun lien entre eux. L'American way of life avec le lien entre capitalisme, consommation et produits états uniens inventé par le charlatan finit par devenir leur identité commune. Les limites de la propagande tiennent à cela: un peuple qui a une culture et des traditions fortes peut résister. Cela est valable aussi aujourd'hui.

LVOG- En France, en Europe, vous avez vu jouer cela où ? En Syrie, d'accord, mais il semblerait que les masses ne soient pas soumises aux mêmes conditions. Ceci explique peut-être cela, non ?

Réflexion que cela m'a inspirée

Elle n'est pas belle la vie ! Question tabou. Mais d'où vient l'insouciance quasi générale à l'orientation de la société ? On nous rétorquera peut-être que c'est abusé de dire cela. En effet, les masses grognent, cela fait 40 ans qu'on entend dire que cela va péter, une simple réaction intestinale qu'on aura confondu avec une réelle prise de conscience.

Voilà ce qu'on peut dire pour situer à peu près le niveau de conscience politique de la plupart des militants que cela

concerne également. Même que rien n'a changé sur ce plan-là, puisque j'en fis partie il y a un peu plus de 40 ans en arrière, lorsque j'abandonnai du jour au lendemain le militantisme alors que j'étais un activiste acharné, d'où la conclusion à laquelle je suis parvenu bien plus tard, que je n'avais pas cessé de me leurrer sur mes réelles convictions. D'autres ont continué à militer, mais en abandonnant les aspirations révolutionnaires légitimes de leur jeunesse, ils ont été récupérés par le mouvement ouvrier qui avait déjà adopté depuis de longues années une orientation réactionnaire, et leurs aspirations révolutionnaires ne devaient plus figurer que sous la forme creuse de dogmes.

Quand on est jeune, on peut être amené à se rebeller contre le mode de vie que la société veut nous imposer. Ce mode de vie est détestable, on l'avait déjà pressenti tout petit lorsque déjà elle nous imposait de multiples contraintes que l'on estimait inhumaines, comme se lever à l'aube pour aller à l'école alors qu'on avait encore envie de dormir. Plus tard, à l'adolescence ou devenu un jeune adulte, on allait arriver à la conclusion qu'il fallait foutre en l'air cette société qui ne correspondait pas du tout à celle dans laquelle nous aurions voulu vivre. Puis, une fois qu'on eut rejoint le monde du travail, on allait être entraîné à reproduire à notre tour ce mode de vie épouvantable, pour finalement nous y adapter, pire, nous en accommoder. L'idée qu'on devrait travailler beaucoup moins, peut-être 25 heures maximum par semaine, quatre mois par an par exemple, nous sortira totalement de l'esprit, on s'estimera heureux d'avoir des horaires flexibles ou de travailler une heure en moins par semaine... en passant plus de temps dans les transports ! Et tout le reste sera à l'avenant.

On sera heureux de partir à la retraite à 60 ans au lieu de 65, alors qu'à 60 ans on est déjà usé depuis longtemps, j'ai 62 ans. En fait, c'est dès 45 ou 50 ans maximum qu'on devrait cesser de travailler, tout du moins en régime capitaliste, car sous un régime socialisme on s'arrangerait autrement, personne ne serait voué à des travaux de forçat pendant des décennies qui vous usent prématurément ou vous handicapent à vie, je pense aux ouvriers qui travaillent en usine ou sur les chantiers, à tous ceux qui doivent se dépenser physiquement du matin au soir et qui sont épuisés à la fin de leur journée de travail ou même avant généralement.

Le capitalisme nous impose un mode de vie inhumain pratiquement dès notre naissance, je n'exagère rien, par exemple lorsque le bébé doit être séparé prématurément de sa mère qui doit reprendre son travail, il en sera marqué à vie. Et je ne parle pas des drames familiaux dont il est responsable, qui brisent des millions de vie ou pourrissent la vie de ceux qui ne peuvent plus se sentir mais qui malgré tout ne se séparent pas, quel cauchemar au quotidien !

Dans ce domaine comme dans tous les autres on va continuer à vivre hypocritement, au point que les idées révolutionnaires qui avaient jailli dans notre tête au cours de notre jeunesse nous apparaîtront extravagantes, d'autant plus qu'on s'en est éloigné.

On s'est si bien fondu dans cette société ou on en a tellement adopté les codes ou les normes, qu'ils nous paraissent naturels, normaux, et ce qui ne l'est pas dorénavant c'est justement de vouloir les changer, les bazarder, parce qu'ils nous servent de repères, on n'a jamais connu rien d'autres, on se sent en sécurité dans cette camisole de force qui nous étouffe littéralement.

Les personnes concernées se reconnaîtront aisément.

J'ajouterai un petit mot personnel.

J'ai constaté que dans la vie on ne pouvait parvenir à rien sans prendre des initiatives et des risques. Or, c'est ce qui rebute la plupart des gens, donc il n'est pas étonnant qu'ils ou qu'on n'arrive à rien.

Parole d'internaute qui illustre ce qui vient d'être évoqué.

- "Opposer les pro et anti-Bruxelles est étrange dans la perspective d'élections européennes. Mettre F. Ruffin, auteur de "Faut-il faire sauter Bruxelles ?", dans le panier des "pro", est franchement incompréhensible. Il ne remet pas en cause la légitimité du flic de Bruxelles, la financiarisation ?! A ce compte, vous ne trouverez pas beaucoup de compagnons de route pour accomplir vos objectifs politiques… Je vous rappelle que, même en Italie, ni Lega ni M5S ne sont disposés à sortir de l'eurozone… Je vous conseille plutôt de rester parmi nous, et de comprendre que nous pouvons rester solidaires sur les fins tout en divergeant sur les moyens. La sortie sèche de l'UE est l'unique moyen dans l'esprit formaliste du juriste, sans doute, mais les problèmes ne trouvent pas toujours leurs solutions par le droit."

- "«L'esprit formaliste du juriste»: peut-être, mais voilà précisément ce qui caractérise l'État de droit. Et l'Union européenne est d'abord une construction juridique. Le droit est un bouclier, comme j'ai pu m'en rendre compte lors de la crise traversée par une association dont j'étais membre, au règlement général hyper tatillon, qui s'est avéré indispensable pour régler ladite crise. Le droit s'oppose à la loi de la jungle. Le droit, certes, est aussi une arme de domination, quand il est instrumentalisé par une minorité soucieuse d'asseoir son pouvoir. L'Union européenne est une construction juridique fondamentalement antidémocratique au service de l'oligarchie financière, soigneusement verrouillée pour n'être pas réformable (article 48 du traité sur l'Union européenne).

Si vous croyez que l'on rester dans ce cadre pour refonder la construction européenne, c'est, je le crains, que vous n'avez pas lu les traités ni compris de quel bois étaient faits nos « partenaires européens », à commencer par la République fédérale d'Allemagne, où le droit régit tout."

LVOG - Il ne faut surtout pas rompre avec la Ve République, avec l'UE, avec le capitalisme, l'Otan, etc. par crainte de leurs réactions violentes...

Ces gens-là ne veulent pas les affronter, cela vaut pour tous ceux qui sont sur la même ligne.

En famille. Délateur.

- Pavageau (FO) met en garde contre une dérive vers la "radicalité" - AFP 10 juin 2018

Le secrétaire général de FO, Pascal Pavageau, a mis en garde dimanche le gouvernement contre une dérive vers la "radicalité" des salariés et des mouvements sociaux, faute de négociations, estimant qu'il prenait là une "responsabilité historique".

Evoquant dans l'émission "Questions politiques" sur France Inter/franceinfo/France2 les grévistes de la faim de l'hôpital psychiatrique de Rouen, qui ont mis fin vendredi à leur mouvement entamé le 21 mai après avoir obtenu la création de 30 postes, M. Pavageau s'est indigné qu'il faille "en arriver à cette radicalité de faire une grève de la faim pour obtenir 30 postes, ce qui ne répond même pas aux besoins".

"Nous avons un problème de méthode", avec des passages "en force sans écouter", a dénoncé le numéro un de FO.

Dans ce contexte, "il faut qu'on fasse très attention à ce qu'on ne pousse pas les personnels, les salariés, à une forme de radicalité en leur refusant la négociation et la discussion".

Autrement, le résultat, selon lui, c'est que "la prochaine fois", ce ne sera "pas une mobilisation traditionnelle puisqu'on refuse la négociation". "La prochaine fois, ce sera insurrectionnel", a-t-il averti.

"Le gouvernement est en train de prendre une responsabilité historique que de ne pas entendre les contre-poids et de refuser de négocier" avec les organisations syndicales, a souligné M. Pavageau, selon qui le gouvernement "pousse" aussi le patronat à ne pas négocier".

"Ca, démocratiquement ça va se payer. C'est extrêmement dangereux", a-t-il ajouté. AFP 10 juin 2018

LVOG - Une menace plane sur le régime et il le regrette, au moins on sait dans quel camp il combat...

Sur le plateau de Questions politiques franceinfo/FranceInter/France2.

Pour lui, le plan pauvreté doit être "cohérent avec d'autres mesures". Il a notamment cité la "juste répartition de la richesse produite". "Il faut qu'on sorte de la logique aujourd'hui, dans nos entreprises du CAC 40, où lorsque vous avez 100 euros de profit, 67 vont sur les dividendes et seulement 6 sur les salariés". AFP 10 juin 2018

Il a raison, ce sont vos entreprises...

Heil ! Totalitarisme en famille. La banalisation du fascisme en France.

- Scandaleux : le fondateur du parti fasciste ukrainien Svoboda reçu à l'Assemblée et au Sénat ! - Les-Crises.fr 9 juin 2018

Nous avons plusieurs fois parlé sur ce site d'Andrei Parouby, le cofondateur en 1991 du parti fascisto/néo-nazi ukrainien, au nom édifiant de "Parti Social-Nationaliste d'Ukraine" (devenu "Svoboda" en 2004).

En 2016, la majorité des députés ukrainiens a trouvé que ce Parouby présentait un excellent profil, et l'a élu Président du Parlement (ce qui en dit long sur la classe politique actuelle de ce pays) (wikipédia)

Seulement voilà, on apprend que Parouby va être reçu apparemment ce dimanche et ce lundi à l'Assemblée Nationale par François de Rugy, puis au Sénat par Gérard Larcher. Les-Crises.fr 9 juin 2018

Question : Comment peut-on siéger dans de telles institutions, la Ve République ?

Commentaires d'internautes.

1- Après la visite triomphante à l'Elysée d'un chef d'état colonial qui vient de faire assassiner plus de 50 civils et blessé grievement plus de 1500 par des snippers après la légion d'honneur remise à un prince moyen-âgeux génocidaire plus rien ne m'étonne de la part de ces centro-fascistes euroïnomanes.

2- Personne ne se mettra à dos Israël sans être traité d'antisémite, donc tous les états atlantistes cirent les pompes du gouvernement israélien quelle que soit son action. Quand à l'Arabie saoudite, il s'agit d'un allié stratégique au moyen-orient, pétrole, dollars, armes

L'humanisme, la paix dans le monde, les droits de l'homme, c'est juste pour la TV. Ça n'a jamais guidé la géopolitique, sauf pour justifier la nécessité d'une guerre…

3- Pour les citoyens informés et conscients, cette visite sera une bonne nouvelle, car éclairante: le discours occidental (et notamment français) sur la démocratie, les droits de l'homme, la xénophobie, le "plus jamais ça", c'est décidément du pipeau. Certains ont été convaincus de voter Macron pour "faire barrage" au fascisme qu'aurait représenté MLP, et nous avons la preuve qu'il s'agissait d'une piètre (mais victorieuse) manœuvre électorale. Reconnaissons que M. Parouby ne représente aucun danger pour le pouvoir des oligarchies mondiales et l'empire atlantique, ni à fortiori pour leurs si peu recommandables alliés du Golfe. Disons qu'il fait partie de la famille. On ne choisit certes pas sa famille, mais les "grands médias" l'ont fait pour nous en propulsant M. Macron. Pas de doute, on est bien gouverné!

4- Il n'y a pas lieu de s'étonner. Fidèle à lui-même année après année, l'Empire refuse tout simplement de condamner le nazisme. Reprenons donc contact avec la réalité: la progéniture la plus chère du capitalisme impérialiste a encore et toujours pour nom «fascisme » et « nazisme ».

- Le Congrès à Washington: opposez-vous au négationnisme de Kiev et de Varsovie - Les-Crises.fr 11.06

Source : The Times of Israël et Jewish Telegraph Agency, le 25 avril 2018.

Plus de 50 membres du Congrès américain ont signé une lettre bipartisane appelant le Département d'État à prendre position contre la négation de l'Holocauste et l'antisémitisme soutenu par l'État en Ukraine et en Pologne.

La lettre, datée de lundi et adressée à John Sullivan, le secrétaire d'Etat adjoint, a été rendue publique mercredi. Les représentants démocrates Ro Khanna de Californie et David Cicilline de Rhode Island ont co-rédigé la lettre.

Les membres du Congrès notent que les évolutions en Pologne et en Ukraine font suite à « une augmentation de la glorification des responsables de l'ère de l'Holocauste à travers l'Europe, y compris la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie et les Etats baltes. C'est une tendance troublante qui doit susciter une forte réaction de notre gouvernement. » Les-Crises.fr 11.06

- Ukraine : Éloge d'Hitler et salut nazi avec ses élèves - Les-Crises.fr 11.06

Source : Times of Israël, le 24 avril 2018.

Une enseignante d'une école publique en Ukraine aurait posté des voeux d'anniversaire à Adolf Hitler sur Facebook et aurait appris à ses élèves le salut nazi.

Marjana Batjuk, qui enseigne dans une école de Lviv et qui fait également partie du conseil municipal de la ville a publié ces voeux d'anniversaire le 20 avril, date de naissance du leader nazi, a expliqué à JTA Eduard Dolinsky, directeur du comité juif ukrainien, qui a qualifié cet incident de « scandale ».

Batjuk a également fait rencontrer à certains de ses élèves des militants d'extrême-droite qui, durant le week-end, ont défilé le long des rues de la ville en arborant l'uniforme de la 14ème division des Grenadiers Waffen SS, une unité nazie d'élite qui comprenait également de nombreux ukrainiens ethniques combattant au sein du 1er Galicien.

Montrer des images nazies en Ukraine est illégal mais Dolinsky a déclaré que les autorités chargées de l'application de la loi avaient autorisé les militants à parader dans les principales artères de la municipalité.

Batjuk, 28 ans, membre du parti d'extrême-droite Svoboda, avait qualifié Hitler de « grand homme » et cité une phrase de son livre « Mein Kampf » dans son post publié sur Facebook, a dit Dolinsky. Elle a plus tard affirmé que son compte Facebook avait été piraté et elle a supprimé la publication mais le site d'information Strana a établi que ce n'était pas la première fois qu'elle postait des imageries nazies sur les réseaux sociaux.

Elle a également publié des photos qui, selon elle, présentaient ses élèves faisant le salut nazi à ses côtés.

Dolinsky a qualifié la vénération de ces soldats SS qui, selon certains historiens, ont participé aux atrocités commises contre les Juifs et contre les Polonais de « profanation scandaleuse de la mémoire des victimes ».

A Odessa, un gros graffiti disant « les Juifs à la mer » a été écrit sur le mur d'entrée d'un hôtel.

« Le facteur commun entre tous ces incidents est l'inaction du gouvernement, ce qui garantit qu'ils continueront à avoir lieu », a commenté Dolinsky. Les-Crises.fr 11.06

Un néonazi "homologue" du président de l'Assemblée nationale française.

Ils se ressemblent tant que cela ? C'est Rugy qui l'a dit.

- De Rugy critiqué pour la réception d'un député ukrainien nationaliste - L'Express.fr

A l'ordre du jour pour François de Rugy ce lundi 11 juin est en effet inscrit un entretien à 10h avec Andriy Parubiy, président de la Rada (parlement ukrainien) depuis 2016. Il a fondé au début des années 1990 le parti social-nationaliste d'Ukraine, appelé par la suite "Liberté" ("Svoboda" en langue originale), réputé d'extrême droite. Ses partisans arborent notamment des symboles wolfsangel, utilisés pendant la Seconde Guerre Mondiale par des unités nazies.

Le député LFI Alexis Corbière a souligné sur twitter le fait que le parti d'extrême-droite Svoboda, créé par Andriy Parubiy, avait été "dénoncé par le Jérusalem Post ou le Centre Simon Wiesenthal". Il s'agit d'un journal israélien et d'une ONG luttant contre le racisme et l'antisémitisme qui ont caractérisé d'"antisémite" le parti ukrainien.

Andriy Parubiy a été élu à partir de 2012 sur les listes plus modérées de l'union panukrainienne "Patrie", un agglomérat de partis faisant bloc pour les élections. Sa principale leader est encore Ioulia Tymochenko. Le groupe politique est considéré de centre-droit à tendance conservatrice.

Invectivé sur les réseaux sociaux suite aux messages des élus de La France Insoumise, François de Rugy a répondu, affirmant qu'il était "normal" de recevoir son homologue "élu à l'issue d'élections libres".

Rugy reçoit le président du Parlement ukrainien, des Insoumis critiquent - AFP 11 juin 2018

Le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, a reçu lundi le président du Parlement ukrainien, Andriï Paroubiï, que le chef de file des députés Insoumis, Jean-Luc Mélenchon, a qualifié de "néonazi antisémite", a-t-on appris de source parlementaire.

"Voilà où mène l'atlantisme forcené", avait aussi tweeté dimanche M. Mélenchon, tandis que sur le même réseau social le député LFI de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière demandait au titulaire du "perchoir" d'"annuler ce rendez-vous" car "la République française n'a pas à honorer ce violent xénophobe".

En conflit régulier avec ces députés d'extrême gauche, M. de Rugy (LREM) a répondu sur Twitter qu'"il est normal qu'(il) reçoive un homologue, élu à l'issue d?élections libres".

"La diplomatie parlementaire, c?est parler à tous les acteurs d'une crise: je vais ainsi reprendre les contacts avec la Douma de Russie interrompus depuis plusieurs années", a ajouté le locataire de l'Hôtel de Lassay.

A l'issue de la rencontre, la présidence de l'Assemblée a précisé que "les échanges ont notamment porté sur les textes (loi d'amnistie et statut spécial pour le Donbass) que le Parlement ukrainien doit adopter dans le cadre d?une résolution du conflit dans l'est de l'Ukraine".

"Les relations entre l'Ukraine et l'Union européenne ont également été évoquées ainsi que l'accord économique signé avec la France à la fin du mois de mai dernier", a poursuivi la présidence.

En fin de journée, le président du Sénat Gérard Larcher (LR) devait également recevoir M. Paroubiï, qui a co-fondé le parti nationaliste ukrainien devenu Svoboda. Observant que "c'est un parlementaire démocratiquement élu d'abord comme parlementaire, ensuite comme président du Parlement par ses pairs", l'entourage de M. Larcher a affirmé que le président de la Rada (Parlement) était "un interlocuteur naturel".

- Un anti-sémitisme violent sévit en Ukraine – et le gouvernement reste les bras croisés, par Lev Golinki

- Les-Crises.fr 12 juin 2018

Une vague d'antisémitisme a déferlé sur l'Ukraine. Rien que dans les trois dernières semaines, un leader d'extrême-droite a appelé publiquement à nettoyer l'Ukraine des « zhidi » (insulte équivalente à youpin), un mémorial de l'Holocauste a été incendié à Ternopil, des centaines de personnes ont défilé à travers Lviv en l'honneur d'une unité SS en faisant des saluts nazis, des graffitis « Mort aux youpins » ont été peints dans deux villes, la tombe d'un rabbin célèbre a été vandalisée, un camp de Roms a été attaqué et brûlé à Kiev par des militants d'extrême-droite, et des centaines d'autres ont participé à un concert néo-nazi, exhibant des svastikas et faisant le salut nazi.

Ce déferlement de haine a attiré l'attention du Congrès Juif Mondial, qui a publié une courte vidéo condamnant la montée de l'antisémitisme.

Peu après, le président ukrainien Petro Poroshenko a publié un communiqué de presse affirmant sa détermination à combattre l'antisémitisme. En retour, Ronald Lauder, président du CJM (Congrès Juif Mondial), a remercié Poroshenko pour sa déclaration et s'est déclaré « satisfait ».

Mais nous ne devrions pas pousser tout de suite un soupir de soulagement. Malheureusement, l'enthousiasme du CJM à accepter les paroles de Poroshenko est prématuré. Durant les quatre dernières années de gouvernement de Poroshenko, l'Ukraine a connu une hausse constante de l'antisémitisme, notamment l'apologie des collaborateurs du régime nazi, le vandalisme de sites juifs et les menaces publiques envers les Juifs – et la fréquence des incidents antisémites semble s'accélérer.

D'ailleurs, le lendemain de la publication de sa promesse vide par Poroshenko, si chaleureusement accueillie par Lauder, le ministre des affaires étrangères ukrainien a catégoriquement nié la montée de l'antisémitisme en Ukraine. Comment Poroshenko pourrait-il combattre l'antisémitisme quand son propre Ministère des affaires étrangères (sur lequel il a théoriquement autorité) refuse de reconnaître le problème ?

Après que le WJC a salué l'engagement de Poroshenko à combattre l'antisémitisme et d'autres formes de haine, un maire ukrainien a été pris en train de prononcer un discours au vitriol sur les Juifs cherchant à tuer les Gentils ; le consul ukrainien à Hambourg a été suspendu suite à des accusations pour avoir écrit des messages antisémites sur Facebook, y compris imputant aux Juifs la Seconde Guerre mondiale ; la tombe de la fille d'un rabbin vénéré a été profanée pour la cinquième fois en deux ans ; des voyous d'extrême droite ont pris d'assaut la maison d'un copropriétaire d'une chaîne de télévision ; le gang néonazi C14 a réalisé un autre pogrom contre les Roms, incendiant un campement à Lviv ; et des ultranationalistes affiliés au bataillon néonazi Azov ont mis fin à un événement LGBT parrainé par Amnesty International et Human Rights Watch à Kiev tandis que que les autorités refusaient d'agir.

Porochenko est devenu président à la suite du soulèvement sanglant de Maidan de 2013-2014, au cours duquel des Ukrainiens ordinaires sont morts pour le droit de vivre dans une nation occidentale démocratique. Mais au mieux, le gouvernement de Poroshenko a ignoré le problème de l'antisémitisme en son sein ; au pire, il l'a activement encouragé.

Célébrer les massacres de Juifs

La marche du 28 avril à Lviv, au cours de laquelle un millier de personnes ont honoré le SS Galichina, une division ukrainienne de la Waffen-SS d'Hitler, n'était pas un événement isolé planifié par un groupe marginal. La marche était le point culminant d'une célébration d'une semaine de la SS Galichina promue par le conseil municipal de Lviv. Assez bizarrement, cela comprenait un concours incitant les adolescents à soumettre des dessins de fans sur les SS.

Comment une ville européenne en vient-elle à glorifier une unité SS dont les membres ont prêté un serment personnel de loyauté à Hitler ? Il est alors utile d'avoir une bonne dose de révisionnisme historique. L'année dernière, le directeur de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale – un département officiel du gouvernement de Kiev – a déclaré que les combattants SS Galichina étaient en fait des « victimes de guerre ». Ceci, bien sûr, soulève la question : si les SS étaient des victimes, qu'ont fait les Juifs et d'autres ethnies pour avoir été massacrés ?

La SS Galichina est loin d'être le seul groupe paramilitaire issu de la Seconde Guerre mondiale approuvé par les autorités ukrainiennes modernes. En 2015, le Parlement ukrainien a adopté des lois proclamant l'Organisation des nationalistes ukrainiens, qui a collaboré avec les nazis et a été responsable de la liquidation de milliers de Juifs, et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, qui a procédé au nettoyage ethnique de 70 000 à 100 000 Polonais, ainsi que d'autres ethnies de son propre chef, comme héros de l'Ukraine.

Grâce aux lois de Kiev, ainsi qu'aux campagnes publiques menées par l'Institut de la mémoire nationale (dont le budget en 2018 est d'environ deux millions de dollars), ces bouchers sont aujourd'hui célébrés dans tout le pays.

Il n'est pas surprenant que cette glorification des antisémites par l'Etat s'accompagne souvent de manifestations antisémites. Le

1er janvier 2017, des milliers de personnes ont défilé à Kiev en l'honneur du leader de l'OUN, Stepan Bandera. Des slogans « Jews Out ! » ont résonné dans la foule, mais le lendemain, la police a nié avoir entendu quoi que ce soit d'antisémite. En juin dernier, Lviv a organisé un festival de trois jours en l'honneur du chef de l'UPA Roman Shukhevych, et une synagogue a été incendiée pendant les festivités. En novembre, Radio Free Europe a rapporté avoir vu des saluts nazis alors que 20 000 hommes brandissant des flambeaux défilaient en l'honneur de l'UPA , vandalisant les monuments commémoratifs de l'Holocauste et les sites religieux

Vandaliser les monuments commémoratifs de l'Holocauste et les sites religieux

Les vandales antisémites en Ukraine ne se soucient guère d'originalité. Le mémorial de l'Holocauste récemment incendié à Ternopil a été profané à quatre reprises au cours de l'année écoulée. Mais ce n'est qu'un seul mémorial : d'autres sites de l'Holocauste, centres juifs, cimetières, tombes et lieux de culte sont régulièrement vandalisés avec des croix gammées, des runes SS et des insultes.

Le vandalisme généralisé a atteint un point tel que le ministère israélien des Affaires étrangères a pris la mesure inhabituelle d'exiger publiquement que les autorités ukrainiennes commencent à enquêter sur ces agressions. Un appel similaire a été lancé par le directeur du Comité juif ukrainien dans un éditorial du New York Times, qui soulignait l'apathie du gouvernement concernant la protection des sites religieux et des sites de l'Holocauste.

Menacer publiquement les Juifs

L'incident du 2 mai à Odessa, lorsque Tetiana Soikina, responsable régionale de l'organisation ultranationaliste le Secteur Droit, a promis de se débarrasser des « youpins », survient au milieu d'une série d'appels similaires à la violence de la part de personnalités publiques. En mars 2017, la députée Nadiya Savchenko, autrefois célébrée par les médias occidentaux sous le nom de « Ukrainian Nelson Mandela », a explosé dans une tirade antisémite en direct à la télévision. « Pourquoi personne ne parle de ce que les gens disent… youpins d'aujourd'hui ? » a demandé un interlocuteur. « Bonne question », a répondu Savchenko. « Oui, notre gouvernement a du sang non ukrainien, pour ainsi dire. Que faut-il faire à ce sujet ? Nous devons penser et agir ».

À peine deux mois plus tard, un général des services de sécurité ukrainiens a publié des menaces manifestes, promettant d'exterminer les « zhidi », ce qui a incité la Ligue Anti-Diffamation (ADL) à exiger son éviction par Poroshenko (aucune mesure n'a été prise). Quelques mois plus tard, le responsable régional du parti d'extrême droite Svoboda s'est déchaîné dans un discours antisémite, après que des juifs locaux ont protesté contre le fait qu'une statue de Symon Petliura, un autre « héros » ukrainien responsable des pogroms de masse, ait été érigée. « Habituez-vous à nos règles ou soyez punis », a dit le chef Svoboda, encourageant ses compatriotes ukrainiens à « remettre les minorités à leur place ».

Malheureusement, les fonctionnaires et les dirigeants des partis qui ont fait de telles déclarations l'ont fait en toute impunité. Et, bien que Poroshenko ait promis une réaction « immédiate » des forces de l'ordre aux menaces publiques de Soikina, un porte-parole du ministère ukrainien de l'Intérieur a déclaré que l'appel de Soikina à nettoyer le pays des Juifs n'était pas « intrinsèquement discriminatoire ni un appel à la violence ». Il est fort probable que Soikina, comme les autres, ne subira aucune conséquence pour ses actes.

Persécution des Roms

L'histoire nous apprend que qui s'attaque aux Roms finit, tôt ou tard, pas s'attaquer aux Juifs.

Une courte vidéo des récents pogroms anti-Roms est glaçante : des voyous cagoulés pourchassent des femmes et des enfants terrifiés au milieu d'une capitale européenne, alors que la fumée noire du tabor (campement) rom en flammes remplit l'arrière-plan. Les femmes appellent une l'aide qui ne vient pas. En fait, lorsque la police, honteuse, a fini par ouvrir une enquête, elle a qualifiée l'affaire de « hooliganisme », ce qui montre l'indifférence choquante avec laquelle les Roms sont considérés.

Mais l'aspect le plus inquiétant ici est qu'il s'agit au moins du quatrième pogrom anti-Roms en Ukraine au cours des deux dernières années.

En septembre 2016, deux douzaines de Roms ont été contraints de fuir un village d'Odessa après que les habitants ont incendié leurs maisons. Le gouverneur d'alors d'Odessa a réagi en louant les actions des villageois, déclarant que le village avait été pendant longtemps un repaire « d'asociaux » et qu'il partageait pleinement les préoccupations de la foule. La seule chose que la police a faite, c'est de garantir un « couloir sûr » pour que les Roms puissent évacuer. En mai 2017, un Rom a été tué lors d'une attaque à Kharkov ; selon des témoins, les autorités locales ont été impliquées dans la fusillade. Le même mois, un groupe d'hommes a attaqué des familles roms dans une gare de Kiev.

Les récents pogroms anti-roms de Kiev se distinguent cependant par le fait qu'elles ont été revendiquées avec fierté par C14, un gang néo-nazi qui a gagné en influence au cours de l'année écoulée. Les actions de C14 ont conduit Amnesty International à

publier une déclaration urgente avertissant que les radicaux « se sentent intouchables… les autorités, le plus souvent, n'agissent pas », et n'importe qui, y compris les Juifs, pourraient être les prochains sur la liste.

Les exemples ci-dessus ne représentent qu'une petite partie du caractère profondément inquiétant de l'antisémitisme et de l'incapacité ainsi que du refus de Poroshenko d'affirmer la primauté du droit. Ils n'incluent pas les attaques généralisées contre les communautés LGBT, ni la façon dont les groupes d'extrême droite perturbent les tribunaux au mépris des forces de l'ordre. Mais ils devraient être suffisants pour démontrer qu'il faudrait être d'une naïveté consternante pour accorder le moindre crédit aux promesses creuses de Poroshenko.

Les Juifs américains devraient absolument se réjouir du caractère démocrate de Poroshenko, mais seulement après que les organisations chargées de surveiller l'antisémitisme mondial auront confirmé que la situation en Ukraine s'améliore, et non le contraire. D'ici là, « la satisfaction » est la dernière chose que ceux qui s'intéressent à l'antisémitisme devraient ressentir à propos de l'Ukraine.

Lev Golinkin est l'auteur de A Backpack, a Bear, and Eight Crates of Vodka [Un sac à dos, un ours et huit caisses de vodka, NdT].

Source : Forward, Lev Golinki, le 20 mai 2018.

- Symboles et saluts nazis durant une marche des nationalistes ukrainiens, par Cnaan Liphshiz - Les-Crises.fr 12 juin 2018

La glorification des combattants qui se sont alliés avec les Nazis contre la domination russe a considérablement augmenté après 2013. En 2015, le Parlement ukrainien a voté une loi qui criminalise la négation « de l'héroïsme » de certains de ces alliés de l'Allemagne nazie, qui ont supervisé l'extermination quasi-totale des Juifs de la région.

Source : Jewish Telegraphic Agency, Cnaan Liphshiz, 29-04-2018

En complément. Toujours dans le registre totalitarisme.

- Des «opérations anti-Israël» ont-elles lieu dans les supermarchés ? - Liberation.fr 6 juin 2018

Selon plusieurs médias, une campagne de boycott des produits israéliens serait menée dans certains supermarchés.

A en croire le Figaro, «d'inquiétantes opérations anti-Israël» auraient lieu dans nos supermarchés. L'article, ainsi titré et publié le 4 juin, a été depuis largement repris par la presse, tendance plutôt pro-israélienne mais pas seulement.

«Des Yvelines aux Pyrénées-Atlantiques, des extrémistes veulent imposer à des magasins le retrait de produits israéliens», peut-on lire. Sont cités les cas d'un Carrefour à Chambourcy, dans les Yvelines, un Grand Frais, à Décines, près de Lyon, un Intermarché à Itxassou, dans les Pyrénées-Atlantiques et un Lidl à Drancy.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), de son côté, affirmait dans un communiqué publié le 3 juin recevoir «depuis près de 5 jours, un nombre considérable de protestations émanant d'internautes et clients des magasins Carrefour». L'association, qui parle d'«action discriminatoire», a annoncé le dépôt de plaintes, «non seulement contre les auteurs de ce délit, mais contre tous ceux qui par leur silence et leur soumission se sont pliés au diktat de cette police islamique». Soutenue par le CRIF, elle expliquait s'inquiéter d'une «campagne de boycott».

«C'est pas un problème de juif»

Pourtant, les cas relevés n'en ont pas vraiment l'envergure. A Chambourcy, en effet, une action filmée a été menée et relayée le 1er juin. «Nous mettre des dattes israéliennes sur le stand ramadan, c'est un affront fait aux consommateurs de confession musulmane», affirme l'homme qui filme, et réclame leur retrait. «Hors de question alors qu'ils sont en train de fusiller des Palestiniens à Gaza», poursuit-il, avant d'obtenir gain de cause. A une personne qui lui dit quelque chose qu'on ne distingue pas, il répond : «non mais on s'en fout, c'est pas un problème de juif, c'est un problème d'occupation israélienne».

Le lendemain, le 2 juin, une vidéo tournée au Grand Frais de Décines a également été publiée. On y entend un homme demander le retrait de dattes, toujours, leur origine n'étant pas indiquée. C'est illégal depuis 2015, la Commission européenne ayant demandé aux 28 Etats membres d'indiquer la provenance des produits originaires des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. «Faut faire ça maintenant parce qu'on doit passer à Lidl après, demande l'homme qui filme à un membre du personnel. Demain on repassera, si on doit repasser à chaque fois, on repassera», poursuit-il.

A Itxassou, ce sont des militants d'Aitzana, un mouvement politique «de gauche du Pays basque nord», qui ont enlevé

des mandarines d'origines israéliennes. Au Lidl de Drancy, il s'agissait, selon le Figaro, de militants de la France insoumise, «qui font retirer des grenades, des pamplemousses et des avocats». Sauf que la seule opération dont Libération a retrouvé la trace date de janvier 2018 et bien que les militants arborent des étiquettes LFI, le responsable du groupe de Drancy assure que sa section n'a «jamais fait ça».

«Exiger leur retrait dans tous les magasins»

Si le mouvement n'a rien de très organisé, les cas cités relevant d'initiatives plutôt individuelles, deux d'entre eux ont été relayés par le site Europalestine qui félicite par exemple les «militants lyonnais qui sont intervenus à Grand Frais» et encourage : «Ouvrez l'œil… et la bouche aussi pour exiger leur retrait de tous les magasins!»

L'association, qui assure avoir pour but de «dénoncer sans relâche l'occupation des territoires palestiniens qui perdure depuis des décennies et qui menace gravement la paix dans le monde», est décrite comme «antisioniste radicale», par le site Conspiracy Watch, qui traque tweets antisémites, théories négationnistes et complotistes sur internet. Libération, dans un article publié en 2014, la recensait d'ailleurs dans un article sur le nouvel antisémitisme, dans la catégorie «propalestiniens radicaux». On y apprenait en outre que les services de renseignements la caractérisaient comme «particulièrement excitée».

«Par éthique, et puisque ce n'est pas un argument, Olivia Zemor et Nicolas Shahshahani, les deux locomotives d'Europalestine, n'utilisent jamais les morts de leurs familles comme bouclier inhumain. Pourtant, de famille ils n'ont plus, ou presque. Car disparue dans les camps d'extermination nazie», écrivait alors l'association dans un communiqué en guise de contre-attaque.

Il faut également rappeler qu'Europalestine a présenté une liste aux européennes de 2004 avec un certain Dieudonné. L'association a par ailleurs pour habitude de déployer des banderoles appelant «à la séparation du CRIF et de l'Etat», slogan cher à l'extrême droite, comme le rappelait Conspiracy Watch et se laisse tenter, parfois, par des fake news.

Traquer les étiquettes

Si le squelette idéologique de l'association et de certains de ses membres pose question, difficile pour autant de parler de l'orchestration d'une campagne antisémite. «En faisant nos courses, on regarde, on vérifie que la réglementation est appliquée, explique Olivia Zémor, en référence à la loi sur l'étiquetage. Les gens mènent les actions individuellement mais si un commerçant n'en a rien à faire de la réglementation, il se peut qu'on décide de faire venir un groupe de 3, 5 ou 20 personnes.»

L'association ne se contente pas de traquer les étiquettes, elle applique également les principes du mouvement BDS - pour Boycott, désinvestissement, sanctions - qui, depuis 2005, milite pour le rejet de produits israéliens pour dénoncer la colonisation israélienne. C'est précisément ce que critiquent le CRIF et le BNVCA, qui plaident pour sanctionner le boycott, assimilé à une forme de discrimination. «Ces incidents, qui se multiplient alors que commence la Saison France Israël 2018, sont assimilables à des actes antisémites : à travers Israël, ce sont les Juifs que l'on vise. On a vu que certains, d'ailleurs, ne font pas la différence entre les produits israéliens et kasher…», regrettait ainsi Francis Kalifat. Le mouvement BDS assure de son côté qu'il «ne vise pas des personnes ou des groupes en raison de leur origine ou de leur religion juive, ni leurs entreprises ou leurs produits», ni même «la société israélienne ni les individus qui la composent, en tant que tels» mais bien la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans. En 2015, la Cour de cassation avait confirmé la condamnation d'une douzaine de militants de la campagne BDS pour «provocation à la discrimination nationale, raciale et religieuse». Cette décision avait alors été acclamée par un membre directeur du CRIF comme la preuve du caractère «illégal» d'un tel boycott, quand de nombreuses voix avaient au contraire dénoncé «une atteinte à la liberté d'expression».

Au-delà du débat éthique et juridique, que chacun investira comme il le souhaite, un constat peut être dressé : les opérations anti-Israéliennes n'ont pas pris une ampleur inédite, jusqu'ici en tout cas. «Pendant le ramadan, les dattes des colonies envahissent le marché européen, explique Olivia Zemor. A chaque fois, il y a un mouvement de protestation.» Liberation.fr 6 juin 2018

Comment conserver le pouvoir par tous les moyens.

Pendant qu'ils nous soûlent avec leurs fake news, on en oublierait presque qu'en la matière, la palme revient à ceux qui nous gouvernent et prétendent représenter "l'intérêt général", les intérêts du "peuple", de la "nation", de la "France" et je ne sais quoi encore, alors qu'en réalité ils représentent ceux de l'oligarchie ou les ennemis de la plèbe.

- L'obsession des «fake news» comme prérogative des États par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 24 mai 2018

Extraits. « Depuis la Seconde Guerre Mondiale, plus de 20 millions de personnes ont été tuées par des attaques américaines », dit le Dr. Mausfeld, Professeur de psychologie allemand. Pourquoi de telles violations extrêmes des droits de l'homme ne provoquent-elles pas un cri d'indignation dans la population? Voici la réponse de Mausfeld : « C'est en raison d'un large éventail

de techniques de manipulations et de propagande raffinées, surtout psychologiques ».

Des faits réels sont présentés faussement comme étant des opinions. C'est une stratégie devenue courante aujourd'hui, une sorte de détournement, l'aspect que prend une pratique des « fake news » parfaitement écoeurante !

C'est la propagande dominante qui fomente et mène aux guerres, et non pas les quelques voix d'opposition. Pourtant ce sont ces quelques voix qui sont accusées et humiliées alors qu'elles s'opposent justement au mal et au malheur que la perversion des Pouvoirs cherche à imposer au monde réel désireux de paix et de bonne entente entre les peuples…

Il est évident qu'aucune censure ne s'appliquera jamais aux médias dominants et qu'au contraire, ce seront certains médias alternatifs, permettant de remettre en question la propagande de guerre, qui seront réprimés ou persécutés, combattus, censurés sous toutes les formes. C'est un comble, mais c'est la triste réalité : un inversement de la vérité a été opéré. Le mensonge est devenu la vérité et « la vérité est devenue le mensonge » à éradiquer. Le principe du nazi Goebbels triomphe: « Un mensonge répété suffisamment souvent devient la vérité ». On occident, ce sont les nazis qui ont gagné et l'idéologie fasciste qu'ils nous ont imposée, c'est l'ultra libéralisme qui à façonné l'Union Européenne avec l'aide d'une armée d'occupation qui la menace en permanence et l'entraîne dans ses guerres illégales: celle du quatrième Reich, l'OTAN.

Toute parole dissidente qui ose critiquer cette position pathologique de l'État mafieux, converti corps et âme à la loi du profit pour le profit, en fait sa priorité absolue, au point que tout opposant est aussitôt conduit aux galères, discrédité, persécuté, anéanti, interdit de tout et bâillonné de manière efficace pour qu'il ne puisse plus faire entendre sa voix discordante d'opposant à la dictature du néo colonialisme ultra libéral faisant régner sa loi de domination intolérante et dégénérée pour le seul bonheur des profiteurs d'en haut! La cause des États occidentaux n'est pas celle de leurs peuples, mais celle des banques…

A la tête de cet empire dégénéré qui avance vers sa chute prochaine, à l'image des deux tours jumelles qui se sont effondrées sur elles-mêmes, se trouvent les États-Unis qui ont été en guerre 93% du temps de leur existence depuis leur création en 1776, c'est à dire : 222 des 239 années de leur existence : c'est du délire psychopathologique. La chute de l'empire sera fracassante, comme la chute du World Trade Center a été fracassante, puisque ce sont les USA qui mènent le monde vers sa ruine.

Depuis 2012, et le début de la guerre en Syrie, il est impossible au pays de Voltaire, de rassembler dans une salle ouverte au public des hommes et des femmes s'exprimant sur cette guerre. Dès l'annonce d'un tel colloque, les menaces tombent et les organisateurs apeurés, honteux, annulent les rendez-vous. Dans une salle de l'Assemblée Nationale il a été impossible de trouver un auditorium pour exposer la situation syrienne et la politique étrangère de la France. Au nom de quoi ? L'interdiction de ces débats-là vaut aussi pour ceux qui concernent l'Ukraine et mieux encore pour la Palestine. Évoquer ce pays martyrisé, c'est additionner les salles de réunion refusées, les intervenants décommandés. S'il le faut, les censeurs se cachent derrière la menace de « troubles de l'ordre public ». Sur les plateaux de télévision ou sur les antennes radio c'est la même censure acharnée qui fait rage! L'occident est gravement malade!

Chacun sait déjà parfaitement que dix milliardaires ont pris le contrôle d'une grande partie des médias français. Ces oligarques, venus du BTP, de l'armement, du luxe ou de la téléphonie, ont accaparé les grands quotidiens nationaux, les chaînes de télévision et les radios, pour asseoir leur influence. Avec à la clé, conflits d'intérêts, censures, pressions, licenciements, ingérence malsaine… Cette concentration des moyens de production de l'information entre les mains de quelques uns a mis en péril l'indépendance de la presse dans notre pays, portant ainsi directement atteinte au fonctionnement de notre démocratie, même si elle n'est qu'embryonnaire.

L'organisation de la lutte contre les « fake news » consistait au départ à contrer les analyses critiques accusant l'État profond US d'avoir lui-même organisé les attentats du 11-Septembre, puis celles accusant les Anglo-Saxons d'avoir planifié les « printemps arabes » et la guerre contre la Syrie. Ces analyses critiques, fortement documentées étaient qualifiées de « conspirationnistes ». Cependant, rapidement les choses évoluèrent au point qu'il n'était plus possible de nier ces analyses. L'organisation de la lutte contre les « fake news » se retourna donc exclusivement contre la Russie qui fut accusée de poursuivre l'ancienne propagande de l'Union soviétique, et que, par conséquent le mal étant dehors et ailleurs, l'OTAN, plus que jamais utile, devait être renforcée avec de nouveaux moyens démultipliés et une plus grande participation financière de l'UE !

En définitive, en avril 2015, l'Union européenne se dota d'un « Groupe de travail pour les communications stratégiques vers l'Est » (East Strat Com Task Force). Il adresse chaque semaine à des milliers de journalistes un relevé de la « propagande russe ». À l'évidence, il est difficile pour les spécialistes du ESCTF de trouver des exemples significatifs de l'ingérence russe. En août de la même année, l'OTAN a inauguré son « Centre de communication stratégique » à Riga (Lettonie). L'année suivante, le Département d'État US s'est doté, quant à lui, du «Centre d'engagement global» (Global Engagement Center) qui poursuit les mêmes buts fantasmatiques, brûlant des millions de dollars des contribuables étasuniens pour des fadaises ! Voilà encore un symptôme de plus de la grave maladie de l'Occident sur le déclin.

Tous les systèmes de manipulation de l'information sont éphémères. Le retour de bâton risque d'être toujours violent pour les aventuriers de ces politiques fictions.

Précisons que Macron veut légiférer sur les réseaux sociaux uniquement pour les périodes électorales, car lui-même a été élu grâce au désordre créé par un hebdomadaire et Facebook qui se sont ligués contre son principal rival : François Fillon!

Il est évident que Macron voit venir le prochain tour et que cette fois, les réseaux sociaux seront utilisés contre lui. Il emboîte donc le pas à l'OTAN et veut ainsi montrer la continuité URSS-Russie en matière de propagande au moment des élections, afin de discréditer toute réelle opposition à l'intérieur même de la France.

Le mensonge a tellement envahi la vie publique qu'il préside même en permanence la parole officielle des États de l'Occident déchu. Ce monde est gravement malade et c'est pourquoi sa chute est annoncée pour bientôt. D'ailleurs la « Coalition atlantiste » qui bombarde allègrement les pays non soumis à la dictature de son délire intolérant, cherche et veut coûte que coûte une troisième guerre mondiale qu'elle prépare activement avec l'énergie d'un désespoir qu'elle a bien du mal à cacher car elle est malade de son mal intime et crève de sa pathologie : son fascisme ultra libéral. Mondialisation.ca, 24 mai 2018

Totalitarisme. Otan militaire, politique, économique (UE)... et médiatique.

- Une loi Fake News, c'est efficace ? - LeParisien.fr 07 juin 2018

Fake News ? « Toute allégation ou imputation d'un fait dépourvue d'éléments vérifiables de nature à la rendre vraisemblable ». Cette définition a été retenue par les députés en commission.

Comment le juge des référés pourra décider en 48 heures ce qui relève ou non d'une fausse information ? Comment le Conseil supérieur de l'audiovisuel jugera qu'une chaîne de télévision est sous l'influence d'un Etat étranger et porte atteinte aux intérêts de la Nation ? LeParisien.fr 07 juin 2018

Contre les fake news, Facebook allié à un think tank financé par l'Otan ? - Liberation.fr 7 juin 2018

Le 17 mai, Facebook a annoncé s'être allié à l'Atlantic Council pour lutter contre la désinformation.

L'Atlantic Council est un think tank qui «promeut un leadership et un engagement constructifs en se basant sur le rôle central de la communauté atlantique dans la réponse à apporter aux défis mondiaux». Il a été fondé en 1961 par d'anciens secrétaires d'Etat américains, qui ont décidé de rassembler plusieurs groupes citoyens américains soutenant l'alliance atlantique, donc l'Otan.

Est-il financé par l'Otan et les Etats-Unis ?

L'Atlantic Council se présente comme une «organisation non partisane qui génère des idées et encourage les débats sur les problèmes auxquels est confrontée la communauté atlantique».

Dans la liste des grands donateurs en 2016, on retrouve des entreprises (Engie, Airbus ou HSBC) mais aussi des Etats (les Emirats arabes unis font partie des trois premiers donateurs, qui ont versé plus d'un million de dollars), notamment des pays membres de l'Otan (la Norvège, le Royaume-Uni ou encore les Etats-Unis…)

Plusieurs institutions américaines font partie des contributeurs. Le bureau de représentation des Etats-Unis a ainsi donné entre 100 000 et 250 000 dollars, tout comme le secrétariat d'Etat. La Chambre de commerce américaine, l'armée de l'air, l'armée de terre et le corps des marines des Etats-Unis ont chacun donné entre 25 000 et 50 000 dollars.

Vous vous interrogez sur les liens entre l'Atlantic Council et l'Otan. L'Organisation fait en effet partie des principaux donateurs ayant versé entre 250 000 et un million de dollars au think tank. Liberation.fr 7 juin 2018

La médiocratie ne fait pas dans la dentelle.

- "L'origine nazie du nom de l'Iran" : une nouvelle Fake News de BHL - Les-Crises.fr

- Après les Skripal, Arkady Babchenko revient du royaume des morts. - Moon of Alabama 1er juin 2018

Un éminent journaliste russe qui critiquait le Kremlin a été abattu à Kiev - CNBC

Il y a eu des centaines de titres de ce genre depuis hier, tous accusant directement ou indirectement la Russie, le Kremlin ou Poutine.

Malgré l'absence de preuves de l'implication de la Russie, un syndicat allemand de journalistes, le DJV, a demandé que l'UE boycotte le championnat du monde de football en Russie.

Cela ne se terminera pas bien pour Babchenko, ni pour l'Ukraine. Le Premier ministre ukrainien a officiellement accusé la Russie d'avoir tué ce journaliste. Et on découvre que l'État ukrainien a simulé le meurtre ! Babchenko revient d'entre les morts, prouvant que les accusations contre la Russie étaient fausses. Au moment où les mensonges des services de sécurité ukrainien sur la mort du journaliste sont démentis par les faits, ils prétendent que la Russie a ordonné l'assassinat raté ? Pourquoi croirait-on maintenant un mot de ce qu'ils disent ?

La Russie devrait être satisfaite. Les deux affaires montées contre elle, la mise en scène Skripal et la mise en scène Babchenko, se sont révélées être de la propagande sans aucun fondement contre la Russie.

Le syndicat allemand des « journalistes » a supprimé de son site web son tweet et un éditorial (photo) demandant des sanctions contre la Russie. Demain, il s'attaquera de nouveau à ceux qui disent que leur « journalisme » n'est rien d'autre que de la fausse information et de la propagande.

De plus en plus de gens vont prendre conscience de ces manipulations manifestes. Ils poseront des questions. Les accusateurs habituels devront faire preuve d'une plus grande prudence dans leur propagande. Leurs « assassinats » de propagande finiront par tuer leur propagande. Moon of Alabama 1er juin 2018

Faites sauter les banquiers.

Au paradis des paradis fiscaux, ce ne sera pas demain la veille.

- Les Suisses votent contre une réforme radicale de la finance - Reuters 11.06

Un plan radical visant à ôter aux banques suisses le droit de création monétaire a été rejeté par les électeurs, a annoncé le Conseil fédéral dimanche.

Les électeurs ont été 75,7% à se prononcer contre l'initiative dite "Monnaie pleine", qui n'a atteint la majorité dans aucun des 26 cantons, a précisé le pouvoir.

En plus d'une majorité simple des électeurs, la proposition devait aussi réunir une majorité des cantons.

Les inquiétudes sur les conséquences pour l'économie de l'introduction d'un système de "monnaie réelle" ("vollgeld") semblent avoir convaincu les Suisses de rejeter l'initiative officiellement intitulée "Pour une monnaie à l'abri des crises : émission monétaire uniquement par la Banque nationale !"

"Mettre en oeuvre un tel système, qui aurait soulevé tant de questions, aurait été difficilement possible sans provoquer des années d'ennuis", a déclaré le ministre des Finances Ueri Maurer lors d'une conférence de presse.

"Le peuple suisse en général n'aime pas la prise de risque (...) et il n'a vu aucun avantage dans ces propositions. Notre système bancaire fonctionne, les suspicions contre les banques ont été largement éliminées."

La proposition, soumise à votation après avoir obtenu plus de 100.000 signatures, visait à donner à la Banque nationale suisse (BNS), la banque centrale helvétique, le monopole de la création monétaire dans le pays.

Contrairement à une idée reçue, la plupart de l'argent produit électroniquement l'est non par les banques centrales mais par les banques privées afin de pouvoir prêter davantage que les dépôts qu'elles ont dans leurs coffres.

Si l'initiative avait été approuvée, la Suisse, célèbre pour son industrie bancaire, aurait été le premier pays au monde à interdire la création monétaire aux établissements privés, ce qui selon les opposants du plan aurait constitué une dangereuse expérimentation.

Les partisans de la réforme faisaient valoir que le projet rendrait le système financier plus résistant et ferait du franc suisse la monnaie la plus sûre du monde.

La BNS, le Conseil fédéral (gouvernement) et les organisations patronales se sont mobilisés pour le "non".

"Nos arguments contre l'initiative, selon lesquels cela reviendrait à bouleverser tout le système monétaire, ont convaincu le public", a déclaré Herbert Scheidt, président de l'Association suisse des banquiers (ASB).

"Nous sommes contents car cela aurait été une initiative extrêmement dommageable", s'est réjoui de son côté Heinz Karrer,

président de l'organisation professionnelle Economiesuisse.

La banque centrale, qui avait mis en garde contre un "cocktail dangereux" pour l'économie suisse, a aussi salué le résultat.

"La BNS peut donc poursuivre aux mêmes conditions que jusqu'ici sa politique monétaire axée sur la stabilité des prix. Maintenir la stabilité des prix contribue largement à la prospérité de notre pays", a-t-elle déclaré dans un communiqué. Les partisans de la réforme ont annoncé leur intention de poursuivre le combat.

"Le débat ne fait que commencer", a déclaré Raffael Wüthrich, porte-parole de la campagne. "Notre objectif est que la monnaie soit au service du peuple et pas le contraire, et on continuera de travailler pour y parvenir." Reuters 11.06

Ni chez Big Brother.

- Le Congrès américain assouplit la régulation bancaire - lemonde.fr 23.05

"Adopté par 258 voix contre 159, le texte, qui réduit de 38 à 12 le nombre de banques américaines soumises aux règles les plus dures, doit désormais être signé par le président américain." lemonde.fr 23.05

Ni en France.

- Le CAC40 en 2017 : plus de 16 000 filiales, dont 15% dans des paradis fiscaux - multinationales.org 30 mai 2018

Une multinationale, ce n'est pas seulement un nom, une capitalisation boursière et une direction centralisée. C'est aussi un réseau complexe de centaines de filiales, localisées aux quatre coins dans la planète, liées entre elles par des relations financières, juridiques et actionnariales souvent opaques, ouvrant la porte à tous les abus. En 2017, selon les chiffres très partiels publiés par les entreprises elles-mêmes, le CAC40 avait 16 240 filiales dans le monde entier. Soit 247 filiales déclarées en moyenne. Près de 2500 d'entre elles sont localisées dans des pays ou des territoires considérés comme des paradis fiscaux et judiciaires. Nouvel extrait de notre « véritable bilan annuel » des grandes entreprises françaises.

Selon les informations publiées par les entreprises elles-mêmes dans leurs documents de référence ou sur leur site, le CAC40 avait en 2017 au moins 16 240 filiales dans le monde entier. Cela représente une moyenne de 427 filiales par groupe (deux d'entre eux, TechnipFMC et Airbus, n'ayant publié aucune information à ce sujet). À l'évidence, ce chiffre doit être pris comme un minimum, puisque plusieurs entreprises ne déclarent qu'un nombre restreint de filiales (seulement les « principales »). Seules quelques unes publient une liste pléthorique (2348 filiales pour Engie et 2753 pour Vinci, par exemple), et il n'est pas sûre qu'elle soit toujours complète pour autant, comme nous l'avions constaté à propos de Total il y a trois ans.

Sur ces plus de 16 000 filiales, 2469 sont localisées dans des pays ou des territoires identifiés comme des « paradis fiscaux et judiciaires », soit 15,2%. Les firmes qui semblent avoir le plus grosse prédilection pour ces localisations attractives sont Axa, LVMH, Kering, ST et Danone, avec entre 35 et 22% de filiales concernées. À l'autre bout du classement, on trouve Saint-Gobain, Valeo, Veolia, Vinci et Vivendi, entre 3,5 et 7,7%.

En nombre absolu de filiales dans les paradis fiscaux, le classement est le suivant : Engie (327), LVMH (295), Vinci (212), BNP Paribas (198) et Total (160). Mais ce sont aussi les entreprises qui listent le plus grand nombre de filiales en général.

Que disent vraiment ces chiffres ?

Ces chiffres indicatifs doivent cependant être pris avec beaucoup de précautions. Tout d'abord précisément parce que les listes de filiales publiées sont de taille extrêmement variables selon les entreprises du CAC40, allant de quelques dizaines à plusieurs milliers. Les groupes qui publient des listes plus courtes peuvent en profiter pour « cacher » des filiales aux localisations controversées.

Ensuite en raison de la difficulté même à définir ce qu'est un « paradis fiscal et judiciaire ». Les listes de paradis fiscaux publiées par les gouvernements ou les organisations internationales sont souvent limitées. Nous utilisons ici une liste plus large produite par le Tax Justice Network, un réseau d'ONG dédié à la justice fiscale, qui inclut certes des îles paradisiaques comme les Bermudes ou les Caïmans, mais aussi des pays européens comme le Luxembourg, l'Irlande, la Suisse, la Belgique ou les Pays-Bas. Autant de pays où les firmes du CAC40 peuvent aussi avoir de vraies activités industrielles, mais qui n'en sont pas moins sur-représentés dans la localisation de leurs filiales.

À l'inverse, certains territoires à l'intérieur d'États plus grands, comme le Delaware aux États-Unis, Dubaï aux Émirats arabes unis ou divers territoires britanniques, peuvent aussi être considérés comme des paradis fiscaux, mais les filiales concernées sont difficiles à identifier comme telles lorsque les entreprises ne donnent qu'une localisation générique.

Enfin, dans le cas des géants du luxe LVMH et Kering, il faut rappeler que leur présence dans les paradis fiscaux tient aussi pour partie à la localisation de leur clientèle...

Informations financières insuffisantes

Bien entendu, le seul nombre de filiales dans les paradis fiscaux, en l'absence de données plus précises sur leurs finances, sur ne se traduit pas automatiquement par un taux d'imposition sur les bénéfices moindres que pour d'autres sociétés. Sur les cinq groupes du CAC40 qui déclarent le plus de filiales dans ces territoires, un seul (Axa) figure aussi parmi les cinq groupes qui affichent le taux d'imposition effectif le plus bas en 2017 (14,6% en l'occurrence). Les données relatives au taux d'imposition effectif sont d'ailleurs très variables d'une année sur l'autre et intègrent tant de paramètres qu'il est difficile d'en tirer des conclusions.

Seules les banques sont aujourd'hui soumises à des obligations de transparence suffisantes pour se faire une idée précise de la place des paradis fiscaux dans leur dispositif financier. La dernière étude précise sur ce point a été réalisée par un groupe d'ONG françaises dans le cadre de la Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires (lire notre article). Elle concluait que les grandes banques françaises réalisent plus d'un tiers de leurs bénéfices dans des paradis fiscaux, alors que ces derniers ne représentent qu'un quart de leurs chiffre d'affaires, un cinquième de leurs impôts, et seulement un sixième de leurs employés.

Les paradis fiscaux préférés des multinationales françaises sont en Europe

Le terme même de « paradis fiscal » évoque spontanément l'image d'îles tropicales isolées, comme les Bahamas ou les Bermudes, ou parfois un peu plus proches comme Jersey. Mais la mécanique de l'évitement fiscal créée par les multinationales passe aussi et surtout par des pôles financiers (la City de Londres, Singapour, Hong Kong) et par des pays offrant des conditions fiscales avantageuses sur tel ou tel aspect particulier de leur comptabilité : les dividendes ou les redevances liées à la propriété intellectuelle, par exemple. Voire la France pour ce qui concerne la R&D... C'est pourquoi au final les principaux paradis fiscaux utilisés par les multinationales françaises sont européens (lire notre entretien à ce sujet avec Eric Walravens).

Dans un rapport récent, le Basic et Oxfam ont réalisé un décompte détaillé des filiales déclarées par le CAC40 en 2016. Ils ont trouvé 19 filiales aux Bahamas, 12 aux Bermudes et aux Caïmans, 10 au Panama et 22 à Monaco et à Jersey, mais surtout 319 aux Pays-Bas, 232 en Belgique, 167 au Luxembourg, et 137 en Suisse. Cas d'école : la galaxie Engie et les paradis fiscaux

Engie se distingue parmi ses pairs du CAC40 une liste de plus de 2300 filiales, parmi lesquelles on en trouve au moins 327 relevant de paradis fiscaux. Principalement, certes, aux Pays-Bas (133 filiales) et en Belgique (74), deux pays où le groupe est historiquement très présent. Comme pour Total et de nombreux groupes pétroliers, les Pays-Bas sont aussi la localisation de choix pour tous les actifs du groupe en matière d'exploitation d'hydrocarbures (en cours de revente).

Le troisième pays de la liste est le Luxembourg avec 28 filiales. Celles-ci valent aujourd'hui à Engie une « enquête approfondie » de la Commission européenne. La teneur du dossier a été rendue publique début 2017, et suggère qu'Engie pourrait avoir économisé environ 300 millions d'euros d'impôts grâce à deux « rescrits » (ou rulings en anglais), des accords fiscaux particuliers, conclus entre l'entreprise et l'administration fiscale luxembourgeoise. Des conclusions qu'Engie conteste. Selon des révélations du site Les Jours, Engie aurait abrité pas moins de 27 milliards d'euros dans ses filiales du Grand-Duché (lire notre article).

De manière plus exotique, Engie compte également 9 filiales aux îles Caïmans, 7 à Monaco, 6 à Guernesey, 3 au Panama et à Jersey, ou encore 2 à Vanuatu.

Comment expliquer ce nombre extrêmement élevé ? D'abord, apparemment, par l'habitude de créer des dizaines de filiales portant plus ou moins le même nom pour ses projets énergétiques en France et au Brésil, particulièrement dans le domaine de l'éolien et du solaire. Ensuite par l'histoire même du groupe Engie, à l'origine une holding financière, Suez, qui s'est progressivement agrégée des participations dans divers secteurs économiques, jusqu'à se reconstituer en groupe énergétique à travers sa fusion avec Gaz de France.

Aujourd'hui, en plus de ses activités dans l'énergie, le groupe s'occupe également de gestion de prisons et de centres de détention, de stations de sport d'hiver, de textile, de caméras de surveillance, d'espionnage, de services urbains, ou encore dernièrement de gérer l'« Uber du dépannage à domicile ». L'acquisition d'International Power en 2011 a fait hériter le groupe, comme souvent avec le rachat de firmes anglo-saxonnes, de nombreuses filiales dans les paradis fiscaux. multinationales.org 30 mai 2018

S'ils le disent eux-mêmes. Quelques citations à apprendre par coeur.

- « Les banques créent du crédit. C'est une erreur de croire que le crédit des banques est créé dans toute mesure par le versement d'argent aux banques. Un prêt créé par la banque constitue un ajout significatif au volume d'argent de la communauté. »

Encyclopædia Britannica, 14ème Edition.

- « S'il n'y avait pas de dette dans le système, il n'y aurait aucun argent. »

Marriner S. Eccles, gouverneur et président du CA de la Fed.

- "Permettez-moi d'émettre et de contrôler les ressources monétaires d'un pays et je me moque de celui qui écrit ses lois."

M.A. Rothschild (1744-1812).

- "Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. [...] L'argent n'a pas de patrie ; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain."

Napoléon Bonaparte, Empereur Français (1769-1821).

- "Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquise."

Thomas Jefferson (1743-1826).

- Donnez moi le contrôle sur la monnaie d'une nation,et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois.

Mayer Amshel Rothschild (1743-1812)

- "Le gouvernement devrait créer, émettre, et faire circuler toutes les devises et tous les crédits nécessaires pour satisfaire les dépenses du gouvernement et le pouvoir d'achat des consommateurs. En adoptant ces principes, les contribuables économiseraient d'immenses sommes d'argent en intérêts. Le privilège de créer et d'émettre de la monnaie n'est pas seulement la prérogative suprême du gouvernement, mais c'est aussi sa plus grande opportunité."

Abraham Lincoln, Président des États-Unis, assassiné (1809-1865).

- "Celui qui contrôle le volume de la monnaie dans notre pays est maître absolu de toute l'industrie et tout le commerce... et quand vous réalisez que le système entier est très facilement contrôlé, d'une manière ou d'une autre, par une très petite élite de puissants, vous n'aurez pas besoin qu'on vous explique comment les périodes d'inflation et de déflation apparaissent."

James A. Garfield, Président des États-Unis, assassiné (1831-1881).

- "Jusqu'à ce que le contrôle de l'émission de devises et de crédit soit restauré au gouvernement et reconnue comme sa responsabilité la plus flagrante et la plus sacrée, tout discours sur la souveraineté du Parlement et la démocratie est vain et futile... Une fois qu'une nation abandonne le contrôle de ses crédits, il n'importe plus qui fait ses lois... L'usure, une fois aux commandes, coule n'importe quelle nation."

William Lyon Mackenzie King, Ex-premier ministre du Canada (1874-1950).

- "Les banquiers détiennent la Terre. Si vous souhaitez rester leurs esclaves et payer le coût de votre propre esclavagisme, alors laissez les continuer à créer de l'argent."

Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque d'Angleterre (1880-1941).

- "Il est appréciable que le peuple de cette nation ne comprenne rien au système bancaire et monétaire, car si tel était le cas, je pense que nous serions confrontés à une révolution avant demain matin."

Henry Ford (1863-1947).

- "Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le pêché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et en un tour de mains ils créeront assez d'argent pour la

racheter. Otez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux. Mais si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits."

Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque d'Angleterre (1880-1941) (Réputé 2e fortune d'Angleterre à cette époque 1920).

- « Je suis un homme des plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré dans le privé. La croissance de notre nation, en conséquence, ainsi que toutes nos activités, sont entre les mains de quelques hommes. Nous en sommes venus à être un des gouvernements les plus mal dirigés du monde civilisé un des plus contrôlés et dominés non pas par la conviction et le vote de la majorité mais par l'opinion et la force d'un petit groupe d'hommes dominants. »

Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, 1913-1921.

- "Les quelques personnes qui comprennent le système (argent et crédits) seront soit tellement intéressés par les profits qu'il engendre, soit tellement dépendantes des faveurs qu'il conçoit, qu'il n'y aura aucune opposition au sein de cette classe. D'un autre côté, les personnes incapables d'appréhender l'immense avantage retiré du système par le capital porteront leur fardeau sans se plaindre et peut-être sans même remarquer que le système ne sert aucunement leurs intérêts."

Rothschild Brothers of London.

- "Le système financier est devenu la Banque centrale américaine (Federal Reserve Board). Cette banque centrale gère un système financier au moyen d'un groupe de purs profiteurs. Ce système est privé et son seul objectif consiste à réaliser les profits les plus énormes possibles en utilisant l'argent des autres. Cette loi (de la Réserve fédérale) démontre la plus grande preuve de confiance au monde. Lorsque le président signe cet acte, il légalise le gouvernement invisible par le pouvoir monétaire. Les personnes ne s'en rendent peut-être pas compte pour le moment mais le jour du jugement n'est plus qu'à quelques années, le jour du jugement de cet Acte qui représente le pire crime de tous les temps commis au nom de la loi par l'intermédiaire d'un projet de loi."

Charles A. Lindbergh (1902-1974).

- "Chaque fois qu'une banque accorde un prêt, un nouveau crédit bancaire est créé. Ce sont de nouveaux dépôts, de l'argent entièrement nouveau."

Graham F. Towers, Directeur de la banque du Canada de 1934 à 1955.

- « Il n'existe pas de moyen plus efficace pour prendre le contrôle d'une nation que de diriger son système de crédit (monétaire). »

M. Phillip A. Benson, Président de l'association American Bankers' Association, 8 juin 1939.

- "Je n'ai jamais vu personne ayant pu, avec logique et rationalité, justifier que le gouvernement fédéral emprunte pour utiliser son propre argent... Je pense que le temps viendra où les gens demanderont que cela soit changé. Je pense que le temps viendra dans ce pays où ils viendront nous accuser, vous, moi, et toute personne liée au Congrès, d'être resté assis sans rien faire et d'avoir permis à un système aussi stupide d'être perpétué."

Wright Patman, Membre démocrate du Congrès US, de 1928 à 1976, Président du comité de la Banque et de la Monnaie de 1963 à 1975.

- "Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents."

Maurice Allais, Prix Nobel de Sciences Économiques en 1988.

Ils osent tout.

- Hollande défend son bilan, exprimant sa "fierté" d'avoir présidé "humainement". - Le HuffPost 7 juin 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Les hôpitaux de proximité finalement bons pour la santé - Liberation.fr 7 juin 2018

- La psychiatrie publique proche du délabrement - Liberation.fr 7 juin 2018

- Et bientôt la réforme de la formation des profs ? - Liberation.fr 7 juin 2018

- L'OCDE se penche sur la formation des profs - Liberation.fr

- Et si les stations du métro parisien se féminisaient ? - Liberation.fr

- Comment les députés ont complètement mis de côté la sensibilité animale dans leur projet de loi - Le HuffPost

---

ACTUALITE EN TITRES

Médiacrasse. Comment tenter de faire oublier comment Macron avait été ridiculisé par Trump à Washington ?

- Emmanuel Macron broie la main de Donald Trump au G7 (et ça se voit) - Franceinfo

Un instant de lucidité inoubliable...parmi d'autres!

- Macron: "Les choses avancent dans ce G7"- AFP 09.06

... et quelques heures plus tard :

- Trump saborde le G7, et menace ses alliés de nouvelles taxes - AFP 10.06

Qu'est-ce qu'ils sont cons ces pauvres !

- Mon amie chômeuse est devenue auto-entrepreneuse et c'est encore pire qu'avant - Le HuffPost

- Quand Emmanuel Macron met en scène sa philosophie sociale: "On met un pognon dingue et les pauvres restent pauvres" - Le HuffPost

Totalitarisme.

Casernement.

- "Normalement on doit interdire tout ce qui peut nuire à l'ordre public", a déclaré Mme Calmels sur Sud Radio. - AFP 11 juin 2018

(A propos du concert du rappeur Médine prévu au Bataclan. Depuis Collomb envisage son interdiction.)

Appel à la délation.

- "Signale Un Rat": À Paris, un élu LR lance une campagne contre les rongeurs - Le HuffPost 11 juin 2018

Crise, crispation, tension, tangage...

- Olivier Faure et ses proches tentent de resserrer les rangs - LeFigaro.fr

- PS : « Je regrette que nous soyons insuffisamment audibles et combatifs » déclare Maurel - Publicsenat.fr

- Européennes: le PS se lance... et se déchire déjà sur l'hypothèse Moscovici - AFP 10.06

- Européennes 2019: les écologistes se disputent encore avant leur mariage avec Benoît Hamon - Le HuffPost 10.06

- "Printemps des Républicains" : les trois épines dans le pied de Laurent Wauquiez pendant ce week-end de "mobilisation" des militants LR - Franceinfo 10.06

- Au sein de LREM, l'unité n'est plus de rigueur - Liberation.fr

- Washington accuse le Canada de "trahison" après le fiasco du G7 - AFP

Les Etats-Unis ont accusé dimanche le Canada de "trahison" au cours du sommet du G7 qui s'est terminé sur un fiasco après la volte-face du président américain Donald Trump qui a menacé ses alliés de droits de douane alourdis. AFP

- Merkel reste opposée aux idées de Macron sur la zone euro - Le HuffPost

- Italie : le ministre de l'Intérieur interdit à un bateau humanitaire de débarquer des migrants dans le pays - Franceinfo

- Malte refuse de recevoir à la demande de l'Italie un navire avec plus de 600 migrants - AFP

- Aquarius: Rome annule une rencontre à Paris et veut des excuses de la France - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Sommet du G7

- Trump saborde le G7, et menace ses alliés de nouvelles taxes - AFP 10.06

Le président américain Donald Trump a fait volte-face ce week-end contre ses alliés d'Europe et du Canada, qu'il a menacés de droits de douanes alourdis, après un sommet du G7 qui s'est fini en fiasco.

Le président américain Donald Trump a fait volte-face ce week-end contre ses alliés d'Europe et du Canada, qu'il a menacés de droits de douanes alourdis, après un sommet du G7 qui s'est fini en fiasco.

Des tensions qui tranchent avec "l'unité" affichée lors d'un sommet en Chine réunissant notamment les chefs d'Etat chinois, russe et iranien sur fond de tensions commerciales et diplomatiques avec les Etats-Unis.

Samedi, Donald Trump a brusquement retiré samedi son soutien au communiqué final du sommet de deux jours à La Malbaie (Québec, est du Canada), malgré le compromis qui avait été forgé de haute lutte sur les questions commerciales.

Sa délégation et lui-même avaient pourtant donné leur aval à ce document en 28 points péniblement négocié par le "Groupe des sept" (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Japon).

Donald Trump a justifié ce camouflet infligé aux vieux alliés des Etats-Unis par des propos de Justin Trudeau, l'hôte du sommet, lors de sa conférence de presse de clôture.

Le Premier ministre du Canada, pays frappé comme l'Europe et le reste du monde de nouveaux droits de douanes américains sur l'acier et l'aluminium, a redit à cette occasion que ces taxes étaient "insultantes", au regard de l'histoire entre les deux pays. Comme l'Union européenne, il a confirmé des représailles pour juillet.

"Les Canadiens sont polis et raisonnables, mais nous ne nous laisserons pas bousculer", a déclaré le Premier ministre, qui avait auparavant loué le consensus trouvé par les sept sur une série de sujets. Un texte qui ne résolvait pas le conflit en cours, mais qui était salué par tous comme un pas vers la désescalade et le dialogue.

Quelques heures plus tard, piqué au vif par ces paroles, le milliardaire a tweeté, depuis Air Force One, qu'il avait ordonné à ses représentants de retirer le sceau américain du communiqué final.

Il a aussi traité Justin Trudeau de personne "malhonnête et faible"... alors qu'il avait dit la veille que la relation bilatérale n'avait

jamais été aussi bonne dans l'histoire des deux pays.

Surtout, Donald Trump a renouvelé sa menace de tarifs sur les voitures européennes et étrangères importées aux Etats-Unis. Un secteur qui pèse bien plus les deux métaux jusqu'à présent frappés.

Les Etats-Unis sont le premier marché étranger pour les marques européennes de voitures.

L'Allemagne est particulièrement inquiète: les automobiles représentent en valeur le quart de ce que le pays exporte vers les Etats-Unis. La part de marché des marques allemandes pour le segment des voitures haut de gamme dépasse 40%, selon la fédération automobile allemande (VDA).

Les droits de douanes actuels sont effectivement différents entre l'UE et les Etats-Unis. L'Europe taxe les importations de voitures hors-UE, donc américaines, de 10%.

Aux Etats-Unis, les Audi, Volkswagen et autres voitures étrangères sont frappées d'une taxe de 2,5%.

"Pas étonnant que l'Allemagne nous vende trois fois plus de voitures que nous en exportons vers elle", a écrit le conseiller pour les questions commerciales de Donald Trump, Peter Navarro, dans une tribune récente dans le New York Times.

Donald Trump s'est souvent plaint, en privé, de voir trop de Mercedes à New York... mais pas assez de voitures américaines dans les rues européennes.

Pour évaluer l'équité des échanges commerciaux avec ses partenaires, le milliardaire se concentre sur une seule question: tel pays a-t-il un excédent ou un déficit commercial avec les Etats-Unis?

Dans le cas de l'Allemagne, il s'agit d'un excédent.

Les dirigeants du G7 avaient quitté La Malbaie lorsque Donald Trump a décidé de déchirer l'accord final du sommet. Dans un premier temps, aucun n'a fait de commentaire.

Parmi les autres sujet de discorde, le G7 a rejeté la proposition de Donald Trump de réintégrer dans le club la Russie, exclue en 2014 en raison de l'annexion de la Crimée, appelant Moscou à cesser de "saper les systèmes démocratiques". AFP 10.06

En complément.

- L'Otan affiche son unité malgré les divergences dues aux décisions de Trump - Reuters 7 juin 2018

Le plan adopté jeudi a pour but de réagir au développement des capacités navales russes, d'accroître la mobilité des troupes en Europe et d'augmenter les effectifs et les moyens opérationnels.

"Il existe des divergences liées à des questions telles que le commerce, l'accord nucléaire iranien et le changement climatique (...), mais nous sommes solidaires au sein de l'Otan quand il s'agit de nous protéger les uns les autres", a souligné Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'organisation.

Sans nier l'existence de "questions controversées", Ursula von der Leyen, ministre allemande de la Défense, a quant à elle jugé l'atmosphère "pleine de confiance".

Son homologue américain, Jim Mattis, s'est montré détendu et souriant, mais n'a pas pris la parole à l'occasion de cette première réunion dans les nouveaux locaux de l'Otan.

D'après les estimations annoncées jeudi par Jens Stoltenberg, les dépenses des Etats européens, de la Turquie et du Canada devraient augmenter de 3,82% en 2018, ce qui porterait la hausse des investissements à 87,3 milliards de dollars depuis 2015. Reuters 7 juin 2018

Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)

- Sommet Chine-Iran-Russie: Xi Jinping prône "l'unité" face aux tensions avec les Etats-Unis - AFP 9 Juin 2018

Le président chinois Xi Jinping a inauguré samedi sous le signe de "l'unité" un sommet réunissant en Chine les chefs d'Etat russe et iranien, sur fond de tensions commerciales et diplomatiques avec les Etats-Unis et au moment où le G7 affiche les

profondes divisions entre Washington et ses alliés.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui outre la Chine et la Russie réunit l'Inde, le Pakistan et plusieurs pays d'Asie centrale, a entamé samedi soir son sommet annuel dans la ville côtière de Qingdao (est de la Chine).

Si Téhéran n'a qu'un statut d'observateur au sein de l'OCS, le président iranien Hassan Rohani est présent au sommet de Qingdao: une façon de jauger l'appui russe et chinois à l'accord de 2015.

L'OCS compte actuellement quatre ex-républiques soviétiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan) et deux nouveaux-venus: l'Inde et le Pakistan.

L'OCS ne fait plus profil bas, a déclaré Vladimir Poutine à la télévision chinoise CGTN: "Nous avons pris conscience que nous pouvions faire de grandes choses". AFP 9 Juin 2018

Espagne

- Espagne: Pedro Sanchez annonce un gouvernement pro-européen et majoritairement féminin - AFP 6 juin 2018

Sanchez, 46 ans et sans expérience du pouvoir, a ainsi nommé l'ancien président du parlement européen Josep Borrell aux Affaires Etrangères et la directrice du budget de l'UE Nadia Calviño à l'Economie.

Le socialiste a surtout choisi deux femmes pour diriger son équipe économique qui, selon sa promesse de la semaine dernière, "devra avoir pour priorité principale de respecter les engagements européens" en matière de déficit public.

Au nom de "la stabilité", Sanchez s'est engagé à conserver le budget de l'Etat 2018 élaboré par les conservateurs, en passe d'être examiné par le Sénat. AFP 6 juin 2018

Syrie

- Moscou: les armes US en Syrie sont majoritairement entre les mains des terroristes International - sputniknews.com 09.06.2018

La majorité des armes livrées par les États-Unis en Syrie sont tombées entre les mains du Front al-Nosra* et de Daech*, qui cherchaient à renverser Bachar el-Assad, a indiqué le ministère russe de la Défense.

L'expansion de Daech* en Syrie est devenue possible en raison de l'inaction criminelle des États-Unis et de l'autoproclamée «coalition internationale», a déclaré le représentant du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov.

En outre, selon lui, la majorité des armes livrées par les États-Unis en Syrie sont tombées entre les mains du Front al-Nosra* et de Daech*, qui cherchaient à renverser Bachar el-Assad.

«Pendant tout ce temps, Washington était concentré sur le financement et les livraisons directes d'armes coûtant des centaines de millions de dollars à une fictive "opposition syrienne". Cependant, la grande majorité des armes et des munitions fournies par les États-Unis sont tombées entre les mains des terroristes du Front al-Nosra*, branche syrienne d'Al-Qaïda*, et de Daech*, dont les objectifs, par coïncidence avec la politique de Washington, étaient de renverser le gouvernement légitime syrien», a déclaré Igor Konachenkov.

Le représentant du ministère russe de la Défense a rappelé que «l'apparition et la formation de l'organisation terroriste Daech* en Irak était une conséquence directe et incontestable de l'invasion du pays par les troupes américaines» au prétexte que ce pays, alors dirigé par Saddam Hussein, possédait des armes chimiques ce qui s'est avéré faux.

«L'expansion ultérieure de Daech en Syrie est devenue possible grâce à l'inaction criminelle des États-Unis et de l'autoproclamée "coalition internationale". Avec comme résultat que les terroristes de Daech ont rapidement pris le contrôle sur les principales régions pétrolifères de l'est de la Syrie et sur les flux de capitaux provenant de la vente illégale de produits pétroliers», a précisé le ministère russe. sputniknews.com 09.06.2018

Jordanie

- La Jordanie va retirer un projet de loi fiscale après une semaine de protestations - AFP 07.06

Soumises à la pression de la rue, les autorités jordaniennes ont annoncé jeudi le retrait d'un projet de loi fiscale controversé,

décision saluée par les syndicats après une semaine de manifestations dans un pays traversé par un profond malaise social. AFP 07.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Grève à Vélib': les premières lettres de licenciement sont arrivées - AFP 11 juin 2018

Plusieurs salariés grévistes de Vélib' ont reçu leur lettre de licenciement de l'opérateur Smovengo, ont annoncé dimanche les syndicats CGT et Sud qui dénoncent une faillite "sociale" en plus d'une "faillite industrielle" du dispositif de vélo en libre-partage à Paris.

Smovengo "vient de franchir une nouvelle étape dans la politique du pire", lit-on dans un communiqué commun qui annonce que plusieurs salariés ont reçu samedi leur "lettre de licenciement pour fait de grève". AFP 11 juin 2018

- D'une courte tête et avec un PS divisé, Paris "condamne les blocages" des universités - AFP 7 juin 2018

Le Conseil de Paris a voté mercredi d'une courte tête, et avec un groupe socialiste très divisé, la condamnation des blocages des universités proposée par des élus macronistes, suscitant la colère notamment des communistes.

La maire de Paris Anne Hidalgo "condamne les blocages des universités et des centres d'examen", indique le voeu déposé par le groupe macroniste ex-PS dirigé par le sénateur La République en Marche Julien Bargeton, ancien adjoint PS aux Finances. AFP 7 juin 2018

Grèce

- Nouvelle série de réformes présentées au Parlement grec - Reuters 9 juin 2018

Le gouvernement grec a présenté vendredi au Parlement de nouveaux projets de réformes du secteur de l'énergie, des retraites et du code du travail, dont dépend le déblocage de l'ultime tranche du plan international de sauvetage financier.

Les projets présentés vendredi visent notamment à accélérer les privatisations dans le secteur de l'énergie, à réduire le coût des retraites et à réformer le code du travail notamment en matière d'arbitrage des litiges entre employeurs et salariés. Ils devraient être voté dans le courant de la semaine prochaine. Reuters 9 juin 2018

Etats-Unis

- L’espérance de vie continue de diminuer aux Etats-Unis - ladepeche.fr 08.02.2018

C’est un phénomène pour le moins alarmant que pointent du doigt des chercheurs américains. Pour la troisième année consécutive, l’espérance de vie aux Etats-Unis recule. La consommation de drogues (notamment des opiacées), d’alcool et les suicides contribuent à cette baisse inquiétante.

Du jamais vu. L’espérance de vie aux États-Unis continue de baisser. En 1960, les Américains avaient une espérance de vie plus élevée (de plus de 2 ans) que la moyenne des pays de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dans les années 80, ils ont commencé à perdre du terrain passant sous la moyenne. Aujourd’hui, cette espérance de vie est inférieure d’un an et demi ! Ainsi au classement mondial, les Etats-Unis pointent à la 35e place. A titre de comparaison, un enfant qui y naîtrait aujourd’hui pourrait espérer vivre 79 ans, contre 82 ans en France.

Un récent rapport des Centers for Disease Control and Prevention (principale agence gouvernementale américaine en matière de protection de la santé publique) montre que le pays de l’Oncle Sam accumule les retards en matière de soins (grossesses adolescentes, VIH/SIDA, obésité, diabète, maladies cardiovasculaires…).

C’est l’une des explications de cette perte de vitesse. Mais ce n’est pas tout. Des chercheurs de l’Université de Virginie, dans le British Medical Journal (BMJ) avancent d’autres arguments. « Les Américains continuent d’adopter des comportements à risque (obésité, toxicomanie et possession d’armes à feu), vivent dans des villes conçues pour les voitures plutôt que pour les piétons ou les cyclistes, connaissent peu de soutien social et manquent d’une couverture universelle. »

Les auteurs délivrent ainsi des statistiques préoccupantes : entre 2000 et 2014, le taux de surdoses mortelles de drogue a augmenté de 137%. Et rien qu'en 2015, plus de 64 000 Américains sont morts d'une overdose (deux décès sur trois impliquaient des opiacés).

Entre 1999 et 2014, le taux de suicide a augmenté de 24%, touchant de manière « disproportionnée » les Américains blancs âgés de 25 à 59 ans, ceux ayant un niveau d'éducation limité et les femmes. En cause, la perte de vitesse de l'économie locale, l'isolement social…

Pour les chercheurs, « les États-Unis sont un pays riche mais cette richesse n'est pas inclusive. Ceux qui en auraient besoin ont un accès limité aux services sociaux, à la santé, à la prévention… » Et de conclure, « les récentes lois intensifient le fardeau économique sur la classe moyenne et affaiblissent l'accès aux programmes de soins ». ladepeche.fr 08.02.2018

ECONOMIE

Mode de production

- Voilà le classement des pays les plus robotisés au monde. - Atlantico.fr 9 juin 2018

Les pays les plus robotisés sont également ceux où le taux de chômage est au plus bas (Corée du Sud, Allemagne, Singapour...). La robotisation ne serait-elle pas si destructrice d'emplois qu'on ne le craint ?

La Corée du Sud est le pays le plus robotisé au monde, avec 631 robots industriels pour 10 000 employés Viennent ensuite dans l'ordre :

2-Singapour
3-Allemagne
4-Japon
5-Suède
6-Danemark
7-USA
8-Italie
9-Belgique
10-Taiwan. Atlantico.fr 9 juin 2018

Argentine

- L'Argentine obtient l'aide du FMI en échange d'une cure d'austérité - AFP 07.06

Pour consolider son économie fragile, l'Argentine s'est tournée vers le Fonds monétaire international (FMI) qui lui a accordé un prêt de 50 milliards de dollars, en échange d'un engagement à de profondes réformes pour limiter les dépenses de l'Etat. AFP 6 juin 2018

Haut de page

Le 20 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (22 pages)

J'avais trouvé pour ce passage le titre suivant : N'avons-nous pas été victime d'une formidable mystification, et au dernier moment je l'ai retiré en me disant à quoi bon puisqu'apparemment tout le monde s'en fout.

Je vais mettre un terme à cette activité politique après avoir sacrifié ces 14 ans dernières de ma vie à un combat qui est visiblement perdu d'avance, afin de profiter des quelques années qu'il me reste encore à vivre, ce qui me semble tout à fait légitime.

Tout indique désormais très clairement que la civilisation humaine était vouée à disparaître pour ne pas avoir réussi à s'élever au niveau des tâches historiques qui devaient la libérer du règne de la nécessité auquel elle est dorénavant plus enchaînée que jamais. Ceux, qui devaient l'aider à franchir cette étape décisive au XXe siècle pour entrevoir le règne de la liberté, n'ont pas saisi que lorsque les limites du règne de la nécessité seraient atteintes au lieu de signifier que les conditions allaient être réunies pour s'en débarrasser, elles pourraient signifier au contraire qu'il deviendrait impossible dans l'avenir d'en venir à bout tout simplement, parce que les acteurs principaux de cette tragédie n'en avaient pas pris conscience ou n'avaient pas pris conscience qu'un tel processus pouvait avoir deux issues diamétralement opposées, dont l'une conduirait au totalitarisme au lieu de conduire à leur émancipation du règne de la nécessité.

Tragique méprise, s'il en fut, qui se déroule jour après jour sous nos yeux hagards sans qu'elle entraîne la moindre réaction salutaire d'un seul acteur du mouvement ouvrier. N'ayant ni la force ni les moyens d'y changer quoi que ce soit, je préfère donc m'effacer en conservant toutefois l'espoir que je me trompe.

A mon avis, nous avons commis l'erreur fatale de nier la contradiction qui consista à refuser de prendre en compte que, plus les conditions étaient réunies pour envisager la fin du règne de la nécessité, plus les masses allaient y être solidement enchaînées, de sorte qu'elles prêteraient à leurs chaînes les vertus de la liberté et ne pourraient jamais les briser. Il aurait fallu admettre que pour accomplir cette tâche titanesque, cela nécessiterait qu'elles acquièrent un niveau de conscience beaucoup plus élevée que par le passé, mais hélas tout le monde refusa d'inclure ce facteur dans la conception de la lutte de classe des masses exploitées.

Et pourtant ils figurèrent à une autre époque parmi les éléments qui retinrent l'attention de Trotsky, notamment.

- "Les gens, en vérité, sont souvent inconséquents. Cependant, la conscience humaine présente une certaine unité. La philosophie et la logique doivent s'appuyer sur cette unité de la conscience humaine et non sur ce qui manque à cette unité, c'est-à-dire sur l'inconséquence." (L'opposition petite-bourgeoise das le Socialist workers party. - L. Trotsky)

LVOG - Quelle horreur, "les gens" ! Pire, il leur trouva des défauts ou des faiblesses, vite cachons-les ! Quoi, la "conscience humaine, la "philosophie", la "logique", en voilà encore des expressions incongrues digne d'un petit bourgeois ! C'est bien pour cela que tes "héritiers" ont décrété qu'ils ne devraient figurer dans aucun de leurs discours, qu'il fallait les bannir définitivement. La plupart des militants sont fâchés avec la philosophie, la logique, la psychologie, l'anthropologie, etc. toutes les sciences sociales en fait hormis une, la politique.

- "Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux (ni dans les profondeurs de notre "libre esprit"), mais dans la réalité-objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire de la nébuleuse. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus qualitatifs. Notre pensée, y compris dialectique, n'est qu'une des manifestations de la matière changeante. Il n'y a place, dans cette mécanique ni pour Dieu, ni pour le diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, a par conséquence un caractère entièrement matérialiste." (id)

LVOG - Mais alors, il serait permis de l'étudier et de la diffuser sans passer pour un affreux contre-révolutionnaire, si la pensée aurait une origine matérielle ou en serait le prolongement ? Et comment, c'est même fortement recommandé.

Penser pour penser ou penser pour agir, c'est toujours penser, sauf que dans le premier cas on se livrera à un exercice stérile, et dans le second à un acte productif.

- "Naturellement, les intérêts psychologiques et sociaux (y compris, bien évidemment, les intérêts de classe) des hommes peuvent constituer des obstacles, et même d'insurmontables obstacles à leur prise de conscience et à leur découverte de ces vérités; mais les vérités elles-mêmes sont seulement basées sur des preuves qui sont valables pour tous les hommes." (Réponse de Léon Trotsky à James Burham - Fin des années 30.)

LVOG - Tiens donc, "les intérêts psychologiques et sociaux" peuvent constituer "d'insurmontables obstacles" à la "prise de conscience" des masses exploitées. Non, qui l'aurait cru, pas nos dirigeants qui n'ont eu de cesse de le nier ! Dites, on pourrait peut-être combattre ces obstacles ? Surtout pas malheureux s'écrient-ils en choeur !

- "Dans les révolutions bourgeoises, la conscience, la préparation, la méthode ont joué un rôle beaucoup moins grand que celui qu'elles sont appelées à jouer et jouent déjà dans les révolutions du prolétariat. (...) L'époque de la révolution sociale en Europe, comme l'ont montré les premières expériences, sera une époque de batailles non seulement implacables, mais raisonnées, beaucoup plus raisonnées que chez nous en 1917." (Léon Trotsky - Les leçons d'Octobre - 1924)

LVOG - Là franchement mon cher Léon, tu avais perdu la raison ou quoi ? Comment, tu prétendais que "la conscience" (la philosophie et la logique), "la préparation" (les idées du socialisme), "la méthode" (le matérialisme dialectique), qui incluent de nos jours la lutte contre les instruments de conditionnement des masses ou le combat contre la lutte idéologique et psychologique menée la classe dominante, joueraient un rôle beaucoup plus important dans la lutte de classe du prolétariat

pour parvenir à renverser le régime en place ? Et bien imagine qu'à ce jour, je n'ai pas rencontré un seul dirigeant ou militant, trouvé un blog ou un portail, un courant politique, qui tienne compte de ton enseignement ou qui me prenne au sérieux quand j'évoque ces facteurs, c'est très préoccupant, n'est-ce pas ? Ah il y a de quoi te retourner dans ta tombe ! Et figure-toi que cela me pose un réel cas de conscience, car moi aussi je me demande si je ne suis pas aussi en train de perdre la raison, d'où ma décision de m'éclipser.

Voilà qui pourrait peut-être s'appliquer à Macron et à LREM :

- "Si la social-démocratie sauva la bourgeoisie de la révolution prolétarienne, le tour est venu pour le fascisme de libérer la bourgeoisie de la social-démocratie. Le coup d'Etat d'Hitler n'est que le maillon final dans la chaîne des poussées contre-révolutionnaires." (L. Trotsky - Qu'est-ce que le national-socialisme ? - 10 juin 1933)

LVOG - Pourvu qu'elle soit suivie d'une poussée révolutionnaire, ce sera la seule note optimiste de cette causerie, bien que je n'y crois pas trop, car en cas de débâche, là pour le coup ce serait le fascisme intégral qui nous attendrait. Je le dis quand même, des fois que cela fasse réfléchir.

Une minute et vingt trois secondes.

J'ai passé environ 50 heures ou plus à réfléchir aux différentes questions que posaient les sujets abordés dans la précédente causerie de 41 pages. Je ne parle pas du temps qu'il m'a fallu pour télécharger et lire les articles, formater la causerie, etc.

Je me suis demandé combien de temps les lecteurs y avaient consacré, aucun, 2 minutes, 5 minutes ? Visiblement, nous n'avons pas la même notion du temps qui passe et nous ne l'occupons pas de la même manière. Il semble défiler tellement rapidement qu'on a l'impression que le présent n'existe plus, donc il serait impossible de le saisir, aussi vaudrait mieux s'en tenir à des schémas de pensée préfabriqués ou des théories, plutôt que chercher à comprendre de quoi est fait le présent, de sorte que l'interprétation qu'on en fait ne peut pas correspondre pas à la réalité. C'est logique.

Tout est fait pour que les gens ne prennent plus le temps d'observer ce qui se passe et de se concentrer pour y réfléchir, de sorte qu'ils adopteront l'interprétation qu'on leur fournit, matraquée du matin au soir pendant des jours ou des semaines par la totalité des médias et tous ceux qui y ont intérêt, sans toutefois qu'ils aient obligatoirement les mêmes intérêts, tout du moins en apparence, car ce procédé étant employé pour conditionner les masses, on peut raisonnablement estimer que ceux qui y trouvent leurs intérêts ont forcément quelque chose à leur cacher ou sont malhonnêtes quelque part.

Pour acquérir un minimum de logique, il faut qu'on soit en mesure d'activer la faculté mentale de la concentration, dans le cas contraire on en restera à une observation superficielle et sans intérêt, dont on ne tirera aucun enseignement. C'est ce qui se passe en général chez la plupart des gens qui demeurent ainsi sous-évolués. Et pour que cette faculté puisse être mise à contribution, il faut, soit être capable d'observer ce qui se passe ou soit s'être doté au préalable des éléments de connaissance adéquats (scolarisation ou instruction). Et c'est seulement la combinaison de ce deux facteurs qui est susceptible de fournir les meilleurs résultats ou d'aboutir à une concentration maximum, dont pourra jaillir des enseignements d'une valeur supérieure à la connaissance scolastique ou livresque et plus durables, parfois quelques éclairs foudroyant de lucidité, car ils seront le produit de notre propre expérience, ce qui est irremplaçable et nécessaire pour progresser réellement, aussi librement que possible.

La plupart des idées que les gens ont adoptées ne sont pas le produit d'un tel processus mental ou intellectuel développé, c'est même extrêmement rare que ce soit le cas. Ceux qui s'escriment à s'attaquer à ces idées parce qu'elles desserviraient leurs intérêts, c'est-à-dire la quasi totalité de ceux qui se sont engagés pour une cause, perdent leur temps, puisqu'ils ne s'attaquent pas au mécanisme qui en est à l'origine, de telle sorte que ces gens continueront de les reproduire. On a été injuste en les traitant de piètres pédagogues, puisqu'il n'y avait absolument rien de pédagogique dans leur démarche, vous aurez reconnu nos dirigeants.

Qu'on se comprenne bien, on ne cherche pas à dicter un mode de pensée particulier, bien au contraire. On décrit simplement le fonctionnement d'un mode de pensée en démontant son mécanisme, en montrant à quel point il peut être nuisible, ensuit chacun est libre de modifier ou non son mode de pensée, sans qu'à aucun moment on essaie d'imposer le nôtre, puisque l'on sait par avance que ce serait contre-productif.

La tentation est grande de vouloir donner des leçons aux autres, il vaut mieux partager nos expériences et s'en tenir strictement là. Quant au style et à la forme à employer pour les transmettre, ils varieront en fonction des personnes rencontrées ou auxquelles on s'adresse, des thèmes abordés, du contexte politique, etc. mais aussi de notre propre personnalité. Là aussi la plupart de ceux qui se livrent à cet exercice en manque singulièrement, dans la mesure où sans en avoir conscience ils sont dans la même situation que les personnes auxquelles ils s'adressent. Je veux dire par là que leurs discours ne viennent pas d'eux-mêmes, ils sont la reproduction de ce qu'ils ont lu ou entendu ailleurs. C'est ainsi que généralement la voix des militants est celle de leurs dirigeants et non la leur. Ils vous rétorqueront peut-être que c'est normal parce qu'ils partagent leurs idées... On n'en doute pas un seul instant, et c'est bien là le problème, car ces idées n'ont jamais fait l'objet d'une étude sérieuse de leur part. Autrement dit, ils croient plus qu'ils ne savent, et partant de là ils peuvent tout aussi bien croire n'importe quoi, je crois savoir que cela nous est tous arrivé un jour, n'est-ce pas ? sans qu'on remette en cause leur sincérité.

Ce qui nous intéresse ici, c'est davantage comment ces idées ont été acquises au cours ou au terme de quel processus, pour pouvoir dans les meilleures conditions les transmettre ou les partager avec le plus grand nombre ; idées qui au demeurant ne sont pas forcément erronées, mais ne serviront à rien si elles sont le produit d'une sorte de mimétisme inconscient qui nous fait davantage ressembler à des anthropoïdes plus évolués que les autres, plutôt qu'à des hommes développés aspirant à leur émancipation.

Autrefois, les classes dominantes qui étaient les seules instruites ou qui étaient entourées de penseurs, de philosophes, etc. pouvaient facilement exercer leur hégémonie sur un peuple inculte et set recourir si nécessaire à la force pour le maintenir en servitude. Leur pouvoir était illimité et incontesté. Elles pouvaient l'exercer sans partage dans une société où les forces productives étaient encore peu développées dans le cadre du mode de production esclavagiste, puis féodal. Il n'en fut plus de même dès qu'émergea le mode de production capitaliste qui engendra le développement fulgurant des forces productives jusqu'à nos jours. Mais pour que ces forces productives puissent être mises en mouvement où qu'elles produisent quelque chose, il fallut élever le niveau intellectuel et de conscience du peuple exploité et opprimé, et au fur et à mesure que les contradictions du capitalisme allaient menacer son existence, il lui fallu inventer sans cesse de nouveaux besoins ou permettre au plus nombre d'accéder à ces besoins pour produire de nouvelles marchandises ou services, en somme pour alimenter la machine capitaliste ou tirer profit du procès de production, la seule raison d'être du capitalisme, des capitalistes, des besoins ou services qui allaient être de plus en plus sophistiqués, de sorte que pour les adopter il fallait également que la plèbe ait atteint un certain niveau de développement intellectuel ou de conscience, les capitalistes allaient donc faire en sorte de réunir cette condition, pour que leur mode de production puisse produire toute sorte de marchandises et qu'elles parviennent à ceux auxquels elles étaient destinées de manière à ce que le capitalisme ait encore de beaux jours devant lui.

Ce processus allait entraîner une réaction en chaîne que les capitalistes n'avaient pas forcément prévu et qu'ils allaient s'employer à essayer de contrôler parce qu'à terme elle constituait une menace pour leur régime. Il donna naissance à une puissante classe moyenne qui prendra immédiatement conscience du profit qu'elle pourrait en tirer pour en exiger toujours davantage. La classe ouvrière l'imita. Mais rapidement elles durent rabaisser leurs prétentions qui avaient prises des proportions telles que le régime capitaliste s'en trouvait dorénavant menacé. Dans l'impossibilité de retourner en arrière, Il fallait absolument trouver le moyen de limiter les prétentions de la classe ouvrière qui était la plus nombreuse, et le meilleur moyen fut encore de corrompre le mouvement ouvrier et de la privée de tout droit politique. Ces objectifs ayant été atteints relativement facilement, il ne restait plus qu'à faire en sorte que son niveau de conscience ne puisse plus progresser et qu'elle abandonne l'espoir de pouvoir un jour changer la société ou de vivre tout simplement autrement. C'est ainsi que tous les moyens de communication que la classe dominante allait mettre au service des classes dominées serviraient exclusivement cet objectif, maintenir le peuple laborieux dans un état d'ignorance, de dénuement politique, de faiblesse tel qu'il se résigne à sa condition, à s'accommoder du capitalisme au point que le socialisme lui soit totalement étranger.

Conditionner les masses, les mystifier à l'aide de procédés démagogiques toujours plus sophistiqués, les briser, les fragiliser psychologiquement pour briser leur résistance, orienter leur comportement de manière à ce qu'elles en perdent le contrôle, pourrir leur existence au quotidien en les rabaissant, en les complexant, en les humiliant, les terroriser si nécessaire au moyen d'attentats, les abrutir avec des divertissements débiles conçus spécialement à cette fin, vouer un culte à la médiocrité, à la servilité jusqu'à l'ignominie, élever le nihilisme au rang de philosophie d'Etat, oeuvre négationniste destinée à douter de tout, à déconstruire ou nier toutes les connaissances acquises de manière à ne plus avoir le moindre repère pour s'orienter, à se substituer à la réalité, flatter les pires faiblesses des hommes, les abreuver de promesses ou de bonnes intentions, les inonder d'informations toutes tournées dans la même direction à leur insu, les soumettre à une désinformation permanente de l'ordre de la propagande, censurer et criminaliser les opposants au régime, etc.

Bref, on a du mal à imaginer qu'une aussi vaste entreprise soit destinée à autre chose que brider la conscience du peuple pour qu'elle régresse au lieu de progresser. La classe dominante se donnerait-elle autant de mal si la conscience des masses ne représentait pas une réelle menace pour le régime, sans parler des sommes gigantesques qu'elle y consacre.

C'est ce que certains parmi nous osent affirmer, en dehors des conditions objectives, dont ils ne tiennent pas compte d'ailleurs, pour eux seul le discours politique aurait une influence sur les masses, tout le reste serait inutile ou du baratin de "curés" !

Ces gens-là vivent assurément dans un autre monde que le nôtre. Ils sont totalement sclérosés. Ce sont d'incurables dogmatiques au cerveau étroit, borné, fossilisé. Ils refusent de prendre en compte les transformations de la société, et d'admettre qu'au côté des conditions objectives qui ne nous sont pas favorables pour le moment, l'évolution potentiellement révolutionnaire du niveau de conscience des masses est la principale menace qui pèse sur le régime, d'où l'acharnement de ses représentants à tout faire pour la contenir ou la faire régresser.

Compte tenu que nous devons faire avec les conditions objectives qui nous sont imposées, c'est le seul facteur sur lequel on puisse agir, pour à un moment donné orienter la lutte de classe dans une autre direction que celle qu'elle a adoptée et qui est sans issue politique ou qui présente de fort relents corporatistes.

On a le choix entre adopter ou rejeter cette orientation politique.

Si on la rejette, on va être conduit à s'adapter au mouvement ouvrier tel qu'il est, au mieux en tenant un discours stérile, au pire en apportant de l'eau au moulin du capitalisme.

Et si on l'adopte, on ne pourra pas nous accuser d'oeuvrer à la division du mouvement ouvrier ou du prolétariat et ainsi de prêter main forte à Macron, puisqu'il est entendu que plus aucune réforme sociale (Collective ou politique) ne verra le jour tant que le régime n'aura pas été abattu, donc on a l'esprit tranquille de ce côté-là, au pire si on s'y prend mal, notre discours sera inaudible ou ne servira à rien, au mieux, il permettra aux travailleurs auxquels il sera parvenu d'élever leur niveau de conscience politique, donc cela vaut le coup de l'essayer, non ?

Vous noterez que je n'ai jamais prétendu (ici ou ailleurs) qu'il fallait élever un à un le niveau de conscience de chaque travailleur ou que cela serait suffisant pour envisager de renverser le régime, non c'est l'action collective et révolutionnaire des masses qui seule y parviendra, mais elles n'y parviendront jamais si elles n'atteignent pas un certain niveau de conscience pour se débarrasser de tous les obstacles qui les empêchent d'avancer dans cette voie. Donc je reste fidèle au marxisme et au socialisme.

Qui ne perçoit pas que ce matin en ouvrant les yeux ces deux facteurs vont composer l'essentiel de ce que nous allons vivre au cours de cette nouvelle journée et les suivantes et ainsi de suite ? Vous allez subir les conditions objectives qui constituent votre quotidien. Vous allez allumer votre poste de radio ou votre journal, vous connecter à Internet ou regarder la télévision, puis tard vous serez témoin de conversations ou vous y participerez, et cette expérience participera à votre conditionnement quotidien jusqu'à ce que vous alliez vous coucher le soir. Entre temps, vous aurez bossé, là encore vous subirez le sort qu'on vous avait réservé sans pouvoir y changer quoi que ce soit, fatalité qui sera renforcé du fait du conditionnement dont vous aurez fait l'objet durant toute la journée. C'est que vit chaque travailleur quotidiennement. Quel cauchemar !

Il est certain que si l'on ne brise pas ce cycle infernal, il n'y a aucune chance qu'on s'en sorte un jour.

Quand un prétexte en cache un autre.

Titre de l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 13 juin : L'économie a bon dos.

L'économie vue par le petit bout de la lorgnette. Essayons de l'aborder sous un angle plus large.

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait :

- « En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoise, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. »

Que constaterait Marx 160 ans plus tard ?

Que les faits lui ont donné raison, et que cette tendance qu'il avait décrite minutieusement n'a cessé de s'approfondir et qu'elle s'est étendue à d'autres couches de travailleurs, ainsi qu'à l'ensemble des pays économiquement les plus développés et même au-delà.

Lénine poursuivait :

- « C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste. »

- « Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste ! »

LVOG - J'avais ajouté le bref commentaire suivant qui figurait à la suite de ce passage de L'impérialisme et la scission du socialisme de Lénine : "Tactique à laquelle la totalité des trotskystes tourneront résolument le dos." J'entendais par là qu'ils s'étaient détournés de la « masse inférieure » au profit de des couches supérieures contaminées par la « respectabilité bourgeoise » par le biais du réformisme à la sauce social-démocrate ou stalinienne.

Je pense qu'il faut préciser que depuis c'était la majorité qui était devenue privilégiée, ce qui signifiait que la tactique consistant à s'adresser aux couches supérieures de la classe ouvrière sous l'influence des partis ouvriers bourgeois et aux dirigeants des syndicats qu'ils contrôlaient, ne pouvait que se solder par un échec. Refuser de s'adresser à la « masse inférieure », c'était

pour ainsi dire s'interdire de se donner les moyens de construire le parti. Trotsky tiendra à peu près le même discours aux dirigeants américains 22 ou 23 ans plus tard. Et c'était normal, puisque ces couches privilégiées ne parviendraient jamais à se mobiliser au-delà des objectifs du trade-unionisme ou n'envisageraient jamais de s'attaquer au régime tant qu'elles demeureraient organisées par ces partis ou sous leur influence, tant qu'elles auraient les moyens matériels de s'accommoder du régime, tout au plus elles se mobiliseraient pour améliorer leur condition ou défendre leur statut, leurs acquis s'ils étaient attaqués, puis elles reprendraient le travail et la vie continuerait comme avant.

Et le plus remarquable, c'est que nos adversaires, qui ne sont pas à une contradiction près, accusent les appareils du PS et du PCF d'en porter l'unique responsabilité, alors que par ailleurs ils affirment à juste titre ou dans une certaine mesure seulement, que les conditions objectives l'emportent sur les conditions subjectives, dont les appareils, sans manifestement en comprendre la signification ou par mauvaise foi, quand ils refusent d'admettre que les conditions objectives peuvent aussi jouer à un moment donné un rôle de repoussoir lorsqu'elles ne sont pas strictement favorables à la radicalisation politique des masses, elles peuvent très bien jouer le rôle de catalyseur en certaines circonstances, mais de manière limitée uniquement, passées ces circonstances elles peuvent se transformer en leur contraire, ce qu'on peut perdre facilement de vue quand on ne s'interroge pas sur la manière dont elles se présentent, ou quand on se contente de leur donner une définition générique ou approximative, un nouveau cycle d'expansion du capitalisme, une crise ou une guerre ayant la même valeur pour eux et pouvant donc se traduire par les mêmes conséquences, or ce n'est pas du tout le cas.

Le rôle du PS et du PCF a toujours été de canaliser le mouvement des masses dans le cadre du régime pour le briser ou pour qu'il se termine dans une impasse.

Marx et Engels adoptèrent et modifièrent leur tactique en fonction du développement du capitalisme et du prolétariat dans chaque pays. Ils tinrent compte des profondes modifications intervenues dans la composition de chaque classe ainsi que leurs rapports. Ils assistèrent à la naissance du prolétariat de masse, du mouvement ouvrier, de l'aristocratie ouvrière, au développement des classes moyennes, ils observèrent comment allait s'opérer la fusion de l'industrie et la finance, l'évolution du capitalisme vers l'impérialisme, etc.

Ils observèrent comment l'amélioration de la condition ouvrière influençait le comportement des ouvriers et contribuait à modifier leurs rapports au capitalisme. Ils en tinrent compte pour élaborer leurs tactiques contrairement à nos dirigeants qui ont adopté une tactique une fois pour toute. Lorsque seulement une minorité des masses bénéficient du progrès social, tandis que la majorité continue de subir des conditions épouvantables ou extrêmement précaires, quand ce rapport va s'inverser, les rapports entre les classes vont s'en trouver modifiés au profit de la classe des capitalistes, parce que la majorité de la classe ouvrière va se retrouver plus solidement enchaînée au capitalisme.

Quand le mouvement ouvrier allait s'unifier, puis quand il allait scissionner, un nouveau changement de tactique s'imposerait. Tout dépendrait de savoir qui était à l'origine de cette scission et quelle en était la signification politique, quel rapport de force il existerait entre ses différentes composantes, qui serait majoritaire ou minoritaire. Et enfin, il resterait à établir sur la base de quelle orientation politique reposaient ces différentes tendances. C'est la combinaison de ces différents facteurs et rapports liés à l'évolution de la situation économique et politique qui permet de définir une tactique.

On constatera qu'une fois que la majorité des masses avaient obtenu des conditions de travail et d'existence meilleures, la tactique ne consistait plus à s'adresser à la majorité mais à la minorité, mais qu'une fois actée la scission du mouvement ouvrier il fallait s'adresser à l'ensemble des masses en privilégiant la minorité, de manière à ce que l'orientation du mouvement ouvrier soit basée sur les rapports entre la minorité et le capitalisme, plutôt que sur ceux entre la majorité et le capitalisme sachant qu'ils étaient viciés, ainsi seulement il était possible de ne pas dévier de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, abattre le capitalisme, s'emparer du pouvoir politique. Vous constaterez qu'on est loin des calculs d'appareils de nos dirigeants.

Telle aurait dû être l'orientation de la tactique du front unique ouvrier, tactique qui aurait dû être mise en avant de manière circonscrite et limitée au lieu d'y recourir systématiquement, et dont les conséquences desserviront notre cause, puisque ce seront les couches privilégiées qui font partie de la majorité évoquée précédemment qui en tireront profit, les bataillons sur lesquelles s'appuie l'opportunisme pour combattre l'ensemble de la classe ouvrière ou plus généralement le régime pour assurer sa stabilité politique.

Cette tactique, telle qu'elle a été mise en oeuvre par nos dirigeants, n'a servi finalement qu'à renforcer le camp de la réaction au sein du mouvement ouvrier. Elle devait soi-disant permettre de construire le parti, un parti ouvrier bourgeois peut-être, mais certainement pas un parti ouvrier révolutionnaire. Et comme finalement ils n'auront rien construit du tout, on n'en saura rien !

Ils osent tout. Novlangue.

Après avoir monté une cabale contre le socialiste George Orwell, c'est au tour d'Albert Einstein.

Tous les explorateurs ou anthropologues, ethnologues, écrivains, qui au cours du dernier millénaire ont parcouru tous les continents ont décrit minutieusement le comportement des peuples inconnus ou peu connus qu'ils avaient rencontrés.

Les uns sans une pointe de mépris quand ils se croyaient investis d'une mission messianique, sans parler des missionnaires proprement dits qui avaient adopté la posture du colon blanc de race supérieure.

Les autres se livrant à un simple constat en observant et en décrivant les us et coutumes de ces peuples sans complaisance, c'est-à-dire à partir des critères en vigueur dans leur société et qui correspondaient à leur niveau de développement, en portant ou non des appréciations subjectives sur leurs observations en fonction de leur personnalité ou de l'objet de leurs voyages, qui pouvaient être d'ordre personnel ou professionnel.

J. London ou F. Engels quand il s'immergea dans le prolétariat britannique, A. D. Nell lors de ses nombreux voyages en Inde, à Sri Lanka et en Chine, au Tibet, tout comme A. Einstein lors de son séjour en Chine, rendirent compte fidèlement des expériences qu'ils avaient vécues dans ces pays-là. Leurs observations purent choquer les puritains et les hypocrites habitués à enrober ou à fuir la misère qui s'étalait quotidiennement dans leur propre pays, et avec laquelle ils s'accommodaient du moment qu'on ne leur imposait pas de la côtoyer ou qu'elle demeurait discrète, tant elle dénotait avec leur bien-être.

Leurs voyages les ayant conduits dans des pays sous-développés, par conséquent il était naturel que les peuples qu'ils allaient rencontrer le soient également à tous les niveaux ou presque. Donc forcément, les rapports qu'ils allaient décrire ne seraient pas à l'avantage de ces peuples ultra arriérés et superstitieux, sans porter de jugement sur eux, ce qu'on leur prête et reproche injustement aujourd'hui.

Quand j'avais effectué mon premier voyage en terres éloignées (Avec le Comité d'entreprise de ma première épouse), à Sri Lanka (Ceylan), en avril 1987, nous avions eu un après-midi de libre à Kandy. Notre guide nous avait déconseillé de nous rendre en ville, non pas par crainte de mauvaises rencontres, mais d'être confronté à une autre réalité que les hôtels cinq étoiles où nous étions descendus, par contraste avec la crasse et les immondices qui s'étalaient dans chaque rue ou de nous faire agresser par les énormes rats qui pullulaient. Il voulait nous éviter ce spectacle pour qu'on garde un souvenir iddylique de Sri Lanka, somme toute déformé Nous ne l'avons pas écouté, ce qui ne nous a pas empêché de garder un souvenir magnifique de ce voyage. Je dois préciser qu'à l'époque je ne militais plus depuis longtemps, et j'avais adopté l'état d'esprit du tiers-mondiste qui s'émerveille devant une bouse de vache ! Oui, j'étais tombé à un tel point de crétinisme ! Et c'est ce crétinisme qui me conduira en Inde deux ans plus tard...

Ces sociétés étant encore au stade féodal ou à peine sorties de la féodalité, majoritairement agricole, elles étaient plus proche dans leurs rapports du stade antérieur de la sauvagerie, que de celui du monde moderne ou capitaliste dans lequel ces voyageurs ou explorateurs vivaient. Monde capitaliste qui avait adopté ou développé des principes et des valeurs de nature humaniste uniquement par la force des choses ou par intérêt, les tenants des classes dominantes (passées et présentes) les présentant comme civilisateurs, alors qu'elles ne les respecteront jamais envers leurs propres sujets ou esclaves. En réalité, le capitalisme les devra à la lutte de classe des exploités et des opprimés et au processus matérialiste dialectique dont il fut le produit, et il fera tout pour maintenir le peuple dans des conditions d'existence plus ou moins misérables ou précaires et dans l'ignorance.

Le progrès économique ou social ne s'accompagne pas forcément ou toujours d'une élévation des consciences, loin s'en faut, du fait qu'il s'impose par en haut aux peuples d'en bas qui n'en ont pas réellement conscience. A chaque étape du développement de la civilisation humaine, il n'y eut qu'une élite qui représentait une infime minorité de la population dont le niveau de conscience dépassa celui de leurs contemporains. Le raffinement fut le privilège des puissants et leur cour, pendant que le peuple croupissait dans la fange, son statut n'ayant rien à envier à une bête sauvage, sa vie ne valait guère plus ou même moins, parce qu'elle n'était pas comestible.

Jusqu'à la fin du moyen-âge et durant la phase ascendante du capitalisme, le développement des forces productives demeura insuffisant pour que les peuples en profitent ou que leur condition d'existence progresse. Car le mode de production capitaliste était avant tout destiné à satisfaire les besoins des bourgeois plutôt que ceux du prolétariat.

Il y eut en France au milieu des années 30 une école de pensée consacrée à la "renaissance de la spiritualité" qui privilégiait le vrai, le beau, le bien comme forme d'idéal, sans qu'ils soient accessibles aux masses laborieuses qui peinaient à survivre, alors comment auraient-elles pu les représenter ou les adopter ?

Un jour je suis allé chez ma voisine, j'étais invité pour le premier anniversaire de sa fille, et une fois dans sa petite maison je me suis aperçu qu'elle était mal entretenue, au-dessus d'une porte pendait une immense toile d'araignée remplit d'insectes et de poussières. Elle se tenait devant moi, je ne lui ai rien dit, car j'ai estimé que l'état des lieux était conforme à son niveau de développement et qu'il ne pouvait pas en être autrement. Lorsqu'elle me tendit une petite assiette dans laquelle reposait une part de gâteau, je remarquai qu'il était accompagné d'un petit papillon desséché qui avait dû tomber de cette toile d'araignée car je me tenais juste en dessous de la porte, je le retirai délicatement de l'assiette en souriant, elle me sourit également en s'excusant, je lui répondis que ce n'était rien.

Sa maison n'a que deux ans et les murs sont déjà carrément crasseux, la porte d'entrée est à moitié détruite, il n'y a que le

carrelage du sol qui soit entretenu. Tout autour de son petit terrain qui était propre avant qu'elle ne vienne habiter là, c'est devenu une décharge, sauf les deux côtés situés en face ou à portée de vue du mien, car c'est moi qui les nettoient chaque jour ou chaque semaine.

Et toute l'Inde, chaque maison est ainsi. L'Inde est une véritable poubelle. Le village où j'habite est immonde, une immense poubelle à laquelle viennent se mêler des excréments. Ma maison est située en retrait du village, et le gouvernement vient de livrer à chaque propriétaire le matériel nécessaire pour installer des toilettes, ce qui va nous soulager des odeurs pestilentielles qui envahissaient l'air dès qu'il pleuvait et qu'il y avait un peu de vent.

Quant aux rapports que les Indiens ont entre eux, ils sont du même niveau, je les ai suffisamment évoqués dans des causeries précédentes, et encore, je ne vous ai pas tout raconté par crainte que vous vous mépreniez sur le regard que je porte sur eux ou que vous puissiez penser que je les jugeais, ce qui n'était pas le cas évidemment.

Dans tout rapport avec des gens ici ou ailleurs, il y a le pire et le meilleur, et si le meilleur n'y existait qu'à l'état de trace ou embryonnaire à défaut d'avoir bénéficié de conditions favorables pour se développer, c'est à lui que nous devons nous adresser dans l'espoir qu'il progresse un jour, sans pour autant idéaliser la réalité qui est somme toute peu reluisante.

Ce qu'on a du mal à comprendre ou ce qui peut être la cause d'une méprise, c'est qu'on ne s'exprime pas de la même manière ou on n'a pas le même comportement quand on est confronté direction à une situation et lorsqu'on l'évoque de loin. Lorsque l'on sort les choses de leur contexte, on peut facilement leur faire dire n'importe quoi, et bien là c'est exactement la même chose.

- Des «commentaires racistes et xénophobes» d'Einstein rendus publics - sputniknews.com 15.06

Les carnets de voyage qu'Albert Einstein a rédigés entre octobre 1922 et mars 1923 sont empreints de préjugés envers des personnes rencontrées lors de son séjour de cinq mois et demi en Chine, à Singapour, Hong Kong et au Japon.

(Il ne s'agissait pas de préjugés, mais de constats. Hier on employait des expressions explicites qui suffisaient à rendre compte d'une certaine réalité, depuis lors bannie ou décrétés hors la loi, par exemple clochard qui désignait un déchet de leur société pourrie. Dorénavant il faut employer l'acronyme déshumanisé de SDF qui recouvre des situations diverses et dont les personnes concernées font l'objet d'un traitement de la part de la société, de sorte qu'on ne puisse pas l'accuser d'être indifférente à leur sort, alors que la condition du clochard ou du SDF est la même, juste pour la rendre plus présentable, plus acceptable, si merveilleuse! - LVOG)

En mai dernier, la Princeton University Press a publié des carnets de voyage du physicien Albert Einstein dans lesquels il fait le récit de son séjour dans plusieurs pays d'Asie au début des années 1920. Le contenu de ces carnets a révélé les attitudes racistes du scientifique envers des personnes qu'il a rencontrées à cette occasion, en particulier des Chinois, comme le rapporte The Guardian.

(The Guardian, la gauche social-libérale encore plus réactionnaire que la droite, quelle référence ! D'ailleurs je le classe à droite et non à gauche, tout comme l'ensemble de la gauche institutionnelle. Bien que fervent partisan d'Israël, apparemment ils n'ont jamais digéré ses critiques acerbes du régime et son refus poli d'en devenir le Président ou le Premier ministre, j'ai oublié.

«Les Chinois sont des personnes industrieuses, sales et obtuses. Ils ne s'assoient pas sur les bancs pour manger, ils s'accroupissent comme les Européens qui se soulagent dans les bois. Tout ça se passe dans le silence et la pudeur. Même les enfants sont sans âmes et obtus», écrit le scientifique.

(Je pourrais en dire de même des Indiens. La marche forcée ou la fulgurante accélération du développement de la civilisation humaine depuis l'avènement du capitalisme, ce sont des peuples vivant encore hier pratiquement à l'état sauvage qui sont en train de la réaliser, aussi conservent-ils bien des aspects de leur mode de vie ancestral profondément arriéré par rapport au nôtre. Les mentalités ou les comportements des peuples n'évoluent pas au même rythme que les forces productives ou le développement économique.

Quand j'observe quotidiennement à quel point ma compagne ultra arriérée a des difficultés pour arriver à penser à quelque chose d'enfantin que je lui soumets, je me dis que visiblement ce n'est pas le genre d'exercice auquel elle est entraînée, il faut donc être très patient avec elle et ne surtout pas lui reprocher, ce serait injuste et stupide. - LVOG)

Mutabilité du passé et négation de la réalité objective.

Je pense qu'Einstein était dans la même disposition d'esprit, et que ce qu'on lui reproche près d'un siècle plus tard relève du procédé scélérat ou totalitaire décrit par Orwell, qui consiste à réécrire sans cesse le passé de manière à ce que l'interprétation qu'on en fournit corresponde à l'évolution des besoins de la classe dominante tels qu'ils existent de nos jours ou tels qu'on nous les impose, de sorte qu'ils n'aient jamais existé d'autres interprétations ou d'autres manières d'agir ou de penser que celle qu'on

nous impose de nos jours. Ainsi le passé est dématérialisé, détruit, il n'a jamais existé autrement que dans notre tête tel qu'on nous le présente, et il en va de même du présent et de l'avenir qu'on nous réserve, de façon à ce que se tarisse ou qu'on abandonne l'idée que la société pourrait être différente une fois toute trace du processus matérialiste dialectique ayant accompagné le développement de la civilisation humaine effacée.

Toute allusion au passé, à des idées ou des comportements différents de celles qu'ont adoptés les idéologues de l'oligarchie doit faire l'objet d'une condamnation et leurs auteurs cloués au pilori, quel que soit les qualités qu'ils avaient pu développer par ailleurs, l'ignoble monsieur Onfray est un des spécialistes en la matière

«Il serait dommage que ces Chinois supplantent toutes les autres races. Pour les gens comme nous, cette seule pensée est indiciblement triste», poursuit-il. (Insupportable monsieur Einstein ! - LVOG)

Le scientifique est également connu avoir dit en 1946 que «le racisme est une maladie de l'homme Blanc». (Comme quoi il ne l'était pas, mais ces abominables manipulateurs n'en tiendront pas compte. - LVOG)

(Ces deux citations suffisent à démontrer qu'on est bien en présence d'un procès d'intention attenté à Einstein par le ministère de la vérité.

La Chine était réputée il y a peu de temps encore, j'ignore si c'est encore le cas, mais le contraire serait surprenant, pour être le pays le plus dégueulasse de la planète, peut-être a-t-il été dépassé par l'Inde ou par l'Egypte car la concurrence est rude, quand j'avais appris que Le Caire en Egypte qui comprenait avec ses faubourgs quelque 15 ou 20 millions d'habitants, n'avait pas de service de ramassage des ordures.

Il est vrai qu'on n'a pas du tout envie que ces pays servent de modèle à l'humanité. Il en va de même de leur modèle social, de leur régime politique. En quoi une telle affirmation serait-elle raciste ou xénophobe ? Les Etats-Unis et Israël sont sans doute les pays les plus racistes et détestables de la terre. En quoi cela serait-il de l'anti-américanisme primaire ou de l'antisémitisme de l'affirmer? Faut-il rappeler que les Africains tout comme les Asiatiques avaient adopté l'esclavagisme, toutes sortes de coutumes cruelles ou barbares, de tortures et le canibalisme bien avant que les Européens colonisent leurs continents ? Personnellement, je me suis toujours refusé à critiquer ou juger ces coutumes, encore moins à exiger qu'ils les abandonnent, estimant que c'était leur affaire et non la mienne en tant qu'occidental, et que j'avais parfaitement le droit de ne pas les adopter tout en exigeant qu'ils aient la même attitude à mon égard, car le respect doit être réciproque.

Quand un Indien me demande si j'aime l'Inde et les Indiens, leurs coutumes, leur mode de vie, etc. je lui réponds pas plus que vous, ce qui signifie non, et généralement il sourit ou acquiesce. Personne n'a envie de vivre dans un pays pareil à moins d'être fou ou un riche rentier. Ils auraient même préféré que ce soit des Français ou des Britanniques qui gouvernent l'Inde au lieu d'Indiens. Quand je travaillais comme prof de français à l'Alliance française, je m'étais livré avec mes élèves (Agés de 12 à 60 ans et de tous les milieux sociaux) à différentes expériences comme je les aime, qui avaient consisté l'air de rien ou de façon informelle à les questionner sur un tas de sujet pour mieux les connaître, et je n'ai pas été déçu. - LVOG)

Ze'ev Rosenkranz, rédacteur en chef et directeur adjoint du projet Einstein Papers à l'Institut technologique de Californie, a déclaré qu'il «pense que beaucoup de commentaires nous semblent assez désagréables, en particulier, ce qu'il dit des Chinois». (Ze'ev Rosenkran doit être un sioniste fanatique, ce que n'a jamais été Einstein, il estimait même que les religieux juifs étaient archaïques, moyenâgeux. - LVOG)

«Les commentaires racistes et xénophobes dans ses récits sont à l'opposé de son image d'icône humaniste. C'est un choc de lire ses pensées et de les comparer à ses déclarations publiques. Il ne s'attendait pas à ce qu'on les publie ». sputniknews.com 15.06

(Pure allégation pour justifier une vulgaire machination. Einstein se doutait bien qu'un jour ou l'autre ses notes personnelles seraient publiées, faire croire le contraire c'est le prendre pour un idiot, c'est grotesque.

J'ignore quelles sont les intentions réelles qui figuraient derrière cette atteinte à l'intégrité d'Einstein. Peut-être devrions-nous dors et déjà procédé de même avec Israël et détruire la multitude de preuves matériels et les innombrables témoignages du sort cruel que les sionistes réservent aux Palestiniens depuis 70 ans, et raconter la magnifique épopée du peuple juif et de sa terre maternelle, Israël... - LVOG)

Parole d'internaute

(A propos du traitement médiatique de la visite de Netanyahou à Paris)

- "Pour un journaliste de la presse mainstream, une faute professionnelle consiste à ne pas savoir se censurer à temps.

On notera au passage qu’il s’agit du service public, ce qui relativise les explications tendant à voir dans la concentration des

médias dans la main de quelques milliardaires la seule explication du délitement de la profession."

LVOG - Cela signifie que le "service public" est passé sous le contrôle de l'oligarchie. Elle fabrique et impose les Présidents de la République, les ministres, les hauts fonctionnaires qui seront aux postes clés de l'Etat, des institutions, alors les directeurs de l'information des chaînes publiques leur sont forcément acquis, dans le cas contraire ils seront poussés vers la sortie et remplacés par leurs candidats.

En complément.

1984 - George Orwell -1948

Extrait. Les principes sacrés de l'Angsoc. Novlangue, double-pensée, mutabilité du passé.

La mutabilité du passé est le principe de base de l'Angsoc. Les événements passés, prétend-on, n'ont pas d'existence objective et ne survivent que par les documents et la mémoire des hommes. Mais comme le Parti a le contrôle complet de tous les documents et de l'esprit de ses membres, il s'ensuit que le passé est ce que le Parti veut qu'il soit. Il s'ensuit aussi que le passé, bien que plastique, n'a jamais, en aucune circonstance particulière, été changé. Car lorsqu'il a été recréé dans la forme exigée par le moment, cette nouvelle version, quelle qu'elle soit, est alors le passé et aucun passé différent ne peut avoir jamais existé. Cela est encore vrai même lorsque, comme il arrive souvent, un événement devient méconnaissable pour avoir été modifié plusieurs fois au cours d'une année. Le Parti est, à tous les instants, en possession de la vérité absolue, et l'absolu ne peut avoir jamais été différent de ce qu'il est.

Le contrôle du passé dépend surtout de la discipline de la mémoire. S'assurer que tous les documents s'accordent avec l'orthodoxie du moment n'est qu'un acte mécanique. Il est aussi nécessaire de se rappeler que les événements se sont déroulés de la manière désirée. Et s'il faut rajuster ses souvenirs ou altérer des documents, il est alors nécessaire d'oublier que l'on a agi ainsi. La manière de s'y prendre peut être apprise comme toute autre technique mentale. Elle est en effet étudiée par la majorité des membres du Parti et, certainement, par tous ceux qui sont intelligents aussi bien qu'orthodoxes. En novlangue, cela s'appelle doublepensée, mais la doublepensée comprend aussi beaucoup de significations.

La doublepensée est le pouvoir de garder à l'esprit simultanément deux croyances contradictoires, et de les accepter toutes deux. Un intellectuel du Parti sait dans quel sens ses souvenirs doivent être modifiés. Il sait, par conséquent, qu'il joue avec la réalité, mais, par l'exercice de la doublepensée, il se persuade que la réalité n'est pas violée. Le processus doit être conscient, autrement il ne pourrait être réalisé avec une précision suffisante, mais il doit aussi être inconscient. Sinon, il apporterait avec lui une impression de falsification et, partant, de culpabilité.

La doublepensée se place au coeur même de l'Angsoc, puisque l'acte essentiel du Parti est d'employer la duperie consciente, tout en retenant la fermeté d'intention qui va de pair avec l'honnêteté véritable. Dire des mensonges délibérés tout en y croyant sincèrement, oublier tous les faits devenus gênants puis, lorsque c'est nécessaire, les tirer de l'oubli pour seulement le laps de temps utile, nier l'existence d'une réalité objective alors qu'on tient compte de la réalité qu'on nie, tout cela est d'une indispensable nécessité.

Pour se servir même du mot doublepensée, il est nécessaire d'user de la dualité de la pensée, car employer le mot, c'est admettre que l'on modifie la réalité. Par un nouvel acte de doublepensée, on efface cette connaissance, et ainsi de suite indéfiniment, avec le mensonge toujours en avance d'un bond sur la vérité. Enfin, c'est par le moyen de la doublepensée que le Parti a pu et, pour autant que nous le sachions, pourra, pendant des milliers d'années, arrêter le cours de l'Histoire.

Fabrique du consentement.

- Huit Français sur dix considèrent Donald Trump comme "agressif", "raciste" et "dangereux" - franceinfo 14.06

Les Français continuent de détester Donald Trump. D'après un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et le Figaro, 71% disent avoir globalement une mauvaise opinion de lui. Les qualificatifs qui reviennent le plus sont "agressif" (86%), "raciste" (81%) et "dangereux" (81%).

Plus précisément, concernant les mesures de protectionnisme économique prises par Donald Trump, 84% des Français pensent qu'elles seront négatives pour l'économie mondiale en général et pour l'Europe en particulier (85%). (Alors qu'ils sont nuls en économie ! LVOG)

Ils sont autant à en passer pas moins de Macron, chut !

Totalitarisme. Big Brother vous surveille.

Novlangue. Quand il s'agit de la Chine, c'est normal puisque c'est un régime dictatorial, mais quand il s'agit de la France ou d'un autre pays occidental, c'est normal parce que le régime serait démocratique.

- Surveillance : le réseau français "intelligent" d'identification par caméras arrive - information.tv5monde.com 09 juin 2018

"La reconnaissance faciale "intelligente" est annoncée comme une nécessité pour le ministère de l'Intérieur. Le modèle chinois de contrôle et surveillance de la population par des caméras et des algorithmes d'identification des personnes semble inspirer le gouvernement et l'administration française qui lance des expérimentations et des partenariats."

L'identification en temps réel des personnes par des réseaux de caméras de rue n'est plus un fantasme de film d'anticipation : la Chine a massivement déployé ces sytèmes et s'en vante. Le "réseau céleste" — ainsi nommé par le gouvernement central — de 20 millions de caméras, est un œil géant piloté par des intelligences artificielles qui travaillent jour et nuit à analyser les millions de visages des passants des grandes villes chinoises. Un journal de Hong Kong — cité dans le Courrier international — l'Apple Daily, résume les capacités surhumaines du "réseau céleste" avec délectation :

Le système peut identifier en temps réel avec exactitude le type de voiture, l'habillement, le sexe et même l'âge d'un passant… Ces informations sur les passants s'affichent automatiquement à l'écran. Quand il s'agit d'un criminel recherché, l'alarme du système se déclenche en montrant les données le concernant sur l'écran. Extrait du Courrier International : "Surveillance. Le "réseau céleste", version chinoise de Big Brother", le 28/09/2017

La France est l'un des pays champion des technologies numériques de surveillance. Pionnier dans le domaine du "Deep packet inspection" (DPI, inspection profonde de paquets) grâce à sa recherche universitaire et des montages d'entreprises spécialisées dans l'exportation de ces systèmes à des dictatures, le pays de Victor Hugo a légiféré en cascade depuis plusieurs années pour autoriser les services de police et de renseignement à surveiller et capter les échanges numériques des citoyens de façon administrative, sans contrôle d'un juge d'instruction.

"Boites noires" chez les fournisseurs d'accès internet, sondes sur les câbles sous-marins, systèmes d'interception des communications "silencieux", logiciels de morpho-analyse intelligents : la plupart des technologies numériques de surveillance, d'identification et d'analyses prédictives sont en place dans les services de renseignement et de police français. Ne manque — visiblement — aujourd'hui qu'à déployer de façon massive les derniers outils de reconnaissance faciale, pilotés par intelligence artificielle, et les généraliser. Ce qui semble être en cours de discussion dans les ministères, les centres de recherche et les services d'Etat.

Des déclarations sur l'utilisation de technologies à base d'IA comme aide à la décision pour les forces de police avaient déjà été effectuées alors par Gérard Collomb : "Les service de l'Etat vont analyser les données avec de l'intelligence artificielle pour être encore plus efficaces, avec une expérimentation déjà lancée dans onze départements." La question de la concomitance de ces annonces avec les nouvelles disposition de surveillance technologique policières — prises par le gouvernement chinois — se posait déjà en février 2018 :

Aujourd'hui, le ministre de l'Intérieur annonce clairement ses intentions au sujet de la surveillance et l'identification par reconnaissance faciale dans son bilan "d'un an de maintien de l'ordre" (article La Croix) :

(…) en matière d'exploitation des images et d'identification des personnes, on a encore une grande marge de progression. L'intelligence artificielle doit permettre, par exemple, de repérer dans la foule des individus au comportement bizarre.

Sur la problématique des manifestants violents, le ministère veut explorer des voies technologiques prédictives, et ne s'en cache pas : "Les services ont identifié certains meneurs, il y a aussi sûrement de petits groupes assez structurés derrière eux, et il faudrait pouvoir agir en prévention." Arrêter des futurs manifestants avant que les actes violents ne soient commis à l'aide de caméras intelligentes repérant les individus aux comportements suspects ? Les défenseurs des libertés et les avocats sont logiquement déjà alarmés par cette possibilité. Comment accepter, dans une démocratie, l'arrestation de personnes sans qu'elles n'aient commis de délit, mais seulement parce que des machines les ont repérés, identifiés et analysés de façon prédictive comme étant de futurs fauteurs de troubles ?

Le CNRS confirme

L'annonce récente par le CNRS de la signature d'une convention avec la Direction du renseignement militaire (DRM) confirme l'intérêt des services de l'Etat pour le développement d'intelligences artificielles de reconnaissance d'image, comme Fabrice Boudjaaba, le directeur adjoint scientifique de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS l'explique : "Les questions liées à l'Intelligence artificielle sont évidemment centrales. Les recherches sur la reconnaissance automatique d'image intéressent particulièrement le renseignement militaire. En effet, leur principal problème du renseignement aujourd'hui n'est pas le manque d'information, mais bien le trop plein d'information qui peut submerger et finalement paralyser l'outil de renseignement."

Si les technologies innovantes d'analyses d'image par intelligence artificielle pour la DRM sont avant tout liées à des théatres d'opérations à l'étranger, il n'est pas interdit de penser que ces recherches publiques seront utilisées aussi pour du renseignement intérieur ou de l'investigation policière.

Les questions dans le cadre de la surveillance de la population et l'identification des personnes par apprentissage automatique restent donc toujours sans réponse de la part des autorités, et celles-ci sont pourtant très simples : peut-on ficher une population et laisser des agents numériques traiter les données biométriques qui s'y affèrent ? La surveillance d'Etat par reconnaissance et identification faciale est-elle compatible avec le respect des libertés publiques et des droits fondamentaux à la vie privée ? Quelles garanties la population a-t-elle que les données biométriques propres à chacun ne serviront pas à des fins de prévention ou de répression d'expression politique ou de contestation sociale ?

La Chine, quant à elle ne s'est pas posée ces questions et applique sans états d'âme la surveillance électronique permanente des citoyens : la France, bien plus discrètement, et sans publicité s'apprête visiblement à faire de même. Jusqu'à copier aussi à terme le système de crédit social chinois ?

Reste que l'on ne sait pas si la population française est prête à accepter de vivre dans une société sous contrôle de machines autonomes où chacun de ses faits et gestes sera enregistré, analysé et poteniellement… noté ? information.tv5monde.com 09 juin 2018

Quel est le sens de la réforme des institutions annoncée par Macron ? Instaurer ad vitam æternam le totalitarisme...dans "l'intérêt des générations futures".

- Les Cours suprêmes, au service des générations suivantes - par Jacques Attali - lexpress.fr 13.06

Il est donc nécessaire de trouver une solution à la question si difficile, et si essentielle, pour l'avenir : comment faire en sorte que les démocraties de marché se préoccupent de l'intérêt des générations futures ?

Bien des solutions en théorie sont possibles : on peut compter sur un effort d'éducation de tous, ou sur la création d'une nouvelle chambre parlementaire ad hoc. Tout cela mérite d'être tenté. Et l'a été.

Mais, rien ne vaut le fait d'avoir, dans le système institutionnel déjà existant, quelqu'un en charge d'incarner le long terme ; qui peut imposer à tous une décision au nom des intérêts des générations suivantes. C'est le rôle qu'a joué récemment le président de la République italienne, en imposant à un gouvernement de passage le respect des engagements italiens dans l'Union européenne, qui engage l'avenir à long terme du pays. Mais on ne peut compter sur un tel rempart dans tous les cas de figure.

Une solution, plus pratique que les autres, n'a pas encore été essayée : confier à l'instance judiciaire suprême la responsabilité de parler au nom des générations futures. Mieux qu'aucune autre, si elles acceptaient d'en avoir le mandat, ces institutions pourraient peu à peu conduire les tribunaux, puis les législateurs, à tenir compte dans leurs décisions de l'intérêt des générations suivantes.

En France, par exemple, il faudrait que le Conseil constitutionnel (et les deux autres instances suprêmes que sont le Conseil d'Etat et la Cour de cassation) en fasse un élément clef de leur jurisprudence.

Le Conseil constitutionnel est encore loin de le faire. Et pourtant, il en aurait les moyens, s'il le voulait, sans novation juridique quelconque, en s'appuyant sur la seule Constitution, et ses annexes, qu'il a la charge de faire respecter.

Tout est donc dit. Et si les Cours suprêmes des démocraties se donnaient le mandat de faire respecter ces exigences par les lois et décrets, nos sociétés finiraient par agir dans l'intérêt de l'avenir. Il est encore temps. Et s'il le faut, en France, une réforme de la Constitution serait bienvenue et laisserait une vraie trace dans l'Histoire. lexpress.fr 13.06

Vous aurez retenu qu'une institution non élue détiendrait ainsi le pouvoir d'engage "l'avenir à long terme du pays" ou de décider du sort des générations futures en s'appuyant sur la Constitution de la Ve République. Attali étant l'un des mentor de Macron, cette déclaration mériterait d'être reprise accompagnée d'un appel à l'abolition de la Constitution de la Ve République, ce serait autre chose que les éditoriaux misérables qu'on nous soumet.

La question qui tue.

- On a demandé aux retraités pourquoi la mobilisation sociale est plus difficile aujourd'hui - Le HuffPost 14 juin 2018

... nous avons donc demandé à ces expérimentés des pavés et des piquets de grève leur regard sur une mobilisation sociale qui peine à faire reculer le pouvoir en place. En somme, pourquoi la lutte sociale semble plus difficile que dans leur jeunesse?

Un peuple paupérisé, c'est un peuple qui se bat moins. (Pur sophisme. Parce qu'un peuple qui se serait enrichi se battrait davantage, il ne semble pas que ce soit le cas du peuple américain, non ? - LVOG) Et aujourd'hui, c'est un peu ce qui se passe. Un retraité des travaux publics

Précarité des salariés, violences dans les manifestations, divisions syndicales... Chacun à sa petite analyse sur ce printemps social en demi-teinte. "Quand il y a dix étudiantes assises devant les marches de l'université et que devant elles, on a l'impression de tourner un film de Robocop, on a plus envie de sortir", explique Jean-Claude, enseignant retraité de 81 ans, au sujet des déploiement impressionnants de policiers dans les manifestations. D'autres s'inquiètent pour les jeunes générations. "On leur a appris à regarder la télé et l'ordinateur", se désole au micro du HuffPost Michelle, 73 ans, avant d'ajouter: "Ils viendront quand ça ira trop mal. Mais ce n'est pas à souhaiter." Le HuffPost 14 juin 2018

Et après, il y en a qui vont nous expliquer que ceux qui se mobilisent auraient un niveau de conscience de classe supérieure, à voir leurs arguments on est en droit d'en douter fortement.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Yémen: violents combats près de Hodeida, l'ONU inquiète pour l'approvisionnement des civils AFP 14.06

- "Envoyé spécial" : "Les enfants perdus du califat" primé au 6e Prix Média ? Enfance Majuscule franceinfo - 14.06

- En Argentine, vote historique en faveur du droit à l'avortement AFP - 14.06

- USA: le débat politique enfle autour des séparations d'enfants de migrants AFP 15.06

- San Francisco élit pour la première fois une femme noire comme maire AFP 14.06 Un an après l'incendie de la Tour Grenfell, Londres se recueille AFP - 14.06

ACTUALITE EN TITRES

Médiocratie. Electrochoc ou convulsion du régime.

- Fête de la musique 2018: Busy P. et Kavinsky mixeront lors du premier concert électro à l'Élysée - Le HuffPost

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Young Leader, Bilderberger, banquier, roitelet, il ne lui manquait plus que chamoine de Latran...

- Macron sera reçu par le pape François le 26 juin lors d'une visite officielle - AFP 18 juin 2018

Au cours de cette visite, Emmanuel Macron sera également "accueilli à Saint-Jean du Latran lors d'une cérémonie marquant son titre de premier et unique chanoine d'honneur de cette basilique", a indiqué l'Elysée.

Le pape François avait félicité M. Macron pour son élection, voici un an, en évoquant la "tradition chrétienne" de la France qui est appelée à défendre "une société plus juste". AFP 18 juin 2018

Heureusement qu'il y a toujours des pauvres et que les pauvres sont toujours les mêmes.

- Aides sociales : les Français sondés d'accord a minima avec Macron - Libération 14 juin 2018

Ils osent tout en famille. Ils taxent les aumônes.

- Une ville de Suède instaure un permis de mendier - franceinfo 14 juin 2018

Payer 150 couronnes, soit 15 euros, pour obtenir un permis de mendier : c'est la mesure adoptée, jeudi 14 juin, par le conseil municipal d'Eskilstuna en Suède.

"Une autorisation des autorités policières pour la collecte passive d'argent est obligatoire dans certaines zones géographiques" stipule l'arrêté. Les personnes qui mendieront sans ce permis s'exposeront à une amende. Le texte a été adopté avec les voix des sociaux-démocrates, conservateurs, centristes et extrême droite. franceinfo 14 juin 2018

On se passera de permis pour exterminer ces ordures ! Et puis quel modèle social la Suède ! Ils haïssent les pauvres et ne s'en cachent pas, nous ou plutôt nos dirigeants sont décidément trop cons pour ne pas les imiter. Vous comprenez ce que j'entendais par mystification, combattre soi-disant le régime , la social-démocratie, le stalinisme, tout en les ménageant pour ne pas effrayer les âmes sensibles, résultat, on se fait piétiner, bravo!

Braderie.

- Privatisations pour 15 milliards de plus - Liberation.fr 14.06

En vue d'alimenter son fonds pour l'innovation mais aussi de soulager la dette, l'Etat va céder tout ou partie de ses parts d'ADP, d'Engie et de la Française des jeux. Liberation.fr 14.06

Défoncez-vous et résignez-vous !

- Canada: les députés votent la légalisation du cannabis - AFP 18.06

Le Canada est en passe de devenir le premier pays du G7 à légaliser le cannabis après l'adoption lundi par ses députés d'un projet de loi permettant la libre consommation et production de cette drogue douce dès septembre. AFP 18.06

Je vais proposer à Modi, le Premier ministre indien, de leur en livrer quelques centaines de tonnes en échange d'une commission pour avoir eu cette idée géniale, je déconne.

Les autres suivront...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Colombie

- Colombie : vieille droite et jeune président - Libération 18 juin 2018

C'est donc le jeune Iván Duque, bientôt 42 ans, représentant la vieille droite extrémiste colombienne, qui a été élu dimanche avec 53,9% des voix. Son opposant, l'ex-guérillero et ancien maire de Bogotá Gustavo Petro, a obtenu 41,8% avec son mouvement Colombie humaine, ce qui représente un score jamais vu pour la gauche en Colombie. La participation de 52%, un peu moins élevée qu'au premier tour du 27 mai, reste un record pour une élection présidentielle colombienne. Libération 18 juin 2018

2- Palestine occupée

2.1- Violences à Gaza: l'ONU adopte un texte condamnant Israël - AFP 14 juin 2018

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté mercredi un projet de résolution, auquel les Etats-Unis étaient opposés, condamnant Israël pour la récente flambée de violences meurtrières à Gaza, tout en rejetant un amendement américain mettant en cause le Hamas dans ces mêmes violences.

Le projet de résolution, soutenu par pays arabes, a été adopté par 120 voix sur 193, avec huit votes contre et 45 abstentions.

La France fait partie des 12 pays européens qui ont donné leur voix à ce texte, rejoints notamment par la Russie et l'Espagne.

L'amendement introduit par Washington pour condamner les islamistes du Hamas n'a pour sa part pas recueilli les deux-tiers des

voix nécessaires pour être adopté (62 votes pour, 58 contre, 42 abstentions).

Les pays arabes se sont tournés vers l'Assemblée générale après que Washington a utilisé son veto au Conseil de sécurité pour bloquer cette résolution décrite par son ambassadrice, Nikki Haley, comme étant "grossièrement biaisée" contre Israël.

Le texte appelle à l'adoption de mesures pour protéger les civils palestiniens, après qu'au moins 129 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza par des tirs israéliens depuis fin mars, le début de manifestations le long de la clôture frontalière. Aucun Israélien n'a été tué.

Les Etats-Unis et Israël ont vivement critiqué le texte, présenté par l'Algérie et la Turquie au nom de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), au motif qu'il ne mentionne pas les islamistes du Hamas, qui contrôlent Gaza.

"Le sport politique favori de certains est d'attaquer Israël. C'est pour cela que nous sommes ici aujourd'hui", a déclaré mercredi Nikki Haley.

L'ambassadeur israélien à l'ONU Danny Danon a pour sa part dénoncé "une volonté de nous retirer notre droit élémentaire à nous protéger".

La résolution déplore un usage "excessif, disproportionné et indiscriminé de la force par les forces israéliennes contre les civils palestiniens" mais critique aussi "le tir de roquettes de la bande de Gaza contre des zones civiles israéliennes".

Elle charge le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres de préparer des propositions en vue d'"un mécanisme de protection international" pour les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie occupée.

Ces propositions pourraient aller de la mise en place d'une mission d'observation à une véritable force de maintien de la paix, mais chacune de ces options devrait nécessairement être approuvée par le Conseil de sécurité, où Washington a un droit de veto. AFP14 juin 2018

2.2- Finalisation du plan de paix US pour le Proche-Orient - Réseau Voltaire 17 juin 2018

Jared Kushner et Jason Greenblatt débutent un voyage au Proche-Orient qui les mènera en Israël, en Jordanie, en Égypte, en Arabie saoudite et au Qatar, mais ni dans les Territoires palestiniens, ni en Syrie.

Jared Kushner et Jason Greenblatt sont deux collaborateurs de longue date de Donald Trump. Ils sont tous deux juifs orthodoxes. N’ayant pas d’expérience diplomatique, ils sont désormais chargés d’élaborer le plan de paix au Proche-Orient sans en référer au département d’État. Durant leur voyage, David Friedman, l’ambassadeur des États-Unis en Israël sera à Washington dans le cadre de consultations routinières. Également juif orthodoxe, il est connu pour ses positions outrancières.

Le plan US devrait être basé sur la « solution à deux États » ; l’État palestinien étant la Jordanie élargie à la Cisjordanie avec notamment un quartier de Jérusalem comme capitale (Abou Dis et éventuellement Jabel Mukaber, Issawiya et Shuafat).

Ce plan vise à améliorer la situation des Palestiniens, pas à répondre à toutes leurs attentes. Il est d’ores et déjà combattu par Mahmoud Abbas, mais pas par la plupart des factions palestiniennes (y compris par une aile du Fatah et le Hamas qui le soutiennent). La France, la Suède et le Royaume-Uni tentent dès à présent de le saboter. Il devrait être intégralement rendu public fin juillet. Réseau Voltaire 17 juin 2018

Yémen

- L’Arabie saoudite, les Emirats et la France contre les Houthis au Yémen - Réseau Voltaire 16 juin 2018

L’Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont attaqué les forces houthis au Yémen dans la région de Hodeïda. Selon Le Figaro, elles sont soutenues par les Forces spéciales françaises.

Le quotidien précise que la France sera également en charge du déminage des ports à l’issue de la bataille ; une aide que les États-Unis ont refusé de fournir.

L’Arabie saoudite tente de réunifier le Yémen, tandis que son allié émirati mise sur une nouvelle partition du pays. On ignore comment la France envisage l’avenir du pays.

La France a déployé secrètement des Forces spéciales en Syrie, en Irak et au Yémen. Une soixantaine de soldats français ont

été faits prisonniers en Syrie au cours des dernières semaine. Réseau Voltaire 16 juin 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Russie

- La Russie brise le tabou de l'âge de la retraites, héritage soviétique - AFP 15.06

Au moment où la Russie s'apprêtait à lancer un mois de fête du football, le gouvernement russe a brisé jeudi un tabou soigneusement évité jusqu'alors par Vladimir Poutine en proposant un relèvement progressif de l'âge de la retraite, inchangé depuis près de 90 ans.

Fixé en 1932 et jamais touché depuis, l'âge de départ à la retraite en Russie - un acquis social de l'époque soviétique - est parmi les plus bas du monde: 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes.

Jusqu'à 30% des Russes peuvent même partir plus tôt que l'âge officiel grâce aux régimes spéciaux dont bénéficient de nombreuses catégories. Mais dans la réalité, de nombreux Russes continuent de travailler bien longtemps après être devenus officiellement "retraités", les très maigres pensions servant de complément de revenus.

Après d'hésitations et d'avertissements sur le poids croissant d'un système souvent jugé intenable, le gouvernement est passé à l'action en annonçant une vaste réforme jeudi, jetant un froid à quelques heures du coup d'envoi du Mondial-2018 de foot.

Il propose "de commencer en 2019 pour atteindre étape par étape l'âge de la retraite de 65 ans pour les hommes en 2028 et 63 ans pour les femmes en 2034", a déclaré le Premier ministre Dmitri Medvedev lors d'un conseil des ministres.

Elle s'accompagne d'une autre mesure potentiellement douloureuse pour le pouvoir d'achat: une hausse du taux de TVA de 18% à 20%, exception faite de la nourriture, des produits pour enfants et du matériel médical.

A peine un mois après avoir son investiture, Vladimir Poutine entame donc son quatrième mandat sur des mesures potentiellement impopulaires, lui qui assurait en 2005: "Tant que je serai président", il n'y aura pas d'âge de relèvement de l'âge de la retraite.

Selon un sondage réalisé fin mai par l'institut FOM, 82% des Russes sont contre l'augmentation de l'âge de la retraite.

"C'est une mesure impopulaire. Sa nécessité et la détermination du gouvernement de l'appliquer étaient évidentes, mais la situation politique ne le permettait pas", a expliqué à l'AFP le politique Nikolaï Petrov, de la Haute Ecole d'Economie de Moscou.

"Maintenant que les élections sont passées, il existe une courte période pendant laquelle le pouvoir n'a pas peur de la réaction négative des citoyens", a-t-il ajouté.

Selon les dernières données de la Banque mondiale (2016), l'espérance de vie des Russes est de 66,5 ans pour les hommes et d'un peu moins de 70 ans pour les femmes. Elle est en progression constante depuis le début des années 2000, après avoir chuté dans les années suivant la chute de l'URSS en 1991. AFP15.06

On retiendra : "Maintenant que les élections sont passées, il existe une courte période pendant laquelle le pouvoir n'a pas peur de la réaction négative des citoyens", c'est également valable pour la France, à ceci près que les mauvais coups étaient annoncés avant et non après les élections, témoignant de la décomposition politique en France, du mouvement ouvrier, qui non seulement sera incapable de s'y opposer, mais qui ne constitue même plus une menace pour le régime.

ECONOMIE

Inde

- «Guerre commerciale»: l'Inde imposera des taxes sur des produits américains - sputniknews.com 16.06

En réponse à la taxation par Washington des importations d'aluminium et d'acier, l'Inde, pays touché par cette mesure, a dressé sa liste de produits «Made in USA» sur lesquels les droits de douane seront augmentés.

L'Inde imposera des droits de douane supplémentaires sur 30 produits américains, informe The Indian Express, précisant que la mesure en question constitue une réponse à la décision de Washington d'introduire des taxes sur les importations d'aluminium et d'acier.

L'augmentation des taxes sur certains produits, dont des objets en métal, des produits agricoles et des motocycles, pourra atteindre 50%, rapporte la source, précisant que la liste des produits en question a déjà été transmise à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). sputniknews.com 16.06

Haut de page

Le 23 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il faut avoir le moral ou être bien accroché pour s'intéresser encore à ce qui se passe dans la société, non, vous ne trouvez pas ? Il y a déjà longtemps de cela, j'avais indiqué qu'en réalité ils faisaient tout pour que le peuple laborieux soit dégoûter de la politique, que c'était un de leurs principaux objectifs, car partant de là ensuite ils pourraient faire tout ce qu'ils veulent et en être fiers.

Je connais plein de travailleurs qui s'en sont totalement détournés, qui se foutent de tout ce qui se passe dans le monde, et j'avoue avoir eu beaucoup de mal à les convaincre du contraire, en vain généralement, normal ils avaient en tête tellement de choses plus agréables à penser, ce qu'on refuse toujours d'admettre, hélas ! Je crois que cette tendance n'a fait que se renforcer au cours des dernières années (L'abstention de plus en plus massive à chaque élection en témoigne.). On boycottera les élections européennes évidemment. Qui en sera, sera complice de l'UE.

La précédente causerie vous a laissé un goût amer dans la tête, j'ai dit sincèrement ce que je pensais. Personne ne veut s'adresser autrement aux travailleurs, et bien tant pis. Vous vous obstinez à leur tenir un discours purement politique, alors que la politique leur donne la nausée, les emmerde au dernier degré, comment il faut vous le dire pour que vous compreniez. Ils sont réfractaires à ce genre de discours, alors essayez un autre registre.

- Causerie au format pdf (14 pages)

Lutte de classe.

- «Incapacité» de la CGT à fédérer les luttes : la «base» se rebiffe - Libération 21 juin 2018

«A la CGT, il y en a qui me trouvent trop dur, il y en a qui me trouvent trop mou», expliquait Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, en avril. Visiblement, les seconds ont décidé de se faire entendre. Mercredi, une vingtaine de syndicats cégétistes ont appelé leur confédération à durcir la ligne. Dans une lettre adressée en interne, ils alertent : «Le monde du travail est en péril. Depuis pre`s de vingt ans, non seulement il n'a pu conquérir aucun droit nouveau significatif mais une grande partie des avantages qu'il a arrache´ au cours du XXe siècle ont été démantelés.» La faute, selon eux, en partie, à «l'affaiblissement considérable de l'action syndicale». Et, donc, aux actuels dirigeants de la centrale qu'ils accusent de ne pas suffisamment «fédérer» les luttes.

Parmi les signataires, on retrouve la CGT Goodyear, celle des métaux de Valenciennes, de Marks and Spencer, de Bombardier ou encore de PSA Douvrin. Leur objectif : convaincre d'autres antennes de la centrale de les rejoindre pour proposer ensemble un texte d'orientation au prochain congrès de la CGT qui aura lieu en mars 2019, à Dijon.

«Démunis face aux travailleurs résignés, et consternés par l'incapacité de l'organisation», ces militants de «la base» qui ont organisé une conférence de presse, à Lille, mercredi, demandent un «débat» interne. Parmi les sujets à mettre sur la table, selon eux : la stratégie syndicale face aux réformes du gouvernement et la «convergence des luttes», promise par Martinez, mais qui ne vient pas. Pour Isabelle Bosseman, déléguée au CHU de Lille, «il faut construire du durable, pas des actions ponctuelles». Référence aux conflits sociaux en cours, dont celui des cheminots et des fonctionnaires.

Non contents de trouver la centrale trop molle, ces cégétistes lui reprochent aussi de leur avoir mis des bâtons dans les roues. «Tous ces syndicats qui se rassemblent et s'engagent ont expérimenté la confrontation avec la confédération, qui ne les soutenait pas, les isolait, n'était pas une force portante», pointe Fiodor Rilov, avocat en droit du travail qui défend plusieurs de ces syndicats.

De quoi inquiéter Philippe Martinez ? En avril, quand on lui demandait comment allait la CGT, il répondait «pas comme je voudrais». Pour aller mieux, il expliquait alors qu'elle devait encore digérer la mutation du monde du travail. C'est-à-dire le prendre en compte «tel qu'il est et pas comme il a pu être ou comme elle rêverait qu'il soit». Mais malgré ces débats, tout allait bien à Montreuil, au siège de la centrale, disait-il. C'était peut-être oublier d'autres questions, que les syndicats du Nord ont remis en lumière, avec leur missive. Comme celle-ci : la CGT est-elle, comme ils l'affirment, «une organisation révolutionnaire» ? Eux en sont convaincus, mais disent-ils, «deux grandes orientations» cohabitent à la CGT. L'une – la leur – misant sur la lutte des classes, le combat contre le capitalisme, l'abolition du patronat, le rapport de force. L'autre, plus encline à la négociation et au dialogue social. Et pour les auteurs de la lettre, il est donc temps de trancher. Libération 21 juin 2018

On pourrait suggérer aux syndicalistes révolutionnaires de tous rejoindre la CGT pour dégager les bureaucrates qui en ont fait leur fond de commerce depuis le milieu des années 20, j'ignore si ce serait une bonne idée, peu importe puisqu'ils ne changeront rien à leurs petites habitudes, n'est-ce pas ?

- D'où viendra l'issue ? Éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs publié le 21 juin 2018

Ce 18 juin, le gouvernement a adopté le projet de loi Pacte qui privatise les entreprises publiques et « libère » les patrons de « charges » sociales qui pèsent sur eux… Nouvelle contre-réforme qui s'ajoute à celles des retraites, de la SNCF, du Code du travail, du droit d'asile… chaîne ininterrompue d'attaques anti-ouvrières et antidémocratiques qui semble destinée à s'allonger chaque jour…

Combien de temps encore ?

Entré dans une période de décadence et de décomposition, ce système capitaliste est non seulement incapable de proposer la moindre réforme sociale, mais il s'acharne à reprendre toutes les anciennes réformes.

Et il ne s'agit pas uniquement de la France : toute l'Europe est entrée dans l'ère des contre-réformes économiques et politiques.

Et il ne s'agit pas du caprice de tel ou tel gouvernement en particulier : on privatise et on déréglemente les droits ouvriers aussi bien sous le drapeau du populisme de tous bords en Italie que sous celui de la grande coalition en Allemagne, ou du PS soutenu par toute la « gauche » au Portugal (sans oublier la coalition en cours de formation PSOE-Podemos en Espagne décidée à poursuivre la politique austéritaire de Rajoy).

Ce même 18 juin, un communiqué publié par les travailleurs des Catacombes à Paris informe que leur grève a arraché l'essentiel de leurs revendications. Ce résultat, ils le doivent, expliquent-ils, au respect des décisions prises en assemblée générale par les délégués mandatés et contrôlés par elle, formant un bloc uni avec les syndicats sur les revendications précises, contrôlant à chaque étape le résultat des négociations et décidant souverainement de la suite à donner.

Le front, uni et soudé, des travailleurs et des organisations, avec les délégués élus et mandatés sur les revendications, ouvre la voie à l'action victorieuse. Et pas seulement aux Catacombes. N'est-ce pas le problème posé dans la grève des cheminots ?

Face au gouvernement Macron, gouvernement de classe, anti-ouvrier et réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs ont besoin d'entendre et de tenir un langage clair. C'est-à-dire un langage de classe.

Qu'on ne vienne pas leur parler de « populisme » sans contenu de classe : celui-ci respecte les institutions au point de vouloir laisser Macron en place jusqu'en 2022. Qu'on ne vienne pas leur parler d'une « gauche » unie : à Paris, la grève s'est dressée contre une municipalité d'union de la gauche, aux ordres des banquiers et des privatiseurs.

L'issue viendra du mouvement par lequel les travailleurs mobilisés prennent en main leur propre destin, sans craindre de rompre avec les institutions d'oppression et d'exploitation. Du comité de grève de délégués élus et mandatés avec les organisations sur les revendications aujourd'hui, jusqu'au gouvernement de délégués élus et mandatés, gouvernement des organisations unies de la classe ouvrière, demain, face à la bourgeoisie : il y a une différence d'échelle, mais aussi un fil de continuité. Celui d'une politique ouvrière authentique au service de laquelle se construit le parti ouvrier.

Tout ce que dit ici Gluckstein on le partage, cependant on se demande à qui s'adresse son discours. Aux militants de son parti ? Aux militants du POI ? A ceux du NPA, de LO ? Aux militants révolutionnaires inorganisés ? Compte tenu de la sémantique employée, il ne s'adresse pas aux travailleurs qui ne participent pas à la lutte de classe, soit plus de 90% d'entre eux, donc en admettant qu'environ 4,5 millions de travailleurs auraient participé à des actions au cours des dernières années.

En admettant que l'orientation politique du POID serait correcte, qui compte-t-il convaincre, les militants du POI, du NPA, de LO, de LFI, du PCF qui tous sont convaincus que l'orientation politique de leur parti est correcte ? N'est-ce pas faire fausse route ? Quelle est la composition sociologique de ces partis ? Celle que l'on trouve dans les syndicats, entendez par là ceux qui y militent activement ou qui ont des responsabilités dans leurs instances. Ils y militent sur quelle orientation politique ? Quelle est

leur conception du syndicalisme ? Certainement pas la nôtre et ni celle du POID s'il la partage. Dès lors qu'y a-t-il à attendre de ces travailleurs qui ont une conception du militantisme et de la lutte de classe héritée de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme?

Il est normal que ces militants défendent l'orientation politique de leur parti ou la conception de la lutte de classe qui y prévaut. Vous pouvez savoir qu'elles sont indéfendables, vous pouvez tenter de leur démontrer loyalement ou honnêtement qu'elles sont erronées en leur soumettant une multitude de faits ou de preuves à l'appui, ils ne vous écouteront pas, ils demeureront obstinément sourds à vos arguments (logiques) ou refuseront de les étudier sérieusement, parce qu'ils ont adopté un mode de pensée qui fonctionne en circuit fermé. Ils l'ont cadenassé, c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour le protéger, donc il ne peut pas évoluer, en l'état il est voué irrémédiablement à se scléroser ou se fossiliser, d'autant plus qu'il reflète l'interprétation de leur condition, les deux coïncidant, ils s'y identifient et partant de là ils ne peuvent que très difficilement en changer, sauf peut-être si leur condition se dégradait, cela pourrait les inciter à réfléchir à nouveau, mais comme leur condition est généralement privilégiée, stable ou gelée, leur cerveau l'est également.

Vous pouvez mobiliser la totalité de vos facultés intellectuelles, vous n'arriverez à rien avec ce genre de militants obtus. Leur parti, c'est leur chapelle, leurs dirigeants, c'est leurs dieux, leur programme, c'est leur bible, et l'ensemble, c'est leur religion. Ces sacristains ont un sens si aigu de la propriété qu'ils s'y identifient. Nos idées correspondent à une certaine interprétation de la réalité qui se compose d'un certain nombres d'éléments qui ne nous appartiennent pas, par conséquent nos idées ne nous appartiennent pas davantage que les matériaux qui les composent, sauf que ces militants ou la plupart des militants estiment inconsciemment le contraire et s'identifient à leurs idées, du coup ils ne peuvent pas se résoudre à devoir s'en séparer.

Le problème du POID, c'est que tous les militants connaissent son histoire, surtout celle de leurs dirigeants qui ne joue pas vraiment en sa faveur...

En complément.

- Syndicalisme et communisme. (L. Trotsky - Oeuvres 1929)Télécharger au format pdf

Extrait à mettre sous le nez de vos dirigeants qui l'ont toujours ignoré.

- "Les faits démontrent que des syndicats politiquement “indépendants” n’existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l’autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l’un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l’ "Indépendance" du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées." L. Trotsky.

Depuis, les syndicats ont tous été inféodés aux sociaux-néolibéraux et aux staliniens, leurs dirigeants ne quittent plus les cabinets ministériels où ils ont tous leurs ronds de serviettes, en attendant d'être recyclés dans une commission ministère, etc.

Imposture. Faux opposants au régime.

Comment légitimer les médias aux ordres ?

Acrimed regrette que les "interventions" et les "commentaires des responsables de la majorité depuis un an (...) dénotent non seulement un mépris souverain pour le journalisme et son indépendance".

(Source : http://www.acrimed.org/La-macronie-en-marche-pour-mettre-les-medias-au - publié par le blog Les-Crises.fr le 18-06-2018)

Parce que voyez-vous, jusqu'à un passé récent le "journalisme" était indépendant, pincez-moi, il s'agissait bien des mêmes journalistes et des mêmes médias liés au régime, non ? Alors pourquoi leur attribuer des vertus qu'ils n'ont jamais eu ?

On préfèrera le regard impartial ou avisé d'un internaute.

- "Il y a je pense deux types de journalistes :

– les éditorialistes, experts et présentateurs qui se pâment devant Macron qui sont une espèce en pleine croissance.

– les journalistes d'investigation qui font leur travail et sont depuis les lois sur les fake news et sur la loi des affaires une espèce nuisible pour les puissants à faire disparaître au plus vite.

On comprendra que la réponse schizophrénique des médias à cette chasse à cours paraisse si étrange une partie de la profession étouffant l'agonie de l'autre partie."

Dans le même registre.

1- « La corruption de l'information est une tentative de corrompre l'esprit même de nos démocraties » (Emmanuel Macron devant le Congrès des Etats-Unis)

Exemples :

– le faux charnier de Timisoara (1989)
– les couveuses renversées du Koweit (1990)
– Maastricht, c'est la paix (1992)
– le massacre de Markale attribué aux Serbes (1994)
– le faux génocide du Kosovo (1999)
– Saddam menace la planète (2002-2003)
– Poutine agresse la Géorgie (2008)
– Kadhafi massacre à Benghazi (2011)
– Bachar massacre de gentils manifestants (2011)
– la "transition démocratique en Ukraine" (saluée par François Hollande, 2014)
– Poutine bombarde Donetsk (dixit Nicolas Poincaré d'Europe 1)
– Bachar gaze à tire-larigot (2013, 2017, 2018)
– Emmanuel sauve la démocratie (2017)
– Emmanuel contre les menteurs (2018)

Comme disait le regretté Plan B : "Les médias veillent, dormez citoyens".

2- '"Ce qui est particulièrement exaspérant, c'est qu'ils demandent aux citoyens de renoncer à davantage de liberté d'expression et de liberté de la presse au nom de la démocratie"

Tout est dit."

3- "En somme, Zupiter n'est que le petit télégraphiste d'une OTAN de l'intox."

Alerte manipulation.

- [Wikipédia] L'Affaire Philip Cross, par Craig Murray - Les-Crises 21.06

Cet article de Craig Murray met en évidence les liens entre Wikipédia, généralement réputée pour être une encyclopédie libre et participative (et donc une référence dans le domaine de l'information), et la manière dont elle est utilisée à des fins (géo) politiques avec la complicité supposée de son fondateur et de certains rédacteurs. Cet article traite de l'affaire « Philip Cross », un utilisateur de Wikipédia qui a un grand nombre de révisions à son actif, toutes en faveur des médias néo-conservateurs britanniques et en défaveur des médias indépendants et alternatifs. Cet article apporte des éléments de réponse pour juger de la neutralité de Wikipédia, et permet d'avoir un aperçu des difficultés rencontrées par d'autres personnes physiques ou morales (partis politiques, associations), même en France, pour disposer d'une page objective.

Le centrisme (macronisme) est la base du totalitarisme.

- Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes - Les Crises 22.06

LVOG - Ou de l'UDF à LREM.

Parole d'internautes.

1- "Les soutiens des centristes sont pour beaucoup ceux qui ne souffrent pas ou peu de la crise, qui sont installés dans leur petite vie semi-bourgeoise, qui ne sont pas riches, mais sécurisés. Ils ont ce qu'il faut pour vivre et ne comprennent pas ceux qui se plaignent tout le temps, alors que la vie est dure pour tout le monde. Ils pensent que le peuple doit être mis au pas, et que la liberté a des limites. Qu'au lieu de râler le peuple ferait mieux de travailler plutôt que profiter.

Ils ont pour eux la bonne conscience, ils voient dans le populisme un ramassis de râleurs ou de profiteurs prêts à installer une dictature d'extrême gauche ou d'extrême droite qui mettrait fin à leur conception de la liberté.

Peu enclins à comprendre la réalité du monde et la politique, leurs opinions sont toutes faites et indiscutables.

La société telle qu'elle est, même si des réformes leur paraissent indispensables, leur convient et qu'on en fait trop pour les insatisfaits qui sont responsables de leur situation et méritent ce qu'ils ont.

Ces gens là ne voteront jamais ni RN ni FI, ni dissidence et préfèrent, à tout prendre, un président qui a une tête de premier de la classe, et qui est bien de sa personne.

Voilà, entre autres raisons, comment et pourquoi sont élus toujours les mêmes et pourquoi ces "centristes", qui se croient modérés, soutiennent, sans le savoir, une nouvelle forme de totalitarisme cachée derrière de "bonnes" raisons."

2- "Les centristes sont cette minorité économiquement et culturellement dominante qui entend bien le rester. Ils se savent minoritaires dites-vous… J'ajouterai : et cela ne les dérange pas de le rester. Ils se conçoivent comme une nouvelle aristocratie, celle de la réussite.

Le nivellement démocratique, le partage avec les inférieurs leur fait horreur."

3- "Quand on leur dit que les aides sociales coutent "un pognon dingue", ils sont, au fond d'eux, d'accord. Macron sait à qui il s'adresse. Même si cet électorat ne représente que 23% et sans doute moins , il est suffisant pour obtenir le pouvoir.

Mais si on leur dit que nous avons vendu Alstom à des étrangers et que nous perdons des emplois, ils éludent rapidement la question en affirmant que la mondialisation est un progrès et qu'on ne peut se développer en se repliant sur soi-même. L'européisme est pour eux la bonne voie, il est l'avenir dont nous bénéficierons grâce à la mondialisation quand nous aurons fait les efforts nécessaires.

Le "parti" qui se prétend gauche/droite, est pour eux la fin de la "politique politicienne".

Mais en soutenant ce "ni gauche ni droite" ils s'opposent aux souverainistes de droite et de gauche qui sont incapables, pour au moins le temps nécessaire, de s'allier pour mettre fin au ni gauche ni droite des mondialistes, (c'est à dire au centrisme) qui continuent à vendre nos ressources aux puissances économiques étrangères, nous soumettent et nous aliènent, au pouvoir démesuré des financiers.

Et pourtant ces souverainistes de gauche et de droite sont probablement majoritaires."

4- "Rappelons qu'Adolf Hitler présentait le NSDAP comme un parti centriste, ouvert aux Allemands venus de la droite comme de la gauche pour former la « communauté du peuple » (Volksgemeinschaft)."

5- "En réalité « ni droite ni gauche » veut dire totalitaire."

Imposture et manipulation des masses. Qui est à l'origine de l'immigration de masse, qui en fait l'apologie? A qui profite-elle ?

- La peur de l'immigration nourrit la crise des démocraties occidentales - AFP 22 juin 2018

Quelles sont les sources de l'AFP ?

Walter Russell Mead = CFR (L'oligarchie anglo-saxonne dont Rockefeller)
Center for Strategic and International Studies (CSIS) = Pentagone
Carnegie Endowment for International Peace = CIA

Extrait de l'article de l'AFP.

Selon ce professeur américain de relations internationales (Walter Russell Mead dans le Wall Street Journal - LVOG) , c'est un sujet "trois fois gagnant" pour Matteo Salvini: "Il divise la gauche et unit la droite en Italie; il défie le consensus des élites européennes; et il s'impose sur la scène internationale".

Qui est Walter Russell Mead ?

Seven questions for Walter Russell Mead - The Economist - economist.com Jan 16th 2010

Walter Russell Mead is the Henry Kissinger senior fellow for US foreign policy at the Council on Foreign Relations... economist.com Jan 16th 2010

Qu'est-ce que le Center for Strategic and International Studies (CSIS) ?

Wikipédia : Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) basé à Washington DC est un cercle de réflexion et d'influence sur la politique étrangère des États-Unis fondé en 1964...

Il compte dans son conseil d'administration Zbigniew Brzezinski, Henry Kissinger, James Woolsey et l'ex-ambassadeur Joseph Farland (jusqu'à son décès en 2007). Le centre est à l'origine de la déclaration commune pour une renouvellement du partenariat transatlantique faite le 14 mai 2003, au plus fort de la guerre américaine contre l'Irak.Wikipédia

AFP - "Etre anti-migrations est au coeur du business model de certains partis populistes de droite. Ils préfèrent que le sujet reste sous les projecteurs plutôt que chercher des solutions", affirme à l'AFP Stefan Lehne, du think tank Carnegie Endowment for International Peace, soulignant que "l'emballement a augmenté et non diminué" en Europe malgré la forte baisse du nombre de demandeurs d'asile depuis 2015/2016. AFP 22 juin 2018

On ne présente plus le Carnegie Endowment for International Peace qui est une officine ou un sous-traitant de la CIA.

A lire aussi : http://www.alterinfo.net/Le-CSIS-le-think-tank-de-Brzezinski_a27807.html

www.voltairenet.org/article17340.html

Extraits. Bien que cela ne figure pas sur sa biographie officielle, Madame Lagarde militait aux États-Unis au Center for Strategic & International Studies (CSIS). Au sein de ce think tank, elle co-présidait avec Zbigniew Brzezinski la commission Action USA/UE/Pologne et suivait plus particulièrement le groupe de travail Industries de défense USA-Pologne (1995-2002) et les questions liées à la libéralisation des échanges polonais.

En 2003, Christine Lagarde est également devenue membre, toujours au sein du CSIS, de la Commission pour l'élargissement de la communauté euro-atlantique aux côtés de son ami Brzezinki et de diverses personnalités dont l'ancien directeur de l'OMC Reanto Ruggiero et l'ancien ambassadeur spécial pour la restitution des biens religieux en Europe centrale, Stuart Eizenstat.

Au sein de chacune de ces diverses commission, un homme jouait un rôle central : Bruce P. Jackson, fondateur du Comité états-unien pour l'expansion de l'OTAN (US Committee for Expand NATO). Il représentait les intérêts de l'avionneur Lockheed Martin, dont il avait été vice-président. C'est au travers des relations nouées dans les commissions présidées par Christine Lagarde que M. Jackson monta le contrat du siècle : la vente, en avril 2003, de 48 chasseurs F-16 Lockheed-Martin à la Pologne pour 3,5 milliards de dollars.

Cependant, ce contrat était indissociable de l'engagement de la Pologne dans la colonisation de l'Irak aux cotés des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. M. Jackson était d'ailleurs le principal bailleur de fonds du Comité pour la libération de l'Irak (Committee for the Liberation of Iraq). voltairenet.org

- Visite à Washington de Bernard Kouchner après une polémique sur l'Iran. - lachalouperassemble.over-blog.com 20 septembre 2007

Jeudi, le ministre devait rencontrer en début d'après-midi Robert Gates au Pentagone. (...) Il devait ensuite faire un discours au Center for strategic and international studies (CSIS) (...) Avant de retrouver Mme Rice, M. Kouchner devait être reçu à la Maison Blanche par le conseiller présidentiel à la sécurité nationale, Stephen Hadley. lachalouperassemble.over-blog.com 20 septembre 2007

1- Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Les 4 Vérités - Muriel Pénicaud, la ministre du Travail veut combattre "la précarité" - franceinfo 22.06

- Les emplois pourvus en France sont de plus en CDD et de plus en plus courts, démontre une étude de statistiques du ministère du Travail. franceinfo 22.06

- Le mépris de Trump pour les pauvres épinglé par l'ONU - Libération -22.06

- Macron «ne comprend pas les petites gens», juge le milliardaire François Pinault - leparisien.fr 22.06

- Cohn-Bendit : "Collomb reprend une partie du vocabulaire de l'extrême droite" - AFP 22.06

2- Leur humanisme est la politesse des salauds

- Pour les enfants migrants séparés de leurs parents, un traumatisme de plus - AFP

- Derrière la frontière des Etats-Unis, "les enfants pleurent" pour leur mère - AFP

- Migrants : «L'insécurité psychique est redoutable pour les enfants» - Libération

- Joséphine Vuillard : "la souffrance psychique des exilés est un véritable enjeu de santé publique" - franceinfo -

- En 2017, près d'une personne sur 100 était réfugiée - Libération

Ils osent tout. Israël domine le "***cloaque***" du totalitarisme.

- Les Etats-Unis claquent la porte du Conseil des droits de l'homme de l'ONU - AFP 20.06

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

"Nous prenons cette mesure parce que notre engagement ne nous permet pas de continuer à faire partie d'une organisation hypocrite et servant ses propres intérêts, qui fait des droits de l'homme un sujet de moquerie", a lancé devant la presse à Washington l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley, aux côtés du secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

"Pendant trop longtemps, le Conseil des droits de l'homme a protégé les auteurs de violations des droits de l'homme et a été un cloaque de partis pris politiques", a-t-elle ajouté.

Mme Haley et M. Pompeo ont insisté sur le fait que les Etats-Unis resteraient un héraut des droits de l'homme dans le monde mais, pour beaucoup, cette décision reflète la défiance du gouvernement américain envers les organismes multilatéraux.

Cette annonce intervient au lendemain de vives critiques du Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Zeid Ra'ad Al Hussein contre la politique "inadmissible" et "cruelle" des autorités américaines de séparation d'enfants de leurs parents sans-papiers à la frontière mexicaine.

Mais Nikki Haley et Mike Pompeo ont assuré que la décision était liée à l'échec des tentatives de réforme du CDH.

"Malheureusement, il est maintenant clair que notre appel à la réforme n'a pas été entendu", a dit Mme Haley.

Le CDH a été créé en 2006 pour promouvoir et protéger les droits humains à travers le monde mais ses rapports ont souvent contredit les priorités américaines.

En particulier, le fait qu'Israël soit le seul pays au monde ayant un point fixe (appelé point 7) à l'ordre du jour de chaque session, soit trois fois par an, provoque la colère des Etats-Unis.

Washington, dont le mandat au Conseil s'achevait en principe en 2019, avait aussi réclamé que l'exclusion des Etats membres commettant de graves violations des droits de l'homme soit votée à la majorité simple et non aux deux tiers, et que le processus de sélection des Etats membres soit renforcé.

"Les pays (membres) se sont entendus pour saper la méthode actuelle de sélection des membres", a déclaré M. Pompeo. "Et le biais continu et bien documenté du Conseil contre Israël est inadmissible. Depuis sa création, le Conseil a adopté plus de résolutions condamnant Israël que contre le reste du monde", a-t-il ajouté.

Si l'ambassadeur d'Israël à l'ONU Danny Danon s'est réjoui de ce retrait et a remercié les Etats-Unis pour leur refus "de la haine aveugle à l'égard d'Israël dans les institutions internationales", le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a dit qu'il "aurait préféré que les Etats-Unis restent au Conseil des droits de l'homme", a déclaré son porte-parole.

Depuis l'arrivée début 2017 du républicain Donald Trump à la Maison Blanche, les Etats-Unis se sont retirés de l'Unesco, ont coupé plusieurs financements à des organes de l'ONU et ont annoncé notamment leur retrait de l'accord de Paris sur le climat et de l'accord nucléaire avec l'Iran endossé par les Nations unies.

Le départ des Etats-Unis du Conseil des droits de l'homme n'est pas une première. Il y a douze ans, l'administration du républicain George W. Bush avait déjà boycotté le CDH, avant que le démocrate Barack Obama ne décide d'y faire participer son pays à nouveau. AFP 20.06

Monstruosité. Alors que les médias n'ont jamais été aussi sionistes.

- Elie Chouraqui : "Il y a, dans la presse francaise, un parti pris anti-israélien" - franceinfo - 22.06

Alors que sa pièce de théâtre "Miroirs" connait un franc succès auprès du public israélien, le réalisateur, scénariste et animateur télé franco-israélien Elie Chouraqui se réjouit à l'idée de la faire jouer en France après la rentrée théâtrale. "Il est très important de nouer des liens culturels entre Israël et la France", nous dit-il, "car Israël est un pays qu'il faut connaître pour pouvoir aimer".

Interrogé sur sa décision de prendre la nationalité israélienne, le metteur en scène explique que "devenir israëlien" était pour lui "un vieux rêve" qui remonte à ses 23 ans, l'âge auquel il a "découvert ce pays". franceinfo - 22.06

Totalitarisme et chasse à l'homme.

- Seine-Maritime: la responsable du service adoption suspendue après ses propos sur les homosexuels - AFP 20.06

La responsable du service adoption de Seine-maritime a été relevée mercredi de ses fonctions "à titre conservatoire", a annoncé dans un communiqué le conseil départemental, à la suite de propos "discriminatoires" envers les homosexuels tenus par la fonctionnaire.

Dans un entretien accordé à France Bleu Normandie, Pascale Lemare avait estimé qu'un couple homosexuel correspondait moins aux critères requis pour l'adoption d'un bébé en bonne santé qu'un couple hétérosexuel, provoquant de vives réactions et la saisine du Défenseur des droits afin que celui-ci enquête sur les pratiques du service de l'adoption du département.

Mme Buccio, préfète de Normandie, a jugé "d'un autre temps" ces propos qui ont "entraîné des réactions justifiées". AFP 20.06

Cette fonctionnaire a parfaitement raison.

La nature a fait en sorte que la reproduction des espèces animales soit le produit d'un accouplement entre deux membres de la même espèce de sexe opposé, et que seul le membre de sexe féminin soit en mesure de procréer proprement dit ou de donner naissance à un nouveau membre de leur espèce. Et seul le membre de sexe féminin possède les propriétés biologiques pour le nourrir.

Donc l'acte de reproduction pour avoir lieu nécessite obligatoirement la participation d'un membre des deux sexes, dans le cas contraire la reproduction serait impossible et l'espèce serait vouée à s'éteindre.

Tout couple qui ne présenterait pas ses particularités ou qui ne respecterait pas cette loi de la nature serait dans l'impossibilité de procréer. Donc il n'aurait aucune légitimité pour revendiquer un quelconque droit à la reproduction de l'espèce dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux femmes, ou sur le produit de la procréation réalisée par l'intermédiaire d'un membre de l'espèce de sexe féminin dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux hommes.

L'époque du capitalisme pourrissant qui s'accompagne apparemment d'un regain des instincts les plus bassement animaux que ses représentants légitiment, nous ramène des millénaires en arrière, ce qui en soi est somme toute normal. Ce qui l'est moins, c'est que le mouvement ouvrier les soutienne.

Maintenant, si c'est le droit de chaque hommes ou femme de s'adonner à toutes sortes de rapports sexuelles, pour autant cela ne

leur donne pas le pouvoir de modifier l'ordre biologique ou morphologique institué par la nature puisqu'un couple composé de deux femmes ou de deux hommes ne sera jamais en mesure de reproduire leur espèce, par conséquent ils ne peuvent revendiquer aucun droit en rapport avec la reproduction.

Que l'on considère les molécules, les atomes, l'électricité, l'électronique, l'électrolyse, l'électromagnétisme, etc. bref, la physique et la chimie, on s'aperçoit qu'elles renferment à l'état naturel la particularité de contenir des éléments polarisés sans lesquels aucune énergie ne pourrait se propager ou aucun mouvement ne pourrait se produire, autrement dit la matière n'existerait pas. Ce mouvement ou le champ où s'exercent ces forces contraires se traduit par une attraction ou une répulsion...

Il y a des centaines de millions d'années, l'espèce animale fera l'objet d'une évolution ou d'une différenciation morphologique, biologique et sexuelle qui se traduira par l'apparition de vertébrés comportant un sexe mâle ou femelle, qui en s'accouplant permettront de reproduire leur espèce ou de perpétuer l'existence de leur espèce. Il paraîtrait que les hommes et les femmes seraient concernés, ce qui semble contrarier les adeptes de la réaction sur toute la ligne qui voudraient nous renvoyer bien au-delà de l'Age de pierre !

Je suis pour la limitation des naissances. J'estime que la population mondiale ne devrait pas excéder 3 milliards, ce qu'elle était aux alentours des années 40, elle doit donc baisser énormément, de toutes manières, dans le cas contraire elle atteindrait rapidement 10, puis 15, 20 milliards et la vie sur terre serait insupportable. Dites-moi si cet argument est farfelu ou cohérent avec le bien-être et la paix...

En complément

- Le Vietnam à la chasse au Web «toxique» - Libération 21.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils osent tout. Aux pauvres les restes du festin des riches.

- En Indonésie, les restes de mariages de luxe pour les pauvres - AFP 20.06

La vie d'Efendi dans un bidonville de Jakarta est à mille lieues de celle d'un riche couple s'offrant un mariage à 100.000 euros. Mais à la faveur d'un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire, Efendi a pu goûter à la nourriture d'un banquet de noces, comme d'autres pauvres. AFP 20.06

Stratégie de la déstabilisation, du chaos et de la guerre

L'AFP en est.

- Nicaragua: derrière les barricades, Masaya résiste à l'assaut du gouvernement - AFP 21.06

Barricades, bâtiments brûlés et tirs de mortiers: entre douleur et panique, la ville de Masaya au Nicaragua luttait encore mercredi contre une offensive des forces gouvernementales, nouvel épisode des violences qui ont fait 187 morts depuis avril. AFP 21.06

A télécharger : Nicaragua: Rébellion ou contre-révolution made in USA? (11.06)

ACTUALITE EN TITRES

Rififi chez les réacs.

- L'ex-garde des Sceaux Jean-Jacques Urvoas mis en examen par la Cour de justice - AFP

- Gérard Collomb assigné en justice pour "atteinte à la présomption d'innocence" - Orange avec AFP

- Les Républicains : Virginie Calmels interdite d'accès au siège du parti après son limogeage - AFP

En famille PS-LREM .

- Accusations de racisme dans une enquête Terra Nova-LREM : la polémique "est assez minable", estime Christophe Castaner - franceinfo 21.06

- Popularité: Macron et Philippe gagnent à droite (sondage) - AFP 21.06

Rente à vie pour les prédateurs de la finance.

- "La Grèce ne sera pas maîtresse de ses budgets" : malgré l'accord sur la dette grecque, le pays reste sous le contrôle de ses créanciers - franceinfo 22.06

Chut !

- Ces milliards gagnés par l'Allemagne grâce à la crise grecque - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Une 1ère grande unité d'opposition rallie le camp du gouvernement syrien - fr.sputniknews.com 22.06

Une première grande unité de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud rallie le camp du gouvernement syrien et va désormais combattre les terroristes dans les rangs de ce dernier, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit.

Une frappe de la coalition US dans la province d'Homs, un soldat syrien tué Le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit a affirmé vendredi que la première unité importante de l'Armée syrienne libre s'était rangée du côté du gouvernement de Bachar el-Assad.

Ainsi, le 22 juin, après des négociations entre des représentants du Centre russe, les autorités syriennes et des combattants de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud, «le chef de la grande unité Tadjamaua al-Wiat al-Oumari, Wajdi abou Sles a annoncé le transfert du groupe dans le camp du gouvernement», est-il dit dans un communiqué du Centre.

Le chef de l'unité a promis que ses militaires allaient désormais lutter contre les djihadistes du Front al-Nosra* et Daech* dans le sud de la Syrie.

En outre, le document a signalé que dans la soirée de vendredi, les troupes gouvernementales étaient entrées dans les localités de Dama et d'Al-Shiyah, situées également dans la zone de désescalade sud. fr.sputniknews.com 22.06

ECONOMIE

Chine

- Une ligne de chemin de fer va relier la Chine et le Népal - AFP 22 juin 2018

La Chine et le Népal sont convenus de construire une ligne de chemin de fer reliant leurs deux pays à travers l'Himalaya, a annoncé vendredi un média d'Etat lors d'une visite à Pékin du Premier ministre népalais.

Katmandou s'efforce actuellement de resserrer ses liens avec son voisin chinois, duquel il espère notamment des investissements dans les infrastructures et un meilleur approvisionnement en énergie.

Pays himalayen enclavé entre les géants asiatiques que sont l'Inde et la Chine, le Népal est le terrain d'une lutte d'influence entre les deux puissances. L'influence diplomatique et économique grandissante de Pékin depuis quelques années est perçue avec méfiance par l'Inde, allié traditionnel du Népal.

La future voie ferrée devrait relier la capitale népalaise Katmandou à la ville de Shigatsé au Tibet (sud-ouest de la Chine), selon le quotidien anglophone China Daily, qui cite le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Kong Xuanyou.

Le journal ne fournit aucun détail sur le calendrier ou le coût des travaux, qui pourrait s'avérer faramineux compte tenu du relief et de l'altitude: la ville de Shigatsé culmine à plus de 4.000 mètres. Elle est elle-même reliée par train à la capitale du Tibet, Lhassa, connectée au reste du réseau ferroviaire chinois depuis 2006.

Selon les médias indiens, Chinois et Népalais avaient signé mercredi huit accords d'une valeur totale de 2,4 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) dans l'hydroélectrique, les ressources en eau, la culture des fruits ou encore l'agriculture.

Le Premier ministre chinois Li Keqiang a fait part jeudi à son homologue népalais de son espoir que les deux pays entament des négociations sur un accord de libre-échange "le plus vite possible", selon l'agence officielle Chine nouvelle. AFP 22 juin 2018

Haut de page

Le 23 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il faut avoir le moral ou être bien accroché pour s'intéresser encore à ce qui se passe dans la société, non, vous ne trouvez pas ? Il y a déjà longtemps de cela, j'avais indiqué qu'en réalité ils faisaient tout pour que le peuple laborieux soit dégoûter de la politique, que c'était un de leurs principaux objectifs, car partant de là ensuite ils pourraient faire tout ce qu'ils veulent et en être fiers.

Je connais plein de travailleurs qui s'en sont totalement détournés, qui se foutent de tout ce qui se passe dans le monde, et j'avoue avoir eu beaucoup de mal à les convaincre du contraire, en vain généralement, normal ils avaient en tête tellement de choses plus agréables à penser, ce qu'on refuse toujours d'admettre, hélas ! Je crois que cette tendance n'a fait que se renforcer au cours des dernières années (L'abstention de plus en plus massive à chaque élection en témoigne.). On boycottera les élections européennes évidemment. Qui en sera, sera complice de l'UE.

La précédente causerie vous a laissé un goût amer dans la tête, j'ai dit sincèrement ce que je pensais. Personne ne veut s'adresser autrement aux travailleurs, et bien tant pis. Vous vous obstinez à leur tenir un discours purement politique, alors que la politique leur donne la nausée, les emmerde au dernier degré, comment il faut vous le dire pour que vous compreniez. Ils sont réfractaires à ce genre de discours, alors essayez un autre registre.

- Causerie au format pdf (pages)

Lutte de classe.

- «Incapacité» de la CGT à fédérer les luttes : la «base» se rebiffe - Libération 21 juin 2018

«A la CGT, il y en a qui me trouvent trop dur, il y en a qui me trouvent trop mou», expliquait Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, en avril. Visiblement, les seconds ont décidé de se faire entendre. Mercredi, une vingtaine de syndicats cégétistes ont appelé leur confédération à durcir la ligne. Dans une lettre adressée en interne, ils alertent : «Le monde du travail est en pe´ril. Depuis pre`s de vingt ans, non seulement il n'a pu conque´rir aucun droit nouveau significatif mais une grande partie des avantages qu'il a arrache´ au cours du XXe sie`cle ont e´te´ de´mantele´s.» La faute, selon eux, en partie, à «l'affaiblissement conside´rable de l'action syndicale». Et, donc, aux actuels dirigeants de la centrale qu'ils accusent de ne pas suffisamment «fédérer» les luttes.

Parmi les signataires, on retrouve la CGT Goodyear, celle des métaux de Valenciennes, de Marks and Spencer, de Bombardier ou encore de PSA Douvrin. Leur objectif : convaincre d'autres antennes de la centrale de les rejoindre pour proposer ensemble un texte d'orientation au prochain congrès de la CGT qui aura lieu en mars 2019, à Dijon.

«Démunis face aux travailleurs résignés, et consternés par l'incapacité de l'organisation», ces militants de «la base» qui ont organisé une conférence de presse, à Lille, mercredi, demandent un «débat» interne. Parmi les sujets à mettre sur la table, selon

eux : la stratégie syndicale face aux réformes du gouvernement et la «convergence des luttes», promise par Martinez, mais qui ne vient pas. Pour Isabelle Bosseman, déléguée au CHU de Lille, «il faut construire du durable, pas des actions ponctuelles». Référence aux conflits sociaux en cours, dont celui des cheminots et des fonctionnaires.

Non contents de trouver la centrale trop molle, ces cégétistes lui reprochent aussi de leur avoir mis des bâtons dans les roues. «Tous ces syndicats qui se rassemblent et s'engagent ont expérimenté la confrontation avec la confédération, qui ne les soutenait pas, les isolait, n'était pas une force portante», pointe Fiodor Rilov, avocat en droit du travail qui défend plusieurs de ces syndicats.

De quoi inquiéter Philippe Martinez ? En avril, quand on lui demandait comment allait la CGT, il répondait «pas comme je voudrais». Pour aller mieux, il expliquait alors qu'elle devait encore digérer la mutation du monde du travail. C'est-à-dire le prendre en compte «tel qu'il est et pas comme il a pu être ou comme elle rêverait qu'il soit». Mais malgré ces débats, tout allait bien à Montreuil, au siège de la centrale, disait-il. C'était peut-être oublier d'autres questions, que les syndicats du Nord ont remis en lumière, avec leur missive. Comme celle-ci : la CGT est-elle, comme ils l'affirment, «une organisation révolutionnaire» ? Eux en sont convaincus, mais disent-ils, «deux grandes orientations» cohabitent à la CGT. L'une – la leur – misant sur la lutte des classes, le combat contre le capitalisme, l'abolition du patronat, le rapport de force. L'autre, plus encline à la négociation et au dialogue social. Et pour les auteurs de la lettre, il est donc temps de trancher. Libération 21 juin 2018

On pourrait suggérer aux syndicalistes révolutionnaires de tous rejoindre la CGT pour dégager les bureaucrates qui en ont fait leur fond de commerce depuis le milieu des années 20, j'ignore si ce serait une bonne idée, peu importe puisqu'ils ne changeront rien à leurs petites habitudes, n'est-ce pas ?

- D'où viendra l'issue ? Éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs publié le 21 juin 2018

Ce 18 juin, le gouvernement a adopté le projet de loi Pacte qui privatise les entreprises publiques et « libère » les patrons de « charges » sociales qui pèsent sur eux… Nouvelle contre-réforme qui s'ajoute à celles des retraites, de la SNCF, du Code du travail, du droit d'asile… chaîne ininterrompue d'attaques anti-ouvrières et antidémocratiques qui semble destinée à s'allonger chaque jour…

Combien de temps encore ?

Entré dans une période de décadence et de décomposition, ce système capitaliste est non seulement incapable de proposer la moindre réforme sociale, mais il s'acharne à reprendre toutes les anciennes réformes.

Et il ne s'agit pas uniquement de la France : toute l'Europe est entrée dans l'ère des contre-réformes économiques et politiques.

Et il ne s'agit pas du caprice de tel ou tel gouvernement en particulier : on privatise et on déréglemente les droits ouvriers aussi bien sous le drapeau du populisme de tous bords en Italie que sous celui de la grande coalition en Allemagne, ou du PS soutenu par toute la « gauche » au Portugal (sans oublier la coalition en cours de formation PSOE-Podemos en Espagne décidée à poursuivre la politique austéritaire de Rajoy).

Ce même 18 juin, un communiqué publié par les travailleurs des Catacombes à Paris informe que leur grève a arraché l'essentiel de leurs revendications. Ce résultat, ils le doivent, expliquent-ils, au respect des décisions prises en assemblée générale par les délégués mandatés et contrôlés par elle, formant un bloc uni avec les syndicats sur les revendications précises, contrôlant à chaque étape le résultat des négociations et décidant souverainement de la suite à donner.

Le front, uni et soudé, des travailleurs et des organisations, avec les délégués élus et mandatés sur les revendications, ouvre la voie à l'action victorieuse. Et pas seulement aux Catacombes. N'est-ce pas le problème posé dans la grève des cheminots ?

Face au gouvernement Macron, gouvernement de classe, anti-ouvrier et réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs ont besoin d'entendre et de tenir un langage clair. C'est-à-dire un langage de classe.

Qu'on ne vienne pas leur parler de « populisme » sans contenu de classe : celui-ci respecte les institutions au point de vouloir laisser Macron en place jusqu'en 2022. Qu'on ne vienne pas leur parler d'une « gauche » unie : à Paris, la grève s'est dressée contre une municipalité d'union de la gauche, aux ordres des banquiers et des privatiseurs.

L'issue viendra du mouvement par lequel les travailleurs mobilisés prennent en main leur propre destin, sans craindre de rompre avec les institutions d'oppression et d'exploitation. Du comité de grève de délégués élus et mandatés avec les organisations sur les revendications aujourd'hui, jusqu'au gouvernement de délégués élus et mandatés, gouvernement des organisations unies de la classe ouvrière, demain, face à la bourgeoisie : il y a une différence d'échelle, mais aussi un fil de continuité. Celui d'une politique ouvrière authentique au service de laquelle se construit le parti ouvrier.

Tout ce que dit ici Gluckstein on le partage, cependant on se demande à qui s'adresse son discours. Aux militants de son parti ? Aux militants du POI ? A ceux du NPA, de LO ? Aux militants révolutionnaires inorganisés ? Compte tenu de la sémantique

employée, il ne s'adresse pas aux travailleurs qui ne participent pas à la lutte de classe, soit plus de 90% d'entre eux, donc en admettant qu'environ 4,5 millions de travailleurs auraient participé à des actions au cours des dernières années.

En admettant que l'orientation politique du POID serait correcte, qui compte-t-il convaincre, les militants du POI, du NPA, de LO, de LFI, du PCF qui tous sont convaincus que l'orientation politique de leur parti est correcte ? N'est-ce pas faire fausse route ? Quelle est la composition sociologique de ces partis ? Celle que l'on trouve dans les syndicats, entendez par là ceux qui y militent activement ou qui ont des responsabilités dans leurs instances. Ils y militent sur quelle orientation politique ? Quelle est leur conception du syndicalisme ? Certainement pas la nôtre et ni celle du POID s'il la partage. Dès lors qu'y a-t-il à attendre de ces travailleurs qui ont une conception du militantisme et de la lutte de classe héritée de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme?

Il est normal que ces militants défendent l'orientation politique de leur parti ou la conception de la lutte de classe qui y prévaut. Vous pouvez savoir qu'elles sont indéfendables, vous pouvez tenter de leur démontrer loyalement ou honnêtement qu'elles sont erronées en leur soumettant une multitude de faits ou de preuves à l'appui, ils ne vous écouteront pas, ils demeureront obstinément sourds à vos arguments (logiques) ou refuseront de les étudier sérieusement, parce qu'ils ont adopté un mode de pensée qui fonctionne en circuit fermé. Ils l'ont cadenassé, c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour le protéger, donc il ne peut pas évoluer, en l'état il est voué irrémédiablement à se scléroser ou se fossiliser, d'autant plus qu'il reflète l'interprétation de leur condition, les deux coïncidant, ils s'y identifient et partant de là ils ne peuvent que très difficilement en changer, sauf peut-être si leur condition se dégradait, cela pourrait les inciter à réfléchir à nouveau, mais comme leur condition est généralement privilégiée, stable ou gelée, leur cerveau l'est également.

Vous pouvez mobiliser la totalité de vos facultés intellectuelles, vous n'arriverez à rien avec ce genre de militants obtus. Leur parti, c'est leur chapelle, leurs dirigeants, c'est leurs dieux, leur programme, c'est leur bible, et l'ensemble, c'est leur religion. Ces sacristains ont un sens si aigü de la propriété qu'ils s'y identifient. Nos idées correspondent à une certaine interprétation de la réalité qui se compose d'un certain nombres d'éléments qui ne nous appartiennent pas, par conséquent nos idées ne nous appartiennent pas davantage que les matériaux qui les composent, sauf que ces militants ou la plupart des militants estiment inconsciemment le contraire et s'identifient à leurs idées, du coup ils ne peuvent pas se résoudre à devoir s'en séparer.

Le problème du POID, c'est que tous les militants connaissent son histoire, surtout celle de leurs dirigeants qui ne joue pas vraiment en sa faveur...

En complément.

- Syndicalisme et communisme. (L. Trotsky - Oeuvres 1929)Télécharger au format pdf

Extrait à mettre sous le nez de vos dirigeants qui l'ont toujours ignoré.

- "Les faits démontrent que des syndicats politiquement “indépendants” n’existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l’autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l’un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l’ "Indépendance" du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées." L. Trotsky.

Depuis, les syndicats ont tous été inféodés aux sociaux-néolibéraux et aux staliniens, leurs dirigeants ne quittent plus les cabinets ministériels où ils ont tous leurs ronds de serviettes, en attendant d'être recyclés dans une commission ministère, etc.

Imposture. Faux opposants au régime.

Comment légitimer les médias aux ordres ?

Acrimed regrette que les "interventions" et les "commentaires des responsables de la majorité depuis un an (...) dénotent non seulement un mépris souverain pour le journalisme et son indépendance".

(Source : http://www.acrimed.org/La-macronie-en-marche-pour-mettre-les-medias-au - publié par le blog Les-Crises.fr le 18-06-2018)

Parce que voyez-vous, jusqu'à un passé récent le "journalisme" était indépendant, pincez-moi, il s'agissait bien des mêmes journalistes et des mêmes médias lié au régime, non ? Alors pourquoi leur attribuer des vertus qu'ils n'ont jamais eu ?

On préfèrera le regard impartial ou avisé d'un internaute.

- "Il y a je pense deux types de journalistes :

– les éditorialistes, experts et présentateurs qui se pamment devant Macron qui sont une espèce en pleine croissance.

– les journalistes d'investigation qui font leur travail et sont depuis les lois sur les fake news et sur la loi des affaires une espèce nuisible pour les puissants à faire disparaître au plus vite.

On comprendra que la réponse schyzophrénique des médias à cette chasse à cours paraisse si étrange une partie de la profession étouffant l'agonie de l'autre partie."

Dans le même registre.

1- « La corruption de l'information est une tentative de corrompre l'esprit même de nos démocraties » (Emmanuel Macron devant le Congrès des Etats-Unis)

Exemples :

– le faux charnier de Timisoara (1989)
– les couveuses renversées du Koweit (1990)
– Maastricht, c'est la paix (1992)
– le massacre de Markale attribué aux Serbes (1994)
– le faux génocide du Kosovo (1999)
– Saddam menace la planète (2002-2003)
– Poutine agresse la Géorgie (2008)
– Kadhafi massacre à Benghazi (2011)
– Bachar massacre de gentils manifestants (2011)
– la "transition démocratique en Ukraine" (saluée par François Hollande, 2014)
– Poutine bombarde Donetsk (dixit Nicolas Poincaré d'Europe 1)
– Bachar gaze à tire-larigot (2013, 2017, 2018)
– Emmanuel sauve la démocratie (2017)
– Emmanuel contre les menteurs (2018)

Comme disait le regretté Plan B : "Les médias veillent, dormez citoyens".

2- "“Ce qui est particulièrement exaspérant, c'est qu'ils demandent aux citoyens de renoncer à davantage de liberté d'expression et de liberté de la presse au nom de la démocratie”

Tout est dit."

3- "En somme, Zupiter n'est que le petit télégraphiste d'une OTAN de l'intox."

Alerte manipulation.

- [Wikipédia] L'Affaire Philip Cross, par Craig Murray - Les-Crises 21.06

Cet article de Craig Murray met en évidence les liens entre Wikipédia, généralement réputée pour être une encyclopédie libre et participative (et donc une référence dans le domaine de l'information), et la manière dont elle est utilisée à des fins (géo) politiques avec la complicité supposée de son fondateur et de certains rédacteurs. Cet article traite de l'affaire « Philip Cross », un utilisateur de Wikipédia qui a un grand nombre de révisions à son actif, toutes en faveur des médias néo-conservateurs britanniques et en défaveur des médias indépendants et alternatifs. Cet article apporte des éléments de réponse pour juger de la neutralité de Wikipédia, et permet d'avoir un aperçu des difficultés rencontrées par d'autres personnes physiques ou morales (partis politiques, associations), même en France, pour disposer d'une page objective.

Le centrisme (macronisme) est la base du totalitarisme.

- Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes - Les Crises 22.06

LVOG - Ou de l'UDF à LREM.

Parole d'internautes.

1- "Les soutiens des centristes sont pour beaucoup ceux qui ne souffrent pas ou peu de la crise, qui sont installés dans leur petite vie semi-bourgeoise, qui ne sont pas riches, mais sécurisés. Ils ont ce qu'il faut pour vivre et ne comprennent pas ceux qui se plaignent tout le temps, alors que la vie est dure pour tout le monde. Ils pensent que le peuple doit être mis au pas, et que la liberté a des limites. Qu'au lieu de râler le peuple ferait mieux de travailler plutôt que profiter.

Ils ont pour eux la bonne conscience, ils voient dans le populisme un ramassis de râleurs ou de profiteurs prêts à installer une dictature d'extrême gauche ou d'extrême droite qui mettrait fin à leur conception de la liberté.

Peu enclins à comprendre la réalité du monde et la politique, leurs opinions sont toutes faites et indiscutables.

La société telle qu'elle est, même si des réformes leur paraissent indispensables, leur convient et qu'on en fait trop pour les insatisfaits qui sont responsables de leur situation et méritent ce qu'ils ont.

Ces gens là ne voteront jamais ni RN ni FI, ni dissidence et préfèrent, à tout prendre, un président qui a une tête de premier de la classe, et qui est bien de sa personne.

Voilà, entre autres raisons, comment et pourquoi sont élus toujours les mêmes et pourquoi ces "centristes", qui se croient modérés, soutiennent, sans le savoir, une nouvelle forme de totalitarisme cachée derrière de "bonnes" raisons."

2- "Les centristes sont cette minorité économiquement et culturellement dominante qui entend bien le rester. Ils se savent minoritaires dites-vous… J'ajouterai : et cela ne les dérange pas de le rester. Ils se conçoivent comme une nouvelle aristocratie, celle de la réussite.

Le nivellement démocratique, le partage avec les inférieurs leur fait horreur."

3- "Quand on leur dit que les aides sociales coutent "un pognon dingue", ils sont, au fond d'eux, d'accord. Macron sait à qui il s'adresse. Même si cet électorat ne représente que 23% et sans doute moins , il est suffisant pour obtenir le pouvoir.

Mais si on leur dit que nous avons vendu Alstom à des étrangers et que nous perdons des emplois, ils éludent rapidement la question en affirmant que la mondialisation est un progrès et qu'on ne peut se développer en se repliant sur soi-même. L'européisme est pour eux la bonne voie, il est l'avenir dont nous bénéficierons grâce à la mondialisation quand nous aurons fait les efforts nécessaires.

Le "parti" qui se prétend gauche/droite, est pour eux la fin de la "politique politicienne".

Mais en soutenant ce "ni gauche ni droite" ils s'opposent aux souverainistes de droite et de gauche qui sont incapables, pour au moins le temps nécessaire, de s'allier pour mettre fin au ni gauche ni droite des mondialistes, (c'est à dire au centrisme) qui continuent à vendre nos ressources aux puissances économiques étrangères, nous soumettent et nous aliènent, au pouvoir démesuré des financiers.

Et pourtant ces souverainistes de gauche et de droite sont probablement majoritaires."

4- "Rappelons qu'Adolf Hitler présentait le NSDAP comme un parti centriste, ouvert aux Allemands venus de la droite comme de la gauche pour former la « communauté du peuple » (Volksgemeinschaft)."

5- "En réalité « ni droite ni gauche » veut dire totalitaire."

Imposture et manipulation des masses. Qui est à l'origine de l'immigration de masse, qui en fait l'apologie? A qui profite-elle ?

- La peur de l'immigration nourrit la crise des démocraties occidentales - AFP 22 juin 2018

Quelles sont les sources de l'AFP ?

Walter Russell Mead = CFR (L'oligarchie anglo-saxonne dont Rockefeller)
Center for Strategic and International Studies (CSIS) = Pentagone
Carnegie Endowment for International Peace = CIA

Extrait de l'article de l'AFP.

Selon ce professeur américain de relations internationales (Walter Russell Mead dans le Wall Street Journal - LVOG) , c'est un sujet "trois fois gagnant" pour Matteo Salvini: "Il divise la gauche et unit la droite en Italie; il défie le consensus des élites européennes; et il s'impose sur la scène internationale".

Qui est Walter Russell Mead ?

Seven questions for Walter Russell Mead - The Economist - economist.com Jan 16th 2010

Walter Russell Mead is the Henry Kissinger senior fellow for US foreign policy at the Council on Foreign Relations... economist.com Jan 16th 2010

Qu'est-ce que le Center for Strategic and International Studies (CSIS) ?

Wikipédia : Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) basé à Washington DC est un cercle de réflexion et d'influence sur la politique étrangère des États-Unis fondé en 1964...

Il compte dans son conseil d'administration Zbigniew Brzezinski, Henry Kissinger, James Woolsey et l'ex-ambassadeur Joseph Farland (jusqu'à son décès en 2007). Le centre est à l'origine de la déclaration commune pour une renouvellement du partenariat transatlantique faite le 14 mai 2003, au plus fort de la guerre américaine contre l'Irak.Wikipédia

AFP - "Etre anti-migrations est au coeur du business model de certains partis populistes de droite. Ils préfèrent que le sujet reste sous les projecteurs plutôt que chercher des solutions", affirme à l'AFP Stefan Lehne, du think tank Carnegie Endowment for International Peace, soulignant que "l'emballement a augmenté et non diminué" en Europe malgré la forte baisse du nombre de demandeurs d'asile depuis 2015/2016. AFP 22 juin 2018

On ne présente plus le Carnegie Endowment for International Peace qui est une officine ou un sous-traitant de la CIA.

A lire aussi : http://www.alterinfo.net/Le-CSIS-le-think-tank-de-Brzezinski_a27807.html

www.voltairenet.org/article17340.html

Extraits. Bien que cela ne figure pas sur sa biographie officielle, Madame Lagarde militait aux États-Unis au Center for Strategic & International Studies (CSIS). Au sein de ce think tank, elle co-présidait avec Zbigniew Brzezinski la commission Action USA/UE/Pologne et suivait plus particulièrement le groupe de travail Industries de défense USA-Pologne (1995-2002) et les questions liées à la libéralisation des échanges polonais.

En 2003, Christine Lagarde est également devenue membre, toujours au sein du CSIS, de la Commission pour l'élargissement de la communauté euro-atlantique aux côtés de son ami Brzezinki et de diverses personnalités dont l'ancien directeur de l'OMC Reanto Ruggiero et l'ancien ambassadeur spécial pour la restitution des biens religieux en Europe centrale, Stuart Eizenstat.

Au sein de chacune de ces diverses commission, un homme jouait un rôle central : Bruce P. Jackson, fondateur du Comité états-unien pour l'expansion de l'OTAN (US Committee for Expand NATO). Il représentait les intérêts de l'avionneur Lockheed Martin, dont il avait été vice-président. C'est au travers des relations nouées dans les commissions présidées par Christine Lagarde que M. Jackson monta le contrat du siècle : la vente, en avril 2003, de 48 chasseurs F-16 Lockheed-Martin à la Pologne pour 3,5 milliards de dollars.

Cependant, ce contrat était indissociable de l'engagement de la Pologne dans la colonisation de l'Irak aux cotés des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. M. Jackson était d'ailleurs le principal bailleur de fonds du Comité pour la libération de l'Irak (Committee for the Liberation of Iraq). voltairenet.org

- Visite à Washington de Bernard Kouchner après une polémique sur l'Iran. - lachalouperassemble.over-blog.com 20 septembre 2007

Jeudi, le ministre devait rencontrer en début d'après-midi Robert Gates au Pentagone. (...) Il devait ensuite faire un discours au Center for strategic and international studies (CSIS) (...) Avant de retrouver Mme Rice, M. Kouchner devait être reçu à la Maison Blanche par le conseiller présidentiel à la sécurité nationale, Stephen Hadley. lachalouperassemble.over-blog.com

20 septembre 2007

1- Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Les 4 Vérités - Muriel Pénicaud, la ministre du Travail veut combattre "la précarité" - franceinfo 22.06

- Les emplois pourvus en France sont de plus en CDD et de plus en plus courts, démontre une étude de statistiques du ministère du Travail. franceinfo 22.06

- Le mépris de Trump pour les pauvres épinglé par l'ONU - Libération -22.06

- Macron «ne comprend pas les petites gens», juge le milliardaire François Pinault - leparisien.fr 22.06

- Cohn-Bendit : "Collomb reprend une partie du vocabulaire de l'extrême droite" - AFP 22.06

2- Leur humanisme est la politesse des salauds

- Pour les enfants migrants séparés de leurs parents, un traumatisme de plus - AFP

- Derrière la frontière des Etats-Unis, "les enfants pleurent" pour leur mère - AFP

- Migrants : «L'insécurité psychique est redoutable pour les enfants» - Libération

- Joséphine Vuillard : "la souffrance psychique des exilés est un véritable enjeu de santé publique" - franceinfo -

- En 2017, près d'une personne sur 100 était réfugiée - Libération

Ils osent tout. Israël domine le "***cloaque***" du totalitarisme.

- Les Etats-Unis claquent la porte du Conseil des droits de l'homme de l'ONU - AFP 20.06

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

"Nous prenons cette mesure parce que notre engagement ne nous permet pas de continuer à faire partie d'une organisation hypocrite et servant ses propres intérêts, qui fait des droits de l'homme un sujet de moquerie", a lancé devant la presse à Washington l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley, aux côtés du secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

"Pendant trop longtemps, le Conseil des droits de l'homme a protégé les auteurs de violations des droits de l'homme et a été un cloaque de partis pris politiques", a-t-elle ajouté.

Mme Haley et M. Pompeo ont insisté sur le fait que les Etats-Unis resteraient un héraut des droits de l'homme dans le monde mais, pour beaucoup, cette décision reflète la défiance du gouvernement américain envers les organismes multilatéraux.

Cette annonce intervient au lendemain de vives critiques du Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Zeid Ra'ad Al Hussein contre la politique "inadmissible" et "cruelle" des autorités américaines de séparation d'enfants de leurs parents sans-papiers à la frontière mexicaine.

Mais Nikki Haley et Mike Pompeo ont assuré que la décision était liée à l'échec des tentatives de réforme du CDH.

"Malheureusement, il est maintenant clair que notre appel à la réforme n'a pas été entendu", a dit Mme Haley.

Le CDH a été créé en 2006 pour promouvoir et protéger les droits humains à travers le monde mais ses rapports ont souvent contredit les priorités américaines.

En particulier, le fait qu'Israël soit le seul pays au monde ayant un point fixe (appelé point 7) à l'ordre du jour de chaque session,

soit trois fois par an, provoque la colère des Etats-Unis.

Washington, dont le mandat au Conseil s'achevait en principe en 2019, avait aussi réclamé que l'exclusion des Etats membres commettant de graves violations des droits de l'homme soit votée à la majorité simple et non aux deux tiers, et que le processus de sélection des Etats membres soit renforcé.

"Les pays (membres) se sont entendus pour saper la méthode actuelle de sélection des membres", a déclaré M. Pompeo. "Et le biais continu et bien documenté du Conseil contre Israël est inadmissible. Depuis sa création, le Conseil a adopté plus de résolutions condamnant Israël que contre le reste du monde", a-t-il ajouté.

Si l'ambassadeur d'Israël à l'ONU Danny Danon s'est réjoui de ce retrait et a remercié les Etats-Unis pour leur refus "de la haine aveugle à l'égard d'Israël dans les institutions internationales", le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a dit qu'il "aurait préféré que les Etats-Unis restent au Conseil des droits de l'homme", a déclaré son porte-parole.

Depuis l'arrivée début 2017 du républicain Donald Trump à la Maison Blanche, les Etats-Unis se sont retirés de l'Unesco, ont coupé plusieurs financements à des organes de l'ONU et ont annoncé notamment leur retrait de l'accord de Paris sur le climat et de l'accord nucléaire avec l'Iran endossé par les Nations unies.

Le départ des Etats-Unis du Conseil des droits de l'homme n'est pas une première. Il y a douze ans, l'administration du républicain George W. Bush avait déjà boycotté le CDH, avant que le démocrate Barack Obama ne décide d'y faire participer son pays à nouveau. AFP 20.06

Monstruosité. Alors que les médias n'ont jamais été aussi sionistes.

- Elie Chouraqui : "Il y a, dans la presse francaise, un parti pris anti-israélien" - franceinfo - 22.06

Alors que sa pièce de théâtre "Miroirs" connait un franc succès auprès du public israélien, le réalisateur, scénariste et animateur télé franco-israélien Elie Chouraqui se réjouit à l'idée de la faire jouer en France après la rentrée théâtrale. "Il est très important de nouer des liens culturels entre Israël et la France", nous dit-il, "car Israël est un pays qu'il faut connaître pour pouvoir aimer".

Interrogé sur sa décision de prendre la nationalité israélienne, le metteur en scène explique que "devenir israëlien" était pour lui "un vieux rêve" qui remonte à ses 23 ans, l'âge auquel il a "découvert ce pays". franceinfo - 22.06

Totalitarisme et chasse à l'homme.

- Seine-Maritime: la responsable du service adoption suspendue après ses propos sur les homosexuels - AFP 20.06

La responsable du service adoption de Seine-maritime a été relevée mercredi de ses fonctions "à titre conservatoire", a annoncé dans un communiqué le conseil départemental, à la suite de propos "discriminatoires" envers les homosexuels tenus par la fonctionnaire.

Dans un entretien accordé à France Bleu Normandie, Pascale Lemare avait estimé qu'un couple homosexuel correspondait moins aux critères requis pour l'adoption d'un bébé en bonne santé qu'un couple hétérosexuel, provoquant de vives réactions et la saisine du Défenseur des droits afin que celui-ci enquête sur les pratiques du service de l'adoption du département.

Mme Buccio, préfète de Normandie, a jugé "d'un autre temps" ces propos qui ont "entraîné des réactions justifiées". AFP 20.06

Cette fonctionnaire a parfaitement raison.

La nature a fait en sorte que la reproduction des espèces animales soit le produit d'un accouplement entre deux membres de la même espèce de sexe opposé, et que seul le membre de sexe féminin soit en mesure de procréer proprement dit ou de donner naissance à un nouveau membre de leur espèce. Et seul le membre de sexe féminin possède les propriétés biologiques pour le nourrir.

Donc l'acte de reproduction pour avoir lieu nécessite obligatoirement la participation d'un membre des deux sexes, dans le cas contraire la reproduction serait impossible et l'espèce serait vouée à s'éteindre.

Tout couple qui ne présenterait pas ses particularités ou qui ne respecterait pas cette loi de la nature serait dans l'impossibilité de procréer. Donc il n'aurait aucune légitimité pour revendiquer un quelconque droit à la reproduction de l'espèce dans le cas d'un couple couple homosexuel composé de deux femmes, ou sur le produit de la procréation réalisée par l'intermédiaire d'un membre de l'espèce de sexe fémin dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux hommes.

L'époque du capitalisme pourrissant qui s'accompagne apparemment d'un regain des instincts les plus bassement animals que ses représentants légitiment, nous ramène des millénaires en arrière, ce qui en soi est somme toute normal. Ce qui l'est moins, c'est que le mouvement ouvrier les soutiennent.

Maintenant, si c'est le droit de chaque hommes ou femme de s'adonner à toutes sortes de rapports sexuelles, pour autant cela ne leur donne pas le pouvoir de modifier l'ordre biologique ou morphologique institué par la nature puisqu'un couple composé de deux femmes ou de deux hommes ne sera jamais en mesure de reproduire leur espèce, par conséquent ils ne peuvent revendiquer aucun droit en rapport avec la reproduction.

Que l'on considère les molécules, les atomes, l'électricité, l'électronique, l'électrolyse, l'électro-magnétisme, etc. bref, la physique et la chimie, on s'aperçoit qu'elles renferment à l'état naturel la particularité de contenir des éléments polarisés sans lesquels aucune énergie ne pourrait se propager ou aucun mouvement ne pourrait se produire, autrement dit la matière n'existerait pas. Ce mouvement ou le champ où s'exerce ces forces contraires se traduit par une attraction ou une répulsion...

Il y a des centaines de millions d'années, l'espèce animale fera l'objet d'une évolution ou d'une différenciation morphologique, biologique et sexuelle qui se traduira par l'apparition de vertébrés comportant un sexe mâle ou femelle, qui en s'accouplant permettront de reproduire leur espèce ou de perpétuer l'existence de leur espèce. Il paraîtrait que les hommes et les femmes seraient concernés, ce qui semble contrarier les adeptes de la réaction sur toute la ligne qui voudraient nous renvoyer bien au-delà de l'Age de pierre !

En complément

- Le Vietnam à la chasse au Web «toxique» - Libération 21.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils osent tout. Aux pauvres les restes du festin des riches.

- En Indonésie, les restes de mariages de luxe pour les pauvres - AFP 20.06

La vie d'Efendi dans un bidonville de Jakarta est à mille lieues de celle d'un riche couple s'offrant un mariage à 100.000 euros. Mais à la faveur d'un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire, Efendi a pu goûter à la nourriture d'un banquet de noces, comme d'autres pauvres. AFP 20.06

Stratégie de la déstabilisation, du chaos et de la guerre

L'AFP en est.

- Nicaragua: derrière les barricades, Masaya résiste à l'assaut du gouvernement - AFP 21.06

Barricades, bâtiments brûlés et tirs de mortiers: entre douleur et panique, la ville de Masaya au Nicaragua luttait encore mercredi contre une offensive des forces gouvernementales, nouvel épisode des violences qui ont fait 187 morts depuis avril. AFP 21.06

A télécharger : Nicaragua: Rébellion ou contre-révolution made in USA? (11.06)

ACTUALITE EN TITRES

Rififi chez les réacs.

- L'ex-garde des Sceaux Jean-Jacques Urvoas mis en examen par la Cour de justice - AFP

- Gérard Collomb assigné en justice pour "atteinte à la présomption d'innocence" - Orange avec AFP

- Les Républicains : Virginie Calmels interdite d'accès au siège du parti après son limogeage - AFP

En famille PS-LREM .

- Accusations de racisme dans une enquête Terra Nova-LREM : la polémique "est assez minable", estime Christophe Castaner - franceinfo 21.06

- Popularité: Macron et Philippe gagnent à droite (sondage) - AFP 21.06

Rente à vie pour les prédateurs de la finance.

- "La Grèce ne sera pas maîtresse de ses budgets" : malgré l'accord sur la dette grecque, le pays reste sous le contrôle de ses créanciers - franceinfo 22.06

Chut !

- Ces milliards gagnés par l'Allemagne grâce à la crise grecque - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Une 1ère grande unité d'opposition rallie le camp du gouvernement syrien - fr.sputniknews.com 22.06

Une première grande unité de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud rallie le camp du gouvernement syrien et va désormais combattre les terroristes dans les rangs de ce dernier, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit.

Une frappe de la coalition US dans la province d'Homs, un soldat syrien tué Le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit a affirmé vendredi que la première unité importante de l'Armée syrienne libre s'était rangée du côté du gouvernement de Bachar el-Assad.

Ainsi, le 22 juin, après des négociations entre des représentants du Centre russe, les autorités syriennes et des combattants de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud, «le chef de la grande unité Tadjamaua al-Wiat al-Oumari, Wajdi abou Sles a annoncé le transfert du groupe dans le camp du gouvernement», est-il dit dans un communiqué du Centre.

Le chef de l'unité a promis que ses militaires allaient désormais lutter contre les djihadistes du Front al-Nosra* et Daech* dans le sud de la Syrie.

En outre, le document a signalé que dans la soirée de vendredi, les troupes gouvernementales étaient entrées dans les localités de Dama et d'Al-Shiyah, situées également dans la zone de désescalade sud. fr.sputniknews.com 22.06

ECONOMIE

Chine

- Une ligne de chemin de fer va relier la Chine et le Népal - AFP 22 juin 2018

La Chine et le Népal sont convenus de construire une ligne de chemin de fer reliant leurs deux pays à travers l'Himalaya, a annoncé vendredi un média d'Etat lors d'une visite à Pékin du Premier ministre népalais.

Katmandou s'efforce actuellement de resserrer ses liens avec son voisin chinois, duquel il espère notamment des

investissements dans les infrastructures et un meilleur approvisionnement en énergie.

Pays himalayen enclavé entre les géants asiatiques que sont l'Inde et la Chine, le Népal est le terrain d'une lutte d'influence entre les deux puissances. L'influence diplomatique et économique grandissante de Pékin depuis quelques années est perçue avec méfiance par l'Inde, allié traditionnel du Népal.

La future voie ferrée devrait relier la capitale népalaise Katmandou à la ville de Shigatsé au Tibet (sud-ouest de la Chine), selon le quotidien anglophone China Daily, qui cite le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Kong Xuanyou.

Le journal ne fournit aucun détail sur le calendrier ou le coût des travaux, qui pourrait s'avérer faramineux compte tenu du relief et de l'altitude: la ville de Shigatsé culmine à plus de 4.000 mètres. Elle est elle-même reliée par train à la capitale du Tibet, Lhassa, connectée au reste du réseau ferroviaire chinois depuis 2006.

Selon les médias indiens, Chinois et Népalais avaient signé mercredi huit accords d'une valeur totale de 2,4 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) dans l'hydroélectrique, les ressources en eau, la culture des fruits ou encore l'agriculture.

Le Premier ministre chinois Li Keqiang a fait part jeudi à son homologue népalais de son espoir que les deux pays entament des négociations sur un accord de libre-échange "le plus vite possible", selon l'agence officielle Chine nouvelle. AFP 22 juin 2018

Haut de page

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (22 pages)

Dans cette causerie, plusieurs thèmes :

- La pauvreté et une réflexion sur la situation politique en France,
- La désinformation médiatique,
- La situation au Nicaragua,
- Main basse des va-t-en-guerre sur l'OIAC,
- Une info économique sur l'Algérie.
- Sans oublier le gigolo de service, Macron. D'ailleurs c'est par lui qu'on va commencer, sa majesté oblige !

Aveux.

Pas assez centriste : A l'extrême droite !

- Macron pas "centriste" mais "beaucoup plus à droite" (Morin) - AFP 23.06

Le président des Centristes (ex-Nouveau Centre), Hervé Morin, juge Emmanuel Macron "beaucoup plus à droite" que son "discours en même temps à droite et à gauche", dénonçant notamment la réduction "de la dépense publique" et la "culture de l'ego" du chef de l'Etat, dans un entretien au Figaro publié samedi. AFP - 23.06

Morin reproche en fait à Macron de ne pas couper suffisamment dans "la dépense publique"...

Confession d'un repenti.

- Emmanuel Macron : le président et les religions - franceinfo - 24.06

"Il ne ferme pas la porte à Dieu, il est en recherche", confiait il y a peu un intime d'Emmanuel Macron. franceinfo - 24.06

Quelques éléments de réflexion pour mieux comprendre la situation politique en France.

- Thibault Muzergues : « Quatre classes sociales ont complètement phagocyté le débat politique » - comptoir.org 18 juin 2018

Thibault Muzergues travaille pour le bureau européen de l'International Republican Institute, une ONG américaine qui promeut

la “démocratie libérale” dans le monde. Fin analyste de la situation politique aux États-Unis et en Europe, il vient de publier « La quadrature des classes », aux éditions du Bord de l’eau. Il revient pour nous sur cet ouvrage, où il analyse la montée de quatre classes qui reconfigurent le champ politique sur le Vieux Continent et outre-Atlantique, au-delà du désuet clivage gauche-droite. comptoir.org 18 juin 2018

Monsieur Thibault Muzergues était interviewé par un dénommé Kévin "L'Impertinent" Boucaud-Victoire

Présentation exhaustive de M. Muzergues. Pour qui travaille-t-il ? Qu'est-ce que l'International Republican Institute ?

Wikipédia - L'International Republican Institute (IRI), est une organisation politique dont le siège se trouve à Washington aux États-Unis. L'IRI est informellement liée au Parti républicain et travaille ensemble avec d'autres think tanks néolibéraux et groupes d'études des affaires étrangères, ainsi que les National Endowment for Democracy. Sa source principale de financement est le gouvernement fédéral des États-Unis. Wikipédia.

Au moins on sait clairement à qui on a affaire, d'ailleurs il a tenu à préciser que son "approche n’est effectivement pas marxiste, mais existentialiste", on s'en serait douté ! Pour autant, il semble avoir étudié en profondeur les différentes classes et leurs couches en France, pour vous recommander cet article qui peut aider les militants à comprendre l'état d'esprit et le comportement des différentes couches de travailleurs, comment ils peuvent évoluer au sein de chaque couche selon quels facteurs, etc. Ensuite, chacun pourra corriger les erreurs ou approximations qui figureraient dans cet article, je n'ai pas eu encore le temps de le lire attentivement.

Sachez tout de même que l'institut pour lequel il travaille est sérieux pour avoir fomenté le coup d'Etat réussi en Haïti en 2004 ou avoir été à l'origine de l'unification et l'organisation d'une diversité de partis politiques du « centre » et de « centre droit » pour qu'ils s'unifient en créant l'Akcja Wyborcza Solidarnosc (AWS), qui a été au gouvernement en Pologne, ensemble avec son partenaire l'Unia Wolnosci (UW), de 1997 jusqu'en 2001 (Wikipédia).

Ce genre d'étude est indispensable pour comprendre la situation, et on regrettera qu'aucun parti dit ouvrier n'en ait publiée une, à ma connaissance. On se contente habituellement de généralités, de lieux communs, de faits minutieusement sélectionnés, de formules, de citations, de principes, bref, autant de matériaux auxquels on fait dire tout et son contraire, le tout enveloppé dans des sophismes ou des syllogismes qui se mordent la queue et qui finalement ne nous servent strictement à rien, sinon à se faire plaisir, à prendre nos propres illusions ou nos désirs pour la réalité, à parler de ce qu'on ne connaît pas tout en donnant l'impression du contraire, les personnes concernées se reconnaîtront aisément, n'est-ce pas ?

- Télécharger cet article.

France. Cachez-nous tous ces pauvres...

Les choses simples s'énoncent simplement, mais voyez-vous quand il s'agit d'évaluer avec précision le taux de pauvreté en France, apparemment pour l'Insee (le gouvernement) cela se complique au point qu'il est pratiquement impossible de s'y retrouver, c'est fait exprès évidemment. J'ai passé de longues heures à essayer de m'y retrouver en recoupant différentes données. J'ai dû m'y reprendre à plusieurs fois après avoir été induit en erreur.

Le résultat auquel je suis parvenu vaut ce qu'il vaut, sachant que je ne suis pas porté à surestimer le nombre de pauvres en France, bien au contraire, je l'avais évalué entre 5 et 7% pour finalement arriver après correction à un chiffre de 20% !

Ne vous empressez pas de le trouver ridicule ou surévalué, car mon calcul ne repose pas sur les critères officielles, mais sur un revenu net mensuel de 1.500 euros et non 1.008 euros. Pour l'Insee et le gouvernement avec un revenu total de 1000 euros, vous n'êtes pas pauvre, c'est grotesque, infâme, mais normal. J'ai tenu compte de la composition de chaque foyer fiscal.

Quand on mène un combat politique pour en finir avec le régime en place, on a besoin de savoir comment se compose la société, les différentes classes, etc. sinon on va raconter n'importe quoi ou tenir un discours aux travailleurs qui sera déconnecté de la réalité, avouez que ce serait fâcheux et somme toute improductif, on n'arriverait à rien. Je suis parti du principe qu'on ne pouvait pas avoir une vie décente avec un revenu inférieur à 1.500 euros net mensuel, ce qui ne me semble pas exagéré.

Si j'ai commis une erreur quelque part, veuillez s'il vous plaît m'en avertir pour que je puisse éventuellement la corriger, les lecteurs vous en remercient d'avance. Passons à notre démonstration.

Selon l’Insee, en 2014, 8,760 millions de personnes vivaient avec un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté (Seuil à 60 %, soit 1 008 euros par mois pour une personne seule.), dont 2,8 millions d’enfants ou adolescents (-19 ans), soit 5,96 millions d'adultes sur 50 780 889 (67 186 638 (population totale) - 16 405 749 (- de 19 ans - 24,41%) = 11.70% d'adultes pauvres selon leurs critères.

On peut ajouter en fixant un seuil de pauvreté plus élevé (15.00 euros nets par mois pour une personne seule), les couples composés d'homme inactif ou une femme inactive avec trois enfants ou plus 2, 272 millions (16.730 euros annuels), les couples d'actifs avec trois enfants ou plus 4,949 millions (22.820 euros annuels), ainsi que les familles monoparentales 5, 663 millions (16.110 euros annuels), soit 5,96 + 2, 272 + 4,949 + 5, 663 = 18,844 millions de pauvres, auxquels il faut ajouter les retraités qui perçoivent une pension inférieure à 1.500 euros nets et les enfants quand il y en a, soit près de 25 millions au total.

19 millions d'adultes pauvres sur près de 51 millions, cela donne 37,2% environ. Cela signifie que 62,8% ont encore de quoi s'en sortir.

L'énorme décalage qui existe entre le taux de pauvreté officiel et celui que je viens de calculer provient du fait qu'ils ne considèrent pas comme pauvre un couple avec trois enfants dont un des conjoints est inactif ou ne travaille pas auquel il reste pour vivre après impôt 16.730 euros annuels, soit 1.394 euros par mois tous revenus confondus. Même avec 22.820 euros annuels, soit 1.901 euros mensuel pour un couple où les deux travaillent avec trois enfants, à la fin du mois il ne doit rien rester à économiser pour parer aux aléas de la vie. Quant aux familles monoparentales avec 16.110 euros annuels, soit 1.342 euros mensuel, ils estiment qu'elles ne sont pas pauvres, ce qui est aberrant, ignoble.

C'est surprenant à première vue de passer de 11.70% à 37,2% d'adultes pauvres, cela s'explique parce qu'ils ont fixé le taux de pauvreté extrêmement bas, par exemple un couple qui dispose de 1.300 euros net par mois sort de leurs statistiques ou dépasse le seuil de pauvreté qu'ils ont fixé, un retraité qui perçoit 1.200 euros de pension est un nantis ! Maintenant il est vrai que les couples qui disposent de 1.901 euros mensuel peuvent mieux s'en sortir selon l'âge de leurs enfants, s'ils ont un loyer modéré en HLM, pour autant les prix sont les mêmes pour tous.

On peut peut-être modérer ce chiffre de 37,2% ou même couper la poire en deux, on arrivera à un taux de pauvreté approximatif de 20 à 25% (hors enfants). Mais si on effectue cette correction, cela signifie que le nombre de personnes qui auraient les moyens de s'en sortir serait plus élevé, entre 75 et 80%. Partant de là cela pourrait expliquer la situation politique.

Vous constaterez sans étonnement que les médias reprennent en choeur telles quelles les statistiques grossières de l'Insee qui m'avaient induit en erreur, donc ma causerie d'aujourd'hui à valeur de rectificatif.

Il faut dire aussi que je n'ai jamais vécu en France après le passage à l'euro, je suis installé en Inde depuis 1996, et je n'y ai pas mis les pieds depuis 16 ans déjà, donc il y a certaines choses que j'ai du mal à saisir. Si vous veniez en Inde, vous seriez peut-être surpris de voir que tous les Indiens ou presque possèdent une moto, un téléviseur, un portable, etc. et vous pourriez en déduire hâtivement qu'ils ne sont pas si malheureux qu'on le dit, et bien vous devriez vous détromper, ils ne l'ont jamais été autant !

S'il y a en France entre 15 et 20 millions d'adultes, de travailleurs pauvres selon nos critères, cela signifie peut-être qu'un certain nombre d'entre eux seraient susceptibles de vouloir rompre avec le capitalisme et ses institutions, et qu'il serait possible de les gagner au socialisme, non ? Parmi eux, il y en a forcément des millions qui ont atteint un niveau de conscience, de connaissance, intellectuel, qui sont habitués à réfléchir, et qui pourraient refuser le destin qu'on leur a réservé et qui leur pourrit l'existence, les empêche de donner un sens à leur vie digne des valeurs ou des principes auxquels ils tiennent...

Alternatives-economiques.fr - La France compte 8,8 millions de personnes pauvres (dont le revenu est inférieur à 60 % du revenu médian, soit environ 1.000 euros par mois). Les deux plus gros groupes, avec une part d'environ 20 % chacun sont constitués par les couples avec plus de trois enfants et par les personnes seules.

...les 10 % de personnes les plus pauvres disposent d'un niveau de vie moyen de 3.080 euros par an et par unité de consommation (...) Après redistribution (...) les plus pauvres voient leur niveau de vie grimper à 9.860 euros. Et ce sont les prestations sociales qui sont le plus efficaces en la matière, comme le précise l'Insee.

Lorsque les Français touchent leurs revenus, ils sont 22 % à être en situation de pauvreté. Une fois la redistribution sociale mise en œuvre, ils ne sont plus « que » 14,1 % : 5 millions de personnes sortent ainsi de la pauvreté grâce à nos dispositifs sociaux.

Ceux qui touchent le revenu de solidarité active (RSA), 551 euros par mois, ont droit à d'autres aides, en particulier afin d'avoir accès à un toit et reçoivent entre 800 et 900 euros.

Or, non seulement il y a relativement moins de pauvres en France qu'ailleurs, mais ces derniers sont mieux lotis dans l'Hexagone que dans le reste de l'Union européenne. C'est flagrant quand on s'intéresse à l'intensité de la pauvreté. Cet indicateur mesure l'écart entre le niveau de vie moyen des personnes pauvres et le seuil de pauvreté. En France, par exemple, le seuil de pauvreté est officiellement fixé à un peu plus de 1 000 euros. Mais est-ce que la plupart des pauvres ont un niveau de vie situé juste en dessous, vers 950 euros, ou disposent-ils de beaucoup moins, comme 600 euros ? Autrement dit, les pauvres sont-ils pauvres, très pauvres ou très très pauvres ?

A l'aune de cet indicateur, la France est l'un des meilleurs élèves de la classe européenne : l'intensité de la pauvreté y est de 16,6 %, nettement sous la moyenne européenne (25 %). Ce qui veut dire qu'en France, les pauvres ont un niveau de vie

relativement proche du seuil de pauvreté. A l'inverse, en Roumanie, en Grèce, en Espagne et en Bulgarie l'intensité de la pauvreté dépasse les 30 %, signe que ces pays cumulent un fort taux de pauvreté et des inégalités élevées. alternatives-economiques.fr 13 et 19.06

Rectification d'un internaute.

- "Un "forfait logement" est enlevé à tout le monde, même si vous ne touchez aucune aide au logement ! Voici les montants réels du RSA : avec aucun enfant : 550 - 66€ = 484€ max/mois et 66€ c'est 12% du montant global, c'est énorme ! avec 1 enfant : 826 - 130€ = 696€ max/mois, -15,7% avec 2 enfants : 991 - 163€ = 828€ max/mois, -16,4%."

Unité de consommation - insee.fr

Définition

Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).

Pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne. En effet, les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de multiplier tous les biens de consommation (en particulier, les biens de consommation durables) par le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie.

Aussi, pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

1 UC pour le premier adulte du ménage ;
0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans. insee.fr

Etes-vous riches ? Calculez votre niveau de vie - nouvelobs.com 05 avril 2011

Savez vous si vous êtes aisés ? Ou pauvre ? Pour le savoir voici la recette. 1. Calculez vos unités de consommation (A) - 1 UC pour le premier adulte du ménage ; - 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; - 0,3 UC pour les...

1. Calculez vos unités de consommation (A)

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Exemple : un couple, un ado, un gamin = 2,3 unités de consommation

2. Calculez votre revenu disponible annuel (B)

Ajoutez les salaires de l'ensemble de votre ménage, ainsi que les autres rentrées d'argent : revenus du patrimoine, transferts en provenance d'autres ménages, prestations sociales.

Pour une évaluation à la louche vous devez donc multiplier vos salaires nets mensuels par 12 (ou 13 si vous avez un 13e mois).

Retranchez les impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation).

3. Divisez B par A et trouvez C.

Vous trouverez ainsi le « niveau de vie » individuel des personnes de votre ménage. Donc le vôtre.

Exemple : 50440/2,3 = 21.930

4. Situez « votre » C le dans le tableau ci dessous (réalisé par l'Insee sur la base de chiffres 2010).

Si votre C est inférieur à 10.430, vous faites partie des 10% les plus modestes.

Si votre C est situé entre 15.180 et 31.860 euros , vous faites partie des classes moyennes.

Si votre C est de 36.270 euros, vous faites partie des 10% les plus riches. nouvelobs.com 05 avril 2011

Non vous ne rêvez pas, avec un revenu net total annuel de 15.180 euros, soit 1.265 euros, une personne seule fait partie des classes moyennes et elle devrait être satisfaite de son « niveau de vie » !

Et ceux qui se situent entre 10.430 et 15.180 euros, ils passent où, à la trappe ? Ils correspondent semble-t-il à ceux que j'ai réintroduit dans leur calcul pour évaluer plus justement le taux de pauvreté en France, qui rejoint ainsi la moyenne de l'UE (25%).

- Corriger les inégalités sans dépenser un "pognon dingue" ? - xerficanal-economie.com 13.06

Qu'entend-on par aides sociales ? Certains prennent l'ensemble prestations sociale, 32 % du PIB en 2016 selon la DREES. C'est clairement une acception trop large, qui inclut les retraites, la santé etc. D'autres restreignent la notion aux minimas sociaux. Soit 26 milliards d'euros, environs dont 44% sont dédiés au RSA, 33% au Handicap, 10% aux chômeurs en fin de droit, et 9% au minimum vieillesse. Et lorsque l'on ajoute là-dessus le projet prêté au gouvernement par le Canard enchaîné, d'une réduction de 7 milliards des aides sociales, il est bien sûr tentant de rapprocher ce montant de celui dont ont bénéficié les plus riches à travers la réforme de l'ISF et de la fiscalité sur les revenus du patrimoine... soit 4,5 milliards. Les démunis, les handicapés, les chômeurs en fin de droit, les retraités les plus pauvres, seraient la variable d'ajustement de la politique en faveur des plus riches.

En fait, le spectre des aides sociales est beaucoup plus large. Il existe un véritable maquis d'aides, au plan local. Au niveau départemental, notamment. A ce niveau, il faut tenir compte, en plus des minimas déjà cités, des aides à la dépendance des personnes âgées (aide à l'accueil, aide à domicile), des aides à l'enfance. La DREES dénombre près de 40 milliards d'aide au plan départemental en 2016. Il y ensuite, tout ce qui concerne l'aide au logement. Lorsque l'on mettait bout à bout, les aides sociales au logement, à l'enfance, à la vieillesse (hors retraites et réversion), au handicap, plus les aides dédiées à l'exclusion sociale, on atteignait 138 milliards en 2015, selon la classification d'Eurostat… soit 6,2% du PIB… c'est beaucoup incontestablement, et pour un gouvernement qui cherche des pistes d'économie, il est clair qu'il y a là un gisement potentiel. A cela près, que ce pognon dingue, ne singularise en rien la France. Les pays du Nord, l'Allemagne ou le RU dépensent plus que nous en la matière. Le capitalisme brutalise les populations précaires, bien au-delà des frontières hexagonales, et l'État, répare la casse un peu partout. xerficanal-economie.com 13.06

Exproprions les assistés !

- L'assistance aux riches : « un pognon de dingue » à plus de 300 milliards par an ? - alternatives-economiques.fr 16.06

L'ensemble des aides sociales, incluant « l'action sociale » (c'est-à-dire le financement de l'activité des agents publics remplissant ces missions) est chiffrée par la DREES à 69 milliards d'euros, chiffre pour 2013. De son côté, Henri Sterdyniak, expert sur ces questions depuis longtemps, indique un chiffre de 70 milliards. On est à peine au-dessus de 3 % du PIB (2.230 milliards en 2016)

Qu'en est-il de « l'assistance aux riches » ? L'ordre de grandeur est de 300 milliards d'euros par an, 4,3 fois plus que les aides sociales qui nous coûtent paraît-il « un pognon de dingue ». Voici les principaux postes.

Commençons par le plus gros morceau, la fraude et l'évasion fiscale. L'estimation la plus prudente de la seule évasion fiscale se situe entre 60 et 80 milliards par an de pertes pour les recettes publiques. Mais dans un billet de juin 2017 qui s'appuyait sur une expertise de Gérard Gourguechon, je posais la question : « Fraude et évasion fiscale en France : 200 milliards par an ? Voir aussi cet autre billet, qui soulève la question du périmètre de ce qu'on évalue, de ce qu'on retient pour qualifier la fraude et/ou l'évasion : « Évasion fiscale : 11 milliards ou 200 milliards par an de pertes pour les finances publiques en France ? ». Sur cette base, je retiens un ordre de grandeur de 150 milliards de coût annuel de l'évasion et de la fraude fiscales.

Le second poste d'assistance aux riches (et aux grandes entreprises qu'ils détiennent) est constitué des niches fiscales légales et des « niches sociales » (réductions ou exonérations de cotisations sociales). Certaines répondent à d'authentiques objectifs d'intérêt général, comme les réductions d'impôt pour les dons aux associations ou pour des travaux d'isolation. D'autres bénéficient avant tout aux personnes plus riches et ne peuvent pas être considérées comme justes. D'autres vont aux entreprises, comme des crédits d'impôts ou des exonérations de cotisations sociales. A priori, ces dernières ne sont pas destinées « aux riches », elles sont même le plus souvent défendues au nom de l'investissement et/ou de l'emploi, mais quand il est clair qu'elles remplissent très mal cette mission d'intérêt général, alors elles font avant tout grossir les bénéfices non réinvestis et les dividendes et, in fine, c'est bien dans la poche des riches qu'on les retrouve.

On ne connaît pas exactement le montant total actualisé des niches fiscales et « sociales », mais il y a eu dans le passé des études sérieuses, et, depuis, le montant total s'est bien alourdi avec le CICE et le pacte dit de responsabilité de 2014. Voici ce que j'écrivais dans un article de l'Observatoire des inégalités de septembre 2016 (https://www.inegalites.fr/Quelles-priorites-pour-une-fiscalite-juste): « Un rapport parlementaire de juin 2010, présenté par Gilles Carrez, alors député UMP, estimait que les « niches » accordées depuis 2000 représentaient pour le budget de l'État un manque à gagner annuel supérieur à 100 milliards d'euros à la fin de cette décennie ! On devrait en particulier considérer comme une niche notoirement inefficace les 46 milliards annuels de « cadeau sans contrepartie » que représentent le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et le pacte dit de « responsabilité ". Sur cette base, on doit approcher aujourd'hui les 150 milliards d'euros de niches fiscales. Je rejoins ici le chiffre fourni dans le rapport d'audit citoyen sur la dette publique publié en 2014 (https://www.audit-citoyen.org/wp-content/uploads/2014/05/note-dette.pdf).

Il faut y ajouter les exonérations de cotisations sociales et autres « niches sociales », pour lesquelles on peut conseiller cet article du Monde : « Les niches sociales, ces autres niches qui coûtent 52 milliards à la "Sécu" » https://abonnes.lemonde.fr/politique/article/2013/09/19/les-niches-sociales-ces-autres-niches-qui-coutent-52-milliards-a-la-secu_3480596_823448.html).

Pour mon évaluation des ordres de grandeur, je conviendrai, ce qui me semble le moins, que seulement la moitié des quelques 200 milliards de niches fiscales et sociales relève de l'intérêt général. Dans le cas du CICE et du pacte de responsabilité, c'est nettement moins de la moitié, voir cet article d'Alternatives économiques : « Pacte de responsabilité, les raisons de l'échec ». Le reste, c'est du cadeau sans contrepartie. J'en suis à environ 250 milliards d'euros annuels « d'assistance aux riches ». Il manque le troisième gros poste, la baisse de la fiscalité sur les revenus et sur le patrimoine des plus riches et des entreprises depuis une trentaine d'années. Je cite à nouveau mon article de l'Observatoire des inégalités : « Le taux marginal d'imposition sur le revenu (celui qui s'applique à la tranche la plus élevée des revenus) était encore à 65 % en 1986, et le taux d'imposition sur les sociétés à 45 %. Ces dernières années, ils étaient respectivement de 40 % (devenus 45 % depuis 2013) et 33 %. En théorie, car les plus riches et les plus grandes entreprises savent en réduire la portée. Selon le Conseil des prélèvements obligatoires, les entreprises du CAC 40 ne paient plus qu'à un taux d'imposition réel de 8 % alors que les petites entreprises versent 30 %. ». Cette citation ne tient pas compte des « cadeaux Macron » récents d'environ 7 milliards/an concernant la réduction de l'ISF à une peau de chagrin, la suppression de « l'exit tax » et la « flat tax » plafonnée à 30 % sur les revenus du capital. Mais aussi la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés passant de 33 % à 25 % d'ici 2022, soit un manque à gagner de 11 milliards d'euros en 2022 selon Le Figaro (http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/08/30/20002-20170830ARTFIG00113-impot-sur-les-societes-une-baisse-de-11-milliards-d-euros-d-ici-2022.php).

Je ne suis pas en mesure d'évaluer correctement l'ensemble des cadeaux aux riches que représentent ces allègements de taux depuis 30 ans, mais selon cette étude de l'Institut des politiques publiques (https://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2014/07/n12-notesIPP-juillet2014.pdf), il est clair que la forte réduction du poids de l'impôt sur le revenu progressif (mais de moins en moins progressif, voir le graphique suivant) au bénéfice de la CSG non progressive a conduit à un transfert massif de plusieurs dizaines de milliards d'euros vers les plus aisés. Par ailleurs, les cadeaux fiscaux aux plus riches ont aussi concerné l'impôt sur les successions et donations : le manque à gagner en recettes publiques de cet impôt est de l'ordre de 7 milliards rien que du fait de diverses réformes introduites depuis 2000 (http://piketty.pse.ens.fr/files/Memoire2011Goupille.PPD.pdf).

Il faudrait réaliser un exercice semblable pour l'impôt sur les sociétés (IS), mais beaucoup de données fiables existent dans le rapport d'audit citoyen sur la dette publique (https://www.audit-citoyen.org/wp-content/uploads/2014/05/note-dette.pdf). Faute de mieux, j'évalue à 50 milliards d'euros au moins le cadeau fiscal aux riches non pas par rapport à une « fiscalité juste » idéalisée, mais par rapport aux normes, seuils et tranches qui ont existé dans les années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, pour l'IR et pour l'IS, et par rapport aux normes de 2000 pour l'impôt sur les successions.

J'en suis donc à environ 300 milliards d'euros comme « pognon de dingue » d'aides aux plus riches, en n'ayant pas retenu le haut de la fourchette pour l'évasion et la fraude fiscale ni pour les niches ni pour la remise en cause de la progressivité des impôts.

Emmanuel Macron prétend qu'il n'y a pas d'argent magique, mais c'est tout simplement parce qu'en tant que Président des riches il vise avant tout à accentuer la « redistribution à l'envers » : ponctionner sur les 90 % les moins riches, sur les services publics, sur la protection sociale, pour favoriser encore plus la toute petite minorité qui a ses faveurs et qui lui rend bien. alternatives-economiques.fr 16.06

Un favoritisme fiscal que rien ne justifie - monde-diplomatique.fr février 2018

Le fléau de l'assistanat

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, zones franches, exonération de la taxe foncière, facilités comptables, niches et allégements en tous genres : au fil des décennies, les pouvoirs publics ont taillé un environnement fiscal et réglementaire sur mesure pour le patronat, sans aucune contrepartie. L'État-providence fonctionne donc très bien… pour les entreprises.

par Christian de Brie

Il y a plus de cinquante ans, commentant la réduction de moitié de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, le patron des patrons

de l'époque lâchait : « Les carottes n'intéressent pas le patronat. » Depuis, les chefs d'entreprise n'ont cessé d'en croquer par pleins paniers, jusqu'au dernier président du Mouvement des entreprises de France (Medef), M. Pierre Gattaz, fanfaronnant en 2015 qu'en échange de quelques bottes supplémentaires (le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, CICE) on allait créer un million d'emplois. Les carottes ont été livrées. Pas les emplois.

La rhétorique est bien rodée. Un : ne jamais reconnaître avoir bénéficié d'un avantage fiscal, sinon du bout des lèvres et comme une maigre compensation, avant de demander une réduction beaucoup plus importante. Deux : toujours se plaindre des « charges » écrasantes pesant sur les entreprises. Ce discours patronal porte ses fruits : les mesures fiscales favorables s'accumulent... sur le dos de la collectivité.

Seul impôt d'État direct pour les sociétés de capitaux, l'impôt sur les sociétés (IS) est censé taxer annuellement le bénéfice, c'est-à-dire l'enrichissement net d'un exercice sur l'autre, au taux officiel de 33,33 % (1). En réalité, une chimère...

Tout d'abord, les règles ainsi que les pratiques comptables et fiscales permettent aux entreprises de minimiser le bénéfice imposable, qui n'a que de lointains rapports avec les profits réels. Ensuite, les politiques des gouvernements successifs ont accordé aux sociétés des allégements, dispersés dans un grand nombre de niches, censés les inciter à adopter tel ou tel comportement ou à améliorer leur compétitivité. De plus, les entreprises jouent le rôle d'auxiliaires du fisc, en tant que collectrices d'impôts et de cotisations sociales dont elles tirent quelques avantages. Enfin, tandis que les petites et moyennes entreprises (PME) bénéficient d'un taux réduit à 15 %, les pratiques d'optimisation et d'évasion fiscales permettent aux grands groupes de fixer eux-mêmes le montant de l'impôt qu'ils consentent à payer. Le bénéfice fiscal s'établit comme la différence entre les profits réalisés et les charges déductibles. En minimisant plus ou moins légalement le montant des profits déclarés et en gonflant celui des charges, l'entreprise peut ramener l'assiette de l'impôt à la dimension d'une soucoupe. Si on laisse de côté les pratiques frauduleuses de fausses factures et de ventes sans facture, deux postes de charges offrent en particulier de nombreuses possibilités : les provisions et les frais généraux.

Empilement de mesures désordonnées

Les provisions sont l'un des régimes les plus riches de la fiscalité, où l'imagination des pouvoirs publics vient au secours de celle, pourtant fertile, des entreprises. Ouvertes à toutes ou réservées à certaines ou à une poignée de secteurs privilégiés, elles se déclinent sous les formes les plus diverses : provision pour dépréciation, pour hausse des prix, pour fluctuation des cours, pour dépréciation du portefeuille-titres, pour risques afférents à des opérations de crédit, pour litige, pour créance douteuse... Ainsi, lorsque, en 2014, la justice américaine condamne BNP Paribas à une amende de 8,9 milliards de dollars, la banque française provisionne les frais de procès et d'avocats, avant de les « consolider en charges déductibles du bénéfice imposable ». Traduction du jargon comptable : un tiers du montant sera alors payé par la collectivité...

Quant aux frais généraux, il s'agit d'un fourre-tout extensible à volonté. À côté des charges d'exploitation bien réelles, on y trouve des dépenses dont on peut douter qu'elles soient utiles ou nécessaires à la réalisation du bénéfice. C'est le cas, en particulier, des dépenses des dirigeants transformées en charges d'exploitation, puis en éléments du prix de revient, et supportées en fin de parcours par le consommateur : un transfert légal sur les plus faibles des dépenses des plus favorisés.

Car les hauts cadres ont des goûts exigeants : hôtels de luxe, meilleurs restaurants, première classe dans les avions, limousines de fonction, cartes de crédit maison, sièges sociaux opulents, galas et réceptions somptueux, villégiatures de rêve. Séminaires, colloques ou réunions stratégiques ont plus souvent lieu dans des bâtiments historiques rénovés proches de terrains de golf, voire dans les meilleures stations de sport d'hiver, que dans des banlieues industrielles. L'État prête d'ailleurs son concours en louant les joyaux du patrimoine national pour les réceptions éblouissantes des dirigeants de grandes entreprises : Sainte-Chapelle, château de Versailles, Musée du Louvre... Un exemple parmi tant d'autres : en avril 2017, M. Bernard Arnault, première fortune de France, a reçu à dîner une brochette de deux cents invités de marque dans la prestigieuse salle des États du Louvre, entre La Joconde, de Léonard de Vinci, et Les Noces de Cana, de Véronèse, pour le lancement d'un modèle de sac Louis Vuitton. À la charge de l'entreprise, c'est-à-dire en partie à celle des contribuables.

Inventorier l'ensemble des niches fiscales relève de la gageure. On en compte plusieurs centaines, qui ne bénéficient pas uniquement aux entreprises. Leur coût global s'élève à plusieurs dizaines de milliards d'euros par an, pour une efficacité que la Cour des comptes conteste.

À la multiplication annoncée des zones franches, véritables zones de non-droit fiscal, s'ajoute la concurrence acharnée à laquelle se livrent les collectivités locales pour attirer les investisseurs en soldant leurs impôts. Réduction de la contribution sociale de solidarité des sociétés, la C3S : de 1 milliard d'euros en 2015 et de 2 milliards en 2016 ; exonération partielle ou totale de la taxe foncière ; sans parler des aides, subventions et prêts bonifiés, ou de la mise à disposition à prix cassés de zones industrielles et commerciales tout aménagées.

La fiscalité des entreprises consiste en un empilement désordonné de mesures de circonstance, prises sous la pression du patronat, sans cohérence ni évaluation sérieuse du rapport coût/efficacité. Tout se passe comme si les pouvoirs publics s'étaient résignés à brader au profit du privé leurs moyens d'intervention et leurs obligations d'assurer une équitable répartition

des prélèvements fiscaux et parafiscaux. En témoignent les importantes réductions d'impôts consenties aux entreprises qui investissent dans l'humanitaire, le sport ou la culture, et dont les champions du CAC 40 savent si bien profiter pour se donner une image d'acteurs généreux et désintéressés... aux frais des contribuables (2).

De plus en plus coûteux, le crédit d'impôt recherche (CIR), de 5,5 milliards d'euros en 2016, ne donne lieu à aucune vérification sérieuse et régulière. Certains s'en servent pour financer des « recherches » en marketing ou en publicité, ou tout simplement pour alimenter leur stratégie en matière d'évasion fiscale.

Beaucoup plus considérable et dispendieux : le CICE, mesure-phare du « pacte de responsabilité » du précédent quinquennat, entré en vigueur en 2013, dont la facture a explosé. Il est passé de 6,43 milliards d'euros en 2014 à 12,6 milliards en 2016 et à 15,7 milliards en 2017. Un coût exorbitant pour un résultat décevant. Dans son cinquième rapport, en octobre 2017, le comité de suivi estime qu'il aurait permis de sauvegarder ou de créer de trois mille à... cent mille emplois. Autant dire qu'on n'en sait rien, sinon qu'il coûte plusieurs centaines de milliers d'euros par emploi !

Environ 80 % du prélèvement obligatoire global (POG) — en particulier la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les cotisations sociales — est prélevé chaque année par l'entreprise, sur le consommateur et le salarié, pour le compte de l'État, des collectivités locales et des organismes sociaux. Ainsi, les pouvoirs publics sous-traitent au secteur privé l'essentiel des prélèvements, et bientôt davantage encore quand l'impôt sur le revenu sera retenu à la source. Intermédiaire obligée, l'entreprise joue le rôle des fermiers généraux de l'Ancien Régime. Comme eux, privilège de la charge, elle en tire parti : banquier, mais pas philanthrope.

Suppression de la taxe sur les dividendes

Jusqu'à ce qu'elles soient reversées aux destinataires, les sommes collectées demeurent gratuitement à la disposition de l'entreprise. Durant un temps variable, d'un à plusieurs mois suivant les prélèvements concernés. Portant sur des centaines de milliards d'euros, l'avantage de trésorerie vient gonfler la marge brute (le cash-flow). Pour en optimiser la gestion, on pourra utiliser les cotisations sociales prélevées sur les salaires pour des spéculations boursières.

Sous la Ve République, la politique fiscale a toujours cherché à privilégier la grande entreprise nationale en favorisant les investissements — par des incitations, des déductions, des abattements, des réductions, des régimes spéciaux — et la formation de grands groupes par fusion et absorption, apport partiel d'actifs, constitution de holdings, sociétés mères et filiales. Avant de s'apercevoir que, avec la libre circulation des capitaux, les privilèges fiscaux bénéficiaient aussi aux multinationales susceptibles de prendre le contrôle des groupes français, et exigeant retour sur investissement par compression des coûts, licenciements et délocalisations. Avec l'accord et la complicité du patronat national, qui participe activement à l'optimisation fiscale — la « fraude légale », devenue un des objectifs majeurs de la « bonne gouvernance ». Avec l'aide coûteuse de cabinets d'avocats, de comptables, de fiscalistes, de consultants spécialisés, on construit une structure juridique par un enchevêtrement complexe de holdings, sociétés mères, filiales, sous-filiales et participations croisées permettant de transférer l'essentiel des bénéfices dans les pays à fiscalité réduite et dans les paradis fiscaux. Dans le même temps, des nuées de prédateurs en libre circulation mondiale, fonds vautours et fonds de pension, se ruent sur les entreprises à dépecer, siphonnant la trésorerie, liquidant les actifs, bradant les brevets, avant de prendre la fuite.

En réalité, le rendement net de l'IS, « le plus lourd du monde » selon le patronat, n'atteint pas la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il a fortement baissé au cours des dernières années, alors que les bénéfices des entreprises n'ont cessé de croître. La baisse programmée du taux de l'IS, de 33,33 % à 25 % d'ici à 2022, sans révision de l'assiette, profitera surtout aux grandes entreprises, dont le taux effectif d'imposition est déjà systématiquement inférieur à celui des PME. Il s'agit cependant là de taux assez théoriques : ils peuvent être largement inférieurs, voire nuls pour nombre de multinationales opérant en France. Car les données fournies ne tiennent pas compte des pratiques d'optimisation fiscale et d'ingénierie financière. L'agence France Stratégie a calculé par exemple que le rapport entre impôt et profits (hors États-Unis) dégageait un taux effectif d'imposition de 8,6 % pour Google et de 3,7 % pour Apple.

Dans un environnement prédateur qui ne se soucie guère de l'investissement, mais plutôt de la valeur actionnariale, la réduction de l'IS, la suppression de la taxe sur les dividendes de 3 % instaurée en 2012 (3) et la suppression de la dernière tranche de la taxe sur les salaires permettront de verser davantage de dividendes. En 2016, 45,8 milliards d'euros ont déjà été distribués, soit 57 % des bénéfices. Et ce sans effet notable sur l'emploi et l'investissement, mais avec une hausse des inégalités.

Les allégements fiscaux et parafiscaux annuels n'ont cessé de croître, passant de 11 milliards d'euros en 2014 à 34,5 milliards en 2017. Avec 101 milliards d'euros cumulés en quatre ans, l'assistanat aux entreprises, dont profitent surtout les plus grandes, bat tous les records. Une charge écrasante pour la collectivité. monde-diplomatique.fr février 2018

Ils osent tout. Flagrant délit de fake news de l'AFP.

Propagande de guerre. Quand l'information version Agence Française de Propagande (AFP) tourne à la fable.

Titre - Syrie: l'aviation russe bombarde des zones rebelles dans le sud - AFP, publié le dimanche 24 juin 2018 à 02h47

Grille de lecture.

En fait de rebelles, il s'agissait des barbares du Front al-Nosra issus d'Al-Qaïda.

Nulle part ils ne seront mentionnés comme tels dans cet article par l'AFP et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) qui est une émanation des services de renseignement britannique (MI6) installé à Londres.

Mieux, nulle part non plus il ne sera fait mention que le bombardement de la Russie et de l'armée syrienne sur les positions tenues par le Front al-Nosra était la réponse à l'attaque de 1.000 de ces barbares contre les positions de la 9e division blindée de l'armée syrienne dans les localités de Dama et de Deir-Dama intervenue dans la nuit de vendredi à samedi, soit quelques heures plus tôt.

Pire encore, l'agence de presse russe Sputnik avait fourni ces informations la veille, c'est-à-dire le samedi 23 juin 2018 à 13:23 et mis à jour 14:34 le même jour. Ce qui signifie que l'AFP les a ignorées délibérément pour ensuite broder son récit, qui évidemment correspond à la politique adoptée par Macron et les faucons néolibéraux du Pentagone et de Washington sur la Syrie ou sert leurs intérêts.

Question : Pourquoi l'AFP dénature-elle les faits ?

Pour faire passer la Russie et l'armée syrienne pour l'agresseur, ensuite pour leur imputer d'avoir violé l'engagement pris de ne pas attaquer une zone dite de désescalade. Assad et Poutine n'ont pas de parole, ce sont des voyous, d'horribles dictateurs and so on...

La preuve est ainsi clairement établie que l'AFP prend ouvertement position pour les barbares d'Al-Nosra en déformant, tronquant volontairement les faits.

- AFP 24 juin 2018 - Syrie: l'aviation russe bombarde des zones rebelles dans le sud.

La Russie a bombardé tard samedi des zones contrôlées par les rebelles dans le sud de la Syrie, pour la première fois depuis qu'elle a accepté une trêve dans cette partie du pays il y a près d'un an, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Selon l'OSDH, la Russie a lancé près de 25 frappes sur des villes contrôlées par les rebelles dans l'est de la province de Deraa, dans le sud du pays en guerre.

L'OSDH n'a fourni aucun bilan.

"D'intenses raids aériens russes frappent des villes dans l'est de la province de Deraa pour la première fois depuis que la trêve a été conclue dans le sud de la Syrie l'année dernière", a indiqué Rami Abdel Rahman de l'ODSH.

Les avions utilisés samedi lors de ces raids provenaient de la base Hmeimim, une base permanente de l'armée russe, située dans le nord-ouest de la Syrie, selon l'observatoire.

"Les frappes russes ont débuté vers 22H30 (19H30 GMT) et se sont arrêtées après minuit", a déclaré Ibrahim Mohammad, un chroniqueur indépendant dans les médias de la ville de Basr al-Harir, au nord-est de Deraa.

Il a raconté qu'en entendant les avions, les habitants de la ville et lui-même se sont réfugiés dans les sous-sols et les abris anti-bombardements, avant de décrire le bruit sourd et constant du bombardement durant près de deux heures.

La Russie, les Etats-Unis et la Jordanie avaient accepté en juillet 2017 de respecter une zone de désescalade dans les parties contrôlées par les rebelles dans le sud afin d'y réduire les hostilités.

Depuis lors, les avions russes - qui opèrent en Syrie depuis 2015 - avaient évité de bombarder des positions rebelles dans le sud.

Les raids russes interviennent au moment où, depuis mardi, les troupes de Bachar al-Assad bombardent les zones contrôlées par les rebelles dans l'est de Deraa. Le pilonnage et les combats se concentrent dans une zone à cheval entre cette province et la partie ouest de la province voisine de Soueida.

Depuis mardi, au moins 19 civils ont été tués dans les zones rebelles, selon l'OSDH.

Le régime a perdu huit de ses soldats dans les affrontements samedi avec les rebelles, portant à 13 ses pertes depuis mardi, toujours selon l'OSDH. Plus de 12.000 Syriens ont fui la province de Deraa ces derniers jours.

Selon les Nations unies, ces opérations du régime mettent en danger plus de 750.000 civils dans la région.

Après avoir sécurisé la capitale Damas, l'armée syrienne se concentre sur le sud du pays, où les rebelles contrôlent toujours la majorité des provinces de Deraa et de Soueida.

Cette région stratégique est située non loin du plateau du Golan syrien, dont une large partie est occupée par Israël depuis 1967. AFP 24 juin 2018

- fr.sputniknews.com 23.06 - Plus de 1.000 terroristes d'al-Nosra attaquent l'armée syrienne, 5 morts et 19 blessés

Des terroristes du Front al-Nosra* ont attaqué l'armée gouvernementale syrienne dans la nuit de vendredi à samedi, dans la zone de désescalade sud, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit. Les combats ont fait au moins 5 morts et 19 blessés, des civils ont été également touchés.

Dans la nuit du 22 au 23 juin, le Front al-Nosra* est passé à l'attaque contre des positions des troupes gouvernementales dans la zone de désescalade sud, faisant des morts et des blessés, a signalé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

«Dans le nord-est de la zone de désescalade sud, plus de 1.000 djihadistes du Front al-Nosra* ont attaqué les positions de la 9e division blindée de l'armée syrienne dans les localités de Dama et de Deir-Dama», a indiqué samedi le centre dans un communiqué.

«On compte dans les rangs des troupes gouvernementales cinq morts et 19 blessés. En outre, les frappes des terroristes ont touché des civils habitant ces localités», est-il précisé.

Des commandants d'unités locales de l'Armée syrienne libre, dont un premier grand groupe venait de rallier les forces syriennes, ont demandé à ces dernières, par l'intermédiaire du Centre russe, de les aider à repousser l'assaut du Front al-Nosra*.

Dans certaines directions, l'armée gouvernementale syrienne et les combattants de l'ASL ont réussi à arrêter la progression de l'ennemi et mènent actuellement des combats à Dama et Deir-Dama. Des mesures de protection de la population civile ont été prises.

Précédemment, le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit a affirmé que la première unité importante de l'Armée syrienne libre, Tadjamaua al-Wiat al-Oumari, s'était rangée du côté du gouvernement de Bachar el-Assad. Le chef de l'unité a promis que ses militaires allaient désormais lutter contre les djihadistes du Front al-Nosra* et Daech* dans le sud de la Syrie. fr.sputniknews.com 23.06.2018 à 13:23

*Organisations terroristes interdites en Russie.

Rappel d'une fake news monumentale.

Le 27 août 1992, Michel Rocard (PS) (Ouest-France) : «La monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité.»

En 1996, Jacques Attali (PS) : «Lorsque [le Traité de Maastricht] sera appliqué, il est évident qu'il y aura une très forte croissance qui en découlera car nous aurons un grand espace économique avec une monnaie unique.» (Source : 12 pays européens s'opposent à un futur budget de la zone euro - francais.rt 23 juin 2018)

L'art de la désinformation préventive. Quand les médias avaient adopté la propagande de l'Otan contre Erdogan.

- Turquie: Erdogan célèbre sa réélection à la présidence AFP, publié le lundi 25 juin 2018 à 04h11

D'après l'agence de presse étatique Anadolu, M. Erdogan est arrivé en tête de la présidentielle avec un score de 52,5% après dépouillement de plus de 99% des urnes, et l'alliance dominée par l'AKP menait avec 53,61% dans le volet législatif du scrutin.

Son principal concurrent, le social-démocrate Muharrem Ince, arrive en deuxième position de la présidentielle avec 30,7%, et

l'alliance anti-Erdogan formée par plusieurs partis d'opposition pour le volet législatif du scrutin récolte 34%, d'après les résultats partiels publiés par Anadolu. AFP 25 juin 2018

LVOG - "D'après l'agence de presse étatique", donc de l'affreux dictateur Erdogan, pour l'occasion seulement car le reste du temps l'AFP a couvert tous ses crimes ou coups tordus, l'AFP ne peut s'empêcher d'exprimer son désarroi ou sa déception de voir Erdogan réélu dès le premier tour...

Vous pouvez observer que même dans les plus petits détails de la rhétorique il faut que l'AFP glisse sa propagande malsaine. Quelle saloperie !

Voilà comment les médias ont couvert la campagne électorale turque à charge contre Erdogan ou en dénaturant la situation. Révélateur.

- Turquie : un scrutin indécis - franceinfo - Il y a 5h
- Turquie : l'heure de vérité - franceinfo - Il y a 5h
- Élections en Turquie : l'heure de vérité pour Erdogan - franceinfo - Hier à 00h33
- Turquie: le pays vote, Erdogan en danger - La Tribune - Hier à 10h16
- Élections en Turquie : une chance pour l'opposition ? - franceinfo - Hier à 11h29
- Élections en Turquie : "Le profil des candidats de l'opposition a changé la donne" - franceinfo - Hier à 14h23
- Élections en Turquie : "C'est le scrutin de tous les dangers pour Erdogan" - franceinfo - Hier à 15h23
- Turquie : l'opposition dénonce des tentatives de fraude électorale - Orange avec AFP - Hier à 16h46
- Suspense et nervosité en Turquie pour un scrutin très ouvert - Libération - Hier à 16h49
- Élections turques : un premier tour indécis - franceinfo - Hier à 17h29
- Elections en Turquie : le vote kurde menace Erdogan - leparisien.fr - Hier à 21h31
- Turquie : Recep Tayyip Erdogan va-t-il être renversé ? - LEPOINT - 23 juin 2018 à 18h16
- Turquie : l'opposition qui défie Erdogan - franceinfo - 23 juin 2018 à 23h43

Que se passe-t-il au Nicaragua ? Coup d'Etat fomenté par le patronat et le FMI, soutenu par Amnesty International et les puissances occidentales.

- Lettre ouverte à Amnesty International de la part d'un ancien prisonnier de conscience - investigaction.net 18 Juin 2018

Extrait.

A l'origine, les réformes de la sécurité sociale n'avaient pas été proposées par le gouvernement sandiniste, mais par le Fonds Monétaire International (FMI), et étaient soutenues par un groupe d'affaires influent, appelé COSEP. Elles visaient à relever l'âge de la retraite de 60 à 65 ans et à doubler le nombre de points nécessaires pour bénéficier d'une sécurité sociale à taux plein de 750 à 1500. Parmi les retraités impactés (à peu près 53000) figuraient les familles des combattants qui avaient péri dans le conflit armé des années 1980, à la fois de l'armée sandiniste et des « Contras » , l'armée mercenaire financée par les Etats-Unis, à l'époque où la NED fut créée, entre autres, pour arrêter la propagation du Sandinisme en Amérique Latine.

Le gouvernement nicaraguayen s'opposa aux réformes du FMI en rejetant l'exclusion de retraités, proposant à la place de réduire de 5% l'ensemble des pensions, une augmentation de toutes les cotisations au système de sécurité sociale, ainsi qu'une réforme fiscale qui supprimerait le plafonnement qui protégeait les plus gros salaires du Nicaragua d'une plus forte imposition. Les milieux d'affaires furent furieux et, avec des ONG, organisèrent les premières manifestations, prétextant les réformes de la même façon manipulatrice que le rapport d'Amnesty International : « ….la réforme augmenta les cotisations à la sécurité sociale à la fois des employeurs et des employés, et imposa une cotisation supplémentaire de 5% aux retraités. » investigaction.net 18 Juin 2018

L'Otan se dote d'un nouveau tribunale de guerre.

- Armes chimiques: discussions au sommet pour renforcer les pouvoirs de l'OIAC - AFP 24 juin 2018

Grille de lecture.

Quand les faucons du Pentagone (Otan) ou les va-t-en-guerre néolibéraux désignent les auteurs d'une attaque chimique réelle ou imaginée avant même toute enquête, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a le devoir de ne pas les contredire, un point c'est tout.

AFP - Les puissances mondiales ont l'occasion lors de discussions à La Haye à partir de mardi de faire un pas historique en donnant aux experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) le pouvoir de déterminer les responsables de telles attaques.

Malgré l'horreur généralisée que suscitent les images d'enfants contaminés par des armes chimiques, la communauté internationale n'a pas réussi jusqu'à présent à prendre des mesures punitives contre les responsables présumés dans un contexte de confrontation amère entre la Russie et les pays occidentaux. (Vous avez bien lu, l'AFP demande que des "mesures punitives (soient prises) contre les responsables présumés", donc sans preuves, la présomption de culpabilité établie par Washington fera l'affaire. Cela a le mérite d'être clair. - LVOG)

Après l'empoisonnement en mars par un agent innervant de l'ex-espion russe Sergueï Skripal et de sa fille à Salisbury (sud-ouest de l'Angleterre) - la première attaque chimique depuis des décennies sur le sol européen - le Royaume-Uni, qui a attribué cette action à la Russie, a appelé au renforcement du pouvoir de l'OIAC.

Soutenue par 11 alliés, Londres a convoqué une rare session spéciale à l'OIAC au cours de laquelle elle cherchera à donner aux experts de l'organe le pouvoir de nommer les responsables de toute utilisation future d'armes chimiques. (Sauf que voilà, comme toutes les armées impérialistes produisent les mêmes armes chimiques, biologiques, nucléaires, etc. n'importe laquelle peut les utiliser sans qu'on le sache forcément ou sans qu'on sache qui les a utilisées en cas de confrontation inter-impérialiste, sauf en cas de flagrant délit, et encore, elles le démentiront et les médias couvriront leur mensonge... Il en va de même des armes conventionnelles. - LVOG)

Lors de la réunion, le Royaume-Uni soumettra aux délégations des Etats membres une proposition pour que l'OIAC "commence à attribuer la responsabilité des attaques d'armes chimiques en Syrie", a déclaré sur son compte Twitter le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson.

"Avec son expertise technique avérée en matière d'armes chimiques, l'OIAC est le bon organe pour étudier qui est derrière une attaque", a-t-il ajouté.

Quelque 96% des stocks d'armes toxiques déclarés dans le monde ont été éliminés sous la surveillance de l'organisation lauréate du prix Nobel de la paix. Le reste est toujours détenu par les États-Unis et doit être détruit d'ici 2023.

"Ce n'est pas le même problème des armes chimiques que nous avons affronté pendant la Guerre froide par exemple", a déclaré le diplomate français Nicolas Roche à un think tank de Washington, le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS).

"Il s'agit vraiment d'une utilisation presque quotidienne de ces armes dans un théâtre d'opérations à des fins tactiques et militaires", a-t-il affirmé. (Affirmation gratuite et sans preuve de l'ordre de la désinformation et de la propagande. - LVOG)

Au milieu de fortes divergences politiques entre la Russie et l'Occident sur la guerre en Syrie, les pourparlers à La Haye pourraient prendre les traits d'une confrontation tendue.

Le premier jour de la session spéciale est ouvert aux médias avant que les représentants des 193 pays membres de l'OIAC ne se réunissent à huis clos mercredi pour voter sur le projet britannique, qui devra pour être approuvé obtenir une majorité des deux tiers des votants.

Initialement prévue sur deux jours, la réunion pourrait s'étendre jusqu'à jeudi.

"Nous sommes à la croisée des chemins", a déclaré le directeur de l'OIAC, Ahmet Uzumcu, lors d'un séminaire du CSIS cette semaine.

Les récentes attaques chimiques présumées sont un "réveil brutal", a-t-il poursuivi, ajoutant que la situation actuelle n'était pas "tenable" en l'absence d'un mécanisme d'identification des responsabilités, une "lacune majeure".

Mais la Russie, principal allié du régime syrien et accusée par Londres d'être responsable de l'empoisonnement de Sergueï Skripal et de sa fille, a déjà critiqué la teneur des pourparlers.

"Les initiateurs font peu pour dissimuler le fait qu'ils prévoient de s'en servir pour attiser l'hystérie anti-syrienne et anti-russe", a déclaré sur son compte Twitter l'ambassade de Russie à La Haye, où se situe le siège de l'OIAC.

Avant l'expiration de son mandat en décembre, la mission d'enquête commune ONU-OIAC, le Joint Investigative Mechanism (JIM), avait déterminé que le régime syrien avait utilisé du chlore ou du gaz sarin au moins quatre fois contre sa propre population et que le groupe État islamique avait utilisé du gaz moutarde en 2015. Moscou a exercé son pouvoir de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin au mandat du JIM. (Contrevérité, le chlore ne fait pas partie des armes chimiques, et pure invention car aucun rapport n'a attribué à la Syrie l'usage du gaz sarin. - LVOG)

L'OIAC devrait également dévoiler prochainement les résultats de son enquête sur l'attaque présumée au sarin et au chlore du 7 avril à Douma, près de Damas. (Alors qu'il s'agit de gaz qui se dissolvent dans l'air, un mois plus tard l'OIAC était encore en train d'en chercher les traces à Douma ! Cela se passe de commentaire. - LVOG)

Techniquement, l'OIAC est capable d'identifier les responsables d'une attaque à l'arme chimique, a indiqué M. Uzumcu, mettant la communauté internationale en garde contre l'inaction: "Une culture de l'impunité ne peut pas se développer autour de l'utilisation d'armes chimiques". AFP 24 juin 2018 (Affabulation, l'OIAC a les moyens d'identifier la nature des matériaux entrant dans la composition d'une arme utilisée, mais pas son origine puisqu'ils peuvent être produits par de nombreux pays. - LVOG)

- Armes chimiques: la Russie s'attend à de nouvelles accusations de l'OIAC contre Damas - AFP 22 juin 2018

La Russie a accusé vendredi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui cherche à renforcer ses pouvoir, de préparer un rapport "rempli de fausses preuves" accusant Damas de recours aux armes chimiques dans la Ghouta orientale en Syrie.

L'OIAC a annoncé en mai avoir fini de prélever des échantillons dans la ville syrienne de Douma, théâtre le 7 avril d'une attaque chimique présumée, et les conclusions de ses experts pourraient être rendues publiques prochainement, selon le directeur général de l'Organisation, Ahmet Üzümcü.

Cette attaque présumée, qui a fait au moins 40 morts, selon des secouristes, a été imputée par les Occidentaux au régime de Bachar al-Assad et a déclenché des frappes de Washington, Paris et Londres contre des installations du pouvoir syrien. Pour leur part, Moscou et Damas ont dénoncé une "mise en scène".

"Il est évident qu'un nouveau rapport accusateur, rempli de fausses preuves, est en train d'être préparé", a affirmé vendredi un haut responsable de l'armée russe, le général Igor Kirillov, lors d'une conférence de presse.

"La mission spéciale de l'OIAC mène son enquête comme elle l'entend", a assuré le général Kirillov, en estimant que cette enquête n'avait "rien à voir ni avec l'objectivité, ni avec l'impartialité".

Cette déclaration intervient alors qu'une réunion spéciale de l'OIAC est prévue les 26 et 27 juin à La Haye, suite à la demande de Londres visant à renforcer les pouvoirs de l'institution.

La décision de donner aux experts de l'OIAC le pouvoir de nommer les responsables de toute utilisation future d'armes chimiques devrait notamment figurer à l'ordre du jour de la réunion.

A la mi-juin, l'OIAC a annoncé que du sarin et du chlore avaient été "très probablement" utilisés dans deux attaques dans le sud de la Syrie en mars 2017.

Aux yeux du général Kirillov, ces annonces "douteuses" visent à "renforcer l'argumentation tirée par les cheveux" des experts de l'OIAC avant la présentation du rapport sur l'attaque présumée à Douma.

Pour sa part, la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a affirmé que des équipements servant à la fabrication des armes chimiques découvertes à Douma, dans l'ex-enclave rebelle de Ghouta orientale reprise par le régime syrien, avaient été fabriqués en Europe de l'Ouest.

"Cet équipement est venu aux mains de terroristes et combattants en provenance de l'Europe de l'Ouest", a-t-elle assuré, lors du briefing.

Fin avril, la Russie avait déjà affirmé avoir trouvé des cylindres contenant du chlore en provenance d'Allemagne et des "fumigènes" britanniques dans la Ghouta orientale.

Jeudi, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a par ailleurs critiqué l'enquête de l'ONU accusant le régime syrien, dont Moscou est le principal allié, de "crimes contre l'humanité" pendant le siège de la Ghouta orientale.

La commission d'enquête de l'ONU "n'est pas allée sur place", a dénoncé M. Lavrov.

"Nous sommes en principe très sceptiques quant aux méthodes de ce type de travail, qu'il porte sur des crimes de guerre ou sur l'utilisation des armes chimiques", a déclaré M. Lavrov. AFP 22 juin 2018

A lire.

« Armes chimiques » en Syrie et OIAC : à propos d´une récente déclaration conjointe , par Nicolas Boeglin -

http://www.voltairenet.org/article200973.html

Manipulation des masses et fabrication du consentement. C'était semble-t-il un peu trop gros !

Grille de lecture.

L'AFP est aux ordres, partant de là cette agence de presse d'Etat ne peut pas produire d'informations contraires à la politique de l'Elysée. Il faut donc en déduire que cette opération médiatique a fait l'objet d'une fuite ou révélation au plus haut niveau pour qu'elle soit dévoilée au grand jour, notamment du ministère des Affaires étrangères du Honduras allié des Etats-Unis.

Mais pourquoi cet article ? Mais parce que le mal est fait si on peut dire, donc cela ne coûte rien à l'AFP de le dénoncer après coup. Un coup de pub ou de com pour son image. L'essentiel c'est que le Times ait maintenu sa couverture, et que les photos détournées continuent de circuler ainsi que les fausses infos.

- Les fausses images d'enfants séparés de leurs parents à la frontière USA-Mexique - AFP 23 juin 2018

De nombreuses photos et vidéos circulent sur internet depuis que Donald Trump a mis en place sa politique de tolérance zéro face à l'immigration illégale, ce qui a mené plus de 2.300 enfants à être séparés de leurs parents à la frontière entre Etats-Unis et Mexique.

Mais beaucoup d'entre elles ne correspondent pas à la réalité.

Que vérifie-t-on et que sait-on?

Au moins trois images, largement partagées sur les réseaux sociaux ces derniers jours, illustrent des situations qui ne sont pas celles vécues par les 2.342 enfants détenus en raison de leur statut migratoire irrégulier.

La première montre une fillette hondurienne, Yanela Varela, en larmes. Elle est vite devenue sur Twitter ou Facebook un symbole de la douleur provoquée par la séparation des familles.

Cette image a même contribué à déclencher des donations d'un total de plus de 18 millions de dollars à une association texane d'aide aux migrants appelée RAICES.

La photo a été prise le 12 juin dans la ville de McAllen, au Texas, par John Moore, un photographe qui a obtenu le prix Pulitzer et travaille pour l'agence Getty Images.

Time Magazine en a fait sa Une, mettant face à face, dans un photomontage sur fond rouge, la petite fille apeurée et un Donald Trump faisant presque trois fois sa taille et la toisant avec cette simple légende: "Bienvenue en Amérique".

Un article en ligne publié par Time et portant sur cette photo affirmait initialement que la petite fille avait été séparée de sa mère. Mais l'article a ensuite été corrigé, la nouvelle version déclarant: "La petite fille n'a pas été emmenée en larmes par des agents de la police frontalière des Etats-Unis, sa mère est venue la chercher et elles ont été emmenées ensemble".

Time a néanmoins utilisé la photo de la fillette pour sa spectaculaire couverture.

Mais au Honduras, la responsable de la Direction de protection des migrants au ministère des Affaires étrangères, Lisa Medrano, a donné à l'AFP une toute autre version: "La fillette, qui va avoir deux ans, n'a pas été séparée" de ses parents.

Le père de l'enfant, Denis Varela, a confirmé au Washington Post que sa femme Sandra Sanchez, 32 ans, n'avait pas été séparée de Yanela et que les deux étaient actuellement retenues dans un centre pour migrants de McAllen (Texas).

Attaqué pour sa couverture, qui a été largement jugée trompeuse, y compris par la Maison Blanche, Time a déclaré qu'il maintenait sa décision de la publier.

"La photographie du 12 juin de la petite Hondurienne de 2 ans est devenue le symbole le plus visible du débat sur l'immigration actuellement en cours aux Etats-Unis et il y a une raison pour cela", a affirmé dans un communiqué aux médias américains le rédacteur en chef de Time, Edward Felsenthal.

"Dans le cadre de la politique appliquée par l'administration, avant son revirement de cette semaine, ceux qui traversaient la frontière illégalement étaient l'objet de poursuites criminelles, qui entraînaient à leur tour la séparation des enfants et des parents. Notre couverture et notre reportage saisissent les enjeux de ce moment", argumente M. Felsenthal dans son communiqué.

Un autre cliché montre une vingtaine d'enfants derrière une grille, certains d'entre eux tentant d'y grimper. Il circule depuis des jours comme une supposée photo de centres de détention pour mineurs à la frontière mexicaine.

Mais son auteur, Abed Al Ashlamoun, photographe de l'agence EPA, a pris cette image en août 2010 et elle représente des enfants palestiniens attendant la distribution de nourriture pendant le ramadan à Hébron, en Cisjordanie.

Enfin, une troisième image est celle d'un enfant en train de pleurer dans ce qui semble être une cage, et qui remporte un grand succès sur Twitter, où elle a été partagée au moins 25.000 fois sur le compte @joseiswriting.

Encore une fois, il s'agit d'un trompe-l'oeil: il s'agit d'un extrait d'une photo qui mettait en scène des arrestations d'enfants lors d'une manifestation contre la politique migratoire américaine et publiée le 11 juin dernier sur le compte Facebook Brown Berets de Cemanahuac.

Que peut-on conclure?

Les trois photographies mentionnées et amplement partagées sur internet ont été sorties de leur contexte et détournées, et ne peuvent servir de preuves des conditions de vie dans les centres de détention de mineurs clandestins. AFP 23 juin 2018

Cette opération a pour origine le clan de l'oligarchie financière associée aux faucons du Pentagone à laquelle participe l'Otan depuis le début puisque partie de Turquie et d'Allemagne, les deux liés intimement à la confrérie des Frères musulmans.

Sachant que l'immigration était un thème de prédilection de ce qu'ils appelaient la gauche et l'extrême gauche, il était à prévoir qu'elles allaient marcher à fond dans cette provocation, tout en se divisant, car certains refuseraient de cautionner cette opération infâme montée de toutes pièces, je parle ici pour moi notamment, puisque à ma connaissance l'ensemble du mouvement ouvrier a décidé de participer à cette instrumentalisation et d'en ignorer les auteurs ainsi que leurs objectifs politiques.

C'était un peu comme si les portes d'une prison s'étaient ouvertes soudainement sans que personne ne sache qui détenait les clés, qui les avait ouvertes et sans que personne ne cherche non plus à savoir pourquoi, étonnant, non ? Comme quoi c'est relativement un jeu d'enfant de manipuler ou instrumentaliser des gens (militants) qui prétendent avoir atteint un certain niveau de conscience, et qui en réalité confondent connaissance et dogmatisme.

Les auteurs de cette opération savaient qu'elle déchirerait également la droite traditionnellement opposée à toute immigration, et qu'elle n'aurait pas d'autres choix que d'adopter la rhétorique de l'extrême droite, tout en sachant que parmi la droite certains s'y opposeraient tout du moins en parole.

On est donc en présence d'une machination consistant à semer le chaos à droite et à gauche, de sorte que le représentant centriste du clan de l'oligarchie le plus réactionnaire, Macron, puisse gouverner ou appliquer tranquillement sa politique, une fois débarrassé de tout concurrent ou de toute opposition qui pourrait menacer son pouvoir dès lors absolu.

Tous les thèmes (le racisme et plus particulièrement l'antisémitisme, l'homophobie, la misogynie, la légalisation de la drogue, etc.) qu'ils ont mis en avant depuis maintenant 40 ans basés sur les préjugés profondément ancrés dans la société et destinés à les choquer, frénétiquement depuis le passage de Hollande à l'Elysée, n'ont été entre leurs mains qu'une tactique ou des instruments destinés à servir la stratégie politique de l'oligarchie qui vise à instaurer un ordre mondial totalitaire.

Il est extraordinaire de constater que la soi-disant gauche et extrême gauche ont participé à des opérations politiques initiées par l'oligarchie elle-même avec le soutien en premier lieu de monarchies européennes. S'il fallait des faits ou des preuves matérielles pour démontrer à quel point elles étaient décomposées, on n'a plus que l'embarras du choix.

Effectivement on peut dire que cela a fonctionné à merveille, peut-être même au-delà de leurs attentes, mais c'est une autre histoire, puisqu'ils sont parvenus à disloquer la gauche et la droite et à s'emparer de tous les pouvoirs, y compris l'Etat.

Ils ont davantage brisé l'illusion qu'il existait un clivage entre la gauche et la droite, que ce clivage lui-même basé sur les rapports établis entre les classes qui n'ont pas été entamés, ce qui leur offre un certain répit pendant lequel Macron s'emploie hystériquement à faire passer son programme ultra réactionnaire.

Cela a également permis de mettre en lumière que la caractérisation de gauche était surfaite ou usurpée, pour ainsi dire sans fondement, ou plutôt qu'elle partageait les mêmes fondements que la droite, ce qui pourrait conduire ceux qui s'en réclament

d'en chercher la réelle signification, de classe cette fois. C'est tout le bien qu'on peut se souhaiter en attendant des jours meilleurs.

En complément

- Sanctionner les pays anti-migrants : la proposition de Macron - leparisien.fr - 23.06

Leur vieux monde en perdition.

- Contrôle de l'information en Russie : la Coupe du monde est "un décor Potemkine" pour "éviter de voir la réalité" - franceinfo 23.06

"Il y a une mainmise presque totale du Kremlin sur l'information", a dénoncé Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières… franceinfo 23.06

Aux Etats-Unis le "presque" est de trop.

- Nicaragua: nouvelles attaques des forces de l'ordre, 8 morts dont un enfant - AFP 24.06

Au moins huit personnes, dont un enfant de 15 mois, ont été tuées dans des opérations samedi des forces de l'ordre et des groupes paramilitaires…AFP 24.06

Pas un mot sur les milices patronales et d'extrêmes droites à la solde de Washington à l'oeuvre pour renverser le régime en place...

- L'ONG allemande Lifeline à Salvini: "Ce sont des humains que nous sauvons" - AFP - 24.06

Tandis que le sort des millions de travailleurs allemands pauvres les laisse indifférent... Leur humanisme est bien la politesse ou la bonne conscience des salauds...

- Dans le sud syrien, la misère des déplacés fuyant la menace d'une offensive - AFP 24.06

Vaut mieux qu'ils restent sous la coupe des barbares d'Al-Nosra...

- Espagne : la colère monte après la remise en liberté de "La Meute" - franceinfo 23.06

Voilà une prise de conscience très sélective qui participe au chaos général relayée par les médias...

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Algérie

- La Banque d'Algérie a déclaré avoir fait fonctionner jusqu'en mars dernier la planche à billets pour créer 3.585 milliards de dinars de monnaie, soit environ 26 milliards d'euros - sputniknews.com 23.06

La Banque d'Algérie a déclaré avoir fait fonctionner jusqu'en mars dernier la planche à billets pour créer 3.585 milliards de dinars de monnaie, soit environ 26 milliards d'euros. Dans un rapport cité par le Journal officiel, elle a précisé que cette émission s'inscrivait dans le cadre d'un plan quinquennal approuvé par les parlementaires.

Jusqu'au 31 mars dernier, la Banque d'Algérie a procédé à l'émission de billets. Elle a confirmé dans son rapport mensuel, cité par le Journal officiel, qu'elle avait émis avant la fin du mois de mars 2018 un total de 3.585 milliards de dinars, soit près de 26 milliards d'euros. Cette émission s'inscrit dans le cadre d'un plan quinquennal de recours à la planche à billets qui a été approuvé par les parlementaires en septembre dernier afin de financer la dette publique, d'éviter une cessation du versement des salaires et pensions aux fonctionnaires et retraités et de relancer les projets à court de financement.

En effet, les besoins du Trésor public algérien en financement sont très lourds cette année. Selon le ministre algérien des Finances, Abderrahmane Raouya, si l'année dernière ils s'étaient chiffrés à 570 milliards de dinars (environ 4,1 milliards d'euros), ces besoins ont triplé cette année pour atteindre un équivalent de 13,2 milliards d'euros et doivent constituer l'année prochaine

580 milliards de dinars, soit quelque 4,2 milliards d'euros.

Ce plan était conforme aux orientations souhaitées par le Président Abdelaziz Bouteflika qui n'envisageait pas pour son pays l'option de recourir à l'endettement extérieur pour financer la commande publique et permettre une relance de la croissance économique. Toutefois, il s'est retrouvé sous le feu des critiques du Fonds monétaire international (FMI) et de l'opposition.

Ainsi, le FMI, qui avait affirmé dans un rapport que l'Algérie devait saisir les opportunités qui se présentaient à elle pour «atteindre le double objectif de stabilisation macroéconomique et de promotion d'une croissance durable», estime que ces mesures risquent d'aggraver les déséquilibres, d'accentuer les tensions inflationnistes et d'accélérer la perte de réserves de changes, ce qui créera un environnement économique qui ne sera propice ni aux réformes, ni au développement du secteur privé.

Pour l'opposition, un tel financement non conventionnel conduira à une flambée de l'inflation, à la baisse du pouvoir d'achat et à la chute du cours du dinar algérien. sputniknews.com 23.06

Vite il faut renverser Bouteflika, dixit le FMI...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (39 pages)

Cette causerie a été rédigée entre le 26 juin et le 2 juillet. Elle est volumineuse et de ce fait quelque peu bordélique, je n'ai pas les moyens de vous offrir une meilleure présentation, ni le temps, pour tout dire je commence à avoir de sérieuses douleurs permanentes à la main droite, arthrite ou arthrose, je n'en sais rien, donc je vais être forcé de lever le pied, je n'ai plus le choix, le portail sera actualisé moins souvent.

De nombreuses réflexions politiques agrémentées de passages relatant mon expérience personnelle.

1 - La civilisation humaine est-elle en péril ?

A force de ménager les muscles des hommes, il se pourrait qu'au bout de 10,20, 30 générations l'espèce humaine produise des hommes faibles aux muscles atrophiés, de sorte qu'ils seraient conduits à vivre de moins en moins longtemps puisque le coeur est un muscle, le plus fragile.

On pourrait en dire autant du système respiratoire ou des poumons qui alimentent directement le cerveau, quand vous tombez dans le coma, le coeur continue de battre et c'est le cerveau qui est atteint.

Et partant du constat que les yeux sont des appendices du cerveau ou qu'ils y sont directement reliés, l'hypothèse de la dégénérescence de leur développement ou composition ainsi que leurs facultés n'est pas à écarter non plus, du fait des mauvais traitements (agressions) qu'ils subissent dès le plus jeune âge en fixant des écrans, ce qui évidemment se répercuterait sur le fonctionnement du cerveau qui en serait altéré.

Au contraire, l'homme ne serait-il pas en train de grandir... Certes, et de s'avachir, y compris au niveau du cerveau, ne l'auriez-vous pas constaté ?

C'est le mode de production et le mode vie qu'il impose qui en est le responsable.

A notre époque, il faut absolument bannir les efforts, les travaux manuels, tout remplacer par des machines, marcher ou se déplacer en vélo est une perte de temps, or le temps c'est de l'argent ou plutôt du profit, or il existe des pertes de temps utiles

quand ils correspondent à la morphologie de l'homme ou contribuent au bon fonctionnement de ses organes, et puis nous en sommes arrivés au point où les hommes ne sont plus foutus de faire quoi que ce soit avec de simples outils, bref, avec leurs dix doigts, de la même manière qu'ils possèdent des rudiments de pharmacopée, mais ils ignorent tout des vertus curatives des plantes, ils appuient sur le bouton de l'interrupteur et la lumière jaillit, mais leurs connaissances sont nulles en physique.

L'homme moderne qu'on nous vend comme la panacée de la civilisation humaine, est en réalité pratiquement nul dans tous les domaines, physique, mental, intellectuel, culturel, et bien sûr politique. La mécanisation l'a certes soulager des tâches les plus ingrates ou pénibles, mais en même temps elle l'a fragilisé et elle en a fait un idiot qui produit et consomme sans se poser trop de questions, sans savoir ni quoi ni comment ni pourquoi. Il en est résulté, que son rapport à la notion de cause à effet qui est à la base de la logique s'est affaibli, au point d'être entraîné dans une spirale infernale qui est en train de le broyer à tout jamais s'il ne réagit pas à temps. Il ne s'aperçoit pas que c'est uniquement la soif insatiable de profit et de pouvoir d'une poignée d'oligarques psychopathes, qui détermine la notion du temps qui régit son mode de vie, l'ensemble de l'existence qu'il subit, qui est un des éléments essentiels influençant l'ensemble des activités des hommes jusqu'à l'anatomie et la reproduction de leur espèce.

Au lieu de passer mon temps libre à glander ou à me divertir bêtement, bien que je sois loin d'être le dernier à faire la fête, j'ai passé plus de 43 ans à étudier une multitude de domaines en les abordant souvent à partir d'ouvrages de vulgarisation davantage à ma portée ; parce qu'on ne possède pas forcément les connaissances requises pour aborder d'emblée des questions particulièrement complexes, tout le monde l'admettra, la physique ou la mécanique quantique par exemple, l'astrophysique, etc. Mais aussi parce que la plupart des ouvrages scientifiques sont rédigés dans un langage quasi hermétique qui les rend inaccessibles aux néophytes que nous sommes. Toutefois, des chercheurs ou des scientifiques qui excellaient dans leur domaine ont parfois rédigé des ouvrages à la portée de tous, notamment Marx et Engels pour ce qui est de l'économie et des sciences sociales, des anthropologues ou des ethnologues, des archéologues ou des géologues, des philosophes ou des psychanalystes, des médecins ou des biologistes, des naturalistes, etc.

Et puis on est en droit de se demander comment on pourrait prétendre vouloir changer la société en demeurant ignorant à ce point. N'est-ce pas ce qui donne finalement un sens à la vie, que d'essayer de comprendre d'où on vient et vers où l'on va, dans quelle direction la société pourrait s'orienter en dépassant le règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'ignorance dans laquelle nous baignons depuis notre origine ?

Notre combat politique est perdu d'avance si nous ne parvenons pas à lui donner cette dimension, c'est la conclusion à laquelle je suis parvenu.

Un article qui tombe à pic. Bienvenue chez les mutants.

- Deux tiers des internautes se sentent dépendants des écrans - AFP 26.06

Deux tiers des internautes se sentent "dépendants" de l'écran de leur téléphone, tablette ou ordinateur, indique un sondage publié mardi.

À la question "diriez-vous que vous êtes dépendant vis-à-vis de vos outils connectés (smartphone, tablette,ordinateur...)?", 38% des sondés répondent "un peu dépendant", et 29% "totalement dépendant", soit un total de 67%.

Environ un tiers des sondés se voient à l'inverse "peu dépendants" (19%) ou "pas du tout dépendants" (13%).

Un médecin généraliste membre du conseil d'administration de la Fondation, Pierre Wolff, a estimé que ces résultats montraient une tendance à "l'hyperconnexion numérique" chez les Français. Il en dénonce les dangers pour la santé: sommeil et alimentation perturbés, et activité physique insuffisante.

La majorité des sondés estiment en effet que l'exposition aux écrans a un "impact négatif" sur leur activité physique (57% d'entre eux) et leur sommeil (56%) et surtout leur vision (76%).

Les sondés déclarent en moyenne passer 4 heures 22 minutes par jour devant leur écran de téléphone, tablette ou ordinateur, avec une pointe à 6 h 28 mn chez les 18-34 ans, et 7 h 13 mn chez les cadres.

Mais 77% estiment qu'internet prend dans leur vie quotidienne "la place qu'il faut", tandis que pour 22% il prend "une place trop importante". AFP 26.06

6 h 28 mn par jour devant leur écran de téléphone, tablette ou ordinateur, plus 1 à 3 heures passées devant la télévision, 8 heures de boulot, 1 à 1h30 de transport, 1 à 2 heures pour prendre les trois repas quotidiens, 1 à 1h30 à se préparer le matin, déjeuner, à faire les courses ou préparer le repas du soir, faire un brin de ménage, repasser le linge, etc. on arrive à une moyenne située entre 16 et 18 heures sur une journée de 24 heures, le reste étant consacré au sommeil, il reste peu de temps pour réfléchir tranquillement, lire, étudier, participer à des activités culturelles ou artistiques, éventuellement à la lutte de classe...

77% d'imbéciles heureux, le capitalisme a encore de beaux jours devant lui !

Avant on évoquait une vie de con, qu'est-ce qu'il faut dire dorénavant ? Stop !

Ceux que ce discours choquerait sont des nantis, il ne leur est pas destiné ou ils peuvent aller voir ailleurs, on ne les retient pas !

2 - Le courant politique qui se moque des conventions, des convenances, du conformisme, du politiquement correct, des susceptibilités, des a priori, des préjugés, des jugements derniers prononcés par des esprits étroits ou bornés qui de surcroît se croient éclairés ou supérieurs.

3 - J'ai enfin obtenu mon visa à vie OCI (Origin Citizen Indian) ou l'équivalent de la nationalité indienne, le droit de vote en moins.

4 - Dans la nuit de samedi à dimanche une partie du toit de la maison délabrée du frère de ma compagne s'est écroulée, il était en tuile. Heureusement personne n'a été blessé. Dimanche matin, une dizaine de personnes s'est activées pour réparer le toit avant la tombée de la nuit, sauf qu'à 13h30 il s'est mis à tomber des cordes ! Ils n'ont vraiment pas de bol. Ils sont pauvres évidemment et ils font connerie sur connerie parce qu'ils ne sont pas évolués.

J'ai eu l'occasion d'en parler avec Kumar il y a quelques semaines de cela, et ce n'était pas la première fois. Je lui ai dit sans détour ce que je pensais, cela se passait chez moi, il était assis à table en face de moi. Je lui ai dit que le problème des pauvres, c'est qu'ils avaient le don de se foutre dans la merde ou d'en rajouter encore et encore parce qu'ils n'avaient pas grand chose dans la tête, en précisant qu'ils n'y étaient pour rien. Et c'est vrai, c'est même caricatural en ce qui le concerne. Cela fait des années qu'il a entrepris de construire une nouvelle maison sans trouver les moyens de la terminer, car dès qu'il a un peu d'argent de côté, il le dépense ou pire il en fait cadeau à des membres de sa famille qui ne lui ont rien demandé, c'est cela le plus fort. Il a acheté un terrain en 2013 qui ne lui sert à rien, 275.000 roupies, en cadeaux il a dépensé plus de 200.000 roupies en 5 ans. Mieux encore, il a fait détruire une partie des travaux effectués dans sa nouvelle maison parce qu'il avait changé d'idée. Pire encore, il a entrepris de construire un premier étage, alors qu'il n'a jamais été foutu de terminer le rez-de-chaussée. C'est à croire qu'il fait exprès d'être con, c'est ce que je lui ai dit textuellement, qu'il était très con ou bête si vous préférez (je sens que je vais encore choqué les âmes sensibles, les bonnes consciences à 2 balles!) , parce qu'en plus il se croit le plus intelligent de la famille et c'est ainsi que ses 5 soeurs le considèrent.

C'est un garçon charmant, très calme, souriant, serviable, généreux, trop, qui est sous l'influence de sa culture abominable, du qu'en-dira-t-on, pas flambeur ou ambitieux, courageux, mais pour qui les apparences comptent plus que tout, or il n'y a rien de pire car cela n'a jamais nourri un homme ou régler des problèmes. Il croit bien faire, sans se rendre compte qu'il a pourri l'existence de ses trois enfants avec lesquels il rencontre de sérieuses difficultés, parce que cela a influé sur le développement de leur caractère, au point qu'à part sa fille de 3 ans, je ne veux pas voir ses deux fils chez moi. Je lui ai déjà prêté 225.000 roupies pour ses travaux. J'attends la fin août pour débloquer de l'argent que j'ai placé à la banque pour lui prêter 200.000 roupies supplémentaire, en attendant les travaux de sa maison sont stoppés, par sa faute, parce qu'il a refusé de vendre ce foutu terrain qui ne lui sert à rien, et maintenant sa bicoque qui s'écroule. Et dès qu'il aura déménagé, il vendra le minuscule terrain où se trouve sa baraque en ruine, il a déjà plusieurs acheteurs, et il me rendra ces 200.000 roupies. C'est l'accord que nous avons passé. Mais c'est seulement récemment qu'il s'est décidé à le vendre parce qu'il n'avait pas d'autre solution. Il a dû cogité ce que je lui avais conseillé de faire. Je lui ai expliqué aussi que je ne pouvais pas dilapider mon petit capital, parce quand je serai mort, sa soeur (47 ou 48 ans, elle n'en sait rien!) qui vit avec moi se retrouverait sans revenu. Je dois donc au contraire continuer d'économiser afin d'assurer les vieux jours de ma compagne, j'y tiens. Et au rythme où va l'inflation, c'est une nécessité absolue, car dans 20 ans ou plus, les intérêts que me rapporte mon capital actuel seront une misère. Il faut donc être prévoyant, réfléchir des décennies à l'avance pour ne pas se retrouver dans une merde noire.

Quand on est pauvre, plus que tout autre on n'a pas le droit à l'erreur. Quand je suis arrivé en Inde j'avais un capital de 230.000 francs à l'époque, c'est que dal de nos jours, et bien j'ai réussi à vivre dessus pendant 22 ans parce que j'ai su le gérer intelligemment. Oui en me privant en permanence, et alors, en échange de quoi j'ai pratiquement arrêté de bosser à 35 ans, j'ai profité de la vie et j'ai échappé à la misère qui m'attendait en France, cela valait le coup,j'ai toujours été honnête, je n'ai exploité ou volé personne, je n'ai pas de dettes et je ne dois rien à personne, je n'en suis pas fier, j'en suis heureux comme cela et c'est l'essentiel.

J'ai raconté cela à Kumar en anglais, il est parfaitement bilingue, sans qu'à aucun moment il se crispe ou se mette en colère. J'ai été avec lui d'une franchise absolue sans jamais le juger ou lui reprocher quoi que ce soit. Je l'ai simplement mis en face de la situation dans laquelle il se retrouvait, en précisant toutefois qu'il y était pour quelque chose, en lui signifiant que malheureusement je n'avais pas les pouvoirs d'un banquier, ce qui l'a bien fait marrer. Comme quoi on peut tout se dire simplement sans se foutre sur la gueule ou s'insulter, je dis cela pour les lecteurs qui ne supportent pas mon discours, ils doivent être trop évolués ma foi, tout du moins c'est ce qu'ils croient ! Oh je sens que je vais encore me faire des amis ! Kumar, c'est ma classe, et tous les malheurs qui l'accablent me touchent directement, vous comprenez ?

5 - Le mot du jour : STOP !

Quand en 1976, il y a 42 ans, j'ai découvert Marx et je me suis engagé dans le militantisme, c'était pour changer le monde. Bien sûr ma condition d'ouvrier pauvre y avait été pour quelque chose, mais surtout ou plus que tout, je ne voulais pas reproduire le mode de vie de mes parents, je ne voulais pas subir ce qu'ils avaient dû supporter toute leur vie, je ne tenais pas à leur ressembler, je voulais travailler pour vivre, pas vivre pour travailler, je ne tenais pas à être un esclave.

Ce que je veux dire par là, c'est que je m'étais fait une idée de la vie qui ne correspondait pas du tout avec celle qu'on voulait m'imposer, j'estimais que si nous étions venu au monde, c'était pour profiter de la vie, s'épanouir, et bien je pense qu'un jour ou l'autre c'est le genre de truc qui a traversé la tête de tous les jeunes.

Et maintenant la question qu'il faut se poser, c'est pourquoi, comment et à quel moment cette idée leur est sortie de la tête. Cela me semble très important pour les aider à renouer avec cette aspiration qui n'avait rien d'excentrique ou d'extravagant, pour définir un discours qui soit adapté à ces travailleurs ainsi qu'à la situation. En parcourant la littérature du mouvement ouvrier, on arrive vite à la conclusion que ce n'est pas vraiment sa préoccupation ou sa source d'inspiration, son objectif pour qu'ils modifient leur état de conscience et s'engagent dans le combat politique pour abattre le régime en place.

Quand vous prenez le discours des partis et des syndicats, vous vous apercevez que le capitalisme est leur seul horizon, au-delà de leur diatribe qui se veut parfois radicale, leur catalogue de revendications est compatible avec le capitalisme, mieux ou pire selon notre conception de la lutte de classe, toutes les réformes sociales adoptées dans le passé ont été intégrées (digérées) au fonctionnement du capitalisme grâce à l'hétérogénéité de la classe ouvrière et à la division internationale du travail, elles ont même servi à assurer sa survie au lieu d'être les prémices de son abolition.

Au départ le capitalisme s'y est adapté à contrecoeur, au point plus tard de revendiquer ces réformes sociales ou de faire croire qu'il en était à l'origine, ne serait-il pas bourré de vertus qu'on ignore, pour finalement les liquider après qu'il eut développé les capacités pour parvenir aux mêmes objectifs à moindre coût tout en resserrant les liens de la servitude qui entravaient ses esclaves, ses serfs pour parodier N. Rockefeller.

Il fut une époque où une partie du monde était développé et exploitait l'autre moitié vouée au sous-développement. Durant toute cette période, la première pilla les matières premières des colonies de l'autre, à un coût de la main d'oeuvre ridiculement bas, ce qui lui permit de réaliser de gigantesques profits sur les produits finis écoulés dans les pays développés. Simultanément commença à se développer un marché dans les colonies, les fonctionnaires, la petite bourgeoisie ou les classes moyennes devenaient des clients potentiels auxquels il pourrait écouler ses marchandises. Et le développement des forces productives entraîna celui de la lutte de classe, ce qui se traduisit par l'augmentation du niveau de vie des travailleurs employés dans l'industrie qui devenaient de ce fait de nouveaux consommateurs potentiels des produits fabriqués en occident. Evidemment, ils ne leur seraient pas proposés aux mêmes prix et le profit à en attendre serait très nettement inférieur, mais sur le volume il n'était pas négligeable, et puis cela permettait de faire tourner les usines en occident à plein régime...

Bien plus tard vint l'époque où la partie colonisée du monde avait développé une importante classe ouvrière et classe moyenne, mais pas dans n'importe quelle condition, sans que la lutte de classe n'eut atteint le niveau de celui des pays occidentaux qui les eut contraint à accorder d'importantes réformes ou concessions à la classe ouvrière ou à l'ensemble des classes exploitées, de sorte que ce nouveau marché au potentiel extraordinaire présentait dorénavant des qualités bien supérieures à celui de l'occident dans absolument tous les domaines : main d'oeuvre nombreuse ou illimitée, bien formée, docile, disciplinée, inorganisée, atomisée, somme toute très arriérée et c'est peu dire, parfois sous l'emprise de religions, de superstitions, taillable et corvéable à merci, facilement manipulable, bref, présentant toutes les qualités requises pour en tirer le maximum de profit.

Dès lors ces deux mondes ou ces deux marchés allaient se retrouver en concurrence dans tous les domaines, économique, industriel, commercial, scientifique, technologique, sociale, politique, puisque les pays anciennement colonisés ne se bornaient plus à produire des matières premières ou à fournir de la main d'oeuvre à bon marché, ils allaient produire en quantité illimité tout ce que les pays occidentaux produisaient dans des conditions nettement moins favorables sur le plan économique, social et politique.

Les capitalistes en vinrent à se demander pourquoi ils continueraient de produire quoi que ce soit en occident, puisque finalement cela leur rapportait moins en prenant davantage de risques, notamment sur le plan politique, dès lors que les régimes de tous les pays où leurs multinationales étaient implantées étaient des dictatures ou des régimes semi-féodaux, où le prolétariat n'avait pratiquement aucun droit social et n'était pas prêt sur le plan politique de menacer leur pouvoir, l'idéal en somme pour les exploiteurs.

Il advint donc un moment où ces deux mondes ou marchés basculèrent, l'un entamant une régression sans fin dans absolument tous les domaines, il est important de le préciser une fois de plus, on verra plus loin pourquoi, tandis que l'autre se développait et tendait à le remplacer dans des conditions d'exploitation et d'oppression proches de celles du XIXe siècle en Europe, proches mais pas similaires. Prenons un exemple pour l'illustrer.

Les oligarques occidentaux ont transféré des masses de capitaux en Inde, mais pour qu'ils prospèrent il fallait mettre les Indiens au travail et leur permettre de consommer en rehaussant les salaires, ce qui leur permettrait par la même occasion d'accéder au crédit, mais avant cela nécessitait de développer les infrastructures du pays, aussi les mêmes oligarques ou les institutions

financières internationales (c'est la même chose) octroyèrent des prêts au gouvernement indien, c'est ainsi que tout le monde en Inde se retrouva endetté jusqu'au cou à des taux d'intérêt frôlant l'usure, pendant que ces oligarques (y compris indiens) empochaient tranquillement leurs dividendes ou réalisaient de juteux profits. S'il y a bien eu extension du marché mondial, c'est au prix de l'endettement de tous les Etats et peuples concernés.

En 2018 en Inde, il est devenu impératif de travailler pour un couple avec deux ou trois enfants pour ne pas sombrer dans l'extrême pauvreté. Pourquoi ? Depuis le développement économique du début des années 90 (1991 pour être précis), la société a imposé à l'ensemble de la population de profondes transformations en terme de besoins, de charges on devrait plutôt dire (éducation, transport, communication, numérique, biens d'équipement, etc.), qui correspondent à un niveau d'éducation ou de vie considérablement supérieur à celui qu'ils étaient les années ou décennies précédentes, sauf que l'immense majorité des travailleurs indiens n'y étaient pas préparés ou n'avaient pas les moyens d'y accéder, de suivre le rythme, parfois parce qu'ils étaient illettrés ou analphabètes ou parce qu'ils avaient un niveau d'instruction trop faible, parce qu'ils étaient très pauvres, du coup ils doivent s'y adapter comme ils peuvent. Comment ? En sacrifiant leurs enfants et leur couple en travaillant tous les deux, et évidemment en s'endettant, car ils sont pratiquement tous endettés auprès d'usuriers.

Il faut comprendre que sans un moyen de transport personnel, un deux-roues à moteur, il est devenu impossible de travailler ou de se déplacer rapidement, les transports en commun sont rares où ne passent pas dans tous les villages, d'accompagner les enfants à l'école ; sans téléphone portable ils ne sont pas joignables, or nombreux sont journaliers ou n'ont pas un emploi à horaires fixes ; sans parler d'autres contraintes financières qu'ils s'imposent en rapport avec leurs coutumes ou leur statut. A chaque évènement familiale ils doivent faire un don ou un cadeau conséquent ou ils se sentent obligés d'imiter les membres de leur famille, leurs voisins, par exemple s'ils envoient leurs enfants dans des écoles privées ; mais surtout, ils ont cessé de vivre à plusieurs générations sous le même toit, et les héritages de terres se sont épuisés à cause de la démographie galopante, il ne reste plus rien à partager, il leur faut donc louer ou construire une petite maison, pas en feuilles de cocotier comme hier, non en dure et cela coûte une fortune, ils sont donc contraints très souvent de vivre dans des habitations insalubres, inachevées, et il n'est pas rare qu'ils hébergent un ou plusieurs membres de leur famille qui se retrouvent à la rue, qui ont sombré dans le dénuement le plus totale, la pauvreté absolue, j'en connais plein, etc.

Donc les Indiens travaillent quand ils le peuvent, et en retour voilà le mode de vie cauchemardesque qui leur est réservé, seule une infime minorité parvient à s'en sortir, les fonctionnaires et ceux qui ont fait des études supérieures, ou encore ceux dont les parents ou grands-parents n'avaient pas dispersé ou dilapidé les terres qu'ils possédaient et que gèrent leurs petits-enfants ou qui leur assurent un confortable capital quand ils les vendent pour monter une entreprise ou un commerce, un terrain qui valait quelques dizaines de milliers de roupies il y a 25 ans en vaut aujourd'hui des millions ou davantage encore.

Les travailleurs indiens sont donc contraints d'accepter les conditions de travail et de rémunération qui se présentent à eux. Ils travaillent plus qu'autrefois, ils consomment plus qu'autrefois, ils ont un compte en banque, une carte bancaire, en fait ils alimentent uniquement le mode de production capitaliste, mais on ne peut pas dire qu'ils ont des conditions de vie meilleures qu'autrefois, par bien des côtés que je viens d'exposer brièvement elles sont pires encore, angoissantes au possible, cauchemardesques. Tenez, je ne raconte pas d'histoires, au moment même où j'écrivais ces lignes, Selvi (ma compagne) vient de donner une mangue et deux tomates à Srida (la fille de sa soeur Adi), dont l'époux travaille, parce qu'il ne lui reste plus une roupie en poche pour manger avec ses deux enfants, c'est elle qui a demandé deux tomates, elle a commencé à travailler à la chaîne dans une usine de produits pharmaceutiques il y a une semaine. Son salaire mensuel est de 5.000 roupies (66 euros environ) pour 48 heures hebdomadaires. Elle nous a raconté que les cadences étaient si infernales que les ouvrières quittaient leur emploi au bout de 2 ou 3 jours, alors qu'elles ont absolument besoin de travailler... Vous voyez, je n'ai même pas eu le temps de finir de vous raconter le malheur qui frappe des centaines de millions de familles indiennes, qu'une autre histoire se présente, voilà ce qu'on vit ici au quotidien.

Les classes moyennes vivent un cauchemar similaire, leurs conditions de travail ne sont pas meilleures, elles travaillent plus généralement, elles sont particulièrement serviles. Elles n'ont aucune sécurité d'emploi, aucun avantage social, elles ont une voiture acheté à crédit au lieu d'une mobylette ou un petit scooter, elles ont une maison plus grande également acheté à crédit, elles dépensent sans compter pour la scolarité de leurs enfants, en vêtement, en biens d'équipement, etc. mais elles n'en profitent pas davantage non plus, leur vie se résume à montrer qu'elles ont un statut supérieur à la moyenne de la population, vous parlez d'une satisfaction, c'est misérable. Elles consomment frénétiquement, c'est l'essentiel pour le capitalisme.

Vaut mieux que ce soit des travailleurs soumis et sans droit, qui produisent dans des conditions d'exploitation maximales sans recourir à la lutte de classe, qui paient chaque marchandise ou service généralement privatisé, qui s'adonnent au bonheur de la consommation sans autre objectif ou horizon dans leur vie, plutôt que recourir à des travailleurs exigeant sans cesse qu'on leur accorde de nouveaux droits, qui revendiquent de meilleures conditions de travail, qui s'accrochent à des acquis sociaux d'un autre âge, qui ne sont jamais satisfaits de leurs conditions d'existence, qui coûtent chers pour finalement rapporter peu, hormis beaucoup de tracas et des menaces.

J'imagine que dans un grand nombre de pays en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient ou en Amérique latine, la situation doit ressembler à celle qui existe en Inde. Ils achètent les classes moyennes et les fonctionnaires, l'aristocratie ouvrière et ils sont tranquilles. Vous me direz que c'est la même chose ailleurs, certes, mais ils ne procèdent pas exactement dans les mêmes conditions.

Et ces menaces sont d'ordre politique, ce qui ne risque pas d'arriver dans les pays comme la Chine ou l'Inde par exemple, où règne un régime totalitaire ou semi-féodal gangrené par la corruption. Les oligarques peuvent s'enrichir sans entrave, les multinationales peuvent se livrer à des ententes commerciales sur le dos du peuple, peuple qui est pour ainsi dire privé de tout droit politique. Sur ce plan-là, politique, le basculement que nous avons évoqué précédemment valait le coup, puisqu'ils ont troqué un régime trompeusement qualifié de démocratique prenant en compte l'existence de la lutte des classes, au profit de régimes autoritaires, totalitaires quasi indéboulonnables dans l'état actuel des rapports entre les classes, un modèle de société que les dirigeants des puissances occidentales leur envie et qu'ils s'emploient à mettre en place pas à pas dans leur propre pays, partout dans le monde.

Voilà à quelle étape ils en sont, politique, d'où Macron qui est chargé d'achever le sale boulot, qui consiste à imposer le modèle de société anglo-saxon néolibéral, totalitaire. A suivre

6 - Ce qui caractérise Macron.

- Son programme néolibéral qu'il entend appliquer au bulldozer.

- Pour contrebalancer l'image épouvantable qui en est la conséquence, il est contraint d'être en permanence en campagne électorale, c'est-à-dire qu'il doit s'employer à essayer d'amadouer toutes les couches sociales qu'il maltraite par ailleurs, en recourant à des expédients par nature aussi volatiles que les promesses électorales, histoire d'embrouiller les esprits ou de duper les plus naïfs qui figurent même parmi ses partisans ou son électorat de privilégiés.

Si j'ai bien compris la situation, il ne peut pas souffrir l'existence d'un concurrent sérieux, car il serait obligatoirement battu en 2022. Pendant que tous ses concurrents, adversaires ou prétendus ennemis se déchirent ou polémiquent, il doit rester l'unique candidat au trône de France.

7 - L'AFP se radicalise ou devient le porte-parole officiel des barbares.

L'AFP (L'Agence Française de Propagande de l'Otan) a cessé depuis quelques jours de préciser la nature des "groupes rebelles" armées qui affrontent l'armée de la République laïque arabe syrienne, en réalité différents groupes de barbares issus d'Al-Qaïda ou Daesh, sans doute histoire que les lecteurs les assimilent à de simples opposants légitimes à Bachar el-Assad, de manière à ce qu'ils les soutiennent et soutiennent ainsi Macron et le gouvernement français engagés dans la guerre en Syrie pour obtenir la chute du président syrien.

Voici les expressions que l'AFP a employé dans deux articles sur agrémenter le champ lexical des rebelles : "les secteurs rebelles", "les groupes rebelles", "les territoires rebelles", "les quartiers rebelles", "les territoires sous contrôle rebelle", "des bastions rebelles".

Dans un article de 47 lignes, rebelles apparaît 8 fois (Exode massif face à l'avancée des forces du régime dans le sud de la Syrie - AFP 26 juin 2018), 5 fois dans un article de 20 lignes (Le régime syrien a lancé une offensive dans la ville de Deraa AFP 26 juin 2018).

En ne nommant pas ces mouvements ou groupes issus d'Al-Qaïda ou de Daesh, l'AFP fait disparaître la nature barbare. L'AFP est donc complice de barbarie.

J'ai adressé un article sur ce sujet au blog Les-Crises pour qu'ils le publient, sans mentionner l'adresse de mon site, mais apparemment ils n'y sont pas disposés, ce qui ne m'étonne pas. A qui voudriez-vous que je l'envoie ? A des gens qu'il faut flatter, dont il faut partager les idées sans jamais les critiquer ? Ce n'est pas mon genre. On en connait, on ne connait que cela à vrai dire, vous savez ces gens qui se plaignent d'être censurés par les médias, de subir une forme d'ostracisme... qu'ils appliquent eux-mêmes. C'est pitoyable.

Pourquoi insister sur ce sujet (La désinformation des médias) ? C'est une sorte d'avertissement adressé aux lecteurs.

Pour montrer aux lecteurs, qui sont sans aucun doute des gens biens, équilibrés, progressistes ou humanistes, plutôt cartésiens ou logiques, épris de justice et de vérité, mais qui ont peut-être la naïveté ou la faiblesse de croire plus ou moins inconsciemment que les hommes et le monde ne sont pas parfois aussi terrifiants que certains les dépeignent, qu'ils ignorent qu'en réalité nos ennemis sont capables de bien pire que tout ce qu'ils ont pu imaginer ou leur prêter jusqu'à présent ou qu'ils n'ont rien en commun avec nous, hormis combattre pour une cause... opposée à la nôtre.

On peut facilement se méprendre sur leur compte parce qu'ils revêtent différents masques. Ce sont des fanatiques, la pire pourriture qui soit, ce qu'on ne devinera pas au premier abord ou qu'on refusera d'admettre, et lorsque les circonstances nous y forcerons, il sera trop tard. Comment cela ? Quelle question ! On croit rêver !

Enfin, observez ce qui se passe sous vos yeux, vous ne voyez pas que l'immense majorité de la population est incapable de la moindre réaction face à leurs guerres, qu'elle adopte une attitude indifférente, passive, soumise, résignée. Hormis quelques partis regroupant tout au plus quelques milliers de militants complètement marginalisés ou ne bénéficiant d'aucune audience médiatique, tous de l'extrême droite à la pseudo-extrême gauche, militants, adhérents, sympathisants, intellectuels ou personnalités soutiennent ces guerres ou ils estiment qu'elles sont légitimes en y mettant les formes parfois. En est-ce la cause ou la conséquence ? Les deux.

Qui a formaté les consciences et comment ? Ces partisans de ces guerres et les médias, le gouvernement. Mais d'un autre côté, quel intérêt les travailleurs auraient-ils à ces guerres ? Aucun, et ils le savent, ils aspirent naturellement à la paix sauf parfois lorsqu'ils se sentent agresser, il suffit de leur poser la question pour s'en assurer, mais malgré tout ils laissent faire.
Le conditionnement dont ils font l'objet intervient après et non avant comme voudraient nous le faire croire les crétins d'ouvriéristes, vous savez ces gens qui n'ont pas la conscience tranquille et pour lesquels l'homme (le travailleur) serait né parfait ou vertueux et qui aurait juste le malheur de l'ignorer.

Donc, s'ils adoptent cette attitude, c'est parce qu'ils estiment ne pas être concernés, ce qui peut s'expliquer facilement : pourquoi voudriez-vous qu'ils manifestent leur solidarité envers des peuples massacrés, alors qu'ils acceptent eux-mêmes quotidiennement de vivre sous un régime de servitude, en s'abaissant à subir cette condition humiliante sans broncher, ils s'ôtent pour ainsi dire les moyens de réagir, et si le conditionnement fonctionne très bien sur eux, c'est parce que leur état de faiblesse les y a prédisposés ou déjà préparés, autrement dit il ne manquerait pas grand chose pour les entraîner dans une guerre.

Maintenant que les partisans de la guerre en portent la responsabilité, c'est évident, mais ce n'était pas le thème de cette démonstration qui était consacrée à l'état de conscience des masses et comment il se forme, et éventuellement comment il peut évoluer. Car il est tout aussi évident que si tous les partis qui se réclament de la gauche ou de l'extrême gauche dénonçaient ces guerres et appelaient ensemble à s'y opposer l'immense majorité des travailleurs répondraient présents.

En complément. Quelques jours plus tard, c'était au tour de Reuters

Les barbares sont vaincus, sortez vos mouchoirs par l'agence de presse britannique Reuters.

- Les rebelles syriens perdent plusieurs localités du sud-ouest - Reuters 1 juillet 2018

Une série de localités tenues par les rebelles syriens dans la région de Deraa ont accepté samedi de passer sous le contrôle du gouvernement face à l'effondrement des lignes insurgées dans cette région du sud-ouest de la Syrie sous le feu d'intenses bombardements.

La région de Deraa, proche des frontières de la Jordanie et du Golan annexé par Israël, a été en 2011 l'un des premiers foyers de la contestation contre le président Bachar al Assad.

En cas de défaite dans ce secteur, les rebelles ne se retrouveraient plus qu'avec un seul bastion : la zone autour de la province d'Idlib, frontalière avec la Turquie, dans le nord-oust de la Syrie. Reuters 1 juillet 2018

Nous avons montré comment l'AFP avait recyclé les barbares issus d'Al-Qaïda en rebelles tout courts, sans plus se donner la peine de les caractériser de modérés. Reuters en fait autant. Dans cet article par exemple : les "rebelles syriens" ; les "localités rebelles" ; les "négociateurs rebelles" ; un "porte-parole rebelle".

8 - L'idéologie de la guerre commence par la guerre psychologique contre les masses, par la préparation psychologique à la guerre, en commençant par la guerre intérieure. Comment ? En opposant les différentes couches ou minorités de la société à la majorité, en attisant les préjugés les plus archaïques, la haine, la violence, la xénophobie, le racisme, au nom de l'amour, de la tolérance, de la paix, de la solidarité entre les peuples, de la mondialisation, de la démocratie, de la liberté.

9 - Quelques citations ou aphorismes d'Albert Einstein.

- Il y a deux choses d'infini au monde : l'univers et la bêtise humaine…mais pour l'univers j'en suis pas très sûr. LVOG - C'est peu dire !

- La seule source de connaissance est l'expérience.

- La connaissance s'acquiert par l'expérience, tout le reste n'est que de l'information.

LVOG - Nombreux sont ceux qui confondent les deux. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas foutus de tirer des enseignements de

leurs propres expériences quotidiennes. En fait, la plupart des gens ignorent même ce que cela signifie, d'où leur incapacité à progresser. Il ne leur viendra pas à l'esprit d'observer leur propre comportement ou de se demander pourquoi telle ou telle idée leur vient à l'esprit et d'y réfléchir.

- N'essayez pas de devenir un homme qui a du succès. Essayez de devenir un homme qui a de la valeur. LVOG - Là, c'est trop demandé, on va vous répondre : Cela sert à quoi ? A rien, ne cherchez pas, vous êtes bien comme vous êtes, d'ailleurs nous vivons dans un monde merveilleux...

- Si vous ne pouvez expliquer un concept à un enfant de six ans, c'est que vous ne le comprenez pas complètement.

LVOG - C'est un truc que j'avais compris, c'est pourquoi je m'emploie à expliquer un tas de choses à ma compagne ultra arriérée en vérifiant qu'elle a bien compris, même si elle sera incapable d'en faire quoi que ce soit, ce qui est normal. C'est une épreuve qu'on devrait faire passer à nos dirigeants, vous ne trouvez pas ?

- Si une idée ne paraît pas d'abord absurde, alors il n'y a aucun espoir qu'elle devienne quelque chose.

LVOG - La plupart des gens se croient trop intelligents pour que l'absurde les atteigne, donc ils ne peuvent rien imaginer au-delà du capitalisme...

- Les grands esprits ont toujours rencontré une opposition farouche des esprits médiocres.

LVOG - Nous en sommes la preuve, je déconne...mais je le pense un peu tout de même !

- Ce qui reste éternellement incompréhensible dans la nature, c'est qu'on puisse la comprendre.

LVOG - Et à la vitesse où se transforme la société, c'est pire encore !

- Les États-Unis d'Amérique forment un pays qui est passé directement de la barbarie à la décadence, sans jamais avoir connu la civilisation.

LVOG - Une bonne définition qui s'applique à Israël.

(Source : http://www.touteslescitations.com)

Ce qu'Einstein n'a jamais dit : https://www.drgoulu.com/2008/11/26/ce-queinstein-na-jamais-dit/

Nous vivons dans un monde gouverné par des dingues !

- Cocaïne et anguille sous roche - Liberation.fr 27 juin 2018

Une enquête stupéfiante parue dans la revue «Science of the total environnement» vient de démontrer que la coke mais aussi d'autres drogues présentes dans les fleuves européens sont néfastes pour les anguilles.

Déjà que les pesticides et autres agressions chimiques ne leur faisaient pas du bien, voilà ces pauvres anguilles camées à mort par la coke mais aussi, selon le magazine Sciences et Avenir qui révèle cette effarante nouvelle, par la morphine, les amphétamines ou la MDMA. En Europe, la Tamise londonienne serait d'ailleurs la plus «chargée» en cocaïne. Selon un rapport fourni par l'European monitoring centre for drugs and drug addiction, et cité par le magazine, «ces drogues se retrouvent dans les cours d'eau pour deux raisons principales : l'utilisation mondiale énorme de ces substances et l'efficacité variable avec laquelle elles sont éliminées des effluents d'eaux usées dans les stations d'épuration, qui dépend fortement de la technologie utilisée».

«Bien que les concentrations soient faibles (de 0,4 à 44 nanogrammes par litre pour la cocaïne dans les eaux de surface), l'équipe de chercheurs italiens a prouvé que ces doses suffisaient pour nuire à la santé des anguilles», explique Sciences et Avenir.

Rassurez-vous : un grand programme de repeuplement des anguilles est en cours, à la grâce du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, entre autres. Oui, il y a des causes qui en valent la peine. Liberation.fr 27 juin 2018

En complément. Quand les narcotrafiquants siègent à l'ONU, à la CIA...

- Cocaïne et opium: la production au plus haut en 2016 - L'Express.fr 26 juin 2018

La production mondiale de cocaïne, essentiellement en provenance de Colombie, et d'opium, principalement issu d'Afghanistan, a explosé pour atteindre son plus haut niveau historique en 2016-2017, s'alarme l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans son rapport annuel publié mardi.

La production mondiale d'opium a bondi de 65% de 2016 à 2017, à 10.500 tonnes, chiffre "le plus élevé" depuis les premières estimations de l'ONUDC au début des années 2000. Les surfaces de culture de pavot à opium ont progressé de 37% au niveau mondial entre 2016 et 2017, atteignant 420.000 hectares, dont plus des trois quarts se trouvent en Afghanistan où cette manne contribue à financer l'insurrection qui déstabilise le pays.

En Afghanistan, cette évolution est à mettre sur le compte de l'instabilité politique, du manque de contrôle par les autorités, du manque de perspectives en termes d'emploi et d'éducation, et des hausses du rendement agricole, selon ce rapport de l'agence onusienne.

La fabrication mondiale de cocaïne en 2016 a elle aussi "atteint son niveau le plus élevé": 1410 tonnes, soit 25% de plus qu'en 2015. (Bravo !)

La culture de feuille de coca, ingrédient de base de la cocaïne, couvre 213.000 hectares au niveau mondial dont 69% se trouvent en Colombie. Il s'agit d'"un défi à la mise en oeuvre de l'accord de paix" avec l'ex-guérilla des Farc, impliquée dans le trafic de drogue, souligne l'ONUDC.

Conséquences: une hausse, déjà perceptible, de l'offre sur les marchés traditionnels de consommation en Amérique du Nord et en Europe occidentale ainsi que la création prévisible de nouveaux marchés ciblant notamment "la classe moyenne en expansion des grandes économies d'Asie".

L'agence onusienne s'inquiète aussi de voir les médicaments antidouleurs à base d'opiacés, détournés à usage de drogue, devenir "une menace majeure pour la santé publique mondiale", en Amérique du nord mais aussi en Afrique. "Cela présente de multiples défis sur plusieurs fronts", estime le directeur de l'ONUDC, Yury Fedotov. (Leur humanisme est la politesse des salauds... - LVOG)

Toujours selon le rapport, le cannabis reste la drogue la plus consommée en 2016, avec 192 millions de personnes qui avouent en avoir pris au moins une fois. L'Express.fr 26 juin 2018

- Ce type de vaisselle peut provoquer le cancer, mettent en garde les scientifiques - fr.sputniknews.com 27.06

En utilisant de la vaisselle antiadhésive, un individu peut être exposé à l'acide perfluorooctanoïque. Cette substance rentre également dans la composition des matériaux résistants à l'eau et au feu.

Il est à noter que les particules d'acide perfluorooctanoïque ont des propriétés toxiques. Leur ingestion dans le corps peut entraîner le développement du cancer, l'augmentation du cholestérol et une diminution du fonctionnement du système immunitaire (...) cette substance favorise le développement de tumeurs du foie, du pancréas et des organes génitaux. En outre, l'acide perfluorooctanoïque peut rendre stérile. fr.sputniknews.com 27.06

Pour un peu ce serait une bonne nouvelle... Question : Il ne rend pas cinglé des fois ?

Pantomime médiocre d'une ridicule marionnette nommée Macron.

Du niveau d'une mauvaise comédie de boulevard.

- Emmanuel Macron se met (encore) en scène pour promulguer la réforme de la SNCF - Le HuffPost 27 juin 2018

"C'est une étape importante qui est franchie". Emmanuel Macron a promulgué ce mercredi 27 juin la réforme de la

Benjamin Griveaux a dû s'asseoir sur une chaise plus basse que celle du président afin de ne pas avoir l'air plus grand que lui à l'image.

Pour vérifier ce détail cocasse de la mise en scène du pouvoir, il suffit de consulter les images des "coulisses" de cette opération de communication, diffusées par Benjamin Griveaux lui-même.

On y aperçoit le porte-parole de l'exécutif faisant son entrée dans le bureau présidentiel et dépassant d'une demi-tête

Emmanuel Macron. Benjamin Griveaux s'assoit alors sur une chaise plus basse que celle du président et se voit contraint de croiser les jambes, faute de place. Le HuffPost 27 juin 2018

Quel pauvre type, c'est tout le personnage ! Lequel ? Les deux !

- C'est officiel sans l'être.

- Macron nomme François Sénémaud représentant personnel en Syrie - LeParisien.fr 27 juin 2018

Emmanuel Macron a nommé un représentant personnel du président de la République pour la Syrie. Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a annoncé ce mercredi que ce poste serait occupé par l'actuel ambassadeur de France en Iran, François Senémaud.

Ce dernier, ancien directeur du renseignement à la DGSE (il avait pris la tête du service de renseignement extérieur en 2012), a été nommé mercredi en Conseil des ministres.

A 61 ans, François Sénémaud arrivera au terme ses fonctions à Téhéran en août, a indiqué le porte-parole du gouvernement, qui a précisé que « nous ne rouvrons pas une ambassade en Syrie », même si le titre du diplomate sera « représentant personnel du président de la République, ambassadeur pour la Syrie », à compter du 27 août.

Depuis 2014, le dossier de la Syrie est piloté au Quai d'Orsay par Franck Gellet, qui vient d'être nommé ambassadeur au Qatar. LeParisien.fr 27 juin 2018

La Constitution antidémocratique de la Ve République au service du totalitarisme. Abolition !

- Boîte de Pandore constitutionnelle - L'Express.fr 27.06

- Matthieu Orphelin : « L'environnement dans la Constitution est un changement majeur » - LePoint.fr 27.06

- Richard Ferrand veut inscrire l'égalité hommes-femmes dans la Constitution - LeParisien.fr 27.06

En famille. Putain de ta race ta république des nantis !

- Les députés suppriment le mot «race» de la Constitution - LeParisien.fr 28.06

Les députés ont supprimé ce mercredi à l'unanimité en commission le mot « race » de l'article 1er et y ont également introduit l'interdiction de « distinction de sexe ».

« Elle (la France) assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction de sexe, d'origine ou de religion ». Ainsi s'écrira l'alinéa, si ces amendements identiques de LREM, MoDem, UDI-Agir, PS, PCF, sont revotés dans l'hémicycle à partir du 10 juillet, ce qui ne fait aucun doute, mais surtout si la révision constitutionnelle aboutit. LeParisien.fr 28 juin 2018

Je suggère pour le prochain toilettage de la Constitution :

« Elle (la France) assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction».

Et pour la suivante :

« Elle (la France) assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens».

Et après:

« Elle (la France) assure l'égalité devant la loi».

Et pour finir :

Désolé, ce passage a été supprimé pour être en conformité avec la réalité...

Invitation à un autodafé. Vous pouvez, non, vous devez brûler vos dictionnaires, encyclopédies, etc. bref,

la totalité des ouvrages publiés depuis des milliers d'années, sans oublier toutes les bobines de films...

Racial : Relatif à la race, aux races humaines (nègre, dravidienne, etc. - LVOG) l'adjectif racial a vieilli ou marque des préjugés non scientifiques. Il est souvent remplacé par ethnique. (Le Grand Robert de la langue française)

- Division de l'espèce. Race. (Le Grand Robert de la langue française)

L'espèce humaine est sous-divisée en de nombreuses races en anthropologie.

- L'anthropologie étudie les corps humains pour arriver à classer les hommes en races d'après leurs caractères physiques, la forme, les dimensions, les proportions des différentes parties du corps et de la tête, la couleur et l'aspect de la peau et des cheveux. Ch. Seignobos, Hist. sincère de la nation franç., p. 5. (Le Grand Robert de la langue française)

Ethnie : Ensemble d'individus que rapprochent un certain nombre de caractères de civilisation, notamment la communauté de langue et de culture (alors que la race dépend de caractères anatomiques). (Le Grand Robert de la langue française)

- On réserve le nom de races à ceux (les groupements humains) établis d'après un ensemble de caractères physiques (…) On sait, d'autre part, qu'on appelle nation ou état ceux qui correspondent à une communauté politique. Viennent enfin ceux basés sur des caractères de civilisation, en particulier une langue ou un groupe de langues identiques; on a créé pour eux un terme qui tend de plus en plus à s'imposer, ce sont les ethnies (…) Dès qu'on aborde les grandes masses qui peuplent la majeure partie des continents, les races, les ethnies et les frontières politiques s'enchevêtrent à qui mieux mieux. Henri Vallois, les Races humaines, p. 8. (Le Grand Robert de la langue française)

On souhaite bon courage aux anthropologues...

Le sevrage forcé des futurs esclaves, LFI en redemande.

- Service national universel : un mois obligatoire pour les jeunes de 16 ans - Liberation.fr 27 juin 2018

Le gouvernement va suivre les recommandations du groupe de travail : le SNU se composera d'une séquence obligatoire d'une durée d'un mois, et d'une autre, facultative, de trois mois minimum. Dans la première, la moitié des jours seront dédiés à «un projet collectif élaboré en lien avec les associations et les collectivités» et l'autre à une phase plus passive d'«apprentissage», durant laquelle les jeunes seraient hébergés en internat. Celle-ci comportera des modules d'éducation civique, des cours de premiers secours, l'intervention de représentants de l'armée… Ce mois obligatoire sera réparti pour partie sur le temps scolaire, pour partie sur les vacances. Liberation.fr 27 juin 2018

Ils ne manquent pas une occasion de légitimer le régime en place, Macron. Ce sont des professionnels dans leur genre et ils le revendiquent.

- Service universel: "du bricolage", selon le député LFI Quatennens - AFP 27 juin 2018

Le député de La France insoumise Adrien Quatennens a estimé mercredi que le projet de service universel pour les jeunes était "du bricolage", car le gouvernement n'énonce "aucun objectif" clair et ne prévoit qu'un budget "limité" pour sa mise en oeuvre. (Il en redemande le bougre ! - LVOG)

"C'est du bricolage, il faudrait donner un horizon, une visée, mais c'est très flou", a-t-il estimé sur Sud Radio: le gouvernement veut "asseoir une promesse de campagne" d'Emmanuel Macron, mais "sans la modéliser avec un objectif précis". (Un "horizon", une "visée", dans le cadre de la Ve République, du capitalisme, cela porte un nom : Résignation. - LVOG)

Il y a pourtant "une bonne idée à la base", mais "quatre semaines, c'est très court, et avec des moyens extrêmement limités, avec un milliard d'euros de budget", cette idée devient "clairement inconséquente", a jugé le député du Nord. (Aux louanges s'ajoute le regret que Macron n'aille pas plus loin, n'en fasse pas davantage, non mais on sait jamais des fois qu'il irait dans la bonne direction, c'est juste suggéré. Abominable. - LVOG)

Le projet du gouvernement "tel qu'il est ne rime à rien", a renchéri Eric Coquerel, député LFI de Seine-Saint-Denis, sur Radio Classique. Il "s'est largement rabougri au fur et à mesure des mois et ne nous va pas", a-t-il dit. (Lui aussi il en redemande ! Comme si nos ennemis mettaient au point des projets qui ne rimaient à rien, ben voyons ! - LVOG)

Les principales organisations lycéennes, étudiantes et de jeunesse ont fustigé début juin dans une tribune les "incohérences" et le caractère "contraignant" de ce projet, ainsi que sa logique "démagogique". AFP 27 juin 2018

A. Einstein - Celui qui est capable de marcher derrière une musique militaire n'a pas besoin de cerveau : une moelle épinière lui suffit.

LVOG - Agrémentée d'un tube digestif relié à son compte en banque...

Les mauvaises farces du supplétif du PS.

- Le PG en congrès pour raffermir son rôle de "défricheur" au service de LFI - AFP 28 juin 2018

Le Parti de Gauche se réunit en congrès samedi et dimanche à Villejuif (Val-de-Marne) avec la volonté de raffermir son rôle de "défricheur" et d'"éclaireur" au service de La France insoumise, ce "mouvement citoyen" devenu "la première force d'opposition à Emmanuel Macron".

Plus d'un an après l'élection présidentielle où "il s'en est fallu de 600.000 voix" pour que "l'Insoumis Jean-Luc Mélenchon" soit au second tour, "avec de bonnes chances de succès", le PG va soumettre au vote de ses militants "un texte d'orientation", sous les mots d'ordre "Insoumission, République et écosocialisme".

Son objectif: oeuvrer "au renforcement de La France insoumise", qui revendique aujourd'hui "plus de 550.000" inscrits. Sur les dix-sept députés LFI, sept sont également au PG.

"Le PG est un parti politique, tandis que LFI est un mouvement appelé à fédérer le peuple", ont expliqué les deux coordonateurs du parti de Gauche, Eric Coquerel et Danièle Simonnet, jeudi au cours d'une conférence de presse à Paris.

Selon eux, leur congrès doit "montrer l'utilité du PG et montrer l'articulation entre son rôle propre et celui de LFI". "Le PG a un rôle de défricheur et d'éclaireur pour LFI", affirment-ils. "Face au monarque absolu" Emmanuel Macron, son "objectif révolutionnaire reste le même: amener (le peuple) à prendre conscience de sa force, le fédérer contre l'oligarchie financière".

Le congrès proposera également aux militants de voter sur la sortie de leur formation du Parti de Gauche Européen (PGE), auquel appartient notamment Syriza, le parti du Premier ministre grec Alexis Tsipras, "devenu le représentant de la ligne austéritaire en Grèce".

Plus généralement, le texte d'orientation porte un jugement sans concession sur la politique "extrêmement libérale" de M. Macron, "bras armé du capitalisme financiarisé".

"La France selon Macron", c'est "l'alignement définitif sur la violence néo-libérale", selon le PG, qui reproche également au chef de l'Etat "une terrible intransigeance" concernant les migrants, "parfaitement relayée par son ministre de l'Intérieur Gérard Collomb".

"Emmanuel Macron ne s'arrêtera pas là: si rien ne vient contrecarrer et bloquer son projet, c'est une contre-révolution libérale qu'aura subie le pays. Dans quatre ans, la France n'aura structurellement plus le même visage. Ce sont bien ses principes républicains et les conquêtes sociales de la Libération qui seront profondément atteints", lit-on également sur la plateforme.

Pour "s'opposer à Macron et lui succéder", le PG affirme qu'il faut placer le peuple "en position de déterminer son avenir par la Constituante". AFP 28 juin 2018

A les entendre "La France selon Macron", c'est "l'alignement définitif sur la violence néo-libérale", alors que Mélenchon se voyait bien en Premier ministre de Macron ! Du coup, la seule question qu'on se pose, c'est jusqu'à quel point le PG est compatible avec le capitalisme car il n'a jamais eu l'intention de rompre avec.

Le discours aux apparences radicales du genre "amener (le peuple) à prendre conscience de sa force, le fédérer contre l'oligarchie financière" ne coûte rien, puisqu'il faudrait qu'il commence par renouer avec les aspirations de sa jeunesse qui consiste à estimer légitime de pouvoir vivre dans une toute autre société que celle-là, au lieu d'en quémander des miettes pour les uns et des avantages plus substantiels pour les autres, les couches que représentent le PG et qui aspirent uniquement à vivre mieux en régime capitaliste en se moquant du sort du reste des masses exploitées.

Cela dit, tactiquement pour chasser Macron s'il tient jusqu'en 2022, nous serons sans doute contraint de soutenir son candidat à l'élection présidentielle sans rien renier de notre programme qui se situe aux antipodes de celui du PG.

Dans tous les pays en Europe où un parti ou une coalition de partis similaires au PG ou à LFI est arrivé au pouvoir, tous partageaient le même programme, tenaient les mêmes discours radicaux, étaient animés des meilleures intentions du monde, et finalement tous ont capitulé face au capitalisme, à l'UE, le FMI, l'Otan, l'ONU.

Parole, parole, parole...

- Mélenchon à Madrid pour un meeting avec Iglesias - L'Express.fr 30 juin 2018

Ce lundi, l'homme fort de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, sera présent à Madrid afin de faire meeting commun avec le leader du parti Podemos, formation de la gauche espagnole.

Jean-Luc Mélenchon se veut le fer de lance d'une "alternative européenne" en vue des élections européennes de 2019, avec ses alliés de "Maintenant le peuple".

Formée de la France insoumise, de Podemos (Espagne) et du Bloco de Esquerda (Portugal) la plateforme créée en avril s'est élargie mercredi à Bruxelles à l'Alliance rouge-verte danoise, au Parti de gauche suédois et à l'Alliance de gauche finlandaise. L'Express.fr 30 juin 2018

Pschitt ! Effet d'annonce "hors-norme".

- Réunion FO-CGT lundi: Mélenchon salue "un évènement hors-norme" - AFP 1 juillet 2018

Le chef de file de La France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a salué dimanche la réunion prévue lundi entre FO et la CGT, "un évènement hors-norme depuis la séparation de la CGT après-guerre", dans un billet publié sur son site.

"Les connaisseurs de l'histoire syndicale et sociale du pays savent qu'il s'agit d'un évènement hors-norme depuis la séparation de la CGT après-guerre", a écrit le député des Bouches-du-Rhône.

Samedi, le secrétaire général de FO, Pascal Pavageau, avait indiqué à l'AFP que le bureau confédéral de Force ouvrière recevrait lundi après-midi à son siège le bureau confédéral de la CGT, pour "se connaître et échanger", sans "aucun but d'ordre politique ou stratégique". AFP 1 juillet 2018

Pascal Pavageau affirme que cette rencontre n'a "aucun but d'ordre politique ou stratégique" et le charlatan Mélenchon en déduit qu'elle est "hors-norme", historique !

Tangage.

- Polémiques à répétition : Emmanuel Macron sème le doute - leparisien.fr 28 juin 2018

- Élus locaux : une fronde contre le gouvernement ? - franceinfo 28 juin 2018

Les relations se tendent entre le gouvernement et les élus locaux. L'association des départements a décidé de rompre le dialogue avec l'État et de boycotter la prochaine conférence nationale des territoires, les maires et les régions pourraient suivre. "Ce bras de fer dure depuis des mois avec une éternelle question : comment financer des collectivités locales qui se disent à bout de souffle ?, explique Julien Gasparutto depuis Matignon. Les collectivités ont jusqu'à samedi pour soigner un pacte avec l'État sur la maitrise de leurs dépenses, or, à ce jour, plus de trois quarts des départements n'ont pas signé ce pacte."

Les départements annoncent qu'ils boycotteront la conférence nationale des territoires mi-juillet. franceinfo 28 juin 2018

- La charge de Jean-Louis Borloo contre Emmanuel Macron - franceinfo 28 juin 2018

Le désamour est désormais officiel. Hier soir, 27 juin, lors d'une réunion publique à Valenciennes (Nord), Jean-Louis Borloo n'a pas mâché ses mots. "On est train de remplacer le vieux monde des solidarités par le jeune monde des abandons de ceux qui ont besoin de la solidarité", a-t-il déclaré. Il parle aussi d'une "monarchie faite pour les riches, dangereuse et inefficace". Des critiques acerbes qui interviennent après le rejet par Emmanuel Macron, il y a quelques semaines, du plan banlieue.

Ses propos ont surpris et en même temps agacé la majorité. "Ceux qui sont aux responsabilités depuis trente ans sont-ils les mieux placés pour nous dire ce qu'ils n'ont pas fait et que nous devrions faire ?" a déclaré Christophe Castaner. franceinfo 28 juin 2018

- Xavier Bertrand attaque durement la politique de Macron qui "ne rime à rien" - AFP 28 juin 2018

En complément : LREM : Un incubateur à despotes.

- La République en marche lance son institut de formation, future machine à fabriquer des candidats - francetvinfo.fr 29.06

Un train peut en cacher un autre.

- Macron promulgue la réforme de la SNCF - AFP 27.06

- 600 emplois menacés dans la branche fret de la SNCF - Liberation.fr 27.06

L'activité de transport de marchandise du groupe ferroviaire devra réduire ses effectifs de 11% d'ici à 2020 selon un document interne. Liberation.fr 27.06

- Philippe Martinez: "Les problèmes ne sont pas réglés" à la SNCF - AFP 27.06

La nouvelle grève des cheminots les 6 et 7 juillet est justifiée car "les problèmes ne sont pas réglés" à la SNCF malgré le vote de la réforme ferroviaire du gouvernement, a affirmé mercredi le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez. AFP 27.06

On ne s'en serait pas douter ou quand ils nous ont pris pour des débiles.

- Ordonnances Pénicaud : les patrons retiennent surtout la facilité de licencier - Libération 27 juin 2018

Anticipant un «impact non négligeable sur l'emploi», seuls 30% des dirigeants interrogés pensent que les ordonnances vont permettre de recruter plus facilement en CDI. Mais ils sont près de la moitié (48%) à dire qu'elles vont simplifier les procédures de licenciement. «Tout est dit, a réagi la CGT, dans un communiqué. Le principal objet des ordonnances consiste bien à faciliter les licenciements. Mais, cette fois, ce sont les dirigeants d'entreprises et les DRH qui le reconnaissent !»

En la matière, plusieurs entreprises ont d'ailleurs déjà sauté le pas. En janvier, la marque de prêt-à-porter Pimkie et le constructeur PSA avaient étrenné le dispositif de rupture conventionnelle collective, permettant de se séparer de salariés sur la base du volontariat et avec moins de contraintes qu'un plan de sauvegarde de l'emploi. Depuis, d'autres ont suivi, comme le géant de l'informatique IBM (94 départs concernés), le magazine les Inrocks (25 postes) ou Teleperformance, entreprise spécialisée dans les centres d'appels (200 postes). Libération 27 juin 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Simone Veil au Panthéon: une "décision de tous les Français" pour Macron - AFP 30.06

Abus de pouvoir. Pas en notre nom.

- «La prise en charge des LGBTphobies est un enjeu moral et de santé publique» - Liberation.fr

- Rohingyas : Amnesty accuse l'armée birmane de crimes contre l'humanité - Liberation.fr

Dossier. Les colonisateurs et leurs complices. L'Otan, l'UE et leurs ONG.

- Migrants : "Il y a un risque d'instrumentalisation des ONG par les gouvernements" - Franceinfo 27.06

Le spécialiste des flux migratoires François Gemenne alerte mercredi 27 juin sur franceinfo sur "un risque d'instrumentalisation des ONG par les gouvernements", à propos de l'affaire du bateau Lifeline. Le navire, qui transporte 233 migrants, n'a toujours pas reçu l'autorisation d'accoster sur l'île de Malte. Emmanuel Macron a estimé mardi que l'ONG allemande Lifeline agissait "en contravention de toutes les règles et des garde-côtes libyens" et "fait le jeu des passeurs".

François Gemenne : Emmanuel Macron fait un mauvais procès à l'ONG. (...) Il y a quelque chose d'un peu indécent à imaginer que les passeurs allaient mettre les migrants à la mer et qu'automatiquement une ONG allait les récupérer. (...) Les ONG ne sont pas suffisamment nombreuses pour repérer tous les bateaux en perdition. (...) La raison pour laquelle les passeurs ont à ce point développé leur business, c'est parce que les frontières extérieures de l'Union européenne sont fermées. (...) C'est d'abord la faute des gouvernements européens qui, depuis 20 ans, ont refusé de développer un vrai projet politique en matière d'asile et d'immigration. Franceinfo 27.06

Rectificatif : Ce ne sont pas les gouvernements qui instrumentalisent les ONG, ce sont les ONG qui instrumentalisent la misère humaine causée par ces gouvernements. En fait, c'est leur unique raison d'être ou fonction. Ce sont des appendices des ministères de la guerre, de la misère, du chômage...

Faisons l'idiot, ce qui est vraiment étonnant, c'est que toutes les puissances occidentales qui surveillent la méditerranée 24h/24 par satellite, qui y sont présentes, ne soient pas foutus de localiser des embarcations, alors que les ONG y parviennent. C'est incroyable n'est-ce pas ? J'avais lu dans un article que j'avais publié que les premières fournissaient leurs coordonnées aux secondes qui se portaient à leur secours, mieux, connaissant depuis le temps les voies empruntées par ces embarcations, les ONG sillonnent la mer ou se postent sur leur route de manière à les accompagner jusqu'à leur destination.

A chacun sa part de marché. C'est un business très lucratif qui justifie les subventions qui leur sont accordées par les Etats et autres institutions dont l'UE, sans oublier leurs généreux ou philanthropes riches donateurs. Il faut bien que tout le monde vive... ou presque ! C'est sordide !

Dilemme ou aveu ?

- Sauver des vies sans aider les passeurs: le dilemme des ONG - AFP 27.06

Sauver des vies sans tomber dans le piège tendu par les passeurs et faire leur jeu: c'est le dilemme auquel sont confrontées les ONG venant au secours des migrants, durement critiquées par les gouvernements européens. AFP 27.06

Populisme en famille. Macron : "l'honneur de la République".

- Lifeline: Macron reprend "l'idéologie de l'extrême droite", selon Ian Brossat - AFP 27 juin 2018

Dans un communiqué intitulé ""Le jeu des passeurs": Emmanuel Le Pen et en même temps Marine Macron", le leader communiste affirme qu'"en prétendant que l'ONG Lifeline faisait le jeu des passeurs, Emmanuel Macron embrasse désormais sans retenue l'idéologie la plus crasse de l'extrême droite".

Selon M. Brossat, "dans un contexte de montée populiste en Europe, inconnu depuis les années 1930, le président de la République commet là une faute politique lourde et une faute morale dont l'Histoire sera juge".

"Élu au deuxième tour de l'élection présidentielle pour faire barrage à l'extrême droite, Emmanuel Macron trahit le serment passé devant les Français qui, en responsabilité et sans partager ses convictions, l'avaient porté au pouvoir pour l'honneur de la République", ajoute-t-il. (C'était responsable de voter Macron, le stalinisme dans toute sa splendeur.

Au contraire, à ses yeux, "en se substituant à l'inaction des États, ONG et associations agissent avec fidélité aux valeurs fraternelles de la France et de l'Europe". AFP 27 juin 2018

C'est bien ce qu'on disait : Les ONG et associations agissent pour le compte de l'impérialisme français et de l'UE. Vive la France, vive l'UE ! Et à bas le PCF !

- Cette Europe n'est pas la nôtre - Editorial de la Tribune des travailleurs - le 28 juin 2018

Extrait et fin.

- "*Nous nous adressons solennellement aux travailleurs et aux militants de toutes tendances dans nos pays respectifs pour leur dire : ne vous laissez pas entraîner dans ce piège tendu par les gouvernements. Les valeurs de l'Union européenne, des valeurs de paix et de progrès social ? Non : des « valeurs » de destruction des retraites, des droits ouvriers et de privatisation.*"

LVOG - Pourquoi, auraient-ils des raisons objectives d'y être entraînés et lesquelles ?

Si un affamé se pointe chez moi pour que je le nourrisse alors j'ai déjà à peine de quoi bouffer pour survivre, j'ai le choix de partager avec lui ma maigre pitance et de m'affaiblir davantage, auquel cas nous crèverions plus vite tous les deux. En effet, c'est une solution qui arrangerait bien du monde, en priorité les privilégiés qui ne risquent pas d'être confrontés à pareil dilemme.

Ce sujet a été abordé de travers dans cet éditorial. C'est plutôt léger de se borner à faire ressortir l'hypocrisie de l'Union européenne, car il ne faut pas oublier que précédemment elle avait loué l'arrivée de ces migrants en Europe. Il aurait fallu mettre en lumière son double langage et ce qu'il cachait ou quel en était les objectifs, bref ses réelles intentions ou qui tirait les ficelles, quel était le mobil dans cette affaire, qui comptait en tirer profit et au détriment de qui. Nous avons déjà abordé tous ces aspects dans des causeries précédentes ou répondu à toutes ces questions, nos savons exactement de quoi il retourne, alors pourquoi ne pas le dire franchement et s'en tenir là ?

Vous n'avez pas remarqué que dès qu'il s'agit d'aborder un sujet qui a été traité sous un angle populiste par la fausse gauche et qui a conduit l'extrême droite à en révéler les dessous, pour qu'on ne leur reproche pas de partager certains arguments avancés

par l'extrême droite, ils se sentent obligés de participer à l'imposture de cette fausse gauche et donc de glisser à droite, pire, ils se privent des moyens de se démarquer de l'extrême droite.

Prenons par exemple le cas de la Libye. La droite et la fausse gauche avaient adopté la même position, l'extrême droite la dénonça, mais, car il y a un mais, mais l'extrême droite n'alla pas jusqu'à révéler que Kadhafi n'avait jamais bombardé Bengazi ni que c'était son intention de créer une monnaie et une banque inter africaine concurrente du dollar et de l'euro qui était le réel mobil de l'agression de la Libye par la France et l'Otan, le POI (avant la scission) s'en remit à un principe au lieu de s'en tenir aux faits, ce qui lui épargna d'avoir à affronter et démonter les arguments fabriqués par les partisans de la guerre contre la Libye, donc leur laissant le champ libre tout en donnant l'impression de s'y opposer.

Bref, la crainte obsessionnelle de figurer dans le même camp que l'extrême droite, tout du moins en apparence, les a poussé finalement dans le camp adverse ou à le ménager, celui de la guerre. Je voudrais bien qu'on m'explique d'où vient cette mauvaise conscience. Le risque était d'apparaître au côté de Kadhafi, caractérisé de dictateur par la droite et la fausse gauche ainsi que leurs médias, et d'être accusé de le soutenir.

Marx soutint la politique du kaiser quand l'Allemagne fut attaquée par la France, mais il refusa de soutenir les réformes sociales de Bismarck, sans avoir à craindre de passer pour un suppôt de l'empereur ou un ennemi de la classe ouvrière, parce que chaque fois il prit la peine d'expliquer en détail de quoi il retournait vraiment, sans se soucier du qu'en-dira-t-on et il eut parfaitement raison.

Tout le monde sait qu'il ne suffit pas de se livrer au même constat que l'extrême droite ou des idéologues de l'oligarchie sur certaines questions pour partager leurs intentions ou leurs objectifs politiques.

Tout le monde depuis des années ou des décennies à gauche et à l'extrême gauche a cru bon de soutenir ou pire, de participer à l'instrumentalisation des préjugés archaïques de certaines couches de la population, dont l'oligarchie était à l'origine par la voix de la fausse gauche (libérale libertaire), le PS et EELV relayé par l'ex-Front de gauche, dans le but de briser l'unité des masses exploitées, de briser l'éventuelle alliance entre la classe ouvrière et les classes moyennes, de diviser les porte-parole des capitalistes au détriment de ceux victimes de la mondialisation néolibérale, et de préparer ainsi les conditions nécessaire à l'élection d'un Macron ou à l'instauration d'un régime totalitaire.

Moi, je m'y suis refusé catégoriquement, en me moquant de savoir si certains m'accuseraient d'être raciste, homophobe, misogyne ou je ne sais quoi encore, une saloperie de réactionnaire, je savais que c'était inévitable parce qu'il y a toujours des gens ou des militants pour prendre tout de travers, qui n'ont jamais appris à lire et encore moins à réfléchir, incapables d'aborder une question dans une perspective politique...

Il semblerait que le problème que rencontrent les dirigeants du POID et d'autres partis, est lié à la composition de leur formation politique, plus particulièrement au niveau théorique et de conscience politique de leurs militants ou adhérents qui est loin d'être homogène ou qui souvent est proche de zéro, quand un certain nombre d'entre eux ne subissent pas l'influence de l'idéologie de la classe dominante, quand ce n'est pas l'attitude ou les discours ambigus de leurs dirigeants qui les induisent en erreur ou prêtent à confusion, conforte leur ignorance en s'écartant des faits, et si j'ose dire du marxisme ou du socialisme.

Les dirigeants de ces partis paient là le prix de leurs tergiversations, de leurs errements, de leur collusion avec cette fausse gauche réactionnaire, de leurs multiples erreurs, ils se retrouvent ainsi acculés, et comme ils s'obstinent à ne pas vouloir le reconnaître, ils n'ont pas d'autre alternative que s'enfoncer un peu plus dans le populisme.

A la question de savoir qu'est-ce qu'il aurait fallu faire des passagers d'une embarcation remplie de migrants interceptée par l'armée ou prise en charge par une ONG en pleine mer, les humanistes dont la politesse est celle des salauds répondent en choeur qu'ils fallaient les escorter jusqu'à un port italien, grec, espagnol ou français, moi j'aurais répondu les reconduire d'où ils viennent en s'assurant qu'ils avaient de la nourriture et de l'eau pour effectuer ce voyage et en leur procurant des soins médicaux si nécessaire, donc en les traitant humainement, mais ni en partageant leurs illusions, ni en soutenant cette opération politique pilotée par l'oligarchie anglo-saxonne.

On ne peut pas s'empêcher de penser en lisant l'éditorial de la Tribune des travailleurs, qu'il y a quelque chose dans la situation qui leur échappe ou qu'ils ne comprennent pas au POID (et ailleurs).

Que signifiait cet appel en direction des travailleurs et des militants, sinon que les dirigeants du POID savent que la majorité est opposé à l'arrivée de ces migrants en France et qu'ils sont incapables de traiter sereinement cette question sans se mettre à dos une partie de leurs propres militants. En fait cette question (et bien d'autres) les divisent. C'est le prix à payer après avoir renoncé à certains principes ou avoir cru que la tâche qui incombait à l'avant-garde révolutionnaire était de construire un parti des travailleurs ouverts aux influences les plus néfastes du mouvement ouvrier et même au-delà, au lieu de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik ou du parti de Lénine et Trotsky. Cela les a avancé à quoi ? Absolument rien, hormis qu'ils doivent dorénavant gérer des contradictions explosives dans leur propre parti.

Ces gens-là sont complètement irresponsables.

Comment voulez-vous qu'un travailleur au chômage depuis des mois ou des années, mal logé ou à la rue réagisse, quand il apprend qu'un migrant débarquant va se voir offrir un emploi et un logement ? Spontanément il va trouver cela dégueulasse. Et le pire, c'est qu'il risque de s'en prendre à ce migrant, dont il ne devrait pas envier le triste sort, car ils sont embarqués dans la même galère, ils sont les victimes de la même politique. Il risque en effet de prêter une oreille bienveillante aux discours xénophobes ou racistes, d'où la nécessité de lui expliquer les tenants et les aboutissants de cette machination, car il en ignore les dessous évidemment.

Ce qui est dégueulasse, c'est que l'impérialisme français (notamment) ait détruit la Libye. Ce qui est dégueulasse, c'est que le même régime l'a conduit au chômage ou à la rue. Ce qui est dégueulasse, c'est que ce migrant va se voir proposer un emploi avec un salaire de misère qu'il n'aurait pas accepté. Ce qui est dégueulasse, c'est que l'impérialisme français pille les richesses de l'Afrique et du Moyen-Orient par l'entremise de ses multinationales, sème la misère, le chaos et la désolation sur ce continent ou dans cette région du monde et ailleurs, déstabilise ou renverse des régimes, fomente des guerres, des génocides uniquement pour enrichir l'oligarchie ou lui permettre d'accroître son pouvoir conformément à sa stratégie politique.

Ce qui est insupportable, c'est la survie du capitalisme avec les conséquences dramatiques qu'il impose aux travailleurs de tous les continents, c'est donc uniquement vers lui et ses représentants que vous devez tourner votre haine, votre violence légitime.

Voilà le discours que je tiens aux travailleurs et aux militants.

En guise d'épilogue, j'ai lu avant-hier que des milliers de Syriens repassaient la frontière du Liban pour rentrer chez eux après que l'armée de la République arabe syrienne eut sécurisé les zones où ils habitaient... C'est la meilleure décision à prendre pour tous les Syriens quel que soit le pays où ils ont atterri.

Quand on est né dans un pays, qu'on en a acquis la culture et la langue, qu'on a adopté un mode de vie et de pensée sur la base de ce qui forge son identité, qu'on y a ses racines, etc. c'est là qu'on est le plus prédisposé à s'épanouir autant que faire se peut, sachant qu'ailleurs on sera toujours déraciné, on ne s'intègrera jamais quel que soit notre statut ou notre état d'esprit, à moins peut-être de faire partie des rares nantis qui ont les moyens de compenser ce qu'ils ont perdu en quittant leur pays, dans un monde sous l'emprise du capitalisme. La ghettoïsation, la concentration dans un même lieu de personnes originaires d'un même pays ou continent, le communautarisme, illustrent ce qui vient d'être exposé, et si je n'ai pas mentionné le regroupement familial, c'est parce qu'il est motivé généralement par des intérêts purement économiques.

Maintenant que la guerre en Syrie est sur le point de s'achever, tout du moins espérons-le, les Syriens qui retournent en Syrie doivent exiger du gouvernement qu'il sursoit à leurs besoins les plus élémentaires, dans la mesure où ils l'ont soutenu durant ces 7 années de guerre, et parce qu'ils vont participer à la reconstruction de la Syrie, il est donc normal d'exiger de Bachar el-Assad qu'il applique des réformes sociales contribuant à l'amélioration de la condition de tous les travailleurs syriens.

On n'exigera pas encore le départ de Bachar el-Assad puisque la guerre n'est pas totalement terminée et la menace d'une intervention militaire occidentale n'est pas totalement écartée non plus, en l'absence de toute alternative politique, hormis paver la voie aux barbares issus d'Al-Qaïda soutenus par les puissances occidentales. Il faut savoir adapter sa tactique en fonction de l'évolution de la situation.

Epilogue personnel.

J'ai l'avantage sur vous de vivre en Inde depuis plus de 22 ans, 24 au total, et de passer pour un nantis auprès des Indiens, ce que je ne suis pas évidemment. Il m'a donc fallu trouver des arguments pour leur expliquer.

Je rappelle que ma retraite générale est de 242, 97 euros et ma retraite complémentaire de 141,67 euros, soit 384,64 euros mensuel, et mon maigre capital en banque me rapporte 186 euros par mois, au total mon revenu est de 571,30 euros.

Maintenant que les travailleurs indiens sont confrontés aux mêmes problèmes ou à la même situation que les travailleurs français, je leur explique comment j'ai vécu en France, comment nous étions obligés de travailler à deux pour nous en sortir, pour ma part dès l'âge de 16 ans, un truc nouveau pour eux qu'ils ont bien des difficultés à saisir et qui leur pose d'énormes problèmes quand ils ne le comprennent pas, qui tournent au drame bien souvent, pourquoi ils n'avaient aucune raison de nous envier parce que nous devions subir ces contraintes...

En ce qui me concerne, j'ai consacré les meilleures années à travailler pour finalement devoir fuir la France où je ne pouvais plus vivre décemment, ce qui me coûta d'énormes sacrifices qui se sont prolongés en Inde, puisque pour m'en tirer avec mon ridicule capital, tout en prenant d'énormes risques, j'ai dû encore me priver sur tout en attendant d'arriver à l'âge de la retraite, pour recevoir une pension misérable avec laquelle je ne pourrai pas vivre en France.

Durant toute ma vie je n'ai connu que la précarité, on peut donc rêver mieux comme idéal. Si Internet n'existait pas, je

serais totalement coupé de la France depuis 22 ans et j'ignore si je l'aurais supporté.

En 22 ans, après avoir travaillé comme prof de français dans deux établissements scolaires et croisé des centaines d'Indiens de toutes conditions ou presque, je n'en ai jamais rencontré un seul qui voulait partir en France pour autre chose que l'argent afin uniquement d'épater la galerie pour dire les choses crûment, alors qu'ils avaient tous les moyens de vivre en Inde, le plus souvent en ayant un mode de vie supérieur à la moyenne.

Pour illustrer ce passage, il y a quelques jours au téléphone, monsieur Balasedu qui est de nationalité française, mais qui vit en Inde parce qu'il s'y trouve bien, m'a appris que sa retraite de militaire était versée... à la banque Postal en France, ce qui l'oblige à aller chaque mois plusieurs fois à sa banque en Inde pour pouvoir toucher l'argent correspondant au chèque qu'il doit faire à son nom car la banque indienne doit s'assurer que son compte est bien approvisionné, et quand la somme est importante il doit même lui remettre un chèque de caution. Bref, c'est beaucoup plus compliqué que faire virer directement sa retraite sur le compte qu'il possède dans une banque indienne, la solution que j'ai adoptée.

Donc je suis complètement insensible aux arguments humanistes grotesques ou larmoyants avancés par la gauche libérale-libertaire ou néolibérale et repris en choeur par la pseudo-gauche ou extrême gauche du mouvement ouvrier.

- Migrants : l'UE arrache un accord après neuf heures de négociations - franceinfo 29 juin 2018

Un accord qui contente à peu près tout le monde "puisqu'il est suffisamment flou et il n'est pas contraignant". "C'est à dire que les propositions faites sont mises en place sur la base du volontariat", rapporte le correspondant de France Télévisions à Bruxelles, Valéry Lerouge. franceinfo, 29 juin 2018

Les médias aux ordres appellent cela un accord : c'est une fake news monumentale !

- Six Français sur dix estiment que la France accueille trop de migrants - franceinfo 28 juin 2018

Six Français sur dix estiment que la France accueille trop de migrants. Selon l'enquête Odoxa-Dentsu Consulting pur franceinfo, la générosité de la France est jugée suffisante par moins d'un tiers des répondants, alors que seulement un sondé sur dix juge que le gouvernement n'en fait pas assez.

Près de neuf sympathisants PS sur dix ont de la bienveillance pour les migrants, sentiment partagé par près des deux tiers des Français proches de La France insoumise. À l'inverse, neuf sympathisants Rassemblement national (ex-FN) sur dix expriment leur peur que les migrants génèrent des problèmes économiques ou de sécurité pour les Français. Pour les proches du parti présidentiel, six Français sur dix expriment leur empathie vis-à-vis des réfugiés.

Au niveau européen, la défiance vis-à-vis des institutions s'accentue. Alors qu'en 2015, 66% des Français ne faisaient pas confiance à l'Union européenne pour gérer l'arrivée de migrants, ils sont aujourd'hui 73% à exprimer leur scepticisme. franceinfo 28 juin 2018

Ce sondage doit sous-estimer l'état d'esprit de la population, sans doute pour ensuite en pondre un autre plus près de 50%, et enfin un petit dernier en dessous de 50%... A suivre.

- Refus de réfugiés: Moscovici favorable "à titre personnel" à des sanctions financières - AFP 25.06

Une si généreuse intention de la part d'une telle ordure, ne vous interpelle-t-elle pas ?

Qui est derrière SOS Méditerranée ? Des officines liées à la NED (CIA)

- SOS Méditerranée est une association fondée en Allemagne.

Le contrat d'affrètement a débuté en janvier 2016, pour un lancement de mission fin février 2016, en partenariat avec Médecins du monde jusqu'en avril 2016, puis avec Médecins sans frontières (section Amsterdam) depuis mai 2016. (Source : Wikipédia)

- Quelques éléments relevés dans divers articles.

En février dernier, il a reçu des mains d'Anne Hidalgo la Médaille Grand Vermeil, la plus haute distinction de la ville de Paris. Avant la médaille de la ville de Paris, elle (Cette ONG - ndlr) a été récompensée à Bruxelles, ainsi que du Prix UNESCO Houphouët-Boigny. (L'UE, l'ONU, à qui profite le crime ? - LVOG)

Le navire l'Aquarius sillonne les eaux de la Méditerranée depuis 2016 et a déjà sauvé plus de 26.000 vies. (C'est à croire qu'il les suit

à la trace... - LVOG)

L'affrètement de l'Aquarius coûte 11.000 euros par jour et l'association a besoin de quatre millions d'euros par an pour pouvoir mener à bien ses missions selon Libération. Le figaro 29.06

Qui paie Sos Méditerranée et ceux qui organisent l'invasion de l'Europe ?

J'ai fait partie du secours en montagne, je comprends fort bien le côté enthousiasmant du secours en mer, mais les secourus en montagne on les rendait à leur famille tandis que ces secourus en mer, on les jette dans le chaos. Souvent ils ne savent même pas où ils sont, ni où ils veulent aller.

Ce soi-disant secours en mer, à quoi sert-il ? A transporter des personnes d'Afrique en Europe, à les déposer sur la côte d'Europe, pour quelle raison ?

Qui sont les passeurs ? Sur le continent africain, les gens qui aguichent les naïfs ce ne sont pas des passeurs, ce sont des recruteurs. Les « passeurs », ce sont « ceux qui font passer » les naïfs de la côte africaine à la côte européenne…

Si l'enfer est pavé de bonnes intentions, les humanitaires sont-ils des passeurs à l'insu de leur plein gré ?

C'est quand même une drôle d'histoire !

Quand on a fait exactement la même chose de l'Afrique en Amérique on a appelé cela « la traite des nègres » mais aujourd'hui on appelle ça « ne pas laisser des gens mourir en mer sans agir »…

Avec la « traite des nègres » on a transporté des Africains en Amérique pour les obliger à travailler et on a appelé ça l'esclavage.

Avec le sauvetage des candidats à la noyade ce sont des Africains qui, eux, veulent venir volontairement trouver du travail (qui n'existe pas) en Europe. On va appeler ça comment ? Cette nouvelle forme de déportation est-elle une nouvelle forme d'esclavage ? Esclavage auto-imposé librement consenti ? Qui se trouve derrière ce business ? (Le patronat allemand notamment, plus généralement l'oligarchie anglo-saxonne qui s'en sert pour déstabiliser l'Europe afin de la soumettre plus facilement à sa stratégie politique... - LVOG)

Mais c'est pas tout ! Quand des Africains au fin fond de leur sub-Sahara voient cette émission de TV5 que pensent-ils ? Ils pensent qu'ils sont attendus par des bateaux qui vont les passer du continent noir à celui du meilleur des mondes. Fin.

Commentaires d'internautes.

1- "Qui sont ils pour piller les pays d'origine de leur richesse humaine, des néo colonialistes, des néo paternalistes ou tout simplement les nouveaux négriers ou esclavagistes du XXIe siècle ?

L'immigration de masse est un désastre pour les candidats à l'exil et ce pour deux raisons, on déracine des peuples entiers à des fins d'exploitations mercantiles, et on saigne les pays d'origine de leur vitalité ! Ceux qu'ils appellent des chances pour….. sont autant de chances que l'on soustrait à leur pays d'origine et à son développement !"

2- Exact, s'ils sont « une chance pour la France, facteurs de développement économique », nous n'avons pas le droit de priver l'Afrique de ses chances et du développement économique. CQFD

Imparable !

- António Vitorino nouveau directeur de l'OIM - Réseau Voltaire 30 juin 2018

Le socialiste portugais António Vitorino a été élu directeur de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Cette organisation avait été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour gérer les déplacements de population imposés par les traités de paix. Elle est désormais rattachée à l'Onu où elle met en œuvre la politique imaginée par Peter Sutherland de destruction des États [1].

Traditionnellement dirigée par un diplomate états-unien, l'OIM était depuis deux décennies un promoteur des migrations internationales. Son dernier directeur, William L. Swing, assurait qu'elles ne devaient pas être réservées aux élites, mais devaient être démocratisée car elles sont « inévitables, nécessaires et souhaitables ».

La candidature de l'évangéliste Ken Isaacs (directeur de la Bourse du Samaritain, l'organisation de Billy et Franklin Graham), présentée par les États-Unis, a été rejetée après une campagne du Washington Post révélant ses tweets anti-musulmans [2].

Le nouveau directeur, António Vitorino, avait été ministre de la Défense du gouvernement d'António Guterres (actuel secrétaire général de l'Onu). Il avait été contraint de se retirer de la politique en raison de fraude fiscale. Cela ne l'avait pas empêché de devenir commissaire européen à la Justice et président de Notre Europe-Institut Jacques Delors.

[1] « Les tireurs de ficelles de la crise migratoire », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mai 2016.

[2] "A Trump U.N. nominee would be an embarrassment to the United States", Editorial board, The Washington Post, February 11, 2018.

- Les tireurs de ficelles de la crise migratoire - Réseau Voltaire 2 mai 2016

Les biographies des trois principaux organisateurs de la crise migratoire et de la réponse que lui apporte l'Union européenne attestent de leurs liens avec l'administration états-unienne et de leur volonté préalable d'abolir les frontières. Pour eux, les migrations actuelles ne sont pas un problème humanitaire, mais l'occasion de mettre en pratique leurs théories.

Par Thierry Meyssan.

Peter Sutherland, représentant spécial du secrétaire général de l'Onu chargé des migrations internationales

Ancien commissaire européen irlandais à la concurrence, puis directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (1993-95) ; ancien directeur de BP (1997-2009), président de Goldman Sachs International (1995-2015) ; ancien administrateur du Groupe de Bilderberg, président de la section européenne de la Commission trilatérale, et vice-président de l'European Round Table of Industrialists.

Si Monsieur Sutherland ne manque jamais une occasion de souligner le devoir moral de venir en aide aux réfugiés — Catholique traditionnel, il est conseiller de l'IESE Business School de l'Opus Dei et, depuis 2006, consulteur de l'Administration du patrimoine du Siège apostolique —, il est surtout un thuriféraire des migrations internationales. Auditionné, le 21 juin 2012, par la Commission des Affaires intérieures de la Chambre des lords, il déclarait que tout individu doit avoir la possibilité d'étudier et de travailler dans le pays de son choix, ce qui est incompatible avec toutes les politiques de restriction des migrations ; et que les migrations créent une dynamique cruciale pour le développement économique quoi qu'en disent les citoyens des pays d'accueil. Par conséquent, concluait-il, l'Union européenne doit saper l'homogénéité de ses nations [1].

Gerald Knaus, directeur-fondateur de l'European Security Intitiative (ESI)

Sociologue autrichien. Il a travaillé de 1993 à 2004 en Bulgarie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo —à la fin du mandat de Bernard Kouchner—, d'abord pour des ONG, puis pour l'Union européenne. Il poursuit des recherches, de 2005 à 2011, au Carr Center for Human Rights Policy de l'université d'Harvard, à l'issue desquelles il publie Can Intervention Work ?. Il fonde l'ESI en 1999, en Bosnie-Herzégovine. L'Institut reçoit sa première subvention de l'US Institute of Peace, l'institution sœur de la NED dépendant du Pentagone. Puis, Knaus part à Washington où il est précisément reçu à la National Endowment for Democracy (NED), puis à la Carnegie Foundation, et à l'American Enterprise Institute. En outre, il est reçu par James o'Brien et James Dobbins au département d'État et par Leon Fuerth à la Maison-Blanche. Bientôt, l'ESI est financé par le German Marshall Fund, la Mott Foundation, l'Open Society Institute (de George Soros),la Rockefeller Brothers Foundation, et les gouvernements hollandais, irlandais, luxembourgeois, norvégien, suédois et suisse.

En 2004, il publie un rapport assurant que l'imputation selon laquelle 200 000 Serbes ont été expulsés du Kosovo est un mensonge de la propagande russe. En 2005, il lance la théorie selon laquelle l'AKP turc est une formation « calviniste islamique » cherchant à créer une forme de « démocratie-musulmane. »

Dans son ouvrage, Can Intervention Work ? —qu'il a publié avec Rory Stewart, l'ancien tuteur des princes William et Harry du Royaume-Uni, qu'il avait connu au Kosovo et qui était devenu successivement un des adjoints de Paul Bremer à Meyssan lors de l'occupation de l'Irak, puis le directeur du Carr Center for Human Rights Policy—, il salue les guerres états-uniennes et développe une nouvelle conception de la colonisation. Selon lui, l'« interventionnisme humanitaire » est légitime, mais ne peut réussir que s'il prend en compte les réalités locales. Il dresse ainsi l'éloge de Richard Holbrooke, qu'il avait connu au Kosovo. Son livre sera promu par Samantha Power, qui est comme lui une ancienne collaboratrice d'Holbrooke, et avait créé et dirigé le Carr Center for Human Rights Policy où il fut chercheur.

- Diederik Samsom, député néerlandais, président du Parti du travail

Physicien nucléaire, ancien directeur de campagne sur le climat et l'énergie de Greenpeace. Élu député (à la proportionnelle) depuis 2003, il est devenu président de son Groupe parlementaire, puis président de son parti. Il échoue cependant à la présidence du Parlement et à la fonction de Premier ministre. Il refuse alors de rejoindre le gouvernement de coalition qu'il soutient et reste président de son groupe à l'Assemblée.

Il aurait un coefficient intellectuel de 136 et a gagné par deux fois un concours télévisé de tests d'intelligence. Il se déclare athée militant, est strictement non-fumeur et végétarien. Il fut invité avec le Premier ministre Mark Rutte, en juin 2014, au Groupe de Bilderberg où ils purent discuter avec Peter Sutherland —mais pas avec Rory Stewart qui n'avait été invité qu'à la réunion de 2012—.

Selon les observateurs politiques néerlandais, il est la principale victime du référendum de soutien à l'Accord européen avec l'Ukraine. Il s'était personnellement engagé sur ce thème et contre la Russie. Sa défaite se traduit, selon les sondages, par un recul de moitié aux trois quarts de l'influence de son parti.

[1] "EU should 'undermine national homogeneity' says UN migration chief", Brian Wheeler, BBC, June 21st, 2012.

Chers amis lecteurs, avez-vous envie d'en être ? Si oui, vous seriez en bonne compagnie ! Vous pourrez éliminer tous les partis qui en sont de près ou de loin. Combien en reste-t-il à l'arrivée de fréquentables ? Allez dites-le : Aucun, hélas, pas même le moindre groupuscule !

Ils osent tout. Un exercice simiesque de démagogie. La stratégie néolibérale à nu.

- Ce n'est pas en singeant l'adversaire qu'on le vaincra par Jacques Attali - lexpress.fr 27.06

Une fois de plus, comme si souvent dans l'Histoire, des hommes politiques parfaitement républicains se croient malins en adoptant une version plus ou moins édulcorée du programme de leurs adversaires extrémistes, pensant attirer ainsi vers eux les électeurs de ces partis. (On savait que LR, LREM et le FN n'étaient pas ennemis, merci de le préciser. Comme quoi Macron est bien toujours en campagne électorale. - LVOG)

Cette stratégie a toujours échoué, partout dans le monde, et en particulier en Europe dans les années 30. Pourtant, aujourd'hui encore, en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, en Autriche, d'innombrables partis à la généalogie impeccable reprennent à leur compte les propos, les invectives et les propositions les plus ignobles des partis les plus extrêmes, des fascistes et des populistes les plus sombres, en particulier en matière d'immigration : "Pas un réfugié de plus. Renvoyons-les d'où ils viennent." (Le président de l'Assemblée nationale et du Sénat les reçoivent en la personne du président néonazi, xénophobe, raciste, antisémite du Parlement ukrainien, mais là c'est normal, c'est un allié de l'Otan... - LVOG)

Dans cette course folle à la surenchère xénophobe, certains, parmi les notables les mieux établis (je pense au Sénat français), en viennent même à proposer de ne plus soigner les migrants en situation irrégulière, ne se rendant même plus compte que les Français qu'ils croient défendre seraient les premières victimes de ce choix. Sans même parler de l'inhumanité d'une telle proposition, contraire à tous les principes du droit et de l'éthique. (Du droit, quel droit, de bombarder des Etats souverains comme la Syrie, l'Afghanistan, l'Irak, etc. ? De l'inhumanité, de quelle inhumanité, celle du gouvernement israélien envers les Palestiniens ? - LVOG) D'autres partis vont plus loin (et cela viendra en France) et s'allient ouvertement avec les extrêmes, de peur de les voir prendre le contrôle idéologique de toutes les droites, puis celui, politique, du pays. C'est bien ce qui se joue en France avec le parti de M. Wauquiez, qui semble craindre la concurrence, plus médiatique qu'idéologique, d'un nouveau rejeton de la famille Le Pen. (Pourtant il semblerait que cela vous arrange en Ukraine, non ? - LVOG) (...)

C'est un jeu très dangereux. Car on voit peu à peu se constituer ainsi une doctrine populiste apparemment cohérente, envahissant tout, fondée sur l'hostilité aux étrangers et la défense des rentes. (Sans doute un amalgame avec nos acquis sociaux. - LVOG) La fermeture xénophobe s'allie tout naturellement à la protection des corporatismes les plus dépassés : Le populisme s'oppose tout naturellement à tous ceux qui réussissent, nomades par nature, ouverts au monde par nécessité. (Quel monde, celui infâme que nous concocte Macron, vos amis néolibéraux, monsieur le banquier ? - LVOG)

C'est cela qui, dans les années 30, a nourri le national-socialisme, dont le retour est aujourd'hui en marche, en Europe et ailleurs, dans une idéologie parfois masquée par la jeunesse séduisante de ceux qui l'incarnent. (Macron par exemple, c'est vrai qu'il avance aussi masqué, bravo ! - LVOG)

Au lieu de flatter un peuple désorienté (Tiens donc, il y serait opposé ? - LVOG) , en lui disant qu'il a raison de se refermer, il faut au contraire expliquer sans relâche que l'ouverture est la condition de la survie de notre niveau de vie, de notre démocratie et de la réussite d'un modèle de développement nouveau, positif, dans l'intérêt des générations futures. (Il a dû faire allusion à la couche de nantis qui soutiennent Macron. - LVOG) Oui, nous avons besoin d'accueillir des étrangers (Avec entre 6 et 10 millions de chômeurs ou de travailleurs à temps réduit imposé ? - LVOG). Oui, nous avons besoin de nous confronter à la concurrence du reste du monde. (Traduire : à nous aligner sur les pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché. - LVOG) Oui, nous

avons besoin de valoriser le succès plus que l'échec. (Il n'y a que les fainéants ou les ratés qui ne réussissent pas, c'est bien connu. Il tient de bout en bout le langage de Macron ou plutôt c'est l'inverse. - LVOG) Oui, nous avons besoin d'une démocratie courageusement laïque (Alors pourquoi détruire celles qui existaient au Moyen-Orient ? - LVOG), laissant à chacun le droit de vivre pleinement ses croyances dans la sphère privée. Oui, nous avons besoin d'innover, d'inventer ; en matière technologique comme sociale et environnementale ; en matière de moeurs comme de culture. (Ils sont bien à l'origine de l'instrumentalisation des préjugés archaïques du peuple, du réchauffement de la planète, de la place envahissante prise par les réseaux numériques, etc. - LVOG)

A nous, au plus vite, de donner un visage humain (Au capitalisme, mission impossible ! - LVOG) , empathique, à l'écoute des plus vulnérables, à cette doctrine de l'ouverture. (Vous parlez des 3 millions de mal logés en France, des 150.000 clochards, des 7 millions de chômeurs, etc ? - LVOG) Elle est la seule qui pourra nous protéger des épouvantables dictatures qui menacent. (Pour en réalité imposer la leur, celle de l'oligarchie. - LVOG) Elle est la seule qui pourra sauver plus de deux siècles de construction d'une Europe des Lumières. (Qu'ils s'emploient minutieusement à déduire quotidiennement. - LVOG)

Il faudra, pour réussir, que chacun soit écouté, respecté, promu, valorisé (La médiocratie dans toute sa splendeur. - LVOG) ; que nul ne soit oublié ou abandonné au bord de la route. On en est très loin : la dictature se nourrit toujours des négligences des démocraties. (Démocraties qui sont déjà des dictatures. - LVOG) lexpress.fr 27.06

Avec Macron vous en faites déjà la démonstration, le totalitarisme en marche.

Au passage, en lisant attentivement vous aurez remarqué qu'on retrouve la trame de la stratégie néolibérale du chaos appliquée à tous les secteurs de la société, emballée de telle sorte qu'on pourrait la confondre avec une oeuvre philanthropique !

Ces ordures sont d'une audace, d'un sang-froid et d'un cynisme à vous glacer le sang, terrifiant.

L'Union européenne sous le signe du nazisme.

- L'Estonie célèbre un criminel nazi - Réseau Voltaire 26 juin 2018

Une plaque commémorative dédiée au colonel Alfons Rebane a été inaugurée le 22 juin en Estonie.

Alfons Rebane fut un collaborateur du IIIème Reich avec le grade de Standartenführer dans la SS. Il a commis divers crimes de guerre en Union soviétique.

Le gouvernement estonien s'est dissocié de cette manifestation, mais a refusé de la condamner.

Après la Seconde Guerre mondiale, Alfons Rebane rejoignit le Royaume-Uni dans le cadre de l'opération stay-behind (Gladio). Il participa notamment à l'« opération jungle », visant à infiltrer d'anciens officiers nazis en Pologne et dans les pays baltes pour y poursuivre la lutte anti-communiste. Il donna même des cours à l'école du MI6.

L'Estonie est membre de l'Union européenne ; une organisation sensée lutter pour la paix en Europe et contre la résurgence du racisme nazi. Réseau Voltaire 26 juin 2018

Ukraine. Bienvenue chez les nazis. Témoignage d'un repenti.

«On a voulu faire de moi un bourreau» - Qui crée les «escadrons de la mort» en Ukraine par Andreï Vesselov - fr.sputniknews.com 27 Juin 2018

Les milices néonazis font régner la terreur en Ukraine avec la bénédiction de Paris, Bruxelles et Washington.

Le département de contrespionnage du Service de sécurité d'Ukraine (SBU) forme des groupes illégaux spéciaux.

Leur mission: assassiner et intimider les opposants au régime. Le président Piotr Porochenko est au courant de l'existence des «escadrons de la mort». Sergueï Sanovski, instructeur militaire et ancien commandant adjoint du camp de formation et d'entraînement du régiment Azov, s'est vu proposer de diriger l'un de ces groupes. Après son refus, il a été kidnappé par le SBU, a subi la torture et a dû fuir le pays. Le correspondant de Sputnik a retrouvé Sergueï Sanovski en Birmanie. A l'heure actuelle, il attend la réponse à se demande d'asile politique en Suède.

Un «simple héros du Maïdan»

Sergueï Sanovski est un militaire de carrière, comme son père. Avant les événements de 2014, il servait au sein des forces spéciales de l'armée en qualité de chef de détachement de reconnaissance et instructeur-tireur d'élite. Puis il a quitté l'armée. Il a participé aux manifestations du Maïdan. «C'était comme un bol d'air frais. Il semblait que le pays pouvait vraiment changer pour le mieux», raconte Sergueï.

Pendant les altercations à Kiev, lui et un camarade ont caché dans un immeuble neuf personnes contre la police anti-émeute Berkout. Mais au moment où il les conduisait vers un lieu sûr, il a été violemment battu par les membres du Berkout qui lui ont cassé la mâchoire et pratiquement toutes les dents. Sergueï Sanovski est resté inconscient pendant deux jours avant de subir plusieurs opérations. La presse ukrainienne le surnommait avec pathos «simple héros du Maïdan».

A sa sortie de l'hôpital, Sergueï s'est engagé dans le bataillon Azov, dont le noyau sera constitué par la suite de nationalistes radicaux et de néonazis. Sergueï est loin de l'idéologie de droite (il situe ses opinions entre le libéralisme et le socialisme), mais il est expérimenté. Dans les rangs d'Azov il commande d'abord un groupe commando, puis occupe le poste de chef adjoint du camp de formation et d'entraînement du régiment.

“«J'ai pratiquement créé ce camp de A à Z. C'est moi aussi qui ai écrit le premier programme pour les recrues d'Azov», se souvient Sergueï."

En novembre 2014, un officier d'une brigade motorisée de l'armée ukrainienne qui participait à ladite «opération antiterroriste (ATO)» a présenté Sanovski à Andreï Lissogor. Ce dernier se positionnait comme adjoint officieux et représentant du chef de l'association Corps d'officiers, Vladimir Rouban, qui s'occupait de l'échange de prisonniers.

Il a été suggéré à Sergueï de s'adresser précisément à Lissogor car il travaillait «sous le protectorat de la direction du SBU» et était «capable de régler de nombreux problèmes».

Andreï Lissogor organisait également des séminaires et des stages pour les membres de l'«ATO», les combattants de la garde nationale et des forces armées, ainsi que les agents du SBU. Les cours étaient très spécifiques. Par exemple, outre la formation au tir et au combat au couteau, il expliquait comment il fallait ligoter, torturer et étouffer les gens.

Des relations relativement confiantes s'établissent entre Sanovski et Lissogor. «J'ai participé à ses stages, et en même temps j'organisais des entraînement de tir et de formation tactique pour la garde nationale», explique Sergueï.

Strangulation et torsion des parties génitales

Lors d'une rencontre avec Lissogor, Sanovski apprend que ce dernier est conseiller du chef du contrespionnage du SBU, le général Alexeï Petrov. Ce général est une créature de Piotr Porochenko, une personnalité de l'ombre, apparu une seule fois à la télévision – sur Priamoï kanal il avait annoncé avoir «percé à jour un agent russe». Il s'agissait soi-disant du conseiller du premier ministre Vladimir Groïsman, Stanislav Ejev. De son côté, le ministère de la sécurité d'État de la république populaire autoproclamée de Donetsk (DNR) considère Petrov comme le commanditaire de l'assassinat des leaders des indépendantistes Arsen Pavlov (indicatif Motorola) et Mikhaïl Tolstykh (indicatif Guivi).

A une autre réunion avec Sanovski, Lissogor a fait venir Alexandre Poklad, commandant du département de contrespionnage.

En juin 2017, Lissogor invite Sanovski dans un café oriental du quartier résidentiel Tchaïka de Kiev. Il raconte que sur ordre direct de Petrov a été créé un réseau de groupes illégaux «pour organiser des activités sur le territoire ukrainien», y compris «l'élimination de personnes en désaccord avec la ligne politique actuelle».

«Il disait beaucoup apprécier mon expérience et la spécificité de l'accomplissement des missions par l'unité que je commandais. Et il m'a proposé de réunir un groupe de combat de 6-8 hommes parmi mes anciens collègues», explique Sergueï Sanovski.

“«Toutes les questions organisationnelles et techniques seraient réglées au plus haut niveau de l'État, mais officiellement aucun de nous ne serait recruté, même pas en tant qu'agents», précise-t-il. "

Andreï Lissogor a également dévoilé que deux morts retentissantes en Ukraine étaient le résultat de l'activité de ses groupes. Ainsi, l'avocat et l'un des idéologues d'Azov, Iaroslav Babitch, qui se serait pendu dans son appartement en juin 2015, a en fait été tué. «L'un l'étranglait et l'autre lui tordait les parties génitales pour que Babitch ne puisse pas se protéger le cou. C'était leur pratique habituelle», déclare Sanovski.

Lissogor a dévoilé les noms des exécutants: l'ex-combattant d'Azov Sergueï Korovine(indicatif Khorst) et un autre membre d'Azov portant l'indicatif Poloubotok. Cet assassinat était dû au conflit entre Babitch et Roman Zvaritch, chef de l'association Corps civil et ex-ministre de la Justice.

L'épouse de Babitch ne croyait pas au suicide depuis le début.

“«Il lui a été rapidement expliqué que si elle ne se calmait pas, Iaroslav serait également couvert de honte après sa mort. Par exemple, on trouverait chez lui de la pornographie pédophile», affirme Sergueï Sanovski."

La seconde mort due aux groupes en question est celle de Viatcheslav Galva, colonel à la retraite de la Direction générale du renseignement de l'armée ukrainienne Il aurait accidentellement explosé en inspectant des munitions en automne 2014. En réalité, l'explosion «accidentelle» a été organisée par un groupe illégal du SBU. La raison: son refus de coopérer et ses déclarations critiques visant le gouvernement.

D'après Sergueï, ces groupes sont derrière les nombreuses attaques rapportées contre les politiciens, les journalistes et les activistes publics. Parfois, les personnes visées étaient simplement intimidées, allaient elles-mêmes à la police ou au SBU pour demander une protection. Au final, elles se retrouvaient «sous couverture». Lissogor affirmait qu'au total plusieurs dizaines d'actions ont été organisées. «Si j'ai bien compris, ces groupes ne devaient pas seulement intimider et éliminer les opposants politiques, mais également ceux qui doutaient et ne coopéraient pas. De plus, ils étaient utilisés dans les querelles économiques», déclare Sanovski.

Lissogor soulignait constamment que l'activité de ces groupes avait été approuvée par Piotr Porochenko et que Petrov était directement soumis au président ukrainien en contournant le directeur du SBU.

Sergueï a brusquement rejeté la proposition de Lissogor. «On a voulu faire de moi un bourreau. Je suis un soldat, pas un bourreau», dit-il. Après quoi Lissogor a exigé de ne rapporter à personne cette conversation. «Sinon, dans le meilleur des cas, je me serais fait étrangler», raconte Sergueï.

La rédaction de Sputnik sait également qu'une proposition similaire a été faite à un autre instructeur militaire ukrainien, qui se trouve actuellement hors de l'Ukraine. Cette proposition lui avait été faite par Irina Roubenstein, connaissance proche et collaboratrice d'Andreï Lissogor, qui s'occupe formellement de la direction administrative de l'association Contre-offensive ukrainienne.

«Il sautait sur mon dos»

Au moment de sa dernière conversation avec Lissogor, Sanovski avait déjà quitté Azov mais dispensait des formations auprès d'autres unités de la garde nationale et de l'armée ukrainienne. Il a été définitivement déçu par la ligne officielle du gouvernement. «Chaque année cela empirait, dans la zone de «l'opération antiterroriste (ATO)» on constatait un déploiement de débauche et de pillage. Les soldats n'avaient pas d'équipements. En revanche, à Kiev, les politiciens volaient par wagons», explique Sergueï.

Une idée lui vient alors en tête: organiser une manifestation «contre la politique dans la zone de l'ATO, contre la réforme foncière et des retraites», et y faire participer des vétérans de «l'opération antiterroriste». Il a déposé une demande à la mairie, qui a donné son autorisation. Mais la manifestation n'a jamais eu lieu.

«Le 10 juillet 2017, la porte de mon appartement a été fracturée. Des hommes en uniforme criaient «SBU!». Aucun mandat, aucun document! Je n'ai pas opposé résistance mais j'ai été violemment battu. L'un d'eux sautait sur mon dos», se souvient Sanovski. A ce moment, dans l'appartement, se trouvait l'épouse de Sergueï, Tatiana, qui portait leur enfant.

Sergueï a été conduit dans le bâtiment du SBU où il a d'abord été interrogé par l'enquêteur, puis les agents du contrespionnage. «On cherchait à me faire avouer des choses absurdes: que je planifiais un coup d'État, que je planifiais l'assassinat du président et des ministres. C'est absurde! Mais ils exigeaient ces aveux et ont tout enregistré par caméra. Surtout, ils exigeaient que j'accepte de coopérer», raconte Sergueï.

L'un des agents était le fameux Alexandre Poklad, qui avait été présenté à Sergueï par Lissogor. C'est lui qui a commencé à le torturer, essentiellement par strangulation. «C'est très effrayant pour un homme de se retrouver sans oxygène. Chez nous, on étouffe essentiellement. Cela fonctionne», déclare Sanovski. Ensuite, ils ont enfilé sur sa tête un masque à gaz pour envoyer du gaz poivre par le tuyau. On lui envoyait également des décharges de taser et on lui tordait la colonne vertébrale. Sergueï a accepté de tout signer et, après 12 heures de tortures, il a été relâché.

La mauvaise réputation du département de contrespionnage et de Poklad personnellement est confirmée par le porte-parole du SBU Stanislav Retchinski. «Au lieu d'attraper de vrais terroristes, le département, dans l'esprit de l'ancienne direction de la lutte contre le crime organisé (UBOP), kidnappe les gens pour les étrangler. Ils ont un agent, Alexandre Poklad, surnommé l'«Étrangleur», qui est connu pour ça», reconnaît Retchinski.

«Ils pensaient m'avoir, mais je suis passé à l'attaque», dit Sanovski. Il a fait constater les lésions corporelles dans plusieurs cliniques médicales et a écrit une requête concernant les enlèvements et les tortures au Bureau national anticorruption

ukrainien (NABU). Ce dernier a refusé de donner suite à l'affaire. C'est alors que l'avocat de Sanovski, Sergueï Titorenko de l'association Fortetsia, a déposé une plainte. Au final, une enquête a été ouverte et l'affaire a été transmise au NABU et au parquet militaire.

Pendant que son avocat s'occupe du tribunal et du parquet, Sanovski décide de «se mettre au vert». Il change de numéro et se cache d'abord dans d'autres appartements à Kiev, avant de partir en Transnistrie, puis en Moldavie. Il y vit pendant quelques mois, sa femme lui rend visite.

«Un jour, Poklad m'a téléphoné sur WhatsApp. Il a dit qu'il savait où j'étais et qu'il était également à Chisinau. Il a dit qu'il fallait qu'on se voie. Que je devais collaborer, sinon cela se passerait très mal. Visiblement, l'enquête ouverte par le parquet était devenue une véritable menace pour eux et il voulait que je retire la plainte. J'ai fait semblant d'accepter et nous avons reporté la rencontre au lendemain, à midi. Au cas où, j'ai enregistré un message vidéo et je suis parti avec ma femme en Bulgarie», se souvient Sergueï.

A Sofia, Sanovski reçoit un message de son avocat Titorenko lui disant qu'il doit «partir d'urgence le plus loin possible, le mieux en Asie, en attendant». Depuis, l'avocat ne répond plus au téléphone. «Des perquisitions ont été organisées chez lui et chez sa mère, je pense qu'il a eu peur», déclare Sanovski.

Sergueï décide de se réfugier en Birmanie et reçoit un visa électronique. Mais quitter la Bulgarie ne fut pas simple. Il a été interpellé avec son épouse à l'aéroport pendant le contrôle des passeports. Un officier de police a expliqué qu'il faisait l'objet d'une «demande d'Interpol». Mais il n'a répondu à aucune autre question. C'est alors que Sanovski a déclaré qu'il demanderait un asile politique.

«Ses yeux sont devenus tout ronds. Ils m'ont immédiatement laissé passer et conduit dans l'avion. Ils n'avaient pas besoin d'un scandale. Manifestement, ils nous avaient arrêtés à cause d'une entente informelle avec le SBU. Ils étaient censés nous retenir pour nous transférer en Ukraine. Des gens ont été transportés de Bulgarie en Ukraine dans des coffres», dit Sergueï.

Depuis la Birmanie, Sanovski a cherché à contacter son avocat - en vain. Il s'est fait opérer de la colonne vertébrale, endommagée pendant les interrogatoires. Il voulait demander un asile politique mais la mission de l'Onu dans ce pays lui a expliqué que la loi birmane ne prévoyait pas de telle notion.

Aujourd'hui, Sergueï et sa femme ont demandé l'asile politique en Suède et sont placés sous protection policière. fr.sputniknews.com 27 Juin 2018

Fanatisme en totalitarisme. Quand veillent les "inspecteurs moraux".

- Faut-il mettre Fragonard sous les verrous ? - lepoint.fr 26.06

La susceptibilité de certaines minorités actives ira-t-elle jusqu'à débaptiser « Le Verrou » de Fragonard ?

L'écrivain Lucien d'Azay vient de rééditer La Volupté sans recours, superbe petit livre sur Le Verrou de Fragonard. Il n'a pas changé grand-chose par rapport à la première édition du texte, en 1996. Or, sa façon désinvolte d'évoquer l'attitude du personnage féminin pourrait ne plus trop passer, vingt ans plus tard. « Que signifie ce visage incertain ? écrit-il. Épanouissement ? Extase ? Horreur ? Consent-elle ? Feint-elle l'affolement ? ou bien éprouve-t-elle un véritable effroi en voyant sa vertu menacée ? » On pouvait poser ces questions naïvement voici vingt ans, elles frôlent aujourd'hui la zone dangereuse. Pire : d'Azay suggère que l'héroïne, cette coquine, pourrait bien faire semblant de n'être pas d'accord. « Soudée au corps de l'amant, il semble à la fois qu'elle s'agrippe à lui et qu'elle s'en défende. Rien ne prouve qu'elle regimbe ; on ne sait guère si son corps le repousse, si son geste le retient, ou si le mouvement de sa tête renversée l'attire : c'est qu'elle mise sur les deux tableaux »... On frise la correctionnelle !

Tout bon apôtre de la lutte contre les violences sexuelles vous le dira, Le Verrou représente un viol, et doit être rebaptisé ainsi. Pour le moment, personne n'a réclamé qu'on le décroche des cimaises ; au train où vont les choses, je crains cependant que sa carrière au Louvre soit compromise. À titre de comparaison, la Manchester Art Gallery a retiré temporairement cet hiver un tableau de John Waterhouse, Hylas et les nymphes, afin, paraît-il, de faire réfléchir le public sur la représentation condescendante des femmes dans la peinture victorienne.

Les exemples abondent aujourd'hui de ces suggestions qui semblent ridicules sur l'instant mais qui, à force d'être répétées inlassablement par des bien-pensants fanatiques, finissent par anesthésier la vigilance des esprits raisonnables et triompher. Ainsi, des féministes britanniques, émues que le baiser donné à la Belle au bois dormant ne soit pas consenti (!), ont réclamé qu'on ne fasse plus lire ce conte dans les écoles ; de même, aux États-Unis, certains éditeurs font désormais relire leurs livres à paraître par des sensitivity readers, inspecteurs moraux d'un nouveau genre chargés de traquer dans les textes ce qui pourrait heurter la sensibilité de telle ou telle minorité soi-disant opprimée. Pour le moment, seules les nouveautés sont soumises

à ce traitement préventif, mais un jour viendra, nul n'en doute, où les classiques y passeront aussi. Je ne donne alors pas cher de leur peau ; ils rejoindront Fragonard à l'index, dans un placard muni d'un verrou.

Au moins seront-ils à l'abri des imbéciles, contrairement à nous. lepoint.fr 26.06

On est bien dans le scénario évoqué par Orwell, où le passé doit disparaître au profit du présent tel que le façonne l'oligarchie, de telle sorte que les générations futures croient qu'il n'a jamais existé rien d'autres et s'y conforment...

Commentaires d'internautes.

1- "Fragonard est un peintre Rococo spécialisé dans le libertinage comme Boucher, par exemple. c'est donc toute une école de peinture qu'il faudrait interdire et bien évidemment tous les écrits libertins de l'époque (et elle dure longtemps...). nos Savonarole modernes auraient besoin de plus d'un bûcher des vanités... "

2- "Vénus naît à la suite de la chute, dans la mer, des organes génitaux de son père Ouranos, et son sperme donne l'écume de mer. sur le coté, Zéphyr fait l'amour d'un souffle de vent. il faut donc interdire la Venus de Botticelli, "meuble" offert pour des noces. "

LVOG - J'avais oublié de le préciser précédemment : il faut aussi brûler toutes ces toiles, réduire en miettes toutes ces scultures licencieuses, tendancieuses, immorales...

Parole d'internaute. Cinéma et propagande.

- « Hollywar : Hollywood, arme de propagande massive » – 3 questions à Pierre Conesa, par Pascal Boniface - Les-Crises 01.07

Pascal Boniface. - Les États-Unis sont un pays qui n'a pas de ministère de l'Education nationale et donc pas de « récit national » officiel comme le fut l'Histoire de Michelet pour la France de la IIIe république. C'est Hollywood qui a assumé ce rôle. D'autre part, les États-Unis sont un pays fermé sur lui-même : la moitié des parlementaires n'a pas de passeport. Donc les mauvaises productions hollywoodiennes ont constitué et constituent encore la fenêtre sur le monde.

Comment expliquer que le cinéma américain représente 90 % des recettes cinématographiques de la planète pour seulement 15 % des films produits ?

Pascal Boniface. - Le cinéma est considéré aux États-Unis comme un secteur de production plus que comme une activité culturelle et fait dès lors partie des domaines que les autorités américaines veulent ouvrir au libre marché dans les négociations de l'OMC. On se souvient que dans les accords Blum/Byrnes, signés en 1946, juste à la fin de la guerre, le prêt accordé par Washington à la France était conditionné par l'ouverture des écrans français aux 2700 films américains tournés pendant la guerre. Or ces films décrivaient la réalité d'un pays, les États-Unis, qui n'avaient pas connu la guerre sur son territoire alors que les productions françaises étaient principalement centrées sur l'Occupation, la Résistance, les tueries et les privations. Le succès des films américains d'après-guerre auprès d'un public qui avait envie de souffler fut aussi commercial.

Internautes.

1- Il s'agit des accords Blum-Byrnes, signés un an avant le Plan Marshall. Comme par hasard, parmi les négociateurs français de cette soumission se trouvait un certain… Jean Monnet. https://fr.wikipedia.org/wiki/Accord_Blum-Byrnes

2- Petite correction : les États-Unis ont connu des guerres sur leur sol, la guerre d'indépendance, celle de 1812-1815 (toutes deux contre les Anglais), la guerre de Sécession (au moins 620.000 morts) et bien sûr les guerres indiennes.

LVOG - Vous ne croyez pas que cela date un peu ?

3- Il y a quand même eu en 1836 une guerre étrangère sur le (futur) sol US contre le voisin (alors propriétaire) mexicain, dont l'épisode le plus connu est raconté par le film de John Wayne, Alamo. Les Mexicains y sont plutôt plus sympas qu'ils ne l'ont vraiment été (dans la réalité, les derniers survivants du fort ont été massacrés après s'être rendus). Mais aussi, le film escamote ce qui était le vrai motif de cette guerre, déjà de sécession, déjà sur la question de l'esclavage, que le Mexique avait aboli et le Texas voulait maintenir.

LVOG - L'auteur de l'article parlait des générations d'Américains du XXe siècle, apprenez à lire...

4- L'article fait allusion à l'une des conditions pour bénéficier de l'aide du plan Marshall à la libération exigée de la France, qu'elle diffuse je crois 9 films US pour 4 films Français, l'objectif étant de faire évoluer les mentalités Frenchies vers le modèle US forcément destiné à devenir universel, les autres n'étant que des sous-développés.

5- Complément : Un livre récent à ce sujet, “National Security Cinema”.

” En utilisant des milliers de pages de documents acquis grâce à la “Freedom of Information Act”, le livre “National Security Cinema” révèle en exclusivité que l’appareil de sécurité nationale américain dirigé par la CIA et le Pentagone est intervenu dans plus de huit cents films hollywoodiens et plus d’un millier d’émissions de télévision.”

Présentation de ce livre par un de ses auteurs, sur son blog consacré à ces questions :

https://www.spyculture.com/national-security-cinema-new-book-reveals-government-censorshippropaganda-hollywood/

Le créateur de ce blog anglais épluche régulièrement aussi des documents déclassifiés anglais sur cette question, dont il tire des articles ou des émissions (par exemple Alfred Hitchcock travaillait très régulièrement avec les services anglais).

6- Un document déclassifié de la CIA datant de 1985 et détaillé (22 pages) concernant les “nouveaux philosophes” français (dont des passages sur BHL et André Glucksmann avec photos) et le grand intérêt politique qu’ils représentent pour les USA.

On se doutait que les USA les avaient utilisés et soutenus, mais là on en est certain…

Document en PDF disponible en bas de l’article.

https://www.spyculture.com/cia-loved-french-new-left-philosophy/

7- On peu aussi regarder moins de films et lire plus.

Le cinéma est un art, mais un art qui colonise puissamment nos imaginaires, bien souvent à notre insu, à cause de la force de l’image qui entre dans nos esprits sans passer par le langage (qui est la condition de la pensée).

LVOG - Il y aurait bien des choses intéressante à dire et à apprendre du rapport de la pensée à l'image ou au langage, assurément le langage est plus dynamique, mais l'image peut s'avérer plus directe, elle vient frapper le cerveau sans passer par la faculté cognitive de celui qui la capte, ce qui en fait le plus puissant instrument de manipulation à son insu. Là encore il faut éviter les généralisations, puisque chacun perçoit ou interprète le monde extérieur en fonction de son expérience, de ses connaissances, de sa condition. L'image parle plus qu'elle ne dit...

8- Il ne faut pas sous-estimer l’influence du cinéma (et de “l’intertainement” d’une manière générale) dans la propagande.

Souvent, cette propagande est alimentée gratuitement par les artistes qui, généralement par paresse, reprennent les thèmes dont l’industrie du divertissement américaine nous inonde.

LVOG - Ce sont des comédiens, qui jouent la comédie, donc par définition il n'y a rien de naturel chez eux au sens de réel, hormis le personnage qu'il interprète sans pour autant qu'il ait forcément un rapport avec la réalité...

9- La propagande est le préalable indispensable avant toute aventure militaire, depuis la nuit des temps. Dans ce sens, aujourd’hui, Holliwar est une redoutable Arme de Distraction Massive. Mais la presse financée par les grands groupes, qui mène la chasse aux fake news, (où sont les fake ? où sont les news ?), qui produit des outils pour les nuls et pour bien décoder, c’est une autre face d’une même réalité. Un historien et chercheur suisse passe tout son temps à batailler contre la propagande de guerre : https://www.youtube.com/watch?v=uE_ZFAyWcco

LVOG - Ce ne sont pas ceux qui se mettent à table à 20h devant leur poste de télé qui remplissent les salles de cinéma, mais plutôt ceux qui croient déjouer la propagande officielle en privilégiant d'autres supports d'informations et qui de ce fait sont tout aussi manipulés par le cinéma...

10- Ben le problème est simple…ces films remplissent les salles du monde entier. On peut donc légitimement se poser la question de savoir si nous” sommes tous Américains” ou tous …cons?

LVOG - Les deux !

11- Hollywood est surtout la plus grande “Usine à Fabriquer du Mythomane” – en l’occurrence “Le spectateur” – que l’homme ait inventé à ce jour. LVOG - Vous avez entièrement raison, mais la littérature n'est pas mal non plus dans son genre...

12- De tous temps, tous les peuples ont adopté les marqueurs culturels du modèle dominant. Il n'y avait même pas besoin, pour un vainqueur, de décérébrer un peuple vassal ou vaincu. La soif de mimétisme s'est toujours imposée d'elle même chez le dominé. Toujours. Question de temps. (LVOG - L'homme moderne n'est qu'un singe un peu plus évolué que les autres, pas toujours.) Ainsi la prétendue civilisation gallo-romaine. Les "élites" collabos gauloises, après avoir accepté l'esclavage massif de leurs concitoyens pour garder ses privilèges, s'est mis à singer les moeurs et us romains. Personne ne les a obligé à se couper les cheveux et à cracher sur druides et bardes. Les prolos de l'époque singèrent à leur tour leurs patrons. (LVOG - Comme quoi ce sont les "patrons" et non les "prolos" qui sont responsables de la situation actuelle.) La culture française a rayonné durant le grand siècle bien plus par la force de nos armes, à l'époque considérable que par une supériorité intellectuelle. (LVOG - Plutôt les deux en ajoutant le développement des forces productives.) Ensuite, la propagande d'Hollywood est sur le fond tellement grotesque, que des films comme les Marvel seraient produits en Russie et en Chine dans le même dessein feraient pleurer de rire le monde entier. Mais sur la forme, elle est très séduisante. Je suis toujours épaté par le fait qu'après avoir tué 4 millions de Vietnamiens en perdant à peine 70 000 soldats qui connurent les conditions de vie et de combat les plus invraisemblablement favorables et confortables de l'histoire militaire, on nous pond en permanence la pleureuse du pauvre petit gars Yankee qui en bavé héroïquement. Mais on touche le fond avec Clint qui nous balance un film sur un sérial killer, assassinant lâchement des centaines de civils femmes et enfants, labellisés(par qui?)terroristes, tout ça protégé par la plus formidable armée du monde, et arrive à nous en faire, non seulement un héro mais en plus, une victime. Et comme toujours, la critique collabo française de se pâmer d'extase devant ça (pendant que la moitié de gauche des USA hurle au scandale elle) (LVOG - Parce qu'elle est encore plus corrompue, cela ne lui coûte rien, au contraire, il paraîtrait même que cela rapporte énormément.) . La mentalité du larbin.

Totalitarisme. Ils avaient déjà désigné les coupables sans preuve, dorénavant ils s'octroient le droit de fabriquer les deux.

Tribunal d'exception et décision politique.

- Armes chimiques : l'OIAC pourra désigner les auteurs des attaques en Syrie - AFP 27.06

Les États-membres ont décidé mercredi de renforcer l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) en l'habilitant à désigner les utilisateurs de ces armes en Syrie, au grand dam de la Russie qui n'a pas exclu de se retirer de ce "Titanic".

Lors d'un vote à huis clos à La Haye où siège l'OIAC, 82 pays ont voté en faveur d'une résolution avancée par le Royaume-Uni avec le soutien de la France et des États-Unis notamment, et 24 s'y sont opposés.

Toutes deux suspectées d'avoir récemment employé des substances toxiques - ce qu'elles démentent -, la Russie et la Syrie y étaient hostiles.

"L'OIAC dispose désormais d'un pouvoir supplémentaire crucial, non seulement pour déceler l'utilisation d'armes chimiques mais aussi pour pointer du doigt l'organisation ou l'État" suspecté d'être derrière les attaques, s'est félicité le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson.

Après le vote, la Russie a comparé l'OIAC au Titanic "en train de couler".

"Toutes les options sont sur la table", a déclaré son ambassadeur à La Haye, Alexandre Choulguine, interrogé lors d'une conférence de presse sur la possibilité que son pays se retire de l'organisation. AFP 27.06

L'OIAC compte 192 États-membres et seulement 106 ont participé à ce scrutin. Mais où sont donc passé les 86 autres Etats, auraient-ils été intimidés ou dissuadé de prendre position, par qui ?

ACTUALITE EN TITRES

La guerre est à la politique, ce que le marché mondial est au commerce. En fait ils se combinent.

- Réflexion faite : le commerce remplace-t-il la guerre ? - franceinfo 29.06

Euphémisme. Ils ne peuvent pas avouer que la gauche était tout simplement une imposture.

- En Amérique latine, l'émergence d'une gauche conservatrice ? - Libération 28.06

Ils ne peuvent pas avouer que la gauche était de droite, qu'elle soit conservatrice ou libérale...

Il faut leur interdire d'interdire : Stop !

- Tabac : faut-il l'interdire dans les parcs ? - franceinfo 25.06

Désormais, depuis le lundi 25 juin, les six parcs de Strasbourg (Bas-Rhin) sont sans tabac. Il s'agit d'une question de santé publique et de pollution des sols. franceinfo 25.06

Propagande de l'Empire

- Turquie : la victoire contestée de Recep Tayyip Erdogan - franceinfo 25.06

- Au Nicaragua, la vie entre les barricades et les balles - AFP 25.06

- Syrie: des dizaines de familles du sud fuient sous le feu du régime - AFP 25.06

- Deraa, berceau de la révolte syrienne, sous le feu de l'armée de Bachar al-Assad - Libération 28.06

Des hôpitaux bombardés, des corps d'enfants ensanglantés, des cortèges de réfugiés fuyant sur les routes, les images tristement familières d'Alep…Libération 28.06

- Rassemblement pro-démocratiques à Hong Kong - Reuters

Des milliers de partisans du mouvement démocratique se sont rassemblés dimanche à Hong Kong, malgré la chaleur étouffante, pour marquer le 21e anniversaire de la rétrocession à la Chine de l'ancienne colonie britannique. Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Il y a des hauts qui ne trompent pas.

- France. + 7,45 % - Liberation.fr 30.06

C'est l'augmentation du prix du gaz au 1er juillet, ce qui reflète une hausse des cours sur les marchés, a annoncé vendredi le gouvernement. Liberation.fr 30.06

- La pauvreté à un plus haut niveau de 12 ans en Italie - Reuters 26 juin 2018

Le nombre de personnes qui vivent en Italie en-dessous du seuil de pauvreté a atteint l'année dernière son niveau le plus élevé en plus d'une décennie, montrent des statistiques publiées mardi.

Ils sont 5,1 millions à vivre sous le seuil de "pauvreté absolue", soit 8,4% de la population, a annoncé l'agence Istat, contre 7,9% en 2016, malgré une quatrième année de croissance consécutive.

L'Istat définit l'absolue pauvreté comme la condition de ceux qui ne peuvent se procurer des biens et des services "essentiels pour éviter les formes les plus graves d'exclusion sociale." Reuters 26 juin 2018

Comme en France et ailleurs en Europe, il faut sans doute multiplier les chiffres qu'ils fournissent par 2 ou 3...

Haut de page

Haut de page

Haut de page

Haut de page

Le 8 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rectifié plus loin une information erronée que j'avais publiée à partir d'un article dont l'auteur était mal visiblement informé, et je n'avais pas pris la précaution de la vérifier. J'avais indiqué que les armes au chlore ne figuraient pas dans les armes chimiques, ce qui était faux.

Un internaute - "Les armes au chlore sont des “armes chimiques” “…/… ce type d’armes fait l’objet d’une interdiction par une convention entrée en vigueur en 1997, par laquelle les pays signataires s’interdisent leur utilisation et promeuvent leur destruction …/…” https://fr.wikipedia.org/wiki/Arme_chimique "

- Causerie au format pdf (23 pages)

A défaut de rompre et d'affronter le régime, certains préfèrent participer à une guerre civile larvée ou rampante qui ne profite qu'à nos ennemis, bref, pas vraiment dans le bon camp.

Deux réflexions politiques.

1- La "***canaille la plus immonde***", voilà comment on aurait dû se borner à traiter la social-démocratie "***vendue aux capitalistes***".

L'hégémonie dans l'Internationale du mouvement ouvrier passa ensuite à l'Allemagne, vers 1870, au moment où ce pays était économiquement en retard sur l'Angleterre et la France. Et lorsque l'Allemagne eut dépassé économiquement ces deux pays, c'est-à-dire vers la deuxième décade du XXe siècle, le parti ouvrier marxiste d'Allemagne, parti modèle pour le monde entier, se trouva sous la direction d'une poignée de gredins fieffés, de la canaille la plus immonde vendue aux capitalistes, depuis Scheidemann et Noske jusqu'à David et Legien, les plus répugnants bourreaux issus des milieux ouvriers et passés au service de la monarchie et de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. (Lénine : La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire (1919))

. Avis à ceux qui pendant plus d'un demi-siècle se sont encanaillés avec la "*canaille la plus immonde*", et qui continuent...

2- Pourquoi nos aspirations légitimes devraient-elles passer à la trappe ?

Quand cesserons-nous un jour de penser notre mode de vie, nos conditions d'existence, de travail, notre destin autrement que sous le joug du régime d'exploitation et d'oppression ? Quand cesserons-nous de réagir en esclave ? Le plus étonnant c'est qu'on y parvient spontanément, naturellement, quand on est jeune, puis tout d'un coup quand on rejoint le monde du travail ou de l'exploitation ces aspirations s'envolent, disparaissent pour le restant de nos jours. Ce serait une réflexion à soumettre aux travailleurs, les plus avancés comprendront de quoi on leur cause...

Pour un changement de régime et de société, maintenant.

20 ans de découvertes et d'études, 20 ans de travail et le reste à la retraite et au service de la collectivité ! La retraite, ce devrait être le mode de vie à la carte librement consenti ou adopté par chacun entre le temps libre et la participation à l'organisation ou au fonctionnement de la société, sans contrainte, sans violence. Il y a le temps où on apprend, le temps où on expérimente, et le temps où on en tire des enseignements qu'on met au service de la société tout en s'épanouissant sur le plan individuel.

A-t-on subi un lavage de cerveau pour ne pas se poser les questions les plus élémentaires ?

Notre seul objectif politique, déloger l'oligarchie, s'emparer du pouvoir politique pour instaurer une République sociale.

Tribune des travailleurs (POID) du 4 juillet

Le Pen en avait rêvé... Éditorial de Daniel Gluckstein

Le Pen en avait rêvé, Macron l'a fait. L'accord passé entre les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne contre les migrants provoque une grande satisfaction du côté du Rassemblement national (ex-Front national, lire page 3). Le parti d'extrême droite a en effet de bonnes raisons d'être content de Macron et de l'Union européenne, puisque l'accord du 29 juin mobilise des moyens exceptionnels pour refouler les migrants.

Rappelons-nous, c'était il y a un peu plus d'un an : de la droite à l'extrême gauche, tous les « grands partis » institutionnels exigeaient des électeurs qu'ils votent Macron pour faire « barrage au Front national » (La Tribune des travailleurs titrait alors « Entre la peste et le choléra, on ne choisit pas »). La preuve n'est-elle pas apportée aujourd'hui que Macron et sa politique, l'Union européenne et ses directives font le lit de l'extrême droite et du populisme ? Aujourd'hui en Italie, et demain où ?

Les problèmes doivent être posés nettement : l'union sacrée entre gouvernements de toutes couleurs politiques – du « socialiste » espagnol Sanchez (soutenu par l'insoumis de Podemos, Iglesias) jusqu'au gouvernement d'alliance de droite – extrême droite en Autriche, en passant par le gouvernement de tous les populismes en Italie et celui de toutes les gauches au Portugal, et Merkel et Macron – pour rejeter les migrants, c'est cela qui fait le lit du populisme.

Les travailleurs en ont déjà fait l'expérience : quand on frappe une catégorie d'exploités, on frappe tous les exploités. Ce n'est pas un hasard si, dans un même mouvement, le gouvernement Macron refoule les migrants, augmente le budget des guerres, et veut privatiser la SNCF et détruire les retraites ouvrières. C'est une seule et même politique au service des multinationales qui pillent les pays d'Afrique, commandent les décisions de guerre qui disloquent ces nations et exigent, en France, la remise en cause de toutes les garanties collectives des travailleurs, prétendument responsables d'un « coût du travail » insoutenable !

Pour les multinationales et les gouvernements à leur service, comme pour leur Union européenne, les travailleurs coûtent trop cher. Trop cher aussi l'accueil des migrants, trop chères les retraites, trop chers les services publics, le statut des cheminots, le baccalauréat ou l'accès à l'Université.

Les travailleurs n'ont rien à gagner à se laisser diviser entre « Français » et immigrés. Ils ont tout à gagner au combat uni contre ce gouvernement, fauteur de misère et de barbarie, qui mène la guerre aux peuples à l'extérieur et la guerre au peuple travailleur, à la jeunesse et à leurs droits à l'intérieur.

Chaque semaine, La Tribune des travailleurs exprime la nécessité de ce combat pour l'unité ouvrière et internationaliste et se fait l'écho des initiatives en ce sens. S'abonner à ce journal, comme plus de 5 500 lecteurs l'ont déjà fait en ce début d'été, c'est prendre position nettement dans le camp de la civilisation humaine, contre le camp de la barbarie. Fin.

LVOG - Le camp de la "*civilisation humaine*", tiens, pour un peu on emploierait la même sémantique...

LVOG - Place à la civilisation, halte à la barbarie !

La classe ouvrière dans sa diversité est une et indivisible. En effet, l'unité des exploités et des opprimés du monde entier est indispensable pour combattre efficacement le capitalisme et l'éradiquer de la surface de la terre. Prolétaires de tous les pays unissez-vous !

Les multinationales des grandes puissances ou tous les impérialistes pillent les pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie, (en fait partout dans le monde) y fomentent des guerres, des génocides, des famines ou y participent pour défendre leurs intérêts économiques, leurs parts de marché.

Ils sèment la misère et la désolation derrière eux, et malheureusement ces peuples exploités ne sont pas suffisamment évolués pour développer une conscience politique qui leur permettrait d'affronter les régimes corrompus et tyranniques qui les oppriment et éventuellement de les renverser.

Cette tâche nous revient, nous prolétaires des pays les plus développés, les plus riches, mais comme nous sommes également incapables d'en prendre conscience et de l'accomplir, du coup non seulement nous sommes impuissants à endiguer ou à faire cesser la concurrence à laquelle se livrent tous les exploités de la terre malgré eux ou à leur dépend, pire, cela les conduit à se dresser les uns contre les autres pendant que nos bourreaux nous narguent, nous pourrissent l'existence, mènent leur guerre de classe sabre au clair, à mort.

Oui à mort, cela peut impressionner les esprits faibles, les âmes sensible ou qui se satisfont d'un mode de vie relativement confortable qui correspond à un état d'esprit plutôt médiocre, hypocrite, mais cela ne peut atteindre ou décourager tous ceux pour qui la conscience commande de mener résolument cette guerre jusqu'à faire rendre gorge à nos ennemis communs.

Personne ne doit avoir l'esprit tranquille, personne ne doit avoir bonne conscience, personne ne doit cesser le combat aussi longtemps qu'un seul homme ou une seule femme est exploité ou opprimé quelque part dans le monde. Voilà ce qu'impose la dignité quand on se réclame de l'idéal du socialisme ou de la liberté.

On a parfaitement le droit de profiter de la vie, c'est même fortement recommandé quand on en a l'opportunité, c'est si rare parfois, mais on n'a pas le droit d'être indifférent à l'injustice qui frappe les plus faibles d'entre nous, sous peine un jour ou l'autre de prendre leur place. Quel peuple n'a pas un jour subi la guerre, alors qu'il se croyait épargné, tout cela parce qu'il s'était laissé à imaginer que son sort n'était pas lié à celui des peuples du reste du monde, fatale ou cruelle erreur ou ignorance!

C'est à cette échelle que nous éradiquerons le capitalisme, et c'est à ce niveau que doit s'élever notre conscience. Ce n'est pas en terme de degré qu'il faut évaluer l'exploitation ou l'oppression, mais en terme de nuisance pour l'humanité toute entière.

Nous avons bien compris sur quel terrain pourri on voulait nous entraîner, en nous appelant à nous attendrir sur le sort de ceux qui ont été poussés à prendre le chemin de l'immigration au risque de leur vie, alors que des millions sont exterminés dans le monde dans des conditions tout aussi effroyables, à petit feu, à l'usure, faute de nourriture, de famine, d'eau potable, de soins, d'épidémies, de guerre ou tout bêtement au travail, ils travaillaient pour survivre et faire vivre leurs familles et ils ont été offerts en sacrifice sur l'autel du profit, de la cupidité, de l'avarice, de l'avidité, de l'ambition, du pouvoir, c'est tout aussi sordide et inhumain.

Il y a un siècle nous étions 1 milliard d'habitants sur terre, à peu près 30% étaient en âge de travailler, 30 autres pour cent étaient des enfants ou des jeunes, 30% étaient des vieux, cela donnait 60% d'adultes. Sur ces 600 millions, il aurait suffit qu'un tiers, soit 200 millions se tournent vers le socialisme pour entraîner les 400 millions restant. Avec 7,4 milliards d'habitants, cela donne entre 3,7 et 4,4 milliards d'adultes et complique considérablement la situation, car il faudrait qu'au moins 1 milliard se soulèvent pour entraîner la masse, cela demande un effort colossale à produire, c'est une tâche titanesque que nous avons à accomplir. Mais possible parce que pratique, bien matérielle.

Cependant, il ne faut pas raisonner en comptable, il suffirait que quelques pays en Europe basculent vers le socialisme pour que tout l'édifice du capitalisme s'écroule. On nous pousse à tendre l'oreille à ce qui se passe aux quatre coins du monde, pour qu'on ignore ce qui se passe sous nos yeux quotidiennement. Pourquoi ? Parce que c'est ce qui est sous nos yeux que nous pouvons changer, il vaut mieux qu'on n'y pense pas ou qu'on pense à autres choses, jusqu'à se perdre en spéculation, en émotion, à en perdre la raison... jusqu'à la chute finale.

C'est aux pays européens auxquels revient l'honneur de mener la révolution socialiste mondiale, parce qu'ils sont plus petits, plus puissants. En bande organisée les capitalistes sont très forts, mais séparés et amputés de la finance, ils sont en banqueroute, en faillite. Il ne faut pas qu'un peuple qui renverse le régime en place reste isolé, ce qui complique encore les choses, d'où la nécessité d'une Internationale se fixant pour objectif l'éradication du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme de la surface de la terre.

Comme on le voit, il est relativement facile d'analyser la situation, mais cela se complique dès qu'il s'agit de partager cette analyse, qui plus est considérablement quand on aborde les conclusions pratiques à en tirer.

Les capitalistes s'en tiennent strictement à leurs besoins, à leur stratégie, à leur terrain de classe, qui peut prendre une tournure offensive, violente, radicale, extrême. Nous, nous en sommes incapables pour ne pas effrayer le petit bourgeois qui sommeille en chacun de ceux qui par leur condition peuvent encore s'accommoder du capitalisme, et qui refusent d'envisager de l'affronter, préférant aller chasser sur leur terrain de classe pour finalement cautionner leur stratégie, participer à leur offensive contre l'ensemble des travailleurs en France et dans le monde.

Il faut laisser ces militants à leurs certitudes suicidaires que nous combattons. Cela ne sert à rien de s'adresser à eux pour essayer de les convaincre de quoi que ce soit, ce sont les plus bornés, les plus médiocres. Il y a des millions de travailleurs et jeunes qui se posent de plus en plus de questions sur l'orientation de la société, et parmi eux il y en a des centaines de milliers qui sont prêts à engager le combat pour rompre et en finir avec le capitalisme et qui ne sont pas organisés, qui ne l'ont jamais été. C'est à eux qu'il faut s'adresser en priorité. Il faut apprendre à les écouter parce que ce sont eux qui sont les mieux placés pour nous aider à définir le discours et la tactique qui conviennent le mieux pour convaincre leurs semblables de la nécessité de passer à l'action, de s'organiser.

Un bon maître d'école doit savoir observer et écouter ses élèves pour savoir où ils en sont, et quels moyens il va employer pour qu'ils progressent ou qu'ils puissent acquérir les connaissances contenues dans leur programme scolaire. Et bien là c'est la même chose.

Stratégie du chaos et de l'extrême droite

Un plan préconçu entrant dans le cadre d'une stratégie politique fixée de longue date.

Ils ont conçu la crise des migrants de manière à briser l'unité de la classe ouvrière, et au-delà briser la perspective révolutionnaire de l'unité de la classe ouvrière et des classes moyennes ou certaines de ces couches les plus enclines à rompre avec le capitalisme. Et ils ont merveilleusement réussi avec l'aide que leur a fourni le mouvement ouvrier. Jusqu'à présent, mais après ?

Ce fut plus qu'une simple opération de diversion.

Toutes les opérations qu'ils avaient montées jusqu'à présent en instrumentalisant les droits de certaines communautés ou minorités, n'avaient été qu'un avant-goût de ce qui nous attendait ou de ce qu'ils étaient capables de réaliser à plus grandes échelles ou en employant les grands moyens pour parvenir à leurs fins. J'ignore si vous l'aviez remarqué, mais leurs campagnes étaient mondiales.

Ils ont créé de toutes pièces les conditions politiques et militaires, qui rendraient cette machination réalisable en s'octroyant le soutien ou la complicité de tous les partis de la pseudo-gauche et extrême gauche qui participent aux institutions.

Comme vous y allez penserez-vous peut-être. Non, je pèse mes mots, absolument aucun parti n'a révélé qu'elle avait été minutieusement préparée de longue date, j'en veux pour preuve qu'à ma connaissance aucun n'a cru bon de reprendre à son compte le contenu de l'article que le Réseau Voltaire avait publié en 2016 qui en indiquait clairement les origines, qui en était les architectes, ainsi que leurs objectifs.

Une fois de plus, au lieu de s'en tenir aux faits qui se suffisaient à eux-mêmes pour démonter cette machination et ne lui accorder aucun soutien, nos dirigeants ont versé dans la plus pitoyable et impuissante propagande qui soit. En refusant d'admettre quels étaient les objectifs réels de cette opération, ils se sont privés des moyens de la condamner (et de la combattre), de sorte qu'il ne leur restait plus qu'à y participer à des degrés divers, les plus fanatiques en appelant à ouvrir toutes les frontières, les autres en larmoyant sur le triste sort de ces migrants qui servaient de bétails à l'oligarchie dans cette opération.

A aucun moment il ne leur serait venu à l'esprit qu'elle devait servir à neutraliser la lutte de classe du prolétariat disposant d'avantages sociaux ou de conditions supérieurs à ceux du reste du monde, afin qu'il ne puisse pas résister au rouleau compresseur du néolibéralisme incarné par Macron qui se destinait de les détruire, d'infliger une terrible défaite politique au prolétariat qui constituait la pire menace pour leur régime, du fait de la composition du mouvement ouvrier français, du développement de la lutte de classes dans le passé et sa tradition révolutionnaire, et au-delà au prolétariat mondial, incluant ces migrants qui en font partie.

Ces migrants ont servi de boucliers humains, tout comme les mercenaires recrutés par les différentes factions issus d'Al-Qaïda et qualifiés de "rebelles", de sorte qu'on se focalise sur leur sort et qu'on ignore leurs victimes. C'est un peu comme s'ils avaient fait l'apologie du lumpenprolétariat entraîné à massacrer le mouvement ouvrier pour une bonne cause, supérieure, à côté de laquelle le destin du prolétariat français, de l'humanité toute entière ne pesait pas bien lourd, qui plus est ou d'autant plus facilement qu'il n'en a pas vraiment conscience. Donc en recourant à la pire démagogie, il était possible de dissimuler cette contradiction et de présenter les choses de manière à se faire passer pour de grands humanistes, internationalistes et j'en passe.

Ils peuvent être satisfaits, les conditions d'existence et d'exploitation épouvantables que vont connaître ces migrants vont pouvoir se généraliser à de nouvelles couches de travailleurs avec lesquels ils seront en concurrence, c'est une évolution de la division internationale du travail... à domicile ! Quelle aubaine pour les capitalistes, même en rêve ils n'avaient pas imaginé en profiter un jour !

Qui plus est ils ont réussi à faire en sorte que le mouvement ouvrier apparaisse dans le camp des ennemis des travailleurs, puisque l'immense majorité d'entre eux ne veulent pas que ces migrant atterrissent en France. La réaction se frotte les mains, c'est génial comme scénario, comme cela elle pourra taper sur l'un et sur l'autre, les travailleurs se retrouvent dépourvus de tout moyen de défense, et quand les syndicats ou les partis dits ouvriers les appellent à se mobiliser, ils boudent, ils les méprisent, au mieux ils les prennent pour de beaux parleurs, au pire des vendus, ce qu'on ne désavouera pas !

Quand la énième personne me tape du fric, et que je refuse de lui en donner, est-ce que pour autant je suis un dégueulasse ? Je comprendrais que cette personne le pense, et je lui répondrais que ce qui est dégueulasse, c'est qu'elle et moi nous nous retrouvions dans cette situation que nous n'avons jamais souhaitée, et qui ne peut que nuire à notre sort et à nos intérêts qui se rejoignent dans la lutte de classes. Le mouvement ouvrier fait le jeu de nos ennemis en faisant en sorte que nous nous affrontions.

En complément. La fabrique de boucs émissaires qui fait le lit de l'extrême droite.

- Aide aux migrants : le Conseil constitutionnel fait sauter le délit de solidarité - franceinfo 07.07

- Les Italiens invités à porter du rouge en soutien aux migrants qui traversent la mer Méditerranée - franceinfo 07.07

... et ceux qui s'y opposent.

- Des patriarches chrétiens du Moyen-Orient plaident pour un retour des réfugiés en Syrie - AFP 07.07

Le macronanisme du banquier, c'est fini ! Macron dehors !

- Comment le cafouillage du plan pauvreté enfonce Macron dans le piège du "président des riches" - Le HuffPost 06.07

- Un fils de cadre a près de cinq fois plus de chances d'être riche qu'un fils d'ouvrier - Liberation.fr 06.07

D'après France Stratégie, les «inégalités de chances» sont «importantes» dans l'Hexagone. En cause : la difficulté pour les enfants d'ouvriers à obtenir un diplôme. Liberation.fr 06.07

- Emmanuel Macron : plus de 70 % des Français jugent sa politique "injuste" - AFP 05.07

72% des personnes interrogées estiment qu'aujourd'hui, le rôle du Parlement "se limite à enregistrer les lois décidées par le président et le gouvernement." AFP 05.07

Constitutionnalisation de la censure.

Epitaphe inscrite sur la façade du ministère de la Vérité qui sert de tombe à la civilisation humaine : La guerre, c'est la paix. La liberté, c'est l'esclavage. L'ignorance, c'est la force. (G. Orwell)

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

- Fake news : l'Assemblée vote les propositions de loi controversées - francetvinfo.fr 04.07

Début juin, la rapporteure avait fait voter tardivement une nouvelle formulation : "Toute allégation ou imputation d'un fait, inexacte ou trompeuse, constitue une fausse information". francetvinfo.fr 04.07

Il faut donc condamner et bannir tous les médias institutionnels, officiels, aux ordres, subventionnés par l'Etat, propriété des oligarques, à commencer par l'AFP, y compris France 2 et 3, TV5Monde, France24, etc. qui s'en donnent à coeur joie quotidiennement.

Commentaire d'un internaute.

- "Professeur en collège, et donc intéressé par la dernière phrase de ce texte, je trouve M. Huyghe assez naïf. S'il connaissait le CLEMI, il tomberait de haut.

La dénonciation des "fake news" dans notre système scolaire est unilatérale et biaisée : elle commence par des exemples ridicules (reptiliens et Cie) pour accuser par amalgame toutes les sources d'information qui ne vont pas dans le sens européiste et mondialiste.

Lors d'un stage, j'ai eu droit à la promotion du site Conspiracy Watch par la formatrice, qui s'est ensuite bien emmêlé les pinceaux : voulant illustrer le poids du "complotisme" dans la vie politique, elle a cité "Donald Trump et la Russie" … avant de se reprendre en bafouillant : "nan mais là c'est vrai, c'est pas du complotisme, M. Trump est vraiment proche des Russes" (c'était en janvier 2017).

Le discours (ou plutôt le bla-bla) sur les "fake news", comme aussi le bla-bla sur le complotisme, reste volontairement abstrait. Car s'il entrait sur le terrain des faits, de la controverse et de la vérification, il ne pourrait plus amalgamer "fake news" et Brexit, "fake news" et victoire de Donald Trump, "fake news" et RT.

Sur ce terrain, on parlerait français, et on serait bien obligé, finalement, de lier BOBARDS et Timisoara, bobards et couveuses du Koweit, PROPAGANDE DE GUERRE et génocide des Albanais du Kosovo, INTOX et bombardement de Benghazi par Kadhafi, MENSONGE et gazage compulsif des Syriens par Bachar, etc."

En famille, demandez la mère.

Votre destin est scellé d'avance, résignez-vous !

Vous êtes encore jeune ou entre deux âges, votre seul horizon, votre unique idéal : L'émancipation du règne de l'exploitation,

la liberté, non, la retraite sous le joug du capitalisme ! Ce qui signifie une vie de labeur passée à subir toutes les privations, frustrations, humiliations, peines, souffrances, angoisses, cauchemars inimaginables jusqu'à ce que mort s'en suive.

Avec ou sans vous serez exploités et opprimés jusqu'à votre dernier souffre, le régime capitaliste s'en porte garant et il n'est pas le seul.

- Mélenchon: les retraites, "la mère de toutes les batailles" contre Macron - AFP 6 juillet 2018

Le chef de file de La France Insoumise Jean-Luc Mélenchon a appelé jeudi les Français à mener "la mère de toutes les batailles" sur les retraites, dans un discours cinglant à Marseille contre "sa seigneurie Macron 1er", qui se rêverait en "Roi des riches".

"La mère de toutes les batailles, ce sera celle sur les retraites" et contre la retraite par points, "une arnaque", a averti M. Mélenchon dans un discours d'une heure en plein air, cours Julien, au coeur d'un quartier de bars, ateliers d'artistes et boutiques artisanales, où sortent de nombreux jeunes tous les week-ends.

"La retraite par répartition, c'est la prunelle de nos yeux", a-t-il insisté, appelant au passage les cadres à ne pas "faire les malins", car le président de la République aurait l'intention "de leur faire les poches, comme aux prolos".

"Si vous vous contentez d'écouter ce qu'on vous raconte, le seul problème ce serait les immigrés", a poursuivi M. Mélenchon: "Mais je ne suis pas d'accord (avec le fait) que l'immigration soit la question N.1, la question N.2, et 3 et 4, on veut parler de sécurité sociale et de partage des richesses", a-t-il insisté, en lançant un appel aux syndicats sur ce thème: "Les organisations syndicales, je vous demande de vous réunir, et de former un comité de défense de la sécurité sociale, et nous vous suivrons".

"Ce type là, il sait ce qu'il veut", a-t-il répété, au sujet du président de la République: "Il va changer notre mode de vie, il l'a déjà fait sur le code du travail, sur le logement social, et maintenant c'est la sécu !"

Refusant que "toutes les conquêtes sociales soient détruites par des gens illuminés par le dogme stupide du ruissellement des richesses", M. Mélenchon a alerté une nouvelle fois contre le "coup d'Etat social" qui serait mené par le chef de l'Etat, "ce petit monsieur, sa seigneurie Macron 1er, dans son bureau de tête d'oeufs". AFP 6 juillet 2018

Vite appelons la police.

- Corbière (LFI) veut plus de "moyens" pour une police qui doit "rétablir la confiance avec la population" - franceinfo 05.07

Business ou affairisme en famille. Appel d'offre ou quand nos ennemis ne sont pas les leurs.

- Européennes: Coquerel envisage un "pacte de non-agression" avec Hamon - AFP 04.07

A défaut d'une alliance électorale aux élections européennes, le député La France insoumise Eric Coquerel a envisagé mercredi un "pacte de non agression" avec le parti de Benoît Hamon, Générations, malgré une "divergence de fond" sur l'Europe.

"Sur les européennes je pense qu'on a vraiment une divergence de fond qui nous rendra difficile de faire une alliance commune", a regretté le député de Seine Saint-Denis sur le plateau de LCP. "Mais par contre ça n'empêche pas qu'on pourrait avoir un pacte de non-agression", a-t-il ajouté.

"C'est pas la peine d'avoir des polémiques entre nous, on n'est pas ennemis, au contraire, je pense qu'on est assez près", a-t-il expliqué, après avoir opposé la vision "progressiste internationaliste de coopération en Europe" de LFI à celle de Benoît Hamon, qui pense, "un peu comme les socio-démocrates des années 80, que l'on peut changer l'Europe de l'intérieur".

Au contraire, a annoncé le député, "[LFI] va partir avec tous ceux qui sont d'accord sur l'idée qu'on ne peut pas changer l'Europe dans les traités actuels".

LFI se veut le fer de lance d'une "alternative européenne" en vue des élections européennes de 2019, avec ses alliés de "Maintenant le peuple".

Formée de la France insoumise, de Podemos (Espagne) et du Bloco de Esquerda (Portugal) la plateforme créée en avril s'est élargie la semaine dernière à l'Alliance rouge-verte danoise, au Parti de gauche suédois et à l'Alliance de gauche finlandaise.

Samedi, le chef de file de LFI Jean-Luc Mélenchon, avait déjà lancé un appel à Générations: "Je fais une offre à Benoît Hamon et son parti : Renoncez aux agressions inutiles et parlons tranquillement. Faisons un pacte de non-agression et respect mutuel", avait-

il tweeté au moment de la convention nationale de Générations. AFP 04.07

En complément. Voyons, on ne tue pas un Premier ministre potentiel en état de survie artificielle.

- Comment Macron tente de "tuer" la gauche et la stratégie de Mélenchon pour résister. - Le HuffPost 04.07

Comment éviter la «radicalisation» de la classe ouvrière ? Quelle noble cause que partagera sans aucun doute Macron.

- Pascal Pavageau «Démocratiquement, le gouvernement joue avec le feu» - Liberation.fr 03.07

Liberation - Le nouveau secrétaire général de Force ouvrière souhaite repenser des formes d'action pour éviter leur «radicalisation». Prêt à faire des «compromis», mais pas de cadeau au gouvernement, il appelle à une grève interprofessionnelle à l'automne et espère réaliser une union syndicale.

Pascal Pavageau - Il y a plus inquiétant. La grève unitaire des fonctionnaires, le 22 mai, a peu mobilisé. Beaucoup de militants, et pas seulement de FO, commencent à dire que cela ne sert à rien de manifester, que c'est «autrement» qu'il va falloir peser. C'est le «autrement» qui m'inquiète. (On croirait entre Macron ou un ministre. - LVOG)

Liberation - Vous craignez une radicalisation des formes d'action ?

Pascal Pavageau - Absolument. Elle est alimentée par un gouvernement qui se fiche des organisations syndicales. Résultat, certains, y compris des syndiqués, ne veulent plus de formes traditionnelles et encadrées de mobilisation. (Ils ne veulent plus des journées d'action surtout. Ils ne veulent plus non plus que les luttes demeurent isolées. - LVOG)

Liberation - Comment veulent-ils agir ?

Pascal Pavageau - C'est bien ça qui m'inquiète. Demain, ce ne sera pas une chemise arrachée… Liberation - Que leur dites-vous ?

A FO, un groupe de travail réfléchit à de nouvelles formes d'action. Quand une organisation syndicale déclenche une mobilisation, elle le fait démocratiquement, pacifiquement et dans le respect des valeurs républicaines. Et non par plaisir de «mettre le bordel». Mais quand un gouvernement donne l'impression que les syndicats ne servent plus à rien, cela peut se traduire autrement. Dans les urnes, mais aussi dans une radicalité des formes d'action. Des fonctionnaires hospitaliers ont dû faire quinze jours de grève de la faim pour obtenir 30 postes parce qu'on avait refusé de les écouter ! C'est quoi, ce délire ! (Le "délire" a été de les laisser isolés. - LVOG)

Liberation - Le paritarisme est mal en point. Le gouvernement est-il seul fautif ?

Pascal Pavageau - En soixante-dix ans, le paritarisme à la française a obtenu des résultats remarquables. Nous avons pris des décisions en faisant remonter les besoins des entreprises et des salariés. (Et lesquels ont été satisfaits en priorité ? - LVOG) Mais, aujourd'hui, on entend une petite musique de la part du patronat, liée au discours du Président, qui voudrait se passer des organisations syndicales…(Tout ce qu'il réclame, c'est que Macron y mette les formes au moins. L'attitude adoptée par Macron n'est que la traduction des objectifs fixés à la Ve République par de Gaulle et qui correspondent également à ceux de l'extrême droite. - LVOG) Ça aussi, c'est dangereux. Prenez l'exemple de la SNCF : le gouvernement a idéologiquement cassé le statut des cheminots après avoir affaibli les syndicats et renvoyé à une hypothétique négociation. (Ce qui n'a pas été "hypothétique", ce sont les mois que vous avez passés à négocier avec le gouvernement au lieu de rompre avec lui et appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale, à la grève générale. LVOG) Mais le patronat refuse désormais de négocier et veut appliquer strictement la loi ! (Il regrette de ne pas y être associé le vendu. - LVOG) Si le nouveau président du Medef choisit de faire seulement du lobbying auprès du gouvernement, ce sera catastrophique. (Pour qui, sachant que les militants et les travailleurs risqueraient de se radicaliser ? Il se pose en rempart du régime. - LVOG)

Liberation - Vous attendez quoi de lui ?

Pascal Pavageau - Qu'il montre l'exemple. A ce stade nous sommes tous d'accord pour reprendre l'agenda social dès septembre. FO proposera de travailler sur le retour à l'emploi des travailleurs handicapés, la santé au travail, le télétravail… Nous avons des propositions concrètes. Comme quoi, nous ne sommes pas des révolutionnaires avec le couteau entre les dents ! (Non mais cela on le savait. Ils sont aux ordres, aligné sur "l'agenda social" imposé par Macron. - LVOG)

Si le Medef refuse, et oublie ce que le dialogue social a permis d'acquérir pour les entreprises et leur compétitivité, nous ferons sans lui. (...) (Merci pour eux, au moins on sait à qui il profite et pourquoi vous y participer, vous êtes un agent du patronat, CQFC ! - LVOG)

Liberation - Cela fait deux mois que vous avez pris la tête de FO avec une transmission difficile. Comment ça va ?

Pascal Pavageau - Bien. Notre congrès a été, c'est vrai, atypique : jamais le rapport d'activité d'un sortant n'a été aussi mal voté [50,54 %] et jamais une résolution générale proposée par un entrant n'avait fait 99 %. Cela me confère un mandat unanime et une responsabilité très forte. (Autrement dit, il n'existe aucun courant au sein de FO opposé à la politique de collaboration de classes qui contribue à la liquidation de nos droits et du syndicalisme, au moins cela a le mérite d'être clair. En réalité, ce n'est pas nouveau... - LVOG)

Liberation - Vous invitez Mailly à quitter FO ?

Pascal Pavageau - Non. Je l'invite à faire un choix car il existe une forme d'incompatibilité dans ses nouvelles fonctions [il est membre d'Alixio, société de conseil de Raymond Soubie, ex-conseiller social de Nicolas Sarkozy]. Liberation.fr 03.07 (Compatible avec l'appartenance au PS, comme Blondel et leurs prédécesseurs et les 99 % qui ont voté la résolution générale présentée par la "nouvelle" direction de FO. - LVOG)

Espèce en voie de disparition. Comment ils fabriquent les schizophrènes de demain dès le plus bas âge.

- Alerte aux écrans "nounous" - franceculture.fr 30.06.2017

Télévision, smartphone, tablette... Ces écrans qui ont envahi notre quotidien risquent d'entraver le développement du cerveau des jeunes enfants. 44% des enfants de moins de 3 ans utilisent régulièrement des écrans interactifs (étude de l'association française de pédiatrie ambulatoire)

Dans une tribune relayée par Le Monde le mois dernier (cahier Sciences et médecine du 31 mai), des médecins et professionnels de la petite enfance donnaient l'alerte : selon eux, l'exposition "massive et précoce" des jeunes enfants aux écrans est devenue "un enjeu de santé publique majeur". Ces professionnels de terrain font état de graves troubles "semblables à ceux du spectre autistique", une formule qui fait débat dans la communauté médicale. La référence à l'autisme est-elle appropriée ? Les spécialistes trancheront. Les professionnels de santé s'accordent en revanche sur le fait que l'exposition aux écrans n'est pas anodine sur les jeunes enfants, dont le cerveau est en plein développement.

"Ces 5 dernières années, explique le dr Anne Lise Ducanda , médecin de PMI à Viry-Châtillon (Essonne), les enseignants nous demandent de voir de plus en plus d'enfants qui présentent des retards de développement, des troubles du comportement, et des troubles du spectre autistique". franceculture.fr 30.06.2017

Autisme : Détachement de la réalité extérieure, la vie mentale du sujet étant occupée tout entière par son monde intérieur. Égocentrisme, introversion. L'autisme est l'attitude mentale propre aux schizophrènes. (Le Grand Robert de la langue française)

J'ai lu dans un autre article qu'ils avaient mis au point des applications pour des enfants dès l'âge d'1 an, c'est dingue ! Là c'est directement la structure mentale qui sera atteinte, c'est très grave. Schizophrène à 1 an, vous imaginez la suite, la société transformée en asile d'aliénés profonds et incurables.

En complément. Dégénérescence programmée ou eugénisme.

- Perturbateurs endocriniens : «Les pouvoirs publics doivent poursuivre leurs efforts» - Liberation.fr 03.07

Alors que l'agence sanitaire Santé publique France a publié mardi un bulletin sur le lien entre ces substances chimiques et la santé reproductive, le chercheur Bernard Jégou pointe le manque de données disponibles. Liberation.fr 03.07

Ils osent tout. Leur humanisme est la politesse des salauds ou quand les barbares oeuvrent à votre bien-être.

- Climat : six grands fonds souverains s'engagent à Paris dans la lutte contre le changement climatique - franceinfo 07.07

L'objectif est de mieux Six fonds souverains pesant ensemble plus de 3 000 milliards de dollars (Norvège, Nouvelle-Zélande, Qatar, Arabie saoudite, Koweit, Emirats arabes unis), réunis vendredi à Paris, ont décidé de s'engager pour la lutte contre le changement climatique, a annoncé Emmanuel Macron, vendredi 6 juillet.

Si la finance reste tournée vers la spéculation à court terme, avec une trop forte concentration des profits, elle mourra. Si l'économie reste fondée sur les énergies fossiles, nous mourrons. A travers cette initiative, nous dirigeons l'économie vers la

bonne direction. C'est pour cela qu'a été inventée la finance. Ici nous reconstruisons la finance, car nous reconstruisons la confiance et ce but commun", a déclaré Emmanuel Macron. franceinfo 07.07

Totalitarisme mondial.

Appel à la délation.

- Le gouvernement lance un dispositif de pré-plaintes en ligne pour lutter contre les actes racistes et antisémites - Le HuffPost 06.07

- Paris a besoin d'"alternance", estime Castaner - Reuters 03.07

Paris a besoin d'"alternance" et d'un "nouveau souffle", a déclaré lundi le délégué général de La République en marche (LaRem), Christophe Castaner, une pierre jetée dans le jardin de la maire socialiste de la capitale, Anne Hidalgo. Reuters 03.07

Quand l'impérialisme français décide qui doit gouverner au Mali.

- Mali: le pouvoir actuel "pas à la hauteur des enjeux", juge Jean-Jacques Bridey (LREM) - AFP 03.07

Jean-Jacques Bridey, président de la commission de la Défense de l'Assemblée, a estimé lundi que le "pouvoir actuel" malien "n'est pas à la hauteur des enjeux", au lendemain d'une attaque contre des soldats français de l'opération Barkhane à Gao. AFP 03.07

Boycott !

- Nouvel album de RSF pour la liberté de la presse - AFP 04.07

Les portraits surdimensionnés de l'artiste JR s'affichent dans le nouvel album de Reporters sans frontières. En vente à partir de jeudi, ce 58e album contribuera à financer les actions de l'association de défense de la liberté de la presse, une liberté de plus en plus menacée selon RSF. AFP 04.07

V- La justice néozélandaise confirme: Kim Dotcom est extradable aux Etats-Unis - AFP 05.07

La justice néo-zélandaise a confirmé jeudi que Kim Dotcom pouvait être extradé aux Etats-Unis où il est accusé de piratage en ligne, un énorme coup dur pour le fondateur de Megaupload.com soupçonné de pillage à échelle industrielle. AFP 05.07

- L'UE gèle son aide à la Moldavie à la suite d'un scrutin municipal - Reuters 4 juillet 2018

L'Union européenne a dit mercredi qu'elle avait gelé un programme d'aide de 100 millions d'euros à destination de la Moldavie, Bruxelles estimant que la manière dont a été contesté le résultat d'un scrutin municipal à Chisinau, la capitale du pays, était contraire aux principes démocratiques.

L'UE estiment que Moldavie n'a pas rempli les préconditions nécessaires au déboursement de son aide, à savoir le respect aussi bien des mécanismes démocratiques que de l'état de droit.

"Cette appréciation se fonde sur les derniers événements politiques en Moldavie dont, en particulier, la décision de la Cour suprême de justice du 25 juin sur l'invalidation des résultats électoraux à Chisinau", déclare l'UE dans un communiqué.

"Le versement de la première tranche dans le cadre du programme d'assistance macro-financière a de ce fait été suspendu.". Reuters 4 juillet 2018

- Nicaragua: chaîne humaine pour le départ d'Ortega après des affrontements dans le nord - AFP 04.07

Des milliers de Nicaraguayens ont formé mercredi une chaîne humaine sur la route de Managua à Masaya pour demander le départ du président Daniel Ortega et la fin de la violence, qui a fait un mort mardi dans des affrontements entre opposants et forces de l'ordre dans le nord du pays. AFP 04.07

- Equateur: l'ancien président Correa dénonce le mandat d'arrêt comme un "complot politique" - AFP 04.07

L'ancien président de l'Equateur Rafael Correa a dénoncé mercredi "un complot politique" derrière le mandat d'arrêt délivré à

son encontre mardi par la justice équatorienne, dans un entretien accordé à l'AFP à Bruxelles où il vit depuis 2017.

La justice équatorienne a lancé mardi un mandat d'arrêt contre l'ancien président, au pouvoir de 2007 à 2017, et a saisi Interpol en l'accusant d'avoir commandité une tentative d'enlèvement d'un opposant, Fernando Balda, en 2012.

"Je suis mis en cause dans une affaire sans aucune preuve, sur la base du témoignage d'un policier qui a passé sept heures la veille avec le procureur en apprenant sa leçon, disant que le président l'a appelé pour lui demander d'enlever Balda", s'est défendu l'ancien président.

"Il y a une feuille de route déjà tracée. Ils veulent m'impliquer dans ce procès, j'insiste, pour que je ne puisse pas retourner dans mon pays avant huit, dix ans", a-t-il ajouté.

Rafael Correa a également déclaré que lui et ses avocats "n'ont pas exclu" la possibilité de demander l'asile politique en Belgique.

Pendant son mandat, ce dernier avait lancé des réformes, augmenté les dépenses sociales, réduit les profits des compagnies pétrolières et suspendu certains paiements de dettes qu'il considérait comme illégitimes.

Depuis son élection l'année dernière, Moreno n'a cessé de démanteler l'héritage de gauche de Correa, faisant des ouvertures au monde des affaires et à la droite politique. AFP 04.07

- Contre l'Iran et le Venezuela, Trump obtient de Riyad une augmentation de la production de pétrole - Sputnik 1 juil. 2018

Donald Trump a fait savoir qu'il avait convaincu le roi d'Arabie saoudite d'augmenter la production de pétrole et ce, pour isoler davantage l'Iran et le Venezuela dont les économies reposent en grande partie sur les ventes d'or noir.

Le président américain Donald Trump déploie toute son énergie à exercer la plus forte pression possible sur l'Iran et le Venezuela, cibles privilégiées de ses attaques verbales et économiques. Multipliant les sanctions pour faire plier ces deux pays, le locataire de la Maison Blanche a fait savoir le 30 juin que le roi Salmane d'Arabie saoudite avait accepté sa demande d'augmenter la production de pétrole. Dans un tweet, il a écrit : «Je viens de parler avec le roi Salmane d'Arabie saoudite et lui ai expliqué que, en raison des tensions et dysfonctionnements en Iran et au Venezuela, je demande que l'Arabie saoudite augmente la production de pétrole, peut-être de 2 millions de barils, pour combler la différence. Les prix sont trop hauts ! Il est d'accord.»

L'agence de presse officielle saoudienne a précisé le 30 juin que l'appel téléphonique entre Donald Trump et le roi Salmane avait été initié par le président américain et que les deux hommes avaient évoqué «la nécessité de faire des efforts de façon à préserver la stabilité du marché du pétrole et la croissance de l'économie mondiale». Les deux dirigeants ont aussi parlé «des efforts des pays producteurs pour combler les éventuelles insuffisances dans les approvisionnements», selon la même source saoudienne.

Le cartel et ses alliés sont liés depuis fin 2016 par un pacte de limitation de la production pour faire remonter les cours du brut. Ce qui a, semble-t-il, fonctionné puisque le baril de Brent est passé d'environ 50 dollars fin 2016 à plus de 80 dollars en mai 2018.

Le président américain a régulièrement critiqué l'Opep ces dernières semaines, l'accusant de ne pas agir. «J'espère que l'Opep va augmenter son débit de manière significative. Il faut garder les prix bas !», avait-il notamment tweeté le 22 juin. En avril, il avait accusé le cartel de maintenir des prix «artificiellement très élevés». Sputnik 1 juil. 2018

- Trump à son équipe : pourquoi ne pas envahir le Venezuela ? - Liberation.fr 4 juillet 2018

Le 10 août 2017, une réunion se tenait à la Maison Blanche pour évoquer la situation du Venezuela de Nicolás Maduro, la risque d'instabilité régionale et un éventuel renforcement des sanctions contre le régime chaviste et ses dirigeants. A la fin de la rencontre, révèle ce mercredi l'agence AP, Donald Trump aurait interpellé ses conseillers : pourquoi ne pas simplement envahir le Venezuela et déposer Maduro ?

Cette suggestion, ajoute AP, qui s'appuie sur le récit anonyme d'un haut responsable de l'administration, aurait stupéfié les officiels présents, dont le secrétaire d'Etat, Rex Tillerson, et le conseiller à la sécurité nationale, H.R. McMaster, qui ont, quitté le navire depuis. Pendant un échange d'environ cinq minutes, le général McMaster et d'autres auraient tenté d'expliquer au Président les risques liés à une telle intervention.

Pas découragé pour autant, Donald Trump, le lendemain, avait brandi publiquement la menace d'une «action militaire» au Venezuela. S'attirant aussitôt les foudres de Maduro et de son entourage, ravis de pouvoir dénoncer l'impérialisme yankee. Liberation.fr 4 juillet 2018

Liste non exhaustive...

Propagande de l'Empire.

- Attentat déjoué en France : l'Iran dénonce une machination - euronews

Un couple de Belges d'origine iranienne a été arrêté à Bruxelles, soupçonné de vouloir commettre un attentat contre l'opposition iranienne en France. Dans leur voiture, la police belge a saisi 500 grammes d'explosifs et un mécanisme de mise à feu. euronews

- L'UE lance une procédure d'infraction contre la Pologne - euronews

La Commission européenne estime que la nouvelle loi polonaise sur l'organisation des juridictions de droit commun ne respecte pas les traités européens. euronews

- Le cinéaste ukrainien Sentsov, emprisonné en Russie, dans un état "très grave" - AFP

Le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, emprisonné en Russie pour "terrorisme", se trouve dans un état "très grave" au cinquantième jour de sa grève de la faim, a annoncé lundi son avocat. AFP

- Dans le sud syrien, des déplacés échoués près d'une frontière fermée - AFP

Avec sa femme enceinte, Ayman al-Homsi a fui le pilonnage du régime dans le sud syrien. Il se retrouve face à une frontière fermée... AFP

- Yémen: plus de 50 morts en deux jours, les Houthis se renforcent à Hodeida - AFP

Plus de cinquante personnes, dont des civils, ont été tuées en deux jours de bombardements au sud de la ville de Hodeida, dans l'ouest du Yémen, où les rebelles ont renforcé leurs positions défensives, ont indiqué mardi des sources militaires, hospitalières et des témoins. AFP

- En Indonésie, la morale fait exploser le sida chez les homosexuels - Liberation.fr

Human Rights Watch a enquêté sur les conséquences sanitaires et sociales du harcèlement de la communauté LGBT. Liberation.fr

- Nicaragua: la CIDH visite les prisonniers d'Ortega - AFP

Aux cris de "Liberté et justice !" hurlés par les familles de détenus impliqués dans le soulèvement populaire contre le président Daniel Ortega, une délégation de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) a été accueillie lundi à la prison de sécurité maximale... AFP

- Washington "ne reconnaît pas" l'annexion de la Crimée par la Russie - AFP

La Maison Blanche a martelé lundi que les Etats-Unis ne reconnaissaient pas l'annexion de la Crimée par la Russie...AFP

Règlements de compte.

- Le député Thierry Robert inéligible pour ne pas avoir payé ses impôts - leparisien.fr 06.07

L'élection du député Modem de la Réunion a été invalidée par le Conseil constitutionnel. Il est inéligible pour trois ans. leparisien.fr 06.07

- Au Pakistan, l'ex-Premier ministre condamné à dix ans pour corruption - Libération 06.07

C'est un coup dur porté contre l'ex-Premier ministre pakistanais, mais aussi à son parti, la PML-N, à moins de trois semaines des élections générales. Libération 06.07

Tous les peuples se révoltent.

- France. Les kinés dans la rue pour une «reconnaissance» de leur métier - Liberation.fr 06.07

- Environ 2 000 kinésithérapeutes ont manifesté jeudi devant le ministère de la Santé à Paris à l'appel de plusieurs syndicats. Liberation.fr 06.07

- Haïti : graves violences après l'annonce de la hausse importante des tarifs de carburants - leparisien.fr 06.07

- Bosnie: un cadavre et une révolte citoyenne inédite depuis 2014 - AFP 06.07

- Colombie: manifestations contre les assassinats de leaders sociaux - AFP 06.07

Stratégie du chaos et de la déstabilisation, du renversement de régimes.

- Les Moujahiddines du Peuple appellent à renverser le régime iranien - Réseau Voltaire 2 juillet 2018

Environ 4 000 personnes, principalement venues d'Europe de l'Est, ont participé tous frais payés au meeting annuel des Moujahiddines du peuples à Paris.

Commandés par Maryam Radjavi, les Moujahiddines du Peuples ont successivement été un parti politique iranien marxiste, une armée privée iraquienne au service de Saddam Hussein, une « organisation terroriste » selon les États-Unis et l'Union européenne, et désormais des « combattants de la Liberté » [1].

Ils revendiquent un nombre incalculable d'attentats meurtriers en Iran.

Disposant d'un soutien sans faille de la CIA depuis les années 80, ils invitent annuellement à Paris-Villepinte quelques personnalités internationales, généralement grassement rémunérées. Les orateurs de cette année, présentés par des journalistes comme Alex Taylor, comprenaient :

- Rudy Giuliani, avocat de Donald Trump et ancien maire de New York
- Newt Gingrich, ancien speaker de la Chambre US des représentants
- Bill Richardson, ancien ambassadeur US aux Nations unies
- Michael Mukasey, ancien attorney general des États-Unis
- Louis Freeh, ancien directeur du FBI et membre de l'Opus Dei
- Général George Casey, ancien chef d'état-major interarmes US
- Stephen Harper, ancien Premier ministre canadien
- Philippe Douste-Blazy, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies et ministre français
- Rama Yade, ancienne ministre française
- Bernard Kouchner, ancien ministre français et cofondateur de Médecins sans frontières et de Médecins du monde.

(Quelle brochette d'ordures ! - LVOG)

De nombreuses personnalités représentaient également l'Arabie saoudite, la Jordanie et les jihadistes syriens.

Profitant de la concomitance avec les manifestations anti-gouvernementales en Iran, les orateurs ont appelés à « renverser le régime ».

Si certainement les Moujahiddines du Peuple participent à toute action anti-gouvernementale en Iran, ils ne sont pas à l'origine des manifestations actuelles. Celles-ci sont d'abord une réaction contre l'effondrement du niveau de vie et, dans certains cas, contre les restrictions d'eau ou encore des questions de sécurité. Réseau Voltaire 2 juillet 2018

Médecins du monde qu'on retrouve comme partenaire de l'ONG SOS Méditerranée, une simple coïncidence, mais non, mais non, Kouchner n'a jamais été impliqué dans aucune opération de type changement de régime, sauf peut-être en France...

Israël : Etat terroriste.

- Quand Israël créait un groupe terroriste pour semer le chaos au Liban - Investig'Action 22.06.2018

Dans les années 1979-1982, le gouvernement israélien a créé au Liban une organisation qui a commis de très nombreux attentats terroristes. Dans son livre, Rise and Kill First : The Secret History of Israel's Targeted Assassinations le chroniqueur militaire israélien Ronen Bergman revient, entre autres, sur cet épisode qui reste largement occulté.

Des choses terribles ont été faites avec le soutien de Sharon. J'ai soutenu et même participé à quelques-unes des opérations d'assassinats effectuées par Israël. Mais là nous parlons d'extermination de masse, juste pour tuer et pour semer le chaos et l'effroi chez les civils. Depuis quand envoyons-nous des ânes chargés de bombes dans des marchés pour qu'ils explosent?

Ainsi s'exprime un agent du Mossad cité dans Rise and Kill First : The Secret History of Israel's Targeted Assassinations, du journaliste israélien Ronen Bergman.

Source : https://www.investigaction.net/fr/41036/

Dossier sur la Syrie.

Syrie. La prise de position de l'AFP, un regret, un appel en faveur des barbares.

- Syrie: reprise des raids dans le sud après l'échec des pourparlers Russie/rebelles - AFP 5 juillet 2018

- Face à l'offensive du régime dans le sud, la communauté internationale se révèle, une nouvelle fois, impuissante. AFP 5 juillet 2018

Et les mauvaises nouvelles s'enchaînent...

A défaut de preuves, ils brodent, ils spéculent, ils fabulent, il ne leur reste que l'arme de la suspicion...

En revanche je dois rectifier une information erronée que j'avais publiée à partir d'un article dont l'auteur était mal visiblement informé, et je n'avais pas pris la précaution de la vérifier. J'avais indiqué que les armes au chlore n'étaient pas incluses dans les armes chimiques, ce qui était faux.

Un internaute - "Les armes au chlore sont des "armes chimiques" "…/… ce type d'armes fait l'objet d'une interdiction par une convention entrée en vigueur en 1997, par laquelle les pays signataires s'interdisent leur utilisation et promeuvent leur destruction …/…" https://fr.wikipedia.org/wiki/Arme_chimique "

- Pas de gaz innervant mais un usage possible de chlore dans une attaque à Douma selon l'OIAC - AFP vendredi 06 juillet

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a indiqué vendredi n'avoir pas trouvé de preuve de l'usage de gaz innervant lors de l'attaque commise dans la ville syrienne de Douma en avril, mais les traces d'un possible recours au chlore.

Une équipe d'enquêteurs de l'organisation basée à la Haye a effectué plus d'une centaine de prélèvements sur sept sites à Douma quand ils avaient pu accéder aux lieux, plusieurs semaines après l'attaque du 7 avril dernier.

"Les résultats montrent qu'aucun agent innervant organophosphoré, ou leurs résidus, n'ont été détectés", indique l'organisation dans un rapport préliminaire.

"En plus des résidus d'explosifs, différents composés chlorés ont été trouvés", a-t-elle cependant ajouté.

"Le travail visant à établir la signification de ces résultats est en cours", a ajouté l'OIAC. Il s'agit de déterminer si les traces détectées peuvent être le signe d'une source active de chlore, dont la présence dans l'environnement n'est pas naturelle.

Des médecins et secouristes avaient indiqué qu'une quarantaine de personnes avaient été tuées dans l'attaque, la plupart dans un immeuble sur le toit duquel avait atterri un cylindre.

L'équipe d'enquêteurs travaille toujours à la "localisation du cylindre" et à sa "provenance", a encore indiqué l'OIAC.

L'attaque sur la Douma, imputée aux forces gouvernementales syriennes par les Occidentaux, et à la suite de laquelle des témoignages avaient fait état du recours au gaz sarin, avait déclenché des frappes de Washington, Paris et Londres contre des installations du pouvoir syrien et un pic de tensions diplomatiques avec son allié russe.

L'équipe d'enquêteurs de l'OIAC n'avait pu accéder aux lieux de l'attaque que le 21 avril, alors qu'elle était arrivée en Syrie le 14.

La Russie a été accusée à plusieurs reprises par les Occidentaux d'entraver l'accès des inspecteurs de l'OIAC à Douma, des accusations qu'elle a rejetées avec véhémence en les qualifiant de "sans fondement". Elle a accusé les secouristes syriens,

les "casques blancs", d'avoir mis en scène une attaque chimique. AFP vendredi 06 juillet

Rappel.

- Le 8 avril, les troupes syriennes qui inspectaient Al-Shimona près de Douma ont trouvé une usine artisanale de Jaysh al-Islam qui fabriquait des substances chimiques. Des agents de chlore de fabrication allemande et des équipements spéciaux ont également été découverts. A Istanbul, un journaliste de l'opposition, [nom indistinct], a mis sur sa page Twitter une vidéo montrant prétendument la zone de l'incident, probablement filmée par les Casques blancs. Un individu inconnu y est montré à côté d'une bombe artisanale comportant un produit chimique, et qui aurait frappé la chambre d'un immeuble à Douma. Tout cela était accompagné de commentaires sur une autre attaque chimique du régime contre des civils. Le fait que ce soit une mise en scène ne fait aucun doute. La trajectoire de la bombe présumée est inconcevable. Cette bombe a supposément frappé la maison, perçant un toit, et naturellement, calmement, serait tombée sur un lit en bous, sans même endommager ce lit. Une bombe peut-elle tomber sur un lit en bois sans l'endommager ?! Clairement, elle avait été placée là pendant la préparation de la mise en scène. (Quelques jours plus tard on apprendra que la soi-disant bombe était intacte, pas déformée par l'impact sur le toit du bâtiment sur lequel elle serait tombée, Allah fait des miracles ! source : Iside Syria Media Center 13 avril 2018 - LVOG

Pourtant, ce qui n'est pas examiné est le fait qu'un nombre important d'armes chimiques a été découvert en novembre-décembre 2017 sur le territoire syrien qui avait été libéré des terroristes. Sur les sites de stockage d'al-Zakhariya et d'al-Afafir dans la province de Hama, vingt conteneurs d'une tonne chacun ont été découverts. Plus de 50 munitions contenant des produits chimiques toxiques ont été trouvées. À Tal-Adli, dans la province d'Idleb, 24 tonnes de produits chimiques toxiques ont été découvertes et on pense que c'est du chlore. Dans la région d'Al-Servita, province d'Idlib, un complexe industriel a été trouvé pour la synthèse de diverses substances toxiques. 54 munitions chimiques ont été trouvées avec 44 conteneurs chimiques, et ceux-ci pourraient être utilisés pour la fabrication de substances toxiques. (L'ambassadeur russe auprès des Nations Unies, Vassily Nebenzia - Le Grand Soir 11 avril 2018)

- Un habitant de la province syrienne d'Idlib a fait savoir que les terroristes du Front al-Nosra avaient acheminé une vingtaine de bidons contenant du chlore dans un village de la région, a indiqué le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie dans un communiqué diffusé mardi. Sputnik 13.02.2018

- La République arabe syrienne réaffirme qu'elle ne dispose d'aucune arme chimique, quelle qu'elle soit, y compris le chlore toxique, et qu'elle réitère sa condamnation de l'usage d'armes chimiques en tout lieu, à n'importe quel moment et en toutes circonstances ; tout comme elle réaffirme sa volonté de coopération illimitée avec l'OIAC afin de s'acquitter de ses obligations inscrites dans la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, de leur stockage ainsi que de leur utilisation. (Bachar al-Jaafari - Délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies - Le Grand Soir 11 avril 2018)

Autre nouvelle qui va encore exaspérer un peu plus les va-t-en-guerre.

- Libération rapide du Sud de la Syrie - Réseau Voltaire 5 juillet 2018

L'armée arabe syrienne, appuyée par l'aviation russe, poursuit sa libération du Sud de la Syrie de Daesh et d'Al-Qaïda, en application du paragraphe 5 du memorandum sur les zones de désescalade [1].

Selon les Nations unies, près du tiers de la population de la région concernée aurait fuit les combats et se serait massée aux frontières jordanienne et israélienne qui restent toutes deux closes, mais laissent passer de l'aide humanitaire.

Les forces armées US et Israël laissent entendre qu'un accord serait intervenu avec la Russie prévoyant le retrait des forces pro-iraniennes à 80 kilomètres de la ligne de démarcation israélo-syrienne. C'est faux.

En réalité, les forces armées US appliquent enfin les instructions du président Trump de ne plus soutenir Daesh et d'Al-Qaïda (même lorsque certains de ses combattants se réclament de l'Armée syrienne libre). Elles conservent cependant, « sans droit ni titre », leur base militaire d'Al-Tanf.

Israël, qui avait tissé de nombreux liens avec les groupes armés de la région et les avait publiquement soutenus, ne peut aujourd'hui continuer de le faire sans entrer en confrontation directe avec la Russie. Tsahal, qui avait aidé Al-Qaïda à chasser les Casques bleus de la Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), s'est donc également retiré et réclame le retour au statut de 1974 qu'il avait lui-même violé.

Les forces pro-iraniennes qui étaient présentes dans la région étaient soit des soldats du Hezbollah, qui quittent le champ de bataille syrien depuis la libération de la Ghouta orientale, soit des miliciens afghans, qui ne sont plus indispensables pour appuyer l'armée arabe syrienne.

Les choses rentrent donc naturellement dans l'ordre.

La propagande occidentale parvient à créer la confusion sur les événements à partir de deux oublis : - Elle présente Deraa comme le « berceau de la révolution syrienne », alors que le général saoudien Anwar Al-Eshki a publiquement admis avoir pré-positionné des armes dans la ville (mosquée al-Omari) avant la manifestation qui déclencha les événements, le vendredi 18 mars 2011 (jour de prière musulmane). Le slogan qui domina alors était « Allah, Syrie, liberté ! » ; étant entendu que « liberté » ne doit pas être interprété au sens politique occidental mais dans celui de « liberté d'appliquer la charia ».

- Elle ne mentionne pas l'appartenance des groupes armés du Sud du pays à Daesh et Al-Qaïda, laissant les opinions publiques les assimiler à des contestataires, de simples « rebelles ».

[1] "Memorandum on the creation of de-escalation areas in the Syrian Arab Republic", Voltaire Network, 4 May 2017. Réseau Voltaire 5 juillet 2018

Confirmation.

- La Défense russe annonce un accord sur la cessation des hostilités à Deraa - Sputnik 07.07

Les leadeurs des groupes armés de la province syrienne de Deraa ont convenu de mettre un terme aux hostilités et de remettre leurs armes, relate un bulletin d'information du ministère russe de la Défense.

«À la suite des négociations entre la médiation du Centre russe pour la réconciliation et les dirigeants des formations armées dans la province de Deraa, des accords sur les questions suivantes ont été conclus: cessation des hostilités et début de la remise des armes lourdes et moyennes dans toutes les localités sous le contrôle des formations armées», selon le texte.

En outre, d'autres accords ont été également conclus, dont le règlement du statut des membres de l'opposition, l'évacuation de ceux qui ne veulent pas abandonner leur statut de combattants avec les membres de familles vers la province d'Idlib, la reprise des missions des autorités publiques syriennes dans les localités ainsi que le retour chez eux des réfugiés de la frontière avec la Jordanie.

Les troupes gouvernementales syriennes ont atteint la frontière avec la Jordanie dans le gouvernorat de Deraa et ont repris le contrôle d'un tronçon de près de six kilomètres, avait précédemment indiqué un correspondant de Sputnik en Syrie. Selon lui, c'est le succès des négociations de la partie russe avec des bandes armées illégales contrôlant cette partie de la frontière qui a permis à l'armée syrienne de reprendre le contrôle de la zone. Sputnik 07.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

- Mexique: Lopez Obrador amène pour la première fois la gauche au pouvoir - AFP 02.07

Andrés Manuel Lopez Obrador a remporté dimanche une victoire historique à la présidentielle mexicaine, amenant la gauche au pouvoir pour la première fois dans un pays miné par la corruption et une vague de violences sans précédent.

La troisième tentative aura été la bonne pour Lopez Obrador, surnommé "AMLO" -ses initiales-, qui a obtenu plus de 53% des voix, selon les estimations officielles.

L'ancien maire de Mexico devance de plus de trente points le jeune conservateur Ricardo Anaya, à la tête d'une coalition de droite et de gauche, et Jose Antonio Meade, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), le parti au pouvoir, très loin derrière, en troisième position.

La gauche obtient également un succès régional sans précédent au moins six postes de gouverneurs sur les neuf en jeu, avec son parti, le Mouvement de régénération nationale (Morena).

Pour la première fois, une femme, Claudia Sheinbaum, scientifique de 56 ans et fidèle de "AMLO", dirigera la capitale et ses plus de 20 millions d'habitants.

Avec ses alliés, Lopez Obrador, qui prendra ses fonctions en décembre prochain, obtiendrait la majorité à l'Assemblée, avec au moins 250 sièges de députés. Plus de 18.000 mandats, dont 128 sénateurs, étaient également en jeu.

Il s'agit d'un "ouragan national", commentait sur la chaîne Televisa le politologue Jesus Silva Herzog Marquez.

Tout au long de la campagne, la violence a été au coeur des débats, mais elle a aussi touché de nombreux candidats ou militants sur le terrain.

Le processus électoral est déjà considéré comme "le plus sanglant" de l'histoire du Mexique, avec au moins 145 assassinats d'hommes politiques - dont 48 candidats ou pré-candidats -, selon le cabinet d'études Etellekt.

Dimanche, au moins deux militants ont été abattus, un militante du Parti des Travailleurs (PT, opposition) dans l'Etat du Michoacan (ouest), et un autre du PRI, dans l'Etat de Puebla (centre).

Plus de 200.000 personnes ont été tuées dans le pays depuis 2006 et lancement de la guerre contre le narcotrafic à l'aide de l'armée.

"AMLO" a promis d'éradiquer la pauvreté qui alimente ces violences et de ramener la paix sociale dans le pays. AFP 02.07

Chine

- Chine : un nouveau pistolet laser peut détruire une cible à 1 km de distance - LeParisien.fr 2 juillet 2018

Cette nouvelle arme du futur est un pistolet laser assez puissant pour détruire une cible à près de 1 km, rapporte le South China Morning Post.

Selon le quotidien, le projet a été développé par l'Institut d'optique et de mécanique de précision de l'Académie chinoise des sciences à Xi'an, dans le nord-ouest du pays.

La société chinoise ZKZM Laser a entrepris la production de cette arme hors normes : elle produit un faisceau d'énergie invisible qui peut traverser les objets et provoquer une carbonisation instantanée de la peau et des tissus humains.

Cette arme, qui ressemble à un AK-47, pèserait près de trois kilos et aurait une portée de 800 mètres minimum. Elle peut également être montée sur des véhicules. Elle est censée être alimentée par une batterie rechargeable au lithium capable de tirer 1 000 coups par charge.

Le pistolet laser ZKZM-500 est pour le moment classé comme « non-létal » mais une gamme particulière pourrait être produite pour les tireurs d'élite et les unités commandos. Son coût de production serait de 100 000 yuans (environ 13 000 euros).

Les chercheurs ont déclaré que sa fréquence invisible et le fait de ne produire aucun son donneraient un avantage crucial pour masquer le lieu d'où serait menée une attaque. LeParisien.fr 2 juillet 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Russie

- Des milliers de Russes manifestent dans tout le pays contre la réforme des retraites - francais.rt.com 02.06

A l'appel des syndicats et partis d'opposition, les Russes ont manifesté en masse contre le projet de relèvement de l'âge de départ à la retraite. La côte de popularité du président a pâti de l'annonce de ce projet.

Des milliers de Russes ont manifesté, le 1er juillet, dans des dizaines de villes contre le projet de relèvement progressif de l'âge de départ à la retraite de 60 à 65 ans pour les hommes et de 55 à 63 ans pour les femmes. Des seuils inchangés depuis 1932. Ils répondaient aux appels de la Confédération du travail de Russie, de la Fédération des syndicats indépendants, du parti communiste, des partis Russie juste, Iabloko et LDPR (nationaliste) ainsi que de l'opposant Alexeï Navalny. Les rassemblements et marches de protestation se sont déroulés sans incident notable et n'ont pas donné lieu à des arrestations.

A Moscou, où se déroulait le même jour la rencontre entre la Russie et l'Espagne, en huitièmes de finale de la Coupe du monde de football, les quatre rassemblements prévus ont été interdits. Résignés à ne pas obtenir d'autorisation avant la fin de la

compétition, le 15 juillet, les syndicats ont déposé un préavis pour le 18 juillet, veille de l'examen en première lecture du texte de la réforme.

Plusieurs catégories de travailleurs, en particulier ceux du rail et de la métallurgie, mais aussi les forces armées et la police, ne sont pas concernées par cette réforme. Le gouvernement estime que le projet de loi permettra d'augmenter les pensions de 1 000 roubles (14 euros) par an et de sauver le régime actuel de retraite par répartition.

Départ à la retraite à 65 ans, espérance de vie : 66 ans

En Russie, l'espérance de vie des hommes est de 66 ans et celle des femmes de près de 76 ans. Après une chute spectaculaire en 1991, année du démantèlement de l'Union soviétique, elle s'est peu à peu redressée. L'allongement de l'espérance de vie est l'une des priorités de l'action du gouvernement, selon les engagements pris par le président Vladimir Poutine, peu avant sa réélection le 18 mars 2018.

Lors des consultations tripartites (gouvernement, employeurs, syndicats) qui ont précédé la présentation du projet de loi, plusieurs options auraient été envisagées. Selon Tatiana Stanovaïa, présidente du Centre des technologies politiques, une des plus importantes organisations indépendantes d'analyse politique russes, citée par le quotidien Vedomosti, le gouvernement a sciemment proposé la variante la plus dure pour laisser de la marge à une négociation et permettre au président d'apparaître en modérateur, en dernier recours.

En attendant, selon le dernier sondage de l'Institut Fom, publié le 29 juin, sa cote de popularité est tombée de 62% à 48% depuis l'annonce de ce projet auquel, selon le même institut, 86% des personnes âgées de 31 a 60 ans sont opposées. En ce qui concerne l'approbation de l'action du gouvernement ou la confiance dans le président et le premier ministre, un autre institut, VTsIOM, avance des chiffres différents, mais les deux sociétés de sondages estiment que les dirigeants du pays ont atteint le niveau de confiance le plus bas depuis cinq ans. francais.rt.com 02.06

ECONOMIE

Etats-Unis

- Contre l'Iran et le Venezuela, Trump obtient de Riyad une augmentation de la production de pétrole - francais.rt.com 02.06

Donald Trump a fait savoir qu'il avait convaincu le roi d'Arabie saoudite d'augmenter la production de pétrole et ce, pour isoler davantage l'Iran et le Venezuela dont les économies reposent en grande partie sur les ventes d'or noir.

Le président américain Donald Trump déploie toute son énergie à exercer la plus forte pression possible sur l'Iran et le Venezuela, cibles privilégiées de ses attaques verbales et économiques. Multipliant les sanctions pour faire plier ces deux pays, le locataire de la Maison Blanche a fait savoir le 30 juin que le roi Salmane d'Arabie saoudite avait accepté sa demande d'augmenter la production de pétrole. Dans un tweet, il a écrit : «Je viens de parler avec le roi Salmane d'Arabie saoudite et lui ai expliqué que, en raison des tensions et dysfonctionnements en Iran et au Venezuela, je demande que l'Arabie saoudite augmente la production de pétrole, peut-être de 2 millions de barils, pour combler la différence. Les prix sont trop hauts ! Il est d'accord.»

Selon l'AFP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) avait avalisé le 23 juin avec ses partenaires [un groupe de 24 pays qui assurent plus de 50% de la production mondiale d'or noir], parmi lesquels la Russie, le principe d'une hausse de la production de pétrole. Selon Riyad et Moscou, cela représenterait une hausse d'«un million de barils par jour», ce qui répondrait à la hausse attendue de la demande mondiale.

L'agence de presse officielle saoudienne a précisé le 30 juin que l'appel téléphonique entre Donald Trump et le roi Salmane avait été initié par le président américain et que les deux hommes avaient évoqué «la nécessité de faire des efforts de façon à préserver la stabilité du marché du pétrole et la croissance de l'économie mondiale». Les deux dirigeants ont aussi parlé «des efforts des pays producteurs pour combler les éventuelles insuffisances dans les approvisionnements», selon la même source saoudienne.

Le cartel et ses alliés sont liés depuis fin 2016 par un pacte de limitation de la production pour faire remonter les cours du brut. Ce qui a, semble-t-il, fonctionné puisque le baril de Brent est passé d'environ 50 dollars fin 2016 à plus de 80 dollars en mai 2018.

Le président américain a régulièrement critiqué l'Opep ces dernières semaines, l'accusant de ne pas agir. «J'espère que l'Opep va augmenter son débit de manière significative. Il faut garder les prix bas !», avait-il notamment tweeté le 22 juin. En avril, il avait accusé le cartel de maintenir des prix «artificiellement très élevés».

Donald Trump a exhorté les alliés des Etats-Unis à mettre fin à tous les achats de pétrole iranien, menaçant de sanctionner les pays qui ne réduiraient pas leurs importations de pétrole iranien à «zéro» d'ici le 4 novembre.

En ce qui concerne le Venezuela, les sanctions économiques renforcées par l'administration Trump ont participé au déclin de sa production d'or noir. francais.rt.com 02.06

On aurait pu classer cet article dans la rubrique politique.

Haut de page

Le 10 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (15 pages)

Les documents de la page d'accueil du portail permettent de comprendre la situation. J'ai sélectionné les meilleurs parmi ceux parvenus à ma connaissance, il doit en exister bien d'autres. On est vraiment informé ou instruit, cela change la donne en notre faveur, si on sait exploiter cette opportunité, mais je crains malheureusement qu'on en soit incapable pour d'obscures prétextes de nature dogmatique ou par ignorance tout simplement.

Deux scoops.

1- IBM va "*encore licencier 900 personnes à la fin de l'année pour ensuite embaucher des jeunes sur une filiale qui est gérée par la convention Syntec moins intéressante que la métallurgie, les jeunes sont payés 2000€*", je tiens cela d'une ex-salariée d'IBM, dont je ne peux pas révéler l'identité.

2- J'ai reçu un courriel de Syrie.

- "*Il y a eu un long débat, ici en Syrie, pour savoir comment agir avec les réfugiés.*

Avant l'élection présidentielle du 3 juin 2014, la plupart des gens pensaient que les réfugiés étaient contre la République. Mais après, ils ont évidemment changé d'avis.

Au cours des derniers mois, les autorités syriennes, notamment le président du Conseil des ministres et le ministre des Affaires étrangères, ont multiplié les déclarations à la presse arabe appelant les réfugiés à revenir. Ces déclarations sont ignorées par la presse occidentale et du Golfe.

Je reviendrais sur cet aspect des choses dans un prochain article.

Cordialement"

Inutile de préciser l'identité de l'auteur de ce courriel, vous l'avez sans doute reconnu.

Ce qui est troublant, c'est qu'on peut avoir des échanges loyaux ou cordiaux avec des personnes qui ne partagent pas forcément nos idées, mais cela s'avère quasiment impossible avec des militants avec lesquels on est censé combattre pour la même cause, à leur place je me poserais de sérieuses questions.

Et puis, si vous croisez des Syriens, vous pourrez toujours leur suggérer de retourner en Syrie sans craindre de passer pour un raciste, à moins que vous préfériez qu'on vous accuse d'être les complices de ceux qui font tout pour faire monter le racisme, à vous de voir... Etes-vous ou non sous influence, telle est la question.

Le capitalisme a réussi à pourrir les conditions d'existence des classes moyennes qui n'en peuvent plus.

C'est bon signe, à condition toutefois de savoir l'exploiter, c'est toujours pareil.

On a évoqué ce facteur à plusieurs reprises dans des causeries. Sous un régime capitaliste agonisant personne n'est épargné,

hormis peut-être la vermine, les prédateurs qui trônent au sommet de la société et qui sont condamnés à vivre comme des parias.

On est amené à subir, à partager les conséquences de la dégénérescence de la société quel que soit notre statut social.

Voyager en avion est devenu un cauchemar nous dit-on, rentabilité et crise du capitalisme oblige, où l'on s'aperçoit que sa conception de la démocratie coïncidait avec la généralisation de la médiocrité à tous les niveaux de la société au point de la rendre nauséabonde, détestable, insupportable.

La question à l'ordre du jour est donc de trouver les moyens pour en changer ou procéder à un changement de régime, ce qui passe par l'alliance politique des couches les plus évoluées de la classe ouvrière et des classes moyennes. C'est cette alliance qui fut à l'origine du développement du mouvement ouvrier, des révolutions à partir du milieu du XIXe siècle. Aujourd'hui, les membres des classes moyennes ont le choix entre adopter aveuglément la politique ultra libérale et réactionnaire de Macron ou rejoindre consciemment le combat du prolétariat révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, je dirais même mieux, en prendre la direction comme ce fut le cas au XIXe siècle et au début du XXe.

Nous ne devons pas assimiler les membres des classes moyennes à des nantis ou des privilégiés car ils paient très chers leur statut supérieur au reste de la société, seuls l'oligarchie, les banquiers, les milliardaires ou multi millionnaires, les rentiers doivent être qualifiés ainsi. Les membres des classes moyennes sont des travailleurs comme les autres, qui souvent travaillent encore plus que les ouvriers ou les employées ou doivent consentir de lourds sacrifices pour mériter les avantages qui leur sont accordés par les capitalistes.

Certes, ils bénéficient d'un niveau de vie supérieur qui se traduit par un confort relatif, mais c'est tout, pour tout le reste ils sont logés à la même enseigne que les autres travailleurs, quand ils se déplacent, quand ils font appel à un service, quand ils font leurs courses. Bref, dès qu'ils sortent de chez eux, ils subissent les mêmes pressions, les mêmes désagréments , ils connaissent les mêmes angoisses, ils doivent supporter les mêmes paroles ou gestes, comportements déplacés, vulgaires, violents que le reste de la population, en quelque sorte leur condition est pire que celle des ouvriers ou des employées dans la mesure où ils ne peuvent même pas profiter des avantages dus à leur statut sans que quelque chose ou quelqu'un vienne leur pourrir littéralement l'existence ou leur rappeler que la société est entrée dans une phase décadente ou de régression sociale dont les conséquences sont insupportables pour tous.

Vu sous cet angle, nous partageons le même sort abominable ou cauchemardesque que nous a réservé le capitalisme, Macron et son gouvernement. Pour bien faire, il faudrait rédiger un appel en leur direction qui partirait de cette trame. Vous comprendrez qu'il n'est pas en mon pouvoir de réaliser cette tâche, qui devrait revenir à un parti ouvrier.

Quand on vous dit que l'argent ne fait pas le bonheur mais y contribue, en lisant l'article ci-dessous on est en droit d'en douter fortement.

- Tahar Ben Jelloun - L'horreur du voyage - Le Point.fr 08.07

L'écrivain décrit l'enfer des voyages dans les transports en commun et dans les avions à l'heure où ils se sont démocratisés pour tous.

Par Tahar Ben Jelloun

Il est révolu le temps où voyager était un plaisir, une joie et une fête. On rêvait de voyage, on s'y préparait, on s'habillait comme si on se rendait à une invitation. Aujourd'hui, le voyage, ou plus précisément le transport, est devenu un cauchemar. Que ce soit avec des compagnies low cost ou régulières. Tout le monde prend l'avion. Ça s'est beaucoup démocratisé. Tant mieux. Les hommes sont en short, exhibant leurs biceps tatoués, sac au dos et téléphone coincé entre l'oreille et l'épaule, les femmes dans des jeans pleins de trous collant au corps, les yeux rivés sur leur iPhone.

Pourquoi les aéroports sont-ils devenus des centres de tension, de stress et de difficultés en tout genre ? Cela commence avec le taxi, le RER ou le train. Avec de la chance, on arrive à réserver un taxi. Il faut prévoir des embouteillages à cause des nombreux travaux lancés simultanément dans tout Paris par la maire qui veut nous faire croire qu'elle s'occupe de la capitale. Quand on veut utiliser les transports en commun, la galère est également au rendez-vous. Retard, grève, incident sur la voie, wagons pleins à craquer, arrêt au milieu d'un tunnel pour un problème technique, etc.

Une fois arrivé à l'aéroport commence le parcours du combattant. La queue pour enregistrer les bagages. Attention de ne pas dépasser les kilos autorisés. S'informer avant. Carte d'embarquement en main, en avant le circuit de la sécurité. On fait des zigzags comme des scouts. Ceux qui sont plus chanceux passent par la file privilège.

Rituel absurde

La sécurité est un rituel absurde et sans aucun effet. Depuis 2001, aucun agent de sécurité n'a arrêté un terroriste (en dehors du

gars aux baskets compensés). Les terroristes frappent quand ils veulent et où ils veulent. Peut-être qu'ils ne prennent pas l'avion ; comme tout le monde sait, ils ont le mal de l'air. Tout enlever : ceinture, chaussures, montre, veste, chapeau, rien dans les poches ; se débarrasser de la bouteille d'eau ou la boire alors qu'on n'a pas soif ; rien dans les mains. Depuis quelque temps, les agents scrutent nos mains au cas où elles auraient été en contact avec des explosifs. On passe. On est fouillé, palpé. Avec ce rituel, on est là depuis une petite heure. Tout dépend de l'aéroport, de sa densité, de sa rationalité, de son organisation.

Ensuite, il faut passer la police des frontières. La queue est immense. Sur la douzaine de guichets, seuls quatre sont ouverts. C'est le moment de la pause déjeuner. Les agents de police ont bien le droit de s'absenter pour aller manger. C'est ce qu'on se dit. Ou bien c'est ainsi et il n'y a pas d'explication.

Chercher la porte d'embarquement. Surveiller l'écran au cas où le numéro de porte change. Cela arrive souvent. La voix de l'hôtesse qui annonce les départs est incompréhensible. Faire attention à ses affaires. Envie de pisser. Ah, les toilettes sont en bas. Il faut prendre l'ascenseur. Elles sont fermées. Bouchées. Il faut aller à l'autre bout du hall. Là, il faut faire la queue. Miracle, l'avion part à l'heure. Fausse joie. Il faut compter 40 minutes de retard. L'appareil vient juste d'arriver. Le temps de faire le ménage et d'embarquer les gens, il faut bien 40 minutes.

Triomphe

L'embarquement commence. L'hôtesse regarde votre bagage cabine. Il ne passe pas. Pourtant, à l'enregistrement, l'autre hôtesse a mis une bande sur le bagage : « Approved cabin bagage ». Non, il faut le laisser. Vous le récupérerez à l'arrivée. Mais mon ordinateur est dedans, je dois travailler… Vous résistez.

Dans l'avion, vous arrivez parmi les derniers. Il n'y a plus de place pour votre valise cabine. L'hôtesse vous engueule avec un air triomphant. Je vous l'avais bien dit ! Vous vous séparez de votre petite valise. Vous serrez autant que possible les fesses. Impossible d'ouvrir un journal. Vous êtes condamné à voyager comme une pauvre sardine écrasée de partout, la tête gagnée par un début de nausée.

Pas de turbulence durant le vol, mais deux familles avec des bébés qui n'ont pas cessé de pleurer durant toute la durée du voyage. Vous avez faim. Les sandwichs de la compagnie low cost sont infectes. Le vôtre est dans la petite valise, laquelle a été mise dans la soute malgré vos protestations. Comme dans le train d'avant, les passagers sortent leur repas et cassent la croûte en buvant de la bière. Le voisin rote. Vous vous bouchez le nez. On est bientôt arrivé ! Le Point.fr 08.07

Permettez-moi de vous dire monsieur Tahar Ben Jelloun, que nous nous sommes bouchés le nez en lisant votre dernier paragraphe ! Que vous ayez eu hâte de boucler votre article, on veut bien l'admettre, mais cela ne vous autorisait pas à témoigner votre mépris envers des membres des classes inférieures à la vôtre. Si leur présence vous incommode, vous n'avez qu'à voyager en 1er classe ou à voyager seul ou encore à vous installer sur une île déserte. La prochaine fois, faites-leur donc part de vos observations, je suis sûr qu'ils apprécieront...

Croire ou savoir ?

- Pourquoi fuient-ils? par William Blum - Mondialisation.ca 06 juillet 2018

L'exode massif actuel des populations d'Amérique centrale vers les États-Unis, avec les histoires quotidiennes à la une des journaux sur les nombreux enfants séparés de leurs parents, signifie qu'il est temps de rappeler à mes lecteurs une fois de plus l'une des principales causes de ces migrations de masse périodiques.

Ceux qui, aux États-Unis, sont généralement opposés à l'immigration se font un point d'honneur de déclarer ou d'insinuer que les États-Unis n'ont aucune obligation légale ou morale d'accueillir ces Latinos. Ce n'est pas vrai. Les États-Unis ont en effet l'obligation parce que beaucoup d'immigrants, en plus de fuir la violence liée à la drogue, fuient une situation économique dans leur pays d'origine directement rendue désespérée par la politique interventionniste des Etats-Unis.

Ce n'est pas que ces gens préfèrent vivre aux États-Unis. Ils préfèrent rester avec leur famille et leurs amis, pouvoir parler leur langue maternelle en tout temps et éviter les difficultés que leur imposent la police américaine et autres politiciens de droite. Mais chaque fois qu'un gouvernement progressiste arrive au pouvoir en Amérique latine ou menace de le faire, un gouvernement sincèrement engagé dans la lutte contre la pauvreté, les États-Unis aident à réprimer le mouvement et/ou soutiennent la droite et l'armée du pays dans la mise en place d'un coup d'État. Ce fut le cas au Guatemala, au Salvador, au Mexique, au Nicaragua et au Honduras.

L'exemple le plus récent est le coup d'État de juin 2009 (défendu par la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton) qui a évincé le modérément progressiste Manuel Zelaya du Honduras. L'augmentation particulièrement importante de la migration hondurienne vers les États-Unis au cours des dernières années est le résultat direct du renversement de Zelaya, dont le crime était d'augmenter le salaire minimum, d'accorder des subventions aux petits agriculteurs et d'instituer la gratuité de l'éducation.

C'est une histoire fréquente en Amérique latine : Les masses opprimées finissent par porter au pouvoir un dirigeant déterminé à renverser le statu quo et à deux siècles d'oppression…. et peu après, les militaires renversent le gouvernement démocratiquement élu, tandis que les Etats-Unis – sinon le cerveau du coup d'Etat – ne font rien pour l'empêcher ou pour punir le régime issu du coup d'Etat, comme seuls les Etats-Unis peuvent le faire ; pendant ce temps, les officiels de Washington prétendent être très contrariés par cet « affront à la démocratie » tout en apportant un soutien majeur au nouveau régime (1). Le retour à la pauvreté qui en résulte s'accompagne de violences de la part du gouvernement et de la droite contre ceux qui remettent en question le nouveau statu quo, ce qui incite davantage à fuir le pays.

Discours prononcé par William Blum au Left Forum à New York, le 2 juin 2018.

Extrait. Nous sommes tous d'accord, je pense, que la politique étrangère américaine doit être changée et que, pour y parvenir, il faut changer l'esprit – sans parler du cœur et de l'âme – du public américain. Mais quel est, selon vous, le principal obstacle à un tel changement ?

Chacun d'entre vous, j'en suis sûr, a rencontré de nombreuses personnes qui soutiennent la politique étrangère américaine, avec qui vous avez eu des discussions sans fin. Vous avez beau souligner une horreur après l'autre, du Vietnam à l'Irak en passant par la Libye, des bombardements et des invasions à la torture. Et rien n'y fait. Rien ne les émeut.

Pourquoi ? N'ont-ils pas de conscience sociale ? Sont-ils simplement stupides ? Je pense qu'une meilleure réponse est qu'ils ont certaines idées préconçues. Consciemment ou inconsciemment, ils ont certaines croyances au sujet des États-Unis et de leur politique étrangère, et si vous n'abordez pas ces croyances, c'est comme si vous parliez à un mur de pierre.

La plus fondamentale de ces croyances, je pense, est la conviction profonde que peu importe ce que les États-Unis font à l'étranger, peu importe à quel point cela peut paraître mauvais, peu importe l'horreur qui peut en résulter, le gouvernement des États-Unis agit avec de bonnes intentions. Les dirigeants américains peuvent faire des erreurs, ils peuvent se tromper, ils peuvent mentir, ils peuvent même, à de nombreuses occasions, causer plus de mal que de bien, mais leurs intentions sont louables. Leurs intentions sont toujours honorables, et même nobles. La grande majorité des Américains est certaine.

Frances Fitzgerald, dans sa célèbre étude des manuels scolaires américains, a résumé le message contenu dans ces livres : « Les États-Unis ont été une sorte d'Armée du Salut pour le reste du monde : tout au long de l'histoire, ils n'ont fait que dispenser des aides aux pays pauvres, ignorants et malades. Les États-Unis ont toujours agi de façon désintéressée, toujours pour les motifs les plus élevés ; ils ont donné, jamais pris. »

Et les Américains se demandent vraiment pourquoi le reste du monde ne peut pas voir à quel point l'Amérique a été bienveillante et dévouée. Même de nombreuses personnes qui prennent part au mouvement anti-guerre ont du mal à se débarrasser d'une partie de cet état d'esprit ; elles marchent pour stimuler l'Amérique – l'Amérique qu'elles aiment et adorent et en qui elles ont confiance – elles marchent pour remettre cette noble Amérique sur le chemin de la bonté.

Beaucoup de citoyens tombent sous le coup de la propagande du gouvernement américain qui justifie ses actions militaires aussi souvent et aussi naïvement qu'un Charlie Brown tombant pour le football de Lucy.

Le peuple américain ressemble beaucoup aux enfants d'un patron de la mafia qui ne savent pas ce que leur père fait dans la vie, et ne veulent pas savoir, mais ils se demandent pourquoi quelqu'un vient de lancer une bombe incendiaire à travers la fenêtre du salon.

Cette croyance fondamentale dans les bonnes intentions de l'Amérique est souvent liée à l' »exceptionnalisme américain ». Voyons à quel point l'Amérique a été exceptionnelle. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont :

Tenté de renverser plus de 50 gouvernements étrangers, dont la plupart avaient été élus démocratiquement.
Lâché des bombes sur la population de plus de 30 pays.
Tenté d'assassiner plus de 50 dirigeants étrangers.
Tenté de réprimer un mouvement populiste ou nationaliste dans 20 pays.
Se sont ingérés de manière flagrante dans les élections démocratiques d'au moins 30 pays.
Ont mené le monde sur le chemin de la torture ; non seulement celle pratiquée directement par les Américains sur les étrangers, mais aussi en fournissant des équipements de torture, des manuels de torture, des listes de personnes à torturer et en dispensant des conseils en torture délivrés par des enseignants américains, en particulier en Amérique latine.

C'est quelque chose de tout à fait exceptionnel. Aucun autre pays de toute l'histoire ne se rapproche d'un tel record. Il est certainement très difficile de croire que l'Amérique agit avec de bonnes intentions.

La prochaine fois que vous vous heurterez à un de ces murs de pierre…. demandez ce qu'il faudrait que les États-Unis fassent avec leur politique étrangère pour perdre leur soutien. Qu'est-ce qui constituerait pour cette personne la ligne à ne pas franchir, l'initiative de trop ? Il est fort probable que les États-Unis l'ont déjà prise.

Gardez à l'esprit que notre précieuse patrie cherche avant tout à dominer le monde. Pour des raisons économiques, nationalistes, idéologiques, chrétiennes, et pour d'autres raisons, l'hégémonie mondiale a longtemps été l'objectif final de l'Amérique. Et n'oublions pas non plus les puissants fonctionnaires du pouvoir exécutif dont les salaires, les promotions, les budgets – et leurs futurs emplois bien rémunérés dans le secteur privé – dépendent de la guerre sans fin. Ces dirigeants ne sont pas particulièrement préoccupés par les conséquences de leurs guerres pour le monde. Ils ne sont pas nécessairement mauvais, juste amoraux, à l'instar d'un sociopathe.

Prenons le Moyen-Orient et l'Asie du Sud. Les habitants de ces régions ont terriblement souffert à cause de l'intégrisme islamique. Ce dont ils ont désespérément besoin, ce sont des gouvernements laïques, qui respectent les différentes religions. De tels gouvernements ont été institués dans un passé récent. Mais quel a été leur sort ?

Eh bien, à la fin des années 1970 et pendant la majeure partie des années 1980, l'Afghanistan avait un gouvernement laïc qui était relativement progressiste, avec des droits complets pour les femmes, ce qui est difficile à croire, n'est-ce pas ? Mais même un rapport du Pentagone de l'époque témoignait de la réalité des droits des femmes en Afghanistan. Et qu'est-il arrivé à ce gouvernement ? Les États-Unis l'ont renversé, ce qui a permis aux talibans d'accéder au pouvoir. Alors, gardez cela à l'esprit la prochaine fois que vous entendrez un fonctionnaire américain dire que nous devons rester en Afghanistan pour le bien des femmes.

Après l'Afghanistan, il y a eu l'Irak, une autre société laïque, sous Saddam Hussein. Et les États-Unis ont également renversé ce gouvernement, et maintenant le pays a sa part de djihadistes et d'intégristes fous et sanglants ; et les femmes qui ne sont pas correctement couvertes courent parfois un risque sérieux.

Vint ensuite la Libye, un pays laïque, sous la direction de Mouammar Kadhafi, qui, comme Saddam Hussein, avait un côté tyrannique, mais qui pouvait, de manière importante, se montrer bienveillant et faire des choses merveilleuses. Kadhafi, par exemple, a fondé l'Union Africaine et a donné au peuple libyen le plus haut niveau de vie en Afrique. Donc, bien sûr, les États-Unis ont aussi renversé ce gouvernement. En 2011, avec l'aide de l'OTAN, nous avons bombardé le peuple libyen de manière presque quotidienne pendant plus de six mois.

Quelqu'un peut-il dire que dans toutes ces interventions, ou dans l'une d'entre elles, les États-Unis d'Amérique étaient animés de bonnes intentions ?

Quand nous attaquerons l'Iran, aurons-nous de bonnes intentions ? Aurons-nous à cœur le bien-être du peuple iranien ? Je vous suggère de garder de telles pensées à l'esprit la prochaine fois que vous aurez une discussion ou une dispute avec un Américain brandissant un drapeau... Mondialisation.ca 06 juillet 2018

L'auteur de cet article parle de " croyances" dans une Amérique vertueuse dont les dirigeants seraient animés de "bonnes intentions", il évoque "la propagande du gouvernement américain" pour justifier sous de faux prétexte l'intervention américaine partout dans le monde, mais il ne met pas suffisamment l'accent sur l'essentiel : L'ignorance et l'insouciance, la frivolité en générale des Américains, leur niveau de connaissances médiocre, le contrôle pratiquement absolu des médias par l'oligarchie, le tout formant un cocktail toxique à haute teneur schizophrénique destiné à les éloigner de la réalité et leur faire gober n'importe quoi.

Les Américains ignoraient absolument tout de la situation réelle en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, etc. et cela s'applique en fait à tous les peuples, y compris celui qui écrit ces lignes, car personne ne peut pas savoir précisément ce qui se passe dans près de 200 pays dans le monde, leur histoire, etc.

Les représentants ou les porte-parole de l'oligarchie usent et abusent du pouvoir dont ils disposent pour déformer et tronquer systématiquement la réalité ou interpréter la situation qui prévaut dans un pays, de sorte que le peuple adhère à sa politique, partant du principe qu'en demeurant dans l'ignorance de ce qui s'y passe réellement, le peuple sera privé des moyens qui lui permettrait de se livrer à sa propre analyse, ainsi, il ne pourra pas saisir les intentions inavouables qui sont à l'origine de la politique du gouvernement ainsi que ses véritables objectifs, donc il sera quasiment réduit à l'impuissance pour s'y opposer de manière cohérente et efficace.

Ils pratiquent la rétention d'informations à grande échelle de manière à maintenir les peuples dans l'ignorance, afin de pouvoir les manipuler plus facilement.

Aujourd'hui ce que les travailleurs ont le plus besoin, ce n'est pas qu'on leur assène une propagande ou des principes qui par ailleurs peuvent s'avérer excellents ou fort à propos dans certaines circonstances, mais qu'on les informe réellement pour qu'ils puissent se faire leur propre idée sur la situation, le fonctionnement et l'orientation de la société. Pourquoi est-ce si important ? Parce que dans le cas contraire, ils ne peuvent pas saisir notre discours qui justement part de la réalité (des faits) qu'ils ignorent, par conséquent il va forcément leur sembler surréaliste ou farfelu, il va leur apparaître en total décalage ou contradiction avec l'idée qu'ils se font de la réalité, ils ne pourront pas comprendre pourquoi nous nous y opposons ou nous affirmons qu'elle est déformée, erronée.

Les principes, c'est comme la théorie, ils n'interviennent qu'à l'issue d'un processus, ils sont en quelque sorte la conclusion d'un certain nombre d'expériences, d'études ou de travaux... Mais quand on ignore ce processus, quand on ignore ces expériences, etc. qu'est-ce qu'on peut tirer de principes ou d'une théorie ? Rien, on peut les adopter, mais on n'en tirera rien, on sera incapable de les exploiter, de les partager. C'est ainsi que les meilleures idées du monde ne servent strictement à rien.

Je pense donc je suis. (R. Descartes)

Quelques éléments de réflexion relevés dans l'introduction de l'édition Maspero de 1969 de Réforme sociale ou révolution ? de Rosa Luxemburg.

Argument (Marx) - L'effondrement inévitable du capitalisme

L'adrénaline des capitalistes, c'est la confiance dans la capacité du système économique à se développer et à produire du profit indéfiniment, à assurer l'expansion du marché mondial. Que cette confiance fasse défaut pour une raison ou une autre, c'est le krach, c'est tout le système qui s'effondre.

Mais ils ont trouvé le moyen de remédier à cette éventualité.

De nos jours les banques centrales interviennent en cas de crise pour éviter la chute du système économique ou la dislocation du marché mondial, détenues par des banques privées ou l'oligarchie, elles en ont le pouvoir puisqu'elles détiennent la planche à billets, en fabriquant et en injectant des liquidités en quantité illimitée dans l'économie, dès lors on assiste uniquement à une sorte d'effondrement contrôlé.

Mieux encore, quand les contradictions du système capitaliste atteignent leur paroxysme, c'est l'oligarchie financière elle-même qui décide de déclencher cet effondrement limité (bien qu'il puisse prendre une tournure planétaire) pour en contrôler les conséquences, et à l'arrivée pour renforcer son pouvoir au détriment des institutions politiques que par ailleurs elle contrôle également.

Les boursicoteurs professionnels, les spéculateurs véreux et autres tondeurs de coupons peuvent être rassurés, car même si un jour ils faisaient partie du lot des sacrifiés, ils ne se retrouveraient pas sur la paille pour autant, pour avoir diversifié leurs placements, seuls quelques inconscients ou imprudents ou encore mal conseillés ayant mis tous leurs oeufs dans le même panier se retrouveraient ruinés, sans que le système économique n'en soit ébranlé.

Les capitalistes ou l'oligarchie financière a donc acquis le pouvoir de contourner, de s'émanciper de cette contradiction du capitalisme, en recourant à un système mafieux digne des faux monnayeurs, en toute légalité ou impunité, puisque le pouvoir politique leur est soumis, acquis ou mieux, ils le détiennent.

Il ne faut donc pas compter sur ce facteur pour entraîner une crise révolutionnaire.

Argument (Marx) - Concentration croissante du capital.

Argument (Bernstein) - Il affirme au contraire que les petites entreprises non seulement survivent mais encore s'accroissent en nombre.

En réalité, la concentration croissante du capital n'a jamais cessé puisque les 10 oligarques les plus riches possèdent une fortune équivalente aux 48 pays les plus pauvres, et parallèlement le nombre de petites entreprises n'a cessé de croître également, soit qu'elles figurent parmi les sous-traitants de grandes ou moyennes entreprises comme une sorte d'ateliers ou de bureaux où est décentralisée une partie de leurs activités, certains secteurs de leur production, soit qu'elles servent à satisfaire des besoins locaux ou à l'essor et à la rentabilité limitée.

Donc le facteur de la concentration croissante du capital demeure plus valable que jamais, parce qu'il s'inscrit dans le cadre du processus dialectique qui est à l'origine du développement et du fonctionnement du capitalisme, il en est à la fois le moyen pour parer à la baisse tendancielle du taux de profit et l'ultime étape, c'est lui qui en détermine l'évolution au point que la survie du capitalisme en dépend.

Ce qui ne va pas sans conséquences politique, car à la concentration croissante du capital, donc à la concentration du pouvoir économique entre quelques mains, correspond ou doit correspondre la concentration du pouvoir politique également entre quelques mains, les mêmes ou les représentants de l'oligarchie au sein des Etats, des institutions, ce qui signifie que le monde est destiné à s'orienter vers une dictature mondiale de l'oligarchie. Et toute leur stratégie est orientée dans cette unique direction.

Argument (Bernstein) - Le rôle du crédit, comme facteur d'adaptation du capitalisme.

On a vu plus haut que ce facteur était depuis dépassé par un facteur autrement plus puissant : le contrôle de la monnaie, de la planche à billet, de la quantité d'argent en circulation, qui octroie à l'oligarchie financière un pouvoir quasi illimité.

Depuis 2008, les banques centrales ont fabriqué plus de 30.000 milliards de dollars pour sauver leur système économique en faillite, et éviter ainsi que les conséquences sociales qui en auraient découlé se traduisent par des révolutions. Ces quelque 30.000 milliards de dollars ont servi à réaliser cet effondrement contrôlé du capitalisme et à concentrer encore davantage le capital, à renforcer leur pouvoir.

On mesurera à quel point le mot d'ordre d'égalité ou d'une meilleure répartition des richesse est obsolète, puéril, stérile, contre-productif, tellement il est en totale contradiction avec l'évolution économique et politique qui est orientée dans une direction diamétralement opposée, par nécessité il est important de préciser et de ne jamais oublier, et non pour satisfaire uniquement la volonté de l'oligarchie de s'enrichir toujours davantage, ce qui se traduit par un degré d'inégalités si monstrueux qu'on ne pourrait sérieusement l'entamer, sauf à se satisfaire des miettes distribuées à certaines couches de travailleurs au détriment de l'immense majorité, ce qui ne correspond pas à notre engagement politique en faveur de l'ensemble des travailleurs, d'où la nécessité d'avancer le mot d'ordre de l'expropriation de l'oligarchie, les chasser du pouvoir et briser leur capacité de nuisance.

Seconde partie.

J'avais affirmé dans un ou plusieurs causeries qu'il ne fallait pas se diriger vers une grève générale à partir de revendications sociales, car elle aurait forcément un contenu politique dès le départ. En observant à quel point le pouvoir économique et politique se confonde ou est détenu par les mêmes acteurs, je crois que les faits corroborent mon hypothèse.

Je crois même avoir écrit que je ne croyais plus possible une grève générale comme on en a connue autrefois du fait de l'atomisation croissante de la classe ouvrière... Soit elle prendrait immédiatement une tournure politique, soit elle serait insurrectionnelle dès le début, pour ne pas dire que ses mots d'ordre ou ses objectifs seraient politiques, viseraient directement l'Etat, les institutions, en ayant évidemment en toile de fond des revendications sociales.

Ce qui implique ou signifie que les masses ou plutôt certaines couches des masses parmi les plus avancées auraient fini par prendre conscience ou étaient parvenues à la conclusion que le régime en place était devenu incompatible avec la satisfaction de leurs besoins ou aspirations et qu'il fallait s'en débarrasser une fois pour toute, après avoir intégré l'expérience répétée une multitude de fois pendant de nombreuses décennies, que toutes les négociations n'avaient servi qu'à liquider leurs acquis sociaux, et qu'il s'était avéré inefficace de lutter pour faire reculer le gouvernement ou le patronat puisque toutes les mobilisations de masse s'étaient terminées par des échecs.

Cette hypothèse choquera sans doute les "marxistes" dogmatiques qui n'ont pas intégré les évolutions ou les transformations de la société et du capitalisme depuis un demi-siècle, et qui considèreront que c'est vouloir mettre la charrue avant les boeufs, on leur signalera au passage qu'ils ont été remplacés par des tracteurs depuis un certain temps déjà ou que la quantité s'est transformé en qualité ici comme ailleurs.

Un peu de la même manière que les travailleurs votent pour un parti, puis un autre, puis encore un autre, pour finir par se lasser et ne plus voter du tout, ce qui témoigne un début de maturité politique qui ne demande qu'à être confirmée ou orientée dans la bonne direction pour se concrétiser en terme d'action politique et d'organisation. Cela peut prendre un certain temps, plus long qu'on le souhaiterait, cela peut emprunter des chemins sinueux qu'on n'avait pas prévus, peu importe puisque l'on sait que tout retour en arrière est impossible, et que tout pas en avant dans la bonne direction les rapproche du moment où ils prendront conscience qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme et qu'ils en sont les principaux acteurs. Il faut donc être patient et les encourager à avancer dans cette voie, leur ouvrir le chemin qui mène à la prise du pouvoir.

On nous dira donc en substance, qu'on demande aux masses d'acquérir un niveau de conscience politique qu'en théorie elles n'atteignent qu'au cours d'une révolution, avant que les conditions soient réunies pour qu'une révolution puisse avoir lieu, c'est tout à fait cela, compte tenu qu'elles auront expérimenté ou épuisé tous les recours ou moyens d'action possibles et imaginables et qu'à l'évidence c'est le seul qui reste à leur disposition et qu'elles n'ont pas essayé.

Alors, c'est bien parce que cela ne va pas de soi malgré tout qu'il faut les aider à avancer dans cette voie. On ne peut guère raisonnablement se fixer d'autres tâches et objectifs politiques, sous peine de se raconter des histoires ou de croire que les scénarios d'autrefois devraient se répéter à l'identique ou indéfiniment.

Quelques éléments de réflexion relevés dans l'introduction de l'édition Maspero de 1969 de Réforme sociale ou révolution ? de Rosa Luxemburg.

- une grève générale anarchiste ou une grève de masse à caractère politique...

- une grève de masse offensive et révolutionnaire...

- des masses jusqu'alors inorganisées se joignent à un mouvement révolutionnaire et en assurent le succès... - ce n'est pas l'organisation qui a créé la révolution, mais la révolution qui a produit l'organisation en de nombreux endroits : en pleine bataille de rues se créaient des syndicats et tout un réseau d'organisations ouvrières.

- Le parti doit - si l'on ose employer ce terme - coller au mouvement de masse ; une fois la grève spontanément déclenchée il a pour tâche de lui donner un contenu politique et des mots d'ordre justes. S'il n'en a pas l'initiative, il en a la direction et l'orientation politique. C'est seulement ainsi qu'il empêchera l'action de se perdre ou de refluer dans le chaos.

- un lien vivant et dialectique entre la grève économique et la grève politique. Dans une période révolutionnaire, il est impossible de tracer une frontière rigide entre les grèves revendicatives et les grèves purement politiques : tantôt les grèves économiques prennent un certain moment une dimension politique, tantôt c'est une grève politique puissante qui se disperse en une infinité de mouvements revendicatifs partiels.

- la révolution, c'est précisément la synthèse vivante des luttes politiques et des luttes revendicatives.

- ce n'est pas la révolution qui crée la grève de masse, mais la grève de masse qui produit la révolution. Mieux : révolution et grève de masse sont identiques.

- le processus révolutionnaire est un mouvement continu caractérisé précisément par une série d'actions à la fois politiques et économiques.

- l'idée importante que c'est l'action révolutionnaire elle-même qui est la meilleure école du prolétariat. Ce n'est pas la théorie ni l'organisation classique qui forment et éduquent le milieu et la classe ouvrière, c'est la lutte. Dans la lutte seule le prolétariat prendra conscience de ses problèmes et de sa force. Fin.

Il ne faut conserver de ces enseignements généraux de la lutte de classe, que ceux qui correspondent à notre époque. A savoir que lorsque les luttes revendicatives font face à un mur politique, l'objectif politique qu'on doit se donner ou fixer aux masses, c'est d'abattre ce mur politique, chasser Macron et liquider les institutions de la Ve République. Il se trouve que ce mur semble immuable, en effet, parce qu'on s'acharne à vouloir le franchir avec des moyens désuets (La révolution "par les urnes", "citoyennes", etc.) au lieu de se donner les moyens de l'abattre, encore faut-il se donner cet objet et l'affronter au lieu de chercher à le contourner, ce qui revient à s'en accommoder.

Fraternité en famille ou quand un bouffon légitime la monarchie républicaine.

- "Principe de fraternité": Mélenchon "épaté" par le Conseil constitutionnel - AFP 8 juillet 2018

Le chef de La France insoumise (LFI) Jean-Luc Mélenchon s'est dit dimanche "épaté" par le Conseil constitutionnel, qui a consacré vendredi comme "principe constitutionnel" la fraternité afin que l'aide désintéressée au "séjour irrégulier" des étrangers ne puisse être passible de poursuite.

"Moi qui n'aime guère les conseils constitutionnels d'une manière générale, je suis épaté, c'est le rappel d'un fondamental de l'identité républicaine", s'est réjoui M. Mélenchon lors du Grand Rendez-vous Europe 1-CNews-Les Echos. "L'identité républicaine c'est Liberté, on connaît, Egalité, et puis Fraternité. Quand on arrive à Fraternité on pense qu'on est dans un domaine de la métaphysique, ou des sentiments", mais "il faut rappeler quels sont les principes". AFP 8 juillet 2018

Gageons que Bernard Arnault et ses semblables soient de farouches partisans de "l'identité républicaine".

- Les 500 fortunes de France : Mais que font-ils de leur argent ? - Challenges7 juillet 2018

Jamais la réussite de Bernard Arnault n'a été aussi impressionnante. En un an, le patrimoine de l'homme le plus riche de France s'est apprécié de 56 % et culmine à plus de 73 milliards d'euros ! Les familles Wertheimer ou Bettencourt-Meyers sont reléguées 33 milliards plus bas dans de France, quand l'an dernier le principal actionnaire de LVMH ne devançait son challenger que de 11 milliards…

Et pourtant, ces douze derniers mois n'ont pas valu que du bonheur à Bernard Arnault. Les Paradise Papers ont fait du patron fortuné leur tête de gondole : Le Monde du 9 novembre 2017 révélait ainsi que Nyn Park, une somptueuse propriété de 129 hectares trente kilomètres au nord de Londres et cachée par une société écran de Jersey, était en fait une de ses nombreuses propriétés (outre celles de Saint-Tropez, de Courchevel, d'une île aux Bahamas…).

Quelques mois plus tard, c'est Pièces à conviction de France 3 qui faisait grand cas du pavillon chypriote du yacht du PDG de LVMH et des montages fiscaux en Belgique de la multinationale… Pas de quoi redorer le blason des grandes fortunes, même au pays d'Emmanuel Macron. Challenges7 juillet 2018

En famille. Comment recouvrir les institutions de la Ve République d'un vernis démocratique à l'heure du totalitarisme.

- Macron devant le Congrès à Versailles : La France insoumise lance "une manifestation en ligne" - Franceinfo 8 juillet 2018

"On veut introduire en France la culture de la manif en ligne", explique Jean-Luc Mélenchon. Le chef de La France insoumise a annoncé dimanche 8 juillet, lors du "Grand Rendez-vous" Europe 1-Les Echos-CNews, que les députés de son groupe, qui boycotteront lundi le discours d'Emmanuel Macron devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles, organiseront à cette occasion une "manifestation en ligne".

Alors que les parlementaires communistes ont décidé de faire référence à la Révolution française en prêtant "le serment de défendre une République démocratique" devant la salle du Jeu de paume avant d'assister lundi au discours présidentiel, Jean-Luc Mélenchon a révélé que les élus insoumis avaient une inspiration similaire. Franceinfo 8 juillet 2018

Antisocial. Quand l'AFP et France Info ou le SAV du monarque.

- Macron fixe son cap pour l'an II, avec une tonalité sociale - AFP 09.07

- Emmanuel Macron : "un nouveau contrat social" - franceinfo 09.07

L'agence de presse britannique Reuters a donné une interprétation de sa prestation diamétralement opposée.

- Loin d'un virage social, Macron annonce une amplification - Reuters 09.07

Ils osent tout.

- Stanislas Guerini (LREM): «Notre première année de mandat est fondamentalement sociale» - L'Opinion

En famille. Comment légitimer l'Union européenne.

L'essentiel c'est de participer aux élections européennes pour légitimer l'existence de l'Union européenne, tout le reste n'est que numéro d'illusionniste.

- « Les élections européennes doivent se faire sur une ligne très claire », déclare Coquerel - Publicsenat.fr 9 juillet 2018

La France Insoumise fera cavalier seul lors des prochaines élections européennes, sans le Parti communiste ou génération-s de Benoît Hamon.

Éric Coquerel, député de la France Insoumise de Seine-Saint-Denis, déclare qu'il sera « compliqué » pour son parti de faire des alliances lors des prochaines élections européennes.

« Je n'y peux rien s'il y a dispersion à gauche » réplique Éric Coquerel, député de la France Insoumise de Seine-Saint-Denis. « France Insoumise est l'opposition populaire, en tout cas du côté de notre espace progressiste, à Emmanuel Macron. Il y a d'autres forces qui veulent se présenter, mais pour l'instant, ce que je vois dans les sondages, c'est qu'on ne pèse pas tout à fait le même poids » analyse-t-il. « Ces élections européennes doivent se faire sur une ligne très claire, et c'est pour ça que je pense que ce sera compliqué de faire des alliances ».

Le plan A - plan B de la FI, sera valable pour les élections européennes. Le député rappelle que le Plan A consiste à négocier les traités, et que « si ça ne marche pas, il y a un plan B, qui est le fait d'au moins assurer de manière unilatérale les mesures que vous voulez voir appliquer ».

« Il faut rompre avec les traités. C'est ça qui identifie les listes France insoumise » conclut-il. Publicsenat.fr9 juillet 2018

Leur vieux monde craque de partout.

- Roumanie: le gouvernement obtient le limogeage de la cheffe du parquet anticorruption - AFP

- Démission de la ministre tchèque de la Justice deux jours avant le vote de confiance au gouvernement - AFP

- GB: le gouvernement en crise après la démission du ministre du Brexit - AFP

- Désaccords sur le Brexit: Theresa May perd deux poids lourds de son gouvernement - AFP

- Afrique du Sud: Un fils de Jacob Zuma inculpé pour corruption - Reuters

Propagande et fabrique du consentement.

- Flambée de violence au Nicaragua: 14 morts dans des affrontements - AFP

- La "marche solidaire" en soutien aux migrants arrive à Calais - AFP

Plusieurs centaines de bénévoles et citoyens engagés, rejoints par quelques migrants, arrivent à Calais, arrivée symbolique d'une "marche solidaire" pour les migrants, partie deux mois plus tôt de Vintimille à la frontière franco-italienne.

- Journalistes de Reuters accusés en Birmanie: refus de non-lieu, indignation internationale - AFP

Deux reporters birmans de l'agence de presse Reuters accusés d'"atteinte au secret d'Etat" pour avoir enquêté sur un massacre de musulmans rohingyas par l'armée se sont vu refuser lundi un non-lieu, Amnesty International dénonçant "une journée noire" pour la liberté...

La liberté, c'est l'esclavage. (G. Orwell)

- Autriche : 60 heures de travail par semaine ? - franceinfo 10 juillet 2018

Des journées à rallonge, jusqu'à 12 heures, installés à un poste de travail : voilà ce qui attend les travailleurs autrichiens. Selon une nouvelle loi, la durée légale reste à 8 heures par jour, mais la durée maximale autorisée passe de 10 heures à 12 heures par jour, soit une semaine théorique de 60 heures.

Les Autrichiens font déjà partie des Européens qui travaillent le plus, avec des semaines de 44 heures en moyenne. franceinfo 10 juillet 2018

Dites-moi si je me trompe, mais je crois que la législation est similaire en France, non ?

Une fake news dévoilée par leurs auteurs.

- Le mystère d'Amesbury. le «novichok» utilisé contre les Skripal est «extrêmement tenace» par Craig Murray - Mondialisation.ca, 09 juillet 2018

Les médias grand public semblent disposer d'une suite ininterrompue d'experts prêts à valider n'importe quelle propriété miraculeuse du «novichok », du moment qu'elle concorde avec la dernière théorie anti-russe du gouvernement. Hier soir, Newsnight a tiré de son chapeau un expert en armes chimiques pour nous dire que le « novichok » est « extrêmement tenace » et que par conséquent, celui qui a été utilisé contre les Skripal [puis jeté dans la nature] peut avoir gardé toute sa puissance, quelque part sous un buisson d'un parc.

Et pourtant, il y a seulement trois mois, nous avions eu cet exemple parmi des dizaines d'autres articles des médias grand public avec tous le même message, qui représentait la ligne officielle du gouvernement à ce moment :

« Le professeur Robert Stockman, de l'université de Nottingham, a dit que les traces d'agents innervants ne subsistaient pas. Il a ajouté, 'Ces agents réagissent au contact avec de l'eau en se dégradant, y compris avec la simple humidité de l'air, et donc au Royaume-Uni, ils auraient une durée de vie très limitée. C'est probablement la raison pour laquelle les rues de Salisbury ont été nettoyées au jet par précaution – cela aurait suffi à détruire l'agent. »

En fait, la dégradation du « novichok » sur la poignée de porte à cause de la pluie avait été donnée comme raison de la survie des Skripal. Mais comme aujourd'hui, les propriétés de l'agent doivent servir une nouvelle version, elles ont encore muté.

Ce n'est pas la première fois. Vous vous souvenez de l'époque où le Novichok était la plus meurtrière des substances, beaucoup plus puissante que le VX ou le sarin, et causait la mort en quelques secondes ? Mais, quand ces effets de l'agent ont dû changer pour s'adapter à la version gouvernementale de l'affaire Skripal, ils ont trouvé des scientifiques pour expliquer qu'en fait non, le « novichok » avait une action plutôt lente, n'était que graduellement absorbé par la peau, et n'était pas si létal que ça.

Les scientifiques sont intéressants à observer. Il semble qu'ils soient plus que prêts à se porter volontaires pour attribuer les propriétés qui servent le mieux les histoires les moins plausibles du gouvernement en échange d'un cachet pour leur intervention sur un média, 5 minutes de célébrité et l'espoir d'une subvention pour leurs recherches.

Selon le Daily Telegraph d'aujourdhui, le malheureux Charlie Rowley est un héroïnomane enregistré, et si c'est vrai, le rasoir d'Occam suggère que c'est une explication bien plus plausible de son état actuel qu'un contact avec un agent innervant militaire inexplicablement tenace.

S'il est malgré tout vrai que deux attaques au « novichok » séparées ont été conduites à quelques kilomètres de chaque côté du laboratoire militaire de Porton Down, où du « novichok » est synthétisé et stocké à « des fins de tests », qu'est-ce que nous suggère le rasoir d'Occam sur la source de l'agent innervant ? C'est une question qu'aucun média grand public ne s'est posée.

Je suis un peu surpris par le tableau que les médias tentent de présenter sur Charlie Rowley et Dawn Sturgess, censément deux toxicomanes sans emploi et sans abri. Le Guardian et Sky News rapportent tous deux qu'ils étaient sans emploi, et pourtant Charlie vivait dans une maison toute neuve sur Muggleton Road à Amesbury, une zone assez chère. Selon Zoopla, les maisons y dépassent les 430 000 livres et les moins chères sont à 270 000 livres. Elles sont toutes très récentes et situées dans un nouveau lotissement résidentiel encore en construction.

Charlie Rowley and Dawn Sturgess ont tous deux des pages Facebook actives, et l'un des « Likes » de Charlie est un courtier hypothécaire, ce qui est logique étant donnée sa maison flambant neuve. Ils n'accordent pas de prêts hypothécaires à des toxicomanes sans emploi, et peu d'entre ces derniers habitent des zones résidentielles neuves. Au vu de leurs pages Facebook, Charlie et Dawn semblent tous deux très sociables, en particulier Dawn, qui compte de nombreux amis dans l'enseignement. Même si elle a été sans abri à une étape de sa vie, elle est clairement bien intégrée dans sa communauté.

Naturellement, aucun des reportages ne fait mention de l'agent du MI6 Pablo Miller, qui reste l'objet d'une notification D [une injonction gouvernementale faite aux médias de se taire sur un sujet pour « raisons de sécurité nationale », NdT]. Je me demande si Miller connaît Rowley et Sturgess, qui vivent dans la même bourgade ? Souvenons-nous que Salisbury peut bien être une ville, mais sa population ne s'élève qu'à 45 000 habitants.

La chose la plus importante est bien sûr que Charlie et Dawn recouvrent la santé. Mais hier soir, même à cette étape précoce, comme pour toute la saga Skripal, le message que les services de sécurité tentent de délivrer ne tient pas debout. L'intervention du journaliste Mark Urban dans Newsnight était tout simplement écœurante ; il ne tentait même pas de cacher qu'il faisait de la propagande pour les services de sécurité, qui avaient dit à Urban (comme il l'a rapporté) que le téléphone de Ioulia Skripal « aurait pu » être sur écoute des Russes et qu'ils « auraient même pu » écouter ses conversations à travers le microphone de son téléphone. C'était une « nouvelle preuve » que les Russes étaient derrière tout ça.

En tant qu'ancien ambassadeur britannique, je peux vous affirmer avec certitude que, de fait, les Russes auraient pu mettre Ioulia sur écoute, mais que les services secrets britanniques l'ont assurément fait. Après tout, c'est leur travail, et des milliards de nos impôts sont affectés à ce type de surveillance. Si les mises sur écoute sont sérieusement présentées comme des preuves d'intentions meurtrières, le gouvernement britannique doit être très, très meurtrier.

Craig Murray est historien et activiste des droits de l'homme. Il a été ambassadeur du Royaume-Uni en Ouzbékistan.
Mondialisation.ca, 09 juillet 2018

Haut de page

Le 14 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans tenir compte des infos de la veille.

La causerie de juin est disponible au format pdf, 111 pages... comme en mai !

Syrie. Deraa libérée des barbares du Front al-Nosra qualifiés de rebelles par l'AFP et les médias, Macron, etc.

C'est dommage, à cause de votre obscurantisme poussé à la limite du crétinisme, votre dogmatisme forcené, vous ne pourrez même pas partager la joie du peuple syrien, vous vous serez privés de cette victoire sur votre propre impérialisme.

Vous n'aurez pas tout perdu, vous pourrez toujours assister à la télévision au défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées ! Les intéressés se reconnaîtront.

- Causerie au format pdf (25 pages)

Adoptez le matérialisme dialectique.

Il y a un truc que je ne comprends pas et que je voudrais bien qu'on m'explique.

Je viens d'un milieu ouvrier très pauvre, arriéré, sans aucun lien avec le mouvement ouvrier, réactionnaire, et malgré tout j'ai réussi à m'élever au niveau du socialisme il y a 42 ans sans qu'il y ait de révolution, je me demande encore comment ce miracle a pu se produire puisqu'on m'a toujours dit que c'était impossible que certaines couches des masses y parviennent. Je suis désolé de contredire ceux qui le prétendent, je suis l'exemple vivant qui démontre que c'est possible. Vous me direz que je suis l'exception qui confirme la règle. Attendez, je crois ne pas être le seul dans ce cas-là, alors la question est de savoir pourquoi nous ne sommes pas plus nombreux à y parvenir, non ?

Mais c'est peut-être mal poser la question.

Car, comment dire, disons la priorité ou l'essentiel n'est pas que des couches des masses exploitées parviennent au niveau du socialisme, mais plutôt qu'elles adoptent le matérialisme dialectique comme méthode pour interpréter la réalité. Pourquoi ?

Parce que le matérialisme dialectique n'est pas une idéologie, ce n'est pas une doctrine ou une théorie, encore moins un programme politique, c'est juste une méthode qui permet d'accéder au déroulement du processus ou au procédé qui fait appel à aux lois logiques qu'emprunte la matière, l'univers, la nature, les hommes et leur histoire, la société pour se transformer. Notre objectif devrait être de prendre conscience de ces lois logiques qui parcourent ou structurent l'ensemble du processus historique.

C'est une autre méthode pour les interpréter qui est basés sur une observation minutieuse, scientifique, de la réalité, des faits, qui permet à la fois de remonter à leurs origines et de déterminer les différentes phases de transformation par lesquelles ils sont passés, de sorte qu'on peut prévoir les orientations que pourrait prendre leur évolution dans l'avenir, donc par exemple sur le plan politique, pour déterminer une stratégie politique afin de parvenir à un objectif, sachant ou après avoir observé que les moyens existent véritablement pour y parvenir, dès lors évidemment qu'on est capable de les mettre en oeuvre, c'est là que les choses se compliquent considérablement !

Kant définissait la logique comme « la science des lois nécessaires de l'entendement et de la raison », Hegel comme « la science de l'Idée pure », pour Marx la logique était tout simplement le processus matériel qui se déroulait sous ses yeux, autrement dit il suffisait de l'observer pour en prendre connaissance, et d'en tirer des enseignements théoriques, pratiques et politiques en l'occurrence.

En comparant ces trois ou plutôt ces deux définitions de la logique, puisque les deux premières relevaient toutes deux de l'idéalisme et celle de Marx du matérialisme pour s'en tenir aux faits, on a là les deux modes de pensée qui peuvent exister, l'un sortie de la tête des hommes, l'autre s'en tenant strictement à la réalité matérielle.

Evidemment il faut concevoir que chacun de ces modes de pensée comportent des variantes, parce qu'ils peuvent être influencés par des éléments extérieurs objectifs ou subjectifs, ou tout simplement parce que les hommes n'accèdent pas au même niveau de conscience. Quand on veut progresser et ne pas perdre son temps, il est fortement conseillé de s'en remettre comme guide à ceux qui ont atteint les niveaux de conscience les plus élevés, y compris chez les penseurs ou philosophes idéalistes qui furent les précurseurs ou les voix de bien des représentations idéologiques.

La particularité et la puissance incomparable du matérialisme dialectique réside dans le fait qu'il ne se contente pas d'exposer mécaniquement des faits qui se produirait indépendamment les uns des autres, il met en relief les liens ou les rapports qu'ils entretiennent ou dont procèdent la transformation de la société ou du monde, il prend en compte l'ensemble du processus historique depuis son origine de manière à ne rien laisser au hasard ou se perdre en spéculations hasardeuses, de sorte que son évolution prévisible apparaisse clairement sans un sens ou dans un autre, puisque le mouvement ou la vie ne sont constitués que de contradictions destinées à se résoudre indéfiniment selon les mêmes lois. C'est d'ailleurs pourquoi nous affirmons que la civilisation humaine n'est pas forcément éternelle, ou encore que jamais Marx n'a prédit que l'homme parviendra à se libérer des chaînes de l'exploitation de l'homme par l'homme ou du règne de la nécessité, il peut très bien en périr, tout comme il peut conquérir la liberté.

Depuis des lustres on entend parler de la pensée unique sans qu'on s'y soit vraiment attaqué en réalité, vous ne pensez pas que ce serait temps qu'on s'y mette sérieusement, non ?

Cette tâche qu'on devrait se fixer, qu'on devrait fixer à tous les travailleurs, présente l'avantage qu'eux seuls peuvent la réaliser librement et en tirer directement profit dans leur vie quotidienne. Car en commençant à interpréter sa condition d'une autre manière on en arrive à se poser une multitude de questions auxquelles on n'avait pas pensé auparavant, on progresse de manière fulgurante, plein d'obstacles sautent ou disparaissent, tout devient soudainement plus clair, et pour un peu plus rien ne nous retient de passer à l'action.

Répétons-le, cela n'a rien à voir avec de l'endoctrinement, avec l'adhésion à une théorie ou à un programme politique, il s'agit d'acquérir un instrument performant, le mieux adapté à l'accomplissement d'une tâche, comme le ferait n'importe quel ouvrier consciencieux, ni plus ni moins.

Il suffit de partir des faits et d'établir quels sont les rapports de cause à effet qui en sont à l'origine ou dont ils sont le produit, d'observer comment la quantité se transforme en qualité, le plus difficile étant de déterminer à quel moment précis cette transformation se réalise. C'est tout ? Oui, c'est tout. C'est simple alors ?

Pas du tout, parce qu'en réalité il existe une multitude d'éléments parasites qui vont nous empêcher de percevoir clairement ces rapports ou transformations, ceux qui nous ont induits en erreur jusque-là et qu'il va falloir discerner pour s'en débarrasser progressivement et continuer d'avancer. C'est frustrant ou décourageant !

Mais non voyons, on ne va pas s'attaquer à des choses complexes ou compliquées au départ ou dont on ignore tout ou presque, il faut procéder avec méthode, discipline et persévérance. Il faut commencer par l'appliquer à ce que nous vivons quotidiennement et qu'on est censé le mieux connaître, notre comportement, nos idées, nos propres expériences, notre condition, notre entourage, notre environnement, il y a de quoi faire avant de s'attaquer à des sujets spécifiques ou plus ardus. Soyons patient et résolu.

Qui, quoi, comment, dans quelle circonstance, pourquoi, en évitant toute interprétation, on va être amené à se poser une multitude de questions, il faudra explorer de nombreuses hypothèses sans a priori. On remet les compteurs à zéro et on reprend tout depuis le début. Et on ne revérifie tout, et on recommence aussi longtemps qu'on n'a pas trouvé de réponses satisfaisantes, cohérentes, qu'on peut justifier, argumenter, pour ensuite pouvoir les partager, car c'est aussi cela le but de la manoeuvre, sinon à quoi bon.

C'est cela la véritable école de la vie armé de cette méthode du matérialisme dialectique, et non d'apprendre des textes ou des formules, des principes par coeur comme on le rencontre le plus souvent chez les militants bornés, imbus de leur petite personne ou arrogant, dogmatiques, sclérosés ou séniles avant l'heure, parfois encore jeunes.

L'équilibre mental de nos enfants est en danger. Leur humanisme est la politesse des salauds...

- « les enfants n'ont pas forcement la distance critique vis-à-vis de ces écrans ». - publicsenat.fr 12 juillet 2018

Dépendances aux réseaux sociaux, exposition de sa vie privée… alors que 93 % des 12-17 ans possèdent un portable, certaines pratiques au quotidien peuvent se relever dangereuses pour les jeunes.

Pour Benoît Thieulin, ancien président du Conseil national du Numérique : «Il faut donc enseigner un code de bonne conduite aux enfants.» publicsenat.fr 12 juillet 2018

Ben voyons ! Ils savaient pertinemment ce qu'ils faisaient.

On connaît ce genre de discours, comme il faut enseigner un code de bonne conduite aux parents sans jamais imaginer qu'il faudrait plutôt changer de société pour que ce genre de situation n'existe pas, impensable.

Comme quoi on connaît par coeur leur rhétorique , voilà ce que j'ai lu dans un autre article publié la veille par le blog Les-Crises sur Facebook, en fait un article du Parisien publié le 19 mars 2018 : De façon générale, il y a un besoin d'éducation de la population pour comprendre la machinerie Facebook, ses algorithmes etc. Vaut mieux fuir Facebook, Twitter, etc.

Quand on fait commerce de tout comme le font ou permettent de le faire les réseaux numériques, on n'a plus de liberté. Quand tout le monde se met en scène, cela tue l'histoire, la dramaturgie, la poésie.

- Le nom de poème dramatique vient d'un mot grec qui signifie agir, pour montrer que la nature de ce poème consiste dans

l'action (Molière, la Critique de l'École des femmes)

Ce qui se passe en réalité, c'est que tout se traduit par l'effet inverse de celui recherché, un peu comme lorsqu'on se trompe de camp ou quand on brasse du vent en croyant être utile.

Quel paradoxe que de s'enchaîner davantage encore en cherchant à se libérer ! Quel paradoxe de vouloir exister et de se noyer dans la masse ! On n'a jamais été aussi proche du socialisme et on plonge dans la barbarie.

Un enfant est naturellement égocentriste à la naissance, puis très rapidement il fait la découverte ou l'expérience des rapports qui le lie au monde extérieur, ce qui le conduit à réfréner ce penchant et à adopter des rapports plus équilibrés avec son environnement, sans que ses propres besoins ne cessent d'être prioritaires à ses yeux, ce qui au passage en fera plus tard un jeune révolutionnaire face à une société oppressive et répressive. Mais certains facteurs peuvent renforcé ce penchant au lieu de s'atténuer, pour en faire un individualiste effréné ou un ambition sans scrupule ni morale.

Le narcissisme naturel qui l'anime et qui joue un rôle majeur au cours de son développement, qui concourt à son épanouissement et qui accompagne la formation de son caractère, peut tourner au délire mégalomaniaque si ses rapports au monde extérieur sont gravement entravés ou perturbés, ou pire à la schizophrénique s'ils se coupent du monde extérieur, il en ferait dès lors une interprétation faussée qui pourrait le conduire à adopter un comportement nuisible pour lui et son entourage.

Avec les réseaux numériques, il ne fait pas directement en pratique l'apprentissage de la société dans laquelle il va être amené à vivre. Il l'aborde par procuration au moyen d'une présentation ou interprétation qu'on met à sa disposition, ce qui lui évite d'en faire lui même l'expérience. C'est ainsi que lorsqu'il se retrouve seul face à ces instruments, il se retrouve priver du moyen de tirer des enseignements de cette expérience, de pouvoir en faire la critique et de développer son esprit critique au profit d'un mode de pensé stéréotypé, préformaté, sur lequel il n'a aucune emprise, aucun moyen de contrôle puisqu'il lui est étranger et en ignore les fonctions réelles, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il fait directement l'expérience du monde extérieur ou quand il se livre à une activité pratique, qui est autrement instructive que de demeurer passif durant des heures devant un écran.

Ce processus se passe à l'insu de l'enfant sans qu'il ait la moindre idée des conséquences qui pourraient en découler, comment il intervient dans sa perception du monde, comment il peut influencer la formation de sa personnalité, et le plus grave en bas âge, comment il peut intervenir dans la formation de la structure de son caractère qui l'accompagnera toute sa vie.

Il faut avoir en permanence à l'esprit les intentions nuisibles et inavouables de nos ennemis pour imaginer ou comprendre pourquoi ils ont conçu cet instrument, Internet, et pourquoi ils l'ont mis à la disposition de tous, certainement pas pour que la population accède à un niveau de conscience supérieur, auquel cas elle pourrait à un moment donné remettre en cause l'ordre établi, on n'attribuera donc pas cet avantage aux réseaux numériques ou plutôt à l'usage auquel ils étaient destinés par leurs concepteurs.

PMA. Qui était à l'origine de cette monstrueuse opération, qui en sont les porte-parole ? Toujours les mêmes.

Encore une sacrée saloperie à laquelle la pseudo-gauche et extrême gauche a adoptée.

- PMA : un avis du Conseil d'Etat et de l'espoir - Liberation.fr 13.07

Rien n'interdit l'extension de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes… mais rien n'impose non plus au législateur d'engager une réforme. Liberation.fr 13.07

- PMA pour toutes: la majorité pourrait déposer une proposition de loi dès cette année, espère Rugy - AFP 13.07 Le président de l'Assemblée nationale François de Rugy a espéré jeudi que les députés de la majorité déposent en 2018 une proposition de loi sur la procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes les femmes, et qu'elle soit "adoptée rapidement". AFP 13.07

Je n'ai pas le temps d'analyser à fond ce sujet.

Disons qu'à l'heure de la surpopulation mondiale, de la surpopulation d'orphelins dans le monde, tandis qu'ils s'emploient à briser les rapports qui existaient entre les hommes et les femmes, à les dresser les uns contre les autres, à faire la promotion de l'homosexualité après avoir fait celle de la pornographie et l'avoir rendu accessible à tous par le biais d'Internet, etc. que cherchent-ils ces dangereux sociopathes, quelles sont leurs réelles intentions, quelle idée ont-ils derrière la tête, pourquoi accordent-ils tant d'attention à cette question qui ne concerne qu'une infime minorité, je parle de leurs commanditaires, les oligarques. Ce sont des questions qu'on est en droit de se poser car elles ont un rapport avec l'avenir qu'ils réservent la civilisation humaine si on ne parvenait pas à les chasser du pouvoir.

Puisque cela ne concerne qu'une infime minorité, il faut écarter l'argument selon lequel ils voudraient à tout prix augmenter la population mondiale. La contrôler jusqu'à sa conception correspondrait davantage à leurs intentions sordides, la cloner sur un modèle d'esclave qu'il aurait conçu ou sélectionné, faire en sorte que le moyen de se reproduire librement au moyen d'un

rapport sexuel échappe à la population une fois un grand nombre devenu stérile... Je sais que cela peut paraître complètement dingue, mais ils le sont ne l'oublions pas, par exemple lorsqu'ils fomentent toutes ces guerres, conçoivent et produisent des armes bactériologiques, chimiques, nucléaires, et n'oublions jamais qu'ils ont de la suite dans les idées et que leur détermination est totale, leur cynisme sans fond ou limite.

Dans la rubrique la civilisation humaine dégénére à une allure fulgurante.

- Des «gratte-ciels horizontaux» pour faire face à la surpopulation en Chine ? - lefigaro.fr 11.07

En Chine, à Chongqing, une passerelle devrait bientôt voir le jour à plus de 280 mètres de hauteur. Une construction étonnante, qui reliera quatre tours de la mégalopole du sud-ouest de l'Empire du milieu. À l'intérieur de la passerelle, une boîte de nuit, des restaurants, une piscine et un poste d'observation devraient cohabiter sur 300 mètres de longueur. L'ouvrage raflera logiquement la palme du plus haut passage aérien jamais construit, une fois les travaux terminés vers mi-2019.

Plus de 6000 ouvriers sont à pied-d'œuvre pour finir à temps le projet. Celui-ci accompagne l'édification de huit tours, dont deux culminent à 350 mètres au-dessus du sol. Résidences, hôtels, bureaux et divertissements verront le jour dans ces gratte-ciels. Un parc public est même prévu: «Le futur centre névralgique de la ville» annonce déjà Moshe Safdie, l'architecte responsable de l'ensemble immobilier. Dans une interview accordée au journal The Guardian, il explique: «Avec des villes denses comme Chongqing, il n'y a pas de places pour des grands parcs au sol. Nous devons donc les surélever.»

Méconnue sous nos latitudes, la ville chinoise n'en est pas moins peuplée. Et elle fait même partie des métropoles qui comptent le plus d'habitants au niveau mondial: 34 millions en 2016, sur l'ensemble de son périmètre administratif. C'est presque autant que l'aire urbaine de Tokyo (37 millions d'habitants) et bien plus que toutes les capitales européennes. La cité industrielle est devenue une mégalopole gigantesque sous l'impulsion de l'État chinois. Dans les années 90, Chongqing était déclassée par rapport au reste du pays, et a bénéficié d'aides généreuses du gouvernement. En 2016, la ville a enregistré - selon les données officielles - un taux de croissance à deux chiffres pour la quinzième année consécutive. Son PIB a augmenté de 10,7% (contre 6,7 % pour la moyenne nationale, le taux le plus faible en vingt-six ans).

D'après Moshe Safdie, son «gratte-ciel horizontal» pourrait être une piste pour régler le problème de surpopulation de Chongqing. Il estime que créer une «ville dans la ville», suspendue aux gratte-ciels, aiderait à désengorger les rues de la mégalopole. Une idée loin d'être vérifiable aujourd'hui, tant les grandes tours sont encore réservées à une élite fortunée. «Une nécessité économique» répond l'architecte qui espère voir fleurir les constructions comme la sienne. Pour le moment, seul l'agglomération de Minneapolis, aux États-Unis, a véritablement intégré ce système de passerelles urbaines. Les habitants sont libres de passer d'un immeuble à l'autre, et même d'effectuer de véritables trajets. Il faut dire que le réseau de la ville américaine s'étend sur plus de 18 kilomètres, mais - à l'inverse de Chongqing - culmine rarement au-dessus de deux étages. lefigaro.fr 11.07

Quel monde de cinglés !

Triple numéro d'illusionnisme.

Les réactions aux éructions d'Alain Minc nous laissent indifférents dans la mesure où s'est un ramassis d'inepties.

Par exemple quand il affirme que "pour faire des réformes, il faut avoir un penchant autoritaire. Sinon, on se heurte à une résistance venue des profondeurs de l'Etat, le «deep State», comme dit Trump, ou encore la «technostructure».", alors que c'est le «deep State» qui réclame à cors et à cris ces réformes !

Ou encore quand il dit que "l'ancien président (Hollande - ndlr) pensait qu'il y avait deux facteurs de production, le capital et le travail. Il cherchait à taxer l'un pour favoriser l'autre", Hollande en défenseur du travail contre le capital, on aura tout entendu !

A la question du rédacteur en chef de Libération, L. Joffrin, court-on le risque d'une révolte majeure, il répond qu'il ne "la voit pas dans le domaine social", et quatre questions plus loin ou une minute plus tard, il déclare que "l'inégalité est trop forte" et qu'il y aurait un "risque l'insurrection", bref tout et son contraire juste le temps de reprendre son souffle !

Il n'en fallut pas plus pour que certains à court d'argument pour valider leur théorie se jettent dessus comme des chiens affamés, dont la tendance Claire du NPA ou le POID.

Lu dans le dernier éditorial de Daniel Gluckstein (La Tribune des travailleurs - POID) : Contre le corporatisme et le bonapartisme, pour la démocratie !

- "La Ve République sous Macron est-elle un régime bonapartiste ? « Oui », répond Alain Minc, fieffé réactionnaire proche du président (Libération, 8 juillet). Donnant en exemple Napoléon III et de Gaulle, Minc justifie le « penchant autoritaire » d'un État qui prend tout en mains par la prétendue incapacité des syndicats et du patronat à contractualiser, et par le « risque d'insurrection

». Justification classique de toutes les dictatures."

Voici la retranscription du passage de ce dialogue entre L. Joffrin et A. Minc.

Joffrin - Le macronisme, une forme de bonapartisme…

Minc - Oui. Mais c'est ainsi qu'on fait des réformes en France. Napoléon III avait imposé de cette manière le libre-échange, De Gaulle le marché commun, Mitterrand le grand marché et l'euro.

Daniel Gluckstein a "oublié" Mitterrand, sans doute un fervent partisan de la démocratie...

Au passage en fustigeant "la prétendue incapacité des syndicats et du patronat à contractualiser", la politique dite contractuelle chère à tous les syndicats réformistes qui avec les dirigeants de la CGT sont les principaux fossoyeurs du syndicalisme de classe, il légitime la politique permanente de collaboration de classe des syndicats depuis les années 60, bravo !

Il y en aura pour tout le monde.

Vous aurez remarqué avec quelle constance D. Gluckstein d'un éditorial à l'autre penche un coup à gauche, un coup à droite... Décidément ils sont tous comme cela. Attendez, ce n'est pas terminé, on a gardé le meilleur pour la fin.

On apprend que le régime s'effondre ou se maintienne dépendrait "pour une large part, de l'attitude des sommets des organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et démocratique", sans qu'on nous dise de quoi se compose la petite part restant, mystère une fois de plus ! A quoi cela vous avancerait de le savoir puisqu'on vous dit qu'elle est insignifiante, dont la condition des masses et l'interprétation quelles en font ainsi que la situation, en quoi devrait-on en tenir compte, elles comptent pour du beurre, et puis il ne peut pas s'agir du régime puisqu'il est en crise, il avait tenu à le rappeler.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais j'ai plutôt l'impression que les travailleurs dans leur immense majorité en ont strictement rien à foutre "de l'attitude des sommets des organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et démocratique". Autrement dit, pour D. Gluckstein ce que pense les travailleurs ne l'intéresse pas, la seule chose qui à ses yeux présentent un intérêt c'est uniquement l'attitude des appareils et éventuellement celle des militants qui sont sous leur influence. Il adopte donc une démarche diamétralement opposée à la nôtre qui est résolument orientée vers l'ensemble des masses exploitées.

L'attitude de D. Gluckstein s'explique très bien par le fait qu'il considère que la situation serait révolutionnaire, donc il faut à tout prix qu'il puisse le justifier, histoire de galvaniser ses troupes qui iront comme par le passé de désillusion en désillusion. Et puis cela permet peut-être de satisfaire l'attente des militants inorganisés ou d'autres partis susceptibles de tomber sous le charme de son discours aux apparences radicales et qui ont tendance à prendre leurs désirs pour la réalité. Il oscille entre le gauchisme et le pire opportunisme.

De la décomposition à la dislocation du PCF, sa capacité de nuisance n'en demeure pas moins réelle.

- Pierre Laurent de plus en plus contesté au sein du PC - leparisien.fr 12 juillet 2018

Pierre Laurent passera-t-il l'automne ? Alors que le PCF doit tenir son congrès début novembre, les cadres du Parti communiste ne s'en cachent plus, ils sont de plus en plus nombreux à vouloir faire tomber le patron du PCF.

« Le PCF doit jouer son propre basket, arrêter de toujours se placer par rapport aux autres », explique le chef de file du groupe à l'Assemblée, André Chassaigne. Les signataires de ce texte critiquent vertement la décision du Parti communiste, qui n'a pas présenté de candidat à la présidentielle, pour soutenir Jean-Luc Mélenchon. Actant de fait son effacement du paysage politique.

Une décision qui n'a jamais été remise en question et qui a participé à « l'affaiblissement historique colossal » d'un parti, qui n'a fait que 2 % aux dernières législatives. « Il ne faut pas reproduire les errements, le flou, l'absence de stratégie claire », tacle de son côté le député et patron de la puissante fédération PCF du Nord, Fabien Roussel.

Le responsable de celle du Pas-de-Calais, autre bastion historique, Hervé Poly, est sur la même ligne. Les communistes sont aussi nombreux à critiquer l'apathie du parti, « pas assez actif » sur le plan national. Pierre Laurent, « inaudible », n'aurait pas pris la mesure de l'urgence, croient-ils.

Elsa Faucillon, jeune députée (37 ans) des Hauts-de-Seine et figure montante du parti, défend, de son côté, un second texte pour un « vrai rassemblement des forces de gauche antilibérales », pour la redéfinition « d'un projet communiste » moderne, plus écologiste, engagé aussi bien dans la lutte féministe, antiraciste, que dans celle des classes. Autant de critiques en creux de la direction actuelle, qui pour ses auteurs ne promet que le « statu quo ». Une troisième liste, intitulée « Reconstruire le parti de

classe », sera également présentée au congrès par la section PCF du XVe arrondissement de Paris. leparisien.fr 12 juillet 2018

Si on a bien compris, il s'agit pour le PCF de préparer sans attendre la prochaine victoire électorale de Macron en 2022. D'ici là...

Du PS à l'extrême droite. A tous ceux qui avaient appelé à voter Hollande ou à "battre la droite", ce qui revenait au même.

Souvenez-vous de ce que nous avons affirmé à plusieurs reprises dans des causeries, comme quoi le PS ou la social-démocratie dégénérée n'avait fait que faire le lit de l'extrême droite depuis un siècle, j'avais même été plus loin en affirmant qu'ils y étaient liés ou que la collusion avec l'extrême droite n'était pas un fait isolé, il suffit d'observer notamment les rapports intimes qu'ont le PS et RN (ex-FN) avec l'extrême droite sioniste au pouvoir en Israël ou son représentant en France, le Crif, pour en avoir une certitude.

- Manuel Valls aurait choisi un allié sulfureux pour la bataille des municipales à Barcelone - M6info 12 juillet 2018

“Je n’ai pas encore pris ma décision. Mais je regarde ça de près avec beaucoup d’intérêt”. Interrogé le 30 mai dernier sur France Inter, Manuel Valls laissait la porte plus qu’entrouverte à une éventuelle candidature à la mairie de Barcelone.

Depuis, il semblerait que les choses s’accélèrent. Celui qui multiplie les rencontres avec les responsables politiques espagnols aurait même déjà formé son équipe de campagne, si l’on en croit le site francophone basé à Barcelone Equinox.

Le média local va même plus loin en affirmant que l’ancien Premier ministre de François Hollande a fait son choix concernant son futur bras droit pour la bataille des municipales. Il s’agirait d’un homme très controversé en Espagne : Josep Ramon Bosch.

Ancien président de l’association Société Civile Catalane (SSC) qui luttait contre l’indépendance de la Catalogne, il avait en effet démissionné en catastrophe de son poste fin 2015, son nom étant cité dans plusieurs affaires, révélées au grand jour par le journaliste Jordi Borras, spécialiste de l’ultra-droite, rapporte Equinox.

Josep Ramon Bosch a notamment été accusé d’avoir créé un faux profil sur Facebook via lequel il proférait des menaces de mort à l’attention des journalistes et responsables politiques pro-indépendance. On l’accuse également d’être derrière un compte YouTube qui multipliait la diffusion de vidéos contenant des images et symboles nazis. Mais l’homme de 55 ans a toujours nié son implication.

Proche des réseaux franquistes

Mais Josep Ramon Bosch est également pointé du doigt pour ses accointances avec les réseaux franquistes. Pour preuve, il s’était rendu en 2013 à une commémoration du soulèvement militaire franquiste du 18 juillet, rappelle le site local.

Equinox a d’ailleurs contacté l’homme à la réputation sulfureuse, qui a d’abord tenu à souligner que “l’affaire de la vidéo nazie n’a jamais été jugée pour cause de prescription”. Il a ensuite minimisé son rôle auprès de Manuel Valls, affirmant que ce dernier “a son propre agenda”, tout en confiant déjeuner et dîner “souvent avec lui lorsqu’il vient à Barcelone”.

Alors le député LREM officialisera-t-il sa candidature et confirmera-t-il Josep Ramon Bosch en tant que bras droit ? Celui-ci l’assure : Manuel Valls “est très motivé”. Publié récemment, le dernier baromètre électoral de la mairie de Barcelone ne donnait que 5,2% des voix au parti Ciutadans, qui pourrait soutenir le Français aux municipales de l’an prochain. M6info12 juillet 2018

Attention chers amis espagnols, avec 5% on peut tout de même devenir Président de la République ou Premier ministre... en France, alors pourquoi pas en Espagne !

En famille. Et dire que nos braves dirigeants n'ont pas cessé de soutenir un agent assumé du patronat.

- Jean-Claude Mailly choisit les patrons et renonce à l'Europe - Libération 11 juillet 2018

Mailly avait annoncé son autre projet : celui d’intégrer Alixio, la société de conseil de Raymond Soubie, ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy, en tant que «senior advisor». La mission de cette entreprise est d’«accompagne[r] les décideurs d’entreprises dans leurs transformations RH, stratégiques, organisationnelles et managériales». Une belle formule, pour une réalité plus triviale : dans les faits, il s’agit d’accompagner les grosses boîtes dans leurs projets de restructuration et de réorganisation, qui laissent bien souvent de nombreux salariés sur le carreau. Libération 11 juillet 2018

Rectifions: En choisissant les patrons, il choisit également l'UE !

On a bien compris, Mailly va mettre son expérience du mouvement ouvrier et les connaissances qu'il a acquises au contact des travailleurs au service du patronat, pour qu'il puisse préparer discrètement des plans de licenciements massifs. Autrement dit en faisant en sorte que cela se passe dans les meilleures conditions possibles pour les patrons sans que les travailleurs ne puissent trouver les moyens de s'y opposer. Bref, Mailly va proposer aux patrons des formules pour qu'ils puissent appliquer leurs plans de licenciement sans encombre ou à moindre coût.

Et nos ahuris de dirigeants de brailler en choeur pendant des mois, des années, des décennies : Dirigeants, dirigeants, appelez à la grève générale ! Le summum de l'opportunisme, quelle bande de fripouilles ! C'est à cela qu'il faut les juger et pas autre chose.

S'il n'y a rien qui vous choque ou vous révolte ici, c'est que vous êtes mort politiquement, cela s'adresse aux militants.
Vous comprenez peut-être un peu mieux pourquoi nous en sommes rendus là avec de tels dirigeants et de tels partis.

Otan de la guerre. L'Otan : Le ciment de la guerre.

Le méga-quartier général de l'Otan est expansible, comme la guerre par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 12 juillet 2018

Une grande importance symbolique est attribuée au fait que le premier Sommet convoqué dans le nouveau quartier général de l'Alliance, qui a coûté jusqu'à présent 1,3 milliards d'euros (mais le prix réel, dont 7 % est à la charge de l'Italie, reste encore à établir) : une structure de plus de 250 000 mètres carrés, quasiment le double de la précédente, où travaille en permanence un staff d'environ 4 000 militaires et civils, dotée de 18 grandes salles où se déroulent annuellement plus de 5 000 réunions avec une participation moyenne de 500 hôtes par jour.

La structure, maintenant constituée par 8 ailes majeures et 4 mineures reliées à un long corps central, est de type modulaire : donc expansible au fur et à mesure que l'Otan continuera à s'étendre. Comme elle le fait depuis plus de 20 ans.

En 1990, à la veille de la dissolution du Pacte de Varsovie, le secrétaire d'État états-unien James Baker assurait le président de l'URSS, Mikhail Gorbatchev, que « l'Otan ne s'étendra pas d'un seul pouce à l'Est ». Mais en 1999, pendant qu'elle démolissait par la guerre la Fédération yougoslave, l'Otan englobait les trois premiers pays de l'ex-Pacte de Varsovie : la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie. Puis, en 2004, elle s'étendait à l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie (auparavant membres du Pacte de Varsovie) et la Slovénie (auparavant partie de la Fédération Yougoslave). En 2008, l'Otan contribue à l'explosion de la nouvelle guerre en Géorgie. En 2009 l'Alliance incluait l'Albanie (autrefois membre du Pacte de Varsovie) et la Croatie (auparavant une partie de la Fédération yougoslave) ; en 2017, le Monténégro, lui aussi faisant antérieurement partie de la Fédération yougoslave. Après s'être étendue en 1999-2017 de 16 à 29 membres, l'Otan laisse « la porte ouverte » : sont en attente d'entrer l'Ukraine et la Géorgie, auparavant faisant partie de l'URSS ; la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, appartenant auparavant à la Fédération yougoslave. Pour ce faire l'Otan s'est dotée d'un quartier général expansible. Réseau Voltaire 12 juillet 2018

Lafarge produisait le ciment utilisé par Daesh - Réseau Voltaire 11 juillet 2018

De nouvelles pièces ont été versées au dossier judiciaire de Lafarge à Paris. Elles attestent qu'en Syrie, Daesh était demandeur du ciment et était prêt à acheter l'usine pour continuer lui-même la production.

Rappelons que le ciment produit par Lafarge durant la guerre contre la Syrie ne pouvait être vendu que dans la zone occupée par les jihadistes et l'Otan, pas dans celle contrôlée par la République arabe syrienne. Les seules constructions importantes qui ont été réalisées dans la zone jihadiste sont des fortifications militaires souterraines.

Dès lors, il est improbable que Lafarge ait ignoré produire le ciment destiné à ces fortifications [1]. Réseau Voltaire 11 juillet 2018

[1] « Révélations : le jihad de Lafarge-Holcim », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mars 2017.

Leur monde est synonyme de guerres perpétuelles.

- Combien de millions de personnes ont été tuées dans les guerres américaines qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 ?
- Consortium News, 25-04-2018 publié par Les Crises 11.07.2018

Par Nicolas J.S. Davies, l'auteur de Blood On Our Hands : the American Invasion and Destruction of Iraq. Il a également écrit le chapitre sur « Obama en guerre » dans Grading the 44th President : a Report Card on Barack Obama's First Term as a Progressive Leader.

Extraits. Dans les deux premières parties du présent article, j'ai estimé qu'environ 2,4 millions de personnes ont été tuées à la suite

de l'invasion de l'Irak par les États-Unis, tandis qu'environ 1,2 million de personnes ont été tuées en Afghanistan et au Pakistan à la suite de la guerre menée par les États-Unis en Afghanistan. Dans la troisième et dernière partie de ce compte rendu, j'estimerai le nombre de personnes tuées à la suite des interventions de l'armée américaine et de la CIA en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen.

Des études exhaustives sur la mortalité dans d'autres pays déchirés par la guerre (comme l'Angola, la Bosnie, la République démocratique du Congo, le Guatemala, l'Irak, le Kosovo, le Rwanda, le Soudan et l'Ouganda) ont révélé un nombre total de décès de 5 à 20 fois supérieur à celui révélé précédemment par des rapports « passifs » basés sur des bulletins d'actualités, des dossiers d'hôpitaux et/ou des enquêtes sur les droits de l'homme.

En l'absence de telles études complètes en Afghanistan, au Pakistan, en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen, j'ai évalué les rapports passifs sur les décès dus à la guerre et essayé d'évaluer la proportion de morts réelles que ces rapports passifs sont susceptibles d'avoir comptées selon les méthodes qu'ils ont utilisées, sur la base des rapports entre les morts réels et les morts passivement déclarées, trouvées dans d'autres zones de guerre.

J'ai seulement estimé les morts violentes. Aucune de mes estimations n'inclut les décès dus aux effets indirects de ces guerres, tels que la destruction des hôpitaux et des systèmes de santé, la propagation de maladies par ailleurs évitables et les effets de la malnutrition et de la pollution de l'environnement, qui ont également été considérables dans tous ces pays.

Pour l'Irak, mon estimation finale d'environ 2,4 millions de personnes tuées était fondée sur l'acceptation des estimations de l'étude 2006 du Lancet et de l'enquête 2007 de l'Opinion Research Business (ORB), qui étaient conformes les unes aux autres, puis sur l'application du même rapport entre les décès réels et les décès déclarés passivement (11,5:1) entre l'étude du Lancet et de l'Iraq Body Count (IBC) [projet recensant les morts civiles dues à la guerre d'Irak. Il entretient une base de données où figurent toutes les morts rapportées par au moins deux sources journalistiques, NdT] en 2006 et le comptage de l'IBC pour les années depuis 2007.

Pour l'Afghanistan, j'ai estimé qu'environ 875 000 Afghans ont été tués. J'ai expliqué que les rapports annuels sur les victimes civiles de la Mission d'Assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) sont fondés uniquement sur les enquêtes menées par la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan (CAIDP), et qu'ils excluent sciemment un grand nombre de rapports sur les décès de civils pour lesquels la CAIDP n'a pas encore fait d'enquête ou pour lesquels elle n'a pas terminé ses enquêtes. Les rapports de la MANUA ne font pas du tout état de la situation dans de nombreuses régions du pays où les talibans et d'autres forces de résistance afghanes sont actifs, et où se déroulent donc la plupart des frappes aériennes et des raids nocturnes des États-Unis.

J'ai conclu que les rapports de la MANUA sur les décès de civils en Afghanistan semblent aussi inadéquats que l'extrême sous-déclaration constatée à la fin de la guerre civile guatémaltèque, lorsque la Commission de vérification historique parrainée par l'ONU a révélé 20 fois plus de décès que ce qui avait été rapporté auparavant.

Pour le Pakistan, j'ai estimé qu'environ 325 000 personnes avaient été tuées. Ce chiffre est basé sur les estimations publiées des morts au combat et sur l'application d'une moyenne des ratios trouvés lors des guerres précédentes (12,5:1) au nombre de morts civiles signalées par le South Asia Terrorism Portal (SATP) en Inde.

Dans la troisième et dernière partie de cet article, j'estimerai le nombre de morts causées par les guerres secrètes et les guerres par procuration en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen.

Les officiers supérieurs de l'armée américaine ont salué la doctrine américaine de la guerre secrète et par procuration qui a trouvé son plein épanouissement sous l'administration Obama comme une approche « déguisée, silencieuse et sans médias » de la guerre, et ont retracé l'évolution de cette doctrine jusqu'aux guerres américaines en Amérique centrale dans les années 1980. Alors que le recrutement, l'entraînement, le commandement et le contrôle des escadrons de la mort en Irak ont été surnommés « l'option Salvador », la stratégie américaine en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen a en fait suivi ce modèle de plus près encore.

Ces guerres ont été catastrophiques pour les populations de tous ces pays, mais l'approche « déguisée, silencieuse et sans médias » des États-Unis a connu un tel succès en termes de propagande que la plupart des Américains savent très peu de choses sur le rôle des États-Unis dans la violence et le chaos insolubles qui les ont engloutis.

La nature très médiatique des frappes de missiles illégales mais largement symboliques sur la Syrie le 14 avril 2018 contraste fortement avec la campagne de bombardement « déguisée, silencieuse et sans média » menée par les États-Unis, qui a détruit Raqqa, Mossoul et plusieurs autres villes syriennes et irakiennes avec plus de 100 000 bombes et missiles depuis 2014.

Les habitants de Mossoul, Raqqa, Kobané, Syrte, Falloujah, Ramadi, Tawergha et Deir ez-Zor sont morts comme des arbres abattus dans une forêt où il n'y avait pas de reporters ou d'équipes de télévision occidentaux pour enregistrer leur massacre. Comme Harold Pinter l'a demandé dans son discours d'acceptation du prix Nobel en 2005,

« Ont-ils eu lieu ? Et sont-ils dans tous les cas imputables à la politique étrangère des États-Unis ? La réponse est oui, ils ont eu lieu, et ils sont dans tous les cas attribuables à la politique étrangère américaine. Mais vous ne le sauriez pas. Ça n'est jamais arrivé. Il ne s'est jamais rien passé. Même quand ça arrivait, ça n'arrivait pas. Ça n'avait pas d'importance. Ça n'avait aucun intérêt. »

Libye

J'estime donc qu'environ 250 000 Libyens ont été tués dans la guerre, la violence et le chaos que les États-Unis et leurs alliés ont déclenché en Libye en février 2011, et qui se poursuit encore aujourd'hui. Si l'on prend les ratios 5:1 et 12:1 par rapport aux décès comptés passivement comme limites extérieures, le nombre minimum de personnes qui ont été tuées serait de 150 000 et le maximum serait de 360 000.

Syrie Si l'on prend les chiffres rapportés passivement par le SOHR (Observatoire syrien des droits de l'homme) pour les morts de guerre non militaires comme 20% du total réel des morts, cela signifierait que 1,45 million de civils et de combattants non militaires ont été tués. Après avoir ajouté à ce nombre les 64 000 soldats syriens tués, j'estime qu'environ 1,5 million de personnes ont été tuées en Syrie. Si le SOHR a eu de meilleurs résultats que tous les efforts « passifs » précédents pour compter les morts dans une guerre, et a compté 25% ou 30% des personnes tuées, le nombre réel de personnes tuées pourrait être aussi bas que 1 million. S'il n'a pas eu d'aussi bons résultats qu'il n'y paraît, et que son compte est plus proche de ce qui a été typique dans d'autres conflits, alors jusqu'à 2 millions de personnes pourraient bien avoir été tuées.

Somalie

J'estime donc que le nombre réel de personnes tuées en Somalie depuis 2006 doit se situer entre 500 000 et 850 000, avec très probablement environ 650 000 morts violentes.

Yémen

J'estime qu'environ 175 000 personnes ont été tuées – 15 fois le nombre rapporté par l'OMS et l'ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project) – avec un minimum de 120 000 et un maximum de 240 000.

Le véritable coût humain des guerres américaines

Au total, dans les trois parties de ce rapport, j'ai estimé que les guerres qui ont suivi les attentats du 11 septembre ont tué environ 6 millions de personnes. Peut-être que le nombre réel n'est que de 5 millions. Ou peut-être que c'est 7 millions. Mais je suis tout à fait certain qu'il s'agit de plusieurs millions.

Nous avons besoin de toute urgence d'experts en santé publique pour mener des études exhaustives sur la mortalité dans tous les pays où les États-Unis ont sombré dans la guerre depuis 2001, afin que le monde puisse réagir de façon appropriée à l'ampleur réelle des morts et des destructions causées par ces guerres.

Comme Barbara Lee a prévenu ses collègues avant de voter de manière dissidente en 2001, nous sommes « devenus le mal que nous déplorons ». Mais ces guerres n'ont pas été accompagnées d'effrayants défilés militaires (pas encore) ou de discours sur la conquête du monde. Au lieu de cela, elles ont été politiquement justifiés grâce à une « guerre de l'information » pour diaboliser les ennemis et fabriquer des crises, puis elles ont été menée d'une manière « déguisée, silencieuse, libre de médias », pour cacher leur coût en sang humain au public américain et au monde entier.

Après 16 ans de guerre, environ 6 millions de morts violentes, 6 pays complètement détruits et beaucoup plus déstabilisés, il est urgent que le public américain reconnaisse le véritable coût humain des guerres de notre pays et la façon dont nous avons été manipulés et induits en erreur pour fermer les yeux – avant qu'ils ne continuent encore plus longtemps, détruisent davantage de pays, sapent davantage l'état de droit international et tuent des millions d'autres de nos semblables. Consortium News, 25-04-2018 publié par Les Crises 11.07.2018

Certaines estimations me semblent exagérées, notamment celles sur la Syrie. Et pour cause, l'auteur de cet article l'a pratiquement affirmé lui-même en écrivant, je cite : Toutes les estimations publiques du nombre de personnes tuées en Syrie que j'ai trouvées proviennent directement ou indirectement de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (SOHR), dirigé par Rami Abdulrahman, à Coventry, au Royaume-Uni. Son travail est financé en partie par l'Union européenne et en partie par le gouvernement du Royaume-Uni.

En effet l'OSDH en français est une émanation du MI6, les services secrets britanniques, il a donc tout intérêt à gonfler le nombre de morts et de l'imputer au "dictateur sanguinaire" Bachar el-Assad.

Cela dit il est évident que le nombre de morts causés par ces guerres s'élèvent à plusieurs millions, sans parler des morts causées indirectement par ces guerres, et sans doute à des dizaines de millions de blessés.

Extraits d'une contribution politique de la Tendance Marxiste Internationale (TMI)

Le 15 août 2017, Martin Sandbu écrivait dans le Financial Times :

« Cette année est marquée par l'anniversaire de deux événements – le centenaire de la Révolution Russe et les dix ans qui se sont écoulés depuis le début de la crise financière mondiale – qui ont plus de points communs qu'on ne le pense à première vue.

« Le modèle qui était sorti victorieux de la guerre froide a été ébranlé jusque dans ses fondements [...] par la crise financière mondiale.

« Le communisme sclérosé qu'était devenu le bloc soviétique à partir des années 1980 s'est effondré sous le poids de ses propres contradictions politiques et économiques. Avec les bouleversements politiques survenus l'année dernière, on se demande à présent si les économies de libre marché vont subir le même sort. »

Il poursuit :

« Friedrich von Hayek a affirmé que la flexibilité des prix du marché renferme plus de renseignements qu'un organe central de planification ne pourrait jamais réussir à rassembler ; et donc que la prise de décision est plus efficace quand elle découle d'une constellation de facteurs, que des instances étatiques. [...]

« Cependant, la crise financière mondiale a été une douche froide, qui a remis en question toute assertion faisant du capitalisme financier occidental le meilleur mode d'organisation économique. »

Il conclut :

« Ce qui s'est produit il y a 10 ans a été la terrible prise de conscience que les créances financières accumulées au cours des années d'expansion précédentes étaient irrécouvrables, et que la production économique à venir, sur laquelle les débiteurs avaient misé, ne serait pas suffisante pour régler l'ensemble de ces créances financières.

« [...] le libéralisme de marché, à son tour, a trahi les promesses qu'il avait fait miroiter. Les économies occidentales sont aujourd'hui bien plus pauvres que les tendances d'avant le krach ne l'avaient prédit. La crise et ses répercussions ont laissé à la jeunesse, notamment, peu de raison d'espérer que les possibilités de s'enrichir, qui s'étaient présentées à leurs parents et grand-parents, se présenteraient également à elle.

« Un système social peut perdurer très longtemps en dépit des désillusions. [...] Mais dès que les moyens de subsistance des gens cessent d'être garantis, tout ce soutien s'effondre. »

Parmi les experts capitalistes sérieux, certains commencent à comprendre que les procédés mis en œuvre au cours des 30 dernières années ne fonctionnent plus. Dans un article du journal allemand Die Zeit intitulé La mort d'un dogme, on nous informe que même le FMI a reconnu que ses politiques n'ont pas l'effet escompté. Mais évidemment, ils n'en tirent jamais toutes les conclusions qui s'imposent. (Mark Schieritz, Die Zeit, juin 2016) Wolfgang Streek, de l'Institut Max Planck, a dressé la liste de tous les problèmes du capitalisme dans un long article publié dans la New Left Review, intitulé Comment va finir le capitalisme ?, sur lequel il est plus longuement revenu dans son ouvrage paru en 2016. Il souligne la crise de légitimité qui frappe le système capitaliste parce qu'il n'est plus en mesure d'offrir autant qu'il ne l'a fait par le passé, si bien que les gens commencent à remettre le système en question. C'est ce qui explique l'instabilité électorale qui s'observe dans de nombreux pays. Il soulève également la question de savoir si les politiques dont le capitalisme a besoin peuvent être introduites par l'intermédiaire du « système démocratique ». Il se demande par là si un « système démocratique » peut ou non imposer à la classe ouvrière ce dont la bourgeoisie a besoin.

Dans son article, Streek constate que le capitalisme « va rester pour le moment dans les limbes, mort ou bien sur le point de mourir de sa propre overdose, sachant que personne n'a le pouvoir de se débarrasser de son cadavre en décomposition ». C'est plutôt une bonne description de l'état dans lequel se trouve le capitalisme actuel.

Il est significatif que Martin Wolf, commentateur économique en chef au Financial Times, ait éprouvé le besoin de répondre à Streek, dans un article dont le titre n'est pas anodin : Plaidoyer contre les théories de l'effondrement du capitalisme » (« The case against the collapse of capitalism », FT 2, novembre 2016). Les stratèges du capitalisme comprennent les maux qui rongent leur propre système !

Lénine expliquait que s'il n'est pas renversé, le système capitaliste pourra toujours se relever de ses crises, même les plus

profondes. Même dans les années 1930, il y a eu des phases de reprise. Cela fait sept ans que la presse bourgeoise parle de reprise économique. En réalité, la reprise actuelle est la plus faible de toute l'histoire ; il en découle un certain nombre de développements.

Bien entendu, le système capitaliste peut encore compter sur des réserves importantes, et si les capitalistes et les banquiers pressentent qu'ils risquent de tout perdre, ils pourront avoir recours à des mesures keynésiennes. Mais leurs réserves ne sont pas inépuisables, et elles se sont vidées à un rythme alarmant au cours des dix dernières années. Par conséquent, quand la prochaine crise éclatera, car c'est inévitable, les capitalistes et les banquiers se retrouveront dans une position bien plus précaire qu'ils ne l'étaient auparavant, pour en atténuer l'impact. Fin de l'extrait.

LVOG - L'affirmation selon laquelle il y a eu "des phases de reprise" dans les années 30 est plutôt légère ou plus qu'approximative, car en réalité elles n'ont jamais permis de résorber le chômage de masse ou de relancer l'économie capitaliste, y compris le New deal aux Etats-Unis, et c'est seulement la Seconde Guerre mondiale qui permettra d'y remédier en partie seulement et temporairement en assurant le plein emploi... sur les champs de batailles et grâce à l'industrie de guerre. Si on peut estimer qu'il est juste d'affirmer que "le système capitaliste peut encore compter sur des réserves importantes", en revanche il est faux de prétendre que "leurs réserves ne sont pas inépuisables" ou que les capitalistes ne pourraient pas "atténuer l'impact" de "la prochaine crise", alors qu'ils viennent juste de démontrer le contraire de manière magistrale en recourant dans des proportions monstrueuses à la planche à billets, qui justement à le pouvoir de palier à ce genre de situation, sur laquelle il y aurait encore beaucoup de choses à préciser, notamment qu'ils n'ont cessé depuis de recourir à ce moyen sans qu'apparemment personne ne daigne en tenir compte ou ne tienne à en évaluer les conséquences politiques, ce qui relève de la plus extraordinaire myopie.

Et dire que ce sont des Américains qui ont rédigé ce texte et qu'ils n'y ont même pas pensé. On est donc porté à prendre avec beaucoup de précaution les analyses de ce courant politique plus que leurs conclusions qui relèvent du catéchisme du parfait dogmatique.

On pourrait tout aussi bien imaginer qu'ils pourraient décider d'effacer la gigantesque dette sous laquelle croule l'économie capitaliste mondiale, il leur est arrivé de le faire partiellement dans le passé quand cela les arrangeait, par exemple avec l'Allemagne ou avec des banques, des multinationales. Alors pourquoi ne le font-ils pas ? Parce que, entre autres avantages, c'est par la dette qu'ils tiennent tous les acteurs politiques, tous les Etats, donc ils ne peuvent pas se passer de ce formidable instrument coercitif ou de pression sous peine de prendre le risque d'en perdre le contrôle. D'autant plus que lorsqu'ils effacent une dette du secteur privé, c'est pour la refiler aux Etats qui les font payer à leurs peuples.

Qui plus est, la dette est le pendant de la spéculation qui permet aux oligarques de s'enrichir toujours plus, tout du moins en apparence. Car une grande partie de la richesse qu'on leur attribue, est en réalité fictive ou n'existe pas compte tenu que la capitalisation boursière ou la valeur attribuée aux entreprises cotée en bourse est truquée ou hyper surestimée par rapport aux bénéfices qu'elles dégagent. C'est ainsi que si on les ramenait à leur véritable valeur, le capital accumulé par les milliardaires et multi millionnaires ne représenterait plus que le dixième ou beaucoup moins, à côté de laquelle la dette des principaux acteurs économiques et des Etats constituerait un fardeau qui engloutirait le capitalisme. Autrement dit, si dans un bilan on faisait figurer l'ensemble des richesses réelles accumulées par les capitalistes au côté de leurs dettes, y compris celles qu'ils ont refilé aux banques centrales, le capitalisme serait déclaré en banqueroute et devrait mettre la clé sous la porte.

Si votre maison qui vaut en réalité 1 million d'euros est évaluée au cours actuel à 3 millions d'euros, vous pourrez l'hypothéquer ou obtenir un prêt, donc vous endetter pour spéculer par exemple à hauteur de 3 millions d'euros, on estimera votre richesse à hauteur de 3 millions d'euros, alors qu'en réalité elle n'est que d'1 million. Imaginez le même calcul effectué avec des centaines de milliards d'euros ou de dollars et vous comprendrez comment ils ont pu amasser de telles fortunes en un temps record.

Ils ont engagé l'économie mondiale dans une spirale infernale, dont il ne leur est plus possible de sortir ou de faire machine arrière sans prendre le risque qu'elle explose.

Il est exact que "Lénine expliquait que s'il n'est pas renversé, le système capitaliste pourra toujours se relever de ses crises, même les plus profondes", qui plus est à notre époque avec les puissants instruments financiers dont il dispose comme on l'a souligné précédemment.

On poursuivra une autre fois car cela mériterait un long développement. On peut cependant énumérer quelques facteurs qui alimenteront notre réflexion.

Il semble qu'on confond la crise du capitalisme proprement dit, avec les crises qui sont uniquement le produit de manipulations financières de type mafieux, qu'on ait des difficultés à cerner précisément les rapports qui peuvent exister entre eux. On refuse d'admettre que les sommets du capitalisme se sont dotés de moyens pour empêcher l'effondrement du capitalisme, alors qu'ils les utilisent quotidiennement sous nos yeux. On ne parvient pas à saisir ou on refuse d'admettre une fois de plus que ce processus puisse correspondre à une stratégie politique ou plutôt l'inverse en réalité.

C'est l'orientation inexorable du capitalisme qui les a obligé à définir une stratégie non pas pour le sauver, puisqu'ils savent qu'il est condamné, mais pour préserver leur hégémonie et leurs privilèges qui sont incompatibles aujourd'hui et dans les décennies à venir avec l'augmentation croissante de la population mondiale et ses besoins, car il est impossible de concevoir qu'il serait possible de satisfaire les besoins de 10, 15, 20 milliards d'hommes et de femmes , de produire toujours plus, encore et encore, sans qu'un jour se pose la question de l'épuisement des ressources de la planète, sans parler des dégâts irréversibles causés à l'environnement, etc. ce qui contribuerait à leur rendre la vie infernale, aux oligarques, à leur descendance, à leur classe.

Cela dit, ils ont pu concevoir une stratégie pour tenter de remédier au destin funeste ou cauchemardesque auquel l'humanité est condamné sous le capitalisme, sans pour autant pouvoir l'appliquer à la lettre, car en attendant ils doivent continuer de faire avec le capitalisme, ils ne peuvent pas le faire disparaître par décret pour le remplacer par un système totalitaire basé sur un règlement de type bureaucratique et policier. Pour y parvenir il faudrait que l'ensemble des régimes de la planète adoptent leur stratégie, sauf que c'est impossible parce que certains ne sont pas encore parvenus à leur stade de développement économique et tirent profit principalement ou uniquement du système capitaliste. Leurs intérêts entrent donc en conflit, et comme se sont de superpuissances, au lieu de se faire directement la guerre pour assurer leur développement futur ou accroître leur pouvoir respectif, ils passent par des armées supplétives de mercenaires.

Donc effectivement, il ne peut pas exister d'hyper impérialisme à l'échelle mondiale tant que le système économique capitaliste existera, au passage je n'ai jamais affirmé le contraire, c'est la raison pour laquelle ils ont conçu un système politique de type bureaucratique et policier qui remplirait les mêmes fonctions sans toutefois reposer sur les lois de fonctionnement du capitalisme, puisqu'elles engendrent des contradictions qui le mettent en péril et menacent l'existence de leur classe. On s'acheminerait donc vers une sorte d'équilibre ou de répartition des pouvoirs entre les divers superpuissances contrôlant des régions ou des continents entiers, qui n'auront pas forcément le même modèle de société, mais qui seront toutes régies par les mêmes règlements ou traités.

Quelle différence existe-t-il entre un pays soumis à un régime de parti unique et un pays soumis à un régime où deux partis pratiquement identiques alternent au pouvoir ou se le partagent indéfiniment ? Quelle différence existe-t-il entre un pays ou l'Etat exerce le monopole de l'information, et un pays où l'ensemble des médias sont la propriété d'oligarques ? Quelle différence existe-t-il entre un pays ou les syndicats sont la propriété de l'Etat, et un pays où les syndicats ont été achetés par l'Etat ? Quelle différence existe-il entre un pays où l'exercice de la liberté d'expression peut vous conduire en prison, et un pays qui n'en tient pas compte, où votre voix n'a aucune chance d'être entendue ?

On nous rétorquera qu'il existe bien des nuances, assurément, mais qui dans tous les cas de figure peuvent être étouffées, non ? En Chine, disons pour simplifier les choses que l'Etat détient tous les pouvoirs. Dans des pays comme les Etats-Unis ou la France, l'oligarchie ne détient-elle pas tous les pouvoirs ? On pourrait dire qu'ils sont calqués sur le même modèle, alors que les régimes présentent d'importantes différences. Ils sont en train de les harmoniser sur la base des pires modèles existant dans tous les domaines. Et l'aspect économique passe au second plan, celui qui figure au premier plan est politique et tourné contre l'ensemble des exploités et des opprimés, là leur alliance est totale, sans faille.

Ce qu'on ne parvient pas à comprendre, c'est que le nouvel ordre mondial totalitaire qu'ils veulent instaurer, est incompatible avec l'existence du système capitaliste ou le système capitaliste ne le supporterait pas, puisqu'il s'effondrerait et alimenterait la lutte de classe du prolétariat, ils ont donc besoin d'un système qui neutralise la lutte de classe, qui la fasse disparaître par n'importe quel moyen, quitte à lobotomiser les hommes s'il le faut, tout comme l'idée qu'il serait possible de changer la société doit disparaître à jamais de leurs cerveaux. Au-delà, ils envisageront de réduire drastiquement la population mondiale pour la ramener à un niveau supportable de manière à pouvoir assurer leurs propres survies, ils pourront faire en sorte qu'elle dégénère petit à petit pour ne conserver que les hommes les plus aptes à les servir une fois réduits en esclavages.

Ce n'est pas de la science-fiction ou un roman d'anticipation qu'on vous livre là, c'est déjà en train de se réaliser sous nos yeux, mais comme cela n'emprunte pas un chemin linéaire parce qu'il est semé d'embûches, on préfère le nier. Il est clair que si nous devions persister dans cette voie, la civilisation humaine serait condamnée à disparaître ou vous pourriez dire adieu tout de suite au socialisme. Moi, je ne serai plus de ce monde d'ici là, je suis trop vieux, mais je pense aux générations suivantes auxquelles ils destinent un sort monstrueux.

Allez, le combat continue...

Un autre aspect de ce texte mérite qu'on s'y arrête un instant, "la crise de légitimité qui frappe le système capitaliste" et qui se traduit par le fait "que les gens commencent à remettre le système en question". On a envie de dire : Heureusement sinon notre combat serait perdu d'avance !

Toujours est-il que c'est au cours du processus d'appauvrissement des masses ou de l'offensive de la réaction et non après, non pas que les masses peuvent réagir puisqu'il leur manque une direction, mais que parmi elles des couches se radicaliseront forcément ou chercheront un moyen ou la voie pour rompre avec le capitalisme, de sorte qu'elles peuvent constituer la nouvelle avant-garde du mouvement ouvrier pour peu qu'un parti ouvrier incarne ou leur propose une issue à la crise du capitalisme.

Effectivement, tout le monde a pu observer sans avoir besoin d'être marxiste, que le niveau de conscience politique des masses avait progressé au-delà des apparences qui tendent à démontrer le contraire, mais chacun sait qu'il est préférable de ne pas se fier aux apparences qui sont souvent trompeuses ou mauvaises conseillères, ce qui se traduit par le rejet croissant des institutions, des partis du capital, et a commencé à se traduire concrètement sur le plan organisationnel par le renforcement des partis affichant (théoriquement) leur opposition au régime et une multiplication des mouvements sociaux, indiquant que de plus en plus de travailleurs résistent et cherchent la voie de l'affrontement avec le régime, car ils ne peuvent pas se résigner au sort que leur réserve Macron et l'oligarchie.

Un processus profond ou déterminé de maturation des consciences est en cours. Il se heurte à de nombreux obstacles auxquels il faut s'attaquer pour les faire sauter.

- "Partout il y a une colère brûlante contre les niveaux grotesques d'inégalité : la richesse obscène d'une petite minorité parasitaire contraste nettement avec la pauvreté et le désespoir grandissants à la base de la société. Les bourgeois sérieux sont de plus en plus inquiets de cette tendance, car elle met en danger la stabilité de tout le système. Partout il y a une haine brûlante à l'égard des riches. Beaucoup de gens se demandent : si l'économie va si bien, pourquoi nos conditions de vie ne s'améliorent pas ? Pourquoi détruisent-ils les aides sociales, la santé et l'éducation ? Pourquoi les riches ne payent pas de taxes ? Et ces questions ne trouvent pas de réponses.

Les bourgeois sont de plus en plus alarmés par les conséquences politiques de la crise."

LVOG - Le premier paragraphe légitime d'attiser la haine des masses envers l'oligarchie, les riches, ce que j'avais avancé dans une précédente causerie.

Le second paragraphe, à part quelques exceptions, c'est une vue de l'esprit, car ils continuent de se goinfrer comme jamais auparavant tout en poursuivant au pas de charge leur offensive contre tous les acquis sociaux de la classe ouvrière.

La crise du capitalisme est parvenue au stade où les rapports entre les classes tournent systématiquement à l'affrontement, du coup la violence à tendance à se répandre à l'ensemble de la société sans épargner personne, il est donc normal que les bourgeois en soient effrayés et le fassent savoir.

Ce que les bourgeois n'ont semble-t-il pas encore assimilés, c'est que dorénavant ils devront vivre dans une société où la violence est omniprésente et peut frapper n'importe qui n'importe où à n'importe quel moment, c'est la rançon du succès en quelque sorte, le prix à payer pour assurer la survie du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, voilà pour l'aspect individuel.

Quant aux conséquences politiques de la crise, ils emploient les grands moyens pour qu'elles ne prennent pas une tournure incontrôlable, en contrôlant les médias (autocensure, désinformation), en utilisant les réseaux numériques pour disloquer les masses (délation, dénonciation, calomnie, fake news, etc.), en favorisant la percée de partis opportuniste ou populistes, en agitant le spectre de l'extrême droite, en recourant au terrorisme, etc.

- La bourgeoisie, empirique jusqu'à l'aveuglement, a été incapable de percevoir les ferments de colère et les forces souterraines qui grandissaient et se préparaient, en silence, à crever la surface. (Tu parles, c'est elle qui les a encadrées ! - LVOG) La bourgeoisie se félicitait de ne pas voir éclater de révolution. (Il n'y a que des abrutis pour avoir vu des révolutions là où il n'y en avait pas, quelle connerie ! - LVOG) Une fois remis du choc initial de 2008, les banquiers et les capitalistes ont repris leurs activités habituelles, comme si de rien n'était. (Tu parles, ce sont eux qui l'ont provoqué, mais quelle connerie ! - LVOG) Comme autant d'hommes ivres qui dansent au bord d'un précipice, ils se sont adonnés à leur transe jubilatoire de l'enrichissement, à un rythme plus endiablé encore, pendant qu'en face, la condition des masses allait de mal en pis.

Trotsky a analysé ce qu'il appelait « le processus moléculaire de la révolution ». Dans son Histoire de la révolution russe, il souligne que ce qui détermine la conscience des masses n'est pas seulement la crise économique, mais plutôt le processus d'accumulation du ressentiment qui se développe tout au long de la période précédente. Sous le calme apparent fermente la colère des masses, jusqu'à ce que le seuil critique soit atteint, où la quantité se transforme en qualité.

Aujourd'hui, le sentiment de soulagement qu'éprouvait la classe dirigeante a brusquement laissé place au pessimisme et aux mauvais pressentiments. Des convulsions politiques et sociales s'observent partout, accompagnées d'une extrême instabilité à l'échelle mondiale et de changements brutaux dans les relations internationales.

Même si l'économie redémarre, une telle amélioration ne viendra pas automatiquement infléchir l'évolution de la conscience des masses, qui a été façonnée par les souvenirs de dizaines d'années de stagnation ou de dégradation de leur niveau de vie. (Détrompez-vous, les expériences passées enseignent exactement le contraire ! - LVOG)

- La crise a les effets les plus durs et les plus directs sur les jeunes gens. Pour la première fois depuis des décennies, la

nouvelle génération n'aura pas les mêmes conditions de vie que celle de ses parents. Cela a des conséquences politiques graves. Dans tous les pays, la pression intolérable sur la jeunesse trouve son expression dans une augmentation nette de la radicalisation politique. Sur toutes les questions, la jeunesse se trouve bien plus à gauche que le reste de la société. Elle est bien plus ouverte aux idées révolutionnaires que les autres couches de la société et elle forme par conséquent notre base naturelle.

LVOG - Patati et patata, nous voilà bien avancés !

Dossier sur la Syrie.

Mise au point.

Si des éléments étrangers au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière liés à l'impérialisme américains ou à ses vassaux d'Europe ou du Golfe n'étaient pas intervenus pratiquement dès le début ou ne les avaient pas directement provoqués, jamais les mouvements de masse qui ont eu lieu en Afrique du Nord et au Moyen-Orient à partir de 2011 n'auraient connu de tels développements et n'auraient fait l'objet d'une telle couverture médiatique.

Voilà la vérité que les différents courants se réclamant du trotskysme notamment se sont employés à falsifier à des degrés divers. Notre intention ne consiste pas à nier ou à minimiser la portée de la mobilisation des masses dans cette région du monde, mais à la ramener à sa juste valeur, au lieu de colporter des illusions qui précèderont de cruelles désillusions chez les militants et les travailleurs les plus avancés.

Seule la chronologie rigoureuse des faits permettait (et permet en général) de comprendre leur enchaînement, et de déterminer avec précision le rôle des différents acteurs en présence, afin de définir dans quelle direction s'orienterait la situation et quelles tâches et quels objectifs le mouvement ouvrier et les masses devraient se fixer. Dès lors qu'on s'écarterait des faits, on serait voué au mieux à l'impuissance, au pire à faire le jeu de la réaction.

Le passage qui suit est extrait d'un document intitulé Perspectives mondiales 2018, publié au début de l'année par la Tendance Marxiste Internationale (TMI). Il est en quelque sorte une caricature de l'attitude adoptée par tous les courants du mouvement ouvrier, à ma connaissance sans exception. Ce document figure intégralement dans le blog de la Tendance Claire du NPA sur Internet (http://tendanceclaire.npa.free.fr).

TMI - Révolution au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

La révolution qui a balayé la région en 2011-2013 a échoué parce qu'il lui manquait une direction révolutionnaire. Aujourd'hui, fatigué et confus, le mouvement général a reflué et a laissé une marge de manœuvre aux réactionnaires. La montée de la réaction et de la contre-révolution islamiste dans toute la région est liée au reflux du mouvement révolutionnaire.

Cependant, les événements de 2017 au Maroc montrent que la révolution n'est pas morte. Le soulèvement dans la région du Rif a été le mouvement le plus spectaculaire au Maroc depuis la révolution de 2011 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'incident immédiat qui a déclenché le soulèvement a été l'assassinat par la police d'un jeune poissonnier, jeté dans un camion poubelle. Une fois enclenché, ce mouvement s'est déroulé avec une vitesse et une intensité incroyables. Un mouvement national de solidarité de la classe ouvrière et des couches opprimées a vu le jour avec ses propres revendications, qui n'étaient ni nationalistes, ni sectaires.

Ce mouvement anticipe les développements dans le reste de la région, où il n'existe pas un seul régime stable. Tous les régimes de la région sont faibles et luttent pour leur survie. Ils ne peuvent résoudre aucun des problèmes des masses qui, à leur tour, subissent d'énormes pressions. Tôt ou tard, le mouvement renaîtra à un niveau encore plus élevé.

LVOG - Tout y est : Déformation et manipulation systématique des faits qui n'a rien à envier à la désinformation pratiquée par les médias, interprétation de la réalité qui relève de la propagande sur un registre purement dogmatique, lieux communs et platitudes en guise d'analyse et de perspective politique...

Autant dire que si vous vous en tenez à ce qui figure dans ce texte, vous ne pourrez pas vous faire votre propre idée sur la situation, car il vous manquera la plupart des faits qui ont déterminé son orientation. C'est assimilable à du bourrage de crâne tel que le pratique les médias. Et ce n'est pas anodin, car cela fournit des arguments à ceux qui affirment que les travailleurs qui rejoignent des partis ouvriers sont embrigadés ou manipulés, à juste titre il faut malheureusement le reconnaître quand ces partis adoptent cette pratique détestable.

Cela dénote aussi une certaine conception du parti que nous condamnons, qui consiste à maintenir les militants dans l'ignorance, de sorte qu'ils ne pourront pas s'opposer sérieusement ou de manière cohérente à la ligne politique de leurs dirigeants, puisqu'ils ne disposeront pas du matériel nécessaire pour soutenir leurs propres idées ou positions.

Quand nos dirigeants ne tordent pas la réalité pour qu'elle coïncide avec leur théorie, ils la font carrément disparaître. Et les militants ne s'aperçoivent pas que ce qu'on leur présente est une interprétation d'un aspect seulement de la situation, et non les faits eux-mêmes dont ils n'auront pas connaissance, ou alors il faudra qu'ils aillent les chercher ailleurs s'ils en ont le temps, ce qui n'est pas évident quand on passe déjà quotidiennement des heures devant différents écrans, n'est-ce pas ? Ils ne s'apercevront pas non plus que leurs interprétations ne coïncident pas avec celles que font de la situation ces travailleurs en Afrique du Nord ou ailleurs, ce qui est propice à générer les pires confusions. Le cas de la Syrie est un modèle du genre.

- De quoi la bataille de Deraa est-elle le symbole ? - Réseau Voltaire 10 juillet 2018

Thierry Meyssan n'accepte pas la narration du début des hostilités en Syrie, telle que la présente la presse occidentale et du Golfe depuis 7 ans. Il revient donc sur ces événements au regard des éléments connus depuis. Comme toutes les sciences, la science politique se rapproche de la vérité en remettant en question ses conclusions précédentes et en intégrant de nouvelles observations à son raisonnement.

Par Thierry Meyssan (Damas -Syrie)

Les Occidentaux font de la bataille de Deraa le symbole de l'échec du combat qu'ils soutiennent. C'est tout à fait exact, mais pas au sens où ils l'entendent. Revenons sur les événements qui déclenchèrent les hostilités.

À partir du 4 février 2011, un mystérieux compte Facebook « Syrian Révolution 2011 » (en anglais dans le texte) appelle à manifester chaque vendredi contre la République arabe syrienne. Utilisant exclusivement des symboles sunnites tout en prétendant parler au nom de tous les Syriens, il rythmera les événements durant plusieurs années.

Selon Al-Jazeera, le 16 février, 15 adolescents (puis 8 de leurs camarades) sont arrêtés à Deraa pour avoir tagué des slogans hostiles au président el-Assad. Ils auraient été torturés et le responsable local de la Sécurité aurait insulté leurs parents. À ce jour, s'il a bien été confirmé que des mineurs avaient été interpellés plusieurs heures par la police, les tortures et les insultes n'ont jamais été établies. Les vidéos et interviews diffusés par la presse anglo-saxonne sont terribles, mais ne correspondent ni aux reportages qataris originels, ni à ce qui a pu être vérifié sur place.

Le 22 février, John McCain, qui cumule son mandat de sénateur et sa fonction de président d'une des branches de la National Endowment for Democracy [1], un des services secrets des « Cinq yeux » (USA-UK-Australie-Canada-Nouvelle Zélande), est au Liban. Il confie le cheminement des armes en Syrie au député haririste Okab Sakr. Il se rend également à Ersal pour y établir une future base arrière des jihadistes.

Le 15 mars à Deraa, ville traditionnellement baasiste, une manifestation de fonctionnaires présente diverses revendications auxquelles le président et le gouvernement répondent, le 17 mars, par des mesures sociales d'envergure.

Toujours à Deraa, une manifestation d'islamistes se tient, le vendredi 18 mars, à la sortie de la mosquée Al-Omari. La foule scande « Allah, Syrie, liberté », étant entendu que « liberté » ne doit pas être pris au sens occidental et ne dénonce pas une dictature. Il faut comprendre ce terme au sens des Frères musulmans de « liberté d'appliquer la charia ». Durant cette manifestation, des coups de feu sont tirés à la fois contre des policiers et contre des protestataires, sans que l'on sache d'où ils proviennent. Il est probable que, comme on l'a vu au Venezuela [2], en Libye et dans d'autres pays, les tireurs étaient issus d'une troisième force chargée de créer une atmosphère de guerre civile et de préparer l'invasion étrangère. Les événements dégénèrent. Le Palais de Justice et ses archives sont brûlés, tandis qu'un groupe d'émeutiers quitte la ville pour attaquer, non loin de là, un centre des services de Renseignement militaire chargé de surveiller les troupes d'occupation israélienne sur le Golan.

Par la suite, le sénateur McCain a admis être en contact permanent avec les chefs jihadistes (y compris ceux de Daesh) et a comparé sa stratégie contre la Syrie à celle de la guerre contre le Viêt Nam : toutes les alliances sont bonnes pour vaincre l'ennemi [3]. Confronté à un enregistrement d'une de ses conversations téléphoniques, Okab Sakr a reconnu avoir supervisé les transferts d'armes vers la Syrie [4]. Le général saoudien Anwar Al-Eshki (le négociateur officiel de son pays avec Israël) s'est vanté de ce que Riyad avait préalablement acheminé des armes dans la mosquée Al-Omari [5]. Bien qu'ils aient été les seuls à en tirer profit, les Israéliens continuent à nier leur rôle dans l'attaque du centre du Renseignement militaire observant le Golan qu'ils occupent.

Quelle que soit la manière dont on interprète ces événements, force est de constater qu'ils n'ont rien de populaire, mais sont le fruit d'un complot impliquant, à ce moment-là, au moins les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël.

Selon la presse occidentale, la « chute » du « berceau de la révolution » marque la fin de tout espoir de « renverser Bachar el-Assad ». Certes, mais ne serait-il pas plus juste de dire que la République arabe syrienne, son armée, son peuple et son président viennent de « libérer » le « berceau de l'agression étrangère » ? Réseau Voltaire 10 juillet 2018

[1] « La NED, nébuleuse de l'ingérence "démocratique" » ; « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, Réseau

Voltaire, 22 janvier 2004 et 6 octobre 2010.

[2] Le 11 avril 2002, ont eu lieu à Caracas, la capitale du Venezuela, les « événements du pont Llaguno », où des partisans et des opposants du président Hugo Chávez, ainsi que des membres des forces de sécurité et de simples passants, sont tombés, tués par des tirs d'origine inconnue générant une confrontation dont le solde final était de 19 morts et 72 blessés des deux côtés. Pour une information détaillée et fiable sur cette affaire, voir le documentaire d'Ángel Palacios Puente Llaguno, les clés d'un massacre. Note du Réseau Voltaire.

[3] « John McCain a admis être en contact permanent avec l'Émirat islamique », Réseau Voltaire, 19 novembre 2014.

[4] « Un député libanais dirige le trafic d'armes vers la Syrie », Réseau Voltaire, 5 décembre 2012.

[5] "Saudi admits that Syrian Revolution was armed", VoltairenetTV.

LVOG - Ce qui est épouvantable ici, c'est que pour avoir soutenu une interprétation de la situation en Syrie erronée et dictée par une conception purement dogmatique, le mouvement ouvrier français se prive et prive du même coup le prolétariat d'une formidable victoire remportée par le peuple syrien contre nos ennemis communs alors qu'il en a le plus besoin.

Voilà à quel niveau d'absurdité on en est arrivé, par pur opportunisme, c'est pitoyable au dernier degré. Volontairement je n'ai nommé aucun parti et aucun dirigeant. Les militants n'auront qu'à les soumettre à l'épreuve de cette critique pour déterminer ensuite ceux qui l'auront passée avec succès et ceux qui auront échoué.

Loin de moi l'idée de vous influencer dans un sens ou dans un autre, j'espère que les lecteurs l'auront compris. Mon intention n'est pas de démolir tel ou tel parti, mais de faire en sorte qu'on cesse de marcher sur la tête et de nous prendre pour des imbéciles, sinon nous ne progresserons jamais et l'avant-garde du mouvement ouvrier continuera de se disloquer, je ne crois pas que ce soit ce que souhaitent les militants. Là aussi l'unité est possible, mais pas à n'importe quelle condition ou sur n'importe quelle base.

Voici maintenant la version officielle et frauduleuse adoptée également par la quasi totalité du mouvement ouvrier.

- Le régime syrien hisse le drapeau national à Deraa, berceau de la révolte - AFP12 juillet 2018

Grille de lecture.

Vous allez vous apercevoir plus loin que l'AFP est la voix du Center for a New American Strategy, un puissant think tank lié aux faucons ou les pires va-t-en-guerre du Pentagone.

Non, mais attendez, il faut sortir de la cour de récréation dans laquelle veulent nous enfermer nos dirigeants. Prenez de la hauteur, les choses sérieuses se passent un cran au-dessus...

Pour falsifier la réalité ou la situation et orienter dans une direction précise les lecteurs, il n'est pas forcément indispensable d'en fournir une présentation ou une interprétation frauduleuse. Il suffit parfois de substituer un mot à un autre, de telle sorte que la sémantique employée sera suffisamment suggestive ou implicite pour induire en erreur les lecteurs ou les faire adhérer à une thèse, les conduire à partager la position adoptée par l'auteur d'un article à leur insu, car ils ignoraient ses véritables intentions ou la nature de l'escroquerie à laquelle il s'est livré.

L'AFP, comme toutes les agences de presse et l'ensemble des médias se livrent quotidiennement à cet exercice.

- Les rebelles (X4), les factions insurgées, les factions rebelles = Les barbares du Front Al-Nosra issu d'Al-Qaïda.

- Le secteur rebelle, les secteurs insurgés, localités rebelles = Le territoire contrôlé par ces barbares.

- Le berceau de la révolte, "berceau" des manifestations, un soulèvement, bastion de la révolution = Point de départ de la guerre entamée par Washington, Riad et Tel-Aviv contre la Syrie début 2011.

- Le régime (X5), le régime syrien = Le président de la République arabe syrienne élu au suffrage universel.

- OSDH = Basé à Londres ou le MI6, les agents recrutés par les services secrets britanniques.

AFP - L'armée syrienne a hissé jeudi le drapeau national dans le secteur rebelle de la ville de Deraa, berceau de la révolte contre Bachar al-Assad en 2011, un geste symbolique illustrant la nouvelle victoire engrangée par le régime et son allié russe.

Un correspondant de l'AFP à Deraa a pu voir un convoi de policiers militaires russes et d'officiers du régime syrien, accompagnés de journalistes, entrer dans le centre de Deraa, chef-lieu de la province du même nom, pour la cérémonie.

Une nouvelle fois, le président syrien a eu recours à une stratégie alliant bombardements meurtriers et négociations parrainées par Moscou, pour faire plier les rebelles dans cette province méridionale, un secteur sensible bordant la Jordanie et la ligne de démarcation avec Israël sur le plateau du Golan, en partie annexé par l'Etat hébreu.

Près de trois semaines après l'offensive lancée par le régime dans cette province, les factions insurgées ont été contraintes d'accepter le 6 juillet un accord dit de "réconciliation" négocié par la Russie, qui s'apparente en fait à une capitulation.

Cet accord impose aux rebelles l'abandon de leur artillerie lourde et moyenne. Il prévoit aussi le retour des institutions étatiques dans les secteurs insurgés et le départ des combattants refusant de rester sous contrôle du régime vers la province d'Idleb (nord-ouest) qui échappe encore en grande partie aux forces d'Assad.

"Des unités de l'armée syrienne (sont) entrées à Deraa al-Balad (centre-ville) et ont hissé le drapeau national sur la place publique", a indiqué jeudi l'agence de presse officielle Sana.

Mais le geste est pour l'instant "symbolique" a estimé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), en précisant que les procédures prévues par l'accord n'ont pas encore été entamées.

"Les factions rebelles sont encore dans la ville de Deraa, celles qui veulent la réconciliation doivent encore abandonner leur artillerie, les procédures n'ont pas encore commencé", a déclaré le directeur de l'ONG, Rami Abdel Rahmane.

- Démoraliser les rebelles -

"Probablement dans les jours à venir, les combattants refusant la réconciliation seront évacués (...). Puis le régime entrera officiellement et procèdera à des vérifications", confie à l'AFP le militant Omar al-Hariri, dans la cité de Deraa.

"A ce moment là, on pourra dire que la ville est totalement sous son contrôle", ajoute-t-il.

Grâce au soutien militaire de ses alliés russe et iranien, Damas contrôle désormais plus de 60% du pays, ravagé depuis 2011 par une guerre qui a fait plus de 350.000 morts et des millions d'exilés.

Située à une centaine de kilomètres de la capitale, la perte de Deraa est d'autant plus symbolique que la ville est considérée comme le "berceau" des manifestations anti-Assad de 2011.

Le 6 mars 2011, une quinzaine d'adolescents séduits par les révolutions tunisienne et égyptienne, avaient ainsi gribouillé sur les murs de leur école des slogans hostiles au président, marquant le début d'un soulèvement plus vaste.

Après la répression sanglante du régime, le pays a été plongé dans une guerre qui a fait plus de 350.000 morts et des millions d'exilés.

Le pouvoir syrien a désormais repris plus de 80% de la province de Deraa. Des localités rebelles dans l'ouest attendent toujours une application de l'accord.

Pour l'analyste Nick Heras, en hissant le drapeau dans la ville de Deraa, le pouvoir cherche à démoraliser les rebelles qui s'opposent encore à une reprise de leurs secteurs dans la province.

"Deraa devait être un bastion de la révolution, résistant à Assad jusqu'au bout", mais maintenant le régime "peut diffuser des images pour montrer au monde que la ville ne peut plus combattre", a dit cet expert au Center for a New American Strategy. AFP 12 juillet 2018

Qu'est-ce que le Center for a New American Strategy qui sert de référence à l'AFP ?

Le Center for a New American Strategy est un think tank lié au Pentagone basé à Washington dont le directeur général n'est rien d'autre que la néoconservatrice Victoria Nuland.

Qui est Victoria Nuland ?

- Secrétaire d'État adjoint de la secrétaire d'État Madeleine Albright entre 1993 et 1996

- Représentante permanente des États-Unis auprès de l'OTAN du 13 juillet 2005 au2 mai 2008
- Conseillère pour la politique étrangère du vice-président républicain Dick Cheney de 2003 à 2005.
- Envoyée spéciale d'Hillary Clinton pour les Forces armées américaines basées en Europe de février à juin 2010
- Porte-parole du secrétaire d'État des États-Unis du 31 mai 2011 au 30 juillet 2013
- Secrétaire d'État assistant pour l'Europe et l'Eurasie du 18 septembre 2013 au 25 janvier 2017.
- Epouse de Robert Kagan, chef de file des néo-conservateurs et cofondateur avec William Kristol du think tank Project for the New American Century (PNAC). Il est expert au Carnegie Endowment for International Peace et au German Marshall Fund of the United States, membre du Council on Foreign Relations. (Source : Wikipédia)

En Complément. Ils osent tout.

- Syrie: Paris prédit la fin des opérations anti-Daech à l'automne - Reuters

Un bilan à mettre au compte des provocateurs à la solde du FMI, de l'impérialisme américain.

- Manifestations au Nicaragua: le bilan monte à 264 morts - AFP 11.07

Le bilan de la répression des manifestations antigouvernementales au Nicaragua est monté à 264 morts et plus de 1.800 blessés. AFP 11.07

Haut de page

Le 15 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (7 pages)

Le mot du jour : Les cons ça ose tout, et c'est même à ça qu'on les reconnaît. Et qui est le roi des cons, qui ose tout, qui le revendique ? Macron ! Et sa cour.

Et il ne manque pas de rival, par exemple celui qui vient de faire l'éloge du Conseil constitutionnel, Mélenchon ! Je n'y peux rien s'il a cru bon d'adopter cette posture servile.

La connerie prend sa source en haut, puis elle dévale tous les échelons de la société pour finir sa course dans le ruisseau du lumpenprolétariat.

Et toujours ces bruits de bottes ou de canons, cette odeur de chair calcinée ou en décomposition qui couvrent les deux hémisphères terrestres.

Notre plus grand ennemi est le plus grand ami de nos ennemis : L'ignorance des masses et tous ceux qui les maintiennent dans cet état, qui s'emploient à flatter leur ignorance.

Plus le régime en place déteint sur l'Ancien Régime, plus ses serviteurs ont tendance à l'imiter...

Notre expérience épouvantable des services publiques et des fonctionnaires de la Caf des Bouches-du-Rhône, de la CNAV de Paris, des services administratifs de La Réunion. On se contentera ici de la CNAV (Caisse Nationale d'Assurance vieillesse).

Je ne vous en ai pas parlé je crois, ma retraite est bloquée depuis le début du mois de juin. J'ai appris avant-hier que mes références bancaires n'étaient pas exploitables, alors qu'elles l'ont été depuis octobre 2017 et qu'elles n'ont pas changé. Délirant ! En revanche j'ai reçu en temps et en heure ma retraite complémentaire gérée par Humanis, un organisme privé.

La CNAV m'a envoyé le 4 juillet par la poste un document à faire remplir par ma banque et à lui renvoyer, donc cela mettra encore au moins un mois, alors qu'ils auraient pu me l'envoyer par Internet début juin, bref cela aurait pu être réglé en 24h.

Pendant un mois ils ont soutenu que ma retraite avait été versée. Plus fort encore, ils ont été jusqu'à mettre à ma disposition sur leur portail l'attestation de paiement du 8 juin. Ensuite ils ont accusé ma banque, puis la Bred qui assure le transfert de banque à banque pour la CNAV. Pendant ce temps-là je me suis démené pour comprendre ce qui s'était réellement passé et j'ai effectué

un tas de démarche, j'ai dérangé pour rien un tas de gens au point d'en être confus évidemment, car ce n'est pas dans mes habitudes, j'ai des principes, moi. Et vous croyez qu'ils se seraient excusés, pas le moins du monde, allez vous faire foutre !

ACTUALITE EN TITRES

Mansuétude coupable.

- Un rappel à la loi pour le journaliste Frédéric Haziza, accusé d'agression sexuelle - Liberation.fr 14.07

Vive l'armée, vive la guerre et vive le profit que je peux en attendre !

- 65% des Français d'accord avec le service national - Reuters 14.07

- Neuf Français sur dix ont une bonne opinion des militaires - Franceinfo 14.07

- Macron promet un mémorial "bientôt" pour les soldats morts en opération - AFP 14.07

Un pays en guerre... intérieure aussi.

- Collomb: 110.000 forces de l'ordre mobilisées ce week-end - AFP 14.07

- Un nouveau plan de lutte antiterroriste pour contrer la menace intérieure - AFP 14.07

Leur monde n'est plus qu'un champ de bataille planétaire.

- Un attentat suicide fait 128 morts dans le sud-ouest du Pakistan - Reuters 14.07

- Raids aériens sur Gaza : du jamais vu depuis 2014 - LeParisien.fr 14.07

- Un véhicule explose près du palais présidentiel à Mogadiscio - Reuters 14.07

Ils osent tout.

- Etats-Unis: 12 agents russes inculpés pour le piratage du parti démocrate en 2016 - AFP 14.07

Le dernier coup bas de l'Etat profond pour tenter de torpiller la prochaine rencontre Trump-Poutine...

- Migrants : des milliers de personnes ont manifesté à Vintimille contre les frontières - Franceinfo 14.07

Les frontières entre le discernement et la débilité mentale ont cédé...

- "Stop Trump": des dizaines de milliers de personnes défilent à Londres - AFP 14.07

"#DumpTrump" ("Trump à la poubelle"): des dizaines de milliers de personnes ont défilé vendredi à Londres contre la visite de Donald Trump au Royaume-Uni, un "carnaval de la résistance" contre le président américain jugé "misogyne, homophobe, xénophobe". AFP 14.07

Encore une démonstration de la gauche et extrême gauche plus néolibérales que Trump...

- Finlande: services secrets et manifs "anti-Trumpoutine" à Helsinki - AFP 14.07

- Grève générale, 260 morts en trois mois... On vous explique la violente répression au Nicaragua - Franceinfo 14.07

Lire dans cette page les articles en ligne sur la situation réelle au Nicaragua.

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Le gouvernement fait adopter par les députés l'augmentation de 40% des maires des grandes villes - Publicsenat.fr 14.07

Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, et en toute fin d'examen du budget, Gérald Darmanin a repris à son compte un amendement du Sénat donnant la faculté d'augmenter de 40 % le salaire des maires de grandes villes ou des présidents de départements ou de régions. Publicsenat.fr 14.07

Donc nous sommes en droit d'exiger une augmentation des salaires, des retraites et des allocations chômages et handicapées de 40%. Non ! Pourquoi non ? Ah on vous a habitué aux miettes et vous vous en contentez ! Quelle conception misérable du syndicalisme !

- Les sénateurs adoptent l'assouplissement des règles de l'apprentissage - Publicsenat.fr 14.07

Le projet de loi prévoit de repousser l'âge limite de 26 à 29 ans révolu pour l'apprentissage. Le temps de travail sera assoupli pour les apprentis mineurs. Dans certains secteurs, ils pourront travailler jusqu'à 40 heures par semaine et 10 heures par jour. Le gouvernement prévoit de mieux payer les apprentis de 16 à 20 ans (715 euros contre 685 euros). Au-delà de 26 ans, ils seront payés au Smic. Les majeurs pourront bénéficier d'une aide de 500 euros pour passer le permis de conduire. En cas de rupture du contrat, l'intervention du conseil des prud'hommes ne sera plus obligatoire.

Le rapporteur (a souligné) que l'extension du temps de travail des apprentis pouvait être utile aux secteurs de l'artisanat, de l'hôtellerie ou de la restauration. Publicsenat.fr 14.07

Tu as 16 ans et ces esclavagistes veulent te faire bosser 10 heures par jour, 50 heures par semaine. Si tu refuses, ils vont déclarer que tu es un fainéant, voilà tout !

- Cancers et pesticides dans les vignes : « Tout le monde le sait, et tout le monde ferme les yeux » - Publicsenat.fr 14.07

En Gironde et en Charente, terres viticoles par excellence, les cas de cancers se multiplient à proximité des vignes. L'usage de produits chimiques phytosanitaires est pointé du doigt. Les familles se mobilisent pour dénoncer l'omerta qui règne au sujet des pesticides... Publicsenat.fr 14.07

Ce sont des assassins puisque « tout le monde le sait », à commencer par Macron, Philippe et le ministre de l'Agriculture.

- Polémique à Nice autour de la fermeture d'une fontaine utilisée par des SDF - Liberation.fr 14.07

Des associations dénoncent la fermeture par la mairie de Nice d'une fontaine utilisée par des SDF pour éloigner ces derniers d'une place du centre-ville, ce que dément la ville dans un communiqué publié vendredi. Liberation.fr 14.07

- 340 migrants secourus en mer ce samedi aux larges des côtes espagnoles - LeParisien.fr 14.07

340 migrants secourus en Méditerranée. L'opération de sauvetage a eu lieu ce samedi, menée par les services de secours espagnols. Ils étaient 240 répartis sur 12 bateaux... LeParisien.fr 14.07

Une telle armada, 12 bateaux, même si c'étaient de petites embarcations, n'était pas repérable par satellite quand elle prit la mer...

C'est quoi un travail d'investigation sur le Net pour démasquer les manipulations (de l'AFP) ? Mode d'emploi.

- En Syrie, des militants ont lancé la guerre... aux "fake news" - AFP 14 juillet 2018

LVOG - Donc leurs intentions sont louables...en apparence seulement.

AFP - Une équipe de six volontaires --installés en Turquie, en Syrie ou encore en Allemagne-- dirige le projet, financé grâce aux dons d'ONG européennes. (Lesquelles ? - LVOG)

"Les fausses informations se propagent plus rapidement que les vraies", s'amuse Dirar Khattab, l'un des volontaires.

Depuis 2016, la plateforme "Verify-sy" permet aux internautes de distinguer le vrai du faux, décortiquant et démontant les intox qui font le buzz, après avoir été disséminées par les groupes rebelles, le pouvoir de Bachar al-Assad, ou leurs partisans.

LVOG - Dans la suite de cet article, l'AFP va donner des exemples de fake news rapportées par ces "militants", mais étrangement on va s'apercevoir qu'aucun ne concerne les barbares issus d'al-Qaïda présentés comme des rebelles, C'est révélateur et on n'est pas au bout de nos surprises.

- Un cliché présenté sur la toile comme étant un raid aérien israélien sur Damas s'avère être, après vérification, un bombardement de l'Etat hébreu sur la bande de Gaza en 2014.

- Des images montrant des Casques blancs --ces bénévoles de la défense civile en territoire rebelle-- se préparant à mettre en scène une opération de sauvetage, sont exhibées comme preuve de leur malhonnêteté. Ce sont effectivement des acteurs... mais il s'agit du tournage d'un film réalisé par un député syrien.

- Côté opposition, une vidéo postée récemment sur internet appelant, via les haut-parleurs de mosquées, les rebelles de la province de Deraa (sud) à combattre les forces du régime s'est avérée être une vidéo remontant à 2015 au Yémen, que les militants de "Verify" ont trouvée sur Youtube.

- M. Khattab se souvient ainsi de la fois où, en décembre 2016, l'ambassadeur syrien auprès de l'ONU, Bachar al-Jaafari, a présenté devant le Conseil de sécurité une photo prise selon lui lors de la bataille d'Alep. On peut y voir un soldat à quatre pattes faisant office de marchepied à une jeune femme pour l'aider à descendre d'une camionnette. Seul hic: l'image vient d'Irak, et non de Syrie, selon "Verify".

L'équipe a créé une page Facebook qui permet également au public de participer à l'effort de suivi et d'inspection, en soumettant ses propres vérifications, ou en attirant l'attention sur une information douteuse. AFP14 juillet 2018

Question : Mais qui sont réellement ces Syriens, pour qui travaillent-ils au juste, qui les sponsorisent, les finances ?

Qui est Dirar Khattab ?

Dirar Khattab, ex-producteur de documentaires pour la chaîne qatari Al Jazeera, il vit en Allemagne.

Qu'est-ce que Verify-sy ?

Le fondateur de Verify-sy vit aujourd'hui en Turquie.

L'idée de Verify-sy est venue de l'énorme matériel de faux médias, lié à la Syrie, publié principalement sur les médias sociaux, provoquant la perte de crédibilité des médias de la révolution syrienne.

L'opinion publique et les sympathisants de la révolution syrienne, et même le public syrien lui-même, ne font pas entièrement confiance à la révolution médiatique pour cette raison. Nous, dans Verify-sy, détectons les nouvelles fausses et fabriquées sur d'autres plateformes de médias et les corrigeons afin de transmettre les vraies nouvelles au public. (Dans le blog, c'est moi qui est fait la traduction- newsdeeply.com)

On apprenait également que Verify-sy était un service ou une antenne de News Deeply.

Qu'est-ce que News Deeply ?

News Deeply is an online journalism and technology company, based in New York City. Wikipedia.org

Traduction : News Deeply est une entreprise consacrée au journaliste et aux technologies de l'information basée à New York.

Cela commence à sentir le soufre, vous ne trouvez pas ? On le vérifie tout de suite.

Que lisons-nous dans le blog de News Deeply ?

We Are the Syrian Electronic Army - newsdeeply.com June 2, 2016

- "We respect the human mind, something that the government media has never done."

- "The average readers today cannot verify the news, as they can't go back to the Russian, Iranian and Western media. This is where platforms like ours help the reader.

The amount of misinformation and lies that some news outlets spread out of Syria is unfathomable. Whether it's Hezbollah's propaganda [hub], al-Manar, or Russia's RT, these outlets spread lies to support the Syrian regime's vening in Syria. "newsdeeply.com June 2, 2016

En gros, leurs cibles sont la Russie, l'Iran, le Hezbollah les médias alternatifs occidentaux, et bien entendu Bachar el-Assad et le gouvernement syrien.

3 mois plus tôt le Huffington Post basé également aux Etats-Unis avait publié cet intervew, le 3 mars 2016. Apparemment cela n'avait pas pris, donc ils ont remis cela à partir d'un autre support toujours basé aux Etats-Unis.

Là les choses vont se préciser encore, on arrive au bout, un peu de patience.

Qui a créé News Deeply ?

Lara Setrakian une américaine d'origine arménienne devenue journaliste. Correspondante pour ABC News, Bloomberg TV, the International Herald Tribune notamment. A partir de 2011 elle a couvert les évènements en Egypte, Tunisie, Libye, Liban, Syrie, Yémen notamment pour Bloomberg Television et ABC News...

Elle est diplômée de l'université d'Harvard, et elle est membre du Young Global Leader of the World Economic Forum et du Council on Foreign Relations (CFR). Elle contribue également au blog du magazine américain bimestriel Foreign Policy créé par le théoricien du choc des civilisations et néoconservateur, Samuel P. Huntington.

Qu'est-ce que Foreign Policy magazine ?

Créé en 1970 par Samuel P. Huntington.

Il était publié jusqu'à fin 2009 par la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale à Washington, D.C. Il a été racheté par The Washington Post Company fin septembre 2009. (Piliers du groupe Bilderberg depuis 50 ans - LVOG)

Quels sont les généreux donateurs de News Deeply ?

Foreign Policy Institute (SAIS) basé à Washington est un des donateurs de News Deeply, qui par ailleurs a reçu 2.5 millions de dollars de différents donateurs.

Pour terminer, qu'est-ce que Foreign Policy Institute (SAIS) ?

Appelé à l'origine The Washington Center of Foreign Policy Research, il a été fondé et financé par la Ford Foundation, puis par Carnegie Corporation and the Ford, Avalon, Old Dominion and Rockefeller Foundations. Y sera intégré le théoricien de la dislocation du Moyen-Orient, Zbigniew Brzezinski... (Source : Wikipedia)

Tous les lecteurs auront compris quelle est la nature et la fonction de ces "militants" syriens qui ont été recrutés par les parrains des barbares du Front al-Nosra et de Daesh renommés "rebelles" par l'Agence Française de la Propagande de guerre de l'Otan.

Vous aurez remarqué qu'au premier abord on ne soupçonnerait jamais qui sont leurs soutiens et quels sont leurs réelles intentions maquillées par l'AFP. Il s'agit bien d'une manipulation ou d'une information à caractère frauduleuse destinée à tromper les lecteurs pour les amener à soutenir les ennemis de la Syrie.

Bien entendu, en période de conflit ouvert l'ensemble des belligérants recourent à tous les artifices de la propagande de guerre à leur disposition pour tromper leurs ennemis, dont les fausses informations. Donc accuser systématiquement un des belligérants d'y recourir, c'est vouloir faire croire que l'autre camp n'y recourrait pas ou sous-entendre qu'il serait légitime qu'il en use, comme s'il y avait été forcé malgré lui ou qu'il en était la victime innocente, donc ici les barbares qui ont détruit la Syrie.

Il ne manque jamais de citoyens isolés prêts à servir les pires causes ou à accomplir les plus sales besognes pour en tirer profit. L'homme est capable du meilleur et des pires bassesses...

Au passage, vous aurez observé comment nos ennemis ont étendu leur toile à travers le monde. A côté, on est vraiment minable. On n'est même pas foutu de se coordonner, d'entretenir des relations loyales et cordiales, tout cela parce qu'il y en a qui ne supportent pas qu'on les critique ou qui font passer leurs propres intérêts avant tout, ils se foutent de la cause qu'ils prétendent défendre, vous avez une autre explication à proposer ? Sauf peut-être quand il s'agit de se montrer à la tribune au côté des raclures du PS ou du PCF, là ils se bousculent.

Haut de page

Le 16 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (7 pages)

A bâton rompu.

Pourquoi existe-t-il un tel décalage entre le mouvement ouvrier et les masses ? Mais peut-être est-ce mal poser la question. Ce décalage existe-t-il réellement ?

Les explications qu'on nous fournit relèvent de la démagogie. On annonce aux travailleurs qu'ils vont devoir travailler plus, plus longtemps pour toujours gagner moins ou voir leurs retraites réduites, ils ne se mobilisent pas. On leur annonce un tas de mesures antisociales qui vont concerner leur mode de vie, ils ne réagissent pas. Et qu'est-ce que nous sortent nos dirigeants ? C'est de la faute des appareils, de la division, patati patata, toujours la même rengaine depuis des lustres. Ils se foutent de nous. Ils ne chercheront pas à comprendre pourquoi les travailleurs adoptent cette attitude. Certains iront jusqu'à prétendre que c'est parce que les travailleurs n'ont pas ou plus confiance dans les syndicats ou les partis ouvriers. En admettant que ce soit le cas, alors pourquoi ne s'orientent-ils pas vers d'autres partis ouvriers ? Peut-être parce qu'ils considèrent qu'ils sont aussi dégénérés ou qu'aucun ne leur tient un discours audible et cohérent, qui sait ? Cela pourrait être une partie de l'explication.

Peut-être que la majorité des travailleurs réagissent ainsi, parce qu'ils ont encore les moyens d'absorber le choc des mesures prises par le gouvernement (et les précédents), qui sait ? Ils s'en accommodent sans que leur mode de vie n'en soit profondément affecté, ils estiment donc inutile de se mobiliser. Cela pourrait être aussi une partie de l'explication.

Dans tous les cas de figure, ils témoignent qu'ils n'ont aucune conscience de classe ou si peu, c'est sans doute la seule chose qu'on peut affirmer sans prendre de risque. Sont-ils heureux pour autant ? Non, mais cela pourrait être pire. Mais cela pourrait être mieux aussi, non mais cela on s'en fout, ce n'est pas le sujet. Ah bon ? Tiens donc ! Je pense le contraire et que c'est par ce bout là qu'il faudrait prendre les choses. Il est vrai que moi aussi je pourrais me la couler douce, au lieu de me faire chier à actualiser ce portail pour que dal, après tout moi aussi j'ai le droit de profiter de la vie maintenant que je suis vieux, un vieux con, je sais.

De toutes manières, dès qu'on essaie d'aborder la situation sous cet angle, les militants refusent toute discussion, on a le droit qu'à des quolibets ou des insultes. En fait, ils ne veulent pas entendre parler des rapports entre les classes, ils ne veulent pas entendre parler des rapports qui existent entre la condition des travailleurs et la survie du capitalisme. Ils se foutent de la situation, de tous ces facteurs ou de tous ces rapports, ils se contentent de la messe qu'on leur sert depuis plus d'un demi-siècle. J'en déduis donc qu'ils tirent également satisfaction de leur condition et qu'ils n'ont aucune raison de vouloir en changer. Revenons à la question que nous posions au début.

Alors ce décalage existe-t-il réellement ? Vous avez la réponse. A suivre.

Stratégie du chaos. Au Canada.

Le Canada légalise la consommation et la culture du cannabis a-t-on appris.

Lu une réaction - "*La crainte principale est relative à la banalisation de cette substance par la société, l'accès des jeunes au cannabis qui inquiète...*"

Ce n'est pas le cannabis en soi qui pose problème ou qui constitue une crainte, mais davantage les conditions économiques, sociales et politiques dans lesquelles il est rendu accessible à tous, ce qui vaut pour le tabac, l'alcool, certains médicaments.

Pourquoi des gens se bourrent la gueule, se défoncent, se bourrent de ces saloperies ? Pourquoi en éprouvent-ils le besoin ? Pourquoi sont-ils si mal dans leur peau ? Pourquoi la vie leur semble aussi insupportable ? Pourquoi la société leur pourrit l'existence ? Il ne serait pas plutôt là le problème ?

On peut très bien savourer un bon vin, doper son imagination pour accéder à un niveau de conscience supérieur, se soigner sans se détruire le cerveau ou pire encore.

Dans un autre registre on exclura la pornographie qui est une ignominie. Quant à la vente libre d'armes j'y étais favorable pour des raisons que vous pouvez facilement deviner, mais c'était peut-être une erreur. Car à tout bien considérer, c'est peut-être l'un des plus puissants facteurs qui a rendu les Américains schizophrènes, au point d'être en état de guerre permanent contre le reste de la planète ou de porter au pouvoir des psychopathes ayant adopté cette politique.

Stratégie du chaos. Au tour de l'Inde ?

La main invisible de la gauche ultra libérale-libertaire la plus réactionnaire a frappé.

- Nouvelle rumeur meurtrière sur WhatsApp en Inde: 25 personnes arrêtées - AFP 15 juillet 2018

La police indienne a annoncé dimanche avoir arrêté 25 personnes après la mort d'un homme lynché à la suite de rumeurs d'enlèvement d'enfant lancées sur la messagerie WhatsApp.

Ces hommes ont été arrêtés à la suite du meurtre de Mohammad Azam, 27 ans, qui a été attaqué avec deux amis par une foule de 2.000 personnes vendredi soir dans le district de Bidar, dans le sud de l'Etat de Karnataka.

Ses deux amis ont été très grièvement blessés dans cette attaque survenue quelques jours après que la messagerie détenue par le réseau social Facebook a publié des conseils dans les journaux indiens sur la manière de repérer les fausses informations circulant sur sa plateforme.

Plus de 20 personnes ont été lynchées ces deux derniers mois en Inde après avoir été accusées d'enlèvement d'enfant, selon des informations de presse.

La police a précisé que Mohammad Azam et ses amis revenaient vers la ville voisine de Hyderabad après avoir rendu visite à un ami à Bidar lorsqu'ils se sont arrêtés à mi-chemin et ont proposé des chocolats à des enfants.

"L'un d'eux avait acheté des chocolats au Qatar et a essayé d'en donner aux enfants comme marque d'affection", a expliqué à l'AFP l'adjoint au chef de la police de Bidar V. N. Patil. Mais un enfant s'est mis à pleurer, attirant l'attention de plus âgés, qui ont accusé les hommes d'être des kidnappeurs, a poursuivi le policier, alors que les rumeurs sur des réseaux d'enlèvements d'enfants vont bon train sur les réseaux sociaux dans cette région.

M. Patil a précisé que les trois hommes étaient parvenus à prendre la fuite mais avaient été attaqués à quelques kilomètres par un groupe de personnes beaucoup plus nombreux alerté via Whatsapp.

Leur voiture avait basculé après avoir heurté un barrage placé par la foule en colère. Ils ont été extirpés de leur véhicule et frappés à coups de bâtons et de pierres. Trois policiers ont été blessés par la foule qui s'est déchaînée pendant près d'une heure.

Le premier "lynchage WhatsApp" connu dans le pays remonte à mai 2017, dans l'État pauvre du Jharkhand (est), où des foules avaient lynché huit personnes.

Après un an d'accalmie, ce fléau a pris une nouvelle ampleur depuis le début du mois de mai de cette année, avec des épisodes de violences désormais recensés dans une dizaine d'États de l'Inde. Début juillet, ce pays a appelé la messagerie mobile WhatsApp à "agir immédiatement" pour mettre un terme à la propagation des fausses rumeurs. AFP 15 juillet 2018

Après avoir présenté les Indiens comme des violeurs, les voilà qu'ils en font des kidnappeurs.

L'Inde est encore un pays largement sous-développé, et les Indiens ne sont jamais sortis de l'état d'arriération ou de profonde ignorance qui les caractérisait, même ou surtout quand on les retrouve au volant de leur voiture ou surfant sur les réseaux (a) sociaux...

Leur niveau de conscience en général est demeuré un niveau proche de zéro, qu'ils aient été scolarisés ou non, puisque la plupart d'entre eux n'ont reçu aucune éducation ou leurs parents étaient eux-mêmes ultra arriérés quand ils n'étaient pas analphabètes et totalement incultes.

Ici, à proprement parler on ne transmet pas de connaissances, des valeurs, des principes, ces notions n'existent pas. L'éducation ou la pédagogie sont quasi inexistantes ou se réduisent à des coutumes moyenâgeuses bourrées d'obligations et d'interdictions stupides ou coercitives, de croyances ou de superstitions. Le développement de l'homme se fait uniquement au petit bonheur la chance par mimétisme et sans explication, de sorte que la réflexion demeurera à l'état primaire et les bases de la logique la plus élémentaire resteront inaccessibles.

A bien des égards, l'Inde est un pays profondément dégénéré avant même de s'être développé.

Dans ces conditions leur accorder un niveau de conscience tant soi peu développé serait abusif ou ne correspondrait pas à la réalité, ou alors quand il en existe des traces ils vont l'employer de préférence à mauvais escient. Par exemple pour duper ou voler un plus sot qu'eux ou les étrangers qui ignorent à qui ils ont réellement affaire et qui s'apitoient sur leur sort, des proies faciles, j'en fais l'expérience quotidiennement depuis plus de 22 ans, sauf qu'il est de plus en plus difficile de m'abuser, sauf quand ma vigilance baisse parce que je suis trop pris par autres choses ou j'ai l'esprit ailleurs. Non, mais je n'exagère pas, il faut constamment être sur ses gardes, ne serait ce que lorsqu'on fait des courses par exemple.

Le mensonge et le vol, tirer profit d'une situation ou d'une personne, paraître, voilà à quoi se résume leur morale et leur comportement en général à des degrés divers, disons selon leur statut social, mais pas forcément. Selon leur condition du moment aussi, si elles sont particulièrement mauvaises ou critiques, alors ils feront facilement péter tous les codes ou règlements que la société leur avait imposés ou qu'ils avaient fini par adoptés, et il n'y aura plus de limites à leurs agissements qui pourront également se traduire par des excès de violence ou se conclure par un meurtre ou un suicide, c'est très fréquent ici, par pendaison de préférence ou par empoisonnement, décapitation ou découpage à la machette.

Les enfants sont livrés à eux-mêmes et les adultes également, seule la loi, la crainte du gendarme et de la prison, pas toujours, exerce un pouvoir sur eux et limite leurs agissements. Ils n'ont aucune notion du droit, du respect, de la morale, vous diriez du civisme en France. Ils réagissent au coup par coup.

Leur faculté de penser, quand ils s'en servent, sert uniquement leurs intérêts individuels immédiats ou à accroître leur pouvoir de manière à être digne de leur statut social ou pour atteindre un statut social supérieur, c'est le seul facteur qu'ils respectent ou qui leur en impose, car de là découle leur condition dans cette société semi-féodale basée sur la loi du plus riche et du plus fort, d'où le culte qu'ils leur vouent.

Alors imaginez ce qui peut se passer quand on met entre leurs mains des jouets modernes ou sophistiqués comme un téléviseur, une moto ou une voiture, un téléphone portable, Internet et les réseaux numériques, etc. cela va donner lieu à toutes les dérives possibles et inimaginables dans des proportions monstrueuses, c'est inévitable qu'ils en fassent un mauvais usage.

Ils vont totalement ignorer que la télévision est un formidable outil de conditionnement et d'abêtissement, de propagande, ils vont se coller devant à en perdre la vue, etc. Ils vont rouler à contresens sur une quatre voies, y compris les poids lourds de jour comme de nuit, stationner n'importe où, rouler à n'importe quelle vitesse, avec des pneus usés jusqu'à la corde, sans lumière la nuit, avec des véhicules jamais révisés ou en ruine, complètement bourrés, ils vont monter à 5 sur une petite moto, 2 adultes et 3 enfants, à 8 ou 10 dans une bagnole, etc. Ils vont passer leur temps à raconter leur vie au téléphone, qui n'est pas gratuit ! Et je n'ose même pas ou ne peux pas imaginer quel usage ils vont faire d'Internet, des réseaux numériques.

C'est terrifiant quelque part, vous ne trouvez pas, et je ne vous raconte pas tout ! Ce bref aperçu permet de comprendre que les Indiens n'ont pas du tout conscience des dangers que représentent tout ce qu'on a mis à leur disposition, ce dont je m'emploie à leur expliquer à longueur de temps évidemment, ce qu'il arrive à comprendre facilement parce que je les connais très bien et je sais comment il faut s'adresser à eux, sans les juger ou les réprimander, et puis à leurs yeux en tant que Français j'ai un statut supérieur, donc j'en use à bon escient pour leur donner de bons conseils, les mettre en garde contre certaines pratiques.

Si ce ne sont pas les plus pauvres qui utilisent Facebook ou WhatsApp, un grand nombre de jeunes issus de la classe ouvrière qui disposent d'un emploi et d'un revenu fixe y sont abonnés et accros.

Un jour Vidje déjeunait chez nous, un jeune ouvrier de 22 ans et neveu de ma compagne. J'avais constaté auparavant qu'il ne décollait plus de son Iphone, même à table. Je lui ai montré à l'ordinateur un article de presse mettant en garde sur l'usage abusif de Facebook et les ravages que cela pouvait causer à leurs utilisateurs et sur le plan social à leur entourage, jusqu'à la dépendance et produire des crises de démences nécessitant une hospitalisation en service psychiatrique. Cela a produit un effet radical sur lui, l'histoire que je viens de vous raconter remonte à quelques mois déjà, et depuis je l'ai revu en maintes occasions et bien jamais plus je l'ai trouvé absorber par son Iphone qui restait dans la poche de sa chemise.

Il ne faut pas croire que Vidje serait plus développé que les autres Indiens. En revanche, je crois que pour avoir travaillé en usine pendant près de 2 ans, inconsciemment il a vécu une expérience qui allait lui être profitable. Il s'était retrouvé dans une situation où il avait été forcé d'écouter ce que ses supérieurs hiérarchiques lui disaient s'il voulait travailler et conserver son emploi. Il a donc développé cette faculté qui lui sera utile en d'autres circonstances ou le restant de sa vie, ce qu'il a démontré en m'écoutant, surtout que je lui avais dit sur un ton amical, qu'il était libre de faire ce qu'il voulait de son Iphone.

Pour revenir à l'article de l'AFP.

La semaine dernière ma compagne Selvi m'a demandé si on ne pourrait pas prendre chez nous chaque week-end sa petite fille (3 ans et demi) et un de ses frères (9 ans) parce qu'ils auraient été victimes d'une tentative d'enlèvement. D'après ce qu'elle m'a raconté, alors que les deux gosses marchaient le long de la grande route à 500 mètres de chez eux, un homme s'est arrêté et leur a proposé de monter sur sa moto, les gosses ont pris peur et sont partis en courant en direction de la maison de leurs parents. Peut-être voulait-ils seulement les raccompagner chez eux, toujours est-il qu'il n'en fallu pas plus pour que les parents de ces gosses et ma compagne en deviennent hystériques, après avoir entendu plein d'histoires d'enlèvements à la télévision et dans le presse.

Bref, Vosmsica 3 ans et demi a passé le week-end chez nous, pas son frère qui est déjà un petit monstre, j'ai assez d'emmerdements sur le dos en ce moment, c'est son père qui l'a pris avec lui à son boulot, il a préféré la compagnie de ses copains au lieu de consacrer du temps à l'éducation de ses gosses, qu'il assume, c'est ce que je lui ai dit gentiment, mais fermement parce qu'il avait insisté lourdement.

La petite fille de 3 ans et demi écoute quand on lui parle, elle obéit quand on lui donne un ordre, le garçon de 9 ans s'en tape complètement et te le fait savoir, il va jusqu'à t'envoyer chier, en plus il est violent, il n'y a déjà plus rien à en tirer, et moi je n'ai pas la mentalité d'un flic, merde. Leur frère aîné qui a 11 ans est calme, il fut le premier, son père s'en occupa visiblement. Le destin d'un gosse tient à peu de choses, mais les parents l'ignorent malheureusement.

Si de manière générale on n'attribue pas aux pauvres ou aux masses la responsabilité de leur situation ou de la situation, pris individuellement il est possible de les mettre face à leurs responsabilités et de leur faire comprendre. C'est le principe que j'ai adopté, qui vaut pour ce qu'on appelle les migrants que je ne soutiens pas, alors qu'individuellement j'ai aidé des Indiens à immigrer en France, vous saisissez la distinction, n'est-ce pas ? Moi, je ne donne de leçons à personne en général, je ne dicte pas aux masses ce qu'elles devraient faire, je les mets en pratique.

Il est bien le roi des cons.

- Coupe du monde 2018 : l'explosion de joie d'Emmanuel Macron pendant la finale France-Croatie fait réagir les internautes
- Franceinfo 15 juillet 2018

Quel pantin ! C'est ce qu'on retenu la majorité des internautes. On a déjà compris que ce n'était pas lui qui dirigeait le pays...

- Mondial: l'équipe de France de football reçue à l'Elysée lundi en fin d'après-midi - AFP 15 juillet 2018

- Mondial-2018: La France exulte, emportée par sa "deuxième étoile" - AFP 15 juillet 2018

- La France célèbre la victoire - euronews 15 juillet 2018

- «Penser que tous les Français, dans toutes les villes sont réunis, c'est merveilleux !» - Liberation.fr 15 juillet 2018

La connerie est communicative.

- En images : à Paris, le bal des migrants enfièvre Stalingrad - Liberation.fr 15 juillet 2018

Ils sont moins cons... et ils ont de la mémoire.

- Les Macédoniens boycottent la célébration de l'Otan - Réseau Voltaire 15 juillet 2018

Extrait. L'ex-République yougoslave de Macédoine devait célébrer, le 14 juillet 2018, l'ouverture de sa négociation d'adhésion à l'Otan. Pour l'Alliance, cette adhésion est d'autant plus importante que, comme les Grecs, la majorité des Macédoniens sont orthodoxes et donc culturellement proches des Russes.

15 concerts « We love NATO » (« Nous aimons l'Otan ») avaient été organisés par le Parti socialiste du Premier ministre, Zoran Zaev, et devaient être retransmis par la télévision publique. Cependant, en l'absence de public, les concerts et l'émission ont

été annulés au dernier moment.

Les Macédoniens se souviennent de la guerre conduite par l'Otan contre leur voisin serbe dans sa province kosovare et de la vague migratoire, organisée par l'Alliance, qui précéda l'intervention et servit à la justifier... Réseau Voltaire 15 juillet 2018

L'UE franchit un pas de plus vers le totalitarisme au profit des multinationales.

- L'UE pourra conclure ses accords commerciaux sans Parlements nationaux - Le Figaro.fr 22.05

Les ministres du Commerce de l'UE ont validé mardi une nouvelle approche dans la conclusion des futurs accords commerciaux de l'Union qui permettra de se passer, selon les cas, de leur ratification par les Parlements nationaux afin d'accélérer les discussions.

Cette approche permettra à l'Union européenne d'éviter que les traités qu'elle négocie puissent être stoppés par un seul Parlement national ou régional, comme ce fut le cas dans le passé pour l'accord avec le Canada, le CETA. Opposé à certains dispositions du CETA, le seul Parlement de la région belge francophone de Wallonie avait bloqué, fin 2016, sa signature pendant plusieurs jours, engendrant une mini-crise diplomatique avec Ottawa.

A l'avenir, la Commission proposera donc de scinder les accords commerciaux en deux: d'un côté les dispositions purement commerciales qui ne nécessiteront que l'approbation du Parlement européen pour entrer en vigueur; de l'autre, un accord d'investissement qui devra être ratifié par tous les Parlements.

Il appartiendra cependant aux Etats membres de décider, "au cas par cas, de la scission des accords commerciaux" en fonction de leur contenu, souligne le Conseil de l'UE dans son communiqué. Le Figaro.fr 22.05

Commentaire d'un internaute en train de réaliser enfin ce qu'ils tramaient depuis le début.

- "Donc, ce sera la bureaucratie européenne, jamais élue, qui prendra des décisions pour l'Europe... Ça ressemble de plus en plus à une dictature."

Euroïnomanie s'est exclamée un autre internaute.

Syrie. Libération franchit un cran de plus dans la désinformation ou l'imposture.

Grille de lecture.

Les barbares du Front al-Nosra deviennent tout bonnement de braves et héroïques combattants. De la liberté et de la démocratie évidemment.

- Syrie. L'évacuation de Deraa a débuté - Liberation.fr 15 juillet 2018

Des combattants et civils syriens de Deraa ont commencé dimanche a évacuer la ville méridionale en direction du nord du pays. «Plusieurs centaines de combattants et quelques-uns de leurs proches sont montés à bord de 15 bus qui ont quitté [le lieu de rassemblement], a rapporté un correspondant de l'AFP. Selon les registres, 750 personnes devraient quitter [Deraa].»

Haut symbole de la révolte contre Bachar al-Assad en 2011, la province de Deraa est tombée dans l'escarcelle du régime au terme de trois semaines d'une offensive éclair qui a fait plier les rebelles et fait 150 morts parmi les civils. Liberation.fr15 juillet 2018

Occasionnellement ou pour éviter les répétitions les barbares sont qualifiés de rebelles. Quand aux 150 morts, comment Libération pouvait-il savoir qu'il s'agissait de civils ?

Et quant à la province de Deraa, elle a été libérée de ces barbares par l'armée de la République arabe syrienne...

En complément. Après une bonne nouvelle, une mauvaise.

- Afghanistan: le pire semestre en 10 ans pour les civils, selon l'Onu - AFP 15.07

Echec du Fonds de la Misère Internationalisée.

- Démission du PM haïtien après de nouvelles manifestations - Reuters 15.07

Le Premier ministre haïtien Jack Guy Lafontant a démissionné samedi de ses fonctions, alors qu'il était confronté à un vote de défiance du Parlement après avoir annoncé ce mois-ci la hausse du prix des carburants, provoquant de violentes manifestations.

Le gouvernement a annoncé la semaine dernière une forte réduction des subventions sur les carburants, dont les prix devaient augmenter de 38% pour l'essence et de 47% pour le diesel.

Cette annonce a déclenché de violentes manifestations, marquées par le blocage de routes, le pillage de magasins et des incendies de voitures dans la capitale Port-au-Prince.

La suspension provisoire de la mesure, annoncée dès le lendemain de son application par Jack Guy Lafontant, n'avait pas suffi à mettre fin aux troubles.

L'augmentation du prix des carburants avait été décidée dans le cadre de mesures d'austérité exigées par le Fonds monétaire international (FMI).

Lafontant, médecin, avait été nommé Premier ministre en mars 2017, alors qu'il était novice en politique. Reuters 15.07

Haut de page

Le 20 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

La causerie débute plus loin. Je viens de prendre connaissance d'un article en relation avec une info figurant dans la causerie du jour, donc je la rajoute après avoir actualisé le portail. RSF appelait la "*communauté internationale*" à se mobiliser pour sauver 75 braves "*journalistes*" menacés par l'horrible dictateur Bachar el-Assad.

- 75 « journalistes » exerçant en Syrie appellent Israël à l'aide - Réseau Voltaire 19 juillet 2018

Soixante-quinze « journalistes » exerçant en Syrie dans les zones « rebelles » ont appelé Israël au secours. Ils demandent à pouvoir franchir la frontière, puis à être évacués en Europe.

Ces « journalistes », dont on ignore précisément les noms, ne sont en général pas des combattants. Ils ont couvert les événements et accrédité diverses imputations de crime qui auraient été commis par la République arabe syrienne, dont l'usage d'armes chimiques.

Si au début, plusieurs de ces « journalistes » étaient rémunérés par les rédactions d'Al-Arabiya, BBC, Al-Jazeera, France24 ou Sky, aucun média international ne les revendique plus.

Le MI6 britannique avait installé des correspondants chargés de fournir des « images » et des « témoignages » à la presse occidentale. Doté de 3 millions d'euros par an, ce dispositif avait été tardivement présenté comme visant à lutter contre Daesh, en réalité, il avait été conçu dès le début des événements et servait à justifier la guerre contre la République arabe syrienne. Réseau Voltaire 19 juillet 2018

- "How Britain funds the 'propaganda war' against Isis in Syria", Ian Cobain, Alice Ross, Rob Evans, Mona Mahmood, The Guardian, May 3rd, 2016.

- « Les techniques de la propagande militaire moderne », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 mai 2016.

LVOG - Vous verrez plus loin que mes déductions étaient justes. On progresse camarades ! Et vous ?

La causerie du jour.

Le mot du jour : Si "*les médiocres ont pris le pouvoir*", pour être incapables de les renverser, c'est que nous sommes encore plus médiocres !

- Causerie au format pdf (17 pages)

Il y a ceux qui ont l'art de parler pour ne rien dire, et il y a ceux qui ont l'art de faire semblant de ne rien dire tout en disant des choses sérieuses. Devinez à quelle catégorie nous appartenons ?

D'une mystification...

Friedrich Engels - Préface à l'édition allemande de 1890 du Manifeste du parti communiste.

- "*Pour la victoire définitive des propositions énoncées dans le Manifeste, Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de l'action et de la discussion communes. Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le Capital, les défaites plus encore que les succès, ne pouvaient manquer de faire sentir aux combattants l'insuffisance de toutes leurs panacées et les amener à comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière. Et Marx avait raison.* "

Plus d'un siècle et demi s'est écoulé depuis la rédaction du Manifeste, depuis ce n'est plus seulement pour assurer la "*victoire définitive*" du socialisme que le "*développement intellectuel de la classe ouvrière*" est indispensable mais pour affronter et vaincre le Capital. Le nier, c'est renoncer au socialisme.

"*Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière*", quel simple d'esprit ce beau parleur, quel niais ! Il ne devait pas avoir toute sa tête, la classe ouvrière se développer intellectuellement, quelle idée farfelue ! C'est ce que pensent nos dirigeants et les militants qui les suivent aveuglément. Ils ont réussi à se convaincre que cela ne servait ou ne servirait à rien. Ils sont convaincus d'être marxistes ou trotskystes que voulez-vous ! Cela laisse rêveur, n'est-ce pas ? Cela explique peut-être aussi en partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, non ?

Toutes les actions n'ayant jamais conduit à une libre discussion dans les rangs du mouvement ouvrier ou d'un seul parti ouvrier parce que nos dirigeants s'y opposèrent farouchement, le développement intellectuel de la classe ouvrière ne devait pas se réaliser non plus, ni celui des militants qui sont devenus depuis des vieillards séniles.

"*Les défaites plus encore que les succès, ne pouvaient manquer de faire sentir aux combattants l'insuffisance de toutes leurs panacées et les amener à comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière.*", en désespoir de cause ils s'accrochent plus que jamais à leurs "*panacées*", le marxisme rabaissé au rang de dogme, parce qu'ils ont cessé de chercher "*à comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière*". Cela a une signification politique évidemment, mais laissons cela de côté ici.

La classe dominante a mis à la disposition de la classe ouvrière depuis plus d'un demi-siècle une multitude d'instruments de plus en plus sophistiqués, puissants, dévastateurs, pour la conditionner et lui interdire de se développer ou de progresser intellectuellement. Quand on le signale et qu'on affirme qu'il faut en tenir compte et les combattre farouchement, on nous rit au nez, on nous traite d'imbécile, je ne plaisante pas, j'ai pour ainsi dire été traité de révisionniste par un militant qui m'a accusé d'être éclectique parce que j'avais relevé le défit de la guerre idéologique et psychologique que mène l'oligarchie contre les masses.

Si estimer qu'il est de notre devoir de militant ouvrier d'aider la classe ouvrière à élever son niveau intellectuel ou de conscience comme le pensait Marx et Engels, est incompatible avec la conception de la lutte de classe telle que la conçoivent les partis ouvriers dits de l'avant-garde du mouvement ouvrier, effectivement toute discussion entre nous est rendue impossible ou ne servirait strictement à rien, sinon perdre son temps.

Il existe une explication à leur comportement.

Leur conception de la lutte de classe sclérosée ou dogmatique ne tombe pas du ciel, elle est le produit ou la conséquence de leur refus de prendre en compte la réalité telle qu'elle se présente, elle sert finalement d'autojustification à leurs sophismes ou à leurs analyses mythomaniaques. Car dès lors qu'ils se détournent des rapports qui existent entre la classe ouvrière et sa condition, ils se privent des moyens qui leur permettraient de tenir un discours approprié en direction des travailleurs qui leur permettrait de progresser. Ils ignorent les facteurs hétérogènes ou divers qui composent ces rapports et la situation au profit d'une interprétation prête à l'emploi purement idéologique ou relevant de la propagande tels qu'ils se les représentaient il y a 10 ans ou un demi-siècle en arrière, tels qu'ils se les sont gravés un jour dans le cerveau une fois pour toute, ce qui permet de comprendre pourquoi partant de là aucune réflexion ou discussion n'est nécessaire ou possible. Et ce n'est pas anodin qu'ils évacuent de leur discours les deux extrêmes que l'on trouve dans ces rapports, en haut, l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures, les mieux nanties, les plus corrompues de la classe ouvrière, et en bas, le lumpenprolétariat, au point qu'on se demande si toutes les couches qui se situent entre les deux existent vraiment pour eux.

L'analyse minutieuse de la composition de chaque classe et ses évolutions au fil du temps ne les intéresse pas du tout. Leur discours est adapté une fois pour toute à toutes les situations, qu'on se le dise une bonne fois pour toute, et arrêter de nous emmerder avec cette question là.

Voyons ce que cela donne ou comment cela se traduit concrètement.

... à l'autre.

C'est les vacances chez vous paraît-il, détendez-vous, ici cela n'existe pas - eh oui on ne vit pas tout à fait dans le même monde ! Alors on va poursuivre en empruntant un registre plus décontracté, populaire, à la Audiard, Janson ou Prévert au choix. Après tout vous êtes censés être de bonne humeur après la victoire de la France à la coupe du monde de football, six jours après avoir célébré le 14 juillet et peut-être avoir assisté au défilé militaire, vous êtes donc disposé à tout entendre, même le politiquement incorrect, vous savez les trucs qu'on pense tout bas et qu'on n'ose pas dire tout haut. Je vous rassure, ce sera bref, aussi tranchant que la lame d'un rasoir, mais aussi consistant qu'une pièce de boeuf bien sanguinolente, un pudding pour les âmes trop sensibles, je suis sympa, je vous mets en condition. Vous êtes prêts, alors on y a.

Nos dirigeants évoquent en permanence les masses, ils n'ont que ce nom là à la bouche, mais de qui parlent-il réellement, que représentent-ils ?

Ils parlent des syndicats, mais de qui parlent-il réellement, que représentent-ils ?

5% tout au plus dans les deux cas.

Et les 95% restant, où passent-ils ?

Demandez leur.

A la trappe... et observez qu'ils vous le rendent bien.

Alors, on dit stop ou on continue ?

C'est tout. Et c'est déjà beaucoup, énorme ! Ah il faut avoir une constitution robuste pour digérer un truc pareil, je vous conseille de vous y reprendre à plusieurs fois pour ne pas prendre le risque de vous étouffer, ce serait dommage.

Il est devenu fou ma foi, c'est ce que vous pensez, n'est-ce pas ? C'est trop facile.

Quoi, comment, j'aurais pété un plomb, je serais enragé ? Non, je dis ce qui est.

Cela va en indisposer plus d'un, assurément. Si vous vous sentez concerné - le contraire m'étonnerait fort dans la plupart des cas, vous n'avez qu'à vous en prendre qu'à vous-même pour vous être laissés manipuler ou instrumentaliser honteusement de la sorte.

Pourquoi ne pas l'avoir dit plus tôt ? Je n'ai pas cessé d'essayer de vous le faire comprendre, en vain jusqu'à maintenant, vous ne vouliez rien savoir, je vous ai ménagé, mais dorénavant c'est terminé, on va appeler un chat un chat, cela vous va comme explication. C'est élémentaire, non mais attendez, si vous aviez pris le temps d'observer la situation vous vous seriez aperçus qu'elle l'était tout autant. Qu'elle soit inextricable est autre chose, ne confondez pas tout, c'est l'effet, la conséquence, le résultat de ce qu'on a précisé plus haut et non la cause, assez d'obscurantisme voulez-vous. Si la conscience des masses n'a pas évolué pour s'élever au niveau des tâches politiques qu'elles avaient à accomplir, c'est qu'il y avait une ou des causes à cela, non ? Et nous en partageons la responsabilité.

Dorénavant il y a une multitude de gens qui parlent à tort et à travers au nom des autres, qui parlent à leurs places, qui se prennent pour ce qu'ils ne sont pas et surtout qui nous prennent pour des crétins, ils ont tort de prendre les choses ainsi. La médiocrité a atteint toutes les couches de la société, et s'en préserver n'a semble-t-il pas été une de vos préoccupations, dans le cas contraire vous nous l'auriez fait savoir, n'est-ce pas ?

Vous allez braquer bien des lecteurs en employant ce ton incisif. S'il s'agit de ceux qui se sentent concernés, tant mieux, qu'ils aillent voir ailleurs si j'y suis s'ils ne le supportent pas. On ne les a jamais forcés à se connecter à ce portail, de toutes manières il n'y a rien à en attendre depuis le temps. Ils sont déjà morts politiquement, ils sont déjà rendus à l'état de fossiles, leur cas n'intéresse pas les sciences sociales, c'est du domaine de la géologie ou de la paléontologie.

Mais quelle mouche l'a piqué ? Pardon, moustique, aucun. On en a marre d'être pris pour des cons tout simplement, vous comprenez ? Non. Peu importe. La différence entre vous et moi, à vous de voir où vous vous situez, c'est que je me retrouve dans la même situation que ces 95% de travailleurs que nous avons évoqués précédemment, qui à défaut de participer activement à la lutte de classes pensent, réfléchissent... Un crime ! Vous allez nous dire qu'on est bien avancé avec cela. Plus que ce que vous pouvez le penser en fait, encore faudrait-il avoir un peu d'imagination. Or, c'est justement ce qui vous fait

le plus défaut pour vous détourner de la réalité à laquelle vous substituez vos dogmes insipides. Vous estimez que penser ou réfléchir ne serait pas agir, et bien détrompez-vous, c'est déjà agir. Sinon pourquoi nos ennemis dépenseraient-ils autant d'énergie pour conditionner les masses ?

Même quand on adopte une position neutre ou passive on agit, parfois à contre-courant de nos intérêts, je vous l'accorde, mais pas forcément ou plutôt cela comporte une autre signification qui mérite une explication, non ? Non, car pour vous l'activité humaine se réduit au mouvement de sa langue, de ses mains, de ses jambes, ah il en faut pour arpenter le bitume des boulevards parisiens ou se farcir des dizaines de journées d'action ! Scientifiquement cela correspond à une terrible régression qui nous rapproche de l'homme des cavernes.

L'homme ne se réduit pas à un squelette articulé, non mais il faut le savoir et le faire savoir. S'il bouge, s'il s'active, s'il produit, c'est parce que son cerveau lui commande... Il est sans cesse en mouvement, et vaut mieux, car dans le cas contraire il n'existerait pas tout bonnement, et la matière non plus d'ailleurs. Donc quand il pense, il agit, c'est peut-être déconcertant pour certains, mais c'est ainsi. Et c'est aussi ainsi qu'il faut le prendre, qu'il faut apprendre à le connaître. Je sais que c'est ingrat parce que cela va demander un effort d'introspection souvent douloureux ou cruel, mais il faut en passer par là quand on prétend l'aider à progresser ou quand on parle en son nom, vous avez compris où je voulais en venir. On peut préciser qu'on apprend à se connaître soi-même à travers les autres en apprenant à les observer et les écouter. En principe cela a le don de rendre plus modeste, car on s'aperçoit qu'on n'est pas différent des autres qu'on passe sont temps à juger, donc c'est salutaire à plus d'un titre et permet de progresser, ce qui devrait être une obsession de tous les instants chez nous, mais si rare en réalité, hélas !

Vous voyez que je ne suis pas complètement taré. A vrai dire je n'ai jamais été aussi lucide ou serein, un vrai bonheur que je tenais à partager avec vous parce que je suis généreux en plus, profitez-en pendant qu'il en est encore tant. On a l'air de déconner, mais c'est très sérieux en réalité, si vous vous en êtes aperçus, bravo à vous !

Quand on nous dit que penser ou réfléchir n'est pas agir, dites-vous bien que c'est parce qu'on ne tient pas à ce que nous réfléchissions davantage, c'est là où je voulais en venir.

Ce que je viens de vous raconter n'a rien à voir avec le ramassis de conneries qu'on peut trouver sur les réseaux (a) sociaux que je boycotte, et par ailleurs je ne lis pratiquement plus les publications du mouvement ouvrier, qui relèvent de la mystification que j'ai évoquée et qui sert de trame à leur propagande. Je m'en tiens aux faits, à la réalité qui alimente mon imagination, je le précise, parce que vous vous êtes peut-être demandés où j'allais chercher tout cela, et bien vous avez la réponse, le plancher des vaches, ici il y en a partout, même que le frère de ma compagne en possède une, vous voyez que je ne blague pas.

Non, je ne suis pas excité, dingue, mégalomane, c'est au-dessus de mes moyens voyez-vous. J'ai toujours vécu dans la précarité, ce qui ne signifie pas forcément dans la misère, alors si je m'étais laissé aller, je serais devenu une loque ou je serais déjà mort depuis longtemps, car ici cela ne pardonne pas, sous les tropiques les virus sont très virulents et se développent à une vitesse dingue. Quel monde de dingues, quand on le disait ! On a le droit de se marrer un peu.

Quand vous vous en tenez à la réalité, vous pouvez saisir les opportunités qui s'offrent à vous pour vous en sortir, honnêtement j'entends, et quand vous vous posez des questions, vous trouvez les bonnes réponses, pas forcément du premier coup, il faut être déterminé et persévérant, il faut être motivé évidemment, en aucun cas on peut basculer dans la paranoïa ou la schizophrénie, la folie si vous préférez. Bon, j'avoue que cela n'a pas toujours été mon cas, mais je ne l'ai jamais nié, et je n'ai jamais prétendu que je serais un exemple à suivre, mon parcours est pour le moins atypique. Si j'ai emprunté à un moment donné la voie de l'aventurier, j'en suis vite revenu, entier et indemne, quelle chance, j'aurais pu y laisser ma peau ! Cela aussi fait réfléchir, croyez-moi.

Aujourd'hui, je suis parvenu à la conclusion qu'on marchait sur la tête et que cela ne pouvait plus durer, je parle du mouvement ouvrier, de nos braves dirigeants. Demandez-leur de se livrer au même exercice que celui auquel vous venez d'assister pour voir s'ils en seraient capables et quelles en seraient leurs conclusions, cela ne devrait pas manquer d'intérêt.

On vit une terrible époque, donc je pense qu'il faut encourager chacun à s'exprimer librement. Nous sommes très peu à y voir clair. Nous sommes très peu à avoir conservé intacts un certain nombre de principes et à respecter encore certaines valeurs, à respecter les autres en général, à avoir le courage de dire ce que nous pensons vraiment, même s'il nous arrive de dire ou de faire des conneries, c'est inévitable puisqu'il y a toujours quelque chose qui nous échappe.

Je me suis bien marré en écrivant cette causerie, parce que j'avais à l'esprit les crispations ou condamnations qu'engendrerait ce genre de libre discours chez la plupart des gens, en fait ce sont eux qui sont excités, mal dans leur peau, intolérants.

La guerre fait rage dans leur propre camp.

La guerre fait rage au sommet du capitalisme mondial, de l'oligarchie anglo-saxonne et internationale, entre le complexe militaro-industriel et le secteur des multinationales qui tire profit essentiellement de l'expansion du marché mondial, l'industrie financière ayant des intérêts dans les deux camps qui s'affrontent.

Leur stratégie ou objectif sont semble-t-il identiques, parvenir à instaurer un nouvel ordre mondial qui serait gouverner par un régime bureaucratique et policier que l'oligarchie dirigerait d'une main de fer au-dessus des Etats et des peuples, cependant leurs tactiques diffèrent pour y arriver. On n'ose pas imaginer que Trump représenterait un puissant clan de l'oligarchie qui tournerait le dos à cette stratégie en prenant le risque de laisser le système capitalisme suivre son cours tout en sachant que ses contradictions menaceraient son existence, mais après tout qui sait ?

Les uns, visiblement plus pressés, privilégient la voie politique de la guerre et du despotisme, de la terreur et du chaos sur tous les continents, tandis que les autres optent pour la voie plus lente économique qui passe par le développement du commerce mondial ou les échanges commerciaux sur fond de féroce concurrence, tout en permettant aux Etats les plus puissants de conserver leurs positions dominantes, dont celle hégémonique des Etats-Unis, qui ne peut pas être remise en cause sous peine de s'effondrer et entraîner dans sa chute l'économie mondiale, certains ajoutent et la dislocation des Etats-Unis.

La première est soutenue par ce qu'ils appellent encore la gauche, en France, essentiellement par le PS, Générations, EELV, voire l'extrême gauche, NPA et LO, la droite, LREM, le Modem, une partie de LR, aux Etats-Unis, à gauche, le Parti démocrate (Obama, H. Clinton), et à droite, l'aile ultra conservatrice du Parti républicain (Mc. Cain...). Sans oublier l'Otan et l'UE, ainsi que l'ensemble des médias.

La seconde est pratiquement soutenue par personne en France de crainte d'apparaître au côté de Trump, après qu'il eut été présenté comme un dément et diabolisé. Aux Etats-Unis, seule l'aile du Parti républicain liée aux multinationales impliquées dans des échanges commerciaux avec les Brics et d'autres puissances de moindre envergures la soutient.

Pour avoir des informations plus précises et de première main, je vous renvoie aux articles du Réseau Voltaire.

Les uns pensent parvenir à leurs fins au moyen de la guerre et en instaurant partout des régimes totalitaires de type parti unique (LREM en France) ou bicéphale (Parti démocrate - Parti républicain), les autres craignent apparemment que ces guerres finissent par déboucher sur des situations incontrôlables qui pourraient dégénérer en véritables révolutions, à moins qu'ils estiment tout simplement qu'elles ne sont pas forcément favorables à leurs affaires, plus vraisemblablement les deux.

Si ces deux clans de l'oligarchie ne semblent pas être trop préoccupés par la crise du capitalisme en ayant la planche à billets à leur disposition, en revanche la voie adoptée par Trump présente une plus grande menace parce qu'elle s'inscrit dans une logique de préservation du système capitaliste qu'ils savent condamné et qui alimente la lutte des classes, leur cauchemar commun, alors sachant qu'il est en crise et qu'à part gagner du temps en délocalisant à nouveau des pans entiers de la la production dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est plus bas (Ethiopie par exemple), ils savent qu'à terme ce processus aboutira aux mêmes résultats ou les replacera dans la même situation qu'aujourd'hui dans des conditions moins favorables pour affronter la classe ouvrière, sans pour autant avoir réglé le moindre problème ou défit auquel la civilisation humaine fait face et qui menace également leur propre existence, car on imagine que personne ne pourrait survivre si la démographie mondiale continuait à progresser au même rythme que pendant la seconde moitié du XXe siècles, sans parler de la planète qui ne pourrait pas supporter un tel traitement.

On aura compris que quel que soit le clan qui l'emporterait, il nous réserverait l'apocalypse ou la barbarie à terme si on ne parvenait pas à s'emparer du pouvoir. Il existe une multitude de paradoxes dans la situation actuelle qu'on ne distingue pas forcément au premier coup d'oeil, qui posent énormément de questions et dont il faut aller chercher les dessous pour se faire une idée de la manière dont ils pourraient évoluer ou se dénouer. Ces paradoxes sont généralement le produit de contradictions qui n'ont pas été résolues, et qui compliquent encore la situation ou peuvent prêter à confusion, ce qui en facilitera d'autant plus l'instrumentalisation sur le plan politique.

On a dit qu'ils poursuivaient une unique stratégie parce que l'évolution du capitalisme conduit inéluctablement à une concentration du capital toujours plus grande, ce qu'ils savent depuis très longtemps, concentration du capital qui est évidemment incompatible avec l'éparpillement ou le partage du pouvoir politique, avec l'expression la plus élémentaire ou déformée de la démocratie, qui ne peut être incarnée que par un régime totalitaire à l'échelle mondiale dans tous les cas de figure, mais dont les contours peuvent présenter des variantes disons du modèle de base.

Ce qui divise ces deux clans de l'oligarchie, c'est le rythme, la voie pour y parvenir ainsi que la forme que pourrait prendre ce régime, selon les rapports qu'ils conçoivent entre grandes puissances. Les uns optant pour un système intégré et rigide dirigé par des institutions supranationales toutes puissantes ; les autres ne croyant pas qu'un tel système pourrait fonctionner ou serait tenable dans le temps, pourrait se disloquer, ils préfèrent adopter un système de gouvernance plus souple qui leur laisserait une marge de manoeuvre plus grande pour négocier leurs besoins avec leurs concurrents, estimant utopique ou intenable de vouloir exercer un contrôle permanent et total sur le monde entier, il serait donc préférable de laisser les différents Etats assurer la gestion de leurs propres affaires comme ils l'entendent dès lors qu'elle ne porterait pas atteinte à l'hégémonie des Etats-Unis, qui de son côté admettraient qu'il est parfois préférable d'en passer par des compromis plutôt que risquer une crise dommageable pour ses affaires.

Ces deux clans n'ont pas non plus exactement la même perception de la lutte des classes. Obama et Mc Cain la craignent davantage que Trump, et pour s'en préserver ils ont décidé qu'il fallait absolument la neutraliser à la base. Sauf que voilà, cela ne fonctionne pas ou ne peut fonctionner que durant une brève période. Parce que dans tous pays les exploités continuent d'exiger que leurs besoins soient satisfaits, et dans nombre d'entre eux ils bénéficient d'une longue expérience de la lutte de classe qui leur permet de faire voler en éclats toutes leurs combinaisons politiques ou de faire échec à leur plan, de sorte qu'en misant tout uniquement sur un homme et un parti politique de type centriste (France), ils prennent le risque qu'ils soient rapidement discrédités et qu'ils n'aient pas de solutions de rechange pour le remplacer à temps, ce qui pourrait déboucher sur une situation politique incertaine, instable, dont l'issue pourrait s'avérer catastrophique, incontrôlable ou se traduire par une révolution, ce qui n'est pas le cas des pays où une dictature bureaucratique et policière (Chine) est déjà en place ou dans ceux où deux partis (Dits de droite et de gauche) du capital alternent au pouvoir ou gouvernent à l'aide d'une coalition (Allemagne). Il leur resterait le fascisme comme unique recours, tout en sachant qu'il n'est pas viable ou comporterait d'énormes risques de guerre civile qui compromettrait leurs intérêts.

Le clan de Trump mise davantage sur des scénarios à l'italienne, grecque, espagnole, portugaise, voire à allemande qui ont fait leur preuve, plutôt que la généralisation du scénario français trop risqué, bien qu'avec un Premier ministre de Macron comme Mélenchon ou même Mélenchon élu président le risque serait reporté à plus tard, comme en Grèce où finalement les affaires continuent.

Ils savent également qu'ils peuvent compter sur la décomposition ou la corruption du mouvement ouvrier, la dislocation de son avant-garde dorénavant fossilisée, leur impuissance à mobiliser les masses dont la majorité se complaît dans sa condition.

Reste à savoir si le clan adverse ne pourrait pas être tenté de renverser son rival en précipitant une crise financière qui servirait ses plan, s'il détenait le pouvoir d'empêcher Trump de se servir de la Fed pour juguler un krach du style de celui de 1929, sachant qu'il en serait le premier acteur et bénéficiaire pour finalement reprendre la main, à moins qu'il décide tout simplement de liquider physiquement Trump, éventualité qui n'est pas à exclure compte tenu du passé. Aucun de ses scénarios n'est à écarter, cependant j'ignore quel poids pèse le clan Trump dans la Fed, donc je ne m'avancerai pas davantage.

On voit bien que sur un certain nombre de questions, il existe un consensus entre républicains et démocrates et de profonds désaccords.

Le clan de la guerre bénéficie du soutien pratiquement unanime des médias, tandis que l'autre clan entend contrebalancer ce pouvoir en s'appuyant sur ce qu'ils appellent l'opinion publique qui est majoritairement hostile à toutes les guerres, aux monstrueuses dépensent militaires, aux politiques (d'austérité) en faveur des plus riches au détriment du reste de la population en lui faisant miroiter une amélioration de sa condition qui ne viendra jamais, peu importe puisqu'il n'existe aucune alternative politique, ce qui devrait contribuer à détourner davantage les travailleurs de la politique et des institutions, tandis que certaines couches pourraient se radicaliser et chercher une issue politique en se tournant vers d'autres partis (ou formations politiques), ce qui pourrait être propice à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Mais là encore faudrait-il qu'il en existe un qui leur tienne un discours qui corresponde à la situations or à notre connaissance il n'en existe aucun malheureusement. Cela vaut pour les Etats-Unis, la France et tous les pays similaires.

Ce qui rend le clan de la guerre hystérique.

- Trump conciliant avec Poutine à Helsinki, tollé à Washington - AFP 18.07

Donald Trump a obstinément refusé lundi de condamner Moscou pour l'ingérence dans la campagne présidentielle américaine lors d'un sommet à Helsinki avec Vladimir Poutine, suscitant un tollé à Washington pour son ton résolument conciliant avec l'homme fort du Kremlin.

A l'issue d'un tête-à-tête de deux heures, les deux hommes ont affiché leur volonté d'écrire un nouveau chapitre des relations entre Washington et Moscou.

Mais c'est l'attitude du 45e président des Etats-Unis sur la question brûlante de l'ingérence russe dans la campagne 2016, attestée de façon unanime par les enquêteurs du FBI et les agences américaines du renseignement, qui a provoqué la stupéfaction. Encore lundi, le chef du renseignement, Dan Coats, a confirmé ses certitudes.

"J'ai le président Poutine qui vient de dire que ce n'était pas la Russie (...) Et je ne vois pas pourquoi cela le serait", a lancé M. Trump, laissant entendre qu'il était plus sensible aux dénégations du dirigeant russe qu'aux conclusions de ses propres services.

"Le président (Poutine) conteste avec force", a-t-il insisté.

Lors de son vol de retour de la capitale finlandaise, le président américain a pu constater les conséquences de ses égards vis-à-vis de son homologue russe, se retrouvant vertement critiqué jusque par des ténors du parti républicain.

Le sénateur républicain John McCain a ainsi dénoncé "un des pires moments de l'histoire de la présidence américaine".

La vague d'indignation, d'une rare intensité, a conduit M. Trump à assurer qu'il gardait une "IMMENSE confiance" dans ses services de renseignement.

"Toutefois, je dois aussi reconnaître qu'afin de construire un avenir meilleur, nous ne pouvons pas nous tourner exclusivement vers le passé - étant les deux plus grandes puissances nucléaires mondiales, nous devons nous entendre!", a-t-il ajouté sur Twitter.

- "Triste jour pour l'Amérique"-

Le milliardaire américain, au pouvoir depuis 18 mois, affiche de longue date l'espoir de nouer une relation personnelle avec M. Poutine, un ex-officier du KGB qui dirige la Russie depuis 2000.

Donald Trump doit réaliser que "la Russie n'est pas notre alliée", a lancé le chef de file des républicains au Congrès américain Paul Ryan.

Le chef de l'opposition démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a lui accusé le président de la première puissance mondiale de s'être montré "irréfléchi, dangereux et faible" face à son homologue russe.

Nancy Pelosi, chef de l'opposition démocrate à la Chambre des représentants, a évoqué "un triste jour pour l'Amérique".

Vladimir Poutine, qui a une nouvelle fois nié toute ingérence, souhaitait-il voir Donald Trump l'emporter face à la démocrate Hillary Clinton?

"Oui", a répondu ce dernier sans détour. Raison avancée? "Il parlait de normalisation des relations russo-américaines."

L'enquête menée à Washington sur l'interférence russe en faveur de Trump dans la campagne présidentielle de 2016 a été relancée de façon spectaculaire, à trois jours du sommet, par l'inculpation de 12 agents du renseignement russe accusés d'avoir piraté les ordinateurs du parti démocrate.

"Cette enquête est un désastre (...) qui a eu des conséquences négatives sur les relations des deux premières puissances nucléaires du monde", a lancé M. Trump, le président russe à ses côtés. "Nous avons mené une campagne remarquable et c'est la raison pour laquelle je suis président", a-t-il ajouté.

Vladimir Poutine a lui ensuite réclamé, sur la chaîne américaine Fox News, que les relations américano-russes ne soient pas "prises en otages" par cette enquête, manifestation à ses yeux d'une "lutte politique interne aux Etats-Unis".

Il a ainsi donné raison à Donald Trump qui, peu avant la première poignée de main, avait de manière surprenante de la part d'un président américain attribué dans un tweet les mauvaises relations entre Washington et Moscou à... "des années de stupidité de la part des Etats-Unis" et à la "chasse aux sorcières" menée selon lui par le FBI qui enquête sur l'ingérence russe.

Désireux de donner une image positive de leur rencontre, les deux dirigeants aux parcours très dissemblables ont insisté sur leur volonté d'aller de l'avant.

"J'espère que nous avons commencé à mieux nous comprendre", a déclaré M. Poutine, évoquant des pourparlers "très réussis et très utiles", tandis que M. Trump louait un dialogue "direct, ouvert et très productif".

Interrogé sur les rumeurs faisant état de dossiers compromettants détenus par Moscou sur Donald Trump, Vladimir Poutine les a écartées d'un revers de manche.

"Il serait difficile d'imaginer une plus grande absurdité! Sortez-vous ces idioties de la tête", a-t-il lancé.

De la Syrie à la Crimée, nombre de diplomates et d'analystes redoutaient que Donald Trump ne fasse une série de concessions à l'homme fort du Kremlin. Mais les deux hommes seront restés avares de détails.

Arrivé à Helsinki en milieu de journée après avoir assisté à Moscou à la victoire de la France en Coupe du monde, M. Poutine a offert un ballon de foot au magnat de l'immobilier, visiblement ravi.

"Maintenant la balle est dans votre camp", s'est amusé Vladimir Poutine, déclenchant les rires de M. Trump qui a promis de l'offrir

à son fils Barron, âgé de 12 ans.

Donald Trump comme ses prédécesseurs démocrates et républicains avaient, bien sûr, déjà rencontré Vladimir Poutine. Mais le format de la rencontre, comme son timing, faisaient du face-à-face d'Helsinki un rendez-vous à part.

Le sommet est la dernière étape d'un voyage d'une semaine en Europe au cours de laquelle le magnat de l'immobilier a tiré à boulets rouges sur ses alliés - Allemagne en tête - tout se tenant soigneusement à l'écart de toute critique à l'encontre du président russe. AFP 18.07

Commentaire d'un internaute.

- "Le QI des journaleux est tombé bien bas...en quoi c'est étonnant que Poutine préférait un Trump qui avait parlé lors de sa campagne d'apaiser les relations avec la Russie contre la dingo Hillary qui avait promis la guerre à la Russie (et avec la Syrie on serait déjà dans la troisième guerre mondiale avec elle) .....les journalistes ne se sont pas offusqués quand Hollande a clairement appelé à voter pour Hillary....c'était pas de l'ingérence ça?..."

Si on ne savait pas ce que Trump et Poutine s'étaient dits, maintenant on le sait !

- Ingérence russe: Trump se ravise, dit s'être mal exprimé à Helsinki - Reuters 18 juillet 2018

Donald Trump s'est employé mardi à faire retomber la tempête suscitée par sa conférence de presse de lundi au sommet d'Helsinki, au cours de laquelle il n'avait pas demandé à Vladimir Poutine des comptes sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016 et avait pris pour argent comptant le démenti du président russe.

Donald Trump a assuré mardi, plus de 24 heures après la conférence de presse en question, que sa langue avait fourché. "J'ai dit le mot 'serait' au lieu de 'ne serait pas'", a assuré le président à la presse à la Maison blanche.

"La phrase aurait dû être: 'Je ne vois pas de raison pour laquelle ce ne serait pas la Russie" (qui se serait immiscée dans l'élection américaine), a dit Trump mardi.

Trump a ajouté qu'il avait entièrement confiance dans les agences de renseignement américaines et qu'il acceptait leurs conclusions, à savoir qu'il y avait eu ingérence de la Russie.

Chuck Schumer, chef de la minorité démocrate du Sénat, a estimé que les propos tenus mardi par Trump étaient un nouveau signe de sa faiblesse.

"Cela traduit la faiblesse du président Trump, qui a peur de se confronter directement à M. Poutine", a-t-il dit.

Donald Trump, qui avait eu de nombreuses occasions de contester publiquement Poutine à Helsinki, avait salué lors de la conférence de presse de lundi le démenti ferme apporté par Poutine à une éventuelle ingérence russe. Trump avait affirmé que l'information sur ces ingérences lui avait été fournie par le chef de la CIA, mais qu'il n'avait aucune raison de la croire. "Le président Poutine a été extrêmement ferme et affirmatif dans son démenti aujourd'hui", avait ajouté Donald Trump.

Le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a déclaré mardi que le Sénat pourrait envisager de nouvelles sanctions contre la Russie, et il a mis en garde Moscou contre toute ingérence dans les élections de mi-mandat en novembre.

S'adressant à la presse au lendemain de la conférence de presse de Trump à Helsinki, Mitch McConnell a assuré que les Etats-Unis soutenaient l'Otan et que les pays de l'Union européenne étaient des amis des Etats-Unis, ce qui, a-t-il ajouté, n'est pas le cas de la Russie. Il faisait écho à de récentes déclarations de Donald Trump qui a présenté l'Union européenne comme un ennemi des Etats-Unis sur la plan commercial. Reuters 18 juillet 2018

- Donald Trump dit avoir eu des échanges "bien meilleurs" avec Vladimir Poutine qu'avec l'Otan - Franceinfo 18.07

La dureté du président américain envers ses partenaires de l'Otan, doublé de son ton complaisant face à Vladimir Poutine, a suscité de très nombreuses critiques aux Etats-Unis. Franceinfo 18.07

- Mattis n'exclut pas de renouer le dialogue avec son homologue russe - Reuters 18.07

Le secrétaire américain à la Défense n'est pas hostile à des discussions avec son homologue russe Sergueï Choïgou, a-t-on appris de sources officielles à Washington. Reuters 18.07

Ils sont sur le pied de guerre.

- À la poursuite du “grand fantasme des journalistes” américains: une mystérieuse vidéo de Trump dans un ascenseur - Le HuffPost 18.07

- Donald Trump aurait préféré que cet embarrassant détail dans ses notes passe inaperçu - Le HuffPost 18.07

- Meurtre d'Anna Politkovskaïa, condamnation des Pussy Riot: la CEDH épingle Moscou - AFP 17.07

La Cour européenne des droits de l'Homme a doublement condamné mardi la Russie qui n'a fait "aucun effort" pour identifier les commanditaires du meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa, et pour de "multiples violations" à l'encontre des Pussy Riot. AFP 17.07

Ils osent tout. Mimétisme.

- François Hollande appelle à ne faire "aucune concession à Donald Trump" - AFP 18.07

L'ancien président de la République François Hollande a appelé mardi à ne faire "aucune concession à Donald Trump", et à "être sévère à l'égard de son comportement", estimant, dans une déclaration à l'AFP, que le président américain "crée du désordre dans le monde... AFP 18.07

- Obama appelle à s'opposer à la montée en puissance des "hommes forts" - Reuters 18.07

L'ex-président américain Barack Obama a appelé mardi le monde entier à rejeter la forme de cynisme que représentent les hommes forts, allusion manifeste aux dirigeants populistes qui se sont hissés au pouvoir dans plusieurs pays. Reuters 18.07

- En Afrique du Sud, Obama dégaine les coups contre Trump... sans le nommer - AFP 18.07

L'ancien président américain Barack Obama a multiplié, à mots à peine couverts mardi, les attaques contre son successeur Donald Trump, en s'en prenant aux climatosceptiques, aux leaders "autoritaires"... AFP 18.07

Slendeur et décadence d'un régime. Macron roi des cons, de la com, des riches...

- La victoire des Bleus ne profite pas à la popularité d'Emmanuel Macron - LeFigaro.fr 18.07

Contrairement à ce qu'auraient pu supposer certains observateurs, le président ne gagne pas en popularité. Bien au contraire. À la question «Trouvez-vous qu'Emmanuel Macron est un bon président?», 61% des personnes interrogées ont répondu par la négative. Le chef de l'État enregistre même une baisse de deux points par rapport au baromètre politique Odoxa pour la Presse régionale, France inter et L'Express , du 26 juin dernier. LeFigaro.fr 18.07

- L'Assemblée vote la possibilité pour le président de la République de participer au débat au Congrès - Le HuffPost 17.07

C'est une sévère entaille au principe de séparation des pouvoirs mais elle devrait contenter les détracteurs les plus virulents du Congrès de Versailles. Le HuffPost 17.07

- Emmanuel Macron "est passé de 'président des riches' au 'roi des riches'", estime Adrien Quatennens - AFP 18.07

Ils osent tout. Quand l'imposture devient grotesque...

- Mondial-2018: Philippe ne voit "rien de pire" que la récupération politique - AFP 18.07

- La réception des Bleus à l'Elysée est "l'occasion de renvoyer une très belle image des quartiers" populaires - Franceinfo 18.07

- Coupe du monde 2018 : Jean-Christophe Lagarde (président de l'UDI) a porté plainte contre Nicolas Maduro pour ses propos "inacceptables" sur les Bleus - franceinfo 18.07

Le député de Seine-Saint-Denis a porté plainte pour "incitation à la haine raciale, provocation publique à la haine raciale et diffamation raciale publique", pour les propos que Nicolas Maduro a tenus suite à la victoire de l'équipe de France de football.

Jean-Christophe Lagarde espère des poursuites. Il a également écrit au procureur de la République de Paris, François Molins, pour attirer son attention sur cette plainte. Dans son courrier, il a dénoncé une nouvelle fois des "propos inacceptables" et qui "reviennent à nier ce qu'est et ce qui fait la France".

Nicolas Maduro avait réagi publiquement lundi à la victoire de la France lors de la Coupe du monde en évoquant cette "équipe d'Afrique". "En vrai, c'est l'Afrique qui a gagné, les immigrants africains qui sont arrivés en France (...) L'Afrique a tellement été méprisée et dans ce Mondial, la France gagne grâce aux joueurs africains ou fils d'Africains", a-t-il déclaré en marge d'une cérémonie officielle. franceinfo 18.07

Maduro a raison, sur 23 joueurs sélectionnés, 13 étaient d'origine africaine ou nord-africaine, sans la poursuite du colonialisme, la France n'aurait pas remporté la Coupe du monde de football !

"Qu'est et ce qui fait la France", on va vous le dire monsieur Lagarde : plus de 6 millions de chômeurs, plus de 3 millions de personnes mal logées, 150.000 à la rue, quelque 15 à 20 millions de pauvres pendant que les actionnaires du CAC40 s'empiffrent !

Ils osent tout. Mansuétude et impunité pour la racaille.

- Un collaborateur de Macron suspendu 15 jours pour des violences - Reuters 18.07

Un collaborateur d'Emmanuel Macron a été suspendu 15 jours en mai après avoir frappé un manifestant le 1er mai à Paris, écrit mercredi le quotidien Le Monde, citant le directeur de cabinet du président de la République.

Selon Le Monde, qui écrit avoir eu confirmation de ces informations par le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, Patrick Strzoda, Alexandre Benalla, responsable de la sécurité lors de la campagne puis chargé de mission, adjoint au chef de cabinet du président de la République, est l'auteur de violences sur un manifestant, place de la Contrescarpe, dans le Ve arrondissement, visibles dans une vidéo largement diffusée sur les réseaux sociaux.

Il porte alors un casque des forces de l'ordre et est entouré de CRS, au côté desquels il participe à une intervention de maintien de l'ordre.

Alexandre Benalla est toujours chargé de mission à l'Elysée et s'occupe de la sécurité d'événéments organisés au sein du Palais, ajoute Le Monde.

Le Monde publie la lettre adressée ensuite par le directeur de cabinet à Alexandre Benalla. Patrick Strzoda écrit que "votre comportement a porté atteinte à l'exemplarité qui est attendue, en toutes circonstances, des agents de la présidence de la République" et précise qu'il devra quitter la présidence s'il ne fait pas à l'avenir preuve d'un comportement exemplaire. Reuters 18.07

- La garde à vue de Solère levée sur avis médical - Reuters 18.07

La garde à vue du député La République en marche (LaRem) Thierry Solère a été levée mercredi soir sur avis médical... Reuters 18.07

Ils osent tout. D'un lobbying à un autre

- Climat : les producteurs de viande plus émetteurs que les pétroliers ? - Liberation.fr

Collaboration de classes et tartufferies.

- Les syndicats vigilants face au changement de ton de Macron - AFP 18.07

Les partenaires sociaux notent un changement de ton de la part d'Emmanuel Macron, qui a manifesté le souhait de plus de "dialogue" à l'avenir, mais restent néanmoins sur leurs gardes, au sortir de trois heures d'entrevue à l'Elysée. AFP 18.07

- Macron change de ton, les partenaires sociaux veulent y croire - Liberation.fr 18.07

- Pavageau (FO): « La démocratie a besoin que nos interlocuteurs sociaux soient forts » - Le Point.fr 17.07

Le Point - Que retenez-vous de cette discussion ?

Pascal Pavageau - Plusieurs points positifs. D'abord, cela faisait trois mois que nous demandions une réunion entre l'exécutif et les huit organisations syndicales, et celle-ci a finalement eu lieu. Nous avons pu avoir trois heures entières de discussion, ce qui est déjà une avancée. (...) Le président a affirmé qu'il allait désormais plus associer les acteurs sociaux à l'ensemble des sujets. Il nous a indiqué que nous serions reçus dès septembre par le Premier ministre pour parler de l'assurance chômage. Il s'est engagé à ce que la note de cadrage soit réalisée avec les organisations syndicales. Sans procès d'intention et sans trop d'optimisme, on s'achemine, sur la forme, vers un retour à la démocratie sociale. (Ils vont bondir de joie au POI et au POID ! Quelle horreur ! - LVOG)

Le Point - Vous semblez confiant quant au changement de méthode. Qu'en est-il du contenu de la politique sociale ?

Pascal Pavageau - Sur le fond, par contre, rien ne va changer. Les points de désaccord majeurs sur le plan social demeurent. Le sens des réformes reste sur l'individualisation et la casse des droits collectifs. (Il est heureux, les syndicats vont être plus étroitement associés à l'élaboration des mesures que Macron a fermement l'intention d'adopter contre les travailleurs, parce qu'il va y mettre les formes. Plus loin il le dit lui-même : "Sur la forme, le changement va dans le bon sens." - LVOG) (...) Mais si le dialogue est renoué, les choses iront moins vite, les organisations syndicales pourront plus peser dans le débat, nous serons plus écoutés, certaines de nos propositions seront sans doute retenues et peut-être que l'exécutif renoncera à certaines réformes devant nos arguments. (Peut-être ben que oui, peut-être ben que non, sur quel ton nonchalant il s'exprime, c'est à se demander s'il a conscience que c'est du sort des travailleurs qu'il s'agit, il s'en fout en réalité. - LVOG) (...) Mais le président a conclu une chose avec laquelle nous sommes d'accord : la démocratie a besoin que nos interlocuteurs sociaux soient forts. (Entendez par "interlocuteurs sociaux" les appareils vendus des syndicats qui doivent être forts face à la base, assurément on est en présence d'un consensus avec Macron. Il le dit plus loin en répondant à la question suivante quand il affirme, je cite : " Aucune avancée n'a jamais eu lieu sans l'intervention des organisations sociales, quelles qu'elles soient, et l'exécutif le sait : il ne peut rien faire sans nous", oui on s'en était aperçu, aucune régression sociale non plus ! Sinon pourquoi insiste-t-il en précisant : "Après, il n'y aura certainement pas un axe entre FO et le Medef (C'est à croire qu'il y avait matière à en douter, quel aveu ! - LVOG), mais sur la nécessité de redonner leur force aux interlocuteurs sociaux, nous sommes tous d'accord", (Nous n'en doutons pas un seul instant, les militants apprécieront. - LVOG) Le Point.fr 17.07

Dans la rubrique internationale, ils osent tout aussi.

A bas l'Etat-juif, vive la Palestine une et indivisible !

- Israël se considère désormais comme "État-nation juif", l'hébreu seule langue officielle. - Le HuffPost 18.07

- Israël: La loi sur "l'Etat-Nation" adoptée à la Knesset - Reuters 19.07

Les députés israéliens ont approuvé jeudi un projet de loi controversé qui ne reconnaît le droit à l'autodétermination qu'aux juifs.

"Israël est l'Etat-nation du peuple juif dans lequel il réalise son droit naturel, culturel, historique et religieux à l'autodétermination", dit le texte, adopté par 62 voix contre 55 et deux abstentions. Plusieurs députés arabes ont bruyamment exprimé leur indignation après le vote.

"C'est un moment décisif dans les annales du sionisme et de l'histoire de l'Etat d'Israël", s'est en revanche félicité le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

La loi, symboliquement promulguée juste après le 70e anniversaire de la naissance de l'Etat d'Israël, retire par ailleurs à l'arabe son statut de langue officielle aux côtés de l'hébreu, pour le remplacer par un "statut spécial" qui autorise la poursuite de son utilisation dans l'administration.

"Nous continuerons à garantir le respect des droits civiques dans la démocratie israélienne, mais la majorité a aussi des droits et la majorité décide. Une majorité absolue veut garantir le caractère juif de notre Etat pour les générations à venir", a justifié la semaine dernière le Premier ministre. Reuters 19.07

En complément.

- Une délégation palestinienne à l'ONU privée de visa pour les Etats-Unis - AFP 18.07

Nicaragua. Stratégie du chaos et de la déstabilisation des Etats menée par la CIA.

Ils emploient la même rhétorique avec Ortéga qu'envers Assad.

- Les USA et l'Onu condamnent les violences au Nicaragua - Reuters 18.07

Les Etats-Unis ont condamné lundi les violences des paramilitaires nicaraguayens à l'encontre d'étudiants, de journalistes et de membres du clergé. Reuters 18.07

- Nicaragua: l'ONU accuse l'Etat de graves violations des droits de l'Homme - AFP 18.07

L'ONU a accusé mardi les autorités du Nicaragua de graves violations des droits de l'Homme, se disant très inquiète après la disparition de deux représentants du mouvement paysan détenus à l'aéroport de Managua et qui devaient participer à une conférence aux Etats-Unis. AFP 18.07

- Nicaragua: Ortega et Murillo, couple "machiavélique" accroché au pouvoir - AFP 18.07

Le 19 juillet 1979, à la tête de l'insurrection qui fait chuter le dictateur Anastasio Somoza, Daniel Ortega devient un héros au Nicaragua. 39 ans après, il s'accroche au pouvoir, avec son épouse Rosario Murillo, réprimant les manifestations qui réclament son départ. AFP 18.07

- Nicaragua: une ville rebelle visée par une opération violente des autorités - L'Express.fr 19.07

- Nicaragua: les forces pro-Ortega asseoient leur contrôle sur Masaya la rebelle - AFP 19.07

Les forces fidèles au président nicaraguayen Daniel Ortega ont assis mercredi leur contrôle sur la ville de Masaya, bastion de l'opposition violemment repris la veille, s'attirant les condamnations de la communauté internationale.

Au terme de violents affrontements, les forces progouvernementales ont pris le contrôle du quartier rebelle de la ville de Masaya, au sud du Nicaragua, qui avait érigé des barricades depuis le début de la contestation contre le président Daniel Ortega. AFP 19.07

Syrie. Le clan de la guerre ne digère pas sa défaite.

- Damas annonce la prise d'une hauteur stratégique près du Golan - Reuters 17.07

L'armée syrienne a pris lundi le contrôle d'une hauteur stratégique près du plateau du Golan en partie annexé par Israël, rapporte la télévision publique syrienne.

La colline d'Al Haara, dans la province de Deraa, est tombée aux mains des forces loyalistes au second jour d'une offensive lancée pour reprendre les secteurs encore tenus par les rebelles dans cette région du sud-ouest de la Syrie.

Avant l'occupation de la colline par les rebelles en octobre 2014 se trouvait à son sommet une installation radar d'une grande importance pour la défense anti-aérienne syrienne.

Le secteur a été lourdement bombardé ces deux derniers jours par les forces syriennes et leurs alliés russes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les Israéliens ont fait savoir qu'ils ne s'opposeraient pas à la progression de l'armée syrienne dans le secteur. Reuters 17.07

- Syrie: RSF veut que l'ONU protège les journalistes dans le sud du pays - AFP 17.07

L'ONG Reporters sans frontières (RSF) a demandé à l'ONU d'intervenir pour protéger des dizaines de journalistes "pris au piège" dans le sud de la Syrie, et qui craignent d'être la cible de représailles de la part du régime.

D'après un communiqué de l'ONG, "plusieurs dizaines de journalistes (sont) pris au piège dans le sud de la Syrie, depuis que l'armée du régime a repris la zone de Deraa", et certains "ont fait part à RSF de leur peur d'être exécutés ou jetés en prison dès que le régime aura pris le contrôle total de la province".

En effet, les journalistes qui ont couvert "la révolte (contre le régime d'Assad, ndlr) depuis ses débuts et ont collaboré à la documentation des violations des droits humains commises par le régime syrien" risquent d'être "assimilés à l'opposition" et pourraient du coup "subir des représailles particulièrement sévères", explique RSF.

Afin d'assurer leur protection, le secrétaire général de RSF, Christophe Deloire, a écrit le 11 juillet au secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres pour suggérer la mise en place d'"un corridor humanitaire ou un accès discret à un territoire en paix dans les pays limitrophes", ajoute l'organisation. AFP 17.07

Aucune protection particulière pour les agents de la CIA porte-parole des barbares !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- La contestation sociale en Irak entre dans sa deuxième semaine - AFP 16 juillet 2018

La contestation en Irak entre lundi dans sa deuxième semaine, un mouvement émaillé de violences meurtrières qui met en lumière la détresse sociale d'une grande part de la population dans un pays émergeant d'une quinzaine d'années de conflits ininterrompus.

Six mois exactement après la proclamation en grande pompe par les autorités de la "victoire" sur le groupe Etat islamique (EI) et alors que les violences ont drastiquement décru dans le pays, dont un tiers tombait aux mains des jihadistes il y a quatre ans, les problèmes sociaux sont redevenus la priorité numéro un.

Ils étaient des milliers à le crier lors de nouvelles manifestations dans l'est et le sud du pays lundi matin, selon des correspondants de l'AFP.

La population a déjà sanctionné sa classe dirigeante en s'abstenant massivement aux législatives de la mi-mai et elle réclame aujourd'hui une meilleure répartition des juteux revenus du pétrole, notamment dans le sud qui s'est embrasé il y a une semaine.

Car dans le pays, deuxième producteur d'or noir de l'Opep, le secteur des hydrocarbures assure 89% des ressources budgétaires et même 99% des exportations, mais ne représente que 1% des emplois.

Et ce fossé se fait cruellement sentir dans un pays où, officiellement, 10,8% des habitants sont sans emploi et deux fois plus parmi les jeunes, qui représentent 60% de la population.

Pour les manifestants, qui s'en sont pris à différents sièges de partis politiques à travers les provinces du sud, les brûlant ou mettant à bas les affiches placardées par les politiciens, l'autre grand problème, c'est la corruption.

Depuis l'invasion emmenée par les Etats-Unis qui a renversé le dictateur Saddam Hussein en 2003, la classe dirigeante s'accapare fonds publics, ressources naturelles et projets publics, privant les Irakiens des infrastructures de base, assurent-ils.

"Ces champs de pétrole nous appartiennent, pourtant on en retire rien", tempête ainsi Hussein Ghazi, manifestant de 34 ans, à Bassora. "On entend plein de belles paroles, mais on ne voit rien venir", renchérit auprès de l'AFP Aqil Kazem, chômeur de 27 ans.

En plus, cette année, la sècheresse et les barrages construits par les pays voisins en amont sur les fleuves qui traversent l'Irak ont affecté la saison agricole, tandis que la pénurie chronique d'électricité laisse les Irakiens sans équipement au pic de l'été sous une température atteignant les 50 degrés.

Depuis le début des manifestations quotidiennes huit personnes ont été tuées, selon le ministère de la Santé. Deux l'ont été à Bassora, la grande ville portuaire du sud d'où est parti le mouvement, trois à Samawa, deux à Najaf et une à Kerbala, a détaillé le ministère sans toutefois donner de détails sur les circonstances de ces décès. Selon différentes sources, au moins une des victimes a été abattue par les forces de l'ordre à Bassora.

Le Premier ministre Haider al-Abadi, qui s'était rendu vendredi à Bassora pour tenter de calmer les esprits, a annoncé samedi soir une allocation immédiate de trois milliards de dollars pour la province, outre des promesses d'investissement dans l'habitat, les écoles et les services.

Il a appelé les services de sécurité "à se tenir en alerte car le terrorisme veut exploiter tout évènement ou conflit". Mais il leur a ordonné "de ne pas faire usage de balles réelles sur des manifestants non armés".

Exacerbé par la mort d'un homme dans la province de Bassora au premier jour des manifestations, le 8 juillet, ce mouvement a fait tâche d'huile et s'est étendu à d'autres provinces du sud, dont Najaf, Missane, Kerbala, Zi Qar et Mouthanna.

Samedi, alors que la contestation menaçait de gagner Bagdad où des appels à manifester étaient lancés, internet s'arrêtait de fonctionner: les autorités ont assuré qu'il s'agissait d'opérations de maintenance. Lundi, le réseau marchait de nouveau.

La plus haute autorité chiite d'Irak, l'ayatollah Ali Sistani, a apporté vendredi son soutien aux manifestants, tout en les appelant à éviter les désordres et les destructions.

En 2015 déjà, un mouvement de protestation avait été lancé contre la prévarication et l'absence de services publics -- animé principalement par Moqtada Sadr, le nationaliste chiite arrivé en tête des législatives de mai sur un programme anti-corruption. AFP 16 juillet 2018

Haut de page

Le 21 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Allez on arrête de jouer à la baballe, place à la Grande Boucle, au soleil, aux vacances, elle n'est pas belle la vie ?

- Causerie au format pdf (9 pages)

L'homme n'a décidément pas dépassé le stade élémentaire du primate, c'est ce qu'a démontré l'hystérie et les commentaires dithyrambiques qui ont accompagné la victoire de l'équipe de la Françafrique à la coupe du monde de football.

On en oublierait presque qu'au départ le sport fut inspiré de la lutte que menaient les hommes pour leur survie en présence de nombreux prédateurs et face aux aléas de la nature, et que c'est leurs dispositions physiques ou morphologiques naturelles qui présidaient à la préservation ou à la sélection naturelle de l'espèce, les mieux lotis ou les plus forts survivant, alors que les plus faibles disparaissaient. Plus tard, de chasseurs intrépides ils devinrent des combattants redoutables réduisant en esclavage les plus faibles qu'ils avaient vaincus, de chefs de tribus ou de hordes de barbares ils devinrent chefs de guerre, monarques ou empereurs soumettant des peuples entiers...

Les hommes livrés au règne de la nécessité devaient entrer en concurrence les uns avec les autres et se livrer à une lutte à mort pour assurer leur propre survie, d'où l'état de guerre permanent auquel ils furent soumis tout au long de leur existence depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours.

C'est cela qu'on vient de célébrer, d'exalter, manifestation d'infantilisme qui témoigne que la civilisation humaine n'est décidément pas encore prête à conquérir sa liberté.

Que pratiquement tous les acteurs politiques aient cru bon d'en être, augure mal la suite ou le cruel destin qui nous attend. Cela illustre à sa manière le processus de régression de la conscience collective dans lequel l'humanité est engagée. Il est destiné à se poursuivre pendant encore très longtemps, un siècle, un peu plus ou un peu moins, période pendant laquelle les conditions seront réunies pour qu'il s'inverse, il n'est donc pas irréversible, sans qu'on sache à l'avance si les exploités seront en mesure de saisir les occasions qui se présenteront à eux, tout dépendra si leur conscience aura enfin fini par mûrir, sinon la civilisation humaine sera vouée à disparaître.

L'époque où leur conscience pourrait atteindre un niveau supérieur pourrait coïncider avec l'achèvement du marché mondial, où la concurrence mondiale entre exploités n'aurait plus aucune raison d'être et ne présenterait plus aucun avantage pour les exploiteurs, et cèderait la place ou ouvrirait la voie à l'union des prolétaires du monde entier pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

On dit qu'un régime ou un mode de production ne peut disparaître tant qu'il n'a pas épuisé toutes ses capacités, sachant que le capitalisme ne pourra être éradiqué qu'à l'échelle de la planète, parce que c'est un mode de production intégré aussi bien en terme de matières premières que de main d'oeuvre au niveau mondial, il y a tout lieu de penser que cela ne se produira pas tant qu'il ne l'aura pas entièrement colonisé, ce qui n'est pas encore le cas contrairement aux sornettes qu'on entend.

Que les néolibéraux aient défini une stratégie pour retarder le plus longtemps possible cette échéance ou interdire qu'elle se réalise en est en quelque sorte la confirmation, d'où leur acharnement à vouloir maintenir des continents entiers en état de sous-développement en recourant à des guerres pour l'illustrer.

Si on se décidait à bien vouloir regarder la réalité en face au lieu de lui substituer des théories obsolètes ou foireuses s'appuyant sur une analyse ou une perspective erronée, sans exclure qu'entre temps des révolutions pourraient se produire ici ou là qu'évidemment nous soutiendrions, tout en sachant qu'immanquablement elles seraient vouées à être vaincues ou à dégénérer parce qu'elles demeureraient isolées, tout du moins durant toute une période préliminaire sans qu'on puisse en déterminer la durée à l'heure actuelle, on réaliserait ou on prendrait enfin conscience qu'il nous faut définir une stratégie politique basée sur l'épuisement (encore à venir) des capacités du capitalisme dont les signes avant-coureurs n'ont cessé de se manifester parfois de manière extrêmement violente depuis le début du XXe siècle (Qu'on a largement surestimés...), qui ouvrirait la voie à sa liquidation de la surface de la terre, au socialisme.

Quant à la tactique, elle devrait s'articuler autour de deux facteurs, qui consisterait à aider les exploités à résister jusqu'à cette échéance (Qui se profilerait petit à petit et dont ils pourraient prendre conscience...) en luttant pour l'amélioration de leur condition d'existence (et de travail) ou pour maintenir un niveau de vie supportable, ce qui impliquerait la défense de tous nos acquis ou droits sociaux et d'en revendiquer de nouveaux, même si cela semble aléatoire ou largement compromis, tout en les aidant à faire progresser leur niveau de conscience dans la perspective des tâches politiques qu'ils auront à accomplir pour se débarrasser du capitalisme à l'échelle mondiale.

La tactique demeure ainsi subordonnée à la stratégie de manière à favoriser cette prise de conscience, sans laquelle notre combat serait perdu d'avance. Pour l'avoir oublié ou s'en être écartés, nous en sommes rendus à la situation pitoyable que nous connaissons aujourd'hui.

J'ai l'impression que ce que je propose consiste tout simplement à renouer avec les enseignements que nous avaient légués les marxistes, renvoyant dos-à-dos gauchistes et opportunistes.

Cette brève analyse constitue la trame provisoire ou plus ou moins achevée de la conclusion à laquelle je suis parvenu au terme de 15 années d'études, bien des tâtonnements et des errements après avoir été parfois induit en erreur par des relents anciens de dogmatisme notamment, dans des conditions d'isolement en Inde qui, si elles ne facilitent pas vraiment la réflexion qui se nourrit d'échanges, n'en entravent pas le développement.

L'issue de mes travaux dépendait finalement de ma détermination à trouver des réponses cohérentes ou satisfaisantes à la multitude de questions que j'allais être amené à me poser, ainsi que l'évaluation d'hypothèses toutes aussi nombreuses, ainsi que la faculté à me débarrasser de tout a priori, ce qui est toujours le plus difficile puisqu'en partie inconscient.

En réalité, je n'en suis pas tout à fait satisfait ou il reste encore bien des choses à préciser ou à modifier. Disons qu'à ce stade, l'orientation politique que je propose ici, n'est qu'une modeste contribution politique que je porte à votre réflexion. A suivre.

Et pendant ce temps-là dans la cour de récréation ils jouent à la baballe.

Ils osent tout. Union nationale. Comment flatter l'ignorance des masses dans le sens du poil.

Daniel Gluckstein s'est fendu d'un éditorial (Tribune des travailleurs - POID) dégoulinant d'opportunisme comme on n'en avait pas lu depuis un moment.

Imaginez un instant, la victoire de la coupe du monde du football-fric par l'équipe de la Françafrique : "*ça vaut le coup d'être heureux une soirée*", pour un peu il ne manquerait plus qu'un coup de canon tiré en direction du Mali ou de la Libye en guise de feu d'artifice pour que la fête soit complète ! Voilà ce qui le rend heureux, vous imaginez un peu le niveau du dirigeant. On vit à une époque particulièrement médiocre et il ne dépareille pas, c'est communicatif apparemment ou plus profond.

Quel naufrage !

On croirait un communiqué rédigé par une agence de com pour le compte d'un marchand de vent ou de miracles.

- Pour le jeune des quartiers ouvriers et populaires, pour l'ouvrier, pour le chômeur, pour la mère de famille élevant seule ses enfants, pour le bénéficiaire du RSA, (Il a oublié les handicapés, les clochards, sortez vos mouchoirs, quel misérabilisme ! - LVOG) la victoire de cette équipe de France composée, essentiellement, de jeunes issus des mêmes quartiers et des mêmes milieux est apparue comme porteuse d'un espoir, celui d'une société où tous trouveraient la place qui leur est refusée. (On ignorait qu'il en était le capitaine ! - LVOG) C'est – chargée d'illusions, sans doute – l'expression d'une puissante aspiration au progrès, à la justice sociale, à l'égalité réelle tordant le cou aux humiliations et aux discriminations, à l'exploitation et à l'oppression, à la misère. (C'est tout, n'en jetez plus la cour est pleine ! Vous aurez noté le procédé du prestidigitateur, qui de son chapeau chargé d'illusions fait jaillir miraculeusement un niveau de conscience si élevé chez les masses qu'on devrait lui attribuer un certificat d'authenticité indiscutable, tant les prolos ont le socialisme dans le sang, et si vous n'en êtes pas convaincus, dites-vous bien que rester passif devant un écran pendant 90 minutes à regarder des types courir après un ballon en est la preuve manifeste. Quelle misère ! - LVOG)

Excessif ? Quand l'opium du peuple s'apparente à un élixir de libération on est encore en dessous de la réalité en fait. Car il a tenu le même discours que Macron et l'ensemble de la classe politique de l'extrême droite à l'extrême gauche en évoquant "*les aspirations des jeunes enthousiasmés par la victoire de leur équipe de France*", elle appartient bien à tous, bel exercice de "*victoire*" partagée avec Macron, d'union nationale noyé dans un discours qui se veut par ailleurs radical mais qui ne trompe personne ; s'emballer pour un tel étalage d'ignorance assimilé aux aspirations de la jeunesse est plutôt inquiétant, dommage qu'ils ne se soient pas enthousiasmés pour la libération d'Alep ou de Deraa en Syrie, Gluckstein non plus, il est passé à côté, il avait le regard rivé ailleurs, on comprend.

Cet exercice pitoyable de populisme et de tiers-mondiste n'aurait pas été complet sans un vibrant appel à "*la République (qui) vivra quand elle accueillera fraternellement les migrants qu'elle rejette aujourd'hui au fond de la Méditerranée*", alors que cette opération pilotée depuis Washington et Bruxelles ou l'Otan avait justement pour objectif de désintégrer ce qui restait de cette République moribonde, bananière au service de l'oligarchie. Qu'il tienne à en être avec son parti n'étonnera plus personne, c'est leur droit.

Tout compte fait cet éditorial aurait très pu être publié par l'Humanité.

Vous ne trouvez pas étrange que deux militants se réclamant du socialisme en arrivent à produire deux analyses d'un fait diamétralement opposées ?

En complément. (A propos de l'affaire Benalla)

- La République est "inaltérable", a laconiquement déclaré jeudi Emmanuel Macron lors d'un déplacement en Dordogne, après avoir refusé à maintes reprises de répondre aux questions des journalistes. AFP 19 juillet 2018

Elle est moins inoxydable que le couperet de la guillotine qui attend le petit monarque...

Affaire d'Etat. Flagrant délit ou Macron pris la main dans le SAC.

Qui a dit ?

- "Je condamne avec une absolue fermeté les violences qui ont eu lieu aujourd'hui."

Réponse : Macron, au soir du 1er mai 2018. (Reproduit par Le HuffPost 19 juillet 2018)

- «Cet acte violent a un vieux parfum du SAC de De Gaulle» - Liberation.fr 20.07

- Alexandre Benalla a également agressé une femme à la Contrescarpe, comme le montre une vidéo inédite - Le HuffPost 20.07

L'affaire du collaborateur d'Emmanuel Macron n'en finit plus de rebondir. Ce mercredi 18 juillet, Le Monde a révélé qu'un membre du cercle proche d'Emmanuel Macron avait été filmé en train de frapper un manifestant, pourtant à terre, lors des manifestations du 1er mai dernier, le tout en arborant un casque des forces de l'ordre alors qu'il était en fait membre du cabinet du président. Mais ce n'est pas tout. Dans une vidéo envoyée par un lecteur du HuffPost, on découvre ce qu'il s'est passé durant les 43 secondes pendant lesquelles il est absent de la vidéo désormais célèbre. Entre le moment où il extrait une jeune fille de la bagarre et le moment où il revient pour frapper le manifestant.

1er mai, à la place de la Contrescarpe. Dommage qu'on ne parle pas aussi de cette jeune femme qui s'est fait violenter, elle aussi, par Alexandre Benalla avant que ce dernier s'en prenne à son ami.

Dans l'intervalle, il a traversé la rue avec la jeune fille, aidé par une autre personne. Il la plaque contre le mur et fait une tentative de balayage avec sa jambe. On entend distinctement la victime dire "aïe" et "arrêtez". Alexandre Benalla écarte également de sa main une cycliste qui cherche à s'interposer. Enfin, il entend les cris de l'autre côté de la rue et traverse, laissant la victime prostrée, assise contre le mur. C'est là que la vidéo devenue virale reprend, avec l'arrivée d'Alexandre Benalla dans le champ. A la fin, grâce à la nouvelle vidéo, on se rend compte que la fille agressée est une amie du manifestant tabassé. Ils quittent les lieux ensemble. La victime déclare "C'est des malades !". Le HuffPost 20.07

En complément.

En famille. Mélenchon en défenseur de "l'autorité de l'Etat" ou gardien en chef de l'esprit de la Ve République.

- "L'autorité de l'Etat a été engagée d'une manière tellement ample et tellement forte que la sanction doit être exemplaire. Elle doit concerner lui (Alexandre Benalla, NDLR), tous ceux qui ont des activités invisibles de cette nature, et évidemment les chefs, je veux dire le chef de cabinet", a-t-il ajouté. AFP 19 juillet 2018

Merci, on avait compris qu'il ne réclamait pas la tête de Macron !

Non mais sans blague, on ne badine pas avec l'autorité de l'Etat, chacun doit la respecter, et en premier lieu Macron qui doit être à la hauteur de la fonction qu'il occupe au sommet de l'Etat selon la Constitution de la Ve République. Mélenchon y veille !

Mélenchon un opposant au régime ? Quel bouffon !

ACTUALITE EN TITRES

Militarisation de la Constitution de la Ve République pour la rendre plus "humaine".

- De la «dignité humaine» dans la Constitution - Liberation.fr 19.07

- Le "service national" inscrit dans la Constitution - L'Express.fr 19.07

Fake news. L'AFP en première ligne. La preuve.

- Londres dément toute identification dans l'affaire Skripal - Reuters

On rappelle que Reuters est une agence de presse britannique.

- La police britannique aurait identifié les empoisonneurs présumés des Skripal - AFP

- Affaire Skripal : des suspects russes dans le viseur - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Confirmation. Il était légitime de les caractériser ainsi.

- Israël : la loi sur «l'Etat juif» crée la polémique - LeParisien.fr 20.07

Dorénavant nous n'emploierons plus que l'expression Etat juif à propos d'Israël.

Les barbares et protégés de l'Etat juif rapatriés chez leurs parrains occidentaux, c'est émouvant !

- Londres évacue les Casques blancs de Syrie - Réseau Voltaire 20 juillet 2018

Le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada vont évacuer plusieurs centaines de membres des Casques blancs après la reddition des groupes terroristes au Sud de la Syrie.

Les Casques blancs se présentent comme une organisation humanitaire alors même qu'ils ont pris part au combat, notamment en coupant l'eau durant 42 jours aux 5,6 millions d'habitants de Damas [1]. De nombreux membres des Casques blancs sont par ailleurs également membres à titre individuel d'Al-Qaïda ou de Daesh.

Les Casques blancs seront accueillis non seulement au Royaume-Uni et au Canada, mais aussi aux Pays-Bas et en Allemagne.

[1] « Une « ONG humanitaire » prive d'eau 5,6 millions de civils », Réseau Voltaire, 6 janvier 2017. Réseau Voltaire 20 juillet 2018

La guerre des clans de l'oligarchie ne connaît pas une minute de répit.

Trump invite Poutine à Washington à l'automne malgré le tollé d'Helsinki - Reuters 20.07

Donald Trump a demandé à John Bolton, son conseiller à la sécurité nationale, d'inviter Vladimir Poutine à l'automne, a annoncé jeudi la Maison blanche, trois jours après le premier sommet entre les deux hommes qui a soulevé un tollé aux Etats-Unis. Reuters 20.07

Trump et Poutine ne font plus qu'un en couverture de "Time magazine" - Le HuffPost 19.07

Trump enregistré à son insu parlant d'acheter le silence d'une ancienne playmate - AFP 20.07

Poutine: Des forces aux USA veulent saboter les résultats du sommet d'Helsinki - Reuters

Trump s'insurge contre l'amende infligée par l'UE à Google - AFP 19.07

Le président américain, Donald Trump, s'en est une nouvelle fois pris à l'Union européenne jeudi, s'insurgeant cette fois contre l'amende record infligée par Bruxelles à Google et martelant qu'il ne tolérerait plus que l'Europe "profite" des Etats-Unis. AFP 19.07

Totalitarisme. Quand Big Brothers complote...

Grille de lecture.

Je ne sais pas si vous vous en souvenez, ils avaient été jusqu'à imputer à Bachar el-Assad d'être responsables des violences qui se sont produites en Syrie au début de 2011, puis de la guerre qui s'en est suivie et ses centaines de milliers de morts.

Et bien demain, si vous souteniez le contraire en vous appuyant sur les faits n'importe où dans le monde, cette information serait censurée. Donc seule la version frauduleuse serait accessibles, pas seulement sur Facebook mais publiée par l'ensemble des médias. Quant aux contrevenants intervenant sur Internet, l'accès à leurs portails ou blogs serait coupé, c'est en tout cas le sens dans lequel vont les nouvelles lois que Bruxelles et Washington sont en train de concocter...

- Facebook veut supprimer les fausses informations qui causent des violences - L'Express.fr 19 juillet 2018

Facebook continue sa lutte contre les "fake news". Le réseau créé par Mark Zuckerberg a annoncé ce jeudi vouloir retirer les fausses informations susceptibles de créer des violences de façon imminente.

Avec cette nouvelle politique, le réseau social pourra par exemple retirer des contenus inexacts ou trompeurs (comme des photos truquées) créés ou partagés pour contribuer à la violence physique ou l'exacerber. Pour y parvenir, Facebook s'appuiera sur des organisations locales ou des agences spécialisées pour déterminer si ces publications sont susceptibles d'entraîner des violences de façon imminente et donc si elles doivent être retirées.

Cette nouvelle politique consiste à examiner et supprimer un autre type de contenus, moins explicitement violents mais tout de même susceptibles d'entraîner des violences. L'Express.fr 19 juillet 2018

Cela signifie quoi ces "contenus, moins explicitement violents", sinon l'arbitraire le plus total exercé par des entreprises privées ou des multinationales, qui se transformeraient en juridiction transnationale, en tribunaux d'exception destinés à museler toute opposition aux régimes totalitaires qu'ils sont en train d'installer partout dans le monde.

Barbarie. Afghanistan : Enième massacre ordinaire de civils innocents.

- Des civils tués dans un raid aérien près de Kunduz en Afghanistan - Reuters 19.07

Quatorze personnes, dont des femmes et des enfants, ont péri dans une frappe aérienne intervenue au cours d'une opération au sol des forces de sécurité afghanes jeudi près de la ville de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, a déclaré le porte-parole du gouverneur. Reuters 19.07

Dernières nouvelles du clan de la guerre perpétuelle contre tous les peuples.

Nicaragua: marche de l'opposition après les attaques d'Ortega - AFP 20.07

Une marche de l'opposition nicaraguayenne doit se dérouler samedi à Managua au moment où le dialogue avec le pouvoir est quasi rompu après les propos du président Daniel Ortega accusant l'Eglise et l'opposition de fomenter un "coup d'Etat". AFP 20.07

Le Pentagone annonce 200 millions de dollars supplémentaires pour la défense ukrainienne - AFP 20.07

Les Etats-Unis ont annoncé vendredi une aide supplémentaire de 200 millions de dollars pour renforcer la défense de l'Ukraine, engagée dans un conflit contre des séparatistes prorusses, quatre jours après un sommet controversé entre Donald Trump et Vladimir Poutine. AFP 20.07

Une réponse ou un torpillage du clan de la guerre ?

- Vers un référendum au Donbass ? - Réseau Voltaire 20 juillet 2018

Selon Bloomberg, le président Vladimir Poutine aurait proposé à son homologue états-unien Donald Trump de régler ensemble la question du Donbass [1].

Un référendum pourrait être tenu, sous la surveillance de la communauté internationale, pour permettre aux habitants de cette région de choisir leur avenir.

Le président Trump aurait réservé sa réponse.

Les accords de Minsk prévoyaient quant à eux l'adoption par la Douma ukrainienne d'un statut particulier pour le Donbass et l'organisation d'élections locales ; des engagements auxquels le président ukrainien Pedro Porochenko (photo) s'est opposé.

En mai 2014, les rebelles du Donbass avaient organisé un référendum d'indépendance. La population avait massivement voté pour se séparer de l'Ukraine, soulevant la fureur des Occidentaux.

[1] "Putin Tells Diplomats He Made Trump a New Offer on Ukraine at Their Summit", Ilya Arkhipov, Bloomberg, July 19, 2018.
Réseau Voltaire 20 juillet 2018

Corée du Nord: Washington réclame à l'ONU "une pleine application des sanctions" - AFP 20.07

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a réclamé vendredi à l'ONU "une pleine application des sanctions" contre la Corée du Nord pour parvenir à sa dénucléarisation, à l'issue d'une réunion avec le Conseil de sécurité destinée à maintenir son unité face à Pyongyang. AFP 20.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Cuba

- Cuba va inscrire la propriété privée dans sa nouvelle Constitution - LeFigaro.fr 19.07

Pour la première fois depuis 1959, le gouvernement s'est engagé à inscrire l'économie de marché dans la constitution. Examinée à partir de samedi, la révision du texte de 1976 doit faciliter l'accès des investisseurs étrangers à l'économie cubaine, dans la continuité des réformes initiées par Raul Castro depuis 2008 pour moderniser et ouvrir le pays. Le texte sera ensuite soumis à un référendum.

Révélé le 13 juillet par le quotidien du Parti communiste cubain, le Granma, le projet de constitution reconnaît «le rôle du marché et de nouvelles formes de propriété, parmi lesquelles la propriété privée», avant de préciser, quelques lignes plus loin, qu'il «réaffirme le caractère socialiste du système politique, économique et social».

Et rappelle très vite le «rôle directeur du PCC comme force dirigeante supérieure de la société et de l'État». «Il n'y aura pas de virages capitalistes», souligne le président Miguel Diaz-Canel, élu en avril.

«La constitution officialise ce qui est à l'œuvre depuis dix ans. Les cubains vont petit à petit découvrir une économie du salariat. Ce

qui est normal pour nous, mais révolutionnaire pour eux», explique Christophe Ventura, chercheur à l'IRIS et spécialiste de l'Amérique latine. Pendant 40 ans, l'île a vécu sous une économie presque totalement étatisée. Le salaire ne couvrait pour les cubains que 5% des besoins: le logement, la nourriture et les soins étant presque toujours pris en charge par l'État.

Depuis 2010, le pays mené par Raul Castro, le frère cadet de Fidel, s'est engagé dans de vastes réformes pour ouvrir le pays aux investissements étrangers. Le but étant d'attirer capitaux et liquidités dans un pays exsangue économiquement. De fonctionnaires, 201 professions sont autorisées à exercer à titre d'autoentrepreneurs ou de «petits artisans»: 591.000 Cubains sont aujourd'hui «cuentapropistas», c'est-à-dire qu'ils exercent à leur propre compte. Pourtant, l'octroi de nouvelles licences de «cuentapropistas» a été suspendu il y a un an. Face à l'économie de marché, le gouvernement envoie des signaux ambivalents: voilà presque dix ans que l'imminence de la transition cubaine fait débat chez les observateurs.

Alors, la révision de la constitution peut-elle souffler un nouvel élan? «Si l'un d'entre nous se berçait d'illusions sur cette réforme constitutionnelle, le mieux serait de les abandonner très vite», tranche un blog local critique envers le pouvoir, Cuba Economia, cité par Courrier international. Si la réforme doit faciliter l'implantation de capitaux étrangers et la création d'entreprises locales, la propriété de la terre «sera toujours soumise à des restrictions pour sa transmission et au droit de préemption de l'État sur son acquisition, à un juste prix», note le blog.

«Évidemment, Cuba n'aspire pas à une économie de marché au sens où on l'entend dans un pays totalement mondialisé, mais à une libéralisation qui n'altère pas la présence de l'état dans l'économie», détaille Christophe Ventura. Pour le chercheur, la Havane devrait trouver son équilibre dans un modèle semblable à celui du Vietnam ou de la Chine: «L'état a des intérêts y compris dans les capitaux privés, participe largement à l'économie et régule tous les investissements.»

Le Granma rappelle d'ailleurs les «principes essentiels» toujours à l'œuvre: «les moyens de production relèveront de la propriété socialiste et la planification restera la ligne directrice». «L'état doit répondre au défi d'ouvrir l'économie sans perdre le contrôle politique, et c'est pour ça que les réformes sont longues», poursuit le chercheur. «La constitution offre un cadre légal aux dynamiques déjà à l'œuvre, et ça, c'est historique. Après, tout dépend aussi du contexte extérieur, notamment les relations avec les États-Unis.» En juin dernier, Donald Trump a annulé la majeure partie de l'accord de rapprochement diplomatique conclu entre Obama et Raul Castro en 2014. LeFigaro.fr 19.07

Tunisie

C'était bien une révolution...islamiste !

- Tunisie: le parti islamiste Ennahdha remporte le plus grand nombre de mairies - AFP 19.07

Le mouvement d'inspiration islamiste Ennahdha a remporté le plus grand nombre de mairies à l'issue des premières municipales démocratiques de Tunisie, a annoncé jeudi le ministère des Affaires locales à l'AFP.

Ce scrutin s'est tenu le 6 mai, puis les conseillers municipaux ont été amenés à élire les maires dans chaque localité. A ce jour, 347 maires sur 350 ont été désignés.

Deuxième parti au pouvoir --après Nidaa Tounès, fondé par l'actuel président Béji Caïd Essebsi--, Ennahdha a décroché 130 mairies, a indiqué le ministère de l'Environnement et des Affaires locales.

Les listes indépendantes arrivent en deuxième position avec 114 mairies, juste devant Nidaa Tounès, qui a remporté 80 municipalités.

Vingt-trois ont été remportées par d'autres partis, d'après la même source.

Ennahdha est notamment majoritaire dans le gouvernorat de Sfax (centre), où le mouvement dispose de 14 mairies sur 23, et dans celui de Gabès (sud, 11 sur 16).

Ces élections devaient aussi permettre d'ancrer la démocratie au niveau local, et pour les partis de renforcer leur ancrage dans les différentes régions, alors que l'année 2019 doit être marquée par la tenue d'élections législatives et présidentielle.

Le parti Nidaa Tounès, sorti vainqueur des scrutins en 2014, est actuellement traversé par de profondes divisions.

Béji Caïd Essebsi, 91 ans, n'a pas encore fait part de ses intentions. AFP 19.07

Haut de page

Le 24 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (18 pages)

Qu'ont-ils osé ?

Les deux questions que personne ne pose : Pourquoi s'est-il écoulé 79 jours avant que cette affaire éclate, et pourquoi c'est Le Monde qui s'en est chargé sachant qu'il est acquis à Macron ? Il n'a pu agir que sur ordre, pas de Macron puisqu'il ne dispose d'aucun pouvoir.

On a appris que la discussion qui devait avoir lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat sur la réforme des institutions a été ajournée et renvoyée au mois de septembre. Or, on sait également qu'hormis LREM tous les partis y sont farouchement opposés. Ne serait-il pas un coup monté pour mettre en difficulté Macron de sorte qu'ils réalisent l'union nationale autour de lui, aussi paradoxalement que cela puisse paraître, pour les rallier de force à son projet ? On a échappé à un nouvel attentat, qui en d'autres occasions avait fait l'affaire, vous vous en souvenez, il y a des coïncidences qui ne trompent pas.

Pourquoi du 1er mai au 18 juillet la vidéo qui est à l'origine de cette affaire a-t-elle pu tourner sur Twitter pendant 79 jours sans provoquer de réactions ou de scandale, est devenue soudainement virale et une affaire d'Etat ? A qui doit profiter le crime ou cette opération? Cela va leur donner l'occasion de tester grandeur nature les instruments de censure qu'ils ont développés en manipulant des images et des témoignages.

Est-ce risqué pour Macron ? Le silence qui a entouré cette affaire pendant si longtemps indique que non.

C'est une hypothèse parmi d'autres que je publierai demain.

On est en pleine lutte de classes entre un milicien se prenant pour un CRS et deux jeunes manifestants. J'ai vu une photo de la place de la Contrescarpe où se sont déroulés les faits.

Une centaine de jeunes étaient assis sur le trottoir et buvaient tranquillement un verre en devisant après une manifestation, quand des CRS surgirent, les gazèrent et les matraquèrent. Il faut comprendre que des jeunes aient pu saisir tout ce qu'ils trouvaient sous leurs mains pour le balancer sur leurs agresseurs, c'était légitime, j'aurais eu envie de faire de même sans hésitation, car il s'est bien agi d'une agression caractérisée.

Il faut voir à quel niveau se situe la violence policière de l'Etat, du gouvernement Macron-Philippe.

A suivre demain.

Le 25 juillet 2018

Avant d'aborder la causerie d'aujourd'hui, un article en rapport avec l'hypothèse que j'avais formulée hier soir (en fin de journée en Inde, en début d'après-midi en France, décalage horaire de 4h30).

- Affaire Benalla: L'union de l'opposition vole en éclat - Le HuffPost 25 juillet 2018

Pendant six jours, elles étaient unies. Pour la première fois du quinquennat, toutes les composantes de la gauche et de la droite, des extrêmes aux plus centristes, étaient d'accord. L'accord était implicite, mais les oppositions se sont liguées pour suspendre l'examen de la réforme constitutionnelle tant que des explications n'auraient pas été apportées par le gouvernement dans l'affaire Benalla. Elles ont obtenu gain de cause puisque le gouvernement a finalement décidé de reporter le dossier à la rentrée.

Quelques jours plus tôt, l'opposition avait eu une première victoire en contraignant La République en marche à mettre sur pied une commission d'enquête à l'Assemblée nationale après que le Sénat a annoncé son intention de faire de même. Le HuffPost 25 juillet 2018

Je n'étais pas très loin, " toutes les composantes de la gauche et de la droite, des extrêmes aux plus centristes, étaient d'accord" avant "l'affaire Benalla" pour rejeter le volet de la réforme constitutionnelle consacré à la diminution du nombre de parlementaires avancé par Macron, et qui maintenant se divisent non pas sur ce volet de la réforme constitutionnelle, mais sur la suite à donner à "l'affaire Benalla", ce qui signifie que rien n'est changé et que Macron n'a fait que gagner du temps.

Entendu hier qui confirmerait cette piste. Mais il se peut aussi que cette hypothèse ne soit pas la bonne, plus loin j'en évoque d'autres, donc wait and see en attendant les prochains développements.

- Révision constitutionnelle : « Je pense que c'est une bonne réforme et qu'il faut la discuter » déclare Édouard Philippe - Publicsenat.fr 24.07

- Réforme constitutionnelle : « Évidemment le texte sera maintenu et débattu à la rentrée » affirme Belloubet - Publicsenat.fr 24.07

La causerie du jour.

France. Totalitarisme. Etat policier au quotidien.

- Tour de France 2018. Étape 16: cette photo d'un gendarme pendant la manifestation fait réagir - Le HuffPost 24 juillet 2018

On y voit un gendarme, à l'allure plutôt détendue, diffuser du gaz lacrymogène directement au visage d'une manifestante assise sur la route.

La photo a interpellé des internautes, surpris de la réaction agressive du policier face à une manifestante, qui ne semble pas le menacer. Le HuffPost 24 juillet 2018

Il s'agissait d'une manifestation d'agriculteur. Cette femme apparemment seule était assise sur la chaussée, au lieu de lui demander de quitter les lieux ou de la prendre par le bras pour la déplacer, ce CRS l'a gazée à bout portant !

- Hauts-de-Seine: La ville de Colombes instaure un couvre-feu pour les moins de 17 ans - 20minutes.fr 25 juillet 2018

La mairie LR de Colombes dans les Hauts-de-Seine a instauré un couvre-feu à partir de mardi pour les mineurs de moins de 17 ans dans trois quartiers sensibles de la ville, a annoncé son chef de la police municipale.

Trois quartiers sont visés par cet arrêté : Petit-Colombes, Fossés-Jean et Europe. Tout jeune de moins de 17 ans se trouvant seul dehors entre 22 heures et 6 heures du matin sur ces zones pourra être conduit au poste par la police nationale ou municipale.

« On a des statistiques très conséquentes avec beaucoup d'interventions qui impliquent des mineurs », a-t-il affirmé à l'AFP. « Le gros des infractions auxquelles nous sommes confrontées, sont commises par des 15-17 ans », a-t-il poursuivi. 20minutes.fr 25 juillet 2018

En médiocratie. Mensonge d'Etat.

La description fournie par les médias et des personnes qui ont côtoyé le nervi Benalla présente de nombreuses similitudes avec Macron : Un vulgaire arriviste, disponible et servile, un raté dévoré d'ambition, menteur chevronné ou manipulateur, il a usurpé une partie de ses titres ou qualités professionnelles, médiocre, c'est un opportuniste acharné, il bénéficie d'une promotion fulgurante sans réelles expériences, il grimpe dans la hiérarchie sociale à coup de carnet d'adresses, il exploite ses connaissances pour leur rendre de petits services, infiltré, il bouche les trous, s'il ne devient pas incontournable, il finit cependant par devenir indispensable au point de lui confier des missions de confiance, vulgaire, hargneux, envieux, suffisant, il méprise tout ceux qui ont un statut inférieur au sien, il se livre à des excès de pouvoir, il se fait de nombreux ennemis parmi son entourage qui s'estime injustement rabaissé par un pitoyable roquet qu'ils lyncheront à la première occasion...

Pris en flagrant délit de médiocrité après s'être entiché de cette merde infâme qui était devenu pour ainsi dire un familier du monarque, les parrains, porte-parole et hommes de mains de Macron s'enfoncent dans le déni à l'instar de Collomb l'amnésique. Après avoir nié les faits, puis avoir cherché à les dissimuler, ils ont bien été forcé de les admettre en invoquant "une dérive individuelle" ou une série de dérives individuelles, lâchant ou plutôt mettant à l'écart la bavure, reste à trouver le fusible à faire sauter, apparemment ils l'auraient trouvé en la personne de Patrick Strzoda, le directeur du cabinet de Macron qui doit partir à la retraite dans trois mois, reste à savoir s'il acceptera de porter le chapeau, mais bon dans la start up France tout s'achète. Entre temps le déballage continue.

Quelques titres d'articles de presse pour illustrer ce qui vient d'être dit.

- Benalla: Griveaux dénonce des fantasmes autour d'une "non-affaire d'Etat" - Reuters 23.07

- L'Élysée dément le financement de travaux pour Alexandre Benalla - LeParisien.fr 23.07

- Pourquoi Benalla détenait illégalement un port d'arme - LePoint.fr 23.07

À la demande de l'Élysée, le préfet de police de Paris lui a accordé un port d'arme. Gérard Collomb jure qu'il n'était pas au courant.

- Alexandre Benalla n'avait "aucune autorisation de la préfecture de police", affirme un haut-gradé - Franceinfo 23.07

- Patrick Strzoda, dircab de Macron : idéal suspect - Liberation.fr 23.07

Le directeur de cabinet du Président et supérieur hiérarchique d'Alexandre Benalla devrait selon toute vraisemblance faire les frais de la réorganisation voulue par Macron. D'autant qu'il est à trois mois de la retraite. Liberation.fr 23.07

- Affaire Benalla: "Une dérive individuelle (...) pas une affaire d'Etat" selon Philippe - AFP 24.07

- Au Nicaragua, le pays sous haute tension pour réclamer le départ du Président Ortega - franceinfo 23.07

"Cela devient -très- compliqué de démêler le vrai du faux dans cette affaire."

"Que les oppositions veuillent consacrer tout leur temps à une affaire qui n'en est pas une" mais est "une dérive individuelle", "c'est leur droit le plus strict", rétorque M. Griveaux. - AFP 24 juillet 2018 "

Gérard Collomb a affirmé avoir été informé le lendemain des faits par son cabinet de l'existence de la vidéo sur laquelle on voit Alexandre Benalla s'en prendre à deux manifestants en présence d'un employé de La République en marche (LREM), Vincent Crase, lui aussi "observateur".

Le ministre d'Etat a nié avoir commis une quelconque faute dans la gestion de cette affaire et a imputé les éventuels manquements notamment au préfet de police Michel Delpuech. Qui, dans la foulée, s'est défendu pied à pied et à renvoyé Elysée et place Beauvau à leurs responsabilités.

Le 2 mai, "je m'étais assuré que tant le cabinet du président de la République que le préfet de police avaient été destinataires de l'information. (...) C'était à eux de prendre les sanctions et éventuellement d'informer les autorités judiciaires", a lancé Gérard Collomb.

Le préfet de police Michel Delpuech, entendu dans l'après-midi par la même commission, a contesté ce point de vue, rappelant être "sous l'autorité des autorités exécutives".

Après avoir appris l'existence de la vidéo le 2 mai, il a contacté le ministère de l'Intérieur, qui lui a répondu être "déjà en liaison" avec la présidence de la République, a-t-il rapporté. Dès lors, "il était établi pour moi que le sujet Benalla était traité par l'autorité hiérarchique dont il dépendait".

De même, alors que Gérard Collomb a contesté connaître Alexandre Benalla, dont il ignorait les fonctions même s'il l'a forcément "croisé" lors de la campagne électorale d'Emmanuel Macron, le préfet a assuré que ce chargé de mission à l'Elysée "était un interlocuteur connu".

Cet adjoint du chef de cabinet de la présidence jouait un grand rôle dans la sécurité entourant le chef de l'État et était régulièrement en contact avec des responsables policiers. Benjamin Griveaux a pourtant affirmé que M. Benalla n'était pas "en charge de la sécurité" d'Emmanuel Macron.

Dernier auditionné lundi, Alain Gibelin, directeur de l'ordre public et de la circulation (DOPC), a affirmé que M. Benalla n'avait "aucune autorisation" de la préfecture de police de Paris pour participer à la manifestation du 1er-Mai comme "observateur".

Interrogé par Marine Le Pen, M. Gibelin a également reconnu que M. Benalla était présent à des réunions entre ses services et l'Elysée entre le 4 et le 19 mai, période pendant laquelle l'adjoint au chef de cabinet d'Emmanuel Macron était censé être suspendu.

"Fondamentalement, ces événements résultent de dérives individuelles inacceptables, condamnables, sur fond de copinages malsains" entre les policiers mis en cause et Alexandre Benalla, a jugé le préfet Delpuech devant les députés.

Critiqué pour son silence public sur ce dossier, le chef de l'État a annulé son déplacement mercredi sur le Tour de France. AFP 24 juillet 2018

Cela devient -très- compliqué de démêler le vrai du faux dans cette affaire. Alors que le directeur de l'ordre public et de la circulation à la préfecture de police de Paris, Alain Gibelin, a assuré sous serment devant les députés qu'Alexandre Benalla avait participé à des réunions portant sur des déplacements du chef de l'État pendant la période où il était mis à pied, l'Elysée a immédiatement apporté auprès du Figaro un "démenti formel".

"Alexandre Benalla n'a participé à aucune réunion durant sa période de suspension", a indiqué dès ce lundi soir un proche du chef de l'État, alors que le fonctionnaire de police s'exprimait sous serment et a, durant l'audience, plusieurs fois exprimé son respect à l'égard de ce régime d'audition.

Alain Gibelin a aussi indiqué qu'Alexandre Benalla "ne bénéficiait d'aucune autorisation de la préfecture de police pour être sur cette manifestation" en tant qu'"observateur". Cela contredit aussi la version élyséenne et celle donnée ce lundi par les avocats de l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron. L'Elysée n'a, pour le moment, pas formulé de démenti sur ce point précis.
Le HuffPost24 juillet 2018

L'analyse que j'avais rédigée la veille.

L'affaire Benalla-Macron : Un non-évènement certainement pas déclenché par hasard.

Comment expliquer qu'un fait remontant au 1er mai soit révélé par Le Monde le 18 juillet seulement, pourquoi s'est-il écoulé 79 jours avant que cette affaire éclate ?

Au départ, elle a commencé à circuler sur Twitter à l'initiative d'un sympathisant de LFI qui dès le 1er mai avait posté une vidéo dans laquelle on voyait le nervi Benalla tabasser un manifestant.

Macron et Collomb en ont été informé dès le 2 mai selon l'AFP et Le Monde, signifiant à l'intéressé qu'il serait mis à pied à partir du 4 mai pour une durée de deux semaines, et que dorénavant il serait uniquement affecté à des tâches administratives et à des événements à l'intérieur du Palais (Lexpress.fr 22.07), ce qui ne sera manifestement pas le cas puisqu'il apparaîtra en public au côté de Macron ou lors d'évènements jusqu'à son licenciement le 20 juillet.

On peut émettre l'hypothèse que, sachant qu'il n'était pas totalement inconnu et qu'il s'était fait de nombreux ennemis parmi notamment les policiers, les gendarmes et les médias, ils ont craint que cette affaire éclate au grand jour au mois de septembre et vienne perturber l'agenda du gouvernement ou prenne une tournure incontrôlable, aussi ont-ils préféré crever l'abcès pendant la période des vacances en demandant au Monde de s'en charger, car on ne voit pas quel intérêt aurait eu Le Monde qui est acquis à Macron d'en prendre l'initiative.

Il existe bien une autre explication, mais à ce jour rien ne permet de la corroborer, à savoir que le clan de l'oligarchie qui a décidé d'avoir la peau de Trump s'en prendrait à Macron après qu'il eut manifesté un fâcheux penchant au compromis avec Poutine (et Trump) sur certains dossiers dont la Syrie lors de leur dernière rencontre à Moscou. A moins qu'il ne soit lui-même divisé entre ceux qui admettaient la nécessité de passer des compromis avec le clan adverse et ceux qui s'y opposaient farouchement, ils auraient alors monté en épingle cette affaire histoire de rappeler Macron à l'ordre ou pour lui montrer de quoi ils étaient capables et qu'il ne devait pas fléchir, sans prendre vraiment de risque puisque l'opposition organisée à Macron est quasi inexistante ou dispersée, impuissante à l'empêcher d'appliquer leur politique ultra libérale.

Cette version est peu vraisemblable pour au moins deux raisons. La première parce que Macron n'est qu'une marionnette et il est impensable qu'il puisse manifester la moindre indépendance vis-à-vis de ses mentors qui le guident pas à pas dans sa fonction ; On ne peut même pas imaginer un instant que Macron aurait été pris d'un excès de faiblesse et qu'il se serait rangé aux arguments de Poutine, sachant mieux que personne qu'il ne dispose d'aucun pouvoir, c'est invraisemblable. La seconde, parce qu'il a été mis en place justement par ce clan de l'oligarchie pour appliquer son programme, et à ce jour ils n'ont aucune solution de rechange. (Plus tard j'ai précisé que cela avait pu être une provocation du clan opposé à celui de Trump.)

Dernière hypothèse, faire sauter Collomb trop encombrant qui incarnait la vieille garde du PS, comme ils se sont débarrassés de Bayrou qui représentait le Modem ? Peut-être était-il trop imprévisible bien que loyal et soutien de Macron de la première heure ? A moins que tout simplement ils ne savaient pas comment faire pour se débarrasser de ce sale type, Benalla. (Apparemment cette hypothèse doit être écartée, bien que Macron ait parlé de "trahison", de qui, peut-être n'a-t-il pas encore saisi dans quel monde il était tombé en acceptant de jouer ce rôle à haut risque ou tous les coups sont permis...)

Dernière info.

- Affaire Benalla: Macron rompt le silence et se pose comme "seul responsable" - AFP 24.07

"Le seul responsable de cette affaire, c'est moi et moi seul!". Emmanuel Macron est sorti avec fracas de son silence dans

l'affaire Benalla mardi au terme d'une journée électrique au Parlement qui a vu l'exécutif mener une offensive concertée et les auditions se poursuivre.

"S'ils veulent un responsable, il est devant vous, qu'ils viennent le chercher", a lancé, bravache, le chef de l'Etat mardi soir devant son gouvernement et sa majorité parlementaire quasiment au grand complet.

"Celui qui a fait confiance à Alexandre Benalla, c'est moi, le président de la République. Celui qui a été au courant et a validé l'ordre, la sanction de mes subordonnées, c'est moi et personne d'autre", a notamment martelé le chef de l'Etat, affirmant que "personne n'a jamais été protégé".

Ironique, il avait entamé son intervention en affirmant qu"'Alexandre Benalla n'a jamais détenu les codes nucléaires, Alexandre Benalla n'a jamais occupé un appartement de 300 m2 à l'Alma, Alexandre Benalla n'a jamais gagné 10.000 euros, Alexandre Benalla lui non plus n'a jamais été mon amant".

Dénonçant "la République des fusibles, la République de la haine, celle où l'on fait trinquer un fonctionnaire ici, un collaborateur là", M. Macron a aussi soutenu ses "équipes à l'Elysée" qui "ont fait ce qu'elles devaient faire". La simple mise à pied de 15 jours de M. Benalla était "proportionnée à ce moment-là et je l'assume", s'est-il défendu.

Mais le président a aussi évoqué son sentiment de "déception" et de "trahison" après les actes d'Alexandre Benalla, décrits par la macronie comme "une dérive individuelle" et non "une affaire d'Etat" depuis deux jours. AFP 24.07

J'ai lu une quinzaine d'articles qui m'ont convaincu qu'on avait mieux à faire que perdre son temps avec cette affaire qui pue le coup tordu, au regard des réactions qu'elle a entraînées et de l'instrumentalisation dont elle fait l'objet.

On se contentera de reproduire le communiqué adopté par le bureau national du POID qui ne présente pas plus d'intérêt qu'une déclaration de principe, mais qui présente au moins l'avantage de situer cette affaire sur le plan politique.

- Sous la Ve République, tout ramène au Président.

L'affaire Benalla vient rappeler, à qui l'aurait oublié, la nature du régime de la Ve République : un régime politique fait d'opacité, de coups tordus, de polices parallèles, de barbouzes sous la couverture d'un pouvoir présidentiel tout puissant au sommet de l'État.

Inacceptables sont bien sûr les violences exercées par cet individu, travaillant à l'Élysée et sur ordre du président, contre des manifestants. Mais à qui fera-t-on croire que le scandale se limite à un individu ? Ou qu'il est circonscrit aux différents échelons de la hiérarchie administrative que le pouvoir fait sauter comme autant de fusibles pour protéger la clé de voûte des institutions : le président de la République lui-même ?

Sous la Ve République, tout ramène au président.

Le véritable scandale, c'est non seulement que Benalla participe à la répression, mais aussi – et surtout – que l'affaire a été étouffée. S'il ne s'était pas trouvé des militants et des journalistes pour dévoiler les faits, jamais ils n'auraient été dévoilés. Ainsi le veulent les institutions de la Ve République qui donnent tout pouvoir au président pour faire régner l'arbitraire : qu'il s'agisse de la participation des hommes de l'ombre à la répression ou qu'il s'agisse, sur d'autres plans, des ordonnances contre le Code du travail, des votes bloqués à l'Assemblée nationale, de l'usage répété du 49-3 ou encore de tous ces coups de force contre les droits acquis par la classe ouvrière et la jeunesse (Sécurité sociale, retraites, services publics, statuts, conventions collectives).

On entend, ici et là, des responsables de « gauche » protester contre ces agissements intolérables. Ils ont raison bien sûr. Mais peut-on s'en remettre à une éventuelle commission d'enquête parlementaire ou au dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée nationale ? Non : les travailleurs et les jeunes savent d'expérience que sous la Ve République le Parlement n'a aucune indépendance par rapport au pouvoir exécutif.

Révélant au grand jour une nouvelle fois la pourriture de la Ve République, l'affaire Benalla s'ajoute à une longue liste : affaires Ben Barka, Boulin, Garantie foncière, Markovic, tuerie d'Auriol et beaucoup d'autres épisodes qui ont jalonné l'histoire de la Ve République.

La seule conclusion conforme à la démocratie, c'est qu'il faut en finir avec le régime de l'arbitraire. La seule conclusion conforme à la démocratie, c'est : « Dehors Macron, président illégitime ! Dissolution de la Ve République ! Assemblée constituante souveraine, élue à la proportionnelle intégrale par laquelle les délégués du peuple définiront eux-mêmes ce que doit être le contenu, les normes, les garanties, au plan social comme au plan politique, de la démocratie ! »

Moins que jamais, ce gouvernement ne peut prétendre à la moindre légitimité pour détruire les 42 régimes de retraite qui existent

dans ce pays. Moins que jamais, ce gouvernement illégitime ne peut prétendre réduire à la misère les femmes privées de pension de réversion et liquider les avantages attachés aux régimes de retraite.

Illégitimes sont le gouvernement et sa contre-réforme des retraites ! Seul est légitime le combat pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, en un front unique pour imposer le retrait de la réforme des retraites et le maintien de tous les régimes existants !

C'est dans ce combat que le POID vous appelle à prendre votre place.

LVOG - "*S'il ne s'était pas trouvé des militants et des journalistes pour dévoiler les faits*", quelle crédulité, quelle magnanimité envers Le Monde, écoeurant de démagogie ! Pour un peu Le Monde aurait eu l'intention de faire "*sauter*" Macron, pitoyable !

Ces crétins sont encore tombés dans le panneau, à savoir que cette affaire n'a pas été montée en épingle par Le Monde pour des prunes, elle a été commandée, elle correspond à un besoin précis, et ce n'est certainement pas par esprit de déontologie journalistique qu'ils l'ont sortie.

Et on ne peut pas lui imputer d'avoir commis une erreur ou d'avoir pris une initiative maladroite, puisque rappelons-le une énième fois il n'a aucun pouvoir, même pour manger un chocolat il doit demander la permission de sa barbie fripée.

En revanche, c'est encore une autre explication ou hypothèse, il se peut que ce soit le produit de la guerre des clans que se livre l'oligarchie, Le monde a pu servir d'intermédiaire pour adresser une mise en garde aux conseillers de Macron de la part du clan le plus extrémiste, estimant qu'ils s'écartaient de la ligne qu'il leur avait fixée, notamment sur la Russie, la Syrie, etc. rendant l'exercice du pouvoir de plus en plus risqué ou périlleux. Ils ont pu aussi laisser une certaine marge de manoeuvre à Macron histoire qu'il puisse commettre de graves erreurs, dont ils se serviraient par la suite pour le rappeler à l'ordre.

Mais tout cela peut s'avérer dérisoire, puisque l'affrontement entre les clans de l'oligarchie va se poursuivre, ce qui devrait se traduire par une accélération ou un approfondissement de la crise politique en France. Macron que l'on voit souvent mal à l'aise en train de se mordre les lèvres n'a pas fini d'en baver !

Quand LFI vole au secours de la République des copains et des coquins, de la Ve République, de l'Etat bourgeois.

LFI - C'est le cœur de l'État républicain qui est ébranlé. La République s'est justement constituée avec la Révolution française pour être le rempart des citoyens contre l'arbitraire. En République, le recours à la force n'est pas l'effet d'un caprice, mais l'exécution d'une loi que le peuple, par ses représentants, a élaborée, et à laquelle il consent. L'usage de la force est strictement encadré. Il est crucial que l'Etat ait le monopole de la violence légitime, et qu'elle soit employée à bon escient, pour que le peuple consente à l'autorité de l'Etat. Pourquoi consentir à un pouvoir brutal et arbitraire ?

(Benalla, le sbire du roi Macron ? - lafranceinsoumise.fr 20 juillet 2018)

La République, "*le rempart des citoyens contre l'arbitraire*", par exemple quand la famille d'un chômeur est jetée à la rue parce qu'elle ne peut plus payer son loyer, ce n'est que justice rendue, quelle infamie LFI !

La République qui matraque les faibles pour le compte des puissants ou protéger leurs intérêts appliquerait "une loi que le peuple, par ses représentants, a élaborée, et à laquelle il consent", la limite de l'ignominie est franchie par LFI !

Effectivement, "*l'usage de la force est strictement encadré*"... à sens unique, jamais employée envers les patrons ou actionnaires, elle ne sert qu'à protéger les nantis, le régime, les institutions au service de la propriété privée des moyens de production.

LFI en vient à se faire le porte-parole des CRS, qui le 1er mai ont gazé et matraqué sauvagement une centaine de jeunes inoffensifs assis en train de boire un verre sur une place du 5e arrondissement de Paris en marge de la manifestation. "*Pourquoi avoir laissé salir l'image de la police nationale ?*" demandent-ils, parce qu'elle aurait été propre avant ?

Pour finir, logiquement ils en arrivent à souffler à Macron la décision qu'il devrait prendre pour s'en sortir les cuisses propres : "*pourquoi avoir préféré laisser circuler les images de ce qui paraissait une bavure policière plutôt que d'exclure cet individu ? Dans ce cas, tout le monde aurait pu croire que Monsieur Benalla n'était qu'une brebis galeuse.*" Autrement dit, ils soumettent l'idée à Macron que la responsabilité de toute cette affaire devrait retomber sur celui qui n'a pas pris la sanction adéquate dès le 2 mai, Patrick Strzoda, le directeur du cabinet de Macron. Coïncidence, c'est une idée qui est dans l'air. Allez, on vous revaudra cela, signé : Macron.

LFI des opposants à Macron, vraiment ?

Cette initiative non plus n'a pas été prise par Macron, mais bien par ses conseillers qui représentent les intérêts de l'oligarchie.

- La Russie réintroduit la France en Syrie - Réseau Voltaire 22 juillet 2018

Lors de l'entretien que le président Poutine a accordé à son homologue français juste avant la finale de la Coupe du monde de football à Moscou, le 15 juillet 2018, le président Macron a admis que l'Occident avait perdu la guerre contre la Syrie. Il a alors évoqué le souhait de son pays de mener une opération humanitaire en Syrie.

Le détail de l'opération humanitaire jointe a été fixé lors d'un entretien téléphonique entre les deux chefs d'État, le 21 juillet.

Jusqu'ici les actions humanitaires françaises étaient exclusivement destinées aux « rebelles », c'est-à-dire aux habitants des zones contrôlées par les jihadistes.

De nombreux efforts « humanitaires » occidentaux et français en particulier ont servi de couverture à la livraison de matériels militaires ; raison pour laquelle la République arabe syrienne exigeait lorsqu'elle le pouvait de pouvoir perquisitionner ces convois.

Les Forces spéciales françaises ont soutenu les jihadistes durant la totalité de la guerre, à l'exception des trois derniers mois de la présidence Sarkozy.

Un Antonov 124 de l'armée russe est venu chercher 44 tonnes d'aide humanitaire à Châteauroux (centre de la France) et les a transportées à la base russe d'Hmeinim (ouest de la Syrie). Ce chargement sera principalement distribué par l'armée russe au nom de la France dans la Ghouta orientale.

La Russie semble parrainer un possible retour de la France en Syrie, malgré les crimes qu'elle y a commis. Réseau Voltaire 22 juillet 2018

Celle-ci non plus.

- Macron tient des pourparlers avec Lavrov et le chef d'état-major russe à Paris - sputniknews.com 24.07.2018

Le Président de la République française s'est entretenu ce mardi avec le chef de la diplomatie et le chef d'état-major russes. L'accélération du règlement politique en Syrie, la reconstruction du pays, le retour des réfugiés et d'autres dossiers ont été abordés.

Emmanuel Macron a accueilli mardi dans la capitale française Sergueï Lavrov et Valéri Guérassimov, le chef d'état-major russe. Plusieurs sujets brûlants, dont celui du règlement de la crise en Syrie, étaient à l'ordre du jour de leur entretien, a précisé le ministère russe des Affaires étrangères.

«L'entretien a été consacré à la situation en Syrie, à l'accélération du processus du règlement de la crise dans ce pays, ainsi qu'aux problèmes de sa reconstruction après la guerre», a précisé dans un communiqué la mission diplomatique.

Macron sur l'affaire Benalla: «C'est une trahison. Le seul responsable c'est moi» Un autre point clé concernait l'importance du retour dans les meilleurs délais des réfugiés et des personnes temporairement déplacées, a souligné le ministère.

Par ailleurs, les deux parties ont évoqué la mise en œuvre du train de mesures de Minsk datant du 12 février 2015 et ont confirmé leur détermination à maintenir leurs contacts dans le cadre du format Normandie, est-il indiqué dans le document.

Depuis lundi, le ministre russe des Affaires étrangères et le chef d'état-major russes sont en déplacement à Jérusalem, Berlin et Paris. Avec le Premier ministre israélien à Jérusalem, ils ont évoqué la fin des opérations antiterroristes dans le sud de la Syrie. Ensuite, MM.Lavrov et Guérassimov ont discuté avec la chancelière Angela Merkel des conditions pour le retour des réfugiés en Syrie, ainsi que le fonctionnement du format Normandie. sputniknews.com 24.07.2018

L'Otan et l'Etat juif étaient les parrains des barbares humanitaires nommés Casques blancs.

- L'Otan coordonne l'évacuation des Casques blancs - Réseau Voltaire 22 juillet 2018

L'évacuation de Casques blancs, qui avait été demandée par le Royaume-Uni, a été évoquée lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Otan, le 11 juillet 2018.

C'est en définitive l'Organisation de l'Alliance atlantique qui a coordonné l'évacuation de 422 Casques blancs et leurs familles avec l'aide d'Israël et de la Jordanie, qui disposent tous deux d'un bureau de liaison au Quartier général de Bruxelles.

Bien que l'Alliance ait supervisé les jihadistes durant sept ans depuis la base du LandCom d'Izmir (Turquie), c'est semble-t-il la première fois que l'Alliance admet jouer un rôle en Syrie.

Cette évacuation incluait bien évidemment l'encadrement des Forces spéciales occidentales, principalement des SAS britanniques.

Cette opération a été rendue possible par la Russie qui n'est pas intervenue contre le convoi.

Le président Trump aurait donné son feu vert à l'Alliance pour l'évacuation de tout le personnel occidental impliqué dans la guerre secrète contre la Syrie. Réseau Voltaire 22 juillet 2018

Parole d'un parrain.

- Netanyahu donne des précisions sur l'évacuation des Casques blancs de Syrie - sputniknews.com 22.07

Le chef du gouvernement israélien a déclaré qu'il avait permis de lancer l'opération d'évacuation des Casques blancs et de leurs familles en tant que geste humanitaire notamment après que les dirigeants américain, canadien et d'autres pays s'étaient adressés à lui avec une telle demande.

«Il y a quelques jours, le Président Trump, le Premier ministre Justin Trudeau et d'autres dirigeants m'ont contacté avec la demande d'aider à évacuer des centaines de membres des Casques blancs de Syrie», a affirmé Benjamin Netanyahu sur Twitter. «Ces personnes sont actuellement en danger, c'est pourquoi j'ai autorisé leur transport via Israël vers un pays tiers en tant que geste humanitaire», a-t-il expliqué.

Financés notamment par Londres et Washington, les Casques blancs sont accusés par Damas d'être liés aux groupes les plus extrémistes opérant en Syrie et de porter notamment assistance aux terroristes blessés dans les bombardements. sputniknews.com 22.07

La version édulcorée ou falsifiée des faits destinée à l'opinion publique par l'Agence Française de Propagande de l'Otan.

Ce n'est pas une interprétation mais un simple constat ou aveu. Pour ceux qui ignoraient les faits censurés jusque là par l'AFP et les médias pour ne pas s'être informés ailleurs.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Si ce sont de braves secouristes que craignent-ils ? Si au contraire ce sont des barbares, ils risquent le sort réservé aux barbares...

- Des centaines de Casques blancs restent bloqués dans le sud syrien - AFP 23.07

Plusieurs centaines de Casques blancs sont toujours bloqués dans le sud syrien au lendemain d'évacuations orchestrées par Israël, ont indiqué lundi à l'AFP deux de ces secouristes, qui s'inquiètent du sort que le régime pourrait leur réserver. AFP 23.07

- Syrie : le sort inquiétant de centaines de Casques blancs - LeParisien.fr 23.07

- Des Casques blancs syriens évacués par Israël vers la Jordanie - AFP 22.07

Plus de 400 Casques blancs, secouristes volontaires dans les zones rebelles en Syrie, et membres de leur famille ont été évacués dans la nuit par Israël vers la Jordanie alors qu'ils semblaient pris au piège face à l'offensive du régime dans le sud syrien.

Les personnes évacuées, au nombre de 422 selon un nouveau chiffre fourni par les autorités jordaniennes, doivent être accueillis par la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Canada, qui sont à l'initiative de cette opération exécutée dans le plus grand secret.

Moscou et Damas accusent les secouristes d'être liés à des groupes jihadistes et de véhiculer des "mensonges" sur leurs opérations militaires.

Il est pour l'heure impossible de savoir combien de secouristes se trouvent toujours dans le sud syrien.

D'après le quotidien israélien Haaretz, les évacués, dont l'armée israélienne avait une liste des noms, ont convergé vers deux points de rassemblements distincts. L'armée a ouvert ces deux passages et fait monter les personnes dans des bus qui les ont transportés directement à un poste-frontière avec la Jordanie.

"Ces personnes ont sauvé des vies et la leur était maintenant en danger, c'est pourquoi j'ai accepté de les emmener via Israël vers un pays tiers", a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

"Nous nous félicitons que ces courageux volontaires, qui ont sauvé des milliers de vies, soient désormais hors de danger", a commenté le Département d'Etat américain, félicitant Israël, la Jordanie, l'Allemagne, le Canada et la Grande-Bretagne pour leur rôle dans cette opération.

Les médias d'Etat syriens n'ont pas soufflé mot de l'évacuation mais ont affirmé qu'un raid aérien israélien avait visé dimanche une "position militaire" du régime dans l'ouest du pays, faisant "uniquement des dégâts matériels".

A Londres, le chef de la diplomatie, Jeremy Hunt, et la ministre du Développement international, Penny Mordaunt, ont indiqué dans un communiqué avoir "estimé (...) que les (Casques blancs) avaient besoin d'une protection immédiate", rappelant qu'ils avaient été "la cible d'attaques" par le passé.

A Berlin, une source diplomatique a confirmé à l'AFP que l'Allemagne, qui a financé le groupe à hauteur de 12 millions d'euros depuis 2016, "participera avec plusieurs partenaires internationaux à l'accueil des Casques blancs évacués".

Le ministre de l'Intérieur allemand Horst Seehofer a ainsi confié au quotidien Bild que son pays accueillerait huit secouristes et leur famille, soit une cinquantaine de personnes selon la publication.

Le ministère canadien des Affaires étrangères a de son côté assuré qu'Ottawa allait accueillir jusqu'à 50 Casques blancs avec leurs familles, soit environ 250 personnes, selon la chaîne publique CBC.

Pour sa ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland, le Canada "ressent une responsabilité morale profonde envers ces personnes qui font preuve de bravoure et d'altruisme".

Bénévoles, les Casques blancs sont sortis de l'anonymat grâce à des vidéos poignantes relayées sur les réseaux sociaux, les montrant, casques sur la tête, se ruer sur les lieux bombardés pour extraire des survivants, surtout des enfants, ensevelis sous les décombres des immeubles détruits par les bombardements du régime ou de son allié russe.

Ces secouristes insistent sur leur neutralité et leur non affiliation avec un groupe politique ou armé. AFP 22.07

Le gouvernement français avoue soutenir les barbares issus d'Al-Qaïda.

- Syrie / soutien aux Casques blancs - Déclaration de la porte-parole du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - diplomatie.gouv.fr 22.07

Grâce à une forte mobilisation internationale, un groupe de Casques blancs et leurs familles a pu quitter aujourd'hui la Syrie où leur sécurité était gravement menacée. La France s'est activement associée aux démarches conduites avec plusieurs partenaires pour permettre le succès de cette opération.

Ce groupe de Casques blancs et leurs proches se trouvent actuellement en Jordanie, où ils sont pris en charge par le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies. Les démarches nécessaires à leur réinstallation dans des pays tiers sont en cours. La France est prête à contribuer à l'accompagnement et à la protection de ces personnes et de leurs familles.

La France a apporté un soutien constant à l'organisation des Casques blancs, engagés volontaires au service de la population syrienne dans les pires circonstances. La France rend hommage au courage et au dévouement dont ils ont toujours fait preuve et que beaucoup d'entre eux ont payé de leur vie. diplomatie.gouv.fr 22.07

Encore un cafouillage au sommet de l'Etat

L'Onu pas impliquée dans la distribution de l'aide française en Syrie - Reuters 25 juillet 2018

Les Nations unies vont laisser le Croissant-Rouge arabe syrien superviser la distribution de plus de 50 tonnes d'aide humanitaire française dans la Ghouta orientale, près de Damas, a déclaré mardi une porte-parole de l'Onu à Damas.

"Le Croissant-Rouge arabe syrien distribuera cette aide sans supervision de l'Onu, contrairement à ce qui avait été dit", a déclaré une porte-parole des Nations unies dans la capitale syrienne.

De source au Quai d'Orsay, on soulignait mardi soir que ces propos "ne sont pas conformes à l'accord passé avec les Russes et les Nations unies".

"Nous procédons actuellement aux clarifications nécessaires. Nous sommes confiants dans le fait que cette opération humanitaire sera menée à bien", a-t-on dit à Reuters.

Le Croissant-Rouge arabe syrien a diffusé sur Twitter des images montrant ses équipes prendre en charge l'aide destinée à la Ghouta. Reuters 25 juillet 2018

De l'Etat français à l'Etat juif.

- Biens volés aux juifs : Édouard Philippe veut «faire mieux» dans la restitution - LeParisien.fr 22 juillet 2018

Encore plus à droite et dégénéré que l'extrême droite.

- Des milliers d'Israéliens dans la rue contre une loi interdisant la GPA aux couples gays - AFP 23 juillet 2018

Des milliers d'Israéliens ont manifesté dimanche, notamment à Tel-Aviv, contre une loi excluant les couples de même sexe du droit de recourir à la gestation pour autrui (GPA).

La police n'a pas donné de chiffres sur le nombre de manifestants mais le quotidien Haaretz a évoqué la présence de quelque 60.000 personnes sur la place Yitzhak Rabin à Tel-Aviv. (C'est comme si près d'un million de personne avait manifesté à Paris. - LVOG)

Quelque 200 entreprises ont annoncé qu'elles permettaient à leurs employés qui le souhaitent de ne pas travailler pour aller manifester sans que cette journée soit retranchée de leurs vacances.

"C'est une mesure symbolique, mais qui exprime un réel soutien", a affirmé à l'AFP Julien Bahloul, porte-parole de l'Association des pères homosexuels d'Israël.

"Nous demandons l'égalité pour la communauté LGBT", a affirmé à l'AFP Chen Arieli, présente sur la place Yitzhak Rabin à Tel-Aviv. Selon elle, les protestataire ne manifestent pas uniquement pour la GPA, mais pour la sécurité des personnes homosexuelles dans la rue.

Plusieurs entreprises ont par ailleurs annoncé qu'elles étaient prêtes à contribuer à hauteur de l'équivalent de plus 15.000 dollars (12.700 euros) aux frais engagés par les couples homosexuels contraints de recourir à la GPA à l'étranger.

Selon M. Bahloul, les couples homosexuels souhaitant avoir des enfants doivent trouver une mère porteuse aux Etats-Unis ou au Canada, ce qui revient à plus de 100.000 dollars alors que si la GPA était autorisée en Israël, la coût serait deux fois moindre.

Israël est considéré comme un pays pionnier en termes de droits des gays et lesbiennes, mais l'homosexualité demeure un tabou dans les milieux religieux, très influents au sein du gouvernement de Benjamin Netanyahu, considéré comme le plus à droite de l'histoire de l'Etat hébreu. AFP 23 juillet 2018

Non, cela ne valait pas "***le coup d'être heureux une soirée***".

(Lire la causerie précédente - Et pendant ce temps-là dans la cour de récréation ils jouent à la baballe.)

- La footbalisation des esprits : L'extazy de l'éphémère par Chems Eddine Chitour - Mondialisation.ca 17 juillet 2018

Pendant un mois, en effet la planète a été sommée de vibrer au rythme du roi football. Comment le football opère ? Cet engouement planétaire fait partie de la stratégie du néolibéralisme qui crée des besoins chez l'individu qui devient de ce fait esclave du divin marché, pour reprendre l'expression du philosophe Dany Robert Dufour. Cependant, les dégâts du néolibéralisme ne sont pas les mêmes selon que l'on soit au Nord comme au Sud. Examinons pour commencer le phénomène de société dans les pays du Sud. Le philosophe Fabien Ollier dresse un état des lieux sans concession de cette grand-messe planétaire orchestrée par « la toute-puissante multinationale privée de la Fifa ».

« Il suffit, écrit-il, de se plonger dans l'histoire des Coupes du Monde pour en extraire la longue infamie politique et la stratégie d'aliénation planétaire.(…) » (1)

« L'expression du capital le plus prédateur est à l'oeuvre : les multinationales partenaires de la Fifa et diverses organisations mafieuses se sont déjà abattues sur l'Afrique du Sud pour en tirer les plus gros bénéfices possibles. (…) Tout cela relève d'une diversion politique évidente, d'un contrôle idéologique d'une population. En temps de crise économique, le seul sujet qui devrait nous concerner est la santé de nos petits footballeurs. C'est pitoyable. Il existe en réalité une propension du plus grand nombre à réclamer sa part d'opium sportif. (…). le football est organisé en logique de compétition et d'affrontement. Jouer ce spectacle par des acteurs surpayés devant des smicards et des chômeurs est aussi une forme de violence. (…) La symbolisation de la guerre n'existe pas dans les stades, la guerre est présente. Le football exacerbe les tensions nationalistes et suscite des émotions patriotiques d'un vulgaire et d'une absurdité éclatants. (…) » (1)

Hypnose collective

La même analyse, sans concession, nous est donnée par Samuel Metairie il parlait de la coupe 2010 mais les arguments n'ont pas pris une ride.

« Trente-deux équipes, dont une vingtaine issues de pays occidentaux, vont pouvoir fouler les pelouses de leurs crampons, et servir les bas instincts pulsatifs de milliers d'hommes et de femmes peuplant les stades en jouant aux gladiateurs des temps modernes. Sauf que ces gladiateurs sont devenus des hommes d'affaires intouchables, dont le salaire mensuel (disons honoraires ou dividendes) correspond, à plusieurs années de travail d'un salarié français moyen » (2)

« Juste pour pousser une balle avec ses potes jusqu'à 30 ans, pendant que de plus en plus de Français vont être obligés de travailler jusqu'à 65-70 ans. (…) Une question vient à l'esprit : si le football était vraiment un sport, ne pourrait-on pas payer ces gens raisonnablement, à hauteur du salaire minimum ? Ne pourraient-ils pas reverser ce capital vers ceux qui en ont besoin, aux pauvres oubliés par l'Occident, aux peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, au lieu de prendre l'Afrique pour une cour de récréation ? (…) Aux quatre coins du monde, surtout dans les pays plus pauvres, c'est partout la même logique du capitalisme : l'appareil économique occidental s'implante, génère des marges commerciales et des bénéfices. Il fait de l'argent sur place en exploitant la main-d'oeuvre locale, et rapatrie ses capitaux dans les grandes banques européennes. (…) » (2)

Echelle des valeurs inexistante et scandale des salaires

Justement, pour parler de l'indécence des sommes colossales perçues, il faut savoir par exemple, que dix joueurs les mieux payés dont David Beckam, Ronaldinho Gaucho, Whyne Rooney ont reçu en une année 135 millions d'euros en salaires, primes, droits de sponsoring… soit en moyenne 20 millions de dollars par individu (55.000 $/jour, contre 2$/jour en moyenne pour un Africain) ou encore le salaire journalier du joueur est équivalent à ce que reçoivent deux Africains sur une carrière de 32 ans). C'est ça le scandale du marché du néolibéralisme, de la mondialisation laminoir qui font que ce que la société a accumulé pendant des siècles risque de disparaître sous les coups de boutoir du « Divin marché » où la valeur d'un individu, c'est de plus en plus ce qu'il peut rapporter, et ce qu'il peut consommer et non ce qu'il recèle comme culture et savoir.

On est loin de l'aspect noble du sport. On peut penser valablement que cette dimension du sport pour le sport avec les « magiciens » du ballon comme Di Stefano, Kopa, Pélé, Garrincha, et tant d'autres, s'est arrêtée avec, il y a une vingtaine d'années, pour laisser place au vedettariat et aux salaires démentiels. Quand on pense aux héros de l'équipe du FLN qui avaient tout laissé tomber entre 1958-1962 alors qu'ils étaient joueurs professionnels dans les clubs français, tout ceci pour porter haut et fort la voix du combat pour l'indépendance de l'Algérie

Danse cette coupe 2018 on remarquera au passage que chaque joueur de l'équipe de France recevra 350.000 euros, indépendamment de ce qu'ils touchent avec les sponsors de leurs cachets dans les clubs. Un seul footballeur en l'occurrence Kylian Mbappé a décidé de verser ses indemnités à des œuvres charitables

A quoi cela sert d'étudier ?

On rapporte que le mathématicien russe, Grigori Perelman, a ignoré le prix d'un million de dollars. D'après la Voix de la Russie, le mathématicien russe Grigori Perelman a ignoré le prix d'un million de dollars qui lui était attribué par l'Institut mathématique de Clay pour avoir prouvé l'hypothèse de Poincaré. Le lauréat n'est pas venu à la cérémonie de la remise du prix qui s'est passée mardi 8 juin dans le cadre d'un symposium mathématique à Paris. Le Russe s'était déjà vu décerner en 2006 la médaille Fields, considérée comme le « Nobel en mathématiques », qu'il avait refusée. Le mathématicien et directeur de l'Institut Henri-Poincaré, Michel Broué, s'est réjoui de l'attitude de Grigori Perelman en déclarant que « l'activité des mathématiques était jusqu'à maintenant, par nature, protégée de la pourriture financière et commerciale, j'emploie ce terme volontairement. Mais je pense que c'est sans doute une des raisons qui font que Perelman dit et veut dire qu'il ne veut pas travailler pour le fric ni pour les récompenses. C'est une chose, il travaille pour l'honneur de l'esprit humain. » (3) (...)

Quand on pense dans le même ordre à l'épopée des joueurs algériens vainqueurs de l'équipe nationale d'Allemagne en Espagne,

en 1982 cette même équipe qui arrachera la coupe et qui revenus au pays se virent offrir un téléviseur ou un réfrigérateur … Quand je pense aux joueurs algériens qui sont systématiquement éliminés des compétitions malgré l'apport des joueurs off shore (beurs français) et qui réclament des dizaines de milliers d'euros où un professeur d'université touche moins de 800 euros ! C'est tout ceci qui nous fait dire que le football mis au service d'une idéologie d'un système de gouvernants est une imposture. Il rappelle sans excuse le panem et circenses du pain des jeux de cirque de l'empire romain décadent qui achetait ainsi la paix sociale ! On comprend alors, l'illusion de l'éducation, notamment dans les pays du Sud où l'éducation est la dernière roue de la charrette.

Plus globalement l'Ecole ne fait plus rêver. L'exemple le plus criard nous est donné par Ranitea Gobrait cette jeune lauréate du bac de Polynésie avec 20,33 de moyenne qui a cravaché toute sa vie et qui n'arrive même pas à s'inscrire à l'université. En supposant qu'elle arrive finalement à s'inscrire, elle va galérer et brûler ses neurones pour un salaire infime par rapport aux cachets de ces footballeurs dont la plupart, il faut le dire, n'ont pas fait d'études supérieures voire n'ont même pas le bac ! Et pourtant il a suffit de jouer au ballon pour garantir des dizaines de fois le salaire d'une vie d'un besogneux. (...)

Un seul coupable une mondialisation laminoir

Après avoir laminé le « collectif » au profit de l'individualisme le néo-libéralisme s'attaque sans résistance majeure, aux derniers bastions du vivre ensemble. Après avoir laminé les Jeux olympiques qui sont devenus des jeux marchands où l'effort passe en arrière plan de ce qu'il peut rapporter en terme d'image, après avoir créer des ersatz de divertissements, le néolibéralisme investit l'industrie du plaisir fugace et ne s'installe pas dans la durée, il vole d'opium en opium en « extrayant de la valeur » au passage, laissant l'individu sujet consommateur sous influence en pleine errance avec des réveils amers, où il retrouve la précarité, la malvie en attendant un autre hypothétique soporifique devenant définitivement l'esclave du divin marché selon le juste mot du philosophe Dany Robert Dufour.

Il est incontestable qu'une victoire au football pour le citoyen lambda est un opium qui lui permet d'oublier les problèmes qui le rattraperont assez vite après la dissipation de cet extazy prozack de l'éphémère. Quant aux autres ceux qui tirent les ficelles financières, c'est tout bénef, cette coupe, il ont extrait, tout valorisé, les images, les maillots les boissons , et il est normal qu'ils partagent avec ceux qui ont permis ce résultat. Ainsi va le monde. Mondialisation.ca 17 juillet 2018

Notes

1. Fabien Ollier : « La Coupe du Monde, une aliénation planétaire » Le Monde.fr 10 06 2010

2. Samuel Metairie. Quand l'Occident dissimule son colonialisme derrière un évènement sportif…Le Grand soir 12 juin 2010 :

http://www.legrandsoir.info/Quand-l-Occident-dissimule-son-colonialism…

3. http://forumdesdemocrates.over-blog.com/article-le-foot-gage-de-paix-5…

Parole d'internaute

1- "Une analyse mondialisation/démondialisation correspond davantage à la situation actuelle. "

LVOG - A celle qu'on vous suggère d'adopter sous l'égide du capitalisme...

2- "La dictature du capital, et de la finance, a encore de beaux jours à exploiter. Il s'agit moins de réduire une quelconque opposition que de supprimer l'idée même d'opposition avant qu'elle ne se forme dans l'un ou l'autre esprit humain."

LVOG - Encore faudrait-il que "l'idée même d'opposition" mérite vraiment son statut...

3- "Hélas, si ce n'était qu'une question de couleur il suffirait de renverser le rapport de domination et tout serait réglé. Les massacres ethniques en Afrique, entre populations noirs, réfute l'hypothèse. Idem pour les autres minorités en terme d'influence. Un président noir ou une femme présidente ne résoudra pas, en raison de leur simple appartenance, racisme ou sexisme, les preuves sont là. Il en va de même pour les idéologies.

Un petit enfant n'est spontanément ni raciste ni sexiste et pas non plus cruel ou pervers envers tel ou tel autre enfant en raison de l'absence de richesse ou de pouvoir des parents de celui-ci. Le problème est donc bien culturel et non naturel, la solution n'est pas dans la recherche et l'éradication d'un gêne mais dans une éducation non ensanglantée par une idéologie, celle de classe (portée avant tout par la dominante mais diffuse universellement).

Pour retrouver raison et sensibilité, ou appartenance pleine et entière à la nature humaine mais aussi à celle plus vaste qui

englobe tous les règnes, en ces temps apocalyptiques, la solution ne peut être que radicale. Mort au néolibéralisme et à ce qui nous y a conduit : Mort à l'argent !"

LVOG - Aux rapports entre dominant et dominé qui président à tous les rapports dans la société, et qui est le produit du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il faut éradiquer...

4- "Vous est-il jamais venu à l'idée que lorsque l'enfant n'a pas eu l'immense privilège d'être instruit, contrairement à vous si dispendieux de vos sciences quasiment infuses, celui-ci se borne au mimétisme propre à toute évolution d'espèces animales ?"

LVOG - Ne vous êtes-vous jamais aperçu que cette instruction et la manière dont elle est transmise relèvent également du mimétisme la plupart du temps ? Dans le cas contraire il faudrait attribuer à ceux qui la transmettent un niveau de conscience... qu'ils n'ont pas, ce qui vous a échappé parce que vous en faites partie. Une observation attentive aurait dû vous permettre de vous en apercevoir, parce qu'on ne perçoit jamais mieux ce que nous sommes qu' à travers les autres auxquels nous ressemblons.

L'art consommé de la confusion, de la désinformation au service de la déstabilisation ou de la désintégration politique.

Le gouvernement italien populiste d'extrême droite "vire à gauche".

- Les virages à gauche par le nouveau gouvernement italien, par Jacques Sapir - Les Crises 20 juillet.2018

Rappelons qu'on gouvernement populiste d'extrême droite est en place en Italie.

George Soros, Open Society, plutôt "classée à gauche".

- Bannon, l'ex-conseiller de Trump, débarque en Europe pour doper les mouvements populistes - AFP 21 juillet 2018

Steve Bannon, le sulfureux ex-conseiller du président américain Donald Trump va créer une fondation en Europe afin de mener une révolte populiste de droite sur le continent, écrit le site américain Daily Beast.

Proche de l'alt-right, l'extrême droite américaine, Steve Bannon a confié au site ses ambitions, avec comme première étape les élections européennes de 2019.

Tout un symbole, le quartier général de son organisation baptisée "Le Mouvement" devrait être implanté à Bruxelles, capitale de l'Union européenne, selon un article du Daily Beast publié vendredi soir. Avant les élections de 2019, il prévoit l'embauche de dix employés avec notamment un expert opinion.

"Le Mouvement" pourra fournir des sondages, du conseil et de la réflexion à des personnalités à la droite de l'échiquier politique qui ne disposent pas forcément d'organisations bien rodées pour les soutenir, rapporte le Daily Beast.

L'objectif de Steve Bannon est clair: rivaliser avec la fondation du milliardaire américain George Soros, Open Society, plutôt classée à gauche.

Les dernières échéances électorales en Europe, la réélection de Viktor Orban en Hongrie, l'arrivée au pouvoir en Italie du mouvement d'extrême droite la Ligue --aux côtés des populistes du Mouvement cinq étoiles--, semblent galvaniser Steve Bannon.

"L'Italie est le coeur battant de la politique moderne", dit-il. "Si ça marche là-bas, ça peut réussir n'importe où."

Et le très controversé théoricien populiste de Donald Trump, surnommé le "président Bannon", quand il conseillait le locataire de la Maison Blanche, de faire une prédiction: "Vous allez avoir des Etats-nations individuels avec leurs propres identités, leurs propres frontières". AFP 21 juillet 2018

L'UE est contrôlée par le clan des oligarques opposés à celui de Trump qui joue la carte des populistes et de l'extrême droite, Poutine fait de même, incluant les souverainistes ou nationalistes de tous bords...

Ils osent tout. Manipulation des consciences planétaire.

"Prise de conscience", c'est ce qui leur fait le plus défaut.

- "Osons la fraternité !", écrivains et intellectuels aux côtés des migrants - franceinfo 21.07

Sami Tchak est l'une des plumes de l'ouvrage collectif "Osons la fraternité". Trente écrivains et intellectuels lancent un appel aux côtés des migrants.

Ces écrivains appellent à une prise de conscience. franceinfo 21.07

- Australie: manifestations contre la politique d'immigration du gouvernement - AFP 23.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Espagne: le Parti populaire plébiscite Pablo Casado et marque un virage à droite - LeFigaro.fr 21.07

Le Parti populaire (PP) espagnol a annoncé samedi s'être choisi un nouveau dirigeant qui accentue l'ancrage à droite du parti conservateur au pouvoir de 2011 au 7 juin dernier.

Virage à droite pour le Parti populaire espagnol. Étourdi par la chute de Mariano Rajoy début juin, après l'adoption d'une motion de censure, le PP a élu samedi Pablo Casado comme nouveau chef de file. Un député de 37 ans dont la désignation marque l'arrivée d'une nouvelle génération au sein du parti et accentue l'ancrage à droite de cette formation libérale-conservatrice. «Une nouvelle étape commence aujourd'hui (samedi)» pour le PP qui va «tenter de reconquérir le cœur de tous les Espagnols après les semaines si difficiles que nous avons dû vivre», a déclaré Casado, ovationné par les membres de sa formation. «Le Parti populaire est de retour» et «nous sommes disposés à gouverner une nouvelle fois cette société», a ajouté le nouveau chef de la droite.

Licencié en droit, Casado, a placé sa campagne sous le signe du virage à droite, rappelant son admiration pour l'ex-président colombien Alvaro Uribe.

Maintenant qu'il est à la tête du PP, Casado pourrait se voir rattrapé par la polémique sur son CV. Il y a quelques mois, en plein scandale sur le master de la présidente PP de la région de Madrid Cristina Cifuentes, il avait dû reconnaître qu'il avait obtenu un master dans la même université que cette dernière, alors que 18 matières sur 22 lui avaient été validées d'office parce qu'il était déjà licencié en droit et qu'on l'avait dispensé de cours.

Casado va devoir aussi recomposer un parti qui a perdu trois millions d'électeurs entre les législatives de 2011, où Rajoy avait obtenu la majorité absolue, et celles de 2016. Beaucoup d'entre eux, écœurés par les multiples scandales de corruption ayant éclaboussé le PP ces dernières années, se sont tournés vers le petit parti libéral Ciudadanos, grand rival du PP au centre-droit. Le Parti populaire devra en tout cas se mettre rapidement en ordre de bataille: des scrutins municipaux, régionaux et européens l'attendent dès mai 2019. LeFigaro.fr 21.07

Venezuela

Sabotage de l'économie vénézuélienne et menace du FMI.

- Venezuela: inflation de 1.000.000% d'ici fin 2018 et contraction du PIB de 18% - AFP 23 juillet 2018

L'inflation au Venezuela devrait accélérer de 1.000.000% d'ici la fin de l'année et le PIB du pays, en crise financière et humanitaire, devrait se contracter de 18% en 2018, selon des prévisions du FMI publiées lundi.

"Nous projetons une poussée de l'inflation de 1.000.000% d'ici la fin 2018, ce qui signifie que le Venezuela est dans une situation similaire à celle de l'Allemagne en 1923 ou à celle du Zimbabwe à la fin des années 2000", a commenté dans un blog Alejandro Werner, un des responsables du Fonds monétaire international.

Il souligne en outre que les pays voisins risquent d'être de plus en plus exposés aux répercussions de l'effondrement de l'économie vénézuélienne.

La pénurie de nourriture, les difficultés croissantes pour accéder aux soins de santé, à l'électricité, à l'eau, aux transports,

combinées aux problèmes d'insécurité, ont fait fuir en masse la population qui se réfugie notamment en Colombie et au Brésil.

"Le Venezuela reste englué dans une profonde crise économique et sociale", a résumé Alejandro Werne. Et en 2018, le pays pétrolier enregistrera une récession à deux chiffres pour la troisième année d'affilée, a-t-il précisé.

La contraction du PIB devrait être pire qu'escompté au printemps (-3 points de pourcentage) et encore plus marqué qu'en 2017 (-16,5%) alors que la production de pétrole, principale ressource du pays, continuer de s'effondrer, a-t-il commenté.

Le Venezuela tire 96% de ses revenus du brut. Or sa production de pétrole s'est effondrée d'au moins la moitié en un an et demi faute de liquidités pour moderniser les champs pétroliers.

Et la production de brut a poursuivi sa chute en juin, à 1,5 million de barils par jour (mbj), soit son plus bas niveau en 30 ans, a aussi indiqué récemment l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Le FMI pointe par ailleurs du doigt la mise en circulation d'un nombre toujours plus grand de billets, ce qui alimente l'hyperinflation.

L'exactitude des prévisions reste toutefois sujette à caution, le Venezuela ne transmettant plus de données à l'institution de Washington depuis plus de dix ans.

Début mai, le FMI avait ordonné à Caracas de lui fournir des données économiques fiables sous peine d'exclure le pays de l'institution dans le cadre d'une procédure de "censure".

Le FMI, qui compte 189 membres, n'a pas pu effectuer de mission économique dans le pays depuis 2004. Il ne reçoit depuis que des données parcellaires. AFP 23 juillet 2018

Quand la Fed, la BCE, la BoE, la BoJ font tourner la planche à billets (dollar, euro, livre, yen) depuis 10 ans à hauteur de dizaines de milliers de milliards de dollars, là étrangement pour le FMI cela n'alimente pas l'hyperinflation, étrange, non ?

Haut de page

Le 29 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

Si cela ne tenait qu'à moi, je me serais contenté d'un seul article à lire plus loin : Quel clan de l'oligarchie est derrière Trump ? Quand l'institution financière la plus puissance du monde soutient Trump.

- Causerie au format pdf (21 pages)

Ce qui est révélateur, c'est la manière dont l'ensemble des commentateurs attitrés et tous les partis du mouvement ouvrier ont traité l'affaire Benalla-Macron de façon à empêcher les travailleurs de comprendre la situation.

Comment ? En l'abordant par le petit trou de la lorgnette de la propagande ou du populisme, en se focalisant sur un des aspects de cette affaire et en négligeant les autres, sans même savoir de quoi il retournait vraiment, avouant au passage que la recherche de la vérité ne les intéressait pas vraiment.

A ce stade, je n'ai aucune certitude, j'essaie de recouper tous les éléments en ma possession. Il n'en demeure pas moins que Macron ne dispose pas de la majorité des deux tiers au Congrès (Députés + sénateurs) pour faire passer le nombre de députés de 577 à 400, à l'heure actuelle cette réforme des institutions serait rejetée, et on ne voit pas comment il pourrait en être autrement plus tard, j'ignore si le Sénat est concerné. L'affaire Benalla a-t-elle servi de prétexte à un vulgaire chantage pour obtenir le ralliement de LR ou briser sa résistance à cette réforme ? Il se peut que ce ne soit qu'un aspect de cette affaire qui peut très bien avoir été conçue à tiroirs, de sorte que si elle tournait mal, une opération de diversion serait toujours envisageable pour sauver les apparences et la marionnette Macron au passage.

Qui a conscience que deux clans s'affrontent au sommet de l'oligarchie internationale ?

Personne ou presque.

Des voix discordantes évoquent un "conflit entre le capitalisme financier transnational et le capitalisme productif national", d'autres parlent d'un "affrontement entre d'un côté l'alliance Russie-États-Unis et de l'autre l'État profond anglo-saxon".

Cet affrontement a pour toile de fond la crise exacerbée du capitalisme mondial, dont l'issue permettra à la civilisation humaine de franchir une étape décisive vers son émancipation du règne de la nécessité, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou signifiera sa dégénérescence complète jusqu'à se disparition finale.

Quand on lit les déclarations ou les réactions de certains hommes d'affaires, patrons de presse, dirigeants de partis politiques, force est d'en déduire qu'ils l'ignorent ou qu'ils ne l'ont pas en permanence à l'esprit. Alors que dire des citoyens lambdas ou des militants qui ne reçoivent des médias institutionnels qu'une information tronquée, sciemment déformée, sinon que cela leur passe au-dessus de la tête et qu'ils se font manipuler en adoptant la version officielle.

Et puis c'est pratique pour créer toutes sortes de confusions ou amalgames sur le plan politique, pour par la suite instrumentaliser n'importe qui ou n'importe quoi et se servir du mouvement ouvrier corrompu comme caution, qui va soutenir l'un de ces clans et se retrouver au côté de la réaction et perdre ainsi son indépendance, c'est le ticket gagnant dans tous les cas de figure, car en fait toute opposition réelle au régime aura disparu.

On semble ne pas (vouloir) remarquer que le "ni droite ni gauche" ou "de droite et de gauche" est l'aboutissement d'un long processus (de décomposition) au cours duquel il fut de bon ton de les opposer, de nier leur connivence, ce qui constitua une formidable mystification, puisqu'en réalité la droite et la gauche étaient déjà liguées ou avaient passé un accord tacite contre les masses. A terme, pour faire face à l'état de crise permanente du capitalisme qui deviendrait forcément politique, leur objectif commun était de faire disparaître toute véritable opposition au régime, toute opposition organisée, de sorte que seule l'idéologie servant les intérêts de l'oligarchie ou des capitalistes demeure à la disposition ou accessible aux membres des différentes classes, pour que chacun l'adopte ou que personne ne puisse y résister, tant elle allait devenir omniprésente et s'incruster profondément dans les cerveaux, afin de les formater au modèle de société totalitaire qu'ils envisageaient d'instaurer comme seule issue concevable à la crise du capitalisme.

Que nous romprions avec la gauche (et la combattions) après l'avoir caractérisée, était salutaire, souhaitable, fortement conseillé, une question de survie tout simplement.

Dès lors que la gauche adopta le capitalisme, elle devint le pire ennemi de la classe ouvrière et du socialisme, de la civilisation humaine, dans la mesure où elle allait insuffler au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière, à l'ensemble des classes moyennes, l'idéologie de la réaction. Recruter au sein des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière, elle répandit sans difficulté leurs aspirations petites bourgeoises au sein du prolétariat (et des syndicats) de sorte qu'elles ne soient plus que son unique perspective politique, abandonnant la lutte pour le pouvoir ou pour renverser le régime en place au point que finalement cette idée même finisse par se tarir ou ne lui vienne même plus à l'esprit. Le mouvement ouvrier et la classe ouvrière allaient y laisser leur indépendance de classe, ce qu'ils avaient de plus cher. Du réformisme bourgeois, ils glissèrent vers le corporatisme.

Durant les sept dernières décennies qui se sont écoulées, des centaines de milliers d'ouvriers et de membres des classes moyennes se radicalisèrent et manifestèrent des dispositions qui les rendaient aptes à adopter le socialisme et à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Si ce processus n'avait pas été entravé par l'attitude de dirigeants incompétents, dogmatiques ou corrompus, il aurait pu contribuer à influencer le cours de la situation en modifiant le rapport de forces qui existait au sein du mouvement ouvrier en renforçant les courants qui demeuraient fidèles au socialisme ou qui cherchaient à renouer avec lui même inconsciemment.

Si nous n'eûmes jamais l'occasion de renverser le régime, en revanche nous eûmes réellement celle de préparer les conditions pour y parvenir, mais nous l'avons laissé passer. Or nous savons qu'une telle opportunité se présente exceptionnellement et que ne pas la saisir nous condamne ensuite à attendre la prochaine indéfiniment ou pendant une très longue période. Période de tous les dangers, puisque l'on sait également qu'elle est suivie par une période de réaction dont on ignore la durée. Période au cours de laquelle l'avant-garde et le mouvement ouvrier vont dégénérer et se disloquer, sans qu'on sache quand prendra fin cette régression.

La question était de savoir si en l'absence des conditions objectives pour renverser le régime, il serait possible ou non que les conditions subjectives mûrissent au point de modifier en partie la nature des conditions objectives auxquelles étaient soumises les masses, de sorte qu'elles soient suffisamment développées pour poser la question du pouvoir politique, ce qui nécessiterait une élévation du niveau de conscience des masses de manière à ce qu'elles ne se contentent plus du sort qui leur avait été réservé, mais placent la barre de leurs exigences si haute qu'elles deviendraient incompatibles avec l'existence du capitalisme et justifieraient son renversement, autrement dit qu'elles ne se contenteraient plus des quelques satisfactions qu'elles pouvaient tirer de leur condition, mais s'en tiendraient strictement à leurs aspirations légitimes qui ne pourraient jamais être satisfaites sous un régime capitaliste.

C'était seulement dans cette perspective qu'il aurait été possible de construire un puissant parti ouvrier révolutionnaire, en partant

de la condition réelle des masses et la manière dont elles l'interprétaient, et non de théories obsolètes ou d'analyses oiseuses reposant uniquement sur un aspect de la situation au lieu de la considérer dans son ensemble. On a semble-t-il oublié que l'amélioration de la condition ouvrière (et des classes moyennes) au cours du XXe siècle pour bien réelle qu'elle fut, loin de nous l'idée de le nier, bien au contraire, demeura un leurre puisque, qu'on soit ouvrier ou médecin, employée ou architecte, aucun n'a jamais pu disposer librement de son sort ou de son destin, tous ont dû le subir, aucun n'a pu vivre la vie dont il aurait rêvé, tous nos choix nous ont été imposés, qu'on en ait eu conscience ou non, aucun n'aurait imaginé un jour devoir subir autant de souffrances, humiliations, déconvenues, désillusions, angoisses, peurs, autant d'oppression, de haine, totalement inutiles et injustes, qui ne correspondaient pas du tout avec la société dans laquelle ils auraient voulu vivre, l'existence qu'ils auraient voulu avoir, et jamais ils n'en auront l'occasion tant que le capitalisme existera.

Voilà une argumentation, qui portée à l'intelligence des exploités des différentes classes, avaient de quoi les faire réfléchir, parce qu'il contient est rigoureusement exact ou reflète leur misérable existence. La seule liberté qu'on leur accorda fut de se soumettre à ce mauvais traitement ou de s'en accommoder en essayant d'éviter le pire, mais sans pouvoir y parvenir à des degrés divers ou de le combattre pour y mettre un terme.

La seule question qui nous intéresse est de savoir si nous pouvions et si nous pouvons ou non construire un parti qui rassemblerait les éléments les plus conscients des différentes classes exploitées et opprimées dans la perspective de changer de société en se débarrassant du capitalisme. Si maintenant on nous répondait non ou que cette argumentation était farfelue, il faudrait en conclure que le capitalisme aurait encore de longues décennies devant lui, voire davantage, avec les conséquences terribles, dramatiques que cela impliqueraient par la suite pour l'humanité, on n'ose pas imaginer un tel cauchemar ou que les hommes soient aussi bornés, mais qui sait ?

Le passage qui suit avait été rédigé avant les quatre derniers paragraphes que vous venez de lire.

Les militants n'ont rien à se reprocher et on n'a pas à les juger. C'est par faiblesse de différentes natures que nous adoptâmes tous un discours dogmatique et une attitude conciliante envers des dirigeants qui ne furent jamais à la hauteur de leurs responsabilités. Les nouveaux militants ont des intentions généreuses et des aspirations légitimes, mais ils ignorent dans quel monde ils ont mis les pieds, la portée d'un tel engagement qui va immédiatement les placer dans des situations inconfortables et qui les amènera à recourir à des expédients pour s'en sortir, dont le mimétisme et le dogmatisme qui sont évidemment les pires attitudes à adopter, faute de formation préalable ou d'y avoir été préparés. Le plus déstabilisant, c'est de se retrouver à défendre une position, alors qu'on en est incapable faute de n'y avoir pas suffisamment réfléchi soi-même ou d'en ignorer la signification politique, c'est un peu comme parler de quelque chose qu'on ne connaît pas. C'est pratiquement inévitable et on n'en meurt pas, encore faut-il qu'on nous donne les moyens de progresser, ce qui n'est pas le cas, puisque c'est un des aspects du militantisme qui n'intéresse pas nos dirigeants. En règle générale les militants sont livrés à eux-mêmes et doivent se débrouiller seuls pour analyser leurs propres expériences ou ils n'en parlent pas pour ne pas passer pour des imbéciles, ce qui est le meilleur moyen de le rester.

Si j'avais un conseil amical à leur donner, c'est d'observer attentivement le comportement des autres militants, ils y reconnaîtraient le leur pour se corriger ou éviter à l'avenir de les imiter. On apprend à se connaître au contact des autres et pas autrement au départ, par la suite après des années d'expériences on parvient à s'observer directement soi-même, ce qui permet d'éviter de faire pas mal d'erreurs, cela fait partie de l'école de la vie.

On s'est écarté de notre sujet, mais pas tant que cela, car pour caractériser les différents courants politiques ou pour progresser en tant que militant, il faut acquérir un solide esprit critique qui passe par la maîtrise du matérialisme dialectique.

L'affaire Benalla a fait l'objet de plusieurs interprétations, qui reflètent différents aspects de la situation, donc au lieu d'agir en vulgaire dogmatique en ne retenant que celle qui correspond à notre sensibilité ou à notre manière d'aborder la situation au risque d'exclure certains facteurs qui jouent un rôle déterminant, nous devons les considérer comme complémentaires en laissant de côté les plus farfelues ou à caractère policier, parce que c'est le seul moyen de tenir compte des rapports entre les classes et à l'intérieur de chaque classe, pour saisir l'évolution ou l'orientation des différentes représentations idéologiques du régime pour mieux le combattre.

Les travailleurs n'abordent pas la situation sous le même angle, les idées de la classe dominante étant les idées dominantes, ils l'aborderont de préférence sous l'angle adopté par la classe dominante, sous un angle qui est favorable à la classe dominante. Donc pour qu'ils en arrivent à l'aborder sous un angle qui correspond à leur propre terrain de classe, il faut commencer par leur montrer ce que la classe dominante leur cache ou ce qu'ils ignorent, comment elle opère en coulisses à leur dépend, pour que ses réelles intentions soient mises en lumière, afin qu'ils saisissent qu'ils faisaient l'objet d'une manipulation qui avait pour objectif de les maintenir dans l'ignorance de la situation réelle pour qu'ils ne soient pas en mesure d'intervenir dans la lutte de classes, car lorsqu'on ne comprend pas une situation on aura tendance à ne pas s'en mêler, on adoptera une attitude passive qui reviendra à la subir...

Deux internautes se sont posés des questions.

1- "Ces images sont connues, nous le savons désormais, par le ministère de l'intérieur, la préfecture de police de Paris, l'Elysée depuis le 2 mai. Donc aussi par les journalistes. Mais n'apparaissent que maintenant.

Le jour ou Macron fait envoyer un convoi humanitaire en Syrie, semblant se rapprocher de la Russie dont il a vu le président à 2 reprises pendant la coupe du monde. Publiées par Le Monde dont les accointances avec les néo-conservateurs américains et leur politique en Syrie est flagrante depuis des années. Amplifié par les révélations du Canard Enchaîné d'hier qui, bizarrement, me semble depuis longtemps avoir les mêmes complaisances que la majorité de ses confrères vis.à vis de l'État profond US.

Le moment où ces faits ont été rapportés ne saurait être fortuit. Car Lordon a raison : d'habitude on en parle pas, encore plus quand ça touche la présidence Macron. Alors que Le Monde a fait partie de ceux qui l'ont aidé à en arriver là, avec le bouquin qui a dézingué Hollande (Un président ça ne devrait pas dire ça) et, aidé par le canard, en dézinguant Filllon au quotidien pendant des semaines…

Pourquoi maintenant est la question de tout ce « spectacle »."

2- "On oublie que c'est Le Monde, "journal de révérence" et ancien soutien déterminé à l'élection du Président qui a lancé l'affaire Benalla. Plutôt que relever ce grand moment de courage journalistique comme cela a été fait, on devrait plutôt se demander quels parrains de M. Macron ont décidé de le bousculer, en dehors des patrons du Monde bien entendu, et pourquoi. A-t-il déplu en oubliant qui l'a fait roi? On saura sans doute cela si cet été l'affaire n'est pas médiatiquement enterrée cet été et si, prochainement, une nouvelle marionnette est sortie du chapeau oligarchique pour concourir à sa place aux prochaines présidentielles. Il reste que nous vivons des heures gravissimes pour la France dont une part des élites fait de plus en plus figure d'aristocratie et de "parti de l'étranger". Le pire est de toute évidence devant nous."

A ce stade on ignore si c'est un des clans de l'oligarchie ou des hauts fonctionnaires, de la police ou de l'armée qui est à l'origine de la sortie du Monde, puis depuis avant-hier de Libération...

En complément

- Un truc vieux comme le monde : Provocation - réaction -réprobation - répression ou reprise en mains.

- Quand des oligarques font monter la sauce, après le tandem Niel-Pigasse, c'est au tour de Drahi.

- Le Monde est à l'origine de l'affaire Benalla-Macron, Libération prend le relais...

- Quand c'est le barbouze Benalla qui fournit la version officiel qui sera retenue...

- Quand le milicien parade sur TF1 et LREM et refuse de s'exprimer devant le Parlement...

- Benalla : «Je n'ai rien fait de répréhensible» - LeParisien.fr 28.07

Après une semaine de silence, Alexandre Benalla enchaîne les prises de parole. Après une interview au journal « le Monde » parue jeudi...LeParisien.fr 28.07

Au passage, un appel à casser du manifestant... puisque c'est tout à fait légal...

Un "pari" calculé mais risqué... un euphémisme.

- Emmanuel Macron et le pari russe - Sputnik 25.07

La distribution conjointe d'aide humanitaire par la France et la Russie, malgré les couacs qui l'accompagnent, est un signe supplémentaire de l'inflexion diplomatique qu'est en train d'opérer Paris sur le dossier syrien. C'est l'avis du journaliste et spécialiste du Moyen-Orient Christian Chesnot. Il s'est confié à Sputnik.

D'après lui et comme le révèle Libération, citant un spécialiste du dossier, «cette opération humanitaire a été décidée à l'Elysée, pas au Quai d'Orsay». Le palais présidentiel semble vouloir prendre le contrôle du dossier syrien. Mais pourquoi?

«Emmanuel Macron a toujours plus ou moins gardé la main concernant la Syrie. Pourtant, cette décision de mener une opération humanitaire conjointe avec la Russie est un signe supplémentaire de l'inflexion dans la politique diplomatique de la France concernant la Syrie», explique Christian Chesnot à Sputnik.

Pour Christian Chesnot, le rapprochement avec Moscou tenté par Emmanuel Macron s'explique par une analyse pragmatique de la situation sur le terrain:

«La Russie a gagné en Syrie. C'est un fait. Damas a repris quasiment tout le pays, les rebelles ont pratiquement été effacés du sud. La France s'est retrouvée hors-jeu. Elle veut revenir sur le terrain. Emmanuel Macron a juste analysé la situation de manière pragmatique et s'est dit que l'on entrait dans une nouvelle phase. Une phase où il faut renouer contact avec la Russie.»

Quid du «lobby néo-conservateur» au Quai d'Orsay, composé de «pro-Otan, pro-Etats-Unis, anti-Iran, anti-gouvernement syrien» comme le décrit Christian Chesnot? Et bien selon le spécialiste du Moyen-Orient, même s'ils voient d'un mauvais œil un rapprochement avec Moscou, ils n'auront pas d'autre choix que de suivre l'Elysée. Avant de conclure: «De toute façon, le pays qui les préoccupe le plus, c'est l'Iran.» Sputnik 25.07

L'affaire Benalla vue sous des angles différents

Macron : Une erreur de casting ? - Comité Valmy 27 juillet 2018

Extrait. Les interventions de certains de ses parrains, à commencer par le premier des oligarques français, François Pinault, suivi par les gardes flancs que sont Jacques Attali et Alain Minc, témoignent de leur perplexité, face, non pas à ce que le jeune roi ferait, mais à la façon dont il le ferait. Le choix du terme « insurrection » par Minc n'est sûrement pas dû au hasard. Emmanuel Macron fit répondre à Pinault par Ferrand de manière insultante. Il a eu tort, oubliant qu'il ne faut jamais négliger les signaux faibles.

C'est pourquoi il faut essayer de comprendre le pourquoi de la volte-face du journal Le Monde, jusque-là soutien assidu d'Emmanuel Macron, qui a envoyé un sacré missile avec la révélation de l'existence et du comportement du chouchou du président. Ne nous laissons pas impressionner par les éléments de langage des godillots, et la risible invocation de l'article 73 du code de procédure pénale. Il faut quand même rappeler la brochette de graves infractions manifestement commises à cette occasion. De façon inattendue, quelques heures après la victoire en Coupe du Monde de football, en pleine période de congés d'été, l'étincelle lancée a embrasé la plaine. Que s'est-il passé ? La première interrogation c'est la raison du missile du Monde, ceux d'Ariane Chemin ne sont jamais gratuits. Les rafales de révélations qui ont suivi dans les deux jours montrent bien que le dossier était prêt. Et ne pouvait être seulement le fruit d'un travail de journaliste d'investigation. Règlement de comptes au sein de la sphère policière ou opération de plus grande envergure visant à affaiblir durablement le chef de l'État ? Impossible de répondre aujourd'hui, mais il est clair que quelqu'un a appuyé sur un bouton. Et qu'à la surprise générale de nombreuses forces par effet d'aubaine se sont mises en mouvement et ont convergé pour en faire une affaire d'État.

Parce que c'était leur projet

On rappellera à ce stade que la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2017 est le fruit d'un ensemble d'éléments dont quelques-uns relèvent de l'opération concertée. Il y a le choix d'Emmanuel Macron par la caste de la haute fonction publique de l'inspection des finances – incarnée par Jean-Pierre Jouyet -, l'appui de l'oligarchie, l'incroyable soutien médiatique, et des moyens financiers considérables. Mais surtout le raid judiciaire organisé par le couple infernal Parquet national financier (PNF) et Pôle d'instruction du même nom contre la candidature de François Fillon. Lancé par Le Canard enchaîné, il a vu une partie de l'appareil judiciaire conduire une procédure à une vitesse sans précédent pour ce type d'affaires. En liaison, de façon grossière, avec la presse destinataire en urgence de pièces tronquées. (...)

Macron en mode Jeff Tuche

Le résultat a été de fausser le premier tour de l'élection présidentielle et de permettre à Macron de devenir président de la République grâce à moins de 18% des inscrits au premier tour qui était le seul qui comptait. Cette opération, qui a amené à l'Élysée un candidat inconnu et improbable au CV politique particulièrement léger, et à l'Assemblée une cohorte de parlementaires incompétents, a bien sûr particulièrement brutalisé les mondes politique et administratif existants. Emmanuel Macron est comme quelqu'un qui a gagné une fortune au Loto. Il est persuadé que ce sont ses qualités et non un concours de circonstances qui l'ont amené là. (...)

Narcissisme, ego boursouflé, autoritarisme et absence de véritable culture politique, Emmanuel Macron a adopté des comportements et des attitudes qui ont transformé, pour les battus, les humiliations en exaspération. Notamment devant le comportement incroyable de suffisance de la petite caste de ses amis, verrouillés dans le bunker de Bercy. Plus récemment, la gay pride pornographique dans la cour de l'Élysée, l'exhibitionnisme gênant de la célébration de la victoire en Coupe du Monde de football, le retour au galop d'un sociétalisme que les bourgeois de province exècrent, et quelques autres incidents ont sérieusement fissuré ce bloc bourgeois dont il ne faut pas oublier que le ralliement de la partie nationale fut contraint et forcé. En son sein, beaucoup des perdants de l'année dernière, battus aux législatives par des chèvres, sont avides de revanche. Il ne fallait pas croire non plus que cette façon de gouverner en solitaire entouré d'une petite poignée d'affidés et de favoris peu recommandables n'allait pas heurter l'administration française. Un État est aussi un monstre administratif, il ne se réduit pas à trois bureaux à l'Élysée et quelques petits marquis répartis entre la rue du Faubourg Saint-Honoré et Bercy.

La facture de la mystification de 2017 ?

Finalement, la révélation du journal de Matthieu Pigasse est entrée en résonance avec une sorte de climat insurrectionnel. Non pas au sein des couches populaires, qui en général détestent Macron mais pour l'instant comptent les coups, mais plutôt dans des secteurs divers de la bourgeoisie, des couches moyennes et de l'administration. Personne n'a envie de prendre les armes évidemment, mais on sent la rage et l'envie de régler des comptes. Et ce d'autant que, pour l'instant, le bloc populaire est divisé et les partageux silencieux. Le jeune roi se verrait-il présenter la facture de la mystification de 2017 et de son comportement ? (...) Comité Valmy 27 juillet 2018

- Macron Gate ou pourquoi l'affaire Benalla ? - Comité Valmy 26 juillet 2018

Extrait. Mais pourquoi tout à coup la machine s'est-elle mise en route ? N'a-t-il pas suffisamment rempli le contrat de déstructuration de l'Etat pour lequel il a été lancé ? S'est-il pris à rêver d'être un véritable Président, qui rencontre Trump et Poutine, décide d'aller se rendre trois fois en Russie (au Forum économique de Saint-Pétersbourg, à la demi-finale et à la finale) faisant voler en éclat l'isolement politique du Mondial ? Peut-on croire qu'il y ait encore des "forces saines" dans le pays qui, choquées par ce qui se passe, aient suffisamment de poids pour faire faire une volte-face à la presse main stream, quand elles n'ont rien pu faire contre le coup d'état médiatico-juridique qui a porté Macron au pouvoir ? Bref, ce scandale monté en affaire d'Etat, en révélation d'un "Système Macron" où trouve-t-il sa source, son impulsion ?

Cette question m'intéresse beaucoup plus qu'une énième révélation sur les frasques d'un Benalla. Car en fonction de sa réponse nous aurons soit la chance de voir un réel nettoyage de notre système politique (n'oubliez pas que le Père Noël existe tant que son inexistence n'est pas démontrée), soit il ne s'agira que d'un rappel à l'ordre au "petit Macron" qui reviendra à sa place d'exécuteur des basses oeuvres, soit ... il s'agira d'un prétexte pour encore affaiblir les institutions étatiques. La présidence affaiblie, salie, la Ve république a vécu et l'on pourra nous vendre une VIe parlementaire, totalement maîtrisable. Comité Valmy 26 juillet 2018

Benalla et Crase multirécidivistes

- 1er mai L'autre interpellation de Benalla et Crase - Liberation.fr 28.07

Dans une vidéo révélée par «Libération», on voit les deux hommes intervenir contre des manifestants au jardin des Plantes, trois heures avant les événements de la place de la Contrescarpe. L'un d'eux, placé en garde à vue, a porté plainte jeudi avec la militante qui filmait.

Des images de cette scène, capturée par le téléphone d'une amie de l'interpellé, ont été supprimées au moment de l'arrestation par un fonctionnaire menaçant. La vidéo a été récupérée sur la carte mémoire du téléphone grâce à un logiciel dédié. Selon nos informations, deux nouvelles plaintes ont été adressées jeudi au parquet de Paris, pour «violences volontaires par personnes dépositaires de l'autorité publique en réunion», «usurpation de signes réservés à l'autorité publique aggravé par le fait qu'ils facilitent la commission d'un délit», «usurpation de fonctions», «atteinte à la liberté», «dégradation de biens», et «introduction frauduleuse dans un système de traitement de données». Déposées contre X, ces plaintes ciblent néanmoins Vincent Crase, Alexandre Benalla et Philippe Mizerski, le major de la préfecture qui était chargé, théoriquement, de les encadrer.

La séquence en cause est extraite d'une vidéo de six minutes, et se termine brusquement au moment de l'interpellation. Quand les images commencent, un petit groupe de manifestants est rassemblé près de policiers en tenue dans le jardin des Plantes. L'un des manifestants est contrôlé puis relâché. Noémie (1), 24 ans, fonctionnaire au ministère de la Justice et militante communiste, dit avoir commencé à filmer «parce qu'un policier a bousculé un manifestant». Les forces de l'ordre sont nombreuses, se mettent en ligne, et repoussent les quelques militants, contraints de suivre la direction indiquée.

«Les gens essayaient de partir par tous les moyens. Il y avait beaucoup de gaz lacrymogène, on voulait traverser le parc pour partir à l'opposé de la manifestation», raconte aujourd'hui Romain, 23 ans, étudiant en sciences politiques à l'université Paris-I. Sur la vidéo, Noémie s'inquiète alors de la tension ambiante : «Ils nous suivent encore [les policiers, ndlr], je n'ose pas éteindre ma caméra.» Portable à la main, elle continue de filmer, tandis que la ligne de policiers avance dans leur dos. L'un d'eux leur indique une nouvelle fois la direction à suivre pour sortir. C'est alors que les manifestants empruntent un petit chemin, et tombent une minute plus tard nez à nez avec Alexandre Benalla, Vincent Crase et le major Mizerski. Noémie filme toujours et explique à Libération : «A ce moment-là, j'ai le téléphone dans la main au niveau de mon torse.» Au premier plan, Vincent Crase, arborant un brassard «police», ordonne aux militants de quitter le jardin des Plantes par une sortie. Juste derrière lui, figurent Benalla et le major Mizerski. L'instant est fugace et ne permet pas de voir si Benalla est lui aussi porteur d'un brassard à cet instant. «On vient de nous dire qu'il fallait qu'on sorte rue Buffon», «faut se mettre d'accord», lancent les manifestants, pensant être face à des policiers de la BAC.

De façon autoritaire, Vincent Crase rétorque : «Vous allez là-bas.» Au même moment, à l'arrière-plan, on entend : «Elle filme, elle filme.» L'un des manifestants répond tout de suite : «Elle a le droit de filmer.» Puis les images deviennent floues. La jeune femme hurle, la séquence se coupe. Romain, qui commençait à s'éloigner, réagit : «Je vois que Noémie est ceinturée d'une façon

très violente. Je ne sais pas quoi faire, je vais vers eux, je pose mes bras sur la personne qui ceinture Noémie et quelqu'un derrière moi me fait une balayette et me menotte.» Sous le choc, Romain ne se souvient plus qui le met au sol : «J'avais la face contre le sable, je n'ai pas vu la suite.»

Noémie poursuit : «Je me suis fait plaquer contre l'arbre le plus proche avec le téléphone dans la main. J'ai les deux bras écartés et mon corps tape l'arbre.» La jeune femme, elle aussi en état de choc, n'est pas en mesure d'identifier la personne qui la plaque. Un peu en retrait, Elias, 22 ans, surveillant dans un lycée parisien et militant communiste lui aussi, est témoin de la scène. Il dit se souvenir très bien que «la personne qui saute sur Noémie avait les cheveux rasés». Une description qui pourrait donc correspondre à Vincent Crase.

La scène se poursuit et, manifestement, l'existence de la vidéo inquiète leurs interlocuteurs. Noémie se souvient qu'on lui hurle alors distinctement : «Eteins [la vidéo] ! Eteins !» Quelqu'un lui demande ensuite sa carte d'identité, s'éloigne de 10 à 15 mètres et la regarde longuement. «Je me souviens qu'à côté, un manifestant avait mal, il saignait, mais on m'a dit "regarde ailleurs", raconte Noémie, encore très choquée. Ce n'est d'ailleurs qu'à ce moment-là que je réalise que Romain aussi est interpellé.»

Celui qui est parti avec la carte d'identité est de retour. Un nouvel échange vif débute : «On n'a pas le droit de manifester en France le 1er Mai ?» s'insurge Noémie. Réponse de son interlocuteur selon son récit : «Non, t'as qu'à aller au Venezuela ou à Cuba.» La jeune femme, «terrorisée», garde les mains en l'air depuis de longues minutes. Son interlocuteur la menace pour récupérer la vidéo, assure-t-elle : «Donne-moi ton téléphone, sinon on t'embarque.» Noémie, hors d'elle, répond : «Vous n'avez pas le droit de faire ça.» Selon la militante, l'homme examine alors les photos et les vidéos, et en supprime plusieurs. Puis lui rend l'appareil et leur ordonne de «dégager». «Est-ce que je peux savoir votre numéro de matricule ?» s'énerve Noémie. Toujours selon elle, l'homme répond «007». Le soir, Noémie parvient à récupérer la vidéo effacée.

Contactés par Libération, les avocats des deux plaignants s'indignent. Nadja Diaz, conseil de Romain, condamne «la garde à vue éprouvante de [son] client pour des faits particulièrement graves qu'il n'a pas commis. Il attend que la lumière soit faite sur le rôle joué par ceux, désormais bien connus, qui n'avaient manifestement pas autorité pour intervenir d'une quelconque manière dans son arrestation». Quant à l'avocat de Noémie, Grégory Saint Michel, il pointe la responsabilité directe des autorités : «La préfecture de police, le ministère de l'Intérieur, la présidence de la République savaient que ce jour-là, messieurs Benalla, Crase, et Mizerski avaient commis des exactions. Ont-ils poussé leurs investigations plus loin pour connaître leur folle journée ? Ont-ils préféré se cantonner aux faits dénoncés de la Contrescarpe pour se contenter d'une petite mise à pied, non appliquée au demeurant ?» Vincent Crase et l'avocat d'Alexandre Benalla n'ont de leur côté pas répondu à nos sollicitations.

(1) Tous les prénoms ont été modifiés.

Totalitarisme. Répression aveugle.

- Tour de France: un gendarme prend Christopher Froome pour un touriste... et le plaque au sol - lesoir.be 25.07

Après une 17e étape déjà compliquée pour lui sur le plan sportif, Christopher Froome a connu une situation pour le moins surprenante après la course.

Alors qu'il redescendait vers son bus, situé au pied du col du Portet, sur son vélo, un gendarme l'a pris pour un cyclotouriste et l'a directement plaqué au sol.

Le quadruple vainqueur de la Grande Boucle s'est retrouvé couché par terre, devant plusieurs supporters ébahis, avant qu'un assistant de la Sky ne vienne recadrer le gendarme coupable.

L'attaché presse de la formation Sky a tout de même tenu a rassuré directement : «C'était une incompréhension, Chris va bien». lesoir.be 25.07

Parole d'un faussaire, d'un imposteur, d'un mystificateur.

- Affaire Benalla: "L'Elysée n'a jamais rien caché", selon Macron - Reuters 25.07

Les faits ou déclarations qui contredisent Macron.

- Alexandre Benalla habite à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Mais Le Monde a révélé, vendredi 20 juillet, que le jeune homme a déclaré le 9 du même mois résider au 11 quai Branly, dans le très chic 7e arrondissement de Paris.

S'agissant du logement de fonction parisien dévolu à Alexandre Benalla, Patrick Strzoda a indiqué qu'il lui avait été attribué avant les incidents du 1er-Mai et qu'il n'avait "jamais été occupé". "Il était attribué en fonction de la disponibilité, à tout moment, qui

était demandée à M. Benalla."

- Patrick Strzoda a précisé que la retenue différée - jamais dévoilée à ce jour - participait "d'une mesure de gestion" au titre d'un décret de 1986 qui régit l'emploi des contractuels et interdit la suspension de traitement. Reuters 25.07

- Le directeur de cabinet de l'Elysée, Patrick Strzoda s'est attaché, devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, mardi 24 juillet, à démentir certaines rumeurs qui couraient à ce sujet : "J'ai entendu dire qu'il avait une rémunération de 10 000 euros mensuels. C'est faux", a-t-il affirmé, sans toutefois avancer de chiffre précis.

"Ces informations sont connues de la Cour des comptes qui nous contrôle chaque année et elles sont connues de la mission parlementaire de la commission des finances. Donc ces informations sont à votre disposition", a-t-il ajouté. Patrick Strzoda a par la suite été démenti par le député centriste Philippe Vigier. "Ni Lise Magnier, ni moi, les rapporteurs spéciaux de la mission 'pouvoirs publics', ne disposons des informations sur la rémunération et les avantages accordés à Alexandre Benalla", a réagi l'élu d'Eure-et-Loire sur Twitter. francetvinfo.fr 25.07

Selon les informations du Canard Enchaîné, le jeune homme émargeait en fait à 7 113 euros bruts mensuels. Selon un document gouvernemental transmis à l'AFP, il touchait environ 6 000 euros nets par mois. francetvinfo.fr 25.07

- Alexandre Benalla avait choisi d'anciens officiers de sécurité de Hacène Chalghoumi, connu comme « imam » de Drancy. Il avait aussi sélectionné des recrues hors SDLP. Notamment un ancien militaire, policier depuis peu, lequel a néanmoins passé avec succès les tests en vigueur dans la police sur la protection rapprochée. Il a donc atterri directement au GSPR malgré son inexpérience en protection de personnalité. Le Point.fr 21.07

- Macron à propos de Benalla : «Je suis fier de l'avoir embauché à l'Élysée» - LeParisien.fr

- Macron aux médias: "Vous avez dit beaucoup de bêtises" sur l'affaire Benalla - AFP

- Affaire Benalla : des "barbouzes" assurent-ils la protection d'Emmanuel Macron ? - Franceinfo

- Alexandre Benalla "bagagiste" des Bleus? La "fadaise "de Castaner moquée par Macron - huffingtonpost.fr 25.07

"Alexandre Benalla, bagagiste d'un jour, n'a jamais occupé cette fonction dans la durée. Toutes ces choses qu'on a entendues..." s'est ensuite lamenté Emmanuel Macron sans toutefois préciser l'origine de cette information erronée. C'est pourtant Christophe Casterner qui l'a affirmé sur CNews, le jeudi 19 juillet, en détaillant les nouvelles attributions d'Alexandra Benalla, l'ancien chargé de mission élyséen au coeur d'une tempête politique. "Il n'a plus de fonction de sécurité aujourd'hui. Il a des fonctions logistiques. J'ai entendu dire l'Elysée qu'il était chargé des valises de l'équipe de France" lors du retour des Bleus à Paris le 16 juillet.

Une affirmation réitérée sur RMC et BFMTV, ce lundi 23 juillet, quand le secrétaire d'État des chargé des relations avec le Parlement a affirmé que l'ancien collaborateur de l'Élysée, filmé en train de frapper des manifestants le 1er mai à Paris, était "en charge de la logistique, notamment des bagages" des Bleus. Une réponse qui a fait s'étrangler l'opposition, accusant le gouvernement de vouloir minimiser le rôle d'Alexandre Benalla.

Avant Emmanuel Macron, son directeur de cabinet à l'Élysée, Patrick Strzoda, avait déjà démenti Christophe Castaner lors de son audition par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale dans l'affaire Benalla. huffingtonpost.fr 25.07

Circulez il n'y a rien à voir en ploutocratie.

- Sous une forme ou une autre, tous les protagonistes de l'affaire ont désormais parlé. - Le HuffPost 27.07

Vraiment ?

- L'opposition déserte la commission d'enquête Benalla à l'Assemblée - Reuters 27 juillet 2018

Le corapporteur Les Républicains de la commission des Lois chargée d'enquêter sur l'affaire Benalla à l'Assemblée a annoncé jeudi son départ de l'instance dénoncée comme une "parodie", à l'heure où les auditions touchent à leur fin.

"Est-ce que l'Elysée souhaite torpiller les travaux de notre commission ? Je le crois, je le crains", a déclaré Guillaume Larrivé face au rejet acté la veille de nouvelles auditions de responsables de l'Elysée, du ministère de l'Intérieur et de LaRem qu'il demandait. Reuters 27 juillet 2018

- Benalla: "rien ne (me) troublera", déclare Macron - AFP

"Il y a un président de la République qui est au travail, qui continue et que rien ne troublera", a déclaré Emmanuel Macron, interrogé jeudi à Madrid sur les conséquences de l'affaire Benalla.

- La loi sur la protection du secret des affaires validée par le Conseil constitutionnel - Franceinfo

Ce texte transpose une directive européenne. Il est vivement critiqué par des élus, des journalistes et des associations.

Parole d'internaute.

1- "...on pouvait s'attendre à du serment du jeu de paume, à du la patrie est en danger, à de grandes envolées et des actes forts. Et alors? On a vu des députés ânonner 20 fois à tour de rôle, la même question plutôt que de relever immédiatement les incohérences et invraisemblances des arracheurs de dent. On a vu Méluche s'écraser comme un nase après une baffe de Philippe pourtant facilement renvoyable dans ses 22. On a vu MLP toujours aussi nulle, déplorer un manque de fair play (je cite) quand on est en train de monter à l'assaut de l'Élysée avec le couteau dans les dents. On a vu le mari de l'ex-assistante du candidat Macron zozoter quelques réprimandes sans un mot plus haut que l'autre. On a vu le patron LR du sénat déplorer (quelle violence, que de haine comme dirait Macron) que le président ait préféré parler devant ses pompom-girls plutôt que devant les Français.

Est-on devenu un pays de pieds nickelés?"

LVOG - Un exercice de servilité unanime ou l'union nationale de la médiocrité...

2- "Je crois que vous rêvez quand vous parlez de révolution. Demandez à E. Todd, on ne fait pas de révolution avec des vieux. Les vieux, c'est frileux, c'est grincheux, c'est facho, mais ça ne castagne pas. Et nos jeunes? Ben y en a de moins en moins, et ils se divisent en trois catégorie, l'immense majorité dont la militance et le sens civique se limite à Hanounah ou Fun Radio, les neuneus qui fondent l'alpha et l'omega du combat politique dans le LGBT et les droits des minorités à crucifier les mâles blancs de plus de 50 ans et enfin, les barbus pour qui la république n'est qu'une déclinaison du démon qu'il conviendrait d'éradiquer.

Et vous savez quoi?

Macron et son gang le savent très bien.

Révolution?"

LVOG - Todd est bien mal placé pour parler de révolution, vous dites n'importe quoi. C'est un peu caricatural mais pas très éloigné de la réalité. Vaut mieux s'en tenir strictement au terrain de la lutte des classes...

3- "On assiste bien à une augmentation des violences policières au sein des manifestations. Les exemples ne manquent pas (retraités tabassés, jeunes non violents etc…) de personnes prises pour cibles alors qu'elles n'étaient pas en positions agressives. Les policiers n'agissent pas violamment par principe (sauf certains cas isolés), ils agissent sur ordre.

Il suffit également de regarder l'usage des lois votées soit disant pour lutter contre le terrorisme pour s'apercevoir que celles ci sont principalement utilisées contre les opposant politiques et économiques (80% des personnes arrêtées). Oui le néolibéralisme est fortement lié aux thématiques d'extreme droite, c'est même une nécessité pour sa survie, car il est de plus en plus fortement contesté par la population."

LVOG - L'extrême droite sert les intérêts du néolibéralisme, c'est un instrument du régime, pour défendre le régime... Tout ceux qui ont adopté le néolibéralisme, alimentent ou se servent de l'extrême droite, hier le PS.

4- "La grande force des journaux c'est que les lecteurs assidus vous rétorqueront "c'est vrai puisque tous le disent, et même la télé"....d'où le rôle essentiel du rédacteur en chef. La lecture devient alors un enrichissement pour les intellectuels qui ensuite étalent leur savoir : j'en connais plein."

LVOG - L'unique parade consiste à leur présenter des faits qu'ils ignorent en leur proposant de le vérifier eux-mêmes...

5- "Oui, je suis attristée de constater au sein même de ma famille et autour de moi, les gens croire " tout ce qu'on dit à la télé !"… Au début, j'esseyai d'expliquer le côté caché des événements qui pouvaient sous tendre l'actualité mais c'est peine perdue !

Depuis, j'ai abandonné l'idée de donner une autre vision …En règle générale, les gens préfèrent le mensonge, car cela permet de ne pas se remettre en question et surtout de ne pas changer ! C'est une faiblesse mentale."

LVOG - Il faut leur rétorquer qu'il n'y a que les crétins pour croire sur parole les puissants et leurs porte-parole qui n'ont aucun intérêt à leur dire la vérité, sauf quand cela les arrange...

6- "Le pire, c'est quand ces gens là vous disent : toi t'y connais rien, tu ne regardes jamais les infos ! Combien de fois ça m'est arrivé ?"

LVOG - Vous pouvez leur demander de vous expliquer en quoi cette forme de mimétisme constituerait une marque d'intelligence...

7- "“Il est plus facile de tromper les gens que de les convaincre qu'ils ont été trompés.” Mark Twain."

LVOG - L'amour-propre des gens est mal placé. Ils s'identifient à des idées qu'ils ont adoptées un jour sans trop savoir pourquoi ou ils seraient bien en peine de l'expliquer, et s'en séparer ce serait comme les amputer de quelque chose qui leur appartient. Il arrive aussi qu'ils conservent chez eux un tas de choses qui ne leur servent à rien depuis des années. Ils n'ont aucune idée sur leur propre comportement, ils sont faibles ou déséquilibrés sur le plan psychologique et ils l'ignorent.

Il vaut mieux parfois se livrer à un monologue plutôt que d'essayer de convaincre quelqu'un, si votre démonstration est cohérente, il arrivera que cela les déstabilise. Mais éviter de partir sur un autre sujet. Il faut prendre le temps d'écouter les autres, ensuite on leur demande de faire de même. Si on parvient à détecter où ils se trompent et pourquoi, en revanche on ignorera quand et comment, eux seuls le savent, donc il faut les laisser s'exprimer...

8- "Le drame des journalistes c'est d'oublier la fameuse phrase “'je ne suis pas d'accord avec vous mais je me battrais pour que vous puissiez vous exprimer”.

Ils sont pour beaucoup désormais dans le fameux bushisme “vous êtes avec nous ou contre nous” et sont prêts non plus à argumenter, ni débattre mais prêts à “abattre” la personne qui ne porte pas la même idée qu'eux pour la faire taire plutôt que débattre au risque d'être mis en défaut."

LVOG - Cela vaut également dans le mouvement ouvrier, d'ailleurs je crois n'avoir jamais connu autres choses...

9- "La plupart des gens, des “petites gens”, ne lisent pas les journaux et regardent d'un œil le JT, sans en comprendre la moitié. Ce n'est pas qu'ils soient bêtes, c'est qu'ils ont à vivre. On leur dit que les Américains sont gentils, ils le croient volontiers, et donc que les Russes sont méchants. C'est aussi bête et basique que ça. Ils fonctionnent de manière binaire, alors que ce n'est pas forcément le cas dans le cadre de leur travail. “Les histoires du monde”, ça les dépasse. Les bons, c'est forcément nous. Ce n'est pas du cynisme, c'est un raisonnement basique et spontané, un réflexe clanique, familial. Si nous avons des problèmes avec les Chinois, par exemple, le point de vue des Chinois est ignoré, impensé. Un Chinois ne peut pas avoir raison contre nous. Trente ans et plus que je constate cette manière de fonctionner des “gens” dans mon milieu (milieu populaire et rural, personnes peu instruites, industrieuses et généralement sympathiques, serviables, voire bonnes pâtes)."

LVOG - Ce milieu, dont je suis issu, voue un culte aux puissants même quand ils le piétinent ou le réduit à la misère, cela correspond à son niveau d'évolution... Je me souviens de mon père qui estimait qu'il était juste que les riches soient riches, en revanche il estimait injuste que d'autres travailleurs soient mieux lotis que lui, et quant à ceux qui avaient une condition pire que la sienne, c'était parce qu'ils étaient fainéants ou des bons à rien! Et jusqu'à sa mort je n'ai jamais réussi à lui faire adopter une de mes idées, et ma mère, 85 ans, en est au même point.

10- "La question est : pourquoi ca se passe comme çà ? La “propagande ” n'existe pas d'aujourd'hui. Elle est vieille comme la politique et le pouvoir. Ce qui a profondement changé, c'est la force de frappe de cette propagande omniprésente qui utilise les incroyables moyens que fournissent aujourd'hui les médias “instantanés”. Ca matraque partout, tout le temps, jour et nuit avec une démultiplication sans limite. Ce qui a profondement changé aussi, c'est la résistance de plus en plus faible “des masses ” à la pénetration des messages omniprésents, avec un temps de réflexion réduit comme peau de chagrin. Et hélas, ce qui a profondément changé aussi, c'est la baisse générale de la culture historique, géographique, et politique au sens premier du terme, qui facilite, oh combien, le prêt à penser. Surtout si on le présente sous le camouflage “des libertés” et des “droits de l'homme “(dernier exemple en date,”le sauvetage des casques blancs qui fait pleurer dans les chaumières). C'est bien triste, mais les seuls responsables ne sont pas les manipulateurs. Les manipulés ont leur part de responsabilité, et elle n'est pas mince. Une évolution doit commencer par là. Et ca ne paraît pas être pour demain. "

LVOG - Sur l'échelle des responsabilités, ceux qui détiennent le pouvoir occupent le sommet, puis viennent les intellectuels, suivis par les classes moyennes, et enfin les éléments les plus évolués de la classe ouvrière, les plus défavorisés en sont exclus.

Si la propagande est devenue omniprésente au travers une multitude de supports, c'est qu'elle a un rôle à jouer. Si elle a une

fonction à remplir, c'est qu'elle sert à quelque chose. Et si elle est utile, c'est qu'elle permet d'atteindre des objectifs politiques, dans le cas contraire, si elle était inopérante ou inefficace, cela n'aurait aucun sens et ils n'y recourraient pas. Donc il faut la démonter, la combattre farouchement, quotidiennement.

11- "L'espoir, c'est une réalité simple et incontestable, à savoir que la propagande en question est coincée dans une spirale de surenchère qui ne fait que la discréditer davantage au fil des jours. Il suffit par exemple d'aller jeter un coup d'œil aux fils de commentaires des articles russophobes mainstream pour se rendre compte que les dissidences d'opinions enflent chaque jour au sein du lectorat (en gardant encore à l'esprit que nombre d'entre-eux sont censurés ou simplement que les lecteurs ne se donnent pas la peine de réagir). Les gens sont de moins en moins dupes alors que les médias et gouvernements sont obligés d'en remettre une couche pour alourdir encore le trait de narratives déjà grotesques.

Pour s'en convaincre, une récente étude de l'institut Gallup aux USA (juin 2018):

https://news.gallup.com/poll/1675/Most-Important-Problem.aspx

A la question : "quelle sont les plus grands sujets d'inquiétude que la nation doit affronter aujourd'hui? Moins de 0.5% des Américains répondent "la situation avec la Russie". Les médias occidentaux ont beau se déchaîner, leurs citoyens s'en foutent éperdument. Sans doute que tout ce battage teinte la perception de la Russie (ou de la Syrie d'Assad, ou des républiques du Donbass, etc.) d'une coloration négative, mais il s'agit d'un vernis d'opinion très superficiel, et à mon avis facilement et rapidement réversible."

LVOG - Vous avez raison de soulever cette contradiction. Mais il ne faut pas oublier qu'une illusion peut en cacher une autre et ainsi de suite sans que vous en voyiez le bout. Tout dépend si vous êtes en mesure d'en tirer des enseignements, or la plupart des gens en sont incapables. Sinon, il n'y a que lorsque les bases du régime ont été sapées, et que la crise du régime prend une tournure révolutionnaire, que les masses deviennent hermétiques aux discours de ses représentants, l'heure de l'affrontement direct entre les classes a réellement sonné.

La propagande a pour fonction de retenir les masses d'affronter le régime, de le désigner comme responsable de leur condition. Elle lui sert de rempart, à canaliser et neutraliser la capacité d'agir des masses. De gros malins nous disent que la propagande n'aurait aucune emprise sur les masses, tout comme la publicité ou l'éducation qu'elles ont reçue, les idées qui leur ont été transmises quand elles étaient jeunes, et pourtant de génération en génération on constate qu'elles adoptent le même mode de vie ou de pensée, les mêmes rapports. Pendant ce temps-là rien ne change ou le capitalisme reste en place, mission accomplie.

La manifestation qui fait trembler le régime, camarade, la situation est révolutionnaire !

- Affaire Benalla: 150 manifestants à Paris pour "aller chercher Macron" - AFP 28 juillet 2018

"Macron démission, Benalla en prison", ont notamment scandé les manifestants, réunis à l'appel du Front social uni, qui fédère des syndicats professionnels (Sud, des branches de la CGT), des syndicats étudiants, ainsi que des collectifs féministes ou d'aide aux sans-papiers. AFP 28 juillet 2018

Aux ordres. Benalla déjà réhabilité par la hiérarchie policière et militaire... et médiatique.

- Pluie de témoignages pour saluer le "talent" Benalla - Reuters 25 juillet 2018

"Courage", "engagement", "excellence", les autorités rivalisent de superlatifs pour saluer les qualités d'Alexandre Benalla, en contraste saisissant avec les syndicats qui décrivent des fonctionnaires de police "terrorisés" par cet homme.

"Alexandre Benalla, c'est quelqu'un qui nous a accompagnés pendant la campagne, avec beaucoup de courage et d'engagement", a dit Emmanuel Macron mardi, dans ses premières explications sur l'affaire devant les députés de la majorité. "Quoi qu'il advienne, quoi qu'il se passe dans cette affaire, je n'ai pas à oublier cet engagement ou à ne pas me souvenir de ce qu'il a fait et de ce qu'il a été", a-t-il poursuivi, évoquant le "talent" du chargé de mission.

"Il a beaucoup fait durant l'année qui vient de s'écouler, dans ce cadre-là. Il a aussi gagné la confiance de certains de ses interlocuteurs en dehors de l'Elysée avec lesquels il travaillait au quotidien", a-t-il ajouté.

Le Commandant militaire de la présidence de la République, Éric Bio-Farina, entendu mercredi par la commission des Lois de l'Assemblée, a décrit un "excellent spécialiste" doté d'une "grande faculté d'anticipation", frappé seulement de quelques défauts de jeunesse.

"Il avait 26 ans, il avait sans doute quelques défauts propre à la jeunesse, une forme d'enthousiasme, de fougue qui pouvaient

paraître parfois un peu débridés, mais en tout cas sur le plan opérationnel et missionnel, tout le monde à la présidence de la République appréciait les services rendus par Alexandre Benalla et ce serait lui faire une grave injustice que de le nier maintenant", a-t-il déclaré, démentant avoir eu vent de frictions entre gendarmes et policiers et ce dernier.

Même analyse mardi du directeur de cabinet d'Emmanuel Macron Patrick Strzoda, supérieur hiérarchique du collaborateur, pour qui "il excellait" et "était très apprécié dans la maison car c'est quelqu'un qui était extrêmement disponible, extrêmement réactif, extrêmement efficace".

En revanche, les principaux syndicats de policiers auditionnés mardi au Sénat, ont décrit une personne qui "faisait régner la terreur au sein du GSPR (Groupe de sécurité de la présidence de la République-NDLR). Il incarnait à travers ses propos, son attitude, une position de pouvoir suprême", selon les mots du secrétaire général d'Unité-police Force ouvrière, Yves Lefebvre.

Mais au plus haut niveau, les responsables préfectoraux et policiers démentent avoir été mis au courant d'abus.

"La crainte qu'il peut inspirer c'est clairement inexact au sein du GSPR", a dit aux députés le chef du GSPR, Lionel Lavergne, qui a exclu avoir été informé de "difficultés de comportement" concernant le collaborateur, tandis que le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, a nié devant le Sénat avoir eu connaissance d'aucune situation où Alexandre Benalla aurait "mis en péril ou gêné" une opération. Reuters 25 juillet 2018

L'heure a sonné de la contre-offensive.

- Affaire Benalla: la majorité dénonce en choeur une "instrumentalisation politique" - AFP 28 juillet 2018

Au lendemain de l'intervention controversée d'Alexandre Benalla au journal de 20H00 de TF1, les composantes de la majorité ont dénoncé samedi à l'unisson une "instrumentalisation politique" de l'affaire par l'opposition, invitant à "passer à autre chose".

"Il y a eu une instrumentalisation politique. Ceux qui exerçaient le monopole du pouvoir depuis des décennies essayent de déstabiliser le nouveau président", avance ainsi le président du MoDem, François Bayrou, dans une interview au Monde où il récuse toute "affaire d'Etat" et fustige "l'ère du soupçon universel".

Dans sa défense d'Emmanuel Macron, l'ancien ministre de la Justice glisse cependant quelques coups de griffe, trouvant "inutilement western" la formule présidentielle "qu'ils viennent me chercher" ou "l'organisation de la majorité présidentielle pas encore aboutie" entre LREM et MoDem. Et il appelle à reprendre sur "des bases nouvelles" la réforme institutionnelle.

Même son de cloche chez Gabriel Attal, porte-parole de LREM, pour qui les oppositions se sont "abîmées dans cette séquence".

"L'instrumentalisation politique et le blocage du processus législatif leur coûtera en termes d'image. Pendant toute cette séquence, le monde ne s'est pas arrêté de tourner, seuls les députés de l'opposition ont décidé de faire grève", a déclaré au Point ce député des Hauts-de-Seine.

L'affaire Benalla devrait cependant continuer à occuper les travaux du Parlement la semaine prochaine, avec l'examen des motions de censure de droite et de gauche à l'Assemblée mardi, et la poursuite des travaux de la commission d'enquête du Sénat, qui entendra notamment Christophe Castaner, délégué général de LREM. AFP 28 juillet 2018

La cote de popularité de Macron subit le même traitement à géométrie variable que le chômage.

- Malgré l'affaire Benalla, la confiance en Macron et Philippe remonte - Le HuffPost 28.07

La cote de confiance d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe est en légère hausse (+2) en juillet, après deux mois de forte baisse, selon un sondage Harris Interactive réalisé de mardi à jeudi et publié samedi.

Avec 42% d'opinions positives chacun, le chef de l'Etat et son Premier ministre progressent de 5 points auprès des Français interrogés qui n'expriment aucune préférence partisane.

En pleine affaire Benalla, ils cèdent en revanche du terrain auprès de tous ceux qui expriment une préférence politique, y compris pour La République en marche (-7 pour Macron, -4 pour Philippe), selon cette enquête pour le site Délits d'Opinion, un site spécialisé dans l'analyse de l'opinion publique.

Enquête réalisée en ligne du 24 au 26 juillet auprès de 966 personnes de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Marge d'erreur de 1,4 à 3,1 points. Le HuffPost 28.07

Emmanuel Macron voit sa popularité baisser après l'affaire Benalla - Le HuffPost 29.07

Non, l'affaire Benalla n'est pas vraiment sans conséquence pour le chef de l'État. Dans le dernier baromètre Ifop/JDD publié ce dimanche 29 juillet, Emmanuel Macron voit sa cote de popularité baisser d'un point, pour s'établir à 39% d'opinions favorables, soit le plus bas score mesuré par cet institut depuis sa prise de fonction.

Si la perte d'un point n'a -en soi- rien de dramatique, le détail des résultats publiés par l'hebdomadaire a de quoi interpeller l'exécutif. Le JDD indique en effet que le sondage a été réalisé "en deux temps". Une première étude a été faite les 18 et 19 juillet, soit dans les 24 heures qui ont succédé au premier article du Monde sur Alexandre Benalla. Sur cette période, "il gagnait alors 1 point de popularité par rapport à juin", note l'hebdomadaire.

La deuxième phase de l'enquête, opérée entre les 25 et 27 juillet (soit en plein coeur de la polémique), s'avère bien difficile pour Emmanuel Macron. Sur cette seconde période, le chef de l'État dévisse de quatre points, pour s'établir à 37%. "L"impact est donc bien là, même si, une fois les deux vagues reconstituées, le chef de l'Etat est mesuré à 39%", résume l'hebdomadaire. Et ce n'est pas tout. Toujours selon cette étude, la popularité d'Emmanuel Macron s'érode même auprès de ses soutiens, perdant 12 points auprès des sympathisants du MoDem entre les mois de juin et juillet (de 58 à 46%).

Pour se rassurer, le président de la République peut se tourner vers le sondage Harris Interactive réalisé de mardi à jeudi et publié samedi dans lequel sa cote de confiance (et non de popularité) gagne deux points. Le HuffPost 29.07

Dans la guerre des clans au sommet de l'oligarchie, c'est celui qui incarne le mieux leurs intérêts collectifs qui l'emporte.

- Trump-Poutine: déminage à tous les étages à Washington - AFP 25.07

La Maison Blanche a annoncé mercredi le report du prochain sommet entre Donald Trump et Vladimir Poutine, dans une vaste opération de déminage pour tenter d'en finir avec la polémique incessante née de la première rencontre bilatérale entre les présidents américain et russe. AFP 25.07

- Trump et Juncker désamorcent la crise entre Washington et Bruxelles - AFP 25.07

Donald Trump et le chef de l'exécutif européen Jean-Claude Juncker ont désamorcé mercredi la crise née des tarifs douaniers imposés par les Etats-Unis, annonçant une série de décisions dans l'agriculture, l'industrie et l'énergie dont la portée exacte reste cependant à confirmer. AFP 25.07

L'Agence Française de Propagande (AFP) porte-parole du clan de l'oligarchie opposé à Trump a singulièrement manqué de précision ou édulcoré les faits.

- L'UE a fait des concessions à Trump pour éviter une guerre commerciale - Reuters 26 juillet 2018

Le président américain, Donald Trump, a obtenu de l'Union européenne des concessions commerciales de nature à éviter une guerre commerciale entre les deux blocs, rapporte le Wall Street Journal citant un responsable européen.

Reçu à la Maison blanche, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, auraient ainsi accepté que l'Union s'engage à importer davantage de soja, qu'elle réduise ses droits de douane dans l'industrie et qu'elle agisse davantage sur les exportations de gaz naturel liquéfié.

Un terrain d'entente a également été trouvé afin de faciliter les exportations du secteur américain d'équipements médicaux.

Citant le responsable européen, qui a assisté à la réunion organisée à la Maison blanche, le Wall Street Journal indique que les deux parties travaillent toujours à l'élaboration d'un communiqué commun susceptible d'aplanir leurs divergences sur l'automobile.

Ces informations ont été saluées à Wall Street où les principaux indices boursiers ont immédiatement amplifié leurs gains. Le Dow Jones a terminé en hausse de 0,68% alors qu'il était presque à l'équilibre quelques minutes auparavant. Reuters 26 juillet 2018

Rappelons aux lecteurs ce qu'ils ignorent en général, c'est-à-dire que l'UE impose des droits de douane ou des taxes sur certaines importations supérieures à celle des Etats-Unis qui réclament un traitement équitable. L'AFP et les médias acquis au clan de l'oligarchie va-t-en-guerre ou le plus extrémiste déforment les faits en sous-entendant exactement le contraire ou en mentant ouvertement (fake news).

Quel clan de l'oligarchie est derrière Trump ? Quand l'institution financière la plus puissance du monde soutient Trump.

- Selon le PDG de Blackrock, Donald Trump a été bon pour l'économie mondiale et "a compris les peurs et les besoins des gens"
- cityam.com 26.01.2018

S'exprimant sur le programme Today de la BBC Radio 4, Larry Fink a déclaré que Trump "a été bénéfique pour l'économie américaine, et qu'il a donc été bénéfique pour l'économie mondiale".

On a également demandé au patron de Blackrock s'il avait des inquiétudes au sujet du bruit protectionniste provenant de l'administration américaine.

Fink a déclaré: "Je suis convaincu que la mondialisation a été bénéfique pour plus d'êtres humains que jamais auparavant.

Cela ne signifie pas que les gens n'ont pas été laissés pour compte au Royaume-Uni ou laissés pour compte aux États-Unis. Pour certains d'entre eux, la mondialisation n'a pas été bonne, et je pense que c'est la raison pour laquelle nous avons eu le Brexit, je pense que c'est la raison pour laquelle nous avons eu l'élection de Donald Trump.

Donald Trump a compris les peurs et les besoins des gens. "

Fink a ajouté que Trump "croit qu'il a pour mission de rendre l'Amérique encore plus belle, et si vous regardez tous ses comportements, il essaie de l'exécuter".

"Que je sois d'accord ou pas d'accord, il essaie de l'exécuter", a déclaré Fink.

Le patron de Blackrock a dit qu'il ne pensait pas qu'il était inapproprié de redessiner "certains de ces traités qui étaient si asymétriques". cityam.com 26.01.2018

Pourquoi Trump bénéficie-t-il du soutien des oligarques les plus puissants ?

La réforme fiscale de Donald Trump consistant à alléger les taxes sur les entreprises, revient en réalité à accroître la fortune des actionnaires au détriment du reste de la population.

Le Monde - Selon les calculs de la banque JPMorgan, cités par le Financial Times, l'essentiel de cet argent va surtout permettre aux entreprises de racheter leurs propres actions. Une manière de rendre l'argent aux actionnaires, alternative au versement de dividendes et plébiscitée par toutes les grandes sociétés américaines. En 2016, elles ont ainsi racheté pour plus de 530 milliards de dollars d'actions, puis pour 557 milliards en 2017. Ce chiffre devrait exploser à plus de 800 milliards de dollars (647 milliards d'euros) cette année. Du jamais-vu. Au total, si l'on cumule les dividendes et les rachats d'actions, on parvient à la somme vertigineuse de 1 200 milliards de dollars, soit à peu près la capitalisation boursière cumulée des 40 plus grandes entreprises françaises.

Selon les analystes de la banque Goldman Sachs, en 2018 les firmes américaines devraient accroître leurs investissements et frais de recherche de 11 % et la rémunération des actionnaires de 22 %. Ces derniers applaudissent à cette manne qui tombe du ciel, et ils continuent de soutenir la Bourse de Wall Street à un niveau historique. Mais ce transfert massif de l'argent public vers la poche des actionnaires comporte de grands risques pour l'économie et la société.(Source : Le Monde 16.04.2018)

L'alternance dans la continuité... Ce qui doit se passer dans leurs têtes.

La guerre, c'est bien, cela permet de s'enrichir rapidement, mais elle ne peut pas durer indéfiniment, et puis ce n'est pas le seul moyen pour s'enrichir toujours plus... On la fait si on estime que c'est nécessaire, sinon on passe à autre chose, rien n'empêche d'y revenir dans l'avenir, cette option n'est pas compromise ou abandonnée, loin de là, elle est juste suspendue et toujours disponible, pas de quoi en faire un drame ou une dépression...

Et puis il est toujours possible de justifier l'augmentation des dépenses militaires, par exemple pour renouveler le stock de matériel militaire (Navires, avions, matériel roulant, etc.) devenu obsolète sachant que les nouvelles armes coûtent toujours plus chères, sans avoir besoin de s'inventer perpétuellement une menace ou un ennemi si cela nuit à nos intérêts, sachons faire preuve d'un peu de souplesse d'esprit, gardons notre sang froid, soyons optimistes, voyez comme les affaires s'annoncent florissantes avec Trump.

Allez, la guerre continue et les affaires aussi...

Ils osent tout.

- Nicaragua: une ONG exhorte Ortega à démanteler les groupes paramilitaires - AFP 27.07

- Trump menace la Turquie de sanctions si elle ne libère pas un pasteur américain - AFP 27.07

- Des dissidents russes trouvent refuge en Lituanie - AFP 27.07 Une centaine de ressortissants russes cherchent l'asile politique en Lituanie, intégrée de force à l'Union soviétique avant de devenir un membre résolument pro-occidental de l'Union européenne et de l'Otan et ouvertement critique à l'égard du Kremlin.

Au moins on sait qu'il n'est pas le seul dans ce cas-là.

- Erdogan qualifie Israël d'État « le plus fasciste et raciste au monde » - LePoint.fr 24 juillet 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Les militaires russes remercient Tsahal pour avoir frappé Daech en Syrie - Sputnik 26.07

Après des informations sur la frappe d'Israël contre un système de tir en Syrie, la Défense russe a annoncé qu'il s'agissait d'une provocation de Daech*, censée engendrer une contre-attaque israélienne sur les positions de l'armée syrienne, et a remercié Tsahal pour ses actions.

Israël attaque un système de tir syrien qui a lancé deux roquettes Les terroristes de Daech* ont pilonné le territoire de l'État hébreu ce mercredi et ont été éliminés par les forces armées israéliennes, a affirmé le ministère russe de la Défense.

«Le 25 juillet aux environs de 21h30 (20h30 heure de Paris) les terroristes de Daech* ont tiré des roquettes contre le territoire israélien depuis les localités de Nafa et de Shadjara (dans la province de Quneitra), tentant de provoquer ainsi une frappe des troupes israéliennes contre les positions de l'armée gouvernementale syrienne».

«Tous les terroristes et systèmes de tir ont été rapidement détruits grâce à une contre-attaque de précision de l'aviation et de l'artillerie de l'Armée de défense d'Israël», a précisé le ministère.

Sukhoi en flammes: une vidéo montrant vraisemblablement l'avion abattu par Israël publiée Le commandement des troupes russes en Syrie a remercié les militaires israéliens pour avoir frappé les positions des terroristes et avoir empêché leur grande provocation. Sputnik 26.07

Pakistan

Le candidat de l'armée au pouvoir.

Imran Khan : un champion populiste prend la tête du Pakistan - liberation.fr 27.07

C'est un peu comme si Cristiano Ronaldo devenait Premier ministre. Vingt-six ans après avoir offert au Pakistan sa seule victoire en Coupe du monde de cricket, Imran Khan a remporté mercredi les élections générales. Et enfilé pour la seconde fois son costume préféré, celui de héros national. Le Pakistan, deuxième pays musulman au monde avec 207 millions d'habitants, se retrouve donc avec un ancien play-boy international à sa tête. A 65 ans, les excès ont eu raison de ses traits ravageurs. Les nuits en boîte avec Mick Jagger ne sont plus qu'un souvenir, comme son mariage avec une héritière britannique d'origine juive qui faisait les délices de la presse people. L'homme chante désormais les vertus de la charia et vient de se marier pour la troisième fois avec une voyante qui porte le voile.

Avant la tombée des premiers résultats, le chef de la puissante Ligue musulmane (PML-N), Shahbaz Sharif, dénonçait «des fraudes si flagrantes que tout le monde s'est mis à pleurer», et a annoncé qu'il rejetait les résultats. Jeudi, Imran Khan a revendiqué la victoire, sans qu'on sache si le PTI sera majoritaire ou aura besoin de former une coalition pour gouverner.

Tous les autres partis crient pourtant à la triche. Le processus électoral a été entaché par la présence, mercredi soir, dans tous les bureaux de vote, de représentants de l'armée qui ont fait sortir les observateurs des partis au moment du dépouillement, au mépris de la Constitution. Pour le chercheur Christophe Jaffrelot, auteur du Syndrome pakistanais, l'immixtion de la très puissante armée pakistanaise, qui a dirigé le pays jusqu'en 2008, était prévisible : «Le but des militaires était d'éviter que Nawaz Sharif ait un deuxième mandat et qu'un pouvoir civil fort s'installe au Pakistan. On est sorti de la démocratie libérale pour tomber dans une forme de mascarade.» Imran Khan a balayé les accusations, mises sur le compte des «médias indiens».

Pourtant, l'homme qui promet «un nouveau Pakistan» n'est pas un modèle d'intégrité. Il partage avec Donald Trump la richesse et la célébrité, le narcissisme et l'amour des réseaux sociaux, mais aussi l'inconstance, le populisme et l'inexpérience politique. Les très médiocres résultats de son parti, qui dirige depuis 2013 la province du Khyber Pakhtunkhwa en coalition avec le parti islamique Jamaat-i-Islami, laissent sceptique sur sa capacité à «vaincre la corruption et le terrorisme en quatre-vingt-dix jours», comme il l'a promis. Et ses flirts répétés avec les extrémistes lui ont aussi valu le surnom de «Taliban Khan». Mais selon Jaffrelot, l'ampleur de ces contradictions ne dérange pas ses électeurs de la classe moyenne : «Comme lui, ils sont d'un côté attirés par la modernité et la liberté, et de l'autre se raccrochent à des traditions réaffirmées au nom du nationalisme ethnoreligieux devenu un idiome universel.»

Dans son premier discours mis en ligne sur le Web, l'ex-champion, qui vit dans une immense propriété tape-à-l'œil avec parc et piscine sur les hauteurs d'Islamabad, a promis de défendre la veuve et l'orphelin, de redresser l'économie «tombée dans les abîmes», de réformer le système de santé et l'éducation. liberation.fr 27.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Le gouvernement sucre la prime d'activité aux travailleurs invalides - capital.fr

"Un nouveau mode de calcul de la prime d'activité est appliqué depuis le 1er juillet. Les travailleurs qui touchent une pension d'invalidité en subissent les conséquences de plein fouet. "Je veux partager le témoignage d'une mère de famille célibataire, conseillère clientèle à mi-temps car son handicap ne lui permet pas de travailler plus. Elle perçoit une pension de 726 euros par mois et entre 600 et 700 euros de salaire. Elle va perdre à partir de ce mois sa prime d'activité de 140 euros par mois"." capital.fr

Etats-Unis

- Aux Etats-Unis, le nombre de travailleurs de plus de 85 ans atteint un record - RFI 07.07.2018

"On les voit rendre la monnaie dans les petites cabines de péage d'autoroute, animer des stands dans les supermarchés, ou faire le ménage dans les bureaux. Ils ont pourtant dépassé depuis longtemps l'âge de la retraite. Le nombre de personnes de plus de 85 ans qui occupent un emploi n'a cessé d'augmenter depuis dix ans aux États-Unis." RFI 07.07.2018

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (9 pages)

Plus on est de fous... et moins on rit ou tant qu'il reste du riz, on s'en fout !

Comment cela ne vous fait pas marrer ? Pourtant cela ne rend pas constiper, bien au contraire, à condition d'être épicé cela rend même de bonne humeur et en prime c'est aphrodisiaque paraît-il, paradisiaque n'exagérons pas.

Par les temps qui courent on se soulage comme on peut, de toutes manières on n'arrivera jamais à rivaliser avec les bas-fonds de la fine équipe de l'Elysée dont les miasmes empuantissent l'atmosphère. Il faut bien vivre ou plutôt survivre. .

C'est valable pour l'augmentation de la démographie mondiale, mais aussi pour les réseaux numériques...

Une bonne nouvelle tout de même, il paraîtrait que les jeunes se lassent rapidement de Facebook...

Comment donner un sens à sa vie dans une société aussi pourrie ? C'est la question qui devrait tarauder chacun, non ? En combattant pour en changer. En embringuant les jeunes et les moins jeunes dans des associations, ils les entraînent à collaborer avec cette société abjecte au lieu de la rejeter pour en changer. Votre inconscience individuelle fait notre malheur collectif, pensez que c'est seulement collectivement que nous nous en sortirons. Seule une issue politique partagée par le plus grand nombre permettra de mettre un terme à ce cauchemar.

Personne ne peut s'en sortir individuellement, pas même les riches qui ne doivent pas servir de modèles. Ils seraient presque plus à plaindre qu'à envier pour être aussi dégénérés que les aristocrates hier au crépuscule de l'Ancien Régime. Ils s'emmerdent grave pour poser leurs culs sur les gradins d'un court de tennis de Roland Garros et suivre la baballe voler d'un côté et de l'autre du filet, ou regarder un match de football sur leur yacht ancré dans la baie de Cannes entourés de leurs putains au sourire hébété.

Lobotomisation. L'art d'enseigner la soumission ou de créer des imbéciles heureux.

- Les "cours de bonheur" font leur arrivée dans les écoles indiennes - Le HuffPost 30 juillet 2018

Pour des centaines de milliers d'enfants indiens, la rentrée a eu un goût un peu différent. Rentrés en classe à la mi-juillet, les

écoliers de la région de Delhi ont une nouvelle matière au programme: le cours de bonheur .

Inspirées par l'État voisin du Bhoutan qui inventait en 2009 le "bonheur national brut", les autorités de cette région très dynamique de l'Inde veulent enseigner aux enfants à être heureux. Pour cela, ils auront 45 minutes par jour dédiées à la relaxation, la méditation et l'échange...sans cahier, sans stylo et sans notes. Une démarche appuyée par le Dalaï-Lama, comme le rapporte le Washington Post. Le HuffPost 30 juillet 2018

Avec des références pareilles, c'est que le pire est à venir.

Cela me rappelle ce directeur de marketing, un familier de la famille Gandhi vivant dans la banlieue de Delhi à qui j'avais donné des cours particuliers de français il y a longtemps déjà, son père avait été ambassadeur au Sénégal, son épouse était rédactrice dans une revue économique. Il m'avait dit qu'hormis quand il était cloîtré chez lui où il se sentait bien, dès qu'il franchissait la porte de son appartement c'était l'enfer. Depuis la situation n'a fait qu'empirer.

Sur 1,4 milliard d'Indiens, combien peuvent se dire heureux ? Même pas les plus riches qui doivent vivre dans des ghettos, personnellement je n'en connais pas, des Indiens heureux. Alors comment faisons-nous ? On se force, on feint, on procède par abstraction, et puis cela ne dure jamais plus qu'un rictus ou une grimace. Mes rapports avec eux se bornent à observer leurs visages, je les connais bien.

J'ai quand même parler politique et syndicalisme avec un postier ce matin. Comment résister au néolibéralisme sinon en luttant avec et dans les syndicats... Il m'a dit que le gouvernement voulait réduire le nombre de fonctionnaires dans tous les services, je lui ai répondu que c'était la même chose en France et partout dans le monde. Il m'a dit aussi que les partis communistes étaient devenus pourris, je lui ai répondu que c'était aussi le cas en France depuis des lustres... On s'est quitté sur une poignée de main fraternelle. C'est peu, mais cela fait du bien.

France. Quelques indices économiques.

Atlantico.fr - ...(En France) la demande intérieure pour les produits manufacturés est aujourd'hui au même niveau qu'en l'an 2000, alors que sur la même période la demande de services a augmenté de 40%.

...même aux États-Unis et au -Royaume-Uni, pays où les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont les plus développées, l'emploi dans ce secteur ne représente que 3,4% de l'emploi total (2,5% en France). L'idée selon laquelle le développement des start-up, des emplois dans le numérique, va régler le problème de la bipolarisation des marchés du travail relève de la grande illusion. Atlantico.fr le 29 Juillet 2018

France. La médiocratie au stade terminal.

- Jamel Debbouze révèle avoir décliné un poste au gouvernement - LeParisien.fr 29 juillet 2018

Il ne manquait plus que le dîner de cons.

- Macron convie le gouvernement à dîner mercredi - Reuters 30.07

... et une voyante qui ose tout.

- Julie Gayet voit "une vraie attente" autour de Hollande - L'Express.fr 30.07

Selon l'actrice, compagne de l'ancien président socialiste, "beaucoup de gens espèrent son retour" en politique. L'Express.fr 30.07

...plus niaise tu meurs !

- "Il me fait beaucoup rire": Julie Gayet évoque l'humour "légendaire" de François Hollande - Le HuffPost 30.07

Benalla poubelle.

- Une deuxième enquête vise Benalla, une nouvelle vidéo fragilise sa défense - LeParisien.fr 31 juillet 2018

- Une nouvelle vidéo accablante - Liberation.fr 31.07

- Affaire Benalla : une nouvelle enquête ouverte pour d'autres violences commises le 1er mai à Paris - Franceinfo 31.07

Le parquet de Paris a annoncé, lundi 30 juillet, l'ouverture d'une nouvelle enquête dans l'affaire Benalla, pour d'autres violences commises le 1er mai dans la capitale. Il s'agit cette fois de faits qui se sont déroulés au Jardin des plantes, quelques heures avant les heurts survenus place de la Contrescarpe. Cette enquête a été ouverte après les plaintes de deux jeunes de 23 et 24 ans affirmant avoir été victimes d'une interpellation musclée.

Des images ont été diffusées par Libération. Sur cette vidéo, on distingue trois personnes qui "ressemblent fortement" à Alexandre Benalla, Vincent Crase (un gendarme réserviste salarié de La République en marche) et Philippe Mizerski (policier chargé d'encadrer Alexandre Benalla le 1er mai), a indiqué Grégory Saint-Michel, l'avocat de la jeune femme, à franceinfo.

La scène se passe dans l'après-midi du 1er mai. Les deux jeunes manifestants quittent le cortège, où les violences commencent à éclater et traversent le jardin des Plantes. Ils croisent trois personnes qu'ils pensent être des policiers et qui leur indiquent le chemin à prendre. Mais l'une d'elle s'aperçoit que la jeune femme filme avec son téléphone portable. "À partir de ce moment-là, quelqu'un a sauté sur elle, l'a ceinturée, l'a plaquée contre un arbre pour essayer de lui prendre son portable, lui demandant d'arrêter de filmer", raconte son avocat. Toujours selon Grégory Saint-Michel, la personne a effacé les vidéos prises par la jeune femme. Franceinfo 31.07

Précision.

Vincent Crase, doté d'un brassard police, leur indique la sortie, puis la vidéo s'interrompt, la jeune femme tenant le téléphone étant manifestement violemment bousculée. Libération cite le témoignage du jeune homme interpellé à cette occasion, selon lequel son amie a été "ceinturée d'une façon très violente", possiblement par Vincent Crase selon un témoin. Reuters 31.07

Dans une interview donnée ce dimanche au JDD, après les révélations de Libération, Alexandre Benalla a démenti avoir participé à une quelconque interpellation au Jardin des Plantes. "J'étais derrière les policiers en tant qu'observateur, on peut le voir distinctement, je n'ai ni casque, ni brassard, ni radio", assurait-il au Journal du Dimanche. Ce que cette nouvelle vidéo semble donc contredire. francetvinfo.fr 31.07

Une histoire glauque...

- L'arsenal impressionnant d'Alexandre Benalla - LePoint.fr 30 juillet 2018

Trois pistolets Glock, un fusil à pompe : sans appartenir au GSPR, le jeune chargé de mission était pourtant doté des mêmes armes de poing. Les 3 armes de poing sont des Glock 17, 26 et 19.

Pour se conformer à son contrôle judiciaire, le garde du corps d'Emmanuel Macron a remis ce matin ses armes à la justice. En effet, lors de la perquisition effectuée à son domicile par les policiers de la brigade de répression de la délinquance à la personne, un service de la police judiciaire parisienne, Alexandre Benalla avait prévenu ses hôtes : s'il possède bien des armes, elles sont en lieu sûr pour « éviter qu'elles soient volées en cas de cambriolage », s'était-il justifié devant les policiers. Il s'est donc rendu au TGI de Paris pour remettre ses armes au juge d'instruction, qui les a immédiatement placées sous scellés judiciaires. Selon nos informations, il lui reste une arme en dotation qu'il doit également remettre à la justice. LePoint.fr 30 juillet 2018

Provocation d'un nervi. On avait deviné que le macaron ne s'était pas fait tout seul...

- Alexandre Benalla: personnalités et anonymes indignés par la Une "pathétique" du JDD - HuffPost 29.07

"Ce que j'ai fait pour Macron." Alexandre Benalla accorde, avec son interview dans le JDD ce dimanche 29 juillet son troisième entretien en quatre jours dans un grand média national. Après Le Monde, le 20 heures de TF1, c'est donc dans Le Journal du Dimanche que l'ancien collaborateur de l'Élysée mis en examen pour "violences en réunion" livre une nouvelle fois "sa vérité."

"J'ai dit que j'étais prêt à démissionner. On m'a répondu que ce n'était pas la peine", explique Alexandre Benalla qui ajoute que la présidence a "utilisé" le recel présumé d'images de vidéosurveillance qui lui est reproché pour "couper court" au "scandale" et engager une procédure de licenciement le 20 juillet à son encontre.

Et la couverture du JDD, parfois accusé de complaisance à l'égard d'Emmanuel Macron ne passe pas chez tout le monde. On y voit Alexandre Benalla, en costume, rasé, lunettes de vue sur le nez, les bras croisés, semblant s'adresser directement aux lecteurs à côté des mots "ce que j'ai fait pour Macron." "Une formule et une Une qui resteront culte, Pulitzer de la Com'" pour le journaliste et président du Festival de Cannes Pierre Lescure qui se lâche sur son compte Twitter. HuffPost 29.07

...et théoricien du complot !

- Dans un long entretien au «JDD», l'ex-collaborateur de Macron persiste sur sa ligne de défense : il assure n'avoir commis aucune infraction pénale et entretient l'hypothèse d'un complot. Liberation.fr 29.07

Et Crase la vermine à la poubelle...

- Affaire Benalla : Castaner annonce une procédure de licenciement contre Crase - Le Parisien 31 juillet 2018

... avec Macron !

- Avec l'affaire Benalla, le "nouveau monde" vanté par Macron a pris du plomb dans l'aile - Le HuffPost 31.07

Avant de refermer le couvercle de la poubelle de la Ve République, les invités se bousculent...

- Le PC et LFI voteront la motion de la droite, pas l'inverse - Reuters 31 juillet 2018

Les députés du Parti communiste et de La France insoumise ont annoncé mardi qu'ils voteraient, en plus de leur propre motion de censure, celle défendue par Les Républicains, lesquels ont en revanche décidé de ne pas souscrire à celle de la gauche. (Pour ceux qui ne savaient pas encore quelle était la véritable nature de la gauche : de droite ! Ils n'ont vraiment aucun scrupule, aucun principe, aucune dignité, ils se sont vendus corps et âmes au régime. - LVOG)

Les deux textes dirigés contre le gouvernement, sommé de s'expliquer sur l'affaire Alexandre Benalla et ses suites, n'ont de toute façon aucune chance d'aboutir compte tenu du rapport de forces à l'Assemblée nationale, largement favorable à La République en marche (LaRem) et au MoDem. (Ils ne loupent pas une occasion de légitimer les institutions antidémocratiques de la Ve République. - LVOG)

Les signataires de la motion de gauche dénoncent une "obstruction au bon fonctionnement de la commission d'enquête parlementaire" sur le dossier Benalla et ceux de la motion de droite accusent la majorité de ne pas vouloir "faire toute la transparence sur cette affaire". (Commission présidée par une députée LREM qui ne voulait pas "faire toute la transparence sur cette affaire", non, sans blague ! Elle aurait eu tort de se gêner, sachant que ces raclures de gauche sont eux-mêmes des imposteurs que la transparence effraie par dessus tout. - LVOG)

En dépit des convergences entre les deux motions, le groupe LR, le plus important au sein de l'opposition se refuse à mêler ses voix à celles de la gauche. (Convergences et collusion. - LVOG)

"Je n'aime pas la confusion des genres, je n'aime pas les alliances de circonstance", a justifié le député Damien Abad, vice-président du parti, sur franceinfo. (Un consensus permanent où chacun garde son masque, c'est mieux. - LVOG) Reuters 31 juillet 2018

ACTUALITE EN TITRES

L'amnésie du directeur de conscience des barbares du Front al-Nosra qui ont "fait du bon boulot" en Syrie.

- Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères pendant 4 ans, dit n'avoir jamais entendu parler de l'affaire Lafarge en Syrie - Le HuffPost 31.07

Ils osent tout

- Julien Dray «L'affaire Benalla est un révélateur de l'exercice du pouvoir» - Liberation.fr 30.07

- "Fake news": le patron du New York Times met Trump en garde - AFP 30.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Des rats ! Ils ne veulent rien donner, il faut tout leur prendre !

- Saint-Tropez : sollicités, les propriétaires de yachts refusent d'aider financièrement les sauveteurs en mer - M6info 30 juillet 2018

Depuis la mi-juin, le canot de la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM) de Saint-Tropez est immobilisé à quai. La raison ? Le bateau est en panne, et les sauveteurs n'ont pas le budget nécessaire pour effectuer les réparations, comme l'a révélé Var-Matin.

Alors pour assurer le sauvetage de navires en détresse pendant la période estivale, les bénévoles de la station SNSM ont eu une idée : solliciter les grands fortunes du coin propriétaires de yachts amarrés à Saint-Tropez.

Mais quasiment aucun d'entre n'a daigné répondre à leur appel. "On a demandé à tous les propriétaires importants de bateaux ici – le CAC 40 : Arnault, Pinault, Lagardère… – et à des sociétés", a expliqué dans les colonnes du quotidien local Pierre-Yves Barasc, le président de la station de la SNSM Saint-Topez. "On n'a eu aucun retour, sauf une promesse jamais tenue. Un seul bateau, loin d'être le plus gros, a donné 10.000 euros. Si 30 personnes en avaient fait autant…on aurait pu avancer plus vite", regrette-t-il. M6info 30 juillet 2018

Le groupe Bilderberg se fissure ou prend partie pour le clan opposé à celui de Trump.

- Fake news": le patron du New York Times met Trump en garde - AFP 29 juillet 2018

Le patron du prestigieux New York Times a révélé dimanche avoir vigoureusement mis en garde Donald Trump sur ses attaques répétées contre la presse lors d'une rencontre à la Maison Blanche, qualifiant son discours sur les "Fake news" de "dangereux et nuisible".

C'est le président américain lui-même qui avait révélé un peu plus tôt dans un tweet avoir discuté de fausses informations avec Arthur Gregg (A.G.) Sulzberger, directeur de la publication du New York Times, que M. Trump prend régulièrement pour cible de ses critiques.

"Avons passé beaucoup de temps à parler des vastes quantités de Fake News qui sont publiées par les médias et comment ces Fake News se sont métamorphosées en une phrase, "Ennemi du peuple". Triste!", a-t-il tweeté.

Donald Trump qualifie régulièrement de Fake News (fausses informations) les médias généralistes américains qui, pour la plupart, se montrent très critiques sur sa présidence.

Ce tweet a conduit M. Sulzberger à publier un communiqué sur cette rencontre, qui était supposée rester confidentielle comme toutes les réunions que les dirigeants des grands médias américains ont régulièrement avec les responsables du gouvernement.

A.G. Sulzberger, 37 ans, a précisé avoir rencontré le président septuagénaire le 20 juillet, à la demande de la Maison Blanche, accompagné du responsable de la page éditoriale du journal, James Bennet.

Il a ajouté avoir décidé de répondre publiquement au tweet de M. Trump, en se basant sur les notes détaillées prises par James Bennet et lui-même.

"Mon objectif principal en acceptant cette rencontre était de soulever mes inquiétudes au sujet de la rhétorique anti-presse extrêmement troublante du président", a expliqué celui qui a succédé début 2018 à son père Arthur Ochs Sulzberger comme directeur de la publication du Times.

"J'ai dit franchement au président que je pensais que son discours n'était pas seulement facteur de division mais qu'il était de plus en plus dangereux", a-t-il ajouté dans ce communiqué transmis à l'AFP. (Division de l'oligarchie. - LVOG)

"Je lui ai dit que bien que l'expression "Fake News" soit fausse et nuisible, j'étais beaucoup plus préoccupé par sa façon de caractériser les journalistes comme des "ennemis du peuple"". (Ce qu'ils sont effectivement. - LVOG)

- Journalistes menacés -

"Je l'ai prévenu que ce langage incendiaire contribuait à une augmentation des menaces contre les journalistes et allait inciter à la violence", a poursuivi le patron du NYT, précisant avoir insisté sur le fait que "c'est particulièrement vrai à l'étranger". (Il menace Trump de recourir à la violence si nécessaire pour qu'il infléchisse sa politique. - LVOG)

"La rhétorique du président est utilisée par certains régimes pour justifier des répressions d'ampleur contre les journalistes", a-t-il dénoncé. (Comme si ils avaient attendu Trump. - LVOG)

"Je l'ai imploré de revenir sur ses vastes attaques contre le journalisme, que je pense être dangereuses et nuisibles pour notre pays", a ajouté M. Sulzberger tout en précisant que le président américain avait bien sûr le droit comme ses prédécesseurs de critiquer la façon dont la presse relate son action.

M. Trump ne pouvait pas laisser le New York Times avoir le dernier mot: dans une série de tweets dimanche après-midi, le président américain a lancé de nouvelles attaques contre la presse, affirmant que ce sont les médias qui "mettent des vies en danger, et pas seulement celles de journalistes (...) en révélant des délibérations internes de l'administration". "Le défaillant New York Times et le Washington Post d'Amazon ne font rien qu'écrire de mauvais articles, même sur des réussites très positives, et ils ne changeront jamais!", a-t-il ajouté. (Cette attaque est frontale. Trump prend de gros risques, certains journalistes évoquent une liquidation physique. - LVOG)

Le New York Times fait partie des médias les plus souvent attaqués par Donald Trump, avec la chaîne CNN et le Washington Post, propriété du patron d'Amazon Jeff Bezos.

Les diatribes contre la presse font partie du cocktail idéologique du milliardaire républicain qui cherche à décrier les élites, dont la presse, selon lui éloignées des préoccupations du pays. (Je pense plutôt que c'est un procédé habile pour faire parler de lui et faire passer sa politique par les médias, parce que les élites n'ont pas non plus attendu Trump pour se vautrer dans la fange. - LVOG)

Une polémique a opposé la semaine dernière CNN à la présidence américaine qui avait refusé à l'une de ses journalistes l'accès à la Maison Blanche pour une conférence de presse du président américain et du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

Le New York Times occupe cependant une place à part pour Donald Trump. Né à New York, ville où il a construit son succès dans les affaires, c'est probablement le journal qu'il connaît le mieux. C'est à lui aussi qu'il avait accordé l'une de ses premières grandes interviews peu après son élection. (L'AFP veut rabibocher tout le monde ! - LVOG) AFP 29 juillet 2018

Totalitarisme. Collusion et censure.

- L'Union européenne met sous pression les réseaux sociaux - Les Crises 30 juillet 2018

Extrait. L'UE a mis jeudi sous pression les réseaux sociaux et les plateformes, tels Facebook et Twitter, pour qu'ils luttent davantage contre la désinformation en ligne. Bruxelles n'exclut pas de proposer fin 2018 des mesures réglementaires, si nécessaire.

Lors d'une conférence de presse à Bruxelles, la commissaire européenne à l'Economie numérique, Mariya Gabriel, a insisté pour "donner une chance aux réseaux sociaux et aux plateformes en ligne de résoudre le problème une fois pour toute".

L'exécutif européen propose aussi de soutenir la création d'un réseau indépendant de vérificateurs de faits et une série de mesures visant à stimuler un journalisme de qualité et à promouvoir l'éducation aux médias.

Ces propositions ont été élaborées après un rapport d'un groupe de travail, mis sur pied en janvier et constitué de 40 représentants de grands médias européens (RTL, Mediaset, Sky News), de la société civile (RSF) et des géants technologiques (Facebook, Twitter et Google), d'universitaires ainsi que de journalistes, y compris un représentant de l'AFP. Les Crises 30 juillet 2018

Totalitarisme. Pudibonderie et oppression.

Ils ont osé censurer Rubens, Delacroix et Courbet.

- Belgique : la drôle de réaction d'un musée après la censure d'un tableau par Facebook - Franceinfo 30 juillet 2018

Que faire lorsque Facebook censure l'une de vos œuvres d'art ? En Belgique, la maison Rubens, à Anvers, a trouvé la solution après la censure d'un tableau du peintre. Ce dernier montre le Christ presque nu, ce qui n'a pas plu au réseau social. Pour protester, le musée a fait circuler de faux agents de sécurité pour écarter les visiteurs des tableaux "trop osés". Ils interrogent les touristes : "Avez-vous un compte sur un réseau social ?"

Protéger les utilisateurs de Facebook de la nudité

Ces agents en uniforme du FBI (pour FaceBook Intelligence) demandent à ceux qui confirment utiliser le réseau social de s'écarter des tableaux montrant un nu, pour leur propre bien, évidemment. Ce n'est pas la première fois que Facebook censure une oeuvre d'art : on peut citer La Liberté guidant le peuple de Delacroix ou encore L'Origine du monde de Gustave Courbet. Franceinfo 30 juillet 2018

Et simultanément ils rendent la pornographie accessible à tous ! On a affaire à des tyrans. Demain ce sera la philosophie, la littérature, le théâtre, etc. Ils finiront par les partis politiques et les syndicats et un régime fasciste sera instauré.

Et nous, que faisons-nous face à cette menace ? On se disperse, on polémique, on s'ignore, au lieu de nous rassembler et élaborer une stratégie pour les abattre...

A bas l'Etat juif ! Ahed est une brave fille, ne change rien surtout.

- Aucun regret pour une jeune Palestinienne après huit mois dans une prison israélienne - AFP 30.07

"Ma vie a énormément changé mais je n'ai rien fait de mal que je puisse regretter", a affirmé lundi à l'AFP Ahed Tamimi, l'adolescente palestinienne devenue icône de la résistance à l'occupation israélienne après huit mois en prison pour avoir giflé deux soldats. AFP 30.07

Je considère les Palestiniens comme des prisonniers dans leur propre pays d'envahisseurs et agresseurs soutenus par Washington et toutes les puissances impérialistes.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- La Syrie libère toute la ligne de démarcation avec Israël - Réseau Voltaire 31 juillet 2018

L'Armée arabe syrienne est parvenue à libérer la totalité de la ligne de démarcation avec Israël qui était occupée par des jihadistes.

L'administration el-Assad confirme que la rapidité à laquelle les derniers combats ont eu lieu est la conséquence des accords Poutine-Trump conclus lors du sommet d'Helsinki du 16 juillet.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le chef d'état-major, Valéri Guérassimov, se sont rendus successivement en Europe —malgré l'interdiction d'accès au territoire prononcée contre le général Guérassimov— et en Israël. Ils se sont engagés au respect de la ligne de démarcation israélo-syrienne.

Trois réunions secrètes ont eu lieu entre l'Armée arabe syrienne et l'armée israélienne, sous les auspices de l'Onu et de la Russie.

L'administration Netanyahu a fermé sa frontière à ses collaborateurs qui lui demandaient asile et s'est abstenue de leur faire parvenir des munitions. Elle espère obtenir que l'armée arabe syrienne stationne sans troupes pro-iraniennes le long de sa frontière.

L'armée états-unienne devrait, quant à elle, se retirer de la base qu'elle occupe illégalement à Al-Tanf (frontière jordanienne). Réseau Voltaire 31 juillet 2018

Haut de page

Le 2 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (18 pages)

Parole d'internaute à propos du roturier Macron.

1- "Pour ma part je ne vois aucune grandeur dans le personnage, que du vide, aucun courage, aucune sincérité. Tout est faux chez lui, faux semblant, fausse modestie, fausse intelligence. Je ne comprends pas comment des gens peuvent l'entendre et le prendre

au sérieux, ses discours me hérissent le poil, ce sont ceux d'un mauvais acteur, tout est surjoué.

Non seulement le personnage est faux mais aussi la fonction, il ne gouverne pas grand chose au service de la France ou des français. Une pute, pour reprendre le mot de Minc, et de l'un de ses employeurs, caractérisant le métier de banquier d'affaire, voilà de quoi Macron est le nom, prêt à toutes les compromissions pour satisfaire le client. Un fake président avec, hélas, une vraie capacité de nuisance au service des 0,…1% les plus riches."

2- "Macron est un acteur qui lit un texte dans un théâtre « France » où tout est faux, en carton-pâte, où les pouvoirs réels sont partis à Bruxelles, Washington et la City. Macron fait semblant, en l'attente de son cachet dans 4 ans où il sera remplacé par un autre acteur, une femme, car le casting est préparé à l'avance."

3- "La monarchie absolue de droit divin, instaurée par Clovis et largement « améliorée » par ses successeurs au fur et à mesure que le royaume s'agrandissait, n'a été abolie qu'il y a à peine un peu plus de 2 siècles. Et encore, elle a été remplacée à diverses reprises par des régimes plus ou moins républicains, voire carrément monarchiques et/ou dictatoriaux (Vichy pour le plus récent).

Aujourd'hui nous sommes sous un régime semi monarchique instauré par De Gaulle à la suite de son coup d'état de 1958. Et sur le plan économique nous vivons dans un système capitaliste régi par la finance internationale qui se satisfait pleinement du régime politique en vigueur, ce que De Gaulle n'a jamais compris (l'intendance suivra, la politique française ne se fait pas à la corbeille, etc etc). Et pour cela la finance n'a besoin que de simples valets : UE, Merkel, Macron… qui, étant à sa botte, en profitent et font profiter des petits copains pour obtenir certains avantages dont le menu peuple est évidemment privé. Macron n'est ni Sylla ni Caligula, et encore moins Jupiter, c'est simplement un petit pantin qui certes profite allègrement du système, mais que ce dernier mettra à la porte s'il n'obéit plus à son maître."

4- "Le déclenchement de l'affaire Benalla est venu juste après la décision, avec Poutine, de faire transporter par la Russie de l'aide humanitaire en Syrie. Et c'est ce même journal le Monde qui a maintenu dans le mainstream depuis des années toute la narrative atlantiste sur la vision de la guerre en Syrie."

En complément.

Lu dans : Syrie : Paris et Washington jouent les prolongations ! Par Richard Labévière - prochetmoyen-orient.ch

- Toujours à la pointe de la propagande, le quotidien Le Monde titre : « Deraa, l'étincelle de la révolution syrienne s'est éteinte… » S'ensuit une hallucinante diatribe anti-russe et anti-Bachar relevant davantage du parti-pris idéologique que d'une information maîtrisée, recoupée et responsable. Depuis mars 2011, Le Monde nous annonce le renversement imminent du « boucher de Damas ». La libération de Deraa constitue pour le quotidien, qui n'est plus que l'ombre de lui-même, un cinglant démenti, sinon un cruel retour du réel signifiant que depuis le début de la crise syrienne, Le Monde nous désinforme et nous ment. prochetmoyen-orient.ch

En famille. Est-ce une injonction ou une menace du porte-parole du "syndicat du crime" ?

- Ne les appelez plus jamais «Gafam - Liberation.fr 1 août 2018

On a coutume de regrouper en un commode syndicat du crime numérique Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft : les Gafa(m). Ces entreprises seraient toutes des menaces pour la démocratie et les libertés. Si leur principal point commun est qu'elles sont dans le secteur des nouvelles technologies et qu'elles représentent les cinq plus grosses capitalisations boursières (935 milliards de dollars pour Apple !), leurs business modèles sont très différents. Liberation.fr1 août 2018

Macronneries et barbouzeries

Pourquoi les médias-oligarques ont-ils déclenché l'affaire et l'ont-ils entretenue quotidiennement depuis le 18 juillet ?

- Affaire Benalla : Macron réinvente la saga de l'été - Le Point.fr 31.07

De nombreux lecteurs se plaignent apparemment que l'affaire Benalla soit montée en épingle par la presse. De telles récriminations me surprennent. Je suis le premier à critiquer les journalistes, leurs œillères et leurs biais, mais je trouve pour une fois qu'ils font leur travail.

« Ça se contredit, ça crée le doute et ça sent l'enfumage »

Si la presse en fait tant, c'est peut-être aussi que la moindre intervention d'un protagoniste de l'affaire lui redonne du grain à

moudre. Chaque justification rallume l'incendie au lieu de l'éteindre : ça ne colle jamais, ça se contredit, ça crée le doute et ça sent l'enfumage. Entre l'autosabordage de la commission d'enquête au Palais-Bourbon, les trous de mémoire du ministre de l'Intérieur et la défense énigmatique du président qui se plaint d'avoir été trahi, fait applaudir le traître puis crie à la tempête dans un verre d'eau tout en réclamant qu'on vienne le chercher, tout dans cette histoire donne l'impression d'une plomberie qui fuit et d'un mystère inviolé. Le Point.fr 31.07

- La révision constitutionnelle star malgré elle des motions de censure - Le HuffPost 31 juillet 2018

En théorie, c'est d'elle que les députés auraient du débattre pendant cette session extraordinaire. Mais l'examen de la révision constitutionnelle a été suspendue il y a dix jours par l'affaire Benalla.

En réalité, cette réforme n'a jamais été bien loin des discours qui se sont succédés pendant près de trois heures. Car si les opposants à la réforme ont obtenu temporairement une pause dans ce débat, et ont revendiqué à ce titre une victoire, ils réclament l'enterrement définitif. Au minimum, les communistes et la France insoumise réclament qu'un référendum soit organisé pour la voter.

Sur Twitter.

1- Tout comme les LR, la FI se félicite que l'"affaire Benalla" entraîne le report de l'examen de la révision constitutionnelle. C'est donc ça. - Nathalie Loiseau

2- Les choses sont claires : la droite et la gauche conservatrices (affublées de leurs extrêmes) visent l'échec de la réforme constitutionnelle. - Florian Bachelier

3- Les masques tombent : l'opposition voit dans cette affaire #Benalla un prétexte pour refuser la réforme constitutionnelle. Stop à l'instrumentalisation ! - Pascale F. Personne

"Nous ne courberons pas l'échine face à ce projet de révision constitutionnelle qui a été ajourné et que vous seriez bien inspiré d'abandonner", a lancé le président des Républicains à l'Assemblée Christian Jacob estimant qu'il est "urgent de résister à la tendance d'un pouvoir technocratique".

"La France a besoin de contre-pouvoirs. L'Assemblée Nationale est le premier de ces contre-pouvoirs", a repris le député LR qui dénonce depuis des semaines un projet qui va réduire le nombre de députés et ne vas pas redonner du poids au Parlement.

Mais La République en marche aurait tort de balayer les derniers jours d'un revers de main. Car même ses alliés veulent tirer les leçons de l'affaire Benalla. "Ce texte constitutionnel, perfectible, pourra être amélioré à la lumière estivale des événements récents pour que force reste à la loi et que tout pouvoir soit équilibré par des contre-pouvoirs", a lancé à la tribune le député Modem Patrick Mignola.

Son collègue Franck Riester, président du groupe UDI-Agir, a lui aussi dénoncé le fait que depuis trop longtemps "les pouvoirs du Parlement ont été détournés au profit de ceux du président de la République". "Monsieur le premier ministre et Madame la Garde des sceaux, il est encore temps d'améliorer le contenu des projets de loi, a-t-il estimé. Donnons nous les moyens de garantir mieux la séparation des pouvoirs et l'équilibre des institutions ce qui n'est pas suffisamment le cas dans les textes présentés. Faute d'évolution des textes, notre groupe serait dans l'incapacité à voter la réforme."

En théorie, l'examen doit reprendre à la rentrée. Toutefois la conférence des présidents de l'Assemblée qui établit l'ordre du jour du Palais Bourbon a préféré ne pas évoquer le sujet ce mardi. On ne sait donc pas quand le débat explosif sur la Constitution va reprendre. Il est bien la première victime de cette affaire Benalla. Le HuffPost 31 juillet 2018

Quand la droite détient le pouvoir politique, elle gouverne pour le compte des capitalistes, et quand c'est la gauche qui y est, elle gère les affaires courantes moyennant rémunération et autres avantages en nature en attendant que la droite la remplace et ainsi de suite. La gauche n'est rien d'autre que le supplétif de la droite, elle prend le relais, ils se passent et repassent le témoin et la vie continue comme avant.

Quand ni l'un ni l'autre ne peut faire l'affaire, l'affaire se corse. Ils ont le choix entre recourir au centre constitué d'une alliance d'un pan de la droite et de la gauche qui se retrouveront dans une coalition qui ne veut pas dire son nom pour poursuivre la politique de la droite, et l'extrême droite dont les dirigeants sont si médiocres ou débiles qu'ils hésiteront à deux fois avant de faire appel à ses services sous peine de déclencher une guerre civile qu'ils ne contrôleraient pas forcément.

En principe, en recourant au centre, ils disloquent la droite et la gauche au profit des extrêmes, l'extrême droite et l'extrême gauche, un risque qu'ils peuvent assumer parce qu'ils sont neutralisés également, c'est ce qu'on peut observer quotidiennement, le centre appliquant une partie du programme de l'extrême droite, tandis que l'extrême gauche liée à la gauche qu'elle a

idéalisée pendant près d'un siècle, est incapable de l'assumer et se déchirent, se divisent à l'infini de sorte qu'elle demeure marginal ou inaudible.

Vous vous souvenez peut-être des causeries dans lesquelles j'insistais sur la nécessité de faire l'inventaire de la lutte de classe depuis au moins 1945, histoire d'y voir plus clair, de remettre chacun à sa place, de repérer les erreurs qui ont été commises ou les trahisons, pour repartir sur des bases saines, et bien à ce jour personne à l'extrême gauche n'a voulu se livrer à cet exercice salutaire, le reste est à l'avenant et il ne faut pas s'en étonner.

Personnellement j'ai préféré rompre avec tous ces courants politiques plutôt que continuer à avaler des couleuvres comme disent certains militants, à un moment donné on n'a plus le choix. Qu'aucun militant, cadre ou dirigeant me rejoigne ou partage mes analyses, peu importe, c'est dommage, je ne cautionnerai plus des dirigeants et des partis qui ont failli ou pire encore, et qui continuent de tenir le même discours comme si de rien n'était, c'est tellement insensé ou grotesque, contraire à ma conception du combat pour le socialisme ou pour notre émancipation, qu'une autre attitude reviendrait à renier mes principes ou mon idéal, les seules choses qui donnent encore un sens à ma vie.

Au lieu de reconnaître nos faiblesses, nos lacunes, nos erreurs, nos errements, on s'est enfoncé jusqu'au cou dans le déni, le mensonge, la mégalomanie, on s'est autodétruit, on a tout abîmé, on a tout gâché. Le sursaut viendra peut-être des nouvelles générations de militants, les autres sont usées, foutues.

En complément

- 61% des Français pensent que Macron doit s'expliquer devant une commission d'enquête - Le HuffPost 01.08

Encore une manipulation ou comment les instituts de sondages vous prennent pour des cons sachant qu'elle ne serait pas indépendante !

- La popularité de Macron au plus bas après l'affaire Benalla - Le HuffPost 01.08

Pour les curieux : 27%.

- Nicolas Hulot dégringole dans le palmarès des politiques préférés des Français - Le HuffPost 01.08

Il est toujours millionnaire au moins ? Ouf !

Voyous, barbouzes, cow-boys, justiciers, miliciens, nervis...

- Benalla et Crase, les deux cow-boys de l'Elysée rattrapés par le colt - Liberation.fr 1 août 2018

Les nouvelles révélations sur les armes détenues par les deux comparses soulèvent de nombreuses questions sur leur acquisition. Et les complicités dont le duo a pu bénéficier.

Un coffre-fort contenant des armes de poing et un fusil à pompe disparaissant mystérieusement du domicile d'Alexandre Benalla juste avant sa perquisition. La confirmation que son compère Vincent Crase portait bien un Glock à la ceinture sans la moindre autorisation lors des manifestations du 1er Mai. Et des pistolets déclarés à la préfecture de police par La République en marche mais portés illégalement à l'extérieur des locaux du parti… Les dernières révélations du Canard enchaîné et du Monde soulèvent de nombreuses questions sur la passion des armes à feu que nourrissaient les deux cow-boys de l'Elysée, et l'impunité dont ils ont pu bénéficier.

Les pistolets de LREM

Des armes ont-elles été détenues illégalement au siège de LREM ? Selon le Monde, trois pistolets, dont un Glock 17, auraient été découverts au siège du parti présidentiel. Des armes «non déclarées», selon le quotidien, qui précise qu'une demande d'autorisation a été envoyée à la préfecture de police mais que celle-ci est restée lettre morte en raison d'un dossier incomplet. La situation est en réalité plus complexe.

Selon nos informations, le parti a bien été autorisé par la préfecture à détenir trois armes au sein de ses locaux afin d'assurer la sécurité des lieux, comme le permet la loi en cas de risque «exceptionnel». Mais la demande était en cours de régularisation en raison du déménagement du siège de LREM, transféré en septembre du sud au centre de Paris. Depuis qu'une enquête judiciaire a été ouverte, il n'y a pas eu de perquisition au siège du parti, mais les policiers de la PJ parisienne, saisis des investigations, se sont fait remettre le 21 juillet des documents relatifs aux conditions dans lesquelles Vincent Crase était autorisé à détenir une arme. Dans ce cadre, comme en attestent des mails entre LREM et la préfecture versés à la procédure, il est apparu que le parti

avait effectivement demandé des autorisations, mais l'information judiciaire doit désormais déterminer si toutes les formalités administratives ont été correctement remplies.

Le Glock 17 de Vincent Crase

Seule certitude : même en cas de feu vert préfectoral, ces armes ne pouvaient en aucun cas quitter les locaux. C'est pourtant bien l'un de ces pistolets, le Glock 17, que Vincent Crase portait à la ceinture lors des manifestations du 1er Mai.

Pendant plusieurs jours, l'ancien gendarme réserviste invité par Alexandre Benalla sur l'opération de maintien de l'ordre a nié l'évidence. Comme l'avait révélé Libé, il était toutefois possible de distinguer assez nettement, sur certaines vidéos, un holster (étui) d'arme à feu et la forme d'une crosse d'arme de poing à la ceinture de Crase ce 1er Mai. Après avoir à nouveau démenti lors de sa garde à vue, il a fini par reconnaître avoir porté un Glock 17 ce jour-là. «Cette arme n'est pas à mon nom, elle appartient à LREM, elle est réservée pour la défense du site LREM», a-t-il précisé face aux enquêteurs, selon le Monde.

Vincent Crase n'a pourtant plus aucune autorisation de port d'arme depuis juin 2017, détail qui ne l'a pas empêché de continuer à s'entraîner dans un stand de tir privé à Paris et de se comporter avec un «vrai sentiment d'impunité», selon un de ses proches, n'hésitant pas à sortir calibré en toute illégalité. «J'ai toujours une arme sur moi, c'est une habitude de travail et de sécurité», s'est justifié benoîtement le comparse de Benalla, dont la présence ce 1er Mai n'avait par ailleurs jamais été déclarée à la direction de la préfecture de police de Paris, comme l'a révélé la commission d'enquête parlementaire.

Mis en examen pour «port prohibé d'arme de catégorie B», Vincent Crase vient d'être licencié de LREM. Mais l'ex-détective privé féru d'armes à feu, également détenteur d'un fusil sans permis selon le Monde, est encore loin d'avoir livré tous ses secrets.

L'armoire forte de Benalla

La scène, savoureuse, a été racontée par le Canard enchaîné. Le 20 juillet, les policiers de la BRDP se rendent à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) pour perquisitionner le domicile d'Alexandre Benalla, placé en garde à vue quelques heures plus tôt. Mais faute de parvenir à crocheter la serrure, ils décident d'apposer un simple scellé sur la porte et de revenir le lendemain matin avec les équipements adéquats. Sauf qu'entre-temps, l'armoire forte contenant trois pistolets et un fusil à pompe Remington s'est brusquement volatilisée. «Elle a dû être emmenée en lieu sûr par une personne», a expliqué sans rire l'ancien chargé de mission d'Emmanuel Macron, évoquant l'intervention d'un «ami» pour justifier cette disparition hallucinante. Selon l'Obs, ce mystérieux émissaire aurait visité son appartement entre le 19 et le 21 juillet afin de mettre certains objets en «lieu sûr», dont les armes à feu. Une volonté de faire le «ménage» simplement destinée, selon Benalla, à éviter toute incursion inopportune à son domicile, notamment de certains journalistes ayant repéré son adresse. Rien à voir, selon lui, avec une bonne vieille opération de barbouzes.

Escroquerie politique. LFI, ces "opposants" qui se fondent dans les institutions de la Ve République.

- «L'affaire Benalla a révélé le manque de pouvoir du Parlement» - Liberation.fr 01.08

Le député La France insoumise de Seine-Saint-Denis Eric Coquerel a toujours été contre le projet de révision constitutionnelle. Après l'affaire Benalla, le texte a été reporté sine die, une décision positive pour l'élu qui juge «impensable d'adopter une loi institutionnelle alors même que les institutions sont mises à mal». (Sinon il ne serait pas contre, c'est ce que cela signifie, non ? A trop causer, ils se démasquent eux-mêmes ces charlatans. Il aurait préféré que les institutions se portent mieux, quelle noble intention ! Comme dirait l'autre, pour parler vulgairement on en aurait pris davantage dans la gueule, merci monsieur Coquerel. - LVOG)

Dans quelle mesure le report de la révision constitutionnelle est-il lié, selon vous, à l'affaire Benalla ?

Même si je reste convaincu qu'il s'agissait dès le départ d'une mauvaise réforme qui affaiblirait les pouvoirs de l'Assemblée nationale, il est vrai que l'affaire Benalla-Macron rendait son examen impossible. Il est tout à fait impensable d'adopter une loi institutionnelle, alors même que les institutions sont mises à mal, c'est contradictoire. D'ailleurs, cette affaire a souligné deux problèmes : le contournement absolu de l'Etat, de la police et des autres institutions par Emmanuel Macron, en direct de l'Elysée. Elle a également révélé le problème actuel de notre pays, qui est le manque de pouvoir du Parlement. (Non, sans blague, cela dure depuis 1958, il n'en a jamais eu ! Quand je vous dis qu'ils n'en ont rien à foutre de notre sort, en sortant une telle connerie il le prouve. - LVOG)

Que reprochez-vous à ce projet avorté ?

Une réforme qui visait à diminuer encore le pouvoir du Parlement, c'était complètement indécent, surtout dans ces conditions-là. Mais sans Benalla, les oppositions se seraient malgré tout positionnées contre ce projet, car l'affaire révèle qu'on est face à une concentration de pouvoirs au-dessus de toutes les institutions légales. En ce sens, le projet de révision constitutionnelle

cadre totalement avec la façon de faire d'Emmanuel Macron : une vision du pouvoir très dirigiste et personnelle. Cette réforme visait sans nul doute à entériner le souhait du président de la République de contourner encore l'obstacle que peut représenter l'Assemblée nationale dans la réalisation de son projet. S'il voyait cette réforme comme la clôture triomphale de sa première année à l'Elysée, elle a en fait été son premier couac notable. Et cela peut avoir des conséquences sur la suite des réformes qu'il espérait mettre en place. (Que des lieux communs ou parler pour ne rien dire. - LVOG)

Craignez-vous que l'exécutif tente de passer en force les mesures phares (baisse du nombre de parlementaires, non-cumul dans le temps, proportionnelle) qui ne nécessitent pas de modifier la Constitution ?

Le gouvernement serait très mal inspiré de s'embarquer là-dedans. Cela voudrait dire qu'il est complètement rétabli de la crise, et je ne pense pas que ce sera le cas à la fin de l'été. S'il voulait passer en force, il commettrait là une très lourde erreur. D'autant que je ne pense pas que le Sénat le suive : si le débat reprend à la rentrée, je doute que le texte soit adopté par les sénateurs. Jusqu'à maintenant, le Sénat à majorité Les Républicains (LR) hésitait et cette affaire l'a fait basculer dans l'opposition. Cela explique peut-être les déclarations de Richard Ferrand selon lesquelles le gouvernement n'a pas remis l'examen du texte à l'ordre du jour de la rentrée.

Les députés de la majorité se sont dits soudés au sortir de cette séquence. Avez-vous échoué à les faire douter ?

Cette affaire a créé un isolement des macronistes à l'Assemblée. Au début du quinquennat, les marcheurs profitaient de la position floue, voire ambiguë de certains groupes, qui ne savaient pas se situer par rapport à la majorité LREM-Modem écrasante. Je pense notamment au groupe Nouvelle Gauche. Au moment du vote de confiance au gouvernement, ils se sont largement abstenus, alors que les élus UDI-Agir ont voté en faveur du gouvernement d'Edouard Philippe. Les marges, qui faisaient un peu tampon, n'existent plus, elles sont complètement passées dans l'opposition. Liberation.fr 01.08 (Opposition stérile, ainsi le veut la Constitution de la Ve République qui doit être abolie, discours qu'on n'a pas entendu dans sa bouche. - LVOG)

En complément.

- Censure: Philippe dénonce "une instrumentalisation politique" et promet de ne pas "ralentir" - AFP 31.07

- Benalla: Philippe accuse l'opposition de chercher l'immobilisme - Reuters 31.07

Médias alternatifs. Comme ils les aiment finalement les multinationales du CAC40.

- Le véritable bilan annuel des grandes entreprises françaises - bastamag.net 28.06.2018

Extrait. Si l'on regarde la réalité des chiffres et des faits, Danone se situe dans la moyenne en terme de redistribution de ses profits aux actionnaires. Elle fait partie des multinationales tricolores qui possèdent la plus grosse proportion de filiales dans les paradis fiscaux. En terme de rémunérations, elle est l'un des groupes les plus inégalitaires du CAC40. Son effectif en France a chuté de 9% depuis 2010 alors même que son chiffre d'affaires augmentait de 45%. (Normal, il le réalise en très grande partie hors de France! Lire plus loin, ils le disent eux-mêmes ! - LVOG)

Danone contribue à l'envahissement du monde et des océans par le plastique, n'apportant que des réponses partielles et imparfaites en matière de recyclage. Le groupe agro-alimentaire a réduit ses émissions de gaz à effet de serre et affiche des objectifs ambitieux dans ce domaine, mais l'industrie laitière reste l'une des principales sources mondiales de gaz à effet de serre. bastamag.net 28.06.2018

LVOG - Là cela tourne à la chronique des chiens écrasés, excusez-moi, des vaches écrasées ! On pourrait aussi supprimer les vaches et le lait pour atteindre ces " objectifs ambitieux" ! Ils réprimandent une multinationale, pourquoi, il faudrait en attendre autre chose ? C'est à croire qu'ils les aiment plus qu'ils ne souhaitent leur nationalisation ou socialisation, non ? Ah ces braves révolutionnaires !

- Une multinationale coûte en moyenne 300 millions d'euros par an à la collectivité - bastamag.net 9 juillet 2018

Extrait. Admettons que les politiques de soutien à la compétitivité de nos entreprises soient coûteuses. Sont-elles au moins efficaces ? Les chiffres que nous avons collectés pour le « véritable bilan annuel » suggèrent que non. Toutes les entreprises de notre échantillon (Total, Michelin, Renault, EDF et Sanofi), à l'exception d'EDF, ont vu leur effectif en France diminuer depuis 2010, alors même que leur effectif mondial et leur chiffre d'affaires cumulé croissaient de plus de 10 % sur la même période. Une tendance que l'on retrouve à l'échelle de tout le CAC40, qui a vu ses effectifs en France baisser de 20 % depuis 2010, malgré un chiffre d'affaires en hausse. Sur la même période, les dividendes ont bondi de 44 %. Soit une privatisation des bénéfices, et une socialisation des coûts... bastamag.net 9 juillet 2018

LVOG - On croirait entendre le "produisons français" des staliniens, non ? Eh oui, il y en a qui en sont encore là ! Et quelle en est la signification politique ?

Si au moins les multinationales du CAC40 augmentaient leurs effectifs en France, si au moins elles se montraient encore plus généreuses envers leurs salariés en terme de rémunération et autres avantages, ces derniers mériteraient de figurer parmi l'aristocratie ouvrière... au même titre que ces idiots utiles du régime !

ACTUALITE EN TITRES

Ca baigne ! Je sens que le jour de la révolution approche camarades trotskystes...

Vous aurez compris que je me fous d'eux...

- +18,9 % - Liberation.fr 01.08

C'est la hausse des immatriculations de voitures particulières neuves en France en juillet sur un an, selon des chiffres provisoires publiés mercredi... Liberation.fr 01.08

A chaque impérialiste son près carré.

- Pékin met en garde contre toute ingérence étrangère au Cambodge - Reuters 1 août 2018

- La Turquie menace les Etats-Unis de mesures de rétorsion après les sanctions américaines - AFP 1 août 2018

Stratégie de la tension, du chaos.

- La chute de Maduro "est proche", juge le président colombien - AFP 1 août 2018

- Nicaragua: Ortega rend hommage à l'armée, l'opposition manifeste à nouveau - AFP 1 août 2018

Au lendemain d'une série d'entretiens où il s'est montré inflexible, le président nicaraguayen Daniel Ortega rend hommage mardi à l'armée, restée pour l'heure en marge de la crise, tandis que l'opposition manifeste à nouveau. AFP

Le clan de la guerre ne désarme pas.

- Trump cherche à créer des divisions, accuse la star du basket LeBron James - AFP 1 août 2018

- L'Union inflige des sanctions à six entreprises russes - Reuters 1 août 2018

L'Union européenne a infligé mardi des sanctions à l'encontre de six sociétés russes à qui elle reproche d'avoir contribué à la construction d'un pont reliant la Crimée au territoire russe, un ouvrage que le bloc juge illégal. Reuters 1 août 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Les Émirats, premier État à rouvrir son ambassade à Damas - Réseau Voltaire 1er août 2018

Selon l'agence Fars, suite à une réunion entre les deux chefs des services de Renseignement émirati et syrien, les généraux Mahamat Al-Chamsi et Ali Mamlouk, la décision de rouvrir l'ambassade des Émirats arabes unis à Damas aurait été prise.

Les Émirats, qui ont déjà rouvert une correspondance aérienne avec Damas.

Cheik Mohammed ben Zayed Al Nahyane (photo), le cadet du souverain et homme fort du pays, aurait décidé de souffler la politesse aux Occidentaux.

À l'initiative du Royaume-Uni et de la France, la presque totalité des ambassades en Syrie ont été fermées dès le début de la guerre. Réseau Voltaire 1er août 2018

1.2- Les armes lourdes iraniennes retirées à 85 km du Golan, dit Moscou - Reuters 01.08

Les forces iraniennes ont retiré leurs armes lourdes à 85 km de la ligne de démarcation avec les hauteurs du Golan contrôlées par Israël, a déclaré l'émissaire du président russe pour la Syrie, que cite mercredi l'agence de presse russe Tass. Reuters 01.08

1.3- Les va-t-en guerre qui refusent la paix en Syrie y croient encore, à l'instar de leur porte-parole, l'Agence Française de Propagande de l'Otan.

Grille de lecture.

Fake news, amalgame, désinformation.

Vous constaterez que l'AFP ne cherche même plus à sauver les apparences, ils vont jusqu'à nommer rebelle une coalition dans laquelle figurent les barbares issus d'al-Qaïda. Lisez, c'est écrit en toutes lettres.

- Syrie: nouvelle coalition de rebelles à Idleb, dans le viseur du régime - AFP 2 août 2018

Des groupes rebelles dans le nord-ouest de la Syrie ont annoncé mercredi la formation d'une nouvelle coalition, alors que le président Bachar al-Assad avait récemment mis en garde que la province d'Idleb était sa nouvelle priorité.

Située près de la frontière turque dans le nord-ouest syrien, la province d'Idleb est dominée par l'organisation jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), formée par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda.

La région accueille également une multitude de groupes rebelles, puisque c'est là que sont envoyés les combattants insurgés des autres régions de Syrie à mesure qu'elles sont reconquises par le pouvoir de Damas.

Le "Front national de libération" a été formé pour regrouper le Front syrien de libération --coalition qui regroupe déjà les deux poids lourds Ahrar al-Cham et Noureddine al-Zinki-- et quatre autres factions rebelles.

La nouvelle coalition comprend par ailleurs le puissant groupe rebelle Jaich al-Ahrar, influent dans la province d'Idleb, et qui par le passé avait tissé des alliances avec Hayat Tahrir al-Cham.

"La Turquie cimente encore un peu plus son influence à Idleb, au moment où les groupes armés de l'opposition --à l'exception de HTS-- cherchent à dissuader le régime", a réagi sur son compte twitter l'expert sur la Syrie Charles Lister.

Moscou, allié indéfectible du régime, a temporisé mardi la possibilité d'une offensive contre Idleb.

"Il n'est pas question et il ne peut pas être question pour le moment d'une offensive d'ampleur à Idleb", a affirmé l'émissaire russe pour la Syrie, Alexandre Lavrentiev.

Le chef de l'opposition syrienne en exil, Nasr al-Hariri, avait également exclu une offensive gouvernementale contre Idleb, lors d'un récent entretien avec l'AFP.

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire de plus en plus morcelé. (Euphémisme et glissement sémantique à l'annonce de la fin de cette guerre impérialiste que l'AFP a soutenue contre la Syrie. - LVOG)

Qui est Charles Lister, cet expert sur la Syrie auquel l'AFP fait référence ?

- Trump's Syria Strategy Would Be a Disaster Charles Lister - foreignpolicy.com 17 November 2016

Traduction : La stratégie de Trump en Syrie sera désastreuse.

Normal quand la guerre c'est la paix (G. Orwell - 1984) !

Charles Lister travaille pour trois think tanks néoconservateurs : Foreign Policy, Brookings Doha Center, The Brookings Institution.

Brookings Institution.

L'Institution s'est donnée pour mission de « fournir des recommandations imaginatives et pratiques sur trois grands points : affermir la démocratie américaine ; améliorer le bien-être économique et social, la sécurité et les opportunités de tous les Américains ; et de sécuriser un système international plus ouvert, plus sûr, plus prospère et coopératif. »

La Brookings Institution est un think tank américain ayant son siège à Washington

Avant de prendre sa retraite en tant que général quatre étoiles du United States Marine Corps, le président de Brookings, John R. Allen, fut commandant de la Force internationale d'assistance et de sécurité de l'OTAN et des forces américaines en Afghanistan. Son précédent président Strobe Talbott [archive] fut ministre adjoint des Affaires étrangères de Bill Clinton. wikipédia.org

Voilà le monde auquel appartient l'AFP, le pire d'entre tous, qui fournit quotidiennement les matériaux et l'orientation politique qui sont repris comme tels par l'ensemble des médias en France, presse écrite, radio, télévision.

2- Zimbabwe

2.1- Zimbabwe: le pays dans l'attente des résultats de la présidentielle, l'UE livre son rapport - AFP 1 août 2018

Les observateurs de l'Union européenne (UE) doivent faire connaître mercredi leur rapport sur l'élection présidentielle au Zimbabwe, tandis que le pays s'installe dans une attente tendue avant la proclamation des résultats, prévue vendredi ou samedi.

L'opposition a revendiqué dès mardi la victoire de son candidat Nelson Chamisa dès le premier tour de la présidentielle la veille, face au chef de l'Etat sortant Emmerson Mnangagwa.

Une proclamation qui a suscité la colère du gouvernement qui a menacé d'arrestations ceux qui annoncent des résultats alors que le décompte traîne en longueur.

Lundi, les Zimbabwéens se sont rendus en masse et dans le calme aux urnes pour élire leurs président, députés et conseillers municipaux, lors des premiers scrutins depuis la chute de Robert Mugabe, tombé en novembre après trente-sept ans au pouvoir.

La présidentielle se joue entre Emmerson Mnangagwa - ancien bras droit de Robert Mugabe et membre de la Zanu-PF, au pouvoir depuis l'indépendance en 1980 - et Nelson Chamisa du Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

"Les résultats montrent au-delà de tout doute raisonnable que nous avons gagné les élections et que le prochain président du Zimbabwe est Nelson Chamisa", a déclaré un haut responsable du MDC, Tendai Biti, expliquant se baser sur les informations des agents électoraux du parti.

De son côté, M. Mnangagwa, qui a succédé à Robert Mugabe à la faveur d'un coup de force militaire, s'est dit confiant de l'emporter.

"Les informations obtenues par mes représentants sur le terrain sont extrêmement positives", a-t-il assuré sur Twitter.

La menace, semble-t-il, d'un haut responsable du MDC de donner le détail de "ses résultats" a provoqué les foudres du ministre de l'Intérieur, Obert Mpofu, qui s'est dit prêt à "envoyer en prison" ceux qui seraient tentés de donner des chiffres.

"Je suis sûr que personne ne souhaite provoquer les foudres de la loi", a-t-il lâché.

Les résultats de la présidentielle ne seront pas connus avant vendredi ou samedi, a prévenu la commission électorale (ZEC).

Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue, un second tour sera organisé le 8 septembre.

Le retard pris par la commission suscite les pires inquiétudes de l'opposition, qui n'a cessé de dénoncer pendant la campagne

la "partialité" et le manque de transparence de la ZEC.

"Il y a un retard délibéré dans l'annonce des résultats. Ce retard est totalement inacceptable", a estimé Tendai Biti.

Pendant ce temps, devant le siège du MDC, des partisans de l'opposition criaient victoire en brandissant des affiches "Votez Nelson Chamisa", tandis que des policiers équipés de canons à eau patrouillaient à proximité.

Aucun incident n'a été signalé depuis la fin du scrutin, contrairement aux élections de l'ère Mugabe.

Mais l'opposition est sur ses gardes, victime ces dernières décennies d'élections truquées et entachées de violence.

Le président Mnangagwa, soucieux de se démarquer, a promis cette année des scrutins libres, justes et transparents et a invité, pour la première fois en seize ans, des observateurs électoraux occidentaux.

L'Union européenne doit présenter mercredi un premier rapport très attendu.

La ZEC de son côté a affirmé mardi que les élections n'avaient été entachées d'"aucune fraude".

"Nous, à la commission électorale du Zimbabwe, ne volerons pas le choix" des électeurs, "quel qu'il soit", a assuré mardi sa présidente Priscilla Chigumba.

Dans les rues d'Harare, des habitants s'inquiétaient cependant des réactions du parti au pouvoir en cas de défaite.

"Il est exclu que la Zanu-PF accepte" la victoire du MDC, a estimé Tracy Kubara, une commerçante de 26 ans.

Mais si le MDC est déclaré vaincu, "les gens descendront à coup sûr dans la rue parce qu'ils sont avides de changement", a-t-elle ajouté.

Selon le cabinet BMI Risk Consultancy basé à Londres, la défaite éventuelle du parti gouvernemental pourrait provoquer "une intervention de l'armée pour sécuriser le pouvoir pour la Zanu-PF".

Depuis son indépendance, le Zimbabwe n'a connu que deux chefs de l'Etat, tous les deux issus du même parti, la Zanu-PF. D'abord M. Mugabe, contraint à la démission en novembre dernier à l'âge de 93 ans, puis M. Mnangagwa, son ancien vice-président.

M. Mnangagwa, 75 ans, a promis un "nouveau Zimbabwe" et la relance de l'économie, au bord de la faillite.

M. Chamisa, âgé de 40 ans et sans grande expérience politique, a lui fait de sa jeunesse son arme principale pour séduire un électorat en quête de sang neuf. AFP 1 août 2018

2.2- Zimbabwe: l'armée tire à balles réelles contre des partisans de l'opposition - AFP 1 août 2018

Des militaires ont tiré à balle réelle mercredi à Harare contre des partisans de l'opposition, qui dénoncent des fraudes lors des élections générales de lundi, les premiers scrutins depuis la chute du président Robert Mugabe en novembre, a constaté un photographe de l'AFP.

Des chars et des camions transportant des militaires circulaient dans les rues de la capitale à proximité des bureaux où est réunie la commission électorale, qui a annoncé la victoire aux législatives du parti au pouvoir, la Zanu-PF. AFP 1 août 2018

2.3- Après les élections, le Zimbabwe sombre dans la violence euronews 1 août 2018

A peine les premiers résultats électoraux annoncés au Zimbabwe, l'armée a tiré contre des partisans de l'opposition à Harare, la capitale. Bilan : au moins trois morts. L'opposition conteste les résultats des législatives qui donnent la victoire au parti du président Mnangagwa, qui a succédé à Robert Mugabe.

"Aujourd'hui, nous avons vu le déploiement de chars de l'armée et des tirs à balles réelles sur des civils sans raison apparente, a réagi Nkululeko Sibanda, le porte-parole du MDC, le Mouvement pour un changement démocratique. Les civils sont fondés à exiger le respect de leurs droits de manière légale. Tout désordre public doit être traité par les policiers qui sont les mieux formés pour ces opérations. Les soldats sont formés pour tuer en temps de guerre."

Ces violences rappellent celles de l'ère Mugabe, fréquentes après les élections. Les observateurs de l'Union européenne ont dénoncé un scrutin inéquitable. Les résultats de la présidentielle qui se tenait aussi lundi ne sont pas encore connus. Pour le chef de l'opposition, aucun doute : ils seront truqués. euronews 1 août 2018

3- Comores

- Comores: le référendum qui renforce les pouvoirs du président plébiscité - AFP 31 juillet 2018

Les Comoriens ont approuvé à une écrasante majorité de plus de 92% une réforme constitutionnelle très controversée qui permet au président de briguer un deuxième mandat consécutif, selon les résultats officiels d'un référendum organisé lundi et boycotté par l'opposition. (Au Comores ou ailleurs en Afrique, quand un président veut "briguer un deuxième mandat consécutif" ou un troisième, c'est "très controversée", autrement dit illégitime, mais pas en France où la monarchie est héréditaire... depuis Clovis ! - LVOG)

"Je vous donne les résultats au niveau national. Oui: 172.240, soit 92,74%. Non: 13.338, soit 7,26%", a annoncé le président de la commission, Ahmed Mohamed Djaza, lors d'une conférence de presse à Moroni.

La participation au référendum, organisé dans le petit archipel de l'océan Indien à l'histoire politique mouvementée, est de 63,9%, a-t-il ajouté.

La réforme plébiscitée lundi renforce ses pouvoirs, en lui permettant de briguer deux mandats de cinq ans consécutifs, contre un seul actuellement.

La réforme supprime aussi les trois postes de vice-président et la Cour constitutionnelle, plus haute instance judiciaire. Elle fait également de l'islam la "religion d'Etat" de ce pays de moins de 800.000 habitants, à 99% musulmans.

L'opposition n'était pas joignable immédiatement après l'annonce définitive des résultats, mais dans la journée, alors que le "oui" était déjà largement en tête, elle avait crié au "trucage".

"Quels résultats ! Un scrutin truqué, des chiffres préfabriqués, voilà la consultation populaire du président Azali", avait réagi le secrétaire général du parti Juwa, Ahmed el-Barwane, interrogé par l'AFP. Quelques minutes plus tard, il a été arrêté par des gendarmes alors qu'il circulait à Moroni, a affirmé son entourage.

L'annonce des résultats du référendum n'a provoqué aucune réaction dans la capitale Moroni, qui vaquait à ses occupations habituelles mardi soir.

L'opposition, qui dénonce les "abus de pouvoir" d'Azali Assoumani depuis des mois (opposants arrêtés, leader assigné à résidence, Cour constitutionnelle suspendue), avait décidé de ne pas faire campagne et appelé à boycotter le scrutin.

Dans les nombreux bureaux de vote visités par les journalistes de l'AFP lundi, les électeurs s'étaient faits rares, avec souvent moins d'un quart de votants une heure avant la fin du vote.

Un constat partagé par les observateurs de la Force en attente de la région Afrique de l'Est (EASF).

"Dans la plupart des bureaux visités, il y avait moins de 20 électeurs qui attendaient. Mais quand on repassait une heure plus tard, on constatait soudain un afflux de bulletins dans l'urne", a déclaré à l'AFP Jules Hoareau de la mission de l'EASF. "Cela n'a pas de sens", a-t-il ajouté.

Il a aussi dénoncé le fait que "dans tous les bureaux visités" par l'EASF, "les représentants des partis n'ont pas été autorisés à signer les procès-verbaux", ce qui met "en doute la crédibilité du processus électoral".

Le président Azali, âgé de 59 ans et dont le mandat expire en 2021, avait prévenu qu'en cas de victoire du "oui," des élections anticipées seraient organisées en 2019.

Maintenant que sa réforme a été adoptée, il pourra, à condition de remporter les élections, rester au pouvoir jusqu'en 2029.

Le référendum modifie la fréquence de la présidence tournante en vigueur depuis 2001, qui a permis de stabiliser les Comores, théâtre de nombreux coups d'Etat et de crises séparatistes depuis son indépendance de la France en 1975.

La Constitution établissait une présidence tous les cinq ans entre les trois îles formant l'Union des Comores (Grande-Comore,

Mohéli et Anjouan).

Au terme de son mandat de cinq ans, le président ne pouvait pas se représenter immédiatement. Il devait attendre que ce soit le tour de son île pour briguer de nouveau la fonction suprême. Après l'adoption du référendum, cette disposition a sauté. AFP 31 juillet 2018

4- Afrique du Sud

- Afrique du Sud: L'ANC va amender la constitution pour les expropriations - Reuters 31 juillet 2018

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé mardi que le Congrès national africain (ANC, au pouvoir) allait procéder à un amendement de la Constitution afin de permettre des expropriations agricoles sans compensation.

Cette annonce intervient après l'annonce par l'ANC en mai qu'elle allait "tester l'argument" selon lequel la loi en vigueur autorisait une redistribution des terres sans compensation.

Il est devenu clair que notre peuple souhaite que la constitution soit plus explicite concernant l'expropriation terrienne sans compensation comme cela a été montré lors des auditions publiques", a dit Ramaphosa dans une allocution enregistrée.

"Suivant la procédure parlementaire, l'ANC va finaliser les amendements proposés à la constitution qui soulignent plus clairement les conditions dans lesquelles les expropriations de terres sans compensation seront effectuées", a-t-il ajouté.

La majeure partie des terres sont détenues par les Blancs et cette question apparaît comme une survivance de l'époque de l'apartheid 25 ans après l'abolition de ce régime de ségrégation.

Depuis la fin de l'apartheid en 1994, l'ANC s'en est tenu à la politique du "vendeur volontaire - acheteur volontaire" par lequel le gouvernement achetait des exploitations agricoles appartenant aux Blancs pour les redistribuer aux Noirs. Reuters 31 juillet 2018

Les redistribuer... au noir, à ses amis de préférence, et non aux travailleurs Noirs sans terre, qui exploitaient les terres des Blancs.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- La tour Eiffel fermée en raison d'un conflit social - euronews 1 août 2018

Quand deux symboles de la France ne font qu'un… La tour Eiffel est en grève, ou plutôt fermée pour cause de conflit social depuis 16 heures ce mercredi. Les syndicats réclament que les conditions d'accueil des touristes soient plus efficaces et que le flux de visiteurs déjà munis d'un billet soit mieux régulé.

Avec 6.2 millions de visiteurs en 2017, la tour Eiffel est le quatrième monument le plus visité de Paris. Un préavis de grève a été déposé pour le jeudi 2 août par les syndicats. euronews 1 août 2018

Espagne

- La grève des taxis espagnols s'étend - euronews 31 juillet 2018

Les chauffeurs de taxis espagnols sont en colère. Après Barcelone, puis Madrid, leur grève s'étend à d'autres régions du pays. Ils s'inquiètent de la concurrence des VTC, notamment Uber. Ils menacent à présent de bloquer des ports, des aéroports et même la frontière avec la France s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

"Nous ne croyons pas à l'équilibre des pouvoirs aujourd'hui au Parlement, explique Miguel Angel Leal, président du syndicat des taxis. Nous ne pensons pas qu'il ira de l'avant avec quelque loi que ce soit et nous n'avons pas confiance dans le fait que chaque région autonome, de manière unilatérale, appliquera les normes conformément à ce que souhaite le secteur des taxis."

Le secteur réclame la limitation du nombre de licences accordées aux VTC à une pour trente licences de taxi. Les négociations avec le gouvernement n'ont rien donné. "Nous défendons le fait que ce soit un service public, nous sommes dans les règles. Eux, non, s'emporte un chauffeur de taxi. Ils doivent suivre les mêmes règles. C'est une concurrence complètement déloyale."

Les taxis se Madrid se sont joint à la grève dès samedi, provoquant d'énormes embouteillages. Certains taxis portugais affichent leur solidarité. De leur côté, les sociétés de VTC fustigent ce mouvement social, en raison en particulier des agresions de leurs conducteurs mercredi dernier. euronews 31 juillet 2018

ECONOMIE

Quelques indices.

- Depuis le krach de 2008, les Français les plus riches ont triplé le pourcentage de l'économie qu'ils détiennent personnellement. De 2009 à 2018, leur fortune collective est passée de 10 à 30 pour cent du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays, atteignant un niveau record de 650 milliards d'euros, selon le classement 2018 du magazine Challenges. La production nationale, quant à elle, n'a crû que de 12 pour cent. - Les Crises.fr 01.08

- "Les manufacturiers de médicaments dépensent près de deux fois plus pour la promotion de leurs produits que pour la recherche et le développement, révèle une nouvelle étude. Dans leur analyse des données provenant de deux entreprises spécialisées dans les études de marché, Marc-André Gagnon et Joel Lexchin, de l'université York, de Toronto, ont constaté que les sociétés pharmaceutiques américaines ont consacré, en 2004, 57,5 milliards $ US à leurs activités de promotion. Par comparaison, les dépenses en recherche et en développement de l'industrie pharmaceutique aux Etats-Unis se chiffraient la même année à 31,5 milliards $, selon un rapport de la Fondation nationale des sciences, incluant les fonds publics dévolus à la recherche industrielle." Les Crises.fr 01.08

C'est trop !

- Migrants : l'Allemagne crée des emplois... à 80 centimes de l'heure - europe1.fr 23 août 2016

Berlin compte créer 100.000 "minijobs" à destination des populations réfugiées en Allemagne pour faciliter leur intégration. A moindre coût.

Bien accueillie ou conspuée, la proposition ne laisse personne indifférent. Mardi, le ministère du travail allemand a annoncé qu'il comptait créer 100.000 emplois à destination des migrants arrivés dans le pays ces dernières années pour favoriser l'intégration de ceux qui ne disposent pas de titre de séjour. Jusque-là, rien de sulfureux. Sauf que dans la droite ligne des "mini-jobs" créés dans le pays avec les lois Hartz dans les années 2000, ces emplois devraient être payés... 80 centimes de l'heure. Un salaire très bas, inférieur même à celui que touchent les chômeurs de longue durée (un euro et cinq centimes) que justifie le gouvernement par la nécessité de multiplier les offres : "Les réfugiés qui restent en Allemagne ne doivent pas devenir des chômeurs de longue durée", a martelé le gouvernement à l'occasion de cette annonce.

Débat économique... De plus, les mini-jobs font débat en Allemagne. En effet, en 2011, 20% des salariés allemands étaient payés à un niveau inférieur au Smic horaire français et 40% avaient un salaire mensuel net inférieur à 1000 euros. En 2012, l'Agence allemande pour l'emploi (BA) a chiffré à 7,4 millions le nombre de "mini-jobs", des contrats à temps partiel rémunérés 450 euros par mois maximum, dont plus d'un tiers concernaient des salariés ayant plusieurs emplois. Selon le BA, ils pénaliseraient parfois la création de vrais emplois.

Et débat politique. De l'autre côté du spectre politique, les défenseurs du projet arguent que les réfugiés sont pour la plupart heureux de participer à ces activités qui ne sont "pas un vrai travail", comme le soutient Gudrun Heute-Bluhm, directrice générale de l'association des villes allemandes. A noter que les migrants accueillis dans les foyers du pays perçoivent une aide des collectivités locales proche de 140 euros. Pour ceux qui se logent par leurs propres moyens, cette aide monte à 300 euros. Mais le salaire proposé dans le cadre de ces mini-jobs restera tout aussi bas pour eux. europe1.fr 23 août 2016

Ubérisation

- Les salariés et indépendants face aux plateformes digitales - xerficanal-economie.com 12/07/2018

La fin du travail, ou a minima la fin du salariat, ce sont les deux grandes prophéties qui ont accompagné la montée en puissance de l'économie des plateformes. Toute l'économie pourrait basculer à terme dans une ubérisation de la relation de travail. Derrière ce spectre du délitement du travail et du salariat, il y a deux idées bien ancrées. 1) Le modèle des plateformes a vocation à se généraliser, évinçant à terme les acteurs traditionnels. Plus agile, plus automatisé, porté par les effets de réseau, il ne peut que faire chuter les acteurs en place ; 2) Ces plateformes ont vocation à mobiliser du travail à la tâche. Nous assisterions donc à l'éclosion de l'économie de la prestation généralisée, disons plutôt de la relation client-fournisseur généralisée, où

chacun deviendrait entrepreneur de lui-même. Tout cela sur le champ de plus en plus étroit des tâches non automatisables, celles qui ne peuvent être prises en charge par un algorithme ou un robot.

L'emploi indépendant concentré dans des secteurs spécifiques

Certains voient aujourd'hui dans la légère résurgence de l'emploi indépendant qui s'esquisse depuis quelques années dans de nombreuses économies développées, le début de concrétisation de la prophétie. Ont-ils vraiment raison de voir dans ce signal, la manifestation d'un délitement généralisé du salariat ? Rien n'est moins sûr en fait.

Prenons le cas de la France. On y observe bien une augmentation nette de près de 350 000 personnes de l'emploi indépendant entre 2010 et 2017. Ce qui représente le tiers de l'augmentation nette de l'emploi total sur la période. Il y a la une nette inflexion par rapport à la tendance au reflux que l'on observait jusqu'en 2003.

Mais cette montée du travail indépendant se concentre d'abord sur des secteurs bien spécifiques. D'abord les services aux entreprises, essentiellement dans les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, ainsi que dans les activités scientifiques et techniques. Second plus gros contingent ensuite, les activités de santé, puis les services aux particuliers, le commerce, l'enseignement, l'hébergement.

Ce sont dans ces secteurs que prolifèrent aujourd'hui les plateformes. Outre les plus connues dans le commerce avec Amazon, l'hébergement avec Airbnb ou Booking, le transport de personnes avec Uber, Blablacar, etc. On les voit de plus en plus prendre position dans les métiers du conseil dans le domaine juridique, l'expertise comptable, l'ingénierie, la technologie notamment. Elles y proposent des actes standardisés, et proposent une mise en relation entre offreurs et demandeurs ou l'automatisation de certaines prestations.

Une transfiguration de l'indépendance

On peut voir les prémices d'un modèle amené à balayer les acteurs en place. Mais pour l'heure, ces acteurs occupent plutôt un nouvel espace du marché, proposant des prestations basiques et standardisables à des micro-entrepreneurs, TPE ou PME qui n'y avaient pas ou peu accès jusqu'ici.

Ce faisant, ce à quoi on assiste c'est à une mise en réseau des indépendants dans ce type de métiers. C'est à une mise en concurrence certes, mais surtout à une codification de ces métiers, avec la création d'un lien de subordination technologique, l'inféodation à des cahiers des charges précis. Autrement dit, l'extension du modèle des plateformes a pour première conséquence d'organiser l'indépendance, de la formater, de la regrouper sous des marques, d'y injecter du marketing, de la communication.

Ce à quoi on assiste finalement, bien au-delà des secteurs du conseil, c'est finalement à une transfiguration de l'indépendance, plus qu'à celle du salariat ou à une disparition de l'emploi. Je n'irais pas jusqu'à parler de fin de l'indépendance, mais on en est finalement pas si loin. Ou disons plus proche que du grand fantasme survendu du « tous entrepreneurs » dans un monde digital. xerficanal-economie.com 12/07/2018

Haut de page

Le 6 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

C'est l'été indien en Europe ! Imaginez que cela dure 8 ou 9 mois par an, c'est ce que j'endure... Et ne vous plaigniez pas, vous avez de l'électricité, de l'eau, ce qui n'est pas toujours le cas en Inde.

Attention, votre mode de vie et votre alimentation peuvent vous causer de sérieux problèmes... Non, personne ne s'y fait jamais ! On le supporte, on le subit comme beaucoup d'autres choses... Cela fait réfléchir. C'est vite dit. Cela dépend, il faut y être habitué... Et ne dites pas que cela vous met de mauvaise humeur, regardez-moi, est-ce que j'ai l'air de mauvaise humeur ?

Bonne journée.

- Causerie au format pdf (31 pages)

Quelle époque terrible que celle où des fous dirigent des aveugles. — William Shakespeare

En juillet, je n'ai lu que 450 articles environ.

Pour enregistrer des films ou des concerts, des pièces de théâtre, des documentaires, etc. vous pouvez utiliser gratuitement Video DownloadHelper, à condition d'avoir un system d'exploitation récent, System 7 de Microsoft au minimum, c'est très simple et efficace, j'ai téléchargé plus de 700 films et 1.200 concerts ou albums. En cas de besoin, je peux vous aider.

Lu quelque part qui peut vous intéresser.

Si vous ne souhaitez pas faire l'objet de prospection commerciale par voie téléphonique, vous bénéficiez du droit de vous inscrire gratuitement sur la liste dite « Bloctel » d'opposition au démarchage téléphonique, accessible par le lien www.bloctel.gouv.fr, conformément à l'article L.223-1 du code de la consommation.

Rectificatif ou précision.

J'avais émis l'hypothèse que la réforme institutionnelle avancée par Macron et qui devait venir devant l'Assemblée nationale aurait pu être à l'origine de l'affaire Benalla, parce que tous les partis y étaient opposés hormis LREM, elle doit être abandonnée, parce qu'en fait elle figure dans des projets de loi soumis aux députés et sera donc adoptée puisque LREM a la majorité absolue à l'Assemblée nationale, et elle ne passera pas par le Congrès comme je l'avais supposé par erreur (par ignorance) et où elle aurait été rejetée.

Du coup, l'hypothèse la plus vraisemblable à retenir est sans doute celle à laquelle nous avions également fait allusion, d'un règlement de compte entre clans de l'oligarchie suite à la visite de Macron à Poutine et à l'infléchissement de sa politique sur la Syrie. Un coup tordu et rien de plus, mais qui révèle toutefois qu'au sein même de l'entourage de Macron qui lui dicte la politique a adopté, il existe des tensions et des divisions, des éléments indécis qui en sous-main sont prêts si nécessaire à saper son autorité, à trahir le clan qu'ils étaient sensés représenter.

Face aux succès remportés par Trump et sa détermination affichée à poursuivre dans la même voie, certains idéologues ou porte-parole du clan opposé à celui de Trump hésitent ou sont prêts à changer de camp ou tout du moins à le suivre sur certaines questions. Surtout quand ils observent qu'Israël se range au côté de Trump, cela signifie que le rapport de forces n'est plus favorable au clan de la guerre, de la diabolisation de la Russie, etc. celui qui a porté Macron au pouvoir et dont font partie ses conseillers, Attali, Jouyet, Minc, etc.

Maintenant parmi ses parrains, les oligarques qui l'ont propulsé à l'Elysée, certains n'ont semble-t-il pas abdiqué ou n'ont pas encore compris qu'au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne on s'était interrogé sur la meilleure stratégie a adopté, après que celle mise en oeuvre précédemment n'eut pas permis d'aboutir aux objectifs escomptés. Ils ont dû réaliser que les Etats-Unis étaient littéralement haïs par tous les peuples sur tous les continents, et que dans ces conditions il leur serait impossible d'espérer davantage de leur stratégie et que le moment était venu d'en changer sans pour autant abandonner leur plan d'instaurer une dictature mondiale, je dirais même qu'il est plus d'actualité que jamais puisque l'orientation du capitalisme que représente Trump va alimenter la lutte des classes.

C'est paradoxal, c'est un pari risqué, sans doute, mais ils n'ont pas le choix. Il leur est imposé par la crise du capitalisme, l'impossibilité de réduire d'un coup de baguette magique les inégalités de développement qui existent entre les différentes nations, et la résistance de tous les peuples qui exigent que leurs besoins soient pris en compte.

Il faut comprendre qu'aucun des deux clans de l'oligarchie ne peut l'emporter seul sans le soutien de l'autre, après avoir essayé une formule, ils en testent une autre sans totalement abandonner l'autre, quitte à y revenir plus tard si nécessaire et ainsi de suite. Sur le plan politique en France, cela signifie que le clan qui a porté Macron au pouvoir est affaibli ou n'a plus la main, il doit composer avec ses adversaires ou lui faire d'importantes concessions. C'est en quelque sorte à retardement la conséquence de l'élection de Trump, dont la politique a mis plus d'un an pour s'imposer, après qu'il eut passé la première année à faire le ménage dans le gouvernement qu'on lui avait imposé et dans l'administration américaine qui lui était hostile, gangrenée par les néolibéraux les plus fanatiques et prêts à se lancer dans une nouvelle guerre mondiale.

Pendant toute la durée de cette affaire, je n'ai pas trouvé un article dans lequel Trump se serait exprimé ou aurait émis une remarque, un signe qui ne trompe pas.

Les articles qui m'ont amené à invalider cette hypothèse.

- La réforme institutionnelle, l'une des priorités de la rentrée pour Griveaux - AFP 3 août 2018

La réforme constitutionnelle prévoit notamment la suppression de la Cour de justice de la République, qui juge les ministres en fonction, au profit de la cour d'appel de Paris. Elle doit également réformer les conditions de fabrique de la loi, notamment les

règles de dépôt d'amendements et l'accélération des procédures.

La réduction de 30% du nombre de parlementaires, la limitation du cumul à trois mandats identiques dans le temps et la dose de 15% de proportionnelle figurent dans des projets de loi organique et ordinaire. AFP 3 août 2018

- Après l'affaire Benalla, le casse-tête de la majorité pour sauver la réforme constitutionnelle - franceinfo 03.08

...les deux autres projets de loi (qui ne modifient pas la Constitution et ne nécessitent pas une majorité des 3/5es) regorgent de mesures clivantes. C'est ainsi dans le projet de loi organique que figure la baisse de 30% du nombre de parlementaires ou la limitation des mandats dans le temps, qui hérisse à droite comme à gauche. franceinfo 03.08

Editorial de la Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein - La crise de la Ve République au jour le jour.

Le 27 juillet, les députés du Parti socialiste, du Parti communiste et de La France insoumise ont déposé une motion de censure commune contre le gouvernement. Cette motion critique des « dysfonctionnements graves (et) une dérive autocratique au sommet de l'État » ; elle met en cause « plusieurs responsables au plus haut niveau de l'État », ainsi que « le Premier ministre, qui a refusé de s'exprimer devant l'Assemblée nationale » et « les députés de La République en marche ».

Le nom de Macron est absent de ce texte, de même que sa fonction et sa responsabilité dans l'affaire Benalla. Tout juste y trouve-t-on cette allusion : « Les faits interrogent les habitudes du président de la République en matière de sécurité. »

Le dépôt de cette motion de censure, acte symbolique (elle sera rejetée), n'a qu'une fonction : indiquer ce que « la gauche unie » veut et ce qu'elle ne veut pas.

Ce qu'elle veut : condamner une situation où « la confiance que le peuple doit accorder au gouvernement et dans ses institutions est compromise ».

Ce qu'elle ne veut pas : remettre en cause l'autorité du chef de l'État et les institutions de la Ve République.

Pourtant : si un seul individu doit être mis en cause, c'est Macron ; et si des institutions devaient être accusées, ce n'est pas tel ou tel service de police ou de justice, mais bien la Ve République dans son ensemble.

De dirigeants politiques qui prétendent parler en son nom, le peuple travailleur serait en droit d'attendre un appel clair à rompre avec ce régime discrédité et rejeté, et non un appel clair à le sauver.

De dirigeants se réclamant des intérêts ouvriers, populaires ou simplement de la démocratie, il serait en droit d'attendre qu'ils sus- pendent toute participation aux travaux de l'Assemblée nationale aussi longtemps que n'auront pas été retirés de l'ordre du jour les projets de loi destructeurs que le gouvernement persiste à vouloir y inscrire.

Allons plus loin. Pourquoi ces dirigeants n'iraient-ils pas jusqu'à soumettre une motion qui dise : « Constatant l'étouffement de toute discussion sérieuse dans la commission d'enquête parlementaire, et constatant que cet étouffement n'est pas une dérive mais une conséquence de la nature antidémocratique des institutions, l'Assemblée nationale s'autodissout ; elle convoque des élections générales à une Assemblée constituante chargée d'écrire une Constitution conforme à la démocratie, c'est-à-dire aux besoins de la majorité du peuple, au plan politique comme au plan social » ?

On objectera qu'une telle motion n'aurait pas davantage de chances d'être adoptée ?

Elle aurait en tout cas le mérite d'ouvrir une perspective claire, répondant à l'aspiration qui monte dans tout le pays.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique a manifesté le 13 mai dernier, avec des travailleurs et des militants de toutes tendances, sur les mots d'ordre : « Macron, dehors, un an, ça suffit ! Dehors la Ve République et l'Union européenne ! »

Nous n'avons rien à modifier à ce mot d'ordre aujourd'hui. Au contraire.

LVOG - Nous partageons cet éditorial.

LFI et le PCF se sont présentés aux élections législatives en expliquant que leurs élus se serviraient de l'Assemblée nationale comme tribune pour représenter les intérêts des travailleurs... et on s'aperçoit une fois élus qu'ils font le contraire. En guise de combat contre les institutions de la Ve République, en réalité ils se fondent dedans. Il n'y a rien de nouveau en la matière, c'est exact, c'est une constante chez eux depuis 1958. Ils sont les héritiers de la SFIO (PS) et du PC sous la IV ou la IIIe République.

Qu'ils soient issus de la social-démocratie ou qu'il s'agisse du PCF, ils n'ont eu de cesse de soutenir le régime en place, au moins ils sont fidèles à quelque chose et servent à quelque chose. Leurs discours radicaux d'un jour ne servent qu'à couvrir leur trahison, leur collusion permanente avec le régime. Les travailleurs ne sont pas dupes. Après avoir légitimé Macron à maintes reprises, ils le ménagent, c'est dans l'ordre des choses.

La bonne méthode consiste effectivement à s'adresser aux travailleurs et aux militants de tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière, et non à leurs dirigeants vendus. Ils n'ont rien à attendre du capitalisme et ses institutions, de leurs représentants, y compris ceux qui se caractérisent de gauche.

La totalité de leurs aspirations sont parfaitement légitimes et ils doivent s'y tenir coûte que coûte. Sauf qu'ils ont tendance à les rabaisser ou à les oublier. Il faut les aider à en prendre conscience, à les étendre à l'ensemble de leur mode de vie pour qu'ils en arrivent à la conclusion qu'elles sont incompatibles avec l'existence du régime en place et qu'ils s'organisent pour le balayer à terme, sinon ils devront se résigner au triste sort qu'il leur réserve ainsi qu'à leurs enfants ou petits enfants.

Rien que l'idée de devoir vivre un jour de plus dans une société, un monde aussi pourri, est révoltant, personne ne peut ou ne devrait s'y résoudre sous peine de perdre toute envie de vivre, toute dignité.

Pourquoi et pour quoi vit-on ? D'où partons-nous et vers quoi nous tendons ?

Nous appartenons à la matière organique, nous sommes des organismes vivants, nous faisons partie de la faune, de l'espèce animale, plus précisément de celle des mammifères primates, dotés d'un cerveau qui commande nos organes, nos membres, nos sens, l'ensemble de nos fonctions biologiques, avec la particularité de se représenter le monde extérieur ou de le refléter ce qui nous permet de l'interpréter, de produire des idées, de penser, au-delà d'en prendre conscience et de prendre conscience de nous-même, de l'ensemble des expériences que nous seront amenées à vivre tout au long de notre existence, ce qui nous permettra d'élever ou de développer notre niveau de conscience pour agir ou transformer notre environnement de manière à pouvoir satisfaire nos besoins ou assurer notre survie...

Mais au départ, nous ne sommes que de petits animaux, faibles, sans défense, totalement ignorant de nous-même et de ce qui existe autour de nous, sans connaissance, sans conscience. Nous allons être amené à vivre dans un monde, une société qui a été façonnée par les hommes au fil des millénaires et dont nous ignorons tout.

Cette société a évolué sans que les hommes aient conscience du processus dialectique, des lois qui étaient à l'origine de cette transformation, les mêmes qui sont à l'oeuvre dans la nature, la matière. Une fois sa représentation du monde extérieur parvenue à un stade de développement supérieur dans sa petite tête de primate, la nécessité lui vint de pouvoir la transmettre, de la conserver, et c'est ainsi qu'il se dota petit à petit d'un langage, cela prit tout de même des dizaines de milliers d'années avant de parvenir à un moyen de communication élaboré.

Si le langage est une activité pratique, il devait servir à transmettre les enseignements que les hommes avaient tiré de leurs expériences, de leurs observations, etc., de sorte que les moyens encore rudimentaires qu'ils avaient découverts ou inventés pour subvenir à leurs besoins ou améliorer leur mode de vie, allaient se perfectionner, leur force de travail allait devenir le principal moteur de l'évolution de la civilisation humaine.

Une fois atteint un certain stade de développement permettant aux hommes de produire au-delà de leurs propres besoins, la société allait donner naissance aux différentes classes sociales, aux Etats, et se munir de frontières pour délimiter leur territoire, la lutte des classes était née et allait devenir l'autre principal facteur de l'évolution de la civilisation humaine.

La division de la société en classes allait être dès le départ inégale et injuste, au profit des plus robustes des plus rusés qui allaient s'accaparer les moyens de production et exploiter la force de travail des plus faibles, qui composeront successivement d'un côté la classe des exploités, des esclaves, des serfs, et enfin celle des salariés, et de l'autre la classe des exploiteurs, des esclavagistes, des féodaux, et enfin celle des capitalistes. Ces transformations successives seront le produit du développement des forces productives et de la lutte des classes qui se traduira par le passage à un nouveau mode de production, supérieur au précédent, tandis que les exploités n'auront que leur force de travail pour survivre, les exploiteurs accapareront l'essentiel des richesses produites.

Jusque là, je pense que les lecteurs n'ont eu aucune difficulté pour suivre cette démonstration. La suite peut s'avérer plus ardue à saisir, parce que j'aborde l'étape suivante sous un angle légèrement différent de celui auquel nous avons été habitués jusqu'à présent.

Dans le cadre du mode de production capitaliste les forces productives vont continuer de se développer, pour parvenir à un stade où à sont tour ce mode de production va devenir une entrave à leur développement, mieux, c'est la division de la société en classes qui va constituer dorénavant un obstacle au progrès de l'humanité pour s'émanciper du règne de la nécessité, qui jusque là a ponctué toute l'histoire de l'épopée humaine, de manière inconsciente rappelons-le.

Les forces productives ont atteint un tel degré de développement ou de perfectionnement qu'il est désormais possible de produire de quoi satisfaire l'ensemble des besoins de la population mondiale dans sa totalité, ce qui dans le passé était impossible, de sorte que la division de la société en classe n'a plus aucune raison d'être. Quel que soit le continent, le pays, chaque homme ou femme devrait pouvoir en principe accéder au même niveau de vie, à la même qualité de la vie, au bien-être, disposer des mêmes biens, des mêmes services sans que ce qui les différencie n'intervienne, de sorte que les notions de pauvre ou de riche, de statut social, appartiendrait au passé...

Or c'est incompatible avec la société telle qu'elle existe aujourd'hui, puisqu'elle a été bâtie sur la base des inégalités qui existaient entre les classes. Donc à défaut de permettre à l'humanité toute entière d'accéder à un niveau de vie supérieur, la classe qui détient le pouvoir s'y opposant détruit en masse les forces productives qui permettraient de satisfaire les besoins de tous les hommes. Par tous les moyens elle va empêcher qu'elles se développent davantage car elle ne peut pas admettre que les richesses produites soient partagées entre tous les hommes sans distinction de classe, mieux, parce qu'elle sait que cela coïnciderait avec la disparition de ses privilèges, et son statut de classe hégémonique disparaîtrait également, ce qu'elle ne peut évidemment ni concevoir et encore moins admettre.

C'est la raison pour laquelle, pour que la civilisation humaine et les forces productives puissent continuer d'évoluer ou accéder à un stade supérieur, la classe des exploités doit s'emparer des moyens de production pour les mettre au service des besoins de l'humanité, ce qui ne peut se concevoir sans une révolution pour chasser les exploiteurs qui ont accaparé également le pouvoir politique.

On a répondu à la question : Pourquoi et pour quoi vit-on ? D'où partons-nous et vers quoi nous tendons ?

Il y a cependant encore une précision à apporter et pas des moindres.

Les hommes, plus précisément les exploités et les opprimés, n'ont pas encore pris conscience que l'histoire de la civilisation humaine tendait soit vers leur servitude à vie ou l'élimination de l'espèce humaine, soit vers leur émancipation du règne de la nécessité ou conquérir leur liberté. L'immense majorité l'ignore toujours. Et il est impensable que l'humanité franchisse cette étape supérieure de son développement sans qu'un grand nombre en prennent conscience. L'humanité en a été jusqu'à présent l'acteur largement inconscient, mais comme le stade de développement auquel sont parvenues les forces productives coïncident avec la fin d'un cycle, soit le mode de production en place cède la place à un mode de production supérieur pour les libérer, soit elles sont vouées à s'autodétruire, toutes les guerres qui ont émaillé le XXe siècle et qui se poursuivent sous nos yeux en sont la meilleure illustration, on peut ajouter toutes les usines, entreprises, infrastructures qui sont abandonnées, fermées, détruites, alors qu'elles étaient en parfait état de fonctionnement ou étaient utiles à la population.

Nous sommes partis du petit animal qui a la naissance est complètement ignorant du monde dans lequel il est venu au monde, et qui est pourvu de la faculté de développer sa conscience. Que va-t-il en faire ? Jusqu'à quel niveau va-t-il la développer ? De quels moyens dispose-t-il pour y parvenir ? Quels obstacles va-t-il rencontrer pour qu'elle ne se développe pas ? Va-t-il les combattre ou se résigner à demeurer tel qu'il est ? Pourquoi n'y parvient-il pas ? Est-il possible de l'aider à y parvenir ? Qui l'aide, qui lui tient ce genre de discours ?

Je prétends que la plupart n'ont même pas conscience de la première ligne de cet exposé, qu'ils ont vécu ou plutôt survécu en recourant largement au mimétisme, par atavisme, exactement comme lorsque l'homme en était encore au stade élémentaire du primate, autant dire qu'ils ne sont pas plus évolués, même quand ils sont au volant de leur voiture ou tapotent sur un clavier.

On nous accusera peut-être de détester la terre entière, je m'y attendais, je connais ce refrain qui relève du procès d'intention ou de la diffamation. Attendez, j'ai affirmé que l'homme avait la faculté de développer sa conscience, à ma connaissance je n'ai pas fait de sélection, je n'en ai exclu aucun, sauf vous peut-être si vous y tenez.

Je prétends que le discours politique est une chose, il est indispensable, mais il n'est pas suffisant à notre époque, et surtout il ne permet pas d'atteindre les travailleurs qui ne raisonnent pas comme des militants. Moi, j'essaie de penser comme un travailleur pense, je ne cherche pas à me mettre à sa place ou à penser à sa place, c'est ce qui me distingue de la plupart des militants à l'esprit étriqué qui vivent dans leur bulle et qui en cela n'aident en rien les travailleurs à progresser, dans le cas contraire cela se verrait ou se saurait.

Ce n'est certainement pas en prenant nos désirs pour la réalité qu'on arrivera à quoi que ce soit.

Du particulier au général et vice versa constitue un des aspects de la dialectique.

Les conditions objectives comportent deux facettes, l'une générale, l'autre particulière. C'est un des aspects de la dialectique que l'on doit traduire dans notre discours, de manière à faire ressortir le rapport qui existe entre les deux, de sorte qu'on puisse agir dessus pour le modifier. Cela ne peut se faire qu'en recourant à un élément extérieur qui se situe sur le plan des conditions subjectives, à savoir la manière dont les travailleurs interprètent leur condition.

Je n'ai plus le temps de poursuivre, donc à suivre plus tard.

Dans quel monde vivons-nous ?

- De la royauté aux « démocraties » modernes, un continuum antidémocratique - partage-le.com 01.08

Vivons-nous en « démocratie » ? Bien sûr que non[1] ! Quelle drôle de question[2], me direz-vous. Cependant, si l'on en croit les médias de masse, les membres du gouvernement, les philosophes et autres intellectuels médiatiques, cela ne fait aucun doute : nous vivons évidemment en démocratie. Pour preuve, leur meilleure justification consiste bien souvent à bafouiller quelque chose signifiant à peu près « parce que c'est le nom du régime politique actuel », ou « parce que les institutions actuelles correspondent à ce que l'on appelle la démocratie », bref, une sorte de tautologie qui suggère que nous vivons en démocratie parce que nous vivons en démocratie. En termes de bluff, un joueur professionnel de poker ne ferait pas mieux, ou pas pire, c'est selon. Un rapide examen des institutions étatiques actuelles nous montre, au contraire, qu'elles sont toutes directement issues de régimes politiques qui n'avaient strictement rien de démocratique, pas même l'ombre d'une prétention.

Commençons par la plus détestée : la police. Pas besoin de recourir à des sources controversées pour découvrir l'histoire séculaire de cette triste institution. Le site web officiel de la police nationale l'explique très bien :

« Au XIVe siècle, la hiérarchie royale s'établit comme suit : prévôt dans les prévôtés (de la taille d'une châtellenie ou fief, une grosse commune rurale d'aujourd'hui), bailli ou sénéchal dans les bailliages ou sénéchaussées (de la taille d'un comté, environ d'un quart de département).

Ils cumulent des pouvoirs d'administration, de police et de justice. Cette hiérarchie est plus tard coiffée par les intendants, que l'on peut apparenter à nos préfets. […]

'La police consiste à assurer le repos du public et des particuliers, à protéger la ville de ce qui peut causer des désordres'. L'édit que présente Colbert à Louis XIV en mars 1667 résulte de l'évolution des mœurs françaises depuis quelques siècles en matière de sécurité publique. Il envisage une approche globale de la criminalité et constitue l'acte fondateur de la police sous l'ancien régime en clarifiant une situation héritée du moyen-âge [sic].

La charge de lieutenant de police qu'il institue a pour but de créer un pouvoir autonome veillant à la bonne marche de la cité, quelque pression qu'il puisse subir. »

Au passage, il faut souligner un point important. À la lecture de leur formulation de l'histoire de la police, on ne ressent absolument pas — et il n'est jamais suggéré — que la « bonne marche de la cité » constitue l'imposition autoritaire et violente d'un ordre social hautement inégalitaire élaboré par et pour une poignée d'autocrates. Le discours étatique, y compris (manifestement) celui de l'État soi-disant démocratique de notre temps, évite toujours l'autocritique, c'est-à-dire la critique de l'État, même de l'État autoritaire, même de l'État royaliste ouvertement et officiellement antidémocratique d'il y a plusieurs siècles. L'histoire étant écrite par les vainqueurs, cela n'a rien de surprenant. Les descriptions des régimes étatiques du passé — royaumes, empires, etc. — que l'on peut lire dans un certain nombre de manuels scolaires traitant de l'histoire française n'insistent que très rarement sur leurs côtés profondément antidémocratiques, autoritaires, inégalitaires. Le même phénomène de culte du pouvoir fait que des Stéphane Bern — des lèche-bottes des descendants des rois et des reines d'autrefois, des nostalgiques des régimes ouvertement despotiques du passé — bénéficient d'émissions sur les principales chaînes de télévision et, plus généralement, de tribunes dans les médias de masse (radios, journaux) ; que de nombreuses rues portent les noms de nobles, de tyrans et de dictateurs ; que les villes sont parsemées de statues à leurs effigies?; que leurs demeures (palais, châteaux, etc.), jugées dignes d'admiration, deviennent des musées ou des attractions touristiques ; que partout, dans la culture dominante, on parle de ces « grands hommes qui ont fait l'histoire » ou qui « ont fait la France », etc. Ce phénomène découle du principe implicite et inhérent à toute société étatique selon lequel l'État (soi-disant démocratique, ou pas), comme ses dirigeants, doit être respecté, glorifié. Du principe qui fait que le pouvoir glorifie le pouvoir.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il faut comprendre, et retenir, c'est que la police est une création historique de la royauté dont la « démocratie » moderne a (étrangement) hérité.

Le Sénat et l'Assemblée nationale, pour faire simple (on pourrait remonter encore plus loin dans le temps) sont des produits de la révolution bourgeoise de 1789 (« la constitution thermidorienne de 1795 fait naître le Sénat sous le nom de Conseil des Anciens ; il devint Corps législatif sous le Consulat et l'Empire[3] » ; l'Assemblée nationale, quant à elle, est née en 1789 lorsqu'un groupe de bourgeois, les fameux « députés du tiers état », considérant, avec la mégalomanie habituelle des bourgeois, qu'ils représentent « les quatre-vingt-seize centièmes au moins de la nation », décident de se proclamer Assemblée nationale). Il s'agit donc là aussi d'institutions créées par et pour des régimes non démocratiques.

Même chose pour les ministères : « Au moment de la Révolution française, les mots ministre et ministère deviennent courants et

la Constitution de 1791 en fixe le nombre à six : Justice, Intérieur, Contributions et revenus publics, Marine, Guerre, Affaires étrangères[4]. » Le site du ministère de l'Intérieur le vante sans aucune gêne : « Depuis deux siècles, le ministère de l'Intérieur est au cœur de l'administration française : il assure sur tout le territoire le maintien et la cohésion des institutions du pays. » Il y a deux siècles, parce que c'est Napoléon Bonaparte, ce grand démocrate, qui a créé « ce qui a fait, et fait encore, la force de l'État en France : une administration institutionnalisée, indépendante, professionnalisée, hiérarchisée, rationalisée, nerf de la puissance publique. La politique intérieure de Napoléon s'exerça au travers de cette pyramide solide. À la tête de l'État, l'Empereur confia la direction d'un pan de l'action publique à des ministres[5]. » Là encore, à travers son propre discours, on constate que l'État, loin d'être critique à l'égard des régimes étatiques autoritaires et ouvertement despotiques du passé, se vante d'en être l'héritier direct.

Ainsi, de la tyrannie bonapartiste nous avons aussi hérité la Légion d'honneur, le Code civil, le Conseil d'État, et une bonne partie des structures actuelles de l'État. C'est également sous Napoléon Bonaparte que l'institution scolaire commence à prendre sa forme actuelle. Le site web de la Fondation Napoléon l'explique : « Sous le Consulat, Bonaparte met en place de nouvelles institutions qui parviendront jusqu'à nous, tant elles ont paru conformes aux nécessités de notre pays. » C'est-à-dire que les institutions établies par et pour un dictateur ont « paru conformes aux nécessités de notre pays » supposément démocratique. Simple coïncidence.

D'ailleurs, à propos de Napoléon et de la glorification des despotes des régimes étatiques passés, il faut savoir que la Fondation Napoléon, considérée d'utilité publique [sic], bénéficie d'aides publiques, comme lorsqu'elle a eu pour projet d'éditer la correspondance générale de Napoléon Bonaparte. C'est-à-dire que l'argent des contribuables, l'argent des petites gens — celui des descendants des sujets de l'Empire — est utilisé — par les descendants des dirigeants de l'Empire — pour financer cette fondation qui « se donne pour mission de faire connaître l'histoire du Premier et du Second Empire, et de contribuer à la mise en valeur du patrimoine napoléonien ». Qui se donne pour mission, autrement dit, de glorifier tout ce qui se rapporte à ce tyran sanguinaire, ce meurtrier de masse[6] qu'est Bonaparte. Les Guadeloupéens et les Martiniquais, qui subissent toujours les conséquences de la colonisation et qui, en plus de cela, paient le prix de politiques néocoloniales incroyablement irresponsables — avec l'empoisonnement des terres au chlordécone[7] pour au moins un demi millénaire, parfois qualifié de « Tchernobyl antillais », pour ne donner qu'un exemple — doivent se réjouir du fait que leurs impôts servent à glorifier leur Némésis, le « Bourreau des Antilles », Napoléon Bonaparte.

Mais revenons-en à l'imposture démocratique. Un des seuls arguments avancés par ceux qui croient vivre en démocratie consiste à affirmer que l'élection est synonyme de démocratie. Sauf que pas du tout. La « démocratie » (le pouvoir du peuple) n'est pas synonyme de « régime électoral » (la délégation du pouvoir à un petit groupe de gouvernants), au contraire[8].

Et d'ailleurs, nous pourrions continuer encore et encore. La majorité des institutions qui régissent actuellement notre société sont des produits des régimes tout sauf démocratiques du passé. La duperie est grotesque d'une organisation sociale qui, d'un côté, se proclame radicalement différente (« démocratique ») de celles qui l'ont précédée (royautés, empires, etc.) et, de l'autre, se fonde précisément sur leurs institutions. Et pourtant, il s'agit d'un procédé très commun dans la société marchande. Les commerciaux professionnels de la sphère anglophone parlent de rebranding. Le rebranding est « une stratégie marketing qui consiste à trouver un nouveau nom ou un nouveau symbole pour une marque établie de longue date, afin de lui donner une identité différente, nouvelle, dans l'esprit des consommateurs, des investisseurs, des concurrents et autres acteurs. »

Ce même procédé a d'ailleurs donné naissance au mal nommé « développement durable ». Lorsqu'ils se sont rendus compte que tout ce dont ils faisaient (et font) frénétiquement l'éloge, et qu'ils regroup(ai)ent derrière le concept du « développement », précipitait une catastrophe écologique (et sociale) globale, et quand ils ont réalisé que l'opinion publique commençait à s'en inquiéter, les dirigeants étatiques et corporatistes du monde ont conjointement décidé, après quelques réunions (comme la Conférence de Stockholm), d'employer, à la place du terme « développement », l'expression « développement durable ». Quelle imagination féconde, me direz-vous. Certes, mais là n'est pas l'important. Ce qu'il faut voir, c'est que fondamentalement, rien n'a changé[9]: la planète est toujours en train d'être détruite (mais par la production d'ampoules basse consommation plutôt que haute consommation, de réfrigérateurs ou de téléviseurs A+++ plutôt que E-, de plastique soi-disant biodégradable en plus du pas du tout biodégradable, de véhicules roulant au biodiesel en plus de véhicules roulant au pétrole, etc.). Seule la manière de qualifier ce qui était et ce qui est encore entrepris a changé. D'où la continuation de la catastrophe.

De la même façon, nos « démocraties » modernes sont des rebrandings des régimes autoritaires du passé. Sous son nouveau vernis, l'État reste l'État : une organisation sociale fondamentalement antidémocratique. Seule son appellation a changé. partage-le.com 01.08

Notes.

1- http://partage-le.com/2018/01/8605/

2- https://youtu.be/8Tt9hRY7Uk8

3- https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9nat_(France)

4- https://fr.wikipedia.org/wiki/Minist%C3%A8re_fran%C3%A7ais#Historique

5- https://fr.wikipedia.org/wiki/Ministres_de_Napol%C3%A9on_Ier#La_conception_du_r%C3%B4le_de_ministre_sous_le_r%C3%A8gne_de_Napol%C3%A9on

6- http://melanine.org/?Douceur-Coloniale

7- https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/06/07/scandale-du-chlordecone-aux-antilles-l-etat-a-fait-en-sorte-d-en-dire-le-moins-possible_5311379_3244.html

8- https://www.ledevoir.com/lire/370322/la-democratie-trahie-par-l-election

9- http://partage-le.com/2016/02/cet-insoutenable-mot-de-developpement-par-fabrice-nicolino/

Assemblée Nationale : « un retour en force du secteur privé » - alternatives-economiques.fr 09/07/2018

Sébastien Michon Chargé de recherche au CNRS et enseignant à l'IEP de Strasbourg, spécialiste de sociologie des élus et des questions de professionnalisation de la politique

Extraits.

Vous avez travaillé sur cinq législatures différentes, jusqu'à 1978. Quelles tendances avez-vous pu dégager sur le temps long ?

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marchepieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu'élu local ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu'élu ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti… Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière élective, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de repréciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM.

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marchepieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu'élu local ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu'élu ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti… Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière élective, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de repréciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM. Quelle rupture le groupe LREM a-t-il donc induit à l'assemblée ?

On peut identifier quatre catégories au sein des députés LREM. Il y a d'abord les députés sortants, transfuges d'autres partis, tels François de Rugy, Barbara Pompilli, Christophe Castaner... Ces ancien(ne)s député(e)s ont rejoint la République en Marche juste avant les élections. Ils représentent 11 % du groupe.

Ensuite, on a tous ceux qui n'avaient pas été élus au niveau national mais qui avaient déjà fréquenté les coulisses du pouvoir, en particulier les cabinets ministériels – à l'instar de Benjamin Griveaux, qui faisaient en quelque sorte partie de la garde rapprochée de Macron et qui a trouvé là un premier mandat d'importance. Ils sont aussi à peu près 10 %.

On a également un bloc d'environ un tiers d'élus locaux, qui pour la plupart n'avaient pas une longévité importante dans le champ. Je pense qu'au moment des attributions de l'étiquette « En marche ! », la commission de sélection des candidats a souhaité obtenir un certain équilibre (?) tout en trouvant des candidats un peu partout. Ils ont donc sélectionné des élus locaux souvent avec une courte expérience : quatre ans, cinq ans, ou un mandat tout au plus. On n'a donc pas de « vieux routiers » de la politique. Le fait qu'ils étaient aussi à la recherche de candidates femmes les a aidés, car en moyenne, au local, les femmes ont moins d'expérience. La part des élus locaux est donc importante, mais ils ont une expérience politique beaucoup plus faible que les élus locaux qu'on retrouve au PS ou chez Les Républicains.

Pour finir la dernière catégorie identifiée est celle des novices — ceux qui n'ont jamais été élus, même au local et qui n'ont jamais été auxiliaires politiques. C'est tout de même la catégorie la plus importante (44 % des députés LREM).

Le renouvellement est donc fort, malgré tout. Mais on constate, paradoxalement, que ces candidats qui durant leur campagne critiquaient la « distance au terrain » et arguaient de leur ancrage dans la « vraie vie » ne font pas vraiment de travail de circonscription. Certains ont affirmé de manière assez décomplexée que ça ne les intéressait pas. Je pense notamment au député de la région lyonnaise, Bruno Bonnell, qui a fait cette sortie dans la presse : « moi, je suis un élu de la nation, ce qu'on pense en circonscription, je n'en ai rien à foutre ». Certains n'ont même pas ouvert de permanence !

Or ce travail de circonscription, c'est un peu le symbole de la politique du XXè siècle. La permanence est un lieu où on accueille les citoyens, où se développe une forme d'assistance sociale : les citoyens, ne sachant pas trop où frapper, vont voir l'élu, le député ou la maire pour demander une recommandation, un avis, de l'aide, pour trouver un logement, un emploi... etc.

Un autre élément à mettre en perspective est que ce renouvellement est fortement situé socialement, avec des élus provenant souvent de l'élite économique. Nombre de députés novices ont été cadres supérieurs dans le privé, dirigeants ou associés dans des entreprises. Beaucoup ont monté des entreprises à côté de leur activité principale, ont été autoentrepreneurs à un moment... Les catégories populaires sont toujours quasi-absentes de la représentation nationale.

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marchepieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu'élu local ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu'élu ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti… Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière élective, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de repréciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM.

Quelle rupture le groupe LREM a-t-il donc induit à l'assemblée ?

On peut identifier quatre catégories au sein des députés LREM. Il y a d'abord les députés sortants, transfuges d'autres partis, tels François de Rugy, Barbara Pompilli, Christophe Castaner... Ces ancien(ne)s député(e)s ont rejoint la République en Marche juste avant les élections. Ils représentent 11 % du groupe.

Ensuite, on a tous ceux qui n'avaient pas été élus au niveau national mais qui avaient déjà fréquenté les coulisses du pouvoir, en particulier les cabinets ministériels – à l'instar de Benjamin Griveaux, qui faisaient en quelque sorte partie de la garde rapprochée de Macron et qui a trouvé là un premier mandat d'importance. Ils sont aussi à peu près 10 %.

On a également un bloc d'environ un tiers d'élus locaux, qui pour la plupart n'avaient pas une longévité importante dans le champ. Je pense qu'au moment des attributions de l'étiquette « En marche ! », la commission de sélection des candidats a souhaité obtenir un certain équilibre (?) tout en trouvant des candidats un peu partout. Ils ont donc sélectionné des élus locaux souvent avec une courte expérience : quatre ans, cinq ans, ou un mandat tout au plus. On n'a donc pas de « vieux routiers » de la politique. Le fait qu'ils étaient aussi à la recherche de candidates femmes les a aidés, car en moyenne, au local, les femmes ont moins d'expérience. La part des élus locaux est donc importante, mais ils ont une expérience politique beaucoup plus faible que les élus locaux qu'on retrouve au PS ou chez Les Républicains.

Pour finir la dernière catégorie identifiée est celle des novices — ceux qui n'ont jamais été élus, même au local et qui n'ont jamais été auxiliaires politiques. C'est tout de même la catégorie la plus importante (44 % des députés LREM).

Le renouvellement est donc fort, malgré tout. Mais on constate, paradoxalement, que ces candidats qui durant leur campagne critiquaient la « distance au terrain » et arguaient de leur ancrage dans la « vraie vie » ne font pas vraiment de travail de circonscription. Certains ont affirmé de manière assez décomplexée que ça ne les intéressait pas. Je pense notamment au député de la région lyonnaise, Bruno Bonnell, qui a fait cette sortie dans la presse : « moi, je suis un élu de la nation, ce qu'on pense en circonscription, je n'en ai rien à foutre ». Certains n'ont même pas ouvert de permanence !

Or ce travail de circonscription, c'est un peu le symbole de la politique du XXè siècle. La permanence est un lieu où on accueille

les citoyens, où se développe une forme d'assistance sociale : les citoyens, ne sachant pas trop où frapper, vont voir l'élu, le député ou la maire pour demander une recommandation, un avis, de l'aide, pour trouver un logement, un emploi... etc.

Un autre élément à mettre en perspective est que ce renouvellement est fortement situé socialement, avec des élus provenant souvent de l'élite économique. Nombre de députés novices ont été cadres supérieurs dans le privé, dirigeants ou associés dans des entreprises. Beaucoup ont monté des entreprises à côté de leur activité principale, ont été autoentrepreneurs à un moment... Les catégories populaires sont toujours quasi-absentes de la représentation nationale. alternatives-economiques.fr 09/07/2018

- Les (ultra)riches sont des psychopathes - partage-le.com 26.07

De nombreuses études scientifiques, d'année en année, l'ont démontré de différentes manières, les ultrariches ont tendance à être de sacrés sociopathes. On peut par exemple lire, dans un article[1] de Slate intitulé « C'est scientifiquement prouvé: les riches n'en ont rien à faire des autres », publié en 2018 :

« Un nombre croissant d'études démontrent que nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne. Être riche changerait notre façon de voir le monde : plus on a d'argent, moins on prêterait attention aux autres et à leurs problèmes. […]

'Les études réalisées en ligne, sur le terrain et en laboratoire aboutissent toutes à la même conclusion : les riches se préoccupent moins d'autrui que les autres classes sociales', déclare Pia Detze, la principale auteure de l'étude relayée par Quartz. »

Dans un précédent article de Slate, publié en 2010 et intitulé « Les riches n'ont pas d'empathie[2] », on apprend que :

« Les riches ont moins d'empathie que les pauvres, affirme une étude parue dans Psychological Science. D'après les chercheurs, la réussite de la classe défavorisée dépend beaucoup de la capacité de ses membres à compter sur les autres. Par exemple, explique Science Daily, si on ne peut pas se permettre d'avoir une nounou ou une baby-sitter, on doit compter sur ses voisins ou sa famille pour qu'ils surveillent les enfants pendant qu'on travaille.

Pour une de leurs expériences, les chercheurs ont utilisé des volontaires qui travaillaient dans une université, en déterminant leur classe sociale par leur niveau d'études. Dans un test de perception émotionnelle, les volontaires ont regardé des photos de visages et ont dû dire quelles émotions ces visages traduisaient. Les gens les plus éduqués ont eu de moins bons résultats que les gens les moins éduqués. Lors d'une autre, les étudiants de classe supérieure (déterminée par les propres perceptions de chaque étudiant sur le statut socio-économique de sa famille) avaient plus de mal à lire correctement les émotions d'un inconnu pendant un entretien d'embauche en groupe.

Pourquoi cette différence ? Les chercheurs pensent que les personnes riches peuvent résoudre leurs problèmes grâce à leur argent, elles ne dépendent donc pas autant de l'entraide fournie par les autres. »

Dans un article intitulé « La richesse éloigne les riches de leur humanité[3] », publié en 2014 sur le site de l'Agence Science-Presse, un média québécois à but non lucratif, rappelant que « les résultats d'expériences démontrant que l'argent nous éloigne de notre humanité s'accumulent en effet de plus en en plus », on découvre les travaux de Dacher Keltner et de ses collègues de l'Université de Californie à Berkeley :

« Ils ont par exemple observé le comportement d'automobilistes à des intersections où il y avait quatre arrêts obligatoires. Les gens qui conduisaient des voitures de luxe étaient quatre fois plus enclins à couper les autres voitures que les gens conduisant des voitures bon marché. Même phénomène observé aux traversées piétonnes : les personnes dans des voitures économiques respectaient la priorité de passage aux piétons tandis que les gens dans les voitures de luxe ignoraient les piétons 46% du temps.

Et ce peu de considération pour les autres ou pour les règlements ne se manifeste pas seulement en voiture. Ayant invité des gens de différentes classes sociales dans leur laboratoire pour divers tests, l'équipe de Keltner avait disposé à la sortie un gros pot rempli de bonbons mais avec une inscription bien en vue à côté disant que les bonbons étaient réservés aux enfants qui venaient au laboratoire. Et encore une fois, plus riche était la personne, plus elle prenait souvent malgré tout un bonbon en sortant.

D'autres études montre que la richesse s'accompagne d'une plus grande probabilité d'enfreindre le code de la route, de tricher, de commettre des vols à l'étalage ou d'être moins généreux envers ceux qui demandent la charité. Certains expliquent cela par le sentiment de liberté que procure l'argent et qui fait croire qu'on peut se passer des autres, oubliant qu'il y a des choses pour notre équilibre affectif qui s'achètent difficilement. Le fait que l'opulence amène également un sentiment de supériorité essentialiste [4], c'est-à-dire l'impression d'être naturellement supérieur, ne doit pas aider non plus, côté empathie… »

Dans un autre article[5], publié sur Atlantico, on apprend que :

« Selon certaines études, les personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles très élevées partageraient de

nombreux points en commun avec les psychopathes. […] Les scientifiques suisses de l'université de Saint-Gall se sont un jour amusés à comparer les comportements des traders à ceux des psychopathes retenus dans des établissements de haute sécurité. Certes, les opérateurs de marché n'ont pas bonne réputation, mais n'était-ce pas pousser le bouchon un peu loin ? Que nenni. Selon les résultats, les financiers de l'extrême serait encore plus manipulateurs et dangereux que les patients des asiles. Le goût pour la prise de risque chez les traders serait dû à un tempérament imprudent et manipulateur encore plus prononcé que chez les psychopathes. »

Dans un texte intitulé « La pathologie de la riche famille blanche[6] », le journaliste Chris Hedges, résumant ce qui précède, écrit que :

« La pathologie de la riche famille blanche est la plus dangereuse des pathologies des États-Unis. La riche famille blanche est maudite par trop d'argent et de privilèges. Elle est dénuée d'empathie, conséquence de vies entières de prérogatives. Son sens de la loyauté est restreint et elle ne possède pas d'aptitude au sacrifice personnel. Sa définition de l'amitié se réduit à 'que pouvez-vous faire pour moi??' Elle est possédée par un désir insatiable d'accroître sa fortune et son pouvoir. Elle pense que la richesse et les privilèges lui confèrent une intelligence et une vertu supérieures. Elle baigne dans l'hédonisme et le narcissisme effrénés. Et à cause de tout cela, elle interprète la réalité à travers un prisme d'auto-adulation et d'avarice qui relève de la démence. La famille blanche et riche est une menace. »

Emmanuel Macron est de ceux-là. Beaucoup — voire l'immense majorité — de ceux qui ont accès à des postes importants, qui jouent des rôles importants dans le système politico-économique dominant (« décideurs » politiques, PDG de multinationales, ultrariches à la tête d'empires financiers, etc.) en sont également. De manière plus générale et véritablement « systémique », une des nombreuses horreurs du capitalisme mondialisé, organisé par et pour les ultrariches, c'est qu'il est littéralement conçu pour encourager, à tous les niveaux, des comportements sociopathologiques, inhumains — à travers l'obligation de vendre son temps de vie sur un marché du travail ; la marchandisation de tout (de toutes nos activités quotidiennes, des interactions humaines les plus élémentaires, du monde naturel, ce qui donne les fameux « services écosystémiques », etc.) ; le fait que nous soyons prisonniers d'une société d'une taille et d'une complexité qui dépassent largement l'entendement humain, ce qui implique que nous ne pouvons faire autrement que de cautionner toutes sortes de choses dont nous ignorons tout, bon gré, mal gré, avec les conséquences que l'on sait ; et finalement la destruction de tout ce qui faisait d'une communauté une communauté, de tout ce que « faire société » impliquait d'entraide et de solidarité.

C'est pourquoi, d'un certain point de vue, les résultats d'une étude menée par des chercheurs de l'université australienne de Bond, qui nous révèlent que plus de 20% des PDG sont des psychopathes, ne sont pas étonnants (selon certaines évaluations, sur l'ensemble de la population ce taux serait d'environ 1%). Et pourtant, d'un autre point de vue, ils le sont. 20%, seulement ?! Dans une organisation sociale dont le fonctionnement général nous impose à tous de supporter, de cautionner, ou d'adopter au quotidien des comportements antisociaux, cela semble bien peu, d'autant plus que l'entreprise est l'entité sociopathologique par excellence (ainsi que Joel Bakan tente de l'exposer dans The Corporation).

Le système économico-politique dominant — dans lequel le pouvoir n'est pas équitablement réparti entre tous mais concentré entre quelques mains, accaparé par une oligarchie — encourage la psychopathie en récompensant les comportements psychopathiques et en punissant ceux qui font preuve de conscience et d'intégrité. Le seul exemple de l'entreprise suffit amplement à l'illustrer. Pour se maintenir dans la course capitaliste, une entreprise doit rester compétitive et, pour ce faire, ses dirigeants n'hésiteront pas à recourir à des licenciements massifs, au mépris de leurs conséquences humaines désastreuses. De la même manière, l'industrialisme se basant sur la surexploitation du monde naturel, une entreprise compétitive est une entreprise qui n'hésite pas à exploiter, polluer ou détruire l'environnement. Les politiques mentent et ne tiennent jamais leurs promesses, tout le monde le sait et, à l'instar des dirigeants du monde de l'entreprise, ils n'hésitent pas à instaurer des mesures d'austérité, au mépris de leurs conséquences humaines désastreuses.

Le lien entre pouvoir et psychopathie est inéluctable. L'histoire plurimillénaire de la civilisation et de l'État, c'est l'histoire de sociétés dans lesquelles le pouvoir est accaparé par un homme ou un groupe d'hommes (et pas de femmes, dans l'immense majorité des cas), qui en abuse. En contraste, l'histoire bien plus longue des sociétés sans État, c'est souvent celle de peuples ayant réussi, par diverses modalités culturelles, à empêcher l'accaparement ou l'accumulation du pouvoir. C'est à l'aune de cela qu'il faut comprendre la célèbre phrase de Louise Michel : « Le pouvoir est maudit, c'est pourquoi je suis anarchiste. »

Bien évidemment, les sociopathes ultrariches qui tirent le plus profit de l'organisation socioéconomique dominante sont prêts à tout pour défendre leurs privilèges, pour défendre cette organisation qui leur octroie pouvoir et richesse. Y compris, manifestement, à employer les forces violentes dont ils détiennent le contrôle. Il s'ensuit, très logiquement, que la non-violence, seule, n'a aucune chance de faire advenir le changement social et écologique tant attendu.

En attendant, une poignée d'ultrariches continuera à régner et à s'enrichir toujours plus au détriment de nous tous et de la planète dans son ensemble. Jusqu'à ce que… partage-le.com 26.07

- La pauvreté en Europe - inegalites.fr 13 juin 2018

17,3 % des Européens, soit 87 millions de personnes, vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015 selon Eurostat [1], si on prend

en compte le seuil à 60 % du revenu médian de chaque pays (voir encadré ci-dessous). La Finlande (11,6 %), le Danemark (11,9 %), la Norvège (12,2 %) et les Pays-Bas (12,7 %) font partie des pays où le taux de pauvreté est le plus faible. Avec un taux à 13,6 %, le niveau de la pauvreté en France se situe également parmi les plus bas d'Europe. Il est même le plus faible des pays les plus peuplés.

À l'opposé, la Roumanie (25,3 %), l'Espagne (22,3 %) et la Grèce (21,2 %) ont les taux de pauvreté les plus élevés. L'Italie et le Portugal ne sont pas loin avec respectivement 20,6 % et 19,0 %. Ces pays sont fortement touchés par la crise économique et ont un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes.

En prenant en compte les seuils à 40 % du niveau de vie médian national (c'est-à-dire le niveau de la grande pauvreté), les hiérarchies et les écarts entre les pays sont partiellement modifiés. En moyenne, 6,4 % de personnes sont touchées en Europe. En Roumanie (13,5 %), en Espagne (10,7 %) et en Grèce (10,2 %), plus d'une personne sur dix vit dans la grande pauvreté. Le Royaume-Uni (5,6 %), la Suède (5,1 %) et l'Allemagne (4,8 %) sont proches de la moyenne européenne. En France, la part de la population très pauvre est parmi les plus faibles (3,1 % selon Eurostat). Seule la Finlande contient encore mieux la grande pauvreté (2,2 %).

Quel seuil de pauvreté retenir ?

Les taux de pauvreté mesurent la proportion de la population qui vit avec un revenu disponible inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil correspond à un pourcentage du revenu médian national. Le seuil le plus souvent utilisé équivaut à 60 % du revenu médian. Le seuil à 60 % est le plus fréquemment utilisé dans les comparaisons européennes. Il s'agit d'une convention qui correspond à une conception large de la pauvreté. On peut tout aussi bien utiliser le seuil à 50 %, voire à 40 % qui se focalise sur la grande pauvreté. Aucun seuil n'est objectivement meilleur.

Le seuil retenu n'est pas le revenu médian européen mais le revenu médian de chaque pays. Le Royaume-Uni enregistre 15,9 % de pauvres au seuil à 60 % du revenu médian contre 22,3 % en Espagne. Le seuil de pauvreté britannique est plus élevé que le seuil espagnol : il est estimé à 876 euros par mois au Royaume-Uni contre 759 euros en Espagne. inegalites.fr 13 juin 2018

- Démographie Vers une planète à 11 milliards d'humains - alternatives-economiques.fr 12/07/2018

Nous vivons une époque tout à fait exceptionnelle dans l'histoire de l'humanité : quand l'auteur de ces lignes est né, il y a soixante et un ans, 2,9 milliards d'êtres humains « seulement » peuplaient la Terre. Aujourd'hui, nous sommes 7,6 milliards, 2,6 fois plus... Une hausse inégalée en un temps si court.

Des vies plus longues

La population humaine a en effet oscillé entre 200 et 400 millions d'individus depuis le début de notre ère jusqu'au XVIe siècle, selon les estimations du projet HYDE de la Netherlands Environmental Assessment Agency. Elle n'a fini par dépasser le milliard qu'au seuil du XIXe siècle. Depuis, la croissance démographique n'a cessé de s'accélérer. C'est le résultat, tout d'abord, d'un recul rapide de la mortalité des jeunes enfants : en France, le taux de mortalité infantile1, qui était de l'ordre de 30 % au XVIIIe siècle, est tombé à 0,35 % du fait des progrès de la médecine et des conditions d'accès à celle-ci, ainsi que de l'amélioration des conditions d'hygiène, avec notamment l'eau courante et le traitement des eaux usées. Ce mouvement, qui a d'abord touché les pays industrialisés, se poursuit dans les pays du Sud, en dépit des difficultés qu'ils rencontrent : à l'échelle mondiale, le taux de mortalité infantile, qui était encore de 6,5 % en 1990, a reculé à 3 % en 2016, une division par deux en un quart de siècle.

Parallèlement, l'amélioration des conditions de travail et celle de la médecine ont permis un allongement spectaculaire de la vie. Au début du XIXe siècle, l'espérance de vie n'était que de quarante ans en France, elle a aujourd'hui doublé. Là aussi, la même évolution se poursuit dans les pays du Sud : l'espérance de vie à la naissance, de 52,6 ans en moyenne dans le monde en 1960, est aujourd'hui montée à 71,9 ans, quasiment vingt ans de plus. En 1960, seuls 43 % des hommes et 53 % des femmes dépassaient l'âge de 65 ans. Aujourd'hui, ces taux sont respectivement de 73 % et 81 %. Cet allongement de la vie contribue par lui-même à la hausse de la population : si chacun d'entre nous reste sur Terre quatre-vingts ans au lieu de quarante, la population double à nombre de naissances égal.

Deux enfants par femme en 2100

Mais la croissance démographique a surtout accéléré du fait des comportements de reproduction, qui ne se sont adaptés qu'avec retard à la nouvelle donne. A l'époque où la mortalité infantile touchait un nouveau-né sur trois et où le risque était grand que les guerres et les épidémies enlèvent les autres avant l'âge adulte, il fallait que chaque famille ait de nombreux enfants pour qu'un ou deux survivent et puissent assurer les vieux jours de leurs parents, en un temps où les systèmes de retraite n'existaient pas. Par la suite, les femmes ont longtemps continué à avoir de nombreux enfants, alors que ceux-ci avaient beaucoup plus de chances de vivre qu'auparavant. D'où l'explosion démographique que l'on a pu observer dans les pays développés, puis dans ceux du Sud.

La transition démographique, ce processus qui amène les femmes à réduire leur nombre d'enfants, est cependant achevée désormais dans les pays développés : quasiment tous sont passés depuis les années 1980 sous la barre des 2,1 enfants par femme, qui stabilise une population. Cette transition est également bien engagée à l'échelle mondiale : une femme avait en moyenne 5 enfants en 1960, elle n'en a plus aujourd'hui que 2,5. Cette chute a été particulièrement marquée en Chine (de 5,7 enfants par femme à 1,6) et en Inde (de 5,9 à 2,4). Mais le cas le plus spectaculaire est fourni par l'Iran des mollahs : on y est passé de 6,9 enfants par femme en 1960 à 1,7 en 2015. C'est notamment cet exemple qui avait amené Youssef Courbage et Emmanuel Todd à contester en 2007 la thèse du « choc des civilisations » [1]. L'Afrique constitue cependant une exception majeure, même si la transition démographique est enclenchée : les femmes y ont en effet encore 4,9 enfants en moyenne.

Comment la population va-t-elle évoluer à l'avenir ? La prévision démographique est un art difficile. On connaît certes le nombre de personnes nées au cours des années précédentes, mais il faut encore estimer le nombre d'enfants qu'elles-mêmes auront à l'âge adulte. De plus, des crises, comme des épidémies ou des guerres, peuvent avoir un impact sensible difficile à prévoir : l'épidémie de sida, qui a surtout affecté l'Afrique, a changé la donne démographique sur ce continent dans les années 1990. Enfin, à l'échelle d'un pays donné, les comportements migratoires peuvent, eux aussi, modifier profondément les choses.

Défi écologique

Les Nations unies réalisent cependant régulièrement une prospective démographique mondiale. Le dernier exercice date de 2017. Trois hypothèses ont été chiffrées. Tout d'abord, si le taux de fécondité des femmes se maintient d'ici à 2100, 10,8 milliards de personnes peupleraient la Terre en 2050 et 16,3 en 2100, plus de deux fois plus qu'aujourd'hui... A l'autre extrême, si la fécondité passait de 2,5 enfants par femme aujourd'hui en moyenne à 1,75 en 2050 et 1,5 en 2100, la population mondiale culminerait à 8,8 milliards de personnes en 2050, pour redescendre à 7,3 milliards en 2100, un peu moins qu'aujourd'hui.

Enfin, la projection médiane, celle que privilégient les Nations unies, anticipe une baisse de la fécondité de 2,5 enfants par femme aujourd'hui à 2 en 2100. Dans cette hypothèse, nous serions 9,8 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100, 47 % de plus qu'aujourd'hui... Dans ce cas de figure, l'Afrique subsaharienne apporterait à elle seule la moitié de la croissance démographique : avec son milliard d'habitants, elle pèse aujourd'hui 14 % de la population mondiale ; les 2,2 milliards d'Africains de 2050 en représenteraient 22 % ; et leurs 4 milliards de descendants 36 % en 2100. Une pression démographique qui alimente les spéculations au sujet des migrations massives susceptibles de se produire au cours des prochaines décennies.

On assisterait aussi à un vieillissement sensible de la population : la part des plus de 65 ans, qui est aujourd'hui de 8 %, grimperait à 16 % de la population mondiale en 2050 et à 23 % en 2100. Tandis que les moins de 25 ans passeraient de 42 % à 30 %. Ceci étant, les 25-65 ans, le coeur de la population active, baisseraient seulement de 49 % du total aujourd'hui à 48 % en 2100. Or, c'est cette proportion qui est déterminante sur le plan économique : combien de jeunes et de vieux un actif doit-il nourrir ?

Cette hypothèse médiane est privilégiée par les Nations unies parce qu'elle intègre des changements très progressifs des comportements humains en matière de reproduction. Elle semble cependant difficilement compatible avec les défis écologiques auxquels est confrontée la planète. Les pays riches ont évidemment une lourde responsabilité en la matière et nous devons changer en profondeur nos modes de vie, mais la recherche d'une stabilisation plus rapide de la population mondiale est elle aussi sans doute incontournable.

1. Mortalité infantile : nombre de décès d'enfants de moins de 1 an rapporté au nombre de naissances vivantes

2. Transition démographique :passage d'un régime où la fécondité et la mortalité sont élevées à un régime où elles sont faibles. alternatives-economiques.fr 12/07/2018

Parole d'internaute.

- Encore une jolie page de propagande réchauffiste. Les vagues de chaleur à court terme ont toujours existé. C'est illusoire de faire des raisonnements à long terme à partir d'événements climatiques à court terme. D'autant plus que la loupe médiatique met du spectaculaire sur les événements, sans les cadrer dans un contexte avec du recul. Et la prévision du climat futur est basée sur un modèle de faible valeur, pour la simple raison qu'il n'a jamais rien prévu correctement.

Il y a d'autres théories, bien sûr qui ne sont pas politiquement correctes car dans ce domaine on n'a pas le droit de douter de l'histoire officielle sinon on perd ses crédits. Par exemple, celle de Valentina Zharkova sur les cycles solaires, qui prévoit l'entrée dans une ère de faible activité solaire à partir de 2020 et pour un bon moment, où nous verrions la Tamise gelée comme en 1677. Il faut voir comme elle s'est fait taper dessus pour avoir osé dire ça.

La réalité c'est qu'il il n'y a aucun consensus scientifique sur le climat, contrairement à ce que les politiques comme ces bandits de Al Gore ou Obama veulent faire croire, et pour la simple raison qu'il n'y a pas de modèle qui fonctionne. Et il n'y a même pas de mesures de température potables, à part Argo depuis les années 2000. La base d'un modèle correct ce sont des mesures valables.

Il y a un moment où il faut cesser de dire des bêtises sur le climat.

Toute cette histoire c'est de la religion, pas de la science.

Le vieux monde craque de partout.

Dans un sens ou dans l'autre, pour le meilleur ou le pire...

- Une immense foule de druzes israéliens proteste contre une loi controversée - AFP 5 août 2018

Une foule immense de druzes israéliens et leurs sympathisants a manifesté samedi à Tel-Aviv contre une nouvelle loi controversée qui disent-ils fait d'eux des citoyens de seconde classe.

Selon les médias israéliens, quelque 50.000 personnes ont pris part à la manifestation. AFP 5 août 2018

- Des manifestants attaquent une école religieuse en Iran, tensions croissantes - AFP 4 août 2018

Des manifestants iraniens ont attaqué une école religieuse dans une province proche de Téhéran, après plusieurs jours de protestations contre les difficultés économiques à l'approche du rétablissement des sanctions américaines.

Vendredi soir, "environ 500 manifestants ont attaqué une école religieuse, tentant de briser ses portes et de brûler des objets", a rapporté samedi l'agence de presse Fars, proche des conservateurs, en citant le directeur de l'école d'Ishtehad dans la province de Karaj.

Ils "sont arrivés avec des pierres et brisé toutes les fenêtres de la salle de prière, scandant des slogans contre le régime", avant d'être dispersés par la police anti-émeutes, a-t-il ajouté en faisant état d'arrestations.

Ces derniers jours, des manifestations rassemblant des centaines de personnes ont eu lieu dans plusieurs grandes villes comme Chiraz (sud), Ahvaz (sud-ouest), Machhad (nord-est) et Karaj. AFP 4 août 2018

- Argentine: des milliers de manifestants contre la légalisation de l'avortement - AFP 5 août 2018

Des milliers de fidèles convoqués par les églises évangéliques d'Argentine ont manifesté samedi à Buenos Aires contre le projet de légalisation de l'avortement qui doit être examiné par le Sénat mercredi. AFP 5 août 2018

- Nicaragua: manifestation de soutien aux médecins licenciés par le pouvoir - AFP 5 août 2018

Des milliers de personnes ont défilé samedi à Managua pour soutenir les médecins licenciés par le gouvernement pour avoir soigné les opposants blessés au cours des manifestations qui, depuis mi-avril, ont fait 317 morts et au moins 2.000 blessés.

Simultanément, des milliers de personnes favorables au président Daniel Ortega ont manifesté à l'appel du gouvernement pour demander "justice pour les victimes du terrorisme". AFP 5 août 2018

- Bangladesh: 115 étudiants blessés dans une manifestation qui dégénère - AFP 5 août 2018

Une centaine d'étudiants ont été blessés samedi au Bangladesh dans des heurts avec la police, qui a tiré des balles en caoutchouc en direction de manifestants protestant contre l'insécurité routière, selon un médecin et des témoins. AFP 5 août 2018

- A Séoul, affluence record à une manifestation de femmes contre les caméras espions - AFP 5 août 2018

Une nouvelle manifestation pour exiger du gouvernement sud-coréen de réprimer davantage la "pornographie par caméra-espion" a attiré samedi à Séoul une foule record de 70,000 femmes, selon ses organisateurs.

Ce sont 10.000 de plus que la précédente édition de cette manifestation mensuelle, malgré une canicule sans précédent dépassant les 37 degrés.

Les manifestations dénoncent un phénomène grandissant baptisé "molka": des vidéos de femmes tournées à leur insu dans les toilettes, à l'école, dans les trains, les vestiaires... qui sont devenues omniprésentes. AFP 5 août 2018

- Gaza: décès d'un adolescent palestinien blessé par des tirs israéliens - AFP 5 août 2018

Un adolescent palestinien a succombé samedi à ses blessures infligées la veille par des tirs de soldats israéliens lors d'une manifestation près de la barrière séparant Israël de la bande de Gaza, a annoncé le ministère de la Santé dans cette enclave. AFP 5 août 2018

- Afghanistan : des kamikazes déguisés en femmes tuent au moins 35 fidèles dans une mosquée chiite - LeParisien.fr 5 août 2018

Le bilan s'est alourdi samedi à Gardez, dans l'est de l'Afghanistan, où les autorités ont dénombré 35 morts et 94 blessés au lendemain de l'attentat de deux kamikazes en burqa dans une mosquée... LeParisien.fr 5 août 2018

Quand des médias dits alternatifs se livrent à des numéros d'illusionnisme.

- Comment les professionnels de l'évasion fiscale noyautent les institutions européennes - bastamag.net 11 juillet 2018

Extrait. Face à la succession des scandales, et dans un contexte d'austérité budgétaire sur le vieux continent, les instances européennes se devaient de faire quelque chose pour lutter contre l'évitement fiscal des multinationales. (...) (Nous n'attendons rien des "instances européennes", nous considérons qu'elles sont illégitimes. Bref, ces gens-là leur accordent une légitimité que les peuples leur refusent. Pour qui roulent-ils ? - LVOG)

« Si nous voulons que les multinationales paient leur juste part d'impôts, il faut créer un mur étanche entre les législateurs et l'industrie de l'évitement fiscal », conclut Vicky Cann, de Corporate Europe Observatory. C'est ce que l'Organisation mondiale de la santé, assiégée par les lobbyistes de l'industrie du tabac, a fini par décider. Une initiative qui pourrait être reproduite dans d'autres secteurs. bastamag.net 11 juillet 2018

Là c'est pire encore, ils légitiment l'existence des multinationales et de l'ONU dont l'OMS est une officine. Sans rire, ces gens-là sont de gauche, mais pas vraiment des opposants au capitalisme, ils sont donc de droite et l'ignorent ! C'est leur droit, mais qu'ils l'assument.

Quand au nom du pluralisme de l'information, ils offrent une tribune à une officine de la NED/CIA.

- Russie 2017/2018, par Amnesty International - Les Crises 5 août 2018

Extrait. Les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique ont fait l'objet de restrictions supplémentaires. Des défenseurs des droits humains et des ONG indépendantes ont cette année encore été victimes de manœuvres de harcèlement et d'intimidation. Les droits culturels ont été battus en brèche, par le biais notamment de représailles et de l'autocensure. Des minorités religieuses ont continué d'être harcelées et persécutées. Le droit d'être jugé dans des conditions équitables a fréquemment été bafoué. La torture et les autres mauvais traitements n'ont pas cessé ; l'action des organismes indépendants de surveillance des lieux de détention continuait de se réduire. Le Caucase du Nord était toujours le théâtre de graves atteintes aux droits humains. La Russie a opposé son veto aux résolutions du Conseil de sécurité [ONU] sur la Syrie. Les droits des migrants et des réfugiés n'étaient pas protégés. Certaines formes de violence domestique ont été dépénalisées. Les personnes LGBTI demeuraient victimes de discriminations et de violences. En Tchétchénie, les hommes gays ont été la cible d'une campagne concertée d'enlèvements, de torture et d'homicides de la part des autorités locales. (...) (On retrouve là le discours des Obama, Clinto, Mc Cain, du PS au NPA, de l'Otan... - LVOG)

La police a bien souvent usé d'une force excessive et inutile pour disperser les manifestants pacifiques. (...) (Comme dans de nombreux pays pour ne pas dire tous. - LVOG)

Depuis le 26 mars, au moins huit manifestants ont été mis en examen pour des actes de violence dont ils se seraient rendus coupables alors qu'ils tentaient de se défendre ou de protéger des tiers des brutalités policières, à Moscou, à Petrozavodsk et à Volgograd. Des poursuites ont été engagées au pénal contre d'autres manifestants, dont certains faisaient l'objet d'accusations contestables. (...) (Comme dans de nombreux pays pour ne pas dire tous. - LVOG)

Le 7 février, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu un arrêt dans le cadre de l'affaire Lachmankine et autres la Russie, concernant 23 requérants de différentes régions. (...) (Pour convaincre les lecteurs du bien-fondé de leurs intentions et de leurs accusations, tout au long de leur article ils vont faire appel à l'Union européenne, qui comme chacun sait est une institution démocratique... - LVOG)

La Loi sur les « agents de l'étranger » affectait le fonctionnement des ONG. (...) (Les ONG jouent un rôle si déterminant dans

la déstabilisation des Etats et la dislocation du mouvement ouvrier, qu'ils leur accordent quasiment un statut institutionnel international privilégié au-dessus des lois des Etats, à l'instar des Etats-Unis qui vont infliger des sanctions à n'importe qui dans le monde après avoir employé le dollar lors de transactions commerciales, par exemple. Ou encore les multinationales ou les entreprises transnationales qui intentent des procès à des Etats qui refusent la commercialisation de certains produits sur leur territoire... - LVOG)

En mars, la Cour européenne des droits de l'homme a regroupé les requêtes dont elle avait été saisie par 61 ONG russes au sujet de la loi sur les « agents de l'étranger » et les a communiquées au gouvernement russe. (...) (Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es, elles ne sont pas financées par les travailleurs russes de toutes évidences. - LVOG)

Les médias restaient pour l'essentiel sous le contrôle de fait des pouvoirs publics, qui s'en servaient pour discréditer les défenseurs des droits humains, leurs opposants politiques et, plus généralement, les voix dissidentes. (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

Poursuivant leur campagne de répression de la liberté d'expression sur internet, les pouvoirs publics ont pris diverses mesures restrictives (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

La législation de lutte contre l'extrémisme a été élargie et de nouveau appliquée de façon arbitraire contre les formes d'expression protégées. (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

Une loi autorisant les autorités à qualifier d'« agents de l'étranger » des médias enregistrés à l'étranger et recevant des financements de l'étranger a été promulguée en novembre. Elle avait pour conséquences de jeter le discrédit sur ces médias et de les astreindre à de sévères obligations en matière de rapport d'activités. (...) (Comme en France et aux Etats-Unis ou encore en Israël, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

La Russie a fait usage de son droit de veto à cinq reprises au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour bloquer des résolutions destinées à imposer des sanctions pour production et utilisation d'armes chimiques en Syrie, à condamner l'attaque qui aurait été menée avec des armes chimiques sur la ville de Khan Cheikhoun, à prier le gouvernement syrien de permettre l'accès à tous les sites et à en autoriser l'inspection, et à renouveler le mandat du Mécanisme d'enquête conjoint chargé d'identifier les personnes responsables d'attaques à l'arme chimique. (...) (La Russie a empêcher que les Américains et ses alliés bombardent la Syrie et liquident Bachar el-Assad, voilà son crime ! Pour qui roulent-ils ? Vous avez la réponse. Et Les-Crises ? Vous l'avez également. - LVOG) Les Crises 5 août 2018

Inutile de publier la suite elle est à l'avenant, Amnesty International ne fait que relayer la propagande de l'Otan...

Commentaires d'internautes

1- Vulgaire propagande de ces Ong financées par notre ennemie l'oligarchie afin de préparer le terrain aux futures guerres de l'Otan menees contre les pays refusant l'ordre mondial néocon en tentant de discréditer paravance le soutien de la Russie aux pays ciblés dont en premier lieu l'Iran. Collusion entre les idiots utiles de l'imperialisme israélo-Américain et les criminels de masse qui mettent en oeuvre ses plans.

2- Il est certain que selon les critères US des "droits humains", tels qu'ils sont définis dans la Déclaration de 45 et portée sur les fonts baptismaux de l'évangélisation anticommuniste par Eleonor Roosevelt, la Russie fait figure de pays sous-développé face aux 23 exécutions en 2017 et aux 14 en 2018 aux USA.

… sans parler de la torture permanente de l'attente de l'exécution, le record à battre est de 33 ans. Walter Moody exécuté cette année à 83 ans n'aura été supplicié que pendant 22 ans.

.. ni des peines de travaux forcés ou des détentions arbitraires comme à Guantánamo.

Il est réconfortant de voir que "la lettre au Père Noël" continue à remplir sa fonction avec Amnesty à la barre même si la Russie n'est plus communiste depuis belle lurette.

Ceci n'est pas une approbation des dérives russes mais une objection sur la qualité des moucheurs… surtout si en plus s'ils se planquent à Londres.

Quand le doigt du sage montre la lune, les idiots regardent soit le doigt soit la lune. C'est le sage qu'il faut regarder.

3- J'ai parfois l'impression qu'Amnesty international est devenue un appendice de la politique washingtonienne, notamment en stigmatisant systématiquement les régimes progressistes de l'Amérique du sud. l'article publié ici me donne un peu la même impression, car c'est une instruction totalement à charge contre le gouvernement russe, alors que ne sont évoqués ni le rôle de l'église orthodoxe ni les pratiques et les pressions de divers mouvements politiques extrémistes.

4- Évidement que la Russie a ses tares et que des abus sont commis. Personne ne conteste ça. Aucun pays n'est parfait. La France est régulièrement condamnée pour l'état déplorable des ses prisons indigne d'un pays développé. Par contre, je mets en doute l'impartialité d' Amnistie Internationale. Une ONG très loin d'être neutre et qui était en première ligne en Syrie (particulièrement à Alep) avec les "White Helmets" et l'OSDH…

5- Je n'ai pas pu lire plus que les en-têtes de paragraphe. Qui peut encore croire de telles salades indigestes prémâchées, réplicables à l' infini avec un moteur de langage branche sur le référentiel de la bien-pensance la plus épaisse? Ces rapports me font vomir. Tout cela sent la fin d'un règne, c'est trop gros et trop stupide.

Quand les médias dits alternatifs recyclent le discours de l'Otan.

- L'évacuation des Casques blancs en Syrie est-elle le prélude de l'ultime bataille ? investigaction.net 31 Juil 2018

Présentation de l'article par Investig' Action :

Investig' Action - Trahis par les Etats-Unis à l'issue des discussions entre Trump et Poutine, les rebelles syriens seraient-ils sur le point d'essuyer l'assaut final? Le grand reporter Robert Fisk en pointent les signes...

Robert Fisk - Grâce à Donald Trump, c'en est fini pour les « rebelles » de Syrie qui ont été trahis par les Américains – sûrement en fin de compte par Trump lui-même au cours des discussions secrètes qu'il a eues avec Vladimir Poutine à Helsinki, peut-être le plus important des « inconnus » de ces conversations à laquelle seuls les interprètes étaient présents- comme ils ont été trahis par les Arabes du Golfe. (Vous avez le droit de verser une larme sur le sort de ces barbares après leur défaite. Les néostaliniens ne supportent pas que Poutine puisse s'entendre avec Trump sur certaines questions. Pour eux la Russie ne peut que s'opposer aux Etats-Unis, comme autrefois l'Union soviétique, qui en réalité en était le complice, mais plus discrètement, ce qui leur permettait de la soutenir hypocritement. - LVOG)

Pour quelle autre raison Poutine viendrait-il d'annoncer un investissement russe de 43 milliards d'Euros dans l'industrie pétrolière et gazière iranienne ? Ne s'agirait-il pas tout simplement de rétribuer l'Iran pour son investissement dans la guerre de Syrie ? Un cadeau de Moscou qui signifierait » merci de ce que vous avez fait mais vous pouvez partir maintenant » qui serait couronné par la marche triomphale à Téhéran des forces » victorieuses « , de retour en Iran après avoir fait leur devoir révolutionnaire islamique en Syrie ? (...) (Pathétique ! - LVOG)

Et voilà ! La Russie soutient l'économie iranienne, et en échange Poutine décide pour l'Iran en Syrie. (...) (Et alors, vous préféreriez que ce soit Trump ou Netanyahu qui décide à sa place ? Ah oui, Poutine se fourvoie en s'affichant avec le régime islamique iranien ! Pourquoi, Poutine devrait être le nouveau Lénine d'un régime capitaliste ? N'importe quoi ! Staline, peut-être ! On se marre bien quand même ! - LVOG)

Mais nous devons aussi nous rappeler que les nations qui ont si longtemps cherché à renverser Assad vont maintenant essayer – tout doucement – de rétablir une certaine forme de relation avec le régime de Damas. (...) Les Américains voudront aussi faire partie du casting – à la mode Trump – et à ce moment-là Poutine sera à sa disposition. (...) (Et il a trouvé cela tout seul ce "grand reporter", bravo ! - LVOG)

Les Russes sont prêts à fournir des garanties de passage sûr pour les réfugiés – ce que ces promesses valent reste une question ouverte alors que des milliers de sans-abri craignent le régime (...) (Il ne pouvait pas terminer sans reprendre la terminologie occidentale sur "le régime" syrien, et au passage une note venimeuse contre la République arabe syrienne; - LVOG)

Totalitarisme. En liberté surveillée.

- Un collège-lycée contraint illégalement des enfants à être traçables en permanence - laquadrature.net 30 juillet 2018

Il y a dix jours, une lycéenne de l'établissement scolaire privé Rocroy Saint-Vincent de Paul, à Paris, a révélé un changement du règlement intérieur de l'établissement. À compter de la rentrée, chaque collégien et lycéen devra porter sur lui un porte-clef fourni à l'établissement par la start-up française New School et qui permettra de localiser l'élève via une puce Bluetooth intégrée. Voici le résultat de notre analyse juridique et technique de ce système, concluant à son illégalité. laquadrature.net 30 juillet 2018

Des lecteurs ne se connectent plus à ce portail, parce qu'ils estimaient que son auteur serait passer sous l'influence de théories

du complot, plus précisément parce que je m'intéresse à ce que nos ennemis mijotent contre nous, dont le recours à différentes technologies pour nous surveiller d'abord, ensuite pour nous opprimer davantage, et pour finir nous réprimer. Délire, surréalisme, mythomanie, science-fiction répondent-ils, vraiment ? On a la preuve ici que c'est bien la réalité.

Vous comprenez pourquoi ces gens-là sont dangereux, parce que nier la réalité, c'est encore le meilleur moyen de la subir ou d'être impuissant pour agir dessus...

Télécharger l'article de 10 pages :

- DOCUMENT. Un collège-lycée contraint illégalement des enfants à être traçables en permanence». (30.07)

Les inquisiteurs veillent.

- Seins, fesses, blagues de beauf… sus aux cartes postales sexistes - Liberation.fr 05.08

Le mouvement féministe «Femmes solidaires» lance une campagne sur les réseaux sociaux pour dénoncer «l'image dégradante» des femmes véhiculées par certaines cartes postales, preuves (accablantes) à l'appui.

Avant de se lancer, elles ont joué les touristes lambda, flânant dans les boutiques de leur secteur, sans être particulièrement en alerte. Et le résultat est accablant : en quelques semaines, les quelque 10 000 membres des 190 antennes du mouvement féministe «Femmes solidaires» ont glané un sacré paquet de cartes postales sexistes, venues d'un peu partout en France. Liberation.fr 05.08

Le HuffPost en est encore là le 5 août 2018.

Lu dans l'article : Steven Seagal nommé "représentant spécial" du ministère russe des Affaires étrangères

- ...alors que les relations entre Moscou et Washington, au plus bas depuis la fin de la Guerre froide, sont notamment plombées par des divergences persistantes sur le conflit en Syrie, l'Ukraine ou encore les accusations d'ingérence russe dans la présidentielle américaine de 2016... Le HuffPost 5 août 2018

Stratégie de la déstabiliation des Etats et du chaos

- Corée du Nord: Washington impose des sanctions à une banque russe - Reuters 3 août 2018

Les Etats-Unis ont imposé vendredi des sanctions contre une banque russe en raison d'activités avec la Corée du Nord. Reuters 3 août 2018

- Nicaragua : la dérive sanglante d'Ortega - LeParisien.fr 3 août 2018

De plus en plus cruel, de plus en plus sanglant, de plus en plus insupportable. LeParisien.fr 3 août 2018

- Le taulard Lula à la présidentielle, permission impossible ? - Liberation.fr 3 août 2018

Libération se lâche ou les masques tombent...

Fake news, intox, xénophobie hystérique du clan de l'oligarchie favorable à la guerre mondiale.

- Des responsables américains sonnent l'alarme sur "la menace" russe - AFP 02.08.

En meeting en Pennsylvanie jeudi soir, Donald Trump a, une nouvelle fois, semblé qualifier l'idée d'une ingérence russe dans l'élection présidentielle de "arnaque".

Le contraste est à nouveau flagrant entre cette déclaration, lancée devant ses partisans, et la solennité de la conférence de presse tenue par les hauts responsables du renseignement américain, depuis la Maison Blanche, seulement quelques heures auparavant. AFP 02.08.

- La Russie continue à vouloir affaiblir les élections, dit Coats - Reuters 02.08.

- Les propos de Trump menacent la sécurité des journalistes, selon l'Onu - Reuters 02.08.

Bienvenue chez les dégénérés qui ont un sexe à la place du cerveau.

- Des milliers de personnes à la Gay Pride de Jérusalem, sous haute surveillance - AFP 02.08.

- A Paris, les Gay Games pour «déconstruire les représentations fondées sur l'ignorance» - Liberation.fr 02.08.

Près de 300 000 visiteurs sont attendus pour la 10e édition de ces «Jeux olympiques» LGBT, symboles de la lutte contre les discriminations, qui se tient dans la capitale à partir de ce samedi. Liberation.fr 02.08.

- Le Parlement adopte définitivement le projet de loi contre les violences sexuelles et sexistes - Liberation.fr 02.08.

- «Upskirting» Fin de parties pour les voyeurs - Liberation.fr 02.08.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

- Venezuela: Maduro dit avoir échappé à un attentat et accuse le président colombien - AFP 05.08

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé son homologue colombien Juan Manuel Santos d'être responsable d'un attentat contre lui samedi à Caracas, commis selon les autorités vénézuéliennes avec des drones chargés d'explosifs.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé son homologue colombien Juan Manuel Santos d'être responsable d'un attentat contre lui samedi à Caracas, commis selon les autorités vénézuéliennes avec des drones chargés d'explosifs.

"Aujourd'hui on a essayé de m'assassiner", a déclaré M. Maduro lors d'une intervention radio-télévisée. "Je n'ai pas de doute que le nom de Juan Manuel Santos est derrière cet attentat", a-t-il assuré.

A Bogota, le gouvernement colombien a catégoriquement rejeté cette accusation, la qualifiant d'"absurde".

Un mystérieux groupe rebelle qui serait composé de civils et de militaires a revendiqué l'action, dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux.

"Nous ne pouvons pas tolérer que la population soit affamée, que les malades n'aient pas de médicaments, que la monnaie n'ait plus de valeur, que le système éducatif n'enseigne plus rien et ne fasse qu'endoctriner avec le communisme", assure ce texte. Celui-ci est signé du "Mouvement national des soldats en chemise", jusque-là inconnu.

Le ministre vénézuélien de la Communication Jorge Rodriguez avait expliqué auparavant que M. Maduro avait réchappé à un attentat commis avec des drones chargés d'explosifs alors qu'il prononçait un discours lors d'une cérémonie militaire dans le centre de Caracas.

Sept militaires ont été blessés et hospitalisés à la suite de l'attaque, a déclaré le ministre.

"Il s'agit d'un attentat contre la personne du président Nicolas Maduro", a assuré le ministre après l'incident où l'on a vu M. Maduro, en direct à la télévision gouvernementale, interrompre son discours.

En pleine allocution, après une détonation, M. Maduro, son épouse Cilia Flores et les hauts gradés qui les entouraient sur une estrade ont regardé vers le ciel, l'air surpris et inquiet.

Après quoi la caméra a montré plusieurs centaines de soldats en train de rompre soudainement les rangs et de se mettre à courir sur l'avenue où se déroulait l'événement, dans une certaine confusion. La télévision d'Etat a ensuite coupé la retransmission.

Selon le ministre de la Communication, "une charge explosive (...) a détoné à proximité de l'estrade présidentielle" et d'autres

charges ont explosé en plusieurs endroits de la parade militaire.

M. Maduro "en est sorti complètement indemne et se trouve en ce moment en train d'effectuer son travail habituel", a déclaré le ministre.

Le président, a-t-il toutefois indiqué, "est en réunion permanente avec le haut commandement politique, avec les ministres et avec le haut commandement militaire".

Lors de son intervention postérieure, M. Maduro a fait état de plusieurs arrestations.

Outre le président colombien Santos, il a accusé des personnes vivant selon lui aux Etats-Unis. "Les premières investigations nous indiquent que plusieurs des financiers (de l'attentat, ndlr) vivent aux Etats-Unis, dans l'Etat de Floride", a déclaré M. Maduro.

"J'espère que le président Donald Trump est disposé à combattre les groupes terroristes", a-t-il ajouté.

Les explosions ont "causé des blessures à sept membres" de la Garde nationale bolivarienne qui étaient déployés sur le lieu de la cérémonie militaire, et ces effectifs "reçoivent actuellement des soins" dans des hôpitaux, a indiqué M. Rodriguez.

Le gouvernement a accusé "l'extrême droite", expression par laquelle il désigne l'opposition vénézuélienne, d'être impliquée dans cet "attentat".

Quelques minutes après les événements, les forces de sécurité étaient en train d'inspecter un immeuble qui se trouvait à proximité et dont la façade était noircie, a constaté l'AFP.

2-Syrie

2.1- Deux drones-espions israéliens abattus par des systèmes antiaériens syriens près de Damas - sputniknews.com 02.08.2018

Après que l'agence Sana a affirmé que des systèmes syriens de défense aérienne avaient abattu une cible à l'ouest de la capitale, un militaire syrien a confirmé ces informations à Sputnik, précisant qu'il s'agissait de deux drones de reconnaissance israéliens.

Des militaires syriens ont détruit jeudi dans la soirée deux drones appartenant à Israël, a appris Sputnik d'un militaire syrien.

«Les systèmes antiaériens syriens ont abattu deux drones-espions israéliens à l'ouest de Damas», a déclaré la source. sputniknews.com 02.08.2018

2.2- L'ambassade israélienne commente le déploiement de la police militaire russe dans le Golan - sputniknews.com 02.08.2018

Le déploiement de la police militaire russe sur le plateau du Golan a été réalisé avec l'aval de la partie israélienne, a annoncé l'ambassade de l'Etat hébreu à Moscou.

Israël «répondra avec hostilité» à toute incursion de soldats syriens sur le Golan Israël a donné son feu vert au déploiement de policiers militaires russes sur les hauteurs du Golan situées à la frontière syro-israélienne, a annoncé jeudi l'ambassade israélienne à Moscou.

«L'ambassade d'Israël en Fédération de Russie confirme que le déploiement des forces de la police miltiaire russe a eu lieu après des consultations avec Israël», a fait savoir le service de presse de la mission diplomatique.

Plus tôt dans la journée, l'état-major interarmées russe avait déclaré que la police militaire russe implanterait huit postes d'observation sur le plateau du Golan pour prévenir les provocations dans la région.

Exercice surprise de l'armée israélienne dans le Golan À l'issue des entretiens avec son homologue américain Donald Trump à Helsinki le 16 juillet dernier, Vladimir Poutine avait estimé nécessaire de régler la situation autour du plateau du Golan suite à la victoire définitive sur les terroristes sur le sol syrien. sputniknews.com 02.08.2018

2.3- Israël bombarde un groupe de Daesh en Syrie - Réseau Voltaire 3 août 2018

Le ministre israélien de la Défense, Avigdor Liberman, a reconnu que la guerre contre la Syrie s'achevait par le retour à la situation antérieure à 2011. Lors d'une inspection des forces israéliennes au Nord du pays, il a admis que le gouvernement de Damas était désormais le seul interlocuteur légitime dans le pays.

Changeant immédiatement son fusil d'épaule, l'armée israélienne a bombardé un groupe de Daesh côté syrien, tuant au moins sept terroristes.

Suite au sommet russo-US d'Helsinki, plusieurs États du « Moyen-Orient élargi » considèrent que la République arabe syrienne a gagné la guerre contre les jihadistes. Les Émirats arabes unis préparent la réouverture de leur ambassade. Israël a obtenu le respect de la ligne de démarcation avec la Syrie et tente de négocier un retrait des conseillers militaires et des milices pro-iraniennes d'où cet inattendu geste de bonne volonté contre ses alliés d'hier. Réseau Voltaire 3 août 2018

2.4- L'Onu se redéploie sur la ligne de démarcation syro-israélienne - Réseau Voltaire 3 août 2018

La Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement (ou FNUOD) a réalisé, le 1er août 2018 (journée commémorative de l'Armée arabe syrienne), sa première patrouille le long de la ligne de démarcation syro-israélienne depuis quatre ans.

La FNUOD avait été chassée de ses positions, le 28 août 2014, et remplacée par Al-Qaïda avec l'aide de l'armée israélienne. Les Nations unies avaient versé par virement bancaire une rançon à l'organisation terroriste pour obtenir la libération de 45 Casques bleus fidjiens enlevés. Jamais l'Onu n'a révélé le nom du détenteur du compte bancaire.

Les Casques bleus ont été symboliquement escortés par la Police militaire russe ; laquelle a implanté 8 postes d'observation en avant de leurs lignes de manière à prévenir toute provocation, a confirmé le général Sergueï Roudskoï . Réseau Voltaire 3 août 2018

3- Yémen

- Yémen: 55 civils tués dans les attaques de jeudi sur Hodeida - AFP 4 août 2018

Au moins 55 civils ont été tués et 170 blessés dans des attaques survenues jeudi sur la ville yéménite de Hodeida, sur la mer Rouge, a indiqué vendredi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Dans un communiqué du chef de sa délégation au Yémen, Johannes Bruwer, l'organisation a condamné cette attaque, évoquant "des explosions au sol dont les circonstances demeurent inconnues", et déplorant "le manque de respect pour la vie des civils".

Selon ce communiqué, "55 civils ont été tués et 170 autres blessés lorsqu'une série d'explosions ont frappé des secteurs densément peuplés de la ville côtière, dont un marché aux poissons et des zones entourant l'hôpital Al-Thawra", un établissement soutenu par le CICR.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- L'ONU «choquée» par le raid à Hodeida contre «le plus grand hôpital du Yémen». - Liberation.fr 3 août 2018

- Le Yémen menacé par une nouvelle "vague majeure" de cas de choléra avertit l'OMS - AFP 3 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili: menace de grève à la plus grande mine de cuivre au monde - AFP 3 août 2018

Les mineurs chiliens d'Escondida, plus grande mine de cuivre au monde, ont voté jeudi la grève après avoir rejeté une proposition de hausse salariale, jugée insuffisante, du groupe propriétaire anglo-australien BHP, faisant craindre une hausse des cours du métal rouge.

Quelque 84% des travailleurs affiliés au "Sindicato 1" ont approuvé l'arrêt de travail, selon le communiqué. Lors de la précédente grève, de 44 jours en 2017, la production de cuivre avait chuté de 39% au premier semestre, à 327.863 tonnes.

Sur les 2.500 adhérents au syndicat, 2.330 ont participé au vote de mercredi soir, une "chiffre historique pour notre syndicat", souligne cette instance.

Des négociations salariales étaient en cours depuis plusieurs semaines à Escondida, site qui représente 5% de la production globale, selon certains analystes.

Les travailleurs demandent notamment une augmentation de 5% et une participation salariale aux bénéfices enregistrés en 2017, à hauteur de 34.000 dollars (29.000 euros) par personne.

Lors des négociations de ces dernières semaines, l'entreprise a revu à la hausse son offre initiale de 13,5 à 15 millions de pesos chiliens, soit 23.000 dollars (19.600 euros) par travailleur de la mine, en plus d'un prêt sans intérêt et d'autres avantages.

Escondida est un des sites miniers les plus rentables du monde. Malgré la grève la plus longue de l'histoire des mines du pays, es bénéfices en 2017 ont été de 1,192 milliards de dollars (1,020 milliards d'euros), en hausse de 20% par rapport à l'année précédente.

L'activité des mines chiliennes, pilier de l'économie du pays, est tirée par l'appétit de la Chine, premier importateur mondial de métal rouge. Avec un tiers de la production de la planète, le Chili reste le champion du cuivre. AFP 3 août 2018

ECONOMIE

France

- L'armurier français Manurhin passe sous contrôle émirati - RT 2 août 2018

Le fabricant historique des pistolets de la Police a été racheté par un groupe émirati. Il avait cédé cette activité depuis plusieurs années mais restait le seul producteur français de machines de munitions.

La chambre commerciale du tribunal de grande instance de Mulhouse (Haut-Rhin) a décidé ce 1er août que le fabricant de machines de munitions Manurhin, ex-fleuron de l'armement français, serait repris par le groupe de défense des Emirats arabes unis Edic (Emirates Defense Industries Company), selon le greffe.

Fondé en 1919, Manurhin s'était rendu célèbre avec la fabrication des revolvers de la police nationale, activité aujourd'hui abandonnée au profit de la production de machines de cartoucherie. L'offre de reprise d'Edic prévoit de conserver 104 des 145 employés que comptait l'entreprise au moment de la mise en redressement judiciaire.

Trois autres groupes étaient candidats à la reprise de Manurhin : l'industriel de l'armement belge New Lachaussée, la PME française Odyssée Technologies et le groupe slovaque Delta Defence. Deux autres candidats, l'un tchèque et l'autre français, ont retiré leur offre en ne se présentant pas à l'audience.

«Le tribunal de Mulhouse, qui connaît l'unique cause de nos difficultés, s'est prononcé avec pragmatisme en faveur du projet financier le plus solide pour Manurhin », a commenté dans un communiqué le président du directoire, Rémy Thannberger.

«Edic reprend l'intégralité de notre carnet de commandes et le fait que plus des deux tiers des effectifs soient conservés à Mulhouse montre que nous avons su préserver le savoir-faire de l'entreprise, et surtout le transmettre à une nouvelle génération de collaborateurs prometteurs», a-t-il ajouté, regrettant que «la France ne croi[e] plus en son industrie».

Le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, s'est félicité de la décision du tribunal qui permet de maintenir «plus de 100 emplois industriels et de pérenniser un savoir-faire industriel exceptionnel». Seul fabricant français de machines de munitions, Manurhin était en redressement judiciaire depuis le 13 juin après avoir été placé pendant un an en procédure de sauvegarde. Il est actuellement détenu à 60% par des investisseurs alsaciens et sa direction. Celle-ci explique les difficultés du fabricant par l'impossibilité de financer son développement et d'avoir accès au crédit bancaire. Son chiffre d'affaires a chuté à 12,1 millions d'euros en 2017, soit moins de la moitié de 2016, alors que son carnet de commandes s'établit à 100 millions d'euros. En 2017 Manurhin a connu une perte nette 2017 de 16,7 millions d'euros. RT 2 août 2018

Haut de page

Le 7 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Les articles de la rubrique CAUSERIE ET INFOS ont été classés par catégorie ou pays. Je vais voir comment on peut les archiver pour les retrouver facilement. Peut-être en vrac dans un fichier et en tapant un mot clé votre ordinateur vous enverra aux titres correspondant. Je n'ai plus de temps à consacrer à une banque de données, désolé. Je n'est pas de robot pour m'assister !

- Causerie au format pdf (17 pages)

Pour ceux qui sont familiarisés avec l'informatique.

- Dire adieu à Google c'est possible. Voici quelques astuces - Sputnik 06.08

Google a pénétré dans tous les domaines de votre vie et vous ne pouvez plus imaginer votre existence sans ses produits? En même temps, vous avez l'impression qu'il en «sait» beaucoup trop sur vous, ce qui vous préoccupe? Voici donc des alternatives qui vous permettront d'y renoncer.

Dans son blog, le journaliste et expert en communication Nithin Coca a partagé son expérience en matière de substitution de produits Google par d'autres analogues dont vous n'avez peut-être jamais entendu parler. Il est donc temps de les découvrir, propose le journal russe Life.

Moteur de recherche: https://duckduckgo.com et https://www.startpage.com

Ces deux services sont orientés sur la confidentialité: ils ne recueillent pas vos données personnelles. En se servant des deux, vous trouvez sans souci en ligne tout ce que peut trouver le célèbre moteur de recherche Google.

Navigateur web: https://www.mozilla.org

À quoi bon vous attacher tant à Chrome, si Firfox existe? Les créateurs de ce navigateur ont comme personne d'autre pensé à la confidentialité des utilisateurs. Qui plus est, Mozilla a été récemment mis à jour et offre désormais des améliorations importantes.

Messagerie: https://jitsi.org/jitsi-meet

Voici encore une alternative parfaite à Hanhouts / Google Chat. Jitsi Mette peut être téléchargé ou lancé directement depuis le navigateur. Rapide et sûr, il fonctionne sur pratiquement toutes les plateformes.

Cartes: https://wego.here.com/?x=ep&map=41.484,32.80816,3,normal et https://maps.me

Saviez-vous que Here WeGo est plus rapide que Google Maps? Mais ce n'est pas tout! Il offre par ailleurs plus de résultats que ce dernier. Pour les mobiles, les voyageurs ne trouveront rien de mieux que Maps.me.

Courrier électronique: https://protonmail.com

Contrairement aux autres messageries, PortonMail vous garantit un haut niveau de sécurité et de confidentialité. Un autre atout est son interface qui est facilement accessible. Seul défaut: l'option gratuite est assez limitée et pour avoir accès à la totalité des fonctions, il vous faudra payer quatre euros par mois.

Calendrier: https://www.fastmail.com

Les produits Google sont tellement omniprésents que les stratups ne pensent même pas à créer des alternatives. «Après avoir testé quelques autres options médiocres, j'ai choisi Fastmail», souligne Nithin Coca.

Documents/Stockage:https://nextcloud.com

NextCloud est une alternative digne de Google Docs et Google Drive. Vous y trouverez toutes les fonctions de ces derniers et il vous surprendra par son agréable interface. Il vous faudra pourtant être patient lors de son premier lancement qui est assez difficile.

Analyse d'audience de sites: https://matomo.org

Certes, Matomo n'est pas aussi bon que Google Analytics, mais ce logiciel gratuit vous fournira toutes les informations de base

sur votre trafic et sans que des personnes tierces puissent y accéder.

Système d'exploitation mobile: https://lineageos.org et https://f-droid.org/en

Le népotisme est un héritage de l'Ancien Régime.

- "Le népotisme est partout en Inde, de la politique à Bollywood." Le HuffPost 6 août 2018

Népotisme : Abus qu'une personne en place fait de son crédit, de son influence pour procurer des avantages, des emplois aux membres de sa famille, à ses amis, aux personnes de son parti, de son milieu. (Le Grand Robert de la langue française)

Bollywood, l'Hollywood indien basé à Mumbai, ex-Bombay.

Mumbay est la capitale économique de l'Inde, Kolkattta, ex- Calcutta est la capitale industrielle et Delhi la capitale politique.
Le népotisme et la corruption gangrène la société à tous les étages, d'où le statut semi-féodal que je lui attribue. Le statut social est l'une des seules choses avec la religion que les Indiens respectent ou digne d'intérêt pour eux, malheur à ceux qui sont en bas de l'échelle sociale !

Népotisme en Ve République. De la famille au clan des fripouilles et des putains.

- Affaire Benalla : Macron et ses proches «ont géré la crise en clan» - leparisien.fr 06 août 2018

Le silence du chef, de qui et par qui tout procède en Macronie, fut si long qu'il a révélé de façon criante les faiblesses du dispositif par temps de crise. Il n'y a qu'à tendre l'oreille, encore aujourd'hui, au sein de la majorité pour se rendre compte de l'effroi qui l'a traversée au plus fort de la tempête Benalla.

Aujourd'hui, certains pointent « le bunker de l'Elysée » auquel seul un petit nombre de députés ont accès. « Ils fonctionnent en clan et ont géré la crise en clan, juge a posteriori un parlementaire marcheur. S'ils veulent que nous soyons une famille politique, il va falloir qu'ils changent. »

Emmanuel Macron a gagné la présidentielle en mode commando grâce à un petit cercle fermé de fidèles rompu au culte du secret. Avant l'affaire Benalla, les arbitrages à l'Elysée étaient pris de plus en plus tard, quitte parfois à mettre les ministres devant le fait accompli. leparisien.fr 06 août 2018

- La "Secret Story" de Benalla. Travailler auprès d'une "star" de la téléréalité ne va pas le changer beaucoup ! (Un internaute)

- Closer confirme : Alexandre Benalla a (déjà) retrouvé du travail, comme garde du corps d'Ayem - Closer 05 août 2018

Mardi 30 juillet dernier, Ayem Nour a été aperçue aux côtés... d'Alexandre Benalla. Ce même jour, l'ex-candidate de Secret Story aurait littéralement "pété les plombs" dans un avion lorsqu'elle a appris que la nounou de son fils Ayvin ne serait pas assise à côté d'elle selon Public. D'après TvRealityFR, c'est Vincent Miclet, l'ex-compagnon d'Ayem Nour qui aurait engagé l'ancien garde du corps d'Emmanuel Macron pour assurer la sécurité de leur fils. "Alexandre Benalla est désormais le nouveau garde du corps d'Ayem & Ayvin, il les accompagnera dans tous leurs déplacements !", peut-on lire sur le compte Instagram.

En ce moment, celui qui se faisait appeler "Mars" et s'affichait proche d'Emmanuel Macron sur son profil Tinder, comme Closer vous le révélait, se trouve dans la ville de Marrakech. Closer 05 août

Une histoire de putains qui rehausse l'image du gigolo Jupiter.

Vincent Miclet, homme d'affaires milliardaire (transport, construction, pétrole et trading), PDG de Petroplus Overseas, châtelain et il profite de son argent pour s'acheter des putains...

- Nesma aurait passé du temps avec le milliardaire qui n'aurait pas hésité à dépenser plus de 10 000 euros pour le shopping personnel de la jeune femme. Idylle sincère avec Nesma ou simple aventure passagère pour tenter de rendre Ayem jalouse ? star24.tv 24 août 2017

Dans quel monde vivons-nous.

Des psychopathes tyranniques sont aux commandes, les élites ou les intellectuels dégénérés ou corrompus sont à leur service, et

les peuples ignorants subissent le sort qu'ils leur imposent.

Rien de changer en somme depuis des millénaires, non ? Tout du moins sur ce plan-là.

L'homme a créé les conditions lui permettant d'accéder à son émancipation, mais il demeure incapable de s'en saisir pour la réaliser. Certains d'entre eux se croient évolués parce que leurs conditions matérielles ont évolué, mais comme ils continuent d'ignorer le processus dialectique qui en est à l'origine, leur niveau de conscience ne dépasse pas le stade élémentaire d'un primate évolué.

Pire, au lieu de progresser la civilisation humaine régresse, se décompose, se disloque, se putréfie, du coup il ne peut pas profiter pleinement de l'amélioration de sa condition matérielle, parce qu'il vit dans une société (un monde) de plus en plus inégalitaire et injuste, autant dire détestable, qui l'angoisse, mine son existence ou lui interdit de lui donner un sens, bref, en un mot lui pourrit la vie qu'il ait un revenu de 1.000 ou de 10.000 euros par mois, personne n'y échappe.

Plus les jours passent et plus son cas s'aggrave ou la situation empire, dans ces conditions il devient pour lui de plus en plus difficile de se sentir bien dans sa tête ou dans sa peau, il doit redoubler d'hypocrisie ou d'imagination pour faire abstraction de cette réalité peu ragoûtante, tout simplement bien digérer ou passer une bonne nuit. Il pourra toujours se donner bonne conscience en estimant qu'il n'y est pour rien sans que cela change quoi que ce soit, les brefs et aléatoires répits qu'il aura encore les moyens de s'offrir demeureront superficielles avant de replonger dans le cauchemar qui est devenu son lot quotidien.

Dès lors on pourrait dire qu'il ne tient qu'à lui de mettre un terme à cette situation, mais on s'en abstiendra, parce que tout est fait pour qu'elle dure indéfiniment et qu'il ne comprenne pas ce qui se passe réellement.

Ici, nous essayons juste de l'éclairer, ensuite il fera ce qu'il peut.

Comment expliquer dès lors ce mécontentement mondial nonobstant une amélioration indéniable de la condition humaine générale? - Mondialisation.ca 06 août 2018

- ... huit hommes seulement disposent d'une richesse équivalente à celle de la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Le document considère qu'il est «plus que grotesque» qu'une poignée d'hommes riches, emmenés par le fondateur de Microsoft Bill Gates, détiennent une fortune de 426 milliards de dollars correspondant aux avoirs de 3,6 milliards de personnes.

De même, un rapport[9]de l'Institute for Policy Studies a révélé que les trois citoyens les plus riches des États-Unis (Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffett) sont plus riches que la moitié la plus pauvre de la population de ce pays, soit 160 millions de personnes! Leur richesse combinée correspond au chiffre effarant de 248,5 milliards de dollars. Commentant les conclusions de ce document, Chuck Collins, économiste et co-auteur du rapport, a déclaré que la «classe des milliardaires» continue de se séparer du reste de la population à un rythme accéléré, et que «tant d'argent concentré dans si peu de mains quand tant de gens luttent n'est pas seulement un signe de mauvaise politique économique, c'est une crise morale».

Pankaj Mishraa fort bien capturé et éloquemment résumé l'image d'ensemble et la chorégraphie de cette danse macabre dans laquelle le monde s'est retrouvé. Il a fait remarquer que «les futurs historiens pourraient bien voir en un tel désordre le début de la Troisième –la plus longue et la plus étrange– des Guerres mondiales, une guerre qui, par son ubiquité, s'apparente à une guerre civile mondiale.

- Recensant un nombre impressionnant de recherches dans son livre de 2014 The Progress Paradox[11], Gregg Easterbrook affirme que presque tous les aspects de la vie occidentale se sont considérablement améliorés au cours du siècle dernier, et que les cinquante dernières années ont tellement amélioré presque tout pour presque tout le monde que c'est de la pure perversité de se sentir mal à propos de tout ou presque. Tout récemment[12], il a réitéré cette affirmation tout en dénonçant tous ceux qui sont engagés dans une «politique de nostalgie compétitive» qui exige le retour à un passé idéalisé qui ne peut jamais être atteint parce que, dit-il, il n'a tout simplement jamais existé. Au lieu de cela, Easterbrook est convaincu que par quelque critère d'évaluation significatif que ce soit, le monde moderne est meilleur qu'il ne l'a jamais été et qu'un avenir meilleur encore peut être réalisé.

Dans la même veine, évaluant la condition humaine au troisième millénaire, le chercheur en sciences cognitives Steven Pinker, s'appuyant également sur les résultats d'une vaste recherche et soixante-quinze graphiques, souligne que «la vie, la santé, la prospérité, la sécurité, la paix, la connaissance et le bonheur»[13]sont en augmentation, pas seulement en Occident, mais dans le monde entier. Il tire de ce fait la conclusion apparemment logique qu'il n'y a jamais eu de meilleur moment pour être un être humain.

Et pourtant, aujourd'hui, la plupart des hommes et des femmes se sentent moins heureux que les générations précédentes; un fait qui a poussé David Callahan à poser la grande question de savoir pourquoi tant de gens se promènent-ils en exhibant un air renfrogné plutôt qu'en souriant, heureux qu'ils devraient être de la chance qu'ils ont d'être nés dans la génération actuelle?[14]

Comment expliquer dès lors ce mécontentement mondial nonobstant une amélioration indéniable de la condition humaine générale? (...)

Je vous fais grâce de la suite qui était très longue et qui relevait de la divagation d'un intellectuel à la dérive ou paumé.

Voici comment il termina son article, c'est pour dire :

- Dans une prochaine analyse, nous tenterons d'expliquer les raisons et les seules conditions et circonstances dans lesquelles l'Islam sera effectivement en mesure de répondre à l'appel qui lui est lancé de jouer à nouveau son «rôle historique». (Tout un programme, quel délire ! - LVOG)

Notes.

[9]Chuck Collins et Josh Hoxie, Billionaire Bonanza 2017: The Forbes 400 and the Rest of Us.

[11]Gregg Easterbrook, The Progress Paradox: How Life Gets Better While People Feel Worse, 2004.

[12]Gregg Easterbrook, It's Better than It Looks: Reasons for Optimism in an Age of Fear, PublicAffairs, 2018.

[13]Steven Pinker, Enlightenment Now: The Case for Reason, Science, Humanism, and Progress, 2018.

[14]David Callahan, The Cheating Culture: Why More Americans Are Doing Wrong to Get Ahead, 2004.

(Source : La civilisation moderne à l'épreuve par Amir Nour - Mondialisation.ca 06 août 2018

Témoignages.

- De l'ubiquité du mal par Craig Murray (ex-diplomate britannique) - Mondialisation.ca 01 août 2018

Pour ceux qui ne le sauraient pas déjà, en ce moment au Royaume-Uni, le leader du Labour (Parti travailliste) Jeremy Corbyn est la cible d'une campagne médiatique tonitruante destinée à détourner les électeurs de sa candidature aux prochaines élections qu'étant donnée la faiblesse du parti Tory mené par Theresa May, le Labour est quasiment sûr de gagner, ce qui le placera incontournablement en position de Premier ministrable (le Premier ministre britannique est nommé par la Reine, qui doit choisir le leader du parti arrivé en tête des législatives). L'accusation majeure portée contre Corbyn : il serait « antisémite ». En réalité, il est seulement « coupable » de soutenir les droits des Palestiniens.

Quant à Craig Murray, il a été révoqué en 2004 de son poste d'ambassadeur du Royaume-Uni en Ouzbékistan pour y avoir dénoncé des faits de torture et des violations graves des droits de l'homme. Malheureusement pour lui, l'Ouzbékistan était l'allié des USA et de la Grande-Bretagne. (Entelekheia)

Ma vision du monde a changé pour toujours quand, après 20 ans au ministère des Affaires étrangères, j'ai vu des collègues que je connaissais et que j'aimais s'aligner sur la complicité de la Grande-Bretagne dans les pires tortures, comme l'explique en détail le stupéfiant récent rapport de la Commission parlementaire du renseignement et de la sécurité [Rapport sur les mauvais traitements et la torture de prisonniers de 2001 à 2010, Commission d'enquête du Parlement britannique, PDF]. Ces collègues avaient également accepté de garder le secret sur cette politique, en contournant délibérément toutes les procédures normales d'enregistrement et de suivi des dossiers, comme la commission l'a noté :

131. Nous constatons ne pas avoir vu non plus vu les procès-verbaux de ces réunions, ce qui nous préoccupe beaucoup. Les discussions politiques sur une question aussi importante auraient dû faire l'objet de procès-verbaux. Nous approuvons la conclusion de M. Murray, à savoir que si cela n'avait pas été grâce à ses actions, ces questions n'auraient peut-être jamais été révélées.

Les gens qui faisaient ces choses n'étaient pas spécialement mauvais ; ils essayaient simplement de garder leur emploi et se rassuraient en se disant qu'ils étaient seulement des fonctionnaires qui obéissaient à des ordres. Nombre d'entre eux étaient également motivés par cette fièvre « patriotique » irresponsable qui s'empare de certains en temps de guerre, alors que nous envahissions l'Irak et l'Afghanistan. Presque personne dans le ministère des Affaires étrangères britannique ne s'était élevé contre la torture ou contre cette guerre illégale — Elizabeth Wilmshurst, Carne Ross et moi avons été les seuls à démissionner.

J'ai ensuite fait l'expérience encore plus mortifiante d'un ministère des Affaires étrangères qui a cherché à me punir pour ma dissidence par une série d'accusations d'inconduite grave — dont certains chefs d'accusation criminels. Mes accusateurs savaient très bien que leurs allégations étaient fausses. Les enquêteurs ont su qu'elles étaient fausses, grosso modo, dès

leur deuxième jour d'investigations. J'ai néanmoins subi l'enfer d'un lynchage médiatique de six mois avant d'être acquitté de tous les chefs d'accusation initiaux (je n'ai été reconnu coupable que d'avoir révélé les chefs d'accusation dont je faisais l'objet, leur existence ayant été officiellement secrète !) Ceux qui m'ont fait ça étaient des gens que je connaissais.

J'avais été précédemment premier secrétaire de l'Ambassade de Grande-Bretagne en Pologne, où j'avais été brutalement confronté à l'histoire de l'Holocauste, notamment à travers ma participation à l'organisation de la commémoration du 50e anniversaire de la libération d'Auschwitz. Ce qui m'avait le plus frappé était l'ampleur de l'opération de l'Holocauste, les dizaines de milliers de personnes complices de son administration. Je ne pouvais pas comprendre comment cela avait pu se produire — jusqu'à ce que je voie des gens ordinaires, au sein du Foreign Office britannique, se rendre complices de programmes de torture. Alors j'ai compris, pour la première fois, la banalité du mal ou, peut-être plus précisément, l'ubiquité du mal. Bien sûr, je ne compare pas l'ampleur de ce qui est arrivé à l'Holocauste – mais le mal peut opérer à des échelles différentes.

C'est ce que je crois revivre aujourd'hui. Je ne pense pas que la majorité des journalistes de la BBC, qui diffusent un flot continu de propagande contre Corbyn, qui serait selon eux « un antisémite », croient sincèrement Corbyn raciste. Ils ne font que leur travail, qui est d'aider la BBC à écarter la perspective d'un gouvernement de gauche radicale, au Royaume-Uni, qui menacerait le partage actuel des richesses massivement opéré en faveur des élites mondialistes. Ils feraient valoir qu'ils ne font que répercuter ce que d'autres disent ; mais bien sûr, le choix de ce qu'ils rapportent et la façon dont ils le disent reflètent leur mission.

La vérité dont je suis certain est la suivante. Si, comme l'ont proclamé certains médias sur le ton de l'hystérie, les Juifs de Grande-Bretagne étaient réellement sous le coup d'une menace existentielle du type de celle qui a englouti les Juifs d'Europe dans les années 1930, Jeremy Corbyn, Billy Bragg, Roger Waters et, si je peux me permettre, votre humble serviteur, nous ferions partie des quelques personnes qui mourraient à leurs côtés sur les barricades. Pourtant, ils sont traités aujourd'hui « d'antisémites » et harcelés parce qu'ils soutiennent le droit à s'opposer à l'oppression des Palestiniens. Quant aux journalistes qui portent ou répercutent actuellement ces accusations, en cas de crise grave, ils continueraient à peaufiner leur propagande officielle pendant que les fonctionnaires rédigeraient des bordereaux de trains. C'est comme ça que ça marche. Je l'ai vu. De très près. Mondialisation.ca 01 août 2018

Combat contre l'imposture, le populisme, l'opportunisme, la désinformation.

A gauche, droite !

Comment légitimer le régime en place ou faire croire que les Etats-Unis pourraient être une démocratie ? La gauche poisseuse, décomposée, corrompue vous fournit le mode d'emploi.

Poisseux dans le sens de quelque chose de gluant qui inspire le dégoût.

- Terrain d'entente : Pour des élections sûres et une véritable sécurité nationale par Noam Chomsky, Michael Moore, Bill Richardson, etc - Les Crises 6 août 2018

Extrait. De nombreux Américains demeurent profondément préoccupés par les informations faisant état d'ingérence russe dans les élections de 2016. Entre-temps, les relations entre les États-Unis et la Russie sont à leur niveau le plus bas et le plus dangereux depuis plusieurs décennies. Dans l'intérêt de la démocratie au pays et de la sécurité nationale, nous devons trouver un terrain d'entente pour sauvegarder les intérêts communs – en prenant des mesures pour protéger les élections nationales et empêcher la guerre entre les deux superpuissances nucléaires mondiales. (Lire les précisions plus loin. - LVOG)

(...) En tant que nation, nous devons renforcer notre système électoral contre les intrusions illégales... (C'est quasiment le discours des néoconservateurs fanatiques des partis démocrate et républicain repris par l'ensemble des médias aux Etats-Unis et en France notamment. Ils entretiennent l'illusion que le système électoral américain pourrait être favorable aux travailleurs, alors qu'il ne l'a jamais été depuis qu'il existe, soit un siècle. Ils osent tout. - LVOG)

(...) En même temps, les gouvernements américain et russe montrent de nombreux signes qu'ils sont sur la voie de la confrontation. (Ces intellectuels sont visiblement sous l'influence des néoconservateurs va-t-en-guerre... - LVOG)

(...) Les États-Unis devraient mettre en œuvre un changement d'approche marqué à l'égard de la Russie. (Ces intellectuels sont manifestement mal informés ou c'est du pur populisme. LVOG)

(...) Aucun avantage politique, réel ou imaginé, ne pourrait compenser les conséquences si une fraction des arsenaux américains et russes devait être utilisée dans un échange thermonucléaire. (On en tremble déjà ! Ils répandent la propagande de la terreur qui rend impuissant les peuples et profite uniquement à ceux qui les oppriment. Ce sont aussi des psychopathes. - LVOG)

Quel délire ! Vous savez pourquoi ils en sont là ?

Parce qu'ils sont inféodés au régime capitaliste, au système politique en place, au bi-partisme entre républicain et démocrate financés par Wall Street, alors quand les deux candidats ou partis sont manifestement infréquentables, ils ne savent plus à quel saint se louer ou se vendre, ils en perdent la notion de la réalité ce qui les amène à raconter n'importe quoi, soutenir les thèses les plus farfelues, ils s'enfoncent dans le déni un peu plus chaque jour jusqu'à s'y noyer. Leurs masques tombent, ils montrent leur vrai visage d'opportuniste, de fausse gauche qu'ils sont.

Déçus par Obama, puis par Sanders, dans l'impossibilité de soutenir H. Clinton, il ne leur reste plus qu'à charger Trump aveuglément quitte à faire le jeu des néoconservateurs les plus extrémistes. Sur la Syrie, ils ne pouvaient soutenir ni Daesh ou Al-Nosra, ni Bachar el-Assad, alors ils les ont renvoyés dos-à-dos, laissant les mains libres aux agresseurs de la Syrie en devant ainsi leurs complices.

Bien entendu, notre propos n'est pas de soutenir Trump contre ses adversaires. Mais au moment où il met un terme à la guerre en Syrie, il serait mal avisé de lui attribuer la responsabilité de la situation en Syrie, ce serait faire preuve de la plus crasse stupidité ou souhaiter que la guerre continue.

Paradoxalement, dans certaines circonstances nous devons tenir compte des nuances qui existent au sein du camp de la réaction sans que cela ne nous pose un problème ou conduise à une quelconque confusion, puisque quel que soit le camp que nous ménagerions, la caractérisation que nous en faisons ne laisse aucun doute sur ses intentions, encore faut-il le rappeler ou le préciser. Tout dépend de l'enjeu surtout.

Il n'existe pas de règles valables en toutes circonstances, contrairement à ce que se figurent la plupart des militants qui n'ont pas été formés au maniement de la dialectique. Marx n'a pas soutenu les réformes sociales proposées par Bismarck parce qu'elles auraient contribué à renforcer son pouvoir au détriment des socialistes, mais il a adopté une position similaire à Guillaume II sur l'unité de l'Allemagne attaquée par la France, parce qu'il estimait que la constitution de tous les peuples en nations était un facteur progressiste qui s'inscrivait dans le cadre du processus dialectique historique.

Ce processus doit être abordée sur deux plans, diachronique (historique) et synchronique (présent ou à un moment donné). De la même manière que l'on peut décrire une personne telle qu'elle se présente devant nous en faisant abstraction de son passé, ou la décrire à partir des expériences qu'elle a vécues depuis sa naissance.

Variante : grand angle et téléobjectif, microscope et télescope, micro et macroéconomie, etc. A suivre.

En complément. De qui et de quoi cette gauche institutionnelle se fait-elle l'écho ?

- Malgré l'hystérie fomentée dans les élites politiques et les médias alignés sur le Parti démocrate, la campagne anti-russe des démocrates ne trouve aucune réponse significative parmi la grande masse du peuple américain. (...) il est clair que la campagne des démocrates sur l'ingérence russe n'évoque pas de réponse populaire. wsws.org 26 juillet 2018

- Les Américains sont las de la saga politico-judiciaire liée à l'«ingérence russe» dans la présidentielle américaine de 2016, selon le dernier sondage de Harvard-Harris Poll, publié vendredi par The Hill.

64% des personnes interrogées estiment que l'enquête sur les liens entre Donald Trump et la Russie cause du tort aux États-Unis, tandis que 56% ont souligné que les autorités américaines devraient s'occuper d'autres problèmes, notamment de la santé, de l'économie, du chômage et de la lutte contre le terrorisme. 44% ont soutenu la poursuite de l'enquête. sputniknews.com 24.06.2017 (Source vérifiée : http://thehill.com/homenews/administration/339146-poll-voters-grow-weary-of-russia-probes)

Poll: Voters grow weary of Russia probes - thehill.com 06/23/17

...73 percent — say they're concerned that the Russia probes have caused Congress to lose focus on the issues important to them.

In addition, 62 percent said there exists a campaign to delegitimize the president. thehill.com 06/23/17

Traduction.

73% - se disent préoccupés par le fait que les sondages russes ont fait perdre au Congrès l'attention sur les questions importantes pour eux. En outre, 62% ont déclaré qu'il existe une campagne pour délégitimer le président.

Autrement dit la majorité des Américains s'en foutent contrairement à cette gauche de nantis, ils ont des problèmes plus importants qui les préoccupent.

Les ONG sont les principaux instruments du « Soft Power », de la stratégie du chaos et de la

déstabilisation des Etats.

- Comment Washington et les ONG « Soft Power » ont manipulé le nombre de morts au Nicaragua pour entraîner un changement de régime et des sanctions. par Max Blumenthal - Mondialisation.ca 04 août 2018

Le gouvernement sandiniste du Nicaragua a-t-il vraiment tué plus de 300 manifestants pacifiques ? Une analyse médico-légale du nombre de victimes révèle que l'affirmation est un mensonge dangereux.

Une étude détaillée du nombre de morts enregistrés au Nicaragua depuis la violente campagne de destitution du président Daniel Ortega et de son gouvernement sandiniste montre qu'au moins autant de partisans sandinistes ont été tués que de membres de l'opposition. L'étude, « Monopolizing Death« , montre comment les ONG locales partisanes ont compté tous les décès survenus depuis avril, y compris les accidents et les meurtres de Sandinistes, avec les meurtres commis par les forces pro-gouvernementales. Washington s'en est emparé pour plaider en faveur de sanctions et intensifier les pressions pour obtenir un changement de régime.

La manipulation du nombre de morts fut la pièce maîtresse d'une harangue du 25 juillet par la représentante républicaine Ileana Ros-Lehtinen devant la Chambre des Représentants (ie Assemblée Nationale). Alors qu'elle plaidait en faveur d'une résolution bipartite condamnant le président nicaraguayen Daniel Ortega pour avoir soi-disant ordonné le massacre de manifestants, Ros-Lehtinen a déclaré : « Monsieur le Président, quatre cent cinquante ! C'est ainsi que de nombreux Nicaraguayens ont été tués par le régime d'Ortega et ses voyous depuis le mois d'avril de cette année ».

L'image d'un régime dictatorial qui abat les manifestants pacifiques sans défense a été conçue pour exercer une pression en vue d'une attaque contre l'économie nicaraguayenne sous la forme d'une série de sanctions, comme la loi Nica (Nica Act). Son récit fut appuyé par le vice-président Mike Pence, qui a condamné le gouvernement nicaraguayen pour « 350+ morts aux mains du régime », et par Ken Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch, qui a également laissé entendre qu'Ortega avait personnellement ordonné l'assassinat de « 300 manifestants contre son régime corrompu et répressif ».

Au cours des deux dernières semaines, je me suis rendu au Nicaragua pour interviewer des dizaines de victimes de l'opposition nicaraguayenne soutenue par les États-Unis. J'ai rencontré des fonctionnaires de police qui ont vu leurs collègues abattus par des éléments bien armés alors qu'on leur ordonnait de rester à l'intérieur de leurs locaux, des dirigeants syndicaux sandinistes dont les maisons ont été incendiées, et des citoyens ordinaires qui ont été enlevés à des barrages routiers et extirpés de leurs foyers pour être battus et torturés, parfois avec l'assentiment de prêtres catholiques. Il était clair pour moi que l'opposition nicaraguayenne était tout sauf pacifique dans sa tentative de changement de régime.

Et il était également clair que de nombreux Sandinistes avaient été tués depuis le début du chaos en avril. Les victimes de l'opposition comprennent Gabriel de Jesus Vado, un policier de Jinotepe, qui fut kidnappé, traîné derrière une voiture et brûlé vif sur vidéo lors de la « tranchée » à Monimbo ce mois-ci, un quartier de Masaya que l'opposition occupait violemment depuis des semaines.

Mais selon la logique employée par le Congrès et la Maison Blanche, qui tient le gouvernement responsable de chaque mort survenue entre avril et juin au Nicaragua, le meurtre de Vado et d'une vingtaine d'autres membres de la police nationale nicaraguayenne n'a jamais eu lieu, pas plus que la mort de quiconque tué par les paramilitaires de l'opposition. C'est ce que vous devez croire si vous blâmez le gouvernement sandiniste pour tous les morts.

La manipulation du bilan des morts par le Congrès et les ONG occidentales de soft power est exposée méticuleusement et en détail dans « Monopolizing Death ».

L'auteur de cette étude médico-légale, le chercheur nicaraguayen indépendant Enrique Hendrix, décrit son analyse comme « la preuve d'une campagne qui, en l'absence d'une cause juste, utilise la mort de chaque citoyen comme motif pour manipuler les émotions de la population afin d'opposer « le gouvernement » et « le peuple ».

Hendrix m'a dit qu'il a commencé son étude, « Monopolizing Death », deux semaines après le début des protestations anti-Sandiniste. « Tous les médias d'opposition ont commencé à prétendre que tous ces décès se produisaient [aux mains des forces gouvernementales], et j'avais beaucoup d'incertitudes », a-t-il dit. « J'ai donc commencé à faire des recherches sur les listes des organisations de défense des droits de l'homme et j'ai vraiment essayé de déterminer si le nombre de morts n'était composé que d'étudiants, comme le rapportaient les médias de l'opposition. »

Le texte complet de l'étude de Hendrix, traduit en anglais par le collectif de journalistes Tortilla con Sal, est intégré à la fin de cet article, ainsi qu'une feuille de calcul analysant (en espagnol) chaque décès en détail.

Les ONG partisanes de défense des droits de l'homme en tant qu'arme de changement de régime

L'étude de Hendrix examine les décès enregistrés par les trois principales organisations nicaraguayennes de défense des droits de l'homme. Il s'agit du Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH), de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), dont l'implication a été demandée par le gouvernement du Nicaragua le 13 mai dernier, et de l'Association nicaraguayenne des droits de l'homme (ANPDH).

Ce sont les organisations sur lesquelles le Congrès US, la Commission interaméricaine des droits de l'homme et les organisations internationales de soft power comme Human Rights Watch se sont appuyés pour comprendre la violence qui a déferlé sur le Nicaragua.

Pendant mon séjour au Nicaragua, j'ai appris comment les membres du CENIDH et de l'ANPDH ont participé activement à la campagne de destitution du gouvernement sandiniste. Par exemple, trois étudiants de l'université publique UNAN m'ont dit que le conseiller juridique du CENIDH, Gonzalo Carrion, était présent avec les étudiants et les militants de l'opposition lorsqu'ils ont pris le campus et que Carrion était même un spectateur de leur violence.

Ramon Avellan, le commissaire de police de Masaya, m'a raconté comment des membres du personnel de l'ANPDH sont apparus à plusieurs reprises à son poste de police aux côtés de militants de l'opposition pour le supplier de se rendre. Cet acte qui aurait abouti à la prise totale de la ville par l'opposition armée, qui, selon Avellan, comprenait une forte représentation des cartels criminels locaux.

L'ANPDH a été fondée à Miami, véritable base de l'opposition de droite du Nicaragua, et a été financée dans les années 1980 par le National Endowment for Democracy du gouvernement américain pour dépeindre les Contras comme victimes de la brutalité communiste. Aujourd'hui, le groupe reste une arme politique de choix contre le mouvement sandiniste.

Comment les ONG antisandinistes de « défense des droits de l'homme » et Washington ont manipulé les données

Hendrix a constaté que les trois principaux groupes de défense des droits de l'homme autoproclamés au Nicaragua avaient supprimé les contextes des décès qu'ils avaient enregistrés afin d'associer chaque mort non naturelle survenue dans tout le pays entre le 19 avril et le 25 juin aux meurtres commis par les forces pro-gouvernementales nicaraguayennes.

Il a constaté que sept catégories de décès étaient incluses dans les rapports sur les droits de l'homme. Toutes les catégories, à l'exception d'une seule, n'avaient aucun lien avec la violence gouvernementale.

Le voici :

– Noms en double
– Décès non liés aux protestations
– Personnes assassinées par l'opposition
– Les militants de l'opposition, y compris ceux qui sont impliqués dans les actions violentes.
– Des spectateurs innocents
– Noms sans données significatives pour déterminer la cause du décès
– Décès omis dans chaque liste

Selon Hendrix, les rapports du CENIDH, du CIDH, de l'ANPDH et de l'ANPDH ont été complétés par les décès de « victimes d'accidents de la circulation, d'altercations entre gangs, de meurtres par vol, de ceux tués par le tir accidentel d'une arme à feu et, plus absurde encore, d'un suicide ».

L'étude du CIDH comprend neuf noms en double, alors que les trois organisations mentionnent 97 morts qui n'avaient aucun lien avec les manifestations. Les causes de 77 décès mentionnés dans les trois rapports restent inconnues.

Alors que l'opposition nicaraguayenne a hurlé au massacre d'étudiants relevant du génocide, Hendrix a découvert lors de ses recherches que sur la soixantaine de morts parmi les éléments anti-sandinistes aux mains des forces pro-gouvernementales, seuls 16 ou 17 étaient réellement des étudiants.

Le plus choquant est que la recherche médico-légale de Hendrix a démontré que l'opposition a tué au moins autant de partisans sandinistes et d'agents de police que d'opposant tués par les forces gouvernementales. Ce chiffre contredit directement la narrative, diffusée par les États-Unis, d'un dictateur qui fauche les manifestants pacifiques.

Il serait facile pour quiconque connaît la situation qui s'est développée sur le terrain au cours des trois derniers mois de comprendre pourquoi tant de Sandinistes ont été tués.

Fin avril, Ortega a ordonné à ses forces de police de rester dans leurs locaux, comme condition du dialogue national qu'il a entamé avec l'opposition. L'ordre signifiait que pendant environ 55 jours, les partisans sandinistes ont été laissés seuls pour

repousser une croisade nationale de vengeance sanguinaire. D'innombrables citoyens ont été battus ou menacés de destruction de biens par l'opposition uniquement parce qu'ils appartenaient au front sandiniste.

Parmi les meurtres de Sandinistes décrits dans le rapport de Hendrix, il y avait un bébé de 25 mois, l'enfant de Gabriella Maria Aguirre, qui est décédée le 13 juin à Masatepe de bronchoaspiration lorsque son ambulance a été retenue à un barrage routier de l'opposition.

Pendant ce temps, dans des villes comme Masaya et Jinotepe, la police s'est retrouvée assiégée, coupée pendant des semaines sans nourriture ou médicaments, et a fini par livrer une bataille féroce avec les militants de l'opposition qui les avaient encerclés.

La mort de ceux qui, au sein des rangs de l'opposition, ont été tués par accident ou à la suite de violences fratricides a également été décontextualisée dans ces rapports et n'est donc pas reconnue comme telle par Washington et les organismes juridiques internationaux. Par exemple, le journaliste guatémaltèque Eduardo Spiegler, qui fut écrasé par un décor de rue – un « arbre de vie » – renversé par des manifestants de l'opposition alors qu'il couvrait leurs actes de vandalisme.

Des ONG anti-sandinistes aux organismes internationaux, sans aucun contrôle entre les deux.

Le gouvernement nicaraguayen a nommé sa propre commission composée d'experts indépendants pour enquêter sur les décès survenus depuis avril. Selon Hendrix, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a refusé d'accepter les données de l'enquête officielle du Nicaragua, préférant s'appuyer sur celle de l'ANDPH.

Cela signifie que le principal organisme international chargé de tirer des conclusions sur la violence au Nicaragua s'est largement appuyé sur une ONG partisane résolument anti-sandiniste et n'a pas fait de travail indépendant.

À Washington, pendant ce temps, des membres du Congrès comme Ros-Lehtinen n'ont pas seulement compté sur la narration déformée de l'opposition, ils ont exagéré le nombre de morts pour faire promouvoir une attaque plus profonde contre l'économie du Nicaragua.

Hendrix a souligné qu'étant donné que les ONG locales de défense des droits de l'homme comme ANDPH comptaient tellement sur les médias d'opposition hautement partisans pour établir un bilan, « il est impossible de vérifier dans beaucoup de cas s'ils disent même la vérité « .

Il s'est demandé si « nous ne serions pas devant une manipulation encore plus grande que celle que nous connaissons. » Mondialisation.ca 04 août 2018

Ahurissant ! Quelle découverte ou quand la recherche scientifique fait un bond d'un siècle en arrière et crie eurêka !

- Des chercheurs découvrent des propriétés inhabituelles à la sexualité - Sputnik 29 05.08.2018

Les bienfaits de la sexualité dépassent le plaisir évident. Faire l'amour est bon pour la santé physique et morale, à en croire des résultats scientifiques plutôt surprenants.

Après avoir réalisé plusieurs études, des scientifiques de l'Université d'État de New York ont constaté que des substances chimiques qui avaient été découvertes dans les spermatozoïdes étaient responsables de l'humeur, indique le portail américain List25.

En outre, selon les résultats de leur étude, des rapports sexuels réguliers réduisent le nombre de maux de tête et aident à lutter contre la dépression, ainsi qu'à normaliser le sommeil. Sputnik 29 05.08.2018

Après cette détente dans tous les sens du terme on se sent bien, on est détendu, vous l'aviez remarqué aussi, eux ils viennent de le découvrir, on les plaint ! Apparemment, ce sont des scientifiques qui n'ont jamais connu l'orgasme, ce qui confirme ce que j'avais supposé dans une précédente causerie...

L'agence de presse russe Sputnik publie presque quotidiennement des articles complètement débiles dont certains s'apparentent visiblement aux fake news. Comme RT, ils relaient la voix de l'extrême droite, en cela ils peuvent s'entendre avec Trump. Il n'y a pas de mystères, que des explications...

Totalitarisme. De fausses bonnes intentions pour une vrai censure.

Grille de lecture.

Loin de nous l'idée de soutenir cet illuminé, provocateur et réel complotiste, cet idiot utile du régime comme il en existe une multitude, qui mêle vraies et fausses informations, de sorte que le doute s'installe durablement dans les esprits ou que le peuple à défaut de certitudes ne soit pas en situation de pouvoir démêler le vrai du faux et ne croit plus en rien, hormis des chimères.

Quand on est dans l'impossibilité de savoir quelle est la situation exacte, il est impossible de la combattre, pire, on est susceptible de la saisir par le mauvais bout et de combattre contre son propre camp.

- Les géants du web passent à l'offensive contre le complotiste Alex Jones - huffingtonpost.fr 07.08

Le réseau social (Facebook - ndlr) précise que c'est bien le langage utilisé et pas les thèses conspirationnistes véhiculées par Alex Jones qui l'a incité à agir.

De son côté, Apple a retiré de sa plateforme la plupart des podcasts d'Alex Jones, a constaté l'AFP, information relevée initialement par BuzzFeed. Sollicité par l'AFP pour commenter cette décision et en préciser la portée, Apple n'a pas donné suite. Puis à la mi-journée lundi, YouTube a suspendu la chaîne d'Alex Jones, qui comptait 2,4 millions d'abonnés. huffingtonpost.fr 07.08

Que lui reproche-t-il ?

- D'affirmer que le gouvernement américain aurait commandité plusieurs actes terroristes, comme les attaques du 11-Septembre.

- ...de "glorifier la violence" et "d'utiliser un langage déshumanisant pour décrire des personnes transgenre, musulmanes et immigrées", en infraction avec le règlement interne de Facebook. huffingtonpost.fr 07.08

Parce que voyez-vous, les oligarques (GAFAM) et leurs porte-parole n'ont jamais manifesté la moindre mauvaise intention envers les musulmans et les immigrés, les opprimés en général, ils ne conspirent pas contre tous les peuples, ils n'ont jamais diffusé de fake news, d'ailleurs c'est bien simple, ils sont irréprochables !

Quant au 11/9 on est invité à soutenir la version officielle délivrée par Bush, Powell , Cheney et Cie !

Ils nous prennent vraiment pour des cons ! Ils osent tout, quoi ! Et cela commence à se savoir...

Ils osent tout.

- Européennes 2019: "bon marxiste", Julien Dray explique pourquoi il veut être tête de liste PS - Le HuffPost 06.08

"Je suis un bon marxiste, je préfère un pas en avant que mille programmes."

"Au cœur de ma démarche, il y a la volonté de créer une dotation universelle qui s'impose à tous les pays pour chaque jeune européen à l'âge de 18 ans, indique le conseiller régional francilien. Ce serait un capital de départ donné à chaque jeune pour faire sa vie comme il l'entend." Le HuffPost 06.08

Permettre à "chaque jeune" de "faire sa vie comme il l'entend", pour sortir une connerie pareille, effectivement pas besoin de programme, là il prend vraiment les jeunes pour des demeurés !

- Climat : "La situation est tellement urgente qu'il faudrait une planification écologique", selon Eric Coquerel - Franceinfo 06.08

Un crétin utile du lobbying écologiste emmené par Obama, Al Gore et quelques milliardaires de Wall Street...

Non, il a raison, pourquoi vous l'attaquer sur ce point-là ? Réfléchissons un instant, comme un changement de régime n'est pas d'actualité, il est impossible de réaliser une "planification écologique". Alors pourquoi faire croire le contraire ? Pour faire oublier qu'il ne combat pas pour un changement de régime, CQFD.

Autrement dit, selon le principe cause toujours il en restera quelque chose, cela revient à charger ceux qui détiennent le pouvoir de la réaliser, c'est entretenir l'illusion que cela serait possible, il leur sert la soupe, capito ?

- Artus - Pourquoi soigne-t-on les crises de la dette par l'endettement ? - LePoint.fr 06.08

Question à 1 centime d'euro : Parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement ! Là aussi réfléchissons un instant.

Dans quel état sont sortis tous les Etats qui avaient participé à la Seconde Guerre mondiale ? Endettés jusqu'au cou. Et quelle est la première mesure qu'ils adoptèrent à l'issue de la guerre pour relancer le cycle du capitalisme ? Ils recoururent massivement à la dette, au plan Marshall, en quatre ans les États-Unis versèrent à l'Europe 16,5 milliards de dollars (l'équivalent de 173 milliards de dollars de 2018). (Wikipédia)...

- Transracialisme: peut-on être blanc de peau et se sentir profondément noir, ou inversement? - Slate.fr

Slate ou le transracisme !

- L'Aquarius ne veut pas reconduire les migrants en Libye - Reuters 06.08

Alors qu'on le saisisse ou qu'on le coule !

- Devant la Maison Blanche, des stars de Broadway manifestent contre Trump - AFP 06.08

Chantant "America the Beautiful", hymne patriotique américain, portant les lettres "treason" (trahison) à bout de bras devant la Maison Blanche, plusieurs stars de Broadway ont donné de la voix lundi contre la présidence de Donald Trump. AFP 06.08

Ce sont des nostalgiques de la grandeur passée de l'impérialisme américain, du Far West à Broadway !

- Affaire Skripal: Londres prêt à demander à Moscou l'extradition de deux suspects, selon The Guardian - Reuters 06.08

Le journal, qui cite des sources au sein du gouvernement et des services de sécurité, ajoute que les procureurs ont bouclé leur demande d'extradition et qu'elle est prête à être transmise à la Russie.

La police et les agences du renseignement, poursuit le Guardian, ont reconstitué les mouvements des deux suspects russes depuis leur entrée sur le territoire britannique jusqu'à leur départ. Reuters 06.08

Qui sont ces deux ressortissants russes ? Que faisaient-ils en Grande Bretagne ? Pendant combien de temps y sont-ils restés ? Quand sont-ils arrivés et quand sont-ils partis ? Top secret ! Vous devez croire sur parole le gouvernement britannique et ses services de sécurité, désolé, mais c'est trop nous demander.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

1.1- Venezuela: Maduro prépare sa riposte après l'attentat dont il aurait été la cible - AFP 6 août 2018

Le président du Venezuela Nicolas Maduro, soutenu par l'armée, se prépare à répliquer avec une poigne de fer à l'attentat dont il dit avoir été la cible, et l'opposition redoute une nouvelle vague de répression.

Le ministre de la Défense Vladimir Padrino Lopez a exprimé dimanche, de même que le haut commandement militaire, son entier soutien au président Maduro.

"Nous restons fermement attachés à nos convictions, soutenant inconditionnellement et avec la plus grande loyauté notre commandant en chef", a déclaré le ministre.

Il a confirmé les déclarations de M. Maduro selon lesquelles il a réchappé samedi à un attentat mené avec des drones chargés d'explosif pendant une cérémonie militaire dans le centre de Caracas.

Six hommes accusés d'avoir tenté d'assassiner M. Maduro ont été arrêtés, a annoncé dimanche le ministre de l'Intérieur Nestor Reverol.

"Nous avons jusqu'à présent six terroristes et tueurs à gages arrêtés, plusieurs véhicules saisis; des perquisitions ont eu lieu dans divers hôtels de la capitale, où des preuves accablantes ont été découvertes", a déclaré le ministre.

"Les exécutants et les planificateurs à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont été entièrement identifiés" et "d'autres arrestations ne sont pas exclues dans les prochaines heures", a indiqué M. Reverol.

Le procureur général Tarek Williams Saab, proche du pouvoir, a annoncé qu'il révèlerait lundi les identités des personnes arrêtées.

Peu après les faits, M. Maduro a mis en cause son homologue colombien, qui doit passer les rênes du pouvoir mardi à son successeur Ivan Duque. "Je n'ai pas de doute que le nom de Juan Manuel Santos est derrière cet attentat", a assuré M. Maduro, évoquant aussi des "financiers" non identifiés qui résideraient aux Etats-Unis.

Il a également mis en cause "l'ultra-droite", se référant ainsi à l'opposition vénézuélienne.

"Il n'y aura pas de pardon" pour les auteurs, a prévenu M. Maduro. "Ceux qui ont osé aller jusqu'à l'attentat personnel, qu'ils n'espèrent pas le pardon, nous les poursuivrons et nous les capturerons où qu'ils aillent se cacher, je le jure!", a lancé le président.

A Bogota, le gouvernement colombien a qualifié d'"absurde" l'accusation portée contre le président Santos.

Les Etats-Unis ont nié toute responsabilité dans les faits. "Je peux dire catégoriquement qu'il n'y a eu absolument aucune participation du gouvernement américain là-dedans", a déclaré John Bolton, conseiller pour la sécurité nationale du président Donald Trump.

Selon le ministre de l'Intérieur, l'attaque a été menée à l'aide de deux drones, chacun chargé d'un kilo de C4, un puissant explosif militaire.

L'un des drones a survolé la tribune présidentielle mais a été brouillé et est allé exploser "hors du périmètre prévu", a déclaré M. Reverol. Le contrôle du second drone a été perdu et il a explosé contre un bâtiment situé non loin du lieu où se déroulait la parade.

Un mystérieux groupe rebelle qui serait composé de civils et de militaires a revendiqué l'action dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux. AFP 6 août 2018

1.2- Pas d'implication US dans l'explosion de drones au Venezuela, dit Bolton - Reuters 5 août 2018

Selon Bolton, le gouvernement de Nicolas Maduro pourrait être à l'origine de cette explosion.

"Cela pourrait être beaucoup de choses, comme un prétexte mis en place par le régime de Maduro ou quelque chose d'autre", estime le conseiller américain... Reuters 5 août 2018

Il fallait oser le dire !

2- Etats-Unis/Iran.

- Washington détaillera lundi le rétablissement des sanctions contre l'Iran - Reuters 6 août 2018

La Maison blanche effectuera lundi une annonce pour détailler le rétablissement des sanctions contre l'Iran qui doit avoir lieu dans la semaine, conformément au souhait du président Donald Trump, a déclaré dimanche le secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

Une première série de sanctions américaines doit ainsi être rétablie dans la semaine. Elles portent sur l'achat par l'Iran de dollars, sur le commerce de l'or et des métaux précieux, sur le charbon et sur les logiciels industriels.

"Il s'agit d'une part importante de nos efforts visant à repousser les activités malveillantes de l'Iran", a déclaré Mike Pompeo aux journalistes dans l'avion qui le ramenait à Washington après un voyage en Asie. "Les Etats-Unis vont appliquer ces sanctions", a-t-il ajouté.

Selon un représentant du département du Trésor, qui s'est exprimé sous couvert d'anonymat, le rétablissement des sanctions sera effectif mardi à 16h01 GMT.

Plus tôt dans la journée de dimanche, la télévision publique iranienne rapportait que Téhéran allait assouplir les règles de contrôle

des changes afin de tenter d'endiguer le plongeon du rial, la devise nationale, qui a perdu la moitié de sa valeur depuis avril dans la perspective d'un retour des sanctions américaines.

Des manifestations se sont produites dans plusieurs villes d'Iran pour une sixième soirée consécutive, dimanche, pour protester contre l'inflation provoquée par la chute du rial, selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Un homme a été tué à Karaj, à l'ouest de Téhéran, ont annoncé les autorités, niant toute implication des forces de sécurité, ont rapporté les agences de presse iraniennes.

"Le peuple iranien est mécontent - non pas des Américains, mais de ses propres dirigeants", a réagi Mike Pompeo. "Il est mécontent de l'incapacité des dirigeants iraniens à tenir leurs promesses économiques."

Washington veut que les Iraniens puissent être entendus dans le choix des responsables du pays, a dit le secrétaire d'Etat, sans aller jusqu'à appeler à un changement de régime à Téhéran.

Mike Pompeo a toutefois déclaré qu'il faudrait "un changement important" de la part de l'Iran pour échapper au rétablissement des sanctions américaines, à commencer par adopter un comportement "normal".

La semaine dernière, Donald Trump s'est dit prêt à oeuvrer à une amélioration des relations entre Washington et Téhéran en s'entretenant avec les dirigeants iraniens, une proposition rapidement rejetée par des représentants iraniens.

"Nous sommes ravis de discuter s'il y a un accord approprié, qui pourrait mener à une issue positive", a dit Mike Pompeo. "A l'heure actuelle, il n'y a aucune preuve de leur envie de changement de comportement." Reuters 6 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

3- Bangladesh

- Bangladesh. La colère étudiante ne faiblit pas - Liberation.fr 6 août 2018

Les universités de Dacca, capitale du Bangladesh, se sont à nouveau enflammées lundi. Plus d'une centaine de manifestants et des journalistes ont été tabassés par les forces de l'ordre ou, selon plusieurs sources, par des jeunes affiliés au parti au pouvoir. Les protestataires dénonçaient l'insécurité routière, après la mort de deux collégiens percutés par un bus. Ils réclament la démission du ministre des Transports. En réponse, le gouvernement propose la peine de mort en cas d'accident mortel «délibéré»… Liberation.fr 6 août 2018

Dans tous les pays ou presque toutes les couches de la population sont à cran, elles n'en peuvent plus d'être gouvernées par des despotes civils ou militaires...

Haut de page

Le 8 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (11 pages)

Au pays de la non-violence...

Message reçu du Consulat général de France à Pondichéry.

- L'annonce du décès, survenu ce jour, de M. KARUNANIDHI, leader politique et ancien Chief Minister du Tamil Nadu, ses obsèques et les hommages qui lui seront rendus pourraient donner lieu à des manifestations et affecter la vie quotidienne par des mesures d'ordre public décidées par les autorités locales (restrictions de mouvements et jours de deuil) en particulier au Tamil Nadu et à Pondichéry.

Le Consulat général de France recommande à la communauté française de se tenir informée, d'éviter les lieux de rassemblement et de limiter en tant que de besoin les déplacements au nécessaire.

Karunanidhi, homme d'affaire parmi les plus grandes fortune du Tamil Nadu (60 millions d'habitants où j'habite), mafieux, chef d'un gang à la tête duquel se trouve son fils, Staline (ce n'est pas une blague !), impliqué avec sa soeur dans plusieurs affaires de corruption, malversations, trafics, spoliation de terres, assassinats, etc. Staline a pris le relais de son père à la tête du DMK, un parti nationaliste tamoul. L'air patibulaire, Karunanidhi n'est jamais apparu en public sans ses lunettes noires. Il est décédé à l'âge de 95 ans, la pourriture a la peau dure !

Le tableau de l'été en images et en texte (de haut en bas en partant de la gauche).

Texte accompagnant l'image de la page d'accueil du portail.

- "Mimétisme ; Quand puritanisme féminin et putasserie font bon ménage. ; Macron produit de la télé-réalité comme cette poufiasse, elle est à vendre en ce moment ; La farce... et à la trappe ! ; A la commission des lois ils papotent, rêvassent, se marrent bien ou s'emmerdent ! ; C'est le peuple syrien qu'il faut saluer pour son courage héroïque contre une coalition de 134 Etats et une horde de barbares ; Facebook impuissant même au Venezuela."

On sait que leur milieu et ceux qui gravitent autour est porté aux vices, à toutes les perversités, à la prostitution, à la traite des blanches.

Ils n'arrêtent pas de nous emmerder avec leurs histoires d'harcèlement sexuel, et ils nous montrent des seins et des culs, des corps dénudés, des formes provocantes à tire-larigot. Après avoir instauré le puritanisme de bénitier, ils ont fait la promotion de la pornographie qu'ils ont mis à la portée de tous avec Internet, et avec la cris du capitalisme, les salaires misérables et le chômage de masse ils ont transformé la société en un immense lupanar dont ils sont les premiers à tirer profit dans tous les sens du terme. Après avoir assimilé la femme à une sous-espèce de l'homme, les voilà qui décrètent qu'elle serait son égal quand ils n'inversent pas les rôles pour monter l'un contre l'autre, alors que la nature a fait en sorte qu'ils soient complémentaires.

Si les préjugés et le comportement que peuvent avoir certains hommes envers les femmes sont archaïques et détestables, ils en portent la responsabilité pour avoir maltraité les femmes pendant des siècles ou plutôt des millénaires, depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe ou le passage au patriarcat qui a ravalé la femme à un statut inférieur du fait de sa fonction sociale procréatrice depuis que le développement des forces productives a permis de produire des marchandises au-delà des besoins des hommes et d'accumuler des richesses, du coup la valeur d'usage d'une femme a été supplanté par la valeur d'échange des marchandises produites par les hommes dès lors qu'elle permettait aux hommes d'accroître leur pouvoir, pour finalement instaurer une société qui leur accorderait des droits supérieurs à ceux des femmes.

Et quand les femmes furent mises à contribution pour produire certaines marchandises produites jusque là par les hommes, leur statut demeura longtemps inchangé, puis il évolua pour se rapprocher de celui des hommes mais sans jamais l'égaler autrement que sur le papier, continuant en réalité d'être surexploitées, doublement exploitées, encourageant les hommes à conserver le même comportement de supériorité à leur égard, les mêmes préjugés qu'on leur reproche aujourd'hui.

Dans un grand nombre d'entreprises ou de fonctions les femmes rentrèrent en concurrence avec les hommes ou les remplacèrent, parce que les capitalistes en tiraient davantage de profit en sous-payant leur force de travail.

Depuis l'époque où les femmes étaient vendues à la foire aux esclaves jusqu'à nos jours, rien n'a fondamentalement changé puisque le rapport de dominant à dominé qui caractérise le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme n'a jamais cessé d'exister ou continue de se reproduire à tous les échelons de la société.

Ce qui ressort de cette brève analyse, c'est que les hommes et les femmes ont toujours été soumis au même rapport de dominant à dominé qui a pour origine les inégalités sur lesquelles repose le mode de production capitaliste et qu'il ne disparaîtra qu'avec lui, puisque les bases de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de l'exploitation de la femme par l'homme auront disparu.

Dès lors, la nouvelle société à laquelle nous aspirons sera bâtie non pas sur le principe d'égalité, puisque la nature a fait en sorte que l'homme et la femme ne soient ni égaux, semblables ou comportent des fonctions spécifiques à chacun, mais sur un principe qui intègre l'ensemble de ces particularités de manière à ce que les besoins ou aspirations de l'ensemble des hommes et des femmes soient satisfaits cette fois sans discrimination, après qu'ils eurent cessé d'être en concurrence ou de s'affronter au travers de rapports devenus obsolètes et qui disparaîtront naturellement.

7 800 000 c'est beaucoup plus (dangereux) que le RN (ex-FN).

- Le tweet du Monde qui a lancé l'affaire Benalla a été diffusé aux… 7 800 000 abonnés du Monde ! - Les-crises.fr

En réalité, cela signifie que Macron bénéficie de beaucoup plus de soutiens que ce que l'on nous raconte...

Etat policier. Quand la population se transforme elle-même en agence des services du renseignement.

Un internaute - Facebook (avec seulement 23 000 salariés) ce sont les habitants de la terre entière qui renseignent cette base de donnée (avec enthousiasme).

Internet tombe sous le coup de la censure mondiale des GAFAM.

- La grande purge commence sur Internet - Réseau Voltaire 7 août 2018

En moins de douze heures, les géants de l'Internet ont supprimé tous les comptes du groupe Infowars et du journaliste Alex Jones, favorable au président Donald Trump.

Cette purge, qui fait suite à une audition de la Commission de la chambre des Représentants pour la Justice sur la censure d'Internet, a été coordonnée par Apple, Facebook, Google, Spotify et YouTube.

Toutes les vidéos d'Alex Jones ont été supprimées de la toile.

Cette décision a été prise au nom de l'idéologie puritaine qui affirme la responsabilité de chacun de s'opposer aux discours déviants. Elle contredit la conception états-unienne de la liberté totale d'expression, exprimée par le 1er amendement de la Constitution.

Des sociétés privées liées au Parti démocrate viennent de mettre fin à un principe fondateur des États-Unis, ainsi que nous l'avions anticipé, il y a deux ans : « Les États-Unis vont-ils se réformer ou se déchirer ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 octobre 2016. Réseau Voltaire 7 août 2018

Internet va s'avérer être d'ici quelques années, le plus formidable instrument de la dictature mondiale de l'oligarchie jamais conçu pour asservir les peuples. Avec cet épisode on n'est même pas encore au hors d'oeuvre, c'est plutôt de l'ordre de l'amuse-gueule, de la friandise qui ne touche que des couches marginales de la population. Personnellement je ne fréquentais pas le portail d'Alex Jones.

En complément.

- Edward Snowden estime que Facebook est une société de surveillance se présentant comme un réseau social - cnewsmatin.fr 19.03.2018

France. Le préfet de police de Paris auteur d'une fausse déclaration (fake news).

- Benalla. Le couple de la Contrescarpe n'a pas menti à la police - Liberation.fr 8 août 2018

Le contenu des réponses des services de police au procureur de Paris, qui avait demandé la raison pour laquelle le couple molesté par Alexandre Benalla le 1er Mai, place de la Contrescarpe, n'avait pas été interpellé, met à mal la déclaration du préfet de police de Paris Michel Delpuech. Ce dernier avait déclaré, devant la commission d'enquête parlementaire, le 23 juillet, que les deux jeunes gens n'avaient pas leurs papiers au moment de l'interpellation et qu'ils avaient fait état de «fausses identités», ce que la Sûreté territoriale dément. Liberation.fr 8 août 2018

Ils ont tous ou presque fait de fausses déclarations, à commencer par Macron et Collomb !

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- A Toulouse, une crèche provisoire pour protéger les familles à la rue de la canicule - Liberation.fr

- Migrants confrontés à la canicule : «Les conditions de vie sont extrêmes» - Liberation.fr

- Faut-il faciliter l'embauche de sans-papiers dans la restauration ? - Capital - 07.08

- L'armée suisse au secours des vaches frappées par la sécheresse - Reuters

- Grèce : des plongeurs se mobilisent pour sauver des hippocampes - euronews

Quelle excellente idée ! Pourquoi les esclavagistes et la pseudo-gauche et extrême gauche soutiennent-ils l'immigration illégale ?

Grille de lecture.

Quand employeurs s'enquièrent du sort des demandeurs d'asile, des réfugiés, des migrants, des sans-papiers, c'est forcément qu'ils sont animés de bonnes intentions, qui oserait imaginer le contraire, franchement ?

Mais les esclavagistes et la pseudo-gauche et extrême gauche ne partagent pas les mêmes intentions diront les naïfs ou les crétins ? Là n'est pas la question. Cette question est faite pour nous détourner de l'essentiel, car ce ne sont pas les intentions qui comptent, mais bien la réalité. On s'en tiendra donc à la réalité. Or la réalité, c'est un pays qui comptent des millions de travailleurs au chômage qui ne demandent qu'à travailler et qui ne trouvent pas de travail, parfois ou de plus en plus souvent parce que lorsqu'ils répondent à une offre d'emploi on leur propose des conditions de travail ou une rémunération misérables qu'ils refusent, et c'est parfaitement légitime. Du coup, ils restent au chômage et des centaines de milliers d'emploi demeurent disponibles. Il faut avoir à l'esprit que ces conditions de travail épouvantables ou cette rémunération misérables sont tout à fait légales. Là est la véritable question et pas ailleurs.

En conséquences le patronat fait pression sur le législateur pour qu'il leur permette d'embaucher une main d'oeuvre sans défense, taillable et corvéable à merci, composée de sans papiers, de migrants, de demandeurs du droit d'asile.

Pour rappel.

- Migrants : l'Allemagne crée des emplois... à 80 centimes de l'heure - europe1.fr 23 août 2016 (causerie du 2 août)

C'est de cela que se rend complice la pseudo-gauche et extrême gauche. Ils permettent au patronat de réaliser son rêve, ce qu'il ne peut pas imposer aux travailleurs du pays, il va pouvoir en bénéficier en recourant à la main d'oeuvre étrangère, à la limite, il n'aura même plus besoin de délocaliser pour profiter d'une main d'oeuvre à bas coût en Asie ou en Afrique, on va lui servir à domicile, sur un plateau.

La pseudo-gauche et extrême gauche instrumentalisent ces travailleurs immigrés, manipulent travailleurs et militants en avançant cette question pour faire oublier qu'ils refusent d'affronter le patronat et le gouvernement, qu'ils n'ont jamais eu sérieusement l'intention de proposer aux travailleurs une issue à la crise du capitalisme.

Pour bien comprendre la véritable nature de cette pseudo-gauche et extrême gauche, il faut également avoir à l'esprit qu'elles tiennent un double discours. D'un côté elles dénoncent les méfaits de l'impérialisme au Moyen-Orient ou ailleurs qui seraient la cause de cette immigration massive, et de l'autre elles supportent la politique de leur propre impérialiste d'une multitude de manières à des degrés divers, qui consistent à tenir un discours similaire justifiant une opération militaire quand elles ne la réclament pas, par exemple le NPA sur la Syrie, à ranger le gouvernement syrien sur le même plan que les barbares issus d'al-Qaïda, tous partis confondus pour le coup, jusqu'à refuser de rompre avec l'Otan qui participe à toutes guerres en Asie et en Afrique, l'ONU, par exemple FLI, le PCF...

En résumé, la pseudo-gauche et extrême gauche en dénoncent les causes et les conséquences, mais ne retiennent finalement que les conséquences en refusant de s'attaquer aux causes, ce qui les rangent dans le camp de la réaction. L'immense majorité des militants n'ayant pas grand chose dans la cervelle, cela leur suffit pour se dire ou se croire de gauche ou d'extrême gauche, ce qui n'est évidemment pas le cas. Oui, quelque part aussi leur humanisme est la politesse des salauds, inconsciemment bien sûr, je précise.

- Faut-il faciliter l'embauche de sans-papiers dans la restauration ? Capital - 07.08

La recette miracle ? Face à une pénurie de main-d'œuvre, les restaurateurs et les hôteliers réclament aux pouvoirs publics de faciliter l'obtention des autorisations de travail pour les étrangers sans papiers. Bonne ou mauvaise idée ?

1. Un secteur en manque de main-d'oeuvre

Le secteur de la restauration est en crise, il connaît une pénurie de salariées : il y aurait "130.000 emplois à pourvoir dans le secteur de l'hôtellerie-restauration", constate Didier Chenet, président du Groupement national des indépendants (GNI) hôtellerie-restauration dans Le Parisien. À Thionville (Moselle), Bruno Clément, patron du restaurant gastronomique Les moulins bleus, souhaite recruter deux cuisiniers et un serveur pour son restaurant ; mais, il "passe à côté d'un chiffre d'affaires de dingue parce que je n'arrive pas à embaucher". Il estime quant à lui nombre le nombre de CDI à pourvoir à 50.000. En somme, selon Roland Héguy, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie la pénurie d'emplois, dans le

secteur serait ”historique”.

2. Cela permettrait une meilleure intégration des migrants

“Les personnes qui viennent sur notre territoire ne sont pas venues pour demander l'assistance, elles sont venues pour avoir la liberté de construire leur vie”, analyse dans Le Figaro Aurélien Taché, député En Marche du Val d'Oise, auteur d’un rapport en février 2018 sur l’intégration des étrangers. Sur RFI, Bruno Viguier, coordinateur du projet HOPE (Hébergement Orientation Parcours vers l'Emploi), qui aide les immigrés à se former à la langue et à un emploi, souligne que ces contrats “leurs permettent d’avancer vers l’autonomie”, tout en apportant un “nouveaux souffle à ces secteurs”.

1. Des mesures existent déjà

En réalité, une mesure existe déjà pour permettre aux immigrés de travailler légalement, même si “elle est souvent exceptionnelle et n'est pas automatique”, précise Pierre Henri, directeur de France terre d'asile. En principe, cette autorisation est obtenue 6 à 9 mois après l’obtention du statut de demandeur d’asile. Cette autorisation de travail est valable 6 mois, et renouvelable jusqu'à la décision de Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), qui attribue le statut de réfugié. Quatorze familles de métiers, dits métiers ouverts, sont accessibles aux ressortissants non européens. Cette liste de métiers initialement créée en 2008, devait ouvrir le marché du travail français aux étrangers, pour combler la “pénurie de personnel dans certains secteurs”, précise Le Figaro. Par ailleurs, cette liste est élargie pour certains pays. Les États-Unis, le Canada, le Maroc, la Tunisie ou encore le Sénégal “voient en effet leurs ressortissants autorisés à postuler à une centaine d'emplois en France”.

2. La vraie solution serait de booster les formations et l’attractivité du secteur

L’embauche de migrants permettrait peut-être de juguler la pénurie de main-d’oeuvre, mais pas de répondre aux causes de ce manque de bras, en particulier le déficit de formation et le manque d’attractivité du secteur. “Les jeunes ne sont pas encouragés, lors de leur orientation à apprendre ces métiers. On les considère encore comme des métiers secondaires, ce qui est une hérésie. (...) Aujourd’hui, nous sommes face à une crise de recrutement. Les professionnels du secteur n’ont certainement pas fait ce qu’il fallait faire pour l’anticiper. C’est probablement une raison”, déplore Hervé Bécam, vice-président de l'Union des métiers et des industries de l’hôtellerie (UMIH), dans Tourmag.com. Capital - 07.08

Les professionnels du secteur de l’hôtellerie, du bâtiment, etc. recourent massivement au travail au noir, sinon ils contournent ou violent la législation du travail en vigueur en toute impunité.

Ils ont de la suite dans les idées, la preuve.

- Faut-il faciliter l'accès au travail des demandeurs d'asile ? Capital - 20.02

Jusqu’à présent, un demandeur d’asile doit attendre 9 mois après l’enregistrement de sa demande par L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) pour pouvoir solliciter et obtenir une autorisation de travail. Dans un rapport remis lundi 19 février au Premier ministre Édouard Philippe et au ministre de l’Intérieur Gérard Collomb, le député LREM Aurélien Taché souhaite faire passer ce délai de 9 à 6 mois. Alors, faut-il accélérer l’accès au travail des demandeurs d’asile ? À vous de juger.

1. L’intégration passe par le travail C’est toute la philosophie qui parcourt le rapport d’Aurélien Taché : faciliter l’accès au travail des demandeurs d’asile, c’est faciliter leur intégration en France. “La première chose que recherche un demandeur d'asile lorsqu'il arrive, ce n'est pas qu'on le mette dans un centre d'hébergement ou qu'on lui donne une allocation pour qu'on s'occupe de lui, c'est qu'on le laisse travailler”, juge le député LREM dans les colonnes du Parisien. Une position que partage Nathaëlle Bricaust, conseillère en insertion professionnelle, interrogée par L’Express : “Les réfugiés veulent montrer leur reconnaissance en se rendant utile et éviter à tout prix de passer des mois au chômage”, explique-t-elle.

2. Cela évite le travail au noir

Revers de la médaille pour les demandeurs d’asile qui ne peuvent pas encore travailler légalement : le travail au noir. “Un employeur peut recruter un demandeur d'asile ou un réfugié qui a obtenu un visa de séjour, tant que ses autorisations de travail sont en règle. Sinon, tous deux prennent le risque de tomber sous le coup de la loi du travail au noir”, rappelle BFM TV. Par ailleurs, “ l’absence de déclaration du salaire qui caractérise le travail au noir prive le travailleur de ses droits sociaux (pas de droits au chômage ni à la retraite puisque pour en bénéficier il faut cotiser à l’assurance chômage et à l’assurance vieillesse)”, explique L’Humanité. D’autant que si, dans le même temps le demandeur d’asile bénéficie de l’Ada (allocation pour demandeur d’asile), cette aide peut lui être totalement coupée s’il a dissimulé un travail au noir.

1.Cela risque de créer un appel d’air

Le gouvernement suit jusqu’à présent cette logique. “A côté du “Wir schaffen das !” (“Nous y arriverons !”) d'Angela Merkel, à

propos de l'accueil des réfugiés, la mobilisation française a toujours fait pâle figure. La volonté de l'administration d'éviter tout “appel d'air”, en aménageant l'intégration des réfugiés, a accentué le décalage avec le voisin allemand”, notent Les Echos. Pour le démographe Cris Beauchemin, interviewé par Le Monde, si appel d’air il y a, “ils [les migrants] se dirigent d’abord là où ils ont des réseaux sociaux, puis vers le pays qui leur offre le plus d’opportunités économiques, dans la petite industrie ou les travaux agricoles par exemple”.

2.Cela risque d’amplifier le chômage des Français

Lorsqu’un demandeur d’asile souhaite travailler, l’administration française peut lui interdire certains secteurs de métiers si elle juge que le niveau de chômage y est trop important. C’est le principe de l’opposabilité de la situation de l’emploi. Mais, comme le remarque un rapport de l’OCDE publié en novembre dernier, cité par La Croix, “ pour les métiers dits en tension, où il n’y a pas assez de candidats, il n’y a pas d’opposabilité de la situation de l’emploi. Mais la liste de ces métiers, créée en 2008, n’a jamais été actualisée”. Ce qui explique pourquoi, 7 ans après la création de cette liste, en 2015, seuls 15% des métiers étaient toujours en tension : les demandeurs d’asile avaient donc accès à des postes où il y avait assez de postulants français. Par le passé, la France avait déjà décidé d’aller bien plus loin : “En 1991, le droit au travail [des demandeurs d’asile] avait été interdit, pour éviter l’effet d’annonce pour des flux de travailleurs potentiels”, rappelle Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche au CNRS, dans une tribune publiée par Slate. Capital - 20.02

Propagande et imposture.

- Hollywood demande le retrait de l'étoile de Trump de son Walk of Fame - AFP 08.08

Le conseil municipal de West Hollywood, quartier de Los Angeles où se situe le célèbre Walk of Fame, a adopté à l'unanimité une résolution demandant à ce que l'étoile de Donald Trump soit retirée de la célèbre promenade touristique, a annoncé son maire mardi. AFP 08.08

Mais pas celles de John Wayne ou Ronald Reagan...

- Le cinéaste ukrainien Sentsov, emprisonné en Russie, a perdu 30 kg, selon son avocat - AFP 08.08

Le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, en grève de la faim dans une prison russe depuis près de trois mois, a perdu 30 kg et souffre de problèmes cardiaques, a annoncé mardi à l'AFP son avocat. AFP 08.08

C'est qu'il était obèse s'il n'est pas encore mort !

- La politique étrangère "éthique" du Canada sur la sellette - AFP 08.08

En mettant les droits de l'homme au coeur de sa diplomatie, le Canada s'est attiré les foudres de l'Arabie saoudite et risque de perdre quelques contrats juteux, conséquence d'une politique étrangère "éthique" qui ne fait pas l'unanimité. AFP 08.08

Pour l'Agence Française de Propagande de la guerre, c'est politiquement incorrect.

ACTUALITE EN TITRES

Chouette, une bonne nouvelle !

- 33,5 milliards - Liberation.fr 8 août 2018

C’est le montant, toujours astronomique, du déficit du commerce extérieur français au premier semestre, qui a été communiqué mardi. Liberation.fr 8 août 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

1.1- Attaque au drone sur Maduro: un ex-chef de police municipale dit avoir joué un rôle - Reuters 8 août 2018

Un ancien chef d'une force de police municipale du Venezuela passé dans l'opposition affirme avoir participé aux préparatifs de l'attaque au drone piégé qui a visé samedi le président Nicolas Maduro.

Dans une interview accordée à Reuters à Bogota, la capitale colombienne, Salvatore Lucchese dit avoir orchestré avec la "Résistance" cette opération que le président vénézuélien, sorti indemne, a présentée comme une tentative d'assassinat.

Cette "Resistencia" est une association aux contours flous et sans structures formelles de militants anti-Maduro, de leaders étudiants et d'anciens militaires.

"Nous avions un objectif et sur le coup, nous n'avons pas été en mesure de le matérialiser à 100%", a dit Lucchese, sans préciser son rôle exact dans l'opération. "La lutte armée continuera", a-t-il poursuivi.

Un groupe méconnu, le "Mouvement national des soldats en tee-shirt", se réclamant lui aussi de la "Résistance", a revendiqué l'attaque. Lucchese a refusé de dire s'il était lié à ce mouvement.

Cet ancien chef de la police municipale de San Diego, dans l'Etat de Carabobo (centre), a fait parler de lui une première fois en 2014 pour avoir refusé de disperser une manifestation de l'opposition, un acte de désobéissance qui lui avait valu dix mois de prison.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu auprès du ministère vénézuélien de l'Information sur les affirmations de Lucchese, qui a rompu cette année avec le parti d'opposition Volonté populaire, lui reprochant sa stratégie de dialogue avec le pouvoir Maduro.

L'opposition vénézuélienne a annoncé mardi soir qu'un parlementaire et une cheffe d'un mouvement de contestation étudiant avaient été arrêtés à Caracas par les services du renseignement.

Au cours du week-end, les autorités vénézuéliennes ont arrêté six personnes, dont un suspect recherché pour son implication dans une attaque contre une base militaire en 2017.

Lors d'un discours retransmis à la télévision mardi soir, Nicolas Maduro a fait référence à Salvatore Lucchese et estimé que ce dernier avait des liens avec le nouveau président colombien Ivan Duque, intronisé mardi.

"Un ancien chef de la police, membre de la droite vénézuélienne, a revendiqué d'être à l'origine de l'attaque. Il était aujourd'hui un invité spécial à la cérémonie d'investiture" d'Ivan Duque, a-t-il dit.

D'après les autorités vénézuéliennes, deux drones piégés à l'explosif ont été lancés samedi en fin d'après-midi lors d'une cérémonie militaire à laquelle Maduro participait dans le centre de Caracas. Le premier a été neutralisé par les forces de sécurité, le second a chuté sur un immeuble.

Le président vénézuélien a imputé l'attaque de samedi à des figures de l'extrême droite vénézuélienne et à leur soutien à l'étranger, accusant nommément le gouvernement colombien. Reuters 8 août 2018

1.2- Venezuela: Maduro accuse des députés de l'opposition d'implication dans l'"attentat" - AFP8 août 2018

Au cours d'une longue allocution radio-télévisée, M. Maduro a présenté ce qu'il considère comme des "preuves" de la réalité d'une tentative d'assassinat contre lui.

Il a accusé l'ancien président du Parlement, l'opposant Julio Borges, actuellement en exil, d'être lié à l'attaque aux drones survenue samedi à Caracas pendant une cérémonie militaire.

Le président Maduro a dit s'appuyer sur des déclarations qui auraient été faites par des personnes, au nombre de six, arrêtées à la suite de l'incident.

"Toutes les déclarations pointent vers Julio Borges, qui vit dans une propriété à Bogota protégé par le gouvernement sortant de Colombie. Nous savons qu'il est assez lâche pour participer à ce genre d'événements", a affirmé M. Maduro.

Le président vénézuélien avait accusé dès samedi le président sortant colombien Juan Manuel Santos d'être derrière l'"attentat" contre lui. Une allégation rejetée catégoriquement par Bogota.

Mis en cause par M. Maduro, Julio Borges lui a répondu directement sur Twitter. "Ni le pays ni le monde ne croient à ta farce de l'attentat", a-t-il écrit. "Nous savons tous que c'est un montage pour nous poursuivre et pour nous condamner, nous qui nous opposons à ta dictature".

Selon la version des autorités vénézuéliennes, une tentative d'assassinat a été menée contre M. Maduro avec deux drones chargés d'explosif. Sept militaires ont été blessés.

Outre M. Borges, M. Maduro a aussi accusé d'implication dans l'"attentat" un député de l'opposition vénézuélienne, Juan Requesens.

Dans un témoignage filmé sur une vidéo que M. Maduro a diffusée, les noms de MM. Borges et Requesens ont été mentionnés par un militaire en retraite qui est l'une des personnes arrêtées après l'incident de samedi.

La formation d'opposition à laquelle M. Requesens appartient, Primero Justicia, a annoncé que ce député et sa soeur avaient été arrêtés mardi par le service vénézuélien du renseignement, le Sebin.

"Le député Juan Requesens et sa soeur Rafaela ont été capturés et frappés par 14 hommes du Sebin", a déclaré Primero Justicia sur son compte Twitter.

Rafaela Requesens a été libérée par la suite, selon sa famille.

Sur Twitter, M. Borges a condamné l'arrestation du député. "Nous dénonçons devant le monde l'abus injustifiable" commis contre Juan Requesens, "dont on a violé l'immunité parlementaire et qui a été emprisonné", a-t-il écrit.

Parallèlement à l'allocution de M. Maduro, le président de l'Assemblée constituante, Diosdado Cabello, numéro deux du régime chaviste, a annoncé que cette assemblée discuterait dès mercredi de "la suppression de l'immunité parlementaire de ceux qui sont impliqués" dans l'"attentat" contre M. Maduro. AFP8 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1-Italie

Italie: les populistes font adopter une loi controversée sur le travail - AFP 7 août 2018

Les populistes italiens au pouvoir depuis deux mois ont fait adopter mardi, sous le feu des critiques, leur première loi majeure qui ambitionne de réformer le marché du travail et de frapper les entreprises abusant de la flexibilité.

Dans la foulée de la Chambre des députés la semaine dernière, le Sénat a avalisé mardi le "décret-loi dignité", avec 155 voix pour, 125 voix contre et une abstention, donnant le feu vert définitif à un texte limitant le recours aux contrats à durée déterminée (CDD) et pénalisant licenciements et délocalisations.

Ce cheval de bataille de Luigi Di Maio, ministre du Travail et chef de file du Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème), est sous le feu des critiques du patronat italien, ainsi que du Parti démocrate (PD, centre gauche).

"Citoyens 1 - Système 0", a tweeté mardi Luigi di Maio, triomphant. Et les sénateurs de sa formation ont qualifié de "révolution culturelle" ce coup porté au "fléau social qui s'appelle la précarité".

"Le ministre du Travail est depuis aujourd'hui le ministre du Chômage", a commenté pour sa part, l'ex-chef du gouvernement Matteo Renzi, l'homme fort du PD, sur les réseaux sociaux. "Grace aux géniales intuitions du ministre Di Maio, nous allons perdre 80.000 postes de travail", a-t-il dit, en reprenant un chiffre des services du gouvernement qui a fait polémique en juillet.

Selon le patronat (Confindustria), les nouvelles mesures vont décourager les investissements et limiter la croissance. Quant au tour de vis sur les CDD, il "risque d'avoir un impact négatif" sur le chômage.

L'Italie est confrontée à un chômage endémique, avec un taux de 10,9% en juin, qui monte à 32,6% pour les 15-24 ans, très au-dessus de la moyenne de la zone euro (16,8% en mai).

Concrètement, il ne sera plus possible de dépasser les deux ans en CDD, contre trois auparavant. En outre, les CDD se

verront appliquer une charge de cotisations sociales croissante de 0,5% à partir du premier renouvellement, pour quatre renouvellements maximum.

Seules les personnes faisant le ménage ou s'occupant de personnes âgées sont exclues du dispositif.

Au delà de douze mois, les employeurs devront justifier la prolongation, par exemple pour un pic non prévu d'activité, une mesure source de recours en justice, prédit le patronat. En l'absence de justification valable, le CDD sera transformé en CDI.

Les entreprises ne pourront pas en outre totaliser plus de 30% d'emplois temporaires. Les indemnités pour licenciements abusifs sont également augmentées, tandis que les entreprises procédant à des embauches bénéficieront d'un bonus.

En mars 2017, le gouvernement de Paolo Gentiloni (PD) avait abrogé le dispositif des "vouchers", sortes de chèques emploi service censés lutter contre le travail au noir mais dont la généralisation avait entraîné de nombreux abus.

Le gouvernement populiste a souhaité les réintroduire de manière extrêmement restrictive dans l'agriculture (entreprises jusqu'à cinq employés) et le tourisme (jusqu'à 8 employés), pour dix jours maximum et pour les chômeurs, les étudiants et les retraités.

Cette mesure a été introduite par la Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini, qui partage le pouvoir avec le M5S, particulièrement à l'écoute des entrepreneurs du nord de l'Italie.

Toute entreprise ayant reçu une aide de l'Etat sera en outre tenue de la rembourser si elle délocalise son activité dans les cinq ans qui suivent. Si cette délocalisation a lieu en dehors de l'UE, l'entreprise devra rembourser de deux à quatre fois le montant de l'aide.

La loi comprend aussi une interdiction de la publicité des jeux de hasard, une disposition qui inquiète les milieux sportifs compte tenu du gros marché des paris sportifs.

Les sénateurs du PD se sont bruyamment opposés mardi à cette révision législative qui balaie le "Jobs Act", grande réforme du marché du travail de M. Renzi.

En vigueur depuis mars 2015, le Jobs Act avait introduit un contrat de travail à durée indéterminée à "protection croissante", qui permettait aux employeurs un licenciement plus facile pendant au moins trois ans mais dont l'impact réel a fait débat. AFP 7 août 2018

2- Inde

- Inde : des milliers d'ouvriers du thé en grève pour 50 centimes d'augmentation - LeParisien.fr 8 août 2018

50 centimes par jour, c'est le montant de la revalorisation salariale exigée par des centaines de milliers d'ouvriers dans les plantations de thé Darjeeling, dans l'Est de l'Inde.

Une augmentation qu'ils espèrent obtenir en se mettant massivement en grève. « Plus de 400 000 ouvriers de quelque 370 plantations participent à cette grève de trois jours » dans l'État du Bengale Occidental, a précisé Aloke Chakraborty, président du comité central du syndicat des ouvriers du thé.

Pour l'heure, le salaire minimum journalier d'un ouvrier à la plantation est de 169 roupies (2,10 euros). Les syndicats demandent une augmentation de 20% à 203 roupies (2,60 euros).

La mousson, une période de choix pour les grévistes

Si la grève n'a pas encore eu d'incidence sur le travail dans les plantations, le répit risque d'être de courte durée. Les syndicats ont opportunément choisi de mener cette grève en période de mousson, quand la production atteint des sommets et que les pertes financières peuvent être colossales.

Gautam Dev, un ministre régional, s'est dit sensible à la question et en quête d'une solution pour revaloriser le salaire minimum des ouvriers.

Vestiges de la période coloniale britannique, les plantations de thé font régulièrement les gros titres de la presse indienne en raison des conflits salariaux et des mauvaises conditions du travail. LeParisien.fr 8 août 2018

Ici, à plus de 2.000 kilomètres au sud, le salaire minimum journalier est de 200 roupies pour une femme, entre 300 et 400 pour

un homme.

Haut de page

Le 11 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Pour la première fois depuis 22 ans, cela fait deux semaines que le ciel est couvert et qu'il pleut par intermittence entre deux rayons de soleil ou la nuit. La température est tout de même remontée hier à 41°C à l'ombre.

En attendant le cocktail chaleur et pluie enchante la nature qui explose, les arbres poussent à vue d'oeil. En décembre dernier, en pleine mousson, j'avais mesuré jusqu'à une progression de 20 cm en un mois. Un jour tu te cognes la tête contre une branche, et quelques semaines plus tard tu passes en dessous ! C'est merveilleux, dommage que les hommes ne progressent pas aussi vite !

Je n'y connais rien en arboriculture et j'hésite à les tailler. A force de les voir prendre de la hauteur, je me demande comment je vais faire pour aller cueillir les oranges, mandarines, mangues, etc. Et puis si on en reçoit une sur la tête, j'ai pesé une mangue qui faisait 750 grammes, et je ne parle pas des noix de coco, comme quoi même en paix on vit dangereusement.

Allez on se détend un instant avant de partir au front ! Je ne vous dis plus bon week-end parce qu'ici on ignore ce que cela veut dire...

- Causerie au format pdf (20 pages)

Le mot du jour : Le crime de penser n'entraîne pas la mort. Le crime de penser est la mort. (George Orwell, 1984)

Une variante de mon cru : Quand on en vient à oublier que la vie qu'on subit ne correspond pas à celle qu'on aurait voulu avoir, on est déjà mort.

A moins que vous préfériez celui-là : On ne naît pas homme, on le devient. (Érasme)

On aura vécu dans une société en guerre pendant un quart de siècle depuis le démantèlement de la Yougoslavie par l'Otan jusqu'à l'agression de la Syrie, sans que cela n'affecte outre mesure notre mode de vie en occident, quel bonheur tout de même ! Quant à notre mode de pensée, je n'en dirais pas autant, quel malheur ! Après avoir supporté le pire, la guerre, on est en droit de s'attendre au pire, non ?

- Dans un monde hypermédiatisé, à une époque où l'information et la désinformation circulent à la vitesse de la lumière, avec l'omniprésence des médias sociaux et la multiplication des médias alternatifs, on pourrait espérer avoir accès à une diversité d'opinions et à des échanges enrichissants. Tout comme la peur de l'Autre qui mène rapidement à l'intolérance, à la xénophobie et au racisme, la peur du discours de l'Autre engendre l'intolérance et la censure. Ce qu'on nous dit c'est : ne sois pas différent, ne pense pas différemment et tout ira bien. (Claude Jacqueline Herdhuin, journaliste canadienne)

Les réflexions que cela m'a inspirées.

Le mouvement est inhérent à la matière, aux différents éléments qui la composent, ils sont indissociables...

Jadis, si les hommes ne s'étaient pas livrés à une observation rigoureuse de leur environnement, ils n'auraient sans doute jamais évolué...

Au départ, au stade élémentaire, ils ont procédé à des distinctions ou différenciations, divisions, comparaisons... Constatant que les mêmes causes engendraient les mêmes effets, ils se mirent à les reproduire et à les théoriser, c'est ainsi que l'esprit scientifique naquit ou les bases élémentaires de la logique.

Le mimétisme est un acte primaire inconscient à relier à l'instinct de survie de l'animal.

Cela ne signifiait pas pour autant qu'ils auraient saisi ce qui était à l'origine de ces causes qu'il mettra des dizaines de milliers d'années à pénétrer sans toutefois parvenir à la découvrir jusqu'à nos jours, puisque les hommes demeurent toujours ignorant du processus dialectique qui est à l'origine de la transformation, de l'évolution de la matière, de la nature, de l'homme, de la société, d'où ses superstitions, ses religions, ses illusions.

De nos jours, l'homme accède par mimétisme à travers son éducation à un niveau élémentaire de conscience qui varie en fonction des conditions qu'il a trouvées à sa naissance sans en avoir conscience, et c'est tout aussi inconsciemment que sa conscience va se développer jusqu'à un certain niveau en fonction de ses expériences et des interprétations qu'il en aura faites, pour ensuite stagner ou progresser péniblement sans parvenir à percer ce qui demeurera pour lui un mystère, pour enfin être voué à régresser pour ne pas être parvenu à élever sa conscience à un niveau supérieur et disparaître comme il était venu, un bien triste destin.

Il suffit d'observer comment les hommes se sont jetés aveuglément sur la religion, le sport, le cinéma, la télévision, Facebook et Twitter notamment, pour en avoir confirmation...

Une internaute - "L'humanité est présente en chacun de nous, mais seulement à l'état de germe, et la plupart du temps ce germe n'éclot pas vraiment ou bien végète difficilement et nous ne valons alors guère mieux que nos frères animaux mais avec une puissance technique dangereusement supérieure."

- "En rejoignant la CDU et la CSU dans une nouvelle « grande coalition » malgré le désastre pour les trois partis (qui formaient déjà la « grande coalition »précédente) à l'élection de 2017, le SPD n'a pas seulement aidé à former le gouvernement le plus à droite depuis la fondation de la République fédérale allemande après la Deuxième Guerre mondiale, il a encore fait de l'AfD (extrême droite - ndlr), qui n'a obtenu que 12,6 pour cent des voix, l'opposition officielle. "(Ulrich Rippert, wsws.org) En France, la social-démocratie dégénérée a fait mieux en réussissant à porter l'extrême droite la plus débile de l'Europe à près de 20%... et à engendrer Macron !

En famille LFI, LR, PS, PCF, Génération.s.

- Jean-Luc Mélenchon invite des députés de toutes les oppositions à son université d'été (sauf le RN) - Le HuffPost9 août 2018

Le Leader de la France Insoumise va organiser son université d'été à Marseille les 24,25 et 26 août prochain. Mais, fait étonnant, il a cette fois-ci décidé d'inviter pour l'occasion des députés d'autres partis et de différents horizons politiques. LR, PS, PCF, Génération.s (mouvement de Benoît Hamon) seront de la partie, révèle Le Figaro ce mercredi 8 août.

Les députés LR Marianne Dubois (Loiret) et Olivier Marleix (Eure-et-Loire) vont ainsi participer à une table ronde sur la défense et la vente par l'Etat du groupe Alstom. Le député LR a par ailleurs assuré au Figaro que cette rencontre "n'est pas la convergence des luttes".

La députée LREM de la Manche Sonia Krimi, qui avait également accepté l'invitation, a finalement préféré se désister. Le HuffPost 9 août 2018

Dommage pour l'union nationale, mais c'est l'intention qui compte et qu'on retiendra... Vous vous imaginez débattre de quoi que ce soit avec des membres du parti de Sarkozy, quel délire, LFI mérite la palme du populisme !

Totalitarisme. Délation, autodafé, censure, interdiction...

- Faut-il interdire les cartes postales sexy ? - Capital 09.08

Faut-il interdire les défilés de mode, le festival de Cannes, toutes les médias, les chaînes de télévisions, les magazines, portails ou blogs ou figurent des Barbies à moitié dénudées ? Vous me direz que ce ne serait pas une grosse perte, c'est sûr !

Après la censure de peintures du XVIIe siècle (exposition en Belgique), les cartes postales. Les affiches, livres, disques, etc. suivront... Effacer le passé, le réécrire (ainsi que le présent) en permanence pour qu'il concorde avec l'idéologie officielle du moment, de sorte qu'on croit qu'elle a toujours existé ou qu'elle n'a jamais connu de concurrents, afin que chacun l'adopte ou s'y conforme, et condamne tout autre interprétation jugée comme farfelue, déviante ou perverse.

Ils s'attaquent aux préjugés archaïques parce qu'ils savent que cela divise, déchire et affaiblit toutes les classes, pendant ce temps-là ils gouvernent tranquillement...

Le vieux monde. Un partisan de Macron déboussolé. (Abonné au Point)

- "Entre les affairistes avides d'argent, les transfuges politiques à l'ambition personnel démesurée, les conseillers de l'ombre qui se réunissent en secret, les conseillers "barbuzes " prêts à tout pour plaire au maître, les ministres au courant de rien et brusquement amnésiques, et les serviteurs hauts fonctionnaires qui couvrent le pouvoir macronien, il y a de quoi avoir la nausée. (...)

Le nouveau monde de Macron n'est plus qu'un ramassis de vieilles combines et de grosses ficelles."

LVOG - Vous vouliez dire sans doute un ramassis de médiocres, serviles, prostituées, corrompus, pourris... C'est ce qui caractérise généralement la fin d'un régime.

Et en plus ils sont corrompus.

- Plainte complémentaire d'Anticor contre le numéro deux de l'Elysée - AFP 9 août 2018

L'association Anticor a déposé mercredi une plainte complémentaire pour "prise illégale d'intérêt" contre le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, dont Mediapart a révélé lundi qu'il avait approuvé, comme haut-fonctionnaire, des contrats concernant l'armateur MSC, fondé et dirigée par des cousins de sa mère.

L'association anticorruption avait déposé fin mai une plainte initiale auprès du PNF (parquet national financier) contre le bras droit d'Emmanuel Macron pour "prise illégale d'intérêt", "trafic d'influence" et "corruption passive" après des premières révélations du site d'information. Ces révélations avaient déclenché l'ouverture d'une enquête judiciaire.

Anticor dénonçait alors la présence de M. Kohler comme représentant de l'État à partir de 2010 au conseil d'administration de STX France (chantiers navals de Saint-Nazaire), dont MSC était le principal client, sans faire état de ses liens familiaux avec l'armateur, dont il était devenu en octobre 2017 directeur financier de la filiale croisières. AFP 9 août 2018

En complément

Recyclage en famille.

- Onu: Droits de l'homme. Bachelet appelée à succéder à Zeid - Reuters 09.08

Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, a choisi l'ancienne présidente socialiste chilienne... Reuters 09.08

Décodex, Bellingcat, Disinfolab, ConspiracyWatch, etc. Chasse aux sorcières, maccarthysme, police de la pensée...

Fichage, flicage, machine à relayer les rumeurs ou fausses informations...

J'avais affirmé il y a déjà quelques années que leur principal objectif était stratégique, à savoir dégoûter, détourner les travailleurs de la politique, donc du mouvement ouvrier, de ses partis, des syndicats, afin qu'ils puissent tranquillement appliquer leur politique ou orienter la société dans une direction précise.

Nombreux sont ceux qui ont interprété les réseaux numériques comme un nouvel espace de liberté (d'expression), alors qu'en réalité ils consacraient l'absence de démocratie dans la société, autrement dit cela a été interprété à l'envers.

Qu'ensuite, ceux qui les avaient conçus s'en servent comme instruments pour manipuler les consciences, allaient être un jeu d'enfant, puisque ceux qui devaient les utiliser n'auraient pas conscience de participer eux-mêmes à l'atomisation, à la dislocation de la démocratie, qui au demeurant est incompatible avec le traitement violent de la phase terminale du capitalisme qui allaient subir.

La supercherie reposait sur chimère, une croyance ou le miracle de la démocratie, consistant à affirmer : un homme ou une femme une voix, sans se soucier le moins du monde de savoir si cette voix correspondait à un niveau de connaissance, d'expérience, de conscience, de sorte que le comble de l'idiotie ou de l'ignorance pourrait rivaliser et l'emporter sur les esprits les plus évolués ou développés, ce qui était d'un grotesque hallucinant, mais sert toujours d'étalon de mesure à nos dirigeants.

Nous, nous sommes conservateurs, nous en sommes restés aux enseignements de la révolution russe de 1917 ou plus largement de la lutte des classes jusqu'à nos jours.

Chaque fois que la classe dominante jeta un os à ronger au peuple, il se jeta dessus avidement, pire il se détourna de ses propres intérêts.

Religion, alcool, sport, crédit, actions en Bourse, jeux, drogue, pornographie, télévision, divertissements en tous genres, Facebook et Twitter, etc. sur fond de guerre, d'offensive contre la classe ouvrière, de corruption du mouvement ouvrier, etc. de censure, maccarthysme, fascisme, totalitarisme...

C'est la combinaison de ces trois types de facteurs en s'attaquant aux différents niveaux de la conscience humaine qui les rend

si efficaces ou redoutables. Ils sont d'autant plus difficiles à combattre qu'on a tendance à les traiter séparément. Un peu de la même manière que lorsqu'on étudie séparément la philosophie, l'histoire, l'économie, la politique, la sociologie, l'ethnologie, l'anthropologie, la psychologie, etc. au final on n'aura rien compris ou presque ou cela s'avèrera totalement inutile.

Flagrant délit. Comment ils colportent des fake news à partir d'hypothèses qui n'ont rien d'anodines puisqu'elles reprennent la propagande de l'Otan, Bruxelles...

Libération 10 août 2018 - L'affaire Benalla a-t-elle été propulsée sur les réseaux sociaux par des comptes plus ou moins proches de la Russie ? Depuis une semaine, l'hypothèse circule, relayée notamment par des proches du pouvoir. Libération 10 août 2018

En réalité, ils les ont fabriquées.

LeParisien.fr10 août 2018 - Benalla, «ingérence russe» et fichage politique : tout comprendre à la polémique.

L'affaire Benalla a-t-elle été gonflée sur les réseaux sociaux par une poignée de comptes hyperactifs et soumis à des influences politiques ou étrangères ?

En plus d'être accusée d'avoir propagé une « fake news », Disinfo Lab se retrouve aussi mise en cause pour avoir « fiché » les utilisateurs de Twitter. LeParisien.fr10 août 2018

Quelques articles sur le même sujet

- Tous fichés ? Comment Twitter permet le fichage politique de la population - Les Crises 9.août.2018

- L'étude de l'influence russophile sur le Benallagate : d'énormes failles méthodologiques- Les Crises 9.août.2018

- Olivier Berruyer : « On est passé de la russophobie à la russophilophobie » - Les Crises 10.août.2018

DisinfoLab, une intox qui fait un flop.

Qu'est-ce que DisinfoLab ?

- Une officine liée à l'Union Européenne...

- Une officine liée au puissant think tank Atlantic Council, un des leviers de l'influence américaine dans le monde...

- Parmi ses illustres membres : Henry Kissinger, Wesley Clark, le PDG de Boeing...

- Une officine financée par la fondation Open Society du milliardaire américain George Soros (25 000 $)...

- Une officine financée par Tweeter (125 000 $)...

Inutile d'aller plus loin et de perdre son temps, on aura compris qu'il s'agit d'une officine relayant la propagande de l'Otan, des néoconservateurs va-t-en-guerre les plus fanatiques. Une de plus. Quand elles sont grillées ou démasquées, ils en créent d'autres et ainsi de suite, la désinformation ou la fabrique du consentement ne doit jamais cesser...

Evidemment, les agences de presse, les médias institutionnels et l'illusionniste Mélenchon se passeront bien de fournir ces détails compromettant ou suffisamment expressifs pour que les lecteurs se fassent une idée précise de la nature de cette officine de la réaction.

Pourquoi agissent-ils ainsi ? Pour que personne ne puisse se forger une conviction sur la base de faits. Or sans conviction, sans connaître la nature de votre ennemi, pas d'engagement politique, pas de combat politique, vous serez réduits à l'impuissance en présence d'interprétations contradictoires dont vous ne saurez pas quoi trop penser, accordant aux différents acteurs d'avoir à la fois tort et raison, bref, vous ne serez pas plus avancés et c'est bien là le but de la manoeuvre.

Mais pour Mélenchon agit-il comme cela ? Parce qu'il ne tient pas à ce qu'on lui attribue des convictions qu'il n'a pas et qui l'engageraient trop loin, des convictions qui sont finalement en contradiction avec les siennes, même affronter une officine aussi insignifiante est au-dessus de ses moyens, alors le régime, il ne faut pas y penser.

Mélenchon est uniquement un démagogue qui brasse du vent. Il ne peut aborder et analyser à fond aucun sujet, sinon il se démasquerait lui-même.

Il vient de l'illustrer de manière éclatante en polémiquant avec une misérable officine totalement inconnu jusqu'à présent, sans révéler ses liens avec l'UE et des think tank néoconservateurs américains ou encore Soros, ce qui aurait permis immédiatement de saisir ses véritables intentions et de comprendre quel rôle elle était censée jouer, pourquoi elle existait ou pourquoi elle avait été créée.

Au lieu de cela, Mélenchon en a fait une minable affaire personnelle. Pire, il l'a traitée à la manière d'un esprit policier, passant ainsi à côté de l'essentiel, alors que ce coup médiatique devait servir à alimenter la propagande psychologique de guerre de l'Otan contre la Russie. Il n'y a rien d'étonnant à cela, quand on sait que Mélenchon est opposé à la rupture avec l'Otan, avec l'impérialisme américain, on peut ajouter l'UE, l'ONU, etc. quand il ne fait pas l'apologie de l'armée coloniale française !

Le HuffPost nous apprend que Mélenchon sur Twitter n'a même pas osé nommer cette officine, il est vraiment minable ce type-là !

- "Je ne suis pas un bot russe": Jean-Luc Mélenchon s'emporte contre une ONG qui entend traquer les fake news - Le HuffPost 10.08

Les répliques du séisme provoqué par l'affaire Benalla ont des conséquences pour le moins inattendues. Dans la soirée du jeudi 9 au vendredi 10 août, Jean-Luc Mélenchon s'est fendu d'un tweet plutôt surprenant, dans lequel il s'en prend, sans la nommer, à l'ONG EU DisinfoLab, auteure d'une étude controversée sur le rôle de comptes Twitter liés à la russosphère en marge de la polémique portant sur les agissements de l'ex-collaborateur d'Emmanuel Macron.

"Eh stupide barbouze ! Je ne suis pas un bot russe. C'est juste moi, Mélenchon, qui tweete contre toi ! Si t'as besoin de me ficher pour t'en rappeler, c'est que tu es encore plus bête que tu en as l'air", s'emporte le leader de la France insoumise, signant son tweet de son numéro de "matricule 14452". (...)

Fin de l'histoire? Pas vraiment. Dans le même temps, plusieurs membres de l'opposition, de la France insoumise aux Républicains, raillaient les cris d'orfraie poussés par la majorité concernant cette prétendue "ingérence russe" et mis en doute le sérieux l'ONG.

Ce faisant, la CNIL a été saisie de "plusieurs plaintes" et a indiqué à l'AFP qu'elle allait mener l'enquête. De son côté, l'ONG s'est défendue en indiquant que "ces données ont été publiées à dessein de vérification méthodologique", précisant que son activité de recherche consistait à "exporter des données publiques de conversation et de les analyser".

Et d'ajouter: "Nous ne réalisons pas de fichage mais nous comprenons que cela puisse être interprété comme tel, et en sommes profondément désolés".

L'équipe de DisinfoLab a insisté sur son site, jurant que son étude "est fondée sur l'exercice du droit à la liberté d'information et du droit du public à l'information, ce qui constitue un intérêt légitime au regard du RGPD et ne nécessite donc pas de recueillir le consentement des personnes concernées". Le HuffPost 10.08

- Le EU DisinfoLab à l'origine d'une intox : l'affaire Benalla, produit de la « russosphère » ? - Les Crises 7 août 2018

Les Crises. - Après le Brexit, l'élection de Trump, la Catalogne, les fausses informations lors de l'élection de Macron, les armes chimiques en Syrie, la cyberattaque des JO de Pyeongchang, la Vague de Froid de l'hiver dernier, etc, voici aujourd'hui l'ombre russe dans… l'affaire Benalla.

Cette narrative est venue de l'association "EU DisinfoLab", par la voix du cofondateur Nicolas Vanderbiest et de son président Alexandre Alaphilippe.

Nous allons donc présenter cette association, puis ses récents travaux et enfin analyser les réactions de la presse.

Extrait.

Comme on peut le lire sur leur site, cette association a été créée en 2017 à initiative de Nicolas Vanderbiest ("assistant et doctorant dans le département de relations publiques de l'Université Catholique de Louvain où [il] mène une thèse sur les crises de réputation des organisations sur le World Wide Web dans le Laboratoire d'Analyse des Systèmes de Communication des Organisations")

Ce point relatif au renforcement “des efforts européens [….] pour lutter contre la désinformation” mériterait d’être explicité, quant à la proximité de cette structure – qui se fait appeler “ONG” – avec les structures de l’Union Européenne.

Car, sauf erreur, on ne trouve rien sur leur site à propos de son financement.

Grâce à la précieuse équipe d’Arrêts sur Images, on apprend cependant ceci :

La structure serait donc financée exclusivement par… Twitter (sic.) et compte l’UE parmi ses partenaires….

Ils ne cachent cependant pas l’identité de leurs partenaires :

Twitter donc, mais surtout le fameux et très puissant Think tank Atlantic Council, un des leviers de l’influence américaine dans le monde. Je vous laisse observer la liste des membres honoraires du Conseil d’Administration de l’Atkantic Council :

Ce sont juste les administrateurs honoraires – nous vous donnerons bientôt la liste des administrateurs opérationnels (y figurent Henry Kissinger, Wesley Clark, le PDG de Boeing…)

Les 3 compères d’EU DisinfoLab lancent donc des initiatives avec ce “partenaire” :

Le 11 avril 2018 le EU DisinfoLab était partenaire d’une conférence sur la désinformation avec… l’Atlantic Council :

Par ailleurs, le 17 mai, le EU DisinfoLab était partenaire d’une autre conférence organisée par la fondation Open Society de George Soros.

On trouve dans les autres partenaires de EU DisinfoLab les structures officielles de l’Union européenne de “lutte contre la propagande russe”, dont EUvsDisinfo – et son obsession régulière envers la Russie. Il est intéressant de noter que face au comportement de ce site, le 6 mars 2018 la parlement néerlandais a voté une résolution (par 109 voix contre 41) demandant la fermeture de ce site (source).

Il y a aussi le think tank tchèque European Values, et son fameux programme Kremlin Watch. Son directeur Jakub Janda a traité le Président tchèque Milos Zeman de “Cheval de Troie russe”.

Enfin, nous terminerons ce tour d’horizon des partenaires de EU DisinfoLab avec “Defending Democracy” dont la profession de foi illustre clairement le problème :

La Russie de Vladimir Poutine a lancé une guerre hybride contre l’Occident – une guerre contre la Démocratie, l’État de droit et notre mode de vie. Alors que nos gouvernements ont lentement saisi l’ampleur et l’urgence de la menace, ils n’ont pas encore trouvé une réponse claire et unie.

L’ennemi veut perturber notre société, discréditer nos institutions et miner notre confiance pour que nous nous retournions contre nous-mêmes. (...)

La guerre contre l’Occident est une guerre contre la Vérité. Tout ce qui nous tient à cœur est menacé : notre confiance dans l’État de droit ; notre confiance dans les institutions publiques et les élections équitables ; notre confiance dans le savoir et la science ; notre confiance dans le journalisme et les médias ; et peut-être surtout, notre confiance dans un sens commun de décence et de cohésion sociale. Notre Démocratie est en jeu, et nous devons la défendre.

Défendre la Démocratie est une initiative indépendante et non partisane. Nous travaillons pour une réponse transatlantique plus forte à la guerre hybride du Kremlin contre nos démocraties. (...) Les Crises 7 août 2018

- Affaire Benalla : aucune preuve d'ingérence russe sur Twitter, selon une étude - Franceinfo 9 août 2018

Rien ne permet d'affirmer qu'une ingérence russe a amplifié l'affaire Benalla sur Twitter, selon une étude d'une organisation de lutte contre la désinformation publiée mercredi 8 août. Dans cette étude menée du 19 juillet au 3 août, l'ONG DisinfoLab souligne que "plus de 4,5 millions de tweets en français ont été échangés sur ce sujet par plus de 247 701 auteurs différents".

Face à ce volume "exceptionnel" , trois fois supérieur à BalanceTonPorc, où 1% des comptes ont publié 47% du contenu, l'ONG a, dans un premier temps, émis début août l'hypothèse d'une ingérence de comptes "pro-Mélenchon", "pro-Rassemblement national" et "russophiles", dont certains seraient tenus par des humains, d'autres par des robots. Plusieurs responsables politiques, dont le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, avaient alors appelé à ce que "toute la transparence soit faite

sur la diffusion de ce type de message".

Mais les résultats de l'étude nuancent les premières conclusions et relèvent l'absence de preuve d'une tentative d'ingérence organisée, puisqu'il est "impossible de déterminer si une vraie personne se trouve derrière chaque compte, et encore moins d'identifier si un compte est à la solde d'un réseau de désinformation étranger", notent les auteurs. De plus, seulement "trois personnes utilisaient un système automatique de retweet".

L'étude montre certes "la tendance de comportement d'une minorité de comptes très, très active" et qualifiée de "russophile" pour ses nombreux retweets des médias russes Russia Today et Sputnik, a déclaré à l'AFP Alexandre Alaphilippe, chercheur à DisinfoLab, mais "la raison de ce comportement, nous ne l'avons pas".

Ces conclusions sont renforcées par celles d'une autre étude, menée par un spécialiste de la communication politique en ligne, Damien Liccia. "Il n'y pas d'ingérence russe dans l'affaire Benalla. L'influence des (robots) a été infinitésimale", a-t-il affirmé à l'AFP. Franceinfo 9 août 2018

- Est-il vrai que l'ONG DisinfoLab s'est rendue coupable sur Twitter de fichage politique ? - Liberation.fr 10.08

Un Internaute. - "Le terme ONG est une escroquerie sémantique. Le terme anglais indique seulement un truc style “asso à but non lucratif”. Grosse différence de sens entre “Asso à but non lucratif” et “organisation non gouvernementale”. L’intégralité de ces ONG sont discrédités entre scandales de remplissages de fouilles dans le caritatif, et les collusions manifestes entre beaucoup d’autres et les pires agences gouvernementales d’influence, on peut dire qu’un ONG, c’est soit pourri, soit mercenaire, soit supplétif beurk."

Parole d'Internaute.

1- Ce soir, je rallume l’ordi et veux me connecter sur Twitter : ils me redemandent mon numéro de téléphone, pour la seconde fois depuis une quinzaine de jours ! Eh bien, non. Il n’y a aucune raison à cela, je tweete depuis chez moi sur mon laptop (pas de smartphone). Je quitte ce réseau, comme j’ai quitté Facebook fin avril. Ça devient malsain.

2- Ah mais je ne prétends pas que mon abstention va faire crever le système. Je suis seulement conséquent avec moi-même, car j’ai quelques principes. Je sais très bien, sans tomber des nues, que tout est surveillé, et je ne suis pas spécialement parano, mais figurer sur un fichier “politique” pour avoir tweeté sur un barbouze élyséen, merci bien, ce n’est pas l’idée que j’ai d’un réseau social.

3- Un jour un camion de nervis viendra s’arrêter en bas de chez vous et vous entendrez les portes enfoncées par ceux qui vous cherchent sur des bases peu fiables pour des motifs débiles par ce qu’ils n’ont pas perçu votre humour passager enregistré pour toujours sur le réseau . …

Vous ne comprenez toujours pas que le fait de avoir rien à se reprocher ne vous protégera en rien? Le fait d’avoir affaire à des amateurs semi-finis (c’est d’ailleurs souvent une caractéristique des nervis) ne les rends que plus dangereux.

4- Je crois que vous n’avez pas compris.

S’ils envoient le camion de nervis ça ne sera pas grâce à “twitter”, mais plutôt grâce à mon voisin.

Ne vous trompez pas quand ils sont venus chercher les juifs, les communistes et les autres, la majorité des gens était plutôt satisfait et si ça ce passait aujourd’hui avec les musulmans, ça serait pareil.

S’ils se basent sur les “twitter”, ils auront beaucoup de faux positifs et trop de faux positifs rend les nervis contreproductifs par la révolte des gens. (...)

Pourquoi un truc datant du 1er Mai sort pile poil au moment où le Coup va être réalisé cassant la dynamique…

On n’a pas fini de rire (jaune, puisqu’il faut préciser).

Les 50.000 fichés devraient tous porter plainte, inonder le système de réclamations. Et comprenez moi bien, pas pour obtenir justice (on n’en est plus là) mais pour dérégler, gripper, bloquer, foutre en l’air le truc…

5- Plein de gens sont persuadés que le réseau est “virtuel” et “incontrôlable”… c’est totalement faux ! Internet c’est comme la télé ou la radio : c’est un réseau physique parfaitement contrôlé. Câbles, noeuds, serveurs, alimentation électrique. Espionnage massif des câbles et noeuds, contrôle des fournisseurs d’accès. Toute personne qui a des amis dans des pays “exotiques” ou “non-

grata", sait que les conversations les plus banales peuvent êtres interrompues d'une minute sur l'autre pendant plusieurs heures ou plusieurs jours en cas de crise politique. Sans parler de l'alimentation électrique de ce réseau, qui ne tombe pas du ciel.

6- Moralité, il faut s'arrêter de s'ennuyer avec toutes ces applications chronophages et s'occuper de son petit jardin, sa copine, ses enfants, enfin la vraie vie quoi.

7- Moralité,il faut s' arrêter de s'ennuyer avec toutes ces applications chronophages et s'occuper de son petit jardin, sa copine, ses enfants, enfin la vraie vie quoi.

8- Tous les jours, je suis sidéré de constater l'étendue de la bêtise humaine.

Ce petit opportuniste a trouvé un créneau, il en profite et n'est pas près de s'arrêter, puisque ça marche.

Les politiques jouent de Twitter comme s'il s'agissait d'un outil commun de communication.

Les médias nous racontent régulièrement ce qui se passe sur ce réseau social.

Il s'y passe souvent de belles choses qui rassemblent des citoyens innocents.

Il s'y propage aussi de vilaines idées.

L'anonymat permet aux « courageux » d'exprimer des choses dignes des plus bas instincts de l'humanité.

Non, ce n'est pas un outil commun de communication,

C'est le micro trottoir adapté à l'époque d'internet et à la communication à deux balles qui ne distingue pas le vrai du faux, le sachant du croyant. L'outil facile du faux journaliste.

Tant qu'il y aura des hommes politiques et des journaleux disposés à donner du crédit à Twitter sans conditions, il y aura des Nicolas Vanderbiest qui en profiteront et se feront une réputation en suivant l'air du temps.

Aujourd'hui, l'air du temps, c'est la russophobie, le complotisme ou je ne sais quel mot rebelle reflétant une pensée non conforme. Quand on n'est pas dans la « pensée unique », on est complotiste, c'est le nouveau point Godwin, du maccarthysme à la petite semaine.

Suffit-il de dire :

« C'est la faute aux russes »,

« Nous avons les preuves »,

Non monsieur Macron, non monsieur Ayrault, les preuves, on les attend toujours.

Le fameux « chercheur » Nicolas Vanderbiest « doctorant » ne dupe que ses adeptes. Il faut lire son charabia dans ses pseudo-études pour se rendre compte que tout cela n'a rien de scientifique. C'est un saltimbanque de supermarché, un camelot qui fait son auto-réclame en s'attribuant des titres ronflants plus ou moins usurpés.

Les médias et les politiques ont suivi ses pensées fumeuses démontrant ainsi leur incapacité à juger de la chose vraie, intelligente, utile.

9- C'est bien que la presse remonte un peu l'affaire mais ils ne présentent qu'une partie de l'affaire.

Ils parlent quasiment uniquement du fichage politique.

Et ils ne parlent pas du financement d'une ONG européenne par des interets étrangers (conseil atlantique, soros…) pour faire de la propagande anti-russe.

10 - Vous avez parfaitement compris le principe de la propagande "à l'occidentale" : les faits qui ne peuvent pas être cachés doivent être présentés sous l'angle le moins subversif. C'est ce qu'y a de plus efficace même.

11 - Non seulement EU Disinfo Lab fait machine arrière, dépassée par le fiasco de ses “révélations”, mais si vous tapez maintenant “Benalla” sur un moteur de recherche, vous tombez sur des papiers qui évoquent le scandale du flicage effectué par cette officine avec la kollaboration de Twitter, les plaintes déposées auprès de la CNIL…

12 - Oui, leur but n’est pas de délivrer des études de qualité, mais de faire des pseudo-études (qui présentent bien) pour “montrer” que c’est les russes, défendre Macron, etc…

On connaît la musique on a déjà Conspiracywatch de Reichstadt et le Decodex du Monde. C’est de l’enfumage total mais à destination de qui ? La plupart des gens se foutent de ces organismes, ceux qui s’intéressent un peu à la politique leur crachent dessus. Donc à qui cet enfumage est-il destiné ? Les journalistes ?

13- Avec l’affaire EU Disinfo Lab, nous sommes de plain pied dans la nouvelle ère de la Police de la Pensée.

Au delà du “pointage” douteux de prétendus russophiles, cette officine a malheureusement réussi un tour de force au vu de l’ampleur qu’a prise cette affaire.

Chacun sait aujourd’hui qu’il peut être fiché et qui plus est de façon arbitraire et erronée. Quel moyen plus efficace que ce “buzz” pour créer, au sein du peuple, la peur de communiquer et de partager des informations qui ne respectent pas la doxa politico-médiatique ?

14- Le vrai danger, c’est Twitter, c’est le GAFA, ce sont ces géants américains de l’informatique qui font partie intégrante du complexe militaro-industriel.

15- Aujourd’hui l’ “opposition” est moins dans le débat politique, que dans la possibilité du débat et les règles du débat, car tous deux sont les bases, le terrain de ce débat et sont fortement compromis. Liberté de s’informer, existence d’une information (non news, non enquêtes), information plurielle, liberté d’expression, et capacité à traiter l’information (éducation = machine à fabriquer des veaux ?) c’est bien là problème aujourd’hui.

En complément. Sur Google.

1- Le gouvernement américain est le suzerain de Google à qui il a concédé une part importante du domaine public.

Comme dans toute bonne structure féodale, la puissance publique délègue une part importante de sa puissance à ses vassaux, juridiquement indépendants, à qui elle confère le droit d’en tirer profit autant qu’ils le souhaitent pourvu qu’ils le fassent dans un sens favorable au suzerain – c.a.d. en lui faisant allégeance.

2- Pour que Google ait pu être sciemment créé par la CIA, il aurait fallu qu’il existe des penseurs capables d’imaginer et d’anticiper précisément ce que Google est devenu des décennies plus tard. Les esprits visionnaires de cet ordre sont extrêmement rares.

Personne n’a pu concevoir exactement ce que Google est devenu aujourd’hui.

En revanche, Google est exactement le produit de ce que préconisaient les théoriciens de la cybernétique dans les années 40-50, dont la CIA a été l’une des institutions chargées de l’application.

3- Google ne repose que sur des algorithmes (1) + des positions (2) monopolistiques acquises parfois par l’ingéniosité + du dumping (2), (positions très similaires à gould fisk ou rockefeller dans le rail) enfin (3) avec des loopholes sur la vie privée des utilisateurs

(1) ce point est l’objet de l’article

(2) qui octroie ou laisse faire des monopoles?

(3) qui ne légifère pas?

j’ajouterais (4) l’éxonération de taxes: qui ne fait rien payer en impots aux GAFA depuis le début ? et qui donc les financent directement de sorte qu’ils sont en cheville avec eux: l’Europe de Bruxelles

La question n’est pas tant qui a fait directement mais qui a laissé faire. Par exemple si vous avez la responsabilité de la police en France et que vous fermez les yeux sur le traffic de drogue alors vous êtes dealer

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Frappes aériennes au Yémen : des dizaines de morts, dont une trentaine d'enfants - LeParisien.fr 09.08

- L'Onu veut une enquête fiable sur la frappe aérienne au Yémen - Reuters 10.08

Et pendant ce temps-là Américains et Français continuent de livrer des armes à l'Arabie saoudite avec la bénédiction de l'ONU...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Comment Poutine et Trump mettent fin à la guerre contre la Syrie - Réseau Voltaire 7 août 2018

La presse occidentale continue à soutenir les élites financières transnationales et à tenter de déconsidérer l'action du président Trump. Cette attitude rend difficilement compréhensibles les progrès entrepris vers la paix en Syrie. Thierry Meyssan revient sur les accords conclus au cours des cinq derniers mois et les avancées rapides sur le terrain.

par Thierry Meyssan

C'est avec prudence et détermination que la Fédération de Russie et le président Trump mettent définitivement fin à la domination du monde par des intérêts transnationaux.

Convaincu que l'équilibre des puissances ne dépend pas de leurs capacités économiques, mais militaires, le président Poutine a certes restauré le niveau de vie de ses concitoyens, mais il a développé l'Armée rouge avant de les enrichir. Le 1er mars, il révélait au monde les principales armes de son arsenal et le début de son programme de développement économique. (Il s'est aussi attaqué aux retraites des travailleurs russes... - LVOG)

Dans les jours qui suivirent, la guerre se concentra sur la Ghouta orientale. Le chef d'état-major russe, le général Valeri Guérassimov, téléphona à son homologue US, le général Joseph Dunford. Il lui annonça qu'en cas d'intervention militaire US, les forces russes cibleraient les 53 navires US de la Méditerranée et du Golfe, y compris leurs 3 portes-avions à propulsion nucléaire. Surtout, il lui enjoignit d'informer le président Trump des nouvelles capacités militaires de son pays.

En définitive, les États-Unis laissèrent l'Armée arabe syrienne et quelques fantassins russes libérer la Ghouta des jihadistes qui l'occupaient.

Seul le Royaume-Uni tenta d'anticiper les événements en organisant l'« affaire Skripal » : si l'ordre mondial actuel s'effondre, il faut rétablir la rhétorique de la Guerre froide opposants les gentils cow-boys et les méchants ours russes.

En juin, lorsque l'Armée arabe syrienne, soutenue par l'aviation russe, se déplaçait vers le Sud du pays, l'ambassade US en Jordanie prévenait les jihadistes que, désormais, ils devraient se défendre seuls, sans aide ni soutien du Pentagone et de la CIA.

Le 16 juillet à Helsinki, les présidents Poutine et Trump allaient beaucoup plus loin. Ils abordaient la question de la reconstruction, c'est-à-dire des dommages de guerre. Donald Trump, nous l'avons souvent écrit ici depuis deux ans, est opposé à l'idéologie puritaine, au capitalisme financier et à l'impérialisme qui en découle. Il estime à juste titre que son pays n'a pas à endosser les conséquences des crimes de ses prédécesseurs dont son peuple a lui aussi été victime. Il affirme que ces crimes ont été commis à l'instigation, et au profit, des élites financières transnationales. Il considère donc que c'est à elles de payer, même si personne ne sait précisément comment les y contraindre.

Les deux présidents sont également convenus de faciliter le retour des réfugiés. Ce faisant, Donald Trump a renversé la rhétorique de son prédécesseur selon laquelle ils fuyaient la « répression de la dictature » et non pas l'invasion des jihadistes.

Alors que dans le Sud du pays, les jihadistes fuyaient à leur tour devant les forces syriennes et russes, et que quelques unités désespérées de Daesh commettaient des atrocités inimaginables, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, et

le chef d'état-major russe, Valeri Guérassimov, entreprenaient une tournée européenne et moyen-orientale.

Ils étaient reçus le plus discrètement possible dans l'Union européenne. En effet, selon le discours occidental le général Guérassimov est un conquérant qui a envahi et annexé la Crimée. Il est donc interdit d'accès dans l'Union, défenseuse auto-proclamée de « l'état de droit ». Malheureusement comme il était trop tard pour retirer son nom de la liste des sanctions, l'Union décida de fermer les yeux sur ses grands principes et de laisser exceptionnellement entrer le héros de la réunification de la Crimée et de la Russie. La honte qui saisit les dirigeants ouest-européens face à leur hypocrisie explique l'absence de photographies officielles des audiences accordées à la délégation russe.

À chacun de ses interlocuteurs, la délégation russe résuma quelques décisions du sommet d'Helsinki. Faisant preuve de sagesse, elle s'abstint de demander des comptes sur le rôle de chaque État durant la guerre et les appela au contraire à aider à sa fin : retrait des forces spéciales, arrêt de la guerre secrète, suppression de l'aide aux jihadistes, retour des réfugiés, réouverture des ambassades. Elle affirma notamment que chacun pourrait participer à la reconstruction sans exclusive.

Sitôt la délégation partie, la chancelière Angela Merkel et le président Emmanuel Macron firent ingénument interroger le Pentagone pour savoir s'il était vrai que le président Donald Trump comptait faire payer certaines compagnies transnationales (KKR, Lafarge, etc.) —juste pour semer le trouble outre-Atlantique—. Cette attitude du président Macron, ancien cadre bancaire, est d'autant plus déplorable qu'il avait tenu à symboliser sa bonne foi en offrant 44 tonnes d'aide humanitaire à la population syrienne, transmises par l'armée russe.

Au Moyen-Orient, le voyage de la délégation russe fut plus couvert par les médias. Lavrov et Guérassimov purent annoncer la création de cinq commissions pour le retour des réfugiés. Chacune, en Égypte, au Liban, en Turquie, en Iraq et en Jordanie, comprend des représentants de l'État hôte et des délégués russes et syriens. Personne n'a osé poser la question qui fâche : pourquoi une telle commission n'a-t-elle pas été constituée avec l'Union européenne ?

Concernant la réouverture des ambassades, les Émirats arabes unis ont pris les « Occidentaux » et leurs alliés de court en négociant la réouverture de la leur.

Restait la préoccupation des Israéliens d'obtenir le départ de Syrie des conseillers militaires iraniens et des milices pro-iraniennes, dont le Hezbollah. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a multiplié les allers-retours à Moscou et Sotchi pour plaider sa cause. On se souvient que Guérassimov avait ironisé sur le culot des vaincus israéliens exigeant le départ des vainqueurs iraniens. Lavrov, quant à lui, s'était diplomatiquement retranché derrière un refus de principe de ne pas s'ingérer dans la souveraineté syrienne.

La Russie a résolu le problème : la police militaire russe a réinstallé les forces de l'Onu le long de la ligne de démarcation syro-israélienne, dont elles avaient été chassées il y a quatre ans. Durant toute cette période, elles avaient été remplacées par Al-Qaïda, soutenu par Tsahal. La Russie a en outre installé en arrière de la ligne de démarcation, en territoire syrien, huit postes d'observation militaire. De la sorte, Moscou peut à la fois garantir à l'Onu et à la Syrie que les jihadistes ne reviendront pas et à Israël que l'Iran ne l'attaquera pas depuis la Syrie.

Israël, qui jusqu'ici misait sur la défaite de la République arabe syrienne et qualifiait son président de « boucher », a subitement admis par la voix de son ministre de la Défense, Avigdor Liberman, que la Syrie sortait vainqueur du conflit et que le président el-Assad était son chef légitime. Pour manifester sa bonne volonté, Liberman a fait bombarder un groupe de Daesh que jusqu'ici il soutenait en sous-main.

Petit à petit, la Fédération de Russie et la Maison-Blanche remettent de l'ordre dans les relations internationales et convainquent divers protagonistes de se retirer de la guerre, voire de postuler pour la reconstruction. De son côté, l'Armée arabe syrienne poursuit la libération de son territoire. Il reste au président Trump à parvenir à retirer ses troupes du Sud (Al-Tanf) et du Nord du pays (Est de l'Euphrate) et au président Erdogan à abandonner à leur sort les jihadistes réfugiés au Nord-Ouest (Idleb). Réseau Voltaire 7 août 2018

En complément

- «A la Maison Blanche, on pense que le Congrès saborde la politique de Trump» - Liberation.fr 09.08

Mercredi, le Congrès américain a voté de nouvelles sanctions économiques contre la Russie, qu'il juge responsable de l'empoisonnement au Novitchok de l'ancien...Liberation.fr 09.08

- "Fahrenheit 11/9" : Michael Moore nous explique pourquoi il veut faire tomber Donald Trump avec son nouveau documentaire - Le HuffPost 09.08

1.2- Qui paiera 388 milliards de dollars de dommages de guerre pour la Syrie ? - Réseau Voltaire 8 août 2018

Lors d'un séminaire qui s'est tenu à Beyrouth les 7 et 8 août 2018, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (ESCWA) des Nations unies a estimé les dommages de guerre pour la Syrie à au moins 388 milliards de dollars.

La Commission présentera son rapport Syria, 7 years at war (La Syrie, 7 ans en guerre) dans la prochaines semaines.

Le président états-unien, Donald Trump, considère qu'il s'agit d'une guerre d'agression et qu'elle a été organisée par des intérêts financiers transnationaux (KKR, Toyota, Lafarge etc.). Ce serait donc à eux et aux États qui les ont aidés de payer cette somme. Réseau Voltaire 8 août 2018

1.3- Le PKK turc poursuit la kurdisation forcée du Nord de la Syrie - Réseau Voltaire 10 août 2018

Tout en négociant leur réintégration dans la République arabe syrienne, les Kurdes du PYD poursuivent leur politique de kurdisation forcée du Nord du pays (« Rojava »).

Le PYD, branche syrienne du PKK turc, a tenté de créer un État indépendant au Nord de la Syrie avec l'aide militaire des États-Unis, de la France et d'Israël. Comme ils étaient arrivés sur ces terres dans les années 1980 en tant que réfugiés politiques, ils ont entrepris une politique de kurdisation forcée des populations arabes et chrétiennes. Celle-ci comprenait des expropriations sans compensation, la conscription obligatoire des jeunes pour les enrôler dans leur milice pro-US, et l'imposition d'un nouveau curriculum scolaire correspondant à l'idéologie du PKK et dispensé en langue kurde.

Le 7 août 2018, le PKK turc vient ainsi de fermer l'école chrétienne assyrienne de Derbiseye (Syrie), coupable de refuser ce programme, malgré les objurgations de l'évêque assyrien d'Hasaké, Mgr. Maurice Amsih. Réseau Voltaire 10 août 2018

2- Etats-Unis/Russie

2.1- Empoisonnement au Novitchok: Washington annonce des sanctions contre la Russie - AFP 09.08

Les Etats-Unis ont annoncé mercredi leur intention d'imposer de nouvelles sanctions économiques à la Russie, après avoir déterminé que Moscou était derrière l'attaque à l'agent Novitchok au Royaume-Uni.

Après l'empoisonnement début mars à Salisbury de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, "les Etats-Unis ont déterminé le 6 août (...) que le gouvernement russe avait utilisé des armes chimiques ou biologiques en violation des lois internationales", a indiqué la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert, dans un communiqué.

Conformément à la loi américaine sur les armes chimiques, cela entraîne l'imposition de sanctions économiques qui, si le Congrès ne s'y oppose pas d'ici là, entreront en vigueur le 22 août, a-t-elle ajouté.

"Nous avons toujours dit très clairement que nous étions d'accord avec la conclusion qu'il s'agissait de l'agent Novitchok et que le coupable était en fin de compte la Fédération de Russie", a déclaré mercredi à la presse un haut responsable du département d'Etat.

Les sanctions envisagées, qui portent sur l'exportation de certains produits technologiques, comme des appareils ou de l'équipement électroniques, pourraient coûter "des centaines de millions de dollars" à l'économie russe, a indiqué un autre haut responsable américain ayant requis l'anonymat.

A partir du moment où les sanctions entreront en vigueur, la Russie aura 90 jours pour déclarer qu'elle n'utilise plus d'armes chimiques ou biologiques, s'engager à ne plus le faire à l'avenir et permettre des inspections pour s'assurer de leur élimination, a-t-il ajouté.

En cas de non respect de ces exigences, une deuxième salve de sanctions "draconiennes" serait décrétée, a poursuivi le haut responsable américain, notant qu'elles pourraient aller jusqu'à interdire les aéroports américains aux compagnies aériennes russes ou même suspendre les relations diplomatiques entre les deux pays.

2.2- Le Royaume-Uni a salué les nouvelles mesures de ses alliés américains, comme l'a appris Sputnik au 10 Downing - Street. sputniknews.com 09.08

La Russie a toujours démenti les allégations de Londres. Début avril, les chercheurs du laboratoire britannique de Porton Down avaient reconnu ne pas être en mesure d'établir le pays d'où provenait l'agent innervant utilisé dans cette tentative d'assassinat. Le gouvernement russe a à plusieurs reprises demandé à Londres de lui permettre de participer à cette enquête. sputniknews.com 09.08

En complément

- «A la Maison Blanche, on pense que le Congrès saborde la politique de Trump» - Liberation.fr 09.08

Mercredi, le Congrès américain a voté de nouvelles sanctions économiques contre la Russie, qu'il juge responsable de l'empoisonnement au Novitchok de l'ancien...Liberation.fr 09.08

- "Fahrenheit 11/9" : Michael Moore nous explique pourquoi il veut faire tomber Donald Trump avec son nouveau documentaire - Le HuffPost 09.08

3- Inde

Une incroyable histoire indienne. Arnaque sur fond de corruption.

- L'achat de Rafale français par l'Inde se retrouve au cœur d'un scandale - sputniknews.com 09.08

Un scandale a éclaté en Inde concernant l'achat par le pays de 36 avions de chasse français Rafale. Des représentants du Bharatiya Janata Party ont accusé le gouvernement «d'abus de pouvoir» en affirmant qu'un appareil coûtait aujourd'hui le double de ce qui avait été prévu initialement.

L'Inde est en proie à un scandale concernant l'achat par le pays de 36 Rafale: des représentants du Bharatiya Janata Party, au pouvoir, ont affirmé qu'il y avait eu corruption. Ils ont fait cette déclaration lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée notamment en présence de l'avocat Prashant Bhushan, de l'ancien ministre des Communications et des Technologies informatiques Arun Shourie et de l'ex-ministre indien des Finances, Yashwant Sinha.

Selon Business Line, supplément au journal indien The Hindu, ils ont qualifié le contrat sur l'achat des chasseurs de Dassault Rafale de «plus grosse arnaque de l'histoire en matière de défense». Ils sont certains que l'achat de ces 36 Rafale n'est qu'un «exemple d'abus de pouvoir par le gouvernement».

La pierre d'achoppement est le prix des avions. En effet, les participants à la conférence de presse ont noté que le coût total des 36 appareils pour l'Inde se montait à quelque 600 milliards de roupies (7,56 milliards d'euros), soit environ 210 millions d'euros l'avion. Ce qui, d'après eux, est le double de la somme annoncée initialement dans la compétition Medium Multi-Role Combat Aircraft (MMRCA).

Ils ont affirmé qu'un préjudice particulièrement important avait été porté à la sécurité nationale. En effet, les forces aériennes indiennes avaient besoin de 126 avions, mais le pays ne pourra s'offrir que 36 Rafale qui ne pourront être livrés qu'en 2022 au plus tôt.

Le gouvernement indien a approuvé en 2016 l'achat de 36 avions de chasse du constructeur français. Ce contrat, aboutissement de presque un an et demi de rudes négociations entre Paris et New Delhi, représentait la plus grosse commande à l'exportation pour les Rafale du constructeur Dassault. sputniknews.com 09.08

4- Malaisie

- Mahathir Mohamad libére la Malaisie de l'influence saoudienne - Réseau Voltaire 8 août 2018

Le nouveau Premier ministre malais, Mahathir Mohamad, a retiré les troupes de son pays de la Coalition conduite par l'Arabie saoudite au Yémen.

Il vient également de fermer le Centre pour la paix internationale du roi Salman (KSCIP) à Kuala Lumpur et de transférer ses prérogatives à l'Institut malais de défense et de sécurité.

Présenté comme un dictateur en retraite par la presse occidentale, Mahathir Mohamad a été réélu triomphalement à 93 ans à la tête d'une alliance électorale comprenant ses anciens opposants. Il a immédiatement lancé une vaste opération anti-corruption qui a permis de découvrir les détournement de fonds ahurissants de son prédécesseur, Najib Razak, et les cadeaux qu'il avait reçus [1]. Il coupe aujourd'hui tous les ponts avec le royaume wahhabite saoudien. Réseau Voltaire 8 août 2018

[1] « Le Premier ministre malais a reçu 681 millions de dollars du roi Salmane », Réseau Voltaire, 15 avril 2016.

5- Venezuela

- Venezuela: le pouvoir s'attaque au chef de l'opposition en exil - AFP 9 août 2018

La Cour suprême vénézuélienne a ordonné mercredi l'arrestation de Julio Borges, ex-président du Parlement en exil, et lancé la procédure pour le juger, en pleine offensive du pouvoir contre l'opposition que le président Nicolas Maduro accuse d'avoir voulu l'assassiner.

La Cour s'est aussi déclaré favorable à des "poursuites" contre le député Juan Requesens, 29 ans, qui a milité avec Julio Borges dans le parti d'opposition Primero Justicia (la Justice d'abord). Il a été arrêté mardi dans un lieu de détention

Il est également impliqué par M. Maduro dans la "tentative de magnicide", c'est-à-dire d'assassinat d'une personnalité de haut rang, selon les termes du procureur Tarek William Saab.

L'attaque à l'aide de drones chargés d'explosif avait pour but d'attenter, selon le gouvernement, à la vie du chef de l'Etat lors d'un défilé militaire à Caracas samedi.

Selon le procureur, 19 personnes au total sont "directement liées" à cet attentat qui, selon le gouvernement, a été organisé à partir d'une ferme à Chinacota, en Colombie, par des personnes qui ont reçu 50 millions de dollars.

Le procureur a notamment cité deux "financiers" supposés de l'attaque, Rayder Ruso Marquez et un colonel à la retraite, Oswaldo Valentin Garcia, actuellement en Colombie, ainsi qu'une troisième personne, Osman Delgado Tabosky, dont il a demandé l'extradition auprès des Etats-Unis.

"C'est le moment pour les pays de la région qui sont confrontés aux migrations, qui souffrent des migrations de condamner Maduro et de lui dire qu'il est temps pour lui de partir", a déclaré l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, en visite à la frontière entre la Colombie et le Venezuela. AFP 9 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Colère des ouvriers agricoles africains dans les champs de tomates italiens - LeParisien.fr 9 août 2018

Le cœur lourd et l'âme endeuillée, des centaines d'ouvriers agricoles, essentiellement africains, ont crié leur colère devant la préfecture de Foggia, après la mort de seize des leurs ce week-end.

Délaissant mercredi les champs de tomates du Sud de l'Italie, ces manifestants ont marché pendant trois heures sur les petites routes défoncées de la région pour gagner Foggia, où d'autres les ont rejoints devant la préfecture.

« Plus jamais des esclaves », ont-ils scandé en parcourant la plaine de Foggia, dans les Pouilles, où des milliers d'ouvriers agricoles africains mais aussi polonais, bulgares ou roumains passent l'été à ramasser les tomates sous un soleil de plomb.

Des salaires anormalement bas

Bien qu'ils soient quasiment tous en situation régulière - avec un permis de séjour ou une demande d'asile en cours d'examen -, les ramasseurs de tomates bénéficient rarement des conditions de travail et de rémunération requises par la loi.

« Je travaille 8 à 10 heures par jour pour 30 €, avec seulement 30 minutes de pause à midi, et je dois encore verser 5 € chaque jour pour le transport », a dénoncé un Malien de 22 ans, dont la rémunération apparaît dans la moyenne des témoignages recueillis par l'AFP et par des associations.

En principe, le salaire minimum dans l'agriculture italienne s'élève à 48 € brut pour des journées de 7 heures maximum.

Une dénonciation des conditions de transports des ouvriers agricoles

Si les étés derniers ont été marqués par la mort de plusieurs ouvriers agricoles italiens ou étrangers dans les champs, cette semaine c'est la question du transport qui a fait les gros titres.

Samedi puis lundi, deux fourgonnettes qui ramenaient des ouvriers agricoles à la fin de la journée sont entrées en collision frontale avec des camions de tomates. Des accidents ayant coûté la vie à 16 ouvriers et fait 4 blessés graves, tous originaires d'Afrique.

La Coldiretti, le principal syndicat agricole, a pour sa part dénoncé les pressions du marché, expliquant que dans une bouteille de coulis de tomates vendue 1,30 euro dans les supermarchés italiens, la tomate représentait 8 % du prix, contre 10 % pour la bouteille, 18 % pour le traitement industriel et 53 % pour la distribution. (Les distributeurs sont des racketteurs, leur statut tient effectivement de la mafia, y compris en France. - LVOG)

Mardi, le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, venu rencontrer les autorités et des représentants des ouvriers agricoles, a promis une multiplication des contrôles. Il a également pointé la responsabilité de la mafia dans le malheur des ouvriers agricoles. « C'est un problème de mafia. Dans la province de Foggia, il y a une criminalité mafieuse que j'ai l'intention d'éradiquer rue par rue, village par village, par tous les moyens légaux », a-t-il prévenu.

De son côté, le procureur de Foggia, Ludovico Vaccaro, a confirmé à la presse que les enquêtes autour de la main-d'œuvre agricole révélaient « parfois une gestion par des groupes mafieux « mais qu'il n'y avait » pour l'instant pas d'élément allant dans ce sens » dans l'enquête sur les deux accidents mortels. LeParisien.fr 9 août 2018

États-Unis

- États-Unis : les médicaments opioïdes première cause de mortalité - LePoint.fr 10 août 2018

Devant les armes à feu. Devant les accidents de la route. La première cause de mortalité aux États-Unis est en réalité l'overdose causée par les opioïdes. Des médicaments particulièrement forts, dérivés de l'opium. Ils ont bénéficié dans les années 80 et 90 d'un intense lobby de la part de l'industrie pharmaceutique américaine, accusée aujourd'hui d'avoir banalisé des traitements particulièrement lourds. Extrêmement addictifs, ils sont d'ailleurs toujours régulièrement prescrits sur ordonnance aux Américains.

Les statistiques ont de quoi faire froid dans le dos. En 2016, révèle le Figaro, 64 000 personnes ont perdu la vie après avoir pris de trop fortes doses de ces médicaments. Cela représente 175 morts par jour. Près de 11 millions de personnes souffriraient d'addiction désormais. LePoint.fr 10 août 2018

Quand des assassins de masse (les trusts pharmaceutiques) font la loi.

Que les faibles, les malades, les handicapés, les miséreux crèvent ! Dommage qu'on ne puisse pas ajouter à tous ces déchets les quelques 93 millions de chômeurs, et pendant qu'on y est tous les Noirs, hispanos, descendants des Peaux-Rouges, camés, détraqués...

Haut de page

Le 12 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (10 pages)

Nouvelle du bled.

- Inde : 37 morts dans des crues soudaines au Kerala - AFP 11 août 2018

Des crues soudaines dues à la mousson ont tué 37 personnes et déplacé 37.000 autres au Kerala (sud-ouest de l'Inde), provoquant glissements de terrain et inondations, ont annoncé samedi les autorités.

L'Etat, prisé des touristes pour ses plages bordées de palmiers et ses plantations de théiers, subit de fortes pluies chaque année lors de la mousson, mais les précipitations ont été particulièrement fortes cette année.

Les habitants déplacés "ont été évacués vers 350 centres d'accueil dans tout l'Etat", a indiqué un coordinateur régional à l'AFP.

L'armée a été sollicitée pour des missions de sauvetage au Kerala après que deux jours de fortes pluies ont contraint les autorités à ouvrir les vannes de 27 réservoirs pour éponger l'eau excédentaire. Les vannes de l'un de ces réservoirs n'avaient pas été ouvertes depuis 26 ans. AFP 11 août 2018

Comme quoi je ne vous ai pas raconté de blague hier. Ici au Tamil Nadu (sud-est de l'Inde), le ciel est encore couvert et on a eu quelques gouttes de pluie la nuit dernière et ce matin, la température a baissé... Ce qu'on craint le plus, ce sont les cyclones qui emportent tout et tue davantage.

Attention, les manipulateurs sont parmi nous.

Quand BDS devient le relais du clan de l'oligarchie opposé à Trump.

- Des organisations juives mondiales approuvent le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions - legrandsoir.info 6 août 2018

Lu dans cette lettre.

- Le mouvement BDS, porté par la société civile palestinienne pour la défense de ses droits, nominé pour le Prix Nobel de la Paix, a prouvé son engagement continu dans la lutte contre l'antisémitisme et contre toute forme de racisme et d'intolérance, en vertu de son attachement à la Déclaration Universelle des Droits Humains.

- Nous assistons à l'essor alarmant de régimes autoritaires et xénophobes, au premier rang desquels se trouve le gouvernement dirigé par Donald Trump. Ces régimes, tout en s'alliant avec le gouvernement d'extrême-droite d'Israël, font cause commune avec des mouvements racistes et suprémacistes blancs dans leurs propres pays.

- Or notre histoire nous a trop bien enseigné les dangers que représente la montée de partis et de gouvernements fascistes et ouvertement racistes. legrandsoir.info 6 août 2018

La rhétorique du Parti démocrate et des faucons va-t-en-guerre républicains...

Nous nous abstenons de prendre parti pour un clan ou un autre de l'oligarchie, on ne fait pas parti de leur famille, vous saisissez la nuance n'est-ce pas ?

Tactiquement on peut être amené à ménager celui qu'on estime être temporairement le moins dangereux, le moins cruel, on ne va jamais au-delà. Et le moins dangereux ou le moins cruel n'est pas toujours celui auquel on pense en premier, on ne s'en tient pas aux apparences, aux idées reçues, etc. on essaie de faire preuve d'un peu plus de discernement, de perspicacité ou de lucidité, vaut mieux !

Commentaire d'un Internaute

- "Respect et considération pour tous les juifs qui ont le courage de rester simplement justes et humains."

LVOG - Le courage et les généreuses intentions peuvent induire en erreur ou ne sont pas forcément de bons conseillers...

Comment les staliniens défendent le régime millimètre par millimètre.

- Derrière l'affaire Benalla, la banalisation de la violence policière - legrandsoir.info 3 août 2018

LVOG -L'idiot regarde le doigt et non la lune que lui montre le philosophe, proverbe chinois bien connu de nos lecteurs

- L'incendie a pris à la plaine avec une telle vigueur et une si surprenante rapidité qu'il est encore trop tôt, dans la fournaise, pour deviner où il s'arrêtera.

LVOG - Sans même évoquer qui en est à l'origine et essayer de chercher pourquoi.

Un pétard mouillé. LFI et le PCF accepteront de faire partie des commissions mises en place pour traiter cette affaire, avant d'en dénoncer leur fonctionnement, bref, les pitreries habituelles pendant que l'essentiel passait à la trappe.

- Mais une étincelle a mis le feu à une société politique que l'on croyait apathique.

LVOG -Quand on apprend que les services publics ne serviraient pas les "intérêts privés".

- La démarche est plus que symbolique. Elle exprime que le néolibéralisme de M. Macron est extrémiste : il vise à la privatisation des fonctions même de l'État, renonçant à ce qui constitue un des piliers de la démocratie, à savoir la distinction entre un appareil public, censé défendre l'intérêt général, et la sphère des intérêts privés, régis par les stratégies individuelles.

LVOG - Gloire à l'Etat des capitalistes tel qu'il existe depuis 1789, rien de moins ! Pour ceux qui ne l'auraient pas relevé spontanément l'"appareil public censé défendre l'intérêt général", ce qui pour l'auteur de cet article serait "un des piliers de la démocratie" n'est rien d'autre que l'appareil policier qui protège le régime, matraque les manifestants à tour de bras.

La suite est somme toute logique, il en prend ouvertement la défense en bon agent du régime.

- On comprend que l'institution policière tout entière se rebelle contre l'entreprise : elle signifie que la police n'a pas pour fonction d'assurer l'ordre public — la paix civile, devrait-on dire plus exactement.

LVOG - "La paix civile" qu'il revendique signifie le maintient des rapports établis entre les classes au profit de la classe des exploiteurs, quitte à recourir à la force, à la répression... Un réactionnaire assumé n'aurait pas dit autre chose.

Le plus naturellement du monde, en zélé légaliste, il en vient à faire l'éloge de la législation en vigueur qui a pour vocation de maintenir "la paix civile" au profit du régime en place. On comprendra dès lors pourquoi LFI et le PCF ne peuvent pas l'affronter ou réellement le combattre.

- Ainsi, il est heureux que M. Macron et l'idéologie qu'il incarne aient trouvé un frein. Il est appréciable que l'on cherche à recadrer les pouvoirs publics pour qu'ils soient soumis à la loi plutôt qu'au bon plaisir du Président. Mais il serait dramatique que l'affaire Benalla ne soit pas l'occasion de proclamer que c'est la violence même de la police, fût-elle « d'État », qui est devenue insupportable dans une société qui aspire à la paix.

LVOG -Et de finir lamentablement par une contre vérité ou un grossier mensonge, puisqu'il n'a jamais été question d'abandonner le projet de réforme constitutionnelle.

- La séquence victorieuse s'achève, la bête est blessée. On sait maintenant que M. Macron peut être battu. Et déjà, il doit abandonner son projet de réforme constitutionnelle, qui visait à donner encore plus de pouvoir au président de la République.

LVOG - En fait d'"incendie", de "frein", de "séquence victorieuse", de "bête blessée", on a plutôt assisté à une piteuse opération de sauvetage du soldat Macron.

Une sorte d'Attali à l'américaine, il y en a plein qui essaiment à travers le monde.

- « L'effondrement de l'Irak réalisé par les États-Unis a été un désastre » par Christian Parenti - legrandsoir.info 4 août 2018

Qui est le Dr. Christian Parenti ?

Christian Parenti a un doctorat en sociologie (co-supervisé en géographie) de la London School of Economics et est professeur au Global Liberal Studies Program de l'Université de New York.

Le Dr. Parenti a terminé une série de bourses de recherche postdoctorale au Centre des études supérieures de la City University of New York, où il a travaillé en étroite collaboration avec les géographes Neil Smith et David Harvey. Il a également reçu des bourses de l'Open Society Institute, de la Ford Foundation et de la Rockefeller Brothers Foundation.

En tant que journaliste, il a beaucoup écrit sur l'Afghanistan, l'Irak et diverses régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ses articles ont été publiés dans Fortune, The Washington Post, le New York Times, le Middle East Report, London Review of Books, Mother Jones et The Nation (où il est collaborateur de rédaction). Il a également participé à la réalisation de plusieurs documentaires et a remporté de nombreux prix journalistiques, notamment le prix Lange-Tailor 2009 et le prix du meilleur magazine 2008 de la Society for Professional Journalists. Il a également reçu une nomination aux Emmy 2009 pour le documentaire Fixer : The Taking of Ajmal Naqshbandi. legrandsoir.info 4 août 2018

Mais où Le Grand Soir a-t-il été pécher ces renseignements sur monsieur Parenti ? A la source, dans le blog de monsieur Parenti (http://www.christianparenti.com)

Qu'est-ce que cela signifie, Le Grand Soir ne s'est-il pas rendu compte à qui il avait affaire ? Vous voulez dire quoi par là qu'il ne serait pas aperçu que Parenti tenait un double langage semblable au sien ? Dans cet interview il attaque violemment Trump, mais

il n'aura pas un mot pour ses adversaires soutenus par ses généreux donateurs, il est donc sur la même ligne que les staliniens et néostaliniens, voire les crypto-staliniens.

Comment procède-t-il ?

Comme Attali, il mêle des éléments d'analyses fort justes et de propagande, de sorte que le lecteur mis en confiance attribuera de la cohérence aux premiers et sera dans son élan porté à en accorder aux seconds ou ne soupçonnera pas l'escroquerie, puisque la propagande consiste uniquement à donner une version partisane et tronquée de la réalité et non une analyse objective et intégrale de la réalité.

Au besoin, la confusion fera le reste et le tour sera joué. C'est ainsi qu'ils parviennent sans difficultés majeures à berner l'immense majorité, y compris les esprits les plus évolués ou qui se croient tels.

Le protecteur de Macron sort du bois.

- J. Attali. Résister, hier, aujourd'hui, demain - L'Express 08.08

L'art de se présenter en partisan de la liberté, de la démocratie, en ennemi de toutes les formes de totalitarisme...tout en faisant sa promotion, très fort, n'est-ce pas ? Ils osent tout que voulez-vous, il faut vous y faire pour ne pas être abusé.

Mais comment va-t-il s'y prendre pour embobiner les lecteurs afin qu'ils adhèrent à son discours ? C'est à la fois très fin et très tordu comme vous l'imaginez, mais aussi extrêmement rudimentaire. Pour bien comprendre ce qui suit il faut avoir en tête la personnalité et les intentions d'Attali, le banquier et le conseiller des Présidents de Mitterrand à Macron.

Pour celui qui a élevé la démagogie ou l'imposture au rang de vertu suprême, d'idéal, tout est prétexte à inoculer son venin à ceux qui veulent bien l'écouter. Il y a quelques jours, il a saisi l'occasion de la mort d'un résistant nommé Arsène Tchakarian pour y aller de sa diatribe habituel contre ceux qui douterait du bien-fondé du nouvel ordre néolibéral que son poulain Macron incarne et a pour mission d'instaurer, s'en prenant pêle-mêle à ceux qui "sur les tribunes, au Parlement, dans les livres ou les invectives tweetées, emploient la rhétorique de la Résistance" désormais réservée exclusivement à la cour de Jupiter. Qu'on les brûle et on n'en parlera plus !

Pour mettre les lecteurs en confiance, le fieffé réactionnaire ne va pas y aller par le dos de la cuillère, il va commencer par rendre un pompeux hommage à un "communiste" combattant pour "la liberté des générations à venir", comme s'il s'en souciait, en réalité c'est tout autre chose qui le préoccupe : Préserver Macron et les oligarques, mais pas seulement, vendre l'idéologie néolibérale au passage.

Donc, pas question de s'attaquer à "des gens qu'il suffirait d'éliminer ou d'affaiblir", cela ne servirait à rien "d'abattre des dirigeants, plus ou moins interchangeables, ni même les figures de proue d'une ploutocratie triomphante", théoriquement c'est exact, à ceci près qu'en concentrant ou cristalisant le pouvoir, Macron et les oligarques constituent bien les points faibles de leur dispositif, qui sont devenus la cible de toutes les critiques ou sujets à polémique quasi permanente, voire à scandales.

L'exercice périlleux auquel il va se livrer ensuite va consister à faire croire que le capitalisme et le marché seraient réformables, ce qui exigerait "beaucoup plus de savoir, de compétence, de tactique, de stratégie, pour agir au bon moment et au bon endroit", pour embobiner le peuple, on lui fait confiance, c'est un expert en la matière, tout en suggérant que le responsable de leur dérive serait la démocratie qui "n'est certes que largement formelle" pour avoir "conduit à l'actuel désastre", et qui "ouvrirait la voie à de nouveaux pouvoirs totalitaires", tel celui de Trump aux Etats-Unis, Conte en Italie, qui sait Le Pen ou Mélenchon demain en France, etc. si rien n'était fait "pour faire en sorte que l'idéologie du monde change et que les règles du jeu y soient modifiées", en plus concis, un nouvel ordre mondial qui serait forcément plus totalitaire que celui qui existe aujourd'hui.

Et qui d'autre que Macron pourrait imposer ces "règles du jeu" ? Personne à l'heure actuelle, d'où la nécessité de voler à son secours et de dissiper les doutes que l'affaire Benalla a pu éveillé chez certains de ses adeptes. C'est à croire que cet article leur était destiné en priorité.

Extraits.

Attali - Aujourd'hui, résister n'est plus aussi simple : le capitalisme, le marché et les forces qui l'animent sont des mécanismes, non des gens qu'il suffirait d'éliminer ou d'affaiblir. Et ceux qui, sur les tribunes, au Parlement, dans les livres ou les invectives tweetées, emploient la rhétorique de la Résistance (comme s'ils étaient confrontés à des nazis et qu'ils étaient eux-mêmes dans le maquis) devraient réfléchir à deux fois avant de se croire aux prémices d'un nouveau "groupe Manouchian" face à un pouvoir totalitaire.

Aujourd'hui, en tout cas, dans nos pays où règne une démocratie qui n'est certes que largement formelle, il ne sert à rien de

désigner des responsables, il faut chercher des causes. Ce qui compte, ce n'est pas d'abattre des dirigeants, plus ou moins interchangeables, ni même les figures de proue d'une ploutocratie triomphante, mais de changer les mécanismes par lesquels l'agencement de la démocratie et du marché a conduit à l'actuel désastre, y compris écologique.

C'est beaucoup moins romantique ; cela exige beaucoup moins de courage physique, mais beaucoup plus de savoir, de compétence, de tactique, de stratégie, pour agir au bon moment et au bon endroit, pour faire en sorte que l'idéologie du monde change et que les règles du jeu y soient modifiées. Agir autrement ne changerait rien au monde, sinon que cela ouvrirait la voie à de nouveaux pouvoirs totalitaires, pas forcements plus plaisants que ceux d'aujourd'hui. Toutes les colères, toutes les rages sont donc bienvenues dans ces combats, à condition d'en comprendre l'enjeu et de ne pas en détourner les espérances. L'Express 08.08

Parole d'Internaute.

A propos du scandale déclenche par l'officine néolibérale EU DisinfoLab.

- "Et bien voila, je pense qu'on l'a plus ou moins vu venir mais c'est bien de pouvoir s'appuyer sur des faits précis. Voila pourquoi je ne veux pas de smartphone, ni de compte sur un réseau asocial.

Benjamin Bayard a bien expliqué comment fonctionne la collecte de masse de l'information avec la complicité active des utilisateurs puisque c'est eux-mêmes qui remplissent leur propre fiche en fait…

Pour cela rien de plus "simple", il suffit de leurs donner accès gratuitement à des outils et services à la pointe de la technologie. Le premier et le plus pertinent était certainement Google (le fait qu'il y ait eu rapidement beaucoup de services de boîte mail gratuits sur Internet n'est probablement pas non plus anodin), mais la création des réseaux sociaux avec Facebook pour centraliser toutes les opinions et tendances des utilisateurs sur des serveurs privés c'est encore plus fort. Le reste est une histoire de profilage systématique par algorithme qui transforme cette masse gigantesque de données en espèces sonnante et trébuchante. Et il est évident que ces outils ont le plus grand intérêt pour les services secret de tous pays.

Il faut remarquer aussi que la surveillance permanente de la population se mue tranquillement en contrôle permanent désormais puisque les GAFA censurent ouvertement certains contenus et même des "influenceurs", comme Alex Jones.

Une nouveauté aussi c'est la représentativité des réseaux asociaux dans les médias "traditionnel" (France 24 et France Infaux en particulier). Comme les chroniques ou on explique après un débat politique, les tendances des commentaires des utilisateurs, quelques fois mêmes avec de jolis graphiques comme ceux représentés dans l'article. Les RS pourtant très peu représentatifs de la population deviennent une référence d'opinion et de tendance de la population, peut être bientôt au même rang que les fameux sondages."

LVOG - Imaginez qu'hier ils aient censuré le Réseau Voltaire (et le Centre de recherche sur la mondialisation, Investig'Action, Les Crises...), et nous n'aurions sans doute jamais su ce qui se passait réellement en Syrie ou alors beaucoup plus tard, quand il aurait été pratiquement inutile de le savoir, puisque toute action en réaction aurait été obsolète ou décalée par rapport à la situation.

Dans quelle société vivons-nous ?

- Le "Français moyen" est-il vraiment pris à la gorge ? - xerficanal-economie.com 19/02/2018

Qui sont les Français du milieu ? En centrant l'analyse sur les seuls salariés, la rémunération nette mensuelle qui sépare en deux parts égales la population, l'une gagnant plus, l'autre moins, est d'un peu moins de 1800 euros pour un temps plein. Les chiffres surprennent toujours mais seuls 17% des salariés gagnent plus de 3000 euros en France, et au-delà des 5000 euros vous faites déjà partie du club très fermé des 5% des Français les mieux payés.

Le Français médian vit en famille

Mais le Français "du milieu" ne vit pas seul, c'est pourquoi il faut glisser vers la notion de ménages médians. Ses revenus ne sont pas non plus uniquement composés de salaires, mais aussi de prestations sociales, de gains issus de son patrimoine, voire de pensions de retraite. Et surtout il paie des impôts, c'est pourquoi il faut passer à la notion de niveau de vie qui intègre ces différents éléments.

Les personnes seules ne représentent que 15,5% des ménages médians, un chiffre proche de la moyenne du reste de la population. La France du milieu se caractérise par une surreprésentation des familles traditionnelles, avec au moins un enfant mineur à charge (37,7%, 3 points de plus que la moyenne nationale). Cette surreprésentation est avant tout le fait des couples avec deux enfants.

Avec 3606 euros par mois.

En termes de niveau de vie, le Français du milieu dispose d'environ 20.600 euros annuels, soit 1717 euros par mois. Pour un une famille avec deux enfant mineurs, l'enveloppe est de 3606 euros. Un niveau de vie en progression sur longue période : +0,9% en moyenne par an, sur les 20 dernières années.

C'est très loin du sentiment commun de l'écrasement des classes moyennes. En revanche ce qui est vrai, c'est que depuis la grande récession, c'est la stagnation ou presque. C'est d'autant plus mal vécu qu'en face, les dépenses contraintes ou pré-engagées (logement, gaz, électricité, télécoms, assurances) se sont envolées. D'où ce sentiment, lui bien réel, d'être pris à la gorge, sans véritable marge de manœuvre.

Il s'est endetté pour devenir propriétaire en banlieue

C'est bien pourquoi, malgré leur position centrale dans les distributions des revenus, deux-tiers des ménages médians se sentent financièrement en difficulté. Près de 25% ont du mal à remplacer un meuble hors d'usage, et 20% n'ont pas les moyens de partir en vacances au moins une semaine.

En cause essentiellement, le poids du logement dans leur budget, logement dont ils sont majoritairement propriétaires. En 1984, 48,2% des ménages du 5ème décile de revenus étaient propriétaires. En 2013, dernière année disponible, ils étaient 58,8%. Entre ces deux dates, ce sont les catégories populaires les plus démunies, appartenant aux trois premiers déciles, qui ont été exclues de l'accession à la propriété. A l'autre bout du spectre, c'est chez les plus aisés que le taux de propriétaires a le plus progressé, alors qu'il partait d'un niveau déjà beaucoup plus élevé. Propriétaires, certes, mais au prix d'un endettement de plus en plus lourd et le plus souvent en banlieue car le cœur ou les meilleurs quartiers des grands centres urbains leurs sont devenus inaccessibles.

Et il a peur pour son avenir

Il n'est donc pas étonnant que les personnes vivant dans un ménage médian expriment un certain pessimisme face à l'avenir. Sur une échelle de 1 à 10, les individus médians évaluent à 7 l'inquiétude à l'idée que leurs revenus soient insuffisants pour assurer leurs vieux jours, soit un niveau très proche de ceux observés pour les individus pauvres ou modestes.

La France moyenne fait de la résistance, mais certaines digues ont lâché avec la crise et le pessimisme s'est installé... et avec lui une perte de confiance dans le fonctionnement des institutions au sens large. xerficanal-economie.com 19/02/2018

LVOG - Il faut ajouter qu'un grand nombre de travailleurs vont hériter de leurs parents des sommes loin d'être négligeables (ce ne sera pas mon cas et c'est très bien ainsi...), biens immobiliers, biens en tous genres, de leurs économies, argent liquide, plans d'épargnes ou actions, bref, si leur condition était le seul critère à prendre en compte dans la perspective d'un soulèvement révolutionnaire comme certains l'affirment, vous pouvez encore attendre longtemps !

Si l'argent ne fait pas le bonheur, force est de constater que la plupart des gens s'en contentent et supportent un mode de vie médiocre ou qui ne correspond pas à leurs aspirations en se faisant une raison, hélas pour tous ceux qui n'en ont pas les moyens en France et ailleurs dans le monde !

- Le recul de l'âge de la retraite à 62 ans coûterait cher aux Français - RT 31 juil. 2018

Un rapport de l'Assurance maladie détonne. Contrairement aux recommandations du Medef, faire travailler les citoyens de plus en plus longtemps pourrait s'avérer contre-productif financièrement. En cause : les dépenses liées aux arrêts maladie.

Repousser l'âge de la retraite, une mesure contre-productive ? Plus on travaille vieux, plus on coûte cher à la société : c'est en substance ce que révèle le rapport de l'Assurance maladie publié le 31 juillet. Dans celui-ci, on peut noter que la moyenne, pour les arrêts maladie indemnisés en 2016, est de 35 jours par an, toute catégorie d'âge confondue. Mais pour les salariés qui ont plus de 60 ans, ce nombre moyen explose à 76 journées.

Les différents graphiques montrent que plus un salarié avance en âge, et plus il voit sa moyenne de journées indemnisées progressivement augmenter. Toutefois, un écart se creuse après l'âge de 60 ans. En effet, pour les salariés qui ont entre 55 et 59 ans, la moyenne de journées indemnisées est de 52, soit, certes, 17 de plus que la moyenne, mais 24 de moins que les soixantenaires. «L'une des tendances de fond sur la période [2010-2016] est la croissance de la place des personnes de 60 ans et plus dans les arrêts maladie», explique ainsi le texte, qui relève que cette catégorie d'âge représente «7,7% des montants indemnisés en 2016 contre 4,6% en 2010».

Tout cela pourrait, selon le rapport, être une conséquence de la réforme des retraites de 2010, présentée par l'ancien ministre

du Travail Eric Woerth, qui a porté de 60 à 62 ans l'âge de départ légal à la retraite : «L'évolution de la structure d'âge des arrêts peut être la conséquence des réformes des retraites car elles ont augmenté la participation des personnes les plus âgées au marché du travail. En effet, selon les données de l'Insee, le taux d'activité de la population des 55-64 ans est passé de 41,7 % au premier trimestre 2010 à 54,1% au dernier trimestre de 2016.» Le coût plus élevé d'un salarié sénior dans les dépenses de santé s'explique en outre par plusieurs facteurs. Plus le salarié vieillit, plus la durée de son arrêt est en moyenne long. Etant en fin de carrière, il bénéficie, en règle générale, d'un salaire également plus élevé qu'en début de vie active, ce qui implique des indemnités elles aussi supérieures. Par voie de conséquence, la tendance va naturellement à l'augmentation du coût des arrêts maladie et des arrêts de travail. Selon des chiffres donnés par le journal Les Echos, celui-ci est passé de 6,3 à 7,1 milliards d'euros entre 2013 et 2016. Pour les derniers chiffres disponibles, sur la période allant de juin 2017 à juin 2018, le montant s'élève à 10,4 milliards d'euros.

Un rapport qui contredit les projections néolibérales

Pourtant, certains tenants néolibéraux tentent d'insuffler l'idée que le système social ne pourrait tenir qu'en rallongeant la durée du travail. Le patronat avec le Medef ou l'institut néolibéral de l'Ifrap préconisent tous deux de repousser l'âge légal du départ à la retraite à 65 ans. Une perspective qui pourrait donc s'avérer coûteuse pour la société et risquée financièrement sur le long terme.

Emmanuel Macron avait promis, durant la campagne présidentielle, de préserver l'âge de la retraite à 62 ans pour la prochaine réforme du système, prévue pour 2019. Reste à savoir s'il cédera aux sirènes néolibérales ou s'il s'en tiendra au pragmatisme économique. RT 31 juil. 2018

L'âge de départ à la retraite devrait être fixé entre 40 et 45 ans en fonction des contraintes endurées pendant la période de travail. Ensuite chacun pourrait profiter du temps qui lui reste à vivre, tout en consacrant une partie de son temps libre au fonctionnement de la société. Mais chacun pourrait continuer de travailler s'il le souhaite, évidemment, s'il considère que son expérience peut encore être utile à la société, chacun serait libre de choisir son destin...

Epouvantable, monstrueux, inhumain, utopique le socialisme, n'est-ce pas ? Non, il suffit de l'adopter pour qu'il se réalise, encore faudrait-il qu'un parti en fasse la promotion. Lequel ? Ne cherchez pas, vous y êtes !

ACTUALITE EN TITRES

La réaction se mobilise.

- Un an après Charlottesville, cette nouvelle manifestation rappelle que l'extrême droite américaine est désorganisée mais prospère - Le HuffPost

- Venezuela : manifestation pour la libération d'un député de l'opposition - AFP

- Nicaragua: des milliers de manifestants réclament la libération des prisonniers - AFP

- Il parcourt les routes pour écrire "Stop Brexit" sur la carte de l'Europe - Franceinfo

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie/Iran/Kazakhstan/Azerbaïdjan/Turkménistan.

- Signature d'un accord historique en vue pour les pays de la Caspienne - AFP12 août 2018

C'est l'épilogue de plus de 20 ans d'éprouvantes négociations avec pour enjeux pétrole, gaz et caviar: les chefs d'Etat de la Russie, de l'Iran, du Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan doivent signer dimanche un accord historique définissant le statut de la mer Caspienne.

Réunis dans le port kazakh d'Aktaou, les cinq pays qui bordent la Caspienne se sont mis d'accord sur le statut de cette étendue

d'eau, en plein vide juridique depuis la dissolution de l'Union soviétique, qui englobait alors la totalité de ces Etats sauf l'Iran, avec lequel existait un accord, aujourd'hui caduc.

Il devrait aider à apaiser les tensions existant de longue date dans la région, qui recèle de vastes réserves d'hydrocarbures, estimées à près de 50 milliards de barils de pétrole et près de 300.000 milliards m3 de gaz naturel.

Selon le Kremlin, l'accord préserve la plus grande partie de la Caspienne en tant que zone partagée, mais partage entre les cinq pays les fonds marins et les ressources sous-marines.

Selon le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Grigori Karassine, la Caspienne bénéficiera d'un "statut légal spécial": ni mer, ni lac, qui ont tous deux leur propre législation en droit international.

Si la Russie a dû céder sur un certain nombre de sujets, "elle gagne des bons points pour avoir fait sortir une situation de l'impasse" et renforcé son image de pays producteur d'accords diplomatiques, relève John Roberts, analyste collaborant avec l'Atlantic Council. (L'Atlantic Council dont EU DisinfoLab est le partenaire. L'AFP et les médias aux ordres ne font plus appel qu'à des "experts", des "analystes", des "spécialistes" intégrés dans des think tanks ou des officines néolibérales. - LVOG)

De plus, l'accord devrait assoir la prédominance militaire russe dans la région en interdisant à des pays tiers de disposer de bases militaires sur la Caspienne.

L'Iran, pour sa part, pourrait profiter de la clarté apportée par le texte pour lancer des projets communs avec l'Azerbaïdjan.

Syrie

- La «cible ennemie» abattue près de Damas aurait été identifiée - Sputnik 11.08.2018

L’aéronef détruit dans la nuit de vendredi à samedi par les systèmes de la DCA syrienne aurait pénétré dans l’espace aérien syrien en provenance de l’État hébreu, affirme le site Al-Masdar.

L'objet abattu dans la nuit de vendredi à samedi dans le ciel de la province de Damas par les systèmes de défense aérienne syriens aurait été identifié comme étant un drone israélien, affirme le site d'information Al-Masdar.

Selon une source militaire, l'appareil a survolé la région de Deir al-Ashayr, dans l'ouest de la province, avant d'être intercepté. Le drone assurait probablement une mission de surveillance.

Un autre appareil sans pilote avait été abattu par la DCA syrienne la semaine dernière, ses débris n'ont pas pour l'heure été retrouvés.

Une cible ennemie abattue par des systèmes antiaériens syriens dans la province de Damas Plus tôt dans la journée de vendredi, les systèmes antiaériens de la base de Hmeimim, dans la province de Lattaquié, ont abattu deux drones lancés depuis un territoire contrôlé par les radicaux.

La semaine dernière, l'armée syrienne a également anéanti deux cibles, a appris Sputnik d'un militaire syrien, qui a précisé qu'il s'agissait de deux drones de reconnaissance israéliens. Sputnik 11.08.2018

Yémen

- Attaque au Yémen : le Conseil de sécurité de l'ONU n'ordonne pas d'enquête indépendante - francais.rt.com 11 août 2018,

L'ONU n'a pas demandé l'ouverture d'une enquête indépendante suite aux frappes attribuées à la coalition arabe qui ont fait un carnage au Yémen, tuant notamment 29 enfants. Elle espère que l'enquête menée par Riyad sera «crédible et transparente». francais.rt.com 11 août 2018

Ben voyons ! Barbares !

En complément. Leur humanisme est la politesse des salauds... Illustration.

- Le contrat d'armement (11 milliards de dollars - ndlr) entre Riyad et Ottawa pas menacé par la crise diplomatique, selon Daniel Turp - francais.rt.com 11 août

Ouf !

Haut de page

Le 13 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (12 pages)

J'ai appris que de simples travailleurs se connectaient à ce portail, ils sont les bienvenues. On va tâcher d'en tenir davantage compte.

J'ai eu une idée hier soir en apprenant que des personnes qui ne maîtrisaient pas du tout l'informatique ou s'en désintéressaient, ne pouvaient pas télécharger de la musique parce qu'ils n'avaient pas d'application dans leur ordinateur. Je pourrais leur proposer des morceaux qu'ils pourraient télécharger tout simplement en cliquant sur un lien comme ils le font pour un article en pdf. Je vais y réfléchir. Ce serait beaucoup plus rapide que de les télécharger à partir d'une boîte aux lettres et cela reviendrait au même.

Cela irait de la musique classique au metal rock en passant par le jazz, le blues, le flamenco, etc. hormis la variété. Le problème, c'est la taille des fichiers et le temps pour les télécharger, car ici j'ai un gros problème pour en être resté au système d'exploitation XP de Microsoft, plus aucun logiciel ou aucune application n'est actualisé. J'ai bien envisagé de passer au Système 7 que j'utilise sur le portable, je possède le CD, mais j'ignore si mon ordinateur est compatible avec, et je n'ai pas l'intention de racheter un ordinateur.

Mes connaissances en informatique et en anglais étant limitées je me suis abstenu de faire une tentative qui pourrait paralyser l'ordinateur en cas de mauvaise manipulation, je dois faire appel à un informaticien, mais là aussi je crains qu'il fasse des conneries et suppriment inutilement certaines applications ou certains fichiers. En attendant, j'ai mis à jour le portable prêt à prendre le relais au cas où, j'ai réussi à copier tous les logiciels que j'utilise pour actualiser le portail dont Filezilla, et j'ai pris la précaution de copier l'intégralité sur un disque dur externe toujours au cas où le portable lâcherait, quel boulot de dingue !

Autre info personnelle.

J'ai modifié mon mode de vie, dorénavant je me lève une heure plus tôt, entre 5h30 et 6h, et je vais me coucher entre 21 et 21h30, car j'ai constaté qu'en fumant moins le soir je dormais mieux. Et puis voir le soleil se lever à la campagne accompagné du chant des oiseaux, c'est bien agréable, cela met tout de suite de bonne humeur. Vivre en ville, quel cauchemar ! Parfois on n'a pas le choix...

Le mot du jour.

Einstein : on ne peut pas résoudre un problème avec le même type de pensée que celle qui l'a créé.

LVOG - Ce qui disqualifie tous ceux qui se réclament du capitalisme, qui s'en accommodent ou refusent de le combattre pour l'éradiquer de la surface de la terre. Et hop Facebook, Twitter et Cie ont disparu ! Ce serait radical et salutaire, afin que la population ne devienne pas schizophrène...

Il y a un truc qui me tracasse et ce n'est pas la première fois que j'y pense, cela m'a pris au réveil ce matin.

Je me lève et je sors dans le jardin, et je me dis : c'est chouette quand même, c'est super la nature. Je rentre dans la maison et je me dis : tu as du bol, c'est bien agréable, et là je me fais la réflexion qu'en me levant j'étais plutôt taciturne ou encore à rabâcher, et voilà-t-il pas que quelques instants plus tard je me sens heureux, revivre, je me sens bien et j'aurais envie que cela continue...

Puis je me demande pourquoi le reste du temps ou dès que j'aborde la politique je deviens tout contraire, triste à mourir, oppressé, belliqueux et je ne sais quoi encore, bref tout ce que je déteste en fait, parce que ce n'est pas ainsi que je vis ma condition. J'ai bien conscience de ne pas être le plus à plaindre, j'ai eu une chance inouïe dans la vie, alors que j'étais très mal barré.

Et effectivement ce n'est pas de moi qu'il s'agit, mais de tous les malheureux exploités jusqu'à la corde, de tous ceux qui souffrent injustement dans le monde, qui sont opprimés lâchement, et c'est vrai que lorsqu'on y pense on n'a pas envie de se marrer ou de prendre un ton léger, on aurait l'impression de leur manquer de respect, quelle horreur!

Mais en même temps pour les côtoyer quotidiennement ou partager leur existence, si je les connais bien, je ne retiens que l'aspect triste ou effroyable de leur condition et j'en oublie qu'ils ont malgré tout le sourire facile, la bonne humeur spontanée,

pas parce qu'ils seraient idiots même s'ils le sont -il faut rester lucide et ne pas faire dans le romantisme, mais parce qu'ils en ont besoin pour supporter leur condition, c'est comme une soupape sans laquelle ils étoufferaient ou deviendraient fous de douleur, de rage, et se feraient du mal inutilement.

Ils ont cette légèreté que je ne peux partager qu'avec mon entourage le plus intime, parce qu'il est facile de garder le contrôle de la situation, on se comprend, au-delà c'est plutôt problématique parce qu'on ne connais pas les gens, du coup j'aurais plutôt tendance à être austère... Et c'est cette attitude que j'adopte en général dans mes causeries, où il faut bien dire, on n'aborde pas vraiment des sujets ou des situations qui prêtent à se marrer, sous peine d'être pris pour un barjot ou d'avoir une conduite indécente.

Certes la politique ou la lutte des classes ne sont pas vraiment une partie de plaisir ou le lieu privilégié pour se détendre, cependant je me demande si à force de les présenter sous un angle peut-être trop sérieux, rigide, triste à mourir, on ne fait pas fuir ceux qui y viennent timidement, ceux qui viennent y chercher ce qu'ils ne trouvent pas ailleurs, et qui effectivement frappent à la bonne porte puisque l'issue à la crise du capitalisme, la solution à tous leurs maux ne peut être que politique.

Du coup, je me dis que bien qu'il s'agisse d'une affaire sérieuse ou qu'on ne peut pas traiter à la légère, il faudrait trouver un autre moyen de la présenter, de manière à ce qu'elle n'agisse pas comme un repoussoir envers ceux qui ne sont pas indifférents à la politique ou tout simplement au sort qu'on leur fait subir injustement. Par exemple en recourant plus souvent à la dérision, à l'humour, à l'ironie, à des tournures d'esprit qui ne fassent pas ressortir seulement l'aspect brutal de la situation, mais aussi absurde, en usant de sarcasmes ou de railleries pour faire ressortir son côté ridicule parfois jusqu'à en rire sans que notre discours politique n'en soit altéré, de sorte qu'il pénètrerait plus volontiers dans les esprits, cela lui enlèverait un peu de sa rigidité pour le rendre plus fluide, plus accessible au plus grand nombre, c'est bien notre objectif, n'est-ce pas ?

Sinon le militant prend le risque de passer pour une machine pour ainsi dire insensible, qui débite son discours comme s'il s'écoutait parler en étant indifférent à la personne qu'il a en face de lui, déjà qu'il commet l'erreur de parler des travailleurs comme s'il n'en était pas un lui-même, donc il en faut peu pour que cette personne le considère comme étranger à sa condition et ne se sente pas concernée par son discours.

Si on ne s'imagine pas à quel point on peut se méprendre sur les autres, on s'imaginera encore moins quelle méprise peut susciter notre propre comportement. On est généralement plus prompt à donner des leçons qu'à en recevoir ou à observer, écouter les autres, or c'est seulement ainsi qu'on peut progresser. On voudrait que les autres progressent, mais on ne fait rien pour progresser soi-même et à la longue cela donne un type franchement insupportable. On ne comprend pas pourquoi, d'ailleurs on ne se le demande pas puisqu'on n'en a pas pris conscience. On est tellement certain de détenir la vérité, d'avoir atteint un niveau de conscience supérieur, qu'on en vient à ne plus se voir soi-même, peut être à force d'ignorer les autres, tout simplement parce qu'on ne les connaît pas ou on n'a jamais pris la peine de les étudier.

De nos jours avec les réseaux (a)sociaux tout le monde peut déverser sans retenue son ignorance, ce qui rend un fier service à nos ennemis, puisque cela leur permet d'en prendre la mesure en temps réel pour ensuite l'instrumentaliser à l'insu de tous, puisque presque tout le monde veut en être, afin évidemment de pouvoir mieux nous taper dessus, donc pas vraiment selon le principe que plus on est de fous plus on rit, ce serait plutôt plus on pleure, même si on a à l'esprit rira bien qui rira le dernier !

Puisque selon l'adage on peut rire de tout mais pas avec n'importe qui, entre nous on ne devrait pas s'en priver. Donc on a tort de s'en passer, cela détend et rend plus disponible le cerveau, l'aère, le décongestionne en quelque sorte, cela donne un aspect plus convivial à nos rapports.

Et puis il faut avoir à l'esprit que si le ridicule ne tue pas, il peut pénétrer profondément les camisoles les plus robustes jusqu'à instituer le doute, faire vaciller les convictions les plus solides, parfois les disloquer.

Quant à l'humour ou à l'ironie, elles peuvent pénétrer en douceur les failles de l'hypocrisie ou de la bonne conscience des plus superficielle au point qu'on en rit soi-même, jaune parfois parce que c'est désagréable de constater à quel point il était vain de vouloir se tromper soi-même, et qui plus est les autres.

Voilà qui a dû vous mettre de bonne humeur, tout du moins je l'espère, c'est tout le mal que je vous souhaite en ce début de semaine.

Maintenant, ce n'est pas le tout d'avoir pris conscience de quelque chose, il faut le mettre en pratique, et malheureusement cela ne s'improvise pas, cela s'apprend comme tout le reste, eh oui ! il faut s'astreindre à une certaines discipline pour obtenir un résultat ici comme ailleurs dans la vie, et ce n'est pas gagner d'avance quand on a pris une fâcheuse habitude, tout reste à faire. On va essayer de faire au mieux comme toujours.

On pourrait dire que les réseaux (a)sociaux sont le lieu où les travailleurs se livrent inconsciemment à une concurrence féroce qui comble de bonheur nos ennemis, comme si cela ne leur suffisait pas de l'être sur le plan de l'exploitation de leur force de travail, c'est à croire qu'ils en redemandent !

Aussi sans le vouloir, hier soir je vous ai dégoté un passage de Marx qui traite un tout autre aspect de la concurrence, sur le plan économique, en nous offrant une démonstration prodigieuse du pouvoir de la dialectique. Ce n'est certes pas à mourir de rire, mais après la lecture attentive de cet enseignement vous ressentirez une profonde satisfaction qui le vaut bien, car vous aurez l'impression d'avoir appris quelque chose, ce qui est toujours merveilleux, n'est-ce pas ? Et si malgré tout vous y étiez insensible, c'est sans doute que vous avez de sérieux progrès à faire, pas de quoi en être triste, ne le prenez pas mal, on en est tous là quelque part !

Marx - Toute la logique de M. Proudhon se résume en ceci : la concurrence est un rapport social dans lequel nous développons actuellement nos forces productives. Il donne à cette vérité, non pas des développements logiques, mais des formes souvent très bien développées, en disant que la concurrence est l'émulation industrielle, le mode actuel d'être libre, la responsabilité dans le travail, la constitution de la valeur, une condition pour l'avènement de l'égalité, un principe de l'économie sociale, un décret de la destinée, une nécessité de l'âme humaine, une inspiration de la justice éternelle, la liberté dans la division, la division dans la liberté, une catégorie économique.

La concurrence et l'association s'appuient l'une sur l'autre. Bien loin de s'exclure, elles ne sont pas même divergentes. Qui dit concurrence, suppose déjà but commun. La concurrence n'est donc pas l'égoïsme, et l'erreur la plus déplorable du socialisme est de l'avoir regardée comme le renversement de la société.

Qui dit concurrence dit but commun, et cela prouve, d'un côté, que la concurrence est l'association; de l'autre, que la concurrence n'est pas l'égoïsme. Et qui dit égoïsme ne dit-il pas but commun ? Chaque égoïsme s'exerce dans la société et par le fait de la société. Il suppose donc la société c'est-à-dire des buts communs, des besoins communs, des moyens de production communs, etc., etc... Serait-ce par hasard pour cela que la concurrence et l'association dont parlent les socialistes ne sont pas même divergentes ?

Les socialistes savent très bien que la société actuelle est fondée sur la concurrence. Comment pourraient-ils reprocher à la concurrence de renverser la société actuelle qu'ils veulent renverser eux-mêmes ? Et comment pourraient-ils reprocher à la concurrence de renverser la société à venir, dans laquelle ils voient, au contraire, le renversement de la concurrence ?

M. Proudhon dit, plus loin, que la concurrence est l'opposé du monopole, que, par conséquent, elle ne saurait être l'opposé de l'association.

Le féodalisme était, dès son origine, opposé à la monarchie patriarcale; ainsi, il n'était pas opposé à la concurrence, qui n'existait pas encore. S'ensuit-il que la concurrence n'est pas opposée au féodalisme ?

Dans le fait, société, association sont des dénominations qu'on peut donner à toutes les sociétés, à la société féodale aussi bien qu'à la société bourgeoise, qui est l'association fondée sur la concurrence. Comment donc peut-il y avoir des socialistes qui, par le seul mot d'association, croient pouvoir réfuter la concurrence ? Et comment M. Proudhon lui-même peut-il vouloir défendre la concurrence contre le socialisme, en désignant la concurrence sous le seul mot d'association ?

Tout ce que nous venons de dire fait le beau côté de la concurrence, telle que l'entend M. Proudhon. Passons maintenant au vilain côté, c'est-à-dire au côté négatif de la concurrence, à ce qu'elle a de destructif, de subversif, de qualités malfaisantes.

Le tableau que nous en fait M. Proudhon a quelque chose de lugubre.

La concurrence engendre la misère, elle fomente la guerre civile, elle « change les zones naturelles », confond les nationalités, trouble les familles, corrompt la conscience publique, « bouleverse les notions de l'équité, de la justice », de la morale, et, ce qui est pire, elle détruit le commerce probe et libre et ne donne pas même en compensation la valeur synthétique, le prix fixe et honnête. Elle désenchante tout le monde, même les économistes. Elle pousse les choses jusqu'à se détruire elle-même.

D'après tout ce que M. Proudhon en dît de mal, peut-il y avoir, pour les rapports de la société bourgeoise, pour ses principes et ses illusions, un élément plus dissolvant, plus destructif que la concurrence ?

Notons bien que la concurrence devient toujours plus destructive pour les rapports bourgeois, à mesure qu'elle excite à une création fébrile de nouvelles forces productives, c'est-à-dire des conditions matérielles d'une société nouvelle. Sous ce rapport, du moins, le mauvais côté de la concurrence aurait son bon.

(...)

M. Proudhon ne parle que du monopole moderne engendré par la concurrence. Mais nous savons tous que la concurrence a été engendrée par le monopole féodal. Ainsi primitivement la concurrence a été le contraire du monopole, et non le monopole le contraire de la concurrence. Donc, le monopole moderne n'est pas une simple antithèse, c'est au contraire la vraie synthèse.

(...)

Ainsi le monopole moderne, le monopole bourgeois, est le monopole synthétique, la négation de la négation, l'unité des contraires. Il est le monopole à l'état pur, normal, rationnel.

(...)

Dans la vie pratique, on trouve non seulement la concurrence, le monopole et leur antagonisme, mais aussi leur synthèse, qui n'est pas une formule, mais un mouvement.

(Karl Marx : Misère de la philosophie, page 59 version électronique)

Quel extraordinaire dialecticien, une merveille de pensée ! Une délectation par ces temps si médiocres.

Et la synthèse sur le plan politique. Il n'y a pas d'autre issue que politique.

En pratique, si on ne s'investit pas sur le plan politique ou qu'on le néglige, on sape notre destin, qui, comme le reste de notre vie ne sera pas très reluisant. On peut espérer mieux, on mérite mieux.

Inutile de mettre votre ceinture : Le décollage est reporté à une date indéterminée...

Le premier JT du Media avait été diffusé le 15 janvier, à l'occasion du lancement du Media, et n'a jamais vraiment décollé : une audience de 10 000 personnes en moyenne, c'est peu pour un journal qui absorbe environ la moitié des ressources de la webtélé. leparisien.fr 12 août 2018

On a le droit d'en rire. LFI revendique plus de 500.000 adhérents... Quelle escroquerie !

Dans quel monde vivons-nous ?

Une description qui sied à ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir depuis des lustres.

Une description commune du psychopathe explique :

« Les psychopathes ne ressentent rien pour les autres mais seulement pour eux. Ils ressentent bien biologiquement des émotions mais psychologiquement les troubles caractériels de leur maladie viennent troubler et altérer le ressenti de ces émotions. Ils n'ont aucun sentiment envers les autres. Toute émotion est ramenée à eux de n'importe quelle façon. Les autres ne sont que des objets qui servent à assouvir leurs envies. Ce problème d'absence d'empathie explique pourquoi ils n'ont aucune morale et donc aucune limite à faire du mal à autrui physiquement et moralement. D'où leur dangerosité. » partage-le.com 07.2018

L'écologie... de marché...

L'écologie grand public, celle des gouvernements, des entreprises et des grandes ONG, ne fait (évidemment) que reproduire le narcissisme culturel de la société industrielle. La nature doit être gérée par l'être humain, au mieux, mais toujours selon ce qui arrange l'économie de marché. partage-le.com 07.2018

... une escroquerie durable, mais pas éternelle.

- Si vous allez à San Francisco, vous y verrez des seringues et de la merde - partage-le.com 07.2018

La ville de San Francisco est régulièrement promue dans les médias de masse comme un modèle de gestion écologique des déchets pour son taux de recyclage de 80%. En France, le film documentaire Demain, réalisé par Mélanie Laurent et Cyril Dion, a beaucoup participé à la diffusion de cette idée. Partout où il passe, Cyril Dion brandit le cas de San Francisco comme une preuve de ce qu'il est possible de rendre une ville écolo-durable (« L'exemple le plus impressionnant, que nous présentons dans le film, est celui de la ville de San Francisco qui recycle 80 % de ses déchets »). Si seulement.

Affirmer que San Francisco est un modèle de ville durable est une sacrée performance. Ou peut-être est-ce au contraire d'une simplicité confondante : il suffit de répéter cette affirmation sans l'étudier, sans aucun esprit critique. En creusant un peu, on réalise rapidement qu'elle se base sur un certain nombre d'absurdités. À commencer par le fait que le taux de 80% est une arnaque comptable[1]. La ville comptabilise en effet dans son calcul du taux de déchets recyclés, entre autres bizarreries, les déchets du bâtiment et des travaux publics. Ce qu'aucune ville ne fait[2]. Sans ce tour de passe-passe, le taux de recyclage de la

ville serait plutôt de l'ordre de 60%. Au passage, on notera que Recology, l'entreprise chargée de la gestion des déchets de la ville, a été condamnée à payer 1,3 million de dollars en 2014 pour des pratiques frauduleuses. Mais cette arnaque comptable n'est rien au regard de ce qui suit.

La ville de San Francisco (870 000 habitants) produit chaque année toujours plus de déchets, en 2013 elle en a produit plus de 2 millions de tonnes, quand la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (plus d'un million d'habitants) n'en produisait que 653 226 tonnes. Un modèle. La ville de San Francisco génère chaque jour environ 1 200 tonnes[3] de déchets non recyclables et non compostables qui sont enfouies sous terre. Un modèle.

En outre, ce qu'ils (les gouvernements, les entreprises et les médias de masse) qualifient de recyclage n'a rien d'écologique. Le traitement des déchets se fait toujours loin hors de la ville, dans des usines énergivores (sauf pour le bois/papier qu'ils brûlent en usine de biomasse, une autre catastrophe écologique). Dans le film Demain, on ne voit que la part des déchets qui est compostée, et c'est tout. Sachant que les déchets compostés constituent la part la moins importante des déchets collectés dans la ville. Ce qu'ils n'expliquent pas dans le documentaire, c'est qu'une grande partie des déchets (métaux, plastiques, etc.), uniquement triée, est exportée et disséminée à travers le globe, jusqu'en Chine, aux Philippines et au Vietnam — d'ailleurs, depuis que la Chine a restreint ses importations de déchets en 2017, Recology se retrouve face à un problème relativement gênant, celui de trouver comment écouler les tonnes d'ordures qu'elle expédiait habituellement vers l'empire du Milieu. C'est-à-dire que ces déchets produits par les San-Franciscains sont compressés en balles en usine puis expédiés à l'autre bout du monde pour être recyclés — sachant que le recyclage n'est pas une véritable solution, d'abord parce que le recyclage infini est un mythe[4], ensuite parce que le recyclage du plastique est particulièrement inefficace[5], et enfin et surtout parce que le recyclage, dans le cadre d'une société industrielle capitaliste de croissance, ne résout aucun des problèmes fondamentaux qu'elle implique (de surconsommation de ressources, y compris énergétiques, de pollutions en tous genres, d'étalement urbain, de croissance démographique, etc., etc.).

Récapitulons. Ce qu'ils nous présentent comme un modèle de vertu écologique, de durabilité, c'est une ville dont la production de déchets par personne, relativement élevée, ne cesse de croître, et dont la gestion de ces déchets consiste à en enfouir une partie, à en expédier une autre en Chine et ailleurs, et à en brûler une partie en incinérateur ; c'est aussi une ville qui trafique ses calculs de taux de recyclage. Un modèle.

Mais nous ne devrions pas avoir besoin de discuter ainsi de la soi-disant durabilité d'une ville comme San Francisco. Comme toutes les grandes métropoles du monde, San Francisco dépend directement de l'ensemble des infrastructures et des pratiques toutes plus insoutenables les unes que les autres de la civilisation industrielle. Il faut une sacrée dose d'ignorance historique et écologique pour ne pas comprendre que l'urbanisation de la baie de San Francisco a dramatiquement ravagé ce qui était jusqu'à il y a moins de 300 ans un écosystème sain (non pollué) et plein de vie. Où sont passés les condors de Californie, les wapitis, les ours, les loups et ainsi de suite, qui pullulaient dans la baie ? Les conséquences du développement de la civilisation industrielle dans la baie de San Francisco rappellent les conséquences de son développement partout sur la planète : extermination et disparition de nombreuses espèces vivantes, pollution des eaux (aujourd'hui, on retrouve un peu de tout dans les eaux de San Francisco, du mercure, des résidus de médicaments en tous genres, des huiles de moteur usagées, des déchets plastiques, et ainsi de suite ; cinq des plages les plus polluées de Californie se trouvent dans la baie, qui ne cesse de s'acidifier), pollution de l'air (en ce moment, la qualité de l'air dans la baie n'est pas loin d'être la pire de tous les États-Unis[6]), etc.

Leur manière de mesurer la qualité écologique de la ville — et d'une ville en générale — est grotesque. Comme si on pouvait se contenter de statistiques concernant le « recyclage » des déchets produits par une ville pour l'estimer. Comme si on pouvait occulter les nombreux impacts environnementaux (sans parler des impacts sociaux), entre autres choses, de la production mondialisée des appareils électroniques les plus couramment utilisés par les San-Franciscains — iPods, iPads, iPhones, Google Glass… — ou de leurs voitures, réfrigérateurs, téléviseurs, ou de leur nourriture, ou de la construction des infrastructures qu'ils utilisent et des bâtiments dans lesquels ils vivent, et ainsi de suite. Si toutes ces choses étaient prises en compte, on s'apercevrait immédiatement de l'insoutenabilité totale de la civilisation industrielle et de son mode de vie. Mais elles ne le sont pas, évidemment, propagande oblige.

Et comment ne pas parler des inégalités sociales ? San Francisco est une des villes les plus chères des USA. La gentrification en cours n'a pour cesse d'épurer la ville de ses habitants les plus pauvres[7] :

« La ville de San Francisco connaît un processus de gentrification d'une violence sans commune mesure avec ce que l'on peut constater en France. On l'a longtemps appelé embourgeoisement, ou changement urbain dans le contexte de la recherche académique française, sans pour autant y mettre les significations que contient le terme anglo-saxon. Il faut pourtant être clair : il est bien question ici de processus similaires dans leurs conséquences, bien que la rapidité à laquelle ils se produisent diffère, ou que leur visibilité ne permette pas de les identifier aussi facilement. »

Et comment ne pas voir toute la folie et l'inhumanité de la civilisation industrielle dans le fait que la ville ne parvient toujours pas à gérer les problèmes qui découlent de la présence des nombreux sans-abri, souvent atteints de troubles psychiatriques, qui errent dans ses rues, résultat des politiques calamiteuses des gouvernements qui se sont succédé et symptôme du mal-être qui ronge la modernité ? On estime qu'ils sont 7 500 à vivre dehors sur une population totale de 870 000 habitants (presque 1% de la population). Très récemment, la nouvelle maire de San Francisco, London Breed, dans une des premières interviews[8] qu'elle

a accordées depuis son entrée en fonction, a expliqué qu'il y avait « plus d'excréments sur les trottoirs » que jamais, et qu'on « ne parle pas que de crottes de chiens, mais de matières fécales humaines ». Au cours des six premiers mois de l'année 2018, plus de 16 000 plaintes concernant des « excréments » ont été déposées auprès des autorités de la ville. La présence de déchets en tous genres, y compris de seringues, est actuellement un véritable problème pour la municipalité. Ainsi que l'explique le San Francisco Chronicle dans un article[9] intitulé « Pourquoi San Francisco fait face à un déluge de seringues » : « La ville de San Francisco distribue plus de seringues gratuites aux toxicomanes — 400 000 par mois, un chiffre qui ne cesse de croître — que la ville de New York, dix fois plus peuplée ». La consommation de drogue en public est un problème croissant dans toute la ville. Des habitants se plaignent, entre autres, de « devoir enjamber des gens qui s'injectent de l'héroïne dans les stations de métro ».

Ainsi que l'a récemment titré[10] le Business Insider, « Le centre-ville de San Francisco est davantage jonché de seringues, de déchets et d'excréments que certains des plus pauvres bidonvilles du monde ». Dans l'article, on apprend notamment que « la contamination de certains quartiers de San Francisco est pire que celle de certains endroits du Brésil, du Kenya ou de l'Inde ». Un modèle.

Je me suis promené dans les rues de San Francisco. Je ne connaissais pas grand-chose de l'histoire de la ville. J'ai été stupéfait par le nombre de clochards, de toxicomanes et de malades mentaux qu'on y rencontre. Parfois au pied d'immeubles de luxe réservés aux super-riches, ou devant les bureaux d'Uber, de Microsoft, ou de Twitter. J'ai vu les gratte-ciels, ces manifestations délirantes de l'hubris de la société industrielle, dont les constructions sont autant de désastres écologiques. Les travaux incessants qui font de toutes les villes d'interminables chantiers. Les magasins de luxe de l'hypercapitalisme actuel. Les businessmen pressés — de faire du profit, toujours plus, en exploitant les hommes et en détruisant la planète, toujours plus — qui ignorent machinalement tous les clochards qu'ils croisent lors de leur jogging matinal. Je n'ai pas vu « des gens doux et gentils, le long des rues de San Francisco », me parler de fleurs et devenir mes amis. Je n'ai pas vu de fleurs dans les cheveux mais des oreillettes Bluetooth et des smartphones dans les mains. Bref, j'y ai vu la démence commune de la modernité.

Il n'y a rien de durable à San Francisco. Comme beaucoup d'autres, cette ville incarne précisément l'insoutenabilité, l'iniquité et la folie qui gangrènent la civilisation industrielle. Ceux qui se servent de son cas pour suggérer qu'on pourrait la rendre durable ou écologique sont les idiots utiles du capitalisme vert. C'est l'évidence même. Ceux qui ne le comprennent (toujours) pas aujourd'hui ne manqueront pas de le constater d'ici quelques années. partage-le.com 07.2018

Notes.

Voir ici : https://www.bloomberg.com/view/articles/2014–07–11/san-francisco-s-recycling-claims-are-garbage et ici : https://discardstudies.com/2013/12/06/san-franciscos-famous-80-waste-diversion-rate-anatomy-of-an-exemplar/

https://www.bloomberg.com/view/articles/2014–07–11/san-francisco-s-recycling-claims-are-garbage

http://www.sfexaminer.com/where-does-the-garbage-go/

https://www.youtube.com/watch?v=i03kd_diDDk

https://reporterre.net/Dechets-plastiques-le-recyclage-n-est-pas-la-solution

https://www.sfgate.com/bayarea/article/Bay-Area-air-quality-worst-nation-climate-change-12842251.php

http://www.laviedesidees.fr/La-gentrification-a-San-Francisco.html

https://www.sacbee.com/news/state/california/article214962990.html

https://www.sfchronicle.com/bayarea/matier-ross/article/Why-San-Francisco-is-stuck-with-a-deluge-of-12952111.php

http://www.businessinsider.fr/us/why-is-san-francisco-so-dirty-2018–2

ACTUALITE EN TITRES

La blanchisseuse de la cour.

- La question d'une démission de Kohler ne se pose pas - Reuters 12.08

- Seillière et le fisc. L'occasion fait le baron - Liberation.fr 12.08

L'ex-patron du Medef et des cadres de sa société Wendel étaient sous le coup d'un redressement fiscal après la mise en place d'un montage financier. Mais la décision a été invalidée pour un simple vice de forme. Liberation.fr 12.08

Ils osent tout.

- "Hollande 2022" : un tract distribué par de jeunes militants hollandistes pour tester la popularité de l'ancien président - Franceinfo 12.08

PSychopathe, quoi !

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Condamnation de Monsanto : Hulot évoque le "début d'une guerre" contre les pesticides - Franceinfo 12.08

- Le gouvernement veut s'attaquer au plastique via "un système de bonus-malus" - Le HuffPost 12.08

Guerre des clans de l'oligarchie.

- Une ex-conseillère de Donald Trump diffuse l'enregistrement de son licenciement - Le HuffPost 12.08

- Venezuela : un député arrêté donne de ses nouvelles à sa famille - AFP 12.08

- Damas recrache ses listes de suppliciés - Liberation.fr 12.08

- Torture en Syrie : la mort pour dessein - Liberation.fr 12.08

- Manifestation de Sikhs à Londres pour l'indépendance du Pendjab - AFP 12.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Un ministre d'un État membre de l'UE en visite officielle à Damas - Réseau Voltaire 12 août 2018

Le premier vice-président du gouvernement tchèque et ministre des Affaires étrangères, Martin Stropnický, s'est rendu à Damas en visite officielle. Il a été reçu par son homologue syrien, Walid al-Mouallem.

Depuis le début de l'agression contre la Syrie, l'Union européenne a fermé les ambassades de ses États membres, interdit aux consuls syriens d'organiser des bureaux électoraux dans leurs locaux, et institué des sanctions contre la République arabe syrienne et ses principaux élus et fonctionnaires.

Cependant, l'Autriche, la République tchèque et la Roumanie ont conservé leurs ambassades ouvertes.

Sous l'impulsion de son président, Miloš Zeman, la République tchèque a observé les événements sur place, présenté des rapports à l'UE, et délivré des visas Schengen aux personnalités syriennes se déplaçant dans l'Union. Le président Zeman n'a jamais retiré son soutien à son homologue syrien, Bachar el-Assad.

Martin Stropnický fut successivement ministre de la Culture, de la Défense et désormais des Affaires étrangères. Si plusieurs leaders étrangers sont venus secrètement à Damas ces derniers temps, il est le premier responsable d'un exécutif de l'Union européenne à se rendre publiquement en Syrie depuis le début de l'agression étrangère.

La Fédération de Russie et la Maison-Blanche ont trouvé un accord, lors du sommet d'Helsinki, le 16 juillet, pour mettre fin au

conflit. L'Armée arabe syrienne vient de libérer l'ensemble du Sud du pays (sauf Al-Tanf, toujours occupé par les États-Unis), jusqu'aux frontières libanaise, israélienne et jordanienne. Réseau Voltaire 12 août 2018

Mais pas jusqu'à la frontière turque. Là les choses semble plus compliquées, encore que, Trump a multiplié récemment les attaques contre Erdogan, tout d'abord avec l'affaire d'un pasteur américain détenu par la Turquie, puis une taxe sur l'acier et l'aluminium qui a fait chuter brutalement la monnaie turque, il se pourrait qu'il s'en serve pour exiger le retrait de l'armée turque du nord de la Syrie en attendant l'évacuation de Al-Tanf, ce qui signerait la fin définitive de cette guerre... A suivre.

Palestine occupée.

- Israël. Grande manifestation à Tel-Aviv contre la loi sur l'Etat-nation. - Liberation.fr 13 août 2018

Ils étaient des dizaines de milliers samedi soir à Tel-Aviv pour manifester contre la loi qui, depuis juillet, définit Israël comme l'«Etat-nation du peuple juif» et fait des Arabes israéliens des citoyens de seconde zone. Des Israéliens juifs se sont joints aux manifestants qui ont crié en hébreu et en arabe «égalité, égalité !»,«on ne se taira pas, l'apartheid ne passera pas !», tout en traitant le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou de «fasciste». La semaine dernière, une énorme manifestation avait déjà réuni la minorité druze, opposée elle aussi à la loi. Liberation.fr13 août 2018

ECONOMIE

Quantitative Easing ou le miracle de la planche à billets... pour les banquiers.

- Confusion entre masse monétaire et liquidités : le grand méli-mélo - xerficanal-economie.com 20/02/2018

Nous vivons dans un monde hyper liquide. C'est une sorte d'évidence. Les banques centrales américaines, européennes et japonaises ont fait exploser leur bilan à partir d'août 2008, moment où les politiques de Quantitative Easing commençaient à imprimer leur marque. Les achats massifs de titres de dettes aux acteurs financiers ont multiplié par près de cinq les encours d'actifs de la FED et de la Banque du Japon, et par plus de trois ceux de la BCE. C'est énorme.

Par cette politique de rachats, elles ont directement alimenté en cash les banques de second rang. Elles ont gonflé ce que l'on appelle la base monétaire, qui est constituée des pièces et billets et des avoirs monétaires des banques auprès de leur banque centrale. Et cette base monétaire, c'est la matière première du crédit. Les banques sont supposées produire du crédit au prorata de cette liquidité première : la variation de la masse monétaire M est égale à k fois la variation de la base monétaire. C'est ce que l'on appelle le multiplicateur monétaire dans nos manuels, qui suggère une relation stable entre la base monétaire et la quantité de monnaie détenue dans une économie.

Le quantitative easing n'a pas augmenté la masse monétaire…

Dans cette représentation simplifiée, la liquidité qu'ont injectée les banques centrales auprès du système bancaire doit se retrouver dans l'économie, dans le système de poupées russes de la masse monétaire pour ceux qui s'en souviennent : M1, M2, M3, etc. C'est-à-dire dans les différents périmètres de la monnaie, qui englobe des pièces, billets et dépôts à vue détenus par les agents économiques, dans son acception la plus étroite ; et les dépôts à terme, livrets et divers produits négociables, dans son acception plus large. La mécanique qui fait que la base monétaire se diffuse aux agents non bancaire, c'est le crédit.

Regardons néanmoins ce qui s'est passé avec le Quantitative Easing, aux États-Unis notamment. La base monétaire a bien explosé depuis la crise, dans des proportions qui sont en ligne avec ce que l'on sait de l'ampleur des injections de la FED. En revanche, du côté de M1 et M2, il est clair que le pronostic du multiplicateur est déjoué. La monnaie banque centrale est essentiellement restée piégée dans le système bancaire. En première analyse, le QE n'a pas induit une explosion de la quantité de monnaie en circulation. On le voit clairement lorsque l'on présente M2 en croissance sur un an.

…Mais il a augmenté la liquidité des marchés

Dire que le QE n'a pas agi sur la liquidité de l'économie est cependant erroné. Et c'est là qu'il faut s'attarder sur la polysémie du terme liquidité. La liquidité, c'est certes la quantité de monnaie disponible dans une économie. Mais qu'est-ce que la monnaie dans des économies qui n'ont eu de cesse de créer des produits toujours plus négociables, que l'on peut titriser, ou que l'on peut utiliser comme collatéraux pour ouvrir des lignes de crédit ? Si les effets de richesse augmentent la consommation, c'est précisément que la richesse se transforme facilement en instrument de transaction et a le pouvoir d'agir sur la capacité d'achat des agents.

Ce qui a véritablement augmenté dans nos économies, c'est ce que l'on appelle la liquidité de marché, c'est-à-dire la capacité à acheter ou à vendre rapidement les actifs qui y sont cotés sans que cela n'ait d'effet majeur sur leur prix.

Or cette liquidité-là varie au cours du temps. Elle est affaire de confiance. Dans les phases ascendantes du cycle, tout actif paraît liquide. Le périmètre de la liquidité s'étend, ce qui participe à l'emballement la machine économique. L'inflation ne se loge pas alors sur le marché des biens et services, mais sur le marché des actifs.

Cette liquidité peut disparaître du jour au lendemain. Lorsque la défiance se répand, la machine est rapidement mise en péril par une crise d'illiquidité, qui menace de bloquer l'ensemble des transactions.

De ce point de vue, le QE a bien eu un impact sur la liquidité. Non pas sur la masse monétaire, mais sur la liquidité des marchés, y compris le marché monétaire. Il a servi à pallier une perte brutale de liquidité des marchés, ce qui rend son effet a posteriori en partie invisible. xerficanal-economie.com 20/02/2018

Haut de page

Le 14 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai été en ville ce matin pour téléphoner à ma mère et lui souhaiter ses 84 ans. Et en plus je suis un bon fils !

En ce moment j'actualise quotidiennement le portail parce que ma compagne est absente pour raison familiale. Quand elle n'est pas là, elle me manque au bout d'une heure, et au bout de la deuxième je n'ai plus hâte de la revoir ! Là je ne suis pas un très bon compagnon ! On fait ce qu'on peut, si sa présence m'est agréable, son absence me soulage parce que je ne suis pas interrompu dans mes pensées par des trucs insignifiants.

Je suis aussi allé chez le dentiste, le meilleur évidemment, le plus cher, cela va de soi ! Il m'a soulagé de 1.500 roupies pour refaire un plombage, le salaire minimum est de 4.800 roupies. Voilà pourquoi je dois économiser.

J'en ai profité pour aller au marché à Pondichéry, quelle cohue, c'est vraiment désagréable. Et ça pue ! Sans parler de la circulation, c'est le mois des fêtes des temples, quel bordel, quel bruit ! Sur mon chemin, j'ai été acheté de l'insecticide pour les fourmis qui colonisent les hibiscus l'été. Je suis passé par la route que j'empruntais il y a 7 ans quand j'habitais au bord de mer dans la banlieue nord, je n'y étais repassé que deux ou trois fois depuis, cela a tellement changé que j'ai eu à nouveau l'impression de n'y être jamais venu, alors que pendant 10 ans je l'ai arpenté quotidiennement, c'est pour dire à quel point l'Inde change vite et en profondeur.

La CNAV ne m'a toujours pas versé ma retraite depuis le mois de mai à cause d'un imbroglio entre banques française et indienne. Ils usent et abusent de ma patience...

A part cela, toujours un ciel couvert et quelques gouttes de pluie, hier la température était remontée à 41°C à l'ombre. J'ai profité de l'après-midi pour consolider mon installation, on ne sait jamais, la période des cyclones n'est pas terminée. Je me sens vieux, fatigué

- Causerie au format pdf (15 pages)

Déconnectez-vous, débranchez la pile... avant de disjoncter.

- Guy Birenbaum, journaliste : «j'étais connecté de 5 heures du matin à minuit» - Liberation.fr 14 août 2018

«Je n'ai jamais cru qu'on pouvait tomber malade parce que l'on passe trop de temps connecté sur Internet. En 2014, je l'étais de 5 heures du matin à minuit, avec les écrans, les réseaux sociaux, les notifications… plus le boulot, plus des périodes compliquées au travail, plus la violence intrinsèque aux réseaux sociaux, aux blogs… Pour moi, ça a commencé par des signes chimiques, mal au ventre, mal au dos, etc., jusqu'à une incapacité totale, un écroulement massif. Je n'arrivais même plus à décrocher quand des amis m'appelaient.

«J'ai été pris en main par un psychiatre et un psychanalyste que je vois toujours. S'ensuit une thérapie assez classique avec prises de médicaments. Je me suis retrouvé en arrêt de travail pendant un mois et demi ou deux mois, ce qui n'est pas si long finalement. J'avais vraiment besoin de comprendre ce qui n'allait pas. J'ai dû quitter tout ce qui concerne le numérique pendant

deux mois pleins, puis j'ai fait disparaître tout ce qui est notification. Je suis réapparu trois mois plus tard environ sur les réseaux sociaux et suis passé en moyenne de 100 tweets par jour à 5 ou 6 tweets, et encore c'est beaucoup. Je reste hypervigilant et je ne considère pas que je suis à l'abri de craquer encore d'une manière ou d'une autre. Si je voyais que je me remettais à perdre trop de temps avec des activités de ce genre, je saurais maintenant que cela veut dire qu'il y a un problème. C'est un signal d'alerte. Le concept que l'on nous a vendu, la sérenpidité, qui consistait à dire qu'Internet est génial parce qu'en cherchant un truc vous en trouvez un autre, puis un autre… eh bien je pense que c'est une saloperie, car ça nous amène de liens en liens, de clics en clics, à des distances phénoménales de ce que l'on cherchait. On reste deux heures sur Internet alors que l'on avait mieux à faire.» Liberation.fr 14 août 2018

Il a fallu qu'il en arrive à cette extrémité pour comprendre "qu'il y a un problème"...

Circulez il n'y a rien à voir !

Nous sommes passés à côté de la réunion annuelle du groupe Bilderberg qui a eu lieu à Turin du 7 au 9 juin inclus.

- Bilderberg, la conférence la plus secrète du monde - lesechos.fr 07.06.2018

Le groupe Bilderberg se réunit à partir de jeudi pour trois jours à Turin, en Italie. Depuis 1954, ce club ultra-fermé reçoit des grands du monde politique et économique sans que rien ne filtre de leurs échanges, charriant fantasmes et théorie du complot.

Le lieu a été tenu secret jusqu'au dernier moment. La liste des invités et les thèmes des discours aussi. Ce jeudi 7 juin, pour trois jours, s'ouvre à l'hôtel Torino Lingotto Congress à Turin en Italie, la conférence Bilderberg, un club très fermé qui réunit chaque année des personnalités du monde économique, politique et intellectuel. Pendant trois jours, les participants y croiseront peut-être cette année Patrick Pouyanné, le patron de Total, faisant la queue au buffet du déjeuner avec l'ambassadeur pour les Océans norvégien, Vidar Helgesen, ou participeront aux conférences assis à côté de la reine des Pays-Bas ou d'Henry Kissinger, deux piliers de la conférence.

Depuis 1954, une centaine d'invités triés sur le volet convergent au printemps vers un hôtel de luxe privatisé pour l'occasion et placé sous haute protection. Chefs d'Etat, ministres, patrons de banque, PDG de multinationale, militaires, spécialistes de la sécurité internationale, universitaires et représentants d'organisations internationales comme le FMI ou la Banque mondiale sont priés de venir seuls, sans conjoint ni garde du corps.

« Cercle d'influence puissant »

Créé en pleine guerre froide par le milliardaire américain David Rockefeller, l'ancien diplomate polonais Joseph Retinger et le prince Bernhard des Pays-Bas, le « groupe Bilderberg » tire son nom de l'hôtel où le groupe s'est réuni la première fois à Oosterbeek, aux Pays-Bas. « L'objectif était de constituer un cercle d'influence puissant dans les domaines économique et financier, pour faire face à la menace communiste », explique Thierry de Montbrial, le patron de l'Institut français des relations internationales (Ifri), qui en a fait partie pendant près de quarante ans.

« C'est un événement géopolitique majeur dans l'année », assure une ancienne participante. Mais l'« événement » reste confidentiel. Rien ne filtre jamais des échanges qui s'y tiennent. « C'est une règle importante et qu'il ne faut pas changer si l'on veut maintenir la qualité des débats », assure Henri de Castries, l'ancien patron d'Axa et président du comité directeur du groupe de Bilderberg.

En être ou pas

Que se passe-t-il vraiment pendant ces trois jours ? Ceux qui y participent affirment qu'il s'agit de discussions informelles et de réunions sur les grands sujets du moment. Les seules informations publiques sont les - très - larges thèmes de discussion et la liste des participants. Cette année, 128 personnalités de 23 pays débattront entre autres du « populisme en Europe » ou du « monde post-vérité » ; mais aussi de l'« informatique quantique » ou des « Etats-Unis avant les élections de mi-mandat ».

Mais c'est surtout la liste des invités qui retient l'attention. Bref, en être ou pas, un peu comme les dîners du Siècle, à Paris. Un cénacle d'initiés avertis parlant le même langage et partageant les mêmes valeurs (D'où les invités du PS, merci de cette précision! - LVOG). Entre égaux. D'ailleurs, les invités sont placés lors des débats par ordre alphabétique, sans hiérarchie. « J'ai ainsi longtemps été placé à côté de Mario Monti », raconte Thierry de Montbrial.

De même, les dîners et déjeuners ne sont jamais placés, sauf pour la table de la reine des Pays-Bas et celle du président du Bilderberg. « En 2010, il me semblait reconnaître la personne dans la queue devant moi pour le buffet... c'était Bill Gates », raconte encore Thierry de Montbrial. « C'est un truc génial pour rencontrer des gens et cultiver son réseau », s'enthousiasme un ancien participant. « A côté, Davos c'est la seconde division », ironise un autre.

Cette année, côté français, le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, mais aussi l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve, aujourd'hui avocat chez August Debouzy, ou bien encore la nouvelle directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, seront présents. Des Américains, comme le cofondateur de KKR Henry Kravis et le général David Petraeus, qui a rejoint le fonds, le cofondateur de LinkedIn, Reid Hoffman, ou le professeur de science politique Michael Horowitz feront le voyage et dialogueront peut-être avec le CEO de Vodafone, l'Italien Vittorio Colao, ou le président de Fiat Chrysler, John Elkann...

Coeur du réacteur

Mais pour comprendre le mode de fonctionnement du Bilderberg, il faut d'abord s'intéresser au comité directeur, c'est le coeur du réacteur. C'est là que tout se joue, sa composition permet de décrypter l'objet et la doctrine de la conférence. Une trentaine de personnalités forment ce comité permanent présidé depuis 2011 par le Français Henri de Castries (Président de l'Institut Montaigne - ndlr). Historiquement, pour ce club fondé au moment de la guerre froide, les Américains y sont surreprésentés avec neuf personnes, dont Kenneth Jacobs, le président de Lazard, mais aussi Eric Schmidt, l'ancien président d'Alphabet, le holding qui chapeaute Google. Les autres pays ont deux représentants.

Outre le président du comité, l'ancienne directrice générale d'Artémis Patricia Barbizet représente la France. L'on y trouve aussi le Turc Ömer Koç, à la tête de l'un des plus importants holdings turcs, le Portugais José Manuel Barroso, ancien président de la Commission européenne et maintenant président de Goldman Sachs International, l'Allemand Thomas Enders, patron d'Airbus, l'Américain John Micklethwait, rédacteur en chef de Bloomberg, ou encore l'Anglaise Zanny Minton Beddoes, à la tête de la rédaction de « The Economist »...

Bonnes intuitions

A eux, chaque année, de choisir le lieu de la réunion annuelle. Le pays invitant charge ses nationaux du comité directeur de lever les fonds pour financer le séjour de la centaine d'invités auprès des entreprises et des autorités. Quand la réunion s'est tenue en France, au Trianon Palace, par exemple, c'est le fondateur de Fimalac, Marc Ladreit de Lacharrière, qui s'est chargé de trouver les fonds. « Ce n'est pas un gros budget, entre 1 et 2 millions tout au plus. D'autant plus que maintenant les participants doivent payer leur billet et leur chambre d'hôtel », assure Thierry de Montbrial.

Mais, surtout, c'est ce comité directeur qui va sélectionner les heureux candidats qui auront le droit de venir participer aux débats. Et il faut avouer qu'en ce domaine ils ont eu de bonnes intuitions : Bill Clinton, Margaret Thatcher, Edouard Philippe, Emmanuel Macron ont participé bien avant leur arrivée au pouvoir à ces journées... Nicolas Sarkozy ou Donald Trump, en revanche, n'ont jamais été invités. (Ni Obama, simple oubli des Echos. - LVOG)

Le club est clairement libéral - voire libertarien avec Peter Thiel au comité directeur - mais les « sociaux-démocrates » sont aussi les bienvenus. Dominique Strauss-Kahn (en 2000), Michel Rocard ou Laurent Fabius ont fait partie des invités, tout comme l'ancien secrétaire général de l'Elysée Jean-Pierre Jouyet (Et bien d'autres encore du PS depuis 1954 : Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevenement, Pascal Lamy, Pierre Beregovoy, Bernard Kouchner, Lionel Jospin, Michel Sapin, Hubert Vedrine, Henri Nallet, Manuel Valls. - LVOG), aujourd'hui ambassadeur de France à Londres... Chaque pays représenté au comité directeur _ une vingtaine _ a son quota d'invités.

Augmenter la diversité

« C'est une sélection très scrupuleuse des participants », explique Henri de Castries, qui reconnaît trier sur le volet « des gens qui ont une pensée » et capables en outre d'écouter les autres pendant trois jours d'affilée. « On a intérêt à avoir quelque chose à dire et parler un excellent anglais, sinon on n'est plus invité », confirme une sélectionnée. De toute façon, « on y est invité jamais plus de deux ou trois fois. (Faux, Andre Levy-Lang (Paribas), Olivier Roy (CNRS), Bertrand Collomb (Lafarge), Jean-Claude Trichet (ex-BCE), Nicolas Baverez (Figaro et Le Point), etc. ont été invités plus de 2 fois. - LVOG) Ca tourne », explique Thierry de Montbrial.

Depuis qu'il a pris la présidence du Bilderberg, Henri de Castries a donné comme directive d'augmenter la diversité, de féminiser et de rajeunir les participants. C'est ainsi que Jeff Bezos, le patron d'Amazon, des économistes comme Nicolas Baverez et Laurence Boone ont fait partie des « happy few ».

Mais le groupe reste exclusivement composé de personnalités du monde occidental. « On peut discuter sans l'Inde et la Chine car il faut revenir à l'esprit du Bilderberg : celui de renforcer les relations transatlantiques par des échanges les plus larges possible », explique le président de l'Institut Montaigne (Un des mentors de Macron. Sans doute qu'il n'a pas prononcé le nom de la Russie pour ne pas se compromettre! - LVOG) . Cela n'empêche pas cependant la vice-ministre des Affaires étrangères chinoises, Ying Fu, ou le professeur d'économie, Yiping Huang, d'avoir été invités.

« Gouvernement du monde »

A l'intérieur de ce cénacle, « toutes les sensibilités doivent être représentées », tient cependant à préciser Henri de Castries. Il

rappelle que des échanges extrêmement vifs peuvent avoir lieu, reflétant bien souvent les débats extérieurs, comme en 2003 au moment de la guerre en Irak. Cette année-là, la conférence était organisée au Trianon Palace à Versailles, en France, et de vives discussions avaient opposé plusieurs participants au néoconservateur John Bolton, alors proche de George W. Bush (et aujourd'hui conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump).

Mais, au bout du compte, « aucune résolution ne sera prise, aucun vote ne sera organisé, aucune mesure ne sera proposée. Il y aura des comptes rendus mais non attribués et distribués exclusivement aux participants », assure Thierry de Montbrial, qui veut casser « la machine à fantasmes ». Car le secret qui entoure la réunion fait le bonheur des thèses complotistes de « Gouvernement du monde », de « cheval de Troie de la CIA en Europe »... (Qui complote, sinon eux en refusant de dévoiler le contenu de leurs discussion. - LVOG)

« C'est clairement une idéologie transatlantique et 'business oriented', ne craint-il pas de dire, mais penser que la CIA a influencé le Bilderberg est invraisemblable. Car ce sont de grands hommes d'affaires comme David Rockefeller ou Giovanni Agnelli qui l'ont lancé, et je vous assure qu'ils n'avaient pas besoin de la CIA pour le faire. » (Pardi, parce qu'ils sont la CIA, le Pentagone, la Fed ! A qui obéissent-ils ? Est-ce la CIA qui fixe le cap ou l'oligarchie financière ? La réponse est dans la question. - LVOG)

Règle de Chatham House

« Il faut arrêter de fantasmer sur le Bilderberg, il fonctionne comme tous les think tanks britanniques ou les conférences qui adoptent la règle de Chatham House [un code éthique historique de la diplomatie britannique qui interdit de rendre publics les identités et les propos des invités,Ndlr] », confie un habitué de ces clubs très fermés.

D'autres conférences, tout aussi secrètes mais moins connues, l'utilisent, comme celles de la Ditchley Foundation. Ce n'est pas un hasard si elles ont été créées dans les années 1950. La Ditchley Conference, qui se réunit une dizaine de fois par an depuis 1958, a officiellement pour but de développer les relations entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. (La Grande-Bretagne, le 52e Etats américain avec Israël. - LVOG)

« L'évolution du Bilderberg reflète l'évolution du monde », explique Thierry de Montbrial qui, après une période très business, note un retour du politique. Et quand il a fallu compter avec l'Asie, plusieurs personnalités du groupe - David Rockefeller et Henry Kissinger, notamment - ont créé en 1973 la « commission trilatérale » avec pour but de construire une coopération politique et économique entre les trois zones clefs du monde - Europe occidentale, Amérique du Nord et Asie-Pacifique. (L'Afrique et le Moyen-Orient devant demeurer sous-développés ou leurs colonies, et l'Amérique du Sud l'arrière-cour des Etats-Unis. - LVOG)

Preuve du changement du Bilderberg, son président a accepté de répondre à nos questions et commencé à lever le voile. (En réalité, il se va se contenter de dire ce qu'on savait déjà. - LVOG) Depuis 2013, la conférence a même son propre site Internet sur lequel sont publiés la liste des invités et les thèmes, quarante-huit heures avant l'ouverture. (Liste toujours incomplète. - LVOG) Mais cela s'arrête là. Ce qui se dit au Bilderberg reste au Bilderberg. lesechos.fr 07.06.2018

Bref, si c'est la journaliste des Echos qui affirme qu'ils complotent ouvertement contre tous les peuples, on ne va pas la contredire pour une fois.

Les puissants et représentant du vieux monde se réunissent et discutent du sort du monde dans le plus grand secret, et quand on s'en émeut ou qu'on leur pose des questions, ils répondent avec l'aplomb d'un psychopathe : "arrêter de fantasmer", c'est "la règle", quoi de plus normal, entendez par là, c'est nous qui détenons le pouvoir, alors nous faisons ce que nous voulons de vos vies et cela ne vous regarde pas, circulez il n'y a rien à voir !

Cette réunion sert à diffuser auprès de personnalités parmi les plus puissantes ou leurs représentants déjà en poste la ligne politique définit pour l'année à venir par les membres du "comité permanent" de ce groupe de fripouilles, et à promouvoir parmi eux ceux qui dans l'avenir représenteront leurs intérêts au sein de gouvernements, d'institutions internationales ou conseils d'administration de multinationales, à désigner les prochains chef d'Etat.

En complément.

États-Unis : une centaine de journaux préparent la riposte contre Trump - LeParisien.fr 13.08

Jeudi, ces titres de presse publieront dans leurs pages un éditorial en réponse aux attaques répétées du président américain contre les médias.

Depuis plusieurs semaines, les attaques de Donald Trump contre les médias sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus violentes. Le président américain a même utilisé l’expression d’« ennemis du peuple » pour désigner une partie d’entre eux. Face à ces attaques, les journaux américains ont décidé d’organiser une riposte concertée, comme le rapporte CNN.

Le Boston Globe a proposé aux autres quotidiens du pays de publier dans leur édition de jeudi un éditorial sur les « dangers résultant des attaques de cette administration contre la presse ». Samedi, plus de 100 titres avaient déjà décidé de participer à l'opération. « Je m'attends à ce que ce nombre augmente encore dans les prochains jours », a déclaré à CNN Marjorie Pritchard, directrice adjointe en charge des éditoriaux au Boston Globe.

Quelques journaux à fort tirage, comme le Miami Herald ou le Denver Post, publieront un éditorial jeudi, « mais la majorité sont des titres distribués dans des régions moins peuplés », a précisé Marjorie Pritchard.

Le texte ne sera toutefois pas identique d'un média à l'autre : chaque journal publiera son propre éditorial. « Nos mots ne seront pas les mêmes. Mais nous pouvons tous nous accorder sur le fait que de telles attaques sont alarmantes », a estimé Marjorie Pritchard dans le Washington Post. LeParisien.fr 13.08

L'ex-conseillère de Trump assure qu'il est raciste et dit posséder "plein" d'autres enregistrements - Le HuffPost 13.08

C'est un caillou de plus dans la botte du pouvoir américain. Dimanche 12 août, une ancienne haute conseillère de Donald Trump, Omarosa Manigault Newman, a diffusé un enregistrement compromettant pour la présidence des États-Unis. Le HuffPost 13.08

Ses textos anti-Trump à sa maîtresse lui coûtent son poste au FBI - AFP 13.08

Ses textos anti-Trump envoyés à sa maîtresse ont coûté son poste à l'agent spécial Peter Strzok, limogé par le FBI. "Enfin" a tweeté lundi le président, qui le poursuit de son ire depuis des mois. AFP 13 août 2018

La Turquie ne parvient pas à enrayer la débâcle de la livre - AFP 13.08

La Turquie n'est pas parvenue lundi à stopper l'effondrement de sa monnaie alimenté par l'aggravation d'une crise diplomatique avec les Etats-Unis, accusés par le président Recep Tayyip Erdogan de vouloir "frapper dans le dos" son pays.

Un voyage privé en Iran coûte son poste à un ministre norvégien - AFP 13 août 2018

Le ministre norvégien de la Pêche, Per Sandberg, a démissionné lundi après avoir enfreint les règles de sécurité lors d'un voyage privé en Iran avec une ex-reine de beauté d'origine iranienne.

Numéro deux du parti du Progrès (droite anti-immigration), M. Sandberg, 58 ans, a admis s'être rendu en Iran en juillet avec sa nouvelle compagne de 28 ans sans avoir au préalable averti les services du Premier ministre et en emportant son téléphone portable de fonction.

Les services de sécurité norvégiens citent régulièrement l'Iran comme l'un des pays les plus actifs en matière d'espionnage, avec la Chine et la Russie. AFP 13 août 2018

De qui s'agit-il ?

Dans un article de The Guardian publié jeudi 15 février il met en garde contre la liberté des médias sociaux qui peuvent « influencer la manière dont les gens pensent et se conduisent sans même qu'ils s'en rendent compte ». Il ajoute « Ceci interfère avec le fonctionnement de la démocratie et l'intégrité des élections » et le peuple perd « sa liberté de penser ». D'où l'urgence de légiférer pour que la liberté d'expression soit plus strictement contrôlée sur internet et les réseaux sociaux.

Réponse : le milliardaire américain George Soros

Au nom de la « liberté du peuple » George Soros veut instaurer « le contrôle de la liberté ». De même que dans le 1984 d'Orwell le ministère de l'Amour organisait la semaine de la Haine. (Source : Soros demande à l'Union Européenne de « réguler les réseaux sociaux » - Observatoire du journalisme 20 février 2018)

Ce qui est intéressant, c'est de constater que toutes les lois adoptées par les gouvernements successifs en France (et Bruxelles) ont été soufflées ou commandées par des oligarques anglo-saxons néoconservateurs. Toutes les opérations à relent communautarisme sous Hollande et maintenant sous Macron (les "migrants") dans lesquelles se sont engouffrés la pseudo-gauche et extrême gauche avaient la même origine.

Etrangement, les médias et autres antifas sont aux abonnés absents.

- [Pas de bol] Le consul d'Ukraine en Allemagne était un antisémite pro-nazis… - Les Crises 13 août 2018

Bravo à la vigilance du journaliste et blogueur indépendant ukrainien Anatoli Chariï !

Notez qui si de grands médias anglo-saxons en ont parlé en mai, suite à une dépêche Reuters... aucun grand média français ne l'a apparemment fait…

Être nazi est honorable»: le consul d'Ukraine en Allemagne épinglé pour ses idées nazies - Sputnik, 14.05.2018

Attiré par l'idéologie nazie, le consul d'Ukraine à Hambourg appelle sur sa page Facebook à l'ajout d'une croix gammée sur le drapeau ukrainien, à la reconquête de territoires en Pologne et en Hongrie, a révélé un journaliste, qui ajoute que le consul n'est pas seul à le penser parmi les représentants de la diplomatie ukrainienne à l'étranger.

Le journaliste et blogueur indépendant Anatoli Chariï a analysé le continu de la page Facebook, visible uniquement par ses amis, du consul ukrainien à Hambourg Vassil Marouchtshchinets et a attiré l'attention sur ses publications sous forme d'appels à la conquête des territoires «ukrainiens» de Pologne et de Hongrie.

Les révélations du journaliste ukrainien, qui vit en exil dans l'UE depuis les événements de Maïdan, ont été publiées sur sa chaîne YouTube et on y peut activer les sous-titres français, anglais et allemands.

Le journaliste a illustré son enquête avec les postes scandaleux du diplomate ukrainien. Ainsi, un poste de M.Marouchtchinets daté du 22 novembre 2017 dit: «Voilà, les démocrates et les tolérants! Seulement par la force nous pourrons libérer notre sol», en faisant référence à certains territoires en Pologne.

Un peu plus tard, le 7 décembre 2017, le consul a appelé également à la reconquête de territoires en Hongrie, écrivant: «L'armée ukrainienne de 2017 n'est pas l'équivalent des quelques centaines de soldats SS désarmés dans la Carpatho-Ukraine en 1939».

Le consul ukrainien dévoile aussi sur Facebook son projet de drapeau pour l'Ukraine, qui représente une croix gammée aux couleurs du drapeau ukrainien sur un fond rouge et noir.

«Être nazi est honorable» et «Gloire à l'Ukraine, mort aux antifascistes», de tels commentaires ont été également déterrés sur la page du diplomate, ainsi que des posts antisémites appelant à «punir les juifs» et niant l'Holocauste. À ce sujet, M.Chariï attire une attention spéciale sur le fait que le consul travaille en Allemagne.

Suite aux réactions incendiaires, le blogueur a publié une deuxième vidéo, pointant du doigt le fait que le consul ukrainien à Hambourg était ami avec d'autres diplomates ukrainiens, qui aimaient et commentaient ces postes antisémites favorables au nazisme, par exemple, l'ambassadrice d'Ukraine en Portugal Inna Ognivets.

Dans sa deuxième vidéo, le blogueur assure que le diplomate en question a commencé à bannir les personnes dans la liste de ses amis dans une tentative d'identifier celui qui en aurait donné l'accès au journaliste. Nombre de ses contacts ont commencé à le retirer de leur liste d'amis.

Le consul d'Ukraine à Hambourg a été suspendu de ses fonctions pour la durée de l'enquête, a déclaré lundi le porte-parole du ministère ukrainien des Affaires étrangères, Mariana Betsa, au portail Ukrainskaïa Pravda.

L'affaire autour du consul ukrainien antisémite est déjà en train d'être examinée par les services spéciaux allemands, a indiqué M.Chariï dans un post Facebook appelant à «faire connaître plus largement» ce scandale.

"Dans la vidéo, Anatoli montre et démontre que Vassil Marouchtchinets a dans ses contacts bon nombre de personnes travaillant comme diplomates pour le MAE ukrainien ! Et un certain nombre d'entre eux ont régulièrement liké ses posts antisémites, prouvant ainsi que non seulement ils les ont vus, mais qu'en plus ils étaient d'accord avec ce qui y était écrit !

Même le père de la Consule générale de Hambourg (Oksana Tarassiouk), Boris Tarassiouk, qui est député à la Rada et ancien diplomate ukrainien, fait partie des amis Facebook de ce cher Vassil Marouchtchinets, et a donc eu l'occasion de voir les posts du collègue de sa fille ! Et il semble que cela ne l'ait pas choqué plus que cela.

Cette consule générale n'a pas non plus été choquée lorsque les collègues de Vassil lui ont offert pour ses 60 ans, un gâteau « Mein Kampf », qu'il a fièrement affiché sur son mur Facebook :"

Parmi ceux qui ont liké ses posts on retrouve entre autres :

– Valentin Adomaïtys : le plus fervent soutien des posts néo-nazis de Vassil Marouchtchinets, il est presque systématiquement dans les personnes ayant liké ses posts. Ce monsieur fut ambassadeur d'Ukraine en Inde et au Népal et il est président de l'ONG Ukraine-Inde.

– Tsivati Viatcheslav : qui travaille à l'académie diplomatique d'Ukraine.

– Leonid Yassinsky : lui aussi travaille à l'académie diplomatique d'Ukraine…

– Bogdan Pylypiv : qui est professeur à l'académie nationale du Ministère de l'Intérieur ukrainien.

– Valery Stoupak et Vassil Gamianine : qui travaillent au Ministère des Affaires Étrangères d'Ukraine. Le deuxième a carrément liké la photo avec le gâteau « Mein Kampf »…

– Lioudmila Mlochtch : qui est président de l'association centrale des Ukrainiens en Allemagne.

– Alexandre Chiian : qui est président du centre d'information et de culture germano-ukrainien à Düsseldorf.

– Inna Agnyvets : Ambassadrice d'Ukraine au Portugal ! Son like est visible dans la troisième vidéo sur ce dossier faite par Anatoli, et publiée hier.

– Igor Lossovskyi :Vice-représentant permanent de l'Ukraine auprès des organisations internationales à Vienne, dont l'OSCE

Et pour prouver définitivement que sa hiérarchie ne pouvait pas ignorer son idéologie politique, de 2004 à 2006, voici ce qui ornait son bureau au Ministère des Affaires Étrangères à Kiev :

Le drapeau de l'UPA, l'armée insurrectionnelle ukrainienne, qui a à son actif des massacres de Polonais en Volhynie, et de juifs. Sputnik, 14.05.2018

Epilogue.

- Marouschinets a été viré du corps diplomatique ukrainien. Décision du 30 mai 2018

Source : Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine, 31-05-2018

Là aussi les braves médias défenseurs de la liberté d'expression sont aux abonnés absents.

- Un site d'actualités vénézuéliennes réputé est la dernière victime de Facebook - par Venezuela Analysis - Mondialisation.ca 12 août 2018

Venezuelanalysis, site d'actualités vénézuéliennes renommé est la dernière victime de Facebook

Facebook a encore supprimé la page d'un média. Cette fois, il ne s'agit pas d'un réseau d'extrême droite comme Infowars, mais de "la seule plateforme médiatique indépendante vénézuélienne de gauche en anglais", le site d'information Venezuela Analysis, noté sur Twitter.

Les administrateurs du site d'information ont été informés par Facebook, jeudi, que leur page avait été "dépubliée" en raison d'une "activité récente" qui "n'est pas conforme aux règles des pages Facebook". Lorsqu'une page Facebook n'est pas publiée, elle n'est plus consultable par le public, seulement par les administrateurs. Venezuela Analysis aura la possibilité de faire appel de la décision.

On ne sait pas exactement quelle activité spécifique a motivé la décision de FB.

Le site a réagi en disant : c'est une "tentative évidente de bloquer notre couverture locale de la situation sur le terrain au Venezuela. Avez-vous besoin de plus de preuves que [Facebook] est le bras armé des [médias grand public] pour censurer les voix alternatives ?"

Le site a également indiqué que sa page a été dépubliée après qu'il a posté un "article brillant qui démolissait la couverture

lamentable des [médias grand public] sur la tentative d'assassinat contre le [président vénézuélien Nicolas Maduro", samedi.

L'organe d'information financé par ses lecteurs est une exception dans le paysage médiatique anglophone en raison de sa position pro-bolivarienne qui offre un contraste frappant avec l'essentiel de la couverture du Venezuela aux États-Unis, qui promeut généralement l'opposition vénézuélienne, en relayant servilement ses déclarations et en couvrant abondamment ses manifestations souvent violentes, tout en clouant le gouvernement élu au pilori.

Venezuela Analysis a reçu le soutien enthousiaste de beaucoup de personnalités d'influence. Le cinéaste John Pilger a écrit : "Jamais un pays, son peuple, sa politique, son dirigeant, ses mythes et ses vérités n'ont fait l'objet d'autant de mensonges et de contre-vérités que le Venezuela au cours de la dernière décennie. Non seulement [Venezuela Analysis] a fait beaucoup pour corriger cela par son respect scrupuleux des faits, qu'ils soient patents ou dissimulés, mais il offre une occasion unique de se livrer à une véritable analyse de l'un des mouvements populaires les plus imaginatifs du monde".

Le cinéaste Oliver Stone a déclaré : "Contrairement à la plupart des reportages des médias grand public sur les gouvernements d'Amérique latine, Venezuela Analysis fournit une contre-expertise qui ferait cruellement défaut sinon, en offrant une vision progressiste des développements au Venezuela, qui va au fond des choses et prend également en compte le point de vue des pauvres qui forment la majorité du pays."

Le linguiste et philosophe Noam Chomsky a écrit que le site "a régulièrement fourni une description, une analyse et des commentaires très utiles sur les développements au Venezuela, comme on en trouve rarement aux Etats-Unis ou en Occident en général, et indispensables à une compréhension équilibrée".

Tout le monde n'apprécie pas autant la couverture de Venezuela Analysis, cependant. Dans une dépêche des États-Unis révélée par WikiLeaks, le site figure sur une liste de sites Web dont se servirait soi-disant le gouvernement vénézuélien pour utiliser "libéralement, le cyberespace dans sa guerre contre l'oligarchie, le néolibéralisme, le gouvernement des États-Unis et le projet de Zone de libre-échange des Amériques."

La censure par FB de la page de "Venezuela Analysis" fait suite à la censure coordonnée de YouTube, Facebook et Apple du site Infowars, un média d'extrême droite. Toutes les dérives sont à craindre si des entreprises de technologie se mettent à décider toutes seules de ce qu'il est permis de dire.

Cette censure fait également suite à la suppression de quelque 32 pages par Facebook, dont une manifestation organisée par des militants de gauche de Washington, contre un rassemblement d'extrême droite organisé en commémoration du rally meurtrier de Unite the Right à Charlottesville, Virginie en 2017, qui était truffé de slogans et de symboles néonazis. L'un des six organisateurs de la manifestation de Washington a été accusé d'avoir eu une activité compatible avec des trolls présumés du Kremlin.

Facebook a intensifié sa recherche des opinions alternatives depuis le rapport du directeur du renseignement national de janvier 2017 sur "les activités et les intentions de la Russie dans les récentes élections américaines" dont la moitié des pages était consacrées à détailler des allégations douteuses contre RT et Spoutnik, et qui disait notamment que ces médias cherchaient à fomenter une "agitation radicale" au profit du Kremlin.

Depuis, Twitter a interdit à RT et à Sputnik de faire de la publicité sur sa plate-forme, et Google a "dé-listé" les deux médias de sa page de recherche Google News, ce qui a fait dire à Ivor Crotty, le directeur des médias sociaux de RT, dans un tweet ironique sur le traitement algorithmique défavorable de RT par Facebook, que Facebook était "un bon Américain".

Facebook s'est associé au Conseil de l'Atlantique - financé par l'OTAN, des États du Golfe et des entreprises d'armement - pour éliminer les soi-disant fausses nouvelles de sa plate-forme. Le rival régional du Venezuela, la Colombie, que le gouvernement vénézuélien a accusé d'avoir participé à la récente tentative d'assassinat contre Maduro, est devenu en juin le premier "partenaire mondial" de l'Amérique latine de l'OTAN.

Il va sans dire que les positions du think tank sur la Russie sont celles des faucons purs et durs, mais ses positions sur le successeur d'Hugo Chavez sont également celles du Département d'Etat américain. Le Conseil de l'Atlantique prétend que le leader bolivarien démocratiquement élu Maduro a entraîné le Venezuela "dans la pire crise économique et humanitaire de son histoire", et appelle les Etats-Unis à " intensifier les sanctions économiques contre le Venezuela dans le cadre d'une stratégie visant à modifier le comportement autoritaire de Maduro ". Mondialisation.ca 12 août 2018

Comment justifier un colossal budget militaire sans guerre (ou presque) sur terre : en la transportant dans l'espace !

- Trump signe le budget 2019 du Pentagone et défend sa Force de l'espace - AFP 13.08

Donald Trump a défendu lundi son projet de Force de l'espace, en pointant du doigt la Chine, à l'occasion de la signature du

budget 2019 du Pentagone, d'un montant record de 716 milliards de dollars.

Cette loi de financement "donnera aux militaires américains la puissance de feu dont ils ont besoin pour gagner n'importe quel conflit rapidement et de façon décisive", a indiqué le président américain au cours d'une cérémonie de signature sur la base militaire de Fort Drum, dans l'Etat de New York.

"Nous pensons que nos soldats méritent les outils, l'équipement et les ressources qu'ils ont gagnés par le sang, la sueur et les larmes", a ajouté M. Trump.

La loi débloque 69 milliards de dollars pour les opérations extérieures en cours (Afghanistan, Syrie, Irak, Somalie, etc.), prévoit une augmentation de 2,6% des salaires des membres des forces armées, et autorise des dizaines de milliards d'investissements dans la modernisation de la Navy, de l'US Air Force et des missiles de défense des Etats-Unis.

Quant à la Force de l'espace, dont M. Trump veut faire la sixième branche des forces armées, elle nécessitera un financement complémentaire que le Congrès devra approuver.

"Comme le ciel, la terre et la mer, l'espace est devenu un terrain de combat", a-t-il déclaré. Une Force de l'espace permettra aux Etats-Unis de "rattraper" leurs adversaires, qui ont déjà "commencé à armer l'espace", a-t-il indiqué.

"La Chine a même lancé une nouvelle division de ses forces armées pour superviser ses programmes militaires dans l'espace", a-t-il précisé.

Le président américain n'a pas mentionné la "Force spatiale" de la Russie, qui existe déjà depuis plusieurs années.

"Nous sommes les plus puissants. Nous sommes les mieux financés. Nous sommes les plus nombreux. Nous sommes les plus forts. Nous sommes les plus malins", a-t-il avancé. AFP 13.08

Quand la réaction se mobilise ou leur humanisme est la politesse des salauds...

- La gauche presse Macron d'accueillir «l'Aquarius» et ses 141 rescapés - Liberation.fr 13.08

Du Parti socialiste aux communistes, des responsables politiques appellent le Président à ouvrir en urgence un port français... Liberation.fr 13.08

- Bangladesh: des enquêteurs veulent rendre justice aux Rohingyas - AFP 13.08

A Cox's Bazar au Bangladesh, non loin de la frontière birmane, au sein du plus grand camp de réfugiés du monde, des enquêteurs documentent discrètement les souffrances endurées en 2017 par la minorité musulmane rohingya, dans l'espoir leur rendre justice. AFP 13.08

- Oleg Sentsov, un cinéaste au goulag - L'Express.fr 13.08

Emprisonné depuis 2014, le réalisateur ukrainien entame son 92e jour de grève de la faim. L'Elysée et Hollywood se mobilisent...L'Express.fr 13.08

Tête de Turc !

- La Turquie ne parvient pas à enrayer la débâcle de la livre - AFP 13 août 2018

La Turquie n'est pas parvenue lundi à stopper l'effondrement de sa monnaie alimenté par l'aggravation d'une crise diplomatique avec les Etats-Unis, accusés par le président Recep Tayyip Erdogan de vouloir "frapper dans le dos" son pays. AFP 13 août 2018

... et la preuve du contraire ! L'AFP ou la palme de la désinformation au quotidien.

- RPT- La livre turque remonte après les annonces de la banque centrale - Reuters 13 août 2018

La livre turque est remontée lundi, après son plus bas record de 7,24 par dollar, la banque centrale de Turquie ayant annoncé qu'elle fournirait toute la liquidité nécessaire aux banques, mais la devise reste sous pression et sa chute continue à secouer les marchés mondiaux.

Le ministre des Finances, Berat Albayrak, dans un entretien au quotidien Hurriyet, avait indiqué que la Turquie mettrait en oeuvre dans la journée un plan d'action économique à la suite de la chute de la monnaie nationale, .

La banque centrale a déclaré dans la matinée qu'elle avait réduit de 250 points de base le coefficient de RO en livre turque pour toutes les échéances et abaissé de 400 points de base le coefficient de RO en devises jusqu'à trois ans d'échéance.

La banque centrale a ajouté que ces mesures ont été prises pour assurer le fonctionnement adéquat des marchés financiers et donner aux banques une certaine souplesse dans la gestion de leur liquidité.

Selon des banquiers, la banque centrale pourrait également répondre aux besoins de liquidités en livres turques des banques avec son taux au jour le jour de 19,25% - supérieur de 150 points de base au taux de référence de prises en pension hebdomadaire (repo). Ils notent que ce pourrait être un premier pas vers un resserrement monétaire via des taux multiples, utilisés ces dernières années, à la place du taux repo, auquel est elle est revenue en mai comme principal taux directeur.

La livre turque a touché un plancher sans précédent de 7,24 par dollar dans les échanges de la zone Asie-Pacifique. Elle a réduit ses pertes à la suite des déclarations d'Albayrak et de la banque centrale, revenant à 6,90 vers 15h10 GMT.

Elle a perdu plus de 40% face au dollar cette année en raison surtout des craintes que suscite l'influence qu'exerce le président Recep Tayyip Erdogan sur l'économie, de ses appels répétés à une baisse des taux et des tensions qui s'accumulent entre la Turquie et les Etats-Unis.

La chute de la livre a atteint un point culminant vendredi, la monnaie turque cédant jusqu'à 18% et plombant les Bourses européennes et américaines, les investisseurs s'inquiétant en particulier de l'exposition des banques à la Turquie.

L'indice des valeurs bancaires turques est tombé à son plus bas depuis novembre 2003 sur la base des cours en dollars et les obligations bancaires en dollars, comme la dette souveraine, ont chuté, tandis que la Bourse d'Istanbul a perdu jusqu'à près de 7%, l'indice des valeurs vedettes de la Bourse d'Istanbul affichant un repli d'environ 50%, toujours en dollars, depuis le début de l'année.

La rechute de la livre a touché les bourses asiatiques lundi, ainsi que le rand sud-africain, qui a chuté de plus de 10% à un plus bas de deux ans de 15,7 par dollar, déclenchant une fuite vers la qualité représentée par des devises telles que le dollar, le franc suisse et le yen.

Pour Timothy Ash, stratège de BlueBay Asset Management, le plan annoncé par le ministre des Finances et détaillé par la banque centrale aurait dû être prêt avant l'ouverture des marchés asiatiques. "Ils sont toujours en retard, toujours en train de rattraper, toujours trop tard et il y a alors déjà eu des dégâts; c'est un cas d'école sur la manière de ne pas gérer une crise", affirme-t-il sur Twitter.

Berat Albayrak a dit que la rigueur budgétaire serait le principal pilier de la nouvelle méthode économique de la Turquie et des dispositions budgétaires seront appliquées à des indicateurs économiques ciblés si nécessaire.

Le ministre des Finances a ajouté qu'un plan avait été concocté pour les banques et pour l'économie "réelle", en particulier les PME, qui sont le plus touchées par les fluctuations de change.

Le ministre exclut que la Turquie intervienne sur les comptes bancaires en dollar, affirmant que toute saisie ou conversion de ces dépôts en livre turque étaient exclues.

Albayrak, qui est le gendre du président, juge que l'accès de faiblesse de la livre turque est une "attaque", se faisant ainsi l'écho d'Erdogan.

Erdogan, qui se qualifie lui-même d'"ennemi des taux d'intérêt", veut un crédit bancaire bon marché pour stimuler la croissance mais les investisseurs craignent une surchauffe de l'économie turque avec pour conséquence des lendemains qui déchantent.

S'exprimant devant ses partisans à Trébizonde, une cité balnéaire de la mer Noire, Erdogan a réfuté dimanche l'idée que la Turquie était confrontée à une crise financière comparable à celle qui a touché les pays asiatiques il y a un vingtaine d'années.

La chute de la livre est la conséquence d'un complot et ne reflète pas les fondamentaux économiques, a-t-il dit.

"Quel est le motif de cette tempête dans un verre d'eau? Il n'y a aucune raison économique (...) Il s'agit d'une opération menée contre la Turquie", a-t-il lancé.

La banque centrale avait relevé les taux en urgence en mai pour soutenir la monnaie nationale et avait récidivé le mois suivant. Elle n'a toutefois pas resserré sa politique monétaire lors de sa dernière réunion voici trois semaines.

La BBDK, l'organisme de tutelle du secteur bancaire turc, a fait savoir qu'il limitait les opérations bancaires sur les swaps de devises. Reuters 13 août 2018

Ils osent tout. Leur humanisme est la politesse des salauds... ou des barbares... Une fake news en prime.

- Syrie : l'hôpital Espoir œuvre en pleine zone rebelle - euronews 13 août 2018

En Syrie, cet hôpital pour enfants porte bien son nom : l'hôpital Espoir. Il est situé à Ghandoura, un village au nord du pays en pleine zone rebelle. (Barbare - LVOG)

Cet hôpital a été inauguré l'année dernière. Avant, le personnel soignait des nouveaux nés dans un hôpital d'Alep. Puis en 2016, l'armée de Bachar al-Assad a pénétré dans la ville. L'hôpital est tombé sous les bombes et de nombreux enfants sont morts. (Fake news. Lire plus loin - LVOG)

Ce terrible souvenir hante encore Malaké Harbaliyya, infirmière : "Nous étions responsables des enfants. Leurs petites âmes n'ont rien fait pour mériter cette guerre. Ce qui est terrible, c'est que ces frappes ont eu lieu à l'hôpital et que cela se soit passé à l'endroit où se trouvaient les enfants". (Déjà détruit et transformé en dépôt d'armes et de munitions par les barbares, témoignages et photos à l'appui. - LVOG)

L'hôpital a été construit grâce à une campagne de financement participatif. Il survit grâce aux dons d'ONG. Pour poursuivre sa mission, le personnel espère bénéficier du soutien du fonds de l'ONU pour l'enfance. euronews 13 août 2018

Non, non, ne sortez pas vos mouchoirs.

Pour rappel.

L'hôpital d'Alep avait été détruit, il y a sept mois - Réseau Voltaire 5 mai 2016
http://www.voltairenet.org/article191644.html

Il n'est pas vrai que le « dernier hôpital » d'Alep-Est ait été détruit par Nabil Antaki (Médecin syrien à Alep) - Arrêt sur info 20 novembre 2016
https://arretsurinfo.ch/il-nest-pas-vrai-que-le-dernier-hopital-dalep-est-ait-ete-detruit/

La destruction sans fin du "dernier hôpital d'Alep" - Les Crises 13 décembre 2016
https://www.les-crises.fr/destruction-de-lhopital-dalep-25-juillet-2016

Ah ces Indiens, ils ne sont pas dignes de confiance décidément!

- L'Inde ne participera pas au plan du Pentagone contre la Chine - Réseau Voltaire 13 août 2018

Le gouvernement de Narendra Modi a indiqué que l'Inde ne participera pas au projet du Quadrilateral Security Dialogue (QSD), dit « Quads ».

Celui-ci avait été imaginé par l'administration Bush Jr. Il s'agissait d'allier le Japon, l'Australie et l'Inde pour contrer l'influence chinoise dans le Pacifique. Il avait échoué en 2010, juste après l'annonce par le président Xi du projet de « route de la soie ». À l'époque l'Australie avait jugé plus prudent de coopérer avec Beijing. Les « Quads » avaient ressurgis en 2017 à la faveur d'un changement de gouvernement à Canberra.

Le Premier ministre australien Malcolm Turnbull était venu plaider cette cause à la Maison-Blanche, le 24 février 2018. Le 30 mai, le secrétaire US à la Défense, Jim Mattis, renommait le commandement états-unien du Pacifique en « US IndoPaCom », laissant entrevoir un possible arrangement avec l'Inde.

Cependant, les projets indiens d'implantation de bases maritimes dans le Pacifique ne semblent pas fonctionner. Par réalisme, New Delhi semble abandonner la rhétorique anti-chinoise des hindouistes du BJP (Modi) et renouer avec la stratégie de non-alignement traditionnellement défendue par le parti du Congrès (opposition). Réseau Voltaire 13 août 2018

C'est peut-être un peu vite dit, on verra, wait and see... Les Indiens sont indisciplinés, hyper individualistes, bordéliques au

possible, donc ce n'est pas étonnant que ces projets aient foiré. D'ailleurs je me demande encore comment ils peuvent envoyer des satellites dans l'espace, c'est un mystère pour moi qui vit en Inde depuis plus de 20 ans. Mais maintenant que j'y pense peut-être pas, comme là où il faut un travailleur trois ou cinq Indiens seront nécessaires, en vérifiant tout 10 ou 20 fois au lieu d'une ou deux, ils peuvent mettre au point un satellite.

En 1996, pour dédouaner 4 malheureuses caisses métalliques qui contenaient mes effets personnels à l'aéroport de Chennai (ex-Madras, capital du Tamil Nadu), cela avait pris la journée, et nécessité de remplir une dizaine de formulaires, de se balader d'un bureau à l'autre, et au bas mot de mémoire pas moins de 30 signatures et cachets, la procédure bureaucratique avait été respectée pile poil à la lettre ! J'étais sorti épuisé de cette expérience inoubliable. On avait bien cru que les bureaux allaient fermer en fin de journée sans que j'aie récupéré mes caisses, alors que mon taxi (un minibus loué très cher) attendait, et je ne me voyais pas passer une nuit à l'hôtel...

Haut de page

Le 17 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Hier, j'ai fêté le 22e anniversaire de mon installation en Inde. Le jour de l'indépendance de Pondichéry, la veille c'était celle de l'Inde le 15 août 1947. Je suis arrivé en Inde au bon moment en somme, tout est dans l'ordre des choses.

J'ai déjà passé près du tiers de ma vie en Inde et c'est là que je finirai mes jours semble-t-il. Compte tenu de la tournure que prend la situation politique en France, je n'aurai rien à regretter. Je ne serai pas plus utile en France, pour autant que le portail serve à quelque chose. Je crois qu'en réalité je suis mieux intégré ici que je ne le serais en France, au moins je n'ai pas à supporter les conversations insipides des uns et des autres, la médiocrité ambiante dans laquelle ils se complaisent et qu'ils cultivent. Seuls mes proches me manquent, il faut se faire une raison.

- Causerie au format pdf (14 pages)

PREMIERE PARTIE DE LA CAUSERIE

- “L’opinion publique est la clé. Avec l’opinion publique, rien ne peut faillir. Sans lui, rien ne peut réussir. Celui qui manipule les opinions est plus important que celui qui applique les lois.” – Abraham Lincoln (1809-1865), 16e président américain

Dites-le aux crétins qui parlent en notre nom et qui s'emploient à l'ignorer.

Entre nous, vous comprenez pourquoi il y a tant d'intellectuels et de membres des classes moyennes qui préfèrent se ranger dans le camp de la réaction ou qui remettent leurs sorts entre ses mains plutôt que choisir celui de la classe ouvrière, parce que la réaction tient compte de la réalité et elle se donne les moyens d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée, tandis que dans le camp adverse ils s'enfoncent un peu plus chaque jour dans le déni qui les perdra, donc nous perdra.

Etats-Unis. Quand la médiacratie contre-attaque.

En guise de grille de lecture.

- “Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, Time Magazine et d’autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été assujettis à l’exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d’une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l’autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés.” – David Rockefeller, Baden-Baden, Allemagne, 1991

Personne ne pourra dire qu'il ne le savait pas.

- Attaqués par Trump, les journaux défendent la liberté de la presse - AFP 16 août 2018

"Les journalistes ne sont pas l'ennemi": honnis par Donald Trump, des centaines de journaux américains ont répondu jeudi en publiant des éditoriaux pour insister sur l'importance de la liberté de la presse.

Menés par le Boston Globe sous le mot d'ordre #EnemyOfNone (Ennemi de personne), plus de 200 groupes de presse ont contre-attaqué face à la multiplication des coups de boutoir du président américain contre les médias, qualifiant à l'envi de "Fake News" tout organe de presse publiant des informations qui lui déplaisent.

Le milliardaire n'hésite pas également à traiter les grands médias d'"ennemi" ou d'"ennemi du peuple".

Il a de nouveau dégainé jeudi matin. "Les médias fake news sont le parti d'opposition. C'est très mauvais pour notre Grand Pays... Mais nous sommes en train de gagner!", a-t-il tweeté.

"Nous avons aujourd'hui aux Etats-Unis un président qui a créé un mantra selon lequel tout média qui ne soutient pas ouvertement la politique de l'administration actuelle est "l'ennemi du peuple"", écrit le Globe dans son éditorial jeudi.

"C'est un des nombreux mensonges propagés par notre président comme par un charlatan d'antan qui jetait de la poussière ou de "l'eau magique" sur une foule pleine d'espoir", poursuit le prestigieux quotidien.

Selon le Globe, cette attitude de Trump à l'égard des médias encourage les hommes forts comme le Russe Vladimir Poutine ou le Turc Recep Tayyip Erdogan à traiter les journalistes comme des ennemis.

"Il n'y a rien que je désirerais plus pour notre Pays qu'une réelle liberté de la presse", a ajouté Donald Trump un peu plus tard sur Twitter. "Le fait est que la Presse est libre d'écrire et de dire ce qu'elle veut, mais la plupart de ce qu'elle dit est fake news, à des fins politiques ou tout simplement pour essayer de blesser des gens. L'honnêteté l'emporte!"

Le New York Times, fréquemment cible des invectives présidentielles, a publié un court éditorial sous un titre en lettres capitales "La presse libre à besoin de vous", rappelant que le peuple avait le droit de critiquer la presse. (Mais nous n'avons pas besoin du New York Times ! - LVOG)

"Mais insister sur le fait que les vérités qui vous déplaisent sont des "fake news" est dangereux pour la démocratie", écrit le Times. (Alors qu'ils colportent des torrents de mensonges à longueur de temps... Boycott !- LVOG)

Pour les défenseurs de la liberté de la presse, les déclarations de M. Trump menacent le rôle de contre-pouvoir des médias et vont à l'encontre du premier amendement de la Constitution qui garantit la liberté d'expression et protège les journalistes.

"Je ne crois pas que la presse puisse rester sans rien faire et subir, elle doit se défendre lorsque l'homme le plus puissant du monde tente d'affaiblir le premier amendement", estime Ken Paulson, ancien rédacteur en chef du quotidien USA Today et un des responsables du Newseum, le musée de l'information à Washington.

Mais il relativise l'efficacité de cette campagne de sensibilisation: "Les personnes qui lisent les éditoriaux n'ont pas besoin d'être convaincues. Ce ne sont pas elles qui hurlent (sur les journalistes) aux meetings présidentiels".

Selon lui, face aux assauts de la Maison Blanche, les médias doivent développer une campagne "marketing" plus large pour souligner l'importance d'une presse libre comme valeur fondamentale.

Mais l'initiative de jeudi pourrait galvaniser les partisans du président, qui pourraient y voir une preuve que les médias sont ligués contre lui.

"Les médias organisent une attaque plus étudiée et publique que jamais contre Donald Trump" et contre "la moitié du pays qui le soutient", a tweeté Mike Huckabee, ancien gouverneur républicain et commentateur sur la chaîne conservatrice Fox News.

Même des critiques du président ont des doutes. A l'instar de Jack Shafer, de Politico, qui pense que l'effort coordonné "va à coup sûr avoir un effet contre-productif". (Assurément et tout ce qui peut saper le pouvoir des médias est bon à prendre. - LVOG)

Mais pour les défenseurs des médias, les enjeux sont bien trop importants pour accepter que les affirmations présidentielles soient hors de contrôle.

Selon un récent sondage Ipsos, 43% des républicains pensent que le président devrait avoir l'autorité de fermer des médias ayant une "mauvaise attitude". AFP 16 août 2018

Commentaire d'internaute (Abonné au Figaro)

1- On peut noter que lors des dernières élections américaines, l'électorat était réparti à peu près à 50-50 entre Clinton et Trump.

Par contre en ce qui concerne les journaux, sur 206 journaux 200 étaient en faveur de Clinton, soit 97%. Un score qui ne fait pas penser à une démocratie mais plutôt à une dictature. 97%, certains peuvent ne pas aimer la façon dont Trump signale le problème, mais il faut bien reconnaître que 97% contre lui, 3% pour lui, c'est un déséquilibre préoccupant pour une vie démocratique saine. On pourrait regarder ce qui se passe en France également.

Source : https://www.bfmtv.com/international/sur-200-medias-americains-194-avaient-soutenu-hillary-clinton-1057376.html

2- Ces médias ont activement milité pour l'élection de Hillary.

Le peuple a élu Trump.

Depuis, ces médias, avec une vision toute personnelle de la réalité factuelle, n'hésitent pas à se lancer dans un anti-trumpisme qui tourne à l'obsession.

Dire que ces mêmes médias sont les ennemis du peuple n'est donc pas totalement faux. Ce n'est certes pas politiquement correct de le dire ni de l'écrire, mais ce n'est pas totalement faux.

3- 98 % des journaux étaient ouvertement contre Trump lors des élections, et ils se disent parler au nom du peuple?

Voir l'article "La presse américaine accélère son déclin" paru il y a 2 mois dans les échos, ils sont en baisse de ventes et recettes pub que ce soit en version papier et numérique et ont licencié 50% du personnel en une décennie.

4- Lorsqu'un millionnaire achète un journal, ce n'est pas pour le plaisir de vous informer.

Les citoyens désertent les anciens médias parce qu'ils constatent une incohérence entre ce qu'on leur dit et ce qu'ils voient de leurs propres yeux.

5- C'est extraordinaire:

Le premier éditorial cité (je n'ai pas lu le reste) ne peut pas s'empêcher de parler du méchant Poutine.

Cet éditorialiste est tellement incompétent et tellement obsédé qu'il ne peut pas sortir de son antipoutinisme radical.

Tous les jour de l'année, quel que soit le sujet, il lui faut absolument tout réduire, toujours, à Poutine.

Il lui est impossible de parler des États-Unis, de la presse américaine, ou même de jardinage, sans faire un détour par Moscou.

Pourquoi Moscou? On n'en sait rien. Ça n'a aucun sens. C'est une obsession. Une maladie.

Et surtout, ce n'est pas une info; On sait qu'ils n'aiment pas Poutine. On sait qu'ils n'aiment pas Trump. Ils l'écrivent des centaines de fois par jour. Ils doivent en être à la millionième occurrence.

On a compris.

C'est un peu comme si chaque matin, ils écrivaient des articles pour dire que le jour c'est levé. On est au courant.

En 1990, l'avocat Mike Godwin avait énoncé une loi devenue célèbre: la loi Godwin qui veut que plus une conversation dure, quel que soit le sujet et même si ça n'a rien à voir, et plus la probabilité augmente de voir apparaître une référence à la guerre de 40.

Ce qui est reproché aux médias, c'est précisément une variante de la Loi Godwin: le Trump bashing quotidien, le Poutine bashing quotidien.

Aux États-Unis, ils ont appelé ça le TDS, le Trump Derangement Syndrome.

6- Je ne supporte pas que tu sois élu, j'avais choisi ma championne et elle a perdu, je te le fais payer. Je me venge. Je te sors toutes tes affaires de moeurs datant de 30 ans. Je te sors toutes tes emails, fax et téléphone vers la Russie même pour quand t'as appelé pour réserver un hôtel. Et quand t'as souhaité "bon anniversaire" à poutine, je considère ça comme de la haute trahison.

Malgré tout, on reste quand même amis ?

7- La presse américaine sera plus crédible le jour où elle nous expliquera pourquoi Trump a été élu malgré toute la publicité négative qu'elle lui avait opposée.

Dans tous les cas, un peu plus d'introspection et d'humilité lui fera du bien.

Quand l'hystérie xénophobe des va-t-en-guerre ultra réactionnaires n'a plus de limite.

- Emprisonner l'«espion russe Kissinger»: le dernier pas vers la guerre civile - fr.sputniknews.com 16.08.2018

Le patriarche de la politique étrangère américaine, le «stratège et sage» Henry Kissinger est tombé sous le fouet de la campagne médiatique anti-Trump. Henry Kissinger qu'on ne pouvait pas jusqu'alors salir publiquement dans les médias américains, a été pratiquement proclamé auteur du plus terrible crime de la politique US.

L'agence Bloomberg a publié une investigation scandaleuse affirmant que Henry Kissinger est le cardinal gris de la politique américaine qui était le fameux «point d'assemblage» autour duquel tournaient tous les participants au «complot russe»: Donald Trump, Jared Kushner (gendre du Président américain), l'ambassadeur russe Sergueï Kisliak et même Maria Boutina arrêtée aux USA.

Il était inimaginable que quelqu'un ose impliquer dans ce scandale quelqu'un comme Henry Kissinger. Mais c'est tout de même arrivé, et c'est un signe très grave que la société américaine et l'élite politique sont au seuil d'une guerre civile et que plus aucune règle n'est de rigueur. Il n'y a plus d'intouchables, et si après le «scoop» de Bloomberg l'équipe du procureur spécial Robert Mueller, chargée d'enquêter sur le «complot russe de Trump», s'intéressera officiellement à Kissinger, ce qui signifiera qu'à présent tout est possible en Amérique. Allant jusqu'à un conflit réel entre les partisans de l'establishment et les soutiens de Trump.

Il existait toujours des personnalités à ne pas critiquer — les vieillards de tribu, les détenteurs de sagesse, les conseillers qui n'étaient pas attaqués même pendant les conflits politiques intérieurs et les guerres intestines. Et si tout à coup la chasse était ouverte contre les personnalités neutres et émérites, c'est qu'un malheur doit arriver.

Il faut savoir qu'Henry Kissinger est une figure qui (en théorie) doit toujours rester au-dessus de la bataille, parce que tous les participants d'une confrontation politique comprennent la valeur de l'existence de certaines forces qui peuvent se permettre de réfléchir à des dizaines d'années d'avance en se moquant de la conjoncture politique ou électorale mondiale. C'est grâce à cette sage configuration de l'élite politique américaine que le tandem de Brzezinski et de Kissinger toujours en conflit a réussi, entre autres, à garantir la constance de la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Chine, de Nixon à Obama. Vladimir Poutine expliquait même aux journalistes européens que les Présidents américains changeaient, mais pas la politique, parce qu'elle est déterminée par des «hommes avec des attachés-cases en costard noir» qui, eux, ne changent pas après les élections.

L'intox de Bloomberg s'appuie sur plusieurs accusations graves visant Henry Kissinger, qui avait déjà énervé pas mal de monde aux USA par ses rencontres avec Poutine et Trump, ainsi que les tentatives supposées d'organiser avec l'aide du Président américain une alliance antichinoise avec la participation de la Russie. «Les relations de Kushner avec le groupe lié à la Russie ont commencé par un déjeuner avec Kissinger», disent les journalistes américains. A notre époque, c'est un prétexte très sérieux pour un dénigrement médiatique (voire une visite au FBI). Se référant à ses propres informations, Bloomberg affirme qu'en mars 2016 le gendre de Donald Trump avait reçu une invitation au déjeuner officiel du Center for the National Interest (centre analytique prônant des relations pragmatiques et constructives avec la Russie). Durant cette rencontre au Time Warner Center, à Manhattan, Jared Kushner aurait fait la connaissance d'Henry Kissinger, qui assistait à cet événement mondain grâce à son statut de président d'honneur du CNI.

C'est là aussi que Jared Kushner a rencontré Dimitri Simes, directeur du centre, avec lequel il organisera ensuite le discours de campagne en politique étrangère du candidat Donald Trump. Cette organisation, supervisée par Kissinger et dirigée par Simes, est accusée de liens avec Maria Boutina, inculpée pour tentatives de «pénétrer et influencer» les ONG américaines importantes. De plus, bien que Simes ait proposé à d'autres candidats à la présidence de tenir un discours dans son centre, seul Trump avait accepté de le faire, probablement parce qu'ils ne voulaient pas être associé à l'organisation qualifiée de «prorusse» par Bloomberg.

Il est à noter que la supposition que la structure créée par Henry Kissinger (l'un des principaux stratèges pendant la Guerre froide et co-auteur de l'alliance antisoviétique de Nixon avec la Chine) soit une «organisation prorusse» pourrait être logique seulement dans un roman de Kafka. Ce qui n'empêche pas les journalistes américains de lancer de telles accusations. Ils enfoncent le clou en disant que c'est le centre de Kissinger qui avait organisé le discours de Trump, en marge duquel Jared Kushner aurait fait la connaissance de l'ambassadeur de Russie aux USA Sergueï Kisliak. Et qu'il lui aurait demandé un service: utiliser l'ambassade russe aux Etats-Unis comme un canal officiel (et incontrôlé par les services secrets et les diplomates américains) de communication directe entre l'équipe de Trump et le Kremlin.

Mais cette situation est d'autant plus curieuse qu'en accusant Kissinger de créer des conditions pour un «complot entre Trump et

le Kremlin», il faut forcément inviter pour un interrogatoire au FBI Hillary Clinton et son mari. Le fait est qu'Henry Kissinger, au vu de son statut particulier, n'est ni républicain ni démocrate, c'est le «patriarche de la politique américaine». Pendant de longues années la famille Clinton passait ses vacances d'hiver avec Kissinger et sa femme dans une villa en République dominicaine. Clinton elle-même avait déclaré pendant la campagne que son avis était «important» pour elle, et elle était même fière que Kissinger l'ait félicité pour son travail au poste de secrétaire d'Etat. Il avait même reporté la célébration de son 90e anniversaire pour que le couple Clinton puisse assister à la fête. Et voilà que cet homme avec d'immenses relations, un statut inébranlable et un mérite colossal pour les USA a été jeté dans le hachoir médiatique et accusé de facto de haute trahison (du moins de complicité).

Le monde de la politique américaine a perdu la raison. Une partie de l'establishment américain est prête à sacrifier le corps politique de Kissinger sur l'autel de la lutte contre la «menace russe» pour nuire à Trump et empêcher la normalisation des relations russo-américaines. D'un côté, c'est flatteur pour Moscou. De l'autre — quand une puissance nucléaire se délabre et le système politique qui y est établi depuis longtemps s'effondre, cela ne présage rien de bon. Certes, le conflit intérieur en cas de sa dégénération en guerre civile aurait un immense préjudice pour les USA, mais cela ne réduit pas pour autant les risques pour les autres pays, au contraire. L'hégémonie mondiale souffre d'un dédoublement de la personnalité, elle se comporte violement et dangereusement. Seuls les efforts collectifs permettront de la retenir, or les négociations en ce sens n'ont même pas encore commencé. fr.sputniknews.com 16.08.2018

Venezuela. Quand la médiacratie contre-attaque ou quand la censure, c'est la liberté d'expression

- Censure d'Internet : après Alex Jones, TeleSur - Réseau Voltaire 16 août 2018

Facebook a annoncé retirer les comptes en anglais de la chaîne de télévision panaméricaine TeleSur.

Le 7 août 2018, Mark Zuckerberg, le directeur de Facebook, avait personnellement coordonné avec Apple, Google, Spotify et YouTube (mais pas Twitter) la suppression des comptes liés à Alex Jones et à InfoWars pour cause de « conspirationisme ». Il entend également supprimer la « propagande communiste » (sic).

Créée à l'initiative du président Hugo Chávez, TeleSur était une chaîne publique d'information continue commune à l'Argentine, à la Bolivie, à Cuba, à l'Équateur, à l'Uruguay et au Venezuela. Cependant, au cours des dernières années, l'Argentine et l'Équateur s'en sont retirés.

En 2005, suite au Congrès Axis for Peace organisé par Thierry Meyssan à Bruxelles, TeleSur, alors dirigé par Aram Aharonian, envisagea un partenariat avec Al-Jazeera. Mais c'est à ce moment là que la chaîne qatarie changea de ligne éditoriale pour devenir le porte-parole des Frères musulmans. Depuis, un accord a été conclu avec l'Angola, la Guinée Bissau et le Mozambique pour des programmes en langue portugaise, et un échange de programme est réalisé avec la chaîne libanaise Al-Mayadeen.

TeleSur produit également des informations en anglais que Mark Zuckerberg entend éliminer de la toile. Il est en effet indispensable pour le commandement US de l'Amérique latine (US SouthCom) d'empêcher les autorités vénézuéliennes de communiquer aux citoyens états-uniens leur vision de la crise qui traverse leur pays [1].

Lors de l'attaque de l'actuelle Serbie, en 1999, l'Otan avait bombardé la télévision yougoslave. Lors de l'attaque de l'Afghanistan et de l'Iraq, le président Bush avait envisagé de bombarder Al-Jazeera au Qatar, mais le Premier ministre britannique Tony Blair lui avait annoncé qu'il allait reprendre en main la chaîne avec les Frères musulmans. Lors de l'attaque israélienne du Liban, en 2006, les États occidentaux avaient interdit la chaîne du Hezbollah Al-Manar et Tsahal l'avait bombardée. En 2011, l'Otan avait bombardé la chaîne nationale libyenne. Réseau Voltaire 16 août 2018

En complément.

- En France, des Ouïghours sous la pression des autorités chinoises - AFP 17 août 2018

- Evo Morales bling-bling - Liberation.fr 17 août 2018

Dans quel monde vivons-nous ?

- Pourquoi l'espérance de vie recule aux États-Unis - LeParisien.fr 16 août 2018

Deux études sur la mortalité expliquent le déclin de l'espérance de vie américaine depuis 2012.

Les États-Unis peuvent se targuer d'être la première puissance économique au monde, le pays qui consacre la part la plus importante de son PIB aux dépenses de santé, sa situation sanitaire et sociale n'en demeure pas moins préoccupante.

Tandis que la tendance dominante était à l'allongement de l'espérance de vie tout au long des XXe et XXIe siècle, les conclusions de ces études confirment un renversement de perspective dans les pays développés.

C'est, à tout le moins, la conclusion de deux études publiées ce mercredi dans le British Medical Journal. La baisse de l'espérance de vie des Américains serait liée à un problème «systémique». Conduite par Steven Woolf (Viriginia Commonwealth University), la première étude révèle une hausse alarmante de la mortalité chez les adultes américains d'âge moyen au cours des 17 dernières années et spécifiquement depuis 2012, année où l'espérance de vie américaine a commencé à stagner avant de décliner à partir de 2015. Cette année-là, rapporte la seconde étude menée par Jessica Ho (University of Southern California) et Arun Hendi (Princeton University), une douzaine de pays riches dont la France connaissaient simultanément un déclin significatif de leur espérance de vie par rapport à l'année précédente.

Les chercheurs observent une étroite corrélation entre le taux de mortalité et le niveau de vie des individus. Plus il est faible, plus le « taux de mortalité à mi-vie » est élevé. « Nous soupçonnons que l'inégalité croissante des revenus, les déficiences de l'éducation, la fracture sociale et le stress peuvent jouer un rôle important », explique Steven Woolf. Sur le plan sanitaire, cela se traduit par l'augmentation d'un large éventail d'affections dans certaines catégories de la population. Chez les Amérindiens, les taux de mortalité entre 25 et 64 ans a ainsi augmenté pour 12 causes différentes, dont les maladies dues à l'hypertension (+ 270 %), le cancer du foie (+ 115 %), les hépatites virales (+ 112 %) ou encore les maladies du système nerveux central (+ 100 %).Chez les Amérindiens le taux de mortalité en lien à l'usage de drogue ou de médicaments a «explosé» de 410 % depuis 2011.

Selon leurs travaux, ce pic de mortalité est essentiellement imputable aux maladies respiratoires, cardiovasculaires, du système nerveux central ou encore à une sévère épidémie de grippe. Mais alors que ces grandes causes de décès concernaient dans ces pays les plus de 65 ans, aux États-Unis en revanche, la perte d'espérance de vie « s'est concentrée sur des populations d'âges moins avancés ». D'autres facteurs tels que le manque d'accès universel aux soins, la possession d'armes à feu par la population ou le taux élevé d'obésité peuvent selon ces auteurs, expliquer la spécificité américaine. LeParisien.fr 16 août 2018

SECONDE PARTIE DE LA CAUSERIE.

Psychopathe et lotomisé.

- Entre chiens et loups - L'Express.fr 15.08

Chaque jour, un nouvel épisode, mi-réel, mi-rêvé, de la vie d'Emmanuel Macron à l'Elysée. L'Express.fr 15.08

- Ces vacanciers qui espèrent une rencontre avec Macron LeParisien.fr 15.08

Théodora jette un dernier coup d'œil à l'inscription qu'elle vient de dessiner sur le sable de la plage qui borde le fort de Brégançon. « J'ai mis mes initiales, mon âge, et désire voir Macron »... LeParisien.fr 15.08

Macronnerie, imposture et indignité.

Henry Kravis. Proche de John McCain, le fondateur de KKR est membre du Council of Foreign Relations et du Groupe de Bilderberg (dont sa femme est administratrice). Il emploie le général David Petraeus (ancien directeur de la CIA) avec qui il a organisé les transferts de fonds et d'armes à Daesh. Ami de longue date d'Emmanuel Macron, il a secrètement financé sa campagne électorale. (Réseau Voltaire 14 août 2018)

Et puis il y a les grandes âmes qui quotidiennement versent une larme sur le sort des "migrants", pour faire oublier qu'en adoptant leur discours ils ont été les complices des puissances impérialistes et des multinationales qui les ont agressées, les ont livrés aux barbares qui les ont forcés à prendre la route de l'exil.

Ces belles âmes répondront-elles présents pour les aider à rentrer chez eux, pour faire payer ceux qui portent la responsabilités de leur malheur, du massacre de leurs proches, de la destruction de la Syrie, qu'il nous soit permis d'en douter, puisque pour le moment on observe qu'ils continuent de les cautionner en appelant leurs bourreaux à faire preuve de générosité, dont Macron.

Non seulement ils se sont trompés de combat, ils ont franchi la ligne de l'infamie, ce qui a le don de réjouir le gouvernement et l'UE.

- "Aquarius" : "C'est un accord qui rend un peu son honneur à l'Europe" selon Jean-Yves Le Drian - Franceinfo 15.09

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères estime sur franceinfo que l'accord trouvé "fait preuve de solidarité concrète". Franceinfo 15.09

Les voilà comblés !

Mais direz-vous pourquoi vous vous emballez comme cela... Parce que pendant qu'on s'emploie à montrer le vrai visage (hideux, cruel) du capitalisme aux travailleurs pour les aider à rompre avec lui, pour saper les bases du régime, les droitdelhommistes, les ongistes, les tiers-mondistes et une myriade de décomposés s'emploient à donner l'occasion à ses représentants d'apparaître sincères et généreux, alors qu'ils ont armé les barbares qui ont fait fuir plusieurs millions de Syriens (Libyens, Irakiens, Afghans etc.) au péril de leur vie.

Alors monsieur Soros, la pêche a-t-elle été bonne ? Au-delà de nos espérances, ils ont tous mordu à l'hameçon.

Nos soi-disant dirigeants ou théoriciens ne voient décidément pas plus loin que le bout de leur nez. Ils se moquent de savoir que ces opérations sont commandées depuis l'Otan ou les néoconservateurs, ils se fichent des objectifs politiques pour lesquels elles ont été conçues. Ils ont tous mordu à l'appât qui leur était destiné, il n'en manque pas un à l'appel, bravo!

Des deux clans de l'oligarchie, ils trouvent encore le moyen de soutenir le plus réactionnaire.

Vous aurez constaté qu'il y a plusieurs façons de traiter l'actualité quotidienne ou les évènements qui se produisent, selon que l'on prend en compte ou non la manière dont ils se présentent (leurs origines qui n'apparaissent pas forcément ou qui sont inconnues de la plupart des gens), afin d'en évaluer toutes les conséquences pour les différents acteurs et déterminer leur portée dans le temps, ce qui permettra de les interpréter et d'en tirer profit ou des enseignements, à moins qu'on se condamne à les subir quand on se borne à leur immédiateté.

Assurément, on pourrait employer un niveau de langue plus élevé ou tenir un discours plus rigoureux et évoquer la perspective politique ou historique dans laquelle se situe chaque évènement, le processus dialectique dans lequel ils s'inscrivent, mais à quoi cela servirait-il puisque tout le monde ou presque s'en fout ou se situe en deçà. L'heure n'est plus à penser, mais à vivre ses émotions sans réfléchir.

Ils ont la rigidité intellectuelle cadavérique des démagogues professionnels. Ils dégainent leurs principes ou leurs dogmes auxquels la réalité doit être réduite ou se conformer, en évacuant tout ce qui la contrarie ou les embarrasse, de sorte qu'ils sont assurés d'avoir toujours raison, l'essentiel pour eux est de se faire passer pour ce que l'on croit qu'ils sont, même si à l'arrivée cela n'a plus rien à voir avec leurs convictions qui ne sont plus que du domaine des apparences ou des illusions.

Jacques a dit lever la main, ils lèvent la main. Ils dénoncent là un consensus... pour ailleurs se vautrer dedans. On leur a collé une étiquette, alors ils ne tiennent pas à dépareiller, ils doivent en être digne, il faut qu'ils en soient. Il est des nôtres, il est de gauche forcément. La marine américaine débarquerait sur les côtes européennes 150 millions de réfugiés, ces crétins applaudiraient à tout rompre, ne vous marrez pas, ils en sont là. Quelle époque médiocre !

Les voilà en bonne compagnie avec ce criminel de guerre du PS.

- Migrants: Kouchner pour un "mécanisme" européen de "répartition" - AFP 15.08

- Migrants : «La France doit être plus généreuse» - LeParisien.fr 17.08

Les guerres coloniales ne le sont-elles pas ? Tout dépend pour qui ! Quelle intention politique cela cache-t-il ? Va-t-elle faire un don à la Syrie pour avoir participé directement à sa destruction ?

- Saisir des transnationales pour reconstruire la Syrie ? - Réseau Voltaire 14 août 2018

Le président Trump s'est fait élire sur la promesse de renverser le capitalisme financier et de restaurer le capitalisme productif. Dans cette logique, il considère que les dommages de guerre dus à la Syrie ne doivent pas être payés par les États-Unis, mais par des sociétés transnationales. Cette révolution des relations internationales est-elle souhaitable et possible ?

LVOG - Elle est inconcevable parce que le capitalisme est condamné à la faillite, il est déjà en faillite, et sans le soutien, les magouilles du capitalisme financier pour le maintenir artificiellement en vie, il se serait effondré depuis longtemps. Le capitalisme productif, les grandes entreprises sont criblées de dettes, sans le soutien des banques centrales ils seraient en banqueroute. C'est tout le système capitaliste qui est à l'agonie. La Bourse n'est qu'une gigantesque bulle qui n'attend que d'éclater, la valeur des entreprises (De leurs actions, actifs ou rendement...) est tellement surévaluée qu'elle ne correspond plus à aucune réalité, la profit qu'elles dégagent annuellement représente au mieux moins de 1/10e du leur cotation. . Et l'essentiel de leur profit est ponctionné par les actionnaires, du coup le budget de la recherche des entreprises n'a jamais été aussi bas une fois retranchées les subventions des Etats, et pour se moderniser elles doivent emprunter, s'endetter toujours plus. La marge nette annuelle des entreprises avoisinent 3 à 4%, tandis que pour avoir une idée de celle des marchés financiers il faut ajouter au

pire un zéro, au mieux deux zéros, voire un troisième ! Quant au taux de profit moyen à l'échelle mondiale il avoisine zéro !

Et puis il ne faut pas prendre pour argent comptant leurs chiffres ou statistiques. A les entendre l'inflation serait contenue à un niveau historiquement bas depuis des décennies, alors qu'avec une rémunération multipliée par deux disons en 20 ans en occident, par trois en Inde, à besoins comparés on est encore plus pauvre ou on vit plus mal qu'avant parce que les prix se sont envolés, les loyers, les charges fixes, etc. Et c'est la même chose avec le chômage qui ne serait que de 5 ou 6% aux Etats-Unis sur la base de statistiques truquées réalisées par téléphone et peaufinées avec des algorithmes, alors qu'en réalité il avoisinerait ou dépasserait 20%. Dans ces conditions il n'existe aucun remède pour sauver le capitalisme, sinon la fuite en avant, maintenir ouvert le robinet des banques centrales et surexploiter davantage encore la main d'oeuvre en lui imposant des régimes totalitaires, fascistes, sur fond de guerre civile larvée et de chaos, éventuellement de nouvelles guerres.

Le capitalisme industriel américain ne peut rivaliser avec celui de la plupart des pays en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et latine, en Europe centrale. Et puis il ne faut pas perdre de vue que si la réindustrialisation des Etats-Unis était rendu possible, elle le serait au détriment de la main d'oeuvre d'autres pays, mais aussi des travailleurs américains et des classes moyennes... A suivre.

Par Thierry Meyssan.

Ils étaient 114 États membres des « Amis de la Syrie » à financer sa destruction par les jihadistes. Mais, après leur échec, aucun ne veut payer quoi que ce soit pour sa reconstruction. Pourtant, ils n'ont pas eu de problème pour soutenir les États qui accueillent des réfugiés syriens ; étant entendu qu'il ne s'agissait pas là d'un geste humanitaire, mais d'un moyen de priver la Syrie de ses ressources humaines.

Surtout, tous espèrent s'enrichir en masquant leur crime et en obtenant des contrats de reconstruction.

Les 7 et 8 août, la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie occidentale (ESCWA), réunie à Beyrouth, a estimé le coût minima de la reconstruction à 388 milliards de dollars [1]. Elle devrait rendre un rapport détaillé sur ce sujet en septembre. D'ores et déjà, consciente que ce qu'à vécu le pays n'a pas grand chose à voir avec une « guerre civile », mais avec une agression étrangère, elle a annoncé le titre de ce rapport : Syria, 7 years at war. C'est-à-dire La Syrie, 7 ans en guerre et non pas 7 ans de guerre.

À titre de comparaison, le Liban, dont la population est trois fois moindre, n'a pu obtenir que 11 milliards de dollars d'aide internationale lors de la conférence CEDRE, en avril dernier.

Les États-Unis, qui planifièrent la guerre dès 2004, ne veulent pas donner un sou. Selon l'administration Trump, cette guerre a été conçue par l'administration Bush Jr. et conduite par celle d'Obama. Or ces deux administrations ne servaient pas les intérêts du peuple états-unien, mais ceux d'une classe financière transnationale. Elles ont certes détruit la Syrie, mais aussi l'économie US. Ce ne serait donc pas à Washington de payer, mais à ces gens et aux sociétés transnationales directement impliquées dans la guerre.

Par exemple, le fonds de placement états-unien et rival du Carlyle Group, KKR d'Henry Kravis (valeur boursière 150 milliards de dollars). Il emploie le général David Petraeus et a fait transiter des fonds et des armes vers Al-Qaeda et Daesh [2]. Ou le constructeur automobile japonais Toyota (valeur boursière 170 milliards de dollars) qui a fourni l'ensemble des véhicules neufs de Daesh [3]. Ou encore le fabriquant de machines de construction Caterpillar qui a vendu aux jihadistes les tunneliers nécessaires à la construction de leurs réseaux souterrains (valeur boursière 76 milliards de dollars). Sans parler du cimentier franco-suisse Lafarge-Holcim qui a produit 6 millions de tonnes de ciment pour construire leurs bunkers (valeur boursière 40 milliards de dollars) [4], etc.

L'engagement de ces sociétés dans l'application du plan de l'amiral Arthur Cebrowski pour détruire les États et les sociétés du Moyen-Orient élargi s'explique probablement par la certitude qu'elles auraient accès aux ressources naturelles de la région sous la protection des armées occidentales.

Faire payer des multinationales n'exclut pas d'obtenir des réparations de certains États comme l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar ou la Turquie qui ont financé ou dont des ressortissants ont publiquement financé les jihadistes.

Si la République arabe syrienne parvient à réunir les preuves de leur rôle durant la guerre, elle sera en droit d'en demander la saisie devant les tribunaux du pays de leur siège social. En reprenant l'argumentaire du président Trump, elle pourra compter sur l'appui de la nouvelle administration US.

Il est donc possible, même sans parvenir à faire payer des États, de réunir les 388 milliards de dollars évoqués par l'ESCWA.

À la fin de toutes les guerres ayant donné lieu à réparation des sociétés nationales ont été saisies. La nouveauté serait cette fois de tirer les conclusions de la globalisation économique et de saisir des transnationales.

Notes.

[1] « Qui paiera 388 milliards de dollars de dommages de guerre pour la Syrie ? », Réseau Voltaire, 8 août 2018.

[2] « Des milliards de dollars d'armes contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 juillet 2017.

[3] « Le département US du Trésor enquête sur les approvisionnements de Daesh », Réseau Voltaire, 8 octobre 2015.

[4] « Révélations : le jihad de Lafarge-Holcim », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mars 2017.

LVOG - N'y comptez pas ! Ou alors ils vont assassiner Trump.

En complément dernières infos sur la Syrie.

- Washington réarme des Kurdes en Syrie - Réseau Voltaire -15 août 2018

Les États-Unis viennent de faire parvenir à des Kurdes du Nord de la Syrie une très importante cargaison d'armes (environ 250 camions).

Il est impossible de dire en ce moment, contre qui Washington entend utiliser ces armes.

Les États-Unis relancent-ils la guerre contre la Syrie ou s'apprêtent-ils à instrumenter des Kurdes contre la Turquie ? Réseau Voltaire -15 août 2018

- La France va contribuer à sécuriser la frontière Syrie-Jordanie Reuters 15 août 2018

Emmanuel Macron a annoncé mercredi à l'occasion d'un entretien téléphonique avec le roi Abdallah II de Jordanie que la France allait contribuer au maintien de la sécurité le long de la frontière syro-jordanienne.

"Le Président de la République a annoncé une contribution française au maintien de la sécurité le long de la frontière syro-jordanienne", annonce l'Elysée dans communiqué diffusé à l'issue de l'entretien téléphonique. "La coopération entre les deux pays se renforce en matière de sécurité et de défense", peut-on lire. Reuters 15 août 2018

Ils ont un sexe à la place du cerveau.

- L'Allemagne adopte un projet de loi pour reconnaître le "troisième genre", une première en Europe - Le HuffPost

- Jack Phillips, le pâtissier qui avait refusé un gâteau à un couple gay, poursuivi par une femme transgenre - Le HuffPost

- Un Afghan homosexuel se voit refuser l'asile en Autriche parce qu'il "n'agit pas comme un gay" - Franceinfo

- «Christine Hallquist est simplement devenue la première candidate trans/non-binaire au poste de gouverneur d'un parti politique principal dans l'histoire américaine.» - Liberation.fr

- Réservé aux adultes: un établissement aux serveuses topless ouvre à Kiev - fr.sputniknews.com 15.08.2018

Que diriez-vous si on venait vous servir votre café à moitié nu? L'établissement Sex.ed.Coffee, qui vient d'ouvrir à Kiev, propose à ses clients de leur faire apporter leur café par des serveuses topless.

Un établissement «hot» de Kiev propose à ses clients de savourer une tasse de café tout en appréciant la beauté naturelle. Le premier art-café du genre, à tendance sexuelle, vient d'ouvrir ses portes dans la capitale de l'Ukraine.

Le menu de l'établissement, baptisé, selon les médias ukrainiens, Sex.ed.Coffee, est composé de plats à appellations exclusivement sexuelles et les murs sont tapissés de toiles érotiques. Le tout sur fond de musique romantique. Cerise sur le gâteau: la commande est apportée par des serveuses aux seins nus tous les mardis.

«Il y a également de bonnes nouvelles pour la gent féminine. Les propriétaires du bar cherchent un jeune homme au torse musclé, également pour servir le café, cette fois-ci aux clientes», a indiqué l'administration du café. fr.sputniknews.com 15.08.2018

- La Tribune des Travailleurs 13 août 2018 (Facebook) – Le président tunisien Béji Caïd Essebsi a annoncé lors d'un discours solennel son souhait que l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) se saisisse sans tarder d'un projet de loi instituant l'égalité successorale qu'avaient jusque-là défendue en vain les féministes tunisiennes. Selon le droit successoral actuel, inspiré des préceptes coraniques, la femme n'hérite que de la moitié de la part de l'homme à même degré de parenté.

Et il faut en déduire quoi, vive Béji Caïd Essebsi, vive l'Assemblée des représentants du peuple qui poursuit la politique de Ben Ali ?

ACTUALITE EN TITRES

Malheureusement le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul...

- Avant la catastrophe de Gênes, l'Italie avait connu dix effondrements de ponts en cinq ans - Franceinfo 16.08

- En France, une maintenance en souffrance Liberation.fr 16.08

Un audit révélé il y a quelques semaines sur l'état des infrastructures montre que l'Hexagone dépense sept fois moins que le budget requis pour entretenir ses ponts. Liberation.fr 16.08

Dans la famille du totalitarisme demandez les Frères musulmans.

- Le Qatar vole au secours d'Erdogan - LePoint.fr17.08

Malgré le blocus saoudien auquel il est soumis, l'émirat va investir 15 milliards de dollars pour venir en aide à la Turquie en grave difficulté financière. LePoint.fr17.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Du NPA à LR : la lie !

- Universités d'été: LFI invite des élus de différents partis, du PCF aux Républicains. - AFP 14 août 2018

"Il nous a semblé normal de faire de ces universités d'été un espace où les différentes forces d'opposition puissent venir s'exprimer", a expliqué mardi à l'AFP Manuel Bompard, coordinateur des campagnes au sein de La France insoumise.

- Christine Poupin du NPA doit intervenir sur le sujet des retraites. AFP - 14 août 2018

Avec de telles "forces d'opposition" Macron peut dormir tranquille... Wauquier Poupin Mélenchon Laurent même combat, bravo !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

LVOG - Hommage à un ultra nationalisme ex-milicien d'extrême droite.

- Atal Bihari Vajpayee, le nationaliste hindou consensuel - AFP 17.08

Figure vénérable de la politique indienne, orateur hindi hors pair et poète à ses heures, l'ancien Premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee, mort jeudi à l'âge de 93 ans, était le visage modéré des nationalistes hindous au pouvoir.

Co-fondateur du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), dont est issu l'actuel Premier ministre Narendra Modi, Vajpayee a contribué par son charisme et ses opinions, plus mesurées que celles de l'aile dure du parti, à structurer ce mouvement presque confidentiel et l'a mené jusqu'aux plus hautes responsabilités du pays.

En 1998, le nationaliste hindou défie la communauté internationale en ordonnant de procéder à des essais de bombes atomiques au Rajasthan. (En guise de "charisme", de "visage modéré"! - LVOG)

Né le jour de Noël 1924 à Gwalior, dans le centre de l'Inde, Vajpayee a flirté dans sa jeunesse avec le communisme et le parti du Congrès avant de rejoindre le puissant Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Corps des volontaires nationaux), organisation matrice de l'hindouisme politique, où il a fait ses classes. AFP 17.08

Son parcours incarnait bien la décomposition politique qui caractérise ce pays semi-féodal.

Modi, l'actuel Premier ministre, est également issu du BJP.

Le RSS est à l'hindouisme politique, ce que le wahhabisme est à l'islam politique.

Haut de page

Le 21 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (13 pages)

Le 1%, la caste des 1% les plus riches, l'ultra minorité qui détient le pouvoir et gouverne, et l'ultra minorité ou les minorités communautaires qui veulent imposer un certain modèle de société à la majorité, appartiennent à la même idéologie et sont complémentaires, c'est l'alliance de l'aristocratie financière avec l'aristocratie ouvrière ou encore les classes moyennes, l'élite intellectuelle, la gauche institutionnelle, qui caractérise l'impérialisme.

Bon, d'accord cela ne date pas d'hier... Mais alors pourquoi n'en avons-nous pas pris la mesure ?

Bienvenue chez les psychopathes, Macron, sa cour et leurs serviteurs.

- Voici les 10 professions où l'on compte le plus de psychopathes - Business Insider 18 Août 2018

La plupart du temps, les psychopathes sont difficiles à repérer. Dans le manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux, ou le DSM-5, on apprend qu'une personne avec une personnalité psychopathique est définie comme ayant un amour-propre surdimensionné et un don dans la manipulation des autres.

La chose que les psychopathes ont tendance à avoir en commun est la carrière. Par exemple, vous avez plus de chance de les trouver dans les postes de leaders, vu leur impitoyabilité, leur charisme et leur intrépidité. Ils sont très forts lorsqu'il s'agit de prendre des décisions rapides, mais moins dans les professions plus empathiques, comme les professions d'infirmier ou de thérapeute.

1- PDG

Les psychopathes ont ce qu'on appelle la "résistance au chaos". Cela ne veut pas seulement dire qu'ils restent calmes face au stress — mais aussi qu'ils font souvent des ravages pour tous ceux qui les entourent, parce que ils donnent bonne impression lorsque tout le monde autour d'eux est en difficulté. Certains psychopathes utilisent cette méthode pour monter les échelons jusqu'au sommet de leur carrière.

2- Avocat Dans "Confessions d'une sociopathe: dans la tête d'une manipulatrice", l'auteur M.E. Thomas, une sociopathe autoproclamée, clame qu'être une sociopathe l'a aidée à être une meilleure avocate. Dans un article pour Psychology Today, l'avocate Ruth Lee Johnson a dit que les traits psychopathiques comme la confiance en soi, l'insensiblité et le charme trompeur sont pratiques quand on est avocat, mais qu'ils ne suffisent pas. Dans un autre contexte, ils pourraient même faire de quelqu'un une personne vraiment formidable.

3- Présentateur télé ou radio

Certains psychopathes font également preuve de narcissisme, ce qui est largement défendable dans les métiers où il faut faire face à l'attention du public. La popularité de ce choix de carrière chez les psychopathes est due au fait que pour être présentateur télé ou radio, il faut également rester calme face à la pression.

4- Commercial

Une personne psychopathe qui travaille dans la vente présente probablement des traits comme l'auto-promotion sans vergogne, le vol des contacts d'autres personnes, le désir incessant de gagner toujours plus d'argent, et l'incapacité de travailler en équipe. Selon le fonctionnement de l'organisme dans lequel vous travaillez, cela pourrait être votre pire cauchemar ou le métier de vos rêves.

5. Chirurgien

Une étude, publiée dans le Bulletin du Collège royal des chirurgiens d'Angleterre, a cherché à savoir si les chirurgiens étaient réellement des psychopathes potentiels. Les résultats ont montré que les consultants dans les CHU ont eu un score plus élevé sur l'échelle de la personnalité psychopathique que leurs collègues dans les hôpitaux généraux. Les auteurs ont donné diverses raisons possibles; "l'immunité contre le stress est le trait de personnalité dominant chez le docteur," et le fait que les chirurgiens aient à prendre des décisions rapides et difficiles au quotidien.

6- Journaliste

Dutton a établit la liste des caractéristiques des psychopathes comme le charme, la pleine conscience, l'impitoyabilité, la concentration, et l'action — qui sont toutes des avantages dans le journalisme, surtout lorsque vous avez des délais stricts et que vous avez besoin d'obtenir des réponses de vos sources.

7- Officier de police Les psychopathes n'ont pas forcément de motivations extérieures. Garder son sang-froid en situation de stress est l'une de leur caractéristique. Les officiers de police font un métier dangereux et très intense, donc c'est une énorme qualité que de savoir garder son calme en temps de crise. C'est une des raisons pour lesquels le maintien de l'ordre public est une des carrières préférées des psychopathes.

8- Ecclésiastique Dans un article pour Psychology Today, le vétéran du FBI Joe Navarro a expliqué certaines raisons pour lesquelles les psychopathes vont vers des carrières ecclésiastiques. La première réside dans le fait que les organisations religieuses peuvent apporter une raison à certaines personnes d'en exploiter d'autres, tout en légitimant leurs actions. De plus, il est facile de faire des alliances, ce qui donnent aux manipulateurs le pouvoir d'accéder aux informations sensibles.

9- Chef cuisinier Les psychopathes s'épanouissent là où les autres personnes ont tendance à rater, ce qui pourrait être une des raisons pour lesquelles ils s'en sortent si bien dans une cuisine infernale.

10- Fonctionnaire

Être fonctionnaire est le 10ème choix de carrière préféré des psychopathes, selon Dutton. En effet, en 2014, le gouvernement britannique a envisagé d'embaucher spécifiquement des psychopathes pour "maintenir l'ordre", car ils sont "très bons en situation de crise" et parce qu'ils n'ont "aucun sentiment pour les autres, aucune morale, et ils ont tendance à être très intelligents et logiques". Business Insider 18 Août 2018

Tout ceci est à considérer avec certaines réserves sous un régime néolibéral ou à une époque caractérisée par la réaction sur toute la ligne s'agissant des fonctionnaires, quoique mes expériences personnelles des derniers mois et des cinq dernières années tendent à prouver que les fonctionnaires de la Caf et de la CNAV se comportent en petits despotes vis-à-vis des assurés sociaux, quant aux autres professions ou carrières ils s'accommodent assez bien de la tyrannie ou la font régner.

Je rappelle que la Caf a accusé mon épouse d'avoir fraudé sans lui fournir le moindre élément de preuve depuis 2013, et a exigé qu'elle rembourse plus de 13.000 euros, en supprimant son allocation logement et en amputant son allocation adulte handicapée de près de 400 euros, lui laissant à peine 600 euros mensuels pour vivre. Sans preuve on ne peut pas contester leur accusation, c'est le propre du despotisme.

Quant à la CNAV, elle ne m'a pas versé ma retraite générale depuis le mois de mai suite à un problème de communication avec la banque qui transfère ma retraite en Inde, l'erreur étant imputable aussi bien à la CNAV qu'à la Bred qui a confondu le code Swift de ma banque en Inde qui lui avait été transmis par la CNAV, alors que c'était le code IFSC qui s'applique en Inde quand la transaction passe par une banque intermédiaire indienne, ce qu'ignorait la CNAV pour ne pas avoir été informé de cette modalité par la Bred. Mais pendant 3 mois, la CNAV a soutenu que c'était moi ou ma banque en Inde qui était responsable du problème.

C'est moi qui est résolu le problème il y a quelque jours en recevant de la Bred le nom de la banque intermédiaire indienne par laquelle elle passait, je l'ai contactée à Mumbai par courriel et c'est ainsi que j'ai découvert d'où venait le problème, la CNAV et la Bred en ont été incapables, c'est lamentable.

Bienvenue chez les schizophrènes qui nous gouvernent.

L'avantage de bombarder les gens d'informations en tous genres ou sur ce qui se passe dans le monde, c'est qu'ils vont être transportés ailleurs, et pendant ce temps-là par le biais de leurs émotions qu'ils ne maîtrisent pas, dans leur cerveau s'imprimera inconsciemment une réalité qui n'est pas la leur. Pour bien comprendre de quoi on parle, il faut toujours avoir à l'esprit qu'on est en présence d'un processus inconscient.

Ils se retrouvent déconnecter de la réalité qui se déroule devant leur yeux ou qui les concerne directement, qu'ils finissent par ignorer ou qui les laisse indifférents, de la même manière qu'ils vont s'émouvoir du sort d'un malheureux ou d'un gosse à l'autre bout du monde, sans que celui de ceux qu'ils côtoient quotidiennement ne les interpelle ou ne les fasse réagir, ne change quoi que ce soit à leur comportement, à leur manière de pensée ou de percevoir la société. On peut observer que l'incohérence de leurs réactions ne les portera pas à les modifier, autrement dit elles ne serviront à rien ou ne contribueront pas à changer le cours des choses.

La schizophrénie consiste à remplacer la réalité par une autre, à substituer à la réalité celle qu'on a fabriquée dans son cerveau ou plus généralement celle qu'on a fabriquée spécialement pour vous à cet effet sans que vous en ayez conscience.

Une fois déconnecté de la réalité, vous n'êtes plus en mesure de pouvoir l'interpréter ou de comprendre ce qui se passe, du coup vous ne pouvez pas agir efficacement sur la réalité pour en changer le cours en fonction de vos aspirations, vos rapports à la réalité sont totalement faussés et vous devenez une proie facile pour les imposteurs, manipulateurs ou charlatans en tous genres.

La croyance est une forme de schizophrénie, dans la mesure où on substitue à l'action, aux forces de l'univers, de la nature et des hommes celles de puissances qui n'existent que dans l'imagination de l'homme. La confusion entre la réalité et l'imaginaire peut conduire à la schizophrénie.

L'ambition démesurée est une forme de schizophrénie aggravée.

Si la tendance à la schizophrénie chez l'homme est aussi vieille que ses fantasmes, on peut penser qu'elle se développa au fur et à mesure que les hommes renforcèrent leur pouvoir sur la nature et sur les hommes les plus faibles.

Définition. (Grand Robert de la langue française)

Schizophrénie - Psychiatrie. Psychose caractérisée par une désagrégation psychique (ambivalence des pensées, des sentiments, conduite paradoxale), la perte du contact avec la réalité (repliement sur soi, désintérêt, apathie, inertie, parfois délire) et des troubles endocriniens, sympathiques et métaboliques.

Psychan., didact. (Conçue non comme une maladie ou un syndrome, mais comme une tendance psychique générale). Prédominance des mécanismes de refoulement et du désinvestissement de la réalité sur les mécanismes de restitution (chez Freud); refus des symboles et des codes formateurs du moi et garants de la société, maintien de l'inconscient et du désir au niveau des « flux » et des « molécules » des « machines désirantes » (Deleuze et Guattari), etc.

La schizophrénie ou démence précoce, caractérisée par la perte totale du contact avec l'ambiance, la dissolution des synthèses mentales qui assurent l'adaptation au réel permettant alors une libération sans frein de l'autisme, chez ces sujets qui se meuvent dans un univers qui n'a plus de commune mesure avec le nôtre, qui lui est devenu aliéné, c'est-à-dire, comme l'étymologie l'indique, étranger. Jean Delay, la Psycho-physiologie humaine, p. 81.

Autisme - Psychopath. Détachement de la réalité extérieure, la vie mentale du sujet étant occupée tout entière par son monde intérieur. L'autisme est l'attitude mentale propre aux schizophrènes.

Personnalité psychopathique : conformation mentale dont les traits les plus marquants sont l'impulsivité, l'instabilité, l'intolérance à la frustration, l'incapacité d'une adaptation satisfaisante au milieu, menant à des conduites antisociales.

Macron, son gouvernement, LREM...

Parole d'Internaute.

- "Gloser sur les bavardages, les propos colportés des uns et des autres sur les microcosmes touiteur ou face de bouc me

surprendra toujours. C'est comme fabriquer de l'info à partir d'une matière première de comptoir bien moisie. En déduire quoi que ce soit serait du même tonneau.

Sauf qu'à notre époque moderne, c'est ça qui fait foi et qui agite les zébulons. Je serais mort de rire si ce n'était aussi pathétique.

Quand c'est gratuit, c'est toi le produit ! Et encore une fois, ça n'a pas loupé. Ces deux réseaux a-sociaux, c'est combien de produits ?"

LVOG - Le miséreux, le pauvre, le chômeur, la plupart des ouvriers ne sont pas concernés, il n'y a que les élites ou les intellectuels décérébrés, les membres des classes moyennes, des couches supérieures du prolétariat, bref les nantis, repus, corrompus par le capitalisme parmi ceux qui utilisent Twitter, plus quelques paumés qui ont pour idéal de leur ressembler ou qui envient leur statut de privilégié. Apparemment ils disposent de trop de temps libre ou ils n'ont rien de mieux à faire, ce qui montre à quel point ils n'ont rien à dire et sont médiocres.

Vous pouvez mettre dans le même tonneau tous ceux qui glosent ou bavardent sur le réchauffement climatique, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, la misogynie, etc. qui les dénoncent à juste titre ou non, mais refusent de s'attaquer à leur cause : le capitalisme dont ils s'accommodent très bien finalement, d'ailleurs ils le disent eux-mêmes. Quand on leur soumet des propositions pour le combattre, cela ne les intéresse pas.

Tous ces gens participent à une entreprise qui a été spécialement conçue pour eux et tournée contre l'ensemble des exploités et des opprimés. Répétons-le, elle consiste à diluer à l'infini la démocratie de telle sorte qu'elle apparaisse si grotesque, afin de justifier l'instauration d'un pouvoir autoritaire ou totalitaire qu'une partie de la population va réclamer elle-même, pouvoir représenté par l'oligarchie et l'élite qui la sert.

Si la démocratie, telle qu'elle est censée s'exprimer à travers les mal nommés réseaux sociaux, est synonyme de cacophonie, d'affrontement sans fin, de mythomanie, de perversion, de chaos, etc. c'est que le peuple ne la mérite pas ou qu'il est incapable d'y accéder ou encore qu'elle ne correspond pas de nos jours au modèle de gouvernance permettant de gérer la société, alors il faut la déclarer hors la loi et laisser la minorité qui détient le pouvoir s'en charger. C'est ainsi que pense l'oligarchie.

C'est aussi une manière de détourner ou de neutraliser en douceur la lutte de classes... On pourrait ajouter que cette situation est le produit du refus d'admettre que la conception de la lutte de classe qui avait été adoptée à la fin du XIXe siècle n'était plus adaptée à notre époque...

Quand on évoque la fabrication du consentement chère aux idéologues néoconservateurs, on nous rit au nez. Elle sert notamment à endiguer, à pervertir, à annihiler les aspirations les plus élémentaires mais aussi les plus fondamentales des exploités et des opprimés, sans lesquelles la nécessité d'en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme se trouve privée de justification au profit de l'autoritarisme, le totalitarisme.

Ils osent tout.

- Fallait-il augmenter le salaire de Benjamin Smith, le nouveau patron d'Air France ? - Capital 17 août 2018

Benjamin Smith, numéro deux d'Air Canada, a été nommé jeudi directeur général d'Air France-KLM. Il devrait prendre ses fonctions "au plus tard le 30 septembre". Mais déjà, son salaire fait jaser… Le dirigeant a obtenu que la rémunération pour ce poste soit triplée. En 2017, le DG était payé 600.000 euros par an, auxquels il fallait ajouter une part variable de 510.000 euros. Or, Benjamin Smith aurait réussi à négocier un salaire supérieur à 3 millions d'euros chez Air France. Capital 17 août 2018

Vous êtes donc en droit d'exiger le triplement de votre salaire, non ?

- Promotion du livre de Schiappa par le service de presse du ministère: la Cnil passe l'éponge - AFP

- "Pétition vivante" à l'Onu à l'adresse des dirigeants mondiaux - Reuters

- Rohingyas : Washington sanctionne des commandants militaires birmans - Liberation.fr

- Quand le Labour et Jeremy Corbyn s'enfoncent toujours plus dans l'antisémitisme - Atlantico.fr

- États-Unis : à 87 ans, elle se fait taser par des policiers en jardinant - LePoint.fr

Martha Al-Bishara, qui avait un couteau pour couper des pissenlits, était considérée comme un danger par les forces de l'ordre américaines. LePoint.fr

- Début du pèlerinage à La Mecque : "C'est un retour à l'origine même de l'Homme sur terre" - Franceinfo

Cela Trump énormément ou une imposture peut en cacher une autre.

J'essaie de cerner très précisément ce que représente Trump et son clan d'oligarques et je dois avouer que c'est assez troublant ou difficile de s'y retrouver, car il incarne une sorte de populisme aux relents d'extrême droite tout en se défendant d'adopter son idéologie, contrairement au parti démocrate et la majorité des élus républicains qui en pratique l'ont appliquée alternativement ou ensemble, notamment son volet impérialiste guerrier et en alimentant sans cesse celui du communautarisme.

Si comme on nous le dit Trump incarne le capitalisme industriel, c'est qu'il est encore plus dangereux qu'on ne le pense, parce que ce serait favoriser le développement du capitalisme qui conduit à son effondrement et à une nouvelle guerre interimpérialiste au détriment du capitalisme financier qui s'est contenté jusque là de guerres localisées ou de menaces. Peut-être que cela signifie qu'ils auraient décidé de passer à l'étape supérieure qui précède un krach et une guerre mondiale. Les deux clans instrumentalisent l'extrême droite qui serait chargée de prendre le relais temporairement ou de les épauler. Les démocrates provoquent l'extrême droite, tandis que les républicains la flatte, le partage des rôles est respecté,la collusion qui existent entre eux présente des variantes, mais dans les deux cas c'est juste une question de circonstances en fonction de leurs besoins ou de leur stratégie.

Il reste de nombreux facteurs sur lesquels on ignore quelle serait l'attitude si Trump persistait, dont celle de la Fed, des oligarques les plus puissants, le Pentagone, etc. On a dit que sa stratégie menait à l'effondrement du capitalisme, à condition que les oligarques mafieux qui contrôlent la Fed ne s'emmêlent pas ou laissent faire comme en 1929... On peut imaginer le chaos qui en résulterait sur les économies européennes, dont les plus fragiles qui seraient tentées de se rabattre sur l'extrême droite dans sa version intégrale ou dans sa version limitée populiste, à moins qu'elles forment une coalition comme en Italie, plusieurs pays y sont déjà plus ou moins préparés dont l'Espagne, l'Allemagne, la France, la Grèce, la Hollande, l'Autriche, la Suède, la Grande-Bretagne est en retard, sans oublier l'Ukraine et les pays baltes qui ont réhabilité le nazisme. Cela fournirait un excellent prétexte aux institutions supranationales pour achever de se saisir du pouvoir politique ou se substituer à tous les pays de l'UE qui deviendraient ingouvernables en croulant sous une dette encore plus colossale, sous l'égide des Etats-Unis. Toutes les guerres et tous les krachs boursiers ont toujours servi à accroître la richesse et le pouvoir des oligarques les plus puissants au détriment des Etats et des peuples, or la stratégie de Trump s'inscrit dans cette perspective. Et ils y recourent quand ils ne parviennent plus à avancer ou à franchir une nouvelle étape de leur plan, qui demeure de concentrer tous les pouvoirs ou d'instaurer un régime mondial sur lequel les peuples n'auraient aucune emprise, aucun moyen de contrôle, aucune possibilité de le contester, un régime ploutocratique totalitaire. En cela démocrates et républicains, les deux clans de l'oligarchie qui s'affrontent, partagent le même objectif, il n'y a que les moyens ou la tactique et dans une certaine mesure la stratégie pour y parvenir qui diffèrent.

Trump et ses provocations permettent à l'oligarchie de mesurer le degré de décomposition de chaque pays, c'est en tout cas ce qu'on peut déduire en observant les réactions irrationnelles qu'ils suscitent ou qui sont très éloignées de la réalité et ajoutent un peu plus de confusion à la compréhension de l'orientation de la situation mondiale.

Le clan de Trump doit être inquiet de l'affaiblissement des Etats ou de leurs institutions que de plus en plus de travailleurs rejettent ou dont ils se détournent, ils doivent craindre qu'à un moment donné ils pourraient en perdre le contrôle, et que le mouvement ouvrier pourrait profiter de cette faille pour se réorganiser sur de nouvelles bases politiques, leur pire cauchemar !

Le néolibéralisme incarne dans tous les domaines les pires excès du capitalisme ou de l'impérialisme, par conséquent il était à prévoir qu'il arriverait un jour où les peuples le rejetteraient violemment ou avec un tel dégoût qu'il serait pratiquement impossible de prendre le relai en reprenant mot à mot sa rhétorique, aussi valait-il mieux en prendre le contre-pied pour berner les naïfs et poursuivre en grande partie la même politique puisque leurs objectifs sont inchangés. Si ses représentants officiels sont grillés, il faut en trouver d'autres, ce qui n'est pas un problème, les candidats se bousculent au portillon, mais en étant aussi marqués à droite il va falloir redoubler d'imagination et de populisme, de démagogie, sortir le grand jeu dans une sorte de tragi-comédie sordide...

Pour saisir les intentions réelles de Trump et du clan auquel il appartient, c'est un peu comme dans les affaires criminelles, on doit se demander quel est le mobil du crime pour découvrir le coupable, sauf que là on connaît déjà le ou les noms des coupables, en revanche on ignore à chaque nouvelle étape de la crise du capitalisme ce qu'ils vont imaginer ou quels moyens ils vont employer pour parvenir à leurs fins ou à l'étape suivante, c'est ce que nous nous employons à découvrir en nous basant sur les faits.

La vision que les uns et les autres ont de Trump est faussée par la guerre qu'il mène au clan adverse de l'oligarchie, qui considère que la partie est gagnée ou qu'ils ont gagné la guerre de classe et qu'ils n'ont aucune raison de modifier leur stratégie. J'ai l'impression qu'ils veulent sauter certaines étapes ou qu'ils sont trop sûrs d'eux. On doit donc prendre ses déclarations et chacune de ses mesures avec une extrême prudence. Les polémiques dans lesquelles il s'engage reposent sur de réels désaccords avec ses adversaires ou relèvent de la manipulation, de la provocation, de l'instrumentalisation, ce qui fait que le plus souvent personne ne sait où il veut en venir, ce qui est encore le meilleur moyen pour faire ce qu'on veut quand on veut, c'est très habile, on est loin d'être en présence d'un abruti comme certains commentateurs l'affirment.

On aura constaté également qu'il ne s'est en aucune manière attaqué au pouvoir de l'oligarchie, il n'a pas non plus réduit le pouvoir (et le budget) des agences de renseignement ou du Pentagone, bien au contraire, donc l'essentiel est sauf ! Il les a réorientés sans qu'on sache précisément dans quels buts précis. Hormis son inflexion sur la Syrie et la Russie ou sa position sur la Chine, pour le reste rien de changé.

Effet multiplicateur ou amplification.

- Donald Trump dénonce la "censure" des voix conservatrices sur les réseaux sociaux - Franceinfo

- Donald Trump proteste contre la censure des conservateurs - LePoint.fr

- Donald Trump dénonce la « censure » des opinions de droite sur les réseaux sociaux - LeParisien.fr

- Donald Trump dénonce la «censure» de voix de l'ultradroite sur les réseaux sociaux - Liberation.fr

Ce que Trump a réellement dit.

- Donald Trump dénonce la "censure" des voix conservatrices sur les réseaux sociaux - franceinfo 18.08

Le président américain a vivement épinglé, samedi 18 août, la suspension par les géants d'internet des activités de personnalités de la droite américaine sur les réseaux sociaux. "Les réseaux sociaux discriminent absolument les voix Républicaines/Conservatrices", a écrit Donald Trump sur Twitter, promettant que son gouvernement ne laisserait pas ça arriver, sans apporter davantage de précisions.

"Ils font taire les opinions de beaucoup de personnes de droite alors qu'en même temps ils ne font rien pour les autres", a-t-il dénoncé. "La censure est quelque chose de très dangereux & absolument impossible à surveiller", ajoute-t-il dans un deuxième tweet, avant de s'en prendre, une nouvelle fois aux médias. "Il n'y a rien d'aussi bidon que CNN et MSNBC et pourtant je ne demande pas à supprimer leur comportement malade", a tempêté Donald Trump contre deux chaînes qu'il critique régulièrement. franceinfo 18.08

- Enquête russe: Donald Trump crie au "Maccarthysme" - AFP 19 août 2018

Donald Trump, en froid avec le monde de l'espionnage après avoir révoqué l'habilitation secret défense d'un ex-chef de la CIA, s'est emporté dimanche contre l'enquête russe, la qualifiant de "Maccarthysme de la PIRE espèce".

"Etudiez feu Joseph McCarthy parce que nous sommes en ce moment dans une période avec Mueller et son gang qui fait passer Joseph McCarthy pour un débutant. Chasse aux Sorcières Truquée", a tweeté le locataire de la Maison Blanche.

Sa salve de messages matinaux ne cachant guère son irritation a été postée au lendemain d'une information du New York Times selon laquelle un avocat de la Maison Blanche, Don McGahn, a "largement coopéré" avec l'enquête menée par l'équipe du procureur spécial Robert Mueller sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne du républicain et la Russie.

"Je l'ai autorisé ainsi que tous les autres à témoigner - Je n'avais pas à le faire", affirme M. Trump, qui avait déjà posté un message en ce sens la veille.

"Je n'ai rien à cacher et j'ai exigé la transparence pour que la Chasse aux Sorcières Truquée et Abominable puisse prendre fin", poursuit-il. "Maccarthysme de la PIRE espèce".

Dans les années 50 en pleine guerre froide, les Etats-Unis, plongés dans une période de paranoïa que l'on désigna comme la "peur rouge", le sénateur républicain du Wisconsin Joseph McCarthy lança une campagne visant toute personne soupçonnée d'être communiste ou d'éprouver des sympathies pour le régime embrassé par Moscou, la "chasse aux sorcières".

La comparaison au McCarthysme était d'actualité ce dimanche outre-Atlantique, utilisée également pour condamner le retrait par Donald Trump de l'habilitation secret défense de l'ancien directeur de la CIA John Brennan et ses menaces de la retirer à d'autres anciens haut responsables.

Mike Mullen, un ancien chef d'état-major américain, a confié à la chaîne Fox News que cette pratique lui rappelait notamment "l'ère McCarthy quand l'administration commença à dresser des listes d'individus qui n'étaient pas en accord avec eux".

"Historiquement, cela s'est bien évidemment révélé très problématique pour le pays", a-t-il poursuivi, renvoyant à la "liste

d'ennemis sous le président Nixon", en référence à une pratique controversée de ce président républicain révélée par le scandale du Watergate.

La décision de M. Trump cette semaine de révoquer l'habilitation de John Brennan, dernier patron de la CIA sous le président Obama, a créé un véritable tollé. D'anciens patrons de l'agence de renseignement ainsi qu'une demi-douzaine d'espions de haut rang l'ont dénoncée dans une lettre ouverte et la polémique était encore vive dimanche.

"Notre inquiétude est maintenant que l'habilitation secret défense soit utilisée comme un instrument politique pour s'en prendre aux personnes qui ne sont pas d'accord avec le président", a noté Leon Panetta, un autre ex-patron de la CIA.

"Le président exercice certainement" le droit à la liberté d'expression, a ajouté M. Panetta, qui a aussi été ministre de la Défense de Barack Obama. "Et je pense que nous avons tous le droit de l'exercer".

M. Brennan a pour sa part appelé le parti républicain, qui contrôle le Congrès, à empêcher davantage d'anciens responsables du renseignement de voir leur habilitation remise en cause par Donald Trump. "Il est temps pour les membres du Congrès de se réveiller", a-t-il estimé sur NBC.

"J'ai qualifié son comportement de trahison et je m'y tiens", a-t-il ajouté. M. Brennan avait formulé cette accusation pour la première fois après la conférence de presse de Donald Trump et son homologue russe Vladimir Poutine à l'issue de leur sommet d'Helsinki, marquée par la posture conciliante du président américain vis-à-vis du maître du Kremlin.

Mais du côté des élus républicains, la prudence était de mise sur la question des révocations d'habilitations secret-défense.

"Je ne veux pas que ça devienne une routine. Je ne veux pas voir ça être politisé", a réagi le sénateur Ron Johnson, chef de la commission du Sénat sur la Sécurité intérieure, estimant que rien ne montrait que ces responsables aient utilisé à mauvais escient leurs habilitations.

Mais l'élu républicain a également estimé que M. Brennan avait "dépassé les bornes" en allant à la télévision pour accuser le président de "trahison".

Au sein de l'administration, l'heure est aux attaques contre M. Brennan.

La décision de lui retirer son habilitation était "certainement appropriée", a déclaré le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche John Bolton sur ABC. Il est "totalement dérangé", a affirmé l'avocat de Donald Trump Rudy Giuliani sur NBC. AFP 19 août 2018

En complément

- L'Onu s'inquiète des propos de Trump sur la presse - Reuters 20.08

- Les États-Unis accusent la Chine d'ingérence dans les élections - LePoint.fr 19 août 2018

Donald Trump a récemment multiplié les attaques contre l'enquête menée sur une éventuelle collusion entre la Russie et l'équipe du président durant la campagne de 2016. Mais, ce week-end, il a accusé la Chine d'ingérence dans les élections. Un message publié samedi au milieu d'une série de tweets dénonçant la « censure » des voix conservatrices sur les réseaux sociaux. « Tous ces idiots qui se focalisent sur la Russie devraient commencer à regarder dans une autre direction, la Chine. »

Le tweet est passé largement inaperçu, jusqu'à ce que le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Bolton, soit questionné à ce sujet dimanche sur la chaîne ABC, et accuse lui aussi Pékin, mais aussi Moscou, Téhéran et Pyongyang de tenter de s'immiscer dans le processus électoral américain.

Quatre pays dans le viseur américain

« Je peux certainement vous dire que c'est une menace suffisante pour la sécurité nationale des États-Unis – l'ingérence de la Chine, l'ingérence de l'Iran, l'ingérence de la Corée du Nord – pour que nous prenions des mesures pour tenter de la contrer », a déclaré M. Bolton. « Ce sont donc quatre pays, en fait. » Pressé de donner des détails sur la façon dont ces pays, notamment la Chine, tenteraient d'influencer les élections américaines, M. Bolton est resté vague. « Je ne veux pas entrer dans les (détails) de ce que j'ai vu ou pas. Mais je peux vous dire que pour les élections législatives de 2018, ce sont les quatre pays qui nous préoccupent le plus », a-t-il dit. LePoint.fr 19 août 2018

Ils veulent tous en être.

Quand les populistes apportent leur soutien aux médias pratiquant la censure et l'autocensure, la désinformation au quotidien, champion toutes catégories en matière de fausses information (fake news).

- Rubrique *Aujourd'hui* de La Tribune des Travailleurs (latribunedestravailleurs.fr)

16 août 2018 – A l'initiative du « Boston Globe », plus de 350 journaux américains publient des éditoriaux répondant aux diatribes du président américain contre les médias. Ils dénoncent « la guerre sale contre la presse libre » menée par le président Trump.

Ces "diatribes" ne seraient-elles pas amplement justifiées ? Le POID considérerait-il que ces 350 journaux américains représentent "la presse libre" ? C'est en tout cas ce qui ressort ici, bravo ! Du coup on est en droit de se demander si La Tribune des Travailleurs en fait aussi partie.

L'éditorial de ***La Tribune des travailleurs*** par Daniel Gluckstein : Conte de fées télévisuel ou propagande d'État ?

Connaissez-vous « le pays du plein emploi » ? Selon France 2 qui lui a consacré une longue séquence de son « 20 heures » (le 9 août), c'est le Danemark : « Le taux de chômage (y) est de 3,9 % » grâce à l'instauration de « la flexisécurité », un dispositif qui « permet d'embaucher et de licencier très facilement ».

Un véritable paradis, à en croire le directeur de la filiale danoise de Vinci : « Il n'y a pas de notion de demande administrative de licenciement, on n'a pas besoin non plus de présenter des plans sociaux, on n'a pas besoin de demander l'autorisation des syndicats. »

Précision de France 2 : « Ce modèle pour embaucher et licencier facilement a été pensé en concertation avec les syndicats danois. » Un modèle ? Pour qui ?

Pour être indemnisés, les chômeurs « doivent prouver leur bonne foi en postulant à deux offres d'emploi par semaine ». Et pas question d'en refuser une ! Le patron de l'équivalent de Pôle emploi est clair : « Vous devez accepter des emplois qui n'ont pas de rapport avec vos qualifications. Vous devez prendre des jobs dans les cafés, les supermarchés, des jobs très faciles à obtenir, pour lesquels vous devez postuler. » En cas de refus, « on peut vous couper vos indemnités de chômage et vous mettre une amende ».

Au fait, quel est l'objectif de ce merveilleux conte de fées télévisuel « du pays qui a vaincu le chômage » ? Le reportage s'en cache à peine : « Pour créer de l'emploi, le modèle danois est considéré comme l'un des plus performants au monde. Les organismes économiques internationaux proposent aux autres pays de s'en inspirer. » C'est vrai que la « flexisécurité » est inscrite dans la « stratégie de Lisbonne » de l'Union européenne depuis 2007, et dans les recommandations du FMI, de l'OCDE, de l'Union européenne, et dans les considérants de toutes les contre-réformes gouvernementales en France. Elle figure aussi dans l'Accord national interprofessionnel (ANI) de 2008 sur la « modernisation » du marché du travail. Mais, jusqu'à présent du moins, si des coups majeurs ont été portés, la flexisécurité à la danoise n'a pas encore été imposée en France.

C'est sans doute un pur hasard si cette propagande d'État intervient alors que les projets de loi Pacte et Pénicaud 2, prolongeant les contre-réformes El Khomri et Pénicaud 1, prétendent aller plus loin dans la remise en cause des garanties collectives pour imposer le travail forcé, à la tâche, surexploité.

Le propre d'un régime de démocratie politique, c'est la liberté d'organisation, la souveraineté du peuple et la liberté d'expression.

Le propre d'un régime totalitaire, c'est sa volonté d'intégrer les syndicats à l'État, appuyée sur des institutions capables d'imposer toutes les mesures décidées au sommet et d'étouffer les « affaires », le tout accompagné de la répression et d'un organisme de propagande d'État.

Une seule question se trouve ici posée : faut-il s'accommoder des institutions de la Ve République, ou réaliser l'unité pour en finir avec ce régime avant qu'il n'aille jusqu'au bout de sa logique totalitaire ?

LVOG - Mais au fait, au Danemark la Constitution interdirait-elle la création d'un nouveau syndicat ouvrier qui serait indépendant de l'Etat ? Apparemment non. Donc la seule question qui mériterait d'être posée ne serait-elle pas de savoir pourquoi il n'a pas vu le jour au cours des décennies antérieures, et pourquoi tous les syndicats sont pourris, vendus, totalement corrompus, question qui est également valable pour la France et tous les autres pays.

On avait avancé timidement l'idée que la constitution d'un nouveau syndicat ouvrier s'imposait, parce que nous savions que la quasi totalité des militants y seraient farouchement opposés au départ... Dorénavant, on peut affirmer sans prendre de risques que cette stratégie était cohérente, parce qu'elle reposait sur des faits ou l'évolution des rapports entre les syndicats et l'Etat qui

la justifiait ou correspondait à un véritable besoin pour organiser la classe sur d'autres bases que la collaboration de classe, le réformisme, le corporatisme. Autrement dit, nos dirigeants ont eu faux sur toute la ligne.

Ils recoururent à la démagogie et au double langage pour justifier leur collusion avec les appareils des syndicats, ils ne cessèrent de ménager leurs dirigeants, ils refusèrent d'exiger le droit de constituer des courants au sein des syndicats, ce qui aurait permis de rassembler les syndiqués sur la base du principe de l'indépendance des syndicats de l'Etat et du patronat, du capitalisme, ce qui aurait permis d'organiser ou structurer la résistance au corporatisme à l'intérieur des syndicats, et quand cela serait devenu impossible, d'en sortir pour créer un nouveau syndicat ouvrier...

Au lieu d'avancer dans cette direction, ils laissèrent les directions syndicales toutes puissantes dicter leur loi et collaborer ouvertement avec les gouvernements successifs et le Medef, brader tous nos droits ou acquis en refusant de porter les revendications de la classe ouvrière réduites à une peau de chagrin ou des miettes, et par conséquent d'organiser sa mobilisation, réduite à des journées d'action destinées à briser son unité et sa résistance, afin que le gouvernement et le patronat puissent appliquer leur politique antisociale.

Si ce "modèle" antisocial a été mis en place "en concertation avec les syndicats", c'est que ces syndicats étaient déjà pourris jusqu'à la moelle depuis belle lurette et qu'il n'y avait rien d'autres à en attendre, non ? Non, cette question est décidément taboue.

Partant de là, la logique la plus élémentaire commanderait de fuir les syndicats, puisqu'ils ne sont pas plus réformables que le capitalisme ou les partis traditionnels de la classe ouvrière, non ? Mais non voyons, c'est leur unité qui est à l'ordre du jour nous dit-on, encore faudrait-il savoir sur quelle orientation ou pour servir quelle cause.

C'est vrai qu'une planche pourrie peut vous sauver la vie, tout dépend à quelle distance du rivage on se trouve. On peut se remettre d'une gangrène, d'un cancer, etc. tout dépend de leur niveau d'avancement, si on ne parvient pas à les stopper, tout espoir serait mal avisée ou toute illusion serait cruelle et l'issue serait fatale.

ACTUALITE EN TITRES

La liberté, laquelle et pour qui ?

- Macron rappelle "l'extrême précarité de la liberté" à Bormes-les-Mimosas - AFP

Réponse :

- Des députés LREM appellent à étendre le travail dominical - LeParisien.fr

Comment ces dégénérés après avoir fait l'apologie de la pornographie, poussent la population à la perversion.

- Comment un dîner à quatre m'a convertie à l'échangisme - Le HuffPost

Ménagerie ou lupanar en guise de société...

- Endométriose: Enora Malagré, qui faisait «jusqu'à 3 fausses couches par an», va se faire retirer l'utérus - 20minutes.fr

- 6 positions sexuelles pour faire l'amour sous la douche - Le HuffPost

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Poutine appelle l'UE à participer à la reconstruction en Syrie - AFP 19 août 2018

Le président russe Vladimir Poutine a appelé samedi les Européens à participer financièrement à la reconstruction de la Syrie pour permettre le retour chez eux de millions de réfugiés, lors d'une visite en Allemagne.

"Il faut renforcer la dimension humanitaire dans le conflit syrien et je veux dire par là avant tout l'aide humanitaire à la population syrienne, et aider les régions où les réfugiés se trouvant à l'étranger peuvent retourner", a-t-il déclaré avant un entretien avec la chancelière Angela Merkel.

Il y en a un million en Jordanie, autant au Liban, et 3 millions en Turquie, a-t-il énuméré.

L'Allemagne en a accueilli aussi plusieurs centaines de milliers depuis 2015, au plus fort de la crise migratoire, qui a ébranlé la cohésion de l'Union européenne et affaibli politiquement Angela Merkel.

"C'est potentiellement un énorme poids pour l'Europe", a-t-il mis en garde.

"C'est pourquoi il faut tout faire pour que ces gens rentrent chez eux", ce qui veut dire concrètement rétablir les services de base comme l'approvisionnement en eau ou les infrastructures médicales.

La chancelière a estimé de son côté que la priorité en Syrie était "d'éviter une catastrophe humanitaire", sans rentrer dans les détails. AFP 19 août 2018

Haut de page

Le 25 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (21 pages)

En Inde, il n'existe que des rapports commerciaux, y compris avec les esprits, les anges ou l'au-delà.

De l'ordre, de la méthode, de la logique, essayons de faire marcher nos petites cellules grises.

Je me suis connecté aux portails de LO, du NPA et de sa tendance Claire et j'ai tout fermé en moins d'une minute sans lire le moindre article. J'avais l'impression d'être sur des blogs parrainés par Soros. En me connectant à différents portails de médias dits alternatifs, j'ai eu l'impression de me retrouver sur des blogs des clans de l'oligarchie qui s'affrontent.

Qu'il nous soit permis de revendiquer notre indépendance et notre droit de nous situer sur un autre terrain, pas en fuyant l'actualité, mais en l'affrontant car on ne craint aucune récupération ou instrumentalisation. Ce n'est pas prétentieux, c'est être libre, c'est le seul espace de liberté qu'il nous reste, alors si nous ne nous en emparons pas, nous sommes foutus car d'autres l'occuperont à notre place et notre cause disparaîtra.

Il y a ceux qui ne sont pas très exigeants, qui vivent d'illusions et les colportent, qui se contentent des apparences, et puis il y a ceux qui s'acharnent à découvrir ce qu'elles recouvrent, qui essaient de comprendre, qui creusent comme des explorateurs en remontant à la source d'une rivière. C'est peut-être ingrat et fastidieux, mais c'est passionnant et cela en vaut la peine.

De nos jours j'ai l'impression que les gens ne sont pas ou plus très curieux, et comme le vomis qu'on leur propose en guise de connaissance constitue une régression par rapport à autrefois, ils ont singulièrement tendance à dégénérer avant d'être parvenus à maturité. Autrement dit, il leur manque quelque chose pour se projeter au-delà de leur médiocre quotidien, on n'ose même pas parler d'idéal, pour que leur imagination nourrisse leurs aspirations de sorte qu'elles dépérissent avant même d'avoir fait leur apparition ou qu'ils soient parvenus à les formuler. Bientôt à ce rythme-là, on ne pourra plus dire qu'ils les ont perdues ou oubliées puisqu'elles n'auront jamais existé, car entre temps leur imagination se sera tari tout comme leur espoir de vivre dans une autre société. Ainsi le cauchemar décrit par Orwell sera réalisé.

C'est ce qui nous pend au nez à force de nier la réalité ou certains aspects de la réalité. C'est l'imagination qui permet de faire remonter à la surface les matériaux issus de la réalité ou des expériences des hommes qui sommeillent aux fins fonds de leur inconscience, afin qu'ils en prennent conscience pour qu'éventuellement ils puissent la transformer. Quand on en est privé, on est condamné à errer dans le monde des apparences qui donnent lieu à toute sorte d'illusions d'où ne sortent jamais rien.

Autre sujet de réflexion.

Ce n'est qu'entre le milieu des années 60 et 70 que la notion de temps de la majorité des ouvriers a connu une modification importante, jusque là il n'avait pas de voiture, pas de téléphone, pas de machine à laver, il n'avait jamais voyagé en avion, le temps de travail diminua, les congés payés rallongèrent, on peut ajouter qu'il n'avait pas la télévision couleur, et au début des années 80 cette tendance s'amplifia avec une 5e semaine de congés payés, la retraite à 60 ans et la semaine de travail de 39 heures.

Gain de temps et davantage de temps libre ne furent pas vraiment employés à bon escient, puisque cela s'arrêta là puis régressa, sauf pour l'aristocratie ouvrière principalement qui bénéficia encore d'une baisse du temps de travail. Et pour la plupart les salaires allèrent augmenter considérablement, ce qui allait leur permettre d'acheter une voiture et une machine à laver, de disposer du téléphone, de s'acheter des billets d'avion, pendant qu'il allait passer le temps libre supplémentaire dont ils bénéficiaient dans leur voiture, au téléphone, dans des avions ou des trains, sur des routes...

Nous bénéficiâmes de conditions favorables pour pouvoir consacrer une partie de notre temps à préparer notre émancipation du règne de l'exploitation et nous fûmes incapables de saisir cette occasion, pire, les acquis sociaux que nous avions conquis ne servirent qu'à alimenter la machine capitaliste pour assurer sa survie au détriment de la nôtre, il ne faut donc pas s'étonner si par la suite notre condition devait se détériorer, et que tout espoir de se libérer du joug du capitalisme s'éloigne un peu plus jour après jour.

Le saviez-vous ?

- ...quand vous réalisez que le CFR (Council Foreign Relation créé et présidé par Rockefeller - ndlr) a pour membres les top exécutifs du New York Times, du Washington Post, du Los Angeles Times, de Time, Life, Fortune, Business Week, et des chaînes NBC, CBS (NdT: CNN, Fox News, MSNBC etc. n'existaient pas dans les années 70… Ils ont rejoint le club depuis…) et bien d'autres, vous pouvez être certain qu'une telle unanimité n'est pas une coïncidence et qu'elle est parfaitement délibérée… (Gary Allen publié en 1976 "The Rockefeller File" ou "Le dossier Rockefeller" - Au coeur du Nouvel Ordre Mondial… Le dossier Rockefeller 2eme partie…- http://resistance71.wordpress.com/2011/10/05/au-coeur-du-nouvel-ord)

- Feu Arthur Hays Sulzberger, chairman du comité directeur du New York Times (NdT: à cette période), était membre du CFR et aujourd'hui (NdT: en 1975-76, c'est pire aujourd'hui !), il y a au moins 11 personnes ayant de hautes fonctions au sein du New York Times qui sont membres du CFR... (id)

Rappelons que tous ces médias sont la propriété d'oligarques ou liés aux banquiers.

La liberté d'expression telle qu'ils la conçoivent, est un instrument politique ou de propagande destiné à interpréter la situation conformément aux besoins de l'oligarchie et à censurer toute interprétation qui mettrait à mal la leur ou qui desservirait leurs intérêts. Bien entendu la définition qu'ils en donnent publiquement ne correspond pas à l'usage qu'ils en font, autrement dit il y a escroquerie sur la marchandise.

S'associer à leur appel quand ils estiment que leur exercice de la liberté d'expression est entravée, c'est se rendre coupable de complicité de cette escroquerie que les lecteurs ou téléspectateurs ignorent.

C'est manquer singulièrement de discernement au nom du dogmatique principe de la défense de la liberté d'expression en toutes circonstances. En fait ou plus précisément, c'est détourner ce principe qui se retourne en son contraire, quand ceux qui en font usage sont animés de mauvaises intentions ou inavouables envers les exploités et les opprimés, destinées à les tromper.

Les démagogues ou populistes affirment qu'on n'a pas à prendre en compte ce genre d'argument, parce que de tout temps le combat pour la liberté d'expression devrait avoir la même significatif politique, or ce n'est pas le cas, tout dépend quelle classe la réclame, ce qui déterminera son contenu et sa finalité. Partant de là, on comprend immédiatement pourquoi on ne pouvait pas, on devait pas s'associer ou soutenir une initiative provenant de ces médias.

Chaque fois qu'on nous propose de s'associer à un combat, on doit se demander qui ou quelle classe en est à l'origine, et à qui ou à quelle classe il va profiter, sinon on prend le risque de se retrouver aux côtés de nos ennemis pour livrer un combat contre notre cause.

La liberté d'expression existe, certains le nient par opportunisme, peut-être parce qu'ils sont incapables d'en faire un bon usage.

Ils sont et ils font exactement le contraire. La preuve.

Ils sont libres, ils sont indépendants, ils ne sont pas engagés politiquement, idéologiquement ils ne sont pas marqués, ils se bornent juste à vous informer et à vous donner des analyses pour vous permettre de comprendre la situation.

- Le gouvernement glisse la réforme constitutionnelle en dessous de la pile - Liberation.fr 23 août 2018

Victime du charivari parlementaire provoqué par l'affaire Benalla, le projet de réforme constitutionnelle, qui aurait dû être adopté dès juillet par l'Assemblée nationale, devrait passer quelques mois supplémentaires au réfrigérateur. C'est ce qu'a fortement suggéré mercredi le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, à l'issue du Conseil des ministres de rentrée.

«Nous sommes très attachés à ce qu'on puisse réviser la Constitution», a assuré Griveaux, avant d'annoncer que la priorité serait «vraisemblablement» donnée à la loi Pacte, qui doit favoriser la croissance des entreprises et l'intéressement des salariés. Des objectifs à haute priorité, alors que l'activité économique a ralenti en 2018.

Libération commence par regretter que la réforme constitutionnelle n'ait pas été adoptée dès le mois de juillet, car en n'en pas douter et pour votre bien elle devait l'être et elle le sera, que cela plaise ou non à certains.

Quant à "la croissance des entreprises et l'intéressement des salariés" à leur propre servitude ou pour mieux les enchaîner au char du capitalisme, c'est plus qu'une nécessité, elle est plus qu'indispensable, c'est une "haute priorité", et vous n'avez pas à vous demander pour qui en sachant qui l'a concoctée, à ce niveau-là cela ne se discute même pas, chacun est appelé à soutenir cette loi Pacte, à imiter Libération.

Chaque fois il aura suffit d'une simple expression pour innocemment vendre aux lecteurs la camelote réactionnaire du gouvernement. Et ne pensez pas que les lecteurs de ce torchon seraient assez intelligents pour s'en être aperçus, sinon ils arrêteraient de l'acheter, à moins évidemment qu'ils attendent quelque chose du gouvernement, dans ce cas-là ils n'ont commis aucune erreur.

Fausses nouvellles. Sputnik aussi en connaît un rayon.

Une arme à un billion de dollars: comment la Chine va ruiner l'économie des USA - sputniknews.com 22.08.2018

LVOG - La Chine possède 1 200 milliards de dollars de bons du Trésor américain. Maintenant comparez le titre de cet article avec le dernier paragraphe, vous observerez qu'ils se contredisent, c'est de la propagande à 2 balles !

Sputnik - Il ne faut évidemment s'attendre à aucune action drastique de la part de Pékin, car cela ne répond tout simplement pas à ses intérêts. Si la Chine décidait de suspendre ses achats ou de vendre un gros paquet d'obligations américaines, cela susciterait certainement une panique totale sur les marchés. Le taux de change du dollar baisserait, ce qui nuirait aux exportations chinoises. (Source : sputniknews.com 22.08.2018)

Alors c'est vrai qu'après, Macron et les médias qui l'ont porté au pouvoir ont beau jeu de critiquer les agences russes de presse qui ne valent guère mieux que l'AFP, Reuters, Euronews ou AP. Et ce n'est qu'un exemple parmi des milliers d'autres, car on y a le droit quotidiennement.

Les lecteurs doivent donc être très vigilants sur ce qu'ils lisent, si je peux me permettre un conseil.

Quand ils disent eux-mêmes qu'ils complotent contre les peuples.

Lu dans un article.

- "Les élites, habiles mais discréditées, savent que la gauche est opportuniste et, quand il le faut, elles tolèrent temporairement la rhétorique et les réformes de gauche tant que leurs intérêts économiques ne sont pas en péril. L'élite sait que la gauche met son clignotant à gauche et tourne à droite."

Cela s'applique à la nouvelle gauche, à la gauche de la gauche qui s'inscrit dans le prolongement de la gauche traditionnelle qui était passée à droite avec armes et bagages il y a plus d'un siècle.

L'élite sait et ce qu'ils appellent la gauche sait également, la collusion est donc totale et permanente. La gauche savait dès l'origine qu'elle allait être instrumentalisée par l'élite pour servir les intérêts qu'elle représentait. On est en présence d'une escroquerie partagée, et pour qu'elle fonctionne il fallut que les deux larrons se répartissent les rôles et s'y tiennent strictement moyennement rétribution et avantages en tous genres, exercice assimilable à de la corruption.

On aura compris que pour accepter de se faire traîner dans la boue un jour ou l'autre après avoir été couverte de lauriers, il fallait vraiment que cela vaille le coup, la gauche était à la fois un maquereau et une putain, un flic et une balance, un bourreau et un salopard, à cet égard elle est pire que l'oligarchie sur l'échelle de l'infamie, on aurait du mal à imaginer plus cruel et sordide.

Elle servit à détourner la classe ouvrière de la tâche historique qu'elle avait à accomplir au profit de son ennemi, qui au lieu de faire franchir à la civilisation humaine une nouvelle étape vers la liberté la conduit à la barbarie, au totalitarisme.

On a l'impression que la population est hypnotisée par le capitalisme.

C'est ringard. Attendez, ce n'est pas théorique ou une interprétation, c'est la réalité des faits.

La plupart des gens trouvent toujours une raison ou un prétexte pour refuser de le combattre, ce qui montre l'influence qu'il a sur eux indubitablement. Quand on perd ses aspirations, quand on oublie ce qui s'est passé, quand on s'accommode de la marchandisation de tous nos besoins, on est en droit d'affirmer qu'on est en train de perdre notre liberté de penser, notre liberté tout court puisque je pense donc je suis en tant que membre d'une espèce évoluée et menacée d'extinction.

Appuyer sur le bouton de son poste de télévision pour regarder le journal de 20H en est l'illustration à grande échelle...

Avilissement de la pensée. Crétinisme ou médiocrité intellectuelle. Indigne.

Que ne feraient-ils pas pour se donner bonne conscience, pour étaler leur crasse ignorance, pour se faire passer de gauche. Attention, leurs critiques sont uniquement le pendant de leur allégeance au régime, aux institutions américaines devant lesquelles ils se prosternent !

- Et l'usage idiot des tweets est également indigne du poste que détient Trump, c'est la marque d'un tyran de cour de récréation, peu sûr de lui, qui cherche à attirer l'attention par Philip Giraldi - Mondialisation.ca, 14 août 2018

LVOG - Un poste enviable, mais pas pour nous. Le reste est à l'avenant.

Philip Giraldi - À une époque d'information continue, comment est-il encore possible à un politicien de recourir au double langage, de se vanter continuellement, de reporter les blâmes sur des boucs émissaires et de déformer honteusement la vérité la plupart du temps, sans être démasqué comme un charlatan et être discrédité ? En effet, comment ? C'est là une question mystérieuse et énigmatique que l'on peut se poser à propos du président étasunien Donald Trump, en tant que politicien. Mondialisation.ca, 14 août 2018

LVOG - Une question mystérieuse et énigmatique, vraiment ? Comment ont procédé ses prédécesseurs ? En faisant des promesses au peuple, en lui mentant effrontément, en lui suggérant des boucs émissaires pour justifier toutes leurs guerres. Les moyens de communication à notre époque amplifient le phénomène à travers la caisse de résonance des médias et des réseaux (a)sociaux et donnent lieu à toute sorte de manipulation.

Phénomène - Ce qui se manifeste à la conscience, que ce soit par l'intermédiaire des sens (phénomènes extérieurs, physiques, sensibles) ou non (phénomènes psychologiques, affectifs…). Au sens le plus large, on nomme phénomène tout fait qui peut être objet de connaissance rationnelle, de science. (Le Grand Robert de la langue française)

- L'énigme de l'orwellien Donald Trump : comment réussit-il à s'en tirer si facilement? par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 17 août 2018

Il y a trois autres raisons qui peuvent expliquer pourquoi les coups de gueule de Trump, ses mensonges à répétition, ses contrevérités, ses tromperies et ses tentatives de type dictatorial pour contrôler l'information, pour ses supporteurs les plus fanatiques, du moins, sont comme de l'eau sur le dos d'un canard.

La première raison vient de l'idée que se fait Trump de la politique et même des affaires gouvernementales. (...) Trump pense qu'il n'y a rien de mal à mentir et à encourager ses assistants à faire de même. Dans ce nouveau contexte d'immoralité politique, nous serions entrés dans l'ère de la post-démocratie.

La deuxième se retrouve dans les tactiques habiles et astucieuses que Donald Trump a adoptées pour déséquilibrer et manipuler les médias afin d'accroître sa visibilité auprès du grand public et afin de les transformer en des outils commodes de propagande, en sa faveur.

Enfin, certains médias d'extrême droite, tels que les réseaux de Fox News et de Sinclair Broadcasting sont devenus des passoires qui présentent systématiquement les mensonges et les déformations de Trump comme des vérités et des faits supposément « alternatifs ». (...)

Donald Trump joue en politique le rôle d'une diva, et il se comporte comme il le faisait quand il était l'hôte d'une émission de

télévision. En effet, si l'on considère la politique et les affaires publiques comme l'équivalent d'un programme de téléréalité, cela signifie que nous sommes dans un monde de divertissement, et que les politiciens d'aujourd'hui sont avant tout des amuseurs publics ou des comédiens. (...)

Une telle pratique a pour conséquence de dégrader le discours public dans la poursuite du bien commun et du bien-être général et de l'abaisser au niveau d'une entreprise privée frivole, où l'expertise, la recherche et la compétence peuvent facilement être remplacées par l'improvisation, l'arbitraire fantaisiste et charlatanerie. (...)

Une telle dérive autoritaire constitue, à mon avis, une grande menace pour la démocratie américaine. Mondialisation.ca, 17 août 2018

LVOG - C'est marrant, on avait plutôt l'impression que les Américains étaient convaincus qu'il n'existait nulle trace de la démocratie aux Etats-Unis. Voilà à quoi sert ce genre d'article : à légitimer le régime en place et ses légendes, à entretenir des illusions...

La référence à Orwell était plutôt mal venue, dans la mesure où c'est le parti démocrate et les ultra néoconservateurs du parti républicain qui l'incarnent le mieux. L'auteur de l'article se réclamant de la gauche ou étant un supporter du parti démocrate explique cela.

Quand les staliniens orphelins de leur patrie de prédilection se rabattent sur le maoïsme et la Chine.

- Le socialisme chinois et le mythe de la fin de l'Histoire par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 21 août 2018

https://www.mondialisation.ca/le-socialisme-chinois-et-le-mythe-de-la-fin-de-lhistoire/5627306

Fin de l'article (au moins 10 pages) qui fait l'apologie du régime totalitaire chinois : "Que cela plaise ou non, le « socialisme à la chinoise » met une fessée au capitalisme à l'occidentale."

Quel infantilisme ! Que dire alors de l'état des fesses des travailleurs chinois ! Au moins elles ne sont sollicitées que superficiellement... et non en profondeur monsieur Guigue !

Ah les réformes économiques entreprises par les autorités chinoises depuis des décennies porteraient sur "le long terme", les générations de travailleurs chinois qui auront été sacrifiées entre temps auraient apprécié ce discours ! A aucun moment il ne se posera la question de savoir à quel prix exorbitant ou dans quelle condition les générations actuelles bénéficient d'un meilleur mode de vie que les précédentes.

Ce qu'un occidental n'a pas à l'esprit, c'est que ce soit en Afrique ou en Asie ou n'importe où dans le monde, dans les pays économiquement sous-développés par rapport aux puissances occidentales impérialistes ou coloniales, bien que l'économie ne soit pas développée les travailleurs vivaient, oui aussi extraordinaire que cela puisse paraître ils arrivaient à vivre, incroyable n'est-ce pas, et pas forcément plus mal ou ils n'étaient pas forcément plus malheureux qu'un Français en 2018, encore faut-il prendre en compte tous les facteurs qui composaient leur condition, au lieu de la juger à partir de nos propres critères qui font référence à une multitude de besoins qui ont été inventés pour alimenter la machine capitaliste plus que pour le bien-être de la population puisqu'un certain nombre en sont exclus.

Notre mode de vie s'est effectivement amélioré sur le plan matériel, mais on a perdue en liberté, dans le sens où dans les pays sous-développés la relation au temps, au travail, au climat, etc. était différente, on travaillait quand c'était nécessaire ou quand il y avait du travail, parfois à tour de rôle, l'effort était réparti d'une certaine manière, on travaillait quand les conditions climatiques le permettaient, sinon on s'abstenait, une fois que le travail fourni suffisait à satisfaire leurs besoins élémentaires, ils estimaient inutiles de travailler davantage, et le reste du temps ils profitaient de la vie. Ils disposaient de cette liberté qu'ils ont dorénavant perdu pour toujours puisque ce n'est pas demain la veille qu'on passera au socialisme.

En quelque sorte leur comportement correspondait à celui qui prédominait à l'époque précapitaliste, quand on n'était pas astreint à travailler comme un esclave tout au long de sa vie, quand la notion de solidarité ou de partage du travail et des richesses au sein des familles était mise en pratique. Le but de leur existence n'était pas de jouir ou d'accumuler des biens matériels comme c'est uniquement le cas dans la société occidentale de nos jours, le pendant du capitaliste qui accumule du capital et que le travailleur mime sans en avoir conscience, ce qui inconsciemment lui permet de légitimer l'existence du capitalisme, on se demande souvent pourquoi les travailleurs y sont tellement attachés, on a peut-être là une partie de la réponse.

J'ai eu la chance de vivre en partie ces deux époques en Inde, bien que la première touchait à sa fin au début des années 90. Depuis c'est le règne infernal du capitalisme qui s'est imposé à pratiquement tous les Indiens. Tous les progrès dont ils ont bénéficiés l'ont été au détriment de leur liberté, et donc de leur joie de vivre qui a également disparu au profit d'un rythme ou mode de vie cauchemardesque.

On nous dira qu'autrefois leur condition était extrêmement précaire, tout dépend de ce qu'on entend pas là une fois de plus, quels critères on emploie pour en juger, toujours est-il que leur condition actuelle l'est tout autant, en pire, car désormais ils sont tenus de satisfaire des besoins qu'on leur a imposés sans toujours en avoir les moyens, de sorte que cela les ronge, les angoisse au détriment de leurs relations devenues détestables, puisqu'ils sont prêts à tout pour faire face à leurs obligations...

J'ai vécu en Inde à l'époque où on devait se contenter d'un éventail ou d'un modeste ventilateur pour supporter la chaleur suffocante, y compris la nuit, cela ne m'empêcha pas de dormir, il le fallait bien. Je dormais à même le sol sur une natte. Depuis je ne peux plus me passer de la climatisation pour dormir en été et de mon matelas confortable. Et je ne dors pas mieux, c'est là le comble, alors cela m'a fait réfléchir.

Mon propos n'est évidemment pas de rejeter le progrès, mais de montrer que ceux qui nous racontent qu'il rime avec bonheur se foutent de nous ou ignorent de quoi ils parlent.

Parole d'Internaute

A propos du Yémen et du massacre perpétuer par l'Arabie saoudite armée par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et soutenue par Israël.

1- "L'occident a besoin du pétrole saoudien, c'est vital. Il n'y a aucune morale dans cela. Les Etats n'ont que des intérêts, pas de préoccupations d'ordre éthique. Les Etats sont des monstres froids, et les multinationales qui les ont mis à leur service dans le cadre de la mondialisation, sont des monstres encore plus froids.

Lorsque vous avez compris cela, vous ne vous étonnez plus de rien ou presque…

Les Etats ne "manifestent de préoccupation éthique" que lorsque il est dans leur intérêt de le faire : en clair lorsque cela emmerde un autre Etat désigné comme ennemi. Exemple actuel, la préoccupation occidentale pour le gréviste de la faim Oleg Sentsov, du moment que cela emmerde Poutine c'est tout bon. D'autre fois, ils mettent en sourdine, car il y va de leur intérêt commercial de le faire : exemple le Tibet et la Chine, il est de bon ton de ne pas trop emmerder les chinois avec cela, car nous avons trop d'intérêts commerciaux en jeu."

2- "6700 missiles à 1000 000 pièces pour tuer 10000 personnes…. Sans dés, les Saoudiens et USA auraient proposé 7 mlds de dollars à se partager entre tous les combattants Houthis et il n'y aurait plus de rébellion. Même pire, avec ce qu'a coûté en totalité ce massacre, il y avait de quoi se faire un grand allié de tout le Yémen.

Mais il est vrai que les actionnaires et les corrompus du complexe politico-militaro-industriels n'auraient pas pu se goinfrer encore plus."

Quand des monstres de cruauté nous gouvernent et mentent à tour de bras

- Proche conseiller d'Obama, Ben Rhodes reconnaît que les Etats-Unis ont armé les jihadistes en Syrie - investigaction.net 20 Août 2018

Source : https://theintercept.com/2018/06/22/is-it-time-to-reckon-with-obamas-foreign-policy-legacy

Extrait. Au cours d'un large entretien intitulé « Examen des conséquences de la politique étrangère d'Obama », l'analyste Mehdi Hasan pose la question à Ben Rhodes, longtemps conseiller national à la sécurité à la Maison Blanche sous Obama.

"Sommes nous trop intervenus en Syrie ? Parce que la CIA ayant consacré des centaines de millions de dollars à mettre sur pied et armer les rebelles anti-Assad, beaucoup de ces armes, comme vous le savez, ont terminé aux mains de groupes djihadistes et parfois même aux mains de Daesh.

Mehdi Hasan: Mais enfin, vous coordonniez un tas de ces interventions. Vous le savez, les Etats-Unis étaient lourdement impliqués dans cette guerre de concert avec les Turcs, les Saoudiens et les Qataris.

Ben Rhodes : Oui, j'allais le dire : la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite.

Mehdi Hasan :Vous y étiez aussi.

Ben Rhodes : Oui, mais la situation une fois dégénérée en espèce de guerre de religion civile entre les différentes factions se déchirant pour ce qu'elles percevaient comme leur unique chance de survie, nous étions devenus incapables de mettre un terme à la situation et, c'est une partie de ce dont je débats dans mon livre, il nous était devenu impossible de forcer l'interruption d'un

tel massacre une fois qu'il était en cours.

A notre connaissance, c'est la première fois qu'un média d'une telle importance a osé demander à un conseiller de haut rang en matière de politique étrangère de l'administration Obama s'ils osaient assumer le soutien de la Maison Blanche pendant tant d'années aux djihadistes en Syrie.

Les derniers aveux balbutiants de Ben Rhodes sur Obama à la Maison Blanche armant les djihadistes en Syrie font suite à des reportages explosifs de Mehdi Hasan parus à partir de 2015.

En tant que présentateur de l'émission d'Al Jazeera, « Head to Head », Hasan demanda au général Michael Flynn, ancien chef du renseignement du Pentagone, à qui on pouvait reprocher la montée en puissance de Daesh ? (L'interview d'août 2015 était bien antérieure à l'entrée de Flynn dans la campagne de Trump).

Hasan soumit à Flynn le mémo déclassifié de la DIA (Defence Intelligence Agency) de 2012 mettant en évidence le soutien de Washington aux terroristes d'Al-Qaeda et de Daesh dans le but de s'opposer à la fois à Assad et à l'Iran. Flynn avait confirmée la déclaration d'Hasan, disant qu'il s'agissait d'une « décision intelligente que de soutenir une insurrection regroupant des salafistes, Al Qaeda et les Frères musulmans… ». investigaction.net 20 Août 2018

Oleh Sentsov. Il était d'extrême droite en 2014 et il est d'extrême gauche en 2018 !

Grille de lecture.

Ils en sont tous, tous réclament à cors et à cri sa libération : Le Monde, BFMTV, Le HuffPost, Le Figaro, Libération, Amnesty International, etc. Arte, France24, RFI, France Inter, etc.

L'Union européenne et les États-Unis ont condamné la détention d'Oleh Sentsov et demandé sa libération.

Le président ukrainien Porochenko a appelé à sa libération. Pompeo aussi, Macron également cela va de soi, etc. Si la CIA et les néonazis le soutiennent, ainsi que Washington et Bruxellles, la totalité des médias je crois que par prudence on va s'abstenir de les imiter, comme dirait l'autre ça pue l'instrumentalisation à plein nez ! Que Mélenchon en soi n'étonnera personne.

Les uns disent qu'il est d'extrême droite, les autres qu'il est d'extrême gauche. Et quand on lit leurs récits où ils se contredisent, on s'aperçoit qu'ils ne sont d'accord sur pratiquement rien ! Sauf les deux infos suivantes, qui le moins que l'on puisse dire ne plaide pas vraiment en sa faveur ou nous le rendent plutôt infréquentable :

- Après le début du mouvement Euromaïdan en novembre 2013, Oleh Sentsov est devenu un activiste d'AutoMaidan, et durant la crise de Crimée en 2014 il a aidé les militaires ukrainiens assiégés dans leurs bases en leur livrant des provisions. Il a alors déclaré qu'il ne reconnaissait pas l'invasion puis l'annexion russe de la Crimée.

- Son avocat, Dmitry Dinze (connu pour avoir défendu des membres du groupe Pussy Riot).

Rappel des faits par Wikipédia dont on sait qu'elle fait parti des GAFAM, du clan ultra néoconservateur. Et ce qui est intéressant ici c'est que le rédacteur de Wikipédia qu'on ne peut pas soupçonné d'être un partisan de Poutine ou de la Russie a reproduit les charges qui ont été retenues contre Oleg Sentsov, sur lesquelles ses défenseurs préfèrent ne pas s'attarder ou occultent délibérément, lisez plutôt c'est très instructif.

- Sentsov a été arrêté le 11 mai 2014 sur supposition de préparation d'actes terroristes. Il est l'un des quatre citoyens ukrainiens (avec Hennady Afanasyev, Alexei Chirnigo et Oleksandr Kolchenko) détenus par le FSB, qui les accuse de préparer des actes terroristes contre les infrastructures de Simferopol, Yalta et Sébastopol. Ces charges sont passibles de vingt ans de prison. Après une détention de trois semaines sans charges, une note du FSB a accusé les quatre Ukrainiens d'être « membres d'une organisation terroriste qui devait déposer des explosifs artisanaux le 9 mai 2014 près du mémorial de Lénine de Simferopol et mettre le feu aux bâtiments administratifs de la communauté russe de Crimée et du parti politique russe « Russie unie » à Simferopol les 14 et 18 avril 2014 ». Sentsov, Afanasyev, Chirnogo et Kolchenko ont aussi été accusés d'être des membres du groupe ultranationaliste ukrainien Secteur droit, ce que Sentsov et Secteur droit ont nié...

Depuis le 19 mai 2014, Sentsov est détenu à la prison de Lefortovo à Moscou.

Pour protester contre sa condamnation qu'il estime illégale, Sentsov entame une grève de la faim le 14 mai 2018. Wikipédia.org

La biographie d'Oleh Sentsov a été confirmé par deux officines qui militent pour sa libération :

The Guardian - The head of a German film fund who supported his movies, Kristen Niehuus, claimed that Sentsov was merely a protestor against the annexation of Crimea by Russia. Guardian Tuesday 10 Jun 2014

Sentsov est un opposant déclaré à l'annexion de la Crimée par la Russie.

La suivante qui le confirme, n'est rien d'autre que la voix de l'Amérique.

Radio Free Europe- Sentsov, a Russian-speaking native of Simferopol, openly opposed the Russian annexation of Crimea. He was also active in Automaidan, the automotive wing of Ukraine's pro-Western Euromaidan protests, and helped deliver food and supplies to Ukrainian servicemen blocked at Crimean bases in the early days of the Russian standoff. Radio Free Europe June 26, 2014

On fait confiance au récit de la Voix de l'Amérique. Vous lirez plus loin que le Front de gauche russe le présente comme un partisan de l'annexion de la Crimée par la Russie. Vous ne manquerez pas d'observer que ces deux partisans de Oleg Sentsov soutiennent des versions diamétralement opposées ! Et voyez-vous on serait davantage porté à croire la déclaration de Radio Free Europe qui date de 2014 qui était passée à l'époque inaperçue.

En 2014, les porte-parole du coup d'Etat réalisé à Kiev par l'Otan, la CIA, le Mossad, Bruxelles avaient tout intérêt à compter leurs partisans, et à faire connaître leur engagement quand ils avaient un statut social au-dessus de la moyenne de la population ou quand ils avaient une certaine influence sur elle, histoire de légitimer le régime néonazi instauré en Ukraine ainsi que l'intégrité de l'Ukraine. Donc sur ce point précis, ils n'avaient aucun intérêt à raconter des histoires. S'ils ont reconnu Oleg Sentsov comme l'un de leurs hommes de main contre les intérêts de la Russie, on serait mal avisé de ne pas les croire, cela semble logique, non ?

Maintenant, voyons ce qu'en dit une agence de presse russe, RT.

- Qui est Oleg Sentsov, l'activiste ukrainien condamné pour terrorisme et emprisonné en Russie ? - RT 21 juin 2018

Le 9 juin, Oleg Sentsov a rendu publique une lettre adressée aux dirigeants du G7.

Il est en outre accusé d'avoir coordonné l'action d'un groupe d'activistes liés au mouvement paramilitaire néonazi ukrainien Secteur Droit (Pravy Sektor), interdit en Russie. La mission de ce groupe consistait à frapper des organisations politiques et des infrastructures en Crimée, dans le but de faire revenir la péninsule dans le giron de l'Ukraine.

Ce groupuscule serait responsable d'avoir mis le feu aux bureaux de la Communauté russe de Crimée, une organisation publique, et au bureau local du parti Russie unie, le parti au pouvoir en Russie, à Simféropol, au printemps 2014, ainsi que d'avoir essayé de faire exploser une statue de Lénine, le 9 mai 2014.

Le 25 août 2015, la cour pénale de la ville de Rostov-sur-le-Don, dans le Sud de la Russie, l'a condamné en raison de ces faits et l'a reconnu coupable de «terrorisme» et de «trafic d'armes». Oleg Sentsov a pour sa part toujours clamé son innocence.

Il exige la libération de «tous les prisonniers politiques» ukrainiens détenus en Russie, sans pour autant réclamer sa propre grâce. Par «prisonniers politiques», Oleg Sentsov entend les citoyens ukrainiens accusés d'actions dirigées contre les autorités russes.

Quant au timing de son action, il ne doit rien au hasard, puisque le cinéaste voulait attirer l'attention sur son cas et celui des autres prisonniers ukrainiens au moment où le monde entier a les yeux rivés sur la Russie à l'occasion du Mondial 2018.

L'Ukraine, par l'intermédiaire de son chef de la diplomatie, Pavel Klimkine, a appelé de nombreuses fois les pays occidentaux à faire pression sur le plan politique et diplomatique sur la Russie, notamment par l'intermédiaire d'un durcissement des sanctions. La diplomatie ukrainienne avait en outre clairement appelé à gâcher la fête du football en Russie, en se servant notamment du cas d'Oleg Sentsov.

Le 9 juin, Oleg Sentsov a rendu publique une lettre adressée aux dirigeants du G7. «Chers Messieurs ! Merci beaucoup pour ce que vous et vos pays faites pour l'Ukraine. Nous avons encore beaucoup à faire par nous-mêmes et avec votre aide. Par exemple, pour gagner cette guerre hybride contre notre ennemi», explique-t-il dans cette dernière, en référence à la Fédération de Russie. RT 21 juin 2018

Des précisions intéressante n'est-ce pas? On a de plus en plus l'impression que cette opération s'inscrit dans le prolongement de la longue liste des provocations qui ont été montées par les néoconservateurs pour justifier l'orientation de l'OTAN contre la "menace" russe.

Voyons quels sont les arguments de ses partisans ?

- Serguei Oudaltsov hospitalisé, en grève de la faim sans eau… par Djordje Kuzmanovic 21.08 - Les Crises 23.08

Extrait. En 1998, alors étudiant, il fonde le mouvement Avant-garde de la jeunesse rouge et ne cesse depuis de s'opposer à Vladimir Poutine, secondé par son épouse Anastasia, notamment au sein du Front de Gauche dont il est le coordinateur principal.

Lors de la visite de Jean-Luc Mélenchon à Moscou, le 8-11 mai dernier, nous avons organisé une rencontre officielle avec Sergei Oudaltsov et une série de représentants du Front de Gauche russe, mettant en place des relations formelles entre cette formation et la France Insoumise. (...)

Serguei Oudaltsov est, depuis six jours, en prison et en grève de la faim sans eau. Transporté à l'hôpital hier soir dans un état de déshydratation critique, il y est alimenté en perfusion contre sa volonté. Arrêté lors des récentes manifestations contre la réforme des retraites, il a été condamné – au terme d'un procès expéditif – à 30 jours de prison pour avoir, lors d'un meeting, brûlé des effigies de plusieurs responsables politiques favorables à cette réforme que l'opposition de gauche considère inique. (...)

...il approuve, dans les grands traits, la politique extérieure russe, de l'annexion de la Crimée à l'intervention armée en Syrie, en passant par le soutien apporté aux républiques indépendantistes de l'Est de l'Ukraine. (Wikipédia et les Russes affirment le contraire en se basant sur des faits. - LVOG)

Deux remarques. Du côté d'Oudaltsov, le recours à une forme aussi radicale et désespérée de protestation que la grève de la faim sans eau, alors même que la peine prononcée est relativement légère, peut paraître incongru. Oudaltsov lui-même le justifie en avançant que son incarcération vise surtout à l'empêcher de participer aux grandes mobilisations contre la réforme des retraites qui devraient marquer la rentrée politique début septembre. Mais son geste n'est sans doute pas étranger à sa volonté de briser le mur d'indifférence dont il est entouré, contrairement à ses homologues de l'opposition libérale, lors de ses nombreuses arrestations. (Bien sûr, il aurait été embastillé en 2015 pour l'empêcher de participer à des manifestations en 2018 ! - LVOG)

Du côté de l'État russe, enfin, la dureté de la répression qui s'abat sur les opposants s'explique bien entendu par la volonté de conservation du pouvoir par ceux qui le détiennent, mais pas uniquement. Depuis la série des révolutions de couleurs, puis Maïdan, les dirigeants russes craignent réellement un coup d'État, soutenu sinon provoqué par des puissances étrangères. Cette crainte, que les médias occidentaux présentent volontiers comme de la paranoïa, se fonde pourtant sur des faits avérés ; la liste est longue des actions d'influence et de déstabilisation auxquelles les États-Unis se livrent aux quatre coins du globe, y compris en Russie. Il est d'ailleurs assez amusant de les voir se plaindre mondialement de l'intrusion russe dans leur dernière élection présidentielle – sans toutefois en apporter aucune preuve concrète – alors qu'eux-mêmes se vantent d'avoir activement participé au détournement de l'élection présidentielle russe de 1996 où Boris Eltsine, chouchou de l'Occident, a été réélu contre Guennadi Ziouganov, le candidat du parti communiste, grâce à une fraude et à des manipulations massives.

Ce n'est donc pas sans raison que l'État russe craint d'être renversé par des opposants désignés par les États-Unis. Mais l'exemple d'Oudaltsov montre bien l'influence néfaste, en Russie comme ailleurs – on pense particulièrement à l'Amérique Latine – de ces actions de déstabilisation menées par les États-Unis, qui conduisent à une mise en tension de la politique intérieure. En effet, pour le connaître personnellement, je peux affirmer qu'Oudaltsov n'est pas un agent d'influence étasunien, mais juste un militant de gauche désireux de changer son pays. Mais devant la réalité de la menace extérieure, le pouvoir, nerveux, s'en prend avec une violence disproportionnée à ceux qui pourtant le contestent sur des bases très différentes – ce qui ne manque pas de grinçante ironie. Les Crises 23.08

Des milliers de personne à travers les ONG et les réseaux (a)sociaux remplissent inconsciemment le même rôle qu'un "agent d'influence étasunien", surtout quand ils en appellent aux dirigeants des puissances occidentales du G7, à l'ONU, etc. et ils ne comprennent pas qu'on leur applique le même traitement qu'à n'importe quel provocateur professionnel.

L'Agence Française de Propagande de l'Otan en rajoute une couche.

- Appels à libérer Sentsov au 100e jour de sa grève de la faim - AFP 23.08

"Oleg Sentsov peut mourir à chaque minute": de nouveaux appels à libérer le cinéaste ukrainien, détenu en Russie, ont été lancés mardi, au 100e jour de sa grève de sa faim, face à une apparente indifférence du Kremlin. AFP 23.08

ACTUALITE EN TITRES

La réponse qu'attendaient ceux qui ont balancé l'affaire Benalla.

- Emmanuel Macron à ses ministres : « On ne lâche rien » - LePoint.fr 23.08

« Ne croyez pas que je vais lâcher quoi que ce soit », a martelé le président, mercredi, lors du premier conseil des ministres de l'an II de son quinquennat. LePoint.fr 23.08

- Macron maintient son cap avec une pléiade de réformes - AFP 23.08

Esclavagisme à domicile, c'est plus pratique.

- Hôtellerie-restauration : les patrons tablent sur les exilés - Liberation.fr 22.08

Les syndicats patronaux, qui disent avoir 100 000 postes à pourvoir, pressent le gouvernement de faciliter l'accès au travail des demandeurs d'asile et des réfugiés. Liberation.fr 22.08

Libération se fait le porte-parole des syndicats patronaux, normal !

Que vaut la parole d'escrocs, de Libération ?

- Escrocs - Liberation.fr 23.08

Angoissante impunité des leaders populistes. Orbán, Salvini, Grillo, Wilders… Liberation.fr 23.08

Effectivement, ceux qui ont monté la machination qui a permis à Macron d'être élu bénéficient d'une impunité angoissante...

C'est le progrès !

- Le scorbut, une maladie qu'on pensait disparue, fait son retour ! - LePoint.fr 20/08/2018

Une maladie du XVIIIe siècle causée par une carence en vitamine C est en pleine recrudescence dans les pays développés, révèle ScienceAlert. LePoint.fr 20/08/2018

Y compris en France...

Quand leur société devient pornographique.

- Au Mexique, la ville de Guadalajara va tolérer les relations sexuelles dans les lieux publics - Le HuffPost 22.08

- Christine and the Queens se confie sur sa sexualité: "je m'épanouis désormais comme femme phallique" - Le HuffPost

Ils osent tout.

- Remettre les démocraties à l'offensive - L'Express.fr

Cela existe ?

- Paris juge prématuré un retour des réfugiés syriens - Reuters

Alors que Washington et Moscou y sont favorables...

- Inondations en Inde : une fillette de 8 ans fait don de toutes ses économies pour aider les victimes - Franceinfo

Ils ont été la chercher où ? Son vélo doit valoir 2 à 3.000 roupies, je ne comprends pas mes voisins et différentes personnes de mon village très souvent viennent m'emprunter entre 500 et 2.000 roupies pour boucler les fins de mois...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Royaume-Uni : une loi pour protéger chiots et chatons - euronews

- A Paris, un refuge pour les poissons rouges - euronews

- Les Rohingyas célèbrent la fête du sacrifice, un an après le début de la crise birmane - AFP

- Les intérêts économiques internationaux au-dessus des droits d'1 million de musulmans emprisonnés en Chine - Le HuffPost

- Venezuela. Au moins 2,3 millions de personnes ont fui le pays en trois ans - Liberation.fr

- Les migrants du Diciotti dans l'impasse - euronews

- Les chiffonniers de Sofia tremblent pour leur existence - AFP

- «Inclure l'environnement dans le débat sur les paradis fiscaux» - Liberation.fr 23 août 2018

- Journée de plage pour 5.000 enfants défavorisés - euronews

Ces gens-là sont la bonté même, comment, qui oserait en douter ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Tous pourris !

- Françoise Nyssen de nouveau épinglée pour des travaux non déclarés à Paris - Franceinfo 22.08

En 2012, elle aurait fait agrandir de 150 mètres carrés les locaux parisiens de la maison d'édition Actes Sud, dont elle était la présidente, sans en informer la mairie de Paris ou le fisc, selon "Le Canard enchaîné". Franceinfo 22.08

- Le Média : l'ancienne patronne Sophia Chikirou mise en demeure - LeParisien.fr 22.08

La guerre de clans se poursuit au Média, la webtélé proche de la France insoumise, en plein conflit de succession. Accusée par la nouvelle direction de malversations au profit de son entreprise personnelle entre septembre 2017 et juillet 2018, l'ex-n°1 Sophia Chikirou est aujourd'hui sommée de rembourser.

Selon des informations de Libération, confirmées au Parisien, celle qui est redevenue conseillère de la France insoumise en vue des Européennes de 2019 a été mise en demeure par les deux autres cofondateurs, le psychanalyste Gérard Miller et le producteur Henri Poulain. LeParisien.fr 22.08

En famille.

Enfin !

- Rentrée du PS à la Rochelle : «C'est terrible, on n'a plus personne» - LeParisien.fr 24.08

Gros titre ce jeudi à la Une de Sud-Ouest : « La Rochelle attend déjà ses people ». Il y a quelques années, cela aurait pu concerner les Universités d'été du PS, quand une foule compacte de militants et de caméras s'agglutinait autour des « stars » : les Jospin, Rocard, Strauss-Kahn, Aubry et autre Hollande. Mais « ça, c'était avant, maintenant c'est terrible, on n'a plus personne », se lamente l'ancien député François Lamy. Les vrais people attendus à La Rochelle n'arriveront que dans quinze jours pour… le festival de la fiction télé.

Désormais le PS n'organise plus à l'Encan, près du port, que deux jours de formation pour ses élus.

Environ quatre cents élus ont quand même répondu présents et se sont répartis dans les « ateliers thématiques » ou pour suivre des tables rondes sur « la perception qu'ont les Français des collectivités territoriales » ou « l'attractivité des territoires ». LeParisien.fr 24.08

Ils n'auront aucun mal à "fédérer" des "citoyens" qui sont de droite..

- Rentrée du Parti socialiste : "Il faut que nous fédérions toutes les oppositions contre les mauvais coups d'Emmanuel Macron"
- Franceinfo 24.08

"Il faut fédérer l'ensemble des forces de gauche, parfois même des citoyens qui ne sont pas forcément de gauche" dit la sénatrice PS de Paris Marie-Noëlle Lienemann. Franceinfo 24.08

... auxquels Mélenchon fournira un vernis de gauche...

- Mélenchon veut fédérer les anti-Macron - Liberation.fr 24 août 2018

Jean-Luc Mélenchon rassembleur. Alors que s'ouvrent jeudi à Marseille les «Amfis d'été», l'université d'été de La France insoumise, le député FI a fait sa rentrée politique jeudi avec un entretien à la Provence dans lequel il prédit que «Macron va se trouver face à une digue d'une longueur à laquelle il ne s'attend pas». Comprendre : la FI est prête à faire front avec toutes les oppositions - Rassemblement national excepté - au gouvernement.

Pour les prochains rendez-vous - la réforme des retraites au premier semestre 2019 et les élections européennes en mai prochain - il rejette tout «sectarisme» et fait des appels du pied à la gauche du PS, en évoquant la possibilité de travailler avec Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann pour les européennes. Pour ce faire, il promet de discuter sur des contenus dont «l'angle sera le plus large possible». Avec un objectif : faire des élections de mai 2019 un «référendum anti-Macron».

La FI est en bonne posture pour la rentrée, estime l'ex-candidat à la présidentielle. Alors que la plupart des partis, à droite comme à gauche, se cherchent encore des têtes de liste pour les élections européennes, la formation a déjà sa liste, constituée «par une commission dont la moitié des membres ont été tirés au sort».

Côté social, le député de Marseille estime que «les conditions de combat sont meilleures». Il note que FO a rejoint la CGT, SUD et la FSU dans l'opposition à la réforme des retraites. Il prédit que le PS, qui a «franchi le Rubicon», s'opposera aussi au projet, et qu'il sera possible de «former un front avec les groupes de gauche». Dont il prendrait évidemment la tête. Liberation.fr 24 août 2018

Comment légitimer l'UE. Boycott !

- Européennes: Mélenchon y voit "un référendum anti-Macron" - L'Express.fr 24.08

FO, la CGT, SUD et la FSU sont-ils réellement opposés à la réforme des retraites, à la politique ultra réactionnaire du gouvernement ? Réponse.

- Rentrée présidentielle : Pascal Pavageau (FO) "On est sur la casse des droits collectifs, l'individualisation et l'anéantissement du modèle social" - franceinfo 22.08

Pascal Pavageau - C'est le même cap, la même vision, la même idéologie...

LVOG - Il sait parfaitement à quoi s'en tenir puisqu'il le dit lui-même. Plus loin il le confirmera : "On a tous les sujets sur la table, ils sont imposés souvent de façon unilatérale par le chef de l'Etat et par le gouvernement". Donc, s'il accepte le cadre que Macron et le gouvernement lui ont fixé, c'est qu'il en est le complice ainsi que les conséquences pour les travailleurs, on ne peut pas parler de trahison ou de capitulation puisqu'il se range lui-même dès le départ dans le camp de nos ennemis. Il n'y a donc rien à en attendre, et la signification politique de tout appel en sa direction consistera en fait à lui demander de faire son sale boulot jusqu'au bout, ce dont nous ne doutons pas un instant.

Pascal Pavageau - ...il y a ces fameux très gros dossiers, comme la question du changement de système de retraites, ou une demande de négociation dont on ne connaît pas encore les contours sur l'assurance chômage, mais dont on craint que les contours ne soient pas très bons et visent à en finir avec l'assurance chômage.

LVOG - A retenir : "pas très bons", pas franchement mauvais, juste de quoi justifier la participation de FO à cette sordide mascarade, c'est le discours de la CFDT.

A une question sur l'attitude du gouvernement et du patronat, voilà ce qu'il répondra : "C'est d'ailleurs une généralité : on a de la déprotection, de la destruction, mais on n'a jamais en face une proposition aléatoire ou de compensation."

Voilà à quoi les dirigeants syndicaux vont participer. C'est clair, non ?

Le clan de la guerre ne désarme pas.

- Londres appelle Européens et Américains à "aller plus loin" pour contrer la Russie - AFP

Le nouveau chef de la diplomatie britannique, Jeremy Hunt, a appelé mardi à Washington les Etats-Unis et les Européens à "aller plus loin" pour contrer la Russie de Vladimir Poutine, demandant notamment un durcissement des sanctions de l'Union européenne.

- Michael Cohen, le "pitbull" de Trump, désormais muselé - AFP

- États-Unis : Paul Manafort condamné pour fraudes bancaire et fiscale - LeFigaro.fr

- «La présidence la plus corrompue de l'histoire» - Liberation.fr

L'ancien conseiller d'Obama Norman Eisen, surnommé «tsar de l'éthique», estime qu'une potentielle obstruction à la justice pourrait être fatale au mandat de Donald Trump. Liberation.fr

- Donald Trump, un président en danger ? - LePoint.fr

Si l'étau se resserre autour de Donald Trump après les revers judiciaires de ses anciens proches, nul ne peut prédire l'issue de l'enquête russe. LePoint.fr

- Selon Microsoft, des pirates russes ont ciblé des conservateurs américains - LeParisien.fr

En complément.

- Qui est le pasteur Andrew Brunson ? - Réseau Voltaire 22 août 2018

Le pasteur Andrew Brunson a été arrêté en Turquie pour espionnage. Il semblait jusqu'à présent qu'il était otage du gouvernement turc dans l'espoir d'obtenir l'extradition de l'ancien allié du président Erdogan et collaborateur de la CIA, Fethullah Gülen.

Cependant, une photographie circule actuellement en Turquie montrant le même Andrew Brunson, sous uniforme US en Iraq, en train de manipuler les lingots de la Banque centrale iraquienne.

Si cette information était vérifiée, elle conduirait à réinterpréter totalement cette affaire. Réseau Voltaire 22 août 2018

Belle photo en effet...

Totalitarisme

Comment, Facebook ferait de la résistance ? Ils osent tout.

- Facebook Messenger dans le viseur de la justice américaine - Liberation.fr

Le département américain de la Justice demande au réseau social de lui fournir les moyens d'écouter des conversations vocales passées avec application de messagerie instantanée. Liberation.fr

La censure, c'est la liberté d'expression.

- Campagnes d'influence : nouveau tour de vis chez les géants du Net - Liberation.fr 23 août 2018

Longtemps accusés de déni et de laisser-faire face aux «fake news», les tycoons du numérique ont, depuis un an, rivalisé de déclarations et de tris sévères. Et à l'approche des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, ils montrent de plus en plus les dents. Mardi, Microsoft a annoncé avoir saisi, sur décision judiciaire, six noms de domaine internet acquis par le groupe de pirates APT28 (ou Fancy Bear), accusé par Washington d'être une émanation du renseignement militaire russe et d'avoir, notamment, siphonné des milliers de mails du Comité national démocrate en 2016. Selon l'entreprise, APT28 a créé des sites malveillants, répliques de ceux de think tanks conservateurs, d'un site du Sénat américain ou encore du portail de service du cloud de Microsoft dans le but de subtiliser les mots de passe des utilisateurs. L'entreprise affirme par ailleurs avoir fermé en deux ans 84 sites malveillants liés à la Russie. Des déclarations qui n'ont pas manqué de faire réagir le ministère russe des Affaires étrangères, lequel a évoqué une «chasse aux sorcières».

Le même jour, Facebook, Twitter et Alphabet (maison mère de Google) ont expliqué avoir fermé des centaines de comptes

suspects, que l'entreprise américaine de cybersécurité FireEye suspecte d'être d'origine iranienne. FireEye a expliqué avoir identifié un réseau de sites web et de faux profils sur Facebook, Instagram, Twitter, Google + et YouTube, ciblant les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Amérique latine et le Moyen-Orient, pour y diffuser des messages en phase avec les intérêts de Téhéran. D'après l'entreprise de Mark Zuckerberg, qui a fermé «652 pages, groupes et comptes» sur sa plateforme et sur Instagram, cette campagne serait liée à «des médias d'Etat iraniens». Twitter, de son côté, a précisé avoir fermé 284 comptes. Liberation.fr 23 août 2018

Lobotomie précoce.

- France. Enfants youtubeurs. Poussins aux jeux d'or - Liberation.fr

S'ils le disent eux-mêmes...

- Facebook et Twitter se vantent de censurer des informations - Réseau Voltaire 22 août 2018

Facebook et Twitter ont déclaré avoir censuré des informations diffusées par des groupes liés à l'Iran et à la Russie.

Selon les deux sociétés, il s'agirait de fausses nouvelles (fake news). Cependant, elles ne donnent ni connaissance de l'identité de ces comptes, ni de leurs contenus, ce qui rend impossible de juger par soi-même la légitimité de cette censure et qui prive les personnes sanctionnées de tout recours.

Historiquement, les États-Unis ont adopté le principe de liberté totale d'expression (y compris pour les fausses nouvelles et les discours de haine) à travers le 1er amendement de leur Constitution. Il s'agissait de ne pas reproduire la censure, et pire le recours au secret de ce qui avait été censuré, qui avait notamment caractérisé le Saint-Office ou Inquisition.

Simultanément, le Washington Post révèle que Facebook note les internautes qui lui signalent des contenus mensongers [1]

Ce procédé est exactement le même que celui du « crédit social » mis au point par la République populaire de Chine et qui soulevait jusqu'ici de fortes critiques en Occident.

En outre, Facebook a supprimé 5 000 options permettant à ses annonceurs de cibler leur clients. Après le scandale révélé par le secrétariat US au Logement, il s'agit de prévenir les filtrages sur des bases politiques, religieuses ou ethniques. Réseau Voltaire 22 août 2018

Etats-Unis. Un régime à la dérive.

- Qui commande à la Maison Blanche ? Trump, ou sa propre administration ? par Rep. Ron Paul
- Mondialisation.ca, 14 août 2018

Les principaux membres du cabinet du président Trump travaillent-ils contre lui ? Il est difficile de ne pas conclure que bon nombre des néocons les plus bellicistes que Trump a (à tort selon moi) nommés aux postes les plus importants travaillent activement à saper l'ordre du jour du président. Surtout quand il semble que Trump cherche à nouer le dialogue avec des pays que les néo-conservateurs considèrent comme des adversaires qui ont besoin d'un changement de régime. (...)

Il semble que les personnes nommées par Trump travaillent à nouveau contre lui. (...)

Le présumé empoisonnement a eu lieu en mars et ce n'est que maintenant que le Département d'État a décidé que la Russie était derrière et donc soumise à la loi de 1991 sur les sanctions. Y a-t-il eu de nouvelles informations révélant l'implication de la Russie ? Selon un briefing du département d'Etat, il n'y en avait pas. Le département d'Etat vient de décider de croire le gouvernement britannique sur parole.

D'ailleurs, d'où tenons-nous le droit de poursuivre la Russie pour un crime présumé commis au Royaume-Uni ?

La propre administration du président Trump l'oblige à accepter la décision du département d'État et à accepter des sanctions qui pourraient bien inclure, selon la loi de 1991, une rupture complète des relations diplomatiques avec la Russie. Ce serait une déclaration de guerre de facto. Pour des allégations non prouvées. (...)

Il est certainement possible que le président Trump soit pleinement conscient des manœuvres de Bolton et de Pompeo et qu'il approuve. Peut-être aime-t-il jouer au » gentil flic, méchant flic » avec le reste du monde, tout en faisant des ouvertures de paix tout en imposant des sanctions et en faisant des menaces de guerre. Mais il semble que certains de ses membres du Cabinet obtiennent le maximum de lui. Mondialisation.ca, 14 août 2018

Si Ron Paul ne sait pas trop quoi penser de Trump et comment cela va finir cet affrontement, on serait mal avisé de prétendre le savoir, hormis que ce seront toujours les travailleurs qui en feront les frais, mais bon, c'est un lieu commun.

- Savoir décrypter la logique pro-business de Trump - xerficanal-economie.com 12/06/2018

Avec la crise, on aurait pu s'attendre à la revanche des salariés. Au sein même du « Main Stream » économique, on a commencé à admettre que le partage des fruits de la croissance jouait trop en faveur du capital. Et que ce déséquilibre était à la racine de la crise et de l'instabilité financière contemporaine. Les institutions internationales se sont mises à valider les travaux sur la déformation du partage de la VA en faveur du capital, sur le creusement des inégalités, en attribuant pour partie la cause à l'ouverture commerciale … FMI, OCDE ont commencé à promouvoir la restauration de filets de sécurité sociaux dans les pays les plus déréglementés. Et la présidence d'Obama semblait augurer une nouvelle ère de rééquilibrage social et environnemental.

Bref, la page des Reaganomics semblait se tourner. Ouvrant peut-être celle d'un retour de l'État Providence et d'une remise à jour du compromis fordiste. Trump a alors fait irruption comme un accident de l'histoire. Mêlant autoritarisme, ultra-libéralisme, protectionnisme, hyper-communication débridée, dans un grand fourre-tout à l'apparence incohérente. L'image du fou infantile, versatile, mégalo jusqu'au ridicule, a jeté un voile sur son action ; à tel point que presque personne n'a songé dans un premier temps à décrypter sa stratégie.

Décomplexé et sans entrave, le business selon Trump

Et pourtant, il y a bien une doctrine chez Trump. Non homologuée certes, mais que l'on pourrait qualifier d'abord de pro-business. Pro-business, ne veut pas dire « politique de l'offre », avec tout ce que cette dernière véhicule de douloureux, de vertueux. Il ne s'agit pas ici, de brider les salaires, d'intensifier la concurrence, de s'attaquer aux rentes, de bâtir une crédibilité financière par de l'orthodoxie budgétaire. Non. Une politique pro-business, c'est une politique qui dit business first, et qui muselle tout ce qui fait grain de sable : l'environnement, les règles prudentielles, les concurrents trop gênants, le coût de la protection sociale…. C'est le business décomplexé et sans entrave. C'est le déni de tout ce que les experts pointent comme des déséquilibres non soutenables.

Certes le mix du protectionnisme et du laisser-fairisme déroute les économistes, habitués à la cohérence de leur corpus. Il sonne comme un oxymore improbable, un libéralisme antilibéral, et condamné de ce fait à l'échec. Comment l'incohérence pourrait-elle accoucher de résultats positifs ? La messe est dite. Trump ne peut qu'accoucher d'un fiasco. Et pourtant ce n'est pas ce que disent les chiffres ou les marchés. La croissance US se porte bien. L'emploi aussi. On peut certes s'abriter derrière le fait qu'il s'agit d'une illusion de court terme, qui va tourner court. Mais est-ce vraiment incohérent ? Au fond, Trump ne serait-il pas l'incarnation extrême d'un nouveau trade-off, qui s'étend bien au-delà des frontières américaines ?

Moins d'État pour moins de mondialisation

Le compromis proposé, pourrait être résumé de la sorte : Moins d'état, contre plus de protection vis-à-vis du reste du monde. Plutôt que de promouvoir moins d'État, pour plus d'ouverture à la concurrence, à la manière Reagan, ou un État réparateur des inégalités primaires que génère la mondialisation, c'est-à-dire plus d'Etat, pour plus de mondialisation, à la façon sociale-démocrate, le capitalisme version Trump c'est moins d'Etat pour moins de mondialisation. Ce faisant, il prétend attaquer les inégalités à la racine : en rétablissant un plein emploi, en atténuant l'effet délétère de la concurrence avec les pays en dumping fiscal ou social.

Et ce nouveau trade-off fait des émules. Ce nouvel objet doctrinal, moins d'Etat, moins de mondialisation est celui qui rallie les attelages populistes hétéroclites. L'Italie en est symptomatique. Mais à y regarder de plus près, le Macronisme, en est aussi la version soft, beaucoup plus homéopathique. Et l'entente affichée entre les deux hommes est moins feinte qu'il n'y paraît, Car Macron c'est aussi business first. C'est moins d'aide sociale, une écologie business compatible. Et c'est aussi la tentation de restreindre la mobilité du capital, quand cette dernière devient déstabilisante, menaçant les centres de décision, et une certaine fermeté à l'égard de la Chine.

Il faut se souvenir de la condescendance des Européens à l'égard de l'acteur d'Hollywood Reagan. Sa politique a mené à certains égards au pire, certes, mais 20 ans plus tard. Oui les inégalités se sont creusées. Oui la sphère financière est devenue ingouvernable. En attendant, elle a produit des résultats positifs à moyen terme, et s'est diffusée à travers toute la planète, changeant la face du capitalisme. Le risque chez Trump réside aussi dans son succès. Oui la croissance peut être au rendez-vous, que sa politique soit soutenable à long terme ou non. Oui la doctrine fait des émules. La facture de sa politique sera dans 20 ans, mais il sera trop tard pour corriger le tir. xerficanal-economie.com 12/06/2018

Quel roman !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Chine/Inde

- Ce qui se cache derrière le rapprochement militaire entre la Chine et l'Inde - sputniknews.com 23.08.2018

L'Inde et la Chine rétablissent leur coopération dans le domaine militaire après le conflit de 72 jours dans l'Himalaya l'an dernier.

Le Premier ministre indien Narendra Modi s'est entretenu hier à New Delhi avec le ministre chinois de la Défense Wei Fenghe, en déplacement pour quatre jours en Inde, écrit jeudi le site de la chaîne RT.

Le chef du gouvernement indien a noté qu'à présent les deux pays régleraient leurs litiges «en les empêchant de dégénérer en conflit». Les experts pensent que la coopération entre Pékin et New Delhi dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et des Brics, ainsi que la ligne de la politique étrangère de Washington, qui cherche à faire pression sur l'Inde, ont contribué à ce rapprochement.

Pendant l'entretien prévu ce 23 août entre les ministres de la Défense des deux pays, les deux interlocuteurs évoqueront les perspectives d'une patrouille conjointe sur le plateau de Doklam dans l'Himalaya, où un conflit de deux mois s'était déroulé l'an dernier entre les deux pays. C'est ce qu'a rapporté la revue India Today se référant à ses propres sources. De son côté, le quotidien chinois officiel du PCC Renmin Ribao note que la visite actuelle du ministre chinois de la Défense Wei Fenghe en Inde «témoigne du rétablissement des relations dans le domaine militaire».

Trump fait l'impossible: l'Inde, la Chine et le Japon s'unissent contre les USA Jeudi, selon les médias indiens, les ministres de la Défense de l'Inde et de la Chine évoqueront les perspectives de renforcement de la confiance, la mise en place d'une liaison permanente entre les militaires des deux pays et la reprise des exercices communs suspendus il y a un an.

Selon Evgueni Gratchikov, expert du Centre d'études du socialisme mondial à l'Académie des sciences sociales de la Chine, Pékin fait un pas en direction de l'Inde et compte s'entendre avec New Delhi sur des questions concrètes concernant le règlement des incidents frontaliers.

«Ce sont des petits pas pour atteindre un grand objectif: faire en sorte que l'Inde n'adopte pas une position anti-chinoise active», souligne l'expert.

D'après l'expert militaire Alexandre Mikhaïlov, directeur du Bureau d'analyse militaro-politique, la pression de Washington sur Pékin, et notamment la guerre commerciale déclarée par le président américain Donald Trump, jouent également leur rôle dans le renforcement des liens entre la Chine et les États voisins, tout particulièrement la Russie et l'Inde.

«Toutes ces restrictions en matière de taxes poussent la Chine à se rapprocher de ses voisins, y compris la Russie. Nous voyons que la Chine se rapproche militairement de l'Inde. Un dialogue positif a lieu en ce moment, alors qu'il y a quelque temps ces deux pays étaient au bord du conflit», souligne l'expert. sputniknews.com 23.08.2018

Haut de page

Le 26 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Après plusieurs essais cela fonctionne au format zip. Have a good day.

Le portail sera actualisé demain. En attendant, j'ai téléchargé dans le serveur du portail 4 morceaux de musique destiné à ma fille et aux lecteurs que cela intéresserait et qui ne possèderaient pas d'application pour en télécharger sur Internet dans leur disque dur. Par la messagerie électronique, il n'est pas non plus possible d'envoyer des fichiers volumineux tels des concerts ou des films, avec outlook le volume est limité à 40 MO. Je ne télécharge que des vidéos accessibles gratuitement au téléchargement. En stock, 1.300 environ pour la musique et plus de 750 films. Je précise qu'il ne s'agit pas de téléchargements illégaux (Youtube uniquement).

Si cela fonctionne, j'envisage d'en télécharger des dizaines, voire beaucoup plus, tout dépendra de l'intérêt manifesté par les lecteurs. On peut même envisager qu'un lecteur souhaite télécharger un morceau de musique qui lui tient à coeur, et que je le mette en ligne spécialement pour lui pendant quelques jours, le temps qu'il le charge dans son ordinateur. Je suis rustre, mais sympa non ?

Un conseil qui vaut ce qui vaut.

Pendant que j'y suis, aujourd'hui on télécharge un tas de vidéos que l'on peut visionner autant de fois que l'on veut quand on le souhaite, mais il se pourrait que ce ne soit plus le cas dans l'avenir. Car il suffirait qu'ils actualisent le lecteur de vidéos qui se trouve dans votre ordinateur en supprimant dans le logiciel la possibilité de lire d'anciennes vidéos pour que vous ne puissiez plus en regardez aucune, ceci une fois qu'ils auraient rendu payant le téléchargement de chaque vidéo, ils y viendront un jour cela ne fait aucun doute, vous avez saisi ? Et même si vous bloquiez l'actualisation de ce logiciel, il leur suffirait que vous vous connectiez sur Internet pour introduire dans votre ordinateur comme une sorte de virus qui vous en interdirait l'accès.

Aussi, si vous envisagez de changer d'ordinateur, ne vous séparez pas de votre vieil ordinateur, mettez-le précieusement de côté, il pourrait bien vous être utile plus tard. Gardez aussi les CD-ROM du système dans lesquels figure ce logiciel (VideoLAN). Et n'utilisez jamais votre vieil ordinateur pour vous connecter à Internet.

Pour le moment nous n'en sommes pas encore là. Cependant, ils ont été jusqu'à supprimer la possibilité d'accéder à des vidéos avec le système XP de Microsoft depuis mai 2018, donc de télécharger de nouvelles vidéos. Une autre opération était prévue au mois d'août 2018, pour le moment je n'ai constaté aucun effet. Bien entendu, ils n'ont pas prévenu les utilisateurs du système XP qui ont été mis devant le fait accompli, les GAFAM osent tout comme vous le savez, en toute impunité, donc il faut s'attendre à tout de leur part. Dorénavant j'utilise l'ordinateur portable pour télécharger des vidéos puisqu'il fonctionne sous le système 7 de Microsoft, et cela me fait chier de passer d'un ordinateur à l'autre, je n'ai franchement pas de temps à perdre. Pour un peu je vais devoir acheter une seconde souris plus pratique et un autre clavier car celui du portable est en anglais, j'ai déjà un écran 15' de secours, après c'est le manque de place, il me faudrait une troisième table, on n'en finit plus, c'est un truc de dingue ! Et moi qui avais horreur de l'informatique ! Comme quoi on n'est vraiment pas libre !

A plus tard, bon moral et bon courage, le combat continue... en musique !

Haut de page

Le 27 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Do you like music (up in this page) ? It gives peaceful mind we need to think in this crazy world !

- Causerie au format pdf (22 pages) - inclus le message d'hier

Encore une fois sur les deux clans de l'oligarchie anglo-saxonne qui s'affrontent.

Le cadre ou l'origine de cet affrontement.

L'accumulation du capital ou la concentration des richesses entre les mains d'une infime minorité de capitalistes est le produit d'un processus dialectique matérialiste et historique inconscient dont fait partie le développement du capitalisme et ses lois de fonctionnement, ainsi que la lutte des classes.

Les contradictions du système économique capitaliste qui sont inhérentes aux rapports établis entre les classes depuis son avènement, il y a de cela déjà plusieurs siècles, reposaient en pratique de son origine à nos jours sur le principe de l'inégalité entre les classes que rien ni personne n'a jamais pu justifier ou faire respecter autrement qu'en recourant à la force ou à la répression. Ces différents facteurs vont se combiner et se traduire par des conséquences sociales et des injustices de plus en plus insupportables, que la majorité des exploités et des opprimés qui composent les peuples seront amenées inévitablement à contester violemment.

D'où la nécessité pour l'oligarchie financière qui domine le capitalisme de renforcer toujours et encore son pouvoir politique, de le confisquer aux peuples, de manière à ce qu'ils ne puissent plus contester ou menacer sa domination de classe ou ne soient tentés d'envisager un changement brutal de régime, qui ne pourrait être que basé sur l'inversion des rapports entre les classes, prélude à l'éradication du capitalisme de la surface de la terre, à la fin du règne de l'exploitation de l'homme par

l'homme, puisque le capitalisme ou sa version mondialisée, l'impérialisme, en écrivait le dernier chapitre ou parachevait le cycle du règne de la nécessité, qui précède celui enfin atteint de la liberté. On pourrait s'interroger et se demander à quand remonte le début du règne de la nécessité, mais là n'est pas notre objet, cela nous entraînerait trop loin, bien au-delà de l'existence de l'homo sapiens ou du paléolithique.

Ce tableau décrit la réalité, c'est en quelque sorte un constat reposant sur des faits, et non une interprétation, une théorie issue d'une doctrine, un discours partisan, excepté un élément subjectif qui fait l'objet de polémiques interminables ou que certains contestent, à savoir, que rien ne dit que les peuples seront amenées un jour à contester l'existence du régime capitaliste ou le sort qu'il leur réserve, dans la mesure où il a octroyé des conditions qui le rendent supportable à la majorité.

Si cela permet effectivement d'expliquer en partie pourquoi il est parvenu à durer si longtemps, tout d'abord rien ne dit que ces conditions demeureront aussi favorables dans l'avenir, et si le contexte général dans lequel se situent ces conditions ne va pas se détériorer de telle sorte que c'est l'ensemble de la société qui leur apparaîtra insupportable, sans compter qu'en contrepartie des avantages matériels qui leurs sont concédés ils doivent subir des sacrifices à côté desquels ces privilèges ont un goût de plus en plus amer, alors de là à ce qu'un jour ils prennent conscience que leurs aspirations les plus chères ont toujours été bafouées et qu'ils exigent qu'elles se réalisent, n'a rien d'une hypothèse improbable.

On peut certes bénéficier de conditions privilégiées qui nous rendent la crise du capitalisme supportable, mais quand la société toute entière sombre dans la médiocrité et la décadence, quand sa décomposition s'accélère et touche absolument tous les domaines au point de devenir angoissante et imprévisible sans que rien ne semble pouvoir la stopper, on peut imaginer que la tension ou le profond malaise, la révolte qui en découle, se répercutera sur l'ensemble des membres des différentes classes exploitées quelle que soit leur condition ou leur statut, car personne n'a souhaité un jour vivre dans une telle société, donc la question de s'en débarrasser devrait finir par hanter la tête de la majorité d'entre eux, si elle ne leur a pas déjà traversé l'esprit.

L'avilissement progressif et l'asservissement total de l'homme auquel conduit le naufrage du capitalisme, le néolibéralisme, le développement des inégalités sociales et des injustices dans des proportions monstrueuses, est incompatible avec l'existence de la civilisation humaine et porte atteinte aux intérêts les plus fondamentaux de chacun d'entre eux, aussi est-il permis de penser que la majorité d'entre eux en prendront conscience à temps, c'est tout du moins le seul espoir sur lequel repose notre salut.

Si maintenant on nie ou on rejette ce facteur, il n'y a plus qu'à s'avouer vaincu d'avance et cesser le combat. A chacun de choisir en toute conscience, quel sens il entend donner à sa vie, et quel destin il souhaite pour lui et les générations futures.

C'est un combat très difficile à mener, parce qu'il faut s'attaquer aux faiblesses inhérentes à la nature humaine sans heurter la susceptibilité des personnes concernées, mais on peut le gagner si on sait y mettre la forme, si nous faisons preuve de la même détermination que nos ennemis. Et puis dans ce domaine comme dans tous les autres, il faut avant tout faire preuve de logique pour briser les obstacles qui empêchent la majorité de prendre conscience de la nécessité d'un changement de régime. Si on ne croit pas dans sa capacité à y parvenir on est foutu. La logique et la méthode, la patience et la persévérance peuvent venir à bout des obstacles ou des esprits les plus retors.

Deux clans, deux stratégies, un unique objectif

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain n'intègre dans sa stratégie ni un effondrement du capitalisme, ni un affrontement direct entre les classes qu'il considère comme des options, il s'appuie d'une part sur les médias et les réseaux (a)sociaux pour mener leur guerre idéologique et psychologique contre les masses, la fabrique du consentement, et d'autre part sur les centristes et la social-démocratie dégénérée, les partis de la gauche et de l'extrême gauche institutionnelle qu'il instrumentalise au moyen du communautarisme, ce qui permet de les diviser et de les affaiblir, cela vaut pour l'extrême droite et les mouvements populistes de droite, et il envisage sérieusement une guerre en Europe de l'Otan contre la Russie.

Le clan Trump intègre l'effondrement du capitalisme en sachant que la réindustrialisation des Etats-Unis est un leurre, et se prépare à un affrontement direct entre les classes en soutenant les mouvements populistes de droite qui peuvent être alliés à l'extrême droite et qu'il instrumentalise, estimant que l'influence des médias et des réseaux (a) sociaux est amenée à diminuer inexorablement et que la contestation des institutions ainsi que le régime drastique imposé aux masses conduisent à leur radicalisation et à une explosion sociale à laquelle il faut se préparer pour l'écraser, il considère que le communautarisme présente plus d'inconvénients que d'avantages à ce stade, tout en conservant en option une nouvelle guerre mondiale qu'il souhaite éviter pour le moment.

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain privilégie cette tactique pour parvenir à renforcer le pouvoir des institutions supranationales au détriment des Etats, tandis que le clan adverse penche pour la privatisation des Etats, qui dans les deux cas seraient gouvernés par une bureaucratie sous un régime de type totalitaire.

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain exclut la Russie de son plan, il estime qu'elle doit se soumettre, tandis que le clan Trump veut l'intégrer dans son plan, tout en lui permettant d'y participer selon ses spécificités ou ses besoins de manière à pouvoir mieux la contrôler.

Le clan Trump entend se servir de la lutte des classes tant qu'elle ne remet pas en cause l'existence du capitalisme, tandis que le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain veut la neutraliser, ce qui va à l'encontre du processus historique et des intérêts des capitalistes, puisque la lutte des classes a toujours été associée au développement du capitalisme au lieu de constituer une entrave à son développement.

Maintenant quel sort réservent-il au système économique mafieux qu'ils ont mis en place ?

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain s'en sert pour vampiriser l'économie productive quitte à fausser les rapports entre les classes dans des proportions aussi monstrueuses que les inégalités qui en découlent, engendrant des tensions sociales et politiques soudaines qui peuvent prendre une tournure incontrôlable, mais surtout elle contribue à accélérer la crise du capitalisme dont certains Etats sont incapables de gérer les conséquences, de soutien au capitalisme en faillite, elle se transforme en menace pour son existence, c'est ce que pense le clan adverse qui préfère l'employer autrement.

On sait que tout accroissement de la concentration du capital se traduit par une baisse du taux de profit, donc en alimentant ce processus, en l'accélérant le système économique mafieux fragilise le capitalisme qui ne peut plus s'en sortir qu'en produisant toujours plus pour consommer toujours plus, ce qu'ils appellent la croissance, alors que ce rythme à terme est insoutenable et susceptible d'entraîner l'explosion du marché mondial, d'autant plus qu'il y a toujours plus de pauvres ou de gens insolvables dans le monde ou encore endettés jusqu'au cou. C'est la raison pour laquelle Trump veut privilégier l'emploi aux Etats-Unis, à la fois source de plus-value et favorable à la consommation. A suivre.

Comment pensent les supporters de Macron, qui sont-ils ?

Un internaute qui a posté un commentaire dans le blog Les Crises fournit une indication...

- "Il faut arrêter avec ce discours de “la droite, ce sont les méchants capitalistes; et la gauche, ce sont les gentils humanistes ”.

La gauche et la droite sont des concepts bidons. Je ne veux pas un politique de droite ou de gauche ou du centre ou de l’extrême ou de n’importe où. Je veux juste quelqu’un qui prend les décisions qui lui semble les meilleures, peu importe si la solution vient de chez Obama ou Poutine ou Xi Jinping ou de René du bistrot du coin. Si ça marche, c’est la seule chose qui m’intéresse. (...)

Les gens ne devraient pas penser en terme de politique de gauche, politique de droite. Il devrait plutot essayer de réfléchir à la meilleure politique dans tel et tel domaine. (...)

De gaulle est vu comme quelqu’un de droite, pour moi il est tout simplement quelqu’un qui n’a oeuvré que pour le bien de son pays, de sa patrie."

LVOG - Vous avez raison Macron en est le digne héritier au sommet de la Ve République...

Comme quoi ils ne savent même plus ce que signifie être de gauche.

- " *La logique de la gauche est le partage des richesses, la lutte contre les inégalités. (...) La logique de la droite, c’est que c’est le mérite qui permet à chacun de réussir, et donc les riches peuvent être plus riches sous la droite, car ils le méritent.*"

LVOG - Sinon ils ne seraient pas riches, on appelle cela un sophisme ou du vent !

Ils sont tous de droite les lecteurs petits bourgeois de ce blog.

- "*Je suis d’accord avec vous sur le fait que De Gaulle avait appliqué une bonne politique économique pour la France, qui était dans l’intérêt de tous les citoyens.*"

Un Internaute précise.

- "*De Gaulle n’a pas eu le choix à la sortie de la guerre. Les maquisards disposaient des armes, et le pays était au bord de l’embrasement. S’il a lâché les acquis de l’époque, c’était uniquement pour éviter la révolution. D’ailleurs, le PC stalinien de l’époque l’a bien aidé et à tout fait pour désarmer les résistants communistes.*"

LVOG - Bref, le PC était déjà de droite et de gauche, cela vous fait penser à quelqu'un, n'est-ce pas ? Macron est bien le digne héritier de de Gaulle...

Le saviez-vous ?

Plus de 1,5 million de réfugiés syriens ont déjà pu regagner leur foyer a déclaré jeudi 23 août l'ambassadeur russe auprès de l'Onu, Vassili Nebenzia. sputniknews.com 24.08

Faites-le savoir...

Et dire que le Danemark aurait un modèle social idyllique, éthylique serait plus juste !

- Dans quels pays la population consomme-t-elle le plus d'alcool? La réponse est inattendue…- sputniknews.com 24.08

Des chercheurs de l'Université de Washington ont déterminé les nations qui consommaient le plus d'alcool au monde, indique la revue Lancet.

Les scientifiques ont examiné les données de 28 millions de personnes de 195 pays. Cette recherche s'est étalée de 1990 à 2016.

Ils ont découvert qu'au Danemark, il y a le plus grand nombre de consommateurs d'alcool. 97% des hommes et 95% des femmes boivent régulièrement des boissons alcoolisées. Une situation similaire est observée dans des pays tels que l'Allemagne et la Norvège.

Mais du point de vue de la quantité de l'alcool consommée par jour, les Européens de l'Est sont les leadeurs. Parmi les hommes, ce sont les Romains, avec 8,2 unités d'alcool quotidiennement. Quant aux femmes, ce sont les Ukrainiennes qui occupent la première position, avec 4,2 unités. Une unité d'alcool équivaut à 10 grammes d'éthanol, soit une canette de bière, un petit verre de vin ou un shooter d'une boisson forte. sputniknews.com 24.08

Boycott des bétaillères !

- Les bagages en cabine deviennent payants chez Ryanair - euronews 24 août 2018

Ryanair a décidé de faire payer à ses passagers le droit d'emporter une petite valise, que ce soit en soute ou en cabine, poussant encore un peu plus loin le modèle low-cost et ses critères de rentabilité.

Jusqu'à présent, les passagers de la compagnie irlandaise pouvaient emporter avec eux gratuitement une petite valise ainsi qu'un petit sac supplémentaire.

Mais la compagnie à bas coût a expliqué dans un communiqué publié jeudi soir que ses clients devraient dorénavant payer un embarquement "prioritaire", facturé 6 euros par voyage et par personne, pour avoir le droit d'emporter une petite valise en cabine.

Les passagers qui ne choisiront pas cette formule pourront sinon faire enregistrer leur petite valise en soute, mais cela sera aussi payant, à hauteur de 8 euros par bagage au moment de la réservation.

Dorénavant, les passagers ne pourront donc emmener gratuitement qu'un petit sac, comme un sac à main ou un petit sac à dos pouvant être placé sous le siège.

L'entreprise irlandaise a expliqué vouloir ainsi réduire les délais à l'embarquement.

L'un des critères de rentabilité important pour une compagnie low-cost est en effet le temps de rotation de ses appareils.

Pour augmenter le nombre de vols quotidiens, amortir l'ensemble des coûts fixes et rentabiliser la flotte, chaque avion doit passer le moins de temps possible au sol - environ 30 minutes pour un low-cost - entre deux vols.

Les bagages payants signifient plus de revenus mais aussi, s'ils sont moins nombreux, un temps de chargement et de déchargement réduit. Et moins de poids dans l'avion, rimant avec une consommation de kérosène plus basse.

Si le bagage en soute constitue déjà une variable d'ajustement pour de nombreuses compagnies, le bagage dit "cabine", pouvant se ranger dans les compartiments situés au-dessus des sièges, reste gratuit.

Le principal concurrent de Ryanair, la britannique easyJet, propose ainsi toujours un bagage à main par personne à bord, sans limite de poids, mais respectant certaines dimensions.

Enregistrer sa valise en soute était au contraire déjà systématiquement payant pour les compagnies à bas coût, là où ce service est compris dans le prix du billet pour les compagnies traditionnelles.

Mais ces dernières s'adaptent elles aussi : certaines - comme Air France - proposent à présent des tarifs "light", avec un bagage en soute en option payante sur des vols transatlantiques, afin d'aligner leur prix d'appel sur celui de leurs redoutables nouvelles concurrentes, les compagnies low-cost longue distance.

Depuis quelques mois, Ryanair prenait à la porte d'embarquement une partie des petites valises que les passagers prévoyaient d'emmener en cabine et les transportait gratuitement en soute, faute de place suffisantes dans les compartiments à bagages au-dessus des sièges, selon elle.

Mais cette politique "qui a conduit à l'étiquetage de jusqu'à 120 valises gratuitement aux portes d'embarquement a conduit à des retards de 25 minutes environ", a expliqué la compagnie.

Pour mettre fin à ce problème, elle prévient qu'à partir du mois de novembre, "il n'y aura plus d'étiquetage gratuit des bagages à la porte d'embarquement". Concrètement, cela signifie que les passagers devront avoir payé préalablement soit pour un embarquement prioritaire, soit pour un bagage en soute.

Ryanair autorisait les passagers à emmener une petite valise et un petit sac gratuitement depuis 2013 et le lancement de sa politique "Always Getting Better". Ce programme d'amélioration du service visait à rendre plus aimable une compagnie jusque-là connue pour la rudesse de ses conditions de voyage.

Cette politique a connu du succès et contribué à doper le trafic de Ryanair, devenue depuis la première compagnie aérienne en terme de passagers transportés en Europe.

L'entreprise est confrontée cependant à une fronde sociale inédite de son personnel depuis l'an passé et a entrepris de négocier avec des syndicats pour répondre à une partie des demandes d'amélioration des conditions de travail, ce qui va lui occasionner des coûts supplémentaires. euronews 24 août 2018

Ryanair vous annonce que pour compenser les hausses de salaires que ses actionnaires ont généreusement accordées au personnel et qui amputent leurs dividendes, les personnes de plus de 65 kilos ne seront plus admis à voyager dans nos avions afin de réduire la facture de kérosène, j'anticipe...

Hollywar ou la société du divertissement.

- La fabrique de l’ennemi par le cinéma américain avec Pierre Conesa - Les Crises 25 août 2018

Le cinéma est-il la continuation de la guerre par d’autres moyens ? Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire au ministère de la défense, publie “Hollywar : Hollywood, arme de propagande massive” (Robert Laffont, mai 2018)

“Ce qui frappe aux États-Unis, c’est la masse des mauvais films : ce sont eux qui fabriquent l’opinion.” Pierre Conesa

Ancien haut fonctionnaire au ministère de la Défense, spécialiste des questions stratégiques et militaires, Pierre Conesa porte un regard géopoliticien sur un vaste catalogue de films américains qu’il analyse dans Hollywar : Hollywood, arme de propagande massive.

S’inscrivant dans un axe du bien et du mal, dessiné par Washington, le cinéma américain a distribué successivement le rôle du méchant, aux noirs, aux indiens, aux mexicains, aux communistes, avant d’incarner à l’écran la figure de « l’Arabo-irano-terroristo-musulman » qui fait aujourd’hui peur au monde entier.

“C’est le cinéma qui fait le récit national américain. Ce récit fait comme nous avec Michelet : le pays est une image d’une réalisation divine sur terre et donc l’autre, ne peut être qu’un envieux, un ennemi, une menace, un porteur de vice.” Pierre Conesa (Source : France culture, Pierre Conesa, 13-06-2018) Les Crises 25 août 2018

Commentaires d'Internautes

1- Non seulement le cinéma américain fabrique l’ennemi mais encore il fait des USA un ennemi idéal aux yeux de ses ennemis potentiels et même il leur donne des idées.

Dans Indépendance Day, le héros se sacrifie pour sauver la terre des extra-terrestres et il est vénéré pour son geste,

littéralement porté aux nues, très exactement comme un djihadiste attend que son sacrifice le mène au ciel.

Le problème de la violence, c'est qu'elle est réciproque.

Les bons des films américains (et autres…) sont plus méchants que les méchants qu'ils combattent. Ça leur permet de « vaincre »…

2- "L'enfer du devoir", le film le plus honteux de l'histoire récente où même la fillette yémenite sur béquilles sort un flingue pour tirer sur les gentils militaires américains, forcés alors de commettre un massacre.

Une bouse pareille, faut voir les notes qui lui sont attribuées par les critiques et les spectateurs par chez nous, et alors seulement on comprend l'ampleur du lavage de cerveau.

Confortablement installés dans nos canapés on regarde ça d'un oeil impavide et vient la scène tellement extravagante que clic! le cerveau se rallume malgré tout et qu'on réalise que tout ça n'est que propagande. Ils sont forts quand même, Hollywood.

3- Comme si le cinéma français, exposant bourgeois et fils de bourgeois, ne servait pas non plus les buts de celui qui produit le film. Avec la spécificité française que l'argent des impôts des ouvriers sert à financer des films montrant des bourgeois qui s'ennuient parce qu'ils ont la vie trop facile. Mais enfin si en plus les Francais ou leurs enfants sont assez aliénés pour payer pour aller voir ca…

LVOG - La question est plutôt de savoir pourquoi et de le combattre, car si vous en restez là, vous allez détester la terre entière...

4- En plus du cinéma, les séries télévisées qui sont prisees et beaucoup plus accessibles (il suffit d'allumer le "poste" jouent également leur rôle de propagande et de formatage des esprits.

Regardez les deux épisodes de "Chapeau melon et bottes de cuir" intitulés "Le long sommeil" que rediffuse Arte en ce moment. Cela met en scène des Russes et cela de passe en France. Énormes clichés sur les Russes (bon, c'était pendant la période URSS) et sur les Français souvent tournés en ridicule et victimes de la bureaucratie alors que les anglais sont beaux, courageux, efficaces, etc.

C'est très visible dans ces deux épisodes qui datent et dont on décèle du coup assez facilement les grosses ficelles.

LVOG - Ce genre de séries était très bien réalisé et tourné, plans, images, paysages et décors, personnages soignés, voire dandys, rythme, enchaînement et durée de chaque scène ou action millimétrée et sans temps morts ou longueurs, dialogues brefs et percutants, où humour et dérision, légèreté et gravité sur fond social ou politique se côtoyaient, de sorte que le téléspectateur était littéralement scotché à l'écran pour ne pas perdre une miette du scénario pour tenter de résoudre lui-même l'énigme qu'on lui soumettait, transformé en policier pour découvrir le coupable, sans s'apercevoir qu'insidieusement il servait à légitimer le régime en place, son appareil policier, sa politique impérialiste, sans qu'il réagisse ou n'offre la moindre résistance comme si passivement il s'y accoutumait, ce qui évidemment influencerait inconsciemment son interprétation de la situation et de sa condition.

Si dans son insouciance ou inconscience il arrive à se distraire en jouant les détectives au côté des agents du MI6 ou 5, de la CIA ou du FBI, de la DGSE ou DGSI, il n'en faudra pas beaucoup plus pour qu'il adopte un état d'esprit policier ou justifie l'existence de ces officines du crime.

Cela participe de la fabrication du consentement, de la résignation à combattre pour un changement de société.

5 - N'oublions pas que le plan Marshall, au sortir de la 2e guerre mondiale, obligeait l'Europe à accepter un gros quota de films US, comme par hasard…

LVOG - Plus largement, il était stipulé que la majorité de la somme allouée aux différents Etats devait servir à acheter des marchandises made in USA.

Totalitarisme. Le fichage politique ne date pas d'hier.

- Affaire Eu Disinfo Lab, par Isabelle Attard - Les Crises 25 août 2018

Avec l'affaire EU Disinfo Lab, le secrétaire d'État Mounir Mahjoubi et les anti-complotistes complotistes (à moins que ce ne soit l'inverse) ont tout fait pour minimiser la gravité du fichage politique des twittos ayant réagi au scandale Benalla (...)

...nous devons réfléchir aux utilisations futures des fichiers actuellement constitués même s'ils peuvent sembler anodins aujourd'hui.

Les deux exemples français ci-dessous prouvent qu'ils ne restent que rarement dans 1 tiroir et qu'ils sont le plus souvent utilisés pour répertorier les opposants politiques, vrais ou supposés. Le premier recense les anarchistes français et fut réalisé par A. Bertillon en1893 & 1894.

Rappelons le contexte : Suite aux répressions sanglantes des manifestations ouvrières (Chicago 1886 ; Fourmies 1891) des anarchistes décident d'actions ciblées contre les pouvoirs étatiques et capitalistes, la « propagande par le fait».

En France A. Bertillon, chef du service photographique de la préf de police de Paris, créé un fichier de 417 hommes & femmes considérés comme anarchistes. Les critères pour être dans ce fichier étaient assez flous : abonné à une revue libertaire ou simple sympathisant.

Ce fichier des anarchistes (http://www.imagespensees.org/memoires/article/fichier-des-anarchistes …) est consultable aujourd'hui car le Metropolitan Museum of Art de New York a ouvert l'an dernier ses archives sous forme de fichiers téléchargeables et réutilisables.

En réaction aux attentats anarchistes, le parlement votent les 3 tristement célèbres #LoisScélérates le 28 juillet 1894. La 3ème permet d'interdire la diffusion de journaux anarchistes comme "Le Père peinard" d'Emile Pouget et "Le Révolté" d'Élisée Reclus .

La 2ème permet d'inculper tout membre ou sympathisant. Elle encourage également la délation. Elle est votée le 18 décembre 1893. Il en découle début 1894 l'arrestation de nombreux anarchistes sur la base du fichier Bertillon comme Paul Reclus, Sébastien Faure ou Félix Fénéon.

Les antimilitaristes et le « carnet B » Bien avant le début de la 1ère guerre mondiale le gouvernement français s'inquiétait d'une possible démobilisation nourrit par les antimilitaristes. Une liste d'environ 1800 suspects à arrêter immédiatement en cas de mobilisation est alors établie.

Ce fichier, répondant au nom de code de "Carnet B" (https://fr.wikipedia.org/wiki/Carnet_B) regroupait les antimilitaristes les plus virulents, des chefs syndicaux ou encore des membres de la SFIO qu'il était prévu d'emprisonner dès le déclenchement des hostilités.

Créé dès 1886 par le général Boulanger pour ficher les potentiels espions, Georges Clemenceau réoriente le carnet à partir de 1907 pour surveiller surtout les anarchistes et antimilitaristes.

En 1909, le ministère de l'Intérieur décide d'ajouter au Carnet B tous les Français susceptibles d'entreprendre des actions antimilitaristes pouvant troubler l'ordre public ou gêner la mobilisation

Jean-Pierre Deschodt (https://journals.openedition.org/ccrh/3567) décrit les différentes catégories de personnes inscrites dans le carnet B, je cite :

– les anarchistes & syndicalistes : les amis de Sébastien Faure, des individus violents et exaltés pouvant occuper les fonctions de secrétaire de la Bourse du travail. Propagandiste excité faisant des provocations contre les militaires, favorables à l'insoumission & aux grèves

– les communistes : Organisateurs de manifestations communistes, meneurs de grèves, apôtres de la guerre civile, secrétaires du rayon communiste, présidents d'un syndicat municipal communiste, apologie de faits qualifiés de crime et membres du comité central ;

– les autonomistes : francophobie, autonomisme breton, agitateur autonomiste manifestant des sentiments germanophiles. Roger Salengro (futur ministre du Front populaire) & Victor Pengam secrétaire général de la bourse du travail de Brest font partie du carnet B .

Voici comment Pengam est dépeint : « propagandiste anarchiste et antimilitariste des plus militants. L'un des chefs du mouvement révolutionnaire (secrétaire général de l'Union régionale des syndicats et de la Bourse du travail de Brest). […] Secrétaire général du nouveau syndicat anarchiste des ouvriers du port. Ouvrier à l'arsenal. Serait susceptible de faire du sabotage en cas de mobilisation. (…) Mesure à prendre en cas de mobilisation : à arrêter»

L'existence de ce fichier, sensé resté secret, fuita dans la presse en 1912. Les militants & sympathisants anarchistes et syndicalistes purent imaginer quel serait leur sort : camp d'internement (https://www.editionsquartmonde.org/rqm/document.php?id=6028 …) (env. 70 en France pdt 1ère guerre) ou exécution…

Finalement ce carnet ne fut pas utilisé en 1914 pour arrêter les antimilitaristes. La CGT et la SFIO se ralliant au patriotisme de

l'Union sacrée. (Ils se chargeront de faire la police à leur place dans leurs rangs. - LVOG)

Mais il est intéressant de noter que ce carnet B ne disparut pas avec la 1ère guerre mondiale. Il fut conservé au siège de la Sureté nationale à Paris puis saisi en 1940, par l'Abwehr, le service de renseignement de l'état-major allemand… Rien ne se perd en somme, et c'est bien ça le problème… « Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre » Karl Marx. Les Crises 25 août 2018

Parole d'Internaute.

A propos des médias.

1- Un journaliste, de métier, apprend (à l'école du journalisme) à être une péripatéticienne du "système libéral".

Soit il s'en rend compte, soit il ne s'en rend pas compte.

S'il ne s'en rend pas compte, il croit être libre et faire de l'information; alors qu'il n'est qu'un idiot et dangereux pour la population.

Et s'il s'en rend compte, que fait il ?

Il joue, présentement, à la victime; ce qui aggrave son cas.

Il lui reste à rejoindre le "complotisme", s'il est "un Homme".

LVOG - Ou changer de métier...

2- Je ne sais que dire sur la naïveté de ce journaliste et de ses collègues, quand on est capable de se trouver duper de cette manière on ne s'étonne plus d'avoir une presse complètement asservi économiquement et idéologiquement.

Ils se sont livrés complètement à ceux qui cherchaient à les faire taire, et ne commencent, pour les plus suspicieux, que maintenant à se demander si ils ne sont pas tombés dans un traquenard…

Non sérieusement je ne sais si je dois éclater de rire ou halluciner devant un exemple de manque d'instinct de survie de toute une communauté face à ses prédateurs ? Et par delà m'inquiéter pour nous qui ne sommes pas si différent.

LVOG - Maintenant ils ont trop à perdre pour changer, leur carrière, leur statut, etc.

A propos de Hollande, du PS et davantage.

- Le N°1 du PS accuse Macron de trahison, réhabilite Hollande - Reuters 26.08

1- Cela donne à réfléchir : ces politiciens professionnels là sont des girouettes, ils vont là ou le vent les pousses, ils se mettent au service du courant d'air présentant le plus d'opportunités. Ils constituent leurs carnets d'adresse, leurs relationnels : c'est leur seul réel capital, leur permettant une progression dans ces appareils politiques pyramidaux que sont les partis grands partis politiques.

L'indignation n'est qu'une façade, la conviction qu'un faire valoir auprès de l'électeur crédule qui croit au scénario sans cesse remis en scène de l'homme providentiel qui sauvera la république.

Triste spectacle que celui de nos démocraties, qui n'ont jamais eu de démocratique que le nom.

LVOG - Comme quoi de plus en plus de gens commencent à s'en apercevoir...

2- Ces gens là sont des professionnels de la manipulation, des transformistes, des "houdini" du paysage politique français.

Bien sûr que la guerre des classes est devenu une chose obsolète, puisqu'ils sont passés depuis bien longtemps à la guerre des places. Guerre des places pour accéder à l'assiette au beurre.

Ce ne sont que des marionnettes dont le "Grand Capital", comme aurait dit l'ineffable Georges Marchais, tire les fils.

La grande représentation a lieu tous les cinq ans, et le public des "citoyens enfants", se laisse toujours abuser par les artifices, mis

en oeuvre par de tels artistes du camouflage et de la dissimulation.

Mitterrand nous avait débarrassé du parti communiste et de la lutte des classes, Hollande son fils spirituel, qui a de la suite dans les idées (si l'on écoute l'interview de "Caton") nous aura débarrassé de la gauche.

Par contre, tous deux, nous auront embarrassé (et comment !) d'un parti néo-fasciste qui monte (...)

... le corps électoral n'est pas immunisé contre le danger fasciste, c'est pour cela que la contestation de l'oligarchie se reporte sur un parti d'extrême-droite.

Mais c'est surtout, parce que Mitterrand, Hollande, et consort, n'ont eu de cesse de tuer la gauche dans ce pays, au prétexte qu'il y aurait eu dans ce même pays, un héritage intellectuel trop imprégné de pensée marxiste. Et c'est pour cela, que sous la houlette de l'UE et des lobbies transatlantiques (TAFTA), ces faux hommes politiques de gauche font -depuis le tournant de la rigueur en 1983-, tout pour normaliser ce pays, et lui imposer le "libéralisme économique" à marche forcée (viol de la volonté populaire lors du référendum de 2005, au prétexte qu'il y aurait eu trop de votes rouges-bruns pour le NON, décrets, 49-3, utilisation abusive de l'état d'urgence etc…), pour le macronniser tambour battant.

LVOG - C'est un fait que cet "héritage intellectuel trop imprégné de pensée marxiste" constituait un réel danger pour le régime, mais il a été bradé par ceux qui s'en réclamaient à l'extrême gauche et qui n'eurent de cesse de faire la courte échelle au PS ou au PCF, et le gouvernement PS-PCF qu'ils appelaient de leurs voeux sonnera le glas de leur déchéance finale.

3- Hollande, de "droite"…

Non, comme tous les professionnels de la politique il n'est ni de "droite" ni de "gauche".

Ces postures, ces "valeurs" ne sont qu'un argument commercial (comme pour les lessives : "Lave plus blanc que blanc") et sont uniquement destinées à convaincre l'électeur que la soupe (ou la lessive) est meilleure dans la SARL qui les emploie que chez les concurrents.

Un politicien professionnel n'a qu'une seule véritable motivation : son propre intérêt, le reste n'est que foutaises.

Le jour où la loi imposera aux "Représentants du Peuple Souverain" de rendre des comptes, d'être transparents, d'être révocables à la moindre incartade (sans indemnités, voire même en étant invités à long séjour à Cayenne) et que les décisions crapuleuses soient annulées immédiatement et sans discussion, à ce moment là je réfléchirais à l'opportunité de remettre les pieds dans un isoloir…

Je parle de "représentants", pas "d'élus"… Grosse nuance.

LVOG - Vous avez raison, ils ne sont ni de "droite" ni de "gauche", ce sont des serviteurs du régime...

4- La gauche remet en cause le capitalisme et l'ordre bourgeois, et veut changer le rapport par rapport aux moyens de production. La droite non et se satisfait du capitalisme.

On peut appeler le centre cette idée de sécurité / flexibilité, qui n'est pas de gauche (CSG), et qui est marqué par la droite (libéralisme) ou la gauche (keynes). Gauche, droite, entre gauche, centre droit : voilà le paysage politique pour l'économie. Quant aux valeurs (mariages, religions, etc), du plus libertaire au plus traditionaliste, c'est un autre (!) clivage droite/gauche qui ne cesse de semer la confusion, car les gens mélange les deux.

En économie le PS est devenu un mélange de centre-gauche (au moins sur son pied gauche) et de centre droit (Hollande, Valls, etc). Le parti s'est droitisé depuis le Vieux sur les questions économiques, mais il est resté "de gauche" dans les mentalités très longtemps. Et cela a pu être le cas car sur les valeurs il est plutôt de gauche. La confusion est totale si on mélange tout !

Depuis les années 80 tout le paysages politiques s'est droitisé (y comprit le parti ou je milite, le PCF, en tout cas sur les lignes Laurent-Buffet… Ils sont devenue incapable de parler de classes ou aux prolos, perdu dans les alliances trop larges, et dont les idées ont été popularisé mais dénaturé par Mélenchon). La conséquences ?

Les grandes forces politiques du pays (EM, LR, FN, FI, PS, Generation.s) ne sont pas de gauche; ils sont soit de droite (LR, EM, FN) soit de centre-gauche. (j'irais jusqu'à dire que Chirac était centre-droit, voir Sarkozy, qui me paraissent moins libéraux que Macron – mais les contextes économiques ne les y ont pas poussé je pense).

Et dans le large spectre du centre-gauche jusqu'à la droite les grandes idées de la gauche n'existe pas. Pas de lutte des classes,

pas de mise en cause du capitalisme, personne capable de nous dire “fermons la bourse”. Donc le clivage droite/gauche devient en effet caduque, et le rapport “peuple et la démocratie” (politique, économique mais pas dans l’entreprise) devient la seule grande différence. Le problème tel qu’on l’analyse c’est que même les plus souverainistes (que ça soit la FI ou le FN) sont soumis aux mêmes capitalistes, et ne les remettent pas en cause.

LVOG - Autrement dit, ils sont tous de droite. C'est ce qu'avait osé affirmer à haute voix dans plusieurs causeries, ce qui m'avait valu un rappel à l'ordre d'un brave trotskyste lambertiste m'expliquant en substance qu'on devait s'en foutre ou que l'essentiel était ailleurs, ce qui me fit penser plus tard qu'il n'était pas indifférent au discours de Macron...

Personnellement j'estime que si les travailleurs continuent de penser en terme de droite et de gauche, c'est notre devoir de leur expliquer de quoi il en retourne vraiment, ce qui à ma connaissance ne nous écarte pas du terrain de lutte de classes, bien au contraire, encore faut-il aller au bout de notre analyse et préciser qu'être de gauche a une signification bien précise, c'est aspirer à un changement de régime, à en finir avec le capitalisme.

En famille. "Nous pourrions nous entendre (Avec LR - ndlr) dans l'avenir pour contrer Emmanuel Macron", espère une militante LFI. Quel "***honneur***" !

À Marseille, deux députés LR en terre insoumise - LeFigaro.fr 25 août 2018

Heureux de pouvoir faire «vivre le débat d'idées» au sein de leurs universités d'été, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon se targue aussi de prouver qu'il peut rassembler à lui seul l'opposition face à Emmanuel Macron. «On montre que c'est chez nous que ça se passe. Les gens viennent à nous. C'est une démonstration de force», estime un député Insoumis. Ravis d'avoir pu attirer deux élus LR dans leur sillon, les hôtes insoumis ont tenu à choyer leurs invités. (On n'en doute pas... chacun va chercher ses idées là où il peut, c'est révélateur. - LVOG)

«C'est un honneur pour moi d'être à la même tribune qu'une députée Les Républicains», approuve, sourire aux lèvres, le député insoumis Alexis Corbière en introduction du débat sur le service universel obligatoire. Applaudissements nourris des militants présents dans la salle. «Quand on est passionné sur un sujet qui nous passionne, cela vaut le coup de venir en débattre», estime Marianne Dubois, opposée au projet du gouvernement et à l'initiative d'un rapport parlementaire sur le service universel. Peu médiatisée, l'élue LR, qui a suspendu ses vacances en Bretagne pour être présente vendredi à Marseille, s'avoue étonnée par le nombre de caméras, intriguées par sa venue. (On aura compris que la passion du pouvoir était plus forte que leurs convictions. Quand on débat, quand on confronte des idées sur un sujet, en principe c'est pour convaincre l'autre que nos idées sont meilleures que les siennes pour qu'il les adopte, sinon ce n'est qu'une suite de monologues qui ne servent à rien hormis perdre son temps, vous me direz qu'ils sont justement rémunérés pour cela... - LVOG)

«Nous pouvons nous rapprocher sur certains points pour lutter contre le gouvernement, mais nous conservons évidemment nos désaccords qui sont importants», souligne Eric Coquerel. (Il a eu raison de préciser "évidemment" sinon nous aurions eu un doute ! - LVOG) «C'est intéressant de recevoir des élus de l'opposition. Nous pourrions nous entendre dans l'avenir pour contrer Emmanuel Macron», espère une militante. (Vous pourriez même former un front unique ou fusionner, qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute franchement ? - LVOG)

Contrairement à celle du PS, un peu agacée de voir le député Boris Vallaud et le député européen Emmanuel Maurel prendre le micro à Marseille, la direction des Républicains ne s'est pas montrée hostile à l'intervention des siens chez les Insoumis. «C'est une décision personnelle qui n'engage pas le parti mais qui a le mérite de faire vivre le débat républicain», glisse un cadre depuis la rue de Vaugirard. Le match retour est donc envisageable aux universités de LR? «Pourquoi pas?» glisse Bastien Lachaud (LFI) devant les caméras. «Il faut voir dans quelles conditions. Ca peut-être piégeux… Franchement, je ne sais pas», reconnaît, un peu moins emballé, Alexis Corbière. LeFigaro.fr 25 août 2018

- Olivier Marleix, un Républicain chez les Insoumis - Le Point.fr 25 août 2018

Extraits.

Olivier Marleix (LR) - De plus, sur un sujet comme la défense de notre industrie, face à une mondialisation financière débordante, brutale, et peu soucieuse de l'humain, tous les Français devraient se retrouver. Si vous dites que, face à cela, il faut un capitalisme français qui se base sur une baisse des charges, et donc une baisse de la dépense publique en amont, vous ne vous faites pas forcément lyncher ici ! (...) (Ah ben encore heureux ! - LVOG)

On peut, comme tous les Français, vouloir défendre notre système de production et ne pas défendre les mêmes moyens que l'on se donne pour le faire. C'est la contradiction sur laquelle butent les Insoumis : ils pleurent au rachat d'une grande entreprise par les étrangers, mais je ne vois pas ce qu'ils proposent, si ce n'est le retour du grand marxisme. D'ailleurs, personne n'a crié « nationalisation » durant la table ronde…(...) (Soumission oblige ! - LVOG) C'est une tradition ancienne en politique que de débattre entre adversaires politiques, on le fait tous les jours à l'Assemblée nationale. Et je me souviens d'une convention de l'UMP où Nicolas Sarkozy avait invité Bernard Thibault, à l'époque secrétaire général de la CGT. (Normal, ils étaient compatibles ! - LVOG)

Et puis cette table ronde a été l'occasion pour Les Républicains de porter une parole : je ne veux pas laisser à Mélenchon le monopole de la réflexion sur la critique de la mondialisation financière, sur l'abandon de la souveraineté. Ce sont des sujets sur lesquels la droite doit redéfinir ses valeurs et ses convictions. Donc, je suis là pour nous faire entendre aussi. À partir de là, qui utilise qui ? Le Point.fr 25 août 2018

Ils fournissent un argument à ceux qui prétendent que le régime serait démocratique, dont Macron et LREM, vous avez la réponse à votre question. Maintenant si vous êtes sûr qu'il y a des oreilles pour vous "entendre" à LFI, on ne vous contredira pas.

Libération s'inquiète ou quand le "***rêve européen***" est un cauchemar.

- Le rêve européen de Macron peu partagé par les Français - Libération 26 août 2018

Macron peut-il en attendre un nouveau rebond dans l'opinion comparable à celui de l'an dernier ? Dans un climat morose et une conjoncture dégradée, cela sera difficile. Le sondage Viavoice publié ce lundi par Libération incite à la prudence : interrogés sur ce que devraient être, selon eux, les priorités de l'exécutif, les sondés ne sont que 8 % à citer la refondation de l'Europe, très loin derrière l'emploi, le pouvoir d'achat ou la lutte contre la pauvreté. On voit mal, dans ces conditions, comment les Français pourraient applaudir aux sacrifices auxquels on leur demande de consentir au nom de la discipline européenne en matière de déficit public.

Nullement découragés, les chefs de la majorité LREM veulent croire qu'il est encore temps de convaincre que l'Europe est la réponse aux grands défis du moment, qu'il s'agisse du commerce international ou de l'immigration. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'année passée n'aura pas permis de progrès notables. Les migrants naufragés pourraient en témoigner… Le chef de l'Etat et sa majorité n'ont plus que neuf mois - c'est très court - pour installer l'idée que l'enjeu des européennes se résumera au choix, passablement binaire, entre l'Europe de Macron et celle des nationalistes. Libération 26 août 2018

Trumpets and trumperies

- Les États-Unis annulent 200 millions d'aide aux Palestiniens, "à la demande" de Donald Trump - Le HuffPost 25 août 2018

Voilà qui ne devrait pas arranger la situation sur place. Les Etats-Unis ont annoncé vendredi l'annulation de plus de 200 millions de dollars d'aide aux Palestiniens, une décision dénoncée par les autorités palestiniennes comme étant "anti-paix".

Les relations sont gelées entre Washington et l'Autorité palestinienne depuis l'annonce par Donald Trump, fin 2017, de sa reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël. Les Palestiniens refusent depuis tout contact avec l'administration américaine et lui dénient tout rôle de médiateur dans le processus de paix avec Israël.

En réponse, Donald Trump avait annoncé fin janvier qu'il allait conditionner le versement de l'aide aux Palestiniens à leur retour à la table des négociations, bloquant alors les 215 millions de dollars que l'administration américaine devait investir en 2018 à Gaza et en Cisjordanie occupée pour l'aide humanitaire et au développement. Les Etats-Unis avaient aussi déjà drastiquement coupé en janvier leur contribution à l'UNRWA, obligée depuis de licencier plus de 250 employés. Le HuffPost 25 août 2018

- Pas de "progrès en matière de dénucléarisation" : Trump annule le voyage de son secrétaire d'Etat en Corée du Nord - Franceinfo

Mike Pompeo avait annoncé jeudi qu'il se rendrait pour la quatrième fois à Pyongyang la semaine prochaine. Franceinfo

- L'immunité garantie au directeur financier de la Trump Organisation - Reuters

Le parquet américain a accordé une immunité à Allen Weisselberg, directeur financier de la Trump Organisation, dans le cadre de l'enquête sur Michael Cohen, ancien avocat personnel du président des Etats-Unis, rapporte vendredi le Wall Street Journal. Reuters

- Les trolls russes mêlés à la propagande des anti-vaccins - LePoint.fr

Ce qui les ronge.

- Tempête après tempête, les républicains restent fidèles à Trump - AFP 26.08

"L'étau se resserre", "bientôt le moment de vérité": malgré les réactions suscitées par le spectaculaire témoignage à charge de son ancien avocat personnel, Donald Trump peut, encore, compter sur le soutien sans faille des dirigeants républicains.

"Les républicains du Congrès font semblant de ne rien voir avec le président Donald Trump: en ignorant ses mensonges, ses subversions des conventions démocratiques et ses attaques contre les institutions du gouvernement ou, quand cela est impossible, en minimisant ses outrages", s'est indigné le New York Times dans un éditorial jeudi.

Politique protectionniste dans un parti défendant traditionnellement le marché libre, attitude conciliante envers le président russe Vladimir Poutine dans un parti longtemps méfiant face à l'ennemi de la Guerre froide, liaisons extraconjugales présumées dans un parti où valeurs familiales et religieuses priment: rien de ce que fait Donald Trump ne semble pouvoir provoquer la fronde des républicains. AFP 26.08

Ils osent tout en famille. Les barbares et la "***communauté internationale*** sont en deuil.

- Entre John McCain et Donald Trump, un mépris mutuel - AFP 26.08

L'une des dernières volontés de John McCain était limpide: il avait fait savoir qu'il ne voulait pas de Donald Trump à son enterrement. AFP 26.08

- John McCain avait raconté comment il a vécu sa défaite face à Obama: "Je dors et je pleure comme un bébé" - Le HuffPost 26.08

- John McCain, sénateur et ancien candidat à l'élection présidentielle américaine, est mort à l'âge de 81 ans - Franceinfo 26.08
L'élu républicain était soigné depuis 2017 pour un cancer du cerveau. Franceinfo 26.08

- John McCain, mort du héros anticonformiste de l'Amérique conservatrice - Liberation.fr 26.08

Le sénateur John McCain, pilote torturé pendant la guerre du Vietnam, candidat à la Maison Blanche est mort samedi à l'âge de 81 ans, des suites d'un cancer du cerveau. Liberation.fr 26.08

- John McCain : mort du franc-tireur de l'Arizona - LePoint.fr 26.08

Le sénateur, qui souffrait d'une tumeur au cerveau, est décédé à l'âge de 81 ans. Héros de guerre, il ne mâchait pas ses mots contre Donald Trump. LePoint.fr 26.08

- McCain : un affranchi parmi les républicains - euronews 26.08

- Mort de John McCain : un hommage manque à l'appel, celui de Donald Trump - LeFigaro.fr 26.08

La mémoire du républicain John McCain était célébrée quasi-universellement ce dimanche aux Etats-Unis. LeFigaro.fr 26.08

- John McCain : l'Amérique meurtrie - M6info 26.08

- John McCain, ancien candidat à la présidence américaine, est mort - Atlantico.fr 26.08

Et ce qu'ils célèbrent : Sa participation "***à la destruction d'une partie du monde***"

- Décès de John McCain, chef d'une branche du service secret des « Cinq yeux » - Réseau Voltaire 26 août 2018

Le sénateur John McCain est mort, le 25 août 2018, à l'âge de 81 ans. La presse internationale salue en lui un « héros du Vietnam », un « homme intègre » et « sans concession » face au président Trump.

L'action de ce « défenseur de la liberté » au Vietnam se limite à avoir bombardé des civils. En 1967, l'avion qu'il pilotait est descendu par la DCA soviétique alors qu'il détruisait une usine électrique. Fils d'un amiral qui deviendra le commandant en chef du PaCom, il est fait prisonnier de guerre durant cinq ans et sera longtemps torturé.

Il est élu en 1982 à la Chambre des représentants, puis en 1986 au Sénat. Cet homme prétendument intègre est l'un des cinq sénateurs corrompus par Charles Keating (les « Keating five ») pour couvrir ses arnaques aux petits épargnants.

Lors des primaires républicaines de 2000, il affronte George Bush Jr. qui ne croit pas en son héroïsme au Vietnam et l'accuse

d'avoir trahi son pays (il avait signé des aveux sous la torture).

Candidat du Parti républicain contre Barack Obama en 2008, il affronte les révélations du New York Times selon qui des sociétés auraient financé sa campagne de 2000 en paiement de ses positions à la présidence de la Commission du Commerce.

Inclassable en politique intérieure, il soutient la condamnation pénale des femmes qui avortent aussi bien que le rejet de la torture.

Depuis 1993, John McCain cumulait son mandat de sénateur et la présidence de l'IRI, un organisme destiné à corrompre les partis politiques de droite dans le monde. L'IRI est un des principaux pseudopodes de la National Endowment for Democracy (le service secret commun des « Cinq yeux » que sont l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni). Malgré le montage juridique complexe de ce système, il s'agit là d'une fonction exécutive. Il l'a exercée durant 25 ans, violant le principe de la séparation des pouvoirs, jusqu'au début du mois où il a été remplacé par son ami, le sénateur Dan Sullivan.

En sa qualité de président de l'IRI, il a participé à l'organisation de très nombreux coups d'État et a soutenu toutes les guerres états-uniennes et britanniques sans exception. Il a par exemple préparé le coup d'État manqué contre le président constitutionnel Hugo Chávez au Venezuela, le renversement du président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide en Haïti, la tentative de renversement du président constitutionnel Mwai Kibaki au Kenya et, plus récemment, celui du président constitutionnel ukrainien, Viktor Ianoukovytch.

Véritable chef d'orchestre du « printemps arabe », il lance les guerres de Libye et de Syrie lors d'une réunion des services secrets alliés au Caire, en février 2011. Puis, il se rend au Liban pour confier l'approvisionnement militaire des jihadistes en Syrie au député haririste Okab Sakr. À cette occasion, il visite Ersal et décide d'y installer la base de repli que les jihadistes utiliseront ultérieurement contre la Syrie.

En mai 2013, il se rend illégalement au Nord de la Syrie sous protection israélienne. Il y rencontre divers chefs jihadistes, notamment Mohammad Nour qui venait d'enlever 11 civils libanais. Et, selon nous, il rencontre également Abou Bakr al-Baghdadi, le futur calife de Daesh, ce que son secrétariat conteste.

Pourtant un an plus tard, invité du Sean Hannity's Show (Fox News), le 16 septembre 2014, il critique un article relatant la précarité d'un cessez-le-feu entre jihadistes « modérés » et « extrémistes ». Puis il affirme connaître la situation sur le terrain syrien et, se référant à son expérience au Vietnam, il défend l'idée de s'appuyer sur tous les « rebelles » pour renverser la République arabe syrienne. Pour ce faire, il révèle lui-même avoir rencontrés les leaders de Daesh et être en contact permanent avec eux.

Avec détermination et sans états d'âme, il aura participé à la destruction d'une partie du monde. Réseau Voltaire 26 août 2018

ACTUALITE EN TITRES

Leur vieux monde. Prostitution et barbarie.

- Karine Ferri exhibe un décolleté prêt à exploser... cette tenue, fallait oser ! - Public

- Photo. Topless, Valérie Bègue pose en tenue très légère au milieu des vignes - Voici.fr

- Aux Etats-Unis, trois hommes sont accusés d'avoir eu des milliers de relations sexuelles avec des animaux - Closer

Je précise que ces titres s'affichent dans la colonne verticale à droite de l'écran de la page Yahoo news, je fais juste un copier/coller des titres.

ACTUALITÉ DU JOUR

La hiérarchie catolique en est resté "au bon vieux temps" du général Videla.

- Des Argentins tournent le dos à l'église, après le rejet de l'avortement - AFP 26.08

Le mouvement prend de l'ampleur en Argentine: depuis le rejet par le Sénat du droit à l'avortement au pays du pape François, de

plus en plus de personnes renoncent à leur baptême pour protester contre le poids de cette institution dans le débat public. AFP 26.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Le Liban reconnaît-il la fin de la guerre en Syrie ? - Réseau Voltaire 24 août 2018

Le président libanais, Michel Aoun, aurait eu un entretien téléphonique avec son homologue syrien, Bachar el-Assad.

Or, depuis le début de la guerre en Syrie, seul le président russe Vladimir Poutine et le président d'Ossétie du Sud, Anatoli Bibilov, ont des contacts officiels à ce niveau avec la République arabe syrienne.

La majorité des États dans le monde considère que la guerre en Syrie est une « guerre civile », tandis que la Russie et l'Ossétie du Sud affirment que c'est une agression étrangère par jihadistes interposés.

En juin 2012, les différents partis libanais ont conclu la Déclaration de Baabda [1] par laquelle ils se sont engagés à ne pas laisser les institutions libanaises intervenir dans la guerre. Cependant, les partis signataires s'y sont eux-mêmes engagés, d'abord le Courant du Futur (Hariri) du côté des jihadistes, puis beaucoup plus tard le Hezbollah du côté de Damas.

Le président Michel Aoun considère quant à lui que, depuis le sommet Poutine-Trump d'Helsinki (16 juillet 2018), la politique de « distanciation » n'a plus de raison d'être. Il lui revient donc de reconnaître la victoire du président Bachar el-Assad et de négocier directement avec lui le retour des réfugiés et la normalisation de leurs relations.

Au contraire, d'autres responsables politiques libanais, qui considèrent la présidence Trump comme un accident passager et le sommet d'Helsinki comme nul et non avenu, restent attachés à la Déclaration de Baabda imaginée par Barack Obama et Hillary Clinton à la veille de la première Conférence de Genève. Réseau Voltaire 24 août 2018

[1] « Déclaration de Baabda », Réseau Voltaire, 11 juin 2012.

Yémen

- Yémen: 26 enfants tués par des frappes de la coalition - AFP 26.08

Vingt-six enfants ont été tués jeudi au Yémen dans des frappes de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, ont annoncé vendredi des responsables de l'ONU... AFP 26.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

LVOG - Budget 2019 : Antisocial !

1- Prestations sociales, heures supplémentaires, emplois aidés : Edouard Philippe dévoile les mesures fortes du budget 2019 - francetvinfo.fr 26.08

Edouard Philippe a dévoilé les grandes lignes du budget 2019 dans un entretien au JDD, dimanche 26 août.

Pour maîtriser les dépenses publiques, trois prestations sociales (l'aide personnalisée au logement, les allocations familiales et les pensions de retraite) "progresseront de façon plus modérée, de 0,3 % par an en 2019 et en 2020 ", a révélé Edouard Philippe. C'est nettement moins que l'inflation, qui a accéléré et s'élevait en juillet à 2,3% sur un an.

En revanche, "les prestations qui bénéficient à nos concitoyens les plus fragiles, comme le RSA, seront augmentées conformément à la loi". Le Premier ministre a en outre assuré que "la prime d'activité, le minimum vieillesse, l'allocation pour les adultes handicapés" augmenteraient "très significativement", conformément aux promesses de campagne du président Emmanuel Macron.

"Nous assumons une politique de transformation et de maîtrise des dépenses qui privilégie, je le redis, la rémunération de l'activité et qui rompt avec l'augmentation indifférenciée des allocations, a expliqué Edouard Philippe. C'est par le retour à l'activité et une meilleure rémunération du travail que notre pays sera plus prospère."

"Dès le 1er septembre 2019, les cotisations salariales sur les heures supplémentaires seront supprimées pour tous les salariés, dans le privé comme dans le public", a annoncé le Premier ministre au JDD. Selon lui, "cela représentera en moyenne plus de 200 euros supplémentaires par an" pour "une personne payée au Smic" et la mesure coûtera "2 milliards" d'euros. Cette mesure, à l'origine programmée pour 2020, va donc être avancée d'un an. "Nous voulons que les Français puissent revenir vers le travail, que ce travail paie, et qu'il paie de mieux en mieux", a martelé le Premier ministre.

Le chef du gouvernement a confirmé que les contrats aidés verraient leur financement "diminuer". L'exécutif a déjà nettement réduit la voilure, avec seulement 200 000 nouveaux contrats aidés budgétés pour 2018, après 320 000 en 2017 et 459 000 en 2016. "Nous voulons transformer l'action publique en diminuant le financement des politiques qui ne sont pas efficaces, par exemple sur le logement ou les contrats aidés, dont la plupart ne permettent pas d'obtenir ensuite un emploi viable", indique Edouard Philippe.

En parallèle, le gouvernement "engage un effort inégalé pour la formation de ceux qui en ont le plus besoin". "Le chômage baisse (...), les créations d'emploi ont repris et pourtant, dans l'industrie, les services, la restauration ou l'agriculture, il y a des difficultés de recrutements, poursuit Edouard Philipe. Il y a là un problème de compétences auquel il faut remédier en investissant massivement dans la formation."

Dans sa volonté de maîtriser la dépense publique, le gouvernement prévoit également la suppression d'environ 4 500 postes dans la fonction publique d'Etat en 2019, et le chiffre sera "supérieur à 10 000 en 2020". "Nous tiendrons l'objectif du président de la République de supprimer 50 000 postes à l'horizon 2022", selon Edouard Philippe. Emmanuel Macron a promis au cours de sa campagne pour la présidentielle 120 000 suppressions de postes dans la Fonction publique au cours du quinquennat au total, dont 50 000 sur le périmètre de l'Etat où, dans le cadre du budget 2018, 1 600 suppressions de postes avaient déjà été actées.

Interrogé sur la montée en puissance très progressive de ces suppressions de postes, le Premier ministre explique qu'il "ne croit pas à la politique du rabot". "Notre méthode privilégie une transformation de l'action publique en profondeur et le développement du numérique, des économies à long terme et une amélioration du service public, fait-il valoir. La réduction du nombre de fonctionnaires n'est pas le fondement mais la conséquence d'une transformation de l'action publique qui monte en puissance au fil du temps."

"Mais il y aura par ailleurs des recrutements : plus 2 000 agents supplémentaires dans la police, la gendarmerie et à la DGSI, 1 300 à la justice - parce qu'il s'agit de priorités", a indiqué Edouard Philippe.

Edouard Philippe a "écarté l'hypothèse d'une mesure brutale de transfert [du financement des arrêts maladies] vers les entreprises", estimant que "tous les acteurs" doivent agir pour contenir leur progression. Le quotidien Les Echos indiquait début août que l'exécutif envisageait de faire prendre en charge par les entreprises, à la place de la Sécurité sociale, quatre jours d'indemnités journalières pour les arrêts de moins de huit jours. Un projet auquel le patronat s'est vivement opposé.

"Notre politique vise à augmenter la croissance et à favoriser le retour à l'emploi. Nous avons pris beaucoup de mesures pour stimuler l'activité des entreprises et l'investissement, explique le Premier ministre. On ne va pas envoyer de contre-message." Mais "l'enjeu des arrêts maladie est considérable". "Chaque année, un peu plus de 10 milliards d'euros sont consacrés à l'indemnisation des salariés arrêtés, et ce volume progresse de plus de 4 % par an, poursuit-il. En trois ans, le nombre de journées indemnisées est passé de 11 à 12 par an et par salarié du privé."

Pour Edouard Philippe, "c'est comme si notre pays avait instauré un jour de congé supplémentaire", et la part croissante des dépenses de santé destinées à couvrir les arrêts maladie "veut dire qu'on a moins d'argent pour le financement des hôpitaux ou de nouveaux traitements".

"Tous les acteurs du système doivent se mettre autour de la table pour trouver les moyens de contenir cette progression, exhorte-t-il. Donc il ne s'agit pas de renvoyer vers tel ou tel le coût de ces indemnisations - les entreprises pas plus que d'autres. C'est ensemble qu'il faut résoudre le problème. Mais je veux dire à tous que cela ne peut pas durer." francetvinfo.fr 26.08

Police, gendarmerie, DGSI, justice leur priorité, l'appareil policier du régime pour affronter la classe ouvrière !

Philippe a raison : Cela ne "*peut pas durer* : " Macron et son gouvernement dehors !

LVOG - Ils osent tout. "***Il dit tout haut ce que le gouvernement et le patronat pensent tout bas***".

2- Supprimer les vacances en juillet-août ? Le curieux référendum non-anonyme d'un Intermarché - leparisien.fr 24 août 2018

Dans l'Hérault, le patron d'un supermarché de la chaîne a lancé un vote pour que ses salariés ne posent plus de congés pendant les vacances d'été.

« Avoir accepté de mettre en place des congés payés au mois de juillet et d'août est pour moi une erreur. » L'aveu lance une lettre adressée aux salariés d'un Intermarché de Villemagne-l'Argentière (Hérault) le 31 juillet. Son auteur ? Le directeur du supermarché, Jean-Pierre Le Berrigo. Son but ? Convaincre ses employés de renoncer à leurs vacances d'été, pour « faire progresser l'entreprise », et entériner l'affaire par un référendum où les votants ne peuvent se retrancher derrière leur anonymat.

Si certains internautes, surpris par des éléments du texte, ont pensé que ce document était un faux, il n'en est rien. Il est bien l'oeuvre de ce patron de ce supermarché installé à 80 km à l'ouest de Montpellier. Sur une page, Jean-Pierre Le Berrigo tente de rallier son personnel à son point de vue.

« Vous êtes tous de très bons professionnels dans vos domaines respectifs, et pour nous deux mois les plus forts vous prenez tous ou presque des congés, écrit-il. C'est au moment où l'on a le plus besoin de vous que vous vous absentez pour laisser vos univers à des saisonniers qui n'ont aucune connaissance de notre métier et aussi, souvent pas forcément l'envie que vous avez de faire bien. »

« Décider sans votre accord ne servira à rien », poursuit la lettre de Jean-Pierre Le Berrigo qui soumet donc la décision au suffrage de ses salariés. Mais à ses conditions. « Ce vote n'est pas anonyme car je considère que nous devons tous assumer nos décisions, justifie-t-il. Les votes non exprimés seront pris en compte comme un oui pour ne pas se retrouver avec une participation trop faible. »

Pour être adopté, le référendum doit être soutenu par « non pas 50 % », mais « 60 % » des salariés du magasin de Villemagne-l'Argentière, « afin que [la] décision soit incontournable grâce à l'adhésion d'un maximum d'entre vous ». En bas de la lettre, l'employé est invité à entourer « oui » ou « non » et à indiquer les motivations de son choix.

Contacté par Le Parisien, Jean-Pierre Le Berrigo, agacé par la fuite du document sur Internet, a refusé de nous répondre par téléphone. Via Facebook, il nous a parlé de « bel exemple de démocratie dans l'entreprise ». « Il n'y a rien contre les lois du travail. Je les respecte. Comme mes salariés. La preuve, pas de passage en force. »

Légal son référendum ? Sur le fond, oui. « Rien n'interdit d'empêcher ses salariés de positionner leurs jours de congé à telle ou telle date, nous explique Me Eric Rocheblave, avocat en droit du travail. Il n'y a pas de droit imprescriptible d'avoir ses vacances en août. Avec les lois adoptées en mars 2018, l'employeur peut conclure un accord d'entreprise avec ses salariés et peut le faire par référendum. »

Sur la forme, le dossier est bien moins correctement ficelé. « La loi précise que la consultation doit être secrète, donc il ne peut pas interdire les votes anonymes, poursuit l'avocat. Sur sa majorité de 60 % de oui, ça n'est pas vraiment une faveur puisqu'il faut l'accord de deux tiers des salariés pour qu'un tel accord soit adopté. »

A priori, ses salariés ne l'ont pas suivi. « Ça divise, il y a des avantages et des inconvénients de chaque côté », nous explique une employée de l'Intermarché. « Dans mon rayon, on est contre », nous glisse l'un de ses collègues.

« J'ai perdu je pense », nous indique Jean-Pierre Le Berrigo qui a déjà reçu « pas mal » de réponses. Le suspense ne devrait pas durer jusqu'à la fin du mois de septembre, date où il doit proclamer les résultats du référendum. Et où il lui faudra peut-être commencer à réfléchir au planning des prochaines vacances d'été. leparisien.fr 24 août 2018

Chasse aux pauvres : Chassons-les du pouvoir !

3- L'arrêté «antimendicité» de Besançon contesté en justice - Liberation.fr 24 août 2018

Des recours ont été déposés ce vendredi devant le tribunal administratif pour tenter de faire annuler la mesure très polémique prise début juillet par le maire LREM (ex-PS - ndlr) de la préfecture du Doubs.

Le texte, censé empêcher «tout trouble à l'ordre public» selon l'édile, interdit du 10 juillet au 30 septembre, de 10 heures à 20 heures et du lundi au samedi, «la consommation d'alcool, la mendicité, accompagnée ou non d'animaux, les regroupements, ainsi que la station assise ou allongée lorsqu'elle constitue une entrave à la circulation publique». Il s'applique principalement dans le centre-ville. Le risque ? Une amende de 38 euros.

Le maire, l'ex-socialiste Jean-Claude Fousseret, qui a rejoint les rangs de la majorité, se défend de toute chasse aux pauvres, et martèle «rester de gauche» tout en soulignant que la mesure ne s'applique que «dans 1% de la surface de la commune». Il justifie cette mesure par les récriminations constantes des commerçants et des riverains du secteur concerné.

Plusieurs autres villes de France ont pris des arrêtés similaires ces dernières semaines, comme La Roche-sur-Yon ou encore Nice, en vertu des pouvoirs de police conférés aux maires par le code général des collectivités territoriales. A Besançon, cette décision, saluée par l'union des commerçants, suscite pourtant l'ire de nombreux habitants. Ainsi, une manifestation a rassemblé environ 200 personnes le 18 août. Une pétition en ligne a également été lancée et un autre rassemblement est prévu le 1er septembre pour exhorter le maire à faire marche arrière. Le mot d'ordre ? «Je suis assis.» Liberation.fr 24 août 2018

Que le maire de Besançon, Jean-Claude Fousseret, soit un ex-PS n'étonnera plus personne.

Haut de page

Le 28 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai modifié l'image illustrant l'actualité en rendant hommage à McCain, c'est le Ministère de la Vérité qui me l'a imposé, mais je ne suis pas sûr qu'il appréciera !

Je retirerai les morceaux de musique mis en ligne au fur et à mesure que ma fille les aura téléchargés, disons au bout de 3 ou 4 jours. Au moins le portail sert à quelqu'un !

- Causerie au format pdf (7 pages)

Parole d'Internaute.

1- "Le problème de Chavez est d'avoir fait du socialisme à l'européenne, c'est-à-dire du social mais garantissant toute liberté d'enrichissement du privé…l'animal se retourne maintenant contre Maduro avec l'appui des US qui ne peuvent pas lâcher une telle occasion."

LVOG - Confusion. Vous vouliez dire du socialisme... sans socialisme, c'est bien cela, n'est-ce pas ?

2- Quand on constate "l'hommage" scandaleux rendu par Macron, Le Drian et consorts à Mac Cain, un des néocons US les plus radicaux qui a oeuvré durant des décennies à promouvoir des changements de "régimes" dans nombre de pays "ennemis de la démocratie" par la guerre, nos gouvernants démontrent avant tout leur allégeance au parti de la guerre.

LVOG - C'est le parti de la guerre qui gouverne depuis plus de deux siècles, réveillez-vous...

Pas étonnant que le parti fasciste ne parvienne pas à recruter aux Etats-Unis, les partis républicain et démocrate s'en chargent.

- Vietnam, Irak, Syrie : qui était vraiment John McCain, «héros» regretté par l'exécutif français ? - RT 27 août 2018

Plusieurs membres de l'exécutif français, chef de l'Etat en tête, ont rendu hommage au sénateur républicain. Qualifié de «héros américain», John McCain était partisan d'un interventionnisme américain sans limite.

Dans le sillage de nombreuses personnalités politiques américaines, plusieurs membres du gouvernement français ont tenu à saluer la mémoire du sénateur républicain John McCain, décédé le 25 août des suites d'un cancer du cerveau.

«John McCain était un vrai héros américain. Il a consacré sa vie entière à son pays. Sa voix manquera. Nos pensées respectueuses vont à ses proches», a tweeté le 26 août, en anglais, le chef de l'Etat français Emmanuel Macron.

Le ministre des Armées Florence Parly a usé de termes similaires pour rendre hommage à celui qui fut candidat à la Maison Blanche. Elle a notamment affirmé que ce dernier avait «inspiré des générations de part et d'autre de l'Atlantique».

Même tonalité du côté de Jean-Yves Le Drian. Le ministre des Affaires étrangères a entre autres regretté la disparition d'un «analyste subtil de la vie internationale».

Au cours de sa longue carrière politique, l'ancien sénateur de l'Arizona a notamment été un fervent partisan de l'interventionnisme américain à travers le monde. En 1999, alors que Bill Clinton est à la tête des Etats-Unis, il soutient les bombardements américains (et de l'OTAN) de cibles serbes pendant la guerre du Kosovo. Alors que l'ONU peine à imposer une solution politique au conflit, John McCain reproche au président démocrate de ne pas envoyer davantage de troupes sur le terrain.

Le journaliste Ben Norton a par exemple tweeté une carte datant de 2013 qui recense tous les pays dans lesquels «le belliciste» John McCain souhaitait voir «une intervention de l'armée américaine». (La liste : Syrie, Iraq, Afghanistan, Libye, Kosovo, Nigeria, Bosnie, Corée du Nord, Iran, Russie, Soudan, Mali, Chine. - ndlr)

En 2000, alors qu'il est candidat aux élections primaires du parti Républicain dans l'optique de concourir à l'élection présidentielle, il milite pour une politique internationale clairement interventionniste incarnée par son projet de «Refoulement des Etats voyous» (Rogue State Rollback). Ce projet consiste à appuyer financièrement et militairement les opposants politiques de différents dirigeants comme le Nord-Coréen Kim Jong-il et l'Irakien Saddam Hussein, au sein même de ces pays, désignés unilatéralement comme «voyous» par Washington. Fervent partisan de la guerre en Irak

Trois ans plus tard, en 2003, les Etats-Unis de Georges W. Bush adoptent une ligne politique interventionniste, proche de la sienne, et décidant d'envahir l'Irak sous le prétexte de la présence sur place d'«armes de destruction massive». Malgré l'opposition de trois membres permanents du Conseil de sécurité (la Chine, la France et la Russie), l'ONU ne peut empêcher l'intervention américaine unilatérale en Irak.

Outre les centaines de milliers de morts du conflit, l'invasion américaine a conduit à l'effondrement de ce pays, et plus largement du Moyen-Orient, avec notamment la multiplication des attaques terroristes. C'est entre autres durant cette guerre qu'Abou Bakr Al-Baghdadi, futur numéro un de l'organisation djihadiste Daesh, a fait ses armes, passant cinq ans dans une prison américaine.

Alors que l'intervention de Washington se révèle être un fiasco, John McCain s'oppose au départ des troupes américaines décidé par Barack Obama, face à qui il échoue lors de l'élection présidentielle de 2008. Sa position : les Etats-Unis resteront en Irak «cent ans s'il le faut».

Le journaliste américain Michael Tracey rappelle sur son compte Twitter : «Souvenez-vous quand [John] McCain a suggéré en 2008 que l'armée américaine reste 100 ans en Irak, ce pour quoi il a été largement fustigé.»

Défenseur acharné des frappes de l'OTAN en Libye

En 2011, en Libye, John McCain soutient, une fois encore, l'interventionnisme américain dans le cadre de l'intervention militaire menée par l'OTAN. S'il ne défend pas alors l'idée d'une intervention au sol, il appelle à une intensification des bombardements.

En outre, six mois avant la mort du leader libyen Mouammar Kadhafi, il se rend à Benghazi, fief de départ de l'insurrection armée (dont une partie comprenait une antenne locale d'al-Qaïda, AQMI) d'où il appelle la communauté internationale à reconnaître le Conseil national de transition libyen. Sept ans après le début du conflit, et malgré les tentatives de médiations internationales, deux autorités se disputent aujourd'hui le pouvoir dans un Etat failli. D'un côté, le gouvernement d'union nationale, reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli. De l'autre, une autorité exerçant son pouvoir dans l'est du pays, avec à sa tête le maréchal Khalifa Haftar qui tient sa légitimité de ses succès militaires.

Fervent soutien des rebelles syriens

La même année, alors que la Syrie est également secouée par des protestations, John McCain prend position en faveur d'un départ du président syrien Bachar el-Assad. Pour parvenir à cet objectif, il se fait le partisan d'une aide militaire aux rebelles syriens (en grande partie islamistes) restant ainsi fidèle à sa ligne en matière de politique internationale évoquée une décennie plus tôt. La crise se mue rapidement en guerre et l'influence de Daesh dans le pays, se fait grandissante.

Là encore, John McCain se rendra sur place pour rencontre les insurgés, appelant à leur fournir des armes lourdes. Après avoir diffusé un cliché de ses rencontres, il sera accusé dans la presse d'avoir pris la pose avec des rebelles ayant participé à l'enlèvement de 11 pèlerins chiites en Syrie.

Pas à une polémique près, John McCain accusera le président Barack Obama d'être «directement responsable» de la fusillade d'Orlando en 2016, revendiquée par Daesh. «Lorsque [Barack Obama] a retiré tout le monde d'Irak, al-Qaïda s'est rendu en Syrie, est devenu Daesh et Daesh est aujourd'hui ce qu'il est grâce aux faillites de Barack Obama», justifiera-t-il.

Virulent critique de la Russie

«Poutine n'est ni un ami, ni un concurrent. Poutine est notre ennemi [...] Il a choisi de saper les démocraties autour du monde» tweetait le sénateur républicain le 12 juillet 2018.

Peu enclin au principe de non-ingérence dans les affaires d'autres Etats, John McCain était également connu pour son attitude vis-à-vis de la Russie. Le 16 mars 2017, alors que le sénateur républicain du Kentucky, Rand Paul, s'oppose au projet de loi sur l'adhésion du Monténégro à l'Alliance atlantique, John McCain n'hésite pas à l'accuser de travailler pour Vladimir Poutine. Trois ans plus tôt, celui qui a apporté son soutien au mouvement du Maïdan, en Ukraine, avait estimé ainsi que la Russie n'était rien d'autre qu'une «station essence qui prétend être un pays».

Dans son dernier livre, John McCain accusait Vladimir Poutine de vouloir mener un «assaut sur les fondements de la démocratie [américaine]». Il appelait également les autorités américaines à «cyber-bombarder» la Russie. Enfin plus récemment, en mai 2017, alors qu'il intervenait à la chaîne de télévision américaine ABC, le sénateur républicain a affirmé sans ambages que Vladimir Poutine demeurait «la première et la plus importante des menaces, plus encore que Daesh». RT 27 août 2018

En complément. Les médias ont perdu l'un des leurs et le font savoir.

- Les deux affronts de la Maison Blanche à la mémoire de John McCain - Le HuffPost 27 août 2018

Les promesses n'engagent que les ignorants ou les naïfs qui y croient.

- Quand le candidat Macron promettait de "préserver le niveau de vie des retraités" - Le HuffPost 27.08

C'était l'un des engagements phares d'Emmanuel Macron pendant la campagne de 2017. Mais la promesse, martelée par candidat d'En Marche! à la présidentielle, de "maintenir" le pouvoir d'achat des retraités ne sera finalement pas tenue en 2019, ni en 2020. L'annonce faite dimanche 26 août de la désindexation pendant deux années consécutives des pensions de retraite par rapport à l'inflation vient d'atomiser le leitmotiv présidentiel, le fameux "je fais ce que j'ai dit".

Après la hausse de la CSG ponctionnant depuis janvier les pensions supérieures à 1200 euros, ce sont désormais tous les retraités (à l'exception des bénéficiaires du "minimum vieillesse") qui subiront une perte de pouvoir d'achat face à l'inflation, comme l'a calculé le HuffPostdans le détail.

...l'ancien ministre de l'Économie affirmait en mars 2017 sur France 2 au sujet des retraités qu'"il n'y aura pas de perte de pouvoir d'achat" s'il était élu. "Le niveau de vie des retraités, on doit le préserver" annonçait-il même dans un clip de campagne vantant les mérites de son projet de réforme des retraites

Lors du débat organisé par TF1 en mars 2017, Emmanuel Macron reprochait même à François Fillon (LR) de vouloir "faire des économies sur le dos des retraités" dans son projet présidentiel. Pourtant un an et demi plus tard, Édouard Philippe, le Premier ministre d'Emmanuel Macron, met l'accent sur les économies à réaliser afin de contenir les déficits publics. Et de faire peser notamment "sur le dos des retraités" le prix de la rigueur budgétaire. Le HuffPost 27.08

Je vous fais grâce des déclarations tonitruantes de Martinez (CGT), Pavageau (FO), Berger (CFDT), qui dans la foulée ont confirmé qu'il en faudrait plus pour qu'ils rompent leurs relations avec Macron et le gouvernement, leur collaboration serait plus appropriée... au saccage de nos droits sociaux. Ils se feront un devoir de le démontrer une fois de plus dans les semaines ou mois qui viennent. Et nous ne doutons pas que certains se chargeront de relayer leur bonne parole, il faut bien que la mystification continue pour que Macron applique tranquillement sa politique antisociale...

Une histoire de vases communicants.

Extrait. Selon le ministère des Comptes publics, les recettes fiscales de l'Etat ont reculé de 2,4 % par rapport au premier semestre 2017 à périmètre constant. Compte tenu d'une inflation qui se situe à 2,1 % sur un an en juin dernier, cela signifie en réalité une baisse en volume de 4,5 %. Considérable : cela creuse un trou de 14 milliards d'euros sur l'année, 0,6 point de produit intérieur brut (PIB).

Mais le plus inquiétant c'est la façon dont le gouvernement a engendré ce trou dans les rentrées fiscales. Les recettes des taxes qui pèsent sur les gens ordinaires - la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou encore l'impôt sur le revenu - augmentent en volume en 2018 par rapport à la même période de 2017.

Les recettes fiscales qui font chuter l'ensemble ne sont concentrées que sur l'impôt sur les sociétés d'une part, et les autres impôts d'autre part. Ceux-ci regroupent surtout les différentes formes d'imposition du capital : impôt de solidarité sur la fortune (ISF) devenu impôt sur la fortune immobilière (IFI), droits de successions, impôt forfaitaire sur les revenus du capital… Or ce

dernier poste chute à lui seul de 39 % en volume par rapport à 2017, l'équivalent de 10,5 milliards d'euros sur l'année.

Autrement dit, bien que les gens ordinaires continuent à acquitter de plus en plus d'impôts, l'Etat va être obligé de réduire significativement les services qu'il leur rend à cause de l'ampleur considérable des cadeaux fiscaux consentis aux entreprises et aux très riches… alternatives-economiques.fr 17.08

En complément. Les prédateurs ne sont jamais à court d'idées quand il s'agit de vampiriser les pauvres, les retraités, etc. pour se faire du fric.

- Rémunérer les donneurs de sang, quelle bonne idée ! - LePoint.fr 27 août 2018

Ces matériaux de base, le sang et, plus précisément, le plasma, sont, eux, devenus les produits d'un commerce florissant pour les pays exportateurs, au premier rang desquels les États-Unis. LePoint.fr 27 août 2018

Sordide ! Ils osent tout, ils sont comme cela...

Le roîtelet a été recadré, l'affaire Benalla est passée par là...

- Syrie : le maintien d'Assad serait une «erreur funeste», selon Macron - LeParisien.fr 27.08

Le président français Emmanuel Macron a jugé lundi qu'un « retour à la normale » en Syrie avec le maintien de Bachar al-Assad à sa tête serait « une erreur funeste ».

« Nous voyons bien ceux qui voudraient, une fois la guerre contre Daech achevée, faciliter un retour à la normale : Bachar al-Assad resterait au pouvoir, les réfugiés […] retourneraient et l'Europe et quelques autres reconstruiraient », a déclaré le chef de l'Etat au cours de son discours annuel face aux ambassadeurs de France. (Il n'a pas osé citer Lafarge pour reconstruire la Syrie, dommage ! Quand on vous dit que les multinationales sont humaines, généreuses, des philanthropes, c'est tout de même étrange que personne ne veuille le croire... - LVOG)

« Si je considère depuis le premier jour que notre premier ennemi est Daech (acronyme arabe du groupe djihadiste Etat islamique, ndlr) et que je n'ai jamais fait de la destitution de Bachar al-Assad une condition préalable à notre action diplomatique ou humanitaire en Syrie, je pense qu'un tel scénario serait néanmoins une erreur funeste », a-t-il estimé. (Moins que de vous avoir au pouvoir ! - LVOG)

« Qui a provoqué ces milliers de réfugiés ? Qui a massacré son propre peuple ? Il n'appartient pas à la France de désigner les futurs dirigeants de la Syrie pas plus qu'à un autre pays mais c'est notre devoir et notre intérêt de nous assurer que le peuple syrien sera bien en situation de le faire » a-t-il ajouté. LeParisien.fr 27.08

Qui, mais vous qui a armé, encadré, conseillé, soutenu les barbares issus d'Al-Qaïda, certainement pas les Syriens qui les ont combattu héroïquement...

Tiens, là silence radio de Macron, comme c'est étrange. Normal, Macron participe à l'armement de l'Arabie saoudite.

- Yémen : accords secrets entre la coalition saoudo-émiratie et al-Qaïda - middleeasteye.net 14.08

"La coalition menée par l'Arabie saoudite a conclu des accords secrets avec des éléments d'al-Qaïda au Yémen, payant même des sommes conséquentes à ces combattants, a révélé ce lundi 6 août Associated Press. « La série d'accords secrets conclus par la coalition soutenue par les États-Unis avec al-Qaïda pour se retirer des zones contrôlées par les militants au sud du Yémen se concentrait sur trois zones principales : la ville de Mukalla et les provinces d'Abyan et de Shabwa », précise l'enquête de AP. Les principales dispositions ont ainsi permis aux combattants d'al-Qaïda de se retirer en toute sécurité et de garder armes et argent avec eux. En outre, des centaines de combattants ont été intégrés aux forces de la coalition."

Fausse guerre contre al-Qaïda

La coalition menée par l'Arabie saoudite a conclu des accords secrets avec des éléments d'al-Qaïda au Yémen, payant même des sommes conséquentes à ces combattants, a révélé ce lundi 6 août Associated Press.

« La série d'accords secrets conclus par la coalition soutenue par les États-Unis avec al-Qaïda pour se retirer des zones contrôlées par les militants au sud du Yémen se concentrait sur trois zones principales : la ville de Mukalla et les provinces d'Abyan et de Shabwa », précise l'enquête de AP.

Les principales dispositions ont ainsi permis aux combattants d'al-Qaïda de se retirer en toute sécurité et de garder armes et argent avec eux. En outre, des centaines de combattants ont été intégrés aux forces de la coalition. « À Shabwa, les paiements directs en espèces ont été faits aux éléments d'al-Qaïda », a constaté l'AP.

Ces deals ont été menés et conclus sous l'œil des Américains, qui, selon AP, ont évité de mener des frappes de drones dans les zones couvertes par les accords entre la coalition et al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), une des plus dangereuses branches de la nébuleuse créée par Oussama ben Laden.

Fausse guerre contre al-Qaïda

L'enquête de l'agence d'information américaine démontre que, contrairement aux allégations de la coalition proclamant des victoires depuis deux ans contre al-Qaïda au Yémen et assurant avoir démuni ses capacités de frappes contre l'Occident, ces « victoires » se sont réalisées sans un seul coup de feu tiré.

« Le 22 avril 2016, des véhicules blindés, des camionnettes et d'autres véhicules transportant environ 3 000 éléments d'al-Qaïda sont sortis de Mukalla, la cinquième plus grande ville du Yémen et un important port sur la mer d'Oman. Deux jours plus tard, les forces soutenues par les Émirats arabes unis ont entamé la bataille et ont déclaré la victoire sur le groupe, qui dirigeait la ville depuis un an », rapporte AP. Un chef tribal de la région a déclaré à un journaliste de l'agence : « Al-Qaïda n'a pas été vaincu. Ces hommes ne se sont même pas battus ».

Un journaliste local de Mukalla, qui a requis l'anonymat par peur de représailles, a déclaré: « Nous nous sommes réveillés un jour et al-Qaïda avait disparu sans combat. »

« Nous n'avons pas vu de morts malgré la déclaration de guerre contre al-Qaïda. » Importantes sommes payées

« Nous n'avons vu aucune arrestation d'éléments terroristes », a déclaré un responsable de la sécurité yéménite à Shabwa, une autre localité concernée par l'accord entre la coalition et al-Qaïda. Un accord qui comprenait également le paiement de sommes importantes aux commandants locaux d'AQPA et à leurs hommes.

Autre cas de figure : au printemps 2016, quatre médiateurs tribaux ont négocié un accord pour l'évacuation des combattants d'AQPA d'une série de villes de la province méridionale d'Abyan, y compris la capitale provinciale de Zinjibar.

« La disposition centrale était que la coalition et les drones américains cessent tous les bombardements pour que les éléments d'al-Qaïda puissent se retirer avec leurs armes. Pendant presque une semaine, en mai, les hommes d'AQPA sont partis en camion. Le dernier jour, les combattants restants ont été conviés à un dîner d'adieu à la ferme de l'un des médiateurs. »

« Un négociateur d'al-Qaïda a déclaré que l'accord comprenait également une disposition visant à enrôler 10 000 éléments des tribus locales - dont 250 militants d'al-Qaïda - dans la force yéménite soutenue par les EAU », révèle encore AP, citant des sources de cette même force. middleeasteye.net 14.08

Ils osent tout.

- Le chef de l'armée birmane doit être poursuivi pour "génocide", selon l'ONU - AFP

- Affaire Sentsov: Kiev poursuit Moscou devant la CEDH - L'Express.fr

L'Ukraine invoque l'interdiction de la torture, le droit à la liberté et à un procès équitable dans plusieurs arrestations contre ses ressortissants en Russie. L'Express.fr

- Les deux affronts de la Maison Blanche à la mémoire de John McCain - Le HuffPost

- Russie : Alexeï Navalny condamné à 30 jours de prison - LeParisien.fr

A ceux qui suggèrent qu'Alexeï Navalny aurait été arrêté et emprisonné en vue des manifestations du 9 septembre, le Kremlin répond par la négative. LeParisien.fr

Argument éculé : Sentsov s'en est déjà servi, alors qu'il est emprisonné... depuis 2015 !

Accord en ioucedé.

- Les USA et le Mexique concluent un nouvel accord commercial - Reuters 27 août 2018

Donald Trump a annoncé lundi que les Etats-Unis et le Mexique s'étaient entendus sur un nouvel accord de libre-échange, qui se substitue à l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), avant l'ouverture rapide de pourparlers avec le Canada.

Le nouvel accord prévoit entre autres une augmentation de la part des composants d'origine américaine et régionale dans les voitures assemblées au Mexique.

Trump devrait notifier au Congrès d'ici la fin de la semaine son intention de signer un nouvel accord de libre-échange dans les 90 jours, ce qui laissera le temps à Enrique Peña Nieto de signer le texte avant la fin de son mandat.

L'annonce de l'accord Mexique-Etats-Unis a fait grimper les Bourses américaine, mexicaine et canadienne mais aussi européennes, dans l'espoir d'un apaisement des tensions commerciales globales.

La Bourse de Mexico a atteint un plus haut de sept mois et le peso s'est raffermi d'environ 1,3% face au dollar, sa meilleure séance depuis plus d'un mois.

Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada représentent plus de 1.000 milliards de dollars (856 milliards d'euros) par an. Reuters 27 août 2018

Trump signe cet accord en ioucedé avec Nieto qui a fait preuve d'une vassalité sans faille vis-à-vis des Etats-Unis, avant que son successeur Andrés Manuel López Obrador entre officiellement en fonction le 1er décembre, craignant peut-être qu'il soit moins malléable ou qu'il soit plus gourmand, qui sait, pour le peuple mexicain, quelle abomination !

Haut de page

Le 30 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Une causerie très dense, et comme d'habitude pleine d'infos, d'éclaircissements ou d'enseignements pour qui veut mieux comprendre la situation mondiale ou combattre le capitalisme sur tous les fronts. Bonne lecture et réflexion.

- Causerie au format pdf (23 pages)

Quand on affirme que Macron et LREM, les médias et leurs "experts", l'UE, relaient la propagande de guerre de l'Otan, les lecteurs mal informés seraient en droit de se demander si nous ne délirions pas ou nous ne ferions pas preuves de désinformation ou je ne sais quoi encore... L'article suivant est assez précis pour leur ôter le moindre doute sur l'origine de la campagne hystérique xénophobe ou russophobe qui empeste l'atmosphère depuis l'ère Obama, elle vient de l'Otan et du Pentagone.

Au passage, vous êtes-vous demandés pourquoi tous les partis dits ouvriers sans exception censurent le Réseau Voltaire qui est une source d'information irremplaçable ? Comment expliquez-vous cette misérable attitude, d'autant plus qu'ils le consultent pour en tirer des informations sans citer leur source ? En revanche ils vont soutenir les médias des oligarques comme Le Monde, Libération, etc. quand ils prétendent être victimes d'une atteinte à la liberté d'expression ou de la presse, alors que chacun sait qu'ils pratiquent l'autocensure et la désinformation quotidiennement et relais la propagande de l'Otan et de l'UE que le Réseau Voltaire dénonce et combat.

Pour faire l'idiot, on pourrait dire, allez y comprendre quelque chose, mais non, le sujet est trop grave, et la signification politique qui vous vient peut-être spontanément à l'esprit pour caractériser cette attitude est sans doute la bonne, hélas! Vous ne vous trompez pas, les faits ou la vérité des faits ne les intéresse pas, et après certains s'étonnent qu'on ne parvienne pas à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, tandis que d'autres affirment que dans la situation actuelle se serait très difficile, voire impossible, mais ne font-ils pas tout ce qui faut pour qu'il en soit ainsi, car aucun travailleur ne peut cautionner de telles pratiques.

Sans information fiable, il est impossible de comprendre la situation, donc d'en tirer des enseignements pour mener notre combat politique, ce qui revient à nous réduire à l'impuissance face à la propagande de notre ennemi.

Vous avouerez que j'ai l'art de me faire des amis parmi les adhérents ou militants de ces partis, entre nous, ce n'est pas mon objectif

si cela doit être au détriment de la vérité ou de nos principes, sans préjuger que certains d'entre eux condamnent l'attitude de leurs dirigeants.

Je persiste et signe, s'il existe une source d'information qui mérite d'être soutenue sans condition, c'est bien le Réseau Voltaire et particulièrement le journaliste Thierry Meyssan qui vit à Damas, la capitale de la Syrie.

Braves gens dormez tranquille, l'UE et l'Otan veille à la paix en Europe... en se préparant à la guerre contre la Russie.

- Ponts écroulés et ponts bombardés par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 28 août 2018

Alors que nous avons tous été horrifiés par l'écroulement du pont Morandi de Gênes, Manlio Dinucci nous rappelle que la société gestionnaire de cet ouvrage a été privatisée… pour payer la destruction par l'armée italienne des ponts de Serbie. C'était en 1999, sous les ordres de l'Otan.

« L'image est vraiment apocalyptique, on dirait qu'une bombe est tombée sur cette très importante artère » : voilà comment un journaliste a décrit le pont Morandi qui venait de s'écrouler à Gênes, en brisant la vie de dizaines de personnes [1].

Mots qui ramènent à l'esprit d'autres images, celles des environ 40 ponts serbes détruits par les bombardements Otan en 1999, parmi lesquels le pont sur la Morava méridionale où deux missiles frappèrent un train en massacrant chez ses passagers. Pendant 78 jours, décollant surtout des bases italiennes fournies par le gouvernement D'Alema, 1 100 avions effectuèrent 38 000 sorties, larguant 23 000 bombes et missiles. Détruisant systématiquement les structures et infrastructures de la Serbie, et provoquant des milliers de victimes chez les civils. Aux bombardements participèrent 54 avions italiens, qui effectuèrent 1 378 sorties, en attaquant les objectifs désignés par le commandement étasunien. « Pour le nombre d'avions nous n'avons été seconds que derrière les USA. L'Italie est un grand pays et on ne doit pas s'étonner de l'engagement montré dans cette guerre », déclara D'Alema.

Dans l'année même où il participait à la démolition finale de l'État yougoslave, le gouvernement D'Alema démolissait la propriété publique de la Società Autostrade (gestionnaire aussi du pont Morandi), en en cédant une partie à un groupe d'actionnaires privés et en cotant le reste en Bourse. Le pont Morandi s'est écroulé fondamentalement par la responsabilité d'un système centré sur le profit, le même qui est à la base des puissants intérêts représentés par l'Otan.

Le rapprochement entre les images du pont Morandi écroulé et des ponts serbes bombardés, qui à première vue peut sembler forcé, est au contraire fondé.

Avant tout, la scène déchirante des victimes ensevelies par l'écroulement devrait nous faire réfléchir sur l'horrible réalité de la guerre, que les grands médias nous mettent sous les yeux comme une sorte de wargame, avec le pilote qui cible le pont et la bombe téléguidée qui le fait sauter en l'air.

En second lieu nous devrions nous rappeler que la Commission européenne a présenté le 28 mars un plan d'action prévoyant la potentialisation des infrastructures de l'UE, ponts compris, mais pas pour les rendre plus sûres pour la mobilité civile, mais plus aptes à la mobilité militaire [2]

En réalité, le plan a été décidé par le Pentagone et par l'Otan, qui ont demandé à l'UE d'« améliorer les infrastructures civiles afin qu'elles soient adaptées aux exigences militaires » : de façon à pouvoir déplacer avec la plus grande rapidité des chars d'assaut, cannons autopropulsés et autres véhicules militaires lourds, d'un pays européen à l'autre pour faire face à « l'agression russe ». Par exemple : si un pont n'est pas en mesure de supporter le poids d'une colonne de chars d'assaut, il devra être renforcé ou reconstruit.

On dira que dans ce cas le pont deviendra plus sûr aussi pour les véhicules civils. Mais la question n'est pas aussi simple.

Ces modifications ne seront effectuées que sur les tronçons les plus importants pour la mobilité militaire et l'énorme dépense sera à la charge de chaque pays, qui devra soustraire des ressources à l'amélioration générale des infrastructures.

Une contribution financière de l'UE est prévue pour un montant de 6,5 milliards d'euros, mais —a précisé Federica Mogherini, responsable de la « politique de sécurité » de l'UE— seulement pour « assurer que des infrastructures d'importance stratégique soient adaptées aux exigences militaires ».

Le temps presse : pour septembre le Conseil européen devra spécifier (sur indication de l'Otan) la liste des infrastructures à potentialiser pour la mobilité militaire. Le pont Morandi y figurera-t-il, reconstruit pour que les chars d'assaut des USA et de l'Otan puissent en sécurité transiter sur la tête des Gênois ? Réseau Voltaire 28 août 2018

Notes.

[1] Le pont Morandi, important viaduc autoroutier de Gênes géré par une société privée, s'est écroulé le 14 août, en faisant plus de 40 victimes. La cause probable est un effondrement structurel, dont les signes ont cependant été ignorés pendant des années. Ndlt.

[2] « UE : un "espace Schengen" pour l'Otan », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 3 avril 2018.

Qui va les chasser du pouvoir, qui peut les chasser du pouvoir ?

Qui, sinon la masse unie des exploités et des opprimés renouant avec la tradition révolutionnaire du prolétariat de la fin du XIXe siècle et du début du XXe...

Ils osent encore le dire.

(Après la démission de Hulot le millionnaire, qui s'est enrichi grâce au sponsoring de multinationales.).

- L'Elysée : « L'important, c'est que les décisions soient prises dans l'intérêt général ». leparisien.fr 28.08

Pantalonnade. Qui en réalité prend les "décisions", pas Macron c'est une marionnette, il ne dispose d'aucun pouvoir, qui sinon l'oligarchie et dans son propre intérêt.

Parole d'Internaute

1- "C'est la pensée internet d'aujourd'hui. Quelque soit l'idée la plus stupide qui vous vienne, vous trouverez toujours, grâce à la masse d'information à disposition, quelques faits avérés qui semblent aller dans votre sens. Vous faites alors un montage de tous ces faits, de quoi assommer le contradicteur et avoir l'air de prouver ce que vous dites, et vous publiez. Ça se faisait déjà avant Internet à part que, maintenant, c'est à la portée de tout le monde."

LVOG - Grâce à Facebook, Tweeter et Cie...

2- J'adore ce mec!

Face à la dictature mondialiste multiforme, Donald fait figure de « résistant »! Et les actes de résistance de Trump au mondialisme (récupérés par les gauchos...) ne sont pas de simples escarmouches, mais des bombardements intensifs sur ce nouveau fascisme internationaliste, imposé par médias, lobbyistes des multinationales, paléo-trotskystes, gauchistes immigrationnistes et grande finance internationaliste, tous unis dans un but de destruction des Nations et de leurs identités culturelles...une vieille rengaine de tous les socialismes, qu'ils soient nationaux ou internationaux...

LVOG - Tous ces acteurs participent à la confusion générale qui profite aux néoconservateurs les plus ultra réactionnaires de manière à écarter la seule menace qui pèse sur le régime qu'ils incarnent : Le socialisme. Comme autrefois, ils préfèrent encore la guerre à la révolution socialiste.

A vouloir trop prouver, on se démasque...

- Donald Trump charge Google et Twitter qu'il accuse de "censure" - atlantico.fr 28 Août 2018

Facile, on ne peut pas leur prêter de bonnes intentions à moins d'être un idiot...

- Mis en cause par Trump, Google se défend de toute «manipulation politique» - leparisien.fr 28 août 2018

La firme de Menlo Park indique dans un communiqué au ton très ferme que son moteur de recherche « ne classe jamais les résultats de recherche pour manipuler une opinion politique ». « La recherche n'est pas utilisée pour défendre un programme politique et nous ne dévions pas nos résultats vers une quelconque idéologie politique », ajoute-t-elle.

« Notre but est de nous assurer que les utilisateurs qui tapent une recherche dans la fenêtre Google Recherche reçoivent le résultat le plus pertinent en quelques secondes », insiste l'entreprise, soulignant qu'elle apporte chaque année « des centaines d'améliorations aux algorithmes qui pilotent la recherche » pour assurer qu'ils pêchent du contenu de « grande qualité ». leparisien.fr 28 août 2018

Question : D'après vous, selon Google, c'est quoi "le résultat le plus pertinent", sinon celui des portails ou blogs dont le contenu est compatible avec la programme politique soutenu par Google, les GAFAM, le clan de l'oligarchie opposé à Trump.

"On n'a plus le droit ni d'avoir faim, ni d'avoir froid" parole de J-J Goldman qui a gagné 58 millions d'euros en 2017 et estime que ce n'est pas suffisant, sa maison de disque non plus.

LVOG - Je n'ai pas le temps de m'attarder sur ce sujet, mais au regard des protagonistes que l'on trouve dans les deux camps, il semblerait que les GAFAM craignent que la population déserte Internet après l'avoir appâtée avec la mise en ligne gratuite de musique, films, documentaires, articles, etc., alors qu'ils ont conçu internet comme un puissant instrument destiné à asservir les peuples en le rendant indispensable dans leur vie quotidienne, par exemple pour lire son courrier ou trouver, remplir et renvoyer des documents administratifs ou encore pour régler des factures, etc.

Si l'accès à la musique et au cinéma, à l'information devient payant, ce qui est déjà le cas en grande partie, disons trop rapidement, en plus de l'abonnement souscrit à un fournisseur d'accès à Internet qui n'est pas gratuit non plus, ils peuvent craindre qu'une partie de la population décroche des écrans qui procèdent à l'abrutissement générale.

Mais surtout, les GAFAM ne supportent pas qu'une institution leur dicte la politique qu'ils doivent adopter, car cette institution peut aussi changer de politique ou voire disparaître dans le cas de l'UE. Sans parler que cela ne ferait qu'accroître le partage de fichiers entre internautes sans aucun contrôle cette fois, y compris au contenu jugé illégal.

Et puis, comme chacun d'entre nous, j'ai pu constater que certains fichiers (YouTube) étaient accessibles gratuitement au téléchargement, alors que d'autres sont uniquement destinés à la lecture, d'autres encore sont téléchargeables mais payant, l'ensemble légalement.

De nombreux artistes acceptent que leurs oeuvres ou certaines d'entre elles figurent sur Internet et puissent être téléchargés gratuitement, tandis que d'autres s'y refusent à moins que l'internaute paie.

Souvent ce sont les ayants droit ou leurs maisons de disques qui bloquent la diffusion ou rendent payant le téléchargement, idem pour le cinéma.

Si j'ai téléchargé gratuitement plus de 1000 morceaux de musique ou concerts, aucun des deux ou trois dernières années, ils sont tous payant, hormis quelques rares exceptions généralement de mauvaise qualité, ceci explique cela dans ce cas-là.

Apparemment la vente de CD n'a pas chuté, et les concerts font toujours salle comble, donc de quoi se plaignent-ils ces nantis ? Ils veulent faire payer les plus pauvres qui se contentent de vidéos souvent médiocres, il faut que les pauvres casquent coûte que coûte, c'est cela ?

- A Bruxelles, bataille féroce autour de la réforme du droit d'auteur - AFP 28 août 2018

"Mensonges" contre "coups bas": la directive européenne sur la réforme du droit d'auteur fait l'objet d'un lobbying tous azimuts entre ses partisans --médias et créateurs-- et ses opposants --géants du numérique et militants de la liberté sur internet.

L'objectif de la réforme, proposée en 2016 par la Commission européenne, est de moderniser le droit d'auteur à l'ère du numérique.

Le principe est d'inciter les plateformes, comme YouTube, à mieux rétribuer les créateurs de contenus (article 13), mais aussi de créer un nouveau "droit voisin" pour les éditeurs de presse (article 11), qui doit permettre aux journaux ou agences comme l'AFP de se faire rémunérer lors de la réutilisation en ligne de leur production. Deux fronts se sont dégagés: d'un côté les créateurs et la presse, en quête de revenus; de l'autre, une alliance inattendue entre les géants du numérique, qui craignent une remise en cause de leur "business model", et les militants d'internet, qui voient dans le texte une menace pour la liberté du web. AFP 28 août 2018

- « Si on ne peut pas vivre de nos œuvres, nous, créateurs, sommes condamnés à disparaître » - Le Monde 03.07.2018 Dans une tribune au « Monde », plus de 70 artistes demandent la juste rémunération des œuvres diffusées sur

Internet, avant le vote, jeudi, d'une directive européenne. Jean-Jacques Goldman, Abd Al Malik, Julien Doré et Jain font partie des signataires de la tribune

Tribune. Extrait.

L'objectif de cette nouvelle directive n'est pas d'imposer un filtrage ou une quelconque censure sur Internet, mais au contraire de permettre de mieux identifier les œuvres diffusées sur les plates-formes numériques et de rémunérer leurs auteurs. Ces puissants acteurs économiques du numérique sont aujourd'hui des diffuseurs comme les autres, des partenaires essentiels comme

les autres et, à ce titre, doivent être responsables comme les autres. Le Monde 03.07.2018

- Jean-Jacques Goldman, Julien Doré et plusieurs artistes se mobilisent pour les droits d'auteurs
- huffingtonpost.fr 04.07.2018

L'ADIMA, groupe de pression qui rassemble les GAFA et d'autres grands noms du secteur technologique, a appelé dans un communiqué les eurodéputés à "sauver l'internet" en rejetant le projet de réforme, lors d'un vote qui devrait intervenir ce jeudi au Parlement européen, réuni cette semaine en session plénière à Strasbourg. huffingtonpost.fr 04.07.2018

Commentaires d'Internautes

1- Comment ces gens ne comprennent-ils pas que leur discours s'entend comme " j'ai plein d'argent et je veux en gagner plus"? Même s'ils sont réellement des défenseurs des artistes leur discours est complétement brouillé par leurs fortunes.

2- Avec la protection des oeuvres 70 ans après la mort de l'artiste, nos "artistes" ont d'ors et déjà prouvé leur capacité à voir au delà de leur existence. Quel est le moteur de la création ? avoir une rente ? créer une dynastie de gestionnaires ? Je pense que le moteur de la création n'est pas l'argent, et que cette proposition de loi au parlement européen est liberticide. Qu'ils montrent leur capacité à abandonner leurs droits au delà de leur mort et on en reparle !

3- Internet n'aurait jamais pris cette ampleur sans l'accès gratuit à la culture pour tous, qui a motivés nos premiers abonnements. Maintenant que le boum économique a eu lieu, engraissant une fois de plus les éditeurs et le capital, ceux-ci réclament une dîme supplémentaire. Ils n'arrêteront jamais et trouveront toujours des artistes pour signer leurs papiers. Goldman, toujours pas sur spotify parce-que 4 cents l'ecoute d'une chanson c'est pas assez. Pauvres riches...

4- Les artistes voudraient être libre jusqu'à la médiocrité et devenir un artiste officiel d'un Etat, d'un milliardaire, d'une banque, d'un industriel, d'une communauté et le fin du fin : artiste du peuple. Pendant ce temps les enfants se battent pour prolonger les droits de la famille et passer à la télé. Que depuis la nuit des temps les artistes soient obligés de se vendre pour exister, OK, mais nous en sommes tous là, sans droit d'auteur.

5- En essayant de décripter vos propos, je comprends que vous imaginez que les droits d'auteur constituent une espèce de rente versée par l'Etat à quelques artistes. Un musicien écrit une chanson à succès. Pourquoi serait il normal de télécharger sa chanson, de la diffuser à la radio, ou dans un bar sans le rémunérer ? C'est ça le droit d'auteur. Ce qui lui revient quand d'autres gagnent de l'argent grâce à sa chanson. Et lui permet de vivre.

6- On n'est pas toujours d'accord avec eux, mais dans cette affaire, total soutien aux artistes face aux GAFA. Car ces derniers révèlent un machiavélisme destructeur. Ils s'activent pour rendre les oeuvres d'artistes gratuites à travers une diffusion massive, en quasi illégalité, mais n'oublient pas de faire payer le prix fort pour les pubs qu'ils ont en gestion, et là ils sont intraitables.... tout en amassant des richesses incommensurables. Complètement immoral donc. Honte sur eux.

7- Vous savez bien que le téléchargement légal rétribue les créateurs. Si téléchargement illégal il y a, c'est un problème qui touche le téléchargeur et le site qui le lui permet. Mais ce n'est pas le droit, ni un vide juridique, c'est illégal.

8- Certes, il est difficile de contredire cette tribune. Mais pour mémoire, quand l'industrie nous a fait passer du vinyle au CD (souvent de qualité indigne), puis du CD au CD remasterisé, puis a tenté de nous faire passer au SACD ou au DVD audio, il n'y avait guère d'artiste pour s'émouvoir d'être rémunéré 2 ou 3 fois ou plus pour la même œuvre, que d'ailleurs on ne pouvait pas écouter avant d'acheter. La technologie a changé le rapport de force, et leur apprend l'humilité, c'est déjà ça.

9- Quand on voit l'état de dénuement extrême dans lequel se trouvent les jeunes plasticiens on a beaucoup de mal à compatir au sort des artistes de variétés. Et comme d'hab ceux qui se beurrent les deux côtés de la tartine, en général plutôt les intermédiaires, avancent masqués derrière la liberté d'expression.

10- Est il normal d'écrire un tube dans sa vie et de vivre toute sa vie sur des royalités ? Est ce qu'un carreleur est rémunéré a chaque fois qu'on marche sur son carrelage ? Il faut inventer un nouveau systeme ou les artistes sont rémunérés quelques années après la sortie de leur disque, puis doivent travailler (faire des concerts !! y'a pire comme boulot) pour ensuite vivre, ou refaire des disques. Aucun des artistes qui signe la petition n'est a plaindre.

11- Le régime du droit d'auteur est complètement obsolète. C'est devenu au mieux une rente de situation, au pire un droit à la paresse rémunérée. Une disruption totale est nécessaire pour booster la création. 20 ans de droits à partir du 1er janvier suivant la création puis survivance pendant 50 ans sur les droits d'adaptation. Cela permettra de libérer l'accès à la culture tout en préservant l'auteur du pillage.

12- Toujours la même vieille rengaine : sans droits d'auteurs, la création va disparaître. Mais la création n'a pas attendu les

droits d'auteurs. Homère, Virgile ou Ronsard n'ont pas eu besoin de droits d'auteurs pour créer. Et aujourd'hui, des millions de créateurs, artistes, écrivains, intellectuels, vivent sans droit d'auteur (ou si peu), et ça ne les empêche pas de créer. Ils sont professeurs, journalistes, ... Ceux qui ne sont mûs que par l'appât du gain ont bien sûr du mal à comprendre.

13- Le secteur est riche. Qu'il s'organise différemment pour mieux distribuer. Qu'il y ait moins de très riches et moins de très pauvres (revenus du plus riche ne dépassant pas de plus de 10-20 fois celui du plus pauvre). Qu'une partie des droits d'auteurs soient mis dans un pot commun et redistribués.

14- La « campagne de désinformation » est très limitée, puisque aucun grand média ne relaie les arguments contre cette loi européenne sur les droits d'auteurs. Par ailleurs, l'opposition à cette loi vient des internautes et des citoyens, en raison de graves conséquences sur les libertés individuelles. Si elle venait des GAFA, il y aurait eu bien plus de couverture média. Le problème concerne les articles 11 et 13, entre autres parce qu'ils menaceront le partage des liens sur Internet.

15- La seule réponse que je peux donner à ces auteurs tient en une seule oeuvre : le Boléro de Ravel. Son histoire est une parfaite illustration de ce qu'il faut arrêter dans le droit d'auteur. Quand ces signataires diront que cette histoire est un scandale, que cela ne doit plus se reproduire, alors on pourra les écouter et les croire. En attendant, cette histoire de rémunération perpétuelle dérange un peu.

16- Cette tribune aurait eu plus de sens signée par les deux gros industriels de la musique que par des artistes (si je cite les noms de S. et U., je risque encore la modération ?). L'allongement à 70 ans post-mortem m'enlève toute compassion pour le "pre-mortem". Des droits renforcés et mieux payés pour 25 ans après la publication d'une oeuvre semblent plus équitable. Les artistes de la liste se trompent d'adversaires: ils roulent pour leurs éditeurs, aux intérêts contraires aux leurs!

D'autant que les droits voisins rendent la vie belle aux éditeurs de musique qui conservent les droits de musiques des années 30 ou 40 parce qu'un obscur contrebassiste ou parolier a vécu centenaire. Mais leurs héritiers touchent-ils vraiment quelque chose? J'en doute fort et l'opacité du système ne plaide pas pour son maintien. L'industrie de la musique maîtrise scandaleusement un droit complexe, au détriment de bien des artistes dont les GAFAM pourraient bien être de meilleurs amis.

17- Dans le temps, on rémunérait a la prestation. La création/culture ne doit pas être privatisée. Changez de modèle économique. 3 mois de travail en studio pour des rentes à vie c'est difficilement justifiable. Faites des concerts, des festivals, tournez dans les bars, dans des fêtes ou chez les gens et vous serez rémunérés. En bref, travaillez, comme tout le monde.

- La directive sur le droit d'auteur : désinformation et étude indépendante - april.org 29 juin 2018.

Déclaration d'universitaires européens à l'attention des députés du Parlement européen préalable au vote en séance plénière de la directive sur le droit d'auteur le 5 juillet 2018

Pour lire cette déclaration :

https://www.april.org/la-directive-sur-le-droit-d-auteur-desinformation-et-etude-independante

La transition avec le sujet suivant était toute trouvée.

Mystification. Bono est la voix de l'UE et de Soros.

- Le groupe U2 prend les couleurs de l'Europe - euronews 28 août 2018

Les membres du groupe U2 porteront les couleurs du drapeau européen lors de leur tournée de 2018 en Europe. Cette décision a été annoncée par le chanteur du groupe, Bono, dans une tribune intitulée : "l'Europe est une pensée qui doit devenir un sentiment". euronews 28 août 2018

LVOG - ONE (9 millions de membres) fait partie des ONG des réseaux Soros (Open Society Institute).

Bono - Chanteur de U2 - Co-fondateur de ONE et (RED)

Membres du Conseil d'administration(https://www.one.org/fr/person/bono)

- Morton H. Halperin - Open Society Institute
Sheryl Sandberg - Directrice générale, Facebook
- Susan A. Buffett - Présidente de la Fondation Sherwood et de la Fondation Susan Thompson Buffett.
- David Cameron - Ancien Premier ministre du Royaume-Uni

- Joe Cerrell - Directeur général, politiques mondiales et plaidoyer, Fondation Bill & Melinda Gates
- Mark Suzman - Directeur général de la stratégie et des politiques mondiales Fondation Bill et Melinda Gates
- Joshua Bolten - Président et Directeur général de Business Roundtable
- Kevin Sheekey - Responsable mondial des relations avec les gouvernements et de la communication chez Bloomberg L.P. Président de Bloomberg Government
- Lawrence Summers - Ancien secrétaire au Trésor des États-Unis
- Michele L. Sullivan - Directrice de l'innovation sociale d'entreprise chez Caterpillar et Présidente de la Fondation Caterpillar

Dis-moi qui te finance, qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es.

one.org - (RED) est une division de The ONE Campaign et noue des partenariats avec des marques emblématiques mondiales comme Apple, Bank of America, Coca-Cola, Beats by Dre, et Belvedere...

En 2016, les dépenses de The ONE Campaign se sont élevées à 35,9 millions de dollars...

ONE faisait partie d'une équipe – composée notamment de la Fondation Gates, du gouvernement canadien et du Fonds mondial lui-même (ONU - LVOG)...

Nous avons été très présents lors de festivals et rassemblements religieux, notamment Together 2016 (plus de 150 000 participants). Nous avons également participé à des événements organisés dans des lieux de culte aux quatre coins du pays et avons travaillé en partenariat avec Seacoast, une « mega-church » du sud des États-Unis..

...nous nous sommes rassemblés avec plusieurs ONG – dont Global Citizen, Oxfam et Save the Children – pour lancer une campagne commune, soutenue par plus de 115 000 personnes, dans le but d'appeler les dirigeants européens à répondre aux besoins de ces réfugiés tout en soutenant le développement des populations les plus pauvres de la planète sur le long terme...

Nous avons continué de mener des actions de plaidoyer et de mobilisation en faveur d'une plus grande transparence financière à la veille du Sommet anti-corruption organisé à Londres en mai 2016. ONE a mis l'accent sur un ensemble de cinq mesures clés pour lutter contre la corruption et l'évasion fiscale...

Plus de 55 000 membres de ONE ont pris part aux actions menées dans le cadre de cette campagne. Nous avons également contribué au Sommet mondial du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert organisé à Paris...

Au cours de cette même année (2016), sept nouveaux partenaires du secteur privé ont rejoint le projet : Salesforce, NetJets, Piaggio, Lokai, Billecart-Salmon, Ergo Depot et S'well...

Grâce à cette campagne, (RED) a récolté 69 millions de dollars pour le Fonds mondial, auxquels sont venus s'ajouter les dons de la Fondation Bill & Melinda Gates...

(En font partie - LVOG - L'actrice hollywoodienne Robin Wright, DJ Khaled, James Corden, Julia Roberts et Neil Patrick Harris... Plus 8 grands artistes nigérians : Waje, Toolz, Hon. Desmond Elliot, Falz, Yemi Alade, Basketmouth, Kate Henshaw et Ali Nuhu...

Engagement et activités en Afrique : 3 651 775 dollars (dont 2 623 324 dollars de subventions)...

Nigeria.

En janvier 2016, nous avons lancé avec succès le programme ONE Champions à Abuja au Nigeria. Nous avons recruté au total 23 « Champions » et les avons formés aux processus d'élaboration des politiques publiques...

En partenariat avec 76 organisations de la société civile du secteur de la santé, ONE a travaillé sur une proposition de budget en matière de santé et de stratégie à moyen terme pour le secteur, signée par l'ensemble des membres de la coalition...

Engagement de l'Union Africaine (UA)

En partenariat avec l'Union Africaine, ONE a saisi l'occasion offerte par les divers forums techniques et de haut niveau de l'UA pour appeler les dirigeants africains...

Aux Etats-Unis

Les membres de ONE Action sont des porte-paroles hautement engagés et ont apporté un précieux soutien aux grandes

campagnes menées par ONE Action...

La SEC (Securities and Exchange Commission, autrement dit Wall Street - LVOG) a cité plus de 100 fois des recommandations formulées par ONE...

Si la campagne ONE Vote 16 mettait au départ l'accent sur l'élection présidentielle, nous avons également noué des liens avec des candidats clés au Congrès...

Europe

Suite aux efforts de lobbying de ONE et de ses partenaires, l'Italie a augmenté son engagement de 40 %, la France et la Suède ont maintenu leurs engagements respectifs aux niveaux de 2014-2016, l'Allemagne a augmenté son engagement de 33 % (et revu ainsi pour la première fois en dix ans sa contribution à la hausse), et les Pays-Bas ont ajouté 10 millions d'euros à leur engagement initial.

L'Australie, quant à elle, a augmenté sa contribution de 10 %...

Nous avons organisé une campagne ONE Vote en Irlande pour les élections parlementaires...

Vers la fin de l'année, nous avons commencé à préparer nos actions de campagne et de plaidoyer en vue des élections législatives et présidentielles de 2017 en France, en Allemagne et aux Pays-Bas...

Grâce à la générosité de nos donateurs, ONE Action ne sollicite aucun financement auprès du grand public...

Donateurs

Alex and Ani
America Movil
Ann and John Doerr
Anonymous
Anonymous Fund of MCF
Bank of America
Bill and Melinda Gates Foundation
Bloomberg Philanthropies
Bono
Cargill
Caterpillar Foundation
Cindy and Ryan Beedie
Dangote Foundation
DEMDACO
Denis O'Brien
Fossil
Foundation to Promote Open Society
Fund for Policy Reform
George Lucas Family Foundation
Google
Iger Bay Foundation
Lauran and Myrna Bromley
Litowitz Family Foundation
Lynne and Marc Benioff
Marilyn and Jeffrey Katzenberg
MARS, Incorporated
Mary Ann and Mark Kaufman
Natallie and Amar Doman
New Venture Fund
Omidyar Network
Paddy McKillen
Robert Kraft, New England Patriots Foundation
Ronald O. Perelman
Sherwood Foundation
Sheryl Sandberg
Skoll Foundation
The Bromley Foundation

The Columbus Foundation
The David Geffen Foundation
The Parker Foundation
Theresia Gouw and Matthew McIntyre
Tom Freston
Trott Family Foundation
William and Flora Hewlett Foundation
YouTube

(Source : https://www.one.org/fr/infos/nos-finances)

- Morton Halperin chez ONE : réseaux d'Etat & réseaux Soros - sorosconnection.wordpress.com 11 février 2017

Les ONG en général et les réseaux Soros en particulier pratiquent un soft power puissant et effectif. On peut y trouver un grand nombre de raisons ou de justifications : incapacité des Etats à assurer une mission qui échoit dès lors aux initiatives privées, efficacité des moyens de communication, meilleure adaptation aux situations diverses. Mais le facteur principal reste l'aura dont jouissent les ONG, perçues et auto-proclamées représentantes de la « société civile ».

Le profil LinkedIn [1] d'Halperin permet de retracer sa carrière depuis 1960. Point commun de ses postes successifs depuis 1967 : le lieu, Washington DC, au plus proche du pouvoir politique. Sur ONE, sa biographie sur ses années « Maison-Blanche » indique seulement qu'il a « travaillé au gouvernement fédéral américain dans l'administration de Clinton, de Nixon et de Johnson » . [2] C'est incomplet. Son profil LinkedIn précise qu'il fut secrétaire de l'assistant adjoint au département de la Défense, directeur de la planification des politiques au Conseil de sécurité nationale à la Maison-Blanche, consultant pour le département de la Défense (conseillant Bill Clinton sur le maintien de la paix – le PeaceKeeping développé par Kitson dans son Low Intensity Operations – et la promotion de la démocratie), à nouveau le Conseil de sécurité nationale, puis directeur de la planification des politiques sur les questions clés de la politique internationale pour le département d'Etat. De janvier 1977 à novembre 1992, Morton Halperin dirigea le Center for National Security Studies. Il s'y « concentrait sur les questions touchant à la fois aux libertés civiques et à la sécurité nationale, telles que le rôle réel des agences de renseignement et du secret d'Etat. »[3]

C'est sans surprise qu'on retrouve Halperin par deux fois membre du très influent Council on Foreign Relations, que le « Global Go To Think Tank Index Report » de 2016 classe 10ème des plus grands think-tanks mondiaux (il comprend plusieurs milliers de membres) [4] . On y retrouve notamment George et Jonathan Soros, six membres de la famille Rockefeller, Henry Kissinger et Zbignew Brzezinski.[5]

Ni LinkedIn ni Wikipédia[6] ne sont pour autant complets à son sujet. Une recherche complémentaire nous apprend qu'Halperin occupe le poste de haut conseiller à la Millenium Challenge Corporation (MCC), un organisme paragouvernemental (voir notamment son nom de domaine en .gov), et fait partie de son bureau directeur. Au sein de ce bureau, on trouve le secrétaire d'Etat, le secrétaire au Trésor, le représentant au Commerce des Etats-Unis, l'administrateur de l'USAID, le PDG de la MCC mais aussi quatre membres du secteur privé nommés par le Président des Etats-Unis sur les conseils et avec l'accord du Sénat. Difficile de faire plus « made in White House ».[7]

La frontière entre think-tank et ONG est souvent poreuse (d'où le CFR dans le para-gouvernemental). Halperin a été membre d'autres think-tanks particulièrement influents : la Brookings Institution (plus grand think-tank au monde selon le rapport précité) et la Carnegie Endowment for International Peace (classée 5ème). Le lecteur pourra se reporter aux sites correspondants de ces organisations et y découvrir avec intérêt leurs membres et leur fonctionnement.

Pendant près de neuf ans (1984-1992), Halperin dirigea l'antenne washingtonienne de l'ACLU (American Civil Liberties Union). Il y collabora avec le directeur de la CIA de l'époque, William Casey.[8] Si l'Open Society finance cette ONG au moins depuis 2000 [9], on retiendra surtout le don faramineux que l'organisation de Soros lui accorda en 2014, i. e. 50 millions de dollars.[10]

Pendant trois ans (janvier 2003 – décembre 2005, ce qui semble difficile puisque la page Wikipédia dédiée date sa création du 24 octobre 2003 [11]), Halperin fut vice-président Senior du Center for American Progress, que l'Open Society subventionne généreusement depuis sa création en 2003. Le Fondateur et premier président de ce think-tank fut John Podesta, ancien chef de cabinet de Bill Clinton (1998-2001), directeur de la campagne présidentielle d'Hillary Clinton en 2016 et dont des dizaines de milliers de courriels accablants (les « Podesta Emails ») furent révélés par Julian Assange de WikiLeaks.

La biographie présente sur ONE rapporte en outre qu'Halperin est « coprésident du Groupe de travail sur la stratégie nucléaire de la Fondation New America ». Financée par de nombreuses organisations et entreprises, elle reçoit des subventions de l'Open Society.[12] Hormis les divers membres de l'ONG de Soros qu'on peut y trouver, notons la présence en tant que co-président de Jonathan Soros, l'un des fils de l'oligarque.[13] Il passa auparavant neuf ans au Soros Fund Management en tant que président, puis comme vice-chairman de 2005 à 2011.

Enfin, depuis maintenant quinze ans (2002), Halperin est haut conseiller à l'Open Society au sein du bureau du président et prodigue à ce dernier et aux cadres de l'ONG des conseils stratégiques, notamment pour les plaidoyers sur les questions des « sociétés ouvertes ». Il est aussi l'ancien directeur des plaidoyers pour la branche américaine de l'Open Society.[14]

Ce bref article biographique est bien entendu incomplet. Volontairement, il ne fait que reprendre des éléments biographiques facilement accessibles sur Internet, loin de relever du journalisme d'investigation. Au regard du parcours de Morton H. Halperin – et de tant d'autres… –, alternant successivement entre fonction gouvernementale, réseaux de renseignement, ONG, think tanks « para »-gouvernementaux, le tout mélangé avec de nombreux va-et-vient, comment rester dupe et n'y voir qu'un représentant de la « société civile » ?

George Soros travaille étroitement avec les services de renseignement américains, cela semble évident. (...)

Que les « jeunes ambassadeurs » de ONE soient dupes est une chose. Que des journalistes et le pouvoir politique se fassent abuser au même titre et laissent carte blanche à des hommes de Soros & du renseignement américain pour peser sur notre législation et nos élections en est une autre. sorosconnection.wordpress.com 11 février 2017

Notes

[1] https://www.linkedin.com/in/morton-halperin-36298a15
[2] https://www.one.org/fr/person/morton-h-halperin/
[3] https://www.one.org/fr/person/morton-h-halperin/
[4] http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1011&context=think_tanks
[5] http://www.cfr.org/about/membership/roster
[6] https://en.wikipedia.org/wiki/Morton_Halperin
[7] https://www.mcc.gov/about/org-unit/board-of-directors
[8] https://en.wikipedia.org/wiki/Morton_Halperin#ACLU
[9] https://www.opensocietyfoundations.org/about/programs/us-programs/grantees/american-civil-liberties-union-national-office
[10] https://www.opensocietyfoundations.org/voices/ending-mass-incarceration
[11] https://en.wikipedia.org/wiki/Center_for_American_Progress
[12] https://www.newamerica.org/our-funding/our-funders/
[13] https://www.newamerica.org/our-people/jonathan-soros/
[14] https://www.opensocietyfoundations.org/people/morton-halperin

Bono, un personnage particulièrement malfaisant entièrement fabriqué.

Wikipédia - (Il) se passionne aussi pour le théâtre, ce qui lui permet de monter de nombreuses fois sur scène afin de chanter. En revanche, c'est un guitariste médiocre, ce qui l'amène naturellement vers le chant...

Bono possède une technique vocale qui lui permet de chanter sur des notes relativement hautes8. Elle a beaucoup évolué aux cours des albums.

Avant l'enregistrement de The Unforgettable Fire, Bono réapprend à chanter...

Il est considéré durant cette période comme l'une des plus belles voix du rock...

Sur Pop, Bono commence à éprouver quelques problèmes de voix[réf. nécessaire] et on[Qui ?] lui conseille alors de mener une vie plus saine. Il arrête les cigarillos et diminue l'alcool...

Sa voix est aujourd'hui désignée par un grand nombre d'artistes[Qui ?] comme la voix la plus sexy du rock...

...auteur engagé dans diverses causes humanitaires et politiques (Artists Against Apartheid, Amnesty International, Greenpeace, War Child, Jubilee 2000, etc.)

Bono est associé du fonds privé d'investissement Elevation Partners, qui possède des participations dans le magazine Forbes et l'éditeur de jeux vidéo BioWare. Depuis janvier 2009, il participe comme éditorialiste au journal américain, le New York Times. Elevations Partners aurait également investit près de 210 millions de dollars sur Facebook depuis 2009, acquérant, selon les sources, entre 1,5 % et 2,3 % de son capital. La valeur de ces actions a depuis fortement progressé - notamment à la suite de l'entrée en bourse du réseau social en 2012 - et était estimée en 2015 à 1,4 milliard de dollars. Le fonds d'investissement aurait ainsi à cette date une valeur financière supérieure aux revenus générés par U2 sur l'ensemble de sa carrière.

En 2003, il sera récompensé d'un Golden Globe de la meilleure chanson originale à Beverly Hills en Californie pour The Hands That Built America...

En janvier 2005, en marge du Forum économique mondial de Davos, il participe au lancement d'un label de produits Product Red...

Il a été reçu plusieurs fois au Vatican, par les papes Jean-Paul II et Benoît XVI...

En février 2003, le président français Jacques Chirac le nomme Chevalier de la Légion d'honneur. En décembre 2005, Bono est déclaré personnalité de l'année 2005 par le magazine américain Time pour son combat en faveur de l'Afrique, aux côtés de Bill Gates et de sa femme Melinda Gates. En janvier 2006, il reçoit le prix des médias allemands, toujours pour ses actions humanitaires.

En mars 2007, sur proposition du premier ministre britannique Tony Blair, il est fait chevalier de l'Ordre de l'Empire britannique par la reine d'Angleterre pour ses nombreuses actions humanitaires, mais ne peut porter le titre de Sir, car il n'est ni citoyen britannique ni citoyen d'un pays membre du Commonwealth, il peut cependant apposer à sa signature les lettres KBE (Knight of the British Empire). Tony Blair avait affirmé[réf. nécessaire] qu'il recevait cet honneur pour avoir ouvert les yeux aux dirigeants du G8 sur les besoins accrus d'aide au développement en Afrique. Bono a déclaré être flatté de cet honneur et espérer qu'il lui sera utile pour ses représentations.

Il a été en lice pour le prix Nobel de la paix en 2003, en 2005 et en 2006.

Il a fait partie à deux reprises de la liste des hommes les plus influents du monde dressée par le magazine Time en 2004 et en 2006.

Il est « Homme de la paix » 2008.

Il est nommé Commandeur de l'ordre des arts et des lettres par la ministre de la culture française, Aurélie Filippetti en juillet 2013.

Fin 2006, pour échapper à une réforme irlandaise qui est revenue sur le répit fiscal accordé aux royalties, le groupe a transféré aux Pays-Bas le siège de U2 Limited, société qui gère environ un tiers de la fortune de la formation, ce qui suscite quelques réactions en raison des engagements politiques du groupe et de Bono en particulier. U2 est le groupe de musique qui a généré les revenus les plus importants en 2005 dans le monde18. Or, aux Pays-Bas, les redevances sont pratiquement exemptes de toute fiscalité.

En novembre 2017, il est mentionné dans l'enquête des Paradise Papers. En ayant investi dans une entreprise basée sur l'île de Malte, Bono aurait participé à hauteur de 5,1 millions d'euros à la construction d'un centre commercial en 2007 dans une petite ville de Lituanie, un pays qu'il n'aurait jamais visité, que ce soit seul ou pour une tournée avec son groupe. Wikipédia.org

Soros avait invité quelques amis à son troisième mariage en 2013 dont l'incontournable Bono.

En anglais, je n'ai pas le temps de traduire.

- George Soros ties the knot - pagesix.com September 22, 2013

Billionaire George Soros was married Saturday a lavish ceremony followed by a wedding party with guests including Bono and IMF chief Christine Lagarde.

Soros, the 83-year-old investor and philanthropist, married health-care consultant Tamiko Bolton, 42, in front of a small group of friends and family, including his five children, at his Bedford estate, which Soros bought in 2003 from “Jurassic Park” author Michael Crichton.

The intimate wedding ceremony was followed by a reception at 4:30 p.m. with more than 500 guests at the Caramoor estate in nearby Katonah. Guests included World Bank President Jim Yong Kim and foreign leaders, including Hendrik Toomas Ilves, president of Estonia; Ellen Johnson Sirleaf, president of Liberia; and Edi Rama, prime minister of Albania.

Also on hand were Gov. Cuomo, House Democratic Leader Nancy Pelosi and California Lt. Gov. Gavin Newsom, as well as hedge-fund titans Paul Tudor Jones and Julian Robertson, British businessman Jonathan Adair Turner, also known as Baron Turner of Ecchinswell, and Italian Foreign Minister Emma Bonino.

Wedding speakers included former UN Secretary-General Kofi Annan and Columbia Professor Anya Schiffrin, wife of Nobel Prize-winning economist Joseph Stiglitz. pagesix.com September 22, 2013

Un pédophile attardé et une prostituée...

Kofi Annan qui est décédé il y a quelques jours et que la "communauté internationale" a couvert de louanges, on se disait bien aussi...

Pour ceux qui ne le savent pas, quand les médias font référence à la communauté internationale, elle se réduit aux Etats-Unis et ses vassaux.

Qui sème la guerre récolte la révolution socialiste ou la révolution nationale-socialiste, devinez laquelle favorise la situation ?

Après les émeutes racistes de Chemnitz, l'Allemagne inquiète - liberation.fr 28 août 2018

Sidéré, le pays a vu cette ville de Saxe s'embraser deux soirs consécutifs, dimanche et lundi, après la mort d'un homme dans la nuit de samedi à dimanche, qui a suivi une «altercation». Deux suspects, un Syrien et un Irakien, ont été arrêtés.

Dimanche soir, à la suite de ce fait divers, un agglomérat de militants de l'AfD (extrême droite), du mouvement islamophobe Pegida et de hooligans du club de football ultra Kaotic Chemnitz ont défilé dans la rue sur l'air de «Nous sommes le peuple» ou «Les étrangers dehors». Ce premier soir, ils étaient environ 800. Sur des vidéos, on voit des skinheads qui pourchassent dans la rue des personnes ayant l'air «étranger» ; c'est-à-dire non blanches.

Lundi soir, le nombre de «manifestants» a grossi : au moins 6 000 personnes, selon le dernier bilan de la police, ont défilé dans la rue, face à un millier de contre-manifestants. Des individus ont été vus en train de faire le salut hitlérien, interdit en Allemagne: dix procédures préliminaires ont été engagées. Toujours selon la police, on dénombre 20 blessés, dont deux policiers. Les forces de l'ordre ont reconnu dans la soirée avoir cruellement manqué d'effectifs. Ils étaient 591.

«Guerre civile»

«Le degré de haine, d'agressivité et de mépris a choqué même l'observateur chevronné de Pegida», commentait mardi matin le correspondant dans la Saxe du quotidien de gauche Die Tageszeitung, parlant de «guerre civile». «Lorsque des foules excitées d'extrême droite créent de l'agitation au cœur de l'Allemagne et que l'Etat de droit est dépassé par les événements, cela rappelle un peu la situation de la République de Weimar», écrit pour sa part Der Spiegel.

A gauche, beaucoup accusent Seehofer (Le ministre de l'Intérieur CSU - ndlr), figure de proue d'une politique migratoire très durement antiréfugiés, d'avoir soufflé sur les braises. «La foule raciste de Chemnitz n'est pas tombée du ciel», a commenté la porte-parole du parti de gauche Die Linke au Bundestag, Ulla Jelpke, dans les colonnes du journal Die Zeit. «Seehofer et Cie, avec leurs élans antiréfugiés, ont clairement leur part de responsabilité dans cet échauffement du climat social.» liberation.fr 28 août 2018

- Manifestations anti-migrants en Allemagne : Merkel dénonce «la haine de la rue» - leparisien.fr 28 août 2018

A l'origine de ce déferlement de haine, la mort d'un Allemand de 35 ans, poignardé dimanche matin en marge d'une fête locale. Les deux suspects de cet homicide, un Syrien de 22 ans et un Irakien de 23 ans, sont soupçonnés d'avoir « sans justification, à plusieurs reprises, porté des coups de couteau à la victime, à la suite d'une altercation », selon le Parquet.

Pour le parti social-démocrate, membre de la coalition gouvernementale d'Angela Merkel, ces manifestations s'inscrivent dans un contexte de raidissement idéologique au plan national et international. Pour l'extrême droite allemande, cet événement est l'occasion de mobiliser l'opinion contre l'immigration et la politique du gouvernement d'Angela Merkel, à qui elle reproche d'avoir laissé entrer plus d'un million de demandeurs d'asile venant notamment de Syrie et d'Irak, en 2015 et 2016.

L'hebdomadaire allemand Der Spiegel va jusqu'à comparer ces démonstrations de force à « la situation de la République de Weimar ». Une référence au régime politique démocratique né en Allemagne dans le sillage de la Première Guerre mondiale, qui dut affronter régulièrement des tentatives de déstabilisation dans la rue et finit par disparaître lors de la prise du pouvoir d'Adolf Hitler en 1933.

Pour le chef de la diplomatie, Heiko Maas, ce sursaut d'extrême droite doit être pris au sérieux : « Il représente une menace pour la cohésion de nos sociétés. Nous devons tout faire pour défendre […] la démocratie et la liberté, pas seulement à Chemnitz, mais partout dans le monde ». Josef Schuster, le chef du Comité central des Juifs en Allemagne, a lui aussi exprimé ses inquiétudes, jugeant que « chaque citoyen avait le devoir de s'élever contre les mouvances d'extrême droite ».

Mardi après-midi, une nouvelle manifestation prévue à Dresde, où l'extrême droite est fortement implantée, n'a rencontré que peu d'écho. leparisien.fr 28 août 2018

On retiendra : "Nous devons tout faire pour défendre […] la démocratie et la liberté" qu'incarne évidemment le gouvernement Merkel et le patronat allemand. Si l'extrême droite ne menace pas directement le régime ou ne peut pas parvenir au pouvoir, au moins elle sert à légitimer celui qui est en place, qui peut ensuite continuer d'appliquer tranquillement sa politique antisociale et impérialiste.

Qui est encore dupe des tenants et des aboutissants de cette irruption soudaine de réfugiés en Europe ?

Un Internaute.

- "Vouloir faire croire que seule l'extrême droite veut stopper l'afflux de migrants relève de l'imposture médiatique."

LVOG - Pour montrer à quel point la pseudo-gauche et extrême gauche est démagogique, sordide, vendue, quand il s'agit de défendre la liberté d'expression cela ne les dérange pas de s'encanailler avec les médias-oligarques ou de se retrouver au côté de personnages peu fréquentables au prétexte que leurs intentions seraient différentes ou opposées, là ils ne sont pas à court d'arguments pour justifier leur position, mais quand il s'agit de s'opposer à une machination montée de toutes pièces par l'Otan, là étrangement ce prétexte ne fonctionne plus, par crainte de passer pour des réactionnaires ou par pur dogmatisme, ils ne peuvent pas adopter une autre position car ils seraient incapables de la défendre.

L'opportunisme et le gauchisme se combinent pour alimenter l'extrême droite, qu'ils vont ensuite prétendre combattre pour qu'on oublie le rôle sinistre qu'ils ont joué et se faire passer pour des gens de gauche ou opposés au régime qu'en réalité ils servent.

Ils prétendent combattre leur impérialiste en dénonçant l'origine de cet exode, les guerres qu'il a fomenté au Moyen-Orient et en Afrique, mais quand il s'agit d'en analyser les conséquences en prenant en compte tous les facteurs ou acteurs qui composent la situation, là ils procèdent à une sélection minutieuse, à une censure de certains d'entre eux en occultant soigneusement ceux que les auteurs de cette machination se sont justement employés à faire disparaître pour finalement leur emboîter le pas.

Autrement dit, leur attention ne porte que sur le sort de ces réfugiés, et encore, car le destin qui les attend dans le meilleur des cas est loin d'être enviable, et ils ignoreront totalement celui des travailleurs allemands avec lesquels ils entreront en concurrence, et qui en réaction renoueront avec des préjugés que l'on croyait disparus à jamais ou en feront surgir de nouveaux, en prenant très mal d'être ainsi culpabilisés, alors que pas un seul peuple dans le monde se comporterait autrement face à un afflux massif d'étrangers dans leur pays, qui plus est ayant un mode de vie très éloigné du leur, pire, qu'on leur impose en les traitant de xénophobes ou de racistes, ce qui a le don de faire naître ces préjugés, ce serait l'objectif recherché qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement.

On est bien en présence de la même logique qui voit une minorité détenir le pouvoir et gouverner au détriment de la majorité, où c'est une minorité qui impose sa volonté à la majorité du peuple qui doit la subir.

Personnellement je vis en Inde depuis 22 ans, j'appartiens à une infime minorité d'occidentaux installés dans ce pays, et bien je peux vous dire qu'en dehors de chez moi, jamais, nulle part, en aucune manière mon mode de pensée ou mon mode de vie n'est pris en considération. Aucune de mes valeurs ou des principes auxquels je suis attaché n'existent en dehors de ma tête, et quand il me prend de les extérioriser ou de vouloir les faire valoir, on me remet en place ou on me fait comprendre qu'ici les gens pensent et vivent différemment et que c'est à moi de m'y adapter ou de faire mes valises, sans que je ne traite la personne de xénophobe, de nationaliste ou de raciste, elle a raison et je lui dis en m'excusant si j'en ai l'occasion.

Car voyez-vous, je considère que ce principe de respect est inaliénable, il constitue la base de tous nos rapports en tant que membre de la même classe d'exploités, la base de l'unité de notre classe à l'échelle mondiale sans laquelle nous ne vaincrons jamais notre ennemi, le capitalisme, notre unique ennemi. Et quand on s'en tient à ce principe, on ne porte pas de jugement sur nos semblables qui sont si différents de nous, du coup on ne peut pas devenir xénophobe ou raciste, car on a en permanence à l'esprit les conditions qui sont à l'origine de nos différences, de ce que l'on est, de notre manière de nous comporter, il n'y a que dans les cas extrêmes où une personne attente à des principes qui sont universels, comme par exemple voler son voisin, que l'on est en droit de la rappeler à l'ordre.

Ce serait trop long de vous raconter les rapports que j'ai avec les Indiens, j'ai eu l'occasion d'aborder ce sujet dans de nombreuses causeries. En gros, on ne peut pas vivre ensemble, alors chacun chez soi. C'est encore le seul moyen de se supporter, car j'ai besoin de vivre selon mon mode de vie sans que quelqu'un empiète dessus ou me pose des problèmes, j'ai déjà mon lot comme tout le monde! Et puis, je ne tiens ni à me disputer avec des gens inutilement, ni à essayer de les convaincre de respecter mes principes, je pense que c'est mieux ainsi pour tout le monde, ce qui nous permet d'avoir des relations disons normales, sans plus. Cela ne m'empêche pas de prêter de l'argent ou de rendre des services gratuitement à un tas d'Indiens ou sans rien en attendre en retour, comme on dit tout le plaisir est pour moi et je les en remercie, je précise car entre eux ce n'est pas le cas, et de les respecter scrupuleusement. C'est la seule satisfaction que je tire de nos rapports en sachant qu'il est impossible d'en espérer davantage. C'est peu et beaucoup à la fois, car ce n'est pas toujours facile de respecter les autres en toutes circonstances, il suffit d'une méprise pour adopter une attitude injuste, qui à leurs yeux sera injustifiée, et c'est vite arrivé...

S'agissant de ce qui se passe en Allemagne, évidemment que les manifestations violentes de l'extrême droite sont intolérables.

Mais ce qui me met hors de moi ou que je ne supporte pas, c'est qu'on feint d'en ignorer les raisons dont certaines sont légitimes ou tout du moins compréhensibles. Mettez-vous un instant à la place d'un travailleur allemand pauvre, qui est au chômage ou qui a un salaire misérable, qui vit dans un taudis ou à la rue, quand il apprend qu'un million d'étrangers débarquent et qu'on va leur fournir un emploi et un logement et qu'ils vont s'estimer heureux ainsi, tout du moins provisoirement, il va prendre cela pour une provocation intolérable, alors qu'il se sent abandonné à son triste sort. Il ne faut pas perdre de vue qu'il n'a pas du tout conscience de ce qui se passe réellement, il est instrumentalisé au même titre que ces réfugiés. Il risque de porter une oreille attentive au discours de l'extrême droite, et par dessus le marché on va l'accuser d'être raciste ou le culpabiliser, ce qui sera le meilleur moyen pour qu'il se radicalise ou pour renforcer sa première réaction au point de se persuader qu'elle était juste, voilà comment on gagne des travailleurs aux thèses de l'extrême droite.

On semble avoir oublié que la xénophobie ou le racisme n'apparaissent pas spontanément ou ne sont pas présents dans la tête des travailleurs, ce sont les conditions qu'on leur impose qui vont les sensibiliser à ces notions détestables. Pourquoi ? Mais parce qu'on ne tient pas compte de ces conditions, puisqu'on se penche uniquement sur le sort des réfugiés sans même se demander qui a ouvert les vannes à cette immigration massive, comment elle a été organisée, planifiée, à qui elle profite réellement, à personne hormis le patronat, l'oligarchie.

Cela étonne-t-il quelqu'un que le mouvement ouvrier y soit associé ? Moi, pas du tout. Mais combien sommes-nous à nous poser ces questions, à réfléchir, à aborder la situation autrement que comme nous la présentent les représentants de l'Otan, de l'oligarchie, en demeurant strictement sur notre terrain de classe, au lieu d'être sensible aux émotions qu'elle provoque et sur lesquelles est construite la propagande de nos ennemis ?

ACTUALITE EN TITRES

Libération fer de lance de la réaction

- Une démission recyclée aussi sec - Liberation.fr 28.08

L'opposition, tous bords confondus, saute sur l'occasion du départ de Hulot pour accabler le gouvernement. Liberation.fr 28.08

- Thierry Coste sur le départ de Nicolas Hulot: "C'est pas très glorieux pour le n°3 du gouvernement" - Le HuffPost 28.08

Voilà qui l'est assurément !

- Besançon : la justice rejette l'un des recours déposés contre «l'arrêté anti-mendicité» - Liberation.fr 28.08

Mais certains s'inquiètent...

- La démission de Hulot, nouvelle épine dans le pied de Macron - Reuters 28.08

- Départ de Hulot, affaire Nyssen, budget critiqué : la rentrée du gouvernement torpillée - LeParisien.fr 28.08

L'Empire menace.

- Brésil : L'armée déployée à la frontière avec le Venezuela - Reuters 28.08

- Pérou : Lima décrète l'urgence sanitaire face à l'exode de Vénézuéliens - Reuters 28.08

- La Birmanie rejette le rapport de l'ONU sur les "crimes" de son armée contre les Rohingyas - AFP 28.08

- Les Etats-Unis ont récusé mardi la compétence de la Cour internationale de justice dans la procédure engagée par l'Iran. - Liberation.fr 28.08

- Mattis ne prévoit pas de suspendre d'autres manoeuvres avec la Corée du Sud - Reuters 28.08

- L'ONU demande que le chef de l'armée birmane soit poursuivi pour «génocide» - LeFigaro.fr 28.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Débarrassons-nous de «l'ancien monde» !

- Medef : devant les patrons, Edouard Philippe en phase avec «l'ancien monde» - Liberation.fr 28.08

En ouverture de la vingtième université d'été du syndicat des grands patrons, le Premier ministre a défendu la politique «pro-entreprises» de son gouvernement...

Une crise ? Quelle crise ? Ce mardi, peu après l'heure du déjeuner, Edouard Philippe est venu jouer au VRP des réformes de sa majorité devant les patrons réunis à Jouy-en-Josas (Yvelines) pour l'université d'été du Medef. Et ce n'est pas la démission de Nicolas Hulot le matin même qui allait bousculer son propos…

Edouard Philippe est venu défendre sa politique. Il faut dire que le nouveau patron des patrons, Geoffroy Roux de Bézieux, avait l'air contrarié, la veille, apprenant que le gouvernement avait choisi de repousser (du 1er janvier au 1er octobre 2019) une baisse de quatre points de cotisations patronales au niveau du smic et décidé d'augmenter le cinquième acompte d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises.

Avant de laisser sa place à Philippe à la tribune, Roux de Bézieux l'a prévenu : «Les mesures annoncées par Bruno Le Maire hier sont un très mauvais signal.» Certes, Roux de Bézieux a salué un «gouvernement [qui] a redonné la confiance aux entrepreneurs» avec la réforme du code du travail et la fin d'une «surtaxation du capital» et demandé à ses troupes de «renvoyer la balle» en investissant dans de nouvelles entreprises. Mais il a aussi rappelé sa «ligne rouge» : «Ne pas alourdir les charges.»

Sans nouvelles annonces, Edouard Philippe a cajolé son hôte, listant ce qu'il compte faire voter à la rentrée : suppression d'une vingtaine de petites taxes, suppression ou gel de seuils, simplification des procédures de transmission et création d'un guichet unique pour les créateurs d'entreprise, réforme de l'intéressement, de la participation et de l'actionnariat salarié… Il a surtout insisté sur un mot qu'ici, tout le monde adore : la «compétitivité».

Quant aux réformes sociales, il s'est aussi voulu rassurant. Avant de revoir, dans deux jours à Matignon, le président du Medef pour ouvrir les discussions sur l'assurance-chômage et la santé au travail, il a insisté sur le «problème d'appétence» de certains demandeurs d'emploi. «L'assurance-chomage doit mieux responsabiliser tous ceux qui ont besoin de revenir vers l'activité.» Les patrons l'ont bien applaudi. Liberation.fr 28.08

Libération jubile !

Hier ils condamnaient le voyeurisme.

- Topless : «Les femmes se considèrent suffisamment libérées pour ne plus avoir à le prouver» - Liberation.fr 28.08

Symbole de liberté pour les femmes à l'origine, les seins nus sont de plus en plus rares sur les plages françaises. Une pratique dont les femmes ne trouvent plus la nécessité, selon Janine Mossuz-Lavau, directrice de recherches au Cévipof (CNRS, Sciences-Po).

- Dans la BD "Pénis de table", cette discussion entre hommes révèle ce qu'il faut savoir sur l'orgasme masculin - Le HuffPost 28.08

- Sur France Inter, Constance se met seins nus pour dénoncer les "puritains moralisateurs" - Le HuffPost 28 août 2018

"La poitrine, les doudounes, les nénés, les lolos, les nibards, les nichons, les roberts, les flotteurs", les seins quoi. Voilà le thème de la "Chronique de Constance" de ce mardi 28 août dans l'émission "Par Jupiter" sur France Inter. Dans le studio de la radio qui a vu Nicolas Hulot annoncer sa démission dans la matinée, l'humoriste a conclu l'après-midi en feu d'artifice en dévoilant ses seins. (Quel délire ! Jupiter doit se contenter d'oeufs au plat refroidis, pendants et tout frippés. - LVOG)

"Mais pourquoi diable, Constance, est-ce que tu nous parles de ta poitrine aujourd'hui et pas plutôt de ton anus", a lâché la chroniqueuse au début de son billet.

Toujours habillée d'une robe d'été, la comédienne a rappelé que dimanche dernier était "la journée mondial du topless", un

événement "largement boudé à Kaboul" mais aussi "en France où régulièrement des scandales éclatent quand les femmes osent allaiter leur bébé dans un endroit public, ou même se mettre seins nus sur une plage (...), explique-t-elle en pointant du doigt les "puritains et les moralisateurs".

"Il faut faire la nique à ces moralisateurs qui nous disent qu'on est pervers avec notre peau qu'on aère alors que eux ils ont juste un problème avec leur zizi", lâche-t-elle avant de se mettre poitrine à l'air provoquant l'hilarité du studio... Le HuffPost 28 août 2018

C'est le type même d'une personnalité psychopathique : impulsivité, instabilité, intolérance à la frustration... (Le Grand Robert de la langue française).

Du fait que le corps de la femme mais aussi de l'homme fait l'objet de convoitise et de commerce, ils ne doivent pas être exposé dans des positions suggestives propre à déclencher des pulsions agressives et parfois incontrôlables, violentes dans des lieux où personne ne peut garantir leur sécurité, dont en général les lieux publics, hormis ceux qui leur sont réservés, comme certaines plages qui accueillent des nudistes.

Vous voyez, on aborde tous les sujets.

Quand une femme adopte une tenue provocante, elle ne doit pas s'étonner que les hommes la regardent ou qu'elle fasse naître chez eux consciemment ou non un désir sexuel, et qu'il se trouve des détraqués parmi eux pour les tripoter, des maniaques pour les violer, ce que personne n'est censé ignorer, n'est-ce pas?

Et puis, c'est un truc de femme d'avoir une tenue provocante, cela n'existe pas chez les hommes. Ce sont des dandies, des excentriques, des tops modèles, des gravures de mode, des belles gueules ou des corps d'Apollon, elle privilégie la forme au fond, en fait comme l'homme !

Le désir qui naît au-delà du désir charnel n'est pas forcément voué à connaître un destin meilleur, bien qu'il soit plus raffiné ou élégant. Autrement dit il ne faut pas non plus s'attendre à régler cette question en continuant de vivre dans cette société puritaine ou de dépravés. C'est un véritable numéro d'équilibriste de ne pas verser dans l'une ou dans l'autre.

Il faut ressentir une certaine vibration pour avoir envie de l'autre, donc je préfère que ce soit la femme qui prenne l'initiative de la manifester en premier, ce qui exclut que je touche une femme, sauf éventuellement celles qui manifestent cette disposition, et encore, à condition de me tendre la main, ce qui fut déjà rare dans le passé, et encore plus depuis que je suis vieux, mais pas un vieux cons !

Il y a des hommes comme moi qui sont sensibles au charme ou aux qualités d'une femme, et il y en a d'autres qui privilégient l'usage sexuel qu'ils pourraient en faire. Evidemment, quand ils sont animés de telles intentions, il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils respectent les autres en général.

La pornographie, la prostitution qui s'affiche à travers les médias jusqu'au sommet de l'Etat ou de l'oligarchie (Soros), ne concourent pas à valoriser les femmes, bien au contraire. Que ce soit le seul moyen qu'aient trouvé certaines femmes pour se mettre en valeur ou avoir l'impression d'exister en dit long sur la dégénérescence ou la décadence de la société.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

Tsipras remanie son gouvernement avant les élections de 2019 - Reuters 28 août 2018

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a remanié mardi son gouvernement dans la perspective des élections législatives de l'an prochain.

Les élections législatives en Grèce ont lieu tous les quatre ans. Actuellement, dans les sondages, Syriza est crédité de 5,3 à 11,6% de moins que la Nouvelle démocratie (ND, droite), en tête des intentions de vote. Les élections législatives sont prévues à l'automne 2019. Reuters 28 août 2018

Abstention plus émiettement des votes et la Nouvelle démocratie prend le relais, émiettement politique qui est le produit

de l'atomisation sociale et de toutes les formes de corporatisme ou de communautarisme qu'on ne parvient pas à éviter ou à dépasser pour se réapproprier un état d'esprit collectif et affronter uni le régime.

Syriza et Tsipras sont à vomir, sans ne jamais leur avoir prêté de bonnes intentions pour les travailleurs grecs.

Syrie

- L'Iran réaffirme sa volonté de maintenir une présence militaire en Syrie - Reuters 28 août 2018

L'Iran va maintenir sa présence militaire en Syrie malgré les pressions insistantes des Etats-Unis, a affirmé mardi l'attaché militaire iranien à Damas, Abolqassem Alinejad.

L'Iran et la Syrie ont signé un accord de coopération militaire à l'occasion de la visite le week-end dernier à Damas du ministre iranien de la Défense Amir Hatami.

Les Etats-Unis ont encore exigé la semaine dernière, par la voix du conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, le retrait des forces iraniennes de Syrie.

"La poursuite de la présence de conseillers (militaires) iraniens en Syrie fait partie de l'accord de coopération militaire signé entre Téhéran et Damas", a déclaré à l'agence de presse iranienne Irna l'attaché militaire iranien dans la capitale syrienne.

Cette présence inquiète aussi les Israéliens mais l'Iran souligne que ses militaires sont en Syrie à l'invitation du président Assad et qu'il n'est pas question de les retirer dans un avenir proche.

L'accord de coopération militaire irano-syrien insiste sur la nécessité de garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, a poursuivi Abolqassem Alinejad.

"L'Iran aidera la Syrie à nettoyer les champs de mines disséminés à travers le pays (...) et à reconstruire les installations militaires endommagées par la guerre", a-t-il dit. Reuters 28 août 2018

Etats-Unis

L'AFP se désole ! McCain qui a appris aux républicains "à tendre la main aux démocrates" n'est plus.

- Après McCain, les voix républicaines anti-Trump se font plus rares - AFP 29 août 2018

Le décès de John McCain, franc-tireur parmi les sénateurs républicains, laisse les élus de son parti sans successeur évident pour s'opposer au président américain Donald Trump.

Plusieurs des voix rebelles ont renoncé à se représenter aux élections parlementaires de novembre et quitteront le Sénat en janvier.

C'est le cas de Jeff Flake, sénateur de l'Arizona comme John McCain, et de Bob Corker, qui étaient allés en 2017 jusqu'à accuser Donald Trump d'être un "danger" pour la démocratie.

"Il n'y a peut-être pas de place pour un républicain comme moi" dans le parti actuel, avait lancé Jeff Flake en annonçant qu'il ne se représenterait pas le 6 novembre, lorsqu'un tiers du Sénat et l'ensemble des sièges de la Chambre des représentants seront en jeu.

Il a encore rendu un hommage appuyé à John McCain, lundi soir dans l'hémicycle: "Nous devons à sa mémoire d'au moins essayer de lui ressembler un peu plus".

Les républicains qui retournaient au Sénat pour la première fois depuis son décès ne montraient en tout cas pas d'empressement à reprendre le flambeau anti-conformiste.

En larmes, le sénateur Lindsey Graham, ami proche de John McCain mais aussi proche de Donald Trump, a rendu hommage à celui qui lui a appris à tendre la main aux démocrates.

"Il m'a appris que les principes et les compromis n'étaient pas incompatibles", a-t-il déclaré mardi dans l'hémicycle, à côté du pupitre de John McCain...

Avant lui aussi de rejeter l'habit de successeur. "Ne vous tournez pas vers moi pour remplacer cet homme".

- Plus admiré par les démocrates? -

Avec le décès de John McCain samedi à 81 ans, d'un cancer du cerveau, la mue du Grand Old Party vers le "parti de Trump" semble bien se confirmer.

Car l'ancien magnat de l'immobilier reste très populaire auprès de la base du parti. Et peu sont ceux qui semblent prêts à s'attirer ses foudres à l'approche des élections parlementaires.

Déjà, le successeur de John McCain pourrait être plus conservateur. Il sera nommé par le gouverneur de l'Arizona, Doug Ducey, qui joue lui aussi son poste en novembre et fait face à un choix délicat.

"M. McCain était devenu à la fin de sa vie une figure qui divisait profondément les républicains, et peut-être plus admirée des démocrates au niveau national, à cause de ses critiques du président et les critiques que le président lui avait adressées", a analysé Kyle Kondik, expert en politique américaine à l'université de Virginie, lors d'une conférence de presse mardi.

Le gouverneur Ducey se retrouve face à un choix délicat: il pourrait nommer l'épouse du sénateur, Cindy McCain, avancent certains médias. Mais cette dernière est "probablement plus à gauche que son époux", remarque Kyle Kondik.

A l'inverse, s'il choisit un sénateur trop à droite, ce dernier pourrait avoir du mal à conserver son siège lorsqu'il sera en jeu en 2020.

Le chef des démocrates à la chambre haute, Chuck Schumer, a commencé à rassembler mardi, de concert avec Jeff Flake, les signatures de sénateurs partisans de renommer l'un des bâtiments du Sénat en son hommage. AFP 29 août 2018

"McCain était (...) peut-être (une figure) plus admiré des démocrates au niveau national", et il y en a qui espèrent encore tirer quelque chose de ce parti, autant dire qu'il n'y a rien à en attendre... d'eux.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 4 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (22 pages)

La causerie d'août est disponible au format pdf, 178 pages, tu parles de vacances !

J'ai posté trois commentaires sur le blog Les Crises à la suite d'un article sur les banques. Et je dois avouer à ma grande surprise (feinte) que j'ai plus de succès qu'avec les internautes qui se connectent à mon portail, c'est le comble ! On se détend un peu, est-ce que j'ai l'air crispé franchement ?

Et pourtant j'aurai de quoi l'être depuis que la CNAV a cessé de me verser ma retraite depuis le mois de mai. Attendez, hier j'ai reçu un message m'apprenant que ma situation pourrait être régularisée au mieux d'ici 4 à 6 semaines ! Quel recours ai-je pour faire valoir mes droits ? Absolument aucun. J'invite les agents de la CNAV à boycotter la journée d'action bidon du 9 octobre pour ne pas retarder davantage le traitement de mon dossier...

Heureusement que j'ai pensé à faire des réserves au cas où, comme l'on dit, j'ai de quoi tenir au moins 2 ans! J'ai peut-être l'air con et la vue basse (ou qui baisse c'est vrai), mais depuis que je consacre un peu plus de temps à mes propres affaires, je ne me laisse plus prendre au dépourvu. Quand on est seul à gérer ses propres affaires, on a intérêt à ne pas se laisser aller.

Certains lecteurs ou ex-lecteurs me prennent pour un sale type parce que je ne soutiens pas la vague de migration massive orchestrée par l'Otan, pour un peu je serais un raciste qui s'ignore ou je ne vaudrais pas mieux que l'extrême droite.

Bien que je sois en proie à des difficultés financières à cause de la CNAV, je viens de prêter sans intérêt 300.000 roupies au fils de ma compagne Selvi, un Indien, un tamoul, qui plus est aussi foncé de peau que sa mère, quelle horreur ! Un grand dadais de 28 ans bête et faible. Jayanti, une jeune femme de mon village, m'a emprunté 2.000 roupies la semaine dernière pour faire face à une dépense imprévue, alors qu'elle et son époux n'ont pas encore touché leurs paies. Kajelveli, ma voisine, est venue téléphonée chez moi, le lendemain elle m'a emprunté 40 roupies pour acheter de quoi manger, je lui ai également fourni deux kilos de riz, et hier elle est revenue me réclamer deux tomates et deux oignons pour préparer le dîner, alors qu'elle ne m'a jamais remboursé les 340 roupies qu'elle me doit depuis je ne sais plus combien de temps, et ainsi de suite. Vous comprenez pourquoi je me fous éperdument de ce pensent de moi ces lecteurs.

J'ai constaté que la musique que j'ai mise en ligne n'avait pas eu plus de succès que le reste, c'est révélateur, c'est logique en somme ! Il en faut plus pour me démonter. On se marre bien quand même.

Luka Šulic et de Stjepan Hauser sont des violoncellistes de génie, comme quoi l'homme est encore capable du meilleur, c'est rassurant, non ? Souriez, c'est pour la photo, merde !

Bon, l'actualité n'est pas de nature à être optimiste, certes, aussi faut-il puiser en nous-même la force qui nous permet de passer cette épreuve difficile, encore faut-il que cela ne sonne pas creux évidemment, d'où ces causeries qui nous fournissent la substance pour tenir le coup ou affronter toutes les situations sans y perdre son âme comme aurait dit Marx.

Il est vrai qu'au cours de notre vie on va de désillusion en désillusion, mais on doit reconnaître qu'on y est quelque part pour quelque chose, il faut être honnête jusqu'au bout, sinon à quoi bon, surtout quand on devient vieux. Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'on n'aurait plus rien à perdre quand on est encore bourré d'illusions.

Ma compagnie vous est toujours aussi désagréable, soit, je me passerai de la vôtre ! Vous l'aurez cherché ! Parfois je pense à Molière, à Audiard... Et en plus cela a le don de me mettre de bonne humeur, vous voyez que je ne peux pas être animé de mauvaises intentions, comment le pourrais-je en consacrant ma vie aux autres et à notre cause.

C'est désolant de devoir toujours se justifier, mais je conçois très bien que ce soit indispensable ici avec tous les charlatans qui sévissent sur le Net ou dans nos rangs. Avec mon entourage ou les Indiens que je croise régulièrement et qui m'apprécient, je procède de même.

Je les provoque pour tester les sentiments qu'ils ont envers moi, alors que pour moi l'essentiel ce sont les principes ou les valeurs que je respecte, que j'applique, au point qu'ils me détestent et renient leurs sentiments pour évaluer leur sincérité ou leur hypocrisie, et je crois avoir discerné que leurs sentiments demeuraient intacts, ce qui me fait dire que je dois être sincère. C'est d'ailleurs à cela que devait servir cet exercice, qui consistait à tester ma sincérité à travers celle des autres. Vous voyez à quel point on a besoin des autres pour progresser. Un bel exemple, non, je ne parle pas de moi évidemment, sans vouloir me livrer à une figure de style. C'est je pense un de nos biens les plus précieux ou une de nos qualités les plus précieuses.

Qu'on les raccourcissent !

Voilà qui convient très bien également à l'ensemble des oligarques, banquiers, hommes d'affaires, actionnaires du CAC40, patrons des quelque 2.000 grandes entreprises, spéculateurs, boursicoteurs, etc.

K . Marx - F. Engels - Luther montre très bien, par l'exemple de l'usurier, ce capitaliste de forme démodée, mais toujours renaissant, que le désir de dominer est un des mobiles de l'auri sacra fumes. « La simple raison a permis aux païens de compter l'usurier comme assassin et quadruple voleur. Mais nous, chrétiens, nous le tenons en tel honneur, que nous l'adorons presque à cause de son argent. Celui qui dérobe, vole et dévore la nourriture d'un autre, est tout aussi bien un meurtrier (autant que cela est en son pouvoir) que celui qui le fait mourir de faim ou le ruine à fond. Or c'est là ce que fait l'usurier, et cependant il reste assis en sûreté sur son siège, tandis qu'il serait bien plus juste que, pendu à la potence, il fût dévoré par autant de corbeaux qu'il a volé d'écus; si du moins il y avait en lui assez de chair pour que tant de corbeaux pussent s'y tailler chacun un lopin. On pend les petits voleurs... les petits voleurs sont mis aux fers; les grands voleurs vont se prélassant dans l'or et la soie. Il n'y a pas sur terre (à part le diable) un plus grand ennemi du genre humain que l'avare et l'usurier, car il veut être dieu sur tous les hommes. Turcs, gens de guerre, tyrans, c'est là certes méchante engeance; ils sont pourtant obligés de laisser vivre le pauvre monde et de confesser qu'ils sont des scélérats et des ennemis; il leur arrive même de s'apitoyer malgré eux. Mais un usurier, ce sac à avarice, voudrait que le monde entier fût en proie à la faim, à la soif, à la tristesse et à la misère; il voudrait avoir tout tout seul, afin que chacun dût recevoir de lui comme d'un dieu et rester son serf à perpétuité. Il porte des chaînes, des anneaux d'or, se torche le bec, se fait passer pour un homme pieux et débonnaire. - L'usurier est un monstre énorme, pire qu'un ogre dévorant, pire qu'un Cacus, un Gérion, un Antée. Et pourtant il s'attife et fait la sainte-nitouche, pour qu'on ne voie pas d'où viennent les boeufs qu'il a amenés à reculons dans sa caverne. Mais Hercule entendra les mugissements des boeufs prisonniers et cherchera Cacus à travers les rochers pour les arracher aux mains de ce scélérat. Car Cacus est le nom d'un scélérat, d'un pieux usurier qui vole, pille et dévore tout et veut pourtant n'avoir rien fait, et prend grand soin que personne ne puisse le découvrir, parce que les boeufs amenés à reculons dans sa caverne ont laissé des traces de leurs pas qui font croire qu'ils en sont sortis. L'usurier veut de même se moquer du monde en affectant de lui être utile et de lui donner des boeufs, tandis qu'il les accapare et les dévore tout seul Et si l'on roue et décapite les assassins et les voleurs de grand chemin, combien plus ne devrait-on pas chasser, maudire, rouer tous les usuriers et leur couper la tête. » (Martin Luther, l. c.) (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

L'origine de la discorde qui agite les deux clans de l'oligarchie vient de très loin.

K . Marx - F. Engels - "Cette savante dispute sur le moyen de répartir, de la manière la plus favorable à l'accumulation, entre le capitaliste industriel et le riche oisif, le butin pris sur la classe ouvrière, fut interrompue par la Révolution de Juillet." (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

Si au lieu de juger on essayait de comprendre, on se porterait mieux.

K . Marx - F. Engels - Si terrible et si dégoûtante que paraisse dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de famille (324), la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle assigne aux femmes et aux enfants, en dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes. Il est aussi absurde de considérer comme absolu et définitif le mode germano-chrétien de la famille que ses modes oriental, grec et romain, lesquels forment d'ailleurs entre eux une série progressive. Même la composition du travailleur collectif par individus de deux sexes et de tout âge, cette source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, porte en soi les germes d'une nouvelle évolution sociales (325). Dans l'histoire, comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie. (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

Notes.

324 - V. F. Engels, l.c., p. 152, 178-83.
325 - « Le travail de fabrique peut être pur et bienfaisant comme l'était jadis le travail domestique, et même à un plus haut degré. » (Reports of Insp. of Fact. 31 st. oct. 1865, p.127.)

Selon que l'on considère que cette pourriture s'inscrit dans le cadre d'un processus historique ou qu'on l'aborde comme une abstraction sans tenir compte du processus historique dont elle est le produit provisoire, on en fera deux interprétations différentes, et les conclusions auxquelles on parviendra seront aléatoires, opposées ou erronées.

Tout état d'un élément ou d'un corps est le produit du mouvement de la matière à un moment donné. Qu'on ait besoin de décomposer ce mouvement en autant de fragments ou d'étapes de la transformation de la matière est indispensable pour saisir la nature ou la composition, le fonctionnement des différents éléments qui la composent, de les isoler du reste de la matière qui peut avoir une influence sur leur évolution, est une chose. Il n'en demeure pas moins que ce sont les rapports qu'ils entretiennent entre eux qui déterminera de quelle manière ces étapes s'enchaîneront, s'orienteront, et qui forgera leur destin.

On ne peut pas parler de prise de conscience, tant qu'on n'a pas à l'esprit l'ensemble de ce processus diachronique et synchronique, dialectique. Et comme il nous arrive à tous de ne pas l'avoir clairement en tête, on commet tous des erreurs d'appréciation, ce qui est somme toute naturel. Ce laboratoire de la vie qu'est la pourriture peut engendrer le pire comme le meilleur, tout dépend si on en prend conscience ou non, et s'agissant du meilleur, là c'est loin d'être acquis quand on baigne dans la plus inextricable des confusions qui consiste à le nier, on prend le risque de se condamner au pire et c'est bien dommage...

Défense du marxisme. Elargissons l'horizon de notre réflexion.

K. Marx - F. Engels - Supposé que le travail nécessaire à l'entretien du producteur et de sa famille absorbât tout son temps disponible, où trouverait-il le moyen de travailler gratuitement pour autrui ? Sans un certain degré de productivité du travail, point de temps disponible; sans ce surplus de temps, point de surtravail, et, par conséquent, point de plus-value, point de produit net, point de capitalistes, mais aussi point d'esclavagistes, point de seigneurs féodaux, en un mot, point de classe propriétaire (2) !

La nature n'empêche pas que la chair des uns serve d'aliment aux autres (3); de même elle n'a pas mis d'obstacle insurmontable à ce qu'un homme puisse arriver à travailler pour plus d'un homme, ni à ce qu'un autre réussisse à se décharger sur lui du fardeau du travail. Mais à ce fait naturel on a donné quelque chose de mystérieux en essayant de l'expliquer à la manière scolastique, par une qualité « occulte» du travail, sa productivité innée, productivité toute prête dont la nature aurait doué l'homme en le mettant au monde.

Les facultés de l'homme primitif, encore en germe, et comme ensevelies sous sa croûte animale, ne se forment au contraire que lentement sous la pression de ses besoins physiques. Quand, grâce à de rudes labeurs, les hommes sont parvenus à s'élever au-dessus de leur premier état animal, que par conséquent leur travail est déjà dans une certaine mesure socialisé, alors, et seulement alors, se produisent des conditions où le surtravail de l'un peut devenir une source de vie pour l'autre, et cela n'a jamais lieu sans l'aide de la force qui soumet l'un à l'autre.

A l'origine de la vie sociale les forces de travail acquises sont assurément minimes, mais les besoins le sont aussi, qui ne se développent qu'avec les moyens de les satisfaire. En même temps, la partie de la société qui subsiste du travail d'autrui ne compte presque pas encore, comparativement à la masse des producteurs immédiats. Elle grandit absolument et relativement à mesure que le travail social devient plus productif (4).

Du reste, la production capitaliste prend racine sur un terrain préparé par une longue série d'évolutions et de révolutions économiques. La productivité du travail, qui lui sert de point de départ, est l'oeuvre d'un développement historique dont les périodes se comptent non par siècles, mais par milliers de siècles. (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

Notes.

2 - « L'existence d'une classe distincte de maîtres capitalistes dépend de la productivité de l'industrie. » (Ramsay, l. c., p. 206 .) « Si le travail de chaque homme ne suffisait qu'à lui procurer ses propres vivres, il ne pourrait y avoir de propriété. » (Ravenstone, l. c., p. 14, 15.)

3 - D'après un calcul tout récent, il existe encore au moins quatre millions de cannibales dans les parties du globe qu'on a déjà explorées.

4 - « Chez les Indiens sauvages de l'Amérique, il n'est presque pas de chose qui n'appartienne en propre au travailleur; les quatre-vingt-dix-neuf centièmes du produit y échoient au travail. En Angleterre, l'ouvrier ne reçoit pas les deux tiers. » (The advantages of the East India Trade, etc., p. 73.)

5 - Diod., 1. c., 1. 1, ch. LXXX.

6 - « La première (richesse naturelle), étant de beaucoup la plus libérale et la plus avantageuse, rend la population sans souci, orgueilleuse et adonnée à tous les excès; tandis que la seconde développe et affermit l'activité, la vigilance, les arts, la littérature et la civilisation. » (England's Treasure by Foreign Trade, or the Balance of our Foreign Trade is the Rule of our Treasure. Written by Thomas Mun, of London, Merchant, and now published for the common good by his son John Mun. Lond., 1669, p. 181, 182.) « Je ne conçois pas de plus grand malheur pour un peuple, que d'être jeté sur un morceau de terre où les productions qui concernent la subsistance et la nourriture sont en grande proportion spontanées, et où le climat n'exige ou ne réclame que peu de soins pour le vêtement... Il peut y avoir un extrême dans un sens opposé. Un soi incapable de produire, même s'il est travaillé, est tout aussi mauvais qu'un soi qui produit tout en abondance sans le moindre travail. » (An Inquiry into the present high price of provisions. Lond., 1767, p. 10.)

Ce que les nostalgiques de la révolution française se gardent bien de vous dire, et pour cause.

K . Marx - F. Engels - Dès le début de la tourmente révolutionnaire, la bourgeoisie française osa dépouiller la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir. Par une loi organique du 14 juin 1791, tout concert entre les travailleurs pour la défense de leurs intérêts communs fut stigmatisé d'attentat « contre la liberté et la déclaration des droits de l'homme », punissable d'une amende de 500 livres, jointe à la privation pendant un an des droits de citoyen actif (50).

Ce décret qui, à l'aide du code pénal et de la police, trace à la concurrence entre le capital et le travail des limites agréables aux capitalistes, a survécu aux révolutions et aux changements de dynasties. Le régime de la Terreur lui-même n'y a pas touché.

Ce n'est que tout récemment qu'Il a été effacé du code pénal, et encore avec quel luxe de ménagements ! Rien qui caractérise ce coup d'Etat bourgeois comme le prétexte allégué. Le rapporteur de la loi Chapelier, que Camille Desmoulins qualifie de « misérable ergoteur (51) », veut bien avouer que le salaire de la journée de travail devrait être un peu plus considérable qu'il l'est à présent... car dans une nation libre, les salaires doivent être assez considérables pour que celui qui les reçoit, soit hors de cette dépendance absolue que produit la privation des besoins de première nécessité, et qui est presque celle de l'esclavage. Néanmoins il est, d'après lui, « instant de prévenir le progrès de ce désordre », à savoir « les coalitions que formeraient les ouvriers pour faire augmenter... le prix de la journée de travail », et pour mitiger celle dépendance absolue qui est presque celle de l'esclavage. Il faut absolument le réprimer, et pourquoi ? Parce que les ouvriers portent ainsi atteinte à la liberté « des entrepreneurs de travaux, les ci-devant maîtres », et qu'en empiétant sur le despotisme de ces ci-devant maîtres de corporation - on ne l'aurait jamais deviné - ils cherchent à recréer les corporations anéanties « par la révolution (52) ».

Notes.

50 - L'article 1 de cette loi est ainsi conçu : « L'anéantissement de toute espèce de corporations des citoyens du même état et profession étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit. » L'article 4 déclare : « Si des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers prenaient des délibérations, faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, les dites délibérations et conventions sont déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme, etc. », c'est-àdire félonies, comme dans les anciens statuts. (Révolution de Paris, Paris, 1791, 3t. III, p. 253.)

51 - Révolutions de France, etc., n° LXXVII.

52 - Buchez et Roux : Histoire parlementaire de la Révolution française, X, p. 193-95, passim (édit. 1834).

On retiendra que "le régime de la Terreur lui-même n'y a pas touché", à cette loi organique du 14 juin 1791 qui dépouilla la classe ouvrière du droit d'association. Bravo à ceux qui s'en réclament, dont les trotskystes du POI et POID!

Parole d'un émigré.

Hormis être contraint à l'exil politique pour échapper à la répression d'un régime totalitaire ou à un génocide, rien ne justifie de quitter son pays, sinon des raisons d'ordre individuel que l'on ne peut pas invoquer pour contester le sort qui nous est réservé par la suite et que l'on doit assumer.

On a tendance à perdre de vue qu'assumer la responsabilité des décisions qu'on a été à prendre au cours de notre vie, le plus souvent sous la contrainte, fait partie de notre personnalité, et que s'y refuser nous conduit à perdre notre identité, en terme psychanalytique cela se traduit par la désagrégation de la personnalité ou schizoïde.

Quant à l'exil économique, il ne se justifie que lorsqu'il est une question de vie ou de mort, dans tous les autres cas il est motivé par des questions de convenance personnelle qui n'ont pas à être prises en compte, parce que tous les exploités sont logés à la même enseigne quel que soit leur statut, j'entends dans un pays donné. Quand vous tombez malade, si le système de santé est déplorable dans le pays où vous vivez, que vous soyez un ouvrier pauvre ou un cadre supérieur vous serez traité de la même manière, je peux même ajouter que c'est valable si vous êtes riche ou ministre, à moins d'aller se faire soigner dans un autre pays.

A ma connaissance, les grandes famines, les génocides ou les guerres du XVIIIe au XXè siècle n'ont pas engendré de gigantesques migrations naturelles, hormis les juifs menacés d'extermination qui y ont été contraints par la barbarie nazi. On peut citer la guerre et la terrible famine qui a ravagé le Biafra (Nigéria), l'Ethiopie, le Soudan, les guerres et génocides de la région des Grands lacs en Afrique centrale (Rwanda...), la guerre de l'Otan qui a conduit à la dislocation de la Yougoslavie au début des années 90, le massacre des Palestiniens en 1948, etc.

Par ailleurs, il a toujours existé une immigration illégale en provenance d'Afrique ou d'Asie organisée par des organisations mafieuses, qui répondait à la tentation individuelle de membres des classes moyennes ou des classes inférieures disposant de quelques biens ou terres à vendre pour payer des passeurs ou leur voyage afin d'améliorer leur condition de vie à n'importe quel prix, en manifestant la plus parfaite indifférence à l'égard des membres de leur famille, de leurs proches, du milieu dans lequel ils avaient toujours vécu, bref, sans manifester la moindre conscience, y compris politique évidemment. Cela ne signifie pas que par la suite dans leur solitude, ils ne seront pas nostalgiques de leur passé ou ils ne prendront pas conscience qu'ils avaient plus à perdre qu'à gagner en se lançant aveuglément dans cette aventure, ce qui a le don de faire larmoyer les tiers-mondistes ou les mauvaises consciences en tous genres qui s'apitoient sur leur sort...

Nous sommes comptables du sort collectif des exploités et des opprimés à travers le monde, mais pas de leur sort individuel, avis à ceux qui confondent les deux et se font manipuler.

Tout drame humain doit retenir notre attention quelle qu'en soit l'origine, la question n'est pas là qu'on se comprenne bien. Mais dès lors qu'un drame humain a été conçu à grande échelle dans le cadre d'une machination sciemment orchestrée par des tiers, en l'occurrence l'Otan pour le compte du clan de l'oligarchie qui la dirige, puis instrumentalisés pour donner lieu à toutes sortes de manipulations afin de nuire aux intérêts d'autres personnes (ou peuples) ou à des fins politiques inavouables, devant l'ampleur des conséquences sociales et politiques qui en découlent, celles-ci retiendront davantage notre attention parce qu'elles coïncident avec les objectifs que poursuivaient ceux qui avaient échafaudé ce plan ou cette opération destinée à la fois à nuire aux intérêts de la majorité et à modifier l'orientation de la société dans une direction déterminé, les moyens d'y parvenir n'étant qu'occasionnels ou de circonstances parmi d'autres, par exemple le recours au terrorisme ou toute sorte de provocations ou coups tordus...

Ce processus est d'autant plus habile, scélérat et sordide qu'il a été conçu pour détourner l'attention des peuples à la fois de son origine et de son objectif, au profit de l'instrument ou du moyen qui aura été retenu pour en assurer le bon déroulement, instrument qui servira de bouc émissaire à l'extrême droite, ce qui permettra ensuite d'assimiler tous les opposants à cette machination ou ceux qui la dénoncent à des xénophobes ou des racistes, des fascistes et j'en passe, de les traîner dans la fange de l'opprobre, ce qui permettra de justifier la censure dont ils feront l'objet et la boucle de l'imposture sera bouclée.

Pour vivre dans un pays (Inde) qui a été colonisé par les puissances occidentales, je peux vous dire que les plus pauvres n'ont jamais imaginé un instant quitter leur pays, ce sont les classes moyennes et supérieures qui ont donné l'exemple. En revanche, si c'est vous qui proposez à un Indien de quitter l'Inde pour la France par exemple, donc si c'est vous qui lui suggérez que ce serait possible, là ils sont quasiment unanimes à vouloir partir, hormis les oisifs ou les rentiers qui seraient obligés de travailler et qui n'y tiennent pas.

J'ai aidé des Indiens à quitter leur pays au début des années 2000, et j'en ai dissuadé certains de le faire en leur expliquant qu'ils ne le regretteraient pas, parce que la France était appelée à régresser ou à s'effondrer, tandis que l'Inde était appelée à se développer, et comme ce fut effectivement le cas ils m'en sont reconnaissants. J'ai aussi dissuadé des Indiens d'aller travailler dans les pays du Golfe où des conditions infernales les attendaient. Et bien aussi incroyable que cela puisse paraître pour un esprit occidental borné, ils ont trouvé les moyens de continuer à vivre en Inde, ils travaillent et ils ont fondé une famille, bref, ils n'en sont pas morts !

Les puissances occidentales utilisent ces réfugiés ou migrants comme boucliers humaines pour servir leur stratégie politique, de

la même manière que des barbares ont pris en otage le peuple syrien, et ce sont les mêmes crétins qui dans les deux cas aveuglés par leur dogmatisme ou leurs émotions à géométrie variable vont se placer au côté de leurs propres bourreaux. Qu'il nous soit permis de ne pas les imiter.

Quand le porte-parole de la barbarie devient le héros de nos gouvernants

Si la situation est pleine de contradictions et prête évidemment à confusion, en revanche elle force les uns et les autres à dévoiler leur vraie nature, un régal.

En famille. Qui a dit ?

- « John McCain était un héros américain, un homme décent et honoré et un ami à moi. Il va nous manquer non seulement au Sénat américain, mais à tous les Américains qui respectent l'intégrité et l'indépendance. »

Réponse : Le sénateur du parti démocrate Bernie Sanders sur Tweeter.

Hommage épouvantable à ce monstre de cruauté.

Rappelons qu'il fut un des modèles dont s'inspira Mélenchon lors de la campagne électorale des présidentielles de

2017, il avait envoyé quelques membres de son équipe de bras cassés aux Etats-Unis pour rencontrer des membres de l'équipe de Sanders, afin de glâner des idées pour avoir une meilleure audience ou gagner des voix auprès de la classe moyenne et de l'aristocratie ouvrière.

Sanders avait concouru à la candidature du parti démocrate à l'élection présidentielle américaine de 2017, avant de se rallier piteusement à H. Clinton.

Avant Sanders, il y avait eu Tsipras ou encore Mitterrand...

A peine avais-je fini d'écrire ces lignes que l'écho de Sanders nous parvenait.

- Mort de McCain : le vibrant hommage de son adversaire Biden - LeParisien.fr 31.08

- « Je m'appelle Joe Biden. Je suis démocrate. Et j'aime John McCain ! » LeParisien.fr 31.08

En fait tous les démocrates étaient des clones de McCain.

- Obama livre un hommage à son ancien adversaire John McCain, "Nous étions dans la même équipe" - Le HuffPost 01.09

Pour l'éternité, comme l'AFP...

- John McCain, "héros" de l'Amérique, de retour pour l'éternité à l'Académie navale - AFP 03.09

Si c'est Maduro qui le dit, les gauchistes et populistes de gauche et d'extrême gauche n'oserons pas le qualifier d'extrême droite.

- Depuis le Venezuela, Nicolás Maduro : «Arrêtez de laver les toilettes à l'étranger» - Liberation.fr 30 août 2018

Le président socialiste vénézuélien lance un appel à ses compatriotes qui ont fui le Venezuela : «Arrêtez de laver les toilettes à l'étranger et rentrez dans votre patrie !» Pour Nicolás Maduro, ce ne sont ni la pauvreté, ni l'hyperinflation, ni la faillite des services publics, ni les pénuries qui provoquent l'exode massif mais «une campagne de la droite». Liberation.fr 30 août 2018

Totalitarisme. Tous collabos, y compris contre vous-même !

- Le Conseil constitutionnel limite le droit au chiffrement - 01net.com 05.04

Chiffrer ses données est un droit pour tous les Français, sauf quand ils sont soupçonnés d'un crime ou d'un délit. Dans ce cas, ils peuvent être contraints par l'administration judiciaire de révéler leurs mots de passe de chiffrement selon les termes de l'article 434-15-2 du code pénal, même si cela revient à s'accuser soi-même. C'est en effet ce que vient de confirmer le Conseil

constitutionnel dans sa décision du 30 mars 2018.

En Europe, les interprétations en la matière sont assez différentes. Au Royaume-Uni, révéler un mot de passe ne relève clairement pas du droit de ne pas s'auto-incriminer. Sa non-divulgation est punie de cinq ans de prison, selon la loi Regulation of Investigatory Powers Act. Plusieurs personnes ont d'ailleurs déjà été condamnées. En Allemagne, en revanche, le droit de ne pas s'auto-incriminer est nettement plus protecteur : la divulgation d'un mot de passe est vue comme une participation active à l'enquête judiciaire, ce qu'un accusé peut donc logiquement refuser. 01net.com 05.04

C'est un peu comme si vous aviez planqué des lettres compromettantes, et que la police vous intime l'ordre de lui indiquer où elles se trouvent, le Conseil constitutionnel estime que c'est un devoir, normal son président est L. Fabius.

Commentaire d'un Internaute.

- "De tous temps les gouvernements "légaux" ont voté des lois leur permettant de garantir leur impunité.

Sur ce point, les "démocraties", les autocraties et les dictatures se rejoignent dans une sarabande sans fin. La première chose que fera tout système politique sera de protéger sa propre existence contre ses opposants. Et les motivations sont toujours "justifiées", qu'il s'agisse d'une junte ou d'une monarchie sanguinaire ou d'une révolution réellement démocratique.

C'est simplement une question de point de vue.

Alors on "barbouze" les opposants (souvent eux-mêmes manipulés par d'autres barbouzes aux service d'intérêts convergents) et il est nécessaire de savoir exactement ce que font les opposants.

Dans une dictature, il suffit d'invoquer des "mesures d'urgence" ou un "état d'exception" pour prévaloir la "sécurité de l'état".

Dans une "démocratie" les dirigeants se servent de prétextes fallacieux (parfois sous faux drapeaux) pour faire avancer le flicage total de l'ensemble de la population.

Désormais, nous avons la "lutte contre le terrorisme" et la "lutte contre le crime organisé" qui permettent de mettre en place des outils de flicage performants… pour fliquer les quidams, pas les terroristes ou les criminels qui arrivent facilement à passer entre les mailles de ce filet particulier.

L'énorme avantage de ces "mesures de protection de la population" est qu'elles permettent à certains ploutocrates de consolider leurs fortunes, et qu'elles ne nécessitent par de déploiement de policier (humains et issus de la population) qui pourraient commettre l'affront de devenir solidaires de la population.

Fliquez, ça ne coûte pas (très) cher (de toute façon ce sont les fliqués qui payent) et au moins les systèmes automatiques ne risquent pas de se rebeller contre leurs "maîtres".

La dernière "épine dans le pied" est le chiffrement de données par les particuliers. Si on souhaite les espionner en masse le déchiffrement nécessite de très fortes puissances de calcul.

A mon avis, la prochaine loi sur ce sujet consistera dans l'obligation (pour "lutter contre le terrorisme") dans l'obligation pour tous les résidents de donner leurs clés de chiffrement aux services de l'état.

Connaissant la "porosité" de certaines sources de données je peux vous garantir que ces clés seront rapidement connues de la planète entière, à l'exception des "gueux" bien sûr.

Ils pourraient avoir l'idée incongrue d'aller fouiner dans les données personnelles de leurs "élites", ce qui pourrait s'avérer gênant."

LVOG - A ceci près qu'une "révolution réellement démocratique" exprime les aspirations de la majorité, donc elle est légitime pour employer tous les moyens contre la minorité de parasites qu'elle a chassé du pouvoir pour neutraliser leur pouvoir de nuisance...

Voilà la seule chose qui intéresse l'écologiste : Continuer de boire du café et de manger du chocolat !

- "Comment va-t-on continuer à boire du café et à manger du chocolat, ce qui ne poussera jamais ici, dans un monde où le prix du baril explose ? Le coût du fret conventionnel va nécessairement exploser".

Pauvre chéri, quelle angoisse ! Le transport maritime mondial représente 10,3 milliards de tonnes transporté par des dizaines

de milliers de cargos en 2016, soit environ 90 % du trafic commercial. (Source : Libération 30 août 2018)

En fait, les écologistes n'en ont rien à foutre du prix de ceci ou cela du moment qu'ils peuvent continuer de vivre comme avant. Leurs intentions sont viciées à la base. L'intérêt qu'ils portent à la qualité de l'air, de l'eau, des aliments, etc. a pour origine leur désir de profiter de la vie agréable qu'ils ont le plus longtemps possible, il est facile de comprendre dès lors pourquoi c'est leur priorité et non de changer de régime puisqu'ils sont satisfaits de celui qui est en place.

Parole d'Internaute

1- "Constatations de la montée des nationalismes des gens manifestant leurs inquiétudes parfois brutalement une population excédée de la vague migratoire que ces politiques ne savent manifestement pas gérer dans la paix civile, revers de la médaille et une des conséquences de nos guerres illégales crapuleuses en Libye et au Proche et Moyen Orient , et pas seulement en RFA, mais on assiste au même phénomène dans plusieurs états en Europe prélude à la chute de l'UE, et pour éviter ce cas de figure nos dirigeants si Européiste jusqu'au bout des ongles vont tout faire pour focaliser notre l'intention du public en diabolisant les Russes en prévision d'une Guerre Mondiale, et que le peuple hypnotisé bien échauffé par les médias propagandistes (présence sur les plateaux TV de sophistes sionistes et Atlantistes) alimentant ses phobies et confortant sa haine envers l'autre, désignant le bouc émissaire parfait "le méchant pour les sots" (L'Arabe, le Russe ou même le Chinois) sans jamais voir que les véritables ennemis des peuples sont justement ceux en qui ils manifestent toutes leurs confiances aveuglement (parce qu'ils causent bien et qu'ils passent bien à la Télé) mais focalisent leurs colères envers celui qui n'est pas comme eux, qui ne pense pas comme eux et qui dérange ses habitudes programmés pour entrainer nos pays vers une guerre absurde et perdue d'avance ou alors s'achevant vers une conclusion révolutionnaire ! A qui la faute ? ..... à la politique pro-migration décidé par Merkel pour des raisons humanitaires dans une Allemagne championne du travail précaire en Europe..... ou pour une tout autre raison peut être ..... ? Affaire à suivre ! Et pourtant pour régler ce problème c'est si simple mais il n'appartient qu'à vous concitoyen et concitoyennes d'y réfléchir et d'en trouver les solutions possibles tout en conservant sa dignité son honneur et en toute humanité !"

2- Le raccourci est vite fait ! Si vous n'êtes pas d'accord avec l'immigration vous êtes extrême ou populiste ! Mais visiblement l'amalgame n'est plus dissuasif !

LVOG - Au lieu d'aborder cette question sur le plan politique, la pseudo-gauche et extrême gauche l'aborde sur le plan émotionnel ou en mettant en avant des principes généraux sans tenir compte que les conditions qui en étaient à l'origine étaient totalement différentes, ils réalisent un amalgame favorable au plan de l'Otan.

En complément. Qui a dit ?

- "Si à nouveau des gens défilent aujourd'hui dans les rues en effectuant le salut nazi, notre histoire passée nous oblige à défendre résolument la démocratie"

Réponse : Le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas. Lexpress.fr 02.09

L'Allemagne une démocratie, on s'étouffe !

Vous lirez plus loin qu'après 15 ans de guerre et de destruction, les Irakiens manifestent parce que les compagnies pétrolières qui ont vendus pour plus de 7,7 milliards de dollars de pétrole entre août 2017 et 2018 recourent à la main d'oeuvre étrangère au lieu d'employer des travailleurs irakiens qui sont massivement au chômage, de quoi ils se plaignent, non mais vraiment...
Ils demandent juste au gouvernement que ces emplois leur soient réservés en priorité dans la mesure du possible pour pouvoir retrouver un semblant de vie normale après toutes ces années de guerre, normal, non ?

Sondage truquée ou fabriquée.

Par un sondage BVA diffusé vendredi 31 août commandé par Orange, RTL et La Tribune, le plus sérieusement du monde, on apprend que la popularité de l'ensemble des partis politiques est à la baisse à l'exception notamment d'EELV qui gagne 1% à 35%.

Or ce micro-parti de moins de 10.000 adhérents ne dépasse pas 5% sur le plan électoral, et s'il a une poignée d'élus c'est uniquement dû à des alliances avec le PS, le PCF ou LFI. Bref, il est quasiment inexistant.

Le résultat de ce sondage est donc assimilable à une fausse nouvelle (fake news). Sans avoir besoin de le vérifier, on devine que la question était posée de telle sorte que les personnes interrogées devaient se prononcer davantage sur l'écologie plutôt que sur les écologistes d'EELV.

Mais pourquoi ? Pour que ceux qui contestent un des aspects du régime continuent d'être divisés et que leurs voix soient éparpillées lors de chaque élection, de sorte que seuls les partis de la réaction puissent l'emporter, LREM en priorité, LR par défaut. C'est d'autant plus indispensable depuis que le PS a été réduit à une portion congrue. (Source : AFP 31 août 2018)

Les rats quittent le navire avant qu'il ne fasse naufrage

- Stéphane Bern quittera sa mission sur le patrimoine s'il n'est qu'un "cache-misère" ou "un pantin" - Franceinfo 31.08

L'animateur, chargé d'une mission sur le patrimoine, refuse d'"être associé" à une politique "en défaveur du patrimoine". Franceinfo 31.08

Allez, vive la monarchie!

Quand les médias-oligarques sont comme Macron ni de droite ni de gauche.

- Macron a-t-il perdu la main ? - LeParisien.fr 31.08

En quelques jours, Emmanuel Macron a donné une image totalement inédite, à mille lieux de celle qu'il avait réussi à imprimer depuis le début de son quinquennat. Voilà en cette rentrée calamiteuse les horloges présidentielles totalement déréglées, avec un président qui semble momentanément avoir perdu la main. LeParisien.fr 31.08

- Philippe Besson nommé consul : le retour du vieux monde - Liberation.fr

Et voilà, Emmanuel Macron est comme les autres, il case les copains, les courtisans, il distribue des fromages.

- Six victoires des intérêts économiques sous Macron - Liberation.fr

Depuis l'élection du candidat En marche, les lobbys ont réussi au moins six fois à infléchir les plans gouvernementaux. Dernier exemple, révélé par «Libération» : la loi hydrocarbure.

- La République en marche veut inviter Obama à son deuxième conseil national - LePoint.fr

Macron ou le pouvoir de nuisance et de menace de l'Organisation terroriste de l'Atlantique nord (Otan) renforcée.

- Macron propose de renforcer la "solidarité" entre Etats de l'UE en cas d'attaque armée - AFP 30.08

Il a pour cela proposé que soit envisagée "une solidarité renforcée quasi-automatique, ce qui fera qu'entre Etats membres qui seront d'accord avec cette réforme, nous puissions avoir une véritable solidarité d'intervention si un Etat était attaqué".

Cela nécessitera de "refonder" les traités européens, en particulier l'article 47.2 du Traité de Lisbonne qui porte sur l'assistance mutuelle entre Etats, que la France a déclenché pour la première fois après les attentats du 13 septembre 2015 à Paris.

Cette réforme permettrait à l'UE d'avoir "une espèce d'article 5 renforcé", a précisé le président, en faisant allusion à la disposition de l'Otan qui stipule qu'une "attaque armée" contre un des pays membres est "considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties", déclenchant ainsi une assistance au secours de l'Etat concerné.

Emmanuel Macron a indiqué que cette "avancée" n'était "pas contraire" à l'Otan, qui "reste une alliance importante et stratégique". "Mais nous avons besoin d'une solidarité renforcée" entre Européens, selon lui. AFP 30.08

Ils inventent une menace pour justifier leurs dépenses militaires, 34 ou 37 milliards d'euros je crois, qui permettraient de rouvrir toutes les lignes de chemin de fer qui ont été fermées, les gares, les bureaux de poste, les écoles, les centres de la Sécurité sociale, etc. sans que cela coûte un centime de plus aux travailleurs, aux contribuables.

Ces dizaines de milliards, ces milliers de milliards de dollars dans le monde de dépenses militaires servent à engraisser des rentiers sur la mort, les actionnaires et propriétaires de l'industrie d'armement, qui sont le plus souvent des banquiers, des oligarques.

Aveu. La baudruche de la russophobie éventée.

- Le FBI a échoué à recruter un oligarque russe comme informateur - Le Parisien 02 septembre 2018

La tentative a échoué. Un oligarque russe, Oleg Deripaska, a été approché entre 2014 et 2016 par le FBI et le ministère américain

de la Justice pour faire de ce milliardaire proche du Kremlin un informateur travaillant pour le compte de Washington. Mais les choses ont mal tourné, rapporte le New York Times, l'informateur ayant averti les autorités russes.

Selon le quotidien américain, qui cite des associés d'Oleg Deripaska, les Américains souhaitaient notamment avoir des informations sur l'ingérence russe lors de l'élection présidentielle de 2016 et une possible collusion entre l'équipe de campagne de Donald Trump et Moscou.

Des agents du FBI auraient ainsi rencontré Oleg Deripaska à New York pour lui demander si Paul Manafort, l'ancien directeur de campagne de Donald Trump, depuis reconnu coupable de fraude fiscale et bancaire par la justice américaine, avait servi d'intermédiaire entre le Kremlin et l'entourage du milliardaire républicain.

En échange de ces informations, les autorités américaines étaient prêtes à aider Oleg Deripaska avec ses différents problèmes judiciaires et administratifs aux Etats-Unis. Mais le milliardaire a nié toute collusion, et a même informé Moscou de ses échanges avec les autorités américaines.

Oleg Deripaska avait déjà offert de collaborer à cette enquête, chapeautée par le procureur spécial Mueller, assurant disposer de « preuves » montrant que la Russie n'avait pas aidé à faire élire Donald Trump.

Selon le New York Times, au-delà du simple cas d'Oleg Deripaska, les Etats-Unis ont approché clandestinement une demi-douzaine d'oligarques pour s'assurer de leur coopération. Sans succès, pour le moment.

Oleg Deripaska, 50 ans, fait partie des personnalités russes visées par les sanctions économiques de l'administration Trump. Il a ainsi été obligé de démissionner en mai du conseil d'administration de son groupe, le géant de l'aluminium Rusal, pour le protéger des sanctions le visant. Le Parisien 02 septembre 2018

Schizophrénie collective ou quand les classes moyennes basculent dans la réaction ou justifient l'établissement d'un régime totalitaire.

- Sécurité : malgré les critiques, les villes misent de plus en plus sur le tout-caméra - lefigaro.fr 17/08/2018

Il y a quelques années encore, elle faisait peur, elle est aujourd'hui encensée. Devenue omniprésente dans le paysage de la sécurité, la vidéo se répand comme une traînée de poudre. Dans nos rues, par le biais des caméras, c'est aujourd'hui le raz-de-marée, en dépit de vifs questionnements.

Même les plus petites communes aujourd'hui s'équipent. Baudinard-sur-Verdon dans le Var détient le record. Il est le village le plus surveillé, avec 12 caméras pour 156 habitants! Convaincus de la nécessité de s'équiper, mais aussi sous la pression de leurs administrés qui, depuis les attentats, réclament toujours plus de sécurité, les maires investissent des sommes folles dans ces installations onéreuses... lefigaro.fr 17/08/2018

Réaction d'internautes abonnés au Figaro.

1- "Ça m'est égal d'être filmé que ce soit dans les villes où je circule ou par des représentants de la loi parce que je pense me conduire correctement et poliment. Il y aurait atteinte à ma vie privée si on me filmait chez moi sans mon accord ! À l'extérieur c'est la vie publique et si chacun se conduit correctement, il n'y a aucune raison de refuser d'être filmé. Les droits de l'homme c'est le respect de l'autre et pas s'en servir pour excuser des personnes qui les bafouent."

2- "Les caméras sont donc utiles et elles le seront encore plus lorsque les logiciels de reconnaissance faciale seront utilisés."

3- "Ces installations sont de plus en plus nécessaires , soit disant rassurantes, les cas les plus significatifs médiatisés sont nombreux."

4- "A Monaco ,à dubai videosurveillance partout bilan un taux de crimes l'un des plus bas au monde"

5- "Un exemple à suivre pour toutes les villes de France."

6- "A généraliser partout en France, même dans les plus petits patelins."

7- "Avec la petite délinquance et incivilités en tout genre ces moyens sont utiles pour lutter contre ces fléaux..."

8- "Quand on a rien à se reprocher il n'y a aucun problème...et c'est un plus pour notre sécurité."

9- "On apprécie la camera qui filme l'arbitre d'un match de foot et on critique les cameras qui filment les criminels potentiels dans la rue."

10- "Pour avoir accueilli des millions d'immigrés inassimilables , inintégrables , et inemployables, qui vivent en vase clos dans des cités criminogènes de larcins , de trafics , de prostitution ..et d'allocations sociales , la France est confrontée à une insécurité grandissante qui oblige les Français à vivre reclus, surveillés, controlés. Les bienfaits de la mondialisation."

Totalitarisme et lobbying au pouvoir. Les trusts de l'industrie pharmaceutique qui nous empoisonnent recrutent dans les facultés de médecine.

- La faculté de médecine de Lille suspend son diplôme d'homéopathie - Liberation.fr 2 septembre 2018

La faculté de médecine de Lille a suspendu son diplôme d'homéopathie pour l'année universitaire 2018-2019 dans «l'attente de la position» de la Haute autorité de santé (HAS) sur cette pratique, a-t-on appris dimanche auprès du doyen de la faculté.

«La faculté de médecine de Lille décide de suspendre son diplôme d'université d'homéopathie pour l'année universitaire débutante dans l'attente de la position de la HAS et d'échanges nationaux sur l'encadrement de cette pratique et de son enseignement», peut-on lire sur le compte Twitter de la faculté de médecine de Lille. Il s'agit d'une position prise «dans le cadre d'une réflexion scientifique et pédagogique», a indiqué à l'AFP le doyen de cette faculté, Didier Gosset.

«Force est de constater que nous enseignons une médecine fondée sur les preuves - on tient à une rigueur scientifique, absolue -, et force est de constater qu'en parallèle l'homéopathie n'a pas évolué, que c'est une doctrine qui est restée en marge du mouvement scientifique, que les études sont rares sur l'homéopathie, qu'elles sont peu solides, maintenir notre enseignement serait le cautionner», a-t-il affirmé.

Le débat sur l'utilité de l'homéopathie a ressurgi avec vigueur en France, numéro un mondial des préparations homéopathiques, depuis la publication mi-mars dans Le Figaro d'une tribune au vitriol d'une centaine de médecins opposés à cette pratique et réclamant l'arrêt de sa prise en charge partielle par l'assurance maladie.

Cette tribune attaquait les «médecines alternatives», dont l'homéopathie, pratiquées selon les signataires «par des charlatans en tout genre qui recherchent la caution morale du titre de médecin pour faire la promotion de fausses thérapies à l'efficacité illusoire».

Des médecins favorables à l'homéopathie ont répliqué en portant plainte devant le Conseil de l'Ordre des médecins contre les signataires. Le ministère de la Santé a saisi la Haute autorité de santé pour évaluer l'efficacité de l'homéopathie et le bien-fondé de son remboursement et attend son avis d'ici fin février. Liberation.fr 2 septembre 2018

Autrefois quand notre fille était en bas âge, la pharmacopée allopathique étant inopérante, nous recourûmes à l'homéopathie qui nous donna entière satisfaction, et compte tenu de son âge il était impossible d'évoquer l'effet placebo ou l'autosuggestion pour expliquer sa guérison, nous en conclûmes logiquement que l'homéopathie était efficace.

Les charlatans, ce sont tous ces médecins allopathiques qui vous prescrivent des ordonnances longues comme le bras, qui vous bourrent de médicaments sans se soucier de leurs effets secondaires, bref, qui vous détruisent la santé, quand ils ne poussent pas la cruauté jusqu'à vous maintenir artificiellement en vie. C'est uniquement pour avoir bonne conscience ou par conformisme qu'il vous demande ce que vous mangez, si vous buvez de l'alcool ou fumer, généralement leur questionnaire ne dure pas plus de 10 secondes.

En revanche un médecin homéopathique consciencieux vous interrogera pendant 45 minutes à une heure, voire plus, pour tout savoir sur votre mode de vie, chez vous et au travail, votre alimentation, les conditions dans lesquelles vous prenez vos repas, combien de temps ils durent, où se situe votre habitation, si elle est aérée, sur votre chauffage, vos horaires, vos distractions, sur votre état d'esprit, la manière dont vous passez vos nuits, votre temps libre, vos rêves, etc. de manière à pouvoir se faire une idée la plus précise possible sur votre état de santé physique et psychique puisque les deux interfèrent, pour pouvoir vous prescrire un traitement qui permettra de s'attaquer à l'origine de votre déséquilibre biologique ou de renforcer vos anticorps, votre résistance aux différents virus, etc. qui est dû généralement à des carences en vitamines, minéraux, oligo-éléments, acide aminées et autres protéines, qu'un surmenage ou un manque de sommeil ou encore quelques excès viennent aggraver.

Je n'ai absolument aucune confiance dans les médecins allopathiques.

ACTUALITE EN TITRES

Comment ils fabriquent des handicapés à vie.

- Chine : si les enfants sont myopes, c'est à cause des jeux vidéo - LePoint.fr

En famille. Confirmation. LFI ou le PS bis.

- Mélenchon veut siphonner le PS - leparisien.fr 03 septembre 2018

Ils osent tout.

- Hollande égratigne Macron et prône un avenir à gauche. - Reuters 31.08

"On ne peut pas être simplement dans la gestion et dans l'accumulation des réformes soi-disant indispensables." Hollande à Cherbourg (Manche) Libération 31 août 2018

Hollande à Macron : Tout ce que tu fais est très bien, tu poursuis ma politique, mais vois-tu pour faire diversion tu dois monter des opérations... Regarde comment je m'y suis pris, j'ai débuté mon mandat avec le TSCG, la règle d'or, l'ANI, et bien tout de suite j'ai embrayé avec le mariage pour tous, cela a duré plus de 6 mois, c'est passé comme une lettre à la poste, puis j'ai continué avec les Roms, après ce fut le tour de la théorie du genre, du sexisme, de la misogynie, etc. entre temps on a manigancé un attentat puis on en a bénéficié d'un autre, quelle aubaine, et tu vois j'ai rempli ma mission et je suis allé au bout de mon mandat, fastoche non...

- Confiance en légère hausse (+1%) pour Macron selon un sondage - AFP

Avec une marge d'erreur de 3% ! Excellent !

- Un gendarme tire sur un automobiliste et le tue lors d'un contrôle routier dans le Gard - AFP 31 août 2018

- Il faut classer les vagues au patrimoine mondial de l'Unesco.» - Liberation.fr

- Les Nations unies défendent enfin les droits de la mer - Liberation.fr

... les dents de la mer !

- «En cinquante ans, les océans ont perdu 77 milliards de tonnes d'oxygène» - Liberation.fr

La chercheuse au CNRS de Toulouse Véronique Garçon explique...

Elle est très forte ! Ils osent tout. Quel délire !

- Orban et Salvini veulent-ils tuer la démocratie libérale? - L'Express.fr

La fondation Open Society, créée par George Soros, quitte la Hongrie. Symbole d'un recul de la démocratie face au populisme ? - L'Express.fr

Soros et Open Society incarnent la démocratie, il fallait oser le dire, c'est fait ! Rien ne les arrête.

- Agressions sexuelles dans le cinéma : Il faut que "les pouvoirs publics se positionnent aux côtés des femmes" - Franceinfo

Stratégie du chaos et de la tension, de la déstabilisation des Etats.

Une expression de l'AFP qui doit vous dire quelque chose.

- "Une stratégie de la tension qui semble porter électoralement ses fruits"

A propos de la situation en Allemagne créée pour faire monter l'extrême droite...

- Managua expulse la mission de l'ONU après un rapport dérangeant - AFP 1 septembre 2018

- Washington arrête de financer l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens - AFP 1 septembre 2018

- Lula mis hors-jeu de la présidentielle au Brésil - AFP 1 septembre 2018

- Ukraine : le principal dirigeant séparatiste tué dans un attentat - AFP1 septembre 2018

- Crise économique au Venezuela : "C'est tout un système qui s'effondre" - actu.orange.fr 26 juil. 2018

- L'Argentine impuissante à enrayer la chute du peso - Reuters 30 août 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée

Totalitarisme. Apartheid et censure.

- Israël : la radio publique s'excuse après avoir diffusé du Wagner - LeParisien.fr 3 septembre 2018

La musique du compositeur allemand, taxé d'antisémitisme, est taboue sur les ondes israéliennes.

La radio publique israélienne s'est excusée pour avoir diffusé un morceau de Richard Wagner. Le compositeur allemand, est en effet boycotté en Israël pour ses propos antisémites.

Dans un communiqué publié dimanche, une porte-parole a qualifié d'« erreur » la diffusion vendredi par une station nationale de musique classique d'une partie du « Crépuscule des Dieux ».

Elle a rappelé que « les instructions au sein de la radio israélienne demeurent les mêmes depuis des années : la musique de Wagner ne doit pas être jouée ». Elle a souligné « la peine qu'une telle diffusion peut susciter chez les survivants de l'Holocauste » écoutant la radio.

« Nous nous excusons auprès de nos auditeurs », a conclu la porte-parole, estimant que « le responsable de l'émission musicale s'est trompé de choix en diffusant ce morceau ». Un des compositeurs favoris de Hitler

Le compositeur allemand (1813-1883), dont les oeuvres imprégnées de nationalisme ont été adoptées au XXe siècle par le IIIe Reich, est notamment célèbre pour avoir été l'un des compositeurs favoris d'Adolf Hitler. Il n'y a pas de loi en Israël interdisant de le jouer, mais les formations musicales s'en abstiennent.

L'oeuvre de Wagner reste taboue en Israël, même si en juillet 2001, le chef d'orchestre argentino-israélien Daniel Barenboïm avait osé jouer un extrait de Tristan et Iseult, avec l'Orchestre philharmonique de Berlin, à Jérusalem.

Jonathan Livny, chef de la Israel Wagner Society, a néanmoins salué la diffusion de la musique de Wagner par la radio publique. « Nous ne diffusons pas l'opinion du compositeur, mais la belle musique qu'il a écrite », a dit Livny, dont le père est un survivant de l'Holocauste. « Celui qui ne veut pas écouter cette musique peut éteindre la radio », a-t-il ajouté. LeParisien.fr 3 septembre 2018

En complément

- Antisémitisme «Corbyn doit reconnaître qu'il a un problème» - Liberation.fr

Il a osé soutenir des organisations palestiniennes, un crime !

- Pourquoi la chanteuse Lana Del Rey annule un concert en Israël? - Sputnik 02.09

La chanteuse américaine Lana Del Rey a annulé un concert prévu en Israël sous pression d'organisations pro-palestiniennes, justifiant sa décision par le fait qu'elle n'avait pas eu le temps d'organiser en même temps un concert en Palestine, selon

The Guardian.

La prochaine venue de la jeune femme en Israël avait provoqué une campagne pro-palestinienne pour l'annulation de sa prestation. Elle devait être la vedette du Festival Meteor en Haute Galilée prévu du 6 au 8 septembre en Israël, a indiqué The Guardian. Or la plupart des fans palestiniens de Lana Del Rey seront dans l'impossibilité de se rendre à ce festival.

«C'est important pour moi de chanter à la fois en Palestine et en Israël et traiter tous mes fans de façon équitable, a déclaré sur son compte Twitter l'artiste. Malheureusement, il n'a pas été possible d'enchaîner les deux visites par manque de temps, ce qui fait que je reporte ma prestation au Meteor Festival jusqu'au moment où je pourrais planifier des visites à la fois pour mes fans israéliens et palestiniens.» Sputnik 02.09

Syrie

- Moscou et Damas accusent Londres, Paris et Washington de préparer une attaque chimique - Réseau Voltaire 30 août 2018

Le destroyer USS The Sullivans (DDG-68) de l'US Navy avec 56 missiles de croisière à son bord a été prépositionné dans le golfe persique. Simultanément, un bombardier stratégique ?-1? de l'US Air Force doté de 24 missiles de croisière air-sol AGM-158 JASSM est arrivé sur la base aérienne Al-Udeid au Qatar.

Le 29 août, le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a appelé toutes les parties impliquées en Syrie, à la retenue.

Le 30 août 2018, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et son homologue syrien, Walid al-Mouallem, ont, lors d'une conférence de presse jointe, accusé le MI6 britannique de préparer une attaque chimique en Syrie afin de justifier une attaque en retour de ce pays par les Occidentaux.

M. Lavrov a précisé que cette attaque était organisée via les Casques blancs, une ONG créée par le MI6 et qui a déjà participé de nombreuses fois aux combats.

M. al-Mouallem a indiqué que les Casques blancs venaient d'enlever 44 enfants dans le gouvernorat d'Idleb pour les sacrifier au cours de cette opération. Des experts anglophones de la compagnie britannique « Olive » sont arrivés à Kafr Zita pour superviser la mise en scène.

À Moscou, Alexeï Tsygankov, chef du Centre russe pour la réconciliation des conflits, a affirmé que les Casques blancs venaient d'acheminer des substances toxiques à Saraqib.

À Moscou, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a précisé que dans le cadre de cette opération, le MI6 venait de créer un compte Twitter au nom d'une fillette fictive, Hala, chargé de rendre compte en direct de l'attaque chimique et de l'attribuer au gouvernement syrien.

À Washington, l'ambassadeur de Russie, Anatoli Antonov, a mis en garde l'administration contre toute participation à cette opération sous faux drapeau. Réseau Voltaire 30 août 2018

En complément

- Syrie: Le pape lance un appel pour les civils d'Idlib - Reuters 03.09

Irak

- Irak: troubles près d'infrastructures stratégiques dans une région pétrolière - AFP 2 septembre 2018

Des centaines de manifestants bloquent dimanche différents points stratégiques de la province pétrolière de Bassora, berceau d'un mouvement de contestation sociale et qui, à ce jour, est également en proie à une crise sanitaire, a rapporté un correspondant de l'AFP.

Les exportations de pétrole ont atteint en août un pic annuel avec près de 112 millions de barils vendus pour plus de 7,7 milliards de dollars, selon le ministère du Pétrole.

Pourtant, la majorité des habitants, en particulier à Bassora, ont le sentiment de ne pas bénéficier des juteuses recettes de l'or noir et se plaignent d'un chômage galopant dans une région où les compagnies pétrolières emploient surtout de la main d'oeuvre étrangère.

Début juillet, ils avaient lancé de Bassora des manifestations qui ont ensuite gagné l'ensemble du sud du pays, pour réclamer de meilleurs services publics.

En outre, depuis trois semaines, la province de Bassora est en proie à une crise sanitaire sans précédent: près de 20.000 personnes ont été hospitalisées pour des intoxications après avoir bu de l'eau puisée dans le Chatt al-Arab.

L'agriculture, elle, pâtit également de cette pollution de l'eau, couplée à une sécheresse, importante cette année. AFP 2 septembre 2018

Inde

- En Inde, deux statues aussi politiques que gigantesques - AFP 3 septembre 2018

En proie à un accès de nationalisme et de gigantisme aux mains des nationalistes hindous, l'Inde est engagée dans la construction de deux statues titanesques. La première est en cours d'achèvement dans le Gujarat (ouest), bastion du Premier ministre Narendra Modi. La seconde, annoncée pour 2021, figurera un célèbre roi-guerrier hindou dans la baie de Bombay.

Chacune mesurera le double de la statue de la Liberté de New York. Coût de ces chantiers: environ 800 millions d'euros.

Le taille de ces statues et le choix des personnages qu'elles représentent - tous deux emblèmes nationalistes hindous - ne sont cependant pas anodins, alors que l'Inde entre en campagne électorale en vue des élections législatives de l'année prochaine.

Le Bharatiya Janata Party (BJP), parti au pouvoir depuis 2014 à New Delhi, "s'approprie des icônes depuis quelque temps", note Sudha Pai du Indian Council of Social Science Research.

Au Gujarat, la "Statue de l'Unité", en l'honneur de l'un des personnages-clés de l'indépendance, Sardar Vallabhbhai Patel, culminera bientôt à 182 mètres de haut au barrage Sardar Sarovar.

Sur ce chantier, des milliers de travailleurs s'affairent actuellement à poser le revêtement en bronze en vue de l'inauguration programmée pour le 31 octobre, date anniversaire de la naissance du premier ministre de l'Intérieur de l'Inde post-coloniale.

Aussi appelé "l'homme de fer de l'Inde", pour la façon dont il a négocié le ralliement d'États princiers à la nation fraîchement émancipée, Patel est une figure politique révérée par les nationalistes hindous.

Ceux-ci considèrent que l'Histoire l'a injustement oublié au profit de Jawaharlal Nehru, premier chef de gouvernement du pays et issu des rangs du parti du Congrès, formation actuellement dans l'opposition.

"Patel a été utilisé pour effacer l'héritage de Nehru. Le BJP veut changer la façon dont l'Histoire est perçue et montrer que la droite était tout aussi importante dans la lutte de l'Inde pour la liberté" contre le colon britannique, analyse Sudha Pai.

Les positions de Patel, socialement conservateur et économiquement favorable aux milieux d'affaires, sont assez proches de celles du BJP d'aujourd'hui, explique Ghanshyam Shah, ancien professeur à l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi.

"Chaque Indien regrette que Sardar Patel ne soit pas devenu le premier Premier ministre" d'Inde, avait déclaré M. Modi en 2013.

En mettant en avant la place de Patel dans l'histoire indienne, la droite hindoue cherche à contrecarrer le legs de Nehru et sa famille, qui ont dirigé l'Inde moderne durant plusieurs décennies.

"Modi a énormément utilisé le legs de Patel dans ses campagnes électorales. Il utilisera très vraisemblablement la Statue de l'Unité durant la campagne à venir, mais je m'inquiète de la façon dont cela influencera les électeurs", estime Ghanshyam Shah.

En 2016, le Premier ministre indien a également posé à Bombay la première pierre d'un mémorial controversé du roi marathe Chhatrapati Shivaji, le montrant chargeant épée au vent sur son cheval.

Prévue pour s'élever sur un affleurement rocheux en pleine mer face à la mégapole, la structure du Shivaji devrait dépasser celle du Patel de 30 mètres - en prenant en compte les piédestaux.

Notoire pour avoir combattu l'empire musulman des Moghols au XVIIe siècle, ce chef de guerre hindou est un héros régional

au Maharashtra, État dont Bombay est la capitale. L'aéroport de la ville, la principale station ferroviaire ainsi qu'un parc sont déjà baptisés d'après Shivaji, dont le nom est souvent invoqué par le personnel politique local. AFP 3 septembre 2018

C'est ça, un truc "local" dont se foutent les Indiens ! Le nationalisme de l'extrême droite indienne ne concerne que le nord de l'Inde, et encore, seulement dans les Etats où le BJP est solidement implanté et principalement dans les grandes villes. Il attire les classes moyennes, les plus corrompues.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- COR-CGT et FO appellent à la mobilisation le 9 octobre - Reuters 31 août 2018

Les syndicats de salariés CGT et FO, ainsi que les syndicats étudiant Unef et lycéen UNL ont lancé jeudi soir un appel à une "première" journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle le 9 octobre contre la politique menée par le gouvernement.

L'Union syndicale Solidaires a également validé le principe de cette journée d'action mais doit encore valider la date retenue "lors de son instance nationale la semaine prochaine", est-il précisé dans un communiqué commun des cinq organisations.

Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion intersyndicale organisée jeudi en fin de journée à l'initiative de FO.

Les cinq organisations précisent dans leur communiqué que cette "première journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne" vise à dénoncer "une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs".

Neuf organisations de retraités (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFE-CGC, CFTC, FGR-FP, UNRPA Ensemble & Solidaires, LSR) avaient déjà appelé à manifester le 9 octobre. Reuters 31 août 2018

Une énième journée d'action bidon...

ECONOMIE

Argentine

- L'Argentine impuissante à enrayer la chute du peso - Reuters 30 août 2018

La banque centrale d'Argentine a porté jeudi son principal taux directeur à 60% dans l'espoir d'endiguer l'inflation, une initiative spectaculaire qui n'a pas suffi à enrayer la chute du peso, tombé à un plus bas historique face au dollar.

La monnaie argentine, qui a désormais perdu plus de la moitié de sa valeur depuis le début de l'année, plongeait de près de 20% vers 16h25 GMT, au-dessus de 40 pour un dollar, un creux sans précédent.

Le peso argentin est victime des inquiétudes suscitées par le niveau élevé de l'inflation, le ralentissement de l'économie et les conséquences plus larges des turbulences sur les marchés émergents liées à l'appréciation du dollar.

Outre le relèvement de son taux directeur de 15 points de base à 60%, la banque centrale a relevé le taux de réserves obligatoires des banques de cinq points.

Avant ces annonces, le coût d'une garantie contre un risque de défaut de l'Etat argentin sur sa dette en dollar à cinq ans avait bondi de plus de 40 points à 696 points selon les données d'IHS Markit.

La banque centrale a convoqué une réunion spéciale de son comité de politique monétaire, qui a voté à l'unanimité en faveur de ce relèvement de taux "en réponse à la situation des taux de change et au risque d'une inflation accrue", déclare-t-elle dans un communiqué.

Mercredi, pour tenter d'apaiser les marchés financiers, le gouvernement argentin a demandé au Fonds monétaire international (FMI) d'accélérer le versement d'une partie des 50 milliards de dollars de financements prévus. Le FMI a simplement déclaré étudier cette demande en réclamant un resserrement des politiques monétaires et budgétaires en Argentine.

En dépit de la signature de cet accord de financement avec le FMI au début de l'année, le président Mauricio Macri s'efforce de convaincre les marchés qu'il peut stimuler la croissance économique tout en réduisant les déficits publics et l'inflation.

Son chef de cabinet, Marcos Peña, a assuré jeudi devant la presse que le gouvernement "trouverait des moyens d'accélérer le processus de resserrement budgétaire".

L'Argentine est déjà convenue avec le FMI de ramener le déficit budgétaire cette année à 2,7% du produit intérieur brut (PIB) et à 1,3% l'an prochain, contre 3,7% en 2017.

Les mesures d'austérité rencontrent l'hostilité des Argentins qui doivent déjà faire face à une hausse de leurs factures de chauffage, d'électricité et d'eau.

La CGT, première confédération syndicale du pays, et d'autres syndicats ont appelé à des grèves générales de 24 heures et de 36 heures fin septembre pour protester contre ces mesures. Reuters 30 août 2018

Haut de page

Le 8 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (28 pages)

Un petit mot personnel.

Vendredi je suis allé en scooter à Chennai retirer mon overseas citizen of India card, autrement dit je suis devenu citoyen indien de l'étranger et je n'ai plus besoin de visa pour demeurer en Inde jusqu'à la fin de mes jours, ce qui équivaut à posséder la double nationalité française et indienne. J'avais entrepris cette démarche en novembre 2017 pour régler définitivement ma situation.

J'ai mis trois heures pour faire 180 kilomètres, la route était déserte à 6h du matin et excellente, je n'ai pas dépassé le 70 au compteur pour ménager mon nouveau scooter et profiter du paysage et du lever du soleil, en short, t-shirt et sandales comme toujours. Chennai a énormément changé depuis 2001 avec plein d'échangeurs et des voies à sens unique y compris en ville, de sorte qu'il n'y a pratiquement pas d'embouteillages, le trafic est fluide mais on ne s'arrête pas à des feux rouges, hormis trois ou quatre au total, et la chaussée était impeccable, j'en ai été agréablement surpris. Le retour a été plus pénible à cause de la chaleur, je n'avais rien emmené pour me couvrir la tête et je me suis pris un gros coup de soleil, pour un peu on va me prendre pour un touriste, ce que je déteste.

Avant de partir j'angoissais un peu parce que le port du casque est obligatoire à Chennai et je n'en ai pas évidemment, personne n'en porte où je vis depuis la loi qui est passée il y a deux ans. Selon les médias, les policiers étaient particulièrement attentifs à son respect et auraient dressé plus de 154.000 contraventions en deux ans. Tu parles, je me suis arrêté trois fois en ville pour demander mon chemin à des policiers qui s'en foutaient éperdument, ils étaient trop occupés avec leur iPhone ou à glander. Il paraît que 83% des conducteurs de deux-roues n'en portent pas à Chennai, parfois ils en ont un, mais pas sur la tête !

Sur ce plan-là les Indiens sont moins cons ou soumis que les Français qui obéissent au doigt et à l'oeil, ils ont adopté l'état d'esprit germanique en entrant dans l'UE il faut croire, bêtes et disciplinés.

Bref, j'avais le choix entre prendre le bus et devoir prendre ensuite un auto-rickshaw, ce qui m'aurait coûté 600 roupies pour un voyage de 4 h30 au moins à l'aller et la même chose au retour, soit 1.200 roupies, opter pour un bus climatisé et débourser au total 1.900 roupies, ou prendre un taxi et payer environ 3.500 roupies, en essence je n'ai dépensé que 450 roupies aller/retour et j'étais rentré à 13h40. Selvi (ma compagne) a été heureuse de me revoir vivant ! Une bonne journée en somme et une bonne chose de régler.

Pour se marrer un instant, j'ai oublié de vous dire qu'il n'y avait pas de limitation de vitesse sur ces voies express genre autoroute, pas le moindre panneau, et si j'ai croisé des vaches, comme il avait plus les semaines précédentes elles broutaient l'herbe sur le bas-côté de la chaussée ou parfois sur le terre-plein central, alors qu'il y en a qui déboulent à fond la caisse, j'ai même été doublé

par une Jaguar et une grosse BMW qui filaient à toute allure, n'exagérons rien, disons à 130 ou 150 km/h, mais bon à cette vitesse-là une vache, la carcasse des passagers finirait au barbecue ou régalerait les charognards ! Non, ce n'est pas plus indécent que d'acheter une telle bagnole dans un pays pareil.

Je me suis aperçu qu'il m'arrivait d'être anxieux sans aucune raison apparente, hormis celles que je m'inventais. C'est peut-être dû à la vieillerie, parce qu'à mon âge on peut de moins en moins se retourner ou corriger notre trajectoire, les alternatives ont tendance à se faire rares, donc il faut éviter de faire des conneries ou de décider des trucs à la va vite. Et il y a toujours quelqu'un pour te dire ne fais pas ci ne fais pas ça, c'est pénible à la fin, alors le mieux c'est encore de décider soi-même et là tout se passe bien ou est sous contrôle.

C'était de la folie d'aller à Chennai en scooter (125cm3 Suzuki), le bout du monde ! Ils m'auraient privé de ce petit plaisir, alors que je n'en ai pas beaucoup déjà ; Pour aimer la vie et les autres, on n'a pas envie de vivre dans un monde où le plaisir n'existerait pas, personne ne serait heureux, mais le drame, c'est que c'est leur vie qui est ainsi ou plutôt la société. Vous me direz que pour vivre la tristesse, il faut connaître aussi le bonheur, ah oui, mais il est éphémère, tu n'as pas intérêt à le louper tellement il est tenu, tu pourras toujours te le raconter et le raconter aux autres, les Indiens sont très bavards.

A part cela, Kajelveli est venue me demander deux oignons et deux tomates pour préparer un cari (ou cary, curry), je ne pouvais pas lui refuser, c'est ma voisine d'en face et elle est plus pauvre que moi. Deux jours plus tard elle nous a apporté un cari de poisson au tamarin dans un grand bol, c'est gentil. Raika, mon autre voisine a raconté à ma compagne qu'ils ne s'en sortaient pas et elle a commencé aussi à travailler à mi-temps, toutes les deux ont des enfants en bas âge, elles ont moins de 25 ans. Du coup elle est tombée malade, gros mal de tête et elle est épuisée au point de dormir quand son époux rentre le soir, et comme elle n'avait pas préparé le repas, il l'a salement engueulée, s'il ne l'a pas frappé... Elle a raconté à Selvi qu'il n'était jamais là et picolait avec ses copains, et du coup son petit salaire ne suffit pas, tous mes voisins sont dans le même cas, c'est dramatique. J'évite de parler avec leurs époux qui a la première remarque se font menaçants ou tiennent des propos incohérents, ce qui ne m'empêche pas de leur rendre des services, comme par exemple leur prêter des outils.

Quand je vous dis que les Indiens ont des rapports épouvantables et des conditions de vie insupportables, je pourrais pratiquement l'illustrer quotidiennement, cela nous interpelle évidemment, c'est bien triste. Cela suffirait a expliquer ma radicalisation politique si c'était nécessaire. Et malgré tout il faut bien continuer à vivre...

Cause toujours il en restera quelque chose...

Les médias et ceux qui nous gouvernent ont pris l'habitude de relayer toutes sortes d'accusations non étayées à l'encontre des acteurs qui les encombrent ou qu'ils ont décidé d'éliminer, sachant pertinemment qu'elles étaient fabriquées ou l'oeuvre de minables faussaires connus ou anonymes, de manière à leur porter préjudice pour que la population s'en détourne et à apparaître comme les seuls garants de la vérité ou de la véritable information.

Comme ces accusations circulent en boucle continuellement, ils se fichent qu'elles soient éventées ou contredites plus tard ou même de devoir avouer eux-mêmes qu'ils s'étaient trompés, parce qu'entre temps elles auront pénétré profondément le cerveau des gens au point de se forger des convictions, qui par la suite seront pratiquement impossibles à déloger selon le principe qu'il n'y a pas de fumée sans feu, d'où la nécessité impérieuse de les traiter immédiatement avant que ce conditionnement n'opère ses ravages.

Quand une personne est accusée d'avoir commis un délit, on va éplucher sa vie et dans la plupart des cas on va s'apercevoir qu'elle n'a pas toujours eu un comportement exemplaire, ce dont évidemment elle ne s'était pas ventée lorsqu'on l'avait interrogée. Du coup, elle pourra être reconnue innocente du délit dont on l'avait accusé, mais certains passages de son passé peu reluisants laisseront des traces indélébiles. C'est le même principe qu'ils utilisent pour démolir quelqu'un ou faire en sorte que plus personne ne leur accorde leur confiance par la suite, ainsi leur objectif est atteint.

Alors quand on nous dit que cela n'a aucune incidence sur l'état d'esprit des travailleurs, qu'il nous soit permis d'en doute fortement, j'irais même plus loin en affirmant que les faits prouvent exactement le contraire et se traduit par la passivité des masses, leur neutralité, leur refus de se mobiliser, leur doute vis-à-vis de tout un chacun, y compris elles-mêmes, or c'est justement ce que les masses ont le plus besoin pour passer à l'action, avoir confiance en elles-mêmes et ne pas douter de leur capacité pour affronter et vaincre le régime en place. Sinon pourquoi la réaction se donnerait-elle autant de mal pour manipuler les masses si elle n'obtenait aucun résultat, un peu de logique s'il vous plaît.

Nous raconter à longueur de temps que le régime est en crise ne nous fait pas avancer d'un millimètre, qui ne le sait pas, qui ne s'en aperçoit pas dans sa vie quotidiennement, franchement, allons plus loin, cette fâcheuse manie de refuser obstinément d'envisager les rapports entre les classes sous un autre angle, ne manifesterait-il pas une méconnaissance des masses, et partant de là un manque de confiance dans les masses ?

Un échange par courriel avec monsieur Thierry Meyssan (Réseau Voltaire).

A propos de votre article "Comment l'administration de l'Onu organise la guerre".

Nous sommes tous les deux des citoyens du monde monsieur Meyssan !

Je vous rappelle que l'ONU "organise la guerre" depuis sa fondation, et que l'un de ses premiers actes criminels fut de sacrifier la Palestine, avec le soutien de Staline il faut préciser, le reste devait être à l'avenant et il le fut effectivement... Vous concéderez que cette terrible décision a eu des répercussions économiques et politiques mondiales jusqu'à nos jours...

Certes, mais les choses ont profondément changées : des Etats-membres organisent encore des guerres, mais cette fois, c'est aussi et d'abord l'administration de l'Onu, les hauts-fonctionnaires internationaux. Ils n'obéissent plus aux Etats dont ils sont issus, mais à des intérêts financiers sans patrie. En 1948, les sionistes assassinaient le comte Folke Bernadotte, aujourd'hui ce sont ses successeurs qui organisent la guerre.

Effectivement, les Etats ne servent plus que de caution à ces guerres. Et le suffrage universel ne sert plus qu'à élire les représentants qui les couvriront ou les justifieront, et puisque généralement ils étaient informés de ce qui les attendaient quand ils n'étaient que candidats à des postes ministériels ou à la fonction suprême de chef de l'Etat, on ne peut pas dire qu'ils seraient otages de ce pouvoir occulte qu'on appelle aussi l'Etat profond, ils en sont plutôt les complices.

C'est en tout cas ce qu'on pouvait dire hier. Car la situation évolue très rapidement sous l'effet des conséquences néfastes ou désastreuses que cette politique occasionne, ce qui conduit les peuples à la rejeter et se traduit lors de chaque élection par l'éviction de ceux qui l'ont appliquée. C'est ce qui a amené une partie de l'oligarchie à s'interroger sur l'opportunité de modifier sa stratégie tout en conservant les mêmes objectifs, de manière à ne pas perdre la main sur les Etats qu'elle contrôlait, tout en continuant de déstabiliser ceux qui lui résistaient.

Je n'ai plus le temps de continuer cette analyse. Quelques pistes de réflexion pour la prochaine fois.

- En pratique, elle instrumentalise les conséquences de cette politique en alimentant l'extrême droite et le populisme et les musulmans lui servent de bouc émissaire pour finalement s'attaquer à toutes les couches exploitées...

- Il leur faut un ennemi réel ou imaginaire pour justifier leurs dépenses militaires, les restrictions aux libertés, l'austérité...

- Ce pouvoir de l'oligarchie était en gestion depuis longtemps...

- Peu de rotations du personnel dans la haute administration, les technocrates... ils se repassent les dossiers, les contre-réformes sont préparées depuis des décennies, chaque locataire de l'Elysée s'emploie à les faire passer petits bouts par petits bouts...

Incroyable, je peux devenir populaire, mais pas populiste, mais pas auprès de mes lecteurs !

- Toi aussi, Bernie ? Par Chris Hedges - Les Crises 3 septembre 2018

Commentaire recommandé par Les Crises

Tardieu

Tsipras, Sanders, Mélenchon, Corbyn et bien d'autres avant eux ont toujours été égaux à eux-mêmes… Pour l'ignorer on feint de le découvrir, et partant de là on spécule, on fantasme, on échafaude des théories sur la politique qu'ils auraient menée, alors que tout était écrit depuis le début, il suffisait de savoir lire.

Il n'y avait pas à attendre un changement de régime d'Allende, Blum, Mitterrand, Hollande, Suares, Zapatero, Chavez, Maduro, Morales, etc. etc. car finalement ils incarnaient la même idéologie, les mêmes intérêts de classe qu'ils n'ont jamais remis en cause, tout le reste est du baratin…

Mais un changement de régime, est-ce ce que vous souhaitez ou préférez-vous entretenir l'illusion que le capitalisme serait réformable parce que finalement il vous a relativement épargné ?

En fait j'ai commis une erreur, je voulais dire la politique qu'ils auraient pu mener. Vous aurez constaté que je n'ai pas modifié mon discours d'une virgule, bien que les lecteurs de ce blog ne soient pas acquis à notre cause.

51 internautes partagent ce commentaire qui a déclenché la fureur des internautes qui se sentirent démasqués...

Hier la distinction était moins apparente ou le "miracle" de la dialectique, comment la quantité s'est transformée en qualité

- Avec Macron on est passé d'une République aristocratique à un régime ploutocratique...

Sans qu'il y n'y ait d'incompatibilité entre les deux, comme entre le PS et LREM, les hauts fonctionnaires et les technocrates qui officiaient pour les présidents précédents sont pour la plupart demeurés en place, ceux qui ont depuis de nombreuses années préparer les dossiers et les contre-réformes que Macron entend adopter...

Parole d'Internaute

- "Pour conserver ce contrôle, le capitalisme dominant a besoin de maintenir 5 avantages par rapport aux pays émergeants (la Chine principalement):

– accès privilégié aux ressources
– avantage militaire
– contrôle de la circulation de la monnaie
– avance technologique
– hégémonie médiatique et culturelle

Les guerres perpétuelles sont donc nécessaires pour empêcher la Chine ou d'autres pays émergeants de remettre en cause ces 5 avantages, et notamment de menacer cet accès privilégié aux ressources, en justifiant une présence militaire sur la planète entière."

Il y a "urgence est à faire connaître les faits" au moment où s'installe pas-à-pas un régime totalitaire.

Seule la mobilisation de millions de travailleurs et de jeunes, unis avec leurs organisations, peut empêcher ce régime d'aller jusqu'au bout de sa logique : la destruction de tous les droits ouvriers et démocratiques et l'instauration d'un ordre corporatiste et totalitaire digne de Vichy.

Alors oui, l'urgence est à faire connaître les faits en élargissant la diffusion de La Tribune des travailleurs. L'urgence est à bâtir l'unité des rangs ouvriers pour balayer la contre-réforme des retraites, l'unité des rangs ouvriers pour chasser Macron et la Ve République. (Extrait de l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs publié le 6 septembre - Gare aux oiseaux de bon augure !)

Chacun s'y emploie à sa manière.

Achevons-les ! Macron : Dehors tout de suite !

- La popularité d'Emmanuel Macron en chute libre pour la rentrée - Le HuffPost 06.09 L

e plancher atteint en août est à nouveau battu dans la vague de septembre du baromètre YouGov pour Le HuffPost et CNews. L'alerte est d'autant plus sérieuse que pour la première fois, le président de la République obtient un score inférieur à celui du premier tour de la présidentielle 2017. Seulement 23% des sondés soutiennent désormais son action, en baisse de quatre points en un mois.

Pire, 69% des Français ont un avis négatif sur son action, soit une progression de sept points en un mois. Sur ce dernier point, c'est un résultat équivalent à celui de François Hollande en septembre 2013; le socialiste était alors à 21% d'opinions favorables.

Sans surprise, cette dégringolade rejaillit sur Edouard Philippe. Comme le relève YouGov, "le premier ministre voit également son niveau de popularité baisser ce mois-ci pour atteindre à son tour un niveau d'impopularité record". Seuls 24% des Français ont une image positive de son action, en baisse de six points ce qui constitue la plus forte chute. Les opinions négatives augmentent de neuf points à 64%, ce qui est là encore un record.

De même la confiance dans le gouvernement s'effondre. Seulement 20% des sondés ont une opinion favorable de l'action de l'équipe ministérielle, soit sept points de moins.

Près de 4 Français sur 5 (78%) jugent que "les lobbys ont trop d'influence sur la politique française", selon les résultats d'une étude réalisée par l'institut YouGov pour Le HuffPost et CNews.

84% des sympathisants de La République En Marche jugent le poids des lobbys trop important tout comme 95% des électeurs de la France insoumise et 74% des soutiens du Rassemblement national (ex-FN).

Indicateur intéressant, quasiment la même proportion de l'opinion critique à l'égard des lobbys désapprouve la politique écologiste du gouvernement. 76% des personnes interrogées jugent que l'action menée par Emmanuel Macron n'est "pas bonne pour l'environnement". Un constat qui culmine à 93% chez les électeurs de Marine Le Pen, 89% chez ceux de Jean-Luc Mélenchon. Désormais, un sympathisant LREM sur deux (50%) partage ce sentiment. Le HuffPost 06.09

Quand le gouvernement dépense des millions d'euros en voyages d'agrément et rogne sur le niveau de vie des plus pauvres

- Coût du voyage de Philippe dans les Hautes-Alpes: "polémique inutile" pour Giraud (LREM) - AFP 6 septembre 2018

Le coût du déplacement mercredi dernier d'Edouard Philippe dans les Hautes-Alpes, épinglé par Le Canard enchaîné, provoque une "polémique inutile", considère le député LREM Joël Giraud, rapporteur général du Budget.

L'hebdomadaire relate qu'en raison de la panne d'un des deux avions type Casa prévus pour l'aller, deux hélicoptères Super Puma avaient été employés pour ce déplacement du Premier ministre.

Pour le retour, les Super Puma ont d'abord reconduit Edouard Philippe et ses équipes de Gap à Grenoble, où l'attendait le Casa, en raison des conditions météorologiques.

La presse a été reconduite en Casa à Paris, selon le témoignage d'une journaliste AFP. Facture totale: 150.000 euros d'après Le Canard enchaîné, 80.000 euros selon Matignon.

Ces 80.000 euros couvrent les transports du Premier ministre, d'élus, de chefs entreprises et de la presse, a-t-on précisé de même source à l'AFP.

Le recours à un vol privé Tokyo-Paris en décembre par Edouard Philippe pour le ramener plus vite de Nouvelle-Calédonie avait déjà fait polémique.

Le Premier ministre avait alors "assumé" la décision de recourir à un avion loué par Matignon à une société privée pour 350.000 euros, pour ramener du 5 au 6 décembre plusieurs ministres et une soixantaine de personnes en métropole, au lieu d'utiliser l'appareil de l'armée. AFP 6 septembre 2018

Quand l'Elysée se bunkérise pour protéger Macron.

- L'Élysée refuse de révéler le salaire de Benalla - L'Express.fr 6 septembre 2018

L'Élysée aurait refusé de dévoiler le montant du salaire d'Alexandre Benalla à deux députés car le "principe de la séparation des pouvoirs s'applique à l'égard du président de la République", révèle Le Parisien. En juillet dernier pourtant, après l'affaire, Alexandre Benalla avait confié au Monde être rémunéré 6 000 euros net par mois. L'Express.fr 6 septembre 2018

Soit 10.000 euros brut...

Il est bien le digne héritier de de Gaulle qui avait un penchant pour la tête de veau et qui prenait les Français pour des veaux.

- S'il était un plat, Emmanuel Macron serait une "blanquette de veau" : le portrait chinois du président devant des collégiens - Franceinfo 04.09

Avec Macron, même le veau est dévalorisé...

Il ne leur reste plus que la méthode Coué pour "tenir".

Emmanuel Macron encourage son gouvernement à "tenir" - L'Express.fr 6 septembre 2018

Dites-nous plutôt combien cela va vous rapporter.

- "Ça valait le coup": Hulot pense que sa démission a "provoqué un sursaut" - Le HuffPost 04.09

Quand ils avouent avoir renoncé à avoir "des élus exemplaires", on ne les contredira pas.

- Richard Ferrand en route vers la présidence de l'Assemblée nationale, une prime à la casserole? - Le HuffPost

C'est peu dire que ce remaniement a été décevant! François Nyssen reste au gouvernement malgré sa réticence persistante à respecter les règles d'urbanisme. Muriel Pénicaud est confirmée dans ses fonctions malgré sa fâcheuse habitude de donner des "rendez-vous secrets" avant les appels d'offres. Saluons néanmoins le départ de Laura Flessel, éclaboussée par une affaire de fraude fiscale...

Mais la simple déception a vite été remplacée par de la consternation. On nous annonce que Richard Ferrand ? qui, le 19 juin 2017, n'était pas assez bien pour rester au Gouvernement ? serait, aujourd'hui, favori pour devenir le 4e personnage de l'État!

Certes, l'information judiciaire ouverte depuis le 12 janvier 2018, suite à la plainte avec constitution de partie civile déposée par Anticor, est toujours en cours et n'a pas abouti à une condamnation...

Mais, même en l'absence de condamnation ou de mise en examen, les faits sont là: en 2011, Richard Ferrand – conseiller départemental et conseiller régional, à l'époque – a profité de ses fonctions de directeur d'une mutuelle pour permettre à sa compagne de réaliser une juteuse plus-value d'un demi-million sans risquer le moindre euro. À l'évidence, ce type de comportement, rendu possible grâce à un conflit d'intérêts parfaitement indéfendable, suffit à le disqualifier d'aspirer à de plus hautes fonctions (même si, lors du second tour des législatives, 20.991 électeurs de la 6e circonscription du Finistère ont visiblement pensé le contraire).

Force est de constater que la France est un des rares pays à s'interroger aussi longuement sur l'avenir politique de ses élus les moins scrupuleux. En Scandinavie, il n'y aurait même pas de débat. Un candidat plus vertueux serait préféré.

Que cette candidature soit sérieusement envisagée illustre à merveille la fameuse "prime à la casserole" théorisée par Philippe Séguin. Ah, comme elle est déjà loin la moralisation de la vie politique qui devait être le préalable à l'action du nouveau quinquennat!

Il est bien dommage que l'on ait renoncé aussi rapidement à avoir des élus exemplaires. Pourtant, comme le rappelait Gandhi, "l'exemple n'est pas le meilleur moyen de convaincre, c'est le seul".

Bon, Gandhi a dit et fait beaucoup de conneries. Etre honnête ou sincère, plein de bonnes intentions, c'est bien mais insuffisant, cela ne remplacera jamais une argumentation bien étayée, une stratégie, une orientation ou un programme politique...

Incroyable, qui aurait cru qu'ils étaient compatibles ?

- RN, DLF, ex-GUD... Le lancement de campagne très à droite d'un candidat à la présidence des jeunes LR - Le HuffPost 6 septembre 2018

Toutes les droites y étaient...mais très peu de militants Les Républicains. Mercredi 5 septembre, un premier candidat s'est lancé dans la course à la présidence des jeunes LR, dont les dates du scrutin restent à définir. Le jeune Erik Tegnér, 25 ans, ex-soutien de Virginie Calmels reconverti en chantre de "l'union des droites", a débuté sa campagne devant environ 200 personnes réunies sur une péniche du centre parisien.

"J'ai choisi de me présenter parce qu'on a plus le temps. Il y a une question civilisationnelle, identitaire et démographique qui nécessite qu'en 2022, on accède au pouvoir", a prévenu le jeune candidat, vantant cette soirée de lancement comme une "démonstration de force" réunissant à la fois "des jeunes de partis plus à droite" et d'autres "hors-parti".

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, Erik Tegnér a amorcé cette campagne entouré d'une "union des droites"... particulièrement à droite. Des députés Sébastien Chenu (Rassemblement national) et Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), en passant par l'essayiste souverainiste Paul-Marie Coûteaux ou encore le président du Parti chrétien-démocrate, Jean-Frédéric Poisson, de nombreuses personnalités de la droite et de l'extrême droite sont venues soutenir le jeune militant.

Dans l'assistance, on pouvait aussi croiser le porte-parole de Génération identitaire Romain Espino, ou encore Frédéric Pichon, ex-patron de l'organisation d'extrême droite Groupe union défense (GUD). Un seul élu républicain, peu connu, avait fait le déplacement: Louis-Alexandre Alciator, adjoint au maire de Clichy-la-Garenne. Sur place, Le HuffPost n'a rencontré aucun jeune s'affichant comme membre des Républicains.

"C'est une démarche de bon sens absolu", a lui vanté Nicolas Dupont-Aignan, au sujet de ce dialogue entre les droites prôné par la jeune sensation de la soirée. "C'est le seul chemin possible pour créer une alternative au mirage Macron. Sa force est

seulement liée à la faiblesse de l'opposition", a ajouté le président de Debout La France, félicité par Erik Tegnér pour "son choix courageux dans l'entre-deux-tours de rejoindre Marine Le Pen". Le HuffPost 6 septembre 2018

Comment instaurer un régime totalitaire. Attali nous livre le mode d'emploi.

C'est une obsession chez lui !

Ce qu'il propose, ce n'est pas une simple réforme du régime ou des institutions, mais un véritable changement de régime basé sur une réforme institutionnelle "totale". Et de préciser que "les enjeux ne sont pas des questions de personnes mais de structure" pour mettre en place ce qu'il appelle une "économie positive". Nous verrons plus loin de quelle structure il s'agit, celle d'un Etat totalitaire.

Et pour mettre les lecteurs en confiance ou leur prouver qu'il serait animé d'intentions bienveillantes, il prétend que ce nouveau modèle de société serait conforme à "l'intérêt des générations futures", alors qu'il ne se soucie guère de celui des générations présentes ou ne s'est jamais soucié de celui des générations passées, hormis pour leur pourrir la vie, mais les lecteurs ne sont pas censés le savoir ou l'avoir à l'esprit.

Ce qu'il propose, c'est de subordonner les institutions qui font appel au suffrage universel à deux institutions non élues qui disposerait d'un pouvoir "de contrôle des lois et des décrets" qu'aucune institution ne pourrait contester, en incluant les conséquences qui pourraient en découler pour les "intérêts des générations futures", qu'il faut traduire par les besoins futurs de l'oligarchie ou des capitalistes sachant qu'il se fout éperdument de ceux du peuple.

On pourrait imaginer qu'une loi qui serait contraire aux intérêts des générations présentes pourrait être adoptée dès lors qu'elle serait déclarée bénéfique pour les générations futures, ce qu'aucune génération future ne pourrait contredire puisqu'elle n'existerait pas, il suffirait que ces deux institutions s'en portent garantes pour qu'il en soit ainsi ou que cette loi soit adoptée. Ce qui préparerait l'adoption de lois contraires aux intérêts de toutes les générations présentes et futures au seul profit du marché, de l'oligarchie, sans qu'aucun contrepouvoir ne puisse les contester.

Vous penserez peut-être qu'il n'y aurait pas grand chose de changer par rapport à ce que nous connaissons déjà, à ceci près que ce serait gravé dans la Constitution, non seulement vous n'auriez plus aucun droit politique, mais ce serait la norme, le nouveau modèle de société dans lequel nous devrions vivre, ce qui justifierait la répression contre quiconque s'aviserait de le contester, il serait déclaré hors la loi, vous saisissez la distinction entre un régime passablement totalitaire donc qui tolère encore certaines libertés et un régime totalitaire tout court qui n'en tolère aucune. C'est le manuel d'une dictature absolue.

Il a instrumentalisé les problèmes dus à des variations climatiques qui ont des conséquences néfastes sur la population, pour placer sa propagande en faveur d'un régime totalitaire et justifier le contrôle des lois par des instances supérieures non élues, qui étendu du climat au climat des affaires permettrait à l'oligarchie de se doter d'un pouvoir illimité. Quand je pense que lorsque j'affirmais que notre combat politique devait être axé contre la Constitution, on me riait au nez, j'étais à côté de la plaque...

Aujourd'hui le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État ont le pouvoir de retoquer une loi, décision dont le président et le gouvernement peuvent tenir compte ou non, s'ils en tiennent compte tout rendre dans l'ordre, en revanche s'ils persistaient, on se retrouverait en présence d'un double pouvoir revendiquant le pouvoir, donc deux classes opposées ou aux intérêts contraires. Or avec la réforme institutionnelle "totale" que préconise Attali, cette loi ne viendrait même pas à exister sur le papier, elle ne ferait l'objet d'aucun débat parce que le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État s'y seraient opposés en amont, au préalable, le président et le gouvernement pourraient être déclarés hors la loi, et il suffirait que le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État appellent toutes les institutions à ne plus leur obéir ou à ne plus reconnaître leur autorité pour qu'ils soient renversés.

- Pour un ministère de l'économie positive par Jacques Attali - lexpress.fr 05.09

Extrait. Telle est la définition de l'économie positive : celle qui se préoccupe, dans chacune de ses décisions, de l'intérêt des générations futures.

Cette réforme institutionnelle ne serait totale que si le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État voulaient bien reconnaître que la défense de l'intérêt des générations futures fait aussi partie de leurs prérogatives, dans le contrôle des lois et des décrets. Ne serait-ce que parce que la Constitution en fait une valeur sacrée de la République. lexpress.fr 05.09

Totalitarisme. Quand l'Otan et le ministère des Armées deviennent le ministère de l'information ou le Ministère de la Vérité.

- «La France prépare un tour de vis contre la presse et commence par les médias russes» - sputniknews.com 05.09

Un rapport français publié le 4 septembre et intitulé «Les manipulations de l'information, un défi pour nos démocraties» s'en prend

à nouveau à la «propagande» des médias russes et recommande au gouvernement de marginaliser Sputnik et RT. L'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un document qui précéderait un «muselage» de la presse.

«Les opérations informationnelles russes sont aujourd'hui un habile mélange de propagande de tradition soviétique et de divertissement à l'américaine.»

Quel programme! Quatre experts du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères (CAPS) et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) ont dévoilé le 4 septembre leur étude intitulée «Les manipulations de l'information, un défi pour nos démocraties». Le tout devant la ministre des Armées Florence Parly.

214 pages où la Russie occupe une place très importante, de même que ses médias publics, RT et Sputnik. Le ton accusateur avec lequel les experts jugent les médias russes fait un étrange écho à la bienveillance à l'égard du pouvoir. Par exemple, ils proposent de «décrédibiliser les médias propagandistes», sur le modèle d'Emmanuel Macron, dont l'équipe avait confirmé le 27 avril 2017 avoir refusé les accréditations presses à RT et Spuntik. Attaque contre la liberté de la presse? Pas pour nos «experts», qui assurent que cette décision peut «se justifier». En effet, RT et Sputnik «ne font pas un travail journalistique, mais de propagande». Pour la litanie d'exemples, on repassera.

Contacté par Sputnik France, l'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un rapport «partiel et partial», qui s'inscrit dans l'agenda du gouvernement:

Contacté par Sputnik France, l'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un rapport «partiel et partial», qui s'inscrit dans l'agenda du gouvernement:

«Ce rapport contient des données dont certaines sont justes et d'autres, plus que discutables. Il s'inscrit dans une volonté du gouvernement de préparer un tour de vis contre la presse en commençant par ce qui est le plus facile à atteindre: les organes de presse liés à des États étrangers. Il débute par les médias russes, car l'ambiance est à l'hostilité envers Moscou.»

Si Daesh, la Chine ou encore l'Iran sont également visés, le rapport, qui cite des «interlocuteurs dans les instances européennes», affirme que «80% des efforts d'influence» sont le fait de la Russie. Il faut bien cela pour «manipuler» les opinions occidentales.

Parfois, les solutions prônées par les experts ont de quoi surprendre. Le rapport se félicite par exemple d'une initiative balte, visant à faire essaimer des tribus d'«elfes» sur le Net, en opposition aux «trolls» qui séviraient pour le compte de Moscou. Quant à savoir ce qui fait de vous un charmant elfe ou un hideux troll, il y a fort à parier que votre ligne politique y soit pour beaucoup.

«Ce rapport est très politique et divise le monde entre le camp du Bien et le camp du Mal, qui est représenté par la Russie et ses alliés. En face nous avons les Gentils qui s'opposent aux informations qui viennent de Russie. Ce contexte rappelle un peu les années 60 et limite l'intérêt du rapport», analyse Antoine Lefebure.

Les experts du CAPS et de l'IRSEM saluent également le travail du think tank European Values, basé à Prague. (...)

Le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Armées viennent de publier un rapport conjoint intitulé « Les Manipulations de l'information: un défi pour nos démocraties » dans lequel est préconisé de ne pas accréditer RT et Sputnik, médias russes. (...)

En revanche, rien sur les cas de censure, dont de nombreux comptes ont récemment fait l'objet sur Facebook et Twitter, notamment aux États-Unis. L'Oncle Sam serait même un exemple, puisque dans leurs 50 recommandations à destination des États pour lutter contre «la désinformation», les experts proposent d'«envisager l'enregistrement des médias étrangers» en suivant «l'exemple américain». Le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg s'est de son côté fendu d'une tribune publiée dans le Washington Post le 4 septembre et dans laquelle il a rappelé les efforts du premier réseau social au monde pour «protéger la démocratie» en luttant contre la désinformation. Récemment, une vague de fermetures de comptes étiquetés à droite a frappé plusieurs réseaux, dont Facebook et Twitter, et déclenché l'ire de Donald Trump. Le 24 août, le locataire de la Maison-Blanche avait twitté ceci:

«Les géants des réseaux sociaux sont en train de réduire au silence des millions de gens. Nous ne pouvons pas tolérer cela, même si cela signifie que l'on continue à écouter les fake news de CNN dont les audiences ont beaucoup souffert. Les gens doivent pouvoir déterminer ce qui est vrai et ce qui est faux sans censure.» (...)

Les auteurs du rapport se félicitent même d'un «écosystème médiatique français relativement sain». Ce que conteste vivement Antoine Lefebure:

«Je pense que c'est une erreur de dire cela. Le paysage médiatique français n'est pas sain. 90% de la presse est tenue par des groupes financiers qui ont des intérêts multiples dans l'industrie de l'armement ou des télécommunications. Il n'y a

pas énormément de liberté pour les journalistes qui font leur boulot.

Le niveau n'est pas non plus excellent. Si vous prenez la presse anglo-saxonne, qui n'est pas parfaite, il y a tout de même plus de travail et de données. En France, nous sommes dans une espèce de mélange d'information biaisée et d'opinion.»

Les experts ont réponse à tout. Si les gouvernements sont obligés de museler davantage l'information, ce ne serait pas dans une volonté de contrôle de l'opinion publique, mais, encore une fois, de la faute de la Russie et des nations étrangères:

«D'autre part, un effet indirect qui est de générer chez les gouvernants une tentation liberticide. Cela pourrait être le véritable effet final recherché par les puissances étrangères à l'origine des manipulations de l'information: non pas tant de convaincre la population de tel ou tel récit que d'inciter les gouvernements à prendre des mesures contraires à leurs valeurs démocratiques et libérales.» sputniknews.com 05.09

La personnalité de deux des quatre rapporteurs de ce manuel de la tyrannie institutionnalisée en dit plus que de longs discours sur les intentions de ses commanditaires, l'OTAN, le Pentagone ou l'oligarchie financière.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Membre du conseil scientifique du Collège de Défense de l'OTAN. Prix maréchal Foch de l'Académie française 2013, Munich Young Leader 2018.0

Alexandre Escorcia

- Conseiller diplomatique du premier commandant suprême allié transformation de l'OTAN de nationalité française à Norfolk aux États-Unis (2009-2012)

Quelques passages de ce rapport.

A. L'Union européenne

Les phénomènes de manipulation de l'information ont fait l'objet dans l'Union européenne d'une prise en compte progressive et d'abord relativement éclatée entre institutions. Le sujet a initialement été appréhendé sous l'angle des relations extérieures de l'Union et de la nécessité de protéger l'image de l'UE dans son voisinage oriental.

Les promoteurs de la East StratCom Task Force prennent soin de préciser qu'« il ne s'agit pas de faire de la contre-propagande ».

B. L'OTAN

L'Alliance atlantique a une longue expérience sur ces questions, ayant été confrontée pendant la guerre froide aux tactiques soviétiques de « guerre psychologique » utilisant des « mesures actives ». Encore aujourd'hui, l'Alliance appréhende le phénomène principalement sous l'angle de la menace en provenance de Russie.

Au coeur de ce diapositif figure le centre d'excellence de l'OTAN sur la communication stratégique (NATO StratCom COE), créé en 2014 à Riga.

Le Parlement européen contre la propagande hostile

Le Parlement européen « 1. souligne que la propagande hostile contre l'Union européenne prend diverses formes et utilise divers outils, souvent conçus de façon à correspondre au profil des États membres, dans le but de déformer la vérité, d'instiller le doute, de diviser les États membres, d'entraîner un découplage stratégique entre l'Union européenne et ses partenaires d'Amérique du Nord, de paralyser le processus décisionnel, de discréditer les institutions de l'Union et les partenariats transatlantiques – dont le rôle dans l'architecture de sécurité et économique européenne est reconnu – aux yeux et dans l'esprit des citoyens de l'Union et des pays voisins, et de saper le discours politique européen fondé sur des valeurs démocratiques, les droits de l'homme et l'état de droit ; rappelle que l'un des principaux outils utilisés est l'incitation à la peur et à l'incertitude chez les citoyens de l'Union, ainsi que l'exagération de la puissance des acteurs étatiques et non étatiques hostiles ;

(Extrait de la résolution du Parlement européen du 23 novembre 2016 sur la communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers.)

A. La vérification des faits

(Entendez, les faits qui ne sont pas conforment à ceux qu'ils fabriquent et qu'ils censurent systématiquement. - LVOG)

La vérification de la véracité des faits est la réponse la plus naturelle aux fausses nouvelles, et donc la plus répandue.

Cependant, la vérification des faits a aussi de nombreuses limites structurelles. Premièrement, le cerveau humain est relativement résistant à la correction. Les études montrent que la correction d'une croyance préalable n'est généralement pas efficace : la plupart des gens continuent d'utiliser en tout ou partie une information dont ils reconnaissent pourtant la fausseté. C'est un phénomène connu en psychologie sous le nom d'effet d'influence continue (continued-influence effect). Et il est d'autant plus fort que les croyances réfutées sont profondément ancrées : la vérification des faits fonctionne mieux sur les sujets nouveaux, ne suscitant pas d'idées préconçues. Le problème bien entendu est que « les fausses informations concernent aujourd'hui essentiellement des thèmes politiques qui reflètent des convictions idéologiques profondes».

Ensuite, la vérification des faits est par définition un outil d'après coup : sa nature corrective signifie qu'il n'arrive que lorsque le mal est fait, après la diffusion de la fausse nouvelle. S'il permet de dénoncer ce qui est faux, tronqué ou fabriqué tout en faisant oeuvre de pédagogie, il n'efface pas l'impact psychologique important associé à la lecture d'une fausse nouvelle.

Par ailleurs, il n'atteint pas toujours, voire pas souvent, sa cible, c'est-à-dire que la correction n'est en général pas lue par les personnes qu'il s'agissait de convaincre : « les audiences les plus susceptibles d'être influencées par la désinformation russe pourraient aussi être les moins susceptibles de consommer régulièrement ou même d'accéder à des sites contrant la désinformation ». « Puisque les fake news sont le signe d'une défiance populaire à l'égard

Enfin, il y a aussi le risque que la vérification des faits devienne elle aussi un marché, dont se saisissent un nombre croissant d'acteurs (ONG, médias mais aussi plateformes digitales comme Facebook) : la logique du gain et/ou la volonté d'apparaître vertueux prennent parfois le pas sur la recherche de vérité, ce qui tend à décrédibiliser aux yeux de certains le recours à l'outil. Sans compter que cet outil est parfois détourné par ceux-là mêmes qui diffusent le plus de fausses nouvelles : RT a par exemple lancé un FakeCheck en quatre langues.

Toutes ces limites ne signifient pas que la vérification des faits n'est pas importante : elle est absolument nécessaire, mais aussi insuffisante. C'est un soin palliatif, qui doit être complété par d'autres mesures.

B. Initiatives normatives

(Quand des officines de la NED/CIA ou financés par elles ou des oligarques comme Soros sont chargés d'établir la liste des médias honnêtes. - LVOG)

Nous consommons des informations comme nous consommons de la nourriture. Les deux sont potentiellement bénéfiques et néfastes. Il faut donc faire un tri. De ce point de vue, la lutte contre les manipulations de l'information peut s'inspirer de l'étiquetage nutritionnel. C'est ce que certains appellent le « modèle Michelin » : des labels, index et classements permettant de distinguer les médias sérieux des autres. En 2014 déjà, Pomerantsev et Weiss recommandaient la création d'un classement international de la désinformation s'inspirant de la méthodologie des classements de Freedom House ou Transparency International.

Plusieurs initiatives sont en cours, dont un projet d'index global (disinformationindex.com). La plus prometteuse est sans doute l'initiative pour la confiance dans le journalisme (Journalism Trust Initiative) de Reporters sans frontières (RSF).

Le président Macron l'avait évoquée pour la soutenir dans ses voeux à la presse du 3 janvier 2018 (« une forme de certification des organes de presse respectant la déontologie du métier me paraît à cet égard non seulement intéressante, mais souhaitable »). RSF l'a officiellement lancée trois mois plus tard, le 3 avril, avec ses partenaires, l'agence France-Presse, l'Union européenne de radio-télévision et le Global Editors Network. Plutôt que d'identifier et blâmer les désinformateurs, il s'agit de « renverser la logique en donnant un avantage réel à tous ceux qui produisent des informations fiables, quel que soit leur statut », explique son secrétaire général Christophe Deloire, et de décerner un label de qualité aux médias qui le méritent, c'est-à-dire qui respectent un certain nombre de critères tels que l'indépendance éditoriale, la transparence ou la déontologie. Les médias seraient alors incités à les satisfaire afin de rasséréner les annonceurs publicitaires qui recherchent des environnements stables et non contestés. Les plateformes digitales pourraient, à terme, décider de valoriser les contenus de qualité en mettant en avant dans leurs algorithmes les médias certifiés. L'approche de RSF se veut donc incitative.

C. La recherche

(Quand des think tanks financés et liés au Pentagone et à l'UE sont chargés de contrôler l'information. - LVOG)

Les think tanks et les universités s'emparent également du sujet. Pour ne citer que quelques exemples, le think tank

tchèque European Values organise depuis 2016 un StratCom Summit à Prague qui est l'un des rendez-vous annuels les plus importants du secteur. Le dernier en date, en avril 2018, a réuni 200 experts, gouvernementaux et de la société civile, d'une trentaine d'États. Aux États-Unis, l'Atlantic Council a mis en place une structure dédiée, le Digital Forensic Research Lab (DFRLab), qui est vite devenue une référence. Ce laboratoire, qui travaille étroitement avec l'équipe de Bellingcat, une plateforme d'investigation digitale, assure un rôle important de détection et d'enquête sur les principales campagnes de désinformation. À Bruxelles, le EU Disinfo Lab produit également des analyses remarquées. Signalons enfin l'Alliance for Securing Democracy (ASD), une organisation transatlantique bipartisane dont l'objectif est de répondre aux ingérences russes dans les processus démocratiques aux États-Unis et en Europe.

L'université n'est pas en reste, notamment au Royaume-Uni : l'université d'Oxford a un projet de recherche Computational Propaganda ; King's College London s'est doté d'un Centre for Strategic Communications ; la London School of Economics d'un programme (appelé Arena) pour « répondre aux défis de la désinformation », au sein de l'Institute of Global Affairs, etc. Ailleurs dans le monde, on peut également citer le Cyber News Verification Lab de l'université de Hong Kong et l'université de Lund qui travaille étroitement avec le MSB suédois.

E. Les journalistes

(Quand les médias qui fabriquent les fake news ou sont chargés de les colporter sont chargés de vérifier les faits. - LVOG)

Les journalistes sont naturellement en première ligne du combat contre les manipulations de l'information et, bien souvent, ils participent, voire sont à l'initiative, de certaines des actions précédentes, notamment la vérification des faits.

Pour lire ou consulter ce rapport : Ce rapport au format pdf - 214 pages

Quand les oligarques nomment directement les ministres. La preuve.

- Remaniement : Maracineanu, les dessous d'une nomination - LeParisien.fr 5 septembre 2018

C'est un coup de gueule dans notre journal qui a ouvert les portes du ministère des Sports à l'ancienne championne de natation. LeParisien.fr 5 septembre 2018

LeParisien est la propriété du groupe LVMH - Moët Hennessy Louis Vuitton, dont le principal actionnaire est l'oligarque Bernard Arnault, un des parrains de Macron.

Pour la petite histoire depuis le rachat du titre en 2015 par le milliardaire.

En mars 2016, le titre est accusé d'autocensure par plusieurs syndicats (SNJ, FO et SNJ-CGT) et par la Société de journalistes du quotidien.

En mars 2018, les délégués SNJ (syndicat national des journalistes) du Parisien déplorent que Bernard Arnault « s'invite trop souvent dans les pages » du journal, portant atteinte à la crédibilité de celui-ci. Wikipédia.org

Et s'invite au gouvernement au même titre que Bouygues, Dassault, Lagardère, Bolloré, Drahi, Pinault, Niel, Pigasse, quoi de plus normal en ploutocratie.

Vous êtes invité à devenir un agent des services de renseignement par Alexis Corbière (LFI)

- «Le problème de Facebook, c'est son caractère intrusif» - Slate.fr 07.09

À la question de Slate (5'58), «Un quart des Américains ont supprimé l'application Facebook de leur téléphones, et vous?», Alexis Corbière a répondu par la négative: «Non, je ne l'ai pas fait» mais trouve ce «phénomène intéressant»: «Le problème de Facebook c'est son caractère intrusif. Et ça il faut le combattre, il faut une législation là-dessus. Tous ces énormes Gafa échappent à tout. Il faut pouvoir leur appliquer une législation nationale. Est-ce que ça passe par le retrait de Facebook? Pourquoi pas, mais il doit y avoir une réflexion plus large». Slate.fr 07.09

Qu'un quart des Américains ait un niveau de conscience politique supérieur à celui d'Alexis Corbière est une bonne nouvelle ! Ce charlatan s'accommode très bien des Gafa et légitime ainsi leur pouvoir de nuisance extraordinaire, il est dans son rôle de social-démocrate gestionnaire du capitalisme, qui finalement n'est pas si mauvais que cela, il faut juste l'encadrer avec de bonnes lois... Allez monsieur Corbière, souhaitez-lui longue vie ! Vendu, escroc !

Comment les médias-oligarques endorment et manipulent les lecteurs.

La méthode.

Un coup ils sortent un article qui n'est pas à l'avantage de Macron, tout du moins le titre et sa présentation, ce que de nombreux internautes se bornent à lire sans aborder le contenu de l'article, où généralement cela s'arrange quand cela ne les contredit pas carrément.

Et un autre coup, d'emblée ils diffusent la propagande de l'Otan ou des idéologues de l'oligarchie fanatiques de la guerre.

Bref, c'est l'art d'entretenir la confusion ou de l'amalgame entre vérité et contrevérité ou demi-vérité et demi mensonge de manière à faire adhérer le plus grand nombre à leur politique.

Décrypter leur méthode est capital, car cela permet de les démasquer ou de semer le doute dans la tête de ceux qui leur étaient acquis, de saper ou neutraliser la base qui les soutient, donc affaiblir Macron et son gouvernement. Encore faudrait-il qu'on en profite pour faire passer notre politique, mais cela on en est encore incapable, hélas !

- Hulot ou un bigorneau, rien ne changera - Liberation.fr 04.09

Le ministère de l'Ecologie restera un portefeuille fantoche tant que le capitalisme court-termiste sera le modèle économique dominant. Liberation.fr 04.09

Pour un peu Libération serait un opposant au néolibéralisme, à Macron. Et dans l'article suivant...c'est le capitalisme "court-termiste" qui est à l'honneur !

- Un rapport dissèque les manipulations de l'information par la Russie - Liberation.fr 04.09

Un rapport réalisé par deux instituts de recherche des ministères français des Affaires étrangères et des Armées... Il est forcément fiable ou non orienté... Sachant qu'ils sont acquis à l'Otan, ils nous prennent vraiment pour des cons !

Quand la guerre des clans fait rage au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne.

Quand le groupe Bilderberg recourt à l'anonymat pour parvenir à ses fins.

- Le journaliste Bob Woodward signe un portrait accablant de Donald Trump - AFP 04.09

Le Washington Post, journal pour lequel travaillait Woodward.

Le Washington Post a publié ce mardi de longs extraits de « Peur », le livre écrit par le célèbre journaliste Bob Woodward et qui paraîtra le 11 septembre prochain aux Etats-Unis. Le journaliste, célèbre dans le monde entier pour son travail sur le scandale du Watergate dans les années 1970 avec Carl Bernstein, dresse tout au long des 448 pages de son ouvrage le portrait d'un président aussi impulsif qu'inculte, si l'on se fie aux premiers extraits publiés mardi par le Washington Post. AFP 04.09

Selon Woodward, Trump aurait suggéré au ministre de la Défense, Jim Mattis, de tuer ou "buter" Bachar al-Assad, pour "ordonner finalement des frappes plus classiques en guise de représailles" selon Le Parisien.

Donald Trump se comporterait "comme un écolier de CM2" selon Mattis. Woodward relate que Trump serait paranoïaque.

Voyons qui se comporte comme quoi et ce qu'il y a lieu d'en tirer comme conclusion.

Le Parisien - Quand des conseillers volent des documents sur le bureau de Trump. Au milieu du chaos semblant régner dans la Maison-Blanche telle qu'elle est dépeinte par Bob Woodward, certains en viennent à recourir à des méthodes peu orthodoxes pour limiter les effets du nationalisme économique du président. Gary Cohn, ancien conseiller économique, aurait ainsi « volé une lettre qui se trouvait sur le bureau de Trump » qui visait à retirer les Etats-Unis d'un accord commercial avec la Corée du Sud. D'après Cohn, Donald Trump n'a jamais remarqué qu'elle avait disparu. "J'ai juste pris le papier sur son bureau", a dit Cohn à un conseiller présidentiel, raconte le livre. (Précision de Reuters 04.09 - LVOG)

Et lorsque Rob Porter a eu pour consigne de rédiger une lettre notifiant le retrait des Etats-Unis de l'ALENA (accord de libre-échange incluant le Canada et le Mexique), Gary Cohn lui aurait assuré qu'il avait la solution : « Je peux arrêter ça. Il suffit que je

vole la lettre sur son bureau. » Le Parisien 04.09

Dans ces conditions, paranoïaque on le serait à moins, quant au comportement de Gary Cohn, c'est davantage celui d'un petit voyou que celui d'un écolier.

En matière de manipulation de l'information, un modèle du genre : le recourt à la dénonciation calomnieuse anonyme.

- Le New York Times publie la tribune anonyme d'un "résistant" de l'administration Trump - AFP 6 septembre 2018

Le New York Times a publié mercredi la tribune anonyme d'un haut responsable de l'administration Trump qui explique pourquoi et comment il s'efforce, avec d'autres, de lutter de l'intérieur contre les "pires penchants" du locataire de la Maison Blanche.

La publication de ce témoignage intervient au lendemain de la diffusion de larges extraits d'un livre explosif du journaliste d'investigation Bob Woodward, qui dresse le portrait d'un président colérique et paranoïaque que ses collaborateurs s'efforcent de contrôler, voire de contourner, pour éviter de dangereux dérapages.

L'auteur de ce texte, intitulé "Je fais partie de la résistance au sein de l'administration Trump", souligne clairement qu'il ne s'agit pas pour lui de soutenir la démarche de la gauche américaine mais de protéger son pays contre le comportement de son 45e président.

"Nous pensons que nous avons d'abord un devoir envers notre pays, et que le président continue à agir d'une façon néfaste à la bonne santé de notre république", écrit-il.

"C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés à faire ce que nous pouvons pour préserver nos institutions démocratiques tout en contrecarrant les impulsions les plus malencontreuses de M. Trump jusqu'à ce qu'il ait quitté son poste".

"Le coeur du problème est l'amoralité du président", poursuit-il.

Estimant que l'administration a engrangé un certain nombre d'avancées depuis son élection --déréglementation, réforme fiscale, renforcement de l'armée-- il juge que ces dernières ont été obtenues "en dépit de et non grâce" à Donald Trump, dont il qualifie le style de "mesquin", "impétueux" et "inefficace".

Le New York Times explique avoir pris la décision rare de publier une tribune anonyme à la demande de son auteur, dont le quotidien connaît l'identité. "Nous pensons que publier cet essai est le seul moyen de permettre à nos lecteurs de prendre connaissance d'un point de vue important", dit le journal. AFP 6 septembre 2018

Et dire qu'il y en a qui vont jusqu'à nier l'existence de l'Etat profond et sa collusion avec la pseudo-gauche, les médias-oligarques, le Pentagone.

- Après la tribune dans le NY Times, Trump évoque une menace contre la démocratie - Reuters 7 septembre 2018

Donald Trump, en meeting électoral jeudi soir dans le Montana, a estimé que la tribune anonyme publiée dans le New York Times révélait, si son contenu est exact, l'existence d'une menace contre la démocratie américaine au sein même des structures du pouvoir.

"Des agents non élus de l'Etat profond qui s'opposent aux électeurs pour promouvoir leurs propres programmes secrets sont véritablement une menace pour la démocratie elle-même", a dit le président américain à Billings.

"Est-ce de la subversion? Est-ce de la trahison? C'est une chose horrible", a-t-il dit à ses partisans venus l'écouter à Billings.

"L'Etat profond et la gauche, et leur véhicule, les médias bidons (the Fake News Media), deviennent fous et ils ne savent plus quoi faire", avait-il tweeté tôt jeudi matin avant d'égrener les performances de l'économie américaine et du marché de l'emploi. Reuters 7 septembre 2018

Quand ils en deviennent hystériques.

- Les démocrates assaillent le candidat de Trump à la Cour suprême - AFP 04.09

- Cette photo du candidat de Trump à la Cour suprême a fait scandale - Le HuffPost 04.09

Il n'a pas serré la main d'un inconnu...

La désinformation au service de la propagande de guerre.

- Donald Trump a commenté les informations sur sa prétendue intention de faire tuer Assad - sputniknews.com 05.09

Donald Trump a déclaré mercredi qu'il n'avait pas discuté de la possibilité de faire assassiner le Président syrien Bachar el-Assad, démentant ainsi les révélations que le journaliste américain Bob Woodward fait dans son livre consacré à la présidence de Trump à paraître le 11 septembre prochain.

Donald Trump a commenté les révélations de Bob Woodward sur l'assassinat de Bachar el-Assad. Le Président américain a déclaré à des journalistes qu'il n'avait pas discuté de la possibilité de faire assassiner le Président syrien.

«Cela n'a jamais été envisagé», a souligné Donald Trump, interrogé à ce sujet par des journalistes dans le Bureau ovale lors de sa rencontre avec l'émir du Koweït.

Le chef de l'État américain a par ailleurs qualifié le livre de Bob Woodward de «fiction». sputniknews.com 05.09

Affaire Skripal. Traitement partiel et partial de l'information. Cherchez l'erreur.

Londres professe des accusations et prétend avoir des preuves, mais quand Moscou lui demande de les rendre public ou de lui communiquer, Londres refuse.

- Novitchok : nouvelles accusations, nouveau démenti russe - euronews 6 septembre 2018

Sur un plateau de télévision ce mercredi, la porte-parole du ministère russe des Affaires Etrangères a rejeté à nouveau les accusations britanniques : "Les noms et les photographies qui ont été publiés dans les médias ne nous disent rien" , a déclaré Maria Zakharova à propos des deux hommes accusés par Londres d'avoir tenté d'empoisonner Sergueï et Ioulia Skripal au Novitchok.

"La Russie continue de demander que toutes les informations et les données lui soient communiquées sur ces affaires . Et la Russie reste ouverte à la collaboration - malgré le manque total de respect et de volonté de coopérer de la part des Britanniques. Nous voulons que Londres le sache". euronews 6 septembre 2018

Cet article renvoie les deux acteurs principaux dos-à-dos, vous pourriez donc croire à un traitement impartial de l'information, et bien détrompez-vous. En voici la preuve.

- Le Royaume-Uni relance l'affaire Skripal - Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Le Premier ministre britannique, Theresa May, a révélé à la Chambre des Communes, le 5 septembre, que Scotland Yard était parvenu à identifier les auteurs de l'attaque au Novitchok contre Sergueï et Yulia Skripal ainsi que contre le sergent Nick Bailey [1].

Les deux hommes, du nom d'Alexander Petrov et de Ruslan Boshirov (des noms très communs en Russie), sont arrivés de Moscou à l'aéroport de Gatwick, le 2 mars à 15h et sont repartis à Moscou deux jours après, le 4 mars à 22h30.

Le Royaume-Uni n'a pas adressé de demande d'extradition à la Russie car celle-ci n'extrade jamais ses ressortissants.

Le gouvernement russe a immédiatement affirmé ne pas savoir de qui il s'agissait et a demandé à Londres de lui transmettre les empreintes digitales de ces personnes. La procédure d'attribution de visas à des citoyens russes exige en effet une prise d'empreintes. Cependant, le gouvernement May s'y est opposé.

En l'absence de moyens d'identification les accusations britanniques restent invérifiables. Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Le conflit entre le Royaume-Uni et la Russie a hanté le XIXème et le XXème siècle. Il n'était pas rare que les Britanniques utilisent de fausses preuves pour accuser les Russes de nouveaux maux. Ainsi, en 1924, avec une fausse tentative soviétique d'influencer les élections au Royaume-Uni [2]. Réseau Voltaire, 23 avril 2018.

[1] "Theresa May statement on the Salisbury investigation", by Theresa May, Voltaire Network, 5 September 2018.

[2] Sur le faux télégramme Zinoviev, voir : « L'affaire Skripal : le mensonge de trop ? », par Michael Jabara Carley, Traduction Jean-Marc Chicot, Strategic Culture Foundation (Russie)

Vous avez situé où se trouvait le lézard, le trou, l'information manquante, censuré par euronews, qui change tout.

Le gouvernement russe a immédiatement (...) demandé à Londres de lui transmettre les empreintes digitales de ces personnes. La procédure d'attribution de visas à des citoyens russes exige en effet une prise d'empreintes. Cependant, le gouvernement May s'y est opposé.

- Moscou fera bientôt connaître au monde l'histoire de l'affaire Skripal - sputniknews.com 05.09

La Russie a l'intention de présenter prochainement l'histoire de l'affaire Skripal à La Haye et à New York, apprend-on dans le communique que le ministère des Affaires étrangères a diffusé mercredi.

Moscou fera bientôt connaître au monde l'histoire de l'affaire Skripal, a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères.

«Nous ferons prochainement connaître à la communauté internationale "l'histoire de l'affaire". Nous le ferons à La Haye et à New York. Nous sommes convaincus que tôt ou tard nous mettrons fin aux tentatives britanniques pour chercher des prétextes toujours nouveau pour nous attaquer», indique le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères mise en ligne le 5 septembre. sputniknews.com 05.09

- Moscou réagit à la publication des photos des Russes suspectés dans l'affaire Skripal sputniknews.com 05.09

La police de sa Majesté a publié des photos des Russes suspectés dans l'empoisonnement de Sergueï Skripal et sa fille Iulia à Salisbury. Or, le ministère russe des Affaires étrangères souligne que ni les noms ni les photos des suspects «ne disent quoi que ce soit à Moscou». D'ailleurs, le gouvernement britannique n'exclut pas qu'il puisse s'agir de pseudonymes.

«Des médias ont publié les assertions de responsables britanniques sur les suspects dans les empoisonnements à Salisbury et à Amesbury. On cherche à les lier à la Russie. Les noms ainsi que les photos publiés ne nous disent rien», a souligné la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

- Les étranges photos des « espions russes » - Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Scotland Yard a publié les photographies de l'arrivée des deux « espions russes » présumés de l'affaire Skripal, à l'aéroport de Gatwick, le 2 mars 2018.

Cependant, les photos, prises par la même caméra de surveillance à la sortie du même vol, portent exactement la même heure à la seconde près. Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Tous les peuples résistent.

- Crise sociale en Irak: un nouveau mort à Bassora, des obus sur la zone verte à Bagdad - AFP

Trois obus se sont abattus tôt vendredi sur la Zone verte où siègent les autorités à Bagdad, alors qu'un couvre-feu était imposé à Bassora, province pétrolière du sud, après la mort d'un nouveau manifestant et l'incendie de bâtiments publics et de sièges de partis. AFP

- Nouvelles manifestations contre la cherté de la vie au Yémen - AFP

Des milliers de Yéménites ont de nouveau manifesté jeudi à Aden contre la cherté de la vie, réclamant le départ du gouvernement de ce pays ravagé par la guerre et en proie à la pire crise humanitaire au monde. AFP

Leur vieux monde hideux

Grille de lecture.

Ce sont les mêmes qui sont à l'origine de la prostitution et de la pornographie à grande échelle et qui prétendent défendre les droits des femmes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous ne participons à aucune de leurs campagnes, mieux nous les dénonçons et les combattons.

- Les domestiques au Liban, un esclavage qui ne dit pas son nom - Slate.fr 2 septembre 2018

Plus de 250.000 travailleuses domestiques immigrées sont employées dans les foyers, liées à leurs employeurs par un système de parrainage qui ne leur garantit aucun droit. Slate.fr 2 septembre 2018

- Des milliers d'Ukrainiennes dans l'enfer de l'esclavage sexuel - sputniknews.com 05.09

La pauvreté, la guerre dans le Donbass et l'ignorance juridique ont fait de l'Ukraine l'un des principaux fournisseurs de prostituées au monde, explique le journal Izvestia. sputniknews.com 05.09

Ils osent tout

La question qui tue celui qui ose la poser ou en douter.

- Emmanuel Macron face au soupçon d'un pouvoir trop sûr de lui - AFP

La Macronie manque-t-elle d'"humilité"? AFP

- Manque d'humilité? Emmanuel Macron préfère revendiquer "un doute sain" - Le HuffPost

- Privatiser La Poste, quelle bonne idée ! - LePoint.fr 04.09

La Deutsche Post et le Royal Mail ont été privatisés avec succès. Et pourquoi conserver une banque publique dans un secteur bancaire essentiellement privé ? LePoint.fr 04.09

- Alain Carignon, l'incroyable come-back - L'Express.fr 04.09

Maire il y a trente-cinq ans, ministre, passé par la case prison... Il veut se présenter aux municipales à Grenoble en 2020. L'Express.fr 04.09

- Explosion des chiffres des violences faites aux femmes - Reuters

- La France prête à de nouvelles frappes en Syrie, dit Lecointre - Reuters

- Michael Moore compare Trump à Hitler dans un nouveau documentaire - Reuters

- Novitchok: Londres tient Vladimir Poutine pour responsable - AFP

- Skripal: les pays occidentaux soutiennent les conclusions britanniques - L'Express.fr

- Les États-Unis accusent la Syrie de préparer une attaque chimique à Idlib - LeFigaro.fr

- Les États-Unis affirment détenir de «nombreuses preuves» que le gouvernement syrien préparerait des armes chimiques destinées à l'offensive imminente contre Idlib. Une affirmation démentie par Damas.LeFigaro.fr

- Le «Coachella israélien» miné par les appels au boycott propalestinien - Liberation.fr

Le festival Meteor a vu une quinzaine de ses têtes d'affiche, dont la chanteuse Lana Del Rey ou le groupe Rockers of Montreal (photo), annuler leur venue en Israël... Liberation.fr

- Veillée d'armes et pourparlers autour d'Idlib - Liberation.fr

La dernière zone contrôlée par l'opposition vit dans l'attente d'une probable offensive du régime et de ses alliés, au moment où se tiennent deux réunions sur l'avenir de la région. L'ONU et les ONG s'inquiètent des conséquences catastrophiques en cas d'assaut. Liberation.fr

- Un tribunal brésilien annule la suspension du glyphosate - Reuters 04.09

- Colin Kaepernick, le joueur de foot américain antiraciste, devient le visage de la dernière campagne de Nike - Franceinfo 04.09

Mimétisme.

- Birmanie : l'ONU demande la libération "immédiate" des journalistes de Reuters - AFP 04.09

- La France apporte son soutien aux journalistes condamnés en Birmanie - Atlantico.fr 04.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Israël revendique plus de 200 agressions contre la Syrie en 18 mois - Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Intervenant à la conférence anti-terroriste d'Herzliya, le 4 septembre 2018, le ministre israélien du Renseignement et des Transports, Yisraël Katz, a revendiqué plus de 200 opérations militaires contre la Syrie au cours des 18 derniers mois (photo).

Tout en prétendant que ces opérations ont visé principalement des objectifs liés aux Gardiens de la Révolution iraniens (c'est-à-dire incluant le Hezbollah libanais), il n'a pas caché que beaucoup d'entre elles faisaient partie de la guerre internationale contre la Syrie.

Ces opérations auraient —selon un officier israélien qui accompagnait le ministre— compris le tir de plus de 800 missiles et obus de mortiers. La dernière opération a eu lieu le jour-même à Wadi Al Uyun (Hama).

D'une manière générale, selon nos observations sur place, les opérations militaires israéliennes sont coordonnées avec les organisations jihadistes, Tsahal intervenant pour les couvrir au plan aérien. Les avions israéliens tirent, autant que possible, depuis l'espace aérien libanais ou international, sans pénétrer dans l'espace aérien syrien.

Alors que la plupart des États occidentaux et arabes du Golfe arment et financent les jihadistes, mais s'abstiennent d'intervenir sur le terrain, les États-Unis et Israël sont directement parties prenante au conflit. D'autres États ont choisi de ne déployer que des Forces spéciales, notamment la France et le Royaume-Uni.

La guerre contre la Syrie a été planifiée par le Pentagone dans la cadre de la stratégie Rumsfeld-Cebrowski de 2001 [1]. Tout en se joignant au commandement US, chacun des alliés a poursuivi ses propres buts. Le Royaume-Uni a perturbé le plan US en poursuivant sa propre stratégie du « printemps arabe » de 2005, la France sa stratégie de 1921 d'enrôlement de milices kurdes contre les indépendantistes arabes, et Israël sa stratégie du « plan Yinon » de 1982 [2].

Notes.

[1] « Le projet militaire des États-Unis pour le monde », par Thierry Meyssan, Haïti Liberté (Haïti) , Réseau Voltaire, 22 août 2017.

[2] "A Strategy for Israel in the Nineteen Eighties (The "Yinon Plan")", by Oded Yinon, Translation Israel Shahak, Kivunim (Israel) , Voltaire Network, 1 February 1982. « Du "plan Yinon" à la "stratégie Yaalon" », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Arnaud Bréart, La Jornada (Mexique) , Réseau Voltaire, 19 novembre 2014. Réseau Voltaire | 5 septembre 2018

1.2- L'implication d'Israël dans la guerre contre la Syrie - Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Selon Foreign Policy [1], Israël aurait payé, depuis 2013, plusieurs milliers de combattants durant la guerre contre la Syrie, au tarif de 75 dollars par mois. L'État hébreu aurait également fourni des armes par trois points de passage le long de la ligne de démarcation à partir d'août 2014. Cette aide militaire s'est doublée d'une aide humanitaire. Cependant, Israël aurait cessé son soutien, en juillet 2018, à la suite d'un accord avec la Russie stipulant le retrait des troupes iraniennes à 50 miles (80 km) de la ligne de démarcation.

Ces informations confirment ce que nous avons toujours dit. Mais elles sont bien en dessous de la réalité.

- Le soutien aux jihadistes contre la Syrie a commencé avant le début des événements. Ainsi, la première opération militaire, à Deraa (mosquée al-Omari), le 18 mars 2011, était encadrée par des officiers israéliens. Elle se termina par la prise du Centre des Renseignements chargé de surveiller le Golan occupé par Israël.

- Israël a organisé la prise par Al-Qaïda de la zone de démarcation confiée à la FNUOD, en août 2014, de manière à pouvoir plus facilement transporter des armes lourdes en Syrie. En juin 2016, les États-Unis et la Russie étaient convenus de déposer ensemble un projet de résolution au Conseil de sécurité pour enjoindre Israël de cesser son soutien à Al-Qaïda et de rétablir les Casques bleus de la FNUOD [2]. Au dernier moment, le Pentagone s'était opposé à ce projet de résolution.

- Le soutien humanitaire comprenait les soins médicaux de plus de 3 000 combattants d'Al-Qaïda et leurs familles au Ziv Medical Centre où le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, s'est fait filmer en train de féliciter leurs officiers (photo).

- Le projet d'accord russo-israélien sur le retrait des troupes iraniennes n'a jamais été conclu, la partie russe l'ayant décliné.

Le rôle d'Israël avait déjà été évoqué dans des termes proches par le Wall Street Journal [3]. Le quotidien financier établissait une comparaison avec l'opération « Bonne frontière » qu'Israël avait mise en œuvre à la frontière libanaise juste avant d'envahir le Liban, en 1982. Si Foreign Policy n'y fait pas référence, c'est parce qu'il explique le soutien aux jihadistes en Syrie par la rhétorique anti-iranienne. Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Notes.

[1] "In Secret Program, Israel Armed and Funded Rebel Groups in Southern Syria", Elizabeth Tsurkov, Foreign Policy, September 6, 2018.

[2] « Le Conseil de sécurité s'apprête à enjoindre à Israël de rompre avec al-Qaïda », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 juillet 2016.

[3] "Israel Gives Secret Aid to Syrian Rebels", Rory Jones & Noam Raydan & Suha Ma'ayeh, The Wall Street Journal, June 19, 2017.

1.3- La Syrie reconstruit ses écoles - Réseau Voltaire 3 septembre 2018

Malgré les difficultés financières, la République arabe syrienne a commencé à reconstruire le pays en mettant la priorité non pas sur les habitations personnelles, mais sur les infrastructures et les services publics.

Les principales routes du Sud du pays ont déjà été refaites.

Surtout, 350 000 professeurs ont repris l'école dont 30 000 nouveaux qui ont été recrutés, 100 nouvelles écoles sont en cours de construction et 3 000 devraient être reconstruites d'ici trois ans.

Opposé à tout enseignement autre que le Coran, les jihadistes avaient systématiquement détruit —avec le soutien de l'Otan— les écoles dans les territoires qu'ils occupaient. Durant sept ans, de nombreux enfants ont été privés d'école par l'agression étrangère. Réseau Voltaire 3 septembre 2018

1.4- L'opposition armée syrienne appelle Moscou et Ankara à bombarder Idleb - Réseau Voltaire 4 septembre 2018

Fuad Elîko, porte-parole de « Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution », a appelé la Turquie et la Russie à éradiquer Al-Qaïda d'Idleb (Nord de la Syrie).

Pour le leader de l'opposition armée à Damas, le Front al-Nosra qui contrôle 60 % de la région d'Idleb est une organisation terroriste.

Cette déclaration intervient de manière surprenante alors que les messages d'appel à ne pas attaquer Idleb se multiplient en Occident.

M. Elîko est considéré comme proche de la Turquie. Ankara vient de renforcer son dispositif militaire à sa frontière afin de prévenir un flux de réfugiés si les jihadistes d'Idleb étaient attaqués. Réseau Voltaire 4 septembre 2018

1.5- En complément. Comment les puissances occidentales apportent leur soutien aux barbares qui ont pris en otage la population d'Idlib et la terrorisent.

Grille de lecture.

La menace, c'est évidemment l'armée de la République arabe syrienne et ses alliés, et non ces barbares soutenus par le Pentagone, Bruxelles, Londres et Paris.

- Syrie: L'aviation russe pilonne à nouveau la province d'Idlib - Reuters 04.09

- Les réfugiés d'Idleb sous la menace d'une offensive de Damas - AFP 04.09

- Syrie: laisser la porte "ouverte à la négociation" à Idleb (Le Drian à l'AFP) - AFP 04.09

- Syrie : le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira sur la situation à Idlib - LeParisien.fr 04.09

- Rentrée des classes à Idleb, menacée d'une offensive du régime - AFP 04.09

Et vous remarquerez à quel point ils sont bien intentionnés envers l'extrême droite quand cela les arrange, ils osent tout, quoi.

- Brésil : le candidat d'extrême droite à la présidentielle poignardé pendant un bain de foule - Franceinfo

- Valls à Barcelone, c'est presque fait - LeParisien.fr

Petit nouveau dans l'arène politique espagnole, Manuel Valls est l'attraction médiatique de cette rentrée à Barcelone. LeParisien.fr

Entendez par "attraction médiatique" que les médias le parrainent, s'emploient à essayer faire monter sa popularité...

2- Palestine occupée

- À peine transférée à Jérusalem, l'ambassade de ce pays est de retour à Tel Aviv - sputniknews.com 06.09

Le gouvernement paraguayen a annoncé le retour de son ambassade en Israël à Tel Aviv, moins de quatre mois après son transfert à Jérusalem. Apprenant cette nouvelle, le Premier ministre de l'État hébreu a ordonné la fermeture de l'ambassade israélienne à Asuncion.

Le ministre paraguayen des Affaires étrangères, Luis Alberto Castiglioni, a annoncé mercredi que le gouvernement de son pays avait décidé un nouveau transfert de son ambassade en Israël, de Jérusalem à Tel Aviv, et d'appliquer immédiatement cette mesure.

En effet, si sous l'ancien Président, Horacio Cartes, ce pays sud-américain avait été le troisième à transférer son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem, le nouveau dirigeant, Mario Abdo Benitez, s'est opposé à ce changement, informe l'AP.

À cette annonce, Israël a déclaré qu'il fermait son ambassade au Paraguay, affirmant que cette décision rendrait «tendus» les liens des deux pays.

Et, comme le précise l'agence AFP, Benjamin Netanyahu a ordonné la fermeture de l'ambassade de son pays au Paraguay.

«Le Premier ministre a demandé au ministère des Affaires étrangères de fermer l'ambassade d'Israël au Paraguay», cite la source un communiqué du bureau du chef du gouvernement. sputniknews.com 06.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Ukraine

- Des milliers d'Ukrainiennes dans l'enfer de l'esclavage sexuel sputniknews.com 05.09

La Turquie, Israël, la Pologne et les Émirats arabes unis sont les principaux importateurs d'esclaves sexuelles ukrainiennes, écrit mercredi 5 septembre le quotidien Izvestia.

La pauvreté, la guerre dans le Donbass et l'ignorance juridique ont fait de l'Ukraine l'un des principaux fournisseurs de prostituées au monde, explique le journal Izvestia. Certaines jeunes femmes se font amadouer par la promesse d'un «travail» spécifique

et apprennent qu'elles doivent accorder des services sexuels une fois qu'elles sont arrivées sur place. Rien que le mois dernier, les policiers ont bloqué les canaux de trafic d'êtres humains partant de Zaporojie, d'Odessa et de Kiev vers l'étranger.

Svetlana, originaire de la région de Kiev, frémit encore quand elle raconte ce qu'elle a vécu. Son père est décédé en 2017, et l'étudiante a dû trouver un travail de serveuse dans un restaurant de cuisine turque à Kiev. Un certain Elmir lui a proposé un travail dans un établissement prestigieux aux Émirats arabes unis.

«J'ai senti le goût de l'argent. J'ai senti que je pouvais aider ma mère. Je pensais qu'Elmir était un bon ami. Je pensais pouvoir lui faire confiance», raconte-t-elle.

Svetlana était censée partir à Dubaï pour divertir et motiver les clients à commander davantage de nourriture et de boisson. Mais la réalité était toute autre. Dans la capitale émiratie, la jeune femme a appris qu'elle devait fournir des services sexuels.

«J'ai été directement amenée dans l'appartement du patron du bordel, Kemal. J'ai été immédiatement prévenue que toute tentative de refuser le travail était vaine. Ils me faisaient du chantage et me menaçaient. Ils connaissaient l'adresse de ma mère. Ils menaçaient de s'en prendre à elle si je résistais», raconte l'Ukrainienne.

La jeune femme a «travaillé» pendant un mois et demi, pratiquement sans répit. Elle se faisait injecter des médicaments pour moins dormir et servir un plus grand nombre de clients.

L'étudiante a réussi à rentrer à Kiev grâce à un client compatissant. Il a suggéré à la jeune femme de voler son passeport aux patrons, lui a acheté des billets jusqu'à Kiev et l'a aidée à se rendre à l'aéroport. Dans la capitale ukrainienne, Svetlana a appris qu'Elmir avait obtenu 1.000 dollars pour sa «vente», puis un pourcentage des revenus aux Émirats arabes unis. A présent, Svetlana bénéficie d'un soutien psychologique et son souteneur a été arrêté. Il risque jusqu'à 12 ans de prison.

Le trafic d'êtres humains ne cesse de s'intensifier en Ukraine. Au premier semestre 2018, les policiers ont recensé 186 cas, dont 108 d'exploitation sexuelle. 156 personnes ont été reconnues victimes de ces crimes: 91 femmes, 49 hommes, 9 mineurs et 7 enfants en bas âge.

Les observateurs sont convaincus que les statistiques policières ne sont que la pointe de l'iceberg. L'activiste sociale Ianina Sokolova, ancienne ambassadrice de bonne volonté de l'Unesco, affirme que 160.000 citoyens ukrainiens ont été victimes d'exploitation sexuelle hors du pays.

Les recruteurs opèrent également via les sites de rencontre et les réseaux sociaux. Les victimes sont accrochées par un conte de fées sur l'amour romantique et une vie prospère. Les liens sont d'abord établis par correspondance, puis la jeune femme part à l'étranger et se retrouve dans un piège. Un autre moyen consiste à kidnapper des jeunes femmes dans la rue. sputniknews. com 05.09

Venezuela

- Venezuela: Pas de crise migratoire, selon le gouvernement Maduro - Reuters 4 septembre 2018

Le gouvernement du Venezuela a estimé lundi qu'il n'y avait pas d'exode massif de Vénézuéliens vers les pays voisins et que la situation était exagérée pour justifier une intervention internationale.

"Il y a une volonté de transformer des flux migratoires normaux en crise humanitaire afin de justifier une intervention internationale au Venezuela (...) Nous ne l'accepterons pas", a déclaré la vice-présidente Delcy Rodriguez, dénonçant par ailleurs les chiffres sur les flux migratoires fournis par les agences internationales.

D'après les Nations unies, plus de 1,6 million de Vénézuéliens ont quitté leur pays depuis 2015, frappé par la crise économique, l'hyperinflation et la pénurie de médicaments et de denrées alimentaires.

Fin août, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé que l'exode des Vénézuéliens était sur le point d'atteindre un "stade de crise" semblable à celles des migrations en Méditerranée vers l'Europe.

Dans une allocution à la télévision lundi soir, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a déclaré que les manifestations dans le pays et les sanctions américaines avaient persuadé certains Vénézuéliens de "tenter leur chance" dans d'autres pays mais que la plupart d'entre eux le regrettaient déjà.

"Plus de 90% de ce groupe de 600.000 Vénézuéliens ayant quitté le pays ces deux dernières années, selon des chiffres confirmés et certifiés, le regrettent", a-t-il indiqué.

Le nombre croissant de personnes fuyant la crise économique et les troubles politiques au Venezuela, menace de déstabiliser les pays voisins. La Colombie, le Pérou et l'Equateur ont demandé une aide internationale plus importante pour gérer l'afflux de migrants vénézuéliens qui accablent leurs services publics respectifs.

ECONOMIE

Chine - Afrique

- La Chine promet 60 milliards de dollars d'aide "sans conditions" à l'Afrique - Franceinfo 3 septembre 2018

La Chine, premier partenaire commercial de l'Afrique, a promis, lundi 3 septembre, 60 milliards de dollars au continent, le président Xi Jinping vantant une aide "sans conditions", face aux critiques de l'Occident. Pékin est volontiers accusé d'imposer à ses partenaires un endettement intenable via d'onéreux crédits.

L'engagement de Xi Jinping est intervenu au début du 7e Forum sur la coopération sino-africaine, qui réunit durant deux jours dans la capitale chinoise les dirigeants de 53 pays africains. Le sommet est l'occasion pour le président chinois de célébrer ses "nouvelles routes de la soie". Lancée en 2013, cette initiative vise à développer la connectivité commerciale de la Chine avec le reste du monde et à sécuriser ses approvisionnements.

Le géant asiatique a investi annuellement plusieurs milliards de dollars en Afrique depuis 2015 dans des infrastructures (routes, chemins de fer, ports) ou des parcs industriels. Des investissements largement salués par les pays africains, qui espèrent ainsi accélérer leur développement économique. Ces initiatives suscitent toutefois des critiques croissantes venues de l'Occident, soulignant l'envolée de l'endettement de certains pays.

Des accusations de "néo-colonialisme"

En ouverture d'un long discours le sommet, le président chinois s'est évertué lundi à les désamorcer. Il a assuré que la Chine "annulerait" une partie de la dette des nations africaines les moins développées, insulaires, ou enclavées. Parmi les 60 milliards de dollars supplémentaires promis, figurent des lignes de crédit de 20 milliards de dollars. Deux fonds, consacrés à la finance du développement et au financement des importations de biens africains, seront créés.

Le soutien du géant asiatique comprendra également 15 milliards de dollars "d'aide gratuite et de prêts sans intérêts". Et les entreprises chinoises seront encouragées à investir "au moins 10 milliards de dollars" en Afrique au cours des trois prochaines années.

"Les investissements de la Chine en Afrique ne s'accompagnent d'aucune condition politique. La Chine ne s'immisce pas dans les affaires intérieures de l'Afrique et ne lui impose pas sa volonté", a affirmé Xi Jinping lundi matin devant un parterre d'acteurs du monde économique et commercial. Il a toutefois reconnu la nécessité de "s'assurer de la viabilité commerciale des projets" afin de "réduire le risque des investissements". S'exprimant après lui, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a vivement réfuté l'étiquette de "néo-colonialisme" parfois collée par des "détracteurs" occidentaux à propos de l'aide chinoise.

Des déséquilibres dans les échanges

L'expression a été employée récemment à Pékin par le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad, qui venait d'annuler des contrats d'infrastructures de 22 milliards de dollars signés avec la Chine, disant s'inquiéter pour la dette de son pays.

Le président sud-africain a en revanche plaidé pour le règlement de certains déséquilibres. "Très souvent, l'Afrique exporte des matières premières vers la Chine, tandis que la Chine nous exporte des produits finis (...). Cela limite la potentiel et la capacité de production de l'Afrique ainsi que la création d'emplois sur le continent africain", a-t-il regretté.

Lors du dernier sommet, à Johannesburg en 2015, le président chinois avait déjà annoncé une enveloppe de 60 milliards de dollars d'aide et de prêts à destination des pays africains.

L'Afrique du Sud

- L'Afrique du Sud en récession pour la première fois depuis 2009 - Reuters 4 septembre 2018

Selon Statistics South Africa, l'économie sud-africaine s'est contractée de 0,7% au deuxième trimestre, pénalisée par un repli dans

les secteurs de l'agriculture, des transports et de la distribution. Au premier trimestre, la baisse avait été de 2,6% (chiffre révisé).

Le rand a accru ses pertes face au dollar de plus de 2% et les emprunts d'Etat ont fléchi après la publication de cette statistique. Les analystes prévoyaient une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 0,6% au deuxième trimestre.

"Nous sommes en récession. Nous avons enregistré une contraction au premier trimestre (...) et maintenant au deuxième trimestre avec une baisse de 0,7%", a déclaré le statisticien général du pays, Risenga Maluleke.

D'après Statistics South Africa, la production agricole a chuté de 29,2% au deuxième trimestre, tandis que le secteur des transports, des communications et du stockage a reculé de 4,9%. La production minière a en revanche crû de 4,9% et le secteur financier a progressé de 1,9%. Reuters 4 septembre 2018

Haut de page

Le 9 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Un complément de dernière minute à la causerie du jour.

J'ai traité l'opération nommée *Debout pour le climat*, mais je viens de découvrir le personnel de l'ONG qui en était à l'origine, leur CV (extrait) vous donnera une précieuse indication sur ses commanditaires, si je vous dis Rockefeller ou Soros (ONE) , vous allez hurler au complotisme, et bien lisez, c'est extrait de leur portail https://350.org/team/

Tom Kruse

Tom Kruse est chargé de programme pour le volet gouvernance mondiale du programme de pratique démocratique du Rockefeller Brothers Fund. Il a rejoint le Fonds en juin 2008 pour gérer le développement et la direction de la subvention de gouvernance mondiale, y compris la formation des objectifs, des stratégies et des initiatives du programme.

Ricken Patel

Ricken Patel est co-fondateur et directeur exécutif d'Avaaz.org. Ricken a été élu «Ultimate Gamechanger in Politics» en 2009 par le Huffington Post et a été nommé jeune leader mondial par le Forum économique mondial de Davos. Avant Avaaz, il a vécu en Sierra Leone, en Afghanistan et dans d'autres pays en conflit et a travaillé pour l'International Crisis Group, la Fondation Rockefeller, le Centre international pour la justice transitionnelle et Res Publica.

Gus Speth

Il a occupé des postes prestigieux en tant qu'administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, président du Groupe des Nations Unies pour le développement et doyen de la Yale School of Forestry and Environmental Studies. Speth était également le fondateur et président du World Resources Institute, professeur de droit à l'Université de Georgetown, président du Conseil américain de la qualité de l'environnement et avocat principal et co-fondateur du Conseil de défense des ressources naturelles. Speth siège actuellement aux conseils du Natural Resources Defence Council, du World Resources Institute, du Rockefeller Brothers Fund, du New Economics Institute, du New Economy Network et de l'Institute for Sustainable Communities.

Vicky Rateau

Vicky Rateau est la responsable de la campagne pour les efforts d'organisation et de plaidoyer nationaux et internationaux d'Oxfam America en matière de sécurité alimentaire et de changement climatique. Elle a joué un rôle de chef de file dans de nombreuses campagnes mondiales sur la pauvreté au cours des 11 dernières années, notamment la campagne Make Trade Fair d'Oxfam International. Rateau était le directeur de campagne de la campagne ONE et un organisateur syndical du SEIU. Rateau a précédemment siégé au conseil d'administration de 1Sky.

Van Jones

Van Jones is a globally recognized, award-winning pioneer in human rights and the clean-energy economy. He is a co-founder of three successful non-profit organizations: The Ella Baker Center for Human Rights, Color of Change and Green For All. Jones is

the best-selling author of the definitive book on green jobs, The Green-Collar Economy. He served as the green jobs advisor in the Obama White House in 2009. Jones is currently the President of Rebuild the Dream.

Van Jones

Van Jones est un pionnier primé mondialement reconnu dans le domaine des droits de l'homme et de l'économie des énergies propres. Il est co-fondateur de trois organisations à but non lucratif à succès: le Centre Ella Baker pour les droits de la personne, la couleur du changement et Green For All. Jones est l'auteur à succès du livre définitif sur les emplois verts, The Green-Collar Economy. Il a été conseiller en emplois verts à la Maison Blanche d'Obama en 2009.

Liz Thompson

Henrietta Elizabeth Thompson est l'un des deux nouveaux secrétaires généraux adjoints nouvellement nommés, en tant que coordinateurs exécutifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio 2012).

Kumi Naidoo Kumi Naidoo est le directeur exécutif de Greenpeace International et travaille en étroite collaboration avec Greenpeace depuis plusieurs années.

Sze Ping

Sze Ping est actuellement secrétaire général de la Société des entrepreneurs et de l'écologie. Il a travaillé pour le programme environnemental des Nations Unies et a dirigé la création de Greenpeace en Chine depuis 1999.

Ronny Jumeau

Ronny Jumeau est un politicien et diplomate seychellois. Il est aujourd'hui représentant permanent des Seychelles auprès des Nations Unies et des États-Unis, ministre de la culture et de l'information, ministre de l'environnement et ministre de l'environnement et des ressources naturelles.

Le mot du jour : Ne vous laissez pas ou plus manipuler.

- Causerie au format pdf (11 pages)

En famille. Faites tomber les masques. Mélenchon est un imposteur, un serviteur "loyal".

- La rencontre entre Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron à Marseille était-elle organisée ? - franceinfo 08.09

Une version des faits contredite par les équipes de Jean-Luc Mélenchon. "Ça n'était pas organisé. C'est Emmanuel Macron qui se déplace jusqu'à la terrasse de l'hôtel où Jean-Luc Mélenchon était, pour venir le voir", soutient une proche du député.

Contacté par franceinfo, l'Elysée explique que c'est un membre de la délégation qui a prévenu Emmanuel Macron de la présence de son ancien concurrent à la présidentielle. "C'est le préfet ou le chef de cabinet qui a su que Jean-Luc Mélenchon était attablé à cette terrasse. Il en a alors informé le président de la République, qui a dit qu'il irait le saluer à la fin de son bain de foule, avant de partir", assure-t-on. Une version qui semble en conformité avec celle rapportée par les équipes du député des Bouches-du-Rhône. franceinfo 08.09

- Quand Jean-Luc Mélenchon "assumait" d'être "comptable" de ses propos - Le HuffPost 8 septembre 2018

En octobre 2016 sur le plateau du "Grand jury RTL-LCI", Jean-Luc Mélenchon insistait sur la responsabilité personnelle des politiques quant aux propos qu'ils tiennent. "J'assume ce que je dis", assurait alors un Jean-Luc Mélenchon "comptable" de sa parole.

"Je ne vais pas m'engueuler dans un bar avec le président de la République" a également expliqué Jean-Luc Mélenchon. Mais son changement de ton à l'égard d'Emmanuel Macron ne trahirait-il pas une manière de ne "plus assumer", de "tortiller" ou de "biaiser" ? C'est-à-dire ce que le patron de la LFI reprochait précisément au chef de l'Etat, il y a deux mois à peine, après son discours devant le Congrès. Le HuffPost 8 septembre 2018

- A Marseille, Mélenchon fustige Merkel et Macron, des "contre-humanistes" - AFP 8 septembre 2018

Le chef de file de la France Insoumise Jean-Luc Mélenchon a accusé vendredi Emmanuel Macron et Angela Merkel d'être "des contre-humanistes", lors d'une manifestation à Marseille à l'occasion de la rencontre des deux dirigeants dans la cité phocéenne.

"Les deux mêmes (...) qui imposent à toute l'Afrique des partenariats économiques où on supprime les droits de douane et où on pousse à la misère toute la paysannerie, les deux mêmes viennent faire les malins là en disant "nous sommes des humanistes" mais pas du tout, ce sont des contre-humanistes!", a lancé Jean-Luc Mélenchon devant la presse.

"Le plus grand xénophobe qu'on ait, c'est quand même lui, monsieur le président de la République française, qui vient de faire voter une loi dans laquelle il est prévu qu'on peut tenir en centre de détention des familles, enfants compris, pendant 95 jours", a-t-il accusé.

Le député des Bouches-du-Rhône a invité M. Macron et Mme Merkel à "faire le tour des quartiers et ils verraient le recul des administrations publiques, l'abandon, la pauvreté, qui sont le résultat de la politique que ces deux-là soutiennent".

Près de 200 personnes, en majorité des retraités militants du PCF ou de LFI, s'étaient rassemblés vendredi matin sur le Vieux-Port de Marseille...

Dans l'après-midi, M. Mélenchon, aux côtés d'autres élus locaux, a été reçu par le président Macron. Le député LFI a décrit "un moment sympa, un peu protocolaire", lors duquel il a "plaidé pour la Méditerranée". M. Mélenchon a affirmé que le président lui avait "expliqué son accord avec [s]a vision de la Méditerranée et [lui] a dit que lui aussi comptait revenir à un scénario "petit bassin méditerranéen"". L'Union pour la Méditerranée compte actuellement 43 pays.

En revanche, sur le dossier des mineurs isolés étrangers, qu'il a également abordé avec le président "pour que l'État prenne sa part", M. Mélenchon a conclu: "Je crains hélas que son point de vue n'ait pas évolué", déplorant "une désinvolture technocratique".

Le député a réitéré ses critiques contre Mme Merkel,qui "a roulé trois présidents français dans la farine: Sarkozy, Hollande et Macron", selon lui. "Elle n'est pas un partenaire loyal", a-t-il conclu. AFP 8 septembre 2018

Mélenchon, si, la preuve.

- A Marseille, l'aimable balade de Macron et Mélenchon - Leparisien.fr 08.09

Hasard de la déambulation ? Non, selon le Figaro, qui assure le face-à-face organisé, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon se croisent à la terrasse d'un hôtel. Le président de la République et député des Bouches-du-Rhône, qui refuse le titre de président de la France insoumise, ont bavardé quelques minutes en souriant.

« J'ai toujours du plaisir à discuter avec Monsieur Mélenchon. On n'a pas toujours les mêmes idées »… « Pas souvent », le coupe Mélenchon. « On a des confrontations politiques, mais M. Mélenchon, ça n'est pas mon ennemi », répond-il à des journalistes, désignant en creux Marine Le Pen comme son ennemie. « Il est à Marseille, il est dans ma circonscription, il y a une dimension de respect », s'est-il justifié. « Ce n'est pas une atmosphère où on se met des gifles à tout propos. Il sait que je suis son opposant. »

« Je suis content que vous soyez dans ma circonscription », a conclu l'élu de Marseille. « Pourquoi n'avez-vous pas emmené Madame Merkel se promener un peu ? », ironise-t-il. Des journalistes présents lui rappellent qu'un peu plus tôt dans la journée, lors d'une manifestation, il a traité Emmanuel Macron de « plus grand xénophobe qu'on ait ». L'ancien sénateur socialiste, gêné, fronce les sourcils. « Non, ça m'étonnerait », s'amuse Macron, séducteur. « Vous ne pouvez pas le croire ! Peut-être une légère exagération marseillaise… », minaude l'Insoumis. Leparisien.fr 08.09

Il justifie amplement la caractérisation qu'on en a fait, et encore, on était en dessous de la vérité, car c'est un imposteur et rien d'autre autre ou un vil serviteur du régime qui avance masqué. Une serpillière, et encore elle ferait un meilleur usage. Abjecte, pitoyable, médiocre à l'extrême.

Décryptage d'une manipulation de masse. Debout pour le climat ou le lobbying de l'oligarchie financière.

En guise d'avant-propos ou d'introduction.

La propagande ou le mode d'emploi de : Le totalitarisme, c'est la démocratie.

Partage-le.com - Dans son livre Propaganda, paru en 1928, Edward Bernays, un des pères de l'industrie de la propagande, et l'inventeur du fameux concept des relations publiques, dont le travail a profondément influencé et façonné la société industrielle de consommation (...) écrivait que :

« La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans

une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays.

Nous sommes pour une large part gouvernés par des hommes dont nous ignorons tout, qui modèlent nos esprits, forgent nos goûts, nous soufflent nos idées. C'est là une conséquence logique de l'organisation de notre société démocratique. Cette forme de coopération du plus grand nombre est une nécessité pour que nous puissions vivre ensemble au sein d'une société au fonctionnement bien huilé. » (...)

Il y a plusieurs décennies, face à des préoccupations écologiques grandissantes et à un désastre environnemental de plus en plus flagrant, les dirigeants corporatistes et étatistes ont pris conscience de ce qu'il leur fallait faire quelque chose pour maintenir la « paix sociale », afin de garantir la continuation du système techno-économique dominant. Ils ont alors inventé le concept du « développement durable », officialisé en 1987. Dans l'ensemble, rien ne changeait, si ce n'est que tout ce qui était manifestement nuisible devait désormais être qualifié de « durable ». Il s'agissait du début d'une formidable campagne de greenwashing, qui dure encore à ce jour.

C'est à cette époque-là que les énergies dites « vertes » ou « renouvelables » ont commencé à être présentées comme la solution miracle à tous les problèmes de la civilisation industrielle. C'est à partir de ce moment-là que le discours écologiste des médias de masse, des grandes ONG — qui sont nées d'une volonté et d'une nécessité, pour les élites, de gérer la protestation écologique, au travers du processus qu'Arundhati Roy appelle l'ONGisation de la résistance[4] — et des États (trois types d'acteurs qui, en réalité, n'en forment plus qu'un), a commencé à se concentrer sur — et à se réduire à — la seule promotion des énergies dites « renouvelables ».

Le hic, c'est, d'une part, que les industries des énergies dites « renouvelables » ne sont pas vraiment écologiques, que leur déploiement implique un certain nombre de dégradations environnementales, de pollutions, de nuisances écologiques, et qu'elles ne se substituent pas aux énergies fossiles, mais s'y ajoutent (il n'y a jamais eu autant de charbon, de gaz et de pétrole consommés dans le monde). Yves-Marie Abraham, professeur à HEC Montréal, explique qu'elles « ne peuvent d'ailleurs se substituer aux énergies fossiles parce qu'elles représentent un potentiel productif très inférieur (intermittentes le plus souvent, elles sont difficilement stockables et surtout beaucoup plus diffuses). Passer aux énergies renouvelables impliquerait une baisse drastique de nos capacités de production, ce que les industries ne peuvent évidemment accepter. En revanche, ces énergies représentent effectivement une occasion d'affaire intéressante. » (...)

Malgré la présence, dans l'appel pour la marche du 8 septembre 2018, d'une minuscule espérance en un monde « où l'humain passe avant le profit », rien d'autre n'indique une remise en question du capitalisme, de l'État ou de la corporatocratie. Rien d'étonnant, d'abord parce que les industries des panneaux solaires, des éoliennes et des autres énergies dites « renouvelables » ne pourraient exister sans le capitalisme, sans l'État, et tout ce qu'ils impliquent. Mais aussi et peut-être surtout parce qu'une bonne partie des ONG partenaires de l'appel sont autant de manifestations de l'ONGisation de la résistance dont parle Arundhati Roy.

Un exemple significatif : 350.org, une des principales ONG organisatrices de cet évènement, a été fondée aux États-Unis grâce à l'argent d'une des plus célèbres familles de philanthrocapitalistes, à savoir les Rockefeller, au travers d'une de leurs fondations (le Rockefeller Brothers Fund), et bénéficie encore aujourd'hui de leur soutien.

Il devrait être évident qu'une ONG écologiste ouvertement anticapitaliste, déterminée à se concentrer sur la défense du monde naturel, des écosystèmes et des espèces vivantes, et non pas sur le déploiement de nouvelles technologies, aurait beaucoup moins de chance d'être subventionnée et médiatisée.

Si le mouvement écologiste se transforme en un mouvement pour le climat, c'est avant tout parce que cela répond aux exigences du capital, des multinationales et des élites dirigeantes, qui formatent le mouvement écologiste à leur guise, notamment par le biais du financement.

Ainsi que l'écrivait Joel Kovel, un des pionniers de l'écosocialisme (qui est mort cette année), dans son livre The Enemy of Nature: The End of Capitalism or the End of the World (Zed, —2002) :

« Le capital est plus qu'heureux d'intégrer le mouvement [environnemental] grand public en tant que partenaire de sa gestion de la nature. Les grands groupes environnementaux lui offrent un triple service : de légitimation, en rappelant au monde que le système fonctionne; de contrôle de la désobéissance populaire, en agissant en tant qu'éponge qui aspire et restreint l'anxiété écologique de la population; et de rationalisation, en tant qu'administrateur utile afin d'introduire un certain degré de contrôle et de protéger le système de ses pires tendances, tout en garantissant la continuation des profits ».

C'est effectivement ce qu'explique James Murombedzi, un ancien dirigeant d'un programme de la Fondation Ford en Afrique du Sud :

« La philanthropie appuie l'agenda du capital. En conséquence, dans la mesure où un programme va à l'encontre des intérêts du capital, celui-ci ne sera pas soutenu par la philanthropie. Les ONG et les organisations communautaires ne sont pas directement obligées par les donateurs d'agir d'une certaine manière. Cependant, il existe en quelque sorte un processus

de renforcement négatif qui implique qu'à moins qu'une ONG ou une organisation communautaire […] ne se concentre sur les problèmes en vogue, qu'à moins qu'elle ne se comporte de manière acceptable aux yeux des donateurs, on lui dira que son agenda ne correspond pas à ce que le donateur recherche. Les donateurs établissent des priorités en fonction de leurs choix délibérés, ce qui fait que les intérêts et les activités de l'ONG se concentrent sur le domaine pour lequel des subventions sont disponibles. […] L'agenda des organisations distributrices de subventions est l'agenda du capital. C'est un agenda conçu pour rendre plus supportables les effets négatifs du capital plutôt que pour réformer le système par lequel le capital est créé. »

Et comme l'écrit Derrick Jensen :

« Un large pan de "l'écologisme" – et en particulier l'activisme du mouvement climatique – en a été réduit à n'être, de fait, qu'un outil de lobbying au service d'un secteur industriel. Il s'agit d'un tour de passe-passe très habile de la part du capitalisme et des capitalistes : transformer une inquiétude très réelle vis-à-vis du réchauffement climatique en un mouvement de masse, puis utiliser ce mouvement de masse pour soutenir les objectifs de secteurs spécifiques de l'économie industrielle capitaliste.

Si vous demandez aux personnes mobilisées au sein de ce mouvement de masse pourquoi elles manifestent, elles vous répondront peut-être qu'elles essaient de sauver la planète. Mais si vous leur demandez quelles sont leurs revendications, elles vous répondront sans doute qu'elles souhaitent davantage de subventions pour les secteurs industriels du solaire, de l'éolien, de l'hydroélectrique et de la biomasse.

Il s'agit d'un incroyable tour de force des relations publiques / du marketing. Je ne blâme pas les manifestants. Ce ne sont pas eux le problème. Le problème, c'est que c'est précisément la spécialité du capitalisme. Et le vrai problème, c'est que le solaire et l'hydroélectrique profitent à la société industrielle, pas au monde réel... »

Défiler dans les rues des métropoles pour demander à nos dirigeants d'accroître les investissements financiers dans les secteurs des énergies dites « vertes » n'a rien à voir avec défendre le monde vivant. La production industrielle d'électricité — soi-disant « verte » ou pas — ne lui bénéficiera jamais. (Source : partage-le.com)

Comme quoi leur propagande, ça marche... quoique. Une planète "viable" vaut bien une société totalitaire.

Grille de lecture.

Quoique parce que malgré le battage médiatique peu de gens ont répondu à leur appel.

Après l'enfumage de Nuit debout, Debout pour le climat ! Encore une opération télécommandée depuis les Etats-Unis, plus précisément planifiée par le clan de l'oligarchie financière qui défie Trump, celui du Pentagone, du parti démocrate, auquel il fauta ajouter celui de feu McCain au sein du parti républicain.

La preuve, l'Américian Bill McKibben qui en est à l'origine a contribué à la rédaction du programme du parti démocrate d'Obama-Clinton (A lire plus loin).

Donc, rien de spontané, rien à voir avec la remise en cause du capitalisme, bien au contraire.

Initiative hyper médiatisée, tous les médias-oligarques ont répondu présent.

Bien entendu ils ont déformé les faits en faisant croire que la marche organisée en France avait été lancé sur Facebook par "un jeune homme de 27 ans", et comme par hasard elle correspondait à la date du 8 septembre qu'avait programmé l'ONG 350.org de longue date.

Orange.fr - Un simple événement Facebook lancé par Maxime Lelong, un citoyen parisien, appelant à marcher pour le climat est devenu viral. Son initiateur espère une prise de conscience collective. Orange.fr

Streetpress.com - L'événement, au départ confidentiel, a depuis fédéré une trentaine d'ONG, dont Attac ou 350.org.

Au départ, Maxime choisit l'anonymat et se cache derrière une page nommée « explore le monde », qui héberge l'événement. « J'estime que depuis 4 ans je ne suis plus vraiment journaliste, je passe le plus claire de mon temps à gérer des fiches de paies et réfléchir à des stratégies de médias. » Rapidement, les choses s'emballent. Et les ONGs lui embrayent le pas.

Peu de médias ont pour autant noté que Maxime Lelong, en plus d'être « citoyen lambda » est aussi journaliste. Il est le rédacteur en chef de 8e Etage, un site d'information indépendant fondé à Lyon en mars 2014.

Le jeune homme prend son clavier et décide de créer un évènement Facebook intitulé Marche pour le Climat. « L'écologie, c'est

la seule priorité ! », défend-il. Streetpress.com

En fait, il s'agissait d'une opération montée contre Trump par le clan de l'oligarchie financière qui a juré d'avoir sa peau. La preuve.

Ledroit.com - C'est à San Francisco que se tiendra à partir du 12 septembre le Sommet mondial des villes et entreprises pour le climat, organisé par le gouverneur de Californie en réponse à la politique anti-écologique de Donald Trump. ledroit.com

Cela ne vous étonnera pas si vous avez lu attentivement la dernière causerie, dans laquelle nous relations comment Attali se servait de la question climatique pour appeler à un changement de régime, totalitaire. Simple coïncidence de date, évidemment !

Cette opération avait également pour objectif de soutenir l'ONU et la COP à venir, la 24è.

Ledroit.com - De Bangkok à San Francisco en passant par Bruxelles, des dizaines de milliers de personnes ont pris part à des marches samedi pour exiger des gouvernements qu'ils agissent enfin sérieusement contre le dérèglement climatique en pleine préparation de la COP24.

Près d'un millier d'événements étaient organisés dans une centaine de pays, dans le cadre de l'appel baptisé «Rise for climate» (Debout pour le climat).

«Les évènements climatiques extrêmes menacent nos enfants. La seule façon de protéger notre avenir, c'est une action pour le climat ambitieuse, et maintenant», a plaidé sur Twitter le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres.

«C'est la plus grande journée d'action pour le climat en France, la preuve que les citoyens sont prêts à demander des comptes», a commenté Clémence Dubois, responsable des campagnes de 350.org en France.

700 scientifiques français ont lancé samedi un appel aux dirigeants, publié par le journal Libération, pour qu'ils passent «de l'incantation aux actes pour enfin se diriger vers une société sans carbone». Ledroit.com

Riseforclimate.org - Le 8 septembre, nous allons nous réunir dans nos quartiers pour agir, présenter les communautés dans lesquelles nous souhaitons vivre, et montrer aux pouvoirs publics comment suivre notre exemple.

Dans nos Rues pour le Climate est un mouvement international organisé par des centaines de dirigeant.e.s locaux.ales et des dizaines de partenaires. Il est piloté par un comité mondial, qui collabore avec nos partenaires internationaux et nationaux.

Nous pensons que le Sommet Mondial sur l’action pour le Climat, qui aura lieu en Californie du 12 au 14 septembre 2018, représente une occasion unique de faire pression sur les pouvoirs publics locaux et leurs institutions, pour élever leurs ambitions et en faire davantage pour le climat.

Le Sommet Mondial sur l’action pour le Climat est un rassemblement de maires, de pouvoirs publics, d’entreprises et de membres de la société civile, qui se tiendra à San Francisco du 12 au 14 septembre 2018. Son objectif annoncé est de mettre à l’honneur les actions climatiques qui ont lieu dans le monde entier, et d’inspirer des engagements plus profonds entre ses participant.e.s et de la part des autorités nationales. Il s’agira du plus grand rassemblement de ce genre.

Le monde doit rapidement abandonner les combustibles fossiles pour se tourner vers une énergie 100% renouvelable accessible à tou.te.s. riseforclimate.org

Je n'ai pas le temps évidemment d'éplucher ces 350 ONG ou organisations, aussi, nous nous arrêterons sur l'une d'entre elle, et je pense que ce sera suffisant pour que les lecteurs se fassent une idée sur cette opération à grande échelle.

Goodplanet.info - La Fondation GoodPlanet participe et soutient cette marche.

Ses partenaires.

BNP Paribas
Suez
Agence France Presse (AFP)
Fondation Bettencourt Schueller
Fondation Didier et Martine Primat
MAIF
OMEGA

Coca-Cola
Canon
Bouygues
Galeries Lafayette
Mayer Brown (un cabinet d'avocats international dont les bureaux sont situés dans les principales places financières mondiales)
Pernod Ricard
Nathan
Antargaz Finagaz
La Poste
Fondation RAJA-Danièle Marcovici
Blachère Illumination
MEEDDAT (ministère de l'Ecologie)
ADEME (L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie)
Mairie de Paris
AFD (Agence Française de Développement)
FFEM (Fonds Français pour l'Environnement Mondial) Ministère de l'Éducation Nationale
ONU
UNEP (Programme des Nations Unies pour l'Environnement)
France TV
Etc. etc. etc.

Vous ne serez pas étonné non plus qu'elle ait eu le soutien de Mélenchon.

AFP- Le leader de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon a défilé. « C'est un moment intéressant de prise de conscience écologique », a-t-il estimé.

- Mobilisation inédite pour le climat à travers la France - AFP 09.09

Les marches pour le climat organisées samedi à Paris et dans les principales villes du pays ont entraîné une mobilisation jamais vue en matière de défense de l'environnement, l'ONG 350.org revendiquant 115.000 participants, dont 50.000 à Paris, où la préfecture de police a comptabilisé de son côté 18.500 personnes.

"C'est la plus grande journée d'action pour le climat en France, c'est la preuve que les citoyens sont prêts à demander des comptes et des engagements aux élus qui nous entourent, après un été catastrophique au niveau climatique", a commenté à l'AFP Clémence Dubois, responsable des campagnes de 350.org en France.

Cette marche répondait à un appel citoyen lancé sur Facebook par Maxime Lelong, 27 ans. "Je vais être papa (d'un fils) en décembre, je veux qu'il ait une planète vivable", a plaidé ce samedi Maxime Lelong.

Ces marches en France se sont greffées sur une campagne internationale d'action, "Rise for climate" (Debout pour le climat), qui a vu d'autres milliers de personnes prendre part à des rassemblements samedi dans de nombreuses villes à travers le monde.
AFP 09.09

Comme je l'ai précisé précédemment, c'est l'inverse qui est vrai, c'est Rise for climate qui comprend 350 ONG ou organisations dans le monde, dont des associations française, qui était à l'origine de cette opération en France.

Rise for climate (Debout pour le climat) qu'est-ce que c'est ?

Qui est derrière cette machination ? Le parti démocrate américain. Cela vous étonne ?

Act.350.org - Aujourd'hui, 8 septembre, nous organisons des centaines de rassemblements dans des villes du monde entier pour exiger de nos responsables locaux qu'ils s'engagent pour un monde Zéro Fossile qui donnera la priorité à l'humain et à la justice plutôt qu'au profit.

Assez de tergiversations, assez de retards : Il est temps de passer à une transition rapide et juste vers une énergie 100 % renouvelable pour tou.te.s.

Les vrais engagements en faveur du climat émergent d'une base citoyenne. Ce qui signifie que le pouvoir appartient aux citoyen·ne·s, pas aux entreprises. Ceci implique également des opportunités économiques pour les travailleur·se·s ainsi que justice et dignité pour les populations les plus durement touchées par l'industrie des énergies fossiles et par le réchauffement climatique.

La semaine prochaine, des villes, des états, des entreprises et des représentant·e·s de la société civile du monde entier se

réunissent en Californie pour le Sommet mondial de l'action pour le climat.

Le Sommet a proposé à chaque maire, chaque gouverneur et responsable de la planète de prendre de vrais engagements pour que le monde puisse atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat.

Les objectifs fixés sont les suivants : une transition rapide, juste et équitable vers une énergie 100 % renouvelable et l'arrêt immédiat des nouveaux projets ayant recours aux énergies fossiles.

C'est pourquoi nous devons agir maintenant. Si vos représentant·e·s élu·e·s s'engagent, votre rassemblement sera une fête. S'ils ou elles échouent à prendre des mesures, c'est l'occasion de leur demander des comptes.

Nous sommes à la croisée des chemins. En agissant ensemble, nous pouvons mettre fin à l'ère des énergies fossiles et protéger le climat dont nous dépendons tou·te·s. act.350.org

Qui est Bill McKibben, le fondateur de 350.org?

350.org est une organisation non gouvernementale environnementale internationale, fondée en 2007 aux États-Unis par le journaliste, auteur et militant écologiste Bill McKibben. Son action se concentre sur la lutte contre le réchauffement climatique ; elle est notamment connue pour s'opposer au projet d'oléoduc Keystone1,2 et pour promouvoir le désinvestissement des énergies fossiles. Wikipedia.org

Bill McKibben fonde l'association 350.org en 2007. C'est un journaliste, auteur et militant écologiste américain.

En 2012, The Boston Globe dit de Bill McKibben qu'il est « devenu la nouvelle star des écologistes », dont l'homme politique Al Gore « loue "la passion, la sincérité et les connaissances impressionnantes" »2, tandis que le magazine Time le qualifie de « meilleur journaliste environnemental au monde »4. Le journaliste Stéphane Foucart du Monde estime en 2015 que Bill McKibben est « devenu l'une des personnalités les plus influentes de la lutte contre le réchauffement »3. Selon The Boston Globe, malgré son succès, le militant écologiste est apprécié pour sa simplicité et son humilité.

Pendant la campagne pour les Primaires présidentielles du Parti démocrate américain de 2016, Bill McKibben sert de remplaçant politique au sénateur du Vermont Bernie Sanders, l'unique candidat face à Hillary Clinton. Bernie Sanders nomme d'ailleurs Bill McKibben au sein du comité chargé d'écrire le programme politique du Parti démocrate pour 2016. Wikipédia.org

Pour le vérifier :

https://www.washingtonpost.com/politics/sanders-scores-platform-concessions-from-democratic-national-committee/2016/05/23/e9ee8330-20fc-11e6-aa84-42391ba52c91_story.html?noredirect=on&utm_term=.da34a1c83a94

Un rappel qui brise bien des idées reçues.

Chroniquesdugrandjeu.com - ...le fond du parti Démocrate est, et a toujours été belliqueux. Les historiens savent qu'entre 1945 et 1990, toutes les guerres ont été déclenchées par des administrations Démocrates et terminées par des administrations Républicaines. C'est un président Démocrate (Truman) qui a balancé deux bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, c'est toujours lui qui est intervenu dans la meurtrière guerre de Corée (1950-1953), ce sont deux autres Démocrates (Kennedy et Johnson) qui ont déclenché la guerre du Vietnam.

A l'inverse, ce sont quelques Républicains avisés qui ont mis fin à ces conflits dévastateurs, parmi lesquels Eisenhower, commandant suprême des alliés pendant la Seconde Guerre Mondiale et connaissant personnellement les horreurs de la guerre. Non seulement il a mis un terme aux hostilités en Corée mais nous avertissait, lors de son fameux discours d'adieu de janvier 1961, sur le danger du complexe militaro-industriel. chroniquesdugrandjeu.com 31 Août 2018

Commentaires d'Internautes

1- Je ne suis pas sûr qu'un projet d'installation de panneaux solaire fabriqués en Chine (c'est le cas de grande majorité des panneaux vendus) soit une bonne chose pour l'environnement (fabrication grâce centrale charbon transport par bateau et camion grâce au pétrole) ni pour les emplois (importations).

Encore du Greewashing.

2- Le mouvement écologiste mondial tend à se réduire à ce mouvement pour le climat… un piège pour ne surtout pas changer le système et nos modes de vie !

3- L'ingénierie sociale ! C'est pas ce que l'on appelait la manipulation des masses il y a quelques décennies ? Les écolos font ce qu'on leur dit de faire, Ils pensent ce qu'on leur demande de penser et ils gueulent les slogans qu'on leur demande de gueuler… pour le plus grand bénéfice des financiers et des multinationales, et des Etats qui prennent leur part au passage (on appelle ça des taxes).

4- "Des pertes de 10 % à 25 % par degré de réchauffement à cause des insectes" Nous avons tous constaté qu'en traversant la France autrefois, notre pare-brise était couvert d'impact d'insectes, alors qu'il n'y en a plus un seul aujourd'hui. Le journal Le monde est une fosse d'aisance de mensonges.

Dans quel monde vivons-nous ?

- De la crise des subprimes à la crise des sans-abri - franceculture.fr 31.08

Près de 9 millions de logements ont été vendus aux enchères à des prix cassés après la chute de Lehman Brothers. Qui a profité de cette grande braderie ? Et qui en pâtit aujourd'hui ? Reportage à Phoenix, l'une des villes des États-Unis les plus touchées par la bulle immobilière et son explosion.

Que sont devenus les gens qui, expulsés de leur maison, avaient dû trouver ces habitations précaires ? C'est cette question qui m'a poussé à enquêter du côté de l'immobilier, et en Arizona.

Pourquoi l'Arizona ? Parce que ce fût l'un des Etats les plus affecté par la crise immobilière qui a précédé et suivi la faillite de Lehman Brothers, avec la Floride, la Californie, et le Nevada. Ces quatre Etats (regroupés autour de l'appellation Sand States, comme sable) ont compté à eux quatre plus de 40% des saisies immobilières post crise. Ici une étude en anglais à ce sujet.

(https://eu.azcentral.com/story/money/business/consumers/2018/08/17/invitation-homes-refunds-family-arizona-republic-article-landlord-problems/1023354002/)

Pourquoi Phoenix ? Parce que c'est la ville qui a le plus attiré les fonds financiers venus de Wall Street (Hedge funds, et private equity). Profitant de la baisse vertigineuse des prix de l'immobilier, ces fonds ont acheté aux enchères des milliers de maisons au plus fort de la crise, qu'ils louent aujourd'hui. Ils sont devenus, au niveau fédéral des acteurs majeurs de la location, et des bailleurs peu fréquentables à lire de très nombreux articles. Ici, et ici.

(https://theintercept.com/2018/01/20/you-think-your-landlord-is-bad-try-renting-from-wall-street/ ; https://eu.azcentral.com/story/money/business/consumers/2018/08/17/invitation-homes-refunds-family-arizona-republic-article-landlord-problems/1023354002/)

Ces acquisitions ont été facilité par la politique très accommodante de la Réserve Fédérale américaine, qui pour sortir de la crise a inondé le marché de liquidité, et ainsi exacerbé les inégalités, dénonce Danielle Di Martino Booth, ancienne conseillère réserve fédérale, que l'on entend dans le reportage. (https://dimartinobooth.com/)

Cette razzia sur les maisons vendues aux enchères a été si spectaculaire, que la télé en a fait un reality show, tourné à Phoenix, et dont j'ai rencontré deux protagonistes, Lou et John.

Aujourd'hui, Phoenix est la deuxième ville américaine où il y a le plus d'expulsion locative, et où les prix de l'immobilier sont le plus remontés. Ils ont même retrouvé le niveau qu'ils avaient avant l'explosion de la bulle. La ville fait aussi face à une augmentation continue des sans abris.

(https://www.citylab.com/equity/2017/10/where-evictions-hurt-the-most/544238/ ; et ; https://eu.azcentral.com/story/news/local/phoenix/2018/04/07/phoenix-homeless-stabbing-death-curtis-bagley/494972002/)

Quel lien entre la crise des subprimes, les saisies qui ont suivi, les difficultés des plus modestes à se loger et la crise des sans abri qui sévit sans bruit sur la côte Ouest des États-Unis ?

C'est ce que raconte ce reportage de Marie Viennot, réalisé par François-Charles Domergue.

Invité : Norbert Gaillard, docteur en économie, spécialisé dans les agences de notation, la régulation financière.

A Los Angeles, la ville a déclaré l'état d'urgence pour cette crise des sans abri. franceculture.fr 31.08

(https://www.cbsnews.com/pictures/homeless-crisis-los-angeles-skid-row-portland-san-diego-seattle/13/)

ACTUALITE EN TITRES

Pour son baptême de l'air dans son nouveau poste, faites-le sauter uniquement avec son parachute doré !

- Le nouveau dirigeant d'Air France-KLM aura droit à un parachute doré - Liberation.fr7 septembre 2018

En cas de départ contraint (révocation ou non-renouvellement de son mandat), Smith pourra prétendre à une indemnité pouvant atteindre deux ans de rémunération (fixe plus variable), soit un montant maximum de 8,5 millions d'euros. Un joli parachute doré. Liberation.fr 7 septembre 2018

Ils osent tout

- Climat: 700 scientifiques français exhortent les politiques à agir - Reuters

- Pourquoi la France veut s'armer pour la guerre dans l'espace - Le HuffPost

- "N'ayons pas l'Europe honteuse", dit Nathalie Loiseau - Reuters

- A Bordeaux au festival Climax, un «appel des fraternités» lancé entre autres par Edgar Morin - Liberation.fr

- Aurore Bergé répond à Gérard Larcher : « la République exemplaire n'est pas une illusion » - Publicsenat.fr

- Un comité propose de créer un musée en mémoire des attentats - Reuters

- Prélèvement à la source : « Une bonne réforme mais on n'y comprend plus rien du tout » selon Benoît Hamon - Publicsenat.fr

Ne vous moquez pas de lui, tous nos dirigeants en sont au même point sur la situation en France ou mondiale !

Haut de page

Le 10 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (13 pages)

Le mot du jour : Propagandastaffel !

Pourquoi vous ne tapez plus sur la droite ou l'extrême droite ? La question con qu'on m'a posée un jour qui méritait une réponse sensée : Tout simplement parce que les lecteurs de ce portail ne sont pas censés être de droite ou d'extrême droite ! Et maintenant si on se farcit la pseudo-gauche et extrême gauche, c'est parce qu'elles avancent masquées. Les étiquettes et les généreuses intentions, généralement c'est comme les promesses électorales...

Confirmation. Quelle était la cible visée par l'opération mondiale ***Debout pour le climat ?*** Réponse.

- Climat: les pays en développement s'insurgent contre Washington - AFP 10.09

- Climat: les pays en développement s'insurgent contre Washington - Liberation.fr 10.09

Non, je n'ai pas réalisé un copier/copier, il n'y a pas d'erreur, Libération a repris tel quel le titre de l'AFP.

Non, ce n'est pas une théorie du complot, une simple machination démontée

Les oligarques, par l'intermédiaire de leur fondation ou association dont personne n'a jamais entendu parler ou tout le monde ignore jusqu'à l'existence, vont recruter des membres issus des classes moyennes qui ont un profil déterminé, c'est-à-dire qui n'ont aucune conscience de classe ou qui sont acquis au capitalisme, ayant de préférence un penchant à droite libertaire, mais pas forcément, une combinaison d'individualisme et de mégalomanie qu'ils vont mettre à l'épreuve et flatter ou encourager fera très bien l'affaire, jusqu'au jour où ils seront mûrs pour aller exercer leur talent dans des ONG ou d'autres officines davantage exposées ou médiatisées, et servir leur agenda en fonction de leurs besoins.

Ils sont totalement inconnus la plupart du temps, ils sortent de nulle part et ils disparaîtront de la même manière une fois qu'on n'aura plus besoin d'eux. Les plus zélés ou ambitieux, ceux qui manifestent des prédispositions à devenir des psychopathes endurcis, pourront officier pendant des années ou pourront se voir récompensés par une reconnaissance de l'élite corrompue qui les adoptera, ceux que l'on retrouvent sur les plateaux de télévision ou à la radio, dans la presse écrite, sur Internet, les bloggeurs, les youtubeurs, et pour entretenir leur délire ils seront invités à rejoindre des think tanks néolibéraux ou ultra conservateurs qui les guideront et la boucle sera bouclée.

Avec les mal nommés réseaux sociaux, Facebook, Twitter, etc. ils ne manquent pas de candidats pour colporter leur propagande ou jouer leurs agents de communication, de renseignement aussi, pour faire croire aux ignorants ou aux naïfs que c'est le peuple qui est à l'origine de leurs campagnes et qui réclame l'application de leur politique ou que la société soit orientée dans une direction précise. Ils démultiplient ainsi leur puissance de propagande à moindre frais et sans s'exposer, sans prendre de risque.

Ils agissent sur ordre, en connaissance de cause ou non, leur agenda est fixé par leurs donateurs ou ceux qui les rémunèrent, et quant à leurs agents recrutés sur le Net, ils sont gratuits, ce qui relativise le coût de chaque opération. L'essentiel, c'est qu'un maximum de gens participent à leurs opérations ou campagnes ou encore adoptent leurs mesures ou lois, aussi ils ne doivent pas savoir qui en est à l'origine et quels en sont les objectifs. C'est enfantin à comprendre, il suffit de mettre à leur place chaque acteur. A suivre.

La médiocrité s'empare décidément de toutes les couches de la société.

Heureux soient les pauvres qui ne mangent pas tous les jours à leur faim ou ceux qui sont atteints de sous-alimentation, quand ils n'en crèvent pas, ils peuvent vivre très longtemps, quel bonheur !

Des scientifiques ont découvert que c'était néfaste pour la vie des hommes de se goinfrer, en voilà encore qui n'ont pas inventé le fil à couper le beurre ou qui n'ont rien d'autre à foutre. Et dire qu'ils ont fait de longues études pour en arriver là, pitoyable ! Le dernier des écervelés qui vit sur cette planète aurait pu le deviner.

Après on nous demande si les scientifiques devraient être impliqués dans la destinée de la société, quand on observe à quel point ils sont influençables ou manipulables sur la question climatique, on aura tendance à répondre par la négative.

- De quelle façon manger moins influe sur l'espérance de vie? - sputniknews.com 09.09

Le régime alimentaire pourrait avoir un impact sur l'espérance de vie, selon les dernières études. Des scientifiques ont découvert que moins nous mangeons, plus longtemps nous pourrions vivre.

Des scientifiques de l'Institut national de la santé (NIH) aux États-Unis ont conclu qu'une alimentation limitée aidait à prolonger la vie et influençait positivement la santé, relate le site Cell Metabolism.

Afin de prouver leur hypothèse, les scientifiques ont mené une expérimentation avec des souris de laboratoire. Les 292 rongeurs ont été divisés en deux groupes. Un groupe a été nourri selon le schéma standard plusieurs fois par jour, et le deuxième a reçu une nourriture riche en protéines mais sans sucres et graisses.

Ensuite, les souris ont été divisées en sous-groupes: un tiers des rongeurs a pu manger autant qu'ils voulaient, le deuxième groupe a reçu une quantité limitée de nourriture à n'importe quelle heure, et le dernier groupe a eu très peu de nourriture une fois par jour.

Les souris qui ont mangé sans limite sont mortes les premières. Les autres cobayes de cette expérimentation ont vécu 28 semaines de plus en moyenne. Les souris du troisième sous-groupe, qui ne mangeaient qu'une fois par jour, ont vécu le plus long.

Les scientifiques soulignent que le métabolisme des souris est très semblable au métabolisme humain. De ce fait, les conclusions tirées lors de ces expériences sont également applicables aux humains.sputniknews.com 09.09

On va les imiter : il paraîtrait qu'il y aurait de plus en plus d'Américains atteints d'obésité et que la durée de vie moyenne aurait régressé, y aurait-il un rapport de cause à effet. Sans blague ?

Ils s'impatientent. De quoi Libération est-il le nom ? La pire réaction... de gauche évidemment.

Comment, cela ne vous préoccupe pas ?

- «Qu'est-il arrivé au Parti républicain ?» - Liberation.fr 10 septembre 2018

Barack Obama a dénoncé vendredi le mutisme des républicains face aux dérives de Donald Trump, dans un discours passionné visant à mobiliser les démocrates à l'approche d'élections législatives cruciales.

Depuis l'Illinois, l'ex-président américain a stigmatisé ces élus qui s'en tiennent à «de vagues déclarations de désapprobation quand le Président fait quelque chose de scandaleux. Ils ne rendent service à personne en soutenant activement 90 % des trucs fous qui viennent de cette Maison Blanche, et en disant : "Ne vous inquiétez pas, on évite les 10 % restants"» en référence à la tribune dans le New York Times d'un haut fonctionnaire anonyme, expliquant faire de la résistance intérieure.

Relativement discret depuis son départ de la Maison Blanche, le 44e président des Etats-Unis a clairement l'intention de s'impliquer dans la campagne à venir. Obama a aussi dénoncé les attaques répétées de Trump contre l'indépendance de la justice ou la liberté de la presse. Liberation.fr 10 septembre 2018

Une autre manière de présenter la confrontation États-Unis - Russie. Retour sur les années Eltsine omniprésentes.

- Unipolarité contre multipolarité – La véritable ingérence russe dans la politique américaine par Diana Johnstone (Consortium News)
- Mondialisation.ca 30 août 2018 Consortium News

Extraits.

...aujourd'hui, c'est le capitalisme qui règne sur le monde. Aujourd'hui, les États-Unis et la Russie sont engagés dans une lutte sans merci entre capitalistes. A première vue, cela peut sembler être un affrontement classique entre capitalistes rivaux. Et pourtant, une fois de plus, un conflit idéologique émerge, un conflit qui divise les capitalistes eux-mêmes, en Russie et aux États-Unis mêmes. C'est le conflit entre mondialistes et souverainistes, entre un monde unipolaire et un monde multipolaire. Le conflit ne se limitera pas aux deux grandes puissances nucléaires. (...)

...dans un certain 'manifeste capitaliste' datant du début des années 1990 qui proclamait :

'Notre guide est le profit, acquis d'une manière strictement légale. Notre Seigneur est Sa Majesté, l'argent, car c'est Lui seul qui peut nous conduire à la richesse comme norme dans la vie.'

Les auteurs de ce tract audacieux étaient Mikhail Khodorkovsky, qui est devenu l'homme le plus riche de Russie, avant de passer dix ans dans une prison russe, et son partenaire d'affaires de l'époque, Leonid Nevzlin, qui s'est depuis confortablement retiré en Israël.

Des prêts en échange d'actions

C'était le bon vieux temps, dans les années 1990, lorsque l'administration Clinton faisait réélire Eltsine pendant que celui-ci laissait piller la Russie par de tels jeunes loups, notamment en utilisant le tour des 'prêts en échange d'actions'.

Dans un article de Vanity Fair de 2012 sur son héros, Khodorkovsky, la journaliste férocement anti-Poutine Masha Gessen a résumé en toute franchise comment cela fonctionnait :

« Les nouveaux oligarques – une douzaine d'hommes qui avaient commencé à exercer le pouvoir que l'argent apportait – concoctèrent un plan. Ils prêteraient de l'argent au gouvernement, qui en avait grandement besoin, et en retour, le gouvernement mettrait en garantie des paquets d'actions équivalant à une participation majoritaire dans les grandes sociétés d'État. Lorsque le gouvernement ferait défaut, comme les oligarques et le gouvernement l'avaient prévu, les oligarques en ont pris le contrôle. Par cette manœuvre, l'administration Eltsine a privatisé le pétrole, le gaz, les minéraux et d'autres entreprises sans l'approbation du Parlement ».

Cela a si bien fonctionné que depuis son poste au sein de l'organisation de la jeunesse communiste, Khodorkovsky a utilisé ses relations pour prendre le contrôle de l'industrie pétrolière russe Yukos et devenir l'oligarque le plus riche de Russie, avec une fortune de 15 milliards de dollars, dont il contrôle encore une partie malgré ses années de prison (2003-2013). Son arrestation a fait de lui un héros de la démocratie aux États-Unis, où il avait de nombreux amis, en particulier ceux qui l'aidaient à vendre des morceaux de Youkos à Chevron et Exxon. Khodorkovsky, un jeune homme charmant et généreux, a facilement convaincu

ses partenaires américains qu'il était le champion numéro un de la démocratie et de la primauté du droit en Russie, en particulier des lois qui permettent aux capitaux nationaux de fuir vers les banques étrangères et aux capitaux étrangers de prendre le contrôle des ressources russes.

Vladimir Poutine ne voyait pas les choses de cette façon. Sans restaurer le socialisme, il déposséda Khodorkovsky de Youkos et convertit l'industrie pétrolière et gazière du modèle de 'société ouverte' toléré par Eltsine en une industrie capitaliste nationale. Khodorkovsky et son partenaire Platon Lebedev ont été accusés d'avoir volé tout le pétrole que Youkos avait produit dans les années 1998 à 2003, jugés et condamnés à 14 ans de prison chacun. Ce changement a ruiné les plans américains, déjà en cours, de 'balkaniser' la Russie entre ses nombreuses provinces, permettant ainsi au capital occidental de poursuivre sa mainmise sur l'économie russe.

La dépossession de Khodorkovski fut certainement une étape importante dans le conflit entre le président Poutine et Washington. Le 18 novembre 2005, le Sénat US a adopté à l'unanimité la résolution 322 présentée par Joe Biden dénonçant le traitement de Khodorkovsky et Lebedev comme étant politiquement motivé. Biden, vice président sous Obama, est devenu une sorte de proconsul d'Ukraine après putsch de Maidan en 2014.

Le conflit idéologique de base ici se trouve entre les États-Unis d'Amérique unipolaires et la Russie multipolaire. La position de la Russie, comme Vladimir Poutine l'a clairement indiqué dans son discours historique à la conférence sur la sécurité de Munich en 2007, est de permettre aux pays de jouir de leur souveraineté nationale et de se développer à leur manière. Le gouvernement russe actuel s'oppose par principe à toute ingérence dans la politique d'autres pays. Il préférerait naturellement un gouvernement américain prêt à l'accepter.

Les Etats-Unis, en revanche, sont par principe en faveur de l'ingérence dans d'autres pays : parce qu'ils veulent un monde unipolaire, avec un système unique, et se considèrent comme l'autorité finale quant au régime qu'un pays doit avoir et comment il doit gérer ses affaires.

Donc, si les Russes essayaient de s'ingérer dans la politique intérieure des États-Unis, ce ne serait pas pour changer le système américain, mais pour essayer de l'empêcher de changer le leur. Les dirigeants russes sont clairement suffisamment cultivés pour comprendre que les processus historiques ne dépendent pas d'enfantillages lancés à partir d'un ordinateur.

Les décideurs politiques américains pratiquent l'ingérence tous les jours. Et ils sont parfaitement disposés à permettre aux Russes d'interférer dans la politique américaine – pourvu que ces Russes soient unipolaires comme eux, comme Khodorkovsky, qui aspirent précisément au même monde unipolaire recherché par le Département d'Etat et George Soros. Mieux encore, l'empire américain compte sur de telles ingérences de la part des Irakiens, des Libyens, des Iraniens, des Russes, des Cubains – de tous ceux qui se rendent à Washington pour demander au pouvoir des États-Unis de régler de vieux comptes ou de renverser le gouvernement de leur pays d'origine. Tous ceux-là sont parfaitement les bienvenus pour faire pression en faveur d'un monde gouverné par l'Amérique.

L'ingérence russe dans la politique américaine est tout à fait bienvenue tant qu'elle contribue à tourner l'opinion publique contre Poutine « multipolaire », glorifie la démocratie américaine, sert les intérêts américains, y compris le complexe militaro-industriel, aide à faire tomber les frontières nationales (sauf celles des États-Unis et d'Israël) et remplit les poches appropriées dans les allées du Congrès. Mondialisation.ca, 30 août 2018

Une autre manière de présenter leur modèle de société.

Animals (1977) est un album mythique des Pink Floyd inspiré par "La ferme des animaux" de George Orwell.

Dans ce roman, l'humanité est divisée en 3 castes qui donnent leurs titres aux morceaux de l'album:

"Pigs": les porcs, la bourgeoisie qui s'engraisse en exploitant les deux autres classes

"Dogs": les chiens, la petite bourgeoisie, la classe intermédiaire qui encadre le cheptel d'une main de fer, ce que Milgram appelle des "agents".

"Sheep": les moutons qui suivent et obéissent docilement, aveuglés et impuissants.

Les cochons, les chiens et les moutons.

Exactement ce que disait Nicholas Murray Butler, cochon lui-même (CFR, Carnegie, Pilgrin Society) avec sa fameuse citation:

"Le monde se divise en trois catégories de gens: un très petit nombre qui fait se produire les événements, un groupe un peu

plus important qui veille à leur exécution et les regarde s'accomplir, et enfin une vaste majorité qui ne sait jamais ce qui s'est produit en réalité." blog.syti.net

Qui a dit ?

- « J'ai détesté mes ennemis avant même qu'ils me retiennent captif parce que la haine me soutenait dans mon dévouement à leur destruction complète et m'a aidé à surmonter l'impulsion humaine vertueuse de reculer avec dégoût devant ce qui devait être fait par ma main. » (1)

- « Malgré la nature enivrant d'un appel aux armes ou bien la justesse de la cause, nous devrions encore verser une larme pour tout ce qui sera perdu lorsque la guerre nous demande son dû. Jetez une larme et continuez à tuer nos ennemis aussi vite que possible et aussi impitoyablement que nous le devons. » (2)

Réponses :

1– John McCain sur la Guerre du Vietnam, avril 2001

2– John McCain, octobre 2001.

(Source : La canonisation de John McCain : les médias et l'élite politique transforment le belliciste en saint - Mondialisation.ca 04 septembre 2018)

Un monstre, quoi !

La gauche a les représentants qu'elle mérite.

Pendant des décennies, plus d'un demi-siècle, voire un siècle, on vous a présenté la gauche sous un angle particulièrement avantageux, et la plupart des gens ou des militants s'en sont accommodés sans se poser de questions, parfois hypocritement en occultant ses aspects les plus abjectes parvenus à leur connaissance.

Maintenant que le masque de l'imposture est tombé, l'heure des comptes ou des mises au point a sonné et personne ne peut y échapper, mais apparemment ils préfèrent devenir sourds ou le rester, plutôt que se livrer à un inventaire de la lutte de classe de la seconde moitié du XXe siècle par crainte de dévoiler du même coup leur incurie ou leur propre faillite politique. Ce qui vaut à ceux qui s'acharnent pour les y contraindre d'être quasiment bannis ou ignorés du mouvement ouvrier, préférant s'enfoncer dans leur attitude suicidaire qui ne peut profiter qu'à nos ennemis.

- Les Démocrates – de Biden et Obama à des représentants de la « gauche » comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez – se sont emparés de l'occasion pour s'associer à une personnalité qui, tout au long de sa vie, a maintenu les liens les plus étroits avec l'armée. Toujours soucieux de déclarer leur fidélité à cet appareil de violence, les démocrates ont élevé, avec l'ancien directeur de la CIA, John Brennan, dans leur panthéon politique, pour mieux mener leur opposer à Trump sur la base la plus à droite possible. (...)

Aujourd'hui, l'armée et les services de renseignement jouent un rôle de plus en plus prépondérant dans toute la vie américaine. L'armée est intégrée aux médias et les médias y sont intégrés. Les politiciens, les Démocrates autant, sinon plus, que les Républicains, citent leurs antécédents militaires et parmi les services de renseignement comme étant leurs qualifications les plus importantes pour le poste. (Source : La canonisation de John McCain : les médias et l'élite politique transforment le belliciste en saint - Mondialisation.ca 04 septembre 2018)

Quand la gauche est au pouvoir, qui gouverne ?

- "Je suis ravie de me retrouver, ici, dans ce nouveau siège. J'ai souvent été au siège mère de New York, mais c'est bien d'avoir un avant-poste du Conseil tout à coté, à quelques rues du Département d'Etat. Le Conseil nous fait de nombreuses suggestions, et cette proximité signifie que je n'aurai plus à aller aussi loin pour recevoir des recommandations à propos des actions à mener et de la manière de voir le futur."

Réponse : Le 15 juillet 2009, Hillary Clinton reconnaît implicitement que le CFR est au-dessus du gouvernement dans un discours devant les membres de la section de Washington du Council of Foreign Relation (CFR).

Le coup du boomerang après avoir soutenu toutes les guerres de l'OTAN ou du Pentagone et instrumentaliser l'extrême droite.

- En Allemagne, l'AfD fait même déraper la gauche - Liberation.fr 10.09

Gênés par la montée et les outrances du parti d'extrême droite, le SPD, les Verts et Die Linke sont partagés sur la stratégie à adopter pour ne pas perdre leurs électeurs. Liberation.fr 10.09

Le coup d'Etat du 11 septembre 2001 réalisé par l'Etat profond américain fut la première étape d'une stratégie globale qui devait conduire à la situation actuelle... Ceux qui feignent de l'apprendre sont malhonnêtes ou ses complices ou les deux à la fois de préférence.

Ils sont tellement empêtrés dans leurs mensonges, qu'ils ne peuvent plus faire marche arrière et dire la vérité aux travailleurs sans se démasquer, cela vaut pour tous ceux qui soutiennent cette opération de l'OTAN. Ceux qui hier accusaient les sociaux-démocrates et les staliniens d'avoir opté pour la guerre et le fascisme au détriment du socialisme, en viennent à adopter la même attitude face aux opérations montées par l'OTAN, le Pentagone, l'oligarchie financière. Dans ces conditions, le pire est à venir et semble inévitable, mille fois hélas !

En famille. La bouillabaise électorale ou les "grands enjeux" des européennes.

- A Marseille, la gauche du PS fait un pas de plus vers Mélenchon - AFP 9 septembre 2018

La gauche du PS a fait un pas de plus vers une sortie du parti à l'approche des élections européennes, en accueillant dimanche à Marseille le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon.

Invité de marque de l'université d'été de "Nos Causes communes", le club créé par le courant d'Emmanuel Maurel et le MRC (Mouvement républicain et citoyen), M. Mélenchon a tendu la main à ses anciens camarades socialistes.

"Si chaleureuses qu'aient été les rencontres qui m'ont permis de construire avec d'autres cette force (LFI), mes amis, vous me manquiez", a lancé l'ancien sénateur PS, en faisant part de son espoir que "finisse cette longue solitude pour (lui) d'avoir été séparé de (sa) famille intellectuelle et affective" en 2008. (Quand on disait qu'il n'avait jamais rompu le fil avec le PS, nous ne divaguions pas. - LVOG)

"Sachez que nous vous attendons, le coeur plein d'espérance et d'allégresse à l'idée des fraternités qui s'annoncent", a-t-il également déclaré devant un auditoire d'environ 300 personnes, dont nombre de militants issus de la Gauche socialiste, le courant qu'il avait fondé en 1988 avec Julien Dray.

Dans son discours de 45 minutes à la tribune, M. Mélenchon a également rappelé ses forces - 7 millions des voix au premier tour de la présidentielle, 17 députés, et bientôt un "commando" annoncé de députés européens - et s'est réjoui de sa place désormais dominante, selon lui, à gauche. "La crise du leadership populaire est réglée. Me voici", a-t-il affirmé.

"La sociale-démocratie, comme le libéralisme, sont des programmes épuisés", a-t-il asséné, en arguant que le "compromis" avec le capital est devenu "impossible" puisqu'il s'est "transnationalisé". (Quel aveu au passage ! Reste la Constitution, les institutions de la Ve république ne sont pas transnationalisées et qu'il est possible de les abattre, mais cela ne fait manifestement pas partie du programme de ce social-démocratie. - LVOG)

Très applaudi, M. Mélenchon a proposé aux participants de converger sur quatre "révolutions": la planification écologique, la rupture avec les traités européens, le refus des accords de libre-échange et le protectionnisme solidaire. (Révolutions qui n'en sont pas, dont les unes pourraient convenir à Obama et les autres à Trump. - LVOG)

La réponse du député européen Emmanuel Maurel, qui de longue date caresse l'idée d'un rapprochement avec M. Mélenchon, était très attendue.

"Parce que nous avons l'intuition que les causes communes, les causes que nous défendons, sont plus importantes que ce qui pourrait nous différencier ou nous séparer (...) oui à un dialogue exigeant", a-t-il répondu.

S'il n'a annoncé aucun ralliement, il a égrainé dans son discours les points d'accord entre lui et M. Mélenchon, et dressé une nouvelle fois le réquisitoire du quinquennat de François Hollande, qui a "tourné le dos" aux promesses des socialistes selon lui.

"Le président sortant fait mine de découvrir qu'Emmanuel Macron est libéral, quel scoop", a-t-il ironisé, en se moquant des "larmes de crocodiles" de ceux qui il y a quelques mois encore "se disaient à équidistance d'Emmanuel Macron et de Jean-Luc Mélenchon". (Et lui il "fait mine de découvrir "que Hollande l'était aussi, quel escroc ! - LVOG)

Il a esquissé quelques propositions pour la campagne des européennes, demandant notamment un "moratoire sur les traités de

libre-échange" et une opposition claire au traité euro-canadien CETA.

La gauche du PS finira-t-elle par sauter le pas ? Ses troupes semblent partagées. La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann ne semble guère en douter, évoquant auprès de la presse le lancement d'un nouveau mouvement allié à M. Mélenchon, qui s'appellerait Les Socialistes - une marque qu'elle a déposée en 2016.

M. Maurel préfère lui parler du débat qu'il entend mener au sein du PS sur la "stratégie" et les "grands enjeux" des européennes, alors que le PS travaille encore à son projet et n'a pas choisi sa tête de liste.

Selon un proche de M. Maurel, les choses pourraient évoluer à l'occasion du Conseil national du PS, le 13 octobre. "Le travail en interne continue même si nous ne nous faisons aucune illusion (...) Clairement, si la ligne est celle que nous connaissons actuellement, il y aura sortie de 70% de nos membres dans les instances dirigeantes du parti à l'issue du CN", menace-t-il. AFP 9 septembre 2018

Quand le "capital transnational" a besoin d'une "démocratie transnationale".

- Européennes: le libéral belge Guy Verhofstadt veut s'allier avec Emmanuel Macron - AFP 9 septembre 2018

L'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, chef de file des libéraux et centristes au Parlement européen (ADLE), veut former un mouvement avec En Marche en vue des élections européennes de 2019, a-t-il annoncé dimanche dans un entretien à Ouest-France.

M. Verhofstadt plaide pour des "partis paneuropéens" et une "démocratie transnationale".

Interrogé par l'AFP, le délégué général de La République en marche Christophe Castaner a cependant indiqué que son parti n'était "pas dans une logique d'alliance", même si "nos convergences sont grandes". "Nous travaillons ensemble" et "sommes ravis que M. Verhofstadt nous soutienne", a-t-il ajouté.

"Après la rencontre Orban-Salvini, la lutte en 2019 sera une lutte entre les populistes nationalistes d'une part, et une alternative pro-européenne", a déclaré l'ancien Premier ministre, alors que l'extrême droite réalise une poussée aux législatives en Suède.

M. Verhofstadt assure avoir avec Emmanuel Macron, non seulement "la même analyse" mais aussi "plus ou moins les mêmes propositions". Il se dit prêt à siéger au sein du même groupe parlementaire, dont le nom reste encore à définir. Ce mouvement commun pourrait être lancé en octobre.

"Ce sera quelque chose de nouveau, un mouvement. Une alternative pro-européenne aux nationalistes", a déclaré le centriste libéral, qui plaide pour une campagne commune.

"Chaque parti va garder ses symboles, mais on crée un mouvement plus large. L'objectif c'est de créer un groupe décisif dans le futur parlement, un outil pour arrêter la vague nationaliste", poursuit le président de l'ADLE. AFP 9 septembre 2018

Quand ils assument servir les besoins des multinationales.

- "Les lobbies, nous en avons besoin", assure l'ancien ministre Benoist Apparu (LR) - Franceinfo 10.09

L'ancien ministre du Logement estime que les lobbies sont importants, soulignant qu'une "décision publique qui n'est pas partagée par les professionnels du secteur" est une "mauvaise chose". Franceinfo 10.09

Quand l'extrême droite gouverne déjà.

- Poussée de l'extrême droite en Suède : "Le facteur fondamental, c'est la crise sociale depuis les années 1990" - Franceinfo

- Allemagne : la mort d'un jeune fait craindre un nouveau Chemnitz - LeParisien.fr

- L'Italie embrasse les idées de l'extrême droite les yeux fermés - Liberation.fr

Après avoir célébré leur héro McCain, au tour du candidat brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro.

- Brésil. Le candidat d'extrême droite se remet d'une attaque au couteau - Liberation.fr

Jair Bolsonaro va mieux : il s'est laissé photographier à l'hôpital. Le candidat d'extrême droite, en tête des sondages (22 % d'intentions de vote)...

Rio vit une guerre civile larvée. Les gens bien s'arment pour défendre leur famille", affirme Armando Piccini, visiteur assidu d'un stand de tir de Niteroi, près de Rio de Janeiro.

"Si les autorités n'agissent pas, ce sera une guerre ouverte", ajoute ce chef d'entreprise de 52 ans, fervent défenseur d'une libéralisation du port d'arme, un des principaux chevaux de bataille de Jair Bolsonaro, candidat d'extrême droite à la présidentielle d'octobre.

Au Brésil, le port d'armes est régulé par une loi, que M. Bolsonaro veut abroger s'il est élu.

En juillet, une vidéo sur laquelle il apparaissait en train d'apprendre à une petite fille à imiter un revolver avec ses mains a mis le feu aux poudres. Un geste polémique qu'il vient de refaire sur son lit d'hôpital.

"Les enfants brésiliens doivent percevoir les armes comme une chose liée à la protection de la vie", s'est justifié le candidat dans un entretien au journal O Globo.

Au club de tir, tout le monde trouve ça très naturel. "Mon fils est ici", affirme Anderson Lessa, commerçant de 46 ans, désignant un adolescent.

"J'ai appris à mes trois fils à conduire, à nager et à tirer. Je les ai préparés pour qu'ils puissent se défendre, je crois que c'est un droit fondamental", conclut-il. AFP et Liberation.fr 10.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Le Pentagone reconnaît avoir dépensé 1,5 trillion $ en guerres depuis le 11-Septembre - Réseau Voltaire 29 août 2018

Selon une estimation publiée par le Pentagone, le coût des guerres menées depuis le 11 septembre 2001 dans le cadre de la stratégie Rumsfeld-Cebrowski s'élève à plus de 1 500 milliards de dollars [1]. Les dépenses les plus importantes ont eu lieu sous le second mandat de George Bush Jr. et le premier mandat de Barack Obama.

Ces données sont contestées par la Brown University. Selon elle, les coûts réels sont quatre fois plus élevés, de l'ordre de 5 600 milliards de dollars [2].

Présenté comme la « guerre globale au terrorisme », l'ensemble de ces conflits visaient en réalité, selon l'amiral Arthur Cebrowski, à détruire les structures étatiques de la partie du monde non connectée à l'économie globale. Réseau Voltaire 29 août 2018

Notes

[1] Quarter 2 : Cost of War Update as of March 31, 2018, US Department of Defense.

[2] Summary of US Costs of War in Iraq, Afghanistan, Pakistan, Syria and Homeland Security, FY2001-2018, Brown University.

2- Syrie

2.1- YouTube censure les chaînes du gouvernement syrien - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

La société YouTube (propriété de Google) a fermé le 8 septembre 2018 les chaînes du gouvernement syrien, dont celle de la présidence syrienne, du ministère syrien de la Défense ou encore de l'agence de presse gouvernementale Sana.

YouTube n'a pas expliqué sa décision.

Les chaînes existant depuis plusieurs années et ayant des programmes différents, cette censure collective ne peut pas avoir été décidée en fonction des contenus, mais uniquement en raison de leur éditeur : le gouvernement de la République arabe syrienne.

Les États-Unis menacent d'attaquer prochainement la Syrie. Un plan de bombardement du pays a été présenté par le Pentagone au président Trump. Il comprend la destruction des installations de radio et télédiffusion. Si une attaque occidentale devait arriver, le gouvernement syrien serait incapable de communiquer avec sa population et à l'étranger. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

2.2- La Syrie devrait attendre le 6 novembre pour libérer Idleb - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

La Russie accuse les Britanniques de préparer une attaque chimique sous faux drapeau à Idleb, tandis que les États-Unis accusent la Syrie d'en préparer une. Les échanges virulents au Conseil de sécurité des Nations unies peuvent donner l'impression qu'une intervention occidentale est imminente.

En réalité, les Britanniques ne peuvent accuser la Syrie que si celle-ci déploie son armée de Terre à Idleb, car les armes chimiques ne peuvent pas être dispersées par voie aérienne, mais uniquement par des obus de mortier. Pour le moment, l'attaque terrestre d'Idleb est préparée par des bombardements russes ciblés sur des installations d'al-Qaïda. Rien de plus.

Si l'attaque d'Idleb débutait avant le 6 novembre 2018, date des élections de la Chambre des représentants US et du tiers du Sénat, la Syrie se mettrait en danger. Il suffirait alors aux Britanniques de réaliser leur opération sous faux drapeau pour contraindre le président Trump à intervenir en urgence, c'est-à-dire sans avoir le temps de vérifier les imputations de Londres. Faute de quoi, Donald Trump prendrait le risque de perdre les élections de mi-mandat et de se retrouver mis en accusation par le nouveau Congrès (impeachment).

Une attaque US serait alors extrêmement létale, contrairement aux mises en scènes précédentes.

Il est donc plus prudent pour la Syrie d'attendre ces élections pour libérer Idleb. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

2.3- Deux F-15 américains portent des frappes aux munitions au phosphore sur Deir ez-Zor - sputniknews.com 09.09

Le 8 septembre, deux avions américains F-15 ont frappé le gouvernorat de Deir ez-Zor en Syrie avec des munitions au phosphore, a annoncé le général Vladimir Savtchenko, chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

Deux F-15 américains ont porté samedi des frappes aux munitions au phosphore sur le gouvernorat de Deir ez-Zor, en Syrie, a déclaré ce dimanche le général Vladimir Savtchenko, chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

«Des frappes ont été réalisées le 8 septembre contre la localité de Hajin dans le gouvernorat de Deir ez-Zor, avec utilisation de munitions incendiaires au phosphore par deux appareils F-15», a-t-il indiqué.

Vladimir Savtchenko a fait remarquer que les raids avaient engendré d'importants incendies.

«Les informations sur d'éventuels morts et blessés sont en train d'être précisées», a-t-il encore ajouté.

L'utilisation d'armes au phosphore blanc est interdite par le protocole additionnel de la Convention de Genève, a-t-il rappelé.

Les forces de la coalition anti-Daech* dirigée par les États-Unis ont entamé vendredi dernier des exercices dans l'est de la Syrie, avait précédemment annoncé le site de la coalition, précisant qu'il s'agissait du secteur de la garnison d'Al-Tanf et dans un rayon de 55 km autour. La garnison d'Al-Tanf abrite une base militaire américaine en Syrie où sont formés et armés des détachements de l'opposition syrienne. Le camp de réfugiés de Rukban est situé dans une «zone de sécurité» à proximité de la base militaire américaine d'Al-Tanf, déployée illégalement en avril 2017 sous le prétexte de la lutte antiterroriste. sputniknews.com 09.09

2.4- Berlin pourrait se joindre aux frappes de Washington, Londres et Paris en Syrie - sputniknews.com 10.09

Le gouvernement allemand se penche actuellement sur un éventuel emploi d'avions contre le Président syrien Bachar el-Assad, a affirmé le journal Bild.

Le ministère allemand de la Défense étudie la possibilité de recourir à ses chasseurs-bombardiers Tornado dans d'éventuelles opérations militaires contre l'armée du Président syrien Bachar el-Assad, a annoncé ce dimanche le journal Bild, se référant à des sources au sein du ministère.

L'Allemagne dépensera plus d'un milliard d'euros pour se réarmer Selon le journal, la ministre de la Défense, Ursula von der Leyen,

a donné l'ordre d'étudier la question de la participation du pays à d'éventuelles frappes de l'alliance que forment les États-Unis, la France et le Royaume-Uni contre les forces gouvernementales syriennes en cas d'utilisation de l'arme chimique dans le gouvernorat d'Idlib.

Une demande appropriée a été adressée à Berlin par Washington et des négociations préliminaires sur le sujet se sont tenues la semaine dernière au sein du ministère allemand, a fait remarquer Bild.

Le journal a souligné qu'une éventuelle décision en ce sens serait «historique».

«L'Allemagne risquerait ainsi pour la première fois d'entrer en confrontation directe avec l'allié de la Syrie, la Russie», a-t-il noté. sputniknews.com 10.09

3- Iraq

3.1- L'Iraq à la croisée des chemins - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

La Coalition laïque de Moqtada al-Sadr a exigé les excuses et la démission de son ex-allié, le Premier ministre iraquien Haïder al-Abadi, en réponse aux émeutes de Bassorah.

Moqtada al-Sadr, bien que leader chiite, promeut à la fois une politique d'indépendance face à l'Iran et aux États-Unis et une stratégie d'alliance avec les autres composantes religieuses iraquiennes.

Le Premier ministre Haïder al-Abadi a été imposé conjointement par les États-Unis et l'Iran, en 2014, malgré l'élection démocratique de Nouri al-Maliki. Il s'était engagé à suivre la politique US durant son prochain mandat et avait annoncé qu'il appliquerait les sanctions de Washington contre Téhéran.

L'ayatollah Ali al-Sistani, l'autre grande figure chiite du pays, a appelé à la constitution d'urgence d'un nouveau gouvernement pour résoudre la crise.

Les émeutes qui viennent d'éclater à Bassorah ont des causes anciennes et une cause nouvelle : l'empoisonnement de l'eau courante, désormais beaucoup trop salée pour être bue. Elles ont coûté la vie à quatorze personnes. Bassorah est le poumon pétrolier de l'Iraq. Indépendamment de la crise de l'eau et des services publics, elle sera donc impactée par la décision de suivre ou de rejeter les sanctions US contre l'Iran. C'est aussi une ville à très grande majorité chiite. Pourtant le consulat iranien et une délégation iranienne à l'aéroport ont été sauvagement attaqués.

Ces événements interviennent alors que le gouvernement iranien d'Hassan Rohani a cessé d'espérer l'aide européenne et pris acte des sanctions édictées par le président Trump. Il vient de s'unir avec les Gardiens de la Révolution pour renforcer ses positions militaires à l'étranger. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

3.2- Le spectaculaire retournement de cheikh Hassan Rohani - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

Durant sa campagne électorale, le président iranien, cheikh Hassan Rohani, s'était engagé à ne plus soutenir la Syrie. Effectivement, depuis le début de son mandat, en août 2013, il s'est abstenu d'envoyer des membres de son gouvernement en Syrie et a laissé vacant le poste d'ambassadeur à Damas durant près de deux ans.

Le soutien de l'Iran à la Syrie est exclusivement passé par le Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khameneï, qui a envoyé régulièrement ses collaborateurs à Damas, et par les Gardiens de la Révolution, qui conseillent l'Armée arabe syrienne.

Or, le 5 novembre 2018 les sanctions US contre les secteurs bancaires et pétroliers iraniens entreront en vigueur. Toute la politique d'alliance d'Hassan Rohani avec l'administration Obama sera balayée. Constatant le refus du président Trump de tout compromis et l'incapacité européenne à agir, cheikh Hassan Rohani s'est résigné à changer de politique.

En quelques jours, plusieurs hauts responsables du gouvernement iranien se sont rendus à Damas apporter leur soutien à la République, dont le ministre de la Défense, le général Amir Hatami, le 26 août et le ministre des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, le 3 septembre.

Désormais, les deux branches du pouvoir iranien soutiennent Damas. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

Haut de page

Le 11 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Au passage je me souhaite un bon anniversaire !

J'ai acheté un gros gâteau au chocolat que nous allons partagé avec nos voisins et leurs enfants, ainsi que le frère et la fille de ma compagne et leurs enfants. Eh oui, je suis un rustre qui sait vivre !

La plupart de mes lecteurs ne m'apprécient pas parce qu'ils sont bourrés d'a priori, contrairement à mes voisins qui jugent sur pièces ou sont moins injustes, alors que je leur mène la vie dure ! Ce matin j'ai brûlé les ordures de ma voisine Kajelveli, quand elle est venue m'emprunter 50 roupies je lui en ai fait la remarque gentiment, elle m'a remercié le plus naturellement du monde, comme si c'était normal !

On se marre bien entre nous. Ils ont de la chance que j'ai une conscience de classe assez développé, chut, ne le répétez pas trop fort, vous allez vous faire des ennemis parmi vos petits camarades !

- Causerie au format pdf (7 pages)

Le commentaire qui accompagne les images plus haut : Affiche de 1911 du mouvement ouvrier américain. Le département d'Etat a la preuve que Bachar al-Assad prépare une attaque chimique sur Idlib, C. Powell avait accusé Saddam Hussein de détenir des armes de destruction massive pour justifier le combardement de l'Irak... avant d'avouer plus tard qu'il n'en était rien. L'ONG des Casques blancs ses complices.

Le mot du jour : Nous vivons en guerre et tout le monde s'en fout !

Inquiétant, non ?

Pourquoi l'évoquer puisque tout le monde s'en fout.

J'ai consulté quelques blogs de partis dits ouvriers, et j'ai constaté qu'ils n'avaient consacré aucun article ou info en bref depuis le début du mois de septembre à la guerre contre l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie et le Yémen notamment qui se poursuit. Par contre ils se préoccupent du sort de leurs ressortissants qui ont atterri en France, au doigt et à l'oeil ils respectent l'agenda de l'OTAN et du Pentagone et ne tiennent surtout pas à interférer dans leurs affaires sur les champs de bataille, on comprend, c'est moins risqué !

En la matière la palme de l'ignominie revient au POID, qui a relayé la propagande du clan de la guerre ou de l'Etat profond américain opposé à celui de Trump qui tente d'infléchir la politique de ses prédécesseurs. On s'en tient à ce qu'il a publié dans son blog à la manière d'un internaute lambda.

POID (https://latribunedestravailleurs.fr/category/fil-dinfos)

6 septembre 2018 – Etats-Unis: au lendemain de la diffusion d'extraits d'un livre du journaliste Bob Woodward dressant le portrait d'un président Trump colérique et paranoïaque que ses collaborateurs s'efforcent de contrôler, voire de contourner, pour éviter de dangereux dérapages, le New York Times publie la tribune anonyme d'un haut responsable de l'administration de Trump, expliquant comment il s'efforce, avec d'autres, de lutter de l'intérieur contre les « pires penchants » du président américain.

Le New York Times, qui pour l'occasion a les faveurs du POID, est un des piliers du groupe Bilderberg depuis plus de 50 ans. Rockefeller qui en était le président eut l'occasion de remercier chaleureusement le New York Times et le Washington Post pour avoir gardé le silence sur les guerres et autres coups tordus que l'oligarchie avait fomentées secrètement durant un demi-siècle.

Bon, apparemment, il est dit que la guerre doit demeurer un secret bien gardé réservée entre les puissants de ce monde et nos dirigeants, et que les gueux que nous sommes n'en serons informés que lorsque les bombes nous tomberont sur la tête.

Le NPA n'est pas en reste dans le genre opportunisme hystérique.

Vous avez pu prendre connaissance dans les deux causeries précédentes, comment l'opération du 8 septembre dernier nommée *Debout pour le climat* avait été orchestré par le clan de l'oligarchie qui affronte Trump dans l'unique but de l'affaiblir, et que par conséquent tous les participants à ces manifestations se transformeraient automatiquement et à leur insu en agents de cette machination ou de ce clan va-t-en-guerre ou seraient instrumentalisés tel quel qu'ils le veuillent ou non, ce dont vous

pouviez avoir confirmation dès le lendemain en lisant les articles de presse qui en ont rendu compte, se félicitant du succès de cette opération, qui en réalité n'a mobilisé que très peu de participants en France ou à travers le monde, peu importe, les médias qui sont à la solde de ce clan ne pouvaient que déformer les faits.

- NPA. Marchons pour changer le système, pas le climat ! - Jeudi 6 septembre 2018

Le 8 septembre, journée mondiale pour le climat, des marches se dérouleront partout dans le monde. Le NPA appelle à y participer massivement. (...)

Aujourd'hui l'appel à la mobilisation lancé par des dizaines d'associations rencontre un écho jusqu'alors inédit. (...)

Les marches du 8 septembre pour le climat sont une nouvelle étape de la mobilisation.

Que le NPA fasse également dans la désinformation n'étonnera personne. A côté, vous avez pu comparer avec quel sérieux et profondeur nous avons traité ce sujet. Mais apparemment, nous ne poursuivons pas les mêmes objectifs politiques.

Il m'est arrivé d'évoquer les Indiens qui ne voient pas plus loin que le bout de leur rue ou de leur village, il faut dire qu'ils n'ont jamais connu rien d'autres, donc cela peut se comprendre. Et bien les Français sont pareils, sauf qu'eux ils ont connu ou ils ont eu accès à autres choses au cours de leur vie. Ils ont fait des études, ils regardent la télévision depuis très longtemps, ils lisent, circulent beaucoup, voyagent, ils sont tous connectés à Internet, ils savent qu'il se passe quelque chose au-delà de leur petit monde étriqué, aussi s'emploie-t-on à flatter leur préoccupations individuelles afin qu'ils s'y cantonnent, comme si ce qui se passait dans le monde ne devait pas les concerner ou n'avait aucune incidence sur leur mode de vie ou la société.

Le jour où ils se réveilleront et qu'ils apprendront que c'est à leur tour de partir à la guerre ou de la subir, ils se demanderont hébétés ce qui leur arrive. Ils sauront à qui demander des comptes pour les avoir désinformés aussi longtemps.

Confirmation. L'élite aristocratique d'un régime monarchique

- Hauts fonctionnaires : le grand ménage promis par Emmanuel Macron n'a pas eu lieu - Franceinfo 11 septembre 2018

Je les ai évoqués hier dans la causerie et ce n'est pas la première fois qu'une telle coïncidence se produit, comme quoi je suis bien phase avec la réalité, contrairement à mes détracteurs qui la fuient, qui sont incapables de prévoir quoi que ce soit ou qui ne voient jamais rien venir.

L'Ecole Nationale de l'Aristocratie en est le vivier.

- Un directeur général des services nommé à l'Elysée - Reuters 11 septembre 2018

Jérôme Rivoisy, issu de la même promotion qu'Emmanuel Macron à l'ENA, a été choisi pour occuper le nouveau poste de directeur général des services de l'Elysée, a-t-on appris lundi auprès de la présidence, confirmant une information du Monde. Reuters 11 septembre 2018

Et pendant ce temps-là dans le bac à sable.

- Olivier Besancenot pousse la «chansonnette» dans un rap anti-Macron - LeParisien.fr 11 septembre 2018

Macron peut dormir tranquille avec de tels opposants...

Les masques tombent. Quand la Nouvelle Gauche ou vieille droite retourne "aux fondamentaux"... au bercail.

- Les députés socialistes de la "Nouvelle Gauche" vont (encore) changer de nom pour revenir aux "socialistes" - Le HuffPost10 septembre 2018

Les députés de la "Nouvelle Gauche" opèrent un retour aux fondamentaux. Les trente élus socialistes de l'Assemblée nationale ont décidé de changer une nouvelle fois de nom, plus d'un an après un premier changement en juin 2017. De députés de la "Nouvelle Gauche", les voilà repassés à députés "socialistes" -et apparentés-, leur dénomination historique.

Ils avaient choisi de laisser derrière eux l'étiquette "socialistes" à la suite des élections législatives douloureuses pour la gauche. Aujourd'hui, il semblerait que la dénomination a retrouvé les faveurs de ces députés de l'Assemblée, rapporte Le Monde. Le HuffPost10 septembre 2018

Le saviez-vous ? Qui a dit ?

- « Quand il s'agit de protéger l'État et de faire respecter la norme républicaine, il y a une convergence avec la droite, je l'assume »

Réponse : Mélenchon, rapportée par le Monde des 20-21 juillet 2018. lemonde.fr 28.07

On se disait bien qu'il était de droite ou qu'au lieu d'affronter le régime ses véritables intentions étaient "de protéger l'État" des capitalistes, les institutions de la Ve République. Quand on a à l'esprit cette déclaration et bien d'autres du même genre, et qu'on analyse son programme, on en arrive forcément à la conclusion que c'est un charlatan, un serviteur du régime en place.

Parole d'Internaute (Abonné au Point)

- "La vérité commence à sortir du puits...

On y arrive doucement... Il va falloir bientôt expliquer pourquoi il y avait déjà des "rebelles" étrangers en Syrie dès 2011... Et pour qui "roulait" Lafarge...

A quand une amende honorable des médias pour faire oublier une longue désinformation ?

On attend avec impatience un excellent billet de FOG qui nous expliquera, saperlotte, qu'il savait tout depuis le premier jour..."

Il y a des lecteurs du Point qui ont un niveau de conscience supérieur à bien des militants du mouvement ouvrier, ce qui n'étonnera plus personne non plus...

Menace de guerre.

- L'aviation US incite les compagnies à éviter l'espace aérien iranien - Reuters 11 septembre 2018

L'administration américaine de l'aviation civile (FAA) a publié un nouvel avertissement à destination des compagnies aériennes, les incitant à la prudence quand elles décident d'emprunter l'espace aérien iranien en évoquant des activités militaires émanant ou transitant par l'Iran, notamment vers la Syrie.

Le département d'Etat conseille aux citoyens américains de ne pas se rendre en Iran, estimant qu'il y a un risque d'arrestation abusive et de détention. Reuters 11 septembre 2018

Désinformation et propagande psychologique pour préparer les esprits à la guerre.

- Syrie: exode massif à Idleb, où l'ONU craint la "pire catastrophe humanitaire" du siècle - AFP 11 septembre 2018

- Syrie : Idleb, au bord de la catastrophe - euronews 11 septembre 2018

- Syrie : la bataille d'Idlib pourrait devenir la «pire catastrophe humanitaire» - LeParisien.fr 11 septembre 2018

De l'Irak à la Syrie. Comment ça marche ou démontage d'un mécanisme infernal.

Comment inventer une menace qui n'existe pas et la marteler, pour que l'on finisse par croire qu'elle serait réelle, pour ensuite affirmer qu'elle a bien été mise à exécution pour finalement justifier une intervention militaire, l'objectif de cette machination.

- Armes chimiques: Les USA mettent à nouveau la Syrie en garde - Reuters 11 septembre 2018

Le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump a déclaré lundi que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont convenu qu'une nouvelle utilisation d'armes chimiques par le gouvernement syrien entraînerait "une réponse encore plus ferme" que celle des précédentes frappes aériennes menées en avril.

"Nous avons tenté au cours des derniers jours de transmettre le message que s'il y avait une troisième utilisation d'armes chimiques, la réponse serait beaucoup plus ferme", a dit John Bolton.

"Je peux dire que nous avons des consultations avec les Britanniques et les Français qui nous ont rejoint dans la seconde frappe et

ils sont d'accord qu'une nouvelle utilisation d'armes chimiques entraînerait une réponse plus ferme", a-t-il poursuivi.

Le général François Lecointre, chef d'état-major des armées françaises, a déclaré jeudi dernier que la France était prête à frapper de nouveau en Syrie si le régime de Bachar al Assad faisait usage d'armes chimiques.

"Nous sommes prêts à faire des frappes parce que le président de la République a maintenu son exigence et son ordre d'être prêts à faire des frappes si jamais l'arme chimique venait à être employée à nouveau", a dit le général Lecointre à des journalistes.

"Ces frappes peuvent être faites en national mais l'intérêt majeur, c'est de le faire avec le nombre le plus important de partenaires", a-t-il ajouté.

Des responsables américains ont affirmé au cours des derniers jours qu'ils avaient acquis la preuve que le gouvernement syrien préparait des armes chimiques avant une offensive sur l'enclave rebelle d'Idlib dans le nord-ouest du pays.

Le général Joseph Dunford, chef d'état-major des armées américaines, a déclaré la semaine passée qu'il menait des consultations quotidiennes avec la Maison blanche sur les options militaires si la Syrie ignorait les mises en garde sur cette question.

Les bombardements entamés la semaine dernière par l'armée syrienne et ses alliés dans la province d'Idlib, dernière région aux mains de l'insurrection (Front al-Nosra issu d'al-Qaïda. - LVOG) , a fait 30.000 déplacés, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'Onu (Ocha).

Avec l'appui de la Russie et de l'Iran, Damas prépare une vaste offensive pour reprendre Idlib et les secteurs adjacents, dans les provinces de Lattaquié, d'Hama et d'Alep, où vivent trois millions de personnes. Reuters 11 septembre 2018

- La Guerre mondiale, une option US en Syrie (WSJ) - Réseau Voltaire 10 septembre 2018

Selon le Wall Street Journal [1], les États-Unis envisagent plusieurs options en Syrie, notamment celle d'attaquer des objectifs russes et iraniens, au risque de provoquer une Guerre mondiale.

Cependant, le journal assure que la Maison-Blanche envisage aussi des options politiques et économiques, pas nécessairement militaires. Réseau Voltaire 10 septembre 2018

- L'Allemagne se prépare à attaquer la Syrie - Réseau Voltaire 10 septembre 2018

Selon le journal Bild [1], le gouvernement allemand a été sollicité par les États-Unis pour participer à une frappe aérienne contre la Syrie.

Alors que Londres prépare une attaque chimique sous faux drapeau à Idleb, Washington menace depuis plusieurs semaines de frapper la Syrie si elle utilise de telles armes.

L'opération alliée impliquerait à la fois l'Allemagne, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni.

La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, a fait procéder à une étude des possibilités allemandes d'intervention, la semaine dernière. Une réunion s'est tenue à Berlin avec un représentant du Pentagone afin de faire entrer l'Allemagne dans la Coalition occidentale anti-syrienne.

Selon Deutsche Wirtschaftsnachrichten, la chancelière Angela Merkel avait pourtant déclaré soutenir l'opération militaire russe à Idleb contre les jihadistes. Réseau Voltaire 10 septembre 2018

Note.

[1] « Angst vor Giftgas-Angriffen auf Idlib. Regierung prüft Tornado-Einsatz gegen Assad », Karina Mössbauer, Bild, 9. September 2018.

- Une rencontre entre terroristes et Casques blancs a eu lieu vendredi à Idlib - sputniknews.com 08.09

Un rassemblement de différents groupes terroristes, y compris le Front al-Nosra*, et avec la participation des Casques blancs, s'est tenu le 7 septembre à Idlib. Les participants se seraient mis d'accord sur des scénarios de futures mises en scène d'«incidents» ayant potentiellement recourt à des substances toxiques, a annoncé la Défense russe.

Les leaders de groupes terroristes, notamment des dirigeants du Front al-Nosra*, se sont rencontrés le 7 septembre à Idlib, en Syrie. Des membres des Casques blancs ont également pris part à la rencontre, a déclaré le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Lors du rassemblement, les personnes réunies ont notamment discuté de scénarios de futures mises en scène d'«incidents» ayant potentiellement recours à des substances toxiques par les troupes gouvernementales syriennes, a-t-il expliqué.

La rencontre en question a eu lieu dans un poste de commandement des terroristes situé à proximité de l'école Al-Wahda, à Idlib.

«Lors de la réunion ont été mis au point et approuvés les scénarios et le tournage de mises en scène d'"incidents" avec utilisation présumée de substances toxiques par les forces gouvernementales syriennes contre des civils dans les villes de Jisr al-Choghour, Saraqeb, Taftanaz et Sarmin», a précisé la Défense russe.

«La préparation complète de tous les participants impliqués dans la réalisation de provocations mises en scène devrait être achevée dans la soirée du 8 septembre. Le signal marquant le début de la mise en pratique de ces provocations par les terroristes dans la province d'Idlib proviendra d'un ordre spécial de certains "amis étrangers de la révolution syrienne"», a souligné Igor Konachenkov.

Il a notamment ajouté que «le département militaire russe continuait de surveiller de près la situation en République arabe syrienne ainsi que les actions des forces armées de différents pays de la région du Moyen-Orient».sputniknews.com 08.09

- Trump punit les Palestiniens en fermant leur mission à Washington - AFP 11 septembre 2018

Les Etats-Unis ont annoncé lundi la fermeture du bureau de représentation palestinienne à Washington, accusant les dirigeants palestiniens de refuser de parler à l'administration de Donald Trump et d'engager des négociations de paix avec Israël. AFP 11 septembre 2018

- Les Etats-Unis menacent de sanctions les juges de la Cour pénale internationale s'ils poursuivent des Américains - Franceinfo 11 septembre 2018

Un conseiller de Donald Trump a menacé de sanctionner des membres de la CPI si des poursuites étaient engagées contre des Américains ou des alliés des Etats-Unis. Franceinfo 11 septembre 2018

Ils osent tout.

- Malgré la poussée populiste, la Suède reste un modèle - L'Express.fr 11 septembre 2018

- Pas de majorité parlementaire en Suède, progression de l'extrême droite - Reuters 10 septembre 2018

Plusieurs semaines de négociations seront sans doute nécessaires pour former un gouvernement en Suède, où les coalitions de gauche et de droite ont quasiment fait match nul lors des législatives de dimanche, marquées par une nouvelle progression de l'extrême droite et une absence de majorité.

Après dépouillement de la quasi-totalité des bulletins, le bloc formé par le Parti social-démocrate au pouvoir, les Verts et le Parti de gauche était crédité de 40,6% des suffrages, alors que l'Alliance des Chrétiens-démocrates, des Libéraux, des Modérés et du Parti du centre obtenait 40,3%.

Les Démocrates de Suède (SD), formation eurosceptique et hostile à l'immigration, recueille quant à elle 17,6% des voix, soit près de cinq points de plus qu'en 2014, alors que leur chef de file Jimmie Akesson tablait sur 20 à 30%. En sièges, ils passent de 49 à 62, tandis que les coalitions de gauche et de droite en obtiennent respectivement 144 et 143 au Riksdag (parlement), qui en compte 349.

L'arrivée en 2015, au plus fort de la crise migratoire en Europe, de 163.000 demandeurs d'asile, soit le plus fort taux par habitant au sein de l'UE, a polarisé les électeurs et brisé le consensus politique. Certains Suédois estiment en outre que leur système social traverse une crise.

L'allongement des listes d'attente pour se faire opérer, la pénurie de médecins et d'enseignants, et l'incapacité de la police à éradiquer la violence dans les banlieues défavorisées, où les immigrants sont majoritaires, ont ébranlé la confiance des Suédois en leur modèle social. Reuters 10 septembre 2018

- Les sociaux-démocrates ont perdu 2,8 points par rapport à 2014, et réalisé leur plus mauvais score depuis plus d'un siècle. AFP

10 septembre 2018

Haut de page

Le 14 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (28 pages)

Première partie.

Le vieux monde qu'il nous faut renverser. (A propos de l'image à l'écran plus haut à gauche.)

Syti.net - En bas, la population ordinaire, les esclaves de la dette dont le cycle de vie se réduit à la naissance, l'école, le travail, les impôts, les dettes, et la retraite.

Au dessus, les organisations qui assurent le contrôle du cheptel: les 3 branches de la "religion du Livre" (judaïsme, christianisme, islam) qui enseignent que l'obéissance aux règles est est récompensée par le paradis, les gouvernements et leurs systèmes coercitifs (services secrets, armée, police, justice, prisons), l'éducation, et les médias qui assurent la diffusion des messages de l'élite vers les masses. (Ajoutons les réseaux numériques tels Facebook, Twitter, etc. - LVOG)

Encore au-dessus, le contrôle des ressources mondiales. C'est le niveau où opèrent les multinationales de l'industrie et des services.

Le niveau supérieur est le contrôle financier mondial par le biais des banques, des banques centrales, des taux d'intérêts et du système d'impôts et de taxes. (Précisons, la planche à billets. Ajoutons la Bourse. - LVOG)

Les niveaux suivants sont cachés au commun des mortels, les médias n'en parlent jamais. Ce sont les "clubs de réflexion" (ou "think tanks"), les réseaux d'influence, les institutions transnationales qui constituent le "gouvernement mondial".

On pourrait placer encore au-dessus un niveau oublié par ce diagramme: les sociétés secrètes (Skull and Bones, Bohemian Groove, Franc-Maçonnerie, Prieuré de Sion, Ordre de Malte...)

Enfin, au sommet se trouve l'élite de l'élite dont l'appartenance est héréditaire, les membres sont issus de dynasties capitalistes ou de lignées royales. syti.net

Ce que soutiennent les ONG et le mouvement ouvrier : La traite d'êtres humains, le trafic d'esclaves.

L'alliance ou le consensus des ONG et du mouvement ouvrier sur cette question et bien d'autres à l'initiative de l'oligarchie il ne faut jamais oublier de préciser, ne devrait plus étonner personne, elle fournit au passage une indication précise sur l'état de putréfaction avancé du mouvement ouvrier, et permet de comprendre pourquoi les travailleurs s'en détournent, parfois au profit de l'extrême droite.

En atteignant un tel degré d'opportunisme, le mouvement ouvrier et ce qui ose encore se prétendre son avant-garde ont franchi la limite qualitative au-delà de laquelle ils ont changé de nature, après avoir adopté la stratégie de la pire réaction dont l'objectif est d'interdire, de briser ou de disloquer l'unité des masses.

Quand un travailleur vous expose les difficultés auxquelles il fait face, il y a au moins cinq manière de lui répondre : 1- on s'en fout ; 2- il en est responsable ; 3- personne n'en est responsable ; 4- c'est l'Etat qui en est responsable 5- c'est une catégorie de la population qui en est responsable. Selon l'attitude qu'on adoptera, 1- il aura l'impression d'être abandonné à son triste sort ; 2- il culpabilisera ; 3- il maudira la fatalité ; 4- il s'en prendra au régime, 5- il trouvera un bouc émissaire sur lequel déverser sa haine.

En réalité, il n'existe pas ou rarement de réponse unique ou aussi tranchée, généralement c'est une combinaison qui correspond le mieux à sa situation, hormis les attitudes 1 et 5 qui sont évidemment à bannir.

Tout le monde porte une part de responsabilité dans ce qui lui arrive au cours de l'existence, pas forcément directement mais indirectement.

Si on n'est responsable ni des problèmes que nous rencontrons ni de leurs causes, en revanche nous sommes responsables de la manière dont nous les abordons ou de la réponse que nous leur apportons, autrement dit de ses conséquences, tout du moins en partie ou à notre niveau selon la place qu'on occupe dans la société, au sein des rapports sociaux de production.

Dans le cas contraire on devrait admettre ou en déduire que nous serions impuissants à agir sur le cours des choses ou à changer la société, ce à quoi nous ne pouvons pas nous résoudre ou ce qui ne correspond pas à la réalité.

Donc finalement notre comportement ou notre réponse consistera à reconnaître à l'Etat et ses représentants, au système économique et ses institutions politiques la responsabilité de ce que subissent les travailleurs à titre individuel ou collectif, tout en leur précisant que de leur prise de conscience ou non de cette responsabilité, de leur décision d'agir ou non en conséquence dépendra en dernière analyse leur avenir, leur sort, car personne ne peut se substituer à eux, personne ne peut agir à leur place afin que leurs besoins ou aspirations soient pris en compte ou satisfaits.

Et il faut qu'il sache que c'est la seule attitude satisfaisante, responsable, digne et inattaquable possible à avoir dans leur intérêt, pour vivre en harmonie avec tous les membres de leur classe, toutes générations confondues, sans aucune distinction ou discrimination particulière, de manière à demeurer uni avec l'ensemble des exploités et des opprimés, brisant toutes les frontières, tous les préjugés archaïques, xénophobe, raciste, homophobe, sexiste, etc. que les classes dominantes et les églises ont cultivé et inculqué aux peuples pendant des siècles, l'art de la haine au nom de l'amour, de la culpabilité au nom de leur ignorance, de la soumission au nom de leur infériorité, de la résignation au nom de la fatalité, de la servitude au nom de leur impuissance face aux puissants qui gouvernent.

Peut-être que cette argumentation sera encore insuffisante à certains qui tiennent à avoir toujours raison même lorsque les faits prouvent le contraire, aussi nous aborderons notre sujet sous un angle légèrement différent.

La division du travail mondialisée conduit à accroître la concurrence entre travailleurs à l'échelle mondiale mais pas dans n'importe quelle condition, au détriment de ceux qui disposent de conditions de travail et de rémunération les meilleures, produit de leur lutte de classe ou acquis sociaux arrachés par les générations antérieures au capitalisme. Pour parvenir à cet objectif, exploiter toujours plus la main d'oeuvre humaine, qu'elle soit manuelle ou intellectuelle, les capitalistes ont commencé par exploiter aux quatre coins du monde la main d'oeuvre qui extrayait les matières premières pour approvisionner leurs usines situées en occident au moindre coût, ce qui leur permit de fournir du travail à leur propre prolétariat et de leur distribuer une partie des énormes profits qu'ils avaient réalisés dans leurs colonies, leurs ouvriers traitaient donc des matières premières qu'ils transformaient en produit finis et commercialisables en dégageant à leur tour des masses colossales de plus-value que les capitalistes allaient accumuler... Ces produits finis étaient destinés à la fois à alimenter le marché intérieur de leur propre pays, et à être exportés de manière à conquérir des parts du marché mondial.

Puis ils exportèrent une partie de ces capitaux pour produire les mêmes marchandises à moindre frais, qu'ils expédièrent ensuite en occident, de telle sorte que les marchandises produites en occident ne pouvaient pas rivaliser avec les coût de production qui avaient cours dans les autres continents, ce qui devait entraîner la fermeture d'un grand nombre d'usines en occident, pour finalement sans attendre décider de les fermer et de les délocaliser, ce qui devait se traduire par une nouvelle accumulation de capitaux dans des proportions gigantesques entre les mains des capitalistes.

Sur le plan social, ce processus allait avoir des conséquences énormes et dramatiques pour les travailleurs occidentaux avec le développement d'un chômage de masse notamment. Les puissances occidentales et leurs multinationales toujours en quête de matières premières à moindre coût allaient continuer de piller les richesses de tous les autres continents, mais elles ne pouvaient pas délocaliser toutes les usines employées à la réalisation de produits finis, il fallait bien qu'elles continuent de fournir du travail à leurs propres ouvriers pour écouler leurs marchandises et pour qu'ils ne crèvent pas de faim et se révoltent, et c'est à contre coeur elles devaient accepter ce compromis qui leur était imposé à condition toutefois de réduire la part de la plus-value produite qui leur échappait ou qui était distribuée généreusement à leurs travailleurs, ce qui devait se traduire par la dégradation continuelle de leur condition de travail et l'augmentation du taux d'exploitation, l'allongement de la durée du travail et la remise en cause de tous leurs acquis sociaux, l'individualisation du contrat de travail, de leurs droits, la marchandisation et la privatisation des services publics.

Il ne devait plus rester pour ainsi dire que des petites et moyennes entreprises, des sous-traitants des multinationales, dont l'activité était impossible à délocaliser ou dont la production était destinée au marché local, bien qu'en proie à la concurrence effrénée du marché mondial, ce qui devait les conduire à surexploiter leur main d'oeuvre.

Parallèlement le secteur des services allaient se développer rapidement au fur et à mesure que les services publics allaient disparaître, ou au détour de nouveaux besoins que les capitalistes allaient inventer pour accroître leurs moyens de contrôle sur l'ensemble de la société ou mieux l'enchaîner au capitalisme, dans la mesure où il allait avoir le monopole de ces services dont plus personne ne pourrait se passer par la suite, de sorte que l'idée même de remettre en cause le capitalisme ou le modèle de société en vigueur reviendrait à ne plus pouvoir satisfaire les besoins correspondant à ces services, ce qui ne viendrait à l'esprit de personne.

L'ensemble de ces facteurs allaient largement contribuer à ôter de la tête des travailleurs qu'il faudrait ou qu'il serait possible en s'unissant de changer de société, de procéder à un changement de régime, leur mode de vie n'ayant cessé d'être plus dépendant de l'existence du capitalisme au fil du temps...

Aujourd'hui la division du travail à l'échelle mondiale connaît un nouveau développement, pas uniquement dans les pays économiquement sous-développés, elle est importée en Europe par le biais de marchands d'esclaves qui prennent le relais des marchands d'armes ou des faiseurs de guerre, de passeurs et d'ONG soutenus par la pseudo-gauche et extrême gauche, processus initié par l'OTAN en collaboration avec l'UE, pour briser dans les pays de l'UE la résistance des travailleurs à la liquidation de leurs droits sociaux exigée par l'oligarchie, au moyen de cette concurrence à laquelle on leur demande de s'associer sous peine d'être traités de xénophobes ou de racistes. Du coup, c'est la droite et l'extrême droite, les populistes qui apparaissent aux yeux d'un grand nombre de travailleurs comme les meilleurs défenseurs de leurs intérêts.

Cette provocation devait être un facteur supplémentaire de division, de dislocation de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier en mettant en lumière leur profonde dégénérescence ou corruption en ajoutant un peu plus de confusion à la situation actuelle au profit du gouvernement, du patronat.

Faites tomber les masques. Mélenchon n'a jamais eu l'intention "***d'aller à l'encontre des politiques ultralibérales***".

- Immigration : Mélenchon prend ses distances avec son porte-parole - liberation.fr 13 septembre 2018

Dans les colonnes de l'Obs, Djordje Kuzmanovic fait plus que la défendre. Il la paraphrase : «Sur la question migratoire, en particulier, la bonne conscience de gauche empêche de réfléchir concrètement à la façon de ralentir, voire d'assécher les flux migratoires, qui risquent de s'accentuer encore du fait des catastrophes climatiques. Plutôt que de répéter, naïvement, qu'il faut accueillir tout le monde, il s'agit d'aller à l'encontre des politiques ultralibérales, ce que la social-démocratie a renoncé à faire.»

Après la diffusion de l'interview, la polémique s'est invitée sur les réseaux sociaux. Des militants insoumis, des communistes, des socialistes… Les mots de Djordje Kuzmanovic, candidat de LFI dans le Nord lors de la dernière législative, on fait couler de l'encre. Jean-Luc Mélenchon a également reçu quelques messages d'élus insoumis «inquiets». Et le tribun a frappé. Il a contacté l'Obs afin de faire ajouter en bas de l'interview : «Le point de vue qu'il exprime sur l'immigration est strictement personnel. Il engage des polémiques qui ne sont pas les miennes.»

Dans les colonnes du Monde, le porte-parole se dit surpris: «A l'exception de la première question sur la hiérarchisation des luttes, ce que je dis sur l'immigration a été la ligne de Jean-Luc Mélenchon.» Peut-être. Ou pas. Mais le chef des insoumis a décidé d'éteindre la polémique, de laisser seul Kuzmanovic face à ses mots. Contacté par Libé, un élu nous explique que Mélenchon a bien réagi : «C'est un soulagement pour beaucoup, à quelques mois des européennes, alors que La France insoumise tente de rassembler autour de son projet, ce n'était pas le moment de se perdre avec une polémique qui ne concerne qu'une seule personne.» Reste une question : combien de personnes au sein de LFI partagent la ligne de Kuzmanovic ? liberation.fr 13 septembre 2018

La parole est aux esclavagistes.

- France : l'appel à l'embauche de demandeurs d'asile - euronews 13 septembre 2018

Pour Alain Fontaine, propriétaire du restaurant "Le Mesturet" à Paris, c'est une vraie nécessité :

" Certains chefs d'entreprises, d'établissements hôteliers ou de restauration, sont soit obligés de fermer certains services, soit obligés de fermer certaines chambres dans leurs hôtels, parce qu'ils n'ont pas le monde pour gérer un service ou des chambres. Par conséquent, c'est frustrant au quotidien et c'est frustrant au niveau économique puisque vous avez là une main d'œuvre, vous avez un potentiel, vous avez des gens qui veulent travailler et de l'autre côté, vous ne pouvez pas, et donc on est puni deux fois. " euronews 13 septembre 2018

Totalitarisme et esclavagisme. Un mécanisme bien huilé qui favorise le tandem d'extrême droite LREM-RN.

- Européennes 2019: sondage inquiétant pour LREM, alarmant pour Les Républicains et désastreux pour le PS - Le HuffPost 14 septembre 2018

L'échéance approche et les signaux ne sont pas forcément positifs pour plusieurs formations politiques. La République en marche (LREM), avec 21,5% des intentions de vote, devancerait d'une courte tête le Rassemblement national (21%) lors des élections européennes de mai 2019, selon un sondage Odoxa pour Le Figaro et franceinfo publié ce jeudi 13 septembre.

A huit mois de l'élection, qui sera le premier scrutin intermédiaire du quinquennat en France, LREM et le RN devancent Les Républicains (14%), La France insoumise (12,5%).

Suivent Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan (6%), Europe Ecologie-Les Verts (5%) devant le PS (4,5%), le parti Générations de Benoît Hamon (4%) et les centristes de l'UDI (3%).

Le Parti communiste et Les Patriotes de Florian Philippot recueillent 1,5% des intentions de vote, devant le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), l'Union populaire républicaine de François Asselineau et la liste de l'ex-candidat à la présidentielle, Jean Lassalle, tous trois à 1%.

Selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting, l'immigration arrive en seconde position dans les sujets qui détermineront le vote des Français. Juste après la question du pouvoir d'achat. Le HuffPost et lefigaro.fr 13 et 14 septembre 2018

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on participe à cette opération crapuleuse, sordide. Et notez qu'encore une fois la pseudo-gauche et extrême gauche en sont.

Des boucs émissaires utiles à l'extrême droite et à l'extrême gauche.

- Quelques mots à propos de la catastrophe migratoire en Europe par Phil Butler (journal-neo.org) - Mondialisation.ca 05 septembre 2018

Les Européens en ont ras le bol. La masse critique de réfugiés est atteinte. Avec l'afflux de millions de demandeurs d'asile et de migrants économiques, tout individu sensé aurait pu prédire ce qu'il allait arriver à la cohésion de l'Union européenne. Et aujourd'hui, les citoyens s'étonnent de voir cette catastrophe s'aggravant toujours, résulter de la confiance qu'ils avaient mise en leurs dirigeants. Il est temps que les Européens remettent en cause l'Union Européenne et repensent leur avenir.

Au début de la crise migratoire, Angela Merkel, la chancelière allemande, était à la tête du groupe de dirigeants européens qui ont imposé l'ultra-libéralisme aux citoyens de l'Union européenne. En 2014, quand le continent a commencé à être envahi de réfugiés, elle était la tête de proue de l'ordre mondial libéral. Aujourd'hui, la dirigeante la plus populaire d'Europe ressemble à l'agneau sacrificiel qu'offriront en sacrifice les mondialistes, pour assouvir leur soif destructrice. La folie d'importer d'Afrique et du Moyen-Orient des millions de réfugiés, finira par être entièrement attribuée à Merkel et à l'idéalisme allemand. Mais, sa folie n'est qu'une infime partie du plus grand drame mis en scène par ses collègues de Bruxelles. Les alliés bavarois de la CSU de Merkel, lui ont quand même donné jusqu'à la fin du sommet de l'UE pour alléger le fardeau de l'immigration en Allemagne. Si elle ne réduit pas l'impact de la prise en charge de 1,6 million de migrants depuis 2014, elle perdra certainement son job et sa réputation.

Ceux qui s'étonnent de la situation actuelle, se posent une question logique quant aux dirigeants de l'UE : « À quoi pensent-ils ? » Et c'est la question que tout le monde se pose aux quatre coins du globe. En Italie, Matteo Salvini, le ministre de l'Intérieur, a pris position. Les Italiens ne veulent pas d'un autre navire amenant des migrants africains depuis la Libye. À Malte, le gouvernement a entamé des poursuites judiciaires contre l'ONG allemande Mission Lifeline, responsable d'avoir amené 234 migrants de Libye vers ses côtes. Devant la traite d'êtres humains, le bateau est au centre des préoccupations croissantes de ceux qui affirment que les ONG allemandes ne font pas des 'missions de sauvetage', mais font plutôt de concert du trafic d'esclaves. Là où autrefois la forme peu courante de libéralisme d'Angela Merkel impressionnait l'Allemand moyen, règne aujourd'hui une violente dissidence.

La crise politique de l'UE est illustrée par les déclarations du président français Emmanuel Macron, qui a déclaré que Mission Lifeline a outrepassé « toutes les règles et la garde côtière libyenne » et « a fait le jeu des trafiquants » en allant chercher les migrants au large de la Libye. De Varsovie et Budapest à Londres et Madrid, le désastre migratoire a pris une ampleur telle que les grands médias européens parlent de la colère des citoyens. Pendant ce temps, à New York et à Washington, la presse défend la doctrine Soros : détruire et conquérir par tous les moyens. Le New York Times est le meneur, il scande « Malte sévit contre un navire humanitaire transportant des migrants. » Cela contraste fortement avec la radio internationale Deutsche Welle, disant : « L'Allemagne et l'Autriche jurent de barrer la voie migratoire. » Pour ceux qui s'en souviennent, ces organes médiatiques avaient tous la même posture stoïque le jour le président russe Vladimir Poutine a demandé : « Vous rendez-vous seulement compte de ce que vous faites ? » Il est évident désormais que les mondialistes se sont servis des êtres humains désespérés comme d'une arme. Mais dans quel but ? Les Hongrois ont-ils raison de défier l'UE en créant un ensemble de projets de loi criminalisant l'aide apportée aux immigrés clandestins, lois aussi connues sous le nom de 'Stop Soros' ?

Voyez l'Espagne, l'Italie et la Grèce, les pays les plus touchés par la crise économique. Ces trois pays sont les principaux ports d'entrée des réfugiés des guerres, de la famine et des calamités économiques – et ce trio est le plus profondément enfoncé par l'Union Européenne. Quand Angela Merkel a ouvert la porte de l'Allemagne aux migrants, cela a été comme un poignard enfoncé dans le cœur des États membres de l'UE, déjà bouleversés par les exigences d'austérité économique de la Banque mondiale, du FMI et de la Commission européenne. Toute cette affaire semble sortie du manuel de l'apprenti destructeur. Si l'objectif de choc de civilisations à-la-Soros était atteint, l'effondrement des villes européennes serait une grande victoire pour les pauvres types qui élucubrent ce genre de calamités. Et les dirigeants occidentaux désignent du doigt la Russie et Poutine en le présentant comme un ennemi ignoble ! Ce qu'a fait Merkel à l'Allemagne et à l'Europe – ou sa courbette volontaire au nouvel ordre –, rivalise en stupidité macabre avec ce qu'a fait le Troisième Reich d'Hitler. La crise migratoire résulte d'une action impitoyable d'hégémonie retorde ou d'une politique des plus manifestement stupides de l'histoire. Tout ce que nous pouvons

faire, c'est espérer que les esprits plus sains ou plus intelligents finiront par l'emporter.

Quel désastre.

LVOG - Non, il n'y a rien de "stupide" là-dedans, c'était planifié bien avant que l'OTAN attaque la Libye et liquide Kadhafi, tout le monde en connaissait les conséquences à venir.

C'est marrant comment ces intellectuels deviennent soudain amnésiques ou se livrent à des analyses partielles qui se terminent toutes par l'espoir qu'un miracle se produira, autrement dit un constat d'impuissance en guise de proposition politique on peut difficilement faire moins ou pire.

A qui devait profiter cette imposture ? Debout pour le climat "***aux côtés de patrons de multinationales***".

Voilà à quelle manipulation nous étions invités à participer, invitation que nous avons décliné évidemment, contrairement à tous ces dégénérés de gauche et d'extrême gauche en quête de bonne conscience.

Les mêmes qui soutiennent le trafic d'esclaves ou encore qui se rangent au côté des barbares qui ont déferlés sur la Libye, l'Irak, la Syrie, etc. bref, qui ont adopté la propagande et la stratégie de l'OTAN, du clan de l'oligarchie le plus extrémiste ou radical des partis démocrate ou républicain américain, qui participent à toutes leurs campagnes communautaristes populistes...

- L'accord de Paris en danger, sommet mondial à San Francisco - BFMTV12 septembre 2018

Maires, gouverneurs, élus et patrons du monde entier se retrouvent mercredi à San Francisco pour un sommet convoqué afin d'interpeller les dirigeants mondiaux sur la faiblesse de leurs engagements contre les gaz à effet de serre, voire leur abdication dans le cas de Donald Trump.

Le Sommet mondial pour l'action climatique est le premier du genre et les responsables gouvernementaux n'en sont pas les têtes d'affiche.

Paris, Bonn, Pékin, Le Cap, Mexico, Tokyo, des villes indiennes, de multiples régions de plusieurs continents ainsi que des Etats américains gouvernés par des démocrates seront représentés à divers niveaux pendant les trois jours du sommet, aux côtés de patrons de multinationales désireux d'annoncer de nouveaux engagements "verts": passer à l'électricité propre, développer les voitures électriques, mieux isoler les bâtiments, encourager le recyclage, limiter la déforestation...

Le sommet est accueilli par le gouverneur de Californie Jerry Brown et coprésidé par plusieurs personnalités dont le milliardaire Michael Bloomberg, le négociateur chinois pour le climat Xie Zhenhua ou encore Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. BFMTV 12 septembre 2018

Totalitarisme. Le Ministère de la Vérité au secours d'un régime aux abois.

- Une future déclaration mondiale contre la désinformation et pour la démocratie - AFP 11 septembre 2018

Face aux "fake news" et la crise de confiance qui mine les démocraties, Reporters sans frontières a chargé une commission indépendante composée de prix Nobel, journalistes et juristes de rédiger une "déclaration internationale sur l'information et la démocratie", 70 ans après la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Cette déclaration aura pour objet "d'énoncer des principes, de définir des objectifs et de proposer des modalités de gouvernance". Elle pourra aussi servir de référence à "tous ceux qui sont attachés à préserver un espace public libre et pluraliste, condition de la démocratie", explique RSF dans un communiqué.

Pour la rédiger, RSF a constitué une commission indépendante, présidée par l'iranienne Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix, et son secrétaire général Christophe Deloire.

Elle comprend 24 personnalités éminentes de 17 pays : l'essayiste Francis Fukuyama et l'ex-président du Sénégal Abdou Diouf y côtoieront Marina Walker, directrice adjointe du Consortium international des journalistes d'investigation, ou encore Can Dündar, ex -rédacteur en chef du quotidien turc Cumhuriyet, et plusieurs autres prix Nobel (Amartya Sen, Joseph Stiglitz, Mario Vargas Llosa).

"L'objectif ultime de l'initiative est d'obtenir un engagement international d'Etats, d'entreprises privées et de représentants de la société civile. RSF entend qu'un processus politique soit lancé à l'initiative de plusieurs dirigeants de pays démocratiques, sur la base de la déclaration qui sera rédigée, pour aboutir à un "Pacte international pour l'information et la démocratie"", affirme l'association.

Alors que la déclaration universelle des droits de l'Homme avait été en gestation pendant deux ans, avant d'être adoptée à Paris par l'assemblée générale des Nations Unies, en 1948, le calendrier de cette initiative est nettement plus serré : la commission, qui se réunira pour la première fois cette semaine, a deux mois pour aboutir à un texte et des consultations ont déjà été lancées afin de nourrir ses travaux.

RSF souhaite en effet que des dirigeants du monde entier puissent s'engager "dès la mi-novembre" sur l'élaboration d'un tel "pacte mondial", a indiqué à l'AFP M. Deloire.

Des membres de la commission seront reçus ce mardi à l'Elysée pour présenter ce projet au président français Emmanuel Macron.

"Nous lançons un mouvement de reconquête pour la liberté d'opinion", résume M. Deloire, face à "une crise systémique" qui affecte le débat public, entre multiplication des attaques à l'encontre des médias et crise de confiance dans les démocraties, et développement d'une "jungle informationnelle avec des problèmes de désinformation".

Il s'agit également de réfléchir à la "structure du débat public" sur les plateformes numériques, dit-il. "Elles ont posé leurs tables et leurs chaises sur la place du village mondial, et c'est elles qui décident désormais qui peut s'asseoir et où", sans les garanties et les systèmes de régulation qui accompagnaient les médias traditionnels.

Autre mission, contrer les discours violemment anti-médias qui se multiplient notamment aux Etats-Unis ou en Europe centrale.

"Les journalistes américains se sentent attaqués par leur propre gouvernement à un niveau jamais vu, en tout cas de mon vivant", a dit à l'AFP la journaliste américaine Ann Marie Lipinski, ex-rédactrice en chef du Chicago Tribune, dirigeante de la Nieman foundation for journalism à l'université de Harvard, et membre de la commission mise en place par RSF. AFP 11 septembre 2018

Rappelons que RSF est une officine de la NED/CIA... On l'a illustré une multitude de fois dans les causeries.

A propos de quelques think tanks dont j'ai découvert l'existence par hasard.

Le Groupe Spinelli.

Le 15 septembre 2010, Guy Vehofstadt co-fonde le Groupe Spinelli avec Daniel Cohn-Bendit, Isabelle Durant et Sylvie Goulard. Il s'agit d'un groupe interparlementaire informel au Parlement européen qui rassemble les élus désireux de relancer la recherche d'un fédéralisme au sein de l'Union européenne. Il regroupe des personnalités telles que Jacques Delors, Mario Monti, Andrew Duff, Joschka Fischer, Pat Cox, Elmar Brok et Élie Barnavi.

L'Institut Berggruen. .

« L'Institut Berggruen est un groupe de réflexion se voulant indépendant et non-partisan consacré à l'étude comparative et à la conception de systèmes de gouvernance adaptés aux défis complexes spécifiques au XXIe siècle. »

The Council for the Future of Europe.

« The Council for the Future of Europe : un groupe de réflexion interne institué afin de débattre et de préconiser des moyens visant à parvenir à une Europe unifiée. »

Il est présidé par l'ancien Premier ministre italien, Mario Monti. Parmi ses membres figurent notamment d'anciens chefs d'État : Tony Blair (R.-U.), Gerhard Schröder (Allemagne), Felipe González (Espagne), Romano Prodi (Italie), Matti Vanhanen (Finlande), Guy Verhofstadt (Belgique), Franz Vranitzky (Autriche), et Marek Belka (Pologne) ; on y compte également des économistes : Joseph Stiglitz, Michael Spence, Robert Mundell, Jean Pisani-Ferry, Nouriel Roubini, et Otmar Issing ; y figurent encore des chefs d'entreprise tels que Mohamed El-Erian et Juan Luis Cebrián, ou des universitaires comme Niall Ferguson et Anthony Giddens ; l'ex-président de la Commission européenne Jacques Delors ainsi que l'ex-directeur du Comité international de la Croix-Rouge Jakob Kellenberger, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce Pascal Lamy, le président de Goldman Sachs et l'ex-directeur de l'Organisation mondiale du commerce Peter Sutherland, l'ex-directeur de la Deutsche Bundesbank Axel Weber, Doris Leuthard, membre du Conseil fédéral suisse et l'homme d'affaires Alain Minc en font également partie.

Cela date un peu. Ce qui est intéressant c'est d'observer que figurent dans le même panier de crabes la droite et la gauche, leurs dirigeants, leurs porte-parole, leurs idéologues ou théoriciens, etc. D'autres les ont remplacés parfois.

Ils sont moins cons que nous, qui sommes incapables de nous rassembler sur une plate-forme politique pour lutter ensemble contre le régime, on n'est même pas foutu de s'entendre sur l'essentiel. Dès que deux militants émettent des idées différentes sur

n'importe quel sujet, c'est un prétexte à division, à polémique sans fin, aux insultes... C'est à croire que tout le monde se satisfait de la situation actuelle.

Il faut dire qu'aujourd'hui il est extrêmement difficile de rencontrer deux militants qui partagent les mêmes positions sur les questions déterminantes qui nous concernent, du coup il est impossible de s'entendre. Autrefois il y avait un ou deux dirigeants dont le discours faisait autorité, qui ne fuyaient pas la discussion, qui étaient prêts à examiner tous les éléments qu'on leur soumettait, etc. de nos jours il n'en existe pas.

Seconde partie.

Attaque contre la monnaie indienne.

La roupie, la monnaie indienne, s'est effondrée face au dollar depuis quelques semaines. Je n'étais pas au courant, j'ai lu cela quelque part. Ah oui, c'était dans le portail du Parti des travailleurs (POID) ! Et après ? Après, après quoi, rien la roupie s'est effondrée face au dollar. Non mais, attendez, pourquoi, il doit bien y avoir une explication... Assurément, quelle perspicacité dites donc, mais là on ne vous la donnera pas, on ne vous fournira même pas la piste qui vous permettra de comprendre de quoi il retourne. Mais alors, à quoi sert ce genre d'information ? A rien, à strictement rien.

En fait, cela devait être juste un copier/copier de la présentation d'une info en provenance de l'AFP ou de Reuters, et si vous alliez sur leur portail, en prime vous auriez le droit à l'article complet ce qui vous permettrait peut-être de répondre à votre question. Mais rien n'est moins sûr puisqu'elles censurent une partie des faits. Tout dépend quel clan de l'oligarchie ces faits concernent, si c'est celui de Trump et qu'ils lui portent préjudices, elles n'auront aucune raison de les censurer bien au contraire, en revanche, si ils mettent en lumière le rôle obscur joué par le clan opposé à Trump, elles les censureront, c'est aussi simple que cela.

Modi, le Premier ministre indien a fait savoir qu'il passerait outre les sanctions américaines contre l'Iran, pire il a manifesté l'intention de passer un nouveau contrat d'armement avec la Russie, pire encore, il entretient de bonnes relations avec Poutine et Xi, là, trop c'est trop...

Voilà, vous avez la réponse à votre question, pourquoi la roupie a plongé les derniers jours, car sur le plan intérieur Modi n'est nullement menacé.

Trois lignes d'explication suffisait à transformer une information brute, inutile ou qui n'avait ni queue ni tête en un élément de la situation mettant en scène différents acteurs, ce qui apportait aux lecteurs un éclairage suffisant pour qu'ils se fassent une idée sur leur rôle et la signification politique de la baisse de la roupie.

Mes moyens étant limités, je ne peux pas traiter toutes les infos, chacun peut le comprendre, je traite une info quand j'estime que c'est nécessaire ou qu'elle en vaut vraiment la peine, sinon je me contente d'un titre suffisamment évocateur pour que les lecteurs sachent à quoi s'en tenir. Et puis, quand je suis submergé, je balance des articles complets, ce qui permet à chacun de comprendre de quoi il retourne, pour peu qu'on ait suffisamment d'éléments de la situation en tête ou qu'on sache lire entre les lignes, c'est indispensable pour décrypter les articles des médias et ne pas se faire manipuler.

C'est un truc que j'ai appris à faire tout seul sur le tas. A la base je suis autodidacte, et ce n'est qu'à 45 ans que j'ai obtenu un diplôme universitaire en science du language, qui permettait d'enseigner le français dans les établissements scolaires publics ou privés.

Il faut de la volonté pour faire ce boulot. Il faut aussi être convaincu que cela servira à quelque chose, à mon avis aucun effort n'est vain quand il s'agit de démonter la propagande de nos ennemis, et ainsi élever le niveau de conscience des travailleurs et des militants, c'est d'autant plus motivant que cela m'aide à progresser. Oui, c'est une obsession chez moi, je l'avoue. Je suis un névrosé endurci pour de longue date -plus de 44 ans, avoir déclaré la guerre à l'ignorance en général, et il y a du boulot en la matière. La tâche s'annonce colossale, longue, inépuisable, parfois ingrate, mais ô combien indispensable et gratifiante quand on obtient des résultats.

Face à la pire des démagogies, il faut faire preuve de pédagogie tout en tenant un discours accessible à chacun, ne pas faire compliqué quand on peut faire simple. Si je vous cause de didactique, vous allez vous demander qu'est-ce que c'est, donc j'évite d'embrayer sur ce sujet par exemple, les lecteurs ne sont pas tous des intellectuels ou des professeurs.

A notre époque, nous sommes submergés de moyens d'informations qui tous tendent à colporter la propagande officielle, y compris la publicité, le cinéma, le théâtre, pour conditionner les masses, et si nos ennemis y consacrent autant de temps, d'efforts et d'argent, c'est parce que c'est payant à l'arrivée. La preuve, ils arrivent même à faire passer des lois scélérates pratiquement sans encombre ou dans l'indifférence générale, et ne parlons pas de leurs guerres qui ne mobilisent qu'une infime minorité

de travailleurs.

Ils arrivent à gouverner parce qu'ils ont des agents dans le mouvement ouvrier, mais si ces agents peuvent ainsi sévir, c'est parce que la masse des travailleurs et des militants demeurent profondément ignorante de la situation, et par conséquent ils sont facilement manipulables, chacun peut l'observer ou le comprendre facilement, c'est logique tout simplement.

Nos dirigeants les mieux disposés s'obstinent à le nier, ils ne veulent pas entendre parler de cet argument. Pourquoi ? Que craignent-ils ? Etrange, non ? Comment expliquent-ils qu'on en soit arrivé là ? Ils en sont incapables, hormis recourir à des sophismes ou des syllogismes foireux, soutenir des théories qui ont été contredites mille fois par les faits, ils s'enferment dans un dogmatisme suicidaire qui justement en est la cause, ce n'est pas raisonnable, c'est dramatique.

Fake news. The Guardian ou la gauche britannique réactionnaire prend le relais.

- Suicide des femmes : l'étude qui accable l'Inde - LePoint.fr 13 septembre 2018

Une récente étude de la revue scientifique Lancet révèle que, dans le monde, 40 % des suicides touchent des Indiennes, rapporte the Guardian.

Les chercheurs soulignent qu'en Inde, le suicide touche particulièrement les femmes mariées de moins de 35 ans.

Le phénomène serait également dû aux mariages forcés. Pour cause, près d'une Indienne sur cinq est mariée de force avant l'âge de 15 ans.

Des études indiquent que 62 % des Indiennes ne trouvent pas les violences conjugales anormales. D'autres facteurs, tels que les grossesses précoces et le manque d'indépendance financière, contribuent au taux de suicide chez les femmes. Les auteurs de l'étude soulignent toutefois que le chiffre doit être revu à la hausse, après la dépénalisation du suicide en avril dernier. LePoint.fr 13 septembre 2018

Holà ! Holà ! Quel pays horrible ! Et les hommes, n'en parlons pas, des sauvages !

En réalité vous êtes encore en présence d'une grotesque manipulation. La preuve.

Un portail du gouvernement indien précise qu'en 2010 sur 187 000 suicides de personnes âgées de plus de 15 ans, 115 000 étaient des hommes et 72 000 des femmes, mais les médias occidentaux ne retiennent que le cas des femmes.

- This corresponds to about 187 000 suicide deaths in India in 2010 at these ages (115 000 men and 72 000 women)

Source : Suicide mortality in India: a nationally representative survey - NCBI - NIH - 2012 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4247159

Wikipédia précise que le taux de suicide des hommes en Inde est en moyenne le double (twice) de celui des femmes

- On average, males suicide rate is twice that of females. en.wikipedia.org

Mieux encore, alors que ces ordures de médias occidentaux insistent sur les mauvais traitements infligés aux femmes par les hommes qui seraient selon eux la cause principale du suicide de femmes, en réalité, cette cause n'entre en ligne de compte que dans 4% des cas, oui vous avez bien lu, 4%!

- ...a fraction of total suicides, violence against women – such as domestic violence, rape (viol), incest and dowry (dot)– accounted for less than 4% of total suicides. - The Registrar General of India, Government of India (2012) - http://ncrb.nic.in/CD-ADSI-2012/suicides-11.pdf

Les conséquences désastreuses du développement économique de l'Inde à marche forcée à partir du début des années 90, le taux de suicide a augmenté de 40% entre 1990 et 2016.

- The study said there was an increase of 40% in the number of suicide deaths between 1990 and 2016 - timesofindia.indiatimes.com

Et 80% des suicides (hommes et femmes confondus) sont le fait de personnes qui ont été scolarisés.

- In 2012, 80% of the suicide victims were literate, higher than the national average literacy rate of 74% - en.wikipedia.org

Incroyable, ils osent tout ces salopards !

Allez, une petite histoire indienne par un ***citizen of India*** ou citoyen du monde.

Hier soir, Raika et sa petite fille sont restées à manger avec nous. Raika, c'est une de mes voisines, elle a moins de 30 ans et trois enfants encore en bas âge. Hier on célébrait aussi la Vinayagar (Ganesh) puja chez les hindous, c'était férié. Sauf que l'époux de Raika était absent, il était encore parti picoller avec ses copains, pendant que leurs deux jeunes garçons étaient rivés à la télévision.

Elle a eu le droit à un cocktail au sirop d'hibiscus et litchi, 4 caries (Poulet grillé 65, pommes de terre et poulet, navets au citron, sambar ou purée de lentilles) et un riz façon byriani végétarien, le riz mélangé au reste de crudités du midi, le tout cuisiné et réchauffé par le chef, moi évidemment, et elle s'est régalée. Quand elle est parti sur les coups de 21 heures après avoir aidé Selvi à faire la vaisselle, son époux n'était toujours pas rentré.

Dans cette société semi-féodale, les hommes sont traités comme des esclaves, et les femmes commes des sous-hommes, dans ces conditions comment voulez-vous que les hommes ne traitent pas les femmes comme leurs esclaves ? Ce qui est marrant, c'est que j'ai de meilleures relations avec les femmes qu'avec les hommes, non pas parce que je les draguerais, mais parce qu'elles se confient plus que les hommes, entre elles elles se racontent leurs malheurs et moi je les écoute, cela m'intéresse pour mieux comprendre dans quel pays je vis.

En général, c'est Selvi qui me rapporte leurs discussions, ensuite je plaisante avec elles en me moquant de leurs époux, histoire qu'elles sachent que tout le monde n'est pas indifférent à leur malheur ou trouve normal le comportement en général des hommes.

Compte tenu que le développement économique de l'Inde se fait au détriment des travailleurs et où pratiquement la lutte de classe est quasi-inexistante en dehors des fonctionnaires qui sont relativement peu nombreux, puisqu'ici pratiquement tout est privatisé, sauf l'électricité et la poste, l'hôpital et l'école public étant laissés à l'abandon, on peut ajouter les salariés des grandes entreprises quand ils ont pu créer un syndicat, mais ils constituent une infime minorité des travailleurs indiens, les mentalités évoluent beaucoup plus lentement étouffées par la religion et les coutumes, la famille, l'emprise des castes a régressé, du coup si leur mode de vie évolue ou s'améliore sur le plan matériel, en revanche tous les rapports à tous les échelons de la société tendent à se dégrader davantage encore, bref le cauchemar continue...

J'irai cracher sur leur tombe (B. Vian)

- L'autre face de John McCain - Les Crises 12 septembre 2018

Source : Consortium News, Max Blumenthal, 27-08-2018

Si les panégyriques dédiés McCain par divers acteurs politiques semblent déconnectés de la réalité, c'est parce qu'ils reflètent la vision de l'élite sur les interventions militaires américaines qui les considèrent comme une partie d'échecs, les millions de personnes tuées par des agressions non provoquées n'étant que des statistiques, dit Max Blumenthal.

Alors que la guerre froide entrait dans sa phase finale en 1985, la journaliste Helena Cobban a participé à une conférence universitaire dans un centre de villégiature haut de gamme près de Tucson, en Arizona, sur les interactions entre les États-Unis et l'Union soviétique au Moyen-Orient. Lorsqu'elle a assisté au "dîner de gala avec discours d'ouverture", elle a rapidement appris que le thème virtuel de la soirée était "Adoptez un Moudjahidine".

"Je me souviens m'être mêlée à toutes ces riches républicaines de la banlieue de Phoenix et qu'on m'a demandé : "Avez-vous adopté un muj ?". Cobban me l'a dit. "Chacun d'entre eux s'était engagé à parrainer un membre des moudjahidins afghans au nom de la lutte contre les communistes. Certains assistaient même à l'événement, assis à côté de leur'mouj' personnel."

Le conférencier d'honneur de la soirée, selon Cobban, était un dynamique nouveau membre du Congrès, John McCain.

Pendant la guerre du Vietnam, McCain avait été capturé par l'armée nord-vietnamienne après avoir été abattu alors qu'il était en route pour bombarder une usine civile d'ampoules électriques. Il a passé deux ans à l'isolement et a subi des tortures qui l'ont laissé avec des blessures invalidantes. McCain est revenu de la guerre avec une haine profonde et durable de ses anciens ravisseurs, remarquant aussi tard qu'en 2000, "Je déteste les bridés. "Je les haïrai aussi longtemps que je vivrai." Après avoir été critiqué pour cette remarque raciste, McCain a refusé de s'excuser. "Je faisais référence à mes gardiens de prison, dit-il, et je continuerai à les citer dans un langage qui pourrait offenser certaines personnes à cause des coups et de la torture de mes amis.

Le ressentiment viscéral de McCain a façonné son soutien verbal aux moudjahidines ainsi qu'aux escadrons de la mort de droite en Amérique centrale – et tout groupe de d'intermédiaires voué à la destruction des gouvernements communistes.

McCain était tellement engagé dans la cause anticommuniste qu'au milieu des années 1980, il avait rejoint le conseil consultatif du Conseil des États-Unis pour la liberté dans le monde, affilié américain de la Ligue anticommuniste mondiale (WACL). Geoffrey Stewart-Smith, un ancien dirigeant de la section britannique de la WACL qui s'était retourné contre le groupe en 1974, a décrit l'organisation comme " une collection de nazis, de fascistes, d'antisémites, de vendeurs de mensonges, de racistes vicieux et d'égoïstes corrompus ". Elle s'est transformée en une internationale antisémite."

Des notables comme Jaroslav Stetsko, le collaborateur nazi croate qui a aidé à superviser l'extermination de 7 000 Juifs en 1941, Jorge Rafael Videla, ancien dictateur argentin brutal, et Mario Sandoval Alarcon, chef de l'escadron de la mort guatémaltèque, ont rejoint McCain dans l'organisation. Le président de l'époque, Ronald Reagan, a honoré le groupe pour avoir joué " un rôle de leader en attirant l'attention sur la lutte courageuse que mènent actuellement les véritables combattants pour la liberté de notre temps ".

À l'occasion de sa mort, McCain est honoré de la même manière – en tant que héros patriotique et combattant pour la liberté et pour la démocratie. Un flot de biographies élogieuses est en train de jaillir du corps de presse de Washington qu'il décrivait comme sa véritable base politique. Parmi les groupies les plus enthousiastes de McCain se trouve Jake Tapper de CNN, qu'il a choisi comme sténographe personnel pour un voyage au Vietnam en 2000. L'ancien animateur de CNN Howard Kurtz a demandé à Tapper en février 2000 : " Quand vous êtes dans le bus [de campagne], faites-vous un effort conscient pour ne pas tomber sous le charme magique de McCain ?"

"Oh, vous ne pouvez pas. Vous devenez comme Patty Hearst lorsque l'ALS l'a prise ", a plaisanté Tapper en réponse.

Mais le regretté sénateur a également reçu des hommages gratuits de tout un éventail de libéraux éminents, de George Soros à son client promoteur du "soft power", Ken Roth, ainsi que de trois autres directeurs de Human Rights Watch et de la célébrité "socialiste démocratique" Alexandra Ocasio-Cortez, qui a salué McCain comme "un exemple sans précédent de décence humaine". Le représentant John Lewis, le symbole des droits civils préféré de la classe politique du Beltway, a également pesé pour honorer McCain en tant que " guerrier de la paix "

Si les panégyriques dédiés McCain par divers acteurs politiques semblent déconnectés de la réalité, c'est parce qu'ils reflètent la vision de l'élite sur les interventions militaires américaines qui les considèrent comme une partie d'échecs, les millions de personnes tuées par des agressions non provoquées n'étant que des statistiques.

Il y a eu peu de personnalités dans la vie américaine récente qui se sont consacrées aussi personnellement à la perpétuation de la guerre et de l'empire que McCain. Mais à Washington, l'aspect le plus marquant de sa carrière a été soigneusement négligé ou écarté comme une banale singularité d'un noble serviteur méritant néanmoins le respect de tous.

Depuis le Sénat, McCain n'a pas simplement tonner en faveur de chaque intervention majeure de l'ère de l'après-guerre froide, tout en poussant parallèlement à des sanctions et à des campagnes de subterfuges. Il était impitoyable lorsqu'il s'agissait de faire avancer les objectifs impériaux, en passant d'une zone de conflit à une autre pour recruter personnellement des fanatiques d'extrême droite en tant que mandataires américains.

En Libye et en Syrie, il a cultivé des filiales d'Al-Qaïda en tant qu'alliés, et en Ukraine, McCain a courtisé les néo-nazis actuels, des néo-nazis utilisant le salut nazi.

Alors que le bureau du Sénat de McCain fonctionnait comme un club privé pour les lobbyistes de l'industrie de l'armement et les néoconservateurs, ses alliés fascistes ont mené une campagne de catastrophe humaine qui se poursuivra bien après le flétrissement des fleurs sur sa tombe.

Les médias américains ont peut-être cherché à enterrer cet héritage avec le corps du sénateur, mais c'est surtout pour cela que le monde extérieur se souviendra de lui.

Ils ne sont pas Al-Qaïda

Lorsqu'une insurrection violente a déferlé sur la Libye en 2011, McCain s'est parachuté dans le pays pour rencontrer les dirigeants du principal groupe insurgé, le Libyan Islamic Fighting Group (LIFG), combattant le gouvernement de Moamar Kadhafi. Son but était de rendre casher cette bande d'islamistes purs et durs aux yeux de l'administration Obama, qui envisageait une intervention militaire à l'époque.

Ce qui s'est passé ensuite est bien documenté, bien que ce soit à peine discuté par une classe politique de Washington qui dépendait de la charade de Benghazi pour éviter le véritable scandale de la destruction de la société libyenne. Le cortège de Kadhafi

a été attaqué par des jets de l'OTAN, permettant à une bande de combattants LIFG de le capturer, de le sodomiser avec une baïonnette, puis de l'assassiner et de laisser son corps pourrir dans une boucherie à Misrata pendant que les fanboys rebelles prenaient clichés sur clichés du corps pourrissant.

Un massacre de citoyens noirs de Libye par les milices sectaires racistes recrutées par McCain a immédiatement suivi l'assassinat du dirigeant panafricain. ISIS a pris le contrôle de Sirte, ville natale de Kadhafi, tandis que la milice de Belhaj a pris le contrôle de Tripoli, et une guerre des seigneurs de guerre a commencé. Comme l'avait prévenu M. Kadhafi, le pays en ruines est devenu une base pour les passeurs de migrants en la Méditerranée, alimentant la montée de l'extrême droite à travers l'Europe et permettant le retour de l'esclavage en Afrique.

Beaucoup pourraient décrire la Libye comme un État en déliquescence, mais cela représente aussi une réalisation réussie de la vision que McCain et ses alliés ont fait progresser sur la scène mondiale.

Après l'assassinat orchestré par l'OTAN du dirigeant libyen, McCain a tweeté, "Kadhafi s'en va, Bachar el Assad est le prochain.

Le gâchis syrien de McCain

Comme la Libye, la Syrie a résisté à l'alignement avec l'Occident et s'est retrouvée soudain confrontée à une insurrection salafi-jihadiste armée par la CIA. Une fois de plus, McCain s'est fait un devoir personnel de vendre les insurgés islamistes à l' Amérique comme étant un croisement entre les Minutemen et les Freedom Riders de l'ère des droits civiques. Pour ce faire, il a pris sous son aile un jeune agent syro-américain basé à Washington, Mouaz Moustafa, qui avait été consultant auprès du Conseil transitoire libyen pendant la période précédant l'invasion de l'OTAN.

En mai 2013, Moustafa a convaincu McCain de franchir illégalement la frontière syrienne et de rencontrer des combattants de la liberté. Un millionnaire israélien nommé Moti Kahana, qui a coordonné les efforts entre l'opposition syrienne et l'armée israélienne par l'intermédiaire de son ONG Amaliah, a prétendu avoir " financé le groupe d'opposition qui a amené le sénateur John McCain à visiter la Syrie déchirée par la guerre ".

"Cela pourrait être comme son heure Benghazi", a remarqué Moustafa avec enthousiasme dans une scène d'un documentaire, "Red Lines", qui dépeint ses efforts pour un changement de régime. "[McCain] est allé à Benghazi, il est revenu, nous avons bombardé."

Au cours de sa brève excursion en Syrie, McCain a rencontré un groupe d'insurgés soutenus par la CIA et a béni leur lutte. "Le sénateur voulait assurer à l'armée syrienne libre que le peuple américain soutenait son appel à la liberté, soutenait sa révolution", a déclaré Moustafa dans un entretien avec CNN. Le bureau de McCain a rapidement publié une photo montrant le sénateur posant à côté d'un Moustafa rayonnant et de deux hommes armés à l'air sinistre.

Quelques jours plus tard, les hommes ont été mentionnés par le Lebanese Daily Star sous le nom de Mohammad Nour et Abu Ibrahim. Tous deux avaient été impliqués dans l'enlèvement de 11 pèlerins chiites un an auparavant et ont été identifiés par l'un des survivants. McCain et Moustafa sont retournés aux États-Unis, devenus cibles des moqueries de l'animateur du Daily Show, John Stewart, et ont fait l'objet de reportages très critiques de la part de tous les médias. Dans une mairie de l'Arizona, McCain a été réprimandé par des électeurs, dont Jumana Hadid, une chrétienne syrienne qui a averti que les militants sectaires dont il s'était entouré menaçaient sa communauté d'un génocide.

Mais McCain a quand même continué à aller de l'avant. Sur la colline du Capitole, il a introduit dans son théâtre interventionniste un autre jeune agent douteux. Nommée Elizabeth O'Bagy, elle était membre de l'Institute for the Study of War (Centre d'étude de la guerre), un groupe de réflexion financé par l'industrie de l'armement et dirigé par Kimberly Kagan du clan néoconservateur Kagan. Dans les coulisses, O'Bagy était consultante pour Moustafa au sein de son Groupe de Travail d'Urgence Syrien, un conflit d'intérêts évident que son principal parrain au Sénat connaissait bien. Devant le Sénat, McCain a cité un éditorial du Wall Street Journal de O'Bagy pour appuyer son évaluation des rebelles syriens comme étant principalement " modérés " et potentiellement favorables à l'Occident.

Quelques jours plus tard, O'Bagy a été dénoncée pour avoir falsifié son doctorat en études arabes. Dès que Kagan, humilié, a congédié O'Bagy, la faussaire universitaire a emprunté un autre passage par la porte tournante du Beltway, pénétrant dans les couloirs du Congrès en tant que nouvelle assistante en politique étrangère de McCain.

McCain a finalement échoué à voir les "révolutionnaires" islamistes il s'est contenté de gérer la prise de contrôle de Damas. Le gouvernement syrien a tenu bon grâce à l'aide de ses ennemis mortels à Téhéran et à Moscou (Il doit y avoir une erreur de traduction pour Moscou. - LVOG), mais pas avant qu'une opération d'armement et d'équipement de la CIA d'un milliard de dollars n'ait contribué à engendrer l'une des pires crises de réfugiés de l'histoire de l'après-guerre. Heureusement pour McCain, il y avait d'autres intrigues qui réclamaient son attention, et de nouvelles bandes de voyous fanatiques qui avaient besoin de sa bénédiction. Des mois après son gâchis syrien, le militariste obstiné s'est tourné vers l'Ukraine, alors en proie à un bouleversement encouragé par les ONG américaines et financées par l'UE.

Le 14 décembre 2013, McCain s'est matérialisé à Kiev pour une rencontre avec Oleh Tyanhbok, un fasciste impénitent qui avait émergé en tant que leader de l'opposition. Tyanhbok avait cofondé le Parti social-national fasciste, une formation politique d'extrême droite qui se vantait d'être le "dernier espoir de la race blanche, de l'humanité en tant que telle". Pas fan des Juifs, il s'était plaint qu'une "mafia moscovite juive" avait pris le contrôle de son pays, et avait été photographié en train de lancer le salut nazi sieg heil lors d'un discours.

Rien de tout cela n'avait apparemment d'importance pour McCain. Pas même la scène de néo-nazis de Pravyï sektor remplissant la place Maidan de Kiev pendant qu'il apparaît sur scène pour les enflammer.

"L'Ukraine rendra l'Europe meilleure et l'Europe rendra l'Ukraine meilleure!" a proclamé McCain à une foule enthousiaste tandis que Tyanhbok se tenait à ses côtés. La seule question qui lui importait à l'époque était le refus du président élu de l'Ukraine de signer un plan d'austérité de l'Union européenne, optant plutôt pour un accord économique avec Moscou.

McCain était tellement déterminé à remplacer un gouvernement indépendant par un vassal de l'OTAN qu'il a même réfléchi à une attaque militaire contre Kiev. "Je ne vois pas d'option militaire et c'est tragique ", a déploré M. McCain dans une entrevue au sujet de la crise. Heureusement pour lui, le changement de régime est arrivé peu après son apparition à Maidan, et les alliés de Tyanhbok se sont précipités pour combler le vide.

À la fin de l'année, l'armée ukrainienne s'était enlisée dans une guerre de tranchées sanglante avec des séparatistes pro-russes et anti-coup d'état dans l'est du pays. Une milice affiliée au nouveau gouvernement de Kiev, Dnipro-1, a été accusée par les observateurs d'Amnesty International d'avoir bloqué l'aide humanitaire dans une zone tenue par les séparatistes, y compris de la nourriture et des vêtements pour la population déchirée par la guerre.

Six mois plus tard, McCain est apparu à la base d'entraînement du Dnipro-1 aux côtés des sénateurs Tom Cotton et John Barasso "Les habitants de mon pays sont fiers de votre combat et de votre courage ", a déclaré M. McCain à une assemblée de soldats de la milice. Lorsqu'il a terminé ses remarques, les combattants ont clamé un salut de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, rendu célèbre par les collaborateurs nazis ukrainiens : "Gloire à l'Ukraine !"

Aujourd'hui, les nationalistes d'extrême droite occupent des postes clés au sein du gouvernement pro-occidental ukrainien. Le président de son parlement est Andriy Parubiy, co-fondateur avec Tyanhbok du Parti social-national et leader du mouvement en l'honneur des collaborateurs nazis de l'époque de la seconde guerre mondiale comme Stepan Bandera. Sur la couverture de son manifeste de 1998, "View From The Right", Parubiy est apparu dans une chemise marron de style nazi avec un pistolet attaché à la ceinture. En juin 2017, McCain et le président républicain de la Chambre, Paul Ryan, ont accueilli Parubiy au Capitole pour ce que McCain a appelé une " bonne réunion ". C'était un coup de pouce aux les forces fascistes qui balayaient l'Ukraine.

Au cours des derniers mois en Ukraine, une milice néonazie parrainée par l'État, appelée C14, s'est déchaînée et lancée dans un pogrom contre la population rom d'Ukraine, le parlement du pays a installé une exposition en l'honneur des collaborateurs nazis et l'armée ukrainienne a officiellement approuvé le salut officiel pro-nazi "Glory to Ukraine" ("Gloire à l'Ukraine").

L'Ukraine est maintenant l'homme malade de l'Europe, un cas d'aide perpétuelle, enlisé dans une guerre sans fin à l'Est. Comme preuve de l'effondrement du pays depuis sa soi-disant " Révolution de la dignité ", le président Petro Poroshenko, extrêmement impopulaire, a promis à John Bolton, conseiller en matière de sécurité nationale à la Maison-Blanche, que son pays – autrefois une source abondante de charbon à égalité avec la Pennsylvanie – achèterait maintenant du charbon aux États-Unis. Une fois de plus, une opération de changement de régime qui a engendré un État fasciste défaillant représente l'un des plus grands triomphes de McCain.

L'histoire de McCain évoque le souvenir de l'une des déclarations les plus incendiaires de Sarah Palin, une autre fanatique crétine qu'il a imposé sur la scène mondiale. En octobre 2008, lors d'un caractéristique discours de campagne décousu, Palin a accusé Barack Obama de " copiner avec les terroristes ". Le trait a été ignoré comme étant ridicule et à la limite de la calomnie, comme il devait l'être. Mais en regardant la carrière de McCain, l'accusation semble grandement ironique.

Selon toute norme objective, c'est McCain qui s'est mêlé aux terroristes et qui a arraché aux contribuables américains autant de ressources qu'il le pouvait pour maximiser leurs ravages. Espérons que les sociétés brisées par les opérations par procuration de McCain reposeront un jour en paix.

Max Blumenthal est un journaliste primé et l'auteur de livres dont le best-seller républicain Gomorrah : Inside the Movement That Shattered the Party, Goliath : Life and Loathing in Greater Israel, The Fifty One Day War : Ruin and Resistance in Gaza, et le prochain The Management of Savagery, qui sera publié par Verso. Il a également produit de nombreux articles imprimés pour un large éventail de publications, de nombreux reportages vidéo et plusieurs documentaires, dont Je Ne Suis Pas Charlie et Killing Gaza, qui vient d'être publié. Blumenthal a fondé GrayzoneProject.com en 2015 et en est le rédacteur en chef.

Source : Consortium News, Max Blumenthal, 27-08-3018 ; Les Crises 12 septembre 2018

Parole d'Internaute

1- "Il faut absolument couper les ailes à ce canard boiteux qu'est la soi-disant révolte syrienne spontanée et pacifique qui aurait été récupérée par les intégristes. En 2011, je côtoyais une libanaise dont une partie de sa famille est syrienne et une syrienne qui n'avaient pas l'air d'avoir beaucoup de sympathie pour le président Bachar al-Assad. Une des deux, je ne me rappelle plus laquelle, a de la famille à Deraa, là où la pseudo révolution pacifique a commencé, l'autre à Alep.

Début 2011, elles m'ont dit que cette révolution n'avait rien de pacifique, car des barbus étrangers rattachés à certaines mosquées tiraient sur les forces de l'ordre qui ont perdu beaucoup d'hommes. Elles avaient très peur pour leur famille que ça ne tourne au bain de sang, sans imaginer pour autant que ces événements provoqueraient la guerre que l'on sait.

Depuis, il ne se passe pas un jour sans que je ne cherche des informations sur la toile pour voir et essayer de comprendre ce qui se passe en Syrie…"

2- "Les leçons que donne l'axe OTAN-Golfe-Israël à Assad et Poutine sont particulièrement ignobles. Ne venons-nous pas de massacrer 40 000 civils à Mossul et 20 000 civils à Raqqa ? Sans compter le gros million de victimes de certains pays OTAN dans tout le Moyen Orient depuis 2001. Comment les semeurs de chaos en Afghanistan, en Irak et en Libye, osent-ils ouvrir leurs micros et piailler en public des leçons à Assad et Poutine ?"

Ils osent tout, il n'existe plus aucune force politique organisés pour contester leur pouvoir, leur régime, leur politique, il est là et nulle part ailleurs le problème et la solution...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Un plan de 8 milliards d'euros pour "enrayer la pauvreté" - AFP 13.09

Un aveu.

- Pauvreté : comment débloquer l'ascenseur social, en panne depuis quarante ans ? - Franceinfo 13.09

En France, il faut aujourd'hui en moyenne six générations à des personnes issues de familles modestes pour s'élever socialement, selon une étude de l'OCDE. Franceinfo 13.09

Ca craque de partout.

- Plan pauvreté : le directeur de l'Observatoire des inégalités dénonce un "double discours" - Franceinfo 13.09

- Eric Heyer (OFCE) : «Ce n'est pas en réformant le code du travail que l'on va faire baisser le chômage» - liberation.fr 13.09

- Six chiffres qui montrent l'ampleur de la pauvreté en France - franceinfo 13.09

Franceinfo revient en six chiffres sur la situation de précarité qui touche une partie des Français. 8,8 millions

C'est le nombre de Français qui vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 2016, selon la dernière étude de l'Insee, publiée mardi 11 septembre. Le taux de pauvreté s'établit à 14% de la population contre 14,2% en 2015. Une personne seule ou une famille sont considérées comme pauvres si elles disposent de ressources inférieures à 60% du revenu médian. L'Insee le fixe à 1 026 euros par mois en France métropolitaine en 2016.

Un tiers

C'est la part des familles monoparentales en situation de pauvreté, en France en 2016. Ainsi, 34,8% des familles monoparentales sont pauvres - ce qui représente 2 millions de personnes - soit un taux quatre fois plus élevé que pour les couples avec un ou deux enfants. Dans neuf cas sur 10, il s'agit d'une femme seule avec son, ou ses enfants.

2 millions

C'est le nombre de personnes qui exercent un emploi mais disposent d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, selon des chiffres de 2015, rapporte l'Observatoire des inégalités. Comment l'expliquer ? Une partie des travailleurs sont employés en

temps partiel ou par intermittence et sont loin d'atteindre le Smic. Ansi 57 % des salariés au Smic travaillent à temps partiel et 15 % sont en contrat à durée déterminée ou en intérim.

On note également qu'environ 5 % des salariés sont rémunérés à un salaire inférieur au Smic, comme les mineurs, les apprentis, les animateurs de centres de vacances, ou encore les assistantes maternelles. Il ne faut pas oublier également les travailleurs indépendants qui ont des revenus mensuels moyens faibles.

11%

Une étude de l'Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES), datant de 2014, nous apprend que 94,4 % des Français disposent d'une assurance maladie complémentaire (communément appelée "mutuelle"). Mais au sein de ceux qui n'en possède pas, on retrouve 11 % des ménages les plus modestes.

Cette absence de complémentaire santé limite l'accès aux soins, obligeant les plus pauvres à renoncer à certains soins ou à avoir recours à des soins de moindre qualité, notamment en matière d'optique ou dentaire (prothèses), détaille l'Observatoire des inégalités. Ainsi 41,4 % des personnes qui n'ont pas de mutuelle renoncent aux soins dentaires, 23,8 % à l'achat de lunettes.

2,79 millions

C'est le nombre de personnes pauvres âgées de moins de 18 ans. Cela représente près de 20% des jeunes Français. Ils vivent au sein de familles aux faibles revenus, conséquence notamment de la séparation de leurs parents. Les plus touchés sont ceux dont les parents ont des charges de logement élevées, en particulier ceux qui vivent dans les grandes villes.

21%

Ne pas pouvoir faire trois repas par jour ni s'alimenter sainement est une réalité pour près d'un Français sur cinq, selon le dernier baromètre Ipsos-Secours populaire, publié mardi 11 septembre.

Un peu plus d'un cinquième des Français sondés (21%) ont déclaré ne pas être en mesure de s'offrir une alimentation saine leur permettant de faire trois repas par jours et 27% ont admis ne pas avoir les moyens financiers de s'acheter quotidiennement des fruits et légumes.

«On voudrait croire que le poste de l'alimentation est sanctuarisé mais force est de constater qu'on le sacrifie. L'alimentation est la variable d'ajustement face à des dépenses contraintes comme le loyer ou l'énergie», observe Amandine Lama, d'Ipsos. 19 % des parents d'enfants de moins de 18 ans rencontrent des difficultés financières pour payer la cantine. franceinfo 13.09 et Liberation.fr 11.09

1 118

1 118 euros nets mensuels, c'est le revenu en deça duquel on commence à être pauvre selon les Français interrogés par le Secours populaire. Soit une somme proche du smic (1 173 euros) et un peu supérieure au seuil officiel de pauvreté (1 015 euros pour une personne seule, soit 60 % du revenu médian français). Chez les Français dont le revenu mensuel est inférieur à 1 200 euros, 56 % sont en difficulté pour payer des actes médicaux mal remboursés, 45 % pour payer leur loyer, 57 % pour faire face aux dépenses d'énergie, 67 % pour partir en vacances une fois par an, 40 % pour payer une mutuelle santé. Liberation.fr 11 septembre 2018

48 %

48 % des Français parviennent à mettre un peu d'argent de côté, contre 40 % l'année dernière, selon le baromètre du Secours populaire publié mardi. Cette étude sur la perception de la pauvreté par les Françaises et les Français a été réalisée par Ipsos auprès d'un millier de personnes. 4 % réussissent même à en mettre «beaucoup» (contre 3 % l'année dernière). Bonne nouvelle donc, mais dans le même temps la crainte de basculer dans la précarité a augmenté (+2 points) et plus de huit personnes sur dix jugent toujours que leurs enfants ont davantage de risques qu'eux de connaître une situation de pauvreté. Liberation.fr 11 septembre 2018

En complément.

- Le château de Versailles, lieu diplomatique prisé d'Emmanuel Macron - LeFigaro.fr

Pas de quoi vous payer une bagnole, un deux-roues à moteur, un billet de train, de bus, et bien adoptez le vélo, sinon la marche à pied (sur les mains pour ne pas user vos précieuses godasses !)

- "Plan vélo": le gouvernement dévoile ses mesures pour faciliter ce mode de transports - Le HuffPost

L'état d'esprit du vulgaire boutiquier et du locataire de la majestueuse start'up France était le même !

- L'Elysée va mettre en vente des produits dérivés sur sa boutique en ligne - Le HuffPost 14 septembre 2018

Tout est bon dans la recherche de fonds. À l'instar des États-Unis où la vente des produits dérivés est élevée au rang de religion, l'Elysée va dès ce vendredi 14 septembre faire commerce de produits marqués de son estampille sur un site internet, rapporte Le Figaro.

"Ainsi, la montre au bracelet tricolore, produite par Lip (déjà portée par Emmanuel Macron ndlr), y sera par exemple vendue pour 169 euros", détaille le quotidien, qui précise que la présidence a misé sur le made in France pour garnir sa boutique en ligne. Outre des bracelets en or 14 carats à 250 euros pièce, l'Elysée propose également des produits moins onéreux, comme des stylos, des totes-bags ou encore des mugs.

Plus cocasse, des tee-shirts barrés de citations d'Emmanuel Macron seront également mis en vente. Et si vous n'êtes pas fan des "croquignolesque" ou autres "parce que c'est notre projet", vous pourrez toujours vous rabattre sur le tee-shirt flanqué de la photo du président de la République célébrant le 1er but de l'Équipe de France lors de la finale contre la Croatie.

Une partie de ces recettes (12% seulement selon RTL) iront dans les caisses de l'État pour l'entretien du palais présidentiel et des résidences du chef de l'État. Ce lancement de produits siglés "Élysée" coïncide avec les Journées du Patrimoine, avec l'installation d'une boutique éphémère dans la cour du palais ouvert au public et la mise en place d'un site de vente en ligne (boutique.elysee.fr). Le HuffPost14 septembre 2018

Commentaires d'Internautes

1- "8 milliards sur 4 ans, c'est 62 centimes d'euro par jour pour les 8 800 000 francais vivants sous le seuil de pauvreté. Soit moins de 20€ par mois pour des gens qui ont du mal à se nourrir au jour le jour.

Et sur ces 20€, il faut retirer les différentes baisses des aides sociales."

2- "Hausse des prix de l'essence, du gaz, de l'électricité, du contrôle technique, du forfait hospitalier, de la CSG,… Baisse des APL, gel des pensions de retraites, des allocations familiales & j'en passe!

Il faut avoir un sacré culot pour présenter un Plan Pauvreté. Dérisoire."

3 - "La vision que Macron a de la pauvreté est purement néolibérale: être pauvre serait le résultat "d'accidents de la vie, de batailles perdues", une situation individuelle bien triste mais déconnectée du reste. Or, la pauvreté est le produit des inégalités sociales!"

Macronie gaullienne.

- Croix de Lorraine : Macron plus gaulliste que de Gaulle ? - LePoint.fr

- Alexandre Benalla: ces images qui contredisent l'Élysée - huffingtonpost.fr 13.09

L'ex-collaborateur d'Emmanuel Macron a été filmé en train de se comporter comme un policier. Sauf qu'il ne l'a jamais été. huffingtonpost.fr 13.09

- Affaire Benalla: tension après un coup de fil de Macron au Sénat - AFP 14 septembre 2018

Un coup de fil très inhabituel d'Emmanuel Macron à Gérard Larcher (LR) sur le traitement de l'affaire Benalla a provoqué la colère des sénateurs qui enquêtent sur la position qu'occupait l'ex-conseiller à l'Elysée, et pose la question de la séparation des pouvoirs.

"Qui est ce bagagiste, comme l'a dit M. Castaner, cette petite frappe, M. Benalla, pour qu'il puisse bénéficier du soutien de tout l'appareil d'État ?", a tonné jeudi le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau.

Objet du courroux sénatorial: selon le site de L'Obs, M. Macron a appelé mardi le président du Sénat pour lui demander de garantir les équilibres institutionnels, estimant en substance que la commission sénatoriale sur l'affaire Benalla s'en éloignait.

Les échanges avaient été rudes le jour-même entre les sénateurs et l'ex-conseiller de l'Elysée, qui est allé jusqu'à juger la commission "illicite", qualifiant ses membres de "petites personnes" et son président Philippe Bas, issu de l'opposition LR, de "petit marquis".

Alexandre Benalla a fini par accepter, "contraint", son audition, fixée au 19 septembre comme celle de Vincent Crase, ex-salarié de La République en marche filmé à ses côtés le 1er mai.

L'entourage de Gérard Larcher a confirmé qu'il avait reçu un appel du président de la République, sans en révéler la teneur.

"Si ce coup de fil a effectivement été donné et si des remontrances ont été faites au président du Sénat, elles sont du point de vue constitutionnel totalement inadéquates. Il y a là une atteinte à la séparation des pouvoirs", souligne Dominique Rousseau, professeur de droit à Paris-1. AFP 14 septembre 2018

Ils osent tout

Quand la propagande tient lieu d'information...

- Une future déclaration mondiale contre la désinformation et pour la démocratie - AFP

Quand ils se partagent des rôles...

- Les gafa n'ont pas tous les droits - Liberation.fr

- Avec les Gafa, Emmanuel Macron joue l'as des taxes - Liberation.fr

Il faut bien que l'injustice rapporte...

- Injures visant la veuve du préfet Erignac: 15.000 euros d'amende pour Charles Pieri - AFP

Idlib aux mains des barbares, c'est le bonheur !

- Syrie : Le Drian juge que l'assaut sur Idlib menacerait la sécurité de l'Europe - LeFigaro.fr

- Syrie : à Idleb, bombardée par le régime, "les gens vivent en attendant la mort" - Franceinfo

Un homme a accepté, sous couvert d'anonymat, de témoigner de l'enfer vécu par les habitants d'Idleb et sa région, bombardés par le régime syrien et son allié russe. Franceinfo

Si c'est seulement une crainte, tout va bien...

- Qatar: Malgré la réforme, les travailleurs étrangers craignent d'être exploités - Reuters

Et pendant ce temps-là personne devant l'ambassade d'Arabie saoudite qui continue de massacrer le peuple yéménite.

- Les soutiens d'Oleg Sentsov lancent une «chaîne illimitée de grévistes de la faim» - Liberation.fr 14.09

A partir de ce vendredi et à l'initiative d'un collectif de cinéastes et intellectuels français, des personnalités se relaieront tous les jours devant l'ambassade de Russie Paris, pour réclamer la libération du réalisateur ukrainien dans un état critique. Liberation.fr 14.09

Au bureau des assassins, demander le PSOE.

- Livraison d'armes : face à Riyad, Madrid remballe son éthique - Liberation.fr 14.09

Pour honorer un contrat passé avec l'Arabie Saoudite, le gouvernement espagnol est revenu sur son engagement de ne pas livrer 400 bombes utilisées pour tuer des civils. Liberation.fr 14.09

Quand une utopie se transforme en imposture.

- "Zéro", nouveau mot d'ordre des villes pionnières du climat - AFP 14.09

Zéro carbone, zéro voiture à essence, zéro déchet: de nombreuses villes représentées au sommet climat de San Francisco visent désormais une suppression totale des gaz à effet de serre en quelques décennies, un objectif encore utopique il y a quelques années. AFP 14.09

Collusion avec l'extrême droite. Il est leur candidat et ils le font savoir

- Brésil: Le candidat Bolsonaro se remet d'une troisième opération - Reuters 14.09

Le candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle brésilienne, Jair Bolsonaro, se remettait jeudi d'une nouvelle opération d'urgence consécutive à l'agression dont il a été victime lors d'un meeting de campagne il y a une semaine. Reuters 14.09

Chouette s'écrie Reuters, enfin une bonne nouvelle !

Ils prennent soin de leurs agents provocateurs.

- Un membre des Pussy Riot hospitalisé dans un état grave - L'Express.fr 14.09

Piotr Verzilov avait envahi la pelouse en finale du Mondial en Russie. Sa compagne dit ne pas exclure un empoisonnement. L'Express.fr 14.09

Au Novitchok sans doute, et même pas mort ? Dommage.

Tous les Vénézuéliens crèvent de fin à cause du tyran Maduro...

- "Les Vénézuéliens ont faim, ils nous l'ont tous dit", raconte notre reporter de retour de la frontière entre Venezuela et Colombie - Franceinfo 14.09

Et les quelque 4 millions de Colombiens je crois qui ont fui la Colombie d'Uribe pour se réfugier au Vénézuéla de l'horrible Chavez puis Maduro, ils mangent quoi ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Confrontation Etats-Unis-Russie

La Russie ouverte à une amélioration des relations avec les USA, dit Lavrov - Reuters13 septembre 2018

La Russie est prête à faire sa part du chemin pour sortir les relations avec Washington de l'impasse, a déclaré jeudi Sergueï Lavrov.

Le chef de la diplomatie russe a ajouté que Moscou prenait au sérieux la volonté affichée de Donald Trump de rétablir le dialogue entre les deux pays, tout en estimant que le président américain se heurte à la persistance d'un profond sentiment antirusse aux Etats-Unis.

"Nous sommes prêts à faire notre part du chemin pour sortir les relations bilatérales de l'impasse", déclare Sergueï Lavrov dans une interview accordée à l'agence de presse allemande DPA publiée sur le site de son ministère jeudi.

Les relations continuent à se détériorer à l'initiative de Washington, poursuit le ministre.

"Nous prenons au sérieux les déclarations de Donald Trump sur sa volonté d'établir un dialogue normal entre nos pays", assure-t-il. Mais si le président américain envoie "des impulsions positives", "elles sont totalement compensées par la montée de la russophobie au sein de l'establishment américain, qui considère notre pays comme une menace pour la suprématie politique américaine." Reuters13 septembre 2018

- Donald Trump serait heureux si Vladimir Poutine et Xi Jinping enterraient le dollar sputniknews.com 23.08

Quand on adopte un regard pragmatique sur le déchaînement des passions par lequel se caractérisent les efforts d'un segment de l'élite US d'anéantir la carrière de Trump, on se demande d'où viennent ces émotions, cette volonté de stopper Trump de manière anticipée et malgré le préjudice éventuel pour la structure étatique et la réputation des USA.

L'Amérique n'a-t-elle pas connu d'autres Présidents détestés par une partie de l'élite? Si. Mais, à l'exception de Kennedy, ils n'ont pas fait l'objet de mesures plus extraordinaires que cela.

En omettant toute la propagande superficielle et les aberrations médiatiques visant à duper la partie la plus crédule de l'électorat américain (qui peut vraiment penser que Trump fera venir un ours portant une chapka à la Maison Blanche), il ne reste qu'une seule théorie qui explique parfaitement les efforts entrepris pour son élimination. En fait, les médias qui œuvrent pour la «destruction médiatique» de Donald Trump ne s'en cachent pas vraiment. Le Président américain est accusé de préparer le «meurtre avec préméditation» du dollar américain. Sachant que si, par le passé, Trump était soupçonné de prendre un risque inconsidéré susceptible de nuire à la monnaie américaine, aujourd'hui le curseur a changé: il est accusé de préparer sciemment un crime, et les auteurs les plus audacieux nomment même ses complices: Vladimir Poutine et Xi Jinping.

Un journaliste de Reuters écrit ainsi: «L'isolationnisme américain fait naître des doutes quant au statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale». L'«isolationnisme américain», en l'occurrence, est un simple euphémisme pour désigner «la politique du Président américain actuel». L'un des principaux médias de masse de la planète parle des risques pour la monnaie américaine en utilisant les mêmes termes que les représentants russes officiels, qui indiquent que l'usage du statut du dollar en tant qu'arme politique sapera inéluctablement ce statut particulier. Si même le très mesuré gouvernement allemand, via son ministre des Affaires étrangères Heiko Maas, évoque déjà la nécessité de créer une infrastructure financière mondiale (y compris des analogues du système SWIFT et du FMI) contournant le système financier américain (et donc le dollar), force est de constater que le processus a démarré.

L'article de Charles Wallace pour le magazine Forbes va encore plus loin, et porte un message intéressant: «Le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré que les pays qui étaient confrontés aux sanctions, c'est-à-dire l'Iran, la Turquie et la Russie, pourraient commencer à utiliser leurs propres monnaies pour le commerce international, en insinuant que les jours du dollar en tant que monnaie de réserve internationale étaient comptés. Probablement personne n'en serait plus heureux que Donald Trump.»

La logique de cette accusation s'appuie sur les propos de Trump lui-même, qui a une vision très peu orthodoxe (mais plutôt juste) du commerce international et des relations interétatiques. Selon son interprétation de la réalité, il existe deux catégories de pays dans le système du commerce international: les losers et les vainqueurs. Les losers sont ceux qui achètent les produits et les services étrangers en plus grande quantité qu'ils n'en produisent, et affichent donc un solde commercial négatif. Et les vainqueurs sont ceux qui fabriquent ces mêmes produits et services activement achetés par les losers.

Selon cette vision de la réalité, les USA, l'Espagne ou la Grèce sont des losers, alors que la Chine, l'Allemagne ou la Russie sont des vainqueurs. Les critiques de Trump indiquent qu'un tel système est bénéfique pour les USA. Et que le paiement des exportateurs en dollars, que les USA peuvent imprimer en quantité illimitée, est ce facteur précis qui permet à l'Amérique, d'un côté, de vivre au-dessus de ses moyens et, de l'autre, de répéter aux autres pays la phrase immortelle de John Connally, ministre des Finances sous Reagan: «Le dollar est notre monnaie et votre problème».

Cependant, Trump et ses partisans pensent qu'une telle vision est une bêtise impardonnable. Car une telle configuration entraîne des conséquences difficiles à pallier et très lourdes: il devient défavorable pour les USA de produire autre chose que le dollar, l'industrie américaine devient plus rusée et les emplois quittent l'Amérique, alors que les pays-vainqueurs intelligents échangent massivement les dollars obtenus contre les technologies et les ressources importantes. Le cauchemar de Trump et de ses partisans est un scénario où il ne resterait plus de l'économie américaine qu'une grande planche à billets, et où le capital humain américain se transformerait en ramassis de pseudo-startupeurs, agents immobiliers, promoteurs et combattants professionnels pour les droits des minorités.

Afin d'empêcher ce scénario apocalyptique, qui a été mentionné à plusieurs reprises par le Président américain et ses conseillers en stratégie économique pendant la campagne présidentielle, il faut au moins faire en sorte que toutes les importations aux USA soient coûteuses, et que toutes les exportations américaines soient bon marché. D'où les guerres commerciales contre le monde entier, les taxes sur les produits chinois, les conflits avec l'UE, le Canada et le Mexique. D'où les accusations de la Chine, de l'UE et même de la Russie du fait que les concurrents américains fassent des manipulations monétaires contre les USA sur la scène mondiale. Donald Trump a besoin d'un dollar faible, car redresser la balance commerciale américaine sera complètement impossible sans cela.

Les critiques de Trump soit pensent qu'il est impossible d'atteindre cet objectif et de préserver le statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale, soit jugent que ce projet est fondamentalement incorrect en soi («nous nous portons bien avec la planche à billets, pourquoi avons-nous besoin de l'industrie?»), soit, comme le journaliste de Forbes, soupçonnent que Trump

se réjouirait même de la chute du dollar du piédestal mondial, car cela lui faciliterait la tâche.

A en juger par les positions publiquement exprimées par le président américain et son équipe, ils pensent qu'ils peuvent et doivent réussir à tout faire: relancer l'industrie, vaincre tout le monde dans la guerre commerciale, et surtout parvenir à le faire avant que les efforts de la Russie, de la Chine et de l'UE pour la création d'un système financier alternatif ne portent leurs fruits. Il est évident que Donald Trump perçoit la hausse du cours du dollar par rapport aux autres monnaies comme un obstacle regrettable: il a même critiqué la direction de la Fed pour ne pas l'aider et ne pas augmenter son taux directeur, ce qui pousse le cours du dollar vers le haut.

Le Président américain aura-t-il suffisamment de capacités politiques pour parvenir à l'affaiblissement du dollar tant désiré? C'est une bonne question. Mais il est certainement loin d'être le seul à le vouloir.

De son côté se trouve non seulement le capital industriel américain, mais également les spéculateurs financiers qui espèrent manifestement faire fortune grâce à sa tentative de réindustrialiser l'Amérique et à l'augmentation des exportations américaines. Par exemple, le représentant du conglomérat financier BlackRock, qui gère 6.288 milliards de dollars d'actifs, a déclaré aux journalistes de CNN qu'un «dollar faible serait une bonne chose pour les marchés financiers américains».

Si la présidence Trump n'était pas interrompue par une destitution, un putsch, une crise constitutionnelle ou la balle d'un «tireur solitaire de Dallas», il aurait une chance d'y parvenir avec ses alliés. Plus exactement, on doute qu'il puisse «rendre sa grandeur à l'Amérique», comme il l'avait promis aux électeurs, mais il devrait au moins parvenir à «rendre le dollar faible». sputniknews.com 23.08

- Les médias occidentaux décernent la palme au président russe sputniknews.com 13.09

En analysant la réaction des médias étrangers, et notamment britanniques, aux exercices militaires russo-chinois et au Forum économique oriental de Vladivostok, force est de constater que les grandes lignes de leur propagande se contredisent.

D'un côté, ils cherchent par tous les moyens à persuader le lecteur que la Russie est un acteur faible sur la scène mondiale, que Poutine est un autocrate désespéré et qu'il ne faut pas prendre au sérieux ce pays «station-service» qui est sur le point d'être achevé par les sanctions économiques américaines.

De l'autre, dans ces mêmes médias, nous assistons à un véritable «culte du terrible Poutine et de la terrible menace russe». Par exemple, les exercices de grande envergure des armées de la Russie et de la Chine, qui se sont déroulés parallèlement au Forum économique oriental, ont été qualifiés par le journal britannique The Telegraph de «moment de triomphe» du président russe. Autrement dit, les journalistes britanniques ont formulé pour cet événement des éloges que même les médias russes ou chinois publics ne s'étaient pas permis.

De plus, les journalistes britanniques ont perçu dans les vols d'avions-espions américains à proximité de la zone des exercices le signe que l'Occident collectif s'inquiétait des risques représentés, pour l'Occident collectif, par la coopération russo-chinoise active. La phrase concernant le triomphe de Vladimir Poutine s'éclaire à la lumière du contexte médiatique dans lequel évoluent les journalistes britanniques: le fait est que dans leur réalité personnelle, la Russie reste un pays «à l'armée rouillée et inefficace, qui n'est plus capable de rien depuis longtemps», et ni les tirs de missiles Kalibr ni les opérations réussies de l'aviation et des forces spéciales russes en Syrie n'ont permis de briser ce stéréotype médiatique. Il est donc logique que dans ces conditions, les auteurs du Telegraph éprouvent un sérieux choc quand l'armée russe organise des manœuvres d'envergure, qui plus est avec son homologue chinoise.

Étant donné que, malheureusement, nous vivons à une époque où les mèmes, les images marquantes et les sound bites (ou «bouchées sonores») sont plus importants et influentes que les réflexions complexes, on peut considérer que le Forum économique oriental de 2018 et les manœuvres militaires qui se sont déroulées en parallèle ont bénéficié d'une couverture médiatique appropriée, sachant que l'effet médiatique a été assuré en grande partie de par les médias occidentaux de leur plein gré. Les photos et les images de Vladimir Poutine et de Xi Jinping mangeant ensemble des blinis et du caviar rouge ont été relayées par les plus grandes chaînes mondiales, les agences de presse et les journaux.

Cette image visuelle de l'amitié russo-chinoise paraît particulièrement marquante sur fond de décision du président américain Donald Trump de n'assister à aucun des sommets asiatiques prévus, ce qui laisse aux experts occidentaux le sentiment désagréable que l'Asie dans l'ensemble sort de la sphère d'influence et d'intérêts des USA et que dans cette région-clé de la planète régnera désormais l'alliance russo-chinoise. Du point de vue d'un expert américain ou britannique typique, c'est clairement une perturbation du cours normal des choses.

Plus encore, la venue du premier ministre japonais Shinzo Abe au forum de Vladivostok ne fait que renforcer les soupçons que la politique américaine de «guerre commerciale contre tous», couplée à l'usage incontrôlable du «bâton des sanctions», entraîne des résultats déplorables: les pays impactés par les agissements de Washington commencent à régler les problèmes dans le dos

des USA.

Les projets gaziers russes comme Sila Sibiri («Force de Sibérie») et le gazoduc entre la Russie et la Corée du Sud passant par la Corée du Nord évoqué pendant le forum, sont un thème particulièrement sensible pour ceux qui, en Occident, s'opposent à Moscou. D'ailleurs, Sila Sibiri est mentionné par les journalistes russes dans le même contexte que les exercices militaires. En d'autres termes, ils y voient un instrument d'influence géopolitique de la Russie — et ce n'est pas dépourvu de logique. Le fait est que la Chine (tout comme la Corée du Sud et le Japon) est un pays qui dépend des importations d'hydrocarbures, ce qui la rend très vulnérable (et dans certains cas même dépendante) des pays exportateurs d'hydrocarbures (c'est-à-dire de pétrole et de GNL), ainsi que des pays qui peuvent bloquer toutes les voies maritimes de fourniture de pétrole et de GNL — c'est-à-dire des USA, qui appliquent le principe de l'Empire britannique selon lequel «celui qui contrôle le commerce maritime contrôle le monde».

En l'occurrence, la Russie est à la fois l'ennemi juré des USA (parce qu'il est impossible de l'isoler depuis la mer, notamment après l'échec de l'idée américaine de «voler la Crimée» en 2014) et un sérieux facteur de risque pour les USA dans leurs relations avec d'autres pays. Le gazoduc Sila Sibiri ne peut être bloqué par aucun groupe aéronaval américain, c'est pourquoi ce projet a une telle importance géopolitique — et c'est aussi pour cette raison que les activistes proaméricains en Russie ont même mené une campagne active contre celui-ci. Si de tels projets étaient menés avec la Corée du Sud et/ou le Japon (comme cela a été évoqué pendant le Forum économique oriental), trois changements géopolitiques et géoéconomiques majeurs, loin de réjouir Washington, s'opéreraient dans le monde.

Premièrement, le «marché premium du GNL en Asie» disparaîtrait ou se réduirait considérablement parce que la Russie comblerait la majeure partie des besoins des importateurs asiatiques grâce au gaz de pipeline bon marché. A l'heure actuelle, le GNL coûte en Asie, en fonction de la conjoncture de marché, 20 à 50% de plus qu'en UE, et c'est ce marché qui intéresse les compagnies gazières américaines dont les intérêts sont activement promus par Donald Trump. Ces compagnies n'arrivent pas à se faire à l'idée que les revenus qu'elles considèrent déjà comme leurs (on parle ici de milliards de dollars) partiront dans les caisses de Gazprom.

Deuxièmement, si la Russie garantissait aux économies asiatiques un accès aux hydrocarbures bon marché, elles recevraient un grand avantage dans les guerres économiques contre les USA qui cherchent actuellement à tirer le maximum de leurs propres ressources énergétiques.

Troisièmement, Washington pense à juste titre que l'«habitude» de l'UE d'importer du gaz russe explique une certaine influence de Moscou sur les pays européens, sans laquelle un rideau de fer total serait dressé depuis longtemps à la frontière Russie-UE. C'est un cauchemar pour tout diplomate américain que d'imaginer la Russie exercer la même influence en Asie du Sud-Est.

Les opposants occidentaux ne savent pas encore comment faire face à ces risques, mais on peut dès à présent prédire leur décision principale: les sanctions. D'ailleurs, le New York Times a déjà annoncé que les USA préparaient des sanctions contre la Chine pour «violation des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme ouïghour». Il faut donc s'attendre à l'élargissement du club des pays frappés par les sanctions américaines.

Toutefois, plus Washington prendra de décisions irréfléchies, plus nombreux seront les alliés potentiels qui tendront la main à Moscou. sputniknews.com 13.09

En complément.

- Ukraine: L'UE proroge ses sanctions individuelles contre des Russes - Reuters 13.09

- Ukraine: Washington et l'UE condamnent des élections factices dans l'Est pro-russe - AFP 13.09

Les États-Unis et l'Union européenne ont condamné mercredi les projets d'élections dans les territoires de l'Est de l'Ukraine contrôlés par des pro-Russes, à Donetsk et Lougansk, y voyant une initiative de Moscou. AFP 13.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Costa Rica

- Costa Rica: grève et blocages routiers contre un projet de réforme fiscale - AFP 14 septembre 2018

Plusieurs axes routiers étaient bloqués jeudi au Costa Rica, perturbant la circulation dans plusieurs communes et compliquant l'accès au principal aéroport du pays, au quatrième jour d'une grève illimitée contre un projet de réforme fiscale contesté.

Un millier d'étudiants et d'enseignants des quatre universités publiques ont aussi manifesté jeudi, marchant en direction du Palais présidentiel pour défendre leur autonomie. La nuit précédente, la police avait pénétré sur le campus de l'Université du Costa Rica afin de poursuivre des étudiants qui avaient bloqué la veille une route voisine.

Des syndicats du secteur public avaient appelé à la grève lundi pour protester contre un projet de réforme fiscale actuellement en discussion à l'Assemblée législative (Parlement). Le texte prévoit notamment des augmentations d'impôts.

La réforme cherche à contenir le déficit public, qui en 2017, a atteint 6,2% du PIB et pourrait atteindre 7,2% en 2018 sans nouvelles recettes. AFP 14 septembre 2018

Haut de page

Le 17 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (16 pages)

La rubrique musique est abandonnée, je mettrai juste en ligne des morceaux le temps que ma fille les télécharge, puis je les supprimerai.

Quand Macron conseille à un jeune chômeur de l'imiter ou de faire le trottoir.

- Macron à un jeune chômeur : «Je traverse la rue et je vous trouve un emploi» - LeParisien.fr 15.09

Encore un petit effort...

L'homme est un animal, un mammifère, un primate, un hominidé, et comme il n'y a pas de transmission génétique ou héréditaire du savoir, il naît ignorant ou sauvage, esclave ou inconscient de sa nature et de la société. Le but de sa vie va consister à s'élever au-dessus de cette condition primaire afin de lui donner un sens ou de se donner un idéal, de conquérir sa liberté.

Maintenant quand on nous dit qu'il serait l'être appartenant à l'espèce animale la plus évoluée de la Terre, on est en droit d'en douter fortement, d'une part parce que cette évolution n'est pas innée comme on vient de le dire, d'autre part parce que rien ne permet d'affirmer qu'il parviendra à évoluer au cours de son existence ou à quel niveau d'évolution il parviendra. Et s'il ne parvenait pas à prendre conscience de ses besoins, des conditions et des moyens qui lui permettraient de les satisfaire, il se condamnerait à subir sans fin le règne de la nécessité, qui est le lot de la nature animale avec toutes ses conséquences violentes, cruelles, barbares.

A ce jour, après une évolution de millions d'années, force est de constater qu'il n'y est toujours pas parvenu.

Et pour cause...

Les oligarques ont acquis tant de richesse et de pouvoir, qu'ils peuvent déstabiliser l'économie de n'importe quel pays dans le monde. Et qu'est-ce que cela change ? Rien, absolument rien, puisqu'on vous le dit, vous devez le croire.

Non mais cela leur a permis aussi de contrôler ou d'acquérir la plupart des médias, de posséder en plus la quasi-totalité des réseaux numériques. Et alors, qu'est-ce que cela change ? Rien, absolument rien, puisqu'on vous le dit, vous devez le croire.

Etc. etc. etc.

Voilà le discours que tiennent nos dirigeants qui s'obstinent à ne pas vouloir en tenir compte. Partant de là, sont-ils crédibles ? Devinez.

C'est bien cela le plus grave.

- Le mensonge permanent, la plus grave des menaces par Chris Hedges (Truthdig 29.07) - Les Crises 15 septembre 2018

(https://www.les-crises.fr/le-mensonge-permanent-la-plus-grave-des-menaces-par-chris-hedges)

Chris Hedges - Le mensonge permanent est l'apothéose du totalitarisme.

Le régime totalitaire récompense toujours la brutalité et la stupidité.

Le cœur du totalitarisme est son désir d'un conte populaire simple.

LVOG - Eh bien voilà ce qu'on pense du "conte populaire simple" de monsieur Chris Hedges :

Commentaire que j'ai posté suite à son article publié par le blog Les Crises.

- "*Vous n'en avez pas marre de ce baratin ?*

"Nous devons opposer..."
"Nous devons bâtir ..."
"Nous devons nous soustraire..."

Patati patata, nous "devons"..., sauf en finir avec le capitalisme, il faut juste l'"affamer" et le "paralyser.

Entre populisme version parti démocrate de Wall Street : "coopératives gérées par des travailleurs, "circuits courts pour l'alimentation", "régime végétalien", "structures artistiques, culturelles et politiques indépendantes", etc.

... et gauchisme impuissant du petit bourgeois individualiste :

"bloquant les pipelines et les sites de fracturation", "descendant dans la rue pour des actes incessants de désobéissance civile"

... pour finalement pratiquer l'entre-soi "en nouant des relations de personnes à personnes" dans des bunkers "des villes refuges"

Cependant il a un doute sur l'efficacité de sa théorie ou il n'y croit pas lui même "peut-être qu'en fin de compte nous ne pourrons pas nous sauver nous-mêmes", assurément, mais il n'en a pas vraiment conscience.

...et à défaut d'imaginer un moyen collectif pour en finir avec le capitalisme, il ne lui reste plus qu'à vivre de fantasmes, d'illusions, de mensonges, d'hypocrisie qu'incarneront "des groupes de résistance où la vérité, la beauté, l'empathie et la justice perdurent", et tant pis si le reste de la société et le monde pourrit sur place, c'est-à-dire tout ce qui existe en dehors de ces mégalomanes endurcies, à sa manière il est atteint de schizophrénie aiguë, c'est un psychopathe."

Depuis il a fait l'objet d'une douzaine de commentaires des lecteurs du blog Les Crises. La majorité partage mon analyse, mais ce qui est extraordinaire, c'est qu'aucun n'a pris position sur l'essentiel, la nécessité d'en finir avec le capitalisme, et un ou deux seulement s'est interrogé sur les moyens pour y parvenir que je n'avais pas proposés pour que mon commentaire ne soit pas censuré, je voulais juste qu'on ait un aperçu de ce qu'avait dans le ventre les lecteurs de ce genre d'articles.

J'ai obtenu ce résultat en enfermant Chris Hedges dans son propre système ou en faisant ressortir ses contradictions à partir de ses propres arguments, de sorte que personne ensuite ne pourrait les nier, d'où le questionnement des uns et l'embarras des autres.

Je devrais poursuivre en appelant à renouer avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917 et à rejoindre le parti qui les incarne, mais lequel ? Je n'ai pas de réponse à cette question. Il doit exister dans les tendances de plusieurs partis des militants éparpillés qui partagent l'essentiel de mes analyses, mais à ce stade ils ne peuvent constituer un pôle de regroupement.

C'est peut-être à cela qu'aurait dû servir ce portail, c'était sans doute ce qu'espéraient les militants qui s'y connectaient il y a 10 ans ou plus, et qui ont été déçus que je ne m'engage pas dans cette voie. Je dois avouer qu'à l'époque je n'avais pas une vision aussi claire qu'aujourd'hui de la situation, je n'ai pas manqué d'audace, je n'en avais pas la capacité et je leur avais dit, et puis irrémédiablement j'ai trop de lacunes pour faire un dirigeant. Personne n'a voulu admettre ou n'a pu comprendre que l'on devait adapter notre conception de la lutte de classe aux profondes transformations de la société et du monde, à l'évolution du capitalisme et ses institutions... Du coup malheureusement, la combinaison de ces facteurs a fait que nous en sommes là, réduit à un constat ou à supporter tel ou tel parti ponctuellement sans pouvoir aller au-delà. C'est sans doute cela qui est le plus préoccupant ou la clé pour sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

Au cours des 70 dernières années, aucun nouveau parti ouvrier n'a réellement vu le jour, tous ceux qui ont été créés l'ont été sans que leurs dirigeants rompent avec l'opportunisme qui avait gangrené leurs anciens partis, et de fait s'y sont développés les

mêmes méthodes détestables, le même sectarisme et dogmatisme, les mêmes tendances bureaucratiques conduisant à des épurations, des défections massive au fil du temps, des scissions, etc. sans qu'aucun n'émerge vraiment, dans ces conditions ils inspirent davantage la méfiance que la confiance et c'est bien normal, mais ô combien dommage à notre cause !

Si un ouvrier ou une employée ou encore un étudiant peut passer à côté de tout cela, ce ne sera pas le cas des lecteurs du blog Les Crises auxquels je me suis adressé et qui sont issus pour l'essentiel des couches supérieures du prolétariat, des intellectuels, des membres des classes moyennes, à la première discussion avec un militant ils se braqueraient, un malaise les envahirait en présence de quelqu'un qui tenterait de les convaincre de se rallier à ses positions ou de partager une analyse avant même qu'ils aient eu le temps de s'exprimer. Cela aura évidemment le don de produire un effet désastreux chez quelqu'un qui aborde la situation sous un autre angle ou qui s'est forgé ses propres convictions, en s'apercevant qu'elles ne sont pas pris en compte ils auront l'impression de ne pas exister ou que finalement toute discussion est impossible ou ne sert à rien.

Les travailleurs en général ou disons moins évolués le ressentent de la même manière, mais ils sont incapables de l'exprimer. Comme ils disent souvent : Ce que vous dites est bien beau, on est d'accord avec vous, mais on a déjà entendu mille fois ce genre de discours, histoire de dire on ne nous y prendra plus. Les militants ne comprennent pas pourquoi ou ils se racontent des histoire ou encore ils en ignorent la signification, et ce n'est pas leurs dirigeants qui va leur fournir, qu'ils leur demandent pourquoi, nous traduirons leurs réponses, qui à mon avis illustreront de ce qu'on a dit plus haut.

Comme vous pouvez le voir ou le pressentir à la lecture de ce passage ou au travers de votre expérience de militant, militer ne va pas de soi de nos jours, nous ne sommes plus au début du XXe siècle ou au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il suffisait de balancer un mot d'ordre pour que spontanément des centaines de milliers de travailleurs s'en saisissent ou vous rejoignent, ils sont quotidiennement mille fois plus bombardés d'informations et de propagande qu'autrefois, ce qui au lieu de les aider à se forger des conviction fait en sorte qu'ils n'en ont plus aucune ou si peu, et encore, elles sont contradictoires et ils sont enclins à une confusion inextricable qui les conduit à se méfier de tout le monde...

Dans ces conditions, si vous ne tenez pas un discours parfaitement adapté à cette situation, vous n'avez aucune chance qu'on vous écoute ou qu'on vous prenne au sérieux, je dirais même par expérience, et ce ne sont pas les lecteurs qui me contrediront, que quoi qu'on fasse pour les mettre en confiance, on n'aboutira à rien.

En envoyant le commentaire ci-dessus au blog Les Crises, j'ai juste voulu faire une expérience. J'ai constaté qu'il avait été plutôt bien accueilli alors que ce n'était pas évident du tout. Ce n'est pas grand chose, je le sais, mais le résultat même limité est positif, je n'en attendais pas davantage à ce stade.

Monsieur Chris Hedges a ses entrées aussi bien au wsws (World Socialiste Web Site), une organisation trotskyste dégénérée, qu'au New York Times, un tel grand écart qui ne le choque pas parce qu'il s'est fabriqué un système de pensée basé non pas sur la lutte de classes mais la collaboration de classe. On en veut pour preuve que ses articles consistent à inviter ses lecteurs à s'accommoder du capitalisme, plutôt que le combattre pour l'éradiquer de la surface de la terre. C'est d'ailleurs à ce titre qu'avec Truthdig il a été primé à plusieurs reprises par différentes organisations officiant sur la côte ouest des Etats-Unis sous l'influence des oligarques de la Silicon Valley et du parti démocrate.

C'est la bonne conscience du bobo, de l'intellectuel ou du petit bourgeois qui se dit de gauche, qui est heurtée par les excès du capitalisme quand ils l'atteignent ou lui font faire des cauchemars, aussi lui prodigue-t-il des conseils pour qu'il leur rende la vie plus agréable, sans qu'ils aient à culpabiliser ou à justifier sans cesse d'avoir un mode de vie somme toute confortable ou à l'abri du besoin, tandis que le reste de la population en est privé ou croule sous la guerre, après tout il n'y est pour rien, il a la conscience tranquille, il a critiqué le capitalisme, il n'a pas l'intention d'en faire davantage sous peine de devenir un paria en Californie ou à Los Angeles, il vit dans un autre monde que le nôtre qui lui procure satisfaction, alors c'est comme le capitalisme, pourquoi l'abandonner franchement.

Ils sont des milliers et des milliers d'intellectuels à écrire des articles ou des livres, à donner des interviews, à être invités à des conférences, à avoir créé des organisations et des portails sur Internet bâtis exactement sur le même modèle, on les appelle les opposants, mais à quoi finalement, hormis ce qui perturbe leur mode de vie, dérange leur bonne conscience et les concepts qu'ils ont adoptés pour l'entretenir pour que la vie continue comme avant, et le capitalisme aussi.

Quand on examine leur mode de pensée, on s'aperçoit qu'il fonctionne en circuit fermé, comme un système qui est uniquement conçu pour légitimer ou autojustifier les théories qu'ils ont imaginées, parfaitement hermétique à tout élément étranger pour le sauvegarder, ils vont passer le reste de leur vie à l'entretenir et à rien d'autre, autrement dit il n'y a rien à en attendre puisque leur horizon ne dépasse pas celui du capitalisme.

Nous au contraire, nous avons adopté un mode de pensée dynamique, ouvert, que l'on ne peut pas enfermer dans un système ou une bulle sous peine qu'il se putréfie, comme tout système qui périt de ses propres contradictions. Notre théorie n'est pas gravée dans le marbre. Elle évolue en fonction des transformations de la société et du monde. Elle n'est pas dictée par un dogme ou elle n'est pas conçue pour se conformer à un système ou être compatible avec lui. Elle est avant tout le reflet du processus dialectique auquel est soumis la société et tous les facteurs qui la composent, dont l'évolution des rapports détermine l'orientation de

la société dans une direction ou une autre. D'où l'action (ou le combat politique) à laquelle nous proposons aux travailleurs et militants de s'associer à partir des faits et de leurs enchaînements pour modifier l'orientation de ces rapports en faveur des exploités et des opprimés afin de parvenir à un changement de régime.

Contrairement à tous ces gens-là, ces beaux parleurs, on ne vit pas de notre théorie, on n'en tire aucun profit individuel, hormis donner un sens à notre vie et en être fier, on n'a même pas besoin de la justifier parce qu'elle correspond à l'idéal humaniste le plus élevé qu'un homme ou une femme peut adopter, en revanche on doit démonter toutes les théories qui s'opposent à la réalisation de cet idéal, notre émancipation du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme pas l'homme, qui passe évidemment par l'éradication du capitalisme de la surface de notre planète.

Ce n'est pas l'objectif de ces gens-là assurément. Ils se comportent comme un procureur qui vous dirait : j'ai le pouvoir de vous rendre votre liberté, mais je n'en userai pas car c'est contraire à ma fonction, à mes convictions, à mes intérêts. Ils critiquent le capitalisme, pour aussitôt le ménager ou se corrompre avec lui. Ils pratiquent en permanence une sorte de double langage. Comment cela se traduit-il ? Ils se considèrent au-dessus des classes et méprisent les masses dans lesquelles ils n'ont aucune confiance.

Voyez comme ils s'adressent aux représentants du capitalisme, à ses institutions dont l'ONU, qu'ils parent de qualités ou de bonnes intentions qu'ils n'ont jamais eu. C'est la limite au-delà de laquelle ils ne peuvent aller ou tout ce qu'on peut attendre d'eux. Autrement dit, ils ne servent qu'à les cautionner ou légitimer leur existence, et la leur au passage, car ils leur rendent bien en retour en leur attribuant des postes, des tribunes, etc. sans lesquels vous n'auriez jamais entendu parler d'eux, ils n'existeraient pas.

Parfois par bêtise ou méchanceté gratuite, on me reproche d'être isolé et inconnu de fait. Et bien je préfère encore mon statut à celui de ces gens-là. Ce ne sont pas les pires, quoique, il faut se méfier des apparences, parce qu'en détournant les travailleurs du combat pour le socialisme ils représentent un véritable danger pour le mouvement ouvrier quand ils ne conduisent pas les militants et travailleurs à déserter le combat politique ou à sombrer dans le désespoir.

S'il fallait un exemple pour l'illustrer, lors de la dernière campagne électorale présidentielle américaine, ils ont fait campagne pour Sanders qui s'est ensuite rallié à H. Clinton, et maintenant quand ils parlent de Trump, ils en viennent à regretter que H. Clinton n'ait pas été élue ou encore Obama, parfois pas si ouvertement, ils y mettent les formes, il faut lire attentivement, sinon ils reprennent à leur compte les thèmes de campagne du parti démocrate, quand ils ne manifestent pas leur nostalgie de l'Amérique des décennies précédentes qui fut toujours en guerre contre le reste du monde.

Ils ne manquent pas de références qui ne sont pas les nôtres.

- Je suis d'accord avec Robert Scheer, l'éditeur de Truthdig qui blogue aujourd'hui sur le rôle de Huffington. Les gens apprécient Huffington et, à juste titre, à mon avis, parce qu'elle est apparue à l'époque où la presse avait échoué, avait été dépassée par des objectifs commerciaux et jouait un rôle actif auprès du gouvernement Bush et de la guerre en Irak. Sans nos lecteurs de vérité, y compris (...) Chris Hedges, Naomi Klein (....) nous aurions des problèmes encore plus graves. De plus, le Huffington Post, comme Facebook, crée un support pour un dialogue public de masse, que j'estime inestimable. Nous avons besoin de cette conversation et de toutes les autres que nous partageons. (Chris Hedges, Huffington, and the Taste of Truth by Alison Rose Levy - Huffington Post blog 23.02.2011)

Le Huffington Post, j'en lis des articles tous les jours, c'est le genre Atlantico.fr ou Slate.com, où on est en présence d'une critique du capitalisme d'extrême droite néolibérale qu'incarne Macron.

Bref, avec de tels opposants, le capitalisme est bien gardé.

La transition est toute trouvée !

Faites tomber les masques. En famille. Pas touche à Macron ! Mélenchon gardien des institutions antidémocratiques de la Ve République.

- Benalla: Mélenchon dénonce une "escalade sans précédent" après les propos de Castaner AFP 14 septembre 2018

Jean-Luc Mélenchon a fustigé vendredi "l'escalade sans précédent" dans "le bras de fer" sur l'affaire Benalla entre l'exécutif et le Sénat, dominé par l'opposition de droite, après l'avertissement lancé par Christophe Castaner aux sénateurs.

Le délégué général de La République en marche a averti vendredi matin lors d'une conférence de presse que "si certains pensent qu'ils peuvent s'arroger un pouvoir de destitution du président de la République, ils sont eux-mêmes des menaces pour la République".

"Le bras de fer de Macron, Castaner et Benalla avec le Sénat est du jamais vu. Il marque désormais une escalade sans précédent avec l'accusation de Castaner selon laquelle le Sénat chercherait la destitution du Président de la République", a réagi le leader de La France insoumise dans un post sur sa page Facebook.

"En exportant sa crise d'autorité, l'exécutif l'amplifie et déstabilise les institutions. Gare aux chutes imprévues!", a-t-il lancé. AFP 14 septembre 2018

Mélenchon ne loupe pas une occasion pour légitimer Macron et les institutions. Non mais vous imaginez un peu, destituer sa majesté Macron Ier, déstabiliser les institutions, quelle audace insupportable !

Effectivement, Mélenchon pourrait faire un bon Premier ministre sous Macron !

En complément.

Je me suis demandé pourquoi dans certains articles Thierry Meyssan faisait allusion aux trotskystes américains qui seraient devenus des néoconservateurs, sans en faire une fixation, je lui ai posé la question et il ne m'a pas répondu. Et ce matin tombant sur un article du Point dédié à Plenel, j'ai eu l'idée de taper sur Google les noms de quelques dirigeants trotskystes des années 30-40 pour voir ce qu'ils étaient devenus, et là j'en ai découvert un auquel Meyssan devait faire allusion, je n'en ai pas trouvé d'autres, il faut dire que je n'ai pas cherché au-delà d'une poignée de dirigeants.

Wikipédia - James Burnham (November 22, 1905 – July 28, 1987) Dirigeant trotskyste du Socialist Workers Party (SWP) qu'il quitta en avril 1940.

En 1955, il aida William F. Buckley Jr. à fonder le magazine National Review, qui, dès le début, prit position dans la politique étrangère, ce qui correspond à celui de Burnham. Burnham est devenu un contributeur de longue date à la revue, et Buckley l'a qualifié "d'influence intellectuelle numéro un sur la Revue nationale depuis le jour de sa fondation." Néoconservateur, "bien que les idées de Burnham aient eu une influence importante sur les factions paléo-conservatrices et néoconservatrices de la droite américaine.

En 1983, le président Ronald Reagan lui a décerné la Médaille présidentielle de la liberté. (Wikipédia en anglais)

C'était l'histoire d'un mec en quête essentiellement de reconnaissance et de pouvoir.

- Dans la tête d'Edwy Plenel - Le Point 14.09

Journaliste à « Rouge » dans les années 1970, il fut ensuite directeur de la rédaction du « Monde » de 1996 à 2004. Il est depuis 2008 cofondateur et président du site d'information Mediapart. (Les idées, ça va ça vient tout dépend ce que cela rapporte. - LVOG)

- Il cherche à influencer la société française pour qu'elle devienne « radicalement démocratique et sociale ». (Ce qui est évidemment impossible en régime capitaliste, c'est antinomique. - LVOG)

- Il assigne à son journal la tâche de mobiliser les citoyens, de tenir le peuple en éveil. Il considère ainsi qu'attaquer Mediapart et l'attaquer lui, c'est s'en prendre à la démocratie. (Rien que cela, il ne fallait pas l'attaquer quand il a appelé à voter Macron, sans doute parce le futur roitelet incarnait la démocratie. - LVOG)

- Quand il était au creux de la vague, il a corédigé un ouvrage avec Hollande en 2006. Il était sûr que Hollande serait président un an plus tard. Il a eu du flair, il s'est juste trompé de moment. Il a aussi appelé à voter Macron alors qu'idéologiquement il était plus proche de Mélenchon. Alors, quand l'actuel président l'invite à l'interviewer, il en profite pour apparaître plus comme un opposant que comme un simple journaliste-questionneur. (Il faut bien essayer de sauver les apparences de manière à faire en sorte que ses partisans ou lecteurs puissent conserver leur bonne conscience. Il aura bouffé à tous les râteliers pour développer sa boutique. - LVOG)

- Aujourd'hui, Edwy Plenel est à la tête d'un journal très rentable. (La bonne conscience et l'imposture n'ont pas de prix ! - LVOG)

- Il est adulé au XXe siècle par les étudiants des écoles de journalisme et tout autant par ceux du XXIe siècle. Le Point 14.09 (Quand on sait ce que sont devenues les écoles de journalisme, c'est peu flatteur, c'est même détestable. - LVOG)

Ils osent tout. En famille. La gauche réactionnaire ou l'illusion des "fabricants d'espoir".

- Européennes: l'union de la gauche écolo et non-populiste à la fête - Liberation.fr 15.09

En l'absence des Insoumis à la fête de l'Humanité, le numéro 1 du PCF Pierre Laurent et Benoit Hamon ont appelé ce samedi à un rassemblement de toutes les forces sociales écologistes et européennes. Mais le leader de Géneration.s a tâclé les penchants populistes du mouvement de Jean-Luc Mélenchon...

Son traditionnel discours à la Fête de l'Humanité, devant les représentants de la gauche dont Benoît Hamon (Générations), Emmanuel Maurel (PS) ou encore Julien Bayou (EELV), était tout autant destiné aux électeurs de gauche qu'aux militants communistes.

"Ce ne sont pas les colères qui nourrissent (les luttes), ce sont avant tout les espoirs. Nous sommes, les communistes, des fabricants d'espoir, nous l'avons toujours été", a-t-il ainsi déclaré.

"Nous ne devons pas nous laisser être prisonniers d'un étau infernal, d'un côté la surenchère de la politique ultralibérale, de l'autre côté le poison nationaliste, xénophobe", a-t-il dit aux communistes.

Parmi les mesures qu'il imagine, "un droit opposable à une alimentation de qualité pour tous", notamment dans la restauration scolaire, et un "droit aux transports non polluants", grâce à un "ferroviaire accessible". Liberation.fr 15.09

Après le "droit opposable au logement", alors que plus de 110.000 travailleurs sont à la rue, il fallait oser !

Qui gouverne ? Quand la stratégie du Nouvel ordre mondial totalitaire est à l'honneur à l'Assemblée nationale.

- Nouvel ordre mondial: quand l'Institut Montaigne dicte sa stratégie à la France - sputniknews.com 14.09

En dénonçant les règles du jeu, les États-Unis ont détruit l'équilibre établi où l'Occident était le maître du monde parce que représentant les valeurs démocratiques, fait place au monde multipolaire et donc aux rapports de force. Quelle place la France peut-elle avoir pour recréer le «concert des nations»? Réponse d'un lobbyiste à l'Assemblée.

Brexit, présidence de Trump, montée du «populisme», défaite stratégique des Occidentaux, le monde international est en pleine transformation, en totale mutation a expliqué Dominique Moïsi à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Une audition, le 12 septembre, où le géopolitologue a expliqué aux députés qu'au-delà du terrorisme de l'État Islamique et de la réémergence de la Russie et de la Chine, «les Européens et donc les Français» se doivent de trouver leur place dans la refondation de l'ordre mondial.

Dominique Moïsi est le conseiller spécial de l'Institut Montaigne, un think tank ou lobby financé par les entreprises du CAC 40 et proche du pouvoir en place. Fin connaisseur de la politique internationale, Dominique Moïsi ne peut être classé ni comme un néoconservateur ni comme un tenant de la realpolitik, à l'instar d'Henri Kissinger. Invité par les députés durant plus de deux heures, il a discouru sur le thème: «la déconstruction de l'ordre de l'après-guerre: quelles conséquences pour la France?» Une véritable stratégie clefs en main pour la France, donnée par ce membre du groupe Bilderberg et de la Trilatérale.

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.6564084_5b98bebd85fe1.commission-des-affaires-etrangeres--m-dominique-moisi-conseiller-special-de-l-institut-montaigne-12-septembre-2018

«Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous nous sommes pensés constitués, par rapport aux États-Unis et dans le cadre d'une Amérique qui était tout à la fois l'assurance vie des démocraties, l'arbitre des affaires du monde et le champion de la démocratie. […] Mais […] l'Amérique, comme le berger avec son troupeau, nous conduit à la noyade et se noie avec nous.» (L'Amérique le champion de la démocratie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : De la guerre du Vietnam à celle contre la Syrie. Ils osent tout. - LVOG)

Considérant que «nous» avions déjà eu «des problèmes avec les États-Unis» par le passé et que l'élection de Donald Trump n'en est qu'un de plus, Dominique Moïsi explique que le divorce entre l'Europe et les États-Unis —et donc le changement de l'ordre mondial-, réside davantage dans la non-application de la ligne rouge de Barack Obama au sujet de l'emploi d'armes chimiques en Syrie.

Pourquoi? Parce que cette faiblesse occidentale aurait selon lui enterré les valeurs des Droits de l'homme et de la démocratie. L'ordre mondial crée par les États-Unis, «un empire relativement bénévolant et bienveillant depuis 1945» n'existe donc plus et «nous» devons donc nous réinventer dans cette refondation du nouveau monde. Mais qui ça, nous? ("Un empire relativement bénévolant et bienveillant depuis 1945", qui n'a cessé de guerroyer sur tous les continents en réalité. S'il peut tenir ce discours, c'est parce qu'il est en terrain conquit à l'Assemblée nationale. - LVOG)

«Pour nous Européens, pour nous Français donc, le plus important est de réaliser qu'au moment où les États-Unis s'éloignent de nous, la Russie et la Chine se rapprochent l'une de l'autre.»

La réponse est limpide. Pour faire face à l'entente russo-chinoise, les Français doivent sceller leur destin dans celui de l'Europe. Mais d'une Europe qui n'est pas celle du Brexit ou du populisme d'un Trump ou d'un Orban, mais bien celle de la démocratie et du mondialisme libéraux… prôné par la Trilatérale et le groupe de Bilderberg. Si Dominique Moïsi constate justement que les États-Unis ne sont plus le leader, il récuse l'idée d'un rapprochement avec Pékin ou Moscou, justement à cause de notre modèle et de notre mission:

«D'intégrer cette transformation du monde, lié à ce phénomène majeur qu'est l'évolution des États-Unis, sans être tenté par un renversement d'alliances tel qui pouvait s'en produire au XVIIIème siècle. Il serait absurde, comme le rêvent certains, de substituer à l'Amérique, la Chine ou la Russie. C'est une mauvaise idée.» (Il reprend à la virgule près la propagande de l'OTAN, des oligarques anglo-saxons va-t-en-guerre les plus extrémistes. – LVOG)

Il ajoute:

«Et c'est une idée qui ne mène nulle part. Nos intérêts et nos valeurs nous obligent dans la mesure du possible, non pas à nous substituer à l'Amérique, mais, en nous rapprochant les uns des autres, car nous en avons les moyens et les capacités, à reprendre le flambeau du modèle démocratique libéral classique.» (Celui des guerres impérialistes, coloniales, des coups d'Etat, etc. – LVOG)

Reprendre le flambeau! Mais pas forcément à la façon des États-Unis, cet empire qui a finalement beaucoup agi par décisions unilatérales, mais en restaurant la paix par le droit. Le concert des nations est une réalité aujourd'hui: avec le déclinement des États-Unis, la réémergence de la Chine, la restauration de la Russie et la création de l'Europe. Et cet équilibre des puissances, selon Dominique Moïsi, ne peut être respecté que par l'instauration d'un nouveau droit international, un nouveau multilatéralisme — comme celui prôné par Emmanuel Macron — une version 2.0 des Nations unies. Mais pour cela, l'Europe doit être puissante.

«L'ère post-OTAN, oui! Mais cela rejoint la question sur l'Europe de la Défense. Elle est indispensable. […] Il y a en Europe, deux pays et deux seuls, qui perçoivent l'Europe comme puissance et l'un de ces deux pays est en train de quitter l'UE: le Royaume-Uni. L'Allemagne évolue dans une direction positive, mais très lentement. Et donc en réalité, la France est très isolée aujourd'hui dans sa conception de l'Europe puissance. Et cet isolement risque de durer.»

Si, comme tous libéraux, surtout de l'Institut Montaigne, Dominique Moïsi considère qu'unis, les pays européens représenteraient une puissance économique de premier ordre, sur le plan militaire, sans être une chimère, cette perspective d'une Europe puissance est loin d'être réalisable. Outre le Royaume-Uni et son Brexit, les pays de l'Est préfèrent encore actuellement l'OTAN et ne veulent pas entendre parler d'une Europe de la Défense. Le constat étant celui-ci, l'européiste convaincu revient donc sur un dessein national:

«Les États-Unis ont abandonné l'Amérique latine à la Chine. L'Europe a très largement abandonné l'Afrique à la Chine et nous avons conjointement abandonné le Moyen-Orient à la Russie. […] Nous sommes partout sur le recul. À terme, cela n'est pas possible. Et donc je pense que pour nous Français, notre vraie priorité […] c'est l'Afrique, suivie par le Moyen-Orient, suivi par l'Amérique latine.» (L'avenir, c'est le colonialisme en somme ! – LVOG)

Reprenant —si ce n'était son idée- le programme stratégique d'Emmanuel Macron sur la place de la France en Afrique, Dominique Moïsi continue le constat d'échec des dernières politiques de l'Élysée et du Quai d'Orsay face à leurs concurrents russes et chinois. L'Europe n'étant pas puissante militairement, c'est la France qui doit donc assurer son rayonnement à l'international.

Mais sans les États-Unis, qu'en est-il du positionnement de la France dans ce monde en mutation?

«Il y a une reconstruction du Moyen-Orient autour de deux alliances en pointillés: l'Iran, la Turquie et la Russie, et les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël. La France ne doit pas choisir entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Elle doit garder une forme d'équilibre entre les deux. Elle ne doit pas non plus considérer que la question des valeurs est totalement derrière nous. Le réalisme nous conduit à comprendre que rien n'est possible aujourd'hui au Moyen-Orient sans la Russie.»

Le réalisme! Voilà un mot essentiel dans la géopolitique. Un réalisme à la De Gaulle par exemple? Si Dominique Moïsi souhaite que Paris adopte une position d'équilibre au Moyen-Orient- comme le fait Moscou par ailleurs- la Russie et les États-Unis devraient-ils être traités de la même façon par la France?

«Nous traitons différemment la Russie et les États-Unis et l'explication est simple. La guerre économique n'est pas la guerre. Les États-Unis nous menacent par […], son imprévisibilité, son absence de vision, de clarté, de logique. Ils sont une menace considérable pour notre avenir. Mais ils ne nous menacent pas directement. Il n'y a pas d'armée américaine qui soit prête à

se déployer pour envahir l'Europe.» (Mais il y a l'armée américaine et de l'OTAN prêtent à envahir la Russie, tout est dans le non-dit ici. - LVOG)

Dominique Moïsi balaye d'un revers de main cette idée selon laquelle les États-Unis seraient une menace pour l'Europe. Sur l'aspect économique, si Donald Trump semble s'opposer au système du libéralisme absolu, sa politique pourrait aussi être analysée comme un énième moyen de pression. Sur le plan militaire, rappelons seulement que 70.000 militaires américains sont basés sur le continent. Et les Russes, qui n'ont pas de soldats en Europe, pourraient-ils nous envahir?

«Je ne crois pas d'ailleurs que cela soit l'intention russe. Je ne sombre pas dans ce travers, mais nous ne pouvons pas traiter de la même manière un pays qui de manière systématique cherche à nous affaiblir, à entrer dans nos processus électoraux, à intervenir de la manière la plus négative à la veille des élections présidentielles en France pour déstabiliser, si cela est possible, le favori français et les États-Unis.» (La fable pour justifier la différence de traitement entre la Russie et les Etats-Unis, c'est médiocre et usé comme argument. – LVOG)

Le deux poids deux mesures étant expliqué, Dominique Moïsi considère que si nous devons échanger avec la Russie, notamment au sujet du Moyen-Orient, si nous devons renforcer nos discussions avec la Chine, où nous avons un «retard considérable» par rapport à l'Allemagne, ces deux partenaires-concurrents devraient être analysé comme nos plus grandes menaces. Attention, «phrase un peu lourde et provocatrice»:

«Le terrorisme est une réalité de notre vie quotidienne qui va continuer. Mais l'arbre du djihadisme ne saurait cacher la forêt russe qui elle-même ne saurait cacher l'immensité de la forêt chinoise. En réalité, si nous devons hiérarchiser l'ordre des menaces, le terrorisme est le plus spectaculaire, mais à long terme ce n'est pas le plus fondamental, le plus sérieux.» sputniknews.com 14.09 ("Si nous devons hiérarchiser l'ordre des menaces", celle de ce spécimen de psychopathe l'emporte. - LVOG)

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- La CEDH condamne le Royaume-Uni, mais pas la surveillance de masse - Liberation.fr 14.09

- L'Assemblée nationale refuse (encore) d'inscrire l'interdiction du glyphosate dans la loi - Le HuffPost

- L'Assemblée vote l'interdiction des couverts et de contenants jetables en plastique - Le HuffPost

- Le gouvernement veut faire immatriculer les vélos - Le HuffPost

Ou comment créer artificiellement de nouveaux besoins...

Marquage ou immatriculation, travaux d'infrastructures, réaménagement des voiries, développement du double sens cyclable, aménagement de «sas vélos», locaux sécurisés pour stationner des vélos, locaux destinés au stationnement des vélos deviendra obligatoire dans les nouveaux immeubles de bureaux ou d'habitation...

- Novitchok : deux espions russes présumés arrêtés aux Pays-Bas - AFP 14 septembre 2018

Deux espions russes présumés, soupçonnés d'avoir voulu pirater un laboratoire suisse associé à l'enquête Skripal, ont été arrêtés aux Pays-Bas et renvoyés en Russie au printemps, ont rapporté vendredi les médias et des sources officielles. AFP 14 septembre 2018

J'ai lu quelque part que la Russie soupçonnait les Britanniques de vouloir falsifier leur rapport sur l'affaire Skripal, apparemment ils ont voulu le vérifier par eux-mêmes. A suivre.

- Malgré l'ouragan, une prison de Caroline du Sud refuse d'évacuer ces 650 prisonniers - Slate.fr 14 septembre 2018

Alors que le gouverneur a ordonné à la population de fuir les zones à risque, un établissement pénitentiaire oblige détenus et surveillants à rester sur place. Slate.fr 14 septembre 2018

- Gaza: deux Palestiniens, dont un enfant, tués par des tirs israéliens - AFP 14 septembre 2018

Deux Palestiniens, dont un enfant de 12 ans, ont été tués vendredi par des tirs de soldats israéliens lors de manifestations et de heurts dans la bande de Gaza le long de la frontière avec Israël, a indiqué le ministère gazaoui de la Santé. AFP 14 septembre 2018

- Le conflit afghan pourrait être le plus meurtrier de 2018 - LeFigaro.fr 14 septembre 2018

Enlisé dans un double conflit avec l'État islamique et les talibans, l'Afghanistan déplore déjà près de 20.000 morts pour cette année. LeFigaro.fr 14 septembre 2018

- Peut-on encore critiquer l'Arabie saoudite ? - LePoint.fr 14 septembre 2018

Le royaume ne laisse plus aucun pays occidental dénoncer ses violations des droits de l'homme sous peine de les frapper au portefeuille. LePoint.fr 14 septembre 2018

Tiens, cela confirme ce que vous avez lu plus haut...

- L'armée très présente dans l'élection au Brésil - AFP 14 septembre 2018

- Hongrie : Guy Verhofstadt appelle les Etats-Unis à agir contre Viktor Orban Atlantico.fr - 15 septembre 2018

L'ancien Premier ministre belge, président du groupe des libéraux au Parlement européen, a publié une tribune sur le site de CNN où il appelle les Etats-Unis à se joindre aux Européens pour "stopper" Orban "immédiatement". Atlantico.fr 15 septembre 2018

- Répression des Ouïgours : les Etats-Unis montrent les dents à la Chine sur la question des droits de l'Homme - Atlantico.fr 15.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Démission de l'amiral McRaven, ex assassin-en-chef du Pentagone - Réseau Voltaire 14 septembre 2018

L'amiral William H. McRaven a présenté au secrétaire à la Défense sa démission du Conseil consultatif de l'innovation.

Ce conseil avait été créé en 1996 par le secrétaire à la Défense, Ash Carter, afin de tirer le meilleur parti des industries innovantes de la Silicon Valley. Il réunit des personnalités de l'Internet et des militaires de haut rang.

L'amiral McRaven est entré en opposition frontale avec le président Trump lors du retrait par ce dernier de l'habilitation Secret-Défense de l'ancien directeur de la CIA, John Brennan. Il avait alors publié une tribune libre pour demander par solidarité le retrait de sa propre habilitation. Ce texte avait été publié par le Washington Post [1] le jour même où d'anciens hauts responsables du Renseignement publiaient également un texte de soutien à Brennan [2].

Après la publication d'une tribune libre anonyme anti-Trump dans le New York Times [3], cette fois attribuée à un haut fonctionnaire de la Maison-Blanche, McRaven a été prié de présenter sa démission du Conseil où il siégeait.

L'amiral McRaven est devenu célèbre en conduisant l'opération Trident de Neptune (Neptune's Spear). Il aurait assassiné Oussama Ben Laden dans sa demeure d'Abbottabad, au Pakistan. Cette opération mise en scène par le président Barack Obama, a été vivement contestée par le Pakistan. D'abord parce qu'elle a été accomplie en violation de sa souveraineté et ensuite parce qu'Oussama Ben Laden ne résidait pas à Abbottabad, mais est mort en Afghanistan en décembre 2001. L'amiral McRaven a alors dirigé les Forces spéciales (US SoCom). À ce titre, il a été auditionné par le Congrès et a fièrement révélé pratiquer des assassinats politiques dans 78 pays dans le monde. Le président Obama avait chargé McRaven de constituer un réseau avec les Forces spéciales alliées de manière à pouvoir assassiner n'importe qui, n'importe où dans le monde, en moins de 48 heures [4].

John O. Brennan a mené une longue carrière à la CIA jusqu'à en devenir directeur (2013-17). Il a développé considérablement le programme d'assassinat par drones de l'Agence. Dans ce cadre, il a travaillé étroitement avec l'amiral McRaven. Il est par contre entré en conflit avec le général Michael T. Flynn du Renseignement militaire. Devenu le premier conseiller de Sécurité nationale du président Trump, Flynn a immédiatement fait révoquer Brennan et a tenté de réorganiser la CIA autour de ses missions de Renseignement humain et non plus de liquidation de ses ennemis. Brennan a alors mené le combat politique contre Flynn et Trump les accusant d'être des agents russes. Son accréditation Secret-Défense a été révoquée le 15 août 2018. Réseau Voltaire 14 septembre 2018

Notes.

[1] « Revoke my security clearance, too, Mr. President », by William H. McRaven, Washington Post (United States) , Voltaire Network, 16 August 2018.

[2] “Statement from former senior intelligence officials”, Voltaire Network, 16 August 2018.

[3] “I Am Part of the Resistance Inside the Trump Administration”, New York Times (United States) , Voltaire Network, 5 September 2018.

[4] « La globalisation des Forces spéciales », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 13 mai 2014.

Syrie

- Washington, Paris et Londres crient à une attaque chimique en Syrie: quid des preuves? - sputniknews.com 14.09

Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni n’ont présenté aucune preuve de l’intention du gouvernement syrien d’utiliser des armes chimiques, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie russe. Selon lui, les accusations des pays occidentaux poussent les radicaux à mettre en scène une nouvelle provocation.

Il n'y a aucune preuve de la préparation par Damas d'une attaque chimique, a déclaré ce vendredi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de la réunion du Forum russo-allemand.

«Ils [les pays occidentaux, ndlr] ne nous présentent aucun fait prouvant que le gouvernement [syrien, ndlr] se prépare à une telle chose. Dans le même temps, les données concernant le nombre de bidons de chlore livrés [à Idlib, ndlr] rendues régulièrement publiques par les militaires russes sont négligées», a-t-il précisé. sputniknews.com 14.09

En complément

Idlib, plus grande base-arrières de djihadistes d’Al-Qaïda dans le monde - Atlantico.fr

Voilà ce que "la communauté internationale" ou les puissances occidentales appellent à défendre...

Irak

- Irak: le bloc proche de l'Iran emporte la bataille du Parlement - AFP 15 septembre 2018

Le Parlement irakien a élu samedi à sa direction les candidats soutenus par le bloc proche de l'Iran, préfigurant la formation du prochain gouvernement par les anciens combattants anti-jihadistes proches de Téhéran et le populiste chiite Moqtada Sadr.

Neuf mois après l'annonce de la "victoire" sur le groupe jihadiste État islamique (EI) et sur fond de crise sociale et sanitaire, ces élections constituent le premier pas vers un nouveau cabinet après une paralysie politique de plus de quatre mois.

Les députés élus en mai ont porté à la présidence de la chambre le sunnite Mohammed al-Halboussi, soutenu par le bloc pro-Iran, dominée par l'Alliance de la Conquête de Hadi al-Ameri.

Ils lui ont choisi comme premier adjoint Hassan Karim, l'ancien maire d'arrondissement de Sadr City, bastion de Moqtada Sadr à Bagdad.

L'émissaire iranien "Qassem Soleimani a réussi à unifier les forces chiites et à obtenir des postes aux sunnites qui l'ont suivi", affirme à l'AFP le politologue irakien Hicham al-Hachémi.

De son côté l'émissaire américain Brett McGurk a "échoué à diviser les chiites, n'est pas parvenu à tenir ses promesses de postes aux sunnites qui s'étaient ralliés aux Etats-Unis et n'a pas été en mesure de faire peur aux sunnites qui ont choisi le camp iranien", poursuit M. Hachémi.

"L'Iran a déjà marqué deux points, tandis que les Etats-Unis en ont perdu trois", résume-t-il.

M. Halboussi --élu à 37 ans plus jeune président du Parlement en Irak-- a obtenu 169 voix sur 298 votes exprimés, tandis que l'ex-ministre de la Défense Khaled al-Obeïdi, candidat du Premier ministre sortant Haider al-Abadi, n'en a récolté que 89.

M. Abadi était un temps pressenti pour conserver son poste après son alliance avec Moqtada Sadr, vainqueur des législatives sur un programme anti-corruption commun avec les communistes.

Mais son grand allié l'a lâché le 8 septembre à l'issue de quatre jours de manifestations meurtrières à Bassora, ville pétrolière du sud en proie à une crise sanitaire sans précédent. Et M. Abadi a jeté l'éponge cette semaine.

Ce sont désormais ses deux rivaux, arrivés devant lui aux législatives, qui désigneront son successeur après s'être dit "sur la même longueur d'ondes" pour former le futur gouvernement.

Dans le système irakien d'élection à la proportionnelle, calibré pour éviter tout retour à la dictature après Saddam Hussein, les listes de députés doivent se regrouper en coalitions.

Le bloc qui compte le plus de députés désigne le Premier ministre, qui exerce véritablement le pouvoir exécutif.

Ce choix semble donc aujourd'hui entre les mains de MM. Ameri et Sadr, qui ont rallié autour d'eux des forces sunnites et kurdes.

Car dans un système qui réserve traditionnellement le poste de président du Parlement à un sunnite, de président de la République à un Kurde et de Premier ministre à un chiite, les tractations porte sur un accord englobant les trois postes.

- "Technocrates" -

Le futur président de la République sera élu par le Parlement dans les trente jours qui suivent. C'est lui qui chargera officiellement la plus large coalition de former le gouvernement.

En 2014, alors que l'EI venait de s'emparer de près d'un tiers de l'Irak face à des forces armées en pleine débandade, M. Abadi, peu connu du grand public, avait été choisi comme le candidat du consensus, à même de satisfaire l'Iran et les Etats-Unis, les deux puissances agissantes en Irak, actuellement à couteaux tirés.

Pour les experts, un tel scénario pourrait tout à fait se reproduire cette année, alors que le chef spirituel de la majorité des chiites d'Irak, le grand ayatollah Ali Sistani, a déjà dit refuser un politicien ayant été au pouvoir par le passé.

Moqtada Sadr, lui, pousse pour un Premier ministre "indépendant" et un gouvernement de "technocrates", tandis que M. Ameri, lui-même chef d'un puissant groupe armé soutenu par l'Iran et dénoncé par Washington, a déjà annoncé qu'il ne serait pas candidat au poste de chef du gouvernement.

M. Halboussi était jusqu'à son élection au Parlement le 12 mai sur une liste sunnite locale, le gouverneur de la province d'Anbar, dans l'ouest désertique.

Devant les 298 députés --sur 329-- présents lors du vote, il a plaidé pour "de réelles réformes", évoquant notamment Bassora, théâtre la semaine dernière de manifestations meurtrières réclamant des services publics et la fin de la corruption. AFP 15 septembre 2018

A lire dans la causerie du 10 septembre : L'Iraq à la croisée des chemins - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

Venezuela

- Venezuela: le secrétaire général de l'OEA n'exclut pas une "intervention militaire" - AFP 15 septembre 2018

Le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a déclaré vendredi qu'il ne fallait pas exclure "une intervention militaire" au Venezuela pour "renverser" le gouvernement de Nicolas Maduro, responsable de la grave crise économique, humanitaire et migratoire que traverse le pays.

"En ce qui concerne une intervention militaire visant à renverser le régime de Nicolas Maduro, je pense que nous ne devons exclure aucune option", a déclaré M. Almagro lors d'une conférence de presse dans la ville colombienne de Cúcuta, principal point d'entrée des Vénézuéliens en Colombie, près de la frontière avec le Venezuela.

Le dirigeant de l'Organisation des Etats d'Amérique (OEA), que le président Maduro accuse d'"ingérence", a soutenu sa déclaration en faisant état de "violations des droits de l'homme" et de "crimes contre l'humanité" commis selon lui par le gouvernement vénézuélien contre son peuple.

"Devant la souffrance des gens, devant l'exode (de la population) qu'il (le gouvernement vénézuélien), a provoqué, des actions diplomatiques doivent tout d'abord être menées, mais nous ne devons exclure aucune (autre) action", a-t-il déclaré.

Il a affirmé que le pouvoir vénézuélien utilisait "la misère, la faim, le manque de médicaments et des instruments répressifs pour imposer sa volonté politique au peuple".

Jeudi, M. Almagro avait estimé que la crise déclenchée par l'émigration massive des Vénézuéliens pouvait se résoudre par un gouvernement démocratique.

"La crise migratoire vénézuélienne se résout par la démocratie dans le pays", a déclaré M. Almagro lors d'une visite à Carthagène des Indes, en Colombie, où il s'est entretenu avec le président Ivan Duque.

"C'est une nécessité très claire, sinon le régime va continuer à nous mentir, va continuer à nous dire qu'il n'y a pas de crise, pas de pénuries, que le problème n'a pas de dimensions humanitaires", a-t-il ajouté.

"La crise migratoire vénézuélienne est absolument immorale car elle démontre l'indolence d'un gouvernement (...) à l'heure de traiter les problèmes, les besoins de son peuple", a-t-il souligné.

M. Almagro a mis en cause le "régime" de Nicolas Maduro, qu'il a qualifié de "dictatorial", notamment pour son refus de reconnaître l'exode massif de la population, en raison de la crise du pays.

"Tenter de soutenir ce mensonge (...) est définitivement un acte immoral", a estimé le secrétaire général de l'OEA.

Il a salué l'accueil réservé aux migrants vénézuéliens en Colombie, qui a reçu plus d'un million de personnes, dont plus de 820.000 ont été régularisées.

Onze pays d'Amérique latine, réunis pour la première fois la semaine dernière sur la crise des migrants vénézuéliens, ont appelé Caracas à accepter l'aide humanitaire pour endiguer cet afflux qui déstabilise les capacités d'accueil de la région. AFP 15 septembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Bangladesh

- Bangladesh: les ouvriers du textile dénoncent le salaire minimum - AFP 15 septembre 2018

Les syndicats bangladais manifestent pour dénoncer le salaire minimum "inhumain" de 95 dollars par mois fixé par le gouvernement pour les quatre millions de travailleurs de l'habillement du pays. AFP 15 septembre 2018

Haut de page

Le 19 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il pleut depuis quelques jours, comme c'est si rare ou c'est l'époque de la mousson, on n'ose pas se plaindre. En revanche, on n'est pas vraiment organisé en conséquence, ce qui se traduit par bien des désagréments dont certains qu'il faut ensuite gérer en urgence, d'où cette brève causerie.

Nier la réalité ou se réfugier dans le déni n'a jamais fait avancer notre cause, flatter l'ignorance des travailleurs ou des militants non plus, cela sert juste à donner l'illusion qu'on partage les mêmes idées ou valeurs, alors qu'en fait ce n'est pas le cas. Il ne faut pas être très exigeant ou rigoureux pour s'en contenter.

Ici on dénonce et on combat cette illusion suicidaire, parce qu'elle constitue notamment le principal obstacle qui entrave notre combat politique..

On va peut-être nous répliquer que le premier sujet qu'on aborde ci-dessous dans cette causerie n'intéresse pas les travailleurs, qu'il ne concerne qu'une minorité, nous répondrons comme votre littérature ou votre engagement marginal.

Cet argument est d'autant plus foireux qu'il n'est jamais suivi d'effets. Je veux dire par là que des travailleurs peuvent participer à la lutte de classes, mais cela ne se traduit pas par une modification de leur état d'esprit, parce qu'ils n'en tirent aucun enseignement ; dans le cas contraire cela se saurait depuis belle lurette et nous n'en serions certainement pas rendu là.
Nos contradicteurs refusent de l'admettre (encore un déni) alors que c'est l'évidence même.

Des millions de travailleurs ou militants ont participé à toutes sortes d'action depuis un demi-siècle et ils n'ont jamais progressé. Vous croyez que nos dirigeants se demanderaient pourquoi, pensez-vous, cette question ne leur effleure même pas l'esprit. A quoi pensent-ils alors ? Demandez-leur, moi j'y ai renoncé, il n'y a rien à en tirer.

Personnellement, je n'essaie pas de convaincre qui que ce soit de quoi ce soit, je ne fais pas de prosélytisme, je n'ai aucune ambition personnelle et je n'ai rien à vendre, aucun appareil à défendre, aucun statut à protéger, et je n'ai de compte à rendre à personne puisque j'ignore qui sont mes lecteurs, hormis ma conscience qui me commande de me conduire dans la vie conformément à mes idées ou mon idéal.

J'ai cru un moment qu'on pourrait peut-être développer quelque chose à partir de ce portail, en fait je n'en ai jamais été convaincu du fait que nos contemporains sont devenus hyper susceptibles, pour être soumis à une propagande hystérique permanente qui a exacerbé leur émotivité au point de ne plus être en mesure de penser librement ou de se l'interdire, on ne sait jamais où cela pourrait les mener... En attendant on peut observer où cela nous a mené.

Et quant à ceux qui estiment que la liberté de pensée n'a jamais été aussi grande, on leur répondra qu'elle ne fait qu'illustrer à quel point leur mode de pensée et de vie est médiocre, et qu'ils en soient fiers est finalement dans l'ordre des choses notez bien.

Après que mes lecteurs eurent rejeté toutes les propositions que je leur avais faites, je les invite juste à nous élever un peu au-dessus de cette médiocrité histoire de ne pas rompre avec notre idéal ou d'en être digne, ce n'est pas grand chose j'en conviens, mais tant à la fois !

Quand on devient vieux, on ne peut pas se résigner à finir nos jours dans une société aussi détestable. On doit mettre les forces qu'il nous reste au service de notre classe pour l'aider à se dresser contre la tyrannie et la renverser, sinon cela signifierait que notre existence n'aurait eu aucun sens, et finir nos jours dans de pareilles circonstances serait le pire des cauchemars qu'on ne souhaitera à personne. Ayez au moins la bonté de respecter notre dernière volonté si vous n'en partagez pas le contenu, merci à vous.

- Causerie au format pdf (13 pages)

Totalitarisme. Une officine de Big Brother démasquée.

- #DisinfoGate : Synthèse générale - Les Crises 17.09

Résumé général

1) “l’ONG” belge EU DisinfoLab – à l’origine de l’étude sur le « gonflage numérique » de l’affaire Benalla par « l’écosystème russophile » – n’est en fait qu’un paravent d’une nébuleuse de sociétés commerciales, dont le cœur est SAPER VEDERE, une agence de communication spécialisée sur l’accompagnement en cas de crise médiatique. Ces deux structures ont les 3 mêmes fondateurs, dont parmi eux le consultant Nicolas Vanderbiest, actionnaire à 40 % de Saper Vedere.

2) Les fondateurs entretiennent régulièrement une confusion entre leurs nombreuses casquettes. Lorsque Nicolas Vanderbiest parle, est-ce le chercheur, le blogueur, le cofondateur de l’association sans but lucratif DisinfoLab, le consultant auto-entrepreneur, l’actionnaire presque majoritaire de Saper Vedere, le partenaire de Visibrain ? Mystère…

3) De façon très étonnante, cette micro-association a rapidement été soutenue financièrement par Twitter, ainsi que par de puissants partenaires, tels l’Atlantic Council ou la Fondation Open Society de George Soros.

4) Lors de la présidentielle 2017, Nicolas Vanderbiest a été extrêmement actif, et s’est éloigné de la nécessaire neutralité scientifique propre à son statut de chercheur, au détriment de certains candidats (Le Pen, Fillon…).

5) La confusion entre les différentes casquettes des fondateurs a fini par entraîner un mélange des rôles entre les structures ainsi que de profonds conflits d’intérêts.

6) La plupart des partenaires de Disinfo ont une attitude envers la Russie qui les ferait certainement qualifier de “complotistes”, si un autre pays était la cible de leur obsession.

7) Disinfo a œuvré afin de lancer une polémique autour du rôle de la supposée “russosphère” sur Twitter, sans succès avant le Premier tour de la Présidentielle 2017, mais avec succès au cours de l’affaire Benalla. Et on comprend vraiment mal pourquoi Disinfo a choisi de s’intéresser à cette affaire…

8) Enfin et surtout, deux membres de la Galaxie SaperVedere/Disinfo sont également des membres clés de la Team Macron, et ont œuvré à la communication de Macron durant la Présidentielle. Par ailleurs, Aurore Bergé députée LREM, et Pierre Le Texier responsable du pôle e-influence chez En Marche, s’avèrent étonnements proches de Nicolas Vanderbiest, et ont ardemment soutenu le DisinfoLab au cours de la polémique. Les Crises 17.09

LVOG - EU Disinfo Lab figure à la page 144 du rapport des ministères des Affaires étrangères et des Armées intitulé *Les manipulations de l'information* : À Bruxelles, le EU Disinfo Lab produit également des analyses remarquées.

EU Disinfo Lab figure en compagnie de Digital Forensic Research Lab (DFRLab), une structure de l’Atlantic Council, yhink tank néoconservateur, Bellingcat, dont le fondateur Eliot Higgins a rejoint le Digital Forensic Research Lab du Atlantic Council en 2016 (Wikipédia.org), financé par la plateforme de financement participatif Kickstarter basée à New York, dont on ignore le nom des généreux mécènes, elle brasse déjà 1,9 milliard de dollars, et Securing Democracy (ASD), une officine travaillant sur la base des informations fournies par la CIA, le FBI et le NSA (Source : Wikipédia.org), dont les travaux sont dirigés par d'ex-membres du département d’Etat (Laura Rosenberger, Michael Chertoff, Mike McFaul) ou des hauts fonctionnaires (Jamie Fly) de l'administration Bush ou Obama, bref, une autre antenne des services de renseignements américains.

Lu dans le rapport des ministères des Affaires étrangères et des Armées intitulé ***Les manipulations de l'information***.

- Décrédibiliser la désinformation grâce aux sources ouvertes (page 145)

Un exemple de la puissance du journalisme collaboratif en est la brillante enquête du New York Times – menée notamment avec le groupe d’investigation Bellingcat – qui prouve la responsabilité du régime el-Assad dans l’attaque chimique de Douma.

LVOG - Alors que chacun sait que cette attaque n'a jamais eu lieu !

Ce qui est intéressant ou ce qu'il faut retenir, ce sont les liens qui existent entre toutes ces officines, les médias, l'armée, les services de renseignements, les oligarques, les gouvernements. En fait un véritable complot contre tous les peuples pour les empêcher de prendre conscience de ce qui se trame dans leur dos et ainsi pouvoir continuer de les asservir.

Le rôle que joue tous ces acteurs est inavouable, démasquer leur collusion, les neutraliser, anéantir leur capacité de nuisance, leur ôter tout pouvoir devrait être notre objectif politique.

Le capitalisme, comment cela fonctionne-t-il ?

Contrairement aux idées reçues ce ne sont pas les hommes particulièrement avides de richesses et de pouvoir qui l'ont adopté qui en décident. Non, ce système économique fonctionne selon les lois de la dialectique ou de la logique qui concourent à l'évolution ou la transformation de la matière, disons pour simplifier, des lois qui se résument à des rapports de cause à effet. Et comme elles présentent la singularité de ne pas apparaître telles quelles au premier abord, elles font l'objet d'une mystification qui tend à faire croire qu'elles seraient la panacée ou qu'elles seraient éternelles, alors qu'en réalité elles correspondent uniquement à une période donnée, au stade déterminé auquel est parvenu le développement des forces productives.

Maintenant toute chose étant périssable un jour ou plutôt, aucun rapport aussi stable soit-il (en apparence seulement) ne pouvant demeurer en l'état indéfiniment, il arrive forcément un moment où ce rapport se désagrège d'une manière ou d'une autre, ou la limite de son existence est atteinte, soit en régressant à un état antérieur pouvant aller jusqu'à la putréfaction, de sorte que ces éléments constitutifs seront rendus méconnaissables pour être retournés à l'état primaire, soit en donnant naissance à un rapport supérieur qui permettra à ces éléments constitutifs d'évoluer encore, dès lors que les conditions qui président à leur développement auront été modifiées ou favorisées, de manière à ce que cette nouvelle progression puisse se réaliser.

Ce qu'il faut comprendre ici, c'est que dans un système, un cadre, un rapport, un mode production donné, tout ne peut pas se produire. Il faut donc recourir à un élément extérieur pour réunir les conditions qui permettront le changement souhaité ou recherché, pour être plus précis, il faut parvenir à agir sur le rapport qui existe entre les éléments déterminants qui sont présents au sein de ce système ou cadre, de manière à le faire éclater et qu'il donne naissance à un rapport supérieur, puisque tel est notre objectif, permettre à la civilisation humaine de progresser à nouveau en se libérant du joug de l'exploitation de l'homme

par l'homme.

De la même manière que ce n'est pas la volonté du capitaliste qui serait à l'origine des lois de fonctionnement du système économique en vigueur, il ne suffit pas de le savoir ou d'en prendre conscience pour que le rapport qui existe entre les classes s'en trouve modifié, inversé, renversé, non, il faut agir, se rassembler, s'unir, s'organiser, construire un parti, s'emparer du pouvoir politique, afin de neutraliser l'élément nuisible qui au sein de ce rapport incarne ou conduit à la décomposition, à la putréfaction de la société, la classe des capitalistes, en commençant par son sommet, l'oligarchie parce que son pouvoir coïncide avec l'instauration d'une société totalitaire.

Eh non, l'esclavage salarial n'est pas une fatalité !

K . Marx - Mais toutes les méthodes qui aident à la production de la plus-value favorisent également l'accumulation, et toute extension de celle-ci appelle à son tour celles-là. Il en résulte que, quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule.

Enfin la loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même. K . Marx : Le Capital (Livre I - Section VII)

En macronie

- Les sénateurs LREM boycotteront l'audition de Benalla - L'Express.fr 18.09

- Fan de Giscard, ex-journaliste et "dandy"... Cinq choses à savoir sur Gilles Le Gendre, le nouveau patron des députés LREM
- Franceinfo 19.09

Voilà qui devrait les inspirer.

- Sodomie, sex-toy et pratiques sexuelles... cette BD répond aux questions avec humour - Le HuffPost 19.09

L'obsession, la perversité, la dépravation sexuelle, voilà à quoi ils veulent conduire nos enfants ou petits enfants ces frustrés ou détraqués.

La question que chacun devrait se poser : Pourquoi tiennent-ils tant à ce que nos enfants se fassent sodomiser, pratiquent l'homosexualité, deviennent des obsédés sexuels ?

Pour qu'ensuite ils se détestent, ils se dégoûtent d'eux-mêmes, pour les rabaisser, les culpabiliser, en faire des êtres inférieurs, faibles, vulnérables, de sorte qu'ils ne parviennent jamais à avoir confiance en eux-mêmes et donc en personne, ainsi ils seront manipulables à merci...

En complément.

- Éducation nationale: 1800 postes supprimés en 2019 - L'Express.fr 17.09

Ces suppressions de poste concerneront le second degré -collèges et lycées- ainsi que les services administratifs. L'Express.fr 17.09

Envoyez chier tous ceux qui ne vous écoutent pas !

Entendu à la Fête de l'Humanité.

AFP - Quel communisme prôner aujourd'hui, à qui et comment le parti doit-il s'adresser ?

"Vous faites lire ça à des jeunes des milieux populaires, ils vont vous envoyer chier, c'est incompréhensible!", peste lors d'un débat une vieille militante. AFP16 septembre 2018

C'est incompréhensible pour tout le monde, et cela ne concerne pas uniquement le PCF. De toutes manières ils s'en foutent, ils ne s'adressent pas aux travailleurs, ils ne s'adressent qu'à des militants ou l'élite intellectuelle.

Personnellement, je partage les conditions et l'état d'esprit d'un travailleur inorganisé, et bien je peux vous dire que je trouve insipide leurs littératures, je ne parle pas des revues théoriques évidemment. A ma connaissance depuis plus de 70 ans, il en a toujours été ainsi tous courants du mouvement ouvrier confondus.

Ils écrivent pour leurs adhérents, pas pour les travailleurs tous statuts confondus qui sont davantage habitués au langage plus fluide ou accessible de la presse. Ils se comprennent entre eux, et encore ! Leurs articles ne sont pas conçus pour vous informer ou pour vous permettre de réfléchir librement, pour que vous progressiez, ils s'en foutent, ils sont uniquement rédigés pour placer leur propagande, leur camelote.

Quand on les écoute, on s'aperçoit qu'ils ont tous le même comportement, ils sont tous formatés sur le même modèle. On a l'impression qu'ils ont subi un lavage de cerveau ou qu'ils ont adhéré à une secte, ils vivent hors sol, dans une bulle, dans un autre monde que le nôtre. Ils ne pensent pas, c'est le parti qui pense à leur place, autrefois j'en ai fait l'expérience pendant trois ans, et ce n'est que bien plus tard que je m'en suis rendu compte.

J'étais devenu tellement cinglé, qu'un jour un de mes meilleurs potes, et sa copine que j'avais fréquentée pendant des années, lui était technicien au CEA et elle secrétaire au ministère de la Défense, m'ont carrément foutu à la porte de chez eux, en me disant que j'étais devenu impossible et qu'ils ne voulaient plus me voir, je ne parlais plus que de politique... J'étais devenu méconnaissable. Je ne les ai jamais revus.

J'allais oublier de préciser que ce sont eux et le frère de Chantal qui m'ont initié à Informations ouvrières (POI) en 1976, ils l'achetaient de temps en temps le dimanche matin sur le marché de Surennes, mais contrairement à moi qui présentais déjà les signes avant-coureurs et inquiétant de l'activisme forcené que j'allais devenir en rejoignant l'OCI, les discussions qu'ils eurent avec ces militants les détournèrent pour toujours du militantisme et même de la politique. Et le pire ou le plus navrant de cette histoire, c'est qu'à l'époque on partageait les mêmes positions, quel gâchis !

Hélas, "même avec 2%" le cadavre du stalinisme bouge encore !

- A la Fête de l'Humanité, les militants viennent se convaincre que le "PCF n'est pas mort" - AFP 17.09

"La Fête de l'Humanité prouve que même avec 2%, le PCF n'est pas mort"... AFP 17.09

Non, la lutte contre le stalinisme et la social-démocratie ne doit pas faiblir ou disparaître aussi longtemps que le régime existera et même après. Pensez qu'ailleurs qu'en France ils sont encore très présents et nuisibles.

La gauche, c'est avant tout les affaires.

- Selon Paris Match, l'ancien Premier ministre Manuel Valls file le parfait amour avec Susana Gallardo. - gala.fr 29 août 2018

Cette femme de 53 ans est loin d'être inconnue dans son pays. Susana Gallardo est « une figure de la haute bourgeoisie catalane », écrivent nos confrères. Et pour cause, elle est l'héritière des laboratoires pharmaceutiques Almirall. Celle qui a suivi ses études dans la fameuse université d'Oxford en Angleterre est une redoutable femme d'affaires, qui « a tracé sa voie dans le milieu des affaires et de la finance ». Philanthrope et membre du conseil d'administration de l'Université nationale de Catalogne, elle est également connue pour son précédent mariage.

Pendant près de 30 ans, Susana Gallardo a été mariée à Alberto Palatchi. Il s'agit de la 26e fortune d'Espagne et patron de la société Pronovias, spécialisée dans les robes de mariée. Une union qui « a fait d'elle une des femmes les plus influentes du pays », racontent nos confrères.

Et cette idylle pourrait bien poser quelques problèmes à l'opposition comme le soulignent nos confrères de L'Express : « La gauche barcelonaise reproche à Valls d'être soutenu par la droite libérale et pointe les réseaux de sa nouvelle compagne, Susana Gallardo, peut-on lire. gala.fr 29 août et 17 septembre 2018

Macron : Le rejet ! Dehors !

- Comment expliquer la fin de l'état de grâce d'Emmanuel Macron - Franceinfo 18.09

Après quinze mois de mandat, seuls 19% des Français estiment que le bilan du chef de l'Etat est positif, selon un sondage Kantar Sofres Onepoint pour RTL, publié lundi. Franceinfo 18.09

Au fait, monsieur Macron, quand vous traverserez, faites attention...

Ils osent tout

- Utiliser des pailles en verre, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

- Assurance chômage: Berger craint "un piège" du gouvernement - AFP

- Mattis en Macédoine pour contrer "l'influence" russe sur le référendum - AFP

- Macédoine: Défilé à Skopje en faveur de l'adhésion à l'UE et à l'Otan - Reuters

- Un millier de Hongrois défilent contre Orban à Budapest - Reuters

- Un millier de Hongrois ont manifesté dimanche contre le Premier ministre Viktor Orban lors d'un rassemblement pro-européen organisé par des partis de gauche.

- Syrie: médecins et infirmiers manifestent à Idleb contre une offensive - AFP

Plus de 300 médecins et infirmiers ont manifesté dimanche en Syrie dans la province d'Idleb, s'inquiétant d'une possible offensive du régime de Bachar al-Assad et appelant la communauté internationale à les protéger, a constaté un correspondant de l'AFP.

- Nouvelle manifestation contre la réforme des retraites en Russie - Reuters Quelque 500 personnes ont manifesté à nouveau dimanche à Saint-Pétersbourg contre le projet de relèvement de l'âge de la retraite, une semaine après l'interpellation de centaines de protestataires à travers la Russie.

- L'Allemagne inquiète pour la santé de l'opposant russe Verzilov - Reuters

Comment Trump sert les intérêts du premier cercle de l'oligarchie.

- Jamie Dimon (JPMorgan) regrette ses propos sur Donald Trump - Reuters16 septembre 2018

Le patron de JPMorgan a aussi jugé que les politiques mises en oeuvre par Donald Trump étaient favorables à l'économie américaine.

"Il faut lui en faire crédit", a dit Jamie Dimon en référence aux baisses d'impôts et à la politique de dérégulation appliquées aux Etats-Unis. "Cela a aidé l'économie. C'est impossible de dire dans quelle mesure." Reuters16 septembre 2018

- John Kerry a voulu tacler Donald Trump, mais il aurait dû s'y prendre autrement - Le HuffPost 18.09

Se moquer du président, d'accord, mais n'importe comment, non. Le HuffPost 18.09

- 200 milliards de dollars de produits chinois frappés à leur tour par Washington - AFP 18 septembre 2018

Donald Trump agitait la menace depuis des semaines. Il a fini par la mettre à exécution: 200 milliards de dollars d'importations chinoises supplémentaires vont être taxés à 10% pour punir la Chine de ne pas corriger ses pratiques commerciales jugées "déloyales".

"Les tarifs douaniers prendront effet le 24 septembre et s'élèveront à hauteur de 10% jusqu'à la fin de l'année. Le 1er janvier, les taxes douanières seront portées à 25%", a-t-il expliqué dans un communiqué transmis par la Maison Blanche.

Pékin ne devrait pas manquer de riposter dans la foulée.

"Si la Chine venait à prendre des mesures de représailles contre nos agriculteurs ou autres industries, nous mettrions en oeuvre immédiatement la phase 3, à savoir des tarifs douaniers sur quelque 267 milliards de dollars d'importations supplémentaires", a d'ores et déjà prévenu le président américain.

Si ce montant de marchandises était à son tour surtaxé, ce serait la totalité des importations chinoises qui seraient frappées de mesures protectionnistes américaines.

Donald Trump exige de Pékin qu'il réduise de 200 milliards le déficit commercial américain en ouvrant davantage son marché aux produits américains.

Outre les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium de respectivement 25% et 10% imposés au nom de la protection de la sécurité nationale, Washington a taxé à hauteur de 25% quelque 50 milliards de dollars de produits chinois pour compenser cette fois le "vol" de la propriété intellectuelle.

L'administration Trump déplore qu'en contrepartie d'un accès au marché chinois, les entreprises américaines sont contraintes de partager avec des partenaires locaux une partie de leur savoir-faire technologique.

Pour faire changer cette pratique, Donald Trump avait déjà menacé de taxer la totalité des plus de 505 milliards de dollars d'importations chinoises. Sans effet pour le moment sur son partenaire commercial.

"Si les Etats-Unis adoptent de nouvelles mesures sur les droits de douane, la Chine n'aura d'autre choix que de prendre des mesures de rétorsion pour défendre ses droits et intérêts légitimes", a même prévenu lundi Geng Shuang, porte-parole de la diplomatie chinoise, exhortant Washington à négocier de "bonne foi".

Pékin avait déjà indiqué envisager de nouvelles taxes sur 60 milliards de dollars de biens américains après les 25% sur 50 milliards de dollars de marchandises en juillet/août.

"Espérons que cette situation commerciale soit résolue, en dernier ressort par moi-même et par le président Xi (Jinping) pour lequel j'ai un profond respect et affection", a déclaré Donald Trump. AFP 18 septembre 2018

- La Chine taxe 60 milliards de dollars de produits américains Reuters 18 septembre 2018

La Chine a annoncé mardi qu'elle imposerait à partir du 24 septembre de nouveaux droits de douane sur 60 milliards de dollars (51 milliards d'euros) d'importations américaines, en représailles à la décision de Donald Trump de taxer 200 milliards de dollars d'importations chinoises.

Les taxes chinoises iront de 5% à 10%, au lieu des 5% à 25% initialement envisagés, et s'appliqueront comme prévu à 5.207 produits américains importés, précise le ministère des Finances sur son site internet.

Les produits qui devaient initialement être taxés à 25%, comme le gaz naturel liquéfié, le seront à 10%, ajoute-t-il en écho à l'initiative similaire des Etats-Unis d'imposer dans un premier temps des droits réduits.

La Chine présente sa décision comme une "réponse forcée à l'unilatéralisme et au protectionnisme des Etats-Unis". Elle prévient qu'elle relèvera ses tarifs douaniers si Washington fait de même.

Pékin prélèvera les nouveaux droits de douane à partir du 24 septembre, la date fixée par l'administration Trump pour imposer les siens. Reuters 18 septembre 2018

Dossier sur la Syrie.

- Les revendications occidentales sur la Syrie - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Alors que sur le terrain, la guerre se termine et qu'il ne reste qu'Idleb à libérer des terroristes, les Occidentaux repartent en campagne. Ils viennent de présenter leurs revendications à l'envoyé spécial de l'Onu, Staffan de Mistura. Sans surprise, les États-Unis refusent le processus conduit par la Russie pour la seule raison qu'ils n'y ont pas participé, tandis que le Royaume-Uni et la France entendent imposer des institutions qui leur permettraient de contrôler le pays en sous-main.

par Thierry Meyssan

L'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura, a reçu à Genève une délégation du Groupe d'Astana (Iran, Russie, Turquie), puis le 14 septembre, une autre du Petit Groupe (Arabie saoudite, Égypte, États-Unis, France, Jordanie et le Royaume-Uni).

Côté occidental, l'ambassadeur James Jeffrey et le colonel Joel Rayburn conduisaient la délégation US, tandis que l'ambassadeur et ancien directeur du Renseignement extérieur (DGSE 2012-16), François Sénémaud, présidait la délégation française.

Chaque délégation a remis aux Nations unies un document secret sur ses revendications, en vue de peser sur les négociations intra-syriennes en cours. Russia Today a fait fuiter le document occidental [1], comme Kommersant avait fait fuiter il y a deux semaines les directives internes de l'Onu [2].

- Première remarque, le point 3 du document du Petit Groupe reprend la directive interne de l'Onu : « Il n'y aura pas d'assistance internationale à la reconstruction dans les zones contrôlées par le gouvernement syrien en l'absence d'un processus politique crédible conduisant inéluctablement à la réforme constitutionnelle et aux élections supervisées par l'ONU, à la satisfaction des pays donateurs potentiels. » [3].

L'Allemagne, qui a participé à des réunions du Petit Groupe, ne semble pas avoir été représentée à celle-ci. La veille, son ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, s'était désolidarisé de ce point. Juste avant de rencontrer son homologue russe, Sergeï Lavrov, il avait tweeté que son pays était prêt à participer à la reconstruction « s'il existe une solution politique menant à des élections libres » [4] [5]. Pour le Petit Groupe et pour l'Onu, la reconstruction ne commencera pas tant que les pays donateurs potentiels n'auront pas atteint leurs objectifs de guerre, pour l'Allemagne, elle peut accompagner le processus de réconciliation politique.

- Deuxième remarque : les différents interlocuteurs internationaux font référence à la résolution 2254 du 18 décembre 2015 [6]. Cependant, le Petit Groupe extrapole le sens du texte. Alors que la résolution du Conseil de sécurité pose que la rédaction de la Constitution est l'affaire des seuls Syriens entre eux, le Petit Groupe affirme qu'elle ne doit être rédigée que par un Comité placé sous les auspices et contrôlé par l'Onu.

Il s'agit évidemment de casser les décisions de Sotchi, c'est-à-dire à la fois de détruire ce qui a été fait dans les derniers mois et de s'opposer au rôle de la Russie dans la solution de la crise [7]. Les États-Unis veulent conserver leur statut de puissance indispensable, tandis que le Royaume-Uni et la France entendent poursuivre leur projet colonial.

- Troisième remarque : le Petit Groupe n'entend pas seulement transférer la responsabilité de la rédaction de la Constitution de Sotchi à Genève, il a déjà son idée sur ce qu'elle doit être. Il s'agirait de reproduire le modèle que Washington a imposé à l'Iraq et qui y maintient une crise permanente pour le plus grand bénéfice des Occidentaux. Les pouvoirs du président seraient exclusivement protocolaires ; ceux du Premier Ministre seraient inexistants au niveau régional ; et ceux de l'armée devraient être limités.

Les puissances coloniales maintiennent leur pouvoir au Proche-Orient derrière des apparences de démocraties. Elles parviennent toujours à constituer des gouvernements non-représentatifs de leurs peuples. Depuis 1926 au Liban et depuis 2005 en Iraq, les institutions ont été conçues pour surtout empêcher que ces pays redeviennent des États-nations. Le Liban est divisé en communautés religieuses et l'Iraq en régions distinctes à prédominance d'une communauté religieuse. Israël, quant à lui, n'a pas plus de gouvernement représentatif, non pas à cause de sa Constitution —il n'en a pas—, mais de son système électoral.

- Quatrième remarque : alors que la résolution 2254 édicte que les élections devront avoir lieu sous la supervision de l'Onu, le Petit Groupe considère que l'organe syrien chargé de l'organisation des élections devra travailler quotidiennement sous les ordres de l'Onu, notamment en ce qui concerne d'éventuelles plaintes pour fraude.

Ainsi, les Occidentaux se conservent la possibilité d'annuler des résultats qui ne correspondraient pas à leurs attentes : il suffira de faire déposer une plainte pour fraude et de la déclarer fondée. Le Peuple syrien aurait le droit de voter pourvu qu'il tombe dans le piège qui lui est tendu, et encore à la condition qu'il vote pour ceux que l'on a choisis pour lui.

En Europe, les citoyens cherchent leur souveraineté, en Syrie ils se battent pour leur indépendance. Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Notes.

[1] « Déclaration de principes du Petit Groupe pour la Syrie », Réseau Voltaire, 18 septembre 2018.

[2] « Paramètres et principes de l'assistance des Nations Unies en Syrie », par Jeffrey D. Feltman, Réseau Voltaire, 3 septembre 2018.

[3] "There will be no international reconstruction assistance in Syrian-governement-held areas absent a credible political process that leads unalterably to constitutional reform and UN-supervised elections, to the satisfaction of potential donor countries".

[4] "Wenn es eine politische Lösung in #Syrien gibt, die zu freien Wahlen führt, sind wir bereit Verantwortung beim Wiederaufbau zu übernehmen"

[5] « L'Allemagne se positionne contre la directive Feltman », Réseau Voltaire, 14 septembre 2018.

[6] « Résolution 2254 (Plan de paix pour la Syrie) », Réseau Voltaire, 18 décembre 2015.

[7] « Consensus entre Syriens à Sotchi », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 6 février 2018.

- Moscou et Ankara annoncent la création d'une zone tampon à Idlib - Reuters18 septembre 2018

Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan se sont mis d'accord lundi sur la création d'une zone démilitarisée dans la province syrienne d'Idlib pour séparer les forces gouvernementales de la rébellion.

Cette zone tampon sera opérationnelle mi-octobre et les rebelles "d'orientation radicale", y compris le Front Al Nosra, en seront exclus et devront quitter la région.

Des soldats russes et turcs patrouilleront dans cette zone large de 15 à 20 km d'où seront retirées toutes les armes lourdes, ont déclaré les présidents russe et turc réunis en sommet à Sotchi, au bord de la mer Noire.

Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a précisé qu'il n'y aurait pas d'opérations militaires supplémentaires de la part des troupes du régime Assad et de leurs alliés contre Idlib, rapporte l'agence de presse Interfax.

Le ministre s'exprimait après les déclarations de Poutine et Erdogan.

Le président turc a fermement plaidé en faveur d'un arrêt des opérations militaires et de l'offensive voulues par le gouvernement Assad dans cette province où vivent quelque trois millions de personnes.

Erdogan redoutait un nouvel exode de civils en direction de la Turquie située un peu plus au nord et où s'entassent déjà 3,5 millions de réfugiés ayant fui les sept années de guerre civile.

"Nous nous sommes mis d'accord pour que soit créée d'ici le 15 octobre le long de la ligne de contact entre l'opposition armée et les troupes gouvernementales une zone démilitarisée de 15 à 20 km avec le retrait de tous les rebelles d'orientation radicale, y compris Al Nosra", a déclaré Poutine lors d'une conférence de presse avec Erdogan.

"D'ici le 10 octobre, à la demande du président turc, nous (avons approuvé) un retrait des armes lourdes, des chars, des lance-roquettes et des mortiers de tous les groupes d'opposition dans cette zone", a ajouté le président russe.

"La zone démilitarisée sera contrôlée par des patrouilles mobiles d'unités turques et d'unités de la police militaire russe", a-t-il poursuivi.

"Grâce à cet accord, nous avons évité de vivre une vaste crise humanitaire à Idlib", a commenté Erdogan devant la presse. "L'opposition va rester dans les régions où elle se trouve. En échange, nous nous assurerons que les groupes radicaux, que nous avons identifiés avec la Russie, ne puissent pas opérer dans la zone concernée".

"La Russie va certainement prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que la zone de désescalade d'Idlib ne soit pas attaquée. Ensemble, nous garantirons la détection et la prévention de provocations et de violations émanant de partis étrangers à l'accord", a ajouté Erdogan. Reuters18 septembre 2018

- La bataille d'Idleb est repoussée - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Les présidents russe et turc se sont rencontrés à Sotchi, le 17 septembre 2018.

Depuis leur précédente rencontre, le 7 septembre à Téhéran, la Russie avait durci le ton en évoquant pour la première fois le caractère illégal de la présence militaire turque à Idleb. Elle avait souligné que celle-ci devrait prendre fin.

Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan ont avant toute chose signé des accords de coopération économique concernant la construction du gazoduc Turkish Stream et de la centrale nucléaire civile d'Akkuyu ; des accords particulièrement bienvenus pour Ankara dont l'économie vient de s'effondrer brutalement.

Concernant la zone actuellement occupée par les jihadistes et l'armée turque en Syrie —zone qui correspond à peu près au gouvernorat d'Idleb—, les deux États ont décidé de se donner une nouvelle chance de séparer l'opposition armée syrienne des jihadistes.

Des accords identiques de désescalade avaient été convenus pour cette région et pour d'autres par le passé, soit avec les États-Unis, soit avec la Turquie. Ils ont tous échoué et sont devenus caducs au bout de six mois. Dans la pratique, il s'est avéré que les jihadistes et l'opposition armée syrienne sont composés des mêmes hommes, qui sont des mercenaires avant d'être des

militants. Ils ont souvent appartenu à divers groupes durant les sept ans de conflit, changeant de l'un à l'autre au gré des opportunités financières.

La République arabe syrienne avait déjà fait savoir qu'elle considérait comme prudent de repousser la libération d'Idleb après les élections législatives US du 6 novembre. En effet, en cas d'attaque, il aurait suffit au Royaume-Uni de mener une opération chimique sous faux-drapeau pour contraindre le président Trump à attaquer la Syrie durant sa campagne électorale.

Le président Erdogan présente à son peuple l'accord qu'il vient de conclure comme une double victoire : il aurait sauvé la population civile d'Idleb de la guerre et aurait obtenu des contrats avantageux de la Russie.

Cependant, la réalité est bien différente : la Turquie était en position de grande faiblesse pour négocier avec son ennemi historique et ami d'un jour, la Russie. Déjà son économie ne survit que grâce à la présence de touristes russes dont Moscou a déjà montré qu'il pouvait les faire venir ou partir en un instant.

- Les accords économiques éloignent un peu plus Ankara de l'Otan.

- Une ligne de démarcation va être instaurée d'ici le 5 octobre entre la zone jihadiste et le reste de la Syrie. Cette zone démilitarisée sera placée sous la responsabilité jointe de la Russie et de la Turquie. Les troupes turques devraient reculer de quelques kilomètres à l'intérieur de la zone actuelle, de manière à laisser les Syriens libérer l'autoroute reliant Damas à Alep.

La Russie éloigne donc la Turquie des Occidentaux, évite de placer son allié syrien en danger et poursuit la libération de son territoire sans avoir à livrer de combats. Réseau Voltaire 18 septembre 2018

- Israël utilise un avion militaire russe comme bouclier - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Le 17 septembre 2018, vers 22h (heure locale), un turbo-propulseur Il-20 militaire russe a disparu des écrans radars en Méditerranée, à environ 35 kilomètres des côtes syriennes. Il retournait à la base aérienne d'Hmeymim avec 14 personnes à son bord.

L'incident est survenu alors qu'une bataille faisait rage dans la zone. Quatre F-16 israéliens attaquaient depuis les eaux internationales l'Institut des industries techniques de Lattaquié. La défense anti-aérienne syrienne est parvenue à détruire en vol plusieurs missiles ennemis.

Israël attaque désormais tous les centres de recherche scientifique liés aux armées. Il s'agit de poursuivre le programme d'assassinat des scientifiques militaires non-Israéliens du Moyen-Orient, tel qu'il a été déjà mené en Iran et en Iraq.

L'attaque israélienne a été précédée par l'intrusion d'un avion Torpedo britannique.

Les États-Unis ont accusé la Syrie d'avoir détruit l'avion russe par inadvertance dans le feu de l'action.

Cependant, la Syrie accuse la frégate française l'Auvergne d'avoir participé à la bataille, ce que Paris nie comme à son habitude.

De nombreux satellites ont observé la bataille du 17 septembre et en conservent des enregistrements.

L'Iliouchine Il-20 était un quadrimoteur à hélices qui menait une mission d'observation des forces occidentales dans la zone et des drones des jihadistes au moment où la bataille a débuté.

L'étude des enregistrements montre que (1) la France a bien tiré des missiles sur la Syrie (2) un des avions israéliens s'est caché derrière l'appareil russe, de sorte qu'un tir syrien le visant a atteint l'Il-20.

Le fait d'utiliser un avion d'un pays tiers pour se protéger de la DCA ennemie constitue un acte de guerre. C'est ce qu'a fait Israël à l'encontre de la Russie. Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Haut de page

Le 23 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Un petit mot personnel.

1- J'ai enfin réussi à venir à bout de mon problème avec la CNAV qui traînait depuis début juin, date depuis laquelle ma retraite était bloquée.

J'ai reçu le 21 ce courriel de la Bred qui effectue les transferts bancaires pour le compte de la CNAV :

- Nous vous informons que la CNAV a ordonné un paiement en votre faveur le 20.09.2018, date de valeur 25.09.2018 chez notre correspondant bancaire en Inde ANZ.

Ce virement correspond aux échéances de mai à août. Par ailleurs, nous vous informons que la CNAV a modifié les informations relatives au code IFSC de la Syndicate Bank afin que ce paiement et les futurs paiements soient correctement acheminés.

Il m'a fallu redoubler de diplomatie, de courtoisie, de patience, de logique et de perspicacité, chaque fois que j'ai correspondu avec ces organismes qui m'ont répondu n'importe quoi pendant des mois. Comme quoi j'ai des qualités cachées, je déconne, j'ai usé de psychologie pour les motiver ou qu'ils bougent, et j'ai évité qu'ils en viennent à me demander de changer de banque, donc j'ai eu tout bon.

Ils ont perturbé mon existence, mais comme j'ai noté tout ce que je n'ai pas pu faire, je n'aurai plus qu'à l'appliquer pour que cette perturbation soit dissipée et qu'on n'en parle plus, comme quoi je ne suis pas non plus parano, aigri ou déstabilisé, je réfléchis trop, c'est quand on arrête de réfléchir qu'on le devient, un vieux con. C'est usant nerveusement tout de même, après je m'étonne d'être parfois anxieux, pas de vieillir ou de la mort, mais de l'orientation de la société où on se retrouve seul face à un mur, un écran, une société déshumanisée. Il m'est arrivé en pleine nuit de me lever pour noter dans l'ordinateur ou sur une feuille de papier une idée qui m'était venue en me réveillant ou en somnolent qui m'ouvrait une porte et ainsi de suite, un travail d'investigation facilité par le fait que je regardais tous les soirs un film avec Hercule Poirot ou Sherlock Holmes pour aiguiser ma logique, on trouve son inspiration où on peut, dans la réalité de préférence, parfois légèrement romancée ou arrangée, adaptée au cinéma ou au théâtre ou mise en musique.

Ce fut une expérience que je pris comme une épreuve pour tester mes capacités, mes facultés, ma résistance aux assauts d'un régime tyrannique. Malheur aux faibles d'esprit !

2- Ce matin mon voisin a coupé deux grosses branches d'un flamboyant qui empiétaient sur son terrain. En fait elles s'étendaient au coin de son terrain au-dessus de sa salle de bain en plein air qui lui sert aussi de pissotière, il n'a pas de toilettes. Et vous savez pourquoi ? Parce que des feuilles minuscules de cet arbre magnifique tombaient sur lui de fines gouttelettes de rosée quand il prend sa douche le matin.

Je précise que son terrain est un véritable dépotoir qui par endroit tient du bidonville, dans lequel figure une cabane en parpaings recouverte de feuilles de cocotier dans laquelle dorment ses poules, il est mitoyen de l'espace qui sert de décharge à cette partie du village sans que cela ne l'incommode contrairement à quelques gouttelettes de rosée. Les deux grosses branches du flamboyant couvraient une superficie d'environ 20m² et leur procuraient de l'ombre une grande partie de la journée. Bref, j'ai estimé qu'il était inutile de lui livrer ma pensée ou de discuter avec lui, parfois on n'a rien à gagner à vouloir forcer le destin. Il m'a demandé s'il y avait un problème, je lui ai répondu que non, tout est dans l'ordre des choses.

3- Tous les matins je fais un tour dans le jardin, et l'après-midi j'y passe entre 1 et 2 heures à l'entretenir, le nettoyer et l'arroser, quelle activité stressante ! Dimanche on va semer des légumes, c'est la saison, les nuits sont plus fraîches.

Du vendredi au lundi matin la famille s'agrandit, je joue au grand-père gâteau avec Vomsica (3 ans et demi), l'une des petites-filles de ma compagne. Son comportement naturel est merveilleux, je la trouve très délurée pour son âge, comme quoi au départ on possède tous la faculté de progresser. Elle a déjà du tempérament ou on voit qu'elle a déjà développé une partie de son propre caractère.

On a parlé de mimétisme dans des causeries, j'ai été surpris de la voir balayer avec sa grand-mère et ranger la vaisselle sans qu'on lui ait demandé, apparemment elle imite spontanément ce que font les autres femmes, d'un point de vue occidental mal informé ou décomposé c'est peut-être regrettable, moi j'y vois une marque de mépris envers les femmes qui devraient forcément se comporter comme les hommes, car c'est comme si on attribuait à leurs activités moins d'intérêt qu'à celles des hommes.

Cette propension à vouloir que les femmes se comportent comme des hommes (ou l'inverse), est aussi malsaine que la prétention à vouloir imposer un mode de pensée ou de vie unique à tous les membres de la société ou à tous les peuples. Cette fâcheuse habitude se reporte aussi sur les enfants ou les animaux de compagnie auxquels on impose à l'excès ou sans faire preuve de discernement nos propres règles ou contraintes. Comme dans toute cohabitation, il faut trouver un équilibre pour éviter que l'existence ne prenne une tournure oppressante. Cela implique que chacun reste à sa place, à condition d'en avoir conscience.

Or, c'est ce qui fait le plus défaut généralement, du coup on empiète sur la liberté de l'autre et on en arrive à une confusion des rôles ou des responsabilités qui nous rend la vie insupportable. Rien n'interdit des aménagements ou une évolution du rôle de chacun du moment que c'est partagé ou assumé.

Ma compagne n'est pas astreinte à certaines tâches, tenez pendant que j'écris ces lignes elle fait une sieste avec sa petite fille, et tout à l'heure c'est moi qui vais cuisiner. Et trois jours par semaine Selvi est absente, elle va aider sa fille et s'occuper de sa vieille mère, il faut bien que quelqu'un le fasse, c'est plutôt honorable comme activité, non ? Pendant ce temps-là je me coltine tout dans la bonne humeur. C'est elle qui m'a imposé cet emploi du temps qui est justifié, donc je m'y suis adapté. Elle m'a imposé beaucoup d'autres choses, mais sachant que par ailleurs elle doit me supporter, la pauvre ! on a trouvé un équilibre qui nous convient en acceptant de part et d'autre de faire des concessions.

En politique on en est incapable, parce qu'on perd de vue l'essentiel, on croit qu'on s'en tirera mieux en le faisant passer à la trappe, parce qu'on craint qu'il soit une source de division, et c'est le contraire qui se produit justement, parce qu'on ne le partage pas vraiment et on refuse de l'admettre, on persiste dans une voie qui ne peut mener que dans une impasse. Parfois l'essentiel se déplace, et aujourd'hui c'est le cas avec les dirigeants dont on a écopé, qui par leur comportement passé nous interdit de leur accorder la moindre confiance, mille fois hélas ! mais on ne peut pas les imiter ou devenir soudainement amnésique, ce serait inutile et nuisible parce qu'on aboutirait au même résultat, autrement dit à rien ou nulle part, et par dessus le marché on s'en voudrait d'avoir fait preuve d'une telle faiblesse ou de s'être compromis dans des illusions sans lendemain.

Présentation de la causerie d'aujourd'hui.

- Dans cette causerie volontairement hors du commun, à partir de quelques faits tirés de l'actualité parmi des milliers d'autres du même genre, j'ai voulu montrer comment ceux qui nous gouvernent pourrissaient tout, pourrissaient systématiquement la vie de l'ensemble de la population.

Ces faits sont somme toute banals et se répètent quotidiennement, et c'est pour cette raison que j'ai trouvé bon de les traiter. Certes ils ne présentent aucun intérêt politique, disons directement, mais répétés des milliers et milliers de fois ils finissent par accaparer, envahir et influencer les esprits, la manière dont les différents acteurs perçoivent les rapports qu'ils ont entre eux, et qui une fois pollués se répercuteront sur le plan politique pour mieux les diviser et les maintenir dans la servitude.

Une suite de petits détails en apparence insignifiants peuvent lentement mais assurément parvenir à modifier le regard que l'on porte sur la société, inconsciemment généralement, c'est dialectique, c'est donc à ce niveau là que j'ai traité ces faits. Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'ils tiendraient uniquement du café du commerce, expression que par ailleurs je trouve méprisante dans la bouche de militants, qui feraient mieux de le fréquenter pour discerner comment la dialectique opère, ce que manifestement ils ignorent pour certains.

- Causerie au format pdf (22 pages)

Confirmation. Macron est ultra minoritaire et illégitime : 14 %.

- Plutôt aisés, «macronolâtres», pro-Europe : le portrait-robot des sympathisants macronistes - LeParisien.fr 21 septembre 2018

Les sympathisants de La République en marche représentaient, en juin, 14 % de la population. Ils sont plutôt aisés, pro-entreprise, pro-Europe, penchent à gauche sur les questions sociétales, à droite sur l'économie et se divisent sur l'immigration. C'est du moins le bilan d'une vaste étude de la Fondation Jean-Jaurès dévoilée ce vendredi.

Cette enquête, menée sur un panel de 12 500 personnes, montre que ceux qui s'estiment proches du parti présidentiel sont légèrement surreprésentés chez les seniors et nettement plus diplômés et plus aisés que la moyenne : 38 % gagnent plus de 3 500 euros par mois, 12 points au-dessus de la moyenne.

Ils ne sont en revanche guère plus nombreux dans les grandes villes, contrairement à une idée largement répandue. « Leur sociologie est exactement la même que chez les sympathisants LR », explique Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation. « C'est la France qui va bien et qui se sent bien », souligne-t-il : 58 % d'entre eux ont ainsi le sentiment d'avoir « réussi leur vie ».

Ils approuvent massivement Emmanuel Macron, tant pour sa personnalité (91 %) que pour son action (90 %), selon cette enquête réalisée en juin 2018, avant l'affaire Benalla.

Les sympathisants LREM partagent les avis de gauche sur les questions sociétales comme l'homosexualité et la peine de mort. Mais ils sont bien plus pro-Europe, jugeant à 59 % cette question « importante » et estimant qu'ils auraient « de grands regrets » si l'UE disparaissait, contre seulement 55 % des Français. Et ils pensent à 61 % que la démocratie fonctionne bien (contre 28 % des Français).

Plus surprenant, 46 % trouvent qu'il faut à la tête du pays « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections ». Sur cette question ils se situent en 2e place derrière le FN.

Ils sont aussi décalés quand ils classent comme deuxième préoccupation la plus importante, après le chômage, la compétitivité des entreprises, alors que les autres partis citent le pouvoir d'achat ou l'immigration.

Mais les Marcheurs sont divisés sur deux points : l'immigration et la préoccupation sociale. Ils sont 37 % à trouver qu'il y a « trop d'immigrés » (contre 52 % des Français) et 44 % que « l'islam est une menace pour l'Occident » (contre 55 % des Français), mais sur ces deux questions ils se divisent nettement entre pour et contre.

Idem pour la nécessité d'une justice sociale redistributive, où ils se divisent entre pro et anti. « Leur famille politique est celle des libéraux, sur la société comme sur l'économie, mais sur ces points le clivage gauche-droite se reconstitue à l'intérieur du parti », conclut la Fondation. LeParisien.fr 21 septembre 2018

S'ils le disent eux-mêmes.

Il faut à la tête du pays « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections », un point de vue partagé par RN (ex-FN)... Alors, LREM d'extrême droite comme je l'affirme, oui ou non ?

On retiendra également :

- Les sympathisants LREM partagent les avis de gauche sur les questions sociétales, ceux du parti démocrate américain aussi, le modèle de LREM.

LREM reproduit le "le clivage gauche-droite" sur "la société comme sur l'économie", normal, car si certains se disent de droite et d'autres de gauche, cela signifie tout simplement qu'il n'existe aucune différence entre les deux, ils sont tous de droite.

Voilà une annonce qui devrait réjouir les "macronolâtres".

- Un milliard à 1,3 milliard d'économies par an demandées à l'Unédic - Reuters 21 septembre 2018

Le gouvernement a demandé vendredi aux partenaires sociaux de réaliser des économies d'un à 1,3 milliard d'euros par an sur trois ans dans le cadre des futures négociations sur l'assurance chômage, a-t-on appris de sources syndicales et patronales.

Le chef du cabinet de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a présenté ce vendredi aux partenaires sociaux les grandes lignes du document de cadrage qui doit servir de base aux prochaines négociations sur le régime.

Les négociations sur ce dossier, si les partenaires sociaux souhaitent les mener, se tiendront jusqu'à fin janvier-début février. La lettre de cadrage devrait être envoyée mardi ou mercredi.

Le document demandera aux partenaires sociaux de revoir les règles concernant le cumul emploi-chômage, soit le fait de percevoir des allocations tout en touchant des revenus d'un travail à activité réduite. Ce dispositif, dont les règles ont été changées en 2014, n'encourage pas toujours à reprendre une activité à temps plein, estime le ministère.

Même constat sur "l'activité conservée", soit la possibilité pour une personne travaillant pour plusieurs employeurs de toucher des indemnités en cas de perte d'une des activités. Les règles devront là aussi être rediscutées.

Les partenaires sociaux se sont montrés très critiques sur les orientations de la réforme.

"C'est un document sur une réforme à l'envers puisqu'on part d'un objectif budgétaire pour fixer les objectifs dans lequel on va reparamétrer l'assurance chômage", a dit le vice-président de la CPME, Jean-Michel Pottier, à l'issue de la rencontre.

"Malheureusement, il me semble que cette future réforme de l'assurance chômage, même si le gouvernement la veut systémique, est quand même avec un prisme marqué sur les économies", a dit le négociateur de Force ouvrière, Michel Beaugas. "1,3 milliard d'économies par an, c'est beaucoup." (Vendu, un centime d'euro c'est déjà trop ! - LVOG)

Pour la CGT, "c'est un projet qui est complètement ficelé d'avance" et qui vise "les travailleurs précaires".

Les organisations syndicales et patronales annonceront dans les prochains jours si elles souhaitent participer aux négociations.

Pour la CFDT, "la question, c'est de replacer bien le demandeur d'emploi au coeur de cette logique et de sortir de la logique budgétaire qu'a le gouvernement, avec des économies qui nous ont été annoncées, qui sont extrêmement conséquentes". Reuters 21 septembre 2018

Aucun syndicat ouvrier digne de ce nom ne devrait accepter de participer à cette mascarade.

En complément.

Un pistolet sur la tempe.

- Faut-il obliger les chômeurs à aller vers des secteurs en manque de bras ? - Capital 21 septembre 2018

Les bras lui en tombent !

- Alexandre Benalla explique être au chômage, les internautes lui proposent de "traverser la rue" - Le HuffPost

Subventionner ou entretenir la pauvreté, ils ont appelé cela un Etat providence, une démocratie.

- Combien d'allocs peut toucher une famille avec quatre enfants et un faible salaire ? Libération 21 septembre 2018

Pour répondre, estimons les droits d'une famille dont un parent est au foyer et n'attend pas d'enfant. L'autre perçoit un smic (soit 1 149,07 euros net par mois). Les quatre enfants sont âgés de 4 à 10 ans. Ils vivent à Paris et ont un loyer de 1 600 euros. Pour estimer le montant de leurs allocations, il faut prendre en compte l'aide personnalisée au logement (APL), le revenu de solidarité active (RSA), la prime d'activité, l'allocation de rentrée scolaire (ARS) et la prime de Noël, également versée par la CAF. Les allocations familiales sont désormais comprises dans le revenu de solidarité active.

Voici les aides auxquelles notre famille pourrait prétendre : 465,30 euros par mois d'APL, 125,07 euros de RSA, 775,76 euros de prime d'activité, 124 euros d'ARS et 36 euros par mois de prime de Noël (ces deux dernières aides n'étant versées qu'une fois par an, nous avons divisé leur montant par douze). Au total, cette famille touche 1 526,13 euros d'allocations par mois. Dans une autre simulation, abaissons le salaire du parent qui travaille à 800 euros par mois. La famille percevrait alors 1633,75 euros.

Au-delà des allocations, cette famille accède à certains services, gratuitement ou à prix réduits. Elle bénéficie de la couverture de maladie universelle (CMU) et des tarifs sociaux pour le gaz et l'électricité. En Ile-de-France, les bénéficiaires de la CMU ont aussi droit aux transports gratuits. Si le montant des allocations cumulées semble élevé aux yeux de certaines personnes, «cette famille est en fait proche du seuil de pauvreté», assure Jean-Christophe Sarrot du mouvement ATD-Quart Monde. Il rappelle qu'elle doit supporter de nombreuses «dépenses incompressibles» telles que le loyer, les assurances ou l'alimentation. Et explique que «l'idée selon laquelle les familles nombreuses pourraient bien vivre avec les aides sociales est fausse». Libération 21 septembre 2018

Cette famille ouvrière de 6 personnes dispose donc mensuellement pour survivre de 1 149,07 + 1 526,13 = 2675,20 euros, et une fois payé le loyer,1 600 euros, il lui reste 1075,20 euros, reste encore à soustraire les factures d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, d'essence, de parking, d'assurance, de frais scolaires (les cahiers et les stylos ne sont pas encore gratuits), de vêtements (les enfants grandissent), d'alimentation (il faut bien se nourrir), plus au moins un crédit (ils ne peuvent remplacer aucun bien d'équipement comptant avec un revenu aussi misérable), etc. mais cette famille n'est pas pauvre !

Réseaux asociaux (Facebook, Twitter, etc). Pourquoi les ont-ils inventés ?

Instrumentalisation et provocation d'un côté, manipulation et répression, censure de l'autre.

Laurent Joffrin, Directeur de la publication de Libération : (Hapsatou Sy) "violemment attaquée sur «les réseaux», ce pilori moderne". Liberation.fr 20.09

Mais qui met qui au pilori ?

On ne peut le comprendre qu'en ayant en tête l'origine d'Internet, le Pentagone, qui en a assuré le développement civile et en conserve le contrôle, donc quels intérêts ils doivent servir, quand on fait référence au Pentagone, il faut penser au complexe militaro-industriel-financier et médiatique aux mains des oligarques anglo-saxons les plus puissants.

Ils se servent de brebis pour attirer le loup, brebis qu'ils ont élevés eux-mêmes ou qui présentent les qualités requises pour remplir ce rôle à leur insu très souvent. Ils s'en servent et puis les jettent, dit autrement tant qu'ils sont en vie ils s'en servent, et quand le loup leur porte un coup fatal, ils les abandonnent et ainsi de suite.

Leurs brebis sont à la fois l'objet de leur instrumentalisation et leurs proies ou victimes parce qu'elles n'appartiennent pas à leur milieu. Sorties de nulle part généralement, elles sont leurs créatures, passagères, le produit de leur idéologie monstrueuse. Ils les choisissent en fonction de leur degré de médiocrité ou de crétinisme, qui combinés à une ambition démesurée ou psychopathique sont à même de remplir la mission qu'ils leur ont assignée.

On observe également que généralement leurs victimes figurent parmi des personnalités qui ont un long passé derrière elles, qu'ils ont adorées tant qu'elles servaient leurs intérêts ou relayaient leur idéologie, et qu'ils ont décidé de descendre dès lors que leur profile ne correspondrait pas à leur tournant idéologique, elles étaient devenues des brebis galeuses qu'il fallait supprimer ou alors ils allaient s'en servir dans le cadre de nouvelles provocations où elles allaient affronter des brebis toutes fraîches et innocentes.

Pour que leur machination fonctionne et justifier leur idéologie, donc pour que le plus grand nombre la partage, comme toujours ils ont besoin d'un ennemi, qui existe déjà ou qu'ils fabriquent, qui incarne le mal (xénophobe, raciste, homophobe, sexiste, perverse, violent, alcoolique, drogué, menteur, tricheur, faussaire, malhonnête, etc.) , leur victime, auquel ils opposeront la représentation du bien, de l'insouciance, de l'honnêteté, de la générosité, de l'humanisme, etc. leur brebis égarée ou non, corrompue par leur idéologie, qu'ils récompenseront en conséquence ou remercieront en cas de défaillance.

C'est ainsi qu'ils ont mis en pleine un tribunal qui n'a rien à envier à l'inquisition, aux ressources intarisables puisque l'ensemble de la population y participe directement ou indirectement, ses verdicts étant relayés en boucle par tous leurs médias que très peu de gens finalement boycottent. Leur venin va de la sorte s'infiltrer lentement mais sûrement dans toute la société, dans tous les cerveaux, de manière à ce qu'ils s'adaptent à la société totalitaire qu'ils sont en train de mettre en place, répétons-le avec le concours actif ou passif de la population, d'où son succès.

Les véritables opposants au régime sont évidemment étrangers à cette entreprise digne d'un complot puisque tout le monde ou presque ignore les intentions inavouables de leurs commanditaires, ils ne sont jamais invités sur un plateau de télévision ou dans un studio de radio, aucun journal ou magazine ne leur offre une tribune pour qu'ils puissent s'exprimer librement. Ils sont censurés ou font l'objet d'autres attaques sans qu'il leur soit permis d'y répondre...

Pour autant, nous ne devons pas nous détourner des moyens ou des mécanisme auxquels ils recourent pour manipuler la conscience des masses, notre devoir est de les démonter, de leur montrer comment cela fonctionne, comment cela a été conçu pour leur nuire, car c'est là en définitif le objectif.

Nous vivons dans une société structurée autour ou dominée par un Etat voyou et criminel, des imposteurs, des oligarques mafieux, des médias faussaires, des partis, des syndicats, une élite, un système judiciaire, scolaire, universitaire corrompus, un système économique basé sur le vol, le colonialisme, la guerre, l'impérialisme... le tout élevé au rang d'idéal.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner qu'elle ait une influence sur le mode de pensée ou le comportement de chacun, à défaut d'avoir acquis une véritablement conscience de classe ou de s'être élevé à un niveau de conscience supérieur.

Leur but est de semer la haine partout, qu'on finisse par haïr la terre entière, que nous nous affrontions les uns et les autres pendant qu'ils tirent les ficelles. Et il faut admettre que cela fonctionne à merveille. Personnellement, je n'ai jamais eu un échange depuis plusieurs décennies avec une personne vraiment saine d'esprit ou qui ne serait pas sous l'influence à des degrés divers de leur idéologie, je dirais même plutôt plus que moins ou les choses allant en empirant avec le temps, ce qui ne pousse pas à adopter un optimisme démesuré évidemment.

Pour autant, on doit continuer de discuter avec chaque travailleur sans les juger, en redoublant de patience et de bienveillance, en essayant de leur faire prendre conscience de la réalité telle qu'elle est, même au risque de les choquer, après tout, au mieux cela peut être salutaire, tout dépend comment on s'y prend, le mieux est de les laisser parler et de les mettre ensuite face à leurs contradictions, qu'ils y réfléchissent plus tard ne pourra que servir leurs intérêts, notre cause. Il faut donc bannir toute accusation puisqu'ils ne savent pas où ils en sont, aidons-les plutôt à le découvrir, ensuite ils seront mieux disposés pour écouter nos propositions.

Voilà leur modèle de société idéale : Une démocratie monarchique (oligarchique adaptée à l'occident).

Un demi-million d'électeurs du petit royaume africain d'eSwatini, une des dernières monarchies absolues de la planète, sont appelés à élire vendredi leurs députés lors d'un scrutin qualifié de "farce" par l'opposition, en l'absence de partis politiques.

Les candidats aux 59 postes soumis au vote se présentent à titre personnel et non sous l'étiquette d'un parti.

Les formations politiques, interdites dans ce pays d'Afrique australe jusqu'en 2005, ne sont toujours pas autorisées à participer aux élections.

"Des élections sont une compétition entre partis politiques. Mais ici, on assiste à une non-élection, un système de nomination par les royalistes. Si vous y participez, vous ne pouvez pas défendre vos idées politiques", explique à l'AFP Alvit Dlamini, à la tête du Ngwane National Liberatory Congress (NNLG), le plus ancien parti de l'eSwatini ou ex-Swaziland.

La commission électorale, elle, défend bec et ongles ce système.

"Les élections dans l'eSwatini sont uniques", reconnaît sa vice-présidente Pholile Dlamini, qui parle de "démocratie monarchique".

"Vous êtes choisis par votre communauté en raison de votre mérite individuel et non de votre affiliation", ajoute-t-elle.

Il contrôle enfin l'exécutif et le judiciaire: il nomme le Premier ministre, son gouvernement et les juges qu'il peut démettre.

"Le système politique est censé être inclusif mais, de fait, il concentre les pouvoirs" entre les mains du roi, constate Bheki Makhubu, rédacteur en chef du mensuel The Nation.

"Le roi a toute autorité, basée sur la présomption qu'il est le plus sage d'entre nous", ajoute-t-il, expliquant que "le gouvernement ne tolère aucune dissidence".

Preuve du règne sans partage du roi Mswati III, il a rebaptisé unilatéralement cette année son pays eSwatini ("terre des Swazis", en langue swati). AFP 21 septembre 2018

Dans cette monarchie absolue si vous participez au processus électoral, "vous ne pouvez pas défendre vos idées politiques", en France, dans cette monarchie oligarchique ou ploutocratie la question ne se pose même pas, puisque ceux qui y participent ont abdiqué leurs idées politiques...

Voilà dans quel dilemme ils voudraient nous enfermer.

Le 13 septembre à la sortie du collège Dulcie-September à Arcueil (Val-de-Marne), un adolescent de 12 ans traverse la rue au moment où un bus de la ligne 323 de la RATP arrive, obligeant le chauffeur à freiner brusquement. Ce dernier demande au collégien de faire attention. «Ferme ta gueule et conduis ton bus», aurait alors lancé le jeune, faisant perdre son sang-froid au conducteur qui est descendu du bus pour le gifler. Le geste filmé par d'autres collégiens et diffusé sur Snapchat a rapidement tourné sur les réseaux sociaux et a été vu plus d'un million de fois sur Internet. liberation.fr 19 septembre

Pourquoi ce fait divers a-t-il été monté en épingle, pourquoi est-il devenu une info virale sur le Net ? Parce qu'il divise ou oppose les générations entre elles, les travailleurs à la jeunesse.

Ce chauffeur de bus, tout comme ses collègues, est excédé par les incivilités et les violences (jets de pierres et vitres brisées) qu'il subit quasi quotidiennement, donc on peut comprendre sa réaction. Ses collègues le soutiennent et c'est normal.

Maintenant, quand ceux qui gouvernent s'emploient à pourrir l'existence de toutes les couches de la population en toute impunité, il ne faut pas s'étonner qu'elles finissent par déteindre sur eux ou par adopter leur comportement, on peut le comprendre également.

Pour éviter que l'un ou l'autre ne se produise, il n'y a plus de doute à avoir : il faut faire table rase !

Personnellement, je n'ai jamais levé la main sur un enfant ou un adolescent.

En France, il n'est plus possible pour des enfants, des vieux, des handicapés, des personnes fragiles de marcher sur un trottoir.

Au-delà de la sécurité, l'utilisation de ces trottinettes pose aussi la question du partage de l'espace public et de la sécurité, car les utilisateurs dépassent très souvent les 6 km/h maximum autorisés sur les trottoirs et slaloment entre les piétons.

Entre vélo et trottinettes électriques, c'est également un peu l'amour vache. "Il est évident que la cohabitation entre des vélos qui vont entre 15 et 25 km/h ne peut pas se faire avec des trottinettes qui peuvent aller jusqu'à 45 km/h, et qui sont en fait des mini-scooters."

Selon Philippe Sfez, le gérant de Glisse Urbaine, un magasin spécialisé : "Mais celle-ci, qui est débridée, peut rouler plus vite. Il paraît que certains modèles peuvent même monter jusqu'à 70 km/h." francetvinfo.fr 19 septembre

En revenant en bus de Pondichéry où j'avais emmené le scooter en révision, le chauffeur freine brusquement, je saisis la barre située devant mon siège et je saisis les cheveux de la passagère qui occupait le siège devant le mien, elle s'est retournée en

grognant, je me suis excusé. J'ai bien fait de quitter la France en 1996.

Ils osent tout. Comment la véritable extrême droite se camoufle.

- Salut les racistes par Laurent Joffrin, Directeur de la publication de Libération — 20 septembre 2018

Eric Zemmour : «Votre mère a eu tort de vous appeler ainsi. Elle aurait dû prendre un prénom du calendrier et vous appeler Corinne par exemple, ça vous irait très bien.»

Hapsatou Sy : «Jamais je n'ai entendu quelque chose d'aussi blessant. Parce que pour moi qui aime ma France, qui aime ce pays, que ça vous plaise ou ça vous déplaise, je trouve que ce que vous venez de dire n'est pas une insulte à mon égard, c'est une insulte à la France.»

Eric Zemmour : «C'est votre prénom qui est une insulte à la France. La France n'est pas une terre vierge. C'est une terre avec une histoire, avec un passé. Et les prénoms incarnent l'histoire de la France.»

Soucieux de ne pas encourir de poursuites, les producteurs coupent le dernier échange au montage. Mais dans la polémique qui s'ensuit, alors qu'elle est violemment attaquée sur «les réseaux», ce pilori moderne, Hapsatou Sy décide de le mettre en ligne pour prouver sa bonne foi. (...)

Au lieu de défendre sa chroniqueuse, Ardisson, importuné dans sa grandeur par la mise en ligne de l'extrait coupé au montage, attaque à son tour Hapsatou Sy. Avec une élégance rare, il déclare publiquement que la production a avancé de l'argent à la chroniqueuse sur ses prestations à venir, affirmant qu'elle a du mal à payer ses impôts et que dans ces conditions, sous-entend-il, elle ferait mieux de ravaler l'insulte et de s'écraser. Ainsi parlent ceux qui ont un portefeuille à la place du cerveau. Au bout du compte, l'insulteur s'en tire avec les honneurs et le fiel médiatique se répand sur l'insultée. Jolie fable moderne, qui mérite une petite morale : il faut désormais appeler un chat un chat et Zemmour un raciste. Quant à ceux qui l'invitent en rangs serrés pour promouvoir son livre à coups d'insanités, ils sont renvoyés à leurs responsabilités. Libération 20 septembre 2018

Libération et tous les médias en connaissent un rayon dans ce domaine !

Une remarque de la vice-présidente Pholile Dlamini d'eSwatini pourrait s'appliquer à Hapsatou Sy : "Vous êtes choisis par votre communauté en raison de votre mérite individuel", entendez la communauté néolibérale qui l'a adoptée pour affronter un des représentants du capitalisme industriel français du XXe siècle qui s'oppose au tournant néolibéral du capitalisme ou au pouvoir des trusts financiers transnationaux, qui pour parvenir à ses fins n'hésitent pas à recourir à tous les moyens (représentations) idéologiques pour briser toute forme de résistance au sein de toutes les classes, y compris celle des capitalistes, toute forme de rapport dans la société, sans prendre de risques puisque cette résistance ne dénoncera jamais leurs contradictions, ce qui somme toute est un jeu d'enfant, ou elle ne remettra jamais en cause l'existence du capitalisme.

On n'a aucun intérêt à entrer dans leur jeu, parce qu'à l'arrivée il n'y aura que des perdants, les seuls gagnants seront ceux qui l'ont initié, ceux qui sont aux commandes. En fait, cette controverse ramène à l'opposition entre Macron et son clan représenté par la courtisane Hapsatou Sy, et Fillon dont le sien est représenté par Zemmour.

Que Zemmour soit un réactionnaire, tout le monde le sait. Qu'il ait une conception de l'identité française étriquée ou archaïque, aussi, il l'assume et ne manque pas une occasion pour le faire savoir, ce qui lui fut donner d'emblée lors de cette émission. Mais ce n'est pas sur ce point précis que Joffrin et Hapsatou Sy l'ont attaqué. Il faut préciser ici que la citation de Joffrin était tronquée dans Libération, le passage suivant ayant disparu et on comprendra plus loin pourquoi : "Chez moi (...) on doit donner des prénoms dans ce qu'on appelle le calendrier, c'est à dire les saints chrétiens" (bfmtv.com 20.09), un concept obsolète depuis déjà de nombreuses années, mais qui renvoyait à la droite chrétienne qui a accompagné le développement du capitalisme et dont il est l'un des porte-parole.

Une fois évacué cet argument qui faisait référence à une représentation idéologique sur laquelle il était préférable de ne pas s'étendre pour éviter que la discussion prenne une tournure politique, exercice auquel Zemmour était rompu, Hapsatou Sy allait lui prêter une "intention à la haine raciale" (bfmtv.com 20.09) qui depuis a été repris en boucle par les médias et les réseaux asociaux, méthode particulièrement scélérate s'il en est qui va bien au-delà du procès d'intention, employée pour que les téléspectateurs ou les lecteurs en arrivent à la conclusion que si Zemmour est aussi peu recommandable, c'est que l'idéologie ou les intérêts qu'il défend ne vallent pas mieux ou il est préférable de ne pas l'écouter.

Cette arriviste est allée plus loin sur BFTMTV en estimant qu"Eric Zemmour mérite d'être interdit de plateaux de télévision". (bfmtv.com 20.09)

Qu'elle se rassure, les GAFA sont en train de supprimer du Net tous les portails, blogs, vidéos, TV qui ne sont pas conformes à la stratégie du sommet de l'oligarchie, ceux des gouvernements vénézuélien, syrien, du Hezbollah, etc. et ce n'est qu'un début,

après avoir censuré certains supports américains d'extrême droite ou apparentés à l'extrême droite, leur caution morale.

Sur Laurent Joffrin.

Laurent Joffrin, ex-PS, acquis au néolibéralisme et maintenu à son poste après le rachat de Libération par l'oligarque franco-israélien Drahi.

- En 1994, il participe au programme Young Leaders organisé par la French-American Foundation. (Wikipédia.org)

- En novembre 2006, dans le cadre du plan de relance d'Edouard de Rothschild, il est désigné à la fois Président Directeur Général et Directeur de la rédaction de Libération.

Il est enfin membre de plusieurs think-tank comme la Fondation Saint-Simon, En temps réel, Phares et balises ou encore le Club Danton, sans oublier Le Siècle, incontournable select club des élites françaises. (republique-des-lettres.fr)

Dans le même registre, puisqu'ils font un amalgame entre tous les opposants ou voix critiques au néolibéralisme toutes tendances politiques confondues de l'extrême droite à l'extrême gauche, on s'aperçoit que leur instrumentalisation de l'extrême droite qu'ils alimentent sans cesse par le biais de polémique sans fin, comporte de multiples fonctions qui a pour but outre de se présenter en défenseur de la démocratie et de la liberté d'expression, d'isoler, de censurer la véritable extrême gauche qui seule propose aux masses une issue politique à la crise du capitalisme sans même avoir à la nommer ou y faire référence.

Et là encore c'est une affaire qui fonctionne à merveille, puisque tous ceux qui se situent à gauche ou à l'extrême gauche foncent tête baissée sur l'extrême droite, qui en réalité ne fait que révéler ce que ceux qui nous gouvernent et les médias manigancent et passent sous silence, du coup ils se discréditent eux-mêmes en niant des faits bien réels ou qu'ils ont refusé de prendre en compte et que d'autres sources sans rapport avec l'extrême droite ont relayés. Finalement, cette pseudo-gauche et extrême gauche agit en agent de l'oligarchie ou elle fait le sale boulot à sa place, croyant s'attaquer à l'extrême droite, pour peu qu'elle y croit réellement car issue ou liée ou encore influencée par le stalinisme, elle ne sert qu'à discréditer les versions des faits qui dévient de celles officielles qui sont destinées aux masses pour les manipuler, ou à nier des faits compromettant pour le régime et qui ne doivent pas parvenir à la connaissance des masses. Et bien entendu les médias ne sont pas en reste ou se régalent de ce spectacle.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que comme l'extrême droite bénéficie de moyens pour se faire entendre, contrairement aux véritables opposants de gauche au régime qui en sont privés, la faire taire, c'est faire disparaître des faits qui pouvaient parvenir à la connaissance de personnes qui n'épousaient pas forcément l'idéologie de l'extrême droite ou qui n'avaient aucun rapport avec elle, et qui dans certains cas pouvaient aider à se faire une idée libre de la situation ou sans lesquels cela serait rendu très difficile, voire impossible.

Et en dernière analyse, l'extrême droite sert de bouc émissaire à Macron, au gouvernement, à LREM pour qu'on ne les caractérise pas d'extrême droite, ce qu'ils sont en réalité, et elle sert à la pseudo-gauche et extrême gauche à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas pour avoir abandonné le combat pour le socialisme.

Ceux qui ignorent le réseau tentaculaire mondial qu'ils ont tissé pour asseoir leur pouvoir totalitaire, auront forcément des problèmes pour le combattre, c'est un euphémisme. Donc bien le cerner pour ne pas tomber dans ses pièges présente un intérêt pour tous les militants ou travailleurs. Je me répète, j'estime que c'est l'extrême droite qui est déjà au pouvoir, puisque la gauche a pris la place de la droite, et que la gauche est quasiment inexistante ou totalement impuissante, c'est la définition d'un régime totalitaire ou l'opposition n'existe pas, elle n'est pas réduite au silence ou férocement réprimé, c'est le silence qui s'impose à elle du fait de son comportement irrationnel, illogique. Il suffirait juste qu'elle en change pour changer la donne, c'est à cela que nous travaillons. Nous encourageons l'unité, mais pas à n'importe quel prix, sur la base du principe non négociable que seul un changement de régime permettra de changer de société et de mettre ainsi un terme aux maux qui accablent l'ensemble des exploités et des opprimés, nous prenons l'engagement d'oeuvrer dans cette direction.

- L'extrême droite à l'assaut des médias et de la critique des médias ...

- https://www.acrimed.org/L-extreme-droite-a-l-assaut-des-medias-et-de-la-critique-des-...
- 18 oct. 2012 - Cet observatoire – « L'Observatoire des journalistes et de l'information médiatique » (OJIM), a été créé très récemment par Claude Chollet, un ...

- L'extrême droite vénézuélienne a les faveurs des médias mainstream ... https://www.legrandsoir.info/l-extreme-droite-venezuelienne-a-les-faveurs-des-medias-m...

- LesInrocks - L'extrême droite développe sa critique des médias https://www.lesinrocks.com/.../lextreme-droite-developpe-sa-critique-des-medias-1137...

- Les sites de «réinformation», la stratégie payante de l'extrême droite ... www.slate.fr › Médias

- Ces médias à la droite de la droite qui veulent "réinformer" les ... https://www.la-croix.com › France › Politique

Comment Big Brother recrute ses miliciens, les médiocrités qui vont servir ses desseins. Une ascension fulgurante à la Benalla ou Macron.

Wikipédia - À l'âge de 24 ans, Hapsatou Sy crée Ethnicia, un concept d'espaces de beauté et ouvre, en 2005, son premier salon sur l'île Saint-Louis à Paris. En 2007, elle remporte le 2e prix du concours Grand prix jeunes créateurs organisé par le groupe Unibail-Rodamco. Hapsatou Sy rencontre le président de la République Nicolas Sarkozy en 2011, afin d'échanger sur l'entrepreneuriat au féminin. La même année, elle est sélectionnée pour représenter l'entrepreneuriat français au G20 Yes. Elle sera également nommée Rising Talent lors du Women's Forum de Deauville en 2010. Son réseau d'espaces de beauté se développe jusqu'au 25 septembre 2013 où elle annonce, à la suite de difficultés financières, la liquidation judiciaire de sa société, pour se consacrer dorénavant au développement de ses différentes marques de cosmétiques en France et à l'international. En juin 2014, Hapsatou Sy lance sa première collection de prêt à porter nommée 'antiKOD' cosignée avec cinq stylistes.

Elle inaugure chaque année le cours magistral de création d'entreprise à Sciences Po de Jacques-Henri Eyraud.

Dans l'édition 2013 du Choiseul 100, qui regroupe les leaders économiques de demain et qui est le résultat d'une recherche empirique sur la détection des jeunes dirigeants et des cadres à très hauts potentiels, elle occupe la 78e place.

En mai-juin 2012, elle est l'une des membres du jury de cinq numéros de l'émission L'Inventeur 2012 présentée par Alex Goude et Sandrine Corman le lundi en première partie de soirée sur M6.

Entre octobre 2012 et juin 2016, sur D8, elle est chroniqueuse dans l'émission quotidienne Le Grand 8 présentée par Laurence Ferrari, aux côtés de Roselyne Bachelot (présentatrice occasionnelle) Audrey Pulvar (remplacée la dernière saison par Aïda Touihri), Elisabeth Bost et Myriam Weill (occasionnellement)12. De mars à avril 2015, elle présente Projet Fashion en deuxième partie de soirée sur la même chaine. L'émission est basée sur un concours de créateurs, qui est l'adaptation française du jeu Project Runaway.

En 2015, il est révélé par le magazine Voici qu'elle partage sa vie avec le présentateur français Vincent Cerutti.

Elle est marraine de la première édition du concours Graines de Projet organisé par The Empowerment House le 21 avril 2016 à Gennevilliers.

Depuis mars 2017 elle présente l'émission Afrique Investigation sur Canal+ Afrique.

En avril 2017, les éditions Dunod publient son premier livre, Partie de rien, témoignage sur son parcours d'entrepreneuse16.

Depuis septembre 2017, elle fait partie de la bande de chroniqueurs de l'émission Les Terriens du dimanche ! de Thierry Ardisson sur C817.

À partir du 14 octobre 2017, tout comme son compagnon Vincent Cerutti, lui aussi candidat, elle participe à la huitième saison de Danse avec les stars sur TF1, avec Jordan Mouillerac comme partenaire de danse.

Télévision

2012 : L'Inventeur 2012 sur M6 : jurée
2012-2016 : Le Grand 8 sur D8 : chroniqueuse
2015, 2017 : Le Grand Concours des animateurs sur TF1 : candidate
2015 : Projet Fashion sur D8 : animatrice
Depuis 2017 : Afrique Investigation sur Canal+ Afrique : animatrice
2017 : Fort Boyard sur France 2 : candidate
Depuis 2017 : Les Terriens du dimanche ! sur C8 : chroniqueuse
2017 : Danse avec les stars sur TF1 : candidate21.

Ouvrage

Partie de rien, éditions Dunod, 5 avril 2017, 192 p. (ISBN 978-2100761968)

Récompenses

2007 : 2e prix du concours « Grand prix jeunes créateurs » organisé par le groupe Unibail-Rodamco
2011 : Prix Trofémina dans la catégorie « Business ».
2010 : Rising Talent au Women's forum de Deauville (Wikipédia.org)

Hapsatou Sy est très attachée à ses parents, et notamment à son père, à qui elle rend hommage dans son livre Partie de rien. Sénégalais, il est arrivé en France après sept mois de périple entre passeurs, racket, noyade évitée de justesse. Un vrai combat pour devenir Français, qui explique en partie pourquoi la sortie d'Eric Zemmour est vécue comme une claque pour Hapsatou Sy. "Mon père a quitté le Sénégal en 1972. Avant d'arriver en France, il a parcouru de nombreux pays, du Maroc à l'Espagne, et a eu une force incroyable pour changer de vie. Quand il m'a raconté son parcours, un jour de 1998, j'ai décidé que je réussirais pour lui", expliquait-elle à Paris Match durant la promotion de son livre.

« Mon père, c'est mon héros. (…) Le jour où mon père me raconte son parcours, je jure de tout faire pour l'honorer. Ma réussite, c'était juste ça : qu'il me regarde un jour et qu'il me dise 'je suis fière de toi' », rajoutait-elle dans les médias. gala.fr 18 septembre 2018

On croirait entendre Jupiter !

Epilogue.

Elle a commis l'erreur impardonnable ou peut-être fatale d'avoir manqué de loyauté envers ses bienfaiteurs.

lepoint.fr 21.09 - Après une semaine d'invectives et de bad buzz, C8 et les différents protagonistes de cette détestable affaire veulent calmer le jeu. Franck Appietto, directeur général de la chaîne, a reçu la jeune femme et lui a donné des assurances : elle ne sera pas chassée de l'antenne. Hapsatou Sy devrait devenir chroniqueuse dans une des nombreuses émissions de Cyril Hanouna. Sans doute dans Balance ton post, qu'il lancera à la fin du mois en deuxième partie de soirée. Voilà pour la version officielle. Dans l'arrière-boutique, on est plus mesuré et on cache difficilement sa colère. Un hiérarque de C8, qui souhaite rester anonyme, ne cache pas son exaspération : « L'urgence est de lui faire signer un document par lequel elle s'engage à ne pas rendre publiques les images qu'elle a tournées. Nous n'avons pas envie de nous offrir un scandale fait d'accusations – même mensongères – de racisme. On lui payera peut-être une année de piges, soit environ 60 000 euros, et après, du balai... Il serait étonnant qu'après sa sortie et l'exploitation illicite des images un producteur accepte de signer avec elle... » « C8 tient à démentir ces propos », a réagi la chaîne auprès du Point. (...)

Elle vantait en mars 2018 à la une du magazine Management : « Faire parler de soi en bien... en mal. Les meilleures techniques pour réussir sa com. » lepoint.fr 21.09

Un autre "cas de conscience".

- Exfiltrer Collomb ou pas ? Le casse-tête de Macron… - LeParisien.fr

C'est un macroniste de haut rang qui assène, comminatoire : « Il faut exfiltrer Monsieur Collomb ! ». LeParisien.fr

Les faits qui confirment mon analyse.

- "En Allemagne, le débat ne porte que sur l'immigration" - L'Express.fr 21.09

Selon la journaliste allemande Michaela Wiegel, les discussions sur l'Europe sont éclipsées par la question migratoire. L'Express.fr 21.09

- L'AfD, deuxième parti d'Allemagne (sondage) - euronews 21 septembre 2018

Selon un sondage, la popularité du parti allemand d'extrême droite AfD est à son plus haut niveau. Si des élections se tenaient demain, l'AfD réunirait 18 % des voix, en progression de deux points, d'après l'étude d'ARD DeutschlandTrend.

Le parti créé en 2013 arrive deuxième des intentions de vote derrière la CDU-CSU d'Angela Merkel (28 % en recul d'un point) mais devant les sociaux démocrates (17 %, en recul d'un point).

Une autre étude publiée par l'INSA montre que près d'un Allemand sur deux souhaite une nouvelle élection, soulignant le mécontentement depuis l'affaire Maassen, qui a écorné l'autorité de la chancelière. euronews 21 septembre 2018

Comment cautionner la destruction du Yémen et le massacre de son peuple.

Le Parisien 20.09 - Les bombardements aériens ne suffisent pas à venir à bout des rebelles dissimulés dans la population, d'où une succession de bavures. (Il faudrait peut-être envisager de frapper plus fort encore et tant pis pour les bavures puisqu'elles sont inévitables. - LVOG) Affaiblis, les houthis n'hésitent pas à enrôler des enfants et à truffer le terrain de mines. (Tandis que la coalition Américano-anglo-saoudienne-sioniste massacre sans hésitation des milliers d'enfants yéménites, bombardant écoles et hôpitaux, mais c'est pour leur bien, au paradis sans doute! - LVOG) Le conflit a déjà fait 10 000 morts. (Dont 2500 enfants - LVOG)

Selon l'ONG Save the Children, plus de cinq millions d'enfants sont en train de mourir de famine ! « Dans un hôpital que j'ai visité dans le nord du Yémen, les bébés étaient trop faibles pour pleurer », a déclaré Helle Thorning-Schmidt, directrice générale de l'ONG.

(Save the Children, une ONG liée tout d'abord à la Société des Nations, puis à l'ONU. Elle est financée à hauteur de 80% par l'Etat américain et l'oligarchie, en 2017 elle a brassé plus de 800 millions de dollars (https://www.savethechildren.org/us/about-us/resource-library/annual-report). Save the Children International a pour directrice générale depuis 2016, Helle Thorning-Schmidt, sociale-démocrate, Première ministre danoise de 2011 à 2015, c'est la décision de vendre une partie de l'entreprise publique d'énergie DONG Energy à la banque d'investissement américaine Goldman Sachs qui entraîna une crise gouvernementale et des élections anticipées que son parti perdit. (Source : Wikipédia.org) - LVOG)

La communauté internationale, qui tente de relancer les pourparlers de paix, observe avec inquiétude ce conflit dans une région où transite près du tiers du pétrole mondial. Et où, selon l'ONU, se joue presque incognito « la pire crise humanitaire au monde ». Le Parisien 20.09

La communauté internationale, traduire les puissances occidentales impérialistes n'ont aucun intérêt dans la région, par conséquent elles ne sont pas impliquées dans cette guerre, il faut le croire puisqu'ils le disent. Et puis bombarder Idlib pour libérer la population des barbares, ce serait commettre un crime contre l'humanité, mais bombarder le Yémen, c'est assurément accomplir une oeuvre humanitaire. - LVOG

Quand le "mirage écologique" tourne au cauchemar.

- Dans la Somme, village à vendre "cause éoliennes" francetvinfo.fr 20.09

Les éoliennes sont un symbole de l'énergie propre, l'emblème de la transition énergétique. Pourtant, dans toute la France, 70% des projets sont attaqués en justice par des riverains excédés, qui dénoncent ce qu'ils appellent un "mirage écologique". "Envoyé spécial" a rencontré plusieurs de ces opposants pour un reportage à voir le 20 septembre 2018.

Située dans un couloir de vent avec peu de relief, la Somme est un terrain propice à l'installation d'éoliennes. C'est le département qui en compte le plus : 600 sur les 6 000 implantées en France, soit une éolienne terrestre sur 10. Jusqu'à la saturation ? Ou l'encerclement, comme à Montagne-Fayel, 160 habitants ? Le secteur compte déjà 50 éoliennes, et il y en aura bientôt 75 de plus. Pour dénoncer leur présence, des pancartes "A vendre, cause éoliennes" ont fleuri dans le village.

"La seule limite, c'est de ne pas aller à moins de 500 mètres des habitations, donc ils peuvent en mettre où ils veulent...". Est-ce que ce n'est pas le prix à payer pour la transition énergétique ? "Le prix à payer pour qui ? répond Julie Sandri, 37 ans, présidente de l'association SOS de nos campagnes 80. Pour les gens qui consomment le moins ? On est en pleine campagne. Est-ce que vous pensez que c'est la campagne et la rase campagne qui consomment le plus ?" francetvinfo.fr 20.09

Les écologistes s'en foutent que votre village et votre horizon soient défigurés, ils n'y viendront pas passer leurs vacances, même pour un pique-nique à la campagne ils iront ailleurs, c'est trop laid !

Comment, on ne vous a pas consultés, on n'a pas tenu compte de votre opposition à l'installation de ces champs d'éoliennes, ah ben c'est que la France n'est pas une démocratie et que les écologistes ne sont pas des démocrates mais des tyrans comme les autres !

Pour eux ce qui comptent, c'est leur petit confort, le vôtre ils s'en tapent complètement. Ils étaient PS compatibles, maintenant ils sont Macron compatibles. Comment, aux prochaines élections vous ne voterez pas ou vous voterez extrême droite, non, ce n'est pas possible, après tout vous méritez bien ce qui vous arrive bande d'arriérés ou de réacs.

Bravo !

Qui complote, qui sont les complotistes, pourquoi dénoncent-ils les théories du complot ? Réponse.

- Incroyable : le Financial Times admet cacher des informations « dans l'intérêt général » - or-argent.eu 12.09

Vous n'allez pas apprendre grand-chose dans cet article. Vous pourrez en revanche le brandir à ceux qui vous traitent de théoricien du complot. Intitulé « Durant une crise, il ne faut parfois pas tout dire », il rappelle furieusement la déclaration célèbre de Jean-Claude Juncker « vous devez mentir lorsque cela devient important », l'article est signé John Authers, éditeur associé du FT : Durant une crise, il ne faut parfois pas tout dire

« Il est temps d'admettre que j'ai, par le passé, omis de communiquer des informations importantes à mes lecteurs. C'était il y a 10 ans, nous étions au pire de la crise financière, et je pense avoir fait le bon choix. Maintenant qu'une décennie s'est écoulée, je pense qu'il faut en discuter.

Cela s'est passé le 17 septembre 2008, 2 jours après la faillite de Lehman. Ce mercredi fut, selon moi, le jour le plus terrifiant de la crise, lorsque la planète fut à 2 doigts d'un effondrement financier total. Mais je n'en ai pas vraiment parlé dans le Financial Times.

Deux nouvelles très importantes venaient de tomber le mardi soir. Tout d'abord, AIG avait reçu une aide d'urgence de 8,5 milliards. Elle en avait besoin afin de payer les CDS qu'elle garantissait. Sans cela, les obligations qui se trouvaient sur le bilan des banques et qui étaient censées être complètement assurées contre le risque seraient devenues sans valeur. Cela signifie que de nombreuses banques se seraient retrouvées techniquement insolvables. La faillite d'AIG aurait provoqué, selon de nombreux analystes, l'effondrement immédiat de l'intégralité du système bancaire européen, ce qui aurait eu un impact important sur la dette américaine. (…)

Simultanément, le Reserve Fund, le plus important fonds mutuel américain indépendant, annonçait des pertes sur ses obligations Lehman. Ce qui provoqua la chute de son titre à moins d'un dollar. C'était terrifiant, car ce type de fonds, qui achète des obligations à court terme, faisait partie des fonds garantis. Aucune institution de ce genre n'avait jamais franchi la barre du dollar.

Ces fonds étaient des clients vitaux pour les obligations à court terme. Sans eux, comment les sociétés et les grandes banques pouvaient-elles se financer ? Les investisseurs se ruaient pour retirer leur argent des fonds, tandis que ceux-ci vendaient à tour de bras leurs obligations corporate pour pivoter vers la sécurité des Treasuries.

Il s'agissait d'un bank run, la solvabilité des plus grosses banques de Wall Street était remise en question. Durant ce chaos, le taux des obligations américaines tomba jusqu'à leur plus bas depuis Pearl Harbor. Les gens désespérés cherchaient la sécurité, la chute du rendement n'avait alors aucune espèce d'importance.

Mais contrairement au bank run de Northen Rocks de 2007 en Grande-Bretagne, rien de tout ceci ne fut visible. On ne voyait pas des gestionnaires faire la file dans la rue pour acheter des obligations. Mais selon les banquiers de Wall Street que j'ai interrogés, le système bancaire risquait l'effondrement.

À l'époque, j'avais beaucoup d'argent chez Citibank, plus que le montant garanti. Si Citi devait faire faillite, ce qui m'était inconcevable auparavant, j'allais perdre de l'argent. Durant la pause déjeuner, je me suis rendu chez Citi afin de transférer la moitié de mon épargne chez Chase, dans l'agence voisine. Cela me permettait de doubler le montant assuré.

Cela se passait à Manhattan, où les bureaux de banques d'investissement sont nombreux. Dans l'agence Citi je me suis retrouvé dans une longue file, au beau milieu de banquiers de Wall Street. Ils étaient venus faire la même chose que moi. Dans l'agence Chase d'à côté, idem, elle était remplie de banquiers anxieux.

Lorsque mon tour est venu, on m'a expliqué que Chase et Citi avaient convenu d'un plan d'action commun. Je n'avais pas besoin d'ouvrir un compte chez la concurrence. L'employée m'a demandé si j'étais marié, et si j'avais des enfants. Elle a ensuite ouvert autant de comptes séparés que possible. En souriant, elle m'indiquait avoir fait la même chose durant toute la matinée. C'était la première fois que de telles demandes se manifestaient.

J'avais du mal à respirer. J'étais en train d'assister à un bank run, au cœur du quartier des affaires de New York. Les gens qui étaient en train de paniquer étaient les personnes les mieux informées de la situation.

Tout ce que j'avais à faire, c'était de prendre quelques photos de banquiers en costume en train de faire la file, et d'ajouter une petite légende.

Nous ne l'avons pas fait. Un tel article en première page du Financial Times aurait pu faire basculer le système dans le précipice. Nos lecteurs ne se doutaient de rien, cela aurait engendré une terrible panique.

Ai-je pris la bonne décision ? Je le pense. Aucun journal n'a publié ces photos dans les agences de Manhattan. La liberté d'expression ne nous octroie pas le droit de mettre de l'huile sur le feu. (…)

Quelques semaines plus tard, les dépôts assurés passaient de 100.000 à 250.000 $. 10 ans plus tard, les banques américaines

sont virtuellement les seules qui sont devenues plus sûres. (…) Le souci est que les actions entreprises pour résoudre ce problème ont empêché la prise de mesures pour juguler d'autres risques. Aujourd'hui, ils prennent la forme d'actifs surévalués, d'investissements à effets de levier, et des caisses de retraite qui possèdent ces actifs. La prochaine crise ne sera pas bancaire, elle sera posée par la chute de la valeur des actifs détenus par les caisses de retraite, laissant ensuite une génération avec des revenus insuffisants pour vivre.

La mauvaise nouvelle est qu'il s'agit d'une crise dont la solution peut attendre. Les politiciens peuvent l'ignorer. La bonne nouvelle est que, cette fois, je ne suis pas obligé de ne pas en parler. » Commentaire or-argent.eu

Nos lecteurs apprécieront le cynisme de ce journaliste. Si le système s'était effondré, aurait-il eu aussi le courage d'informer ses lecteurs qu'il s'était mis à l'abri, en compagnie de ses amis banquiers, tout en omettant de faire son travail d'information ? Il s'agit de la preuve irréfutable que vous ne pouvez pas compter sur la presse pour vous informer lorsque la situation est grave. C'est pourquoi se préparer est important. or-argent.eu 12.09

Extrait de la revue de presse du blog Les Crises.

- Affaire Chevron-Équateur : l'arbitrage international confirme sa réputation d'instrument au service des puissants - multinationales.org

"La Cour permanente d'arbitrage de La Haye, tribunal commercial privé saisi par Chevron, a rendu une décision sommant l'Équateur d'annuler la sentence historique rendue par ses tribunaux contre le géant pétrolier américain, responsable d'un désastre environnemental dans la région amazonienne du pays. Une nouvelle illustration du rôle controversé de l'arbitrage international et des mécanismes de réglement des différends entre investisseurs et États, inclus dans de nombreux traités de libre-échange." multinationales.org

- Venezuela : L'ONU affirme que la situation est due à la guerre économique - legrandsoir.info

"Le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme (ACNUDH) a publié un long rapport sur la situation au Venezuela qui assure que ses problèmes sont dus, en grande partie, à la guerre économique et au blocus financier contre le Gouvernement de Nicolás Maduro. Ce document compare les sanctions et les blocus économiques modernes contre les pays aux « sièges des villes mis en place au Moyen-Age dans l'intention des les obliger à se rendre. » Il est catégorique sur le fait qu'au Venezuela, il n'y a pas de crise humanitaire ni de crise de l'alimentation. Le document, publié le 30 août dernier, a été élaboré par l'expert indépendant de l'ONU, Alfred-Maurice de Zayas, dans le cadre de la « promotion d'un ordre international démocratique et équitable » après une visite qu'il a faite dans le pays entre le 26 novembre et le 9 décembre 2017." legrandsoir.info

Ils osent tout.

- Les États-Unis dénoncent le sort des musulmans ouïghours : nouvelle attaque contre la Chine - LeParisien.fr

C'est si inattendu que les observateurs des relations entre les deux pays ont du mal à ne pas y voir un but caché. LeParisien.fr

Alors que les États-Unis ont massacré des millions de musulmans en Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Somalie, etc.

- Docteur Jeremy et mister Corbyn - L'Express.fr

Au Royaume-Uni, Jeremy Corbyn a revigoré le Parti travailliste. Qui reste cependant miné par les accusations d'antisémitisme. L'Express.fr

Etre antisioniste ou soutenir les Palestiniens, c'est être antisémite...

- L'aptitude de Trump à gouverner de nouveau mise en doute - AFP

Donald Trump faisait face vendredi à une nouvelle polémique explosive sur sa capacité à gouverner, un haut responsable de l'administration ayant évoqué en 2017 la possibilité de le mettre à l'écart du pouvoir, selon des informations du New York Times que ce dernier dément fermement. AFP

Et Reagan, Bush ? Ah ben non, ce sont nos modèles...

- Des employés de Google ont voulu contrer le décret migratoire de Trump, selon le Wall Street Journal - AFP

Tels maîtres, tels chiens...

La fabrique du consentement ou leur propagande permanente, hystérique.

- Climat : Emmanuel Macron va être désigné «champion de la Terre» à New York - LeParisien.fr

A quand le maître de l'Univers ?

- Ce migrant vénézuélien pousse son père handicapé jusqu'à Bogota à la recherche de médicaments - Le HuffPost

Sortez vos mouchoirs, quel tyran ce Maduro !

- USA: un militant pour les armes accusé d'agression sexuelle sur mineure - AFP

Enfin, ils en ont trouvé un !

- Chaque année, 12 millions de mineures sont mariées de force dans le monde - LeFigaro.fr

Et 10 fois plus crèvent de faim ou de sous-alimentation...

- L'UE hausse le ton pour défendre l'Etat de droit - euronews

Les institutions européennes sont à l'offensive pour défendre l'Etat de droit au sein des Etats membres. Le Luxembourg n'a pas enfreint les règles européennes en matière d'aides d'Etat avec McDonald's. C'est la conclusion d'une enquête de la Commission européenne ouverte en décembre 2015. euronews

L'UE ou la parole d'un paradis fiscal mafieux...

- La France se mobilise pour le cinéaste ukrainien Sentsov - euronews

La France se mobilise pour Oleg Sentsov , ce cinéaste ukrainien emprisonné en Russie et qui mène une grève de la faim depuis le 14 mai dernier. Depuis vendredi dernier, un collectif de personnalités dont l'ancienne garde des Sceaux Christiane Taubira, ont entamé une grève de la faim tournante... euronews

Comment, il n'est pas encore mort depuis le temps ? C'est étrange au Yémen ils crèvent plus vite de faim...

- Décès de Marceline Loridan-Ivens : "Elle avait senti l'antisémitisme monter", selon l'écrivaine Judith Perrignon - Franceinfo

L'écrivaine et cinéaste Marceline Loridan-Ivens est morte mardi à l'âge de 90 ans. Franceinfo a recueilli le témoignage de Judith Perrignon, avec qui elle a écrit deux ouvrages. Franceinfo

Les sionistes n'avaient que cela à se mettre sous la dent...

- "Ici on sauve des vies": dans l'usine à bébés de MSF en Afghanistan - AFP

La mère a été admise à 9h30, la naissance enregistrée à 9H35. Dans le sud-est de l'Afghanistan, les femmes arrivent souvent in extremis à la maternité de Médecins sans Frontières (MSF), l'une des plus actives au monde avec jusqu'à 90 naissances par jour.

MSF une autre officine de renseignement financée par la NED/CIA.

- La Chine expurge les manuels scolaires de contenus non approuvés - Reuters

Comme partout ailleurs dans le monde...

- Sanctions US contre la Chine pour l'achat d'armes russes - Reuters

Optez pour le made in USA...

- Au Venezuela, les excès meurtriers de la politique sécuritaire - Liberation.fr

Amnesty International s'alarme, dans un rapport publié jeudi, d'un nombre croissant d'exécutions impunies, souvent menées par les militaires, dans le cadre de la lutte contre l'insécurité. Liberation.fr

Amnesty International spécialisé dans la réalisation de rapport à la demande de Soros et Cie...

- Guerre au Yémen: plus de cinq millions d'enfants menacés de famine - AFP 19 septembre 2018

Au moins leurs souffrances seront abrégées, quelle généreuse attention...

- Fake news: Ce sont les pro-Fillon qui en auraient partagé le plus pendant la présidentielle - Le HuffPost

Ah ben moi qui croyais que c'était Le Monde, Libération, Le Parisien, Le Figaro, Le Point, TF1, etc...

- Benalla, simple collaborateur ou garde du corps ? des doutes persistent - AFP

Simple collaborateur ou garde du corps du chef de l'État ? Pourquoi était-il autorisé à porter une arme ? L'audition d'Alexandre Benalla par les sénateurs mercredi n'a pas permis de lever les zones d'ombre entourant son rôle à l'Élysée.

Ils sont bien les seuls à avoir des doutes...

- "Je ne suis pas un voyou", a protesté l'ex-chargé de mission. Reuters

Pourquoi, aurait-on des raisons d'en douter ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis.

- L'aptitude de Trump à gouverner de nouveau mise en doute - AFP 22 septembre 2018

Donald Trump faisait face vendredi à une nouvelle polémique explosive sur sa capacité à gouverner, un haut responsable de l'administration ayant évoqué en 2017 la possibilité de le mettre à l'écart du pouvoir, selon des informations du New York Times que ce dernier dément fermement.

Au coeur de ces nouvelles révélations: Rod Rosenstein, numéro deux du ministère de la Justice qui supervise l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne de Donald Trump en 2016 et le Kremlin.

Le New York Times s'appuie sur plusieurs sources, notamment des notes prises par des agents du FBI. Or l'un des auteurs de ces compte-rendus, Andrew McCabe, ex-directeur par intérim du FBI, n'a pas démenti leur contenu vendredi. "Il ignore comment un journaliste peut avoir obtenu ces notes", a simplement écrit son avocat, Michael R. Bromwich.

Selon le Washington Post, M. McCabe explique dans ses notes qu'en mai 2017, un Rod Rosenstein très inquiet après le limogeage choc du chef du FBI, James Comey, par le président américain, a suggéré devant témoins qu'il faudrait enregistrer Donald Trump à son insu pour rendre compte du "chaos" régnant à la Maison Blanche.

Il aurait alors discuté d'une mise à l'écart de M. Trump, en activant une procédure encore jamais utilisée aux Etats-Unis, prévue par le 25e amendement de la Constitution en cas d'inaptitude du président à gouverner.

L'article du New York Times prend un écho particulier après plusieurs publications récentes qui décrivent une Maison Blanche dysfonctionnelle, où de hauts responsables vont jusqu'à contourner les ordres présidentiels: le livre du journaliste d'investigation Bob Woodward et la tribune d'un haut responsable anonyme de l'administration Trump.

Ce dernier texte, publié par le même New York Times, affirmait également que certains membres du cabinet avaient

brièvement envisagé d'écarter Donald Trump de la présidence peu après son arrivée à la Maison Blanche, en janvier 2017.

Rod Rosenstein a catégoriquement nié vendredi estimer que Donald Trump n'était pas en mesure d'exercer ses fonctions.

"Je veux être clair sur ce point: sur la base de mes échanges personnels avec le président, il n'existe aucun fondement pour invoquer le 25e amendement de la Constitution", a-t-il écrit.

"L'article du New York Times est inexact et incorrect", a-t-il ajouté, dénonçant des "sources anonymes qui sont évidemment partiales contre le ministère".

"Je n'ai jamais envisagé ou autorisé un enregistrement du président", a-t-il martelé dans un nouveau communiqué publié dans la soirée.

"Aucune des propositions de M. Rosenstein n'a apparemment abouti", souligne le New York Times. Mais "il a dit à M. McCabe qu'il pourrait parvenir à convaincre" le ministre de la Justice, Jeff Sessions ainsi que John Kelly, alors ministre de la Sécurité intérieure, de se joindre à ses efforts.

Le ministère de la Justice a laissé entendre qu'une plaisanterie de M. Rosenstein avait en fait été mal comprise, en publiant le témoignage, sous couvert d'anonymat, d'un ex-haut responsable qui se trouvait "dans la salle" lorsqu'il a évoqué le sujet.

"Son commentaire était sarcastique et n'a jamais été débattu avec une quelconque intention d'enregistrer une conversation avec le président", dit-il.

L'avocat d'Andrew McCabe, Michael R. Bromwich, explique lui que son client a bien mis sur papier la teneur de ses rencontres avec de hauts responsables du gouvernement Trump. Il les a toutes livrées au procureur Mueller il y a "plus d'un an". Une autre copie de ces notes était encore conservée au FBI en janvier 2018.

Ces révélations vont en tout cas dans le sens du scénario, martelé sans relâche par Donald Trump, de forces à l'oeuvre contre lui au sein même de son administration.

Son fils, Donald Junior, a d'ailleurs rapidement ironisé sur Twitter: "Personne n'est choqué que ces gars fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour saper" la présidence Trump.

De quoi inquiéter les démocrates et autres défenseurs de l'enquête du procureur Mueller que Donald Trump n'a de cesse d'attaquer en dénonçant une "chasse aux sorcières".

Puisque le ministre de la Justice, Jeff Sessions, s'est récusé dans l'affaire russe, Rod Rosenstein est le seul rempart censé protéger la bonne marche des investigations.

Le chef de l'opposition démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a d'ailleurs rapidement averti vendredi: "cet article ne doit pas être pris comme prétexte pour servir l'objectif vil de limoger" Rod Rosenstein "afin de nommer un responsable qui autorisera le président à s'immiscer dans l'enquête du procureur spécial". AFP 22 septembre 2018

Haut de page

Le 25 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (15 pages)

1- Ils sont partis dans l'intelligence artificielle, alors qu'ils ne sont pas capables de développer l'intelligence tout court.

2- La parfaite valeur est de faire sans témoins ce qu'on serait capable de faire devant tout le monde. (La Rochefoucauld, Réflexions ou sentences et maximes morales, 216, p. 275.) (Le Grand Robert de la langue française)

Une variante que j'avais lu quelque part et que j'ai conservée parce que j'ai en horreur l'hypocrisie : La générosité qui consiste à se séparer du superflu ne coûte rien ou n'a aucune valeur. La véritable générosité consiste au contraire à partager ce qu'on a, quitte

à ce que notre condition en soit affectée ou à devoir se priver soi-même.

Qui partage ce principe, qui le met en pratique ? Il existe assurément différents niveaux de conscience, c'est ce qu'on peut observer ou en déduire, cela étant nous n'avons pas vocation à porter des jugements mais à nous fixer pour objectif que chacun puisse progresser.

Quand on vit en Inde depuis de longues années, on est très souvent confronté à des cas de conscience, cela fait réfléchir à tous les niveaux.

C'est une expérience éprouvante, mais ô combien enrichissante quand on l'aborde honnêtement. Plus d'une fois j'ai dû me sermonner pour ne pas voir eu un comportement exemplaire, parce que j'étais moi-même accablé de difficultés et abandonné à mon sort, puisque je ne pouvais compter sur absolument personne pour me venir en aide d'une manière ou d'une autre, et comme il était relativement facile de se trouver des excuses, ma bonne conscience était sauve sur le coup. Sauf que par la suite elle allait se transformer en cauchemar parce que je ne me passe rien, pas le moindre écart qui révèle un manque de maturité d'esprit, une entaille à mes principes dont je dois absolument découvrir l'origine pour progresser, c'est mon obsession.

On ne peut pas être digne d'un idéal, du socialisme, en se conduisant n'importe comment dans la vie... J'ai suffisamment à faire avec mes propres faiblesses et lacunes pour m'occuper de celles des autres. Le témoignage que je livre ou le partage de mes expériences me valent des critiques ou plutôt des jugements injustifiées de la part de ceux qui se sentent visés parce que je décris, alors que je ne vise personne en particulier sauf si je le précise, peut-être parce qu'ils se reconnaissent eux-mêmes et ne le supportent pas, ne se supportent pas eux-mêmes.

On doit admettre que nous avons tous plus ou moins des idées préconçues sur un tas de choses qui sont bien-fondés ou non, mais celles sur lesquelles généralement on refuse de se pencher nous concernent directement et c'est dommage, car si on a besoin des autres pour apprendre à se connaître, on ne peut pas connaître les autres sans se connaître soi-même. D'où l'intérêt d'être modeste et de ne jamais se prendre pour ce qu'on n'est pas, ce qui en guise de récompense si on peut dire, nous procurera en retour une grande satisfaction à côté de laquelle toutes les autres apparaîtrons désuètes ou insolentes.

Pour commencer, il faut s'assumer tel que nous sommes. L'épreuve suivante va permettre de vous tester et tant pis si elle s'avèrera cruelle pour certains, ils ne devront s'en prendre qu'à eux-mêmes.

3- Pour commencer levons le voile sur une dissimulation, une mystification qui fait le bonheur du capitalisme et ses agents dans le mouvement ouvrier qui se retranchent derrière ou qui l'ont adoptée.

K. Marx- ...le salaire semble payer le travail parce que l'ouvrier ne le reçoit qu'une fois le travail accompli. La forme du salaire efface toute trace de division de la journée de travail en travail payé et travail non payé. C'est l'inverse de ce qui se passe avec l'esclavage. L'esclave semblait ne travailler que pour son maître, même dans la partie de la journée de travail où il ne faisait que remplacer la valeur de ses propres moyens de subsistance; tout son travail apparaît comme du travail non payé. Dans le salariat, au contraire, le travail non payé lui-même apparaît comme payé. Dans un cas, le rapport de propriété dissimule le travail effectué pour son propre compte par l'esclave; dans l'autre, le rapport d'argent dissimule le travail gratuit de l'ouvrier salarié.

On conçoit, par conséquent, écrit Marx, l'importance décisive de la transformation de la valeur et du prix de la force de travail en salaire ou en valeur et prix du travail lui-même. Sur cette forme apparente, qui rend invisible le rapport réel et fait apparaître exactement son contraire, repose toute la notion juridique de l'ouvrier comme du capitaliste, toute la mystification du mode de production capitaliste, toutes ses illusions de liberté, toutes les billevesées apologétiques de l'économie vulgaire. (Extrait de Franz Mehring, Kart Marx. Histoire de sa vie, Leipzig 1920 (3e édition))

Tout le monde ou presque est parvenu à la conclusion que rien n'était gratuit dans cette société. Or c'est une erreur, l'ensemble des salariés quel que soit leur statut fournissent gratuitement une partie de leur travail aux capitalistes ou aux patrons, à l'Etat essentiellement au service des capitalistes.

Cet argument mériterait d'être développé, les travailleurs ne doivent rien aux capitalistes, aux patrons, à l'Etat, ce sont eux qui leur doivent tout...

Plus consistant.

On a rajouté dans la page d'accueil du portail un extrait de *L'impérialisme et la scission du socialisme* rédigé par Lénine en 1916.

Aujourd'hui on traitera brièvement le passage suivant qui est toujours d'actualité, pour peu qu'on tienne compte de l'ensemble des facteurs qui composent la situation, au lieu de s'évertuer à leur prêter d'autres fonctions que celles qu'ils remplissent.

Lénine - Notons que dans sa « conception » de l'impérialisme, qui revient à farder ce dernier, Kautsky marque un recul non

seulement par rapport au Capital financier de Hilferding (quel que soit le zèle que mette aujourd'hui Hilferding lui-même à défendre Kautsky et l'« unité » avec les social-chauvins !), mais aussi par rapport au social-libéral J. A. Hobson. Cet économiste anglais, qui n'a pas la moindre prétention au titre de marxiste, définit avec beaucoup plus de profondeur l'impérialisme et en dévoile les contradictions dans son ouvrage de 19023. Voici ce que disait cet auteur (chez qui l'on retrouve presque toutes les platitudes pacifistes et « conciliatrices » de Kautsky) sur la question particulièrement importante du caractère parasitaire de l'impérialisme :

Des circonstances de deux ordres affaiblissaient, selon Hobson, la puissance des anciens Empires :

1. le « parasitisme économique » et

2. le recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants.

« La première circonstance est la coutume du parasitisme économique, en vertu de laquelle l'Etat dominant utilise ses provinces, ses colonies et les pays dépendants pour enrichir sa classe gouvernante et corrompre ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles. » En ce qui concerne la seconde circonstance, Hobson écrit :

« L'un des symptômes les plus singuliers de la cécité de l'impérialisme »

(dans la bouche du social-libéral Hobson, ce refrain sur la « cécité » des impérialistes est moins déplacé que chez le « marxiste » Kautsky)...

LVOG - ... et chez tous nos dirigeants un siècle plus tard dont l'aveuglément est devenu légendaire.

Pour ce qui est du « parasitisme économique », depuis il s'est développé dans des proportions tentaculaires, monstrueuses. Il a été théorisé. Il s'est structuré, il s'est doté de puissantes institutions financières supranationales sous l'égide de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale qui dictent leurs lois à tous les Etats, et malheur à ceux qui leur résistent ! Il coïncide aussi avec la réglementation et les instruments financiers de type mafieux dont l'oligarchie financière s'est dotée, après avoir réalisé le hold-up du siècle en s'emparant des banques centrales et de la machine à billets...

Quant au « recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants », elle n'a jamais cessé pour donner les armées de mercenaires sanguinaires des Talibans, Al-Qaïda, Daesh, que les kautskystes de notre époque atteints de « cécité » ont assimilés à la classe ouvrière ou au mouvement ouvrier, auxquelles il faut ajouter l'armée d'esclaves qui déferlent sur l'Europe, selon les plans définis par les mêmes impérialistes et que le mouvement ouvrier corrompu soutient unanimement de la même manière, ce qui est logique en somme.

Mais comment expliquer cela ? Lénine a fourni la réponse :

- Une couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens des centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés.

LVOG - "Centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés" sur lesquels le mouvement ouvrier verse bruyamment une larme et pas une de plus pour se donner bonne conscience, parce qu'il n'incarne plus que cette "couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes" qui vit à leur dépens, ceci explique ou cautionne cela. Ce facteur est devenu tabou, les militants le nient ou ne veulent pas en entendre parler. Pourquoi ? Vous n'avez pas une petite idée...

On aura compris que c'est parce que les puissances impérialistes partagent cette « cécité » avec cette "couche privilégiée du prolétariat " que la perspective d'un changement de régime est renvoyée à une date indéterminée ou aux calendes grecques.

Et pour notre malheur, ainsi que celui des "centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés", c'est vers cette "couche privilégiée du prolétariat " que nos dirigeants se tournent, alors qu'il existe des millions de travailleurs qui n'en font pas partie et qui ont atteint un degré de conscience qui ne demande qu'à progresser pour peu qu'on sache s'adresser à eux au lieu de les négliger.

La démagogie ou manipuler les esprit est un art. Qui a dit ?

- "*Il faut parler à l'individu, à ce qu'il est et pas forcément parler en fonction de ses propres pensées. Il ne faut pas asséner une vérité, il faut aller la rechercher dans son interlocuteur. Et si on parle de l'autre on arrivera à le convaincre, si on parle de soi, on sera hautain et arrogant.*"

Réponse : François Hollande, en visite dimanche à Tulle, en Corrèze. L'Express.fr 24 septembre 2018

Traduction : Pour embobiner quelqu'un il faut le laisser parler et ensuite lui dire ce qu'il avait envie d'entendre, en passant sous silence vos propres pensées ou vos réelles intentions qui vont à l'encontre des siennes. Votre interlocuteur manifeste une attente, des besoins, il suffira d'affirmer que vous l'avez bien compris ou que vous allez en tenir compte pour faire naître chez lui un espoir... qui sera sans lendemain et ainsi de suite.

On peut très bien parler de soi sans être pour autant hautain et arrogant, en arborant une fausse modestie par exemple pour tromper les naïfs ou ceux que cela arrange. Quand on représente ou défend des intérêts aussi inavouables que nos intentions, il ne peut pas en être autrement, c'est pour cela que Hollande et ses semblables sont si répugnants, sordides.

Communautarisme et son instrumentalisation. Et touche pas à la police.

- Marcel Campion provoque un tollé...

Il a osé faire référence ou s'attaquer au communautarisme homosexuel, il est accusé d'homophobie. Que défendent-ils en réalité ? Le communautarisme et non les homosexuels ou les intérêts d'une quelconque minorité ou communauté.

Ils se servent du communautarisme pour faire valoir des intérêts individuels ou politiques ou pour régler leurs propres comptes. Quand c'est une femme qui en prend l'initiative, elle accusera ensuite son contradicteur de misogynie ou pire encore, si c'est un juif, d'antisémitisme, si c'est un Arabe ou un Africain, de racisme, si c'est un pro UE, de nationalisme ou de xénophobie, et ainsi de suite.

Epilogue qui le confirme dès le lendemain.

- Campion: l'attribution du marché de Noël en suspens - L'Express.fr 24.09

- Le gouvernement est favorable au réexamen de la convention du marché de Noël, suite aux propos homophobes du roi des forains. L'Express.fr 24.09

- Gérard Collomb dénonce les propos "intolérables"...

Quand un policier ou un militaire meurt dans l'exercice de ses fonctions, il a les honneurs officiels de l'Etat, mais quand c'est un manifestant qui est handicapé à vie ou assassiné par des CRS, il a tout juste droit à des regrets tirés du bout des lèvres et encore, en somme, le regret qu'ils aient dû formuler des regrets !

Quant à leur insécurité, elle est proportionnelle à l'insécurité sociale qui est le produit de l'ordre qu'ils défendent ou de la politique antisociale du gouvernement.

"L'édifice est lézardé" : Abattons-le ! Dehors Macron, à bas l'oligarchie !

- Sondage. Popularité de Macron : la dégringolade continue - lejdd.fr 22 septembre 2018

Emmanuel -Macron avait déjà perdu 5 points dans notre précédent sondage Ifop, au mois d'août (34%). Il récidive en septembre et chute d'autant, à 29% de satisfaits seulement. "Le Président est extrêmement fragilisé dans sa relation avec les Français, note Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop. Il n'y a plus que son socle du premier tour de la présidentielle qui tient." Il perd en particulier 9 points dans les professions intermédiaires et 11 chez les employés. Il chute également de 12 points chez les sympathisants écologistes, conséquence de la démission de Nicolas Hulot, et baisse très fortement parmi ceux du centre (MoDem et UDI). Edouard Philippe perd 6 points

Parmi les griefs les plus fréquemment exprimés par les sondés : le pouvoir d'achat, le sort réservé aux retraités, le -désintérêt pour l'environnement. "L'édifice est lézardé, note Dabi. La bienveillance, c'est fini." Édouard Philippe suit la même pente et perd 6 points à 34%. lejdd.fr 22 septembre 2018

Encore une info approximative ou arrangée en faveur de Macron, car en réalité lors du 1er tour de la présidentielle Macron n'avait obtenu que 24,01% des voix des votants, 18,19% des voix des inscrits.

Inscrits:47 581 118
Votants: 37 003 546
Abstention: 10 577 572
Votes blancs: 659 302
Votes nuls: 285 431

Emmanuel Macron: 8 657 326

(Source : https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-elections/Election-presidentielle-2017/Election-presidentielle-2017-resultats-globaux-du-premier-tour)

La Suisse, un modèle de démocratie à moins de 25% de matière grasse.

Dans le canton de Saint-Gall (nord-est) près de 67% des habitants ont voté dimanche en faveur d'une "interdiction de la burqa" dans l'espace public de leur région. Le taux de participation était de 36%.

La participation aux scrutins nationaux n'a mobilisé dimanche que 37% des inscrits. AFP 23 septembre 2018

Pratiquement partout dans le monde, lors de chaque élection de nos jours les candidats élus obtiennent moins de 25% des suffrages des inscrits. Le régime capitaliste est minoritaire et illégitime à l'échelle mondiale. Normal, c'est à cette échelle qu'il faut l'éradiquer.

Budget 2019

- Budget : qui veut gagner des milliards ? Qui doit se serrer la ceinture ? - liberation.fr 23 septembre 2018

Les entreprises gagnent sur presque tous les tableaux

Ce qu'elles gagnent :

Les organisations patronales ont la victoire modeste - même grognonne. Mais, comme l'an passé, les entreprises sont les principales gagnantes de ce budget. En 2019, elles bénéficieront à la fois du versement du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) au titre de 2018 et d'une baisse «durable» de cotisations patronales qui remplacera, à l'avenir, le CICE. Coût pour les finances publiques : 20 milliards d'euros. S'y ajoute une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés : de 33,3 % à 31 % pour celles qui réalisent des bénéfices supérieurs à 500 000 euros, avant un plancher de 25 % pour toutes en fin de quinquennat.
Le gouvernement a aussi prévu de supprimer 21 «petites taxes» à faible rendement et veut stimuler les investissements des PME en leur permettant de déduire, pendant deux ans, jusqu'à 40 % de leurs achats robotiques et numériques. L'Etat poursuit ainsi une politique de l'offre dont il attend des gains de compétitivité, de nouveaux investissements… et des embauches.

Ce qu'on leur demande :

D'abord, un peu de patience. Les entreprises devaient bénéficier au 1er janvier d'une baisse de 4 points des cotisations patronales au niveau du salaire minimum. «L'année prochaine, on sera à zéro cotisation sur le Smic», s'enthousiasme-t-on dans la majorité. Mais cette ristourne à 2 milliards d'euros n'interviendra finalement qu'au 1er octobre 2019 pour tenir le budget. Les plus grosses sociétés devront aussi accepter une majoration de leur cinquième acompte de l'impôt sur les sociétés. «L'Etat nous demande de lui avancer sa trésorerie», pestait il y a quelques semaines le nouveau patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux. Dans sa revue des aides aux entreprises, le gouvernement a aussi choisi de récupérer un milliard d'euros : certains secteurs industriels ne bénéficieront plus du taux réduit de la taxe sur les produits énergétiques et les réductions d'impôt dont bénéficient les entreprises qui font du mécénat pourraient être rabotées.

Les plus fortunés toujours autant chouchoutés

Ce qu'ils gagnent : Pour les plus riches, les mesures ont été mises en place dès l'année dernière : en réformant la fiscalité du capital (flat tax de 30 %) et en réformant l'impôt sur la fortune, l'exécutif voulait les inciter à rapatrier leurs capitaux et à investir dans l'économie nationale. Ces deux mesures sortiront intactes du projet de loi de finances (PLF) 2019. Lequel va aussi réformer l'exit tax. Celle-ci s'appliquait pendant quinze ans après un départ hors de France aux plus-values réalisées dans le pays. Il faudra désormais attendre deux ans pour être exonéré. Ce seuil permettra, selon le gouvernement, de «limiter les abus» et d'«envoyer un signal» aux plus aisés.

Ce qu'on leur demande :

Fort peu de chose, sauf d'«investir» en France. Selon le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin, il est encore «trop tôt» pour mesurer les effets des mesures adoptées en 2018. Mais «de plus en plus de contribuables fortunés reviennent en France», disait-il la semaine dernière à Libération. Pour les inciter davantage, le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, est chargé d'installer la tuyauterie : réforme de l'épargne retraite, nouveautés dans l'assurance-vie… Plusieurs mesures de son «plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises» (Pacte) devraient être intégrées au PLF.

État et collectivités soumis aux réductions d'effectifs, à quatre exceptions près

Ce qu'ils gagnent :

L'exécutif en fait la grande vertu de son budget : celui-ci serait construit autour de «choix». Autrement dit, certains ministères seront gagnants, d'autres sacrifiés. Parmi les premiers, les missions «Défense», «Justice», «Recherche et Enseignement supérieur» ou «Solidarité» voient leurs crédits augmenter nettement l'année prochaine. Dans l'ensemble, les dépenses publiques devraient augmenter de 0,6 % en 2019 (contre + 1,5 % en 2017). Du côté des collectivités, «le montant global des concours financiers de l'Etat […] ne sera pas remis en cause», a assuré le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt. L'Etat souhaite cependant qu'elles limitent leurs dépenses annuelles à + 1,2 %. Quant aux 70 000 suppressions de postes attendues dans les collectivités sur le quinquennat, Dussopt leur fait «confiance pour y parvenir, sans intervenir dans leur libre administration».

Ce qu'on leur demande :

Les ministères du Travail et de la Cohésion des territoires sont les principaux perdants du budget, en raison notamment des nouvelles coupes dans les aides au logement et les emplois aidés. L'Etat doit par ailleurs supprimer 4 500 postes, (dont 1 800 pour la seule Education nationale dans le secondaire). C'est pourtant peu, compte tenu de l'objectif de 50 000 suppressions fixé d'ici à 2022. La Cour des comptes a mis en garde le gouvernement : «Pour atteindre [cet] objectif, ce seront 70 000 emplois qui devront être supprimés, compte tenu des effectifs supplémentaires prévus pour les missions sécurité, défense et justice, soit 19 500 emplois», prévenait-elle avant l'été. Soulignant qu'«un tel effort ne [peut] être concentré sur les seuls autres ministères, […] cela correspondrait en effet à une réduction de leurs effectifs de près de 25 % en cinq ans».

Les retraités condamnés à payer

Ce qu'ils gagnent :

Attention, terrain miné. L'exécutif sait qu'il a perdu des points auprès de ce public stratégique, dont 40 % a été touché cette année par une hausse non compensée de 1,7 point de CSG. Le Premier ministre a donc annoncé la semaine dernière un geste pour 300 000 retraités : ceux qui sont soumis au taux réduit de CSG (3,8 % au lieu de 8,3 % pour le taux plein) le resteront tant que leurs revenus ne dépassent pas le seuil de 1 331 euros par mois (2 042 euros pour un couple) deux années de suite. Et ils seront bien plus nombreux à bénéficier de la nouvelle baisse de la taxe d'habitation. L'exécutif a aussi promis pour 2019 une hausse «très significative» du minimum vieillesse et tué dans l'œuf le débat sur les droits de succession souhaité par le patron de La République en marche, Christophe Castaner. «Arrêtez d'emmerder les retraités», a déclaré Emmanuel Macron à son entourage - accréditant au passage l'idée que c'était le cas jusqu'à présent…

Ce qu'on leur demande :

L'opposition en fera son miel durant le débat budgétaire : comme les allocations familiales et les APL, les pensions ne progresseront que de 0,3 % durant les deux prochaines années, un taux qui s'annonce nettement inférieur à celui de l'inflation. Au sein de la majorité, certains cherchent à épargner les retraités les plus modestes, préservés de la hausse de CSG en 2018. Une idée que Bercy n'écarte pas : «Mais c'est technique et il faut faire attention à ne pas faire entrer des gens dans la CSG», fait remarquer un ministre. Au sein du gouvernement, d'autres militent pour que l'exécutif «assume» sa position de départ : les retraités doivent faire un effort pour aider les actifs.

Le pouvoir d'achat des ménages au cœur de la com

Ce qu'ils gagnent :

Préparez-vous à entendre ce chiffre chez tous les porte-voix de la majorité : «6 milliards d'euros de baisses d'impôts» en 2019. Après avoir raté l'an dernier sa communication sur les «gains de pouvoir d'achat en faveur des actifs», le gouvernement compte se rattraper cette année. La suppression des cotisations salariales chômage et maladie, faite en deux temps en 2018, produira ses effets complets en 2019. A l'automne, la grande majorité des Français bénéficiera d'un deuxième tiers de baisse de taxe d'habitation. En outre, salariés et fonctionnaires ne paieront plus de cotisations lorsqu'ils accepteront des heures supplémentaires. Pour un salarié au Smic, cette mesure est censée, selon le gouvernement, rapporter 200 euros de plus par an. Enfin, comme en 2018, les travailleurs pauvres bénéficieront d'une revalorisation de la prime d'activité. De quoi, espère l'exécutif, clore l'insistant procès instruit sur le pouvoir d'achat.

Ce qu'on leur demande :

Le gouvernement s'était engagé à ne pas augmenter les impôts, ni en créer de nouveaux. Une promesse qui a ses exceptions : la fiscalité des carburants va - encore - progresser au 1er janvier 2019, de 7 centimes par litre pour le diesel et 4 centimes pour l'essence, selon la trajectoire fixée par l'ex-ministre Nicolas Hulot. Hausse aussi de la taxation du tabac, qui devrait augmenter

de 50 centimes en avril et de 50 en novembre. A la rentrée, Edouard Philippe a aussi annoncé la fin, en 2019 et en 2020, de l'indexation sur l'inflation des allocations familiales, des allocations logement ainsi que des retraites. Elles ne progresseront que de 0,3 % (quand l'inflation sera, selon l'Insee, de 1,6 % en 2018). En intégrant ces «désindexations», l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) chiffre le «gain de pouvoir d'achat» à 3,5 milliards d'euros. Près de deux fois moins que les 6 milliards avancés par le gouvernement. liberation.fr 23 septembre 2018

Comment les ploutocrates se goinfrent sur fond de corruption généralisée.

Extrait du rapport de la cours des Comptes. (Le Point)

Grand Palais

Entre 2010 et 2017, le budget de cette rénovation de luxe avait été doublé et une nouvelle rallonge de 75 millions d'euros vient encore d'être accordée, ce qui nous amène à un total, sans doute encore provisoire, de 541 millions.

La Maison de la radio

Le budget s'élevait au départ à 262 millions d'euros (...) il atteint aujourd'hui 736 millions, près de trois fois plus.

Le réaménagement des Halles

Un milliard d'euros. Pour la seule Canopée, cette treille de métal jaunâtre qui coiffe le centre commercial, il aura fallu débourser 300 millions d'euros, le double du budget initial.

La nouvelle salle philharmonique de la Villette

L'enveloppe de départ avait été estimée à 100 millions d'euros. Puis on est très vite passé à 170 millions pour terminer finalement à 386 millions, près de trois fois plus !

Aux Batignolles, pour la nouvelle cité judiciaire

Résultat : 90 millions d'euros de loyer annuel à payer jusqu'en 2043, ce qui va représenter une addition finale de 2,7 milliards d'euros en tenant compte des intérêts.

Le « supermétro » du Grand Paris Express

En 2010, le projet était évalué à 19 milliards d'euros. En 2017, selon la Cour des comptes, on atteignait 38,5 milliards !

Le musée des Confluences

Son budget a été multiplié par cinq, passant de 61 à 330 millions d'euros.

La deuxième gare TGV de Montpellier

Elle a coûté 135 millions d'euros

40 000 ronds-points

A 1 million d'euros en moyenne, cela fait 40 milliards.

133 millions du kilomètre

La Réunion. «La route la plus chère du monde », car il s'agit d'un chantier de 1,6 milliard d'euros pour 12,5 kilomètres d'une route côtière entre Saint-Denis et La Possession, soit 133 millions du kilomètre, c'est-à-dire 22 fois plus qu'une autoroute normale ! Le Point 23.09

Commentaire d'un abonné du Point.

- "Permettez-moi de supposer que vous n'avez pas approché l'état-major d'un grand groupe du B.T.P. Chez nous le devis initial

n'a aucune importance. Les "gros" se mettent d'accord entre eux, se partagent le gâteau et ne se marchent pas sur les pieds. J'ai eu sous les yeux une carte ultra secrète où étaient découpés les "terrains de chasse respectifs". Non, ce qui est essentiel, ce sont les avenants. C'est là-dessus qu'entreprises et partis politiques s'engraissent. Oui, s'engraissent. Parce que là, c'est open bar. Tout y passe !

Je n'entre pas dans les détails, mais croyez-en ma trés longue expérience, le prix de départ est totalement accessoire. : Treize années chez une grosse entreprise aujourd'hui filiale de Vinci et vingt ans chez "le" major. Et pour finir, dix ans chez Framatome où là encore... Quoique pour ce dernier, la philosophie était différente. Il fallait cibler "la" personne (pas forcément un "gros cigare", non) et ensuite la traiter comme il convenait. Putain le fric qu'on a ramassé avec ça ! Indécent ! "

En complément. Le Palais doit être digne de son monarque.

- La Cour des comptes somme l'Elysée de faire des travaux - LeParisien.fr 22.09

On ne badine pas avec les travaux de rénovation de l'hôtel particulier le plus célèbre de la République qu'est l'Élysée. LeParisien.fr 22.09

On imagine déjà toutes les entreprises qui vont se jeter sur ce marché extrêmement juteux ou le fric qu'ils vont se faire, sans parler de ceux qui leur auront attribué...

Totalitarisme. Leur humanisme est la politesse des salauds. La boucherie des guerres les émeuvent moins.

Je rappelle que je mange moins de 50 grammes de viande ou de produits de la mer par jour.

- «La viande est un meurtre»: des dizaines d'actions antispécistes organisées devant des boucheries - Liberation.fr 22.09

«Boucherie Abolition» organisait ce samedi des happenings avec d'autres mouvements pour dénoncer le «système zoophage» partout en France. Liberation.fr 22.09

Ces tyrans attaquent absolument toutes les couches de la population, voilà venu le tour des bouchers, donc des éleveurs, des agriculteurs qui pratiquent aussi l'élevage, puis ce sera à celui des charcutiers, des poissonniers et des pécheurs, des pisciculteurs, des apiculteurs qui pillent les abeilles, des fromagers, des boulangers et des pâtissiers qui utilisent des oeufs, des épiciers qui vendent des produits contenant de la viande, j'allais oublier les maroquiniers, les chirurgiens qui utilisent des boyaux pour faire des valves cardiaques, etc.

Au milieu des années 80, j'avais appris que le patron de la marque Céréale qui était végétalien (vegan) était mort suite au régime alimentaire qu'il s'imposait

L'Inde est réputée pour ses vaches sacrées, les Indiens seraient végétariens, patati, patata. Depuis 22 ans j'en ai croisé des milliers, notamment quand j'enseignais, je n'ai rencontré qu'un seul végétarien, cherchez l'erreur.

A midi au déjeuner, oeufs durs et crudité, et ce soir, un reste de foie de poulet et des crevettes, plus des lentilles et bien sûr des légumes et du riz. On ne mange plus de porc ou de mouton, trop cher, quant aux boeufs, puisque tout le monde n'en mange pas chez nous, on s'en passe dorénavant, je ne vais tout de même pas cuisiner plusieurs currys de viande. En saison on mange du calamar, quant aux poissons, on en mange peu, on a abandonné aussi les gros poissons style requin ou thon, trop cher.

Bon, c'est vrai que j'ai les moyens d'en acheter, mais pas de gaspiller mon fric, c'est une question de décence quand beaucoup d'autres n'ont pas le choix ou se nourrissent comme ils peuvent. Eh oui, jusque dans les détails je respecte mes principes, et je vous assure qu'on ne s'en porte pas plus mal pour autant, la preuve, j'ai 10 ou 15 kilos en trop, quelle honte, je déconne, je mange peu en réalité, je bouge peu, c'est ce portail qui me fait grossir !

Il n'a qu'à prendre celui du POID : Aquarius : « Ouvrez-nous les portes ! » (https://latribunedestravailleurs.fr)

- Le Panama annonce qu'il retire son pavillon à l'Aquarius - AFP 22 septembre 2018

Le Panama a annoncé samedi qu'il allait retirer son pavillon au navire humanitaire Aquarius, déjà privé de pavillon par Gibraltar, pour "non-respect" des "procédures juridiques internationales" concernant le sauvetage de migrants en mer Méditerranée.

En août, le gouvernement de Gibraltar avait révoqué le pavillon de l'Aquarius après lui avoir demandé de suspendre ses activités de sauvetage pour lesquelles il n'est pas enregistré dans le territoire britannique. Le bateau s'était alors tourné vers le Panama. AFP 22 septembre 2018

Les passeurs sont de véritables hommes d'affaires, au lieu d'emmener leur marchandise à destination, en cours de route ils la transfèrent sur des embarcations qui la livreront à bon port gratuitement, ils réalisent ainsi une économie de temps et de gasoil ; en accélérant la circulation du capital, les capitalistes réalisent davantage de profit, on comprend mieux dès lors pourquoi tous ces acteurs sont liés... par des intérêts communs. Quant à leur marchandise, sa valeur demeurera inchangée, d'où le prix dérisoire auquel elle sera vendue sur le marché aux esclaves.

Parole d'internaute

- "La première fake-news est celle de l'omission, pratiquée chaque jour par nos donneurs de leçons. Combien de témoignages oubliés dans les 575 pages du Rapport de la Commission sur le 11/9 (dont 300 témoignages d'explosions dans les WTC 1 2 et 7 parmi lesquels 118 infalsifiables compilés selon les méthodes du FBI par un universitaire US "taquin" …) ?…

Pourquoi avoir caché en France l'origine des nombreux témoignages dès mars 2011, de journalistes en Syrie qui ont été inquiétés menacés séquestrés voire attirés dans des guet-apens en zone de tir de l'armée syrienne, par les pseudo-rebelles encensés par nos médias ?

Pourquoi avoir oublié de publier les témoignages des 6 congressistes US qui ont demandé à lire et analyser les preuves US de la culpabilité de l'armée syrienne dans l'attaque au gaz de la Ghouta du 21 août 2013 ? Tous sont remontés des sous-sols du Capitole en déclarant que c'était bidon. Et ceux qui voulaient voter pour une intervention avaient changé d'avis…. mais que dalle dans nos médias… etc… la fake news par omission, de ce côté-ci du rideau de fer atlantiste, est toujours pratiquée dans le même sens, celui de ses maitres."

LVOG - Et ce que vous ne savez peut-être pas, le plus navrant ou pitoyable, c'est que même le mouvement ouvrier s'en fout et continue de soutenir les versions officielles du 11/9 ou de la guerre en Syrie et bien d'autres fables...

L'internationale des corrompus.

Julie Gayet, Hollande et les Rafale : les clés d'une histoire franco-indienne - leparisien.fr 22 septembre 2018

En accordant une interview à Mediapart vendredi, François Hollande a ravivé en Inde la polémique autour des conditions d'achat de 36 Rafale en 2016. L'opposition reproche au Premier ministre indien, Narendra Modi, d'avoir favorisé la société de l'un de ses proches, Reliance.

L'ancien chef de l'Etat entendait lui se défendre de tout conflit d'intérêts avec ce groupe qui a partiellement financé en 2016 un film de sa compagne Julie Gayet. Explications.

Deux partenariats qui coïncident

Le 23 septembre 2016, la France signe la vente de 36 avions de chasse à l'Inde pour 8 milliards d'euros, dix ans après le lancement de l'appel d'offre et cinq ans après son attribution à la France. Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian se félicite du « plus important contrat d'aéronautique militaire jamais signé par la France ».

Pour fournir les chasseurs demandés, Dassault travaillera avec un partenaire indien, Reliance.

Depuis l'an dernier, l'opposition indienne accuse Narendra Modi d'avoir favorisé cette société appartenant à l'un des ses proches, Anil Ambani, au détriment de Hindustan Aeronautics Limited, un groupe d'armement public choisi par le gouvernement précédent (quand la vente portait sur 126 appareils). Le président du parti du Congrès, Rahul Gandhi, accuse Modi d'« énorme corruption ».

L'affaire rebondit le 31 août dernier, quand le quotidien The Indian Express relève la coïncidence entre deux événements impliquant le couple Hollande-Gayet : la signature pour les besoins d'un film d'un partenariat entre Reliance et la société de production de Julie Gayet, Rouge Internationale, le 24 janvier 2016, d'une part ; la venue de François Hollande en Inde pour signer un protocole d'accord pour la vente des avions Dassault, le 26 janvier 2016, d'autre part.

Ce qu'en disent Hollande et Gayet

Interrogé par Mediapart, François Hollande affirme qu'il n'était « pas du tout informé » de l'accord entre l'entreprise de Julie Gayet et Reliance. En outre, le choix de cette société indienne comme partenaire de Dassault ne lui aurait pas non plus incombé.

« Nous n'avions pas notre mot à dire à ce sujet. C'est le gouvernement indien qui a proposé ce groupe de service, et Dassault qui

a négocié avec Ambani. Nous n'avons pas eu le choix, nous avons pris l'interlocuteur qui nous a été donné. C'est pourquoi, par ailleurs, ce groupe n'avait pas à me faire quelque grâce de quoi que ce soit. Je ne pouvais même pas imaginer qu'il y avait un quelconque lien avec un film de Julie Gayet », explique François Hollande.

Les autorités indiennes affirment pour leur part que c'est Dassault qui a sélectionné Reliance, non le ministère de la Défense. C'est également ce que dit la société d'Anil Ambani, ainsi que Dassault, dans un communiqué, vendredi. Concernant la contribution de Reliance au budget de son film Tout là-haut, Julie Gayet affirme que c'est My Family, co-producteur du long-métrage, qui a demandé à cette entreprise de participer au tour de table.

La Cour des comptes indienne saisie

En Inde, l'affaire a encore enflé ces derniers jours. Jeudi dernier, les parlementaires d'opposition ont saisi le Comptroller and Auditor General of India (CAG), la Cour des comptes du pays, d'une demande d'enquête sur ce marché pour « mauvaise gestion des fonds publics, mise en danger de la sécurité nationale, favoritisme et violation des dispositions légales des marchés par Dassault Aviation ».

Depuis la publication des propos de François Hollande, le président Rahul Gandhi, a accusé le Premier ministre Modi d'avoir « trahi l'Inde » : selon lui, il « a personnellement négocié et modifié le contrat Rafale à huis clos. Grâce à François Hollande, nous savons maintenant qu'il a personnellement apporté à Anil Ambani un contrat portant sur plusieurs milliards de dollars ». La presse indienne souligne qu'avant cette signature Reliance a enregistré des pertes pendant quatre années consécutives.

Outre le lien étroit de son patron avec le Premier ministre, l'opposition indienne reproche à la filiale de Reliance dédiée à la défense son manque d'expérience dans la fabrication d'avions de chasse : elle n'a été enregistrée que 12 jours avant l'annonce par Modi, le 28 mars 2015, de l'achat des 36 avions Rafale. leparisien.fr 22 septembre 2018

Anil Ambani et son clan ou plutôt gang sont réputés mafieux, criminels ici en Inde.

Personnellement j'ai rompu ma connexion Internet avec Reliance il y a plus de 4 ans après avoir été victime de ce que j'appellerai une escroquerie, ils m'avaient vendu un modem G3, et quelques mois plus tard sans préavis du jour au lendemain ils ont carrément coupé ma connexion pour que j'achète le nouveau modem G4. J'ai refusé et en prime je leur ai laissé une ardoise équivalent à une fois et demi le prix du modem. Ils m'ont menacé du tribunal, puis ils ont abandonné les poursuites.

Avant, la société Tata m'avait volé 1.000 roupies, la caution que j'avais versée lors de la signature de mon abonnement à leur service. Quand j'ai rompu mon contrat avec eux dans les règles, ils ne m'ont jamais rendu cette somme, des gangsters !

En famille. Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Violences conjugales : 88 personnalités lancent un appel à Macron - Liberation.fr

La comédienne Murielle Robin est à l'initiative de la tribune «Sauvons celles qui sont encore vivantes», parue le 23 septembre dans le «Journal du Dimanche». Liberation.fr

- 160 personnalités et anonymes réclament un congé paternité plus long et obligatoire - Liberation.fr

Une pétition lancée par les collectifs Congé Parentégalité et Pour une parentalité féministe (PA.F) a réuni 160 signataires, dont le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez ou l'ancienne patronne du Medef Laurence Parisot, pour réclamer l'instauration d'un congé paternité obligatoire... Liberation.fr

En famille quoi...

- Les adolescentes sont les premières victimes des crises humanitaires selon l'ONU - Le HuffPost

Les crises humanitaires sèment la terreur, et particulièrement chez les adolescentes, qui sont les premières victimes à souffrir de l'instabilité géopolitique mondiale. Mariées de force, abusées, privées d'école, elles sont vulnérables...Le HuffPost

Ils osent tout

- Hollande étrille Mélenchon, "un opposant à la fois en fracas et en peau de lapin" - Le HuffPost

- Budget : « Ce que Macron donne d'une main, il le reprend de l'autre » selon Olivier Faure - Publicsenat.fr

- Bayrou réclame une démocratie sans "corset" à LREM - AFP

- Quand les démagogues minent l'Europe de l'intérieur - Liberation.fr

- Russie: l'opposant Alexeï Navalny arrêté dès sa sortie de prison - AFP

"Navalny est arrêté parce que le pouvoir est faible comme jamais", a estimé sur Twitter l'une des responsables du mouvement anticorruption de l'opposant, Lioubov Sobol...

"Ils isolent (...) le leader de l'opposition. Ils ont peur, paniquent et se vengent", a-t-elle ajouté.

M. Navalny est devenu la principale figure de l'opposition russe depuis d'imposantes manifestations en 2011 et 2012.

LVOG - Navalny monsieur 1%, l'agent de Soros et Cie. !

AFP - ... des milliers de Russes ont répondu à son appel dans tout le pays contre la réforme des retraites...

LVOG - Ce ne serait pas plutôt les syndicats et le Parti dit communiste qui y auraient appelé ?

... ces rassemblements sont restés limités à quelques milliers de personnes, comme samedi encore à Moscou,

- Cour suprême : nouvelle accusation d'inconduite sexuelle contre le juge Kavanaugh - LeParisien.fr

Le juge Brett Kavanaugh, candidat de Donald Trump à la Cour suprême, fait face à une nouvelle accusation d'inconduite sexuelle. Ce deuxième témoignage intervient quatre jours avant l'audition...

- Brésil: Black & Black, un réseau social pour mobiliser la population noire - AFP

À l'approche des élections générales brésiliennes, le réseau social Black & Black se présente comme le premier au monde destiné à la communauté noire, donnant plus de visibilité aux candidats de couleur dans un pays gravement touché par le racisme.AFP

LVOG - ... d'extrême droite, comme au Venezuela ou ailleurs. Chut !

AFP - Cette plateforme numérique permet aussi de mettre en valeur des événements culturels et des initiatives d'entrepreneurs noirs.

Le communautarisme déguisé pour diviser les travailleurs brésiliens et permettre au candidat à l'élection présidentielle d'extrême droite d'être élu l'année prochaine...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

- S-300 : le Royaume-Uni, la France et Israël ne pourront plus survoler la Syrie - Réseau Voltaire 24 septembre 2018

La Fédération de Russie livrera d'ici deux semaines des batteries de défense anti-aérienne S-300, ainsi que des systèmes de contrôle automatisés modernes pour les postes de commandement de la défense antiaérienne, présents uniquement dans l'arsenal de l'armée russe, à la Syrie.

Le modèle des S-300 n'a pas été spécifié. En 2013, la Fédération de Russie avait promis des S-300-V4 à la Syrie, mais ils n'avaient pas été livrés pour ne pas mettre en péril la domination aérienne d'Israël.

Le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, a déclaré : « Cela garantira notamment la gestion centralisée de toutes les forces et installations de défense antiaérienne syriennes, la surveillance des airs et une prise de décision rapide. Plus important encore, l'identification de tous les avions russes par les moyens de défense antiaérienne syriens sera garantie ».

Cette décision fait suite à l'attaque britannico-franco-israélienne du 17 septembre 2018 à Lattaquié au cours de laquelle un Iliouchine Il-20 russe a été détruit avec 15 hommes à son bord.

La Syrie est le 17ème pays à s'équiper de S-300.

D'une portée de 300 km, ces équipements rendent impossible le survol du pays ou son approche depuis la Méditerranée ou un pays voisin par une aviation ennemie, dont les aviations britannique, française et israélienne.

Leur entrée en service en Syrie met fin à la domination aérienne israélienne sur le Moyen-Orient. Si la livraison de S-300 envisagée, il y a cinq ans, avait été annulée, c'était à la demande des États-Unis pour protéger les capacités aériennes israéliennes. Manifestement, ce veto ne fonctionne plus. Pourtant, le conseiller de Sécurité nationale US, John Bolton, a qualifié cette décision d'« escalade », manifestement pour protéger le président Trump durant la campagne électorale législative US.

« Nous sommes convaincus que la mise en œuvre de ces mesures permettra de refroidir les "têtes brûlées" et de décourager les actions insensées qui menacent nos militaires. Sinon, nous devrons répondre conformément à la situation en cours », a déclaré M. Choïgu, faisant clairement référence à l'État hébreu. Réseau Voltaire 24 septembre 2018

- Il-20: Moscou fournit de nouvelles données contraires aux explications d'Israël - sputniknews.com 24.09

Le ministère russe de la Défense a rejeté les explications d'Israël suite à la destruction de l'avion Il-20 en Syrie s'appuyant sur les données recueillies par ses systèmes antiaériens déployés sur le terrain.

Les données provenant de la base aérienne de Hmeimim en Syrie prouvent la responsabilité d'Israël dans le récent crash de l'Iliouchine Il-20 russe, a annoncé lundi le ministère de la Défense.

Selon le porte-parole ministériel Igor Konachenkov, les allégations de représentants de Tsahal selon lesquelles la partie israélienne n'a aucun rapport avec la destruction de l'appareil sont «fausses». L'officiel a évoqué les données sur les vols d'avions israéliens et celui du missile syrien S-200 recueillies par les radars des systèmes antiaériens S-400 sur la base aérienne russe de Hmeimim.

«Ces nouvelles informations prouvent que la responsabilité de la tragédie de l'Il-20 russe incombe entièrement aux forces aériennes israéliennes», a affirmé M.Konachenkov lors d'une conférence de presse. sputniknews.com 24.09

D'après lui, les militaires russes ont établi que les F-16 israéliens n'avaient pas quitté la zone concernée suite à la destruction de l'Il-20, contrairement aux déclarations de Tsahal.

Dans le même temps, les nouvelles données témoignent du fait que les avions israéliens se cachaient derrière l'aéronef russe, l'exposant ainsi aux tirs de missiles syriens, a fait savoir le porte-parole.

«Sur l'écran, on voit bien la direction du vol du missile S-200 syrien et la position des avions israéliens et russe. On voit également que le missile se dirige vers l'avion israélien», explique M.Konachenkov.

Haut de page

Le 28 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Il faut refonder de fond en comble l'avant-garde du mouvement ouvrier.

- Causerie au format pdf (23 pages)

Pourquoi ? La question de trop.

Et nous qui pensions qu'ils étaient animés de mauvaises intentions, on a dû se tromper. A moins que...

Pourquoi ceux qui détiennent le pouvoir, les médias-oligarques, le New York Times et le Washington Post ou Le Monde et Libération notamment, autrement dit le groupe Bilderberg, Wall Street ou le CAC40 qui au passage sont responsables du chômage de masse et des guerres, les négriers des temps modernes, le parti démocrate ou la gauche devenus la caution morale de la

pire réaction, pourquoi se passionnent-ils tant pour les migrants ?

Pour que ce marché aux esclaves ne fasse l'objet d'aucune critique ou soit soutenu par la majorité de la population qui jusqu'à présent s'y oppose, le mouvement ouvrier lui apportant sa caution de gauche, sa touche "d'humanité".

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Aquarius : la gauche dénonce le refus du gouvernement de laisser débarquer les 58 migrants - Le Parisien 25 septembre 2018

- « On ne ferme pas les portes des urgences quand quelqu'un qui est au bord de mourir s'y présente », a réagi sur BFMTV le porte-parole du PS, Boris Vallaud.

- « Ce non est celui d'un pouvoir moralement décadent car incapable d'honorer notre devoir le plus simple et le plus élémentaire d'humanité », a dénoncé de son côté Benoît Hamon, le président de Génération. s, dans un message posté sur Twitter.

- Yannick Jadot, tête de liste d'EELV pour les élections européennes, a critiqué des réponses gouvernementales « si éloignées de notre humanité et de nos principes ».

- « L'Aquarius doit pouvoir accoster à Marseille. C'est notre devoir et notre honneur », avait lancé lundi sur Twitter le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui a renchéri dans un autre message posté pardi matin. « Honteuse trahison du devoir d'humanité. Le supplice des 58 de l'Aquarius doit prendre fin. L'alliance Macron/Salvini contre les naufragés doit cesser. ».

- « Tergiverser, ne pas honorer ce devoir d'humanité, est aussi cynique qu'inacceptable », a abondé la députée LFI Clémentine Autain.

- Au PCF, Ian Brossat, tête de liste pour les Européennes, a demandé « quelle crédibilité aura Macron lorsqu'il fera la leçon à Salvini ? » Le Parisien 25 septembre 2018

C'est le front unique de la mauvaise conscience qui exige que Macron accomplisse son devoir, mais il ne demande que cela, cela tombe bien.

Avec l'ONG Oxfam le PCF tient à ce que Macron soit "crédible"... à défaut d'être légitime, mais cela il ne faut surtout pas le dire. Quant aux autres suppôts du régime, Hamon, Jadot, Autain et Mélenchon, ils tiennent exactement le même discours, c'est dans l'ordre des choses, on est social-impérialiste ou on ne l'est pas, on ne se refait pas.

Ils sont les fers de lance des lois liberticides ou de la répression de la liberté d'expression

Autrefois le mouvement ouvrier dénonçait les provocateurs, de nos jours il les encense ou il participe à leurs opérations.

- Marlène Schiappa salue la première condamnation pour outrage sexiste - Le HuffPost 25.09

C'est une première saluée par le gouvernement. Marlène Schiappa a confirmé ce mardi que pour la première fois une personne a été condamnée pour outrage sexiste dans la foulée de l'adoption de la loi sur les violences faites aux femmes. Le HuffPost 25.09

- A Calais, «une atteinte sans précédent à la liberté d'expression» - Libération 25 septembre 2018

Le tribunal de Boulogne-sur-Mer a condamné ce mardi un travailleur humanitaire à 1 500 euros d'amende pour un tweet ironique dénonçant les abus policiers.

Loan Torondel, alors coordinateur à Calais de l'association l'Auberge des migrants, a été reconnu coupable de diffamation. Même s'il a fait appel de la décision, il s'agit d'un signal «très fort» et «dangereux» selon Katia Roux, chargée de plaidoyer à Amnesty International, qui s'était rendue au tribunal pour apporter son soutien au jeune travailleur humanitaire.

C'est un message négatif et paralysant qu'envoie la justice à ceux qui défendent les migrants sur le terrain et relatent d'éventuels abus des forces de l'ordre. C'est la première fois qu'une personne est condamnée pour diffamation, mais les situations de harcèlement envers les bénévoles ne sont pas rares. Libération 25 septembre 2018

Halte à la réaction, au totalitarisme : La "régression victorienne" ne passera pas !

- "Une main aux fesses n'a jamais tuée personne", quand Eugénie Bastié lance la polémique - Public 25 septembre 2018

"Je crois qu'une main aux fesses n'a jamais tué personne". avec cette déclaration, Eugénie Bastié créait la polémique. Invitée au micro de Léa Salamé sur France Inter, ce mardi 25 septembre à 7h50, la journaliste essayiste est venue présenter son prochain ouvrage "Le porc émissaire: terreur ou contre-révolution". Ainsi, elle appuie quelques-uns de ses propos écrits sur les mouvement “MeToo” et “BalanceTonPorc” qu’elle présente comme, signe d’une “régression quasiment victorienne”.

L’essayiste conservatrice explique alors que : “la libération de la parole autorise toutes les dérives et le bazardement de l’État de droit au nom de la lutte contre les violences sexuelles.” Elle continue sur les mouvement lancés après l’affaire Weinstein : “Les hommes craignent désormais de se retrouver seuls avec les femmes, redoutent d'être accusés, la peur a bel et bien changé de camp (...). Je trouve qu'il y a un climat désagréable et détestable de suspicion généralisée entre les deux sexes.”

Plus tard, Léa Salamé revient sur une citation tirée de son livre : “Une main aux fesses n'a jamais tué personne, contrairement aux bonnes intentions qui pavent l'enfer des utopies". Ce à quoi l’invité répond : “Je ne réhabilite pas la main aux fesses, je m'érige contre la victimisation excessive, qui à mon avis, est une régression parce qu'on considère dans une certaine frange du mouvement #MeToo que la femme doit être traitée comme un enfant. C’est-à-dire qu’elle est innocente a priori, (...) Je crois qu'il faut hiérarchiser les violences, hiérarchiser les souffrances."

Ainsi, Eugénie Bastié estime que les violences subies par les femmes doivent être hiérarchisées. “Hier, le JDD a fait sa Une sur les femmes battues. Il me semble que c’est urgent de combattre les violences faites aux femmes, notamment physique”. Toutefois, elle souligne que toutes les violences ne se valent pas et ne doivent pas “être mises dans le même sac”. “De l’allusion sexuelle à la remarque sexiste, à la mains sur les fesses jusqu’à l’agression et au viol, on finit par mettre toutes les violences dans le même sac et ne plus les hiérarchiser”.

Plus tard, la journaliste regrette qu’il y ait “une dimension élitiste qui occulte la question sociale, selon elle. Elle conclut : “MeToo est un mouvement, une révolte des élites. Il n’y a pas eu de MeToo dans les supermarchés, dans les usines. Il y a MeToo dans les journaux, dans le milieu du cinéma”.

En affirmant que la main aux fesses ne se fait que dans les classes populaires c’est se fourrer le doigt dans l’oeil jusqu’au coude. C’est même du mépris de classe.

Face à ses propos, la rédactrice en chef de la revue Limite, à laquelle Eugénie Bastié participe également, s'est désolidarisée au nom de la revue en ajoutant : “je te le dis clairement, tes propos d'aujourd'hui me choquent.”

Pour information et pour avis : c'est l'avis personnel d'Eugénie Bastié, pas celui de la rédaction de Limite, et il n'engage pas l'ensemble des rédacteurs de Limite.

Qui a dit le contraire chère Mahaut Herrmann ? Pourquoi te sens-tu obligée de me désavouer publiquement ? Public 25 septembre 2018

On est bien en présence d'une dictature débridée ou assumée de la pensée unique, puisqu'ils ne jugent pas le comportement ou les actes d'une personne, mais ce qu'elle pense ou exprime à propos de comportement ou d'actes, qui doit être conforme à la conception qu'en a l'idéologie de la classe dominante, que chacun doit adopter sous peine d'être cloué au pilori ou jeter en pâture aux chiens de garde de l'idéologie néolibérale et à leurs agents sur les réseaux numériques.

Cette véritable tyrannie qui vise tous ceux qui dévient ou s'écartent de leur conception des rapports qui doivent exister à tous les niveaux de la société, témoigne que la démocratie est incompatible avec l'existence du capitalisme.

Dès lors on se trouve placé face à l'alternative suivante : Soit on leur emboîte le pas et nous sommes condamnés à connaître le même sort que la société vouée à une régression ou à une dégénérescence sans fin, au chaos et à soutenir leurs guerres ; soit on s'y refuse et on engage le combat politique pour en finir avec le capitalisme et ses institutions en s'organisant, car en demeurant isolé on prendrait le risque d'être trop faible pour résister à l'influence de leur propagande relayée par notre entourage.

Défense du marxisme. Le capitalisme à visage humain n'a jamais existé.

L'accumulation primitive du capital et les inégalités sociales n'ont rien de naturel ou ne relèvent pas de la fatalité. Comment le capitalisme dont on nous vante les qualités s'est-il développé ?

K. Marx - La première manufacture de plumes d'acier sur une grande échelle a été fondée à Birmingham, par M. Gillot. Elle fournissait déjà, en 1851, plus de cent quatre-vingt millions de plumes et consommait, par an, cent vingt tonnes d'acier en lames. Birmingham monopolisa cette industrie dans le Royaume-Uni et produit maintenant, chaque année, des milliards de plumes d'acier. D'après le recensement de 1861, le nombre des personnes occupées était de mille quatre cent vingt-huit ; sur ce nombre il y avait mille deux cent soixante-huit ouvrières enrôlées à partir de l'âge de cinq ans.

K. Marx - La bonneterie était encore, en 1840, un métier manuel. Depuis 1840, il y a été introduit des machines diverses, mues aujourd'hui par la vapeur. La bonneterie anglaise occupait, en 1862, environ cent vingt mille personnes des deux sexes et de tout âge, à partir de trois ans. « Tendency to factory system. » (L.c., p.LXVII.)

Oui, vous avez bien lu, ce n'est jamais mauvais de se rafraîchir un peu la mémoire ou de regarder les choses en face. C'est cette monstruosité que cautionnent tous ceux qui s'émeuvent de la condition des femmes, des enfants, etc. en Afrique ou en Asie, et qui s'accommodent du capitalisme ou refusent de rompre avec lui.

D'où vient l'orientation économique adoptée par Macron et le Medef ?

Je vous propose les conclusions d'un rapport du Forum économique mondial qui en quelque sorte s'attribue les fonctions d'un gouvernement mondial sans en avoir le pouvoir, que j'ai traduit de l'anglais avec l'aide de Google. En caractères gras figurent les passages les plus significatifs.

World economic forum (Forum économique mondial)

Commited to improving the state of the world (Engagé pour améliorer l'état du monde)

The Future of Jobs - Report 2018 (L'avenir des emplois - Rapport 2018)

Centre for the New Economy and Society (Centre pour la nouvelle économie et société)

Conclusions

Le nouveau marché du travail qui prend forme à la suite de la quatrième révolution industrielle présente à la fois des défis et des opportunités. Alors que les entreprises commencent à formuler des stratégies de transformation de main-d'œuvre au cours de la période 2018-2022, elles disposent d'une véritable opportunité pour tirer parti des nouvelles technologies, notamment l'automatisation, afin d'améliorer la création de valeur économique par le biais de nouvelles professions et augmenter les compétences de leurs employés pour atteindre leur plein potentiel pour effectuer de nouvelles tâches à forte valeur ajoutée, dont certaines n'auront jamais été effectuées auparavant par des travailleurs humains. L'argument commercial en faveur d'une telle «stratégie d'augmentation» devient de plus en plus clair et devrait, à notre avis, faire l'objet d'une attention croissante au cours des prochaines années, notamment grâce aux travaux du Centre pour la nouvelle économie et la société.

Dans le même temps, les évolutions technologiques et l'évolution des rôles professionnels et des structures professionnelles transforment la demande de compétences à un rythme plus rapide que jamais. Il est donc impératif pour les gouvernements, les entreprises et les particuliers de réaliser une vision positive de l'avenir des emplois pour un apprentissage tout au long de la vie, des stratégies et des programmes inclusifs de reconversion et de perfectionnement des compétences professionnelles. Les compétences non techniques et non cognitives deviennent de plus en plus importantes en tandem et il existe des opportunités significatives de partenariats multipartites innovants et créatifs entre gouvernements, employeurs, prestataires de services éducatifs et autres pour expérimenter et investir dans de nouveaux types d'enseignement et de formation, ce sera plus utile pour les individus dans ce nouveau contexte du marché du travail.

À mesure que ce nouveau marché du travail prendra forme au cours de la période 2018-2022, les gouvernements, les entreprises et les particuliers se trouveront également confrontés à une série de questions entièrement nouvelles. Par exemple, alors que les relations de travail s'orientent de plus en plus vers des arrangements temporaires et indépendants, comment pouvons-nous nous assurer que les individus reçoivent le soutien et les conseils dont ils ont besoin pour acquérir les bonnes compétences tout au long de leur vie professionnelle? Alors que les employeurs déconstruisent les rôles professionnels traditionnels et regroupent les tâches en réponse aux nouvelles technologies, comment peuvent-ils minimiser les risques et tirer le meilleur parti de nouveaux partenariats avec des ressources telles que les indépendants et les plateformes de talents en ligne? Et comment peuvent-ils garantir que ce regroupement des tâches ne mène pas par inadvertance à de nouvelles formes de polarisation de l'emploi par le biais de la «ségrégation des tâches», selon laquelle des groupes spécifiques de travailleurs se voient attribuer de manière disproportionnée les tâches les plus gratifiantes?

Bien qu'il soit hors de la portée de ce rapport d'essayer de fournir des réponses complètes à toutes les questions ci-dessus, une série d'implications et de priorités immédiates se distinguent pour différentes parties prenantes. Pour les gouvernements, il faut d'abord s'attaquer de toute urgence à l'impact des nouvelles technologies sur les marchés du travail en améliorant les politiques éducatives visant à améliorer rapidement le niveau d'instruction des individus de tous âges, notamment et mathématiques) et compétences non cognitives, permettant aux gens de tirer parti de leurs capacités humaines uniques. Les

points d'intervention pertinents comprennent les programmes scolaires, la formation des enseignants et la réinvention de la formation professionnelle à l'ère de la quatrième révolution industrielle, élargissant ainsi son attrait au-delà des professions traditionnelles faiblement et moyennement qualifiées. Deuxièmement, l'amélioration de la formation et de l'offre de compétences doit être équilibrée par les efforts déployés du côté de la demande. Les gouvernements peuvent aider à stimuler la création d'emplois grâce à des investissements publics supplémentaires et en mobilisant des investissements privés grâce à des financements mixtes ou à des garanties publiques. La nature exacte des investissements souhaitables variera d'un pays à l'autre.

Cependant, au cours des prochaines années, il existe un énorme besoin et un besoin évident de créer une infrastructure matérielle pour alimenter la quatrième révolution industrielle - des réseaux de communication numérique aux réseaux d'énergie renouvelables et intelligents jusqu'aux écoles et hôpitaux intelligents, en passant par les dispensaires et les structures de garde améliorés. Troisièmement, dans la mesure où les nouvelles technologies et l'augmentation de la main-d'œuvre stimuleront la productivité, les revenus, les gouvernements pourraient trouver des moyens d'améliorer les filets de sécurité sociale pour mieux soutenir ceux qui ont besoin d'aide pour s'adapter au nouveau marché du travail. Cet objectif pourrait être atteint en réformant et en étendant les systèmes de protection sociale existants ou en adoptant un modèle entièrement nouveau, comme l'idée du revenu de base et des services de base. Les enseignements tirés de projets pilotes de ce type - en plus de ceux actuellement menés dans des pays tels que les Pays-Bas, divers États américains et canadiens, le Kenya, l'Inde et le Brésil - seront déterminants pour tous les gouvernements au cours de la période 2018-2022.

Pour les industries, premièrement, il sera rentable de se rendre compte que la concurrence pour les rares talents qualifiés équipés pour saisir les opportunités de la quatrième révolution industrielle s'intensifie et devient plus coûteuse dans les années à venir. Il existe une opportunité de soutenir les compétences de leurs effectifs actuels vers de nouveaux rôles hautement qualifiés (et réorganisés sur le plan technologique) pour garantir que leur effectif atteigne son plein potentiel. Nos constatations indiquent que, à ce jour, de nombreuses entreprises ont l'intention de limiter leur offre de formation aux compétences au cours de la période 2018-2022 aux salariés exerçant les fonctions d'emploi actuelles plutôt que de penser plus à long terme et de manière créative. De toute évidence, une approche plus inclusive et proactive sera nécessaire pour accroître la disponibilité des compétences futures et remédier à la pénurie imminente de compétences et pour permettre à un plus large éventail de travailleurs de partager les avantages des nouvelles technologies et de travailler plus efficacement avec eux grâce à l'augmentation des compétences. Deuxièmement, la nécessité d'assurer un bassin suffisant de talents qualifiés crée une opportunité pour les entreprises de se repositionner véritablement en tant qu'organisations d'apprentissage et de recevoir un soutien pour leurs efforts de requalification et de mise à niveau d'un large éventail de parties prenantes. Un modèle prometteur implique de nouvelles formes de certification des compétences professionnelles, similaires aux systèmes existants fournis par diverses entreprises du secteur des technologies de l'information. En établissant des références objectives et commercialisables pour un grand nombre de nouveaux emplois, ces programmes pourraient aider à mieux cibler les programmes de formation, accroître la flexibilité du marché du travail et créer des compétences claires et des mesures de performance pour aider les employeurs à sélectionner les candidats et les travailleurs certifiés pour obtenir des primes de compétences. Troisièmement, avec l'importance croissante des plates-formes de talents et des travailleurs en ligne, les industries conventionnelles devraient également réfléchir de manière stratégique à la manière dont ces éléments d'action pourraient également être appliqués aux effectifs de 'concert' et de plate-forme.

Pour les travailleurs, il faut absolument assumer la responsabilité de l'apprentissage tout au long de la vie et du développement de carrière. Il est également clair que de nombreuses personnes devront être soutenues par des périodes de transition professionnelle et des phases de recyclage et de perfectionnement par les gouvernements et les employeurs. Par exemple, l'apprentissage tout au long de la vie devient un domaine d'expérimentation riche, plusieurs gouvernements et industries recherchant la bonne formule pour encourager les individus à se soumettre volontairement à une mise à niveau périodique des compétences. De même, si un revenu de base universel à part entière peut rester politiquement et économiquement irréalisable ou indésirable au cours de la période 2018-2022, certaines variantes ou certains aspects de l'idée - comme un fonds universel d'apprentissage tout au long de la vie - peut recevoir une attention croissante au cours des prochaines années. Les solutions sont susceptibles de varier selon les pays et de dépendre des circonstances politiques, économiques et sociales locales.

En fin de compte, l'objectif principal des gouvernements, des industries et des travailleurs devrait être de veiller à ce que les emplois de demain soient rémunérés équitablement, entraînent un traitement respectueux et décent et offrent des possibilités réalistes de croissance personnelle, de développement et d'épanouissement. Nous espérons que cette nouvelle édition du Rapport sur l'avenir de l'emploi du Forum économique mondial constitue à la fois un appel à l'action et un outil utile pour façonner de manière proactive l'avenir des emplois afin de concrétiser cette vision.

Fin.

Quelles fonctions remplissent les moyens de production au sein de la formation du capital

Ce rapport ayant été rendu public, vous aurez discerné les expressions ou les passages destinés aux différents acteurs qui évidemment pouvaient apparaître contradictoires, selon qu'ils s'adressaient aux exploiteurs ou aux exploités.

Contrairement à ce qu'ils affirment, les nouvelles technologies ne sont pas la panacée, elles ne produiront pas de miracle pour sauver le capitalisme de la faillite, en revanche elles devraient permettre à l'oligarchie d'accroître ses richesses et son pouvoir totalitaire sur le reste du monde.

Pour que ces affirmations aient un sens ou soient prises au sérieux, j'ai pensé qu'il serait bon de montrer ou de rappeler quelles fonctions remplissaient les moyens de production au sein de la formation du capital.

Dans ces extraits du tome I du Capital rédigé par Karl Marx, on pourrait remplacer les machines par les nouvelles technologies et on arriverait sensiblement aux mêmes conclusions.

Elles doivent servir notamment à augmenter le taux d'exploitation, à fabriquer davantage de plus-value sans toutefois à l'arrivée parvenir à freiner la chute inexorable du taux de profit.

Le manuscrit de Marx a été rédigé de manière à pouvoir être accessible aux ouvriers à la fin du XIXe siècle, les lecteurs reconnaîtront donc le ou les facteurs qui dans chaque passage demeurent actuels ou sont communs aux machines et aux nouvelles technologies. Ils s'apercevront également que le capitalisme n'a pas changé et que l'essentiel des enseignements qu'en ont tirés Marx et Engels sont toujours d'actualités. Ils en déduiront ou ils comprendront peut-être pourquoi le capitalisme n'est pas réformable et il est devenu un obstacle au progrès social, d'où la nécessité d'abolir ce système économique basé sur la propriété privée des moyens de production ou de passer au socialisme.

K. Marx - De même qu'un changement dans la valeur des moyens de production, malgré la réaction qu'il opère sur eux, même après leur entrée dans le procès de travail, ne modifie en rien leur caractère de capital constant, de même un changement survenu dans la proportion entre le capital constant et le capital variable n'affecte en rien leur différence fonctionnelle. Admettons que les conditions techniques du travail soient transformées de telle sorte que là où, par exemple, dix ouvriers avec dix instruments de petite valeur façonnaient une masse proportionnellement faible de matière première, un ouvrier façonne maintenant avec une machine coûteuse une masse cent fois plus grande. Dans ce cas, le capital constant, c'est-à-dire la valeur des moyens de production employés, serait considérablement accrue, et la partie du capital convertie en force de travail considérablement diminuée. Ce changement ne fait que modifier le rapport de grandeur entre le capital constant et le capital variable, ou la proportion suivant laquelle le capital total se décompose en éléments constants et variables, mais n'affecte pas leur différence fonctionnelle.

K. Marx - Comme tout autre développement de la force productive du travail, l'emploi capitaliste des machines ne tend qu'à diminuer le prix des marchandises, à raccourcir la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même, afin d'allonger l'autre où il ne travaille que pour le capitaliste. C'est une méthode particulière pour fabriquer de la plus-value relative.

K. Marx - Comme tout autre élément du capital constant, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. C'est ainsi que sa propre valeur entre dans celle du produit. Au lieu de le rendre meilleur marché, elle l'enchérit en proportion de ce qu'elle vaut. Et il est facile de voir que ce moyen de travail caractéristique de la grande industrie est très coûteux, comparé aux moyens de travail employés par le métier et la manufacture. Remarquons d'abord que la machine entre toujours tout entière dans le procès qui crée le produit, et par fractions seulement dans le procès qui en crée la valeur. Elle ne transfère jamais plus de valeur que son usure ne lui en fait perdre en moyenne.

K. Marx - Etant donné la proportion suivant laquelle la machine transmet de la valeur au produit, la grandeur de cette quote-part dépendra de la valeur originaire de la machine. Moins elle contient de travail, moins elle ajoute de valeur au produit. Moins elle transmet de valeur, plus elle est productive et plus le service qu'elle rend se rapproche de celui des forces naturelles. Or la production de machines au moyen de machines diminue évidemment leur valeur, proportionnellement à leur extension à leur efficacité.

Une analyse comparée du prix des marchandises produites mécaniquement et de celles produites par le métier ou la manufacture, démontre qu'en général cette portion de valeur que le produit dérive du moyen de travail, croît dans l'industrie mécanique relativement, tout en décroissant absolument.

En d'autres termes, sa grandeur diminue absolument, mais elle augmente par rapport à la valeur du produit total, d'une livre de filés, par exemple.

Il est clair qu'un simple déplacement de travail a lieu, c'est-à-dire que la somme totale de travail qu'exige la production d'une marchandise n'est pas diminuée, ou que la force productive du travail n'est pas augmentée, si la production d'une machine coûte autant de travail que son emploi en économise. La différence cependant entre le travail qu'elle coûte et celui qu'elle économise ne dépend pas du rapport de sa propre valeur à celle de l'outil qu'elle remplace. Cette différence se maintient tant que le travail réalisé dans la machine et la portion de valeur, elle ajoute par conséquent au produit, restent inférieurs à la valeur que l'ouvrier avec son outil, ajouterait à l'objet de travail. La productivité de la machine a donc pour mesure la proportion suivant laquelle elle remplace l'homme.

K. Marx - En supposant donc que trois mille livres sterling soient le prix ou de cent soixante ouvriers ou de la machine qui les déplace, cette somme d'argent, par rapport à la machine, exprime tout le travail - travail nécessaire et surtravail - réalisé en elle, tandis que par rapport aux ouvriers elle n'exprime que la partie payée de leur travail. Une machine aussi chère que la force du travail qu'elle remplace, coûte donc toujours moins de travail qu'elle n'en remplacé.

Considéré exclusivement comme moyen de rendre le produit meilleur marché, l'emploi des machines rencontre une limite. Le travail dépensé dans leur production doit être moindre que le travail supplanté par leur usage. Pour le capitaliste cependant cette limite est plus étroite. Comme il ne paye pas le travail mais la force de travail qu'il emploie; il est dirigé dans ses calculs par la différence de valeur entre les machines et les forces de travail qu'elles peuvent déplacer. La division de la journée en travail nécessaire et surtravail diffère, non seulement en divers pays, mais aussi dans le même pays à diverses périodes, et dans la même période en diverses branches d'industrie. En outre, le salaire réel du travailleur monte tantôt au-dessus, et descend tantôt au-dessous de la valeur de sa force. De toutes ces circonstances, il résulte que la différence entre le prix d'une machine et celui de la force de travail peut varier beaucoup, lors même que la différence entre le travail nécessaire à la production de la machine, et la somme de travail qu'elle remplace reste constante. Mais c'est la première différence seule qui détermine le prix de revient pour le capitaliste, et dont la concurrence le force à tenir compte. Aussi voit-on aujourd'hui des machines inventées en Angleterre qui ne trouvent leur emploi que dans l'Amérique du Nord. Pour la même raison, l'Allemagne aux XVI° et XVII° siècles, inventait des machines dont la Hollande seule se servait; et mainte invention française du XVIII° siècle n'était exploitée que par l'Angleterre.

En tout pays d'ancienne civilisation, l'emploi des machines dans quelques branches d'industrie produit dans d'autres une telle surabondance de travail (redundancy of labour, dit Ricardo), que la baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail, met ici obstacle à leur usage et le rend superflu, souvent même impossible au point de vue du capital, dont le gain provient en effet de la diminution, non du travail qu'il emploie, mais du travail qu'il paye.

K. Marx - La productivité de la machine est, comme nous l'avons vu, en raison inverse de la part de valeur qu'elle transmet au produit. Plus est longue la période pendant laquelle elle fonctionne, plus grande est la masse de produits sur laquelle se distribue la valeur qu'elle ajoute et moindre est la part qui en revient à chaque marchandise. Or la période de vie active de la machine est évidemment déterminée par la longueur de la journée de travail ou par la durée du procès de travail journalier multipliée par le nombre de jours pendant lesquels ce procès se répète.

L'usure des machines ne correspond pas avec une exactitude mathématique au temps pendant lequel elles servent. Et cela même supposé, une machine qui sert seize heures par jour pendant sept ans et demi embrasse une période de production aussi grande et n'ajoute pas plus de valeur au produit total que la même machine qui pendant quinze ans ne sert que huit heures par jour. Mais dans le premier cas la valeur de la machine se serait reproduite deux fois plus vite que dans le dernier, et le capitaliste aurait absorbé par son entremise autant de surtravail en sept ans et demi qu'autrement en quinze.

L'usure matérielle des machines se présente sous un double aspect. Elles s'usent d'une part en raison de leur emploi, comme les pièces de monnaie par la circulation, d'autre pari par leur inaction, comme une épée se rouille dans le fourreau. Dans ce dernier cas elles deviennent la proie des éléments. Le premier genre d'usure est plus ou moins en raison directe, le dernier est jusqu'à un certain point en raison inverse de leur usage.

La machine est en outre sujette à ce qu'on pourrait appeler son usure morale. Elle perd de sa valeur d'échange à mesure que des machines de la même construction sont reproduites à meilleur marché, ou à mesure que des machines perfectionnées viennent lui faire concurrence. Dans les deux cas, si jeune et si vivace qu'elle puisse être, sa valeur n'est plus déterminée par le temps de travail réalisé en elle, mais par celui qu'exige sa reproduction ou la reproduction des machines perfectionnées. Elle se trouve en conséquence plus ou moins dépréciée. Le danger de son usure morale est d'autant moindre que la période où sa valeur totale se reproduit est plus courte, et cette période est d'autant plus courte que la journée de travail est plus longue. Dès la première introduction d'une machine dans une branche de production quelconque, on voit se succéder coup sur coup des méthodes nouvelles pour la reproduire à meilleur marché, puis viennent des améliorations qui n'atteignent pas seulement des parties ou des appareils isolés, mais sa construction entière. Aussi bien est-ce là le motif qui fait de sa première période de vie, période aiguë de la prolongation du travail.

K. Marx - A mesure que les machines se généralisent dans une même branche de production, la valeur sociale du produit mécanique descend à sa valeur individuelle. Ainsi se vérifie la loi d'après laquelle la plus -value provient non des forces de travail que le capitaliste remplace par la machine, mais au contraire de celles qu'il y occupe. La plus -value ne provient que de la partie variable du capital, et la somme de la plus -value est déterminée par deux facteurs : son taux et le nombre des ouvriers occupés simultanément. Si la longueur de la journée est donnée, sa division proportionnelle en surtravail et travail nécessaire détermine le taux de la plus -value, mais le nombre des ouvriers occupés dépend du rapport du capital variable au capital constant. Quelle que soit la proportion suivant laquelle, par l'accroissement des forces productives, l'industrie mécanique augmente le surtravail aux dépens du travail nécessaire, il est clair qu'elle n'obtient cependant ce résultat qu'en diminuant le nombre des ouvriers occupés, par un capital donné. Elle transforme en machines, en élément constant qui ne rend point de plus -value, une partie du capital qui était variable auparavant, c'est-à-dire se convertissait en force de travail vivante. Il est impossible par exemple d'obtenir de deux ouvriers autant de plus -value que de vingt-quatre. Si chacun des vingt-quatre ouvriers ne fournit sur douze heures qu'une heure de surtravail, ils fourniront tous ensemble vingt-quatre heures de surtravail,

tandis que le travail total des deux ouvriers n'est jamais que de vingt-quatre heures, les limites de la journée étant fixées à douze heures. L'emploi des machines dans le but d'accroître la plus -value recèle donc une contradiction, puisque des deux facteurs de la plus -value produite par un capital de grandeur donnée, il n'augmente l'un, le taux de la plus -value, qu'en diminuant l'autre, le nombre des ouvriers. Cette contradiction intime éclate, dès qu'avec la généralisation des machines dans une branche d'industrie la valeur du produit mécanique règle la valeur sociale de toutes les marchandises de même espèce, et c'est cette contradiction qui entraîne instinctivement le capitaliste à prolonger la journée de travail avec la plus extrême violence, pour compenser le décroissement du nombre proportionnel des ouvriers exploités par l'accroissement non seulement du surtravail relatif, mais encore du surtravail absolu.

La machine entre les mains du capital crée donc des motifs nouveaux et puissants pour prolonger sans mesure la journée de travail; elle transforme le mode de travail et le caractère social du travailleur collectif, de manière à briser tout obstacle qui s'oppose à cette tendance; enfin, en enrôlant sous le capital des couches de la classe ouvrière jusqu'alors inaccessibles, et en mettant en disponibilité les ouvriers déplacés par la machine, elle produit une population ouvrière surabondante qui est forcée de se laisser dicter la loi. De là ce phénomène merveilleux dans l'histoire de l'industrie moderne, que la machine renverse toutes les limites morales et naturelles de la journée de travail. De là ce paradoxe économique, que le moyen le plus puissant de raccourcir le temps de travail devient par un revirement étrange le moyen le plus infaillible de transformer la vie entière du travailleur et de sa famille en temps disponible pour la mise en valeur du capital.

K. Marx - Le système mécanique augmente en premier lieu la plus -value et la masse des produits dans lesquels elle se réalise. A mesure que croît la substance matérielle dont la classe capitaliste et ses parasites s'engraissent, ces espèces sociales croissent et multiplient. L'augmentation de leur richesse, accompagnée comme elle l'est d'une diminution relative des travailleurs engagés dans la production des marchandises de première nécessité, fait naître avec les nouveaux besoins de luxe de nouveaux moyens de les satisfaire. Une partie plus considérable du produit social se transforme en produit net et une plus grande part de celui-ci est livrée à la consommation sous des formes plus variées et plus raffinées. En d'autres termes, la production de luxe s'accroît.

K. Marx - Enfin l'accroissement extraordinaire de la productivité dans les sphères de la grande industrie, accompagné comme il l'est d'une exploitation plus intense et plus extensive de la force de travail dans toutes les autres sphères de la production, permet d'employer progressivement une partie plus considérable de la classe ouvrière à des services improductifs et de reproduire notamment en proportion toujours plus grande sous le nom de classe domestique, composée de laquais, cochers, cuisinières, bonnes, etc., les anciens esclaves domestiques.

K. Marx - Tous les représentants sérieux de l'économie politique conviennent que l'introduction des machines est une calamité pour les ouvriers manufacturiers et les artisans avec lesquels elles entrent en concurrence; presque tous déplorent l'esclavage des ouvriers de fabrique.

Et pourtant, quel est leur grand argument ? C'est que les désastres qui accompagnent la période d'inauguration et de développement une fois consommés, les machines augmentent en dernier lieu le nombre des esclaves du travail, au lieu de le diminuer ! Oui, le nectar dont l'économie politique s'enivre est ce théorème philanthropique : Qu'après une période de transition et d'accroissement plus ou moins rapide, le régime de fabrique courbe sous son joug de fer plus de travailleurs qu'à son début il n'en avait affamés par le chômage forcé.

Citations employées dans ces extraits qui sont d'actualité.

LVOG - Les bienfaits de la "croissance" : en fait elle appauvrit l'ouvrier !

- « Quand le fabricant, par suite de l'amélioration de ses machines, double ses produits... il gagne tout simplement (en définitive) parce que cela le met à même de vêtir l'ouvrier à meilleur marché, etc., et qu'ainsi une plus faible partie du produit total échoit à celui-ci. » (Ramsay, l.c., p.168.)

LVOG - Les prix baisses, quelle aubaine ! Vraiment ?

- Dans tous les pays où l'industrie n'est pas restreinte, le prix des subsistances doit affecter le prix du travail. Ce dernier sera toujours diminué quand les articles de première nécessité deviendront moins chers. » (Considerations concerning taking off the Bounty on Corn exported, etc. London, 1752,, p.3.) « Le salaire diminue dans la même proportion que la puissance de la production augmente. Les machines, il est vrai, font baisser de prix les articles de première nécessité, mais elles font par cela même baisser de prix le travailleur également. » (A Price essay on the comparative merits of competition and cooperation. London, 1834, p.27.)

LVOG - Pourquoi font-ils produire en Chine, en Inde, etc. ?

- « Les machines ne peuvent que rarement être employées avec succès pour abréger le travail d'un individu : il serait perdu plus de temps à les construire qu'il n'en serait économisé par leur emploi. Elles ne sont réellement utiles que lorsqu'elles agissent sur de grandes masses, quand une seule machine peut assister le travail de milliers d'hommes. C'est conséquemment dans les pays

les plus populeux, là où il y a le plus d'hommes oisifs, qu'elles abondent le plus. Ce qui en réclame et en utilise l'usage, ce n'est pas la rareté d'hommes, mais la facilité avec laquelle on peut en faire travailler des masses. » Piercy Ravenstone: Thoughts on the Funding System and its Effects. Lond., 1824, p.45.

LVOG - Quand l'Etat, les ONG ou plutôt les cotisations sociales, les impôts ou les taxes que nous payons ont remplacé les "paroisses".

- Ce qui avant l'établissement de la loi des pauvres (en 1833) fit en Angleterre prolonger la concurrence entre le tissu à la main et le tissu à la mécanique, c'est que l'on faisait l'appoint des salaires tombés par trop au-dessous du minimum, au moyen de l'assistance des paroisses. « Le Rév. Turner était en 1827, dans le Cheshire, recteur de Wilmslow, district manufacturier.

LVOG - Le travail des femmes, quel bonheur! Pour qui ?

- « Le but constant et la tendance de tout perfectionnement des machines est de se passer du travail de l'homme ou de diminuer son prix en substituant le travail des femmes et des enfants à celui des adultes, ou le travail d'ouvriers grossiers et inhabiles à celui d'ouvriers habiles. » (Ure, l.c., t. 1, p.35.)

D'un clan à l'autre de l'oligarchie.

- Le locataire de la Maison Blanche a entamé son intervention à l'ONU par une séquence d'autosatisfaction, soulignant la bonne santé de l'économie américaine, le budget record de l'armée, les sommets atteints par les marchés financiers ou l'ampleur de sa réforme fiscale, adoptée fin 2017.

(Référence à la Cour Pénale Internationale, notamment.) « Nous n'abandonnerons jamais la souveraineté américaine à une bureaucratie mondiale non élue et irresponsable », a affirmé le président américain, rejetant « l'idéologie du mondialisme ».

L'oligarchie n'a pas changé de stratégie, constatant que l'hégémonie américaine était de plus en plus contestée jusqu'au sein des institutions internationales, une fraction de celle-ci a décidé qu'il valait mieux en sortir ou procéder autrement pour parvenir à ses fins, et effectivement le budget record de l'armée, les sommets atteints par les marchés financiers ou l'ampleur de sa réforme fiscale témoignent que Trump gouverne bien dans la même direction ou exclusivement pour accroître le pouvoir de l'oligarchie et de l'armée.

Il y en a qui estiment que Trump gouvernerait pour le bien des Américains, en réalité c'est tout le contraire. Comment cela ? C'est très simple à comprendre, il vise la réindustrialisation encore largement hypothétique de l'Amérique, qui si elle devenait se concrétiser se traduirait par la mise en concurrence d'entreprises fonctionnant selon des conditions particulièrement avantageuses pour leurs actionnaires au détriment de leurs salariés qui se verraient privés de tout droit, dont celui de constituer des syndicats, avec des entreprises qui continueraient de fonctions selon les anciennes normes, de telle sorte qu'elles seraient désavantagées et seraient vouées, soit à disparaître ou fusionner, soit elles seraient contraintes d'adopter la réglementation dont bénéficient leurs concurrents, donc d'affronter la classe ouvrière pour peu quelles en aient les moyens, ce qui est une autre histoire. Précisons que cette concurrence ne viserait pas forcément la même branche d'industrie, elle servirait de moyen de pression pour tirer vers le bas la condition de l'ensemble de la classe ouvrière, en particulier ses couches supérieures.

Mimétisme

- Dans son discours (...) Emmanuel Macron s'est alarmé de la "crise profonde" que traverse "l'ordre international", symbolisée par "l'impuissance" dont est menacée l'ONU.

Ce constat rejoint celui du chef de l'ONU, Antonio Guterres, qui a déploré "un monde de plus en plus chaotique". Il a regretté que "le multilatéralisme soit autant critiqué au moment où il est le plus nécessaire". Sur les libertés : «L'agenda des droits de l'homme perd du terrain et l'autoritarisme progresse».

Tout en saluant un discours "fort" (de Macron - ndlr), l'ONG Oxfam a appelé le chef de l'Etat "à joindre bien davantage le geste à la parole (...) s'il veut être réellement crédible". AFP et Libération 25 et 26 septembre 2018

Macron regrette que le Conseil de sécurité de l'ONU ne l'ait pas autorisé à bombarder la Syrie. Ensuite, son discours ne sert qu'à masquer qu'il est le produit ou l'expression de ce qu'il dénonce.

Rappel sur le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

- ...depuis juillet 2012, le véritable pouvoir n'y est plus détenu par le secrétaire général, mais par son « numéro 2 » : le directeur des Affaires politiques, Jeffrey Feltman. En dehors de tout contrôle, celui-ci utilise les moyens de l'Onu pour maintenir la guerre

dans tout le « Moyen-Orient élargi ». (Pour Lavrov, Guterres ne serait qu'un homme de paille à la tête de l'Onu - Réseau Voltaire 21 août 2018)

- Le nouveau secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a procédé aux nominations de son équipe.

Le directeur des Affaires politiques, Jeffrey Feltman, a été prorogé dans ses fonctions pour une année. Durant le mandat de Ban Ki-moon, il s'agissait de la plus haute fonction diplomatique au monde.

M. Feltman représente les intérêts de l'État profond US. Diplomate de carrière, il a d'abord servi en Israël, puis pour le compte de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak (un organisme privé qui ne dépendait pas de la Coalition, mais concentrait les membres du « gouvernement de continuité » US). Ambassadeur au Liban, il organisa l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, la Commission d'enquête de l'Onu et le Tribunal spécial contre les présidents Émile Lahoud et Bachar el-Assad. Par la suite, il devint l'assistant d'Hillary Clinton au département d'État, puis entra comme numéro 2 à l'Onu. (Feltman prorogé à l'Onu - Réseau Voltaire 16 février 2017)

Née en 1934, elle a vécu la guerre, quelle chance !

- Christiane, retraitée de 82 ans: "On a eu beaucoup plus de chance que les jeunes d'aujourd'hui" - Le HuffPost 25 septembre 2018

Comme quoi les épreuves les plus pénibles de l'existence ne servent strictement à rien, quand on n'est pas capable d'en tirer des leçons, autrement dit, elles peuvent se répéter et ainsi de suite. Après on nous parle du "devoir de mémoire", pure démagogie. On comprend également pourquoi il serait inutile de se pencher sur le passé... C'est le meilleur moyen pour ne jamais progresser.

Quand ils ne sont pas nostalgiques d'un passé qui ne le mérite pas ou qu'ils embellissent, et encore, quand il a vraiment existé, ils le noircissent, à croire que le présent serait meilleur, et ne parlons pas du futur qui devrait être merveilleux...

C'est ainsi qu'on s'illusionne à tout propos. Dans ces conditions il n'y a pas de quoi s'étonner de ce qui arrive, puisque c'était pour ainsi dire déjà écrit. Si on se penchait sur le passé, on comprendrait mieux le présent, et ainsi peut-être pourrions-nous prétendre à un avenir meilleur. Comme nous sommes barrés, c'est plutôt compromis.

A quoi mesure-t-on l'avancé du totalitarisme ? Au degré de servilité ou de lâcheté des élites et de leurs serviteurs.

Vous aurez bien compris que ce n'est pas le cas du dénommé Zemmour qui nous intéresse, mais les mécanismes auxquels ils recourent pour descendre quelqu'un, ici, pour éliminer ou écarter un des leurs qui hier encore servait leurs intérêts, ailleurs, quiconque ose critiquer le régime, au-delà, ses véritables opposants.

Vous me direz que les véritables opposants au régime n'ont jamais accès aux médias ou ils les censurent déjà. Certes, à ce stade ce ne sont pas eux qui sont directement visés, mais ceux qui se contentent de mettre en lumière les contradictions du discours ou de la politique adoptée par le gouvernement, de la propagande des représentants ou des agents du régime, et qui ainsi portent un coup à leur crédibilité, ce qu'ils estiment insupportable, alors que Macron a besoin du soutien de la majorité pour gouverner ou appliquer son programme.

Toute personne dont le discours fait référence à un fait censuré, tronqué, détourné, manipulé par Macron ou son gouvernement ainsi que les médias, et qui révèlerait leurs véritables intentions, doit être systématiquement traitée en paria, réprimée, éliminée.

Sans soutien populaire, les despotes ne peuvent pas se maintenir au pouvoir indéfiniment, et ils encourent le risque que l'opposition finisse par se rassembler ou trouver la voie pour les renverser. D'où la nécessité d'exercer un contrôle absolu sur l'information, et de recourir à une multitude de mécanismes, dont des provocations pour diviser les opposants au régime.

On pourrait aller plus loin ou préciser que pour le moment ils ont de la chance et ils peuvent continuer de gouverner, parce que la question à l'ordre du jour n'est plus de porter au pouvoir un candidat ou un parti pour réformer ou améliorer le régime, mais de trouver les moyens pour le renverser. Cette question, les masses ne sont pas encore parvenues à en prendre conscience clairement, mais elles ont commencé à l'intégrer dans leur analyse de la situation, ce qu'exprime leur rejet de Macron et l'abstention massive lors de chaque élection, le rejet des institutions antidémocratiques de la Ve République.

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre combat politique et cette partie de la causerie, en fait tous les sujets que j'aborde dans les causeries. En doutiez-vous ?

- Eric Zemmour lâché par les journalistes du Figaro - programme-tv 23.09

Dans un mail interne que se sont procurés nos confrères de 20 Minutes, la société des journalistes (SDJ) du quotidien a tenu à rappeler à l'ordre Eric Zemmour : "La SDJ rappelle qu'une Charte déontologique, ratifiée par notre actionnaire, la direction, la rédaction et les syndicats, s'impose à tous les collaborateurs du Groupe Figaro et ce, quels que soient la forme et le canal de leurs prises de position." Dans cette charte, il est notamment stipulé que les journalistes qui l'ont ratifiée, s'engagent à ne pas porter atteinte à l'image du journal, par leurs propos, et ce même dans le cadre "d'interventions extérieures dans les médias (TV, radio,…)".

"La SDJ a été saisie par des journalistes de la rédaction qui se sont émus des propos tenus par Eric Zemmour. Il nous a semblé opportun de rappeler notre Charte, qui s'applique à tous," s'est ainsi expliqué Stéphane Durand Souffland, président de la SDJ du Figaro, à 20 Minutes.

La réponse d'Eric Zemmour ne s'est pas faite attendre. Ce dernier a ainsi déclaré qu'il n'avait pas à se justifier devant la SDJ qui s'érigeait en "en tribunal révolutionnaire", rappelant que ses propos n'ont pas été publiés dans Le Figaro, "n'engagent aucunement le journal", selon lui. programme-tv 23.09

La Charte déontologique de journalistes, cela existe ? A part celle des oligarques propriétaires des médias et d'usines d'armement, dont Dassaut, vous, vous en connaissez d'autres ? Même que leurs clients qui ont bombardé la Libye, l'Irak et la Syrie y font référence, c'est pour dire...

L'autocensure doit devenir la norme sous peine d'être excommunié par les inquisiteurs.

- "ONPC": Eric Zemmour désinvité par Laurent Ruquier? La production s'explique - huffingtonpost.fr 26.09

Les propos d'Eric Zemmour sur le plateau des "Terriens du dimanche" au sujet du prénom de Hapsatou Sy ont relancé le débat de savoir s'il faut "interdire de télévision" le polémiste. À cette question, Laurent Ruquier semble, pour le moment, avoir tranché.

Alors que sa présence dans l'émission "On n'est pas couché" du 20 octobre prochain dans le cadre de la promotion de son dernier livre "Destin Français" semblait actée, selon les informations de Valeurs actuelle confirmées par Le Parisien, le polémiste n'en sera pas. Ce mardi 25 septembre, l'ancien chroniqueur de "ONPC" a appris d'après les médias qu'il a été "décommandé".

Et si l'entourage de l'écrivain a expliqué au Parisien que cette décommande avait été faite "sans donner aucune raison", la production précise qu'elle n'a pas à se justifier à chaque fois qu'elle décide de ne pas inviter quelqu'un.

Dans l'émission "Quotidien" sur TMC ce 24 septembre, le journaliste Julien Bellver a affirmé que Laurent Ruquier était "défavorable" à la présence d'Eric Zemmour sur le plateau de son émission. La direction de France Télévisions n'a pas donné de consignes, selon le journaliste, mais la production "ne veut pas prendre de risque".

Une épidémie.

- L'avocat d'Alexandre Benalla, Laurent-Franck Liénard, annonce sur Facebook qu'il lâche l'affaire - Le HuffPost 26.09

Et pour cause...

- Selfie d'Alexandre Benalla armé : le parquet de Poitiers ouvre une enquête préliminaire - Franceinfo 25 septembre 2018

En complément.

Comment accuser ses adversaires de ses propos méfaits ou refuser d'en assumer les conséquences.

- Castaner s'en prend à Salvini, Orban, Le Pen et Wauquiez, les «pyromanes de l'Europe» - LeFigaro.fr 26.09

Ils n'ont jamais cessé de s'enrichir.

Sous Mitterrand la Bourse avait flambé. Sous Hollande les riches sont devenus encore plus riches, normal, ils étaient de gauche ! Et ceux qui avaient porté Hollande au pouvoir ont désigné son ministre de l'Economie, un ex-banquier, pour poursuivre son oeuvre, quoi de plus naturel, puisque même l'oligarchie est de gauche ou ni de droite ni de gauche, ce qui revient au même, puisque finalement ils étaient tous de droite ! Chut !

Si on ne se retenait pas, on dirait : mais qui a été assez con pour appeler à voter pour eux, devinez ? Et le pire, c'est que la plupart des militants seraient prêts à remettre le couvert !

- Patrimoine «net» des plus fortunés : plus de 1 000 milliards d'euros - Libération 26 septembre 2018

Selon un rapport du gouvernement remis aux députés, le nombre de redevables à l'impôt de solidarité sur la fortune n'a cessé de progresser sous le quinquennat Hollande.

On en sait plus sur les derniers jours de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Transformé depuis le vote du budget 2018 en simple «impôt sur la fortune immobilière» (IFI), cette contribution demandée aux plus fortunés du pays a connu sa dernière année en 2017. Alors, un rapport remis cette semaine aux députés de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le «plafonnement» de l'ISF (mesure que le Conseil constitutionnel avait obligé à mettre en place pour éviter un impôt «confiscatoire» lors de l'abaissement en 2012 du seuil d'entrée dans l'ISF par le nouveau pouvoir socialiste) en dit beaucoup sur nos plus fortunés.

Ainsi, l'an dernier, 358 198 personnes exactement étaient redevables de l'ISF. Ces derniers ont, détaille ce document, «déclaré» un «patrimoine net taxable» de 1 029 milliards d'euros ! Certes, le patrimoine net de l'ensemble des ménages français est estimé à quelque 11 000 milliards d'euros. Mais, selon l'économiste Pierre Madec de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), cela veut donc dire que «1,5% des contribuables les mieux dotés possèdent 9% du patrimoine net total».

Sous Hollande, 15% de «redevables ISF» en plus

Par ailleurs, selon ces données transmises par le gouvernement au Parlement, le nombre de redevables de l'ISF a très sensiblement augmenté entre 2013 et 2017, soit sous le quinquennat de François Hollande : on est passé de 312 406 à 358 198 personnes soumises à cet impôt sur la fortune, soit, avec 45 792 redevables supplémentaires, une hausse de 14,7%. «Ce qui montre bien que, en pleine période de crise, les riches continuent de s'enrichir fortement», s'insurge le député communiste du Nord Fabien Roussel. vLes plus fortunés ont profité de ce «plafond» imposé par le Conseil constitutionnel. Petit rappel : depuis 2013, si l'impôt sur le revenu et celui sur la fortune dépassent 75% des revenus perçus, alors le fisc rabote l'ISF. Résultat, les plus gros contribuables, mieux protégés que le bouclier fiscal mis en place par Nicolas Sarkozy, récupéraient une partie de leur ISF… voire ne payaient plus rien. «Sur les cinquante plus grandes fortunes françaises, onze ne payaient plus d'ISF grâce au plafonnement !» rappelle le député centriste Charles de Courson, partisan de la suppression de cet impôt.

L'Etat a rendu 1 000 euros par jour

En 2017, 11 514 personnes ont ainsi bénéficié de ce plafonnement : soit deux fois plus qu'en 2013. Au total, ces familles dont le patrimoine moyen était de 13,6 millions d'euros (+7% en quatre ans) ont vu diminuer, grâce au plafonnement, le montant moyen d'ISF net à payer : il était de 45 449 euros en 2017 contre 54 588 euros en 2013 (-16,7%). Sans le plafonnement, l'Etat aurait récupéré 1,3 milliard d'euros supplémentaires, c'est près de deux fois plus qu'en 2013 (708,6 millions). Mieux : si on regarde dans le détail, les 1 139 redevables de l'ISF gagnants ont été épargnés, en moyenne, de près de 365 000 euros chacun en 2017. L'Etat leur a donc rendu 1 000 euros par jour…

Ce même mécanisme a été maintenu pour le nouvel impôt sur la fortune immobilière. Avec une bonne nouvelle pour l'Etat sur ce sujet-là : l'IFI rapportera plus que les premières estimations réalisées l'an dernier par le gouvernement. Bercy tablait ainsi sur 850 millions d'euros quand l'ancien impôt sur la fortune a permis de récolter 4,2 milliards en 2017. Selon le quotidien les Echos, qui s'appuie sur les annexes du projet de loi finances adopté lundi en conseil des ministres, l'IFI rapportera finalement 1,2 milliard d'euros en 2018 et devrait amener 1,5 milliard dans les caisses l'an prochain. «Je n'ai jamais cru aux estimations du gouvernement, fait savoir le député Charles de Courson. Il était impossible que, dans le patrimoine des 300 000 plus fortunés français, l'immobilier représente seulement 20%.» Si les chiffres se confirment, la transformation de l'ISF en IFI n'aura donc pas coûté 3,4 milliards aux caisses de l'Etat mais 2,7 milliards à 3 milliards… tout de même. Libération 26 septembre 2018

Et au même moment les syndicats refusent d'avancer les revendications qui correspondent aux besoins des travailleurs les plus pauvres : augmentation de salaire de 20 à 30%, smic, retraite minimum, allocation chômage, vieillesse, handicapée à 2.000 euros, etc. blocage et réduction des loyers jusqu'à 50%, retraite à 50 ans, abrogation de la sélection à l'université, interdiction des licenciements, confiscation de toutes les bureaux et habitations inoccupés pour loger tous les clochards et mal logés, confiscation des dividendes des actionnaires du CAC40, etc...

En complément.

- Médicaments : et si on ne remboursait plus que les génériques ? - Capital 25.09

Après 20 ans d'existence, le médicament générique a toujours du mal à se vendre. Le gouvernement souhaite en faire décoller les ventes et présente, dans le cadre du projet de loi financement de la Sécurité sociale, une mesure visant à moins rembourser les patients qui refusent des génériques... Capital 25.09

Si on ne remboursait plus rien, ce serait mieux encore, dans l'avenir les cotisation sociales demeureraient dans les caisses des compagnies d'assurance ou des mutuels et autres organismes privés, le capital récupèrerait ainsi plus rapidement et plus sûrement une partie de la plus-value qu'il a dû céder aux travailleurs... et d'éliminer plus rapidement les déchets qu'il a produits, les plus faibles, les plus pauvres qui coûtent à l'Etat beaucoup d'argent qu'il pourrait employer à meilleur escient, par exemple pour financer des travaux d'infrastructures en faisant appel à des multinationales pour les réaliser.

Si on voulait être encore plus précis, on devrait dire que rien ne coûte à l'Etat puisque l'Etat ne produit rien, il gère les impôts et taxes ainsi que les cotisations sociales qu'il nous extorque dont une partie bénéficie aux travailleurs. Et l'Etat gère à la manière d'une entreprise capitaliste la masse salariale des fonctionnaires et le capital dont il dispose, capital qui ne fonctionne pas en circuit fermé, mais qui est une fraction du capital total produit ou disponible d'une nation, et au-delà de l'économie mondiale... Il est donc normal qu'il soit soumis aux mêmes lois et aux mêmes influences ou pressions du marché, ou qu'il doive s'adapter à ses besoins ou emprunter la même orientation néolibérale.

Entre nous, je me demande si un jour on va finir par le comprendre, ce n'est pas gagné d'avance parce qu'il y a trop d'intérêts en jeu, vous voyez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Suède

- Suède : le Premier ministre démis de ses fonctions - euronews 25 septembre 2018

En Suède, le Premier ministre Stefan Löfven a été démis de ses fonctions par une motion de censure au parlement. L'opposition de centre-droit et l'extrême droite ont voté ensemble contre le gouvernement de ce Social-démocrate, fortement fragilisé depuis les législatives du 9 septembre.

"A travers l'histoire, a déclaré le Premier ministre sortant, les partis de gauche et de droite ont pu se rassembler et porter ce pays au travers de temps difficiles. Partout dans le pays, les partis collaborent pour obtenir une majorité et gouverner localement. Le peuple suédois a le droit d'attendre la même chose au niveau national. Je continuerai à travailler pour trouver un gouvernement qui abandonne la politique des blocs et place le pays en premier."

Ensemble, les conservateurs de l'Alliance et l'extrême droite totalisent plus de sièges au parlement que le bloc de centre-gauche, qui reste la première force élue.

Le soutien de l'extrême droite, emmené par Jimmie Akesson, sera primordial pour les conservateurs pour prendre la tête du prochain gouvernement. Leur leader, Ukf Kristersson, a pourtant promis de ne jamais coopérer ni avec la gauche, ni avec les populistes.

Les consultations, qui reprennent jeudi, pourraient durer plusieurs semaines. euronews 25 septembre 2018

Syrie

- C'est parti: la Russie envoie des armes pour brouiller les radars de l'aviation en Syrie - sputniknews.com 25.09.2018

Le ministère russe de la Défense a commencé à transférer en Syrie des complexes de guerre électronique, écrit le journal Izvestia, se référant à des sources proches du ministère.

Les premiers complexes de guerre électronique ont été livrés le lundi 24 septembre à la base aérienne de Hmeimim, en Syrie, par des avions Il-76, annonce le journal russe Izvestia, se référant à des sources proches du ministère. La composition exacte du transfert n'a pas été divulguée.

«Ce sera un cauchemar»: les médias israéliens sur les S-300 russes en Syrie Le transfert d'armes de guerre électronique vise à supprimer la navigation par satellite, les radars de bord et les systèmes de communication de l'aviation militaire. Ces complexes pourront créer un dôme radioélectronique impénétrable sur un rayon de plusieurs centaines de kilomètres au-dessus de la Syrie et du territoire adjacent de la mer Méditerranée.

Selon le rédacteur en chef du portail militaire, il s'agirait de systèmes Krasoukha4, destinés à combattre les avions et les drones et R-330J «Jitel». De plus, la base de Hmeimim pourrait se doter du complexe dernier cri Divnomorye, capable de brouiller des signaux des radars à bord, ainsi que ceux des systèmes de communication, de contrôle et de navigation par satellite.

Le 24 septembre, la Russie a annoncé son intention de livrer prochainement des systèmes antiaériens S-300 à l'armée syrienne afin de renforcer ses capacités de combat dans le cadre du drame de l'avion russe Il-20.

De plus, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a prévenu que l'armée russe brouillerait les communications de tout avion voulant frapper la Syrie depuis la mer Méditerranée. sputniknews.com 25.09.2018

Iran

- Les Émirats revendiquent l'attentat d'Ahvaz - Réseau Voltaire 24 septembre 2018 Réseau Voltaire 24 septembre 2018

Un attentat a tué 24 personnes et en a blessé 60 autres lors d'un défilé militaire, le 22 septembre à Ahvaz (Iran).

Ahvaz est la capitale de la région arabe du Khuzestan. Le 22 septembre 1980, le président Saddam Hussein tenta d'annexer cette population à l'Iraq, provoquant la guerre Iraq-Iran. À l'époque, l'immense majorité des arabes iraniens résistèrent à l'agression étrangère. Le défilé militaire du 22 septembre 2018 marquait l'anniversaire de cette terrible guerre, financée par les Occidentaux contre la Révolution khomeiniste.

Plusieurs groupes organisent régulièrement des protestations et des attentats au Khuzestan :

- Le Parti de la solidarité démocratique d'Ahvaz (soutenu par la CIA et le MI6, il tente de coaliser les diverses minorités non-perses d'Iran)

- L'Organisation de libération d'Ahvaz (soutenue par les fidèles de feu Saddam Hussein).

L'attentat de cette semaine a été revendiqué à la fois par le Front populaire et démocratique des Arabes d'Ahvaz (censé regrouper diverses organisations pro-Iraquiens) et par Daesh (qui a publié une vidéo des kamikazes avant leur action).

Rappelons que le régime de Saddam Hussein en Iraq avait abandonné la laïcité dans le cadre de son programme de « Retour à la Foi ». Lors de l'invasion US, les membres du Parti Baas furent interdits de politique et l'armée nationale fut dissoute, tandis que le pays fut dirigé par des chiites liés à l'Iran. L'ancien vice-président Ezzat Ibrahim Al-Douri étant le grand maître de l'Ordre des Nachqbandis (une confrérie soufie), fit alliance avec la CIA et le MI6 pour intégrer Daesh avec ses hommes et obtenir sa revanche contre les chiites. Par conséquent, les deux revendications de l'attentat renvoient par des chemins différents à Washington et à Londres. C'est pourquoi la République islamique d'Iran a immédiatement accusé les Occidentaux et les États du Golfe sponsors du terrorisme.

Cependant, l'un des conseillers du prince héritier des Émirats arabes unis, Mohammed ben Zayed, a déclaré que son pays venait de parvenir à faire entrer la guerre en Iran, revendiquant ainsi publiquement le rôle de son pays dans l'attentat. Ce type de déclaration n'est pas si surprenant que cela au Moyen-Orient. En 2015, le président turc, Recep Tayyip Erdogan s'était publiquement félicité des attentats qu'il avait commandité en Europe.

La position des Émirats a brusquement changée, non pas à cause de la guerre au Yémen (où ils combattent contre les Houthis soutenus par l'Iran), mais à cause de la rupture de l'accord USA-Iran (JCPoA). Au cours des deux dernières décennies, la richesse des Émirats était basée sur le contournement des sanctions US par l'Iran. Le port de Dubaï était devenu le centre de ce trafic. Désormais les deux pays sont ennemis et la question de la souveraineté d'un îlot du Golfe ressurgit.

Le président iranien, cheikh Hassan Rohani, a promis une « réponse terrible » aux Émirats, contraignant le ministre émirati des Affaires étrangères, Anwar Gargash, à revenir en arrière et à démentir les propos précédents de son gouvernement. Réseau Voltaire 24 septembre 2018

Etats-Unis-Palestine occupée

- Proche-Orient: Trump penche pour la première fois pour la solution à deux Etats - AFP 27 septembre 2018

Le président américain Donald Trump a dit mercredi pour la première fois sa préférence pour une solution à deux Etats afin de mettre fin au conflit israélo-palestinien, promettant de présenter son plan de paix "équilibré" d'ici quatre mois.

"Je pense vraiment que quelque chose va se passer. C'est mon rêve d'y parvenir avant la fin de mon premier mandat", en janvier 2021, a-t-il lancé lors d'une rencontre avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

En marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU à New York, il s'est dit convaincu "à 100%" que les Palestiniens, qui ont gelé tout contact avec l'administration américaine depuis qu'elle a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël fin 2017, reviendraient à la table des négociations.

"J'aime bien la solution à deux Etats", a ajouté le président américain, qui s'était jusque-là garder de privilégier cette voie appuyée par ses prédécesseurs et la communauté internationale.

"Je pense que les deux Etats vont voir le jour", a-t-il même ajouté un peu plus tard devant la presse. Même si c'est "un peu plus difficile", "cela marche mieux parce que chacun gouverne de son côté", a-t-il expliqué.

Il n'a pas précisé si c'est ce que proposera le plan de paix concocté dans le plus grand secret par son gendre et conseiller Jared Kushner.

"Si les Israéliens et les Palestiniens veulent un Etat, c'est OK pour moi. S'ils veulent deux Etats, c'est OK pour moi", a-t-il assuré. "Je suis un facilitateur".

Mais le plan sera, a-t-il promis, "équilibré", car Jared Kushner, s'il "adore Israël", sait que "tout le monde doit être satisfait".

Pour la première fois également, l'occupant de la Maison Blanche a d'ailleurs donné un calendrier pour la présentation de cette proposition, maintes fois reportée. "Dans les deux, trois ou quatre mois", a assuré Donald Trump, qui rêve d'aboutir à "l'accord ultime" entre Israéliens et Palestiniens là où tous ses prédécesseurs ont échoué.

La ligne officielle de l'administration Trump consistait jusqu'ici à soutenir une solution qui aurait la faveur des deux camps, israélien et palestinien, sans pousser ni rejeter les deux Etats.

"La solution des deux Etats a complètement disparu du paysage politique israélien et n'existe que dans les rappels que nous en faisons, nous Européens. Les Etats-Unis se refusent depuis l'élection de Trump à y faire référence", déplorait encore récemment un diplomate européen.

Il s'agit donc d'un tournant. AFP 27 septembre 2018

Russie

- «Intox» à un moment bien choisi: Moscou sur le nouveau tournant dans l'affaire Skripal - sputniknews.com 26.09

Dans le contexte de nouvelles révélations du site Bellingcat, qui «enquête» régulièrement sur l'affaire Skripal, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a indiqué qu'il s'agissait d'une intox faite à un moment soigneusement choisi.

Pour la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, l'article de Bellingcat sur Rouslan Bochirov, impliqué par Londres dans l'affaire Skripal, et qui serait «en réalité» un agent du renseignement russe, n'est qu'une «intox» qui s'inscrit dans la continuité de la campagne visant à détourner l'attention de ce qui s'est réellement passé à Salisbury.

«La nouvelle intox concernant Alexandre Petrov et Rouslan Bochirov est parue tout de suite après le discours de Theresa May au Conseil de sécurité de l'Onu sur les armes de destruction massive où elle a de nouveau formulé des accusations contre la Russie. Il n'y a pas de preuves, ce qui signifie la poursuite de la campagne dont l'objectif principal est de détourner l'attention de la question essentielle: que s'est-il passé à Salisbury?», a-t-elle écrit sur sa page Facebook.

«La question reste la même: quand seront formulées des preuves quelconques de l'implication ne serait-ce que de quelqu'un dans, comme le dit Londres, l'empoisonnement à Salisbury?», a souligné Mme Zakharova.

Le site Bellingcat, qui a déjà fait paraître d'autres articles manquant de preuves irréfutables, a affirmé mercredi que Rouslan Bochirov, ressortissant russe suspecté par Londres d'implication dans l'empoisonnement de l'ex-agent double Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, serait «en réalité» un colonel des services russes de renseignement militaire, le GRU, répondant au nom d'Anatoli Tchépiga.

Selon un article publié par le site Bellingcat en coopération avec Insider, Rouslan Bochirov serait né le 5 mai 1979 dans le village de Nikolaïevka, dans la région de l'Amour (Extrême-Orient russe), et aurait servi à Khabarovsk dans la 14e brigade des troupes d'élite relevant du GRU.

Le secrétaire britannique à la Défense, Gavin Williamson, a de son côté publié un tweet affirmant que «la véritable identité d'un des suspects de Salisbury s'avérait être un colonel russe», mais a ensuite supprimé ce tweet.

Le ministère russe de l'Intérieur commente «l'enquête» de Bellingcat sur l'affaire Skripal Bellingcat avait précédemment publié un article avec «des informations affirmant que selon "la base de données du Service fédéral des migrations", Petrov et Bochirov étaient des agents du GRU». Igor Zoubov, vice-ministre russe de l'Intérieur, a alors déclaré qu'il était impossible d'établir, en se basant sur ces données, si une personne concrète travaillait pour le renseignement militaire russe et que le Service des migrations ne comptait pas «de sections relevant du GRU».

Le 5 septembre dernier, le parquet britannique avait formulé aux Russes Alexandre Petrov et Rouslan Bochirov quatre chefs d'accusation, notamment pour tentative de meurtre de l'ancien officier Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, ainsi que du policier britannique Nick Bailey. La Première ministre britannique, Theresa May, affirme que les deux suspects sont des hommes du GRU sans pour autant présenter de preuves pour appuyer ces allégations.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a indiqué pour sa part que «l'affaire Skripal» volait en éclats en raison de l'absence de quelque preuve que ce soit de la culpabilité de Moscou. Le ministère a présenté au Foreign Office une soixantaine de notes diplomatiques pour exiger d'accorder à la Russie l'accès à l'enquête et aux citoyens russes impliqués, demander une aide juridique et proposer une coopération, notamment pour organiser une enquête commune. Toutefois, les autorités britanniques n'y ont pas réagi. sputniknews.com 26.09

Qui a relancé cette affaire ?

Des médias britanniques, le Daily Telegraph et la BBC.

Qui révèle quoi ?

Le site Bellingcat lié au think tank du Pentagone Atlantic Council.

Qu'a-t-ils trouvé ?

Une photo d'une personne qui aurait pu être Chepiga jeune, sans en avoir la certitude cependant. (Atlantico.fr 26 Septembre 2018)

Et à part cela ? Rien ou si, on a au moins la certitude que leurs récits sont purement et simplement fabriqués.

Soudan du Sud

Tiens, c'est bizarre, il n'y a personne pour aller jouer au justicier au Soudan du Sud ?

- La guerre civile au Soudan du Sud a fait près de 400.000 morts - Reuters 26.09

Le bilan de la guerre civile au Soudan du Sud est considérablement plus élevé que ce qui avait été rapporté jusqu'à présent, à en croire une étude rendue publique mercredi, qui avance le chiffre global de plus de 380.000 morts.

La partition du Soudan sous l'égide de la "communauté internationale", de l'ONU, et particulièrement d'Israël ne devait pas vraiment profiter à ses habitants. Bon, ce sont des nègres, des sauvages, qui plus est des musulmans, des pauvres, des déchets colatéraux du capitalisme mondial...

Ils n'ont pas eu la chance de naître au bon endroit au bon moment, voilà tout.

Et après cela ils osent encore nous donner des leçons de morale, d'humanisme, ils osent prétendre que le capitalisme serait légitime...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Argentine

- Paralysée par une grève, l'Argentine change de gouverneur de la Banque centrale - AFP 25 septembre 2018

L'Argentine, paralysée mardi par une grève générale contre la baisse du pouvoir d'achat, a changé de gouverneur de sa Banque centrale, un signal sans doute destiné au Fonds monétaire international, avec lequel le gouvernement négocie un renforcement du plan d'assistance.

A la surprise générale, le gouverneur de la Banque centrale de la République d'Argentine (BCRA), Luis Caputo, a démissionné après trois mois seulement à son poste, "pour raisons personnelles" selon un communiqué officiel.

Le nouveau gouverneur de la Banque centrale, Guido Sandleris, jusqu'ici vice-ministre de l'Economie, est un proche du ministre de l'Economie Nicolas Dujovne que le FMI connaît bien : c'est lui qui a mené les négociations techniques qui ont abouti en juin à l'octroi d'un prêt de 50 milliards de dollars.

"Il y avait une rumeur (de démission) depuis vendredi. En raison de frictions entre le FMI et la Banque centrale. Et puis Caputo n'était pas un gouverneur définitif", estime un économiste argentin, Fausto Spotorno. "La priorité du gouvernement est un accord avec le FMI", souligne-t-il.

Le FMI n'est pas étranger au départ de M. Caputo, relève l'économiste en chef de l'Institut management and fit Matias Carugati. "Je ne sais pas si le FMI a demandé son départ ou s'il a préféré démissionner plutôt que de travailler sur une ligne contraire à celle qu'il préconise, mais son départ est lié au nouvel accord avec le FMI", dit-il.

Proche du président de centre-droit Mauricio Macri, Luis Caputo avait négocié début 2016 l'accord sur la dette avec les fonds "vautours" américains. Secrétaire aux Finances, puis ministre des Finances, il avait été nommé en juin gouverneur de la Banque centrale. Mais les tensions avec le FMI et le ministre de l'Economie Nicolas Dujovne ont eu raison de lui.

La première tranche du prêt, de 15 milliards de dollars, a aussitôt été débloquée pour stabiliser la troisième économie d'Amérique latine et enrayer la crise du peso, qui depuis le début de l'année a perdu la moitié de sa valeur face au dollar.

Le remplacement de M. Caputo par M. Sandleris met en évidence que "Dujovne se maintient comme le patron de l'équipe économique. En plus, (Sandleris) est quelqu'un qui a une bonne relation avec le FMI. Son arrivée à la BCRA devrait donner lieu à une politique monétaire plus proche à ce que veut le FMI", relève M. Carugati.

Dans la rue, les manifestants ont justement dénoncé l'alignement de l'Argentine sur les politiques du FMI. "Nous sommes mobilisés car nous sommes contre la politique d'austérité du gouvernement et le FMI. Cela affecte nos salaires, et notre qualité de vie", se plaint Gabriela Vera, une enseignante participant au blocage d'un accès routier à Buenos Aires, dans le cadre de la grève générale.

Mardi, les administrations et la plupart des commerces étaient fermés dans la capitale et les principales villes du pays, car ni autobus, ni métro, ni taxis ne circulaient. Dans les aéroports, les écrans affichaient que tous les vols étaient annulés. Le trafic aérien devait reprendre mercredi.

La grève générale a eu lieu alors que Mauricio Macri se trouve à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies et pour rassurer les marchés sur la politique qu'il a mise en oeuvre pour faire face à la crise économique que traverse son pays.

Le pouvoir d'achat des 41 millions d'Agentins a considérablement baissé. En 2018, l'inflation se situera au dessus de 40%, la récession atteindra 2,4% et le chômage est en hausse. AFP 25 septembre 2018

ECONOMIE

Etats-Unis-Japon

- USA et Japon vont négocier un accord de libre-échange - Reuters 27 septembre 2018

Donald Trump a annoncé s'être entendu mercredi avec le Premier ministre japonais Shinzo Abe pour engager des négociations sur un accord bilatéral de libre-échange à l'égard duquel Tokyo se montrait jusqu'ici très réticent.

"C'est quelque chose que, pour diverses raisons au cours des années, le Japon n'était pas disposé à faire mais maintenant, il

l'est. Nous sommes donc très heureux à ce propos, et je suis sûr que nous aboutirons à une conclusion satisfaisante et dans le cas contraire, ohhhhhhh", a commenté le président américain.

Donald Trump dénonce un excédent commercial à ses yeux trop important du Japon vis-à-vis des Etats-Unis - 69 milliards de dollars (58,7 milliards d'euros) dont près des deux tiers proviennent des exportations d'automobiles. Il réclame un accord bilatéral afin de corriger ce qu'il considère comme une anomalie.

Tokyo veut éviter des droits de douane élevés sur ses exportations d'automobiles et redoute l'ouverture de certains de ses marchés sensibles, notamment son marché agricole.

Les principaux négociateurs commerciaux des deux pays - le ministre japonais de l'Economie, Toshimitsu Motegi, et le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer - se sont rencontrés mardi à New York et, selon les médias japonais, se sont entendus sur les grandes lignes d'un accord bilatéral.

Un communiqué commun aux deux pays fixe les limites des négociations.

"Pour les Etats-Unis, les résultats concernant l'accès aux marchés pour le secteur automobile seront destinés à accroître la production et les emplois aux Etats-Unis dans l'industrie automobile", peut-on lire.

"Pour le Japon, concernant les produits de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, les résultats relatifs à l'accès aux marché tels que reflétés dans les précédents accords de partenariat économique constituent le niveau maximal", est-il ajouté en référence au Partenariat transpacifique abandonné par Trump en 2017. Reuters 27 septembre 2018

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai légèrement modifié (simplifié ou allégé) la page d'accueil.

La causerie du jour est particulièrement dense, elle m'a épuisé !

- Causerie au format pdf (45 pages)

De la destruction de l'Etat le plus progressiste d'Afrique (La libye) et sans doute du monde... à l'élection de Macron.

Il est de bon ton de mettre cela et bien d'autres choses encore sur le compte de l'impérialisme américain, du Pentagone, de l'OTAN, de l'oligarchie, etc. nous y ajouterons le mouvement ouvrier tel qu'il est devenu, corporatiste, communautariste, bourgeois, impérialiste, corrompu, à l'exception toutefois des rares militants qui sont restés fidèles au socialisme, bien qu'ici ou là la plupart ont participé à des opérations destinées à servir les intérêts de la réaction ou les ont soutenues, parce que leurs dirigeants y étaient favorables ou n'avaient pas mis à leur disposition les arguments disponibles pour s'opposer et briser la propagande officielle...

Quand vous lirez plus loin les articles de la rubrique *Dans quel monde vivons-nous ?*, vous aurez peut-être comme moi l'impression que la situation se tend à l'extrême presque partout, et que cette tension extrême s'accompagne de la montée de l'extrême droite, et vous constaterez également qu'à l'opposé l'extrême gauche se délite et demeure marginale comme si elle était coupée de la société ou du monde, des masses.

L'extrême gauche s'est totalement fourvoyée en bâtissant sa stratégie sur des facteurs qui devaient finir par s'épuiser et la réduire à l'impuissance, parce qu'elle avait adopté une théorie qui ne correspondait pas à la réalité, aux faits. Elle a bénéficié de mille occasions pour prendre conscience au cours des longues décennies passées qu'elle avait surestimé ou sous-estimé certains facteurs pour corriger son analyse du développement de la situation depuis le premier tiers du XXe siècle, qui fut marqué à la fois par la montée en puissance du mouvement ouvrier et de l'opportunisme qui devait concourir à sa dislocation ou à sa destruction, dès lors qu'il n'était plus orienté vers le socialisme ou qu'il avait abandonné la perspective de changer de société, il devait être réduit à l'impuissance ou pour ainsi dire être neutralisé, condition qui devait permettre au néolibéralisme de s'épanouir et d'étendre son pouvoir au monde entier.

Ce constat, nos dirigeants refusent de l'admettre, leurs militants également. Ils ne veulent pas admettre que la montée en

puissance du mouvement ouvrier et les succès qu'il allait remporter sur le plan social devait se traduire par l'embourgeoisement ou la corruption des masses et du mouvement ouvrier lui-même, et qu'il en fut ainsi lors de chacune de ses offensives, de sorte qu'au lieu d'avancer vers l'émancipation du capital ou de s'en servir comme levier pour avancer dans cette voie, la classe ouvrière fut rivée plus solidement encore au capitalisme, ce qui était pratiquement inévitable ou prévisible du fait que les dirigeants du mouvement ouvrier étaient des agents du capital, le PS et le PCF.

Nos dirigeants passèrent leur temps à vouloir leur faire jouer un autre rôle, à leur prêter des intentions qu'ils n'avaient jamais eu, en vain à chaque fois bien entendu, de sorte qu'ils les confortèrent à la direction du mouvement ouvrier tandis qu'ils prenaient de plus en plus ouvertement en charge les contradictions du capitalisme, ce qui les amènera à gérer la société pour son compte une fois parvenu au pouvoir, que ce soit en 36, 47, 81.

Ils ne comprirent pas ou ils ne voulurent pas comprendre que lorsque les masses bénéficient de conditions qui leur permettent de vivre à peu près normalement, elles vont s'accommoder du capitalisme, y compris de ses excès tant qu'elles n'y sont pas confrontées elles-mêmes. En fait ce qu'ils ignorent, c'est de quoi sont constitués les hommes, principalement leurs faiblesses, quelle influence peut avoir sur leur mode de pensée et leur comportement le monde extérieur, la société, de quelle manière les modifications objectives de la société se traduisent subjectivement dans leurs têtes, pour généralement se contenter du sort qu'on leur a réservé dès lors que leurs besoins les plus élémentaires sont satisfaits, peu leur importe comment, tant que leur condition sera supportable ils estimeront inutiles de passer à l'action. Tout au plus une fraction d'entre eux se mobiliseront pour préserver leur statut ou leur mode de vie ou tenter de l'améliorer à la marge, sans jamais envisager la nécessité de changer les bases sur lesquelles repose la société, puisqu'elles leur conviennent telles qu'elles sont, ou ils se sont résignés à ignorer les aspirations qui avaient pu naître chez eux lors de leur jeunesse et qui sont incompatibles avec l'existence du capitalisme.

Le cours emprunté par le mouvement ouvrier une fois totalement gangrené par la social-démocratie et le stalinisme, devait justement reposer sur la négation de ces aspirations révolutionnaires qui coïncidait avec le combat pour changer de société ou le socialisme. Les masses exploitées, les travailleurs en général ne pouvaient pas aborder la situation d'un point de vue socialiste, ils ne pouvaient pas imaginer spontanément qu'il était nécessaire de changer la société de fond en comble pour mettre un terme aux maux qui les accablaient malgré tout, à des degrés divers, et que la seule manière pour qu'ils en prennent conscience résidait dans le fait que sous aucun prétexte ils ne devaient abandonner les aspirations à la justice sociale, à davantage de liberté, profondément humanistes qui leur avaient traversé l'esprit lors de leur jeunesse, sans quoi ils se condamneraient à subir indéfiniment le joug de l'exploitation et de l'oppression, pour finalement s'apercevoir au crépuscule de leur vie qu'elle n'avait eu aucun sens, qu'ils étaient passés à côté de l'essentiel ou pire, en arriver à la conclusion qu'ils auraient préféré ne jamais venir au monde comme me l'a rapporté un jour un camarade à propos de son frère mourant.

Les travailleurs ne pouvaient pas comprendre spontanément que le combat pour l'amélioration de leur condition immédiate n'était qu'une étape de la lutte pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et que cet objectif était à leur portée, qui plus est que personne d'autres ne le mènerait à leur place. Ils n'ont pas pu saisir que le progrès social dont ils bénéficiaient, et qui était en grande partie dû à leur lutte de classe, ne constituait pas un acquis définitif, et qu'à défaut de poursuivre leur combat jusqu'à l'abolition du capitalisme, il précèderait une longue période de régression sociale qui les mènerait à la situation actuelle.

Nos dirigeants, une fois de plus, au lieu de partir de ce constat dramatique qui tourne dorénavant au cauchemar et que chacun a quotidiennement sous les yeux, s'emploient à le nier, se réfugient dans un déni suicidaire, criminel, en refusant obstinément de modifier leur analyse de la situation, leur conception de la lutte de classe qui nécessite de toute urgence de prendre en compte les profondes transformations qu'ont subi la société et le monde au cours des 7 ou 8 dernières décennies ou depuis l'avènement de l'impérialisme au tournant du XXe siècle, dont les prémisses remontent à la fin du XIXe siècle ou au tout début du XXe siècle, même antérieurement si on tient compte de l'analyse du développement du capitalisme en Grande-Bretagne qu'avait produit Marx et Engels.

La majorité des travailleurs ont encore les moyens de vivre à peu près normalement selon les normes qu'ils ont adoptées, travailleurs issus de la classe ouvrière ou des classes moyennes, de la petite bourgeoisie, ils constituent le socle sur lequel s'appuient les représentants du régime pour assurer sa stabilité ou pérenniser l'existence du capitalisme.

En revanche, ils ne peuvent pas ne pas savoir que plus le temps passe, plus personne n'est à l'abri des mauvais coups du capitalisme, tous connaissent parmi leurs proches des travailleurs qui en sont victimes, qui ont vu leur vie brisée du jour au lendemain (chômage, expulsion, endettement, etc.), sinon ils en entendent parler absolument partout, aucun ne peut désormais l'ignorer, c'est un des aspects de la situation que je considère déterminant et que nos dirigeant s'emploient à ignorer. Ceux qui suivent également.

Tous se sentent aussi directement concernés par la chasse aux sorcières organisée par les chiens de garde du régime, qui menacent quiconque ayant des pensées ou des comportements qui dévient de ceux imposés par ces nouveaux inquisiteurs, qui auraient conservé des préjugés archaïques ou inavouables, au point de se sentir mal à l'aise ou gênés pour s'exprimer en public, de crainte d'une dénonciation ou de représailles, de sanctions, qui peuvent ternir leur réputation ou briser leur vie dans les cas extrêmes.

Tous aussi se sentent concernés par toutes les guerres qui se poursuivent, le terrorisme qui peut frapper n'importe où ou presque, l'insécurité croissante ou la violence aveugle, l'incivilité qui tend à se généraliser, tous ces actes sont autant de signes témoignant de la décomposition accélérée de la société qui ne peut que les angoisser et les questionner.

Il ressort de ce constat ou de ces faits, puisqu'on a décidé de demeurer strictement sur ce terrain, que bien que la majorité des travailleurs bénéficient de conditions matérielles ou financières qui leur permettent de ne pas sombrer dans la pauvreté ou la déchéance, il n'en demeure pas moins que leur condition d'existence ne peut que se dégrader à l'instar de la société en général, prendre une tournure problématique, incertaine, angoissante, à côté de laquelle les satisfactions qu'ils en tiraient apparaissent de plus en plus superficielles, éphémères, réduites à peu de choses, voire compromises...

Autrement dit, l'orientation générale de la société s'écarte toujours plus de leurs aspirations, des aspirations légitimes qui leur avaient traversé l'esprit autrefois et avec lesquelles ils doivent justement renouer, leur salut en dépend en grande partie. Ils ont abandonné ces aspirations au profit d'un mode de vie relativement confortable tout en conservant leur statut d'esclaves, compromis qui aujourd'hui les menace, aussi le seul moyen d'y mettre un terme c'est de reprendre ou de poursuivre leur combat jusqu'au bout cette fois, et il faut bien qu'ils prennent conscience qu'il n'existe pas d'autres alternatives ou que personne ne mènera ce combat à leur place.

Soit ils se résignent à vivre dans une société ou un monde promis à la déchéance dans absolument tous les domaines, au chaos, à la guerre, à la barbarie et à en subir toutes les conséquences à venir, y compris pour les générations futures, leurs enfants ou petits enfants, soit ils décident de s'engager sur le champ dans le combat politique pour en finir le plus tôt possible avec le capitalisme et ses institutions, sans condition ou réserve.

Je pense que de très nombreux travailleurs sont prêts à entendre ce discours et à s'en saisir, parce qu'il correspond à ce qu'ils vivent au quotidien. Maintenant on peut l'étayer facilement ou le moduler en fonction du travailleur avec lequel on discute, ce ne sont pas les arguments qui manquent.

Très souvent et cela depuis des années, on nous dit que les travailleurs en ont marre, mais de quoi au juste ? De tout et parfois de presque rien, parce qu'ils sont excédés qu'on leur impose un mode de vie, des conditions de travail qu'ils n'ont pas choisies, qui ne correspondent pas à leurs aspirations. Car en réalité, ils ne décident de rien, ils ne disposent d'aucune liberté, tout leur est imposé de leur naissance à leur mort, et j'irais même jusqu'à affirmer que ce sont ceux qui ont le moins à se plaindre de leur condition qui sont le plus à même de s'en apercevoir parce qu'ils n'ont rien d'autres à penser, logique, non ?

Cela signifie que ce discours est adapté aux conditions de toutes les couches d'exploités.

En complément.

Le mouvement ouvrier a fait tout un plat de la retraite à 60 ans en 81, la panacée, une grande victoire, etc. Tu parles, un ouvrier qui a commencé à travailler dès 16 ans et qui est employé sur un chantier, à la chaîne en usine, en fonderie, à la mine, etc. est usé jusqu'à la corde dès 40 ou 45 ans. Quant à l'employé ou au cadre qui travaille dans un bureau, un commerce, etc. qui pendant des décennies effectue des tâches répétitives, abrutissantes ou sans aucun intérêt, qui plus est dans des conditions détestables, il n'a qu'une hâte, c'est que cela s'arrête le plus tôt possible, avant de devenir vieux et de voir ses forces déclinées.

Tous auraient voulu faire autre chose de leur vie, mais la société ne leur en a pas donné l'occasion. Tous ou presque sont profondément frustrés, deviennent mélancoliques, neurasthéniques, aigris, vieux avant l'âge. Aucun n'a l'impression d'avoir profité de la vie quand sonne l'heure de faire les comptes, aucun ne s'estime heureux de son sort, certains s'en rendent compte très tôt puis n'y pensent plus ou plutôt s'efforcent de ne plus y penser, d'autres s'en aperçoivent quand il est trop tard, alors pour faire bonne figure ils tournent le sujet en dérision ou passent à autres choses, ils peuvent mentir sauf à eux-mêmes, ne parlons pas de ceux qui arrivent à se convaincre qu'ils ont eu une existence merveilleuse, ce sont des psychopathes, ils sont irrécupérables, heureusement ils ne sont qu'une infime minorité.

Je prétends qu'il faut lier ce genre de discours au discours politique pour atteindre le point le plus sensible de chaque travailleur de manière à les faire réagir ou tout du moins se questionner dans un premier temps, parce qu'il n'aborde ni leur condition, ni la situation de la même manière qu'un militant. Et le principal défaut ou la principale faiblesse des militants, c'est qu'ils sont incapables d'aborder tranquillement le sujet que nous venons de traiter ou d'aborder les travailleurs autrement que sur le plan strictement politique.

L'exercice auquel je viens de me livrer et que je vous ai invité à partager, à consister à montrer qu'à défaut d'une guerre, d'avoir 15 ou 20 millions de travailleurs jetés brutalement à la rue accompagné d'une misère noire frappant des millions et millions de travailleurs et leurs familles, il était possible d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience, et donc d'organisation, pour que la nécessité de changer de société ou d'en finir avec le capitalisme cesse d'être une utopie.

Vous noterez que je ne me suis pas détourné de la lutte de classe, je n'ai pas tourné le dos aux enseignements de la lutte de classe du passé, je n'ai pas renié le socialisme, j'ai juste adopté une tactique et une stratégie de combat qui prend en compte

les profondes transformations qu'ont connu toutes les classes et toutes les couches de la société, adaptée à la réalité tout simplement. Et j'ose ajouter que s'en détourner nous serait fatal !

Je vous ferais également observer qu'à aucun moment je n'ai cherché à vous imposer une théorie ou une doctrine gravée dans le marbre. Les arguments que j'ai avancés étaient suffisamment souples pour constituer la trame ou l'ébauche d'une nouvelle théorie qui reste à finaliser. Quant aux seuls principes intangibles ou non négociables auxquels j'ai fait référence et qui structurent notre stratégie, ils sous-entendent qu'au préalable nous envisagions sincèrement, loyalement ou sérieusement la nécessité d'en finir avec le capitalisme, et que nous admettions, que pour y parvenir il fallait impérativement rassembler et organiser dans un parti politique tous les travailleurs qui partageaient cet objectif ou qui avaient atteint ce niveau de conscience politique, autrement dit, qui assumaient librement leurs convictions ou leur engagement politique.

Notre mot d'ordre fédérateur de tous les opposants résolus au capitalisme pourrait être : Stop ou encore, organisons-nous pour mettre fin au capitalisme ! La suite de la causerie nous fournira amplement matière à le justifier si nécessaire.

Bienvenue dans le meilleur des mondes et ses courtisans.

Un article à lire à jeun tant le degré de servilité atteint par la journaliste qui l'a rédigé est à vomir.

- Philippe Grangeon, l'hémisphère gauche de Macron - leparisien.fr 30 septembre 2018

Le futur conseiller spécial du président le presse de renouer avec son ancrage à gauche (Qui n'a jamais existé. - LVOG) et la bienveillance de sa campagne. (Macron "bienveillant", envers qui ? - LVOG) Portrait d'un influent homme de l'ombre.

Son arrivée à l'Elysée devrait être rapidement officialisée (Ca urge, à croire que 67 millions de Français l'attente aussi ! - LVOG) , assure-t-on en haut lieu (Il est toujours bon de rappeler que Jupiter se situe au-dessus de la plèbe. - LVOG). « Dans les quinze jours », croit savoir un éminent macroniste. (Son excellence dispose d'éminences qu'est-ce que vous croyez ? - LVOG) L'intéressé, si attaché à sa liberté chérie (Qui a un prix, nous verrons lequel plus loin. - LVOG), répète qu'il n'a pas encore dit oui. (Il se fait prier, c'est qu'il doit être modeste, qualité partagée par Macron ! - LVOG) Mais que ne ferait-il pas pour ce jeune président (Et beau, intelligent, etc. s'il vous plaît. - LVOG), dont il parle avec l'autorité et la bienveillance d'un père ? (Que c'est touchant, il ne manque plus que le saint esprit ! - LVOG) « Je veux qu'il réussisse » (Sans blague ? Même les pires crapules sont loyales! - LVOG), dit-il, hanté par « le chaos » d'une France qui se serait donnée un jour aux extrêmes. (C'est déjà fait, ce que ne peut pas admettre cette journaliste puisqu'elle partage la même idéologie que Macron. - LVOG)

« Il sera le Jérôme Monod d'Emmanuel Macron », résume l'un de ses amis. Philippe Grangeon n'a pas connu l'ex-éminence grise de l'ancien président Jacques Chirac, mais il les a vus déambuler rue de Verneuil, à Paris. « J'ai le sentiment qu'il y avait beaucoup d'amitié entre eux. Si c'est ça, oui. » Son futur titre ? Conseiller spécial du président, rien que ça. Ce jeune sexagénaire — 61 ans — sera l'un des rares « seniors » du cabinet élyséen et de la macronie avec le président du Modem, François Bayrou et, jusqu'à récemment, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. (Comme les nouveaux philosophes à une autre époque, jeune et vieux réactionnaire. - LVOG)

« Si j'y vais », insiste-t-il. Il sera chargé d'amener un peu de « séniorité », comme il dit, une fibre de gauche réformiste (Un des nombreux masques de la droite en fait. - LVOG), et beaucoup d'empathie chez les cassants quadras de la start-up nation (Ici vous avez confirmation que la journaliste a adopté jusqu'à la rhétorique de Macron. - LVOG) . A l'Elysée, où il disposerait d'un bureau, il devrait occuper un poste transversal à cheval entre la com, la stratégie et les sujets économiques et sociaux, en lien avec Matignon. Tout en restant bénévole, pour préserver sa liberté. « Une ancre, une boussole »

Signe de l'importance du bonhomme, Ismaël Emelien, autre conseiller spécial et grand taiseux, accepte d'évoquer ce « coup de foudre amical ». « Philippe, c'est une ancre, ça fait écho à son tropisme breton, loue-t-il. C'est assez rare les boussoles qui indiquent toujours le Nord, y compris dans la tempête. » On a beaucoup dit de Macron qu'il dirigeait la France avec Ismaël Emelien et Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Elysée. Ils sont quatre désormais. ("Les boussoles qui indiquent toujours le Nord" sont inutiles quand le champ magnétique s'inverse, c'est déjà arrivé dans le passé, à la planète, à Louis XVI ou à Nicolas II aussi. - LVOG)

Car Grangeon a déjà son rond de serviette dans les réunions au sommet à l'Elysée (Et cela ne date pas d'hier, la suite plus loin le confirmera. - LVOG) , où l'on a pris l'habitude de croiser sa haute silhouette. Omniprésent mais invisible, il a son mot à dire sur chaque réforme, chaque remaniement, chaque nomination : l'un des DRH officieux, il a soufflé le nom de Florence Parly pour la Défense. (Liée aux cercles néocons, là ça commence à puer. - LVOG) Et une ligne directe avec le chef de l'Etat, comme lui insomniaque (Pas étonnant au côté de sa Barbie toute fripée, il y a de quoi faire des cauchemars ! - LVOG). « Philippe, c'est un coup de fil qui commence à 23h30 et se finit à 1h30 », se marre Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement. (Comme c'est guilleret! - LVOG)

Sa complicité avec Macron remonte à 2012, quand le jeune homme était numéro trois du Palais (Il ne manque plus que la couronne ! Elle ira loin cette journaliste. - LVOG). Ces deux intuitifs, grands affectifs, devaient se voir une heure. Ce fut trois.

(Quelle intelligence, quelle bonté ce Macron, il a tant d'autres qualités ! - LVOG) « On ne s'est jamais vraiment quittés », souffle Grangeon. Quoi de commun entre l'inspecteur des finances passé chez Rothschild et le gamin peu diplômé d'une cité HLM du Val-d'Oise ? « Une forme d'ostracisme », dit-il (Oh les malheureux, comme c'est injuste! - LVOG). Il tutoie Macron. Lui parle cash. Parce qu'il est plus âgé et qu'il était là dès le début.

Macron doit cesser d'être Juppé pour redevenir Rocard (Qui occupera au sein du PS la place de Delors et qui prise par la suite par Hollande. Giscardiens ou centristes, farouches partisans de l'UE et du néolibéralisme.- LVOG)

Il n'a pas du tout aimé, par exemple, que le président s'en prenne à un chômeur. Trop humiliant. Fait rare, Macron a reconnu que sa sortie sur les « Gaulois réfractaires » était une erreur. L'effet Grangeon, qui veut renouer avec la bienveillance de sa campagne ? « Les Français ont pris des risques, on leur doit tout, martèle-t-il. Chaque phrase doit être aimante. » (Le rôle de Grangeon se résume donc à masquer autant le véritable état d'esprit de Macron que ses réelles intentions, un démagogue professionnel, quoi. - LVOG)

De même cet homme de gauche (Traduire de droite - LVOG), qui a eu épisodiquement sa carte au Parti socialiste (PS) (Confirmation. - LVOG), le somme de ne pas oublier d'où il vient (Cela ne risque pas d'arriver ! - LVOG). Grangeon, dingue de chanson française, qui truffe ses analyses de paroles de Brassens et Louis Chedid, a son idée sur celle qui colle le mieux à Macron : « Une très jolie chanson de Julien Clerc qui s'appelle Utile. » Flagornerie ? Un message, plutôt. Le texte, signé Étienne Roda-Gil, est un vibrant plaidoyer de gauche (Julien Clerc de gauche, ça c'est la meilleure. - LVOG). « Macron, c'est un homme de gauche qui vient d'un gouvernement de gauche, qui tend la main à des gens de droite. C'est un Rocard 4.0 qui fait le big bang », scande-t-il de son timbre hypnotique. (La voilà hypnotisée, à croire qu'elle serait sa confidente! En réalité c'est exactement l'inverse, Macron, c'est un homme de droite qui vient d'un gouvernement de droite, qui tend la main à des gens de la gauche social-impérialiste. - LVOG)

Son diagnostic tient en quelques mots : Macron doit cesser d'être Juppé pour redevenir Rocard. « Je suis un gardien scrupuleux du et en même temps », achève-t-il. Il était très favorable, ainsi, aux plans pauvreté et santé et à la loi Pacte, qui donne de nouveaux pouvoirs aux salariés (De nouveaux instruments de la collaboration de classes en réalité. -LVOG) . Encarté CFDT depuis 1994 et ex-bras droit de l'ancienne secrétaire générale Nicole Notat, il veut aussi renouer avec les syndicats. (Un rocardien en somme, la pire pourriture. - LVOG)

Il a repéré Delanoë

Rarement homme de l'ombre a si bien porté son nom (Autrement dit, ce sont des personnalités non élues qui décident de la politique adoptée par ceux qui nous gouvernent à l'insu de tous puisqu'ils demeurent dans l'ombre ou toute le monde ignore leur véritable fonction, après cela qui complote ? - LVOG). Totalement inconnu, ce faux timide a pourtant trente ans de politique dans les veines. Dénicheur de talents, il a repéré Bertrand Delanoë - qui dit : « C'est lui qui m'a fait élire maire de Paris » -, conseillé DSK, Lionel Jospin à Matignon et, surtout, l'ancien président François Hollande. (On est bien en présence d'un illusionniste professionnel, il n'y a pas de doute à avoir. - LVOG)

Entre 2012 et 2017, tous les samedis à 11 heures, avec son grand complice Robert Zarader, ils retrouvaient le président dans son bureau du salon doré, pour parler élections et stratégie. Ça finissait toujours pareil, avec Hollande qui lançait : « On déjeune ! » C'est peu dire qu'ils l'ont poussé à l'audace, lui soufflant en 2016 de remplacer Valls par Macron à Matignon. Puis, le voyant plonger dans les sondages, de faire campagne en ticket avec Macron, et de saborder le PS au profit d'un mouvement citoyen sur le modèle de SOS-Racisme, dont ils furent parmi les premiers encartés avec leur pote Julien Dray. (Il a écumé parmi les pires immondices, il est digne de figurer parmi les éminences de Macron assurément. - LVOG

Il faut les imaginer ces trois-là, dans les années 1990, qui faisaient tous les samedis un kilomètre en piscine. Grangeon, toujours plié en quatre, a gardé la carrure, lui. « On a presque envie de lui donner cent euros pour qu'il s'achète un costard ! », se moque un des deux autres. (C'est la recette pour durer quand on est un roturier, ce qui a échappé à Sarkozy. - LVOG)

« Agent double » pour les hollandais

Les hollandais rient moins : « double jeu », « trahison », « agent double ». Tous évoquent cette réunion du 2 avril 2016, élargie à Ségolène Royal et… Emmanuel Macron, où Hollande a pour la première fois évoqué une candidature. Quatre jours après, Macron lançait En marche, dont Grangeon est membre fondateur (Le voile de l'ombre se déchire. - LVOG). Par la suite, il se portera candidat aux sénatoriales pour La République en marche, avant d'échouer à huit voix près. Son soutien à Macron a « déçu » Stéphane Le Foll. « Il a fait un choix que je ne partageais pas », poursuit-il. L'ancien ministre des PTT, Paul Quilès, qui l'a eu à son cabinet, n'est pas plus tendre sur ses « contorsions ». (Il doit en connaître un rayon en la matière celui-là. Il y a ceux qui ont pour vocation ou ambition d'apparaître au premier plan quitte ensuite à être grillés et rétrograder sans changer de rôle ou d'étiquette, et il y a ceux qui demeurent dans l'ombre indéfiniment et qui peuvent en changer en fonction des besoins du régime, ce dont en quelque sorte des VRP multicartes du régime. - LVOG)

Grangeon laisse dire, mais refuse le procès en trahison de Hollande (Il a d'excellentes raisons pour cela, tout à fait justifiés. -

LVOG) , pour qui il a « une grande tendresse ». (Pour ce cynique, alors que la journaliste nous a présenté à deux reprises Grangeon comme quelqu'un de bienveillant ? C'est qu'il ne doit rien avoir à envier à Hollande, Macron a fait le bon choix. - LVOG) « Lui sait que je ne l'ai pas trahi. » « Il n'aime pas le mensonge, la malhonnêteté, la perversité » (On s'étouffe en entendant cela, grotesque ! Là il s'est dévoilé, quel crétin! - LVOG) , le défend Bruno Julliard, son ami (Une autre ordure finie. - LVOG). Beaucoup lui souhaitent donc bon courage pour l'Elysée ! (Ah ben nous aussi pendant qu'on y est ! - LVOG) Grangeon espère ne pas être trop malheureux. (Il ne le mérite pas ! - LVOG) La chanson fétiche de ce faux retraité ? Louis Chedid, « Chaque jour est une vie » : « Pas une minute à perdre, pas une seconde, chaque jour est une vie. » Avec Macron, il sera servi. (La soupe est bonne à l'Elysée paraît-il, quel bonheur ! Comment vous n'avez pas envie de le partager avec eux ? - LVOG) leparisien.fr 30 septembre 2018

A chaud, en terme de "bienveillance", de saloperie ou d'injustice en réalité, voilà de quoi Macron est capable.

- Oui, le gouvernement économise bien sur le handicap - Liberation.fr 29 septembre 2018

Sous couvert de «rationaliser» et en changeant les règles de la revalorisation des prestations, le gouvernement supprime le «complément de ressources», l'une des deux aides complémentaires possibles pour les personnes qui ont un taux d'incapacité au moins égal à 80 %. Les plus lourdement handicapées, donc. Cette prestation - de 179 euros par mois - disparaîtra au 1er janvier pour les nouveaux allocataires, elle continuera d'exister pendant dix ans pour les bénéficiaires actuels. Liberation.fr 29 septembre 2018

Excusez-moi, j'allais faire inutilement un procès d'intention à Macron, rectifions immédiatement.

- Les armées justifient leur budget urbi et orbi - Liberation.fr 27.09

L'une des administrations les mieux, sinon la mieux lotie par le budget 2019 proposé par le gouvernement, elle se retrouve aujourd'hui dans la position délicate du «chouchou», poussant ses hauts responsables à s'activer pour justifier ce traitement largement favorable dans un contexte par ailleurs maussade. Pour 2019, le projet de loi de finances envisage une hausse de 1,7 milliard d'euros pour les armées, soit 5% de plus qu'en 2018, lui-même en augmentation par rapport à l'année précédente. En 2019, elles devraient obtenir 35,9 milliards d'euros, contre 32,4 en 2017.

Ces chiffres figuraient déjà dans la loi de programmation militaire (LPM), votée au début de l'été après avoir beaucoup occupé la ministre des Armées, Florence Parly tout au long de l'année. Le projet de loi de finance confirme donc cette hausse qui doit conduire, en 2025, à 50 milliards d'euros, soit les 2% du PIB réclamés par l'Otan. Voilà les armées comblées, ainsi que ses chefs le reconnaissent volontiers, tout en rappelant à quel point elles en avaient besoin. Liberation.fr 27.09

Ils leur servent tous la soupe côté jardin...

Devinez qui est le champion des "valeurs universelles des droits de l'homme" et du "nouvel humanisme contemporain". Macron évidemment !

- Les trois quarts des Français (74%) sont d'accord avec Emmanuel Macron qui a refusé lundi 24 septembre d'accueillir l'Aquarius et ses 58 migrants à Marseille, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié jeudi 27 septembre. francetvinfo.fr 27.09

- Un pavillon pour l'Aquarius: MSF lance un appel mondial - Lexpress.fr 27.09

Sur les rangs, deux paradis fiscaux : Le Vatican et la Suisse ! On n'arrête plus le populisme... de gauche !

Sinon, il y a le pavillon de l'OTAN !

... et il en a bien besoin côté cour...

- La popularité d'Emmanuel Macron continue de s'éroder - AFP 27.09

- La popularité d'Emmanuel Macron continue de s'éroder - Franceinfo 27.09

- Le recul d'Emmanuel Macron dans l'opinion se poursuit, selon le baromètre BVA - Reuters 27.09

La cote de popularité d'Emmanuel Macron a perdu deux points en septembre pour s'établir à 32% de bonnes opinions, un plus bas inédit depuis son entrée à l'Elysée, selon le baromètre mensuel BVA-Orange pour RTL et La Tribune publié vendredi. Reuters 27.09

"Aucun Etat n'est ni libre, ni populaire". Peu importe : Vive la France libre !

Pour une meilleure répartition des richesses (les profits des capitalistes diminueraient) afin d'assurer la survie du capitalisme, périodiquement en panne d'imagination et bien davantage encore, il y en a toujours un pour nous ressortir cette théorie foireuse dont Marx et Engels s'étaient employés à démontrer l'inconsistance.

Produire toujours plus pour consommer toujours plus, le capitalisme ne demande pas mieux, c'est d'ailleurs le seul moyen d'assurer sa survie à l'échelle mondiale ou de compenser la baisse du taux de profit, pour le comprendre il faut considérer le capitalisme à cette échelle et non sur le plan national.

Produire sans cesse de nouveaux besoins pour que les produits précédemment acquis par les acheteurs leur semblent obsolètes ou dépassés pour les inciter à s'en séparer au profit de nouveaux produits dont ils ne feront pas forcément un meilleur usage, cela présente au moins l'avantage de permettre d'alimenter la machine capitaliste, et inclut généralement mais pas obligatoirement, que ce seront toujours les mêmes couches de la population qui se les procureront tandis que d'autres dans le même pays ou ailleurs dans le monde en seront privés ou n'y auront pas accès pour cause d'insolvabilité ou de pauvreté.

Le capitalisme ne serait pas réformable, vous l'avez cru, et bien vous vous êtes lourdement trompés, en voici la preuve, mais bon, vous n'êtes pas obligés de souscrire aveuglément à cette thèse populiste, de gauche évidemment.

- "La reprise économique, c'est tout simplement la croissance, à nouveau, de la production des marchandises." (D. Gluckstein, éditorial de La Tribune des travailleurs du 27 septembre 2018)

Et nous, crétins que nous étions, nous avions cru que la crise du capitalisme coïncidait avec la surcapacité des unités de production et la surproduction de marchandises à l'échelle mondiale...

Après "l'union libre des peuples libres d'Europe", "l'union libre des peuples et des travailleurs de toute l'Europe", "l'union libre des Républiques libres d'Europe", voilà venu le temps du "gouvernement libre de toute attache avec les banques, les multinationales et l'Union européenne", un gouvernement sorti de nulle part qui réaliserait "la relance de l'économie par la relance de la consommation ouvrière, donc par l'augmentation générale des revenus ouvriers", quel monde merveilleux que voilà... qui ressemble étrangement à celui que nous promettent LFI et le PCF, ce qu'il y a de pratique avec ce genre de mirage, c'est qu'il suffit que le soleil se couche pour qu'il disparaisse !

Ainsi un carterons de dirigeants décideraient de rompre les amarres avec les banques, les multinationales et l'Union européenne, sans qu'ils résistent ou s'y opposent férocement, pendant qu'ils continueraient tranquillement leur business et tandis que leur immense pouvoir de nuisance ne serait nullement entamé, une fable en somme, car on ignore par quels moyens ou à l'issue de quel processus politique ces dirigeants seraient parvenus au pouvoir ou à former un tel gouvernement.

Ainsi il pourrait exister un gouvernement "libre de toute attache avec les banques, les multinationales et l'Union européenne" qui le seraient donc également il ne faut pas oublier de préciser, et ces puissants acteurs économiques qui ont investi l'ensemble des institutions conserveraient leur formidable pouvoir de nuisance, pouvoir qui s'étend à absolument tous les secteurs économiques, pouvoir qu'il n'est nullement question de leur ôter mais dont ils se sépareraient de bonne grâce dès lors qu'on leur demanderait poliment, qui peut croire de pareilles balivernes.

Un gouvernement qui ne serait pas libre mais socialiste et révolutionnaire, issu d'un processus révolutionnaire s'appuierait sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées et les organes de pouvoir indépendants qu'elles auraient créés pour confisquer les clés de leurs coffres, saisir leurs biens et les avoirs, les obliger à déposer les armes, les neutraliser, les réprimer, les juger, les pendre si nécessaire, une fois dissout l'appareil de répression de l'Etat (des capitalistes), la police, les CRS, les services de renseignement, l'armée, la magistrature, car à moins de se faire des illusions fatales, on ne peut pas imaginer un seul instant que spontanément et dans la bonne humeur ils se mettraient au service d'un tel gouvernement, question déterminante qu'élude notre illusionniste de service, et pour cause car ne pas la résoudre revient à réduire à néant son argumentation.

Pourquoi ne pourrait-on pas soumettre cette perspective politique aux travailleurs et aux militants ? Pour différentes raisons affirment ses opposants.

A leur époque Marx et Engels proposèrent le socialisme aux travailleurs, dans son intégralité, sans fard ou sans le maquiller par crainte de les effrayer, on se demande bien de quoi, une réaction de petits bourgeois, c'était quelque chose de nouveau qui pouvait éveiller la curiosité, mais de nos jours, après l'expérience épouvantable de la social-démocratie et du stalinisme pendant un siècle ce genre de discours ne passerait plus, il serait très difficile à caser, encore plus à défendre. Si vous dites aux travailleurs et aux militants que vous n'avez rien trouvé de mieux à leur proposer, vous prenez le risque qu'ils vous répondent que vous n'auriez pas pu trouver pire.

Que répondre à cela ? Rien généralement, les militants qui n'ont acquis aucune base théorique solide du socialisme se contentent de bredouiller quelques mots incompréhensibles ou s'embrouillent à vouloir démonter des contradictions que l'on attribue au socialisme, alors qu'elles lui sont étrangers ou ont été inventés par ses ennemis, bref, vaut mieux laisser tomber ou avancer lentement et masqué pour ne pas les choquer, autrement dit il est préférable de se rallier au réformisme bourgeois en attendant des jours meilleurs, et tant pis si c'est l'antithèse du socialisme...

Attendez, qui a dit aux travailleurs et aux militants que la social-démocratie et le stalinisme ont représenté le socialisme, qui à part leurs dirigeants et les ennemis du socialisme, c'est-à-dire les représentants du capitalisme, et il faudrait croire les uns et les autres, c'est cela que vous faites et que vous nous demandez de faire. Mais nous sommes pas d'accord, la social-démocratie et le stalinisme sont étrangers au socialisme ou leurs dirigeants s'en sont écartés, l'ont abandonné, renié, pire, ils en sont devenus également les pires ennemis, donc ne confondez pas ou n'attribuez pas au socialisme les tares de ceux qui finalement ne l'avaient jamais réellement adopté ou pas intégralement.

Cela ne vous est-il jamais venu à l'esprit que nos ennemis avaient tout intérêt à vous mentir sur ce plan-là aussi ? Ils passent leur temps à tenter de vous écarter de la lutte de classe et à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas en agitant le chiffon du communautarisme, et vous voudriez qu'ils vous disent la vérité sur le socialisme, vous rêvez ou vous avez perdu la tête ou quoi ?

On peut poser la question du gouvernement ouvrier, à condition d'avoir défini les conditions à réunir pour y parvenir, car sans théorie, sans programme, sans drapeau et sans parti on n'arrivera jamais à rien, on ne pourra jamais changer de société ou simplement en finir avec les difficultés qui nous accablent. C'est ce qu'il faut dire en face aux travailleurs et aux militants pour qu'ils connaissent le processus à suivre, ensuite ils pourront juger si cela valait le coup ou non, au lieu d'accorder le bénéfice du doute au régime en place qui leur pourrit la vie. Il faut dire les choses telles qu'elles sont, c'est ma théorie.

J'ai une autre théorie : Tout ce qu'on peut faire soi-même dans la vie, on doit le faire. Pourquoi ? Parce que, soit que personne ne le fera à notre place, soit que personne ne pourra le faire à notre place. C'est seulement ainsi qu'on se réalise, qu'on progresse sur la voie de notre émancipation. C'est en quelque sorte un acte libérateur à la portée de tous. On comprend dès lors que laisser le soin à d'autres de s'en charger revient à abdiquer le peu de liberté dont nous disposons, et que dans ces conditions on se prive de la capacité d'agir pour changer de société ou on se résigne à subir le triste destin qu'on nous a réservé.

S'il y a une chose que les travailleurs peuvent accomplir, c'est parvenir à se donner les moyens politiques pour renverser le régime, prendre le pouvoir, instaurer une République sociale, dont le premier acte sera, non pas de rompre avec le capitalisme, expression que nous avons employé longtemps, trop longtemps même et dépassée de nos jours, de le briser, de lui ôter tout pouvoir économique et politique.

Rompre, ce serait le laisser vivre, cela ne changerait fondamentalement rien en somme par rapport à la situation actuelle, le briser, c'est résolument s'engager dans un changement de société, changer les bases sociales sur lesquelles elle repose, décréter que les moyens de production appartiennent dorénavant à la communauté du peuple travailleur et que personne ne peut les accaparer ou en prendre le contrôle à son profit, les rapports sociaux de production de la nouvelle société, les biens produits et les services proposés étant déterminés exclusivement par les besoins et les aspirations de l'ensemble de la population afin de pouvoir les satisfaire dans une large mesure dans un premier temps ou faire disparaître les inégalités les plus criantes, de sorte que la question de la répartition des richesses serait largement résolue, non pas temporairement et partiellement comme ce fut le cas jusqu'à présent, mais définitivement.

Les discours sur la croissance, la reprise économique, la relance de l'économie, sont empruntés à nos ennemis de classe, alors il est normal qu'ils finissent par échouer sur leur terrain de classe. Répétons-le, on voudrait nous faire croire que ce serait le seul discours à la portée des travailleurs, pour finalement leur servir le sophisme d'un gouvernement libre dont on ignore comment il pourrait voir le jour, non, ce n'est pas sérieux, c'est flatter leurs pires penchants ou instincts qui justement font les beaux jours du capitalisme.

Nous pensons au contraire que les travailleurs méritent mieux. Ce n'est pas en les prenant pour plus ignorants ou inconscients qu'ils ne sont, qu'on les aidera à progresser ou à trouver la voie de l'affrontement avec le régime, de la révolution prolétarienne pour le renverser.

Le gouvernement libre nous renvoie deux siècles en arrière, quand Marx et Engels ferraillaient avec les anarchistes, les lassalliens, les proudhoniens, à l'époque antérieure à la Commune, après leur compte était bon!

Lénine - L'"Etat populaire libre" était une revendication inscrite au programme des social-démocrates allemands des années 70 et qui était devenue chez eux une formule courante. Ce mot d'ordre, dépourvu de tout contenu politique, ne renferme qu'une traduction petite-bourgeoise et emphatique du concept de démocratie. Dans la mesure où l'on y faisait légalement allusion à la république démocratique, Engels était disposé à "justifier", "pour un temps", ce mot d'ordre à des fins d'agitation. Mais c'était un mot d'ordre opportuniste, car il ne tendait pas seulement à farder la démocratie bourgeoise; il marquait encore l'incompréhension de la critique socialiste de tout Etat en général. Nous sommes pour la république démocratique en tant que meilleure forme d'Etat pour le prolétariat en régime capitaliste; mais nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple, même dans

la république bourgeoise la plus démocratique. Ensuite, tout Etat est un "pouvoir spécial de répression" dirigé contre la classe opprimée. Par conséquent, aucun Etat n'est ni libre, ni populaire. Cela, Marx et Engels l'ont maintes fois expliqué à leurs camarades de parti dans les années 70. (L'Etat et la révolution - V. Lénine)

Lénine - Engels écrivait à Bebel pour critiquer le projet de programme de Gotha (que Marx a également critiqué dans sa fameuse lettre à Bracke). Parlant spécialement de la question de l'Etat, Engels disait ceci :

"L'Etat populaire libre est devenu un Etat libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un Etat libre est un Etat qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un Etat à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune, qui n'était plus un Etat, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'Etat populaire, bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le Manifeste communiste, disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste l'Etat se dissout de lui-même (sich auflöst) et disparaît. L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot Etat le mot "communauté" (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand, répondant au mot français "commune"" (pp. 321-322 de l'original allemand). (L'Etat et la révolution - V. Lénine)

En complément.

Lénine - Comme l'on sait, l'activité pratique des social-démocrates s'assigne pour tâche de diriger la lutte de classe du prolétariat et d'organiser cette lutte sous ses deux aspects : socialiste (lutte contre la classe des capitalistes en vue de détruire le régime des classes et d'organiser une société socialiste), et démocratique (lutte contre l'absolutisme en vue d'instaurer en Russie la liberté politique et de démocratiser le régime politique et social du pays). Nous avons dit : comme l'on sait. En effet, dès leur apparition en tant que courant social et révolutionnaire distinct, les social-démocrates russes ont toujours très nettement indiqué cet objectif de leur activité; ils ont toujours souligné les deux aspects et le double contenu de la lutte de classe du prolétariat; ils ont toujours insisté sur la liaison indissoluble de leurs tâches socialistes et démocratiques, liaison qui s'exprime concrètement dans le nom qu'ils se sont donné. Néanmoins, vous rencontrerez souvent encore des socialistes qui se font une idée complètement fausse des social-démocrates, qui les accusent de négliger la lutte politique, etc.

LVOG - Cette confusion fut l'une des raisons qui conduisit Marx et Engels après la Commune à se réclamer du communisme.

Lénine - Convaincus que seule la doctrine du socialisme scientifique et de la lutte des classes peut à l'heure actuelle être la théorie révolutionnaire servant de drapeau au mouvement révolutionnaire, les social-démocrates russes la diffuseront de toutes leurs forces et la défendront contre les fausses interprétations; ils se dresseront contre toutes les tentatives de rattacher le mouvement ouvrier encore jeune de la Russie à des doctrines moins précises. Les considérations théoriques prouvent, et l'activité pratique des social-démocrates démontre, que tous les socialistes de Russie doivent devenir des social-démocrates.

LVOG - Avis à ceux qui adoptent "des doctrines moins précises" ou tiennent un discours approximatif ou ambigu...

Lénine - Outre la propagande du socialisme scientifique, les social-démocrates russes s'assignent pour tâche la propagande dans les masses ouvrières des idées démocratiques ; ils s'attachent à mettre en lumière toutes les manifestations de l'absolutisme, son contenu de classe, la nécessité de le renverser...

LVOG - Pour ce qui est de "la nécessité de le renverser", il n'y a plus que les gauchistes pour y faire référence...

Lénine - S'il n'est pas une question de la vie ouvrière, dans le domaine économique, qui ne doive être utilisée aux fins d'agitation économique, il n'est pas non plus de question, en matière politique, qui ne doive faire l'objet d'une agitation politique. Ces deux formes d'agitation sont indissolublement liées dans l'activité des social-démocrates, comme les deux côtés d'une médaille. L'agitation économique et l'agitation politique sont, au même titre, indispensables au développement de la conscience de classe du prolétariat; elles sont l'une et l'autre, au même titre, indispensables pour guider la lutte de classe des ouvriers russes, car toute lutte de classe est une lutte politique.

LVOG - On retiendra ou on se remémorera que "toute lutte de classe est une lutte politique.

Lénine - Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme.

Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?

LVOG - Il fallait entendre par "le socialisme", la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, l'expropriation des capitalistes.

On remplacera de nos jours "les éléments d'opposition de la bourgeoisie", par les capitalistes (et leurs représentants) qui tentent de résister au mondialisme ou au néolibéralisme qui les réduit en simples commis des banquiers ou qui menace de les faire disparaître.

Lénine- Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combattant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratisme, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé.

Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits.

LVOG - "Les social-démocrates soutiennent (...) toute religion persécutée", voilà qui va en mettre plus d'un mal à l'aise ! Et c'est vrai qu'on a manqué d'a propos sur cette question, observant qu'elles étaient toutes attaquées, hormis une, le judaïsme qui participe à la persécution de toutes les autres. On a laissé le terrain libre à l'extrême droite ou aux opportunistes en tous genres, une faiblesse ou une erreur politique, un manque de courage la plupart du temps de la part de nos dirigeants...

(...)

Lénine- Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

LVOG - Alliance que l'on doit encourager évidemment, sauf quand s'y trouvent mêlés des éléments de la réaction afin d'atteindre de tout autre objectif que celui affiché, ce à quoi s'emploie presque systématiquement le NPA par exemple.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

LVOG - "Tout escamotage de ces intérêts de classe" semble approprié à la formule du "gouvernement libre"...

Lénine - En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocratisme peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocratisme regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat

pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique. En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratisme des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates. (Lénine :Les tâches des social-démocrates russes - 1897)

LVOG - "La fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratisme des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis", lorsqu'elle est poussée à l'extrême jusqu'à constituer la nature d'un parti ouvrier ou influencer sa ligne politique, elle conduit à sa décomposition, à son éclatement ou le condamne à végéter, à justifier ses compromis honteux par d'autres compromis ou reniements et ainsi de suite, à l'instar du PT par exemple.

Capitalisme : Stop ou encore ? Dans quel monde vivons-nous ?

En lisant ces articles, je n'ai pas pu empêcher de me dire que dans mes causeries j'étais encore largement en dessous de la réalité, alors que l'on m'a reproché mon discours outrancier, du coup je me dis qu'il y a de quoi s'interroger sur la manière dont les gens interprètent la situation.

En fait ce qu'on nous demande, c'est de les ménager, alors qu'ils s'en prennent mille fois plus dans la gueule de la part des capitalistes ou de leur société immonde. La description qu'on en a dans les articles suivants se passe de commentaires ou d'interprétations tellement elle est saisissante, à peine croyable...

- Etats-Unis. La ploutocratie c'est maintenant ! par Michael Brenner - Les Crises.fr 29 septembre 2018

Extraits.

Les Crises - Les États-Unis peuvent être qualifiés aujourd'hui de ploutocratie – pour un certain nombre de raisons, et cela a un impact profond sur les médias, l'éducation et les groupes de réflexion – et même sur l'ensemble de la société, dit Michael Brenner.

Michael Brenner - Ploutocratie signifie littéralement le pouvoir des riches. Le « pouvoir » peut avoir diverses nuances de signification : ceux qui exercent l'autorité d'une fonction publique sont riches ; leur richesse explique pourquoi ils occupent cette fonction ; ils exercent cette autorité dans l'intérêt des riches ; ils ont la principale influence sur qui occupe ces fonctions et sur les mesures qu'ils prennent.

Aujourd'hui, les États-Unis remplissent les critères d'une ploutocratie – pour plusieurs raisons. Regardons quelques éléments de preuve frappants. La redistribution du revenu brut vers le haut de la hiérarchie a été une caractéristique de la société américaine au cours des dernières décennies. Des statistiques bien connues nous indiquent que près de 80 % de la richesse nationale générée depuis 1973 est passée aux 2 % les plus riches et 65 % aux 1 % supérieurs. Les estimations de l'augmentation du revenu réel des travailleurs salariés au cours des 40 dernières années varient de 20 à 28 %. Au cours de cette période, le PIB réel a augmenté de 110 % – il a plus que doublé.

En bref, l'écrasante fraction de toute la richesse créée sur deux générations est allée à ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide des revenus.

Cette tendance s'est nettement accélérée depuis la crise financière de 2008. Entre 2000 et 2012, la richesse nette réelle de 90 %

des Américains a diminué de 25 %. Warren Buffet, Jeff Bezos et Bill Gates et al, c'est-à-dire le 1% le plus riche de la population mondiale, possèdent aujourd'hui plus de la moitié de la richesse mondiale (selon un rapport du Crédit Suisse en novembre 2017). Crésus est vert de jalousie.

Ce n'est pas un accident

Théoriquement, il est possible que ce changement soit dû à des caractéristiques économiques structurelles opérant à l'échelle nationale et internationale. Cet argument ne tient pas, cependant, pour trois raisons.

Tout d'abord, il y a tout lieu de penser qu'un tel processus s'est accéléré au cours des neuf dernières années, au cours desquelles les disparités se sont accrues à un rythme plus rapide. Deuxièmement, d'autres pays (beaucoup plus imbriqués dans l'économie mondiale) n'ont rien vu de tel que le phénomène spectaculaire qui se produit aux États-Unis.Troisièmement, la volonté de la classe politique du pays d'ignorer ce qui s'est passé et l'absence de mesures correctives qui auraient pu être prises sont en soi des indicateurs clairs de qui façonne la pensée et détermine la politique publique.

En outre, plusieurs mesures gouvernementales importantes ont été prises qui favorisent directement les intérêts financiers. Cela comprend le démantèlement de l'appareil de réglementation des activités financières en particulier et les grandes entreprises en général.

L'exploitation effrénée du système par les banques prédatrices a été rendue possible par les « réformes » Clinton des années 1990 et l'application laxiste de ces règles qui prévalaient encore. L'ancien procureur général Eric Holder, rappelons-le, est allé jusqu'à admettre que les décisions du ministère de la Justice quant au moment d'intenter des poursuites criminelles contre les plus grandes institutions financières ne dépendront pas seulement de la question des violations juridiques, mais incluront les effets hypothétiques de ces poursuites sur la stabilité économique. (Ces effets négatifs sont grandement exagérés).

Auparavant, M. Holder avait accordé une immunité générale à la Bank of America et à d'autres prêteurs hypothécaires pour leur apparente criminalité en falsifiant par la signature robotisée des documents de saisie sur des millions de propriétaires de maisons. En résumé, l'égalité de protection et d'application de la loi a été suspendue. C'est de la ploutocratie.

De plus, les exacerbations d'une culture réglementaire qui, en fait, fait des fonctionnaires des complices apprivoisés de l'exploitation financière sont apparues avec force lors des audiences du Comité Levin sur le scandale « London Whale » de J. P. Morgan Chase en 2013. Les responsables de Morgan ont déclaré de façon désinvolte qu'ils avaient choisi de ne pas informer le Controller of the Currency [organisme étatique, sous la tutelle du département du Trésor des États-Unis, chargé de réguler et de surveiller les banques nationales implantées aux États-Unis, NdT] des incohérences de leur comptes de négociation, sans aucunement se soucier du fait qu'ils enfreignaient peut-être la loi, étant convaincus que c'était la prérogative de J.P. Morgan de ne pas le faire.

Les hauts responsables des autorités de régulation ont expliqué qu'ils ne considéraient pas qu'il était de leur devoir de surveiller la conformité ou de vérifier si les déclarations faites par leurs homologues de Morgan étaient exactes. Ils ont également accepté d'être traités de manière insultante, par exemple d'être traités de « stupides » en face par des cadres supérieurs de Morgan. C'est de la ploutocratie à l'œuvre. L'audition de la Commission sénatoriale des finances n'a rassemblé que trois sénateurs – encore un autre signe de ploutocratie à l'œuvre. Quand les méga-banques font des profits illicites en blanchissant de l'argent pour les cartels de la drogue et s'en tirent avec une tape sur la main, comme HSBC et d'autres, c'est aussi de la ploutocratie. Franklin Delano Roosevelt, dit-on à juste titre, a sauvé le capitalisme américain. Barack Obama a sauvé le capitalisme financier prédateur.

Le système juridique est censé réguler le fonctionnement de la société indépendamment des personnes appartenant à une catégorie de nantis ; s'il est rendu malléable entre les mains des fonctionnaires pour servir les intérêts privilégiés de certains, il cesse de constituer un instrument neutre pour le bien commun. Dans la société d'aujourd'hui, il devient l'instrument d'une ploutocratie.

Les géants de la finance et les grandes entreprises en général peuvent compter sur des juges compréhensifs pour les tirer d'affaire lorsqu'ils sont acculés par les procureurs. Le procureur du district sud de New York, Preet Bharara, faisait une tentative sérieuse de demander des comptes à plusieurs prédateurs lorsque la Cour suprême de New York lui a coupé l'herbe sous le pied. Leur interprétation généreuse de la décision douteuse de la Cour suprême dans des affaires de commerce illicite a confirmé l'annulation de la condamnation de Michael S. Steinberg, le plus haut dirigeant du célèbre fonds de couverture SAC Capital Advisors. Bharara a été obligé d'abandonner sept affaires en suspens contre les gros bonnets de Wall Street.

Fraude fiscale des sociétés

Il existe une myriade d'autres exemples de complicité entre législateurs ou régulateurs, d'une part, et intérêts commerciaux particuliers, d'autre part. Les jugements de l'Agence de protection de l'environnement qui sont renversés sous la pression combinée des intérêts commerciaux des politiciens concernés et redevables en sont un. La décision du gouvernement de ne pas demander le pouvoir de négocier avec les compagnies pharmaceutiques sur le prix des médicaments payés avec des fonds publics en est un autre. La tolérance à l'égard de la dissimulation de profits à l'étranger de l'ordre de dizaines de milliards

de dollars est le troisième. Ce dernier est le plus scandaleux. Certaines des entreprises les plus juteuses paient peu ou pas d'impôt fédéral. Apple se distingue parmi elles – elle n'a rien payé. Facebook et Microsoft suivent de près. General Electric a reçu un remboursement d'impôt en 2015 – après des revenus de 8 milliards de dollars. Son taux d'imposition global dans toutes les juridictions était de 3,2 %.

En Californie, plusieurs géants du secteur privé (dont Apple et Genentech) ont lancé une campagne agressive dans un effort sans précédent pour se faire rembourser les impôts fonciers au motif que leurs actifs ont été surévalués – et que leurs bénéfices ont été injustement réduits. La ville de Cupertino, dans la Silicon Valley, accueille le siège mondial d'Apple, qui y a construit son vaste campus en 2014. Elle compte 13 000 employés.

Combien la société paie-t-elle à la ville de Cupertino pour les services qu'elle fournit ? 6 000 $.

Apple a rejeté les suggestions polies selon lesquelles elle pourrait augmenter ce montant au motif que cela serait en contradiction avec son modèle commercial. La menace de déménager et déplacer le tout à Sheboygan n'est guère crédible étant donné ses investissements de plusieurs milliards de dollars dans le béton et le verre. Le pouvoir d'Apple d'obtenir ce qu'il veut est politique et culturel. Cupertino, soit dit en passant, était une ville prospère avant qu'Apple ne s'y installe.

Même à Seattle, bastion de la politique progressiste, Amazon a montré combien il est facile d'intimider et de contraindre les politiciens à la soumission. En mai, une mesure novatrice a été promulguée en matière d'impôt des sociétés, qui permettrait de recueillir 50 millions de dollars par année pour aider à couvrir le coût des programmes de logement abordable dont le pays a désespérément besoin. Il a été adopté à l'unanimité par le conseil municipal et a été acclamé à l'échelle nationale.

En juin, le projet a été rejeté par un vote de 7 contre 2. Que s'était-il passé pour produire ce 'miracle' ? Simple – Amazon a annoncé qu'elle suspendait tous ses plans d'expansion pour Seattle, et a été rejointe par Microsoft, Starbucks et d'autres dans une déclaration de guerre contre la ville. La maire Jenny Durkin a cédé : « Nous vous avons entendu », dit-elle en agitant le drapeau blanc et en s'inclinant devant ses maîtres.

Bref, une ville assiégée par les barbares s'est sauvée en s'asservissant. Ainsi, Seattle n'est guère différente d'une vieille ville industrielle dirigée par une entreprise comme Bethlehem ou Scranton, en Pennsylvanie. C'est là notre brillant avenir high-tech sous la ploutocratie.

Veuillez noter : Seattle et la Silicon Valley sont les endroits où Barack Obama, Hillary Clinton et d'autres dirigeants démocrates vont plaider pour l'argent des vautours des fonds spéculatifs et des milliardaires de l'informatique afin de financer leurs campagnes de réformes « républicaines allégées ».

Über Alles

[Références aux paroles de l'hymne allemand « Deutschland, Deutschland über alles », où « über alles » signifie « par-dessus tout » dans le sens de priorité et non de primauté ou supériorité, NdT]

L'éthique du « droit d'entreprise » est portée à son paroxysme par Uber. L'entreprise fait bien sûr fi des lois et des règlements. Elle exploite ses employés jetables pour se constituer une clientèle et dit ensuite aux autorités locales que s'ils appliquent les règles, Uber partira – et laissera les électeurs en colère derrière elle. Actuellement, ils contestent avec véhémence une décision de la Cour suprême de Californie selon laquelle ses travailleurs jetables ne sont pas des « entrepreneurs indépendants ». De manière typiquement agressive, les dirigeants d'Uber achètent les politiciens et incitent ses partisans à obtenir une exception législative. Ariana Huffington, ancienne militante progressiste, membre du conseil d'administration, est entièrement d'accord. C'est ce qui se passe dans une ploutocratie.

Des interprétations assouplies des lois fiscales par l'IRS [Internal Revenue Service] à l'avantage des personnes à revenu élevé peuvent être ajoutées à la liste. Il en va de même pour les cadeaux offerts aux sous-traitants fournisseurs exclusifs pour les dizaines de milliards de dollars gaspillés en Irak et en Afghanistan. Le nombre de ces aides directes aux grandes entreprises et aux riches est infini.

Le fait est que le gouvernement, à tous les niveaux, sert des intérêts égoïstes particuliers, peu importe qui occupe des postes élevés. Bien qu'il y ait une certaine différence entre les républicains et les démocrates à cet égard, elle s'est rétrécie sur la plupart des principaux points, au point que les propriétés fondamentales du système de favoritisme sont si bien établies qu'elles sont imperméables aux résultats électoraux. L'expérience la plus révélatrice que nous avons de cette dure réalité est la décision stratégique de l'administration Obama de permettre à Wall Street de déterminer comment et par qui la crise financière de 2008 serait gérée.

La partialité systémique est le facteur le plus crucial dans la création et le maintien des orientations ploutocratiques du gouvernement. Elle est confirmée et renforcée par l'identité et l'identification des personnes qui occupent effectivement de

hautes fonctions électives.

Nos dirigeants sont presque tous riches selon n'importe quelle norme raisonnable. La plupart sont très riches. Le cabinet de Trump est dominé par des milliardaires. Ceux qui n'étaient pas déjà riches ont aspiré à le devenir et ont réussi. Les Clinton en sont un exemple frappant. Cette aspiration se manifeste dans la manière dont ils se conduisent en fonction.

Le Congrès, pour sa part, est composé de deux clubs d'hommes/femmes riches. Dans de nombreux cas, la richesse personnelle les a aidés à gagner leurs postes. Dans beaucoup d'autres, ils nouent des liens avec des lobbies qui fournissent les fonds nécessaires. L'ancien sénateur Max Baucus aurait dû porter un chandail Big Pharma, comme les joueurs de football, si les règles sur la publicité étaient appliquées. Qu'ils soient « achetés » d'une manière ou d'une autre, ils sont sûrement souvent cooptés. L'aspect le plus insidieux de la cooptation est de voir le monde du point de vue des intérêts économiques privilégiés et particuliers.

La transformation des Démocrates

La transformation du Parti démocrate, qui est passé du rôle de représentant des gens simples à celui de n'être qu'une « autre clique », est un commentaire révélateur de la manière dont la politique américaine a dégénéré en ploutocratie. Le renouvellement du parti pour satisfaire les intérêts des riches a été un thème de la dernière décennie ou plus.

De la Maison-Blanche d'Obama aux salles du Congrès, les chefs du parti (et la plupart des partisans) ont reconnu la domination des idées conservatrices sur la stratégie macro-économique (le dogme de l'austérité), sur le maintien du « non-système » des soins de santé à but lucratif, sur le sauvetage des grands acteurs financiers au détriment des autres et de la stabilité économique, sur la dégradation de la sécurité sociale et du système de santé. Le dernier point est le plus flagrant – et le plus révélateur – de nos voies et moyens ploutocratiques. Car elle implique une combinaison de tromperies intellectuelles, de manipulations flagrantes des chiffres et de mépris pour les conséquences humaines à une époque de détresse croissante pour des dizaines de millions de personnes. En d'autres termes, il est impossible de dissimuler ou de détourner les compromis qui ont été faits, qui serait lésé et qui continuerait de bénéficier des avantages de politiques budgétaires partiales.

La preuve la plus convaincante de la façon dont les intérêts financiers façonnent la politique américaine est le désintérêt systématique pour les manifestations les plus flagrantes du capitalisme prédateur. Pensez à l'exonération fiscale que les dirigeants d'entreprises se sont accordée en concevant des moyens ingénieux de se faire enregistrer dans des paradis fiscaux (ou même dans un cyber espace sans impôt) où tous les profits sont enregistrés via la manipulation des prix de transfert – comme indiqué ci-dessus. Pourtant, aucun projet de loi n'a été proposé pour remédier à ce détournement flagrant de la richesse que l'une ou l'autre des deux chambres du Congrès des États-Unis examine actuellement. Elle n'a été soulevée, quoique marginalement et brièvement, que par un seul candidat aux élections de 2016, Bernie Sanders.

Personne n'en parle cette année de mi-mandat. Quant aux vautours des hedge funds/private equity, Newt Gingrich les a dénoncés – lui, entre tous – lors des primaires républicaines de 2012 contre Mitt Romney. C'est la principale raison de sa victoire surprise en Caroline du Sud. Puis vint le débat très médiatisé en Floride. À la surprise générale, M. Gingrich n'a jamais parlé de la carrière de Romney en tant que prédateur de fonds spéculatifs. Que s'est-il passé ? Les poids lourds du Parti lui ont fait une proposition qu'il ne pouvait pas refuser : soit vous la fermez, soit vous ne déjeunerez plus jamais à Washington. Fermez votre cabinet de consultant lucratif, rendez votre carte de célébrité, et commencez à habituer votre nouvelle femme à dîner chez Eat & Park [chaîne de restaurants bon marché, NdT].

Le travail des médias

Il y a une autre dimension, absolument cruciale, à la consécration de la ploutocratie de l'Amérique. C'est contrôler les moyens de façonner la façon dont la population comprend les affaires publiques et, par conséquent, canaliser la pensée et le comportement dans la direction souhaitée. Nos guides ploutocratiques, nos prophètes et nos formateurs ont grandement réussi à y parvenir. L'un des objectifs de leurs efforts a été de faire des médias des alliés conscients ou de les dénaturer en détracteurs ou en sceptiques. Leur succès est bien visible.

Qui, dans les médias, a contesté la ploutocratie propageant le mensonge selon lequel la sécurité sociale et l'assurance-maladie sont la principale cause de nos déficits dont la faillite imminente met en péril l'économie américaine ? Qui se donne la peine d'informer le public que les fonds fiduciaires de ces deux programmes proviennent d'une source de revenus distincte du reste du budget ? Réponse : Personne à bord ou à proximité des médias grand public.

Qui a rendu le service le plus élémentaire en soulignant que de tous les emplois créés depuis 2009, aussi peu nombreux soient-ils, 60 % au moins ont été à temps partiel ou temporaires ? Réponse : encore une fois, personne. Qui s'est donné la peine de mettre en lumière les failles logiques de la vision intégriste du marché qui a tant déformé les perceptions de ce qui fonctionne et ne fonctionne pas dans la gestion macro-économique ? Oui, Paul Krugman, Joseph Stiglitz et une poignée d'autres – bien que même les collègues de Krugman qui écrivent sur les affaires et l'économie au New York Times ne semblent pas avoir le temps de le lire ou bien manquent d'esprit pour comprendre ce qu'il dit.

Prises de contrôle des groupes de réflexion

Dans le même ordre d'idées, un deuxième objectif a été de dominer le monde des groupes de réflexion et des fondations. Aujourd'hui, presque tous les grands groupes de réflexion de Washington dépendent de l'argent des entreprises. Des hommes d'affaires siègent aux conseils d'administration et façonnent les programmes de recherche. Peter G. Peterson, le milliardaire du fonds de couverture, a choisi la voie la plus directe pour acquérir l'Institut international d'économie, en le renommant d'après son nom. Il s'est ensuite mis à l'utiliser comme un instrument pour poursuivre la campagne contre la sécurité sociale qui est devenue l'œuvre de sa vie.

Et puis il y a Robert Rubin. Rubin est l'essence même de la malversation financière et l'incarnation du lien entre le gouvernement et Wall Street qui a conduit le pays à la ruine. Auteur du programme de déréglementation de Clinton alors qu'il était secrétaire au Trésor, puis super lobbyiste et président de la super banque conglomérée CITI (seulement grâce à sa déréglementation) dans les années avant qu'elle ne soit sauvée de la faillite par Ben Bernanke, Hank Paulson et Tim Geithner, et conseiller de Barack Obama qui a rempli la nouvelle administration de ses protégés. Depuis, il s'est installé en tant que président du Council on Foreign Relations et directeur du très prestigieux et généreusement financé Hamilton Project à Brookings. À la fin de l'année dernière, comme par hasard, les deux organismes ont programmé une conférence de Jaime Dimon, président et directeur général de J.P. Morgan Chase, la plus grande banque américaine. La conférence a été présentée comme un forum permettant à un PDG mondial de premier plan de partager ses priorités et ses idées devant un auditoire de haut niveau composé de membres du CFR. C'est la ploutocratie en action.

L'enseignement démoli

Le troisième objectif a été d'affaiblir l'enseignement public. Nous avons été témoins de l'attaque contre notre système d'écoles primaires publiques au nom de l'efficacité, de l'efficience et de l'innovation. Les « charter schools » [écoles américaines laïques à gestion privée bénéficiant d'une très large autonomie dans l'enseignement et dans les programmes scolaires ; leur financement est public, NdT] sont le mot d'ordre. Les enseignants sont accusés d'être au cœur du problème. Ainsi, la privatisation, une privatisation très rentable, est vendue comme la solution pour sauver la jeunesse américaine en dépit de nombreuses preuves du contraire. La vérité historique est mise de côté : notre système scolaire public est la seule institution, par-dessus toutes les autres, qui a fait la démocratie américaine. C'est aussi un bastion de la pensée sociale éclairée. Elle peut donc être considérée comme une cible.

Il en va de même pour le prestigieux réseau des universités publiques du pays. D'État en État, elles sont affamées de financement et deviennent des agneaux sacrificiels sur l'autel du culte de l'austérité. Elles aussi sont stigmatisés comme étant « dépassés », comme ne faisant plus le travail de fournir au monde des affaires les travailleurs qualifiés, obéissants et pratiques qu'il désire. Les écoles de commerce, longtemps dépendantes du monde de l'entreprise, sont considérées comme le modèle de partenariat public-privé dans l'enseignement supérieur. L'enseignement à distance, souvent géré par des consultants « experts » ou des « entrepreneurs » à but lucratif, est présenté comme la vague d'un avenir prometteur – un avenir avec moins de professeurs à tendances libérales ayant des idées confuses concernant la vie en société. L'enseignement à distance est le compagnon de l'enseignement supérieur à la mode des écoles à charte. Beaucoup de promesses, peu de réalisations, mais bien conçues pour faire avancer un programme favorable à la ploutocratie.

Ici aussi, les conseils d'administration sont dirigés par des hommes ou des femmes d'affaires. Le coup d'état avorté à l'Université de Virginie a été provoqué par le recteur qui est un promoteur immobilier à Virginia Beach. Le président du conseil d'administration de l'Université du Texas, où les tensions sont au plus haut, est un promoteur immobilier. Le président du conseil d'administration de l'Université de Californie est le PDG de deux sociétés de capital-investissement – et le mari de la sénatrice Diane Feinstein. Son projet favori était de placer l'argent de la caisse de retraite des enseignants de Californie (CALPERS) sous la tutelle d'affaires financières privées. Deux anciens administrateurs du fonds font actuellement l'objet d'une enquête criminelle pour avoir reçu d'importants pots-de-vin d'autres sociétés de capital-investissement auxquelles ils ont versé des fonds – et qui les ont ensuite employés comme « fourgues ». C'est de la ploutocratie à l'œuvre.

L'argent comme mesure de toutes les choses

L'accomplissement ultime d'une ploutocratie est de se légitimer en ancrant dans l'esprit de la société l'idée que l'argent est la mesure de toutes choses. Cela représente l'accomplissement, c'est la condition sine qua non pour donner aux gens ce qu'ils veulent le plus. C'est la mesure de la valeur d'un individu. C'est la marque du statut dans une culture anxiogène du statut . Cette façon de voir le monde décrit les conceptions de Bill Clinton, Barack Obama et Donald Trump. C'est Obama qui, au plus fort de la crise financière, a salué Jaime Dimon et Lloyd Blankfein, PDG de Goldman Sachs, comme des « hommes d'affaires avisés et prospères ». C'est Obama qui est devenu avec empressement le copain de golf de Dimon – un Obama qui, deux fois dans sa carrière, a pris des emplois dans des cabinets d'avocats d'affaires. C'est Bill Clinton qui a parcouru le monde en avion d'affaires au cours des douze dernières années. Ce sont eux deux qui ont poussé Alan Simpson et Erskine Bowles à faire pression en faveur de la paralysie de la sécurité sociale. C'est la ploutocratie qui envahit les rangs des dirigeants des deux partis de ce qui était autrefois la république américaine.

La réalisation peut-être la plus extraordinaire de l'aile financière de la ploutocratie a été de convaincre la classe politique que

ses activités largement spéculatives sont normales. En effet, elles sont considérées comme la principale raison de la croissance économique. Leur stratagème consiste à dire que leur propre bien-être est essentiel au bien-être de l'économie nationale et qu'ils méritent donc un traitement privilégié.

La subtilité, la discrétion et la retenue sont étrangères à leur style de flibustier profondément enraciné dans la culture et l'histoire du pays. Leur comportement est souvent impulsif et vorace : avides de montrer ce qu'ils peuvent faire impunément et qu'ils sont les chefs de la meute. Ils jouent avec la richesse de la nation pour s'enrichir plutôt que de faire tourner une économie.

Il y a peu d'intérêt à construire quoi que ce soit qui puisse durer – pas de « nouvel ordre », pas de nouveau parti, pas de nouvelles institutions. Pas même des statues pour eux-mêmes. Pourquoi s'embêter alors que le système existant fonctionne si bien maintenant à votre avantage et à celui de vos associés partageant les mêmes idées et les mêmes intérêts qui peuvent facilement orienter les idées, l'argent et les politiques à leur avantage.

Pendant ce temps, le public est aveugle à la façon dont il est trompé et maltraité, en grande partie grâce à des médias d'information couchés à leurs pieds. Peu de changements dans un pays dont l'idéologie civique imprègne la population de la ferme conviction que ses principes et ses institutions incarnent une vertu exceptionnelle. Le fait de contester cela constitue une menace pour les ploutocrates et les médias et le système éducatif qu'ils dirigent ou influencent.

Un État policier au service de Wall Street

L'un des exemples les plus stupéfiants de l'implication ploutocratique directe dans l'État a été l'audace de Wall Street qui a coopté une partie du service de police de New York se dotant d'une unité semi autonome pour contrôler le quartier financier.

Financée par Goldman Sachs et consorts, dirigée en partie par des employés de banques privées occupant des postes administratifs clés et ayant pour mandat explicite de prévenir et de traiter toute activité qui les menace, elle fonctionne avec du matériel à la pointe de la technologie, dans un établissement dédié fourni par ses commanditaires. Pendant des années, l'installation a été gardée « sous le comptoir » afin de ne pas inciter les personnes curieuses à la dénoncer. C'est l'unité qui a coordonné la répression des manifestations du mouvement Occupy à Manhattan. Elle représente l'appropriation d'un organisme public pour servir des intérêts privés.

L'hyper-anxiété de l'après-11 septembre 2001 a servi de couverture politique et idéologique à un accord conçu par le maire Mike Bloomberg (lui-même un milliardaire de Wall Street qui a défendu Wall Street contre toute accusation d'abus financier) en collusion avec ses anciens associés. S'agit-il simplement de Bloomberg exposant la dépendance fiscale de la ville de New York à l'égard des emplois du secteur financier ?

C'est le même Bloomberg qui a tué dans l'œuf une initiative largement soutenue visant à fixer un salaire minimum décent de 10 $ l'heure avec assurance maladie (11,50 $ sans) pour les projets de développement qui reçoivent plus d'un million de dollars en subventions des contribuables. Il a stigmatisé la mesure comme « un retour à l'époque où le gouvernement considérait le secteur privé comme une vache à lait… La dernière fois que nous avons vraiment eu une grande économie dirigée, c'était l'URSS et ça n'a pas si bien marché ». On pourrait difficilement être plus ploutocratique – et dans le New York de gauche.

Pas besoin de conspiration

Par ailleurs, les rouages de la ploutocratie ne sont pas bien organisés. Il n'y a pas de complot en tant que tel. C'est la convergence des points de vue et des intérêts personnels de personnes disparates dans différentes parties du système qui a révolutionné la vie publique américaine, le discours public et la philosophie publique.

Personne n'a eu à endoctriner Barack Obama en 2008-2009, à l'intimider ou à le soudoyer. Il s'est rapproché des ploutocrates de son plein gré avec son état d'esprit et ses valeurs déjà conformes à la vision qu'avait la ploutocratie d'elle-même et de l'Amérique. C'est l'homme qui, pendant les deux premières années de sa présidence, a à plusieurs reprises donné une représentation inexacte dans les médias du Social Security Act de 1935 – ignorant et ne prenant pas la peine de le découvrir, ou faisant semblant d'être ignorant afin de faire une comparaison pratique avec son pseudo plan pour les soins médicaux rempli de failles fatales. Après tout, c'est cet homme qui a cité Ronald Reagan comme modèle pour le type de présidence dont l'Amérique avait besoin. Il a été la preuve vivante de l'efficacité avec laquelle les Américains ont été mis en conformité avec la vision ploutocratique.

Cela ne veut pas dire que le succès des ploutocrates était inévitable – ou qu'ils étaient diaboliquement intelligents pour manipuler tout et chacun à leur avantage. Il y a eu un fort élément de chance dans leur victoire. Leur coup de chance le plus remarquable a été l'incompétence et la myopie de leur opposition potentielle – démocrates progressistes, intellectuels, associations professionnelles, etc. Les ploutocrates ont poursuivi leurs objectifs d'une manière désorganisée et diffuse. Cependant, l'absence d'un adversaire sur le terrain contesté a assuré leur succès.

Pas malins

Quant à l'intelligence, la ploutocratie américaine est en fait une ploutocratie stupide. Premièrement, elle va trop loin. Mieux vaut laisser quelques friandises sur la table pour les 99 pour cent et même quelques miettes pour les 47 pour cent que de risquer de générer du ressentiment et des actes de vengeance.

Depuis l'effondrement financier, les intérêts financiers et commerciaux n'ont pas pu résister à l'envie de s'en prendre aux plus faibles. Aller pêcher la petite monnaie dans le sillage du vol qualifié, c'est frotter les plaies avec du sel. Pourquoi lutter contre une petite augmentation du salaire minimum ? Pourquoi exploiter impitoyablement tous ces intérimaires et travailleurs à temps partiel qui ont si peu de pouvoir économique ou politique de toute façon ? Pourquoi soutirer jusqu'au dernier sou aux petits épargnants et aux détenteurs de cartes de crédit que vous volez déjà systématiquement ? Si l'on prend les choses dans leur ensemble, ce genre de comportement est stupide.

Pour l'expliquer, il faut considérer l'obsession du statut des audacieux flibustiers d'entreprise américains. Ces traits particuliers s'intensifient au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des richesses. L'une est l'impulsion de montrer à tous votre supériorité en montrant ce que vous pouvez faire pour vous en tirer. Le « Sharp dealing » [expression péjorative pour décrire un comportement sournois ou rusé qui est techniquement conforme aux règles de la loi, mais qui ne respecte pas l'éthique, NdT] a toujours été très prisé par certains segments de la société américaine. C'est l'homme qui se démène, qui manque d'assurance et qui doit prouver au monde – et à lui-même – qu'il peut agir en toute impunité. Il n'est pas très différent du voyou qui se montre à ses copains et à sa nana.

Au fond, ces gens sont des arnaqueurs – ils recherchent des sensations fortes en montant une arnaque, et non en construisant quelque chose. Ainsi, Lloyd Blankfein [chief executive officer de Goldman Sachs, NdT] ne s'est pas présenté aux réunions de la Maison-Blanche, mais Obama l'a remercié d'avoir fait savoir au président, même si la réunion avait déjà commencé, que Blankfein ne pouvait pas venir. Ainsi pourquoi Jaime Dimon [directeur des opérations chez JPMorgan Chase Co., NdT] a protesté avec indignation contre les mauvais traitements infligés par la presse, par la Maison Blanche et par quiconque.

Ensuite, il y a Jack Welch, le titan de l'industrie américaine qui se pavane, détenant le record Guinness pour le plus grand nombre d'emplois manufacturiers délocalisés par une entreprise, et pourtant il s'est permis d'appeler Obama « anti-business » quand le président a fait son choix à la place du candidat Jeffrey Immelt, qui lui a succédé, et qui a ainsi présidé le Job Council de la Maison blanche. Ou la Banque d'Amérique feignant l'obéissance pour le traitement de faveur obtenu d'Obama sur l'arnaque criminelle sur les saisies hypothécaire.

L'épisode ultime de violation flagrante de la loi est l'affaire MF Holdings – par laquelle, sous la direction de son chef, l'ancien sénateur et gouverneur Jon Corzine, ce fonds de couverture a pris l'initiative illégale de piller quelques milliards sur des comptes de dépôt pour couvrir les pertes subies dans ses opérations pour compte propre. J.P. Morgan, qui détenait des fonds de MF Global dans plusieurs comptes et qui traitait également les opérations sur titres de la société, a résisté au transfert des fonds aux clients de MF jusqu'à ce que des poursuites judiciaires l'y obligent. Action punitive : aucune. Pourquoi ? Le ministère de la Justice et les organismes de réglementation ont invoqué le prétexte boiteux que les décisions du groupe MF étaient si opaques qu'ils ne pouvaient pas déterminer qui avait cliqué sur la souris. Un soupçon de SNL. Monter des coup comme ceux-là et échapper à toute sanction est le trip personnel ultime.

Là où est l'argent

Willie Sutton, le célèbre braqueur de banque des années 1940, a expliqué ainsi pourquoi il ciblait les banques : « C'est là qu'est l'argent ». Les escrocs financiers d'aujourd'hui s'attaquent aux jeux de paris à haut risque parce que c'est là que les plus gros prennent le plus leur pied. C'est plus important que les plus grosses sommes d'argent – bien qu'elles ajoutent au frisson. Le baron de la finance est un joueur compulsif, qui s'efforce constamment d'améliorer son statut et qui n'est pas sûr de lui. Il a besoin de ses remèdes : de victoire de célébrité, de respect ou de déférence, aussi éphémères soient-ils.

La culture américaine fournit peu d'insignes de rang. Pas de « Messieurs », pas de sièges à la Chambre des Lords, pas de rites de passage qui séparent l'élite blasonnée de nous tous. Comme l'oubli éclipse les plus célèbres et les plus acclamés, ils s'emparent souvent de tout ce qui est à leur portée, aussi ridicule que cela puisse être. Lorsque IR Magazine a décerné à J.P. Morgan le prix de la « meilleure gestion de crise » de 2012 pour sa gestion de la débâcle de la London Whale [littéralement « baleine de Londres » où un trader français a provoqué un vent de panique sur les marchés financiers, les dirigeants de Morgan étaient là pour exprimer leur reconnaissance, plutôt que pour se cacher honteusement. Le seul personnage de Wall Street qui a gagné le vedettariat sans être déconsidéré dans l'esprit du public est Robert Rubin. Grâce à son agilité et à ses liens politiques, il a semi-institutionnalisé son statut de célébrité. Oui, il y a l'ancien président de la Fed, Paul Volcker. Mais sa stature repose sur une réputation inégalée de service au bien commun et d'intégrité incontestée. Les Blankfein, les Dimon, les Welch et les Rubis non seulement n'ont pas les attributs essentiels, mais ils semblent aussi mépriser le public, le rabaisser plutôt que le servir, ce que même les institutions financières privées devraient faire, tout en faisant un profit raisonnable.

Le dénigrement compulsif des pauvres et des dépossédés par les ploutocrates est peut-être la preuve la plus révélatrice

de l'obsession du statut liée à l'insécurité née de leurs acquis souvent mal acquis. C'est au cœur de leur personnalité sociale. Ils semblent trouver nécessaire de stigmatiser tous ceux qui ne sont pas dans leur classe comme des perdants. Ceux du bas de l'échelle sont condamnés comme des dégénérés moraux – toxicomanes, parasites paresseux – plutôt que comme des victimes de leur système financier. Cette posture sert d'une part à souligner leur supériorité et d'autre part à masquer les conséquences humaines de leur rapacité. Un tel comportement est l'antithèse d'une image cultivée du grand patron du commerce – même s'ils paient un prix en termes d'estime publique malgré les efforts des médias pour maintenir leur statut élevé.

Les ploutocrates américains ont un désir profond de croire en leur propre vertu – et de la faire reconnaître par les autres, en dépit des faits. Leur fierté perverse de dominer le système ne ternit pas leur façon de voir leur comportement. Blankfein a dit : « J'ai fait le travail du Seigneur ».

Dimon se pavane à travers le Council on Foreign Relations ou Brookings avec les masses entassées dans son auditoire dont les yeux rayonnent d'adulation alors qu'elles se délectent de sa renommée avides de recevoir sa sagesse sur les grandes affaires du monde. Donnerait-il son avis sur la possibilité que les BRICS puissent truquer le taux LIBOR [(pour London interbank offered rate, en français : taux interbancaire offert à Londres] avec la connivence de la Banque d'Angleterre et de la Réserve fédérale – ou ignorer les règles de déclaration la réglementation touchant le système de rapport lorsqu'elles menacent de révéler un système de plafonnement insensé qui perd 6 milliards $?

Les conséquences généralisées

La ploutocratie dans le style américain actuel a des effets pernicieux qui vont au-delà de l'influence dominante des riches sur l'économie et le gouvernement du pays. Il crée des précédents et modèle la non-imputabilité et l'irresponsabilité qui imprègnent le pouvoir exécutif dans l'ensemble de la société. Trois administrations présidentielles successives et deux décennies de comportement malhonnête de la part d'élites d'entreprises ont établi des normes aujourd'hui évidentes dans des institutions aussi diverses que les universités et les groupes de réflexion, les associations militaires et professionnelles, voire les clubs privés. Le résultat cumulatif est une dégradation généralisée des normes dans l'utilisation et les abus de pouvoir.

La ploutocratie fait naître des tensions sociales. Logiquement, la principale ligne de tension devrait se situer entre les ploutocrates et le reste d'entre nous – ou, du moins, entre les ploutocrates et tous ceux qui ont des moyens modestes. Mais ce n'est pas le cas aux États-Unis. S'il est vrai qu'il y a eu des propos amers sur les magnats de Wall Street et leurs renflouements au cours de la première année qui a suivi l'effondrement financier, ils ne sont jamais devenus un sujet majeur de clivage politique.

Aujourd'hui, l'indignation s'est apaisée et la politique se résume à l'austérité et à l'endettement plutôt qu'à la distribution de la richesse et du pouvoir qui l'accompagne… Le sentiment profond d'anxiété et de désapprobation qui envahit le peuple se manifeste dans des manifestations de concurrence hostile entre des groupes, tous victimes eux-mêmes des ploutocrates qui prennent en fait une grande part de la richesse nationale, nous laissant tous nous battre pour les déchets. Ce sont donc les employés du secteur privé qui s'opposent aux employés de l'État parce que ces derniers ont une (certaine) assurance-maladie, une certaine retraite et une certaine sécurité par rapport aux premiers qui ont été privés de ces trois éléments. Ce sont les parents qui s'inquiètent de l'éducation de leurs enfants face aux enseignants. Les deux contre les autorités locales à court d'argent. Municipalités contre États. C'est le petit entrepreneur contre les syndicats et les exigences de l'assurance maladie. Les médecins contre les patients contre les administrateurs. Ce sont les directions d'université contre le corps professoral et les étudiants, et le corps professoral contre les étudiants qui se disputent des crédits très réduits.

Tout cela contre les conseils d'administration et les gouverneurs d'État.

Presque tout le monde est irrité par le contraste de plus en plus net entre les espoirs et les aspirations et les sombres réalités de ce à quoi ils pourraient s'attendre pour eux-mêmes et leurs enfants. Pendant ce temps, les gens au sommet attendent avec confiance et dans l'expectative au-dessus de la mêlée qu'ils ont conçue – toujours prêts à se précipiter pour dépouiller ce qui reste au moyen de la privatisation des biens publics, des contrats octroyés sans appels d'offres, des paradis fiscaux et réglementaires, des routes privées à péage, des monopoles des prêts étudiants, des acquisitions rapaces des propriétés saisies avec des mesures incitatives fédérales, et une myriade d'avantages fiscaux.

Le président Obama a utilisé son discours sur l'état de l'Union de 2017 pour envoyer le message haut et fort. « Que les facultés et les universités soient prévenues. Si vous ne pouvez pas empêcher les frais de scolarité d'augmenter, le financement que vous obtenez des contribuables diminuera ». Il a ainsi avancé un raisonnement qui l'a mis sur la même longueur d'onde que Rick Perry parce que la réalité est exactement le contraire. C'est parce que le financement public a diminué des deux tiers au cours des dernières décennies que les facultés et les universités sont obligées d'augmenter les frais de scolarité – malgré la stagnation des salaires des professeurs et du personnel. C'est l'essence même du conditionnement intellectuel au dogme égoïste de la ploutocratie et de la subornation des pouvoirs publics par la ploutocratie. Au-delà de la captation, c'est l'assimilation.

Est-ce que cette sorte de fierté perverse précède la chute ? Aucun signe que cela se produise pour le moment. La ploutocratie en Amérique est plus susceptible d'être notre destin. Le facteur dynastique croissant opérant au sein de la ploutocratie financière milite dans cette direction. La richesse elle-même a toujours été transférée d'une génération à l'autre, bien sûr ; la réduction des

droits de succession ainsi que les taux plus bas dans les tranches de revenus supérieures accentuent généralement cette tendance. Avec le recul de la mobilité socio-économique dans la société américaine, elle prend de l'ampleur.

Quelque chose qui se rapproche d'une identité de caste se forme parmi les élites financières – comme l'incarne Dimon qui est la troisième génération de courtiers en valeurs mobilières et de gestionnaires financiers de Wall Street dans sa famille. Son père était directeur exécutif chez American Express, où le jeune Dimon s'est joint à Sandy Weill. L'an dernier, Dimon a embauché son père de 81 ans pour travailler pour J.P. Morgan Chase, un épilogue révélateur de ce conte générationnel. Le salaire de première année de son père était de 447 000 $; il devait atteindre 1,6 million de dollars – maintenant que l'apprenti a acquis de l'expérience de travail, vraisemblablement. Le sens des limites ne fait pas partie du personnage de la ploutocratie financière.

Michael Brenner est professeur en affaires internationales à l'Université de Pittsburgh.

Source : Michael Brenner, Consortium News, 05-09-2018

France. Adieu paleron: les bouchers dans le viseur de militants radicaux - AFP 28.09

"Boucher assassin!", "La viande est un meurtre!": radicaux dans leurs paroles et parfois violents dans leur actes, des militants de la cause animale s'en prennent depuis quelques mois à des boucheries, au grand dam de la filière viande qui en appelle à l'Etat pour contrer cette "terreur".

Les nuits sont d'ordinaire calmes à Saint-Arnoult-en-Yvelines, au sud-ouest de Paris. Alors, quand Elisabeth Curé, qui habite au-dessus de son magasin, a entendu l'impact de pavés projetés contre la vitrine de sa boucherie à 03H00 la semaine dernière, elle a "été surprise".

Les inconnus ont aussi tagué "stop répression", "c'est comme ça que j'ai su que c'était des vegan radicaux", explique Mme Curé.

Sa mésaventure est l'un des derniers avatars de la vague de dégradation et destruction de vitrines qui vise boucheries, charcuteries, fromageries et abattoirs, et va du faux sang versé sur la façade des magasins à la pose d'autocollants condamnant le "spécisme" et la "répression".

Dans la nuit de jeudi à vendredi, un abattoir a été partiellement détruit par un incendie apparemment criminel dans l'Ain. Dans la foulée, le président de l'interprofession des viandes bovines Interbev et celui de l'interprofession des viandes porcines Inaporc ont demandé à Emmanuel Macron d'"enrayer immédiatement" les "violences sectaires qui ne peuvent qu'aboutir à une guerre civile".

Pour les antispécistes, le spécisme (du latin "species", l'espèce) est une idéologie qui postule une hiérarchie entre les espèces, notamment entre l'être humain et les animaux. Cette philosophie, qu'accompagne une alimentation végétalienne (qui proscrit tout produit issu des animaux), connaît une fortune aussi fulgurante que récente en France.

"Depuis le début de l'année, on en est à 17 vitrines de boucheries détruites et des dizaines de dégradations", déplore Jean-François Guihard, président de la Confédération française de la boucherie, boucherie-charcuterie, traiteurs (CFBCT) qui représente 18.000 points de vente.

"L'Etat doit prendre les mesures nécessaires", juge-t-il en demandant à rencontrer les ministres de l'Intérieur et de la Justice pour endiguer cette "forme de terreur".

Interrogé au début du mois sur RMC-BFMTV, Gérard Collomb, qui les a reçus cet été, a assuré aux bouchers-charcutiers qu'ils pouvaient "compter sur (lui)".

Mi-septembre six personnes ont été interpellées dans l'enquête sur la vandalisation de neuf commerces, dont des boucheries et poissonneries, dans la métropole lilloise.

Mais, si aucun groupe n'a revendiqué ces actions, bouchers et autorités pointent du doigt une frange minoritaire et violente de l'antispécisme militant.

Parmi les mouvements et associations qui ont fait parler d'eux, L214, 269 Life France et Boucherie Abolition ont entrepris les actions les plus spectaculaires.

L214 s'est fait connaître en diffusant des images choc tournées en cachette dans des élevages ou des abattoirs.

Créée il y a deux ans, Boucherie Abolition se bat "pour l'abolition du génocide appelé boucherie", explique sa porte-parole Solveig Halloin. "Eleveur ne devrait pas être un métier. La routine de l'élevage c'est la violence et la persécution. La vache ne rit

pas, elle crie", dit-elle.

Si elle ne revendique aucune dégradation, Solveig Halloin ne les condamne pas, car "les extrémistes de la brutalité, ce sont les bouchers".

Samedi dernier, Boucherie Abolition a organisé avec 269 Life France des happenings devant des boucheries. A Paris, Vincent Aubry et une autre militante de Boucherie Abolition portaient un petit cochon mort qu'ils ont exhibé devant des boucheries pour dénoncer ces commerces qui "vendent du meurtre".

Vincent Aubry ne condamne pas non plus les destructions, mais il se dit "prêt à aller en prison s'il le faut". "Notre seule limite, c'est la violence contre les êtres humains", assure-t-il.

-"Aucune conciliation possible"-

Si en France l'émergence de ces mouvements date d'il y a quelques années, les actions directes antispécistes "ne sont pas récentes" ailleurs en Occident, rappelle Marianne Celka, enseignante-chercheuse à l'université Paul-Valéry de Montpellier.

Dès 1975, l'Australien Peter Singer sort "La libération animale", le livre fondateur des mouvements modernes de défense des droits des animaux. Dans l'Angleterre des années 1960, le Front de libération des animaux sabote des chasses à courre, puis avec le temps certains s'attaquent aux boucheries.

Depuis, le véganisme a gagné du terrain en France, à tel point que certaines grandes surfaces proposent des produits "100% vegan"... parfois à côté de leur rayon boucherie, poursuit Marianne Celka.

Les actions violentes seraient soit le fait "d'anciens activistes échaudés par la manière que le système a eu d'absorber la critique (...), soit dues à d'autres activistes qui sont arrivés là par le biais du véganisme et qui, en creusant, en sont venus à la critique antispéciste".

L'universitaire ne voit "aucune conciliation possible" entre antispécistes et bouchers.

Et pour cause: Solveig Halloin qualifie les bouchers de "vandales". De l'autre côté, Jean-François Guihard, qui les représente et les défend, dit "craindre le pire".

"Ca n'est pas notre souhait, mais certains bouchers pourraient répondre à la violence par la violence", prévient-il. AFP 28.09

C'est ce que ces dégénérés cherchent, créer un climat de guerre civile pour justifier toutes les lois liberticides à venir, accroître le contrôle de la population, etc. Je n'ai pas le temps ici de m'étendre sur ce sujet.

France. Paris. Bagarres, cambriolages, drogués... la cote d'alerte dépassée dans le Nord-est parisien - sputniknews.com 28.09.2018

Les manifestations de riverains et de commerçants excédés se multiplient dans le nord-est de Paris. Les plaignants pointent une insécurité grandissante, liée notamment à la présence de plus en plus nombreuse de fumeurs de crack. Sputnik France a interrogé forces de l'ordre, habitants et commerçants afin de connaître leur quotidien. Enquête.

«Le soir, ils sont parfois plusieurs dizaines voire une centaine. C'est impressionnant.»

Tirant sur sa cigarette pendant qu'il s'affaire à installer le bar, Raphaël devise sur la présence de plus en plus massive de fumeurs de crack sur la place Stalingrad. L'établissement dans lequel il travaille, lieu branché prisé des fêtards parisiens, se situe dans la célèbre Rotonde qui domine le quartier. C'est à quelques mètres de là, à proximité du cinéma MK2, qu'un migrant afghan en situation irrégulière blessé sept personnes, dont quatre grièvement, à coup de couteau et de barre de fer au soir du 9 septembre. Si l'enquête contredit la piste du fumeur de crack qui a craqué, beaucoup d'habitants et de commerçants dénoncent la montée dans le quartier de l'insécurité liée à ces pratiques.

Mercredi 19/9 17h #paris10 scène d'injection & 1 fumeur de #crack sur la voie publique comme tant d'autres qui font le quotidien de ce quartier sacrifié.Pourtant la salle de shoot était ouverte et une camionnette de CRS stationnait à qlques mètres #scmr @prefpolice @Anne_Hidalgo pic.twitter.com/VYB43Y8i6e

— Riverains Lariboisière Gare du Nord (@LariboisiereGDN) 20 septembre 2018

François Dagnaud, maire PS du XIXe arrondissement, a réuni ses administrés le 15 septembre pour discuter des problèmes liés à la toxicomanie: «Je le répète. L'urgence absolue, c'est la sécurité des habitants. Mais il faut aussi agir collectivement pour obtenir la mise en œuvre d'autres actions: le démantèlement des réseaux de drogue par les services de police spécialisée, la création de nouveaux dispositifs de prise en charge des toxicomanes…»

L'édile a multiplié ces derniers mois les courriers adressés aux autorités afin d'alerter sur ce «quartier en danger». Des riverains et des commerçants regroupés dans le «Collectif 19 Stop Crack» ont lancé l'été dernier une pétition en ligne, qui a dépassé les 3.300 signatures. Elle a été adressée au préfet de police de Paris afin de dénoncer une situation «qui se dégrade depuis plusieurs mois à un rythme inquiétant». Sputnik France a tenté d'en savoir plus sur la nature de cette insécurité et ses origines en donnant la parole aux forces de l'ordre, aux riverains et aux commerçants.

Plus de présence policière

Le 27 juin 2018, les autorités ont ordonné l'évacuation de la «Colline du crack». Ce haut lieu du trafic de drogue situé à proximité de la porte de la Chapelle concentrait une grande partie des fumeurs de crack parisiens.

«Après l'évacuation de la Colline du crack par les forces de l'ordre, les drogués se sont un peu éclatés partout dans les environ et d'un phénomène plutôt concentré, nous sommes passés à de multiples zones de consommation, ce qui a créé des problèmes d'insécurité», explique Axel Ronde, secrétaire général du syndicat de police Vigi.

Aujourd'hui, une grande partie de ces drogués erre entre la porte de la Chapelle et Stalingrad. D'après Le Parisien, ils seraient environ 8.000 dans le secteur. Mais qui sont-ils? «Des gens totalement désociabilisés. Il y a beaucoup de mineurs isolés, dont pas mal de migrants, des sans-domicile fixe, parfois même des habitants de ces quartiers qui vivent majoritairement dans des squats», souligne Axel Ronde.

Difficile d'obtenir des chiffres précis quant à leur nombre ou à l'augmentation réelle ou non de la délinquance. Les données récentes ne sont pas disponibles à cause d'une «préfecture qui communique peu» selon le syndicaliste policier. En janvier 2017, Le Parisien publiait une carte interactive de la délinquance à Paris. Le quotidien s'était basé sur les chiffres de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) pour 2015. Si le nord de Paris était en tête au niveau des faits de violences, une fois les chiffres rapportés au nombre d'habitants, l'hypercentre de la capitale se trouvait être de loin la zone la plus dangereuse.

«Il y a vingt ans, le nord-est de Paris comptait de très nombreux drogués et l'insécurité y était omniprésente. Avec un certain embourgeoisement, la situation s'était calmée au fil des ans», analyse Axel Ronde.

Serait-elle à nouveau en train de déraper? Sans données précises, reste le sentiment des riverains et des commerçants. Et il est mitigé. Pour certains, il est clair que l'insécurité augmente depuis le début de l'été. Pour d'autres, elle est la même depuis des années. Ava habite à proximité du métro La Chapelle depuis deux ans. Cette trentenaire est excédée par l'atmosphère qui règne dans le quartier:

«Je n'y habite pas par choix, mais par nécessité économique. Je ne pensais pas que ce quartier serait aussi minable que dangereux, et je ne crois pas que les trois CRS qui stationnent depuis quelque temps à l'entrée du métro y changent quelque chose. Absolument toutes les personnes qui vivent dans un périmètre de 100 mètres autour du métro se sont fait agresser l'année dernière. Amis, famille, voisins, ou moi-même, ont fait l'objet d'une agression: tentative de vol de portable, de vélo, de sac à main. Il y a un sentiment d'abandon… les rues sont dégueulasses, les vendeurs de cigarettes sont agressifs, le carrefour en lui-même est une insulte à l'urbanisme et ses habitants.»

La présence policière apaise pourtant certains dans le quartier. Derrière son bar, un employé du «Capucin», situé juste à côté de l'entrée du métro, se félicite d'un changement positif ces derniers temps: «La police est là depuis deux mois et ça va mieux. En général, ils restent jusqu'à minuit, à l'heure où on ferme. Avant, il y avait beaucoup de vols à l'arraché, de bagarres, de gens menacés, mais leur présence a amélioré la situation.»

C'est également l'avis d'Ismaël. Embauché il y a huit mois dans une station essence située entre les métros La Chapelle et Stalingrad, il loue la présence de policiers en civils qui patrouillent régulièrement dans le quartier et qui permettent qu'il ne devienne pas «invivable».

«L'autre jour, un client s'est fait arracher son téléphone juste à côté de la pompe. Le voleur a fait 50 mètres avant d'être arrêté par la police.»

Reste que l'insécurité est une réalité pour beaucoup. Séverine, 24 ans, habitante du quartier de Stalingrad rentrait un soir avec son copain. Un homme «visiblement défoncé» vient demander une cigarette à son conjoint. Le début d'un presque drame: «Mon copain ne fume pas. Il lui a donc signifié et là le type a commencé à s'agiter et l'a frappé au visage. Je n'ai jamais eu aussi

peur. Il l'insultait, mais on ne comprenait pas ce qu'il disait. Il était dans un état second. Heureusement, une bande de jeunes est intervenue et a fait partir l'agresseur. Nous n'avons pas porté plainte. Cela ne sert à rien. Il y en a tellement dans le quartier. Je ne sais même pas si ce type était Français.

Personne ne l'aurait retrouvé.»

«On a affaire à des infractions qui vont des petits larcins comme les vols de vélo ou de portables à des cambriolages et parfois cela va jusqu'à l'agression physique, le viol ou le meurtre, souvent tard la nuit ou tôt le matin», explique Axel Ronde.

Le 7 août, France Bleu relatait qu'un cambrioleur avait été interpellé quai de Loire dans le XIXe arrondissement de Paris. Alerté par des cris, un voisin avait appelé la police. À l'arrivée des forces de l'ordre dans l'appartement, l'agresseur était pantalon baissé et tentait de violer sa victime.

«C'est devenu banal de voir les Autolib se faire détruire la nuit, de voir des gens le visage en sang en pleine après-midi, d'assister à des bagarres géantes: oui géantes, parce que si quelqu'un dans le quartier se fait agresser, c'est toute la communauté indienne ou tamoule qui sort dans la rue défendre l'agressé. C'est très impressionnant. Cette solidarité me rassure plus que les flics qui restent plantés devant le square qui abrite les camés du quartier. Mais elle m'effraie aussi parce que, pour en arriver à une telle organisation massive d'autodéfense, c'est que le quartier doit être délaissé depuis bien des années», s'indigne Ava.

Bagarres entre «crackers» et migrants

Du côté de Stalingrad et Jaurès, qui concentrent une grande partie des «crackers» ou fumeurs de crack, les commerçants vivent des moments difficiles. Pauline, jeune serveuse du Grand Marché Stalingrad de la Rotonde parle de clients harcelés et apeurés: «Les "crackers" viennent en terrasse demander des cigarettes, de l'argent ou du feu aux clients. On a eu des vols dans le restaurant. Honnêtement cela devient compliqué.» Peter*, journaliste sportif habitué de l'établissement, décrit une scène qui l'a récemment marqué, alors qu'il se trouvait en terrasse avec des amis:

«Un soir, il devait être aux alentours de minuit, j'ai vu une femme visiblement droguée avoir une altercation avec les membres de la sécurité. Elle les a menacés et est revenue quelques minutes plus tard armée d'une chaîne qu'elle faisait tournoyer en l'air. Heureusement une de ses amies est intervenue pour calmer la situation. Je n'irai pas jusqu'à dire que le quartier est devenue une "no go zone", mais il est clair que cet été la situation n'est pas allée en s'arrangeant. Aujourd'hui, dans ces quartiers, si l'on vous demande du feu, c'est plus pour allumer une pipe à crack qu'une cigarette.»

Plusieurs commerçants se plaignent d'avoir de moins en moins de clients dans le nord-est de Paris. À proximité de la gare du Nord, où une salle de shoot a été ouverte il y a deux ans, certains se disent près de mettre la clef sous la porte. Interrogé par nos confrères du Figaro, un restaurateur du quartier n'en peut plus: «Entre 2012 et 2016, mon chiffre d'affaires a augmenté de 300%. Entre 2016 et 2018, il a diminué de 40%», explique-t-il. Avant d'enchaîner: «Nous étions cinq employés et nous ne sommes plus que trois. Je ne me verse plus de salaire depuis deux ans.» D'après lui, «des mecs défoncés entrent parfois dans le restaurant pour demander des clopes» et il assure que de nombreuses bagarres ont lieu quotidiennement: «Beaucoup de clients nous disent qu'ils ne reviendront plus dans notre restaurant à cause de l'insécurité.»

C'est en substance ce que nous ont confié deux employés du Mac Donald de la rue Secrétan à proximité de Stalingrad:

«Au début du mandat de François Hollande, la situation s'était calmée. Depuis cela va en s'empirant et dernièrement on voit plus de drogués, de bagarres et de violences qu'à l'accoutumée dans le secteur.»

Car le crack, ou cocaïne-base, est une drogue qui peut rendre très violent. Si son prix, d'environ six euros le caillou, est si bas, c'est que la drogue est de très mauvaise qualité. «Par ailleurs, dans les heures qui suivent la prise de cocaïne, peuvent apparaître des troubles délirants sous la forme d'épisodes psychotiques avec hallucinations auditives, visuelles et sensorielles. Cette paranoïa induite par la cocaïne peut être accompagnée d'un syndrome de recherche compulsive du produit, plus particulièrement chez les usagers de crack», note sur son site l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

«Le crack est une est pires drogues du monde. Elle est de très mauvaise qualité et a un impact terrible sur le corps et le cerveau de ces personnes qui ne se rendent même plus compte de ce qu'elles font», note Axel Ronde.

C'est précisément le caractère imprévisible des fumeurs de crack qui effraie Pauline et son collègue Jérémy. Ce dernier a reçu un coup de poing d'un «cracker» après lui avoir refusé une cigarette un soir en rentrant du travail. «Les camés au crack peuvent faire très peur, ils sont dans un état second. En plus, ils ont parfois des seringues, etc. Tu te dis "si je tombe sur un fou il va m'attaquer avec"», lance Pauline.

Alors elle s'adapte. Comme de nombreux riverains et travailleurs du Nord-est parisien. En cette chaude fin d'après-midi de septembre, elle porte une jupe longue qui recouvre l'intégralité de ses jambes. Un choix qui n'en n'est pas vraiment un. «J'ai mis

une jupe longue au lieu d'une courte parce que je sais que je termine tard ce soir et que je vais devoir traverser la place. Je ne veux pas céder à la peur alors je rentre en métro, mais je prie pour que rien ne m'arrive», explique-t-elle.

«Par réflexe, quand je sors du métro, je garde toujours mon portable dans une poche intérieure et je choisis mes vêtements en fonction. Je garde aussi ma clef dans la main pour ne pas avoir à chercher dans mon sac dans la cage d'escalier, au risque de tomber sur des gamins défoncés qui m'agressent, comme c'est arrivé à la voisine», raconte Ava.

Certains refusent totalement de céder à la peur. Et jugent même que la situation n'est pas si dramatique. C'est le cas de Marie. Cette jeune fille de 25 ans vit en face du canal de l'Ourcq à proximité de Stalingrad. Elle ne constate pas de dégradation au niveau sécuritaire dans le quartier:

«Je n'ai pas l'impression que le quartier soit moins sûr qu'avant et ça fait deux ans que j'y habite. Je n'ai jamais eu le moindre souci, alors que je suis une nana et que je rentre tard pratiquement tous les soirs, car je travaille en décalé. Il y a en effet beaucoup de mecs qui traînent dans la rue, ce n'est pas toujours très rassurant. Mais il y'a une distinction à faire entre les migrants et drogués. Ces derniers peuvent effectivement poser problème.»

De fait, le nord-est de Paris abrite de nombreux individus issus de la récente crise migratoire qui frappe l'Europe. Les démantèlements de camps qui ont eu lieu avant l'été dans la capitale en ont jeté de nombreux dans les rues de Paris et de sa zone nord-est. Et la cohabitation avec les «crackers» ne se passe pas toujours très bien.

«Il y a deux types de populations qui squattent la Rotonde: les camés et les migrants. Parfois, ils se battent entre eux. C'est terrible, parce que certains migrants essayent d'apprendre le français avec des associations et ils se font attaquer par les fumeurs de crack. Puis des migrants tombent malheureusement dans la came. C'est un cercle vicieux», raconte Pauline.

Fumeurs de crack, migrants, insécurité, commerces en difficulté, mineurs isolés, etc. Le tableau est sombre. Mais quelles solutions mettre en place? Plusieurs associations de quartier et de commerçants demandent plus de policiers.

«Cela tombe bien, nous aussi! Malheureusement, c'est l'inverse qui se passe depuis plusieurs années, avec des diminutions d'effectifs dans Paris intra-muros. Cela devient véritablement problématique. Maintenant, on nous parle de fusions des mairies d'arrondissements donc de fusions de commissariats. Au final, nous avons de moins en moins de policiers», déplore Axel Ronde.

Le projet du gouvernement de fermer certains commissariats parisiens afin de mutualiser les effectifs de la police nationale fait grincer des dents. «Ce n'est que le début d'une grande marche en avant. On sait très bien qu'ils vont vouloir à terme fusionner des arrondissements dans Paris […] et fusionner des commissariats de plain-pied; ils vont fusionner les brigades anticriminalité […] c'est un service régalien, ce n'est pas mercantile», s'est notamment désolé Eddy Sid, porte-parole du syndicat Unité SGPpolice au micro de RT France.

Ouvrir d'autres SCMR dans Paris? Projet hasardeux: voir les nuisances créées par celle de #Paris10 dans le voisinage=afflux de deal & consommation de rue, baisse du chiffre d'affaires des commerces, quotidien dégradé des riverains.Ces salles sont incompatibles avec du voisinage. https://t.co/ccmZNYaq35

— Riverains Lariboisière Gare du Nord (@LariboisiereGDN) 26 septembre 2018

Nous avons souhaité connaître la position des maires des XIXe et Xe arrondissements. Mais leurs services n'avaient toujours pas répondu à nos sollicitations au moment de la publication de cet article. Du côté de l'Hôtel de Ville de Paris, on semble vouloir continuer sur la voie de la salle de shoot. Mais cette fois, dédiée aux fumeurs de crack. En août dernier, Anne Souyris, l'adjointe à la Santé (EELV) à la mairie de Paris a émis l'idée de mettre en place des bus itinérants pour les «crackers». Une trouvaille qui ne plaît pas à Axel Ronde:

«C'est bien beau de vouloir autoriser ces personnes à se droguer, mais cela crée de l'insécurité. Je pense que le problème numéro un du Nord-est parisien est la consommation de crack. Il faut une véritable politique de santé publique afin d'aider ces gens à sortir de cette addiction et à les responsabiliser. C'est de là que tout part. Je ne suis pas sûr que les laisser continuer à consommer soit une bonne solution. Il faut également mettre en place une protection de ces mineurs isolés afin de ne pas les laisser livrés à eux-mêmes dans la rue.» sputniknews.com 28.09.2018

Il y a déjà cela environ une vingtaine d'années, le fils de mon oncle Dédé qui habitait à Stalingrad est mort d'une overdose. Dédé produisait autrefois un numéro de perruches qui passait le jeudi à la télé dans la Piste aux étoiles. C'était un type qui respirait la joie de vivre, d'une gentillesse et d'une patience extraordinaire avec les animaux. Pauvre car ayant peu de cachets, devenu vieux il deviendra chauffeur de taxi et terminera sa vie dans la misère torturé par la mort de son fils unique.

Je ne l'ai rencontré qu'une dizaine de fois dans ma vie peut-être, mais je ne l'ai jamais oublié, je suis comme cela aussi. Il était bon

et doux, cela me changeait de mes parents toujours de mauvaise humeur et qui passaient leur temps à me taper dessus pour un rien... Dédé était un poète à sa façon, chez lui un énorme perroquet nous accueillait...

Argentine. Villa Zavaleta, bidonville de Buenos Aires, s'enfonce un peu plus dans la misère - AFP 29.09

A Villa Zavaleta, un bidonville de Buenos Aires ravagé par la drogue, les 1.200 familles avaient déjà du mal à joindre les deux bouts, mais la crise économique de ces derniers mois les a mises à genoux.

Dans les ruelles étroites qui serpentent entre les maisons de briques aux toitures précaires, le sol est jonché de détritus et d'excréments. Un chien ronge une mâchoire de vache, une jeune femme droguée titube.

"Beaucoup de gens ont perdu leur travail, ici on vit avec pas grand-chose, de la solidarité et des petits boulots", explique Alejandra Diaz, responsable à Villa Zavaleta de l'ONG La Poderosa, très active dans les zones défavorisées de la capitale argentine.

La pauvreté frappe 90% de la population du bidonville et seuls 10% des habitants ont un emploi déclaré, souvent dans le ramassage des ordures. Des postes prisés, tant l'accès à l'emploi est difficile.

Le "Comedor de Nelly", sur l'avenue Iriarte, est un lieu de réconfort. Nelly Vargas, 60 ans, y sert plus de 300 repas gratuits par jour, avec le sourire et toujours un mot tendre en distribuant ce qu'elle a cuisiné, avec 16 bénévoles.

"J'ai de plus en plus de monde depuis quelques mois, les prix augmentent tellement vite que les gens ont du mal à s'acheter des aliments de base comme du lait, des pâtes ou du sucre", s'alarme-t-elle, en référence à l'inflation qui va dépasser les 40% en 2018.

"Certains jours, je n'en ai pas assez pour que tous puissent manger", dit-elle en sanglots.

- "Violence économique" -

"Elle fait beaucoup pour le quartier, souligne Alejandra Diaz, elle donne une douche aux enfants un peu (délaissés) par leurs parents drogués, elle leur procure des habits, elle a un coeur énorme".

"Vivre dans un bidonville, c'est très dur, c'est violent, tu dois endurer la violence économique, la violence policière, la violence politique. On vit en auto-gestion car l'Etat est absent", témoigne Fidel Ruiz, 23 ans, qui a de plus en plus de mal à trouver des petits boulots.

La semaine dernière, des policiers ont été condamnés pour avoir torturé des jeunes du quartier.

"Je ne vends plus grand-chose. Seulement des produits de première nécessité. Les gens n'ont pas un peso", constate Amelia Corbalan, qui tient une micro-épicerie de 2 m2 dans sa maison de la rue Ernesto Che Guevara, au coeur du bidonville.

Cette femme de 42 ans a recueilli deux voisins, des adolescents de 15 ans, afin qu'ils ne sombrent pas dans la drogue et la délinquance.

Sans eau courante ni système efficace d'évacuation des eaux usées, les habitants se retrouvent les pieds dans l'eau à chaque fois qu'il pleut. Tous les toits sont équipés de citernes de stockage, seule solution pour avoir de l'eau tous les jours.

- "Plus pauvres qu'avant" -

Lola Carrera, 46 ans, confectionne des broderies qu'elle essaie de vendre. Elle vit dans un logement précaire avec son frère et son fils de 23 ans. Elle met environ 4.000 pesos (90 euros) par mois dans le pot commun, chacun participe selon ses moyens.

"Nous sommes plus pauvres qu'avant, raconte-t-elle. Je ne peux plus acheter de yaourts, que le docteur me conseillait de manger, ni de beurre. Trop cher". Elle aimerait aussi réparer la toiture de sa maison, car les infiltrations se multiplient.

Avec l'aide de La Poderosa, son fils et d'autres jeunes recyclent des palettes en meubles.

La délinquance liée au trafic de drogue est omniprésente. Les trafiquants règlent leurs comptes dans les ruelles. Un jour de 2013, une balle perdue a tué Kevin Benega, 9 ans.

"On continue de lutter pour un logement digne, une vie meilleure, mais on en est loin. Je ne sais pas si on peut attendre un

avenir meilleur, on l'espère", dit Roxana Benega, la mère de Kevin.

"En quelques mois, la bonbonne de gaz est passée de 95 à 270 pesos. Comment voulez-vous qu'on s'en sorte?", demande-t-elle. AFP 29.09

Fabrique du consentement ou comment tester leur pouvoir de nuisance et de contrôle de la population

36 ans plus tard... l'heure a sonné !

- Le juge Kavanaugh et son accusatrice, chacun sa vérité devant l'Amérique - AFP 28 septembre 2018

Christine Blasey Ford est sûre "à 100%" d'avoir été agressée dans sa jeunesse par le juge Brett Kavanaugh. (Et Brett Kavanaugh est sûr "à 100%" de ne pas avoir été agressé cette femme dans sa jeunesse, c'est ce qui figure à la Une du New York Times - LVOG)

Christine Blasey Ford, une universitaire de 51 ans, fut la première à remonter le temps pour décrire une soirée de l'été 1982 qui, a-t-elle dit, a "radicalement" changé sa vie. (Faux, elle ne se souvenait pas exactement de l'année. - LVOG)

Elle n'avait que 15 ans quand elle s'est retrouvée à une soirée improvisée entre lycéens, dans la banlieue de Washington. Alors qu'elle allait aux toilettes, Brett Kavanaugh et son ami Mark Judge, "totalement ivres" l'ont isolée dans une chambre, a-t-elle raconté aux sénateurs avec une émotion difficilement contenue.

Après l'avoir poussée sur un lit, le futur juge se serait jeté sur elle, tentant de la déshabiller tout en la touchant partout sur le corps. "Je croyais qu'il allait me violer", a-t-elle assuré. (Elle "croyait", ailleurs elle dira qu'elle croyait qu'il voulait la tuer, cela figure dans le Washington Post qui a pris son parti naturellement, à lire plus loin. - LVOG)

Questionnée sur la possibilité qu'elle puisse se tromper d'agresseur, l'universitaire s'est dite "absolument" sûre qu'il s'agissait bien de Brett Kavanaugh. "A 100%". (Ce qui est sûr, c'est que personne ne l'a violée. - LVOG)

"Je n'ai jamais agressé sexuellement quiconque, ni au lycée, ni à l'université", a rétorqué Brett Kavanaugh, réfutant point par point les accusations de Mme Blasey Ford et soulignant les imprécisions de son témoignage.

Visiblement très en colère, parfois submergé par l'émotion, il a estimé que son processus de confirmation était devenu "une honte nationale". "Ma famille et ma réputation ont été détruites à jamais", a-t-il affirmé.

Dénonçant un "coup monté", il a assuré qu'il ne céderait pas aux appels à se retirer. "Vous me vaincrez peut-être lors du vote final, mais vous ne me ferez jamais jeter l'éponge. Jamais"...

Les sénateurs démocrates, qui ont tous loué le "courage" de Mme Blasey Ford, ont passé le juge au gril de leurs questions, sur son amitié avec Mark Judge ou sa consommation d'alcool notamment.

Certes, "j'ai probablement bu trop de bière à l'occasion", a-t-il concédé, mais "je n'ai jamais eu de trou noir". AFP 28 septembre 2018

Epilogue deux jours plus tard.

Jugeant le témoignage de Christine Blasey Ford "puissant" mais la réponse de Kavanaugh "convaincante", les onze élus républicains de la commission, majoritaires face aux dix démocrates, ont confirmé vendredi la nomination du juge. Reuters 30 septembre 2018

Grille de lecture.

Il se peut qu'elle a réellement vécue l'expérience qu'elle décrit, à ceci près qu'elle est manifestement montée en épingle pour nuire à Trump.

On retrouve une fois de plus les mêmes protagonistes, dont le parti démocrate, le FBI, le Washington Post, le New York Times et bien d'autres qui veulent la peau de Trump. Le plus troublant, c'est un euphémisme, c'est que cette affaire sort au moment même où Trump doit nommer un juge à la Cour suprême et que les démocrates s'y opposent farouchement.

Quant aux faits rapportés ou présumés, je dirais qu'ils étaient assez banals 36 ans en arrière.

Un adolescent éméché essaie apparemment d'avoir un rapport sexuel avec une adolescente peut-être aussi éméchée que lui, ou

tout du moins il la pelote, il essaie de la déshabiller sans que cela aille plus loin puisqu'elle réussit à s'enfuir, donc pas de quoi casser une patte à un canard.

Si je n'ai jamais eu ce comportement, je me souviens très bien que ce n'était pas le cas de mes petits camarades ou de leurs copines qui tournaient, qui sortaient avec les uns puis avec les autres ou plusieurs en même temps, certaines tombèrent dans des traquenards sans que jamais se produise le moindre viol je précise. A moins de faire preuve d'une extrême violence ou de tomber sur une femme particulièrement faible, il est impossible d'abuser d'une femme, ou alors il faut la faire boire ou la droguer.

D'ailleurs, cette femme qui 36 ans plus tard prétend toujours être traumatisée par cette expérience, est devenue entre temps professeure de psychologie, elle s'est mariée et elle a eu deux enfants, franchement il y a pire comme vie professionnel et sentimentale brisée. Qu'elle soit détraquée mentalement, cela n'a rien d'étonnant aux Etats-Unis, surtout chez les classes supérieures.

Il semblerait que ce soit une toute autre expérience qui l'ait fragilisée psychologiquement, le mot est faible, on devrait plutôt dire déséquilibrée, car après avoir étudié pendant des années toutes sortes de névroses et psychoses, en 2016 elle se consacra à l'étude des impacts des différents comportements sexuels, y compris les viols d'enfants, que cela ait affecté son état mental est possible. Je me souviens d'un militant de l'OCI de Gennevilliers à la fin des années 70, qui était infirmier psychiatrique et qui en était arrivé à se prendre parfois pour dieu !

Ce qu'il faut savoir aussi, c'est qu'elle a produit plusieurs versions, et elle ne se souvenait ni comment elle avait atterri dans la maison où auraient eu lieu les faits qu'elle rapportait, ni même de quelle maison il s'agissait. Elle ne se souvenait plus non plus de la date ou de l'année, apparemment cela lui est revenu après avoir été pris en charge par le FBI.

Il faut noter également qu'elle a travaillé comme psychologue au service de recherche du Département de psychologie de l'Université Stanford, connu pour servir de laboratoire ou pour collaborer aux expériences secrètes de la CIA en matière de manipulations et de tortures psychologiques.

Et pour finir, elle a suivi récemment un traitement psychiatrique et elle est engagée dans le parti démocrate.

En conclusion, il y a tout lieu de penser qu'elle fait l'objet d'une manipulation de la part des ennemis de Trump et que cette affaire a été montée de toutes pièces avec le concours du FBI que Trump a décidé de mettre au pas.

On retiendra également, que tous ceux qui se sont érigés en inquisiteurs du juge Kavanaugh et qui ont décrété d'emblée qu'il était coupable des faits qui lui étaient imputés, à aucun moment ils n'ont tenu compte de la présomption d'innocence, alors qu'il n'existe absolument aucune preuve matérielle ou témoignage qui corroboreraient les accusations portées contre lui.

Washingtonpost.com - Speaking publicly for the first time, Ford said that one summer in the early 1980s, Kavanaugh and a friend — both “stumbling drunk,” Ford alleges — corralled her into a bedroom during a gathering of teenagers at a house in Montgomery County.

S'exprimant publiquement pour la première fois, Ford a déclaré qu'un été au début des années 1980, Kavanaugh et un ami - tous deux «saouls», affirme Ford - l'ont emmenée dans une chambre lors d'un rassemblement d'adolescents dans le comté de Montgomery.

- While his friend watched, she said, Kavanaugh pinned her to a bed on her back and groped her over her clothes, grinding his body against hers and clumsily attempting to pull off her one-piece bathing suit and the clothing she wore over it. When she tried to scream, she said, he put his hand over her mouth.

“I thought he might inadvertently kill me,” said Ford, now a 51-year-old research psychologist in northern California. “He was trying to attack me and remove my clothing.”

Ford said she was able to escape when Kavanaugh’s friend and classmate at Georgetown Preparatory School, Mark Judge, jumped on top of them, sending all three tumbling. She said she ran from the room, briefly locked herself in a bathroom and then fled the house.

- Pendant que son ami le regardait, dit-elle, Kavanaugh la plaqua contre son lit et la pelotait par-dessus ses vêtements, frottant son corps contre le sien et essayant maladroitement de retirer son maillot de bain une pièce et les vêtements qu'elle portait. Quand elle a essayé de crier, il a mis sa main sur sa bouche.

"Je pensais qu'il pourrait me tuer par inadvertance", a déclaré Ford, maintenant un psychologue de recherche âgé de 51 ans dans le nord de la Californie. "Il essayait de m'attaquer et de retirer mes vêtements."

Ford a dit qu'elle avait été capable de s'échapper lorsque l'ami et camarade de classe de Kavanaugh à l'École préparatoire de Georgetown, Mark Judge, a sauté sur eux, entraînant tous les trois dans leur chute. Elle a dit qu'elle s'était enfuie de la pièce, s'était enfermée brièvement dans une salle de bain et s'était enfuie de la maison.

- Ford said she told no one of the incident in any detail until 2012, when she was in couples therapy with her husband. The therapist's notes, portions of which were provided by Ford and reviewed by The Washington Post, do not mention Kavanaugh's name but say she reported that she was attacked by students "from an elitist boys' school" who went on to become "highly respected and high-ranking members of society in Washington." The notes say four boys were involved, a discrepancy Ford says was an error on the therapist's part. Ford said there were four boys at the party but only two in the room.

Notes from an individual therapy session the following year, when she was being treated for what she says have been long-term effects of the incident, show Ford described a "rape attempt" in her late teens.

- Ford a déclaré qu'elle n'avait parlé à personne de l'incident en détail jusqu'en 2012, alors qu'elle était en couple avec son mari. Les notes du thérapeute, dont certaines parties ont été fournies par Ford et examinées par le Washington Post, ne mentionnent pas le nom de Kavanaugh, mais précisent qu'elle a été attaquée par des élèves «d'une école de garçons élitistes» membres de haut rang de la société à Washington. » Les notes indiquent que quatre garçons étaient impliqués, une divergence que Ford dit être une erreur de la part du thérapeute. Ford a dit qu'il y avait quatre garçons à la fête mais seulement deux dans la salle.

Notes tirées d'une séance de thérapie individuelle l'année suivante, alors qu'elle était soignée pour ce qu'elle considère être les effets à long terme de l'incident, montrent que Ford a décrit une «tentative de viol» à la fin de son adolescence.

- She contacted The Post through a tip line in early July, when it had become clear that Kavanaugh was on the shortlist of possible nominees to replace retiring justice Anthony M. Kennedy but before Trump announced his name publicly. A registered Democrat who has made small contributions to political organizations, she contacted her congresswoman, Democrat Anna G. Eshoo, around the same time. In late July, she sent a letter via Eshoo's office to Sen. Dianne Feinstein of California, the ranking Democrat on the Judiciary Committee.

In the letter, which was read to The Post, Ford described the incident and said she expected her story to be kept confidential. She signed the letter as Christine Blasey, the name she uses professionally.

Though Ford had contacted The Post, she declined to speak on the record for weeks as she grappled with concerns about what going public would mean for her and her family — and what she said was her duty as a citizen to tell the story.

- Au début du mois de juillet, elle a contacté The Post via une ligne téléphonique, alors qu'il était devenu clair que Kavanaugh était sur la liste des candidats possibles pour remplacer le juge sortant Anthony M. Kennedy, mais avant que Trump n'ait annoncé son nom publiquement. Démocrate enregistrée ayant apporté de petites contributions à des organisations politiques, elle a contacté sa députée, la démocrate Anna G. Eshoo, à peu près à la même époque. À la fin du mois de juillet, elle a envoyé une lettre via le bureau d'Eshoo à la sénatrice Dianne Feinstein de Californie, membre du Comité des démocrates pour le pouvoir judiciaire.

Dans la lettre qui a été lue au Post, Ford a décrit l'incident et a déclaré qu'elle s'attendait à ce que son histoire reste confidentielle. Elle a signé la lettre comme Christine Blasey, le nom qu'elle utilise de manière professionnelle.

Bien que Ford ait contacté The Post, elle a refusé de prendre la parole pendant des semaines alors qu'elle s'inquiétait de ce que cela signifierait pour elle et sa famille.

LVOG - Et le principal témoin présumé, que dit-il ?

- Reached by email Sunday, Judge declined to comment. In an interview Friday with The Weekly Standard, before Ford's name was known, he denied that any such incident occurred. "It's just absolutely nuts. I never saw Brett act that way," Judge said. He told the New York Times that Kavanaugh was a "brilliant student" who loved sports and was not "into anything crazy or illegal." Washingtonpost.com September 16

Joint par email dimanche, Judge a refusé de commenter. Dans une interview vendredi au The Weekly Standard, avant que le nom de Ford ne soit connu, il a nié qu'un tel incident s'était produit. «C'est juste absolument fou. Je n'ai jamais vu Brett agir de cette façon », a déclaré le juge. Il a déclaré au New York Times que Kavanaugh était un «étudiant brillant» qui aimait le sport et n'était «pas complètement fou ou illégal». Washingtonpost.com September 16

https://www.washingtonpost.com/investigations/california-professor-writer-of-confidential-brett-kavanaugh-letter-speaks-out-about-her-allegation-of-sexual-assault/2018/09/16/46982194-b846-11e8-94eb-3bd52dfe917b_story.html?noredirect=on&utm_term=.28772994566f

- Ford is a registered Democrat. In 2017 she participated in a local Women's March protesting Trump and attended a March For Science in San Francisco to protest Trump administration cuts to research. According to the Federal Election Commission, she has made campaign contributions totaling $80.50, which included donations to the Democratic National Committee and Friends of Bernie Sanders.

Ford est une adhérente du parti démocrate. En 2017, elle a participé à une marche locale des femmes pour protester contre Trump et a participé à une marche pour la science à San Francisco pour protester contre les compressions de l'administration Trump dans la recherche. Selon la Commission électorale fédérale, elle a versé des contributions à la campagne totalisant 80,50 dollars, y compris des dons au Comité national démocratique et aux Amis de Bernie Sanders. Wikipédia.org.

38 ans plus tard, qui dit mieux !

- Une accusatrice de Kavanaugh contactée par le FBI - Reuters 30 septembre 2018

L'avocat de Deborah Ramirez, l'une des femmes qui accuse le juge Brett Kavanaugh d'agression ou d'inconduite sexuelle, a déclaré samedi que le FBI avait pris contact avec sa cliente, ce qui signifie que les enquêteurs de la police fédérale américaine ont élargi leurs investigations au-delà des seules accusations de Christine Blasey Ford.

Deborah Ramirez accuse Brett Kavanaugh d'avoir exhibé son sexe devant elle lors d'une soirée universitaire, lorsqu'ils étaient tous deux étudiants à la faculté de droit de Yale dans les années 1980. Kavanaugh qualifie l'accusation de "complètement fausse". Reuters 30 septembre 2018

En complément. Comment ils s'emploient méthodiquement à rendre dingues les Américains.

- Sur les écrans des avions, ceux des bars ou des téléphones, chez eux, au bureau ou dans le métro, des dizaines de millions d'Américains, happés par le spectacle, ont écouté les questions et les réponses, tenté aussi, sans grand succès, d'y voir plus clair dans cette séance de «parole contre parole». Les chiffres des audiences apporteront rapidement une idée plus précise de la foule branchée en direct.

Signe supplémentaire de la dimension historique de cet événement, le New York Times y a consacré vendredi, fait rarissime, l'entièreté de sa une.

Brett Kavanaugh a martelé son innocence et dénoncé «une attaque politique calculée et orchestrée» par les démocrates pour l'empêcher de siéger au sein de la plus haute instance judiciaire des Etats-Unis. Libération 28 septembre 2018

Cependant, on lisant les commentaires publiés à la suite d'un article du Washington Post, je me suis aperçu que l'immense majorité des Américains n'étaient pas dupes de leur grossière machination.

France. Comme quoi leurs provocations, leur propagande et leurs manipulations des consciences fonctionnent à merveille.

Comment à l'aide d'une expression, un sous-entendu, un silence, un sourire, un regard, ils instrumentalisent le racisme et l'extrême droite au profit de Macron et LREM

- «La zemmourisation de la France est en marche»: un lycée au cœur d'une polémique raciste - Sputnik 30 Septembre 2018

Quand Zemmour a balancé sa provocation à la face de Hapsatou Sy dans l'émission d'Ardisson, il savait pertinemment ce qu'il faisait dans le contexte actuel, marqué par une chasse hystérique aux préjugés en tout genre qui alimente le communautarisme (et l'extrême droite) dont cette misérable créature dévorée par l'ambition est le produit ou la porte-parole.

Incarnant la France catholique profonde de droite, donc réactionnaire, qui s'est employée à inculquer aux masses les préjugés qui avaient déjà cours sous l'Ancien Régime, il était bien trop intelligent pour ne pas savoir que l'usage qui pouvait en être fait n'était pas sans risques, et que dans le contexte actuel cela pourrait prendre la fâcheuse tournure incontrôlable d'un lynchage public pour celui ou ceux qui s'y aviseraient.

Il a semble-t-il sous-estimé que l'arrivée au pouvoir de Macron correspondait à l'avènement d'un régime totalitaire, qui ne supporterait aucune faille idéologique et pourchasserait tous ceux qui s'aviseraient d'en dévier ou d'y porter atteinte, y compris en recourant à la dérision ou à l'humour qui peut être une arme redoutable pour révéler des intentions inavouables, qui en aucun cas ne doivent parvenir à la connaissance de la population, sous peine que d'autres s'y infiltrent et y portent gravement atteinte, car même le scepticisme, le doute, la moindre hésitation quant à la valeur suprême de cette idéologie doivent être absolument bannis, et toute critique doit être systématiquement étouffée, leurs auteurs discrédités par tous les moyens, y compris ou

de préférence par les plus scélérats de sorte qu'ils ne puissent pas répondre aux accusations qu'on porte contre eux.

Zemmour se voit logiquement sanctionner, parce qu'il a commis l'erreur par sa repartie d'enclencher ce mécanisme infernal qui broie même les intellectuels les plus habiles, au lieu de demeurer sur le terrain politique où il aurait pu facilement démontrer la crasse ignorance de cette ignoble créature.

C'est sans doute sa supériorité ou son arrogance qui lui ont joué un sale tour, parce qu'il n'a pas compris que même l'être le plus insignifiant ou médiocre qui soit recèle un pouvoir immense ou peut renverser des montagnes, dès lors qu'il est soutenu par tout un régime.

Ce qu'on pourrait reprocher à Zemmour, c'est d'avoir permis de le démontrer et d'inciter une multitude de gens aussi médiocres que Hapsatou Sy de l'imiter, et ce n'est pas un hasard si la totalité des médias se sont emparés de cette polémique à l'adresse des écervelés ou des cons qui osent tout qui sont ainsi appelés à redoubler d'audace pour nous montrer de quoi ils sont capables, c'est ainsi que la société s'enfonce un peu plus chaque jour dans la médiocrité pour le bonheur de l'oligarchie qui détient le pouvoir ou tire les ficelles, car il faut bien que cela serve à quelqu'un, n'est-ce pas ?

Ne vous méprenez pas, le sort de Zemmour nous est indifférent, tout comme celui de cette pouffiasse (Le Grand Robert précise que ce terme est "sans péjoration de nature sexuelle", ouf me voilà sauvé!).

Ils ont également réussi à avoir la peau du "roi des forains", Marcel Campion, en usant du même procédé. Pourquoi ?

- Paris: un marché de Noël sans Marcel Campion - AFP 27.09

Marcel Campion ferme la boutique. Après le tollé suscité par ses propos homophobes, il a annoncé jeudi son retrait du marché de Noël et la fin de ses activités foraines, sans pour autant dire son dernier mot. (L'AFP n'a pas rappelé qu'il était un grand ami de Bertrand Delanoé et d'autres personnalités homosexuelles, pour éviter que l'accusation d'homophobie tombe en miettes ou que les véritables raisons de cette cabale remontent à la surface. - LVOG)

"J'en ai un peu assez depuis trois ans de tout ce qu'il se passe autour de moi", a déclaré à RTL, le roi des forains. "Je considère qu'avec toutes ces agressions, ces attaques, c'est nuisible tout ça pour le métier que je représente, et quelque part il faut que je fasse très attention."

Depuis des mois, la guerre est ouverte entre le "roi des forains" et Anne Hidalgo, qui a décidé en 2017 de lui retirer l'autorisation d'installer un marché de Noël sur les Champs-Elysées. La mairie lui reprochait de ne pas vendre des produits artisanaux de la région, mais provenant de Chine, et ce, à un prix excessif.

Actions judiciaires, communication à tout crin et détermination d'acier... Après être allé sur divers terrains, c'est à la bataille politique que songe désormais Marcel Campion qui a annoncé cet été son intention de se présenter aux municipales en 2020, à Paris. AFP 27.09

L'annonce de trop de toute évidence pour la mairie de Paris ou le PS et LREM.

Parole d'Internaute.

1- "- le tour de Paris est infect
- c'est sale
- c'est dangereux la nuit "même le jour aux feux" - avec ceux qui vous cassent les vitres pour vous piquer les sacs
- de partout des mendiants
- de partout des gens qui vous emmerdent aux feux rouges
- des cabanes de migrants tout autour du périphérique
- certains quartiers puent quand vous entrez
- vous voyez des rats de partout - même en plein jour, ils viennent à vos pieds"

LVOG - C'est devenu cela Paris où je suis né et où j'ai vécu jusqu'à l'âge de 13 ans, il y a donc 50 ans en arrière ?

En voilà un argument choc qui colle avec ma théorie ou mon discours.

2- "Revoir le consumérisme c'est bien mais ce que nous consommons est dicté par ce que nous produisons. Or le "nous" qui produit, ce n'est pas nous, c'est ceux qui détiennent les moyens de production et de distribution. Ceux qui contrôlent la création de monnaie; ceux qui grâce à cette position dominante ont une position hégémonique dans les sociétés et nous dictent largement

nos pensées, notre culture, notre style de vie. Ceux-là sont le capitalisme."

LVOG - J'ai félicité l'auteur de ce commentaire dans le blog Les Crises, qui par ailleurs à citer Marx à plusieurs reprises, mais il a obtenu moins de succès que moi, alors qu'à la fin de mon commentaire je posais également la question d'en finir avec le capitalisme, mais en ayant adopté un autre discours, en somme j'ai vérifié la validité de ma théorie.

Ils osent tout

- Macron et les offres d'emploi: le Président enfonce le clou - L'Express.fr 29 septembre 2018

"Je sais comment vous vivez, c'est pour ça que je viens ici (mais) c'est facile pour personne. Je suis toujours aux côtés de ceux pour qui c'est pas facile"

"Mais je ne veux pas, parce que ce n'est pas facile, que certains tombent dans la facilité."

"Quand il y a des offres d'emploi qui existent, même si ce n'est pas exactement ce qu'on veut peut-être au début, (il faut) accepter pendant quelques mois (de) se mettre le pied à l'étrier. Et c'est important. Parce que sinon, on est dans une société qui en quelque sorte demande toujours la solution à l'autre", a jugé le chef de l'Etat. L'Express.fr 29 septembre 2018

Au début, pour "mettre le pied à l'étrier" on m'a proposé de devenir banquier, j'ai accepté sans rechigner moi, ensuite on m'a proposé de devenir ministre, j'ai encore accepté sans faire de chichis, et enfin de devenir président de la République, j'avoue que je n'avais pas le choix et je ne le regrette pas, alors faites comme moi !

Mimétisme.

- Nikki Haley, mégaphone en main lors d'une manifestation, réclame le départ de Maduro - AFP 27.09

- Venezuela: Paris soutient la démarche de six pays auprès de la CPI - Reuters 30.09

La France a apporté son soutien samedi à la démarche de cinq pays latino-américains et du Canada qui ont demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'enquêter sur des accusations de crimes contre l'humanité visant le gouvernement du président vénézuélien Nicolas Maduro. Reuters 30.09

- Hollande condamne la "méthode" Macron: "Moi, j'ai voulu être un président à la hauteur, mais pas hautain" - Le HuffPost

Moi je, pas hautain, il a fini dans la fosse à purain d'où il n'aurait jamais dû sortir...Le HuffPost

- Israël accuse l'Iran de cacher du matériel nucléaire à Téhéran - Reuters 27.09

Les preuves ? Non mais attendez, cette question est stupide, offensante, comment vous osez mettre en doute notre parole, du moment qu'on vous dit que l'Iran cache du matériel nucléaire, c'est qu'il existe et vous n'avez pas d'autres questions à poser, cela suffit comme preuve, cessez d'être antisémite à la fin...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Accord russo-turc: début du retrait d'un premier groupe rebelle dans le nord syrien - AFP 30 septembre 2018

Un premier groupe rebelle pro-Ankara a amorcé dimanche son retrait de la future "zone démilitarisée" dans le nord-ouest de la Syrie, en vertu de l'accord russo-turc du 17 septembre qui a permis de repousser l'imminence d'une offensive du régime sur la province d'Idleb.

"Des unités de Faylaq al-Cham se retirent depuis dimanche matin avec leurs armes lourdes, dont des chars et des canons, dans

le sud de la province d'Alep et dans la banlieue ouest de la ville" du même nom, qui sont situées "dans la zone démilitarisée" prévue par l'accord russo-turc, a indiqué à l'AFP le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane.

Le groupe, fort de "8.500 à 10.000 combattants", selon M. Abdel Rahmane, fait partie du Front national de libération (FNL), une coalition de groupes rebelles formée début août à l'instigation de la Turquie dans la province d'Idleb et des parties des provinces voisines d'Alep, de Hama et de Lattaquié toujours sous contrôle des insurgés.

"Il s'agit du deuxième groupe le plus puissant dans le nord syrien en termes d'équipements militaires et le troisième au niveau du nombre de combattants", selon le directeur de l'OSDH.

Ce début de retrait intervient au lendemain du rejet de l'accord russo-turc par Jaich al-Ezza, un groupe rebelle extérieur au FNL actif dans le nord de la province de Hama.

Conclu à Sotchi (Russie) le 17 septembre, l'accord entre Ankara et Moscou a permis d'éloigner la perspective d'une offensive militaire du régime syrien, au moins à court terme.

Il prévoit la création d'ici au 15 octobre d'une "zone démilitarisée" de 15 à 20 km de large, sous contrôle de la Russie et de la Turquie, à Idleb et ces zones environnantes, qui constituent le dernier bastion insurgé dans la Syrie en guerre. AFP 30 septembre 2018

- Onu : la Syrie appelle au retrait immédiat des forces d'occupation US, françaises et turques - Réseau Voltaire - 29 septembre 2018

Intervenant à la tribune de la 73ème session de l'Assemblée générale de l'Onu, le Vice-Premier ministre syrien, Walid Al-Moallem, a appelé au retrait immédiat des forces d'occupation états-uniennes, françaises et turques [1].

Cette déclaration intervient après l'attaque conjointe britannico-franco-israélienne et la destruction d'un avion de surveillance russe. Depuis, la Russie livre à forte cadence des matériels militaires de brouillage et de surveillance, ainsi que des batteries anti-aériennes S-300. Tandis que les États-Unis retirent leurs missiles Patriot de la région.

La présence des troupes françaises depuis le début du conflit (à l'exception des trois derniers mois du mandat du président Nicolas Sarkozy) est un secret de polichinelle. Toujours niée par les officiels et les médias français, elle est toujours constatée sur le terrain. Réseau Voltaire - 29 septembre 2018

Palestine occupée.

- Bande de Gaza : sept Palestiniens tués par des tirs de soldats israéliens - LeParisien.fr 29 septembre 2018

Sept Palestiniens, dont deux garçons de 12 et 14 ans, ont été tués vendredi par des tirs de soldats israéliens lors de manifestations et de heurts à la frontière entre Gaza et Israël. Depuis le 30 mars, des manifestations ont lieu pour réclamer la levée du blocus imposé depuis plus de dix ans par Israël à Gaza et le droit au retour des Palestiniens sur les terres dont ils ont été chassés ou qu'ils ont fuies à la création d'Israël en 1948.

Selon le ministère palestinien de la Santé, il s'agit de la journée la plus sanglante depuis le 14 mai qui avait vu la mort de plus de 60 Palestiniens lors de violences coïncidant avec l'inauguration de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem, un motif d'indignation pour les Palestiniens.

Nasser Mossabeh, 12 ans, a été atteint d'une balle dans la tête à l'est de Khan Younès, a dit le porte-parole du ministère de la Santé à Gaza, Achraf al-Qodra. Mohammed al-Houm, 14 ans, et Iyad Al-Shaer, 18 ans, ont été tués lors d'affrontements distincts dans le centre et le nord du territoire, selon lui.

Il a fait état de la mort de quatre autres Palestiniens d'une vingtaine d'années le long de la barrière de sécurité israélienne séparant la bande de Gaza du territoire israélien.

Les sept Palestiniens « ont été tués par les tirs à balles réelles des forces israéliennes », a affirmé Achraf al-Qodra, en faisant état de plus de 200 blessés, par balle ou par inhalation de gaz lacrymogènes.

L'armée israélienne a fait état de manifestations et de heurts auxquels ont pris part selon elle plus de 20 000 Palestiniens en différents points de l'enclave le long de la barrière de sécurité lourdement gardée. LeParisien.fr 29 septembre 2018

Brésil

Aux petits soins avec l'extrême droite.

- Brésil: Bolsonaro sort de l'hôpital sur fond de manifestations - Reuters 30 septembre 2018

Ancien officier, Jair Bolsonaro, qui a dit son admiration pour la dictature militaire au pouvoir au Brésil entre 1964 et 1985, a convaincu de nombreux Brésiliens de voter pour lui en raison de ses prises de position très dures contre l'insécurité et une carrière exempte d'accusations de corruption.

Mais il fait aussi office de repoussoir pour de nombreux Brésiliens en raison de propos jugés homophobes ou misogynes.

Vendredi, le candidat a été à l'origine d'une nouvelle polémique: il a menacé de ne pas reconnaître le résultat des élections s'il n'était pas élu. «De ce que je vois dans la rue, je n'accepte(rai) pas un résultat aux élections qui soit différent de mon élection», a-t-il déclaré à la chaîne Bandeirantes.

Devenu le poulain des marchés financiers depuis qu'il a embrassé la cause du libéralisme économique pendant sa campagne, Bolsonaro peine en revanche à séduire l'électorat féminin, contrairement à Fernando Haddad, qui a succédé au pied levé à Luiz Inacio Lula da Silva, l'ancien président incarcéré pour corruption. Reuters et Lefigaro.fr 30 septembre 2018

- Au Brésil, les femmes disent «non» au candidat d'extrême droite - LeFigaro.fr 30 septembre 2018

Des centaines de milliers de femmes sont descendues dans les rues pour marquer leurs oppositions à Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême droite ayant eu, à plusieurs reprises, des propos sexistes, homophobes et racistes.

Une véritable marée humaine. Ce samedi, les rues du Brésil ont été envahies par des milliers de femmes venues manifester contre le candidat d'extrême droite à la présidentielle Jair Bolsonaro. Au cri de «Non, pas lui!», les Brésiliennes entendaient marquer leur farouche opposition au candidat, pourtant favori dans les sondages.

Les plus grandes manifestations se sont déroulées dans les métropoles de Rio de Janeiro, Sao Paulo et Brasilia. Au total 62 villes, selon le site internet d'informations G1, ont vu des femmes descendre dans les rues, à huit jours du premier tour. Alors que les cortèges se dispersaient sans incidents en soirée, les organisateurs ont estimé que 500.000 personnes avaient participé au mouvement lancé sur les réseaux sociaux, tandis que la Police militaire indiquait qu'elle ne fournirait aucun chiffre. LeFigaro.fr 30 septembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

- 10 % à15 % - Liberation.fr 27.09

10 % à15 % des enseignants de lycées professionnels étaient en grève jeudi, selon le syndicat Snuep-FSU. Liberation.fr 27.09

- Pays-Bas: le gouvernement veut connaître la religion des propriétaires d'armes à feu - AFP 27.09

Le gouvernement néerlandais veut enregistrer l'origine ethnique et la religion des propriétaires d'armes à feu, selon un projet de loi qui suscite une polémique aux Pays-Bas, a rapporté jeudi le journal de référence De Volkskrant. AFP 27.09

- Grève européenne chez Ryanair, des dizaines de vols annulés - AFP 28.09

La compagnie aérienne à bas coûts Ryanair a été contrainte d'annuler des dizaines de vols vendredi à cause d'une nouvelle grève dans plusieurs pays européens du personnel de cabine et des pilotes, qui réclament de meilleures conditions de travail. AFP 28.09

Haut de page

Le 5 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

L'abonnement du portail au serveur de la société OVH arrivera à échéance vers le 20 décembre.

Rassurez-vous, je ne vous demanderai pas d'y participer financièrement !

Pour le moment, contrairement aux marxistes qui avaient de bonnes raisons de se sacrifier parce que leur activité politique trouvait un écho dans le mouvement ouvrier, étant donné que ce n'est pas mon cas, je ne vois pas pourquoi je devrais poursuivre cette activité politique. Bien que ma contribution politique ait une valeur limitée par rapport à la leur, si je l'ai poursuivie, c'est parce que je considérais que c'était indispensable compte tenu que j'avais été pratiquement le seul à ma connaissance à prendre en compte l'évolution des différents facteurs qui composaient la situation, et que j'estimais que c'était le seul moyen de demeurer fidèle au marxisme ou au socialisme.

Cela m'a amené à me remettre en cause ou à toujours devoir me justifier quasiment en permanence, ce qui est épuisant à la longue, surtout quand cela ne débouche sur aucun résultat concret. Dans ce cas-là, vaut mieux ne pas insister plus longtemps, puisque cela n'apporte rien à personne. D'autres générations viendront et prendront peut-être le relais, je l'ignore. Tout ce que je sais, c'est que dans l'état actuel de la situation, il n'y a rien à en attendre de bon dans un proche avenir, et comme maintenant je suis vieux, je ferais peut-être mieux de consacrer le peu de temps qu'il me reste à vivre à profiter de la vie ou à faire autres choses, ce qui présentera au moins l'avantage d'être utile à quelqu'un, à moi en l'occurrence. Ils ont réalisé d'immense progrès en paléontologie, ce pourrait être un sujet d'étude passionnant dans la mesure où cela a un rapport avec l'évolution de l'homme pour mieux le comprendre, c'est une idée qui m'a traversé la tête avant-hier.

Je sais que je ne devrais pas vous dire tout cela, mais au point où nous en sommes, qu'est-ce que cela peut bien faire, non ? Vous vous en foutez apparemment, alors pourquoi je devrais me gêner. Mes convictions demeurent intactes, ce n'est pas la question, je suis seulement assez lucide pour m'apercevoir que le temps où elles se réaliseront n'est pas encore venu, donc il est inutile de vouloir forcer inutilement le destin, voilà tout. Je peux me tromper, c'est tout ce que je souhaite.

Extrait d'une lettre adressé à un proche.

J'ai mis au point une théorie politique que tu pourrais m'aider à vérifier si tu n'y vois pas d'inconvénient. En gros, je prétend que puisque une des conditions objectives fait défaut pour que les masses se soulèvent et renversent le régime, une guerre ou une crise sociale se traduisant par des dizaines de millions de chômeurs pour faire bref, je suis parti du constat que malgré le confort relatif dont bénéficie la majorité de la population et qui les conduit à la passivité ou à la neutralité sur le terrain de la lutte des classes, il n'en demeure pas moins que la totalité ne peut échapper aux manifestations de la décomposition de la société qui prennent de plus en plus souvent une tournure violente ou aux conséquences dramatiques de la crise du capitalisme qui frappent des membres de leur famille ou de leur entourage, pour en arriver à la conclusion que leur petit bonheur était de plus en plus précaire ou inconfortable, menacé par cette espèce de gangrène qui ronge l'ensemble de la société au point de lui donner un visage si hideux, si bien qu'ils pourraient en venir à se poser la question d'en changer pour ne plus vivre ce cauchemar, pour peu qu'on leur propose une alternative crédible et surtout, qu'on parvienne à leur présenter sous un angle qui leur permettrait de s'en saisir, le meilleur moyen étant de partir de la manière dont ils perçoivent leur condition ou ils vivent leurs expériences, plutôt que de leur tenir un discours purement idéologue qui les rebuterait. Autrement dit, je m'appuie autant sur les conditions avantageuses dont ils bénéficient que sur les faiblesses qu'elles recèlent et qui font obstacle à leur engagement politique, ne souhaitant nullement que leur condition se dégrade ou que le niveau d'évolution qu'ils ont atteint régresse, au contraire je pense qu'ils peuvent s'en servir pour faire sauter ces obstacles ou envisager de progresser en inscrivant ce processus dans une perspective politique, ce qui soulagerait leur conscience ou leur permettrait de continuer de profiter des avantages que la société a bien voulu leur accorder sans avoir à en rougir ou à se justifier, tout en donnant un sens à leur existence dont ils pourraient être fier, ce qui est plutôt inespéré en vivant dans une telle société.

Ce qu'ils doivent parvenir à admettre ou à comprendre est logique de bout en bout, et repose uniquement sur des faits présents ou passés qu'ils n'ont pas forcément à l'esprit et dont l'enchaînement ou les rapports de cause à effet leur échappe, mais qui apparaissent clairement dès lors qu'on les exprime distinctement ou simplement sans chercher à les interpréter ou du moment qu'on ne cherche pas à les faire coïncider avec une théorie, autrement dit, je m'adresse à leur intelligence, je les incite à faire preuve de logique pour venir à bout de la situation qui semble inextricable ou à laquelle ils ne comprennent pas grand chose pour finalement prendre leur destin entre leurs mains.

L'homme est parvenu à un niveau de développement intellectuel inégalé dans le passé, et il ne serait pas capable de s'en servir pour s'émanciper du règne de la servitude ou de la nécessité. A quoi bon alors, ce serait insensé d'en arriver à cette conclusion. Ils ignorent que ce sont les peuples exploités et opprimés qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine, et non des dieux ou des souverains aussi éclairés qu'ils aient pu être parfois dans le passé, par leur sueur, leur peine et leur sang, bref par leur travail, faisant davantage appel à leurs bras qu'à leur tête qui a toujours eu du mal à suivre le mouvement historique. Et bien de nos jours, c'est à leur tête de prendre le relais pour ainsi dire, afin que l'humanité franchisse une nouvelle étape sur la voie du progrès qui le mènera à sa libération définitive du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la liberté.

Plus directement, quand les ventres sont pleins et les têtes vides, il n'est pas difficile de savoir ce qu'on doit s'atteler à remplir. Attention, sans emprunter la méthode épouvantable des doctrinaires ou des dogmatiques qui conduit à une overdose ou vous donne rapidement la nausée.

Non, il s'agit de s'appuyer sur la capacité de chacun à se servir des instruments logiques qu'il a déjà acquis et de les perfectionner, logique qu'il emploie ou qui se déploie sous ses yeux quotidiennement et dont il n'a pas conscience ou qu'il perçoit confusément au point de confondre cause et effet, par exemple quand il s'en prend à telle ou telle couche de travailleurs au lieu de s'en prendre au capitalisme et ses représentants qui sont responsables de leur condition ou de leur comportement. Et lorsqu'on fait abstraction de ces instruments logiques, forcément on ne peut pas imaginer une société plus juste ou meilleure, on est conduit à abandonner cette perspective ou cela ne présente aucun intérêt de s'engager pour en changer, c'est cruellement logique !

Pour le reste, la conception de la lutte de classe telle qu'elle a été conçue sur la base des enseignements de le lutte de classe du passé que nous ont légués Marx, Engels, Lénine et Trotsky, ainsi que la description du développement de la civilisation humaine et du capitalisme et les conclusions pratiques qu'ils en ont tirées demeurent valables, elles constituent le socle théorique sans lequel nous serions réduits à l'impuissance ou dans l'impossibilité de nous doter d'un programme politique et d'un parti, ni même ne serait-ce qu'entrevoir la possibilité qui existe de changer de société.

L'absence de logique constitue le trait marquant du mode de pensée et du comportement des hommes. Logique sans laquelle on ne peut parvenir à un état de conscience supérieur. Or, il est le seul instrument à notre disposition pour se dépêtrer de la situation inextricable dans laquelle nous sommes, et pour atteindre le niveau de conscience minimum sans lequel il serait inutile ou impossible d'envisager sérieusement un changement de régime et de société. Voilà en gros ma théorie.

Tu m'avais écrit dans un précédent courrier qu'avec de l'argent, cela aidait à avoir une vie relativement agréable même si par ailleurs on avait quelques soucis. C'est vrai que généralement on ne voit pas les choses tout à fait de la même manière que lorsqu'on n'en a pas, on aura davantage tendance à tout relativiser, parfois à l'excès.

On témoignera une attention bienveillante au sort de ceux qui font face à de grandes difficultés, mais cela n'ira pas plus loin pour ne pas gâcher notre petit bonheur, on pourra même aller jusqu'à faire preuve de générosité en se délestant d'une somme d'argent qui en aucun cas nous fera défaut par la suite, un acte gratuit en somme, mais en aucun cas on y consacrera un peu de notre temps ou on s'engagera sur le plan politique.

J'en ai fait l'expérience entre 1981 et 2001, car tel fut mon état d'esprit durant toute cette longue période que j'ai eu le loisir d'analyser depuis, donc ne prend pas cela pour toi, je ne te juge pas, jamais, grave-toi cela dans le cerveau. Cela m'intéresserait de savoir ce que tu en penses, prends ton temps, réfléchis bien avant de me répondre, dis-moi franchement ce que t'inspire ma théorie, tu peux aussi la soumettre à ta mère ou à d'autres personnes, leurs avis ne me laisseraient pas indifférent. Autant te dire que les militants qui se connectent sur mon portail la rejettent, mais peut-être que cela ne te surprendra pas.

- Causerie au format pdf (29 pages)

Devinette.

Quel Etat a violé 1 417 fois l'espace aérien et maritime d'un pays et n'a pas respecté 28 résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unis relatives à ces faits ?

Réponse : Israël bien sur.

Propos tenu par le 1er octobre à Beyrouth par le ministre libanais des Affaires étrangères, Gebran Bassil, lors d'une réunion du corps diplomatique. (Source : Les accusations de Netanyahu contre le Liban démenties par les faits - Réseau Voltaire 02.10)

Le saviez-vous ?

Les 2 et 3 décembre 2017, Aurore Bergé s'est rendue avec Gabriel Attal (député, porte parole d'En Marche) et Nicolas Tenzer à Prague, pour animer un séminaire de… l'IRI (International Republican Institute).

Rappelons que l'IRI est le bras armé du Parti Républicain américain pour interférer dans la vie politique des pays étrangers – pardon, pour "Promouvoir la Liberté et la Démocratie dans le monde entier". Présidé durant 25 ans par John McCain, qui n'a passé la main que moins d'un mois avant son décès (source), cet Institut a été impliqué dans de nombreuses interventions à l'étranger (la plus souvent citée étant son rôle éventuel dans le coup d'État à Haïti en 2004).

Note : signalons que d'autres députés apparentés LREM n'hésitent pas à intervenir à l'IRI, comme… Manuel Valls...

On voit donc qu'il y a des liens assez serrés entre En Marche et l'IRI. Cela devrait réjouir les anciens électeurs socialistes de LREM, de voir leurs nouveaux leaders dans un temple dédié à McCain et à Ronald Reagan… Les Crises.fr 04.10

En complément.

Vers une redevance télé payée par tous ? - Liberation.fr 04.10

Dans un rapport remis jeudi, la députée LREM Aurore Bergé préconise «l'universalisation» de la contribution à l'audiovisuel public. Liberation.fr 04.10

Commentaire d'un internaute.

- "...LREM est une organisation dont les principaux chefs sont littéralement vendus, idéologiquement, politiquement et financièrement, aux États-Unis.

Il ne faut pas s'étonner que le projet macronien consiste avant tout à prôner la "liberté" dans tout ce qu'il touche : on la connaît bien, cette fameuse liberté dont ils nous serinent quotidiennement les oreilles. Liberté d'entreprendre, libération des énergies, liberté d'expression, liberté d'être libre… Tout ceci est du vent, la seule liberté qu'ils comprennent c'est celle des capitaux, de la finance internationale et de la spoliation complète des peuples de leur droit à disposer d'eux-mêmes.

Leur liberté fait froid dans le dos, c'est une liberté de façade destinée à endormir le chaland pendant qu'on lui met de plus en plus de chaînes autour du cou. De la même manière, quand ils évoquent, pleins de lyrisme, vouloir porter "la lumière de la démocratie partout dans le monde", je n'ai qu'une seule image à l'esprit : la lumière des milliers de bombes larguées quotidiennement, au Yémen ou ailleurs, sur les pauvres victimes qui n'osent pas se soumettre à leur magnifique démocratie de menteurs et de corrompus."

En famille. Ils sont des vôtres, de gauche, quoi.

Qui s'est déclaré «*honoré d'être décoré de l'ordre de la Liberté pour son rôle dans le processus de paix dans l'est de l'Ukraine*» par Porochenko, le président de l'Ukraine issu du coup d'Etat de l'OTAN et des partis néonazis Svoboda et Secteur droit ?

Réponse : François Hollande sur son compte Twitter. (Source : sputniknews.com 03.10)

En France où il est bien connu, dans un sondage, Hollande a obtenu la palme du pire président de la République sous la Ve République, 16%. (huffingtonpost.com 04.10)

La gauche, il faut réduire à néant sa capacité de nuisance.

L'attaque de Trump contre la CPI est le visage inacceptable de l'exceptionnalisme américain. par Simon Tisdall pour The Guardian 10-09-2018 (Publié par Les Crises le 04.10)

The Guardian, de gauche, défend la CPI, quoi de plus naturel en somme.

Que cela ne tienne, tous les lecteurs de cet article se réjouissent de sa disparition annoncée et ne lui reconnaissent aucune légitimité. (lecture de ce matin 4 octobre)

Comme quoi, l'influence de cette saloperie diminue...

2.000 milliards. Wanted morts ou vifs.

Dans la liste des 400 personnes les plus riches des États-Unis, dressée annuellement par le magazine Forbes, Bill Gates n'arrive plus en tête pour la première fois depuis 24 ans. Cette année, Jeff Bezos, le fondateur de l'entreprise de commerce électronique Amazon, occupe la première place avec une fortune estimée à 160 milliards de dollars (138 mds EUR).

En même temps, la fortune de Bill Gates, l'Américain le plus riche ces dernières décennies, serait passée de 89 milliards de dollars (77 mds EUR) l'année dernière à 97 milliards de dollars (84 mds EUR), mais n'arrive tout de même pas à lui apporter la première place.

Parmi les cinq Américains les plus riches figurent aussi Warren Buffett et Marc Zuckerberg avec des fortunes estimées à 88 milliards de dollars (76 mds EUR) et 61 milliards de dollars (52 mds EUR).

Comme l'indique Forbes, la fortune des 400 personnes les plus riches de la planète a augmenté de 2.000 milliards de dollars au cours de cette dernière année. sputniknews.com 03.10

Que ne feraient-ils pas pour légitimer la Constitution antidémocratique de la Ve République : Des sondages !

La preuve.

Sans rire, selon le baromètre Kantar-Sofres 48% des Français auraient "une bonne image" de Jacques Chirac. Puis ils nous rappellent qu'au moment de son départ il n'était qu'à 30% ! (Source : huffingtonpost.fr 04.10)

Ils ont la mémoire courte ou ils n'ont pas connu le général-président, il est glorifié dans tous les manuels scolaires...

- Le Général de Gaulle, président préféré des Français (et de loin) - Le HuffPost 04.10

En 69, ils l'aimaient un peu moins, ils l'ont viré ! Mais qui le sait, qui s'en souvient ? On appelle cela réécrire ou falsifier l'histoire par des procédés scélérats.

66% pensent le contraire, mais ils s'attardent sur les 33% restants. C'est cela la démocratie !

- François Mitterrand meilleur président de la République de ces quarante dernières années, selon un tiers des Français - Franceinfo 04.10

Par défaut, il fallait bien un premier et un dernier (Hollande).

A bas la Ve République minoritaire et illégitime !

- 56% des Français ne sont plus attachés à la Ve République Le sondage (Odoxa-Dentsu consulting pour franceinfo et le Figaro - ndlr) révèle qu'une courte majorité de Français ne tient plus à la Ve République. Les réfractaires absolus sont deux fois plus nombreux que ceux qui y sont très attachés. Dans le détail, 20% des personnes interrogées ne sont pas du tout attachées à ce système, alors que seulement un Français sur dix (11%) se dit "très attaché" à la Ve République.

Ils ne demandent pas plus de "parlementarisme", mais l'instauration d'une véritable démocratie.

53% des Français interrogés jugent que le Sénat n'a pas un rôle utile. En revanche, 66% trouvent l'Assemblée nationale utile, ils sont 64% à penser la même chose pour le Premier ministre. Pour le tiers des sondés qui les jugent inutiles, ils estiment que c'est notre système, la Ve république, qui empêche ces institutions et acteurs d'avoir une quelconque utilité.

Les Français interrogés demandent plus de "parlementarisme" dans notre système. (Interprétation fallacieuse. - LVOG)

Le rejet des institutions et du bonapartisme atteint des sommets.

Quasiment une personne sur deux "seulement" est attachée au suffrage universel (53% sont attachés à cette élection, 44% ne le sont pas).

Les Français (49%) estiment qu'à moyen terme, notre système rend plus difficile la capacité à mener des réformes fondamentales sur la longueur. Notre système favoriserait "les dérives d'un pouvoir trop personnel" pour 62% des Français. Cette élection rend même un peu "fous" les hommes politiques visant la plus haute fonction de l'État, c'est l'avis de 71% des sondés. franceinfo 03.10

En effet, ce sont des psychopathes !

Voyage en macronie avant le naufrage.

Mémoires d'outre-tombe. Macron déjà à titre posthume : Encore un petit effort pour le concrétiser!

- Bruno Roger-Petit est désormais le « conseiller mémoire » de Macron - LePoint.fr 04.10

Fermez-là!

- Marlène Schiappa s'emporte à l'assemblée: "Taisez-vous et écoutez les réponses pour une fois!" - Le HuffPost 03.10

- Macron invite les Français à moins se plaindre. - AFP 04.10

À une retraitée qui se plaignait de sa faible pension, le président a répondu: "Le petit-fils du général (de Gaulle) m'a dit tout à l'heure" que la règle devant son grand-père était: "Vous pouvez parler très librement; la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre." AFP 04.10

Mansuétude envers les riches et les puissants, haine viscérale des pauvres et des faibles. Il présente bien les signes d'un furieux psychopathe, il n'y a pas de doute.

C'est le genre de type qui est né avec une cuillère en argent dans la bouche, et qui balance à un miséreux : mais comment avez-vous fait votre compte pour en arriver là, sous-entendant qu'il avait dû y mettre du sien, voyez où j'en suis rendu... Entre nous, on ne l'envie pas !

De quoi se plaignent les retraités, ils auront été en "bonne santé" tout le temps qu'ils étaient exploités !

- 64,9 - Liberation.fr 03.10

L'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire le nombre d'années que peut espérer vivre une personne sans être limitée dans ses activités quotidiennes, a progressé en 2017 en France à 64,9 ans pour les femmes (+ 0,8 an), tandis qu'elle a légèrement reculé à 62,6 ans pour les hommes, selon la Direction de la recherche, de l'évaluation, des études et des statistiques (Drees). Par ailleurs, l'espérance de vie à la naissance s'établit à 85,3 ans pour une femme et 79,5 ans pour les hommes. Liberation.fr 03.10

Confirmation. Je l'ai écrit pas plus tard que dans la dernière causerie.

Comme quoi je suis parfaitement en phase avec la situation, et non hors sol ou coupé de la réalité comme certains l'affirment.

- En faisant la leçon aux Français, Emmanuel Macron se giscardise et abîme son lien avec eux - Le HuffPost 01.10

Même que sa nourrice l'aurait violemment sermonné!

L'épouse du chef de l'État, Brigitte Macron, a récemment fait éclater sa colère contre son mari, déjà déséquilibré par une popularité en chute libre et accablé par les affaires et les déconfitures politiques, a révélé sur Twitter le journaliste Frédéric Helbert.

Frédéric Helbert. - La "tannée"donnée à Macron par son épouse, ex-prof & mentor Brigitte Macron. "C'était un huit-clos derrière la lourde porte du bureau présidentiel. Mais ça cognait si dur qu'on a tout capté dit un officier de sécurité, teneur du propos selon source "Il faut arrêter les conneries maintenant!". sputniknews.com 04.10

Ah ben non alors, pour le coup, pourvu que cela dure, bon pas trop longtemps quand même, le temps de trouver une corde pour le pendre et elle aussi !

Commenceraient-ils à douter ? Profitons-en, coulons-le !

- Le bateau ivre - LeParisien.fr 2 octobre 2018

Y aurait-il quelque chose de pourri dans le nouveau monde d'Emmanuel Macron ? Seize mois après l'instauration au Louvre d'un jeune président solide comme un roc, voilà que tout se délite et part en poussière, comme un palais miné par les maux de la vieille politique. Ses ministres poids lourds s'auto-démissionnent les uns après les autres, qui plus est en prenant de court le président et son Premier ministre qui apprennent la nouvelle en direct dans les médias. Un camouflet, une gifle d'une violence inouïe !

Même sous Hollande, brocardé pour son flou, on n'avait jamais vu cela. Il ne faut pas s'y tromper, c'est bien une crise politique majeure. Un ministère-clé pour la sécurité des Français, l'Intérieur, vacant, un gouvernement dont bien des membres ont la tête ailleurs pour cause d'ambitions municipales ou européennes, un président qui n'arrive décidément plus à imprimer sa boussole, à redonner du sens, à maîtriser les horloges.

Ce sont les collaborateurs démissionnaires qui donnent le tempo. Contraignant désormais le chef de l'Etat, en cette rentrée calamiteuse, au remaniement permanent. Emmanuel Macron, fringuant, avait entamé sa conquête de l'Elysée en

quittant Bercy à bord d'une vedette sur la Seine. Il ballotte aujourd'hui sur un bateau ivre. LeParisien.fr 2 octobre 2018

Comme l'a écrit Gluckstein dans son dernier éditorial (La Tribune des travailleurs), heureusement pour Macron qu'au sein du mouvement ouvrier : "En haut, sur le plan politique, les partis de « gauche » semblent tétanisés : par leurs déchirements internes pour les uns ; et pour d'autres, par une stratégie subordonnée au calendrier électoral et donc au maintien en place du président jusqu'en 2022."

Quand l'affairisme alimente la crise politique.

- Collomb a présenté sa démission à Emmanuel Macron qui l'a refusée - AFP 01.10

- Macron réunit son Conseil des ministres, en pleine crise Collomb - AFP 03.10

En pleine crise gouvernementale, Emmanuel Macron réunit mercredi son Conseil des ministres sans Gérard Collomb dont le président a fini par accepter la démission dans la nuit.

"Le Conseil des ministres", mercredi à partir de 10h00, se déroulera "avec le gouvernement ainsi constitué", a ajouté la présidence. En conséquence, et signe de la crise qui agite le plus haut sommet de l'Etat, le Premier ministre a annulé son déplacement en Afrique du Sud prévu jeudi et vendredi, a annoncé Matignon à l'AFP.

La rupture est ainsi définitivement consommée entre le chef de l'Etat et M. Collomb, soutien de la première heure et longtemps considéré comme un "fidèle parmi les fidèles".

Le N.2 du gouvernement avait remis mardi après-midi sa démission pour la deuxième fois en 48 heures afin de reprendre la mairie de la capitale des Gaules, qu'il a dirigée pendant seize ans avant de devenir ministre en 2017.

Le départ de ce poids lourd du dispositif macronien a plongé le pouvoir, déjà fragilisé par une rentrée difficile, dans une nouvelle crise.

A peine rentré de son voyage aux Antilles, Emmanuel Macron perd son troisième ministre d'État depuis son arrivée à l'Elysée après la démission de François Bayrou en juin 2017 et celle de Nicolas Hulot en septembre.

Lundi, M. Macron avait refusé la démission de l'ancien maire PS de Lyon. Mais le "premier flic de France", 71 ans, a continué le bras de fer en maintenant sa décision de quitter le gouvernement.

"Nous constatons aujourd'hui que c'est l'ensemble du pouvoir, l'ensemble de la macronie qui est en cause", a estimé la députée LFI Danièle Obono.

"C'est bien la chute d'un régime, parce que tous les ministres d'Etat sont tombés les uns après les autres. Le président de la République voulait être maître des horloges. Aujourd'hui il a perdu le fil du temps", a abondé Damien Abad, vice-président des Républicains.

La nomination provisoire d'Edouard Philippe à l'Intérieur souligne le manque de réservoir et la difficulté pour l'exécutif de trouver un remplaçant à Gérard Collomb à ce poste stratégique.

Des six principaux ministres dans l'ordre protocolaire en place au début du mandat d'Emmanuel Macron, il ne reste aujourd'hui plus que Jean-Yves Le Drian, aux Affaires étrangères, dont le nom circule également pour prendre le relais de M. Collomb.

"Pour remplacer le numéro 2 du gouvernement, il faut une stature avec si possible un ancrage territorial", indique une source gouvernementale. AFP 03.10

- Gérard Collomb, septième démission de la présidence Macron - LeFigaro.fr 03.10

- Education Nouvelle démission au Conseil des programmes : la vice-présidente d'ATD-Quart monde claque la porte - Liberation.fr 03.10

Troisième départ en un an. Marie-Aleth Grard (photo), vice-présidente d'ATD-Quart monde, quitte à son tour le Conseil supérieur des programmes (CSP), chargé de rédiger les programmes scolaires. Cette démission intervient après celle de son président, Michel Lussault, et celle de sa vice-présidente, Sylvie Plane. «On ne peut plus discuter au CSP. Nous étions un lieu où on écoutait la parole des autres. Ce n'est plus le cas», justifie Marie-Aleth Grard dans un entretien au Café pédagogique, un média spécialisé dans l'éducation. Elle estime que le Conseil supérieur des programmes ne défend plus les intérêts des élèves issus

de familles défavorisées. «On n'est pas proches du tout des parents en général, et encore moins des parents pauvres», assène-t-elle. Liberation.fr 03.10

Je ne vois pas très bien le rapport entre les programmes scolaires et le fait d'être issu de parents pauvres, cela a toujours été le cas, non ? Je n'ai fréquenté que des écoles chics, une connerie de mes parents qui étaient trop arriérés pour m'apporter le moindre soutien scolaire, mon père était menuisier, tandis que mes petits camarades de classe bénéficiaient de celui de leurs parents, le père du plus misérable était au moins ingénieur...

En famille.

- Édouard Philippe à Valls: "La France vous sera toujours reconnaissante" - AFP 03.10

- Ces propos de François de Rugy ont consterné jusque dans les rangs de la majorité - Le HuffPost 03.10

En prime.

- Etat Privatisation en vue pour ADP, Engie et FDJ - Liberation.fr 04.10

Parole d'Internaute.

- "Le but du capitalisme, indépendamment des entreprises exerçant sous ce régime, est exclusivement de maximiser la part du profit.

Du point de vue capitaliste, les Travailleurs et la Planète ne sont que force de travail et ressources physiques, qu'il convient d'exploiter au moindre coût.

Toutes autres considérations (destruction de l'écosystème, paupérisation…) sont sans objet car ignorées du Système.

Le capitalisme n'a pas pour objet de répondre aux besoins réels. Satisfaire les besoins réels n'est qu'une conséquence particulière – et non un cas général comme on le laisse penser – de la recherche de profit.

Bien au contraire, depuis des décennies, la recherche du profit a pour conséquence d'empêcher un nombre croissant d'individus de répondre à leurs besoins élémentaires !"

Dialogue entre internautes.

- Parce que le vrai capitalisme celui de papi et de grand papi, misait au contraire sur le long terme, fabriquait des biens "qui durent", développait l'entreprise au lieu de la vendre au plus offrant des financiers pour dépeçage, et n'allait pas s'installer en Chine ou au Cambodge…

Un internaute lui répond :

- On peut se souvenir de la condition ouvrière sous le régime des capitalistes à la papi. Je ne crois pas qu'ils avaient de congés payés, ni les 35 heures, et pas de sécurité sociale… Et cela s'est terminé par la boucherie de 14, puis de 39.

LVOG - Eh oui, il n'existe pas de bon et de mauvais capitalisme !

Ils osent tout

- Les Américains rejettent à 41% la nomination de Kavanaugh à la Cour suprême - Reuters 03.10

- 6 mois de prison ferme pour avoir giflé une jeune femme dans la rue à Paris - AFP 04.10

- Les Occidentaux accusent la Russie de cyberattaques mondiales - AFP 04.10

- Londres accuse le renseignement militaire russe de mener des cyberattaques - Franceinfo 04.10

- Washington accuse Téhéran d'être le principal soutien du terrorisme - Reuters 04.10

- La Chine juge "ridicules" les accusations d'ingérence du vice-président américain - AFP 04.10

- Brésil: la présidence à portée du candidat d'extrême droite - AFP 04.10

L'AFP exulte, c'est son candidat !

Dossier. Végan ou le fanatisme assumé.

Le totalitarisme néolibéral ou le lobbysme politique permanent. Du reaganisme ou véganisme, les méfaits dévastateurs d'une lobotomie théorisée par l'extrême gauche.

Si vous n'étiez pas encore suffisamment dégoûtés de la politique, du mouvement ouvrier et de la société, afin de laisser à ceux qui détiennent tout le pouvoir le loisir de l'exercer tranquillement à leur guise contre vos intérêts, et bien voilà ce qui devrait y contribuer.

Je crois que j'ai découvert ce que recouvre le véganisme dans un article publié par le blog Les Crises (Voilà comment les scientifiques de l'ONU se préparent à la fin du capitalisme). Il s'agit d'un article de The Independent, un journal britannique en ligne étiqueté de gauche et réputé pour "*son engagement proeuropéen et ses positions libérales sur les questions de société*" (Courrier International), effectivement cela va ensemble.

Pour mieux situer cet article, il faut également savoir que The Independent a été racheté en 2016 par le groupe de presse britannique Johnston Press qui compte plus de 200 journaux, magazines et sites Internet et plus de 32 millions de lecteurs (http://www.johnstonpress.co.uk), et il est évidemment coté en bourse.

On est donc en présence d'une entreprise oligarchique ou d'une question exploitée ou instrumentalisée par l'oligarchie pour son compte, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Dans cet article on peut lire que "*le système alimentaire mondial devra être revu*", et finalement "*les produits laitiers et la viande devraient céder la place à des régimes à base essentiellement végétale*", ce qui correspond à la définition du véganisme.

Après on ne pourra pas m'accuser de divaguer ou de me livrer à un procès d'intention, d'avoir inventé le lien qui existe entre cette campagne violente en faveur du véganisme et l'oligarchie, il est établi.

Un des aspects essentiel de cette nouvelle machination dans l'hypothèse où elle serait menée à son terme, consiste à favoriser la baisse de consommation de viande, donc de la production de viande, logique qui aboutirait à la réduction de l'offre par rapport à la demande, demande qui demeurerait intacte parce que personne ne changerait par décret du jour au lendemain ses habitudes alimentaires, ce qui se traduirait par l'envolée du prix de la viande que seuls les nantis pourraient dès lors encore se procurer, tandis que la masse du peuple serait atteinte de lourdes carences qui précipiterait sa dégénérescence, on pourrait donc assimiler cette opération à une entreprise eugéniste, criminelle, si elle conduisait à cette extrémité. Elle a déjà fait 4 morts en Italie. (Wikipédia)

Pilotée d'en haut et relayée gracieusement par les médias-oligarques, elle a bien d'autres implications ou conséquences (y compris sur le plan politique) qui toutes sont également tournées contre les couches inférieures ou les plus vulnérables de la société, plus largement elle vise l'ensemble des travailleurs, y compris des classes moyennes.

On s'aperçoit que toutes les campagnes qu'ils ont orchestrées sur ce qu'ils appellent des questions de société depuis maintenant des décennies, mais plus particulièrement depuis 2012, étaient destinées à modifier ou briser de gré ou plutôt de force les normes ou les us et les coutumes ou encore préjugés adoptés par l'ensemble de la société depuis des lustres, qui se traduisaient par un certain mode de pensée et de comportement qui se transmettait de génération en génération, ce qui selon leurs propagandistes permettraient de mettre fin à certaines injustices dont leur classe (celle des capitalistes) était responsable il faut préciser, de sorte qu'elle apparaisse progressiste ou pour enfin pouvoir donner un visage plus humain au capitalisme, sans pour autant que disparaissent tous les maux qui accablent l'ensemble de la population hormis les nantis, sans remettre en cause l'existence du régime puisqu'il s'agit au contraire de le présenter sous un angle avantageux.

Conclusion : Tous ceux qui s'engagent dans ces campagnes ou les soutiennent font systématiquement le jeu du régime ou de la réaction.

Bê, bê, bê. Après la théorie foireuse des droits de l'homme, voilà venue celle des droits des animaux qui l'est tout autant.

Encore une fois, elle a été propulsée par les médias appartenant à des oligarques.

Sous l'Ancien Régime, ce fut la religion essentiellement qui servit d'instrument pour monter les peuples les uns contre les autres ou les diviser, pour justifier les pillages, les massacres ou les guerres, afin d'accroître la richesse ou le pouvoir, les territoire des souverains et leur cour. Dans les manuels scolaires, il est encore fait référence aux guerres de religion qui n'ont jamais existé, puisqu'il ne s'agissait que de guerres de rapine, la religion servait uniquement de caution morale pour couvrir les intentions ou intérêts inavouables des féodaux et propriétaires terriens en soutane ou djellaba.

De nos jours, les oligarques, les élites qui les servent, leurs représentants, leurs médias, l'armée supplétive de larbins qu'ils ont recrutés bénévolement au sein du mouvement ouvrier, se servent de tout ce qui leur tombe sous la main pour opposer toutes les couches de la population de toutes les classes, pour détourner les travailleurs de la lutte de classe, pour achever la dislocation du mouvement ouvrier, auquel pour se faire ils ont emprunté un certain nombre d'aspirations, somme toute légitimes mais secondaires dans la mesure où elle ne pourront être satisfaites qu'une fois le capitalisme aboli, ce qui ne peut évidemment pas être l'objet des questions soulevées par l'oligarchie. C'est là qu'on s'aperçoit à quel point ceux qui y mêlent leurs voix se fourvoient gravement, font preuve d'un aveuglement, d'un opportunisme incroyable ou ne sont pas à une contradiction près.

Cela a commencé avec l'écologisme peu de temps après 68. Il fallait absolument briser, disloquer l'unité des masses qui avait commencé à se réaliser, interdire qu'elle ne se rassemblent dans l'avenir et parviennent à poser et à résoudre la question du pouvoir. Cette menace dirigée contre le régime devait être écartée par tous les moyens. C'est ainsi que quelques années plus tard ils en vinrent à concevoir et développer le concept d'ONG, d'association à vocation progressiste, sociale ou humanitaire, qui viendrait empiéter sur le terrain du mouvement ouvrier, entreprise qui serait d'autant plus facilité du fait qu'il était déjà corrompu, et que le virage néolibéral annoncé signifiait à court terme l'arrêt de mort définitif du réformisme (De ce qu'ils ont appelé les Trente Glorieuses), sur lequel il avait surfé pendant la période de reconstruction qui avait suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, et qui devait coïncider avec son déclin inexorable. La place était chaude, et comme il n'y avait personne pour la prendre, ils s'en sont chargés en somme. C'était l'Etat, les oligarques ou les aristocrates du régime (Sortis des grandes écoles comme l'ENA) qui allaient les financer.

Pour ne pas être en reste ou s'apercevant que son déclin s'accélérait, les dirigeants du mouvement ouvrier prirent la décision de participer activement à cette opération ou même d'en prendre la direction, précipitant sa décomposition et sa chute jusqu'à le réduire à l'impuissance ou à le neutraliser pour le bonheur des capitalistes. L'avant-garde du mouvement ouvrier résista, mais n'étant pas parvenue à comprendre et à prévoir l'orientation du capitalisme pour modifier à temps sa conception de lutte de classe, elle finit pas craquer complètement, ce qu'on peut observer quotidiennement de nos jours. Elle a sous-estimé la nature et la portée de ces nouvelles représentations idéologiques créées par l'oligarchie, de la même manière qu'elle ne comprendra pas celles des réseaux numériques.

Depuis ils ont rattrapé le temps perdu, ils se sont tous mis au diapason en collaborant à cette formidable machination destinée à enchaîner davantage les masses au char du capitalisme roulant à tombeau ouvert vers l'abîme. Ils sont tous devenus écologistes, antiracistes, homophiles, etc. et les plus dégénérés d'entre eux ont adopté l'écriture inclusive (exemple : militants.es) et le dernier truc à la mode, le véganisme ou végétalisme, sans parler des drogues. En fait, dès que l'oligarchie lance une campagne mondiale, ils sautent à pieds joints dedans, il faut absolument qu'ils en soient ! Et le plus grave, c'est que cela va jusqu'à apporter leur soutien aux guerres impérialistes contre les peuples du Moyen-Orient. On comprend pourquoi après s'être ainsi discrédités, quand ils apportent leur soutien à Maduro ou Morales par exemple, personne ne les prend au sérieux et à juste titre.

La palme nauséabonde de la putréfaction de l'avant-garde du mouvement ouvrier revient incontestablement au NPA, à sa tendance Claire plus précisément, qui a cru bon de publier un article d'une obscure organisation allemande dénommée Bündnis Marxismus und Tierbefreiung ou Alliance pour le marxisme et la libération animale, qui reprend la rhétorique des adeptes cinglés du véganismes ou végétalisme, à grand renfort de références ou citations de Marx ou Engels, versant dans un dogmatisme débridé, fanatique, un délire absolu!

Je déconseille fortement d'adopter ce type d'alimentation, car il peut rapidement se traduire par des carences aux effets irréversibles si elles ne sont pas traitées à temps, elles peuvent mêmes être fatales. J'ai exposé un cas dans la précédente causerie. J'ai aussi précisé que je mangeais peu de viande ou de produits issus de la mer, pour des raisons économiques et parce que je n'en éprouve pas particulièrement le besoin et non pour me conformer à une doctrine. Donc je n'ai aucun parti pris sur ce sujet.

Au passage, autrefois j'ai étudié pendant quelques années la composition des produits destinés à l'alimentation humaine, ainsi que leurs effets sur le métabolisme, sérieusement, à fond comme toujours, il s'agissait d'ouvrages méticuleusement choisis et rédigés par des médecins ou des chercheurs de différents pays, j'ai évidemment mis en pratique ce que j'avais appris, j'ai même été propriétaire d'un petit magasin de diététique pendant 10 mois au milieu des années 80.

Je vous avoue que j'ai parcouru cet article interminable en diagonale seulement pour ne pas perdre mon temps, j'ai franchement plus important à faire. En voici l'adresse (https://tendanceclaire.org/article.php?id=1431) pour ceux qui veulent se faire une idée du degré de dégénérescence qu'on peut atteindre tout en se réclamant du marxisme, je les préviens, attention, c'est effarant, un tel fanatisme, effrayant ! Mais surtout que cela ne serve pas de repoussoir à tous ceux qui envisageaient d'étudier sérieusement le marxisme. Je leur conseille vivement de s'en tenir à Marx, Engels, Lénine et Trotsky, et une fois acquises les bases du matérialisme dialectique ils pourront aborder d'autres auteurs qui se réclament plutôt à tort qu'à raison du marxisme.

J'ai relevé deux passages dans cet article.

- "*Les humains, créatures naturelles qui doivent satisfaire des besoins naturels (comme manger, boire, etc.) ont une différence de degré et non de nature avec les animaux, et cette différence de degré est le résultat de leur propre praxis sociale.*"

Les humains, ces "*créatures naturelles*", elles ne sont pas apparues spontanément à notre connaissance. Elles ont une très longue histoire derrière elles. Elles sont issues d'une espèce animale vieille de dizaines de millions d'années. Elles présentent la particularité d'être composées en grande partie de protéines à l'origine de la formation de la plupart des molécules qui constituent les organismes vivants ainsi que les organes du corps humain. Ces protéines sont donc absolument vitales à leur développement et à leur fonctionnement. Sachant que les protéines d'origine animale ont une valeur supérieure aux protéines d'origine végétale, de par leur composition et la diversité de ses éléments qui ont des fonctions particulières, on peut en déduire que l'alimentation carnée de primates a sans doute joué un rôle déterminant dans l'apparition des hominidés ou les ancêtres de l'Homo sapiens, j'irais même plus loin dans le processus d'évolution de son cerveau et de l'homme tout court...

Un jour après avoir rédigé ce passage de mémoire, j'ai trouvé ceci sur Internet qui apporte quelques détails supplémentaires, notamment sur le rapport entre le développement de la boîte crânienne et l'alimentation carnée de nos ancêtres... bien avant les Gaulois !

Wikipédia - La cuisson de la viande mais surtout des légumes-racines tubéreuses agit comme une forme de « pré-digestion », permettant de consacrer moins d'énergie à la digestion de la viande, des tubercules, ou de protéines telles que le collagène. Le tube digestif a diminué, ce qui a permis d'octroyer plus d'énergie au cerveau humain. Ainsi, par comparaison, si l'homme moderne mangeait seulement des aliments crus et des produits alimentaires non transformés, il aurait besoin de manger 9,3 heures par jour afin d'alimenter son cerveau. Un régime essentiellement crudivore entraîne à long terme de graves carences nutritionnelles (baisse de l'indice de masse corporelle, aménorrhée chez les femmes).

Comme des neuroscientifiques l'ont montré, le nombre de neurones est directement corrélé à la quantité d'énergie (ou de calories) nécessaire pour alimenter le cerveau. La cuisson des aliments a donc permis de faire sauter un verrou physiologique et métabolique, fournissant plus d'énergie au cerveau qui aujourd'hui ne représente que 2 % de la masse corporelle des hommes modernes mais consomme 20 % de l'énergie basale nécessaire au corps humain. Wikipédia

Si j'ai bien compris sans la domestication du feu, l'homme serait demeuré un ruminant ou son espèce aurait disparu!

A propos de l'Homo ergaster qui a vécu il y a 1,9 million d'années.

Son volume endocrânien varie de 750 à 1 050 cm3, avec une tendance à l'augmentation au fil du temps. Cet accroissement du volume du cerveau semble avoir été favorisé par une consommation régulière de viande.

Bien avant la domestication du feu, Homo ergaster aurait consommé de la viande animale sans pouvoir la faire cuire. Or la viande crue est bien plus difficile à mâcher et à digérer que la viande cuite. Elle requiert un appareil masticatoire et un système digestif nettement plus développés que ceux des hommes modernes. Homo ergaster aurait préalablement découpé ou écrasé la viande à l'aide d'outils lithiques, ce qui aurait permis de gagner une partie des avantages de la cuisson. La mise en œuvre de cette forme de prémâchage aurait ouvert la voie à un changement évolutif vers la réduction de la taille des dents, des muscles masticateurs, et de la longueur des intestins. Le visage se serait ainsi modifié en s'affinant. Des dents plus petites auraient favorisé le développement de la parole. Wikipédia

En revanche dans un blog de l'université d'Angers (http://blog.univ-angers.fr/veeganiisme/lhistoire-de-ce-recent-morale-de-vie), figure une contrevérité : "*A l'origine les Hommes ne se nourrissaient pas de viande, mais de fruit selon certain texte biblique.*"

Heureusement que des préhistoriens plus méticuleux demeurent strictement sur le terrain de la recherche scientifique au lieu de verser dans l'idéologie.

- Autrefois, les préhistoriens astiquaient la denture des hommes préhistoriques avant d'exposer leurs crânes, pour des raisons esthétiques. Aujourd'hui, ils récoltent soigneusement le tartre pour analyser les bactéries, l'ADN et les micro bribes de végétaux qu'il recèle. Ce nouveau type de fouilles high-tech a permis de découvrir que Neandertal, tout comme Homo sapiens, avait un régime alimentaire beaucoup plus diversifié qu'on ne le pensait. Les dents sont même autrement plus bavardes : placées sous un microscope électronique à balayage, elles peuvent dire ce qu'un homme ou une femme préhistorique a mangé lors de son dernier repas.

Un indice parmi d'autres: "*les stries verticales et longues indiquent une alimentation à base de viande alors que les stries horizontales témoignent d'une alimentation plus riche en végétaux*", explique le paléanthropologue Antoine Balzeau, qui travaille au Musée de l'Homme. (https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo)

- A côté des produits de la cueillette, la viande occupe une place importante, indique Marylène Patou-Mathis, chargée de recherche à l'Institut de Paléontologie Humaine (Paris). (...) « *Les Néanderthaliens ont un régime de type loup, dit-elle. Mais les Sapiens Sapiens sont aussi très carnivores.* » La chasse, mais aussi le charognage des gros animaux fournissent des muscles et surtout des abats, très recherchés pour leur haute densité nutritionnelle. Au total, Boyd Eaton estime que les hommes du paléolithique se procuraient 30% de leurs calories sous la forme de protéines, soit deux fois les apports actuellement conseillés pour la population française. (https://www.lanutrition.fr)

Marylène Patou-Mathis relève que des femelles ont été chassées, vraisemblablement pour leur viande plus grasse. « *A certaines périodes, les Préhistoriques consomment des femelles gravides, pour leur placenta et leur fœtus. De très jeunes animaux sont abattus, là encore pour la richesse en graisses.* » Ces graisses réalisent un équilibre quasi-idéal entre les deux familles d'acides gras essentiels, Oméga 3 et Oméga 6. (id)

Question : Comment nos lointains ancêtres pouvaient-ils savoir que la consommation de tel organe ou telle molécule était bénéfique à leur santé ? Pardi, instinctivement, ce qu'ignorent ou nient de nos jours des professeurs d'université. Quel bonheur d'être autodidacte ou de ne pas leur ressembler !

- (A partir du début du néolithique) Comme l'alimentation carnée et la part des protéines reculent, cette époque est marquée par une nette diminution de la taille moyenne. (id)

En Asie où les hommes mangent peu de viande, ils sont plus petits que la moyenne, bien que le soja soit riche en protéine, cela pour la Chine et l'Asie du Sud-Est.

Bref, tous les hommes jadis depuis au moins les australopithèques étaient carnivores (vers 7 millions d'années), non pas par le biais de leur éducation ou d'us ou coutumes, mais de manière naturelle ou inné n'en déplaise à ces fanatiques. Ils se mirent à en consommer davantage après la domestication du feu (il y aurait 400.000 ans), puis après celle de bovins lors du passage au néolithique, ils se mirent à consommer également du lait et ses dérivés, des céréales, mais un peu moins de viande, les bienfaits du développement des forces productives, n'en déplaise aux ennemis du marxisme. J'ai le souvenir avec mon ex-épouse d'avoir donné de la viande et du poisson à manger à notre fille dès le plus bas âge, très rapidement, elle devait avoir quelques mois seulement, mélangé à de la purée, et nous remarquâmes qu'elle y prit goût immédiatement, surtout de la sole cuite à la vapeur et agrémentée d'un bout de beurre et un peu de sel.

Nous sommes donc en présence d'un parti pris idéologique, car aucun homme ne devient spontanément végétarien, véganien ou végétalien.

Dans certains pays, la religion a prescrit aux hommes de ne pas manger certains animaux pour mieux les soumettre à leur autorité, boeuf, vache ou porc, etc. leur immense compassion n'allant tout de même pas au cours de leurs cultes ou rites jusqu'à épargner la vie d'autres animaux, coq, brebis, etc. qu'ils sacrifient et égorgent à tour de bras.

Le second passage de leur document que j'ai relevé ne figure nulle part dans La question juive de Marx ou il a été totalement déformé.

- "*Comme l'écrit Marx, « la façon de percevoir la nature sous la domination de la propriété privée et de l'argent est un véritable mépris et une dégradation pratique à la nature » (Sur la question juive)*"

Voici ce qui figure à la page 14 de la version électronique :

- L'idée que, sous l'empire de la propriété privée et de l'argent, on se fait de la nature, est le mépris réel, l'abaissement effectif de la religion, qui existe bien dans la religion juive, mais n'y existe que dans l'imagination.

Leur document se terminait en apothéose.

- "*La lutte de classe pour la libération des animaux est la lutte pour la libération du prolétariat*", en fait, c'est exactement l'inverse !

Parodions-les par dérision en recourant au même ouvrage de Marx :

Marx - "*les « droits de l'homme », distincts des « droits du citoyen, » ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et de la communauté*", ajoutons, et les « *droits de l'animal* » ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise de consommer de la viande tandis que le reste de la société en sera privé.

Finalement, et c'est ce que nous retiendrons, leur démarche s'inspire de la théorie selon laquelle il faudrait changer les hommes pour pouvoir ensuite changer la société, alors que tout le développement historique depuis la nuit des temps a démontré

exactement le contraire. La réfutation de cette théorie est justement ce qui caractérise le marxisme ou le socialisme qui n'a fait que décrire, traduire ou retranscrire ce processus matérialiste dialectique.

Vouloir changer les hommes sans changer au préalable de société (Gramsci, Mélenchon, etc.), c'est comme prétendre que les forces productives pourraient se développer indéfiniment de manière à pouvoir satisfaire les besoins de tous les peuples sans avoir à changer de mode de production, c'est d'ailleurs ce qui politiquement sous-tend ou caractérise cette manipulation des esprits, pourquoi devrions-nous nous débarrasser du régime capitalisme puisque malgré ses tares finalement il demeure synonyme de progrès, gardons espoir camarades... dans le capitalisme, et vive le marxisme, le communisme, le trotskysme, le socialisme !

C'est terrible d'en arriver à une telle déchéance.

Le fanatisme d'une secte.

Vous devriez exclure de votre alimentation ou de votre mode de vie : la viande, le poisson, les crustacés, les mollusques, la gélatine, le lait, le beurre, le fromage, la crème fraîche, les glaces, les pâtisseries, les œufs, le miel, le cuir, la fourrure, la laine, la soie, l'alpaga, le cachemire, les perles, le nacre, les plumes, la corne, la cire d'abeille, les cosmétiques et médicaments testés sur des animaux ou contenant des substances animales, etc.

Qu'il faille fuir les zoos, les cirques, les aquariums, les corridas, les centres équestres, les champs de courses, etc. on n'a pas attendu après eux pour cela. Ils ont oublié tous les films dans lesquels des animaux jouent un rôle.

Au fait, je me demande pourquoi il faudrait épargner les animaux dits de compagnie, principalement les chiens et les chats qui ne peuvent pas manger ou pisser quand ils en ont envie, qu'on tient en laisse, qu'on enferme, et je ne parle pas des oiseaux en cage, même dorée comme dirait Prévert, la liberté a un goût amer. Je m'en suis débarrassé et j'ai la conscience plus tranquille.

Avant que cela prenne, les guerres impérialistes auront fait couler beaucoup de sang...

Dans le monde, les végans ne représentent rien. 2,3 % au Canada, 1% en Allemagne, 0,5 % en Autriche, 0,3 % en Belgique, 0,27 % aux Pays-Bas, 1,05 % en Grande-Bretagne, 1 % en Suisse, 0,5 % aux Etats-Unis, ce sondage indiquait que 70 % des Américains ayant adopté un régime alimentaire végétalien à un moment donné ont fini par l'abandonner. (Source : Wikipédia)
La palme revient comme il se doit à l'Etat sioniste avec 5%, soit 300.000 personnes, sur 7,4 milliards, on a encore de la marge !

On a bien encore affaire ici au mécanisme infernal selon lequel 1% ou moins veut imposer sa loi au 99% restants, cela ne vous dit-il pas quelque chose ? Si, bravo, c'est bien sorti du même tonneau, origine contrôlée s'il vous plaît !

En guise d'épilogue.

Evidemment, aucun d'entre nous ne souhaite infliger des mauvais traitements ou des souffrances inutiles à quelque animal que ce soit, à aucun être vivant. Mais on doit bien admettre que dans certains cas ce soit indispensable de les éliminer, parce qu'ils nuisent à l'environnement de l'homme ou parce que l'homme en a besoin pour se nourrir ou assurer la survie de son espèce, au bout de 7 millions d'années on ne se refait pas, pas même par décret !

Etant l'espèce supérieure ou régnante sur toutes les espèces vivantes, l'homme et son existence n'en est pas moins vulnérable pour autant, défendant son territoire et ses besoins il entre donc en concurrence avec toutes les espèces qui en font autant de leur côté, à armes inégales puisque l'homme a été le seul en mesure d'en inventer, il est donc naturel qu'ils s'en servent, on lui reprochera seulement d'en user à tort et à travers quand il pourrait s'en passer, ce qui n'a rien de surprenant sachant qu'il n'a même pas conscience de sa propre nature, ne parlons pas des actes de cruauté ou de barbarie que certains peuvent être amenés à commettre gratuitement et qui doivent être condamnés sans réserve. L'homme n'est pas davantage un prédateur que les autres espèces moins évoluées, qu'un magnifique petit oiseau qui déchire et dévore vivant un insecte par exemple.

Il n'est pas encore parvenu au stade supérieur de développement qui permettrait d'envisager d'autres rapports avec les animaux, d'éliminer tous ceux qui sont étrangers à son alimentation. Pourquoi consommer tout ou partie d'un animal quand on pourrait procéder autrement ou s'en passer en recourant à d'autres matériaux, en ayant toujours à l'esprit que l'homme appartient à la longue chaîne de la biodiversité, et que préserver son équilibre intrinsèque ne peut se réaliser qu'en respectant la place et le rôle que chaque espèce assume sous peine d'entraîner la disparition de certaines espèces, y compris l'homme.

Il ne pourra pas atteindre ce stade supérieur sous le régime capitaliste, puisque ce mode de production n'est guidé que par la soif insatiable du profit et du pouvoir. Il faudra mettre un terme au règne de la nécessité pour que les animaux tout comme les hommes bénéficient du respect et du bien-être auquel ils aspirent légitimement ou puissent vivre en harmonie, mais pas avant, ceux qui vous font croire le contraire sont des ignorants ou des charlatans, parfois pire encore.

Chaque jour les marchands d'esclaves vous vantent leur camelote frelatée.

- L'instant détox : est-ce que l'immigration apporte quelque chose à la France ? - Franceinfo 01.10

"Depuis que la révolution industrielle a amené à avoir un besoin de main-d'oeuvre qui dépasse largement le cadre français, ce qui fait que des gens de l'extérieur sont venus, c'est toujours le même mécanisme : en période de prospérité, il y a des tensions, mais ça se règle. En période de crise, immédiatement l'immigré devient le bouc-émissaire", explique Carl Aderhold, coréalisateur du documentaire Histoire d'une nation, diffusé en ce moment sur France 2. Franceinfo 01.10

Le reste de l'article, soit les trois-quarts, faisait l'apologie de l'immigration, rappelant qu'1 Français sur 2 était d'origine étrangère de par ses aïeux ou ses ancêtres éloignés, comme si nous ne le savions pas, mais le problème n'est pas là. Il réside dans le fait que la survie du capitalisme au-delà des conditions qui auraient dû se traduire par sa disparition ou le passage au socialisme, se traduit dorénavant par l'exacerbation, la putréfaction de tous les rapports sociaux qui se retournent contre l'ensemble de ses acteurs, y compris ceux qui détiennent le pouvoir, le nouvel épisode de la crise politique ouverte depuis l'arrivée de Macron au pouvoir l'illustre quasi quotidiennement.

Ils alimentent en permanence l'immigration ou la pompe à boucs émissaires parce qu'ils ne peuvent plus gouverner comme avant, ce qui constitue un des deux éléments qui caractérisent une situation révolutionnaire, sans que l'autre ne soit mûr, quand les masses ne peuvent plus vivre comme avant, ce qui par conséquent devrait conforter la droite et se traduire par une poussée de l'extrême droite, or ce n'est pas exactement le scénario qui se produit, on assiste plutôt à une désaffection du terrain du politique de la part des masses, laissant le champ libre à ceux qui ont mis au point cette mise en scène, de sorte qu'ils contrôlent la situation et appliquent leur programme, jusqu'à quand ? C'est la question qui doit les tarauder jour et nuit...

- Adolescents migrants à Paris : Human Rights Watch appelle l'Etat à faire plus - Liberation.fr 04.10

L'organisation internationale dénonçait en juillet la façon dont les adolescents migrants étaient traités par l'administration à Paris. Trois mois plus tard, elle juge que trop peu d'efforts ont été faits par les autorités. Liberation.fr 04.10

Human Rights Watch : elle-même annonçait en 2010 recevoir 100 millions de dollars de George Soros via l'Open Society Institute. (Wikipédia.org) No comment !

Totalitarisme. Justice sélective ou une interprétation du droit à géométrie variable.

- 6 mois de prison ferme pour avoir giflé une jeune femme dans la rue à Paris - AFP 04.10

L'homme qui avait giflé une jeune femme, Marie Laguerre, fin juillet dans la rue à Paris a été condamné jeudi par le tribunal correctionnel à un an de prison dont six mois avec sursis.

Cet homme de 25 ans, qui comparaissait détenu, reste en prison. Le tribunal a également prononcé une obligation de soin et une interdiction d'entrer en contact avec la victime, à laquelle il devra verser 2.000 euros en réparation du préjudice moral.

Il devra également suivre un stage de sensiblisation aux violences au sein du couple et contre les violences sexistes.

L'affaire avait éclaté fin juillet, lorsque Marie Laguerre, une étudiante de 22 ans, avait publié sur Facebook un billet racontant son agression, images de vidéosurveillance à l'appui. Elle y accusait l'homme de lui avoir adressé des bruits et remarques à connotation sexuelle.

"J'ai donc lâché un +ta gueule+ en traçant ma route. Car je ne tolère pas ce genre de comportement", écrivait-elle. L'homme lui avait alors jeté un cendrier, avant de la gifler violemment devant des témoins, en pleine journée.

Les images avaient suscité l'indignation, aussi bien en France qu'à l'étranger, sur fond de débat sur le harcèlement de rue. AFP 04.10

Ils multiplient les condamnations pour l'exemple pour terroriser la population... Attention, au moindre mot de travers, à la moindre allusion déplacée, au moindre geste douteux, vous pourrez être condamné !

La haine et la vengeance d'un régime corrompu, minoritaire et illégitime

- Le couple molesté par Benalla sera jugé - Reuters 02.10

Le jeune couple molesté par l'ancien chargé de mission de l'Elysée Alexandre Benalla en marge des manifestations du 1er mai à Paris sera jugé pour violences volontaires sur personnes dépositaires de l'autorité publique, a-t-on appris mardi soir de

source judiciaire.

Chloé P. et Georgios D. ont été interrogés sous le régime de la garde à vue une grande partie de la journée et "se sont vus remettre une convocation devant le tribunal correctionnel", a-t-on précisé de même source.

"Aucune plainte n'a été déposée contre eux par les forces de l'ordre et celles-ci n'ont eu à déplorer aucun blessé dans leurs rangs", selon leur avocat Me Sahand Saber sur son compte twitter. Reuters 02.10

Pas de plaintes des policiers, pas de blessés, en revanche ils vont leur faire payer d'avoir chargé Benalla...

Au fait, le voyou Benalla, toujours pas jugé, toujours pas inculpé, toujours en liberté ?

Benalla, le "protégé" de Macron, entre djihadistes, voyous et gangsters ou comment ils recyclent les ordures.

- A Londres, la mystérieuse rencontre entre Alexandre Benalla et Alexandre Djouhri - Libération 2 octobre 2018

L'entrevue devait rester confidentielle. Selon nos informations, Alexandre Benalla a rencontré Alexandre Djouhri le 5 septembre dans un grand hôtel londonien. Ce rendez-vous entre l'ancien proche collaborateur d'Emmanuel Macron et l'homme d'affaires le plus sulfureux de la sarkozie a été organisé par une connaissance commune, un certain Lucas P., 26 ans, dont la mère partage des bureaux en Suisse avec Alexandre Djouhri.

L'apparition de ce jeune homme au côté d'Alexandre Benalla dans une gare de Londres a fait l'objet d'un compte rendu de la police de l'air et des frontières. Comme l'a révélé le Canard enchaîné, les deux hommes ont été aperçus peu avant 19 heures en gare de Saint-Pancras, avant de prendre l'Eurostar ensemble. Selon la note citée par nos confrères, «leurs attitudes laissent entendre qu'ils se connaissent. Ils discutent ensemble». Le renseignement serait alors remonté immédiatement Place Beauvau puis à l'Elysée, en raison du profil de Lucas P., fiché S selon le Canard.

Selon nos informations, le signalement de Lucas P. serait lié à ses connexions avec un marchand d'armes nigérien, Aboubakar H., qui se trouve également être son voisin à Paris. Le jeune homme a été contrôlé il y a quelques mois au Niger avec 50 000 euros en espèces, somme qu'il devait rapatrier en France pour le compte de l'homme d'affaires. Entendu à son retour par la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières, Lucas P. aurait été fiché à cette occasion. Mais le 5 septembre, lorsqu'il fait l'aller-retour à Londres avec Benalla, sa fiche ne fait l'objet d'un signalement qu'au retour, et pas à l'aller.

Quel était l'objectif de cette rencontre au sommet entre les deux Alexandre ? S'agissait-il d'un simple rendez-vous d'affaires, comme le laisse entendre un proche ? Les deux hommes ont une passion commune pour l'Afrique. Considéré comme un «frère» par de nombreux chefs d'Etat africains, Alexandre Djouhri, 59 ans, a tissé des réseaux politiques et industriels aux ramifications multiples, du Gabon au Congo-Brazzaville, de l'Algérie à la Guinée-Equatoriale. Benalla, qui pointe officiellement à Pôle Emploi, ne demanderait qu'à se reconvertir.

Ou bien faut-il voir derrière ce rendez-vous secret une tentative de Djouhri visant à trouver des appuis dans la macronie à la veille d'une confrontation délicate avec la justice française ?

La justice s'intéresse notamment aux conditions dans lesquelles il a vendu une villa de Mougins (Alpes-Maritimes) à un prix largement surestimé à une filiale du fonds souverain libyen dirigé alors par Béchir Saleh, considéré comme le banquier du régime de Kadhafi. En mai 2012, alors que ce même Béchir Saleh était recherché par la justice française, Djouhri aurait participé à son exfiltration secrète de Paris vers le Niger, avec l'aide de l'ex-patron du renseignement intérieur Bernard Squarcini, autre intime de Sarkozy.

Libéré après avoir versé une caution de 1 million de livres (1,13 million d'euros), Djouhri doit être prochainement entendu par les juges français. Libération 2 octobre 2018

Comment une banale histoire d'espionnage est dénaturée pour être assimilée à une cyberattaque.

- Les Occidentaux accusent la Russie de cyberattaques mondiales - AFP 5 octobre 2018

Les puissances occidentales ont accusé jeudi la Russie d'orchestrer une série de cyberattaques mondiales dont une tentative de piratage du siège de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) aux Pays-Bas, qui ont annoncé avoir expulsé quatre espions russes.

Le tout dans le cadre d'une campagne de mondiale de cyberattaques attribuée au Kremlin et dénoncée par les Pays-Bas, la

Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la France.

"Les faits rapportés sont graves et préoccupants. La France exprime sa pleine solidarité avec ses alliés et avec les organisations internationales visées par de telles attaques", a déclaré le ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les autorités néerlandaises ont révélé comment les agents russes avaient positionné un véhicule truffé d'équipements électroniques sur le parking d'un hôtel proche du siège de l'OIAC à La Haye dans le but de pirater à distance son système informatique. (Pirater des informations, ce n'est pas détourner ou détruire des informations, il n'y a donc eu aucune cyberattaque. - LVOG)

La Russie a dénoncé "un acte de propagande", ajoutant que "cette campagne antirusse d'espionnite aiguë" portait "atteinte aux relations bilatérales".

Les services secrets néerlandais et britanniques ont trouvé dans la voiture des agents russes un ordinateur portable et une facture de taxi pour une course du siège du GRU à l'aéroport Cheremetievo de Moscou, a précisé Mme Bijleveld. (Toujours pas trace de cyberattaque. - LVOG)

L'ordinateur portable retrouvé présentait en outre des signes de connexion aux réseaux du Brésil, de la Suisse et de la Malaisie, et pour ce dernier pays en liaison avec l'enquête sur la destruction en 2014 de l'avion du vol MH17 au-dessus de l'Ukraine. (Toujours pas trace de cyberattaque. - LVOG)

Le chef des services de renseignement néerlandais (MIVD), le général Onno Eichelsheim, a quant à lui affirmé que les quatre Russes, qu'il a identifiés comme étant Alexeï Morenets, Evgueni Serebriakov, Oleg Sotknikov et Alexeï Minine, étaient arrivés à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol le 10 avril avec des passeports diplomatiques russes qu'il a présentés à la presse.

Le 11 avril, ils ont loué une Citroën C3 et effectué une reconnaissance de la zone autour de l'OIAC à La Haye, tandis qu'ils étaient surveillés en permanence par le renseignement néerlandais.

Deux jours plus tard, les agents russes ont garé leur véhicule sur le parking d'un hôtel situé à côté du siège de cette organisation, et pris des photos du bâtiment, a raconté M. Eichelsheim. Dans le coffre de la voiture se trouvait du matériel électronique permettant d'intercepter le réseau wifi de l'OIAC ainsi que les codes de connexion.

Les services néerlandais ont ensuite neutralisé les quatre Russes et trouvé dans leur voiture un ordinateur portable, des téléphones portables et le reçu d'un taxi qui les a emmenés à l'aéroport à Moscou. (Toujours pas trace de cyberattaque. - LVOG)

Dans un communiqué, l'OIAC a dit avoir, depuis début 2018, "observé une augmentation des activités liées à la cybersécurité". (Cybersécurité ne signifie pas forcément cyberattaque, c'est un amalgame. - LVOG)

Les Pays-Bas avaient déjà déclaré en septembre avoir arrêté et expulsé au début de l'année deux Russes, espions présumés, les soupçonnant d'avoir cherché à pirater un laboratoire suisse associé à l'OIAC. (Tous les pays occidentaux pratiquent le piratage dans le cadre de leurs activités d'espionnage, alors pourquoi la Russie ou la Chine par exemple ne pourrait pas en faire autant ? - LVOG)

"Cette tentative d'accéder au système de sécurisé d'une organisation internationale (l'OIAC, ndlr) oeuvrant à débarrasser le monde des armes chimiques démontre que le GRU méprise les valeurs et les règles internationales assurant notre sécurité à tous", ont dénoncé la Première ministre britannique Theresa May et son homologue néerlandais Mark Rutte dans une déclaration commune.

"La Russie doit cesser son comportement irresponsable, incluant l'usage de la force contre ses voisins, des tentatives d'immixtion dans des processus électoraux et des campagnes massives de désinformation", a renchéri le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg dans un communiqué. AFP 5 octobre 2018

Quel délire !

- Moscou révèle ce qui se cache derrière les accusations de cyberattaques par les Pays-Bas - sputniknews.com 04.10.2018

Les accusations formulées par les Pays-Bas prouvent qu'ils n'ont rien à opposer aux faits concernant le pays auquel appartenait le missile qui a abattu le vol MH17, a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères.

Les accusations des Pays-Bas contre Moscou prouvent que le pays ne peut rien opposer aux faits concernant le pays auquel appartenait le missile ayant abattu le vol MH17, a déclaré ce jeudi le ministère russe des Affaires étrangères.

Il a fait remarquer que la Russie avait attiré à plusieurs reprises l'attention des Pays-Bas sur la campagne d'espionite dans le pays qui nuisait aux relations bilatérales.

«Nous avons plus d'une fois informé la partie néerlandaise, notamment par canaux diplomatiques, que la campagne anti-russe d'espionite déclenchée dans le pays et marquée par des “fuites” dans les médias sur de présumées cyberattaques portait préjudice à nos rapports bilatéraux», a souligné le département de l'information et de la presse du ministère en commentant les accusations que des responsables du ministère néerlandais de la Défense ont portées contre Moscou.

Les Pays-Bas ont expulsé quatre Russes soupçonnés d'une cyberattaque contre l'OIAC Les accusations des Pays-Bas visent à créer un contexte propice à l'adoption à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de décisions qui arrangent l'Occident, selon le ministère russe.

«Les Pays-Bas ont attendu presque six mois avant de publier des informations sur l'expulsion de quatre Russes. Cela ne peut sembler étrange qu'aux personnes ignorantes de la situation», a souligné le ministère russe.

Le ministère a rappelé que la session de l'OIAC s'ouvrirait le 9 octobre et qu'elle serait consacrée aux problèmes du financement du mécanisme attributif dans le cadre de son Secrétariat technique.

«La création d'un tel mécanisme de désignation des “coupables” d'utilisation d'armes chimiques en dépit des normes du droit international et en violation des prérogatives du Conseil de sécurité de l'Onu, c'est ce à quoi œuvrent avec persévérance plusieurs pays occidentaux. Il est évident que l'intoxication informationnelle actuelle ne constitue qu'une nouvelle étape de la formation du contexte politique “nécessaire” à l'adoption de cette initiative contraire au droit», a noté le ministère russe. sputniknews.com 04.10.2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Trump se moque de l'accusatrice de son candidat à la Cour suprême - AFP 3 octobre 2018

Le président américain Donald Trump s'est ouvertement moqué mardi soir de la femme qui accuse son candidat à la Cour suprême d'agression sexuelle, ironisant sur le manque de précision de son récit.

Christine Blasey Ford, universitaire de 51 ans, a affirmé la semaine dernière devant le Sénat --et des dizaines de millions d'Américains devant leur écran-- être sûre "à 100%" d'avoir été agressée, à l'été 1982, par Brett Kavanaugh.

"J'avais bu une bière, j'avais bu une bière...", a lancé M. Trump lors d'un meeting de campagne à Southaven, dans le Mississippi, faisant mine d'imiter le témoignage de Mme Blasey Ford.

"Comment êtes-vous rentrée chez vous? Je ne m'en souviens pas. Comment vous êtes-vous rendue sur place? Je ne m'en souviens pas. Il y combien d'années? Je ne sais pas, je ne sais pas, je ne sais pas", a-t-il lancé, sous les rires et applaudissements nourris.

"Dans quel quartier cela s'est-il passé? Je ne sais pas. Où est la maison? Je ne sais pas. Au premier étage, au rez-de-chaussée, où? Je ne sais pas. Mais j'avais bu une bière, c'est la seule chose dont je me souviens", a-t-il poursuivi.

"Et la vie d'un homme est en lambeaux, la vie d'un homme a été brisée", a ajouté le président américain, qui avait jusqu'ici pris soin de ne pas s'en prendre directement à l'accusatrice.

Qualifiant le juge Kavanaugh d'"être humain parfait", le locataire de la Maison Blanche a longuement dénoncé l'attitude des élus démocrates, qu'il accuse d'obstruction.

Un peu plus tôt dans la journée, M. Trump avait estimé que les hommes se trouvaient désormais dans une situation très délicate

aux Etats-Unis.

"C'est une époque vraiment terrifiante pour les jeunes hommes en Amérique, vous pouvez être coupable de quelque chose dont vous n'êtes pas coupable", avait-il déclaré depuis les jardins de la Maison Blanche.

"C'est vraiment une période difficile", avait-il martelé, estimant que la présomption d'innocence était trop souvent piétinée. AFP 3 octobre 2018

En complément.

- Donald Trump accusé d'évasion fiscale sur l'héritage de ses parents - LeParisien.fr 03.10

- La CIJ suspend certaines sanctions US contre l'Iran - Réseau Voltaire 3 octobre 2018

Dans un arrêt rendu le 3 octobre 2018, la Cour internationale de Justice (CIJ) a annulé, à titre conservatoire, plusieurs des sanctions unilatérales édictées par les États-Unis à l'encontre de l'Iran.

La CIJ est l'organe arbitral des Nations unies. Elle avait été saisie par la République islamique d'Iran selon qui les sanctions prises par les États-Unis en se retirant du JCPoA contreviennent au Traité bilatéral sur l'Amitié, les Relations économiques et les Droits consulaires du 15 août 1955 [1].

La Cour fait obligation aux États-Unis de respecter leur signature du Traité d'Amitié. À ce titre, elle leur ordonne de faciliter le commerce des médicaments et matériels médicaux ; des denrées alimentaires et des produits agricoles ; ainsi que de tous les matériels nécessaires à la sécurité de l'aviation civile. Washington devra fournir toutes les licences nécessaires à ce commerce.

Enfin, la Cour enjoint aux deux parties de s'abstenir, durant l'attente d'une décision définitive, de toute mesure de nature à aggraver leur différend en l'attente d'une décision définitive. Réseau Voltaire 3 octobre 2018

Les traités signés, les États-Unis s'asseoient dessus :

- Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a déclaré que ce traité d'amitié, dont Téhéran a selon lui indûment profité pendant des années, était désormais caduc. Reuters 4 octobre 2018

- Les USA se retirent d'une partie de la convention de Vienne - Reuters 4 octobre 2018

Les Etats-Unis se sont retirés mercredi de deux accords internationaux après que l'Iran et les Palestiniens ont déposé des plaintes devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour contester des décisions de l'administration Trump.

Le conseiller de la Maison blanche à la Sécurité nationale, John Bolton, a décrit mercredi la CIJ comme "politisée et inefficace", après avoir le mois dernier menacé de sanctions la juridiction basée à La Haye considérée "comme morte" par Washington.

Plus tôt mercredi, la CIJ, organe judiciaire des Nations unies, a ordonné aux Etats-Unis de s'assurer que leurs sanctions contre Téhéran n'affectaient pas la situation humanitaire en Iran et ne mettaient pas en péril l'aviation civile iranienne.

John Bolton a annoncé que Donald Trump avait décidé de retirer aussi les Etats-Unis du protocole facultatif de résolution des conflits diplomatiques contenu dans la convention de Vienne.

"Nous allons examiner tous les accords internationaux qui pourraient encore exposer les Etats-Unis à une prétendue compétence juridictionnelle, à une résolution de litige devant la Cour internationale de justice", a déclaré le conseiller de la Maison blanche à la Sécurité nationale.

"Les Etats-Unis ne vont pas rester les bras croisés alors que des revendications politiques sans fondement sont déposées contre nous", a-t-il jouté.

Donald Trump a justifié ce retrait du protocole facultatif de résolution des conflits diplomatiques contenu dans la convention de Vienne par la décision des Palestiniens de saisir la Cour internationale de justice, instance compétente selon la convention signée en 1961, pour contester le transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem.

"Cela est lié à la plainte déposée par le soi-disant Etat de Palestine de désigner les Etats-Unis comme un accusé pour contester le transfert de notre ambassade de Tel Aviv à Jérusalem", a dit Bolton.

"Je tiens à souligner que les Etats-Unis demeurent partie prenante à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et nous attendons des autres membres qu'ils respectent leurs obligations internationales prévues par cette convention", a-t-il ajouté.

La CIJ a annoncé la semaine passée avoir été saisie d'une plainte des autorités palestiniennes qui estiment que le transfert de la représentation diplomatique américaine contrevient au texte de 1961 et doit être annulé.

Ils demandent en outre que la Cour prescrive "aux Etats-Unis d'Amérique de retirer la mission diplomatique de la ville sainte de Jérusalem et de se conformer aux obligations internationales qui découlent de la convention de Vienne". Reuters 4 octobre 2018

Israël

- La communication de Benjamin Netanyahu - Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a retenu les leçons du général Colin Powell. Il est ainsi parvenu à renouveler la rhétorique de son pays qui se limitait jusque là à instrumenter la « solution finale ».

Lorsque les États-Unis et le Royaume-Uni décidèrent d'envahir l'Iraq et de renverser le président Saddam Hussein, le secrétaire d'État US n'hésita pas à brandir au Conseil de sécurité une fiole, prétendument remplie d'anthrax. Pour terrifier son auditoire, il ne manqua pas de préciser qu'elle contenait suffisamment de poison pour tuer tous les new-yorkais.

Sur ce modèle, Benjamin Netanyahu brandit, en 2012, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies un schéma explicatif de l'imminence de la réalisation de la bombe atomique iranienne.

En avril 2018, il révéla le vol par ses services secrets des archives nucléaires iraniennes. Il prétendit détenir ainsi la preuve que Téhéran avait poursuivi ses recherches malgré ses engagements internationaux. Las ! vérification faite, il ne s'agissait pas de recherches, mais d'une étude de faisabilité.

Lors de son dernier discours devant l'Assemblée générale de l'Onu, il a révélé l'existence, en plein Téhéran, d'un lieu de stockage secret de matériel indispensable à la recherche nucléaire. Las ! les journalistes occidentaux (photo du haut de la page : Euronews) qui se sont précipités sur place n'ont trouvé qu'une usine de nettoyage de tapis. Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Macédoine

- Les Macédoniens se prononcent contre l'adhésion à l'Otan et à l'UE - Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Les Macédoniens ont été invités, le 30 septembre 2018, à répondre par référendum à la question suivante : « Êtes-vous favorable à une adhésion à l'Otan et à l'Union européenne en acceptant l'accord passé entre la République de Macédoine et la République de Grèce ? ».

L'accord avec la Grèce avait été négocié par l'ambassadeur des États-Unis à Athènes, Geoffrey R. Pyatt, connu pour avoir préalablement organisé le putsch de Kiev avec l'aide du parti nazi Secteur droit. Il prévoit de transformer le nom de l'« Ex-République yougoslave de Macédoine » en « Macédoine du Nord » et d'abandonner toute référence historique à Alexandre le Grand.

Ce conflit date de l'indépendance de la Grèce (1822), lorsqu'Athènes entendait libérer l'ensemble de la Macédoine de l'occupation ottomane. Aujourd'hui, la Macédoine historique est divisée en une partie grecque et une partie indépendante. La mémoire d'Alexandre le Grand est revendiquée à la fois par Athènes et par Skopje qui a élevé sa statue équestre au centre de la capitale (photo). L'élève d'Aristote qui fonda un empire réunissant l'Orient et l'Occident est né dans la partie grecque de la Macédoine, mais il fut longtemps considéré comme un « barbare » par les Grecs qui ne reconnurent son autorité que par la force.

Alexandre le Grand imagina un Empire qui respecta les particularités culturelles de ses sujets (y compris des Grecs) et laissa les différents souverains vaincus au pouvoir. Au contraire l'Otan et l'UE, dans la tradition de Jules César, se présentent comme des superstructures intégrant chacun de ses membres dans des valeurs communes obligatoires. Ces deux modèles historiques sont inconciliables.

Le secrétaire d'État des États-Unis, le général James Mattis, était venu à Skopje s'assurer du bon fonctionnement du référendum. Cependant, aucun membre du gouvernement n'était venu l'accueillir à sa descente d'avion, seul l'ambassadeur US était présent.

La question posée lors du référendum, associant l'Otan et l'UE, est parfaitement logique puisque, d'un point de vue états-unien,

les deux structures sont les versants militaires et civils d'une même organisation.

Les autorités macédoniennes sont profondément divisées. Les socialistes et musulmans du gouvernement de Zoran Zaev ont appelé à voter « Oui ». Tandis que les nationalistes et majoritairement orthodoxes, dont le président de la République, Gjorge Ivanov, ont appelé au boycott des urnes.

Seuls 33,75 % des électeurs ont répondu « Oui ».

Fort mauvaise joueuse, la presse altantiste et ouest-européenne s'est mensongèrement félicitée de la victoire du « Oui », soulignant que 91,46 % des votants avaient donné leur accord et sans mentionner que 63,09 % des électeurs ne s'étaient pas rendus aux urnes. Conformément à la Constitution qui fixe un quorum pour la validité d'un référendum, la commission électorale a annulé la consultation. Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Canada

- Le Québec tourne la page libérale et élit un gouvernement nationaliste - AFP 02.10

Les Québécois ont porté pour la première fois au pouvoir lundi la Coalition Avenir Québec (CAQ), un parti nationaliste non indépendantiste qui souhaite réduire la taille de l'État et l'immigration, tournant la page de près de 15 ans de gouvernement libéral quasi ininterrompu.

"Aujourd'hui on a marqué l'histoire, aujourd'hui il y a beaucoup de Québécois qui ont mis de côté un débat qui nous a divisés pendant 50 ans", soit la question de l'appartenance ou non du Québec au Canada, a lancé, triomphal, François Legault, Premier ministre désigné de la province, lors d'un discours à Québec.

Cet homme d'affaires multimillionnaire a promis "un esprit de rassemblement, pour gouverner pour tous les Québécois", et a dit vouloir "travailler pour un Québec fort au sein du Canada".

La CAQ, formation créée en 2011 par M. Legault, disposera de la majorité absolue à l'Assemblée nationale québécoise, avec 74 députés sur 125 selon des résultats préliminaires. Dans le précédent Parlement, dissous fin août, elle ne comptait que 21 sièges.

Le Premier ministre sortant, le libéral Philippe Couillard, a rapidement concédé sa défaite lundi soir et souhaité à M. Legault "tout le succès", depuis son fief du lac Saint-Jean.

Il s'agit d'un nouveau coup dur pour les Libéraux, la famille politique du Premier ministre fédéral Justin Trudeau. En juin ils avaient perdu l'Ontario, province la plus riche et la plus peuplée, au profit d'une autre formation conservatrice.

Le Canada organise des élections législatives dans un an, et le scrutin s'annonce incertain pour M. Trudeau, dans un contexte de montée du nationalisme.

Entre prospérité économique et quasi-plein emploi, la campagne électorale n'a guère passionné les 8,4 millions d'habitants de la Belle Province. La participation a été d'environ 67%, contre 71% en 2014 et 74% en 2012.

Pour la première fois en plus de 30 ans, la question de l'indépendance du Canada ne constituait pas un enjeu. Les partis favorables au fédéralisme canadien ont totalisé plus de 63% des suffrages.

Le prochain Premier ministre du Québec, François Legault, est un ancien ministre indépendantiste qui assure désormais ne plus vouloir se séparer d'Ottawa. Multimillionnaire, comptable de formation, il a fait fortune après avoir créé en 1986 la compagnie aérienne Air Transat. AFP 02.10

Irak

- Irak: Barham Salih à la présidence, Adel Abdoul Mahdi Premier ministre - Reuters 3 octobre 2018

Barham Salih, vétéran de la scène politique kurde, a été élu mardi à la présidence irakienne par le Parlement, après plusieurs mois de tractations, et a aussitôt chargé Adel Abdoul Mahdi de former un nouveau gouvernement.

"Je promets de préserver l'unité et la sécurité de l'Irak", a déclaré cet ingénieur de 58 ans formé en Grande-Bretagne, qui appartient l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), lors de sa prestation de serment.

Le poste de chef de l'Etat est essentiellement honorifique, mais son attribution est une étape-clé dans la formation d'une nouvelle administration, six mois après les législatives de mai, dont les résultats n'ont pas permis de constituer une majorité parlementaire.

Depuis le renversement de Saddam Hussein, en 2003, la présidence est réservée à un Kurde, le Premier ministre, véritable chef de l'exécutif, doit être chiite et le président du parlement, sunnite.

Le nouveau chef de l'Etat qui succède à Fouad Massoum a recueilli les suffrages de 219 des 329 députés. Il avait quinze jours pour charger un membre du groupe parlementaire le plus important de former un gouvernement, mais il a donc préféré le faire sur le champ.

Adel Abdoul Mahdi, un économiste de 76 ans, dispose quant à lui, de 30 jours pour constituer son équipe et obtenir la confiance du Parlement.

Adel Abdoul Mahdi a quitté l'Irak en 1969 pour s'exiler en France, où il a travaillé pour des cercles de réflexion et des magazines francophones et arabophones. Son père, un membre du clergé chiite très respecté, a été siégé au gouvernement sous la monarchie qui a été renversée en 1958.

Il a été choisi par deux coalitions rivales dirigées pour l'une par l'imam chiite Moqtada al Sadr et le chef du gouvernement sortant Haïdar al Abadi et, pour l'autre, par le chef des milices chiites pro-iraniennes Hadi al Amiri et l'ancien premier ministre Nouri al Maliki. Les deux blocs, nommés respectivement Islah et Binaa, assurent détenir la majorité au parlement.

"La nomination de M. Adel Abdoul Mahdi est intervenue à la suite d'un accord entre le bloc Binaa et le bloc Islah pour faire en sorte qu'il soit désigné par consensus et pas par un bloc majoritaire afin de régler le problème de la détermination du bloc majoritaire", a expliqué Ahmed al Assadi, porte-parole de la coalition d'Amiri et Maliki. Reuters 3 octobre 2018

Syrie

- Des États arabes s'apprêtent à renouer avec la Syrie - Réseau Voltaire 3 octobre 2018

Le président syrien démocratiquement élu, Bachar el-Assad, a accordé un entretien au quotidien koweiti Al-Shahed.

Il y révèle que la Syrie et plusieurs États arabes sont sur le point de renouer leurs relations diplomatiques.

Il s'agit de la première interview du président el-Assad à un média du Golfe depuis le début de l'agression étrangère (financée par l'Arabie saoudite et le Qatar), en 2011.

La Syrie a été exclue de la Ligue arabe, dont elle est un membre fondateur, en violation des statuts de l'organisation.

La Syrie a historiquement joué un rôle international important. Le Dr. Henry Kissinger avait coutume de dire : « Au Moyen-Orient, on ne peut faire la guerre sans l'Égypte ni la paix sans la Syrie ». Réseau Voltaire 3 octobre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Hôtel Hyatt : les femmes de chambre aspirent à 3 euros de l'heure en plus - Libération 4 octobre 2018

Une partie du personnel du palace parisien se bat depuis le 25 septembre pour obtenir des hausses de salaire et l'arrêt de la sous-traitance.

Devant le prestigieux hôtel Park Hyatt, à quelques mètres de la place Vendôme à Paris, un groupe de touristes proprets observe la scène, mi-intrigués mi-amusés. Sous leurs yeux, une trentaine de salariés de l'établissement s'assoient par terre pour former une chaîne humaine. Ils tapent sur des bidons en plastique et crient : «On lâche rien, on lâche rien !» Une des grévistes leur distribue des tracts en dansant. Siglés de la CGT Hôtels de prestige et économiques (CGT-HPE) : «Hyatt ment à [ses] clients.» «On leur fait croire que c'est du luxe alors qu'on nous exploite», regrette l'une des salariés sous une pancarte «c'est la lutte des classes». Depuis le 25 septembre, une partie du personnel en charge du ménage, de la plonge ou encore de l'entretien de cet hôtel cinq étoiles est entrée dans une grève «illimitée». Chaque matin à 7 heures, ils tapent sur leurs instruments sous les

fenêtres des chambres. «On réveille les clients», rigole une femme de chambre. Avec deux revendications : que l'établissement n'ait plus recours à la sous-traitance et qu'il revalorise les salaires.

«Après deux ans de négociation avec la direction, on a décidé d'entrer en grève, car c'est notre dernier recours», avance Sameh, délégué syndical CGT. Lui est employé par l'hôtel. A ses côtés, d'autres grévistes travaillent pour une société de nettoyage prestataire, STN. Eux en sont à leur troisième grève depuis 2013. «Grâce à leurs actions, ils ont obtenu de la STN qu'elle augmente leur salaire à 1 900 euros net avec des primes supplémentaires», explique le cégétiste.

Résultat : ils sont, selon lui, mieux payés que les salariés embauchés par Park Hyatt. Lesquels réclament une augmentation de 3 euros par heure de salaire et le remboursement à 100 % du ticket de transport. «C'est le palace qui paye le moins de tous», s'agace Sameh. Pourtant, cet hôtel affiche une rentabilité plus que correcte : «On a eu accès aux comptes de l'entreprise. Quand on a vu qu'ils faisaient 8 millions d'euros de bénéfices en 2017 mais refusaient catégoriquement d'augmenter les salaires les plus bas, ça a été le déclic», fustige l'employé.

Tambours. «Vous regardez les autres hôtels de luxe autour, les salariés sont tous payés 300 euros de plus», avance Sofiane, employé pour 1 500 euros net par mois au room-service. Wandé, aussi syndiqué à la CGT, danse à quelques mètres des tambours de fortune. Arrivé en France en 1990, ce Malien qui s'empresse de montrer son titre de séjour fait la plonge à l'hôtel depuis sept ans. Son salaire, 1 300 euros net par mois, n'a jamais été revu à la hausse. Et n'a reçu une prime qu'une seule fois. A 63 ans, et à trois ans de la retraite, le voici embarqué dans sa première grève. «Le bruit, ça marche bien», se délecte-t-il en regardant les fenêtres des chambres de l'hôtel qui se seraient vidées depuis le début du conflit selon lui. De quoi «ne pas lâcher», répète Wandé.

Grillade. Sameh, au Hyatt depuis quatre ans, a vu passer beaucoup de monde. «Le turnover est important, car c'est un hôtel réputé pour être un lieu de formation», note-t-il. Ce qui explique, selon lui, la faiblesse des salaires. Mais aussi que la grève ne soit suivie que par environ 35 % du personnel, selon son estimation. «Comment voulez-vous convaincre des jeunes qui sont là depuis un mois ?» La mobilisation a surtout motivé les plus anciens, ceux qui «ne peuvent pas prendre le risque de changer d'hôtel maintenant». Sans exclure que d'autres salariés viennent gonfler les rangs.

Du côté des employés de la sous-traitance, le taux de grévistes est un peu plus important, autour de 75 % : «Un jour Hyatt peut dire qu'ils changent de prestataire, et nous, on disparaît comme ça», dit l'un d'eux. Cité par l'AFP, le directeur général du palace, Claudio Ceccherelli, affirme que la sous-traitance du ménage «fait partie du modèle économique des hôtels de la chaîne» et ne peut donc être modifié dans ce seul établissement. Pour tenir, les grévistes peuvent compter sur la caisse de grève qui circule sur le trottoir, complétée par une cagnotte en ligne. La CGT leur a promis 42 euros par jour. Certains clients y glissent parfois un billet. Un riche voisin leur a même adressé un chèque de 20 000 euros.

Au fil des jours, la mobilisation s'organise pour durer. Jeudi, ils ont reçu le soutien de deux cheminots et de la députée LFI Clémentine Autain. Le syndicat avait prévu une grillade, devant l'hôtel, transformée en pique-nique «car le préfet a dit "pas de barbecue rue de la Paix"», raconte un gréviste. Vendredi, ils ont obtenu le droit de manifester jusqu'au Hyatt de la Madeleine. «Si le patron est d'accord [avec leurs revendications], on reprend le travail demain», prévient Wandé. Sinon, «on reste là». Libération 4 octobre 2018

ECONOMIE

Etats-Unis

- Commerce: Trump adore l'AEUMC après avoir brûlé l'Aléna - AFP 02.10

Le président américain Donald Trump a salué lundi l'accord commercial "le plus important de l'histoire des Etats-Unis" conclu in-extremis dimanche avec le Mexique et le Canada, pour remplacer un traité de libre-échange crucial pour les économies des trois pays et vieux de près de 25 ans. AFP 02.10

Haut de page

Le 9 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (47 pages)

Le mot du jour : Quand une affirmation ou une simple accusation a valeur de preuve, c'est que l'extrême droite est déjà au pouvoir...

Première partie

A propos des photos de la page d'accueil qui illustrent l'actualité politique.

- L'image des Palestiniens, il va falloir que je la retire, il n'y a pas une seule femme pour se faire tirer de dessus, la parité n'est pas respectée, y compris celle des cadavres !

La salle de l'Assemblée générale de l'ONU fait penser à la coque d'un bateau retournée.

Vegan ou le nouveau totalitarisme.

- Samedi 6 octobre sur C8, dans "Les Terriens du samedi!", il devait y avoir un débat opposant "des vegans à des défenseurs de la consommation animale", sauf qu'il n'a pas pu avoir lieu, les deux représentantes du véganisme s'étant mises à beugler et à monopoliser la parole, forçant l'animateur Laurent Baffie à intervenir : "Si vous voulez vous faire entendre, il faut parler moins fort, parce que vous criez et on ne vous écoute plus". (Source : huffingtonpost.fr 06.10)

Il fallait être "naïf" pour être de gauche, un cruel et dramatique euphémisme ! Mais cela en arrangeait plus d'un.

1- Oui, et le Guardian (j'en fut un lecteur régulier) muté en ImMonde continue à défendre le criminel Tony Blair et cette défense hypocrite du CPI est d'abord une attaque exprimant le regret de l'échec de la totalement belliciste et corrompue Hillary Clinton. Ce qui n'empêche que Bolton est aussi répugnant, issu du même marécage Washingtonnesque.

2- Votre commentaire a remué un couteau dans une plaie: il fut un temps déjà lointain où écoeuré par Libération et déçu par Le Monde j'allais chercher de l'information de qualité (pensais-je) sur le Guardian…Quel naïf. Il bien fallu se rendre à l'évidence.

3- Moi aussi, Alfred, je lisais parfois le Guardian… Comme j'ai lu fidèlement Marianne à partir de la guerre du Kosovo, et avec un désappointement croissant jusqu'en 2011, où j'ai arrêté… Il est dur de se défaire d'une addiction.

LVOG - J'ignore quel torchon ils lisent désormais, de gauche évidemment, c'est à se demander si un jour ils comprendront qu'ils se sont totalement fourvoyés depuis le début.

Confirmation. Comme quoi la population n'en a strictement rien à foutre !

- Roumanie: le référendum contre le mariage gay boudé - L'Express.fr 07.10.2018

Le seuil de 30% doit être atteint pour valider le résultat. Au premier jour du scrutin, à peine 5% des électeurs ont voté. L'Express.fr 07.10.2018

Vous devriez imiter l'un des fondateurs d'Apple

- (Un internaute) Quand on voit que Steve Jobs interdisait à ses enfants l'usage des tablettes, on voit mieux le delta entre cette volonté "d'éduquer" les masses et la volonté de préserver ses propres enfants des risques de l'usage de ce type de technologie :

https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/les-enfants-de-steve-jobs-prives-d-ipad-20-09-2014-1865015_47.php http://www.psychologies.com/Culture/Ma-vie-numerique/Articles-et-Dossiers/Trop-d-ecrans-l-alerte/Trop-d-ecrans-

les-risques-pour-les-enfants

Tout est fait pour que personne n'adopte le socialisme.

- Les intellectuels et les membres des classes moyennes en général, et au-delà tous ceux parmi eux qui se réclament de la gauche, estiment que leur destin est indissociable de celui du capitalisme, ils ont réussi à se persuader qu'il n'existait aucune alternative au capitalisme, parce qu'ils pensent que le socialisme aurait échoué.

Force est de constater que rien n'est fait pour tenter de les persuader du contraire ou qu'ils auraient été induits en erreur, comme si les arguments pour le démontrer faisaient défaut ou manquaient de cohérence pour être pris au sérieux et les amener à y réfléchir à nouveau, ce qui leur servira de prétexte pour y renoncer ou ne pourra que les conforter dans leur attitude. Cela vaut également pour la plupart des militants et des syndicalistes.

Je fais le pari que sur les quelques 10.000 militants de ce qu'on appelle l'avant-garde du mouvement ouvrier, il y en a peut-être quelques dizaines seulement et encore, qui sachent ou qui soient capables spontanément de vous expliquer en quelques mots sur quels facteurs repose le socialisme...

Un conseil.

- Quand on étude le capital, il faut veiller à ne pas confondre quantité et valeur...

Une méthode pour progresser rapidement.

- Sérieusement, je sens que cela va en choquer plus d'un que je continue d'étudier à mon âge, quel ignorant ce mec-là, et il ose nous faire la leçon par dessus le marché, on aura tout vu, remarque sans doute motivée par ceux qui en état de grâce ont accédé à la vérité révélée.

Au cours des 40 dernières années, j'ai eu l'occasion de lire ou plutôt de parcourir l'essentiel du Capital de Marx et Engels. Je n'ai jamais tout lu, j'ai laissé de côté une grande partie du tome II, en revanche j'ai lu et étudié les deux autres tomes. Cependant je ne m'étais pas doté d'une méthode pour l'aborder, par conséquent, autant avouer que je n'en ai pas retenu grand chose en dehors des grandes lignes, il faut bien dire aussi que je n'ai jamais trouvé quelqu'un que cela passionnait ou pour en discuter.

M'y étant remis une énième fois avant-hier à la suite de lecture d'un article de presse, comme très souvent au cours des 17 dernières années j'ai commencé à prendre des notes ou à copier/coller certains passages dans un bloc-notes à l'ordinateur, puis voyant qu'ils s'accumulaient, j'en déduisis que si je voulais progresser ou m'en servir plus tard, ce serait impossible tellement ces notes étaient désordonnées.

Et c'est là que me vint une idée lumineuse, je me suis dis que pour pouvoir aborder n'importe quelle section du capital sans m'embrouiller entre capital total, fixe, constant, circulant, variable, taux de plus-value et taux de profit, etc. bref pour fixer dans ma petite tête les éléments clés du capital, je devais rassembler les passages les plus significatifs et les plus brefs en les classant par catégorie, ce qui me permettrait si nécessaire en quelques secondes de me remémorer ce que j'aurai oublié, ma mémoire étant défaillante et devenant vieux.

J'y ai consacré une grande partie de mon après-midi et je n'ai pas terminé, ensuite je ferai un tri. Plus tard dans la soirée avant de regarder un film, en y repensant, je me suis dit que j'aurais dû y penser plus tôt, d'autant plus que dans le passé j'avais toujours procédé ainsi, mais c'était à l'aide d'un cahier et d'un stylo.

Mon souci, c'était dans l'avenir de ne pas commettre de contresens en employant ces facteurs aux multiples implications et d'en avoir en permanence à l'esprit la définition la plus juste possible, ce qui peut sembler simple au premier abord, mais trompeur, surtout quand Marx ou des auteurs qu'il cita employaient parfois capital fixe pour capital constant par exemple, parce qu'il faisait une distinction entre les bâtiments et les machines, ou parce que certains auteurs mélangeaient tout, ou quand il abordait la partie du capital variable présent dans le capital constant, bref. Et je me suis aperçus qu'en procédant de la sorte, tout soudain devenait beaucoup plus clair ou accessible, c'est là que je voulais en venir.

Il suffisait de savoir très précisément à quoi correspondait chaque élément contenu dans un ensemble pour en comprendre pratiquement spontanément le fonctionnement ou à quoi il était destiné. Si je décris les éléments constitutifs d'un objet et sa fonction, automatiquement on va savoir à quoi je fais référence, un ventilateur, un scooter ou une fusée par exemple, mieux, et comment cela fonctionne, pas forcément en détail mais c'est suffisant dans la plupart des cas pour comprendre son fonctionnement, ce qu'on a absolument besoin pour aborder le capitalisme sereinement, sans appréhension, pour ensuite développer notre argumentation politique.

J'ai donc testé cette méthode, et je peux dire qu'elle est très efficace. Le matérialisme dialectique est une méthode efficace et incontournable pour interpréter le monde dans lequel nous vivons, mais elle n'est pas l'unique méthode. Le matérialisme dialectique relève de la logique pure en quelque sorte, il traduit un processus qui existe à l'état naturel, alors que la méthode que je viens de décrire est un procédé logique qui correspond à quelque chose que les hommes ont conçu ou qui est uniquement sorti de leur tête, ce qui n'est pas la même chose, bien que ce qui sort de la tête des hommes correspond à un besoin, donc là encore il existe un rapport logique de cause à effet, à ceci près qu'ils n'en ont pas forcément conscience, contrairement à celui qui a conçu et assemblé les pièces qui allaient donner un ventilateur, il en connaissait les fonctions et ils savaient qu'en les assemblant l'objet ainsi créé serait apte à remplir une fonction déterminée.

Pourquoi s'attarder sur le capital ? Parce que tout le monde s'emploie à légitimer son existence, tandis que personne n'entend démontrer le contraire en partant de ce qu'il est réellement. Je ne parle pas de tous ceux qui abordent ce sujet sous un angle purement scolastique ou dogmatique qui ne sert finalement strictement à rien, ne prouve rien ou ne convainc personne, ou sert de repoussoir, car on a l'impression désagréable d'avoir affaire à des fanatiques qui se destinent à remplacer les fanatiques au pouvoir.

Macron et son gouvernement ainsi que leurs prédécesseurs ont justifié leur politique au nom de la fatalité, au nom du capitalisme, tous ont expliqué qu'ils étaient de bonne foi et qu'ils étaient tributaire du fonctionnement du capitalisme, c'est aussi le discours que tiennent les patrons quand ils vous licencient ou pour justifier le refus de vous accorder une augmentation de salaire, sans que personne ne sache vraiment pourquoi. Pire, l'argumentation employée pour contester leurs décisions ou mesures renferme des contractions que ceux qui la formulent sont incapables d'expliquer, parce que cela les amènerait à révéler la véritable nature du capitalisme et contester sa légitimité, à l'affronter, ce à quoi ils ne tiennent pas vraiment parce qu'ils l'ignorent eux-mêmes ou parce qu'ils sont corrompus, de sorte que Macron, le gouvernement ou le patronat ont le beau rôle en les renvoyant à leurs propres contradictions, ce qui contribue à renvoyer dos-à-dos les arguments des uns et des autres, alors que ceux des travailleurs devraient apparaître comme les seuls légitimes, ce qui n'est pas le cas, laissant place à une confusion ou domine un sentiment d'impuissance qui finalement profitera à Macron ou au patronat.

Passons à l'exercice pratique.

Comment le syndicalisme et le mouvement ouvrier a été dévoyé.

Quand les propriétaires ou actionnaires d'une usine décident de mettre la clé sous la porte et de jeter à la rue des centaines ou des milliers d'ouvriers, les syndicats et leurs acolytes des partis dits ouvriers se réjouissent quand se présente un repreneur, que cela se traduisent ou non par la suppression de centaines ou milliers d'emplois. Pour eux, et surtout pour les capitalistes il ne faut pas manquer de préciser, l'essentiel c'est que l'usine ne ferme pas. Puis quelque temps plus tard les nouveaux propriétaires annonceront sa fermeture, à moins qu'à leur tour ils trouvent un nouveau repreneur qui procédera comme eux jusqu'à la disparition définitive de cette usine.

Mais à aucun moment il ne sera expliqué aux ouvriers ce qui s'était réellement passé ou de quel jeu de dupes ils avaient été les victimes, et dont les capitalistes successifs étaient destinés à être les seuls bénéficiaires. Personne ne leur expliquera comment cela avait été rendu possible ou s'inscrivait dans le cadre des lois régissant le capitalisme, donc surtout pas que c'était écrit d'avance, non, au contraire ces syndicalistes et ces militants politiques ne cesseront de leur inculquer des illusions, autrement ces ouvriers ne tireront aucun enseignement de cette expérience dramatique.

Quand j'affirme que c'était écrit d'avance ou qu'il était possible d'expliquer aux ouvriers les tenants et les aboutissants de ce processus, je n'invente rien, la preuve :

K. Marx - Lorsque l'outillage, les bâtiments, en un mot le capital fixe sont arrivés à un degré de perfection tel qu'ils peuvent fonctionner pendant de longues années sans devoir subir une modification fondamentale, il intervient une autre dépréciation, due au perfectionnement des méthodes de reproduction du capital fixe. L'outillage voit alors diminuer sa valeur, non parce qu'il doit être rejeté ou qu'il est déprécié par suite de l'introduction de machines plus récentes et plus productives, mais parce qu'il peut être reproduit dorénavant à meilleur marché. Ceci explique comment il arrive fréquemment que de grands établissements ne prospèrent que lorsqu'ils sont remis en exploitation après que ceux qui les ont possédés en premier lieu ont fait faillite ; les capitalistes qui les reprennent les achètent à bas prix et commencent ainsi leurs entreprises avec des avances moindres de capital. (K. Marx : Le Capital - Livre III - Section I)

On doit ajouter qu'en guise de "bas prix", il arrive qu'ils les rachètent pour 1 euro symbolique en reprenant leurs dettes, à condition que la valeur du capital constant ou fixe , l'outillage, les bâtiments, etc., soit supérieure. C'est ce qui explique pourquoi lorsqu'elle est parvenue à 0 aucun repreneur ne se présentera, et pour cause : ils ne reprendraient que des dettes avec rien en échange !

Il faut aussi ajouter qu'en réduisant la masse salariale le repreneur réalise une énorme économie, mais cela tout le monde l'avait compris, encore que, il ne conservera que les machines et la force de travail les plus productifs.

Bref, on aura compris qu'il n'y avait vraiment pas de quoi accueillir les repreneurs les bras ouverts, bien au contraire.

Ce qu'il y a de plus consternant, c'est de constater que ceux qui affirment vouloir en finir avec le capitalisme, s'avèrent totalement inutile quand il s'agit d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience, préférant qu'ils continuent d'entretenir des illusions dans le capitalisme en leur interdisant d'en comprendre le fonctionnement, c'est à se demander quelle est la véritable nature de leur engagement politique.

Quand j'affirme que le mouvement ouvrier doit être reconstruit de fond en comble, cet exemple pris parmi des milliers d'autres illustre que cette conviction est fondée ou correspond à une nécessité.

Le Capital de Marx et Engels devrait servir de base à la formation de tout syndicaliste, de tout militant luttant pour le socialisme.

D'ailleurs, pour revenir sur ce que j'ai écrit dans ma précédente causerie, je me demande si au lieu d'étudier la paléontologie, je ne devrais pas consacrer mon temps à montrer à partir des expériences que sont amenés à vivre les travailleurs, le plus souvent pénibles ou douloureuses, voire dramatiques pour eux et leurs familles, quelles enseignements ils pourraient en tirer à partir du Capital pour mener leur lutte de classe, et parvenir à la conclusion qu'ils n'ont rien à attendre du capitalisme ou que sa liquidation est une nécessité impérieuse et tout à fait à leur portée dès lors qu'ils s'organisent...

Quelques sujets de réflexions.

Mais où se cache le capitalisme ?

Extraits.

- Le vrai pouvoir dans nos sociétés découle de ce qui est fatalement difficile à voir – les structures, l'idéologie et les discours – au lieu des individus.

- L'actuelle élite néolibérale qui dirige effectivement la planète a atteint le pouvoir absolu, de plus près que n'importe quelle élite dans l'histoire humaine. Et parce qu'elle possède un pouvoir presque absolu, elle contrôle presque totalement les discours officiels sur nos sociétés et nos « ennemis », ceux qui font obstacle à sa domination mondiale.

- Les journalistes ont généralement une relation passive avec le pouvoir, en contradiction totale avec leur image de chiens de garde tenaces. Mais c'est l'idéologie qui oriente ces récits qui est plus fondamentale que le contrôle du récit. L'idéologie garantit que le système de pouvoir est invisible non seulement pour nous, qu'il abuse et exploite, mais aussi pour ceux qui en profitent.

C'est précisément parce que le pouvoir réside dans les structures et l'idéologie, plutôt que dans les individus, qu'il est si difficile à voir. Et les structures de pouvoir elles-mêmes sont rendues encore plus difficiles à identifier car les récits créés sur nos sociétés sont conçus pour dissimuler ces structures et cette idéologie – là où réside le véritable pouvoir – en se concentrant plutôt sur les individus.

C'est pour cette raison que les journaux et les émissions de télévision regorgent d'histoires de personnalités : célébrités, familles royales, criminels, politiciens. Ils sont rendus visibles afin que nous ne puissions pas détecter les structures idéologiques internes que nous vivons, qui sont supposées rester invisibles.

Les nouvelles et le divertissement sont les ondes qui se propagent à la surface du lac, non le lac lui-même. Mais ces ondes ne pourraient pas exister sans le lac qui les forme et les façonne.

Collés à l'écran

Cela peut ressembler à une hyperbole. Éloignons-nous de notre système idéologique spécifique – le néolibéralisme – et considérons les systèmes idéologiques antérieurs dans l'espoir qu'ils offrent quelque perspective. Pour le moment, nous ressemblons à une personne qui se tiendrait contre un écran IMAX, si près que nous ne pouvons pas voir qu'il y a un écran, ni même concevoir qu'il y a une image complète. Tout ce que nous voyons, ce sont des couleurs et des pixels en mouvement. Peut-être, Pourrions-nous deviner brièvement une bouche, la roue d'un véhicule, une arme à feu.

Avant le néolibéralisme, il y avait d'autres systèmes de domination. Il y avait par exemple, le système féodal où l'aristocratie s'appropriait exclusivement une ressource commune, la terre. Ce système a exploité les masses en les forçant à travailler péniblement la terre pour une bouchée de pain, afin de produire la richesse pour entretenir les châteaux, le clergé, les manoirs, les collections d'art et les armées. Durant de nombreux siècles, le pouvoir de cette petite élite est resté largement incontesté.

Mais ensuite, une classe d'entrepreneurs a émergé, défiant l'aristocratie terrienne avec de nouveaux moyens de production industrielle. Ils ont construit des usines et ont profité des économies d'échelle qui ont légèrement élargi le cercle des privilèges, en créant une classe moyenne. Cette élite et la classe moyenne qui profitaient des miettes tombées de la table du maître, vivaient de l'exploitation des enfants des « maisons de travail » et de la main-d'œuvre des nouveaux pauvres des zones urbaines dans les bidonvilles.

Ces époques étaient systématiquement corrompues, permettant aux élites de ces temps d'étendre et de pérenniser leur pouvoir. Chaque élite produisait des justifications pour calmer les masses exploitées, pour leur faire croire par un lavage du cerveau, que le système était inscrit dans l'ordre naturel des choses ou même qu'il existait pour leur bien. L'aristocratie s'appuyait sur la monarchie de droit divin, la classe capitaliste sur la main invisible du libre marché et les revendications fallacieuses d'égalité

des chances.

Dans cent ans, si notre espèce continue d'exister, notre système ne sera pas moins corrompu – si ce n'est pire – que ses prédécesseurs.

Le néolibéralisme, le dernier stade du capitalisme, le système ploutocratique des entreprises – quel que soit le nom que vous souhaitez lui donner – a permis à une petite élite d'accumuler plus de richesses et de gagner plus de pouvoir, qu'aucun monarque féodal n'aurait pu en rêver. Et en raison de la portée mondiale de cette élite, sa corruption est plus endémique, plus totale, plus destructrice que ce que l'humanité ait jamais connu.

Une élite politique étrangère peut détruire le monde à plusieurs reprises avec des armes nucléaires. Une élite institutionnelle mondiale remplit les océans des déchets de notre consommation, et détruit les forêts, les poumons de notre planète pour des plantations d'huile de palme afin de satisfaire notre désir insatiable de biscuits et de gâteaux. Et nos médias ainsi que nos services de renseignement fabriquent conjointement un récit sur des pères fouettards et des méchants à la James Bond – à la fois dans les films hollywoodiens et dans nos journaux télévisés – pour nous rendre craintifs et malléables.

Présupposée fatalité

Nous abusons pour la plupart de notre petit pouvoir sans réfléchir, avec un hypocrite sens de la morale. Nous nous disons que nous avons donné aux enfants une « bonne fessée » parce qu'ils ont été vilains, plutôt que parce que nous avons établi, assez tôt avec eux, une relation de pouvoir qui génère de la confusion, puisque nous leur avons enseigné que l'usage de la force et de la contrainte allait de pair avec l'approbation parentale.

Ceux qui ont plus de pouvoir, depuis les larbins dans les médias aux dirigeants des grandes entreprises, ne sont pas différents. Ils sont tout aussi incapables de remettre en question l'idéologie et le récit – comment notre système néolibéral est-il incontournable et « juste » – que nous tous. Mais ils jouent un rôle essentiel dans le maintien et la perpétuation de ce système.

David Cromwell et David Edwards de Media Lens ont proposé deux analogies – dans le contexte des médias – qui aident à expliquer comment il est possible pour des individus et des groupes d'aider et de mettre en œuvre des systèmes de pouvoir sans avoir la moindre intention de le faire, et sans être conscients qu'ils contribuent à quelque chose de dangereux. Bref, sans être conscients qu'ils conspirent au sein du système.

Primo : Lorsqu'un banc de poissons change instantanément de direction, il nous semble que le mouvement est synchronisé par une main invisible. Les journalistes – tous formés et sélectionnés pour l'obéissance par les médias, cherchant tous à maximiser les profits au sein de la société capitaliste d'État – ont tendance à réagir aux événements de la même manière.

Secundo :

Placez un cadre carré en bois, sur une surface plane et versez-y des roulements à billes, des billes ou d'autres objets ronds. Certaines des boules peuvent rebondir, mais beaucoup vont former une couche dans la structure en bois ; d'autres trouveront alors une place au sommet de cette première couche. De cette manière, le flux de roulements à billes construit constamment de nouvelles couches qui produisent inévitablement une forme pyramidale. Cette expérience est utilisée pour démontrer à quel point des structures cristallines quasi-parfaites, telles que des flocons de neige, émergent dans la nature sans une conception délibérée.

Le système, qu'il s'agisse du féodalisme, du capitalisme ou du néolibéralisme, émerge des conditions de la vie réelle, de ceux qui recherchent le pouvoir de la façon la plus impitoyable. À une époque où la ressource principale était la terre, une classe a émergé légitimant son droit exclusif au contrôle de cette terre et de la main-d'œuvre nécessaire pour la rendre productive. Lorsque les procédés industriels se sont développés, une classe a émergé pour exiger des droits de propriété sur ces procédés et sur le travail nécessaire pour les rendre productifs

Notre place dans la pyramide

Dans ces conditions, nous devons puiser dans quelque chose comme le principe de l'évolution selon Darwin, de la « survie du plus fort ». Le petit nombre d'individus plus avides de pouvoir, ayant le moins d'empathie, grimpera jusqu'au sommet de la pyramide et se trouvera le mieux placé pour exploiter les personnes en dessous. Il justifiera cette exploitation par un droit divin, ou par l'évidence de capacités intrinsèquement supérieures, ou par la preuve de l'efficacité du marché.

En dessous d'eux, comme les couches des roulements à billes, se trouveront ceux qui peuvent les aider à maintenir et étendre leur pouvoir : ceux qui possèdent les compétences, l'éducation et la socialisation pour augmenter les profits et vendre les marques.

Tout cela devrait être évident, voire non controversé. Cela correspond à ce que nous expérimentons de petit pouvoir dans nos

vies. Est-ce qu'un pouvoir plus grand fonctionne différemment ? Après tout, si ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide n'étaient pas avides de pouvoir ou même des psychopathes dans leur recherche du pouvoir, s'ils étaient bienveillants et humains, s'ils étaient soucieux avant tout du bien-être de leur force de travail et de la planète, ils seraient des travailleurs sociaux et des militants pour la protection de l'environnement, non pas des PDG des empires médiatiques et des fabricants d'armes.

Cependant, fondez votre pensée politique sur ce que devraient être les truismes, articulez une vision du monde qui ne fait pas confiance à ceux qui détiennent le plus de pouvoir, car ils sont les plus capables – et déterminés – de l'utiliser à mauvais escient, et vous serez ridiculisé. Vous serez étiqueté en tant que théoricien du complot, chassé comme une victime d'illusions. Vous serez accusé d'être un fou à entonnoir, d'être de mauvaise foi, d'être anti-américain, d'être un guerrier social, un paranoïaque, un anti-israélien ou un antisémite, un pro-Poutine, un pro-Assad, un marxiste.

Rien de tout cela ne devrait nous surprendre non plus. Parce que le pouvoir – pas seulement les personnes dans le système, mais le système lui-même – utilisera tous les outils dont il a besoin pour se protéger. Il est plus facile de se moquer des critiques et de déstabiliser, en particulier lorsqu'on contrôle les médias, les politiciens et le système éducatif, que de fournir un contre-argument.

En fait, il est essentiel d'empêcher tout argument ou véritable débat. Parce que lorsque nous réfléchissons aux arguments, les pesons, utilisons nos capacités critiques, il existe un réel danger que les écailles nous tombent des yeux. Il existe une menace réelle que nous reculions de l'écran et que nous découvrions toute l'image.

Peut-on voir l'image complète de l'empoisonnement des Skripal à Salisbury ; ou l'élection étasunienne qui a conduit à déclarer Trump président ; ou la révolution en Ukraine ; ou les causes et le parcours des combats en Syrie et avant en Libye et en Irak ; ou la campagne pour discréditer Jeremy Corbyn en tant que chef du parti travailliste ; ou les véritables enjeux de la crise bancaire il y a dix ans ?

Le profit au lieu de l'éthique

Tout comme l'élite féodale n'était pas mue par l'éthique mais par la recherche du pouvoir et de la richesse, par le contrôle de la terre ; tout comme les premiers capitalistes n'étaient pas motivés par l'éthique mais par la recherche du pouvoir et de la richesse grâce au contrôle de la mécanisation ; ainsi, le néolibéralisme n'est pas dicté par l'éthique mais par la recherche du pouvoir et de la richesse par le contrôle de la planète.

La seule vérité que nous pouvons connaître est que l'élite occidentale au pouvoir est déterminée à achever la tâche de rendre son pouvoir pleinement mondial, en le transformant de quasi-absolu à absolu. Elle ne se soucie pas de vous ou de vos petits-enfants. C'est un système de calcul froid, ce n'est ni un ami ni un voisin. Il vit pour la satisfaction immédiate de l'accumulation de richesses, et non pour le destin de la planète, demain.

Et à cause de cela, il est structurellement tenu de miner ou de discréditer quiconque, tout groupe, tout État qui s'opposerait à la réalisation de sa domination absolue.

Si ce n'est pas cette idée que nous conservons à l'avant-plan de nos préoccupations lorsque nous écoutons un homme politique, lisons un journal, regardons un film ou une émission de télévision, absorbons une publicité ou nous nous livrons aux médias sociaux, alors nous marcherons tels des somnambules vers un avenir, que les plus puissants, les plus impitoyables, les moins empathiques ont conçu pour nous.

Reculez et regardez l'écran en entier. Et décidez si c'est vraiment cet avenir que vous souhaitez à vos petits-enfants. (C'est caché sous nos yeux: pourquoi nous ne pouvons pas voir le système nous détruire par Jonathan Cook (CounterPunch) - Mondialisation.ca 28 septembre 2018)

LVOG - Ce que ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre ce genre d'intellectuels qui ont raison d'affirmer que "le néolibéralisme n'est pas dicté par l'éthique", c'est que "la recherche du pouvoir et de la richesse par le contrôle de la planète" n'est pas une fin en soi ou ne correspond pas à un acte qui serait dicté par une volonté libre.

Bien au contraire, cette "recherche du pouvoir et de la richesse" exprime, coïncide ou est le produit des lois de fonctionnement du capitalisme, qui repose sur une contradiction, les inégalités sociales à l'origine du mode de production capitaliste qui impliquent un type particulier de répartition des richesses, ces deux facteurs étant intimement liés ou inséparables, sans quoi ce système économique ne pourrait pas se développer ou survivre.

Notons au passage qu'habituellement ceux qui critiquent le capitalisme traitent séparément ces deux facteurs ou ne remontent pas à leur origine commune, les inégalités sociales qui constituent le socle sur lequel repose l'ensemble du capitalisme, inégalités sociales entre ceux qui possèdent les moyens de production et accaparent l'essentiel des richesses produites, et ceux qui ne possèdent que leur force de travail pour survivre. Du coup, ils auront tendance à confondre cause et effet ou ils traiteront les conséquences sans s'attaquer aux causes des maux qui accablent les masses exploitées, autrement dit, comme ils ne

remonteront pas à leur origine ou aux fondements du capitalisme leurs critiques s'avèreront inévitablement stériles ou cela les amènera à formuler l'exigence d'une meilleure répartition des richesses qui le sera tout autant, ce qu'on peut vérifier en observant que les inégalités sociales ont tendance à croître ou n'ont jamais atteint un tel sommet.

Le fonctionnement et le développement du capitalisme sont tributaires de ses fondements qui expriment des rapports sociaux, qui à leur tour se sont traduits par un ensemble de lois régies par un processus logique qui leur est imposé, et qui partant de là s'impose aussi bien aux exploiteurs qu'aux exploités, de sorte qu'il est impossible d'envisager de modifier radicalement ces rapports, d'enfreindre ces lois sous peine que ce système économique s'effondre, alors autant dire qu'imaginer une refonte de ses fondements signifierait tout bonnement son arrêt de mort puisqu'il impliquerait une inversion des rapports sociaux établis qui caractériserait un changement de régime ou le passage au socialisme, perspective inenvisageable pour les capitalistes et ceux qui en vivent bien.

Je n'ai pas le temps d'aller plus loin dans mon analyse, mais je ne pouvais pas conclure sans préciser que la satisfaction des besoins ou aspirations de l'ensemble de la population est incompatible avec l'existence ou le fonctionnement du capitalisme, et par conséquent il faut impérativement briser, se libérer de ce carcan.

Cette conclusion est forcément logique puisque nous sommes en présence d'un processus logique. Or le capitalisme ne peut connaître que deux fins possibles, dans la mesure où l'on conçoit que toute chose a un commencement et une fin, ce qui est inévitable, comme la vie et la mort qui est le destin de chaque homme, la comparaison s'arrêtera là puisqu'il n'y a pas d'autre alternative à la fin de la vie des hommes que la mort, soit les exploités parviendront à trouver les moyens en s'appuyant sur les bases du capitalisme de le dépasser en mettant un terme aux rapports sociaux sur lesquels il reposait, soit ils en seront incapables et le capitalisme sera condamné à s'autodétruire en entraînant la destruction de la civilisation humaine.

Ceux qui tiennent à tous prix à conserver le capitalisme, ignorent ce processus logique ou s'en détournent, ce qui inévitablement les conduira à des contradictions inextricables qu'ils ne pourront évidemment pas résoudre, qu'ils s'emploieront par la suite à entretenir et à justifier, en affirmant péremptoirement que les conditions ne sont pas réunies pour en venir à bout, ajoutant qu'ils n'y sont évidemment pour rien... Alors qu'en réalité, c'est seulement leur crasse ignorance ou leur mauvaise foi qui leur interdit de percevoir que c'est une nécessité historique d'en finir avec le capitalisme, et que cette nécessité n'avait cessé de se manifester tout au long de son développement depuis son avènement ou avant même qu'il voie le jour. A suivre.

En guise d'épilogue.

La concentration du capital et de la production est le produit des lois de fonctionnement du capitalisme soumises aux lois de la dialectique, et non le produit de la volonté ou de l'avidité des capitalistes qui n'en sont que les instruments et les destinataires en tant qu'exploiteurs ou sans lesquelles ils ne seraient pas des capitalistes !

K. Marx - Comme la production en grand n’a commencé à se développer que sous la forme capitaliste, où la poursuite du profit et la concurrence poussent à la plus grande réduction possible du coût de production, l’économie dans l’emploi de capital constant semble inhérente à la production capitaliste et parait y répondre à une fonction spéciale : la production capitaliste développe la productivité du travail social, qui, à son tour, provoque l’emploi économique du capital constant.

La production capitaliste ne se contente pas cependant de faire deux choses séparées, indépendantes l’une de l’autre, du travail vivant, l’ouvrier, et des objets de travail. Par une de ces contradictions qui lui sont propres, elle va jusqu’à compter, parmi les moyens d’économiser le capital constant et d’augmenter le taux du profit, le gaspillage de la vie et de la santé des travailleurs, la réduction de leurs moyens d’existence.

Comme l’ouvrier consacre au procès de production la majeure partie de sa vie, les conditions de la production s’identifient en grande partie avec les conditions de son existence. Toute économie réalisée sur ces dernières doit se traduire par une hausse du taux du profit, absolument comme le surmenage, la transformation du travailleur en bête de somme sont, ainsi que nous l’avons montré précédemment, une méthode d’activer la production de la plus-value. L’économie sur les conditions d’existence des ouvriers se réalise par : l’entassement d’un grand nombre d’hommes dans des salles étroites et malsaines, ce que dans la langue des capitalistes on appelle l’épargne des installations ; l’accumulation, dans ces mêmes salles, de machines dangereuses, sans appareils protecteurs contre les accidents; l’absence de mesures de précaution dans les industries malsaines et dangereuses, comme les mines par exemple. (Nous ne pensons naturellement pas aux installations qui auraient pour but de rendre le procès de production humain, agréable ou seulement supportable, et qui, aux yeux de tout bon capitaliste, constitueraient un gaspillage sans but et insensé). Malgré sa tendance à la lésinerie, la production capitaliste n’est pas regardante quand il s’agit de la vie des ouvriers, de même qu’elle est dépensière des moyens matériels de production, à cause de son système de distribution des produits par le commerce et de l’application de la méthode de la concurrence, qui aboutissent à faire perdre à la société ce qui est gagné et mis en poche par les individus.

Le capitaliste n’obéit pas seulement à la préoccupation de réduire au minimum strictement indispensable le travail vivant qu’il emploie directement et de raccourcir le plus possible, par l’exploitation de la productivité sociale, le travail indispensable pour l’obtention d’un produit, en un mot de faire le plus d’économie possible sur le travail vivant en lui-même ; il est aussi guidé par

le désir d'appliquer, dans les conditions les plus favorables, le travail ainsi réduit, c'est-à-dire de ramener au minimum le capital constant. Lorsque la valeur des marchandises est déterminée, non par le temps de travail quel qu'il soit, mais par le temps de travail strictement indispensable qui y est incorporé, cette détermination est faite par le capital, qui s'efforce sans cesse à raccourcir le temps de travail socialement nécessaire pour la production. Le prix des marchandises est ainsi amené au minimum, puisque le travail pour les produire est réduit autant que possible.

Il convient enfin de faire la distinction suivante quant à l'économie dans l'emploi du capital constant. L'augmentation simultanée de la masse et de la valeur du capital engagé correspond à la concentration d'une plus grande quantité de capital dans une même main. C'est précisément cette masse plus grande réunie dans une seule main - à laquelle correspond le plus souvent un nombre absolu plus grand (bien que relativement plus petit) de travailleurs - qui permet l'économie du capital constant. Au point de vue du capitaliste, il y a augmentation de l'avance nécessaire de capital, surtout de capital fixe ; il y a diminution (diminution relative), au contraire, au point de vue des matières mises en oeuvre et du travail exploité. (Extrait du Capital)

Comment la population sous influence s'accommode de la guerre ou de la barbarie dès lors qu'elle vit en paix.

Extraits.

- L'Occident rit sous cape des victimes de son endoctrinement, tout en prenant gaillardement le chemin de la banque.

Les mensonges rapportent gros.

Aucune autre partie du monde n'a autant souffert de l'impérialisme occidental après la Seconde Guerre mondiale que l'Asie du Sud-Est, à deux exceptions près peut-être, celles de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Dans ce qui avait été appelé l'Indochine, l'Occident a assassiné près de dix millions de personnes avec des campagnes de bombardements de masse et d'autres formes de terreur — au Vietnam, au Cambodge et au Laos.* Le coup d'État indonésien mentionné plus haut a coûté la vie à au moins un million de personnes. 30% de la population du Timor oriental a été exterminée par l'occupation indonésienne, qui a été pleinement soutenue par l'Occident. Le régime thaïlandais, pleinement asservi à l'Occident, a tué indistinctement ses gauchistes dans le nord et dans la capitale. Toute la région souffre d'un apport de religieux fondamentalistes parrainé par l'Occident et ses alliés du Golfe.

Mais l'Occident y est admiré avec une ferveur presque mystique.

Les agences de presse et les « centres culturels » américains, britanniques et français diffusent de la désinformation par l'intermédiaire de médias locaux appartenant à des « élites » soumises. L'éducation locale a été façonnée par des concepts didactiques occidentaux. Dans des pays comme la Malaisie, l'Indonésie et aussi la Thaïlande, la plus grande réussite est d'obtenir un diplôme universitaire dans l'un des pays qui colonisaient autrefois cette partie du monde.

Les pays victimes, au lieu de demander réparation devant les tribunaux, admirent et plagient l'Occident, tout en recherchant, voire en mendiant des fonds à leurs bourreaux passés et présents.

L'Asie du Sud-Est, aujourd'hui obéissante, soumise, flegmatique et dépouillée des anciennes idéologies révolutionnaires, est un endroit où l'endoctrinement et la propagande occidentale ont remporté une victoire incontestable.

- Rien qu'au cours des deux dernières décennies, des pays entiers ont été ciblés par l'Amérique du Nord et l'Europe, puis à moitié affamés par des embargos et des sanctions, avant d'être finalement attaqués et réduits en pièces : l'Afghanistan, l'Irak, la Libye pour n'en citer que quelques-uns. Les gouvernements de plusieurs nations socialistes ont été renversés soit de l'extérieur, soit par l'intermédiaire de leurs propres élites et médias locaux, dont le Brésil, le Honduras et le Paraguay.

D'innombrables entreprises occidentales et leurs alliés locaux se livrent à un pillage effréné des ressources naturelles dans des endroits tels que Bornéo/Kalimantan ou la République démocratique du Congo (RDC), ruinant totalement les forêts tropicales et assassinant des centaines d'espèces.

Sommes-nous, en tant que planète, vraiment interconnectés ? Que savent les gens les uns des autres, ou de ce qui arrive à leurs frères et sœurs sur d'autres continents ?

- L'empire occidental et ses mensonges ont réussi à fragmenter le monde à un point jamais atteint auparavant. Tout se fait « au grand jour », à la pleine vue du monde, qui est en quelque sorte incapable de voir et d'identifier les menaces les plus urgentes pour sa survie. Les organes de propagande des médias de masse servent de véhicules d'endoctrinement, tout comme les institutions culturelles et « éducatives » de l'Occident ou les institutions locales façonnées par les concepts occidentaux. Cela inclut des « outils » aussi divers que les universités, la manipulation du trafic sur Internet, les censeurs et l'autocensure, les

réseaux sociaux, les agences de publicité et de communication et les « artistes » de la pop culture.

- La barbarie et les mensonges des anciens colonialistes et aujourd'hui, des néocolonialistes occidentaux suivent un schéma clair :

Le président indonésien Sukarno et son plus proche allié, le Parti communiste indonésien (PKI), essayaient de construire un pays progressiste et autonome. Il fallait donc les arrêter, renverser le gouvernement, massacrer les membres du parti, interdire le PKI lui-même et privatiser l'ensemble du pays, le vendre à des intérêts étrangers. La vaste majorité des Indonésiens ont subi un tel lavage de cerveau qu'ils blâment toujours les communistes pour le coup d'État de 1965, bien que les archives de la CIA elle-même disent le contraire.

En Iran, le premier ministre Mossadegh prenait le même chemin. Et il a fini comme Sukarno. Et le monde entier a ensuite charmé par le boucher mis au pouvoir par l'Occident — le Shah et sa somptueuse épouse.

Le Chili en 1973 où par la suite, la même tendance meurtrière s'est installée est une preuve supplémentaire de l'amour de la liberté et la démocratie de l'Occident .

Patrice Lumumba, au Congo, avait nationalisé les ressources naturelles et essayé de nourrir et d'éduquer sa grande nation. Le résultat ? Renversé, tué. Le prix : quelque 8 millions de personnes massacrées au cours des deux dernières décennies, ou peut-être beaucoup plus (voir mon film Rwanda Gambit). Personne ne sait, ou tout le monde refuse de savoir.

La Syrie ! Le plus grand « crime » de ce pays, du moins aux yeux de l'Occident, consistait à essayer d'offrir à ses citoyens une qualité de vie élevée tout en faisant la promotion du panarabisme. Les résultats que nous connaissons tous (ou les connaissons-nous vraiment ?): des centaines de milliers de personnes tuées par des extrémistes meurtriers parrainés par l'Occident, des millions d'exilés et des millions de personnes déplacées internes. Et l'Occident, naturellement, blâme le président syrien et est prêt à le « punir » s'il gagne la guerre.

Irrationnel ? Mais le fascisme mondial peut-il jamais être rationnel ?

Les mensonges répandus par l'Occident s'accumulent. Ils se chevauchent, se contredisent souvent. Mais le public mondial n'est plus formé à la recherche de la vérité. Inconsciemment, il sent qu'on lui ment, mais la vérité est si horrifiante que la grande majorité des gens préfèrent simplement prendre des selfies, s'interroger sur leur orientation sexuelle, mettre des écouteurs dans leurs oreilles et écouter de la musique industriellement produite, au lieu de lutter pour la survie de l'humanité. (De la Syrie à l'Asie du Sud-Est, les mensonges de l'Occident par Andre Vltchek - Mondialisation.ca 22 septembre 2018)

Barbarie. Stop ou encore ?

- Le directeur du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley, a récemment déclaré que le Yémen serait confronté à une «grande famine» si la guerre dans la péninsule arabique n'était pas immédiatement interrompue. Aujourd'hui encore, sur les 18 millions d'habitants du Yémen, les deux tiers ne savent pas comment ils pourront obtenir leur prochain repas. (Le gouvernement allemand accepte de livrer des armes à l'Arabie saoudite en guerre au Yémen par Sven Heymann - Mondialisation.ca 29 septembre 2018)

Dans quel monde vivonsnous ? Les esclaves des temps modernes ou les salariés taillables et corvéables à merci réduits à l'état de Kleenex.

- Dans la peau d'un forçat d'Amazon - Libération 5 octobre 2018

Le géant du e-commerce est plus que jamais présent dans la vie des consommateurs. Comment le vivent les milliers de chauffeurs-livreurs sous-traitants qui doivent acheminer jusqu'à 200 colis par jour ? Entre indifférence des clients, complications d'accès aux foyers et précarité de l'emploi, «Libération» s'est glissé parmi eux.

Amazon : des sous-traitants livrés à eux-mêmes

Une matinée de juin, notre téléphone clignote. Amazon nous informe que notre colis est «livré en sécurité». Rentré chez nous, pressé comme à Noël de déchirer le carton, on monte les marches de notre escalier quatre à quatre. Pour tomber nez à nez avec notre colis, posé au sol devant la porte d'entrée. Un paquet en carton de près d'un mètre de long et d'une trentaine de centimètres de hauteur censé être «caché» sous notre paillasson moitié moins large. Absurde. Il est visible de tous ceux qui passent dans la cage d'escalier. Et à la portée de toute personne voulant s'en emparer.

Abonné Amazon Prime depuis un an, un service qui permet entre autres aux clients d'être livrés en un jour ouvré (voire le soir même dans certaines villes) en illimité, on sait que la rapidité est imposée par l'entreprise, entraînant une frénésie de livraisons.

Après recherches, faute de numéro de téléphone, impossible de retrouver le chauffeur pour avoir des explications sur ce paquet laissé à la vue de tous.

On se rabat sur le service communication d'Amazon pour en savoir plus. Qui nous explique que la livraison dite du «dernier kilomètre» (comprenez du dépôt au client) n'est pas vraiment le cœur de métier de la multinationale. Une entité à part, Amazon Logistics, a bien été créée il y a six ans avec pour objectif d'améliorer «l'expérience client» dans ce domaine. Mais la livraison reste sous-traitée à des entreprises spécialisées, comme TNT ou Chronopost. Amazon assure aussi veiller à ce que les employés «exercent dans de bonnes conditions». Et qu'ils ne subissent pas de pression trop importante.

Début septembre, on a candidaté à une dizaine d'offres d'emploi pour un poste de chauffeur-livreur en CDI. Il a suffi d'une recherche sur la plateforme le Bon Coin pour en trouver. On a, bien entendu, sciemment oublié de mentionner notre activité de journaliste. Deux jours plus tard, le téléphone sonne. Au bout du fil, un homme nous tutoie d'emblée : «J'ai vu ton CV, t'es toujours intéressé ?» Nous acquiesçons.

«Un peu dans le même sac»

Il décline les conditions : «C'est pour un CDI, payé 1 300 euros net. Après, ça peut évoluer si tu livres beaucoup de colis, je ne suis pas fermé à ça.» Seule condition à l'embauche : réaliser une formation de trois jours avec des chauffeurs déjà en poste. Première surprise : elle est non rémunérée et aucun contrat n'est signé. Il faut en revanche transmettre par mail une carte d'identité et un permis valide. Si les deux parties s'entendent à la fin de la «formation», un premier CDD de trois mois sera signé. Puis un CDI.

L'homme au bout du fil, Christophe (1), se justifie de procéder ainsi : «Tu sais, je vais te dire honnêtement, on est un peu dans le même sac. Moi, je ne suis qu'un sous-traitant de sous-traitant. En gros, Amazon sous-traite son activité de livraison à des dizaines de grosses entreprises. Elles ont des filiales dédiées qui, elles aussi, sous-traitent à des centaines de petites entreprises, donc nous. Et c'est là qu'on t'embauche. Donc je préfère faire ça, parce que livreur Amazon, ce n'est pas aussi simple que ça en a l'air.»

Rendez-vous est pris quatre jours plus tard pour entamer notre formation. Le soleil vient tout juste de se lever sur la zone commerciale de Vélizy-Villacoublay (Yvelines), peu après 7 heures. Entre deux entreprises à l'architecture moderne, des dizaines de camions forment un étrange ballet. Certains chauffeurs en gilet jaune entrent sur un parking. Ils sont guidés par d'autres salariés en gilet orange qui beuglent des informations inintelligibles au mégaphone. Les chauffeurs ressortent quelques minutes plus tard, le coffre rempli de dizaines de colis Amazon pour faire la place à d'autres camionnettes. Garé quelques mètres plus loin en double file, Christophe nous invite à le rejoindre dans son véhicule. Sans badge, impossible pour nous d'entrer dans le dépôt.

Le briefing de notre formation illégale aura donc lieu dans sa voiture, entre dix coups de téléphone de «ses» livreurs. Il pointe du doigt les dizaines d'utilitaires au loin. «Si tu t'en sors bien, t'en auras un pour toi.» Une chose nous étonne néanmoins : elles ont toutes un immense logo Europcar ou Rent A Car accolé sur le flanc. Christophe, bas de jogging et baskets, précise : «Comme je t'ai dit, on est des sous-traitants au dernier échelon. Donc on n'a pas vraiment l'argent pour investir dans un parc d'utilitaires. On loue des véhicules à des entreprises de location, on a des forfaits moins chers.» On apprend dans la foulée que notre employeur a fondé sa société avec des amis. Ils travaillent à 100 % pour l'entreprise de livraison nationale Easy2Go, ou plutôt l'une de ses filiales, nommée Flash. Dont le plus gros client est Amazon, assure Christophe.

Pour nous mettre dans le bain, le jeune chef d'entreprise joue la carte de l'honnêteté : «Amazon nous met la pression. Si un chauffeur ne fait pas l'affaire, n'est pas efficace, ils nous appellent et ils nous disent : "Ton gars, là, il ne rentre plus chez nous." Et ils retirent son badge. Ce ne sont pas eux qui embauchent, donc ils s'en foutent, ils ne licencient pas. Mais nous, derrière, on n'a pas le choix… Donc si tu bosses bien, c'est donnant-donnant pour toi comme pour nous.» En attendant que ses chauffeurs sortent du dépôt, on se gare près d'une station-service et d'un parking Norauto. Un homme en chemise, pantalon de costard et ordinateur sous le bras, débarque à toute allure. Il scrute les camions de location, a l'air de prendre des notes sur son carnet. «Le patron de Norauto a appelé Amazon pour se plaindre que les chauffeurs stationnent là en attendant de récupérer leurs colis. Alors il a interdit de se garer là. Il est en train de prendre le nom de ceux qui le font quand même, pour les sanctionner», éclaire Christophe. Sur la sanction, il précise : «Il va leur retirer leur badge quoi, leur interdire d'entrer.» Comprenez, en langage de sous-traitant : les licencier.

«Comme de l'intérim»

Pour se défendre de créer une économie précaire, Amazon avance être à l'origine de milliers de CDI faciles d'accès. Ceux-là mêmes qui attendraient que l'on «traverse la rue». Rien que pour le dépôt de Vélizy-Villacoublay, ouvert depuis le 3 septembre dans d'anciens entrepôts Peugeot de 13 000 m2, près de 580 chauffeurs sont employés, indique Christophe. L'immense majorité en CDI. On a également pu lire dans les médias mi-septembre que «80 nouveaux» CDI seraient créés sur ce dépôt «d'ici 2020» afin de «dispatcher» les colis avec, pour finalité, d'irriguer le sud de la région Ile-de-France. Pour la multinationale, la dureté de la tâche serait donc compensée par l'assurance d'avoir un emploi stable. Sur ce point, notre employeur sous-traitant tient à ce que l'on ne se fasse pas d'illusions : «Oui, c'est un CDI. Mais le dépôt est ici en phase de test. Si ça ne fonctionne pas, en décembre ils le ferment.» Quid des CDI créés donc ? Silence gêné de notre interlocuteur. «Au mieux, ils les dispatchent sur d'autres dépôts.

Au pire…»

Grégoire (1), chef de dépôt dans une grande ville française, confirme : «Ce métier, c'est comme de l'intérim. Car ta boîte peut fermer du jour au lendemain.» Lui en sait quelque chose, l'entreprise qui l'employait avec trois autres chauffeurs a mis la clé sous la porte. La société de transport donneuse d'ordre, Easy2Go (la même qui pourrait nous employer à Vélizy-Villacoublay), a perdu l'appel d'offres avec Amazon aux dépens d'une autre. Résultat, les myriades d'entreprises dans son giron dédiées à la livraison Amazon ont dû fermer en moins de dix jours. La société titulaire du nouveau marché en a bien repris quelques-unes, dont celle de Grégoire. Mais pas suffisamment pour éviter à des dizaines de livreurs en CDI de perdre leur emploi, plaide le chef de dépôt. Contacté, Easy2Go n'a pas souhaité répondre à nos questions et a transféré notre demande directement à Amazon.

«Le dimanche, un jour normal»

Le chauffeur responsable de notre formation est un grand homme longiligne d'une trentaine d'années originaire d'Afrique francophone. Moussa (1) est arrivé en France en 2013. Il est, selon Christophe, «le meilleur chauffeur» de son parc. Voilà un an qu'il travaille pour Amazon, ce qui en fait l'un des plus anciens aussi. Il touche aujourd'hui 1 500 euros net. Moussa nous attend sur un parking un peu plus loin du dépôt. Avec, dans le coffre de sa fourgonnette de location, 120 colis. «Ça fait normalement 82 points d'arrêt», précise-t-il. Avant qu'on monte, Christophe, notre futur employeur, ajoute une dernière chose : «Concernant les horaires, moi je te paye pour sept heures. Maintenant, si tu n'as pas terminé au bout de sept heures, c'est pour toi. Sauf si le retard vient d'Amazon, là je te paye en heures supplémentaires. Tu verras, il y a des jours où tu termineras à 14 heures. D'autres à 20 heures, surtout quand tu débutes. Je peux te demander de travailler le dimanche aussi, mais c'est payé comme un jour normal.» Moussa nous toise, amusé : «Bon, tu as bien compris que ce n'était pas les 35 heures.»

Son camion démarre à toute berzingue en direction de Boulogne-Billancourt, secteur de livraison de la journée. Au pare-brise, un téléphone fourni par Amazon sert de GPS et de terminal pour vérifier les colis. Ici, on ne se fie pas à la feuille de route, mais au sacro-saint terminal. Pour nous mettre dans l'ambiance, Moussa confie rapidement avoir été agressé en banlieue parisienne il y a quelques jours. Plusieurs jeunes l'ont repéré et frappé pour prendre sa cargaison. «C'est fréquent dans certaines zones. Ils repèrent les camions Europcar et les volent», explique notre formateur. Il s'en est tiré avec plusieurs jours d'ITT (incapacité totale de travail) mais a précipité son retour au travail. Amazon ne lui en a pas tenu rigueur, à condition qu'il porte plainte.

Au bout de quinze minutes de route, le fourgon s'arrête une première fois. Moussa en ouvre la porte latérale. Dans le coffre, la centaine de colis est répartie en plusieurs grands sacs en tissu. Les plus gros paquets sont mis à part, à l'arrière du camion. Le terminal indique dans quel sac il faut prélever les colis pour livrer à l'adresse indiquée. On quitte le camion avec douze paquets. En montant les escaliers de la résidence au trot, on croise des livreurs Chronopost. Pas pressés, ils nous interrogent : «Vous êtes d'où pour aller à cette allure ?» «Amazon», lui rétorque Moussa. «Ah ouais, mais vous êtes au-dessus là. Amazon, c'est le "turfu" [futur, ndlr]», plaisante l'un des deux jeunes hommes.

Une fois arrivé au pied de l'immeuble, notre formateur décline sa technique pour livrer rapidement : «Amazon ne veut pas qu'il y ait trop de retours. Il faut livrer le plus possible, et aller vite. Alors, quand il y a un gardien, tu lui donnes les colis. S'il n'y a pas de gardien, on a acheté au marché noir des clés universelles. Elles ouvrent toutes les boîtes aux lettres.» Dans son local, la porte ouverte, le concierge flaire l'entourloupe : «Il faut sonner, hein. Si tu n'arrives pas à livrer, après tu viens me voir.» Puis, agressif, se pose en victime collatérale du système Amazon : «Les résidents laissent les colis quinze jours ici, ils en ont rien à foutre. Moi, j'ai 400 personnes dans la résidence je ne suis pas payé pour ça. A chaque colis Amazon, ils disent : "Laissez chez le gardien." Et bah le gardien, il est pas là.» Avant de temporiser, comme pour s'excuser : «Ils en ont rien à foutre de vous, je sais. Mais de moi non plus, ils en ont rien à foutre.» On sonne à l'interphone plusieurs fois. Aucune réponse. A l'aide d'un badge permettant de déverrouiller les portes d'entrée, on pénètre dans le hall. Lors de son agression, Moussa s'est aussi fait voler son trousseau de clés universelles. Impossible aujourd'hui de livrer les gros colis dans les boîtes aux lettres, tout devra se faire en main propre. «Ça va être long, je le sens», prévient Moussa. Grâce à un voisin, nous pénétrons dans l'immeuble. Direction le deuxième étage, où un résident doit réceptionner deux colis volumineux. Nous frappons. Aucune réponse. «Dans ce cas-là, t'essayes de les donner à un voisin», explique notre formateur. A la porte d'à côté, un «c'est qui ?» résonne dans le hall. «C'est Amazon, on a un colis pour votre voisine mais elle n'est pas là», crie Moussa. Toujours à travers la porte, la voisine répond : «Ah non, mais je ne la connais pas, moi. Je ne lui parle jamais, désolée.» Et Moussa de s'étonner : «C'est comme ça, ils vivent à côté mais ont peur de se parler…» Il tente plusieurs fois d'appeler la cliente, qui ne répond pas. Nous repartons avec le colis, que nous livrerons plus tard.

Dans l'immeuble d'à côté, le gardien accepte volontiers de réceptionner les six paquets de ses résidents. «Bientôt, il n'y aura plus que des colis Amazon, il faut bien se mettre à la page», dit l'homme, l'air circonspect par le ballet quotidien de livreurs. Dans le bâtiment voisin, il faut livrer un gros carton. Le client répond à l'interphone. Nous montons au quatrième. La porte est déjà ouverte, il apparaît en slip et en peignoir, une clope à la main. Moussa rit : «Parfois, ils sont même quasiment nus, je préfère sonner, laisser le colis devant la porte et partir. J'ai peur d'avoir des problèmes, qu'on m'accuse de harcèlement alors que j'ai juste livré un colis».

On prend le Pouls de la France

Les cinq prochaines livraisons sont décrites comme «faciles» par Moussa. Elles sont adressées à des clients sur leur lieu de travail. Au mieux, le service accueil des bureaux les prend en charge. Au pire, il faut monter dans les étages. Mais il n'y a pas à

mener d'enquête de voisinage pour livrer le paquet, comme dans les résidences privées. «Ça nous fait gagner beaucoup de temps», dit notre formateur. Au fil des livraisons, on s'en rend compte : lorsque l'on transporte des colis Amazon, on prend le pouls de la France. Avec plus de 100 millions de clients «Prime» dans le monde, la multinationale vampirise une grande partie du marché. Se faire livrer un disque, un livre, un ordinateur ou de l'antipuces pour chat pour le lendemain est simplissime. Résultat, de plus en plus de gens commandent chez Amazon. Celui qui passe sa journée en slip, celle qui vient d'accoucher, celle qui zieute par le judas, celui dont les pétards embaument la cage d'escalier, celle que l'on réveille de la sieste, celle qui a peur, celle qui propose le café, celui qui ne parle pas français, celle qui commande des colis tous les jours.

On pénètre des open spaces de start-up où les employés travaillent en chaussettes et se déplacent en skate. En pleine réunion, ils ne lèvent pas les yeux sur l'homme au gilet jaune qui vient les livrer. Des entreprises où des joueurs de jeux vidéo ont pour métier de s'affronter en compétition. On constate aussi, un peu amusé, qu'un autre concours que celui du CAC 40 se joue entre certaines grandes sociétés : celui des halls d'accueil. Certains ont des statues de chien en marbre blanc, dans un autre c'est un serpent fait de boules d'inox, ailleurs des murs entièrement recouverts d'aluminium sur 10 mètres de haut ou encore des plafonniers en inox en forme de mouettes géantes. Mais une constante : seuls les agents d'accueil, de ménage et de sécurité parlent aux livreurs. Comme nous, ils prennent le monte-charge sans miroir et les labyrinthiques coursives blanches aux néons blafards pour accéder aux bureaux. On laisse les ascenseurs panoramiques et les couloirs en moquette aux salariés en costard. Les agents s'intéressent, «c'est votre premier jour ?» ; questionnent, «ça fait combien de temps que vous livrez ?» ; s'inquiètent, «ils ne vous regardent pas, c'est dur, même nous ils ne nous regardent pas.» On a l'impression, sous nos yeux, d'assister à la frénésie de deux mondes qui se côtoient sans vraiment se parler. Celui des cadres qui consomment, et celui des personnes employées pour leur rendre service. Les premiers doivent en prendre plein la vue dès le hall d'immeuble. Les seconds doivent être invisibles, pour ne pas déranger. Du clic à la livraison, tout s'opère par magie.

Depuis le début de la journée, Moussa, notre formateur, est malade. Il a des sueurs froides, de la fièvre probablement. Alors que la journée avance, il marche de plus en plus lentement. «Je suis vraiment faible», nous dit-il. Il doit pourtant continuer : personne ne peut le remplacer et il ne veut pas prendre le risque de rapporter des colis au dépôt. Il est presque 17 heures quand la tournée a été réalisée. Pour autant, la journée n'est pas terminée, Moussa tient à retourner livrer chaque colis qu'il n'est pas parvenu à remettre aux clients.

«Ce n'est pas qu'on nous sanctionne si on ramène des paquets. Mais ils vont nous les ajouter à la tournée de demain, du coup j'aurai plus de colis. Donc autant les livrer tous aujourd'hui», explique-t-il. A cette heure ne restent que les livraisons problématiques. Celles où la personne est injoignable car elle a renseigné un mauvais numéro ou une mauvaise adresse. Certains aussi nous demandent d'attendre une demi-heure, le temps qu'ils rentrent du travail, pour ne pas avoir à patienter jusqu'au lendemain pour se faire livrer. La journée se termine finalement à 18 h 30, après onze heures de travail sans aucune pause, et sans même avoir mangé un sandwich sur le pouce. Moussa rentre au dépôt fier, sans colis sur les bras. Il repartira demain pour une nouvelle tournée. Sans nous.

«Fantôme»

Au cours de cette enquête, nous avons été en contact régulier avec six chauffeurs issus de dépôts différents. Sur une période de trois semaines, la moitié nous a affirmé au moins une fois vouloir démissionner. Seul un l'a fait. Jérôme, livreur à Paris, a tenu cinq mois avant de quitter l'entreprise. «Je ne pouvais plus continuer, j'étais épuisé. Le rythme est infernal, il faut toujours être au moins à 200 % et c'est toujours de notre faute, quoi qu'il se passe. Maintenant, je vais prendre quelques jours pour me reposer et ensuite on verra», confie-t-il. Ils disent livrer entre 80 et 180 colis selon les jours. «Parfois, ça peut dépasser les 200, 220», constate un chef de dépôt. Un autre livreur de l'est de la France décrit aussi les pressions subies : «Amazon met en place un système de ce qu'ils appellent des "concessions". Une plainte d'un client pour un colis non reçu ou un mauvais comportement nous vaut une "concession". Au bout de dix ou douze, on est licenciés.»

Le problème, c'est que la livraison prônée par Amazon pousse les livreurs à déposer les paquets dans les boîtes aux lettres ou chez les voisins plutôt que de les remettre en main propre. Résultat, certains disparaissent et c'est la faute des chauffeurs. Pour s'en rendre compte, il n'y a qu'à observer les milliers de plaintes quotidiennes à ce propos sur les réseaux sociaux. L'un des dirigeants d'une grande entreprise de transport sous contrat avec Amazon prophétise : «C'est une profession qui va disparaître à terme. Parce que c'est un travail de fantôme, ils ne sont pas reconnus. Les gens ne les regardent pas.» Certains ont tenté de lancer des débrayages dans leurs dépôts pour protester contre un nombre de paquets trop élevé, mais n'ont pas ou peu été entendus. De son côté, Amazon planche de plus en plus sur la robotisation de ses activités, la rumeur des livraisons par drones prenant corps ces dernières années.

Après de longues recherches, on a finalement trouvé le salarié responsable des livraisons dans notre quartier. Impossible de savoir s'il était bien à l'origine de la livraison de notre colis sous le paillasson. A le voir courir régulièrement, on a fini par sympathiser. Aussi parce qu'on sait désormais ce qu'il endure. Libération 5 octobre 2018

Deuxième partie.

En Marche vers le totalitarisme.

- Les militants En marche !, aisés et surdiplômés, selon une étude - Reuters 8 octobre 2018

Un homme surdiplômé actif au train de vie confortable résidant dans une grande ville : tel est le profil type du militant La République marche (LaRem) dressé au terme d'une grande enquête de l'organisation Terra Nova publiée lundi.

Les adhérents de LaRem, qui revendique 400.000 membres du total, sont avant tout des hommes (68%), plus jeunes et un peu plus urbains que la moyenne des Français avec un niveau de formation très élevé puisque 80% sont diplômés du supérieur, selon cette étude basée sur les réponses de 8.815 "marcheurs".

Les cadres et professions libérales y sont majoritaires (60%), de même que les actifs du secteur privé (71%). Leurs revenus les situent dans la moitié haute de la société.

"Il ne s'agit pas de bourgeoisie patrimoniale mais plutôt de gens dont la caractéristique est d'avoir un niveau d'étude et de compétence culturelle et professionnelle assez solide", a dit à Reuters l'un quatre auteurs du rapport, Bruno Cautrès, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof).

En résumé, le "marcheur" type ressemble à Emmanuel Macron, fils de médecins d'Amiens (Somme) ayant fait des études dans les grandes écoles, dont l'Ecole nationale d'administration (Ena), ayant exercé comme banquier avant de briguer la présidence. (Marié à la fille d'un industriel et ex-épouse d'un banquier il faut préciser. - LVOG)

LIBÉRAUX ET PROGRESSISTES

(C'est un oxymore du genre : La guerre, c'est la paix ou la liberté, c'est l'esclavage ou encore l'ignorance, c'est la force (1984 - Orwell) Traduire : néolibéraux et rétrogrades. - LVOG)

Au chapitre des valeurs, les "marcheurs" sont en majorité favorables au libéralisme économique, avec des sentiments positifs vis-à-vis de l'Union européenne. La question la plus importante à leurs yeux est la construction européenne (15%), ex-aequo avec le chômage (15%) et l'éducation (14,5%), suivis des déficits publics (9%) et des inégalités (9%).

"Des thèmes comme l'insécurité, le terrorisme et l'immigration les préoccupent en revanche assez peu, ce qui les distingue d'autres formations, notamment à droite", notent les auteurs.

Le rapport divise les "marcheurs" en cinq sous-catégories.

Le groupe le plus important, "coeur du macronisme", est constitué de progressistes sur le plan des valeurs et libéraux sur le plan économique (31%).

Viennent ensuite les "progressistes-égalitaires" (23%), souvent d'ancien sympathisants socialistes ayant voté pour François Hollande en 2012. "Moins libéraux économiquement que la première catégorie, il se préoccupent avant tout de justice sociale", note Bruno Cautrès.

Un groupe de même taille (23%), les "conservateurs libéraux", proches du centre-droit, mêle adhérents anciens ou actuels des Républicains, anciens électeurs de Nicolas Sarkozy ou soutiens de François Fillon en 2017.

Viennent ensuite les "modérés-conservateurs" (19%) qui "cultivent un centrisme incliné culturellement au centre-droit, voire à droite, et économiquement au centre-gauche, voire à gauche", peut-on lire dans le rapport.

Enfin, 4% des sondés sont classés dans la catégorie des "euro-dubitatifs". "Ce ne sont pas des eurosceptiques comme on peut en trouver par exemple au Rassemblement national, mais ils expriment des doutes voire des craintes sur l'intégration européenne", explique Bruno Cautrès.

Quand on les interroge sur les qualités du chef de l'Etat, dont la cote d'opinion recule ces derniers mois, les "marcheurs" louent ses talents oratoires, sa capacité à incarner le rôle du leader et à prendre des risques pour ses idées.

"Les seules critiques qui émergent interrogent son peu de sensibilité aux demandes des Français et sa faible capacité à accepter la contradiction", ajoutent les auteurs de l'étude. Reuters 8 octobre 2018

On retrouve là les différentes couches sociales qui constituent le socle du fascisme.

- Delphine Gény-Stephann, ministre la plus riche - L'Express.fr 8 octobre 2018

Delphine Gény-Stephann secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, est la plus riche des membres du gouvernement, rapporte l'Obs ce lundi.

Cette polytechnicienne, qui va avoir 50 ans, a un patrimoine qui s'élève à plus de 16 millions d'euros.

Selon sa déclaration, Delphine Gény-Stephann possède deux grands appartements à Paris de 240 et 117 mètres carrés ainsi que deux propriétés de 280 et 120 mètres carrés en Bretagne. De plus, elle possède également 7 millions d'instruments financiers et 68% de start-up Alcémon de son mari, Bertrand Stephann. Ce dernier point aurait d'ailleurs été omis dans sa déclaration à l'HATVP selon l'Obs. L'Express.fr 8 octobre 2018

- Le gouvernement teste l'idée d'une retraite à taux plein à 63 ans - Liberation.fr 08.10

Sans toucher à l'âge légal de départ à la retraite fixé à 62 ans, l'exécutif avance la piste d'un an de travail supplémentaire pour partir avec une pension sans décote. Objectif : inciter les Français à travailler plus longtemps. Liberation.fr 08.10

« Je ne souhaite pas construire des places de prison pour les remplir »déclare Nicole Belloubet - Publicsenat.fr 08.10

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la Justice Nicole Belloubet confirme que 15000 places de prison seront construites... Publicsenat.fr 08.10

Surenchère.

- Dupont-Aignan propose de taxer les prisonniers - Reuters 08.10

Le président de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, a annoncé lundi le dépot d'une proposition de loi visant à faire participer les prisonniers aux frais d'incarcération, si besoin en travaillant... Reuters 08.10

Appel à la délation.

- Nicole Belloubet confirme qu'une plateforme sera mise en place dès novembre pour signaler en ligne les violences conjugales - Publicsenat.fr 08.10

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la Justice Nicole Belloubet a souhaité apporter des réponses concernant le traitement de la justice pour les violences faites aux femmes. Publicsenat.fr 08.10

Fabrique du consentement.

- «La PMA était une promesse de campagne, l'opinion y est favorable : l'issue est certaine» - Liberation.fr 08.10

Confirmation. On ne change pas le mode de pensée et le comportement de la population à coup de décrets ou de canons.

- «L'homophobie et la transphobie demeurent très ancrées.» - Liberation.fr 08.10

C'est là qu'on s'aperçoit que ces campagnes n'étaient pas destinées à bénéficier aux homosexuels ou aux transsexuels, bien au contraire, ce que j'ai toujours affirmé.

A défaut d'affronter le régime, affairisme ou la course aux places et à la gamelle.

- France: Les européennes aiguisent les divisions à gauche - Reuters 8 octobre 2018

Ils n'ont plus qu'une préoccupation : Désigner celui qui sera le gardien du cadavre nauséabond du stalinisme.

- Au PCF, Pierre Laurent vers la sortie - Liberation.fr 7 octobre 2018

Un choc. Une surprise. Un séisme. Un tourbillon. Les mots ne manquent pas après un résultat inédit : la direction (sortante) communiste a perdu un vote interne. A quelques semaines du congrès, qui se déroulera à Ivry-sur-Seine, les militants du PCF – plus de 30 000 votants – ont placé le texte d'orientation porté par André Chassaigne, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, et Fabien Roussel, patron de la fédération du Nord, devant celui de Pierre Laurent. Pourtant, il y a quelques semaines, le porte-parole du parti, Olivier Dartigolles nous confiait : «C'est serré mais si on fait les choses bien, si on mène une bonne campagne, ça devrait le faire.» Raté. La direction découvre la minorité.

«Un formidable signal d'espoir»

Samedi, a la tombée des résultats, Pierre Laurent a «pris acte» de la décision des militants. La défaite est rude. Le sénateur était en course pour un troisième mandat. Il espérait rassembler autour de lui toutes les générations pour écrire une nouvelle page du PCF et mettre de nouvelles têtes dans la direction afin de donner un nouveau souffle a un parti en difficulté. Sauf qu'il a perdu le fil ces derniers temps. L'année 2017 lui a été fatale. Les reproches sont nombreux, surtout l'absence d'un candidat communiste lors de la présidentielle. Après des mois d'hésitation, il a choisi de soutenir du bout des lèvres La France insoumise (LFI) de Mélenchon : la décision la «plus compliquée» de sa carrière. Il y pense «tous les jours» raconte un proche. Discret, voire mystérieux, Pierre Laurent n'a jamais laissé paraître ses émotions, il a assumé, estimant que c'était la meilleure décision pour sa famille politique.

Pas suffisant pour convaincre. En interne, plusieurs voix se sont élevées. Un de ses adversaires : «Il a couru derrière une alliance de la gauche impossible et Mélenchon nous a ridiculisés !» Un autre le décrit comme un «mou-du-genou qui a peur de prendre la moindre décision». Il prendra la parole lors du conseil national du PCF, samedi 13 novembre, afin d'indiquer ses intentions. Beaucoup parient sur une «démission rapide», très peu l'imaginent rester secrétaire national. Un connaisseur décrypte : «Le texte d'orientation n'est pas lié au poste de secrétaire national mais personne ne l'imagine rester, c'est impossible. Logiquement, il devrait laisser son poste à un signataire du texte vainqueur.»

Pendant ce temps, André Chassaigne a le sourire. Il savoure. Cette victoire a des airs de revanche. «C'est un formidable signal d'espoir», a-t-il déclaré samedi soir. Le député du Puy-de-Dôme, l'un des visages du PCF, court après depuis des années. Pas du tout fan de Jean-Luc Mélenchon, il aurait aimé être candidat lors des deux dernières présidentielles mais la direction a fait barrage. Il l'a mal vécu. Un manque de «respect» ou de «considération» selon son humeur. Un petit fossé s'est creusé entre Pierre Laurent et lui. Pour autant, André Chassaigne ne postule pas au poste de secrétaire national. Il a toujours dit «qu'il n'était pas intéressé» par le job.

La bande à Dédé

Le chef des députés communistes ouvre le champ à l'un de ses proches, Fabien Roussel. Une tête connue des communistes et inconnue du grand public. Un vendredi de septembre, on a croisé le député du Nord dans les travées de la Fête de l'Humanité. Un caractère trempé et un regard malin. L'ancien journaliste tourne à la bière, enchaîne les bises. Il laisse peu de place au silence. Des blagues, des questions, et une présentation : «73 kilos, 49 ans, 13 de tension, je suis en pleine forme.» Très loin du style Pierre Laurent.

Persuadé que la gauche a besoin d'un PCF «fort» pour se relever, il se montre offensif et se démarque de la direction actuelle : «Nous devons affirmer la volonté de présenter un candidat en 2022. Il ne faut pas avoir peur de dire les choses. Sinon, on va passer notre temps à tenter de construire des unions et à la fin on va se retrouver tout seul parce que personne ne voudra de nous.» Fabien Roussel ne cache pas son jeu : il fait comprendre que le poste de secrétaire national du PCF l'intéresse. Mais aucune déclaration officielle. Le malin préfère se replonger dans le passé. «Chez nous, c'est toujours le sortant qui désigne son successeur», dit-il confiant, persuadé que le texte qu'il présente avec ses copains arrivera en tête, et que la direction actuelle libérera le trône. Un mois plus tard, la moitié du chemin est faite.

Les débats s'ouvrent pour l'autre moitié. La bande à «Dédé» Chassaigne compte bien récupérer les clés de la maison, située place du Colonel-Fabien, mais sans les demander. Ils attendent que Pierre Laurent l'annonce. Sans brusquer. Ni provoquer. En septembre, Roussel était déjà dans le futur. Il se voyait déjà en haut de l'affiche, dans le rôle du rassembleur : «Chez nous, les communistes, on débat mais nous sommes tous des camarades, à la fin, comme toujours tous les membres respecteront la ligne décidée lors du congrès et notre famille sera unie.» Sauf que depuis le résultat de samedi, la logique n'existe plus au PCF. Liberation.fr 7 octobre 2018

Il ne vous aura pas échappé que les derniers soubresauts du PCF enthousiasme Libération en sous-titrant «Un formidable signal d'espoir»... donc Macron et LREM.

En famille. Quand les médias penchent pour l'extrême droite.

- Présidentielle au Brésil: les électeurs veulent "du changement" - AFP 08.10

Les Brésiliens votaient nombreux et dans le calme dimanche pour le premier tour de la présidentielle, exprimant l'espoir d'un "changement" dans ce scrutin où Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême droite, apparaît en position de force. AFP 08.10

LVOG - Un coup de force ou un coup d'Etat législatif...

- De la plage à la favela, Rio vote en rêvant au changement - AFP 08.10

Dans un Brésil déchiré après une campagne électorale agressive, les habitants de Rio de Janeiro ont voté dimanche avec un crédo: le changement, aussi bien dans les quartiers chics comme Copacabana que dans les favelas comme Rocinha. AFP 08.10

LVOG - L'extrême droite fait rêver les habitants des "quartiers chics", c'est bien connu, on n'en doute pas...

- Un boulevard pour Bolsonaro - Liberation.fr 09.10

- Face à l'ex-militaire ultraconservateur, qui a failli l'emporter dès le premier tour, le Parti des travailleurs a peu de chances de rebondir. Liberation.fr 09.10

LVOG - Libération a exprimé ici un souhait...

- Brésil: la lame de fond Bolsonaro déferle sur le Parlement - AFP 09.10

Le minuscule parti de Jair Bolsonaro, qualifié très facilement pour le second tour de la présidentielle au Brésil, est devenu grand et la poussée du candidat d'extrême droite a totalement redessiné le Parlement. AFP 09.10

LVOG - Question : Comment un "minuscule parti", donc inconnu de la plupart des Brésiliens peut-il parvenir au pouvoir ? Demandez la recette à ceux qui ont porté Macron au pouvoir...

- Brésil : l'extrême droite en route vers la présidence - LeFigaro.fr 09.10

LVOG - Allez Le Figaro , souhaitez-lui bonne route !

- Brésil «Il faut empêcher le retour du PT» - Liberation.fr 09.10

LVOG - Libération ne peut s'empêcher de prendre position...

- Présidentielle au Brésil: duel incertain Bolsonaro/Haddad au 2e tour - AFP 08.10

Le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro s'est qualifié facilement dimanche pour le deuxième tour de la présidentielle au Brésil sur un gros score, mais il se retrouvera face à la gauche dans un duel à l'issue incertaine.

Avant que ne tombent les résultats le situant à 46,06% avec 99,99% des urnes dépouillées, loin devant Fernando Haddad, du Parti des travailleurs (PT) à 29,24%, Bolsonaro a évoqué des "problèmes avec les urnes électroniques".

"Je suis certain que si ça n'avait pas eu lieu, nous aurions eu dès ce soir le nom du président de la République", a lancé le candidat de 63 ans dans une vidéo sur Facebook.

"Nous ne pouvons pas rester sans rien dire. Nous allons réclamer au Tribunal supérieur électoral (TSE) des solutions", a-t-il ajouté.

Si ses partisans ont protesté devant le TSE à Brasilia aux cris de "fraude, fraude!", l'ex-capitaine de l'armée n'est pas allé jusque-là. "Nous devons rester mobilisés. Il reste trois semaines avant le second tour", a-t-il dit. AFP 08.10

- Jair Bolsonaro prétend que des "problèmes dans les urnes" l'ont empêché d'être élu au 1er tour - Le HuffPost 08.10

Jair Bolsonaro a-t-il été dépossédé d'une victoire au 1er tour des présidentielles au Brésil? Le HuffPost 08.10

LVOG - S'il le prétend, c'est sans doute parce qu'il existe de bonnes raisons à cela...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Le prix Vaclav Havel du Conseil de l'Europe à Oïoub Titiev - Reuters 08.10

Le Russe Oïoub Titiev, président de l'antenne tchétchène de Mémorial, une Organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme, a été honoré lundi à Strasbourg par le prix Vaclav Havel de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Agé de 61 ans, il a été arrêté en janvier dernier et accusé de détention de cannabis, une accusation qu'il accuse la police d'avoir monté de toutes pièces. Il encourt une peine de dix ans de prison.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont réclamé sa libération.

Le prix des droits de l'homme Václav Havel, qui consiste en une somme de 60.000 euros, est décerné chaque année à une personnalité de la société civile oeuvrant dans le domaine des droits de l'homme. Reuters 08.10

Assassinat ordinaire et un coupable pour des milliers de crimes impunis.

- Trois Palestiniens tués par des tirs israéliens (ministère à Gaza) - AFP 06.10

Trois Palestiniens, dont un adolescent de 14 ans, ont été tués vendredi par des tirs israéliens dans la bande de Gaza lors de manifestations et de heurts le long de la frontière, a indiqué le ministère gazaoui de la Santé. AFP 06.10

- Chicago: Un policier blanc déclaré coupable du meurtre d'un ado noir - Reuters 06.10

Un agent de police blanc de Chicago, Jason Van Dyke, a été reconnu coupable vendredi du meurtre en 2014 d'un adolescent noir, Laquan McDonald, affaire qui avait exposé au grand jour les tensions entre la communauté noire et les services de police dans la troisième ville des Etats-Unis. Reuters 06.10

LVOG - S'il avait été jugé un an plus tôt, il aurait été blanchi, vous devinez pourquoi, n'est-ce pas ?

Ils osent tout

- Au Venezuela, l'inflation atteint 488.865% sur un an, selon un opposant. - Reuters 09.10

"Cela nous donne une projection de 1.030.281% d'inflation à la fin de l'année", a ajouté le député.

Un chiffre qui correspond avec les prévisions du Fonds monétaire international, selon qui l'hyperinflation au Venezuela pourrait dépasser 1.000.000% d'ici la fin de l'année.

LVOG - Qui dit mieux ?

- Lettonie: La diplomatie et la défense cibles de cyberattaques russes - Reuters 09.10

- Oleg Sentsov se réalimente de peur d'être nourri de force - L'Express.fr

- Fracturation hydraulique: Reprise au Royaume-Uni après 7 ans d'arrêt - Reuters

- Christiane Taubira reçoit un prix européen de lutte contre l'homophobie - Franceinfo

- Nadia Murad, prix Nobel de la Paix, "est un étendard de la blessure yézidie" pour l'association des Yézidis de France - Franceinfo

- Espions, Novitchok et "fake news" : on vous explique ce qui se cache derrière les cyberattaques russes dénoncées par les Occidentaux - Franceinfo

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Le juge Kavanaugh entre à la Cour suprême, grande victoire pour Donald Trump - AFP 7 octobre 2018

Le juge Brett Kavanaugh a prêté serment samedi à la Cour suprême, quelques heures après la confirmation de sa nomination par le Sénat, qui constitue une grande victoire pour le président Donald Trump à un mois d'élections de mi-mandat cruciales. AFP 7 octobre 2018

Syrie

- Assad explique «l'hystérie occidentale» autour d'Idlib - sputniknews.com 07.10.2018

Qualifiant la bataille pour Idlib de moment clef pour la Syrie, Bachar el-Assad a estimé que le succès de l'armée gouvernementale dans cette province signera «l'échec» des projets mûris par les pays occidentaux.

Le Président syrien Bachar el-Assad a expliqué l'emballement politique autour de la province d'Idlib par la peur de l'Occident de voir ses projets ruinés.

«L'hystérie occidentale qui précède la bataille d'Idlib s'explique par le fait que c'est quelque chose de fatal pour eux parce que la victoire des Syriens dans ce conflit fera échouer leurs projets», a-t-il indiqué, cité par l'agence syrienne Sana.

Évoquant l'accord russo-turc sur Idlib, M. el-Assad a indiqué que la position de l'État syrien était «claire» et que ce gouvernorat, comme les autres territoires syriens sous le contrôle des terroristes, reviendrait dans le giron de l'État syrien. Il a également estimé que l'accord en question est une mesure provisoire qui a permis à l'État syrien d'éviter l'effusion de sang.sputniknews.com 07.10.2018

- Moscou révèle l'objectif final de la création de la zone de désescalade à Idlib - sputniknews.com 06.10.2018

Le ministère russe des Affaires étrangères a expliqué la raison de la création de la zone de désescalade à Idlib. Selon Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre, «les accords sur Idlib sont temporaires» et leur objectif principal est «d'éliminer le centre terroriste en Syrie».

Moscou espère que tous les accords sur Idlib seront réalisés. Leur objectif principal est d'éliminer le centre terroriste, a déclaré à Sputnik Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères.

«Les accords sur Idlib sont temporaires» et leur objectif final est «d'éliminer le centre terroriste en Syrie en général et dans la région d'Idlib en particulier, ainsi que d'instaurer l'unité et la souveraineté, l'intégrité territoriale de l'État», a-t-il ainsi déclaré.

Selon Mikhaïl Bogdanov, les terroristes qui ne déposeront pas leurs armes seront éliminés.

«Bien sûr, les terroristes qui n'ont pas déposé leurs armes, qui continuent leurs sorties, doivent être arrêtés ou éliminés, comme l'ont clairement indiqué la partie russe et certains nos partenaires, y compris les dirigeants légitimes de Damas», a précisé le diplomate. sputniknews.com 06.10.2018

Bulgarie

- Bulgarie. Une journaliste assassinée Liberation.fr 7 octobre 2018

Viktoria Marinova, 30 ans, qui venait de diffuser dans son émission d'une chaîne de télé locale un reportage sur des suspicions de fraude aux fonds européens, a été retrouvée samedi étranglée dans un parc de la ville de Ruse, dans le nord de la Bulgarie.

Il s'agit de la troisième journaliste victime d'un homicide en un an en Europe, après le meurtre du reporter Jan Kuciak en Slovaquie en février, et celui de la journaliste maltaise Daphné Caruana Galizia en octobre 2017. Liberation.fr 7 octobre 2018

Lettonie

- Lettonie: Un parti pro-russe en tête des législatives, montrent les résultats partiels - Reuters 07.10.2018

La coalition au pouvoir en Lettonie a perdu sa majorité lors des élections législatives organisées samedi, montrent les résultats partiels après 80% des bulletins dépouillés, qui confirment l'installation du parti pro-russe Harmonie donné en tête du scrutin.

Harmonie, crédité de 20% des voix, devrait rester le parti le plus important du pays. Il pourrait ainsi jouer un rôle de pivot dans le prochain paysage politique letton et influencer la ligne du gouvernement à la fois à l'égard de l'Union européenne mais également de l'Otan dont le pays est membre.

Le mécontentement envers la classe politique, considérée comme corrompue et inefficace, a provoqué la désaffection des électeurs vis-à-vis de la coalition sortante, constituée de l'Union des Verts et des paysans, de l'Alliance nationale et du parti Unité.

Selon les résultats partiels, la coalition a perdu plus de la moitié de son électorat, au profit notamment de deux nouveaux venus sur la scène politique, le parti populiste KPV LV et les conservateurs de l'Alliance, qui obtiendraient tous deux environ 14% des suffrages.

La Lettonie, ancienne république soviétique, entretient 276 km de frontière avec la Russie et constitue un pays stratégique au moment où les relations entre Moscou et les Occidentaux sont très tendues.

L'Otan a déployé un millier d'hommes dans le pays.

Harmonie, qui veut maintenir le pays dans l'Union européenne et dans l'Otan, souhaite dans le même temps améliorer les relations économiques avec la Russie et n'a renoncé que l'an dernier à son accord de coopération avec Russie unie, le parti politique du président Vladimir Poutine. Reuters 07.10.2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Un peuple révolutionnaire, non, de propriétaires.

- 10 millions de logements de plus en trente ans - Liberation.fr 7 octobre 2018

Croissance démographique, déplacements de la population vers les zones côtières et les grandes métropoles régionales, divorces… Entre 1988 et 2018, le nombre de logements est passé de 25,6 millions à 35,4 millions en France métropolitaine, selon une nouvelle étude de l'Insee. Près de six ménages sur dix (58 %) sont propriétaires du logement qu'ils occupent. Liberation.fr 7 octobre 2018

Troisième partie.

Trafic d'esclaves. Comment justifier l'adhésion à une opération montée par l'oligarchie et l'OTAN ?

- Immigration : Clémentine Autain, au ban des Insoumis - Libération 05.10

La députée de Seine-Saint-Denis a vécu une réunion de groupe houleuse à l'Assemblée. Les autres parlementaires de son parti lui ont reproché d'avoir signé le manifeste rédigé par les rédactions de «Mediapart», «Politis» et «Regards» pour l'accueil des migrants. (Signé également par le PCF et Génération.s - LVOG)

Un désaccord sur le fond qui a laissé place à la polémique. Plusieurs têtes à gauche ont regardé de travers les élus LFI, estimant que Mélenchon «minimise le sujet pour ne pas perdre les classes populaires qui s'opposent à la venue des migrants». Une accusation qui passe mal chez les Insoumis. Libération 05.10

Le 30 septembre, sur Facebook, Autain avait publié un texte dans lequel elle tenta de justifier son engouement pour ce trafic moderne d'esclaves. Voici ma réponse.

Chacun sait ou devrait savoir que la soi-disant gauche et gauche de la gauche n'ont pas pour objectif de chasser Macron du pouvoir, l'abolition du capitalisme ou l'abrogation de la Constitution et des institutions de la Ve République.

Chacun a pu observer depuis des décennies et plus particulièrement depuis 2012, qu'elles ont participé à toutes les campagnes basées sur des thèmes communautaires initiées par l'oligarchie anglo-saxonne, les monarchies européennes, les institutions internationales telles que l'ONU et l'UE, l'ensemble des gouvernements des puissances occidentales, les think

tanks néolibéraux ou néoconservateurs, bref, la pire réaction organisée à l'échelle mondiale qui mène un féroce combat de classe sans répit contre le prolétariat mondiale.

Chacun a également pu observer que ces campagnes n'auraient jamais pu être lancées et avoir la répercussion qu'elles ont eu si elles n'avaient pas bénéficié du concours des médias et des réseaux dit sociaux appartenant tous à des oligarques.

Un tel intérêt de la part de l'internationale oligarchique pour les droits ou le bien être de telle ou telle minorité, communauté ou catégorie de la population n'aurait-il pas dû éveiller des soupçons sur les réelles intentions qui recouvraient ces campagnes de la part de ceux qui prétendent représenter leurs intérêts ?

Apparemment non, c'était inutile parce qu'il est bien connu que les puissances coloniales occidentales et les institutions à leur service ou qu'ils contrôlent ont toujours été animés d'intentions généreuses ou philanthropiques envers tous les pays, alors qu'en réalité ils ont fomenté et mené ou soutenu toutes les guerres ou coups d'Etat sur tous les continents semant la terreur et le désespoir ou la désolation derrière eux, n'hésitant pas à recourir à la pire des barbaries pour parvenir à leurs fins.

Que des monstres tels que feu McCain ou Soros parrainent ou financent toutes ces campagnes ne les a pas davantage interpellé. Au contraire, pour soutenir le trafic d'esclaves déguisés en migrants qui se déversent sur l'Europe depuis plus d'un an, Autain va aller jusqu'à emprunter leur méthode en déclarant que "le flux migratoire est globalement stable en Europe depuis plusieurs décennies", affirmation grotesque démenti par les faits qui ont été confirmés par tous les gouvernements et portés à la connaissance de tous par les médias que l'on ne soupçonnera pas d'être opposés à cet ignoble trafic.

Il ne faut "pas céder une once de terrain aux adversaires sur cette question" dit-elle, entendez par "adversaires" nos ennemis, sémantique qui trahit la véritable nature de son engagement politique qu'elle nous révèlera plus loin, cette ignare et imposteur ne peut pas comprendre pas qu'elle fait le sale boulot à la place et pour le compte de nos ennemis, qui eux ne montent pas en première ligne, ne s'exposent pas dans les médias, ils restent tranquillement tapis dans l'ombre tandis qu'une armée de larbins s'exposent à leurs places.

On a souvent entend dire que Mélenchon et ses acolytes étaient les idiots utiles du régime. Autain l'a confirmé à sa manière en déclarant que "la façon dont le sujet émerge et s'impose dans le débat public" serait légitime, incontournable, car on ne pouvait pas "échapper au moment politique qui est le nôtre, si bouillant sur la question migratoire", sans jamais se demander qui en était à l'origine et à qui il devait profiter, puisqu'à aucun moment elle n'évoquera la complicité qui existait entre la mafia opérant sur la côte libyenne et l'Otan ainsi que certaines ONG, et la décision concertée prise entre Erdogan et l'Otan dont la Turquie est membre, d'ouvrir ses frontières afin qu'un flot continu de réfugiés syriens et d'autres nationalités dépassant le million s'engouffrent en Europe.

Elle le confirmera encore en poussant le crétinisme jusqu'à affirmer que "le récit que nous faisons, les thèmes que nous choisissons de porter en avant sur la question migratoire ne sont évidemment pas neutres", pardi, ils lui sont dictés par la pire réaction, ce dont elle ne peut s'apercevoir ou qu'elle ne peut que nier après avoir adopté l'attitude du déni ou de l'imposture permanente.

Madame Autain va encore plus loin dans l'imposture.

Elle reprend à son compte le procédé employé par les inquisiteurs du régime qui affirment être victimes d'une propagande déloyale ou de fausses nouvelles de la part de ceux critiquent ou s'opposent à sa politique ou à l'orientation actuelle de la société, alors qu'en réalité ce sont eux qui y recourent pour discréditer, museler, censurer toute voix discordante ou tout opposant au régime.

Cela l'a amenée à cibler ceux qui estiment selon elle qu'il ne faudrait pas "parler des migrants", mais pas de manière anodine anodins, en se disant victime d'une accusation de "diversion" qu'elle a récusée dans ces termes :

- "L'accusation de diversion me rappelle par ailleurs des querelles anciennes, quand on nous expliquait qu'il fallait mener la révolution prolétarienne et les droits des immigrés ou des femmes seraient réglés dans la foulée, quand on nous rabâchait la centralité de la lutte des classes, en ces temps où défendre les lesbiennes et les gays ou l'environnement était perçu comme une entreprise de diversion au regard du combat central. C'était avant Mai 68. Je me bats contre la dichotomie entre le social et le sociétal parce qu'en réalité, les sujets s'entremêlent. "

Comme les classes "s'entremêlent" ou la collaboration de classes, merci pour cet éclaircissement !

Surtout quand on sait qui collabore à cette sordide entreprise :

- "Mettre l'accent sur les causes des migrations ou bannir toute évocation de la liberté de circulation comme horizon, comme s'il s'agissait d'une ligne « no border » – à noter que le spectre des signataires de l'appel Regards, Politis, Mediapart est en l'occurrence si large qu'il me parait curieux d'y voir une mainmise « gauchiste » - ne me convainc pas."

Il est vrai qu'accuser toutes ces officines de droite de « gauchiste » et tous ceux qui individuellement et de droite s'y sont associés, ne nous viendrait pas un instant à l'esprit, merci d'avoir confimé notre appréciation précédente.

Finalement elle a lâché le morceau comme on dit, confirmant que "mener la révolution prolétarienne" ou "la centralité de la lutte des classes" étaient dépassés et devait être abandonnés au profit d'une association entre "le social et le sociétal", traduire, une association entre le travail et le capital dont Ensemble, la micro-organisation dont Autain est une ou la seule dirigeante, Regards, Politis, Mediapart sont l'expression.

Bref, tout est dans l'ordre des choses du côté de la réaction.

En complément. On ne peut pas dire que ce soit une question qui mobilise les masses.

- Près d'un millier de personnes se sont rassemblées à Paris pour témoigner leur soutien à l'Aquarius, le navire qui vient en aide aux migrants en mer, affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières. D'autres mobilisations ont également eu lieu en France et en Europe.

Des rassemblements se sont également tenus dans d'autres villes françaises, notamment à Marseille où près de 3.000 manifestants se mobilisés, et en Europe dans des villes comme Berlin, Bruxelles ou Madrid pour réclamer un «pavillon pour l'Aquarius». sputniknews.com 08.10

Du même tonneau. Appel à la délation.

- Nicole Belloubet confirme qu'une plateforme sera mise en place dès novembre pour signaler en ligne les violences conjugales - Publicsenat.fr 08.10

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la Justice Nicole Belloubet a souhaité apporter des réponses concernant le traitement de la justice pour les violences faites aux femmes. Publicsenat.fr 08.10

Tenez, cela aussi est pour cette furieuse opportuniste ou affairiste.

- Roumanie: le référendum contre le mariage gay boudé - L'Express.fr 07.10.2018

Le seuil de 30% doit être atteint pour valider le résultat. Au premier jour du scrutin, à peine 5% des électeurs ont voté. L'Express.fr 07.10.2018

Comme quoi la population en a strictement rien à foutre ! Il n'y a que les écervelés dans votre genre pour nous pourrir l'existence ainsi que celle des gens que vous prétendez représenter et que finalement vous avez stigmatisés au sens ancien du terme en les montrant du doigt ou en les jetant en patûre à l'extrême droite et aux tenants des préjugés les plus archaïques et réactionnaire.

Vos maîtres à penser vous ont dicté madame Autain à la fois l'idéologie et le comportement que vous avez adoptée envers leurs opposants, permettez-nous de leur donner la parole.

Allocution de Monsieur Walid al-Mouallem, ministre syrien des Affaires étrangères et vice-Premier ministre, devant la 73ème Assemblée générale des Nations Unies.

Extrait - Maintenant que la situation est devenue plus sûre et plus stable, grâce à ce qui a été accompli contre le terrorisme, et alors que le gouvernement continue à travailler à la réhabilitation des zones dévastées par les terroristes et au retour d'une vie normale, le terrain est désormais prêt au retour volontaire des réfugiés syriens dans leur pays. Un pays qu'ils ont quitté à cause du terrorisme et des mesures économiques unilatérales ayant ciblé les bases fondamentales de leur vie. Et effectivement, nous avons commencé à assister au retour de milliers de Syriens qui s'étaient réfugiés à l'étranger.

Depuis cette tribune, je veux annoncer que le retour de chaque Syrien est une priorité pour l'État syrien, que les portes sont ouvertes à tous les Syriens présents à l'étranger pour un retour volontaire et sécurisé. De plus, j'affirme que ce qui vaut pour les Syriens présents sur le sol de la patrie vaut aussi pour ceux qui se trouvent à l'étranger, et tous sont sous l'autorité d'une même loi. Le gouvernement syrien, aidé par le gouvernement de la Fédération de la Russie, que nous remercions, ne ménagera aucun effort pour faciliter le retour de ces réfugiés et répondre à leurs besoins fondamentaux. C'est pourquoi, un comité spécial a été constitué pour les aider à rentrer chez eux et à retrouver une vie normale.

Mais, bien que nous ayons invité la communauté internationale et les organisations humanitaires à contribuer à la facilitation de ce retour, certains pays occidentaux, dans la droite ligne du sale rôle qu'ils ont joué depuis le début de la guerre sur la Syrie, continuent à lui faire obstacle, en semant la peur parmi les Syriens, en usant de faux prétextes et en politisant ce

dossier strictement humanitaire, afin de s'en servir comme d'une carte qui leur permettrait la mise à exécution de leur propre agenda politique, en subordonnant le retour des réfugiés au processus politique [de règlement de la crise syrienne].

Et aujourd'hui, alors que nous écrivons le dernier chapitre de la crise en Syrie, les Syriens sont déterminés à unir leurs forces pour supprimer les effets de la guerre terroriste et reconstruire leur pays de leurs propres mains, avec l'expérience et les compétences de leurs propres cadres et spécialistes restés au pays ou contraints de partir à l'étranger, du fait des opérations terroristes.

Quant à nous, tout en nous félicitant des initiatives des États et organismes n'ayant pas participé à l'agression contre la Syrie ou ayant adopté une approche claire et explicite contre le terrorisme, nous réaffirmons que la priorité de la participation aux programmes de reconstruction du pays va aux pays amis qui nous ont soutenus dans notre guerre contre le terrorisme. Les États qui posent des conditions restrictives préalables à leur participation ou qui continuent à soutenir le terrorisme ne sont pas les bienvenus et sont indésirables. (Syrie / Il est temps pour certains de sortir de leur déni de la réalité par Walid al-Mouallem - Mondialisation.ca 01 octobre 2018)

Cet après-midi, ma petite voisine d'environ 5 ans m'a interpellé, alors que j'étais en train de nettoyer mon jardin : vellai kara, vellaiki, vellaikai, vellai kara, ce qui signifie homme blanc, étranger blanc. J'en déduis donc que, bien que je vive en Inde depuis plus de deux décennies, que je sois marié et que je vive avec une indienne d'origine tamoul ou dravidienne, je ne serai jamais intégré dans ce pays, nulle part ailleurs qu'en France. Il ne me viendrait évidemment pas à l'esprit de prêter à cette petite fille le moindre a priori ou la moindre mauvaise pensée à mon égard, je pense que tous les lecteurs l'admettrons sans sourciller.

Elle m'a bien fait rire et on a dialogué un moment. Ah ben oui, quand une personne vous interpelle ou vous adresse la parole, vous répondez ! C'est me semble-t-il la moindre des politesses, quand vous respectez tout le monde en général, c'est naturel.

Pourquoi, quelque chose aurait-il dû me choquer ? C'est ce qu'aurait insinué nos chiens de garde de la pensée unique et du régime, si on suivait leur raisonnement, qui par bonheur ne sera jamais le nôtre, comme disait Trotsky : il ne faut pas confondre leur morale et la nôtre.

Et puis c'est comme cela, vous n'y pouvez rien et moi non plus. Cela ne me choque pas de demeurer un Vellai kara dans la mesure où nous sommes différents, c'est justifié et je l'assume. Tous ces gens qui se présentent comme les champions de la tolérance, sont en réalité les pires despotes qui soient pour ne pas respecter nos différences, celles qui existent entre nous tous. S'ils rechignent à défendre ce qu'ils sont, ce qu'on peut comprendre, ils ne sont pas dignes de défendre les droits ou les intérêts de qui que ce soit parmi les exploités ou les opprimés.

Quatrième partie.

Mystification ou les aléas climatiques et leur manipulation. Une ode au capitalisme dont l'ONU est l'instrument.

Il ne s'agit ici que d'un brouillon, de notes et de quelques réflexions, je n'ai pas le temps pour vous proposer mieux, désolé.

- Voilà comment les scientifiques de l'ONU se préparent à la fin du capitalisme par Nafeez Ahmed pour The Independent 12.09 (publié par Les Crises le 30.09)

Cela commence bien, ce ne sont pas "les scientifiques de l'ONU", puisqu'on nous dit plus loin qu'il s'agit d'un "groupe de scientifiques nommés par le secrétaire général de l'ONU", et jusqu'à preuve du contraire l'ONU a vocation à assurer la pérennité du capitalisme plutôt que de se préparer à sa fin, c'est d'ailleurs ce que confirme ce rapport qui n'a pas été du tout conçu dans cette perspective.

Extraits commentés.

Quand, je cite, "la pensée capitaliste" se penche sur le sort de l'humanité, le pire est à craindre, mais on veut nous faire croire que le meilleur pourrait en sortir, ce qui ne colle pas vraiment avec sa fin annoncée. Pourquoi ? Mais pour qu'on partage l'illusion de cette "pensée capitaliste" parce qu'il ne peut pas exister d'autre "pensée", ce n'est pas dit ouvertement, juste sous-entendu.

Toute leur démonstration repose sur le postulat frauduleux que le capitalisme et la société qu'il a façonnée, seraient responsable des perturbations ou des changements climatiques réels ou inventés. Quoi qu'il en soit, ce ne sera évidemment pas au capitalisme d'en supporter les conséquences, mais bien à la société, hormis les capitalismes, cela tout le monde l'aurait deviné.

Ils partent donc d'un constat qu'ils appellent la population à partager. Mieux, à les entendre ils seraient les porte-parole d'un constat que la population aurait dressé elle-même. Or si elle a pu constater des perturbations apparemment anormales du climat, elle n'est certainement pas en mesure d'en découvrir ou d'en connaître les origines. Ce sont des scientifiques à la demande de gouvernements ou d'institutions qui leur ont fourni une version unique de leur origine, à savoir l'activité humaine, qui ensuite a fait l'objet d'une propagande permanente ou hystérique de la part des mêmes gouvernements relayée par les médias aux ordres et les réseaux numériques, évacuant toute critique ou refusant de répondre aux questions qu'elle soulevait, rejetant toute autre version reposant sur d'autres hypothèses ou constatations qui contredisaient la leur, telle l'activité solaire, de sorte que la population s'est retrouvée en présence d'une unique version qu'elle a été sommée d'adopter, ce qu'elle fit largement, ce qui leur permit d'affirmer que la population la cautionnait et qu'elle leur accordait la légitimité nécessaire pour traiter cette question en son nom et la boucle de cette manipulation était bouclée.

Qui est à l'origine de ce constat ?

Un groupe indépendant de scientifiques (IGS) (On verra plus loin de quoi il retourne vraiment - LVOG)

Qui l'a désigné ?

Il a été nommé par le Secrétaire général de l'ONU

En quoi consiste ce constat ?

L'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin,

Le Rapport mondial sur le développement durable est basé sur des documents de travail commandés à des experts.

Quelles sont les intentions officielles et inavouables de ceux qui l'ont dressé ?

Quels moyens utilisent-ils pour justifier leurs conclusions ou plutôt nous les imposer ?

Comment ou de quelle manière s'y prennent-ils ?

Quels sont leurs réels objectifs ?

Qui visent-ils et à qui devrait-il profiter ?

Il doit servir à imposer une modification du mode de pensée et de comportement de l'ensemble de la population, à la préparer psychologiquement à vivre plus mal dans l'avenir.

Quelles conséquences faudrait-il en attendre ?

Justifier le nivellement vers le bas du mode de vie de la majorité de la population.

- Alors que l'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin, la pensée capitaliste lutte pour résoudre les énormes problèmes auxquels l'humanité est confrontée.

LVOG - C'est à "la pensée capitaliste" qu'il est demandé de trouver une issue à la faillite du capitalisme, quelle blague, autant demandé à un capitaliste de cesser de l'être ! Les idéologues au service de l'oligarchie veilleraient au bien-être de l'humanité, il fallait oser le dire !

- Le capitalisme tel que nous le connaissons est terminé. C'est ce que suggère un nouveau rapport publié par un groupe de scientifiques nommés par le secrétaire général de l'ONU.

LVOG - Mais pour autant il n'est pas question de l'abolir, bien au contraire.

Et qu'est-ce qui devrait justifier cette mutation du capitalisme ?

- La transition brutale vers une économie mondiale radicalement différente, en raison de l'exploitation de moins en moins durable des ressources naturelles de la planète et du passage à des sources d'énergie moins efficaces.

Ce ne serait pas plutôt le taux de profit dégagé par la production pétrolière et gazière qui serait "de moins en moins durable" ou qui aurait tendance à diminuer ? Quant aux "sources d'énergie moins efficaces", il ne lui viendra pas à l'esprit que l'oligarchie qui contrôle le marché de l'énergie n'a pas intérêt à ce que l'exploitation des énergies concurrentes du pétrole soit plus efficace ou rentable, alors qu'elles existent à l'état naturel en quantité illimitée et sont facilement accessibles à tous ou presque et gratuites, seuls leur exploitation ou leur stockage ayant un coût. Quand on sait qu'ils ont mis au point des matériaux quasi inusables et inaltérables dans le temps (alliage, caoutchouc, verre, etc.), et qu'ils ne les emploient pas dans la production, leur préférant des matériaux fragiles ou périssables qui entraîneront régulièrement le rachat de biens d'équipement ou tout autre objet dans la composition desquels ils entrent, on a de quoi douter fortement des intentions de ceux qui nous tiennent ce genre de discours...

- Le changement climatique et l'extinction d'espèces s'accélèrent alors même que les sociétés connaissent une augmentation des inégalités et du chômage, une faible croissance économique, des niveaux d'endettement croissants et des gouvernements impuissants. Contrairement à la façon dont les décideurs réfléchissent généralement à ces problèmes, ce ne sont pas du tout des crises distinctes.

LVOG - Au passage ils réalisent un amalgame frauduleux entre des perturbations ou changements climatiques d'origine solaire et qu'ils attribuent au capitalisme et à la société, et les conséquences sociales de la survie du capitalisme en crise.

Une nouvelle fois, les inégalités sociales croissantes et le chômage servent de leitmotiv pour cautionner les bonnes intentions attribuées à l'ONU, qui par ailleurs depuis sa création a soutenu toutes guerres impérialistes, maquillé les guerres civiles, les coups d'Etats, les famines et autres monstruosités causées par les mêmes puissances ou leurs multinationales...

- Ces crises font partie de la même transition fondamentale.

En fait de "transition fondamentale, elle ne concernera pas les rapports sociaux qui caractérisent le mode de production ou les inégalités sociales qui en sont à l'origine.

Toute leur argumentation repose sur le postulat que l'activité humaine est responsable du changement climatique, alors que c'est nullement prouvé.

Chacun sait ou devrait savoir que dans le passé qui ne se réduit pas à l'échelle minuscule de l'histoire des hommes, mais concerne des périodes beaucoup plus considérables ou se mesure en dizaines, centaines ou millions d'années, la terre a connu des périodes plus chaudes ou plus froides qu'aujourd'hui. Ils nient ou occultent systématiquement cet argument qui contredit leur théorie. On est donc en présence d'une imposture.

A quelle conclusion parviennent-ils ? "Les sociétés doivent abandonner les combustibles fossiles en raison de leur impact sur le climat ".

"la production de pétrole a atteint un sommet", alors qu'ils en ont encore découvert récemment, sans parler des millions de kilomètres carrés qu'ils n'ont jamais réellement sondé.

Ils nous avaient sorti le même argument lors de la crise pétrolière de 1973, à les entendre les réserves de pétrole devaient commencer à diminuer à partir de l'an 2000, pour finalement augmenter !

Qu'est-ce qui motive ce rapport, tout du moins officiellement ?

- La croissance économique constante à laquelle nous nous sommes habitués est désormais menacée. Ce qui, à son tour, exerce une pression considérable sur notre politique.

En fait, ce qui est menacé, c'est l'existence du capitalisme du fait que ses contradictions sont exacerbées à la limite de la rupture ou de l'insoutenable, et se traduisent par le rejet de la part de tous les peuples. Rappelons que ce qu'ils appellent "croissance économique" correspond vulgairement à la masse de marchandises (biens et services) produites qui se traduit par une augmentation du volume du capital accumulé par les capitalistes, et non la valeur ou taux de profit qui tend à diminuer, du fait que plus la productivité et le capital total entrant dans la production augmente moins les marchandises produites ne renferment de force de travail qui est l'unique source du profit.

Ils crachent le morceau. Ils réalisent moins de profit ou la crise du capitalisme.

- Le concept de « taux de retour énergétique » (TRE) comme un indicateur clé du passage à une nouvelle ère d'énergie peu accessible. Le TRE est un ratio simple qui mesure la quantité d'énergie nécessaire pour extraire davantage d'énergie.

- Il y a des décennies, les combustibles fossiles avaient des valeurs de TRE très élevées – un petite quantité d'énergie nous

permettait d'extraire de grandes quantités de pétrole, de gaz et de charbon..... et ce n'est plus le cas...

- Aujourd'hui, nous utilisons de plus en plus d'énergie pour extraire de moins en moins de combustibles fossiles. Ce qui signifie des coûts plus élevés pour produire ce dont nous avons besoin pour faire tourner l'économie. La ressource est toujours présente dans le sous-sol – des milliards de barils d'une valeur certaine, largement assez pour faire griller plusieurs fois le climat.

-« Le coût de remplacement du cuivre, du phosphate, du pétrole et du sol – et ainsi de suite – que nous utilisons n'est même pas pris en compte. Si c'était le cas, il est probable que ces 10 ou 20 dernières années (pour les pays développés, en tout cas) il n'y a eu aucun profit réel, aucune augmentation de revenus, ça aurait été une baisse. »

Du coup on se demande comment ExxonMobil a pu être propulsé au sommet de Wall Street ou comment les oligarques des principales compagnies pétrolières ont pu s'enrichir comme jamais durant cette période...

- Il est plus difficile et plus cher de l'en extraire.

- Le grand bouleversement dans lequel nous nous trouvons actuellement : la transition vers un avenir à faible TRE dans lequel nous ne pouvons tout simplement pas extraire les mêmes niveaux de surplus en énergie et matériaux qu'il y a quelques décennies.

Qui avance ces arguments ?

Réponse : L'investisseur milliardaire Jeremy Grantham.

Conséquence de leurs conclusions.

- Le renchérissement de l'énergie (rare et chère)

- L'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin

Ils font une fixation sur les déchets.

- Plus notre consommation d'énergie et de matériaux est importante, plus nous produisons de déchets, et donc plus les coûts environnementaux sont élevés

La sauvegarde du capitalisme synonyme du "bien commun", il fallait oser le dire.

- Selon Grantham, « nous sommes confrontés à une forme de capitalisme de plus en plus obsédé par la maximisation du profit à court terme et, semble-t-il, peu ou pas intéressée au bien commun ».

D'un aveuglement à l'autre.

- A l'aveuglement de Grantham répond celui du journaliste économique britannique Paul Mason dans son livre Postcapitalism : A Guide to Our Future, qui théorise que les technologies de l'information ouvrent la voie à l'émancipation du travail en réduisant à zéro les coûts de la production du savoir – et potentiellement d'autres types de production qui seront transformés par l'intelligence artificielle, la chaîne de distribution, etc. Ainsi, dit-il, émergera un âge utopique « post-capitaliste » d'abondance absolue, qui dépassera le système de prix et les règles du capitalisme.

- La transition vers le post-capitalisme représente la fin de l'ère qui a rendu possible initialement le capitalisme de croissance sans fin : l'époque de l'énergie abondante et bon marché.

Qu'est-ce qui les affole ?

- Quand la croissance économique a ralenti, les banques centrales ont eu recours à des taux d'intérêt négatifs et à l'achat d'énormes quantités de dette publique pour continuer à faire tourner nos économies. Mais que se passera-t-il une fois ces mesures épuisées ? Les gouvernements et les banquiers sont à court d'options.

On aime bien quand ils confondent dette privée et dette publique ou la socialisation de leurs dettes et la privatisation des profits...

Donc le rachat des dettes (privées) des banques, etc. qui sont devenues des dettes publiques, sauf qu'il arrive un moment où la masse de la population ne peut plus supporter un tel fardeau ou il est impossible d'en rajouter sans prendre le risque que tout l'édifice s'écoule

Quelle solution ? Aucune.

- "Les marchés capitalistes ne seront pas capables d'accompagner les changements nécessaires – les gouvernements devront intervenir et les institutions devront façonner activement les marchés pour répondre aux objectifs de survie de l'humanité.

Surtout quand les gouvernements et les institutions sont à la solde des marchés ! - « Une énergie plus chère n'entraîne pas nécessairement l'effondrement de l'économie », affirme l'auteur principal Paavo Järvensivu. « Bien sûr, les gens n'auront pas la même offre de consommation, il n'y a pas assez d'énergie bon marché disponible pour cela, mais ils ne sont pas non plus automatiquement condamnés au chômage et à la misère. »"

Il n'y en aura pas pour tout le monde.

"Pas automatiquement", quel cynisme, un sur deux ou sur trois seulement, vous êtes trop bon monseigneur! En fait "de survie de l'humanité", on les soupçonne plutôt de vouloir assurer la survie de la classe des capitalistes qui ne seront pas concernés ou affectés dans leur mode de vie par l'absence "d'énergie bon marché disponible".

En revanche sur le plan strictement économique, cela devrait entraîner une réduction des besoins des masses, donc se traduire par une diminution de la production, ce qui ne serait pas forcément un problème pour le capitalisme, puisque la réduction des besoins des masses coïnciderait avec la diminution de la valeur de la force de travail ce qui se traduirait par la stagnation ou la baisse des salaires, leur appauvrissement.

Sachant que la population mondiale devrait atteindre 10, 12, 15 milliards d'habitants et qu'ils prévoient qu'il sera "extrêmement difficile, voire impossible, de maintenir le niveau de consommation énergétique actuel", cela signifie qu'en conséquence le mode de vie de tous les peuples sera amené à se dégrader indéfiniment, voilà l'avenir qu'ils nous promettent.

- Dans ce futur à faible taux de rendement énergétique, nous devons simplement accepter le fait que nous ne serons pas en mesure de maintenir les niveaux actuels de croissance économique. « Avec des solutions bas carbone, il sera extrêmement difficile, voire impossible, de maintenir le niveau de consommation énergétique actuel dans les décennies à venir » conclut le document. La transition économique doit s'accompagner d'efforts « pour réduire la consommation totale d'énergie ».

Que préconisent-ils ? Le vélo et la marche à pied !

- La promotion du vélo et de la marche constitue un moyen de réduire la consommation d'énergie (Getty)

Les secteurs clés pour y parvenir comprennent le transport, l'alimentation et la construction. L'urbanisme doit s'adapter à l'avènement de la marche à pied et du vélo, à l'évolution vers les transports publics, ainsi qu'à l'électrification des transports. Les foyers et les lieux de travail seront de plus en plus connectés et proches. Dans le même temps, le transport international de marchandises et l'aviation ne peuvent pas continuer à croître au rythme actuel.

Jusqu'à faire la promotion du véganisme, une forme d'eugénisme déguisé qui vient compléter les OGM.

- Le système alimentaire mondial devra être revu.

- Finalement, les produits laitiers et la viande devraient céder la place à des régimes à base essentiellement végétale.

Nous y voilà !

Ils n'y croient pas eux-mêmes.

- Mais les marchés capitalistes ne seront pas capables d'accompagner les changements nécessaires – les gouvernements devront intervenir et les institutions devront résolument remodeler les marchés en fonction des objectifs de survie de l'humanité. Pour l'instant, les perspectives de réussite paraissent minces.

Là l'auteur de cet article se fout de nous ou ne comprend rien, car on ne voit pas pourquoi les capitalistes ne seraient pas capables d'accomplir ces "changements nécessaires" puisque ce sont eux qui les réclament et les gouvernement ou les institutions sont acquis à leur cause! Il faut donc en déduire que la résistance viendrait d'ailleurs sans la nommée, de l'ensemble de la population qui s'opposerait aux mesures qu'ils voudraient lui imposer parce qu'elles se traduiraient par une dégradation ou une régression et non une amélioration de leur mode de vie, d'où cette campagne pour la convaincre du contraire ou de partager la théorie de ces imposteurs.

Quant à la question de savoir ce qu'il faudra faire du capitalisme, elle ne se pose pas, c'est juste une "question sémantique", inutile, on le garde voyons !

- La question de savoir si ce système comprendra toujours une forme de capitalisme est en fin de compte une question sémantique. Cela dépend de la manière dont on définit le capitalisme.

« Le capitalisme, dans cette situation, ne ressemble pas à celui d'aujourd'hui », écrit Järvensivu. « L'activité économique est davantage motivée par le sens – conserver nos chances de mener une vie agréable tout en réduisant considérablement les émissions – plutôt que par le profit, et le sens se construit politiquement et collectivement. Eh bien, je pense que c'est la meilleure situation concevable en termes d'institutions modernes de l'État et du marché. Cela ne peut toutefois se faire sans un recadrage considérable de la pensée politico-économique. »

L'État et le marché oeuvreraient pour "conserver nos chances de mener une vie agréable", plutôt que d'être guidés "par le profit", ce qui devrait vous inciter à les soutenir ou à collaborer avec eux, on avait déjà compris où ils voulaient en venir, mais c'est bien qu'ils le formulent eux-mêmes.

Qui serait concerné par cette "transition économique" ou qui en subirait les conséquences ? Devinez.

- Celui qui se déplace en jet privé ou celui qui prend le bus ou le métro pour aller gratter ?

- Celui qui se déplace en 4x4 ou en berline de luxe ou le pauvre type qui va au boulot dans sa vieille bagnole ?

- Celui qui se goinfre de barbaque dans un hyppopotamus ou celui qui se contente d'un steak haché surgelé ?

- Celui qui tous les midis se restaure dans une brasserie ou une auberge ou celui qui se tape un casse-dalle au bureau ou sa gamelle au chantier ?

- Celui qui organise des surprises parties dans sa villa, son manoir ou son château ou celui qui vit à 5 dans 50m² ?

- Celui qui part en vacances en avion à l'autre bout du monde plusieurs fois par an ou celui qui part en train ou en car pour passer ses vacances en camping ?

- Celui qui tous les week-ends part à sa résidence secondaire dans sa grosse bagnole ou celui qui le passera dans son HLM délabrée ?

- Celui qui regarde la télé dans son salon sur un écran géant de 4m² ou celui qui ne la regarde plus parce qu'il n'a pas réglé la redevance ?

- Celui qui a une garde-robe digne d'un théâtre ou celui qui porte des vêtements usés jusqu'à la corde ?

- Celui qui chaque soir commande des plats préparés chez un traiteur ou celui qui doit se contenter d'un plat de lentilles ?

- Celui qui utilise un climatiseur pour se rafraîchir en été ou celui qui se contente d'un ventilateur parce qu'il n'arrive déjà pas à régler sa note d'électricité ?

- Etc. etc. etc.

Que vient faire ici le changement climatique ?

- Une production inefficace de combustibles fossiles et par l'escalade des coûts dus au changement climatique.

Et nous, pauvres idiots que nous sommes, nous pensions que c'était les lois de fonctionnement du capitalisme qui s'appliquaient également à la production des "combustibles fossiles" !

- Notre soif d'énergie est à l'origine de ce que le texte appelle les « coûts cachés » [ou externalités, NdT]. Plus nous consommons d'énergie et de matériaux, plus nous produisons de déchets, et donc plus le coût environnemental est élevé.

Ce ne serait pas plutôt que la prise en compte des déchets pèseraient sur leurs profits ou participerait à la baisse du taux de profit ?

Et le plus grand « coût caché », c'est, bien sûr, le changement climatique : « Les coûts cachés augmentent également ; les économies ont épuisé la capacité des écosystèmes planétaires à absorber les déchets générés par l'utilisation de l'énergie et des matériaux. Le changement climatique est le coût caché le plus évident. »

Commentaire que j'ai envoyé et qui a été publié par le blog Les Crises :

- "Voilà comment les scientifiques de l'ONU se préparent à la fin du capitalisme"

En réalité quand on lit attentivement cet article, on s'aperçoit que du début à la fin il est destiné uniquement à cautionner sa survie, à aucun moment il n'est remis en cause.

Fabrique du consentement et matraquage quotidien.

- Réchauffement du climat de plus de 1,5°C, et la planète "s'autodétruit" - euronews 08.10 Si l'espèce humaine ne prend pas d'urgence la mesure de l'accélération du réchauffement climatique sur notre bonne vieille Terre, elle sera cuite et recuite. euronews 08.10

- Le rapport glaçant du Giec - Liberation.fr 07.10

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat rend publique ce lundi sa première étude sur les effets d'un réchauffement de 1,5 °C des températures mondiales. Cette limite que 197 Etats s'étaient engagés à respecter fin 2015, lors de la COP 21, aura tout de même de graves conséquences. Liberation.fr 07.10

- Lutter pour le climat, c'est lutter pour la survie de notre espèce - Le HuffPost 08.10

LVOG - Pas la vôtre au moins ?

En Famille.

- Des députés de tous bords unissent leurs forces pour le climat - AFP 09.10

Des députés de six groupes politiques ont décidé d'unir leurs forces sur la transition écologique et solidaire, en créant un collectif inédit "pour organiser à l'Assemblée le travail transpartisan" sur ces sujets et l'"accélérer", a annoncé lundi à l'AFP Matthieu Orphelin (LREM).

Parmi les premiers signataires, outre l'élu du Maine-et-Loire, figurent Cédric Villani (LREM), le MoDem Erwan Balanant, Eric Diard (LR), Sophie Auconie (UDI-Agir), Guillaume Garot (PS), ou encore le communiste Jean-Paul Dufrègne, les Insoumis qui composent le septième groupe à l'Assemblée n'ayant pas paraphé le texte à ce stade.

Les experts du Giec soulignent dans leur dernier rapport que le monde devra engager des transformations "rapides" et "sans précédent" s'il veut limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, et mettent en garde contre des risques accrus au-delà de ce seuil.

Le collectif entend se réunir deux fois par mois et notamment unir ses analyses et votes "sur des points clefs et des avancées décisives", "y compris en déposant des amendements à l'identique", ainsi qu'initier ou soutenir "des coalitions de projets novatrices". Ses membres comptent être force de proposition dès les discussions sur le projet de loi de finances 2019, sur des sujets comme la mobilité durable, la biodiversité ou par exemple la lutte contre le gaspillage alimentaire. AFP 09.10

Quelle heureuse coïncidence !

- Le 50e prix Nobel d'économie à deux Américains précurseurs de la croissance verte - AFP 09.10

- Le Giec appelle à des transformations «sans précédent» pour limiter le réchauffement - lefigaro.fr 08.10

Le «résumé pour décideurs», qui doit guider les actions des gouvernements du monde entier, a été rédigé par environ 90 chercheurs internationaux, dont un quart on fait le déplacement en Corée. Le texte final a été peaufiné à l'aide des représentants des gouvernements et des représentants de l'Union européenne. lefigaro.fr 08.10

Arguments pour démonter leur propagande.

Un test qui vaut davantage que de longs discours.

Cet article du Figaro était très long, je l'ai parcouru en diagonal. J'ai tapé le mot "soleil" pour voir s'il y était présent, et bien non, pas une seule fois, à part cela on n'est pas en présence d'une formidable opération de manipulation des consciences.

Je rappelle que je ne nie pas le réchauffement climatique, je soutiens que c'est l'activité du soleil qui en est principalement à l'origine et non l'activité humaine.

Et puis on a tendance à oublier que 75% de la surface de la terre est recouverte par des océans où ne s'exerce aucune activité humaine ou si peu, et qu'une grande partie du reste de la terre est inhabité ou inexploité ou il n'y figure aucune activité industrielle. Donc on voudrait nous faire croire que la population produite sur une surface représentant 10 ou 15% de la superficie de la terre suffirait à modifier le climat qui y règne, qu'il nous soit permis d'en douter fortement.

A les entendre, on croirait que notre planète évoluerait dans un vase clos ou une bulle délimitée par la troposphère, la partie de l'atmosphère comprise entre le sol et la stratosphère, et que tout ce qui se passerait au-delà, c'est-à-dire dans la mésosphère n'aurait aucune influence sur le climat.

- Réflexions hétérodoxes sur le réchauffement climatique - contrepoints.org 16 novembre 2014

Par Jacques de Guenin

Ingénieur de formation, ancien élève de l'École des Mines de Paris et titulaire d'un Master of Sciences de l'université de Berkeley (Californie). Il a fait à partir de 1958 sa carrière professionnelle au sein d'ExxonMobil puis de PSA, dont il était un des dirigeants avant sa retraite en 1993. Il a été candidat libéral aux élections législatives en 1993, puis en 1998. Élève de deux prix Nobel d'Économie (Maurice Allais et Robert Solow), il a publié lui-même divers travaux dans cette discipline.

Extraits.

L'entité qui affirme inlassablement la venue d'un réchauffement climatique est une émanation des Nations Unies qui s'appelle en anglais IPPC (intergovernmental panel on climate change), et en français le GIEC (groupe intergouvernemental des experts du climat). Cette traduction est une supercherie, car l'ajout du mot expert laisse croire qu'il s'agit d'une organisation scientifique, alors qu'il s'agit simplement d'un organisme intergouvernemental chargé de représenter les positions politiques des 195 gouvernements qui la composent. Dans son livre Écologie, la fin, Christian Gérondeau, donne des détails sur la composition du bureau du GIEC, où l'on découvre avec surprise que ce bureau ne contient aucun expert du climat. Désignés par le ministre de l'écologie de leur pays, les membres du GIEC sont en majorité des croyants et non des scientifiques et lorsque ce sont des scientifiques, leur spécialité n'est pas nécessairement la climatologie. Comme la plupart des politiques qui composent les gouvernements n'ont aucune culture scientifique, beaucoup de membres du GIEC sont nommés sur la recommandation des ONG écologistes comme Greenpeace, WWF, ou les Amis de la Terre. Il y a certes des dissidents dans le GIEC, qui sont de véritables experts en climatologie, mais leurs rapports techniques ne sont pas diffusés, car c'est le bureau du GIEC qui publie le document destiné au public : le résumé à l'intention des décideurs.

A contrario, dans le monde scientifique, nombreux sont les savants qui doutent du réchauffement climatique et a fortiori que si ce réchauffement existe, il soit dû aux activités humaines. Ils constatent que les températures de la terre ont beaucoup varié au cours des siècles, à une époque où les activités humaines dégageaient une quantité de CO2 négligeable, et surtout que la température n'a pas augmenté au cours des 10 dernières années alors même que la teneur en CO2 de l'atmosphère s'est considérablement accrue. On trouvera une liste d'une soixantaine de tels savants à cette adressel. En cliquant sur le nom de tel ou tel, on trouve son curriculum et son opinion sur le réchauffement climatique. Parmi eux, on notera le prix Nobel de physique français Pierre-Gilles de Gennes.

Le lecteur qui voudrait en savoir plus sur le sujet en général pourra parcourir le site pensee-unique.fr, qui contient de nombreuses autres rubriques exposées de façon particulièrement pédagogique et sans passion. Ce site est le violon d'Ingres de Jacques Duran, docteur en physique de l'université Pierre et Marie Curie et ancien directeur des études de l'École supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris (de 1996 à 2003) au côté de Pierre-Gilles de Gennes.

Si le réchauffement climatique devait reprendre, il aurait plus d'avantages que d'inconvénients.

D'abord, il y a hélas beaucoup de gens sur cette terre qui meurent de froid et beaucoup qui couchent dehors la nuit, même dans les pays développés. Il ne fait pas de doute que tout réchauffement de l'atmosphère serait pour eux bienvenue.

Ensuite, nous aurions besoin de moins de combustible (fuel, charbon, bois) pour nous chauffer ce qui contribuerait à la diminution de l'émission de CO2, phénomène bienvenu pour ceux qui pensent que ce dernier est le coupable du réchauffement.

Enfin, de nouveaux territoires s'ouvriraient à l'agriculture et des territoires déjà cultivés verraient pour la plupart leur fertilité augmenter. Certes, d'autres pourraient être affectés par la sècheresse, encore que personne n'a encore démontré que le réchauffement climatique engendrerait moins de pluie, mais de toutes façons on pourrait compenser cela par l'irrigation.

Comme inconvénient du réchauffement, il ne reste donc que la montée du niveau des océans. Mais dissipons tout de suite une erreur communément répandue : la fusion de la banquise n'entraînerait aucune augmentation du niveau des océans, car si le haut de la banquise dépasse le niveau de la mer, c'est parce que la glace a une densité un peu inférieure à l'eau liquide. Faire fondre la glace n'entraîne donc aucun accroissement du niveau de l'eau. Pour les sceptiques qui n'auraient pas retenu les leçons de leur cours de physique dans le secondaire, nous leur suggérons de prendre un verre gradué, d'y mettre de l'eau, des glaçons, et de noter le niveau de l'eau. Ils s'apercevront que ce niveau ne change pas lorsque les glaçons ont fondu.

Or l'Arctique, le continent du pôle Nord, est formé exclusivement par la banquise. Donc la fusion de cette banquise n'entraînerait pas d'augmentation du niveau des mers. En revanche, elle permettrait des itinéraires nouveaux et plus économiques pour les bateaux. Le véritable problème est donc l'Antarctique. Celui-ci est un continent de 12,5 millions de km2 entouré de quelque 1,5 million de km2 de banquise. Sur le continent lui-même la couche de glace est d'environ 31 millions de km3, soit 2,2% du volume total des océans qui est de 1400 millions de km3, pour une profondeur moyenne de 3 800m. Il est estimé que la fusion totale de la couche de glace arctique entraînerait une hausse d'une soixantaine de mètres du niveau de la mer. Après, ce serait fini de l'élévation des eaux de la mer. Mais il faut bien voir que même avec les hypothèses les plus hardies de réchauffement climatique, il faudrait plusieurs siècles pour atteindre ce niveau et les investissements pour se protéger de cette hausse sur la vie d'un homme seraient bien moindres que ceux auxquels voudrait nous entraîner le GIEC pour diminuer la production de CO2.

En une vingtaine d'années, le niveau de la mer s'est élevé de 3,2 mm/an. Mais entre 1990 et 2000, les valeurs étaient de 3,5 mm/an. À partir du début des années 2000, elles sont tombées à 2,5 mm/an. Un ralentissement qui pourrait être corrélé avec la pause enregistrée dans la hausse de la température terrestre. Mais ce qui montre bien la fragilité des explications dans ce domaine, c'est que d'autres travaux attribuent cette diminution aux variations des courants marins El Niño et La Niña, le premier entraînant plus de précipitations sur mer que sur terre, alors que c'est l'inverse pour le second.

Avec le GIEC, nous assistons probablement à un phénomène d'intoxication collective que nous avons déjà connu dans les années 70 avec le Club de Rome et qui a fini par disparaître avec le temps.

En conclusion :

Les affirmations du GIEC sur le réchauffement climatique dû aux activités humaines sont fortement contestées dans le monde scientifique.

Cela tient à ce que le GIEC est en réalité un simple panel intergouvernemental où chaque gouvernement envoie des représentants qui ne sont pas nécessairement des « experts ».

Si réchauffement climatique il y a, il aurait plus d'avantages que d'inconvénients.

Le seul inconvénient sérieux serait la montée des océans, phénomène qui mériterait plus d'études que la montée du CO2.

- Climat : 22 vérités qui dérangent... - contrepoints.org 3 juin 2014

Voici 22 raisons de douter des thèses du GIEC.

Par Jean-Pierre Bardinet

Ingénieur ENSEM Nancy (École Nationale Supérieure d'Électricité et de Mécanique).

Selon le discours officiel du GIEC, « la science a parlé », et tout opposant sceptique est passible d'être ostracisé. Car il faut faire vite, et cela fait plus de 20 ans que l'on nous rabâche qu'il y a extrême urgence et que la Planète ne pourra plus être sauvée d'ici trois à cinq ans (et même 500 jours selon Laurent Fabius !…) , sinon la Planète risque de devenir une « poêle à frire » (sur le feu, bien sûr) si nous ne réduisons pas drastiquement nos émissions de CO2, à n'importe quel prix, même au prix de la décroissance, de la misère et de la ruine de nos économies.

Or, toute personne ayant une assez bonne culture scientifique, et qui se donne la peine de travailler la question, en arrive très vite à la conclusion que les thèses du GIEC sont fausses, pour nombre de raisons, dont voici une liste non exhaustive.

1. La TMAG (température moyenne annuelle globale) est stable depuis 1997, malgré une augmentation continue du taux de CO2 : .comment alors soutenir un rapport de causalité entre croissance de concentration du gaz carbonique et température ?

2. Les émissions humaines de CO2 depuis 1997 représentent 40% de ce que l'homme a envoyé dans l'atmosphère depuis le début de la Révolution industrielle. Or, on vient de le voir, pendant cette période, la température s'est stabilisée. Comment alors soutenir un rapport de causalité entre émissions anthropiques de CO2 et augmentation de la TMAG1 ?

3. D'autant que la part anthropique du CO2 atmosphérique n'est que d'environ 5% (analyse isotopique) au lieu de 25-30% pour le GIEC…

4. Et que la durée de vie du CO2 dans l'atmosphère est en moyenne de 5 ans au lieu de 100 ans pour le GIEC.

5. Les variations de la TMAG se font de manière sinusoïdale, avec une période de 60 ans qui correspond aux mouvements du soleil par rapport au centre de gravité du système solaire. Nous sommes au sommet de la sinusoïde, et donc les prochaines années devraient se refroidir, comme ce fut le cas après 1950.

6. Il y a un phénomène de saturation du CO2 sur une épaisseur optique de dix mètres environ. Si vous prenez une source d'IR à large spectre (corps chauffé à 1000°C, par exemple), et que vous mesurez avec un spectromètre le spectre restant après la traversée de quelques mètres d'atmosphère, vous verrez que les bandes du CO2 (4,3 et 15 microns) ont été entièrement absorbées. Donc l'atmosphère au-dessus de quelques dizaines de mètres ne voit plus les bandes d'absorption du CO2, et donc, le rajout de CO2 ne change plus rien, si ce n'est que l'épaisseur optique diminue. C'est cela le processus de saturation du CO2 atmosphérique, confirmée par les satellites, qui ne « voient » quasiment plus les bandes du CO2.

7. Dans le passé (Carbonifère), le taux de CO2 a été 25 fois supérieur au taux de CO2 actuel, et il n'y a pas eu d'emballement des températures, grâce au processus de saturation. Pourquoi nos misérables émissions de CO2 auraient-elles à présent un impact cataclysmique, alors que les lois de la Nature sont invariantes dans le temps et l'espace ?

8. Les niveaux océaniques montent de 1,7 mm/an (d'après les mesures au marégraphe de Brest), de moins 1,6 mm/an à Marseille depuis la fin du dix-neuvième siècle et aucune accélération n'a été mesurée ces dernières années.

9. Le hot spot (« point chaud ») prévu en zone tropicale, qui devait être LA preuve indubitable du rôle du CO2 sur la TMAG, n'a pas été détecté, donc il n'existe pas.

10. Le taux de vapeur d'eau atmosphérique diminue (alors que le GIEC avait prévu l'inverse – rétroaction positive – quand le CO2 augmente). La rétroaction réelle est donc négative.

11. La banquise australe atteint des records de superficie.

12. La somme des surfaces des deux banquises, dont les variations sont en opposition de phase, est à peu près constante, donc l'albedo de la cryosphère aussi.

13. Les mesures des 3000 sondes océaniques ARGO montrent, depuis leur mise en service en 2003, un très léger refroidissement des océans, entre la surface et 700 à 1000 m de profondeur (au mieux aucun gain de chaleur).

14. Le flux IR (infrarouge) quittant la haute atmosphère est supérieur aux prévisions des modèles (Il n'y a pas d'effet couverture par les GES de la troposphère).

15. La loi de Stefan-Boltzmann n'est pas applicable aux gaz, qui ne sont pas des corps noirs, ni des corps gris, alors que le GIEC l'applique aux gaz.

16. Les gaz émissifs, plus froids que la surface terrestre, ne peuvent en aucun cas la réchauffer (second principe de la thermodynamique, qui interdit le réchauffement d'un corps chaud par un corps plus froid).

17. Ce sont les températures qui ont toujours piloté les variations du CO2, jamais l'inverse. À notre époque, le retard du CO2 sur la température est de quelques mois.

18. Le projet CLOUD du CERN teste la théorie de Svensmark-Shaviv (rôle des rayons cosmiques, dont le flux est modulé par l'activité solaire, sur la formation des nuages) et les premiers résultats, assez positifs, ont été publiés dans Nature.

19. Les modèles ne savent pas modéliser la cryosphère, ni l'ennuagement, dont les variations ont un impact important sur la TMAG. Le projet Earthshine, qui mesure les variations de la réflectance de la Terre, vue de la lune quand elle n'est éclairée que par notre planète, montre que cette réflectance varie essentiellement en fonction de l'ennuagement. Elle a décru de 1984 à 1998 et augmenté par la suite jusqu'en 2004, ce qui suit assez bien les variations de la TMAG.

20. Les projections des modèles numériques divergent de plus en plus des observations. Un modèle numérique n'est pas une preuve scientifique, et, quand il est réfuté par l'observation, c'est qu'il est faux et doit être mis à la poubelle, ou, au mieux revu en détail. On attend toujours la mise à la poubelle ou la révision des modèles numériques du GIEC, mis en avant par le GIEC et financés par les contribuables…

21. De toute manière, il est impossible que des modèles numériques puissent prévoir les évolutions du climat, car il s'agit d'un système chaotique couplé et non linéaire, comme le précisait le GIEC dans son rapport de 2001, et comme le montrent les instabilités du climat passé et actuel. Pourquoi cela aurait-il changé actuellement ? Sûrement pas pour des raisons scientifiques…

22. Enfin le GIEC n'est ni un organisme scientifique, ni un organisme indépendant : le résumé pour les décideurs (SPM), qui seul est lu par les instances internationales, les politiques et les médias, est rédigé sous le contrôle étroit des représentants des États et la surveillance des ONG. La composition de ses instances dirigeantes montre une minorité de scientifiques très majoritairement engagés dans l'idéologie environnementale, et une majorité ONG + États.

Depuis 1880, la seule période de covariation entre la TMAG et la teneur en CO2 fut 1978-1997. De 1910 à 1940 la TMAG a progressé au même rythme que 1978-1997 alors que les émissions étaient insignifiantes. De 1950 à 1978, alors que les émissions de CO2 s'envolaient, la TMAG a baissé. L'analyse des carottes de Vostock montre que c'est la hausse de la température qui fait augmenter le CO2 dans l'atmosphère (par dégazage) et non l'inverse. Ce processus est toujours valable de nos jours, même pour de petites variations de température (le retard du CO2 étant alors de quelques mois).

- Le changement climatique. - climatechallenge.be

Le climat n'a jamais été stable. La Terre est âgée d'environ 4,6 milliards d'années et au cours de son histoire, elle a connu un nombre incalculable de changements climatiques naturels. Ainsi, il y a eu plusieurs périodes où la Terre était presque entièrement recouverte de neige et de glace :Terre boule de neige. La dernière fois, c'était il y a 650 millions d'années. Il y a aussi eu des périodes où la Terre était beaucoup plus chaude qu'aujourd'hui : par exemple, à l'époque des dinosaures (de 150 à 65 millions d'années), l'Antarctique était entièrement dépourvu de glace.

Voici quelque 2,7 millions d'années, a commencé une ère de passages cycliques de périodes glaciaires (plus froides) à des périodes interglaciaires (plus chaudes) qui duraient environ 100 000 ans. Au cours de la dernière période glaciaire, d'énormes calottes glaciaires recouvraient le nord de l'Europe. En Belgique, des températures moyennes de -20°C en hiver étaient habituelles. Cela a duré jusqu'il y a environ 15 000 ans. C'est alors que la température a augmenté brusquement. Actuellement, nous nous situons dans une période interglaciaire. Les scientifiques l'ont baptisée « Holocène ».

- Quand on sait que la Terre a déjà environ 4,6 milliards d'années, et que l'homme (Homo Sapiens) n'y vit que depuis seulement 200 000 ans, il est clair que les précédents changements climatiques sont survenus de manière naturelle. climatechallenge.be

Les modèles numériques climatiques utilisés par le GIEC ne peuvent pas prédire le climat du 21ème-siècle - co2thetruth.e-monsite.com

- Les modèles numériques climatiques utilisés par le GIEC ne peuvent pas prédire le climat du 21ème siècle.

Il faut se rappeler que toutes les "prévisions" climatiques du GIEC pour le 21ème siècle sont basées essentiellement sur les résultats issus des modèles numériques.

Pour utilement modéliser mathématiquement le climat il faut d'abord connaître quasi PARFAITEMENT les innombrables paramètres qui le gouvernent, leurs sens d'action, leurs intensités et leurs interactions.

De nombreux climatologues ont constaté que le climat est proche d'un système chaotique et il est donc impossible à modéliser de façon fiable.

Il existe en fait deux écoles de climatologues:

Ceux qui étudient le climat en privilégiant les observations de terrain, beaucoup de ceux-ci sont des "climatosceptiques".

Ceux qui étudient le climat en privilégiant les résultats des modèles numériques, beaucoup de ceux-ci sont des "réchauffistes" appelés aussi "carbocentristes" .

Il y a donc ceux qui se fient au réel et ceux qui se laissent convaincre par leur ordinateur ...dont les résultats sont uniquement fonction de ce qu'ils y ont mis...Ils sont généralement certains de n'avoir rien oublié ! (...)

Pourquoi les analyses par les modèles retenus par le GIEC commencent-elles toutes en 2000 ? Il aurait été facile de les faire débuter en 1900 !

Mais certainement nous aurions vu, dès aujourd'hui, des divergences ...inquiétantes...pour la crédibilité de ces modèles qui sont le pivot des annonces alarmistes du GIEC!

Mais vous verrez ci-après que ces modèles ont été testés (par d'autres chercheurs) sur le siècle dernier :

Résultats ? Ils sont faux !

(...)

Les modélisateurs du GIEC ont retenu dans leurs équations que c'est la variation de température sur Terre qui cause la variation de la couverture nuageuse. Ils n'ont pas prévu l'inverse dans leurs modèles, car ils ne considèrent pas que les variations du Soleil puissent être la cause de changements climatiques. co2thetruth.e-monsite.com

LVOG - S'ils savent de quoi se composent les nuages, ils ne sont pas foutus de savoir si le soleil joue un rôle sur leur formation.

Les devins, charlatans, prophètes du GIEC nous feraient presque marrer, quand on voit que les météorologues disposant d'ordinateurs hyper puissants ou derniers cris digne de la NASA ne sont pas foutu de prévoir le temps qu'il fera dans 48 heures.

J'ai reçu un courriel du consulat de France à Pondichéry le 5 octobre m'informant que de fortes précipitations auraient lieu à partir du 7 et cela pendant 4 jours, sur Pondichéry, le Tamil Nadu et le Kerala.

Quand j'ai reçu ce courriel, cela faisait déjà plusieurs jours qu'ils pleuvaient sans interruption et il a cessé de pleuvoir le lendemain, le 6, nous sommes le 9 et depuis à part quelques ondées, nous avons un soleil radieux !

- Variabilité de l'activité solaire et impacts climatiques - encyclopedie-environnement.org 23-03-2018

Extrait.

Impacts possibles sur la formation des nuages

L'activité solaire module non seulement le rayonnement du soleil mais également le flux de particules énergétiques qui pénètrent l'atmosphère terrestre. Il s'agit d'une part du rayonnement cosmique galactique, qui est dévié par le champ magnétique solaire (qui dépend lui-même de l'activité du soleil), d'autre part des particules émises par le soleil lui-même notamment lors d'éruptions. Ces particules énergétiques interagissent avec les molécules de l'atmosphère pour former des ions. L'hypothèse que cette ionisation ait un impact climatique date de plus de 50 ans, mais reste très discutée, tant sur le plan théorique que sur celui des observations. Le mécanisme le plus souvent avancé est que ces ions favoriseraient la formation de noyaux de condensation nécessaires à la formation des nuages.

Le rôle des nuages sur les échanges de chaleur dans le système climatique est fondamental, via les flux radiatifs, dans les longueurs d'onde visibles et infra-rouge, mais aussi les flux de chaleur latente. La modulation solaire du flux de particules énergétiques a un impact climatique direct très faible, mais une amplification très forte pourrait exister via ce contrôle sur les nuages. Les différentes corrélations proposées entre les flux de particules énergétiques et la couverture nuageuse restent toutefois très débattues.

- Changement climatique ? Finalement c'est bien le Soleil... - contrepoints.org 22 août 2014

Par Jacques Henry.

Ancien chercheur en biologie au CNRS, dont il a démissionné avec fracas il y a plus de 15 ans, Jacques Henry profite de sa retraite pour porter un regard critique sur certains aspects de la biologie et de la médecine. Ayant travaillé pendant quelques années comme consultant auprès d'EDF dans le domaine nucléaire, il s'intéresse également aux problématiques énergétiques, en particulier l'électricité. Extraits.

- Voilà enfin avancée une preuve irréfutable que c'est bien le Soleil qui commande les fluctuations climatiques que connait la Terre, et non l'activité humaine. Il était temps que des universitaires démontent le mythe du réchauffement climatique anthropogénique inspiré par les pseudo-scientifiques irresponsables du GIEC, cette émanation des Nations-Unies, organisation

dont on peut de plus en plus douter de l'utilité.

- Bref, toute cette entrée en matière pour dire que cet article paru dans Nature risque de faire grand bruit parce qu'il remet en cause les théories extravagantes clamées à grands coups de prix Nobel (Al Gore et le GIEC) et de déclarations tonitruantes des ONG du genre Greenpeace et autres WWF ou Sierra Club pour répandre la peur planétaire d'un hypothétique réchauffement climatique.

Je m'explique : quand le soleil fait une petite sieste, comme par exemple entre deux cycles d'activité, celle-ci dure environ 11 ans. Le flux des particules émises par le soleil en direction de la Terre diminue d'intensité et donc le champ magnétique terrestre protège moins bien l'atmosphère des rayons cosmiques galactiques. Tout cela à cause des hautes couches de l'atmosphère alors moins ionisées. C'est un peu vite dit, mais c'est à peu près comme ça que les choses se passent. Les rayons cosmiques pénètrent alors mieux dans les profondeurs de l'atmosphère et vont bombarder des atomes d'oxygène ou d'azote pour former un isotope du béryllium, le Be-10, qui se désintègre en bore avec une période de demi-vie de 1,38 million d'années. C'est ultra-pratique pour reconstituer l'activité solaire passée, puisque plus il y a de Be-10, moins le Soleil était actif. On peut dès lors reconstituer les variations d'activité du Soleil sur de longues périodes passées. Même chose pour le carbone-14, radioactif aussi, qui se forme également dans l'atmosphère naturellement par bombardement des atomes d'azote par les rayons cosmiques. Ce carbone se retrouve dans les arbres et les carbonates comme ceux des stalagmites.

Il y a enfin un autre « proxy » pour étudier les variations de l'activité solaire qui dépend cette fois de la température : c'est l'abondance relative de l'isotope naturel 18 de l'oxygène, non radioactif, qui est 12,5% plus lourd que l'isotope du même oxygène le plus abondant, l'oxygène-16. Quand l'eau des océans s'évapore sous l'action du Soleil, celle constituée d'oxygène-18 s'évapore moins vite parce que plus lourde et la différence de teneur entre ces deux isotopes dans les stalagmites, par exemple, permet de reconstituer l'activité solaire passée.

L'activité solaire de ces vingt mille années passées

C'est ce qu'a fait avec des précautions extrêmes une équipe de géophysiciens de l'Université de Lund en Suède en rapprochant les trois observations, béryllium-10, carbone-14 et oxygène-18. Ils ont ainsi reconstitué l'activité solaire au cours des vingt mille années passées, analysé les données obtenues avec le carottage de la glace du Groenland, et rapproché ces dernières des analyses de concrétions calcaires provenant d'une grotte chinoise. Les résultats ont permis d'établir une parfaite corrélation entre l'activité solaire et les subtiles variations climatiques observées et révélées par l'analyse fine des carottes glaciaires permettant de remonter aux variations climatiques se matérialisant par les précipitations neigeuses et leur abondance.

Durant la période glaciaire dite du Würm, s'étalant entre 26000 et 13000 ans avant notre ère, le climat ne fut pas toujours très très froid. Il y eut des épisodes relativement plus chauds, et l'activité solaire y est directement pour quelque chose. L'étude dirigée par le Professeur Raimund Muscheler a permis de préciser ce qui pouvait se passer au niveau atmosphérique pour expliquer l'abondance des chutes de neige au Groenland durant cette période. Au Groenland, mais pas seulement. Toute la région euro-américaine de l'hémisphère nord sous l'influence de l'océan Atlantique également, lui-même, on peut le comprendre aisément, sous l'influence de l'activité solaire et de ses variations cycliques, en particulier le cycle dit de « de Vries » d'une durée moyenne de 207 ans.

Il a été ainsi possible d'aboutir à une modélisation de ce qui a pu se passer au niveau de l'Océan Atlantique pour influer sur l'intensité des chutes de neige au Groenland avec la persistance d'un anticyclone situé au-dessus du pays : un régime de vents d'ouest dominants pénétrant l'Afrique et apportant de l'humidité depuis l'océan, (le Sahara à l'époque était une vaste prairie), et un vent froid arrivant sur l'Europe du Nord favorisant le maintien de véritables calottes glaciaires en Scandinavie atteignant le nord de l'Allemagne. L'Écosse était recouverte d'un immense glacier.

L'épisode glaciaire du Würm vit le niveau des océans baisser de plus de 130 mètres, ce qui facilita les migrations humaines d'Asie vers l'Amérique du Nord. Cet événement s'explique parfaitement par les variations de l'activité solaire dont on ignore toujours les raisons sur le long terme mise à part l'hypothèse d'un effet de marée de Jupiter et de Saturne sur l'activité solaire interne.

En effet, une année jupitérienne dure 11 ans. Tous les 200 ans environ, Jupiter et Saturne se trouvent alignés par rapport au Soleil, curieuse coïncidence avec la durée du cycle de De Vries, peut-être bien pas si fortuite que ça. Cette direction d'investigation ne fait pas partie de cet article paru dans Nature – et aimablement communiqué par le principal auteur de l'étude – mais elle peut constituer matière à de plus amples investigations de la part des géophysiciens et des spécialistes de la dynamique interne du Soleil.

Tout cela est naturellement très complexe mais à n'en pas douter, un jour ou l'autre, peut-être très prochainement, on comprendra qu'en définitive c'est le Soleil avec ses planètes massives qui commande le climat de la Terre et non la ridicule activité humaine en regard de l'immense énergie qui nous parvient depuis cette étoile paradoxalement vivante et parfois capricieuse…

Sources : Nature, article aimablement communiqué par le Docteur Raimund Muscheler que je tiens à remercier ici.

Haut de page

Le 14 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Exceptionnellement j'ai ajouté 5 articles dans la rubrique des articles d'actualité tellement leurs contenus sont gravissimes et doivent être connus de tous et à faire circuler au plus grand nombre.

Si nous avions un parti, nous les imprimerions et nous les distribuerions à la population en appelant à une réunion pour en discuter, cela aurait assurément beaucoup plus d'impact que les discours que l'on nous ressasse à longueur de temps, pour finalement aucun résultat.

- Causerie au format pdf (26 pages)

Quelques réflexions politiquement incorrectes.

1- Darwin fut à l'observation, ce que Freud fut à l'écoute, et Marx et Engels en réalisant la fusion de l'observation et de l'écoute découvrirent les lois générales du mouvement ou la dialectique. Entre nous, si je peux me permettre un conseil, on ferait bien de s'en inspirer. Et si Einstein parvint à s'élever au niveau du socialisme, c'est qu'il est à la portée de tous.

Mais, mais, nous sortirons nos contradicteurs, dont au passage on doutera des convictions ou de la confiance qu'ils peuvent avoir dans les masses, ce qui revient au même, tout le monde n'est pas Einstein, en effet, moi non plus ! Alors pourquoi pas vous ?

Ils n'ont jamais assimilé ce que voulait dire Marx lorsqu'il affirma qu'on ne pourrait plus s'emparer du pouvoir par un coup d'Etat orchestré par une minorité, une élite, alors on se demande ce qu'ils ont réellement compris depuis...

2- L'écosocialisme, c'est l'écocapitalisme, la version écologiste du capitalisme, et la gauche éprise ou non d'écologie n'a jamais été autre chose que la caution morale du capitalisme ou de la droite.

3- Chaque fois que le régime adopte des lois progressistes, hormis lorsqu'il y est contraint par la lutte de classe du prolétariat, c'est parce qu'il y trouve son intérêt temporairement ou parce qu'elles présentent plus d'avantages que d'inconvénients, il s'en servira comme caution morale pour imposer par ailleurs son programme antisocial, donc en aucun cas le régime et ses représentants ne peuvent se prévaloir d'être progressistes.

Ils instrumentalisent les discriminations ou préjugés dont font l'objet certaines minorités ou certaines couches de la population, alors qu'avec leur classe ils en sont à l'origine, afin de se présenter comme les champions de la démocratie, de la liberté d'expression, etc. de manière à présenter les Etats ou les peuples qu'ils agressent comme rétrogrades, antidémocratiques et ainsi légitimer leur politique impérialiste.

C'est ainsi par exemple que la loi légalisant l'avortement fut adoptée par la réaction pour redonner un vernis progressiste ou démocratique au régime, alors qu'au même moment les mouvements sociaux se multipliaient dans le pays et les universités étaient en effervescence, fragilisant Giscard par ailleurs en proie à plusieurs scandales et qui sera évincé du pouvoir quelques années plus tard.

Le seul clivage que nous reconnaissons : Pour ou contre un changement de régime, pour ou contre l'abolition du capitalisme.

4- Non, le clivage droite-gauche n’est pas mort ! - LeParisien.fr 11.10

5- Si jadis l'humanité avait adopté le mode de vie des vegans, l'homme ne serait jamais passé du paléolithique au néolithique, il n'aurait jamais utilisé le boeuf ou le cheval comme moyen de production pour développer l'agriculture, sans parler de l'élevage destiné à l'alimentation humaine, bref, on en serait resté au stade du primate et nous aurions connu le même sort que les autres branches des hominidés qui ont toutes disparues, l'homme moderne, l'homo sapiens, la civilisation humaine n'aurait jamais vu le jour.

On peut donc caractériser les vegans de primates en voie d'extinction, ils doivent appartenir à une sous-espèce de primates que l'on croyait éteinte, située entre l'australopithèque et l'homo sapiens à moins qu'elle soit antérieure de quelques millions d'années !

6- Si on peut changer la mentalité et le comportement de la population sans changer de régime, alors pourquoi devrait-on l'affronter pour en changer, autant le conserver. Autant dire qu'ils prétendent que le verbe précède l'action (Ils sont laïques et matérialistes !) , ce qui est contredit par l'évolution de l'espèce humaine ou toute l'histoire antérieure. Voilà comme ces faussaires cautionnent le régime.

Cette argumentation est maladroite ou manque de précision, l'avez-vous remarqué ? Pour qu'elle soit correcte et inattaquable, il ne faut jamais oublier de mentionner qu'ils veulent changer la mentalité et le comportement des gens sans pour autant vouloir changer de régime, puisque lorsqu'on leur pose la question, ils répondent que ce n'est pas leur objectif ou qu'ils y sont opposés, bref, ce sont des partisans du capitalisme et non du socialisme. Cela vaut pour Mélenchon et ses semblables.

7- Le rapport du GIEC sur le climat commandé par l'ONU, n'est rien d'autre qu'un rapport idéologique correspondant aux besoins de l'oligarchie. Que ce thème ait été à l'ordre du jour de la réunion du groupe Bilderberg donne une idée assez précise de son origine et de ceux qui sont destinés à tirer profit de cette propagande, de l'instrumentalisation du réchauffement climatique.

Et chaque jour ces fanatiques en rajoutent une couche.

- Climat: la carte des 60 marches contre le réchauffement de la planète - Le HuffPost 12.10

8- On néglige la portée de la propagande de nos ennemis. On ne comprend pas comment elle s'ordonne. Pire, on a tendance à confondre la propagande et la réalité, au point que lorsqu'on pense à ce qui figure dans les manuels scolaires, à la manière dont l'histoire passée fut interprétée jusqu'à nos jours, bref, à l'interprétation de l'histoire communément admise, on ne s'aperçoit pas qu'en guise de connaissance de la réalité, c'est leur propagande qui nous fut transmise, infusée goutte à goutte. On en parle au passé, alors qu'elle n'a jamais cessé.

On dit aussi que ce sont les hommes qui font l'histoire, sans préciser s'ils sont conscients ou non du processus dialectique auquel ils participent d'une part, et s'ils ont conscience de faire l'histoire ou d'avoir une influence sur l'orientation ou le destin de la société ou du monde d'autre part. Cela s'applique également à la propagande qui est un avatar ou une représentation de l'idéologie de la classe dominante destiné à façonner la conscience des hommes.

Pourquoi c'est important d'étudier ce facteur ? Parce qu'en substituant la propagande à la réalité, on ne peut qu'avoir une idée déformée de la réalité passée ou présente, de l'enchaînement des faits, des rapports qui existent dans la société et leur évolution, et dans ces conditions il sera difficile, voire impossible de s'orienter, de penser librement, bref, d'agir sur le cours des choses ou de changer la société.

La propagande de nos ennemis s'adresse à l'inconscience des hommes, non pas pour qu'ils progressent, mais pour qu'ils demeurent inconscients ou ignorants de ce qu'ils trament dans leurs dos. Pour en avoir une idée plus précise, on doit avoir à l'esprit ce qui caractérise fondamentalement nos ennemis, c'est-à-dire le capitalisme, qui est à la fois leur raison d'être ou leur idéal, ainsi que leur instrument et leur objectif. Figurant en tant qu'idéal, elle correspond à quelque chose qui s'inscrit dans la durée, il faut donc la traiter à cette échelle, en tenant compte de cette dimension, tout en sachant qu'elle est tributaire des contradictions ou de la crise du capitalisme ainsi que du développement de la lutte des classes qu'elle ne fait que traduire à sa manière.

La propagande de nos ennemis s'est substituée à la réalité.

Ce qu'on retiendra et ce qui nous apparaît effarant, c'est que l'histoire telle qu'elle nous parvient ou nous est enseignée, y compris dans les partis dits ouvriers, n'est finalement de nos jours que l'histoire de la propagande. Hier plus généralement on expliquait qu'elle se confondait avec l'interprétation inconsciente qu'en avaient les hommes, plus particulièrement ceux qui détenaient le pouvoir ou détenaient un statut qui leur permettait d'agir sur l'orientation de la société.

A partir de ce facteur, on peut aussi mesurer l'influence de l'idéologie de la classe dominante sur les partis ouvriers. On comprend donc pourquoi ils nient refusent de la traiter ou de la prendre au sérieux, les pires aveugles ou dogmatique allant jusqu'à prétendre que la propagande n'aurait aucune influence sur les masses, alors que les faits n'ont cessé de démontrer le contraire.

On peut tirer de son étude et de son évolution un autre enseignement révélateur de l'opportunisme de ces partis, dans la mesure où la propagande montre clairement la véritable nature de chacun des acteurs de la lutte des classes dès lors qu'on la considère dans son ensemble au lieu de traiter chacune de ses périodes comme autant d'abstractions sans liens entre elles.

L'histoire de la propagande met aussi en lumière la collusion d'intérêt qui a toujours existé entre la droite et la gauche, ce qui peut en choquer plus d'un et on comprend pourquoi.

Par exemple la propagande en faveur du colonialisme jusqu'aux premières années de la Ve République, montrait clairement que le

PS et le PCF étaient des partis fondamentalement réactionnaires, impérialistes, autrement dit qu'ils n'avaient absolument rien à voir avec la gauche ou le socialisme, ce qu'au cours des dernière décennies jusqu'à nos jours ignoreront de nombreux militants ou travailleurs ou ce sur quoi passeront allègrement ceux qui le savaient pertinemment, parce que cela entrait en contradiction avec les rapports qu'ils avaient tissés avec ces partis, en réalité l'intégralité de leur stratégie qui reposait sur une interprétation erronée de la situation.

Et en observant ce qui se passe de nos jours, on peut mesurer les conséquences désastreuses qu'aura bien plus tard ce refus de caractériser ces partis tels qu'ils étaient réellement à partir de la politique et de la propagande qu'ils avaient adoptées, qui se traduira par l'incapacité de modifier leurs rapports avec ces partis, alors qu'ils incarneront ouvertement la pire réaction, de les caractériser de droite après l'avoir nié si longtemps, même aujourd'hui aucun parti dit ouvrier n'y parvient, à ce niveau compte tenu de l'orientation actuelle dramatique de la société, on est en droit d'en conclure qu'on est en présence d'une imposture délibérée.

La plupart des militants refusent de l'admettre, ce qui les condamne à s'enfoncer toujours plus dans l'opportunisme ou à devenir des instruments de la propagande de la réaction, je les invite à y réfléchir tranquillement.

C'est comme si on était en présence d'une sorte d'amnésie collective qui aurait frappé le mouvement ouvrier et dont il serait incapable de se remettre. Eh bien, il faut vous en remettre, réveillez-vous, vous verrez, on n'en meurt pas, j'irais même jusqu'à dire qu'on s'en porte beaucoup mieux ou qu'on s'en trouve soulagé !

9- De la même manière que les scientifiques accrédités par l'ONU en fonction de leur adhésion à la version de l'oligarchie des causes de certains aléas climatiques ayant des conséquences sociales et économiques, dans le domaine de la paléontologie ou de la préhistoire la plupart des scientifiques n'ont pas grand chose dans la tête ou s'en tiennent à des a priori qui relèvent du dogmatisme ou du déni, dans la mesure où ils étudient certains facteurs et en écartent d'autres lorsqu'ils tendent à infirmer ou réfuter leurs propres interprétations ou font ressortir leurs contradictions, bref en un mot ils se comportent comme mes lecteurs, je plaisante, à peine.

En gros cela fonctionne ainsi dans leur petit cerveau, ils étudient un des aspects de la réalité auquel correspond une branche de la connaissance ou des sciences, et ensuite ils se croient autorisés à interpréter la réalité en fonction des conclusions auxquelles ils sont parvenus, ils abusent ainsi de leur statut

C'est ainsi qu'ils refusent d'admettre que les modifications intervenues dans les conditions ou l'environnement dans lesquelles vivaient nos très lointains ancêtre en corrélation avec les brutales variations climatiques ou des modifications physio-chimiques liés à l'activité des planètes ou des phénomènes atmosphériques ont pu intervenir et être à l'origine de modifications de leur mode de vie ayant eu une incidence sur leur morphologie, y compris sur le plan génétique. S'ils expliquent que des modifications génétiques seraient à l'origine de certaines modifications morphologiques, ils sont incapables de nous dire quelles seraient les causes de ces modifications génétiques, dont ils se servent pour nier que ces modifications morphologiques auraient pu être le résultat de changements intervenus dans leur mode de vie ou leur comportement.

Or, il semblerait que ce soit d'importants changements intervenus dans le climat ou dans l'environnement où évoluait la terre qui auraient été à l'origine des modifications génétiques à la base de la création de nouvelles espèces, l'adaptation des espèces existantes à de nouvelles conditions climatiques n'ayant entraîné que des modifications d'ordre morphologique et non génétique, c'est en tout cas à l'heure actuelle l'explication qui semble la plus probante puisque si je ne dis pas de bêtise, une modification morphologique n'est pas de nature à entraîner une modification génétique, c'est plutôt l'inverse qui se produit. En rechange les modifications biochimiques dues à des changements dans le comportement alimentaire ou l'environnement dans lequel évoluaient nos lointains ancêtres peuvent se traduire par des modifications génétiques. Je ne sais pas si j'ai été assez clair.

Pour passionnant que soit ce sujet que j'ai parcouru ces derniers jours (et je continue), il ressort que les découvertes et les études ou recherches qui ont été effectuées au cours des siècles derniers posent davantage de questions qu'elles n'en ont résolues jusqu'à présent, bien que d'immenses découvertes aient été effectuées, autrement dit, dans ce domaine on n'est pas plus avancé que dans la plupart des sciences sociales !

Le principal problème ou obstacle réside dans l'absence de preuves matérielles qui ont été détruites au fil du temps, ou certains chaînons manquant qu'on ne parvient pas à reconstituer pour comprendre l'interaction qu'il a pu y avoir entre les différents facteurs à l'origine de la création et de l'évolution des espèces, ce qui a donné lieu à une multitude d'interprétations fantaisistes.

Si notre espèce est le produit d'une évolution qui remonte à quelque 400 millions d'années quand les premières molécules de protéines apparurent ou donnèrent naissance à des cellules vivantes, c'est l'interaction de phénomènes physico-chimique au niveau de la planète, du système solaire et de l'atmosphère environnante qui est à l'origine de toutes les espèces organiques ou vivantes qui verront le jour à partir de cette période, et dont l'évolution donnera toutes celles qui existent de nos jours, pour ne pas remonter à la formation du système solaire il y a entre 4,5 et 5 milliards d'années qui a donné naissance à la matière inorganique, à partir d'une masse gazeuse qui en s'éloignant du soleil se mit à tourner plus lentement et à se solidifier, créant au

cours des quelques 500 millions d'années suivants les conditions favorables à la formation des océans et des grands fleuves et donc à l'apparition de la vie sous la forme de la faune et de la flore. Si la nature inspirera les poètes, c'est l'univers qui en sera la matrice.

10- On en est arrivé à la conclusion qu'en adoptant la conception de la lutte de classe et l'interprétation de la situation que nos dirigeants nous avaient proposés il y a 40 ans, nous avions été victimes d'une mystification qui dure jusqu'à nos jours, puisqu'à aucun moment malgré la faillite de leur théorie de "l'imminence de la révolution", ils ne daigneront en faire la critique ou les remettre en cause, pour croire encore que la crise du capitalisme menait fatalement à son effondrement mille fois annoncée et qui en réalité ne s'est jamais produite depuis le début du XXe siècle, et la survie du capitalisme a été rendue possible du fait notamment que la classe ouvrière et son avant-garde ont été incapables de se donner les moyens d'accomplir les tâches historiques qui leur étaient dévolues.

11- Rappel.

Médecin du Monde sert de caution morale aux guerres fomentées par l'oligarchie et planifiées depuis ses institutions dont le groupe Bilderberg auquel participera son fondateur, l'un des propagandistes de la théorie des guerres impérialistes dites préventives, Bernard Kouchner, prétexte qui servira par la suite à justifier toutes les agressions impérialistes contre les Etats et les peuples de l'ex-Yougoslavie à la Syrie.

Il faut noter que tous les pays où Médecin du Monde interviendra, correspondront à des Etats que l'impérialisme américain s'était employé à déstabiliser politiquement, à étrangler économiquement...

Médecin du Monde est donc fondamentalement le pendant d'une organisation criminelle à l'échelle mondiale.

Université de Gand (Belgique) - Master na Master Meertalige Bedrijfscommunicatie - Marlène Bragard - Année 2008-2009

En 1971, Bernard Kouchner crée le mouvement des "French Doctors" et avec plusieurs autres médecins, ils fondent « Médecins Sans Frontières ».

En 1979, à l'occasion de l'opération « Un bateau pour le Viêt-nam », Kouchner défend l'idée d'affréter un navire pour faire évacuer un groupe de Vietnamiens qui vivait sous le régime communiste. Le célèbre fondateur voulait ainsi témoigner de la violation des droits de l'homme. Il s'ensuivit une violente querelle avec la direction d'MSF qui s'y opposait. S'en suivra alors en 1980 la création par Kouchner et une dizaine d'autres de « Médecins du Monde ».

12- D'une fable à l'autre

La fable du libéralisme qui sauve le monde par Bruno Guigue - Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Présentation par le Réseau Voltaire

Comparant l'état de la Chine populaire, de Cuba et de l'Inde, en s'appuyant sur les travaux de Jean Drèze et d'Amartya Sen, Bruno Guigue montre les progrès sociaux de régimes étatiques par rapport aux retards d'un régime « libéral » (au sens des Chicago Boys). Il n'évoque pas la question des investissements financiers et de l'alliance prônée par Deng Xiaoping entre le Parti communiste et les transnationales et préfère se concentre sur celle des Biens communs. Si certains régimes étatiques ont échoués, d'autres ont réussi. Et ils l'ont fait mieux que s'ils avaient suivi les recettes « libérales ». Réseau Voltaire 9 octobre 2018

On comprend que pour vanter les mérites de "certains régimes étatiques (qui) ont réussi", il faille passer sous silence "l'alliance prônée par Deng Xiaoping entre le Parti communiste et les transnationales" pour ne pas en donner la signification politique ou le refus d'avancer dans la voie du socialisme, pirouette à laquelle les staliniens nous ont habitué depuis longtemps.

La caste bureaucratique au pouvoir en Chine a tiré les enseignements des erreurs commises par la bureaucratie stalinienne du Kremlin pour se maintenir au pouvoir et continuer à tirer largement profit de l'économie planifiée. Elle s'appuie principalement sur l'importante classe moyenne qui s'est développée au cours des dernières décennies, aujourd'hui endettée jusqu'au cou et qui en retour voue un culte fanatique au régime. Tandis que la majorité des travailleurs chinois fait l'objet d'une surexploitation ou continuent de vivre dans la précarité ou la pauvreté, le tout encadré par un parti et un syndicat unique qui caractérise les pires dictatures, en faire l'apologie, il fallait oser, c'est fait.

Monsieur Guigue a oublié de mentionner les néolibéraux américains qui louent le régime chinois, et qui estiment que moyennant quelques concessions il pourrait servir de modèle à l'établissement du nouvel ordre mondial qu'ils appellent de leurs voeux, vous m'excuserez de ne pas fournir les références, j'ai lu cela dans plusieurs articles que je n'ai pas le temps de rechercher.

Bref, que la Chine soit l'un des pays les plus dégueulasses, les plus pollués, les plus corrompus, les plus oppressifs, les plus liberticides de la terre ne gêne pas monsieur Guigue, lui il vit dans un autre monde, c'est un idéologue et non un partisan du socialisme ou du communisme, mais cela tout le monde l'avait compris.

Quand il y a plus d'un siècle en arrière en Europe le capitalisme se développa en prenant une tournure particulièrement monstrueuse envers la classe ouvrière, des voix s'élevèrent pour le renverser et proposer un autre modèle de développement de la société, le socialisme, aujourd'hui ces voix se sont éteintes ou ont été remplacées par une rhétorique rendant hommage au pire esclavagisme qui serait de l'ordre de la fatalité, c'est ainsi que les staliniens se recyclent.

Quant à ce qu'il a écrit sur Inde, n'importe quel voyageur mettant le pied dans ce pays s'apercevrait au premier coup d'oeil qu'il est demeuré semi-féodal et profondément arriéré. Cela dit son constat est correct sur l'Inde, mais pas au point de publier son article dans notre portail.

Entre nous, est-il vraiment sûr que les Chinois sont plus heureux que les Indiens, pour vivre en Inde depuis plus de 20 ans et sachant comment vivent les Chinois, sachant comment les Indiens s'adaptent ou contournent en partie les conditions qui leur sont imposées, personnellement je préfèrerais encore être Indien plutôt que Chinois. Comment cela ? Oh c'est très simple à comprendre.

Un travailleur chinois est soumis à une surexploitation hystérique, à des conditions de travail abrutissante au-delà de tout ce qu'on peut imaginer en France et en Inde, il est soumis à des cadences de travail infernales, quasi militarisées. En revanche le travailleur indien qui travaille également 8 heures pas jour, travaille généralement à son rythme, c'est-à-dire pratiquement le plus lentement possible, alors que le travailleur chinois voue un culte à l'entreprise qui l'emploie, à la production, le travailleur indien s'en fout éperdument. Il s'arrête souvent pour un oui ou un non, il fait une pause pour boire un thé en milieu de matinée et dans l'après-midi, il s'absente aussi souvent que possible sous des prétextes divers. Il faut rappeler qu'il travaille 6 jours sur 7 et ne bénéficient pas de congés payés, mais il peut prendre des congés pour aller en pèlerinage, pour se rendre à une cérémonie familiale, quand on sait que chaque famille comporte souvent plusieurs centaines de membres, on a une petite idée de ce que cela peut donner, mais là les patrons mettent des holà. Sans oublier que souvent ils ont le droit de faire une petite sieste après déjeuner, c'est qu'il fait très chaud en Inde pratiquement toute l'année. Sinon, ils sont assez souvent malades, donc absents, notamment dès le début de la mousson. Bref, vous aurez compris que notre Indien ne manque pas une occasion de résister à l'exploitation dont il fait l'objet, ce qui est totalement inimaginable pour un Chinois. Certes, un Chinois est plus productif qu'un Indien, il a peut-être un niveau de vie plus élevé, mais à quel prix ! Je n'ai pas évoqué les Indiens qui travaillent pour des multinationales occidentales ou autres et qui sont soumis aux mêmes conditions de travail épouvantables que nos malheureux travailleurs chinois, ils sont une infime minorité, ce que doit regretter amèrement notre stalinien de service. Les Indiens font preuve d'une nonchalance, d'une insouciance que ne pourrait pas se permettre un Chinois, en cela il nous est plus sympathique.

Quant aux conditions d'existence, je ne pense pas que globalement les Chinois soient mieux lotis que les Indiens. Les Indiens bénéficient de davantage de liberté, ce qui pour nous est le bien le plus précieux, monsieur Guigue nous excusera de ne pas avoir les mêmes préoccupations que les exploiteurs qu'ils soient libéraux ou appartiennent au parti communiste chinois ou cubain.

Si à l'époque de la Commune de Paris il était impossible d'envisager la fin rapide du capitalisme, parce qu'il n'avait pas encore atteint son plein développement qui sera achevé aux alentours du passage au XXe siècle, plus d'un siècle plus tard, à notre époque envisager le développement des pays sous-développés ou émergents sur le modèle du capitalisme du XIXe siècle et estimer cela finalement normal, relève de la pire infamie. Voilà en substance ce qu'il ne faut jamais oublier sous peine de cautionner les pires régimes dictatoriaux, y compris ceux qui se réclament du communisme.

Voici l'adresse de l'article de monsieur Guigue : www.voltairenet.org/article203405.html

Ce qui détruit la planète, ça n'est pas l'« homme » : c'est le capitalisme.

- Appels sans suite par Frédéric Lordon - Les Crises 13 octobre 2018

Extraits. On se demande combien de temps encore il faudra pour que ces appels à sauver la planète deviennent capables d'autre chose que de paroles sans suite, de propos en l'air et de mots qui n'engagent à rien — pas même à articuler le nom de la cause : capitalisme. Il est vrai que, de l'instant même où ils l'articuleraient, ni Laurent Joffrin, ni Le Monde, ni L'Obs, ni aucun de ces lieux qui se sont fait une spécialité de se refaire le plumage à coups d'appels du moment que ce soit pour de rire n'hébergerait quoi que ce soit qui menacerait de dire quoi que ce soit — car depuis maintenant des décennies, tous ces gens et tous ces titres se sont tenus avec la dernière fermeté à une ligne dont aucune force au monde ne pourra les faire dévier : dire rien. Et surtout pas « capitalisme » — sinon pour dire qu'on est tout à fait capable de le dire, et bien sûr de n'en tirer jamais aucune conséquence. À cet égard la catégorie d'« anthropocène »s'est montrée d'une fameuse utilité. Car voilà : le changement climatique, c'est la faute de l'« homme ». L'« homme en général », qui ferait bien d'ailleurs de trier ses déchets et de fermer ses robinets. Il faudra encore un peu de temps pour que, selon le vœu d'Andreas Malme (3), on en finisse avec cette ineptie de l'anthropocène et qu'on nomme vraiment les choses : capitalocène. Ce qui détruit la planète, ça n'est pas l'« homme

» : c’est le capitalisme.

On comprend que de partout, entre niaiserie humaniste des uns et refus catégorique des autres, on peine à se rendre à cette idée qui, si elle était prise au sérieux, serait, en effet, de quelque conséquence. Aussi tout est-il fait pour persévérer dans l’évitement, et faire perdurer quelques trafics mutuellement avantageux, les uns encaissant les profits de « grandes consciences » et les autres les profits de donner la parole à des « grandes consciences », le tout avec la certitude que rien de sensible ne sera modifié.

Avec ce supplément de naïveté qui fait parfois leur charme, les scientifiques des sciences dures, qui ont le plus souvent une conscience politique d’huître (il suffisait d’entendre Cédric Villani parler de politique pour être convaincu d’abandonner l’hypothèse folle d’une sorte de convertibilité automatique des formes d’intelligence entre elles), les scientifiques « durs », donc, se jettent dans la bataille avec pour tout viatique la pensée politique spontanée des savants, c’est-à-dire une sorte de maïzena à base de grands enjeux et d’humanité réconciliée. Au moment précis où les termes du conflit fondamental devraient être aiguisés comme jamais. (...)

On se demande combien de temps encore il faudra pour que ces appels à sauver la planète deviennent capables d’autre chose que de paroles sans suite, de propos en l’air et de mots qui n’engagent à rien — pas même à articuler le nom de la cause : capitalisme. Il est vrai que, de l’instant même où ils l’articuleraient, ni Laurent Joffrin, ni Le Monde, ni L’Obs, ni aucun de ces lieux qui se sont fait une spécialité de se refaire le plumage à coups d’appels du moment que ce soit pour de rire n’hébergerait quoi que ce soit qui menacerait de dire quoi que ce soit — car depuis maintenant des décennies, tous ces gens et tous ces titres se sont tenus avec la dernière fermeté à une ligne dont aucune force au monde ne pourra les faire dévier : dire rien. Et surtout pas « capitalisme » — sinon pour dire qu’on est tout à fait capable de le dire, et bien sûr de n’en tirer jamais aucune conséquence. À cet égard la catégorie d’« anthropocène »s’est montrée d’une fameuse utilité. Car voilà : le changement climatique, c’est la faute de l’« homme ». L’« homme en général », qui ferait bien d’ailleurs de trier ses déchets et de fermer ses robinets. Il faudra encore un peu de temps pour que, selon le vœu d’Andreas Malme (3), on en finisse avec cette ineptie de l’anthropocène et qu’on nomme vraiment les choses : capitalocène. Ce qui détruit la planète, ça n’est pas l’« homme » : c’est le capitalisme.

On comprend que de partout, entre niaiserie humaniste des uns et refus catégorique des autres, on peine à se rendre à cette idée qui, si elle était prise au sérieux, serait, en effet, de quelque conséquence. Aussi tout est-il fait pour persévérer dans l’évitement, et faire perdurer quelques trafics mutuellement avantageux, les uns encaissant les profits de « grandes consciences » et les autres les profits de donner la parole à des « grandes consciences », le tout avec la certitude que rien de sensible ne sera modifié.

Avec ce supplément de naïveté qui fait parfois leur charme, les scientifiques des sciences dures, qui ont le plus souvent une conscience politique d’huître (il suffisait d’entendre Cédric Villani parler de politique pour être convaincu d’abandonner l’hypothèse folle d’une sorte de convertibilité automatique des formes d’intelligence entre elles), les scientifiques « durs », donc, se jettent dans la bataille avec pour tout viatique la pensée politique spontanée des savants, c’est-à-dire une sorte de maïzena à base de grands enjeux et d’humanité réconciliée. Au moment précis où les termes du conflit fondamental devraient être aiguisés comme jamais.

Aussi tout est-il fait pour persévérer dans quelques trafics mutuellement avantageux, les uns encaissant les profits de « grandes consciences » et les autres les profits de donner la parole à des « grandes consciences », le tout avec la certitude que rien de sensible ne sera modifié

Ainsi, Aurélien Barrau, astrophysicien et vedette de la cause climatique, d’abord préempté par Le Monde pour une tribune à célébrités suscitée par la démission de Nicolas Hulot — misère sans fond… —, puis rattrapé par Libération qui lui fait livrer sa pensée politique, enfin justement non : tragiquement dénuée de politique, Aurélien Barrau explique qu’il ne faut surtout pas poser le problème dans les termes du capitalisme : trop conflictuel, trop d’inutiles divisions quand est d’abord requise la bonne volonté, la bonne volonté des hommes de bonne volonté, celle qui a le souci de réunir l’« homme », qui « transcende les divergences d’analyse économique » (4) (en effet, c’est tellement au-delà), et aspire à « un partage apaisé des richesses ». Mais bien sûr, apaisons le partage des richesses. D’ailleurs Bernard Arnault nous le disait pas plus tard qu’hier : il faudrait que s’apaise le partage des richesses. Et Jeff Bezos, si on lui posait la question, serait certainement d’accord lui aussi. Ou pas ? C’est qu’un travail de recherche récent prévoit que les industries de la communication pourraient consommer à elles seules 20 % de la production d’électricité mondiale d’ici 2025 et s’attribuer 3,5 % des émissions de carbone (5). Mais le magnat du cloud est un « homme », qui plus est de « bonne volonté », il devrait donc de lui-même, confronté à l’évidence, réorienter aussitôt Amazon dans une stratégie de décroissance responsable.

C’est d’ailleurs là le mot magique : pour ne pas avoir à dire « capitalisme », il suffit de dire « décroissance » ou, si la chose sent encore un peu trop le macramé, « post-croissance ». Avec « post-croissance » en tout cas, on fait aussi des appels dans Libération (6). On peut même tenir des conférences à Bruxelles — car l’appel est le fait d’un groupe d’universitaires « de toute l’Europe », certificat de la qualité de ses intentions. Et comme on est sur place, et même dans la place, à savoir le Parlement européen, lieu de toutes les insurrections mais avec drapeau étoilé, on va pouvoir faire des propositions à tout casser, comme celle de créer « une commission spéciale sur les avenirs post-croissance au niveau du Parlement européen », une riche idée, porteuse de bien des raisons d’espérer, comme d’ailleurs celle de « transformer le pacte de stabilité et de croissance en un pacte de stabilité et de bien-être » — au moins les historiens du futur qui retrouveront ça, s’il en reste d’ailleurs

après la carbonisation générale, auront de quoi se tenir les côtes.

C'est qu'il y a de quoi rire longtemps en effet à l'idée que l'Union européenne, franchise régionale de la mondialisation néolibérale, c'est-à-dire, nous pouvons maintenant l'affirmer, de la formation sociale la plus toxique à l'échelle de l'humanité, pourrait d'elle-même se faire l'exact contraire de ce qu'elle est, pourrait déchirer ses traités, renoncer à sa dogmatique de la déréglementation, à sa vocation réelle qui est de pousser tous les feux du capitalisme, comme d'ailleurs, accordons-le lui, tous les dirigeants nationaux de ses États-membres, Macron en tête, fondé de pouvoir du capital, à qui l'idée de décroissance doit faire l'effet d'une énorme blague de fin de banquet arrosé, dont la réalité des intentions en matière de « faire la planète grande again » est maintenant assez bien documentée, au point que même le vendeur de gel douche qui lui a servi de ministre de l'écologie, normalement réputé parfaitement inoffensif, en a jeté l'éponge de dégoût. Heureusement, après un Hulot, il y a toujours un de Rugy — confirmation en personne de ce que « Vert », comme « Durable », sont les noms mêmes de l'escroquerie en matière d'écologie, la bouffonnerie de l'écologie ralliée au capitalisme, soit à peu près l'équivalent d'un presbytérien s'associant aux plans d'un hôtel-casino à Las Vegas sous couleur d'y aménager une chapelle au quatrième sous-sol (et qui ne dit pas non à l'idée d'occuper la suite king size à l'année).

Et plus le déchaînement du capitalisme explose, plus l'inanité appelliste prospère, plus il s'agit de parler haut pour ne rien dire, de titrer gros pour ne rien voir, d'avertir à la fin des temps pour exiger la fin des touillettes. Ou bien d'échapper au réel en se laissant plonger dans le monde enchanté, le monde des songes où l'on est dispensé de poser la question des causes, comme celles des conditions de possibilité de ce qu'on veut : le monde est bien près de finir, mais nous croyons à la fée Marjolaine. Convenablement disposée, il n'y a pas de raison qu'elle ne nous sauve pas. Même si l'accumulation sauvage est la raison d'être du capitalisme, on demandera au capitalisme de se faire apaisé et décroissant. Même si l'Union européenne est la forme continentale de l'hégémonie du capital, on comptera sur l'« Europe » pour arraisonner la dynamique du capital. Même si toutes les élites politiques nationales sont des hommes du capital en transit au sommet de l'État pour le service du capital, on les enjoindra d'enjoindre — les autres hommes du capital.

Et pendant ce temps, l'hypocrisie médiatique fait son beurre — son beurre symbolique, s'entend, parce que question tirages… Quand les médias soutiennent toutes les insurrections climatologiques en même temps qu'ils font élire un banquier d'affaire, interdisent de questionner le néolibéralisme essentiel de l'Union européenne, disent l'archaïsme des résistances sociales et la modernité des dérégulations, ou bien ils ne savent pas ce qu'ils font ou bien ils savent ce qu'ils font, et aucun des deux cas n'est à leur avantage. Gageons d'ailleurs que, dans les rédactions, les hypothèses concurrentes de la bêtise ou du cynisme doivent se départager différemment selon les étages, si bien qu'aucune ne devrait être écartée a priori. En tout cas le fait est là : il s'agit de travailler à laisser délié ce qui devrait impérativement être relié. Car, non, on ne peut pas éditorialiser simultanément sur le changement climatique et pour faire avaler les déréglementations de Macron ; on ne peut pas expliquer que la planète est en danger et que les magasins doivent ouvrir le dimanche ; alarmer maintenant tous les quinze jours sur le bord du gouffre et célébrer l'efficacité de la privatisation générale, c'est-à-dire la remise aux logiques de l'accumulation du capital de pans entiers d'activité qui lui échappaient. Et l'on ne peut pas non plus laisser benoîtement penser que la question climatique se règlera sitôt que « tous les gars du monde… ». La réalité c'est que pour agir avec l'urgence qui éviterait de tous griller, il va plutôt falloir passer sur le corps de certains gars. Eux ont voué leur argent, leur pouvoir et finalement le sens de leur existence entière à ce jeu même qui détruit la planète. Et comme ils ne lâcheront pas tout seuls l'affaire de leur vie, il va bien falloir la leur faire lâcher. (Source : Le Monde diplomatique, Frédéric Lordon, 12-10-2018)

Leur humanisme est la politesse des salauds... Dans la rubrique : La dictature du 1% dicte sa loi au 99% restant.

Voilà un aphorisme dont les applications sont infinies sous ce régime !

Les vegans, des "crétins"? Non, des mystificateurs qui partagent votre idéologie.

Grille de lecture

Rappelons que le rapport concocté par des scientifiques sélectionnés par l'ONU en fonction de leur adhésion à la théorie adoptée par cette institution du réchauffement climatique du à l'activité humaine, préconise la nécessité de réduire la consommation de viande (et de produits laitiers) à l'échelle mondiale, conclusion qui correspond ou légitime le véganisme dont personne jusque là n'avait entendu parler, ses adeptes représentant entre 0,1 ou moins de 1% de la population, mais qui soudainement depuis 2016 ou la COP21 a donné lieu à des provocation ou des actions violentes gracieusement relayées par les médias-oligarques.

- Antispécistes: Jadot (EELV) dénonce "des crétins" qui s'attaquent aux boucheries - AFP 12 octobre 2018

La tête de liste écologiste pour les européennes Yannick Jadot (EELV) a condamné vendredi "sans ambiguïté" les attaques de boucheries perpétrées par des activistes vegan qu'il a qualifiés de "crétins".

"Oui, je les condamne sans ambiguïté (les violences). Pour moi, ce sont aujourd'hui essentiellement des crétins qui sont en train de remettre en cause le combat ô au combien légitime et important contre la souffrance animale", a expliqué l'élu écologiste

sur France Info.

Le député européen réagissait à la multiplication d'actes de vandalisme contre des boucheries et commerces de bouche tagués de revendications antispécistes par des activistes opposés à toute hiérarchie entre les espèces, et qui prônent une alimentation végétalienne.

"Moi, je veux une agriculture qui respecte les paysans, les animaux, l'environnement et notre alimentation. Et ce modèle-là, il existe et c'est celui que je veux mettre au coeur des politiques publiques", a expliqué l'élu après avoir dénoncé l'existence "d'élevages concentrationnaires qui nient la vie, la sensibilité des animaux".

Interrogé sur le slogan "la viande est un meurtre" tagué par des activistes sur la façade de boucheries, le militant écologiste a expliqué avoir personnellement "réduit sa consommation de viande parce que c'est meilleur pour la santé et pour le climat".

"Mais encore une fois, a-t-il insisté, je ne soutiens pas une seconde ces actions". AFP 12 octobre 2018

Parce qu'une "agriculture qui respecte les paysans, les animaux, l'environnement et notre alimentation" serait compatible avec l'existence du capitalisme, la Ve République ?

Il doit être le seul à croire qu'un régime qui ne respecte aucune couche d'hommes ou de femmes qui travaillent et qui méprise la jeunesse, les retraités, les handicapés, etc. pourraient respecter quelque chose ou quoi que ce soit en dehors de ce qui correspond aux besoins de sa survie ou des multinationales.

Totalitarisme. A quand des caméras de surveillance et un policier armé dans les cours des écoles maternelles ?

- Paris: des enfants de 4 ans accusés d'attouchements sur une camarade de classe - BFMTV 11 octobre 2018

Une affaire d'attouchements sur mineur a éclaté au grand jour après le dépôt d'une main courante, en début de semaine, au commissariat du XIIIe arrondissement de Paris. Mi-septembre, une fillette de 4 ans aurait été victime d'attouchements sexuels, révèle Le Parisien. Les faits auraient eu lieu dans la cour d'une école maternelle du même arrondissement où est scolarisée la petite fille.

Trois camarades du même âge l'aurait isolée sous une structure de jeu avant de lui retirer ses vêtements et de lui infliger une "pénétration digitale". L'année précédente, cette même fillette aurait déjà été victime de tels abus, commis par deux autres camarades de classe.

Concernant la responsabilité des auteurs des actes sexuels infligés à la fillette, "les parquets, dans la pratique, n'engagent bien évidemment pas de poursuites contre des enfants aussi petits", précise un policier spécialisé. BFMTV 11 octobre 2018

Comment, et ces "deux autres camarades de classe" sont toujours en liberté ? Quel laxisme de la part de la justice !

Totalitarisme. C'est bien la destruction de l'espèce humaine qu'ils visent, notamment.

Des chercheurs chinois ont réussi à donner naissance à des souriceaux en bonne santé à partir de souris de même sexe. Leurs travaux ont été publiés, jeudi 11 octobre, dans la revue spécialisée américaine Cell Stem Cell. Pour franchir la barrière qui empêche la reproduction entre parents du même sexe chez les mammifères, les chercheurs ont utilisé des cellules souches modifiées afin d'éliminer certains gènes.

Les souriceaux créés à partir de deux mâles n'ont survécu que 48 heures et les chercheurs prévoient une étude plus poussée des raisons pour lesquelles le processus n'a pas fonctionné. L'expérience a été nettement plus concluante pour les souriceaux nés de deux souris femelles : ils sont 29 à avoir été produits ainsi à partir de 210 embryons et ont ensuite vécu jusqu'à l'âge adulte en étant capable se reproduire normalement.

Un processus impensable pour des humains

Pour réussir à créer des souriceaux à partir d'animaux du même sexe, les chercheurs chinois ont utilisé des cellules souches embryonnaires haploïdes (ne contenant qu'un exemplaire de chaque chromosome, et non deux comme pour la reproduction sexuée classique). Ils ont ensuite modifié la composition génétique de ces cellules via un processus complexe, avant de les injecter dans un ovule de souris.

Théoriquement, cette méthode, qui pose de nombreuses questions éthiques, pourrait permettre une nouvelle approche pour

le clonage des mammifères, voire permettre la conception pour les couples humains homosexuels. Ces perspectives restent toutefois lointaines puisqu'en plus des considérations éthiques, ces méthodes se heurtent à des obstacles techniques.

"Il est impensable de créer un bébé humain de cette manière-là", estime le docteur Christophe Galichet, un expert qui n'a pas participé à l'étude. "Si quelqu'un voulait tenter de créer un bébé de couples lesbiens ou gays de cette façon, le seul fait de générer les cellules souches modifiées prendrait un temps considérable, avec une très faible perspective de succès à la fin", analyse-t-il. franceinfo avec AFP 12/10/2018

Pendant qu'ils sont en train de chercher comment ils pourraient détruire la nature humaine, je me remets à l'étude de la préhistoire, à l'opposé puisque mon objectif est de la préserver, donc je ne dois pas changer d'orientation politique.

Le totalitarisme requiert une soumission absolue.

- Michel Onfray explique que c'est l'Élysée qui est derrière son éviction du service public - Le HuffPost 11 octobre 2018

Michel Onfray est aussi abjecte ou infréquentable que Éric Zemmour ou Alain Finkielkraut, dont Sylvain Fort -qui est la plume du président- avait fait savoir dans le Journal du Dimanche ou dans le Parisien, qu'un certain Éric Zemmour, qu'un certain Alain Finkielkraut et qu'un certain Michel Onfray défendaient des idées nauséabondes et que ça déplaisait en haut lieu à l'Élysée." (Source : Le HuffPost 11 octobre 2018)

- Une étudiante américaine refusée d'entrée en Israël devenue symbole de la droitisation de l'Etat hébreu - Liberation.fr 11.10

L'Américaine de 22 ans, bloquée à l'aéroport Ben-Gourion depuis une semaine malgré son visa, se voit reprocher son activisme propalestinien. Aux Etats-Unis comme en Israël, des voix s'élèvent contre une forme de «police de la pensée». Liberation.fr 10.10

Totalitarisme. Qui détient le pouvoir ? Qui sert le législateur ? Qui sert le régime ?

- «Pas de McDonald’s à Oléron», chronique d’une défaite annoncée - Liberation.fr 12 octobre 2018

Au bout d’un bras de fer de trois ans entre la mairie de Dolus et McDonald’s, la cour administrative d’appel de Bordeaux a obligé jeudi la municipalité à accorder un permis de construire au géant de la «malbouffe». La commune doit en plus payer 105 000 euros d’astreinte à la multinationale. Liberation.fr 12 octobre 2018

Même pas besoin d'un traité transatlantique et la mise en place d'un tribunal d'exception par les multinationales et à leur service, le ministère de la Justice en France les remplace.

Le totalitarisme a un prix : 2,5 millions de dollars.

- Washington corrompt des parlementaires macédoniens pour obtenir l’adhésion à l’Otan et à l’UE - Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Les Macédoniens ont refusé l’adhésion à l’Otan et à l’UE que le gouvernement Zaev leur proposait par référendum, le 30 septembre 2018 [1]. Cependant, le soir même les secrétaires généraux de l’Alliance et de l’Union appelaient à contourner la colère populaire et à poursuivre le processus, cette fois par voie parlementaire [2].

Selon Milenko Nedelkovski, Washington a immédiatement débuté un programme d’achat des voix des députés, révèle le Mina Report [3].

Un responsable du département d’État US, « l’agent Tesla » (alias de Mitko Burceski) a ouvert un bureau dans un appartement de luxe appartenant à Sasho Mijalkov, un cousin de l’ancien Premier ministre macédonien Nikola Gruevski. Les députés s’y rendent un à un pour recevoir 2,5 millions de dollars chacun.

L’opération est pilotée par les ambassadeurs US à Skopje, Jess L. Baily (qui a supervisé l’entrée en guerre de la Turquie contre la Libye et la Syrie), et à Athènes, Geoffrey R. Pyatt (qui organisa le coup d’État de 2014 en Ukraine).

Ils sont parvenus à faire inscrire à l’ordre du jour du Parlement le changement de nom du pays ; condition sine qua non pour l’adhésion à l’Otan et à l’UE. Le vote a été fixé au 16 octobre, c’est-à-dire le jour même de la décision de Justice concernant une dizaine de députés nationalistes poursuivis pour avoir espionné le parti social-démocrate [4]. Le plan des ambassadeurs prévoit de faire lever l’immunité de ces députés de sorte qu’ils ne puissent pas voter. Compte-tenu du nombre de voix achetées,

la majorité du Parlement basculera alors mécaniquement en faveur de la proposition du Premier ministre. Réseau Voltaire 9 octobre 2018

[1] « Les Macédoniens se prononcent contre l'adhésion à l'Otan et à l'UE », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[2] « Déclaration de l'Otan et de l'UE sur le référendum en Macédoine », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[3] "Mitko Burcevski coordinates Cash offers to MPs – $2.5m in duffel bags", Marija Nikolovska, Mina Report, October 8, 2018.

[4] Des enregistrements illégaux de personnalités politiques ont été opérés entre 2011 et 2014. Personne ne sait par qui et les différents camps se renvoient la balle. Cependant le contenu de 33 enregistrements rendus publics fait apparaître les mœurs d'une classe dirigeante défaillante.

Leur humanisme est la politesse des salauds... Quand l'Arabie saoudite est à la tête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, c'est la barbarie qui est légitimée.

- ONU: élection controversée de Bahreïn, du Cameroun et des Philippines au Conseil des droits de l'homme - AFP 13 octobre 2018

Le Bahreïn, le Cameroun et les Philippines ont été élus vendredi au Conseil des droits de l'homme par l'Assemblée générale des Nations unies... AFP 13 octobre 2018

Une bonne nouvelle toutefois, c'est si rare !

Golan: réouverture lundi du point de passage de Qouneitra entre Israël et Syrie, annonce Washington - AFP 13 octobre 2018

ONU, Israël et Syrie ont conclu un accord pour rouvrir le point de passage de Qouneitra sur le plateau du Golan entre ces deux pays, ont annoncé vendredi les Etats-Unis en demandant aux Israéliens et aux Syriens de faciliter le travail de la mission onusienne de paix dans cette zone. AFP 13 octobre 2018

Totalitarisme. FrançAfrique. L'Organisation internationale de la francophonie atteinte de Francofolie.

- Rwanda Louise Mushikiwabo à la tête de la Francophonie - Liberation.fr 12 octobre 2018

Comme attendu, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a nommé à sa tête vendredi la Rwandaise Louise Mushikiwabo au détriment de la sortante canadienne, Michaëlle Jean. Ministre rwandaise des Affaires étrangères, elle a été nommée secrétaire générale de l'OIF par consensus lors d'une réunion à huis clos au dernier jour du sommet à Erevan, malgré les nombreuses critiques qui pointent du doigt le peu de cas que le Rwanda ferait des droits fondamentaux et de la défense du français (lire Libération de vendredi). Sa candidature, soutenue par Emmanuel Macron, avait déclenché des levées de boucliers.

Dans une tribune publiée par le Monde fin août, l'écrivaine ivoirienne Véronique Tadjo regrettait cette nomination annoncée alors «qu'au Rwanda, le français a été remplacé par l'anglais comme langue d'enseignement». Certes, mais le français est toujours l'une des langues officielles du pays. Liberation.fr 12 octobre 2018

Certes, Libération cautionne cette nomination, normal elle a été décidée par Macron la marionnettes des oligarques, dont Drahi le propriétaire de ce torchon.

- La présidence française de la francophonie : un scandale français par Pierre Péant - Réseau Voltaire 8 octobre 2018

L'Union africaine et le président français, Emmanuel Macron, soutiennent la candidature de la ministre des Affaires étrangères rwandaise, Louise Mushikiwabo, à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie. Pierre Péant revient sur cette démarche incompréhensible, condamnée par la presque totalité des anciens ministres des Affaires étrangères français.

En soutenant la candidature de Louise Mushikiwabo – la ministre des Affaires étrangères rwandaises – à la tête de la Francophonie, Emmanuel Macron élève le French Bashing au sommet de l'État. Il demande aux dirigeants francophones de donner plus de poids à une personne dont la célébrité s'est construite sur la haine de la France, qui ne manque jamais une occasion de taper sur les militaires et les politiques français accusés de complicité de génocide. Une dame qui n'a aucun état d'âme pour justifier enlèvements et assassinats d'opposants à l'étranger.

Au journaliste d'Al Jazeera, qui lui posait en juin 2016 une question sur l'étranglement du colonel Patrick Karegeya dans un hôtel

sud-africain, elle répondit : « Pourquoi devrais-je être mécontent pour mes ennemis et les personnes qui nous menacent » (Why should I be unhappy about my enemies and people who threaten ?). Elle a aussi défendu fermement la décision de Kagamé de faire de l'anglais la langue d'enseignement et langue d'administration. Et du Rwanda, le 54ème membre du Commonwealth.

Le 11 septembre 2011, la candidate à la direction de la Francophonie ne déclarait-elle pas à Paris : « c'est un peu un signe des temps. L'anglais est une langue avec laquelle on va plus loin que le français. Sinon le français au Rwanda ne va nulle part ». Et, il y a quatre ans, Louise Mushikiwabo faisait détruire au bulldozer le centre culturel français ! Elle a craché à de nombreuses reprises sur la Justice française qui instruit sur l'attentat contre l'avion de Habyarimana. Le 11 novembre 2016, elle a ainsi menacé de publier « une nouvelle liste de hauts responsables politiques français accusés de complicité dans le génocide de 1994 contre les Tutsis ».

Mais surtout, cette dame est le haut-parleur d'un des pires dictateurs de la planète. Paul Kagamé est élu avec des taux soviétiques, enferme et tue ses opposants, crache sur la liberté de la presse… Les valeurs promues par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ne sont-elles pas « la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit et la justice » ? Par ce soutien Emmanuel Macron condamne l'OIF et envoie un signal très fort aux dictateurs africains : « le mépris de vos peuples ne remettra pas en cause notre soutien… »

Ce soutien est incompréhensible. Sauf d'imaginer que ses dossiers sont mal faits ou influencés par les lobbies puissants de Kagamé qui ont gangrené les principaux médias français et une partie de l'administration. Il n'y a pourtant pas de grands efforts à fournir pour se procurer des enquêtes indépendantes sur la vraie nature du régime de Kigali. À commencer par le rapport Gersony, qui dès septembre 1994 constatait que l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), sous les ordres de Kagamé, s'était livrée à des massacres de masse contre les Hutus. Les Américains aidèrent Kagamé à enterrer ce rapport de l'Onu au point qu'aujourd'hui, il est censé n'avoir jamais existé !

Il y a aussi le rapport Mapping, également rédigé par l'Onu en 2008 et 2009, faisant état de crimes de masse commis en République démocratique du Congo entre 1993 et 2003 par les soldats rwandais. Il n'exclut pas la possibilité d'un génocide. Il y a également la justification par le juge espagnol Merelles du lancement de 40 mandats d'arrêt contre les plus proches collaborateurs de Paul Kagamé (le 6 février 2008), dont je ne citerais que les premiers mots : « Une fois le pouvoir obtenu par la violence, ils ont mis sur pied avec les mêmes méthodes un régime de terreur et une structure criminelle parallèle à l'État de droit… »

Il n'est pas nécessaire de passer beaucoup de temps sur le dossier Rwanda pour comprendre que l'histoire du drame est complètement truquée. Que Paul Kagamé et ses soutiens anglo-saxons ont réussi à imposer que les enquêtes du TPIR soient limitées aux seuls crimes des « génocidaires hutus ». Quelques jours avant le vote d'Erevan pour élire la tête de la Francophonie, un document inédit transmis récemment à la Justice française montre à tous la vraie nature du régime soutenu par Emmanuel Macron. C'est un Rapport du TPIR, daté du 1er octobre 2003 (trente pages) sur les « crimes commis par l'APR ».

Il permet de mieux comprendre Carla del Ponte, ancienne procureure du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), qui, dans son livre La Traque, les criminels de guerre et moi [1], raconte que ses problèmes ont commencé quand elle décida de mener une enquête sur le Front patriotique rwandais, « parce que le président Kagamé et d'autres leaders tutsis ont basé une grande partie de leur prétention à la légitimité sur la victoire du FPR contre les génocidaires en 1994 […]. Ils ont présenté leur conquête du pays comme une lutte juste pour mettre fin à un génocide ». Et d'expliquer dans le détail que les autorités rwandaises tenaient sous contrôle chaque étape de ses enquêtes.

Au bout du compte, Carla del Ponte fut chassée de son poste par l'administration américaine. Furent ainsi abandonnées toutes les enquêtes sur l'APR. Le document résume le gros travail effectué par l'équipe des Investigations spéciales sur les crimes commis par l'APR pendant l'année 1994.

Ce document est effroyable. Il dégouline du sang des dizaines de milliers de victimes en très grande majorité hutues. Toute la mécanique de la prise de pouvoir par l'APR y est minutieusement décrite. Dix-huit sites de massacres sont recensés. Les techniques d'exécution sont précisément exposées. Sont également analysés le rôle de la DMI (Directorate of Military Intelligence) dans la désignation des victimes et celui des fameux « techniciens » qui dépendaient du Haut commandement de la DMI.

Des commandos qui opéraient habillés en civil, formés à empoisonner l'eau, à tuer avec une corde, avec un sac plastique, à injecter l'huile dans les oreilles, à utiliser l'agafuni, à faire sauter des mines dans des lieux publics… Certains étaient chargés d'infiltrer les interahamwe sur certaines barrières ; « leur rôle était de prendre part aux tueries et d'inciter les interahamwe à commettre davantage de massacres ».

Bref ce rapport met en pièces l'histoire officielle du drame rwandais, telle qu'elle est imposée par le régime de Kigali et ses nombreux soutiens associatifs et médiatiques : un affrontement entre le Bien et le Mal, entre les bons Tutsis et les Hutus génocidaires. Selon ce roman-là, Paul Kagamé aurait mené une guerre de libération nationale, mis un terme au génocide et pris in fine le pouvoir, le 12 juillet 1994, malgré l'aide apportée par les militaires français aux Hutus.

La réalité est évidemment toute autre : le drame rwandais est une guerre civile sauvage entre Tutsis et Hutus, déclenchée en

octobre 1990 par une agression armée des Tutsis du FPR, diaspora installée en Ouganda, soutenue par l'armée ougandaise et relancée en 1994 par l'attentat contre l'avion d'Habyarimana… qui déclencha le génocide des Tutsis et des Hutus modérés. Réseau Voltaire 8 octobre 2018

[1] La Traque, les criminels de guerre et moi, Carla del Ponte avec la contribution de Chuck Sudetic, Héloïse d'Ormesson ed., 2009.

En famille. Bienvenue chez les affairistes.

- Emmanuel Maurel quitte le PS - LeParisien.fr12 octobre 2018

Il le confiait souvent : «Mon rêve, c'était d'être premier secrétaire du PS ».

Emmanuel Maurel devrait avec le club politique «Nos causes communes » qu'il a lancé, se rapprocher de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et probablement obtenir une place sur leur liste pour les élections européennes. Maurel et Mélenchon se connaissent bien et sont très proches. Le premier a été l'attaché parlementaire du second, quand il siégeait au Sénat. LeParisien.fr12 octobre 2018

Ah ben s'il y a une "place"...

Quand les ennemis du socialisme... veulent faire "vivre la flamme du socialisme historique"...

- Marie-Noëlle Lienemann quitte le PS, devenu "un canard sans tête" - AFP 13 octobre 2018

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann quitte le Parti socialiste, devenu selon elle "un canard sans tête", pour un nouveau parti qui sera lancé en 2019, a-t-elle annoncé dans un entretien avec le JDD samedi.

L'ancienne députée européenne dit ne pas envisager que l'élection européenne de mai puisse faire rebondir le PS. "Olivier Faure n'en prend pas le chemin. Le PS est devenu un canard sans tête", estime-t-elle.

Figure de l'aile gauche du PS, Mme Lienemann, animait le courant L'Union et l'espoir avec le député européen Emmanuel Maurel, qui a également annoncé son départ du parti vendredi.

Les deux anciens socialistes vont "créer un nouveau parti qui fera vivre la flamme du socialisme historique plutôt que d'être le gardien des cendres", formation à laquelle ils travaillent avec le Mouvement républicain et citoyen (MRC).

Les deux élus comptent "participer à une dynamique de convergences avec la France insoumise, à un nouveau Front populaire", précise-t-elle. (Le Front populaire négation ou antithèse du socialisme qui partout fraya la voie à la dictature, au fascisme, à la guerre... - LVOG)

"Ce n'est pas un regroupement d'appareil mais une dynamique plus large; bien sûr, Yannick Jadot, Benoît Hamon y ont toute leur place", ajoute-t-elle. (Alors qu'ils tiennent un discours résolument pro-UE, réactionnaire... - LVOG)

"Jean-Luc Mélenchon a dit que la France insoumise était disponible pour rediscuter du programme. Faisons-le!", ajoute l'ancienne élue de l'Essonne, qui animait la Gauche socialiste avec Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon au début des années 1990. (On ne se refait pas en effet. - LVOG)

Mme Lienemann affirme qu'Emmanuel Macron "mène une politique de droite" et que "l'extrême droite est à nos portes. Il faut construire une alternative à gauche". (Rien ne distingue le programme ou les objectifs de l'extrême droite et du néolibéralisme qu'incarne Macron, hormis les moyens pour le mettre en oeuvre ou pour les atteindre. Autrement dit l'extrême droite a déjà franchi les portes du pouvoir. Quant à "une alternative à gauche", elle sera forcément de droite puisqu'elle refusera d'affronter ou de rompre avec le régime et ses institutions, la suite vous la connaissez... - LVOG)

L'ancienne ministre du Logement rappelle qu'en 1972, le programme commun avec le PCF, "loin d'avoir fait disparaître le socialisme (...) a permis de conquérir ensemble le pouvoir en 1981." AFP 13 octobre 2018

Il leur a permis d'arriver aux affaires comme l'on dit, d'y rester dans l'opposition parlementaire et d'en vivre bien, quant à rompre avec le capitalisme, la Ve République ou changer de société, vous savez tous ce qu'il en est advenu, apparemment cela ne correspondait pas avec leurs intérêts. - LVOG)

Parole d'Internaute

1- "...notre économie est devenue une table de poker menteur où tous les joueurs trichent, mentent, changent les règles en cours de partie, et où ceux qui ont perdu continuent de jouer avec de fausses cartes pour « se refaire ». Allez donc deviner, dans ce contexte, quand s'arrêtera la partie…"

LVOG - Effectivement les devins, prophètes et charlatans en tous genres sont nombreux...

2- "Les grandes crises ont pour but de décrocher les pays dont on souhaite se séparer, dans le peloton de la croissance.

Qu'une grande crise se prepare (pas toute seule évidemment), est evident. Car avec le mur des ressources qui se rapproche, et un Baril de pétrole deja a 85, le peloton ne peut pas être très fourni. Il faut donc au fur et a mesure que la pente augmente, porter des attaques opportunes, afin que les derniers en course puissent continuer le plus longtemps possible a avancer.

Les crises permettent en autres de rendre au dollar sa valeur refuge, d'attaquer les monnaies émergentes, et d'augmenter la dette qui devient insupportable pour de nombreux pays sauf pour l'Amérique, puisque c'est le monde entier qui porte la sienne. Et de faire redescendre le prix du baril, en raison de la chute la demande. C'est à mon avis le but principal recherché. Cela permet d'empêcher un transfert des richesses des pays consommateurs (qui contrôlent la finance) vers les pays exportateurs de pétrole."

Dans quel monde vivons-nous ? La monstruosité du sionisme. Témoignage.

- Ce que j'ai appris au cours d'une journée passée avec Gideon Levy, le journaliste le plus controversé d'Israël. Par Robert Fisk - Les Crises 10.10

Gideon Levy, Israélien de 65 ans, journaliste à Haaretz.

Extraits.

- « En 1986, j'ai écrit un papier sur une bédouine palestinienne qui avait perdu son bébé après avoir accouché à un poste de contrôle. Elle avait essayé de traverser à trois points de contrôle (israéliens) différents, sans succès, et avait dû accoucher dans sa voiture. Les Israéliens ne l'avaient pas laissée amener le bébé à l'hôpital. Elle avait dû l'amener à pied (!) sur deux kilomètres jusqu'à l'hôpital Augusta Victoria de Jérusalem-Est. Le bébé en était mort. Quand j'ai publié cette histoire - je n'irai pas jusqu'à dire qu'Israël « a retenu son souffle », mais cela a causé un énorme scandale, le gouvernement en a discuté, et deux officiers ont été traduits en justice… »

Par la suite, Levy a révélé dix autres histoires de femmes qui avaient perdu leur bébé à des postes de contrôle israéliens. « Et aujourd'hui, tout le monde s'en moque. Je peux bien les publier, ces histoires n'intéressent plus personne, même ceux qui se donnent la peine de les lire. Cette situation est devenue totalement « normale », totalement justifiée. Maintenant nous trouvons une justification pour tout. La déshumanisation des Palestiniens a atteint un point tel que cela nous est devenu complètement égal. Sans aucune exagération, je peux te dire que si un chien israélien est tué par des Palestiniens, cela fera plus de bruit dans les médias israéliens que si 20 jeunes Palestiniens de Gaza sont abattus - sans raison - près de la clôture de séparation par des tireurs de Tsahal. La vie des Palestiniens a perdu toute valeur. Il existe tout un système de diabolisation, de déshumanisation, tout un système pour justifier que "nous" avons toujours raison et que nous ne pouvons jamais avoir tort. »

- ...les libéraux vous trouvent des tas d'arguments rien que pour avoir la conscience tranquille et ne pas se sentir gênés : "Tu ne peux pas savoir ce qui s'est passé là-bas, tu n'y étais pas, et tu sais, tu ne vois qu'un aspect de la question…" Et il est devenu très difficile de raconter ces histoires, c'est le plus frustrant. Ils voient des tireurs d'élite abattre un enfant qui agitait les bras. À la télé, ils montrent des soldats abattant une infirmière en uniforme d'infirmière, une jolie infirmière. Ils voient une enfant de 15 ans aller en prison pendant huit mois pour avoir giflé un soldat. Et ils justifient tout ! »

- « Le pire fléau que nous ayons à combattre est l'indifférence. L'apathie, qui est si répandue en Israël. Alors, si j'arrive à les secouer, même un peu, à leur faire peur, à les mettre en colère contre moi… tu sais, je pense souvent que si je les mets si en colère, ça montre qu'au fond de leur conscience, ils savent que la maison brûle, que quelque chose a mal tourné. Mais il arrive qu'on ait peur, surtout la veille de la publication d'un article. Je me dis toujours : "Oh, ne suis-je pas allé trop loin cette fois-ci ?" Et puis, quand je me relis, je me dis toujours : "J'aurais dû taper plus fort ! Je pense toujours que je ne suis pas allé assez loin."

- « La seule chose qui me manque vraiment – c'est très personnel – j'avais ramené mes meilleures histoires de la bande de Gaza. Ça fait maintenant 11 ans qu'on m'empêche d'y aller – parce que, depuis 11 ans, Israël ne laisse plus les Israéliens entrer à Gaza, même s'ils ont la double nationalité. Même s'il était possible d'aller à Gaza, très, très peu d'Israéliens s'en donneraient la peine. Peut-être que le Hamas les empêcherait de passer. C'est une décision du gouvernement israélien contre laquelle les journalistes israéliens n'ont jamais protesté – sauf moi. Parce qu'ils s'en fichent – le porte-parole de l'armée [israélienne] leur dit tout ce qu'ils doivent savoir – pourquoi se donneraient-ils la peine d'aller à Gaza ?"

- « Écoute, on parle maintenant de 700 000 colons juifs. Il n'est pas réaliste de penser que quiconque va faire évacuer 700 000 colons. Et sans une évacuation totale, aucun État palestinien n'est viable. Tout le monde le sait et tout le monde répète la même rengaine parce que ça arrange tout le monde – l'Autorité palestinienne, l'UE, les USA – "deux États, deux États", et comme ça on peut maintenir l'occupation encore pendant cent ans, à penser qu'il y aura un jour une solution à deux États. Ça n'arrivera plus jamais. Nous avons manqué ce train-là, et il ne repassera jamais. »

- « Regardons les choses en face – maintenant c'est dans les réseaux sociaux que ça se passe. Notre journalisme se meurt. Il suffit maintenant de savoir écrire un tweet très sophistiqué. Et pour ça, on n'a besoin de se déplacer – on peut rester assis dans son salon avec un verre de whisky, et on peut être très, très sophistiqué, avec un peu d'humour, et beaucoup, beaucoup de cynisme – parce que c'est ça, le problème principal. Je veux dire que les journalistes, sauf une toute petite poignée, ne s'intéressent qu'à une chose : se faire mousser. Je suppose qu'il y a des exceptions. Je n'en connais pas en Israël. Je n'en connais pas en Cisjordanie. Il y a des militants. Il y a beaucoup de jeunes militants, vraiment adorables. »

- « Israël est en train de devenir une des pays les plus ignorants de la planète, »

- « Quelqu'un a dit qu'il vaut mieux maintenir les gens dans l'ignorance… La jeune génération ne sait rien sur rien. Essaie de parler à des jeunes d'ici – ils sont ignares. Même les choses les plus élémentaires : demande-leur qui était Ben Gourion, demande leur qui était Moshe Dayan. Demande-leur ce qu'est la "Ligne Verte". Demande-leur où est Jénine. Rien. Même avant qu'on leur lave le cerveau, l'ignorance crasse – une partie de ce qu'ils savent est totalement faux. »

- « Parle à un jeune Israélien moyen : un garçon de café européen parle mieux l'anglais que lui, » affirme-t-il. Ce que les jeunes Israéliens savent sur l'Holocauste et les voyages à l'étranger « consiste principalement en un voyage scolaire à Auschwitz, au cours duquel on leur a expliqué que la puissance est la seule chose qui compte – la puissance militaire, c'est la seule garantie, rien d'autre que la puissance militaire ; et qu'Israël a le droit de faire tout ce qu'il veut après l'Holocauste. C'est ce qu'on leur apprend. Mais ça n'a aucun rapport avec le savoir. »

- il y a « une frange étroite d'intellectuels brillants », mais une étude récente a montré que la moitié des jeunes Israéliens reçoivent une éducation digne du Tiers Monde. Nous – et ici je m'inclus dans la génération de Levy– sommes venus au monde après « des événements très dramatiques ». La Seconde Guerre mondiale. Dans ce cas précis, la fondation de l'État d'Israël. Ses parents, en fuyant l'Europe, « se sont sauvés à la dernière minute ».

« Nous avions le poids de l'histoire à porter, et il n'existait ni Twitter ni Facebook pour l'effacer. Aujourd'hui c'est plus vide, en fin de compte, en termes d'évènements historiques. Même dans cette région du monde. Que se passe-t-il ici ? Rien – ou toujours la même chose. Cinquante années d'occupation, mais rien d'essentiel n'a changé. Le cadre reste exactement le même… bien sûr, il y a plus de colonies, bien sûr, l'occupation est plus brutale, et bien sûr, on a moins le sentiment que ce n'est que provisoire. Il est désormais très clair que ce ne sera pas provisoire. Ça fait partie de la nature même d'Israël. »

- J'ai demandé à Levy si le système électoral représentatif n'était pas ce qui vaut à Israël ces coalitions gouvernementales consternantes. « Elles sont ce que nous sommes, » répond-il d'une voix lugubre. « Et Israël est très nationaliste, très à droite et très religieux – bien plus qu'on ne le pense – et le gouvernement israélien est un reflet très fidèle du peuple israélien. Et Netanyahou est la meilleure vitrine d'Israël. Il est bien trop éduqué pour Israël – mais à ses yeux, c'est ça, Israël. La puissance, la puissance, la puissance – préserver le statu quo pour l'éternité, ne jamais faire confiance aux Arabes. Ne croire en aucun accord possible avec les Arabes, jamais. Et vivre uniquement de l'épée, dans un état de guerre total. »

- Les rapports avec les USA sont simples. « Je ne sais pas si les gens se rendent compte à quel point Netanyahou dicte leur politique aux USA. Tout ce qu'ils décident aujourd'hui – l'UNRWA [l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine], toutes les coupes budgétaires – tout ça vient d'Israël. Trump s'en moque. Tu crois qu'il savait ce qu'était l'UNRWA avant cela ? Le racisme est devenu politiquement correct. » Alors, à quel moment est-ce que ça a dérapé ? « Tout d'abord, en 1967, ce fut la plus grande faute. C'est là que tout commence. Si tu veux, tu peux dire 1948 – parce que 1948 ne s'est pas arrêté en 1948, jamais. Nous aurions vraiment pu ouvrir un nouveau chapitre. » Les Crises 10.10

En complément.

- Gaza: sept Palestiniens tués, Israël ordonne l'arrêt des livraisons de fioul - AFP 13 octobre 2018

Israël a ordonné l'arrêt des livraisons de fioul à la bande de Gaza en réaction à une nouvelle journée de violences à la frontière entre l'Etat hébreu et cette enclave palestinienne où sept Palestiniens ont été tués vendredi. AFP 13 octobre 2018

Commentaires d'internautes

1- '"C'est la connaissance qui libère".

A lire cet entretien, je me dis que, en Israël comme ailleurs dans le monde, ceux qui ont intérêt à maintenir l'espèce humaine en esclavage l'ont très bien compris."

2- "Dans l'Histoire, jamais un pays à la fois raciste, ségrégationniste et colonialiste n'a pu perdurer en l'état. Israel, pendant 60 ans a vécu sur la sympathie qu'il inspirait dans le monde occidental.

Aujourd"hui, le roi est nu, méprisé, détesté, haï.

Personne ne peut nourrir de sympathie pour un état qui utilise des canons, des chars et des bombes contre une population civile, surtout au nom de la race.

Personne ne peut nourrir de respect pour un état qui aligne des dizaines de snippers derrière une butte et donne l'ordre d'assassiner posément des enfants et des femmes, des ados qui ne représentent aucun danger par centaines.

Beuuurk.

Il ne tient que par la force.

Et la force ne dure pas.

Personnellement, j'ai adoré Israël. Aujourd"hui il me donne envie de vomir."

3- "La conception américaniste de l'Europe occupée a vidé les cerveaux, éviscéré la diversité culturelle et anesthésié les consciences.

Vive le popcorn, le porno, les bagnoles, les discos, les burgers OGM-hormonés, la connexion GSM "smartisée" aux réseaux vide-ordures narcissiques, les treks labellisés, la dope sous toutes ses formes, la rubriques des chiens écrasés qui ne devraient pas l'être : des hallucinés asexués, lobotomisés et pleurnichards embarqués dans un monde fictionnel.

On n'a jamais tant parlé de "valeurs" depuis qu'elles ont été évacuées par un système exclusivement centré sur le fric, les rapines, le viol des corps et des consciences scientifisé."

Auraient-ils jeté leur dévolu sur Philippe II ?

- Remaniement : pourquoi ça coince entre Emmanuel Macron et Edouard Philippe - LeParisien.fr 11.10

Mais que se passe-t-il donc entre Emmanuel Macron et Édouard Philippe ? Il y a encore trois jours, les macronistes misaient sur un calendrier réglé comme du papier à musique... LeParisien.fr 11.10

- Remaniement : la machine s'enraye - LeFigaro.fr 11.10

Emmanuel Macron et Édouard Philippe peinent à constituer la nouvelle l'équipe gouvernementale. LeFigaro.fr 11.10

La Ve République, bientôt un club d'échangistes ?

- Le président de l'Inserm Yves Lévy nommé conseiller d'État extraordinaire - AFP 11.10

Le médecin et scientifique Yves Lévy, à la tête de l'Inserm depuis 2014 et mari de la ministre de la Santé Agnès Buzyn, a été nommé mercredi conseiller d'Etat extraordinaire, à l'issue du conseil des ministres, sur proposition de la garde de sceaux. AFP 11.10

En famille ils osent tout. Quand les faussaires crient à "la manipulation de l'information", on est en présence d'une mystification ou d'une imposture.

Grille de lecture.

Quand on sait que quotidiennement les médias se livrent à un traitement de l'information qui relève en réalité de la désinformation, et que par ailleurs ils censurent ou écartent les voix discordantes ou tous ceux qui osent poser des questions qui suggèrent qu'elle serait faussée ou erronée en employant des méthodes scélérates et violentes, quand ils en arrivent à légiférer pour dicter de quelle manière l'information doit être traitée, ils se transforment en inquisiteurs ou en procurateurs digne d'un régime autoritaire ou totalitaire.

Tous ceux qui soutiendront ce processus en seront les complices.

Quand on entend dire par Françoise Nyssen que "le premier rempart contre la désinformation et la manipulation de l'information restent les médias et les journalistes", c'est tellement grotesque, qu'on en reste interdit. Du coup, on se demande comment cela est-ce possible qu'elle puisse s'exprimer de la sorte, comme si personne ne viendra la désavouer ou la contredire ou comme si elle ne le craignait pas, parce que les médias et pas seulement la protège, de telle sorte que son discours semblera légitime ou tout du moins correspondre à la réalité, la sienne, celle de son camp, de son clan, de sa bande, du gang mafieux qui détient le pouvoir au sommet du capitalisme.

Si c'est possible, ce n'est pas seulement parce que la voix de l'opposition de gauche serait bâillonnée ou censurée, c'est surtout parce qu'elle est trop faible ou l'opposition de gauche est désorganisée. Quand Internet et la télévision n'existaient pas, il était possible d'atteindre de larges couches des masses, et maintenant on n'y arrive plus, c'est donc qu'on a déserté les moyens qu'on employait autrefois pour les atteindre, et qu'on ne vienne pas nous dire qu'ils étaient archaïques, car aller à la rencontre des travailleurs pour discuter avec eux et leur proposer différentes formes d'actions, est aussi légitime que d'employer les médias pour faire connaître quelle politique on applique, les militants qui vont à leur rencontre leur proposent une autre politique, si cela est archaïque, autant arrêter de militer tout de suite.

Il faut donc remettre les choses à leurs places.

Si maintenant les travailleurs lisent moins ou sont moins intéressés par un support papier et préfèrent passer par un écran pour s'informer, et bien il faut leur proposer notre politique par le biais de ce support en allant bien au-delà, car on peut développer notre programme et exposer nos idées quasi quotidiennement pour que chacun puisse en vérifier la validité, la cohérence, le sérieux, on peut les confronter à l'actualité, aux faits, en faire l'expérience, ce qui ne peut que renforcer nos convictions et notre détermination, ce qu'on transmet aux lecteurs pour lesquels nous sommes uniquement animés de bonnes intentions, en l'invitant à en faire de même.

Les médias transmettent l'idéologie des exploiteurs et des oppresseurs, nous, nous transmettons l'idéologie des exploités et des opprimés, ensuite tout le reste est une question de représentations, l'ensemble des instruments ou des institutions qui vont relayer cette idéologie, dès lors on comprend pourquoi on doit s'organiser, on doit disposer d'un parti révolutionnaire, d'une méthode, d'une théorie et d'un programme qui incluent la perspective d'institutions, contrairement aux anarchistes qui prétendent qu'on pourrait s'en passer, alors qu'il a été prouvé que c'était impossible.

- La loi contre les "fake news" adoptée par l'Assemblée nationale - Le HuffPost 10 octobre 2018

Protectrice ou liberticide? L'Assemblée nationale a voté dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 octobre en nouvelle lecture les propositions de loi controversées contre "la manipulation de l'information" en période électorale. La proposition de loi ordinaire a été adoptée par 45 voix contre 20.

Mais, "le premier rempart contre la désinformation et la manipulation de l'information restent les médias et les journalistes", a souligné Françoise Nyssen en annonçant le lancement d'une mission en vue de la création d'un "conseil de déontologie de la presse", confiée à l'ex-PDG de l'AFP Emmanuel Hoog.

"Ce sujet n'existe pas. C'est une mauvaise plaisanterie", a tonné le leader des insoumis Jean-Luc Mélenchon pour qui la loi sur la presse répond déjà à la diffusion des fausses nouvelles. L'ancien candidat à la présidentielle s'est en revanche félicité de voir sa proposition de création d'un conseil de déontologie de la presse reprise tout en s'interrogeant sur les suites de la mission Hoog: "Est-elle faite pour enterrer le sujet ou pour le servir?" Le HuffPost 10 octobre 2018

- Mélenchon voulait un conseil de déontologie pour la presse, Nyssen y est favorable - Le HuffPost 10 octobre 2018

Quel opposant !

C'est pas moi, c'est l'autre. A qui profite le crime ?

- Pas-de-Calais : une «liste noire» de salariés sème le trouble chez Roquette - Liberation.fr 10 octobre 2018

Un document envoyé par mégarde à des employés du géant de l'amidon par un cabinet de consultant externe révèle un fichage des personnes travaillant sur le site de Lestrem.

Marie Battaglia, chargée de communication pour le groupe en France, se présente à l'entrée du site de Lestrem. «Il n'y a pas de liste noire chez Roquette», répète-t-elle. Elle tend un papier sans en-tête. On y lit : «Nous découvrons qu'un consultant a agi de manière inappropriée […] et a établi un document non demandé par Roquette.» La société a, depuis, déclenché une

enquête interne.

Lors du comité social extraordinaire qui s'est tenu dans la matinée, les représentants du personnel voulaient en savoir plus sur la finalité d'un tel document. «S'agirait-il d'une première étape d'un plan de départ massif ?» s'interrogent-ils. Dans son compte rendu de réunion, la CFDT indique que l'entreprise exclut tout plan social. Ce qu'a confirmé un peu plus tard un communiqué de la direction. Liberation.fr 10 octobre 2018

Quand les chiens de garde du régime veillent... à l'ordre établi.

Quand les cadres de Force Ouvrière sont fichés en interne - Le HuffPost 10 octobre 2018

Plus d'une centaine de responsables FO ont été fichés dans un document interne, affublés de qualificatifs type "niais", "franc maçon" ou encore "trop intelligent pour entrer au bureau confédéral", selon Le Canard Enchaîné à paraître mercredi 10 octobre.

"Cet épais fichier a été constitué en octobre 2016 par des proches de Pascal Pavageau, le nouveau patron de FO, alors en lice pour remplacer Jean-Claude Mailly", écrit l'hebdomadaire, et concerne "126 responsables" du syndicat.

"Bête", "mauvais", "faux", "complètement dingue", "niais", "franc-maçon (...) mais aussi "apprécié par PP (Pascal Pavageau), "déteste JCM (Jean-Claude Mailly)", "trop intelligent pour le faire entrer au bureau confédéral"... ces commentaires étaient inscrits à côté des noms.

Interrogé par l'hebdomadaire, Pascal Pavageau, secrétaire général de FO a expliqué qu'il s'agissait d'une "belle connerie" et d'une "grave erreur". "Pour moi, c'était un mémo, de l'ordre de la prise de notes, mais je n'avais jamais vu ni avalisé le résultat, qui est truffé d'âneries, de raccourcis". Le HuffPost 10 octobre 2018

Ah ces syndicats indépendants !

Ouf, c'est possible !

- La réduction des inégalités, une question de volonté politique - Liberation.fr 10 octobre 2018

Le dernier rapport d'Oxfam publié ce mardi mesure l'effet des politiques publiques sur les écarts de richesse. Et invite les gouvernements à adopter une fiscalité progressive et un haut niveau de dépenses sociales. Liberation.fr 10 octobre 2018

A tous ceux qui vivent dans des cités ghettos, des HLM concentrationnaires, pas vraiment.

- Pamela Anderson en cage pour dénoncer les conditions d'élevage des animaux - sputniknews.com 10.10

Des personnalités politiques, des «people» comme Pamela Anderson et des membres d'associations ont décidé de s'enfermer derrière des barreaux, place de la République, afin de dénoncer l'élevage d'animaux en cage, une pratique régulièrement pointée du doigt pour sa cruauté par les associations de défense animale.

Selon les données de l'ONG CIWF, à l'origine de ce happening baptisé «Pour une nouvelle ère sans cage», 370 millions d'animaux, dont près de 90 millions en France, sont élevés dans des cages à travers l'Europe.

«Aucun animal ne mérite de vivre dans une cage ou être tenu en captivité pour notre divertissement, pour notre nourriture ou pour notre consommation. J'adore cette initiative, car personne ne peut tenir en cage plus de deux minutes, pourtant les animaux vivent toute leur vie dans une cage», explique Pamela Anderson.

Cette action symbolique, place de la République, était surtout l'occasion pour 130 ONG de lancer une initiative citoyenne européenne (ICE) pour mettre fin à cette pratique. sputniknews.com 10.10

Attention, la pourriture et la vermine se recyclent !

- Le SPD allemand veut financer la pornographie féministe - Slate.fr 10.10

- Les Verts, l'autre parti qui monte en Allemagne - AFP 10.10

Ils n'avaient jamais été aussi haut dans les sondages depuis 2011 et Fukushima... AFP 10.10

Aux laudateurs de la "grandeur", de "l'indépendance de la France".

- Essais nucléaires en Polynésie : plainte contre la France pour crimes contre l'humanité - LeParisien.fr 10 octobre 2018

Les indépendantistes polynésiens font valoir que les essais nucléaires menés pendant 30 ans sont à l'origine de très nombreux décès.

De 1966 à 1996, les atolls polynésiens de Mururoa et Fangataufa ont été le théâtre de 193 essais nucléaires français. Ils ont eu des effets sur la santé des populations et sur l'environnement, ce qui vaut aujourd'hui à la France d'être mise en accusation. Le 2 octobre, une plainte a été déposée devant la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité.

« Nous le devons à toutes les personnes décédées des conséquences du colonialisme nucléaire », a expliqué l'indépendantiste Oscar Temaru, ex-président de la Polynésie, qui a annoncé ces poursuites lors d'une réunion à l'ONU. Déjà en 2016, une première plainte pour crime contre l'humanité avait été déposée par l'église protestante polynésienne.

En 2010, une loi a instauré un dispositif d'indemnisation pour les victimes dans cet archipel français du Pacifique qui compte 270 000 habitants. Mais le compte n'y est pas pour les associations de vétérans touchés par des maladies induites.

Selon Oscar Temaru, « cette poursuite en justice a pour objectif de demander des comptes à tous les présidents français vivants depuis le début des essais nucléaires contre notre pays. »

« Les essais nucléaires français ne sont que le résultat direct d'une colonisation, poursuit l'indépendantiste polynésien. Contrairement au discours français, nous n'avons pas accepté d'accueillir ces essais, ils nous ont été imposés avec la menace directe de l'établissement d'une gouvernance militaire si nous refusions. »

Le dirigeant indépendantiste précise qu'un « dialogue responsable » avait été recherché depuis 2013 avec « la puissance administrative » sous la supervision des Nations unies mais que la France les avait ignorés. LeParisien.fr 10 octobre 2018

La véritable nature de l'ONU bientôt dévoilée (sic!).

- Démission surprise de Nikki Haley, l'ambitieuse ambassadrice de Trump à l'ONU - AFP 10.10

L'ambitieuse ambassadrice des États-Unis aux Nations unies, Nikki Haley, femme la plus en vue du gouvernement de Donald Trump, a annoncé sa démission, à la surprise générale, la dernière d'une longue série parmi l'équipe stratégique du président.

M. Trump a précisé que la démission serait effective "à la fin de l'année" et qu'il dévoilerait le nom d'un successeur "d'ici deux ou trois semaines". AFP 10.10

- Trump songe à Dina Powell pour remplacer Nikki Haley à l'Onu - Reuters 10.10

Donald Trump a déclaré mardi soir qu'il songeait à l'ancienne dirigeante de Goldman Sachs et conseillère de la Maison blanche, Dina Powell, pour succéder à Nikki Haley comme ambassadrice des Etats-Unis à l'Onu. Reuters 10.10

Espionite aiguë et vassalité

- Etats-Unis : un espion chinois extradé depuis la Belgique - LeParisien.fr 10.10

Les Etats-Unis ont à nouveau marqué leur fermeté dans un contexte diplomatique tendu. Le pays a annoncé mercredi l'inculpation d'un espion chinois, arrêté en Belgique et extradé vers le territoire...LeParisien.fr 10.10

- Séoul ne lèvera pas ses sanctions contre Pyongyang sans aval US, dit Trump - Reuters 10.10

Donald Trump a déclaré mercredi que la Corée du Sud ne lèverait pas les sanctions imposées à la Corée du Nord sans l'accord des Etats-Unis, après que la ministre sud-coréenne des Affaires étrangères a dit envisager de réduire les sanctions contre Pyongyang... Reuters 10.10

Ils osent tout.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Un italien qui vient en aide aux migrants remporte le Prix citoyen européen - euronews 10.10

- Prix Sakharov: le cinéaste Sentsov, le militant marocain Zefzafi et des ONG finalistes - AFP 10.10

Le cinéaste ukrainien emprisonné Oleg Sentsov, le militant marocain incarcéré Nasser Zefzafi et un groupe d'ONG qui portent secours aux migrants en Méditerranée sont les trois finalistes du prix Sakharov 2018, a annoncé mardi le Parlement européen. AFP 10.10

Dehors !

- Indonésie: les équipes de sauveteurs étrangers dénoncent des entraves à leur action - AFP 10.10

Plusieurs ONG ont dénoncé mardi les restrictions d'accès imposées par les autorités indonésiennes aux équipes étrangères de sauveteurs, interdites d'intervenir directement en soutien aux populations des Célèbes touchées par le séisme et le tsunami qui ont fait quelque 2.000 morts. AFP 10.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Caracas sous pression après la mort d'un opposant en prison - AFP 10.10

De l'ONU à l'Union européenne en passant par l'Organisation des États américains, les demandes d'enquête indépendante se multiplient après la mort de l'opposant vénézuélien emprisonné Fernando Alban, un suicide selon les autorités, un assassinat pour l'opposition.

Fernando Alban, 52 ans, était emprisonné depuis vendredi dans l'affaire de l'attaque présumée aux drones explosifs contre le président Nicolas Maduro. Lundi, il "a demandé à aller aux toilettes et une fois là-bas, il s'est jeté dans le vide depuis le dixième étage", a affirmé le procureur général Tarek William Saab, qui a annoncé une "enquête complète".

Le parti de Fernando Alban, Primero Justicia (La Justice d'abord), a dénoncé un "assassinat". "Nous tenons pour responsable Maduro et son régime tortionnaire", a-t-il indiqué dans un communiqué.

Le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), Luis Almagro, a condamné le décès de l'opposant, incriminant sur Twitter "la responsabilité directe d'un régime tortionnaire et meurtrier".

L'ambassade des États-Unis à Caracas a qualifié de "suspect" le décès de l'opposant, qui constitue, selon elle, "une nouvelle violation des droits de l'Homme".

"Jusqu'à hier (dimanche), on savait qu'il était serein. Il avait même envoyé des directives à son équipe pour continuer à travailler en faveur des pauvres", a souligné l'archidiocèse de Caracas, très critique du gouvernement. Le conseiller municipal participait à des oeuvres sociales au côté de l'Église. AFP 10.10

Syrie

- Défense russe: des bonbonnes de chlore tombent entre les mains de Daech en Syrie (vidéo) - sputniknews.com 10.10.2018

Des terroristes de Daech* se sont emparés de deux bonbonnes de chlore en Syrie en raison des actions irresponsables des pays occidentaux, d'après le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie. Le ministère russe de la Défense a publié une vidéo où l'on voit le moment du vol.

Deux bonbonnes de chlore sont tombées entre les mains des terroristes de Daech* en Syrie lors d'une attaque contre les radicaux du Front al-Nosra* à Latamna, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

«Une bande pro-Daech* a mené une attaque mardi 9 octobre contre un poste de commandement du groupe terroriste Hayat Tahrir

al-Cham. Quatre radicaux et deux membres des Casques blancs ont été tués. Deux bonbonnes de chlore ont été retirées du poste de commandement», a indiqué le centre dans un communiqué.

Les bonbonnes volées ont été transportées dans le sud du gouvernorat d'Alep et remis «aux terroristes du groupe Hurras ad-Din», d'après le communiqué.

Le ministère russe de la Défense a mis en ligne une vidéo où l'on voit un tracteur jaune retirer les bonbonnes d'une cave.

Selon Vladimir Savtchenko, chef du centre russe, les agents toxiques se sont retrouvés entre les mains des terroristes en raison des actions irresponsables des représentants des pays occidentaux.

«Les pays occidentaux, qui préparent des provocations contre les troupes gouvernementales syriennes avec le concours de bandes, ne tiennent pas compte de la complexité de la situation dans la zone de désescalade d'Idlib. Ces actions irresponsables ont permis aux terroristes de Daech* de se procurer des agents toxiques», a noté M.Savtchenko. sputniknews.com 10.10.2018

Haut de page

Le 17 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans tenir compte des infos de la veille, il est déjà 15h18 en Inde et je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet.

J'ai juste appris hier soir que les parrains de Macron étaient enfin parvenus à remanier le gouvernement, à resserrer les boulons en fait, en prévision de la tempête à venir, d'après ce que j'ai compris ...

- Causerie au format pdf (15 pages)

Je rappelle que je réalise rapidement ces causeries. J'ai à peine le temps de me relire ou de corriger les fautes. Je néglige parfois la syntaxe au profit des idées qui me viennent à l'esprit ou que je développe, ce que je considère être l'essentiel. Bref, j'y consacre déjà beaucoup trop de temps, tout mon temps libre souvent au détriment de mes affaires ou de mon entourage, ce qui m'épuise évidemment. Hier sur les coups de 16h en France, seulement 45 personnes s'étaient connectées au portail, soit entre 60 et 80 en fin de journée.

Avant-hier, j'ai été obligé de me rendre à Pondichéry pour déposer plainte chez Vodafone parce que ma connexion est très lente ou ne fonctionne pas du tout et j'en ai marre. J'ai calculé que cela me faisait perdre environ 40 heures par mois ce qui est énorme. Depuis j'ai reçu deux coups de fil de Vodafone et j'attends la visite d'un de leurs employés. Pourquoi, je l'ignore ou si je le sais, ils ne croient pas ce que je leur ai raconté, alors que c'est très clair, parfois la connexion est normal et le reste du temps épouvantablement lente, ce qui signifie que le problème ne provient pas du modem ou du logiciel, mais bien de chez eux, ce qu'ils ont du mal à l'admettre, ils sont bornés ou stupides au possible, bref là aussi il faut faire preuve de beaucoup de patience, on passe son temps à faire preuve de patience, c'est usant.

Vulgairement, je me fais vraiment très chier pour actualiser le portail, sans parler des coupures de courant qui font parfois sauter l'onduleur, du coup si je n'ai pas eu le réflexe de sauvegarder au fur et à mesure que j'écrivais, je dois tout recommencer, là j'enrage ! En fait, maintenant dès j'arrive au bout d'une ligne ou de l'écran, je sauvegarde (CTRL + S), j'ai le pouce et l'index de la main gauche en permanence prêts à effectuer cette manoeuvre, tenez, maintenant par exemple, c'est à devenir dingue !

Autre chose.

J'ignore toujours s'il existe en France (ou dans un pays francophone) un portail ou un blog comparable à celui-ci, c'est-à-dire qui publie des articles et qui commente l'actualité en proposant des analyses et une perspective politique.

Hallucinant les programmes de recherche du Pentagone destinés à affamer des peuples ou à détruire l'agriculture de certains pays. C'est le complément de leur arsenal biologique et nucléaire, ainsi que de leur propagande de guerre ou encore leur guerre psychologique contre les peuples exploités et opprimés. Qui a réellement conscience de ce que cela signifie, qui en a pris vraiment la mesure ? Certainement pas ceux qui en sont encore à se livrer à des manoeuvres d'appareil ou à se positionner par rapport à tel ou tel parti qui évolue dans le cadre du parlementarisme, ou dont les tâches de leur parti sont dictés davantage par l'agenda politique des institutions au lieu de correspondre au besoin des masses de prendre conscience de la nature du

régime capitaliste qu'ils édulcorent ou rechignent à mettre en lumière tellement elle est monstrueuse. J'ai l'horrible défaut ou je commets l'erreur politique impardonnable de prétendre que l'on ne peut pas lutter efficacement, donc construire le parti, si on n'articule pas notre combat autour des aspects les plus monstrueux du régime, qui vont des gigantesques inégalités sociales à toutes ses guerres, en mettant l'accent sur les moyens qu'il utilise ou qu'il prépare pour mener sa guerre de classe contre tous les exploités ou opprimés. Pourquoi ? Comment le justifier direz-vous ?

Parce que ces moyens parlent d'eux mêmes tellement ils sont inhumains, monstrueux, barbares, les mots nous manquent parfois pour qualifier ces entreprises criminelles de masse dignes du nazisme, ils présentent l'avantage extraordinaire de témoigner sans avoir besoin de longs discours des intentions de leurs auteurs ou d'illustrer qu'un tel régime ne peut pas oeuvrer au bien-être des peuples, c'est totalement inconcevable, incompatible, toute personne un tant soit peu sensée et honnête ne peut qu'en convenir, et j'ai le défaut de penser que c'est le cas des travailleurs en général, et plus particulièrement des jeunes qui ne comprennent pas comment la civilisation humaine a pu en arriver à produire de tels instruments de destruction, et bien il faut leur expliquer encore et encore et toujours comme aurait dit Lénine.

Le capitalisme pour assurer sa survie ou plutôt les tenants de l'exploitation de l'homme par l'homme au profit d'une infime minorité de nantis a plus qu'atteint le stade de la barbarie, il a franchi cette limite en justifiant les moyens pour y recourir, car ce sont des centaines de milliers de travailleurs à travers le monde et pas seulement aux Etats-Unis, du simple employé au chercheur ou scientifique, l'ensemble des élites qui y sont associés ou en ont parfaitement conscience, de sorte que ces activités sont connues ou du domaine public, avec Internet depuis ces dernières années tout le monde ou presque a pu y accéder ou en prendre connaissance, et le plus incroyable c'est que cela n'a donné lieu à aucune réaction de masse, hormis quelques réprobations ou indignations sans lendemain de la part de petits bourgeois bornés ou corrompus en mal de bonne conscience, ce qui était somme toute normal puisque le mouvement ouvrier (international) ne s'en est jamais saisi, ce qui est aussi normal puisqu'il en est rendu lui-même au stade de la putréfaction (à l'instar du capitalisme qu'il soutient).

Qu'on se comprenne bien, mon idée n'est pas d'en faire un thème central de notre combat politique, mais d'articuler notre argumentation entre la situation sociale et politique que connaissent les travailleurs et cet argument explosif aux multiples facettes, de manière à produire un électrochoc dans leur conscience qui brisera leur résistance à passer à l'action, à tout engagement politique. Il faut bien comprendre que les discours du type le capitalisme c'est pas bien ou c'est pas beau n'a aucune perspective et qu'il faut en tirer les leçons.

Quoi de plus naturel pour des militants ouvriers que de mettre en lumière en permanence les multiples aspects monstrueux du capitalisme et de les relier au combat pour le socialisme. Ah tout le monde en parle, certes, mais certainement pas dans cette perspective !

Tout le monde en parle nous dira-t-on, c'est vite dit. Ils ne parlent pas de tout ou quand ils l'évoquent, c'est entre le fromage et le dessert et ils s'empressent de passer à autre chose, bref, pour se vautrer dans la collaboration de classes quand ils sont de gauche selon la définition frelatée qu'ils en ont ou vanter les mérites du capitalisme quand ils sont de droite, pour ceux qui l'assument.

Il y a de nombreux militants qui considèrent que ce ne serait pas convenable d'adopter un tel axe politique, beaucoup trop brutal, parce qu'ils en sont encore à se soucier des convenances établies par les tenants du régime qui les a fait exploser sans qu'ils s'en aperçoivent, eux n'ont pas ces scrupules et c'est ce qui fait leur force.

En réalité, inconsciemment ils vous ont inculqué un mode de pensée, et comme vous ne parvenez pas à vous en défaire, vous accusez ceux sur lequel il n'a aucune emprise de gauchisme ou d'extrémisme, de révisionnisme ou de populisme, de tout ce qui vous passe par la tête.

Avant on nous avait expliqué qu'il fallait ménager les susceptibilités des uns et des autres ou encore, qu'il ne fallait pas avancer le programme de la révolution socialiste pour ne pas faire fuir les travailleurs, pour attirer vers nous telle ou telle couche de travailleurs (et au-delà des déçus du PS et du PCF, des élus et j'en passe), et vous avez vu à quoi cela a servi, comment cela s'est traduit, à quoi cela nous a mené, tous ces partis ont dégénéré ou ont scissionné, ils sont pour ainsi dire inexistants aujourd'hui et sans perspective de développement, au mieux ils végètent ou versent dans un dogmatisme éculé pour ne pas disparaître.

Mais en pratique, comment devrait se traduire votre théorie, car c'est bien beau ce que vous nous racontez, une partie d'entre nous le sait depuis longtemps ou en est convaincu. Et bien par exemple, en admettant que nous aurions un parti, au lieu de pondre un éditorial sur les élections européennes dont les travailleurs n'ont absolument rien à foutre ou sur la manière dont se dispose tel ou tel appareil de partis pourris jusqu'à la moelle, on se serait saisi des derniers articles que j'ai publiés dans la rubrique *Documents d'actualité* qu'on aurait diffusé massivement en appelant les travailleurs à participer à une réunion publique pour en discuter en rapport avec la situation sociale et politique en France, ce qui nous aurait permis de présenter notre politique et notre parti.

Parmi les travailleurs à qui nous aurions distribué ces tracts, forcément il y en aurait eu qui en auraient pris connaissance ailleurs ou à la source, et qui se seraient demandés quoi en faire sans trouver de réponses. D'autres, qui en auraient découvert le contenu par notre tract, auraient été choqués par ce qu'ils auraient lu et se seraient posés des questions sur sa signification sans trouver

de réponses également. Ce qu'il faut bien comprendre c'est que dans le cas contraire cela signifierait qu'ils en ont tous rien à foutre ou qu'ils se seraient résignés à vive dans un tel monde, franchement, qui peut croire un instant un truc pareil, c'est ce là que je pars, c'est ce qui est à l'origine de ma théorie, et je crois en cela demeurer fidèle au socialisme, puisque c'est l'un des arguments qui le justifie, ce qu'ignore beaucoup de militants ou ce dont ils se sont écartés, avoir confiance dans les masses à prendre conscience et à réaliser les tâches politiques que le développement du processus historique parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant leur assigne, afin que la civilisation humaine continue de progresser au lieu de sombrer dans la barbarie.

Et comme je l'avais indiqué dans plusieurs causeries, nous ne proposerions pas forcément aux travailleurs qui participeraient à cette réunion de rejoindre notre parti, mais de s'associer à son combat politique ou plutôt à un des aspects de son combat politique en participant à une structure plus souple ou chacun en fonction de son niveau de conscience pourrait y trouver sa place, sur la base du principe que le capitalisme doit être éradiqué de la surface de la planète. Principe je précisais, qui devrait être non négociable, mais qui devrait être appliqué avec suffisamment de souplesse de manière à pouvoir donner lieu si nécessaire à des compromis très circonscrits et temporaires avec des représentants du mouvement ouvrier et au-delà, sans qu'aucun lien ne soit jamais établi avec eux, aucune fusion ou intégration possible dans une structure, contrairement à ce qu'on a pu observer dans des partis comme le PT, le POI, le POID ou le NPA par exemple.

- Quel monde merveilleux que voilà !

- Faire table rase de cette société pourrie devrait s'imposer à tous les esprits... Il y a urgence.

Apprendre à apprendre ou apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir ?

Lu dans un article. "L'école doit être avant tout le lieu où l'on apprend à apprendre, pas un lieu où l'on vous bourre le crâne", c'est valable pour les militants qui l'ignorent le plus souvent.

Effectivement, la connaissance ne se transmet pas, elle se cultive, à condition d'avoir les outils adaptés. Cela dit il ne faut pas compter sur l'école ou sur l'université pour faire l'apprentissage du matérialisme dialectique bien qu'il s'y applique également, ou acquérir cette méthode ou ce mode de pensée pour interpréter le monde tel qu'il est ou les hommes tels qu'ils sont. C'est le mode de pensée dominant qu'on vous transmet.

Après l'école, il faut donc commencer par déconstruire tout ce qu'on a appris ou remettre le monde sur ses pieds ou le reconstruire conformément à la réalité. Les militants en général feraient bien d'en faire autant ! J'adore me faire des amis parmi mes lecteurs. Je m'y suis mis à l'âge de 21 ans et j'ignore si j'en verrai le bout un jour, sans doute faudra-t-il que cela s'arrête un jour ou l'autre, tout le monde n'est pas académicien ou immortel ! On se détend un peu.

Avec mémé, ma compagne Selvi, elle n'a beau avoir que 48 ans mais elle est déjà grand-mère depuis 12 ans, je me marre bien aussi. Je lui fais remarquer chaque fois qu'elle fait ou dit un truc, bon, parfois ou souvent c'est une connerie, qu'elle pense après ou pas du tout, elle en convient volontiers, c'est qu'elle a compris parce qu'on traite le truc à chaud, à froid cela devient compliquer, il faut se remettre dans le contexte et elle l'a déjà oublié. Tout cela dans la bonne humeur ou au cours d'une grosse rigolade, c'est un peu comme une enfant.

L'air de rien, j'apprends énormément de choses à son contact ou en l'observant, c'est un formidable laboratoire pour comprendre d'où l'on vient tous, ce qu'on a tendance à oublier avec le temps. Dans ces conditions on ne peut pas avoir la grosse tête ou se prendre trop au sérieux. Si je n'étais pas absolument sincère avec elle, cela ne fonctionnerait pas, je m'en tiens donc strictement aux faits, c'est le seul truc abordable pour elle.

Quand on a déblayé le terrain souvent elle me demande ce que cela signifie et je lui explique, si elle ne me le demande pas, je m'abstiens car cela signifie qu'elle n'est pas prête pour m'écouter et cela ne servirait à rien. C'est comme avec un gosse, il faut éveiller sa curiosité.

Un soir elle m'a demandé si c'était vrai que plusieurs fois l'humanité avec veaux, vaches, cochons avaient disparu de la planète avant de renaître, cette version lui semblait étrange ou ne l'avait pas vraiment convaincue, je lui ai répondu que c'était faux, ce qui l'a satisfaite. Je vous passe les détails. Elle m'a demandé de regarder à l'écran de l'ordinateur à quoi ressemblaient nos très lointains ancêtres en me posant un tas de questions pour en arriver à la formation de l'univers. Mes connaissances datant un peu, je me suis connecté à plusieurs portails pour lui fournir ensuite les renseignements les plus précis.

C'était intéressant parce qu'elle est hindoue pratiquante. J'ai observé attentivement sa réaction, j'avais les yeux rivés sur les siens pendant que je débitais ma science, qui en fait n'est pas la mienne, et je me suis aperçu que visiblement cela la passionnait, sans lui avouer je voulais voir si cela aurait une incidence par la suite sur ses croyances et je n'ai pas été déçu : Aucune ! Cela a confirmé ce que je pensais, car cela ne se rattachait à aucune expérience qu'elle avait vécue dans le passé, donc il n'y avait aucune raison pour qu'elle change de comportement, comme quoi quand je parle de la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses (pour renverser le régime en place), j'ai à l'esprit que cela doit impérativement se traduire en pratique par la suite sous peine d'avoir été inutile, et encore, faut-il en tirer un enseignement ou relier ces différentes expériences qui se

situent sur un plan subjectif ou objectif de manière à ancrer profondément cette connaissance ou se forger une solide conviction.

Pendant que j'écrivais elle est venue dans le bureau et je lui en ai parlé, à part du gaz en fusion qui s'était ensuite refroidi à partir de 15 ou 13,5 milliards d'années environ, on n'avait rien trouvé d'autres dans l'univers. Pas un homme, pas une femme me demanda-t-elle. Non, rien de semblable, cela l'a scotchée, elle a tourné les talons et elle est partie sans dire un mot, dans trois jours aura lieu la Sarajwati puja, une des plus grandes fêtes hindoue de l'année, avant je n'avais pas ajouté un mot non plus, hormis que c'était les hommes qui autrefois avaient inventé les dieux parce qu'ils ignoraient de quoi était fait l'univers, et que je comprenais que les croyants en proie à de nombreuses difficultés telle la pauvreté, priaient en espérant que cela servirait à améliorer leur sort, mais qu'en réalité les choses se passaient autrement, qu'en travaillant ou en se battant contre la pauvreté ou cette société injuste, c'était le seul moyen d'améliorer leur condition, de la faire reculer ou de la vaincre, et qu'il n'y avait pas de miracles à attendre.

Pour la petite histoire, le lendemain lors du déjeuner, je lui ai expliqué de quoi était composé l'univers, tout ce qui existe et a existé, de la matière chimique et rien de plus, qui combinée ou selon son environnement a pris la consistance de gaz, de matières liquides ou solides... J'ai ajouté que ceux qui avaient eu la chance d'aller à l'école contrairement à elle, l'avaient peut-être appris un jour pour s'empresser de l'oublier aussi vite... A suivre.

Quand la soi-disant gauche est chassée du pouvoir, c'est la faute au capitalisme ou à la réaction, et non d'avoir refusé de se tourner résolument vers les masses et de rompre avec le capitalisme.

Ils ont détenu le pouvoir dans pratiquement toute l'Amérique latine et centrale, et qu'est-ce qu'ils en ont fait ? C'est le constat et la question qu'on doit avoir à l'esprit avant d'aborder cet article pour comprendre ce qui s'est réellement passé. Il n'y a pas de fatalité contrairement à ce qu'affirment les dirigeants de cette prétendue gauche, il n'y a que la faillite de leur idéologie étrangère au socialisme.

Si on suivait jusqu'au bout le raisonnement de Correa, on arriverait à la conclusion que la Commune et la révolution russe de 1917 ont été des accidents de l'histoire, des erreurs ou elles n'auraient jamais dû avoir lieu, et comme les Fronts populaires n'ont jamais permis aux masses d'accéder au pouvoir ou de changer de régime, par conséquent il faudrait qu'elles abandonnent cet objectif et qu'elles l'imitent, c'est à dire qu'elles se résignent à laisser des représentants des capitalistes gouverner à leur place et décider de leur sort.

Ni Chavez, ni Morales, ni Correa, ni Blum, ni Allende, ni Mitterrand n'étaient parvenus au pouvoir au cours d'un processus révolutionnaire, bien au contraire, ils ont tout fait pour qu'il ne parvienne jamais à maturité, ils se sont employés à en étouffer les prémisses, à les détourner pour que les masses ne rompent pas avec le capitalisme et ses institutions. Ils sont parvenus au pouvoir au cours d'un processus législatif dans le cadre des institutions réactionnaires en place qu'ils ont conservées en grande partie par la suite.

A entendre Correa, la hausse ou la baisse brutale des prix des matières premières dont le pétrole serait davantage due à "*un retournement du cycle économique*" ou à "*un contexte économique international défavorable*" (Ou à la crise du capitalisme), plutôt que le produit de décisions politiques sciemment prises à cet effet. A aucun moment il ne se demandera si ce n'était pas la conséquence de manipulations de l'oligarchie financière anglo-saxonne parvenue à concentrer des richesses supérieures au PIB de l'ensemble des pays de l'Amérique latine, de sorte qu'avec quelques dizaines de milliards de dollars, des centaines au total, elle n'était pas en mesure de déstabiliser, de paralyser, de faire chuter n'importe quelle économie à des fins politiques. Le Pentagone et la CIA ainsi que l'ensemble des officines qui leur servent de sous-traitants disposant de centaines de milliards de dollars n'avaient pas non plus les moyens de financer des organisations, des partis, des médias, des réseaux numériques qui oeuvreraient aux mêmes fins politiques. Correa est naïf ou idiot, c'est à se demander. Vous voyez comme c'est facile de le faire croire !

Toujours est-il que cela confirme que pour vaincre la réaction au cours d'une révolution prolétarienne et socialiste, la désarmer, la neutraliser, lui ôter tout pouvoir de nuisance, il faudra impérativement exproprier les capitalistes, les museler, les mater, les réprimer si nécessaire, sous peine qu'ils organisent la contre-révolution et nous infligent une défaite sanglante en se servant de leur pouvoir financier et de leurs médias pour retourner les masses... L'expérience de Correa et ses semblables suffit à prouver qu'il n'existe pas d'autre alternative que la révolution pour s'emparer du pouvoir et le conserver, ce qui légitime à la fois la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et les enseignements de la révolution russe de 1917.

- Gouverner sous les bombes... médiatiques par Rafael Cerrea - Investig'Action 11.10.2018

Ce que nous raconte l'ex-président de l'Equateur, c'est l'histoire de la faillite programmée de la gauche réformiste, la gauche qui refuse de rompre avec le capitalisme, et qui au lieu d'adopter le socialisme verse dans la collaboration de classes, ce qui fait penser aux Fronts populaires des années 30 en France et en Espagne, dans les années 70 au Chili, qui tous se sont soldés par le retour de la réaction au pouvoir ou l'établissement d'une féroce dictature. C'est également le programme de LFI en France de nos jours, comme ce fut celui de Mitterrand quelques décennies plus tôt.

Monsieur Correa ne comprend pas pourquoi après avoir distribué des miettes à la classe ouvrière, elle s'est montrée ingrate envers

lui en exigeant davantage et face à son refus elle lui a tourné le dos. Il semble ne pas comprendre non plus pourquoi les masses ont tant de besoins en souffrance, et pourquoi elles exigent que l'ensemble de leurs aspirations soient satisfaites sans attendre.

En réalité il sait que pour les satisfaire il devrait aller beaucoup plus loin ou s'attaquer aux fondements du capitalisme, alors que cela ne fait pas partie de ses objectifs, dévoilant au passage qu'il n'était rien d'autre qu'un agent du capitalisme et en aucun cas un représentant des exploités et des opprimés, du socialisme.

C'est ce qui caractérise cette gauche sud-américaine qui en réalité est de droite, puisqu'elle est opposée à un changement de régime, elle préfère encore se saborder ainsi que les illusions qu'elle a pu faire naître dans la tête de millions de travailleurs, d'ailleurs vous lirez plus loin que Correa le dit lui-même. Elle ne peut donc pas constituer un modèle politique pour le mouvement ouvrier et son avant-garde, désolé.

Cette soi-disant gauche s'arrête aux portes de la démocratie, préférant encore que la réaction la cadenasse plutôt que s'en remettre aux masses pour l'imposer. Voilà pour ce qu'il en est de ces fameux progressistes ou démocrates qui servent de modèles à la confrérie des opportunistes. Après avoir été de loyaux serviteurs du régime en place, leur servilité est récompensée en les poursuivant en justice ou en les jetant en prison, et ils échappent encore au pire, pas tous, sans que personne ne bronche pour les défendre ou presque. Sans aller jusqu'à dire qu'ils ont ce qu'ils méritaient, ils récoltent le fruit amer de leur imposture, et ils perdent le peu de dignité qu'il leur restait en étalant leurs états de service dans l'indifférence générale, il n'y a plus qu'à les exécuter ou les bannir pour qu'ils disparaissent ou se taisent définitivement. C'est cruel parce qu'ils ne parviennent même plus à soulager leur bonne conscience qui leur est devenue inutile.

Rafael Cerrea - À la suite de la longue nuit néolibérale des années 1990, et à partir de l'élection d'Hugo Chávez au Venezuela en 1998, les bastions de la droite latino-américaine se sont effondrés comme des châteaux de cartes. À l'apogée du phénomène, en 2009, huit des dix principaux pays d'Amérique du Sud étaient gouvernés par la gauche. Sans parler du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, de la République dominicaine ou du Guatemala. Dans ce dernier pays, comme au Paraguay, c'était la première fois que les progressistes parvenaient au pouvoir.

Les premières années du XXIe siècle ont été marquées par de grandes avancées économiques, sociales et politiques, dans un contexte de souveraineté, de dignité et d'autonomie géopolitique. Ces réussites furent facilitées par la hausse du prix des matières premières, mais encore fallait-il que ces richesses soient investies dans le « bien-vivre » de nos peuples (lire le reportage de Loïc Ramirez, « Difficile construction de la santé publique en Équateur ») (1). C'est ce qui fut fait.

L'Amérique n'a donc pas connu une époque de changement, mais un changement d'époque. Pour les pouvoirs d'hier et pour les États hégémoniques, il devenait urgent d'en finir avec des dynamiques qui annonçaient la seconde étape : celle de l'indépendance régionale.

("*Une époque de changement, mais un changement d'époque*", traduire par aucun changement de régime ou au niveau des rapports sociaux, ils ont tous conservé le capitalisme, et à l'arrivée il a eu leur peau, c'était écrit d'avance. - LVOG)

Si l'on exclut le coup d'État (raté) contre Chávez en 2002, les tentatives de déstabilisation débutent à la fin des années 2000 : Bolivie (2008), Honduras (2009), Équateur (2010) et Paraguay (2012) (2). À partir de 2014, ces efforts désarticulés profitent d'un retournement du cycle économique pour opérer une restauration conservatrice en bénéficiant d'un soutien international, de financements étrangers, etc. La réaction ne connaît ni limites ni scrupules : elle prend aujourd'hui la forme d'un étouffement économique du Venezuela, d'un coup d'État parlementaire au Brésil ou d'une judiciarisation de la politique, avec les menaces contre les anciens présidents Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil) et Cristina Fernández de Kirchner (Argentine), mais également contre le vice-président Jorge Glas en Équateur (3). De sorte qu'il ne reste plus que trois gouvernements progressistes en Amérique du Sud : au Venezuela, en Bolivie et en Uruguay.

La stratégie réactionnaire repose sur deux arguments : le modèle économique de la gauche aurait échoué ; les gouvernements progressistes auraient démontré leur absence de moralité.

(La réaction a raison d'affirmer que "*le modèle économique de la gauche*" ne pouvait qu'échouer en demeurant entièrement dépendant du capitalisme et ses aléas. La responsabilité repose entièrement sur vous et les chefs d'Etat de l'Amérique latine et centrale, car avec "*huit des dix principaux pays d'Amérique du Sud étaient gouvernés par la gauche. Sans parler du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, de la République dominicaine ou du Guatemala.*" vous ne pouviez pas dire que vous étiez isolés, que vous manquiez de soutiens extérieurs, que vous étiez étranglés économiquement et politiquement, non, délibérément au lieu de vous tournez ensemble vers le socialisme, de réaliser la Fédération des Etats socialistes d'Amérique latine et centrale ou les Etats-Unis socialistes d'Amérique latine et centrale, vous avez décidé de continuer à gérer la société pour le compte des capitalistes. Votre faillite est avant tout idéologique pour avoir refusé de vous tourner résolument vers les masses exploitées, de s'appuyer sur elles pour affronter et briser le capitalisme... - LVOG)

Depuis fin 2014, la région dans son ensemble subit le contrecoup d'un contexte économique international défavorable. Alors qu'elle connaît une récession, les difficultés spécifiques du Brésil ou du Venezuela viendraient, nous dit-on, illustrer l'échec

du socialisme.

Mais l'Uruguay, gouverné à gauche, n'est-il pas le pays le plus développé au sud du Rio Bravo ? Et la Bolivie n'affiche-t-elle pas les meilleurs indicateurs macroéconomiques de la planète ?

L'Équateur, de son côté, a affronté ce que nous avons appelé « la tempête parfaite » : la chute de nos exportations aggravée par une forte appréciation du dollar, monnaie que nous utilisons depuis 2000. Les chocs externes qui nous ont bousculés en 2015-2016 n'ont pas de précédent dans l'histoire contemporaine de notre pays. Pour la première fois en trente ans, nous avons connu une chute des exportations deux années de suite, soit une perte équivalant à 10% de notre production annuelle. En 2016, la valeur de nos exportations atteignait tout juste 64% du montant enregistré deux ans plus tôt. Au premier trimestre de la même année, le prix du baril de pétrole équatorien enfonçait le plancher des 20 dollars, un chiffre qui ne permet pas de couvrir les coûts de production.

Dans le même temps, le dollar passait de 0,734 à 0,948 euro entre janvier 2014 et décembre 2016, un bond de 30% alors que la monnaie de nos voisins colombiens se dépréciait de plus de 70%, ce qui rendait leurs exportations plus compétitives.
Une première : le flux d'argent s'est inversé entre l'État et les sociétés pétrolières publiques ; le gouvernement a dû verser près de 1,6 milliard de dollars à ces entreprises pour les sauver de la banqueroute… Sans compter les litiges perdus devant des tribunaux d'arbitrage iniques qui nous ont contraints à verser plus de 1% du produit intérieur brut (PIB) aux sociétés Oxy et Chevron (4).

Pour couronner le tout, la zone côtière a connu le 16 avril 2016 un tremblement de terre de magnitude 7, 8, qui a fait des centaines de victimes. La catastrophe et ses quatre mille répliques ont provoqué un plongeon de 0,7% de la croissance et engendré des pertes équivalentes à 3% du PIB. Raisons pour lesquelles nous sommes passés d'une croissance vigoureuse de 4% en 2014 à tout juste 0,2% en 2015 et à un recul de 1,5% en 2016. Mais, en dépit de difficultés aussi sévères et de l'absence de monnaie nationale, nous avons surmonté la récession en un temps record, et à un coût réduit : pas d'accroissement de la pauvreté, pas d'augmentation des inégalités. Une prouesse inédite en Amérique latine.

En Équateur, les politiques hétérodoxes ont ainsi démontré leur efficacité, tant en période d'expansion que pendant les récessions.

Entre 2007 et 2017, l'économie du pays a plus que doublé, grâce à une croissance supérieure à celle de la région. Le pays a connu la plus importante augmentation des revenus des plus démunis, dont deux millions sont sortis de la pauvreté.

Le prétexte de la corruption

Mais ces analyses économiques comptent peu pour la population. Les gens perçoivent surtout que, ces dernières années, leurs affaires tournent moins bien, leurs enfants ont plus de mal à trouver du travail et leurs revenus ne s'accroissent plus aussi vite. Un sentiment dont profite une presse qui préfère la manipulation à l'information. Une partie des médias présentent cette récession continentale comme le résultat de nos options politiques, et non comme un phénomène lié aux structures mêmes de notre économie. D'autres suggèrent au contraire que nous aurions pu procéder à des transformations plus profondes : que nous n'y soyons pas parvenus signerait notre échec. Alors qu'ils reprochaient aux gouvernements de droite de n'avoir rien fait, ils nous fustigent pour n'avoir pas tout fait.

("*Un phénomène lié aux structures mêmes de notre économie*" que vous avez conservé ancrée au dollar, les bases de votre économie sont demeurées les mêmes, donc ce qui devait arriver arriva, cela vous surprend, nous, non, nous l'avions prévu quitte à nous faire de nombreux adversaires dans notre propre camp, nous l'assumons contrairement à ceux qui refusent d'admettre que les faits leur ont donné tort et nous ont donné raison, c'est ainsi.

"*D'autres suggèrent au contraire que nous aurions pu procéder à des transformations plus profondes*", assurément, mais pas dans le sens où vous l'entendez, celui suggéré par la réaction, dans le sens du socialisme dans lequel vous avez refusé d'avancer.

Ce que nous raconte ensuite monsieur Correa on le connaît par coeur ainsi que son dénouement, c'est ce qui arriva de Blum à Allende. Ils n'ont pas désarmé la réaction, et ensuite ils se plaignent qu'ensuite elle ait retourné les armes dont elle disposait toujours contre eux. Quelle preuve d'inconscience, d'inconsistance ou d'infantilisme ! - LVOG)

Le second axe de la critique des gouvernements progressistes s'organise sur le plan moral. Le thème de la corruption fournit un outil efficace pour fragiliser les processus nationaux-populaires. On pense évidemment au Brésil (5), mais un phénomène similaire s'observe dorénavant en Équateur.

Tout commence par une accusation plus spectaculaire que fondée. Puis vient le bombardement médiatique, qui prive la victime choisie de ses soutiens politiques. La culpabilité présumée du dirigeant poursuivi passe alors au second plan pour les juges, otages consentants de la pression de la droite et des médias : il ne s'agit plus pour eux de condamner sur la base des preuves qu'ils auraient identifiées, mais d'identifier des preuves de façon à pouvoir condamner.

Qui peut se dire opposé à la lutte contre la corruption ? Ce combat a été l'une de nos premières victoires en Équateur : au cours des dix dernières années, nous avons éradiqué la corruption institutionnalisée dont nous avions hérité. Mais, pour la droite, la « lutte contre la corruption » représente surtout les habits neufs d'une même préoccupation : qu'il s'agisse du combat contre le narcotrafic dans les années 1990 ou de la guerre contre le communisme dans les années 1970, il s'agit toujours d'organiser l'offensive politique.

On nous parle de manque de contrôles, de permissivité, de corruption systématique. Mais quels contrôles autorisent les comptes secrets sis dans des paradis fiscaux, par exemple ? En Équateur, les contrôles sont désormais si pointus qu'il faut déclarer l'origine de tout dépôt supérieur à 10 000 dollars. Une obligation que les paradis fiscaux, eux, n'imposent pas… L'Équateur est le premier pays à avoir instauré une loi interdisant aux fonctionnaires et aux élus toute interaction privée avec des paradis fiscaux.

Pour la presse, aucun doute : la corruption naît au coeur de l'État, du système public. Mais, dans les faits, elle provient en grande mesure du secteur privé, comme le prouvent le scandale Odebrecht (6) et cette anecdote : récemment encore, les entreprises allemandes pouvaient défiscaliser leurs versements illicites à destination de notre pays.

Sans doute la gauche subit-elle également le contrecoup paradoxal de ses réussites. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc) des Nations unies, près de 94 millions de personnes sont sorties de la pauvreté pour rejoindre la classe moyenne au cours de la dernière décennie, en grande partie grâce aux politiques des gouvernements de gauche.

Mais, parmi les 37,5 millions de personnes que le Parti des travailleurs (PT) brésilien a tirées du besoin, peu se sont mobilisées pour soutenir la présidente Dilma Rousseff lorsqu'elle a été menacée de destitution. On peut connaître une prospérité objective et demeurer dans un état de pauvreté subjective : en dépit des améliorations de son niveau de vie, on continue alors à se sentir pauvre, non pas par rapport à ce dont on dispose (ou par rapport à ce dont on disposait hier), mais par rapport à ce à quoi on aspire.

(Tiens, monsieur Correa légitime ma théorie à sa manière. Serais-je dans le vrai ou aurais-je vu juste ?

Même le mode de vie supérieure dont bénéficient les couches moyennes et supérieures du prolétariat des grandes puissances, les classes moyennes, est une misère ou demeure très éloigné de ce que serait en droit d'attendre l'ensemble des exploités en terme de bien-être ou d'épanouissement individuel dans une société démocratique au XXIe siècle, tant les sacrifices qui leur sont imposés en échange sont nombreux, pour finalement ne pas disposer librement de leur destin ou demeurer sous le joug d'un régime d'exploitation et d'oppression qui ne leur permet pas de décider de l'orientation de la société. Donc monsieur Correa vous étiez très loin du compte, je ne parle pas de votre situation personnelle puisque vous vivez confortablement en Grande-Bretagne sans avoir à travailler. - LVOG)

Bien souvent, les exigences de la nouvelle classe moyenne ne s'avèrent pas seulement distinctes de celles des plus pauvres : elles en sont parfois antagoniques, alimentées par le chant des sirènes de la droite, des médias et d'un style de vie imaginé à New York.

La gauche a toujours lutté à contre-courant, en tout cas dans le monde occidental. Lutterait-elle en fait contre la nature humaine ?

Le problème se complique encore si l'on prend en compte les efforts de la droite visant à forger une culture hégémonique — au sens gramscien —, de sorte que les désirs de la majorité servent les intérêts de l'élite. Un exemple, dramatique : le rejet de la loi sur les successions que nous avons tenté d'instaurer en Équateur. Alors que seuls trois Équatoriens sur mille perçoivent un héritage et que le nouvel impôt ne portait que sur les montants les plus importants (moins de 0,5% des successions, ou 172 personnes par an, sur une population de 16 millions), de nombreux pauvres et une grande partie de la classe moyenne, manipulés par les médias, ont manifesté contre un dispositif dont ils auraient pourtant tiré avantage.

De puissants ennemis

Nos démocraties devraient être rebaptisées « démocraties médiatisées ». La presse joue parfois un rôle plus important que les partis politiques lors des processus électoraux : convertie en principale force d'opposition lorsque la gauche gouverne, elle incarne le pouvoir des conservateurs et du secteur privé. Elle a transformé l'État de droit en État d'opinion.

(Mais qui leur a laissé cet extraordinaire pouvoir de nuisance, de conditionnement des masses, vous et vos semblables. - LVOG)

La gauche se heurte également à l'épuisement lié à l'exercice du pouvoir, même lorsque son passage aux affaires a été couronné de succès. Car nul ne peut gouverner en satisfaisant tout le monde. Encore moins lorsque la dette sociale est aussi grande qu'en Équateur. Avoir redonné la parole aux plus humbles, des chances aux pauvres, des droits aux travailleurs, de la dignité aux paysans, avoir arraché leur pouvoir aux banques, aux médias et aux vieux partis nous a valu de puissants ennemis, qui nous ont accusés de « polariser » le pays. Ils oublient que parvenir à la moitié de ce que nous avons réalisé aurait provoqué une

guerre civile il y a quelques décennies.

("*Des chances aux pauvres*" nous fait penser à la roulette ou au tirage au sort : Attention, il n'y en aura pas pour tout le monde, tenter votre chance un vendredi 13 et malheur aux perdants ! En fait, il n'a pas retiré le pouvoir aux banques et aux médias, ni aux multinationales, il va encore le prouver lui-même plus loin. - LVOG)

La gauche qui se contente de représenter une petite minorité des suffrages ignore ce que gouverner implique : répondre aux tempêtes économiques, subir les trahisons de ceux qui succombent à la tentation du pouvoir ou de l'argent, etc. Nul doute qu'un révolutionnaire n'a pas le droit de perdre la bataille morale. Un gouvernement honnête n'est cependant pas celui qui ne connaît aucun cas de corruption, mais celui qui les sanctionne. Une partie des militants souffre de ne pas percevoir cette différence et se laisse emporter par une démoralisation qui satisfait nos adversaires. Il faut toujours faire preuve d'autocritique. Mais nous devons aussi avoir confiance en nous. Les gouvernements progressistes subissent les attaques constantes des élites et des médias, qui s'emparent de la moindre de leurs erreurs pour les faire douter. Pour cette raison, le principal « défi stratégique » de la gauche latino-américaine consiste peut-être à se souvenir que les contradictions et les erreurs font partie des processus politiques : elles ne doivent pas suffire à nous faire baisser les bras.

(Des "*contradictions*", des "*erreurs*", vous vous ménagez dites donc, vous ne manquez pas de toupet pour caractériser un choix idéologique. - LVOG)

Rafael Correa

Président de la République de l'Équateur de 2007 à 2017. (Source: Le Monde diplomatique)

Notes:

(1) Dans le domaine de la santé, par exemple, les dépenses de l'État équatorien sont passées de 0,6% du produit intérieur brut (PIB) en 2000 à 7,5% en 2013. (Toutes les notes sont de la rédaction.)

(2) Lire Maurice Lemoine, « En Amérique latine, l'ère des coups d'État en douce », Le Monde diplomatique, août 2014.

(3) Vice-président de M. Rafael Correa à partir de 2013, M. Jorge Glas a occupé les mêmes fonctions sous la présidence de M. Lenín Moreno, élu en avril 2017 avec le soutien du chef de l'État sortant. Il a été arrêté le 2 octobre 2017 dans le cadre d'une enquête liée au scandale de corruption impliquant la société brésilienne Odebrecht. Les partisans de M. Correa y voient une illustration du conflit opposant l'ancien président à son successeur, le premier reprochant au second de rompre avec son héritage.

(4) Lire Hernando Calvo Ospina, « Chevron, pollueur mais pas payeur en Équateur », Le Monde diplomatique, mars 2014.

(5) Lire Laurent Delcourt, « Printemps trompeur au Brésil », Le Monde diplomatique, mai 2016.

(6) Lire Anne Vigna, « Au Brésil, les ramifications du scandale Odebrecht », Le Monde diplomatique, septembre 2017.

Et à la sauce Mélenchonnaise cela quoi ? Devinez.

AFP - M. Mélenchon présentait en conférence de presse le "contre-budget" élaboré par les députés LFI avec des économistes, avant le coup d'envoi des débats sur le projet de loi de finances à l'Assemblée. Il s'agit d'un "document d'urgence" : "c'est ce que l'on ferait en cas de dissolution" et "nous sommes prêts", a affirmé le député des Bouches-du-Rhône.

Il comprend "un principe de réparation", avec des crédits augmentés jusqu'au niveau antérieur au mandat d'Emmanuel Macron, et "la question de l'écologie est au premier plan", a expliqué le député Eric Coquerel.

Ce "budget d'urgence", également tourné vers "la réduction des inégalités", prévoit de porter à 14 le nombre de tranches d'impôt sur le revenu, la suppression de niches fiscales et une taxation accrue du capital. AFP 15 octobre 2018

L'oligarchie en tremble déjà, sordides charlatans !

Crise politique planétaire ou en famille.

- Suède : les conservateurs échouent à former un gouvernement - Liberation.fr

- Portugal: Remaniement après la démission du ministre de la Défense - Reuters

- La coalition de Merkel meurtrie après l'échec électoral bavarois - AFP 15 octobre 2018

Les alliés au gouvernement d'Angela Merkel doivent tirer lundi de premières leçons après leur échec aux élections régionales en Bavière, qui fragilise encore un peu l'instable coalition de la chancelière allemande.

Les instances dirigeantes des chrétiens-démocrates (CDU) d'Angela Merkel se retrouvent dès lundi matin à Berlin tout comme les sociaux-démocrates du SPD.

Les conservateurs vont se pencher sur le camouflet historique qu'a essuyé dimanche la CSU bavaroise, le parti "frère" de la CDU, qui se réunit aussi lundi, après avoir perdu avec 37% des suffrages sa majorité absolue au parlement régional et 10 points par rapport à 2013.

Le SPD a lui reçu une véritable gifle, perdant près de la moitié de ses électeurs pour se retrouver à 9,5%.

- Balayer le gouvernement -

Sept mois après avoir été formée dans la douleur, et après deux crises internes cet été, la grande coalition CDU/CSU-SPD de la chancelière semble au pied du mur.

"L'épicentre de ce séisme politique est en Bavière, mais il peut provoquer un tsunami qui balayera le gouvernement fédéral", assène le magazine de référence Der Spiegel sur son site internet.

Il s'agit pour les intéressés d'enfin résoudre le conflit opposant le chef de la CSU et ministre allemand de l'Intérieur, Horst Seehofer, au SPD et à Mme Merkel.

Car c'est lui qui a provoqué durant l'été 2018 deux crises gouvernementales afin de pousser des thèmes chers à l'extrême droite et regagner les électeurs charmés par l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) en raison de l'accueil décidé en 2015 par Mme Merkel de plus d'un million de demandeurs d'asile.

Mais au final les gagnants du scrutin bavarois sont les Verts, 2e avec près de 18%, et l'AfD qui fait son entrée dans son 15e parlement régional sur 16 avec 10,6% des voix.

Le baromètre national publié dimanche par le quotidien Bild crédite le couple CDU/CSU d'un piètre 26%, quand le SPD végète à 17%, au même niveau que des Verts et juste devant l'extrême droite (15%). AFP 15 octobre 2018

La protégée de l'AFP "meurtrie"...

En famille. Jaurès, Guesde, Blum "naturellement"... social-impérialistes.

- Marc Vuillemot quitte le PS "plus à même" de rassembler "toutes les sensibilités de la gauche" - franceinfo 14.10

Marc Vuillemot assure demeurer "naturellement socialiste, au sens que donnait à ce terme l'Internationale ouvrière des Jaurès, Guesde et autres Blum". franceinfo 14.10

On n'en doute pas ! Il a oublié Mitterrand, non, ça c'est pour Mélenchon !

... la preuve :

- Faure (PS) plaide pour que l'Aquarius obtienne un pavillon français - AFP 15.10

Le premier secrétaire du PS Olivier Faure a plaidé lundi pour que l'Aquarius, navire privé d'immatriculation, obtienne un pavillon français, "pour que ce bateau puisse continuer à sauver des vies".

A Marseille, le leader de la France Insoumise Jean-Luc Mélenchon avait lui aussi affirmé le 6 octobre que "l'Aquarius (devait) avoir un pavillon et un pavillon français". AFP 15.10

Ces gens-là ont tous un pavillon ou une résidence secondaire, non ?

"*Pour que ce bateau puisse continuer à sauver des vies*", quelle touchante intention, surtout quand on sait que le PS a soutenu toutes les guerres impérialistes des dernières décennies pour ne pas remonter plus loin, leur humanisme est bien la politesse des salauds, il n'y a pas de doute !

Dans la rubrique Leur humanisme est la politesse des salauds... Demandez l'ONU.

- Hongrie : les Sans-abri bannis des rues - euronews 15 octobre 2018

Une loi interdisant aux personnes sans domicile fixe (SDF) de dormir dans les espaces publics en Hongrie, promulguée par le gouvernement du Premier ministre hongrois Viktor Orban, entre en vigueur ce lundi.

Un amendement constitutionnel approuvé par le parlement hongrois le 20 juin interdit la "résidence habituelle dans un espace public". Cet amendement durcit une loi de 2013 qui en fait un délit passible d'une amende.

La police est à présent habilitée à faire partir les sans-abri et à démanteler cabanes et abris de fortune.

La loi sert "les intérêts de la société dans son ensemble", a affirmé jeudi Attila Fulop, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales. Son objectif est de s'assurer que "les sans-abri ne se trouvent pas dans les rues la nuit et que les citoyens peuvent circuler dans l'espace public sans entraves", a-t-il déclaré à la presse.

Manque de place dans les centres d'hébergements

Les centres d'hébergement d'urgence gérés par l'Etat offrent un nombre de places estimé à 11.000 mais selon des experts, on compte au moins 20.000 sans-abri dans le pays.

"Nous ne savons toujours pas ce qui est prévu pour les animaux, comme les chiens des sans-abri " assure Vera Kovacs membre de l'association "Logement d'abord". "Nous ne savons pas non plus ce qui se passera s'il n'y a pas de place dans les centres d'hébergement. Où iront-ils alors? "

Le gouvernement affirme augmenter les fonds consacrés aux sans abri, mais des organisations internationales et associations de défense des droits de l'homme ont critiqué la nouvelle loi.

Ce dimanche, une manifestation était organisée devant le Parlement Hongrois.

Une mesure "cruelle" selon l'ONU

En juin, la rapporteuse de l'ONU sur le logement Leilani Farha l'a jugée "cruelle et incompatible avec la loi internationale relative aux droits de l'homme". euronews 15 octobre 2018

Cette loi est inique comme toutes celles du même genre qui existent dans un grand nombre de pays où la mendicité a été criminalisée, aux Etats-Unis par exemple. Si on retenait leurs critères, c'est l'existence de l'ONU qui devrait être reconnue comme "cruelle et incompatible avec la loi internationale relative aux droits de l'homme".

FO ce qu'il faut : Tout faux !

- FO : Pavageau sur un siège éjectable - Libération 15 octobre 2018

Cette semaine pourrait bien être décisive pour l'avenir de Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière (FO). Elu secrétaire général du syndicat le 27 avril, il est déjà poussé vers la sortie après une affaire de fichage qui fait désordre. Le Canard enchaîné a révélé la semaine dernière l'existence d'un fichier interne répertoriant 126 cadres du syndicat et rédigé par des proches de Pavageau au moment où celui-ci faisait campagne pour prendre la direction de FO. A côté des noms de certains fichés figureraient des commentaires douteux : «ordure», «collabo», «mauvais», «niais», «complètement dingue», «trop intelligent pour entrer au bureau confédéral» ou encore «détourne de l'argent»… La vie amoureuse ainsi que l'orientation sexuelle ou les opinions politiques des dirigeants des unions départementales et des fédérations y seraient aussi mentionnées.

Pavageau n'a pas nié l'existence de ce fichier : «Pour moi, c'était un mémo, de l'ordre de la prise de notes, mais je n'avais jamais vu ni avalisé le résultat, qui est truffé d'âneries, de raccourcis.» Pour autant, la faute ne serait pas sienne, mais celle d'une de ses deux collaboratrices proches pour lesquelles il aurait prononcé quelques jours de mise à pied.

Sa réaction rapide n'a pas suffi à calmer les cadres de l'organisation. Vendredi, sur France Inter, Frédéric Homez, secrétaire

général de la puissante fédération de la métallurgie de FO, a assuré : «Il doit rendre des comptes. La meilleure solution, c'est qu'il prenne de lui-même la décision de démissionner.» Un discours tenu aussi en interne, peu avant le début de la traditionnelle réunion hebdomadaire du bureau confédéral qui devait se tenir lundi. La plupart des cadres joints par Libération reconnaissaient attendre de voir «comment la situation [allait] évoluer» mais ils souhaitaient aussi que Pavageau prenne ses responsabilités.

Une autre réunion, cruciale et plus élargie, de la commission exécutive confédérale de FO, qui réunit 35 membres, doit se tenir ce mercredi. Elle pourrait sceller le sort de Pavageau. Reportée par le secrétaire général au 29 octobre, selon les Echos, elle pourrait tout de même se tenir «sans Pavageau s'il le faut», selon une autre source FO interrogée par l'AFP. «La grande majorité des membres va demander sa démission», assure-t-elle, «probablement dès mercredi». Des proches ont indiqué que Pavageau était actuellement en «arrêt maladie»… Mais lundi, les patrons des fédérations de la métallurgie et de l'enseignement se sont fendus d'une déclaration commune pour exiger le maintien de la réunion de mercredi. Libération 15 octobre 2018

Mais c'est pire que les fichiers de la police ou des renseignements généraux ou de Facebook...

A suivre...

A part cela personne ne sait réellement ce qui se passe dans les syndicats, ils partagent les mêmes pratiques que le patronat, les ministères ou l'armée, secret défense oblige... de l'appareil. Tu parles de syndicats ouvriers, quelle honte de faire croire qu'ils seraient indépendants ou qu'il y aurait quelque chose à en attendre dans l'état où ils sont. Et dire qu'il y en a qui ne l'ont pas encore compris.

C'est la même chose avec les partis ouvriers, ils pratiquent le huis clos. Et après cela ils s'étonnent de ne pas inspirer confiance aux travailleurs, ils osent tout eux aussi. Si nous disposions d'un parti ouvrier digne de ce nom, nous publierions sur Internet l'intégralité des textes circulant en interne pour que les travailleurs ou les autres militants se fassent leur propre idée sur sa politique, son fonctionnement, et puissent juger s'ils sont sérieux ou non pour éventuellement le rejoindre. Pour le moment, c'est du domaine de l'utopie !

Ils osent tout

- Les Pays-Bas sont en "guerre informatique" avec la Russie, dit la ministre de la Défense - AFP 14.10

La ministre néerlandaise de la Défense Ank Bijleveld a estimé dimanche que les Pays-Bas se trouvent en "guerre informatique" avec la Russie après avoir déjoué une cyberattaque russe en avril, rapporte la radio-télévision néerlandaise NPO. AFP 14.10

- Affaire Khashoggi: Ryad ripostera à toute sanction économique - Reuters 14.10

L'Arabie saoudite a prévenu dimanche qu'elle riposterait à toute sanction économique qui pourrait lui être infligée dans le cadre de l'affaire de la disparition du journaliste dissident Jamal Khashoggi, rapporte l'agence officielle SPA en citant un responsable saoudien. Reuters 14.10

- Cisjordanie: feu vert à la construction de 31 logements pour colons à Hébron - AFP 14.10

Le gouvernement israélien a donné dimanche son accord à la construction de 31 logements pour des colons juifs à Hébron, une première depuis 2002 dans cette ville de Cisjordanie occupée où des centaines de colons sont installés au milieu de la population palestinienne. AFP 14.10

- La trêve tient toujours à Idlib - Liberation.fr 15.10

Le cessez-le-feu dans la province syrienne d'Idlib, la seule à être encore contrôlée par l'opposition à Bachar al-Assad, tient. Liberation.fr 15.10

Les barbares qui se servent de la population comme bouclier humain toujours qualifiés d'opposition par cette pourriture...

- Affaire Skripal : Trump affirme que Poutine est «probablement» impliqué - LeParisien.fr 14.10

Haut de page

Le 19 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rajouté un peu de musique l'après-midi. Ne vous fiez pas aux titres des morceaux ou n'en tenez pas compte, il n'y a pas de paroles, heureusement, c'est juste pour la musique ! Je profite que ma connexion Internet fonctionne à peu près normalement. Oreilles sensibles s'abstenir, dommage, c'est tout simplement génial !

Je rappelle que c'est principalement destiné à ma fille qui ne connaît pas d'autres moyens pour télécharger de la musique.

- Causerie au format pdf (18 pages)

Première partie

Je n'ai pas le temps d'aborder tous les sujets d'actualité, certains nécessitent d'y consacrer beaucoup de temps pour les traiter sérieusement, donc j'en laisse tomber, comme par exemple la situation au Brésil, si vous voulez en avoir une idée assez précise, vous pouvez aller sur le blog de Michel Collon qui propose de nombreux articles.

Quant à Mélenchon et ses démêlés avec la justice politique de Macron, que dire, il se tiendrait à carreau qu'il bénéficierait du même traitement ou acharnement un jour ou l'autre. Là où il est indéfendable, c'est que c'est pour rien puisqu'il ne fait qu'accompagner la crise du régime, on a envie de dire tout cela pour cela, pire, il commet l'erreur de passer de la provocation populiste qui témoigne du manque de consistance du personnage à l'abjection en s'en prenant à l'accent d'une journaliste.

Lui et LFI sont-ils poursuivis dans deux affaires à juste titre pour avoir enfreint la légalité ou il s'agit d'un procès d'intention monté de toutes pièces pour leur nuire, je l'ignore.

Certains commentateurs ont estimé que le remaniement du gouvernement avait pour objectif les élections européennes de 2019, en nommant Castaner à l'Intérieur, j'ai plutôt l'impression que Macron ou plus précisément ses parrains ont désigné des ministres encore plus psychopathes et serviles que les précédents, de manière à ce qu'ils appliquent à la lettre la politique qui leur sera dictée sans manifester le moindre état d'âme contrairement à Hulot ou Collomb ou d'autres encore, c'est une manière de resserrer les boulons avant la tempête qui menace et pour l'affronter dans de meilleures conditions si elle se concrétisait. C'est une manière de concentrer l'exercice du pouvoir autour de Macron et Philippe et certains fidèles, autrement dit la Ve République n'a peut-être jamais pris une tournure aussi réactionnaire ou dictatoriale.

Que l'opération contre LFI et Mélenchon soit déclenchée le jour même de l'annonce de la formation du nouveau gouvernement en est semble-t-il l'illustration, puisque manifestement elle n'avait pas été conçue la veille sur un coin de table, comme elle a pu être reportée après la démission de Collomb.

Celle qui a eu la peau du secrétaire général de Force ouvrière, Pascal Pavageau, a sans doute pour origine un ou des fidèles de Mailly (et du PS) qui fut pour ainsi dire humilié, une revanche entre bureaucrates pourris de l'appareil.

Tout cela nous laisse somme toute indifférent pour être étranger à ces agents du régime, ce serait se compromettre que de pleurer sur leur sort, eux ne se soucient guère de celui des travailleurs, les seuls à qui nous avons des comptes à rendre.

L'époque de la discipline qui nous était imposée par des dirigeants conciliants envers ces crapules est définitivement révolue, discipline qu'ils allèrent jusqu'à appeler républicaine lors des élections en appelant à voter pour les candidats du PS ou du PCF au second tour pour battre les candidats de la droite sur la base d'arguments frelatés ou trompeurs, tandis qu'en réalité ils étaient tous de droite ou anti-ouvriers, antisocialistes, à les entendre cela faisait partie de la tactique du front unique ouvrier qui devait permettre de construire le parti et de préparer les conditions pour que la révolution prolétarienne survienne, en réalité on ne verra la couleur de ni l'un ni l'autre. Qu'en ont-ils tiré comme leçons ? Aucune. Cela vous étonne ? Et ne vous empressez pas de tourner la page parce que depuis de l'eau aurait coulé sous les ponts ou la crise du capitalisme aurait pris la tournure d'une crise politique ouverte à l'échelle mondiale, car déjà à l'époque et même depuis un demi-siècle le PS et le PCF étaient des partis archi pourris, réactionnaires, aussi étonnant que cela puisse paraître de nos jours malgré tout on s'en accommoda, quand on y repense, on ne peut pas s'empêcher de se dire qu'on manqua singulièrement de discernement ou d'esprit critique, après on comprend mieux pourquoi nous en sommes arrivés là.

On pourrait encore discourir très longtemps sur ce sujet.

Brièvement, je pense qu'aucun de nos dirigeants n'a été capable de mesurer les conséquences ou la portée de l'emprise du réformisme et du stalinisme sur le mouvement ouvrier international au détriment du marxisme ou du socialisme qui permit au capitalisme de réaliser ce qui jusque là s'était avéré impossible ou inimaginable afin d'assurer sa survie, trouver un nouveau

souffle, repousser les limites de ses contradictions, repartir dans un nouveau cycle d'expansion et achever son emprise sur tous les peuples, éliminer les modes de production archaïques qui survivaient, précapitalistes ou encore largement teintés de féodalisme, et c'est ainsi que chaque fois qu'apparurent les signes avant-coureurs de son agonie finale ou de son effondrement, il trouva les moyens de rebondir, de se refaire une santé sur le dos de masses toujours plus considérables d'esclaves, ménageant les uns (Occident), surexploitant les autres (Asie), massacrant ceux qui l'embarrassaient (Afrique et Moyen-Orient), terrorisant ceux qu'il estimait être son arrière-cour (Amérique latine), sans la corruption du mouvement ouvrier dont nous fûmes bien malgré nous des agents il n'y serait peut-être jamais parvenu ou tout du moins nous bénéficierions aujourd'hui de meilleures conditions pour l'affronter, engager le combat final et le vaincre.

Maintenant il ne s'agit pas de réécrire l'histoire ou de spéculer sur ce qui aurait pu arriver si les choses s'étaient passées autrement, ni de se lamenter sur l'état actuel de décomposition du mouvement ouvrier, il faut en tirer les leçons et tourner la page, il faut s'en servir pour continuer le combat politique en renouant avec la méthode du matérialisme dialectique, ce que certains appellent le marxisme, avec la théorie du socialisme qu'il faut adapter à notre époque et aux gigantesques défis que nous avons à relever pour éradiquer le capitalisme de la surface de notre planète, le destin des générations futures et de la civilisation humaine en dépendent.

Répétons-le une énième fois parce que je crois qu'on a du mal à se comprendre sur ce plan-là, nous ne désignons aucun coupable en particulier dans nos rangs, nous n'avons de compte à régler avec personne, nous avons identifié nos ennemis, le capitalisme et ses représentants parmi lesquels figurent les social-démocrates et les staliniens que nous combattons. Quant aux analyses différentes que nous faisons et qui traduisent de réelles divergences que nous avons entre nous, cela fait partie de la vie, chacun devrait l'admettre et pouvoir les exposer en défendant loyalement les arguments qu'il avance, ensuite ce sera l'évolution de la situation qui confirmera les uns et infirmera les autres, sauf que malheureusement c'est rarement le cas, ce qui se traduit par des affrontements ou des polémiques stériles ou sans fins qui conduisent à notre impuissance.

Je viens de dîner avec Selvi et je reprends notre causerie en abordant le même sujet exposé plus haut sous un autre angle. Ce que je vais exposer maintenant m'est venu à l'esprit en prenant ma douche avant de passer à table, je l'ai enregistré dans le iPhone pour ne pas l'oublier, comme quoi je suis pratiquement connecté en permanence à la question qui nous occupe.

J'ai expliqué à Selvi que l'originalité de la situation actuelle consistait en une crise économique et une crise politique mondiale, qui frappe pratiquement tous les pays et dans l'absence d'un mouvement ouvrier international pour y donner une issue qui soit favorable aux exploités et aux opprimés du monde entier. Je lui ai dit ceci : construire un parti, c'est comme construire une maison. Imagine quelqu'un qui voudrait construire une maison et qui n'y parviendrait pas parce que systématiquement elle serait détruite avant qu'elle ne soit achevée et ainsi de suite, et bien voilà ce qui se passe. Cela prend des années ou des décennies pour construire un parti et il est systématiquement détruit avant d'être achevé, parce que ses dirigeants font faillites ou se laissent corrompre, parfois dès les fondations, d'autres fois en cours de construction, voilà en gros le problème que nous ne sommes pas parvenus à résoudre et qui explique la situation actuelle. Parfois il arrive aussi qu'ils soient liquidés physiquement par nos ennemis.

Pour que notre maison s'écroule il faut qu'il y ait eu un défaut dans la conception de ses fondations, les principes sur lesquels repose le parti, à moins qu'un élément extérieur intervienne, un tremblement de terre ou une inondation par exemple, le développement de la lutte des classes qui peut prendre la forme d'une guerre ou d'une révolution qui transforme un théoricien du marxisme en renégat, Kautsky par exemple. Toujours est-il que nous ne sommes pas parvenus à adopter des principes et une structure suffisamment solides pour éviter que notre parti s'effondre. Nous sommes en situation d'échec.

Ensuite j'ai repensé à la situation qui existait quand Lénine rédigea L'impérialisme stade suprême du capitalisme. Il avait observé que l'opportunisme était pratiquement victorieux partout, et il estima que c'était provisoire, sauf que plus d'un siècle plus tard rien n'a changé, hormis que l'opportunisme a également revêtu la forme du stalinisme pour combattre la révolution socialiste mondiale au côté de l'impérialisme pourrissant. On pourrait dire que chaque fois ce fut une guerre qui eut raison de notre maison ou de notre révolution, comme quoi ni la social-démocratie dégénérée ni le stalinisme ne peuvent se revendiquer du socialisme, et c'est une escroquerie politique de les amalgamer, c'est un peu comme prétendre qu'une chatte aurait enfanté des chiots. Le plus navrant, c'est que c'est aussi simple que cela à comprendre, et qu'un grand nombre n'y parviennent pas.

Lénine avait expliqué que cette victoire de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, ainsi que ce qui caractérisait l'époque de l'impérialisme était le produit ou reposait sur l'alliance de l'aristocratie financière avec l'aristocratie ouvrière qui devrait se briser sous les coups de la crise du capitalisme ou du développement de la lutte des classes, or cette alliance existe toujours sans que les principaux intéressés en aient conscience, hormis l'oligarchie évidemment. En réalité depuis l'époque de Lénine la corruption de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier s'est quasiment généralisée chez les puissances occidentales, les anciennes puissances coloniales, au point que plus personne n'envisage la possibilité de changer de société et ignore ce qu'est réellement le socialisme.

A suivre demain ou plus tard, j'ai un torticolis très douloureux et je ne peux plus du tout bouger la tête, j'ai encore passé une nuit blanche et je suis exténué. J'ai quand même fait l'effort d'actualiser le portail.

On aura tout entendu ou l'art de brasser du vent.

Source : Le Média, Kévin Boucaud-Victoire, 24-09-2018

- Jean-Claude Michéa fait partie de ces intellectuels dont la parole est rare et précieuse. Depuis quelques années, chaque ouvrage du philosophe constitue un petit événement pour ses lecteurs, qui sont de plus en plus nombreux. Les Crises 17.10

On imagine le niveau de conscience de ses lecteurs, c'est révélateur de notre époque :

Jean-Claude Michéa, c'est pas lui qui il n'y a pas si longtemps faisait la promotion de la démocratie sortie d'une pochette surprise ou la désignation des représentants du peuple par tirage au sort ?

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières ; ce qui importe, c'est de le transformer » (K. Marx - Thèses sur Feuerbach,1845)

Source : Le Média, Kévin Boucaud-Victoire, 04-05-2018

- "Force est cependant de reconnaître que s'il nous a livré une analyse d'une pertinence rare, Marx ne nous a pas donné la clé politique pour arriver à son utopie. Pire, toutes les tentatives pour y parvenir ont mené à des situations catastrophiques. Peut-être que la solution est de relire Marx, sans oublier qu'il n'avait pas toutes les réponses."

LVOG - Ah ben non, il n'existe pas de recette miracle, sinon cela se saurait depuis longtemps, quelle perspicacité !

Quand on relie tous les éléments de cette conclusion, on ne peut s'empêcher de se dire qu'on est en présence au mieux d'un opposant au marxisme, au pire d'un de ses ennemis. Car pour réaliser l'oeuvre colossale que nous légua Marx il fallut recourir à beaucoup plus que de la pertinence, à du génie. Ensuite, l'utopie qu'il attribue à Marx était lui faire bien trop d'honneur pour le moins suspect, pour juste ensuite lui faire endosser à demi mot la responsabilité du stalinisme, à moins qu'il visait Lénine qui avait mis en pratique la théorie de Marx et donc la révolution russe de 1917, amalgame auquel nous ont habitué depuis longtemps les ennemis du socialisme.

En fait d'utopie, Marx n'a fait qu'exposer de quelle manière les contradictions issues du processus dialectique qui parcourt toute l'histoire du développement de la civilisation humaine pouvaient se résoudre favorablement, pour que le progrès social qu'elle avait réalisé au cours des derniers millénaires se poursuive au lieu de s'arrêter brutalement en étant livrée à la barbarie, une autre forme d'utopie.

Que cela ait échappé à ce petit monsieur, qui sans doute trouvera les réponses aux questions que Marx n'avait pas pu résoudre pour la bonne raison qu'à son époque elles n'existaient pas, témoigne d'un parti pris idéologique qu'il s'emploie à camoufler, et que l'on retrouve chez tous les opportunistes ou tous ces intellectuels arrogants qui finalement n'ont rien à nous proposer, hormis se livrer à des commentaires inconsistants ou réfutés par les faits en guise d'analyse qui servent la cause des ennemis du socialisme.

L'exercice auquel il s'est livré se réduit à une vulgaire figure de style, qui consiste à dire peu pour suggérer beaucoup entre la litote et la concession, reconnaissant à Marx des qualités pour finalement lui attribuer le contraire sur le plan pratique, réduisant le marxisme à une théorie avec laquelle les intellectuels peuvent se masturber tout en sachant qu'elle ne leur permettra jamais d'atteindre l'orgasme, on comprend qu'une telle frustration soit enrageant, on les plaint sincèrement !

Avant de rédiger ce passage, j'avais écrit quelques lignes hier en fin de soirée que je vous soumets en guise de complément. J'ai repris plusieurs de ses citations en les replaçant dans une autre perspective que la sienne, celle de Marx ou du communisme, en procédant de la sorte je n'ai aucun mérite, car je n'ai fait que rendre justice à Marx ou remettre les choses à leurs places.

Quand on y réfléchit un peu, on s'aperçoit que ce que monsieur Boucaud-Victoire nomme utopie, n'est rien d'autre que le processus matérialiste dialectique et historique à l'origine du développement de la civilisation humaine, qui devait permettre aux hommes de réunir les conditions pour s'émanciper du règne de la nécessité pour entrevoir celui de la liberté, une fois le développement des forces productive parvenu au stade où le « gouvernement des hommes » pourrait céder la place à « l'administration des choses » (Marx - L'Idéologie allemande, 1845) et où la société pourrait écrire sur ses drapeaux « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (La critique du programme de Gotha, 1875), autrement dit ne pas se fixer comme objectif de réaliser cette utopie qui une fois réalisée n'en serait plus une, se serait remettre en cause l'ensemble du processus historique qui a contribué à sortir, transformer, élever le primate de l'état sauvage à l'être social que nous connaissons aujourd'hui, ce à quoi on ne peut évidemment pas se résoudre.

Je poursuis, il est 4h30 du matin (mercredi), je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit, en ce moment cela m'arrive un jour sur deux.

Source : Le Média, Kévin Boucaud-Victoire, 04-05-2018

Dans le document du 4 mai 2018 que monsieur Boucaud-Victoire, on pouvait lire aussi ceci :

- "Le mode de production capitaliste est donc condamné à termes, même si ce processus peut être extrêmement long, plus que ne le croyait Marx. Pourtant, rien ne garantit qu'il sera remplacé par un système plus juste, comme le pensent les marxistes orthodoxes et autres marxistes-léninistes."

C'est à se demander si le scepticisme ne serait pas devenu le seul moyen pour les intellectuels de prendre leurs pieds ! Quelle illusion ! On avait compris que c'était tout ce que vous aviez retenu de votre étude du marxisme, ce n'était pas la peine d'insister lourdement, vous n'êtes ni un "marxiste orthodoxe", ni un "marxiste-léniniste", dieu vous en garde ! Non mais c'est vrai, libre à lui d'être un réformiste petit bourgeois, tout ce qu'on lui demande c'est de l'assumer.

La révolution russe de 1917 et la prise du pouvoir par le parti bolchevik a validé la théorie de Marx et Engels, et jusqu'à preuve du contraire jamais et nulle part le prolétariat n'était ou n'est parvenu au pouvoir à l'issue d'un autre processus. Que les conditions n'aient pas été remplies à l'échelle mondiale pour qu'il se poursuive, ne remet nullement en cause la théorie ou les moyens qui ont été employés pour permettre à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir politique et procéder à un changement de régime.

Il ne faut pas se tromper, ce genre d'intellectuels le savent pertinemment, mais ils feignent de ne pas le savoir pour se livrer à un amalgame entre le bolchevisme ou le communisme et le stalinisme, parce qu'ils ont été corrompus par l'idéologie du capitalisme à laquelle ils ont finalement adhéré sous la forme du réformisme bourgeois, on les retrouve tous dans ou au tour des partis issus du PS principalement.

Il est facile de comprendre pour un intellectuel que c'est le capitalisme qui a eu raison de la révolution russe et que le stalinisme fut un de ses instruments pour la liquider, quel autre ennemi la classe ouvrière ou le socialisme avait-il, aucun. Faire preuve d'un peu de logique, cela fait du bien parfois, dites-le aux intellectuels qui ne pensent pas, mais ruminent sans cesse les idées qui n'ont jamais existé autre part que dans leurs têtes.

Moi, je suis un modeste ouvrier, donc je suis pragmatique, logique, avant de penser avec ma tête j'ai commencé par observer comment un certain nombre de mécanismes fonctionnaient, donc forcément j'ai fait l'expérience de la dialectique, que ce soit en travaillant la matière brute dans un atelier lors de mon apprentissage, puis dans un garage à réparer des bagnoles, des poids-lourds et des autocars, plus tard des copieurs, des télécopieurs, des imprimantes, du coup j'en suis arrivé à bricoler n'importe quoi, à exercer un tas de métiers ou d'emplois aussi en travaillant dans plus de 40 boîtes de toutes tailles, dans tous les secteurs économiques ou presque, on en voit des choses, on en croise des milliers de travailleurs, et forcément quand on a une soif insatiable de comprendre dans quel monde on vit, on en apprend des choses, on tire un tas d'enseignements de toutes ces expériences, on progresse, quoi.

On acquiert une ouverture d'esprit, une liberté de pensée, un esprit critique pour peu que parallèlement on continue d'étudier inlassablement, dont on ne soupçonnait même pas l'existence autrefois. Effectivement, il arrive même que j'en sois surpris moi-même, bien que j'aie toujours à l'esprit d'où je viens ou d'où je reviens plutôt, de loin, de très loin pour avoir été un arriéré ou un abruti fini à l'âge de 19 ans. Bref, je suis devenu un ouvrier qui pense, c'est à peine concevable pour un intellectuel en général.

N'allez surtout pas croire que je les détesterais, je leur dois tout, Marx et Engels en étaient, plutôt des penseurs ; intellectuel cela manque de dignité tellement ils sont éloignés de la réalité que vivent les ouvriers contrairement à Marx et Engels. On mène notre combat sur le terrain politique et non sur celui des personnes, qu'on ne se méprenne pas. Si maintenant certains de nos opposants ou de nos ennemis tiennent absolument à se ridiculiser en mettant en avant leur médiocre personnalité, qu'ils en assument les conséquences.

A chacun ses qualités et ses défauts, j'ai les miens et je les connais, cela étant, j'ai la modestie de penser que mes qualités l'emportent sur mes défauts, et que mes chers lecteurs soient d'un avis contraire ne me trouble pas, c'est leur droit et je leur accorde volontiers. Je suis bon joueur à condition qu'on soit loyal avec moi, c'est tout ce que je demande, et si cela ne leur convient pas, je n'y peux rien, comme j'ai l'habitude de dire, qu'ils aillent voir ailleurs si cela les incommode tant que cela, je ne retiens personne, on ne va tout de même pas commencer à se raconter des histoires entre nous, n'est-ce pas ? Et le plus fort, c'est que c'est le reproche qu'on me fait le plus souvent, de ne pas raconter des histoires, un comble ! Eh oui, entre nous au diable les conventions qui ont tendance à rendre respectable ce qui ne l'est pas vraiment, cela a suffisamment fait notre malheur de les respecter, le plus souvent parce que nous n'avions pas le choix, je vous l'accorde !

La vie dans cette société est compliquée, j'en conviens aisément. J'ai déménagé environ 20 fois, j'ai vécu successivement avec trois femmes, j'ai passé deux tiers de ma vie en France et un tiers en Inde, j'ai un peu voyagé en Europe et en Asie, maintenant je ne voyage plus que par le biais d'Internet, je fais le tour du monde quotidiennement l'air de rien pour actualiser le portail, et c'est seulement à 63 ans que je sais avec qui je vais passer mes vieux jours et où je m'éteindrai, c'est sans doute mieux ainsi que de l'avoir su plus tôt.

Ici l'air de rien, je bénéficie d'un mode de vie quasi idéal : Pas de télévision, pas de radio, pas de journaux, pas de conversations oiseuses à supporter puisque je ne maîtrise pas suffisamment le tamoul pour comprendre ce qui se raconte, je ne travaille pas évidemment, mieux, de rentier plutôt pauvre ou ayant tout juste de quoi survivre confortablement, c'est relatif, en se privant d'un tas de choses qui ne me manquent pas du tout, j'ai obtenu le statut de retraité qui m'a permis de figurer dorénavant parmi la couche supérieure de la classe ouvrière, à partir de seulement 230.000 francs en 1996 j'ai réussi à tenir le coup jusqu'en septembre 2017 sans bosser pour une saloperie de patron, je mets de côté les trois années que j'ai passées à enseigner le français à l'Alliance française et au lycée français de Pondichéry où je fus rémunéré moins de 100 euros par mois, je n'ai évidemment aucune dette, je suis propriétaire d'une petite maison que j'ai fait construire et d'un petit jardin magnifique, je vis un peu à l'écart d'un petit village entouré de plantation, je n'ai pour seuls ennemis que les serpents, les scorpions, les rats et les fourmis ou encore les moustiques quand il pleut, j'ai deux voisins avec lesquels je m'entends bien, ma compagne tamoule est d'une gentillesse extraordinaire, ma fille de 37 ans également, je suis un père et un grand-père comblé, depuis maintenant plus de 22 ans je fais ce que je veux de mes journées, bref, je me suis relativement bien démerdé pour un simple ouvrier qui était promis à vivre le même cauchemar que mes parents, en demeurant parfaitement honnête ou en ne devant rien à personne je précise.

J'ai eu beaucoup de chance, c'est vrai, j'ai pris énormément de risques aussi, la preuve que cela paie parfois, souvent paraît-il, je laisse le soin à ceux qui l'affirment de le prouver, surtout quand on part d'aussi bas que moi. J'ai gérer mon existence en partant du constat que si je restais en France, je finirais sans doute clochard, c'est pour cette raison que j'ai quitté la France. J'avais vécu autrefois la grande pauvreté et je n'avais pas du tout l'intention de la vivre à nouveau. Donc affirmer que j'aurais fait un choix en quittant la France, ce serait exagéré. En réalité, je n'ai pas saisi une opportunité qui m'aurait été offerte pour échapper au triste sort qui m'était réservé si je demeurais en France, non, je l'ai fabriquée de toutes pièces, et à partir de là tant bien que mal j'ai planifié la suite, parfois en naviguant à vue, les choses se sont enchaînées en profitant des occasions qui se présentaient. Il fallut prendre un tas de décisions dont dépendait mon avenir, il arriva même que ce fut une question de vie ou de mort carrément, car vivre en Inde n'est pas toujours une partie de plaisir, toujours est-il qu'en faisant fonctionner mes petits cellules grises, j'ai réussi à m'en sortir convenablement et proprement, c'est l'essentiel.

Il est vrai aussi qu'à partir du 11 septembre 2001 j'aurais pu continuer à me laisser vivre au lieu de renouer avec la politique et le militantisme, à l'époque je vivais sur une plage, vous imaginez le bonheur, mais je crois que ma vie n'aurait plus eu aucun sens, j'aurais été dégoûté de moi-même, franchement, cela ne m'a pas traversé l'esprit un seul instant, j'ai préféré sacrifier mon petit confort à notre cause et je ne le regrette pas quoi qu'il advienne. A quoi bon direz-vous peut-être, puisque votre activité politique n'a débouché sur rien.

Vous savez ou vous ne savez pas, je n'en sais rien, quand vous avez réussi par chance à sortir de votre condition misérable et que vous côtoyez quotidiennement une multitude de gens qui y seront condamnés jusqu'à la fin de leurs jours, quoi que vous pensiez ou quel que soit votre mode de vie, vous ne pouvez pas être indifférent à leur sort, à cette terrible injustice, vous vous souvenez, ce qui nous hantait quand nous étions jeunes, et bien peut-être que dans ma tête je le suis resté, pour conclure, c'est tout ce que je vous souhaite, bonne journée à tous. Il est 6h55, on a passé une partie de la nuit ensemble, après vous ne pourrez pas dire que vous ne savez pas où vous mettez les pieds en vous connectant à ce portail, n'est-ce pas ?

J'ai rédigé ce passage en pensant aux nouveaux lecteurs qui ne me connaissent pas, c'est normal qu'ils se posent des questions.

Aujourd'hui (jeudi), c'est un jour férié pour cause de Sarajwati puja, les Indiens n'ont pas de bol, il pleut!

Bienvenue dans le marigot de la macronie.

Alors qu'on en finisse tout de suite : Macron dehors, abolition de la Ve République !

- Macron : sa politique ou la fin du monde - LePoint.fr 18.10

Affairisme et lobbying, c'est du pareil au même.

- Emmanuelle Wargon passe sans transition du lobbying à l'écologie - Liberation.fr 17.10

Passée par Danone comme Muriel Pénicaud et formée à l'ENA avec Edouard Philippe, la nouvelle secrétaire d'Etat auprès de François de Rugy atterrit dans un gouvernement familier mais sur des questions qui lui sont étrangères. Liberation.fr 17.10

- La nouvelle secrétaire d'Etat à l'Ecologie rattrapée par des déclarations sur l'huile de palme - AFP 18.10

Personne ne serait au-dessus des lois ? En êtes-vous sûr ?

- LFI: les élus ne sont "ni au-dessus" ni "au-dessous" des lois (Retailleau, LR) - AFP 17.10

Vérifions-le tout de suite

- Pédophilie dans l'Église : la demande de création d'une commission d'enquête refusée par le Sénat - Publicsenat.fr 17.10

Ah ben non, un miracle ne s'est pas produit au Sénat !

L'aristocratie financière est en crise, l'aristocratie ouvrière aussi, l'un ne pouvait pas aller sans l'autre.

- Pascal Pavageau démissionne de la tête de Force Ouvrière - Le HuffPost 17.10

Le secrétaire général de Force ouvrière, Pascal Pavageau, a annoncé mercredi sa démission, à la suite de la révélation par Le Canard enchaîné d'un fichier controversé sur les dirigeants du syndicat.

"Je démissionne", a déclaré Pascal Pavageau à l'AFP, indiquant qu'il adressait un courrier à tous les membres du Comité confédéral national (CCN), le "Parlement" de l'organisation, pour les en informer. Le Parlement est composé d'une centaine de responsables de fédérations et d'unions départementales. Ceux-là mêmes qui figurent dans le fichier révélé par Le Canard enchaîné, où certains sont affublés de qualificatifs comme "niais", "complètement dingue", "anarchiste", "bête" ou encore "trop intelligent pour entrer au bureau confédéral".

Dans son message adressé aux adhérents et relayé sur les réseaux sociaux par des journalistes, l'éphémère patron de Force Ouvrière, qui avait été élu à la tête du syndicat en avril dernier, exprime son amertume et ses regrets face à ses "camarades" à qui il reproche d'avoir miné son autorité et sa volonté de porter une ligne contestatrice.

"Je rends le mandat parce que j'y suis contraint face à la violence et à la haine de certains qui exigent de moi des sacrifices que personne ne devrait avoir à faire", déplore-t-il dans ce courrier, évoquant la circulation d'informations malveillantes visant son entourage et sa famille. "A tous les adhérents, je m'excuse de lâcher mais c'est trop dur", tranche-t-il en se définissant comme "un militant, pas un martyr".

"Visiblement, la cabale ne s'arrêtera pas là. Je savais qu'en acceptant le mandat de secrétaire général, tous mes actes seraient passés au crible, mais jamais à ce point", écrit-il en dressant un réquisitoire contre les "camarades", à qui il demande ironiquement d'être "fiers du mal" qu'ils lui ont "fait ainsi qu'à l'organisation, en choisissant de faire passer [leurs] intérêts personnels, [leur] petit pouvoir ou [leur] aigreur avant tout". "Pour l'ensemble de ces documents et ces erreurs de fonctionnement qui ternissent l'image de notre organisation ainsi que mes actions, je vous présente sincèrement mes excuses", assume toutefois le désormais ex-numéro un de FO, dans ce courrier, dont l'AFP a obtenu copie.

La révélation de ce fichier a fait l'effet d'un électrochoc en interne. Dès vendredi, Frédéric Homez, secrétaire général de la fédération métallurgie, avait invité Pascal Pavageau à prendre "lui-même la décision de démissionner". Lundi, le patron de cette puissante fédération, réputé "réformiste", s'était allié à un confrère appartenant au bord "trotskiste" de FO, Hubert Raguin, à la tête de la fédération de l'enseignement, pour réclamer le maintien de la réunion de mercredi.

"Une large majorité au sein de la Commission exécutive souhaite sa démission, à 3-4 exceptions près", assurait un des membres de la direction élargie avant l'annonce de Pascal Pavageau. Le HuffPost 17.10

Complément. Libération 17 octobre 2018.

(FO) réunira, les 21 et 22 novembre, son comité confédéral national, sorte de parlement de FO (regroupant les secrétaires d'unions départementales et de fédérations) afin d'élire un nouveau secrétaire général. En attendant, une commission spéciale assurera, avec le bureau confédéral, l'intérim. Elle sera aussi chargée «d'aider et d'assister le bureau confédéral pour éradiquer ces méthodes et prendre toutes décisions utiles à cet objectif». Une opération de grand nettoyage qui n'est pas sans rappeler celle menée par la CGT, en janvier 2015, après la sortie de son ancien numéro 1, lui aussi poussé au départ après le scandale autour des frais de rénovation de son bureau et de son appartement. A l'époque, l'affaire n'avait pas manqué d'égratigner l'image du syndicat de la Porte de Montreuil.

Dans les rangs de FO, certains craignent aussi que les récents déboires de leur centrale viennent ternir leur image, au moment où le syndicat avait justement repris des couleurs. Orateur confirmé, adepte de formules efficaces, parfois agrémentées de références cinématographiques, Pascal Pavageau, tenant d'une ligne plus dure que son prédécesseur, Jean-Claude Mailly, n'y était pas pour rien. Sous les huées

Les retrouvailles entre sa centrale et la CGT de Philippe Martinez, qu'il appelait de ses vœux, marquaient aussi un tournant dans le paysage syndical. «La majorité présidentielle voyait d'un mauvais œil ce rapprochement alors que va arriver la réforme des retraites, grince Jacky Gontier, secrétaire fédéral de la branche transport de FO. Des histoires comparables à ce fichier, il y en a partout dans les syndicats, les partis, les entreprises, mais on n'en fait pas autant.» Pour ce fidèle du secrétaire général

sortant, «l'affaire a été probablement pilotée par des réformistes de FO proches de la macronie. Pavageau était l'homme à abattre, puisque, ces derniers mois, c'était le seul opposant». (...)

D'autant qu'à FO, le courant trotskiste «lambertiste» est influent. Les proches du déchu racontent une autre histoire. Pour eux, en voulant «faire bouger les lignes» dans l'organisation, Pavageau se serait attiré des ennemis. Ce qui aurait précipité sa chute. «Ecœurés», ses fidèles dénoncent «la mise à mort d'un taureau». «On sait qu'ils envoyaient des fichiers aux rédactions. Quinze jours après le congrès, Pascal a été appelé par le Canard enchaîné. Les journalistes avaient obtenu des informations sur son fils et son chat, avec qui il est allé en déplacement à l'hôtel. C'était un peu niveau caniveau comme histoire, d'autant que tout avait été à ses frais. Ils ont essayé de faire fuiter un nombre incalculable de dossiers», raconte un proche. Ils ? Sur l'identité de ces «ennemis», la même source précise : «Des personnes aigries à titre personnel et aussi des représentants de courants qui ne supportaient plus l'indépendance de Pascal, qui n'est pas tenu par des courants politiques.» Un coup dirigé vers Mailly, longtemps encarté au PS, et désormais jugé «Macron-compatible» par ses détracteurs.

Pour certains soutiens de Pavageau, la fin est aussi brutale. Avec la démission de leur mentor, quatre personnes ont été licenciées. Quatre licenciements opérés par Pascal Pavageau lui-même. «On sentait qu'il se tramait des choses mais on n'a pas les mêmes règles du jeu, on a été naïfs. On ne s'attendait ni à la violence ni aux méthodes : fouiller, voler, on se croirait dans un vieux film», regrette l'un d'eux. Sur la polémique du fichier, qu'ils disent «comprendre nécessairement», ils considèrent néanmoins que cela aurait «pu et dû se gérer en interne». «Les gars qui sont scandalisés devraient relativiser : ça fait quarante ans que ça se fait à FO. C'est juste un prétexte pour le destituer», poursuit ce proche. Et de reconnaître toutefois : «Là où il y a une erreur de notre part, c'est sur les commentaires. Y a pas de quoi être fier…»

Sur la fuite du fichier, chacun a sa petite idée. «La RH s'est fait voler une clé USB qui contenait pas mal de données, alors que sa porte était fermée à clé, donc ça vient de l'interne, il n'y a aucun doute», affirme une autre source. «Une clé USB dérobée dans un sac à main. On est en plein thriller !» s'agace le secrétaire fédéral Jacky Gontier, estimant que le coupable devait être bien au courant du fonctionnement de FO.

Des mystères et suspicions qui ne vont pas faciliter la succession de Pavageau. Et ce, alors que les prétendants au poste commencent déjà à se montrer, note le syndicaliste : «On entend tout et n'importe quoi, mais une chose est sûre : soit le successeur devra être dans la ligne de Pavageau pour mettre en œuvre les résolutions qui ont été adoptées au dernier congrès. Soit, a contrario, s'il s'agit d'un réformiste du style de la fédération de la métallurgie, là, ce sera difficile de les mettre en œuvre. La seule issue, serait alors d'organiser un autre congrès. Mais vu comment s'est passé le dernier…»

Des tractations bien loin du quotidien de certains militants de base. «Secoué» par ce feuilleton, Jean-François Innocenti, délégué syndical au Crédit agricole, s'inquiète «des conséquences que cela va avoir sur le travail de terrain des militants, qui sont à mille lieues de cela». Ces mêmes militants qui «ne comptent pas leur temps et leurs efforts au quotidien» et risquent d'être «salis par les dérives de quelques-uns». Libération 17 octobre 2018

Une bonne nouvelle de Syrie.

- Les frontières de la Syrie rouvertes avec le Liban, Israël et la Jordanie, bientôt avec l'Iraq. - Réseau Voltaire 16 octobre 2018

Les postes-frontières entre la République arabe syrienne et le Liban ont déjà tous été rouverts.

Le 15 octobre, les postes-frontières de Quneitra avec le Golan occupé par Israël et de Nassib/Jaber avec la Jordanie ont été rouverts.

Le ministre iraquien des Affaires étrangères, Ibrahim Jaafari, est venu préparer le 15 octobre à Damas la réouverture du poste-frontière de Boukamal avec son pays.

La réouverture des postes-frontières avec ses voisins (sauf la Turquie) marque la fin des hostilités internationales contre la Syrie. Elle devrait notamment permettre de contourner les « sanctions » —c'est-à-dire de mettre fin à la guerre économique— et de rétablir le commerce dans la région. Réseau Voltaire 16 octobre 2018

Deuxième partie.

Nouvelles du bled où je vis. Fanatisme, entre féodalisme et communautarisme, chez nous aussi ils sévissent.

- Prayagraj - Liberation.fr 18 octobre 2018

C'est le nouveau nom de la ville qui s'appelait Allahabad depuis cinq cents ans. Le changement a été annoncé mardi par le ministre

en chef de l'Uttar Pradesh, le plus grand Etat indien, où se trouve l'immense cité. Il intervient avant l'important pèlerinage hindou de la «jarre sacrée» qui s'y tiendra en janvier. Et marque un pas de plus dans la stratégie d'effacement de l'histoire musulmane de l'Inde.

Le gouvernement de cet Etat de 200 millions d'habitants, dont près de 20 % de musulmans, explique qu'il s'agit de la «correction d'une erreur faite par Akbar», l'empereur moghol qui aurait rebaptisé l'ancienne Prayag à la fin du XVIe siècle. Liberation.fr 18 octobre 2018

Bombay est devenu Mumbai, Calcutta, Kolkatta, Madras, Chennai, etc. Qu'ils effacent les traces laissées par l'empire britannique, on est d'accord, mais là il s'agit d'autre chose. Pour autant que je me souvienne, Akbar fut ce qu'on pourrait appeler un empereur éclairé, or, hormis la période qui précéda l'indépendance de l'Inde en 1947, la lumière s'est éteinte sur cet immense pays, et encore, puisque les leaders bourgeois du parti du Congrès étaient uniquement animés d'intentions bassement mercantiles...

- Inde: deuxième jour de confrontation autour du temple de Sabarimala AFP 18 octobre 2018

Des traditionalistes hindous bloquaient jeudi l'accès des femmes à un grand temple hindou du Kerala, dans le sud de l'Inde, au deuxième jour d'une confrontation tendue autour de l'application d'une décision de justice.

La Cour suprême indienne a révoqué le mois dernier la vieille interdiction faite aux femmes en âge d'avoir leurs règles, soit entre 10 et 50 ans, de pénétrer dans le temple hindou d'Ayyappa à Sabarimala.

Mais malgré la réouverture des portes mercredi du sanctuaire, pour la première fois depuis le jugement, des centaines de manifestants empêchent toute femme de cette catégorie d'âge d'y accéder. Des échauffourées ont opposé protestataires et forces de l'ordre.

En dépit de la protection policière autour d'elles, des femmes tentant de monter au temple ont dû rebrousser chemin. Le sanctuaire se trouve au sommet d'une colline dans la nature, à plusieurs heures de marche.

Des femmes journalistes couvrant l'événement ont aussi été prises à partie.

Jeudi, l'ambiance au temple lui-même était calme et festive. Aucune femme entre 10 et 50 ans ne figurait parmi les milliers de pèlerins faisant la queue pour y entrer sur fond de musique, a constaté l'AFP.

"Nous venons ici depuis notre enfance et nous comprenons la riche tradition derrière. Les femmes sont autorisées partout, dans tous les autres temples. Cela ne se fait pas ici pour une bonne raison", a lancé le croyant Sundaravadana, torse nu et tenant une pancarte "Sauvez Sabarimala".

La situation restait en revanche tendue dans la reste de la zone. Dans la nuit de mercredi à jeudi, des organisations hindoues locales ont appelé à une grève générale de douze heures et menacé quiconque ne la respecterait pas. (Au passage, il en est ainsi de la plupart des grèves générales en Inde ou limitées à certains Etats. - LVOG)

"Quelques hommes sont venus jeudi matin au parking et ont mis en garde les conducteurs de taxis de ne pas défier l'appel à la grève", a déclaré à l'AFP le chauffeur de taxi Praveen dans la ville de Pathanamthitta.

Écoles et commerces étaient fermés dans les alentours de ce sanctuaire visité chaque année par des millions de pèlerins.

Les autorités du Kerala assurent qu'elles sont en mesure de garantir l'accès au temple et ont imposé des restrictions sur les rassemblements de plus de cinq personnes, entrées en oeuvre à minuit jeudi.

Malgré cela, des groupes de 50 à 100 jeunes hommes s'assemblaient aux intersections et inspectaient les véhicules. À certains endroits, des manifestants ont jeté des pierres contre des bus.

"Les traditions existent depuis bien avant que les tribunaux ne puissent les toucher", a déclaré à l'AFP Krishna Kumar, un grand jeune homme musclé montant la garde à un carrefour dans la ville de Kozhencherry.

Les femmes indiennes peuvent accéder à la plupart des temples hindous mais certains leur sont encore fermés, malgré une intensification des campagnes pour obtenir la levée de telles restrictions ces dernières années.

L'interdiction des femmes de Sabarimala était un tabou de longue date et avait été approuvée par un tribunal du Kerala en 1991. Les femmes réglées sont souvent considérées comme impures dans cette société conservatrice et patriarcale.

La révocation de cette mesure par la Cour suprême a enragé les conservateurs, notamment dans les rangs du Bharatiya Janata Party (BJP) du Premier ministre Narendra Modi, au pouvoir à New Delhi.

Le chef marxiste du gouvernement local du Kerala a vu dans l'agitation la main du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Corps des volontaires nationaux), puissante organisation de masse matrice du nationalisme hindou et dont est issu Narendra Modi. (Pour ne pas dire une milice d'extrême droite. - LVOG)

"Ces agresseurs sont motivés par des idéologies féodales et de castes (...) Tous les croyants doivent condamner cette attaque contre Sabarimala", a tweeté Pinarayi Vijayan.

En raison de la fébrilité de la situation, Trupti Desai, une militante du droit des femmes, a reporté sa visite annoncée au temple.

"Si je vais là-bas, il y aura davantage de violence. Le gouvernement a eu assez de temps pour préparer le terrain à l'application du jugement de la Cour mais ils ont échoué à protéger les femmes croyantes", a-t-elle dit à l'AFP par téléphone. AFP 18 octobre 2018

Effectivement. Les faits confirment qu'on est bien en présence d'un régime semi-féodal en Inde...

Dans l'actualité du jour.

Si les médias corrompus le disent...

- Mélenchon : Jupiter, c'est lui ! - LePoint.fr 19.10

Na ou crise d'infantilisme au Point !

- Ces 5 gestes disent qui est vraiment Mélenchon - Le HuffPost 19.10

Qui dit cela, Le HuffPost, le Washington Post...

L'AFP exulte !

- Brésil: Les militaires proches d'un retour au pouvoir, par les urnes - AFP 19.10

... et désespère...

- Après six mois de crise au Nicaragua, Ortega reste accroché au pouvoir - AFP 19.10

En famille. Qui vient d'appeler à voter Macron ou LREM, devinez ?

Qui a dit à propos des retraités : Cette catégorie représente "33% de l'électorat et pas loin de 45% des gens qui votent", avant d'ajouter: "Il faut s'occuper de nous car nous sommes un enjeu important, sur le plan économique certes mais aussi sur le plan politique".

Réponse : Daniel Fargeas, de l'association Loisirs solidarités retraités, affiliée à l'UCR-CGT. (Source : huffingtonpost.fr 18.10)

Mais au fait, si les retraités représentent "45% des gens qui votent", il faut en déduire que ce sont eux qui ont contribué largement à porter Macron au pouvoir.

La vieillesse est un naufrage dit-on, ce qu'on peut effectivement observer autour de nous quand on devient vieux. Qu'il nous soit permis de formuler le voeux d'être épargné par cette triste fin ! Vous aurez remarqué qu'on s'y emploie quotidiennement dans ce portail, on ne passe absolument rien à la réaction et à ses complices. Vous en connaissez beaucoup qui ont cette rigueur sur les principes ? Ne me répondez pas, je connais la réponse. Je dis cela en toute simplicité, un constat, quoi.

On devrait consacrer un article aux vieux, ce ne serait pas vraiment à leur avantage, pour démonter ou briser leurs arguments qui relèvent de la démagogie, genre : moi j'ai vécu de nombreuses expériences, on ne me la fait pa ; j'en ai vu du pays, je sais de quoi je parle à mon âge, etc. tu parles, en règle générale ils n'ont jamais évolué depuis leur scolarité où ils avaient été formatés pour devenir de bons petits soldats de l'impérialisme français.

La logique la plus élémentaire permet de comprendre tout de suite à qui on a affaire : à vous entendre, nous n'en serions pas là

si vous aviez su autant de choses que vous le prétendez... et je me retiens de dire tout ce que je pense, c'est du vitriole, ils sont tellement pitoyables qu'ils n'inspirent que du dégoût et de la pitié quand ils s'acharnent à vouloir nous convaincre qu'on devrait les écouter, cela dit c'est très instructif sans vouloir les juger, ils se sont déjà condamnés eux-mêmes et ils ne méritent pas une double peine, nous non plus, d'où notre légitimité à dire ce qu'on en pense, même si cela choque les âmes sensibles qui se sentiraient visées.

Quand même une bonne nouvelle qui nous vient d'Espagne.

- Manuel Valls est le moins apprécié des candidats à la mairie de Barcelone - LeFigaro.fr 18.10

Manuel Valls est le plus mal placé pour remporter la mairie de Barcelone, d'après un sondage publié par un journal espagnol ce jeudi. Il est pourtant connu par une large majorité des personnes interrogées. LeFigaro.fr 18.10

Pénétrer dans la matrice de la macronie. Psychopathie et mégalomanie aggravée.

- Quelle trace un président peut-il laisser dans l'Histoire ? par Jacques Attali - L'Express17.10

Selon le banquier membre du PS, idéologue néolibéral et ultra sioniste, Jacques Attali, un des parrains de Macron, "*il existe, pour un dirigeant politique, cinq façons de laisser une trace*", on en retiendra trois qui valent leur pesant d'or dur ou liquide, Attali n'est pas regardant.

La guerre menace, vous devez vous y préparer et soutenir l'armée.

- "Mener une guerre ou affronter une situation tragique : on ne peut qu'espérer que l'actuel président et ses successeurs n'auront pas à démontrer leur lucidité et leur courage dans ce genre d'épreuve, militaire ou terroriste. Il leur appartient cependant d'y préparer les Français en leur parlant sans cesse des dangers du monde, en même temps que de ses potentialités, et en veillant à renforcer nos armées, en particulier avec les armes de l'avenir, tant négligées.

Adoptez le communautarisme au détriment de nos droits collectifs afin de créer un climat de guerre civile permanent.

- Mener des réformes vraiment profondes de la société française, en disant son ambition. Par exemple, aujourd'hui, en faisant de l'accès à la connaissance, de tous et à tout âge, la priorité absolue de son mandat. Ou en entreprenant un grand balayage de l'ensemble de notre droit, pour en chasser les innombrables traces de machisme qui y restent encore.

Maintenir nous-mêmes en esclavage les Africains en continuant de piller leurs richesses.

- Un grand projet international. A côté du projet européen, si désespérant, et en particulier celui de l'Europe de la sécurité, dont tout président français doit se faire le champion, on devrait aussi voir lancer aujourd'hui un grand projet vers l'Afrique. Comme le président chinois a lancé l'extraordinaire "nouvelle route de la soie", qui structure pour trente ans l'ambition internationale de la Chine, un président français devrait lancer une "nouvelle route de la Méditerranée" qui relierait l'Europe et l'Afrique, dans un projet à trente ans, au bénéfice de tous. On y ferait la carte et la planification de toutes les infrastructures qui permettraient le développement conjoint des deux continents. Sinon, c'est la nouvelle route de la soie qui le fera, et l'Europe, déjà moribonde, sera définitivement sortie de l'Histoire.

Et de conclure.

- Si un pouvoir veut être utile, il doit créer les conditions pour qu'on se souvienne de lui avec gratitude et non pas en le maudissant.

LVOG - Là il a dû avoir une tendre pensée pour sa monstrueuse créature en difficulté, Macron, haï par la majorité des masses !

Ils vous expliquent comment la fabrication du consentement fonctionne.

- L'irrésistible ascension de l'opinion publique - Slate.fr 18 octobre 2018

Extraits. L'opinion publique est l'un de ces éléments si insérés dans notre environnement qu'ils font partie de notre quotidien. On la retrouve partout, tout le temps et sous différentes formes. Omniprésente, l'opinion publique est parvenue à se rendre indispensable... (Envahissante ! Indispensable pour qui, pour quoi ? Ils vont l'avouer eux-mêmes plus loin. - LVOG)

Vous n'arrivez à choisir pour qui voter à la prochaine élection? Telle personne est pourtant beaucoup mieux placée que l'autre

pour l'emporter. (Voilà, on va vous aider à choisir pour qui voter... pour notre candidat ! - LVOG)

L'opinion publique est mobilisée dans tous les champs de la société: émissions de divertissement, publicité, marketing, discours politiques, ONG, institutions publiques, etc. (Que des représentations idéologique du régime, au mois on sait à qui et à quoi elle doit servir. - LVOG)

L'opinion publique est d'abord une construction médiévale, qui trouve ses origines aux XIIe et XIIIe siècles. Ce que l'on appelait alors la fama communis ou publica apparaît avec le développement de l'Inquisition et acquiert une fonction centrale dans l'exercice de la justice. (L'Inquisition rendant la justice, voilà l'origine des sondages, je vous l'aurai dit que vous ne l'auriez pas cru ! - LVOG

La fama correspond à une sorte «d'étiquette» qui, si elle est collée à un individu par des personnes à la réputation respectable, va pouvoir entraîner à l'encontre de celui-ci l'ouverture d'une procédure judiciaire et éventuellement la prise de sanctions, telle que la destitution de certaines responsabilités. L'opinion publique, dès ses origines, possède donc une dimension de validation sociale. (Fama ou fatwa qui va détruire injustement la réputation d'une personne, et ils osent affirmer qu'elle aurait une "vocation sociale", on est bien en présence de monstrueux psychopathes ! - LVOG)

Elle va prendre un autre sens sous le régime de la monarchie absolue. Le gouvernement, soucieux de se tenir au courant des mouvements en cours dans la société, va envoyer des agents aux quatre coins de la ville –dans les marchés, les cafés ou les places les plus fréquentées– pour écouter et rapporter les échanges potentiellement hostiles au pouvoir. (Une entreprise policière, quoi ! - LVOG)

L'objectif de cette politique n'est pas tant de réprimer les personnes représentant un danger pour la monarchie, mais plutôt de posséder une information sur «l'état de l'opinion» –bien que le terme soit ici anachronique– afin de pouvoir l'orienter, notamment en disséminant des informations contraires ou en discréditant les éventuels fauteurs et fauteuses de trouble. L'opinion est alors collectée dans un but politique, celui de garder un contrôle sur les populations. Mais ce n'est que bien plus tard que l'on va chercher à la mesurer scientifiquement. (Extraordinaire, ils avouent que le but des sondages est "*de garder un contrôle sur les populations*", ils ont donc un caractère antidémocratique, c'est un euphémisme ! - LVOG)

Méthode initialement américaine, le sondage va très vite s'exporter, et notamment en France par l'intermédiaire de Jean Stoetzel. Au milieu des années 1930, ce jeune docteur en psychologie sociale passe une année en tant que professeur détaché à l'Université Columbia de New York, grâce à une bourse de la Fondation Rockefeller. (Tiens donc, une entreprise financée par Rockefeller ! - LVOG)

Il s'y forme aux méthodes statistiques et fait la rencontre de Georges Gallup, qui l'informe que personne ne réalise de sondage en Europe et l'encourage à le faire. En 1938, à son retour en France, Jean Stoetzel fonde l'Institut français d'opinion publique (Ifop). (Que cette saloperie vienne des Etats-Unis n'étonnera personne. - LVOG)

Dans un premier temps, la presse contribue largement à faire connaître les sondages. Dans les années 1950, des revues comme Réalités, L'Express ou encore France Observateur (ancêtre de l'actuel L'Obs) commande et diffuse de nombreuses études réalisées par l'Ifop.

L'opinion publique parvient au cours du XXe siècle à s'imposer comme incontournable, au fur et à mesure que se développent les outils permettant de la mesurer.

Entre 1945 et 1963, on recensait en moyenne 450 sondages par an dans le monde. En 1983, on pouvait en décompter 500 uniquement en France. Et en 2017, selon un rapport de la Commission nationale des sondages, 560 sondages ont été publiés sur la seule thématique de l'élection présidentielle. (Cela les rend littéralement dingue de penser qu'ils pourraient perdre le contrôle de la population, on comprend pourquoi et justifie mon travail. - LVOG)

Cette inflation du nombre des sondages médiatisés est d'autant plus impressionnante que la majorité des enquêtes d'opinion ne sont jamais publiées. Elles constituent une source d'information que la clientèle des instituts se garde bien de diffuser et utilise pour définir ses stratégies –électorales ou commerciales– et ses investissements. (Bref, pour comploter ! - LVOG)

L'industrialisation croissante de la fabrication des sondages est rendue possible par l'évolution des modes d'administration des questionnaires.

L'ensemble de ces évolutions nous offre la possibilité d'une connaissance plus fine des représentations individuelles et collectives, des valeurs et des préférences qui traversent la société. (Un complément aux fichiers des renseignements généraux, merci on avait compris ! - LVOG) Slate.fr 18 octobre 2018

Dans la même rubrique.

C'est bien une affaire de l'oligarchie, ils le confirment eux-mêmes.

- Réchauffement climatique : Bill Gates et Bruxelles s'unissent - LePoint.fr 19.10

Ou quand la véritable nature de l'UE s'expose au grand jour...

Si vous détestez le travail forcé et l'esclavage : Fuyez la France !

- "Des gens qui fuient la torture, le viol, le travail forcé, l'esclavage..." : le témoignage de Tanguy Louppe, sauveteur sur "L'Aquarius" - Franceinfo 19.10

Ne venez pas ici en Inde, vous serez logés à la même enseigne, alors jetez-vous à la mer, c'est ce que suggère ce décérébré !

Frères et soeurs d'infortune, n'écoutez pas ces nantis, ces abrutis, cultivez la solidarité entre vous pour survivre dans votre pays et mener votre lutte de classe contre vos propres exploiteurs et oppresseurs, y compris les impérialistes qui veulent maintenir votre pays dans un état de sous-développement, expropriez-les, puis jetez-les dehors !

Allez, ils en rajoutent une couche toute fraîche dans la rubrique En Marche vers le totalitarisme.

- Vie privée. Le Conseil d'Etat valide le mégafichier controversé - Liberation.fr 19.10

Le Conseil d'Etat a rejeté jeudi les requêtes dirigées contre le décret instaurant le mégafichier qui regroupe les données personnelles de tous les Français... Liberation.fr 19.10

Et pour qu'on ne se trompe pas sur la nature de Macron et son gouvernement, ils s'attaquent aux plus faibles.

- Le Sénat rejette une proposition de loi visant à mieux indemniser les allocataires de l'Allocation adultes handicapés - Publicsenat.fr 19.10

- Le retour d'une demi-part supplémentaire pour les veuves « n'est pas soutenable », estime Le Maire - Publicsenat.fr 19.10

Ah ben c'est que l'existence du capitalisme « n'est pas soutenable », abolissons-le !

Le peuple exploité résiste.

- Les femmes de chambres du Park Hyatt ne lâchent rien - Liberation.fr 19 octobre 2018

- Retraités : «Macron nous considère comme des "nantis"» - Liberation.fr 19 octobre 2018

Dénonçant la baisse de leur pouvoir d'achat, ils ont manifesté, ce jeudi, à l'appel notamment de la CGT et de FO. Leurs craintes sont partagées par les actifs, selon une enquête de la CFDT. Liberation.fr 19 octobre 2018

- A l'aciérie Ascoval près de Valenciennes : «Si on ferme, c'est un scandale d'Etat» - liberation.fr 18 octobre 2018

Flagrant délit. Libération ou la vraie fausse nouvelle.

LVOG - Ce matin Yahoo news proposait deux articles, où Libération s'employait à expliquer que Macron et la ministre des Transports n'avaient pas du tout l'intention d'imposer des péages urbains, non, ils l'ont suggéré tellement fort qu'ils ont été jusqu'à suggérer aux maires des grandes villes un "tarif des péages"... à 50 centimes d'euro près !

Mieux encore dans le déni, Libération s'est employé maladroitement à vouloir faire croire que la possibilité de recourir à cette nouvelle taxe daterait de l'époque de Sarkozy, ce qui est exact, à ceci près qu'elle avait été enterrée depuis et que c'est bien Macron qui la réactive en recourant à un "avant-projet de loi d'orientation des mobilités (LOM)" (Publicsenat.fr). Lisez attentivement, c'est très tordu, mais instructif.

Les faussaires de Libération en sont arrivés là pour ménager Macron.

- Péages urbains : la fausse annonce - Liberation.fr 19 octobre 2018

L'instauration de péages aux portes des agglomérations a été présentée dans les médias comme une nouveauté de la future loi sur les mobilités. La ministre des Transports, Elisabeth Borne (photo), a rappelé que cette taxe était possible depuis les lois Grenelle de 2010, que le nouveau cadre légal «va préciser les conditions dans lesquelles les péages urbains pourront s'appliquer» et que ce sont les collectivités qui décideront, pas l'Etat. Liberation.fr 19 octobre 2018

- Péages urbains : c'est pour demain ? - Publicsenat.fr 18 octobre 2018

Alors que vient d'être dévoilé par le média « Contexte » l'avant-projet de loi d'orientation des mobilités (LOM), qui prévoit la possibilité pour certaines agglomérations de se doter d'un péage urbain, la sénatrice LR Fabienne Keller présentait ce jeudi son rapport sur les outils financiers permettant de réguler le trafic automobile.

Le péage urbain - ou « tarif de congestion » selon le texte gouvernemental - n'est en effet pas une mesure des plus populaires. De quoi expliquer la réticence des grandes villes que sont Lyon, Marseille et Paris vis-à-vis de cette disposition de la loi LOM.

L'avant-projet de loi LOM s'en tient pour l'instant à laisser la liberté aux élus locaux d'opter, ou pas, pour le péage urbain, qui se matérialiserait par un système de téléservice, avec une facture envoyée aux automobilistes en fin de mois. « Aujourd'hui, aucune collectivité n'a annoncé son souhait de mettre en place à court terme une tarification de congestion. Mais c'est demain comme aujourd'hui un outil à leur disposition », précise Élisabeth Borne, ministre des Transports.

Un projet qui serait donc tué dans l'œuf? Fabienne Keller ne s'y résout pas et préfère vanter les systèmes étrangers...

L'avant-projet de la loi LOM prévoit d'ailleurs des tarifs réduits, voire gratuits pour certains usagers, notamment pour « ceux dont le domicile ou le lieu de travail est situé dans la zone soumise à tarif de congestion ». Si la collectivité sera chargée de définir les heures d'application du tarif des péages et d'en déterminer le prix, le texte du gouvernement fixe un plafond à 2,50 euros pour les villes de 100 000 à 500 000 habitants, et de 5 euros au-delà. L'Ademe et la direction générale du Trésor, dont les conclusions sont reprises dans le rapport de Fabienne Keller, recommandent toutefois que seules les agglomérations de plus de 300 000 habitants mettent en place un péage urbain. Publicsenat.fr 18 octobre 2018

- Pour ou contre les péages urbains ? - Capital 18.10

Le gouvernement souhaite favoriser l'implantation de péages urbains à l'entrées des grandes villes... Capital 18.10

Ils osent tout

- Trump estime que Jamal Khashoggi est "certainement" mort - Reuters 19.10

Non, il a seulement été découpé en morceaux...

- L'Equateur expulse l'ambassadrice du Venezuela en représailles à des "insultes" envers son président - Franceinfo 19.10

En régime totalitaire, la moindre critique est dénoncée comme une insulte...

- Pays-Bas, pays libre - L'Express.fr 19.10

Cela existe ?

Haut de page

Le 21 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Ici, grosse pluie ininterrompue, la mousson quoi ! Mais miracle du développement, je plaisante, on a du courant, pourvu que cela dure !

J'aborde certains sujets par morceaux, sinon je ne pourrais pas consacrer de temps à l'actualité.

Un courriel de menace reçu.

J'ignore d'où il provient il m'a été envoyé en empruntant mon adresse électronique.

jctardieu@outlook.fr

Sam 20/10/2018, 12:05

Hello!

My nickname in darknet is des53.

I hacked this mailbox more than six months ago. Through it I infected your operating system with a virus (trojan) created by me and have been monitoring you for a long time.

Your password for jctardieu@outlook.fr is 247dmf4

Even if you changed the password after that - it does not matter, my virus intercepted all the caching data on your computer and automatically saved access for me.

I have access to all your accounts, social networks, email, browsing history.
Accordingly, I have the data of all your contacts, files from your computer, photos and videos.

I was most struck by the adult sites that you occasionally visit.
You have a very wild imagination, I tell you!

During your pastime and entertainment there, I took screenshot through the camera of your device, synchronizing with what you are watching.
Oh my god! You were so funny and excited!

I think that you do not want all your contacts to get these files, right?
If you are of the same opinion, then I think that $880 is quite a fair price to destroy the dirt I created.

Send the above amount to my Bitcoin wallet: 3G6jQA6D6haG5oq6KvHG5fAbwrCebVT8dR

As soon as the above amount is received, I guarantee that the data will be deleted, I do not need it.

Otherwise, these files and history of visiting sites will get all your contacts from your device.
Also, I'll send to everyone your contact access to your email and access logs, which I have carefully saved.

Since reading this letter you have 48 hours! (Il me donne 48 heures avant de saccager mon disque dur ! - LVOG)
After your reading this message, I'll receive an automatic notification that you have seen the letter.

I hope I taught you a good lesson.
Visit safe websites only, and don't enter your passwords anywhere!

Good luck!

Ma réponse : Fuck you !

- Causerie au format pdf (22 pages)

Quelques éléments pour alimenter notre réflexion politique... et agir.

Syndicalisme

Un mot d'ordre que nos dirigeants ont abandonné depuis longtemps, non, plus précisément qu'ils n'ont jamais adopté, ce qui n'est pas du tout pareil.

Trotsky - Dans les pays fascistes et semi-fascistes, tout travail révolutionnaire ne peut être qu'illégal et clandestin. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats. (L. Trotsky. Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - Août 1940)

Sur le parti.

Si on doit construire un parti qui regroupe les éléments les plus déterminés ou les plus conscients de la classe ouvrière, des classes moyennes et des intellectuels, et non un parti de masse, ce parti doit être résolument tourné vers les masses, vers toutes les couches des masses exploitées, y compris ses couches inférieures ou les plus défavorisées.

Nos dirigeants ne l'ont pas compris, et ils se sont lancés dans la construction d'un parti composé d'une élite destinée aux élites que les masses devraient suivre, et évidemment cela n'a jamais pris.

Ce n'était pas parce que le parti ne devait pas être un parti de masse qu'il ne devait pas s'adresser aux masses, or c'est ainsi qu'ils l'ont interprété et le résultat à l'arrivée est nul, c'était inévitable. S'il était inévitable que le parti recrute au sein des couches supérieures de la classe ouvrière et des classes moyennes, parmi les intellectuels dans un premier temps, cela ne signifiait nullement que c'était vers ses couches ou classes que le parti devait se tourner, il y a eu une confusion dramatique sur ce plan-là.

Et qu'on ne vienne pas nous sortir l'histoire du parti bolchevik qui pendant près de 10 ans après la scission avec les mencheviks demeura un courant du parti ouvrier social-démocrate de Russie, qui connut des hauts et des bas de 1903 jusqu'à la Première guerre mondiale, étape qu'il aborda tandis que ses effectifs étaient au plus haut, pour retomber au cours de la guerre et se retrouver ultra minoritaire pour aborder la révolution de février 1917, et ce n'est qu'au cours des 8 mois qui précédèrent la révolution d'octobre qu'il connut un développement fulgurant pour devenir majoritaire au sein des soviets.

On ne peut pas comparer cette époque à la nôtre ou celle des 3 ou 5 décennies précédentes, puisque dans les années 10, il y a donc un siècle, la classe ouvrière et la paysannerie russe était en grande partie illettrée, tandis que le prolétariat français ou des puissances occidentales de la seconde moitié du XXe siècle était instruit ou avait été scolarisé, sans parler des multiples et profondes transformations qu'a connu la société durant cette longue période. Donc se servir de l'histoire du parti bolchevik pour justifier l'état actuel de l'avant-garde du mouvement ouvrier en France ne tient pas la route.

L'autre argument avancé par nos dirigeants consiste à dire qu'en période de reflux du mouvement ouvrier ou de la lutte de classe, il est impossible de construire le parti, sauf que nous ne sommes pas dans cette période, puisque les mouvements sociaux ou les grèves se multiplient dans le pays, en réalité ils n'ont jamais réellement cessé tout au long des décennies antérieures jusqu'en 2018. Donc là encore, cet argument n'est pas sérieux.

Jamais à cours d'arguments pour avoir le dernier mot ou refuser d'admettre leurs erreurs, ils nous sortent encore qu'en période de réaction sur toute la ligne, il est très difficile de recruter de nouveaux militants, ce qui est exact, sauf que lorsque la période de réaction sur toute la ligne dure des décennies, voire plus d'un demi-siècle aux Etats-Unis par exemple, que doit-on en conclure si on les écoute, qu'on n'a plus qu'à prendre notre mal en patience en attendant des jours meilleurs qui ne viendront peut-être jamais partant de là. Donc c'est un argument fallacieux, autant dire que la barbarie a triomphé et qu'on devra s'habituer à faire avec dorénavant, qui peut s'y résoudre, personne, ce qui suffit à montrer à quel point cet argument est déplacé.

Qu'ils aient l'honnêteté d'avouer qu'ils ne savent pas comment s'y prendre pour s'adresser aux masses et construire le parti, et peut-être qu'on arrivera à cerner et résoudre le problème auquel nous sommes confrontés, dans le cas contraire, répétons-le cela reviendrait à dire qu'il n'existe aucune solution, ce qui reviendrait à abandonner cet objectif et du même coup la perspective du socialisme.

On ne doit pas oublier également leur argument fétiche, le stalinisme qui serait un obstacle ou servirait de repoussoir à la construction du parti. Or depuis déjà des décennies le stalinisme n'est plus qu'un cadavre puant ou son influence sur les masses a été réduite à néant ou presque. Donc cet argument qui a pu être d'actualité juste après-guerre, ne l'est plus depuis longtemps.

Quelle influence a de nos jours le stalinisme sur le prolétariat américain, aucune ou presque, en revanche le maccarthysme ou la propagande anticommunisme ont fait bien plus de ravages au sein du mouvement ouvrier, et plus particulièrement chez les

classes moyennes ou les intellectuels, ainsi que leur embourgeoisement. C'est ce qui fera dire à Trotsky à la fin des années 30, que tant que les ouvriers s'intéresseront davantage au dernier modèle de chez Ford plutôt qu'à leur santé ou leur retraite, il serait impossible d'entrevoir une issue politique avant longtemps, je cite en substance, j'ai égaré le texte d'où est issue cette citation. Qu'est-ce que cela signifiait au juste ? Personne n'a cherché à le savoir par la suite. Ceci n'expliquerait-il pas cela ? Trotsky ne renonçait pas à la construction du parti ou au socialisme, bien au contraire, il s'efforça de cerner quels obstacles se dressaient pour y parvenir. Et il expliqua aux militants américains de la IVe Internationale, qu'au-delà de leur engagement dans la lutte de classe au côté du prolétariat, leur tâche consistait à expliquer inlassablement, encore et encore aux ouvriers américains en quoi consistait la situation et le programme de la IVe Internationale, etc. pour les gagner un à un au socialisme, travail ingrat qui exigeait beaucoup de patience sans qu'il soit forcément couronné de succès, mais il n'existait pas d'autre voie pour aller de l'avant...

Quant à la social-démocratie dégénérée, elle a pratiquement cessé de recruter dans la classe ouvrière dans les années 70. Quand j'habitais et je militais à l'OCI à Clichy-sur-Seine à cette époque, un bastion ouvrier, je me souviens que le PS avait perdu sa dernière militante issue de la classe ouvrière, ce qui évidemment n'était pas sans signification politique.

Allez dire cela à des dirigeants bornés ou dogmatiques qui s'imaginent qu'on pourrait parvenir à construire le parti en tenant le même discours à la virgule près pendant 50 ans sans tenir compte des transformations intervenues dans la société ou à l'intérieur des classes, qui s'est soldé par un échec retentissant, c'est avoir du temps à perdre ou de l'énergie à gaspiller.

Ah la bonne conscience face à ses contradictions !

Un internaute - "Sinon, au milieu de l'émission (De Russia Today - LVOG) j'ai eu droit à une "publicité" d'au moins une minute qui consistait en une interview d'Alain Afflelou sur la nécessité d'accueillir les réfugiés. Je suis toujours un peu gêné par la philanthropie des millionnaires, mais j'étais surtout surpris de voir ça au milieu d'un débat qui traitait d'immigration."

LVOG - Pourquoi cela devrait-il vous gêner, au contraire c'est révélateur, mais vous êtes apparemment passé à côté, rassurez-vous, vous êtes loin d'être le seul!

Il n'y a pas que les oligarques philanthropes qui seraient bourrés de qualités et de valeurs, leurs représentants aussi.

- Le macronisme se trouve beaucoup de valeurs - Liberation.fr 21.10

Pure infantilisme de lapereau sans doute.

- Alexandre Benalla sur le selfie à St-Martin: Macron "s'est fait avoir comme un lapin de six semaines" - Le HuffPost 18 octobre 2018

Je crois que depuis le type qui figurait à ses côtés a été arrêté et est en tôle ! Le prochain coup du lapin, ce sera pour Macron, à moins qu'il se fasse la belle comme Benalla, qu'on le foute dehors !

Cela dit certains dans le camp de nos ennemis s'inquiètent sérieusement de la tournure que prend la situation sociale et politique en France.

- Laurent Wauquiez : «Les gens sont en colère, ça va finir par exploser» - LeParisien.fr 21.10

Ils en viennent même à douter pour un oui ou pour un non, ils sont au bord de la crise de nerf !

- Brigitte et Emmanuel Macron : cette photo du couple qui ne rassure pas - Voici.fr 20 octobre 2018

- Mort de Jamal Khashoggi les doutes sur la crédibilité de la version saoudienne - Le Figaro 21.10

De nombreux intellectuels flirtent avec le socialisme, mais quelque chose d'indéfinissable les retient de franchir le pas. Essayons d'y voir un peu plus clair.

Un commentaire que je vais envoyer au portail Saker Francophone.

En lisant les articles publiés par le Saker Francophone, j'ai du mal à comprendre où tous ces intellectuels veulent en venir ou plutôt, j'ai l'impression qu'ils ne le savent pas eux-mêmes, ou pour être plus précis encore, s'ils le savent, en revanche les moyens d'y parvenir semblent leur échapper totalement.

C'est un peu comme s'ils étaient attirés par le socialisme, parce que quelque part ils savent ou pressentent que c'est la seule alternative possible au capitalisme, mais au moment de franchir l'ultime étape pour l'adopter, ils s'arrêtent nets et n'iront pas plus loin. Ils sont soudains comme traumatisés inconsciemment par quelque chose qui les empêcheraient de concrétiser leurs idées ou leurs convictions sans pouvoir le nommer. Toute leur construction théorique s'en trouve ébranlée et réduite à l'impuissance puisque ne débouchant sur aucune réalisation pratique, hormis diffuser ou publier leurs réflexions parfois ou même souvent d'une profondeur hors du commun, qui témoignent une compréhension remarquable des principaux facteurs ou acteurs qui influencent l'orientation de la société ou du monde.

En écrivant ces lignes et après avoir lu quelques articles que vous avez publiés - je vais en lire d'autres dans les semaines qui viennent pour m'assurer qu'ils confirment l'impression que m'ont laissé ceux que j'ai déjà lus ou dans le cas contraire l'infirmer ou m'obliger à la modifier, j'ai peut-être une explication à vous proposer. Je crois avoir observé que vous consacrez davantage d'importance aux acteurs institutionnels, mais que vous négligez ceux qui font réellement l'histoire, les masses exploitées et opprimées, les travailleurs, la classe ouvrière ou le prolétariat, qui n'existeraient qu'en période électorale ou épisodiquement quand ils se manifestent au bon souvenir de ceux qui les gouvernent en s'opposant à leur politique, tandis que ce sont eux qui produisent les richesses ou assurent des services à l'ensemble des membres de la société quotidiennement.

Votre attention se porte uniquement sur les partis démocrate et républicain issus de la classe dominante.

Ils sont traités comme une masse négligeable ou ignorée, comme si elle ne pouvait pas prendre son destin en mains, s'organiser pour décider elle-même l'orientation de la société. Peut-être que vous ne vous en rendez pas compte, ce qui serait logique, puisque votre engagement politique ne dépasse pas le stade des idées finalement ou ne se concrétise pas en terme d'organisation au côté des masses dans un ou des partis politiques, ou alors je l'ignore et je voudrais bien savoir lesquels.

J'avoue ne pas connaître tous les partis politiques qui existent dans tous les pays, aussi ce serait intéressant que vous éclairiez ma lanterne sur ce point, ou que je sache ce que vous pensez des partis qui sont les plus proches de votre sensibilité et pourquoi vous ne souhaitez pas les rejoindre ou participer à leur combat politique. Ne voyez pas dans ma démarche une curiosité malsaine, je suis moi-même inorganisé et j'ai déjà expliqué pourquoi dans mon portail à de multiples reprises, si cela vous intéressait de le savoir, je prendrais le temps de vous en fournir les raisons, c'est assez long à expliquer.

Lu dans *Les forces et les faiblesses des gauchistes par rapport aux conservateurs* par Brandon Smith - Saker Francophone 8 août 2018

- "*Ce n'est un secret pour personne que je considère la position conservatrice comme étant de loin supérieure à celle de la gauche*", bref, apparemment vous êtes de droite ou un conservateur (De gauche peut-être !), vous devez donc l'assumer jusqu'au bout, ce qui est manifestement loin d'être le cas.

Car dans cet article, quand vous parlez de la gauche et des conservateurs ou de la droite, vous faites preuve de démagogie en évitant soigneusement de rappeler qu'ils correspondent à l'existence de classes distinctes aux intérêts opposés et inconciliables, bref, au lieu de tenir compte du développement des forces productives et de la lutte des classes qui en sont à l'origine, à vous écouter elles seraient le "prolongement naturel de processus humains" sur lesquels évidemment nous n'aurions aucune emprise puisqu'il s'agirait d'un processus "naturel" qui se diluerait ou se déclinerait à l'infini dans des "processus humains", dont on ignorerait fatalement les lois qui y président, de telle sorte qu'il serait impossible de concevoir une théorie pour transformer consciemment la société.

On comprend à partir de là votre obsession à imputer à la gauche, j'entends la véritable gauche, celle qui combat pour un changement de régime par une révolution prolétarienne ou l'abolition du capitalisme, un égalitarisme autoritaire qu'elle voudrait imposer à toute la société, un principe ou un objectif qui lui est étranger depuis au moins la critique du programme de Gotha de Marx en 1875, où il expliqua que pour être le plus juste possible ou pour satisfaire les besoins ou aspirations de chaque travailleur qui somme toute étaient différents d'un travailleur à l'autre, je cite, "le droit devrait être non pas égal, mais inégal", après avoir rappeler que "les rapports juridiques naissent des rapports économiques" et non l'inverse, et que par conséquent aucun "partage équitable" des richesses ne pourrait dans l'avenir satisfaire les besoins ou aspirations de l'ensemble des masses exploités sans abolir le mode de production capitaliste.

Au passage, c'est l'unique critère qui permet de distinguer la gauche de la droite, combattre pour un changement de régime ou s'accommoder du régime en place en voulant le réformer, mission impossible évidemment.

Quand on s'en écarte ou qu'on le nie, on en arrive à la confusion qui conduit à imputer à la gauche ce qui lui est totalement étranger. Que cet égalitarisme hystérique appartienne à certains gauchistes, je vous l'accorde volontiers, mais ne confondez pas ou ne faites pas un amalgame entre la gauche et les gauchistes, ou encore la fausse gauche, la gauche institutionnelle, la gauche issue de la social-démocratie ou du stalinisme.

Maintenant on peut comprendre cette confusion du fait qu'il existe désormais un mélange des genres ou une collusion entre la gauche institutionnelle et la gauche qui se veut radicale, mais qui issue de la gauche parlementaire ou dite traditionnelle en a

conservé l'idéologie qu'elle partage finalement avec la droite, ainsi que l'extrême gauche décomposée issue du trotskysme ou du maoïsme qui oscille entre le gauchisme ou l'opportunisme pour avoir été influencée par la social-démocratie dégénérée ou par le stalinisme, aucun de ces courants politiques n'étant demeurée fidèle au marxisme ou au socialisme qu'ils ont renié ou défiguré au point de devenir méconnaissable ou servir de repoussoir aux travailleurs et aux jeunes qui ont pu à un moment donné être attirés par le socialisme ou qui ont cherché s'il existait une issue ou un moyen pour en finir avec le capitalisme.

En résumé, vous incarnez les classes moyennes, qui à défaut de s'allier à la classe ouvrière tentent de survivre en se tournant vers les éléments soi-disant progressiste ou démocratique de la classe des capitalistes qu'incarnent ceux qui prétendent de manière frauduleuse représenter la gauche.

- "*La meilleure partie de la nouvelle génération des intellectuels américains ne peut avancer sur la large route historique qu'à la condition d'une complète rupture avec les oracles de la « démocratique » demi-vérité.*" (Léon Trotsky. Coyoacan, 19 mars 1938)

Numéro d'illusionnisme. Quand ils ne cautionnent pas l'UE, c'est au tour de l'ONU, les Palestiniens apprécieront !

- Impunité « made in Europe » : pourquoi l'UE s'oppose à un traité sur la responsabilité des multinationales - multinationales.org 15.10

"Pourquoi l'Europe fait-elle obstruction, au sein de l'ONU, à l'adoption d'un traité international ambitieux sur les multinationales et leur responsabilité en matière de droits humains et d'environnement ? Un nouveau rapport publié dans le cadre du réseau européen d'investigation ENCO, dont l'Observatoire des multinationales est l'un des fondateurs, se penche sur la troublante proximité entre l'Union européenne et les lobbies des multinationales, et sur ce qu'elle révèle : une conception du monde où le secteur privé est associé à toutes les décisions, et où lui imposer des règles contraignantes devient quasi inimaginable."

Ce rapport comprend un ensemble d'études de cas (dont la version intégrale est disponible en ligne) rédigées par des experts et des organisations de la société civile d'Europe (dans le cadre du réseau ENCO) et par des organisations du sud directement impliqués aux côtés des communautés affectées. Ces cas démontrent que quoiqu'en disent les politiques et les cadres dirigeants du vieux continent sur leur « exemplarité », les multinationales européennes restent impliquées dans des violations des droits humains et de l'environnement tout autour de la planète, sans être mises face à leurs responsabilités. Le souci de « respectabilité » du vieux continent se traduit trop souvent par une délocalisation des pires impacts sociaux et environnementaux des multinationales et des consommateurs européens vers les pays du sud. Une tendance facilitée, si ce n'est encouragée, par certaines politiques de l'UE comme la poursuite effrénée d'accords de libre échange ou la promotion des marchés carbone. multinationales.org 15.10

L'Observatoire des multinationales est animés par des gens de gauche, cela vous surprend ? Moi, non. Sauf que moi je n'attends rien des institutions internationales financières ou politiques du capital et pourtant je suis de gauche.

Alors qu'est-ce que la gauche, qui est et qui n'est pas de gauche ? Vous avez deviné, bravo !

Lu dans un article rédigé par une activiste canadienne de gauche.

- "Jair Bolsonaro est devenu populaire malgré son discours raciste, misogyne, anti LGBT, anti-pauvres … et certainement anti-socialiste, anti PT (Parti des travailleurs) et anti luliste."

Alors que Bolsonaro est un militaire à la retrait d'extrême droite, est-il "certainement" ou sûrement "anti-socialiste", un doute subsisterait-il, que signifie cette hésitation ? Elle est révélatrice. Avant d'y venir on doit se demander ce qui se passe dans la tête de ce genre de militante. Si maintenant on évacue des intentions de cette militante la perspective du socialisme, son discours s'éclaire ou se tient, devient logique.

Car en effet, plus loin elle va consacrer une grande partie de son article à nous expliquer que "les Brésiliens se sont sentis trahis par le PT" sans pour autant proposer une autre politique, puisqu'il n'existe pas d'autre alternative que le socialisme, ainsi la boucle de l'opportunisme qui conduit à la dictature est bouclée, en dehors du PT et de l'armée, point de salut ! C'est imparable.

En complément Le candidat-militaire brésilien d'extrême droite Bolsonaro a été fabriqué par les parrains du gang mafieux des oligarques anglo-saxons qui ont hissé Macron au pouvoir.

Au passage, pour la énième fois on peut observer que la "gauche" a préparé le terrain au retour de la réaction au pouvoir. On pourrait nous rétorquer qu'il aurait pu en être de même en URSS si Lénine n'était pas décédé en 1924... C'est un argument légitime que nous devons traiter sérieusement au lieu de le mépriser comme le font les gauchistes.

Certes, à ceci près qui change tout radicalement, que personne n'aurait pu imputer à Lénine et au parti bolchevik, à l'Internationale communiste les faiblesses du mouvement ouvrier et le manque de préparation du prolétariat mondial pour pouvoir passer au socialisme, de les avoir trahis, de ne pas avoir oeuvré en permanence à élever leur niveau de conscience

politique en ayant continué de combattre inlassablement sur tous les fronts l'impérialisme mondial, ce qui n'a jamais été le cas de la gauche opportuniste qui a trahi, capitulé en rase campagne.

D'autre part, en URSS, avec Lénine et le parti bolchevik la voix du combat pour le socialisme ainsi que les enseignement de la révolution russe de 1917 ne se serait jamais éteinte et auraient continué de porter de génération en génération, et avec l'Internationale communiste le prolétariat mondial et le mouvement ouvrier international auraient disposé d'un formidable instrument pour s'organiser sur les bases du socialisme et affronter le capitalisme et ses institutions internationales. A chaque instant partout dans le monde, les travailleurs les plus déterminés ou les plus conscients auraient pu adopter les tâches et les objectifs de la révolution socialiste mondiale, ce qui aurait facilité la construction de véritables partis communistes dans chaque pays et aurait contribué à renforcer l'Internationale communiste, en fait, c'est l'ensemble de la lutte de classe du prolétariat mondial, les rapports entre les classes à l'échelle mondiale qui auraient été modifiés au profit des exploités et des opprimés, perspective.

On comprend dès lors pourquoi notre comparaison ne pouvait pas aller plus loin, puisqu'aussi bien la social-démocratie que le stalinisme ne serviront pas la cause du socialisme, bien au contraire, ils ne cesseront de le combattre au côté de la réaction internationale. Au passage, on peut mesurer la portée historique et criminelle du stalinisme et la raison pour laquelle les militants restés fidèles au socialisme lui vouent une haine aussi intense que les souffrances qu'endurent injustement tous les peuples de nos jours.

A bas la "***civilisation industrielle***", vive la civilisation de l'Age de la pierre ! La nostalgie n'est pas humaniste, mais cruelle.

- Non, l'humanité n'a pas toujours détruit l'environnement - Reporterre 3 octobre 2018

Extraits.

- L'homme serait-il un destructeur invétéré, ne laissant à la Terre qu'une perspective d'anéantissement ? Les auteurs de cette tribune contestent cette vision fataliste et réductrice, qui ignore la diversité des sociétés humaines et qui légitime « l'idéologie capitaliste dominante ».

LVOG - A première vue, on pourrait penser qu'on serait en présence d'anticapitalistes, à ceci près qu'au lieu de vouloir faire tourner la roue de l'histoire dans le sens du développement de la civilisation humaine ou des forces productives, ils préfèrent la faire tourner en sens inverse et nous ramener à l'Age de la pierre !

- Les cultures autres que la civilisation industrielle sont ou étaient autant d'exemples de natures humaines foncièrement différentes. (Eh ô combien contraignante pour ceux qui travaillaient la terre autrefois, sans tracteur, sans cheval ni boeuf, attention les vegans veillent ! L'apologie - LVOG)

- Les seuls exemples de sociétés humaines véritablement soutenables que nous connaissons appartiennent à cette catégorie des sociétés non industrialisées, non civilisées. L'occulter nous condamne à ignorer la seule manière pour l'être humain de vivre sur la planète Terre sans la détruire. (Vive l'époque ou l'espèce humaine en était encore au stade de la sauvagerie élevé au rang d'idéal ! - LVOG)

- Voilà une manière confortable d'occulter les différences fondamentales entre les organisations sociales des peuples du passé, des peuples actuels non industrialisés, et le fonctionnement de l'organisation sociale technocapitaliste de notre civilisation. Il est facile de définir une seule nature humaine, qui serait destructrice, lorsqu'on ignore la pluralité des cultures et sociétés. (A bas le progrès social qui est le produit du développement des forces productives et de la lutte des classes ! - LVOG)

- Le capitalisme n'a rien de naturel. (Cela ne vous fait-il pas penser à ce que nous avons lu dans un autre article à propos d'un "prolongement naturel de processus humains" ? Le progrès social non plus n'a rien de "naturel", et il a dû en passer par bien des destructions et autres vicissitudes , devrait-on le bannir également ? - LVOG)

- Le mouvement écologiste ne doit pas se laisser envahir par cette idéologie fataliste et excessivement réductrice de notre passé commun. Homo sapiens ne détruit pas la planète depuis des centaines de milliers d'années, il n'est pas non plus intrinsèquement destructeur. 50.000 ans après le premier peuplement humain de Bornéo, l'île était encore recouverte d'une forêt luxuriante. La destruction de la forêt de Bornéo a véritablement commencé au XXe siècle, avec l'exploitation induite par la civilisation industrielle. Ce n'est pas pour rien qu'aujourd'hui encore 80 % des zones les plus riches en biodiversité sont des territoires où vivent des peuples autochtones. En matière de relations avec le milieu naturel, nous avons énormément à apprendre de notre passé et des cultures non industrialisées et non civilisées qui subsistent encore aujourd'hui, malgré l'incessante expansion de la civilisation industrielle, cette monoculture mortifère. Nous ne devons pas les laisser disparaître. Par éthique et solidarité avant tout, bien sûr, mais aussi pour notre propre futur. Elles emporteraient avec elles une grande partie de ce qu'il nous faut réapprendre. Reporterre 3 octobre 2018

L'auteur de cet article, Ana Minski est artiste ; Nicolas Casaux est traducteur aux éditions Libre et membre de l'organisation écologiste Deep Green Resistance.

Deep Green Resistance, Qu'est-ce que c'est ?

Les deux principaux objectifs affichés du mouvement sont la restauration des écosystèmes et le démantèlement de la civilisation industrielle.

La théorie Deep Green s'appuie sur des éléments d'anthropologie, de phénoménologie, d'écologie profonde et d'écoféminisme.

"L'organisation indique sur son site internet que "Deep Green Resistance est une organisation radicalement féministe. Les hommes forment une classe qui mène une guerre contre les femmes. (...) En tant que radicaux, nous avons l'intention de démanteler le genre et tout le système patriarcal qu'il incarne. La liberté des femmes - en tant que classe - ne peut être dissociée de la résistance à l'ensemble de la culture dominante.". (Wikipédia.org)

Dans leur blog ils proclament : "La civilisation n'est pas et ne sera jamais soutenable." ou encore : "Deep Green Resistance remet en cause la nécessité même de l'existence de la civilisation. DGR demande « Et si on faisait sans la civilisation, tous ensemble? »

- Le réchauffement climatique a lieu en ce moment même, à une vitesse vertigineuse. La seule solution honnête est de stopper la civilisation industrielle dans ses extractions d'énergies fossiles. (deepgreenresistance.fr)

Tiens, c'est marrant ils ont les mêmes préoccupations ou ils sont arrivés aux mêmes conclusions que les oligarques, le GIEC, l'ONU...

Totalitarisme. Bienvenue chez les esclavagistes et les inquisiteurs des temps modernes.

- A Deliveroo, «c'est de l'esclavagisme» - Libération.fr 19.10

A 14 heures vendredi, une nuée d'hommes vêtus de bleu convergent vers le centre de la place de la République, à Paris. C'est là que les livreurs Deliveroo se sont donné rendez-vous à l'initiative du Collectif des livreurs autonomes parisiens (Clap). Certains terminent tout juste une commande, d'autres se sont déplacés pour l'occasion, mais tous partagent une revendication : que les tarifs appliqués par l'entreprise de livraison de repas soient augmentés.

Alexandre et Pierre (leurs prénoms ont été modifiés) sont parmi les premiers arrivés sur la place. Ils sont livreurs depuis plus d'un an et leur rémunération constitue un apport complémentaire. «C'est un travail que je fais en plus de donner des cours», explique le premier. Sur son portable il déroule le montant des transactions : 5,13 euros, 4,98 euros, 5,23 euros, 4,87 euros… «En août, Deliveroo a changé son système de tarification. Maintenant, pour une même course, l'algorithme peut nous payer 10 centimes de moins ou de plus», explique-t-il.

Surtout, selon lui, le tarif minimum a été abaissé à 4,80 euros. «Ça fait plusieurs fois qu'ils changent la tarification. Et à chaque fois, c'est nous qui sommes perdants», dit-il. A côté de lui, Adil clame que c'est «son dernier week-end». «Ça fait deux mois que j'ai commencé. On m'a dit que ça payait bien. Le mois dernier j'ai fait 2 400 euros net pour cinq heures par jour pendant sept jours. Mais maintenant on est payés au lance-pierres. La réalité, c'est qu'il y a trop de travail, c'est de l'esclavagisme moderne», regrette-t-il. Sans compter l'absence de congés payés, de congé maladie et de chômage qu'impose leur statut d'auto-entrepreneur.

«A Paris, il y a des accidents tous les jours», ajoute Adil. Avec le temps aussi, ils seraient de plus en plus livrés à eux-mêmes face à l'algorithme de l'application. «Avant, on avait des distances assez courtes et on travaillait dans des zones bien définies. Aujourd'hui, on te propose des distances beaucoup plus longues pour pas grand-chose», avance Pierre.

Leur mobilisation en est à ses débuts. «80 % des livreurs sont satisfaits de leur collaboration. Les revendications ne sont pas représentatives», argue de son côté la direction. Qui assure que l'évolution de la tarification a été faite à la demande des livreurs qui souhaitaient réaliser des courses plus longues. «En France, on travaille constamment avec des nouveaux livreurs, la semaine dernière, on a eu 4 000 demandes d'inscription.» En clair : ceux qui ne sont pas contents peuvent vite être remplacés.
- Libération.fr 19.10

Totalitarisme. Leurs intentions inavouables dévoilées (pour les naïfs), mais révélateurs.

- Mémo interne de Google : les firmes technologiques se « détournent de la liberté d'expression pour se tourner vers la censure ».

"Mardi, le site internet d'extrême droite Breitbart News a rendu public un mémo interne confidentiel, écrit par des employés du géant de la technologie Google, qui parle ouvertement de censure politique. Le document note que «les firmes technologiques se

sont détournées progressivement de la liberté directe d'expression pour se tourner vers la censure et le contrôle». Ce faisant, Google, Facebook et Twitter ont cherché à mettre l'accent sur la création «d'espaces visant à garantir la sécurité et la courtoisie» et à minimiser le concept de «marchés d'idées sans intermédiaires». Breitbart a déclaré que Google n'avait pas nié la véracité du document, mais il a écrit qu'«une source officielle de Google a déclaré que le document devait être considéré comme un exercice interne de recherche et non comme une position officielle de la compagnie»."

Source : WORLD SOCIALIST WEB SITE

Si ce sont des employés de Google qui l'affirment, ils sont les mieux placé pour en parler ou savoir de quoi ils causent...

Totalitarisme. Extermination (démocratique) de masse de civils innocents made in USA.

Les États-Unis recommencent : des avions ont bombardé la Syrie au phosphore blanc.

"Le 13 octobre, la coalition dirigée par les États-Unis a utilisé des munitions au phosphore blanc au cours de frappes aériennes dans la province syrienne de Deir Ez-Zor, et fait des victimes parmi les civils. Le mois dernier, du phosphore blanc avait également été utilisé par deux F-15 de l'US Air Force (USAF) dans une attaque contre la ville de Hajin, à Deir-ez-Zor. Le gouvernement syrien a condamné à plusieurs reprises la coalition dirigée par les États-Unis, qui affirme que la nécessité de combattre Daech justifie ses actions militaires, tout en niant l'emploi de phosphore blanc. Le phosphore blanc n'entre pas dans la catégorie des armes chimiques interdites par la Convention sur les armes chimiques, mais c'est une arme incendiaire. En tant que telle, il ne peut pas être utilisé contre des non-combattants."

Source : ENTELEKHEIA

Psychopathe, tyran, totalitarisme, définition et mode d'emploi.

Voici un article ou plutôt une analyse remarquable, il n'y a rien à retrancher ou rien à ajouter ou presque.

Je vous invite vivement à le télécharger et à le diffuser à toutes les personnes que vous croiserez sans exception. Quel parti ouvrier va le reproduire, en faire un outil pédagogique pour former ses militants ? Il mériterait de faire l'objet d'une conférence publique.

- Comment les gens sont facilement contrôlés par les tyrans par Brandon Smith (alt-market.com 5 septembre 2018) - Mondialisation.ca (Ou Saker Francophone) 18 octobre 2018

La question se pose souvent dans les cercles du mouvement de la liberté de savoir comment nous en arrivons au point d'une tyrannie totale au sein d'une société. De nombreux facteurs déterminent ce résultat, mais à travers tous les différents systèmes totalitaires de l'histoire, il existe des dénominateurs communs – des éléments qui doivent être présents pour que les tyrans l'emportent. Lorsque nous pouvons identifier ces éléments communs de manière objective, nous rendons beaucoup plus difficile l'enracinement de ces structures despotiques.

C'est une question très complexe, mais je vais la décomposer du mieux possible…

La psychologie du tyran

Pour comprendre comment les tyrans contrôlent la société, nous devons d'abord examiner comment l'esprit d'un tyran fonctionne, car ces personnes ne pensent pas dans la plupart des cas comme pensent les êtres humains moyens. C'est l'un des rares cas où j'encouragerais les gens à « altériser » un autre groupe. Les tyrans sont psychologiquement anormaux à un point tel qu'il est difficile de les classer comme humains.

Je crois que la clé pour comprendre les motivations des tyrans et l'origine de ces gens repose sur notre compréhension de la sociopathie narcissique. J'ai beaucoup écrit à ce sujet dans mon article « Les élites globalistes ne sont pas humaines », donc je vais seulement en faire un résumé ici.

Les traits narcissiques et sociopathiques, comme beaucoup de traits psychologiques, sont innés. Ils sont présents chez environ 5% à 10% des personnes dans toute une société à un moment donné. Dans la grande majorité des cas, ces traits demeurent « latents » et n'affectent pas beaucoup les actions ou les relations d'une personne. Dans une minorité de cas, cependant, le narcissisme et la sociopathie deviennent les facteurs déterminants du psychisme d'une personne. Cela se produit chez moins de 1% de la population.

Pour être clair, tous les narcissiques ne sont pas des sociopathes et tous les sociopathes ne sont pas narcissiques. Il y a des gens qui sont des narcissiques de bas niveau qui excellent dans la société et qui conservent une conscience. Il y a des sociopathes de bas niveau dans la société qui remplissent des fonctions importantes dans des carrières que les personnes empathiques

trouveraient difficiles, comme certains emplois dans l'armée ou dans le domaine médical. Je parle ici de sociopathes narcissiques de HAUT NIVEAU – le genre de personnes qui deviennent des meurtriers, des violeurs, des pédophiles et, oui, des tyrans.

Un narcissique sociopathe n'est motivé que par un désir personnel. Il est incapable d'empathie pour les autres et considère les gens comme une sorte de source de nourriture et de carburant plutôt que comme des compagnons de route dans la vie. Il considère son manque de conscience comme un avantage évolutif ; un outil qui l'aide à survivre et à prospérer en piétinant, volant, manipulant et tuant si nécessaire sans culpabilité ni regret.

On pourrait penser que ces créatures seraient faciles à repérer dans une foule, mais ce n'est pas toujours aussi simple. Elles ont la capacité d'imiter les comportements de ceux qui les entourent afin de paraître plus humaines. Parfois, cela les trahit parce qu'elles ne peuvent s'empêcher de faire le perroquet ou de plagier les comportements et les manières des gens qu'elles rencontrent au point de rendre leur comportement visible. Pour ceux qui n'ont pas d'expérience avec les sociopathes narcissiques, cependant, la tactique fonctionne pendant un certain temps, parce que les gens pensent voir quelqu'un comme eux ; un reflet. Imaginez-le comme un mécanisme de survie, comme un caméléon.

Pour certains tyrans, cette capacité les rend attachants aux yeux du public pendant un certain temps. Ils peuvent être beaucoup de choses pour beaucoup de groupes, et leur capacité à mentir de façon convaincante est exceptionnelle. Ils grimpent rapidement les échelons du succès et construisent des systèmes qui leur permettent de prospérer. Mais ils ont des doutes et des faiblesses.

Dans la plupart des cas, ils sont lâches. Ils préfèrent obtenir ce qu'ils veulent par la subversion et la supercherie, et ils fuient la confrontation directe. Ils préfèrent utiliser d'autres personnes (des idiots utiles) comme armes ou boucliers plutôt que de risquer de se mesurer à leurs adversaires idéologiques. En tant que parasites, ils se concentrent sur les faibles d'esprit ou les personnes fragiles.

Ils veulent désespérément l'admiration des gens qu'ils victimisent. Par conséquent, ils sont constamment forcés de jouer des rôles afin de paraître normaux. Ils n'aiment pas ça. Ils ont l'impression que c'est au-dessous de leur statut que de se laisser aller à la pitié, et ils sont convaincus qu'ils devraient être vénérés pour ce qu'ils sont, et non pour l'image frauduleuse qu'ils ont construite. Ils veulent « sortir du placard », dans un sens, comme un sociopathe narcissique, mais s'ils le font dans un climat social stable, ils seront rejetés ou brûlés sur le bûcher. Ils se regroupent parfois pour se protéger et sont prêts à travailler ensemble tant qu'il y a un avantage mutuel.

Ainsi, ces « gens » cherchent à créer le chaos, puis à réorganiser la société pour agir davantage comme ils agissent, ou penser davantage comme ils pensent. Quand les masses ont été convaincues d'abandonner leur conscience, alors les monstres peuvent sortir à la lumière du jour sans crainte.

Voici comment ils atteignent cet objectif et comment les gens ordinaires les aident à le réaliser…

Fausses hypothèses

Presque toutes les mauvaises situations commencent par de fausses hypothèses fondées sur des préjugés plutôt que sur des faits ou des preuves. L'hypothèse la plus dangereuse quand il s'agit de tyrannie est de dire « nous avons raison, donc nous ne soutenons pas la tyrannie ». La question qu'il faut se poser, cependant, est de savoir si notre cause est vraiment si « juste » en se basant sur les faits. Si la réponse est « non », alors vous allez probablement alimenter un système tyrannique.

D'abord et avant tout, beaucoup d'êtres humains veulent avoir « raison » plus qu'ils ne veulent être exacts. C'est-à-dire qu'ils sont heureux de « gagner » sur des arguments et autour de conflits, que la vérité soit de leur côté ou non. Ce biais est à l'origine de nombreuses catastrophes de l'histoire.

Cela ne veut pas dire qu'ils n'ont pas de conscience. En fait, la plupart des gens ont une conscience qui leur dit que leurs suppositions sont fausses, mais ils peuvent quand même commettre des actes stupides et des atrocités. C'est là que les manipulateurs tyranniques ont tendance à les aider.

Les tyrans trouvent un grand plaisir à créer toutes sortes de sophismes logiques, de gymnastique mentale et d'arguments vendeurs moralement relatifs afin de convaincre un groupe de personnes que leurs idées fausses sont fondées. La vérité devient brumeuse et les preuves deviennent inutiles. Dans cet état d'esprit, lorsque les individus se fondent dans une foule, les suppositions deviennent des diktats sectaires et « gagner » devient primordial. Les fausses suppositions et les préjugés peuvent être utilisés pour transformer des gens normaux en monstres, tout cela parce qu'ils ont refusé d'accepter que leur position idéologique est erronée ; tout cela parce qu'ils avaient peur de se sentir gênés ou d'admettre s'être fait avoir.

Fausser la prise de position

Le fait de prendre parti dans le discours politique est naturel et normal. Même lorsque les gens sont tout à fait honnêtes sur les faits

et s'entendent sur les principes de base de la décence humaine et de la liberté, ils ne s'entendront pas toujours sur les solutions qui devraient être utilisées pour régler les problèmes auxquels ils sont confrontés. Cela crée un éventail de pensées au sein de la société qui est toujours présent ; on ne peut ni changer cela ni l'éviter. Les tyrans comprennent la base de cet éventail et essaient de l'utiliser à leur avantage pour manipuler les gens afin de les éloigner du discours réfléchi et de les amener à des conflits insensés.

Les tyrans exploitent les masses plus facilement quand les gens supposent que les dirigeants politiques et sociaux corrompus travaillent pour « leur côté » contre « l'autre côté ». Souvent, ces dirigeants peuvent être achetés ou menacés de soumission. Les tyrans s'en servent ensuite pour pousser les supporters des différentes opinions jusqu'aux extrêmes opposés, jusqu'à ce que les deux camps adoptent une attitude de fanatisme.

Cela se produit non seulement en politique, mais aussi en géopolitique, alors que des nations entières sont poussées à se faire la guerre par des présidents et des gouvernements fantoches pour des conflits techniques qui ne profitent qu'à la cabale des tyrans derrière le rideau.

Fanatisme et faux récits

Je considère la fanatisme comme une sorte de maladie psychologique qui est en fait transmissible – elle se propage comme un virus à travers une culture jusqu'à ce que tout le monde soit infecté. Le zèle arrive lorsqu'une personne embrasse une idéologie au point de la laisser se substituer à sa personnalité et son âme, et qu'elle n'est plus capable de penser clairement en tant qu'individu. Cela inclut la possibilité qu'elle soit du mauvais côté de l'histoire et de la morale.

Le fanatisme à l'échelle de la masse dépend d'un certain nombre de dominos successifs. La menace de l'effondrement de la société civile et des souffrances économiques aident. Les opposants idéologiques doivent être présentés comme une menace imminente et vile pour le tissu même de la société. Dans certains cas, il s'agit d'une menace réelle et créée (opposition contrôlée) ; dans d'autres cas, il s'agit d'un tigre de papier destiné à pousser un autre groupe à soutenir des mesures tyranniques.

Les tyrans construisent de faux récits. C'est ce qu'ils font de mieux. Ils encouragent les gens à devenir des méchants sans le savoir, ou ils accusent des groupes innocents de méchanceté afin de semer la division. Ils ont besoin que toutes les parties voient les autres comme un allié ou un ennemi. Il n'y a pas d'entre-deux. Si une personne ne se conforme pas à l'opinion du fanatique, elle doit être immédiatement traitée comme une menace. Cela provoque une chambre d'écho sans fin qui détruit toute dissidence ou désaccord, aussi rationnel soit-il.

Les fanatiques opèrent principalement par peur, ce qui en fait des proies faciles pour les tyrans. Et comme l'a dit un intello quelque part : « La peur est le tueur de l'esprit ; la peur est la petite mort qui efface tout. » Apathie et faux espoirs Plus que tout, les tyrans veulent une population apathique. L'apathie engendre la complaisance et l'inaction, et elle encourage également la pensée délirante. Les personnes apathiques ont tendance à considérer la philosophie du pacifisme comme un moyen de revendiquer leur propre comportement, mais ce n'est qu'un masque conçu pour cacher leur peur. Elles peuvent craindre la souffrance, elles peuvent craindre la perte, elles peuvent craindre l'échec, mais elles ont certainement peur, et cela les empêche de s'opposer à des développements dont elles savent qu'ils sont mauvais par nature et qui exigent une réaction agressive. L'apathie peut aussi être introduite dans une société par l'utilisation de faux espoirs. Les tyrans évoquent des scénarios dans lesquels le public est amené à croire qu'un « changement » positif est sur le point de se produire, généralement par la politique. Mais, il n'y aura pas de changement pour le mieux au-delà de la cosmétique. Les choses ne font qu'empirer. Dans ce processus de conditionnement, les tyrans soulèvent les espoirs des masses, puis les anéantissent encore et encore, jusqu'à ce que le public abandonne.

Le problème n'est pas que les choses ne peuvent pas changer pour le mieux, mais que le public continue à jouer selon les règles d'un jeu fabriqué par les gens mêmes qui causent leur misère. Sortir des contraintes de ce jeu nous oblige à prendre les choses en main plutôt que d'attendre que les autres fassent des changements pour nous. Il faut prendre des risques. Si la farce de la tyrannie doit finir un jour, tous les gens éveillés et conscients devront prendre de nombreux risques.

J'ai entendu dire que la tyrannie est un produit naturel et inévitable de la société humaine. Que les tyrans ne peuvent être évités, qu'ils existeront toujours et que toute tentative de les éliminer ne fera que les remplacer par d'autres tyrans. C'est le sommet de l'état d'esprit pathétique. C'est le sombre vide du nihilisme.

On pourrait aussi dire qu'il ne sert à rien de se laver soi-même parce que nous allons nous salir à nouveau demain. Mais ces gens finiraient par mourir de maladie. Si la tyrannie est une constante humaine, alors la rébellion doit aussi être une constante humaine, sinon, l'humanité mourrait ou se transformerait en quelque chose de méconnaissable. Brandon Smith - 5 septembre 2018

Pourquoi nous rejetons l'argument du partage équitable ou d'une meilleure répartition des richesses au détriment d'un changement de mode de production ou de régime.

Extraits de la *Critique du programme de Gotha* par K.Marx (1875)

- Qu'est-ce que le « partage équitable (20) » ?

Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est « équitable » ? Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage « équitable » ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n 'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ? (...)

Je me suis particulièrement étendu sur le « produit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal », le « partage équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquée à grand-peine au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.

20 - Voir l'article critique d'Engels « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », dans l'ouvrage de Marx : Salaire, prix et profit.

Pourquoi les escrocs de la pseudo-gauche ou gauche de la gauche se focalisent sur le mode de répartition des richesses au détriment du mode de production qui devrait demeurer inchangé ?

Ou ce qui distingue la vraie et la fausse gauche.

- A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production (23) sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement. Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition.

23 - C'est-à-dire les instruments de production (terre, bâtiments, outillage, etc).

ACTUALITÉ DU JOUR

La meute enragée de la réaction est lachée !

En avant-propos, la parole à la défense, Mélenchon.

- Mélenchon samedi 20 octobre à propos de Franceinfo et Mediapart - "*Alors ils sont pires que les flics. Personne ne nous accuse d'enrichissement personnel, personne, nulle part, dans aucune procédure. Et elle n'est pas ma compagne.*" huffingtonpost.fr 20.10

- Franceinfo "n'est pas une radio d'Etat, mais de service public" : le directeur de la station répond à Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo 20.10

- Perquisitions à LFI : la procureure dénonce «un coup de force» du camp Mélenchon - LeParisien.fr 20.10

- Eva Joly : « Le comportement de Jean-Luc Mélenchon est indigne » - LePoint.fr 20.10

Députée européenne pour encore quelques mois, l'ancienne candidate écologiste réaffirme ses convictions et ne mâche pas ses mots contre la gauche. LePoint.fr 20.10

- Critiques de Mélenchon : Generation.s appelle la gauche à défendre la liberté de la presse - AFP 21.10

Le mouvement fondé par Benoît Hamon, Génération.s, a appelé samedi la gauche à "respecter et défendre la liberté de la presse", en dénonçant les attaques de la France Insoumise contre franceinfo, Mediapart et Quotidien. AFP 21.10

A bas la liberté de la presse quand elle s'érige en juge d'instruction à charge au détriment du principe de la présomption d'innocence et devient diffamatoire !

Quand le procureur général de gauche Mediapart mène l'enquête pour le compte du parquet.

- "Agression" et "ignominie" : Mélenchon s'en prend à Mediapart, qui révèle sa "relation extra-professionnelle" avec sa conseillère Sophia Chikirou - Franceinfo 20.10

Dans une enquête publiée vendredi soir, Mediapart affirme que le leader de La France insoumise entretient une relation avec la dirigeante de Mediascop, société au cœur de l'enquête sur les comptes de campagne de Jean-Luc Mélenchon.

"Le patron de La France insoumise et la communicante entretiennent en réalité de longue date, selon nos informations, une relation extra-professionnelle", indique Mediapart. "Celle-ci pourrait relever de la seule vie privée des deux intéressés mais prend désormais, à la lueur des investigations judiciaires, une dimension d'intérêt général", précise le site d'information. Victime d'un système "Macronie-parquet-médias"

Mediapart enfonce le clou : "Si l'enquête devait confirmer le soupçon qui a présidé à son ouverture, cela signifierait que les sommes incriminées perçues par madame Chikirou l'auraient été à l'occasion d'une campagne présidentielle dirigée par un homme politique avec lequel elle partage une relation intime régulière." Franceinfo 20.10

Propagande de la terreur et faux pronostics qui prennent l'allure de fausses nouvelles.

- Faut-il s'attendre à une crise financière majeure ? par Jean-Michel Naulot - Mediapart 18.10

Depuis quelques mois, tout le monde prévoit une grave crise financière, même d'anciens gouverneurs de banques centrales comme Jacques de Larrosière et Jean-Claude Trichet, même le FMI… Et pourtant, sur les marchés, on continue de danser ! Le président de la Banque centrale américaine semble lui-même assez inquiet et maintient un rythme soutenu de hausses de taux pour calmer cet emballement.

Même Jacques de Larrosière, ancien banquier central...

L'économiste libéral Charles Gave...

Crise financière internationale ou non, il est clair que l'euro peut disparaître...

PS : les mesures qu'il faudrait prendre à l'échelon international et en Europe pour éviter une grave crise financière, ou pour remédier à la crise qui arrive, sont exposées dans mon livre « Eviter l'effondrement », au Seuil (2017).

Le commentaire que j'ai envoyé au blog Les Crises qui a eu l'amabilité de le publier.

A quoi se réduit "tout le monde" :

– Jacques de Larrosière, ancien banquier central…
– Charles Gave, économiste libéral …
– Jean-Claude Trichet, ex-président de la BCE et invité du groupe Bilderberg…
– Le FMI…
– Crise financière internationale ou non…

Là, c'est trop n'en jetez plus la cour est pleine !

PS : les mesures qu'il faudrait prendre à l'échelon international et en Europe pour éviter une grave crise financière, ou pour remédier à la crise qui arrive, sont exposées dans mon livre « Eviter l'effondrement », au Seuil (2017).

Vous avez compris la supercherie ?

Quand ils ne s'amusent pas à vous faire peur avec une Troisième Guerre mondiale à coups de bombes atomiques, ils vous

sortent que la Troisième Guerre mondiale financière…

Le tout pour justifier leurs dépenses militaires pharaoniques ou les dizaines de milliers de milliards de dollars, euros, yens, livres, etc. versés généreusement aux banques, institutions financières, compagnies d'assurance, etc. sans oublier les politiques d'austérité drastiques ou liberticides tournées contre tous les peuples…

Ils osent tout. Désinformation de médias-oligarques . Quand des infos manipulées finissent par se substituer à la réalité.

Le changement de nom de la Macédoine approuvé par le Parlement - Reuters 20.10

Le Parlement macédonien a adopté vendredi une proposition pour changer le nom du pays en vertu d'un accord conclu en juin avec la Grèce et qui pourrait permettre à terme à la Macédoine de se porter candidate pour intégrer l'Otan et l'Union européenne.

Le texte, approuvé par 80 élus sur 120, soit exactement la majorité des deux tiers requise pour adopter une modification de la Constitution, est la première étape d'un long processus qui requiert plusieurs votes et pourrait se terminer au plus tôt en janvier prochain.

L'Ancienne république yougoslave de Macédoine (FYROM) doit être rebaptisée République de Macédoine du Nord en échange de quoi Athènes ne s'opposera plus à son intégration au sein de l'Union européenne et de l'Otan.

"Aujourd'hui est un jour historique pour le pays", a déclaré le Premier ministre Zoran Zaev.

"La Macédoine fera part de la famille européenne. Nos rêves et notre vision d'une vie meilleure dans un pays meilleur vont se concrétiser", a-t-il ajouté.

Une fois que le changement de nom sera entériné à Skopje, le Parlement grec devra à son tour se prononcer.

"C'est un grand jour pour la démocratie à Skopje", a déclaré le commissaire européen chargé de l'Elargissement.

"Félicitations à tous ceux qui ont choisi d'emprunter la voie de l'UE", a ajouté Johannes Hahn sur Twitter. Reuters 20.10

Rappel de ce qui s'est réellement passé en Macédoine et que les agences de presse et les médias censurent.

- Washington corrompt des parlementaires macédoniens pour obtenir l'adhésion à l'Otan et à l'UE - Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Les Macédoniens ont refusé l'adhésion à l'Otan et à l'UE que le gouvernement Zaev leur proposait par référendum, le 30 septembre 2018 [1]. Cependant, le soir même les secrétaires généraux de l'Alliance et de l'Union appelaient à contourner la colère populaire et à poursuivre le processus, cette fois par voie parlementaire [2].

Selon Milenko Nedelkovski, Washington a immédiatement débuté un programme d'achat des voix des députés, révèle le Mina Report [3]. Un responsable du département d'État US, « l'agent Tesla » (alias de Mitko Burceski) a ouvert un bureau dans un appartement de luxe appartenant à Sasho Mijalkov, un cousin de l'ancien Premier ministre macédonien Nikola Gruevski. Les députés s'y rendent un à un pour recevoir 2,5 millions de dollars chacun.

L'opération est pilotée par les ambassadeurs US à Skopje, Jess L. Baily (qui a supervisé l'entrée en guerre de la Turquie contre la Libye et la Syrie), et à Athènes, Geoffrey R. Pyatt (qui organisa le coup d'État de 2014 en Ukraine).

Ils sont parvenus à faire inscrire à l'ordre du jour du Parlement le changement de nom du pays ; condition sine qua non pour l'adhésion à l'Otan et à l'UE. Le vote a été fixé au 16 octobre, c'est-à-dire le jour même de la décision de Justice concernant une dizaine de députés nationalistes poursuivis pour avoir espionné le parti social-démocrate [4]. Le plan des ambassadeurs prévoit de faire lever l'immunité de ces députés de sorte qu'ils ne puissent pas voter. Compte-tenu du nombre de voix achetées, la majorité du Parlement basculera alors mécaniquement en faveur de la proposition du Premier ministre. Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Notes.

[1] « Les Macédoniens se prononcent contre l'adhésion à l'Otan et à l'UE », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[2] « Déclaration de l'Otan et de l'UE sur le référendum en Macédoine », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[3] "Mitko Burcevski coordinates Cash offers to MPs – $2.5m in duffel bags", Marija Nikolovska, Mina Report, October 8, 2018.

[4] Des enregistrements illégaux de personnalités politiques ont été opérés entre 2011 et 2014. Personne ne sait par qui et les différents camps se renvoient la balle. Cependant le contenu de 33 enregistrements rendus publics fait apparaître les mœurs d'une classe dirigeante défaillante.

Alors qu'on sait déjà qu'il a été torturé, puis liquidé et finalement découpé en morceaux pour faire disparaître son corps.

Source : « Jamal Khashoggi et le complot manqué contre MBS », Réseau Voltaire, 15 octobre 2018, www.voltairenet.org/article203484.html

La fable maintenant ou la version officielle.

- L'Arabie saoudite admet que Khashoggi a été tué dans son consulat d'Istanbul - AFP 20.10

- Khashoggi: Trump estime que l'explication de Ryad est crédible - Reuters 20 octobre 2018

Le président américain Donald Trump a déclaré vendredi soir penser que l'explication donnée par l'Arabie saoudite sur la mort du journaliste et dissident saoudien Jamal Khashoggi était crédible, ajoutant que ce qui s'est passé était inacceptable.

S'adressant aux journalistes en marge d'un déplacement dans l'Arizona pour un meeting de campagne d'un candidat républicain, Donald Trump a estimé que l'annonce de Ryad était "un bon premier pas".

"C'est une grande avancée. Beaucoup, beaucoup de gens sont impliqués et je pense que c'est un très bon premier pas", a-t-il ajouté.

Le président américain a de nouveau dit ne pas vouloir que d'éventuelles sanctions contre l'Arabie saoudite affectent les contrats d'armement.

Il a aussi souligné le rôle important de Ryad dans la lutte contre l'influence de l'Iran au Moyen-Orient.

"L'Arabie saoudite est une excellente alliée. Ce qui s'est passé est inacceptable", a poursuivi Trump, ajoutant qu'il s'entretiendrait avec le prince héritier Mohamed ben Salman. Reuters 20 octobre 2018

La gauche : Quel cauchemar!

Gauche : ils rêvent d'un nouveau «Front populaire» - LeParisien.fr 20.10

Au Brésil, cela ne les fait plus "rêver" !

- Maurel et Lienemann lancent leur mouvement, "Après" - Reuters 19 octobre 2018

L'eurodéputé Emmanuel Maurel et la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, deux transfuges du Parti socialiste, ont lancé vendredi leur mouvement provisoirement baptisé "Après", a-t-on appris auprès des intéressés.

Les deux anciens membres de l'aile gauche du PS ont choisi de se rapprocher du Mouvement républicain et citoyen (MRC) et envisagent une alliance avec La France insoumise pour les élections européennes de mai 2019.

"Nous avons réuni 650 personnalités en quatre jours, dont 50 élus ou cadres du PS. Nous en aurons plus de mille la semaine prochaine et nous nous engageons dans la création d'une formation politique nouvelle et commune", a dit Marie-Noëlle Lienemann à Reuters.

"On procède par ordre. D'abord le rapprochement avec le MRC et la fondation d'un nouveau parti", avait expliqué jeudi à Reuters Emmanuel Maurel, ancien membre du bureau national du PS. "Un nom définitif sera trouvé à la fin de l'année".

L'eurodéputé a confirmé son souhait d'un rapprochement avec La France insoumise en vue des élections européennes, en dépit des remous nés des coups d'éclat de Jean-Luc Mélenchon après les perquisitions menées mardi à son domicile et au siège de

La France insoumise.

"Sur les questions européennes, on a des idées, on est d'accord sur le programme, ça ne sert à rien de se mentir", a-t-il souligné.

Alors qu'un PS très affaibli cherche sa tête de liste pour les européennes, l'ancien candidat du parti à l'élection présidentielle de 2017, Benoît Hamon, compte se lancer dans la course en novembre avec son mouvement Génération.s. Il envisage une alliance avec les communistes, mais pas avec LFI.

Dans une tribune intitulée "Pourquoi je quitte le Parti socialiste" publiée vendredi dans Libération, Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université de Lille, explique son choix de rejoindre la "dynamique collective" de Marie-Noëlle Lienemann et Emmanuel Maurel dont il dit avoir "mesuré depuis des années les convictions viscéralement de gauche".

"J'ai la conviction que des convergences sont possibles, qu'idéologiquement les diverses chapelles de la gauche sont finalement assez proches et qu'elles vont reprendre langue. Le PS est mort, pas le socialisme", écrit-il.

- Maurel, Lienemann, MRC : un nouveau parti pour que «ça bouge à gauche» - publicsenat.fr 19.10

A peine partis du PS, Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann se lancent dans la création d'un nouveau mouvement avec le MRC en vue d'unir la gauche. La colère de Jean-Luc Mélenchon, lors de la perquisition de la France insoumise, « ne remet en rien en cause » le rapprochement prévu avec FI pour les européennes.

Il ne manque plus que les faire-part. Le député européen Emmanuel Maurel et la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, qui viennent tout juste de quitter le PS, ont annoncé vendredi 19 octobre leur future union avec le Mouvement républicain et citoyens (MRC), composé d'anciens chevènementistes (voir le sujet de Flora Sauvage).

Le nouveau mouvement, qui doit se constituer début 2019, a un nom, pour l'heure provisoire : APRES. Pour L'Alternative pour un programme républicain, écologiste et socialiste. Et des troupes ? Maurel et Lienemann amènent dans leur corbeille « 650 » élus et militants socialistes, assure Emmanuel Maurel, et vite « un petit millier ». L'ancien sénateur PS Gaëtan Gorce suit le mouvement, tout comme le maire de la Seyne-sur-Mer, Marc Vuillemot, la première fédérale de la Haute-Marne, Eloïse Venancio, ou le politologue Rémi Lefebvre. L'ancien leader de l'aile gauche du PS annonce d'autres parlementaires ou d'autres conseillers régionaux à venir. « Il y a plus de socialistes en dehors du PS que de socialistes dans le PS » raille Emmanuel Maurel. On n'y est pas encore, mais c'est bien lors objectif. Du côté du MRC, où la nouvelle union a été validée à 67% lors d'un vote interne, on compte deux parlementaires : le député du Nord Christian Hutin et la sénatrice du Pas-de-Calais, Sabine Van Heghe.

Le rapprochement est à l'œuvre depuis quelques mois. Un séminaire au Sénat, en juin dernier, a lancé le club « Nos causes communes », socle de leur nouvelle union, suivi d'une université d'été, début septembre, à Marseille. Club transformé en association de loi de 1901, préalable à la création du parti.

Famille reconstituée

Une famille recomposée, ou plutôt reconstituée. « Il y a une histoire des départs de l'aile gauche du PS », rappelle Bastien Faudot, porte-parole du MRC, « en 1993 avec le départ de Jean-Pierre Chevènement qui donne le MDC, Jean-Luc Mélenchon en 2008, Benoît Hamon l'an dernier et maintenant Union et Espoir », qui rassemblait les amis d'Emmanuel Maurel. Le point commun, à l'exception de Benoît Hamon : ces scissions se font sur un fort désaccord sur l'Europe. Emmanuel Maurel appelle à une « rupture brutale et radicale avec l'Europe d'aujourd'hui », à commencer par une remise en cause des traités existants. « La concurrence libre et non faussée va à l'encontre des idées progressistes que nous portons ». A savoir « défendre les classes populaires, les gens modestes » dit Bastien Faudot.

Posés derrière la table d'une brasserie, à deux pas de l'Assemblée, ils imaginent déjà créer « le chemin » qui mènera à nouveau la gauche au pouvoir. Alors que la gauche est parfois plus proche du fond du gouffre, ils vont chercher dans les heures glorieuses de son histoire. Marie-Noëlle Lienemann parle de « nouveau front populaire ». Jean-Luc Laurent, président du MRC, évoque « un nouveau cycle politique », alors que celui « ouvert à Epinay est définitivement clos avec l'élection d'Emmanuel Macron ». Emmanuel Maurel ne cache pas l'ambition de cette nouvelle bande, qui voit (trop ?) grand : préparer « un programme alternatif commun en vue de l'élection (présidentielle) de 2022 ». On pense au programme commun qui mena François Mitterrand à l'Elysée.

Perquisition à la France insoumise : Maurel dénonce une « opération politique »

Pour l'heure, la prochaine échéance électorale des européennes suffira, avec l'idée d'une liste commune avec la France insoumise. Emmanuel Maurel pourrait occuper une des toutes premières places, le MRC devrait aussi en être. Reste que l'actualité se télescope avec ce projet. La perquisition à la France insoumise, doublée de la colère très spectaculaire de Jean-Luc Mélenchon, tombent plutôt mal et ne font pas leurs affaires.

Mais pour eux, il n'y a pas de sujet. « Ça ne remet en rien en cause le choix stratégique que nous avons fait de converger les forces de gauche. Rien ne justifie le moindre changement » assure Marie-Noëlle Lienemann, qui s'étonne de la « coïncidence des dates » de la perquisition et rappelle que « le parquet n'est pas indépendant dans notre pays ». « Ça tombe bien politiquement » ajoute la sénatrice de Paris. Emmanuel Maurel prend moins de pincettes : « Il n'y a que les hypocrites et les naïfs qui considèrent que ce n'est pas une opération politique ». Il ajoute : « La seule différence peut-être entre la Macronie et l'Etat RPR, c'est qu'au moins avec Pasqua il y avait un peu de malice… »

Outre l'écueil de la personnalité de Jean-Luc Mélenchon, sur le fond, l'ambition de rassembler à terme la gauche semble encore complexe. Elle pourrait notamment buter sur ce qui lie aujourd'hui Maurel/Lienemann et le MRC : l'Europe. Pour EELV ou Génération.s, la vision du projet européen n'est pas la même. « Est-ce que l'Europe doit être fédérale ou pas n'est pas la question des européennes » répond Emmanuel Maurel, « je ne crois pas que les points de vue soient irréconciliables ». « Il faudra bien que chacun fasse un pas » veut croire Marie-Noëlle Lienemann. Premier signe encourageant : le chef de fil du Parti communiste pour les européennes, Ian Brossat, a réitéré son appel au rassemblement, lancé en septembre sur Public Sénat, en écrivant à Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon, Olivier Besancenot, David Cormand et Emmanuel Maurel pour tenter de « dépasser l'état de dispersion qui est celui de la gauche aujourd'hui ».

S'il est difficile de dire si cette énième relance de la gauche fera pschitt ou sera le début de la reconquête, à la fin de la conférence de presse, Jean-Luc Laurent voit au moins une raison de se réjouir : « Ça bouge à gauche ». Mais le chemin peut être encore long. Entre la création du programme commun, en 1972, et la victoire de la gauche, en 1981, neuf années se sont écoulées. publicsenat.fr 19.10

Le cadavre de la gauche bouge encore, hélas ! Quant aux millions de travailleurs pauvres et leurs familles, ils sont prévenus "le chemin peut être encore long" avant que leurs souffrances cessent, ceux qui l'affirment s'en foutent, ils vivent confortablement...

Ils osent tout

L'AFP s'extasie !

- Ces Américains qui défient l'âge de la retraite - AFP

Ils rangent les chariots à bagages des aéroports. Ils sont vendeurs de vêtements ou caissiers dans des supermarchés à un âge où d'autres ont pris leur retraite depuis bien longtemps: aux États-Unis, l'emploi des personnes de plus de 75 ans relève de moins en moins de la singularité. AFP

Ah l'Amérique, quel modèle de démocratie, d'humanisme, de liberté !

L'AFP exulte une nouvelle fois, son candidat va être élu !

- Bolsonaro, le chantre de la dictature en passe de présider le Brésil - AFP

- Promis à la victoire lors du second tour de la présidentielle au Brésil, Jair Bolsonaro a séduit des millions d'électeurs avec un discours sécuritaire qui a fait mouche, malgré ses dérapages racistes, misogynes et homophobes. AFP

- Le Canada va accueillir des Casques blancs syriens - AFP

- Honduras: manifestation à Tegucigalpa en solidarité avec la "caravane" de migrants - AFP

- Les révoltés anti-Brexit pourraient provoquer un nouveau référendum - Le HuffPost

- Londres: manifestation pour un nouveau vote sur le Brexit - AFP

Plus d'un demi-million de personnes ont bruyamment participé à "la plus grande manifestation sur le Brexit", selon les organisateurs, samedi à Londres, pour réclamer un référendum sur l'accord final, encore négocié entre Londres et Bruxelles à cinq mois de l'échéance. AFP

Haut de page

Le 22 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rapidement actualisé le portail parce qu'une pluie torrentielle s'est abattue ici la nuit dernière et ils viennent juste de rétablir l'électricité. Du coup, j'ai quelques travaux à faire dans le jardin.

- Causerie au format pdf (10 pages)

La dérive totalitaire du régime se confirme. La condamner sous toutes ses formes est la moindre des choses pour un militant ouvrier.

- 15 octobre 2018 – Le POID exige l'arrêt immédiat des poursuites contre La France insoumise

Le Parti ouvrier indépendant démocratique condamne avec la plus grande fermeté les perquisitions opérées ce jour au siège de La France insoumise et au domicile de plusieurs de ses responsables.

Cette tentative de transférer le débat politique sur un plan judiciaire s'inscrit dans une dérive générale du pouvoir en place pour qui les partis politiques et les organisations syndicales, formes élémentaires de la démocratie, devraient être mis sous le boisseau et soumis aux institutions du régime de la Ve République.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique exige l'arrêt immédiat des poursuites contre La France insoumise et ses dirigeants, l'arrêt des perquisitions policières, le respect des libertés démocratiques, de l'indépendance des partis et des organisations syndicales. Il se tient à disposition de toute proposition d'action dans l'unité pour faire prévaloir ces exigences. POID 15.10

Aucun article ou communiqué de LO, un article minable du NPA dans lequel il n'apporte aucun soutien à LFI et Mélenchon.

- RTL a sondé les internautes qui se connectaient sur son portail, et il en est ressorti que 57% des personnes qui s'étaient exprimés sur l'attitude de Mélenchon l'approuvaient. (Source : yetiblog.org 19.10)

- De son côté, l'organisation VIGI-CGT Police a pris la défense de M. Mélenchon, dénonçant une « utilisation de la justice et de la police nationale à des fins politiques par le pouvoir en place ». agoravox.tv 20.10

On comprend pourquoi ils s'inquiètent en haut lieu.

- Mauvaise nouvelle pour le président de la République, Emmanuel Macron ! Son principal opposant, Jean-Luc Mélenchon, lui ravit la première place dans un sondage OpinionWay pour Europe Elects réalisé entre le 19 et le 20 septembre dernier sur 1 061 personnes.

Macron dégringole en plus de… 14 points depuis juin 2018. De son côté, Jean-Luc Mélenchon peut être satisfait. Tandis que Macron dégringole, il gagne 4 points et prend la tête de l'approbation des Français pour les personnalités leaders d'organisations politiques. anti-k.org 24.09.2018

- 2017 : Mélenchon ferait mieux qu'en 2012… voire que Hollande
https://www.marianne.net/.../2017-melenchon-ferait-mieux-quen-2012-voire-que-holl...

- Jean-Luc Mélenchon, nouvelle personnalité politique préférée des Français...
https://www.levif.be/actualite/belgique/jean-luc-melenchon.../video-rtl-645181.html

Etc. etc. etc.

Les masques tombent (pour les naïfs). Mediapart et Plenel pris à leur propre piège ?

Ils n'ont pas pu empêcher que le texte ci-dessous soit publié... par leur soin !

Peut-être n'avaient-ils pas les moyens de le censurer, à moins qu'ils se soient dits que leurs abonnés étaient comme eux de fieffés réactionnaires, et que cela n'aurait aucune incidence sur leur misérable boutique, ou encore que cela permettrait d'épurer leurs blogs, de faire fuir ceux qui penchaient à gauche, ce qui serait contrebalancer par ceux de droite qui les remplaceraient avantageusement, ils seraient davantage en famille, en période de réaction sur toute la ligne c'est sans doute la meilleure explication... mais qui risque de se retourner contre eux rapidement, qui sait ?

- Les valeurs perdues d'Edwy Plenel - blogs.mediapart.fr 21 octobre 2018

Edwy Plenel,

Où sont passées vos valeurs ? Où sont vos indignations, vos protestations, vos combats ? Il s'est passé, il y a cinq jours, un fait grave dans une démocratie républicaine et vous n'en dites rien ! Vous vous taisez ! Les faits les voici : un mouvement politique d'opposition, légal, représenté à l'assemblée nationale a été l'objet, de bon matin, de QUINZE perquisitions simultanées ! Tous ses ordinateurs saisis, tous ses documents, fichiers aux mains de la police. JAMAIS, dans toute l'histoire de la république un parti politique n'avait été victime d'une opération d'une telle ampleur ! JAMAIS ! C'est totalement inédit et vous ne dites rien ! Ni indignation, ni protestation, pas même un étonnement !

Nous sommes, vous et moi, de la même génération. Imaginez-vous qu'une opération pareille ait pu se dérouler du temps de de Gaulle , de Pompidou, de Giscard - par exemple au Parti Communiste ou au PS - sans qu'immédiatement tout ce que ce pays compte de démocrates sincères, de progressistes - et vous le premier !- ne se lève vent debout ? Mais non ! de telles choses n'étaient même pas envisageables à cette époque, aussi "fachos" que ces pouvoirs nous semblaient alors ! Aujourd'hui, une limite a été franchie. Toutes les données, documents, listes d'adhérents, de sympathisants, de donateurs, jusqu'aux documents privés les plus intimes sont dépouillés, scrutés, analysés par la police. Toute la vie d'un mouvement politique d'opposition est en possession du pouvoir. Jamais on avait vu ça, jamais ! Et pour quel crime gravissime, pour quel menace pour la république une telle mesure aussi exceptionnelle est elle prise ? Pour d'hypothétiques "irrégularités financières", pour de supposées "surfacturations"...sur un compte de campagne pourtant validé par une commission !

Et vous, monsieur Plenel, vous ne dites rien. Rien ne vous choque ? Un mouvement politique d'opposition est traité comme un gang du grand banditisme, comme une organisation terroriste pour un simple soupçon de surfacturations et vous, lanceur d'alerte intransigeant, démocrate sourcilleux, vous ne levez pas même un sourcil ! Vous vous taisez mais vous laissez écrire vos collaborateurs, ce qui vous engage. Or, qu'écrivent vos collaborateurs ? Soulignent-il seulement le caractère inédit, totalement disproportionné de cette opération ? A peine. Tout juste concède-t-on que les liens entre le parquet et le pouvoir posent un problème qu'il faudrait résoudre un jour. Point. Pour le reste tout est à charge contre ... le perquisiteur ? Non. Contre le perquisitionné ! Le scandale, ce n'est pas l'abus manifeste et totalement disproportionné d'un pouvoir, même agissant légalement, le scandale, le vrai, le seul, c'est les hurlements de Mélenchon, c'est un doigt qui s'agite, une main qui se pose sur un substitut, des expressions républicaines trop antiques, trop hugoliennes pour être comprises par les ignorants de notre époque. Le scandale c'est la colère d'un homme et ses excès, sans que l'on se donne même la peine d'interroger les raisons, la source et peut-être la légitimité de cette colère. Voilà où en est arrivé Mediapart en l'an 2 de l'ère Macron. En attendant, monsieur Arfi "enquête". On en a vu les premiers résultats...

Tout ceci est grave, monsieur Plenel. Grave pour la démocratie, grave pour médiapart, grave pour vous. Vous pouvez ne pas aimer un homme politique, vous pouvez ne pas être en accord avec l'orientation politique de son mouvement, mais cette hostilité ne peut vous faire oublier votre devoir. Or le devoir le plus élémentaire d'un homme libre, d'un démocrate, d'un journaliste citoyen aurait été de protester contre l'absurde disproportion d'une opération qu'on ne devrait même pas croire possible dans une démocratie. La haine, la détestation d'un homme a-t-elle rendu Mediapart aveugle ? Aveugle au point de voir la poutre là où est la paille et la paille là où est la poutre ? Aveugle au point d'en oublier ses principes, ses valeurs fondamentales, au point de se renier soi-même ?

Monsieur Plenel, vous ressaisirez vous ?

(https://blogs.mediapart.fr/ermler/blog/201018/les-valeurs-perdues-dedwy-plenel)

Là vous rêvez ou vous êtes bourré d'illusion, Plenel s'est laissé corrompre par le régime depuis belle lurette, sinon il ne serait jamais devenu directeur du Monde, réfléchissez un peu ou faites preuve d'un minimum de logique.

Ce qui est intéressant dans cette affaire, c'est que cela révèle la pourriture de Mediapart, et devrait inciter ses abonnés ou sympathisants à s'interroger sur toutes ses prises de position antérieures, qui, s'ils les examinent attentivement, devrait les amener à la conclusion qu'ils ont été manipulés pendant des années pour le compte du régime en place.

On ne se refait pas, Mediapart vient de l'illustrer de manière magistrale.

Corruptions passées, corruptions présentes (réponses à Laurent Mauduit) par Frédéric Lordon - blog.mondediplo.net 19.07.2012

Extraits. - Il n'y a généralement pas plus révélateur de quelque embarras de conscience que la comédie de la vertu outragée. Laurent Mauduit n'a pas aimé que, évoquant son dernier ouvrage dénonciateur de corruptions présentes, je lui fasse l'affront de lui rappeler quelques corruptions passées (1), à savoir l'itinéraire zigzaguant qui l'avait conduit jusqu'ici (2). De cette gêne

lancinante, on pouvait déjà avoir un avant-goût à la réception passablement entortillée par Médiapart du documentaire de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat Les nouveaux chiens de garde : impossible de le traîner dans la boue, comme s'y étaient employés tous les médias (Le Monde en tête, oui celui d'Edwy Plenel à l'époque) en 1998 avec le livre éponyme de Serge Halimi (3), impossible donc sauf à s'aliéner un public auprès duquel on a maintenant décidé d'occuper vaillamment une ferme position de gauche ; mais impossible également de l'endosser, cette fois non par une délibération de la raison politique-marchande mais par un mouvement de répugnance proprement incoercible. C'est que ces gens-là (au nombre desquels Acrimed ou la fine équipe du Plan B) n'ont jamais lâché d'une semelle Le Monde de la mondialisation heureuse, de la gauche molle qui trahit et du Traité constitutionnel européen, et pire encore : ils ont de la mémoire, ne sont pas des enfants de Marie, et ne croient pas plus aux effacements de l'ardoise magique qu'aux propriétés curatives des caramels mous. Dit autrement, ils sont l'inaltérable rappel aux archives des convertis de trop fraîche date. (...)

Mais pourquoi se gêner puisque le pouvoir autorise tout ? Matthieu Pigasse, patron de la banque d'affaire Lazard Frères publie un livre intitulé Révolutions — Pigasse ! Lazard ! Révolutions ! C'est sans doute un trait d'époque que ces gens se permettent tout et à ce degré d'impudence — Pigasse, goudron, plumes oui ! On gage que même Edwy Plenel et Laurent Mauduit doivent trouver énorme ce genre d'énormité. Il faut leur dire cependant, dussent-ils en être attristés, qu'il passe parfois autour d'eux quelque parfum d'asphalte, sans doute moins fort mais tout de même entêtant, et quelques plumes voletantes. Car c'est une chose qu'ils ne pourront pas enlever : avant Médiapart de gauche, il y a eu un Monde de droite. Et ils en ont été les chefs.

En fait c'est ça le point important. Tout le monde sait bien que les journaux ne sont pas des blocs monolithiques, qu'ils ont leur part de luttes internes, que les soutiers ne pensent pas comme les éditocrates, et que du bas on tente comme on peut de peser sur la ligne. Mais il y a des chefs ; et la responsabilité de la ligne en question leur échoit — d'autant plus justement que la ligne… ce sont eux qui la font. Aussi est-on conduit à poser la question simple que voici : quelle a été la ligne du Monde de 1996 (date d'arrivée d'Edwy Plenel à la direction de la rédaction) à fin 2004, et, spécialement, quelle a été sa ligne économique sous la gouverne de Laurent Mauduit, chef du service Economie, pardon Entreprises, de 2001 à 2003, puis directeur adjoint de la rédaction à partir de 2003, enfin éditorialiste à partir de 2006 ? Quelles positions Le Monde et ses chefs ont-ils affichées et défendues, pour quoi se sont-ils battus ?

Répondre comme il convient à cette question demanderait de prendre le temps du florilège — la seule manière, et encore, de faire taire la dénégation. Mais c'est un florilège impossible puisqu'il devrait convoquer quasiment l'intégralité des archives du Monde sur la période, où, quotidiennement, étaient répétées les vérités quasi-gravitationnelles de la mondialisation (8), l'ineptie de toute idée protectionniste, le poison de toute velléité souveraine, les vertus de la concurrence (9), les charmes du dynamisme entrepreneurial (10), l'évidence des déréglementations (11), l'enthousiasmante perspective de la construction européenne (12), le devoir sacré de lui donner une constitution, soit pour tout dire l'impératif catégorique d'accompagner, non : de précéder, enfin d'être à la hauteur « d'un monde qui change » (13). Jour après jour, pendant quinze ans, ces couillonnades nous ont été répétées à longueur de colonnes — et MM. Plenel et Mauduit voudraient qu'elles nous soient déjà sorties de la tête —, jour après jour ceux qui avaient la moindre intention de les contester ont été agonis pour archaïsme, parfois pour xénophobie, quand ils n'étaient pas en fait purement et simplement ignorés et brossés à grands coups hors du paysage de la « gauche ». (...)

Qui étaient leurs chefs ? Qui dirigeait le service Economie, pardon Entreprises ? A qui revenait-il en dernière instance de valider ces « analyses » et de les reconduire indéfectiblement pour leur donner la consistance d'une ligne ? Si l'on tient le référendum du Traité constitutionnel de 2005 pour l'événement politique le plus puissant et le plus classant de ces deux dernières décennies, on demandera, au titre de cette épreuve décisive, où était Le Monde dans cette affaire, où étaient MM. Plenel et Mauduit (15) (car ce qu'eux-mêmes ont voté dans le secret de l'isoloir et de leur conscience, on s'en fout) ?

Mais on trouverait par centaines les illustrations de ce que fut Le Monde sous la gouverne des futurs Médiapartiens, entre psalmodie quotidienne du canon de l'époque (finance = modernité ; entreprise = la vie ; protectionnisme = guerre ; Europe = paix, raison et progrès) et vomissures de circonstances contre tout ce qui était du ressort de la pensée critique, notamment de la critique des médias, puisque les médias, fiers de prétendre critiquer tous les pouvoirs, et quoique en fait ils n'en critiquent jamais (vraiment) aucun, ne détestent rien tant que la critique de leur propre pouvoir. Le Monde des Livres sous la plume de Nicolas Weill en avril 2004 (16) laisse lourdement sous-entendre que Bourdieu et sa critique des médias ont quelques penchants antisémites. Qui dirige Le Monde et répond du Monde des Livres ? A qui appartient-il de laisser faire ou de barrer ces petites ignominies ? Ne serait-ce au directeur de la rédaction ? (...)

Ce que Le Monde de toutes ces années a pensé ne fait pas le moindre doute ; aussi peut-on dire, par une métonymie bien fondée, assimilant l'institution à ses organes de direction, que ce que le journal a défendu, ce sont ses chefs qui l'ont défendu. Rendu en ce point, il ne reste alors aux responsables mal à l'aise avec leur bilan politique qu'un seul et dernier recours : la comédie des « résistants de l'intérieur ». Sans doute, ils étaient chefs, mais il y avait d'autres chefs, plus chefs qu'eux, et eux souffraient en secret, en osmose avec leurs humbles troupes, vaillantes et combattantes, contre la chefferie des plus chefs, dans des luttes obscures, souterraines, injustement méconnues, pour « peser », arracher ici une concession à la tyrannie ambiante (« les partisans du protectionnisme sont parfois xénophobes »), faire passer là une audace conquise de haute lutte (« la mondialisation est heureuse, mais… »), bref, on ne s'en rendait pas bien compte du dehors, mais ils étaient dans le maquis. Chefs, oui (ça c'est difficile à nier…), mais chefs en lutte, pour ainsi dire chefs minoritaires, merveilleux oxymore qui ne pouvait convenir qu'à des personnalités ayant toujours déjà « pris le maquis »...

On n'imagine pas à quel point ce fantasme du résistant de l'intérieur est commun dans la chefferie médiatique, et à tous les degrés de conscience, du cynisme pur au parfait mensonge à soi-même, syndrome évidemment réservé aux chefs des médias de « gauche », entendre : de fausse gauche. Car un média de droite, par construction, n'éprouve aucun complexe à être de droite ! Les embarras de conscience n'affligent donc que les médias de gauche de droite (17) dont les chefs sont condamnés à l'être-clivé du résistant fantasmé qu'ils voudraient être et de l'homme de pouvoir qu'ils sont vraiment. (...)

De temps en temps sortent des choses plus drôles. C'est évidemment un plaisir assez goûteux de relire la critique que fait Laurent Mauduit, dans Le Monde des Livres, de l'essai de rentrée (bâclé) d'Alain Minc (22) en 2000, dont il salue « le talent et l'honnêteté », qu'il compare avantageusement à John Rawls (rien que ça !), fustigeant au passage les benêts de « la gauche radicale » qui n'ont rien d'autre à dire que « horreur économique » à l'endroit de la mondialisation, le tout sous un titre faux-cul comme pas deux qui en fait résume à soi seul toutes les hypocrisies du Monde de l'époque : « La société de marché au service de l'équité » (23)... blog.mondediplo.net 19.07.2012

https://blog.mondediplo.net/2012-07-19-Corruptions-passees-corruptions-presentes

Notes.

(1) Sur le sens exact à donner au mot « corruption », voir Frédéric Lordon, « Economistes, institutions, pouvoirs », communication au Congrès de l'AFEP, Paris, Université Paris-1, 5-8 mai 2012, bientôt en ligne sur ce blog.

(2) Laurent Mauduit, « Les maladroites imprécations de Frédéric Lordon », Médiapart, 9 mai 2012.

(3) Paru en 1997 (Raisons d'agir) mais qui devra attendre 1998 pour sortir du black out total et avoir le privilège de se faire éreinter.

(8) Editorial : « Il n'y a pas de recette miracle, sinon de faire ce que veulent les marchés lorsque l'on se met entre leurs mains », 14 juillet 2001.

(9) Editorial : « Les monopoles anciens sont destinés à mourir. Le changement de statut de France Télécom […] apparaît comme un impératif. Le devoir du gouvernement est de prendre un peu de temps, non pour le cacher, mais pour le dire, et préparer au plus vite les fonctionnaires à ce changement » (13 juillet 1995).

(10) Edwy Plenel : « J'ai envie de me faire l'avocat du diable pour relancer ce débat. Est-ce que, finalement, le libéral ce serait les péchés ? Est-ce que quand même la situation dans laquelle nous sommes ne prouve pas et ne donne pas des gages de réussite à cette alliance d'un libéralisme économique et d'un libéralisme politique, à la fois du dynamisme des entrepreneurs et de la liberté des individus au nom de laquelle, d'une certaine manière, nous nous sommes battus au Kosovo » (LCI, 12 juin 1999).

(11) « La France adopte enfin la loi sur la concurrence dans l'électricité. Avec un an de retard sur ses partenaires, Paris se conforme aux règles européennes. Les députés doivent voter mardi un texte minimaliste, alors que plusieurs pays ont opté pour une déréglementation totale », Le Monde, 2 février 2000.

(12) Pierre-Antoine Delhommais et Arnaud Leparmentier : « Il reste maintenant à M. Strauss-Kahn et à ses collègues européens à suivre la voie économique américaine, caractérisée depuis des années par des réformes de structures, une baisse de la pression fiscale, des coupes claires des dans les dépenses de l'Etat et un retour à l'excédent budgétaire » (Le Monde, 5 décembre 1998).

(13) Laurent Mauduit (critique de La fin de l'eurolibéralisme de Jacques Sapir), « Comme dans un choc en retour, cette pensée unique a visiblement nourri un sectarisme antilibéral, voire même un intégrisme antilibéral […] Les Français auront tout intérêt à s'apercevoir que le monde bouge sans eux » (Le Monde 3 février 2006). Laurent Mauduit s'abrite ici derrière une citation de Marx, curieusement sa phrase à lui ne rend pas du tout pareil…

(15) A l'époque, Edwy Plenel n'est plus directeur de la rédaction du Monde mais exilé au Monde 2... d'où il fait néanmoins campagne pour le « oui ». Laurent Mauduit, lui, est toujours directeur adjoint de la rédaction il est même en passe de devenir éditorialiste.

(16) Nicolas Weill, « Du journalisme en démocratie », Le Monde des Livres, 2 avril 2004.

(17) Voir Frédéric Lordon « Gauche de gauche, gauche de droite », Télérama, 2 mars 2012.

(18) Pierre-Antoine Delhommais, Eric Le Boucher, Eric Izraelewicz, s'ils permettent.

(22) Alain Minc, www. capitalisme.fr, Grasset, 2000.

(23) Le Monde des Livres, 15 septembre 2000.

LVOG - Frédéric Lordon est un pur intellectuel, ce qui n'est pas forcément un défaut, mais pas forcément une qualité non plus, on peut avoir la tête bien pleine, mais pas forcément bien faite, c'est bien connu. Il fait partie des intellectuels qui pourraient jouer un rôle dirigeant dans un parti ouvrier révolutionnaire pour peu qu'il s'en tienne au socialisme...

Cynisme sans fond. Quand Fabius (PS) révèlait avoir armé les barbares qui ont détruit la Libye.

- La désinvolture de Laurent Fabius - Réseau Voltaire 21 octobre 2018

Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a accordé un entretien à Russia Today. Dans celui-ci, il révèle un entretien téléphonique avec son homologue français lors de l'« Opération Serval » au Mali, Laurent Fabius.

« La France voulait que son contingent au Mali obtienne l'approbation du Conseil de sécurité de l'Onu pour lutter contre cette menace terroriste. Laurent [Fabius] m'a appelé et m'a demandé de ne pas nous y opposer […] Mais il faut garder à l'esprit, lui ai-je dis, que vous allez réprimer les activités des gens que vous avez armés en Libye. Il a ri et m'a dit : "C'est la vie." Et il faut dire quand-même que "c'est la vie" ce n'est pas de la politique. Évidemment, c'est le principe du deux poids, deux mesures », a déclaré Sergueï Lavrov. Réseau Voltaire 21 octobre 2018

C'est ce qui a toujours fondamentalement caractérisé le PS depuis 1914, et qu'on s'est employé à faire passer au second plan ou à occulter. Qui sème l'opportunisme récolte le totalitarisme

Totalitarisme. Une société toujours plus liberticide.

- Gérard Larcher : «La réaction de Mélenchon est nulle» - LeParisien.fr 21.10

- Agressions homophobes : "Il y a vraiment urgence absolue à renforcer l'arsenal juridique et pénal" - Franceinfo 21.10

Ils osent tout. Quand ils en arrivent à faire l'apologie du travail des vieillards.

- "Ce qui compte, c'est l'énergie et l'envie" : à 70 ans ou plus, ils ont dépassé l'âge de la retraite mais refusent d'arrêter de travailler - Franceinfo 21.10

Sur les 16,1 millions de retraités recensés en France en 2016, 3,3% déclarent exercer une activité professionnelle. Parmi ces derniers, 2,5% ont plus de 70 ans, selon une enquête de la Dress (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques). Si certains sont obligés de poursuivre leur activité pour des raisons économiques, d'autres ne s'imaginent simplement pas lâcher leur quotidien d'actifs et travaillent par passion. Franceinfo 21.10 Conclusion : L'esclavage est une passion ou la liberté aurait dit Orwell, et cela se respecte !

Macron ou l'intrument de l'oligarchie félicité par ses pairs.

- Compétitivité de la France: les réformes Macron saluées par le Forum économique mondial -sputniknews.com 21.10

La France entre dans le club des 20 premières économies mondiales, en matière de compétitivité. C'est ce qu'il ressort du dernier rapport annuel dressé par les analystes du Forum économique mondial. En comparaison à l'édition 2017 de ce classement, regroupant 140 pays, la France passe de la 22e à la 17e place des économies les plus performantes.

Parmi les points clefs soulignés par les auteurs de ce pavé de 671 pages afin d'expliquer cette dynamique positive, l'«ambitieux programme de réforme» attenant à la législation du travail, la réforme les services publics (particulièrement celle de la SCNF) ainsi que la volonté du gouvernement de faire du pays une destination plus attractive pour les investissements en matière de high-tech. (...)

Autre point noir au tableau: le marché du travail. Si la France se distingue en matière de droits des salariés (18e), ainsi que pour son pourcentage de femmes au sein de la force de travail (21e), la mobilité interne (112e), les pratiques en matière d'embauche et de licenciement (130e) sans parler du taux d'imposition du travail (où la France apparaît bonne dernière), sont autant d'éléments qui viennent tirer l'hexagone vers le bas. sputniknews.com 21.10

Fake news d'Etat.

- Ryad dit ne pas savoir comment Jamal Khashoggi a été tué - Reuters 21.10

Les autorités saoudienne ignorent comment le journaliste et opposant Jamal Khashoggi a été tué dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul et l'endroit où se trouve son corps, a déclaré dimanche le ministre saoudien des Affaires étrangères. Reuters 21.10

- Les Saoudiens reconnaissent le meurtre de Khashoggi, la dissimulation ne convainc pas - Moon of Alabama 20.10

L'État profond aux États-Unis et au Washington Post, où Khashoggi a écrit ses chroniques, ne sera pas satisfait du camouflage désormais proposé. Ils veulent voir MbS (et son ami Jared Kushner) partir. Le lobby sioniste et le président Trump voudront que les deux restent. Moon of Alabama 20.10

Dans quel monde vivons-nous ?

- La censure d'internet vient de faire un grand pas en avant et peu de gens l'ont remarqué par Cailtin Johnstone - Zero Hedge 14.10

Extrait. L'entité qui prend les décisions de censure pour Facebook, comme annoncé publiquement, est l'Atlantic Council, une entité partiellement financée par le gouvernement américain.

En parlant de l'Atlantic Council, il a récemment publié un document très intéressant de 21 pages sur une conférence militaire américaine détaillant, au présent, comment les géants technologiques de la Silicon Valley sont utilisés pour annuler la menace que représente le nouveau paysage médiatique pour le pouvoir américain. (Ou plutôt l'Etat profond auquel est lié un clan du Pentagone. - LVOG)

Au sujet de ce document, le World Socialist Web Site écrit ce qui suit :

Viennent les entreprises de médias sociaux. Le meilleur mécanisme pour supprimer les points de vue oppositionnels et promouvoir les récits pro-gouvernementaux est d'utiliser le secteur privé, en particulier « les géants de la technologie, dont Facebook, Google, YouTube et Twitter », qui peuvent « déterminer ce que les gens voient et ne voient pas ».

Le secteur privé doit donc faire le sale boulot du gouvernement, car la propagande gouvernementale est perçue avec suspicion par la population. « Les entreprises et le secteur privé ne comprennent peut-être pas naturellement le rôle qu'ils jouent dans la lutte contre la désinformation, mais le leur est l'un des plus importants… En Occident du moins, ils ont été placés au centre de l'action en raison de la confiance accrue du grand public en eux en tant qu'institutions. » (Ils ne comprendraient pas " le rôle qu'ils jouent", alors qu'ils se sont hissés au sommet de Wall Street, c'est prendre les idéologues néolibéraux pour des imbéciles ! - LVOG)

La propagande et la censure fonctionnent à peu près de la même manière. Si vous ne connaissez pas le concept de l'effet Streisand, je vous encourage à commencer à vous familiariser avec lui.

Nommé d'après un incident au cours duquel Barbra Streisand a tenté de supprimer des photographies en ligne de sa résidence à Malibu et a ainsi attiré par inadvertance beaucoup d'attention sur elle, l'effet Streisand décrit la façon dont les tentatives de dissimulation et de censure de l'information peuvent être utilisées pour attirer davantage l'attention sur elles quand cette dissimulation attire l'œil du public. Chaque censeur doit empêcher que cela se produise afin de faire son travail efficacement ; s'il semble que le fait de retirer quelque chose de la vue du public attirerait davantage l'attention sur lui, alors il ne peut pas pratiquer la censure dans ce cas. Zero Hedge 14.10

- Le secret de la grande bulle américaine de la fracturation hydraulique par Justin Mikulka - DeSmog 18.04.2018

Extrait. Dans l'ensemble, l'expérience américaine de fracturation a été un désastre financier pour bon nombre de ses investisseurs, qui ont été accablés par des emprunts importants, des faibles rendements et des faillites dans cette industrie, et la voie vers la rentabilité est bordée d'obstacles potentiels importants. Jusqu'à présent, l'industrie a foré les « meilleures puits » dans les principales formations de schiste argileux du pays, s'attaquant d'abord au pétrole le plus facile et le plus précieux à extraire.

Mais en même temps que les compagnies d'énergie empruntent plus d'argent pour forer plus de puits, ces puits préférentiels s'assèchent, créant un piège à mesure que plus de forages entraîne plus de dettes.

« Il faut continuer à forer », a déclaré David Hughes, géoscientifique et spécialiste dans la production de gaz et de pétrole de schiste à l'Institut post-carbone, à DeSmog. Mais il a également fait remarquer qu'avec la plupart des meilleures zones déjà forées, les producteurs sont forcés de se déplacer vers des zones moins productives.

Le résultat ? « La productivité diminue mais les coûts restent les mêmes », explique-t-il.

Bien que Hughes comprenne la raison pour laquelle l'industrie continue de forer de nouveaux puits à perte, il doute de la durabilité de cette pratique.

« Je ne pense pas qu'à long terme, ils pourront s'en sortir », a déclaré Hughes à DeSmog.

Alors que les politiciens et les médias grand public vantent les mérites d'une « révolution » énergétique américaine, il devient clair que – comme la bulle immobilière quelques années auparavant – le boom pétrolier et gazier américain, stimulé par des innovations techniques autour de la fracturation hydraulique, est peut-être l'un des plus grands récit de pertes financières de l'histoire de la nation. Et elle a rattrapé McClendon. (Le roi du schiste en 2016 - ndlr)

Dans l'introduction de The Big Short, le film de Michael Lewis sur le déroulement du krach financier de 2008, il décrit les mécanismes financiers de la bulle immobilière :

« Toutes ces sociétés de crédit subprime se développaient si rapidement et utilisaient une comptabilité si loufoque qu'elles pouvaient masquer le fait qu'elles n'avaient pas de bénéfices réels, mais seulement des bénéfices illusoires, d'ordre comptable. Elles avaient la caractéristique essentielle d'un schéma de Ponzi : pour maintenir la fiction qu'elles étaient des entreprises rentables, elles avaient besoin de plus en plus de capital pour créer de plus en plus de prêts subprime.

Si vous remplacez « sociétés d'exploitation du pétrole et du gaz de schistes » par « sociétés de prêts à risque », vous obtiendrez une description pertinente de l'industrie actuelle du schiste. Ces sociétés perdent plus d'argent qu'elles n'en gagnent et ne peuvent maintenir ce scénario que si les prêteurs continuent de financer leurs efforts, ce qui permettra à l'industrie de la fracturation de forer plus de puits à mesure que la production augmente, plutôt que des profits, ce que, pour l'instant, Wall Street continue de financer en grande partie.

Jusqu'à ce que les analystes et les investisseurs commencent à parler de profits plutôt que de croissance, cette période se terminera probablement, à un moment donné, d'une manière complètement familière et prévisible : la faillite. Un destin que même Aubrey McClendon, le PDG le mieux payé, le roi du schiste, a finalement rencontré.

David Hughes a résumé son point de vue sur les perspectives financières de l'industrie : « En fin de compte, vous heurtez le mur. C'est juste une question de temps. » DeSmog 18.04.2018

Haut de page

Le 24 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai terminé l'actualisation du portail rapidement, car on attend encore de fortes pluies et je dois couper l'herbe du jardin à cause des serpents qui peuvent roder ici ou là, vaut mieux les voir avant de marcher dessus vous comprenez, cela peut être fatal ! Que voulez-vous, on vit dangereusement malgré nous !

- Causerie au format pdf (28 pages)

Première partie

Notre position sur les élections européennes de 2019.

Nous appelons au boycott de ces élections conformément à la caractérisation de l'Union européenne que nous avons adoptée. Sachant que l'Union européenne a été fondée par et pour l'oligarchie financière, pour servir exclusivement les intérêts des multinationales au détriment de ceux des peuples, nous considérons que participer à ces élections serait cautionner la légitimité de l'UE, ce qui pour nous est totalement inconcevable.

Cela dit, nous avons parfaitement conscience que de nombreux travailleurs et militants ne partagent pas notre analyse, par conséquent nous disons aux travailleurs et aux militants qui ne partagent pas notre caractérisation de l'UE et qui s'apprêtent à participer à ces élections : pas une voix aux partis de droite, LREM, LR, UDI, MoDem, PS, Générations, EELV, ainsi qu'à l'extrême droite ou RN, qu'ils votent s'ils le souhaitent pour les partis qui correspondent à leur sensibilité politique LFI, le PCF, le

NPA ou LO s'ils présentent des candidats.

Autrement dit on laisse le choix aux travailleurs de boycotter ces élections ou de voter en fonction de leur interprétation de l'UE. En fait l'essentiel est ailleurs.

Ce qui sera certain, c'est que ceux qui auront refusé d'aller voter et ceux qui auront voté LFI, PCF, NPA ou LO, ainsi que les travailleurs influencés par RN qui auront été votés et qui rejettent l'UE seront majoritaire à l'issue de ce scrutin, c'est ce rapport de classes défavorable à Macron et à tous les partis de droite qui constituera le facteur essentiel.

Il faut préciser que ce sont des gens de gauche ou opposé à l'UE, qui n'en attendent rien, dégoûtés des élections en général, qui constitueront l'immense majorité des abstentionnistes, tandis que tous ceux qui sont sensibles au matraquage médiatique et qui penchent à droite auront été votés, cela semble logique.

Notre mot d'ordre qui s'articule autour du boycott et pas une voix pour les partis de droite et d'extrême droite, est conforme à la nécessité de l'unité des exploités et des opprimés pour affronter le régime. Que nous favorisions le mot d'ordre du boycott est légitime, puisqu'il correspond à nos convictions et nous les assumons, sans pour autant chercher à diviser inutilement notre classe, alors que la bataille décisive des retraites doit nous rassembler sans réserve.

Sur cette question aussi il faut savoir faire des compromis sans se compromettre, car on a bien conscience que le système actuel des retraites est profondément injuste, mais celui que nous prépare Macron le sera encore davantage, personne ne peut en douter.

Macron est minoritaire et illégitime : Touche pas à ma retraite, dehors !

Si je prends mon cas personnel, j'ai cotisé l'équivalent de 20 annuités, donc en principe j'aurais dû percevoir presque la moitié d'un salaire net nettement supérieur au smic, puisque mes salaires avaient été beaucoup plus élevés, mais n'ayant pas réuni 42 annuités, en guise de sanction ils m'on imposé un abattement de 37,5% et je me suis retrouvé avec quelque 420 euros au lieu d'environ 700 euros, une misère, la double peine, quoi !

Quelques réfléxions politiques et arguments.

Je n'ai pas eu le temps de relire ce passage ou d'approfondir les différents sujets...

1- Quand un régime n'est pas en mesure de satisfaire les besoins élémentaires de la majorité des exploités ou leurs besoins collectifs, il est illégitime et il doit disparaître. Et c'est une escroquerie ou un leurre que de croire qu'il pourrait satisfaire ceux de minorités ou de certaines communautés, ou d'imaginer qu'il suffirait de légiférer pour que la majorité modifie son mode de pensée ou son comportement envers ces minorités ou communautés, c'est plutôt le contraire qui aurait tendance à se produire parce qu'elle se sent frustrée ou injustement méprisée, ce que le législateur savait très bien à l'origine sans jamais l'avouer puisque cela coïncidait avec le but qu'il s'était fixé, que toutes les couches de la société se divisent et s'affrontent au lieu de s'unir contre le régime.

2- On les entend souvent parler d'un côté de la conscience, du niveau de conscience, du développement de la conscience, mais quand on aborde la question de la vieillesse, de la dépendance comme ils disent, du vieillissement de la population, et de l'autre de l'euthanasie, on s'aperçoit qu'ils s'acharnent à les traiter séparément, ce qui ne nous convient pas. Pourquoi ?

Parce qu'arrivera le moment ou nous serons physiquement usés et nos facultés nous ferons défaut, si bien qu'on sera réduit à vivre dans un état quasi végétatif où tout intérêt pour l'existence nous aura définitivement quitté dans l'attente de notre mort, nous devrions en prendre conscience ou agir en pleine conscience, c'est-à-dire décider de mettre un terme consciemment à cette expérience sachant qu'elle a atteint ses limites, et qu'au-delà se serait s'exposer à des souffrances inutiles et causer des désagréments ou des peines tout aussi inutiles à notre entourage ou à la société, puisqu'on ne pourrait rien attendre de plus de ce cadavre en sursis, donc on devrait pouvoir recourir à l'euthanasie, ce qui nous permettrait de finir notre vie dans la dignité, par un acte conscient, au lieu de l'avoir subie inconsciemment jusqu'à notre dernier souffle sans n'avoir jamais pu prendre notre destin entre nos mains, ce qui est le lot de la plupart des hommes.

Ce qui vaut sous ce régime monstrueux vaudrait également sous un autre régime ou un régime socialiste, car on ne verrait pas pourquoi on aurait vécu consciemment ou on se serait épanoui tout au long de notre existence, pour avoir la faiblesse au dernier moment de prendre le risque de tout gâcher inutilement, puisque désormais il n'y aurait plus rien à en attendre de bon, ce serait ridicule, et franchement le moment serait bien mal choisi puisqu'on n'aurait pas l'occasion de revenir en arrière par la suite pour achever cette comédie en beauté, il serait trop tard.

L'euthanasie n'est pas un acte courageux ou désespéré, mais conscient, c'est ce que je voulais dire.

3- Quand on observe les contradictions dans lesquelles se débattent certains intellectuels qui se caractérisent de gauche,

on s'aperçoit à travers les discours qu'ils tiennent que leurs confusions correspondent aux illusions qu'ils avaient placées dans ce qui fut appelé la gauche, le PS et le PCF, qu'on a sans cesse entretenues en refusant de les caractériser de droite, après avoir affirmé qu'ils étaient passés de l'autre côté de la barricade.

Tout au long de leurs discours on retrouve cette incohérence, dont on ose ensuite les accuser, alors que ce sont nos dirigeants qui en portent la responsabilité, au point qu'on ne peut leur proposer de rejoindre aucun parti. Il faut bien comprendre que ces intellectuels qui ont rompu avec le PS ou le PCF, savent que dans le passé et jusqu'à un passé récent pour ne pas dire jusqu'à nos jours, tous les courants du mouvement ouvrier sans exception se sont corrompus avec ces partis, dès lors comment ou pourquoi devraient-ils cesser de rester en marge du mouvement ouvrier, on leur a fourni un excellent prétexte dont ils usent et abusent pour le justifier.

De la même manière ou pour les mêmes raisons ils refuseront d'admettre qu'ils s'étaient fourvoyés pendant des décennies parfois en rejoignant le PS ou le PCF ou en faisant partie de leurs sympathisants, ce qui ne les aidera pas à rompre avec leurs idéologies, on comprend dès lors pourquoi ils ne peuvent pas se résoudre à rompre avec le capitalisme. S'il n'existe aucune voix suffisamment puissante pour porter le socialisme, ils n'y viendront pas d'eux-mêmes. Alors du coup, ces intellectuels ont tendance à mettre dans le même panier de crabe la totalité du mouvement ouvrier, tous ses partis et c'est bien dommage.

On peut comprendre qu'à un moment donné ils se lassent et lui tournent le dos, ce qui arrive également à bon nombre de militants, hélas ! C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je ne tiens pas non plus à être assimilé à un de ces partis. A suivre.

Comment la gauche et l'extrême gauche sont devenues des instruments de la réaction contre la classe ouvrière.

- A bas les classes ouvrières par C.J. Hopkins – Le 1er octobre 2018 – Source Off Guardian - Le Saker Francophone

Si la Gauche doit s'unir un jour pour sauver le monde de Donald Trump et de ses légions de Poutine-nazis, nous allons devoir affronter notre principal ennemi… les classes ouvrières internationales. Oui, mes camarades, je crains qu'il ne soit temps de regarder les faits en face, si déprimants soient-ils. Les classes laborieuses ne sont pas nos amies. Regardez comment elles nous trahissent et après tout ce que nous avons fait pour elles toutes ces années ! On ne peut permettre que cela continue, pas si nous voulons sauver la démocratie des griffes de Trump, Poutine, Assad, des Iraniens et des enfants palestiniens avec des cerfs-volants terroristes, et finalement endiguer la marée sanglante du néo-fascisme et de l'anti-globalisme !

Maintenant, d'accord, je sais que vous êtes probablement en train de vous demander : « Comment est-ce possible que les classes laborieuses internationales puissent être l'ennemi de la Gauche ? » et « Cela ne rendrait-il pas tout le concept de la Gauche totalement et fondamentalement absurde ? » et autres questions pertinentes. Et c'est tout à fait juste, vous avez le droit de vous les poser. Remettre en question certains aspects de la narration officielle à laquelle les classes dirigeantes contraignent tout le monde de se conformer comme si elles étaient membres d'une secte mondiale ne fait pas de vous un nazi ou quoi que ce soit d'autre. Il est parfaitement normal de poser ces questions, tant que vous ne les posez pas sans arrêt, encore et encore, et une fois de plus, alors qu'on vous a déjà expliqué les faits. Alors voici ces faits, expliqués une fois de plus.

Les classes populaires internationales sont racistes. Elles sont misogynes. Des transphobes xénophobes. Elles ne pensent pas comme nous le voudrions. Certains croient encore en Dieu. Ce sont des suprématistes blancs. Antisémites. Des péquenauds armés, des rednecks brandissant le drapeau confédéré. La plupart d'entre eux n'ont même jamais entendu parler de termes comme « intersectionnalité », « TERF » [Trans-Exclusionary Radical Feminist, une tendance féministe qui affirme que les femmes transgenres ne sont pas vraiment des femmes, car le déterminisme biologique est une idée fausse, NdT]. Ils ne respectent pas les médias institutionnels. Ils pensent que les sources d'information comme le Washington Post, The New York Times, The Guardian, CNN, MSNBC, BBC, etc. sont fondamentalement des organes de propagande pour les multinationales et les oligarques qui les possèdent et ne sont donc finalement pas différentes de FOX, dont ils croient chaque mot des éditorialistes.

Leurs esprits sont tellement tordus par le racisme et la xénophobie qu'ils ne peuvent comprendre comment le capitalisme mondial, l'élimination progressive de la souveraineté nationale, la privatisation de presque tout, l'esclavage par la dette de presque tout le monde et le remplacement de leurs prétendues « cultures » par un semblant de culture à la sauce Disney, omniprésente ; au visage souriant ; sexuellement neutre ; non oppressive ; favorable aux entreprises, sont autant d'étapes sur le chemin menant à un monde plus pacifique, moins agressif.

Tout cela a été prouvé dans de nombreuses études avec toutes sortes de tableaux et de graphiques, et ainsi de suite. Et pas seulement par les statisticiens d'entreprise et par les médias dominants, et les think tanks libéraux. C'est pourquoi, cette semaine, Mehdi Hasan, dans une jérémiade exaspérée dans les pages de The Intercept, ce bastion du journalisme intrépide et combattif propriété du milliardaire Pierre Omidyar, a-t-il prouvé, une fois de plus, que Donald Trump a été élu parce que LES GENS SONT DES FICHUS RACISTES !

Apparemment, Hasan en a eu juste marre que ces apologistes de Trump qui aiment Poutine suggèrent que l'insatisfaction générale à l'égard du capitalisme mondial, du néolibéralisme et de la politique identitaire puisse avoir eu quoique ce soit à voir avec

l'élection par les Américains d'un clown pompeux sans aucune expérience politique au plus haut poste du pays. Hasan cite un grand nombre d'études d'experts, parmi elles celle réalisée par le Fonds pour la démocratie, qui se trouve être un autre avatar d'Omidyar. Mais ne devenons pas tous paranoïaques ou autre. Il existe littéralement des centaines d'études de ce genre à ce sujet, dont chacune a été citée par les médias grand public, les médias alternatifs, les médias extrêmes-alternatifs et pratiquement tous les fous obsédés par Trump disposant d'un blog ou d'un compte Facebook ou Twitter.

Voyez, je comprends que la vérité soit pénible, mais la science statistique ne laisse aucune place au doute. Même si certains d'entre nous veulent le nier, le fait est que le pays qui a élu Barack Obama (qui est noir) deux fois président, a été transformé, par le lavage de cerveau d'agents de Poutine, en un cloaque de xénophobie et de racisme, et c'est à nous, les gens de gauche, de remettre les choses sur la bonne voie !

Maintenant, pour y parvenir, nous devons unir la Gauche, et faire en sorte que tout le monde marche ensemble, et ainsi de suite. Ce qui signifie que nous devons identifier et éliminer tous les faux gens de gauche parmi nous. Ensuite, et ensuite seulement (c'est-à-dire après avoir traqué, dénoncé moralement et exilé tous les infiltrés néo-strasseristes [le strassérisme est un courant du nazisme, NdT] de l'« alt-right », les gauchistes de Sputnik et les apologistes d'Assad), que nous pourrons nous tourner vers une rencontre face à face avec les classes laborieuses internationales et les dénoncer moralement comme une bande de sales racistes.

D'accord, ça a l'air un peu dur, et peut-être totalement idiot, mais quel autre choix avons-nous vraiment ? Si nous voulons vaincre ces nazis pro-Poutine, il faudra bien casser quelques oeufs. Ce n'est pas le moment d'abandonner notre engagement d'imposer notre idéologie basée sur l'identité à toute personne vivant sur la planète Terre ni de tomber dans ce genre de gauchisme démodé fondé sur ce que veut la classe ouvrière. Qui se soucie de ce que veulent les classes populaires ? Ce qui est important, c'est ce que nous voulons qu'elles veuillent. Ce ne sont pas les années 1990, après tout. Toute cette absurdité sur la mondialisation et les entités supranationales comme l'OMC et la Banque mondiale, sans parler des « emplois américains »… Seuls les fascistes parlent comme ça de nos jours !

Mais sérieusement… Si vous êtes arrivé aussi loin dans mon article, et si vous vous considérez comme étant de gauche, d'une certaine manière, vous êtes probablement extrêmement frustré parce qui se passe pour la Gauche ces jours-ci, et par la façon dont les classes laborieuses se tournent vers la Droite, aux États-Unis comme dans le monde entier. Si j'ai bien compris, vous voulez peut-être lire cet article de Diana Johnstone (que nous les gens de gauche ne sommes techniquement pas autorisés à lire, parce qu'il est publié à l'origine dans The Unz Review, où une quantité d'articles « alt-right » sont également publiés… et que vous ne voulez pas vous farcir ce genre de truc !).

Ce dont elle parle, c'est de l'insurrection « populiste » en cours contre le capitalisme mondialisé, et c'est aussi ce dont j'ai parlé la plus grande partie de ces deux dernières années.

C'est le moment historique que nous vivons, un soulèvement démocratique maladroit, bâclé, en partie fasciste, en partie non fasciste, contre la diffusion permanente du capitalisme mondial, l'érosion de ce qui reste de souveraineté nationale et… oui, les cultures et les valeurs des peuples.

La classe ouvrière internationale le comprend. La Droite néo-nationaliste le comprend. La majorité de la Gauche ne le comprend pas et refuse d'admettre ce qui se passe et donc elle reste sur la touche en traitant tout le monde de « racistes » et de « fascistes » tandis que les classes dirigeantes capitalistes mondiales et les néo-nationalistes règlent les choses.

C'est exactement ce que les classes dirigeantes veulent et ce que le récit officiel sur Poutine-nazi a été censé réaliser depuis le début. La « fenêtre d'Overton » (c'est-à-dire l'éventail d'idées tolérées dans le discours public) fonctionne mieux lorsqu'elle est divisée en deux moitiés claires. Pendant la prétendue « Guerre contre la terreur », c'était la démocratie contre les terroristes islamiques. Aujourd'hui, c'est la démocratie contre les Poutine-nazis. Les deux récits sont des contes de fée, bien entendu, la réalité, comme toujours, étant plus compliquée.

Si ce qui reste de la Gauche s'attend à jouer un rôle important dans notre moment historique (autre que celui de pom-pom girl moralisatrice pour les classes dirigeantes capitalistes), elle va avoir besoin de se salir un peu plus les mains, de se mêler un peu plus à toute cette classe ouvrière « populiste », leur parler et, je ne sais pas, peut-être même les écouter.

Ou peut-être que je suis totalement à côté… Je veux dire : écouter vraiment ceux de la classe ouvrière ? Certains vont sûrement dire des choses racistes, antisémites et transphobes, que nous ne pouvons pas ignorer ne serait-ce qu'une seconde, ou même discuter rationnellement et être en désaccord avec eux parce que cela signifierait leur donner une plateforme.

Ouais, écrase, je ne sais pas à quoi je pensais… Oubliez tout ce que je viens de vous faire lire. À bas la classe ouvrière fasciste !

C.J. Hopkins

Traduit par Diane, vérifié par Wayan, relu par Diane pour le Saker francophone

LVOG - Comme quoi la réflexion mûrit chez certains intellectuels à travers le monde qui sont contraints petit à petit de se tourner vers les masses laborieuses, comme leurs prédécesseurs au XVIIIe et au XIXe siècle, c'est d'autant plus difficile qu'il n'existe de nos jours aucun dirigeant de la trempe de Marx ou Engels pour les aider à se débarrasser des idées préconçues qu'ils ont adoptées sur le socialisme, continuant de confondre bolchevisme ou communisme avec le stalinisme ou le maoïsme ou encore le castrisme par exemple.

De notre côté, nous n'avons jamais reproché à un ouvrier d'avoir des préjugés archaïques, d'être croyant, ignorant, arriéré, nous ne le soupçonnons pas d'être raciste, xénophobe ou je ne sais quoi encore, puisque nous savons que c'est le régime qui en est à l'origine, et qu'il suffit de demeurer strictement sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, du socialisme, et de mener notre combat politique dans la perspective du renversement du régime pour que l'idéologie à laquelle ils sont liés n'ait aucune emprise sur nous.

Et quand on a à l'esprit que ce qu'ils appellent la gauche est passée avec armes et bagages du côté de la réaction depuis un siècle, on considère qu'il est normal que la classe ouvrière la considère comme son ennemi. Dès lors, il est tout aussi normal que cette gauche de droite s'en prenne à la classe ouvrière en lui attribuant toutes les tares possibles et inimaginables pour camoufler sa trahison ou sa capitulation face à la réaction. Ce qui l'est moins en revanche, c'est qu'on ait mis aussi longtemps avant de s'en apercevoir, ce qui explique pourquoi on se retrouve totalement ou presque désarmé et impuissant pour la combattre.
On comprend dès lors aussi pourquoi il est si difficile de l'admettre. A suivre.

Dans quelle société vivons-nous.

- Près de 260 000 Français sont devenus millionnaires (en dollars) depuis un an - Franceinfo 23 octobre 2018

Le club des millionnaires français s'est enrichi de 259 000 nouveaux membres entre mi-2017 et mi-2018. Selon le rapport annuel du groupe bancaire Crédit suisse publié jeudi 18 octobre, 2,14 millions de Français sont désormais millionnaires en dollars (environ 872 000 euros). Ce rapport intègre dans ses calculs les avoirs financiers et le patrimoine immobilier, et ne prend pas en compte les éventuelles dettes.

"La principale explication de cette hausse du nombre de millionnaires dans les pays d'Europe est la croissance de la richesse réelle, plutôt que les mouvements des taux de change", notent les auteurs du rapport. "Il y aussi sans doute un effet de 'rattrapage', explique BFMTV. Le nombre de millionnaires français avait fortement chuté ces dernières années. Le pays comptait en effet, en 2014, 2,4 millions de millionnaires."

Les Suisses restent les plus riches

La progression notée pour la France est la deuxième plus forte dans le monde après celle des Etats-Unis, précise Le Figaro. Outre-Atlantique, 878 000 Américains sont devenus millionnaires à cette période. Les Etats-Unis comptent le plus de millionnaires au monde avec 17,3 millions de personnes. Ils sont suivis de la Chine avec 3,4 millions de millionnaires, du Japon (2,8 millions), du Royaume-Uni (2,4 millions) puis de la France et de l'Allemagne ex-aequo (2,14 millions). Toutefois, leur nombre avait chuté ces dernières années : en 2014, ils étaient 2,4 millions.

"La distribution mondiale de la richesse reste largement orientée vers l'Amérique du Nord et l'Europe, qui représentent 60% de la richesse totale des ménages mais ne comptent que 17% de la population adulte mondiale", note l'un des auteurs du rapport. En revanche, le document précise que si l'on considère le patrimoine moyen, les Suisses restent les plus riches au monde avec 11% d'adultes millionnaires. Leur patrimoine moyen s'élève en effet à 530 240 dollars (environ 461 164 euros). Franceinfo 23 octobre 2018

Ganstérisme d'Etat. Hold-up ou détournement de fonds !

- Gérald Darmanin admet que les recettes fiscales du loto du patrimoine n'iront pas au patrimoine - Le HuffPost 23.10

Quand à un pôle les riches deviennent toujours plus riches, à l'autre pôle les pauvres doivent devenir toujours plus pauvres ou plus nombreux.

- Retraites : Agnès Buzyn garantit l'âge de départ à 62 ans, mais pas le taux plein - AFP 22.10

"Le seul engagement qui a été pris, c'est que l'âge de 62 ans restera l'âge minimal de départ." La ministre des Solidarités, Agnès Buzyn, a déclaré dimanche 21 octobre que la question de l'âge de la retraite à taux plein serait tranchée par la négociation avec les partenaires sociaux, avec l'objectif "d'arriver à un consensus".

"Laissons faire la concertation, la première phase de la négociation s'est remarquablement bien passée, c'est inouï (...) AFP 22.10

"*La négociation s'est remarquablement bien passée, c'est inoui*", elle n'en revient pas elle-même, c'est dire à quel point les dirigeants syndicaux ont dû se coucher...

Quand on décidera de construire un nouveau syndicat ouvrier, il sera évidemment trop tard...

Seconde partie.

France. Macronie et régime policier

Qu'est-ce qui défini le mieux de nos jours une dictature ou un régime totalitaire ? L'alliance du pouvoir en place, des institutions, de la justice, de la police, des médias. Quand l'Etat est sous le contrôle de ploutocrates, et ses opposants menacés, harcelés, réprimés.

Qu'on ne se méprenne pas, Mélenchon et LFI ne constituent pas un danger en tant que tels pour le régime, mais c'est ce qu'il représente pour ceux qui ont des illusions en lui qui en représente un. Nous ne défendons pas Mélenchon, mais ce qu'il représente dans la tête de nombreux militants ou travailleurs.

Macron : Achevons-le !

Lu dans la presse aux ordres.

- Emmanuel Macron fatigué, usé, ses proches s'inquiètent pour sa santé...

- Emmanuel Macron "maigrit à vue d'oeil"...

- Pour un de ses collaborateurs, Emmanuel Macron est dans une période de doute. « Il doute de tout » a-t-il confié au journal Le Parisien. lanouvelletribune.info 22.10

France Info, le relais de l'Agence Française de Propagande (AFP) de l'Etat, de l'Otan, de l'UE...

Qui est Vincent Giret, le directeur de France Info ?

Il a été directeur ou directeur adjoint des rédactions de L'Expansion, du Parisien, de France 24, de Libération et enfin du Monde avant d'être nommé directeur de France Info. C'est donc un des caciques du système de propagande du gouvernement ou du régime.

Vincent Giret voulait-il faire le coup de la tronçonneuse à Mélenchon ?

- "Jean-Luc Mélenchon est le bienvenu pour une explication", affirme Vincent Giret, le directeur de franceinfo - Franceinfo 22 octobre 2018

- Jean-Luc Mélenchon voulait débattre sur BFM avec les journalistes de franceinfo. C'est non - Le HuffPost 22 octobre 2018

...le leader de la France insoumise, a proposé sur son blog "un débat public contradictoire avec nos diffamateurs de Radio France sur une chaîne comme BFM qui n'appartient pas au gouvernement. Un débat public avec notre diffamateur le rapporteur de notre compte de campagne monsieur de Chalvron".

"Quelqu'un a peur du débat, de la vérité, des comparaisons? Ils ont des raisons. Pas nous", écrivait dimanche Mélenchon

"Un match de catch entre Jean-Luc Mélenchon et la cellule investigation de Radio France sur une télévision privée, c'est non, répond lundi 22 octobre Vincent Giret, directeur de franceinfo. Ça n'est pas raisonnable". En revanche, Vincent Giret invite le leader de La France insoumise sur l'antenne de franceinfo. '"Que Jean-Luc Mélenchon vienne ici, réponde à nos questions, comme le font ses lieutenants. Il est toujours le bienvenu pour une explication et un moment de journalisme normal, serein." France Info 22.10

- Mélenchon "en guerre ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre la police" - AFP 22 octobre 2018

Jean-Luc Mélenchon a assuré lundi que la France insoumise n'était en guerre "ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre

la police", mais qu'"une partie" de ces trois corporations étaient "en guerre" contre LFI dans le sillage du gouvernement.

"Nous ne sommes pas en guerre, ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre la police. Mais par contre il y a une partie de la justice, de la police et des médias qui est en guerre contre nous parce que le gouvernement a décidé de nous mener cette guerre incroyable que vous avez sous les yeux", a déclaré M. Mélenchon dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux.

"Quant à moi, maintenant, c'est ma vie privée qui parait-il est d'intérêt général parce que, disent plusieurs journaux, dans les procès verbaux, paraît-il, on déclarerait qu'il y avait quelqu'un chez moi à 07h00 du matin. Mais j'ai le droit, moi de caractériser mes relations", a également déclaré M. Mélenchon.

"Tout cela n'est pas digne. Ce qu'on nous fait subir n'est pas digne, c'est de l'indignité voulue pour salir, pour faire craquer, pour abaisser les gens, les humilier autant qu'on peut parce que enfin, toute la caste hurle de joie", a poursuivi M. Mélenchon.

"Nous n'avons jamais surfacturé. Ceux qui le disent sont des menteurs", a assuré le député des Bouches-du-Rhône.

"Ils (les médias, NDLR) disent: vous avez fait des surfacturations, c'est à partir de là qu'ils montent tout leur roman. Il y a eu des surfacturations, elles ont été faites par la société Mediascop principalement --il y a d'autres accusations-- et j'en aurais bénéficié parce que nous aurions un lien personnel. Mais tout cela doit avoir une trace quelque part non ?", a-t-il développé.

"Ils n'ont même pas fait le minimum du travail, c'est-à-dire comparer les factures sur les mêmes prestations. C'est très facile, il suffit de comparer les factures de M. Macron, de M. Hamon, de M. Fillon et les miennes, et comme ça vous savez tout de suite combien valent les choses. Parce qu'il y a un prix du marché. C'est pas la peine de parler tout le temps du marché et de ne pas s'y référer quand par hasard il sert à quelque chose." AFP 22 octobre 2018

La fabrique du consentement mise à contribution.

- La popularité de Mélenchon entachée par l'épisode des perquisitions - Reuters 22 octobre 2018

A 22% de sondés "satisfaits" de son action, il recule de sept points de pourcentage par rapport à septembre dans le baromètre Opinion Way pour LCI réalisé mercredi et jeudi et publié dimanche, et atteint ainsi un plus bas inédit dans ce sondage réalisée depuis 2010. Reuters 22 octobre 2018

Bref, un sondage commandé par l'oligarque Bouygue...

- Après une semaine calamiteuse, Jean-Luc Mélenchon coule dans le baromètre politique Ipsos/Le Point. - LePoint.fr 24 octobre 2018

Bref, un sondage commandé par l'oligarque François-Henri Pinault...

Soupçon et harcèlement.

- Mélenchon est-il allé trop loin ? - Capital 23.10

- Comptes de campagne de Jean-Luc Mélenchon : Sophia Chikirou de nouveau entendue par les policiers - Franceinfo 23.10

Servilité bien comprise.

- Benoît Hamon ne comprend pas les attaques de Jean-Luc Mélenchon contre la presse - LeFigaro.fr 23.10

Parole d'internaute

(A propos de la cabale montée contre Mélenchon.)

1- "Être innocent n’a jamais protégé personne en politique. Mélenchon devrait arrêter de se justifier tout le temps car ses accusateurs se moquent pas mal de sa probité ou de la régularité de ses comptes. Il est coupable parce qu’il doit l’être, c’est tout. Et ce n’est pas fini, il va se faire déchiqueter par la “justice” et par la presse.

Le comportement du prétendument vertueux Mediapart dans cette affaire est le signe que rien ne lui sera épargné. Mélenchon a justement pointé le fait que ce genre de pratique a désormais cours dans un certain nombre de pays d’Europe et d’Amérique latine. On a assez peu parlé en France de ce qu’a subi le Britannique (eurosceptique et anti-Blair) Jeremy Corbyn depuis son accession à la tête du Labour. C’était ultra violent, à mon avis bien pire que le sort qui est fait à Mélenchon. Les tentatives pour

le tuer politiquement avec l'accusation d'antisémitisme ont été incessantes et savamment orchestrées. Il a survécu et le poste de Premier Ministre lui reste accessible.

Il faut noter que le caractère de Corbyn est à l'opposé de celui de Mélenchon : il est calme, posé, très courtois, un vrai robinet d'eau tiède. Ce n'est évidemment pas le tempérament de Mélenchon (et encore moins ses comptes de campagne) qui est la cause du maccarthysme qui se déchaîne dans la presse et la justice. C'est son programme politique."

2- (Macron - Ndlr) "Un homme sous influence?

La moralité de l'histoire serait que lorsque on a plein de dettes et un train de vie somptueux on ne peut être que redevable à l'égard de ses mentors financiers.

Bref à n'en pas douter voici un homme politique sous influence qui n'a guère d'autre souci que de continuer à flotter dans le marigot en récompensant les grenouillages qui l'ont fait roi…

Confiné par la majorité populaire dans ses derniers retranchements le voici en train de tordre les bras à l'opinion et à la justice en allumant des contre feux répressifs dignes des grandes heures du totalitarisme mondial…

Bref un coup d'état de la novlangue et du parler vide médiatique qui commence à s'apparenter à une chasse aux sorcières politique.

Honte à tous les godillots néo libéraux de ce pays qui ont transformé l'assemblée de la nation en chambre d'enregistrement au service d'une idéologie minoritaire et totalitariste qui met en place sans débat la pire dictature celle des ultra nantis…"

3- "A propos de ses revenus de l'époque Rothschild, faut croire que la braderie d'Alstom lui a rapporté un "pognon fou".

Mon opinion est faite depuis longtemps : Macron présente le profil type du Yuppie (acronyme de Young Urban Professional), terme anglophone définissant les jeunes cadres et ingénieurs de haut niveau, évoluant dans les milieux de la haute finance et habitant le cœur de grandes métropoles (définition wikipedia).

J'en connais personnellement quelques-uns (fils et filles de connaissances et amis).

Ils ont voté massivement pour leur alter égo, s'identifiant pleinement à l'artefact générationnel du système promu par l'Union Européenne : libre-échange (main-d'oeuvre, produits et capitaux), LGTB, Mariage pour Tous/pacsage, migrants… chez les autres/voisins, sans frontière ni limites, ardent défenseur de la monnaie unique si pratique pour se déplacer en Europe (sans se soucier de ses effets destructeurs), des individualistes dont le seul repère est argent et plaisirs associés."

4- "Ne pas oublier une certaine présidente suspectée de malversation qui a été délogé par un nouveau président connu pour ses malversations… comme les révolutions colorées, le #metoo ou d'autres choses, quand on élargit le champs de vision, il y a des "coïncidences significatives"…"

La morale de la morale, c'est que ceux qui font le plus la morale sont généralement ceux qui en ont le moins.

Totalitarisme. La France un pays toujours plus liberticide.

- "Black blocs" : Le Sénat adopte un texte LR contre les violences dans les manifestations - AFP 23.10

- Vous comprenez pourquoi les dirigeants syndicaux ont toléré la présence des Black blocs dans leurs manifestations...

- Le Sénat vote une proposition de loi anti-violences - Reuters 23.10

Le Sénat a voté mardi en première lecture une proposition de loi émanant de l'opposition et visant à prévenir les violences lors des manifestations, notamment en sanctionnant plus sévèrement les auteurs de tels actes. Reuters 23.10

- Campagne sur le consentement sexuel : il faut "que les rapports soient consentis, mais surtout désirés" - Franceinfo 23.10

- Entre 25 et 34 ans, une femme sur cinq dit avoir subi un rapport sexuel forcé ou une tentative - Franceinfo 23.10

- Bruno Julliard porte plainte contre Marcel Campion pour diffamation et injure homophobe - Le HuffPost 23.10

Troisème partie

Dossier sur l'affaire du journaliste Jamal Khashoggi.

Comme dans l'affaire Mélenchon, nous ne prenons pas la défense de Khashoggi qui était un personnage pour le moins infréquentable ou détestable, qui collaborait avec le Washington Post et le New York Times qui figurent par les piliers du groupe Bilderberg et de la presse états-uniennes relayant la propagande de l'Etat profond américain.

Ce qui nous intéresse c'est uniquement d'exposer et d'exploiter la pourriture du vieux monde, de montrer comment il fonctionne et quelles sont ses véritables intentions, de quoi il est capable pour parvenir à ses fins, afin que le plus nombre de travailleurs parviennent à la conclusion qu'il faut impérativement l'abattre et qu'il y a urgence en la matière.

- Le Pacte du Quincy ne protège que le roi d'Arabie, pas son héritier par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Extrait.

L'opération Khashoggi

Il suffisait d'attendre. Le 2 octobre 2018, MBS fit assassiner au consulat saoudien d'Istanbul un des hommes de main du prince al-Waleed Ben Talal, le journaliste Jamal Khashoggi, en violation de l'article 55 de la Convention de Vienne sur les relations consulaire [4].

Jamal Khashoggi était le petit-fils du médecin personnel du roi Abdul Aziz. Il était le neveu du marchand d'armes Adnan Khashoggi qui équipa l'armée de l'air saoudienne, puis approvisionna pour le compte du Pentagone l'Iran chiite contre l'Iraq sunnite. Samira Khashoggi, sa tante, est la mère du marchand d'armes Dodi Al-Fayed (éliminé avec sa compagne, la princesse britannique Lady Diana [5]).

Jamal avait été associé au coup de Palais que le vieux prince al-Waleed préparait contre MBS. Des spadassins lui coupèrent les doigts et le démembrèrent avant de présenter sa tête à leur maître, MBS. L'opération avait été soigneusement enregistrée par les services secrets turcs et US.

À Washington, la presse et des parlementaires US demandent au président Trump de prendre des sanctions contre Riyad [6].

Un conseiller de MBS, Turki Al-Dakhil, réplique que si les États-Unis prennent des sanctions contre le royaume, celui-ci est prêt à chambouler l'ordre mondial [7]. Car dans la tradition des bédouins du désert, toute insulte doit être vengée quel qu'en soit le prix.

Selon lui, le royaume prépare une trentaine de mesures dont les plus marquantes sont :

- Descendre la production de pétrole à 7,5 millions de barils/jour, provoquant une hausse des prix aux environs de 200 dollars le baril. Le royaume exigera d'être payé en d'autres monnaies que le dollar, provoquant la fin de son hégémonie ;

- S'écarter de Washington et se rapprocher de Téhéran ;

- Acheter des armes en Russie et en Chine. Le royaume offrira une base militaire à la Russie à Tabuk, au nord-ouest du pays, c'est-à-dire à proximité de la Syrie, d'Israël, du Liban et de l'Iraq ;

- Soutenir du jour au lendemain le Hamas et le Hezbollah.

Consciente des dégâts que le fauve peut provoquer, la Maison-Blanche sonne la curée. Se souvenant tardivement de leur beau discours sur les « Droits de l'homme », les Occidentaux déclarent en chœur qu'ils ne supportent plus ce tyran médiéval [8]. Tous leurs leaders économiques, un à un, se conforment aux instructions de Washington et annulent leur participation au Forum de Riyad. Rappelant que Khashoggi était « résident états-unien », le président Trump et son conseiller Kushner évoquent la confiscation de ses biens au profit des États-Unis pour apaiser leur courroux.

À Tel-Aviv, c'est la panique. MBS était le meilleur partenaire de Benjamin Netanyahu [9]. Il lui avait demandé de constituer un état-major commun au Somaliland pour écraser les Yéménites. Lui-même s'était secrètement rendu en Israël, fin 2017. L'ancien ambassadeur US à Tel-Aviv, Daniel B. Shapiro, prévient ses coreligionnaires israéliens : avec un tel allié, Netanyahu met le pays en danger [10].

Le Pacte du Quincy ne protège que le roi, pas les prétendants à son trône. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Notes.

[4] « Convention de Vienne sur les relations consulaires », Réseau Voltaire, 24 avril 1963.

[5] Lady died, par Francis Gillery, Fayard éd., 2006. « Francis Gillery : "J'ai étudié le mécanisme du mensonge d'État dans l'affaire Diana" », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 août 2007.

[6] "The disappearance of Jamal Khashoggi", by Manal al-Sharif, Washington Post (United States) , 9 October 2018. "Letter by the Senate Foreign Relations Committee on the disappearance of Jamal Khashoggi", 10 October 2018.

[7] "US sanctions on Riyadh would mean Washington is stabbing itself", Turki Al-Dakhil, Al-Arabiya, October 14, 2018.

[8] « Déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères d'Allemagne, de France et du Royaume-Uni sur la disparition de Jamal Khashoggi », « Déclaration de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni sur la mort de Jamal Khashoggi », Réseau Voltaire, 14 et 21 octobre 2018.

[9] « Exclusif : Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2015.

[10] "Why the Khashoggi Murder Is a Disaster for Israel", Daniel Shapiro, Haaretz, October17, 2018. Source : « Le Pacte du Quincy ne protège que le roi d'Arabie, pas son héritier », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 octobre 2018, www.voltairenet.org/article203577.html

- Le drame Khashoggi. Plus d'accord possible. Erdogan veut le départ de MbS - Moon of Alabama 22 octobre 2018

La saga Khashoggi continue d'influencer la situation politique au Moyen-Orient.

Vendredi dernier, le régime saoudien admettait que Khashoggi avait été tué dans son consulat à Istanbul. Depuis, il a changé deux fois d'histoire :

Après avoir nié pendant des semaines son implication dans la disparition de Khashoggi, l'Arabie saoudite a déclaré que ce dernier avait été tué dans le consulat d'Istanbul, affirmant que sa mort était le résultat d'une simple "bagarre". Une source saoudienne proche du palais royal a déclaré plus tard à CNN que le journaliste du Washington Post était mort par étouffement. Dimanche, son ministre des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, est allé plus loin en qualifiant, dans une déclaration à Fox News, la mort de Khashoggi de "meurtre" et d'"erreur énorme".

Mohammad bin Salman, le prince héritier saoudien et dirigeant de facto, ne semble pas avoir de bons conseillers médiatiques. Si l'on ne s'en tient pas à une seule histoire, toutes les autres seront immédiatement remises en question.

Les Saoudiens prétendaient à l'origine que Khashoggi avait quitté le consulat. Nous savons maintenant pourquoi ils se sont sentis assez sûrs d'eux-mêmes pour affirmer une telle chose. CNN tient une nouvelle histoire d'origine turque ; un leurre est sorti du consulat pour faire croire que c'était Khashoggi qui en sortait. Ils ont fourni des photos pour le prouver :

Un membre de l'équipe de 15 hommes soupçonnée de la mort de Jamal Khashoggi s'est déguisé et a été filmé par des caméras de surveillance d'Istanbul le jour où le journaliste a été tué, a déclaré un haut responsable turc à CNN.

CNN a obtenu des images exclusives de surveillance policière, dans le cadre de l'enquête du gouvernement turc, qui semblent montrer l'homme quittant le consulat par la porte arrière, portant les vêtements de Khashoggi, une fausse barbe, et des lunettes.

Mais, alors que Khashoggi était à moitié chauve, le leurre dans les vêtements de Khashoggi semble avoir tous ses cheveux.

Petit à petit, le gouvernement turc divulgue de plus en plus de détails sur cette triste histoire. Cela aide à maintenir le sujet en tête de l'ordre du jour politique.

YeniSafak, un journal grand public aligné sur Erdogan, affirme (turc, traduction automatique) que Khashoggi a été mis en contact téléphonique avec MbS pendant son séjour au consulat. On lui aurait dit de retourner en Arabie saoudite. Après avoir

refusé de le faire, il a été tué.

Un rapport ultérieur de YeniSafak (turc, traduction automatique) indique que le chef de l'équipe saoudienne envoyé au consulat, Maher Abdulaziz Mutreb, a donné quatre coups de fil au directeur du bureau de bin Salman, Badr bin Mohammed Al Asaker, à Riyadh. Ce dernier est le directeur de la fondation du prince héritier et son "éminence grise". Mutreb aurait utilisé le téléphone portable du consul. Un autre coup de fil a été donné aux États-Unis, probablement à Khalid bin Salman, le frère de MbS, ambassadeur saoudien à Washington DC. lequel est depuis retourné à Riyad. Al Jazeerah Arabic avait déjà fait état de tels appels et de 19 autres appels WhatsApp à MbS lui-même.

Si la nouvelle de ces appels est avérée, le meurtre de Khashoggi était donc sans aucun doute un meurtre prémédité sur ordre direct du prince héritier.

La police turque a également trouvé une voiture abandonnée qui appartient au consulat saoudien. On peut la voir sur les images de vidéosurveillance du consulat le jour où Khashoggi a été tué.

Tout cela prouve que l'espionnage de l'équipe d'assassinat saoudienne [par les turcs, NdT] était total. Tous les réseaux de téléphonie cellulaire conservent les traces de chaque appel. Tout téléphone d'un fonctionnaire étranger en Turquie est surveillé par les services de renseignement du pays. Seul un téléphone jetable avec une carte prépayée anonyme aurait pu offrir une certaine protection.

Il semble que l'équipe saoudienne s'en fichait. Elle a tenté d'occulter l'incident en enlevant le corps, mais n'a pas fait grand-chose pour dissimuler l'opération. Ils s'attendaient probablement à s'en tirer comme ça. C'était certainement le cas de MbS, leur patron :

Le Prince Mohammed a été choqué que la disparition de Khashoggi ait dégénéré en crise diplomatique. Il n'a pas compris pourquoi la disparition de Khashoggi était considérée comme si importante, selon les personnes qui ont récemment eu des contacts avec le prince. …

Le 10 octobre, huit jours après la disparition de Khashoggi, le prince Mohammed a appelé Jared Kushner, le conseiller et gendre du président Trump, d'après les personnes informées de cette conversation téléphonique.

Pourquoi tant indignation, a demandé le prince Mohammed en anglais. …

La confusion du prince s'est vite transformée en rage. "Il a été vraiment choqué par une telle réaction ", a déclaré un proche de la cour royale. "Il se sent trahi par l'Occident. Il a dit qu'il regarderait ailleurs [des alliés, NdT] et qu'il n'oublierait jamais comment les gens se sont retournés contre lui avant que des preuves ne soient montrées."

Personne ne semble se soucier du nombre de meurtres quotidiens dus à Mohammad bin Salman au Yémen. Il n'y a pas eu de réaction brutale lorsque MbS a enlevé le Premier ministre libanais Hariri, ni lorsqu'il a incarcéré près de 400 princes et les a torturés pour voler leur argent. Pourquoi quelqu'un se soucierait-il de Khashoggi ?

Parce que c'est ainsi que fonctionne la psychologie humaine :

La mort d'un homme est une tragédie. La mort de millions de personnes est une statistique. - Joseph Staline

Nous, les humains, nous nous soucions beaucoup plus d'une seule personne que nous connaissons que d'une masse de personnes avec lesquelles nous n'avons aucune relation.

Khashoggi était un ami personnel d'Erdogan. Il était chroniqueur au Washington Post, le journal d'information le plus apprécié de la CIA. Mohammad bin Salman est un ennemi des deux. Ni le rédacteur en chef néoconservateur du Post, Fred Hiatt, ni Erdogan n'apprécient le prince héritier saoudien. Ils font donc du grabuge quand on leur en donne l'occasion.

Ils vont donc empiler et laver publiquement le linge sale de l'Arabie saoudite jusqu'à ce que MbS ne soit plus là. Hier, le New York Times dénonçait les brigades twitter que les Saoudiens avaient engagées pour manipuler l'opinion publique. Aujourd'hui, c'est le Washington Post qui fait un rapport détaillé sur le trafic d'influence que les saoudiens exercent grâce aux groupe de réflexion américains. Le Middle East Institute, le CSIS et Brookings ne jouent plus le jeu. Ceux qui faisaient du lobbying pour les Saoudiens annulent leurs contrats. D'autres articles de ce genre seront publiés. Les années de lobbying et les dizaines de millions de dollars utilisés pour la propagande en faveur des Saoudiens sont maintenant partis en fumée.

L'affaire est préjudiciable à Trump. Il a construit sa politique au Moyen-Orient sur ses relations avec l'Arabie saoudite. Mais il ne peut pas éviter le sujet et doit faire laisser MbS face à ses responsabilités. Son propre parti fait pression en ce sens. Hier, le sénateur républicain Bob Corker, président de la commission des affaires étrangères, a rejeté la version saoudienne de l'article et

a demandé (video) à ce qu'ils en subissent les conséquences :

"C'est mon sentiment, je n'en suis pas encore sûr, mais d'après les renseignements que j'ai lus, d'après les autres extraits que j'ai lus, je pense que MbS est impliqué dans cette affaire, qu'il l'a dirigée et que cette personne a été intentionnellement assassinée. …

Il doit y avoir une punition et un prix à payer pour cela. …

Est-ce que je pense qu'il l'a fait ? Oui, je pense qu'il l'a fait. (…) Nous avons évidemment des coups de fil interceptés qui font penser à une participation allant à un très haut niveau, alors utilisons cela. »

Dimanche, Erdogan était au téléphone avec Trump. Le compte rendu turc de cet appel fait allusion aux négociations sur la Syrie, à la levée des sanctions contre la Turquie et à d'autres questions. Mais l'affaire Khashoggi est maintenant allée trop loin pour permettre la conclusion d'un accord à ce sujet.

Le porte-parole d'Erdogan, chroniqueur un peu fou, Ibrahim Karagül, donne un aperçu de la pensée d'Erdogan et expose ses objectifs :

Le véritable piège était tendu contre l'Arabie saoudite. Bien qu'un rapport conjoint Arabie Saoudite – États-Unis – Israël ait été établi et qu'il ait été question de protéger l'administration de Riyad de l'Iran, l'objectif était de détruire l'Arabie Saoudite par l'intermédiaire de Salman et Zayed [Prince héritier d'Abu Dhabi]. Le prochain front prévu après la guerre en Syrie est le golfe Persique, l'Arabie Saoudite. Ils n'ont jamais compris cela, ils ne pouvaient pas le comprendre. La Turquie l'a compris, mais le monde politique arabe était aveuglé.

Aujourd'hui, l'Arabie saoudite se trouve dans une situation très difficile. Le monde s'est effondré sur elle. Le prince héritier Salman traverse une épreuve pénible à cause de Zayed, qui a le contrôle sur lui. Si la gravité de la situation après l'assassinat de Khashoggi n'est pas comprise, nous assisterons à un "front contre l'Arabie saoudite", avant peu d'années. …

L'administration de Riyad doit détrôner immédiatement le prince héritier Mohammed bin Salman. Elle n'a pas d'autre choix. Sinon, elle va en payer le prix fort. S'ils ne parviennent pas à briser le piège tendu à l'Arabie saoudite par l'intermédiaire de bin Zayed, ils seront victimes de la formule de Trump "Tu ne dureras pas plus de quelques semaines", et le processus va commencer à s'enclencher dans cette direction. …

Ce duo doit être retiré de la région et neutralisé. Sinon, ils vont y mettre le feu.

Le Prince héritier d'Abu Dhabi, Mohammed bin Zayed, est le mentor et partenaire de Mohammad bin Salman contre le Yémen. MbZ est plus intelligent que MbS – et sera plus difficile à déloger.

Erdogan a annoncé, dans un discours prononcé devant le groupe parlementaire de son parti, qu'il donnerait plus de détails sur l'affaire mardi prochain. Il ne diffusera probablement pas encore la cassette du consulat que les services de renseignements turcs prétendent avoir. Mais il pourrait bien confirmer les appels téléphoniques révélés et menacer de diffuser leur contenu.

L'objectif d'Erdogan semble clair. La possibilité pour MbS de passer un accord avec lui s'est volatilisée, celui-ci doit partir. Il essaiera de faire valoir son point de vue jusqu'au bout.

Moon of Alabama

Traduit par Wayan, relu par jj pour le Saker Francophone

Lu dans les médias du ministère de la Vérité.

- Pour Donald Trump, le meurtre de Jamal Khashoggi est "l'une des pires opérations de dissimulation de l'Histoire" - Le HuffPost 24 octobre 2018

"Ils avaient un très mauvais projet à l'origine, il a été très mal exécuté et l'opération de dissimulation a été l'une des pires de l'histoire des opérations de dissimulation", a-t-il déclaré depuis le Bureau ovale. Le meurtre et sa dissimulation sont d'après lui "un fiasco total".

Restant évasif sur d'éventuelles décisions à venir, le locataire de la Maison Blanche a pris soin de souligner combien Ryad était un "excellent allié" de Washington depuis des décennies, et a rappelé que le royaume sunnite était "l'un des principaux investisseurs aux Etats-Unis".

"Ils avaient un très mauvais projet à l'origine, il a été très mal exécuté et l'opération de dissimulation a été l'une des pires de l'histoire des opérations de dissimulation", a déclaré Donald Trump depuis le Bureau ovale. "Cela n'aurait jamais du être envisagé", a-t-il ajouté. "Celui qui a eu cette idée, quel qu'il soit, est dans une situation très difficile", a-t-il encore dit. Le meurtre et sa dissimulation sont d'après lui "un fiasco total".

Restant évasif sur d'éventuelles décisions à venir, le locataire de la Maison Blanche a pris soin de souligner combien Ryad était un "excellent allié" de Washington depuis des décennies, et a rappelé que le royaume sunnite était "l'un des principaux investisseurs aux Etats-Unis".

Faisant un point sur l'enquête, Recep Tayyip Erdogan a décrit un "meurtre sauvage" qui a été "planifié" pendant plusieurs jours et mis à exécution par une équipe de "15 agents". Sans impliquer nommément le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, dit "MBS" et régulièrement critiqué par Khashoggi, le président turc a souligné l'importance de punir "toutes les personnes impliquées, des exécutants aux commanditaires" de ce meurtre.

Il faut "mettre au jour les responsabilités de chacun dans cette affaire, du plus haut niveau au plus bas"", a insisté le chef de l'État turc, qui a proposé de juger à Istanbul les 18 suspects arrêtés par Ryad. Le HuffPost et AFP 24 octobre 2018

Le vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, a dénoncé mardi le meurtre "barbare" du journaliste saoudien Jamal Khashoggi...

Il a rejeté les explications de Ryad (une altercation qui aurait mal tourné) et mis en cause sans le nommer "MBS", tout en semblant dédouaner son père, le roi Salman, dont il a dit ne pas douter de la sincérité. Reuters 24 octobre 2018

- Des parties du corps de Kashoggi retrouvées dans les jardins du consul saoudien à Istanbul - BFMTV 23 octobre 2018

Après une longue période de dénégation, les autorités saoudiennes avaient fini par admettre que Jamal Kashoggi avait été tué le 2 octobre dans les locaux de leur consulat à Istanbul. Mais, plutôt que de reconnaître un assassinat sciemment organisé, l'Arabie saoudite assurait que le journaliste était mort des coups reçus durant une bagarre ayant éclaté lors d'un interrogatoire. Par ailleurs, le royaume jurait ne pas savoir où se trouvait le corps de la victime. Il semble que ce mystère se dissipe désormais et que la version saoudienne soit à présent intenable. En effet, selon Sky News ce mardi, les enquêteurs turcs ont découvert des parties du corps de Jamal Kashoggi dans les jardins du consul général saoudien.

Le média britannique dit se fonder sur deux sources différentes, l'une liée à l'enquête, l'autre très bien placée dans les cercles politiques et en relation avec l'instruction judiciaire. Les deux ont confirmé la découverte, et la seconde a précisé la localisation de celle-ci. Et il est bien question des jardins de la résidence personnelle du consul général saoudien, Mohamed al-Otaibi, et non du consulat stricto sensu, distant de 500 mètres. Les restes du reporter attestent qu'il a été démembré et que son visage a été défiguré. Les policiers scientifiques avaient auparavant prélevé des échantillons de terre des jardins du consul général. BFMTV 23 octobre 2018

- Nouvelles révélations macabres sur la mort de Jamal Khashoggi - Le figaro.fr 22.10

Dans le quotidien Hurriyet, M. Selvi, un éditorialiste proche du pouvoir turc, affirme que Jamal Khashoggi, âgé de 59 ans, a été immédiatement conduit vers le bureau du consul où il a été «étranglé» par les agents saoudiens. «Cela a duré entre 7 et 8 minutes», précise-t-il. Le corps a ensuite été «coupé en 15 morceaux» par un médecin légiste faisant partie du commando saoudien, ajoute le journal, selon lequel le corps démembré a été sorti du consulat, mais se trouverait toujours dans un endroit inconnu à Istanbul.

Selon les médias turcs, la police a retrouvé lundi un véhicule du consulat saoudien, équipé d'une plaque d'immatriculation diplomatique, «abandonné» dans un parking souterrain d'Istanbul. La chaîne américaine CNN a pour sa part diffusé des images de vidéosurveillance montrant, selon un responsable turc, un des agents saoudiens quittant le consulat par une porte arrière et portant les vêtements dont était vêtu Khashoggi à son arrivée, ainsi qu'une barbe factice. Il s'agissait, selon le responsable turc, d'une «tentative de dissimulation» visant à faire croire que Khashoggi avait bel et bien quitté le bâtiment comme l'avait affirmé Ryad après la disparition du chroniqueur du Washington Post.

La chaîne turque AHaber a de son côté diffusé d'autres images de vidéosurveillance montrant selon elle des employés saoudiens du consulat brûler des documents au lendemain de la mort de Khashoggi.

Selon Reuters, l'un des principaux conseillers de MBS, Saoud al-Qahtani, limogé samedi dernier, aurait été présent virtuellement au consulat durant l'interrogatoire, via Skype. Al-Qahtani aurait insulté Khashoggi à plusieurs reprises, et c'est lui qui aurait ordonné à ses sbires de «disposer» du journaliste. «Apportez-moi la tête du chien», leur aurait-il ordonné, croit savoir Reuters, citant une source auprès des services de renseignement turcs. Il n'est toutefois pas certain que Al-Qahtani ait assisté à l'ensemble de la scène. Toujours selon l'agence, l'enregistrement de cette conversation sur Skype serait actuellement entre les mains du

président turc.

Erdogan s'est entretenu au téléphone dans la nuit de dimanche à lundi avec son homologue américain Donald Trump, peu après la parution d'une interview dans laquelle ce dernier a dénoncé «des mensonges» et jugé que les versions données par Riyad «partent dans tous les sens». «Je ne suis pas satisfait de ce que j'ai entendu», a déclaré lundi le président américain depuis les jardins de la Maison Blanche, précisant qu'il avait parlé au prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane. Le figaro.fr 22.10

- Ouverture de la session 2018 de la Future Investment Initiative de Riyad - Réseau Voltaire 23 octobre 2018

La session 2018 du Future Investment Initiative s'est ouverte, le 23 octobre 2018 à Riyad. Cette conférence, créée en 2017, était destinée à devenir annuelle. Cependant la majorité des orateurs et sponsors étrangers se sont retirés de l'organisation à la suite de l'assassinat de Jamal Khashoggi.

Le Future Investment Initiative se targuait d'être le « Davos du désert ». Lors de la session 2017, le prince héritier Mohamed Ben Salmane (dit « MBS ») avait présenté le projet Neom : la création d'un paradis fiscal en mer Rouge pour l'élite de la planète. Il avait également annoncé un futur abandon du wahhabisme [1].

Durant l'année écoulée, le projet Neom a été confié à Klaus Kleinfeld, un des administrateurs du Groupe de Bilderberg. Il a été étendu à la rive occidentale de la mer Rouge avec l'aide de l'Égypte. Israël devait en assurer la sécurité.

Aucun signe d'abandon du wahhabisme n'a été rendu public. Tout au plus les femmes se sont vues octroyer le droit de conduire des voitures, mais toujours en présence de leur tuteur légal.

Le retrait des principaux sponsors et orateurs de la conférence semble correspondre à une mise à l'écart prochaine de MBS par les Occidentaux.

Le Conseil de famille restreint des Saoud se réunit secrètement depuis quelques jours pour réviser une nouvelle fois la règle de succession au trône. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

En complément

- Espagne: Le Parlement rejette l'arrêt des ventes d'armes à Ryad - Reuters 23.10

- Affaire Khashoggi : Paris fait profil bas - leparisien.fr 23 octobre 2018

Comment dire à un « partenaire » soupçonné d'être impliqué dans un meurtre que l'on est mécontent… tout en restant en bons termes ? Après tout, les clients ne sont-ils pas les rois, surtout quand ils vous achètent pour plus de quatre milliards d'euros par an ? leparisien.fr 23 octobre 2018

- "Danger d'une famine imminente et géante" au Yémen, selon l'ONU - AFP 23 octobre 2018

Le Yémen fait face à "un danger clair et présent d'une famine imminente et géante", a averti mardi le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock, qui estime à 14 millions le nombre de personnes qui pourraient en être victimes. AFP 23 octobre 2018

Commentaires d'internautes

1- "Cette triste affaire me rappelle étrangement l'affaire Anna Politkovskaïa, assassinée à Moscou, ainsi que celle d'autres "journalistes dissidents russes" dans des circonstances assez obscures.

Toute la "communauté internationale" s'était alors unanimement levée pour dénoncer immédiatement, sans délai et sans apporter le moindre argument "Vlad l'empaleur"® qui était formellement à l'origine de ces assassinats barbares.

Il en va de même pour l'utilisation d'armes chimiques contre des civils innocents par "Bachar le Boucher"®.

Dans le cas de Jamal Kasogghi, il faut attendre le résultat d'une enquête impartiale de l'Arabie Saoudite elle-même avant de faire la moindre déclaration.

Étonnant non ?

Nota : Je ne suis ni pro-Poutine, ni pro-Bachar, ni anti-MBS ni quoi que ce soit.

Je me pose juste quelques questions."

2- "Dites-vous bien que lorsque nos élus et hauts fonctionnaires parlent de “valeurs”, ils pensent aux valeurs boursières de leurs commanditaires.

Sans eux, point de salut… ni de carrière !

Les principes, c’est pour les sans-dents."

3- "Ce qui m’étonne le plus c’est qu’on s’étonne! Tout était couru d’avance: le cinéma de Trump qui exprimait sa réprobation en demandant que toute la vérité soit faite, les termes diplomatiques des petits valets français, britanniques et allemands. Chacun exécute son rôle dans la part du théâtre qui lui est confiée. Ce qui compte au Moyen-Orient: le combat d’Israël et le pétrole et ses pétrodollars. Reste à savoir quel est le metteur en scène.

Quant à Macron, son attitude est dans sa nature et ses discours sont des impostures (qui, comme pour tous les derniers présidents, ne sont pas de lui). Je ne l’ai jamais écouté ça m’aurait fait vomir."

4- "...il serait très judicieux de se pencher sur l’ordre de succession de MBS, car en toute logique, il n’est pas le premier sur la liste. Avec ce genre de scandales, il pourrait bien que cette information refasse surface…"

5- "Succession ? Mohammed Bin Nayef, un CIA, candidat chéri des cours atlantistes, lequel fut méchamment court-circuité en son temps par MbS. Sa mise à l’écart fut un crève-coeur occidental…"

6- "Le cas est complexe ..

– Vu le CV de Kassogghi , sa mort ne m’arrache pas des larmes . Ce gars a quand même soutenu les barbares qui égorgent tout le monde. Disons que le fait que les islamistes s’entretuent ne me gène pas outre mesure.

– je suis naturellement non-interventionniste donc raison de plus pour ne pas me mêler de ce règlement de comptes entre barbares.

– le soutien aux barbares et le fait de leur vendre des armes me gène beaucoup plus , mais ça fait un bon moment que ça dure , nos chers politiciens ont l’art de l’indignation sélective en fonction de leurs propres intérêts. Mais c’est vrai que l’Arabie Saoudite a des arguments solides en terme de barils de pétrole et de milliards de pétro-dollars.

7- "C’est que les Saouds ont commis un crime inqualifiable : tuer un journaliste, qui écrivait dans le New York Times en plus!

C’est pas comme tuer quelques dizaines de milliers de civils Yéménites, qui ne sont même pas premiers de cordée, ou financer des djihadistes dans le monde entier. Non, c’est pas pareil, parce que là, c’est vraiment abject. Sans compter que le “journaliste” en question était un ancien combattant barbu en Afghanistan (contre les méchant soviétiques), qui appuyait fidèlement les points de vu néocon dans ses papiers du NYT. S’il s’était agit d’un simple blogueur, 1000 coups de fouet et on en parlait plus…"

8- "Pour Skrippal le coupable fut immédiatement trouvé malgré des preuves plus que douteuses et une floppée de diplomates Russes expulsés par l’occident.

Pour Kassogghi alors que la responsabilité du régime saoudien apparait plus que probante, quelles précautions, quelle danse du ventre, on demande une enquête rigoureuse….à l’Arabie, on n’a pas pris toutes ces précautions avec Moscou pour Skrippal et on ne lui a pas demandé de conduire l’enquête, on le lui a même refusé d’y participer quand au diplomates saoudiens en occident personne ne les dérange."

Quatrième partie.

L'Otan, l’UE et l'ONU, des instruments du totalitarisme.

Macédoine

- La Macédoine devient une « démocratie » à l’états-unienne Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Le Parlement macédonien a adopté à la majorité qualifiée le principe d'une modification constitutionnelle autorisant le changement de nom de la République et son adhésion à l'Otan et à l'Union européenne.

Le 14 juillet 2018, le gouvernement de Zoran Zaev organisait une fête nationale pour célébrer l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Otan. Mais les Macédoniens boycottaient les 14 concerts gratuits organisés dans le pays. Aucun ne pu se tenir.

Le 30 septembre, deux tiers des Macédoniens refusaient de soutenir le changement de nom de la République négocié par le Premier ministre Zoran Zaev et son homologue grec, Aléxis Tsípras.

Washington et Bruxelles décidaient alors d'utiliser le Parlement pour contredire le peuple.

Une opération de corruption était pilotée par les ambassadeurs US à Skopje, Jess L. Baily (qui a supervisé l'entrée en guerre de la Turquie contre la Libye et la Syrie), et à Athènes, Geoffrey R. Pyatt (qui organisa le coup d'État de 2014 en Ukraine et la scission de l'Église orthodoxe en 2018). Le département d'État envoyait sur place son directeur pour les Balkans, Matthew Palmer.

Les poursuites judiciaires entreprises contre huit députés d'opposition ont été soudainement abandonnées et ceux qui étaient en prison ont été libérés. 250 000 dollars en liquide ont été remis par « l'agent Tesla » à chacun pour qu'il change son vote. Ce qu'ils ont fait. Considérés comme traitres à la patrie, ils ont alors été exclus de leur formation politique.

L'ambassadeur Baily et l'assistant adjoint du secrétaire d'État étaient présents dans les locaux du Parlement lors du débat et du vote.

À l'issue du vote, le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'une garde rapprochée était accordée à chacun des parlementaires ayant voté pour le changement de nom et l'adhésion à l'Otan et à l'UE.

Pendant que la Macédoine bascule ainsi dans le « camp de la démocratie » (sic), le ministre grec des Affaires étrangères, Nikos Kotzias, a présenté sa démission. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

- Moscou dénonce le vote au Parlement macédonien sur le nouveau nom du pays - Reuters 22 octobre 2018

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé lundi le vote "truqué" du Parlement macédonien, vendredi soir, sur le changement de nom du pays à la suite de l'accord conclu en juin avec la Grèce.

Pour Moscou, ce vote n'a aucune valeur car il a été obtenu par "le chantage, la menace et l'achat de voix" à la suite de manoeuvres orchestrées par les Etats-Unis.

L'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) doit être rebaptisée république de Macédoine du Nord en échange de quoi Athènes ne s'opposera plus à son intégration au sein de l'Union européenne et de l'Otan.

La loi a été votée au Parlement macédonien par 80 députés sur 120, exactement la majorité des deux tiers requise pour adopter une modification de la Constitution.

"Nous considérons ce qui s'est passé comme une violation flagrante de tous les principes, d'un point de vue moral comme d'un point de vue juridique", a déclaré le ministère russe dans un communiqué.

"Des manipulations aussi sordides ne peuvent être considérées comme l'expression de la volonté des parlementaires", a-t-il ajouté.

Pour Moscou, les huit voix nécessaires qui ont permis d'atteindre les deux tiers des suffrages ont été obtenues "par le chantage, la menace et l'achat de députés de l'opposition." Reuters 22 octobre 2018

Lettonie

- En Lettonie, la coalition sortante subit une déroute - Rupture 08.10

Défaite des sortants en Lettonie

Les électeurs lettons étaient appelés à renouveler leurs députés le 6 octobre. Dans ce pays balte de 1,9 million d'habitants, 54% d'entre eux se sont déplacés, soit 4 points de moins qu'en 2014.

Le gouvernement sortant s'est prévalu d'avoir fidèlement appliqué les réformes souhaitées par l'Union européenne (fiscalité, système de santé…), ce qui a contribué à accroître un mécontentement social latent, alors même que l'émigration, notamment de la jeunesse, reste forte, en particulier vers les pays anglo-saxons. Plusieurs scandales de corruption – dont celui qui a tout récemment impliqué le gouverneur de la Banque centrale – ont également marqué la campagne, dans une Lettonie parfois décrite comme « la capitale européenne du blanchiment ».

Enfin, les discriminations, linguistiques mais aussi sociales, que subissent les personnes d'origine non lettone (40% de la population, notamment les russophones) demeurent des enjeux politiques majeurs.

Pour le quatrième scrutin consécutif, c'est la formation cataloguée comme « pro-russe », Concorde (Saskana, traduit en anglais par Harmony), qui arrive en tête, avec 19,9% des suffrages (-3,1 points). Le fait nouveau est l'émergence d'un jeune parti, décrit comme populiste, KPV (« A qui appartient le pays ? »), qui rafle d'emblée la deuxième place, avec 14,2% des voix.

Or le KPV, à la différence de tous les partis installés, n'a jamais exclu une alliance parlementaire avec Concorde. Jusqu'à présent, celle-ci, bien qu'en tête du choix des électeurs, a toujours été tenue à l'écart du pouvoir car elle est accusée d'être proche de Moscou.

Concorde, historiquement ancrée dans la communauté russophone, attire également des Lettons « de souche » notamment du fait des mesures sociales qu'elle préconise

En réalité, Concorde se veut un parti d'orientation sociale-démocrate. Certes historiquement ancrée dans la communauté russophone, elle attire également des Lettons « de souche » (dont certaines personnalités étaient candidates sur ses listes) notamment du fait des mesures sociales qu'elle préconise. Lors de cette campagne, Concorde avait notamment proposé de tailler dans le budget de la défense au profit des secteurs de l'éducation et du logement. Un casus belli pour les partis actuellement au pouvoir, qui mettent leur point d'honneur à atteindre, voire à dépasser, le niveau du budget militaire ordonné par l'OTAN.

Cinq partis (dont trois principaux) étaient associés dans la coalition parlementaire sortante, menée par l'Union des Verts et des paysans (droite). Cette formation qui a toujours été partie prenante du pouvoir depuis 2002 s'effondre, passant de 19,5% à 9,9% des suffrages. Son alliée gouvernementale, l'Alliance nationale (AN) ne s'en sort guère mieux avec 11% des voix contre16,6% il y a quatre ans. L'AN est l'une des formations les plus ultra, notamment en matière de restrictions à l'utilisation de la langue russe. Quant au troisième partenaire de la coalition sortante, Nouvelle unité, il ne rassemble que 6,7%, contre… 21,9% en 2014.

Outre le KPV, deux formations profitent de la déconfiture des partis au pouvoir : le Nouveau parti conservateur, qui passe de 0,7% à 13,6%, ainsi que la Nouvelle alliance libérale / FOR, récemment créée, avec 12% des voix. Il est vrai qu'en Lettonie, où n'existe pas vraiment de culture politique anciennement ancrée, les disparitions et recréations de partis se succèdent avec des frontières idéologiques souvent bien floues. L'opposition à la Russie et aux habitants russophones, la fidélité à l'OTAN et à l'UE, et les orientations libérales forment cependant un ciment commun aux partis gouvernementaux.

C'est ce qui avait conduit le président de la République, issu de l'Union des Verts et des paysans, à avertir les électeurs avant le scrutin : « la ligne euro-atlantique constitue le cadre fondamental de notre action et je n'accepterai aucune exception à cette ligne ». Il lui revient désormais de désigner la personnalité qui devra former une future majorité au sein d'un Parlement éclaté en sept groupes parlementaires.

Concorde et le KPV disposent ensemble de 39 sièges (24 et 15 respectivement), ce qui constitue l'alternative la plus logique au pouvoir actuel. Mais ce total est cependant insuffisant pour atteindre la majorité absolue au sein de l'Assemblée qui compte 100 députés.

Le dirigeant de Concorde, qui est également maire de la capitale, Riga, a cependant averti qu'« aucune coalition stable et capable de gouverner n'est possible » sans sa formation. « Sinon, a-t-il poursuivi, vous pourriez avoir une coalition de xénophobes et de partisans des droits des homosexuels, et un tel gouvernement ne tiendrait pas plus de deux ou trois semaines », faisant référence aux Conservateurs et à la Nouvelle alliance libérale.

Tout porte cependant à croire que les élites installées finiront par trouver une formule écartant une « coalition pro-Kremlin / populistes » qui constituerait selon elles une hérésie pour ce pays balte, dont les dirigeants sont depuis près de trente ans convaincus – ou feignent de l'être – que les troupes russes s'apprêtent à les envahir. Les mêmes continuent à témoigner d'une indulgence notable envers les nostalgiques de l'Allemagne nazie, nostalgiques qui ont pignon sur rue dans le pays.

Il reste que les électeurs lettons, et pas seulement les russophones, viennent de leur infliger une gifle retentissante, notamment sur la base d'un mécontentement social grandissant. Mais du côté de Bruxelles, un seule chose compte : que la Lettonie ne vienne pas s'ajouter à la litanie des pays menacés par les « populistes »… Rupture 08.10

La technologie et la pauvreté pour y parvenir.

- Comment les globalistes prévoient d'utiliser la technologie et la pauvreté pour asservir les masses
par Brandon Smith - Source Alt-Market.com 04.10

La tyrannie est souvent perçue comme un développement soudain et inexplicable dans une société ; le produit d'un despote singulier qui prend le pouvoir pendant une période de temps limitée en raison de la peur ou de la stupidité du public. C'est l'un des grands mensonges de l'ère moderne.

La vérité est que pendant au moins le siècle dernier, presque tous les « tyrans » historiquement méprisés n'ont été que les marionnettes d'une grande cabale managériale, et la construction de chaque État totalitaire s'est faite lentement et tranquillement au cours de décennies par ces mêmes élites financières. (...)

Extrait - Pour déterminer si les ficelles d'un gouvernement particulier sont tirées par la cabale globaliste, tout ce que vous avez à faire est de voir à quelle vitesse ils mettent en œuvre des systèmes oppressifs qui servent les intérêts globalistes.

Par exemple, le gouvernement indien a récemment fait la une des journaux télévisés, car la Cour suprême de l'Inde a récemment statué que le programme biométrique controversé, Aadhaar, est légal. Dans un pays de 1,3 milliard d'habitants, environ 1 milliard ont déjà fait l'objet d'un profilage biométrique dans une base de données nationale. Ces données peuvent inclure les empreintes digitales, les scanners de l'iris et les scanners faciaux.

J'ai entendu dire que l'Inde est un endroit assez étrange pour expérimenter une telle base de données, étant donné que 60% de la population se trouve sous le seuil de pauvreté et que la plupart des gens ont à peine accès aux commodités de base. Mais je voudrais souligner que c'est la raison pour laquelle c'est un endroit PARFAIT pour les globalistes pour commencer à cataloguer la population mondiale à plus grande échelle.

Là encore, le désespoir financier et le manque de compétences en matière de production tendent à produire la soumission. Des centaines de millions de personnes touchées par la pauvreté dans les vastes cloaques urbains de l'Inde abandonnent volontairement leurs données biométriques en échange de programmes d'aide gouvernementaux.

Pour les personnes qui ne sont pas ancrées dans la pauvreté économique, l'Inde a pris d'autres mesures, notamment en exigeant que toute personne qui a accès aux services gouvernementaux, qui ouvre un compte bancaire ou qui s'inscrit à un service de téléphonie mobile abandonne également ses données biométriques au gouvernement. Dans les pays qui ne sont pas encore appauvris au niveau de l'Inde, des mesures plus subversives ont été prises pour surveiller la population. Les données sont simplement prises au lieu d'être échangées.

En Russie, Vladimir Poutine a mis en œuvre les lois Yarovaya qu'il a signées en 2016. Toutes les données numériques, des conversations téléphoniques aux courriels, sont maintenant enregistrées et stockées par les télécoms avec un accès gouvernemental pendant au moins six mois, ce qui comprend les messages Facebook et Twitter. La loi de 2014 sur les blogueurs exige également que tout blogueur ayant plus de 3 000 fans soit fiché par le gouvernement et qu'ils ne puissent pas rester anonyme. Toute entreprise exploitant un réseau Wi-Fi public est tenue par la loi d'identifier les utilisateurs par leur identifiant, qui est également conservé pendant au moins six mois.

La grille de surveillance de type FISA de la Russie est vaste, mais de nombreuses personnes dans le mouvement pour la liberté semblent ignorer cette réalité avec un culte de Poutine mal placé. Comme je l'ai noté dans de nombreux articles, la Russie est fortement influencée par les financiers internationaux.

Goldman Sachs et JP Morgan sont les plus grandes banques d'investissement du pays. La banque centrale travaille en étroite collaboration avec le FMI et la BRI. Dans le passé, le Kremlin a appelé de ses vœux une monnaie mondiale contrôlée par le FMI. Et Poutine admet même dans sa propre biographie First Person qu'il a été ami avec Henry Kissinger, zélote du Nouvel Ordre Mondial, avant même de devenir président de la Russie. Le ministre russe des Affaires étrangères a récemment critiqué les États-Unis dans un discours prononcé devant l'assemblée générale de l'ONU au sujet de ses « attaques » contre « l'ordre international », y compris le fait de miner l'Organisation mondiale du commerce et les accords mondiaux sur les changements climatiques, ce qui montre à quel point la Russie est réellement globaliste.

Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas surprenant pour qui que ce soit que la Russie joue le jeu avec les efforts des globalistes visant à identifier et à suivre chaque personne vivante. Il n'est pas surprenant non plus que Donald Trump, entouré de globalistes au sein de son propre cabinet, poursuive et élargisse la surveillance de la FISA sous son administration.

Début 2018, Trump a signé un projet de loi renouvelant la surveillance de masse de la population américaine par l'Agence nationale de sécurité, sans mandat, dans le cadre de la FISA. Les principaux leaders démocrates ont soutenu ce projet avec joie. Malgré toute la rhétorique récente de Trump contre la FISA, c'est Trump qui a rendu possible la continuation de la FISA.

Les grandes entreprises de médias sociaux coopèrent de tout cœur aux efforts de surveillance de masse, car elles partagent régulièrement des données personnelles avec les gouvernements du monde entier. Facebook à lui seul a connu une augmentation de plus de 33 % des demandes de données par un gouvernement en 2017, et la nature de la plupart de ces échanges de données n'est pas ouverte à un examen public.

C'est l'une des raisons pour lesquelles je suis plutôt déconcerté par la récente fureur conservatrice face à leur discrimination dans les médias sociaux – c'est comme si les militants pour la liberté se faisaient chacun piéger par la psychologie inversée pour EXIGER une participation sans entrave aux sites des médias qui les espionnent. Pourquoi quelqu'un veut-il encore s'inscrire sur ces sites Web ?

Mais où est-ce que tout cela va nous mener ? Comment la combinaison de la pauvreté et de la surveillance numérique se traduit-elle par la tyrannie ? Je crois que le programme de « crédit social » de la Chine nous donne la réponse. Le système est basé sur l'idée du « maintien de la confiance », mais la confiance en qui ? La confiance dans le gouvernement, bien sûr. La confiance se mesure à l'aide d'un score de crédit social qui est suivi tout au long de la vie d'un citoyen. Les comportements punis vont du tabagisme dans une zone non-fumeurs à la publication de contenu sur Internet que les autorités désapprouvent.

La Chine est représentative du jeu final pour l'idéal globaliste de civilisation. Avec la lutte économique de masse qui mène à la dépendance à l'égard des programmes d'aide sociale et des possibilités d'emploi du gouvernement, peu de citoyens peuvent se permettre d'être inscrits sur une « liste noire ». Le système de crédit social de la Chine crée un environnement dans lequel toutes les actions des citoyens sont suivies et ensuite « notées » pour acceptation ou conséquence. Cela comprend la façon dont les gens expriment leurs attitudes à l'égard du gouvernement lui-même. (...)

C'est pourquoi la surveillance de masse est diabolique, que quelqu'un enfreigne ou non la loi. Elle donne au gouvernement le pouvoir de dicter et de modeler le comportement en inspirant l'autocensure plutôt que de retenir les gens directement sous la menace d'une arme à feu. C'est la tyrannie appliquée d'une manière moins évidente ; une prison dans laquelle les prisonniers entretiennent les serrures, les chaînes et les barreaux. Les individus n'osent rien faire en dehors des normes collectives de peur que cela puisse être interprété comme socialement négatif. La punition pourrait inclure la perte de l'accès à l'économie elle-même, et alors que la plupart des gens vivent de chèque de paie en chèque de paie, cela pourrait entraîner la mort. Source Alt-Market.com 04.10

Le totalitarisme planétaire est déjà la réalité, la preuve.

- Dans l'hystérie réchauffiste, les juges néerlandais se substituent au politique - Rupture 11.10

Le 9 octobre, la cour d'appel de La Haye a rendu un jugement atterrant, stupéfiant et particulièrement dangereux. Elle a ordonné au gouvernement des Pays-Bas de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) plus drastiquement encore qu'initialement prévu.

En France en particulier, ce verdict a été qualifié d'« historique » par le chœur quasi-unanimement enthousiaste des forces politiques et des médias « mainstream », et bien au-delà de ce spectre. « Historique », il l'est effectivement, par ses implications non pas tant climatiques que juridiques et politiques.

Tout d'abord, il est en effet sans précédent : en principe, les tribunaux sont censés appliquer la loi (quitte à produire de la jurisprudence). Dans ce cas, les juges n'ont pas appliqué le droit national, ils l'ont créé. Car il n'y a aucun texte juridique qui prescrit une obligation quantifiée de réduction des GES.

La Cour de La Haye – qui confirmait un jugement de première instance de juin 2015 – a pallié l'absence de texte normatif par l'accumulation de références à une profusion de traités et d'accords internationaux : convention cadre de l'ONU, protocole de Kyoto, plan d'action de Bali, accords de Copenhague, Cancun et Durban. Et, pour faire bon poids, jusqu'à la convention européenne des droits de l'Homme…

Les juges néerlandais ont donc des connaissances scientifiques particulièrement pointues, au point de décider que les émissions de GES devront être réduites d'au moins 25% d'ici 2020 (base 1990). Et ce, afin de « protéger la vie et la vie familiale des citoyens ». L'institution judiciaire s'est réclamée des principes et déclarations générales pour fixer elle-même une norme applicable.

Au nom, par exemple, de cette même protection de la « vie familiale des citoyens », un juge pourrait ainsi relever le niveau du salaire minimum s'il juge que celui ayant cours n'est pas suffisant pour lutter contre la pauvreté – objectif qui figure dans maints traités internationaux… ou bien décider au contraire d'abolir le système de protection sociale si, d'obédience ultralibérale, il estime que ce dernier est un handicap pour le bien être général.

Apparaît donc ici le deuxième scandale de l'événement : des juges qui se substituent aux pouvoirs législatif et exécutif pour prendre des décisions éminemment politiques. La sacro-sainte séparation des pouvoirs est ainsi foulée aux pieds, sans que

les habituels zélotes de l'« Etat de droit » n'y trouvent à redire.

Cela peut s'illustrer concrètement : si, demain, une nouvelle majorité parlementaire sortait des urnes qui décide de ne plus aller dans le sens des oukases environnementaux (hypothèse d'école, hélas), le jugement resterait applicable. La décision politique est ainsi transférée au judiciaire. Or faut-il rappeler que les juges ne sont pas responsables devant les électeurs ?

Il est à noter que près de 900 actions similaires sont en cours dans le monde, dont les deux tiers pour les seuls Etats-Unis. Cela illustre cette tendance bien connue, issue du monde anglo-saxon, à une judiciarisation de la vie collective. 120 procès comparables ont été engagés au sein de l'Union européenne, dont 50 au Royaume-Uni. Mais c'est bien l'esprit même de l'UE qui est à l'œuvre : faire créer du droit par des instances non élues et non politiquement responsables, comme l'illustre l'exemple de la Cour de justice européenne.

Le fond du dossier

Troisième aspect, évidemment pas des moindres : le fond du dossier, en l'occurrence le réchauffement climatique (et plus généralement les « dérèglements » environnementaux), accusé de tous les maux, un « cataclysme » planétaire représentant « le plus grand défi de l'histoire de l'humanité », selon la formule employée par 200 personnalités du monde de la culture il y a quelques semaines. On n'épiloguera pas ici sur la compétence scientifique des artistes, cinéastes et chanteurs (certainement remarquables dans leur propre partie) qui affirment sans hésiter qu'« au rythme actuel, dans quelques décennies, il ne restera presque plus rien », ni, surtout, sur leur légitimité politique pour en appeler à des « mesures potentiellement impopulaires » (sans cependant oser préciser lesquelles).

Il serait évidemment vain d'espérer équilibrer ici en quelques phrases les déferlements multi quotidiens de propagande visant à imposer l'idée que, faute de mesures restrictives drastiques, la planète court à grand pas vers les catastrophes les plus épouvantables les unes que les autres. Le dernier missile en date n'est autre que le énième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) décrivant des conséquences encore plus lourdes que précédemment annoncées, mais pointant opportunément que, finalement, il n'est pas trop tard pour « agir ». Rappelons qu'en 2009, la Conférence de Copenhague (COP15) était unanimement évaluée comme celle de la « dernière chance », avant, finalement, d'échouer.

Nul ne met en doute la compétence des experts du GIEC, mais l'organisme, par nature sous contrôle des Etats, exclut de fait les voix discordantes. (Vous avez tort de ne pas mettre "en doute la compétence des experts du GIEC", parce que ce ne sont pas des spécialistes du climat, l'info détaillée figure dans une précédente causerie. Et puis il n'est pas indispensable d'avoir un bac +10 pour comprendre spontanément que l'ONU n'allait pas nommé des "experts" défavorables à la thèse défendue par l'oligarchie et dont elle incarne les intérêts, un peu de logique ou de sérieux tout de même. - LVOG)

Or dès lors qu'on parle de climat, et plus généralement d'environnement, ce dont on manque, ce n'est pas d'experts, c'est de débats. Précision utile dans le contexte : un débat se mène entre interlocuteurs ne partageant pas le même point de vue… Idéalement, de tels débats devraient inclure tous les éléments du dossier – et pas seulement ceux des procureurs. Car le moins qu'on puisse dire, c'est que, pour le coupable « réchauffement », l'instruction est exclusivement menée à charge. Que celui-ci puisse également avoir des conséquences positives est une question taboue.

En outre, un élément, parmi bien d'autres, mérite d'être ne serait-ce qu'évoqué : tous les modèles et plans de réduction des émissions de GES, même jugés insuffisants par les juges néerlandais, ont un point commun : ils se basent sur une stagnation, au mieux une hausse faible de la croissance dans des pays tels que ceux de l'UE, comme c'est le cas depuis des années – 2% à 2,5% au grand maximum, bien souvent moins.

Si d'aventure la croissance repartait sur des rythmes bien plus élevés, cela balaierait toutes les réductions d'émission planifiées. Certes, à politique économique austéritaire inchangée, c'est une hypothèse improbable. Mais ceux qui veulent encore combattre en faveur du progrès économique et social – hausse du niveau de vie, de la protection sociale et des services publics, réindustrialisation – devraient être conscients que cela passe par une croissance considérablement plus forte qu'actuellement, qui implique évidemment une hausse significative de la consommation d'énergie, y compris fossile. Dans cette perspective progressiste (pour redonner un sens à ce terme, qu'Emmanuel Macron tente d'inverser), une croissance « à la chinoise » est une condition certes pas suffisante, mais ô combien nécessaire pour répondre aux besoins sociaux.

Mais la réalité est que le système nommé capitaliste par Karl Marx est arrivé au bout du rouleau historique. Il a longtemps permis un développement des forces productives, au prix de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour reprendre les termes de l'auteur du Capital. L'exploitation est toujours là, mais la machine s'avère, en tendance, de moins en moins capable de produire des richesses, notamment parce qu'elle est phagocytée par la prolifération de la finance. (Faux, elle produit toujours plus de richesses mais toujours moins de profit ou si vous préférez, comme elle dégage de moins en moins de profit, elle doit toujours produire plus pour qu'en volume le profit augmente, d'où la course à ce qu'ils appellent la croissance, ce n'est qu'un aspect de la question auquel il faudrait ajouter celui de la dette qui le confirmerait. - LVOG)

Il était donc inévitable qu'un tel système en bout de course secrète une idéologie qui justifie la faible croissance voire la

décroissance, et habille la volonté d'imposer aux peuples la résignation avec un habit post-moderne, que certaines forces de « gauche », voire d' « ultra-gauche » portent, si ce n'est avec élégance, du moins avec suffisance.

Pour tout dire, les actuels Torquemadas revêtus de vert – ou ornés d'une épitoge batave – n'ont rien à envier, en matière de tolérance et de culture du débat, à leurs ancêtres de la Sainte Inquisition. Rupture 11.10

Ils osent tout

- Hausse de la fiscalité du diesel : Edouard Philippe justifie une "mesure courageuse" - Franceinfo

Le Premier ministre a défendu devant l'Assemblée nationale la décision du gouvernement sur la fiscalité écologique. Franceinfo

- Procès Roundup : la justice américaine rabaisse l'amende de Monsanto à 78 millions de dollars - Franceinfo

- Gafa : Bruno Le Maire en croisade européenne pour la taxe du bien - Liberation.fr

- Délinquance des mineurs : l'ordonnance de 1945 (encore) au cœur des débats - Publicsenat.fr 22 octobre 2018

- Faisons de la lutte contre les LGBT-phobies et le sexisme la Grande cause nationale 2019 - Le HuffPost

- Des strip-teasers font grimper la température à la maison de retraite - Franceinfo

Onze pensionnaires de la maison de retraite Milton Lodge dans le comté de l'Essex au Royaume-Uni ont eu droit à un dîner un peu spécial... servi par des strip-teasers. Franceinfo

- Interdiction du niqab: la France "condamnée" par un groupe d'experts de l'ONU - AFP

- Le budget de l'Italie rejeté par la Commission Européenne - Le HuffPost

- En meeting, Barack Obama tacle Donald Trump sur les "fake news" - Le HuffPost

- Trump attaque la «caravane» des migrants pour flatter sa base - Liberation.fr

- Les Russes à pied d'oeuvre pour peser sur les élections américaines - AFP

- Au Brésil, l'extrême droite portée par un souffle évangélique - Liberation.fr

- Brésil: Autour de Bolsonaro, des généraux reconvertis en politique - Reuters

---

ECONOMIE

Chine

- La Chine inaugure un pont maritime de 55 km entre Hong Kong et Macau, le plus long au monde - Franceinfo 23 octobre 2018

Plus d'un million de mètres cubes de béton, 55 kilomètres et une structure conçue pour durer 120 ans... Le plus long pont maritime au monde, qui relie Hong Kong, Macao et Zhuhai, en Chine continentale, a été inauguré mardi 23 octobre par le président chinois, Xi Jinping. Il s'agit du plus long ensemble de ponts maritimes et de tunnel sous-marin au monde. Les médias chinois rapportent que sa construction a englouti 420 000 tonnes d'acier, soit de quoi fabriquer 60 répliques de la tour Eiffel. Franceinfo 23 octobre 2018

"*Sa construction a englouti 420 000 tonnes d'acier*", pourquoi ne pas avoir écrit a nécessité 420 000 tonnes d'acier, pour dénigrer la Chine jusque dans les plus infimes détails, l'aviez-vous constaté ? Que voulez-vous c'est Franceinfo !

Entre nous, une seule tour Eiffel, c'est déjà une de trop, pas de vraiment de quoi en être fier, des abrutis et des pourris à Franceinfo, là cela ne fait aucun doute !

Haut de page

Le 26 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Je n'aurai pas le temps d'actualiser cette rubrique aujourd'hui, l'article qui suit m'a pris trop de temps pour le rédiger et je dois aller en ville faire des courses. Il n'y a rien qui presse, n'est-ce pas ? On perd déjà trop de temps avec l'actualité qui semble avoir été conçue uniquement dans ce but !

- Causerie au format pdf (5 pages)

Il existe de nos jours un gigantesque fossé qui ne cesse de se creuser entre l'évolution au cours des dernières décennies du système économique hérité du capitalisme et le système politique qui en a découlé ou qui s'est mis petit à petit en place, avec la manière dont nous les percevons. On continue de penser et de se projeter dans l'avenir comme s'ils en étaient restés au stade auquel ils étaient parvenus au début du XXe siècle, puisqu'on se réfère toujours aux mêmes analyses et aux mêmes conclusions.

C'est comme si la financiarisation de l'économie n'était qu'une formule, ou que les contradictions du capitalisme poussées dans leur ultime retranchement ne posaient pas la question de son dépassement, dans la mesure où le taux de profit tend inexorablement vers zéro, processus se traduisant par une situation ou des rapports entre les classes intenables puisqu'il en est la négation. On comprend dès lors pourquoi il ne peut demeurer en place qu'en imposant une implacable dictature mondiale, qui en constitue à la fois son pendant, sa négation politique ou son aboutissement.

Elle s'illustre sur le plan économique de plus en plus souvent par la dématérialisation de la monnaie qui est de moins en moins sonnante et trébuchante comme l'on disait il n'y a pas encore si longtemps, qui devient purement scripturale tout en demeurant bien réelle notamment pour les exploités, tandis que pour ceux qui détiennent le pouvoir de la fabriquer et de contrôler la quantité de monnaie en circulation, elle est devenue pour ainsi dire virtuelle, dans la mesure où elle est déconnectée de la réalité, de l'économie productive ou réelle, si bien qu'elle n'a plus aucune valeur ou plutôt, celle dont elle dispose ne dépend plus que de celle que lui accordent ceux qui la fabriquent ou qui détiennent le pouvoir. Ce qui explique pourquoi ils revendiquent le pouvoir politique absolue, puisque plus rien ne peut plus justifier l'existence d'un tel système économique, qui n'est plus basé à proprement dit sur la production des richesses et l'exploitation de la force de travail, il est devenu de type strictement totalitaire et ils ne prennent bien souvent même plus la peine de le camoufler.

Donc on est très loin du compte quand on explique que le capitalisme est en crise, en faillite, en fait il a déjà dépassé ce stade sans quoi il se serait déjà effondré. J'entends le capitalisme ayant atteint le niveau de développement le plus élevé qu'incarne l'économie américaine, autrement dit c'est l'orientation qu'elle impulse à l'échelle mondiale, et qui, si on ne la stoppait pas, aboutirait à une société totalement déshumanisée, asociale, tyrannique à laquelle l'ensemble de l'humanité serait appelée à ressembler. Comment ne pas observer qu'on en prend le chemin ?

Maintenant, sachant que c'est le développement des forces productives et de la lutte des classes qui sont les principaux facteurs à l'origine du développement de la civilisation humaine ou du progrès social, ces deux facteurs ne disparaissent pas pour autant, l'orientation actuelle de la société sous l'impulsion de l'oligarchie anglo-saxonne ne remet nullement en cause l'interprétation que Marx et Engels en avaient donnée, car malgré l'optimisme qu'ils n'ont jamais cessé d'afficher dans la capacité des masses exploitées à parvenir à accomplir la tâche historique de libérer l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou du règne de la nécessité, ils n'ont jamais cessé non plus de rappeler qu'un certain nombre de conditions devraient être réunies pour y parvenir, sans quoi l'humanité ou l'espèce humaine pourrait basculer dans la barbarie ou être condamnée à disparaître comme bien d'autres espèces avant elle, avertissement qu'on a eu tendance à oublier ou à négliger et que rappelèrent Lénine et Trotsky.

Malheureusement pour nous, car du coup on a eu tendance à considérer que le capitalisme, même parvenu au stade pourrissant de l'impérialisme, demeurait en quelque sorte pareil à lui-même, ses fondements et les rapports entre les différentes classes demeurant fondamentalement inchangés, il n'y avait aucune raison de penser qu'on n'en viendrait pas à bout en reproduisant sans cesse la même analyse du capital et de ses représentations idéologiques, qui certes subirait quelques modifications pour le premier, seraient étoffées dans l'avenir pour les secondes, il viendrait bien un jour par s'effondrer et on finirait bien par s'emparer du pouvoir, sans pour autant qu'il soit nécessaire de procéder à une nouvelle analyse des structures de l'économie et de son pendant politique, bref, surtout il ne fallait rien changer à notre analyse du système économique, ni à notre conception de la lutte de classe qui devait nous conduire au socialisme.

Force est de constater en octobre 2018, qu'en tenant un tel raisonnement, au mieux nous nous sommes totalement fourvoyés, au pire nous nous sommes enfoncés dans un épouvantable dogmatisme qui ne pouvait que nous être fatal.

Nous n'avons pas compris que tous les rapports qui peuvent exister à un moment donné ou pendant une longue période sont le produit de certaines conditions, et que ces conditions n'existent qu'aussi longtemps que leurs limites n'ont pas été atteintes, et qu'au-delà elles vont donner naissance à de nouveaux rapports et ainsi de suite, bref, ils n'échappent pas aux lois générales du mouvement que l'on appelle aussi la dialectique. Et le plus important n'est pas de comprendre ce processus, mais quand ces limites sont franchies, à quel moment, et qu'est-ce qui en est le catalyseur ou le facteur déterminant.

Pour ce qui nous occupe, on peut le situer au moment où fut annoncée au début des années 80 et à brève échéance la fin de l'URSS et de ses satellites ou de la période ouverte par la constitution de la Ier Internationale en 1864, et non la révolution russe de 1917 comme certains l'ont affirmé, parce que d'une part elle constitua même à l'état embryonnaire la première organisation politique mondiale rassemblant le prolétariat face au capitalisme, d'autre part parce que le capitalisme ne pourra être vaincu définitivement qu'à l'échelle mondiale.

De nombreux signes avant-coureurs de ce changement de rapports qualitatif entre les classes s'étaient manifestés au cours des années 70-80, très rapidement, on pense évidemment à l'emprise du dollar sur le marché mondial, à la crise pétrolière, à la confiscation de la Banque de France par les marchés, à la construction de l'UE, à Thatcher, Reagan, au Chili, à l'éruption des 4 dragons et des 5 tigres asiatiques, etc., après coup on pourrait appeler cette période la fin de la grande illusion qui hélas dure encore, mais pour plus très longtemps maintenant... Pour finalement aboutir au pouvoir tentaculaire ou monstrueux de la finance sur l'ensemble de l'économie, de la politique, des institutions, de la société et du monde, tandis que la lutte de classe des exploités et des opprimés en est réduite à sa plus simple expression, à tenter de sauver ce qui reste encore de ce qu'elle avait conquis ou de ce qui lui avait été concédé au cours de la première moitié du XXe siècle, à s'épuiser en vain pour avoir été incapable de renouer avec le socialisme ou avoir renoncé aux enseignements de la révolution russe de 1917 qui avait coïncidé avec le degré de conscience le plus élevé atteint par la lutte de classe du prolétariat mondial.

La décomposition et la neutralisation du mouvement ouvrier et du prolétariat réalisée conjointement par la social-démocratie et le stalinisme, leur incapacité à se doter d'une nouvelle direction au cours des décennies qui succédèrent à la Seconde Guerre mondiale, fut l'un des principaux facteurs ou l'une des conditions politiques déterminantes qui permit l'évolution économique qui s'en suivit, et qui se traduisit par l'établissement de nouveaux rapports entre les classes radicalement défavorables pour celle des exploités pour une durée indéterminée, disons aussi longtemps qu'ils ne parviendraient pas à se doter d'un nouveau programme qui intègrerait cette analyse pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire afin d'affronter et renverser le régime en place.

On n'a pas encore abordé tous les obstacles qui doivent être surmontés pour y parvenir. Peut-être que la suite de cette analyse y contribuera. Cela fera l'objet d'un autre article.

Les tenants du capitalisme en sont arrivés au point où ils ont attribué une valeur d'échange à la moindre chose qui existait ou au moindre service que les hommes pouvaient avoir besoin, autrement dit la force de travail qu'ils sont censés renfermer, évaluation poussée à l'extrême, si bien que si j'aide mon voisin à couper du bois, il me devra un service équivalent à la force de travail que j'aurais dépensée en coupant son bois, et s'il refuse je serais en droit de le considérer comme un profiteur et de le dénoncer comme tel dans mon village, pourquoi pas exiger qu'il me rembourse ou le traîner devant un tribunal qui le condamnera, je caricature mais à peine.

Si c'est déjà ainsi que sont conçus les rapports en Inde par exemple, en revanche mon voisin n'a aucune obligation à se conformer à mon exigence de me rendre ou de me régler le service que je lui ai rendu sous une forme ou une autre, par contre dans le système économique conçu par le néolibéralisme il y serait contraint, absolument tout étant marchandisé ou réduit à une valeur d'échange, tout est réduit à sa valeur d'échange et aucune autre valeur n'existe plus, c'est ce qui caractérise d'ailleurs la loi du marché ou c'est sa définition par excellence.

Partant de là on est en droit de se demander si la seule réponse politique valable ou cohérente, donc économique qui se pose désormais à l'humanité, ne devrait pas consister tout simplement à envisager sérieusement l'abolition par décret de la valeur d'échange, autrement dit supprimer ce qui l'incarne au plus haut degré, la monnaie, puisque c'est à cet extrême opposé (Elevée au rang d'idéal, quasi déifiée) qu'a conduit le système capitaliste ou plus précisément l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui du même coup permettrait de résoudre toutes les questions qui se posent sur la viabilité d'un système économique alternatif au capitalisme et qui fait l'objet d'une polémique sans fin entre ses opposants et qui les divisent, ce qui évidemment fait l'affaire de nos ennemis.

Pure folie, pure utopie hurleront en choeur les dogmatiques et tous ceux qui sont attachés au capitalisme, au système de l'exploitation de l'homme par l'homme, alors que cela ne remettrait nullement en cause le degré atteint par le développement des forces productives pour satisfaire tous les besoins des hommes, bien au contraire, puisqu'elles se trouveraient ainsi libérées de toute entrave, les différentes classes étant abolies du même coup le « gouvernement des hommes » cèderait la place à « l'administration des choses », ce qui permettrait au principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » de cesser d'être également une utopie.

Encore faudrait-il au préalable que la masse des exploités aient conquis le pouvoir politique.

La forme de l'Etat qui en résulterait serait transitoire ou réduite à sa plus simple expression, puisque l'unique tâche qu'aurait à accomplir le nouveau pouvoir issu de la révolution consisterait à mettre en place les structures correspondantes à cette nouvelle société basée sur « l'administration des choses » qui se mettrait en place petit à petit, ce qui implique que toutes les institutions politiques issues de l'ancien régime seraient dissoutes, l'ensemble des institutions financières seraient sous le contrôle du nouvel Etat, qui dans un premier temps sans se soucier de considérations purement mercantiles, économiques, de l'inflation, etc. mettrait immédiatement un terme à la pauvreté et à la précarité, au chômage qui frappent des millions et millions de travailleurs, instaurerait la gratuité des soins et des produits médicaux, de l'école et l'accès à l'université, du logement social, des transports en commun, de l'électricité et du gaz, instaurerait le blocage des prix ou imposerait leur baisse, confisquerait l'ensemble des logements, des immeubles ou des bureaux vides, des usines ou des entreprises, des terres inexploités de manière à résoudre immédiatement la crise du logement et du chômage, renationaliserait tous les services publics ou les rétablirait tels qu'ils existaient dans les années 60-70 en fonction des besoins de la population ou de la répartition ou de l'évolution démographique de la population, etc, voilà en quoi consisterait dans un premier temps cette nouvelle société basée sur le principe de « l'administration des choses » et non plus "le gouvernement des hommes" dont la justification tomberait en désuétude, tout comme l'existence de la propriété privée des moyens de production.

Cela inclut évidemment la socialisation (Expropriation sans rachat) de toute les grandes et moyennes entreprises, toutes les entreprises présentant un caractère stratégique pour le bon fonctionnement de la société, qui passeraient sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations, qui cesseraient de produire du profit pour se consacrer exclusivement à la satisfaction des besoins de la population, donc sans se soucier des critères économiques qui avaient cours sous le capitalisme.

Une question doit vous tarauder l'esprit, mais comment feriez-vous pour trouver tout l'argent nécessaire pour réaliser ce gigantesque programme social, cette formidable transformation sociale qui profiterait à tous les membres de la société.

C'est très simple, nous ferions comme la Fed, la BCE, etc. nous le fabriquerons en quantité illimitée au fur et à mesure de nos besoins, jusqu'au moment où nous n'en aurons plus besoin où tout retour à l'ancien régime sera devenu impossible, et c'est seulement à ce moment-là que nous décréterions l'abolition de la monnaie, tandis que les classes et l'Etat finiraient de s'éteindre... On doit concevoir que ce processus serait accéléré ou entrerait immédiatement en vigueur , au cas où la réaction internationale tenterait d'étouffer la nouvelle société issue de la révolution, seule solution qu'il nous resterait en dernier recours pour rallier les masses au processus révolutionnaire.

Comment les capitalistes ont-ils procédé pour sauver leur système économique en faillite depuis le début des années 70 ?

Ils ont instauré un système financier de type mafieux permettant de le faire durer indéfiniment tout simplement, de manière à le rendre compatible avec un endettement monstrueux... Ils ont contourné les lois de fonctionnement du capitalisme, ce qui nous oblige à réviser notre analyse du système économique en vigueur, à prendre en compte cette nouvelle dimension du défi qui se présente à nous sur le plan politique, sinon nous demeurerions continuellement en deçà de la réalité économique et politique, et si par malheur cela devait être le cas, jamais nous ne parviendrions à nous en sortir, à nous débarrasser du capitalisme ou de ce système économique tyrannique. Et c'est essentiel de bien comprendre que tous les discours que nous avons tenus jusqu'à présent sont devenus obsolètes, dépassés, et que par conséquent ils sont inadaptés à la situation et ne peuvent être qu'inopérants, impuissants pour nous aider à résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, ce qu'ils prouvent d'ailleurs quotidiennement si nécessaire.

Autrement dit, il faut impérativement et sans délai cesser de penser dans le cadre du système capitalisme, de ses institutions, dans le cadre des rapports établis entre les classes, il faut concevoir une autre société reposant sur d'autres bases, sinon notre combat politique serait perdu d'avance, il faut bien en prendre conscience et le plus tôt sera le mieux. Ce que j'ai voulu démontrer ici très succinctement, en très condensé, en me consacrant à l'essentiel, c'est que c'était parfaitement possible de concevoir un changement de régime, ce qui n'est le cas à l'heure actuelle d'aucun parti ouvrier pour avoir tous les yeux rivés vers le passé au lieu de se tourner résolument vers le futur, c'est d'ailleurs à croire qu'on ne devrait pas en avoir, ce à quoi on ne peut pas se résigner.

Cela doit donc nous conduire à une profonde rectification de l'analyse des rapports entre les classes que nous envisagions jusque là tant sur le plan économique que politique, ce qui doit se traduire par l'accélération, la radicalisation de l'ensemble du processus économique et politique une fois les institutions de l'ancien régime abattues, en envisageant une durée beaucoup plus courte de la période correspondante au socialisme avant d'en finir avec l'Etat et les différences sociales instaurées entre les classes, dont on peut concevoir qu'elles ne disparaîtront pas du jour au lendemain, parce qu'elles ne sont pas seulement de nature économique, elles concernent l'ensemble des rapports qui existent dans la société. Si les étapes demeurent en gros les mêmes, c'est leur rythme et leur délai qui doivent être modifiés, non pas pour se faire plaisir ou parce qu'on serait impatient d'en finir avec le capitalisme, mais parce qu'ils nous sont imposés par la réalité.

Voilà ce qui pourrait constituer la trame du programme politique que l'on pourrait soumettre à chaque travailleur ou militant, qu'il soit issu de le classe ouvrière ou des classe moyennes sachant que leur destin est intimement lié, sachant également que le modèle de société que l'oligarchie envisage de nous imposer à l'échelle mondiale sera, s'il se réalisait, un véritable cauchemar

pour tous les peuples quels que soient le statut social de ses membres, hormis l'oligarchie et l'élite qui gravite autour ou sert ses intérêts. A suivre.

Je vais soumettre ce texte à plusieurs personnes pour tester leur réaction. Je doute qu'ils soient bien accueillis, mais qui sait, il ne faut jamais désespérer.

Haut de page

Le 27 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai corrigé toutes les fautes d'orthographe ou de frappe que comportait le document publié hier. J'ai aussi modifié la syntaxe en de nombreux endroits, j'ai corrigé aussi certains passages. Je demande donc à ceux qui l'auraient téléchargé de le télécharger à nouveau.

Mes yeux sont fatigués et pas seulement. De plus, mon correcteur d'orthographe provient d'une version de Word en anglais qui date du début des années 2000 que j'ai piraté, donc il n'est pas fiable, ce qui explique toutes ces fautes, d'autant plus que je me relis très rapidement. En fait, quand j'ai terminé ce boulot, je n'ai qu'une hâte, éteindre l'ordinateur et faire autre chose, je ne dirais pas que je bâcle le boulot, mais je ne fais pas preuve d'une rigueur absolue, désolé. C'est la raison pour laquelle je dois absolument réduire le temps que je passe quotidiennement devant l'écran et que je mets un terme aux infos en bref.

Le texte que j'ai publié hier, était en fait un brouillon ou une esquisse, puisque je l'ai rédigé d'une traite sans l'aide d'aucun document dans la matinée, il met un terme définitif aux causeries telles qu'elles ont existé depuis août 2008. Il constitue l'aboutissement ou la conclusion de la réflexion ou des travaux que j'ai menés depuis le 11 septembre 2001, date à laquelle j'ai repris le chemin du militantisme après une interruption d'une vingtaine d'années.

Désormais je consacrerai mon temps uniquement à préciser ou à en modifier certains passages en fonction du développement de la situation mondiale, à l'étayer ou à l'argumenter, à le compléter par d'autres textes.

Les infos en bref disparaissent donc. Les autres rubriques demeureront. Je continuerai de publier des articles d'auteurs divers, seulement dans la mesure où ils contiendront des éléments susceptibles de faciliter la compréhension de notre texte programmatique ou de le rendre accessible au plus grand nombre.

Pendant plus de 10 ans, j'estime avoir suffisamment démontré quotidiennement que j'étais un véritable opposant de gauche au capitalisme, incorruptible pour ne lui avoir jamais rien passé, pour ne plus avoir à le prouver et cesser sans regret cette activité politique. En guise de légitimité, d'honnêteté intellectuelle, de détermination, je pense avoir fait largement mes preuves, ce qui ne veut évidemment pas dire que je ne commets pas des erreurs, loin s'en faut, mais que je suis capable de les rectifier si j'en prends conscience, et que ma modeste contribution politique peut contribuer à nous aider à aller de l'avant. Après tout, n'est-ce pas ce qui nous fait le plus défaut de nos jours, aller de l'avant, n'est-ce pas ce dont nous avons impérativement besoin pour espérer un jour inverser le cours des choses, donner confiance aux masses en elles-mêmes, admettre que changer de société est parfaitement réalisable ? C'est cela que nous devons parvenir à partager avec les travailleurs et les militants qui n'y croient plus.

Le texte qui figure dorénavant dans la causerie d'hier est la version définitive.

- Causerie au format pdf (4 pages)

Complément ou précision apportée au texte publié hier.

Je tiens à préciser ici que le passage de ce texte consacré à la période qui s'ouvrirait immédiatement après le renversement du régime en place, que ce soit en France ou ailleurs, a tenu compte de l'ampleur que prendrait inévitablement la réaction internationale qui s'en suivrait pour condamner cette révolution, ainsi que les moyens auxquels elle recourrait pour tenter de restaurer l'ancien régime. Le tout évidemment dans l'attente que d'autres peuples exploités ou opprimés procèdent à leur révolution.

Jusqu'à présent nos dirigeants n'ont jamais été foutus de traiter cette question sérieusement, encore moins d'y apporter la moindre réponse concrète et cohérente. Ils se sont tout juste bornés à la poser, et encore, à demi-mot, pour ne pas effrayer leurs militants et leurs sympathisants, qui du coup se sont retrouvés totalement désarmés quand un militant d'un autre parti ou un travailleur leur posait, timidement ou en insistant lourdement pour les déstabiliser ou les ridiculiser.

Je vous laisse imaginer la multitude de questions qui surgiraient dans la tête des travailleurs ou des militants, dès que vous évoqueriez la fin du capitalisme et ses institutions, si on ne vous les a pas déjà posées : Que feriez-vous de la Bourse, de l'euro, comment réagiraient Bruxelles, la BCE, Washington, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'ONU, sans oublier les médias et les réseaux numériques, bref, la "communauté internationale", les puissances impérialistes et leurs institutions, leurs larbins, y compris la Russie et la Chine sur lesquelles nous ne pourrions pas compter évidemment ? Diable, maman au secours ils sont fous, ce sont de dangereux fanatiques ! Que deviendrions-nous du jour au lendemain, on n'aurait plus de quoi se nourrir, s'éclairer, se chauffer, se vêtir, se déplacer, communiquer, ce serait l'anarchie, toute l'économie serait paralysée, on n'échapperait pas à une guerre civile, ah ça ce sera inévitable effectivement mais pas à notre initiative, etc. quelle perspective épouvantable, quelle horreur ! J'espère ne jamais vivre un tel cauchemar, vaut mieux encore conserver la société telle qu'elle est quitte à faire encore et encore des sacrifices...

J'en suis arrivé à aborder les questions liées au renversement du régime et à les traiter en observant qu'elles revenaient sans cesse dans des discussions entre des travailleurs qui la posaient sérieusement et exigeaient des réponses dans des blogs, ce qui était légitime.

Je me suis dit qu'ils avaient parfaitement raison, car on ne peut pas, mieux on ne doit pas laisser de questions sans réponses, sauf éventuellement quand elles concernent des rythmes ou des délais qui impliquent des facteurs dont on ignore l'évolution future parce qu'on ne dispose pas à l'heure actuelle de suffisamment d'éléments pour se prononcer ou émettre des hypothèses ou des pronostics suffisamment fiables reposant sur des bases sérieuses, sinon ce serait se livrer à une pure spéculation, ce qui ne fait pas partie de notre mode de pensée.

J'ai estimé qu'il valait mieux y réfléchir dès maintenant, plutôt que d'être pris au dépourvu plus tard, et de commettre des erreurs qui pourraient nous être fatales.

Vaincre le régime ou s'emparer du pouvoir ne suffira pas, il faudra le conserver, ce qui ne s'improvisera pas. Nous nous retrouverons face à une situation inédite qui nécessitera de faire preuve de beaucoup d'imagination, d'efforts et de patience pour trouver des réponses aux questions que nous aurons à résoudre, et dont l'efficacité devra être immédiate sous peine que la situation née de la révolution se retourne rapidement contre le nouveau pouvoir en place, alors autant poser ces questions ou les affronter dès maintenant, y réfléchir sérieusement dès à présent. Les fuir ne nous apporterait rien de bon, de même que la réalité.

De la même manière, nous devrons donc fatalement recourir à des moyens inédits pour empêcher la contre-révolution internationale d'avoir une emprise sur notre révolution, sachant qu'absolument tous les gouvernements présents à l'ONU seront nos farouches ennemis. Il faut en avoir parfaitement conscience et en mesurer à l'avance les conséquences pour y parer le moment venu.

Ce que je viens d'exposer n'est qu'un des aspects que j'ai abordés dans ce texte.

Il faut également savoir que parmi les milliers d'articles que j'ai publiés depuis 10 ans, absolument aucun n'a jamais abordé cette question de fond, ni même d'ailleurs la question de la prise du pouvoir, qui a tout juste fait l'objet de formules lapidaires, en fait elle n'a jamais réellement été développée, comme si cela pouvait suffire de l'énoncer pour répondre à toutes les questions qui pouvaient faillir spontanément dans la tête des travailleurs et des militants, dont le mode de vie et de pensée ont été formatés par le régime en place ou la société dans laquelle ils ont toujours vécu et qui a été modelée à son image, auxquels paradoxalement en quelque sorte ils tiennent plus que tout inconsciemment, je parle du régime actuel et tout ce qui l'accompagne qui rythme leur vie au quotidien, leur assure un certain confort qu'ils ne sont pas prêts à remettre en cause au profit d'une aventure à l'issue pour le moins incertaine, puisqu'ils en ignorent tout.

Cette réaction de leur part est tout à fait légitime, ce qui du coup les portera à n'accorder aucune confiance à ceux qui se contentent de mots d'ordre ou de propagande en guise d'arguments pour les convaincre qu'un changement de société est possible, ils en arriveront à la conclusion logique inverse dès lors que nulle part ne seront développés les moyens pour atteindre cet objectif qui sous-entendent la nécessité de rompre brutalement et radicalement avec le régime en place, ce qui aura plutôt le don de les effrayer et donc de produire l'effet inverse de celui escompter, ce qui explique qu'en procédant de la sorte on n'arrivera jamais à rien.

Notre émancipation ne viendra jamais de nos oppresseurs, c'est à nous de la conquérir les armes à la main ou d'en payer le prix fort, et quand nous en profiterons aucun d'entre nous ne regrettera l'époque de l'ancien régime.

Et pour cause, les auteurs de tous ces articles, qu'ils viennent de partis politiques, de blogs ou de portails Internet dits alternatifs, indépendants, qu'ils se définissent eux-mêmes comme anticapitalistes ou marxistes ou encore opposants au régime, dissidents, intellectuels ou personnalités autoproclamés de gauche, absolument tous ont manifesté ouvertement leur intention de conserver le capitalisme, de le ménager, de le réformer, allant même jusqu'à le doter de vertus qu'il a usurpées, comme si la transformation sociale de la société pouvait être compatible avec sa préservation, ce qui au mieux est une pure illusion ou un leurre largement démontré par les faits, au pire une escroquerie politique dans la mesure où l'évolution du capitalisme conduit

à l'instauration d'un régime totalitaire dont on peut suivre dorénavant quotidiennement la progression sous nos yeux à l'échelle mondiale.

Bref, chacun aura compris que plus le régime tend vers le totalitarisme, plus ils sont prêt à lui accorder des concessions, manifestant ainsi leur refus de l'affronter. On comprend dès lors pourquoi les représentant du régime se lâchent dans leurs discours ou font preuve d'autant d'audace, puisqu'ils savent qu'en face pour les affronter il n'y a que des opposants inconsistants ou d'opérette, des charlatans.

Et bien moi, j'ai décidé de prendre le contre-pied de tout ces petits bourgeois, qui finalement se complaisent dans la situation actuelle parce qu'ils sont bien lotis, non pas pour me démarquer d'eux, car ce serait leur accorder trop d'importance alors qu'ils n'ont aucune influence sur mes idées.

Non, je m'en tiens strictement à l'évolution ou à l'orientation de la société qui tend de plus en plus vers le totalitarisme, en l'interprétant à l'aide de la méthode du marxisme et des enseignements de la lutte de classe, pour définir les tâches que nous (les masses et son avant-garde) avons à accomplir et que nous aurons à accomplir après la prise du pouvoir. A ces nantis d'en être ou non. Donc je me place dans une perspective résolument optimiste ou révolutionnaire, ce qui signifie au passage que j'ai confiance dans les masses pour atteindre cet objectif, sans quoi j'en serais réduit à emboîter le pas à tous ces sceptiques professionnels, qui feraient bien par commencer à douter d'eux-mêmes ou des fables qu'ils nous racontent à longueur de temps, dans lesquels ils ne croient pas la plupart du temps, puisque répétons-le, elles ont été démenties par les faits une multitude de fois au cours des décennies antérieures, qu'ils aient cru bon de ne pas en tenir compte est leur problème, pas le nôtre. Si maintenant ce texte et les suivants leur permettaient enfin de se débarrasser de leur opportunisme ou de leurs mauvaises habitudes et de progresser, je m'en réjouirais pour notre cause, mais franchement je pense qu'il en faudra plus malheureusement.

Il y a ainsi beaucoup de gens qui campent sur leurs positions quoi qu'il arrive, ou qui penchent de plus en plus à droite au fur et à mesure que la situation se radicalise ou penche vers l'extrême droite ou le totalitarisme, ce qui permet d'affirmer sans prendre de risques, qu'en réalité ils défendent uniquement des intérêts individuels, somme toute inavouables, qu'ils camouflent en prétendant représenter les intérêts collectifs des exploités et des opprimés pour duper les naïfs ou les ignorants qu'ils flattent et qui leur prêtent attention ou leur accordent leur confiance. Qu'il nous soit permis de ne pas en être ni d'un côté ni de l'autre.

Il est donc fortement déconseillé de les écouter ou d'adopter leurs analyses ou les conclusions qu'ils en tirent quand elles concernent la lutte des classes, puisqu'elles nous mènent systématiquement dans une impasse ou ne peuvent que conduire à notre impuissance, contrairement à la stratégie de combat que j'ai définie et que je complèterai par la suite, qui part de la construction du parti à la conquête du pouvoir et qui inclut la gestion de la nouvelle société qui en sera issue afin d'éradiquer le capitalisme, le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme de la surface de la planète, planète qui du même coup se trouvera soulagée de tous les maux qui la menacent également de nos jours.

Haut de page

Le 28 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai décidé de modifier la page d'accueil ainsi que le contenu du portail, les explications suivront en complément des textes publiés hier et avant-hier, un peu de patience, merci.

Le 27 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai corrigé toutes les fautes d'orthographe ou de frappe que comportait le document publié hier. J'ai aussi modifié la syntaxe en de nombreux endroits, j'ai corrigé aussi certains passages. Je demande donc à ceux qui l'auraient téléchargé de le télécharger à nouveau.

Mes yeux sont fatigués et pas seulement. De plus, mon correcteur d'orthographe provient d'une version de Word en anglais qui date du début des années 2000 que j'ai piraté, donc il n'est pas fiable, ce qui explique toutes ces fautes, d'autant plus que je me relis très rapidement. En fait, quand j'ai terminé ce boulot, je n'ai qu'une hâte, éteindre l'ordinateur et faire autre chose, je ne dirais pas que je bâcle le boulot, mais je ne fais pas preuve d'une rigueur absolue, désolé. C'est la raison pour laquelle je dois absolument réduire le temps que je passe quotidiennement devant l'écran et que je mets un terme aux infos en bref.

Le texte que j'ai publié hier, était en fait un brouillon ou une esquisse, puisque je l'ai rédigé d'une traite sans l'aide d'aucun document dans la matinée, il met un terme définitif aux causeries telles qu'elles ont existé depuis août 2008. Il constitue l'aboutissement ou la conclusion de la réflexion ou des travaux que j'ai menés depuis le 11 septembre 2001, date à laquelle j'ai repris le chemin du militantisme après une interruption d'une vingtaine d'années.

Désormais je consacrerai mon temps uniquement à préciser ou à en modifier certains passages en fonction du développement de la situation mondiale, à l'étayer ou à l'argumenter, à le compléter par d'autres textes.

Les infos en bref disparaissent donc. Les autres rubriques demeureront. Je continuerai de publier des articles d'auteurs divers, seulement dans la mesure où ils contiendront des éléments susceptibles de faciliter la compréhension de notre texte programmatique ou de le rendre accessible au plus grand nombre.

Pendant plus de 10 ans, j'estime avoir suffisamment démontré quotidiennement que j'étais un véritable opposant de gauche au capitalisme, incorruptible pour ne lui avoir jamais rien passé, pour ne plus avoir à le prouver et cesser sans regret cette activité politique. En guise de légitimité, d'honnêteté intellectuelle, de détermination, je pense avoir fait largement mes preuves, ce qui ne veut évidemment pas dire que je ne commets pas des erreurs, loin s'en faut, mais que je suis capable de les rectifier si j'en prends conscience, et que ma modeste contribution politique peut contribuer à nous aider à aller de l'avant. Après tout, n'est-ce pas ce qui nous fait le plus défaut de nos jours, aller de l'avant, n'est-ce pas ce dont nous avons impérativement besoin pour espérer un jour inverser le cours des choses, donner confiance aux masses en elles-mêmes, admettre que changer de société est parfaitement réalisable ? C'est cela que nous devons parvenir à partager avec les travailleurs et les militants qui n'y croient plus.

Le texte qui figure dorénavant dans la causerie d'hier est la version définitive.

Haut de page

Le 30 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

(Pondichéry 21h40. J'avais oublié de corriger la causerie du jour et de la formater en pdf)

Des explications dans quelques jours.

- Pourquoi ai-je supprimé de la page d'accueil du portail le drapeau rouge des communistes comportant la faucille et le marteau ?

- Pourquoi ai-je ajouté dans le bandeau en haut de l'écran : Prolétaires de tous les pays unissez-vous qui ponctuait la fin du *Manifeste du parti communiste* rédigé par Marx et Engels ?

Rassurez-vous, je n'ai rien renié, bien au contraire ! La réaction se radicalise vers l'extrême droite, donc je me radicalise vers l'extrême gauche, logique ! Attention, à ne pas confondre avec le gauchisme !

Quand on commence par passer le petit doigt dans l'engrenage de la compromission, un jour ou l'autre la main entière y passera, puis le bras, puis tout le reste... A force de faire preuve de servilité ou de courber l'échine devant nos maîtres, on finit à plat ventre, par tout accepter, tout justifier... A force de se baisser pour un oui ou non pour ne pas choquer les esprits faibles ou déformés, on finit par ne plus pouvoir se redresser et marcher droit, par se prostituer. Vous aurez compris que ce n'est pas vraiment mon genre.

Diable, de l'audace, du courage, de la volonté, de la détermination pour terrasser nos ennemis !

Ne nous laissons pas impressionner par les victoires qu'ils peuvent remporter. Dans l'adversité, sachons conserver la tête haute, ne lâchons rien, ne nous démoralisons pas, soyons fiers de notre idéal humaniste, c'est le plus élevé que l'homme ait pu concevoir depuis qu'il existe, partageons-le avec le plus grand nombre ! Ensemble, nous sommes invincibles, divisés, nous ne sommes rien ! A bas la servitude humaine, l'exploitation et l'oppression !

- Causerie au format pdf (5 pages)

L'extrême droitisation du monde En Marche. La faute à qui ? A la fatalité, pardi ! Allez, la vie continue, elle n'est pas belle la vie, hein ?

On a vraiment la gauche et l'extrême gauche les plus connes du monde ! Excusez-moi, cela m'est venu naturellement.

Si vous cherchez des intellectuels qui font globalement preuve de discernement ou qui ne se laissent pas influencer par les discours de la réaction, bien qu'ils aient par ailleurs des lacunes politiques, ne cherchez pas parmi le mouvement ouvrier, vous n'en trouverez pas ou ils sont si rares, ce qui est symptomatique de son niveau de corruption ou de décomposition avancée.

Et surtout ne vous méprenez pas ou ne vous avisez pas d'inverser les rôles en m'accusant d'en être le fossoyeur parce que vous vous sentiriez visés, puisque je n'ai de cesse de combattre pour le reconstruire sur des bases saines, c'est-à-dire, épuré de l'opportunisme qui l'a gangrené, pourri de l'intérieur. La preuve.

Où va se nicher l'opportunisme !

Tiens, j'ai appris que le POID appelait à un rassemblement le 11 novembre place de la République à Paris, le jour de la visite de Trump en France.

Question : Avait-il appelé à un rassemblement similaire quand le brave président américain noir et réputé de gauche (sic!), démocrate s'il vous plaît, Obama, lors de ses nombreux déplacements en France ?

Quel dommage que H. Clinton n'ait pas été élu présidente des Etats-Unis ! Au moins les guerres contre Syrie et l'Irak auraient pu s'intensifier, entre autres...

- Macron juge les agressions homophobes "indignes de la France" - Le HuffPost

- En hommage aux victimes de Pittsburgh, la tour Eiffel plongée dans le noir - Le HuffPost

Comment, vous n'allez pas organisé une manifestation ou éteindre les lumières en soutien aux homosexuels et aux juif victimes d'agressions ? Là franchement vous allez manquer à tous vos devoirs, ce n'est pas bien. Attention, on va le noter dans notre fichier et vous cataloguer à droite ou à l'extrême droite homophobe et antisémite !

On n'en peut plus de ce misérable avilissement et asservissement permanent du mouvement ouvrier...

Brésil : Les militaires sont de retour au pouvoir, la réaction mondiale jubile !

- Brésil : Jair Bolsonaro a "prévu de nettoyer définitivement" le pays "de la gauche" - Franceinfo

- Election au Brésil : Trump, Le Pen et Salvini félicitent Bolsonaro - LeParisien.fr

Le président américain Donald Trump, la leader française du Rassemblement national (RN) Marine Le Pen et le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini ont félicité Jair Bolsonaro...

Macron n'est pas en reste évidemment

- Merkel: Macron dit son admiration, jure de ne rien céder aux extrêmes - Reuters

La preuve :

- Macron félicite Bolsonaro, insiste sur "le respect" des "principes démocratiques" - AFP

Extraits d'articles trouvés sur le Net qui permettent en quelques minutes de situer globalement l'évolution de la situation politique en Amérique latine et centrale.

Je n'ai pas eu le temps de rédiger un article ou de faire une revue de presse sur ce sujet, j'ai plus important à faire avec le courant politique que j'essaie d'animer. Je publierai peut-être la suite demain.

- ...Le panorama politique de l'Amérique latine, dans les années 1970, est des plus sombres. Tous les pays d'Amérique du Sud, à l'exception de la Colombie et du Venezuela, sont gouvernés par des dictatures militaires.

L'Amérique centrale est ravagée par des guerres civiles nourries par le contexte de la guerre froide. Gouverné par des civils, le Mexique semble faire exception, mais la stabilité repose sur un régime de parti unique qui contrôle les élections et ne laisse

qu’une portion congrue à l’opposition.

- ...Bouleversées par les conséquences sociales désastreuses des politiques économiques des années 1980-1990, nombre de nations d’Amérique latine ont élu à leur tête des gouvernements remettant en cause les modèles économiques néolibéraux et l’influence américaine,ceci de façon plus ou moins modérée (Brésil,Argentine) ou plus radicale (Venezuela, Bolivie).

ET 20 ANS PLUS TARD.

LVOG - Ce qui arrive aux peuples d'Amérique latine et centrale est dramatique et était prévu malheureusement, dès lors qu'ils avaient affaire à des dirigeants, des partis, des régimes refusant de rompre avec le capitalisme et ses institutions.

Ils sont victimes de l'imposture ou de la trahison de la pseudo-gauche ou gauche de la gauche ou encore radicale, qui prône la mise en oeuvre d'une politique réformiste dans le cadre des régimes capitalistes en place, que ses dirigeants appartiennent à la social-démocratie ou en soient issus, comme les Mélenchon et Cie. qui ont pris la relève dans certains pays de la social-démocratie dégénérée et désormais moribonde après que les travailleurs les eurent rejetée.

La politique ou les illusions que colportent ces escrocs professionnels consiste à promettre aux exploités et aux opprimés une multitude de réformes sociales qui devaient changer en profondeur leur mode de vie, mais comme ils sont liés au régime en place qu'ils refuseront toujours d'affronter, jamais ils ne se donneront les moyens politiques pour pouvoir les appliquer. Du coup, les travailleurs constatant qu'ils n'en verront jamais la couleur, finiront par se lasser pour finalement tourner le dos à ces partis faussement étiquetés de gauche lors des élections, se réfugiant dans l'abstention ou en laissant la voix libre aux partis de droite officiels ou d'extrême droite et à l'instauration de régimes encore plus antisociaux et répressifs.

Le même scénario n'a cessé de se répéter depuis les années 20-30, en France en frayant la voix à Pétain, en Espagne à Franco, au Portugal à Salazar, en Italie à Mussolini, en Allemagne à Hitler, au Chili à Pinochet, à Vidéla en Argentine, etc.

Autant dire que parmi tous les dirigeants dits de gauche d'Amérique latine qui se réclamèrent du socialisme, absolument aucun ne méritait de le représenter puisqu'aucun ne l'avait mis en pratique. C'est par ignorance, faiblesse ou opportunisme qu'on juge les dirigeants à leurs discours, à leurs intentions ou à leurs promesses, au lieu de s'en tenir strictement à la politique qu'ils appliquent.

- ...Amérique du Sud : la droitisation du sous-continent le plus à gauche depuis 20 ans...

- ...Le sous-continent sud-américain vit aujourd’hui une période transitoire inédite : la gauche, traditionnellement au pouvoir dans la majorité des pays depuis 1998, essuie ces dernières années de nombreux revers électoraux...

- ..Le phénomène de droitisation du sous-continent s’inscrit dans une logique cyclique liée aux évolutions économiques, qui caractérisent la politique latino-américaine depuis la Seconde Guerre mondiale...

- ...la gauche, traditionnellement au pouvoir dans la majorité des pays depuis 1998, essuie ces dernières années de nombreux revers électoraux...

- ...« grand retour » de la gauche progressiste sur la quasi-totalité du sous-continent depuis 1998...

- ...Le basculement à gauche de la politique sud-américaine est le fruit des années chaotiques de la seconde moitié du XXème siècle : dictatures, crises économiques et institutionnelles, mouvements sociaux, corruption et trafics sont tant de facteurs qui ont engendré le besoin de renouvellement politique des peuples d’Amérique latine...

- ...La gauche modérée croule sous les scandales et la conjoncture économique défavorable...

- ...La gauche est donc déstabilisée par la situation économique défavorable pour les pays exportateurs de matières premières...

- ...L’influence du monde de la finance sur l’Amérique latine n’est donc pas récente. Les dictatures qui ont toutes contracté des dettes insolvables, sont les sources des crises de la dette sur le sous-continent...

- ...Il apparait clairement que la vulnérabilité économique du sous-continent croît à mesure que la gauche reste au pouvoir...

- ...En 2017, la dépendance de l’Amérique latine vis-à-vis du cours des matières premières se montre plus forte encore qu’auparavant.

- ...Depuis 1998, l’Amérique latine avait acquis la renommée internationale d’une région dominée par la gauche progressiste, radicale ou révolutionnaire. Le phénomène de « droitisation » du sous-continent a rapidement effacé cette réputation.

...Les espoirs soulevés en Équateur, en Bolivie ou au Vénézuela ont déçu un grand nombre de citoyens...

- ...Convertis tardivement au réformisme, les anciens révolutionnaires peinent à mettre en œuvre des réformes lorsqu'ils exercent le pouvoir....

- ...(au Brésil) Faute de réformes structurelles, la politique s'est réduite à la gestion au jour le jour, aux manœuvres tacticiennes et aux combinaisons électorales.

- ...Evo Morales a modéré sa position idéologique en passant d'un socialisme révolutionnaire à une version locale de politique culturelle démocratique libérale.

L'adhésion d'Evo Morales à une économie mixte a neutralisé toute hostilité manifeste de la part des États-Unis et des nouveaux régimes d'extrême-droite de la région.

- ...La crise de 2008-2009, la chute des prix des matières premières, et la baisse de la consommation ont eu des conséquences sur l'économie des pays latino-américains. Finies les croissances de 7, 8, voire 9 %, qui restent cependant au dessus de zéro, ce qui est toutefois une bonne nouvelle. Les caisses sont vides, les recettes ont chuté, et il n'est plus possible de mener à bien une politique sociale. Un cycle s'est achevé et la gauche au pouvoir est devenue incapable de répondre aux nouveaux défis.

- ...La corruption, que la gauche avait tellement décriée quand elle était dans l'opposition, leur salit maintenant les mains, et même davantage. Le renouveau n'a duré qu'un temps, la logique politique et la volonté de gagner les élections à tout prix l'ayant amenée à reproduire les erreurs qu'elle avait jurées ne jamais commettre...

- ...La montée et la consolidation des régimes d'extrême-droite en Argentine et au Brésil reposent sur plusieurs interventions décisives, combinant élections et violences, purges et cooptations, propagande médiatique et corruption profonde.

- ...La dénommée alphabétisation financière, qui fait partie de la politique progressiste contre la pauvreté, a aidé le capital financier à établir de nouveaux marchés de crédit pour les plus pauvres, à des taux d'intérêts très élevés. Et la fameuse inclusion par la consommation aime passer pour une bonne occasion. Au final, nous avons des populations endettées par la consommation, chez qui des besoins qu'elles n'avaient pas ont été créés.

- ...Les basculements politiques vers l'extrême droite ont eu des effets collatéraux importants, les régimes de centre-gauche ayant basculé vers le centre-droit...

- ...Moreno, Petro et Amlo ne sont pas éloignés du très pragmatique socialisme à la chilienne, tel que l'a représenté Michelle Bachelet...

- ...L'État impérial américain a temporairement récupéré des régimes à sa solde, des alliés militaires et des ressources et marchés économiques. La Chine et l'Union européenne profitent des conditions économiques optimales offertes par les régimes d'extrême-droite.

- ...En 2018. Des gouvernements de la droite radicale régissent le Brésil, l'Argentine, le Mexique, la Colombie, le Pérou, le Paraguay, le Guatemala, le Honduras et le Chili...

Les présidents dits progressistes ou de gauches qui sont ou ont été au pouvoir en Amérique latine et centrale depuis le début des années 2000, j'en ai peut-être oublié.

Au Vénézuela, Hugo Chavez et Nicolas Maduro (1999- ?)
En Bolivie, Evo Morales, (2005-?)
Au Brésil, Luiz Inacio Lula Da Silva et Dilma Rousseff (2003- 2016)
En Argentine, Nestor Nestor et Cristina Kirchner (2003-2015)
Au Chili, Michelle Bachelet (2006-2018)
En Uruguay, José Mujica (2010-2015)
Au Paragay, Fernando Lugo (2008-2012)
En Équateur, Rafael Correa (2006-2017)
Au Au Honduras, Manuel Zelaya (2006-2009)
Salvador, Salvador Sánchez Ceren (2014- ?)
Au Nicaragua, Daniel Ortega (2007 -2016)
Au Guatemala, Alvaro Colom (2008- 2012)

Haut de page

Le 31 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas le temps d'actualiser le portail.

Comme toutes les semaines ma compagne est absente pendant trois jours, elle va donner un coup de main à sa fille et elle s'occupe aussi de sa vieille mère, aussi je dois nettoyer et entretenir le jardin, faire les courses, cuisiner, et comme dans 5 jours c'est Dipawali, l'une des plus importantes fêtes nationales qui dure trois jours, je dois absolument aller à Pondichéry en début d'après-midi pour éviter la cohue monstrueuse et le trafic infernal en ville des jours suivants.

Je fais ce que je peux, vous pouvez me croire. Ce matin par exemple, à 7h30 j'ai enregistré dans le Iphone les idées qui me sont venues en rafales à l'esprit au réveil. Et bien que j'aie diverses occupations, cela ne s'arrêtera pas de la journée jusqu'à 23h ou minuit, c'est à se faire péter la tête !

Et surtout n'oubliez jamais que je ne suis pas un intellectuel de formation, alors quand j'écris, surtout si je m'applique comme je m'y suis engagé envers moi-même, cela prend forcément beaucoup de temps pour trouver les mots justes qui correspondent à ce que je pense, cette fois je ne veux laisser absolument rien au hasard, j'entend par là la manière dont pourrait être interprété ce que j'aurai publié, tout du moins je vais essayer, encore faut-il ne pas être crevé de fatigue !

Je vais quand même prendre le temps de me connecter à Internet pour m'informer, ensuite ce sera la course le reste de la journée, vous parlez d'une vie pour un retraité ! Bon, allez, il y a pire dans le monde, hélas ! Bonne journée.

- Causerie au format pdf (2 pages)

Pourquoi ai-je supprimé de la page d'accueil du portail le drapeau rouge des communistes comportant la faucille et le marteau ?

Parce qu'il a été dévoyé ou détourné par les staliniens et leurs clones d'extrême gauche, de sorte qu'il est devenu le symbole de la faillite du socialisme ou des crimes du stalinisme que par ignorance la plupart des générations nées à partir des années 70 attribuent au communisme dont il était l'étendard, d'autant plus que les générations de militants qui l'avaient adopté dans le sillage de la révolution russe de 1917 sont sur le point de disparaître ou ne sont plus représentées que par des vieillards grabataires.

N'aurais-je pas pu y penser avant ? Pourquoi maintenant ?

Effectivement, on peut se poser ces questions et bien d'autres encore. Si je n'y avais pas pensé précédemment ou depuis déjà longtemps, peut-être que je n'aurais jamais pris cette décision ou je n'aurais pas trouvé le moment le plus opportun pour le faire. Si je l'ai prise aujourd'hui et pas hier, c'est parce que j'ai observé ces derniers temps que l'opportunisme avait envahi littéralement la quasi totalité de l'extrême gauche, qui notez bien avait déjà abandonné ce drapeau comme on se débarrasse de quelque chose devenu trop encombrant ou devenu inutile pour ne pas dire pire encore. Je fournirai plus tard d'autres explications à ce sujet, j'ai tout enregistré dans mon iPads.

Cela dit, si nous nous contenterons du drapeau rouge de la Commune, pour autant il n'est pas dit que nous ne le ressortirons pas quand l'heure de l'affrontement final avec le capital aura sonné, nous ne le brûlons pas, nous le garderons soigneusement en réserve pour en faire un usage approprié ou qui sera digne des fondateurs du socialisme scientifique ou des rédacteurs du Manifeste du parti communiste.

Pourquoi ai-je ajouté dans le bandeau en haut de l'écran : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! qui ponctuait la fin du Manifeste du parti communiste rédigé par Marx et Engels ?

J'ai commis une erreur en écrivant prolétaires du monde entier, j'ai corrigé où avais-je la tête! Mais bon, on s'était compris.

Alors pourquoi ajouter sur notre drapeau cet appel en direction du prolétariat du monde entier à s'unir ?

On pourrait fournir plusieurs explications pour le justifier. Par exemple, parce c'est à cette échelle que nous devons éradiquer le capitalisme, et au-delà mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, vaincre toute forme d'oppression des peuples ; Parce que nous ne pouvons concevoir ou situer notre lutte politique pour notre émancipation sur un autre terrain que planétaire, on ne peut pas et on ne doit pas imaginer un seul instant qu'un peuple pourrait s'émanciper tandis que tous les autres demeureraient en servitude ; Parce que ce qui nous unit ou nous rassemble l'emporte sur ce qui nous divise ou

nos différences ; Parce que nous sommes tous embarqués dans la même galère ou nous partageons le même sort quel que soit notre condition individuelle, ainsi que le même objectif, conquérir notre liberté.

C'est aussi un appel à la fraternité de tous les peuples contre la guerre et pour la paix à l'échelle de l'humanité, qui ne verra le jour que lorsque nous serons parvenus à abolir les Etats et les frontières qui divisent les peuples, quand la distinction entre les classes aura disparu.

Quand on affirme que notre combat politique correspond à l'idéal humaniste le plus élevé qu'il ait été donné à l'homme de concevoir, on ne cherche pas à combler notre bonne conscience ou on ne cherche pas à se grandir aux yeux des autres qui auraient un idéal inférieur, ce serait méprisant et nous ne sommes en concurrence avec personne sur ce terrain-là, pour savoir que finalement notre idéal inclut tous ceux que l'on a pu imaginer un jour, non, par cette devise on signifie simplement que l'union de tous les peuples est le seul moyen pour parvenir à le réaliser.

Etait-ce vraiment nécessaire de devoir le justifier, dites-moi, entre nous, pensez-vous qu'il faille à tout bout de champ se justifier ? C'est usant et on y passe beaucoup de temps.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (3 pages)

J'ai mis la date du 2 novembre parce qu'il est déjà 0h28 du matin !

Suite aux textes que j'ai rédigés et publiés ces derniers jours, de nombreuses questions me sont venues à l'esprit auxquelles je réfléchis, ce qui m'a amené à lire ou relire un certain nombre de documents et à prendre de nombreuses notes qui feront l'objet des prochains textes. De plus je publierai quelques infos en bref ou des articles d'actualité qui devraient vous intéresser. J'ai aussi téléchargé un tas d'articles que je n'ai pas encore eu le temps de lire.

Il va forcément falloir que je sélectionne ce que je vais laisser tomber car je ne peux pas avoir la tête partout, surtout en ce moment où l'actualité est très chargée et où des bouleversements peuvent se produire à chaque instant ou sont déjà en train de se produire, notamment au Moyen-Orient ou dans les relations inter impérialistes, aux Etats-Unis, etc. je ne voudrais louper cela pour rien au monde ou me retrouver à la traîne.

J'ai aussi découvert des intellectuels dissidents de la gauche ou qui se sont radicalisés et qui participent à une sorte de collectif qui méritent toute notre attention, puisqu'ils se démarquent de la gauche et de l'extrême gauche qui sont de les coups pourris imaginés par l'Etat profond ou le clan de l'oligarchie qui a revêtu les oripeaux de la gauche ou qui a le soutien des dirigeants de la social-démocratie néolibérale, le parti démocrate aux Etats-Unis, le PS en France, etc. On partage pratiquement les mêmes positions sur toutes les campagnes initiées par l'oligarchie et reprises en choeur par la gauche et l'extrême gauche, des "printemps arabes" aux migrants en passant par la guerre contre la Syrie, une bonne nouvelle. Je vais en profiter pour intensifier la lutte contre l'opportunisme. Bref, je ne sais plus où donner de la tête !

J'ai relu des articles que j'avais publiés en 2013 sur la mondialisation et le mondialisme, et je me suis aperçu que j'avais vraiment manquer de rigueur en les rédigeant, bien que leur orientation soit globalement correcte ou qu'elle ait été confirmée par les développements intervenus depuis, aussi je ne voudrais pas 5 ans plus tard bâcler à nouveau les textes que j'envisage de vous proposer, je vous demanderai donc un peu de patience.

- L'intellectuel est, par définition, l'homme des mots, l'homme qui vit par les mots, dans les mots, et dont le rapport au monde passe davantage par les mots que par le regard, l'action ou plus généralement l'expérience. (Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Collège de France)

Moi je ne suis pas un intellectuel de formation, et le rapport que j'ai au monde passe davantage par "*le regard, l'action ou plus généralement l'expérience*", cela présente évidemment des avantages indéniables puisque je pars des faits ou de la réalité et non d'idées, mais aussi l'inconvénient de devoir trouver les mots justes pour les exprimer et les partager, et cela prend du temps, beaucoup de temps... C'est certes beaucoup plus rapide quand on s'inspire largement des idées des autres qu'on a emmagasinées quelque part dans notre tête, et qu'on a juste à les reformuler en les faisant passer pour des idées originales, parfois sans même en avoir conscience ou en le niant, ce qui permet à son auteur d'en tirer une certaine satisfaction et de se croire très intelligent, ce que je ne sais pas faire sans ressentir la moindre frustration, bien au contraire, puisque le résultat est uniquement le produit de mon travail laborieux.

L'essentiel, c'est de ne pas dévier de notre objectif ou de ne jamais se faire manipuler ou instrumentaliser, de ne jamais adopter des analyses ou des positions opposées aux intérêts de notre classe, de ne jamais participer à des opérations conçues par nos ennemis et destinées à servir leurs plans, bref éviter de sombrer dans le dogmatisme, le gauchisme ou l'opportunisme, cela devrait être notre obsession de tous les instants.

En attendant la fin de la guerre annoncée contre le Yémen, à quel prix ou dans quelle condition, c'est une autre histoire...

Macron est ultra minoritaire et illégitime : Bas les pattes de nos retraites, chassons-le tout de suite !

- Emmanuel Macron poursuit son recul dans l'opinion - Reuters 26 octobre 2018

Emmanuel Macron voit sa popularité enregistrer un nouveau recul, de trois points de pourcentage, dans la dernière édition du baromètre mensuel BVA-Orange pour RTL et La Tribune publié vendredi.

A 29% d'opinions positives, 70% de négatives, le chef de l'Etat touche un plus bas inédit dans cette enquête depuis le début de son quinquennat. Reuters 26 octobre 2018

6 jours plus tard.

- La popularité de Macron plonge après le remaniement - Le HuffPost 1 novembre 2018

- Popularité : Macron chute, Philippe résiste - AFP 1 novembre 2018

La popularité d'Emmanuel Macron chute de 4 points en un mois à 21%, alors que celle d'Edouard Philippe reste stable à 27% et devance désormais nettement celle du chef de l'Etat, selon un sondage YouGov diffusé jeudi.

Un des points inquiétants pour le Président est qu'il perd dans sa base: il enregistre en effet une baisse de quatre points auprès des sympathisants centristes (75%). AFP 1 novembre 2018

- 75% des Français estiment que leur pouvoir d'achat a baissé - L'Express.fr 1 novembre 2018

Un sondage montre que 71% des Français estiment payer plus d'impôts, et que la défiance envers le gouvernement s'accroît. L'Express.fr 1 novembre 2018

- Immobilier Jusqu'où Paris flambera-t-il ? - Liberation.fr 28.10

Avec un mètre carré qui dépassera les 9 600 euros en décembre, la capitale française est la troisième ville la plus chère au monde derrière Londres et New York. Liberation.fr 28.10

Ils s'apprêtent à faire passer la contre-réforme des retraites pendant la prochaine période des vacances d'été.

- Retraites: "On va prendre le temps", "probablement" jusqu'à mi-2019, annonce Philippe - AFP 26 octobre 2018

Le gouvernement va "prendre le temps" pour boucler sa réforme des retraites, "probablement" jusqu'à mi-2019, a affirmé vendredi le Premier ministre Édouard Philippe, laissant à son tour entendre que l'exécutif laisserait passer l'échéance des élections européennes de mai.

Si l'exécutif fait valoir qu'il prend du temps pour soigner une réforme considérée par toutes les parties comme sensible, il n'a jamais reconnu publiquement préférer éviter de présenter son projet en pleine campagne des européennes, où le parti présidentiel de La République en Marche (LREM) vise la première place. AFP 26 octobre 2018

Haut de page

Le 6 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai cessé mon activité depuis plusieurs jours pour me consacrer à l'article que je publie aujourd'hui.

Je vous rassure, je n'ai pas tourné le dos à la lutte des classes, bien au contraire, et j'estime que cet article le prouve si nécessaire. Sauf que voilà, je ne peux pas tout faire en même temps, je n'ai qu'une tête et deux mains !

Et puis franchement, cette addiction à l'actualité quotidienne est plutôt malsaine à la longue, elle sert plus à nous empêcher de penser ou plutôt de vivre qu'autres choses, vous ne trouvez pas ? On a une vaie vie de con à force dans leur société au rythme infernal. Sur ce plan-là et c'est peut-être le seul, je regrette le passé.

Dans quelques jours je publierai la suite des textes consacrés à notre combat politique. Je laisse tomber les infos en bref. J'écrirai à mon rythme.

Aujourd'hui c'est Diwali, un jour férié. Mes amis indiens ne bossent pas, c'est si rare, alors je ne vais pas bosser tout de même !

C'EST BIEN L'OLIGARCHIE FINANCIERE QUI PROGRAMMA LE 11/9

- Au format pdf (8 pages)

Avant-propos.

Vous allez peut-être penser que j'ai perdu mon temps en rédigeant l'article que je publie aujourd'hui, personnellement je pense le contraire pour au moins trois raisons.

Tout d'abord, parce que j'estime qu'il était indispensable de vérifier que la personne qui avait rapporté les propos d'un des membres de la famille Rockefeller n'était pas un fabulateur ou un imposteur. Ensuite, que l'appartenance à la famille Rockefeller du seul témoin prouvant la préméditation du 11 septembre 2001 était établie. Et pour finir, je devais m'assurer par respect pour les personnes qui se connectent sur ce portail, que je ne les avais pas induites en erreur involontairement.

Je raconte plus loin comment j'en suis venu à devoir faire ce fastidieux travail d'investigation sur le Net qui m'a pris tout mon temps. Il en allait de ma crédibilité, vous comprenez. J'y tiens même si vous vous en foutez.

Maintenant je conçois très bien que cela n'intéressera pas ceux qui se connectent uniquement sur le portail pour profiter des infos en bref que je publie, je le précise parce qu'il y en a un qui me l'a écrit dans un courriel, ils peuvent aller les chercher ailleurs, je ne les retiens pas, ni ceux qui ont adopté aveuglément la version officielle du 11/9 à la suite de leurs dirigeants, qui sont Charlie, LGTB, PMA, SOS tout ce qu'on voudra compatible Soros, Al Gore et Cie. qui ignorent les institutions fondées par l'oligarchie qui dictent largement le cours de la situation mondiale ou la politique de Macron et son gouvernement. En 14 ans je n'en ai pas rencontré un seul avec lequel il aurait été possible d'avoir une discussion loyale ou honnête. Je leur dis tranquillement, vous perdez votre temps en vous connectant à ce portail qui ne vous apportera jamais rien. Je vous déconseille également de regarder cette vidéo, car vous comprendrez tout de travers avec les oeillères que vous avez.

Pour la regarder et écouter cet entretien entre Alex Jones et Aaron Russo, il faut se mettre dans la peau d'un libertarien américain et interpréter chaque expression qu'il emploie tel que lui la conçoit ou en tenant compte de ce qu'elle signifie pour lui. Sinon, on lui prêtera des intentions qui ne sont pas les siennes ou on lui prêtera des idées qu'il n'a jamais eu, ce que font généralement les sectaires ou les dogmatiques imbus de leur petite personne qui n'ont jamais su écouter les autres en général, principalement les travailleurs s'agissant de militants endoctrinés et à l'esprit borné.

Par exemple, quand monsieur Russo dit que le système de sécurité sociale est un fardeau pour les Américains et qu'il faudrait le supprimer, cela va faire bondir un militant dépourvu d'esprit critique qui le traitera de sale réactionnaire. Mais un militant qui a retenu ce qu'il avait dit précédemment comprendra pourquoi il tient ce discours, car monsieur Russo avait expliqué ou il expliquera plus loin qu'il n'était pas normal que chaque travailleur ne puisse pas vivre décemment de son travail et disposer des mêmes droits sociaux, et il a raison sur ce point là. Car effectivement, si tous les travailleurs avaient un salaire décent et disposaient des mêmes droits sociaux, il n'aurait pas besoin que le gouvernement leur fasse l'aumône en leur versant toutes

sortes d'allocations, tout en les maintenant dans la pauvreté que monsieur Russo dénonce ou estime inhumaine, profondément injuste.

A vous de voir à quelle catégorie de militant ou de travailleur vous appartenez, à celle qui n'a jamais appris à écouter les autres ou au contraire, à celle qui a progressé au fil de leurs expériences. Je pense sincèrement que c'est un test très instructif, car révélateur de l'état d'esprit en général ou des penchants de chacun. Il y a tellement de passages qui peuvent vous choquer dans cet entretien, qu'il faudrait pour ainsi dire consacrer un chapitre entier à chacun d'entre eux pour éviter toute méprise ou tout malentendu. C'est une cruelle épreuve, mais elle en vaut vraiment la peine. Il faut souffrir pour être beau, paraît-il, je n'en sais rien, en revanche, je sais que pour progresser dans la vie, il faut faire des efforts ou des sacrifices.

Cela dit, ne tombez pas dans le travers inverse, ce ne sont pas des socialistes, cela vous n'aurez aucune difficulté à le constater, ce sont des pro-capitalistes qui portent un regard critique sur le capitalisme, et c'est cela qui nous intéresse chez eux, je les placerai donc parmi nos adversaires plutôt que parmi nos ennemis. Ils veulent fermer la Fed et toutes les grandes banques, mettre fin à toutes les guerres, ils prennent la défense des droits des Afro-américains, ils dénoncent la précarité et la pauvreté qui sévissent aux Etats-Unis, ils veulent traduire en justice tous les ex-présidents américains depuis l'époque de Reagan jusqu'à nos jours, ainsi que les membres de leurs gouvernements, etc.

Dites donc, comme réactionnaires, franchement je crois qu'il y a pire, non ? A ma connaissance, je n'ai entendu aucun dirigeant de la gauche ou de l'extrême gauche tenir un discours aussi radical ces dernières années, tous ménagent les institutions, l'oligarchie, les médias, la magistrature, la réaction. Comment, vous ne vous en étiez pas encore aperçus depuis le temps ? Ah, vous aussi ils vous ont endormi avec leur double discours, et bien réveillez-vous ! Ne vous laissez plus manipuler, c'était peut-être là où je voulais en venir, comme présentation ce n'est pas mal, je suis satisfait si vous m'avez suivi jusque là, on va pouvoir aborder notre sujet, je vous rassure, il n'y a pas de surprises, tout est clair et carré.

Quand on souhaite vérifier une information, il faut commencer par se demander où on va la chercher, sur le Net à partir de quels mots clés ou expressions. Dans le cas présent j'avais le choix entre Aaron Russo, Nicholas Rockefeller et la famille Rockefeller. J'ai exploré ces trois pistes.

Au départ, il y a déjà quelques années, j'avais proposé aux lecteurs une vidéo que j'avais découverte par hasard sur le Net en recherchant des informations sur le 11 septembre 2001. Cette vidéo avait été réalisée par le sulfureux producteur Alex Jones que je ne connaissais pas du tout, elle consistait en un entretien qu'il avait eu avec un illustre inconnu pour moi dénommé Aaron Russo. Lors de cet entretien, Aaron Russo relatait les conversations ou révélations explosives qu'il avait eu avec son ami Nick (Nicholas) Rockefeller présenté comme un membre de l'illustre et richissime famille de banquiers américains.

Son comportement m'étant apparus sincères, je ne crus pas utile de procéder à des vérifications sur sa personne ni sur le contenu de son discours que j'avais estimé globalement cohérent et sérieux, rien ne semblait clocher à première vue. Par la suite je ne reçus aucun courriel de lecteurs contestant le contenu de cette vidéo, donc je n'eus aucune raison de lui accorder plus d'attention et je n'y pensais plus. Les années passèrent jusqu'à ces derniers jours, où pour étayer un argument j'eus l'idée de faire référence à son témoignage sur les Rockefeller, et comme je ne savais plus où chercher cette vidéo dans mon disque dur qui me fait des caprices quand il s'agit de rechercher un document, je me dis que le plus rapide serait encore de la chercher sur le Net et de télécharger à nouveau cette vidéo. Et là quelle ne fut pas ma surprise de découvrir l'existence d'articles qui traitaient Aaron Russo d'imposteur, de menteur, de voleur, etc.

Choqué en pensant à mes lecteurs, immédiatement je voulus en avoir le coeur net, car il était hors de question que je fasse référence à cet entretien, s'il existait le moindre doute de manipulation. Les accusations qui étaient portées contre lui étaient extrêmement graves. Il fut accusé d'avoir inventé le personnage de Nicholas Rockefeller, puis d'avoir inventé son lien de parenté avec la famille Rockefeller, et enfin d'avoir inventé une loi fiscale dont il aurait été victime et qui n'aurait jamais existé, bref, ce serait un sale type ou un mythomane qui aurait imaginé toutes cette histoire pour régler des comptes personnels, et qui aurait eu maille à partir avec la justice américaine.

Toute affaire cessante je décidais d'interrompre mon travail pour résoudre au clair cette affaire. Mais ce que j'ignorai, c'est que j'allais passer plus de quatre heures sur le Net pour en venir à bout car ma connexion est très lente, jusqu'à en perdre le sommeil parce que l'idée que j'aie pu me faire manipuler et d'avoir induit en erreur mes lecteurs me rendait malade.

Pour commencer, je pense qu'il est bon de rappeler qui était Aaron Russo décédé en 2007.

C'était un producteur de cinéma célèbre et un homme d'affaires, dont le père avait possédé une petite entreprise de sous-vêtements. Il avait été un temps négociant en or et argent, donc il n'était pas vraiment pauvre, juif comme les Rockefeller. Très jeune (en 1968), il avait possédé une boîte à Chicago où se produisirent des groupes de rock tel Led Zeppelin, Jefferson Airplane, Janis Joplin, etc. avant qu'elle ferme définitivement suite à un incendie qui la réduisit en cendres et qu'il attribua à la mafia républicaine qui estimait qu'elle était un lieu malsain ou de débauche, où se réunissait principalement la jeunesse opposée à la guerre du Vietnam. C'est au cours de cette expérience, après avoir été arrêté, racketté par la police et victime de brutalités policières qu'il commença à prendre conscience que les Etats-Unis n'étaient pas vraiment le pays de la liberté qu'il croyait être. Il milita chez

les républicains, puis il se rapprocha des démocrates, pour finalement jeter son dévolu sur les libertariens, dont il fut un des dirigeants et un prétendant à la candidature à la présidence des Etats-Unis au sein du parti libertarien en réunissant 30% des suffrages en 2004.

Maintenant voyons qui est Nicholas Rockefeller qui existe réellement.

C'est un avocat diplômé de l'université de droit de Yale, intervenant à la Cours suprême des Etats-Unis à Los Angeles. Il est membre ou participe à de nombreuses institutions américains (CFR) ou internationales (ONU), ainsi que des think tanks néoconservateurs, dont voici la liste non exhaustive.

Il est membre du Council on Foreign Relations (CFR), du conseil d'admnistration de la Rand Corporation (Domaine militaire), de l'International Insitutute of Strategic Studies (Institut international d'études stratégiques), du Pacific Council on International Policy, du Western Justice Center, un des participant au World Economic Forum (Forum économique mondial) et de l'Aspen Institute. Il fut nommé Directeur général du Rockvest Development Group et de son affilié, le Rockefeller International Fund. Récemment il a été nommé comme expert auprès de l'ONU sur le E-Commerce et il est le co-auteur d'un rapport intitulé Economic Strategy and National Security. Il a aussi une importante activité commerciale tournée vers la Chine dans les secteurs bancaire, immobilier, énergétique et des communications.

Quand j'entrepris de mettre au clair cette affaire, je commis l'erreur de commencer par chercher sur le Net le lien de parenté qui existerait entre Nicholas Rockefeller et la famille Rockefeller. Ce n'est qu'au bout de quatre heures de recherche que je réalisai que je ne trouverais rien, parce que Google faisant partie du premier cercle de l'oligarchie, des GAFA, la deuxième capitalisation à Wall Street en relation avec la NSA et la CIA avait intérêt et les moyens de faire disparaître ce lien ou faire en sorte qu'il soit difficilement accessible. Ma recherche avait porté sur les enfants, petits-enfants, arrières et arrières petits enfants du clan Rockefeller. Dès lors, je jetai mon dévolu sur Nicholas Rockefeller, et assez rapidement je parvins à trouver l'information qui me manquait.

Je ne l'ai pas dit jusqu'à présent pour ne pas jeter un doute sur ma démarche dans la tête de lecteurs, au cours de cette recherche j'avais acquis la certitude qu'il n'existait aux Etats-Unis aucune personne portant le nom de Rockefeller, hormis celle de cette famille de banquiers, industriels ou hommes d'affaires. J'en avais eu la confirmation en consultant la biographie d'une trentaine de personnes portant ce nom et tous membres de cette famille, il faut y ajouter une partie de leurs enfants.

J'en avais donc rapidement déduit que Nicholas Rockefeller faisait bien partie de leur famille même s'il n'apparaissait nulle part, pour les raisons que l'on sait, puisque cette vidéo comporte le seul témoignage dont on dispose sur la préméditation du 11 septembre 2001. Le fait que Nicholas Rockefeller, qui était loin d'être un avocat miteux ou perdu aux fins fonds des Etats-Unis, mais bien plutôt un personnage très riche et influent, qui plus est membre du CFR dont le président n'était autre que David Rockefeller, avait été un indice décisif qui m'avait encouragé à poursuivre mes recherches, cette fois avec succès.

L'information que j'ai découverte sur leur lien de parenté nous emmène en Chine. C'est là que Nicholas et David devaient se rencontrer selon un article de James T. Areddy du Wall Street Journal reproduit par le Chicago Tribune le 5 octobre 2005. Je pense que vous ne remettrez pas en cause cette source, n'est-ce pas ?

Sur le coup Nicholas Rockefeller refusa d'avouer les liens de parenté qu'il avait avec David Rockefeller qui adopta la même attitude, son associé, Peter Johnson, qui ne mit pas davantage en doute ce lien de famille et en déduisit qu'il était "probablement assez éloigné, septième ou huitième cousin".

Ci-dessous vous trouverez des extraits de l'ensemble des articles consultables sur Internet auxquels j'ai fait référence pour rédiger ce document, ainsi que leurs sources.

Nous voilà donc venu à bout de cette fausse information (Fake news) colportée sur le Net, qui était uniquement destinée à discréditer le témoignage d'Aaron Russo, et à rendre caducs les propos que lui avait tenus Nicholas Rockefeller, qui établissaient la responsabilité des Rockefeller et d'un clan de l'oligarchie dans la planification du 11 septembre 2001 et les guerres qui s'en suivront.

S'agissant de l'accusation de fraude fiscale portée contre Aaron Russo, là ce fut beaucoup plus facile de la démonter. En effet, dans cette vidéo à 12"34' figurait un article du New York Times qui faisait référence à cette affaire. Il était daté du 14 juin 1994, et était intitulé Hight Court closing tax loophole retroactivetly. Ensuite je n'eus plus qu'à télécharger cet article et à traduire en français la partie qui nous concernait pour savoir qui avait menti d'Aaron Russo ou de ses détracteurs.

Ce que vous allez lire est stupéfiant.

Il était écrit noir sur blanc que le Congrès des Etats-Unis avait parfaitement le droit de voter une nouvelle loi fiscale et de l'imposer rétroactivement aux Américains, ou de déclarer illégale la loi qu'il avait adoptée précédemment, et sous prétexte qu'elle comportait une faille juridique dont auraient profité certains américains, d'exiger qu'ils s'acquittent de la différence ou

du montant correspondant à cette faille, qui plus est en leur imposant des pénalités et des intérêts couvrant la période entre l'adoption des deux lois.

Imaginez qu'en décembre 2018, l'Assemblée nationale s'aperçoive soudainement qu'une loi adoptée en 2008 et appliquée depuis comportait une faille permettant à une catégorie de Français de bénéficier d'un abattement fiscal, et qu'elle corrigeait cette loi 10 ans plus tard en indiquant que cette catégorie de Français n'aurait pas dû y avoir le droit et de la rendre rétroactive. C'est-à-dire qu'elle décide de leur appliquer cette nouvelle loi en exigeant qu'ils règlent au fisc la somme correspondant à cet abattement fiscal de 2008 à 2018. Mieux encore, en leur imposant des pénalités de retard et des intérêts couvrant toute cette période. C'est comme si demain on vous disait : Depuis 2008 vous avez été imposé à hauteur de 10% de vos revenus, nous avons commis une erreur, vous auriez dû être imposé à hauteur de 15%, et qu'on exige que vous payiez la différence sur les 10 dernières années écoulées, plus des pénalités de retard parce que vous ne les avez pas payés, plus des intérêts. Par exemple, si vous aviez payé 1.000 euros d'impôt par an pendant dix ans, et bien on vous réclamerait 50 euros multipliés par 10 ans, soit 500 euros plus les pénalités de retard et les intérêts.

Pour faire bref, Aaron Russo était négociant en or et en argent, et une loi exonérait partiellement de taxe les négociants, sans préciser que les négociants en métaux précieux en étaient exclus, donc il crut que cette loi s'appliquait à son négoce et il s'abstint de régler cette taxe.

Incroyable, mais vrai, la preuve.

High Court Backs Closing Tax Loophole Retroactively by Linda Greenhouse - New York Times 14 June 1994

The United States Supreme Court ruled today that Congress did not violate the Constitution when it closed a tax loophole retroactively in 1987 and collected back taxes from those who had relied on the original provision. (...)

In the tax case, Justice Harry A. Blackmun's opinion for the Court was a broad vindication of Congressional authority. "Tax legislation is not a promise, and a taxpayer has no vested right in the Internal Revenue Code," Justice Blackmun wrote.

He said that retroactive tax legislation did not violate due process as long as the Congressional purpose "was neither illegitimate nor arbitrary." In a concurring opinion, Justice Antonin Scalia said that the Court's reasoning "guarantees that all retroactive tax laws will henceforth be valid."

La Cour suprême des États-Unis a déclaré aujourd'hui que le Congrès n'avait pas violé la Constitution en supprimant rétroactivement une faille fiscale en 1987 et en percevant des arriérés d'impôts auprès de ceux qui s'étaient basés sur la disposition initiale.

(...)

Dans l'affaire fiscale, l'avis rendu par le juge Harry A. Blackmun à la Cour consista à confirmer et justifier la décision du Congrès. "La législation fiscale n'est pas une promesse et un contribuable n'a aucun droit acquis dans l'Internal Revenue Code", a écrit le juge Blackmun.

Il a ajouté que la législation fiscale rétroactive ne violait pas les garanties d'une procédure régulière tant que l'objectif du Congrès "n'était ni illégitime ni arbitraire". Dans une opinion concordante, le juge Antonin Scalia a déclaré que le raisonnement de la Cour "garantit que toutes les lois fiscales rétroactives seront désormais valables".

https://www.nytimes.com/1994/06/14/business/high-court-backs-closing-tax-loophole-retroactively.html

LVOG - "Désormais" a dit le juge mafieux Scalia, on est donc en droit d'en déduire que ce n'était pas le cas jusqu'à ce verdict, et que ce jugement ferait jurisprudence, bref, un cran de plus dans la tyrannie du régime ploutocratique sous Bill Clinton venait d'être franchi.

Les documents et sources des données qui m'ont servi pour rédiger cet article.

Les accusations portées contre Aaron Russo.

- Aaron Russo - rationalwiki.org

Aaron Russo (February 14, 1943–August 24, 2007) was an American filmmaker, political activist, tax evader and charlatan.

Aaron Russo (14 février 1943 - 24 août 2007) était un réalisateur, activiste politique, évadé fiscal et charlatan américain.

https://rationalwiki.org/wiki/Aaron_Russo

Nicholas Rockefeller n'aurait aucun lien avec la famille Rockefeller...

- Why the Conspiracy Theories Are Bullsh*t. - conspiracytheoriesarebullshit.blogspot.com 2009

Claim: Aaron Russo was told by Nick Rockefeller, allegedly of the Rockefeller family...

Nick Rockefeller - Google - the only info about this guy anywhere on the internet comes from Aaron Russo himself! Nick's a nobody, he's neither powerful nor important -- the only reliable info anyone has found is that he's a lawyer who does business in China and has served on some international think tanks -- nowhere does it even indicate that he is a member of the Rockefeller family.

Déclaration: Nick Rockefeller ferait partie de la famille Rockefeller, aurait affirmé Aaron Russo...

Nick Rockefeller - Google - la seule information sur ce type n'importe où sur Internet provient de Aaron Russo lui-même! Nick n'est personne, il n'est ni puissant ni important - la seule information fiable que quiconque ait trouvé est qu'il est un avocat qui fait des affaires en Chine et a siégé à des groupes de réflexion internationaux - rien n'indique même qu'il soit membre de la Famille Rockefeller.

http://whytheconspiracytheoriesarebullshit.blogspot.com/2009/04/debunking-bullshit-aaron-russo-and.html

Vraiment, Nicholas Rockefeller serait quelqu'un d'insignifiant ? La preuve du contraire.

- Member of Advisory Board, RAND Center for Asia Pacific Policy - bloomberg.com

Mr. Nicholas Rockefeller has served as the company Director since February 1999. Mr. Rockefeller is an attorney with the law firm of Troop Meisinger Steuber Pasich Reddick & Tobey, LLP, and has been with the firm since June 1997, prior to which he was engaged in the private practice of law for ten years. Mr. Rockefeller also serves as a Managing Principal of the Rockvest Development Group and its affiliate, the Rockefeller International Fund, which supervises investments...

Membre du conseil consultatif du Centre RAND pour la politique en Asie-Pacifique M. Nicholas Rockefeller est administrateur de la société depuis février 1999. M. Rockefeller est avocat au cabinet d'avocats Troop Meisinger Steuber Pasich Reddick & Tobey, srl a exercé le droit à titre privé pendant dix ans. M. Rockefeller est également directeur général du Rockvest Development Group et de son affilié, le Rockefeller International Fund, qui supervise les investissements...

https://www.bloomberg.com/research/stocks/private/person.asp?personId=759648&privcapId=21813173&previousCapId=52612471&previousTitle=CSIP%2520Group

La liste des administrateurs.

https://www.bloomberg.com/research/stocks/private/committees.asp?privcapId=21813173

Nicholas Rockefeller serait un simple avocat, pas vraiment riche. La preuve du contraire.

- International Business; Asian Luxury Hotel Is Near a Rare Sale par Waye Aenold - New York Times August 3, 1999

Surya Semesta Internusa, a company controlled by the Suriadjaya family of Indonesia, plans to sell the 500-room Melia Bali hotel to Trenwith Holdings Ltd. for approximately $50 million, one of the informants said. Trenwith is a joint venture 70 percent owned by Rockvest Development, a Rockefeller trust controlled by Nicholas Rockefeller, a California lawyer.

Surya Semesta Internusa, une société contrôlée par la famille indonésienne Suriadjaya, prévoit de vendre l'hôtel Melia Bali de 500 chambres à Trenwith Holdings Ltd. pour environ 50 millions de dollars, a déclaré l'un des informateurs. Trenwith est une coentreprise détenue à 70% par Rockvest Development, une fiducie Rockefeller contrôlée par Nicholas Rockefeller, un avocat de Californie.

https://www.nytimes.com/1999/08/03/business/international-business-asian-luxury-hotel-is-near-a-rare-sale.html

Nicholas Rockefeller ne ferait pas partie de la famille Rockefeller. La preuve du contraire.

- Confusion stymies plans for Shanghai project by James T. Areddy, The Wall Street Journal - Chicago Tribune October 5, 2005 Shangaï

The planned Peninsula Shanghai -- a $361 million, L-shaped, 250-room hotel -- is a major part of the area redevelopment but is technically distinct from the Rockfeller Group master plan that abuts it. The hotel's builders have faced challenges over the Peninsula's height, but the project has moved on a faster track than the Rockefeller Group work.

The Rockefeller Group couldn't get its project off the ground. Relations quickly grew rocky between Rockefeller Group and New Huang Pu Group Co., the government-owned concern assigned to be the group's partner.

Stirring further confusion about Rockefeller Group in the minds of some government officials earlier this year was the arrival of one Nicholas Rockefeller, a Los Angeles attorney, who says he appealed to Shanghai Mayor Han Zheng to take over the project. He says he suggested to the mayor that his name would make it easy to adjust any contracts.

Nicholas Rockefeller declined to say where in the Rockefeller family he fits. But the family's patriarch, David Rockefeller, said through an associate that he doesn't recall ever meeting Nicholas. The relationship "is probably quite distant, seventh or eighth cousins," according to the associate, Peter Johnson.

Le Peninsula Shanghai prévu - un hôtel de 250 chambres en forme de L d'une valeur de 361 millions de dollars - constitue une partie importante du réaménagement de la zone, mais il est techniquement distinct du plan directeur du groupe Rockefeller qui le contemple. Les constructeurs de l'hôtel ont été confrontés à des défis liés à la hauteur de la péninsule, mais le projet a évolué plus rapidement que les travaux du groupe Rockefeller.

Le groupe Rockefeller n'a pas pu concrétiser son projet. Les relations entre Rockefeller Group et New Huang Pu Group Co., la société appartenant au gouvernement appelée à être le partenaire du groupe, se sont rapidement dégradées. L'arrivée d'un avocat de Los Angeles, Nicholas Rockefeller, qui a lancé un appel au maire de Shanghai, Han Zheng, a suscité une certaine confusion dans l'esprit du groupe Rockefeller. Il dit avoir suggéré au maire que son nom faciliterait l'ajustement des contrats.

Nicholas Rockefeller a refusé de dire où il se situe dans la famille Rockefeller. Mais le patriarche de la famille, David Rockefeller, a déclaré par l'intermédiaire d'un associé qu'il ne se souvenait pas avoir jamais rencontré Nicholas. La relation "est probablement assez éloignée, septième ou huitième cousins", selon l'associé, Peter Johnson.

https://www.chicagotribune.com/news/ct-xpm-2005-10-09-0510090546-story.html

LVOG – Ni Peter Johnson, ni David Rockefeller n’ont remis en cause la filiation de Nicholas Rockefeller à la famille Rockefeller sans fournir d’autres précisions, on comprend pourquoi. Fermer le ban.

Haut de page

Le 7 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (4 pages)

Ce mardi 6 novembre je rajoute quelques mots à la causerie d'hier après avoir changé l'image qui illustre l'actualité politique et sociale.

Depuis le passage à l'impérialisme il y a plus d'un siècle, le pouvoir n'a cessé de glisser des institutions politiques aux institutions financières.

Ce n'est pas place de la République qu'il faut aller manifester contre la politique ultra réactionnaire de Macron ou contre la guerre, car cela ne dérangera pas les bourgeois, mais devant la Bourse, car c'est l'oligarchie qui dicte cette politique et fomente les guerres.

Quant à l'Elysée et à l'Assemblée nationale, nous irons y manifester uniquement quand le moment sera venu de les prendre d'assaut et de s'emparer du pouvoir politique pour instaurer une République sociale et nous débarrasser du capitalisme.

Les opportunistes se réclament de Jean Jaurès depuis un certain temps, quand cela les arrange seulement, sinon ce ne seraient

pas des opportunistes. Bien que ce ne soit pas mon cas, on va leur rafraîchir la mémoire en lui donnant la parole, l'une de ses dernières prononcée le 31 juillet 1914, le jour de son assassinat : «[…] *Chez nous en France, on travaille de toute force à déclencher une guerre dont le but est de satisfaire des velléités écoeurantes et parce que les bourses de Paris et de Londres ont spéculé à Petersbourg […]; on cherche la guerre qu'on attise depuis longtemps.*» (Extrait de *La falsification de l'histoire : Un moyen de maintenir le pouvoir impérial*, document disponible dans cette page au format pdf.)

Qu'il n'en tira pas toutes les conclusions politiques qui s'imposaient déjà depuis une décennie, c'est évident, après il n'en eut plus l'occasion. Remarquez bien qu'il ne fut pas le seul dans ce cas-là, puisque pratiquement l'ensemble mouvement ouvrier s'embourba dans les tranchées de l'union nationale pour n'être sauvé provisoirement et pendant une courte période que grâce à la révolution russe de 1917, dont nous nous réclamons à juste titre, puisque c'est elle grâce à Lénine et Trotsky qui permit de maintenir à flot le drapeau du socialisme pour nous le transmettre. Vous aurez compris à cette occasion, que ne pas s'en réclamer revient à tourner le dos au socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Je vais collecter les infos d'hier sur le Net et j'arrête de bosser pour aujourd'hui.

La causerie du jour, Pondichéry 15h.

J'ai préparé une causerie et quelques infos, mais comme elle est très longue, elle ne sera prête que demain midi, le temps d'y mettre la dernière main et de la formater. Pour patienter j'en publie le début.

C'est le 23 décembre qu'arriva l'échéance du renouvellement de l'abonnement du portail au serveur qui l'héberge. Pour les 3 années à venir, cela représente la somme de 86 euros. Je n'ai encore pris aucune décision et vous allez comprendre tout de suite pourquoi.

Je me demande encore si je vais continuer seul cette activité sur le Net, car chaque info dont on prend connaissance doit être systématiquement et minutieusement analysée, tant les sources d'erreur ou de manipulation se sont multipliées, c'est délirant !

On en est arrivé au point où il faut systématiquement vérifier chaque information transmise par les médias ou d'autres sources publiant des articles sur Internet, et il est impératif de cerner qui en est à l'origine pour avoir une petite idée sur les intentions de son auteur ou dans quelle direction il voulait nous entraîner, ce qu'il voulait qu'on retienne de cette lecture, sans oublier de se demander ce qui manquait dans son article et de se poser la question pourquoi. Ensuite seulement, après avoir épuisé toutes les hypothèses et vérifié chaque supposition ou déduction qui nous étaient venues à l'esprit, à force de recoupements et de vérifications des sources, disposant de preuves matérielles solides et incontestables, on peut conclure et se dire : voilà ce qui s'est réellement passé, tu vas enfin pouvoir y faire référence ou le publier sans prendre le moindre risque !

C'est dingue, et à chaque instant on doit faire preuve de la plus grande vigilance qui soit, la moindre distraction ou inattention peut être fatale, car on n'imagine pas ce qu'ils peuvent inventer ou de quoi ils sont capables. Il ne faut jamais oublier qu'on peut se retrouver en présence d'illusionnistes, de faussaires, de mythomanes, de menteurs professionnels, de psychopathes aussi, journalistes, chroniqueurs, écrivains, historiens, économistes, "experts" en tout genre, dirigeants politiques ou simples citoyens anonymes qui véhiculent une idéologie, et qui se foutent généralement des faits ou de la réalité qu'ils triturent dans tous les sens, de la vérité, rares sont ceux qui annoncent la couleur et qui font preuve de rigueur, qui ne privilégient pas leur engagement ou leurs idées au détriment des faits, et encore plus rares sont ceux qui corrigent publiquement leurs erreurs, qui manifestent une honnêteté absolue, bref, c'est épuisant car on y passe un temps fou.

De plus, même si on sait pourquoi généralement ou on peut l'imaginer, on se demande toujours comment cela est-il possible de la part de gens censés évolués d'agir ainsi, quel plaisir cela peut leur procurer de tromper les autres de la sorte, quel sens ils donnent à leur vie. Cela nous dépasse ou surprend quelqu'un de normalement constitué ou de mentalement équilibré qui a ou croit en des valeurs, des principes progressistes ou humanistes.

Totalitarisme. Fabrication du consentement. Qui a dit ?

- "Comme souvent dans les sondages, la réponse dépend fortement de la manière dont est posée la question."

Réponse : Un aveu du média-oligarque Libération dans l'article du 2 novembre 2018 intitulé *40 % des Français favorables à un régime autoritaire ?*

Extrait du courriel reçu de la nouvelle Consule de France à Pondichéry.

- *Chers compatriotes, chers amis de la Communauté française,*

(...)

Ce mois de novembre revêt un caractère très particulier, puisque nous allons commémorer le centenaire de l'Armistice de 1918. Ce devoir de mémoire est une responsabilité collective, car il est le fondement du vivre ensemble aujourd'hui, et demain.

C'est le sens du Forum de Paris pour la Paix auquel le Président de la République Française convie les chefs d'Etat et de gouvernement de la planète pour que ce centenaire de l'armistice du 11 novembre 1918 soit l'occasion d'une réflexion sur la gouvernance mondiale.

Gageons qu'elle fait partie de la macronie, son langage en est tout imbibé comme vous pouvez le constater.

Ceux, qui parmi nous ont sous-estimé systématiquement pendant des décennies ou voire davantage, notamment les discours tenus par des chefs d'Etat occidentaux situant leur politique dans la perspective de l'instauration, je cite, d'un nouvel ordre mondial, qui n'ont pas cessé de nier farouchement cette réalité pendant plus d'un demi-siècle, veuillent bien se raviser et cesser d'induire en erreur les militants et les travailleurs avec leurs théories foireuses, leurs stratégies inadaptées à la situation.

Non, tous les militants qui tiennent compte de ce facteur et l'évaluent à sa juste valeur ne sont pas des adeptes de théories du complot, concept inventé par la CIA dans la fin des années 50 je crois. Cessez de tenir ce discours digne de l'Inquisition ou des pires dictatures, copié sur ceux qui l'emploient au gouvernement, à LREM ou dans les médias, à seule fin de discréditer les opposants au régime ou des dissidents de la gauche et de justifier la censure dont ils font l'objet.

Si nous sommes à l'aube de l'établissement d'une "gouvernance mondiale" totalitaire, il est impardonnable de ne pas l'avoir identifiée comme telle, de ne pas s'y être préparés pour l'affronter, car cela fait déjà des lustres que ce modèle de société tyrannique existait aux Etats-Unis, de très nombreux témoignages le prouvaient amplement pour qu'on prenne à temps la mesure de cette menace qui pesait sur l'avenir de la civilisation humaine. On a aussi négligé que le cours de la lutte des classes aux Etats-Unis serait capital pour l'évolution de la lutte des classes dans chaque pays ou qu'elle déterminerait son orientation ou son avenir...

Nous appelons les militants des partis qui se définissent comme l'avant-garde du mouvement ouvrier, de se doter de dirigeants qui intègrent ce facteur dans leurs analyses de la situation nationale et mondiale et qui en fassent l'axe de leur combat politique... Sinon, à quoi bon prétendre lutter contre Macron et le totalitarisme.

J'ai entièrement rédigé ce passage et le suivant d'une traite ce matin, je le précise en me disant qu'ils doivent pouvoir être améliorés...

Le parlementarisme connut trois périodes caractérisées par le républicanisme, l'affairisme et le lobbying.

- Le parlementarisme républicain vécu jusqu'à son effondrement, de la révolution bourgeoise ou de l'avènement du capitalisme jusqu'au stade de l'impérialisme... Il ne survécut pas à la Première Guerre mondiale ou il ne devait pas s'en remettre à l'issue de cette épreuve...

- Le parlementarisme affairiste lui succéda une fois les partis ouvriers totalement corrompus ; les deux premières périodes se chevauchèrent un temps sous la IVe République en France, ce qui se manifesta par son instabilité, de la même manière que les deux dernières devaient se combiner sous la Ve République jusqu'à l'élection de Hollande en 2012 en France, ce que confirma magistralement l'élection de Macron en 2017.

- Le parlementarisme lobbyiste le supplanta quand les partis ouvriers se disloquèrent et disparurent des institutions (Etats-Unis) ou la lutte des classes fut neutralisée, marquant ainsi la fin de la République. Il faudrait préciser que la lutte des classes continue mais sans constituer une réelle menace pour le régime totalitaire en place ou qui se met en place selon les pays. Et la lutte des classes fut neutralisée parce que la classe ouvrière n'était pas parvenue à se doter d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Ce qui distingue l'affairiste du lobbyiste, c'est que l'affairiste peut pencher à droite ou à gauche (très peu) en fonction de l'évolution de la lutte des classes dont il subit l'influence bien malgré lui, tandis que le lobbyiste penchera toujours à droite.

Le lobbyiste, c'est un affairiste qui a réussi, qui est devenu riche ou millionnaire ; les congressistes américains le sont pratiquement tous. Les affairistes votent des lois qui leur permettent de s'enrichir, sinon ils se font acheter par des lobbies, et ainsi ils deviennent eux-mêmes des lobbyistes par la suite, c'est ainsi que les lobbyistes succèdent aux affairistes au pouvoir.

Dans ces conditions, sous le parlementarisme lobbyiste plus aucune loi progressiste ou sociale ne sera plus jamais adoptée, et la société sera vouée à régresser sans cesse sur le plan social jusqu'à sa privatisation totale, totale, comme totalitaire ou totalitarisme.

C'était relativement accessible à nos dirigeants bac +7, non vous ne trouvez pas ? Vous ne trouvez pas qu'il serait temps de les remplacer ?

Haut de page

Le 8 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai été obligé de diviser en deux parties la causerie que j'avais prévu de publier parce qu'elle était trop volumineuse. De plus je l'ai complétée dans la journée. La seconde partie demain. Je n'ai même pas eu le temps de me connecter à Internet aujourd'hui. On fait ce qu'on peut.

- Au format pdf (12 pages)

Les infos en bref et les articles de médias divers que j'ai reproduis dans les causeries ont servi au cours de ces dix dernières années à étayer, vérifier, confirmer, corriger, affiner, ma théorie et ma stratégie politique ou plus généralement l'orientation politique que je défendais, à montrer aux lecteurs que le matérialisme dialectique était un instrument irremplaçable pour analyser la situation afin d'éviter de sombrer dans le gauchisme ou l'opportunisme, et garder le cap vers le socialisme.

Vous avouerez qu'on ne pouvait pas imaginer une épreuve plus implacable, impartiale, transparente comme il est de bon ton de dire chez ceux qui ont des choses inavouables à nous cacher, je préfère le terme de loyauté. Car j'ai pris à témoin les lecteurs ou je leur ai fait partager cette expérience, je ne les ai jamais pris en traître, je ne les ai jamais flatté ou je ne leur ai rien épargné non plus, parce que j'estimais qu'on n'était là pour se raconter des histoires, ce qu'apparemment ils ont mal vécu ou compris.

Ils ont pu vérifier eux-mêmes la véracité de ma démarche et de mes analyses, et que je ne cédais absolument rien à la réaction et à ceux qui la ménageaient ou qui en étaient les complices en se présentant sous de faux masques.

Etant totalement isolé et n'étant pas un intellectuel, il me faut forcément du temps et fournir énormément d'efforts pour mettre de l'ordre dans mes idées et les vérifier une par une, ce qui se traduit obligatoirement quand on les livre quasi quotidiennement à des approximations et bien des erreurs qui seront corrigées par la suite. Car il en passe du temps avant de se forger une solide conviction ou de parvenir autant que faire se peut à épuiser un sujet, parfois même avant d'adopter une position ou une caractérisation précise ou définitive. Entre temps on se livre à une intense réflexion qui peut nous entraîner dans des directions opposées ou hasardeuses aussi, de sorte qu'on ignore ce qui en sortira à l'arrivée, on en a bien malgré tout une petite idée, mais on ne peut s'y fier tant qu'elle demeure inachevée ou présente des lacunes ou qu'on n'a pas épuisé toutes les hypothèses ou questions qui nous sont venues à l'esprit, du coup ce que livre généralement dans les causeries correspond davantage à ce processus de maturation en cours plutôt que ses conclusions qui viendront le moment voulu.

Je suis un peu comme un chercheur qui prendrait le risque de communiquer les conclusions provisoires auxquelles il serait parvenu à chaque étape de ses travaux , et que des gens mal intentionnés ou manquant singulièrement de discernement jugeraient et critiqueraient, sans tenir compte qu'il avait spécifié qu'il ne leur avait pas encore livré ses conclusions définitives, et qui ne tiendraient jamais compte de ces dernières par la suite, leur jugement était catégorique et définitif, la plupart du temps sans jamais rien n'avoir étudié eux-mêmes sérieusement, état d'esprit qui fera d'eux des candidats potentiels idéals aux manipulations de la réaction que certains colporteront à leur tour ensuite.

Maintenant quand j'observe l'attitude des lecteurs à mon égard, qui ne suivent pas forcément les causeries au jour le jour, j'en suis arrivé à la conclusion que leur jugement se focalisait de préférence sur une étape de ce processus qu'ils prennent en cours de route et qu'ils confondent avec ses conclusions. Car, s'il en était autrement, ils s'apercevraient que les idées que je développe concordent avec les faits qui sont portés à leur connaissance quotidiennement, ainsi que l'orientation ou l'évolution de la société, du capitalisme qui en quelque sorte confirme mon analyse, pas au détail près, mais de manière générale, au point même que j'ai pu montrer que très souvent mes pronostics s'étaient avérés exacts.

Nos dirigeants possèdent la vérité révélée. Quand on les interroge, spontanément, en un éclair la réponse jaillit de leur esprit et ils vous la livrent, et désormais elle aura le statut de vérité parfaite, absolue, définitive que tous les militants seront priés d'adopter sous peine d'être méprisé, ridiculisé, isolé, marginalisé, exclus.

Et bien je ne fonctionne pas de cette manière-là, désolé, et je refuse de me plier à cette stupéfiante prétention qui fait terriblement penser au mécanisme de la fabrication du consentement destiné à contrôler les consciences et à faire de ses adeptes, des esclaves ou serviteurs dépourvus d'esprit critique ou incapables de penser librement par eux-mêmes d'un régime tyrannique ou totalitaire. Durant son existence, le mouvement ouvrier a rarement connu un autre fonctionnement, ce qui explique en grande partie sa faillite.

Moi aussi j'ai milité autrefois dans une organisation, trotskyste, et ce que j'évoque correspond à ce que j'ai vécu, j'ai eu l'occasion

d'en parler dans plusieurs causeries. Depuis cette époque, à la fin des années 70, absolument rien n'a changé, aucun dirigeant des différents courants qui se réclamant du trotskysme n'a progressé ou rompu avec cette méthode, dans le cas contraire cela se saurait, n'est-ce pas, il se serait manifesté ici puisqu'on leur en avait fourni l'occasion, or tel n'a jamais été la cas.

Peu de temps avant son assassinat par un agent de Staline, Trotsky assista au début de la dislocation d'une des principales organisations trotskystes aux Etats-Unis. Je ne me souviens plus si elle a totalement disparu ou si elle existe encore à l'état décomposé, peu importe, toujours est-il que l'avant-garde du mouvement ouvrier américain qui était organisée dans l'embryon de IVe Internationale dégénéra sous les coups portés par le stalinisme et la Seconde Guerre mondiale, du new deal et du crédit bon marché qui corrompit le prolétariat, et ils ne s'en remirent jamais. Certains de ses dirigeants rejoignirent le parti républicain ou démocrate, tandis que les autres cessèrent définitivement le combat politique ou disparurent sans laisser de trace, rares sont ceux qui manifestèrent leur fidélité au socialisme, une poignée seulement peut-être, et aucun apparemment ne parvint à en transmettre intact l'héritage aux générations suivantes de militants ou de travailleurs et cela dure depuis 70 ans.

En France nous avons assisté au même processus qui fut plus lent, il devait se réaliser à un rythme différent. Tout le monde sait que, ce que les Américains produisent se transmet ou est exporté dans le reste du monde avec un certain décalage dans le temps, qu'ils s'agissent de modes, de culture ou de moeurs, et bien ce fut la même chose pour la politique. Ils ont eu Reagan au milieu des années 80, nous nous avons eu Macron 37 ans plus tard, et comme c'est parti, si les militants ne réagissent pas à temps, c'est-à-dire immédiatement, ce qui reste aujourd'hui de l'avant-garde à présent déjà disloquée, achèvera sa décomposition et disparaîtra à son tour, et nous nous retrouverons en France avec une société qui sera le clone ou la reproduction exacte de la société dégénérée américaine et bien pire encore, tyrannique, car aux Etats-Unis, avec le consentement des Américains dorénavant totalement dépendants de l'organisation financière mafieuse qui a pris le contrôle des institutions et de tout le pays ou ne disposant plus d'aucun droit social ou politique, l'espoir d'un changement politique ou de société à long terme est quasiment nul.

Encore une fois et je terminerai par là, ce n'est pas moi qui l'affirme, ce sont les faits qui nous amènent à cette effrayante conclusion, que les militants refusent d'admettre suivant docilement des dirigeants faillis ou corrompus qui le nient, alors que c'est en train de se dérouler sous nos yeux. Je les appelle à réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Le mouvement ouvrier américain et son avant-garde se sont tellement discrédités aux yeux des intellectuels et des classes moyennes, qui furent autrefois à l'origine de la fondation des partis ouvriers, qu'ils sont livrés à eux-mêmes sans direction, tandis qu'un nombre grandissant d'intellectuels américains ayant rompu avec le parti démocrate du groupe Bilderberg demeurent incapables à ce jour de renouer avec les masses et le socialisme, alors que c'est là que réside la clé pour envisager sérieusement la perspective d'un changement de régime aux Etats-Unis, dans un premier temps, la refondation du mouvement ouvrier sur cette base.

Dans quel monde vivons-nous ? Quelques documents et faits d'actualité pour étayer mes propos.

Chaque fois il s'agit d'extrait d'article.

Le complexe industriel militaro-humanitaire se drape de vertu pour étendre l'hégémonie occidentale par Tomasz Pierscionek – Le 4 octobre 2018 – Source RT - Le Saker Francophone

Shakespeare a écrit un jour que le diable est capable de citer les Écritures quand il y va de son intérêt. Aujourd'hui, ce sont les termes « humanitaire » et « démocratie » qui servent à couvrir les morts et les destructions.

Des mots respectables comme « humanitaire » et « démocratie » ont fini par prendre un sens funeste et cynique du fait de leur détournement pour justifier l'invasion de nations souveraines, et promouvoir l'expansion de la domination militaire et culturelle occidentale à travers le monde. Les médias grand public ainsi que des militants des droits de l'homme y participent en diffusant des contre-vérités et en jouant sur les sentiments de peur, de colère et de répulsion du public pour l'influencer et faire passer pour juste une agression contre un État souverain. Source RT - Le Saker Francophone

LVOG - Effectivement, pratiquement tous les partis du mouvement ouvrier se sont associés à ces opérations montées par le "complexe industriel militaro-humanitaire", ce dont leurs dirigeants se gardent bien de révéler à leurs militants...

Make America first poor rich country par Umair Haque – Source Medium.com 24 mai 2018 - Le Saker Francophone

(Article intégral - LVOG)

Les États-Unis sont le premier pauvre pays riche.

Comment l'effondrement du pays crée une nouvelle sorte de pauvreté.

Examinons les statistiques suivantes. L'Américain moyen ne peut pas réunir 500 dollars en cas d'urgence. Un tiers des Américains n'ont pas les moyens de se nourrir, de se loger et de se soigner. Les soins de santé pour une famille coûtent maintenant 28 000 dollars, soit environ la moitié du revenu médian de 60 000 dollars.

À elles seules, bien sûr, les statistiques ne disent pas grand-chose. Mais prises ensemble ces données en disent long. L'histoire qu'elles commencent à raconter est la suivante.

Les États-Unis, semble-t-il, sont en train de devenir quelque chose comme le premier pauvre pays riche du monde. Et c'est le genre de sujet que nous ne saisissons pas bien. Après tout, l'autoritarisme et l'extrémisme ne surgissent pas dans des sociétés prospères, mais dans des sociétés en difficulté, qui s'appauvrissent de plus en plus, comme l'Amérique d'aujourd'hui. Qu'est-ce que je veux dire par tout ça ?

Commençons par ce que je ne veux pas dire. Je ne parle pas de pauvreté absolue. Les Américains ne vivent pas avec quelques dollars par jour, comme les gens en Somalie ou au Bangladesh par exemple. Le revenu médian de l'Amérique est toujours celui d'un pays riche, autour de 50 000 $, selon la façon dont il est compté. Je ne parle pas non plus de pauvreté relative, c'est à dire les personnes vivant sous le revenu médian. Même si c'est un problème croissant aux États-Unis, parce que la classe moyenne est en train d'imploser, ce n'est pas le vrai problème auquel ces chiffres font allusion non plus.

L'Amérique semble être à l'avant-garde d'un nouveau type de pauvreté. Un phénomène pour lequel nous n'avons pas encore de nom. C'est quelque chose comme vivre au bord du gouffre, être constamment au bord de la ruine, à un petit pas de la catastrophe et du désastre, avec toujours un risque de passer à travers les mailles du filet. Cette pauvreté a deux composantes – une inflation massive pour les frais de première nécessité de la vie, associée à un risque écrasant et asymétrique. J'y reviendrai tout à l'heure.

L'Américain moyen a un revenu relativement élevé, celui d'une personne dans un pays dit riche. Seulement ce revenu ne lui permet pas d'aller très loin. La plus grande partie est dévorée en essayant de se payer les premières nécessités de la vie. Nous avons déjà vu à quel point les coûts des soins de santé sont élevés. Mais il y a aussi l'éducation, le transport, les intérêts et le loyer. Il y a les médias et les communications. Il y a la garde d'enfants et les soins aux personnes âgées. Toutes ces choses réduisent l'Américain moyen à vivre constamment au bord de la ruine, à juste un mois de salaire de la pénurie, à une urgence près de tout perdre.

Ce n'est pas le cas pour les collègues occidentaux. En Europe, au Canada et même en Australie, la société investit dans toutes ces choses – et les coûts des produits de première nécessité sont réglementés. Par exemple, je paie 50 dollars pour le haut débit et la télévision à Londres mais 200 dollars pour la même chose à New York alors qu'à Londres j'obtiens des médias beaucoup plus nombreux et de meilleure qualité pour mon argent (même en incluant des merdes américaines comme Ancient Aliens). Ce sont les bénéfices de la réglementation. Et lorsque des biens de base comme les soins de santé, les soins aux personnes âgées ou l'éducation sont fournis et gérés à l'échelle sociale, c'est là qu'ils sont les moins chers, et souvent de meilleure qualité. Ainsi, les soins de santé coûtent beaucoup moins cher à Londres, Paris ou Genève – et l'espérance de vie est également plus longue.

Donc, si vous gagnez 50 000 $ aux États-Unis, c'est une chose très différente que de gagner 50 000 $ en France, en Allemagne ou en Suède. En Amérique, vous devez payer très cher pour l'essentiel de la vie, les produits de première nécessité. Ainsi, les revenus s'étendent beaucoup plus loin dans d'autres pays, qui jouissent d'une qualité de vie nettement supérieure, même si les gens y gagnent à peu près le même montant, car ils paient beaucoup moins pour les produits de première nécessité. Les Américains sont riches, mais seulement en théorie ; leur argent n'achète pas autant que leurs pairs en occident, là où c'est le plus important, c'est-à-dire les services de base.

Que se passe-t-il lorsque les sociétés ne comprennent pas tout ceci ? Eh bien, une chose étrange est arrivée à l'économie américaine. S'il est vrai que les téléviseurs et les playstations sont devenus moins chers, le coût de base de la vie a grimpé en flèche. Toutes les choses qui améliorent vraiment la qualité de vie des gens – les soins de santé ; les finances ; l'éducation ; les transports ; le logement, etc. – en sont venues à consommer une part tellement importante du revenu moyen des ménages qu'il leur reste peu d'argent à épargner, investir ou dépenser pour autre chose. Pire encore, alors que les produits de base ont connu une inflation massive, les salaires et les revenus (sans parler de l'épargne et des prestations, des filets de sécurité et des possibilités) ont stagné pour la plupart des gens. Il en résulte une économie, et une société, qui s'effondre.

Pourtant tout cela n'est que l'effet direct d'avoir donné, par exemple, le contrôle sur les médicaments à des fonds spéculatifs, ou le contrôle sur le logement, les soins de santé et l'éducation à d'autres spéculateurs. Ils vont bien sûr maximiser les profits, alors qu'investir socialement dans ces domaines, ou au moins les réglementer, minimise les coûts réels et en optimise l'accessibilité, le caractère abordable et la qualité.

Ainsi, l'Américain moyen, qui est laissé en plan, doit emprunter, emprunter, emprunter, emprunter, juste pour maintenir une qualité de vie décente, parce que le fait de donner au capitalisme le contrôle des éléments de base de la vie a provoqué une inflation massive et galopante des produits de première nécessité, tout en réduisant les revenus. Les soins de santé ne coûtaient pas la moitié du revenu médian il y a dix ans, c'est pourtant le cas maintenant. Que se passera-t-il lorsque, dans une décennie ou deux,

les soins de santé coûteront la totalité du revenu médian ? Comment une économie, et encore moins une société, peut-elle fonctionner de cette façon ?

Que se passe-t-il si l'Américain moyen franchit la ligne ? S'il manque un paiement hypothécaire, tombe malade et est incapable de payer quelques factures à temps, s'il ne peut pas payer les coûts des soins de santé ? Et bien ils sont punis sévèrement et sans pitié. Leur « cote de crédit » est abaissée. Ils peuvent facilement se retrouver à la rue, sans argent, sans seconde chance, sans accès à un quelconque recours ou soutien… Et puis ils sont rejetés, rejetés et ostracisés. Il se peut qu'ils n'aient plus d'adresse, alors qui les engagera ? Ils ne font plus partie de la société, ils sont passés à travers les mailles du filet et il est souvent presque impossible de retrouver son chemin. Risque asymétrique ; les entreprises, les lobbies et les banques ne supportent aucun risque, précisément parce que l'Américain moyen les supporte tous pour eux.

Ainsi, les Américains ne sont pas seulement absolument ou relativement pauvres, mais pauvres d'une toute nouvelle façon. Tout d'abord, les prix des produits de première nécessité ont explosé, au point qu'ils sont maintenant inabordables pour beaucoup de ménages, peut-être même pour la plupart. Deuxièmement, les Américains courent le risque de payer ces coûts inabordables dans une mesure extrême, en assumant les risques que les institutions devraient assumer, de sorte que ces risques sont aujourd'hui dramatiquement élevés. Une banque, un fonds de couverture ou une société peut faire faillite et liquider ses actifs, et ses propriétaires resteront riches, mais si la cote de crédit d'un Américain est abaissée, s'il perd son emploi, ne peut pas payer ses factures, ou même s'il se déclare en faillite, il tombe entre les mailles du filet, est poursuivi, embarqué, marqué institutionnellement au fer rouge. Il se retrouve en dehors de la société, avec peu de moyens pour y retourner. Il n'est donc pas étonnant que les Américains travaillent beaucoup plus dur que n'importe où ailleurs puisqu'ils ils sont toujours à un pas de tout perdre, de la ruine véritable, alors que leurs pairs dans les autres pays riches ne le sont pas.

Marx aurait probablement appelé ça une paupérisation. Les théoriciens néo-marxistes appellent cela la précarité. Et bien qu'il y ait du vrai dans ces deux idées et perspectives, je pense qu'elles passent à côté de trois points essentiels.

Nous ne voyons pas l'Amérique comme un pays pauvre, mais nous devrions commencer à le faire. Les Américains mènent une vie assez abyssale – courte, solitaire, malheureuse, pleine de travail, de stress et de désespoir, par rapport à leurs pairs. C'est parce qu'ils ne peuvent pas en avoir de meilleurs, le capitalisme prédateur associé à une mauvaise gestion économique des investissements sociaux ayant rendu les produits de base vitaux ruineusement inabordables. De cette façon, il s'agit effectivement d'un pays pauvre même s'il y a un petit nombre d'ultra riches, mais ils forment l'exception, sont atypiques par rapport à la normale. Parce que ce n'est pas n'importe quelle pauvreté, la pauvreté d'avant, ou même la pauvreté à laquelle nous avons l'habitude de penser.

L'Amérique est à l'avant-garde d'un nouveau type de pauvreté. Le genre de pauvreté qui s'est développé en Amérique n'est pas seulement bizarre et horrible, il est nouveau et invisible. Ce n'est pas quelque chose que nous comprenons bien, économistes, intellectuels, penseurs, parce que nous n'avons pas de bon cadre pour y réfléchir. Ce n'est pas la pauvreté absolue comme en Somalie, et ce n'est pas seulement de la pauvreté relative, comme dans les républiques bananières dorées. C'est une création uniquement américaine. Son capitalisme extrême rencontre le darwinisme social par le biais d'une autosuffisance robuste croisée avec une cruauté puritaine.

Le genre de pauvreté dont l'Amérique est pionnière d'aujourd'hui n'est pas absolue, ni même relative, mais quelque chose qui ressemble davantage à la pauvreté parfaitement accordée, à la pauvreté stratégique, à la pauvreté de base ; des gens nominalement aisés mais dont l'argent ne leur permet pas de vivre réellement bien, vivant constamment au bord de la ruine, et donc forcés de réprimer leur colère et de servir les systèmes mêmes qui les oppriment et les soumettent avec toujours plus d'indignité, de peur et de servilité.

L'Amérique est toujours innovatrice aujourd'hui. Malheureusement, ce qu'elle innove maintenant est une nouvelle forme de pauvreté. Pourtant, la pauvreté c'est de la pauvreté. Que se passe-t-il dans les sociétés où la pauvreté augmente ? L'autoritarisme augmente, car les gens perdent foi en la démocratie qui ne semble pas pouvoir leur offrir des contrats sociaux de travail. L'autoritarisme devient bientôt fascisme – « ce pays, cette terre, sa moisson, ce n'est que pour le vrai Volk » –, le cri monte, quand il n'y en a plus assez en circulation. Et le reste de cette histoire sombre et sinistre de chute dans l'abîme, vous devriez la connaître maintenant. Elle se termine par des mots que nous n'osons pas prononcer.

Pourtant, l'histoire nous l'a raconté à maintes reprises. Et elle nous la raconte, encore une fois, avec l'histoire de l'effondrement américain. Source Medium.com 24 mai 2018 - Le Saker Francophone

LVOG - On comprend mieux ce que signifie l'appauvrissement des classes moyennes dont on entend souvent parler... Pourquoi serait-ce si important d'en prendre conscience ?

Pardi, parce que cela change radicalement le regard qu'on portait sur elle jusqu'à présent ou les rapports qu'on leur prêtaient avec le régime, qui forcément vont se déliter de plus en plus ou craquent déjà de partout, cela signifie qu'il existe désormais une étroite fenêtre qui devrait s'agrandir sans cesse au travers de laquelle on pourra s'adresser à elles, parce qu'elles sont à la recherche d'une issue politique, ce qui n'était pas le cas il y a peu encore. Il faudrait qu'on soit plus précis pour déterminer

depuis quand exactement, 2008, bien avant, sans doute, et là aussi nous serions passés à côté ?

Le même processus se produira en France et ailleurs en Europe. Je l'avais pressenti ou devancé en indiquant dans des causeries qu'on devrait également s'adresser aux classes moyennes, vous en êtes témoins, n'est-ce pas ?

New York bat son record d'étudiants à la rue par Tyler Durden – Le 22 octobre 2018 – Source Zero Hedge - Le Saker Francophone

Selon une nouvelle étude, le nombre d'élèves sans-abri à New York a atteint un sommet historique pour l'année scolaire qui s'est terminée en juin.

L'augmentation du nombre d'enfants sans abri se passe à une époque où l'administration Trump proclame que nous traversons « la meilleure période économique de tous les temps ».

Les données du Centre d'assistance technique et éducative de l'État de New York pour les étudiants sans-abri (NYS-TEACHS), un projet des défenseurs des enfants de New York (AFC), ont révélé un nombre record de 114 659 étudiants hébergés en logements temporaires pendant l'année scolaire 2017-2018, une hausse de presque 3% par rapport aux 111 562 de 2016-17 ans.

Cela veut dire qu'environ 10 % de tous les élèves inscrits dans les écoles de New York sont sans abri. Ce chiffre choquant représente plus du double du taux de l'ère de la crise financière de 2007-2008. Des études gouvernementales ont montré que les élèves qui n'ont pas de domicile « sont moins susceptibles de satisfaire aux normes scolaires en lecture et en mathématiques et de terminer leurs études secondaires à temps », explique le New York Daily News.

Selon Newsy, un district scolaire du Bronx compte le nombre incroyable de 10 000 élèves sans abri. Dans une seule école, plus de 40 % des élèves étaient sans abri à un moment donné.

Les données recueillies par le bureau du contrôleur de la ville en mars, telles que rapportées par le New York Times, ont révélé une détérioration de la performance des étudiants sans-abri en raison du faible taux de fréquentation de l'école. Le rapport révèle aussi que le service de l'éducation de la ville a des difficultés à contacter les tuteurs légaux d'enfants sans-abri, en raison de leur déménagement constant d'un refuge à un autre. Source Zero Hedge - Le Saker Francophone

Effondrement en vue pour l'oligarchie par Dmitry Orlov – Le 22 octobre 2018 – Source Club Orlov - Le Saker Francophone

L'objectif du 0,01% est donc de maintenir le système financier et commercial à un niveau suffisant pour répondre adéquatement à ses propres besoins, sans ce préoccuper de ceux des autres, et de garder les politiciens dans leurs poches pour rendre cela possible. Quant au reste de l'humanité … eh bien, il est problématique. Si la culture et la société restent intactes, alors, une fois qu'ils se rendent compte que tout le système est truqué contre eux et en faveur du 0,01%, ils pourraient organiser et commencer une révolution. Mais si, d'autre part, la société et la culture ont été minées et détruites par avance, elles n'auront pas la cohésion sociale et l'esprit public nécessaires à une telle entreprise, et elles erreront simplement en poussant un chariot rempli de leurs maigres possessions, fouillant dans les ordures et dormant dans la rue.

Le but de l'oligarchie est de décimer et de neutraliser l'ensemble de la population par divers moyens. L'un d'entre eux est la destruction physique : envoyer leurs jeunes mourir ou être mutilés dans des guerres qui sont inutiles du point de vue de la défense nationale, qui ont un certain sens comme moyen d'enrichissement personnel pour certains, mais qui conviennent parfaitement comme mécanismes pour décimer les classes populaires américaines.

Il y a une synergie à explorer entre une guerre inutile et une autre forme de destruction sociale, la drogue. L'Afghanistan – un pays qui n'a jamais représenté une menace pour qui que ce soit – a été envahi et transformé en une très grande plantation de pavot à opium et une usine à fabriquer de l'héroïne. Pour créer un marché pour l'héroïne, les médecins ont été incités à prescrire de grandes quantités d'analgésiques opiacés, souvent inutilement, afin de créer un vaste bassin de toxicomanes qui passeraient ensuite à l'héroïne afghane une fois leurs prescriptions épuisées. Cette politique a été un succès et les surdoses d'opiacés aux États-Unis sont maintenant responsables de plus de décès que le cancer.

Une autre méthode est la destruction culturelle en mélangeant de force des groupes ethniques et raciaux incompatibles à l'aide d'une politique de multiculturalisme forcé. Ici, il y a un oligarque très en vue dont les empreintes digitales sont partout sur cette politique : George Soros. La stratégie consistant à détruire des pays comme l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie et la Libye, à générer des flux de millions de réfugiés, puis à diriger ces flux vers l'Europe occidentale, peut sembler absurde à première vue – jusqu'à ce que vous réalisiez que le but ici est de créer une synergie destructive supplémentaire. Il s'agit de détruire les sociétés occidentales et leurs systèmes de soutien social en les inondant de parasites hostiles, souvent belliqueux, issus de cultures incompatibles.

Une autre méthode de destruction sociale concerne la destruction du système éducatif. Un autre oligarque – Bill Gates ancien PDG de Microsoft – a été très actif dans ce domaine, remplaçant les méthodes d'enseignement éprouvées par des méthodes absurdes, voire idiotes, pour enseigner diverses matières, dont la lecture et les mathématiques. Après cinq semestres de mathématiques à l'université et lors d'études supérieures en mathématiques, je regarde la façon dont les mathématiques sont enseignées dans les écoles américaines aujourd'hui, et je veux tordre le cou des responsables : ce n'est certainement pas des mathématiques, en aucune sorte. D'autres nouvelles méthodes d'enseignement sont tout aussi déplorables. L'objectif supposé est d'uniformiser les règles du jeu pour les groupes défavorisés : les filles (qui sont en moyenne moins douées en mathématiques et en raisonnement spatial que les garçons) et les minorités issues de populations produites par des pressions sélectives d'endurance et de résistance aux maladies, et non pour générer des QI élevés. Ceci est réalisé par un enseignement nivelé par le bas. Une autre méthode pour détruire la valeur de l'éducation consiste à mettre l'accent sur les tests normalisés. Aujourd'hui, on n'enseigne plus rien d'utile aux étudiants, mais simplement à bien réussir les tests standardisés. Le résultat est une population qui est habituée à être nourrie de force, mais qui n'est pas capable de penser de manière indépendante ou de découvrir des choses par elle-même, juste des agneaux désireux d'être conduits à l'abattoir le moment venu.

D'autres méthodes sont utilisées pour affaiblir et détruire la population générale. L'une d'entre elles les oblige à manger de la nourriture qui n'est pas de la nourriture, mélangée à du glyphosphate, du sirop de maïs à haute teneur en fructose et d'autres merveilles chimiques, ce qui les rend anémiques, obèses et malades. Une autre est de supprimer leur tendance à se reproduire en les convainquant que le sexe biologique n'existe pas et en le remplaçant par un arc-en-ciel de genres, en élevant la perversion sexuelle à un statut social élevé et en persécutant quiconque ose remettre en question le sacrifice des intérêts de la majorité sexuelle normale pour une minuscule minorité de gens (généralement moins de 1%) qui sont, par cause d'anomalie génétique, nées gay.

Récemment, un défilé de la fierté gay, une gay pride, a eu lieu à Kiev, en Ukraine, qui a été l'un des bancs d'essai les plus actifs pour la destruction sociale et culturelle. Les États-Unis ont soudoyé le pays avec 5 milliards de dollars (de leur propre aveu) pour corrompre la politique ukrainienne. Le résultat est un pays qui est passé de 52 millions d'habitants en 1990 à 42 millions en 2018 – une perte de 10 millions – et cela, selon les statistiques officielles, n'inclut pas les millions d'autres qui sont partis à l'étranger pour gagner de l'argent parce que l'économie ukrainienne en déclin n'a pas d'emplois à offrir.

L'expérimentation politique en Ukraine a inclus la production d'un culte d'État qui célèbre comme des héros les nazis ukrainiens collaborateurs de la Seconde Guerre mondiale, devenus vintages, qui ont été responsables d'actes de génocide contre les Juifs et les Polonais. Elle a produit une véritable guerre qui a tué quelque dix mille personnes dans deux régions ukrainiennes dont les habitants ont refusé de reconnaître la légitimité du gouvernement de Kiev (qui a été installé et reconnu par les États-Unis après un coup d'État sanglant en violation de la constitution ukrainienne). Au cours du mois dernier, des mesures répressives ont été introduites contre l'utilisation de la langue russe (parlée à la maison par plus de 90% de la population ukrainienne). Et, plus récemment, il y a eu un effort pour déclencher une guerre religieuse en produisant de force un schisme au sein de l'Église orthodoxe.

Le prochain pays à servir de banc d'essai pour un effondrement social et culturel géré par des oligarques semble être le Brésil. Il risque fort d'être livré à un voyou fasciste qui a un grand mépris pour la diversité de la population brésilienne, mais qui aime saluer le drapeau américain. Si cela se produit, cela se fera contre la volonté de la majorité de la population, mais avec les cris d'approbation de Washington et de l'oligarchie incroyablement corrompue et pourrie du Brésil.

Au fur et à mesure de l'évolution de la situation, les échos de la Seconde Guerre mondiale se font de plus en plus forts. L'expérience néofasciste en Ukraine est un test pour le reste de l'Europe : si tout va bien (du point de vue des oligarques), l'Europe occidentale, durement éprouvée par l'afflux des migrants, va voter pour des partis nationalistes, populistes qui, à mesure que les conditions se détérioreront, deviendront fascistes. L'objectif global est d'utiliser le fascisme pour armer à nouveau l'Europe occidentale en vue d'une guerre contre la Russie, dont les oligarques occidentaux devront s'approprier les ressources naturelles s'ils veulent avoir un espoir de poursuivre leur jeu. L'armement d'Hitler n'a pas fonctionné, mais peut-être, qu'ils doivent penser que, cette fois, ça va marcher. Non, ça ne marchera pas non plus cette fois-ci. Désolé, oligarques ! Source Club Orlov - Le Saker Francophone

LVOG - Je n'ai plus le temps de commenter cet article (extrait) mais je reviendrai une autre fois sur le sujet qu'il abordait parce qu'il est très important pour comprendre la stratégie de notre ennemi. Dans les première pages que je n'ai par reproduites parce que cet article était trop long, Orlov décrivait les cinq stades par lesquels passait l'effondrement du capitalisme : 1 - L'effondrement financier ; 2- L'effondrement commercial : 3- L'effondrement politique; 4- L'effondrement social; 5- L'effondrement culturel. Or, il constata qu'au cours des dernières années, cet ordre avait été chamboulé.

Voici un extrait de ces premières pages.

Orlov - Depuis, alors que j'ai vu plusieurs effondrements se dérouler, j'ai remarqué, à mon grand désarroi, que la séquence d'effondrement canonique n'est pas toujours suivie. Oui, il y a des cas où l'effondrement financier mène toujours la danse, l'effondrement commercial le suit et l'effondrement politique vient ensuite. Mais il y a d'autres cas où l'effondrement social et culturel arrive en tête alors que le domaine financier reste intact. Il est maintenu à flot par des mesures désespérées, en jouant sur la confiance de plus en plus effrontément ou par la fraude pure et simple. Mais le commerce continue de répondre aux besoins

de ceux qui ont encore de l'argent, alors même que le monde politique dégénère en une farce pas très drôle. Me suis-je trompé dans ma séquence d'effondrement ?

Pendant un certain temps, je me suis émerveillé devant cette tournure des événements, ne sachant pas trop quoi en penser, mais j'ai fini par me rendre compte que deux types d'effondrement sont possibles : l'un est, disons, organique ; l'autre, fabriqué. Et peu de temps après, il m'est apparu clairement la vision de qui voudrait organiser les effondrements de cette manière en commençant par l'effondrement de la société et de la culture.

Alors que les trois premiers stades de l'effondrement – financier, commercial et politique – se distinguent clairement, tracer des frontières entre politique, société et culture peut s'avérer délicat. Fin de l'extrait.

LVOG - Effectivement et cela confirme mon analyse, on a pu observer que "*l'effondrement social et culturel*" a précédé l'effondrement financier qu'une multitude d'économistes ou de journalistes économiques nous prédisaient tous les quatre matins, nos dirigeants également je le signale au passage, qui de toutes évidences se faisait désirer ou tardait décidément à venir à leur grand désarroi sans qu'ils puissent en fournir la moindre explication cohérente. A l'exception de la Grèce où Goldman Sachs programma son effondrement financier qui fut suivit de son effondrement social, mais pas politique puisque Syriza et Tsipras ont assuré la relève de la Nouvelle Démocratie et du Pasok.

Et pour cause, contrairement à ce qu'affirme avec une certaine légèreté monsieur Orlov en évoquant le recours par l'oligarchie à "*la fraude pure et simple*" pour justifier l'absence d'effondrement financier, en réalité un système mafieux ou une monstrueuse machine à aspirer les profits des quatre coins de la planète, j'ai évidemment chercher à comprendre pourquoi l'effondrement de tout le système économique capitaliste ne s'était pas déjà produit, et en reliant toutes les données que nous avions accumulées qui couvraient la période allant du début des années 90 à nos jours, il apparaissait clairement que l'oligarchie après avoir renforcé son pouvoir politique comme jamais auparavant, exploitait dorénavant en toute impunité à fond tous les instruments financiers ou monétaires dont elle disposait déjà depuis très longtemps, la Fed ou le pouvoir de créer de la monnaie, la planche à billets, auxquels étaient venus s'ajouter une multitude d'instruments financiers qu'elles avaient créés (titrisation, SWAP, produits dérivés, les nanotechnologies permettant de spéculer et d'empocher des profits en un temps record, manipulation des taux de change et d'intérêts, etc.), ce qui lui permettait d'exercer un contrôle quasi total sur l'ensemble des marchés financiers (Or, monnaies, actions, obligations, matières premières, etc.), ce qui lui permettait d'être à l'abri d'un effondrement qui finalement ne pourrait se produire sans qu'elle en prenne elle-même l'initiative, comme elle le fit toujours remarquez bien, à ceci près, qu'elle ne disposait pas encore de tous ces instruments qui lui permettent aujourd'hui de manipuler tous les cours, ni du pouvoir politique qui lui permet de gérer en amont et en aval un effondrement contrôlé dont elle serait la seule à tirer profit, ce qui nous fait évidemment penser au 11/9.

Ils peuvent commencer par l'effondrement social et culturel de la société uniquement parce que le mouvement ouvrier est disloqué, totalement corrompu, neutralisé, mieux, puisqu'il y participe directement, les uns ou ce qu'on appelle la gauche en participant au dialogue social ou au corporatisme, les autres ou l'extrême gauche en prétendant que ceux qui y participent seraient indépendants ou de véritables syndicalistes, et tous sont Charlie, LGTB, PMA, SOS Racisme, SOS Méditerranée et j'en passe, même quand des partis comme le PS et ceux qui en sont issus ou EELV, etc. ont soutenu le coup d'Etat néonazi de l'Otan en Ukraine, la guerre contre la Syrie, etc., ils trouvent le moyen de les ménager, de chercher des accords avec leurs dirigeants ou pour former des coalitions en vue d'élections, en présence d'une telle marée d'opportunisme et compte tenu de son contrôle quasi total des médias, l'oligarchie en est arrivée à la conclusion que cela présenterait moins de risque d'emprunter cette voie pour atteindre ses objectifs et renforcer encore son pouvoir, car c'est cela qu'elle vise en définitif. Que les militants qui ne se reconnaissent pas dans cette description veuillent bien m'excuser de ne leur consacrer aucune place ici, car ils sont si rares qu'on est venu à se demander s'ils existaient vraiment, personnellement je ne les connais pas, qu'ils se fassent connaître et on se fera une joie de partager avec eux nos expériences ou idées.

Un effondrement financier en règle, même contrôlé réalisé par les sommets de l'oligarchie, pourrait entraîner des conséquences inattendues et difficiles à gérer ou alors, qui nécessiteraient des concessions de sa part en cas de graves tensions sociales, ce qu'elle préfère éviter si possible. Sinon à quoi bon franchement, si les gouvernements étaient obligés d'adopter des mesures sociales pour en atténuer les effets escomptés sur la classe ouvrière et les classes moyennes. A quoi leur servirait-il alors de s'être emparée du pouvoir politique, si ce n'était pas pour s'en servir comme elle l'entendait le moment voulu et pas autrement.

Si elle a le choix du scénario a adopté pour réaliser ces effondrements à tous les niveaux de la société pour accroître son contrôle dessus, sauf financier provisoirement, pourquoi devrait-elle recourir à un schéma dépassé ou présentant plus de risques, ce ne serait pas logique. Contrairement aux militants et aux travailleurs, l'oligarchie a parfaitement conscience des progrès qu'elle a réalisés au cours des dernières décennies, du degré de pourrissement atteint par les partis et syndicats du mouvement ouvrier, les classes moyennes et leurs représentants qu'elle considère à juste titre comme ses serviteurs, et elle compte bien en tirer profiter pour accroître son emprise sur la société.

Je rajoute un mot, un truc qui m'est venu à l'esprit en prenant mon repas.

Il arrive aussi que l'effondrement social précède l'effondrement politique, c'est d'ailleurs à cette fin que l'effondrement financier a

été planifié, effondrement politique qui aura pour conséquence d'amplifier par la suite l'effondrement social, on a pu le constater en Allemagne à la fin des années 20 et au début des années 30 puisqu'il a permis de porter Hitler au pouvoir. On ne pouvait pas évoquer l'effondrement politique de la social-démocratie ou du stalinisme puisqu'il avait eu lieu bien avant. Mais ce n'est pas forcément la règle comme on a pu l'observer en 1929 aux Etats-Unis. En revanche ce scénario vient de se répéter au Brésil et le Venezuela est le prochain candidat sur la liste noire de l'oligarchie anglo-saxonne ainsi que l'Iran. Quoi qu'il en soit les effondrements politiques qui se déroulent suivant ce scénario se terminent généralement par l'établissement de régimes autoritaires.

En France, l'effondrement social remonte à l'époque de Mitterrand et l'instauration de la politique d'austérité en 1982. Il fut en partie masqué par les concessions qu'il accorda en mai 81 à la classe ouvrière, mais ce fut les dernières, depuis nous sommes entrés dans un cycle de régression sociale continue et toujours plus violente et profonde puisque maintenant Macron va s'attaquer aux retraites.

Les travailleurs et les militants en France n'ont pas l'air d'avoir pris conscience que leur objectif était à terme de liquider absolument tous leurs droits. Cela s'explique peut-être aussi, parce qu'il y en a qui n'ont pas arrêté de leur dire pendant 50 ans que cela allait se produire soudainement, demain matin, du coup personne n'y croit vraiment, à tort. Ces dirigeants croyaient en procédant ainsi gagner facilement de nouveaux militants, résultat, au lieu de cela ils se sont totalement décrédibilisés aux yeux des travailleurs, et croyez bien qu'on ne s'en réjouit pas parce que nous nous retrouvons tous face à une situation dramatique.

Ici en Inde, des droits, nous n'en avons absolument aucun, hormis la journée légal de travail de 8 heures, que les patrons respectent s'ils en ont envie. Quel étourdi je suis, j'allais oublier que nous avons le droit d'acheter une bouteille de gaz, de nous procurer une carte Sim pour avoir accès au téléphone ou à Internet, d'ouvrir un compte bancaire ou disposer d'une carte de paiement, d'obtenir une carte électorale pour les Indiens, etc. à condition au préalable d'avoir subi le fichage policier (Aadhar) le plus sophistiqué au monde importé des Etats-Unis, avec reconnaissance faciale, emprunte de l'iris et des dix doigts ! Voilà pour nos droits !

Sinon, en cas de problème de toute nature, je dis bien de toute nature, un différent familial, avec votre voisin, votre employeur, un commerçant ou une entreprise, un client, un locataire, un automobiliste, etc, lisez bien, adressez-vous au commissariat de police le plus proche, je n'exagère pas, c'est là que tous les différents se règlent, ou sinon adressez-vous au tribunal si vous en avez les moyens, il traitera votre affaire dans quelques années peut-être...

Vous voyez, nous n'avons aucun droit et nous vivons sous un régime policier. Ne vous demandez pas si les Indiens en ont conscience, évidemment et comment ! C'est cela l'Inde exotique que vous vendent les agences de voyage et la génération de tarés issue de 68, ce n'était pas la mienne, en 68 je n'avais que 13 ans, j'appartiens à la génération suivante, je le précise.

Résurrection de Léon Tolstoï par Jean Piniarski - Octobre 2018 - Le Saker Francophone

Ce livre (Résurrection - ndlr) a été terminé en décembre 1899. En 1905 ont éclaté en Russie, des troubles qui ont été fermement réprimés. (Une révolution qui fut férocement réprimée. - LVOG) Et en 1917, une révolution importée de l'étranger (Faux. Tous les dirigeants étaient russes. - LVOG) a mis au pouvoir une nouvelle classe de dirigeants, la société russe s'effondrant, se dévorant elle-même faute de cohésion entre les différents groupes qui la constituent. La comparaison avec la société occidentale de notre époque peut paraître incongrue. Les conditions de vie des classes inférieures ont changé. (Elles se sont améliorées, mais comme leurs besoins n'ont cessé de croître au fur et à mesure que le capitalisme se développait ou en inventait, leurs conditions sont demeurées précaires puisqu'elles doivent consentir toujours plus de sacrifices pour tenter de maintenir leur niveau de vie ou assurer leur survie. - LVOG) Les moyens de la classe dirigeante pour tenir les classes dominées ont changé. (Pour toujours plus les asservir ou les contrôler... Ces moyens se sont multipliés, diversifiés, sophistiqués. - LVOG) Et cependant, il est possible de lire dans notre société la même amoralité et de voir à l'œuvre la déliquescence de la société. (D'en haut vers le bas et jamais l'inverse il faut le préciser. - LVOG) Le pouvoir n'appartient bien sûr pas au peuple car le pouvoir et l'argent sont confondus. Nombre de politiques et de fonctionnaires ne sont en place que pour justifier la modification de la société dans un sens toujours plus injuste qui sert les seuls intérêts des fortunés.

Les écarts entre les riches et les pauvres s'accroissent sans cesse et atteignent des niveaux inconnus dans l'histoire humaine. (Faux. Sous la monarchie, le roi et la noblesse croulaient sous de gigantesques richesses, tandis que le peuple survivait miséreux, crasseux, en guenille et crevait comme des mouches. - LVOG) La classe dominante mène, par la seule prise en compte de l'intérêt économique, à une destruction tous azimuts : environnement naturel, santé publique, niveau d'éducation, éclatement de la famille, avilissement des mœurs, dépravation des adultes et des enfants. Cette société ne tient assemblée que par un cadre toujours renforcé de mensonges et de violence. (Non, elle ne tient parce que les intellectuels et les classes moyennes refusent de prendre la direction des masses pour renverser le régime. - LVOG) La conclusion de Tolstoï est totalement transposable à la société occidentale de notre époque. Selon toute vraisemblance, nous ne sommes plus loin de l'effondrement effectif de cette société et de l'émergence d'un autre pouvoir. Espérons que le peuple en sera l'acteur et que ce changement se fera sans violence. (Par Jean Piniarski - Octobre 2018 - Le Saker Francophone)

Etonnante ou déconcertante conclusion, monsieur, dans toute l'histoire de l'humanité pouvez-vous nous citer un seul exemple de changement de régime survenu sans que le peuple y soit étroitement associé, une seule guerre qui aurait eu lieu sans qu'il

servit de chair à canons, une seule révolution qui se serait produite sans sa participation ou sa neutralité bienveillante, une seule mesure progressiste ou sociale qui aurait été adoptée sans qu'il en soit à l'origine ou qu'il ait exigé qu'elle soit appliquée. Non, le peuple n'a pas été la dernière roue du carrosse du développement de la civilisation humaine, il en a été le principal artisan, ce que les intellectuels ont trop tendance à oublier, croyant que l'histoire s'est toujours faites pas en haut, alors que c'est exactement le contraire.

Décidément monsieur l'intellectuel, vous n'avez rien retenu de la guerre du Vietnam et de la formidable résistance dont a fait preuve le peuple vietnamien face à l'impérialisme français et américain. Vous n'avez aucune excuse après la guerre qui vient de ravager la Syrie, et l'héroïsme dont fit preuve le peuple syrien en affrontant la pire des barbaries sanguinaires que l'homme ait conçue depuis les nazis, afin de préserver sa souveraineté et son indépendance, sa dignité.

Quant à la violence, n'en doutez pas un seul instant, la réaction déclenchera une effroyable guerre civile que nous ne remporterons que si nous avons une stratégie pour la vaincre, ce qui signifie qu'elle doit figurer dans notre programme au lieu de se bercer d'illusions qui ne pourraient que nous être fatales.

Vous étalez vos connaissances livresques, qui finalement ne vous et ne nous servent à strictement rien.

Haut de page

Le 9 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'extraierai plus tard de cette causerie les passages qui font partie de mon analyse de la situation. Je dois me mettre à la cuisine, il est déjà 18h et il fait nuit, nous mangeons vers 19h, en principe.

- Au format pdf (42pages)

Un bref instant de détente avant d'entamer cette volumineuse causerie.

"*Vérités, simplicité, humanité et bonne humeur*" qui ont pratiquement totalement disparu à notre époque, un commentaire laissé par un internaute que je lis à l'écran de l'autre ordinateur en train de télécharger *Leguignon guérisseur* de Yves Deniaud et Jane Marken de 1954.

J'ai eu le bonheur ou la chance exceptionnelle, il y a 37 ans déjà, d'en être le témoin direct sur ma fille quand elle était encore un bébé et d'en être dès lors convaincu, ainsi que le témoignage de mon ex-beau-père Germain et de son épouse Evelyne depuis décédés et auxquels je pense toujours tendrement, alors que jusque là j'étais sceptique. Cela fait partie des rares expériences qu'il faut avoir vécues soi-même pour vraiment y croire, ce que j'admets volontiers tellement cela paraît incroyable au premier abord.

L'apparition des premières dents de notre fille commençait à la faire souffrir quand nous séjournions en Bretagne, on fit appel à une guérisseuse qui apposa ses mains sur ses dents, et par la suite toutes ses dents poussèrent sans lui procurer la moindre souffrance. Quant à Germain, ce fut plus spectaculaire, il renversa sur lui et sur ses mains qui étaient nues une friteuse pleine d'huile bouillante. Il se rendit chez une guérisseuse ou un guérisseur je ne sais plus au juste s'il s'agissait de la même personne, elle aspira le feu de ses mains et non seulement la douleur intense qu'il ressentait s'apaisa immédiatement, mais il demeura absolument aucune trace de cette brûlure. D'autres fois il fit appel à des rebouteux, c'était monnaie courante autrefois et efficace.

De nos jours la médecine et les empoisonneurs de l'agro-alimentaire et des trusts pharmaceutiques, ainsi que les pollueurs qui financent le lobby écologiste, sans oublier le monde universitaire et scientifique qui travaille pour eux, sont de mèches ou combinent leurs efforts pour tirer profit de l'ignorance ou de la naïveté du peuple, hormis ceux qui justifient les guerres ou les planifient, on n'imagine pas entreprise de masse plus nuisible ou sordide.

Et je n'ai lu que le titre de ce film et ce bref commentaire, voyez où cela nous a mené.

On peut se divertir sans forcément s'abrutir quand on maîtrise un tant soit peu le matérialisme dialectique ou ce qu'on appelle vulgairement le marxisme. Surtout, on peut tirer un enseignement de chaque expérience, et donc progresser. Personnellement, c'est la seule chose qui dorénavant donne un sens à ma vie et me permet de m'épanouir. Ce que j'essaie de partager aussi, mais là apparemment, c'est beaucoup plus compliqué !

Parole d'internaute

- "*Les USA ont une volonté : celle de leur élite financière et du complexe militaro-industriel dont les néo-cons sont la vitrine. L'opposition républicaine à Trump est constituée de la même variété néo-cons que les démocrates pro-Hillary. Des gens dont la volonté de domination absolue n'est même pas cachée et qui ne reculeront même pas devant une 3e guerre mondiale pour réaliser leur rêve sanglant et dictatorial.*"

LVOG - En attendant, on peut observer qu'ils y préparent psychologiquement la population, et qu'ils tirent profit de cette psychologie de la peur puisqu'ils parviennent pratiquement partout à appliquer leur politique ultra réactionnaire et à porter au pouvoir des partis d'extrême droite ou populistes susceptibles d'évoluer vers le fascisme, comme en général les partis nationalistes ou souverainistes, on a pu le constater avec le rapprochement entre Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan ou encore en Italie et en Ukraine notamment.

Arguments politiques et actualité politique.

1- L'ampleur et la nature de l'opération policière montée à l'encontre de Mélenchon et LFI par Macron ou plutôt ses parrains et leurs sbires de la magistrature, illustre si besoin était le bien-fondé de l'orientation politique que j'ai adoptée. Si nous avions eu besoin de la justifier, et bien maintenant on peut affirmer que c'est fait.

Macron cristallise le mécontentement d'une partie des masses, ce qui était prévisible, et l'oligarchie qui devait s'y attendre s'inquiète de la popularité de Mélenchon et de LFI, ce qui bouleverse ses plans. Aussi vont-ils multiplier les provocations pour briser la dynamique qui a commencé à se développer au sein des masses, et qui se manifeste par la multiplication des mouvements sociaux à travers tout le pays, depuis que Macron a entrepris d'appliquer à la lettre son programme ultra réactionnaire. J'ignore si elle profite à LFI, mais c'est en tout cas ce qu'ils craignent et ce qu'aurait révélé apparemment certains sondages antérieurs, crainte qui à mon avis est infondé, car je ne vois pas pourquoi tout d'un coup les travailleurs qui s'abstenaient massivement régulièrement lors des élections européennes auraient soudainement envie d'aller voter, mais après tout on ne sait jamais, c'est sans doute ce qu'ils se disent ou l'explication de cette opération policière.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le type de régime de nature totalitaire qu'ont conçu les oligarques et leurs idéologues, implique la confiscation du pouvoir, des institutions ou la neutralisation de tous les partis politiques (et des syndicats) qui jusqu'à présent jouèrent un rôle dans le parlementarisme ou alternèrent au pouvoir depuis 1958, au profit d'un parti unique qui lui-même serait appelé à avoir un statut et un fonctionnement dignes de ceux qui existent dans l'armée où la troupe est soumise à une discipline de fer et sommée d'obéir sans broncher aux ordres qui lui sont transmis par ses supérieurs hiérarchiques, autrement dit concernant les élus de LREM, doivent adopter et appliquer les mesures dictées par la crise du capitalisme ou qui correspondent aux besoins de l'oligarchie qu'incarne Macron et son gouvernement.

Par conséquent, il n'est pas concevable qu'un parti puisse concurrencer ou menacer le pouvoir dont dispose désormais LREM et son chef incontesté, Macron. C'est davantage la structure du pouvoir ou le type de régime qu'ils sont en train de mettre en place qui ne doit souffrir aucune contestation. Cela on a pu l'observer lors du déroulement de la campagne des élections présidentielles de 2017 où fut éliminé le candidat de LR (Fillon) en recourant à une cabale, au profit de la candidate du FN (Le Pen) qui devait accéder au second tour parce qu'elle ne constituait pas une réelle menace face à Macron.

Pour qu'on ne nous accuse pas de ménager Fillon, on ne sait jamais, il faut préciser que la cabale dont fut victime Fillon et sur laquelle se focalisèrent les médias, reposait d'une part sur une accusation dont auraient pu faire l'objet tous les candidats issus de partis politiques déjà présents à l'Assemblée nationale, d'autre part elle consista pour l'occasion en une interprétation hors du commun de la législation sur les assistants parlementaires en reprochant à Fillon d'avoir exploité les failles qu'elle comportait.

L'arrivée au pouvoir de Macron devait coïncider avec une modification qualitative de la nature du régime.

Depuis 1958, le régime bonapartiste de la Ve République reposa essentiellement sur le consensus, la collusion, la collaboration de classe qui existait entre les représentants officiels du capitalisme et ses agents au sein de la classe ouvrière qui siégeaient à l'Assemblée nationale principalement, où, moyennant leur loyauté envers le régime, il leur fut octroyé en échange quelques concessions de façade ou quelques miettes à la marge destinées à calmer la classe ouvrière ou les classes moyennes, ce qui leur permit de sauver les apparence, de sorte que la stabilité du régime fut assurée et permis aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires.

Durant la longue période qui alla de 1958 à nos jours, il arriva à plusieurs reprises que les masses exploitées témoignent leur impatience ou leur exaspération et exigent de réelles réformes sociales ou une amélioration substantielle de leur niveau de vie, qui s'exprima lors d'élections présidentielles et législatives notamment (1981 et 2012) par le rejet du parti de l'ordre au pouvoir (UDR-RPR-UMP-LR ; UDF-MoDem) qu'ils renvoyèrent dans l'opposition parlementaire, en portant au pouvoir son supplétif, le PS, auquel devait s'associer le PCF ou qui devait le soutenir en ne participant pas au gouvernement. Mitterrand et Hollande et les gouvernements qu'ils formèrent, gouvernèrent loyalement pour le compte du capitalisme tout en se fondant dans les institutions

de la Ve République, de sorte que pour les capitalistes et les masses exploitées, la vie continua comme avant.

Cependant, au terme de chaque législature, après avoir adopté les mesures que la crise du capitalisme exigeait, crise qui n'allait pas cesser de s'amplifier à l'échelle mondiale durant ces quatre décennies (1981-2017), le parti au pouvoir fut renvoyé dans l'opposition parlementaire sans jamais être parvenu à appliquer l'intégralité de son programme, qui consistait essentiellement à s'attaquer à tous les droits acquis ou concédés dans le passé aux exploités, en procédant à leur liquidation par petits bouts à défaut d'avoir pu les liquider d'un coup par crainte de la réaction des masses ou du mouvement ouvrier.

N'étant parvenu que partiellement à atteindre leurs objectifs, après que le parti de l'ordre, LR, et son clone de gauche, le PS, se soient succédés au pouvoir, l'oligarchie ou leurs maîtres décidèrent que le moment était enfin venu de frapper un grand coup et de mettre un terme définitif à cette alternance ou de se débarrasser du vernis élimé démocratique qui ornait le régime bonapartiste depuis plus d'un demi-siècle au profit d'un régime ouvertement despotique ou totalitaire.

Les bonnes choses et les mauvaises devant avoir une fin un jour, on doit avouer que ce tournant n'est pas pour nous déplaire à plus d'un titre, bien qu'il soit porteur d'une lourde menace.

Tout d'abord, parce que c'est une formidable imposture qui prend fin, ensuite parce que non seulement toutes les théories ou stratégies adoptées par les dirigeants de tous les partis dits ouvriers sont balayés du même coup, et ils vont devoir également rendre des comptes à leurs militants, ainsi qu'à tous ceux qui les avaient soutenus dans le passé, dont je faisais partie et j'y tiens absolument, et enfin, on peut espérer que le mouvement ouvrier et son avant-garde en profiteront pour se reconstruire sur des bases saines, épurées de l'opportunisme ou du dogmatisme qui les avait pourris de l'intérieur, afin de se préparer et de préparer les travailleurs à l'affrontement direct qui s'annonce avec la réaction ou le régime dans le seul objectif de le renverser, de s'emparer du pouvoir politique, de procéder à un changement radical de société...

Revenons en arrière.

Donc toujours sous la Ve République, on vient de passer d'un Président de la République flanqué d'une majorité parlementaire à l'Assemblée nationale composée de godillots de droite ou de gauche, à un conseil d'administration ou plutôt une assemblée générale d'actionnaires d'une start-up, qui comme tout conseil d'administration n'accorde aucune voix délibérative aux travailleurs, dans le meilleur ou le pire des cas selon la manière dont on l'analyse, leur participation consiste uniquement à cautionner ses décisions ou son orientation.

On peut donc en conclure, que l'oligarchie, les banquiers, les actionnaires des multinationales ont réalisé un hold-up sur le pouvoir politique en France dans le cadre de la Ve République, et que le régime dorénavant en place est de nature totalitaire.

Ce qui trouble de nombreux militants ou travailleurs, c'est qu'ils y soient parvenus en maintenant la Constitution et les institutions, alors que généralement un régime tyrannique l'abroge et les suspend. Or, le fait qu'ils soient parvenus au pouvoir dans la cadre de la Constitution de la Ve République aurait dû leur mettre la puce à l'oreille et les inciter à en faire une nouvelle lecture moins légère ou approximative que par le passé, et ils se seraient aperçus qu'elle recélait les vertus d'un véritable régime despotique qui ne demandaient qu'à être exploitées le moment venu.

Peut-être que ceci explique cela.

Ce qui paraît à peine croyable, ce n'est pas l'établissement de ce régime, ni qu'il soit compatible avec la Constitution de la Ve République, mais bien plutôt qu'il ait été qualifié pendant aussi longtemps de République démocratique bourgeoise, alors qu'en réalité il y figurait en filigrane depuis sa proclamation. Ce qui signifie qu'on a délibérément ignoré ou sous-estimé que dès son instauration la Ve République fut un régime de type bonapartiste déguisé en démocratie, qui tendrait inexorablement à devenir un régime totalitaire au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifierait, si la Constitution de la Ve République n'était pas abolie à l'issue d'un mouvement révolutionnaire des masses.

Pire encore, on se rendit coupable de participer à chaque élection en prétendant devoir profiter des contradictions du régime, pour en réalité cautionner une dictature qui ne voulait pas dire son nom, et du même coup la politique de tous les gouvernements qui se succèderont pendant 60 ans que les uns et les autres affirmeront combattre, bref, on fit preuve d'un opportunisme ou d'un dogmatisme tellement inimaginable, qu'on ne trouva rien de mieux à faire en 2017 que remettre une fois de plus le couvert à des degrés divers il faut toutefois préciser.

Personnellement j'avais refusé d'appeler à voter pour Mélenchon qui n'avait cessé d'enclencher les déclarations contradictoires notamment sur l'UE, en revanche j'ai eu la faiblesse d'adopter une position inverse lors des législatives, ce qui fut une erreur politique pour n'avoir pas suffisamment pris en compte les enseignements de l'expérience grecque. Ce n'est qu'après avoir pris connaissance des résultats du premier tour des législatives, que je me rendis compte que je m'étais laissé abuser par l'optimisme ambiant qui précéda le scrutin, alors qu'il n'avait manifestement pas lieu d'être, non pas au regard du résultat des candidats du Front de gauche à l'époque, mais parce que quoi qu'il advienne il n'y aurait absolument rien à attendre de cette coalition, ce que j'avais perdu de vue un instant. A ma décharge, je pourrais faire prévaloir que je vivais à 10.000 kilomètres de

la France et sans aucun correspondant pour m'informer de l'évolution de la situation politique dans ce pays, mais je m'en abstiendrai, je préfère admettre cette erreur et la corriger. C'est à croire que mon passé de militant trotskyste apte à la conciliation m'avait rattrapé ou m'avait joué un mauvais tour, penchant qui d'ailleurs se manifestera à deux autres reprises sur d'autres questions politiques, la Libye et la Palestine occupée, avant que je corrige mes positions, regrettant amèrement de ne pas avoir soutenu la Libye de Kadhafi, du fait que j'avais été très mal informé ou manipulé sur la situation réelle qui prévalait en Libye, et j'en suis revenu à l'établissement d'une République sociale en Palestine sur les cendres de l'Etat sioniste et d'apartheid israélien.

Le plus extraordinaire, c'est que tous les partis politiques présents à l'Assemblée nationale continuent de collaborer quotidiennement avec Macron et son gouvernement, avec le parti unique, LREM, en participant non seulement au simulacre de débat au sein de cette institution, mais également à la totalité des commissions présidées dans leur immense majorité par des députés LREM ou LR qui ont pour unique vocation d'entériner les projets de loi du gouvernement, autrement dit de cautionner la politique farouchement antisociale de Macron ou de l'oligarchie, c'est ainsi que LFI, le PCF et le MRC contribuent l'air de rien à légitimer les lois anti-ouvrières adoptées par Macron et son gouvernement, ce qui évidemment n'empêche pas la pseudo-extrême gauche de s'allier avec eux ou de lorgner vers eux. La même mascarade a lieu au Conseil économique et social et environnemental en plus théâtral puisqu'y participent les syndicats corrompus en se drapant des mêmes arguments démagogiques qui ne trompent plus grand monde parmi les travailleurs.

Une fois ce constat dressé on est en droit de se demander qu'est-ce qui reste du mouvement ouvrier et de son avant-garde, hormis une flopée d'opportunistes, d'aventuriers ou de charlatans professionnels.

Une autre question se pose.

Macron n'est pas immortel, il est inenvisageable qu'il reste au pouvoir pendant des décennies, tout au plus parviendront-ils peut-être à le maintenir en place pendant deux législatures, mais après ? Mais après, s'ils estimaient qu'il était trop usé et impopulaire pour le faire réélire une nouvelle fois, ils pourraient lui trouver un remplaçant. A moins qu'ils se résignent à devoir subir une alternance. Mais quel parti pourrait prendre le relais de LREM ? A part LR, on en voit aucun qui pourrait éventuellement faire leur affaire. Dans ce cas-là soit au mieux entre temps ils seraient parvenus à en faire un clone de LREM, soit au pire ils s'en contenteraient et ils lui assigneraient de gérer les affaires courantes pendant 5 ans avant que le nouveau candidat de LREM qu'ils auraient fabriqué prenne la relève, à moins qu'ils fabriquent un autre parti qui ne serait qu'une copie de LREM, pourquoi pas après tout, ce ne sont pas les candidats qui manqueraient pour en faire partie.

Comme on le voit, ils ne sont pas au bout de leurs peines, et bien des accidents de parcours pourraient se produire entre temps qui viendraient bousculer ou bouleverser leur plan, ce qui signifie qu'ils n'ont pas encore gagnés la guerre de classes, loin s'en faut, désolé monsieur Warren Buffet !

Les masses exploitées ne se résigneront jamais à subir le triste sort qu'ils leur ont réservé, à nous d'en profiter pour nous préparer et préparer les travailleurs à les affronter non plus dans les urnes mais dans la rue, sur les barricades, les armes à la main, puisqu'il faudra obligatoirement en passer par là pour les chasser du pouvoir ou par une révolution.

Cette question et la conclusion à laquelle nous sommes parvenue en appelle une autre.

Les masses résistent, certes, mais c'est un constat qui doit être nuancé puisque leurs conditions sont très hétérogènes, bref, c'est insuffisant comme analyse. Les masses, disons la classe ouvrière se détourne de plus en plus de la politique, des partis dits ouvriers et des institutions, ce qui se traduit par une abstention massive lors de chaque élection, de plus le mouvement ouvrier et son avant-garde sont disloqués et se présentent devant les électeurs en ordre dispersé, donc ils n'ont aucune chance de parvenir au pouvoir, hormis peut-être LFI qui est une coalition de partis ou d'organisations du même type réactionnaire que Syriza en Grèce, dont l'exercice du pouvoir serait forcément éphémère s'il parvenait à remporter une élection présidentielle ou législative.

Hormis, certains pans de l'aristocratie ouvrière, des fonctionnaires, les travailleurs qui sont sujets à des plans de licenciement ou de fermetures d'entreprises participent à la lutte de classe ou sont organisés dans des syndicats, l'immense majorité des travailleurs se réfugient dans la passivité ou subissent leur sort sans se manifester. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils en seraient satisfaits, mais ils s'en contentent jusqu'à preuve du contraire. C'est vers eux que nous devrions nous tourner en priorité. Quant aux autres travailleurs, les intellectuels, les membres des classes moyennes, les artisans, les commerçants, les petits patrons ou de ce qu'on appelle les professions libérales, les médecins, architectes, avocats, etc. ils ont été rejoints par les couches supérieures de la classe ouvrière, ceux qu'on appelle les CSP+, les ingénieurs, cadres, etc. ainsi qu'un grand nombre de retraités qui disposent d'une pension confortable, force est de constater qu'ils rejettent en bloc le mouvement ouvrier ou la classe ouvrière ou tout du moins ils s'en sont détournés au profit des capitalistes ou leurs représentants. Ils constituent avec la classe des capitalistes la base électorale de la réaction, de LREM, de LR, du PS, de EELV, Générations.

Eux, ils ne s'abstiennent pas lors des élections, bien au contraire, ils sont motivés pour aller voter afin de préserver leurs privilèges, quitte à ce que cela se traduise par une profonde régression sociale qui frappera violemment la classe ouvrière. Cependant parmi eux un grand nombre vit de plus en plus mal la décomposition de la société et la violence aveugle qui en découle.

Ils refusent que les valeurs auxquelles ils tenaient ou qui leur permettaient de se donner bonne conscience soit sacrifiées sur l'autel du néolibéralisme, mais quitte à y renoncer ou à l'affronter, ils préfèrent encore que la société s'enfonce encore plus dans le totalitarisme.

C'est donc la combinaison de l'ensemble de ces facteurs, la corruption des couches supérieures de la classe ouvrière, des syndicats et des partis dits de gauche ou d'extrême gauche, la passivité des autres couches majoritaires inorganisées de la classe ouvrière, l'engagement de la classe des capitalistes et des classes moyennes, des intellectuels au côté du régime, sans oublier l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui caractérisent la situation actuelle ou les rapports entre les classes en France.

Illustration.

LREM : Une officine plus qu'un parti, uniquement créé pour confisquer le pouvoir au profit de l'oligarchie qui en disposa à sa guise.

- Travail législatif : "Les textes arrivent trop tard et trop bouclés" estime le président du groupe LREM à l'Assemblée - Franceinfo 31.10.2018

- La guerre des Marcheurs pour la direction du parti - LeParisien.fr 1 novembre 2018

Emmanuel Macron attend de voir les parrainages des candidats et les rapports de force pour peut-être faire connaître sa préférence », confie un proche du Château. Et de conclure : « Sur le fond, il n'y a pas vraiment de différence entre eux. » LeParisien.fr 1 novembre 2018

- A Strasbourg, Macron chante une ode à l'Europe et à la paix - LeParisien.fr

- Budget : l'Assemblée vote une nouvelle hausse de 335 millions d'euros pour la police et gendarmerie - LeParisien.fr 04.11

2- En observant attentivement on s'aperçoit qu'après avoir déjà subi l'influence de la social-démocratie et du stalinisme à partir des années 40, leurs discours et leur orientation allaient être influencés de plus en plus jusqu'à nos jours par l'apparition de nouvelles représentations idéologiques, politiques, institutionnelles, scientifiques, etc. qui allaient s'avérer être autant d'instruments pour assurer l'emprise du capitalisme en crise sur l'ensemble de la société, depuis le développement au début des années 70 du mouvement écologiste pro-capitaliste ; à la même époque Médecins Sans Frontières (1971) dont l'un de ses cofondateur fut Bernard Kouchner (PS), le théoricien de l'intervention humanitaire préventive qui servit plus tard de prétexte aux guerres de l'Otan (Serbie, Syrie) ou de l'impérialisme américain (Irak) ; celui antiraciste du milieu des années 80 (SOS Racisme , 1984) initié par le PS et fondé par Harlem Désir, Julien Dray et Bernard-Henri Lévy ; puis la montée en puissance des ONG (Instituts, fondations et toutes sortes d'associations) dans les années 90 liées ou créées par des adeptes du capitalisme, subventionnées par les Etats, des institutions internationales (UE, ONU, notamment), de riches donateurs, sans rire, des oligarques philanthropes, et enfin l'explosion d'Internet, des forums et des blogs, sans oublier les réseaux numériques (LinkedIn, MySpace, Facebook, Twitter, Instagram, Snapchat, Google+, Spotify, Youtube) à partir des années 2000...

Tous les représentations idéologiques ou politiques ainsi que les instruments de communication que nous venons de citer, allaient se combiner pour servir des objectifs politiques précis autant que divers, tactiques ou stratégiques, qui devaient se traduire principalement par la dilution ou la dissolution, la décomposition de l'idéologie opposée au capitalisme de manière à ce qu'elle soit dénaturer au point de la rendre méconnaissable ou qu'elle s'éloigne de ses objectifs politiques, si bien qu'elle ne représenterait plus aucun intérêt pour ceux qui seraient tentés de l'adopter, de sorte qu'ils se détourneraient des partis qui la véhiculerait ou demeureraient inorganisés, tandis que ces partis et leur idéologie n'attireraient plus que des conciliateurs, des travailleurs ayant renoncé à changer de société ou des militants ayant renoncé au socialisme ou au communisme.

Cette transformation idéologique de la gauche et de l'extrême gauche ou l'influence croissante que l'idéologie de la classe dominante à sur elles, leur droitisation est très palpable à travers les positions qu'elles ont adoptées au cours des dernières années, et qui les a amenées à reprendre à leur compte la propagande de la réaction ou à participer ou soutenir toutes les opérations qu'elle a montées pour diviser les travailleurs, les détourner du combat politique contre le régime, pendant que les gouvernement successifs appliquaient le programme qui leur avait été dicté par l'oligarchie ou les besoins du capitalisme en crise. Il suffisait que l'oligarchie siffle le début de la récréation, pour que tous veuillent en être, à des degrés divers, parfois discrètement dans leurs publications ou en émettant les réserves d'usage dont les opportunistes professionnels ont le secret, ce qui le cas échéant leur permettait de continuer de tenir un double langage aux militants qui se seraient posés des questions sur leurs réelles intentions.

La gauche et l'extrême gauche adoptèrent en choeur la version officielle de G.W. Bush du 11 septembre 2001 sans tenir compte des multiples contradictions qu'elle comportait, on apprit plus tard qu'il avait été organisé par l'Etat profond et non par Al-Qaïda, et à peine deux mois plus tôt, entre le 4 et le 14 juillet 2001 (Le Figaro) des agents de la CIA avaient discuté tranquillement dans l'hôpital américain de Dubaï avec celui qu'ils présentaient comme l'ennemi n°1 des Etats-Unis et qu'ils prétendaient rechercher, Ben Laden, cela figure dans une fiche de la CIA consultable sur Internet, une farce pour les nigauds ! ; les "Printemps arabes" qui correspondaient au plan échafaudé par l'état major du Pentagone et par la NED/CIA, et qu'il aurait fallu soutenir aveuglément, plus tard on obtint une multitude de détails qui le confirma ; ils furent des Charlie hystériques au point de lancer une injonction à

tous ceux qui refuseraient d'en être, sous peine d'être caractérisé d'ennemi de la liberté de la presse ou de la liberté de pensée, rien que cela, alors que les autorités refusèrent de répondre aux nombreuses questions que posaient leur version des faits qui manifestement comportait des contradictions, plus tard on apprendra que les auteurs présumés avaient été approchés par le DGSI et qu'ils avaient eu des rapports avec des officiers de l'armée ainsi que des trafiquants d'arme liés à l'extrême droite ; ils adoptèrent évidemment le mariage pour tous qui était tourné contre les masses et leurs préjugés archaïques, cette loi était censés accorder de nouveaux droits aux homosexuels, ceux-ci croiront que désormais ils pourraient afficher en public leur penchant sexuel, résultat, depuis les actes homophobes se sont multipliés ! Un bulletin de vote n'a jamais entraîné un changement de régime, et une loi n'a jamais modifié les croyances ou n'a jamais eu d'emprise sur les préjugés des masses ; lors des guerres de l'Otan contre la Libye et la Syrie, certains allèrent jusqu'à justifier le bombardement de la Libye ou réclamer celui de la Syrie (NPA), tous s'employèrent à traiter de la même manière les barbares issus d'Al-Qaïda et Kadhafi ou Bachar el-Assad, et une fois de plus ils reprirent à la virgule près la propagande de la coalition qui massacra les peuples libyen et syrien et détruisit la Libye et Syrie, jamais ils ne firent référence au niveau de développement atteint par la Libye ni aux droits sociaux des travailleurs libyens supérieurs à ceux des travailleurs français ou des puissances occidentales ; juste après l'élection de Trump, ils soutinrent la Marche de femmes aux Etats-Unis en se gardant bien de préciser qu'elle avait été organisée par le parti démocrate et financée par Soros ; ils soutiennent également l'organisation « Black lives matter » financée également par Soros ; les plus décomposées allèrent jusqu'à adopter l'écriture inclusive (NPA) ; ils soutiennent le mouvement pour l'indépendance de la Catalogne qui reçu l'appui financier de Soros ; dernièrement ils soutinrent en coeur l'afflux massif de réfugiés en Europe qui fut orchestré par ceux qui avaient programmé de longues dates les "Printemps arabes" ; et pour finir ils prirent la défense du journaliste saoudien Jamal Khashoggi qui fut assassiné sur ordre du prince héritier Mohammed ben Salmane, alors que Khashoggi était un sordide collaborateur du Washington Post et du New York Times ou un agent de l'Etat profond américain qui faisait l'apologie de Daesh et Al-Nosra, etc. etc. etc.

Cette liste n'est pas exhaustive, chaque fois, soit ouvertement et de manière persistante donc assumé ou soit plus discrètement et sournoisement, lors de déclarations qui ne devaient pas laisser un souvenir impérissable ou dans leurs publications dans un entrefilet en dernières pages, histoire de laisser une trace pour la postérité et qu'on ne leur reproche pas de ne pas en avoir été, ils se rangèrent au côté de la pire réaction incarnée par le clan de l'oligarchie représenté par le parti démocrate et les républicains les plus réactionnaires dont faisait partie feu MacCain, ils soutinrent ou participèrent à toutes leurs opérations ou campagnes, provocations, coups tordus et pire encore.

Les meilleures intentions du monde n'ont jamais remplacé une analyse objective et impartiale.

C'est ainsi qu'ils ne purent célébrer la libération d'Alep-Est au côté du peuple syrien, au contraire, ils la vécurent comme une amère défaite au côté des barbares d'Al-Nosra et de la coalition emmenée par les Américains, un comble, pas seulement parce qu'ils avaient refusé de soutenir la République arabe syrienne contre ses agresseurs, aussi parce qu'ils ne voulaient pas passer pour des suppôts des satans russe et iranien, ce qui témoignait si nécessaire qu'ils étaient bien sous l'emprise de la propagande de nos ennemis, sans que l'on remette en cause un instant leurs intentions notez bien, c'est très important de le préciser.

Qu'on se comprenne bien, on n'a jamais affirmé que la gauche et l'extrême gauche auraient adopté consciemment les besoins du capitalisme en crise ou qu'elles auraient délibérément changé de camps.

Non, ce que je me suis employé à expliquer ou à montrer sommairement, peut-être plus ou moins maladroitement, c'est possible, c'est que les positions opportunistes ou gauchistes qu'ils ont adoptées étaient le produit d'une analyse erronée de la société, de la situation politique et plus précisément de l'évolution de la crise du capitalisme, qu'ils abordent en se basant sur des critères en partie obsolètes et en ignorant les nouveaux facteurs qui sont apparus lors de seconde moitié du XXe siècle ou lors des 5 dernières décennies, ce qui les conduit à une terrible confusion et à faire le jeu de la réaction.

Tenez, en voici un exemple. Laissons de côté la Fed sur le fonctionnement de laquelle ils font l'impasse, tous censurent l'existence d'institutions internationales comme le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale ou le Council Foreign Relation (CFR) qui ont été fondés à l'initiative des oligarques anglo-saxons, et tous occultent l'existence de l'Etat profond qui est né de l'emprise d'une poignée d'oligarques parmi les plus riches ou puissants du monde ou dont les empires financier et industriel tentaculaires s'étendent à tous les secteurs économiques et sociaux de la société sur pratiquement tous les continents.

Comme le firent l'ensemble des oligarques, ce clan de l'oligarchie (celui qui est à l'origine de la fondation de la Fed en 1913) s'investit très tôt dans la politique, depuis plus d'un siècle, c'est navrant de devoir le rappeler puisque nombreux sont ceux qui ne l'ont pas à l'esprit, que voulez-vous on en est arrivé là aujourd'hui, bref, et au fur à mesure que la fortune de ce clan augmenta, son pouvoir politique s'accrut également, jusqu'au jour où il devint si puissant qu'il fut en mesure d'influencer la politique que le gouvernement américain devait appliquer, pour en arriver à lui dicter ou lui imposer, ce qui signifiait qu'entre temps il était parvenu à s'infiltrer puis à étendre son pouvoir à l'ensemble des institutions américaines, y compris en imposant son candidat à la présidence des Etats-Unis, sans qu'il soit garanti d'être élu pour autant, ce qui importait peu puisqu'il était parvenu également à corrompre les deux seuls partis en mesure de présenter des candidats ainsi qu'une grande partie de leurs élus, le parti républicain et le parti démocrate.

Depuis déjà plusieurs décennies jusqu'à nos jours.

Ce clan de l'oligarchie financière a littéralement pris le pouvoir aux Etats-Unis, tandis que le clan adverse davantage constitué de grandes fortunes industrielles ou d'oligarques seulement millionnaires est son unique concurrent. Si le premier avance à découvert parce qu'il ne peut pas faire autrement, quand on est banquier, il est inutile d'essayer de camoufler ses réelles intentions, le second a adopté le masque de la gauche pour conserver sa base électorale constituée essentiellement par les classes moyennes et certains pans de la classe ouvrière dont les syndicats corrompus.

C'est ce rapport qui prévalu pendant longtemps entre les différents clans de l'oligarchie et entre les classes qui a été remis en cause par l'arrivée de Reagan au pouvoir, entraînant le basculement progressif du parti démocrate dans le camps des républicains, et Bill Clinton devait être le premier président des Etats-Unis ouvrant cette nouvelle période dominée par l'emprise de ce clan de l'oligarchie financière sur la politique américaine. Pour autant, tous les oligarques qui s'étaient investis dans le parti républicain n'étaient pas acquis à la stratégie définie par Rockefeller ou les piliers du groupe Bilderberg, tout comme au sein du parti démocrate, le parti républicain faisait l'objet de division et comportait différents courants, ce qu'on put observer par exemple lors des déclarations très médiatisées du courant Tea party, mais surtout lors du 11 septembre 2001.

Ce jour-là, il se produisit une série d'incidents au cours desquels on put observer que Bush n'avait été informé ou avait été dépassé par les événements. Après avoir disparu dans un premier temps, Bush et le gouvernement des Etats-Unis furent neutralisés ou suspendus de leur fonction par une autorité suprême qui ne pouvait être que l'Etat profond ou les commanditaires de ces attentats, par la suite il devait réapparaître en tenant un discours pour le moins incohérent, pour finalement lire à la nation américaine la version officielle qui manifestement lui avait été dictée sous la menace et qu'il allait dorénavant adopter. Dans un premier temps, des journalistes de CBS et d'autres médias, qui ne faisaient pas partis du premier cercle des initiés qui avait été mis dans la confidence de ce complot ou inside job, attentat commis par l'Etat profond sous un faux drapeau et qui serait attribué à Al-Qaïda et Ben Laden, fournirent des détails sur ce qui était en train de se produire sous leurs yeux ou relatèrent des témoignages de personnes sur les lieux du WTC qui disparaîtront par la suite parce qu'ils contredisaient la version officielle.

Qu'est-ce que cela signifie ou où je voulais en venir, c'est qu'il existe dans ce pays une organisation occulte qui détient plus de pouvoir que le président des Etats-Unis, donc qui est en mesure d'influencer ou de lui dicter sa politique étrangère, qui peut organiser des attentats, des coups d'Etat, fomenter des guerres ou des guerres civiles et le forcer à intervenir dans un ou des pays, qui peut aussi lui imposer de prendre certaines mesures économiques en faveur de l'oligarchie financière, etc. Dès lors, quand on aborde la politique américaine ou son orientation, si on refuse d'admettre l'existence de ce gouvernement parallèle, on pourra commettre l'erreur d'imputer au chef de l'Etat ou à son gouvernement des mesures qui sont en réalité imputables à l'Etat profond en désaccord avec lui, et qui défend généralement les positions les plus extrémistes.

Cette confusion ou ce manque de discernement ne sera pas sans conséquences politiques, puisqu'il pourra nous amener à désigner le chef de l'Etat comme l'auteur de ces mesures, alors qu'en fait elles provenaient de l'Etat profond, concessions qu'il a été obligé de lui accorder, tandis que parallèlement il adoptait des mesures qui allaient à l'encontre de la politique du clan adverse de l'oligarchie. Cet aveuglement pourra nous conduire à s'acharner sur lui au moment même où il prenait des mesures qui méritaient notre soutien au lieu de les condamner, ce qui aurait été le comble de l'absurde ou nous aurait totalement discrédité aux yeux des travailleurs, par exemple quand Trump prit la décision de cesser d'armer Al-Nosra et Daesh en Syrie, ce qui siffla pratiquement immédiatement la fin de la guerre contre la Syrie, sauf à la frontière turque et dans une poche entre la Syrie et l'Irak.

Sans aller jusqu'à manifester notre soutien à Trump, on pouvait très bien prendre acte de cette décision et l'attaquer sur d'autres aspects de sa politique, ce n'était pas les sujets qui manquaient, de sorte qu'on apparaissait ni comme des ennemis du peuple syrien ni comme des suppôts de Trump, de cette manière on exprimait notre totale indépendance de l'impérialisme. On demeurait strictement sur notre terrain de classe, ce qui pour nous est essentiel pour ne pas nous écarter de nos objectifs politiques. Ceux, qui percevraient ici une épouvantable collusion avec Trump ou nous reprocheraient de le ménager, manqueraient singulièrement de mesure et se comporteraient en gauchistes.

Trump vient pour ainsi dire d'intimer l'ordre à l'Arabie saoudite de mettre fin à la guerre au Yémen sous 30 jours, et l'ensemble des puissances occidentales ont annoncé dans la foulée qu'elles soutenaient cette décision, donc je ne vois pas pourquoi j'irai au même moment manifester spécialement contre la venue de Trump en France ou soutenir ses adversaires qui au sein de l'Otan envisagent sérieusement de déclencher une guerre contre la Russie qui se transformerait automatiquement en guerre mondiale.

Si on voulait rappeler notre condamnation de la Première Guerre mondiale du XXe siècle, c'était plutôt contre l'oligarchie financière et devant la Bourse de Paris ou à défaut devant l'ambassade de Grande-Bretagne ou devant l'Elysée qu'il fallait appeler à manifester le 11 novembre.

Ce qui est certain ou ce qu'on peut percevoir très nettement, c'est que plus la gauche et l'extrême gauche s'embourgeoisent ou penchent vers la petite bourgeoisie ou les couches les plus favorisées de la classe ouvrière, plus elles auront tendance à se droitiser ou à prendre le chemin emprunté par le PS et le PCF pour finalement se placer au côté de la réaction.

Je n'ai pas le temps de poursuivre cette analyse.

3- La gauche et l'extrême gauche se sont enfermées dans le déni permanent de pans entiers de la réalité, partant de là elles ne peuvent livrer que des discours démagogiques ou teintés de démagogie, produire des analyses erronées, développées des théories foireuses, et par conséquent définir des tâches qui ne correspondent pas à la situation ou aux rapports entre les classes, de sorte qu'en dehors d'assurer la survie des appareils de leurs partis, leur activité politique ne sert en rien notre cause, puisqu'ils ont été impuissants depuis plus d'une demi-siècle à empêcher que notre ennemi applique pas à pas sa stratégie, et surtout ne venez pas nous raconter que par exemple la gauche et l'extrême gauche seraient à l'origine de la préservation de notre système de retraite que l'on doit uniquement aux militants et aux travailleurs qui s'étaient mobilisés, tandis que la collusion de nos dirigeants avec les bureaucrates corrompus des syndicats s'étalait au grand jour, distinction qu'il faut toujours avoir à l'esprit et qui fait malheureusement défaut chez la plupart des militants, ce qui explique en partie pourquoi nous ne sommes pas parvenus à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Il y a bien des discours ou des positions adoptés par les dirigeants qui troublent ou embarrassent bien des militants qui n'en comprennent pas la signification politique. On leur dit ici, c'est la première question qu'ils doivent se poser, après ils y verront plus clairs. Ce n'est pas à moi d'y répondre à leur place, ensuite ce sera aussi à eux d'en tirer des conclusions politiques ou de se demander de quelle manière ils doivent les caractériser. Moi j'ai déjà effectué ce travail que chacun doit faire de son côté, ma réflexion n'engage que moi, vous comprenez, je ne pense pas à votre place et je n'admettrais pas que vous ou quiconque pense à ma place.

J'ai déjà expliqué dans de précédentes causeries, qu'on ne pourrait progresser aussi bien sur le plan individuel que collectif qu'ensemble, de la même manière que globalement on ne s'en sortira pas autrement, ce qui semble avoir été mal compris comme beaucoup d'autres choses d'ailleurs.

Pour la énième fois je le répète, mon objectif n'a jamais été de vous convaincre de quoi que ce soit, de vous vendre je ne sais quelle salade pour parodier Engels, cela ne m'intéresse pas, et quand quelqu'un me témoigne sa confiance, je trouve cela suspect et je fais tout pour qu'il adopte une autre attitude envers moi, c'est peut-être pousser un peu trop loin les scrupules ou les principes direz-vous, peut-être dans certains cas, je n'en sais rien, en revanche je me suis aperçus que c'était justifié dans la plupart des cas puisque je n'ai plus entendu parler de l'intéressé !

Je pars du principe que chacun est libre de penser ou d'avoir le comportement qu'il veut, à condition de l'assumer ainsi que les conséquences qui en découlent. La plupart des gens ont une personnalité qui est faite de bric à brac, d'idées venues de partout qu'ils ne maîtrisent pas généralement ou dont ils n'ont pas réellement pris conscience... Et bien moi non plus je n'échappe pas à cette règle, à ceci près que je suis d'un bloc, rien ne m'échappe ou presque, j'analyse tout ce qui me tombe sous la main, tout ce que j'observe, chaque expérience, même la plus insignifiante au premier abord, il faut au minimum que j'en ai conscience, au mieux que j'en tire un enseignement. C'est ainsi que lorsque je balaie, je cuisine, je fais les courses, je fais le ménage, j'entretiens le jardin, j'actualise le portail, etc. j'ai adopté les techniques les plus rationnelles ou performantes, les plus productives (pour se marrer) qui soient, les plus économes en temps et en énergie, en argent aussi, j'y ai réfléchi en m'observant attentivement, c'était indispensable pour que je m'améliore, et je n'admettrais pas qu'on puisse me donner une leçon de balayage, quelle honte j'aurais, j'aurais l'impression de n'avoir jamais progressé au cours de ma vie, vous imaginez un peu le traumatisme !

L'insouciance et l'oisiveté, l'absence de curiosité et le manque d'initiative ou d'audace caractérisent les gens médiocres et soumis au quotidien qui se laissent dicter leur destin et qui font notre malheur, vous ne voudriez tout de même pas qu'on les prennent comme modèle, franchement.

Par oisiveté, on entend au-delà du rentier, refuser de faire le moindre effort ou sacrifice pour élever son niveau de conscience ou améliorer son comportement, bref, se laisser vivre en général. La plupart des gens sont également injustes envers les autres, alors qu'ils font preuve d'insouciance et d'indulgence surtout envers eux-mêmes, ils passent leur temps à les juger alors qu'ils devraient s'en abstenir ou commencer par eux mêmes, cela s'adresse aussi à bien des lecteurs en ce moment, je le sais, je n'ai même pas besoin de les connaître pour pouvoir l'affirmer sans prendre le risque de me tromper.

Le pouvoir de nuisance des médias ne date pas d'hier ni d'avant-hier.

- Si la presse joue ce rôle néfaste, c'est d'abord parce qu'elle est presque tout entière « aux mains d'une poignée de gros capitalistes qui ont intérêt au maintien du capitalisme et qui tentent donc d'empêcher les gens d'apprendre à penser12.

Les conséquences de cette mainmise capitaliste sur l'information sont, aux yeux d'Orwell, si désastreuses que – pourvu que soit garantie l'indépendance des petits journaux et des hebdomadaires de façon à permettre à toute opinion, quelle qu'elle soit, de trouver un lieu d'expression –, la perspective d'une nationalisation partielle ou totale de la grande presse n'est pas pour l'effrayer :

« Il semble que nationaliser la presse serait du "fascisme", alors que la "liberté de la presse" consiste à permettre à quelques millionnaires de contraindre plusieurs centaines de journalistes à falsifier leurs opinions. […] Mieux vaut être contrôlé par les bureaucrates que par les escrocs ordinaires13. (Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Collège de France)

Notes.

12. AMG-19.

13. AMG-80 & AMG-19

Nos dirigeants ont toujours défendu aveuglément la liberté de la presse, de la même manière ce sont de fanatiques défenseurs des droits de l'homme que dénonçait Marx. Bref, ils font partie des pires démagogues qui soient ou les fossoyeurs de notre cause.

Ils nous expliquent pour se justifier, qu'aujourd'hui c'est un journaliste ou un journal qui est attaqué, peu importe qu'il soit de droite il faut prendre sa défense, car si on laisse faire demain ce sera l'ensemble des journalistes et de la presse qui seront attaqués et nous en serons également victimes... Ils ont pris la défense d'Aubenas qui est une crapule, une pourriture. Et alors, vous croyez réellement que si cela se produisait les journalistes des médias-oligarques ou d'autres partis voleraient à votre secours. Non mais, il faut être tombé sur la tête pour croire un truc pareil, excusez-moi, ils sont moins cons que vous, ils en rajouteraient une couche pour que vous disparaissiez et ils seraient les seuls à s'en tirer. Et dire qu'il y en a parmi nous pour adhérer à cela !

La propagande de la réaction passe par les médias ou plus exactement par l'AFP et les instituts de sondages, ils se complètent ou partagent le sale boulot de la désinformation, des fausses nouvelles, etc.

S'agissant de l'AFP, cette officine n'est pas proprement dite aux ordres de Macron ou de la présidence de la République. Non, le venin qu'elle distille quotidiennement et que répercutent les médias provient d'ailleurs, de l'Etat profond qui sévit également en France et qu'incarne le clan de l'oligarchie réputée le plus extrémiste ou le plus va-t-en-guerre qui s'est donné pour objectif d'instaurer un nouvel ordre mondial ou un régime totalitaire planétaire.

Prouvez-le, direz vous. C'est très simple, par les faits.

On en veut pour preuve que lorsque Sarkozy avait décidé de se représenter en 2012, alors qu'il avait encore toute les chances de l'emporter, puisqu'il ne lui manquera à peine un peu plus d'1 million de voix pour être réélu au soir du second tour face à Hollande, l'ensemble des médias se sont soudain férocement acharnés sur lui pour le descendre, et ils y sont parfaitement parvenus, alors que 5 ans plus tôt ils avaient adopté un comportement inverse.

Cela signifiait que les médias avaient reçu ordre d'agir de la sorte ou sans même que cela soit nécessaire, ils étaient arrivés à la conclusion que Hollande ferait mieux l'affaire que Sarkozy pour poursuivre l'application de la politique dictée par les besoins définis par ce clan de l'oligarchie. Ils n'étaient pas devenus pour autant spontanément de gauche ou social-démocrates, ils ne prenaient pas non plus le risque inconsidéré de porter au pouvoir un président qui pourrait incarner dans la tête des électeurs l'ennemi de l'oligarchie ou de la finance ou encore du capitalisme, puisqu'ils savaient pertinemment que même si cette illusion leur avait traversé un jour la tête, elle serait vite dissipée par les engagements que prendraient Hollande vis-à-vis de ce clan de l'oligarchie dont finalement il était un agent, c'était d'ailleurs pour cette raison qu'ils en firent le moment venu leur candidat au détriment de Sarkozy. Tout se tient comme vous pouvez l'observer, attendez. ce n'est pas fini.

Et le même scénario se reproduisit 5 ans plus tard, quand ils déboulonnèrent littéralement Fillon pour faire élire Macron. Ce clan de l'oligarchie avait mis près de 10 ans à fabriquer minutieusement le candidat idéal qui aurait pour unique mission de liquider le Code du travail et le système de retraite par répartition, et ils estimèrent qu'il était fin prêt pour entrer en action, ce qui désappointa amèrement Fillon qui avait un temps pressentit pour accomplir cette sale besogne, il tenta de résister, mais face à l'énorme machine de propagande qu'ils déchaînèrent contre lui il n'avait aucune chance de s'en tirer et finalement ils parvinrent à le briser net, exactement comme ils l'avaient fait 5 ans plus tôt avec Sarkozy.

Et c'est encore ce clan de l'oligarchie qui orchestra la dernière provocation dont fut victime Mélenchon et LFI, et non Macron ou des membres de son gouvernement qui rappelons-le n'ont absolument aucune marge de manoeuvre, aucun pouvoir, et quand on l'oublie ou qu'on l'ignore, on ne peut pas comprendre ce qui se passe réellement.

Les vociférations de Mélenchon étaient parfaitement justifiées, mais vous aurez constaté comme moi qu'il s'est trompé de cible, en réalité c'était l'oligarchie qu'il fallait viser et non Macron, car ce sont les médias et les institutions de sondages qu'elle contrôle qui vont lui causer le plus de tort et non les déclarations de Macron que beaucoup de gens n'écoutent même plus, en revanche ils n'échapperont pas au matraquage quotidien des médias et de leurs réseaux numériques. Pour conserver une neutralité ou indépendance de façade, les médias et les instituts de sondages recourent à la méthode du double langage qui consiste par exemple, à adopter une fois un ton critique envers Macron pour ensuite l'encenser dix fois de suite. Autre exemple, ils vont sortir des sondages défavorables à Macron assortis de commentaires au vitriole sur Mélenchon.

Guerre à l'opportunisme.

Quand la gauche et l'extrême gauche n'était déjà plus de gauche ou d'extrême gauche...

Si ce sont eux qui l'affirment...

Quand le think tank néoconservateur Le Cercle de l'Oratoire évoque ses fondateurs.

« Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'anti-américanisme qui régnait en France au lendemain du "11-Septembre". Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« "Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006)

Quand la gauche était compatible avec l'extrême droite néolibérale

- Stéphane Séjourné du combat anti-CPE à l'Europe pro-Macron - Liberation.fr 28.10

Conseiller politique à l'Elysée, cet ex-militant du MJS devenu un fidèle du Président se retrouve à 33 ans sur le devant de la scène. Objectif : mettre en musique la périlleuse campagne européenne de LREM. Liberation.fr 28.10

Quand la famille s'étend à l'extrême gauche.

Jamal Khashoggi. Un "*opposant*" que la gauche et l'extrême gauche pleure en France notamment.

La Tribune des travailleurs, 23 octobre 2018 – Macron se rend au salon Euronaval, au Bourget, principalement dédié à l'armement. Dans le même temps, les déclarations condamnant l'assassinat par le régime saoudien d'un journaliste opposant ont très vite baissé de plusieurs tons. (https://latribunedestravailleurs.fr/category/fil-dinfos/page/2)

Quel dommage, on en est tout bouleversé ! Et puis il est vrai que les auteurs de ce genre de déclaration sont animés de tellement bonnes intentions qu'on en redemande ! Non, merci, la poubelle est pleine.

Et quel "*opposant*" faisant l'apologie du régime barbare wahhabite! Ils osent tout eux aussi au POID.

Le prince héritier d'Arabie saoudite doit restaurer la dignité de son pays – en mettant fin à la guerre cruelle du Yémen, par Jamal Khashoggi. The Washington Post 11-09- 2018 (Publié par Les Crises 3 novembre 2018)

Extraits.

- L'Arabie saoudite pourrait user de son poids et de son influence au sein des cercles occidentaux et faire appel aux institutions et mécanismes internationaux pour résoudre ce conflit.

- L'Arabie saoudite se trouve dans une position unique pour simultanément empêcher l'Iran d'entrer au Yémen et mettre fin à la guerre dans des conditions satisfaisantes si elle échange son rôle de belligérant pour celui de pacificateur.

- Les actions de l'Arabie saoudite au Yémen ont été motivées par des préoccupations de sécurité nationale en raison de l'implication iranienne dans le pays. (On croirait entendre G. Bush! - LVOG)

- L'Arabie saoudite ne mérite pas d'être comparée à la Syrie, dont le dirigeant n'a apparemment pas hésité à utiliser des armes chimiques contre son peuple. Mais la poursuite de la guerre au Yémen validera les voix qui affirment que l'Arabie saoudite fait au Yémen ce que le président syrien Bachar el-Assad, les russes et les Iraniens font en Syrie. The Washington Post 11-09- 2018

C'est marrant, je crois avoir déjà entendu ce discours des milliers de fois depuis quelques années, pas vous ? Vous venez de découvrir que The Washington Post avait un nouveau correspondant en France !

C'est fou décidément ce que le monde regorge d'opposants !

Le banquier Jacques Attali (PS) est partisan de la paix, de la non-violence, lui qui a proclamé que Jérusalem devrait être la capital du nouvel ordre mondial rien que cela, lui le fanatique défenseur du sionisme et de l'Etat israélien d'apartheid, lui qui incarne l'Etat profond ou les faucons néolibéraux qui ont orchestré le 11 septembre et toutes les guerres qui s'en sont suivies, y compris contre les Palestiniens, Attali un des mentors de tous les présidents au côté de BHL depuis Mitterrand, il a fait ses armes à gauche, cela ne devrait plus vous étonner maintenant...

Comment, vous ne le saviez pas ? La preuve il a osé rédiger un article publié mercredi 24 octobre par L'Express qui s'intitulait Retour de la violence, accusant Trump d'en être l'instigateur pour avoir manifesté la volonté de sortir du traité INF (Intermediate-

Range Nuclear Forces Treaty) sur les armes nucléaires de portée intermédiaire datant de 1987, mais il a fermé les yeux sur le programme de modernisation des armes nucléaires américaines s'étalant jusqu'en 2020 si je me souviens bien et doté de 1.000 milliards de dollars, programme qui avait été poursuivi par Obama, bref, tout est bon pour attaquer Trump.

Attali rempli ici parfaitement sa fonction de manipulateur des consciences, puisqu'il occulte le fait que les prédécesseurs de Trump avaient fait pire en matière de violence ou de guerre, en revanche on est en droit de s'interroger sur les réelles intentions de tous ceux qui se réclament de la gauche ou de l'extrême gauche qui adoptent la même position que Attali envers Trump, qui au mieux manquent singulièrement de discernement, qui au pire reprennent sciemment la propagande des néoconservateurs ultra réactionnaires à la suite du parti démocrate.

Attali fait partie du premier cercle de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste. Vous en doutiez encore?

C'est lui qui relaie son discours en France, ensuite les médias lui emboîtent le pas.

- Attali. Retour de la violence - L'Express 24 octobre

- Violence - Liberation.fr 6 novembre

Selon le Washington Post, Donald Trump, pendant cette campagne des midterms, ment trente fois par jour en moyenne, sur toutes sortes de sujets. Liberation.fr 06.11

Quand la gauche néo stalinienne se démasque.

La plupart, pas tous, ouf, vous avez gagné vos galons de respectabilité !

"Ainsi que nous le constatons (trop) régulièrement, l'information internationale est particulièrement maltraitée dans la plupart des médias dominants, et notamment dans les journaux télévisés." (Acrimed - France 2 « décrypte » l'Amérique latine… en 2 minutes !)

Quand le diable se cache dans le détail.

- "*Ainsi que nous le constatons (trop) régulièrement*" : Pourquoi il devrait en être autrement de leur part ? Vous auriez des conseils à leur donner ?

- "*L'information internationale est particulièrement maltraitée dans la plupart des médias dominants*" : Pas tous, ouf l'illusion de vivre en démocratie est sauve ! Les heureux élus estampillés honnêtes par Acrimed doivent être ceux qui comme eux ménagent les régimes dits progressistes qui ont adopté le "socialisme du XXIe siècle", et qui l'un après l'autre cède la place à des régimes autoritaires ou des dictatures.

Si j'ai bien compris ce sont des fonctionnaires, des syndicalistes, ils peuvent traiter à la légère ce sujet, après tout "l'information internationale" ne les concerne pas directement, elle couvre des guerres et bien d'autres drames épouvantables que subissent les peuples qui ne sont que des détails, alors pourquoi devraient-il s'arrêter dessus, s'ils le faisaient, ils s'apercevraient plutôt que les médias dominants sont pires les uns que les autres, au lieux de faire croire qu'il y en aurait qui seraient meilleurs ou moins pourris que les autres, c'est tout ce que je tenais à préciser.

Acrimed tient à ne pas passer pour un ennemi "*des médias dominants*", en cela il imite l'illusionniste Mélenchon, moi cela ne me dérange pas de passer pour leur ennemi, bien au contraire.

Les masques tombent ou la nature réactionnaire de la franc-maçonnerie.

- Mélenchon menacé par une "suspension temporaire" des francs-maçons - Le HuffPost30 octobre 2018

L'exécutif du Grand Orient de France (GODF) a demandé vendredi 26 octobre à sa justice interne "la suspension temporaire" de Jean-Luc Mélenchon en raison de son "comportement vis-à-vis des magistrats, des policiers et des journalistes", a-t-on appris auprès de l'entourage du GODF.

Une motion soumise au vote du Conseil de l'Ordre vendredi a obtenu "30 voix pour et 3 voix contre", a précisé l'entourage du GODF à l'AFP, en soulignant que c'est un fait rare. L'information avait été révélée par L'Express.

La chambre suprême de la justice maçonnique, indépendante du Conseil de l'Ordre, et devant laquelle Jean-Luc Mélenchon est

invité à se défendre, doit désormais trancher, et ce "au mieux dans deux mois", selon cette source. Dans une biographie parue en 2012, celui qui est depuis devenu le leader de la France insoumise (LFI) avait indiqué être entré au GODF en 1983.

"Son comportement vis-à-vis des magistrats, des policiers et des journalistes", notamment son opposition virulente lors des perquisitions au siège de LFI et chez lui le 16 octobre, ont déplu à certains membres de la plus grande association maçonnique française, laquelle est "très à cheval sur le respect de la République, et de la liberté de la presse" notamment, a-t-on ajouté. Le HuffPost30 octobre 2018

En famille. Pourquoi à l'unission avec la droite et l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche détestent-elles Orwell ?

Jean-Jacques Rosat a répondu aux questions d'Envrak au cours d'un entretien téléphonique le 1er décembre 2009

Jean-Jacques Rosat est agrégé de philosophie. Il a été professeur en lycée (1979-1999). Depuis 1999, il est attaché à la chaire de philosophie du langage et de la connaissance au Collège de France où il exerce des fonctions de maître de conférences. Depuis 2000, il est directeur de la collection Banc d'essais aux éditions Agone (Marseille).

Extraits.

- Très peu. Souvent, les militants de la gauche radicale ne reconnaissent pas Orwell comme l'un des leurs parce qu'ils l'assimilent à tort à ceux qui se réclament de l'antitotalitarisme pour combattre toute idée de révolution. Et, c'est un auteur qui dérange. Il a dit « la liberté, c'est de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre ».

LVOG - Effectivement, ils préfèrent se fier ou accorder leur confiance à ceux qui leur débitent le discours qu'ils ont envie d'entendre. Les flatteurs vivent au dépend de ceux qui les écoutent.

Parce qu'ils sont généralement dogmatiques ou ils ont un esprit étroit. En réalité rares sont ceux qui sont parvenus à développer un esprit critique pour n'avoir jamais rien étudié sérieusement par eux-mêmes. Dans un parti on ne cherche pas à savoir ce que les militants ont compris ou non, on leur demande juste d'être d'accord avec la ligne politique définie par sa direction.

- Orwell est un homme de la gauche radicale, un socialiste révolutionnaire antistalinien, non communiste et non marxiste. Ça, en France, ça n'a pas pratiquement de place sur l'échiquier politique. Jusque dans les années 70 en France, si on était un homme de gauche radicale c'est qu'on était marxiste. Après est apparu le thème de l'antitotalitarisme, mais ceux qui ont développé ce thème sont devenu des adversaires de tout socialisme ou de toute conception égalitaire de la société : Bernard-Henry Lévy, Alain Finkielkraut.... La vraie famille politique d'Orwell en France a très peu de représentants. (Jean-Jacques Rosat, professeur au Collège de France)

Je n'en fais pas partie non plus.

C'est vrai que depuis être "un homme de gauche radicale" ne signifie plus rien quand on pense à Mélenchon et à sa bande de bras cassés, ou quand on observe comment l'extrême gauche s'est avilie en reniant tous ses principes. Sans doute qu'il existait encore de nombreux militants qu'on aurait pu qualifier ainsi dans les années antérieures, mais ce qui les animait c'était plus une aspiration ou une croyance qu'une ferme détermination à maîtriser le marxisme, terme que j'emploie pour la forme, une concession mineure, mais qui ne veut rien dire si je m'en tiens à Marx lui-même. Quant à leurs dirigeants, on est porté à en douter fortement, puisqu'ils ne croyaient déjà plus eux-mêmes aux théories qu'ils avaient développées pour s'être avérées erronées ou démenties par les faits, ce qu'ils se garderont bien d'avouer à leurs militants...

Jusque dans les années 70, était pour ainsi dire qualifiée de marxiste toute personne se revendiquant de gauche, ce qui incluait la SFIO et le PC qui ne l'étaient plus depuis le milieu des années 10 ou 20 ou qui ne l'avaient jamais été selon Lénine et Trotsky, alors que seuls les courants trotskystes et maoïstes luttaient encore pour le communisme et donc méritaient cette étiquette, pour peu qu'on ne soit pas trop regardant ou exigeant ou qu'on fasse la distinction entre leurs dirigeants et leurs militants.

La caractérisation que fait Jean-Jacques Rosat d'Orwell a de quoi laisser perplexe puisqu'il était difficile, voire impossible d'être à la fois "un socialiste révolutionnaire antistalinien" et un "non communiste". Lors des mois qui précédèrent et qui succédèrent à la révolution d'Octobre en Russie, les socialistes révolutionnaires qui n'étaient pas communistes le devinrent ou ils cessèrent d'être des socialistes révolutionnaires, et parmi eux une grande partie se convertirent plus tard au stalinisme, quand ils ne furent pas déportés et voués à une mort certaine à brève échéance ou tout simplement liquidés brutalement par Staline.

Les intellectuels théoriciens du totalitarisme

- Dans une lettre datée du 26 décembre 1948, Orwell explique qu'il a voulu dans son livre « montrer en les parodiant les implications intellectuelles du totalitarisme6 ». Comme le souligne avec force James Conant, la caractéristique nouvelle et

terrifiante des régimes totalitaires du XXe siècle ne consiste pas tant, pour Orwell, dans leurs instruments de terreur que dans les stratégies intellectuelles et psychologiques au moyen desquelles ils essaient de « parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains ». Tel qu'Orwell l'emploie, *le terme « totalitarisme » désigne des stratégies (à la fois pratiques et intellectuelles) […] qui sont appelées ainsi parce qu'elles ont pour but de parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains. L'usage orwellien de ce terme ne recouvre pas seulement des formes de régimes politiques, mais aussi des types de pratiques et d'institutions plus envahissantes et plus spécifiques (diverses pratiques journalistiques comptent au nombre de ses exemples favoris). Mais par-dessus tout, il applique ce terme aux idées des intellectuels – et pas seulement à celles qui ont cours dans […] les « pays totalitaires » 7.*

Du point de vue d'Orwell, explique encore Conant, *les camps de concentration et les forces de la police secrète sont périphériques par rapport à l'ensemble des phénomènes culturels, sociaux et politiques qu'il se propose d'identifier comme totalitaires. Le noyau en est constitué par un sorte de « mensonge organisé » qui, si les conséquences logiques de ses tendances profondes étaient poussées jusqu'au bout, serait reconnu comme « l'exigence de ne plus croire dans l'existence même de la vérité objective8 ». C'est cela qui, pour Orwell, fait véritablement du totalitarisme l'ennemi du libéralisme 9.*

Il est essentiel ici de faire observer que ces processus intellectuels et mentaux existent aussi à l'extérieur des régimes totalitaires. Conant cite à ce sujet une autre lettre d'Orwell, datée du 16 juin 1949 :

Je crois […] que les idées totalitaires ont pris partout racine dans les esprits d'intellectuels, et j'ai essayé de pousser ces idées dans toutes leurs conséquences logiques. L'action est située en Grande-Bretagne pour souligner que les races anglophones ne valent pas mieux par naissance que n'importe quelle autre, et que le totalitarisme, si on ne le combat pas, pourrait triompher n'importe où10.

C'est d'ailleurs en Angleterre, dans la presse de gauche où il écrit, et dans les milieux d'intellectuels de gauche et d'extrême gauche où il vit, qu'Orwell s'y est heurté pour la première fois.

Notes.

7. James Conant, « Freedom, Cruelty, and Truth », in Robert B. Brandom, Rorty and his Critics, Blackwell, 2000, p. 293. Traduction française à paraître : James Conant, Orwell ou le pouvoir de la vérité, Agone, 2012.

8. Orwell, « Où meurt la littérature » (1946), EAL-4, p. 82, & Lettre à H.J. Willmett (18 mai 1944), EAL-3, p. 193.

9. Conant, op. cit., p. 295.

10. Orwell, Lettre à Francis Henson, 16 juin 1949, EAL-4, p. 601.

Propagande de l'ennemi et fabrication du consentement au quotidien.

Quand les néoconservateurs lancent un nouveau parti corporatiste... de gauche évidemment ! Ou tel père tel fils, une vieille histoire.

Lancement par l'Etat et les médias-oligarques d'un nouveau parti totalitaire.

- Européennes : Place publique, le pari citoyen de Raphaël Glucksmann - Le Parisien 29 octobre 2018

L'intellectuel cofonde Place publique, un mouvement politique 100% société civile et militante, pour peser à gauche et encourager le rassemblement aux européennes.

Un coup pied citoyen dans la fourmilière des partis de gauche ! Et une volonté de briser les frontières artificielles qui les empêchent aujourd'hui de dialoguer, voire de se rassembler, à quelques mois des élections européennes. L'essayiste et intellectuel Raphaël Glucksmann, l'économiste militant Thomas Porcher et l'activiste écologiste Claire Nouvian – pour ne citer qu'eux – lancent cette semaine un nouveau mouvement politique appelé Place publique. Mouvement de gauche, proeuropéen et citoyen.

« Nous voulons être la voix des associations et des citoyens qui s'engagent », expose Glucksmann, 39 ans, figure médiatique d'une initiative qui se veut pourtant « collective ». Le mouvement doit publier, en fin de semaine, un manifeste – son « acte de naissance » – pour la défense de l'écologie et pour une « autre Europe », pour la justice sociale, contre l'évasion fiscale et pour une meilleure représentation démocratique européenne.

Parmi les signataires, on devrait retrouver des figures issues d'ONG, d'associations, des activistes, nous dit-on. « Des porteurs de causes, de gens qui ont défendu des luttes sur le terrain », esquisse Glucksmann, qui réfute l'idée selon laquelle il s'agirait là

d'un collectif uniquement issu de la bulle intellectuelle parisienne. Quelques noms circulent déjà, comme celui de Jo Spiegel, maire de Kingersheim dans le Haut-Rhin et pionnier des questions de démocratie participative. « Beaucoup de gens s'agrègent à nous », assure un membre du mouvement.

Place publique ambitionne de « structurer les orphelins de la gauche », mais aussi de « mettre publiquement les organisations politiques face à leur responsabilité ». Du PS à EELV, en passant par Génération-s ou le Parti communiste. La gauche veut-elle se résoudre à l'émiettement actuel, qui lui promet des scores résiduels aux européennes, ou est-elle prête à se rassembler pour peser ? Telle est la question posée.

« Aujourd'hui, les partis n'arrivent pas à dialoguer seuls », constate-t-on à Place publique. Le mouvement aimerait réussir à unifier la gauche. Avec Raphaël Glucksmann pour prendre la tête d'une liste aux européennes ? « Ce n'est pas du tout le sujet », balaie-t-on dans son entourage.

Depuis des semaines, les fondateurs du mouvement font le tour des partis pour sensibiliser à leur démarche. Et si l'initiative semble bien accueillie côté EELV, le député européen Yannick Jadot n'en démord pas : il veut mener la liste des Verts. Au grand dam de nombre de cadres et de militants. « On doit se mettre au service d'un projet qui dépasse notre parti », estime le maire écolo de Grenoble, Éric Piolle, qui a rencontré Glucksmann.

Le patron du PS, Olivier Faure, lui, ne s'interdit rien et attend de voir. Quant à Génération-s, Benoît Hamon semble totalement séduit. « C'est sa bouée de sauvetage », raille un socialiste, qui estime que s'il est lui-même candidat aux européennes, il finira « dans les choux ». Pas insensibles, les communistes sont, eux, en plein dans leur congrès interne.

Quant aux Insoumis de Mélenchon, ils ont été informés, mais pas démarchés. Les divergences sur la question européenne sont trop grandes, et ce même si l'on nous assure que « beaucoup » à Place publique ont voté Mélenchon en 2017.

Parmi ceux qui ont été approchés, « personne ne dit non pour le moment. Mais le risque, c'est de ne pas rassembler et de rajouter une liste de plus », observe une universitaire, contactée par Place publique. Ce dont Raphaël Glucksmann a conscience. Il marche sur une « ligne de crête ». Il peut mettre en place une dynamique d'union, qui pourrait poser des jalons pour les élections suivantes, comme faire un bide. « Il faut essayer », résume-t-il. Lui en est persuadé, si la gauche ne se rassemble pas dès les européennes, elle ne saura pas le faire avant la présidentielle. Le Parisien 29 octobre 2018

Alors que les médias-oligarques lui ont offert une tribune.

- Raphaël Glucksmann et sa bande se lancent tout seuls, comme des grands. - Libération 6 novembre 2018

- Glucksmann lance mercredi un nouveau parti, Place publique - L'Express.fr 06.11

L'essayiste engagé à gauche sera épaulé par l'économiste Thomas Porcher et d'autres personnalités de la société civile.

Il a décidé de franchir le Rubicon. Raphaël Glucksmann, ancien patron du Nouveau Magazine Littéraire, lance mercredi un nouveau parti baptisé Place publique. L'essayiste engagé à gauche sera épaulé par l'économiste Thomas Porcher, la militante écologiste Claire Nouvian et d'autres personnalités de la société civile. Leur objectif: "répondre à des urgences" démocratiques, écologiques et sociales.

L'association de financement adossée à Place publique a obtenu ce lundi son agrément auprès de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), selon le mouvement. Un appel sera publié mercredi dans les colonnes du journal Libération. Place publique sera co-présidé par le maire de Kingersheim (Haut-Rhin), Joe Spiegel, et par la chef d'entreprise et spécialiste des questions technologiques, Diana Filippova.

Écologiste, de gauche et pro-européen, le nouveau parti s'annonce proche, idéologiquement, d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) et de Génération.s, le mouvement de Benoît Hamon. Raphaël Glucksmann était d'ailleurs présent (tout comme l'eurodéputé écologiste Yannick Jadot) au lancement de Génération.s le 1er juillet 2017.

"Ce sont des proches avec qui je travaille depuis des années (...) Nous sommes complémentaires", assure de son côté Yannick Jadot, tête de liste EELV pour les européennes. L'Express.fr 06.11

- Thomas Porcher - Libération 4 novembre 2018

Certains l'appellent «le chroniqueur de C dans l'air», d'autres «l'économiste de Mélenchon». Disons-le tout de suite, les deux sont faux. Il officie régulièrement sur France 5 mais en tant qu'invité. Son homologue libéral Nicolas Bouzou, qui n'est «d'accord sur rien» avec lui, vante un débatteur «intelligible», «jamais agressif», «toujours constructif».

Après une année médiatique intense, M, le magazine du Monde, lui a consacré un portrait titré «Thomas Porcher, l'économie lui va si bien».

Thomas Porcher agace aussi ses pairs enseignants. Son omniprésence médiatique est perçue comme une forme d'impureté. «C'est la théorie des économistes de "seconde main", fait remarquer Raphaël Boroumand, également professeur à la PSB. L'idée que tout économiste qui passerait trop de temps dans les médias serait "perverti".» Pur conservatisme académique. Outre le bouillonnement médiatique, Porcher consacre son temps à des articles publiés dans des revues scientifiques, certains étant dans le top 5 % des plus cités au monde. Rétif à «l'esprit de classe», il ne voit aucune contradiction entre son statut de prof en école de commerce et ses principes hétérodoxes.

Ce docteur en économie, membre des Economistes atterrés depuis 2016...

Cécile Duflot est la première à faire appel à ses services lors de la primaire écologiste en 2016. Durant la dernière campagne présidentielle, il fournit des notes de cadrage sur la transition énergétique à Benoît Hamon.

Le but ? Influencer les débats sur les élections européennes. «On discute avec des personnes qui font de la politique concrètement, au quotidien. Des ONG, des associatifs… Tous européens.»

... il se booste à l'ego trip de Booba et Kaaris, du rap «où ça clashe», voire au rap «social» de Keny Arkana, quand ce n'est pas Secteur Ä. «Ça m'aide pour écrire, confie l'économiste ou le fan, on ne sait plus trop. Libération 4 novembre 2018

Le dernier paragraphe situe le personnage ou le niveau de conscience de ce psychopathe. C'est dingue comme ils ont le don de les repérer, l'avez-vous observé ?

On retiendra surtout : "Rétif à «l'esprit de classe»", principe cher au corporatisme et à l'extrême droite.

Qui est réellement Raphaël Glucksmann ? Un ultra réactionnaire déguisé en intellectuel de gauche.

Extrait de la causerie du 8 mai 2016

Rappel du parcours de cette ordure professionnelle.

- Rappelons qu'il est lié au régime néonazi de Kiev par son épouse, Eka Zguladze qui fut nommé vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk. (Source : La Croix (http://www.la-croix.com/Archives/2012-09-18/Le-conseiller-francais-du-Prince-georgien.- RAPHAEL-GLUCKSMANN-_NP_-2012-09-18-854932), 18/09/2012).

- Raphaël Glucksmann a rejoint Kiev, huit jours après le début des manifestations (de Maidan - ndlr). Depuis, il a contribué – sans contrat et gratuitement – à la stratégie de Vitali Klitschko, l'exboxeur devenu l'un des leaders des manifestants pro-européens en Ukraine, a écrit ses discours et développé ses contacts en Europe et aux États-Unis. (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce (Ceux orchestrés par la CIA... - ndlr). Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- Il est également à l'origine de la création d'une ONG en faveur de la démocratie européenne, qu'il préside à Kiev : « J'essaye de dire aux oligarques ukrainiens que s'ils veulent prouver qu'ils sont devenus pro-européens ils doivent aider les autres (Biélorusses, Russes, Géorgiens) à faire leur révolution« , affirme-t-il. Avant de s'emballer, une lueur dans les yeux : « C'est tout de même la première fois que des gens meurent avec le drapeau européen dans les mains » (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- Il est cofondateur de l'association Études sans frontières, dont le comité d'honneur comprend la fine fleur des néoconservateurs français : Youri Afanassiev; Elena Bonner; Francis Bueb; Georges Charachidze; Yves Cohen; Dr. Michael Dewitte; Wilhem Donner; Olivier Dupuis; Michael Fischer; André Glucksmann; Romain Goupil; Pierre Hassner; Richard Herzinger; Kjell Olaf Jensen; Kerry Kennedy; Bernard Kouchner; Jack Lang; Pierre Lellouche; Pierre Moinot; Dr. Gérard Mortier, Rupert Neudeck; Yves Quéré; Josep Ramoneda; Jacques Rupnik; Alain Touraine.

- Pour Raphaël Glucksmann : « ce qui m'a toujours plu chez Bernard (BHL - ndlr), comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (http://www.bernard-henri-levy.com/2008-en-georgie-par-raphael-glucksmann-10388.html).

- Comme son père André Glucksmann, il est membre du cercle de réflexion du Cercle de l'Oratoire (cofondé par Michel Taubmann et son épouse), il contribue à l'édition de sa revue Le Meilleur des mondes (2006-2008). Créé de façon informelle, en 2001, le Cercle de l'Oratoire est devenu un lieu de rencontre pour les différentes sensibilités pro-américaines en France : « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'antiaméricanisme qui régnait en France au lendemain du « 11-Septembre ». Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« "Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006). Le groupe prend forme peu à peu, avec des « intellectuels (les philosophes André Glucksmann et Pierre-André Taguieff, l'essayiste Pascal Bruckner, l'universitaire Stéphane Courtois, coauteur du Livre noir du communisme, Jacky Mamou, ancien président de Médecins du monde, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris…) mais aussi de jeunes journalistes, des étudiants. Des personnalités (Bernard Kouchner, Nicolas Baverez, Fadela Amara…) » (« Les meilleurs amis de l'Amérique », Libération (http://www.liberation.fr/ grand-angle/2006/05/09 /les-meilleurs-amis-de-l-amerique_38664), 09/05/2006). Pour leur première action, ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre », Le Monde du 8 novembre 2001). Pour son premier numéro en 2006, la revue Le Meilleur des mondes. (causerie du 8 mai 2016)

Extrait de la causerie du 6 septembre 2015

- Migrants: Plus de 10.000 personnes manifestent en France pour l'accueil des réfugiés - 20minutes.fr

Ce rassemblement, intitulé «Pas en notre nom - #RéfugiésMigrantsDignité», «est né d'une discussion sur Facebook, de gens qui se demandaient comment faire pour exprimer quelque chose spontanément (...) dire non aux politiques migratoires répressives qui conduisent à la mort de milliers de personnes et oui à l'accueil», a expliqué l'un des organisateurs, l'auteur et réalisateur Raphaël Glucksmann, fils du philosophe André Glucksmann. (causerie du 6 septembre 2015)

"Ouvrez les frontières!", "Droit d'asile pour toute personne persécutée", "Charlie, où es-tu?" ou encore "L'accueil pour moi c'est oui", pouvait-on lire sur des pancartes arborées par les manifestants de tous âges et souvent venus en famille sur la place de la République. (AFP 5 septembre 2015)

- Raphaël Glucksmann : "Oui, il faut accueillir les réfugiés" - msn.com

Hier ils en sont logiquement arrivés à manifester à l'appel d'un porte-parole du néolibéralisme ou de Washington, un clone de BHL, Raphaël Glucksmann, membre du think tanks néoconservateur Cercle de l'Oratoire.

- Pour leur première action (du Cercle de l'Oratoire - LVOG), ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre ». (Le Monde du 8 novembre 2001)

- « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'anti-américanisme qui régnait en France au lendemain du "11-Septembre". Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« "Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006)

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce. Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- « Ce qui m'a toujours plu chez Bernard, comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (La Croix, 18/09/2012)

Ils ont manifesté au côté de ce chien mêlé au gouvernement néonazi de Kiev, jugez plutôt.

ojim.fr - ... membre des différents cercles néo-conservateurs français (Cercle de l'Oratoire, revue Le Meilleur des Mondes) qui soutiennent la politique belliciste des États-Unis dans le monde (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, Géorgie, Ukraine, etc…) ojim.fr

wikipedia.org - Il est l'époux d'Eka Zgouladze, vice-ministre de l'Intérieur puis ministre de l'Intérieur en Géorgie sous la présidence de Mikheil Saakachvili . Après avoir reçu la nationalité ukrainienne en décembre 2014, elle est nommée quelques jours plus tard vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk.

Raphaël Glucksmann est présenté comme un des « conseillers officieux » du président géorgien Saakachvili , qu'il a interviewé pour un livre paru en 2008. wikipedia.org

Précisons, Saakachvili marionnette de Washington nommé gouverneur d'Odessa par Porochenko. Odessa où des dizaines de militants ouvriers avaient brulé vifs ou avaient été exécutés par les milices fascistes du régime ukrainien il y a un peu plus d'un an.

Hier ils ont manifesté à l'appel des assassins de ces militants ouvriers, voilà où ces soi-disant trotskystes ou révolutionnaires en sont arrivés, en fait des aventuriers, des charlatans, des imposteurs qui militent pour défendre uniquement leurs propres intérêts corporatistes.

ojim.fr - « “Je travaille pour l’Europe”, estime ce fédéraliste convaincu, qui a ouvert une “maison de l’Europe” à Tbilissi », « Le conseiller français du Prince géorgien. Raphaël Glucksmann », La Croix, 18/09/2012

ojim.fr - « En arrivant à Kiev, confie-t-il, j’ai envoyé un SMS à Dany [Cohn-Bendit] : “C’est bon tu peux aller au musée. Ils ont fait cent fois mieux que toi ici. Et en hiver, ce qui est un peu plus sport” », « La révolution, c’est son rayon », Le Monde, 21/03/2014.

ojim.fr - ...le premier ministre géorgien Irakli Garibachvili, « il est bien dommage que des personnes [Zourab Adeïchvili et Ekaterina (Eka) Zgouladze] que nous poursuivons en justice et qui sont recherchés par Interpol se soient confortablement installées dans le gouvernement ukrainien. Cela ne tardera pas à nuire aussi bien au gouvernement qu’à l’image de marque de l’Ukraine. » (« Tbilissi reproche à Kiev de promouvoir des personnes recherchées par Interpol », fr.sputniknews.com, 20/12/2014).

ojim.fr - Raphaël Glucksmann et sa femme Ekaterina “Eka” Zgouladze ne sont pas américains et pourtant ils ont systématiquement suivi et mis en œuvre dans leurs responsabilités au sein des gouvernements géorgiens ou ukrainiens, dans leur activité militante (Étude sans frontière) ou médiatique, la ligne politique des États-Unis. (causerie du 6 septembre 2015)

ojim.fr - « Poutine finance le FN et envoie des tanks en Ukraine. Pour lui, cela fait partie d’une même croisade, du même combat pour une vision du monde fondée sur l’exclusion, la haine, symbolisée par le cadavre d’un opposant politique avec quatre balles dans le dos. Il n’y a plus de frontière réelle entre les politiques étrangère et intérieure. Une guerre est menée contre les mélanges, les métissages, les libertés » Libération, 14/03/2015

- Invité à l'European Lab cette semaine, le documentariste et essayiste Raphaël Glucksmann revient sur l'évolution de la relation au politique, notamment la question de l'horizontalité. - Libération 4 mai 2016

Top départ de l’European Lab à Lyon... La conférence qui inaugure ce cycle de rencontres accueille Raphaël Glucksmann, documentariste et essayiste, qui signait en 2015, quelques semaines après les attentats contre Charlie Hebdo, l’ouvrage Génération gueule de bois (1). Trois questions à son auteur, qui fut aussi l’un des conseillers des leaders des révolutions démocratiques géorgienne et ukrainienne.

Raphaël Glucksmann - Ce mouvement repose largement sur des masses spontanées, descendues dans la rue sans parti politique.

L’horizontalité entraîne à la fois une explosion positive de la prise de parole et le retour d’idéologies que l’on pensait bannies à tout jamais, mais qui étaient juste censurées. Il faut donc mener le combat là où les gens s’informent le plus : sur les réseaux sociaux, les blogs, les places. (Libération 4 mai 2016)

- Médias français : Cinq cas de journalistes acquis à la doctrine néoconservatrice - legrandsoir.info 22 mai 2016

Directeur adjoint de la rédaction de l’hebdomadaire Marianne, Alexis Lacroix est également responsable des séminaires de “La Règle du jeu”, revue fondée par Bernard-Henri Lévy...

Qui sont donc les faiseurs d’opinions que l’on invite ou que l’on allègue à La Règle du Jeu ? Nous retrouvons un très grand nombre de néocons du premier âge qui sont : Michel Taubmann - Galia Ackerman - Frédéric Encel - Pascal Bruckner - Brice Couturier - André Glucksmann - Raphaël Glucksmann - Romain Goupil - Bertrand Lebeau - Jacky Mamou - Pierre-André Taguieff - Marc Weitzmann – Nicole Bacharan - Monique Canto-Sperber - Mohamed Sifaoui. (legrandsoir.info 22 mai 2016)

Extrait de la causerie du 18 décembre 2016

Alors pourquoi vous en réclamez-vous ?

- L’idéologie des droits de l’homme pour justifier l’ingérence humanitaire, que Glucksmann met en avant, a fait le lit des guerres qui ont détruit et ensanglanté des pays entiers – Irak, Yougoslavie, Libye, Syrie – jeté sur les routes des millions de gens, laissés ensuite à l’abandon… Arrêt sur Info. (causerie du 18 décembre 2016)

Extrait de la causerie du 10 décembre 2017

- Jean-Luc Mélenchon explique pourquoi il avait parlé des "liens communautaires" de Léa Salamé HuffPost.fr

De même, l'expression caractérisant Léa Salamé - "ses liens politiques, familiaux et communautaires" - a été édulcorée quelques heures après la première publication. "Jean-Luc Mélenchon a été alerté par un proche que ça pouvait être mal interprété", explique Antoine Léaument, directeur de la communication numérique de LFI. (id) Alors que ces liens étaient parfaitement justifiés puisqu'elle est en couple avec Raphaël Glucksmann.

Ce que Mélenchon n'a pas osé dire à l'antenne mais qu'il sait pertinemment. (causerie du 10 décembre 2017)

- Alep, plaidoyer pour la liberté d'analyse et une géopolitique cohérente de la France par Djordje Kuzmanovic - Club Mediapart 20 décembre 2016

Ceux qui critiquent ma position peuvent bien la trouver cynique ; la leur, toute rose qu'elle soit, me paraît effrayante, car c'est celle qui conduit aux guerres. J'en veux pour preuve l'ahurissante tribune dans Le Monde du 13 décembre 2016 des « pacifistes » Yannick Jadot et Raphael Glucksmann qualifiant exclusivement Poutine et Al-Assad de terroristes (« Poutine et Al-Assad sont des «terroristes» et ceux qui les soutiennent en France sont leurs complices ») tout en réussissant l'exploit de ne pas parler une seule fois des terroristes djihadistes d'Al-Nosra, ni de leurs financiers et inspirateurs wahhabites. (Club Mediapart 20 décembre 2016)

Extrait de la causerie du 9 mars 2017

Réseau Voltaire - ... Raphaël Glucksmann appelle à une contre-manifestation dimanche dans un autre quartier de la capitale.

Raphaël Glucksmann partage les idées et le carnet d'adresse de son père, l'essayiste néo-conservateur André Glucksmann. Ce dernier fut employé, à la fin des années 80 à Londres, par le programme de la CIA, Exchange. Raphaël, quant à lui, fut conseiller de Mikheil Saakachvili, président de la Géorgie lors de la « révolution des roses », puis gouverneur de la région ukrainienne d'Odessa à l'issue du coup d'État de la place Maidan. Raphaël a épousé Eka Zgouladze, ministre de l'Intérieur de Géorgie (dans le gouvernement qui mit la majorité de son opposition en prison) et aujourd'hui ministre de l'Intérieur d'Ukraine (dans le gouvernement qui massacre la population du Donbass). Réseau Voltaire 03.03.2017

Extrait de la causerie du 24 mars 2017

L'AFP a présenté sous un angle avenant ou progressiste auquel n'importe quel travailleur ou citoyen souscrirait, la manifestation qui a eu lieu récemment place de la République contre les "casseroles" ou la corruption des élus, sans préciser qu'un néolibéral ou ultra réactionnaire en était à l'origine ni ses véritables intentions, Raphaël Glucksmann, et qu'elle était dirigée uniquement contre Fillon au profit de Macron (voire la causerie du 1er mars).

Autrement dit, l'objectif de cette manifestation (...) avait pour unique vocation de participer et légitimer l'opération en cours de déstabilisation de Fillon orchestrée depuis l'Elysée afin qu'il renonce à se présenter au profit de Macron, l'héritier naturel de Hollande.

La principale manipulation de l'AFP a consisté à ne pas révéler que Glucksmann y appelait, et quand bien même des médias l'aurait fait, ils se seraient bien gardés de rappeler qui était en réalité ce funeste individu, car aussitôt les intentions inavouables qui étaient derrières cette opération aurait été éventée et cela aurait dissuadé le peu de personnes susceptibles de se mobiliser de participer à cette manifestation. Elle fut un bide et tant mieux. (causerie du 24 mars 2017)

Extrait de la causerie du 29 avril 2017

Ces médias qui traquent les partisans du «ni-ni» - Sputnik

L'Obs (propriété de Pierre Bergé, Xavier Niel, Matthieu Pigasse, amis et soutiens de la première heure d'Emmanuel Macron) ne semble pas pardonner à l'ancien ministre (Mélenchon - ndlr) de Lionel Jospin de ne pas avoir donné de consigne de vote claire. Des chroniques, telle que « Et pourtant, je voterai Macron, par Raphaël Glucksmann » font flores... (causerie du 29 avril 2017)

Extrait de la causerie du 2 juillet 2018

Un document déclassifié de la CIA datant de 1985 et détaillé (22 pages) concernant les "nouveaux philosophes" français (dont des passages sur BHL et André Glucksmann avec photos) et le grand intérêt politique qu'ils représentent pour les USA.

On se doutait que les USA les avaient utilisés et soutenus, mais là on en est certain…

Document en PDF disponible en bas de l'article. (causerie du 2 juillet 2018)

https://www.spyculture.com/cia-loved-french-new-left-philosophy/

- Raphaël Glucksmann (11.05.2015)

Comment l'air de rien font-ils la promotion du totalitarisme ?

- 40 % des Français favorables à un régime autoritaire ? - Liberation.fr 2 novembre 2018

C'est ce qu'ont martelé plusieurs médias à partir d'un sondage commandé par Ouest-France à l'Institut français de l'opinion publique (Ifop). «Quatre Français sur dix prêts à un "pouvoir autoritaire pour réformer le pays en profondeur"», affirmait par exemple Europe 1. Un titre effrayant, mais un peu hâtif. Car comme souvent dans les sondages, la réponse dépend fortement de la manière dont est posée la question. Celle posée par l'Ifop est à la fois très longue, très complexe et un peu tendancieuse. La voici : «Certains pensent que la France doit se réformer en profondeur pour éviter le déclin mais qu'aucun homme politique élu au suffrage universel ne disposera plus du pouvoir nécessaire pour mener à bien ces réformes et que dans ce cadre, il faudrait que la direction du pays soit confiée à un pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique s'exerçant sur le gouvernement. Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec cette opinion ?» La question insiste largement sur les raisons qui justifieraient une telle évolution (une «France proche du déclin», une «nécessité de réforme») et explique que le choix de confier le pays à un pouvoir autoritaire ne reviendrait qu'à «alléger les mécanismes démocratiques». On s'étonne donc un peu moins des réponses. Liberation.fr 2 novembre 2018

Quel aveu de manipulation volontaire : "Comme souvent dans les sondages, la réponse dépend fortement de la manière dont est posée la question."

En complément

Les oligarques sont "vichystes" par nature.

- Vers quelle catastrophe mondiale les nouveaux "vichystes" nous emmènent-ils? - Le HuffPost

Au siècle dernier, il y a 90 ans, le krach boursier de 29, la montée de l'antisémitisme et de la xénophobie et l'essor des nationalismes en Europe, Italie, Allemagne, Espagne à côté du totalitarisme russe donnèrent naissance à la seconde guerre mondiale... Le HuffPost

Quand une institution totalitaire traite de fascistes ses fidèles indisciplinés

- Bras de fer sur le budget italien : « Je crois que c'est une attitude de type fasciste qui ne paye pas » selon l'eurodéputée Mercedes Bresso - Publicsenat.fr

C'est un bras de fer sans précédent qui s'engage entre Rome et Bruxelles. En cause, l'augmentation du déficit public prévue par le budget italien. La Commission européenne a demandé au gouvernement de revoir sa copie qu'elle juge hors des règles communautaires de la zone euro. Publicsenat.fr

La stratégie de la peur inculquée aux peuples est l'apanage des régimes totalitaires.

- «La France aussi est menacée par une vague populiste» - LeParisien.fr

- Hollande: "Nous sommes dans un moment très grave pour les démocraties" - AFP

Et leur objectif est atteint.

- Européennes: un sondage donne LREM et RN au coude-à-coude, LFI dévisse - Le HuffPost 04.11

Quand les GAFA, les médias et les ONG sont au service du totalitarisme.

- "Le danger sur les journalistes s'accroît", dénonce RSF - AFP

Ils osent tout. Quand le média qui a couvert toutes les guerres depuis le début des années 50 fomentées par le groupe Bilderberg auquel il participe depuis sa création dénonce un menteur.

- "Time's up" pour les employés de Google du monde entier - euronews 2 novembre 2018

De Singapour à New York, en passant par Londres et au siège mondial en Californie, des milliers d'employés de Google ont stoppé leur travail. Objectif : protester contre le harcèlement sexuel, le racisme et l'inégalité de traitement.

Tout est parti d'un article du New York Times la semaine dernière. euronews 2 novembre 2018

Toute les opérations ou campagnes à caractère nationale (La Marche des femmes contre Trump, Black lives matter, la Marche des migrants d'Amérique central vers les Etats-Unis, etc. etc.) ou à caractère internationale (Mariage homosexuel, harcèlement des femmes, légalisation de la drogue, promotion de la pornographie, etc. etc.) ont toutes été pilotées ou soutenues par le New York Times et le Washington Post sans que ces parasites de gauche et d'extrême gauche n'en fassent mention.

- Violence - Liberation.fr 06.11

- Selon le Washington Post, Donald Trump, pendant cette campagne des midterms, ment trente fois par jour en moyenne, sur toutes sortes de sujets. Liberation.fr 06.11

- Sous l'ère Trump, le «New York Times» évolue en terrain miné - Liberation.fr 04.11

Le documentaire de Liz Garbus «Mission vérité», diffusé à partir de ce mardi sur Arte, met en lumière le travail d'une rédaction qui lutte chaque jour contre les intox du sulfureux président américain.

- Dans les coulisses du «New York Times» à l'heure du «carnage américain» - Liberation.fr

Arte diffuse à partir de mardi «Mission vérité», un documentaire en quatre volets sur le quotidien américain qui raconte de l'intérieur l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump.

Mais la dramatisation du film, sa mise en scène, tient du même coup de l'acharnement de ces enquêteurs, correspondants à la Maison Blanche ou reporters, dans leur excitation à sortir des scoops, dans leur obsession à tout savoir, tout comprendre, tout vérifier dix ou cent fois – on prend au passage quelques leçons de journalisme.

Les flegmatiques journalistes du New York Times, eux, tiennent bon dans leur recherche de rigueur et de mesure, face à une présidence qui en est totalement dépourvue.

Rappel.

- "Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet pour le monde si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à l'entrée dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale des siècles passés." David Rockefeller, Commission Trilatérale, 1991.

- Midterms 2018 : Fox News retire de son antenne un spot électoral anti-migrants de la campagne Trump - Franceinfo 06.11

Facebook et la chaîne NBC en ont fait autant. CNN avait de son côté refusé de diffuser la vidéo dès qu'elle avait été soumise à sa régie publicitaire. Franceinfo 06.11

La fabrique du consentement passe par les sondages qu'ils fabriquent de toutes pièces.

- Une majorité de Britanniques désormais favorables au maintien dans l'Union européenne, selon un nouveau sondage - Franceinfo 06.11

D'autres aspects de la fabrication du consentement.

- Hausse des taxes sur le carburant : "Il n'y a pas le choix", selon Edouard Philippe - Franceinfo

- Consultations citoyennes : «Les Français ont envie d'Europe», affirme Nathalie Loiseau - LeParisien.fr 26.10

- Une vidéo gouvernementale sur les européennes fait débat - Reuters 3 novembre 2018

Après des images évoquant le drame des migrations en Méditerranée et des catastrophes naturelles, les dirigeants italien Matteo Salvini et hongrois Viktor Orban sont présentés comme des menaces pour l'Union européenne.

Un descriptif inspiré de l'idée défendue par le président français d'une Europe divisée entre les seuls "progressistes", qu'il entend représenter, et les "populistes" qu'il considère comme un danger.

"Il faut que les citoyens se mobilisent pour aller voter", a dit le député La République en Marche (LaRem) Pacôme Rupin à propos d'un clip "qui simplement définit les enjeux en matière de réchauffement climatique, en matière d'emploi et les enjeux aussi entre deux lignes qui aujourd'hui s'affrontent au niveau européen : une ligne pour un projet plus important au niveau de l'Union européenne et une ligne portée par les nationalistes." Reuters 3 novembre 2018

- Européennes : la campagne d'incitation au vote accusée de rouler pour LREM - LeParisien.fr

A chaque renouvellement du Parlement européen, les élections souffrent de taux d'abstention effarants : - 56,5 % en 2014, 60 % en 2009… Le gouvernement serait donc bien dans son rôle en concevant et diffusant des clips pour alerter les Français sur l'intérêt de leur vote, en préciser les dates et l'enjeu. LeParisien.fr

- «La cause animale est devenue un enjeu politique» - Liberation.fr 04.11

Selon Melvin Josse, premier lobbyiste professionnel pour la défense des animaux en France, le gouvernement n'a pas pris la mesure de l'intérêt des Français pour le sujet. Liberation.fr 04.11

- Mélenchon voit sa popularité s'effondrer - Le HuffPost 1 novembre 2018

Alors qu'il était le numéro un de ce classement au moment de l'élection de 2017, le député des Bouches-du-Rhône perd sept places et intègre en ce mois de novembre le peu envié flop 5 des personnalités les plus détestées de la vie politique.

- Dans cette partie basse du classement où Manuel Valls occupe encore la dernière place. Le HuffPost 1 novembre 2018

On a compris pourquoi ils avaient monté cette minable provocation policière contre Mélenchon et LFI. En faisant figurer Valls dans leur sondage "*des personnalités les plus détestées de la vie politique*", alors qu'il n'y avait aucune raison qu'il y soit présent, leur objectif de nuire à Mélenchon apparaît clairement à travers cet infâme amalgame avec Valls.

C'est l'histoire d'un porte-parole des barbares devenus trop embarrassant ou qui a mal tourné. Sortez vos mouchoirs !

- La fiancée de Khashoggi lance un appel poignant pour son "Jamal bien-aimé" - Le HuffPost

Libération doit être déçu, Cruz le candidat républicain a été réélu.

- J-3 : l'espoir démocrate au Texas et les chiffres records du vote anticipé - Libération.fr

Les médias des trusts pharmaceutiques qui vous empoisonnent.

- Le curcuma est-il vraiment un aliment miracle ? - leparisien.fr 29 octobre 2018

Cette épice déferle partout sous forme de gélules, jus, lotion. Mais a-t-elle vraiment les vertus qu'on lui prête ? leparisien.fr 29 octobre 2018

Comment, vous ne le saviez pas encore, les plantes n'ont jamais eu la moindre vertu médicinale ou propriété curative ? Qui vous a raconté qu'elles en avaient ? Autrefois... Comment, autrefois, mais autrefois les gens racontaient n'importe quoi, ils étaient prêts à croire n'importe quoi, depuis la science a réalisé d'immense progrès vous savez, ceux qui les ont crus étaient des idiots qui racontaient des fables, croyez-moi...

L'air de rien, ils s'attaquent à absolument tous les domaines du savoir, c'est terrifiant, non ? C'est cela aussi le totalitarisme.

Encore dans la rubrique totalitarisme ou la fabrication du consentement

Quand le totalitarisme rime avec schizophrénie aggravée.

- Tout va bien, Panasonic invente des œillères pour employés de bureau - Les Crises 03.11

Un groupe de designers rattaché à Panasonic et réunis sous le terme Futur Life Factory, a récemment dévoilé un « casque » équipé d'œillères. Son objectif ? Réduire le champ de vision et le bruit entourant chaque utilisateur au travail, particulièrement celles et ceux oeuvrant en open space. Prix de départ : 215 euros.

On connaissait les œillères utilisées en sport hippique pour « améliorer » les performances des chevaux de course, voici désormais les œillères pour humains, censées aider à « mieux se concentrer » au travail. Futur Life Factory (qui se présente sur son site comme un « groupe de designers de Panasonic dédié à la créativité »), vient en effet de dévoiler un « casque » en forme d'arc de cercle à l'horizontale, dont l'objectif est de réduire le champ de vision et le bruit entourant chaque utilisateur. Nom de code : Wear Space. (Ou War Space - LVOG) Les Crises 03.11

Quand le totalitarisme doit vous servir de "boussole morale" et rime avec absence de liberté.

- La grand-messe du numérique sous le signe de la désillusion - AFP 06.11

"La technologie va-t-elle tuer la démocratie?", "Construire la confiance à l'âge de la désinformation", "Un internet libre et ouvert n'est plus possible": la désillusion numérique s'impose comme un thème majeur du Web Summit qui s'est ouvert lundi soir à Lisbonne.

L'édition 2018 du "Davos des geeks" doit accueillir environ 70.000 participants, dont 2.000 start-ups et 1.500 investisseurs à la recherche de partenaires.

Mais cette année, les têtes d'affiche des conférences qui se succèderont jusqu'à jeudi ont été invitées en qualité de boussole morale, pour un monde numérique qui a la gueule de bois.

Tim Berners-Lee, un des pionniers de l'internet, a ainsi ouvert le bal sous les ovations de milliers de participants lors de la soirée d'ouverture, en lançant un nouveau "contrat pour le web" censé rendre internet sûr et accessible à tous.

Le physicien britannique, qui avait imaginé en 1989 un "système de gestion décentralisée de l'information" devenu l'acte de naissance du "web", constate qu'internet, malgré tous ses aspects positifs, s'est considérablement éloigné des idéaux de fondateurs comme lui: "Beaucoup de choses ont mal tourné... Nous avons des "fake news", des problèmes de respect de la vie privée, des personnes qui sont manipulées", a-t-il déclaré.

De nombreuses personnalités critiquent aujourd'hui ouvertement la centralisation d'internet aux mains de quelques géants - les GAFA américains (Google, Apple, Facebook, Amazon) et les Chinois Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi ou BATX.

Ces firmes ont acquis des quasi monopoles chacune dans leur domaine, et une puissance économique qui se traduit par un fort pouvoir politique, bien loin des idéaux qui ont animé les débuts d'internet. (Non, ces firmes n'ont pas "acquis des quasi monopoles chacune dans leur domaine, et une puissance économique qui se traduit par un fort pouvoir politique" par enchantement comme on voudrait nous le faire croire, les autorités et la législation en vigueur leur ont permis d'acquérir ce monstrueux pouvoir de contrôle et de nuisance sur l'ensemble de la société. - LVOG)

Si l'émergence des réseaux sociaux a joué un rôle dans les Printemps arabes et l'élection de Barack Obama, le premier président noir américain, la phase suivante a elle rimé avec désinformation et soupçons de manipulation des campagnes qui ont marqué en 2016 l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et le vote pour le Brexit au Royaume-Uni. AFP 06.11

Traduire : Si l'émergence des réseaux sociaux a joué un rôle positif dans les Printemps arabes et l'élection de Barack Obama, le premier président noir américain que nous avons fabriqués ou soutenus, en revanche l'émergence des réseaux sociaux a joué un rôle négatif lors de l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et le vote pour le Brexit au Royaume-Uni, parce que Trump n'était pas notre candidat et nous étions contre le Brexit.

Quand le totalitarisme rime avec le **“**renoncement à nos valeurs**”**.

- Démission d'un des principaux scientifiques de Google pour cause de “renoncement à nos valeurs” en Chine. Par Ryan Gallagher - Les Crises 02.11

Un des plus importants scientifiques de Google a quitté l'entreprise pour protester contre son projet de lancement en Chine d'une version censurée de son moteur de recherche.

Jack Poulson a travaillé pour le département « Recherche et Intelligence Artificielle » de Google, où il était à la pointe sur l'amélioration de la précision des moteurs de recherche de l'entreprise.

Début août, M. Poulson a fait part à sa hiérarchie chez Google de ses inquiétudes après que The Intercept eut révélé que le géant de l'Internet développait en secret un moteur de recherche pour appareils Android à destination de la Chine. Ce système de recherche, baptisé Dragonfly (Libellule), a été conçu pour faire disparaître les contenus que le gouvernement autoritaire de la Chine considère comme sensibles, tels que les informations sur les dissidents politiques, la liberté d'expression, la démocratie, les droits humains et les manifestations pacifiques.

Après avoir entamé des discussions avec ses patrons, M. Poulson a décidé à la mi-août qu'il ne pouvait plus travailler pour Google. Il a remis sa démission qui a pris effet le 31 août.

M. Poulson, qui était auparavant professeur adjoint au département de mathématiques de l'Université Stanford, a déclaré qu'il pensait que ce projet chinois avait violé les principes de l'intelligence artificielle de Google, selon lesquels l'entreprise ne conçoit ni ne déploie des technologies « dont le but est contraire aux principes largement acceptés du droit international et des droits humains ».

Dans sa lettre de démission, Poulson a dit à ses patrons : « Parce que je suis convaincu que la contestation est essentielle au bon fonctionnement des démocraties, je suis contraint à la démission pour ne pas contribuer au recul de la protection des dissidents, et pour ne pas en tirer profit. »

« Je considère notre intention de capituler devant la censure et les demandes de surveillance, en contrepartie de l'accès au marché chinois, comme un renoncement à nos valeurs et à nos positions de principe en matière de négociation avec les gouvernements » a-t-il écrit, ajoutant : « Le risque n'est que trop concret de voir d'autres pays tenter de tirer parti de nos agissements en Chine pour exiger que nous nous plions à leurs exigences en matière de sécurité. »

Au cours des six semaines qui se sont écoulées depuis les révélations sur Dragonfly, Google n'a toujours pas répondu publiquement aux inquiétudes suscitées par le projet, malgré de vives réactions hostiles en interne comme en externe. Plus tôt ce mois-ci, Sundar Pichai, PDG de Google, a refusé de comparaître à une audience de la commission sénatoriale du renseignement, où on lui aurait posé des questions sur la censure en Chine. L'entreprise a ignoré des dizaines de questions posées par des journalistes au sujet du projet et a fait obstruction à des groupes de défense des droits de l'homme qui affirment que le moteur de recherche censuré pourrait faire que l'entreprise « contribue directement aux violations des droits humains ou [devienne] complice de ces violations ». (Google n'a pas non plus répondu à une demande de renseignements concernant cet article.)

Poulson, âgé de 32 ans, qui a commencé à travailler pour Google en mai 2016, a déclaré à The Intercept que le mutisme de l'entreprise avait nourri son sentiment de frustration. « Il y a de sérieuses répercussions à l'échelle mondiale », a-t-il dit. « Quelles sont les lignes rouges, au plan éthique, de Google ? Nous en avons déjà affiché quelques-unes, mais maintenant nous semblons les franchir. J'aimerais vraiment voir ce qu'est le bilan des engagements de Google. »

Google a lancé un moteur de recherche censuré en Chine en 2006, mais a cessé d'exploiter le service dans le pays en 2010, en invoquant les initiatives du gouvernement chinois pour entraver la libre expression, bloquer les sites Web et pirater les comptes Gmail des gens. À l'époque, Sergey Brin, cofondateur de Google, avait clairement fait savoir qu'il était fermement opposé à la censure. Brin avait passé une partie de son enfance en Union soviétique et se disait « particulièrement sensible aux atteintes aux libertés individuelles » en raison du vécu de sa famille là-bas. En 2010, après que l'entreprise a retiré son moteur de recherche de Chine, Brin a déclaré au Wall Street Journal qu'« en ce qui concerne la censure et la surveillance des opposants », il avait vu « les manifestations du totalitarisme [en Chine], et je trouve cela personnellement très troublant ».

Poulson a dit qu'il était « tout à fait d'accord avec le dossier que Sergey a présenté en 2010. C'est la compagnie que j'ai rejointe, celle qui faisait cette déclaration ». Si la position de principe en matière de lutte contre la censure est en train de changer, a-t-il dit, alors il ne peut plus « être complice en tant qu'actionnaire et citoyen de l'entreprise ».

Seuls quelques centaines des 88 000 employés de Google connaissaient Dragonfly avant qu'il ne soit rendu public. Poulson faisait partie de la majorité de ceux qui étaient tenus dans l'ignorance. Mais parce qu'il se concentrait sur l'amélioration des moteurs de recherche de l'entreprise – en particulier dans un domaine appelé « analyse internationale des requêtes » – il est possible que son travail ait pu être intégré dans le moteur de recherche chinois censuré sans son consentement et sans qu'il le sache.

Une fois que la nouvelle de Dragonfly s'est répandue chez Google, il y a eu des contestations au sein de l'entreprise. Plus de 1 400 employés du géant de l'Internet ont signé une lettre demandant la nomination d'un médiateur pour évaluer les « questions morales et éthiques urgentes » qui, selon eux, sont soulevées par le programme de censure. La lettre condamnait le mystère entourant Dragonfly et déclarait : « Nous avons besoin de toute urgence de plus de transparence, d'un siège à la table des négociations et d'un engagement en faveur de processus clairs et transparents : les employés de Google doivent savoir ce que nous construisons. »

Les patrons de Google ont essayé de contenir la colère en bloquant l'accès des employés aux documents sur le moteur de recherche chinois. Suite à des fuites lors d'une assemblée générale du personnel le mois dernier, l'entreprise a resserré les règles de sorte que les employés en télétravail ne peuvent participer à des visioconférences sur leurs propres ordinateurs – ils ne peuvent

y avoir accès que depuis un bureau dédié dans une salle Google et sous la supervision d'un responsable.

Entre mai 2016 et juillet 2017, M. Poulson a travaillé au siège social de Google à Mountain View, avant de déménager dans les locaux de l'entreprise à Toronto. Il a dit qu'il considérait ses anciens collègues de Google comme des personnes parmi les plus intelligentes et les plus travailleuses qu'il ait jamais rencontrées. Mais il est surpris qu'un plus grand nombre d'employés de l'entreprise n'aient pas démissionné pour Dragonfly. « C'est incroyable le peu de solidarité qu'il y a sur ce sujet », a-t-il dit. « Si j'ai bien compris, en cas de désaccord éthique grave sur une question, vous n'avez pas d'autre choix que de démissionner. »
Source : The Intercept, Ryan Gallagher, 13-09-2018

Quand le totalitarisme rime avec la sélection naturelle des élites

- Bill Gates et Steve Jobs ont élevé leurs enfants sans technologie — et cela aurait dû être un signal d'alarme - Business Insider FR 28 octobre 2018

Les psychologues sont rapidement en train d'apprendre à quel point les smartphones peuvent être dangereux pour le cerveau des adolescents.

Des études ont montré que les risques de dépression pour un élève de quatrième augmentent de 27% quand il ou elle utilise fréquemment les réseaux sociaux. Les enfants qui utilisent leurs téléphones pendant au moins trois heures par jour ont plus de risques d'être suicidaires. Et de récentes études ont montré que le taux de suicide adolescent aux États-Unis éclipse maintenant le taux d'homicides, les smartphones ayant un rôle moteur.

Mais les signes avant coureurs des risques du smartphones existent depuis environ une décennie, d'après les éducateurs Joe Clement et Matt Miles, co-auteurs du nouveau livre "Screen Schooled: Two Veteran Teachers Expose How Technology Overuse is Making Our Kids Dumber."

Il devrait être révélateur, affirment Clement et Miles, que les deux plus grandes figures de la tech de l'histoire contemporaine — Bill Gates et Steve Jobs — laissent rarement leurs enfants jouer avec les produits qu'ils ont eux-même aidé à créer.

"Que savent ces riches cadres tech sur leurs propres produits que leurs consommateurs ne savent pas?" écrivent les auteurs.

La réponse, d'après une accumulation croissante de preuves, est le pouvoir addictif de la technologie digitale.

"Nous limitons combien nos enfants utilisent la technologie à la maison"

En 2007, Gates, l'ancien DG de Microsoft, avait imposé une limite au temps devant un écran quand sa fille avait commencé à développer un attachement malsain à un jeu vidéo. Aussi, il ne laissait pas ses enfants avoir de téléphones portables jusqu'à ce qu'ils aient 14 ans (aujourd'hui, l'âge moyen pour qu'un enfant ait son premier téléphone est de 10 ans.)

Jobs, qui était le DG d'Apple jusqu'à sa mort en 2012, a révélé dans une interview avec le New York Times en 2011 qu'il interdisait à ses enfant d'utiliser le nouveau iPad. "Nous limitons combien nos enfants utilisent la technologie à la maison," avait dit Jobs au reporter Nick Bilton.

Dans "Screen Schooled," Clement et Miles affirment que les parents dans la Silicon Valley semblent mieux comprendre les pouvoirs des smartphones, tablettes et ordinateurs que le grand public — malgré le fait que ces parents gagnent leurs vies en créant et en investissant dans cette technologie.

"Il est intéressant de penser que dans un établissement public moderne, où l'on requiert que les enfants utilisent des appareils électroniques comme les iPads, les enfants de Steve Jobs seraient parmi les seuls à être exclus", écrit l'auteur.

Les enfants de Jobs ont terminé leurs études, il est donc impossible de savoir comment le défunt co-fondateur d'Apple aurait répondu à la technologie éducative, ou la "edtech." Mais Clement et Miles suggèrent que si les enfants de Jobs étaient allés à l'école américaine moyenne d'aujourd'hui, ils auraient utilisés la tech en classe beaucoup plus qu'à la maison en grandissant.

C'est du moins le cas si on prend en compte une école "classique", notent les co-auteurs. Un certain nombre d'écoles de spécialité de la Silicon Valley, telles que la Waldorf School, sont visiblement "low-tech". Ils utilisent des tableaux noirs et des crayons à papier. Au lieu d'apprendre à coder, on enseigne aux enfants du savoir-être comme la coopération et le respect. À la Brightworks School, les enfants apprennent la créativité en construisant des choses et en participant à des cours dans des cabanes dans les arbres.

S'il y a une concession que Gates a fait sur la technologie, c'est les avantages qu'elle offre aux étudiants dans certains

cadres éducationnels. Business Insider FR 28 octobre 2018

Quand le totalitarisme rime avec concentration des richesses et du pouvoir.

Toujours plus de richesse et plus de milliardaires dans le monde

- Deux études, publiées respectivement par Credit Suisse et UBS, montrent un accroissement de la richesse dans le monde. - Le Monde 30.10.2018

Selon le rapport annuel « Global Wealth Report » du Credit Suisse publié le 18 octobre, la richesse mondiale a augmenté de 14 billions (14 000 milliards) de dollars (12 280 milliards d'euros), en glissement annuel à mi-2018, pour atteindre 317 billions (278,1 billions d'euros), soit une augmentation de 4,6 %.

Au palmarès de la richesse mondiale, la Chine se classe deuxième derrière les Etats-Unis. Dans ce dernier pays, la richesse progresse chaque année depuis 2008, y compris lors des replis enregistrés à l'échelle mondiale en 2014 et 2015. L'Amérique du Nord et l'Europe cumulent à elles seules 60 % de la richesse totale des ménages, pour seulement 17 % de la population adulte mondiale.

Selon le rapport de Credit Suisse, il y a désormais 2,147 millions de ménages français ayant un patrimoine supérieur au million de dollars (la monnaie de référence du rapport). La France enregistre la deuxième meilleure progression du nombre de millionnaires entre la mi-2017 et la mi-2018 après celle des Etats-Unis. La France, comme l'Allemagne, compte aujourd'hui 5 % des millionnaires du monde entier.

Selon Credit Suisse, la fortune mondiale devrait progresser de près de 26 % au cours des cinq prochaines années pour atteindre 399 billions de dollars d'ici à 2023. Les marchés émergents généreront le tiers de cette croissance, bien qu'ils ne représentent que 21 % de la richesse actuelle.

Le nombre de millionnaires devrait aussi progresser d'ici à cinq ans pour atteindre le record de 55 millions.

Selon une autre étude publiée le 26 octobre par la banque suisse UBS en partenariat avec le cabinet PwC, la fortune des 2 158 milliardaires de la planète a augmenté de 19 % en 2017, pour atteindre 8 900 milliards de dollars (7 829 milliards d'euros). En Chine, pas moins de deux milliardaires ont émergé chaque semaine. L'augmentation de la fortune des milliardaires a été deux fois plus rapide (+39 %) dans ce pays, à 1 120 milliards de dollars.

Par comparaison, la fortune des milliardaires américains a progressé de 12 % en 2017, à 3 600 milliards de dollars, tandis que celle des milliardaires européens s'est accrue de 19 %, à 1 900 milliards, principalement en raison du rebond de l'euro face au billet vert.

En 2017, la zone Asie-Pacifique comptait 814 milliardaires, contre 715 sur le continent américain et 629 dans la zone regroupant l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, dont 414 en Europe de l'Ouest. La Chine comptait 373 milliardaires en 2017, contre seulement 16 en 2006. Le Monde 30.10.2018

Quand le totalitarisme rime le droit à la santé uniquement pour les nantis.

- Buzyn invite "tous les Français" à "se faire ouvrir" un carnet de santé numérique - AFP 06.11

La ministre de la Santé Agnès Buzyn a invité lundi tous les Français à "se faire ouvrir" un carnet de santé numérique ou dossier médical partagé (DMP), à la veille de la généralisation de ce dispositif piloté par l'Assurance maladie.

Le DMP doit engranger des "gains de temps, peut-être des économies" en rationalisant les soins. Mais "avant d'être un outil d'économies c'est avant tout un outil de partage d'information pour faire de la meilleure médecine, c'est la sécurité des soins", a assuré Mme Buzyn. AFP 06.11

Traduire : Pour que vous tombiez dans leur piège ou afin d'obtenir votre consentement, dans un premier temps on vous met en confiance en affirmant que c'est pour votre bien puisque cela permettrait de "faire de la meilleure médecine" ou de sécuriser les soins, puis le piège va se refermer sur vous. Car par la suite, quand vous aurez consulté un praticien et que vous ne serez pas satisfait de ses services, vous ne pourrez plus en consulter un autre ou comparez leurs diagnostics ou leurs traitement, ou alors ce sera à votre charge, vous ne serez plus remboursés, voilà en quoi consiste leur "outil d'économies", mais pour cela ils ont absolument besoin de votre consentement, et si vous leur accordez, ensuite il sera trop tard pour réaliser ce qui s'est réellement passé et faire marche arrière.

Cela fait partie de leur plan pour étendre leur emprise à tous les domaines de la société, de sorte que nous n'auronsmême plus la liberté de vous soigner. Quand on dit que c'est un régime totalitaire à l'instar des Etats-Unis qu'ils sont de mettre en place, on nous rit au nez.

Jusqu'à présent, ils vous présentent un mécanisme qui n'a aucune valeur cœrcitive, mais demain ? Par la suite ils pourront décider que vous pourrez vous faire rembourser vos frais médicaux à hauteur des cotisations que vous aurez versées sur une période de 5 ans par exemple, et qu'une fois atteint cette somme ils ne vous rembourseront plus rien jusqu'à temps que vous ayez reconstitué votre capital donnant droit à nouveaux à des remboursements, seuls les plus miséreux se verraient exonérés de ce système. Plus tard ils pourront réduire cette période de 5 à 3 ans, puis à 2, à 1, jusqu'au jour où ils ne vous rembourseront plus rien en fonction de votre revenu, vous aurez perdu tous vos droits à la santé, vous vous retrouverez dans la même situation que les Américains, soit vous aurez suffisamment d'argent pour vous soigner, soit vous vous endetterez auprès de leurs banques pour vous rétablir.

Vous finirez par être endettés à vie, du coup vous accepterez n'importe quelle condition de travail pour pouvoir continuer à payer vos dettes sous peine d'être voués à une déchéance certaine dont on ne se remet jamais. Vous travaillerez dur sans penser à vous révolter par crainte de perdre votre emploi car cela signerait votre arrêt de mort. Ils vous tiendront par tous les bouts, vous serez totalement sous leur contrôle. Ce n'est pas de la fiction, cela existe déjà de l'autre côté de l'Atlantique.

Pour espérer sortir un jour de ce cauchemar, il ne vous resterait plus qu'à militer pour changer le régime, à vos risques et périls, car si votre patron l'apprenait par leurs antennes placées un peu partout, sur Internet principalement, il pourrait vous virer et il vous serait très difficile de trouver un nouvel emploi, puisque votre éventuel futur patron consulterait également la même banque de données où seraient répertoriées toutes les informations concernant votre vie, vos fréquentations, vos lectures, vos différentes activités etc.

Comment ils exploitent le réchauffement climatique à des fins totalitaires.

Quand les manipulateurs ou comploteurs parlent d'instrumentalisation.

Ils testent à l'échelle mondiale les moyens de contrôle de tous les peuples qu'ils ont créés.

Quand les manipulateurs hurlent à la manipulation.

- Hausse des prix du carburant : « Il y a une instrumentalisation du grand public » affirme Agnès Buzyn - Publicsenat.fr 06.11

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la santé, Agnès Buzyn estime que la mobilisation prévue le 17 novembre, contre la hausse des prix du carburant, est « instrumentalisée » et souligne que « la taxation est le seul moyen de faire bouger les comportements. Publicsenat.fr 06.11

Le totalitarisme, ses institutions et ses principaux acteurs.

- L'Eurogroupe demande à l'Italie de changer son projet de budget - Reuters 06.11

- Washington rétablit ses sanctions "implacables", que Téhéran promet de "contourner" - AFP 06.11

- Les Etats-Unis ont promis lundi d'exercer une pression "implacable" pour faire plier l'Iran... AFP 06.11

- Brésil: le parquet demande de traiter en urgence l'extradition de Battisti - AFP 06.11

La procureure générale du Brésil a demandé à la Cour suprême (STF) de trancher rapidement sur la légalité d'une extradition de l'ancien militant d'extrême gauche italien Cesare Battisti, que le président élu Jair Bolsonaro se dit prêt à renvoyer en Italie. AFP 06.11

La chasse aux sorcières est ouverte au Brésil.

- Brésil: Bolsonaro favorable à ce que les élèves filment leurs professeurs - AFP 06.11

Le président élu du Brésil Jair Bolsonaro s'est dit lundi favorable à ce que les élèves filment leurs professeurs, comme l'avait suggéré une députée de son parti afin de dénoncer les enseignants "idéologues". AFP 06.11

Ils osent tout

- Frédéric Mitterrand : « On ne sait pas qui est Emmanuel Macron » - LePoint.fr

- L'hommage d'Édouard Philippe à Ho Chi Minh ne passe pas - Le HuffPost

- Manuel Valls réclame 30.000 euros à "Paris Match" après la diffusion de photos de lui et sa nouvelle compagne - Le HuffPost

- Meurtre de Khashoggi: "hideux et totalement injustifiable", selon le prince héritier saoudien - AFP 25 octobre 2018

- La "politique d'agression" de l'Iran à l'origine des sanctions, selon les EAU - Reuters

- Honduras : la caravane de migrants avance toujours vers les Etats-Unis - Liberation.fr

- MIDTERMS: Des célébrités de Hollywood réunies pour inciter les jeunes à voter - Liberation.fr

A l'AFP, les journalistes se prostituent quotidiennement sans avoir besoin de s'exiler.

- Se prostituer en exil pour nourrir sa famille restée au Venezuela - AFP

- La Chine espionne les conversations téléphoniques de Trump, rapporte NYT - Reuters

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Le Parlement européen dévoile le lauréat du Prix Sakharov - AFP

Le Parlement européen décerne jeudi son Prix Sakharov à l'un des trois finalistes sélectionnés début octobre: le cinéaste ukrainien emprisonné Oleg Sentsov, le militant marocain, également incarcéré, Nasser Zefzafi ou un groupe d'ONG qui portent secours aux migrants en Méditerranée, dont Save the Children, Médecins sans frontières et SOS Méditerranée. AFP

A bas les instruments de l'Otan et de l'oligarchie mondialiste Save the Children, Médecins sans frontières et SOS Méditerranée !

Save the Children une ONG qui dispose de bureaux à l'UE et à l'ONU, Médecins sans frontières financé par la NED/CIA.

Oleg Sentsov, le Eltsine ou Soljenitsyne du cinéaste ukrainien emprisonné, dont la gauche et extrême gauche a cru bon évidemment de prendre la défense, ce qui ne surprendra personne !

- Jour des Morts au Nicaragua: hommage aux victimes de la répression - AFP

Le traditionnel Jour des Morts du 2 novembre a pris un relief particulier vendredi au Nicaragua avec des hommages aux victimes AFP

- Au moins 550.000 Vénézuéliens entrés au Pérou depuis janvier 2017 - AFP

Quelque 550.000 Vénézuélien sont arrivés au Pérou depuis janvier 2017, ont annoncé samedi les autorités chargées de l'immigration, après avoir mis un terme fin octobre à la possibilité d'entrer sur le territoire du pays sans passeport. AFP

Dans quel monde vivons-nous ?

France. Sur le régime de la Ve République.

- Gérard Fauré. Une clientèle haut de came - Liberation.fr 25 octobre 2018

L'ancien dealer et braqueur de banque , qui a croisé la route de Charles Pasqua ou de Johnny Hallyday publie son autobiographie. Son parcours hors norme laisse entrevoir les liens entre politique et voyoucratie.

Gérard Fauré (1), fils d'un médecin militaire, fut un authentique trafiquant de cocaïne, doublé d'un braqueur de banques, et tueur à gages à l'occasion. A ce titre, l'intitulé du bouquin, Dealer du tout-Paris, le fournisseur des stars parle (1), pourrait prêter à confusion. Il n'était pas que cela. Mais comme le souligne son éditeur, Yannick Dehée, «c'est la première fois qu'un voyou parle sur les politiques». Et pas n'importe lesquels : Charles Pasqua et Jacques Chirac.

Un quart du manuscrit initial a été expurgé, des noms ont été initialisés ou anonymisés. Demeure le name-dropping dans le milieu du show-biz, visant des personnalités déjà connues pour leur addiction à la coke. Certains lecteurs s'en délecteront, mais il y a mieux - ou pire : l'interférence entre la politique et la voyoucratie, fournisseuse de services en tous genres. «On entre dans le dur», souligne un spécialiste du secteur.

Pasqua n'était guère cocaïnomane – «j'en suis sûr», atteste notre lascar – mais l'argent parallèle du secteur a pu l'intéresser… Fauré, précoce dealer au Maroc puis un peu partout ailleurs, raconte avoir été très vite pris en charge, dans les années 70, par l'Organisation de l'armée secrète. Initialement dédiée au maintien de l'Algérie française, l'OAS changera très vite de fusil d'épaule : «opérations homo» (assassinats ciblés) contre des indépendantistes basques ou corses, mais aussi braquages de banques. Le Service d'action civique (SAC) prendra ensuite le relais. Fauré, fort de ses compétences en la matière, met la main à l'ouvrage : «La recette Pasqua consistait à constituer des "mouvements patriotiques", en vérité violents, avec des voyous peu recommandables. Comment les rémunérer ? Tout simplement avec l'argent provenant de gros braquages de banques et de bijouteries, commis en toute impunité. Avec Pasqua, tout était possible, du moins pour les membres du SAC. Patriote, certainement prêt à mourir pour son pays, il gardait en revanche un œil attentif sur les caisses du parti. Moyennant la moitié de nos gains, il nous garantissait l'impunité sur des affaires juteuses et triées sur le volet, sachant exactement là ou il fallait frapper.»

L'auteur narre ainsi sa rencontre avec le politique, qu'il situe en 1978 : «Charles Pasqua donnait de sa voix tonitruante des ordres à tout le personnel, toutes les têtes brûlées de France et de l'Algérie française.» Et de lui lancer : «Alors, c'est toi le mec dont on me vante les mérites ? Bien. Tu vas reprendre du service dès aujourd'hui, avec tes amis, si tu veux bien. J'ai une mission de la plus haute importance, que tu ne peux pas te permettre de refuser, ni de rater. Compris ?» Backgammon

A l'issue de l'entretien, Gérard Fauré croisera illico le parrain marseillais «Tony» Zampa, qui traînait là par hasard, lequel l'entreprend dans la foulée sur différentes affaires à venir : des investissements dans les casinos et la prostitution aux Pays-Bas. Cas peut-être unique dans les annales de la voyoucratie, il fera parallèlement équipe avec l'illustre Francis Vanverberghe, dit «Francis le Belge», «doté d'un savoir-vivre qui valait bien son savoir-tuer». Il en garde un souvenir mi-épaté mi-amusé : «Zampa ou "le Belge", qui pourtant étaient des gangsters d'envergure internationale, se seraient fait descendre comme des mouches s'ils avaient eu la mauvaise idée de mettre les pieds en Colombie ou au Venezuela, car ils étaient prétentieux.» Pour la petite histoire, il reconstitue leur brouille à propos de… Johnny Hallyday : «Tous les deux voulaient le prendre sous tutelle, pour capter sa fortune ou l'utiliser comme prête-nom. Ils ont fini par s'entre-tuer pour ce motif et quelques autres.» Fauré considérait Johnny comme sa «plus belle prise de guerre» dans le microcosme de la coke. Mais lui gardera un chien de sa chienne après que le chanteur l'a balancé sans vergogne aux Stups, contre sa propre immunité.

Notre voyou prétend n'avoir jamais balancé, lui, du moins jusqu'à ce livre. «Si vous le voulez bien, j'attends votre version des faits s'agissant des deux chèques de M. Chirac rédigés à votre ordre. Je vous invite à bien réfléchir avant de répondre» : sollicitation d'une juge d'instruction parisienne en 1986, hors procès-verbal. Tempête sous un crâne à l'issue de laquelle Gérard Fauré évoquera une dette de jeu au backgammon… Dans son bouquin, l'explication est tout autre - «J'avais dû travestir la vérité.» S'il ne peut attester que l'ex-président prenait de la coke, il évoque son penchant pour les femmes... Pour l'anecdote, les deux chèques en question feront l'objet d'une rapide opposition de leur signataire. «Chirac, dont j'avais admiré la prestance et même les idées politiques, s'est avéré mauvais payeur.» Hommage

Ce livre-confession est une authentique plongée dans le commerce de la drogue. Notre trafiquant, dix-huit ans de prison au compteur, connaît son produit : «Aucune coke ne ressemble à une autre. Certaines, comme la colombienne, vous donnent envie de danser, de faire l'amour, mais rendent très agressif, parano et méfiant. La bolivienne rend morose, triste, et pousse parfois au suicide. La meilleure est la péruvienne, qui augmente votre tonus, votre joie de vivre et pousse à la méditation, au questionnement. La vénézuélienne a des effets uniquement sur la performance sexuelle. Les autres, brésilienne, chilienne ou surinamienne, ne sont que des pâles copies.» Son mode de transport aussi : dans le ventre d'une chèvre, elle-même logée dans l'estomac d'un boa que les douaniers, à l'aéroport d'arrivée, prendront soin de ne pas réveiller. Puis, une fois le coup du boa connu des gabelous, le ventre d'un nourrisson - une technique brésilienne consistant à empailler un bébé mort pour le maintenir en bon état, et ainsi faire croire qu'il dort au moment de passer la frontière…

Le livre s'achève sur cet hommage indirect à la police française : lors d'une perquisition à son domicile, 10 des 15 kilos de cocaïne disparaissent, tout comme 90 % des 300 000 euros logés dans un tiroir. «Je n'ai pas pensé un seul instant me plaindre de la brigade du quai des Orfèvres, dans la mesure où les vols qu'elle commettait chez moi ne pouvaient qu'alléger ma future condamnation.» (1) Nouveau Monde, 224 pp., 17,90 €.

France. Un sixième de la population parqué comme des bestiaux.

- En France, un habitant sur six vit dans un logement HLM - Liberation.fr 25 octobre 2018

Forts d'un parc de 4,5 millions de logements, les bailleurs sociaux logent près de 11 millions de personnes en France selon l'Insee. Avec une surreprésentation des familles pauvres, monoparentales ou nombreuses.

En 2016 en France, 10,7 millions de personnes (sur une population totale de 64,8 millions) étaient locataires d'un logement social,

soit un habitant sur six, révèle une étude publiée mercredi soir par l'Insee (1). La majorité de ce parc – constitué de 4,5 millions d'habitations – se trouve dans les grandes agglomérations, là où les prix de l'immobilier et les loyers du privé sont les plus élevés, et donc inaccessibles aux ménages pauvres, modestes, et même à la petite classe moyenne. Dans ce sens, les HLM jouent leur rôle de bailleurs sociaux, en proposant à ces familles une offre locative à des tarifs accessibles : selon les villes, les loyers des HLM sont deux à trois inférieurs à ceux du privé.

Où se trouvent les logements sociaux ?

«En 2016, les unités urbaines de plus de 200 000 habitants, (y compris celle de Paris) regroupent 57% des logements sociaux, souligne l'Insee. […] La part des locataires du parc social par rapport au secteur libre est de ce fait plus importante en région parisienne, dans le nord de la France et dans les grandes villes telles que Lyon, Nantes ou Marseille.» Historiquement, une partie importante de ce parc a été construit pendant les Trente Glorieuses (1945-1975), à la périphérie de ces grandes aires urbaines, lorsqu'il fallait loger les salariés d'une économie en pleine croissance et aussi 1 million de personnes rapatriées d'Algérie. Mais avec la crise économique (et l'accession à la propriété des classes moyennes qui sont parties en habitat individuel), cet habitat s'est paupérisé. De fait aujourd'hui, près du tiers des HLM (31%) se trouvent dans «les quartiers prioritaires de la politique de la ville», indique l'étude. Des quartiers où l'habitat social prédomine largement, jusqu'à représenter 71% des logements dans les quartiers de la politique de la ville d'Ile-de-France. «Les propriétaires occupants et les locataires du secteur libre [ne] représentent […] respectivement [que] 15% et 17% du parc.»

Quelles sont les ressources des locataires du parc social ?

Les révélations récurrentes concernant des élus ou des personnalités aux revenus confortables logés à des loyers dérisoires dans quelques immeubles HLM du centre de Paris ne doivent pas faire illusion : les locataires HLM sont plutôt modestes, voire pauvres, comparés à ceux du parc privé ou aux ménages propriétaires de leur logement. «En 2016, le niveau de vie médian (2) des locataires du parc social s'élève à 15 100 euros par an, contre respectivement 17 900 euros [pour ceux du secteur privé ndlr] et 23 300 euros […] pour les propriétaires.»

En conflit avec le gouvernement qui lui a supprimé 1,5 milliard de moyens financiers par an, le monde HLM, qui est sorti affaibli de ce bras de fer avec l'exécutif, n'a cessé de rappeler ces derniers mois qu'il est l'un des acteurs de la cohésion sociale en accueillant des ménages pauvres qui ne trouveraient pas à se loger ailleurs, spécialement dans les grandes villes. Le niveau de ressources des demandeurs est un des principaux critères d'attribution des HLM. Sous forme statistique, l'étude de l'Insee ne dit pas autre chose : «Les ménages aux plus faibles niveaux de vie sont […] surreprésentés dans les logements sociaux […]. Les situations de pauvreté sont ainsi plus fréquentes.» L'Insee indique que 35% des ménages vivant en HLM ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, contre 23% pour ceux du parc privé et 7% pour les propriétaires de leurs logements. L'étude précise que seuls 2% des habitants du parc social appartiennent aux 20% des personnes les plus aisées. Encore faut-il noter que les deux tiers habitent dans l'unité urbaine de Paris, où les loyers du privé sont devenus problématiques y compris pour des familles disposant de revenus considérés comme confortables.

Locataires du parc social : quel profil familial ?

Pauvreté et situation de familles sont souvent liées dans le parc social. «Les familles monoparentales sont surreprésentées dans le parc social où elles sont en proportion deux fois plus nombreuses que dans l'ensemble du parc [de logements]», souligne l'Insee. Et pour cause : elles répondent plus souvent que les autres demandeurs de HLM «aux critères d'attribution d'un logement social car leurs situations financières sont souvent parmi les plus précaires», pointe l'étude. Ces ménages constitués d'un seul parent avec un ou plusieurs enfants, vivent «plutôt en milieu urbain […] et plus particulièrement dans les couronnes des grands pôles urbains», dont l'Ile-de-France.

Les couples avec enfant(s), et notamment les familles nombreuses sont aussi surreprésentées dans le logement social. Outre le fait que ces grands foyers sont souvent modestes, «les caractéristiques de ces logements favorisent l'accueil de ces ménages : en 2016 les logements de 3 et 4 pièces représentent respectivement 37% et 29% de ces parcs». Une offre d'appartements familiaux précieuse notamment dans les grands pôles urbains, où le parc est constitué d'une majorité de petits logements.

L'Insee souligne aussi qu'un «tiers des ménages [31% ndlr] dont la personne de référence est née à l'étranger habite dans le parc social», contre «14% des ménages dont la personne de référence est née en France». Rien d'étonnant, car cette différence est en relation avec les «caractéristiques sociodémographiques» de ces populations (revenus modestes, composition familiale) qui correspondent aux critères d'attribution du logement social : 50% des natifs d'Afrique subsaharienne, 39% de ceux de Turquie et 38% de ceux du Maghreb habitent en HLM.

(1) Insee-Première N.1715 octobre 2018

(2) Le niveau de vie correspond aux revenus d'un ménage, divisé par le nombre d'unité de consommations (autrement dit des personnes qui le composent). Un couple c'est 2 unités de consommations. Un couple avec un enfant âgé de plus de 14 ans, c'est 2,5 unités de consommations. Liberation.fr 25 octobre 2018

Etats-Unis. Raison de plus pour leur cacher.

Non seulement les idées dominantes sont celles de la classe dominante dans la société, mais surtout elles doivent à tout prix le rester. En aucun cas les idées dominantes ne doivent coïncider avec les besoins ou aspirations de la classe ou des classes dominées, auquel cas l'avenir de la classe dominante serait gravement menacée.

- Aux États-Unis, les jeunes différencient mieux les faits des opinions que leurs aînés - slate.fr 24 octobre 2018

Avec l'omniprésence d'internet, il est plus facile que jamais de propager des fausses informations (D'institutionnelles, elles sont devenues citoyennes ! Et derrières celles-ci, on retrouve souvent des membres des élites acquis au régime. Leur origine s'est diversifiée, un vrai progrès ! - LVOG). Depuis quelques années, cet afflux de fake news est souvent présenté comme faisant partie des plus farouches ennemis de la démocratie. Les réseaux sociaux sont accusés de véhiculer toute sorte de contenus pouvant biaiser les opinions des honnêtes citoyens.

(Sachant que ceux qui gouvernent ou ont gouverné un jour sont en réalité de "farouches ennemis de la démocratie", ce qu'ils ne vont pas crier sur les toits évidemment mais bien au contraire, il faut donc en déduire qu'ils sont les mieux placés pour "propager des fausses informations" puisqu'elles nuisent à l'établissement des faits sans lesquels il est impossible de se prononcer librement et donc à la démocratie de s'exprimer ou d'exister. Comme finalement ce sont toujours des partisans du régime capitaliste qui ont toujours été au pouvoir, on peut en déduire sans avoir besoin de recourir à de longs discours que la démocratie n'a jamais réellement existé.

Cependant, si jusqu'à présent elle a pu s'exprimer de manière très limitée dans un certain nombre de pays, c'était uniquement du fait que la classe au pouvoir ne pouvait pas neutraliser la lutte des classes et particulièrement celle des exploités et des opprimés, et parce qu'elle s'exerçait dans le cadre du régime en place, sans qu'elle n'en vienne à constituer une menace pour sa survie, car dans le contraire chaque fois elle fut suspendue ou réprimée férocement au profit d'une dictature encore plus dure. - LVOG)

Twitter et Facebook ont récemment pris des mesures pour bannir des propagateurs de fausses nouvelles. (Mais ils ont oublié les agences de presse et les médias propriétés des oligarques qui sont les principaux "propagateurs de fausses nouvelles". - LVOG) Le gouvernement français envisage même de faire voter une loi contre les fake news. (Mais il continue de subventionné l'AFP et les principaux médias qui diffusent des "fake news" en continu. - LVOG) Mais tout cela n'empêchera pas une pratique vieille comme le monde: présenter son opinion comme une vérité indiscutable.

(Ce que font toutes les agences de presse et les médias qui relaient en continu des informations tronquées ou déformées, de manière à qu'elles soient conforme à la propagande, aux positions adoptées ou aux besoins exprimés par l'UE, l'Otan, le FMI, etc. en présentant les faits de sorte que la population croie qu'ils sont conforme à la réalité ou à la vérité, alors que ce n'est pas le cas. Ils s'appuient sur le pouvoir dont ils disposent ou qui leur a été accordé par le régime ou les institutions en place, pour abuser du statut que la population leur accorde naïvement afin de la tromper délibérément ou orienter ses idées qui doivent coïncider avec l'idéologie de la classe dominante...

Finalement, fais ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais, voilà le principe que ces tyrans veulent nous imposer. - LVOG)

Heureusement, une étude du Pew research center suggère qu'aux États-Unis, les plus jeunes seraient moins à même de confondre faits et opinions que les personnes plus âgées.

(Ce qui n'est pas forcément rassurant ou une bonne nouvelle, quand on sait qu'ils ont davantage accès aux faits déformés que les médias corrompus leur présentent. En fait, les opinions qu'ils dénoncent et attaquent, qu'ils voudraient faire taire, correspondent à une autre version des faits que celle officielle qui est fabriquée par les médias.

Il ne faut surtout pas croire qu'en opposant "les personnes plus âgées" aux "plus jeunes", ils auraient de bonnes intentions envers ces derniers, bien au contraire, ce sont les jeunes qu'ils visent parce que ce sont eux qui sont les plus critiques face aux inégalités sociales et aux injustices monstrueuses dont ils sont victimes et au sort dramatique qui leur est réservé, à l'absence de toute perspective hormis celle de vivre dans une société où la médiocrité, la servilité, la pauvreté, la précarité, la violence, la guerre, la tyrannie serait la norme. - LVOG)

À l'approche des midterms, les élections américaines de mi-mandat, une équipe de recherche s'est demandée si les Américains et Américaines étaient capables de faire la différence entre un avis et une information. Elle a donc présenté dix phrases (cinq faits, cinq opinions) à 5.035 adultes en leur demandant de déterminer qui était quoi. (Orienter le vote des Américains et Américaines, voilà leur unique objectif. - LVOG)

Les plus jeunes ont toujours plus de discernement

(Ils les flattent pour mieux les berner. Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, c'est bien connu. - LVOG)

L'étude constate que ne pas être affilié à un parti politique et être plus familier avec les nouvelles technologies sont des facteurs qui amènent à mieux faire la différence entre faits et opinions. Ce qui pourrait expliquer pourquoi les jeunes sont plus performants, puisqu'ils sont en général moins proches des partis et plus doués avec la technologie. Mais même en prenant ces critères en compte, la différence entre les âges persiste et les jeunes sont meilleurs aux tests. Traditionnellement, plus les personnes avancent en âge et plus elles s'expriment dans les urnes.

(Tout d'abord, c'est un plaidoyer tourné contre tous les partis politiques à travers desquels s'expriment la lutte des classes, les intérêts de chaque classe au profit du marché, qui n'a pas besoin de partis politiques pour exister ou imposer ses besoins puisque la Constitution ou les lois en vigueur y pourvoient déjà à leurs places. Autrement dit les partis politiques et les institutions ne peuvent que constituer des obstacles à la libre dictature du marché qui doit réglementer, enrégimenter la vie ou le sort de chaque citoyen, il serait donc souhaitable que les partis politiques disparaissent ou qu'ils n'interviennent plus dans le processus législatif laissé à la discrétion du marché et ses "experts", et que les citoyens se contentent de s'exprimer sur les réseaux numériques qui ont développés à cet effet.

Par conséquent c'est un appel en direction des jeunes qu'ils incitent à se détourner des partis politiques, des élections (au profit du marché), puisqu'à aucun moment ils ne vont encourager les jeunes à s'organiser pour construire un parti qui correspondrait à leurs besoins, mais cela il était inutile de le préciser, chacun l'avait deviné.

Ensuite il faut traduire "plus les personnes avancent en âge et plus elle s'expriment dans les urnes", par ce n'est pas forcément une référence ou à l'avantage de la société, donc ils ne sont pas forcément un exemple à suivre, là ils ne prennent aucun risque en l'affirmant, bien au contraire, cela va dans le sens de l'objectif auquel ils voulaient en venir, car généralement plus elles ont été formatées par la propagande officielle, plus elles ont subi l'influence du régime, plus elles ont été habituées à s'en accommoder, plus elles ont été corrompues par le capitalisme, plus elles auront été aptes à se résigner au destin qu'il leur avait imposé abandonnant du même coup définitivement la perspective de vivre dans une autre société ou de renverser le régime en place, c'est moi qui le précise, alors il faut comprendre que si c'est pour en arriver-là, autant se passer des partis politiques, des élections, de toute représentation politique du peuple, contentez-vous des réseaux numériques et laissez-nous gouverner tranquillement. - LVOG) slate.fr 24 octobre 2018

On peut ne pas être affilié à un parti politique sans pour autant se détourner de tous les partis politiques, subir ou profiter de leur influence.

Haut de page

Le 10 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

La suite de la causerie et quelques infos en bref demain ou lundi. Je dois aussi me reposer un peu !

- Au format pdf (5 pages)

Défense du marxisme et du socialisme. Guerre à l'opportunisme.

Pourquoi de l'extrême droite à l'extrême gauche détestent-ils tant Orwell ?

Parce qu'il avait trop bien compris qu'une idéologie était l'expression subjective d'un processus intellectuel généralement inconscient. Car bien qu'ayant pour origine la réalité objective du monde matériel, elle avait tendance à l'ignorer et à s'en écarter ou à puiser dans des idéologies antérieures, au point que son concepteur se figure que toute représentation en serait issue exclusivement. Autrement dit, son idéologie, qui aurait un caractère idéaliste, finirait par se substituer à la réalité. Ensuite, en fonction de l'usage qu'il compterait en faire ou le besoin qu'il aurait de la justifier, il serait libre de faire référence ou non ponctuellement à la réalité en la déformant pour qu'elle soit conforme à son idéologie. On pourrait ajouter dans le cas d'un fanatique ou d'un furieux psychopathe, selon le degré atteint par sa folie.

Engels a mis en relief, que les idéologies avaient tendance à s'enraciner dans la société, et à donner lieu à des représentations qui traversaient parfois les siècles, à en créer de nouvelles aussi, et qu'elles fonctionnaient selon leurs propres lois, en quelque sorte de la même manière que les systèmes philosophiques qui procèdent principalement par abstraction, syllogisme ou sophisme pour se justifier ou assurer leur cohésion. Il insista sur le fait qu'elles ne consistaient pas uniquement en un assemblage d'idées destinées à s'autojustifier, mais qu'elles subissaient des influences extérieures susceptibles de les modifier,

tout en devenant des facteurs objectifs capables d'influencer l'orientation de la société, d'où l'importance de définir leurs origines.

Quand on tient compte de ces précisions, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que le stalinisme n'a pas pu germer sur le cadavre du bolchevisme ou du léninisme ou encore du communisme, et qu'il était bien le produit de la société féodale qui avait façonné les cerveaux et le mode de vie du peuple russe pendant des siècles, car chacun sait ou devrait savoir que tout un peuple ne se débarrasse pas en quelques années du mode de pensée ou de comportement, de ses habitudes, de ses préjugés, de ses croyances, etc. qui étaient profondément enracinés dans son cerveau ou dans sa culture, le terreau qui servira à l'épanouissement du stalinisme.

De nos jours, les tenants de la stratégie du nouvel ordre mondial totalitaire ou de la gouvernance mondiale tyrannique mènent une guerre idéologique permanente contre les peuples pour briser ou modifier de gré ou de force leurs modes de vie, leurs comportements, leurs habitudes, leurs modes de pensée, leurs préjugés, leurs croyances, leurs cultures, etc. en leur imposant une idéologie uniforme basée sur une philosophie nihiliste destructrice, qui fait de l'anéantissement , de la destruction, son objectif, leur but étant de mieux les contrôler, et ainsi parvenir à instaurer un modèle de société totalitaire planétaire qu'il serait impossible à renverser.

Si nos dirigeants avaient tenu compte de cette importante lacune du marxisme qu'Engels avait discernée, j'ignore s'il eut le temps d'aborder cette question durant les deux dernières années qui lui restèrent à vivre, peut-être qu'ils ne participeraient pas à cette guerre idéologique de la pire réaction contre les masses, tous les peuples.

Je n'ai pas le temps de poursuivre, comme d'habitude hélas ! J'ajoute juste un truc à développer qui vient de me venir à l'esprit et qui à mon avis est capital pour l'avenir du mouvement ouvrier.

Il serait intéressant de définir avec le plus de précision possible l'idéologie qui fut adoptée par les partis ouvriers dès leur fondation, en France la SFIO et le PC, et je suis pratiquement certain qu'on y trouverait dès le début les germes de l'opportunisme qui s'y développèrent rapidement, les envahirent et finirent par les pourrir. Cela fut sans doute inévitable, c'est aussi une hypothèse qui mérite d'être étudiée, personnellement j'en suis convaincu et je pourrais expliquer pourquoi, mais je n'ai plus le temps ici, chacun peut y réfléchir.

Entre nous, on a déjà traité cette question dans d'autres causeries en l'abordant sous un autre angle, mais il est toujours bon de vérifier si on n'aurait rien oublié ou pas commis d'erreurs. On pourrait aussi se demander, si cela devait être inévitable dans tous les cas de figure ou cela s'appliquerait au fur et à mesure à tous les partis ouvriers. On pourrait également se poser la question de savoir, s'il existe un ou des moyens de l'éviter, car si on doit systématiquement reconstruire un nouveau parti ouvrier tous les quarts ou demis siècles, parce que celui qu'on avait construit avait fini par se décomposer totalement, on ne viendra jamais à bout de cette tâche et dans ce cas-là notre cause serait perdu d'avance, vous voyez à quel point il est important de se poser cette question. A moins bien sûr qu'on en soit arrivé à la conclusion qu'on pourrait se passer d'un parti. Mais dans ce cas-là, je voudrais bien qu'on nous explique comment on pourrait parvenir à s'emparer du pouvoir ou à renverser le régime en place, qui plus est serait devenu totalitaire. A suivre.

Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Collège de France

Extrait.

- Il y a eu dans le passé des régimes tyranniques et policiers qui se sont efforcés de contrôler les actes et l'expression des pensées. Ils cherchaient souvent, par la police secrète et la délation, à connaître les pensées les plus privées. Mais ils ne cherchaient pas, à proprement parler à entrer dans les consciences et à les façonner. L'instance qui l'a fait est la religion (à travers des dispositifs comme l'Inquisition ou la confession). Et c'est précisément au moment où la religion cesse de jouer un rôle prééminent dans la direction des consciences que s'instaure la possibilité d'un contrôle et d'un façonnement politiques des esprits.

Dès la fin des années 1930, Orwell est conscient qu'il y a là une innovation d'une importance cruciale pour l'homme et la civilisation en général : le titre initial de 1984 était Le dernier homme en Europe. Et il est conscient, notamment, que c'est un problème majeur pour le mouvement socialiste auquel il vient de se joindre. Mais les théoriciens officiels du socialisme justement (et notamment marxistes) sont incapables de prendre la mesure de cette innovation parce que leur théorie, datant du XIXe siècle et enfermée dans son économisme, ne laisse aucune place à l'émergence de ce nouveau mode de domination.

- « Idéologie » est un concept qu'Orwell évite, ou qu'il n'emploie que cum grano salis. Pour au moins deux raisons.

Premièrement, il est lié à l'économisme marxiste et à l'idée d'explication en dernière instance par l'infrastructure économique. Aux yeux d'Orwell, c'est un schéma qui peut être éclairant dans un certain nombre de cas, mais il refuse d'en faire un principe d'explication général. Ce schéma est notamment inopérant pour rendre compte de ce nouveau mode de domination, lequel, comme on va le voir, peut apparaître dans des systèmes économiques et sociaux extrêmement différents : il peut se mettre en place aussi bien dans des sociétés organisées selon un principe capitaliste que dans des sociétés organisées selon un

principe collectiviste.

Deuxièmement, une idéologie, même si elle est au service d'une classe et de ses intérêts, a une autonomie relative, c'est-à-dire un certain degré d'existence propre : du point de vue des tenants d'une idéologie, au moins, leur idéologie est vraie, et vraie non parce qu'elle est la leur, mais … parce qu'elle est vraie, c'est-à-dire conforme à la manière dont le monde est. Cela signifie que l'idéologie a, aux yeux de ses défenseurs tout au moins, une substance propre, une consistance : qu'elle est capable d'une manière ou d'une autre de rendre des comptes à la réalité et qu'elle est soumise à une exigence de vérité. Même si le défenseur de l'idéologie en question n'a que des pseudo-critères de vérité, qui sont tels que ses propres croyances sont à ses propres yeux infalsifiables (il peut toujours faire retomber son idéologie sur ses pieds, par rapport à n'importe quel fait), il n'en est pas moins persuadé que ses croyances sont vraies indépendamment du fait qu'il les croit : qu'elles sont par elles-mêmes et en elles-mêmes vraies.

De cette consistance propre de l'idéologie, résulte le fait qu'elle est durable, qu'elle a une certaine stabilité, et que, par conséquent, on peut critiquer un régime et ses actes en lui opposant sa propre idéologie. Dans 1984, il est clairement expliqué qu'une des faiblesses des régimes totalitaires passés, comme le fascisme et le stalinisme, est d'avoir voulu justifier leur action au nom d'une idéologie, et même d'avoir essayé, dans une certaine mesure, de rendre le réel conforme à cette idéologie.

Dans le système de 1984, ce qui est donné comme « devant être cru » à un moment donné n'a absolument aucune consistance propre ni aucune autonomie. Il n'est pas demandé à Winston de croire que « 2+2 =5 » parce que, selon l'idéologie du régime, il aurait été établi d'une manière ou d'une autre que « 2+2=4 » est faux et que « 2+2=5 » est vrai. La seule raison pour laquelle il lui est demandé de croire que « 2+2=5 » est que le régime a décidé que c'est présentement ce qu'il faut croire ; et il faudra croire, de la même manière, que « 2+2=3 » ou de nouveau que « 2+2=4 » sitôt que le régime l'aura décidé. La marque d'obéissance et de fidélité au régime, ce n'est pas de croire à une idéologie déterminée présentée comme vérité, mais de croire à ce qui est donné à croire pour la seule raison que c'est donné à croire et pour le temps que c'est donné à croire. L'instabilité absolue des croyances et leur changement permanent est un des traits essentiels du système du contrôle des esprits.

C'est un point crucial pour comprendre le concept proprement orwellien de totalitarisme.

Lettre de Friedrich Engels à F. Mehring - 14 juillet 1893

Extrait.

A part cela, il manque seulement un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations, dont Paul Barth est un exemple frappant.

L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute avec conscience, mais avec une conscience fausse. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique. Aussi s'imagine-t-il des forces motrices fausses ou apparentes. Du fait que c'est un processus intellectuel, il en déduit et le contenu et la forme de la pensée pure, que ce soit de sa propre pensée ou de celle de ses prédécesseurs. Il a exclusivement affaire aux matériaux intellectuels ; sans y regarder de plus près, il considère que ces matériaux proviennent de la pensée et ne s'occupe pas de rechercher s'ils ont quelque autre origine plus lointaine et indépendante de la pensée. Cette façon de procéder est pour lui l'évidence même, car tout acte humain se réalisant par l'intermédiaire de la pensée lui apparaît en dernière instance fondé également sur la pensée.

L'idéologue historien (historien doit être ici un simple vocable collectif pour : politicien, juriste, philosophe, théologien, bref, pour tous les domaines appartenant à la société et non pas seulement à la nature), l'idéologue historien a donc dans chaque domaine scientifique une matière qui s'est formée de façon indépendante dans la pensée de générations antérieures et qui a évolué de façon indépendante dans le cerveau de ces générations successives. Des faits extérieurs, ils est vrai, appartenant à ce domaine ou à d'autres peuvent bien avoir contribué à déterminer ce développement, mais la présupossition tacite est que ces fait sont, à leur tour, de simples fruits d'un processus intellectuel, de sorte que nous continuons toujours à rester dans le royaume de la pensée pure qui a heureusement digéré même les faits les plus têtus.

C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens. Si Luther et Calvin « viennent à bout » de la religion catholique officielle, si Hegel « vient à bout » de Kant et de Fichte, si Rousseau « vient à bout » indirectement par son Contrat social républicain, de Montesquieu le constitutionnel, c'est un événement qui reste à l'intérieur de la théologie, de la philosophie, de la théorie de l'Etat, qui constitue une étape dans l'histoire de ces domaines de la pensée et qui ne sort pas du domaine de la pensée. Et, depuis que l'illusion bourgeoise de la perpétuité et de la perfection absolue de la production

capitaliste s'est encore ajoutée à cela, la victoire des physiocrates (2) et d'Adam Smith sur les mercantilistes (3) passe elle-même, ma foi, pour une simple victoire de l'idée, non pas comme le reflet intellectuel de faits économiques modifiés, mais, au contraire, comme la compréhension exacte, enfin acquise, de conditions réelles ayant existé partout et de tout temps. Si Richard Cœur de Lion et Philippe Auguste avaient instauré le libre-échange au lieu de s'engager dans les croisades, ils nous auraient épargné cinq cents années de misère et de sottises.

Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum. C'est pourquoi non seulement je suis très loin de vous en faire un reproche quelconque, d'autant plus que j'ai commencé à commettre cette faute bien avant vous, au contraire, — mais du moins je voudrais vous rendre attentif à ce point à l'avenir. (...)

Notes.

2 - Un des courants de l'économie politique bourgeoise classique apparu vers le milieu du XVIIIe siècle en France. Les physiocrates se prononçaient résolument pour la grande agriculture capitaliste, l'abolition des privilèges des ordres sociaux et du protectionnisme. Tout en reconnaissant la nécessité de liquider le féodalisme, ils voulaient le faire par la voie de réformes pacifiques, sans porter atteinte aux classes dominantes ni à l'absolutisme. Leurs conceptions philosophiques étaient proches de celles des philosophes bourgeois français du siècle des lumières. Certaines transformations économiques préconisées par les physiocrates furent réalisées pendant la Révolution française.

3 - Mercantilisme, système de conceptions économiques et politiques de certains Etats européens aux XVe-XVIIIe siècles, favorisant l'accumulation des capitaux et le développement du commerce. Ses adeptes identifiaient la richesse de la nation à l'argent. Selon eux c'est l'argent sous forme de métaux précieux qui constituait le bien public. Les Etats qui suivaient ce système cherchaient à régler leur commerce extérieur de sorte que les exportations dépassent les importations.

Illustration par l'actualité. Leur cap : La gouvernance mondiale

- La lettre de la Consule de France à Pondichéry. (novembre 2018)

- C’est le sens du Forum de Paris pour la Paix auquel le Président de la République Française convie les chefs d’Etat et de gouvernement de la planète pour que ce centenaire de l’armistice du 11 novembre 1918 soit l’occasion d’une réflexion sur la gouvernance mondiale.

- France Info le 9 novembre 2018

- Centenaire du 11-Novembre : ce qui est au programme du bref séjour de Donald Trump à Paris

Le Forum pour la paix, point culminant du Centenaire du 11-Novembre, a pour objet de "rappeler la nécessité de défendre et renforcer le multilatéralisme mondial". Il rassemblera de nombreux acteurs de la gouvernance mondiale : des États, des organisations internationales, des ONG, des entreprises, des syndicats et des groupes religieux.

La gouvernance mondiale ne peut se mettre en place qu'avec le consentement des peuples, qui, s'ils savaient les mauvaises intentions qu'elle recouvre, s'y opposeraient évidemment. Aussi ce sont les États, les organisations internationales, les ONG, les entreprises, les syndicats et les groupes religieux, donc y compris leurs représentants, qui ne les ont jamais consultés sur cette question, qui se chargeront de donner leur consentement à leur place à cette entreprise totalitaire.

Dès lors, la question se pose de savoir comment on doit caractériser les uns et les autres, et déterminer dans quel camp ils combattent, au côté des peuples exploités et opprimés ou au côté de la pire réaction...

Haut de page

Le 11 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Les voilà qui de nouveau embraient sur l'antisémitisme, et tout le monde se sent obligé d'en être de sa petite phrase ou de son article, de sa condamnation, c'est vraiment misérable !

J'ai trouvé mieux à vous proposer, que les infos en bref qui peuvent attendre.

- Au format pdf (11 pages)

Défense du marxisme et du socialisme. Guerre à l'opportunisme.

Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Collège de France

Extrait. (suite)

La différence entre démocraties libérales et régimes totalitaires est une différence réelle, qui correspond à l'expérience ; elle doit être maintenue ; et nous avons donc politiquement besoin du concept de totalitarisme. (Au lieu de démocratie libérale, dictature libérale serait peut-être plus appropriée et plus précise. - LVOG) Mais l'indispensable reconnaissance de cette différence ne doit pas servir à masquer un fait tout aussi crucial : que les mécanismes psychologiques et intellectuels totalitaires du contrôle des esprits peuvent être mis en oeuvres dans des systèmes économiques, sociaux et politiques très divers, y compris les démocraties contemporaines. (Quelle sale manie d'employer la démocratie à toutes les sauces, sachant que c'est une utopie, puisqu'elle implique que le peuple dont la majorité est composée de travailleurs aurait conscience d'elle-même, c'est-à-dire qu'elle aurait atteint un niveau de conscience qui lui permettrait d'orienter la société dans une direction conforme à ses besoins, ce qui n'a jamais existé. C'est au contraire toujours une minorité qui présida au sort de la société et qui l'imposa à la majorité, ce qui explique pourquoi nous affirmons que jusqu'à présent les hommes n'ont jamais fait autrement leur histoire qu'inconsciemment, ou qu'ils ne sont pas encore parvenus à prendre conscience du processus dialectique matérialiste et historique à l'oeuvre... - LVOG)

Ce mode de domination est d'abord parfaitement compatible avec l'appropriation collective des moyens de production, donc avec ce qui, aux yeux notamment de la vulgate marxiste, passe pour le trait distinctif du socialisme. Il faut même aller plus loin. Il est la forme privilégiée que peut prendre la domination si celle-ci doit se reconstituer dans une économie collectiviste. Si la domination n'a plus pour base la propriété des moyens de production, sa base tendra à devenir le contrôle des esprits. (La domination est le but et le contrôle des esprits le moyen d'y parvenir, dit autrement, pour parvenir à cette domination il faut se fixer pour objectif de réaliser le contrôle des esprits. Toutes les institutions sont mobilisées pour l'atteindre au côté du parti unique et des syndicats corporatistes, les médias, les institutions de sondage, les ONG, les réseaux numériques, les publicitaires, le monde du spectacle, etc. - LVOG)

Cela ne veut évidemment pas dire que, dans un tel régime, il n'y aurait plus d'inégalité économique. Bien au contraire, la reconstitution de privilèges économiques est immédiate. (...) (Ce qui caractérisa la caste bureaucratique et parasitaire stalinienne. - LVOG) Pour Orwell, le régime issu de la révolution bolchevique n'a rien à voir avec le socialisme précisément, entre autres raisons, parce qu'il n'est pas égalitaire, et cela dès l'époque de Lénine. (Pendant les quatre premières années qui succédèrent à la prise du pouvoir par le parti bolchevik, le gouvernement ouvrier fut confronté à une guerre impérialiste et à une guerre civile, ainsi qu'un sabotage des féodaux et de la bourgeoisie russe et un blocus économique orchestré par toutes les puissances occidentales, dans ces conditions durant cette période il était matériellement impossible de venir à bout des inégalités sociales issues de l'Ancien régime, d'autant plus que 99% des communistes n'avaient pas les compétences requises pour gérer l'économie du pays. - LVOG) Les privilèges économiques y sont dévolus désormais à ceux qui se sont assuré le contrôle des esprits. (Orwell fut un farouche ennemi du stalinisme et défendit à sa manière le socialisme. - LVOG)

Mais ces mécanismes du contrôle des esprits, Orwell les identifie aussi en régime capitaliste. Par exemple, il analyse longuement les mécanismes de manipulation de l'opinion par la grande presse anglaise, qui est aux mains d'un tout petit nombre de grands propriétaires privés, ainsi que les mécanismes d'autocensure et le mépris des faits dans l'ensemble de la presse britannique, qu'elle soit de droite ou de gauche. (Distinction qui était déjà dérisoire à l'époque effectivement. - LVOG)

Le point crucial, pour Orwell, est le suivant : qu'ils soient greffés sur des systèmes capitalistes ou sur des systèmes collectivistes, ce sont exactement les mêmes mécanismes.

Selon une erreur de lecture intéressée qui date de la guerre froide, Orwell montrerait que tout projet émancipateur aboutit au goulag. Il a clairement démenti cette interprétation en juin 1949. Selon une erreur de lecture symétrique (et tout aussi intéressée) des interprètes marxistes, ou même plus généralement d'un certain nombre d'interprètes de gauche, Orwell, intellectuel sentimental et petit-bourgeois, reculerait devant les dures nécessités de la lutte des classes et serait finalement, sinon un traître à la classe ouvrière et à la gauche, un allié fort peu sûr (11). (Accusation portée par les despotes qui firent main basse sur le mouvement ouvrier jusqu'à nos jours. - LVOG) Dans les deux cas, l'erreur repose sur le même présupposé : l'identification du régime soviétique avec le socialisme, ou même avec une version imparfaite du socialisme. (Erreur ou amalgame grossier tant il était clair que le stalinisme était étranger au bolchevisme ou au socialisme comme le fit si bien remarquer Orwell. On en a confirmation juste après. - LVOG) Du point de vue d'Orwell, il est clair que le régime soviétique n'est pas et n'a jamais été socialiste ; et qu'il en est même l'opposé. (On ne pouvait être plus clair. Vous comprenez pourquoi on peut adopter Orwell sans rougir. - LVOG) L'enjeu de la critique orwellienne est de montrer, au contraire, que, si l'on veut avancer vers le socialisme, un préalable indispensable est la critique de ce mode de domination, non seulement en tant qu'il est présent dans les régimes qui se réclament du socialisme, mais en tant que ses mécanismes sont d'ores et déjà à l'oeuvre dans les partis, organisations,

journaux, etc., et chez les intellectuels qui se réclament du socialisme. (On n'a pas cessé d'en faire l'expérience depuis malheureusement, parce que nos dirigeants n'ont jamais possédé les qualités indispensables pour défendre le socialisme, du coup ils recoururent aux méthodes détestables du stalinisme pour asseoir leur pouvoir ou domination au sein de leurs partis. - LVOG)

Comme l'a pertinemment souligné Michael Walzer, entre autres, la critique d'Orwell est une « critique interne au socialisme(12) », une critique à l'intérieur de son propre camp. Comme l'a expliqué Judith Shklar, « l'intellectuel qui ne peut pas supporter les intellectuels n'est certes pas une espèce rare ; mais ce qui singularise Orwell, c'est qu'il a traduit son mépris dans la vision d'une société gouvernée par les objets de son dédain. L'État totalitaire qu'il a imaginé n'est pas tout à fait celui de Staline, non plus que celui d'Hitler. Le parti intérieur, qui dispense l'Angsoc et dirige l'aire n°1 dans 1984, est composé d'intellectuels radicaux anglo-américains(13) ».

Évidemment, celui qui porte la critique dans son propre camp passe facilement pour ou un allié objectif du camp adverse, ou un traître tout court, ou un naïf idéaliste qui n'a pas compris la théorie vraie et scientifique et qui finira nécessairement du mauvais côté. (C'est exactement mon cas, si j'en juge par l'attitude des lecteurs ou des militants qui se connectent à ce portail à mon égard. C'est évidemment infondé et profondément injuste, mais on n'y peut rien, c'est seulement un mauvais moment à passer en attendant des jours meilleurs qui viendront ou pas étant déjà vieux, peu importe, l'essentiel c'est de demeurer fidèle à ses convictions, à son idéal et de les défendre loyalement. - LVOG)

Notes.

11. Voir par exemple : Isaac Deutscher, « 1984 ou le mysticisme de la cruauté » (1954), in Enzo Traverso (éd.), Le Totalitarisme, Seuil, 2001.

12. Michael Walzer, « George Orwell's England », in Michael Walzer, The Company of Critics: Social Criticism and Political Commitment in the Twentieth Century, London, 1989 ; repris dans Graham Holderness, Bryan Loughrey and Nahem Yousaf (ed.), George Orwell, Macmillan, 1998, p. 195. 13. Judith Shklar, «1984 : Should Political Theory Care ? », in Stanley Hoffmann (dir.), Political Thought and Political Thinkers, University of Chicago Press, 1998, p. 342-343 (cité dans Conant, op. cit.).

Le document suivant se situe un an après l'adoption de la nouvelle politique économique (NEP).

(http://www.marxists.org/francais/index.htm)

Rappel des conditions dans lesquelles Lénine dirigea (pas seul évidemment) la Russie entre fin 1917 et 1922, alors que sa santé déclinait suite à la tentative d'assassinat dont il avait victime, et dont les conséquences lui seront fatales deux ans plus tard.

Lénine rapport politique du Comité central au XIe Congrès du Parti communiste le 27 mars 1922

LVOG - Soit environ un an après l'adoption de la nouvelle politique économique (NEP).

Extrait.

Lénine - Et il faut poser nettement cette question : qu'est-ce qui fait notre force et qu'est-ce qui nous manque ? Le pouvoir politique, nous en avons autant qu'il faut. Il ne se trouvera probablement personne ici pour dire qu'à l'endroit de telle ou telle question pratique, dans telle ou telle institution, les communistes, le Parti communiste n'ont pas suffisamment de pouvoir. Il y a des gens qui ont constamment cette pensée en tête, mais ce sont des gens tournés désespérément vers le passé, qui ne comprennent pas qu'il faut se tourner vers l'avenir. La force économique essentielle est entre nos mains. Toutes les grandes entreprises clés, les chemins de fer, etc., sont entre nos mains. Le bail, si largement qu'il soit pratiqué en certains lieux, ne joue, dans l'ensemble, qu'un rôle minime. C'est, dans l'ensemble, une part tout à fait insignifiante. La force économique dont dispose l'Etat prolétarien de Russie est tout à fait suffisante pour assurer le passage au communisme. Qu'est-ce donc qui manque? C'est clair : ce qui manque, c'est la culture chez les communistes dirigeants. De fait, si nous considérons Moscou - 4700 communistes responsables - et si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent. A dire vrai ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés. Il s'est passé là quelque chose de pareil à ce qu'on nous racontait dans notre enfance, aux leçons d'histoire. Il arrive, nous enseignait-on, qu'un peuple en subjugue un autre, et alors le peuple qui a subjugué est un peuple conquérant, et celui qui a été subjugué est un peuple vaincu. Voilà qui est simple et compréhensible pour chacun. Mais qu'advient-il de la culture de ces peuples? Cela n'est pas si simple. Si le peuple conquérant est plus cultivé que le peuple vaincu, il lui impose sa culture. Dans le cas contraire, il arrive que c'est le vaincu qui impose sa culture au conquérant. Ne s'est-il pas produit quelque chose de pareil dans la capitale de la R.S.F.S.R. et n'est-il pas arrivé ici que 4700 communistes (presque toute une division, et des meilleurs) ont été soumis à une culture étrangère ? Il est vrai qu'on pourrait, ici, avoir l'impression d'un niveau culturel élevé chez les vaincus. Erreur. Leur culture est misérable, insignifiante. Mais, tout de même, elle est supérieure à la nôtre. Si piètre, si misérable qu'elle soit, elle surpasse celle de nos communistes responsables, parce que ceux-ci ne savent pas suffisamment diriger. Les communistes qui se mettent à la tête des institutions - parfois des saboteurs les y poussent habilement, à dessein, pour se faire

une enseigne -, se trouvent souvent dupés. Aveu très désagréable. Ou, tout au moins, pas très agréable. Mais il faut le faire, me semble-t-il, car c'est là, à présent, le nœud de la question. C'est à cela que se ramène, selon moi, la leçon politique de l'année, et c'est sous ce signe que la lutte se déroulera en 1922.

LVOG - Sans vouloir les dénigrer à tous prix, vous observerez que le facteur de la culture a toujours été quasiment absent de la formation politique des militants de gauche ou d'extrême gauche qui de fait le négligeront sans cesse, et lorsqu'il arrivera que l'actualité les oblige à l'aborder, ce sera généralement une vraie catastrophe parce qu'ils considèrent que leur culture est supérieure à celle du peuple en général ou des autres peuples, alors qu'en réalité elle est misérable ou insignifiante pour reproduire celle de la classe dominante qui n'a été conçue que pour mieux asservir le peuple ou tous les peuples puisque de nos jours elle est destinée à avoir une valeur universelle, le pendant du totalitarisme.

Par exemple, ces militants se croient supérieurs parce qu'ils ne sont pas homophobes, mais comme l'homophilie est instrumentalisée par les tenants du totalitarisme pour briser la culture des peuples qui ne l'a pas encore intégrée afin de vaincre sa résistance à la stratégie du nouvel ordre mondial que les néolibéraux veulent leur imposer, ils se font ainsi les instruments ou les complices de la pire réaction. Au lieu de profiter de leur culture, qui a bien des égards surpasse celle d'autres peuples, pour imposer un changement de régime dans leur pays, ils s'en servent pour renforcer le pouvoir en place qui tend de plus en plus vers le totalitarisme.

Lénine - Le capitaliste savait approvisionner la population. Il le faisait mal, en voleur, il nous humiliait, il nous pillait. C'est ce que savent les simples ouvriers et paysans qui ne raisonnent pas sur le communisme parce qu'ils ignorent ce que c'est.

« Mais les capitalistes savaient tout de même approvisionner la population. Et vous, le savez- vous ? Non.» Car ce sont bien ces voix-là qui, au printemps de l'année dernière, se sont fait entendre, pas toujours distinctement, mais qui n'en formaient pas moins le fond de la crise du printemps dernier. «Vous êtes, certes, de très braves gens, mais la tâche que vous avez entreprise, la tâche économique, vous ne savez pas l'accomplir.» Voilà la critique très simple mais meurtrière, s'il en est, que la paysannerie et, par son truchement, plusieurs catégories d'ouvriers, ont adressée l'année dernière au Parti communiste. Voilà pourquoi ce vieux point acquiert une telle importance dans la question de la NEP.

Il faut un contrôle réel. A vos côtés agit le capitaliste ; il agit en maraudeur, il prélève des bénéfices, mais il sait s'y prendre. Et vous? Vous essayez de nouvelles méthodes : des bénéfices, vous n'en avez pas ; vos principes sont communistes, vos idéaux - excellents ; en un mot, à vous en croire, vous êtes de petits saints et de votre vivant vous méritez le paradis, - mais savez-vous travailler ? Il faut un contrôle, un contrôle véritable, non pas celui qui consisterait pour la Commission centrale de contrôle à faire une enquête et à voter un blâme, et pour le Comité exécutif central de Russie à infliger une sanction. Non, il faut un contrôle véritable, du point de vue de l'économie nationale.

Lénine - Voilà la première leçon, voilà la première partie, essentielle, du rapport politique du Comité central. Nous ne savons pas gérer l'économie. La preuve en a été faite au cours de l'année écoulée.

Lénine - Au cours de cette année, nous avons prouvé avec une entière évidence que nous ne savions pas conduire les affaires. Voilà la principale leçon. Ou bien nous prouverons le contraire l'année qui vient ou bien le pouvoir des Soviets ne pourra exister. Et le plus grand danger, c'est que tous ne s'en rendent pas compte. Si tous les communistes, tous les responsables, se rendaient nettement compte que du moment qu'ils ne savent pas s'y prendre, ils feraient bien de reprendre leur instruction au début, nous aurions gain de cause. Ce serait, selon moi, la conclusion essentielle, capitale. Mais on ne se rend pas compte de la chose ; on a la certitude que s'il en est qui pensent ainsi, ce sont des gens peu cultivés, qui n'ont pas appris le communisme. Qu'ils étudient, et peut-être comprendront-ils. Non. Excusez. Le paysan, l'ouvrier sans-parti n'ont pas étudié le communisme? Il ne s'agit pas de cela. La vérité, c'est que le temps n'est plus où il fallait développer un programme et appeler le peuple à exécuter ce programme grandiose. Cette époque est révolue. Aujourd'hui il vous faut prouver que dans la pénible situation actuelle, vous savez pratiquement améliorer les conditions économiques de l'ouvrier et du moujik, de façon qu'ils voient que vous l'avez emporté dans la compétition.

LVOG - On voit d'ici les militants, qui ont une haute opinion d'eux-mêmes, et qui dès lors qu'on leur propose une analyse différente de la leur ou qui ne serait pas sortie de leur tête bien trop formatée, nous accusent de vouloir leur donner des leçons ou hurlent au scandale ! On s'en amuse.

Lénine - Nous ne devons pas nous rassurer sous prétexte que partout, dans les trusts de l'Etat et dans les sociétés mixtes, il y a des communistes responsables, excellents. La belle consolation, puisque ces communistes ne savent pas conduire les affaires et sont à cet égard pires qu'un vulgaire commis des capitalistes, qui a passé par l'école de la grande usine et de la grosse maison de commerce. Voilà ce dont nous n'avons pas conscience; il y a là de la vanité communiste, du comtchvanstvo pour employer la sublime langue russe. La vérité est qu'un communiste responsable, le meilleur, et manifestement honnête et dévoué, qui a subi le bagne et bravé la mort, ne sait pas faire du commerce, parce qu'il n'est pas un homme d'affaires, parce qu'il n'a pas appris cela et ne veut pas l'apprendre, parce qu'il ne comprend pas qu'il lui faut tout apprendre, depuis les premiers rudiments. Ce communiste, ce révolutionnaire qui a fait la plus grande révolution qu'on ait jamais vue dans le monde, ce révolutionnaire que contemplent sinon quarante siècles du haut des pyramides, du moins quarante pays européens avec l'espoir de s'affranchir du capitalisme, - ce communiste, ce révolutionnaire doit prendre des leçons auprès du vulgaire commis qui a trimé dix ans dans une épicerie,

qui connaît son affaire, tandis que ce communiste responsable, ce révolutionnaire dévoué, non seulement ne la connaît pas, mais ignore même qu'il ne la connaît pas.

LVOG - Là on imagine tous les dirigeants qui n'ont pratiquement jamais travaillé au cours de leur vie ou tous ces cadres ou militants qui n'ont jamais été sous les ordres de capitalistes ou de patrons. D'ailleurs cela explique pourquoi généralement ils ne s'adressent qu'aux fonctionnaires et ignorent le reste des travailleurs, l'immense majorité en somme auxquels ils n'ont jamais été foutus de s'adresser. Personnellement, j'ai bossé dans plus de 45 entreprises, on n'a donc jamais vécu dans le même monde, ce dont j'ai conscience, ce qui ne risque pas de leur arriver puisqu'ils me considèrent comme un "vulgaire commis" et leurs dirigeants flattent leur ignorance au lieu de leur donner des leçons, ce qu'on peut comprendre aussi, puisqu'ils n'ont pas retenu les leçons de Lénine...

Lénine - Dans notre lutte, il ne faut pas oublier que les communistes doivent agir après mûre réflexion. Ils vous parleront à merveille de la lutte révolutionnaire, de l'état de cette lutte dans le monde entier. Mais pour se tirer du besoin, de la misère la plus noire, il faut être réfléchi, cultivé, sensé. Ils ne savent pas s'y prendre. Nous aurions tort d'accuser les communistes responsables d'être peu consciencieux. L'immense majorité d'entre eux - 99% - ne sont pas seulement des gens consciencieux ; ils ont prouvé leur dévouement à la révolution dans les conditions les plus difficiles, et avant la chute du tsarisme et après la révolution, ils ont sacrifié littéralement leur vie. Si on cherchait ici les causes, on aurait foncièrement tort. Ce qu'il faut, c'est aborder comme il sied l'affaire publique la plus simple, comprendre que c'est une affaire publique, une affaire commerciale ; s'il y a des obstacles, il faut savoir les écarter et poursuivre ceux qui se seront rendus coupables de lenteurs bureaucratiques.

LVOG - Lénine a eu raison de préciser que personne ne remettait en cause les intentions généreuses des militants ou leur engagement politique au côté des travailleurs, la question n'est pas là effectivement, elle réside dans leur propre formation pour élever leurs connaissances, leur niveau de conscience, mais de cela ils ne veulent pas en entendre parler de nos jours. Ce qu'ils n'ont pas compris, c'est que tout ne figurait pas dans des livres, que la société se transformait et que s'ils n'en tenaient pas compte pour progresser, ils seraient voués à régresser, ce qu'on n'a pas cessé d'observer depuis 40 ans. Du coup, notre discours qui aurait pu les aider, sans vouloir leur donner de leçons, ils le rejettent en bloc.

Lénine - Voilà comment la question se pose, voilà où est la difficulté. N'importe quel commis, passé par l'école d'un grand établissement capitaliste, sait faire cela, mais 99% des communistes responsables ne le savent pas, et ne veulent pas comprendre qu'ils n'ont pas ce savoir-faire, qu'il leur faut commencer par l'a b c. Si nous ne le comprenons pas, si nous ne nous remettons pas aux rudiments, nous ne résoudrons jamais le problème économique qui est aujourd'hui à la base de toute notre politique.

LVOG - Allez dire à des militants, des cadres ou des dirigeants "*qu'il leur faut commencer par l'a b c*", ils vont vous envoyer paître sur le champ ! Vous imaginez les difficultés auxquelles Lénine a dû faire face, les mêmes que nous rencontrons de nos jours.

Moi, j'ai adopté définitivement le principe suivant que j'avais lu quelque part quand j'étudiais le bouddhisme et l'hindouisme : Considère que tu ne sais rien et que tu as tout à apprendre, ainsi tu tireras toujours le meilleur de chaque expérience et tu progresseras sans cesse sur le chemin de la liberté, du bonheur, etc... Laissons tomber le nirvana ou le paradis, s'il vous plaît ! Et effectivement, 30 ou 35 ans plus tard, je me sens relativement libre et heureux dans ce vieux monde pourri, où je baigne quotidiennement en Inde parmi les plus pauvres.

Lénine - Il faut se rendre compte, et ne pas craindre de le reconnaître, que dans 99 cas sur 100, les communistes responsables ne sont pas employés selon leurs capacités ; ils ne savent pas s'acquitter de leur tâche ; ce qu'ils doivent faire, maintenant, c'est apprendre. Si on le reconnaît, et du moment que nous en avons la possibilité (à en juger d'après l'ensemble de la situation internationale, nous aurons assez de temps pour achever notre apprentissage), il faut le faire à tout prix.

LVOG - Malheureusement, cet apprentissage sera brutalement interrompu par le stalinisme à peine deux ans plus tard, nous ne saurons jamais s'il aurait pu être mené à son terme. On nous rétorquera que les révolutions cubaine et chinoise ont répondu positivement à cette question, d'une manière déformée si j'en juge par le degré d'aliénation atteint par les peuples cubain et chinois, que je ne confonds avec les élites de ces régimes ou les classes moyennes qui ont un niveau de vie comparable à celui des classes moyennes des puissances occidentales, ce qui n'est pas le cas de l'immense majorité de ces peuples dont le niveau de vie est demeuré précaire ou pire encore.

Un exemple de totalitarisme pris dans l'actualité.

Fabrication du consentement. Trump terroriserait les médias. France Info ou la manipulation de l'info en continu.

"CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux" : échange musclé entre Donald Trump et un journaliste - francetvinfo.fr 09.11

(Non, "échange musclé" entre un journaliste agressif et Donald Trump calme.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au lendemain des élections de mi-mandat, Donald Trump s'est écharpé avec un journaliste de CNN.

(En réalité, Trump a été littéralement agressé par un journaliste de CNN qui ira jusqu'à refuser de rendre le micro.)

France Info - La guerre entre Donald Trump et les journalistes continue.

(En réalité, ce sont les journalistes qui ont déclaré la guerre à Trump.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au sujet des élections de mi-mandat, qui ont eu lieu mardi 6 novembre, le Président des États-Unis a eu un échange musclé avec Jim Acosta, un journaliste de la chaîne CNN.

(Puisque France Info insiste lourdement, répétons-le, c'est le journaliste Jim Acosta de la chaîne CNN qui a eu un "échange musclé" avec le Président des États-Unis.)

France Info - Ce dernier désirait interpeller Donald Trump sur ses déclarations au sujet de la "caravane" des migrants, qu'il avait qualifiée "d'invasion". "Pourquoi l'avez-vous qualifiée ainsi ?", demande le journaliste. "Parce que je considère que c'est une invasion", répond Donald Trump. Il continue : "Je veux bien qu'ils viennent dans notre pays, mais ils doivent le faire légalement. Vous savez Jim, ils doivent suivre des règles."

(La réponse de Trump fut très apaisée, normale. Il a le droit de ne pas partager la position d'un journaliste et vice versa.)

France Info - Après un bref échange durant lequel Donald Trump campe sur ses positions et n'écoute pas les questions du journaliste, le Président en vient rapidement aux attaques personnelles.

(Pourquoi Donald Trump n'aurait-il pas le droit de "camper sur ses positions" ? Pourquoi devrait-il absolument adopter celles de ce journaliste ? Ensuite, Trump a enchaîné face à cet excité en gardant son sang-froid, ce qui a le don de rendre fou les psychopathes, en aucun cas il ne lui a adressé des attaques personnelles, il a simplement caractérisé son comportement, mais c'est un crime pour France Info.)

France Info - "Je pense que vous devriez me laisser diriger le pays et vous CNN. Et si vous le faisiez correctement, vos audiences seraient bien meilleures", pense-t-il conclure. (Où est l'agressivité de Trump ?)

France Info -Alors qu'il refuse de rendre le micro, Jim Acosta se voit rapidement insulté par le Président. "Ça suffit, rendez le micro !", s'agace-t-il. "CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux. Vous êtes quelqu'un de mal poli, une horrible personne."

(Trump a eu raison de le traiter ainsi et il ne l'a pas insulté,ce journaliste n'avait pas à monopoliser le micro puisque Trump avait répondu à ses questions.)

France Info - Après la conférence de presse, la Maison Blanche a annoncé la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de l'accréditation de Jim Acosta.

(J'en aurais fait autant, à ceci près je l'aurais fait virer manu militari !)

France Info - Depuis son élection, le 45ème Président des États-Unis entretient de mauvaises relations avec une partie des médias américains, à l'image du New York Times ou encore du Washington Post, privilégiant largement des médias conservateurs tels que Fox News pour ses sorties médiatiques. Mais la guerre avec CNN reste de loin la plus violente. francetvinfo.fr 09.11

(Depuis l'élection de Trump, ce sont les médias américains, porte-parole de Clinton qui était la candidate de l'Etat profond, qui le harcèlent quotidiennement.)

(https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-[article_video]-[connexe])

En complément

- «Allez-vous faire foutre!» Yann Barthès s'en prend à Trump à son arrivée en France - Sputnik 11.10

Le présentateur Yann Barthès n'a pas hésité à insulter face caméra le chef de l'État américain, en indiquant que ce dernier «n'était pas le bienvenu dans le pays».

Ce vendredi 9 novembre, Yann Barthès présentait une nouvelle émission de Quotidien sur TMC. L'animateur a retrouvé son équipe de chroniqueurs pour décrypter les sujets qui ont marqué l'actualité de la journée écoulée. Le journaliste a également donné son avis sur la venue du Président Trump à Paris pour le centième anniversaire de la Première Guerre mondiale.

À quelques heures de l'arrivée du Président américain, Yann Barthès n'a pas hésité à l'insulter:

«Go fuck yourself [Allez-vous faire foutre!, ndlr.] vous n'êtes pas le bienvenu dans ce pays», a déclaré le journaliste face caméra.

« One last thing: Go fuck yourself! You are not welcome in this country! »

Postée sur les réseaux sociaux, la séquence a reçu un accueil controversé entre ceux qui applaudissaient l'audace du présentateur et ceux qui ne comprenaient pas cette initiative. Sputnik 11.10

Un salopard de journaliste m'insulterait ainsi, j'exigerais que le chef de l'Etat condamne publiquement cette insulte, sans quoi je repartirais sur le champ.

Les coulisses d'une cabale montée contre Trump.

- Les conséquences du Prologue par James Howard Kunstler – Le 8 octobre 2018 – Source kunstler.com - Le Saker Francophone

Résultat de recherche d'images pour "Christine Blasey Ford".

« Je la crois ! »

Vraiment ? Pourquoi quelqu'un devrait-il la croire ?

La sénatrice Collins du Maine a dit qu'elle croyait que le Dr Christine Blasey Ford avait vécu quelque chose de traumatisant, mais pas des mains de M. Kavanaugh. Je crois que le sénateur Collins a dit ça pour calmer la foule de #Metoo, pas parce qu'elle y croyait vraiment. Je crois que Christine Blasey Ford mentait, de part en part, dans sa voix de petite fille blessée, comme une mauvaise imitation de Truman Capote.

Je crois que le stratagème de Christine Blasey Ford s'inscrit dans le prolongement des sinistres activités en cours depuis le début de 2016 au ministère de la Justice et au FBI pour défaire la dernière élection présidentielle, et que l'histoire réelle et vraie de ces singeries séditieuses va bientôt éclater à la face du monde.

Il s'avère que l'État Profond est un petit monde. Saviez-vous que l'avocat qui siège à côté du Dr Ford aux audiences du Sénat, Michael Bromwich, est aussi l'avocat d'Andrew McCabe, l'ancien directeur adjoint du FBI congédié pour avoir menti aux enquêteurs de sa propre agence et pour avoir actuellement baratiné un grand jury ? Quelle coïncidence ! Parmi tous les avocats du coin le plus infesté par les avocats des États-Unis, c'est justement lui qu'elle a choisi.

Il est notoire que le Dr Ford s'est rendue à Rehobeth Beach, dans le Delaware, le 26 juillet, où vit sa meilleure amie pour toujours et ancienne colocataire, Monica McLean, et qu'elle y a passé les quatre jours suivants avant d'envoyer une lettre au sénateur Diane Feinstein, le 30 juillet, ce qui a donné le coup d'envoi du spectacle « agression sexuelle ». Saviez-vous que Monica McClean était un agent spécial du FBI à la retraite et qu'elle travaillait au bureau du procureur du district sud de New York sous la direction de Preet Bharara, qui avait auparavant travaillé pour Chuck Schumer, leader de la minorité démocrate au Sénat ?

Monica McClean aurait-elle pu passer ces 4 jours en juillet à aider Christine Blasey Ford à écrire sa lettre à Mme Feinstein ? Saviez-vous que l'avocat de Monica McClean, David Laufman, est un ancien avocat du Ministère de la Justice qui a aidé Peter Strozk, ancien chef du contre-espionnage du FBI, dans les enquêtes sur Clinton et sur la Russie avant de démissionner en février de cette année – en fait, il a participé à la « célèbre" entrevue avec Hillary en 2016 ? Ouah ! Quel petit marais, Washington !

Saviez-vous que Mme Leland Keyser, l'ancienne meilleure amie du Dr Ford de l'école préparatoire de Holton Arms, a dit à la dernière ronde d'enquêteurs du FBI à l'audience de Kavanaugh la semaine dernière – comme l'a rapporté le Wall Street Journal – qu'elle s'était "« sentie contrainte » par Monica McLean et ses représentants pour changer son histoire – qu'elle ne savait rien de l'agression sexuelle alléguée ou de la personne qui aurait commis celle-ci, ou qu'elle avait déjà rencontré M. Kavanaugh. Je pense que ça s'appelle un parjure par subordination.

Rien de tout cela n'est insignifiant et l'affaire ne peut pas s'arrêter là. Une trop grande partie a été déformée par ce qu'il reste des médias. Et pendant ce temps, bien sûr, il y a au moins un grand jury qui écoute les témoignages de l'ensemble des

personnages derrière l'enquête Hillary bâclée et l'enquête sur la collusion russe de Robert Mueller, qui semble toujours plus douteuse : Strozk, Lisa Page, James Comey, Andrew McCabe, Bill Priestap, et autres… J'ai le sentiment que ces questions approchent maintenant la masse critique avec le déroulement parallèle de l'« affaire » Christine Blasey Ford.

Le Parti démocrate a ses empreintes digitales partout là-dessus, comme c'était déjà le cas avec les manigances de l'enquête sur la Russie. Non seulement je ne crois pas l'histoire du Dr Ford, mais je ne crois pas non plus qu'elle ait agi seule dans cette affaire louche. Ce qui se passe avec tous ces avocats associés au FBI et au ministère de la Justice, c'est un encerclement évident des chariots. Ils ont généré trop d'animosité dans le processus et ils vont se faire coincer. Ces questions sont loin d'être terminées et une bataille majeure se profile à l'horizon du compte à rebours des élections de mi-mandat. En fait, l'éditorialiste Charles M. Blow a sonné de la trompette lundi matin dans sa chronique idiote intitulée : « Libéraux, c'est la guerre ». Comme je l'ai dit : une deuxième guerre civile se profile. Le Saker Francophone

C'est semble-t-il le but de la ruée de migrants en provenance d'Amérique centrale orchestrée par les Rockefeller, Soros et Cie...

L'Agence Française de Propagande ou comment la voix du nouvel ordre mondial totalitaire s'ingère dans les affaires du gouvernement sud-coréen.

- Le président sud-coréen limoge son ministre des Finances - AFP 9 novembre 2018

Acte I.

LVOG - De la manière dont l'AFP présente la situation économique de la Corée du Sud, on pourrait être porté à croire que le président sud-coréen Moon Jae aurait injustement limogé le ministre des Finances et son chef de cabinet ou qu'il aurait voulu leur faire porter la responsabilité du ralentissement de l'économie de la Corée du Sud. Lisez attentivement.

AFP - Le président sud-coréen Moon Jae-in a limogé vendredi les deux grands manitous de l'économie, dont son ministre des Finances, dans un contexte de ralentissement de la croissance, de hausse du chômage et d'inégalités persistantes des revenus.

Le ministre Kim Dong-yeon et le chef de cabinet chargé de la stratégie politique, Jang Ha-sung ont été démis de leurs fonctions et remplacés, a annoncé un porte-parole de la présidence.

D'après la presse, les deux hommes se disputaient sur la façon de remédier aux difficultés de la 11e économie mondiale.

A l'international, M. Moon s'est fait connaître pour son rôle dans la spectaculaire détente en cours avec le voisin du Nord armé de la bombe nucléaire. Mais à domicile, sa politique économique est de plus en plus sujette à controverse et sa cote de popularité descend dans les sondages.

Acte II.

LVOG - Dans cette deuxième partie de cet article, vous allez immédiatement comprendre pourquoi l'AFP s'en est pris précédemment au président sud-coréen, il serait trop social, un crime !

AFP - Son gouvernement a nettement augmenté le salaire minimum, réduit la durée du travail et transformé des contrats de travail temporaires en contrats à durée indéterminée dans le cadre d'une politique de redistribution destinée à stimuler une "croissance portée par les revenus".

Il s'agit d'un revirement complet par rapport au modèle de croissance passé, porté par les exportations et les investissements des énormes conglomérats sud-coréens, et qui a vu l'économie sud-coréenne se hisser au quatrième rang asiatique.

Acte III.

LVOG - Pour finir, l'AFP prend fait et cause pour les adversaires du président sud-coréen, le patronat qui sabote sa politique comme le fait celui du Venezuela. L'AFP est bien le porte-parole de la réaction sur toute la ligne à l'échelle mondiale.

AFP - Les critiques du gouvernement affirment que cette politique a eu l'effet inverse de celui escompté, en aggravant la situation des gens aux revenus les plus faibles et en forçant les petites entreprises à licencier, tandis que les mastodontes hésitent à investir au vu du renforcement des régulations.

Le mois dernier, la banque centrale avait ramené sa prévision de croissance annuelle à 2,7%, contre un taux effectif de 3,1% en 2017.

Le ministre des Finances souhaitait revenir sur la politique de redistribution, y compris le salaire minimum, tandis que M. Jang voulait poursuivre sur la même voie. AFP 9 novembre 2018

Haut de page

Le 12 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai ajouté un passage dans l'après-midi (midi en France).

- Au format pdf (4 pages)

J'ai remis les vidéos et articles attenants que j'avais retirés de la page d'accueil en 2016. Ces supports datent un peu, mais ils sont toujours d'actualité ou peuvent servir à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et son évolution.

Je ne partage évidemment pas l'ensemble de leur contenu, loin de là en général. On peut leur faire les mêmes reproches qu'aux médias dominants, cependant il existe une différence déterminante entre eux. Ces vidéos (ou ces articles) présentent l'avantage de ne pas censurer un grand nombre de faits contrairement aux médias, faits, qui dès lors qu'on les ignore ne permettent pas de se forger librement ses propres idées sur le déroulement de l'histoire, ce qui est le but de la censure, afin que l'on adopte la version officielle qui figurera dans les manuels scolaires et universitaires ou destinés à la formation des militants dans les partis dits ouvriers.

On comprend donc l'importance capital de porter ces faits à la connaissance de tous, malgré répétons-le les nombreuses imperfections que peuvent comporter parfois ces vidéos. L'essentiel, c'est d'en tirer ou d'en conserver le meilleur pour en tirer des enseignements et d'oublier le reste. D'apprendre pour comprendre pour pouvoir mener notre combat politique.

Je j'aurai pas de temps à consacrer aujourd'hui aux infos en bref.

J'ai entendu quelqu'un dans une vidéo, qui distinguait ainsi les deux principaux clans qui s'écharpent au sommet de l'oligarchie financière, évoquant celui qui voulait instaurer un nouvel ordre mondial en procédant pas à pas ou par étape, et celui qui était décidé à brusquer les choses en allant le plus rapidement possible, quitte à recourir à des guerres, voire à une guerre mondiale pour intégrer immédiatement la Chine et la Russie...

Cette distinction est perspicace, mais elle est un peu longue quand on doit y faire référence, et je n'ai pas encore trouvé la bonne formule, la plus courte et précise possible pour évoquer ces deux clans de l'oligarchie. On a bien compris qu'ils partageaient le même objectif, les Russes et les Chinois également il faut préciser, car il y en a encore qui s'imaginent qu'ils s'y opposeraient. On y reviendra plus tard.

Vous savez pourquoi nous sommes dans cette merde, excusez-moi l'expression ? Parce que nos dirigeants ont toujours refusé de l'admettre, ce sont des idéologues bornés au dernier degré. Quand on admet l'existence de ces deux clans de l'oligarchie, qu'ils ont une tactique différente mais partagent la même stratégie pour conserver leur hégémonie sur le monde, d'un coup tout devient plus clair et on peut définir une stratégie et une tactique pour les affronter, dans le cas contraire on en arrive à se vautrer dans le pire opportunisme qui soit et notre combat sera perdu d'avance, il faut bien en prendre conscience.

Qu'on le veuille ou non, bien des formules et des analyses du passé sont devenues obsolètes ou inappropriées pour comprendre le monde tel qu'il est devenu de nos jours et affronter nos ennemis, construire le parti, les instruments qui nous permettrons de les vaincre...

J'ajoute un point d'actualité à 16h en Inde, 11h30 en France.

La guerre, c'est la paix.

Leur humanisme est bien la politesse des salauds...

La gouvernance mondiale totalitaire s'est offerte le Forum de Paris pour la paix ou le dernier coup des GAFA.

Grille de lecture.

Le saviez-vous? Non, évidemment et pour cause.

La meilleure ou plutôt le pire, c'est qu'absolument aucun des participants aux différentes manifestations programmées contre Trump ou ce Forum ne le mentionnera, mais quel déni ! Aucun ne désignera non plus l'oligarchie comme planificateur et profiteur de toutes les guerres. Les chefs d'Etat ou de gouvernement passent, l'oligarchie reste, simple observation qui ne leur était évidemment pas venue à l'esprit.

Les pires imposteurs, fanatiques manipulateurs des faits dans nos rangs vont jusqu'à le nier. C'est ce que m'a confirmé un trotskyste lambertiste hier dans un courriel, refusant d'admettre que l'oligarchie n'avait cessé de renforcer ou d'étendre son pouvoir politique sur le monde depuis 70 ans, et que le mouvement ouvrier international s'était avéré totalement impuissant à l'empêcher.

Autrefois, on nous avait enseigné que pour combattre un ennemi, il fallait commencer par l'identifier ou lui ôter son masque, sans quoi notre action serait inefficace ou demeurerait vaine. Apparemment ce n'est plus de mise. Il faut croire que depuis ils se sont ravisés ou ils ont changé d'objectif et qu'ils en sont arrivés à la terrible conclusion qu'on ne pourra jamais le vaincre, alors valait mieux encore faire avec en guise de testament, en tout cas cela en est la signification politique.

- A Paris, 70 chefs d'Etat tournés vers la paix - leparisien.fr 11 novembre 2018

Devant près de 70 chefs d'Etat ou de gouvernement réunis pour les commémorations du centenaire de l'Armistice de 1918, Emmanuel Macron a martelé son message pour la paix et fustigé le nationalisme.

Ce rendez-vous, que ses concepteurs veulent rendre annuel, doit servir à débattre la gouvernance mondiale au sens large et à prôner le multilatéralisme.

Emmanuel Macron a initié le Forum de Paris pour la paix, mais c'est une association indépendante qui l'a mis sur pied. Tellement indépendante, que ce grand rendez-vous - où chefs d'états côtoieront ONG, entrepreneurs et association - n'a pas été financé par des fonds publics français, mais pour l'essentiel par des entreprises privés. Parmi elles, Google, Microsoft, ou encore Facebook, qui ont donné cinq millions d'euros pour l'occasion. «C'est une volonté du président. Il veut qu'au delà des Etats, la société civile s'implique», détaille un conseiller gouvernementale. Ce lundi matin, Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères recevra tout ces grands donateurs privés lors d'un petit déjeuner au Quai d'Orsay. leparisien.fr 11 novembre 2018

« On a une offensive idéologique du djihadisme, de régimes autoritaires, de mouvements extrêmes qui de tous côtés se dévoilent être des ennemis de la liberté (…), cherchent à contrôler, censurer, exporter leur modèle, qui lancent des campagnes massives de désinformation et qui s'attaquent aux journalistes » a lancé le président Emmanuel Macron lors du premier Forum de Paris sur la Paix. Atlantico.fr 12 novembre 2018

LVOG - Voulait-il parler des médias-oligarques qui l'ont fait élire ou des 90% des médias américains qui avaient pour candidate Hillary Clinton ?

Et pendant ce temps-là leurs guerres continuent.

- Yémen: combats meurtriers à Hodeida, Washington et Londres haussent le ton - AFP 12 novembre 2018

La fabrication du consentement au service de la guerre.

- 3 raisons pour lesquelles l'Armée européenne est un idéal indispensable - Le HuffPost 12 novembre 2018

En appelant à la création d'une armée européenne, le Président français n'a pas laissé sa parole dépasser sa pensée. Il a tout simplement fait parler sa vision. Le HuffPost 12 novembre 2018

Macron n'a pas de pouvoir, mais il a une vision, qu'on se le dise !

Macron et Merkel dénoncent des élections "illégales" - L'Express.fr12 novembre 2018

Un scrutin dénoncé. Emmanuel Macron et Angela Merkel ont critiqué dimanche soir dans un communiqué commun les élections organisées le même jour dans l'est prorusse de l'Ukraine, décrites comme "illégales et illégitimes".

Elles visaient à élire des "présidents" et "députés" pour les deux "républiques populaires autoproclamées par les rebelles séparatistes à Donetsk et Lougansk.

"Ces soi-disant élections nuisent à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine", ont déclaré les deux dirigeants, qui se sont entretenus à Paris avec le président ukrainien Petro Porochenko, en marge des cérémonies du centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale. Samedi, Bruxelles avait condamné des scrutins "illégaux et illégitimes". L'Express.fr12 novembre 2018

AFP - Pour attirer les électeurs pour ce scrutin, les autorités donnaient à chaque personne ayant voté un "ticket" de loterie et des étals installés devant les bureaux de vote offraient des produits alimentaires à des prix bas. AFP 12.11

LVOG - Que voulez-vous, tout le monde n'a pas les moyens de LREM pour réaliser des vidéos pour convaincre le peuple d'aller voter aux élections européennes quand il n'en a pas envie !

Un évènement largement couvert par les médias-oligarques

- A Paris, les anti-Trump fustigent le «bal des vampires» - Libération 11 novembre 2018

- Parallèlement aux commémorations du 11-Novembre, une manifestation anti-Trump s'est tenue à Paris - lemonde.fr 11 novembre 2018

- 1500 personnes réunies pour manifester contre Trump à Paris - - lexpress.fr 12 novembre 2018

Etc. etc. etc.

Et il ne manquait personne à l'appel !

- Action des Femen au passage du convoi de Trump à Paris - Reuters 12 novembre 2018

On se détend un peu entre deux coups de canon. Etait-ce vraiment une confusion ?

- Quand une vieille dame confond Angela Merkel et Brigitte Macron - LeParisien.fr 11.11

LVOG - On imagine le beau et fringant jeune homme de 40 ans se coucher à côté de sa momie, quand elle a ôté, non, non pas ce à quoi vous pensez, un peu de décence tout de même, cela elle l'enlèvera seulement une fois sous le drap quand la lumière sera éteinte, la couche épaisse de crème et le maquillage qui camouflaient les multiples et profonds sillons qui avaient creusés sa peau dorénavant toute défraîchie, fripée, ravage inexorable dû au temps qui passe et amplifié par un usage excessif de ces expédients miraculeux destinés à paraître éternellement désirable...

Quelle épreuve ! Mais quelle cauchemar il doit endurer chaque soir à l'idée de coucher avec la sosie d'Angela Merkel, je voulais dire dormir, car on ne peut pas l'imaginer se livrer à une autre activité...

Haut de page

Le 13 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Ma compagne est absente depuis une dizaine de jours parce que les trois enfants de sa fille Kavida sont malades et ont été hospitalisés, elle n'a passé que la journée de dimanche avec moi. Du coup, j'en profite pour travailler davantage, mais bon, à côté de cela je dois me taper toutes les tâches ménagères et le reste, je fais face, comment, en dormant moins ! Et mieux, parce que c'est l'hiver ici, quel bonheur, un peu de fraîcheur, 25°C la nuit, 40°C l'après-midi, je m'en fous, je ne mets pas le nez dehors, je bosse.

Pas d'infos en bref, j'ai mieux à faire, lire ci-dessous.

- Au format pdf (5 pages)

L'orientation politique que je vous propose.

A bas l'oligarchie, à bas Macron, chassons-les du pouvoir !

L'oligarchie a confisqué le pouvoir économique alors qu'elle représente moins de 1% de la population du pays, et en faisant élire Macron par une minorité de nantis elle a usurpé le pouvoir politique. Dès lors, eux seuls portent l'entière responsabilité de la situation économique, sociale et politique du pays, des maux qui accablent quotidiennement les travailleurs, de l'atmosphère délétère, de haine, de la violence aveugle qui règne dans la société.

Minoritaires et illégitimes pour nous imposer leur politique antisociale, liberticide, impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs du secteur privé qui produisent les richesses et ceux qui assurent le fonctionnement des services publics sont en droit d'exiger que l'ensemble de leurs revendications sociales et politiques soient satisfaites sans délai.

L'oligarchie et Macron s'y opposant, quel que soit notre statut ou notre condition individuelle, nos convictions personnelles, les syndicats ou les partis ouvriers dans lesquels nous militons ou dont nous sommes sympathisants, que nous soyons des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes, membres des classes moyennes vouées à la déchéance ou à disparaître, nous devons nous unir et engager le combat pour les chasser du pouvoir et constituer notre propre gouvernement, créer nos propres institutions, adopter une nouvelle Constitution, construire notre propre Etat, une République sociale débarrassée du capitalisme (et de l'ensemble des institutions européennes et internationales à son service), puisque son existence est devenue incompatible avec le bien-être et l'exercice le plus élémentaire de la démocratie, démocratie qui a toujours été un leurre et reste à conquérir.

L'orientation politique adoptée par l'oligarchie ne correspond pas seulement à la volonté de ses membres de concentrer toujours plus de richesses ou de pouvoir entre leurs mains, elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie politique qu'ils ont définie de longue date. Après avoir constaté que les contradictions du capitalisme avaient atteint les limites au-delà desquelles leur propre existence et leur domination de classe serait gravement menacée, ils ont conçu que seule l'instauration d'une gouvernance mondiale pourrait garantir leur domination sur toutes les autres classes, un nouvel ordre mondial qui devrait coïncider avec l'établissement d'un régime totalitaire à l'échelle planétaire.

Vous avez pu observer que depuis la création de la Société des nations (SDN) en 1919, puis de l'Organisation des nations unis (ONU) en 1945, de nos jours les dirigeants des puissances occidentales ou les représentants de l'oligarchie, leurs idéologues, font sans cesse référence dans leurs discours à la gouvernance mondiale ou à un nouvel ordre mondial qu'ils appellent de leurs voeux à fonder le plus rapidement possible, pour soi-disant sauver le monde de la régression sociale, de la décadence, de la barbarie ou de la guerre auxquels ils seraient promis si aucun changement politique n'intervenait à l'échelle mondiale, alors qu'ils en sont les principaux responsables.

En réalité, leur discours est uniquement destiné à obtenir le consentement des peuples à leur entreprise sordide et criminelle en leur cachant leurs véritables intentions ou la nature tyrannique du régime qu'ils veulent instaurer, parce qu'ils ne peuvent évidemment pas admettre ouvertement que la tâche historique que le capitalisme avait à accomplir est définitivement terminée, et qu'il doit céder la place à un mode de production et de répartition des richesses qui serait basé uniquement sur les besoins et les aspirations des peuples qui seraient définis et gérés collectivement par ceux qui produisent les richesses ou administrent les services rendus à la société, de sorte que pas un homme ou pas une femme ou un enfant ne serait laissé sur le bas de la route.

Si nous ignorons qui sont nos réels ennemis, la véritable nature de leurs intentions, les origines économiques de leur orientation ou de leur stratégie politique, les multiples moyens dont ils disposent pour l'imposer, comment s'articulent l'ensemble de ces facteurs, on ne peut pas comprendre la situation et on ne peut pas les combattre efficacement. Il est donc indispensable que chacun en prenne conscience et le partage avec le plus grand nombre, pour qu'ensemble nous engagions le combat politique pour avancer sur la voie de notre émancipation, les vaincre.

Les éléments les plus conscients ou déterminés de la société quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent, doivent construire le parti politique qui incarne ce combat et ses objectifs, afin de montrer la voie aux masses, les guider jusqu'à l'éradication du capitalisme de la surface de notre planète. Sinon, face à un ennemi puissamment organisé, c'est nous qui seront vaincus pour longtemps et la civilisation humaine sera gravement menacée, puisque toute trace d'humanité aurait disparu de la société totalitaire que nos ennemis nous imposeraient.

Les oligarques ont imaginé toute sorte d'instruments financiers ou politiques, technologiques aussi, pour sauver leurs peaux, leur système économique, pour préserver leurs privilèges exorbitants, leur capacité de nuire à l'humanité toute entière... Nous, si nous disposons de la légitimité qu'incarne notre rejet des inégalités sociales et des injustices, si nous n'avons pas à justifier notre refus de toute forme d'exploitation et d'oppression à travers le monde, en dehors du droit politique qui nous est encore accordé de nous organiser pour les combattre, nous ne disposons d'aucun autre moyen pour leur résister et les vaincre, certainement pas un bulletin de vote. Dès lors, il ne faut pas craindre de devoir les affronter, en acceptant d'en assumer toutes les conséquences qui seront mille fois moins pire que toutes celles que nous endurerions s'ils parvenaient à instaurer une gouvernance mondiale qui ne pourrait avoir qu'un contenu totalitaire, puisque ce sont de farouches ennemis de la démocratie.

La guerre, c'est la paix. Parole de l'oligarchie. (Suite)

Dans la causerie du 7 novembre 2018, sans savoir qui était à l'origine du Forum de la paix qui s'est tenu à Paris le 11 novembre et qui l'avait financé (Les GAFA ou l'oligarchie), vous avouerez que j'avais eu le nez fin ou que j'étais au plus près de la réalité tout en vivant à 10.000 kilomètres de la France depuis 22 ans, contrairement à nos dirigeants qui sont soi-disant sur le terrain et qui une fois de plus se sont fourvoyés, en écrivant :

- Depuis le passage à l'impérialisme il y a plus d'un siècle, le pouvoir n'a cessé de glisser des institutions politiques aux institutions financières.

Ce n'est pas place de la République qu'il faut aller manifester contre la politique ultra réactionnaire de Macron ou contre la guerre, car cela ne dérangera pas les bourgeois, mais devant la Bourse, car c'est l'oligarchie qui dicte cette politique et fomente les guerres.

Je rajoute ce lundi soir à 22h20 à Pondichéry, qu'on comprend mieux pourquoi les faiseurs de guerre peuvent témoigner une telle audace, une telle arrogance, ils savent qu'ils ne craignent rien. Les marionnettes qu'ils ont mis en place les protègent et le mouvement ouvrier participe à leur fabrique du consentement qui consiste à détourner l'attention des travailleurs de ceux qui détiennent réellement le pouvoir, de sorte qu'ils ne seront pas en mesure de comprendre la situation ou de les identifier pour ensuite les combattre.

S'il faut effectivement concentrer nos attaques contre Macron, comme je l'avais exposé dans une précédente causerie, encore faut-il rappeler sans cesse que sa politique s'inscrit dans le cadre d'une stratégie définie par l'oligarchie pour instaurer ce qu'ils appellent une gouvernance mondiale, et que cette stratégie ne date ni d'hier ni d'avant-hier... Sinon on ne comprend pas où il veut en venir ou cela peut porter à polémique sur ses intentions dans la tête des travailleurs et des militants qui ne comprennent pas ce qui se passe, alors qu'en réalité les choses sont très claires.

Maintenant je réponds calmement à ceux qui m'écrivent et qui me prennent pour un abruti qui serait déconnecté de la réalité ou qui passent leur temps à me faire des procès d'intention, qu'ils perdent leur temps. Je comprends que cela les rende furieux que les faits me donnent raison une fois de plus, je n'y peux rien, il ne tient qu'à eux et à leurs dirigeants d'en tenir compte, je ne demande pas mieux, car on s'en porterait tous mieux.

Il arrive même parfois qu'on soit tellement en phase avec la réalité qu'on en arrive à avoir des prémonitions qui vont se réaliser, ce dont je suis le premier surpris quand j'en prends conscience. Dans ce cas-là, je me dis que tout est dans l'ordre des choses et que surtout je ne dois rien changer. L'air de rien, cela peut nous rendre des services inestimables dans la vie, quand on est face à une menace qui peut nous être fatale, et assurément le régime qui est en train de se mettre en place en est une, qui en douterait encore ? Surtout n'allez pas croire que j'aurais eu une prémonition avant d'écrire ce que vous allez lire maintenant, il s'agit juste d'un constat.

J'ai une question à vous poser.

Les deux principaux clans de l'oligarchie partagent la même stratégie, c'est entendu, ils veulent instaurer une gouvernance mondiale ou un nouvel ordre mondial qui ne pourrait être que totalitaire. Maintenant ils ne sont pas d'accords sur la tactique, les moyens ou les rythmes et les délais pour y parvenir. Pour affronter tous les peuples et leur imposer.

Les uns veulent prendre leur temps ou procéder par étapes successives en profitant des opportunités qui existent ou qu'ils peuvent créer de toutes pièces si nécessaire, sans pour autant semer le chaos dans les sociétés ou dans le monde, ils estiment au contraire que cela pourrait être préjudiciable à leur plan ou qu'ils pourraient perdre les avantages qu'ils ont acquis parfois chèrement ou difficilement, au cas où la situation leur échapperait ou tournerait à leur désavantage, ce qu'ils préfèreraient éviter pour ne pas s'éloigner de leurs objectifs ou ralentir leur marche en avant.

Les autres se moquent de ce genre de considérations, et estiment que pour briser tous les obstacles qui se dressent sur leur chemin, pour intégrer le plus rapidement possible la Russie et la Chine dans leur stratégie, il ne faut pas craindre d'en passer par la guerre ou d'user de tous les moyens à leur portée, quitte à semer un climat nauséabond ou de terreur dont ils profiteraient pour gagner la guerre idéologique et psychologique qu'ils mènent contre les masses pour les neutraliser ou les rendre incapables de s'opposer à leur plan.

Les premiers veulent instrumentaliser les illusions des masses, quitte parfois à devoir les affronter, ce qui signifie qu'ils entendent profiter de la lutte des classes en estimant qu'ils peuvent la gagner.

Les seconds veulent leur interdire d'avoir la moindre illusion, ils exigent la capitulation des masses sans condition, tout de suite, brutalement, de sorte qu'ils ignorent la lutte des classes considérant qu'ils l'ont déjà gagnée, elle n'a donc aucune raison de s'exprimer autrement que sous leur drapeau, le faux drapeau que la gauche a adopté s'agissant des masses, tout autre drapeau devant être banni.

On comprend au premier coup d'oeil que si c'est le premier clan de l'oligarchie qui est au pouvoir, on a encore une chance

de participer à la lutte des classes et de la gagner, tandis que si c'est le second qui est au commande notre tâche va singulièrement se compliquer pour ne pas dire qu'elle risque d'être fortement compromise.

On a donc tout intérêt à ce que ce soit le clan de Trump qui soit aux affaires plutôt que celui de ses adversaires, bien que les deux soient nos ennemis.

Cela étant, reste à déterminer quand et comment on les attaque de manière à ne pas favoriser le camp des adversaires de Trump qui est manifestement le plus dangereux dans l'immédiat pour nous, j'espère que tous les lecteurs en ont pris conscience ou alors je me suis mal exprimé. J'ai en quelque sorte tiré les enseignements politiques des attaques hystériques dirigées contre Trump par ses adversaires, ce que n'ont pas fait nos dirigeants, ce qui les amène à se placer au côté de la pire ou la plus dangereuse réaction.

Ce que j'ai dit du clan de Trump ne signifie pas pour autant qu'il n'en passerait pas par une guerre précédée par exemple d'un effondrement de Wall Street. Mais en l'occurrence il s'agirait d'une guerre conventionnelle, d'une crise économique classique et programmée, de sorte qu'on en connaîtrait à l'avance les règles ce qui nous permettrait de mieux les combattre, y compris dans la clandestinité. Vous me direz que ce serait un piètre soulagement après ne pas avoir pu les éviter. Certes, mais nous n'y serions pour rien, il s'agit là d'un simple constat. Je ne fais ici que présenter la situation dans laquelle nous nous retrouverions et rien de plus.

Alors qu'une guerre déclenchée par les psychopathes fanatiques de l'autre camp pourrait prendre la tournure d'un bombardement aveugle de la population civile et des villes fortement peuplées qui feraient un massacre et des destructions indescriptibles ou dont on n'a pas idée, pendant que le fascisme serait instauré dans les pays agresseurs et une guerre civile tout aussi aveugle et meurtrière sévirait, ce qui compromettrait fortement toute forme de résistance ou d'organisation, puisque tous les opposants ou simples résistants fichés par le régime seraient systématiquement exterminés.

Dans les deux cas de figure, la SDN qui rassemblait à peine quelques dizaines de pays n'ayant pas pu éviter la Seconde Guerre mondiale, elle fut remplacée par l'ONU à l'issue de cette seconde guerre en étendant son pouvoir à près de 200 états, soit l'ensemble des pays de la planète, et l'ONU n'ayant pas pu éviter la Troisième Guerre mondiale, elle serait remplacée par une institution internationale détenue par l'oligarchie et l'élite à son service qui aurait pour unique tâche de soumettre l'humanité à sa gouvernance mondiale.

On pourrait se rassurer en se disant que ce n'est pas pour autant que les nations auraient disparu ni le régime d'exploitation de l'homme par l'homme, ni la lutte des classes. Certes, certes, mais dans la tête des travailleurs de tous les peuples serait dorénavant profondément incrustée, que ceux qui détiennent le pouvoir et gouvernent sont pour ainsi dire devenus invisibles, inaccessibles, et que par conséquent il serait pratiquement impossible de les combattre pour les déloger... Certes, mais rien n'empêcherait de continuer le combat dans le cadre des territoires délimités par les anciennes frontières ou les anciens états, puisque chaque peuple possèderait toujours sa langue et sa culture, son histoire spécifique, pour renverser les représentants de ce gouvernement mondial qui serait installé au sein de je ne sais quelle institution en France, à l'Elysée, à l'Assemblée nationale ou ailleurs. D'où leur acharnement dès à présent à vouloir dénaturer les langues nationales, briser les cultures de tous les peuples et à effacer leur histoire ou à la réécrire sans cesse, avec le concours zélé de la gauche et de l'extrême gauche il faut préciser.

Je pense que chacun devrait bien réfléchir à ces questions déterminantes avant de s'engager dans n'importe quelle action politique, car il est devenu plus facile que jamais de se retrouver embarqué dans le camp de ceux qui ne nous accorderont aucun répit ou le moindre espoir de les vaincre.

Si nous n'avons pas à adopter un camp de l'oligarchie plutôt qu'un autre, nous n'avons surtout pas à favoriser celui qui a juré de nous exterminer le plus rapidement possible par n'importe quel moyen, je pense que cela mérite réflexion, vous ne pensez pas ?

Comme on dit en anglais, we are living on the edge, nous marchons sur le fil du rasoir et c'est très difficile de ne pas tomber d'un côté ou de l'autre. C'est très inconfortable comme position, nous ne l'avons pas choisie, elle nous est imposée par l'histoire de la lutte des classes, relevons ce défi et nous vaincrons !

Je gage que les militants qui sont devenus des opportunistes enragés, et qui autrefois en bolcheviks purs et durs accusaient les autres militants de manquer de mesure, de ne pas voir les nuances de gris qui existaient entre le blanc et le noir, qui les traitaient de gauchistes ou d'extrémistes, etc. etc. nous accuserons de faire ici un mauvais usage de leurs leçons, qu'entre nous, ils n'appliquent pas eux-mêmes, qu'ils ne perdent pas leur temps à m'écrire, je ne me donnerait même pas la peine d'ouvrir leurs courriels.

Haut de page

Le 15 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il est 21h16 à Pondichéry (Inde du Sud), nous sommes en alerte cyclonique, le cyclone est annoncé pour les coups de 23 h, vent à 125 km/h.

J'ai préparé une grosse causerie, la suite de celle des deux derniers jours, il ne reste plus qu'à la formater et procéder aux dernières corrections et vérifications avant de la mettre en ligne, une heure de boulot environ.

Ce qui est impressionnant, c'est le calme qui précède un cyclone. On a eu de la pluie toute la journée. Hier j'ai profité d'une accalmie pour renforcer mon installation et élaguer un bougainvillée qui passait par dessus la ligne électrique, j'ai fait aussi des provisions ! J'ai pensé à remplir le réservoir de 2000 litres. Par contre, je n'ai pas étayé les bananiers. En 2011, j'étais resté 19 jours sans eau et électricité, mais je louais une maison dans une sorte de lotissement boisé pour VIP. Maintenant j'habite dans un village, c'est différent.

A plus tard ou à demain si on a du courant. Le cyclone peut encore faiblir ou changer de direction, en général il longe la côte, ici on est à 10 kms de la mer à vol d'oiseau.

J'ai bossé toute la journée et je suis crevé, je vais plutôt regarder un film en attendant pour me changer un peu les idées, on actualisera le portail demain matin si tout va bien...

Haut de page

Le 17 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Le cyclone ne nous a pas atteint, mais il a causé de gros dégâts plus loin. On a juste eu un gros coup de vent sous les coups de 2h du matin et une pluie diluvienne pendant 24h. Gros nettoyage du jardin. En moins de 5 ans, une toute petite graine a donné des arbres de 7 à 8 mètres de haut (Les flamboyants notamment) ! Ce n'est plus un jardin mais une forêt!

On est resté sans électricité 36 heures, donc je n'ai pas pu travailler. Je ne me suis pas connecté à Internet hier. Le soleil est revenu, temps radieux !

Les deux premières parties de la causerie sont presque exclusivement consacrées à la Première Guerre mondiale, la troisième à l'actualité.

Question à 10 centimes d'euro : Comment expliquez-vous l'hostilité des militants à ce portail ou à son courant politique? Que révèle-t-elle ou quelle en est la signification politique ? Je vous laisse y réfléchir tranquillement.

- Au format pdf (40 pages)

Première partie.

En guise d'avant-propos.

Cette causerie est volumineuse et très intense par les questions déterminantes qu'elle aborde et auxquelles elle propose des réponses. Le mouvement ouvrier influencé par l'opportunisme, a pris la fâcheuse habitude d'aborder la lutte de classe sous un angle idéologique qui ne permet ni de répondre aux questions que les travailleurs se posent ni de les aider à définir les tâches ou les objectifs qu'ils doivent accomplir ou se fixer, ce qui les a conduit à s'en détourner.

Ma démarche consiste essentiellement à rassembler un certain nombre d'éléments disséminés pour ensuite montrer l'orientation qui s'en dégage, s'agissant de la Première Guerre impérialiste mondiale du XXe siècle qui est l'objet de cette causerie, il ressort qu'elle a été conçue par l'oligarchie anglo-saxonne comme un moyen pour avancer vers l'établissement d'une gouvernance mondiale ou l'instauration d'un nouvel ordre mondial totalitaire. Ce constat, plus qu'une interprétation, repose sur une multitude de faits et de témoignages de plus en plus nombreux au fur et à mesure que des archives qui jusque là étaient inaccessibles, tombaient dans le domaine public et faisaient l'objet de publications ou d'articles par un certain nombre d'intellectuels ou d'historiens dans le monde.

Je tiens à préciser qu'il n'y a aucune contradiction entre le discours que je tiens ici et celui que j'ai pu tenir ailleurs dans un autre contexte, quand j'affirme que sans la volonté de l'oligarchie anglo-saxonne que cette guerre ait lieu, il n'y aurait pas eu de guerre mondiale en 1914, autrement dit de facteur subjectif, elle était devenue le facteur objectif rendant cette guerre possible... Que l'existence du capitalisme soit à l'origine des maux qui accablent tous les peuples est un fait établi qu'il n'est nullement question de remettre en cause ou de minimiser, de quelle manière ils surgissent ou se matérialisent en est une autre toute aussi déterminante, qui si on l'ignore, ne permettra pas de le combattre.

La question qui était posée à tous le 11 novembre pour lutter efficacement contre toutes les guerres impérialistes, c'était de démasquer ou de dénoncer ceux qui les fomentaient et qui dictent la politique ultra réactionnaire que Macron applique. Ainsi, on faisait d'une pierre deux coups en dévoilant leurs intentions inavouables et sordides, tout en brisant du même coup leur propagande destinée à justifier cette politique et à y faire adhérer les masses.

Pour expliquer le déclenchement de la Première Guerre mondiale du XXe siècle, il existe deux interprétations ou versions qui présentent la particularité d'en rejeter la responsabilité sur la fatalité ; fatalité qui conduirait la crise du capitalisme à se transformer inévitablement en un affrontement armé entre puissances impérialistes, fatalité qui porterait au pouvoir un fanatique qui n'hésiterait pas à recourir à la guerre pour étendre son territoire.

On remarquera que ces deux versions sont réductrices, parce que toutes les crises du capitalisme ne se sont pas transformées en krach ou en guerre, qui plus est mondiale. Ensuite, bien des fanatiques ou dictateurs sont parvenus au pouvoir à travers le monde tout au long du XXe siècle sans qu'ils aient agressé les pays voisins.

Cependant elles présentent un avantage indéniable pour leurs auteurs, celui d'évacuer le facteur qui les contredit, la phase qui a précédé cette guerre et qui s'est étendue sur de nombreuses années, de quelle manière elle a été minutieusement préparée dans le plus grand secret des chancelleries, de sorte qu'on peut affirmer preuves ou témoignages à l'appui qu'elle a été savamment planifiée, elle a été décidée au plus haut niveau par un quarteron de banquiers et de dirigeants politiques, de militaires, etc. qui avaient décidé que cette guerre devait avoir lieu pour servir leurs intérêts ou leur stratégie politique à long terme, autrement dit, il n'y eut absolument aucune fatalité dans cette histoire.

Notre combat politique consiste notamment à aider les masses à abandonner les illusions qu'elles ont dans le capitalisme, qui sont le produit de la propagande ou de la version frauduleuse de l'histoire qu'elles ont intégrée dans leur interprétation du déroulement de l'histoire ou de la situation depuis leur plus tendre enfance, et qui va influer directement tout au long de leur vie sur les rapports qu'elles vont entretenir avec la classe dominante.

La crise du capitalisme ou l'assassinat de l'archiduc d'Autriche-Hongrie François-Ferdinand n'ont pas seulement servi de prétextes pour camoufler les véritables auteurs de cette guerre et la justifier, ils ont surtout servi à neutraliser ceux qui voulaient la combattre. Car enfin, on est impuissant, effrayé, tétanisé face à la fatalité quand elle prend une tournure aussi violente et dramatique. Comment voulez-vous lutter contre la fatalité ? C'est impossible, c'est comme lors du passage d'un cyclone, vous vous terrez chez vous en attendant que cela passe, vous ne pouvez pas lutter, vous êtes désarmés. Et puis, on ne condamne pas la fatalité, on fait avec, on s'en accommode tant bien que mal en attendant des jours meilleurs, on ne peut pas faire davantage que la subir.

En revanche, si on savait que ce qui devait arriver n'était pas réellement le produit de la fatalité, parce que cela avait été méticuleusement planifié par quelqu'un qui avait décidé de nuire délibérément à nos intérêts, de briser notre vie, de nous réserver un sort atroce juste pour en tirer profit ou accroître son pouvoir, ce n'était plus du tout la même chose, on pouvait trouver la force de résister. Même s'il était désormais trop tard pour éviter de subir cette expérience destructrice et injuste, on pouvait au moins en tirer des leçons pour la suite, car notre vie ne s'arrêtait pas là. On pouvait prendre conscience qu'on était en présence d'un complot ourdi par ceux qui détenaient le pouvoir prêts aux besoins à nous anéantir, de monstres de cruauté qui parlaient de paix pendant qu'ils préparaient la guerre dans notre dos, dès lors nous pouvions décider de ne plus jamais les croire, de rompre avec tout ce qu'ils représentaient sur le plan politique, leurs institutions, avec leur système économique, et de lutter pour leur ôter le pouvoir de nuire à nos intérêts, les terrasser, les vaincre.

Voilà ce que peut ou ce qu'aurait pu se dire les travailleurs qui auraient su la vérité, car cette vérité est terrible pour la classe qui a fomenté cette guerre, et toutes les autres auxquelles ils ont participé ou qu'ils ont instrumentalisées à un moment ou un autre pour en tirer profit, pas seulement pour accroître leur richesse, mais pour nous imposer une gouvernance mondiale, un pouvoir totalitaire à l'échelle de la planète, puisque tel est leur objectif depuis le début du XXe siècle.

L'oligarchie anglo-saxonne et celle qui s'est ralliée à sa stratégie mondiale, détient de nos jours le pouvoir de déclencher ou non une guerre mondiale, un krach boursier, d'en planifier à l'avance l'intensité et les conséquences sociales, de faire chuter pratiquement n'importe quel gouvernement ou chef d'Etat, de rayer de la carte un pays tout entier, de renvoyer cinquante ans en arrière tout un peuple, d'organiser des campagnes mondiales destinées à briser les cultures de tous les peuples, de fomenter des guerres civiles ou des attentats n'importe où dans le monde avec la complicité des médias qu'elle contrôle, d'acheter les voix des parlements pour qu'ils adoptent sa politique, d'imposer n'importe quel nouveau besoin à la population, d'influencer le mode de vie ou de pensée de peuples entiers, etc. mais surtout elle détient le pouvoir de fabriquer de la fausse monnaie en quantité illimitée,

ce dont elle ne se prive pas d'ailleurs, de trafiquer tous les cours en toute impunité, de détourner du fisc des sommes toujours plus colossales dans des paradis fiscaux, de ne pas payer d'impôt en toute légalité, etc.

Je crois que lorsqu'on n'a pas pris la mesure du gigantesque pouvoir qu'elle a acquis, on ne peut pas comprendre grand chose au monde dans lequel on vit, et on peut encore moins comprendre comment on en est arrivé là, dans ces conditions, on sera en très mauvaise posture pour la combattre efficacement, et on n'aura aucune légitimé pour donner des leçons à ceux qui ne partagent pas vos analyses qui finalement ne dépassent pas le stade de l'agitation idéologique stérile, voilà ce que j'ai à dire aux furieux dogmatiques qui vivent encore aux XIXe siècle.

Un jour, un vieux militant m'a dit en guise de reproche, qu'il en avait marre d'entendre parler à tout bout de champ de la crise du capitalisme, cela s'adressait aussi à moi. Au lieu de mal le prendre ou de me dire que j'avais affaire à un crétin qui ne partageait pas mes idées, j'ai essayé de comprendre ce qu'il voulait dire par là, car cette crise existe bel et bien, et j'en suis arrivé à la conclusion qu'il avait raison, de nos jours réduire notre discours à ce facteur est dérisoire.

Il y a un siècle ou un siècle et demi en arrière, quand une crise éclatait, les actionnaires cessaient d'avoir confiance dans la Bourse ou plutôt dans l'économie, et ils retiraient leur argent, tout le système s'effondrait sans que personne ne puisse l'éviter. Depuis, on n'a plus jamais assisté à une telle crise, même en octobre 1929 ce sont les banquiers qui ont donné le coup de sifflet de départ du krach de Wall Street, ils se mirent à vendre en masse, la panique s'en suivit comme s'était prévisible, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? les valeurs des actions à la Bourse de New York s'effondrèrent, et quand elles atteignirent le ras des pâquerettes, ils sifflèrent la fin de la récréation et raflèrent la mise en rachetant des centaines de milliers d'actions qui ne valaient plus que dal, ils venaient de réaliser le hold-up du siècle en un éclair. Cela ne leur suffisait pas. Devenus ainsi plus riches et plus puissants que jamais, ils allaient préparer la Seconde Guerre mondiale, ils venaient de mettre la main sur des pans entiers de l'économie qui leur échappaient encore, de quoi alimenter et financer leur guerre qui leur rapporterait encore plus, ils allaient enfin devenir tout puissants, intouchables, et pourraient dicter leur loi à tous les gouvernements occidentaux dont ils allaient devenir les créanciers pour financer leurs efforts de guerre, en échange ils leur accorderont l'ONU, le FMI, la Banque mondial, d'adosser l'économie mondiale au dollar lors des accords de Bretton Woods , etc. etc.

Nos détracteurs sont des idéologues qui interprètent l'histoire ou la lutte des classes en fonction de leurs théories, de leurs dogmes, de leurs croyances qui datent du XIXe siècle, moi je vis au XXIe siècle et je préfère m'en tenir strictement aux faits et à leurs enchaînements tels qu'ils se produisent.

La Première Guerre mondiale du XXe siècle avait été planifiée de longue date par l'oligarchie anglo-saxonne.

A lire absolument.

- HISTOIRE. HISTOIRE CACHÉE : LES ORIGINES DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.
- HISTOIRE. LA FALSIFICATION DE L'HISTOIRE : UN MOYEN DE MAINTENIR LE POUVOIR IMPÉRIAL.

Dans cette causerie on a consacré un troisième article au *Forum de la paix* dont la devise pourrait être : La guerre, c'est la paix, puisqu'ils sont perpétuellement en guerre contre les peuples depuis l'établissement de la paix en 1945. Dans ce triptyque on s'est s'efforcé de montrer l'implication directe, déterminante de l'oligarchie dans la planification et le financement de la guerre, la collusion permanente qui existe entre l'oligarchie et le parti de l'autre ainsi que les partis corrompus du mouvement ouvrier, ceux d'hier et d'aujourd'hui. Mais surtout, on s'est employé à démonter leur version falsifiée de la Première Guerre mondiale.

L'assassinat le 28 juin 1914 de l'archiduc d'Autriche-Hongrie François-Ferdinand, fut un prétexte, une aubaine pour déclencher cette guerre aux 20 ou 25 millions de morts. L'histoire officielle veut que les autorités françaises et britanniques essayèrent en vain d'éviter cette guerre, mais la réalité fut toute autre. On sait qu'ils y poussèrent, qu'ils s'y préparèrent depuis au moins 1911, voire le tournant du XXe siècle.

Pour aborder ce sujet et éviter bien des confusions, il est bon de rappeler que les différents membres des gouvernement ne partageaient pas forcément les mêmes positions selon qu'ils étaient plus ou moins sous l'influence de l'oligarchie. Et vous observerez que dans tous les cas de figure ou presque, ce furent les positions défendues par l'oligarchie ou ses intérêts qui l'emportèrent sur ceux des Etats ou des peuples, ce qui était somme toute normal puisque c'était elle qui finançait la guerre, les banquiers seront les seuls véritables bénéficiaires de cette guerre en tant que créanciers des tous les belligérants, et eux seuls renforceront leur pouvoir sur la scène internationale face aux Etats. Enfin vous constaterez que la volonté de l'oligarchie d'instaurer une gouvernance mondiale qu'elle dirigerait, ne l'a jamais quitté depuis un siècle ou plutôt, ce fut cet unique objectif qui guida sa politique. Et dire qu'on le négligea pendant plus d'un demi-siècle, une faillit qui devait en cacher une autre !

1914 – 1918 : le pétrole déjà - Investig'Action 07 septembre 2007

- L'un des secrets les mieux gardés de la guerre de 1914-18 fut qu'au début d'août 1914, quand la Grande-Bretagne déclara la guerre au Reich allemand, le trésor et les finances de l'Empire britannique étaient de fait en faillite. L'examen des véritables

relations financières entre les principaux intérêts en guerre révèle un extraordinaire arrière-plan de crédits secrets associés à des plans détaillés pour réallouer, après la guerre, les matières premières et la richesse matérielle du monde entier et particulièrement les zones de l'Empire ottoman qui étaient réputées receler des réserves pétrolières. (...)

De nouvelles questions se posent depuis que sont devenus accessibles au public les documents internes à la direction du Trésor britannique rédigés par les officiels de l'époque où Lloyd George était le chancelier de l'Échiquier. En janvier 1914, six mois pleins avant le casus belli officiel de Sarajevo, sir George Paish, un officiel de haut rang du Trésor britannique, fut invité par le chancelier à réaliser une étude exhaustive de l'état si crucial des réserves d'or britanniques.

En 1914, l'équivalent-or de la livre sterling était le pilier du système monétaire mondial. En fait, la livre sterling était si bien acceptée dans le monde du commerce et de la finance depuis soixante-quinze ans qu'elle était considérée " as good as gold ". En 1914, la livre sterling jouait un rôle comparable à celui du dollar américain avant le 15 août 1971.

Le rapport confidentiel de sir George révèle la pensée de l'époque au plus haut niveau de la City de Londres :

Une autre influence qui attise l'effervescence pour une réforme bancaire a été la puissance bancaire et commerciale grandissante de l'Allemagne et aussi le malaise croissant face au risque que les réserves d'or de Londres puissent faire l'objet d'une ruée juste avant ou au début d'un grand conflit entre les deux pays.

Ce rapport confidentiel fut rédigé plus de six mois avant que l'héritier du trône autrichien ne fût assassiné à Sarajevo.

Paish discute ensuite de sa préoccupation concernant les grandes banques commerciales allemandes que leur sophistication croissante avait conduites à renforcer leurs réserves d'or depuis la crise des Balkans de 1911-12. Sir George prévenait son chancelier que dans les conditions du moment, n'importe quelle ruée sur les banques de Londres, " entraverait sérieusement une nation désireuse de rassembler les capitaux nécessaires à la conduite d'une grande guerre ".

Le 22 mai 1914, Basil Blackett, un officiel de haut rang du Trésor britannique, produisit un autre rapport confidentiel adressé à Lloyd George. Ce rapport traitait de " l'effet d'une guerre sur nos réserves d'or ". Blackett écrivait :

Il est naturellement impossible de prévoir clairement l'effet d'une guerre européenne généralisée dans laquelle l'essentiel des pays du continent de même que la Grande-Bretagne seraient engagés, laissant seulement New York (en supposant la neutralité des États-Unis) parmi les grands marchés financiers disponibles du monde à partir duquel l'or pourrait être attiré vers les champs de bataille.

Aussi étonnante, au vu de la décision anglaise d'entrer en guerre ce 4 août fatidique, était la lettre de sir George Paish adressée à Lloyd George et datée du samedi 1er août 1914 à deux heures du matin :

Monsieur le Chancelier, cher Monsieur,

Le système de crédit sur lequel les affaires de ce pays reposent est complètement anéanti et il est de la plus haute importance que des mesures soient prises pour réparer ces dommages sans délai ; autrement, nous ne pouvons espérer financer une grande guerre, si à son tout début, nos plus grandes maisons sont forcées à la banqueroute.(2)

Le paiement en espèces (lingots d'or et d'argent) fut promptement suspendu par la Banque d'Angleterre, en s'appuyant sur le Bank Act de 1844. Cette décision plaça de grandes quantités d'or dans les mains de la Banque d'Angleterre, afin que le gouvernement britannique puisse financer le ravitaillement et le matériel approvisionnés pour mener la guerre déclarée peu avant à l'Allemagne. Au lieu d'or, les citoyens britanniques récupérèrent des billets de la Banque d'Angleterre en tant que moyen de paiement légal pour la durée de la période d'urgence. Dès le 4 août, l'establishment financier britannique était prêt pour la guerre.

Mais comme nous allons le voir, l'arme secrète qui devait apparaître plus tard était la relation spéciale qu'entretenait le Trésor de Sa Majesté avec le syndicat bancaire new-yorkais de Morgan.

On évoque pourtant rarement le fait que bien avant 1914, les objectifs stratégiques géopolitiques de la Grande-Bretagne n'impliquaient pas seulement l'écrasement de son grand rival industriel allemand, mais aussi, par le moyen de la conquête, la garantie d'un contrôle britannique incontesté sur ces précieuses ressources pétrolières qui depuis 1919 s'étaient imposées comme la matière première stratégique indispensable au développement économique. Ces ambitions faisaient partie du " Grand Jeu " qui devait mener à la création d'un Empire britannique transfiguré, dont l'hégémonie resterait indiscutée pour le reste du siècle, pilier d'un nouvel ordre mondial mené par la Grande-Bretagne.

L'étude des principaux théâtres de la guerre de 1914-18 révèle à quel point la sécurisation des approvisionnements pétroliers était déjà au centre des préoccupations militaires. Au cours de la guerre, la mobilité des actions militaires avait été prodigieusement accrue grâce au pétrole. Sous le commandement du maréchal von Mackensen, la campagne allemande

de Roumanie avait eu pour objectif prioritaire l'unification, sous l'égide d'un combinat pétrolier unique, – la Steaua Romana (l'Étoile roumaine) –, de toutes les ressources de production pétrolière et des oléoducs auparavant répartis entre Anglais, Hollandais, Français et Roumains. Pendant la guerre, la Roumanie fut la seule source d'approvisionnement garantie pour toutes les forces aériennes, les tanks et les sous-marins allemands.

La campagne britannique des Dardanelles qui se solda par la désastreuse défaite de Gallipoli, avait été entreprise pour sécuriser l'approvisionnement pétrolier en provenance des champ pétrolifères russes de Bakou pour soutenir l'effort de guerre anglo-français.

Le sultan ottoman avait en effet décrété l'embargo sur les navires transportant du pétrole russe via les Dardanelles.

En 1918, les riches champs pétrolifères russes de Bakou situés au bord de la mer Caspienne étaient l'objet d'efforts politiques et militaires intenses de la part de l'Allemagne mais aussi de la Grande-Bretagne qui les occupa préventivement pendant quelques semaines critiques, interdisant ainsi au général allemand Staff l'accès à des ressources pétrolières vitales. Le blocage de Bakou fut le dernier coup décisif contre l'Allemagne qui demanda la paix quelques semaines plus tard, seulement quelques mois après qu'il eut semblé que l'Allemagne avait triomphé des forces alliées. Le pétrole avait prouvé qu'il était au centre de la géopolitique.

Vers la fin de la première guerre mondiale, aucune puissance majeure ne doutait plus de l'importance primordiale de l'approvisionnement pétrolier pour le futur de la sécurité militaire ou économique. À la fin de la guerre, plus de 40 % de la flotte navale anglaise était propulsée au pétrole. En 1914, au début de la guerre, l'armée française disposait de 110 camions, 60 tracteurs et 132 avions. En 1918, quatre ans plus tard, les chiffres étaient de 70 000 camions, 12 000 avions tandis que les Britanniques et dans les derniers mois les Américains, engageaient au combat 105 000 camions et plus de 4 000 avions. L'offensive finale anglo-francoaméricaine sur le front occidental consomma la quantité stupéfiante de 12 000 barils de pétrole par jour.

En décembre 1917, l'approvisionnement français en pétrole était devenu tellement déficient que le général Foch pressa le président Clemenceau d'adresser un appel urgent au président Woodrow Wilson. " Un défaut d'approvisionnement pétrolier causerait la paralysie immédiate de nos armées et pourrait nous forcer à une paix défavorable aux Alliés ". Clemenceau écrivit à Wilson :

La sécurité des Alliés est en jeu. Si les Alliés ne souhaitent pas perdre la guerre, alors, au moment de la grande offensive allemande, ils ne doivent pas laisser la France manquer d'un pétrole qui lui est aussi nécessaire que le sang dans les batailles à venir.

La Standard Oil de Rockefeller répondit à l'appel de Clemenceau en assurant aux forces du maréchal Foch un indispensable approvisionnement en pétrole. Manquant d'un approvisionnement roumain suffisant et interdit d'accès à Bakou, les camions bloqués ne purent acheminer le pétrole vers les forces allemandes qui furent incapables de mener l'offensive finale de 1918, malgré l'accord germano-russe de cessation des hostilités conclu à Brest-Litovsk. (...)

- Vers le début des années 1890, un groupe de l'élite britannique, initialement issu des instituts huppés d'Oxford et de Cambridge, formèrent ce qui devait devenir le réseau politique le plus influent du demi-siècle à venir et au-delà. Ce groupe démentait formellement son existence, mais on peut retrouver ses traces dans les milieux à l'origine d'un nouveau journal impérial, la Table Ronde (The Round Table), fondé en 1910.

Ce groupe pensait qu'un nouveau système d'empire mondial, plus subtil et plus efficace, était nécessaire pour élargir l'hégémonie de la culture anglo-saxonne pour les temps à venir.

Initialement, le groupe de la Table Ronde comme il était quelque fois appelé, était explicitement anti-allemand et pro-empire. En août 1911, trois ans avant que la Grande-Bretagne ne déclare la guerre contre l'Allemagne, Philip Kerr (lord Lothian) qui était un homme influent, écrivait dans La Table Ronde :

Il y a maintenant deux codes de moralité internationale, le britannique ou anglo-saxon et le continental ou allemand. Les deux ne peuvent coexister. Si l'Empire britannique n'est pas assez puissant pour faire prévaloir véritablement des échanges loyaux entre les nations, les standards réactionnaires de la bureaucratie allemande triompheront et ce ne sera qu'une question de temps avant que l'Empire britannique lui-même ne soit la victime d'un hold-up international sur le modèle de l'incident d'Agadir. À moins que le peuple britannique ne soit assez fort pour empêcher des rivaux arriérés de l'attaquer avec une éventuelle chance de succès, ils devront accepter les standards politiques des puissances militaires agressives.

Au lieu d'une occupation militaire coûteuse des colonies de l'Empire britannique, le groupe de la Table Ronde défendait une tolérance plus répressive, appelant à la création d'un " Commonwealth of nations " britannique. Les nations membres se verraient attribuer une illusion d'indépendance, ce qui permettrait à la Grande-Bretagne de réduire les coûts importants des occupations militaires lointaines, d'abord de l'Inde à l'Égypte et ensuite vers l'Afrique et le Moyen-Orient aussi bien. Le terme d'" empire informel " était quelquefois utilisé pour décrire ce changement.

Cette faction émergente était regroupée autour du Times, journal londonien influent, où s'exprimaient des personnalités telles que lord Albert Grey, le secrétaire aux Affaires étrangères, Arnold Toynbee, historien et membre des services secrets britanniques et aussi H. G. Wells, Alfred lord Milner du projet sud-africain et Halford J. Mackinder de la London School of Economics et initiateur d'une nouvelle discipline, la géopolitique. Le laboratoire d'idées principal qui s'était formée dans les couloirs de Versailles en 1919, devint le Royal Institute for International Affairs aussi appelé Chatham House.

L'idée d'une Palestine dominée par les Juifs, dépendante de l'Angleterre pour sa survie problématique, entourée par un groupe balkanisé d'États arabes chamailleurs, était partie prenante du concept de ce groupe promoteur d'un empire britannique renouvelé.

Mackinder intervenant lors de la conférence de paix de Versailles, exposa la vision que son groupe d'influence avait du rôle que devrait jouer un protectorat britannique sur la Palestine dans le cadre du Grand Jeu qu'était la marche britannique vers un empire d'après guerre constitué autour d'une Ligue des Nations façonnée et dominée par la Grande-Bretagne.

Mackinder décrivit aussi le projet palestinien tel que le concevaient en 1919, les meilleurs esprits de l'establishment britannique :

Si l'île-monde [l'Eurasie] doit inévitablement être le siège principal de l'humanité sur ce globe et si l'Arabie en tant que passage terrestre depuis l'Europe vers les Indes et depuis le coeur-de-pays septentrional [l'Asie centrale] vers le coeur-de-pays austral [l'Afrique subsaharienne] reste prépondérante pour l'île-monde, alors la colline-citadelle de Jérusalem jouit d'une position stratégique par rapport aux réalités mondiales qui ne diffère pas essentiellement de sa position idéale dans la perspective médiévale, ou de sa position stratégique entre l'ancienne Babylone et l'Égypte.

- Commentant l'importance particulière implicitement sous-jacente à la proposition que son ami Balfour avait adressée à lord Rothschild en 1917, Mackinder notait :

Le pouvoir national juif en Palestine sera l'un des plus importants résultats de la guerre. C'est un sujet sur lequel nous pouvons à présent nous permettre de dire la vérité… un foyer national au centre physique et historique du monde, devrait donner au Juif un rang …Il y a ceux qui essaient de distinguer entre la religion juive et la race juive, mais la représentation populaire de leur identité n'est certainement pas complètement fausse. (...)

- Vers 1920, les Britanniques avaient réussi à assurer leur ferme contrôle sur toute l'Afrique australe, y compris la partie située au sud-ouest auparavant allemande, aussi bien que sur les richesses pétrolières nouvellement découvertes de l'ex-Empire ottoman. Ils y étaient arrivés par une présence militaire, des promesses contradictoires et l'établissement d'un protectorat britannique sur la Palestine en tant que nouveau foyer juif. Mais tous les comptes n'étaient pas réglés en 1920 : l'Empire britannique était sorti de la guerre aussi ruiné qu'il y était entré, si ce n'est plus. (1914 – 1918 : le pétrole déjà - Investig'Action 07 septembre 2007 - Extrait du nouveau livre *Pétrole, une guerre d"un siècle* de William Engdahl)

LVOG - Vous ne vous étiez jamais demandé pourquoi les dirigeants du vieux monde et ceux du mouvement ouvrier partageaient la même version des faits, celle officielle. Je vous propose une explication, à vous d'en faire ce que vous voudrez.

On pourrait nous objecter que nous faisons un procès d'intention aux uns et autres, au parti de l'ordre ou de la réaction, parce qu'il proclame haut et fort qu'il est attaché à la paix, à ceci près que les bonnes intentions n'engagent en rien, exceptés pour ceux qui y prêtent attention ou les prennent pour argent comptant, au mouvement ouvrier parce qu'il tient le même discours. Certes, en dénonçant le parti de la guerre et les marchands de canons. Ils vont même jusqu'à décrire la crise économique qui serait à l'origine de la guerre, à ceci près qu'à aucun moment ils ne démonteront la version officielle (Y compris celle du 11/9, des attentats, etc.), alors que c'est le facteur capital pour comprendre ce qui s'était réellement passé et en tirer des enseignements politiques, de sorte qu'à l'arrivée on aura l'impression que la guerre (et bien d'autres évènements dramatiques) aurait été inéluctable ou l'oeuvre de la fatalité qui se serait abattu un jour sur les peuples, d'un malheureux concours de circonstances que personne n'aurait pu prévoir ou éviter, bref, le discours que tient la réaction et qui figure dans les manuels scolaires, un évènement au cours duquel les différents acteurs impuissants se seraient résolus à jouer chacun leur rôle de classe malgré eux, de sorte que finalement on en voudra à aucun d'entre eux, parce que personne n'en était vraiment conscient ou responsable et la boucle de l'opportunisme le plus sordide est bouclée.

Au passage, vous comprendrez peut-être mieux pourquoi on s'acharne à faire la vérité sur le 11 septembre 2001, contrairement à nos dirigeants qui ont adopté en choeur la version de G. W. Bush, ce qui explique d'ailleurs pourquoi ils n'ont rien compris ou si peu à la suite du film...

Parole d'internaute (Les Crises)

1- "La question qui m'est venue est celle de la libre circulation de l'information et le droit de débattre. Chacun a le droit d'exposer ses opinions et ses "théories", mais en accordant aussi la possibilité à chacun d'exposer et d'étayer un point de vue opposé.

Il est difficile de dire calmement pourquoi on n'adhère pas à telle ou telle vision ou théorie sans risquer de se faire insulter, d'être injustement accusé de phobies, et de toute sorte de qualificatifs méprisants, accusatoires, rappelant les moments les plus sombres de l'histoire etc.., alors qu'au contraire on souhaite exprimer sa compréhension avec bienveillance, sans haine, dans le respect de l'être humain.

On est, par cette censure qui ne dit pas son nom, réduit à ne pas avoir le droit de ne pas adhérer à une vision et de mettre en lumière ce qui nous apparaît comme des aberrations, sans s'exposer à des accusations haineuses. Pourtant j'ai envie de dire à certains, je ne partage pas votre vision et je m'y opposerai, mais cela ne m'empêche pas de vous aimer."

LVOG - Quelle indécence de dire *je vous aime* à ceux qui professent le totalitarisme et le pratiquent déjà !

La question déterminante n'est pas "*la possibilité à chacun d'exposer et d'étayer un point de vue opposé*", bien que ce soit un préalable pour qu'on puisse exposer le nôtre, mais en l'occurrence il ne faut pas se faire d'illusions, le nôtre n'aurait aucune chance d'être invité à s'exprimer lors d'un débat sur un plateau de télévision ou à la radio à une heure de grande écoute, seules les points de vue compatibles avec l'existence du régime ont le droit de citer, hier c'était la règle, de nos jours moins, le champ s'est réduit à ceux qui font ouvertement allégeance au régime ou qui ont appelé à voter Macron, tous les autres en sont exclus, les pleurnichards qui en appellent à la liberté d'expression qui n'a jamais réellement existé, qui donnent des conseils aux médias-oligarques qui l'étouffent, un comble !

Ce qui est plus important en ce qui nous concerne, c'est la nature sociale ou les intérêts de classe qui s'expriment dans le discours de chaque intervenant, pour montrer quelle est son orientation politique ou faire ressortir les véritables intentions de son auteur, afin de ne pas se faire manipuler par de beaux parleurs et démonter leur démagogie.

Que les représentants de la réaction qualifient d'ennemis ceux qui ne partagent pas leurs "opinions" ou leurs "théories" n'a rien de choquant, cela correspond à l'idée qu'ils ont de la liberté d'expression, mais quand on constate que c'est la même chose au sein du mouvement ouvrier, on est en droit de se demander quelle en est la signification politique.

Je me suis fais cette réflexion en prenant mon repas ce soir en repensant à Breton et à Orwell qui tous deux furent proches un moment du trotskysme avant de rompre avec, Breton avait rencontré Trotsky avec lequel il s'était lié d'amitié, il fut un temps sympathisant de la IVe Internationale (causerie du 18 mars 2017), et Orwell des dirigeants du POUM en Espagne en 1936 qui n'avaient pas l'étoffe de Trotsky. Je me suis dis que si Breton et Orwell avaient manifesté des prédispositions favorables envers la révolution socialisme à aucun moment ils ne rejoindront un parti trotskyste, cela devait probablement provenir de la personnalité de leurs dirigeants...

2- "À gauche pour les réformes «societales» (la lutte contre le cléricalisme) et à droite pour la defense de l'ordre économique existant (faire en sorte que les riches continuent à s'enrichir et ne soient pas obligés de partager avec les pauvres).

Tiens, ça me rappelle quelque chose…"

LVOG - Les classes moyennes ou les petits bourgeois se servirent de cet artifice pour négocier les privilèges que la bourgeoisie leur concèderait moyennant leur loyauté indéfectible envers le régime, et les crétins d'extrême gauche en firent leurs alliés... Et cela continue de nos jours !

La guerre, c'est la paix. (Suite -2)

Ceux qui ont appelé à manifester contre la guerre le 11 novembre ont fait preuve d'un opportunisme sans fond, tant ils sont passés à côté de l'essentiel.

Avant-hier, on révélait que le Forum pour la paix à Paris présidé par Macron et Merkel avait été organisé et financé par l'oligarchie, les GAFA, aujourd'hui, on rappelle que la Première Guerre mondiale coïncida avec l'imposition de l'impôt sur le revenu en France, impôt qui de la poche de l'Etat devait atterrir ensuite progressivement dans celle des banquiers et des capitalistes qui ont été les réels donneurs d'ordre de la boucherie de 14-18.

- L'impôt sur le revenu (...) est mis en place de 1914 à 1916, pour moderniser le système fiscal de l'État, soit plus de 70 ans après son équivalent britannique (1842). Voté le 3 juillet 1914, loi du 15 juillet 1914, la première année d'imposition est l'année 1916, par décret du 15 janvier 1916. En pleine Première Guerre mondiale, il est initialement destiné à financer les efforts de guerre et la reconstruction de la France. (Source : Wikipédia.org)

Chouette, les créanciers, les banquiers qui ont financés les deux camps durant cette guerre vont pouvoir s'enrichir encore davantage, une simple coïncidence.

- Il faut attendre le vote du XVIe amendement par le Congrès et sa ratification par les États le 3 février 1913 pour qu'enfin l'administration fédérale soit autorisée à lever un impôt sur le revenu permanent. (Source : Wikipédia.org)

Et dans le courant de la même année, le 23 décembre 2013, sera fondée la Fed, encore une coïncidence sans doute. Et quelque mois plus tard débutera la Première Guerre mondiale du XXe siècle, encore une coïncidence.

Deuxième partie.

Quelques rappels pour illustrer la première partie de cette causerie.

Le 3 décembre 2017

CAUSERIE

Il existe un fil conducteur entre :

- Les banquiers de Hanove au XVIIe siècle, dont les Rothschild.
- Leur immigration dans différents pays dont les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la France
- Théodore Herzl et son ouvrage l'Etat juif
- La création de la Banque centrale des Pays-Bas
- La création de la Banque d'Angleterre
- Le passage du capitalisme à l'impérialisme
- Les expéditions coloniales ou les guerres de rapine en Afrique
- Le développement de l'automobile et des multiples applications du pétrole dans l'industrie
- La crise du capitalisme au détour du XXe siècle
- L'affaire Dreyfus
- La création de la Fed en 1913 , toujours par les mêmes banquiers
- La Première Guerre mondiale
- La balkanisation du Moyen-Orient et de l'Afrique.
- La Déclaration de Balfour
- La création de la Société des Nations (SDN) en 1919
- La création de la BRI
- La création du Council on Foreign Relation (CFR) en 1921
- Pacte secret en Ecosse le 28 août 1928 entre les oligarques de la Royal Dutch Shell (Hollandais), de la Standard Oil Cie. (Exxon) (Américain, Rockefeller), et de l'Anglo Persan (BP) (Britannique) pour se partager le marché mondial du pétrole, rejoints plus tard par Mobil, Gulf, Texaco, Chevron.
- La dépression de 1929
- La création des paradis fiscaux
- La montée de Hitler et du nazisme en Allemagne
- Pearl Harbour
- La Deuxième Guerre mondiale
- Accords de Bretton Woods, en 1944 et suprématie du dollar (rattaché à l'or à la place de la livre sterling) sur l'économie mondiale
- Gatts, OMC, Accord général sur le commerce des services (AGCS), Doha
- La fondation du FMI, de la Banque mondiale
- La fondation de l'ONU, de l'Union européenne
- La création d'Israël
- Le coup d'Etat en Iran en 1953, parmi bien d'autres en Afrique en en Amérique latine
- Le club Bilderberg en 1954
- La propagation de la pornographie et de la drogue
- Friedrich von Hayek enseigne l'ultra libéralisme à la London school of economics financée par la fondation Rockefeller, puis à l'université de Chicago
- La fin de la convertibilité du dollar en or en 1971
- La Banque de France passe sous la coupe du marché en 1973.
- La Commission Trilatérale en 1973
- Pinochet au Chili et Vidéla en Argentine au pouvoir à la même époque.
- Les crises du pétrole des années 70 et 80
- Reagan et Thatcher au pouvoir au milieu des années 80.
- Le développement des ONG et des lobbies écologiste, féministe, antiraciste, antifasciste, altermondialiste, etc.
- L'implosion de l'URSS et du Pacte de Varsovie
- Toutes les révolutions dites de couleurs, des fleurs, le Printemps Arabe
- Maastricht en 1992, la BCE et l'euro en 2000.
- Le 11 septembre 2001 et toutes les guerres qui allaient suivre
- La création d'Internet puis des mal nommés réseaux sociaux
- L'élection de Sarkozy et la disparition programmée du parti gaulliste

- L'élection de Hollande et la disparition programmée du PS
- La création de LREM
- L'élection de Macron protégé de Rothschild

Que retrouve-t-on tout au long de ce fil ? Les mêmes banquiers liés aux guerres mondiales, au pétrole, au fascisme, à l'ultra libéralisme et à Israël, à Internet et la boucle du nouvel ordre mondial est bouclée.

Evidemment cela n'a absolument rien à voir avec ce qui figure dans les manuels scolaires ou universitaires, dans les ouvrages des historiens, dans la propagande diffusée par les médias détenus par des oligarques, ni même dans la formation dispensée aux militants par les partis ouvriers ou les syndicats.

Partant de là, comment voulez-vous les combattre ? Dès lors que votre argumentation comporte des contrevérités, des contradictions, des incohérences, de graves lacunes, des erreurs manifestes, etc. quelle crédibilité peut avoir votre discours ? Ce qui se passe, c'est qu'un jour où l'autre forcément les militants découvrent qu'on leur a menti ou qu'on les a trompés, et c'est terminé, ils ne veulent pas en entendre davantage et ils ont raison.

La difficulté pour eux d'accéder à la vérité ou de s'en sortir, c'est que l'histoire qu'on leur a racontée ne reflétant pas la réalité, relevait à leur insu davantage de la propagande ou d'une théorie avec laquelle ils ont fini par s'identifier, de telle sorte que s'en séparer est extrêmement difficile, par crainte du vide ou de se faire abuser par d'autres personnes qui semblent également d'une honnêteté irréprochable, mais ne le sont pas forcément.

- Un document exceptionnel : Histoire cachée : les origines secrètes de la Première Guerre mondiale

- Tour d'horizon de « Hidden History », par Gerry Docherty et Jim Macgregor par Antony C. Black
- Mondialisation.ca, 27 novembre 2017

Parmi les nombreux mythes qui embrouillent l'esprit politique moderne, aucun ne corrompt la compréhension ou ne maquille autant les faits historiques que le mythe voulant que les riches et les puissants de ce monde ne conspirent pas.

C'est totalement faux.

Ils conspirent continuellement, couramment, effectivement et diaboliquement, à une échelle qui dépasse l'entendement. Nier cette conspiration, c'est nier des preuves empiriques irréfutables et le bon sens le plus élémentaire.

Il n'en demeure pas moins que pour l'observateur averti du « grand jeu » politique, c'est une source inépuisable d'étonnement que de tomber sur des exemples toujours plus stupéfiants de machinations monstrueuses que les élites riches et puissantes sont capables d'échafauder. C'est ce à quoi s'emploient les auteurs Docherty et Macgregor, dans un livre qui nous coupe le souffle.

Ainsi, l'histoire officielle et sacralisée des origines de la Première Guerre mondiale, nous disent les auteurs, ne serait qu'un seul et même tissu de mensonges du début à la fin. Plus à propos encore est la thèse des auteurs voulant que – pour paraphraser ce qu'a dit plus tard Churchill, qui occupe d'ailleurs une place de choix dans cet ouvrage – jamais autant de personnes ont été tuées, de façon si injuste, pour assouvir les ambitions et la soif de profit d'un si petit nombre.

En démolissant les nombreuses antiennes à propos des origines de la « Grande Guerre » (y compris la « responsabilité allemande », les « efforts de paix britanniques », la « neutralité de la Belgique » et « l'inévitabilité » de la guerre), Docherty et Macgregor pointent du doigt ceux qui sont vraiment à l'origine du conflit : des impérialistes britanniques formant une cabale plus ou moins secrète, dont les visées politiques pendant une quinzaine d'années consistaient à préparer une guerre européenne afin de détruire le nouveau concurrent commercial, industriel et militaire de la Grande-Bretagne qu'était l'Allemagne.

Pour résumer, Docherty et Macgregor soutiennent que « loin de se diriger aveuglément vers une tragédie mondiale, le monde qui ne se doutait de rien est tombé dans une embuscade tendue par une cabale secrète de bellicistes » qui ne se trouvaient pas à Berlin, mais bien « à Londres ».

J'avoue ici abonder dans le sens de cette thèse, aussi frappante soit-elle, ne serait-ce que pour le principe général. Après tout, il suffit de regarder la réalité politique d'aujourd'hui pour constater que nous nageons en plein délire orwellien. De plus, trente ans de journalisme indépendant m'ont amené non seulement à conclure que ce qu'on nous sert comme « nouvelles » n'a rien à voir avec la réalité, mais aussi que les écrits et les présentations historiques sont aussi bidons qu'un billet de trois dollars. Il faut tout de même que la thèse défendue repose sur un ou deux arguments crédibles. Voyons voir ceux que nous propose « Histoire cachée ».

Les joueurs

Avant de nous lancer tête première dans le vif du sujet, commençons par esquisser le portrait des principaux protagonistes de cette sombre histoire.

Au commencement, il y avait Cecil Rhodes, le premier ministre de la colonie du Cap qui, nous rappellent les auteurs, était « en réalité un opportuniste s'accaparant des terres », dont la fortune a été assurée à parts égales « en réprimant brutalement les habitants locaux et en veillant aux intérêts miniers de la maison des Rothschild ». Apparemment, Rhodes parlait depuis longtemps de créer une « société comme celle des Jésuites » au service des ambitions mondiales de l'Empire britannique. En février 1891, il est passé aux actes en s'adjoignant les services de ses proches associés William Stead, un journaliste bien connu, et Lord Esher, un proche conseiller de la monarchie britannique.

Deux autres personnes se sont jointes peu après au cercle restreint du groupe clandestin : Lord Nathaniel (Natty) Rothschild, de la fameuse dynastie de banquiers britanniques et européens, et Alfred Milner, un érudit administrateur colonial brillant qui deviendra rapidement l'infatigable génie organisateur et maître des cérémonies du groupe.

À ces quatre personnalités centrales se sont joints par la suite Lord Northcliffe, le propriétaire du « Times », qui épaulera Stead dans sa propagande visant à préparer le public britannique à une guerre contre l'Allemagne, Arthur Balfour et Herbert Asquith, deux futurs premiers ministres britanniques qui joueront de leur influence parlementaire, Lord Salisbury et Lord Rosebery, qui apporteront un lot additionnel de connections politiques, et Lord Edward Grey qui aura l'honneur, en sa capacité de ministre britannique des Affaires étrangères en 1914, d'enfoncer le dernier clou dans le cercueil de la paix européenne. Le prince Édouard (qui deviendra peu après le roi Édouard VII) était aussi un ajout important qui, malgré son image de séducteur, était en fait un acteur politique astucieux, dont les fréquentes incursions sociales à l'échelle internationale constituaient une couverture idéale pour contribuer à forger, souvent secrètement, des alliances militaires et politiques entre la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique.

Cette garde prétorienne a ensuite étendu ses tentacules à toutes les sphères de la hiérarchie du pouvoir britannique (puis du monde) en recrutant activement dans son « Association of Helpers » toute une myriade de bureaucrates, banquiers, officiers militaires, universitaires, journalistes et hauts fonctionnaires plus bas dans l'échelle, dont bon nombre, il s'est avéré, provenaient des collèges Balliol et All Souls, à Oxford.

Enfin, le légendaire Churchill, gonflé à bloc par sa propre grandiloquence bien lubrifiée avec l'argent des Rothschild, allait finir par occuper la place sacrée qui lui revenait parmi les avides de guerre élus secrètement.

Premières aventures

La première incursion de cette cabale élitiste a eu lieu en Afrique du Sud, avec la fomentation délibérée de la (2e) guerre des Boers (1899-1902). On avait découvert de l'or dans la région du Transvaal en 1886 et les impérialistes britanniques étaient déterminés à s'en emparer. Après un certain nombre de machinations ratées de Rhodes visant à faire tomber les Boers, l'élite secrète a obtenu un as dans son jeu quand Alfred Milner a été nommé haut commissaire de l'Afrique du Sud. Milner a aussitôt saisi le moment, sans passer Go, pour déclencher la guerre, imposer sa tristement célèbre politique de la terre brûlée et exiger une reddition sans condition, faisant ainsi valoir la philosophie martiale générale qui prévaudra plus tard contre l'Allemagne.

Après la défaite des Boers, Milner et ses acolytes (Rhodes est mort pendant les « négociations de paix ») ont rapidement investi les principaux organes de la gouvernance impériale britannique, dont les bureaux responsables des affaires étrangères, des colonies et de la guerre. Arthur Balfour est allé encore plus loin en créant, en 1902, le « Comité pour la défense impériale ». Ce dernier a joué un rôle considérable en court-circuitant presque entièrement le cabinet britannique dans les années, les mois et les jours précédant août 1914. Balfour était en fait l'un des deux seuls membres permanents de cette institution impériale d'importance majeure, l'autre étant Lord Fredrick Roberts, commandant en chef des forces armées et ami proche de Milner. C'est ce même Roberts qui, plus tard, nommera à leurs postes respectifs pendant la Première Guerre mondiale deux suivistes incompétents, Sir John French et Douglas Haig, qui mèneront des combats conduisant au massacre de centaines de milliers de soldats alliés.

L'année 1902 marquait aussi par l'établissement du traité anglo-japonais. La Grande-Bretagne craignait depuis longtemps que son empire en Extrême-Orient passe aux mains de la Russie et cherchait à amener le Japon à faire contrepoids. L'alliance a porté fruit lors du conflit russo-japonais de 1904-1905, au cours duquel la Russie a subi une défaite décisive. Sans jamais perdre de vue l'objectif à long terme (une guerre contre l'Allemagne), Milner et ses acolytes ont changé d'appât adroitement en courtisant aussitôt le czar Nicolas II, ce qui a abouti à la signature de la Convention anglo-russe de 1907. À la même période (1904), la Grande-Bretagne, avec l'aide cruciale d'Édouard VII, a mis fin à près de mille ans d'inimité avec la France en signant l'Entente cordiale avec son ancien rival.

À la même période (1905), un accord plus ou moins secret a été conclu avec le roi Léopold II, qui autorisait la Belgique à annexer l'État indépendant du Congo. Il s'agissait, à toutes fins utiles, d'une alliance entre la Grande-Bretagne et la Belgique qui, dans la décennie qui a suivi, s'est continuellement approfondie avec la conclusion de nombreux accords militaires bilatéraux (secrets pour la plupart, donc soustraits au regard du Parlement britannique) et de « protocoles d'entente », qui mettaient

sans équivoque l'accent sur le fait que la Belgique formerait une sorte de partie « neutre » dans le conflit à venir avec l'Allemagne.

L'alliance principale était dorénavant chose faite entre la Grande-Bretagne, la Russie, la France et la Belgique. Il ne restait plus qu'à obtenir la fidélité et l'obéissance des colonies britanniques. Pour y parvenir, Milner a organisé la conférence de presse impériale de 1909, qui réunissait une soixantaine de propriétaires de journaux, journalistes et rédacteurs provenant de l'ensemble de l'Empire, qui ont côtoyé 600 autres journalistes, politiciens et militaires britanniques dans une grande orgie de propagande guerrière. Le message martial a été ensuite dûment transmis aux multitudes coloniales inconscientes. Le succès de la conférence était particulièrement visible au Canada où, malgré les divisions extrêmes sur la question, plus de 640 000 soldats canadiens ont été envoyés dans les champs de la mort au nom d'une poignée d'impérialistes britanniques.

La « crise » marocaine Docherty et Macgregor nous rappellent que l'historienne de renom Barbara Tuchman, dans son livre « Août 14 » (« The Guns of August ») qui a reçu le prix Pulitzer, « a précisé très clairement que la Grande-Bretagne était résolue à faire la guerre en 1911 et même avant. » En effet, les préparatifs de guerre étaient en cours depuis au moins 1906.

N'empêche que 1911 marque un tournant, lorsque l'élite secrète a tenté une première fois de déclencher une guerre contre l'Allemagne. Le prétexte était le Maroc. La Grande-Bretagne n'avait pas d'intérêts coloniaux directs au Maroc, mais la France et l'Allemagne en avaient. C'est alors que la cabale de Londres, avec Edward Grey au poste de ministre des Affaires étrangères, a mis dans le secret des dieux un ministre français clé, Théophile Declasse, ce qui lui a permis de monter ce qui était essentiellement une opération sous fausse bannière à Fez. La France a alors réagi en imposant une armée d'occupation. L'Allemagne s'est contentée de n'envoyer qu'une petite canonnière à Agadir, sauf que l'ensemble de la presse britannique, qui représentait les intérêts de « l'État profond » de la Grande-Bretagne, est tombé dans l'hystérie en condamnant les « menaces allemandes contre les voies maritimes britanniques », etc. Cette étincelle de guerre s'est éteinte à la dernière heure lorsque le premier ministre socialiste de la France (récemment élu), Joseph Caillaux, a entamé des pourparlers de paix avec le Kaiser. La guerre contre l'Allemagne devait donc être reportée.

Dans l'intervalle, la Grande-Bretagne, sous la direction de ses mandarins de l'ombre (presque toujours sans examen ou approbation du Parlement), poursuivait ses préparatifs de guerre. Par exemple, c'est à cette fin que Churchill, qui avait été nommé premier lord de l'Amirauté britannique en 1911, a redéployé sa flotte atlantique de Gibraltar à la mer du Nord et sa flotte méditerranéenne à Gibraltar. La flotte française a été redéployée simultanément de l'Atlantique à la Méditerranée pour couvrir le retrait de la flotte britannique. Ces manœuvres visaient stratégiquement la flotte allemande en mer du Nord. Les pions se mettaient en place sur l'échiquier.

Plaque désignant une banque comme membre (Source : Wikimedia Commons)

En France, le premier ministre de gauche et partisan de la paix Caillaux a été remplacé en 1913 par l'un des « assistants » des élites britanniques, en la personne de Raymond Poincaré, un germanophobe enragé d'extrême-droite. Poincaré a eu tôt fait de remplacer l'ambassadeur de France en Russie George Louis, qui ne prônait pas la guerre, par le revanchiste Declasse. Pendant ce temps aux États-Unis, la cabale secrète poursuivait ses manigances, surtout par l'intermédiaire de la Pilgrims Society et des maisons Morgan et Rockefeller, afin d'assurer l'élection d'un démocrate inconnu mais malléable, Woodrow Wilson, contre le président Taft, qui était partisan d'une banque centrale sous contrôle public. L'« État profond » anglo-américain a ainsi pu créer la Réserve fédérale américaine, une banque centrale privée qui s'est consacrée dès le départ au financement de la guerre contre l'Allemagne.

L'éperon balkan

Selon Docherty et Macgregor, le conte d'une simplicité trompeuse répété ad nauseam sur les circonstances entourant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le 28 juin 1914, serait aussi douteux que la version officielle de l'assassinat de JFK deux générations plus tard. En effet, les similitudes structurelles entre les deux – de l'absence flagrante de sécurité à la preuve manifeste de complicité de l'État (dans le cas qui nous intéresse, à partir de la Serbie, mais menant directement à Londres) – sont remarquables. L'assassinat a bel et bien causé un effet domino, sauf que les événements qui ont suivi n'étaient pas dus aux bas instincts des gens et à des forces inéluctables hors de tout contrôle humain, mais plutôt aux manigances conspiratrices d'esprits calculateurs.

Ainsi, tout de suite après l'assassinat, l'Autriche-Hongrie a bénéficié d'un soutien international généralisé, car elle était largement perçue comme la partie lésée. Mais les suspects habituels, après avoir aidé à mettre en scène le meurtre, ont réussi à renverser la vapeur de la propagande en défaveur de l'Autriche et de l'Allemagne en recourant à une ruse ingénieuse. Après avoir obtenu secrètement le contenu de la « note », qui énonçait les demandes de l'Autriche (raisonnables dans les circonstances) à l'endroit de la Serbie, la cabale secrète est arrivée à participer directement à la rédaction de la « réplique serbe ». La « réplique » devait bien sûr être inacceptable pour l'Autriche. Au même moment, le président français Poincaré s'est précipité à Moscou pour rassurer le czar et ses généraux que si l'Allemagne allait assumer ses responsabilités conformément à son alliance avec l'Autriche, la France soutiendrait la Russie dans le déclenchement d'une guerre généralisée en Europe. La France savait évidemment que l'Angleterre, ou plutôt sa clique impérialiste élitiste, souhaitait tout autant la guerre. C'est d'ailleurs à ce moment opportun que Grey et Churchill se sont ligués pour acheter la Anglo-Persian Oil Company, assurant ainsi les approvisionnements pétroliers nécessaires à la marine britannique.

Pendant tout ce temps, le kaiser Guillaume et le chancelier Bethmann étaient les seuls hommes d'État qui aspiraient sincèrement à la paix. Leur diffamation subséquente par des hordes d'historiens pas très propres ont retenti dans les mêmes tons orwelliens que la diabolisation en cours par l'establishment des pays et des particuliers qui résistent à l'empire américain.

Grey gagne son pari

Après avoir attisé les flammes du feu allumé dans les Balkans de façon à ce qu'il embrase toute l'Europe, le ministre des Affaires étrangères britannique Grey et le premier ministre Asquith se sont employés à porter tous les sales coups possibles sur le plan diplomatique pour saboter toute possibilité de paix et rendre la guerre inévitable.

Par exemple, le 9 juillet, l'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, a été rassuré à maintes reprises par Grey que la Grande-Bretagne n'était engagée dans aucune négociation secrète qui mènerait à la guerre. C'était évidemment un mensonge éhonté. Le 10 juillet, Grey a fait croire au Parlement que la Grande-Bretagne n'avait pas la moindre crainte que les événements de Sarajevo conduiraient à une guerre continentale. Au même moment, le premier ministre autrichien Berchtold était trompé de la même manière par les trois gouvernements de l'Entente, qui prétendaient que leur réaction à la « note » n'irait pas plus loin qu'une protestation diplomatique. Sauf que pendant la troisième semaine de juillet, ces mêmes gouvernements ont fait volte-face en disant qu'ils rejetaient entièrement la réponse de l'Autriche.

Le 20 juillet, comme il a été rapporté, le premier ministre français Poincaré s'est rendu à Saint-Pétersbourg pour réaffirmer les accords militaires respectifs de la France et de la Russie. Le 25 juillet, Lichnowsky s'est présenté sans être annoncé au ministère des Affaires étrangères britanniques pour relayer l'appel désespéré du gouvernement allemand implorant Grey d'user de son influence pour stopper la mobilisation russe. Ce qui est incroyable, c'est que personne n'était disposé à le recevoir. De toute façon, la Russie avait secrètement commencé à mobiliser ses forces armées le 23 juillet, pendant que Churchill faisait de même le 26 juillet avec la flotte britannique à Spithead.

Bien entendu, rien de ce qui précède ne s'est fait dans le cadre d'un processus démocratique. Pour reprendre les propos de Docherty et Macgregor :

« Pour ce qui était de la population [britannique], rien de fâcheux ne se passait. C'était juste un autre week-end d'été. »

Le 28 juillet, l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie, même si elle n'était pas en mesure de l'envahir avant une quinzaine de jours. Pendant ce temps, le ministère des Affaires étrangères britannique commençait à faire circuler des rumeurs voulant que les préparatifs de guerre de l'Allemagne étaient plus avancés que ceux de la France et de la Russie, alors qu'en réalité, c'était exactement le contraire. Les choses se précipitaient dangereusement hors du contrôle de Guillaume.

Le 29, Lichnowsky a de nouveau imploré Grey d'empêcher la mobilisation russe à la frontière de l'Allemagne. Grey a répondu qu'il allait écrire quatre dépêches à Berlin qui, à la lumière des analyses d'après-guerre, n'ont jamais été transmises. Les dépêches ne faisaient partie que d'une mascarade pour faire croire que la Grande-Bretagne (et surtout lui, Grey) faisait tout en son pouvoir pour éviter la guerre. C'est aussi le 29 en soirée que Grey, Asquith, Churchill et Richard Haldane se sont réunis pour discuter de ce qu'Asquith appelait « la prochaine guerre ». Docherty et Macgregor soulignent de nouveau que ces quatre hommes étaient pratiquement les seuls en Grande-Bretagne au courant de la calamité qui s'annonçait, à l'insu des autres membres du Cabinet, des députés du Parlement et des citoyens britanniques. Ils en étaient en fait les architectes.

Le 30, le Kaiser a transmis au czar Nicolas un appel vibrant à une négociation de la prévention des hostilités. Touché par ce plaidoyer, Nicolas a dépêché à Berlin son émissaire personnel, le général Tatishchev, pour négocier la paix. Malheureusement, Tatishchev ne s'est jamais rendu à Berlin, car il a été arrêté et emprisonné cette nuit-là par le ministre des Affaires étrangères russe Sazonov qui, comme les auteurs l'expliquent de façon convaincante, constituait depuis longtemps un atout dans le jeu de la cabale de Londres. Sous la pression constante des hauts gradés de son armée, Nicolas a fini par céder et a ordonné la mobilisation générale dans l'après-midi du 30 juillet.

L'annonce officielle de la mobilisation russe a sonné le glas à toute possibilité de paix. Se rendant compte qu'elle avait été bernée et qu'elle allait être attaquée sur deux fronts, soit à l'ouest par la France et à l'est par la Russie, l'Allemagne a ordonné la mobilisation générale à son tour le 1er août. C'était la dernière puissance occidentale à le faire, ce qui en dit long. Mais l'Allemagne a commis alors une erreur tactique cruciale après l'annonce de la mobilisation générale, en prononçant une déclaration de guerre officielle et tenue par l'honneur contre la France. Ce faisant, elle sautait à deux pieds dans le piège tendu par Grey et cie, qui n'avaient cessé de manigancer pour que la guerre se déclenche sans être perçus comme en étant les instigateurs officiels.

Mais il restait une dernière carte dans le jeu de Grey, qu'il devait jouer pour amener un cabinet et une Chambre des communes pas très portés à la guerre d'abandonner leur bon sens et de foncer tête première dans une guerre totale paneuropéenne. Tout comme le mythe des « armes de destruction massive » a servi de prétexte à l'agression impérialiste étasunienne, le mythe de la pauvre et inoffensive « Belgique neutre » a servi de porte-étendard aux visées de l'impérialisme britannique.

Le discours qui a scellé le sort de millions de gens

Le 2 août 1914, le premier ministre Asquith a convoqué une réunion du cabinet spéciale pour discuter de la crise (montée de toutes pièces). Bien que les membres du cabinet étaient peu enclins à approuver la participation britannique à une guerre continentale, ils ont tôt fait de subir des pressions et d'obtenir des révélations à propos d'un « ensemble complexe d'obligations [militaires et politiques] qu'on leur avait déjà garanti comme n'étant pas des obligations, [et] qui s'étaient tissées autour d'eux pendant qu'ils dormaient ». Fait crucial, Grey s'est gardé de leur dire que l'ambassadeur allemand Lichnowsky avait, la veille même (1er août), proposé de garantir la neutralité belge. D'ailleurs, la supercherie de Grey n'aurait jamais été connue si le chancelier Bethmann n'avait pas fait état de la proposition au Reichstag le 4 août.

Une fois le cabinet suffisamment confondu, trompé et dupé (Asquith avait déjà donné des ordres de mobilisation à l'armée et à la marine sans que le cabinet ne l'approuve ou ne le sache), il ne restait plus qu'à berner le Parlement. Ainsi, le 3 août, Sir Edward Grey a pris la parole pour entamer ce qui allait être un panégyrique épique sur les folies de la paix et les vertus de la guerre. L'auditoire n'était pas particulièrement réceptif là non plus, mais le sermon a réussi à gagner en force.

En commençant par dire que la paix en Europe « ne peut être préservée », Grey s'est lancé dans une litanie incroyable de mensonges et de déformation des faits à propos des accords militaires complexes en vigueur depuis longtemps entre l'Angleterre, la France, la Russie et la Belgique. Grey niait leur existence. Qu'en était-il de l'écheveau complexe des accords diplomatiques? Il n'y avait pas d'accords, pareils enchevêtrements n'existaient pas. Le Parlement était « libre » de voter en pleine conscience, d'exercer son mandat démocratique, tant qu'il ne vote pas en faveur de la paix bien sûr.

Tout ce qui précède n'était que le préambule de la pièce maîtresse du discours de Grey : la neutralité de la Belgique. Cette imposture flagrante n'a été surpassée en duplicité que par l'omission volontaire de Grey de parler au cabinet, puis au Parlement, de la garantie offerte par l'Allemagne concernant le point litigieux qu'était la neutralité de la Belgique. Grey a préféré montrer, pour faire plus d'effet, un télégramme émouvant du roi de Belgique implorant de l'aide au roi Georges. Il ne pouvait y avoir de moment mieux choisi pour qui l'aurait rédigé délibérément pour l'occasion, ce qui était d'ailleurs le cas. Les appels en faveur de la guerre des chefs des partis d'opposition qui ont suivi ce sermon étaient eux aussi prévus. Churchill les avait tous sondés et ralliés à la cause avant la session du jour. Seul Ramsay MacDonald, le chef du Parti travailliste, a nagé à contre-courant de la vague bien orchestrée « d'inévitabilité » qui revenait constamment dans la péroraison martiale de Grey.

La session du jour s'est terminée sans débat. Asquith ne l'avait pas permis, bien que le président de la Chambre l'ait pressé d'autoriser la reprise les travaux en soirée. Entre-temps, Grey a scellé le sort, c.-à-d. la guerre, en lançant un ultimatum à l'Allemagne, la sommant de ne pas envahir la Belgique, tout en sachant que l'invasion avait déjà commencé. Pour reprendre les mots de Docherty et MacGregor, c'était un « coup de maître ». La guerre était dorénavant inévitable. La session du Parlement tenue en soirée a eu beau faire l'objet d'un débat vigoureux et substantiel qui a démoli en grande partie la position de Grey, les jeux étaient faits. Au moment opportun, Arthur Balfour, « ancien premier ministre conservateur et membre du cercle restreint de l'élite secrète, s'est levé, menaçant. Il en avait assez. » Jetant tout le poids de son autorité de magistrat, il a condamné, ridiculisé et rejeté les arguments contre la guerre, les qualifiant de « lie du débat ». La Chambre des communes ayant ainsi été muselée, la dernière chance de paix en Europe était perdue.

Plus ça change…

Ce qui frappe encore et encore en lisant « Histoire cachée », c'est le son de la vérité qui retentit de chaque page, de chaque révélation. Apprendre qu'un groupe si restreint de membres d'une élite, faisant fi de tout contrôle démocratique, puisse sceller le sort – et la mort – de millions de personnes, a de quoi nous révolter. C'est vrai, mais cela ne nous surprend pas, parce que le même phénomène est en train de se produire sous nos propres yeux. En effet, l'état actuel de la « guerre permanente » est ni plus ni moins la condition inconsciente de la modernité même.

Docherty et Macgregor apportent une belle contribution ici. Ils vont beaucoup plus loin que ceux que David Irving a si justement qualifiés « d'historiens de cour », en parlant des historiens prostitués de l'élite et de l'establishment qui reprennent le consensus établi. Docherty et Macgregor nous donnent un aperçu de ce que signifie vraiment écrire l'histoire. S'il y a une leçon – ou plutôt une contre-leçon – à tirer de cet ouvrage, c'est que nous serons condamnés à répéter l'histoire aussi longtemps que nous écouterons ceux qui se consacrent à l'obscurcir et à la fausser, autrement dit, ceux qui nous mentent.

Hidden History: The Secret Origins of the First World War, publié le 17 juillet 2017

Pour vous procurer le livre :

http://editionsnouvelleterre.com/boutique/home/32-l-histoire-occultee-les-origines-secretes-de-la-premiere-guerre-mondiale-9782918470236.html

Le 22 mai 2014

CAUSERIE

Maison de Saxe-Cobourg-Gotha

Déjà en 1714 en vertu de l'Acte d'établissement de 1701 interdisant le trône aux catholiques, c'est un prince allemand, l'Électeur de Hanovre Georges-Louis qui avait succédé à la reine Anne qui elle appartenait à la Maison Stuart. Son arrière-petit-fils, Guillaume IV, n'ayant pas eu de postérité survivante et les femmes pouvant régner sur les îles Britanniques, c'est sa nièce Victoria qui lui succède en 1837. En revanche, la loi salique s'appliquant au Hanovre, c'est le frère du roi défunt Ernest-Auguste Ier de Hanovre qui monte sur le trône Hanovrien.

La reine Victoria épousant un cousin allemand, le prince Albert, fils du duc Ernest Ier de Saxe-Cobourg-Gotha, en février 1840, la famille royale anglaise restait une famille d'origine allemande cousinant avec l'Europe entière de la Russie à l'Espagne les monarchies de l'Empire allemand.

La Première Guerre mondiale allait changer les relations familiales des monarques anglais : en 1917, face à une opinion publique de plus en plus germanophobe, le roi Georges V du Royaume-Uni préféra changer le nom de sa dynastie et interdire le trône à tout membre de sa famille qui avait choisi le camp de l'Allemagne. Ainsi, alors que les Saxe-Cobourg-Gotha devenaient Windsor, les cousins Battenberg devinrent-ils Mountbatten quand le duc de Charles-Édouard de Saxe-Cobourg-Gotha resta Allemand. actus.blog.mongenie.com

Partis de Hanovre, les riches banquiers juifs ont essaimé à travers toute l'Europe, rendus maître des Pays-Bas ils ont créé la première banque centrale (privée) du monde, ils ont renouvelé leur exploit un peu plus tard en Grande-Bretagne, pour finir par un coup de génie en créant la Fed aux Etats-Unis un siècle plus tard. L'axe Washington-Londres-Berlin ne tient donc pas vraiment du hasard, pas étonnant non plus si les Pays-Bas peuvent revendiquer le parti d'extrême droite le plus puissant ou si c'est en Allemagne qu'un certain Hitler a pu sévir, et si les mêmes banquiers à Londres et Washington ont financé le régime nazi, ils avaient des origines communes.

On pourrait ajouter que ce n'est pas un hasard non plus si la première fois (en 1918) c'est la couronne britannique qui avait promis la Palestine aux banquiers sionistes, et si c'est l'Allemagne de Hitler financé par les Américains (notamment) qui leur a permis de concrétiser leur rêve d'un "Etat juif" trente ans plus tard. Tout se tient, l'ordre des choses est respecté. Un rappel d'un internaute.

- Son fils le prince Harry il n'y a pas si longtemps était photographié en uniforme nazi. http://news.bbc.co.uk/2/hi/4170083.stm

Le 31 juillet 2014

CAUSERIE

Parole d'internaute

A qui profite le crime, qui l'a commandité ?

1- "Jaurès proposait une grève générale dans les usines Schneider Renault Krupp soit les principaux marchands d'armes européens. Le Comité des forges contrôlait par le fric (gérants de la banque de France) les médias, dont les principaux avaient la propagande belliciste, et les politiques qui lui devaient leur carrière et leur siège de députés. C'était donc une fausse république qui a programmé une guerre de classe (En 1906 Clémenceau a redonné un jour de repos /semaine , i.e. les salariés bossaient 7j/7 depuis 1880 soit des conditions de goulag) pour mater le prolétariat et le rançonner car c'est le contribuable qui a payé les armes que l'Etat achetait à Schneider De Wendel Renault , permettant ainsi au comité des forges des profits considérables.

Ces gentlemen ont remis le couvert en programmant la 2e Guerre mondiale et en armant Hitler qui n'avait pas de matières premières. Thyssen a fait l'homme politique Hitler, fabriqué sa notoriété et l'ensemble de la grande industrie internationale et des banques ont participé à la fête. Hitler les a soigneusement disculpé en les dénonçant dans ses discours mais c'était bien eux qui étaient derrière le réarmement allemand."

2- "Je ne sais pas si Jaurès a écrit sur le minerai de fer, talon d'Achille des Allemands puisque l'ensemble des gisements étaient en Alsace Lorraine à portée de canons francais. C'était l'autre façon de gagner la guerre rapidement, bombarder et détruire la possibilité de produire des obus. Sachant que les Français bénéficiaient du fer anglais.

A noter que la presse allemande s'est étonnée de ce que les Francais n'aient pas penser à cela, ni à détruire le bassin de Briey , plus gros gisement de fer fournissant 90% de la production francaise. En 1913 De Wendel a vendu 4 millions de tonnes de fer aux allemands. En pleine période d'armement intensif !

On peut vérifier ces affirmations sur gallica, dans la bataille des frontières de Fernand Engerand."

La presse allemande était vendue, comme aujourd'hui la presse en générale dans tous les pays.

De Wendel, tout comme les banquiers et les autres industriels ont fourni les deux camps en capitaux et matériels, ils ont tiré profit de la guerre des deux côtés. Et cela également lors de la Seconde Guerre mondiale ce qu'ignore 99% de la population malheureusement.

Le 3 avril 2018

CAUSERIE

Durant la Première Guerre mondiale, le nombre d'ouvriers dans l'industrie de l'armement passe de 50 000 en 1914 à 1 700 000 en 1918.

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Et qui finança cette économie de guerre ? Pas l'Etat, il n'en avait pas les moyens ? Qui alors ? Les banquiers anglo-saxons et associés.

Le 14 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Si les techniques de persuasion des masses apparaissent en Europe à la fin du XIXe siècle pour lutter contre les révoltes ouvrières, elles sont développées aux États-Unis pour convaincre les Américains de s'engager dans la Première Guerre mondiale. Peu connu du grand public, neveu de Sigmund Freud, l'auteur du livre de référence Propaganda et l'un des inventeurs du marketing, Edward Bernays (1891-1995) en fut l'un des principaux théoriciens. Inspirées des codes de la publicité et du divertissement, ces méthodes de "fabrique du consentement" des foules s'adressent aux désirs inconscients de celles-ci. Les industriels s'en emparent pour lutter contre les grèves avec l'objectif de faire adhérer la classe ouvrière au capitalisme et transformer ainsi le citoyen en consommateur. En 2001, le magazine Life classait Edward Bernays parmi les cent personnalités américaines les plus influentes du XXe siècle. Ce documentaire riche en archives retrace, à la lumière d'une analyse critique – dont celle du célèbre linguiste Noam Chomsky –, le parcours de celui qui, entre autres, fit fumer les femmes, inspira le régime nazi, accompagna le New Deal et fut l'artisan du renversement du gouvernement du Guatemala en 1954. Les-Crises.fr 9 juin 2018

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Après on nous raconte que la propagande officielle ne sert à rien... Que valent ceux qui parmi nous débitent ce genre de contrevérités ?

Le 27 juillet 2016

CAUSERIE

14-18 : "On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels" de Investig'Action https://vimeo.com/99236165

En cette année anniversaire, les médias racontent « comment » a eu lieu la Première Guerre mondiale (dix millions de morts), mais jamais pourquoi.

« Morts pour la patrie », proclament tous nos monuments officiels. Mensonge ! 14-18, c'était déjà une guerre du fric. Non seulement chez les « méchants » (Allemagne, Autriche), mais aussi chez les « gentils (France, Angleterre, Belgique…), le véritable enjeu était : quelle puissance dominera le monde et contrôlera ses richesses ?

C'était aussi une guerre des classes dominantes contre les pauvres, contre leurs propres travailleurs exterminés froidement. (...)

On aura retenu le choix délibéré des dirigeants de la classe dominante des deux belligérants officiels d'opter pour la guerre en présence d'une crise économique impossible à réduire autrement et qui menaçait l'existence du système capitaliste, leur pouvoir, leurs privilèges tandis que la classe ouvrière s'impatientait ou frappait à la porte du pouvoir. On relèvera également l'entente entre les industriels et les militaires des deux camps pour faire durer la guerre qui leur rapportait de gigantesques profits, et ne pas bombarder leurs quartiers généraux, seuls les ouvriers et les paysans envoyés à la boucherie devant périr lors cette guerre.

Si une partie importante de cette vidéo est consacrée au rôle du colonialisme dans la montée en puissance de l'impérialisme et le rôle qu'il joua dans le déclenchement de cette guerre inter-impérialistes, on peut regretter que bien qu'il soit fait mention de la trahison des socialistes ou sections de l'Internationale ouvrière ou IIe Internationale en Europe, le lien entre les deux facteurs ne

soit pas établi, ce qui ne permettra pas aux spectateurs de comprendre pourquoi les dirigeants de la IIe Internationale avaient abandonné l'internationalisme au profit du nationalisme, ce qui pourrait les induire en erreur ou les amener à penser que ce revirement en apparence soudain aurait été dû à la personnalité de leurs dirigeants, qui auraient pu se laisser corrompre suite aux succès électoraux de leurs partis, autrement dit, il aurait suffi par la suite qu'ils changent de dirigeants pour que ces partis adoptent à nouveau l'internationalisme prolétarien.

Illusion fatale et criminelle qui sera minutieusement entretenue pratiquement pendant un siècle par les représentants de la classe dominante et l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier à l'exception des communistes jusqu'au décès de Lénine en 1924, ainsi que Trotsky et quelques dirigeants de l'Opposition de gauche, en aucun cas ceux qui plus tard s'en réclameront les héritiers, alors que la cause de ce revirement était à rechercher à l'intérieur de ces partis, dans leur composition petite-bourgeoise, mais aussi dans les syndicats qu'ils contrôlaient, qui ne regroupaient essentiellement que les couches supérieures de la classe ouvrière déjà corrompues par le capitalisme ou sur laquelle son idéologie exerçait une influence croissante au fur et à mesure que leur mode de vie s'améliorait (et que la guerre approchait) et se distinguait de celui du reste du prolétariat, grâce aux gigantesques profits réalisés par la surexploitation des colonies, Lénine ayant défini l'aristocratie ouvrière comme le pendant de l'aristocratie financière, leur combinaison constituant un des éléments majeurs déterminant la nature de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Et comme quoi ce processus de dégénérescence des partis de la IIe Internationale et des syndicats était irréversible, ils récidiveront lors de la Seconde Guerre mondiale, puis soutiendront les guerres coloniales de l'impérialisme français contre l'Algérie, le Vietnam, sans oublier l'Irak et la Syrie notamment de nos jours.

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Il m'est revenu à l'esprit qu'en 1916 l'état major allemand avait demandé aux Britanniques de mettre fin à la guerre, mais ils s'y opposèrent...

- La falsification de l'histoire: un moyen de maintenir le pouvoir impérial Par Wolfgang Effenberger — 10 septembre 2017

L'auteur nous raconte comment la Première Guerre mondiale a été minutieusement préparée des années à l'avance dans les chancelleries, les amirautés... et par les banquiers, documents ou preuves à l'appui. - LVOG.

En 1979, David L. Hoggan écrivit dans son ouvrage intitulé «Le siècle aveugle»: «Les électeurs américains frustrés, ne pouvaient pas désamorcer le système corrompu des nominations par les réunions des partis – dictant à volonté le choix des candidats aux présidentielles en les entourant ensuite avec un grand brouhaha insensé […] – pour ces électeurs américains, l'année 1916 était à nouveau une élection présidentielle typique […] entre les deux candidats, faisant semblant de se combattre, mais qui étaient en réalité de connivence avec J.P. Morgan et J.D. Rockefeller. Ces deux derniers avaient décidé longtemps avant la campagne électorale officielle […] que l'entrée en guerre officielle des Etats-Unis était une nécessité absolue afin d'assurer les profits de Morgan et Rockefeller suite aux emprunts obligataires accordés aux alliés.»(9)

(9) - Hoggan, David L. Das blinde Jahrhundert. Tübingen 1979, p. 454

- Une brève histoire de la propagande - Par Corinne Autey-Roussel — 11 septembre 2017

Ces mots du chef de file historique des pionniers de la propagande occidentale définissent également la publicité, et pour cause : la seule différence entre les deux est que la publicité s'affiche en tant que telle, alors que la propagande se fait passer pour la vérité.Que ce soit pour vendre un produit, une nouvelle loi, un candidat à la présidence, un coup d'État ou une guerre, la propagande (propagande, publicité, relations publiques, communication, gestion de la perception : cinq dénominations pour une seule et même industrie) est devenue le premier moyen de communication entre les décideurs (politiciens, multinationales, banques, etc) et le reste de la population.

USA : les pionniers de la propagande en tant que discipline « scientifique » (...)

Pour les gouvernements et au premier chef celui du principal pays capitaliste, les États-Unis, il va s'agir d'harmoniser ces voix et d'étouffer celles qui pourraient les mettre en danger, par exemple celles du Parti communiste, de la gauche populiste ou encore des anarchistes. Pour leur part, les entreprises privées, qui ont découvert depuis les débuts de la presse écrite à quel point la publicité augmente leurs profits, souhaitent les contrôler. Ce qui amènera les uns et les autres, au début du XXe siècle, à recruter des journalistes d'opinion dans le cadre d'une nouvelle discipline, les relations publiques/communication d'entreprise/publicité – autrement dit, la propagande.

« Les origines des relations publiques étaient une réponse à la montée d'une classe ouvrière remuante à la fin du XIXe siècle » — Anne Bernays, romancière et fille d'Edward Bernays.

Bien entendu, ces pionniers de la manipulation de masse ne feront que structurer, codifier et développer quelque chose qui

existe déjà, mais ce faisant, ils donneront forme à un secteur indispensable au maintien de l'économie capitaliste. Sans les constantes incitations à la consommation de sa publicité et le soutien quotidien de sa propagande politique, sociale et sociétale, il est en effet probable que l'économie de marché s'effondrerait en quelques semaines.

Ivy Lee, un propagandiste de premier plan crédité de l'invention du communiqué de presse, conseille Rockefeller et à partir de 1929, la corporation de l'Allemagne nazie IG Farben. Il a pour concurrent majeur Edward Bernays, le « père » du business moderne de la communication.

Le 28 octobre 1906, un train de la Pennsylvania Railroad détaille à Atlantic City, faisant plus de 50 victimes. Confrontée à la perte brutale de sa crédibilité, la compagnie, une cliente de la toute nouvelle firme de relations publiques du journaliste Ivy Lee, lui demande de redorer son image. Jusque là, les compagnies ferroviaires répondaient à ce type d'accidents en minimisant les faits ou en les occultant, en couvrant les responsables et en refusant de répondre à la presse. Lee choisira la stratégie opposée : d'abord, il demandera à la compagnie d'envoyer une déclaration à la presse, puis il invitera des reporters et des photographes à se rendre sur place dans un train spécialement affrété pour eux. Sur les lieux de l'accident, il tiendra des conférences de presse, distribuera des fiches d'information et organisera des rencontres et des interviews avec des ingénieurs experts et des cadres de la compagnie. Le public, la presse et les officiels du gouvernement seront unanimement séduits par la bonne foi apparente, le souci de sécurité et la transparence de la Pennsylvania Railroad. Dans les années suivantes, toutes les compagnies de chemin de fer emboîteront le pas aux méthodes d'Ivy Lee, et d'autres secteurs ne tarderont pas à suivre.

En 1914, La Colorado Fuel and Iron Company, une compagnie minière appartenant au milliardaire John D. Rockefeller Jr, fait tirer à balles réelles sur des mineurs grévistes et incendie leurs habitations dans un incident connu sous le nom de massacre de Ludlow.5 La réaction outrée de l'opinion publique pousse Rockefeller à recruter Ivy Lee. Avec sa stratégie habituelle de franchise et de bonne volonté apparentes, Lee enverra des communiqués de presse factuels à divers officiels et à des journaux, qu'il couplera à des opérations de séduction : il enverra John D. Rockefeller Jr dialoguer et manger avec les mineurs, danser avec leurs épouses et distribuer des piécettes à leurs enfants. Inconscients de la manipulation, les mineurs, la presse et le public sont encore une fois conquis.

Lee invitera ensuite les entreprises, en tout premier lieu Rockefeller, à entretenir une bonne image auprès du public et des médias en finançant des fondations à but ostensiblement philanthropiques et en opérant leurs propres départements de relations publiques.

La communication d'entreprise est née.

En quelques années, John D. Rockefeller Jr passera de l'image d'un requin sans âme – ce qu'il ne s'était pas caché d'être jusque-là – à celle d'un patron paternel et généreux.

En 1929, Ivy Lee devient conseiller en relations publiques de la corporation IG Farben, avec pour mission de désamorcer les critiques contre l'entreprise nazie aux USA. L'affaire finira mal pour Lee : en 1934, le Congrès lui demande de répondre d'accusations d'antisémitisme et de propagande nazie. Le décès de celui que l'écrivain Upton Sinclair appelait « Poison Ivy » depuis l'affaire du massacre de Ludlow interrompra l'enquête. 6

Selon Anne Bernays, Ivy Lee est probablement le vrai « père » des relations publiques. Il était motivé, a-t-elle écrit, par « le caractère divin de la richesse privée et le danger représenté par la foule. » 7

Propagande de guerre, propagande de paix : la Première Guerre mondiale de George Creel

La Première Guerre mondiale a été le creuset de tout l'appareil de communication/propagande moderne. En France, en Grande-Bretagne, les axes de la propagande se rejoignent sur une utilisation parallèle d'affiches encourageant au travail patriotique et au soutien de l'effort de guerre, ainsi que de diabolisations similaires de l'ennemi. Mais aux USA, des paramètres différents amèneront le gouvernement à coordonner une opération de propagande d'envergure inédite. Son grand ordonnateur en sera encore un journaliste, George Creel.

Jusqu'en 1917, la population des USA ne manifeste aucun enthousiasme envers cette guerre qu'elle ne considère pas comme la sienne. De plus, la neutralité rapporte bien assez : l'économie des USA a décollé grâce à la vente de produits alimentaires, de coton et de matériel de guerre aux alliés. Mais les événements finiront par forcer la main du président Woodrow Wilson et le 4 avril 1917, les USA déclarent la guerre à l'Allemagne. Reste à convaincre l'opinion publique, qui reste très majoritairement réticente à envoyer ses hommes sur des fronts étrangers.

Le journaliste d'investigation et politicien George Creel sera chargé de créer et de piloter un appareil de propagande de masse, le Committee on Public Information (CPI, également nommé Comité Creel). 8 Creel utilisera tous les recours possibles de l'époque : dessinateurs, photographes, journalistes, publicitaires, chansonniers, stars du muet, conférenciers et une armada de 75 000 hommes et femmes propagandistes de terrain, les dénommés « Four-minute men », qui sillonneront le pays pour haranguer les foules dans les églises, les cinémas entre deux séances, les réunions de loges maçonniques, les salles syndicales, les synagogues, les cours de catéchisme, jusqu'aux camps de bûcherons et aux réserves indiennes. Creel fera en outre composer

des chansons patriotiques et organisera des tournées de conférences de héros de guerre français et britanniques. L'opération, un immense succès, fait basculer la population américaine de l'indifférence à la fièvre militariste en quelques mois.

Les techniques de propagande inventées par le Comité Creel, reprises, développées et perfectionnées au cours des décennies suivantes dans l'ensemble du monde occidental, fonderont le business de la fabrication du consentement qui s'installera dans la vie quotidienne des sociétés occidentales après la guerre. Walter Lippmann, les débuts du concept d'interventionnisme humanitaire et le triomphe de l'élitisme

Journaliste de gauche libérale modérée, Walter Lippmann (1889 – 1974), aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands chroniqueurs politiques au monde, rejoint Woodrow Wilson au cours de sa campagne de réélection de 1916. Malgré son pacifisme, les conseillers de Wilson persuaderont Lipmann de collaborer au Comité Creel et de s'engager dans la cause de la guerre. Dans une version progressiste de gauche du « fardeau de l'homme blanc » de Kipling, il la considérera comme un moyen privilégié d'exporter les valeurs libérales (autrement dit, de « civiliser les sauvages »).

Lippmann encouragera d'autres libéraux modérés à rejoindre ses idées. C'est le début des concepts de « guerre humanitaire » et d'exportation des « valeurs démocratiques » par les bombardements.

En 1917, il participe à The Enquiry, un service secret de renseignements voué à l'expansion du modèle démocratique américain dans le monde. A ce jour, les travaux de The Inquiry continuent d'influencer la politique étrangère des USA. 9

En 1922, Lipmann publie Public Opinion, un livre dans lequel il expose ses idées sur ce qu'il nomme la « fabrique du consentement ». Le peuple étant par nature, selon ses vues, « un troupeau irrationnel sans but » et le citoyen lambda un « intrus ignorant qui se mêle de tout », l'opinion publique doit être encadrée par un petit nombre d'administrateurs, d'experts et de politiciens, en d'autres termes une oligarchie. Cette élite d'experts (qui porterait « le fardeau de l'homme savant » ?) compenserait par son savoir la lacune principale des démocraties : le citoyen trop ignare pour voter de façon éclairée ou faire des choix rationnels.

Même si Lippman, déçu de la tournure des événements, finit par prendre ses distances avec le gouvernement Wilson et par militer contre la Guerre de Corée, son idée d'exportation de « valeurs progressistes et démocratiques » par l'interventionnisme militaire deviendra le socle de la propagande de guerre des USA et de l'OTAN, la « R2P » (« Responsabilité de protéger »).

Walter Lippmann influencera profondément Edward Bernays, « père » du business moderne de la communication.

« La manipulation consciente et intelligente des habitudes organisées et des opinions des masses est un élément important d'une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible constituent un gouvernement invisible qui est le vrai pouvoir régnant de notre pays… Nous sommes gouvernés, nos esprits sont formés, nos goûts dirigés, nos idées suggérées largement par des hommes sont nous n'avons jamais entendu parler. C'est le résultat logique de la façon dont notre société démocratique est organisée. De grands nombres d'êtres humains doivent coopérer de cette façon s'ils veulent vivre ensemble dans une société fonctionnelle harmonieuse… dans presque chaque acte de notre vie quotidienne, que ce soit dans la sphère politique, dans notre conduite sociale ou notre pensée éthique, nous sommes dominés par un nombre relativement réduit de personnes… qui comprennent les processus mentaux et les schémas sociaux des masses. Ce sont également eux qui tiennent les fils qui contrôlent l'esprit public ». – Edward Bernays, Propaganda, 1928. 10

« Quand je suis revenu aux USA, j'ai décidé que, si on pouvait utiliser de la propagande pour la guerre, on pouvait certainement l'utiliser en temps de paix. Et 'propagande' était devenu un mot négatif, à cause des Allemands. Alors, ce que j'ai fait a été de tenter de trouver un autre mot. Et j'ai fini par trouver 'relations publiques' ». – Edward Bernays, interview. 11

Années 20, la femme libre devient une icône et un stéréotype cinématographique. Une des grandes réussites de la propagande d'Edward Bernays pour l'industrie du tabac à la fin des années 20 : pousser les femmes à fumer au nom de leur émancipation.

Homme de l'ombre quasi inconnu du grand public, Edward Bernays (1891-1995), un neveu de Sigmund Freud, sera baptisé « le père de l'industrie des relations publiques » et influencera les sociétés occidentales dans les mêmes proportions que son illustre oncle. En mercenaire d'un cynisme totalement assumé, il érigera la propagande de masse en discipline scientifique, lancera le tabagisme chez les femmes, inspirera l'ensemble du business de la propagande moderne, et travaillera pour la CIA sur la propagande médiatique d'un coup d'État fomenté par les USA.

Bernays déclarera appliquer les découvertes de son oncle à la manipulation des masses, mais ses méthodes n'offrent qu'un rapport de surface avec la psychanalyse. S'il utilise systématiquement le nom de Freud comme carte de visite et caution scientifique, ses techniques proviennent au premier chef du Comité Creel (dont il avait fait partie), de Walter Lipmann, des recherches de Gustave Le Bon (Psychologie des foules, 1895), de Wilfred Trotter (Instincts of the Herd in Peace and War, 1916), ainsi que du nouveau champ des sciences comportementales (ethnologie, sociologie), auxquelles il ajoute quelques notions freudiennes mal digérées sur la sexualité et l'inconscient. Le cocktail s'avérera hautement toxique.

En 1925, la Beech-Nut Packing Company, une entreprise de salaisons, recrute Bernays pour augmenter ses ventes de bacon. Bernays pense à le mettre sur la table matinale des Américains et sollicite par lettre l'avis de 5000 médecins sur le petit-déjeuner idéal. Ils répondent tous en se déclarant favorables à un petit-déjeuner solide à la place du café matinal accompagné d'une tartine ou d'un bol de porridge avalé jusque-là par les Américains (Bernays n'a bien sûr pas mentionné le porc dans sa lettre aux médecins). Leurs réponses, envoyées à la presse américaine avec une note jointe suggérant le bacon, lanceront le petit-déjeuner dit « traditionnellement américain ». Et c'est ainsi qu'à ce jour, les Américains et à leur suite, les Britanniques mangent de salutaires tranches de porc entrelardées de graisse au petit-déjeuner.

Si ce premier gros coup publicitaire de Bernays installe durablement une habitude alimentaire et accroît exponentiellement les bénéfices de l'industrie du porc, ce n'est pas la plus célèbre de ses campagnes.

C'est avec la suivante qu'il forge son image de père fondateur du business de la propagande/publicité : en 1929, pour le compte de l'American Tobacco Company, il lance la mode du tabac chez les femmes au prétexte d'émancipation féminine. La campagne remporte un succès fracassant et double rapidement les ventes de tabac, mais l'histoire ne s'arrête pas là. Le rapport entre cigarette et sexe établi par Bernays sur les conseils d'un psychanalyste new-yorkais (la cigarette serait un « pénis pour les femmes ») pose le premier jalon d'une connivence entre business de la publicité, psychologie de bazar et revendications de libertarisme sexuel qui conduira l'ensemble de la société occidentale, étape par étape, à la révolution sexuelle des années 60, 12 puis à la consommation « libidinale » actuelle (l'achat pour le simple plaisir d'acheter).

Dans un registre plus sombre, en 1954, recruté par une grande compagnie bananière américaine propriétaire de terres agricoles au Guatemala, la United Fruit Co, Bernays travaillera avec la CIA sur la propagande d'un coup d'État contre le président élu du pays, Jacobo Arbenz, un social-démocrate qui réclamait un peu trop de progrès social pour ses paysans au goût des USA. 13 Les pays d'Amérique centrale où des entreprises nord-américaines possédaient des terres arables achetées à bas prix, cultivaient la canne à sucre ou la banane en profitant d'une main-d'oeuvre indigène bon marché et dictaient la loi avec la complicité achetée de dictateurs locaux ont légué au vocabulaire courant la dénomination « république bananière ». L'intervention des USA au Guatemala se soldera par trente-six ans de guerre civile et plus de 250 000 victimes.

En 1939, pour les corporations unies contre le New Deal de Roosevelt (une initiative trop « socialiste » à leur gré), Bernays travaillera à lier les concepts de capitalisme, de liberté et de démocratie dans l'esprit des Américains, une fusion aujourd'hui si achevée qu'aux États-Unis comme en Europe, les trois mots sont devenus rigoureusement synonymes et interchangeables. Et pourtant, ce n'est que de la propagande…

Notes.

6 'Poison Ivy' Lee and propaganda

http://www.behindthespin.com/features/poison-ivy-lee-and-propaganda

7 Anne Bernays, commentaire sur Amazon.

https://www.amazon.com/gp/customer-reviews/R2KEQJIHSTMSJY/ref=cm_cr_getr_d_rvw_ttl?ie=UTF8&ASIN=0465061796

8 Manipulating Minds: The War Propaganda Machine http://www.authentichistory.com/1914-1920/2-homefront/1-propaganda/ 9 http://www.cfr.org/about/history/cfr/inquiry.html 10 Le livre en libre téléchargement. En anglais.

http://www.historyisaweapon.com/defcon1/bernprop.html

11 Documentaire « The Century of the Self » d'Adam Curtis. Intervention de Bernays dans la première vidéo, à 7:57.

http://www.entelekheia.fr/century-self-le-siecle-du-moi/

12 Si le texte « fondateur » de la révolution sexuelle des années 60, le très faussaire Rapport Kinsey (1948) a été financé à l'origine par la très capitaliste Fondation Rockefeller, ce n'est pas un hasard. A la remorque de Bernays et de l'American Tobacco Company, le monde du business était à l'affût des profits à tirer de la psychologie et de la sexualité, d'où une multiplication de recherches brouillonnes dans les deux domaines. En matière de recherches en sexualité, deux noms se sont imposés, Wilhelm Reich et Alfred Kinsey. L'un était psychotique, l'autre escroc.

13 Tueurs d'espoir : 1954, les fruits amers de la CIA au Guatemala

http://www.entelekheia.fr/tueurs-despoir-fruits-amers-de-cia-guatemala/

Le 7 décembre 2015

CAUSERIE

Fabriquer de faux prétextes de guerres est même une spécialité très américaine, qui, dès 1845, fut mise en pratique contre le Mexique, dans la politique d'expansion territoriale de Washington. Pour ceux qui ne le savent pas, le Nouveau Mexique, la Californie, le Texas et la Floride, en particulier, étaient, à l'origine, des territoires mexicains. D'ailleurs, des villes, comme Los Angeles, San Francisco, San Diego, San Antonio, ont gardé leur nom espagnol d'origine. De fait, le député Abraham Lincoln, [16e Président US, de 1860 à 1865], fit reconnaître, par le Congrès, «le caractère mensonger de ce casus belli».

En fait, toutes les guerres auxquelles les Etats-Unis ont pris part l'ont été sous de faux prétextes, fabriqués pour ce faire. Nous citerons, dans ce contexte, l'explosion, à la fin du XIXe siècle, de l'"USS Maine" et la guerre contre l'Espagne, à Cuba, le torpillage du Lusitania, pour l'entrée, dans la Première Guerre mondiale, (1914-1918), Pearl Harbor, pour la Seconde, (1939-1945), et le golfe du Tonkin, pour l'embrasement du Nord-Vietnam, (1964).

Le 12 novembre 2013

CAUSERIE

Les banquiers sont des gens heureux ! N'hésitez pas à le faire savoir.

- La guerre fait vendre. Ce ne sont pas les marchands d'armes qui le démentiront et encore moins leurs sous-traitants en tous genres. Celle de 1914-1918 fut une grande boucherie racontée en détail par les lettres des rescapés et les écrivains. Elle fut également, pendant quatre années, une opportunité pour la "réclame" qui, en dépit des circonstances, continua, tant que faire se pouvait, à vendre du rêve en jouant sur la fibre patriotique. "Toute la communication était conçue pour soutenir l'effort de guerre, et l'Etat, qui ne connaissait que l'affichage officiel, invitait surtout la population à donner son or...", explique Alain Weill, expert de l'affiche et critique d'art.

A l'occasion des commémorations du centenaire de la Grande Guerre, les éditions Hoëbeke publient La pub est déclarée ! 1914- 1918, de Didier Daeninckx. Dans ce texte qui raconte la vie d'une dactylo de l'agence Siècle Publicité, toujours à la recherche de slogans qui font vendre, l'écrivain - auteur du Der des ders (Gallimard, 1985), roman adapté ensuite en BD avec Jacques Tardi (Casterman, 1997) - retrace l'épopée de la première guerre mondiale du point de vue de la réclame. Son texte est illustré par de nombreuses publicités de l'époque, qui permettent d'entrevoir ce que furent ces quatre années de guerre à l'arrière.

Unis derrière le drapeau, et dénonçant le boche cause de tous les malheurs, les génies de la réclame ont essayé de vendre tout et n'importe quoi à une population totalement sous-informée.

Au début de la guerre, la réclame est donc très archaïque. Son seul support est la presse écrite, qui constitue alors un véritable pouvoir. Il faut se souvenir qu'au tournant du siècle la presse française comptait plus de 600 quotidiens (dont 90 à Paris entre 1881 et 1914). Elle était la plus lue au monde avec quatre quotidiens (Le Petit Journal, Le Petit Parisien, Le Matin, Le Journal) qui dépassaient chacun le million d'exemplaires.

Dès le commencement des hostilités, la censure sévit : les photographes ont l'interdiction de se rendre sur le front, et toutes les publications doivent présenter le conflit sous un jour optimiste. Quelques journaux choisissent cependant de briser la loi du silence, en privilégiant le reportage. Du coup, leurs récits mettent les réclames en porte-à-faux : difficile, dans ces conditions, de cacher que le conflit fait des millions de morts et de blessés.

Pour continuer de toucher le public et le convaincre de soutenir l'effort de guerre, les publicitaires font alors appel à des illustrateurs de grande qualité comme Francisque Poulbot (1879-1946), Théophile-Alexandre Steinlen (1859-1923) ou Charles Fouqueray (1869-1956). "Avec leur graphisme très personnel, ils mettaient en scène les orphelins et les réfugiés sur fond de désolation, mais ne montraient surtout pas les horreurs de la guerre", souligne Alain Weill. Jules-Abel Faivre (1867-1945) fera date avec ses affiches en faveur des emprunts de la Défense nationale. Dans L'or combat pour la victoire, un coq gaulois sort d'une pièce d'or, tandis que dans On les aura !, en 1916, un soldat, le regard brillant, part à l'assaut.

Au terme de quatre années de guerre, il a fallu du temps à la réclame pour revendre du rêve et aux journaux pour retrouver leur crédibilité. "Après avoir vendu la guerre, il a fallu vendre la paix", relève Didier Daeninckx. Le Monde 17.10 et mis à jour le 11.11.2013

On ne retiendra qu'une chose, c'est que ces saloperies de journaux aient retrouvé leur crédibilité pour que le capitalisme puisse poursuivre à travers le monde son oeuvre progressiste, généreuse, humaniste... Donc pour le reste rien de changer, ils adorent par dessus tout les catastrophes qui s'abattent sur les peuples, les guerres, la boue, le sang, les cadavres, les scènes de désolation et de massacres, bref, ils sont toujours aussi cyniques et aux ordres, comme Le Monde.

Il y a quelques mois j'ai lu quelque part que l'Allemagne avait proposé à la Grande-Bretagne avant le début des hostilités un plan pour éviter la guerre et les Britanniques l'avaient ignoré car cette guerre faisait leur affaire, je vais essayer de remettre la main dessus.

L'interprétation officielle de cette guerre est évidemment falsifiée ou ne correspond pas à la réalité, un ramassis de mensonges, il est donc de notre devoir de rétablir le contexte économique et politique de l'époque, ainsi que les principaux faits qui le démontrent.

Pour présenter les faits comme cela les arrangeait, ils ont eu recours au non-dit essentiellement, ils ont fait disparaître littéralement les événements qui contredisaient leur version dès lors qu'on les mettait en perspective, du coup tous les rapports entre les différents belligérants étaient faussés, il ne leur restait plus qu'à écrire l'histoire à leur façon et à la graver dans le marbre des manuels scolaires notamment. On s'occupera parallèlement du PS ou SFIO.

Troisième partie.

Et pour cause : Les chefs de guerre ce sont eux!

- A Paris, un Forum sur la paix où l'on parle peu de la guerre - AFP 12 novembre 2018

AFP - A mi-chemin entre Davos et la COP21, Emmanuel Macron a voulu réunir chefs d'Etat et société civile à l'occasion du Forum de Paris sur la paix. Une initiative plutôt applaudie, qui assume de laisser sur la touche certains conflits actuels.

LVOG - Le Forum sur la paix initié et financé par l'oligarchie (GAFA) ou le Davos de la guerre contre tous les peuples. Qu'ils applaudissent les chefs de guerre, c'est la moindre des choses, surtout quand ils ne parlent que de la paix.

AFP - Dans la grande halle de la Villette, dans le nord de la capitale française, une centaine d'associations ou d'entreprises présentent jusqu'à mardi des initiatives pour améliorer la "gouvernance mondiale".

LVOG - La collaboration de classe est indispensable pour que la gouvernance mondiale se mette en place. A ceci près que ces associations n'ont absolument aucune légitimité pour représenter les peuples qui seraient hostiles à ce qui se trament dans leur dos ou ce dont ils ignorent.

AFP - "C'est un lien qu'on essaie d'établir depuis 18 mois et là, le président est venu et nous a demandé de quel soutien nous avions besoin. Ce genre de forum a rendu la rencontre possible", se réjouit Angela Yoder-Maina, directrice de Green String Environment, une ONG partenaire du projet.

LVOG - Les candidats à cette imposture se bousculent pour obtenir des financements de l'oligarchie.

AFP - "C'est une double interpellation, à la fois très politique et par les porteurs d'initiatives très concrètes", souligne Rémy Rioux, directeur de l'Agence française de développement (AFD), partenaire de l'évènement.

LVOG - Qui doutait que c'était une opération politique ?

AFP - Si les chefs d'Etat n'ont passé que quelques heures sur place dimanche, le temps d'écouter Emmanuel Macron et Angela Merkel plaider pour le multilatéralisme, le forum se poursuit autour de plusieurs tables rondes sur des thèmes comme la cybersécurité, l'immigration et la guerre commerciale.

LVOG - Tous les thèmes qui étaient à l'ordre du jour de la dernière réunion annuelle du groupe Bilderberg, sans doute une coïncidence.

AFP - "Arriver à rassembler autant de chefs d'Etat sur une thématique de paix, sur un plan symbolique, dans une période de grande tension, je trouve que c'est important", note Pierre Servent, spécialiste des questions de défense et auteur du livre "Cinquante nuances de guerre".

"Il y a une partie où il y a des beaux discours, de l'affichage qui a du sens mais qui ne débouche sur rien de concret. Mais ensuite il y a des ateliers qui sont utiles pour que les experts se rencontrent et approfondissent des discussions", poursuit-il.

LVOG - L'essentiel, c'est comment va se déployer la machine infernale destinée à fabriquer le consentement des peuples à leur entreprise sordide et criminelle.

AFP - Si le caractère symbolique de la manifestation a été quasi unanimement salué, plusieurs observateurs regrettent que

l'accent n'ait pas été davantage mis sur les conflits en cours.

LVOG - Pure hypocrisie comme on va le voir plus loin.

AFP - "Cela a du sens de se réunir, de discuter des enjeux de la planète et de pouvoir connecter des mondes qui ne se connectent pas facilement. Mais les sujets qui fâchent, le Yémen, la Syrie, les grandes crises humanitaires oubliées ne sont pas à l'ordre du jour", regrette Florent Geel, directeur Afrique pour la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH).

LVOG - Ce que regrette cet agent de l'oligarchie, c'est que les peuples ne soient pas davantage impliqués dans le soutien à ces guerres, puisque lui il accepte de s'asseoir à la table de ceux qui les ont fomentées et de discutées amicalement avec eux. Il va le confirmer immédiatement.

AFP - "La diplomatie, ce n'est pas simplement des projets, c'est une vision globale. Or aujourd'hui, ce forum n'est pas une étape sur un chemin d'un projet plus politique", dit-il, déplorant notamment l'absence de déclaration finale à l'issue de l'évènement.

LVOG - Il semble ne pas avoir bien compris que ce Forum s'inscrivait dans une perspective déterminée qui n'avait pas vocation à laisser place à différente interprétation politique ou la question de savoir de quelle manière une "vision globale" devrait se concrétiser ne se posait pas, puisque la politique telle que l'a conçue l'oligarchie se réduit à un régime totalitaire ou d'une certaine manière la politique aurait disparu, donc il n'y avait pas de place pour discuter ou négocier un quelconque projet que les participants à cette manifestation étaient priés d'adopter ou de rejeter.

AFP - Un choix assumé par Justin Vaïsse, président de l'événement.

"Ce n'est pas un forum géopolitique, cela porte sur la gouvernance mondiale, pas sur la culture de la paix ou les efforts diplomatiques. Pour ça, il y a d'autres endroits comme l'ONU. On exclut tous les cas régionaux, on a fait ce choix éditorial", justifie t-il à l'AFP.

LVOG - Justin Vaïsse a lâché le morceau, il s'agissait juste de légitimer la gouvernance mondiale un point c'est tout.

AFP - "On met sur l'agenda des leaders le fait que chaque année, on va parler ici du multilatéralisme, des intérêts collectifs", poursuit-il.

LVOG - Les intérêts collectifs de l'oligarchie. Le multilatéralisme servirait uniquement à dénoncer les brebis galeuses qui résisteraient à l'instauration de cette gouvernance mondiale, de manière à les isoler et à se coaliser pour mieux les combattre ou les renverser.

AFP - "Les populations directement concernées ne sont pas forcément là. Mais le forum est un outil pour remettre la paix à l'honneur, or il y a trop peu d'occasions comme celle-là", concède Pauline Chetcuti, d'Action contre la faim.

LVOG - Que "les populations directement concernées" soient excluent est normal, puisque ce sont elles qu'ils se destinent à soumettre à leur talon de fer. Autrement dit, cette manifestation ainsi que leurs participants n'avaient aucune légitimité.

AFP - Mardi, en clôture du forum, plusieurs projets seront sélectionnés et bénéficieront d'un "accompagnement spécial" jusqu'en 2019, où une nouvelle édition de l'évènement est déjà prévue. AFP12 novembre 2018

En complément.

- Les destructeurs de la Libye, maintenant « pour la Libye » par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 13.11.

www.voltairenet.org/article203879.html

Yémen. Le dernier génocide fomenté avec l'aval de l'ONU.

- L'historien Isa Blumi de l'université de Stockholm écrit : « La guerre contre le Yémen aujourd'hui est un exemple brutal de la façon dont l'expansion des intérêts capitalistes mondiaux détruit les nations. Cela prend d'abord la forme du néo-libéralisme (souvent innocemment qualifié de mondialisation) et ensuite, au moment où commence l'inévitable effondrement structurel du pays ciblé (avec son inévitable résistance populaire qui mine l'ordre politique), on passe à une forme plus directe de violence. La guerre contre le Yémen a pris la forme la plus violente qui soit. Le pays est totalement assiégé dans l'intention évidente de provoquer une famine qui tuera la population résistante. Les pays attaquants, les États-Unis, l'Arabie saoudite, la Grande-Bretagne et les Émirats arabes unis, avaient prévu de s'emparer des ressources du Yémen, mais leur guerre d'agression piétine. Ils font maintenant les premiers pas pour y mettre fin… »

Entre le printemps 2015 et juillet 2017, la coalition américano-saoudienne a effectué plus de 90 000 raids aériens sur le Yémen. La plupart d'entre eux se sont accompagnés de bombardements extrêmement meurtriers. Faut-il croire que seulement 10 000 civils ont été tués par toutes ces bombes sans compter l'artillerie lourde, les tireurs d'élite et les attentats suicides ?

Ce décompte est organiquement contradictoire avec les opérations de masse mieux rapportées par les médias arabes pendant la guerre. Selon les meilleurs experts militaires, un chiffre oscillant entre 150 et 200 000 civils morts est bien plus vraisemblable…

Le centre de recherche Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), associé à l'Université du Sussex, estime que depuis le début de la guerre saoudienne – en mars 2015 – 70 000 à 80 000 personnes ont été tuées au combat. Cette estimation partielle se fonde sur les décès répertoriés à la suite des combats enregistrés par les observateurs internationaux. En décembre 2017, l'ONG Save the Children a évalué que plus de 50 000 enfants étaient morts de faim et/ou emportés par une épidémie de choléra dévastatrice. La famine n'a fait qu'augmenter depuis lors. D'ici la fin de l'année, 50 000 autres enfants seront morts. Le nombre total de victimes causées par la guerre et le blocus depuis mars 2015 a donc probablement dépassé la barre des 200 000.

Guerre, famine et épidémies ont causé non seulement un nombre énorme de victimes, mais aussi d'immenses destructions : les bombardements des Émirats arabes unis et d'Arabie saoudite ont détruit au moins 421 911 maisons, 930 mosquées, 888 écoles, 327 hôpitaux et infrastructures de santé, ainsi que 38 centres de médias, tout en mettant un terme au fonctionnement de 4 500 écoles et en obligeant plus de 4 millions de personnes à fuir.

Les Saoudiens dépensent environ 200 millions de dollars par jour leur guerre contre le Yémen. La somme qu'ils ont promise cette année à l'ONU pour l'aide humanitaire au Yémen correspond à moins de 5 jours d'engagement militaire, autant dire une mauvaise plaisanterie…

Dans tous les cas de figures, la guerre saoudienne contre le Yémen a échoué. La troisième attaque des Émirats arabes unis contre le port de Hodeïda a été repoussée alors que les attaques des Houthis en Arabie Saoudite se poursuivent et s'intensifient. Leurs forces continuent à améliorer leurs capacités opérationnelles. Il y a quelques jours, ils ont équipé un nouveau missile d'une portée de 150 kilomètres et d'une précision impressionnante de 3 mètres. Après la Syrie, Washington, Tel-Aviv et leurs supplétifs européens subissent – au sud de la péninsule arabique – un nouveau revers cinglant qui était parfaitement prévisible !

En définitive, la scie à métaux saoudienne révèle crûment ce que les observateurs des Proche et Moyen-Orient savent depuis bien longtemps : l'Arabie saoudite est l'une des dictatures les plus effroyables de la planète. Mais elle est protégée par le Pacte du Quincy – signé entre le roi Ibn Séoud et le président américain Franklin Roosevelt le 13 février 1945 : pétrole contre protection… pour 60 ans. En 2005, George W. Bush a renouvelé ce pacte du diable pour 60 nouvelles années sans que ce marchandage ne mérite une seule ligne dans la presse parisienne.

Comme l'écrit encore Isa Blumi : « depuis plus d'un siècle, les Yéménites résistent à une machine capitaliste mondiale qui menace aujourd'hui de tomber en panne. Ironiquement, c'est le Yémen qui a appris aux élites ottomanes les limites du gouvernement moderne. (Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 05-11-2018)

Ils furent Charlie, ils sont Khashoggi!

- Khashoggi, connu pour ses articles critiques envers le prince héritier saoudien Mohammed ben Salman - Reuters 13.11

La fabrication du consentement fonctionne partout, y compris au sein du mouvement ouvrier, jusque dans les moindres détails ou là où on ne l'attendait pas, ce qui témoigne un machiavélisme consommé.

Par exemple, feu le journaliste saoudien Khashoggi fut présenté complaisamment par les médias dominants et le POID par exemple comme un "opposant", sans qu'on sache précisément à quoi ou pourquoi. Non, on ne vous fournira pas ces explications, car ce titre honorable suffit à imaginer toutes les vertus ou valeurs progressistes ou humanistes qui doivent animer celui ou celle à qui il est décerné, dont on ne mettra pas en doute les bonnes intentions envers les opprimés.

On va donc combler cette regrettable "lacune". Khashoggi était un membre ou un sympathisant de la Confrérie des Frères musulmans comme son ami Erdogan, le monarque du Qatar, les prêcheurs saoudiens ou encore les dirigeants d'Al-Qaïda qui ont fondé une myriade d'organisations criminelles...

Quelques précisions sur cette confrérie politique et son idéologie.

- Les Frères musulmans ne sont pas un groupe religieux, mais une confrérie politique. Ils sont organisés sur le modèle des loges maçonniques européennes que plusieurs de leurs fondateurs ont fréquentées. Leurs membres militent au sein de divers partis politiques publics et groupes jihadistes. La totalité sans exception des chefs jihadistes, d'Oussama Ben Laden à Abou Bakr

al-Baghdadi, sont des membres ou d'anciens membres de la Confrérie.

L'idéologie des Frères musulmans divise les actes en deux : ceux qui, selon elle, sont autorisés par Dieu et ceux qui sont interdits par Lui [4]. Consécutivement, elle divise le monde en deux : les serviteurs et les ennemis de Dieu. Enfin, elle magnifie ceux qui suivent sa conception des actes autorisés par Dieu et encourage à massacrer les autres.

Cette idéologie est professée par les prêcheurs saoudiens (même s'ils condamnent aujourd'hui la Confrérie et lui préfèrent la famille royale), ainsi que par les gouvernements turc et qatari. Elle est non seulement à l'œuvre dans la guerre en Syrie, mais également dans tous les attentats jihadistes commis partout dans le monde. (Syrie : la paix suppose la condamnation internationale de l'idéologie des Frères musulmans - Réseau Voltaire 6 novembre 2018)

Note.

[4] Ma'alim fi tarîq, Sayyid Qutb, 1964. Version française : Jalons sur la route de l'islam, Sayyid Qutb, Ar-Rissala.

LVOG - Les précédents en matière de désinformation pullulent, il en existe au moins un autre concernant les Frères musulmans, dont le siège est à Londres si je ne dis pas de bêtise.

C'est la Confrérie des Frères musulmans qui sera à l'origine des émeutes armées déclenchées à Dehra en Syrie en 1982, et qui seront réprimés par Hafez el-Assad faisant quelque 10.000 morts. La totalité des médias dominants et des dirigeants des puissances impérialistes occidentales, ainsi que l'ensemble du mouvement ouvrier en France, les transformeront en massacres d'innocents civils syriens manifestant pacifiquement commis par un horrible dictateur, dans le but que tous les peuples adhèrent à leur version falsifié des faits, afin d'isoler et affaiblir Assad face à Israël.

Donc le traitement de cet évènement par tous ces braves gens devait servir uniquement à soutenir Israël, donc la politique de l'impérialisme américain dans la région, tandis qu'ils prétendent combattre au côté du peuple palestinien contre l'Etat sioniste !

Il y a cela 36 ans, et au cours des 7 dernières années ils ont reproduit le même discours dans leurs publications, je l'ai lu notamment dans Informations ouvrières avant la scission du POI.

Des lecteurs doivent se demander pourquoi ils falsifient ainsi les faits. Pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, je parle des dirigeants corrompus des partis ouvriers qui savent pertinemment ce qu'ils font. Eux, ce ne sont que des vulgaires manipulateurs, des escrocs si vous préférez, tandis que les militants croient sincèrement combattre au côté des exploités et des opprimés sans imaginer un seul instant qu'ils pourraient être victimes d'une épouvantable manipulation destinée uniquement à servir d'autres intérêts ou les intérêts individuels de leurs dirigeants.

Les Fréres musulmans et leur horrible idéologie sont l'équivalent des nazis, on a pu largement le vérifier depuis 7 ans avec les multiples massacres d'innocents qu'ils ont commis en Syrie, en Irak, en Libye, etc., hommes, femmes, vieillards, enfants, égorgés, crucifiés, décapités, éventrés, coupés en morceaux, enterrés vivants, jetés du haut d'immeubles, etc. donc confronté à des provocations armées et des assassinats de militaires, de policiers et de manifestants civils pacifiques, n'importe quel gouvernement dans le monde quel que soit le régime en place serait légitime pour les réprimer férocement ou les exterminer, on ne pourrait pas lui reprocher.

Cela ne poserait aucun problème si on s'en tenait strictement aux faits, à la vérité, car personne n'oserait blâmer ces gouvernements de recourir à une telle violence face à de tels barbares ou à une pareille menace de guerre civile, dont les peuples seraient la principale victime, et non ceux qui les gouvernent et qui seraient à l'abri, qui finalement en tireraient profit.

Sauf que lorsqu'on s'écarte des faits et qu'on a caractérisé au préalable de boucher celui qui réprime ces barbares, on ne peut plus lui attribuer la moindre légitimité, on est obligé de déformer les faits encore et encore, quitte à faire le jeu de ces monstres de cruauté. C'est en tout cas le rôle détestable qu'ont décidé d'endosser les dirigeants du mouvement ouvrier, des multirécidivistes en la matière il faut préciser.

J'ignore si vous avez conscience de la signification politique de cet épisode abominable parmi tant d'autres, personnellement, il confirme qu'aucun des partis ouvriers existant de nos jours, aucun de leurs dirigeants ne mérite la moindre confiance ou de diriger le mouvement ouvrier, qui doit être refondé de fond en comble sur des bases saines, des analyses qui correspondent à la réalité.

Et dire qu'il y en a encore parmi nous pour découvrir soudainement que les médias, les gouvernements et les dirigeants du mouvement ouvrier les manipuleraient, incroyable mais vrai, hélas !

On peut comprendre que des dirigeants commettent des erreurs, nous en faisons tous, c'est inévitable, on doit les corriger publiquement dès qu'on en a conscience, et s'excuser auprès des militants et des travailleurs, c'est la moindre des choses. Mais on ne peut pas admettre qu'ils recourent délibérément à de tels procédés pour nous tromper, car le plus grave et qui

est pour le coup inexcusable, c'est qu'ils se servent des militants pour défendre une toute autre cause que celle pour laquelle ils se battent loyalement, si on se laisser aller, on dirait que c'est franchement dégueulasse et mérite une sanction immédiate.

Vous croyez combattre au côté d'un peuple opprimé un tyran, un despote, un boucher, et en fait vous rendez service à Israël qui est un des pires régimes tyranniques de la planète avec les Etats-Unis, cela doit être terrible pour un militant quand il en prend conscience. Nombreux sont ceux qui refusent malheureusement de l'admettre, qui préfèrent ne rien avoir lu ou entendu. Nous leur disons : Réfléchissez bien, prenez le temps de réfléchir tranquillement, l'attitude qui consiste à refuser d'admettre les faits, est le meilleur service que vous pouvez rendre aux imposteurs qui parlent en notre nom, aux exploiteurs et aux oppresseurs des peuples, en quoi cela aurait-il un rapport avec votre engagement politique ou vos convictions ?

Rien ni personne d'honnête ne peut justifier de telles pratiques, alors ne vous compromettez pas en les laissant se perpétuer plus longtemps par votre silence ou votre indifférence, dressez-vous pour vous y opposer et vous grandirez en dignité, vos convictions s'en trouveront renforcer et vous trouverez la force, le courage, les moyens ou la voie pour continuer le combat pour notre juste cause, celle du socialisme.

On ne peut pas lutter à la fois pour la vérité et s'enfoncer toujours plus profondément dans le mensonge ou l'imposture, à un moment donné il faut choisir, c'est une question de vie ou de mort, politique dans un premier temps, le reste suivra si vous ne réagissez pas à temps.

En complément, une réflexion de deux internautes.

1- "C'est pour cela que je n'ai pas cru au « Printemps arabe » en 2011. Cette contestation n'a touché que des régimes républicains (Tunisie, Égypte, Yémen, Libye, Syrie), comme l'avait noté le professeur Naba, et aucune pétromonarchie."

2- "Sisi (si je peux dire), les révolutions printanières arabes ont "touché" les petromonarchies. C'est à dire que des quidam ont cru que leur vie méritait mieux et l'ont fait savoir dans la rue. Au Bahreïn et en Arabie saoudite même. Cela a été écrabouillé dans le sang en deux coup de cuillère à pot et dans le silence forcené de l'Occident. A Barhein personne n'a vu les blindés saoudiens faire irruption, ni les coups de fusil à pompe vers la foule, ni les protestataires ratiboisés. En Arabie on a mis ça sur le compte de l'Iran. Mais comme l'Iran n'offrait pas de support contrairement aux Saoudiens supportant les agités syriens, en quelques dizaines de morts et quartiers rasés cela s'est terminé.

Sans parler de la guerre civile yéménite. Si les houtis ont remporté des succès au début au point de se présenter comme le gouvernement légitime contre des rebelles pro saoudiens (tiens c'est la vision contraire ici on dit que ce sont eux les rebelles), c'est qu'ils ont eu un support populaire plus large que leur base "communautaire" initiale. Bref partout "la rue" voulait du changement. Mais vous avez parfaitement raison de dire que les "révolutions de couleur" (modelées, organisées et financées de l'extérieur) qu'on été les printemps arabes ont fait partie d'un agenda visant à casser les états pseudo-laics.

Pour terminer rappelons que le Quatar n'a pas fait qu'employer Al Jazeera mais carrément des forces spéciales."

Dans l'actualité.

Pourquoi s'acharnent-ils sur Trump ?

- Près de 57% des Français jugent les mesures protectionnistes du président américain positives pour l'emploi, selon un sondage Odoxa Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro, publié jeudi 8 novembre. franceinfo, 09 novembre 2018

Depuis l'élection de Trump, Wall Street a grimpé de 40%, c'est ce que j'ai lu dans un article de presse...

C'est dans l'ordre des choses !

- Face à Trump, Macron est soutenu à gauche, pas à droite - Le HuffPost 13.11

Garde-à-vous !

- Ferrand demande aux députés de mieux se tenir pendant les QAG - Le HuffPost

Tenue, téléphone, pancartes et encore conversations... Le HuffPost

QAG : Questions au gouvernement. Normal tout le monde se fout de ce que peuvent raconter les ministres, ce sont des pantins, les décisions sont prises ailleurs !

Il n'est ni "vassal" ni "allié", c'est juste un porte-voix du clan le plus radical de l'oligarchie.

- Macron à Trump : «Etre allié, ce n'est pas être vassal» - Liberation.fr 14.11

Mission impossible : Dégagez tous !

- Macron reconnaît ne pas avoir réussi "à réconcilier le peuple français avec ses dirigeants" - AFP 15 novembre 2018

Considérer c'est entendre quand les gens se plaignent, pour les amener dans cette transformation. Mais les respecter", a ajouté M. Macron

Interpellé le 4 octobre à Colombey-les-Deux-Églises (Haute-Marne) par une retraitée sur sa faible pension, puis par une autre sur la limitation de vitesse à 80km/h, M. Macron avait par exemple cité le général de Gaulle qui disait: "Vous pouvez parler très librement, la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre". "Le pays se tiendrait autrement s'il était comme ça", avait-il ajouté. (Moi, Macron, est-ce que je me plains, non, alors vous devez en faire autant, c'est le seul droit que je vous accorde, quelle prétention exorbitante ! - LVOG)

"Cette réconciliation entre la base et le sommet, je considère que je n'ai pas réussi à le faire, et c'est pour moi au coeur de ce qui m'attend dans les mois à venir (...) C'est un vaste programme, mais il requiert la mobilisation de toute la nation", a conclu M. Macron sur TF1. (Vous avez bien lu, on est bien en présence d'un psychopathe : Toute la nation devrait se mobiliser pour sceller la "réconciliation entre la base et le sommet" qu'il incarne, c'est le discours qui caractérise un despote ! - LVOG)

« Je n'ai pas réussi à réconcilier le peuple français avec ses dirigeants. Ce divorce, on le voit dans toutes les démocraties occidentales, et il m'inquiète. » AFP 15 novembre 2018

Totalitarisme. La censure, c'est la liberté d'expression.

- Des fonctionnaires français censureront Facebook de l'intérieur - Réseau Voltaire 13 novembre 2018

La société Facebook a accepté de faire entrer des fonctionnaires français dans sa cellule de censure, a annoncé le président français, Emmanuel Macron.

Cette annonce a été à l'occasion du Forum international sur la gouvernance de l'Internet, le 12 novembre 2018, à l'Unesco (Paris). La durée de cet engagement est de six mois.

Le fait que la censure du Net puisse être contrôlée par un gouvernement au sein même d'une plateforme pose de multiples questions en matière de libertés publiques.

Facebook France est dirigé par Laurent Solly, ancien chef de cabinet de Nicolas Sarkozy, puis n°2 de la chaîne de télévision privée TF1. Il est l'époux de Caroline Roux, journaliste vedette de la chaîne de télévision publique France2.

À l'international, le directeur des relations publiques de Facebook est le libéral-démocrate Nick Clegg. Il fut adjoint du Premier ministre britannique David Cameron. Réseau Voltaire 13 novembre 2018

Appel à la délation.

- Pic de signalements des actes antisémites : Philippe lance l'alerte - Liberation.fr

Dans un post Facebook, le Premier ministre a annoncé vendredi une hausse de 69 % des signalements d'actes et menaces visant les juifs depuis janvier.

- Wauquiez appelle à "combattre sans relâche" l'antisémitisme, alimenté par "la radicalisation islamiste" - AFP

- Injures antisémites: Braun-Pivet (LREM) dénonce "l'absence de coopération" de Twitter - AFP

Comment ils instrumentalisent l'évolution de l'homme et de la société pour briser les cultures qui restent ancrées dans la mémoire des peuples, afin qu'ils adhèrent à la gouvernance mondiale.

Fanatisme, hystérie, individualisme débridé, mégalomanie ou mythomanie agravée, tyrannie, décadence, perversion,

pornographie, ... et obsession sexuelle assumée.

- Micheline, 75 ans, assistante sociale à la retraite «Ses yeux, ses rides, tout son corps me donne envie d'elle» - Liberation.fr 13.11

«Avec ma nouvelle compagne ? Evidemment qu'on fait l'amour ! J'ai une peau, j'ai une bouche, j'ai des seins, j'ai un sexe et je suis toujours vivante… Liberation.fr 13.11

- Sexe Vieux comme Eros - Liberation.fr 13.11

On peut être senior et épanoui au lit : c'est ce que clame une campagne qui circule sur les réseaux sociaux. Derrière ce kamasutra du troisième âge, Francis Carrier, créateur de la Grey Pride, une association qui met en lumière les vieux LGBT et tous les autres...Liberation.fr 13.11

- Sophie, 61 ans, enseignante en retraite «Je ne me vois pas poursuivre ma vie sans orgasmes» - Liberation.fr 13.11

«Senior, oui, aînée… je n'y suis pas encore, mais il me semble important de lever le tabou sur la sexualité des vieux... Liberation.fr 13.11

- En novembre, on ne s'astique pas le membre - Liberation.fr 09.11

Voilà la seconde édition du dernier challenge masculin en date sur les réseaux, le mouvement No Nut November. L'objectif : ne pas éjaculer pendant un mois. Liberation.fr 09.11

En complément.

- Pédophilie dans l'Eglise : un grand serviteur de l'Etat pour présider la commission indépendante - Liberation.fr 13.11

Annoncée lors de l'assemblée des évêques à Lourdes, la commission indépendante chargée de faire la lumière sur les cas de pédophilie dans l'Eglise sera présidée par Jean-Marc Sauvé, vice-président honoraire du Conseil d'Etat.

Des affaires de pédophilie ils en existent bien ailleurs, au PS par exemple, elles ont toutes été étouffées... S'attaquer à la culture et aux croyances des peuples pour mieux briser leur résistance à la gouvernance mondiale, c'est le sens de ce harcèlement permanent contre l'Eglise qui visent les croyants...

Parole d'internaute.

- "Avez-vous remarqué que la seule discrimination dont on ne parle jamais est la discrimination sociale, qui frappe indifféremment selon le sexe, la couleur de la peau ou la religion et ceci pour la simple raison que celui qui l'a subit est né au mauvais endroit ? C'est sans doute parce que de toutes les discriminations c'est la plus implacable que l'on oublie même de défendre ceux qui en sont victimes."

LVOG - Vous l'avez remarqué aussi, bravo !

Et tous ceux qui mêlent leurs voix aux campagnes contre les discriminations initiées par l'oligarchie ou leurs porte-parole ne font que la soutenir contre ceux qui sont victimes de la discrimination sociale dont elle est à l'origine. C'est leur manière à eux de neutraliser ainsi toute opposition à l'oligarchie.

Ils osent tout ou la fabrique du consentement tourne à plein régime tout azimut.

- Aung San Suu Kyi déchue du prix d'"ambassadrice de conscience" par Amnesty International - Franceinfo

- L'opposant Navalny empêché de quitter la Russie pour Strasbourg - AFP

Merde, voilà qu'il est arrivé à Strasbourg ! A la place de Poutine, je ne lui permettrais pas de rentrer en Russie !

- A la barre, Serebrennikovsubit la piètre mise en scène du Kremlin - Liberation.fr

- USA/Enquête russe: Whitaker va vérifier s'il doit se récuser - Reuters

- La Corée du Nord a caché des bases de missiles selon une étude américaine, Séoul dément - Le HuffPost

Fake news reproduit par Le HuffPost notamment. La preuve :

- Encore des reportages trompeurs dans les médias étatsuniens par Moon of Alabama – Le 12 novembre 2018 - Article publié par Le Saker Francophone.

Le New York Times ment à ses lecteurs au sujet des actions d'un État pris dans son collimateur...

Il n'y a pas de tromperie nord-coréenne. Le pays a accepté de démanteler un site d'essai de missiles, et non un "site de lancement" opérationnel, et il a accepté un moratoire sur les essais nucléaires et balistiques. Il ne s'est jamais engagé à arrêter la production ou le déploiement de missiles. (....)

Début 2018, Kim Jong-un a de nouveau donné l'ordre publiquement d'accroître la production de missiles balistiques. Ce ne sont pas des paroles en l'air. En juillet 2018, l'expansion d'une usine de missiles connue était visible sur les images satellitaires accessibles au public.

Le magasine Foreign Affairs faisait alors remarquer qu'il s'agissait de mesures légitimes et non de tromperies :

Cette activité ne suggère pas que Kim soit menteur ou qu'il "triche". Il n'a jamais promis de cesser de produire des armes nucléaires ou des missiles balistiques. En fait, bien au contraire. Dans son discours du Nouvel An 2018, Kim a ordonné au " secteur de la recherche sur les armes nucléaires et l'industrie des fusées " de Corée du Nord de " produire en masse des ogives nucléaires et des missiles balistiques ". Il est clair maintenant que Kim tiens ses engagements. Moon of Alabama

- Italie : le M5S en guerre contre les journaux - LePoint.fr

Luigi Di Maio veut punir « les chacals de l'information » qui complotent contre le gouvernement et Berlusconi se transforme en paladin de la liberté de la presse.

- Au Texas, les écoliers vont finalement étudier le parcours de Hillary Clinton - Le HuffPost

Les cinq millions d'élèves des écoles publiques au Texas devraient finalement étudier le parcours de Hillary Clinton, ont rapporté des médias américains, mercredi 14 novembre. Le HuffPost

Un cours sur une barbare...

L'AFP ou la voix du FMI exulte une fois de plus.

- Argentine: le budget d'austérité approuvé, engagement tenu avec le FMI - AFP 15.11

Le parlement argentin a approuvé jeudi le budget 2019 comprenant des coupes drastiques pour revenir à l'équilibre budgétaire, un engagement pris par le gouvernement devant le FMI quand il a négocié un prêt de 56 milliards de dollars pour relancer la troisième économie d'Amérique latine...AFP 15.11

France. Syndicalisme (C'est un grand mot !).

- 3 candidats à la tête de FO pour succéder à Pascal Pavageau - Le HuffPost 06.11 vTrois candidats vont s'affronter à la fin du mois pour succéder à Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière, une première dans l'histoire de ce syndicat, a-t-on appris lundi 5 novembre au soir auprès de la direction.

Patrice Clos, 53 ans, secrétaire national des transports et de la logistique de Force ouvrière, avait été le premier candidat à se déclarer. Par ses prises de position au cours des dernières années, il se rapproche de la ligne dure de FO, comme Pascal Pavageau.

Il affrontera Christian Grolier, 52 ans, secrétaire général de FO Fonction publique, décrit par certaines sources internes comme proche du courant trotskiste au sein de FO, et Yves Veyrier, 60 ans, un membre du bureau confédéral et proche du prédécesseur de Pascal Pavageau, Jean-Claude Mailly.

Une première dans l'histoire de Force ouvrière

Les cadres de FO avaient jusqu'à mardi 6 novembre pour se porter candidats à la tête du troisième syndicat français, sans numéro un depuis la démission de Pascal Pavageau le 17 octobre, moins de six mois après son élection, à la suite de la révélation de l'existence d'un fichier controversé sur ses dirigeants, réalisé par des proches de Pascal Pavageau.

Dans ce fichier, révélé le 10 octobre par Le Canard enchaîné, des cadres de FO étaient affublés de qualificatifs comme "niais", "franc-maçon" ou encore "trop intelligent pour entrer au bureau confédéral". La direction de FO a décidé la semaine dernière de porter plainte pour "constitution de fichier".

Depuis la démission de Pascal Pavageau, le Bureau confédéral, composé d'une dizaine de membres, dirige la confédération. L'élection du nouveau secrétaire général de FO est prévue lors de la prochaine réunion du comité confédéral national, le "parlement" du syndicat, le 21 novembre.

Dans l'histoire de FO, qui vient de fêter ses 70 ans, il y a rarement eu plus d'un candidat à la tête du syndicat, mais ils n'ont jamais été plus de deux. En 1989, Marc Blondel (numéro un de FO de 1989 à 2014) l'avait emporté devant Claude Pitous à une courte majorité. Quinze ans plus tard, Jean-Claude Mailly avait également eu un challenger en la personne de Jean-Claude Mallet, qui avait finalement renoncé à se présenter à la dernière minute. Le HuffPost 06.11

- Force ouvrière fait les frais de ses notes - Libération 12 novembre 2018

«Le Parisien» a révélé lundi que certains dirigeants et cadres du syndicat ont dépensé de grosses sommes en hôtels, loyers et avions, tout en touchant d'importants salaires et primes.

Les affaires ne s'arrangent pas pour Force ouvrière. Le syndicat, qui doit élire son nouveau secrétaire confédéral le 21 novembre après la démission de Pascal Pavageau fin octobre, a subi 635 182 euros de pertes en 2017, a révélé lundi le Parisien. Et ce, alors que la confédération avait enregistré un excédent de 1,1 million d'euros en 2016, selon ses comptes certifiés… Dans ce contexte de turbulences au sommet, le quotidien révèle notamment que certains cadres de FO ont eu recours à des notes de frais dispendieuses au cours des dernières années. L'an passé, les treize membres du bureau confédéral du syndicat ont dépensé, à eux seuls, pour 388 000 euros de frais professionnels en 2017. Soit 29 898 euros en moyenne par tête… Ce qui fait relativement désordre au moment où les comptes de la centrale sont dans le rouge.

Facture. Ici, une cadre qui, en 2015, a présenté une ardoise de 60 440 euros pour un an, dont la moitié dépensée en billets d'avion Air France. Là, huit membres du bureau qui, n'habitant pas Paris, se sont fait rembourser jusqu'à 1 800 euros de loyers par mois dans la capitale. D'autres ont été plus dépensiers en hôtels, louant notamment des chambres dans un deux-étoiles situé à deux pas du siège de FO, le Transcontinental. En 2015, un secrétaire fédéral y a dépensé 7 570 euros.

Parmi les plus dépensiers : Pascal Pavageau lui-même. Il totaliserait, selon les chiffres donnés par le quotidien, 50 836,05 euros de frais en 2017, contre près de 50 000 en 2016 et 33 800 en 2015. Dont quelque 12 000 euros dépensés en loyer. «En 2014-2015 on avait décidé de louer un studio plutôt que de réserver une chambre d'hôtel. Ça revenait moins cher. Donc, on louait un studio à 1 000 euros, ce qui correspond aux frais, se défend un proche du secrétaire démissionnaire. Il faut distinguer les notes de frais de ceux qui sont en campagne des autres, ceux qui restent à leurs bureaux.»

De son côté, Jean-Claude Mailly, son prédécesseur, a présenté une facture de 34 000 euros en 2017, contre 32 000 pour l'année 2016 et 35 000 euros en 2015. Mais l'ancien secrétaire confédéral, en poste jusqu'en avril dernier, aurait surtout touché un salaire de 100 334 euros bruts pour l'ensemble de 2017, soit plus de 8 360 euros bruts par mois. Mailly a également bénéficié d'une copieuse prime de départ à la retraite de 22 792 euros. Quant aux autres dirigeants, ils ont été rémunérés jusqu'à 86 000 euros annuels, primes comprises. Les autres cadres de FO ont aussi fait gonfler la note : cinq d'entre eux ont, en 2017, perçu, hors primes, près de 63 000 euros de salaire brut annuel, soit environ 80 000 avec les primes.

«Ça illustre bien qu'il n'y avait aucune règle sur les notes de frais, constate une source proche de Pascal Pavageau.

Certains voyageaient avec Air France, alors que pour un trajet équivalent il y avait des compagnies moins chères. D'autres voyageaient systématiquement en première classe lorsqu'ils prenaient le train. Mais là où l'écart se creuse surtout, c'est sur les dépenses quotidiennes. Sur les restaurants, par exemple, il y avait des abus. Quant aux salaires, ils étaient soumis à un accord valant convention collective. Et la règle sur l'ancienneté était très favorable à quelques salariés.» Cette même source assure que Pascal Pavageau, conscient de ces excès, avait prévu un «audit interne» des comptes, avant qu'il ne soit poussé à démissionner pour avoir constitué un fichier répertoriant les cadres du syndicat.

«Farfelu». Ce que le démissionnaire n'avait d'ailleurs pas manqué de rappeler dans sa lettre de démission, le 17 octobre. «C'est la première chose que vous avez cherché à m'imposer d'arrêter», écrivait-il, alors, laissant entendre que ce contrôle pouvait être source de craintes pour certains. Depuis, cet audit externe a été remplacé par un «état financier» réalisé en interne, sur décision du trésorier. Un changement qui n'a pas manqué d'alimenter de nombreuses rumeurs au siège de la Confédération, notamment sur la répartition des enveloppes financières entre les différentes fédérations et structures du syndicat.

«Ce n'est pas la réalité de la pratique», a réagi un membre de la direction interrogé par l'AFP à propos de ces notes de frais. «Il y a énormément de choses farfelues», a assuré un autre, avant de se refuser à tout commentaire. Il faut dire qu'après les révélations sur le «fichage» des cadres, cette nouvelle information - boule puante, dirons certains - tombe mal, à quelques jours des élections professionnelles pour les fonctionnaires. Or, «un des grands lieux d'implantation de FO, c'est la fonction publique», note Guy Groux, directeur de recherche associé au Cevipof. Avec des répercussions possibles dans les urnes ? «Sur place, les salariés ne confondent pas forcément leurs délégués syndicaux avec les têtes du syndicat. Il y a une logique de vote de proximité, on vote pour celui qui fait bien son boulot d'élu, observe le sociologue. Si FO peut conserver ses électeurs les plus fidèles, cela risque en revanche de neutraliser sa capacité à élargir son électorat.»

«Pour le syndicalisme c'est jamais bon qu'une organisation syndicale s'enfonce dans la crise avec un déballage comme celui auquel on assiste aujourd'hui», a commenté Laurent Berger, le numéro 1 de la CFDT. Tout en assurant que son syndicat a, de son côté, «des comptes certifiés», «mesurables», avec «des règles en termes de note de frais».

Même discours du côté de la ministre du Travail Muriel Pénicaud : «Il est important de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain et confondre tout le mouvement syndical avec quelques dérives éventuelles.» Libération 12 novembre 2018

Surtout quand ensuite l'Etat ou le patronat les recyclent, on comprend !

Ben voilà, vous voyez, j'ai raté ma vocation et je me retrouve avec une retraite de 430 euros ! Je déconne, je ne les envie pas, bien au contraire.

Haut de page

Le 24 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rectifié une erreur de formatage de la causerie d'octobre en pdf.

Cette causerie est consacrée à la journée d'action du 17 novembre et des jours suivants.

Elle aurait dû être publiée depuis plusieurs jours, mais en raison de pluies torrentielles et de longues coupures d'électricité dont une de 36 heures, ce fut impossible. Et puis de nouveaux documents sont apparus sur le Net qu'il a fallu traiter rapidement, dont l'éditorial de la Tribune des travailleurs. Au décomposé qui me harcèle depuis des années, inutile de m'écrire monsieur Coquéma, votre courriel ira rejoindre votre courant politique directement dans la poubelle.

Elle a été réalisée par petits bouts auxquels j'ai dû rajouter une très longue partie hier après-midi, du coup elle est un peu bordélique, mais on peut facilement s'y retrouver.

Les idées de la classe dominante étant manifestement devenues omniprésentes au sein du mouvement ouvrier, plus particulièrement chez ceux qui tiennent en apparence un discours radical, et qui par conséquent s'avèrent être les agents les plus zélés de la pire réaction, les ultra néoconservateurs, on n'a pas cessé de l'illustrer à de multiples occasions dans ces causeries tout au long de ces dernières années, cela étant, je ne doute pas un instant qu'ils ne se donneront pas la peine d'essayer de comprendre ma position et la condamneront sans appel, comme d'habitude, ce qui me laisse par avance totalement indifférent, dès lors qu'ils demeureront incapables de démonter mon argumentation ou de démontrer qu'elle reposait sur des bases erronées.

Il faut qu'ils sachent que contrairement à eux je n'ai pas besoin de prétextes bidons ou de seconde main pour me faire passer pour un militant de gauche ou d'extrême gauche ou encore pour avoir bonne conscience. Je constate, non sans effroi mais sans réelle surprise, que notre interprétation de la situation et du monde est incompatible dans l'état actuel des choses, et que nous ne partageons ni les mêmes principes ni la même conception de la lutte de classe, et que nos intentions ainsi que nos objectifs politiques divergent au point que toute discussion entre nous semble compromise d'avance. A vous de démontrer le contraire, ce que j'accueillerais avec enthousiasme pour n'avoir jamais été animé de mauvaises intentions envers qui que ce soit, bien au contraire.

Mon isolement politique, dont certains se réjouissent et sont assez vils pour me faire savoir, n'a absolument aucune influence sur mon comportement ou mes idées comme vous avez pu le constater, vous admettrez que c'est relativement facile de se corrompre ou de se renier pour se faire des amis en politique, pour rejoindre le panier de crabes des opportunistes en réalité, il témoigne selon moi de l'état de déchéance extrême atteint par le mouvement ouvrier qui a délibérément tourné le dos à la classe ouvrière et au socialisme. Permets-moi de demeurer à ses côtés et de continuer de le défendre quoi qu'il arrive.

Si j'avais un seul conseil à vous donner, aux jeunes militants surtout, c'est de vous méfiez comme de la peste de ceux qui ont failli pendant plus d'un demi-siècle à défendre notre cause et qui nous ont conduits où nous en sommes, et qui osent se poser en donneurs de leçons, vous savez, ceux qui se prétendent vertueux, ce sont les pires démagogues qui soient. J'en ai fait parti hélas autrefois, j'en suis revenu par chance, si ma modeste contribution qui comporte bien des insuffisance, j'en ai parfaitement conscience, peut contribuer à démêler l'extrême confusion dans laquelle s'est embourbée le mouvement ouvrier, elle n'aura pas été inutile.

Il y a une chose que j'ai oublié de préciser dans le résumé de cette causerie que vous lirez plus loin.

En imaginant que nous disposions d'un parti, notre participation à cette mobilisation contre Macron et l'oligarchie, contre le régime, n'avait pas pour objectif de le faire reculer ou abandonner son projet de nouvelles taxes sur les carburants et je ne sais quoi, ni de le chasser du pouvoir, encore moins de renverser la Ve République, mais juste d'aller à la rencontre de milliers et milliers de travailleurs, de prendre de nombreux contacts, de leur proposer notre politique, de leur faire connaître, juste pour qu'ils prennent conscience qu'il existait dans ce pays un courant politique différent des autres qui porte un idéal qu'ils ont tous un jour partagé et qu'il s'agit de faire renaître pour qu'il se réalise un jour.

Ni résignation, ni gauchisme, ni démagogie ou opportunisme dans cette démarche, juste la prise en compte de la situation, juste ce que les travailleurs attendaient ou étaient en droit d'espérer, qu'ils ignoraient parfois, sans les abreuver d'illusions d'aucune sorte, sans leur raconter des histoires, sans faux espoirs, la réalité brute de décoffrage comme dirait un maçon, méthode en tous points fidèle au marxisme ou tout du moins à ma conception du marxisme. Nous nous en tenons aux besoins et aspirations des travailleurs dont la satisfaction ou la réalisation ne peut coïncider qu'avec un changement de régime, la liquidation du capitalisme. Nous ne leur proposons pas de participer aux campagnes identitaires ou aux opérations montées par l'oligarchie ou l'Otan et soutenues par l'UE, car ce n'est pas la réaction qui décide quelle tactique nous devons adoptée ou comment nous devons mener notre lutte de classe, au contraire nous combattons farouchement ces entreprises destinées uniquement à nous diviser, à briser la résistance de la classe ouvrière et des classes moyennes...

Je ne vous propose pas autre chose, je n'ai rien de mieux à vous offrir, désolé. Mais c'est déjà énorme, si partant de cette base parfaitement saine on pouvait recruter un à un des centaines puis des milliers de militants pour construire un véritable parti révolutionnaire, non ?

- Au format pdf (40 pages)

Première partie.

Le 17 novembre fut l'expression de la faillite du mouvement ouvrier pour ne pas dire son enterrement.

Tous ceux qui ont participé ou ont soutenu au cours des dernières décennies (en fait depuis les années 70-80) à toutes les campagnes identitaires initiées ou instrumentalisées par l'oligarchie et ses médias ou toutes les opérations montées par elle (à l'échelle mondiale), dont la dernière en date fut celle parrainée par l'Otan du flot d'esclaves se déversant sur l'Europe, en partagent la responsabilité.

A aucun moment ils n'ont pris conscience de la nature réactionnaire de ces campagnes ou opérations prétendument à caractère progressiste ou humaniste, qui auront été des instruments conçus pour broyer le mouvement ouvrier, achever de le disloquer, le couper de la classe ouvrière et des classes moyennes pour finalement servir uniquement l'agenda de l'oligarchie. Ce sont les mêmes dirigeants, partis ou syndicats qui y ont participé à des degrés divers, qui ont refusé de prendre la direction de la mobilisation du 17 novembre sous le faux prétexte que l'extrême droite y appelait pour sauver les apparences, en vain, chacun sait qu'ils sont tous corrompus.

Bien entendu, l'analyse que je vous propose tranche singulièrement (pour la énième fois) avec celles que j'ai pu lire ailleurs, croyez bien que je n'y suis pour rien, car j'aurais préféré de loin qu'il en fût autrement.

J'en suis même arrivé à me demander comment cela était-il possible que tant d'analyses soient ainsi produites, et que je me retrouve finalement dans aucune d'entre elles, pour y avoir détecté d'énormes lacunes ou contradictions à côté desquelles leurs auteurs étaient passés apparemment, à moins qu'ils ne s'en soucient guère ou qu'ils les entretiennent, parce qu'elles font partie depuis longtemps de leur seconde nature, inavouable bien entendu.

A mon modeste niveau sur le plan politique, je me livre en quelque sorte au même travail que monsieur Meyssan sur le plan géopolitique ; Je rassemble des matériaux éparpillés ici ou là, qui une fois réunis permettent de mieux comprendre un évènement ou la situation, son orientation. Chacun croit posséder la vérité, alors qu'il n'en possède qu'un tout petit bout, c'est là qu'il faut rechercher l'origine de la plupart des polémiques qui animent le mouvement ouvrier et de l'extrême confusion dans laquelle nous baignons.

A cela vient s'ajouter que les dirigeants qui parlent en notre nom n'ont manifestement pas à l'esprit tous les facteurs et rapports qui composent la situation. Ils n'ont pas non plus assimilé suffisamment les enseignements du marxisme ou si peu compte tenu de l'usage médiocre qu'ils en font, du coup, ils ne rivalisent pas en imagination pour faire avancer notre cause, mais uniquement pour mettre en valeur leur indigence ou faillite intellectuelle avec laquelle se confond leur personnalité et leurs intérêts individuels. Il ne leur servirait à rien non plus de prendre le recul parfois nécessaire ou de se laisser le temps pour réfléchir tranquillement à une question particulièrement délicate ou compliquée, puisqu'ils possédaient déjà la réponse avant même qu'elle ne se pose. Quant aux transformations de la société, elles ne peuvent en rien nourrir leur imagination, puisqu'ils s'en servent uniquement pour justifier leur théorie, leur dogme.

J'en suis arrivé à cette conclusion navrante qui quelque part me dépasse, je veux dire par là, de quel droit je me permets de la formuler, sinon qu'apparemment je pense ou je réfléchis davantage que tous ces dirigeants réunis, prétention qui me choque terriblement, mais que voulez-vous que je vous dise.

Remarquez bien que je n'ai fait que les écouter ou les lire ou observer leur comportement, prendre connaissance de leurs positions, je n'ai même pas cherché à les interpréter ou seulement après coup pour les caractériser car c'est indispensable. Il suffisait simplement d'énoncer leurs prises de position sur une multitude de sujets au fil du temps, disons depuis les années 40, de suivre les rapports qu'ils avaient tissés avec tel ou tel facteur politique, pour comprendre que leur orientation politique ne correspondait pas du tout à l'objectif pour lequel ils prétendaient combattre.

J'en suis arrivé à la conviction que de jeunes militants ouvriers sincères et honnêtes, ils sont tous devenus au fil du temps et plus ou moins rapidement, ce qui signifie qu'ils en avaient parfaitement pris conscience, des imposteurs, des ennemis de notre cause et non pas seulement des adversaires, car on combat loyalement un adversaire, pas un ennemi contre lequel tous les coups sont permis, or c'est exactement ce qu'ils ont fait pour éliminer les dirigeants, cadres ou militants qui se dressaient sur leur chemin, on regorge de témoignages accablants qui le prouvent. Il n'est pas étonnant que les militants se réclamant du trotskysme se comportent de cette manière avec moi et j'imagine tous les militants qui ne partagent pas leurs idées foireuses ou nauséabondes.

Malheureusement je dispose de peu de documents pour mener à bien mon travail d'analyse, je fais donc avec ce que je trouve sur le Net. Je ne me focalise pas sur un évènement en particulier pour tirer des conclusions, non, ma méthode consiste à observer quelle attitude ont adopté les uns et les autres au cours d'une multitude d'évènements couvrant une période d'un demi-siècle ou davantage, ce qui permet de suivre leur évolution, mais surtout de faire ressortir les aspects communs ou permanents, les liens qui s'en dégageaient, qui traduisaient ou trahissaient la nature de leurs véritables intentions ou d'en cerner la signification politique.

Pour aborder cette journée du 17 novembre, nous allons partir des faits, de leurs déclarations, celles dont j'ai eu connaissance. Ils ont tous déserté à cette occasion, on est bien d'accord, aucun n'a voulu se mouiller, tout au plus certains l'ont soutenu du bout des lèvres du haut de leur suffisance, d'autres y ont participé discrètement, hypocritement serait-il plus juste de dire.

Tous ont laissé ces centaines de milliers de travailleurs et jeunes face aux force de l'ordre qui avaient ordre de réprimer brutalement toute tentative de blocage, face aux éléments d'extrême gauche, face à des provocateurs, bref, le mouvement ouvrier dans sa totalité a été en dessous de tout, ce qui confirme au passage l'analyse qu'on en a déjà fait. Nos dirigeants sont responsables des graves incidents qui ont eu lieu, des morts et des centaines de blessés.

Tout avait été programmé dès le premier jour pour que les choses se déroulent ainsi, et ils ont laissé faire, voilà la vérité. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on les épargne, qu'on leur trouve des circonstances atténuantes, il n'en existe pas, ils ont montré à l'ensemble des travailleurs et des militants leur véritable nature contre-révolutionnaire. Nous y reviendrons en détail plus loin.

Soyez intègre, mais pas intégriste !

Apparemment c'est beaucoup trop demander, de ne pas verser dans le sectarisme, l'opportunisme ou le gauchisme, les uns et les autre viennent d'en faire une démonstration magistrale le 17 novembre, on leur dit bravo et merci, si, si sincèrement, et vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

La manière dont cette journée a été traitée avant et après est un modèle du genre ô combien révélateur du rôle joué par les médias et le mouvement ouvrier.

Les médias dominants se sont partagés les rôles comme d'habitude, entre ceux qui condamnaient cet appel et ceux qui devaient afficher hypocritement leur neutralité, mais qui en réalité allèrent beaucoup plus loin en portant littéralement cet appel à manifester contre Macron, ce qui aurait dû alerter tout militant ayant développé un minimum d'esprit critique, en vain.

Sans chercher à savoir à ce stade qui se trouvait derrière cet appel, je me suis naturellement demandé pourquoi les médias s'employaient-ils à le populariser. Curieusement on aurait dit qu'ils voulaient à tous prix le faire connaître jusque dans les bourgs les plus reculés du pays, là où il n'arriverait jamais. Voilà comment un appel qui était destiné à demeurer ignoré de l'immense majorité de la population, allait soudainement se transformer en un appel national à manifester contre Macron par la grâce des médias qui l'avait porté au pouvoir et le soutenait quotidiennement, incroyable, n'est-ce pas ?

A partir de là devaient surgir une multitude de questions, sauf chez les crétins de gauchistes qui se jetteront avidement dans ce piège tendu par nos ennemis, qui comme d'habitude oublieront de conserver à l'esprit le fil du déroulement des évènements, sans lequel on ne pouvait pas comprendre ce qui se tramait ou pourquoi les médias faisaient complaisamment la promotion de cet appel, quant aux sectaires et aux opportunistes au sein du mouvement ouvrier, ils le saisiront en cours de route, comme d'habitude aussi, et en arriveront à des conclusions opposées toutes aussi erronées.

L'engouement des médias pour un appel à manifester contre Macron était plus que douteux, c'est un euphémisme, en réalité et venons-en à leurs réelles motivations, ils savaient que son contenu pouvait brasser une population très large allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, et qu'ils pourraient l'instrumentaliser utilement en recourant à l'amalgame scélérat rouge-brun qui desservirait à la fois RN et LFI au profit de LREM. Ils pouvaient d'autant plus s'en servir ouvertement, qu'ils savaient à quel point le mouvement ouvrier était corrompu ou que la faillite, l'incurie politique de ses dirigeants les rendrait inapte à adopter une position correcte et à prendre la direction de cette mobilisation qu'ils bouderaient ou qu'ils condamneraient, ce qui se passa effectivement, ce qui les éloignerait un peu plus des masses qui se sentaient concernés par cet appel, au final cette opération fut un succès total, et dans la foulée le Premier ministre annonça qu'il ne cèderait rien, normal.

Il faut préciser ici, que nous n'aurions pas pu venir à bout de notre analyse si nous n'avions pas caractérisé les médias d'ennemis irréductibles de la classe ouvrière, de la démocratie, du socialisme, si nous n'étions parvenus à la conclusion qu'ils étaient exclusivement au service de la gouvernance mondiale.

La même précision vaut pour les différents acteurs politiques ou l'ensemble des représentations incarnant les intérêts de l'oligarchie. La totalité des partis dits ouvriers refusant de partager cette analyse ou cette conclusion, vous comprendrez pourquoi ils en arrivent à favoriser les plans de nos ennemis ou pire encore. Non, je suis désolé de vous le dire, il n'existe pas de demi-mesure en la matière, de nuance, de compromis possible, il n'y a absolument rien à négocier, rien à retrancher, rien à ajouter, les médias, Macron, les institutions, l'oligarchie sont ainsi, je n'y peux rien et vous non plus, alors vaut mieux l'admettre ou partir de ce constat pour les combattre plutôt que le nier et dépenser son énergie en pure perte.

Chacun sachant à quoi s'en tenir en tirera librement les conclusions qu'il voudra. L'objet de ma contribution politique n'a jamais été de convaincre quiconque de se rallier à mes conclusions, bien au contraire, il revient à chacun d'analyser honnêtement les différents facteurs et rapports qui sont portés à sa connaissance et qui composent la situation, c'est tout. Tout me porte à croire que nous ne partageons pas les mêmes conclusions.

En aparté, à propos des intellectuels les plus brillants de notre époque qui existent dans de très nombreux pays.

J'ai constaté qu'un certain nombre se réclamaient du marxisme ou ne rejetaient pas le marxisme, ils y font souvent référence dans leurs articles. J'ignore précisément ce qu'il leur a apporté, toujours est-il qu'aucun ne reprend à son compte les conclusions de Marx et Engels, dont celle pratique figurant dans le Manifeste du parti communiste d'organiser les masses dans un parti ouvrier pour renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique pour mettre fin au capitalisme, puisqu'aucun de ces intellectuels n'a emprunté cette voie, ce qui les condamne à errer indéfiniment d'illusion en illusion, sans qu'ils s'en aperçoivent apparemment. Bien que je ne sois pas sûr qu'ils ne s'en rendent pas compte eux-mêmes, puisque cela les amène à renier certains de leur principes ou à se contredire de plus en plus souvent et ouvertement, au point qu'ils se discréditent eux-mêmes auprès de leurs lecteurs ou sympathisants. C'est dommage parce qu'ils appartiennent à cet espèce d'intellectuels sincères et de grande valeur dont nous avons tant besoin pour fonder le parti qui nous fait tant défaut de nos jours.

Pour expliquer leur défaillance, j'en suis arrivé à la conclusion que leur statut social pouvait constituer un obstacle à leur engagement politique au côté des masses, parce qu'ils n'ont pas suffisamment étudié le développement du capitalisme, des forces productives, comment s'étaient développés le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme auquel est lié la nature humaine depuis son origine ainsi que son évolution. Car il faut bien comprendre que l'ensemble de ces facteurs étant liés, la moindre faille dans la compréhension de leurs rapports peut se traduire par une suite de confusions sans fin dans l'un ou l'autre ou plusieurs de ces facteurs, de sorte que la perspective historique qui se dégage de leur développement ne leur apparaîtra pas ou demeurera incompréhensible, du coup ils seront portés à privilégier l'idée dominante selon laquelle il n'existe pas d'autre voie que celle du capitalisme, de l'exploitation, du règne de la nécessité considérant toute autre voie comme utopique ou irréalisable, qu'ils en conviennent ou non importe peu.

Et bien je pense que la plupart des militants du mouvement ouvrier en sont au même point. Ils sont honnêtes et sincères évidemment, mais ils doivent faire face à un obstacle supplémentaire dans la mesure où ils n'ont pas forcément développé leurs facultés intellectuels ou ils ne possèdent pas les connaissances indispensables pour comprendre les tenants et les aboutissants du processus dialectique matérialiste et historique inconscient pour finalement adopter le marxisme ou le socialisme, les enseignements de la lutte de classe du passé, dont le parti (et l'internationale) est un des éléments déterminant, sans lequel le socialisme demeurera une utopie, d'où quand on s'en écarte un tant soit peu, cela nous conduit à toute sorte d'accommodations avec le capitalisme et ses représentants, ce qui est inévitable. C'est dans ce sens-là que je disais plus haut que les conclusions auxquelles nous sommes parvenues sont non négociables, et non pour tenter d'imposer quoi que ce soit aux lecteurs, s'il vous plaît, je vous en prie, n'allez pas imaginer un instant que je serais capable d'une telle bassesse.

Revenons à notre sujet.

Quant aux enseignements qu'on peut en tirer, ils sont multiples.

Comme lors de toutes les campagnes à caractère identitaire ou communautariste qui ont vue le jour ces dernières années, ou encore toutes les opérations de manipulation des masses sur le plan politique qui ont eu lieu, un inconnu (ou présenté comme tel) lance un appel sur un réseau numérique (Irak, Libye, Egypte, Syrie, Tunisie, Etats-Unis, etc.), les idéologues de l'oligarchie (Fed, Otan, Pentagone,) s'en saisissent et décident de l'instrumentaliser au niveau national (ou mondial) à l'aide de leurs médias, en y mêlant leurs officines (NED/CIA, ONG, instituts, fondations, think tanks, etc.) ainsi que les masses et leurs représentants officiels (de droite comme de gauche) qui leur serviront de caution, à des fins politiques (inavouables) pour atteindre un objectif politique à court terme qu'ils ne parvenaient pas à atteindre par d'autres voies parfois depuis des années, et qui s'inscrit dans le cadre de leur stratégie politique globale définie de longue date, dont les masses doivent absolument ignorer le contenu.

Voilà comment cette machination opère avec le succès que l'on sait dans la plupart des cas, à l'exception de la Syrie.

En toile de fond, c'est bien la dégénérescence totale du mouvement ouvrier qui participe à ce complot politique contre les masses et l'absence d'une nouvelle direction qui sont à l'origine d'un tel succès de nos ennemis. On peut même affirmer que si nous ne parvenons pas à refonder le mouvement ouvrier sur la base d'une indépendance de classe stricte, notre combat est désespérément perdu d'avance, on ne doit avoir aucune illusion sur cette question déterminante.

Ce 17 novembre 2018 a eu lieu parce que le mouvement ouvrier est sans direction, il est livré à lui-même, donc au pires compromissions, malgré les bonnes intentions de la plupart des militants qui finalement ne comprennent pus rien à la situation après avoir été induits en erreur par leurs dirigeants traîtres, corrompus ou faillis.

On a même vu des partis comme par exemple le POID reprendre les arguments des médias les plus réactionnaires pour justifier leur refus de participer à cette journée de mobilisation contre Macron. A une autre époque, ils évoquaient à juste titre la nécessité de se battre pour prendre la direction des masses, manifestement depuis ils ont abandonné cet objectif, car quand les masses manifestent, ils sont aux abonnés absents, sous prétexte que des éléments d'extrême droite y participeraient, comme si dans chaque manifestation à caractère sociale ou politique des travailleurs sensibles à certains arguments de l'extrême droite n'y participaient pas, voilà où va se nicher le pire opportunisme ou sectarisme qui refait surface parce qu'ils ne l'ont jamais abandonné.

Aucun parti dit ouvrier n'avait appelé à descendre dans la rue le 17 novembre, sachant que l'extrême droite et ses alliés souverainiste et nationaliste s'y étaient associés et comptaient en tirer profit, cela signifie que délibérément ils ont décidé de laisser les masses au contact de l'extrême droite au lieu de leur ravir cette prétention et de défendre leur propre politique. Apparemment LFI, LO et le NPA ont soutenu du bout des lèvres cette journée de mobilisation, j'ignore quelles furent les positions adoptées par les autres partis.

Si nous avions eu un parti ouvrier révolutionnaire, nous aurions appelé à y participer, nous l'aurions préparée sérieusement, nous en aurions profité pour distribuer des centaines de milliers de tracts et discuter, prendre des contacts avec des centaines ou des milliers de travailleurs...

Autres enseignements et conséquences de l'attitude hostile du mouvement ouvrier à cette journée de mobilisation contre Macron.

Elle prend au fil des jours une tournure de plus en plus violente et désespérée faisant deux morts et de nombreux blessés inutiles qui auraient pu être évités si les syndicats et la partis ouvrier avaient joué leur rôle ou assumer leurs responsabilités au côté des travailleurs, car habituellement il est rare qu'une mobilisation atteigne un tel bilan, ces morts et blessés seront versés à leur déjà épouvantable bilan.

Il était parfaitement prévisible depuis le début, qu'en l'absence de tout cadre organisationnel ou tout service d'ordre, des éléments radicaux (ou des provocateurs infiltrés) en tous genres allaient en profiter pour s'exprimer violemment, ce qui aurait pour conséquence de donner une image détestable de cette mobilisation légitime qui serait exploitée par la suite par les médias pour le compte de Macron et son gouvernement. C'était le meilleur moyen pour dresser les uns contre les autres les travailleurs issus de différentes couches de la classe ouvrière ou des classes moyennes. Que des incidents se produisent, c'était quasiment inévitable, mais pas à ce niveau-là. Le manque d'organisation à la base profite donc à Macron, pour tenter de se refaire une légitimité usurpée depuis l'annonce de sa candidature à l'Elysée, sur ces morts et ces centaines de blessés à mettre au compte de ceux qui ont déserté leurs responsabilités ou trahi leur mandat, la cause qu'ils prétendent défendre.

Nos détracteurs qui nous traitent en ennemi ne sont pas à une incohérence ou à une contradiction près.

Ce qui est extraordinaire et révélateur répétons-le, c'est qu'ils n'hésitent pas à soutenir toutes les opérations orchestrées par l'Otan ou pilotées par les ultra néoconservateurs, dont celle des migrants vers l'Europe ou les Etats-Unis, mais quand c'est un simple camionneur qui en prend l'initiative en lançant un appel sur Facebook, il ne méritait que leur mépris, à croire qu'ils n'ont

d'yeux que pour les puissants du vieux monde..

Au passage vous aurez également constaté que tous ces partis avaient justifié leur participation à toutes les élections depuis 1958 sous prétexte qu'elles devaient les aider à les faire connaître des travailleurs, et quand l'occasion leur en est fournie, ils s'abstiennent d'en profiter, ce qui montre bien que les objectifs qu'ils affichent ne correspondent pas à leurs véritables intentions, en réalité, dès qu'il s'agit d'affronter le régime, ils disparaissent ! Tous leurs arguments sont frauduleux. A les entendre ils seraient les champions de l'unité et de l'organisation des masses, ils osent justifier leur politique en prétendant qu'elle aurait été inspirée par les masses pour ne pas se couper des masses, et voilà qu'ils viennent juste de démontrer le contraire.

Quant à ceux qui ont participé à cette journée, en matière d'opportunisme gauchiste ils ne sont pas en reste, car à les entendre elle aurait été un énorme succès, discours qu'ont également tenu l'AFP, Le Parisien, Libération, Le Huffington Post, notamment. Tu parles, elle a mobilisé à peine quelques centaines de milliers de travailleurs, à mon avis plus près de 400 ou 500.000 que les 285.000 du ministère de l'Intérieur, toujours est-il, cela ne représente pas plus d'1 ou 2% des travailleurs et jeunes concernés par la politique ultra réactionnaire de Macron.

Ceux qui ont estimé qu'ils ne devaient ni y appeler ni y participer, en appellent aux syndicats corrompus jusqu'à la moelle que l'immense majorité des travailleurs rejettent également, si on exclut les syndicats jaunes et associés, ils ne représentent pas plus de 2% ou 3 des travailleurs (actifs et retraités) et jeunes, à LFI, au PCF qui s'apprêtent à participer à l'élection de l'institution européenne de la gouvernance mondiale ou le Parlement européen, qui soutiennent à bout de bras le régime ! On est en droit, me semble-t-il, de leur demander pendant combien de temps ils vont encore continuer à se foutre de nous, non, vous ne pensez pas que ce serait légitime de poser cette question à tous ceux qui parlent en notre nom.

En guise de complément. Le brouillon que j'avais écrit deux jours plus tôt. Je n'ai plus le temps de tout réécrire.

Quand les trotskystes sont indéfendables.

POID (Blog) - Le 17 novembre ? Un rassemblement de la plus grande confusion où se mêlent Rassemblement national de Marine Le Pen, Dupont-Aignan de Debout-La France, Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise, le PS, les républicains de Laurent Wauquiez. Il appartient au mouvement ouvrier, en particulier aux organisations syndicales ouvrières, de prendre leur responsabilité pour mobiliser contre le blocage des salaires, pour le blocage des prix, pour la défense des retraites par répartition, pour le retrait du projet Macron-Philippe de contre-réforme des retraites.

Les syndicats ouvriers ? Lesquels ? La CGT, FO et SUD, ils doivent représenter la moitié de la totalité des syndiqués qui représentent quoi 8 à 8,5% des salariés, soit 1,3 à 1,5 million de syndiqués, parmi lesquels au moins le moitié n'ont jamais participé à une réunion syndicale, soit 600 à 700.000 syndiqués sur quelque 30 millions d'actifs et 14 millions de retraités, soit 2% en étant généreux. Ils ont appelé à voter Macron, ils n'appelleront jamais à bloquer l'économie du pays, et tous les prétextes seront bons, Martinez vient de l'illustrer.

POID (Facebook) - 17 novembre 2018 – Martinez, secrétaire général de la CGT, réclame au gouvernement une hausse du Smic pour calmer la grogne « légitime » des manifestants contre la hausse des taxes sur les carburants, réitérant son opposition à participer à la mobilisation du jour à cause de la présence de l’extrême droite.

Les travailleurs n'en ont rien à foutre des manoeuvres d'appareil de monsieur Martinez de l'extrême droite ou encore du POID, ils sont prêts à saisir n'importe quelle occasion pour se mobiliser contre Macron, mais pas ceux qui sont censés les représenter et que personne n'écoute d'ailleurs, ceci explique cela.

Martinez en apôtre de la paix sociale qui veut "calmer la grogne", Macron aussi, c'était le suppositoire anesthésiant du 17 novembre 2018 offert par les appareils de la CGT et du POID !

En Inde où comme en France le mouvement ouvrier est incapable de mobiliser les masses, quand il y a une grève générale de 24h contre la hausse des prix de l'essence, ce sont tous les partis de l'opposition parlementaire et les syndicats ouvriers et patronaux qui y appellent, et quand la majorité parlementaire a changé suite à des élections législatives, ce sont les partis qui étaient précédemment au gouvernement et qui avaient augmenté le prix de l'essence qui prennent la direction de la grève !

Vous allez penser que c'est une farce, non, je ne plaisante pas du tout. Sinon il n'y a pas de grève, c'est à prendre ou à laisser. Alors que font les travailleurs ? Ils la soutiennent évidemment, passivement, de toutes manières ils n'ont pas le choix, les boîtes sont fermées ce jour-là, c'est le patronat qui prend l'initiative, en dehors de la fonction publique et les grandes entreprises, il n'y a pas de syndicats en Inde. ils restent chez eux, et seule une infime minorité participent à des mobilisations locales, en gros c'est dimanche ! Cela peut vous étonner que j'aborde ce sujet avec une telle légèreté, je ne vais pas pleurer, je ne fais que traduire l'état d'esprit des travailleurs indiens, c'est tout. Je suis aussi impuissant qu'eux à influer sur le cours des choses.

Pour revenir sur le 17 novembre.

Cette journée de mobilisation des masses contre Macron et son gouvernement pose de nombreuses questions qui vont alimenter les discussions au sein et autour du mouvement ouvrier et participer à la maturation de la conscience politique de la classe ouvrière, de la jeunesse et de pans entiers des classes moyennes.

On peut observer que la mobilisation a été relativement faible, même très faible, même si le taux de participation a dû être environ le double de celui annoncé par le ministère de l'Intérieur, il n'en demeure pas moins qu'on n'a pas assisté à un ras de marée. Cela peut s'expliquer du fait que la plupart des dirigeants du mouvement ouvrier avaient démissionné en annonçant qu'ils ne reprendraient pas à leur compte cet appel, certains même le condamnant. Donc aucun parti ou syndicat n'y a appelé, ce qui n'a pas empêché des centaines de milliers de travailleurs de passer outre.

Les travailleurs qui étaient les plus déterminés à se mobiliser malgré tout contre Macron se sont retrouvés sans organisation ou direction pour préparer et mener à bien cette tâche comportant de nombreux risques, ils furent condamnés à improviser tant bien que mal au fur et à mesure que se déroulait cette mobilisation, ce qui ne permit pas de la coordonner au niveau nationale, ni d'en tirer des enseignements politiques ni de définir la suite à y donner, hormis lancer un nouvel appel pour le 24 novembre...

Si nous avions eu un parti ouvrier, nous aurions appelé à y participer, puisqu'il était entendu que l'immense majorité des travailleurs pour ne pas dire tous soutenaient ce appel. Oui, aussi surprenant que cela puisse paraître, on se serait placé au côté des travailleurs au lieu de nous soucier de faire baisser la "grogne" des travailleurs, on a les préoccupations qu'on peut que voulez-vous, qui au passage révèlent les intentions des uns et des autres. On aurait participé à cette mobilisation, et on en aurait profité pour distribuer des centaines de milliers de tracts en proposant notre journal, cela aurait été une excellente journée assurément. Vous comprendrez mieux pourquoi on se demande parfois s'il existe encore des partis ouvriers en France (comme en Inde et ailleurs), parfois on a un doute !

Et puis, il y avait autre chose d'intéressant dans cette mobilisation initiée sur les réseaux numériques si j'ai bien compris. A l'issue de cette journée que faire, avant on pouvait même se demander comment allait se passer cette journée étant donné qu'elle n'avait pas vraiment de direction, cela mettait en lumière que sans organisation ou parti toute mobilisation serait sans lendemain ou ne servirait pratiquement à rien, donc cela posait directement à chaque travailleur la question de s'organiser. C'est marrant que ceux qui se destinent d'organiser les travailleurs n'y aient pas pensé, non, c'est normal.

Dans les jours qui ont précédé le 17 novembre ainsi qu'après, les médias en ont rendu compte diversement, relayant largement et gracieusement cet appel pour le faire connaître dans toute la France, aussi sommes-nous en droit de nous demander pourquoi, sans doute espéraient-ils ainsi dissuader la population d'y participer en exprimant leur crainte que la situation dégénère, autrement dit, d'un côté ils incitaient la population à y participer et de l'autre ils l'effrayaient pour qu'elle n'y participe pas, c'était à croire qu'un affreux doute les tiraillait sur leur capacité à

POID - Quand le rouge devient la couleur de la honte.

- Rouge est le drapeau des travailleurs par Daniel Gluckstein - Tribune des travailleurs - POID 22 novembre 2018

« Quelle que soit l'ampleur de la mobilisation », le 17 novembre « risque d'être marqué par une grande équivoque », écrivions-nous dans ces colonnes, à la veille de la journée de blocage des « gilets jaunes ». Les faits rapportés dans ce numéro de La Tribune des travailleurs confirment amplement ce pronostic.

(Après avoir fait preuve d'une telle audace ("Quelle que soit", "risque"), le voilà qui se félicite de son "pronostic" ! Quelle modestie, où va se nicher l'opportunisme débridé ! Et cela va être ainsi de la première à la dernière ligne, pour ne pas s'en apercevoir il faudrait être d'une mauvaise foi sans fond ou faire preuve d'une malhonnêteté intellectuelle incurable. - LVOG)

Certes, les slogans du type « Macron démission ! » reflètent un rejet sans précédent, dans toutes les couches de la population (Plus loin il fustigera ceux qui font référence non pas à "la population", mais au "peuple", terme générique qui revient pratiquement au même vous l'admettrez d'autant plus que ce mouvement était appelé à être populaire, c'est Gluckstein lui-même qui vient de l'affirmer, mais il l'a déjà oublié, ce qui signifie que seul monsieur Gluckstein a le droit d'employer certaines expressions ou de leur prêter un signifiant qui variera en fonction de son humeur quand il se retrouvera à court d'arguments pour justifier sa position. Cela vous donne une idée assez précise de la conception de la liberté d'expression ou de pensée de cet autocrate-Bonaparte ! - LVOG) du président-Bonaparte tombé de son perchoir, rejet qui avait déjà perturbé chaque étape de son « itinérance mémorielle » dans l'est et le nord de la France, au début du mois. Certes, parmi les manifestants, toutes les couches sociales étaient représentées, y compris des travailleurs, des chômeurs, des jeunes saisissant l'occasion d'exprimer leur rage contre le gouvernement.

(Il a omis de citer les petits patrons, les agriculteurs, les éleveurs, les artisans, les commerçants, les classes moyennes, après n'avoir pas cessé de lorgner sur eux avec monsieur Schivardi. Notez bien que ce n'est pas un reproche de notre part, juste une mise au point qui confirme ce que j'ai déjà dénoncé dans le premier paragraphe, et ce n'est pas fini. - LVOG)

Tout cela est vrai. Mais peut-on s'en tenir là comme le font partis et organisations de « gauche » et « d'extrême gauche » qui saluent le « succès du 17 novembre », les unes avec un enthousiasme délirant pour un mouvement dont elles disputent le leadership au Front national, les autres avec un engouement plus modéré mais réel ?

(S'il a raison de dénoncer l'"enthousiasme délirant " des partis et organisations de « gauche » et « d'extrême gauche » compte tenu que cette journée d'action a plutôt été un échec, en revanche on voudrait bien qu'il nous explique pourquoi dès lors que cet appel a été lancé au départ en direction des couches des classes moyennes qui sont les plus durement frappées par la politique de Macron et ne soutiennent pas LREM, pourquoi l'extrême droite devrait-elle forcément prendre la direction de ce mouvement qui n'a été organisé par aucun parti politique, pourquoi ces couches des classes moyennes qui s'opposent à Macron devraient-elles fatalement basculer vers l'extrême droite, alors qu'elles auraient tout intérêt à se tourner vers la classe ouvrière et ses représentants, à s'allier avec eux, à unir leur force contre Macron et le régime. En conclusion, si on suit son raisonnement et il va le confirmer par la suite, toutes les couches des classes moyennes sont destinées à rejoindre l'extrême droite. Etrange, vous ne trouvez pas. Je crois que j'ai trouvé une explication qui pourrait justifier cette position gauchiste qui ne sert qu'à camoufler ses véritables intentions.

Il se trouve que, d'une part le mouvement ouvrier à démissionner, à déserter le combat politique, car en réalité absolument aucun parti dit ouvrier n'avait appelé officiellement à participer à cette journée de mobilisation, aucun ne l'avait préparé, certains de leurs dirigeants avaient uniquement signifié qu'ils y participeraient à titre individuel, d'autre part, il aurait fallu affronter des éléments d'extrême droite, ce à quoi aucun n'était préparé ou ne l'avait envisagé, autrement dit, au lieu d'assumer leurs responsabilités ils ont pris le parti de se débiner comme des lâches sous de faux prétextes, de commenter les événements au chaud tranquillement installés dans leur fauteuil de donneurs de leçons, tandis que "des travailleurs, des chômeurs, des jeunes" allaient se retrouver aux prises avec de dangereux éléments radicalisés et incontrôlables, des provocateurs en tous genres ou des membres de l'extrême droite, sans parler des forces de l'ordre remontées à bloc par le ministère de l'Intérieur et prêtes à réprimer violemment tout débordement inévitable. - LVOG

Pour notre part, nous avons – nos lecteurs le savent – un parti pris : aborder toutes les questions non sous l'angle du « peuple » (dont on nous a abreuvés tout le week-end), mais du point de vue des classes sociales et de la lutte qui les oppose.

(Quelles classes sociales ? Ils en existent au moins trois qui sont toutes très hétérogènes par leur composition ou le statut de leurs membres, et seules deux d'entre elles sont réellement indépendantes, celle de la classe ouvrière et celle des capitalistes, celle des classes moyennes oscillant entre les deux en fonction de l'évolution de la situation ou des intérêts de ses différentes couches qui peuvent être opposées... Dès lors la question du sort et des conditions auxquelles devaient faire face les différents pans des classes moyennes dont il était question par cet appel aurait dû être abordée sérieusement. D'autant plus que de larges couches de la classe ouvrière partagent les conditions ou le niveau de vie des classes moyennes, notamment les millions de foyers qui disposent de deux revenus confortables ou largement au-dessus du smic... - LVOG)

Analysons la signification du 17 novembre sous cet angle. Que peut-on dire de la flambée des prix des produits pétroliers, à l'origine de l'opération « gilets jaunes » ?

Pour l'ouvrier ou l'employé dont le salaire est bloqué depuis des années ; pour le retraité dont le gouvernement s'acharne à amputer la maigre pension ; pour le chômeur dont la faible allocation est dans la ligne de mire de la réforme du gouvernement ; pour la mère de famille qui n'arrive pas à joindre les deux bouts, dire « non à l'augmentation des taxes sur les pétroliers », c'est une manière d'exiger plus de pouvoir d'achat des salaires, des pensions, des allocations.

("Maigre pension" pour retraite misérable, "faible allocation" dont la moitié ne bénéficie même pas, "joindre les deux bouts", alors qu'ils se privent sur absolument tout, y compris l'alimentation, le chauffage, etc. on voit que monseigneur Gluckstein n'est pas vraiment familiarisé avec ces couches de la classe ouvrière parmi les plus mal lotis, soit dit en passant, mais ce n'est pas anodin, juste révélateur. En réalisé, où elles en sont rendues, accablées de difficultés en tout genre dont elles sont dans l'impossibilité de se dépêtrer, elles exigeraient plutôt un changement radical de régime ou de société. Demandez-leur et vous serez surpris par leur réponse. Moi, en Inde qui baigne dans ce milieu en permanence, car c'est la même situation qui prévaut dans tous les pays du monde, ce n'est pas le minimum syndical qu'elles exigent, elles ne veulent pas ou plus de la charité, des miettes qu'on leur concède généreusement une fois que toutes les autres classes sont servies, vous comprenez, elles veulent vivre dignement, elles aspirent à un niveau de vie équivalent à celui des classes moyennes. Pour monseigneur Gluckstein, seules les couches de nantis qu'ils côtoient et qu'ils représentent y auraient droit, le capitalisme est ainsi fait, la société aussi et le mouvement ouvrier s'y est adapté, il s'en est accommodé, voilà l'origine de la conception de la lutte de classe qu'on nous impose depuis près de 80 ans, rejetons-la et tournons-nous résolument vers les masses, leurs couches les plus défavorisées. - LVOG)

Mais pour le patron de cette entreprise du bâtiment qui envoie 50 camions à un rendez-vous de blocage le 17 à l'aube (1), pour ces entreprises qui contribuent généreusement à la logistique de l'opération, pour les médias, propriétés de grands groupes capitalistes, qui n'ont cessé d'appeler aux blocages, et même de les coorganiser de fait, dire « non aux taxes » sur le pétrole est un premier pas qui, très vite, s'élargit : non aux taxes en général, non aux impôts, « l'État nous prend tout » pour payer des fonctionnaires fainéants, des chômeurs profiteurs, des services publics inutiles, des retraites scandaleusement élevées, et même pour aider les immigrés qu'« on ferait mieux de renvoyer chez eux ». Et puis, ajoutent les patrons et leurs acolytes tout

de jaunes vêtus, « y a pas que les taxes : il faut payer pour la Sécu, pour les retraites, toutes ces charges sociales qui étouffent nos entreprises et nous empêchent de faire du profit. » Le petit patron qui tient ce langage a-t-il seulement conscience qu'il ne fait que reprendre… le programme de Macron, contre qui, pourtant, il manifeste ?

(Quel parti pris, on est en droit de se poser la question. Il aura suffit que les médias-oligarques rapportent non sans arrière-pensées les diatribes abjectes tenus contre la classe ouvrière par certains patrons parmi les plus réactionnaires , pour que Gluckstein, à qui cela a visiblement échappé, à moins qu'il le feigne, leur attribue indistinctement ainsi qu'à "leurs acolytes tout de jaunes vêtus" parmi lesquels se trouvaient des travailleurs de toutes catégories sociales, qui estiment à juste titre qu'ils cotisent trop pour des droits qui se réduisent toujours plus au fil du temps et qui ont l'impression d'être lésés. Vous aurez constaté qu'il a bien pris soin d'écarter les discours qu'ont dû tenir d'autres petits patrons ou membres des classes moyennes favorables à la classe ouvrière, ou qu'il a pris soin de sélectionner ceux qui lui permettaient de justifier sa position, quitte à falsifier la réalité. Bref, il fallait à tous prix présenter tous les petits patrons, ce qui inclus l'ensemble des classes moyennes ou les membres des professions libérales qui emploient des salariés comme des ordures finis, des fachos, nos ennemis jurés, avec lesquels nous ne devons avoir aucun rapport. On attend avec impatience le prochain éditorial de la Tribune des travailleurs rédigé par monsieur Schivardi, le petit patron ex-candidat à la présidentiel (2007) et secrétaire national du parti de monsieur Gluckstein, à moins qu'il ait été sacrifié à l'occasion de la scission du POI, je n'en sais rien ! - LVOG)

C'est ce discours qui a dominé les blocages ce week-end, généralement porté par des « gilets jaunes » expérimentés et organisés, souvent militants politiques de droite extrême et d'extrême droite venus avec leurs cargaisons de drapeaux tricolores et d'insultes racistes, leurs méthodes de terreur et leur haine de l'ouvrier.

(Gluckstein regarde trop BFMTV apparemment ! Le drapeau ou l'écharpe tricolore qu'arboraient si fièrement les élus du PT, puis du POI, à la tribune de leurs meetings ou en tête de leurs manifestations, vous vous souvenez, n'est-ce pas ? Quand Gluckstein était secrétaire national de ce parti caméléon.

Quant aux "insultes racistes" et aux témoignages de préjugés archaïques, ils fusent et ont toujours fusés au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, qui rappelons-le pour les amnésiques fut pro colonial, raciste et xénophobe sous la IVe République (SFIO-PC) et jusque sous la Ve République, et demeura pro impérialiste jusqu'à nos jours, et la "haine de l'ouvrier", le mépris de la plèbe, des faibles, est profondément ancrée au sein des classes moyennes et des classes supérieures sans qu'elles soient forcément d'extrême droite, à moins de considérer qu'une partie de leurs membres aient déjà rejoint l'extrême droite sans le savoir, thèse que d'ailleurs je défends, dont Macron, les centristes. - LVOG)

Mais l'ouvrier, le chômeur, le retraité, la mère de famille, eux, ont besoin qu'on ouvre des écoles, des hôpitaux, des bureaux de poste et non qu'on les ferme ! Ils ont besoin de leur Sécu, de leurs retraites !

(Le voilà qui maintenant verse dans l'ouvriérisme le plus abject. - LVOG)

C'est là qu'est toute la duperie du 17 novembre. Sous le gilet jaune, l'ouvrier reste un ouvrier, et le patron un patron. Sans parler de ceux dont la chemise brune dépasse sous le gilet jaune (2) !

(Et celui du démagogue, du faussaire, de l'imposteur, du champion du dogmatisme ou de l'amalgame, c'est selon, transpire ici à grosses gouttes. D'un coup tous les patrons, ceux du CAC40 et les petits entrepreneurs, sont mis dans le même sac, lui qui pendant des années avaient tancé les militants qui ne faisaient pas de distinctions entre eux pour en imposer dans son parti jusqu'à en présenter un à l'élection présidentielle ! Lui aussi ils osent tout !

Page Facebook de la Tribune des travailleurs - 16 novembre 2018

- Nouvelle manifestation de plusieurs dizaines d'ambulanciers à Paris revendiquant la suspension d'une réforme du financement des transports sanitaires qui met les petites et moyennes entreprises du secteur « à la merci » des hôpitaux.

Que des "chemises brunes" ces ambulanciers, hier c'était les pécheurs, les vignerons chers à Schivardi, etc. - LVOG)

Qui est responsable de cette extraordinaire confusion ? Le travailleur, le chômeur, le jeune, ainsi entraîné à agir, de fait, contre ses intérêts, aux côtés de ses ennemis de classe ? Non : sont responsables ceux qui ont rendu possible cette situation.

(Confusion dont vous et vos semblables portez l'unique responsabilité. Si les travailleurs sont entraînés à agir contre leurs intérêts, malgré eux ou inconsciemment, c'est uniquement parce que les dirigeants du mouvement ouvrier et plus particulièrement ceux de l'avant-garde ou qui se réclamaient du trotskysme les ont trahis, ont été incapables de définir une théorie ou une stratégie pour regrouper et organiser dans un même parti révolutionnaire les éléments les plus déterminés ou les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes dans la perspective d'un changement de régime et de société, pour le socialisme. Cette confusion est le produit de votre propre faillite politique. Et parce qu'il ne peut pas l'admettre ou pour s'en défendre, il en vient très maladroitement à exposer au grand jour ses propres contradictions. - LVOG)

C’est un fait : les « dirigeants de gauche » qui ont appelé à voter Macron en 2017 se refusent depuis à l’action unie pour bloquer sa politique et le chasser, respectueux qu’ils sont de la Ve République, de ses institutions, de son calendrier électoral… et ils ajoutent aujourd’hui à la confusion en soutenant les « gilets jaunes ». C’est un fait, aussi : les dirigeants des centrales syndicales, s’ils ont résisté à raison aux pressions visant à les entraîner avec les gilets jaunes, persistent néanmoins à se « concerter » avec le gouvernement sur la contre-réforme des retraites (et les autres) au lieu d’organiser l’action de classe unie pour bloquer ces attaques destructrices.

(Le double langage habituel. Après le brave journaliste saoudien Jamal Khashoggi ayant rejoint les Frères musulman, dont l'idéologie a inspiré les barbares de Daesh, élevé au rang d'"opposant" par la grâce des médias aux ordres des ultra néoconservateurs il faut préciser, un pauvre martyre digne d'être défendu par le POID, voilà que "les dirigeants des centrales syndicales" qu'il n'a cessé de ménager pendant des décennies, deviennent miraculeusement des symboles de la résistance, mais de quelle résistance s'agissait-il, à quoi ?

En réalité, sans offrir vraiment de résistance ils ont cédé aux arguments ou aux sirènes de la réaction ou des médias qui ont tout fait pour empêcher que la jonction opère entre les pans des classes moyennes opposés à la politique de Macron et la classe ouvrière en présentant dès le départ ce mouvement comme instrumentalisé par l'extrême droite, alors qu'en réalité, c'était eux qui l'avaient manipulé pour le compte de Macron afin d'isoler ces couches des classes moyennes pour mieux briser leur résistance, et par voie de conséquence celle de la classe ouvrière, il valait mieux qu'elles s'orientent vers l'extrême droite plutôt que de rejoindre des partis représentant (de manière déformée) la classe ouvrière, avec en toile de fond les élections européennes de 2019, les oligarques et leurs médias espérant bien rejouer le même scénario gagnant des présidentielles de 2017.

De tout cela, il ne sera nulle part question dans la longue diatribe de Gluckstein, comme quoi, là encore, les travailleurs et les militants ne devaient pas savoir et comprendre quels étaient les enjeux de cette opération, pourquoi les médias-oligarques et le gouvernement avaient tenu à lui donner une telle orientation. - LVOG)

Les militants du POID sont partisans de chasser Macron. Ils l’ont montré tout au long de la campagne pour l’unité « Macron, un an, ça suffit ! » qui a débouché, le 13 mai dernier, sur la manifestation de milliers et de milliers, sur ce mot d’ordre, à Paris, aux côtés de travailleurs et de militants de toutes tendances du mouvement ouvrier et démocratique.

(Vous vous êtes fait plaisir, bravo ! - LVOG)

Mais nous ne sommes pas des aventuriers. Chasser Macron, oui, mais pas pour le remplacer par n’importe qui. Chasser Macron, c’est aux travailleurs et aux jeunes, agissant sur le terrain de classe, qu’il revient de le faire, afin d’imposer la liquidation de la Ve République, l’élection d’une Assemblée constituante souveraine rompant les liens avec l’Union européenne, et l’avènement d’un gouvernement ouvrier à même de remédier aux souffrances qui écrasent le peuple travailleur.

(O qui si vous êtes des aventuriers, qui plus est professionnels, vous ne voudriez tout de même pas qu'on vous croie sur parole. Cette Assemblée constituante serait au mieux une copie conforme de l'Assemblée nationale des années 80, LFI ayant pris la place du PS, puisque les partis inféodés au régime, à l'UE y seraient forcément majoritaires, tous les partis qui y sont opposés étant ultra minoritaires ou n'inspirant aucune confiance aux travailleurs, on ne voit pas comment il pourrait en être autrement ou en prendre la direction...

N'importe qui peut tenir un discours radical en apparence. N'importe qui peut parler de lui-même à son avantage, cela ne coûte rien et ne veut absolument rien dire comme le signalait Marx. On connaît par coeur toutes ces méthodes de manipulation des conscience qui ont le pouvoir d'influencer les processus psychologiques des esprits les plus faibles pour les amener à croire ou à adhérer à ce dont ils ignorent, elles sont très efficaces, sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Ce que nous propose Gluckstein comme tâches ou objectifs est bien joli, à ceci près qu'ils sont plaqués et déconnectés de la réalité, et demeureront indéfiniment irréalisables aussi longtemps que la classe ouvrière ne se sera pas dotée d'une nouvelle direction, facteur déterminant qu'il passe sous silence. Or, cela devrait être notre tâche ou notre objectif prioritaire auquel devraient être subordonnés tous les autres. Alors pourquoi n'y a-t-il pas fait référence ici ? Tout simplement parce qu'il a échoué au bout de 40 ans (80 ans en incluant les décennies de son maître à penser, feu Pierre Lambert) de tentatives infructueuses, et parce qu'il n'a rien d'autres à nous proposer pour résoudre cette question, ce qu'il ne peut pas admettre et encore moins avouer publiquement, la modestie légendaire de ce grand dirigeant lui interdit, du coup il n'a pas d'autre alternative que se réfugier dans ses dogmes et son sectarisme qui ont conduit à la décomposition de l'avant-garde du mouvement ouvrier. A sa décharge, après avoir rassemblé à peine quelques centaines de manifestants à Paris le 11 novembre, on conçoit qu'il en soit réduit à l'impuissance et qu'il le supporte mal. - LVOG)

D’un point de vue ouvrier, la question du pouvoir d’achat appelle des mesures connues. Faut-il les rappeler ? Citons par exemple : l’abrogation de la TVA (le plus injuste des impôts), de la CSG, et des exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons ; l’augmentation générale des salaires, pensions et allocations pour rattraper le pouvoir d’achat perdu depuis leur désindexation des prix (1983) ; le blocage des prix des produits de consommation courante, des loyers et des charges et de la fourniture d’énergie ; le financement de toutes ces mesures par une augmentation de l’imposition des profits des

grandes entreprises, à commencer par la confiscation pure et simple des 100 milliards de profits des entreprises du CAC 40 en 2018 ; etc.

(Il a oublié l'essentiel, à commencer par la dissolution de l'armée, des CRS, de la DGSE et la DGSI, etc. ; la neutralisation totale de l'oligarchie, son expropriation sans rachat, la confiscation de tous ses biens, sa mise hors la loi, son arrestation et son jugement ; la fermeture de la Bourse et la rupture avec la BCE ; la baisse du temps de travail et l'interdiction des licenciements ainsi que l'embauche des millions de chômeurs ; l'abolition des subventions de l'Etat aux médias et le remboursement des subventions qu'ils ont perçus depuis 1958 ; l'abolition des subventions de l'Etat aux syndicats, aux partis politiques, etc.

Si on comprend bien le CAC 40 continuerait d'exister, les grandes entreprises ne seraient pas nationalisées ou socialisées. Il ne se produirait donc aucune rupture avec le capitalisme, on croirait entendre Mélenchon ! Bref, les capitalistes conserveraient la totalité de leur pouvoir de nuisance et s'en serviraient pour déclencher une guerre civile et renverser ce "gouvernement ouvrier" qui n'aurait pas fait long feu. Non merci monseigneur ! Ce ne serait pas cela par hasard la démarche d'un "aventurier" ? - LVOG)

Que les « partis de gauche » fourvoyés dans le 17 novembre rompent leur promiscuité avec les patrons, la droite et l'extrême droite ; que les dirigeants des organisations syndicales cessent de conforter le gouvernement en cautionnant la « concertation » et en appellent à la mobilisation contre les contre-réformes ; alors, sans doute, les conditions commenceront à se réunir, non plus pour l'équivoque « unité du peuple » du 17 novembre, mais pour l'unité ouvrière dans, par et pour la lutte de classe balayant le gouvernement et sa politique.

("Sans doute", qui sait, sans rire, on n'en a pas du tout envie ici, il doit s'agit d'un de ses "pronostics" dont il a le secret ou qui ne veut pas dire son nom ! Autant dire qu'ils appellent les « partis de gauche » à changer de nature, de droite, réactionnaire, c'est merveilleux, la théorie du désespoir, il ne lui reste plus que cela comme perspective politique, pathétique.

Là encore, il faudrait se demander pourquoi ces partis n'attirent plus que les couches supérieures ou les plus nantis de la classe ouvrière et certains pans des classes moyennes. Comprenez bien que, si on posait cette question, d'autres surgiraient spontanément beaucoup plus embarrassantes, pour ne pas dire insupportables. Car il faudrait admettre que les masses se sont embourgeoisées, et qu'elles ont été ainsi plus que jamais solidement amarrées au char du capitalisme (au détriment du socialisme), et que dans ces conditions elles ont totalement abandonné l'espoir de changer la société, elles ne veulent même plus en entendre parler, du coup on comprend que se tourner vers ces partis n'a aucun sens ou constitue une grave erreur politique... d'aventurier si il y tient, contrairement à Mélenchon par exemple, qui sait parfaitement ce qu'il fait et où il va, et qui pour cette raison n'en est pas un. Caractérisation que j'ai pu employer par erreur ou à la légère à son encontre, je m'en excuse. On en restera à celle d'imposteur, dans la mesure où Mélenchon trompe délibérément les travailleurs sur la véritable signification de sa politique, plus que sur sa vile personne puisqu'il n'a cessé de faire allégeance à Macron.

En revanche, on devrait proposer à l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes de passer à une société radicalement différente, où seraient pris en compte les besoins ou aspirations parfaitement légitimes qu'elles ont abandonnés depuis longtemps (une fois devenues adultes en général ou peu de temps après) en demeurant soumises au régime capitaliste, autrement dit, nous devrions leur proposer une toute autre vie (ou rapports) que celle qu'elles ont vécue jusqu'à présent et à laquelle elles n'osent même plus rêver. Vous allez vous dire qu'il y a là une contradiction dans ce discours.

Effectivement, si on ignore que personne n'était destinée à venir au monde pour vivre dans une telle société ou en demeurer esclave toute sa vie, si on fait abstraction que c'est par défaut qu'on s'accommode du capitalisme ou que quelque part on se force à être heureux quand on dispose d'un mode de vie confortable, il ne faut pas être dupe ou se raconter des histoires, la bonne conscience ou l'hypocrisie dans laquelle on vit a ses limites et chacun en a parfaitement conscience, même les riches se languissent et sont sujets à des dépressions, donc le malaise est général, il touche tous les membres de la société, ce que nous leur proposerions, sauf aux riches évidemment, ce serait de s'en débarrasser en se donnant un idéal plus élevé, qui pour s'épanouir devrait être partagé par tous les membres de la société. Ce qui faut bien comprendre, c'est que les uns et les autres ne leur proposent finalement rien d'autre que continuer à vivre dans cette société pourrie moyennant quelques améliorations à la marge qui ne changeraient rien à leur mode de vie, comme si toute rupture avec les rapports (issus du capitalisme) qui existent dans la société et qui sont à l'origine de leur souffrance ou malheur était finalement inenvisageable, impossible. Du coup, pourquoi voudriez-vous qu'elles vous écoutent, qu'elles rejoignent votre combat politique, qu'elles s'engagent à vos côtés à construire le parti ? Elles préfèrent se diriger vers les partis qui flattent leurs faiblesses ou leur ignorance, et qui prétendre oeuvrer à l'amélioration de leur petit confort individuel sans rien changer fondamentalement à la société, qu'ils soit de droite, d'extrême droite ou qu'ils soient étiquetés de gauche, peu importe du moment qu'elles sont servies. - LVOG)

L'objectif de la classe ouvrière ne peut être de crier « Macron, démission ! » en compagnie de ceux qui, en réalité, réclament de Macron qu'il aille au bout de sa politique. L'objectif ne peut être que de chasser cette politique.

(Il devrait se faire embaucher comme chroniqueur à BFLTV ou TF1 ! - LVOG)

Les travailleurs n'ont rien à gagner à enfiler le gilet jaune, couleur des briseurs de grève.

(Couleur qui va si bien à tous les syndicats, et pas seulement à la CFDT, CFTC ou UNSA., qui ne sont pas seulement des "briseurs de grève", mais qui sont de manière générale les fossoyeurs corrompus, vendus, du syndicalisme, de la cause des exploités. - LVOG)

Ils n'ont rien à gagner à brandir le drapeau tricolore, celui de la Ve République, et avant elle celui des versaillais qui fusillèrent 100 000 communards pour la défense de l'ordre bourgeois. Rouge est le drapeau qui flottait sur les barricades de 1848 et 1871 et dans les grèves générales de 1936 et 1968. Rouge est, dans le monde entier, la couleur de la classe ouvrière organisée pour le combat.

(Quelle fin pitoyable ! Répétons-le, pendant près de 20 ans celui qui tient ici ce discours a été à la direction d'un parti dont les élus n'ont cessé d'arborer en toute occasion leur écharpe tricolore, oui, il a raison, celle des Versaillais, des chiens comme dira Marx, des élus qui en profitaient pour déverser leurs discours anti-marxistes...

Pour rappel :

Le programme du POI : 'Nous sommes plus partisans de sauver la France qui va très mal actuellement ' (interview de Schivardi - Le Midi Libre - décembre 2008).....'Comme le général de Gaulle, je suis pour une vraie Europe des nations. (...) revenir à une Europe des peuples, au franc, renationaliser le système bancaire, comme de Gaulle l'a fait en 1946, (...) Moi je suis pour que tout le monde soit propriétaire de ses biens, ils (au PT)sont hostiles au droit de propriété. Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant, dont le congrès fondateur se tiendra les 14 et 15 juin à Paris. Ce sera un parti des Français pour les Français, dans une Europe des pays libres.' (Interview de Schivardi - France Soir 24 avril 2008)..... 'Je ne suis pas opposé à la propriété privée.' (Interview de Schivardi à Var Matin du 4 mai 2008)..... 'Je ne suis pas pour le Grand soir, note Pierre Jeanneney' (interview du 4 avril 2007)

- Sur le PT et le POI (D)

Rouge est le drapeau des travailleurs.

(1) Vu sur BFM TV, le 16 novembre.

(2) Uniforme des SA, sections d'assaut du parti hitlérien en Allemagne dans les années 1920 et 1930.

En résumé.

Le 16, le POID prend la défense des petits patrons qui manifestent contre "une réforme du financement des transports sanitaires" et 6 jours plus tard il les condamne en bloc par la voix de Gluckstein...

Gluckstein fustige ceux qui emploient le mot peuple, et il emploi celui de population...

Il fustige ceux qui arborent le drapeau tricolore, alors que pendant 20 ans les écharpes tricolores ornèrent fièrement la tribune des meetings ou têtes de cortège des manifestations de son parti...

Il attribue des propos racistes à des patrons, passant soigneusement sous silence que l'immense majorité des travailleurs sont opposés à l'installation des migrants en France...

Il généralise les propos anti-ouvrier de certains petits patrons à la totalité d'entre eux...

Il décrète sans distinction que tous ceux qui ont participé à cette mobilisation étaient d'extrême droite, des suppôts de l'extrême droite ou des complices de l'extrême droite...

Il passe sous silence que cette journée avait été appelée en direction des classes moyennes et qu'elle a ensuite fait l'objet d'une instrumentalisation par l'oligarchie et ses médias pour briser la résistance des pans des classes moyennes qui s'opposent à la politique de Macron.

Il passe sous silence que cette instrumentalisation poursuivait d'autres objectifs, dont celui de jeter dans les bras de l'extrême droite ces couches des classes moyennes ainsi que les travailleurs qui participeraient à cette mobilisation... Ajoutons ensuite celui de présenter RN (Ex-FN) comme un parti raciste, xénophobe, etc. infréquentable pour que les classes moyennes s'en détournent et s'abstiennent lors des élections européennes de 2019.

Il passe sous silence que cette instrumentalisation avait aussi pour objet de permettre aux médias-oligarques d'agiter l'amalgame ordurier rouge brun, dès lors que RN et LFI notamment avaient manifesté leur intention de participer à titre individuel à cette journée d'action...

Il se place au côté des médias quand cela l'arrange ou pour les flatter, et il tire dessus pour attaquer les classes moyennes faisant ainsi le jeu de Macron...

Il passe sous silence que des pans entiers des classes moyennes ont toujours penché vers l'extrême droite, donc ce n'est pas un fait nouveau, sans que cela signifie pour autant que l'immense majorité devrait y adhérer contrairement à ce qu'il prétend... Et si tout était fait pour qu'il en soit ainsi et que cela se réalisait un jour, ce qui n'est pas à exclure, Gluckstein y aurait participé...

La position adoptée par le POID est foncièrement erronée, opportuniste. On doit rompre sans délai avec cette conception de lutte de classe, que finalement partagent l'ensemble des partis du mouvement ouvrier et les syndicats et qui nous a menés où nous en sommes.

J'ignore si les lecteurs comprennent la gravité de la situation et l'enjeu de cette étape de la lutte des classes où tout peut basculer, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier ne s'en sont jamais remis, les classes moyennes non plus.

La classe ouvrière et le mouvement ouvrier doivent mener strictement leur combat politique sur leur propre terrain de classe. Elles doivent en ne cédant rien à leur indépendance de classe, participer au combat des couches des classes moyennes qui s'opposent à la politique de Macron dictée par l'oligarchie sur le mot d'ordre que ni l'une ni l'autre n'ont rien à attendre du capitalisme et ses institutions ou ses représentants, et qu'il faut les renverser pour instaurer une République sociale.

On a besoin de l'alliance de ces classes pour combattre et vaincre la droite et l'extrême droite, l'opportunisme, Macron, les institutions de la Ve République, le capitalisme.

Les partis du mouvement ouvrier se sont toujours construits par le haut. Or, si on se coupe des intellectuels et des classes moyennes, on se condamne à ne jamais permettre que de nouveaux dirigeants émergent pour construire le parti qui nous fait tant défaut.

En complément. On ne peut pas transiger sur certains principes, désolé.

POID (Facebook) -13 novembre 2018 – La chaine américaine CNN annonce qu'elle attaque en justice la Maison Blanche, pour avoir retiré la semaine dernière l'accréditation d'un de ses journalistes après un échange houleux avec Trump. La décision de retirer l'accréditation du journaliste a été prise sur la base du contenu de sa couverture et porte atteinte au premier amendement sur la liberté d'expression, a déclaré l'avocat de CNN.

LVOG - Le POID reproduit complaisamment la fausse information de l'avocat de CNN. Ils en sont là au POID, et ils prétendent défendre le trotskysme, quelle honte ! Il se trouve que j'ai traité cette info dans la causerie du 11 novembre que je reproduis intégralement, ce flagrant déli de désinformation ou manipulation de l'info le mérite bien.

Causerie du 11 novembre.

Un exemple de totalitarisme pris dans l'actualité.

Fabrication du consentement. Trump terroriserait les médias. France Info ou la manipulation de l'info en continu.

"CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux" : échange musclé entre Donald Trump et un journaliste - francetvinfo.fr 09.11

(Non, "échange musclé" entre un journaliste agressif et Donald Trump calme.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au lendemain des élections de mi-mandat, Donald Trump s'est écharpé avec un journaliste de CNN.

(En réalité, Trump a été littéralement agressé par un journaliste de CNN qui ira jusqu'à refuser de rendre le micro.)

France Info - La guerre entre Donald Trump et les journalistes continue.

(En réalité, ce sont les journalistes qui ont déclaré la guerre à Trump.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au sujet des élections de mi-mandat, qui ont eu lieu mardi 6 novembre, le Président des États-Unis a eu un échange musclé avec Jim Acosta, un journaliste de la chaîne CNN.

(Puisque France Info insiste lourdement, répétons-le, c'est le journaliste Jim Acosta de la chaîne CNN qui a eu un "échange musclé" avec le Président des États-Unis.)

France Info - Ce dernier désirait interpeller Donald Trump sur ses déclarations au sujet de la "caravane" des migrants, qu'il avait qualifiée "d'invasion". "Pourquoi l'avez-vous qualifiée ainsi ?", demande le journaliste. "Parce que je considère que c'est une invasion", répond Donald Trump. Il continue : "Je veux bien qu'ils viennent dans notre pays, mais ils doivent le faire légalement. Vous savez Jim, ils doivent suivre des règles."

(La réponse de Trump fut très apaisée, normale. Il a le droit de ne pas partager la position d'un journaliste et vice versa.)

France Info - Après un bref échange durant lequel Donald Trump campe sur ses positions et n'écoute pas les questions du journaliste, le Président en vient rapidement aux attaques personnelles.

(Pourquoi Donald Trump n'aurait-il pas le droit de "camper sur ses positions" ? Pourquoi devrait-il absolument adopter celles de ce journaliste ? Ensuite, Trump a enchaîné face à cet excité en gardant son sang-froid, ce qui a le don de rendre fou les psychopathes, en aucun cas il ne lui a adressé des attaques personnelles, il a simplement caractérisé son comportement, mais c'est un crime pour France Info.)

France Info - "Je pense que vous devriez me laisser diriger le pays et vous CNN. Et si vous le faisiez correctement, vos audiences seraient bien meilleures", pense-t-il conclure. (Où est l'agressivité de Trump ?)

France Info - Alors qu'il refuse de rendre le micro, Jim Acosta se voit rapidement insulté par le Président. "Ça suffit, rendez le micro !", s'agace-t-il. "CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux. Vous êtes quelqu'un de mal poli, une horrible personne."

(Trump a eu raison de le traiter ainsi et il ne l'a pas insulté, ce journaliste n'avait pas à monopoliser le micro puisque Trump avait répondu à ses questions.)

France Info - Après la conférence de presse, la Maison Blanche a annoncé la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de l'accréditation de Jim Acosta.

(J'en aurais fait autant, à ceci près je l'aurais fait virer manu militari !)

France Info - Depuis son élection, le 45ème Président des États-Unis entretient de mauvaises relations avec une partie des médias américains, à l'image du New York Times ou encore du Washington Post, privilégiant largement des médias conservateurs tels que Fox News pour ses sorties médiatiques. Mais la guerre avec CNN reste de loin la plus violente. francetvinfo.fr 09.11

(Depuis l'élection de Trump, ce sont les médias américains, porte-parole de Clinton qui était la candidate de l'Etat profond, qui le harcèlent quotidiennement.)

(https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-[article_video]-[connexe]) Fin.

Dites donc au POID, vous ne pourriez pas migrer aux Etats-Unis, vous pourriez vous faire embaucher chez CNN, au Washington Post ou au New York Times...

Epilogue.

- La Maison blanche rend son accréditation à CNN - Reuters 20 novembre 2018

La Maison blanche a rendu lundi son accréditation au correspondant de CNN Jim Acosta, qui lui avait été retirée après un vif échange avec Donald Trump lors d'une conférence de presse du président américain au lendemain des élections de mi-mandat du 6 novembre. Reuters 20 novembre 2018

Fake news. Là aussi le POID n'est jamais en reste.

Chacun sait ou devrait savoir que les victimes des guerres que l'impérialisme américain et ses vassaux occidentaux et sunnites mènent au Moyen-Orient depuis 20 ans ont fait plus d'un million de morts, rien qu'en Irak quelque 500.000 enfant étaient morts suite à l'embargo sur les produits pharmaceutiques. Cela n'a pas empêché le POID de reproduire un rapport états-unien réduisant ce nombre de morts de moitié.

Rappelons que le POI et le POID partagent la version frauduleuse du 11-septembre de Bush qui a servi de prétexte à toutes ces guerres qui n'en finissent pas de faire quotidiennement des victimes innocentes et des destructions innombrables, de briser la vie de dizaines de millions de travailleurs et leurs familles.

La Tribune des travailleurs - 8 novembre 2018 – Au lendemain des attentats du 11-Septembre, l'administration Bush avait annoncé une «guerre contre le terrorisme». Près de vingt ans plus tard, ces campagnes militaires en Irak, en Afghanistan et au Pakistan ont fait un demi-million de morts, selon le rapport de l'Institut Watson pour les relations internationales de l'université Brown (Rhode Island) aux Etats Unis qui évoque un bilan de 480.000 à 507.000 morts. Ce nouveau bilan « montre une augmentation de 110.000 par rapport au précédent », rendu public en août 2016.

Incroyable, n'est-ce pas ? Dégueulasse, excusez-moi !

Quelques articles, infos et positions du 18 au 23 décembre.

Quatre figures montantes du mouvement des Gilets jaunes - Leparisien.fr 18 novembre 2018

Ils ont pris la tête d'un mouvement local ou poussent à de nouvelles mobilisations. Portrait de quatre figures émergentes au sein des Gilets jaunes partout en France.

Parce qu'ils sont révoltés, qu'ils ne s'en sortent plus, ou parce qu'ils ont toujours été engagés et se sont imposé naturellement auprès des manifestants, ils ont émergé auprès des médias et des pouvoirs publics. Portrait de quatre personnalités parmi les Gilets jaunes.

LAËTITIA DEWALLE (Val-d'Oise) : «Ni un parti, ni un syndicat»

Laëtitia Dewalle est la porte-parole des Gilets jaunes dans le Val-d'Oise.

Cette porte-parole n'a pas hésité a passé la nuit de samedi dans sa voiture. Dans la journée, près de 150 personnes avaient accompagné Laëtitia Dewalle, 37 ans, lors de l'opération escargot sur l'A15 et dans tout le département. « Nous voulons occuper le terrain jour et nuit », martèle cette habitante de Pontoise. Mère de trois enfants, la jeune autoentrepreneuse, qui n'avait pas manifesté depuis le lycée, a rejoint le mouvement via Facebook. « Les Gilets jaunes ne sont ni un parti ni un syndicat, mais nous allons essayer d'établir une liste de revendications communes. » Une certitude : « Le 17 novembre n'a été qu'un début, affirme-t-elle.. On attend que les corps professionnels, comme les forains, prennent le relais dans la semaine. Et nous reprendrons le flambeau le week-end prochain. Il faut maintenir une pression quotidienne sur le gouvernement ».

MALEK MAHIEU (Nord) : «J'ai toujours aimé la politique»

Malek Mahieu est administrateur d'un groupe Facebook dans le Nord

Porte-voix au poing, Malek Mahieu est de ceux qui ont harangué les Gilets jaunes venus manifester samedi à Lille (Nord). Cet étudiant de 20 ans, futur aiguilleur du rail, est à l'origine de la manifestation, organisée entièrement sur Facebook, qui a rassemblé un millier de personnes en marge des blocages autoroutiers.

« J'ai pensé aux personnes qui n'ont pas de moyen de transport, mais qui avaient eux aussi envie faire entendre leur ras-le-bol », retrace le jeune homme, qui s'est senti « tout de suite concerné » par les Gilets jaunes et leurs revendications. « J'ai toujours aimé la politique, même si je ne suis engagé dans aucun parti ou syndicat, et quand le mouvement a commencé à émerger, je me suis retrouvé dans leur colère. Il va falloir que le gouvernement nous entende, parce qu'on ne faiblira pas, on va s'organiser pour durer », prévient Malek Mahieu, qui annonce de nouveaux blocages dans la région. Selon lui, le groupe Facebook des Gilets jaunes du Nord, dont il est devenu administrateur, compte 10 000 membres et enregistre 1000 nouvelles adhésions par jour.

MÉLODIE MIRANDELA (Seine-et-Marne) : «A un mois et demi de Noël, je ne sais toujours pas comment faire»

Elle n'était pas, au départ, à l'origine des rassemblements dans la capitale. Mais, samedi, Mélodie Mirandela est rapidement devenue l'une des figures des manifestations parisiennes. Car, à 35 ans, cette mère de famille crève l'écran. « C'est parce que j'ai une grande gueule », lâche-t-elle. Et un peu de culot, aussi.

Affirmant être non partisane et n'avoir jamais véritablement manifesté, elle n'a pas hésité, samedi, à participer activement au blocage des Champs-Elysées, au nez et à la barbe des CRS. Ce dimanche, rebelote : avec sa fille de 12 ans, elle a initié un blocage de la Francilienne du côté de Pontault-Combault (Seine-et-Marne). Et pourquoi ? Pour son pouvoir d'achat. « On est taxé de partout, à un mois et demi de Noël, je ne sais toujours pas comment faire pour acheter des cadeaux à mes enfants ! »

ERIC DROUET (Seine-et-Marne) : à l'origine du mouvement

Eric Drouet est celui qui a lancé le mouvement dans toute la France.

L'idée des blocages un peu partout en France par des Gilets jaunes le 17 novembre, c'est lui. Éric Drouet, un chauffeur routier de Melun (Seine-et-Marne) et père de famille âgé de 33 ans, vient d'annoncer la suite du mouvement sur les réseaux sociaux.

Il a créé ce dimanche après-midi un événement Facebook intitulé « Acte II : toute la France à Paris ! ! ! ». Il donne ainsi rendez-vous aux Gilets jaunes samedi 24 novembre place de la Concorde, à Paris. Ce dimanche à 19 heures, 11 000 personnes s'étaient déjà inscrites sur Facebook au grand rassemblement national des Gilets jaunes au « Samedi jaune » du 24 novembre. Et 81 000 se disaient intéressées par l'événement.

Membre d'une association de passionnés d'automobile, Muster Crew, Eric Drouet s'était placé dès la rentrée de septembre dans le sillage de Priscillia Ludosky, cette habitante de Savigny-le-Temple, près de Melun, qui a lancé la fameuse pétition contre la hausse des taxes sur le prix du carburant qui a recueilli près d'un million de signatures ce dimanche soir.

Mais mardi matin, sa prestation sur le plateau de « Bourdin Direct », sur BFMTV a divisé les organisateurs du mouvement. Face à un Jean-Jacques Bourdin offensif, redoublant les questions sur les objectifs des Gilets jaunes, Eric Drouet, qui sortait d'une nuit de travail, n'a pas convaincu jusque dans son camp. Depuis, il se tient en retrait de la scène médiatique et ne répond plus au téléphone. Leparisien.fr 18 novembre 2018

France Info - Dimanche, une préoccupation revenait dans la bouche de tous les Gilets jaunes encore en action : comment préparer l'avenir et structurer ce mouvement né sur les réseaux sociaux, sans leader identifié qui pourrait être un interlocuteur pour le pouvoir exécutif ? France Info 18.11

LVOG - Comment diluer la colère des masses, droitiser leur mobilisation en y associant des éléments ennemis (associations, ONG) du mouvement ouvrier...

- NPA - Après le 17 novembre, prolonger la colère contre Macron et le gouvernement des riches - 17 novembre 2018

- Dans les jours qui viennent, il va falloir mettre en mouvement le mouvement social, syndicats, associations et partis politiques, pour qu'ils donnent des prolongements à cette colère en initiant des mobilisations pour le pouvoir d'achat, une augmentation générale des salaires et pensions, la suppression des mesures fiscales qui frappent les classes populaires, contre la politique de Macron en faveur du Medef et des plus riches.

LVOG - Dégagez Macron, Philippe prendra le relais !

Tendance Claire du NPA - Nous devons engager, à tous les niveaux, la bataille pour imposer aux directions syndicales un plan de bataille contre le gouvernement. Pour dégager Macron, il ne faut rien de moins qu'une grève générale, indispensable pour bloquer les profits. C'est un mouvement de l'ampleur de Mai 68 qui est nécessaire, mais un mouvement qui cette fois-ci aille jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à dégage non seulement Macron mais aussi le pouvoir des capitalistes et de leurs laquais, avec la mise en place d'un gouvernement des travailleurs/ses.

LVOG - Sans parti pour guider les masses, définir les tâches qu'elles auraient à accomplir, les objectifs politiques qu'elles devraient se fixer, et surtout sans une analyse claire de la situation, des rapports entre les classes, etc. un pure numéro d'illusionnistes gauchistes.

LVOG - Pour une société capitaliste à visage humain. Raison de plus pour s'opposer à ce mouvement.

- NPA - Contre les violences sexuelles et sexistes, construisons un mouvement féministe massif et international !

-" Les violences sexistes et sexuelles sont un phénomène massif.

Elles touchent toutes les femmes. NPA.

LVOG - Désolé, nous ne défendons pas les droits de "toutes les femmes". Nous n'avons rien en commun avec la milliardaire propriétaire d'Oréal ou la présidente en exercice du FMI.

Nous défendons les droits des travailleurs de notre classe sans distinction de sexe, de race, de croyance, etc. Nous luttons contre toutes les discriminations dont ils font l'objet dans l'unique perspective d'en finir avec le capitalisme qui est incompatible avec l'exercice de leurs droits légitimes ou de la démocratie.

Notre combat politique ne peut se situer que dans cette perspective et notre tactique doit y être subordonnée, dans le cas contraire nous serions amenés à admettre que le capitalisme aurait encore à jouer un rôle progressiste dans l'histoire, prétention grotesque alors qu'il s'évertue quotidiennement à démontrer qu'il en est totalement et irrémédiablement incapable partout dans le monde semant le chaos, la haine, la violence aveugle, la barbarie, la destruction, le désespoir...

Si nous luttons pour des réformes sociales, pour que les travailleurs obtiennent de nouveaux droits sociaux ou politique, si nous défendons tous nos acquis ou toutes nos conquêtes sociales, ce n'est pas pour que certaines générations en profitent et d'autres non dans le présent comme dans le futur, ce n'est pas pour que certaines couches de travailleurs bénéficient d'un statut supérieur, tandis que dans l'avenir ils en seront privés, nous refusons que des générations de jeunes et de travailleurs soient sacrifiées, nous refusons que les générations à venir soient vouées à subir un sort pire que les générations précédentes, fidèle à notre conception de la lutte de classe, à l'unité qui cimente notre classe toutes générations confondues présentes, passées et à venir, conformément aux besoins et aux aspirations à la justice sociale que partagent l'ensemble des travailleurs, c'est uniquement dans la perspective d'en finir avec le capitalisme que nous devons mener notre combat politique, rien ni personne ne doit nous détourner de cet objectif, nous devons dénoncer, rejeter et combattre impitoyablement toute manoeuvre destinée à nous en écarter et à nous diviser, car seuls unis nous vaincrons.

Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est parce que le mouvement ouvrier a rompu avec cette conception révolutionnaire de la lutte de classe. Malheur à ceux qui n'en auraient pas conscience, car ils oeuvreraient contre leur propre camp ou favoriseraient les plans de nos ennemis !

Quand le mouvement ouvrier adopte l'agenda de l'oligarchie où accepte qu'elle lui dicte ses tâches.

De plus, c'est l'oligarchie et ses idéologues qui ont introduit ce facteur à l'échelle mondiale dans la lutte des classes, afin de briser tous les rapports qui existaient dans les sociétés y compris les cultures des peuples à partir desquelles ils résistent à l'agression du néolibéralisme, y compris contre les guerres impérialistes ou néocoloniales.

Nous condamnons cette opération destinée uniquement à briser cette résistance, à diviser et à dresser les membres de la classe ouvrière et des classes moyennes les uns contre les autres, alors que leur unité est indispensable pour vaincre nos ennemis et mettre un terme à tous les maux qui les accablent, et dont la responsabilisé repose sur l'existence du capitalisme ainsi que ceux qui en sont les agents au sein du mouvement ouvrier.

- L'exaspération est générale : La riposte se doit d'être générale ! - frontsocialuni.fr 19 novembre 2018

- L'absence de stratégie de mobilisation générale de la part des directions syndicales et politiques empêche notre camp de devenir une force capable de regrouper tous ceux et toutes celles qui subissent les mauvais coups du capitalisme et permet à l'extrême droite de tenter de détourner une colère légitime vers des objectifs nauséabonds.

- Nous appelons donc le 15 décembre à une grande manifestation nationale à Paris de l'Elysée au Medef qui désigne les vrais responsables afin que l'ensemble de notre camp reprenne toute sa place, amorce le tournant de la reconquête de tous les acquis qui nous ont été volés et entraîne ainsi par sa détermination tous les exploités et opprimés vers une société plus juste, plus humaine et plus fraternelle. frontsocialuni.fr 19 novembre 2018

- Le mouvement des Gilets jaunes s'étend en France, en Belgique et en Bulgarie - Réseau Voltaire 21 novembre 2018

Alors que le mouvement est pacifique, des violences ont éclaté de manière sporadique sans que l'on puisse distinguer si elles proviennent de manifestants ou de provocateurs. Elles sont largement rapportées par les principaux médias qui tentent ainsi de discréditer ce mouvement.

Le mouvement n'a pas d'organisation et se propage via Internet. Il mobilise principalement les classes moyennes, d'abord dans les zones rurales, et désormais également dans les villes. Il s'insurge contre une pression fiscale excessive. Réseau Voltaire 21 novembre 2018

- Une colère très politique par Alain Benajam - Réseau Voltaire 21 novembre 2018

La plupart des États membres de l'Union européenne poursuivent une hausse régulière de leurs prélèvements sociaux afin de payer une dette mystérieuse accumulée depuis les années 70.

Les Français semblent vouloir prendre en main leur propre destin et il y avait urgence. Le monde politico-médiatique ne pouvait plus rien pour lui que de lui lancer sa haine.

Il y a urgence car notre pays s'appauvrit à très grande vitesse selon une inexorable spirale déflationniste

La désindustrialisation de la France est massive, moi même ayant toujours travaillé dans l'industrie, je m'aperçois aujourd'hui que nombre de savoir-faire disparaissent avec les industries qui les supportaient et ce autant dans les industries mécaniques jadis fleuron de l'industrie française que dans les industries de l'électronique.

Une dette inique et inutile, obligatoirement appliquée à la France pour le rapport des intérêts qu'elle doit payer aux marchés financiers alourdit l'ensemble de la fiscalité française comme on le voit.

Il n'y a pas si longtemps la richesse française —et donc sa capacité de pouvoir supporter la dette— était soutenue par une florissante industrie. Celle-ci s'étant effondrée au profit de la Chine, ce ne sont plus que les classes moyennes qui doivent faire face à la pression financière. Dans le même temps la consommation s'écroule, les services de santé qui étaient parmi les meilleurs du monde sont également en passe de s'écrouler tout comme l'ensemble des services publics et du système éducatif.

Afin de parfaire la casse du système social français, un flot migratoire est organisé afin que des gens venant de toutes parts puissent sagement offrir leur force de travail à bas prix à la place des Français.

Les tenants du pouvoir, représentant en France le grand capital mondialiste et spéculateur, entretiennent une classe de « petit marquis » qui monopolise l'information et les médias en général. Celle-ci ne peut que déverser sa haine du peuple et ne proposer que la censure pour tenter d'endiguer les mécontentements.

Cela faisait très longtemps qu'un divorce aussi profond ne s'était pas creusé entre les élites intellectuelles et médiatiques et le peuple de France.

Le peuple de France a ainsi perdu confiance dans tout ce qui paraît être une institution, voyant même en elle une ennemie.

Le mouvement des « Gilets jaunes » se voulant apolitique au sens politicien du terme, alors qu'il est très politique au sens citoyen du terme, a rejeté l'appui de syndicats et de parti politiques déconsidérés. Il tape pourtant juste et fort contre la fiscalité inique, fiscalité dont la source est justement la dette, non pas la dette en soi qui est virtuelle, mais les intérêts qui doivent en être payés. Ce mouvement est inédit car utilisant un nouveau modèle d'organisation sociétale, le réseau et ses supports que sont les réseaux sociaux.

Que peut faire le pouvoir d'autre que de la répression et de la censure ? Il ne peut baisser les taxes sans faillir devant les marchés financiers, un modèle de faillite comme celui de la Grèce se met en place. Mais les Français accepteront-ils de subir le même sort que les Grecs. Cela n'est pas si sûr. Ce qui nous est proposé, c'est une normalisation dans une tiers-mondisation. Après avoir connu la prospérité à l'issue des « 30 glorieuses », les Français accepteront-ils de subir une paupérisation dont les limites sont insondables ?

Des hommes politiques nouveaux vont ils émerger de cette révolte ? Un système politique nouveau va t-il également en émerger car celui qui nous affecte nous a conduit directement au désastre.

Le peuple de France doit arracher le pouvoir à l'oligarchie mondialiste et à ses représentants « français ».

Cela ne sera pas simple, mais nous sommes le peuple et celui-ci, uni, ne peut être vaincu.

Il est évident que tout ceci ne fait que commencer et la juste colère populaire ne peut s'éteindre. Réseau Voltaire 21 novembre 2018

- Gilets jaunes et dérapages: la gauche sur une ligne de crête - lexpress.fr 22.11

"Je sais qu'au milieu d'un mouvement comme celui-là, il y a tout et son contraire, il y a le meilleur et le pire de l'homme", a résumé ce jeudi François Ruffin.

Ces incidents interrogent particulièrement la gauche. Tiraillées sur le fond, la plupart des formations politiques de gauche ont fini par soutenir les actions contre la hausse du diesel du 17 novembre. Certaines avec force, comme LFI, d'autres avec plus de modération, comme le Parti socialiste. Elles tentent désormais de trouver un équilibre précaire: soutenir la "colère populaire" tout en se dissociant de débordements qui heurtent leur ADN idéologique.

Le secrétaire national du Parti communiste Pierre Laurent a tenté ce jeudi de résoudre cette subtile équation. "Je vois avec inquiétude ces incidents. Il y a des forces politiques et des militants qui essayent d'instrumentaliser cette colère populaire, a-t-il admis sur France Inter. Mais je ne confonds pas la colère populaire sur le pouvoir d'achat à l'origine de ce mouvement et les instrumentalisations politiques." Olivier Besancenot ne dit pas autre chose. Le membre du NPA a évoqué dès lundi sur BFMTV

des "dérapages racistes inacceptables", tout en prenant soin de les isoler. "Je crois que c'est pas la majorité ce mouvement (...) La violence politique est du côté du gouvernement. Le seul interlocuteur de ce mouvement est le ministère de l'Intérieur."

Secrétaire national du PS à la transition écologique, Jean-François Debat a été personnellement informé d'incidents racistes ou homophobes lors de manifestations. "C'est une réalité, mais pas une généralité, assure-t-il à L'Express. Dans cette mobilisation, on trouve aussi une partie de la France qui n'a pas voté Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle." Le maire de Bourg-en-Bresse ne souhaite pas pour autant disqualifier cette grogne. "Ces incidents ne signifient pas pour autant que la colère populaire ne peut pas être comprise (..) Au PS, nous soutenons les Français qui manifestent pour le pouvoir d'achat, mais nous ne sommes pas associés au mouvement."

Fervent soutien de la mobilisation, la France insoumise refuse également de se pincer le nez. S'il regrette certains "actes isolés", le député du Nord Ugo Bernalicis juge qu'il "faut prendre ce mouvement en bloc". "On ne peut pas dire que le peuple doit se réapproprier les choses et rejeter ce mouvement à cause de ces incidents", estime-t-il. lexpress.fr 22.11

- Sondage : de plus en plus de Français soutiennent le mouvement des «gilets jaunes» - LeFigaro.fr 23 novembre 2018

Près de 8 Français sur 10 trouvent légitime l'appel à bloquer Paris ce samedi, révèle un sondage Odoxa pour Le Figaro et Franceinfo.

Ni les risques d'attentat terroriste agités par le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, ni l'inventaire à la Prévert de débordements relatés par les élus LaREM dans les médias n'auront suffi. Non seulement les Français ne se détournent pas des «gilets jaunes», mais ils sont encore plus nombreux à trouver justifiée leur mobilisation.

Preuve de l'échec de la récente stratégie de diabolisation du mouvement adoptée par le gouvernement, 62 % des sondés refusent de qualifier les «gilets jaunes» de «violents». Une grande majorité préférant les caractériser comme «populaires» (81 %), «courageux» (77 %), engagés dans «une lutte pour l'intérêt général» (78 %). Si les modes d'action à venir font débat dans les rangs du mouvement, deux Français sur trois (66 %) appellent à ce que la mobilisation se poursuive, catégories populaires en tête (78 %). Et ce, même s'ils sont une majorité à relativiser leur efficacité. 56 % des sondés expriment ainsi des doutes quant à la capacité des «gilets jaunes» d'arracher de nouvelles concessions au gouvernement, susceptible de produire de réels effets sur le pouvoir d'achat. LeFigaro.fr 23 novembre 2018

- Mobilisation en recul pour la cinquième journée des "gilets jaunes" - AFP 21 novembre 2018

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a, lui, dénoncé la "dérive totale" des manifestations, pointant une "radicalisation" et "un très, très grand nombre de blessés". Même si "le mouvement s'effrite", "nous avons face à nous des militants qui ont de plus en plus envie d'en découdre avec les forces de l'ordre et des automobilistes", a abondé en soirée son secrétaire d'État Laurent Nuñez.

"Dialogue" mais "constance et détermination": le gouvernement a tenté mardi de mettre fin au mouvement des "gilets jaunes", dont il a déploré la "radicalisation" au quatrième jour d'actions ciblant notamment autoroutes et dépôts pétroliers.

Quelques heures plus tard, Edouard Philippe - qui avait parlé d'« anarchie » dimanche - en a remis une couche lors de la réunion de groupe des députés LREM : « J'ai noté tout au long de la journée de samedi une forme de crispation avec des éléments de plus en plus virulents. On a un sujet d'ordre public », a-t-il martelé.

Avant de rappeler à l'Assemblée que la manifestation programmée samedi devait être déclarée. « Quand les gens sont dans l'injure, dans l'insulte, il n'y a pas à avoir de complaisance. Et le bilan des blessés est dramatique », justifie Matignon.

"On est déterminés et on restera. On sera les derniers à Calais mais on tient bon", a affirmé à l'AFP Romuald, âgé d'une vingtaine d'années, participant à une action mercredi matin sur l'A16.

Le président du Sénat s'est dit aussi "inquiet par la radicalisation" du mouvement des "gilets jaunes". "On part de sujets qui sont des sujets légitimes, que nous entendons, qui sont la vérité sur la taxation, sur la mobilité, sur la CSG, et puis on en vient à savoir s'il faut un référendum sur la légitimité du président de la République, ce n'est pas ma conception des choses", a-t-il critiqué.

Mais sur les barrages, certains s'interrogent: faut-il continuer à bloquer coûte que coûte ou se concentrer sur "l'Acte 2" du mouvement, une manifestation nationale samedi à Paris?

Des appels à un grand rassemblement place de la Concorde circulent. Plus de 30.000 personnes se sont déclarées "participants" à cet événement créé sur Facebook, et près de 200.000 "intéressées".

Cette manifestation ne sera pas interdite mais elle ne pourra pas se tenir sur la place de la Concorde pour des raisons de sécurité,

a assuré Laurent Nuñez, répétant l'appel à déclarer cette manifestation auprès de la préfecture de police pour trouver un lieu "plus "sécure"".

Plusieurs leaders politiques entendent se joindre à cette journée. Le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a indiqué que ses militants y participeraient.

Côté syndical, seule la fédération FO des transports et de la logistique a appelé à se joindre aux "gilets jaunes" pour obtenir une "augmentation du pouvoir d'achat".

Ce mouvement sans leader connu est soutenu par près des trois quarts des Français, selon plusieurs sondages. D'abord concentrés sur la hausse du prix des carburants, les motifs de griefs se sont ensuite élargis à une dénonciation plus globale de la taxation et de la baisse du pouvoir d'achat. AFP 21 novembre 2018

huffingtonpost.fr 21 novembre 2018 - Vrai succès populaire, les blocages nationaux commencés le samedi 17 novembre sont en effet émaillés de nombreux incidents plus ou moins graves. Deux personnes ont trouvé la mort en marge de ces rassemblements. Depuis, les débordements violents racistes ou homophobes se multiplient, au risque de brouiller les messages portés par le plus grand nombre des gilets jaunes modérés.

Un lourd bilan qui contraint les Français mobilisés à tenter de s'auto-discipliner. Et comme depuis le début de la grogne, c'est sur Facebook que les choses se passent. Hétéroclite à souhait, le mouvement tire sa force - mais également sa faiblesse - des réseaux sociaux. Né spontanément, sans aucun cadre syndical ni politique, le mouvement ne peut compter sur des organisateurs "professionnels" pour baliser les actions ni faire valoir une certaine homogénéité des profils et des idéaux. Ainsi, les pacifistes militent aux côtés des manifestants radicaux.

En revanche, n'importe quel participant peut apporter sa pierre à l'édifice via les innombrables groupes Facebook dédiés à la cause et ainsi toucher une large audience pour promouvoir une vision modérée du mouvement

Ainsi, depuis plusieurs jours, les appels au calme et au respect des citoyens fleurissent sur les pages principales de la mobilisation. Le groupe "nous gilets jaunes", qui regroupe plus de 15.000 citoyens en colère, s'est fait une spécialité de relayer la bonne parole. Dans la publication ci-dessous, l'administrateur de la page dresse une liste de plusieurs commandements. À savoir: "sois aimable, laisse ton concitoyen passer, souris, couvre les caméras des radars de graisse."

D'autres se montrent beaucoup plus virulents à l'égard de leurs camarades. Et les recommandations ne se bornent pas uniquement au caractère pacifique des actions. "Les crétins complètement bourrés dégagez" a par exemple écrit cet internaute sur la page "17 novembre haute-marne", visiblement agacé par les images de gilets jaunes alcoolisés sur les points de blocage.

Un groupe dédié à la promotion des règles de bonne conduite a même vu le jour ce mardi 20 novembre. Baptisé "Leadership Gilets Jaunes", il a notamment pour but de "réduire voire supprimer les violences." "Nous, Français, nous savons faire les choses bien, dans la paix, la bienveillance, et l'intérêt général. Choisissons-le encore!", écrit le créateur de la page.

De nombreux appels au calme qui se conjuguent avec une tentative de transformer le mouvement. Conscients de l'ambivalence de leurs actions - consistant à bloquer et pénaliser tous les citoyens pourtant majoritairement favorables au mouvement - certains gilets jaunes veulent désormais se tourner vers les symboles de l'État et surtout paralyser l'économie.

Un message, dont il est difficile d'en retrouver l'origine, circule d'ailleurs sur de nombreux groupes ou événements dédiés au mouvement. "La méthode utilisée n'est je pense pas la bonne! Arrêtons tout de suite ces blocages qui ne bloquent que les citoyens désirant aller travailler. La cote de popularité ne fait que descendre il suffit de voir les commentaires des gens sur Facebook et aux radios", explique, en partie, le texte recopié de pages en pages.

Ainsi, de nombreux messages fleurissent pour inciter les citoyens en colère à bloquer les centres de collecte d'impôts, les préfectures ou les péages pour rendre la route gratuite aux usagers. Certains appellent même à un boycott national du Black Friday. Une façon de ne pas pénaliser d'avantage ces Français qui partagent leur indignation sans toutefois se mobiliser. Reste désormais à savoir quels échos trouveront ces nouvelles consignes sur le terrain, alors que la mobilisation semble plus éclatée que jamais. huffingtonpost.fr 21 novembre 2018

Seconde partie.

Lu dans un article publié par la tendance Claire du NPA.

- "Liberté pour ceux qui veulent voyager et s’installer, un point c’est tout."

(Retour sur la rencontre entre la Tendance Claire et le Club Politique Bastille - 10 novembre 2018)

Tous les intervenants furent unanimes : "Un point c'est tout".

LVOG - Discours de petits bourgeois à l'esprit étroit qui n'ont même pas conscience de figurer parmi une infime minorité de nantis qui peuvent "*voyager et s'installer*" où bon leur semble pratiquement n'importe où dans le monde.

En lisant cela, au fin fond d'un petit village en Inde du Sud, je me suis demandé dans quel monde ces gens-là vivaient-ils.

Car ils semblent ignorer qu'en dehors des pays dominants qui représentent une minorité des pays qui existent dans le monde (près de 200), dans tous les autres pays, donc l'immense majorité, si vous n'êtes pas un nantis, vous n'obtiendrez jamais un visa pour la France ou un des pays de l'UE, les Etats-Unis, etc., hormis au compte-gouttes pour poursuivre des études et dans quelques cas particuliers qui confirment la règle, règle qui existe depuis plus d'un siècle.

Ces gens-là sont de dangereux apprentis sorciers. Ce sont tous des intellectuels de haut niveau, mais je les considère comme des crétins finis.

Accordez le droit aux 3,5 milliards d'Indiens, Chinois, Indonésiens, Pakistanais, Bangladeshi, Vietnamiens, etc. d'obtenir un visa pour la France et je vous garantis que plus de la moitié seront du voyage. Venez donc ici, dans mon village, demandez à n'importe quel Indien croisé sur votre chemin s'il préfèrerait rester en Inde ou partir vivre en France si on lui en fournissait la possibilité, en 22 ans, hormis à Pondichéry quelques Indiens des classes supérieures qui ont un statut de seigneur ou d'esclavagiste, je n'en ai jamais rencontré un seul Indien qui voudrait rester en Inde. Vous me direz, pourquoi les nombreux touristes chinois, indiens qui visitent la France ne restent-ils pas en France ? Après avoir été faire leurs emplettes sur les Champs-Élysées, avenue de l'Opéra, parce que ce sont des nantis qui auraient plus à y perdre qu'à y gagner.

Même si demain nous parvenions au pouvoir, nous serions obligés de conserver ce règlement. Nous rétablirions toutes les frontières de l'hexagone et nous renforcerions encore les contrôles, parce que nous n'aurions pas le choix. Il n'y a que de furieux gauchistes ou des ignorants pour imaginer le contraire. Répétons-le ces gens sont dangereux, ne les écoutez pas.

Sous le règne de l'inquisition.

- La nouvelle plaie du politiquement correct par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 07 novembre 2018

Extrait.

Ceux qui considèrent avoir le droit à la parole, aujourd'hui, confondent volontairement ou involontairement (consciemment ou inconsciemment) les styles, les genres, les choses dans leur ensemble, à partir du moment où ce qui est dit ne correspond pas à leur a priori ou à leurs intérêts égocentriques.

Un pamphlet, une satyre, une critique, sont acceptables tant que tout cela est fait dans l'ordre des choses : c'est-à-dire au profit du monde des dominants et des prédominants dans le cercle fermé des élites qui se sont emparées de tous les pouvoirs en affirmant ouvertement qu'elles ne désirent pas du tout les partager. Selon les élites au pouvoir, ne « pas partager le pouvoir démocratiquement » signifie refuser de jouer le jeu du « populisme »!

La manipulation des opinions publiques est devenue quelque chose de délirant et qui a atteint un point dont on n'aurait jamais pu imaginer l'ampleur encore il y a une décennie! Lorsque tout le monde se dit, crie ou affiche « je suis Charlie » et que tout de suite après vous en tirez des conclusions logiques en proposant donc une réflexion objective, critique, philosophique, sur la situation politique actuelle, vous découvrez brutalement que, si vous ne soutenez pas inconditionnellement l'ordo-libéralisme actuel et ses idéologues, votre proposition sera interdite, rejetée, sanctionnée, censurée, empêchée, poursuivie, condamnée. C'est déconcertant, mais pourtant la réalité actuelle au sein d'une société vraiment désorientée!

C'est ainsi que vous avez en Occident une corporation d'inquisiteurs dont le travail consiste à censurer et sanctionner tout ce qui n'est pas « politiquement correct ». (...)

Les élites au pouvoir ne tolèrent pas la pensée libre et dissidente, qu'ils censurent donc sans états d'âme. Si vous ne partagez pas l'idéologie du fascisme ultra libéral et ne vous soumettez pas aux élites qui l'imposent partout dans le monde et à tous les niveaux, vous êtes violemment rejeté, écarté de l'accès à toute parole. (...)

Même si vous voulez continuer à faire entendre votre parole, un autre son que celui du « politiquement correct », les lieux de réunion vous sont fermés et interdits.

C'est aussi le cas pour toute personne compétente qui veut organiser une conférence d'information sur la Syrie : il est interdit en France de parler de la Syrie, car le discours officiel est un mensonge destiné à protéger un crime d'Etat perpétré sur le peuple Syrien arbitrairement martyrisé par l'intermédiaire de ses mercenaires de DAECH aux ordres et « faisant du bon boulot ». Hors de question de permettre à qui que ce soit de parler dans l'hexagone sur cette réalité qui doit rester dans le brouillard de la manipulation médiatique exécrable qui est pratiquée sans vergogne par les médias aux mains des milliardaires protecteurs de la perversion ultra libérale régnante. Pour le Yémen c'est la même chose : ces peuples, syrien et yéménite, ont eu le tort de n'avoir pas accepté la loi du pillage pratiqué par le néo colonialisme de l'occident et ses règles de domination au nom de la « liberté » et de la « démocratie ».

Après Natacha Polony, Eric Zemmour et Michel Onfray, c'est aussi rigoureusement la même chose qui se passe avec d'autres personnes que l'on peut aimer ou ne pas aimer, comme Dieudonné. Le pouvoir qui ne veut entendre qu'une seule voix derrière lui, va jusqu'à ceinturer, par un cordon de policiers, la salle de spectacle où se produit l'humoriste, pour en empêcher l'accès aux spectateurs !!! Ce comportement dictatorial qui existe actuellement en France est pire que tout ce qui peut se passer dans une dictature, car il se fait en pleine hypocrisie: il n'y a aucune explication donnée à ce comportement totalitaire ni de justification légale, pour la simple raison qu'il n'y en a pas. La société de droit est ouvertement bafouée et le Pouvoir considère qu'il n'a de comptes à rendre à personne! Le silence de ce Pouvoir impose sa loi de répression arbitraire sans donner d'explications, simplement parce que cet humoriste n'est pas « politiquement correct ». Nous sommes dans une apogée de l'intolérance, dans la plus totale négation de ce qui assure et caractérise la démocratie : le droit à la parole, le droit de l'exprimer, le droit de penser librement…

Inutile de dire que la « Déclaration des Droits de l'Homme » n'a plus cours en France, car les élites n'ont que haine pour ces droits qu'ils abolissent partout, dans le seul but d'imposer leur volonté qu'ils considèrent comme « compétente », les peuples étant « ignorants » et « incompétents » pour savoir ce qui est réellement bon pour eux! Dès que la parole est donnée au peuple, on est dans le « populisme »! Dès qu'un philosophe initie des gens du peuple à la philosophie, il est condamné pour « populisme », car il est sans doute dangereux d'apprendre aux gens à réfléchir et à exercer leur sens critique. Tout est fait hypocritement pour enlever à Mr Onfray le droit et la possibilité même de pouvoir continuer à faire entendre sa voix! Le message paraît clair: le peuple doit rester dans l'ignorance et se contenter d'obéir en se soumettant à la dictature d'une oligarchie au pouvoir… Comment expliquer une telle peur des élites face à tous ceux qui disent ce que le « politiquement correct » ne tolère pas? Il va de soi que les élites détiennent un pouvoir qu'il est hors de question pour elles de partager démocratiquement! La démocratie n'est pas compatible avec le pouvoir qui « se prend ». Lorsque la responsabilité de l'Etat s'exerce vraiment au nom d'un peuple, alors il n'est pas question d'un pouvoir, mais d'une autorité légitime, si elle est bien entendu exclusivement occupée par son rôle de gardienne de l'intérêt commun (de tout le peuple)…

Si l'on ne cadre pas avec l'idéologie fasciste du monde ultra libéral qui impose sa loi à tous, sans demander l'avis de personne (Cf., article du 18 mai 2017, dans mondialisation.ca : « Pourquoi l'ultra libéralisme est-il un fascisme ? »); si l'on se montre critique du système; si l'on ose attaquer la vulgate du « politiquement correct », on est traité aussitôt, au choix et selon le contexte, « d'antisémitisme », « d'homophobie », de « complotisme », de « populisme », de « racisme »…

Dès que quelqu'un fait preuve d'indépendance d'esprit, de liberté, de sens critique, on lui dit qu'il « ne détient pas les bonnes informations », qu'il est le jouet des « fake news », qu'il est naïf, « manipulé », « suicidaire », comme on l'a dit à Michel Onfray : « suicidaire nietzschéen », « délirant »… On va même jusqu'à réclamer une « expertise psychiatrique » comme cela a été fait concernant Marine Lepen et Jean Luc Mélenchon!

Il est devenu impossible de dialoguer, de débattre en France macronienne. Tout est verrouiller par la caste au pouvoir et le reste de la nation, c'est-à-dire la majorité des Français qui n'a pas voté Macron, est autorisé à se taire!

(Cf., article du 08 mai 2017 dans mondialisation.ca, auteur JYJézéquel : « Le résultat final des fausses élections présidentielles françaises ».

« … Les voix exprimées pour Emmanuel Macron s'élèvent au nombre de : 20.630.677,00. 66,10% de 31.211.311,00 (de gens qui ont voté)= 20.630.677,00 de voix exprimées pour Macron. Le site du Ministère de l'Intérieur donne le chiffre de : 20.753.798,00 de voix pour Emmanuel Macron. Ce qui confirme une imprécision sur les inscrits du départ. Le nombre de Français inscrits et ayant le droit de vote s'élève à 47.644.602,00. Il faut donc savoir que le nombre de Français n'ayant pas choisi Macron pour président, s'élève à : 27.013.925,00 de citoyens, c'est-à-dire une écrasante majorité!… »)

Il était plus qu'évident, dans ce monde orwellien qui est devenu le nôtre, que le seul président français possible serait un pratiquant inconditionnel de la religion ultra libérale, un ultra défenseur du régime « maastrichtien » de l'UE qui se caractérise par la négation permanente de tout ce qui de près ou de loin revendique la démocratie. C'est le fondement même du pouvoir de la haute finance, dont Macron n'est qu'un représentant, et qui ne peut rien avoir en commun avec les attentes démocratiques.

Il y a de toute évidence aujourd'hui, une « criminalisation » systématique de la pensée d'opposition, qu'elle soit de droite ou de gauche. Toute pensée d'opposition est présentée comme « raciste », « populiste », « homophobe », « antisémite », « complotiste », « délirante », etc… On installe un discrédit « allant de soi », à propos de toute pensée d'opposition! Quelqu'un qui ne pense pas selon la norme du fascisme de cet ordo-libéralisme formatée par la caste des élites de l'oligarchie au pouvoir,

est condamné, rejeté, discrédité, interdit de parole, expulsé de tout accès, non seulement aux médias, mais aussi à une simple salle de conférence n'importe où dans l'hexagone! Cela se passe dans la France des « droits de l'homme!»

Il faut avouer que les Français sont tombés bien bas, en acceptant en silence le massacre de leurs valeurs républicaines traînées dans la boue par les escrocs qui les gouvernent actuellement et on se demande aussitôt à quel moment sa flamme révolutionnaire va se rallumer?

Même si je ne suis pas « nationaliste », je trouve scandaleux qu'il soit absolument interdit, actuellement en France, d'être nationaliste! La « France Insoumise » est elle aussi qualifiée de « populiste » et cette catégorie de personnes est parfaitement indésirable en France. La « France Insoumise » n'a pas le droit à la parole : on fait tout pour tuer « légalement » ce mouvement politique qui affiche son opposition déterminée au « politiquement correct ». Marine Lepen et Jean Luc Mélenchon ont subi tous les deux des commandos de la police surarmée pour des perquisitions contestables aux sièges de leur parti, dans leur propre domicile et aux domiciles de sympathisants. On croyait ces pratiques vichystes révolues! Tout est fait pour discréditer les opposants grâce à l'appui infaillible et dévoué des médias aux mains des milliardaires veillant sur l'avenir radieux de leur business nécessitant des citoyens dociles et dressés à l'aune de l'idéologie qui permet l'enrichissement démentiel des plus riches sur le dos des plus pauvres…

L'histoire elle-même est revisitée par un Macron immature et réinterprétée dans le « bon sens » du fascisme ultra libéral. On en est là en France, à cet univers Orwellien décrit dans « 1984 » : tout ce qui n'est pas conforme à l'idéologie est sévèrement persécuté et il est même question déjà de « programmes de rééducation » des récalcitrants. Ce programme est mis en application, à travers les réformes, dans l'éducation nationale. Les diplômes ne sont accordés qu'à ceux qui se montrent dociles et bien formatés à la norme du fascisme actuel. Tout résistant est éliminé d'office et écarté d'un avenir de responsabilité dans la vie sociale…

Au final, si l'on pense correctement et objectivement la réalité, le système fanatique d'une radicalisation inconditionnelle pour la cause de l'empire « maastrichtien » de l'UE, est à égalité avec la vision « nationaliste » condamnée en France. Le comportement des inconditionnels de l'Europe telle qu'elle est, non conforme au désir des Français, (Referendum de mai 2005), est exactement le même que celui des « nationalistes »! Pourquoi donc, le comportement « maastrichtien » serait encensé, idéalisé, vanté, imposé et le comportement « nationaliste » dénigré, combattu, réprimé, persécuté, interdit? Pourquoi le premier qui reconnait la domination de l'OTAN sur notre sécurité serait meilleur que le second voulant l'indépendance patriotique de la nation souveraine, libre et indépendante?

On criminalise la pensée libre et autonome. On classe grossièrement les personnes de manière parfaitement manichéenne en « populistes » et en « progressistes »! Cette manière archaïque de traiter les gens, cette oeuvre néfaste réalisée par les élites, est une authentique régression mentale, le symptôme visible d'une décadence de la civilisation devenue le signal de sa chute finale. Mondialisation.ca, 07 novembre 2018

Ce monsieur oublie de dire que, quand les gens qu'il défend étaient à la place de ceux qui les ostracisent ou veulent les faire taire aujourd'hui, ils se comportaient de la même manière, moins ouvertement, la censure était plus raffiné envers les véritables opposants du régime.

Quand le mouvement ouvrier adopte la caratérisation de rouge-brun des ultra néoconservateurs pour censurer ses opposants.

Ballast est une revue, créée en novembre 2014, d'une quarantaine de militants/bénévoles (de France et de Belgique), indépendante de tout groupe de presse et parti politique.

- Frédéric Lordon : « Dire ensemble la condition des classes populaires et des migrants » 1/3 revue-ballast.fr 19.11

Nous tentons, autant qu'il est possible, d'éviter les entretiens liés à la parution d'un livre. Frédéric Lordon est de retour en librairie ; de ce nouveau livre, il ne sera donc pas question. C'est que nous avions à l'esprit de revenir à ses côtés sur deux décennies de parutions et d'interventions dans l'espace public. L'économiste régulationniste — spécialiste des crises financières, des manœuvres boursières et de l'euro — est devenu philosophe spinoziste, et ce dernier s'est imposé comme l'une des figures de l'anticapitalisme hexagonal. On se souvient, au printemps 2016, de son appel à soutenir, en pleine contestation de la loi El Khomri et des mobilisations de Nuit debout, le blocage du pays tout entier par la grève générale : « On ne tient pas éternellement une société avec BFM, de la flicaille et du Lexomil ! » Mais s'il ne sera pas question de son dernier-né, l'actualité n'en est pas moins venue bousculer notre entreprise : un texte de sa plume paru le 17 octobre 2018 sur les blogs du Monde diplomatique, titré « Appel sans suite : migrants et salariés », a suscité au sein d'une partie de la gauche radicale une désapprobation souvent vive. Lordon y tançait le « Manifeste pour l'accueil des migrants » porté par Mediapart, Regards et Politis, tenu à ses yeux pour pure inconséquence politique. Retour, en guise de premier volet, sur ce litige dans un café de la place de la Contrescarpe — désormais haut lieu parisien de la macronie délinquante.

Stéphane Burlot - Votre dernier article a agité le petit monde militant. En examinant les critiques énoncées, il semblerait que vous

ayez viré de bord ou que vous soyez devenu « rouge-brun » !

Je ne sais pas si la tempête a concerné un dé à coudre ou jusqu'à un bol de soupe, mais à l'évidence il y a eu « quelque chose ». Mais quoi exactement ? Je serais tenté de dire que la circulation de ce texte n'a été qu'un gigantesque test de Rorschach : une surface de projection. Car les réactions furibardes le trahissent toutes à quelque degré : elles n'ont pas pris le parti de lire, mais celui du délire. Elles n'ont pas lu ce qui y était, et elles ont lu ce qui n'y était pas. Écart qui fait inévitablement penser à la logique du symptôme. Mais de quoi ? C'est ça la question : qu'est-ce qu'on assouvit ou qu'est-ce qu'on soulage quand on extravague à ce degré ? Reprenons avec méthode. Qu'est que ce que mon texte dit, et qu'est-ce que la réception en dit ?

« Mon texte prend-il position "contre les migrants" ? Évidemment non. Soutient-il la thèse de quelque restriction à l'accueil des flux de migrants actuels dans la situation actuelle ? Pas davantage. »

Mon texte prend-il position « contre les migrants » ? Évidemment non. Soutient-il la thèse de quelque restriction à l'accueil des flux de migrants actuels dans la situation actuelle ? Pas davantage. Valide-t-il celle d'une connexion causale entre migrations externes et précarité salariale interne ? Il est fait pour conduire à penser le contraire. Le fond du texte dit : imputer la précarité salariale aux migrants est une erreur d'analyse, les causes premières de la précarité sont à trouver dans la configuration néolibérale du capitalisme mondialisé et sa franchise régionale de l'euro. Normalement, c'est ici que se joue l'accord ou le désaccord. Et maintenant, que dit la réception ? Olivier Cyran : que je fais « passer la lutte anticapitaliste avant la cause des migrants », fabrication littéralement délirante — que ne rachètera pas une anaphore poussive : « Au nom de l'anticapitalisme, faut-il se résoudre / faut-il s'accommoder / faut-il accepter… » (suit la liste des abominations des politiques migratoires contemporaines). On se demande ce qu'il faut avoir pris pour avoir cru pouvoir lire dans ce texte une chose aussi absente et aussi absurde que de subordonner… tout, et spécialement l'urgence de l'aide aux migrants, au préalable de la sortie du capitalisme. Et Pierre Khalfa, il a pris des choses lui aussi ? « Est-ce que la sortie de l'euro ou une éventuelle démondialisation résoudrait la question en tarissant le flux des migrants ? », demande-t-il. Mais à qui au juste ? Car à l'évidence il parle tout seul, en tout cas pas à moi. Comment peut-on en venir au forçage qui fait lire dans un texte ce qui en est, là aussi, notoirement absent ? Et pour cause : cette idée-là est à peu près aussi absurde que la précédente.

Stéphane Burlot - Vous êtes également accusé d'économisme : vous indexeriez tout, et la question migratoire dans le cas présent, sur la sortie de l'euro ou la critique de l'Union européenne.

Impression étrange, et assez comique, d'être ainsi taxé quand il s'agit de traiter une question d'économie politique — car, évidemment, c'est cela que Khalfa a oublié en route : quelle était la question, la question très explicitement délimitée par le texte lui-même. Non pas celle « des migrants », mais celle des effets économiques des migrations — en l'occurrence de leur absence d'effets. Il y a quand même un stade d'extravagance herméneutique où l'on se prend à douter que les mots « lire » et « lecture » fassent l'objet d'une définition partagée. Il est vrai que disant ce qu'il dit, le texte dit aussi, par le fait, que si l'on veut relever les migrants d'une causalité économique imaginaire, il faut s'intéresser à la causalité réelle : celle de la mondialisation néolibérale et de l'euro. S'intéresser, c'est-à-dire nommer, pointer, et d'une manière qui exprime l'intention d'y faire sérieusement quelque chose, en tout cas un élément central de l'agenda politique, à plus forte raison si l'erreur de causalité est au principe de la situation de politique intérieure créée par la question des migrants, une situation où les confusions non-défaites, les causes mal indiquées, nourrissent le pire. Mais c'est là précisément le point de mauvais vouloir de Khalfa qui, trouvant certes l'euro néolibéral mauvais (et précarisant) ne veut pas pour autant en sortir, et préfère attendre qu'il change — et qu'il devienne bon. Comme on demanderait à un cercle de bien vouloir devenir carré.

Stéphane Burlot - Il faut bien cependant, à part ça, que « quelque chose », qui est dans le texte, ait produit les distorsions fantastiques qui font dire « rouge-brun » ou « changé de bord ». Quoi ? Où se tiennent les motifs réels de dégondage ? Sur des points d'offense personnelle — évidemment transfigurés en raisons politiques. Notamment : les « chaisières »1 [« le drame [migratoire] est devenu une parfaite matière pour chaisières de l'humanisme sans suite », écrivait Frédéric Lordon dans son texte, ndlr], l'oubli des classes populaires. Oui, je persiste à parler de chaisières à propos de ces personnes qui n'ont pas d'autre horizon politique que la posture morale, et s'y entendent à prospérer sur les « causes », petits accumulateurs opportunistes de capital symbolique à pas cher, occupés surtout de leur image à leurs propres yeux ou à ceux de leurs micro-milieux, à l'intersection de la bourgeoisie culturelle et de la bourgeoisie socialiste en déshérence, prête à faire main basse sur tout pour faire oublier la liste interminable de ses démissions — « manifestation ostentatoire et hypocrite de la vertu », dit le dictionnaire à propos du pharisaïsme. Là-dessus, la chose singulièrement étonnante, c'est que le texte comporte tous les codicilles2 qui rendent impossible, mais bien sûr à condition de lire, toute erreur d'adresse. À qui de droit les « chaisières » ? Aux chaisières. Pas aux non-chaisières.

« Il ne devrait pas être nécessaire de dire qu'au premier chef, ce qui est insoutenable, c'est le sort objectif fait aux migrants. Car d'abord ce devrait être suffisamment évident pour qu'on n'ait pas à le dire. »

Qu'il y ait des personnes qui joignent le geste à la parole et mettent un dévouement admirable dans l'action concrète au côté des migrants, je le dis, et je le dis parce que j'en connais. Une de mes amies héberge des migrants chez elle — je pense que comme témoignage d'hospitalité en acte, on peut difficilement faire mieux. Pas un instant, elle n'a pris ombrage des « chaisières » — et pour cause : elle est le contraire d'une chaisière. Une autre, qui fait la même chose, aussi admirable, s'est sentie, elle, terriblement offensée. Mais pourquoi, lui ai-je répondu ? Pourquoi prendre ainsi pour toi ce qui, à l'évidence, ne te concerne

pas ? Comment peut-il se produire une abolition du discernement capable de produire des accès d'égocentrisme aussi mal placés ? Par exemple, lorsque je lis, et ça m'arrive souvent, des diatribes sur « les économistes » (leur commission à l'ordre néolibéral, leur corruption institutionnelle, etc.), je suis capable de ne pas les prendre pour moi. Quand je tombe sur une charge contre la pleutrerie politique « des universitaires », je ne me sens pas concerné non plus. Et je n'ai pas besoin de codicilles. Je peux laisser passer une généralité sans doute analytiquement peu précautionneuse, mais dont un soupçon de discernement suffit pour voir qui elle vise en réalité. Symétriquement, quand je mets en cause « les médias », et ça m'arrive souvent aussi, je ne reçois pas de messages outrés du Diplo, de Fakir ou du Média. Qui savent assez bien où ils en sont eux-mêmes, et n'ont pas besoin de notes de bas de page pour être assurés de ne pas faire partie de l'adresse. Alors il faut s'interroger.

Stéphane Burlot - Sur quels points ?

Comment, par exemple, se fait-il que, de deux textes si formellement semblables dans leur structure argumentative (celui sur les appels « climats » et celui sur les appels « migrants »), seul le second ait produit de pareils effets ? Qu'est-ce que ça touche qui est à ce point insoutenable ? Normalement, ici, il ne devrait pas être nécessaire de dire qu'au premier chef, ce qui est insoutenable, c'est le sort objectif fait aux migrants. Car d'abord ce devrait être suffisamment évident pour qu'on n'ait pas à le dire. Et ensuite parce que c'est surtout d'autres choses qu'il s'agit ici. D'abord d'un point de cristallisation intolérable de l'impuissance politique où nous sommes. L'impuissance politique, en soi c'est dur, mais nous commençons à en avoir l'habitude. Mais l'impuissance face au drame absolu des migrants, c'est au-delà du supportable. Et c'est peut-être pourquoi, tout ce qui est fait pour se soulager symboliquement de cette impuissance, appels, tribunes, manifestes, dont nous sommes capables en temps ordinaires de reconnaître le caractère quelque peu dérisoire — à la mesure de nos moyens… — ne supporte plus ici d'être mis en question. Remettre en cause si peu que ce soit les solutions d'accommodation symbolique de l'impuissance politique, qui, confrontée à un drame extrême, prend le tour d'une culpabilité extrême, vouait sans doute à cette réception qui en définitive parle de tout sauf du texte lui-même : des souffrances de l'impuissance.

Mais aussi de l'impossibilité, autour de la question des migrants, de quoi que ce soit qui ne soit pas de l'ordre de l'unanimité morale. En fait quelque chose comme un point de sacré, qui — une fois accordé aux urgences de vie et de mort ce qui doit évidemment l'être — exclut radicalement par ailleurs tout questionnement conflictuel. Mon hypothèse serait la suivante : le migrant, c'est la figure de l'altérité la plus lointaine, par conséquent, c'est un cas passionnel pur. Je veux dire : l'éloignement est tel qu'à part la compassion due à la victime absolue, aucun autre affect n'environne la figure du migrant. Après tout, il y a d'autres hécatombes silencieuses, mais aucune n'a ces propriétés. Par exemple on meurt d'accident au travail. On meurt du chômage — l'INSERM estime à plus de 10 000 la surmortalité consécutive au chômage. Là aussi il y a un grand cimetière invisible. Mais qui n'émeut personne pareillement.

Stéphane Burlot - Et pourquoi, selon vous ?

« Mon texte rappelle que les trois médias initiateurs ont œuvré, sans doute à des degrés divers, à défaire la seule force politique de gauche qui, quoi qu'on en pense, était en position de faire obstacle à Macron. »

Peut-être, à part le fait qu'ils ne reçoivent aucune attention, parce que ces morts sont des cas passionnels plus mêlés. Pour les chaisières, je veux dire pour cette bourgeoisie pharisienne qui ne connaît que les causes humanitaires, celles qui permettent de ne jamais prendre le moindre parti politique (ou bien, pour sa partie la plus retorse, d'en prendre mais sans en avoir l'air), le moins qu'on puisse dire c'est que la figure du prolo n'est pas passionnellement pure : on en a croisé, on n'aime pas trop leurs manières, on les soupçonne de voter pour le FN, etc., beaucoup d'affects contraires qui viennent mitiger celui de la compassion. C'est pourquoi le cas des migrants permet de ne faire aucune autre politique que celle des causes prochaines (et encore) : celle qui, justement, incrimine les politiques migratoires, ses dispositifs ignobles, mais qui ne veut guère aller plus loin. Comme si le cas moral du tort fait aux migrants ne supportait pas qu'on le surcharge de quelque autre question. Car la compassion pure appelle l'unanimité pure. Or les « questions » divisent. Et moi je voulais poser des questions. Notamment aux convolutions de la mauvaise conscience mais plus encore à l'inavouable de certaines arrière-pensées — pour le coup celle de la scène politique intérieure.

Stéphane Burlot - Des lecteurs ont pu être choqués par votre texte, estimant que, la cause étant juste, ce « Manifeste », fût-il imparfait, allait toutefois dans la bonne direction…

Oui. Je sais bien que « l'urgence » permet de faire passer ce qu'on veut en contrebande, mais tout de même. Normalement on devrait faire attention à ce qu'on signe et avec qui on signe. Mon texte rappelle que les trois médias initiateurs ont œuvré, sans doute à des degrés divers, à défaire la seule force politique de gauche qui, quoi qu'on en pense, était en position de faire obstacle à Macron en 2017. L'un d'eux, Mediapart, a été spécialement actif dans cette entreprise. Mais il faudrait instruire le cas avec une grande précision. En commençant par ces tribunes grandiloquentes, s'enveloppant dans l'Allemagne des années 1930, pour fustiger, par analogies aussi grossières historiographiquement qu'ineptes politiquement, toute stratégie s'opposant à un PS en ruine, stratégie coupable d'ouvrir la voie à l'extrême-droite — Mélenchon étant l'équivalent fonctionnel du KPD [Parti communiste d'Allemagne], dont le refus de s'allier au SPD [Parti social-démocrate d'Allemagne] aurait mis Hitler à la Chancellerie. Et tout ça pour tenter de sauver Benoît-6%-Hamon, en faveur de qui Mélenchon était sommé de se retirer séance tenante. On ne se souvient pas d'avoir entendu aucun appel symétrique lorsque l'infortuné socialiste était aux fraises et que, pour le coup, son apport de voix à lui aurait pu écarter Le Pen du second tour — mais la lutte contre le FN a de ces géométries variables que

la géométrie ignore. En revanche, on se souvient de ces grands entretiens énamourés accordés au candidat Macron par Mediapart dès avant le premier tour, pour ne pas même parler de celui de l'entre-deux tours, conclu tout en œillades et en sourires complices. Il faut rappeler tout ça face à des gens dont le pli du déni est comme une seconde nature et qui, jusqu'au bout, rejetteront l'évidence qu'on leur met sous les yeux, l'évidence de leurs faits et de leurs gestes. Des esprits malicieux avaient à l'époque donné le nom de balladuro-trotskysme — car, oui, tout ça vient de loin — à cette posture qui consiste à feindre de monter sur la barricade pendant quatre ans et demi, pour retomber dans la tambouille social-libérale six mois avant l'élection, et prendre un air tantôt raisonnablement enthousiaste tantôt sincèrement désolé pour expliquer qu'il faut voter Royal, Hollande ou Macron. Et donc cette fois Macron.

Car voilà le nœud de l'affaire : cet appel si plein d'humanité en faveur des migrants a été initié par des gens dont certains, de fait ou d'intention, ont contribué dès avant le premier tour à porter Macron au pouvoir, c'est-à-dire à installer une politique anti-migrants à peu près aussi dégueulasse que celle de Salvini, et puis à pousser les feux du néolibéralisme comme jamais, c'est-à-dire la cause même qui approfondit le désespoir matériel des classes populaires et leurs errements imaginaires, splendide résultat. Il faut tout de même mesurer l'énormité de cette histoire : pas un mot dans l'appel pour nommer Macron, pour dire ce qu'est sa politique, pour dire la criminalisation de l'aide aux migrants — ce ne sont pas les chaisières qu'on traîne en justice —, pour rappeler que, sous sa responsabilité, la police lacère les toiles de tente, gaze les occupants, jette les chaussures, détruit les duvets, bref, se vautre dans une ignominie proprement inimaginable, et pour tout dire fascistoïde. Je ne sais pas si tous les signataires ont bien eu ces éléments présents à l'esprit, et si ça n'a pas été le cas, il faudrait leur demander ce que ça leur fait d'en prendre conscience, et si « l'urgence » commandait aussi impérieusement de mettre tout ça de côté. Cyran, d'ordinaire très attaché à tenir son rang dans les compétitions de radicalité, concède à la rigueur qu'il y a bien dans les signataires « quelques mous du genou ». Il dit « signataires » pour ne pas dire « initiateurs ». Je trouve surtout que c'est son critère du « mou du genou » qui est devenu étonnamment mou du genou.

« Sous la responsabilité de Macron, la police lacère les toiles de tente, gaze les occupants, jette les chaussures, détruit les duvets, bref, se vautre dans une ignominie proprement inimaginable, et pour tout dire fascistoïde. »

Je dois ajouter pour finir que l'une des choses qui me révulse le plus au monde, ce sont ces entreprises d'auto-blanchiment symbolique, de retournement de veste en loucedé et d'effacement des traces pour se croire propre comme un sou neuf, et puis faire main basse sur la cause incontestable afin de mieux occuper la position de la supériorité morale incontestable. Eh bien non. On n'est pas obligé de passer tous ses faux en écriture à la duplicité. Or la duplicité, c'est la mauvaise foi caparaçonnée dans la bonne — par exemple prendre sincèrement fait et cause pour les migrants, mais depuis une position politique plus que douteuse, au regard même du « fait et cause » —, structure qui, du reste, rend impossible toute discussion, par la force des choses, puisque le mur du déni est infranchissable. Si l'on ajoute à ça le lourd soupçon que cette splendide initiative n'est peut-être pas sans rapport avec le lancement façon Ariane 5 de la candidature Glucksmann, cette opportune reconstitution de la gauche-PS sans le PS, oui, ça commençait à faire beaucoup.

Stéphane Burlot - Qu'en aurait-il été du même texte, mais publié par d'autres émetteurs ?

Mais son problème principal reste son contenu, d'une affligeante pauvreté. Rien ni sur la mise en cause de Macron, ni sur la désignation franche des causes réelles de la précarité, seule à même de défaire le ressentiment des classes populaires. Au reste, l'absence de Mediapart nous aurait privé d'un formidable moment de vérité, je veux parler de cette scène hallucinante, rapportée par Pierre Rimbert dans le Le Monde diplomatique, où l'on voit, à l'occasion d'un live, Danièle Obono s'expliquer sur son refus de signer, pour se voir in fine opposer cet argument totalement sidérant : « Si vous aviez signé l'appel, il n'y aurait pas eu tout ce foin. » Il faut de pareils miracles d'innocence pour prendre la mesure de ce que c'est que la pensée incorporée, celle à laquelle on ne fait même plus attention, et qui parle toute seule en soi — ici un habitus d'OPJ [officier de police judiciaire].

Le philosophe Jacques Bidet réagissait il y a peu à l'accusation de moralisme, telle qu'elle est volontiers formulée à l'encontre des défenseurs des migrants. Il demandait, rhétoriquement : « Serait-ce là une posture "morale" ? Mais peut-on se passer de morale ? Et pourquoi la morale serait-elle naïve ? » Que faites-vous de ces questions ?

Je ne suis pas sûr que ce soit un énoncé suffisant pour dénouer le problème. D'un certain point de vue, je n'ai aucun mal à épouser la formule de Jacques Bidet, et pour une raison extrêmement simple : la politique est une axiologie. Il y a donc, mais à titre consubstantiel, de la morale en politique puisque la politique ne cesse d'engager des affirmations de valeur. Mais toute la question est celle de savoir comment se configure la présence de la morale dans la politique, le rapport de la morale et de la politique, et notamment de savoir si la morale épuise la politique. Question rhétorique de nouveau, dont la réponse est évidemment non. La morale vise tendanciellement à l'unanimité alors que la politique assume l'irréductibilité du conflit — hétérogénéité rédhibitoire. Il y a donc de la morale dans la politique, mais la politique ne pourra jamais être de la morale.

Et puis la morale est un discours de prescription fort dans un discours institutionnel faible et un discours d'analyse nul. Et la morale fonctionne essentiellement à l'injonction sans suite (formelle). Dans le registre normatif qui est le sien, elle est par construction dépourvue de toute analyse de ses conditions d'efficacité, comme si l'apesanteur sociale seyait à son genre. C'est ici que, quoique fondamentalement axiologique, et par-là morale, la politique peut connaître des dégradations moralistes. J'entends par là le refuge dans l'injonction pure et le faux universalisme ignorant des conditions particulières — « faire la morale ». L'injonction morale a été longtemps la seule manière envisagée par les classes bourgeoises éduquées de lutter contre le racisme.

On en connaît les brillants résultats. Ce qui rend le « Manifeste pour l'accueil des migrants » aussi consternant, c'est combien peu il a dépassé ce stade. Et c'était bien le point de mon texte : si l'on veut que le ressentiment raciste n'envahisse pas (entre autres) les classes populaires, il va falloir leur servir autre chose que des sermons et du sourcil levé. Le racisme prend quand il rencontre les conditions qui lui permettent de prendre. Mais, de cela, le « Manifeste » ne veut discuter à aucun prix. Il en est donc réduit à « faire la morale ». C'est-à-dire à dépolitiser la question des migrants, soit à peu près le pire service à lui rendre.

Stéphane Burlot - En 2013, vous écriviez sur votre blog qu'« il est évident que l'abandon de toute régulation des flux de population est une aberration indéfendable ». Votre dernier texte n'aborde pas ce point, mais les polémiques qui l'entourent n'ont-elles pas partie liée, d'une manière plus ou moins distincte, avec cette position de fond ?

« "La frontière, pour ou contre ?", c'est de la problématisation pour "On n'est pas couché" ou pour C-News. »

Si c'est une manière de me demander si j'adhère à la position « No Border », en effet la réponse est non. Pour se faire une idée des régressions intellectuelles auxquelles conduisent soit les régressions moralistes de la politique, soit certaines formes de la « pensée militante », il faut lire cette phrase du papier que Cyran m'a consacré : « Le problème avec les frontières, c'est qu'il faut choisir : soit on est contre, soit on est pour ». Ça m'a été un accablement de lire ça — Dieu sait que Cyran est un type intelligent, mais comment est-il possible d'en arriver à ce néant de pensée ? Car « La frontière, pour ou contre ? », c'est de la problématisation pour « On n'est pas couché » ou pour C-News. En matière d'institutions, « pour ou contre », c'est la pire manière de poser les questions. Et spécialement à propos de cette institution qu'est la frontière. D'abord parce que je crois que l'humanité No Border, non seulement n'existe pas, mais qu'elle n'existera jamais. Le genre humain rassemblé dans une communauté politique unique, puisque tel est bien le corrélat du No Border, n'est qu'une posture vide de sens tant qu'on n'a pas produit la forme politique sous laquelle cette communauté pourrait se réaliser. On attend toujours des No Border qu'ils produisent la première indication à ce propos. L'humanité se distribue en ensembles finis distincts. Et le principe de la distinction s'appelle une frontière. La frontière est donc un fait positif3 (maintenant je me mets même à douter qu'on comprenne correctement ce que veut dire ici « positif »…). La question « oui ou non », « pour ou contre », n'a rigoureusement aucun intérêt. La seule question intéressante, c'est celle de la forme. Car l'institution « frontière » peut prendre des formes extrêmement variées, des plus haïssables, à base, en effet, de barbelés et de camps de rétention, jusqu'à de plus intelligentes, qui tolèrent, encouragent même la circulation et l'installation, mais n'abandonnent pas pour autant l'idée d'une différence de principe entre l'intérieur et l'extérieur, et d'une consistance propre de l'intérieur.

Mais qu'est-ce que c'est, une forme « plus intelligente » de la frontière ?

Relisons par exemple Robespierre et la définition de la citoyenneté française donnée par la Constitution de 1793 : « Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ; tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard ; tout étranger enfin qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français ». Des droits « de citoyen français ». Pas « du monde », cette autre navrance de l'humanisme postural. L'idée de frontière se trouve-t-elle ici abandonnée ? Nullement : elle est élaborée. D'une manière qu'on pourrait même trouver assez admirable. C'est quand même d'un autre niveau que les slogans « pour ou contre » ou « No Border ». La frontière peut donc parfaitement se penser sous l'espèce de la porosité. Mais d'une porosité nécessairement organisée : institutionnalisée.

Donc, fatalement, encadrée par une instance étatique, des douanes et des visas.

C'est comme ça que ça s'appelle.

Visas que le Nord obtient aisément mais qu'il n'entend pas délivrer pareillement au Sud.

Mais dire cela, c'est de nouveau se tromper de plan, et rabattre le concept général de la frontière sur l'une de ses réalisations historiques particulières, la réalisation présente, dont nous tomberons sans difficulté d'accord pour la trouver détestable.

Stéphane Burlot - Vous contestez sans l'ombre d'un doute la « fausse opposition » construite entre migrants et salariés nationaux — tout en écrivant que « la classe parlante » se doit de « démontrer qu'elle pense en priorité » aux classes populaires. N'est-ce pas une contradiction ?

Ça n'en est une qu'à la condition de ne pas faire la lecture contextuelle que cette phrase appelle nécessairement. Oui, je maintiens que la « classe parlante », celle qui « tribune », qui appelle et pétitionne dans ses propres organes de presse, Libé, Le Monde, etc., a à sa manière accompagné le néolibéralisme en se désintéressant pendant des décennies de la classe ouvrière qui en prenait plein la gueule en première ligne dans l'indifférence générale. C'est un fait documentable : à quelles causes et à quelles classes ou à quelles catégories les appels ont-ils été majoritairement consacrés depuis 30 ans ? Si la chose peut sembler anecdotique et caricaturale, elle n'en livre pas moins une vérité plus large : pourquoi, à peu de choses près, n'a-t-on jamais vu de vedettes ou de personnalités des arts prendre des positions publiques pour d'autres causes que la paix/la guerre, la faim, la Terre, les maladies, bref pour des choses de préférence situées au loin, sans conséquence sur le front politique intérieur ? Les « vedettes », qui ont des intérêts de notoriété élargie à défendre, sont l'accomplissement et, partant, le révélateur de cette tendance

à éviter tout ce qui clive, fait conflit, divise (donc pourrait amputer leur zone de chalutage), et ne trouvent jamais à cette fin meilleure arme que l'affect pur de la compassion, celui qui, précisément, opère la réduction morale de la politique, la dépolitisation entendue comme refus d'assumer l'essence conflictuelle de la politique. Or, malheur à elles, les classes populaires, la classe ouvrière, ne sont pas seulement exposées à la mitigation de leur cas passionnel, elles sont le lieu du conflit majuscule dans la société capitaliste : le conflit de classes.

« C'est la mondialisation néolibérale et sa franchise européenne qui permettent de dire ensemble et la condition malheureuse des classes populaires, et la surexploitation honteuse dont sont victimes les migrants ou les sans-papiers. »

Dire quelque chose « pour » les classes ouvrières et populaires sans prendre parti, sans se situer dans le conflit, c'est par construction impossible — beaucoup ont prudemment jugé que, dans ces conditions, mieux valait s'abstenir. Le néolibéralisme étant désormais entré dans une phase répugnante, les tendances changent : le monde de la culture a enregistré le choc de la crise de 2008 et de ses suites, il n'hésite plus à parler ouvertement de politique. Que certains de ses représentants se soient retrouvés à soutenir des textes contre la loi El Khomri, la destruction du code du travail, les ordonnances SNCF, c'est un heureux changement, mais un changement récent. Assez paradoxalement, on peut penser que si elles ne sont guère lectrices de ces tribunes et appels, les classes délaissées n'en ont pas moins conscience… d'être délaissées — de l'attention pétitionnaire. D'être délaissées symboliquement en plus de l'être matériellement. Elles ont conscience que le capital symbolique des « intellectuels » s'est engagé partout sauf de leur côté pendant des décennies. Si donc, je parle de priorité, c'est parce qu'il y a un fameux rattrapage à faire, et qu'on en est qu'au tout début.

Il suffit de voir certains produits du sens commun de la gauche critique pour le mesurer : il y a peu je suis tombé sur Internet sur un graffiti qui disait ceci : « Donnez-nous la PMA, on vous laisse le PMU ». Le bourgeois urbain en moi s'est aussitôt réjoui de la géniale trouvaille. Et puis, me reprenant, j'ai vu le désastre. Je m'empresse de préciser que j'ai des raisons personnelles, si elles ne sont qu'indirectes, d'être un ardent partisan de la PMA. Mais ce slogan, c'est la catastrophe du délaissement. Voilà le paysage mental résistant sur fond duquel s'élabore encore le rapport entre les « causes ». Ça m'a donc été une chose spécialement étonnante de voir mon texte accusé de marquer une division entre classes populaires et migrants, de la part de gens qui, précisément, n'ont pas trouvé un seul mot à dire pour raccorder ces deux causes, et ceci pour refuser à toute force de poser la seule analyse qui permettrait ce raccordement : car c'est la mondialisation néolibérale et sa franchise européenne qui permettent de dire ensemble et la condition malheureuse des classes populaires, et la surexploitation honteuse dont sont victimes les migrants ou les sans-papiers, et que les seconds ne sont pas la cause du malheur des premiers. Pour qui n'est pas sous œillères, c'est normalement le perfect hit4, et ça aurait dû l'être pour les initiateurs du « Manifeste » du point de vue même de leurs intentions alléguées — mais c'est à ce genre de loupé qu'on devine le caractère trouble des mobiles réels.

Stéphane Burlot - Comment votre position s'agence-t-elle par rapport à celle du philosophe Alain Badiou, avançant que le communisme à venir doit être fondé sur « le prolétariat international et nomade » ?

Je ne peux pas répondre sans avoir au préalable dit l'immense estime que m'inspire, à part son œuvre philosophique, que j'admire même si je ne la partage pas, l'immense estime, donc, que m'inspire la force d'âme qui fait maintenir contre toute une époque : maintenir le mot communisme, maintenir la critique de la « démocratie », pendant les années 1980 et 90… Si on n'a pas traversé soi-même ces années-là, on n'imagine pas ce que ce maintien suppose d'adversité, d'opprobre même, à affronter. En ce sens, Badiou a été indiscutablement fidèle à sa philosophie de la fidélité. Maintenant, le « prolétariat international et nomade » comme le socle du communisme à venir, je dois vous dire que ça me désespère. Et le prolétariat national et sédentaire ? À la poubelle de l'Histoire ? Comment se sortir de la tête que la philosophie, ou plutôt la « grande philosophie », celle qui méprise souverainement les sciences sociales, ne peut aboutir que là. Mais sans doute comme tous les enfermements sociocentriques auxquels les intellectuels sont si enclins. La condition intellectuelle sans portes ni fenêtres est peut-être le pire des fléaux intellectuels, celui-là même dont seule une sociologie des intellectuels comme celle de Bourdieu pouvait fournir l'antidote. Au moins permet-elle de comprendre combien la préférence pour « l'éloignement », je veux dire pour les causes lointaines, est aussi une manière de maximiser les profits symboliques d'universel, par la démonstration ostentatoire de sa capacité à se détacher de sa propre localité — beaucoup d'intellectuels certainement lisent La Rochefoucauld, mais combien en prennent quelque chose pour leur propre compte ?

Vous évoquez dans ce texte le « ressentiment » populaire des oubliés, qui, in fine, conduit à Trump. Ce constat est partagé par nombre de forces toxiques, du Printemps républicain au Rassemblement national : comment transformer ce constat en proposition émancipatrice ?

« Faire de la politique, c'est faire avec la matière passionnelle qu'offre la conjoncture — car il n'y en a pas d'autre. »

Très simplement en le réinscrivant dans la position politique d'ensemble qui lui donne sa valence5 : la position anticapitaliste. Je suis assez familier du problème puisque je l'ai déjà rencontré maintes fois avec la sortie de l'euro : « C'est ce que dit le FN ! » C'est cette inepte criaillerie qui a conduit toute une partie de la gauche à déserter cette position pourtant névralgique, sans être capable d'accéder à l'idée simple que « sortie de l'euro » n'est pas une expression complète en soi, et qu'elle peut être investie de manières très différentes qui peuvent la revêtir de significations politiques diamétralement opposées. Il y a là d'ailleurs un point de théorie assez général. Un énoncé ne recèle pas à lui seul l'entièreté de sa valence, ou de sa signification : il ne les acquiert que par réinscription dans l'ensemble énonciatif plus large auquel il appartient. En d'autres termes, l'atomisme herméneutique est

une erreur à coup sûr. L'herméneutique procède nécessairement par holisme structural : ce sont les totalités énonciatives qui livrent la vérité de leurs parties. En l'occurrence, donc, si vous voulez savoir le sens que revêt dans mon discours l'évocation du ressentiment des classes populaires, il vous suffit de la rapporter à l'ensemble de mes prises de position, et la chose doit normalement apparaître assez clairement. Pour le reste, j'entends votre question sur le mode du discours indirect, et comme une opportunité que vous m'offrez de faire cette clarification, mais en réalité à l'usage d'autres que vous — à qui je prête de ne pas trop en avoir besoin.

Mais le simple fait qu'il faille répondre à cette question donne une indication sur les confusions de l'époque, et aussi bien sur l'effondrement du discernement chez certains lecteurs à gauche. Il m'arrive de penser que Bourdieu, aujourd'hui, ne pourrait plus réécrire La Misère du monde : populiste, trop d'empathie pour les électeurs du FN, suspect quoi. Ceux à gauche qui pensent qu'ils ne feront la révolution qu'avec un peuple révolutionnaire constitué de leurs exacts semblables attendront la révolution longtemps. Un internaute que je ne connais pas — il s'appelle Maxime Vivas et j'en profite pour le remercier — m'a envoyé récemment cette phrase de Lénine que je ne connaissais pas non plus : « Croire que la révolution sociale soit concevable sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, c'est répudier la révolution sociale. […] Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. » La méthode matérialiste, c'est ça — et c'est autre chose que les compétitions de posture. Faire de la politique, c'est faire avec la matière passionnelle qu'offre la conjoncture — car il n'y en a pas d'autre. Et l'informer quand elle est amorphe ou quasi-amorphe, et la reformer quand elle est mal formée. L'informer ou la reformer dans le sens de l'émancipation, oui, c'est-à-dire en la redirigeant adéquatement : contre la domination du capital et contre celle de l'État.

En parlant de domination d'État, vous incluez le racisme et le sexisme structurels ?

C'est une telle évidence.

1. Se dit d'une loueuse de chaises à l'église.

2. Texte, clause, ajouté à un traité.

3. Qui peut être posé, qui est de la nature du fait ou se fonde sur les faits.

4. « En plein dans le mille ».

5. La valence, en chimie, est le potentiel de liaison d'un atome.

Haut de page

Le 26 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

De nouveaux articles publiés dans la rubrique *Documents d'actualité*.

Une importante causerie sur le syndicalisme et des infos en brefs seront mises en ligne en fin de journée ou demain matin, je suis malade.

Suite à ma causerie du 24, je persiste et signe. Je vais publier quelques articles des médias dominants qui aideront à mieux comprendre la situation. Honte à tous ceux qui ménagent Macron et prennent la défense des CRS et des journalistes qui colportent la propagande néolibérale !

Lors d'un des derniers sondages qu'on n'accusera pas de complaisance, 83% des ouvriers soutiennent la mobilisation initiée le 17 novembre contre Macron et le gouvernement. Nous sommes résolument à leur côté.

Bonne journée et bonne semaine à tous, courage et moral, ici en Inde où on vit une situation mille fois plus pire et désespérante que la vôtre, on trouve la force de tenir le coup !

Haut de page

Le 27 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Qui a dit qu'on n'avait pas de suite dans les idées ?

Une réflexion avant d'aller se coucher hier soir.

- Quand on regarde des vieux films français des année 30 à 60, et qu'on compare le comportement des gens à cette époque avec celui qu'ils ont de nos jours, on se dit qu'ils ont profité de la naïveté, de la simplicité, de la spontanéité du peuple qui était gage d'espoir et de progrès, ils les ont tuées et le progrès social avec, tout idéal.

A suivre...

Une réflexion au réveil ce matin.

- L'effondrement économique et social entraîne un effondrement dans tous absolument les domaines, y compris ou surtout en s'attaquant aux valeurs acquises par une société. Il peut aller jusqu'à causer la destruction ou la disparition d'une civilisation toute entière. Dit autrement, en règle générale un effondrement du mode de vie se traduit par une régression du mode de pensée. On entend par effondrement économique celui du système économie en vigueur, en l'occurrence le capitalisme.

On notera qu'il peut se produire soudainement ou par étapes, ce qui est le cas de nos jours, et il affectera en priorité l'immense majorité de la population composée d'exploités et d'opprimés. Paradoxalement, si cet effondrement tend à remettre en cause tous les rapports établis dans la société, les rapports sociaux issus du mode d'exploitation ne seront pas forcément épargnés, et il pourraient se retrouver gravement menacés pour peu que les victimes de cet effondrement prennent conscience de l'origine de leur malheur et s'unissent pour s'y attaquer, autrement dit renversent le régime en place et s'emparent du pouvoir politique afin de donner une nouvelle orientation à la société.

A suivre...

C'est à croire que même en dormant je ne cesse de travailler à notre cause, qui à ce stade, il faut bien l'admettre, semble désespérée sans une réaction radicale des militants embourbés dans les sables mouvants de l'opportunisme qui menace de tous nous engloutir, y compris ceux qui y auront résisté.

Parce que je suis isolé et loin de la France, en toute modestie ou sans avoir la moindre ambition je tiens à le préciser, je suis absolument convaincu que mon analyse et mon orientation politique sont globalement correctes, parce qu'elles prennent en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui composent la situation, aussi j'en suis arrivé à la conclusion que l'attitude des lecteurs à mon égard constituait le thermomètre idéal ou le plus fiable pour estimer les chances que nous aurions de nous en sortir, et qu'elles seraient assurément nulles s'ils continuaient de se terrer dans un mutisme assourdissant et ô combien révélateur, dont la signification politique coïnciderait avec l'enterrement de notre cause ou du socialisme puisqu'il faut bien lui donner un nom.

Que nous ayons un certain nombre de désaccords, chacun doit l'admettre, mais que nous ne partagions pas l'essentiel témoignerait que la situation est sans issue et que notre combat serait perdu d'avance, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il faudrait l'abandonner ou baisser les bras, au contraire.

Moi, je m'emploie à prendre les choses telles qu'elles se présentent et à les dire en face sans me soucier de savoir si cela plaira ou non aux uns et aux autres, ça passe ou ça casse, ce n'est pas mon problème, je ne suis pas responsable de la manière dont le mode de pensée de chacun fonctionne ou de sa structure psychologique, etc. J'ai parfaitement conscience de mes lacunes ou faiblesses, je les ai évoquées dans des causeries pour ne rien cacher aux lecteurs. Je ne cesse de remettre en question toutes les connaissances que j'ai acquises, de tout vérifier et revérifier mille fois si nécessaire, j'y passe un temps considérable, ce qui n'est jamais inutile puisque chaque fois j'en tire un nouvel enseignement qui me permet de progresser. Cela dit, je n'ai aucun mérite à procéder ainsi, c'est ma médiocre mémoire qui me l'impose ou plutôt la manière dont elle fonctionne, bref, je ne corresponds pas du tout au type qu'on pourrait accuser de posséder la vérité ou d'avoir la science infuse. Pour finir, je n'ai rien à vendre, je n'ai aucun intérêt individuel ou aucune ambition à satisfaire, je n'essaie pas de convaincre qui que ce soit de quoi ce soit, cela ne m'intéresse pas puisque j'estime que ce procédé est stupide ou contre-productif. Je me borne uniquement à fournir les éléments qui permettent à chacun d'aborder librement la situation et d'en tirer des enseignements politiques pour agir, libre à moi d'en faire de même et d'exposer mes propres idées, sans qu'il y ait de confusion entre nous, je veux dire par là que si je vous accorde ce droit, je vous demande de me l'accorder également, c'est la moindre des choses me semble-t-il.

Mais là où réside une difficulté ou un obstacle majeur entre nous, c'est que la plupart ne sont pas en mesure d'expliquer pourquoi

ils ont adopté telle ou telle position, alors que moi je reviens sans cesse dessus. Je ne leur en fais pas le reproche. Dans les causeries quasi quotidiennes je m'emploie à vérifier et à étayer mes positions en apportant de nouveaux éléments, et s'ils viennent à démontrer que je m'étais trompé, je rectifie sur le champ, ainsi je ne conserve comme matériaux que ce qui repose sur de solides convictions forgées au fil de la lutte des classes. Ma démarche s'inscrit à l'inverse du type borné et prétentieux qui a raison une fois pour toute. Je suis même gêné quand les faits me donnent raison, j'en tire une satisfaction mais sans plus, cela m'encourage à poursuivre mon combat et rien de plus, car j'ai bien conscience du travail colossal qui nous reste à accomplir et qu'une vie n'y suffira pas.

En face, j'ai des adversaires arrogants qui à l'inverse versent en permanence dans le déni de la réalité, qui passent leur temps à la trafiquer ou à la tordre dans tous les sens pour qu'elle coïncide avec leur théorie, leur ligne politique ou les intérêts de leur appareil, les deux ou les trois à la fois, qui font preuve de la pire démagogie qui soit pour en présenter une version (déformée) qui correspondra à ce que les uns et les autres avaient envie d'entendre. A ceux qui se sentiraient directement concernés par les lignes qu'ils viennent de lire, je dirais ceci : dites-vous bien que cela ne fonctionnera pas éternellement, et qu'un jour ou l'autre vous irez rejoindre les dizaines de milliers de travailleurs qui avaient rejoint ces partis et les ont quittés après avoir compris que leurs dirigeants étaient des imposteurs, ou que les intentions affichées par leurs partis ne correspondaient pas réellement aux objectifs politiques pour lesquels ils combattaient, le plus souvent ils seront incapables de l'exprimer clairement, et plus tard, après avoir vécu cette expérience malheureuse ou parfois traumatisante car aux conséquences plus graves qu'on ne le pense, ils demeureront incapables d'en comprendre la signification politique, les uns, les plus nombreux, demeureront désormais inorganisés sur le plan politique et rejetterons l'idée même du parti, tandis que d'autres s'autoproclameront dirigeants en constituant de micro organisations (ou tendances) où ils reproduiront en plus grotesques les travers des partis où ils avaient milité, et ils adopteront les méthodes détestables de leurs anciens dirigeants.

- Au format pdf (35 pages)

Première partie.

Pour la refondation du mouvement ouvrier avant qu'il ne soit trop tard ou, quand cette mystification prendra-t-elle fin ?

Soit le combat du syndicalisme et des partis ouvriers s'inscrit dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, soit il se situe sur le terrain de la collaboration de classes qui mène au corporatisme, au totalitarisme, au fascisme.

S'agissant en général de la défense des organismes sociaux, de la Sécu ou des retraites, des services publics, des entreprises nationalisées, les syndicats participent activement à leur destruction, à leur privatisation depuis des lustres.

En remontant aux années 40-50, lorsque fut instaurée la gestion tripartite des organismes sociaux, on s'aperçoit qu'ils ont couvert la mise en place d'un système social profondément injuste, dans la mesure où la Sécurité sociale ne remboursait pas ou très peu un certain nombre de prestations médicales élémentaires, telles par exemple les traitements dentaire ou ophtalmologique qui ne relevaient pas de la médecine de confort, puisqu'une infection dentaire peut avoir des conséquences graves sur le coeur ou une mauvaise vision contribue à fatiguer le cerveau.

Quelle que soit la politique menée par le gouvernement ou la majorité parlementaire en place, imperturbablement les syndicats n'ont pas cessé d'y être associées ou de l'appliquer. Or, il se trouve qu'au fil du temps leur politique a consisté à réduire les droits des assurés sociaux, à rendre plus inégal que jamais l'accès à ces droits, à rendre plus inégal que jamais l'accès à ces services publics qui correspondaient également à des besoins élémentaires ou fondamentaux, et chaque fois avec l'aval des syndicats ouvriers, qui de fait sont devenus les fossoyeurs de tous les droits sociaux des travailleurs.

Il faut en finir une fois pour toute avec la mystification qui consiste à faire croire que les syndicats seraient à l'origine du progrès social ou qu'ils y auraient participé, en réalité, en concertation avec les représentants des capitalistes, ils n'ont fait qu'adopter des mesures qui permettaient d'assurer la paix sociale ou de faire en sorte, que les exploités s'accommodent tant bien que mal du sort qui leur avait été réservé ou qu'ils se résignent à vivre dans une société toujours plus inégalitaire et injuste sans penser à se rebeller contre l'ordre établi.

Du coup, on se demande quelle est la signification politique de tout appel à l'unité en direction des dirigeants syndicaux pour qu'ils prennent la direction de la mobilisation des masses pour défendre leurs droits, sinon qu'on est en présence d'une entreprise destinée à cautionner ou couvrir leur trahison.

Il y en a qui se sont figurés que cette supercherie politique pourrait durer indéfiniment. Manifestement ils se sont trompés, les masses ont fini par prendre plus ou moins conscience que les syndicats et les partis qui les dirigeaient en sous main étaient systématiquement associés à tous les mauvais coups qui leur tombaient dessus.

L'instauration d'une politique d'austérité au début des années 80 a servi de prétexte pour couvrir la capitulation des syndicats

à combattre pour des augmentation des salaires, et partant de là à défendre tous nos acquis, c'est donc à cette époque que remonte pas seulement le tournant, le coup final porté au syndicalisme, au mouvement ouvrier qui devait inexorablement se décomposer ou pourrir de l'intérieur les décennies suivantes, puisque parmi les partis ouvriers aucun ne rompra avec ces dirigeants syndicaux et l'orientation liquidatrice qu'ils avaient adoptée.

On nous a raconté que les travailleurs avaient déserté les syndicats, parce qu'il n'y avait plus rien à gratter, le temps des réformes sociales était révolu, mais personne apparemment ne s'est demandé pourquoi et qui en portait la responsabilité.

Pendant près de trois décennies, on avait été habitué à des augmentations salaires annuelles indexées sur l'inflation, quand elle était de 11%, les salaires augmentaient de 11%, pas tous les salaires, pas ceux des travailleurs qui n'étaient pas encore mensualisés, cela viendra après 68, et en l'absence de chômage, on pouvait faire monter les prix ou vendre notre force de travail au plus offrant, les patrons à court de main d'oeuvre qualifiée ou expérimentée ou parfois de main d'oeuvre tout court, étaient prêts à vous proposer un salaire d'embauche 20 à 30% supérieur à votre dernier salaire. Les plus chanceux furent ceux qui disposaient d'une formation ou d'une expérience dans les nouvelles technologies, informatique, électronique, bureautique, etc. C'est ainsi par exemple, que mon salaire passa d'environ 1.000 francs nets mensuels au milieu des années 70 à 7.000 francs 10 ans plus tard, à 10.000 à peine 6 ans plus tard. Pour la petite histoire, après, avec un léger temps de retard, la tendance allait s'inverser, j'étais devenu trop cher et je fus viré, d'où mon départ en Inde !

Puis à partir de 1983, plus rien, des miettes, entre 1, 3 ou 4% dans le meilleur des cas, c'était comme si soudainement le filon s'était asséché sans que personne ne comprenne pourquoi. Le tournant de la rigueur allait coïncider avec la victoire du néolibéralisme en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, les têtes de file de l'impérialisme mondial, et les gouvernements de toutes les puissances occidentales allaient s'aligner dessus ou entamer la mise en oeuvre de cette politique, qui consistera à liquider systématiquement pan par pan tous les droits sociaux et politiques que les travailleurs avaient acquis ou qui leur avaient été concédés à l'issue des deux guerres mondiales ou entre ces deux guerres, que ce soit au cours de la lutte des classes ou pour permettre le redémarrage de la machine capitaliste ou la reconstruction de l'Etat qui allait être mis à son service après des années de destructions.

C'est d'ailleurs ce qui nous permet d'affirmer que les nationalisations, les entreprises publiques, une grande partie des services publics que les uns et les autres revendiquent comme une grande victoire du mouvement ouvrier, est en réalité une mystification de plus.

Dès lors on comprend mieux pourquoi ils seront presque tous liquidés ou privatisés dans pratiquement l'indifférence générale, non pas que les travailleurs n'y tenaient pas, seule une minorité d'entre eux faisaient réellement partie des revendications pour lesquelles ils avaient combattu, la Sécurité sociale notamment, quant au reste ou à l'immense majorité, ils étaient juste indispensables au bon fonctionnement du capitalisme et de la société. Demandez à un travailleurs si pour lui cela présente de l'importance que l'avion dans lequel il vole, le train ou le métro qu'il emprunte pour aller travailler, etc. soit fabriqué par une entreprise privée ou publique, il vous répondra qu'il en a strictement rien à foutre, d'ailleur ce n'est pas écrit dessus ou sur son billet ! Faites un sondage auprès de tous les vieux travailleurs que vous connaissez, demandez-leur s'ils ont entendu parler un jour d'un combat pour la nationalisation des ports, des aéroports ou je ne sais quoi encore, je suis prêt à parier que pas un ne s'en souviendra et pas un n'y aura participé. Alors ne parlons pas des générations suivantes qui ignoreront tout ou presque de cette période. En fait, il n'y a que les fonctionnaires qui travaillent dans ces entreprises publiques ou ces services publics qui se sentent concernés par leur destin, parce que leur statut et leurs privilèges en dépendent. Ils ont un réflexe purement corporatiste et pas davantage, et c'est cela qui les perdra et nous causera souvent un tort énorme.

De la même manière que les augmentations de salaire annuelle seront réduites à une peau de chagrin pendant 35 ans, toutes les entreprises publiques et tous les services publics seront démantelés un à un, liquidés, privatisés avec la participation de tous les syndicats sans exception. Les travailleurs, qu'il faudrait cesser de prendre pour des abrutis, le savent, la réaction s'est suffisamment employée à leur faire savoir.

Les syndicats sont liés à l'Etat et au patronat par tous les bouts depuis des lustres, leur confier votre destin, c'est comme confier la clé de votre habitation à un voleur, vous comprendrez pourquoi j'ai une certaine réticence à suivre ceux qui nous prodiguent un tel conseil, pas vous ?

On aura compris que cette conception du syndicalisme et de la lutte de classe est irrémédiablement incompatible avec nos intérêts et notre cause. Tous les partis dits ouvriers s'en sont accommodés, leurs dirigeants ont même gravi des échelons dans leurs instances pour faire partie de leurs appareils, c'est à croire que c'était leur unique objectif, alors qu'il aurait dû être à un moment donné d'en sortir pour fonder un véritable syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et des capitalistes, hypothèse ou nécessité évoquée autrefois par Léon Trotsky.

Le bilan de leur action dans les syndicats relève également d'une mystification.

On pourrait être encore plus cruel, et affirmer que le bilan du mouvement ouvrier pour s'être dévoyé ou détourné du socialisme depuis près d'un siècle est une mystification puisqu'il ne cesse d'être réduit en poussière chaque jour qui passe. L'existence

de dizaines de générations, de milliards de travailleurs à travers le monde n'aura été qu'un cauchemar du premier ou dernier jour au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours, on ne peut tout de même pas l'ignorer ou le passer sous silence sous prétexte que certains seraient mieux lotis que d'autres ou que leur condition aurait été meilleure que celle des générations précédentes.

On a envie de dire qu'il ne pouvait pas en être autrement, sinon le capitalisme ne se serait pas développé, ce qu'on oublie souvent, il faut ramener chaque facteur à sa place au lieu de se leurrer. Si je ne m'abuse, c'est Marx dans Le Capital qui l'avait noté en reproduisant des discours de capitalistes qui estimaient qu'ils pouvaient tirer profit de la lutte de classe du prolétariat et qui soutinrent certaines de ses revendications ; ce qui est l'évidence même quand on y réfléchit un instant, c'est navrant de devoir le préciser, j'allais écrire dorénavant mais cela aurait été une erreur, aujourd'hui comme hier on est en présence de militants dont le niveau théorique est pratiquement nul puisque leurs dirigeants ne leur ont enseigné.

Ce qui était déterminant et permettait de caractériser les syndicats ou plus généralement, c'était leur orientation politique, ce qui aurait permis ensuite de déterminer les tâches à accomplir dans les syndicats ainsi que les rapports à avoir avec eux. Vous noterez au passage que j'estimais indispensable d'y militer pour gagner des travailleurs au parti en premier lieu, ensuite participer au développement du syndicalisme.

Notre conception du syndicalisme est très simple à comprendre : combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière, arracher des réformes sociales des capitalistes au cours de la lutte de classe ou de la mobilisation des masses, sans jamais rien leur concéder en retour, pas le plus infime compromis, de manière à conserver intacte l'indépendance du syndicat et de la classe ouvrière, condition préalable ou indispensable pour poursuivre notre combat jusqu'à l'émancipation du capital ou la liquidation du capitalisme, notre seul et unique objectif.

Notre conception du syndicalisme est conforme au principe selon lequel notre classe ne peut mener son combat qu'à condition que son indépendance soit préservée, qu'elle ne soit liée par aucun accord aux capitalistes ou leur Etat. Elle est incompatible avec celle adoptée par les dirigeants de la SFIO et du PC puis par l'ensemble des courants politiques du mouvement ouvrier, dont les trotskystes.

C'est la collaboration de classes qui se situe à la base de leur conception du syndicalisme, elle repose sur ce principe, donc le refus d'affronter la classe des capitalistes et son Etat. Partant de là tout s'explique.

En pratique, cela se traduit par l'établissement de liens étroits et permanents entre les différents ministères et les directions syndicales, quelle que soit la majorité parlementaire ou le parti auquel appartienne les ministres ; la participation des syndicats au conseil d'administration des entreprises publiques (où sont décidées les augmentations des tarifs du gaz et de l'électricité par exemple) ou la gestion tripartite des organismes sociaux (qui va les amené à ne plus rembourser certains médicaments par exemple) ; la mise en oeuvre et même la rédaction de la politique définie par le gouvernement dans toutes ces entreprises ou organismes qui sera tournée contre les travailleurs, parce qu'on n'imagine pas qu'il pourrait en être autrement de la part de gouvernement incarnant les besoins des capitalistes ; la politique dite contractuelle qui consiste à signer avec le gouvernement et le patronat des accords dans le dos des travailleurs et des syndiqués ; à participer directement aux institutions de la Ve République, dont le Conseil économique, social et environnemental, donc constituer un des piliers de ces institutions antidémocratiques ; négocier le bradage de nos acquis sociaux, les privatisations, etc.

Selon notre conception du syndicalisme, quelle devrait être la nature d'une négociation avec le gouvernement ou le patronat ?

Notons que pour négocier, il faut qu'il y ait quelque chose à négocier, du côté du patronat, pas du nôtre, car nous n'avons rien à négocier, rien à brader, rien à céder, c'est uniquement aux capitalistes après avoir extorqué la plus-value produite par les travailleurs ou fait main basse sur les richesses qu'ils ont produites, d'en concéder une partie aux travailleurs, les travailleurs leur ont déjà cédé la plus-value qu'ils avaient produite parce qu'ils n'avaient pas le choix, ce vol étant légal, ils n'ont donc rien à leur céder de plus, au contraire, ils exigent que cette plus-value leur revienne parce qu'elle leur appartient, ce sont eux qui l'ont créée par leur travail et non les capitalistes qui n'ont produit absolument aucune richesse nouvelle.

Etait-ce le comportement adopté par les syndicats envers le gouvernement et le patronat ? Pas du tout, mais bien l'inverse, en bradant tous nos acquis sociaux, en acceptant des entailles toujours plus profondes dans le Code du travail, ils concèdent toujours plus de plus-value aux capitalistes, ils leur permettent d'accroître le taux d'exploitation, ils prennent en charge les besoins du capitalisme en crise, ils se transforment donc ouvertement en agents du capital,les syndicats ne sont plus des instruments de la lutte de classe des exploités contre les exploiteurs, mais l'inverse.

Ma brève expérience du syndicalisme.

Quand je fus délégué syndical et du personnel chez U-Bix (Konica copieur) au début des années 80, les salariés exigèrent une augmentation générale des salaires correspondant à l'inflation, soit 8,5% si je me souviens bien. Il n'existait pas de syndicats ouvriers précédemment dans cette entreprise. Habitués depuis des années à obtenir automatiquement ce niveau d'augmentation, ils se calèrent sur 8,5%. Quand je leur demandai s'ils accepteraient 5 ou 6% à la suite de négociations avec la direction, ils me répondirent pratiquement unanimement qu'ils refuseraient, c'était 8,5% ou rien.

Je les écoutai attentivement et je pris bonne note de leur détermination. Moi, je ne faisais que servir d'intermédiaire entre eux et la direction à ce stade, ensuite seulement j'organiserai la grève s'ils souhaitaient y recourir, je n'étais pas plus hier qu'aujourd'hui un gauchiste, c'était aux salariés de définir le contenu du mandat qu'ils me confieraient et que j'aurais à remplir, quelle action ils comptaient mener, ce n'était pas à moi de leur dicter quoi que ce soit ou de prendre des initiatives dans leurs dos, je ne faisais que les guider ou les conseiller, je pris soin de leur expliquer qu'ils devaient bien réfléchir avant de prendre leur décision, se battre jusqu'au bout, accepter un compromis ou capituler et accepter des miettes.

Pour justifier leur détermination à ne pas lâcher sur les 8,5%, ils m'expliquèrent que s'ils acceptaient cette année 5 ou 6%, l'année suivante on leur demanderait d'accepter 3 ou 4%, et puis plus rien les années suivantes, ce qui pour eux était inconcevable puisque les prix continueraient d'augmenter chaque année, ils refusaient que leur mode de vie se dégrade. Je leur répondis OK, ce sera 8,5% et grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction. Quand je rendis compte à la direction de l'inflexibilité des salariés, elle ne me prit pas au sérieux, j'étais forcément un gauchiste, tout le monde savait que j'avais milité à l'OCI. Alors je convoquai une assemblée générale au cours de laquelle la totalité des salariés votèrent à main levée devant le directeur général les 8,5% et la grève illimitée.

Entre temps, pendant plus d'un mois elle avait tenté de m'amadouer, elle était prête à ne pas réduire la prime de 14e mois, si nous acceptions un compromis aux alentours de 5 ou 6%, les discussions avaient lieu au restaurant gastronomique du tennis club de le Défense (92) situé à Nanterre à proximité de l'entreprise, je ne cédai sur rien, mieux, j'en rajoutai une couche en les menaçant d'une nouvelle grève s'ils touchaient au 14e mois. Finalement, la quasi totalité des salariés se mirent en grève illimitée et la direction capitula sur toutes nos revendications trois jours et demi plus tard, elle paya même les jours de grève et les tickets restaurants, tellement elle avait été surprise par la détermination unanime des salariés.

Ces salariés étaient prêts au combat. Ils ont saisi l'occasion qu'un délégué syndical était prêt également à mener ce combat jusqu'au bout, et ensemble nous devenions invincible.

Question, croyez-vous qu'à l'époque l'immense majorité des travailleurs du pays ne partageaient pas l'état d'esprit de ces salariés qui n'avaient jamais fait grève de leur vie, j'étais l'unique syndiqué ouvrier (technicien) de toute la boîte, qui s'étaient dressés dans l'unité contre la direction et la politique de rigueur du gouvernement Mitterrand-Mauroy pour exiger que leurs besoins soient satisfaits ? Pourquoi n'avons-nous pas assisté à un ras de marée, à une puissante mobilisation des masses, sinon parce que les militants des différents partis ouvriers qui avaient des mandats syndicaux étaient corrompus ?

Moi j'étais un jeune militant inexpérimenté, très dogmatique, c'était ma première expérience syndicale, je me suis débrouillé tout seul pour organiser cette grève, et je peux vous dire que je n'en menais pas large, j'ai même failli tout abandonner, je ne reçus aucun soutien extérieur, je mis la fédération de FO devant le fait accompli, je ne voulais surtout pas qu'ils débarquent dans la boîte, ils auraient été capables de tout faire foirer.

Alors imaginez ce qu'aurait pu faire des syndicats implantés depuis des lustres dans des dizaines ou centaines de milliers d'entreprises ou administrations. S'ils n'ont pas fait ce que j'ai fait, c'est tout simplement parce qu'ils ne le voulaient pas ou parce que déjà à cette époque les travailleurs avaient une idée épouvantable des syndicats, à moins que les syndicats ne les aient formatés à leur image ou en aient fait des esclaves dociles, résignés, c'est d'ailleurs ce à quoi peut mener toutes les publications syndicales sans même qu'il soit besoin de les lire.

En somme, si on a bien compris, vous voudriez imposer votre conception du syndicalisme dans les syndicats. Arrêtez votre cirque, je n'ai même pas essayé de l'imposer quand j'étais délégué syndical. Vous n'y êtes pas du tout, j'estime tout simplement que ce sera indéfiniment impossible, on ne doit se faire absolument aucune illusion à ce sujet. C'est comme ceux qui se figurent qu'en rejoignant un parti et en constituant une tendance ils pourront un jour modifier radicalement son orientation politique sans tenir compte de sa véritable nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire, ce sont des mythomanes, des mégalomanes, des paumés, des aventuriers, les partis jusqu'aux plus infimes formations politiques en sont remplis !

Le refus de caractériser précisément les différents acteurs politiques était révélateur.

Depuis les années 40, nos dirigeants ont refusé de caractériser le PS, le PCF, les syndicats, le mouvement ouvrier, ou pour être plus précis, de modifier la caractérisation qui en avait été faite précédemment et qui était devenue obsolète ou erronée, partant de là on comprendra pourquoi ils refuseront qu'on les caractérise eux-mêmes. Ils refusent également d'admettre que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier se sont embourgeoisés, tendance que Marx, Engels et Lénine avaient déjà observée dès la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, tendance qui évidemment ne cessera de se renforcer tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours.

En quelque sorte, ceci explique cela, et c'est pour n'avoir pas cessé de nier cette réalité que nous en sommes là aujourd'hui, que nous nous retrouverons totalement désarmés théoriquement, politiquement, sur le plan organisationnel pour affronter l'offensive néolibérale.

Ce n'était pas un gros mot à l'époque de Marx et Engels d'affirmer que le mouvement ouvrier et les masses traversaient des périodes où ils étaient réactionnaires, impérialistes, donc xénophobes et racistes puisque cela va ensemble. Et quelles conclusions en tirèrent-ils? Qu'il fallait s'adresser aux couches les plus défavorisées du prolétariat, ainsi qu'à celles des couches moyennes qui ne bénéficiaient pas des largesses que le capitalisme réservait aux couches supérieures qui constituaient à ses côtés l'élite sur lequel il s'appuyait pour assurer la stabilité du régime.

Qu'avons-nous retenu de cet enseignement ? Absolument rien ! Nous avons eu faux sur pratiquement toute la ligne, et nous avons écopé la réaction sur toute la ligne, cela vous surprend-il encore ?

Seconde partie.

Vous avez envie d'uriner, soulagez-vous, c'est le moment ou jamais (lire plus loin) ou vaut mieux encore le totalitarisme que le socialisme.

Un harcèlement permanent, hystérique, auquel participe avec zèle l'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche, tout partis et syndicats confondus.

Changement climatique, racisme, homophobie, sexisme, PMA, migrant, les instruments de la guerre idéologique et psychologique mondiale menée contre les peuples exploités et opprimés par les tenants de la gouvernance mondiale ou le nouvel ordre mondial totalitaire.

Quand la classe des colonisateurs, esclavagistes, racistes, antisémites, xénophobes, misogynes, homophobes, impérialistes, pollueurs, exploiteurs, pilleurs, mafieux, criminels, inquisiteurs, dictateurs, etc. donne des leçons de morale et de démocratie à la terre entière, il est de notre devoir de dénoncer et de combattre cette imposture.

- Ce sont ceux qui saccagent notre planète qui prétendent vouloir la sauver...

- Ce sont ceux qui continuent la politique de la Françafrique, pillent et maintiennent dans le sous-développement le continent africain qui prétendent lutter contre le racisme...

- Ce sont ceux qui dressent les peuples les uns contre les autres qui prétendent lutter contre la xénophobie...

- Ce sont ceux qui ont inculqué au peuple que les homosexuels étaient des sous-hommes, qui maintenant prétendent lutter pour leurs droits...

- Ce sont ceux qui ont toujours considéré les femmes comme une sous-espèce de l'homme pour justifier les restrictions à leurs droits et des différences salariales, qui prétendent défendre les droits des femmes...

- Ce sont ceux qui découragent ou mettent des obstacles à l'adoption d'orphelins qui sont aujourd'hui favorables à la PMA...

- Ce sont ceux qui ont détruit l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, la Libye, etc. qui prétendent vouloir accueillir leurs réfugiés...

Tout cela n'est qu'une monstrueuse et sordide manipulation, instrumentalisation des conséquences de leur politique criminelle qu'ils entendent faire supporter aux peuples qui n'y ont jamais souscrit.

Il faut bien avoir conscience que sans le consentement du peuple, sans la participation de la gauche et de l'extrême gauche à cette machination, elle serait rendue impossible, inefficace.

Participez-y ou soutenez-les, et vous deviendrez un de leurs agents. Conservez votre dignité, adoptez résolument le combat pour la révolution socialiste mondiale !

Quelques exemples de cette propagande frénétique totalitaire.

Réchauffement climatique.

- Emmanuel Macron va lancer un Haut conseil pour le climat - franceinfo 25.11

Selon les informations du Journal du dimanche, qui cite l'Elysée, Emmanuel Macron va annoncer mardi 27 novembre la création d'un Haut conseil pour le climat composé d'experts (...) structure placée sous l'autorité du Premier ministre.

Peu de choses ont filtré (...) Emmanuel Macron va "donner le cap sur la transition écologique", devant les membres du Conseil national de la transition écologique (CNTE), composé d'élus, de syndicats, d'ONG et d'associations, dans l'objectif de la rendre "acceptable", a expliqué l'Élysée à l'AFP.

D'après Le Journal du dimanche, il devrait compter parmi ses membres Laurence Tubiana, ex-négociatrice lors de la COP21, Pascal Canfin, président de WWF France, et des personnalités du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Le Haut conseil pour le climat sera "doté de moyens" et pourra "intervenir sur toutes les politiques publiques", a expliqué la présidence au JDD.

D'après l'hebdomadaire, les "macronistes se sont convertis à l'idée qu'il faut 'associer davantage'" les syndicats, les associations de défense de l'environnement, les syndicats agricole et la société civile, dont certains "gilets jaunes". franceinfo 25.11

Syndicats, ONG et associations participent à la mise en oeuvre de la politique de Macron, et prétendent la combattre, c'est clair non ? Avez-vous envie de les imiter ou y participez-vous ?

- Les camions à leur tour soumis à des normes écolos ? - LeParisien.fr

- «Plus personne ne dit : "l'écologie ça suffit"» - Liberation.fr

Dans sa circonscription du Maine-et-Loire, le député LREM Matthieu Orphelin essaie tant bien que mal de «vendre» les mesures du gouvernement contre la hausse des prix du carburant. Liberation.fr

A bas l'écologie des capitalistes !

- WAG, l'application coaching pour devenir un «écolo» exemplaire - Liberation.fr

En misant sur son aspect ludique le logiciel mobile lancé par WWF invite les Français à devenir des acteurs de la révolution verte en changeant leurs habitudes de consommation. Liberation.fr

Toujours ces saloperies d'ONG qu'ils financent en première ligne...

Marché aux esclaves.

- Environ 500 migrants tentent en vain de franchir la frontière américaine à Tijuana - AFP

- À la frontière USA-Mexique, la police use de la force contre les migrants de la caravane - Le HuffPost

Sexisme

- En Europe, plusieurs marches féministes contre les violences sexistes et sexuelles - AFP

Appel à la délation par le gouvernement vichyste.

- Une plateforme de signalement de violences sexistes et sexuelles lancée mardi par le gouvernement - Le HuffPost

- La marche #NousToutes à Paris a rassemblé plus de monde que la manif des gilets jaunes - Le HuffPost

- La Turquie empêche une marche contre les violences envers les femmes - AFP

- Espagne: des milliers de manifestants contre les violences envers les femmes - AFP

- Contre les violences faites aux femmes, un record de lumières en Colombie - Le HuffPost

- 4.000 bracelets fluorescents pour la cause des femmes - AFP

- PMA comme Projet momentanément ajourné ? - Liberation.fr L'examen du texte qui doit ouvrir la procréation médicalement assistée à toutes est reporté. Mais pourquoi ?

Le néolibéralisme, c'est la démocratie

- Gifle électorale pour le camp progressiste à Taïwan - AFP 25 novembre 2018

On s'en félicite !

Pour l'AFP et les ONG encadrés par la NED/CIA, "*le camp progressiste*" signifie celui qui participe à toutes les campagnes identitaires made in USA destinées à briser la culture du peuple ou à entretenir la division de la Chine.

- Hongrie : importante manifestation de soutien à "l'université Soros" - euronews

Et pendant ce temps-là où en est le capitalisme ?

- L'urine, cette mine d'or qui s'ignore - Liberation.fr 17.11

Nos excréments regorgent de nutriments essentiels à la production de notre alimentation. Plutôt que de les faire passer à la trappe, autant les recycler. Liberation.fr 17.11

Barbouzerie

- A Nice, Nicolas Sarkozy inaugure une allée Charles-Pasqua qui fait débat - LeParisien.fr

Lobbying

- La recommandation du vaccin anti-HPV étendue aux garçons dans deux régions - Publicsenat.fr

A titre d'expérimentation, la recommandation du vaccin contre le papillomavirus, cause de cancer de l'utérus, est étendue aux garçons en plus des filles. Publicsenat.fr

La macronie est aussi le produit de ce que les imposteurs appelèrent la gauche.

En passant, l'ultra droite, voilà une caractérisation qui irait très bien au centriste qui ont adopté l'idéologie néolibéral avant que le PS la partage.

- Stanislas Guérini, futur patron d'En marche a déjà eu plusieurs vies - Le HuffPost 23.11

Le 1er décembre prochain, Stanislas Guérini devrait succéder à Christophe Castaner comme délégué général de La République en marche.

Un jeune étudiant pro-DSK

Il est tout juste diplômé de HEC quand en 2006, Stanislas Guérini vit sa première aventure politique. A 24 ans, en prolongement d'un stage dans le think thank de gauche "À gauche en Europe" (qui donnera naissance ensuite à Terra Nova), il fait partie de l'équipe de jeunes loups qui espèrent mener Dominique Strauss-Kahn à la victoire lors de la primaire socialiste. Au QG du candidat, il retrouve Benjamin Griveaux mais aussi plusieurs personnes aujourd'hui autour d'Emmanuel Macron: c'est le cas de son conseiller spécial Ismaël Emelien, de sa conseillère presse Sibeth Ndiaye ou de son conseiller économie Cédric O. Avec eux, il est chargé de préparer des notes pour le candidat qui sera finalement battu à plate-couture par Ségolène Royal. Dix ans plus tard, ils se retrouveront derrière un autre prétendant à l'Elysée.

Un chef d'entreprise écolo

Alors que certains de ses camarades restent dans le milieu politique, Stanislas Guérini met en pratique les cours qu'il a reçus à HEC dans la vraie vie. En 2007, il lance son entreprise spécialisée dans l'énergie renouvelable, Watt et Home. Il s'associe pour l'occasion avec Jean-Pierre Emelien, le père d'Ismaël et multiplie alors les allers-retours entre Paris et Grenoble où est situé le siège de sa société. Quelques années plus tard, il expliquera que c'est cette expérience qui l'a conduit à retenter l'aventure politique. "J'avais créé une société d'installation de panneaux solaires chez les particuliers, or du jour au lendemain, le gouvernement Fillon a déclaré un moratoire sur les mesures d'incitation au rachat d'électricité. Résultat: le secteur est passé en quelques mois de 25.000 à 15.000 salariés. J'ai dû faire des licenciements économiques", déplorait-il en 2017 auprès de BFMTV. Son entreprise perd près 25% de chiffre d'affaires mais contrairement à beaucoup d'autres dans le secteur, elle ne coule pas. Fin 2013, Stanislas Guérini passe la main à un autre directeur général et rejoint à Paris les rangs de la multinationale Elis (groupe de blanchisserie industrielle) comme "directeur de l'expérience client" où il bénéficie d'une rémunération confortable (un

peu plus de 7000 euros net, selon sa déclaration d'intérêts).

Un monsieur loyal pour Macron

Après une brève rencontre avec Emmanuel Macron en 2014, c'est Ismaël Emelien qui le rattrape en 2015 pour lancer l'aventure En Marche! dont il devient un pilier. En même temps qu'il est l'une des têtes pensantes du mouvement, il en devient le référent parisien. C'est à ce titre qu'il est de tous les meetings du candidat dans la capitale dont il assure l'animation. Une fois la victoire survenue et alors que certains restent dans l'ombre, il fait -comme Benjamin Griveaux- le choix de briguer un poste de député. En juin, il est élu dans la 3e circonscription, celle de la socialiste Annick Lepetit. Porte-parole du groupe LREM, il est spécialisé sur les projets de loi économiques: rapporteur du texte sur le droit à l'erreur, il l'est aussi sur la loi Pacte. Le HuffPost 23.11

Suite de la mobilisation contre la politique d'austérité.

Le prix du carburant n'est pas la seule revendication des "gilets jaunes" qui manifestent samedi 17 novembre dans toute la France. Ils dénoncent plus globalement la politique du gouvernement. francetvinfo 17 novembre 2018

Ce sont des traitres ou des vendus qui parlent en notre nom.

Il y en a qui ont estimé que le mot d'ordre "*démission Macron*" était désuet, le POID notamment, Ruffin de La France Insoumise a fait savoir qu'il n'avait rien contre les CRS, d'autres en viennent à prendre la défense des journalistes travaillant pour la chaîne ultra néolibérale BFMTV, bref tous à leur manière ont fait acte d'allégeance au régime, dont acte. Farida Amrani (LFI) a appelé son adversaire Francis Chouat (LREM) pour le féliciter.

Les gilets jaunes rêvent de "démission" de Macron pour leur "acte 3" le 1er décembre - Le HuffPost 25.11

Un appel invitant les gilets jaunes à manifester le 1er décembre sur les Champs-Élysées a reçu des milliers de réponses.

A la différence de l'appel précédent qui préconisait un rassemblement à Concorde, cet "Acte III" a fixé comme point de rendez-vous les Champs-Elysées, en dépit des violences qui y ont été observées samedi.

"Pour le 1er décembre, il faudra faire ça proprement. Aucune casse et cinq millions de Français dans la rue", prévient la page Facebook "Les gilets jaunes", à l'origine de ce nouvel appel. À l'heure de la rédaction de cet article (près de 4h du matin, heure française), l'événement comptait plus de 12.000 confirmations et 65.000 internautes intéressés.

Dans sa description, l'appel énumère des revendications plus ou moins réalistes: une rencontre à l'Élysée pour "exiger" du chef de l'État "plus de pouvoir d'achat" et "l'annulation des taxes sur le carburant". Sans quoi "Macron démissionne", s'enflamment les administrateurs de la page.

Alors que le rassemblement parisien de samedi a été émaillé d'incidents, et que plusieurs journalistes ont été agressés par des gilets jaunes, à Toulouse et Béziers notamment, les administrateurs songent à établir un service d'ordre, à la manière d'un syndicat traditionnel.

"Pour sécuriser nos prochains rendez-vous, nous proposons de mettre en place des "gilets rouges", qui auront la responsabilité de sortir les casseurs de nos rangs. Il ne faut surtout pas se mettre la population à dos. Faisons attention à notre image les amis", avancent les organisateurs, alors que de très nombreux commentaires continuent de vilipender la presse.

Samedi 24 novembre, ce sont près de 160.000 personnes qui se sont rassemblés à travers la France pour exprimer leur ras-le-bol fiscal, soit une participation plus faible que le 17 novembre, coup d'envoi de cette grogne hétéroclite. Le HuffPost 25.11

La cote de popularité de Macron chute encore, à 25% - Le HuffPost 17 novembre 2018

Les Français sont de moins en moins satisfaits de l'exécutif: Emmanuel Macron perd 4 points en novembre, atteignant son score le plus bas à 25% de popularité, et Édouard Philippe chute de 7 points à 34%, selon un sondage Ifop publié dans le Journal du Dimanche... Le HuffPost 17 novembre 2018

Un sondage Elabe publié mercredi dernier par BFMTV révélait que 73% des Français les soutenaient, un chiffre qui monte même à 85% au sein des classes populaires. lefigaro.fr 25 novembre 2018

Tous des fachos ont décrété Macron et ceux qui se sont opposés à cette mobilisation ?

«On nous a parlé de ruissellement, mais y en n'a pas» - Libération.fr 24 novembre 2018

Au péage de la Gravelle, en Mayenne, où les voitures particulières et les poids lourds qui viennent de Paris passent gratuitement entre deux haies de gilets jaunes depuis samedi matin, les échanges vont bon train entre manifestants sur les impôts, les taxes, le pouvoir d'achat.

«On veut bien payer des impôts si c'est pour construire des hôpitaux», lance Christelle, 46 ans, artisane. «Au lieu de cela, on voit les services publics qui se dégradent et la dette qui se creuse, mais où va l'argent ?»

Où va l'argent ? La question revient comme un leitmotiv. Pascal, un grand gaillard aux cheveux coiffés en brosse, agent communal dans un village voisin, veut bien lui aussi payer des taxes, mais «pas pour qu'on supprime des profs qui se retrouvent avec trente gamins dans une classe ou qu'on enlève des infirmières dans les hôpitaux».

«Quand un simple employé a des frais vous croyez qu'on ne lui demande pas de justificatifs ?», lance un «gilet jaune» qui met également en cause les régimes de retraite des élus nationaux.

«Au lieu de supprimer l'ISF, on ferait mieux de bien distribuer les richesses», renchérit Anna, 45 ans, cadre à la Poste. «Dans ce pays, il y en a, et le bon Président c'est celui qui saura faire ça. C'est une question de décence. Je connais une femme de 75 ans qui touche 400 euros de retraite et a dû prendre un emploi de serveuse dans la restauration. Cela c'est indécent.»

Annabelle, 30 ans, qui cumule des emplois de crêpière, de poissonnière et d'animatrice dans des centres commerciaux selon les besoins de ses «patrons», abonde. Cheveux blonds coupés court et anorak mauve remonté jusqu'au menton, elle met aussi en cause le pouvoir central.

«On nous a parlé de ruissellement, mais y en n'a pas. Il n'y a rien de redistribué. On nous a dit aussi qu'on allait aider les derniers de cordée à rejoindre les premiers de cordée, mais la corde elle est cassée. On a l'impression d'être revenu au temps de Louis XVI avec un président dans son palais d'argent.»

Un peu plus loin, chacun raconte ses conditions de vie ou un petit bout de son histoire. Comme Valérie, 49 ans, qui a travaillé «vingt ans dans le commerce puis dix ans comme aide-soignante», avant de retourner vers le commerce «écœurée par le manque de considération et de moyens» dans le milieu médical.

«Il n'y a plus rien d'humain», explique-t-elle. «On n'a même plus cinq minutes pour un échange, pour prendre une main. Il faut remettre de l'humain dans la société et arrêter avec tout ce qui brille.» 24 novembre 2018

À Paris, gilets jaunes et ivresse révolutionnaire - L'Express.fr 17.11

Venu exprès de l'Yonne, Alex, 40 ans est "venu voir Macron" pour qu'il lui explique "comment vivre avec 1500 euros". "Je veux être là où ça va durer", explique cet auto-entrepreneur, persuadé que le mouvement va s'étaler sur plusieurs jours. "Macron doit quitter le pouvoir", martèle Bruno, un Val-d'Oisien de 38 ans qui travaille dans la sûreté aéroportuaire. "Si l'on compte l'abstention et les suffrages non-exprimés, Emmanuel Macron est illégitime. On doit revoter et reconnaître le vote blanc", explique-t-il. L'Express.fr 17.11

À Montpellier, les gilets jaunes ont même réservé une haie d'honneur aux participants de la marche contre les violences sexistes et sexuelles. Réunis sur la place de la Comédie, ils ont acclamé le cortège à son passage comme vous pouvez le voir ci-dessous. Le HuffPost 24 novembre 2018

"On va voir". LFI soutient indéfectible de Macron et du régime. Numéro d'illusionniste et mystification.

Ruffin (LFI) : "Il faut que Macron enlève les bouchons qu'il a dans les oreilles" - AFP 24 novembre 2018

"Il faut que Macron enlève les bouchons qu'il a dans les oreilles et qu'il entende le peuple", a déclaré samedi le député de La France Insoumise, François Ruffin, venu défiler aux côtés des "gilets jaunes" sur les Champs-Elysées avant que des violences n'éclatent.

"Moi je ne viens pas pour jeter des pavés sur les CRS mais Macron a dit qu'il fallait qu'on vienne le chercher. Les gens viennent en tous cas pour lui passer clairement un message: c'est qu'il faut qu'il change de politique", a affirmé sur LCI le député de la Somme.

"La démocratie c'est aussi que les dirigeants entendent ce que le peuple a à dire quand les dirigeants mènent une politique aussi injuste (...) qui favorise l'argent contre les gens", a-t-il estimé. AFP 24 novembre 2018

Autrement dit, si ceux qui nous gouvernent entendaient le peuple, nous serions en démocratie, parce que voyez-vous se serait possible, ce serait compatible avec la crise du capitalisme, avec les besoins du capitalisme ! Allez monsieur Ruffin, vive le capitalisme, vive la Ve République!

"Je vais regarder ce que va nous proposer le président de la République (mardi), s'il y a des formes de rétablissement d'une justice fiscale, on va voir. Si c'est des usines à gaz qui en vérité ne règlent rien, je pense que ça passera mal", a averti le député LFI Alexis Corbière. AFP 26 novembre 2018

C'est tout vu, vendu !

Et apparemment les travailleurs le savent...

Totalitarisme. Avec 10% des électeurs inscrits, il est "***largement élu député***"

Législative dans l'Essonne: Francis Chouat élu dans le fauteuil de Manuel Valls - LeFigaro.fr 26 novembre 2018

Dimanche soir, c'est le maire d'Évry, Francis Chouat, qui l'a emporté, et très largement, avec 59,1 % des voix. Cette élection est cependant marquée par une abstention colossale.

Le taux d'abstention, toujours aussi élevé, autour de 82%, montre que les Insoumis n'ont pas réussi à mobiliser, dans un contexte pourtant très défavorable au gouvernement.

Pour Farida Amrani et la France insoumise, l'échec est cuisant. Elle a appelé son adversaire pour le féliciter.

Dimanche soir, Manuel Valls a salué le résultat sur Twitter, se disant «heureux et fier». «C'est aussi la défaite du populisme et de la haine de Jean-Luc Mélenchon», a ajouté l'ancien premier ministre. "Ce soir mon ami Francis Chouat est largement élu député."

Richard Ferrand, le président de l'Assemblée national : Sincères et amicales félicitations à Francis Chouat élu brillamment dans l'Essonne à l'Assemblée nationale.

Toutes ces considérations sont à relativiser au regard du très faible taux de participation. Déjà bas en juin 2017, à peine 36,6 %, il est tombé à près de 18 % dans cette circonscription où l'on trouve de nombreux quartiers populaires, notamment à Evry et à Corbeil-Essonnes. Un triste record. LeFigaro.fr et Le Parisien.fr 26 novembre 2018

Un avant-goût du résultat de élections européennes de 2019 ?

Dans quelle société vivons-nous ? Quelques éléments de réflexion.

- Gilets jaunes: qu'entend-on par "France périphérique"? - Lexpress.fr 24/11/2018

De quoi le mouvement des gilets jaunes est-il le nom? "C'est une confirmation de la confrontation entre la France périphérique et la France des métropoles", tranche Christophe Guilluy dans un entretien au Figaro. Nous ne sommes pas en face d'un mouvement marginal et catégoriel." Pour le géographe, la sociologie du mouvement - "socle de la classe moyenne occidentale" - et sa géographie - "territoires ruraux, petites villes et villes moyennes", témoignent d'une révolte de cette France des oubliés.

Le concept de France périphérique, en revanche, fait florès, se diffuse dans tout le débat social et politique, notamment autour des inégalités et trouve particulièrement de l'écho à droite. La notion est formellement théorisée par Christophe Guilluy dans un essai éponyme publié en 2014, sous-titré Comment on a sacrifié les classes populaires. L'ouvrage développe des thèses esquissées dans son précédent essai; Le géographe oppose une France des métropoles - où se créent les richesses et les emplois qualifiés grâce à la mondialisation - et une France frappée par la désertification des emplois: petites et moyennes villes et zones rurales. Cette dernière représente 60% de la population et près de 80% des classes populaires, estime Christophe Guilluy.

Ouvriers, employés ou petits commerçants composent cette fameuse France périphérique, éloignée de la concentration de richesse et sous-dotés en services publics: des perdants de la mondialisation, chassés des métropoles en raison de la pression immobilière, mais aussi des banlieues pour échapper au sentiment de minorité culturelle lié à l'immigration. Christophe Guilluy refuse toutefois d'ethniciser son analyse. "Dans les cités, l'insécurité culturelle' est loin de ne concerner que les "petits Blancs", ainsi que le veut la caricature. Si vous étudiez la géographie de la banlieue, vous constaterez, entre autres, qu'il y a eu un fort exode de Maghrébins en pleine ascension sociale: ils ne se sentaient plus "chez eux" avec l'arrivée de nouvelles populations immigrées", expliquait-il à L'Express en 2017.

La France serait donc coupée en deux. D'un côté, la France dynamique: on y retrouve une classe urbaine de cadres aisés et une population immigrée, qui vivent néanmoins séparés par des "frontières invisibles". "Les bobos ont tous les outils pour vivre la mixité", expliquait Christophe Guilluy en 2017 à L'Express, citant les arrangements avec la carte scolaire. "Le multi-culturalisme à 10000 euros par mois, ça n'est pas la même chose que le multiculturalisme à 1000 euros par mois".

De l'autre, une France en voie de déclassement et de relégation sociale comme culturelle, en "sécession" avec la France des métropoles. Le tout sans lien entre les deux. "Parallèlement, les milieux populaires sont, eux, dans un processus de marronnage, c'est-à-dire qu'ils n'attendent plus rien du monde d'en haut. En tout cas, la classe moyenne a explosé", estime Christophe Guilluy. Lexpress.fr 24/11/2018

Les Gilets jaunes, «un mouvement très révélateur de la cassure entre deux France» - leparisien.fr 23 novembre 2018

Pour le politologue Jérôme Fourquet, la fronde des Gilets jaunes révèle les multiples fractures - politiques, sociales, territoriales - du pays.

Directeur du département opinion de l'institut de sondages Ifop et chercheur associé à la Fondation Jean Jaurès, Jérôme Fourquet analyse les fractures de la société mises en lumière par le mouvement des Gilets jaunes.

On a l'impression d'une France fracturée. C'est un constat juste ?

Jérôme Fourquet. Oui. Ce mouvement est révélateur de multiples fractures qui se superposent. Fracture spatiale d'abord, avec d'un côté la France des zones rurales et de l'étalement urbain, fortement dépendante de l'automobile, donc extrêmement sensible au prix des carburants. De l'autre côté, la France des grandes villes, à commencer par Paris, où moins d'un foyer sur deux dispose d'une voiture. Samedi dernier il y avait un contraste criant entre les 2000 points de blocage, pour la plupart dans des petites villes ou des villages, et les effectifs squelettiques de la manifestation des Gilets jaunes place de la Concorde et sur les Champs-Elysées.

Et la deuxième fracture ?

C'est la fracture sociale. La France qui se mobilise ou qui soutient les Gilets jaunes, c'est la France des fins de mois difficiles, la France du salariat, ou de retraités, la France de la petite classe moyenne. Celle qui a le sentiment de ne plus arriver à boucler les fins de mois. Ou quand elle y arrive, c'est juste pour payer les dépenses contraintes mais sans plus pouvoir se permettre le moindre extra.

A qui s'oppose-t-elle ?

A une France beaucoup plus aisée. On l'a vu sur les réseaux sociaux, à travers les contre-pétitions venant d'un public plutôt parisien, diplômé : cadres, ingénieurs, professions intellectuelles. Ils reprochent aux bloqueurs de se préoccuper de mettre de l'essence dans leur réservoir alors qu'ils ne voient pas que la maison brûle. Les premiers ont les moyens d'avoir une vision à long terme, les autres ont le sentiment d'être aspirés vers le bas par la hausse des dépenses contraintes et des taxes, dont le prix à la pompe est l'emblème : beaucoup ne payent pas l'impôt sur le revenu, le prix de l'essence est le prélèvement le plus visible. Il y a un fossé béant entre les cadres d'un côté, les ouvriers et employés de l'autre.

La politique joue-t-elle un rôle dans le mouvement ?

Oui, la troisième fracture est politique. L'électorat qui soutient très fortement ce mouvement est celui de la protestation, ceux qui votent Rassemblement national (ex-FN), Dupont-Aignan et dans une certaine mesure pour les Insoumis. Mais on constate aussi un fort soutien parmi la population détachée de la politique, abstentionniste, revenue de tout. En face, on trouve un électorat macroniste, qui ne comprend pas voire critique ce mouvement.

Tous ces éléments se superposent-ils ?

Oui, assez bien. Prenons par exemple deux départements en Ile-de-France, les Yvelines et la Seine-et-Marne : la mobilisation est beaucoup plus forte dans le second, plus populaire, où le Rassemblement national a fait des scores très élevés. Tandis que les Yvelines sont plus macroniennes, plus fillonistes. C'est aussi un électorat dépendant de la bagnole, mais avec de plus grosses cylindrées et les moyens de faire le plein.

Pourquoi ces fractures explosent-elles aujourd'hui ?

Elles existent depuis longtemps - référendum de 2005, élections successives. Cela explose maintenant à cause du détonateur

du carburant. Emmanuel Macron n'a pas créé ces fractures, il hérite du fardeau. Mais il a exacerbé ces clivages par son action politique et son comportement. Sur les ronds-points, on entend beaucoup de références à l'ISF, à la CSG des petits retraités. On critique aussi le président des riches, et ses formules sur Il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver du boulot, modèle social coûte un pognon de dingue, et autres Gaulois réfractaires… Macron a avivé ainsi des plaies qui étaient déjà à vif. leparisien.fr 23 novembre 2018

- Les «Gilets-jaunes», le réveil des citoyens français par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 25 novembre 2018

Selon le site de France-police.org, le samedi 24 novembre 2018 à 19h25, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, annonçait 1619 lieux d'actions sur tout le territoire national. L'estimation du syndicat de la police était, à peu de chose près, au même niveau que celle du Ministère de l'Intérieur.

En revanche, le site contestait d'emblée et fortement le chiffre fantaisiste du ministre de l'Intérieur qui, à un individu près, annonçait sans complexe le nombre de 106.301 manifestants «Gilets-jaunes» sur toute la France. Le syndicat rappelait qu'il était absolument impossible de donner un chiffre exact de manifestants à une personne près! En faisant cette déclaration, le ministre Castaner se moquait ouvertement du monde!

A l'image du samedi 17 novembre, les points de blocage ont rassemblé en moyenne 250 gilets-jaunes. Pour assurer une rotation de dix à douze heures de manifestations, il était nécessaire que les points de blocages soient doublés et passent à une moyenne de 500 Gilets-jaunes, environ.

Le site de la police fait donc un calcul approximatif démontrant que 1619 points de manifestations multipliés par une moyenne de 500 Gilets-jaunes, donnaient environ 809.500 participants aux manifestations des Gilets-jaunes!

De plus, par le syndicat de la police, nous apprenions hier que le ministère de l'Intérieur avait fait pression sur les Parquets en leur donnant des « consignes de fermeté pour influencer leur appréciation des affaires en lien avec les Gilets-jaunes! » Le syndicat de la police se dit, par ailleurs, « scandalisé par une telle pratique, alors que les Procureurs n'ont pas à être aux ordres du ministre de l'Intérieur!»

Le site poursuit en déclarant que la police nationale attendait, à ce propos, une « réaction très forte du Syndicat de la Magistrature ». Quant au Syndicat de la police, il assure faire confiance aux Procureurs de la République qui sauront faire leur travail selon le « droit de notre pays et conformément à la jurisprudence en vigueur » et non pas selon une « justice d'exception exigée par un ministre de l'Intérieur à des fins politiciennes!»

Nous savons tous que ce mouvement citoyen est né d'initiatives spontanées et non pas à partir de consignes d'associations, de syndicats de travailleurs, de groupes politiques, ni même d'élus de la République…

C'est la conscience citoyenne qui s'est réveillée créant un mouvement citoyen de protestation et de revendication, exigeant pour l'essentiel aujourd'hui, la démission d'Emmanuel Macron jugé n'être pas à la hauteur de ses responsabilités…

Plus de 72% des Français, disait un expert en politique sur le plateau de RT France, ce jour-même, sympathisent avec ce mouvement de manifestation sur toute la France. Je rappelle que c'est à peu près la proportion de gens qui n'a pas voté pour installer Macron à l'Élysée : les voix exprimées pour Emmanuel Macron s'élevaient au nombre de: 20.630.677,00 (le chiffre du Ministère de l'Intérieur étant différent compte tenu des magouilles sur les inscrits) sur 47.644.602,00 de Français inscrits sur les listes électorales.

Au premier degré, les initiateurs du mouvement ont pensé que chacun avait un gilet jaune, ayant la vertu de rendre bien visible celui qui le porte, puisque la sécurité routière avait rendu obligatoire l'usage d'un gilet jaune fluo en cas de détresse sur la voie publique…

Mais, au second degré, il faut souligner que l'utilisation massive du gilet jaune allait donc vouloir signifier essentiellement aux politiques que le peuple disait massivement sa détresse et qu'il fallait le « voir », il fallait « l'entendre », il fallait venir à son secours en cessant de le maltraiter par une fiscalité injuste et démentielle…

Le gilet jaune était donc un premier signal, un avertissement, un signe de ralliement mais aussi un signal d'alarme. Si les «élites» arrogantes de l'oligarchie au pouvoir se sont emparées de l'État, c'est en se moquant de la volonté du peuple et sans le consentement de sa majorité… Ce Pouvoir est donc logiquement dans l'obligation d'entendre aujourd'hui ce signal d'alarme et cet avertissement « bon enfant », car le Pouvoir ne peut pas impunément se moquer du peuple et abuser de sa patience…

Or, que voit-on et qu'entend-on ?

Un Castaner déclarait le mardi 20 novembre 2018, qu'il accusait les « Gilets-jaunes » de « complicité de terrorisme » et ainsi allait pouvoir agir désormais contre le mouvement social en fonction de cette déclaration!

Il ne serait pas impossible qu'un attentat soit donc organisé également par le Pouvoir, afin, comme d'habitude, de rappeler aux frondeurs et récalcitrants, qu'ils doivent se soumettre à la nouvelle forme de dictature inaugurée en France depuis la constitutionnalisation de « l'état d'urgence »! Les jours qui viennent nous le diront si ce mouvement citoyen perdure! (...)

Car, bien entendu, il est inutile de s'éterniser sur le radotage niais de la désinformation et comme d'habitude des images manipulatrices diffusées par les medias « officiels » sur les violences montrées comme si cet épisode des Champs Élysée était la seule chose survenue à l'occasion de cette journée de mobilisation protestataire du 24 novembre… Les BFMTV menteur par vocation, les LCI menteur par nécessité, les France Info menteur par facilité, les France Télévision menteur par soumission, les TF1 menteur par intérêt… n'avaient que des lamentations à diffuser en minimisant l'importance du mouvement et en le criminalisant sans vergogne, puisque désormais une nouvelle loi, celle du 20 novembre 2018, contre « la manipulation de l'information » les protégeait avantageusement leur donnant les coudées franches pour se moquer ouvertement du peuple en colère…

Bientôt, si Macron manque de lucidité et s'entête à dire que ce qui se passe en France n'est qu'une violence passagère, gratuite et opportuniste, organisée par les casseurs d'extrême droite à l'appel de Marine Lepen, il faudra bien que quelqu'un dise à sa Majesté que ce n'est plus simplement «une révolte passagère qui est en cours, mais que c'est devenu une Révolution, faute d'avoir été entendue à ses prémices», et qu'à ce compte là, il risque bien de voir sa tête tomber avant d'avoir réalisé l'inconscience dans laquelle son idéologie ultra libérale l'a conduit!

Le peuple Français est patient, il peut attendre longtemps avant d'engager la fronde, mais lorsque la «mesure de trop» est devenue «le plus qu'assez», son âme révolutionnaire se réveille et là il n'est plus question de soumission ou de compromission. En France, la colère du peuple peut devenir cinglante et déterminée: en l'espace de quelques heures, le pays peut se mettre à ruisseler de larmes et de sang! L'état dans lequel, les Champs Élysée se sont retrouvés, en fin de journée du 24 novembre, n'a été qu'un petit avertissement sur ce que le pays tout entier pourrait en un instant devenir! Il semble que les leçons de l'histoire ne servent pas à grand chose; pourtant, elles auraient du avertir les nouveaux princes qui se sont arrangés pour s'emparer du pouvoir, mais il semble que non : il faut toujours recommencer à secouer le joug, car tout Pouvoir est en soi une perversion qui tend naturellement à l'abus.

« Un Pouvoir délégué sans un autre qui le surveille et le contrôle, tend naturellement à violer le principe de sa délégation, et à transformer cette délégation en souveraineté », disait Brissot en 1791. Un pouvoir délégué n'est donc pas un pouvoir mais l'exercice d'une autorité contrôlé par la volonté du peuple qui s'est exprimée dans la Constitution écrite par lui et non pas par des prédateurs au service des pilleurs de l'humanité…

Si le gilet jaune est en soi un signe d'avertissement et aussi un appel au secours, un désir d'attirer une attention bienveillante et respectueuse pour la vie de millions de concitoyens mise en danger et réclamant d'être protégée, il se pourrait bien qu'en ayant brutalisé, criminalisé et accusé de « complicité de terrorisme », ce cri d'appel des «Gilets-jaunes», le Pouvoir se soit transformé en promoteur irresponsable d'un appel aux armes et d'une mutation intempestive des «Gilets-jaunes» en « Gilets pare-balles »! Mondialisation.ca, 25 novembre 2018

L'aristocratie syndicale élit son héritier.

- Force ouvrière. Avec Yves Veyrier, le retour des «réformistes» - Liberation.fr 23 novembre 2018

Le successeur de Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière a désormais un nom : Yves Veyrier. Le plus ancien membre de la direction, où il siège depuis 2004, a remporté jeudi 45,75 % des voix, contre 43,35 % pour Christian Grolier, patron de la fonction publique, et 10,9 % pour Patrice Clos, le numéro 1 de la fédération des transports.

Cette victoire d'une courte tête marque le retour du clan «réformiste», longtemps porté par Jean-Claude Mailly puis balayé par l'élection de Pascal Pavageau en avril. Elle se fait au détriment de Grolier, soutenu par le puissant courant trotskyste de FO, et enterre les ambitions du clan Pavageau, dont le candidat (Patrice Clos) arrive en dernière position. «Je ne suis pas le clone de Jean-Claude Mailly, ni celui de Pascal Pavageau», a affirmé le vainqueur, plus effacé et moins offensif à l'oral que ses deux prédécesseurs. Liberation.fr 23 novembre 2018

Quel "*courant trotskyste de FO*", celui du POI ou du POID ? Peu importe.

Ils osent tout.

- Mieux vaut être smicard aujourd'hui que millionnaire hier - LePoint.fr

Bienvenue chez les barbares.

Les Frères musulmans recrutent en direct, Libération en fait la promotion, normal.

- Avec AJ +, Al-Jezira séduira le genre oumma - Liberation.fr 16 novembre 2018

AJ + : «Que ce soit Xavier Niel ou le Qatar, je m'en fous…»

LGBT+, féminisme, minorités… La version française du média en ligne appartenant à la chaîne qatarie épouse toutes les causes «progressistes».

Lors d'une soirée organisée par AJ + à Paris, «Libération» a rencontré les amateurs du média. Une population jeune, souvent séduite par les sujets abordant les minorités.

Des jeunes, éduqués, informés et hyperconnectés : c'est le public que semble séduire AJ + en France, si l'on en croit la soirée organisée par la chaîne dans la capitale, fin octobre. Un «tweet-up» à l'occasion duquel l'audience française était invitée à rencontrer une dizaine de membres de la rédaction, pour la plupart venus spécialement de Doha.

L'événement a lieu dans une ancienne gare du nord de Paris reconvertie en bar bobo. Une quarantaine de curieux ont fait le déplacement. L'assemblée, composée aussi bien de hipsters en sneakers que de jeunes filles voilées, affiche une moyenne d'âge de 25 ans à peine. L'ambiance sonore est teintée d'orientalisme, le buffet sans alcool, et des télés à écran plat diffusent en boucle des vidéos de la chaîne.

La plupart des followers présents, souvent bilingues voire trilingues, suivaient déjà AJ + en anglais ou en arabe avant de découvrir la déclinaison française, lancée en décembre 2017. C'est le cas de Donia, 20 ans, étudiante en journalisme, qui a grandi avec Al-Jezira en fond sonore au domicile familial. Son père est égyptien, sa mère algérienne, et sa tante présentatrice sur la chaîne qatarie. C'est donc naturellement qu'elle a commencé à suivre AJ +, qui «parle des sujets qui concernent les minorités», trop souvent délaissés ou traités comme subalternes par la presse traditionnelle. Si le média plaît à sa génération, estime la jeune femme, c'est aussi en raison de sa gratuité et de son ton pédago.

Un peu plus loin, Fateh, étudiant en sociologie politique de 25 ans, discute avec Oueys, 24 ans, qui prépare le barreau. Ce dernier vante l'attention portée par AJ + à la «condition des personnes défavorisées dans le monde. Les infos que je vais voir sur cette chaîne, je ne le vois pas ailleurs». Tous les participants voient dans AJ + un média engagé contre les injustices et les discriminations, davantage qu'un Brut ou un Konbini.

Nassim, étudiant en cinéma documentaire, est de cet avis : AJ + est «un des premiers médias français qui parle des questions liées à l'antiracisme». Il cite notamment une vidéo sur la Nuit des Noirs, festival de Dunkerque accusé de perpétuer la pratique du «blackface». Le Marseillais regrette cependant le manque de sujets traitant de l'actualité en région. Quant à la question de la plus ou moins grande dépendance à Doha, elle n'a pas l'air de chagriner le jeune homme, ni ceux que nous avons rencontrés ce soir-là : «Que ce soit Xavier Niel [fondateur de Free et coactionnaire du groupe Le Monde] ou le Qatar, je m'en fous… Certes, il y a du soft power, mais quel média échappe à ça ? Est-ce que ça décrédibilise le média pour autant ? Je ne crois pas.» Liberation.fr 16 novembre 2018

Le Monde, Xavier Niel ou l'émir du Qatar où est la différence, si ce sont eux qui le disent, on ne les contredira pas !

Vous avez raison de vous en foutre puisqu'il n'y a plus de différence entre Le Monde et Al-Jezira. Comment cela ?

Le Monde incarne l'idéologie anglo-saxonne et soutient les barbares qui ont adoptés l'idéologie des Frères musulmans. Al-Jezira adopte l'idéologie anglo-saxonne pour attirer des populations musulmanes vivant en occident en mettant en veilleuse son soutien aux barbares. Ils se partagent les rôles.

Le Qatar veut ainsi se démarquer (et emmerder) les Saoudiens et obtenir le soutien de la gauche et extrême gauche des pays occidentaux à défaut de celui de leurs peuples...

Ces barbares compatible "LGBT+, féminisme, minorités", quel bonheur, quel cadeau vous nous faites là, Allah ô Akbar! Alors que leurs disciples de Daesh en Syrie balançaient vivant du toit des immeubles des homosexuels qui allaient s'écraser sur la chaussée, quand ils ne leur coupaient pas les couilles ou ne les empalaient pas en public, à Libération ils ont déjà oublié !

C'est ce que je n'ai cessé d'expliquer, ils servent les mêmes intérêts, et ceux qui se laissent instrumentaliser en participant à leurs campagnes font le jeu de ces barbares et de la gouvernance mondiale.

- Campagne occidentale pour les Droits des islamistes chinois - Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Les gouvernements occidentaux ont lancé, le 13 novembre 2018 au Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, une campagne en soutien aux islamistes chinois dont certains sont internés préventivement dans des camps éducatifs.

Au début de l'opération de l'Otan visant à placer les Frères musulmans au pouvoir dans tous les États arabes, en 2010-11, la Chine populaire —comme certains pays occidentaux— a facilité le départ de ses islamistes vers le Moyen-Orient. Elle pensait à tort se débarrasser ainsi d'eux. Lentement, elle s'est rendue compte que le remède était pire que le mal, les islamistes partis combattre en Libye et en Syrie servant de modèles à de nouvelles recrues sur leur propre sol. De nombreux attentats ont alors eu lieu non seulement dans les régions musulmanes, mais aussi dans d'autres.

Jusqu'ici les musulmans vivant au Xinjiang disposaient de nombreuses exemptions à la loi générale. Ils pouvaient par exemple avoir plusieurs enfants lorsque les autres Chinois n'étaient autorisés à n'en avoir qu'un.

Par le passé, la CIA soutenait le séparatisme ouïghour face aux Chinois hans comme elle soutenait le séparatisme tchétchène face aux Russes ethniques. Aujourd'hui, elle soutient les jihadistes, ce qui est tout à fait différent même si l'objectif reste d'affaiblir Bejing et Moscou.

Après le 19ème congrès du Parti communiste, en octobre 2017, la Chine, incapable de siniser l'islam, a commencé à considérer que le problème du jihadisme ne pouvait être dissocié de l'islam lui-même. Des partisans de l'islam politique ont été arrêtés et contraints à des stages de rééducation. Leur nombre est impossible à évaluer : il se situe selon les sources entre 10 000 et 1 000 000.

Le Parti communiste vient d'exiger que tous ses adhérents prêtent serment de ne pas pratiquer le régime halal. De facto, la pratique de certains rites musulmans est devenue hors la loi.

Une communauté chinoise de 18 000 personnes (parlant le turc), dont au moins 5 000 combattants stationne actuellement à Idleb (Syrie). Elle bénéficie du soutien des services secrets turcs (membres de l'Otan). La Syrie et la Russie ont accepté de ne pas l'attaquer pour le moment, craignant le rapatriement d'une partie d'entre eux. On signale également l'arrivée de nombreux jihadistes chinois en Malaisie, en Indonésie, en Thaïlande, mais aussi aux Philippines, alors que l'on y croyait le problème réglé. Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Front commun Qatar, Hamas, Netanyahu, Jabotinsky et Grand Israël.

- Démission du ministre israélien de la Défense, Avigdor Lieberman - Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Le ministre israélien de la défense, Avigdor Lieberman, a démissionné de ses fonctions, le 14 novembre 2018, après la signature du cessez-le-feu avec le Hamas.

M. Lieberman est entré en confrontation avec le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, lors de l'accord israélien autorisant le Qatar à approvisionner en fuel et à transférer des liquidités au Hamas. Il s'est également opposé au cessez-le-feu avec le Hamas.

Partisan de la séparation physique des juifs et des arabes, M. Lieberman considère comme une folie de donner un pouvoir illégitime au Qatar à Gaza et des moyens au Hamas. Selon lui, il ne fait aucun doute que si cette décision fait tomber la tension à court terme, elle permettra un regain des activités terroristes des Frères musulmans à long terme.

Contrairement à la présentation qui en est faite par la presse internationale, Avigdor Lieberman est intéressé à la paix, tandis que l'appareil militaire entend maintenir le statu quo et que Benjamin Netanyahu poursuit le projet de Grand Israël de Zeev Jabotinsky.

Le sioniste religieux Naftali Benett, beaucoup plus extrémiste que M. Lieberman, a posé un ultimatum au Premier ministre, menaçant de sortir de la Coalition gouvernementale et de la faire chuter s'il n'obtenait pas le ministère de la Défense.

Selon un sondage réalisé dans la journée, près des trois quart des Israéliens soutiennent l'analyse de M. Liberman. De nombreux Israéliens résidant à moins de 30 kilomètres de la Bande de Gaza —région cible de roquettes depuis la prise de pouvoir du Hamas à Gaza, en 2006— ont manifesté à l'annonce du cessez-le-feu, réclamant une politique de sécurité à long terme.

On ne dispose pas de sondage sur l'opinion des Gazaouis. Les dirigeants du Hamas, quant à eux, se sont félicités de la démission d'Avigdor Lieberman, saluant une victoire pour leur mouvement.

L'Autorité palestinienne n'a pas encore réagi. Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Aux basques de la gauche, vous méritez de le savoir.

- Il n'y a pas eu de vague bleue démocrate, juste une vaguelette par George Galloway – RT 8 novembre 2018 – Le Saker Francophone.

Extrait.

Les Démocrates n'ont pas appris grand-chose de leur défaite face à Trump en 2016. Leur « politique identitaire » consistant à célébrer « le premier ceci, le premier cela » élu au parlement dans l'histoire des États-Unis ne consolera sans doute pas ceux dont la vie continue d'être gâchée par le capitalisme néolibéral prédateur de la classe dominante étasunienne.

Et comme je vis dans un pays dirigé par Theresa May, et Margaret Thatcher avant elle, je peux vous dire qu'élire des femmes n'est pas nécessairement une bonne affaire. Sur les 101 « bébés Blair » élues en 1997 comme femmes parlementaires travaillistes, plus de 90 ont voté en faveur de la guerre en Irak (sans parler de la réduction des prestations pour les mères célibataires, entre autres).

Idem pour les député-es travaillistes gays et lesbiennes qui ont refusé de soutenir Jeremy Corbyn quand il a voulu mettre fin aux ventes d'armes à l'Arabie saoudite, un État qui jette les homosexuels du haut des gratte-ciels.

Idem pour la minorité travailliste musulmane qui a voté pour la destruction de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye et d'autres pays musulmans au cours des quelque 20 dernières années au Parlement britannique.

Alors, ne me demandez pas d'applaudir à l'élection au Congrès de Donna Shalala, du comté de Miami-Dade en Floride, par exemple. Je vous parie que cette amie d'Hillary Clinton, ex-membre du cabinet de Bill Clinton, dont l'élection a été saluée comme une victoire des « femmes arabes », soutiendra bientôt le bombardement des « femmes arabes ».

Bien sûr, c'est une bonne chose quand des femmes qui ont du cœur gagnent – comme Alexandria Ocasio-Cortez à New York et Rashida Tlaib au Michigan – mais ce n'est pas parce qu'une femme est une ex-militaire lesbienne ceinture noire des arts martiaux (je n'invente rien) que ça veut dire que… Vous me comprenez…

Le fait est que, sous la direction des mêmes dirigeants incompétents et corrompus qui ont choisi Hillary Clinton comme candidate de 2016 (après avoir truqué le scrutin contre Bernie Sanders), les démocrates ont perdu deux années entières à poursuivre des chimères russes, à faire équipe avec les opposants de Trump et à s'accrocher aux doctrines économiques de l'époque Clinton, sans se rendre compte que des quantités énormes de personnes appartenant à des minorités ou pauvres étaient interdites de vote, bref, avec ces leaders le parti a surtout fait du sur place.

Ceux qui aiment parier sont en train de courir chez le bookmaker pour parier sur la réélection de Donald Trump en 2020. Il sera réélu, c'est certain.

On s'est rendu compte de l'ampleur de l'interdiction de vote qui touche les électeurs, lorsque l'État de Floride a voté, cette semaine, pour redonner leur droit de vote aux « criminels » (qui sont essentiellement des Noirs, évidemment, pas des escrocs en col blanc, ni des émigrés cubains aux dents en or). 40% des hommes noirs de Floride ont découvert à leur réveil, mercredi, que leur droit de vote avait été rétabli. Cela représente un million de nouveaux électeurs noirs pour les prochaines élections.

Ayant survécu à 8 heures de CNN le soir des élections, j'ai pu entendre beaucoup de fanfaronnades sur la nouvelle « stratégie de recrutement des candidats » démocrates. Pourtant, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que près de 100 candidats démocrates aux élections de mi-mandat étaient d'anciens militaires ou d'anciens membres de la CIA et autres services de sécurité. Rien ne témoigne mieux de l'incroyable dérive de l'ancien parti étasunien des ouvriers que ce constat.

Mes prédictions ?

Les démocrates vont perdre les deux prochaines années à examiner les relevés bancaires et les déclarations d'impôts de Donald Trump et à fouiner sur ses parcours de golf dans le monde entier, sans rien proposer de plus que la réforme du système de santé de la dernière décennie. Ils ne réduiront pas les frais de scolarité des étudiants, n'accorderont rien aux travailleurs en matière de rémunération ou de sécurité d'emploi, ne feront rien pour remédier aux clivages raciaux et à l'incarcération massive des jeunes hommes noirs aux États-Unis – comment pourraient-ils le faire ? C'est Bill Clinton qui a mis tout ça en place. (...) Ils ne proposeront aucune réforme démocratique significative pour remédier au système ridiculement dysfonctionnel car ils veulent en hériter (en Géorgie, par exemple, les machines à voter de certains quartiers pauvres, principalement noirs, n'avaient pas de fil électrique pour les connecter à la prise). Et surtout, ils vont continuer de militer, comme ils l'ont toujours fait, pour des changements de régime dans le monde entier.

Ils utiliseront tous les moyens, honnêtes ou malhonnêtes (probablement ces derniers) pour que Bernie Sanders ne soit PAS

leur candidat à l'élection présidentielle. Et, ce qui serait vraiment un gros coup de chance pour Trump, ils truqueront les primaires pour qu'Hillary Clinton porte à nouveau leur bannière en loques. Mêmes démocrates, même parti. (...)

George Galloway a été membre du Parlement britannique pendant près de 30 ans. Il anime des émissions de TV et de radio (sur RT aussi). C'est un cinéaste, un écrivain et un orateur célèbre.

Totalitarisme. Quelques témoignages supplémentaires.

France. Nouvelles lois liberticides

- Le Parlement adopte les lois anti-fake news - Lexpress.fr 20/11/2018

C'était un texte voulu et défendu par Emmanuel Macron. Ce mardi à l'Assemblée, les députés ont adopté les deux propositions de loi controversées contre "la manipulation de l'information" en période électorale.

Ces textes s'appuient essentiellement sur une surveillance des réseaux sociaux et des médias étrangers, mis en cause par le président après son élection.

Comme le rappelle Le Figaro, si les Français y étaient favorables, l'adoption ne s'est pas faite sans peine.

D'ailleurs, lors du vote, droite et gauche ont voté contre ou se sont abstenues, dénonçant des lois "inutiles" et pointant "un risque" notamment pour la liberté d'expression. La définition de la "fausse information" retenue "est toujours ni claire, ni protectrice", a estimé Constance Le Grip (LR), "sceptique" sur l'efficacité des mesures. Elle craint aussi "des effets indésirables", comme "un risque d'autocensure", de "police de la pensée" et des "atteintes à la liberté de la presse".

La loi, permettra notamment à un candidat, aux partis, ou à des associations citoyennes de faire retirer des fausses nouvelles sur les réseaux sociaux en période d'élection. Les réseaux sociaux, justement, devront faire preuve de transparence durant ces périodes en indiquant qui a payé pour promouvoir certains messages sur les fils d'actualité des internautes.

Enfin, le CSA aura la possibilité de suspendre ou de retirer aux chaînes étrangères d'émettre sur le territoire français. La loi devrait être mise en place d'ici les élections européennes de mai 2019. Lexpress.fr 20/11/2018

La barbarie jusqu'au bout.

- Fin de vie : Vincent Lambert restera dans un état végétatif, selon les experts - France 24 22 novembre 2018

Selon les experts mandatés par la justice, Vincent Imbert, tétraplégique depuis un accident en 2008, se trouve dans un "état végétatif chronique irréversible". Son cas avait relancé les débats sur la fin de vie en France.

Nouvelle étape dans l'affaire Vincent Lambert. Selon un rapport d'experts nommés par la justice obtenu mercredi 21 novembre par l'AFP, "l'état végétatif chronique" de ce tétraplégique de 42 ans, patient depuis dix ans au CHU de Reims (Marne), est confirmé comme étant "irréversible".

Nommés par le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, ces experts étaient chargés de se prononcer sur l'état du patient depuis 2014, date de la dernière expertise officielle, avant l'éventuel déclenchement d'une procédure d'arrêt des soins, souhaitée par le centre hospitalier.

Cette expertise avait été demandée par les parents Lambert, catholiques proches des milieux intégristes, et une partie de sa fratrie, qui considèrent que Vincent est "handicapé" mais a fait "des progrès".

"Vincent Lambert est dans une situation d'impotence fonctionnelle totale du fait des lésions encéphaliques irréversibles dont il a été victime en 2008, soit une durée de suivi évolutif de dix années", ont conclu les trois experts dans leur rapport datant du 18 novembre.

Son état de santé se traduit par "la limitation extrême ou totale de ses capacités d'accès à la conscience, de communication, de motricité, d'expression de sa personnalité, l'altération irréversible de son image, lui portent atteinte à un point qui n'est pas acceptable par lui-même et par son épouse et tutrice" Rachel Lambert, ont-ils ajouté.

Rachel Lambert se bat pour faire respecter la volonté de son mari qui, selon elle, n'aurait pas voulu d'acharnement thérapeutique, même s'il n'a jamais couché cette volonté sur le papier. "Ce n'est pas une surprise qu'il n'aille pas mieux, le débat

ne porte pas sur son état médical, il n'y a pas de doute là-dessus", a réagi mercredi soir auprès de l'AFP François Lambert, son neveu, également favorable à l'arrêt des soins.

Mais, sur certains points, les experts sont plus nuancés : ils avancent que la prise en charge du patient à travers ses "besoins fondamentaux primaires ne relève pas de l'acharnement thérapeutique ou d'une obstination déraisonnable", élément-clé de la loi Claeys-Leonetti sur la fin de vie.

À leurs yeux aussi, la condition médicale de Vincent Lambert "n'appelle aucune mesure d'urgence" et "il existe en France des structures pouvant l'accueillir jusqu'à sa disparition si le maintien au CHU de Reims s'avérait impossible pour des raisons autres que relevant de la simple technique médicale".

"Nous rejoignons l'avis des experts quant à la nécessité de transférer enfin Vincent dans un établissement spécialisé" pour qu'il ait "accès aux meilleurs soins", a déclaré à l'AFP Me Jean Paillot, l'un des avocats des parents du patient en livrant sa propre analyse du rapport. Cette requête a toutefois déjà été rejetée par la justice.

Un accident de voiture, sur une petite route près de Châlons-en-Champagne, a laissé le 29 septembre 2008 cet infirmier psychiatrique de 32 ans, marié et père de famille, cérébrolésé et tétraplégique. France 24 22 novembre 2018

Suisse. Même pas besoin d'intégrer l'UE...

Le Conseil fédéral peut une nouvelle fois être satisfait. Les Suisses ont suivi une fois de plus en tous points ses recommandations pour ces votations du 25 novembre.

La primauté du droit suisse sur le droit international ne sera pas inscrite dans la constitution.

Des détectives privés pourront à nouveau traquer les fraudeurs à l'assurance sociale. Les Suisses ont accepté à 64,7% la base légale permettant l'observation secrète d'assurés soupçonnés de triche. Seuls Genève et le Jura ont refusé.

Avec environ 48%, la participation est honorable, mais pas exceptionnelle. lematin.ch 26.11

Le contexte de ces votations.

Droit international : les Suisses votent - euronews 23 novembre 2018

Les Suisses décident ce dimanche par référendum si leur Constitution doit oui ou non primer sur le droit international.

Cette "initiative d'autodétermination" est soulevée par l'UDC, le parti de droite classé populiste.

Simonetta Samaruga est une conseillère fédérale issue du Parti socialiste qui craint que cette initiative ne remette en cause les engagements internationaux de la Suisse.

Simonetta Samaruga, conseillère fédérale suisse : "L'initiative d'autodétermination est une initiative populaire à grande échelle. Chaque fois que nous sommes en conflit avec un accord international, l'initiative exige que la Suisse procède toujours de la même manière. La Suisse doit renégocier. La Suisse doit résilier le contrat si nécessaire."

Le texte proposé par l'UDC est intitulé "le droit suisse au lieu des juges étrangers".

L'Union démocratique du centre estime que plusieurs traités internationaux adoptés par la Suisse ont empêché l'application de certaines lois nationales.

Selon le texte, en cas de conflit, les obligations internationales doivent être "adaptées" et si besoin, dénoncées.

À l'inverse, ceux qui s'opposent à la primauté de la Constitution suisse sur les traités internationaux relèvent qu'une victoire du oui impliquerait que la Suisse revoit non seulement ses engagements en matière de droits humains et mais aussi plusieurs centaines d'accords économiques fondés sur le droit international. euronews 23 novembre 2018

- La Suisse veut pouvoir espionner ses assurés sociaux - LePoint.fr 24 novembre 2018

Les Suisses se prononcent dimanche sur une nouvelle loi accordant un droit de surveillance « secrète » aux assurances santé pour démasquer les fraudeurs.

La presse suisse parle du « mystère de la chambre à coucher ». Car jusqu'où les assurances sociales pourront-elles aller pour vérifier si une personne est réellement malade, ou suffisamment handicapée pour bénéficier d'une rente d'invalidité, appelée « rente AI » ? Les Suisses se prononcent ce dimanche 25 novembre sur la modification « de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales ». Une formule compliquée pour désigner une loi qui autorisera la surveillance des assurés. Le Conseil fédéral (gouvernement) et le Parlement appellent à voter « oui », justifiant que les assurances sociales doivent pouvoir « observer secrètement l'assuré pour établir de manière certaine s'il a droit à des prestations ».

L'actuel président de la Confédération, le socialiste Alain Berset, ministre de l'Intérieur et de la Santé, défend la nouvelle loi, considérant qu'il « est central de pouvoir lutter efficacement contre les gens qui abusent » du système d'assurances.

Selon les derniers sondages, l'espionnage des assurés devrait l'emporter facilement, avec plus de 60 % des suffrages. Le « oui » est soutenu par la droite, l'extrême droite et même les Verts libéraux. En revanche, la gauche (les socialistes et les Verts), minoritaire, s'oppose à cette loi qui donne, selon elle, un chèque en blanc aux assurances. Celles-ci seraient « autorisées à violer massivement la vie privée des assurés et échapperaient à tout contrôle. Les moyens techniques nécessaires pourront être utilisés quasiment sans restriction », assurent les partisans du « non ». LePoint.fr 24 novembre 2018

Grande-Bretagne. La menace : Scotland Yard !

- La police londonienne autorisée à foncer sur les voleurs de motos - euronews 24 novembre 2018

A Londres, les voleurs de motos sont désormais prévenus : lorsqu'ils sont poursuivis en flagrant délit, les policiers pourront foncer sur eux pour les capturer. Scotland Yard a diffusé vendredi des vidéos montrant des courses poursuites au cours desquelles les policiers n'ont pas hésité à percuter des motards en fuite.

La police londonienne explique que les voleurs jouissaient jusque-là d'une relative impunité : les patrouilles renonçaient souvent à poursuivre les malfaiteurs par crainte de provoquer des accidents.

Désormais les motards n'auront plus d'échappatoires : qu'ils portent ou non un casque de sécurité et quelle que soit leur vitesse ils pourront être pourchassés à leurs risques et périls. euronews 24 novembre 2018

Ces abrutis de journalistes semblent s'en réjouir, il ne leur serait même pas venu à l'idée qu'en adoptant cette mesure la police londonienne prend délibérément le risque de provoquer des accidents, de percuter ou tuer des piétons... en toute impunité, ils seront protégés par la loi, le droit de tuer des citoyens innocents, comme aux Etats-Unis quand la police tire à vue sur des hommes ou des enfants désarmés ou qui ne présentent aucune menace, des Afro-américains de préférence.

Totalitarisme. Quand les médias relaient la propagande des ultra néoconservateurs.

huffingtonpost.fr - Donald Trump exige plus de "savoir-vivre" à la Maison Blanche, ses détracteurs s'étranglent.

huffingtonpost.fr - Jim Acosta a retrouvé son accréditation à la Maison Blanche et Trump n'a pas apprécié.

Huffingtonpost.fr - L'hôpital, la charité... La presse américaine a pu se réjouir d'avoir gagné une petite bataille face au Bureau Ovale ce vendredi 16 novembre: un juge a ordonné à Donald Trump de redonner son accréditation à Jim Acosta, le journaliste de CNN banni de la Maison Blanche. Si le président à annoncé l'avoir fait de façon "temporaire", il a aussi exigé de la presse plus de respect... et de "savoir-vivre". Une dernière remarque qui a fait bondir les anti-Trump.

Twitt publié par huffingtonpost :

"Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche". Je vois Sarah Sanders courir dans les couloirs et répéter ça sans cesse alors que Trump tweete, fulmine de rage, dit des choses racistes, ment. Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche! Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche!" huffingtonpost.fr 16.11

Les journalistes corrompus des médias-oligarques constituent une menace pour "la survie de la civilisation" (Orwell), ainsi que ceux qui les soutiennent.

Extrait. Dressant la liste des nouvelles désastreuses ou alarmantes qui s'affichent à la une de son « quotidien du matin, un jour ordinaire peu mouvementé de novembre 1946 », Orwell laisse échapper ce commentaire :

Lorsqu'on examine ce qui s'est passé depuis 1930, il n'est pas facile de croire à la survie de la civilisation.

Ce qui rend cette époque dangereuse pour la civilisation, ce ne sont pas seulement le massacre des hommes par dizaines de millions, l'écrasement des villes sous les bombes, et les armes surpuissantes qui s'accumulent à nouveau. La pire menace aux yeux d'Orwell, c'est que le monde cesse d'être à la mesure des gens ordinaires : il devient impossible à chacun de vivre dans un univers proche et familier qu'il soit à même de comprendre et sur lequel il ait prise. Quand la vie et la survie quotidiennes dépendent directement d'événements qui ont lieu à des milliers de kilomètres et de décisions opaques prises par des puissants inaccessibles, et quand, pour comprendre ces événements et ces décisions, on ne dispose la plupart du temps que des mensonges de la propagande et de grilles d'interprétation faussées par les idéologies, c'est le socle de toute existence véritablement humaine qui se dérobe. (...)

Comment rendre les gens conscients de ce qui se passe en dehors de leur propre petit cercle, voilà un des principaux problèmes de notre temps, et une nouvelle technique littéraire va devoir être inventée pour y parvenir. (...)

Cette honnêteté et ce courage sont peu répandus dans une profession pour laquelle Orwell n'a, globalement, pas beaucoup d'estime. L'honnêteté ?

Sauf en cas de plainte pour diffamation, le journaliste moyen s'étonne, s'offusque même, qu'on se soucie de l'exactitude des noms, des dates, des chiffres et autres détails du même genre. Tout journaliste de la presse quotidienne vous le dira : l'un des secrets les plus importants de son métier, c'est l'astuce qui consiste à faire croire qu'il y a de l'information quand il n'y en a pas.

Le courage ?

Bien qu'il n'y ait pas d'interdictions expresses ni d'instructions claires sur ce qui doit ou ne doit pas être publié, on ne passe jamais outre la ligne officielle. Les chiens de cirque sautent quand le dresseur fait claquer son fouet, mais le chien vraiment bien dressé est celui qui exécute son saut périlleux sans avoir besoin du fouet9.

Comme en témoignent ces chroniques, le combat politique quotidien d'Orwell est aussi, et pour une large part, un combat au sein du journalisme.

Il ne partage pas, en effet, l'idéologie professionnelle intéressée qui voudrait que, dans le combat pour la démocratie et pour un monde plus civilisé, le journalisme soit par essence dans le bon camp. Il est même clair qu'à ses yeux la plus grande partie de ce qui se publie dans la presse oeuvre au côté des forces de destruction. Analysant un numéro du Daily Mirror (l'un des tout premiers tabloïds anglais) daté de 1936, il accuse ni plus ni moins ce journal d'avoir une part de responsabilité dans la situation dramatique où se trouve l'Angleterre neuf ans plus tard : « Si vous voulez savoir pourquoi votre maison a été bombardée, pourquoi votre fils est [soldat] en Italie, […] et pourquoi vous aurez bientôt besoin d'un microscope pour voir votre ration de beurre, vous avez sous les yeux une partie de la réponse. » Pourquoi ? Parce qu'en fabriquant de toutes pièces un monde pacifié, frivole et illusoire – « un endroit tranquille, dominé par la royauté, le crime, les soins de beauté, le sport, la pornographie et les animaux » –, un monde où l'on croit sur parole les déclarations lénifiantes des dictateurs fascistes, ce journal a interdit à ses lecteurs de prendre conscience de leur situation réelle.

Si la presse joue ce rôle néfaste, c'est d'abord parce qu'elle est presque tout entière « aux mains d'une poignée de gros capitalistes qui ont intérêt au maintien du capitalisme et qui tentent donc d'empêcher les gens d'apprendre à penser ».

(Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat - Peut-on être journaliste, militant, et un homme libre ? - Collège de France)

Troisième partie.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

L'extrême droite dont fait partie le Premier ministre Modi passe à l'offensive.

- Inde : des extrémistes hindous réclament un temple sur le site d'une mosquée - AFP 25 novembre 2018

Plusieurs dizaines de milliers d'extrémistes hindous ont manifesté dimanche pour exiger l'édification d'un temple à Ayodhya (Uttar Pradesh, nord de l'Inde), où a été détruite en 1992 la mosquée historique de Babri, un évènement qui avait déclenché des émeutes ayant fait plus de 2.000 morts.

Les organisateurs espéraient la venue de 300.000 manifestants à Ayodhya et dans deux autres villes indiennes. Tout au long de la journée, des manifestants hindous venus en train ou en autocar ont afflué sur les lieux des rassemblements, où ont été déployés des milliers de policiers.

Des manifestants arboraient d'immenses pancartes montrant des scènes de la destruction de la mosquée, tandis que des orateurs nationalistes hindous appelaient à l'adoption par le parlement d'une loi autorisant la construction d'un temple dédié à Rama sur le site d'Ayodhya.

En 1992, des fidèles hindous inspirés par des nationalistes d'extrême droite avaient démoli la mosquée édifiée au XVIe siècle par le premier empereur moghol. Cette destruction avait provoqué d'importantes émeutes, faisant plus de 2.000 morts, en majorité musulmans.

Dix ans plus tard, le meurtre de pèlerins hindous revenant en train d'Ayodhya avait suscité des représailles contre les musulmans dans le Gujarat (ouest), qui avaient fait plus de 700 morts selon le gouvernement.

Ayodhya, considéré comme le lieu de naissance de Rama, avatar du dieu Vishnou, selon la tradition hindouiste, est un lieu sacré pour les hindous, qui affirment que la mosquée a été construite il y a 460 ans sur un site où s'élevait autrefois un temple.

Le chef du gouvernement de l'Etat d'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath, un nationaliste qui milite pour la construction d'un temple sur le site, a rendu public dimanche un projet d'érection à Ayodhya d'une statue en bronze de Rama de 221 mètres de haut, ce qui en ferait la plus haute du monde.

A quelques mois des élections générales, les mouvements extrémistes hindous souhaitent faire pression sur le Premier ministre Narendra Modi, dont le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) entretient des liens avec des groupes extrémistes organisateurs du rassemblement à Ayodhya, comme le Vishwa Hindu Parishad (VHP) et le Shiv Sena.

Le chef du VHP Champat Rai a déclaré devant la foule que ces mouvements exigeaient "la totalité de la zone" pour l'édification du temple et qu'ils n'accepteraient pas un partage du site avec les musulmans.

La construction d'un temple a été une promesse de campagne du BJP, notamment dans l'Uttar Pradesh où il détient la majorité absolue. AFP 25 novembre 2018

Un missionnaire américain de moins.

- Américain tué par une tribu autochtone: la police indienne refuse d'enquêter auprès de la tribu - BFMTV 24/11/2018

La police indienne redoute qu'un contact avec le monde moderne perturbe profondément et bouleverse le mode de vie de cette tribu autochtone. Le corps du jeune américain tué le 16 novembre pourrait ne jamais être récupéré.

Les autorités indiennes ont renoncé à envoyer la police enquêter sur l'île de North Sentinel, où un Américain a été tué la semaine dernière, afin de protéger la tribu autochtone et isolée qui y vit des conséquences d'un contact avec le monde moderne.

Les autorités indiennes se sont limitées à un renforcement vendredi de leur observation à distance, envoyant un bateau au large de l'île pour la seconde fois.

"Les précautions nécessaires ont été prises pour assurer que ce groupe tribal particulièrement vulnérable ne soit ni bouleversé ni perturbé pendant la manoeuvre," a indiqué la police dans un communiqué.

La peur de maladies aussi bénignes qu'un rhume, qui pourrait décimer la tribu de chasseurs-cueilleurs, ou la découverte de la modernité qui pourrait anéantir sa façon de vivre, l'ont maintenue dans une bulle que John Chau, qui se voyait en missionnaire, voulait briser en apportant un message d'évangélisation.

Agé de 27 ans, il a été tué il y a une semaine par le peuple des Sentinelles qui l'ont transpercé de flèches quand il a voulu débarquer pour les convertir au christianisme.

Il avait été auparavant informé par les autorités que toute intrusion était illégale, il est interdit de s'approcher à moins de 3 miles (5 kilomètres) de l'île.

Le corps de John Chau pourrait ne jamais être récupéré, les spécialistes des droits tribaux estimant qu'aucune charge ne pourra

être déposée contre les membres de la tribu, qui est probablement la dernière datant du pré-néolithique.

Selon Pankaj Sekhsaria, spécialiste des îles Andaman et Nicobar, il serait "futile" d'essayer de récupérer le corps de John Chau.

"Je ne pense pas que c'est une bonne idée de s'approcher davantage (des îles Sentinelles) car cela pourrait créer un conflit avec la communauté locale," a-t-il souligné auprès de l'AFP.

La police a indiqué qu'elle ne pouvait prévoir aucun calendrier pour une éventuelle récupération du corps.

Les autorités doivent désormais trouver un moyen de rendre le corps à la famille de John Chau tout en préservant l'isolement de la tribu qui est une garantie de sa survie.

Ces dernières décennies, les tentatives de contact du monde extérieur se sont heurtées à l'hostilité et à un rejet violent de la part de cette communauté estimée à 150 âmes.

D'une surface équivalant à la moitié de Paris, l'île de North Sentinel se situe à une cinquantaine de km à l'ouest de la ville de Port Blair, capitale du territoire indien des îles d'Andaman et Nicobar.

Selon l'ONG Survival International, les Sentinelles descendent des premières populations d'homo sapiens à être parties d'Afrique et vivent aux Andaman depuis 60.000 ans.

Pour d'autres anthropologues, il n'est pas prouvé que leur présence dans cette région soit aussi ancienne, même si elle est indubitablement plurimillénaire.

Les rares images des Sentinelles, prises depuis la mer, montrent des habitants à la peau noire. Ils ne portent pas de vêtements mais utilisent des feuilles ou des ficelles faites de fibres végétales pour des accessoires décoratifs tels que colliers ou bandeaux. BFMTV 24/11/2018

Russie-Ukraine

Provocation militaire ukrainienne contre la Russie. Avec ou sans l'aval de l'Otan ?

- Escalade entre Kiev et Moscou, qui capture trois navires militaires ukrainiens en mer Noire - AFP 26 novembre 2018

L'Ukraine a fait un pas important vers la déclaration d'une loi martiale après la capture manu militari par la Russie de trois navires de la marine ukrainienne qui a fait des blessés dans le détroit de Kertch marquant l'accès à la mer d'Azov, qui a provoqué une escalade sans précédent dans cette zone sensible.

La tension est telle que le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra lundi une réunion d'urgence, selon des diplomates, qui ont précisé qu'elle avait été réclamée par les deux pays. Moscou a demandé qu'elle ait lieu à 11H00 (16H00 GMT), a-t-on précisé à l'AFP de même source.

Dans la nuit de dimanche à lundi, le Conseil de sécurité et de défense ukrainien réuni d'urgence a proposé au président Petro Porochenko d'introduire la loi martiale "pour 60 jours", a annoncé le secrétaire de cette structure.

Cette décision doit être entérinée par le Parlement ukrainien, dont une session extraordinaire est prévue dans l'après-midi, mais un vote positif est loin d'être garanti.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité, le président Porochenko a dénoncé un "acte fou de la Russie contre l'Ukraine", assurant que l'"attaque" était préméditée". "La loi martiale ne signifie par une déclaration de guerre" à la Russie, "elle sera introduite uniquement pour la défense", a-t-il assuré.

Les tensions entre l'Ukraine et la Russie autour de la mer d'Azov ont connu une brusque flambée dimanche lorsque Kiev a accusé la Russie d'avoir percuté un navire ukrainien et bloqué l'accès à cette petite mer, située entre la Crimée, annexée en 2014 par Moscou, et l'est de l'Ukraine, théâtre d'une guerre avec les séparatistes prorusses.

La situation s'est rapidement dégradée, l'Ukraine accusant dans la soirée les Russes d'avoir capturé ces navires après leur avoir tiré dessus dans cette zone stratégique.

Les bateaux - deux vedettes blindées, le Berdiansk et le Nikopol, et le remorqueur Iani Kapu - tentaient d'entrer depuis la mer Noire dans le détroit de Kertch, séparant la Crimée de la Russie et marquant l'accès à la mer d'Azov.

Sur un total de 23 militaires à bord, six ont été blessés dont deux grièvement, selon l'armée ukrainienne.

La Russie a confirmé l'arraisonnement et l'"usage d'armes", en accusant les navires ukrainiens "de mener des actions illégales dans les eaux territoriales russes" et faisant état de trois Ukrainiens blessés.

La porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova a dénoncé les "méthodes de bandits de grands chemins" de l'Ukraine, dans une déclaration transmise à l'AFP: "d'abord des provocations, puis de fortes pressions, puis des accusations d'agression".

La marine ukrainienne assure cependant avoir averti la Russie à l'avance de l'itinéraire de ses navires.

Selon elle, ses navires ont passé plusieurs heures devant le détroit de Kertch, alors qu'un navire pétrolier placé sous le pont de Crimée, qui enjambe le détroit de Kertch, bloquait l'accès au détroit.

Ce détroit, la seule voie maritime entre la mer Noire et la mer d'Azov, est un axe stratégique de première importance, pour la Russie comme pour l'Ukraine.

"Nous attendons de la Russie qu'elle restaure la liberté de passage dans le détroit de Kertch et nous appelons toutes les parties à agir avec le maximum de retenue afin d'aboutir à une désescalade immédiate de la situation", a exhorté l'Union européenne. L'Otan a aussi appelé "à la retenue et à la désescalade".

Le ministre ukrainien des Affaires étrangères Pavlo Klimkin a appelé l'Occident à "former une coalition claire pour résister aux actes d'agression de la Russie".

"Sur les instructions du président Porochenko, nous faisons immédiatement appel au Conseil de sécurité des Nations unies", a renchéri Volodymyr Ielchenko, représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'ONU.

La Russie revendique le contrôle des eaux au large de la Crimée depuis l'annexion de la péninsule. Kiev et les Occidentaux accusent Moscou d'"entraver" délibérément la navigation des navires commerciaux via le détroit de Kertch.

Les difficultés sont apparues avec la construction par Moscou du pont très controversé de 19 kilomètres de long dans le détroit de Kertch. L'installation de ses arches en 2017 empêche le passage d'une partie des navires. Cette année, les garde-frontières russes ont commencé à retenir des bateaux, officiellement pour des contrôles.

Kiev estime que Moscou pourrait aller jusqu'à préparer une offensive contre Marioupol, dernière grande ville sous contrôle de Kiev dans l'est du pays. AFP 26 novembre 2018

Arabie saoudite.

- Le prince héritier saoudien est derrière le meurtre de Khashoggi selon la CIA (Washington Post) - AFP 17 novembre 2018

La CIA a conclu que le prince héritier saoudien a commandité l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul le mois dernier, a rapporté vendredi le Washington Post, citant des sources anonymes au courant des investigations.

Cette information divulguée par le Washington Post, où collaborait régulièrement le journaliste critique de Ryad, contredit les récentes affirmations du royaume saoudien, qui a totalement dédouané Mohammed ben Salmane, surnommé "MBS".

Selon le quotidien de Washington, Khalid ben Salmane a conseillé à M. Khashoggi de se rendre au consulat saoudien à Istanbul, lui assurant qu'il ne lui arriverait rien.

Le quotidien ajoute qu'il avait passé ce coup de fil à la demande de son frère, ajoutant qu'il n'était pas clair que Khalid ben Salmane soit au courant que M. Khashoggi serait ensuite assassiné.

Khalid ben Salmane a très rapidement réagi, sur Twitter, à ces accusations, en réfutant fermement les allégations du Washington Post.

"C'est une accusation grave qui ne devrait pas être laissée à des sources anonymes", a-t-il dénoncé, accompagnant son tweet

d'un communiqué qu'il dit avoir transmis au journal.

"A aucun moment le prince Khalid n'a discuté de quoi que ce soit avec Jamal à propos d'un voyage en Turquie", est-il notamment écrit.

De son côté, le New York Times indique que des responsables américains ont averti que les agences de renseignement américaine et turque n'avaient pas de preuve évidente liant le puissant prince héritier à l'assassinat de M. Khashoggi.

Mais selon le journal new-yorkais, citant des responsables, la CIA estime que l'influence du prince est telle que l'assassinat n'aurait pu se produire sans son aval.

Sur un total de 21 suspects, il a inculpé à ce jour 11 personnes qui seront déférées devant la justice. Il a requis la peine capitale pour cinq d'entre elles.

Mais Mohammed ben Salmane, surnommé "MBS", n'avait aucune connaissance du dossier, avait affirmé lors d'une conférence de presse à Ryad le porte-parole du procureur général, Shaalan al-Shaalan.

Allié historique de Ryad, Washington s'est empressé jeudi d'annoncer des sanctions contre 17 responsables saoudiens pour leur "responsabilité ou leur complicité" dans le meurtre de Khashoggi. AFP 17 novembre 2018

- Selon Ankara, Trump a l'intention de "fermer les yeux" sur le meurtre de Khashoggi - AFP 23 novembre 2018

La Turquie a reproché vendredi au président américain Donald Trump de vouloir "fermer les yeux" sur le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi en apportant un soutien sans faille au pouvoir saoudien au nom des intérêts économiques de Washington.

"D'une certaine façon, Trump dit "je fermerai les yeux quoi qu'il arrive"" sur le meurtre de Khashoggi, a déclaré le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu, en référence à des déclarations de soutien à Ryad exprimées cette semaine par le président américain.

Le meurtre de Jamal Khashoggi le 2 octobre dans le consulat de son pays à Istanbul a provoqué une onde de choc mondiale et considérablement terni l'image de l'Arabie saoudite, notamment celle du prince héritier Mohammed ben Salmane, dit "MBS".

Selon des médias américains, la CIA n'a plus de doutes sur la responsabilité du prince héritier dans le meurtre de Khashoggi. Mais M. Trump a assuré mardi que l'agence américaine de renseignement extérieur n'avait "rien trouvé d'absolument certain".

"Il se pourrait très bien que le prince héritier ait eu connaissance de cet événement tragique - peut-être, peut-être pas!", a-t-il dit, insistant sur les liens profonds entre Ryad et Washington.

"Il n'y a pas que l'argent qui compte", a vivement réagi vendredi M. Cavusoglu en référence à l'argumentaire de M. Trump qui a évoqué notamment l'achat d'armes américaines ou encore la stabilité des prix du pétrole pour justifier son soutien continu à Ryad. AFP 23 novembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Tunisie

- Tunisie : manifestations massives des fonctionnaires contre l'inflation - euronews 23 novembre 2018

Ce jeudi, des manifestations d'ampleur ont eu lieu dans toute la Tunisie, comme à Tunis où le rassemblement a eu lieu devant le Parlement. L'appel à la grève générale lancé par le syndicat UGTT a été très suivi. Ce dernier estime que 90% des 800 000 fonctionnaires que compte le pays ont participé au mouvement

Principale revendication : le pouvoir d'achat alors que la Tunisie connaît une forte inflation de 7,5% qui impacte fortement le budget des ménages. La chute du dinar et le chômage persistant au-delà de 15% pèsent aussi sur l'économie tunisienne.

A la tribune, Noureddine Taboubi , le secrétaire général de l'union générale tunisienne du travail revendique : "Le gouvernement nous parle aujourd'hui d'augmentation de salaires. Mais nous ne réclamons pas des augmentations de salaire. Ce que nous voulons c'est une véritable augmentation du pouvoir d'achat !"

Avec ce mouvement, le chef du gouvernement Youssef Chahed , aux affaires depuis deux ans, fait face à son premier vrai test. Lié par des prêts consentis par les bailleurs de fonds internationaux, le pays a peu de marges de manœuvres. La sortie de crise pourrait être déterminante dans les résultats des prochaines élections présidentielles et législatives prévues l'an prochain. euronews 23 novembre 2018

- Tunisie: L'UGTT appelle à une grève nationale le 17 janvier - Reuters 24 novembre 2018

La puissante centrale syndicale tunisienne UGTT (Union générale tunisienne du travail) a appelé samedi à une grève nationale dans le secteur public le 17 janvier, à l'appui de revendications salariales.

Jeudi, déjà, 650.000 fonctionnaires ont fait grève, le gouvernement ayant rejeté les revendications de hausse des salaires dans le secteur public.

L'UGTT compte un million d'adhérents environ.

Le Premier ministre, Youssef Chahed, a déclaré samedi matin, avant l'annonce de l'appel à la grève, que le gouvernement recherchait un accord salarial réaliste avec l'UGTT, qui prenne en compte l'état des finances publiques.

"Il y a un véritable problème de recul du pouvoir d'achat et d'inflation élevée, ainsi que d'un déclin des services publics(...)Ce seront nos priorités durant la période à venir", a dit le chef du gouvernement dans un discours devant le parlement.

Le gouvernement tunisien veut ramener la masse salariale du secteur public à 12,5% du produit intérieur brut (PIB) en 2020, contre 15,5% aujourd'hui.

Le pays nord-africain, dont l'économie souffre depuis la chute du dictateur Zine Ben Ali en janvier 2011, s'est entendu en décembre 2016 avec le FMI sur un programme de renflouement à hauteur de 2,45 milliards d'euros mais les négociations en vue de sa mise en oeuvre progressent lentement. Reuters 24 novembre 2018

En bref...

- Amazon visé par des grèves en Europe - Liberation.fr

- Grève illimitée à Aerolineas Argentinas à quelques jours du G20 - Reuters

Haut de page

Le 30 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

On peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps.

- Au format pdf (17 pages)

Les aristocrates sont des dégénérés. L'abrutissement du peuple passe par les médias dominants.

- Carolina de Bourbon réagit à ses "bêtises" sur France 2 - Le HuffPost 28 novembre 2018

Avec sa petite sœur et sa mère, Carolina de Bourbon des Deux-Siciles a été invité dans le programme de France 2 "Ça commence aujourd'hui" sur le thème: "Aristocratie: des familles comme les autres". Faustine Bollaert l'avait alors interrogée sur les "bêtises" que peuvent faire les adolescents.

"J'ai adoré l'émission de télévision d'aujourd'hui sur France 2 'Ça commence aujourd'hui'. C'était génial d'être invitée pour un programme aussi agréable"

La jeune fille issue d'une célèbre famille d'aristocrates avait alors répondu avec une anecdote plutôt originale: "Une fois on s'était cachées derrière des arbres et à chaque fois que des gens passaient, on faisait 'bouh!'. On leur faisait peur". Suite à cet extrait, les internautes s'étaient montrés quelque peu moqueurs envers la jeune fille mais la grande majorité avait alors souligné l'innocence rare de l'adolescente de 15 ans. Le HuffPost 28 novembre 2018

Mobilisation générale. Objectif : Renverser le roîtelet et abolir la Ve République !

J'ai noté que, contrairement au POID qui condamne le mouvement initié par des membres des classes moyennes inférieures contre la politique de rigueur de Macron, le POI le soutien.

L'absence de direction au mouvement initié le 17 novembre et le refus des partis et syndicats du mouvement ouvrier d'y participer dans l'unité et de manière structurer sur la base d'une plate-forme d'actions et de revendications, le condamne au pourrissement, à moins que le 1er décembre la jonction se réalise entre la manifestation prévue sur les Champs-Elysée et celle de la CGT et d'un collectif de syndiqués.

On doit favoriser le rapprochement et l'alliance entre la classe ouvrière, les classes moyennes inférieures et les étudiants, les collégiens, et appeler à la constitution d'Assemblées populaires dans toutes la France pour fédérer l'ensemble des exploités et des opprimés, qui éliront leurs propres représentants et formeront leur propre gouvernement, créeront leurs propres organes politiques indépendants sur la base de leurs revendications sociales qui détermineront l'orientation politique qu'ils entendent donner à la société, pour qu'elle rompe avec le cycle infernal du néolibéralisme et du capitalisme qu'incarne Macron et l'Assemblée nationale, la Ve République.

Il n'existe qu'une seule voie possible pour vaincre notre ennemi.

Il faut avancer dans la voie de la constitution d'un double pouvoir dans la perspective de renverser celui qui est en place.

On ne pourra y parvenir qu'en y associant chaque travailleur et les partis ou syndicats qui résolument se donneront pour tâche de se doter des moyens pour atteindre ces objectifs politiques, l'instauration d'une République sociale sur les cendres des institutions antidémocratiques de la Ve République.

Toute initiative allant dans cette direction mérite notre attention, voire notre soutien.

POI - Deux mille cinq cents militants ouvriers, syndicalistes, militants politiques, élus… d'appartenances diverses se sont réunis à Paris le 10 novembre 2018 à l'appel du CNRR pour la défense des acquis de 1936 et de 1945.

- Ruffin (LFI) se joint à un rassemblement anti-Macron jeudi à Paris - Reuters 28 novembre 2018

En pleine contestation des "Gilets jaunes", le député La France insoumise (LFI) François Ruffin se joindra à l'assemblée générale du mouvement contestataire "La Fête à Macron" prévu jeudi soir place de la République à Paris, a-t-on appris mercredi dans son entourage.

L'élu picard, qui devrait prendre la parole à cette occasion selon cette même source, entend "tester les énergies" alors que la colère de Français hostiles aux hausses de taxes qui s'exprime depuis une dizaine de jours ne semble guère faiblir.

Les organisateurs du rassemblement de jeudi au coeur de la capitale peuvent couver l'espoir de faire renaître le mouvement "Nuit Debout", né au printemps 2016 dans le sillage des contestations contre la loi Travail, et auquel François Ruffin avait participé. Le mouvement s'était rapidement étiolé.

En début de semaine sur Europe 1, la député de la Somme avait émis le souhait que la contestation des "Gilets jaunes" gagne les métropoles.

"Ça se passe dans la France périphérique, 'les Gilets jaunes'. Nuit debout, c'était dans le coeur des métropoles et notamment Paris", rappelait-il.

LVOG - Paris c'est quoi ?. Les CSP+ sont ainsi passés de 25 % à 46 % de la population parisienne en 30 ans, cependant que le pourcentage des ouvriers a décru, passant de 18 % à 7 %. (Jérôme Fourquet pour le compte de la Fondation Jean Jaurès) Les Crises.fr.

Reuters - "Aujourd'hui, on a affaire quasiment à un renversement : ce sont les campagnes qui se mobilisent, les zones périurbaines, et pas du tout les villes. Je pense qu'on aura un vrai mouvement social, quelque chose de puissant et fort le jour où on arrivera à faire se joindre ces deux pans-là."

Sa démarche est approuvée par le député LFI de Seine-Saint-Denis Eric Coquerel.

"C'est bien : tout ce qui peut élargir le mouvement des 'Gilets jaunes', à partir du moment où ça respecte l'auto-organisation qu'il se sont donnée, c'est positif", a-t-il dit à la presse à l'Assemblée nationale. Reuters 28 novembre 2018

"Elargir, mais surtout pas l'organiser. Son "auto-organisation" ou absence d'organisation signe son arrêt de mort ! Coquerel s'en réjouit d'avance semble-t-il... et Macron aussi, "c'est positif" !

Je ne commenterai pas les dissensions et défections qui touchent LFI dont j'ai eu connaissance par les médias mainstreams, c'est un tel panier de crabes qu'on perdrait son temps.

Des dirigeants autoproclamés, des charlatans ?

Huffingtonpost.fr 30.11- François Ruffin, jeudi 29 novembre, la place de la République à Paris :

"Vous, tous les soirs, vous pouvez aller faire des apéros au vin chaud devant l'Assemblée nationale ou l'Élysée!".

"Il ne s'agit pas de faire revêtir aux gens ici un gilet jaune. Il y a plein de gens qui ne sont pas automobilistes. Ce n'est pas un symbole qui va fonctionner", a avoué François Ruffin, tout en invitant à "trouver des formes propres aux manières d'être et de lutter de chacun".

Le député de la 1ère circonscription de la Somme a proposé, par exemple, de se retrouver autour "d'apéros Facebook, vin chaud" devant les lieux de pouvoir et de se rendre "massivement" aux Champs-Elysées à l'occasion de la manifestation de gilets jaunes prévue ce samedi.

Tout au long de la soirée, cheminots, postiers ou chômeurs se sont succédés au micro pour ajouter leur grain de sel à l'effervescence sociale en cours depuis quelques semaines. "Tous les secteurs ont des raisons d'être en colère. C'est l'occasion pour mettre toutes les colères dans le chaudron et de monter le feu!", s'est réjoui l'économiste Frédéric Lordon, sous les applaudissements. "Ce qui se joue aujourd'hui, ce n'est pas la taxe sur le gazole, c'est les réformes, c'est les retraites, ce sont les lois Macron tous azimuts!", a martelé François Ruffin. huffingtonpost.fr 30.11

Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant et qu'en bas on ne peut plus vivre comme avant, cela signifie que le temps de la révolution est venu messieurs Ruffin et Lordon. Au lieu de proposer aux travailleurs de se préparer à affronter le régime, ces nantis leur propose "un vin chaud" face à l'Elysée !

Si vous avez encore en tête mes deux dernières causeries, vous avez pu constater de vous-même à quel point mon analyse correspondait bien à la situation. Au passage, je me félicite d'avoir rompu totalement avec le courant trotskyste lambertiste dans lequel j'avais milité à la fin des années 70. Lisez.

LVOG- Qu'est-ce qui rassemble la classe ouvrière et les classes moyennes inférieures ?

Le politologue Jérôme Sainte-Marie pour L'Express : Le problème, c'est qu'on lit les choses à travers un logiciel datant des années 70 et 80, quand les salaires augmentaient encore. Les syndicats menaient des actions revendicatives sur les lieux de travail. De l'autre côté, les héritiers du poujadisme ou les formations de droite se focalisaient sur la fiscalité et notamment l'impôt sur le revenu. Or, depuis une vingtaine d'années, la part de ceux qui le paient diminue. L'IR est l'impôt qui incarne le mieux le système social français et il est de plus en plus concurrencé par les taxes, qui ne sont pas progressives et sont perçues comme injustes. Donc l'ancienne dichotomie entre revendications salariales et protestation anti-fiscale n'a plus lieu d'être.

LVOG- Pourquoi les syndicats et le POID condamnent-ils ce mouvement ?

Jérôme Sainte-Marie - Il y a, par ailleurs, un fort décalage entre ce mouvement et les mobilisations contre la loi travail ou la réforme de la SNCF. Aujourd'hui, c'est l'univers du privé qui se lève. C'est d'ailleurs sa force, vu que les quatre cinquièmes des salariés français travaillent dans le privé. Ce ne sont pas des gens issus d'un monde "protégé" des effets directs du capitalisme qui se lèvent, ceux qui constituent les bataillons habituels de la gauche, France insoumise comprise, mais un univers de travailleurs aux revenus modestes et à l'avenir incertain. lexpress.fr 28.11

Ces trotskystes définirent une stratégie tournée vers les syndicats, l'aristocratie ouvrière corrompue composée de couches supérieures de la classe ouvrière, de fonctionnaires, du corps enseignant et universitaire, et ils se détournèrent systématiquement des trois quart des travailleurs abandonnés à leur triste sort. Ce fut un échec total. Ils se tournèrent vers les membres des classes moyennes supérieures, les élus, et ils obtinrent le même résultat. Ils persistent aujourd'hui, ils ne sont pas les seuls, tous

les partis ouvriers ont déserté le combat en direction des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et les couches inférieures de la petite bourgeoisie qui ne parviennent plus à assurer les fins de mois ou peinent à survivre, celles qui se réfugient dans l'abstention ou vote Le Pen.

Ces champions de l'unité en parole ne feront qu'entretenir et profiter de la dichotomie ou division qui existait au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier entre les travailleurs des secteurs public et privé, leur stratégie sera calquée dessus. A qui ou à quoi cette division devait-elle profiter ? Au capitalisme, à assurer la stabilité du régime.

Leur discours était ainsi conçu qu'on pouvait croire qu'ils défendaient les intérêts de l'ensemble des travailleurs, mais ce n'était pas du tout le cas ; La défense des retraites devaient servir en réalité à sauver les régimes spéciaux de retraite, l'interdiction des licenciements ne devait servir qu'à sauver le statut privilégié des fonctionnaires qui bénéficiaient de la garantie de l'emploi à vie, il en sera de même des attaques contre le Code du travail, etc. La défense des services publics ne servira qu'à défendre leurs propres intérêts de boutiquiers ou leur rente de bureaucrates corrompus, qu'ils monnaieront en échange de leur soutien aux appareils syndicaux vendus.

Le POID est devenu une sous-officine de l'Agence Française de Propagande.

https://latribunedestravailleurs.fr/category/fil-dinfos/

25 novembre 2018 – Le congrès du PCF, réuni à Ivry dans le Val de Marne ce week-end, a adopté un nouveau logo, élu une nouvelle direction avec Fabien Roussel en tant que secrétaire général. Fabien Roussel a lancé un appel à la gauche pour, avec les communistes, exiger d'Emmanuel Macron la tenue d'un «Grenelle des salaires» pour répondre à la colère sur la vie chère.

LVOG - Vive Grenelle, à bas la révolution !

24 novembre 2018 – Yves Veyrier, secrétaire général de FO, fait savoir dans un twitt que la confédération « appelle à la réunion rapide d'une commission tripartite » des syndicats, du patronat et du ministère du Travail « afin d'examiner les conditions de la mise en œuvre de négociations permettant de généraliser la prime transport ».

LVOG - Enfin un vrai syndicaliste à la tête de FO !

24 novembre 2018 – Castaner, ministre de l'Intérieur, dénombre en début de soirée 106 301 « gilets jaunes » manifestant contre la hausse des taxes sur les carburants dans toute la France, dont 8 000 à Paris, contre 282 710 au total samedi dernier à la même heure.

LVOG - Même Le Figaro a repris le chiffre très largement sous-estimé de 160.000 et non 106 301.

22 novembre 2018 – L'ONG Sherpa a déposé une nouvelle plainte contre l'entreprise française de BTP Vinci dans le cadre des travaux lancés en vue de l'organisation de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar.

LVOG - Vive les ONG, à bas le mouvement ouvrier !

22 novembre 2018 – Depuis le début de la mobilisation des « gilets jaunes », le 17 novembre, de nombreux journalistes présents sur le terrain ont été victimes d'agressions physiques ou verbales de la part de certains manifestants. Quelques jours seulement après sa création, un groupe Facebook intitulé #Payetoiunjournaliste regroupe plus de 2 000 membres et des dizaines de témoignages faisant état de ces agressions ont été publiés sur cette page facebook..

LVOG - Vive les médias-oligarques, à bas le socialisme !

Eloquent, non ?

En complément.

- Les réseaux sociaux, espoir des migrants d'échapper à la rapacité des passeurs - AFP 27 novembre 2018

Où franchir la frontière? Qu'emporter dans son sac? Les réseaux sociaux bruissent de messages entre migrants d'Amérique centrale: une prochaine caravane vers les Etats-Unis se prépare. Sans argent pour payer un "coyote", un passeur, ils parient sur la force du groupe. AFP 27 novembre 2018

Ah ces révolutionnaires maoïstes, de vrais communistes purs et durs !

Vous connaissiez Cohn Bendit, mais pas encore Jack Ma, vous n'avez rien perdu !

Reuters 27 novembre 2018 - Jack Ma, patron d'Alibaba et homme d'affaires le plus célèbre de Chine, est membre du Parti communiste, a rapporté l'organe officiel du PCC, démentant ainsi l'image d'un homme sans affiliation politique.

Le Quotidien du Peuple a révélé cette appartenance via la publication d'une liste de 100 personnalités ayant favorisé le processus de "réforme et d'ouverture" de la Chine.

Jack Ma est l'homme le plus riche de Chine avec une fortune estimée à 35,8 milliards de dollars (31,6 milliards d'euros), selon le magazine Forbes.

Jack Ma a fait d'Alibaba le numéro un du commerce en ligne en Chine. Il a étendu les activités de son groupe, coté en Bourse de New York où il est valorisé environ 400 milliards de dollars, dans la logistique et les réseaux sociaux. Il tente aussi de bâtir un empire dans la "fintech" autour de la plate-forme de paiement Alipay.

Le Quotidien du Peuple cite aussi dans sa liste les patrons de Baidu, Robin Li, et de Tencent, Pony Ma, même si aucun des deux n'est désigné comme membre du Parti communiste.

Baidu, Alibaba et Tencent forment le trio des géants chinois des nouvelles technologies regroupés sous l'acronyme "BAT". Reuters 27 novembre 2018

Tenez en voilà d'autres qui valent leur pesant d'or... je vous laisse compléter...

Après Ruffin (LFI) ("Je vais regarder ce que va nous proposer le président de la République (mardi)") au tour de Roussel (PCF)

Le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel sur BFMTV et RMC. - "Si le président de la République n'a pas apporté de réponses claires sur cette question de pouvoir d'achat, il faut que les Français continuent de se rassembler, de manifester", "qu'ils maintiennent la pression" de manière "calme, sereine et déterminée". AFP 27 novembre 2018

Que ne feraient-ils pas pour légitimer Macron ?

- Édouard Philippe confirme la hausse des taxes et l'absence de coup de pouce au smic - LeParisien.fr 28 novembre 2018

Après le discours d'Emmanuel Macron, l'intervention d'Édouard Philippe ce mercredi matin sur BFMTV risque elle aussi de décevoir les Gilets jaunes. Car pour l'instant, le Premier ministre n'a rien annoncé de concret et a confirmé la hausse de la taxe sur le carburant au 1er janvier.

Pire, une écrasante majorité, trois quarts des Français, estiment que ces mesures vont "accentuer les inégalités entre les Français" (75%) et qu'elles vont "nuire au pouvoir d'achat" de nos concitoyens (73%). LeParisien.fr28 novembre 2018

Invité au même moment dans la matinale de France Info, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, a réagi dans la foulée à l'annonce du Premier ministre. « Il faut exiger plus fort et plus nombreux une revalorisation importante du smic », a-t-il lancé.

Dans sa ligne de mire, l'appel à manifester lancé de longue par son syndicat ce samedi 1er décembre. Un calendrier qui coïncide désormais avec celui des Gilets jaunes, ces derniers prévoyant une nouvelle action à Paris le même jour… Et Philippe Martinez de conclure : « Il faut beaucoup de monde dans la rue samedi ». LeParisien.fr 28 novembre 2018

Macron - "Tout sera mis en oeuvre pour que l'écologie à la française puisse être une écologie populaire".

"Je souhaite que partout, cette concertation puisse être déclinée et que partout, le débat se tienne. Toutes les associations doivent pouvoir y participer, y compris les représentants des gilets jaunes".

Emmanuel Macron a ajouté qu'il ne fallait pas "renoncer à nos responsabilités, pour demain et pour aujourd'hui" et que "chacun doit jouer son rôle". "On ne peut pas être le lundi pour l'environnement et le mardi contre l'augmentation des prix du carburant." lexpress.fr 27 novembre 2018

"Tout sera mis en oeuvre"...

- Blessés des Champs-Elysées : les grenades de trop - Liberation.fr 30.11

La violente répression de la manifestation des «gilets jaunes», samedi, pose une nouvelle fois la question de l'utilisation des munitions explosives. Liberation.fr 30.11

La gouvernance mondiale et ses alliés.

- Manifestation de Greenpeace dans une centrale au charbon en Pologne - Reuters 27 novembre 2018

Neuf militants de Greenpeace ont escaladé par une échelle intérieure une cheminée de 180 mètres de haut à la centrale électrique de Belchatow, mardi dans le centre de la Pologne, pour protester contre le recours important au charbon dans ce pays... Reuters 27 novembre 2018

A bas Greenpeace et les ONG !

On devrait envoyer ces militants de Greenpeace en Sibérie et les prier de se chauffer sans recourir aux énergies fossiles ou nucléaires, comme il n'en existe pas d'autres on serait définitivement débarrassé de ces parasites ! Propos d'extrémiste direz-vous, vraiment ? Mais où avez-vous la tête si vous le pensez, vous représentez qui au juste pour en juger ?

Car en effet, quelle pourriture ! Les travailleurs polonais n'ont que le charbon pour affronter chaque année le rude hive, les en priver reviendrait à vouloir les faire crever de froid. Vous croyez qu'on devrait soutenir ces salopards de Greenpeace ?

- Manifestation en Bulgarie pour la défense des centrales au charbon - Reuters 30.11

Les mineurs et les employés de la plus grande centrale au charbon de Bulgarie, Maritsa Iztok 2, ont défilé jeudi à Sofia pour défendre leur emploi et presser le gouvernement de soutenir la production d'énergie au charbon.

A trois jours de l'ouverture en Pologne de la COP24 sur le climat, un millier de manifestants ont demandé au gouvernement de s'engager à ne pas fermer les mines et les centrales du bassin de lignite de Maritsa Iztok, dans le sud du pays.

"On craint une fermeture des mines et des centrales les unes après les autres à cause de cette Convention-cadre", a déclaré dans le cortège à Sofia Katia Vassileva, une ouvrière de 45 ans.

Les centrales au charbon produisent plus de 40% de l'électricité en Bulgarie.

Les deux principaux syndicats du pays, qui soutenaient la manifestation, accusent la Commission européenne de vouloir aller trop vite et d'imposer à la Bulgarie des mesures trop coûteuses pour lutter contre le réchauffement climatique.

"Il faut trouver une solution car tout cela est injuste pour les pays les plus pauvres", a déclaré Vladimir Topalov, qui dirige la fédération des mineurs de la centrale syndicale Podkrepa.

Quelque 20.000 personnes travaillent dans le complexe de Maritsa Iztok.

Le gouvernement de Sofia a déjà fait savoir qu'il était hostile à ce que la COP24 adopte des objectifs plus ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

"La Bulgarie ne peut pas se permettre de perdre sa compétitivité dans le secteur énergétique et elle défendra les droits des travailleurs de ce secteur", a assuré sur Facebook le président Roumen Radev.

En Pologne, le gouvernement a annoncé jeudi son intention d'investir l'an prochain dans la construction d'une nouvelle mine de charbon en Silésie. Reuters 30.11

Ils ont notre soutien inconditionnel. A bas la COP, à bas le lobby écologiste !

Un mouvement populaire.

- Sondage : les gilets jaunes plus populaires que jamais - Le HuffPost 28 novembre 2018

Selon un autre sondage réalisé par Elabe pour BFMTV, 75% des sondés soutiennent ou éprouvent de la sympathie pour les gilets jaunes, un score en progression de 5 points sur une semaine. Si le taux d'adhésion au mouvement recule chez les cadres (56%, -9), il augmente en revanche de manière spectaculaire parmi les classes moyennes (75%, +10) et les classes populaires

(83%, +8), selon l'institut. Le HuffPost 28 novembre 2018

"Gilets jaunes" : le soutien des Français au mouvement gagne sept points (84%) malgré les annonces d'Emmanuel Macron sur l'écologie, selon un sondage - Franceinfo 28 novembre 2018

Un sondage Odoxa-Dentsu consulting pour franceinfo et Le Figaroindique que84% des personnes interrogées trouvent le mouvement des gilets jaunes "justifié". Une tendance en progression de 7 points en une semaine et de 10 points sur 15 jours.

66% des Français indiquent avoir écouté le discours d'Emmanuel Macron mardi. Parmi eux, 78% n'ont pas trouvé le chef de l'État convaincant. C'est le pire niveau enregistré après une intervention ou annonce d'Emmanuel Macron. La parole présidentielle ne semble plus imprimer dans l'opinion. Franceinfo 28 novembre 2018

- «Gilets jaunes»: les Français appuient de plus en plus massivement le mouvement - LeFigaro.fr 28.11

Plusieurs acteurs et animateurs populaires commencent à soutenir ce mouvement a-t-on appris. Leur personnalité ne présente aucun intérêt pour être médiocre, cependant, ce qui est intéressant, c'est que le cadre totalitaire imposé par les médias est en train de se fendre sous la pression populaire...

- De Polnareff à Kaaris, les soutiens disparates des gilets jaunes - huffingtonpost.fr 30.11

Franck Dubosc, Brigitte Bardot, Gérald Dahan, Arnaud Ducret, Bernard Lavilliers, Michel Polnareff, Pierre Perret... les people en jaune révèlent le caractère hétéroclite du mouvement.

L'humoriste Gérald Dahan (LFI) a posté un "message d'alarme" sur Facebook pour soutenir "le mouvement des gilets jaunes dans leurs revendications et notamment celle de la création d'une assemblée citoyenne" contre "les décisions du pouvoir". huffingtonpost.fr 30.11

La voie du pourrissement annoncé...

Le HuffPost 28.11 - Ils sont rares les gilets jaunes convaincus par le discours d'Emmanuel Macron. Inexistants pour ainsi dire. Sur les réseaux sociaux, là ou le mouvement a pris naissance et perdure désormais, l'allocution du président de la République devant le Haut conseil pour le climat ce mardi 27 novembre au matin a très rapidement été occulté par les dissensions au sein même du mouvement.

Comme depuis ces dernières heures, ce sont les huit porte-parole plus ou moins officiels qui cristallisent les tensions. Certains s'offusquent d'un mode de désignation obscur qui irait à l'encontre de l'essence démocratique du mouvement quand d'autres reprochent à ces huit représentants de jouer une partition personnelle sans représenter l'ensemble des gilets jaunes.

Et la rencontre entre François de Rugy et deux représentants du mouvement ce mardi 27 au soir a fini de raviver les tensions sur les groupes ou pages Facebook dédiés à la mobilisation. Beaucoup de ces citoyens en colère se demandent comment les deux gilets jaunes reçus au ministère de la Transition écologique ont été choisis.

C'est en effet le mode de désignation des porte-paroles de ce mouvement spontané dénué de tout cadre politique ou syndical qui semble poser problème. Depuis l'annonce de la constitution de cette équipe censée représenter le mouvement dans son immense diversité, les critiques pleuvent sur les réseaux sociaux. Beaucoup déplorent le manque de démocratie interne. Ils se plaignent, en substance, de ne pas avoir été associés aux choix et appellent à "une véritable délégation légitime."

Par ailleurs, l'article de Libération qui revient sur le processus qui à mené à l'établissement de ce collectif, intitulé "Qui a choisi les huit porte-parole des gilets jaunes? Que veulent-ils?" est particulièrement partagé sur ces pages depuis plusieurs heures. Les gilets jaunes en question reprochent aux huit élus de s'être organisés avant même la première journée de mobilisation. Des critiques en légitimité qui font écho à l'étonnement de Benoît Julou, un des organisateurs du mouvement originaire de Saint-Brieuc, qui avouait sur BFMTV ne pas avoir été mis au fait de la réunion de désignation des porte-parole.

D'autres reprochent aux huit représentants définitivement investis de ne pas être assez proche des gilets jaunes et de ne pas se rendre assez disponible pour recenser les revendications ou dialoguer sur la suite du mouvement par exemple. L'absence de parité et une tranche d'âge surreprésentée comparée à d'autres, sont également des sujets de reproches particulièrement discutés.

Emmanuel Macron n'a pas fait beaucoup d'annonces susceptibles de calmer la colère des gilets jaunes. Outre l'ouverture de trois mois de consultations sur la transition écologique, le président de la République n'a pas promis de nouvelles mesures compensatoires pour arranger les fins de mois de ces Français en difficultés. Un certain mutisme sur leurs revendications qui renforce la détermination du noyau dur.

C'est en tout cas ce qui ressort des messages publiés en référence à l'allocution du président de la République, qui devait pourtant servir à calmer les esprits après plus d'une semaine de mobilisation.

Si certains expliquent, avec humour, qu'ils n'ont pas compris un traître mot du discours du chef de l'État d'autres réaffirment leur volonté jusqu'au-boutiste avec plus ou moins de virulence. A défaut d'avoir satisfait grand monde, à l'exception de sa majorité, Emmanuel Macron aura sans doute renforcé la détermination du noyau dur des gilets jaunes, comme en témoigne ce nouvel appel à manifester sur les Champs-Elysées lancé par un des représentants du mouvement quelques minutes seulement après son entretien avec François de Rugy.

Reste désormais à savoir quelles seront les conséquences de ces ressentiments internes et des différences stratégiques affichés sur les réseaux sociaux pour la suite du mouvement. Nouvel élément de réponse: samedi 1er décembre au coeur de la capitale, pour l'acte 3 de cette mobilisation inédite. Le HuffPost 28.11

- Après leur rencontre avec Rugy, un représentant des gilets jaunes appelle à manifester le 1er décembre aux Champs-Élysées - Le HuffPost 28 novembre 2018

Répression.

Francetvinfo.fr 27.11 - Tout ce que voulait faire Anthony D., c'était "prendre l'apéro devant les forces de l'ordre". Avec sa bande d'amis, ce charpentier de 32 ans originaire d'Ardèche voulait profiter de la manifestation des "gilets jaunes" du 24 novembre sur les Champs-Elysées pour organiser une "protestation pacifiste" contre le gouvernement. "On voulait juste s'asseoir devant les forces de l'ordre avec du pain, du fromage et un petit verre de rouge", affirme-t-il d'une voix sonore devant la 24e chambre du tribunal de Paris. "Ce n'était pas pour faire des dégradations", assure-t-il, les mains appuyées à la barre du box des prévenus, devant une salle remplie de journalistes.

Je n'ai jamais agressé de policiers. Je veux être jugé maintenant et qu'on en finisse avec tout ça.

Sans domicile fixe, habitant dans un camion aménagé, Anthony D. fait partie des vingt personnes jugées, lundi 26 novembre, en comparution immédiate pour "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations". Parmi ces "gilets jaunes" venus de toute la France, beaucoup de jeunes, une seule femme, un conducteur d'engins, un surveillant de prison, un saisonnier au Futuroscope, des jeunes en formation ou en recherche d'emploi...

Samedi, Anthony D. a été arrêté avec un couteau dans sa poche et un pavé dans son sac à dos. "Pourquoi portiez-vous cette arme sur vous ?" interroge la présidente. "C'est une question d'habitude, je me lève le matin, je m'habille et je prends mon couteau", explique le prévenu, vêtu d'un tee-shirt noir portant l'inscription "We Goat The Power", en référence à la chèvre, symbole de l'Ardèche.

Mon couteau, il me sert à tracer des lignes pour le travail, à manger le midi... Le seul moment où je ne l'ai pas c'est quand je m'occupe de mon fils.Anthony D.devant le tribunal de Paris

Quant au pavé retrouvé dans son sac à dos, "c'était pour ramener un souvenir à mon fils qui n'est jamais venu à Paris", justifie-t-il simplement. "Mais si j'avais eu de la batterie sur mon portable, je l'aurais plutôt pris en photo", rajoute-t-il après un bref silence. "J'ai toujours un couteau pour casser la croûte"

Tiphaine J., 26 ans, originaire de Haute-Savoie, a aussi été interpellé près des Champs-Elysées avec un sac rempli d'objets suspects : un couteau Opinel, une matraque, une sangle élastique et plusieurs clous. Cet homme à la silhouette fluette est le premier de l'après-midi à ne pas demander le renvoi de son dossier. Les mains croisées dans le dos, cet ancien charpentier explique d'une voix étouffée les raisons de son interpellation. "Toute la semaine, j'ai participé à des rassemblements dans ma région et j'étais chargé de construire des baraquements avec des palettes en bois, c'est pour ça que j'avais des clous dans mon sac", répète-t-il un brin exaspéré. Le couteau Opinel ? "Chez nous, en Haute-Savoie, on a toujours un couteau pour casser la croûte et je ne vais pas me justifier de ça", répond-il. Et pour la matraque, il assure l'avoir trouvée par terre et avoir voulu la rapporter en souvenir. Un comportement "curieux" , commente la juge.

Je suis monté à Paris pour manifester, comme tous les autres qui ne sont pas contents de leur gouvernement. Je n'ai rien cassé. Je n'étais pas là pour ça.Tiphaine J.devant le tribunal de Paris

Reconverti en conseiller fiscal en Suisse, Tiphaine J. gagne environ 8 000 euros par mois auxquels s'ajoutent les 3 500 euros de sa compagne qui travaille dans un bureau d'études à Genève. "Je n'ai que le brevet des collèges comme formation", précise-t-il, rappelant qu'il est aussi sapeur-pompier volontaire et père d'un enfant de 4 ans.

C'est la première fois de ma vie que je manifeste, je n'ai pas pensé à vider mon sac. Mais je comprends que ce que j'avais peut

laisser penser que je voulais casser.

Après délibérations, le tribunal prononce la relaxe du délit de "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences et des dégradations" et le condamne à trois mois de prison avec sursis pour port d'arme. "C'était une idiotie !"

Tom S., 22 ans, originaire de La Rochelle, a, lui, été condamné à 70 heures de travail d'intérêt général. Le tribunal l'a jugé coupable de "participation à un groupement" à cause "des différents objets retrouvés sur lui" (cagoule, gants coqués, etc.) et de recel de bouteilles de parfum volées dans un magasin près des Champs-Elysées. Les cheveux bruns bouclés, le visage juvénile, il assure être venu sur les lieux pour faire un reportage, "comme [il] en [a] déjà fait à Notre-Dame-des-Landes", et le diffuser sur Facebook.

Habitué des manifestations, il ne sait pas pourquoi il a pris ce parfum et ce gel douche Dior après la casse du magasin. "Je ne sais pas comment l'expliquer, c'était une idiotie, peut-être une réaction d'opportunisme dans un mouvement de foule", suggère-t-il en retroussant ses manches, laissant apparaître le tatouage d'une rose sur sa main. Electricien en intérim avec un salaire moyen de 1 500 euros par mois, Tom S. assure d'une voix fébrile qu'il "n'a jamais menti et s'est toujours laissé faire" depuis le moment de son interpellation et se dit même prêt à faire des travaux pour "l'intérêt commun".

Durant l'après-midi, quelques rares prévenus ont pris la parole pour expliquer les raisons de leur mobilisation, comme Loïc A., 40 ans, surveillant de prison à Fresnes (Val-de-Marne). Le crâne chauve, la barbe poivre et sel et la silhouette carrée moulée dans un tee-shirt de sport, cet ancien militaire au casier judiciaire vierge a été interpellé en possession d'un marteau. "J'ai manifesté contre la dégradation du service public", affirme-t-il d'une voix ferme, avant de demander le renvoi de son dossier. Il devra expliquer le 7 janvier pourquoi il possédait cet objet sur les Champs-Elysées.

La seule femme à comparaître de la journée a 27 ans. Originaire du Vaucluse, Iana R. est mère célibataire d'un petit garçon. Elle s'est fait interpeller avec deux pierres, une bombe aérosol de peinture noire et du sérum physiologique sur elle. Le parquet lui reproche d'avoir jeté de la peinture dans les yeux d'un policier et des projectiles sur une voiture de police. "La bombe aérosol, je l'ai trouvée et je voulais m'en servir pour me protéger face à certains 'gilets jaunes' qui voulaient péter une voiture de police", se défend-elle, la voix tremblante. "J'ai été attrapée par les cheveux, je me suis presque vue mourir ce jour-là, j'ai vraiment besoin de rentrer et de voir mon garçon maintenant, s'il vous plaît", demande-t-elle, suppliante, à la présidente. "Maintenant que je sais, je ne viendrai plus sur Paris".

En fin de soirée, la presse a quitté les bancs de la 24e chambre lorsque Gérard, un grand gaillard âgé de 41ans, se présente dans le box. Lui aussi affirme être venu à Paris "pour filmer". La gouaille moqueuse, ce chauffeur-livreur, qui habite à Drancy (Seine-Saint-Denis), a déjà été condamné plusieurs fois pour "outrage, violence et rébellion" envers des policiers. C'est justement ce qui l'amène lundi devant le tribunal."Il vous est reproché d'avoir dit au moment de votre interpellation : 'Fils de pute, trou du cul, tête de chien' à un officier de police et d'avoir ajouté : 'Demain, on va tous vous brûler'", lit imperturbable la présidente. S'il reconnaît les insultes, Gérard conteste la dernière phrase et assure avoir dit : "Puisque c'est ce que vous cherchez, demain, on va tout brûler".

J'ai dit : 'On va tout brûler'. C'était pour faire la révolution mais c'était pas mon intention de le faire, c'était dit comme ça...

Contrairement aux autres prévenus qui font plutôt profil bas, Gérard, lui, n'hésite pas à tenir tête à la présidente. Interrogé sur les morceaux de bois qu'il a jetés dans un feu allumé place de la Madeleine, l'homme explique, le sourire aux lèvres, que "c'était pour se réchauffer". La présidente n'y croit pas et l'interroge à nouveau. "Ok, c'était pour que le feu se ravive", finit-il par lâcher. Gérard est relaxé des menaces de mort envers les policiers mais est condamné à 6 mois de sursis pour "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences et des dégradations".

Dernier à passer à la barre, Pascal, 26 ans, est jugé pour avoir jeté des canettes de bière aux forces de l'ordre et en avoir blessé un lors de son interpellation. Déjà condamné plusieurs fois pour viol et violences sur des policiers, l'homme, qui habite à Saint-Quentin (Aisne), peine à s'exprimer. "J'étais venu pour manifester en tant que personne normale, je ne sais pas comment vous l'expliquer", lance-t-il à la présidente. En couple et père d'une fillette de 2 ans, Pascal travaille à Intermarché.

On a du mal à s'en sortir avec 1 200 euros par mois. Je n'en peux plus, je suis à bout.Pascaldevant le tribunal de Paris

"Je regrette d'être venu sur Paris. Maintenant que je sais, je ne viendrai plus", répète-t-il plusieurs fois. Mais, pour la procureure, l'heure tardive à laquelle il est arrivé, - 20h30 -, ne plaide pas en sa faveur. "Il se rend sur les Champs en sachant pertinemment ce qu'il s'y passe, il faut être sérieux", tonne-t-elle. Elle requiert 6 mois de prison dont 4 avec sursis. Pascal échappe finalement à la prison et est condamné à 5 mois d'emprisonnement sans mandat de dépôt, peine qui sera aménageable.

Vers 22 heures, après une longue journée d'audience, 7 prévenus sur les 13 jugés devant la 24e Chambre ont demandé un renvoi afin de préparer leur défense. Ils ont été libérés sous contrôle judiciaire avant leur procès, prévu début janvier. D'ici là, ils ont l'interdiction de se rendre à Paris afin d'éviter qu'ils ne participent à une nouvelle manifestation dans la capitale.

Pour certaines familles, la comparution de leurs proches reste incompréhensible. "Je trouve ça aberrant, il n'a rien cassé et a été arrêté alors qu'il manifestait pour une bonne cause ! murmure dans un sanglot la mère d'un des prévenus, à l'écart de la salle. En plus, on ne nous explique rien, on m'a appelée pour nous dire qu'il avait été arrêté, mais je n'ai jamais assisté à une audience et je ne sais même pas ce qu'il va se passer ensuite."

On veut faire payer à ceux qui ont été 'attrapés' l'ensemble des dégradations. Un avocat de la défense à franceinfo

Samedi, le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, avait accusé de violences des "commandos largement infiltrés (...) par des membres de l'ultradroite". Ce profil n'est visiblement pas ressorti durant cette première journée de comparutions. francetvinfo.fr 27.11

- Gilets jaunes: le procureur des Hautes-Alpes menace de poursuites ceux qui bloquent les routes - Le HuffPost 28 novembre 2018

Les déchets de la gouvernance mondiale, il faut les éliminer un point c'est tout !

Le Sénat aide le gouvernement à supprimer des aides fiscales en faveur du logement des SDF - Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Dans le cadre de l'examen du budget, le Sénat a soutenu le gouvernement dans sa demande de supprimer un avantage fiscal en faveur des propriétaires qui mettent un logement à disposition des associations d'accueil des SDF. Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Mécénat. LVMH a économisé 518 millions d'impôts sur dix ans - Liberation.fr

Totalitarisme. Le stalino-libéralisme-libertaire agent du sionisme.

- Montreuil: après un arrêté du maire, Dieudonné annule ses spectacles - AFP 29 novembre 2018

Dieudonné M'Bala M'Bala, plusieurs fois condamné pour injures raciales, incitation à la haine ou apologie du terrorisme, a annulé ses spectacles à Montreuil (Seine-Saint-Denis), après un arrêté du maire PCF visant à fermer le local privé où il se produisait depuis fin octobre, a indiqué mercredi la mairie.

Depuis le 25 octobre, Dieudonné s'était produit plusieurs soirs par semaine dans ce local, et prévoyait de continuer jusqu'à mi-décembre. AFP 29 novembre 2018

Il fut une époque où Dieudonné était proche du PS. Ils finirent par le rejeter parce qu'ils ne supportaient pas ses critiques de l'Etat sioniste, la gauche et l'extrême gauche les imitèrent évidemment, du coup il se rapprocha de l'extrême droite. Il n'est pas le seul dans ce cas-là en France, on peut ajouter les millions de travailleurs qui votent Le Pen, parce qu'ils ne supportent plus leur populisme identitaire compatible avec la gouvernance mondiale...

La confrérie des opportunistes du mouvement ouvrier a le don de faire le jeu de l'extrême droite ou du fascisme. Tenez un autre exemple avec une ONG pilotée par les ultras néoconservateurs.

Propagande sioniste. Quand Libération prend ouvertement position pour une "grande oeuvre" que n'aurait pas renié Vichy ou le IIIe Reich.

- Culture : la saison croisée France-Israël se termine en eau de bouderie - Libération 29 novembre 2018

La ministre de la Culture israélienne ne rencontrera pas son homologue français Franck Riester, venu ce jeudi clore la saison culturelle France-Israël.

...la tempétueuse ministre, pasionaria ultranationaliste du Likoud, a passé une rude semaine. A la Knesset, elle a vu son grand-œuvre (une proposition de loi conditionnant les subventions culturelles à la «loyauté» des artistes à l'Etat) déraillé par pur calcul par les rivaux de Nétanyahou, lequel tente de maintenir en vie sa coalition désormais bien cabossée. De là à penser que Regev refuse d'aller au charbon pour marquer sa colère… C'est en tout cas la théorie des médias israéliens.

...c'est bien le bilan de la saison croisée, somme de festivals, rencontres, projections et concerts organisés dans les deux pays, qui est pointé (source de polémique - ndlr). Dans le Monde, une «source diplomatique» israélienne tire à vue sur le projet, auquel l'Etat hébreu a consacré 6 millions de shekels (1,4 million d'euros) : «On espérait que la culture aurait un impact diplomatique. On

a mis énormément d'argent dans cette opération pour zéro succès, en ce qui concerne l'image d'Israël en France et celle de la France ici.» Libération 29 novembre 2018

- Khashoggi, Yémen: HRW demande à l'Argentine de poursuivre le prince saoudien "MBS" - AFP 27 novembre 2018

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch a porté plainte lundi devant la justice argentine contre le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane dit "MBS", qui doit se rendre vendredi au G20 à Buenos Aires, dans les dossiers Khashoggi et du Yémen. AFP 27 novembre 2018

Human Rights Watch financé notamment par Soros...

Délation institutionnalisée.

- Indonésie : les autorités lancent une application anti-hérésie - AFP 27 novembre 2018

Une nouvelle application mobile qui permet de signaler aux autorités indonésiennes des cas d'hérésie a déclenché les protestations des défenseurs des libertés qui craignent qu'elle n'aggrave les attaques contre les minorités dans le pays musulman le plus peuplé au monde.

Les utilisateurs peuvent grâce à l'application donner des informations sur des groupes qui pratiquent un culte autre que les six religions reconnues officiellement en Indonésie, l'islam, l'hindouisme, le protestantisme, le catholicisme, le bouddhisme et le confucianisme, ou ceux qui ont une interprétation divergente des doctrines.

L'application "Smart Pakem", conçue à l'initiative du bureau du procureur de Jakarta, est disponible depuis dimanche dans le magasin d'applications Google Play.

"L'objectif (...) est de fournir un accès plus facile à l'information sur les croyances en Indonésie, d'éduquer le public et de l'empêcher de suivre les enseignements d'un individu ou d'un groupe qui ne correspondent pas à la législation", a expliqué à l'AFP Nirwan Nawawi, le porte-parole du parquet, dans un communiqué.

Des centaines de milliers d'habitants de cet archipel du Sud-Est asiatique pratiquent des cultes animistes ou mystiques souvent non reconnus par les autorités et souffrent de discriminations et d'un accès restreint aux services publics.

Pour Bonar Tigor Naipospos, vice-président de l'institut Setara pour la démocratie et la paix, cet outil est "dangereux parce que si le grand public n'aime pas (un groupe), il va le dénoncer sur l'application" et "cela risque de créer des problèmes".

Cette année, une communauté d'Ahmadi, une confession islamique jugée "déviante" par le courant majoritaire, a été sur l'île de Lombok la cible d'attaques qui ont détruit des maisons et l'ont forcé à fuir. AFP 27 novembre 2018

Profession journaliste. Définition : Agent de propagande au service de la gouvernance mondiale.

LFI - "Je ne parviens pas à ressentir de compassion sincère pour ces journalistes", lâche Sophia Chikirou sur le réseau social. "Leur niveau de corruption mentale, leurs mensonges et la désinformation qu'ils nous imposent, sont autant d'éléments qui justifient la colère. Et pour s'informer désormais, les réseaux sociaux sont plus sûrs (...) Évitons de donner le prétexte aux journalistes de se victimiser. Ne les lynchez pas : ne leur parlez pas, ne les lisez pas et ne les regardez pas". Le HuffPost 27 novembre 2018

- Les sénateurs rabotent la niche fiscale des journalistes - Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Les sénateurs du groupe RDSE voulaient uniquement exclure des bénéficiaires d'un abattement de 7.650 euros les journalistes dont le revenu brut dépasse 93.510 euros par an. Le gouvernement s'y oppose.

« Les dispositions fiscales dont bénéficient les journalistes et la presse sont de nature à favoriser la pluralité et la liberté de la presse » a justifié le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt.

Cette niche fiscale a été créée pour les journalistes en 1934, au nom de leurs frais professionnels. Ils faisaient partie de la liste de 110 professions pour qui une telle exonération avait été mise en place.

Selon les données issues de la Commission nationale de la carte de presse, le revenu mensuel moyen des journalistes en CDI est de 3.549 euros en 2016, de 1.969 pour les journalistes pigistes et de 1.886 pour les journalistes en CDD.

La profession connaît une forme de précarité, surtout dans les premières années d'exercice. 73,7% des journalistes sont en CDI, 18,7% sont pigistes et 3,2% sont en CDD. Chez les moins de 26 ans, 41,5% sont pigistes et 36,6% en CDD. Chez les 26-34 ans, ils sont encore 33,7% de pigistes et 8,5% en CDD. Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Grossière provocation contre la Russie pour sauver le soldat de l'Otan Porochenko.

- Moscou condamné par la CEDH pour discrimination des homosexuels - Reuters 27 novembre 2018

La Cour européenne des droits de l'Homme a de nouveau condamné mardi la Russie pour discrimination envers les homosexuels, interdits de manifester pour leurs droits, huit ans après un premier arrêt sur le sujet qui n'avait pas été suivi d'effets. Reuters 27 novembre 2018

- Maas appelle Moscou à respecter la souveraineté de l'Ukraine - Reuters 27 novembre 2018

Le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, a exhorté mardi la Russie à respecter le droit international et la souveraineté territoriale des pays voisins, après la saisie dimanche de trois navires de guerre ukrainiens. Reuters 27 novembre 2018

- Elections en vue - Ukraine - Russie : Incident naval, une manœuvre politique interne du président Porenchenko ? - Atlantico.fr 27 novembre 2018

Il est très vraisemblable que l'Ukraine, à l'initiative du président Porenchenko qui brigue un nouveau mandat en 2019 (l'élection a été fixée hier au 31 mars) malgré une impopularité grandissante, s'est effectivement livré à une "provocation" en faisant rejoindre la mer d'Azov par trois navires de guerre. En effet, s'il s'agissait uniquement de convoyer des vedettes de type Gurza-M vers le port de Marioupol, cela pouvait être effectué par transport routier comme cela a été le cas au début septembre pour deux unités du même type : la "Kremenchuk" P 177 et la "Lubny" P 178. Accentuer la crise entre l'Ukraine - soutenue en sous-main par l'OTAN - et la Russie peut être une manœuvre politique à destination interne.

Bien évidement saisi par Kiev, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a convoqué une "réunion extraordinaire" au niveau des ambassadeurs avec l'Ukraine le 26 novembre dans l'après-midi à Bruxelles. Malgré les cris d'indignation qui proviennent de Washington, du Canada et de l'Europe, il semble que les dirigeants politiques ne sont pas dupes de la manœuvre. D'ailleurs, il est intéressant de noter que les deux vedettes ukrainiennes pourtant bien armées pour leur taille de 23 mètres (deux canons de 30 mm couplés avec quatre missiles mer-mer Baryer) n'ont pas ouvert le feu pour se défendre. Atlantico.fr 27 novembre 2018

- Détroit de Kertch: à qui profitent les tensions russo-ukrainiennes au large de la Crimée? - sputniknews.com 27.11

André Filler, professeur à l'Institut français de géopolitique (IFG) à l'université Paris VIII, qui revenait lundi matin sur l'accrochage maritime de la veille.

Pour lui «l'enjeu principal ce sont les élections ukrainiennes», insistant sur le fait que cet enjeu soit tant pour l'Ukraine que pour la Russie. Des élections présidentielles et législatives qui selon lui font de l'année 2019 une année «cruciale» pour les relations russo-ukrainiennes.

«Le véritable enjeu, ce sont les élections législatives, à la Haute Rada de l'Ukraine, qui auront lieu le 17 novembre, puisque c'est le parlement qui représente les véritables forces à la fois législatrices et décisionnelles en Ukraine,» ajoute André Filler.

Dépeignant un président ukrainien en pleine «agonie politique», notre intervenant voit dans l'agitation internationale entourant l'incident de dimanche une opportunité pour Piotr Porochenko de «sauver les meubles», pas forcément pour lui-même, mais pour le candidat amené à défendre ses couleurs. Pour autant, alors que nous étions dans la perspective de l'instauration de la loi martiale, André Filler n'envisageait pas que Piotr Porochenko prenne le risque de repousser les élections présidentielles, dont le premier tour est prévu pour le 31 mars. «Cela enlèvera à Porochenko le peu qu'il lui reste de sa légitimité», estime-t-il. Pour André Filler, l'enjeu central est de

«Surtout ne pas laisser le Batkivshchyna [parti "Patrie", en Ukrainien, ndlr.] avec Ioulia Timoshenko s'installer dans la Rada. Je pense que la seule raison valable pour introduire la loi martiale, c'est ça. Kiev ne court aucun risque d'invasion russe d'envergure, ni par la mer, ni par les airs, ni par la terre», développe notre intervenant.

Toujours dans le même média français (l'Opinion ndlr), Balazs Jarabik, spécialiste de l'Ukraine et chercheur associé à la Fondation Carnegie, estime d'ailleurs que la volonté de Piotr Porochenko de décréter si soudainement la loi martiale —alors qu'il ne l'avait pas fait au plus fort des combats dans le Donbass ou lors du rattachement de la Crimée à la Russie- n'est probablement pas dénuée de tout calcul.

«En proposant la loi martiale, il semble bien vouloir se servir de l'incident pour faire vibrer la fibre patriotique antirusse et influencer l'opinion publique en sa faveur», relate-t-il à l'Opinion, soulignant la possibilité pour le gouvernement de reporter les élections. S'il ne croit pas à cette éventualité, André Filler s'interrogeait lui aussi quant à la volonté du gouvernement ukrainien d'«électriser l'électorat» des parties occidentales du pays.

«Est-ce que ce type d'affrontement ne renforcerait pas la position du Président Porochenko —donné perdant il y a encore quelques jours avec presque 100% de certitude, on peut se poser légitimement cette question.» s'interrogeait André Filler.

Reflet de ce désaveu, le Président sortant est actuellement battu dans les sondages par Ioulia Timochenko et par l'acteur Vladimir Zelenski, qui a joué le rôle de Président ukrainien dans plusieurs comédies… et qui ne s'est pas déclaré officiellement candidat. sputniknews.com 27.11

- Trump menace d'annuler sa rencontre avec Poutine au G20 à cause de l'Ukraine - Le HuffPost 28 novembre 2018

Comme des relents de guerre froide. Le président américain Donald Trump a menacé mardi d'annuler sa rencontre bilatérale prévue avec son homologue russe Vladimir Poutine au G20 en Argentine... Le HuffPost 28 novembre 2018

- Le président ukrainien évoque la "menace d'une guerre totale" avec Moscou - AFP 28 novembre 2018

Le président ukrainien Petro Porochenko a évoqué la "menace d'une guerre totale" avec la Russie qui a selon lui "augmenté drastiquement" sa présence militaire à la frontière, dramatisant encore la situation déjà tendue depuis la capture de navires ukrainiens en mer Noire.

Aux yeux de Vladimir Poutine, "il est évident que tout cela a été fait en lien avec la campagne électorale en Ukraine" pour l'élection présidentielle du printemps. AFP 28 novembre 2018

La palme de la falsification des faits revient comme il se doit à l'agence du Ministère de la Vérité, l'AFP.

AFP 29 novembre 2018 - Les considérations de politique intérieure se mêlent aux enjeux stratégiques et militaires dans ce bras de fer. Vladimir Poutine a vu sa cote de popularité dégringoler sur fond de problèmes économiques et de fronde contre une impopulaire réforme des retraites. Petro Porochenko, qui cherche à se faire réélire pour un deuxième mandat, est confronté à des problèmes similaires. AFP 29 novembre 2018

Des "problèmes similaires", vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Vladimir Poutine a été réélu en mars 2018 avec plus de 76,69 % des voix (Le Monde 18.03.2018), le taux d'abstention avait été de 32,5%, Petro Porochenko a été élu en mai 2014 avec 54,70% des voix, le taux d'abstention avait été de 40,13%. (Wikipédia)

Selon les derniers sondages ukrainiens le taux de popularité de Porochenko se situe entre 4 et 10%.

Selon un unique sondage russe, le taux de popularité de Poutine se situerait à 39%.

En aparté, celui de Macron doit avoisiner celui Porochenko.

- Porochenko accuse Poutine de vouloir annexer toute l'Ukraine - Reuters 30.11

- Confirmation de notre version de l'incident de Kertch - Réseau Voltaire 29 novembre 2018

La Russie a rendu publics trois interrogatoires des marins ukrainiens faits prisonniers lors de l'incident de Kertch, le 25 novembre 2018, et un document (photo) saisi sur un des navires.

Selon ce document et ces vidéos, l'incident avait été planifié par l'Ukraine en coopération avec des puissances étrangères. Deux officiers des services de Renseignement militaires ukrainiens se trouvaient à bord pour coordonner les opérations. Ce sont eux qui ont interdit aux marins de répondre aux messages des Russes lorsque les navires de guerre sont entrés dans les eaux territoriales russes revendiquées par l'Ukraine.

Selon notre collaborateur Valentin Vasilescu, des avions de reconnaissance électromagnétique US et israélien ont survolé la zone avant l'incident afin de détecter les défenses russes [1].

Israël, n'est pas membre de l'Otan, mais dispose d'un bureau de liaison au siège de l'Otan à Bruxelles. Durant le coup d'État de

Kiev, quatre officiers et trente et un soldats israéliens participaient aux combats de la place Maïdan pour le compte du parti ex-nazi Svoboda, dans le cadre du service secret stay-behind de l'Alliance.

L'opération de Kertch semble avoir été commanditée par l'Otan en vue de créer une « menace russe » qui justifierait l'adhésion de l'Ukraine à l'Alliance. Elle a été supervisée par l'ambassadeur Kurt Volker. Celui-ci a été recruté par la CIA lors de ses études à l'université de Georgetown. Après avoir travaillé au siège de l'Agence à Langley, il a incorporé le service diplomatique et est devenu « conseiller » de Richard Hoolbroke durant les guerres de Yougoslavie. Il devint l'assistant de Victoria Nuland lorsqu'elle était ambassadrice à l'Otan et lui succéda à ce poste. Il est aujourd'hui ambassadeur à Kiev. Réseau Voltaire 29 novembre 2018

[1] « À qui profite l'incident du détroit de Kertch ? », par Valentin Vasilescu, Traduction Avic, Réseau Voltaire, 29 novembre 2018.

En complément. La gouvernance mondiale, c'est le fascisme.

- Washington affiche sa proximité avec le Brésilien Bolsonaro - Reuters 30.11

Le conseiller à la sécurité nationale de la Maison blanche John Bolton a rencontré jeudi le président élu d'extrême droite brésilien Jair Bolsonaro et salué la proximité de Washington avec le gouvernement qui sera mis en place en janvier à Brasilia. Reuters 30.11

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (5 pages)

Orwell avait les mêmes faiblesses que les intellectuels de gauche, qui fatalement s'éloigneront du socialisme.

Extrait des Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat du Collège de France.

La lutte des classes – c'est-à-dire à la fois le combat que mène partout et à tout instant la classe dominante pour accaparer les richesses et renforcer son pouvoir, et la réaction des dominés pour tenter de contrecarrer cette domination – est omniprésente dans les livres et dans la pensée d'Orwell. Elle est d'abord pour lui un fait social massif, qui se manifeste et se diffracte en une multitude d'événements et de situations, jusque dans les détails les plus infimes de la vie quotidienne. Ensuite, il la regarde comme une injustice permanente : la lutte des classes a une dimension morale qui lui est intrinsèque ; celle-ci n'est pas surajoutée à un fait économique qui serait premier ; on peut dire qu'on ne voit la lutte des classes que si on éprouve soi-même ce sentiment d'injustice. Enfin – et ce point est décisif, non seulement pour l'écrivain mais aussi pour le genre de penseur politique qu'est Orwell –, la lutte de classe est pour lui l'objet d'une expérience vécue : il la ressent, il l'éprouve jusque dans son corps, soit au travers de certaines situations sociales et de certains événements dans lesquels il est impliqué, soit parce qu'il a assez d'empathie pour saisir comment les gens vivent et ressentent ce genre de situations et ces événements ; et assez d'empathie aussi pour les faire partager à ses lecteurs. La domination de classe est appréhendée chez Orwell à partir d'un sentiment spécifique qui est fondamental : l'humiliation sociale. (...)

La domination de classe, concède Orwell, était peut-être inévitable dans le passé. Mais aujourd'hui, les progrès techniques et le développement économique devraient permettre d'assurer à chaque être humain des conditions de vie décentes. Et si la domination et l'inégalité de classe sont injustifiées, alors elles doivent être abolies. Tout le monde devrait être socialiste.

"*Le socialisme relève d'un sens commun si élémentaire que je m'étonne parfois qu'il ne soit pas déjà réalisé. Le monde est un radeau voguant à travers l'espace avec, potentiellement, abondance de provisions pour tous ; l'idée que nous devons tous coopérer en veillant à ce que chacun effectue sa juste part de travail et reçoive sa part équitable de provisions paraît si manifestement évidente qu'on a envie de dire que nul ne saurait manquer de la faire sienne, à moins d'avoir quelque raison corrompue de s'accrocher au présent système.*"

LVOG - La compréhension du socialisme n'ira pas plus loin chez Orwell, parce qu'il ne parviendra jamais à rompre avec l'idéologie

de son milieu petit bourgeois.

Il l'expliquera de manière assez confuse pour en faire porter la responsabilité au marxisme, qu'il accusera de vouloir dissoudre son "*identité*" en prônant l'abolition des classes sociales.

Il ne saisira pas que mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'oppression d'une classe par une autre signifierait que chaque membre de la nouvelle société pourrait enfin s'épanouir individuellement sans nuire à autrui ou à la collectivité, puisqu'elle aurait été conçue de telle sorte que la liberté des uns n'empièterait pas sur celle des autres membres de la société, parce que les rapports qui existaient sous le régime capitaliste qui plaçaient les membres des différentes classes en concurrence les uns contre les autres auraient été abolis. La liberté ne serait plus un bien exclusif réservé à une seule classe ou aux nantis, mais un bien partagé par l'ensemble des membres de la collectivité. L'exercice collectif de la liberté serait le meilleur garant du respect des libertés individuelles de chaque citoyen.

Le socialisme n'a jamais eu vocation à imposer une "*identité*" ou un mode de pensée ou de vie, un comportement auquel chaque membre de la société devrait se conformer, bien au contraire, ce sont les ennemis du socialisme qui lui attribuèrent cette intention totalitaire calquée sur le stalinisme qui fut la négation du socialisme.

Une fois délivré du cadre (joug) et des limites imposées par les rapports sociaux d'exploitation qui dictent quoi ou comment penser ou agir aux différents membres de la société en fonction de leur statut social ou de la classe à laquelle il appartient, chacun serait libre d'adopter les aspirations qui correspondraient à sa situation ou à sa personnalité.

La forte personnalité qu'il s'était forgé et avec laquelle il s'identifiera, constituera une entrave à son épanouissement personnel qu'il imputa au socialisme, alors que c'était la société capitaliste qui lui avait imposée.

Pourquoi, Jean-Jacques Rosat du Collège de France l'a bien résumé, Orwell "*ne s'est jamais intéressé à l'économie*" et "*Il s'est toujours défié des philosophies de l'histoire et de toutes les théories qui prétendent savoir où va l'humanité*", il en était resté à une interprétation romanesque ou sentimentale, humaniste de l'histoire sans saisir le processus dialectique matérialiste dont elle était le produit, tout comme l'économie ou les hommes eux-mêmes.

Orwell ne sera donc qualifié ni pour s'exprimer au nom du socialisme ni pour le critiquer. Pour autant, sa contribution au combat du mouvement ouvrier contre le totalitarisme qu'il a bien cerné, nous est très précieuse.

Jean-Jacques Rosat - La question décisive en politique n'est pas de savoir si on dispose de la théorie vraie. Les théories politiques sont faillibles, partielles, et elles peuvent facilement devenir des instruments de pouvoir et de domination. La question décisive est de savoir comment, dans le monde moderne, chacun, même s'il est un intellectuel, peut rester un homme ordinaire, comment il peut conserver sa capacité de se fier à ses sens et à son jugement, comment il peut préserver son sens du réel et son sens moral.

LVOG - La théorie marxiste n'est qu'un guide pour l'action, elle n'a jamais prétendu être autre chose, ce sont ses fossoyeurs et ses ennemis qui en ont fait autre chose, notamment un dogme, la vérité révélée, mais en aucun cas les auteurs du socialisme scientifique.

Pour autant, on ne peut pas envisager de changer de société sans recourir à une théorie, tous ceux qui ont essayé de s'en passer ont échoué lamentablement.

Pourquoi ? Parce que pour agir efficacement ou atteindre l'objectif politique qu'on s'est fixé, en ce qui nous concerne renverser l'ordre établi ou nous emparer du pouvoir politique, on a absolument besoin de savoir comment s'est déroulé le processus historique, qu'est-ce qui a été à l'origine de son évolution jusqu'à nos jours, et dans quelle direction il est susceptible de s'orienter (qui n'est pas donné d'avance), en fonction des transformations que peuvent subir un ensemble de rapports, selon le comportement qu'auront les différents facteurs qui les composent et qui s'opposent en leur sein, de telle sorte que l'influence qu'ils exerceront sur l'ensemble des classes sociales déterminera en dernière analyse leur destin.

Ainsi, être armé de la théorie marxiste n'a rien d'extraordinaire. La théorie marxiste ne relève ni de la divination ni de l'interprétation proprement dite, mais de la connaissance scientifique.

Une fois observé que les lois générales du mouvement ou de la dialectique s'appliquent tout au long du processus historique depuis la nuit des temps, il suffit de les appliquer aux faits et à leurs enchaînements, donc à sa base matérialiste depuis son origine ou en remontant à l'origine de l'apparition des différents facteurs (ou acteurs, représentations, etc.) au cours de l'histoire, pour concevoir de quelle manière ou dans quelle direction il pourra s'orienter dans l'avenir, vers quelle issue, la barbarie ou le totalitarisme ou notre émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, le socialisme et le communisme et au-delà la liberté...

Tous les rapports sociaux qui existent dans la société étant la reproduction des rapports économiques qui ont leurs fondements dans le système économique en vigueur, le mode de production et de répartition des richesses capitaliste, celui qui l'ignore ne peut pas envisager qu'il existe une alternative au capitalisme, et par conséquent son horizon politique n'ira jamais au-delà du capitalisme. Et pour justifier son ignorance, plus ou moins hypocritement ou inconsciemment, il sera condamné à s'en accommoder et à lui attribuer des vertus qu'il n'a pas, à subir le triste sort qu'il lui a réservé.

On assimile parfois la théorie marxiste ou le socialisme à une méthode pour interpréter le monde, si cette définition n'est pas fausse, elle n'en est pas moins réductrice et ambiguë, ce qui peut facilement porter à confusion et faire le jeu de ses farouches et nombreux ennemis en embuscade ou prêts à la déformer, en réalité, et c'est ce qui fait sa puissance, elle n'a pas été conçue ou inventée contrairement à ce qu'on croit habituellement, elle est juste la transposition dans le langage pour le rendre accessible aux hommes afin qu'ils prennent leur destin en mains, d'un processus qui existe à l'état naturel, et qui est à l'origine de la transformation de la matière en générale, qui le parcours tout au long des différentes étapes qui vont marquer son existence, dont fait partie l'histoire des hommes, la société ou la civilisation humaine, notre espèce, la nature, l'univers... C'est la traduction consciente d'un processus inconscient dans la mesure où il échappe à la compréhension des hommes.

Donc la théorie marxiste ou le socialisme est juste le produit d'une observation attentive ou rigoureuse de ce qui existe, a existé et peut exister, et non une construction intellectuelle ou je ne sais quoi du même genre. C'est d'une banalité confondante quand on y pense. Vous comprenez mieux pourquoi on affirme que le socialisme n'est pas un système contrairement au capitalisme ou aux modes de pensée (philosophies) qui ne sont que la traduction inconsciente ou déformée de la réalité dans la tête des hommes, alors que le socialisme se confond avec la réalité.

La théorie marxiste ou le socialisme décrit ce qui existe et qu'on ne voit pas ou qu'on ne comprend pas au premier coup d'oeil ou spontanément, c'est tout. Finalement, cela revient à s'approprier la réalité et non à l'interpréter, elle n'a donc aucun équivalent, d'où sa puissance incomparable pour comprendre le monde dans lequel nous vivons et prédire son évolution...

L'issue de la guerre de classes dépendra de la capacité des éléments les plus déterminés et évolués de la classe ouvrière et des classes moyennes à se rassembler sur la base du marxisme ou du socialisme pour construire ensemble un nouveau parti révolutionnaire.

Sachant qu'aucun militant qui en deviendrait dirigeant ne serait de la trempe d'un Marx, Engels ou Lénine, ses dirigeants devraient commencer par l'admettre et consacrer une partie de leur temps à leur propre formation, afin de maîtriser plus profondément la méthode du matérialisme dialectique et pouvoir l'enseigner à leurs militants pour que l'ensemble du parti progresse sans cesse, sinon, il sera voué également à la dégénérescence et on ne s'en sortira jamais. Les militants, qui ne seraient pas aptes à suivre cette formation, militeraient dans une autre formation politique, ou les statuts du parti ne pourraient pas leur accorder les mêmes droits qu'aux autres militants suivant cette formation continue. Nous avons besoin d'une machine de guerre pour mener cette lutte à mort ou vaincre notre ennemi puissamment armé, on ne peut donc pas prendre le risque de laisser le parti à la merci d'éléments inconscients qui pourraient devenir des proies trop fragiles entre les mains d'éventuels dirigeants déloyaux ou qui failliraient. A suivre

Mobilisation générale pour en finir avec Macron et la Ve République

Dans ces deux documents vous trouverez de nombreuses prises de position de la pseudo-gauche et extrême gauche contre le mouvement initié le 17 novembre.

- Vivent les Gilets jaunes ! PARDEM.ORG - 29.11
- Comment faire gagner les Gilets jaunes ? PARDEM.ORG - 23.11

Un constat plein de danger !

- L'impossible dialogue entre l'exécutif et les «gilets jaunes» - LeFigaro.fr

À la veille d'une nouvelle mobilisation, la plupart des représentants conviés à Matignon vendredi ont fait défection. LeFigaro.fr

C'est un ordre !

- "Gilets jaunes": Matignon "n'est pas un self-service" dit Schiappa - AFP

Matignon n'est "pas un self-service" et quand "on est convié, on s'y rend", a estimé la secrétaire d'État à l'Égalité femmes-hommes... AFP

Et l'amalgme rouge-brun cher aux néocons de l'AFP.

- Le Pen et Mélenchon à la chasse aux "gilets jaunes" - AFP

Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, avec Laurent Wauquiez et Nicolas Dupont-Aignan en embuscade, sont engagés dans une course de vitesse pour capter l'électorat populaire -et peut-être abstentionniste- des "gilets jaunes".AFP

Ils sont obligés de le reconnaître, mais plus personne non plus ne les écoute.

- Les gilets jaunes font tache d'huile dans l'opinion - Liberation.fr 30.11

Selon notre sondage Viavoice, le mouvement lancé le 17 novembre est en train d'élargir ses bases. En face, Emmanuel Macron et Edouard Philippe dévissent.

C'est l'heure de la bascule. Après trois semaines de mobilisation sur les ronds-points de France, le mouvement des «gilets jaunes» est en train de muter, politiquement et sociologiquement. C'est le principal enseignement du sondage de l'institut Viavoice commandé par Libération. Pour la première fois depuis le 17 novembre, les revendications liées au prix des carburants ne figurent plus au premier rang des préoccupations des Français. Pour 52% d'entre eux, c'est désormais «le sentiment que les personnes qui dirigent la France ne vous représentent pas, ne vous écoutent pas» qui arrive en tête des difficultés. Parmi les personnes soutenant les gilets jaunes, ce rejet de la surdité de l'exécutif passe à 63%.

«Pendant les entretiens effectués pour le sondage, la formule "pouvoir méprisant" est revenue à de nombreuses reprises, explique Aurélien Preud'homme, directeur des études politiques de l'institut Viavoice. D'ordinaire, les gens parlent d'emploi, de pouvoir d'achat en premier. Là ce qui ressort, c'est un rejet généralisé. On est dans une vraie crise politique.» Ce qui l'atteste aussi, c'est l'élargissement du soutien apporté au mouvement. Au total, 53% des sondés soutiennent le mouvement et 31% déclarent le comprendre sans le soutenir, soit plus de huit Français sur dix (84%) ayant au moins de la sympathie.

En résumé, pour Viavoice, qui a également sondé les différences d'âges et de situation géographique, «le gilet jaune a tout du Français moyen».

«On peut faire un parallèle avec les mouvements sociaux classiques, de gauche, souligne Aurélien Preud'homme. Au début, la mobilisation est portée par les plus radicaux, la CGT, les syndicats, les communistes. Mais on sait qu'un mouvement social a pris quand il arrive à convaincre au-delà de ces forces. C'est ce stade qu'on a atteint dans la crise des gilets jaunes.»

Jusqu'alors plutôt préservé par l'impopularité présidentielle, Edouard Philippe décroche fortement en novembre : il recueille 25% d'approbations, soit une chute de neuf points en un mois. Chez les sympathisants de droite, le chef du gouvernement perd carrément 20 points. Depuis le début de la crise des gilets jaunes, le Premier ministre est beaucoup plus en première ligne, enchaînant les médias et les réunions consacrées à la crise. «Son discours est perçu, au minimum, comme peu assez conciliant et son image est désormais totalement calquée sur celle d'Emmanuel Macron.» La débauche de rendez-vous officiels des membres du gouvernement avec des représentants des gilets jaunes, à la demande d'Emmanuel Macron, n'y aura rien fait. «Les gens voient bien le décalage entre la caricature que l'exécutif a tenté de faire des gilets jaunes et ceux qui sont sur les barrages, estime le directeur des études de Viavoice. Cela décrédibilise totalement la posture d'écoute du gouvernement adoptée depuis quelques jours.» Liberation.fr 30.11

En complément

Chien de garde du "réel" fabriqué par et pour la gouvernance mondiale. t

- Stanislas Guerini prêt à faire de LREM le «gardien du réel» - Liberation.fr

Déjà aux affaires. Sans attendre son élection ce samedi, Stanislas Guerini a enfilé son costume de délégué général de La République en marche. Liberation.fr

Fabrication du consentement. Les médias mafieux de la gouvernance mondiale à l'oeuvre.

- L'extase de Poutine et MBS au G20 pour leurs retrouvailles passe mal - Le HuffPost

- Quand Macron fait la leçon à MBS en toute «franchise» - Liberation.fr

Haut de page

Le 3 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il est 19h09, pendant que je termine le formatage de la causerie, je surveille la cuisson du riz, très important... On survivra... et on vaincra !

- Au format pdf (7 pages)

Face au totalitarisme, l'insurrection est légitime !

Il faut proposer aux travailleurs et aux militants d'avancer sur la voie de l'établissement d'un double pouvoir. Il faut populariser cette perspective politique face à l'intransigeance de Macron et l'ampleur des besoins urgents à satisfaire exprimés par l'ensemble de la population laborieuse et des classes moyennes.

C'est le régime qui est remis en cause, c'est le régime qu'il faut renverser. Assemblée populaire ou constituante souveraine élue par le peuple travailleur... Grève générale jusqu'à la satisfaction de l'ensemble des revendications de toutes les catégories de travailleurs du pays... Faisons table rase du passé...

- "Ambiance insurrectionnelle, avec incendies, barricades, nuages de gaz lacrymogène, canon à eau, etc."

- "Moratoire, dissolution, référendum, etc."

- Un total de 136.000 personnes ont participé samedi dans toute la France à la troisième journée de mobilisation des "gilets jaunes" au cours de laquelle 263 personnes ont été blessées contre 166.000 le samedi précédent. près de 300.000 le samedi précédent.

Des chiffres qui sont très loin de correspondre à la réalité, cela dit, on peut observer qu'il n'y a pas encore des millions de travailleurs dans la rue.

Ce mouvement qui entraîne toutes les couches de travailleurs n'est pas encore parvenu à se structurer et à se fixer des objectifs politiques. La profonde décomposition et corruption du mouvement ouvrier en est à l'origine. Ils ont habitué les travailleurs à collaborer avec le régime depuis plus 80 ans, à trouver des solutions à leurs problèmes dans le cadre du régime en place, alors lorsqu'il s'agit de l'affronter directement, ils n'ont pas d'expériences sur lesquelles s'appuyer, et le confort relatif dans lequel ils ont vécu jusque là leur a plutôt ramolli le cerveau ou la volonté.

Oui, c'est d'une révolution prolétarienne que nous avons besoin pour nous débarrasser de tous les maux qui accaparent la société dont est responsable la survie du capitalisme et ses institutions qu'il faut maintenant balayer. Ceux qui nous gouvernent, ceux qui détiennent le pouvoir, l'oligarchie, ses représentants politiques et les élites à son service ont entraîné la société dans une régression sociale sans fin, la décadence, le chaos et la guerre.

Neutraliser leur pouvoir de nuisance est devenu une urgence, une nécessité absolue dont chacun doit prendre conscience, dont chacun est en train de prendre conscience. Si on tergiverse, si on recule, si on capitule, il faut avoir pleinement conscience que c'est le pire cauchemar qui nous attend. Il faut donc aller de l'avant et forger les instruments d'organisation qui permettront de maintenir uni ou d'unir plus solidement la classe ouvrière et les classes moyennes vouées à la paupérisation.

Quel que soit le syndicat ou le parti ouvrier dans lequel nous militons ou que nous soutenons, chaque militant doit prendre ses responsabilités et aider à forger ces instruments du combat final contre le capital, il en va de l'avenir de la civilisation humaine.

N'écoutons pas les dirigeants qui ont refusé de participer à ce mouvement révolutionnaire ou qui l'ont condamné, ils ont confirmé de manière magistrale la caractérisation qu'on en avait donné ou leur faillite politique, et ils n'ont aucune légitimité. Vous pouvez exiger qu'ils soient à vos côtés, mais ce sera toujours pour mieux nous trahir, il faut donc davantage compter sur l'émergence de nouveaux dirigeants au cours de ce combat qui prendront la relève du combat révolutionnaire pour le socialisme.

Tous les militants doivent s'unir pour aider les travailleurs à s'organiser en laissant de côté leurs désaccords qu'ils pourraient attribuer à leurs dirigeants, ce ne serait que justice rendu que leur rendre ce qui leur appartient, car au départ aucun militant n'avait conçu son engagement politique au côté des travailleurs dans la perspective de trouver des arrangements avec leurs ennemis de classe au lieu de les combattre jusqu'au bout.

Nos dirigeants ont abandonné les deux seuls objectifs qui devaient guider le combat du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire dans la perspective de la prise du pouvoir politique par les

masses exploitées et opprimées.

Ils ont entraîné au combat et ils ont recruté des dizaines de milliers de travailleurs pendant plus d'un demi siècle, mais ils n'ont jamais rien fait pour que leurs militants acquièrent un niveau de conscience politique supérieure, pour qu'ils maîtrisent la méthode du marxisme, leurs partis n'ont été que des passoires, recrutant et perdant des milliers et milliers de militants pour finalement demeurer marginaux, impuissants, inexistants. Quand on les entend parler de leur bilan, on croirait qu'ils auraient réalisé des choses phénoménales ou qu'on leur devrait beaucoup, foutaise, imposture, pure escroquerie, on leur doit juste l'absence de direction qui nous fait si cruellement défaut pour affronter Macron et le régime, alors on se passera de leurs leçons.

Ce qui les a dépassés et qu'ils n'ont pas vu venir, c'est que les couches les plus défavorisés du prolétariat, auxquelles ils avaient tourné le dos, allaient s'engager dans ce mouvement, conduites au désespoir elles ont commencé à se saisir de cette occasion pour engager le combat contre le régime en lui donnant un contenu révolutionnaire, car cet aspect révolutionnaire ne pouvait pas venir des classes moyennes, elles n'en sont pas encore rendus au stade où elles n'auraient plus rien à perdre, bien que cette crainte puisse les pousser à se radicaliser, bien plus sûrement elles y seraient encouragées par la rage qui habitent les masses poussées à bout, qui n'en peuvent plus, qui n'ont plus aucun espoir de s'en sortir, que tout le monde méprise ou a abandonné à leur triste sort, on les croyait résignées, elles se soulèvent pour exiger un changement radical de politique, de société, et pas seulement l'annulation d'une mesure !

Alors encourageons-les à exiger un changement de régime, à refuser tout compromis avec Macron, à se donner les moyens politiques pour entraîner sa chute et prendre le pouvoir.

Les médias-oligarques n'ont pas pu étouffer ce mouvement, ils ont même été obligés de rendre compte de sa popularité et de sa radicalisation croissante, sans que personne ne les écoute davantage que Macron. On peut donc affirmer que c'est dors et déjà une victoire remportée contre les forces coalisées de la réaction et ses commis du mouvement ouvrier, reste à savoir comment il va se terminer, parce qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur son issue, et quels enseignements en tireront les masses, tout dépendra s'il se terminera dans l'ordre ou dans la débandade, les charlatans prêts à le récupérer et à le détourner de ses objectifs étant légions.

Ce qui a le plus fait défaut à ce mouvement, c'est l'absence d'organisation et de direction, c'est le principal enseignement que les masses doivent en tirer. C'est donc la tâche la plus urgente qu'il faut leur fixer d'accomplir. Eh oui, les faits sont têtus, on en revient toujours à ce facteur déterminant, dont le parti !

Qui a dit que Macron était un président "***légitime***" et le cautionne ainsi à la tête de l'Etat ?

Réponse : Mélenchon. (Source : AFP 2 décembre 2018)

Suite de la mouvement du 17 novembre

- "Gilets jaunes": Griveaux écarte à nouveau tout "changement de cap" - AFP 02.11

Le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux a une nouvelle fois écarté dimanche un changement de cap de l'exécutif face à la crise des "gilets jaunes", demandant "un peu d'union nationale" autour des forces de l'ordre après les violences samedi à Paris.

«On a dit que nous ne changerions pas de cap. Parce que le cap est le bon», a déclaré Benjamin Griveaux ce dimanche matin sur BFMTV. AFP 02.11

- Gilets jaunes : le gouvernement n'exclut pas l'état d'urgence réclamé par des policiers - LeParisien.fr 02.11

- La colère des Gilets jaunes ne faiblit pas, l'exécutif doit agir vite - LeParisien.fr 02.11

- "Ça sent la révolution" : de l'Arc de triomphe à la rue de Rivoli, comment la manifestation des "gilets jaunes" a embrasé Paris - francetvinfo.fr 02.12

- Paris : émeutes inédites depuis 68 - Liberation.fr 02.11

- De Marseille à Englos, «tout le peuple nous rejoint» - Liberation.fr 02.11

Loin des violences parisiennes, les «gilets jaunes» ont continué, forts d'un large soutien populaire, à occuper ronds-points et péages tout le week-end.

Sur le rond-point des Près d'Arènes, on s'entend à peine hurler : tout autour de ce qui est devenu le QG des gilets jaunes à Montpellier, les automobilistes solidaires klaxonnent en continu. Pas de quoi déranger ceux qui se relaient ici nuit et jour depuis la

mi-novembre. Ce dimanche, ils sont une cinquantaine. Parmi eux, Richard, 69 ans, inspecteur du travail à la retraite : «Moi je suis très heureux. Depuis Mai 68, je n'ai jamais eu autant d'espoir. Peu à peu, tout le peuple nous rejoint. Même les gens des quartiers populaires sont solidaires.» Il désigne le barbecue sur lequel des mètres de saucisse grillent : «Il y a énormément de gens qui nous apportent à manger, comme en 68 quand on ravitaillait les grévistes ! C'est historique.»

Simon, sans emploi, vient de fêter ses 43 ans sur ce rond-point. Lui aussi est enthousiaste : «Voir tout le monde dans la rue, au-delà des partis et des syndicats, on n'a jamais vu ça !» Il espère que ce mouvement permettra à la France de retrouver ses valeurs : liberté, égalité, fraternité. «La richesse n'a jamais été aussi mal partagée : si on se met tous ensemble, ça va pouvoir changer.» Casquette vissée sur la tête, Jami, 64 ans, acquiesce : «Cette marée, c'est un levier pour que la vie de tous devienne meilleure. Pour les jeunes générations confrontées à un présent et à un futur de merde, pour tous ceux qui souffrent actuellement.»

Un peu en retrait, Dora, 67 ans, est réconfortée par la solidarité qui se manifeste au rond-point. «Oui, j'ai l'espoir d'une vie meilleure, dit-elle, l'espoir d'une société dans laquelle les gens ne dépriment plus…» D'autres gilets jaunes sont plus terre à terre : celle que tout le monde appelle «la mère Noël» (Sophie, 57 ans), aimerait que les travailleurs handicapés, comme elle, soient reconnus. Amédée, 22 ans, exige pour sa part le retour de l'ISF. Jim, un magasinier de 41 ans, rêve-lui de voir son Smic passer bientôt à 1 500 euros nets par mois.

A Englos (Nord) : «Ils se battent pour leurs droits»

«Ce que j'espère, c'est que Macron m'offre une bouteille de champagne pour Noël !» Marie-Noëlle blague : comme son amie Laurence, elle ne se plaint pas de son niveau de vie mais soutient les gilets jaunes. Solidaires «des gens qui ont le courage de travailler, gagnent le Smic et ne s'en sortent pas». L'hypermarché Auchan d'Englos, dans la banlieue de Lille, est ouvert pour les fêtes. Posés sur les tableaux de bord, les gilets jaunes sont nombreux. Laurence en convient, «c'est la tristesse à Paris, des gens profitent des manifestations pour détruire, ce n'est pas le but». Le but ? Elle a du mal à le définir, mais d'abord, c'est sûr, «une baisse du prix de l'essence». Caroline, 28 ans, et Damien, 33 ans, se réjouissent, eux, «que tout le monde s'entraide, soit uni pour la bonne cause, des jeunes, des retraités, des Blancs, des Noirs, ça, c'est touchant». Ils sont tous deux en CDI, elle technicienne en logistique, lui chauffeur-livreur. A leur petite fille de 8 ans, ils ont expliqué que les gilets jaunes «se battent pour leurs droits». Ils lui ont caché les images de violence à la télé, mais «elle a le droit de savoir pourquoi les gens se relaient dehors, après le travail. C'est pour son avenir, pour la future génération. Maintenant, on espère qu'ils se battent pour une vraie avancée». Laquelle ? «Une hausse du Smic, et aussi des retraites», lance Caroline. Ils voudraient un rééquilibrage des salaires, ne comprennent pas qu'un député gagne 7 000 euros bruts par mois. «Et le président de la République, même quand il n'est plus élu il garde un salaire à vie, souligne Damien. Alors que quand tu gagnes 1 500 euros par mois et que tu te retrouves au chômage, très rapidement tu n'as plus rien.»

Jean-Michel, 70 ans, cuisinier à la retraite, pointe ce Président «dans sa bulle» : «Il était en Argentine alors qu'il aurait dû s'occuper de son pays. Il dit seulement "je n'aime pas qu'on casse." On doit entendre autre chose !» Manuelle, femme de ménage, et Olivier, artisan, verraient bien Macron «dégager» : «Il faudrait remplacer ces politiciens par des travailleurs, des gens qui savent ce que c'est que travailler».

A Marseille : «Comme en Mai 68»

Les South Winners, le plus gros groupe de supporteurs du stade Vélodrome, avaient appelé il y a quelques jours le public marseillais à arborer, dimanche soir, leur gilet jaune à l'occasion du match OM-Reims. Osama, 23 ans, a déjà enfilé le sien bien avant le coup d'envoi. «Je voulais afficher mon soutien ce soir», explique ce jeune employé d'une grande surface. Les échauffourées de la veille n'ont rien changé à sa motivation. Samedi, les affrontements se sont multipliés à Marseille où plusieurs manifestations ont convergé vers la mairie. Les gilets jaunes ont été rejoints par un important cortège défilant pour le logement, après l'effondrement des deux immeubles le 5 novembre. Les CRS n'ont pas fait de détail, gazant la masse. Résultat : 21 interpellations après différentes violences, de l'incendie de sapins de Noël près du Vieux-Port au saccage d'une boutique de la gare Saint-Charles.

«Je ne cautionne pas, précise Osama, mais c'est comme en Mai 68. Avec le recul, notre génération est bien contente que des gens aient lancé des pavés pour que la société change. Je ne réclame pas un changement aussi radical, mais au moins que le gouvernement comprenne qu'on est déjà à découvert le 10 du mois.» Devant le stade, Benjamin, un chef d'entreprise de 35 ans a moins de difficultés. «Mais c'est par solidarité envers les plus pauvres qu'on a mis notre gilet, explique-t-il. L'Etat devrait faire comme nous, être plus solidaire.» Non loin d'eux, Jo et sa bande en jaune acquiescent. Depuis dix ans, ces Alsaciens font le trajet régulièrement en voiture vers Marseille pour supporter leur club de cœur. «En trois ans, on a pris 18 % d'augmentation entre l'essence et les péages, râle Jo, 29 ans. Enfin, cette fois-ci, avec les blocages, on est passés gratuitement.»

Son ami Thomas veut croire que le pouvoir va finir par ouvrir les yeux. «Il va falloir écouter les gens qui ont du mal à joindre les deux bouts, insiste-t-il. Moi, je suis pompier volontaire, je donne du temps pour les autres. Il faudrait que le gouvernement aussi vienne en aide à ceux qui en ont besoin.» Liberation.fr 02.11

- «On ne lâchera pas et on restera dans Paris avec nos ambulances» - Liberation.fr 02.11

- Devant l'Élysée, Ruffin demande à Macron de "partir avant de rendre notre pays fou" - Le HuffPost 02.11

- Je souffre, donc je suis - LePoint.fr 2 décembre 2018

Difficile de développer des arguments rationnels lorsque vos interlocuteurs vous opposent leur souffrance. Tel est le casse-tête du gouvernement.

Les Français souffrent, et pas qu'un peu. Voilà ce qu'ils disent d'eux-mêmes à longueur de journée depuis le démarrage du mouvement des Gilets jaunes. Le mal-être, certes, ne date pas d'hier, mais il culmine aujourd'hui à son zénith. Désormais, la vérité établie, que nul ne s'aviserait de contester, c'est que tout le monde souffre : les enfants à l'école, les parents au travail, les grands-parents à la maison, les automobilistes à la pompe, les contribuables face à la feuille d'impôt. Pour décrire le phénomène, tout le stock disponible des synonymes a été écoulé en peu de temps : colère, exaspération, supplice, calvaire, à bout… En matière de dramatisation sur l'état psychique de nos compatriotes, il sera difficile de monter en gamme à l'avenir. Quant à savoir qui souffre précisément, avec quelle intensité, depuis combien de temps et pour quelles raisons, on y réfléchira plus tard. Dans l'immédiat, l'essentiel est de se représenter la France comme une gigantesque boule de désespoir. LePoint.fr 2 décembre 2018

- «Le moment n'est-il pas venu pour vous [Martin Hirsch] de refuser d'appliquer cette politique en plaçant le gouvernement face à ses responsabilités ?» - Liberation.fr 3 décembre 2018

Dans une lettre parue dans le Journal du dimanche, 105 médecins de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris demandent à leur directeur général de démissionner. Autour du professeur André Grimaldi, ils écrivent ainsi : «Cher Martin Hirsch, vous avez déclaré que le fil rouge de votre action était la qualité des soins. Savez-vous comment a évolué cette qualité sous votre direction ? Notre conviction, c'est qu'elle s'est dégradée […]. Vous n'en êtes pas directement responsable mais expliquer que la faute en revient aux personnels réfractaires au changement, accrochés à leur statut, à leurs routines et à leurs "privilèges" reviendrait à se défausser.» Liberation.fr 3 décembre 2018

Espagne. Confirmation. La gauche fraie bien la voie au fascisme.

- Coup de théâtre en Espagne : l'extrême droite entre au parlement régional d'Andalousie - AFP 3 décembre 2018

Un petit parti d'extrême droite, Vox, a fait son entrée dimanche dans un parlement régional, une première en Espagne, en remportant 12 sièges aux élections en Andalousie et mis fin à la domination de la gauche dans la région la plus peuplée du pays, une gifle pour le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez.

Après dépouillement de plus de 99% des bulletins de vote, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) enregistre le pire résultat de son histoire en Andalousie, une région méridionale de 8,4 millions d'habitants.

Il tombe de 47 à 33 sièges (sur 109). Ceux obtenus par ses alliés de la gauche radicale ne lui suffiront pas pour parvenir à la majorité absolue de 55 sièges sur 109 et donc pour former un gouvernement.

Le PSOE dirige l'Andalousie, seul ou en coalition, depuis 1982 mais n'a pas réussi à faire reculer le chômage et a été éclaboussé par un vaste scandale dans lequel sont impliqués deux anciens présidents de la région et ayant donné lieu à un procès-fleuve qui approche de son dénouement.

Un parti d'extrême droite entre dans un parlement régional pour la première fois depuis le rétablissement de la démocratie en Espagne après la mort du dictateur Francisco Franco en 1975.

La débâcle du PSOE en Andalousie est un camouflet pour Pedro Sanchez qui gouverne l'Espagne depuis six mois à peine avec une minorité de 84 sièges sur 350 à la chambre des députés. Il devrait convoquer des élections législatives dans l'année qui vient, sans doute après les élections municipales, régionales et européennes de mai prochain.

A droite, les conservateurs du Parti Populaire (PP) ont remporté 26 sièges, sept de moins qu'aux précédentes régionales en 2015, malgré tous les efforts de son nouveau chef Pablo Casado qui a succédé à l'ancien Premier ministre Mariano Rajoy cet été.

En revanche le Parti libéral Ciudadanos (centre droit) bondit de neuf à 21 sièges mais sans parvenir à dépasser le PP.

"Le changement l'a emporté aux élections andalouses", s'est écrié le chef de Ciudadanos, Albert Rivera. "Le "sanchisme" en a pris un coup, maintenant il s'agit de le couler dans les urnes".

Mathématiquement, en s'alliant à Vox, les deux partis de droite auraient une majorité de gouvernement avec 59 sièges. Aucun parti n'a exclu cette alliance sans précédent.

Les alliés naturels du PSOE, Adelante Andalucia (En avant Andalousie), variante locale de Podemos (gauche radicale), ne remportent que 17 sièges.

"Alerte antifaciste", s'est exclamé le leader de Podemos Pablo Iglesias, appelant toutes les formations de gauche à se mobiliser "pour défendre les libertés, la justice sociale, la fraternité et en fin de compte la démocratie". AFP 3 décembre 2018

ACTUALITE EN TITRES

COP ou le coup d'Etat permanent contre les peuples.

"Le genre humain" n'a qu'une seule menace, un seul ennemi : Le capitalisme !

- COP24 : le monde appelé à faire plus pour limiter les catastrophes climatiques - AFP 02.11

"Le genre humain est menacé de disparition alors nous devons agir d'urgence, maintenant, et avec audace", a déclaré à l'AFP Maria Fernanda Espinosa, la présidente de l'Assemblée générale de l'ONU. AFP 02.11

Instrumentalisation des masses et fabrication du consentement à la gouvernance mondiale ou au totalitarisme.

- Allemagne: des milliers de manifestants disent "non au charbon" - AFP 02.11

A bas la COP et l'écologisme !

Un esclave averti en vaut deux.

- Un Français sur 2 pense qu'on accueille "trop d'étrangers" - L'Express.fr 02.11

Un sondage publié par le JDD dénote un durcissement de l'opinion face au phénomène migratoire. L'Express.fr 02.11

- La caravane des migrants se disloque au Mexique, faute d'entrer aux États-Unis - AFP 02.11

Les médias et les chefs d'Etat occidentaux aussi !

- Le chien de George Bush est resté fidèle au poste - Le HuffPost 02.11

Haut de page

Le 5 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Vous voulez vivre mieux, « *sauver la planète* », alors virons Macron et abattons le capitalisme, la Ve République !

Macron et Philippe sont cuits, achevons-les !

- Au format pdf (13 pages)

A bas la COP, à bas Le pacte de l'ONU sur les migrations !

Dors et déjà, Macron haï par l'immense majorité de la population ne pourra pas se représenter en 2022, et Philippe ou aucun dirigeant de LREM ne pourra pas non plus se présenter, en quelques jours ce scénario a volé en éclats. Si en quelques mois à peine ils étaient parvenus à imposer un candidat inconnu ou presque et un nouveau parti, ils ne pourront pas récidiver, la ficelle serait trop grosse. Cela va alimenter la crise des institutions et pose directement la question du pouvoir politique, de l'Etat, qui ne peut trouver aucune réponse satisfaisante du point de vue des intérêts des travailleurs dans le cadre de la Constitution de la Ve République et du carcan de l'UE avec lesquels il faut rompre impérativement pour avancer vers une République sociale.

La survie du capitalisme est incompatible avec le développement de la civilisation humaine, il doit donc disparaître.

C'était la conclusion à laquelle étaient parvenus les fondateurs du socialisme scientifique Marx et Engels à l'issue de leurs années de travaux sur les fondements et le fonctionnement du capitalisme, après avoir observé que les contradictions économiques qui en découlaient entraînaient inexorablement au sein de la société la formation de deux pôles antagoniques et irréconciliables, qui au cours de leur évolution ne cesseraient de se renforcer et de se dresser l'un contre l'autre dans une lutte de classes à mort, de sorte que ces contradictions se traduiraient par une concentration toujours plus grande des richesses et du pouvoir au pôle représenté par l'infime minorité d'exploiteurs et d'oppresseurs qui détenaient tous les pouvoirs, au détriment des besoins des exploités et des opprimés toujours plus nombreux à l'autre pôle, engendrant infailliblement des tensions extrêmes, dont l'issue coïnciderait avec la dislocation de la société vouée au chaos, à une régression sociale sans fin, à la guerre, à la barbarie, au totalitarisme au cas où la minorité de capitalistes conserveraient le pouvoir, ou au contraire permettrait de mettre un terme à cette grave menace qui pesait sur la survie de la civilisation humaine et constituait une entrave à son développement harmonieux, au progrès social, si au cours d'un soulèvement révolutionnaire les exploités et les opprimés organisés parvenaient à se débarrasser de ce système économique et de ses institutions politiques pour refonder la société conformément aux besoins de l'ensemble de la population afin qu'ils puissent être satisfaits et vivre en paix.

Chacun peut observer quotidiennement à quel point cette analyse était juste, au regard des conséquences qu'a engendrées la survie du capitalisme pourrissant que nous subissons tous quel que soit le pays ou le continent où nous vivons. Ce sont les faits et uniquement les faits ainsi que leurs enchaînements qui depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à nos jours ont confirmé les observations et les conclusions auxquelles étaient parvenus Marx et Engels.

A l'analyse du développement du capitalisme par Marx et Engels qui justifie le combat politique pour en finir avec le capitalisme, et qui nous sert de base théorique et programmatique, est venu s'ajouter un nouveau facteur, climatique cette fois, donc extérieur au capitalisme, mais que les capitalistes se sont appropriés et instrumentalisent pour accroître leur domination de classe ou mieux nous soumettre à l'ordre totalitaire qu'ils entendent instaurer. Du coup, nous devons le traiter de la même manière que n'importe quel autre facteur économique et l'intégrer dans notre théorie ou notre combat politique pour en finir avec le capitalisme. C'est d'autant plus facile et juste que c'est ainsi que les capitalistes le traite en reportant les conséquences du réchauffement climatique sur la classe ouvrière et les classes moyennes.

Si le progrès social et la démocratie sont incompatibles avec la survie du capitalisme, le capitalisme est disqualifié pour adapter la société à de nouvelles conditions climatiques, sachant par ailleurs que les multinationales continuent de saccager l'environnement et contribuent à aggraver les conséquences de la hausse de la température due essentiellement à l'activité du soleil.

Compte tenu du réchauffement climatique, pour que le 0,1% de nantis puissent continuer de vivre comme avant, les oligarques ont décidé que les besoins des 7,4 milliards d'habitants de notre planète étaient incompatibles avec l'évolution du climat de la terre, et que par conséquent ils ne seront jamais satisfaits, pire, ils devront être revus à la baisse.

L'ONU porte-parole de la stratégie du chaos et de la gouvernance mondiale.

Le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, doit se rendre à Marrakech (Maroc), lundi et mardi, afin de ratifier le pacte de l'ONU sur les migrations. Ce pacte recense, entre autres, 23 objectifs "pour des migrations sûres, ordonnées et régulières".

Ce pacte de l'ONU sur les migrations "dit surtout qu'il faut un dialogue mondial et une gouvernance mondiale sur les questions d'immigration", et "rappelle un certain nombre de principes", analyse Matthieu Tardis, chercheur au Centre migrations et citoyennetés de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Réaffirmant l'attachement de la communauté internationale aux droits de l'homme et de l'enfant, mais aussi à la souveraineté nationale, le pacte liste 23 objectifs "pour des migrations sûres, ordonnées et régulières". (Après la démocratie par les bombes, "des migrations sûres, ordonnées et régulières" engendrées par des guerres ! Tardis ou l'élite corrompue de la "communauté internationale" des va-t-en-guerre contre tous les peuples - LVOG)

L'ONU appelle ainsi à "lutter contre les facteurs négatifs et les problèmes structurels qui poussent des personnes à quitter leur pays d'origine". (L'ONU qui a soutenu toutes les guerres de l'impérialisme américain ! - LVOG)

"Et les migrations, on en a besoin, nos économies en ont besoin. Beaucoup de secteurs de l'économie française reposent sur des travailleurs migrants, parfois en situation irrégulière", rappelle le chercheur. francetvinfo.fr 05.11

(L'ONU marchand d'esclaves, quel aveu ! - LVOG)

Le pacte criminel de l'ONU avec l'oligarchie.

- La Centrafrique crie famine - Liberation.fr 4 décembre 2018

Dans un rapport publié vendredi, l'Unicef s'alarme du nombre croissant d'enfants atteints de malnutrition aiguë en République centrafricaine. Liberation.fr 4 décembre 2018

Instrumentalisation du réchauffement climatique : Un complot de l'oligarchie contre tous les peuples.

- Climat: le monde appelé à ne "pas trahir" les générations futures - AFP 04.11

- La Marche pour le climat maintenue par ses organisateurs à Paris - Reuters 05.11

Les organisateurs de la Marche pour le climat à Paris excluent mardi d'annuler ou de reporter la manifestation prévue samedi prochain, comme l'a souhaité le ministre de l'Intérieur qui craint de nouvelles violences liées au mouvement des "Gilets jaunes".Reuters 05.11

Fabrication du consentement. Vous devez « ***renoncer à l'idée selon laquelle le futur est toujours une version améliorée du présent*** ».

Ruptures - Extraits. "les augmentations programmées ne sont pas seulement pensées pour racketter encore un peu plus les automobilistes ; elles visent aussi et surtout à impulser « un véritable changement des comportements », et même à imposer une « modification des modes de vie ». Ce sont les auteurs mêmes des taxes qui le disent.

Tout cela parce qu'il faudrait « sauver la planète ». Et là, il y a une ribambelle de partis et de dirigeants de tous bords, y compris parmi les opposants à Emmanuel Macron, qui arrivent en disant : « il ne faut pas opposer le social et l'écologie ».

On nous dit qu'il ne faut pas opposer « ceux qui ont peur de la fin du mois à ceux qui ont peur de la fin du monde ». Eh bien si, il y a bien une opposition. De classe.

On ne cherche pas seulement à nous faire moins rouler (et moins vite) ; de plus en plus, des villes justifient, au nom de l'environnement, qu'on n'éclaire plus les rues la nuit (ou qu'on coupe l'éclairage de plus en plus tôt) ; ici et là – en milieu rural en particulier – on organise le ramassage de moins en moins fréquent des ordures (parfois toutes les trois semaines !) en expliquant que c'est de la pédagogie pour mieux recycler ; demain peut-être, les compteurs Linky seront capables de dénoncer les criminels qui se chauffent trop…

Et l'on n'a encore rien vu. On le sait peu, mais tout cela est théorisé. Dans le grand quotidien Le Monde (21/11/18), un philosophe australien qui fait autorité dans ces domaines affirme qu'il faudrait « se résigner à un changement de vie radical ».

Et il se lamente que cette idée ne soit pas très populaire car elle signifie « abandonner le principe fondamental de la modernité, c'est-à-dire l'idée d'un progrès ». Pour le dénommé Clive Hamilton, il faut impérativement « renoncer à l'idée selon laquelle le futur est toujours une version améliorée du présent ». Et le grand quotidien du soir, bible des élites dirigeantes, trouve cette idée si géniale qu'il la reprend et la martèle dans son éditorial.

Et voilà : derrière le racket à la pompe, déjà insupportable, se cache une idée particulièrement grave : il faudrait renoncer au concept même de progrès. Et donc de progrès social, économique, technique, scientifique. C'est-à-dire renoncer à ce qui est l'un des fondements de l'histoire de l'humanité : faire en sorte que les générations à venir disposent de plus et mieux que les générations présentes.

C'est sans doute le signe que le système est en bout de course. Il est de moins en moins capable de faire de la croissance, de produire des richesses (autrement qu'en surexploitant de la main d'œuvre à bas prix à l'autre bout du monde, en délocalisant à tout va)… Il est tout juste bon à faire enfler la finance. Et à inventer l'idéologie de la régression qui va avec. Ruptures le 02 décembre 2018

Fabrication du consentement. La « ***transition énergétique*** » ou « ***sauver la planète*** », c'est "***le faux nez de l'austérité contrainte***".

Ruptures - Extrait. Impressionnant : la mobilisation des « gilets jaunes », qui a rassemblé plusieurs centaines de milliers de

citoyens le 17 novembre et se poursuit, revêt une ampleur sans précédent dans l'Histoire de France pour un mouvement sans organisateur institué. Les développements à venir restent incertains, mais il est déjà possible de pointer les composantes de cette colère jaune, portée par des acteurs dont c'était pour beaucoup la première manif, et qui jouit d'un soutien populaire écrasant.

Son déclencheur mérite attention : la détermination gouvernementale à augmenter les taxes sur le carburant, particulièrement sur le diesel, repose explicitement sur la volonté d'imposer un changement des comportements et des modes de vie, nommé « transition énergétique ». Que près de deux sondés sur trois estiment que le pouvoir d'achat doit passer avant la conversion écologique constitue une claque d'une violence inouïe infligée au pilonnage multi-quotidien quant à l'obligation de « sauver la planète ». La « sobriété heureuse » commence à apparaître pour ce qu'elle est : le faux nez de l'austérité contrainte.

Evidemment, au-delà de l'essence, c'est le pouvoir d'achat qui a mobilisé. Alimentation, carburant, électricité, gaz, assurances, loyer : des millions de ménages sont pris à la gorge. Les protestataires sont massivement issus du monde du travail, tandis que le mouvement est accueilli avec circonspection (au mieux) parmi la bourgeoisie urbaine.

Facteur supplémentaire : la rage de se sentir ignoré par « ceux d'en haut ». Cela vaut pour le social : on a beau travailler dur, on n'y arrive plus ; mais aussi pour le politique : on a beau renvoyer les sortants, les orientations restent les mêmes. Le souvenir du référendum inversé de mai 2005 est encore cuisant. Le mantra macronien de ladite « souveraineté européenne » a objectivement aggravé les choses : il est ontologiquement incompatible avec la souveraineté du peuple. Ruptures le 03 décembre 2018

La gauche : La MST (Maladie Socialement Transmissible) du mouvement ouvrier.

L'antifascisme devait finalement s'accommoder du coup d'Etat néonazi de Maidan en Ukraine...

Le féminisme devait finalement s'accommoder de la théorie du genre...

L'antiracisme devait finalement s'accommoder de la traite des esclaves nommés migrants...

L'écologisme devait finalement déboucher sur la COP...

Le réformisme devait finalement s'accommoder de la collaboration de classes et déboucher sur le corporatisme...

L'anticommunisme devait finalement déboucher sur le totalitarisme...

La gauche a bien été l'allié objectif fidèle et zélée de la réaction pour faciliter l'application de sa politique et détruire de l'intérieur le mouvement ouvrier.

Quand vous remontez au début du XXe siècle, vous vous apercevez que la gauche a préféré la guerre impérialiste ou le fascisme au socialisme, qu'elle a été colonialiste, farouchement xénophobe, raciste, misogyne, homophobe, pollueur, antidémocratique, antirépublicaine, antisociale, dictatoriale. L'horreur, n'est-ce pas ? Cette imposture a duré pendant plus d'un siècle parce que tous les courants du mouvement ouvrier s'en sont accommodés. Quand vous avez cela à l'esprit, après vous ne vous étonnez plus qu'on en soit arrivé à la situation actuelle. Quand vous étiez militant ouvrier et que vous tentiez de résister à cette imposture, vous étiez systématiquement traité de gauchiste, d'ignorant, c'était vous le parasite et non cette saloperie.

En refusant de combattre tous ces courants liquidateurs du mouvement ouvrier, l'extrême gauche s'est discréditée à jamais. Que ceux qui y militent aujourd'hui ne croient pas qu'il pourrait en sortir un jour quelque chose de bon pour la classe ouvrière, ils se trompent lourdement. Un tel déni leur sera fatal un jour ou l'autre, comme ce fut le cas de centaines de milliers de militants qui l'ont plus ou moins compris avant eux sans parvenir à comprendre ce qui s'était réellement passé et qui abandonnèrent le combat politique.

C'est con à dire, mais c'est dialectique, le dilettantisme, l'absence de rigueur théorique, l'absence de principes, le refus d'admettre les faits, la mémoire sélective, la soudaine amnésie, l'hypocrisie, le mensonge, la tentation de s'accommoder de l'inacceptable, la bonne conscience, l'autosuggestion, l'autosatisfaction, l'arrogance, le manque de volonté ou de courage, l'ignorance, tout se paie un jour dans la vie comme en politique.

Quand on s'aperçoit qu'on est engagé dans une mauvaise voie et qu'on persiste malgré tout, on peut multiplier les artifices et les efforts pour retarder le moment du verdict fatal qui nous attend au bout, mais nous n'y couperons pas, et plus nous retarderons l'échéance plus lourde sera l'addition à payer.

Pour avoir délibérément persisté dans l'erreur, nos dirigeants nous ont livré pieds et mains liés à nos ennemis, totalement désarmés pour les affronter. Le gigantesque défi qui nous est posé maintenant, c'est de rompre immédiatement avec leur politique,

et de la combattre en définissant une nouvelle stratégie pour conquérir la direction du mouvement ouvrier et affronter l'oligarchie et la vaincre. Si on refuse de faire l'inventaire de la lutte de classes du XXe siècle, de la gauche et de l'extrême gauche, et d'en tirer les enseignements théoriques et pratiques, nous sommes perdus.

Le mouvement engagé depuis le 17 novembre en France témoigne que les enseignements de la révolution russe de 1917 demeurent parfaitement valables, reste à les adapter à la société d'aujourd'hui, ce que nous n'avons jamais su faire ou voulu faire, et pourtant tous les matériaux existaient, ils sont même pour ainsi dire inépuisables puisqu'il s'agit de piocher dans la réalité, tout dépendra si nous nous en contenterons ou si une nouvelle fois nous nous en détournerons pour élaborer de nouvelles théories foireuses qui nous conduiront dans une impasse.

C'est là qu'il est permis de se demander pour quelle cause nous combattons réellement, quelles sont nos réelles intentions, car s'écarter de la réalité, c'est se détourner de notre classe, de notre cause. Un jour Trotsky dit à un de ses interlocuteurs qu'il devait faire preuve d'imagination, il lui répondit que ce n'était pas facile ou qu'il en manquait, quelque chose comme cela. Trotsky lui dit qu'il n'avait qu'à puiser dans la réalité qui est une source inépuisable d'imagination au lieu de s'en détourner, je cite en substance, je n'ai retenu que l'essentiel comme d'habitude, ma mémoire fonctionne ainsi, un enseignement en quelque sorte.

C'est quand même incroyable, on n'a jamais disposé d'autant d'informations ou de connaissances sur la composition et le fonctionnement de la société, des différentes classes, et on n'est pas foutu de s'en servir pour avancer vers nos objectifs politiques, c'est qu'on est vraiment nul ! On cherche désespérément quelle est la nature du problème que nous avons à régler, alors que le problème c'est nous, il n'est nulle part ailleurs ! Apparemment chacun n'est pas prêt à l'admettre, et bien tant qu'il en sera ainsi on n'avance pas d'un millimètre.

Cessons de nous prendre pour ce que nous ne sommes pas, faisons preuve d'un peu de modestie, apprenons à observer, écouter et lire, et nous disposerons de l'état d'esprit indispensable pour affronter tranquillement la réalité. Cela rend également d'énormes services dans la vie quotidienne, c'est gratuit et accessible à tous, ce serait dommage de s'en passer. C'est plus facile de se battre contre les autres que contre soi-même, et bien il faut s'y mettre sans attendre, et puis on en tirera une saine satisfaction, sachant qu'on en partagera les enseignements.

En complément

Pourquoi tiennent-ils tant à associer «Gilets jaunes et climat» ?

Parce que ce sont les agents de la réaction au sein du mouvement ouvrier (et à l'extérieur, ONG) qui sont le fer de lance de l'instrumentalisation de la question climatique pour le compte de l'oligarchie. Un média-oligarque leur sert de tribune, ce n'est pas anodin. La pire erreur à commettre serait de croire que Libération (Drahi) encouragerait la convergence des luttes, donc conservez en permanence à l'esprit tout au long de cette lecture qu'il figure parmi nos pires ennemis.

Lisez cet article très instructif, bourré d'hypocrisie, d'arrière-pensées, des intentions inavouables, etc. que vous vous ferez un plaisir de passer au détecteur de mensonges ou de la manipulation des consciences, un excellent exercice pour aiguiser son esprit critique ou vérifier son état.

- 8 décembre : «Gilets jaunes et climat doivent pouvoir se rejoindre !» - Libération 4 décembre 2018

A quatre jours de la marche pour le climat et de la mobilisation des gilets jaunes, qui doivent se tenir au même moment, des militants et des syndicalistes cherchent des points de convergence.

De nouveaux acteurs en soutien des gilets jaunes ? À quatre jours de leur quatrième grand rendez-vous, et alors que les annonces du gouvernement ne semblent pas avoir convaincu nombre de manifestants, difficile de prédire qui marchera avec qui, et où, samedi 8 décembre. Seule certitude : une digue a sauté. Et le mouvement des gilets jaunes, qui rendait jusqu'alors certains frileux, compte tenu de la présence, dans ses rangs, de quelques manifestants d'extrême droite, semble être devenu, à leurs yeux, plus fréquentable. Jusqu'à les convaincre de marcher avec eux ou du moins de leur tendre la main ? Le scénario apparaît de plus en plus possible, d'autant que la journée du 8 décembre sera aussi marquée par une autre mobilisation : la marche pour le climat, organisée de longue date par plusieurs associations environnementales. De quoi faciliter les choses pour ceux qui auraient encore du mal à enfiler la chasuble jaune.

«J'appelle les gilets jaunes à venir marcher avec nous»

Comme l'a fait la CGT samedi dernier, en appelant les gilets jaunes à rejoindre sa propre manifestation des chômeurs et précaires organisée le même jour, ils sont ainsi quelques-uns à inviter les gilets jaunes à défiler avec eux. «J'appelle les gilets jaunes à venir marcher avec nous le 8 décembre pour le climat en leur disant : la cause des inégalités et celle de la destruction de la planète est la même», a ainsi lancé le réalisateur et militant écologiste Cyril Dion sur le plateau de France 5, lundi. Chez certains gilets jaunes, l'idée fait son chemin. «On a un but commun : l'avenir de nos enfants, explique l'une d'eux, Julie, de Seine-et-Marne,

qui se sent concernée par «l'idée de faire marcher les commerçants locaux, d'arrêter d'engraisser les multinationales, que nos taxes servent réellement à de l'écologie.»

Sans préciser qui doit aller vers qui, la députée européenne EELV Michèle Rivasi a elle aussi appelé «à la convergence des luttes pour la défense de l'écologie». Et d'expliquer : «Parce que la transition écologique suppose la défense de la justice sociale, gilets jaunes et climat doivent pouvoir se rejoindre !» Mais c'est sans doute Attac, l'association pour la taxation des transactions financières, qui a fait le plus grand pas à l'endroit des gilets jaunes. Dans une vidéo postée sur Twitter mardi matin, sa secrétaire générale, Annick Coupé, explique : «[Attac] sera dans la rue les jours qui viennent et en particulier le 8 décembre puisque c'est à la fois la journée internationale de mobilisation pour le climat mais aussi, en France, le quatrième rendez-vous des gilets jaunes.» L'association planche sur la possibilité de faire le lien entre les deux mouvements. «Les questions de transition environnementale et de transition sociale ne sont pas déconnectées», pointe Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac.

« La colère des #GiletsJaunes est pleinement justifiée. Il y a un sentiment profond d'injustice sociale, fiscale et écologique dans ce pays ! »#RevancheLyceenne #ClimateAlarm #GiletsJaunes pic.twitter.com/l1dTDwdp54 — Attac France (@attac_fr) 4 décembre 2018

Franchir le pas

Certains voudraient aller jusqu'à un appel unitaire signé par le monde associatif, politique mais aussi syndical. D'abord frileux à l'égard des gilets jaunes, du fait notamment de la présence du FN, les syndicats ont quelque peu fait évoluer leur position, désormais plus ouverte, envers le mouvement. Ainsi, pour Solidaires, qui sera à la marche pour le climat, «le mouvement syndical doit prendre ses responsabilités et porter la transformation sociale». Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT reconnaît volontiers qu'il y a des points communs entre les revendications des gilets jaunes et de son syndicat. Mais il appelle à manifester le 14 décembre, jour où la Commission nationale de la négociation collective doit, comme chaque année, rendre son avis sur l'augmentation du smic. Et reste peu bavarde sur le 8 décembre.

Pour l'heure, le discours des deux organisations consiste donc plus à dire aux gilets jaunes de venir vers elles et non l'inverse. Excepté des initiatives isolées, comme celle de la CGT chimie, qui a appelé le 29 novembre à la «convergence avec tous les mouvements de contestation, gilets jaunes, rouges sans gilet ou blouses blanches». Plus tôt, SUD industrie ou encore FO transport avait aussi franchi le pas. Dans une tribune publiée sur Médiapart, le 27 novembre, une soixantaine de «syndicalistes contre la vie chère», principalement de la CGT et de Solidaires, affirmaient aussi qu'il était «possible de s'engager collectivement dans cette bataille».

«Nous devons jeter nos forces syndicales dans la bataille»

Dans la lignée, ce mardi, c'est un autre soutien de taille qui a apporté un coup de pouce aux gilets jaunes : la CGT fonction publique. «L'heure est à l'action pour gagner sur les revendications. […] Nous devons aujourd'hui jeter nos forces syndicales dans la bataille.» La fédération a donc déposé deux préavis de grève : un du 9 au 31 décembre (alors que le mois devrait donner lieu à des annonces de l'exécutif sur la fonction publique) et un autre spécifique au 8 décembre. Ailleurs, dans certaines régions ou secteurs, l'appel est bien plus franc. Ainsi, selon le Courrier Picard, à Albert (Somme), des gilets jaunes et des élus CGT se sont rencontrés et ont décidé d'unir leur force le 8. A Besançon, l'antenne locale du syndicat SUD rail a aussi appelé à la «convergence des luttes» en participant aux manifestations des gilets jaunes, selon l'Est Républicain.

Reste une inconnue : à Paris, où les projecteurs seront braqués après la journée du 1er décembre, la marche pour le climat aura-t-elle bien lieu ? Craignant les débordements, le ministre de l'Intérieur a appelé, lundi, les organisateurs «à ne pas maintenir cette manifestation». Pas question, pour autant, d'annuler, pour Greenpeace France qui écrit sur Twitter : «A l'heure de l'inaction des politiques, il est impensable de ne pas laisser les citoyens faire entendre leur voix pour le climat le 8 décembre.» Libération 4 décembre 2018

Greenpeace est le porte-parole de l'oligarchie : «A l'heure de l'inaction des politiques», Macron inactif, vraiment ? Qui réclame une "transition environnementale", les ouvriers, les employés ? A ma connaissance non. Qui alors ? Et qui devrait la réaliser, Macron ou un gouvernement ouvrier, qui détient le pouvoir, qui gouverne pour qui ?

Le simple fait de reprendre à son compte cette revendication vous place dans le camp de la réaction, parce qu'aucune réponse positive ne peut y être apportée sous un régime capitaliste, sauf à en faire payer le prix aux exploités.

La palme de l'imposture revient à Attac qui entend lier "transition environnementale" et "transition sociale" sous Macron et la Ve République. La priorité, l'urgence, c'est d'engager le combat politique pour un changement de régime et de subordonner à cet objectif toutes les luttes.

Grève générale, Macron dehors, abolition des institutions de la Ve République ! Assemblée constituante souveraine et instauration d'une République sociale !

Monseigneur est trop bon, on ne veut pas de vos "miettes", on veut tout tout de suite !

- Les gilets jaunes ne lâchent rien après les "miettes" de Philippe - Le HuffPost 05.11

- Moratoire: les gilets jaunes dénoncent des "mesurettes" - L'Express.fr 05.11

Dans le fond de la poubelle du régime.

- BHL - Les Gilets jaunes entre l'Histoire de France et ses poubelles - LePoint.fr 03.11

- Barcelone: Manuel Valls hué lors d'un événement de campagne - L'Express.fr 05.11

L'ancien Premier ministre, en campagne municipale à Barcelone, était dans un quartier pauvre de la capitale catalane pour parler sécurité. Selon les images diffusées par des médias locaux, ces militants ont hué Manuel Valls et crié notamment "Moins de police, plus d'éducation" ou "spéculateurs, hors du quartier". L'Express.fr 05.11

- Macron a déjeuné avec des policiers intervenus samedi à Paris - Le HuffPost 03.11

- Des syndicats policiers réclament le soutien de l'armée - Liberation.fr 05.11

Le ministère de l'Intérieur s'inquiète de l'état de fatigue des forces de l'ordre si elles devaient faire face à un nouveau samedi d'émeutes.Liberation.fr 05.11

- Gilets jaunes : une députée LREM prise en défaut sur le montant du Smic - LeParisien.fr 03.11

« Bon, je quitte le plateau, Madame la députée ne sait pas à combien est le Smic ! » Excédé, un Gilet jaune invité ce lundi à débattre avec Elise Fajgeles (LREM) sur le plateau de CNews a estimé qu'il était inutile de poursuivre la discussion face à une élue incapable de donner le montant du salaire minimum. Il faut dire que le débat portait justement sur le pouvoir d'achat des Français, au lendemain d'un troisième week-end de mobilisation sur ce thème. LeParisien.fr 03.11

Ils s'inquiètent.

- «Gilets jaunes» : la montée en puissance d'un mouvement porté par la colère - LeFigaro.fr 03.11

- "Le pouvoir n'a aucune prise sur les gilets jaunes" - L'Express.fr 03.11

- La crise des gilets jaunes gagne les institutions - Le HuffPost 03.11

Le Figaro - Hétéroclites politiquement, peu organisés, pacifiques à certains endroits, violents à d'autres, brassant tant les classes populaires que moyennes, soutenus toujours par plus de 70% des Français, les «gilets jaunes» sont une vague colorée que personne n'a vu venir. Au point que, après trois week-ends consécutifs d'une mobilisation accompagnée de violences croissantes, il est difficile de se rappeler comment on en est arrivé là.

Libération - En une seule journée à Paris, la police a tiré des volumes parfois plus importants que sur toute une année en France. Selon les bilans consultés par Libération, pour les seules compagnies républicaines de sécurité (CRS) et les compagnies de sécurisation et d'intervention de la préfecture de police (CSI), ont été comptabilisés plus de 8 000 grenades lacrymogènes, 1 193 tirs au lanceur de balles en caoutchouc, 1 040 grenades de désencerclement et 339 grenades GLI-F4, munition composée notamment d'une charge explosive de 25 grammes de TNT.

Déjà sidérants, ces chiffres ne comprennent donc pas ceux des gendarmes mobiles, engagés également en nombre samedi, ou d'autres unités de commissariats appelés à la hâte. Sollicitée, la préfecture de police de Paris a refusé de communiquer un bilan global.

Libération - Le dispositif est inédit : cinq chambres de comparutions immédiates ont été mobilisées ce lundi pour juger 57 gilets jaunes déférés après la manifestation du 1er décembre qui a tourné à l'émeute … et cette interrogation récurrente des avocats : «Où sont ils, ces fameux casseurs ? En tout cas pas ici.» (...) Tout au long de la journée, un visage aux traits fatigués en chasse un autre. A 17 h 30, toujours pas un seul casseur (lesquels savent apparemment parfaitement déguerpir).

- Macron « cristallise une forme de haine » - Publicsenat.fr 05.11

...un président de la République de plus en plus seul, alors que le mouvement des gilets jaunes ne faiblit pas. Publicsenat.fr 05.11

- Macron hué et insulté lors d'une visite au Puy-en-Velay - LeParisien.fr 05.11

- L'exécutif contraint de reculer face aux «gilets jaunes» - LeFigaro.fr 05.11

Dans l'espoir d'éviter un nouveau chaos, Édouard Philippe a annoncé un moratoire sur la taxe carbone et le gel des prix de l'électricité et du gaz.LeFigaro.fr 05.11

- Des concessions en rase campagne - Liberation.fr 5 décembre 2018

Moratoire sur la taxe carburants, gel de la hausse du gaz et de l'électricité, mais ni coup de pouce au smic, ni retour de l'ISF. Liberation.fr 5 décembre 2018

- Les "gilets jaunes libres" ne rencontreront pas Philippe à Matignon - Le HuffPost 3 décembre 2018

Non merci. Les gilets jaunes libres, une des franges du mouvement contestataire, annoncent ce lundi 3 décembre qu'ils ne se rendront pas au rendez-vous fixé par le Premier ministre Édouard Philippe mardi à Matignon. Le HuffPost 3 décembre 2018

- Pour Macron et Philippe, ça passe... ou ça casse - leparisien.fr 5 décembre 2018

Les mesures annoncées mardi par Edouard Philippe, suffiront-elles à apaiser la colère des manifestants ? Le Premier ministre s'est mis en première ligne tandis que le chef de l'Etat reste muet… et plus impopulaire que jamais. leparisien.fr 5 décembre 2018

- Après les annonces de Philippe, les gilets jaunes oscillent entre pouvoir d'achat et chute des institutions - Le HuffPost 5 décembre 2018

Ils sont tous d'accord sur un point: le moratoire sur la hausse des taxes sur le carburant ne suffit pas. Sur les réseaux sociaux, là où le mouvement a pris naissance, les annonces censées "apaiser la situation pour éviter qu'elle dégénère" n'ont pas trouvé un écho retentissant. L'écrasante majorité des gilets jaunes qui réagissent estiment que cette mesure est très loin de répondre à leurs préoccupations et aux revendications d'un mouvement qui a dépassé la simple opposition à la taxe carbone depuis bien longtemps.

Ces prises de parole virtuelles sont d'ailleurs dans la lignée de celles entendues dans les médias depuis l'annonce du moratoire. Les responsables de l'opposition, comme les porte-parole officieux des gilets jaunes se relaient devant les micros pour en demander d'avantage au gouvernement. Même chose sur les réseaux sociaux.

Beaucoup d'internautes engagés, participants aux pages Facebook dédiées au mouvement, ont repartagé en masse leurs revendications pour réaffirmer une certaine volonté jusqueboutiste. Et comme depuis le début du mouvement, elles ne sont pas frappées du sceau de l'unanimité. Si certains veulent se concentrer sur le pouvoir d'achat et la reconsidération des foyers les plus modestes, d'autres entendent bien renverser les institutions.

Car si le mouvement a mobilisé les Français autour de la hausse de la taxe carbone, il a rapidement basculé dans une colère beaucoup plus globale et profonde. La plupart des gilets jaunes, souvent issus de classes moyennes ou populaires, réclament des mesures fortes pour leur permettre de boucler les fins de mois et "vivre" plutôt que "survivre." "On ne veut pas des miettes monsieur Philippe", avertissent ces Français en colère.

C'est donc assez logiquement que la revalorisation du salaire minimum, le smic, est au centre des revendications relayées sur les pages Facebook des gilets jaunes. Le HuffPost 5 décembre 2018

Liberation.fr 5 décembre 2018 - Sur le réseau social où le mouvement est né et où s'échangent rendez-vous et mots d'ordres, le moratoire annoncé par le Premier ministre ne semble avoir convaincu personne.

Mardi après-midi, il fallait vraiment chercher pour trouver un seul commentaire positif dans les groupes de discussion. Pas de trace non plus d'un appel au calme. Le groupe «la France en colère !!!» a organisé un sondage à choix multiples après les annonces d'Edouard Philippe. «Vous avez été convaincu par les annonces ?» demandait Eric Drouet, un des leaders de la contestation depuis le 17 novembre. Résultats sans appel : «Non, action dans ma région samedi» (614 personnes), «Non, pas du tout satisfait» (486), «Non, Paris samedi» (404). Au total, ils n'étaient que sept à répondre «Oui».

Après le discours du Premier ministre, «poudre aux yeux», «foutage de gueule», «enfumage», «on nous la fait à l'envers» ou

«on lâche rien» sont les expressions qui reviennent le plus. L'idée générale est que le moratoire sur la hausse des taxes sur les carburants ne fait que repousser le problème : «C'est juste reculer pour mieux sauter.» «Il cherche à gagner du temps à l'approche de Noël, à nous endormir. Dans six mois, on est bons pour remettre le gilet jaune !!» écrit un internaute. Les analystes politiques voient cette suspension comme une manière d'enjamber les européennes mais les gilets jaunes relèvent plutôt que la fin du moratoire tombe «pile poil pour les vacances d'été», moment où l'essence sera d'autant plus utile et l'attention médiatique moindre pour «nous la mettre». Une capture d'écran de BFM TV avec un bandeau «taxe reportée : un geste suffisant ?» remet le feu aux poudres, apparaissant pour beaucoup comme la preuve formelle du «foutage de gueule» en cours.

La réponse tardive du gouvernement ne peut satisfaire un mouvement qui, à force de se réunir sur les ronds-points ou sur Internet, a formulé une tonne de demandes très éloignées de la seule taxe sur les carburants. Les annonces de mardi apparaissent comme des «miettes jetées à des pigeons». Et «les pigeons vont lui chier dessus», écrit un gilet jaune, résumant l'état d'esprit général.

Samedi prochain, ce sera «l'acte IV», comme disent les événements Facebook annonçant la mobilisation. Ce qui veut dire que le gouvernement a trois «actes» de retard face à un mouvement qui réclame désormais des mesures de démocratie directe, une augmentation du smic (plus que les 3 % annoncés), le rétablissement de l'ISF, des mesures pour les retraités ou la baisse des salaires des élus.

C'est à se demander si les annonces du gouvernement n'en radicaliseraient pas certains. «Au début, je n'étais pas très fan des gens qui demandaient la démission ou la destitution de Macron, il n'y a que les cons qui ne changent pas d'avis», avoue un internaute. Pour tous, pas question de renoncer à la mobilisation de samedi. «Satisfaite : non : acte IV mais pas à Paris jusqu'au retour de l'ISF et une augmentation significative du smic !» dit une gilet jaune. «Jusqu'au départ de ces clowns ! Donc "Macron démission" ce n'était pas que des mots en l'air», lui répond un autre. Dans un combat qui est devenu frontal face au chef de l'Etat, beaucoup estiment que Macron s'est défilé en laissant parler son Premier ministre, souvent qualifié de «sbire» : «Un président qui ne s'adresse pas à la nation c'est un manque de respect et c'est du mépris total.» «Où est Macron ?» s'interroge une gilet jaune interloquée. «Il change la moquette avec Brigitte», lui répond un autre, emportant les rires, numériques, de l'assistance. Liberation.fr 5 décembre 2018

- Ille-et-Vilaine : «Ils nous prennent pour des débiles» - Liberation.fr 5 décembre 2018

A quelques kilomètres de Rennes, les gilets jaunes sont tout sauf convaincus des propositions de l'exécutif, loin de leurs revendications sociales. La cassure est profonde.

Sur le rond-point de la zone commerciale de Saint-Grégoire, à la sortie de Rennes, une quinzaine de gilets jaunes se sont rassemblés, avec panneaux et drapeau breton, après avoir été évacués le matin même d'un «bivouac» en centre-ville par les forces de l'ordre. Et mardi midi, ce n'est pas le concert ininterrompu de klaxons et de sifflets qui a fait que le message d'Edouard Philippe a eu un peu de mal à passer.

La nouvelle est arrivée via un chauffeur de semi-remorque qui a bloqué quelques instants le flux de la circulation et baissé sa vitre pour annoncer la prise de parole du Premier ministre et balancer à la volée les premières mesures. Les manifestants s'en sont alors remis à leurs portables pour suivre, tant bien que mal, l'intervention du Premier ministre. Sans y trouver du tout leur compte. Sans surprise. «Au début, j'ai pensé qu'il faisait un premier pas en avant, mais au final ce n'est que de la poudre aux yeux, du foutage de gueule», commente à chaud Charlène, 30 ans, cheveux bruns tirés en arrière. Pour la jeune femme, mère de deux enfants, c'est surtout cette période transitoire de six mois qui pose problème. «Il lui a fallu trois semaines pour réagir et les violences de samedi dernier et il nous balance cette suspension de six mois pour qu'on discute et qu'au bout du compte tout recommence ? C'est au moins un moratoire à durée indéterminée qu'il aurait fallu, avec une vraie hausse du smic», juge cette ancienne employée dans la restauration rapide, en arrêt de travail en raison de ses «deux genoux flingués».

A ses côtés, Raymonde, sa mère de 65 ans, enveloppée dans son manteau fourré, explique toucher 1 000 euros de retraite après quarante-trois ans de travail et se priver de chauffage pour assumer un loyer de 550 euros, sans APL. Elle abonde dans le sens de sa fille : «Ce qu'on a entendu, c'est juste reculer pour mieux sauter, ils nous prennent pour de la merde», lâche-t-elle, prenant pour cible les «abus» dont bénéficieraient les députés, comme «le cumul des retraites». Ou encore les «40 000 euros de salaire de la première dame avec 17 000 euros pour se faire des beautés», quand une députée LREM s'est avérée incapable de donner le montant du Smic sur une chaîne d'infos en continu.

«Pendant ce temps, il n'y a jamais eu autant de suicides chez les policiers, les agriculteurs, les infirmières», ajoute-t-elle. «Ils nous prennent pour des débiles et ne comprennent rien à notre situation, renchérit Quentin, employé dans une entreprise de nettoyage industriel, venu avec sa compagne et son bébé de huit mois dans sa poussette. Cela se voit que Macron est né avec une cuillère dans la bouche.» Ce que redoutent la plupart de ces gilets jaunes, comme ce chauffeur routier en retraite, qui s'est mis à l'écart pour réécouter Edouard Philippe et ses annonces sur le gel du prix du gaz et de l'électricité, c'est que «dans six mois, on nous en remette une volée». «Ils sont à côté de la plaque, lâche-t-il, entre deux bouffées de cigarillo. Il faut remettre les services de l'Etat en marche et à l'écoute des gens. Quand vous savez ce que gagne un facteur et que celui qui distribue le courrier à l'Assemblée nationale touche 5 000 ou 6 000 euros, même s'il ne travaille pas, vous trouvez ça juste vous ?»

Face aux annonces du Premier ministre, ce que réclament la plupart de ces gilets jaunes revient en boucle : le retour de l'ISF, une augmentation significative des salaires ou encore une «fiscalité transparente». Sur le rond-point, la pancarte «un klaxon=un soutien» continue d'avoir autant de succès.

Charlie, 38 ans, en arrêt de travail après avoir dû liquider son entreprise «d'importation de bateaux» et subi un burn-out, se montre pour sa part aussi désabusé que fataliste en évoquant le président de la République et son gouvernement. «Ce ne sont pas eux les vrais patrons. Ce sont les multinationales, les grosses banques, les lobbies, qui sont tout puissants. C'est grâce à eux que Macron est arrivé au pouvoir et c'est à eux qu'il doit rendre des comptes.» Liberation.fr 5 décembre 2018

AFP 5 décembre 2018 - Éric Drouet, l'un des instigateurs du mouvement parmi les plus connus des "gilets jaunes", a appelé à "retourner à Paris" samedi, "près des lieux de pouvoirs, les Champs-Élysées, l'Arc de Triomphe, Concorde".

Pour l'Insoumis François Ruffin, les mesures annoncées, "ça ne répond pas au mal de vivre".

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a invité "les gilets jaunes raisonnables" à ne pas se rassembler à Paris samedi, et a promis d'accroître la mobilisation des forces de l'ordre en France.

Le gouvernement craint aussi une extension de la colère à d'autres secteurs. Mardi, de nouveaux incidents ont éclaté devant des lycées de la région parisienne, et Marseille reste particulièrement touchée. AFP 5 décembre 2018

- A Toulouse, un lycée incendié et un millier de jeunes manifestants - Liberation.fr 05.11

En ce troisième jour de contestation lycéenne, l'entrée d'un établissement de Blagnac, en périphérie, a été ravagée par un feu de poubelles tandis que la circulation des trams et métros était interrompue. Liberation.fr 05.11

- Plus d'une centaine de lycées bloqués en France, des manifestations réprimées dans plusieurs villes - Liberation.fr 03.11

- Sans forcément se revendiquer comme «gilets jaunes», des lycéens ont ajouté leurs voix ce lundi à la contestation contre la politique d'Emmanuel Macron. Liberation.fr 03.11

- La manifestation des ambulanciers se termine avec un véhicule en feu - Le HuffPost 03.11

Un mois après leur coup de force de novembre qui avait bloqué le périphérique parisien pendant plus de vingt-quatre heures, des centaines d'ambulanciers ont récidivé ce lundi 3 décembre. Le HuffPost 03.11

Criminiel. Quand le législateur délivre un droit de tuer au lobby pharmaceutique.

- Médicament. Une décharge à signer avant d'avaler l'Androcur - Liberation.fr 4 décembre 2018

Les patients devront bientôt signer un formulaire d'accord de soins avant de débuter tout traitement avec l'Androcur (laboratoire Bayer) et ses génériques, a annoncé lundi l'Agence du médicament (ANSM). Indiqué chez la femme dans le traitement de maladies hormonales et chez l'homme pour certains cancers de la prostate, ce médicament augmente le risque de développer des méningiomes, une tumeur au cerveau le plus souvent bénigne. Selon une récente étude de l'ANSM ne portant que sur des femmes, le risque est multiplié par sept après six mois de traitement à fortes doses et par vingt après cinq ans. Liberation.fr 4 décembre 2018

Haut de page

Le 6 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (10 pages)

Les syndicats qui vivent des subventions de l'Etat et non des cotisations des syndiquées, qui représentent-ils sinon la main qui les nourrit. Cela vaut pour les partis politiques institutionnels, les ONG et les médias, ainsi que tous les courants politiques qui vivent à leurs crochets.

Cette corruption de fait du mouvement ouvrier nous l'avons tous couverte, et maintenant elle nous pète en pleine gueule. Nos dirigeants, qui en furent les complices et donc les acteurs, s'enfoncent dans le déni en proclamant que les syndicats seraient indépendants, il ne leur reste plus que la fuite en avant pour se sauver eux-mêmes car ils se foutent bien du reste ou de notre cause à laquelle ils ont cessé de croire depuis longtemps, s'ils y ont cru un jour, la situation inextricable et sans issue dans laquelle nous nous retrouvons est à mettre au compte de leur misérable bilan politique.

Je les accuse d'en être responsables, car bien que leurs partis passoires aient gagné des dizaines et dizaines de milliers de travailleurs et aient suscité la sympathie de centaines de milliers d'autres pendant 80 ans, ils n'ont absolument jamais rien fait pour les former hormis leur inculquer leurs dogmes rancis, pour élever leur niveau de conscience politique, pour leur transmettre la méthode du matérialisme dialectique, ils n'en ont pas fait des militants, des combattants conscients. Ils n'ont rien fait pour les aider à se forger de solides convictions et un caractère d'acier afin qu'ils puissent résister à toutes les pressions extérieures ou à l'influence nocive de l'idéologie de la classe dominante. Ils en ont fait des machines infernales à militer cavalant d'une réunion à une diffusion, avec pour seul objectif de vendre un journal et ramasser du fric, recruter éventuellement de nouveaux militants pour combler les désertions ou les exclusions, le tout rythmé par des messages d'autosatisfaction ou des menaces.

Leur engagement dans la lutte de classes fut mis exclusivement au service d'objectifs immédiats dictés par le mouvement spontané des masses ou l'agenda des institutions ou encore l'actualité politique pendant que ses objectifs étaient abandonnés, ce qui permettra d'assurer la survie de leurs appareils et leur statut de dirigeants indéboulonnables, élus ou autoproclamés à vie, d'où le niveau théorique médiocre de leurs militants ou adhérents, et l'absence du parti qu'ils n'ont jamais vraiment eu l'intention de construire ou alors cela signifiait qu'ils furent particulièrement incompétents comme dirigeants, les deux combinés se traduisant par des partis complètement sclérosés et insignifiants numériquement.

Il faut bien comprendre la signification politique du discours qu'ils tiennent tous quel que soit le parti qu'ils dirigent.

Si comme ils l'affirmeront la conclusion à laquelle je suis parvenu est au mieux totalement erronée, au pire malhonnête ou mal intentionnée, parce qu'en fait la situation devait fatalement évoluée ainsi et ils n'y sont pour rien, cela signifierait que durant 80 ans il fut impossible de défendre le socialisme et le marxisme d'où la nullité de leur bilan, dès lors on ne voit pas par quel enchantement cela deviendrait possible demain. Cet argument ne sert qu'à couvrir leur incurie politique ou leur trahison, car à de multiples reprises ils recrutèrent des milliers et milliers de militants, et par la suite ils les perdirent sans jamais changer quoi que ce soit à leur conception de la lutte de classes et de la construction du parti, à aucun moment ils ne prêtèrent à leurs militants l'attention indispensable pour les garder, répétons-le hormis leur servir leurs discours dogmatiques insipides ou démagogiques, qui avaient pour effet de précipiter leur départ ou de conforter leur conviction plus ou moins bien cernée qu'il existait de réels problèmes dans leur parti, et que leurs dirigeants n'étaient pas en mesure de les résoudre ou qu'ils refusaient de s'y attaquer.

Ce qui fut significatif et sans doute déterminant, ce fut leur niveau et approche psychologique proche de zéro, comme si les processus psychologiques ne faisaient pas partie intégrante de la vie de chaque militant ou travailleur. Ils n'ont jamais cherché à les comprendre, ils les méprisaient en réalité, ils étaient au-dessus de cela pensez donc, ils se prenaient pour de grands théoriciens marxistes, les héritiers de Trotsky, que finalement ils en arrivent à ne plus rien comprendre à l'état d'esprit des masses ne nous étonne pas, c'est logique tout bêtement.

Les militants sont des hommes ou des femmes comme les autres, ils ont les mêmes faiblesses, ils subissent les mêmes influences, ils sont capables du meilleur et du pire, ils peuvent craquer à tout moment, ils ont un niveau de conscience en général qui n'est pas forcément plus développé que celui des autres travailleurs, et ils sont en plus soumis à de terribles pressions en adoptant l'étiquette d'un parti ou du socialisme, ce qui les rend encore plus fragile ou vulnérable, ils vont se retrouvés exposés à des situations pour lesquelles ils n'ont pas été du tout préparés, d'où la nécessité absolue qu'ils progressent et qu'ils soient pleinement conscient du processus dans lequel ils sont engagés avec les risques qu'ils comportent, ce qu'on ne leur dira pas évidemment, la pire attitude à avoir en somme, ce qui fait qu'un jour ou l'autre ils craqueront sans trop savoir pourquoi ou comment ils en sont arrivés là, malheureusement.

Durant toute leur funeste carrière professionnel nos dirigeants ont employé des méthodes déloyales et malhonnêtes, détestables envers leurs militants et les travailleurs qu'ils ont dupés et manipulés, dès lors, le sachant, comment voulez-vous que l'on incite les travailleurs à rejoindre leurs partis, c'est nous demander l'impossible, on s'y refuse, et puis cela ne servirait à rien puisqu'à l'arrivée le résultat serait toujours le même. J'en suis le premier profondément désolé, désemparé, car j'en mesure les conséquences politiques dramatiques à venir. Je ne comprends pas pourquoi personne ne réagit ou si, mais je préfère ne pas y penser, il y aurait de quoi démoraliser une armée entière !

Bref, vous aurez retenu le message : Le parti, encore le parti, toujours le parti !

Ambiance.

Leparisien.fr - Peu importent les gestes du gouvernement. « C’est trop tard, il doit démissionner, point barre », lance férocement Bertrand. « On n’attend plus rien », abonde un autre, en train de raviver le petit feu de camp. Certains assurent qu’ils

se voient bien là jusqu'à Noël s'il le faut. Toutes les 5 à 10 minutes, une voiture s'arrête pour les approvisionner en bois, en café, en boîtes de conserve. leparisien.fr 05.11

Au-delà pour éviter toute division, se donner une orientation politique, la question n'est pas de savoir si on vit plus ou moins bien selon notre statut ou notre condition particulière, on n'a jamais vécu comme on l'espérait quand on était jeune, rapidement après la fin de notre scolarité ou pour certains leur cursus universitaire ou leur formation professionnelle, nous avons tous dû enterrer nos aspirations pour nous fondre dans cette société où tout nous serait imposé jusqu'à notre dernier souffle, jamais nous n'aurons la liberté de choisir réellement notre mode de vie ou plutôt, jamais nous n'aurons le choix de décider librement comment devrait fonctionner la société, sur quelle base elle devrait reposer pour que chacun puisse s'épanouir individuellement, accéder au bien-être...

Au lieu de cela on nous a imposé de vivre dans une société profondément inégalitaire et injuste, autoritaire, antidémocratique, où notre quotidien serait fait de frustrations, d'interdictions, de sanctions, d'angoisses, de milles difficultés, souffrances, peines, tristesses, cauchemars, désespoirs jusqu'à nous dégoûter de l'existence.

Pour n'avoir pas su prendre nous-mêmes notre destin entre nos mains, nous avons été les proies faciles d'imposteurs aux étiquettes diverses qui parlaient en notre nom, et qui dans un tacite accord n'ont fait que comploter dans notre dos et faire notre malheur.

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, il n'est pas trop tard pour remédier à cette faiblesse et s'organiser pour faire table rase du passé, et décider librement dans quelle société nous voulons vivre, débarrasser du capitalisme et ses institutions afin de pouvoir réaliser les aspirations de notre jeunesse qui ont conservé leur légitimité.

A défaut d'un parti ouvrier révolutionnaire pour porter cette orientation politique, imposons-la à ceux qui prétendent combattre pour le socialisme, à l'exception du PS et du PCF et leurs satellites qui représentent l'ordre établi qu'il nous faut renverser. Nos aspirations cesseront d'être des utopies le jour où nous décideront de nous donner les moyens de les réaliser. A chacun de savoir ce qu'il veut réellement, demeurer un esclave ou conquérir sa liberté.

Qui doit détenir le pouvoir, qui doit gouverner? Le peuple travailleur révolutionnaire.

Ils ont reculé : Exigeons qu'ils cèdent sur tout ou chassons-les du pouvoir !

- La hausse des taxes sur les carburants "annulée pour 2019" - L'Express.fr 05.12

- Macron écarte le retour de l'ISF - AFP 05.12

L'Elysée a écarté mercredi l'idée de revenir sur la suppression de l'impôt sur la fortune, mesure phare du quinquennat Macron ciblée par les "gilets jaunes", refermant la porte qu'avaient semblé entrouvrir dans la journée certains ministres. AFP 05.12

L'alliance du sabre et du goupillon est éternelle.

- Gilets jaunes : l'archevêque de Paris livre une piètre analyse - Liberation.fr 05.12

Michel Aupetit a taxé de «communautaristes ou catégorielles» les revendications des gilets jaunes, dans un billet mercredi. Liberation.fr 05.12

Une minorité de putschistes sont au pouvoir, délogeons-les !

- "Gilets jaunes": Patriat (LREM) dénonce une "volonté de putsch" par une minorité - AFP 05.12

Le chef de file des sénateurs LREM François Patriat a dénoncé mercredi une "volonté de putsch" par une minorité... AFP 05.12

La "minorité" de CRS ? Répression aveugle.

- Des "gilets jaunes" passés à tabac samedi par des CRS dans un Burger King à Paris ? Voici ce qui s'est passé - Franceinfo 05.12

Sur des images filmées par un témoin et des journalistes de France 2, on voit des CRS frapper à coups de matraques des manifestants réfugiés dans le restaurant ainsi que dans un autre café, avenue de Wagram.

Il est aux alentours de 18h50, samedi 1er décembre. La place de l'Etoile, à Paris, est envahie par les fumées des gaz

lacrymogènes. Les CRS entreprennent de déloger le millier de manifestants qui restent, après une journée de violences dans le cadre de la mobilisation des "gilets jaunes" sur les Champs-Elysées et à l'Arc de triomphe. A deux pas de là, avenue de Wagram, les hommes casqués s'engouffrent dans un restaurant Burger King fermé, mais dont la porte a été fracturée. Sur les images filmées par un vidéaste amateur, on les voit alors frapper des personnes porteuses d'un gilet jaune, à terre.

Au premier plan, devant le comptoir, on distingue un jeune homme à terre, vêtu d'un jogging gris et d'un gilet jaune autour du cou, en train de se faire frapper par un CRS. C'est Olivier*, un habitant de Moulins (Allier), âgé de 26 ans. Franceinfo a pu vérifier son identité et sa présence sur les lieux.

Venu pour la première fois manifester à Paris, le jeune homme affirme qu'il s'est réfugié dans le Burger King avec un ami, après avoir tenté de gagner la place de l'Etoile en fin de journée "pour voir". "C'était rempli de gaz lacrymos, la fumée s'épaississait, on ne voyait rien. Dans le Burger King, les gens crachaient, vomissaient", se souvient-il. A l'arrivée des CRS, son copain Pierre, également contacté par franceinfo, parvient à fuir par la porte de la rue de Tilsitt. Olivier, lui, glisse. "Je me suis retrouvé à terre et les coups pleuvaient, ça a duré trop longtemps." Le gilet jaune se lève et parvient à s'enfuir. Lundi, il s'est rendu à l'hôpital pour faire constater ses hématomes et contusions et en est ressorti avec une ITT (interruption de travail) de cinq jours. Il a fait parvenir à franceinfo une copie du certificat et se dit déterminé à porter plainte dans les prochains jours auprès du procureur de la République.

Ils avaient des gilets jaunes mais ce n'étaient pas forcément les manifestants les plus excités", confirme à franceinfo Nicolas Mercier, auteur de ces images. Selon lui, beaucoup d'entre eux "s'étaient réfugiés dans le fast-food pour fuir les émanations de gaz lacrymogènes". Il filme la scène avec sa caméra jusqu'à ce qu'un CRS vienne lui intimer d'arrêter, son flash-ball "braqué sur [lui]" et lui donnant "un coup de pied".

A cette heure-là, c'est la "reconquête de la place", confirme un journaliste de France 2, Paul-Luc Monnier. Les CRS, qui ont déploré plus de 20 blessés dans leurs rangs, sont sur les dents. "Ils se sont rendu compte qu'il y avait des gilets jaunes dans les restos de chaque côté de l'avenue. J'ai entendu un policier dire : 'Ils se sont réfugiés à l'intérieur'", indique le reporter, qui a également filmé la séquence avec son collègue. "C'était hyper violent, ils faisaient sortir les gens un par un du Burger King et leur donnaient des coups de matraque, ça criait", témoigne-t-il.

Comme le montre cette autre vidéo filmée à l'intérieur et publiée sur Twitter par un journaliste de Brut, Rémy Buisine, les CRS délogent les manifestants attablés et demandent avec insistance au reporter d'arrêter de filmer.

Scène incroyable dans un restaurant, des CRS interviennent à l'intérieur sous haute tension au niveau de l'avenue Wagram. pic. twitter.com/CdMDVQIuR4 — Remy Buisine (@RemyBuisine) 1 décembre 2018

A la préfecture de police de Paris, on indique que ces vidéos sont étudiées et qu'une enquête sera diligentée si nécessaire. A sa connaissance, aucune plainte n'a pour l'heure été déposée. Sollicités par franceinfo, les représentants syndicaux des CRS n'ont pas souhaité commenter ces images. Franceinfo 05.12

- Gilets jaunes: un syndicat de police dépose un préavis de grève à partir de samedi - BFMTV 05.12

Le syndicat de police Vigi a déposé un préavis de grève illimitée à partir de samedi 8 décembre, date de l'acte 4 des gilets jaunes. "Il est temps de s'organiser légalement et d'être solidaire avec eux, pour l'avantage de tous", écrivent les responsables de l'organisation syndicale dans un communiqué, expliquant rejoindre le mouvement de contestation sociale.

Le préavis de grève ne concerne pas l'ensemble des fonctionnaires de police mais les personnels administratifs, techniques, scientifiques et ouvriers d'Etat du ministère de l'Intérieur. "Sans les adjoints techniques et ouvriers cuisiniers, les compagnies de CRS peuvent être immobilisées. Sans les adjoints administratifs, des services peuvent fermés. Sans les ouvriers d'état l'entretien de bâtiments et de véhicules ne pourront plus être fait", prévient Vigi. BFMTV 05.12

Ce syndicat est issu de CGT-police.

Lors du congrès de la fédération qui a eu lieu du 19 au 21 juin 2017, le syndicat est rebaptisé Vigi Ministère de l'Intérieur. Lors des élections professionnelles du 30 novembre au 6 décembre 2018 le syndicat VIGI est représenté sur les listes du ministère et de la Police Nationale sans l'étiquette Cgt. Wikipédia.org

- Val-d'Oise : un lycéen blessé au visage par un tir de flashball - Franceinfo 05.12 Le jeune homme de 17 ans a été touché alors que la police ripostait à des jets de projectiles.

Macron appelle ses alliés à la rescousse.

- "Gilets jaunes": Macron en appelle aux partis, syndicats, patronat - Reuters 05.12

Les jaunes ont répondu présent.

- Force ouvrière appelle le gouvernement à ouvrir immédiatement les négociations avec les employeurs sur la prime de transport - Franceinfo 5 décembre 2018

LVOG - Cette info avait déjà été généreusement relayée par le POID son complice.

Franceinfo - Les salariés posent leurs revendications, les employeurs refusent de les satisfaire, dès lors le devoir d'un syndicat c'est de se placer au côté des salariés pour préparer la grève afin qu'ils obtiennent satisfaction, et non de de faire croire que par une simple discussion (négociation) avec les employeurs ils pourraient céder, s'ils n'ont pas cédé avant, ils ne cèderont pas maintenant, ils ne cèderont que sous la pression de la mobilisation unie des saléríés dans la grève illimitée avec ou sans leurs syndicats.

Yves Veyrier, le secrétaire général de Force ouvrière est un agent de la réaction.

Yves Veyrier - Je ne sais pas, mais on voit bien qu'il y a un appel d'air qui a été créé à partir de la question du coût du transport et notamment de l'essence et du diesel, sur la question des taxes. On a demandé immédiatement un moratoire sur ces taxes pour que l'on puisse ouvrir des discussions et en particulier des négociations sur la question du pouvoir d'achat.

LVOG - Allez vous faire foutre avec votre "moratoire" ont déjà répondu les manifestants, obligeant Macron à annuler l'augmentation des taxes sur les carburants. C'est là qu'on s'aperçoit (pour les aveugles ou les traitres professionnels) que les syndicats sont à la remorque de Macron et du régime. Et il y a encore des escrocs pour affirmer qu'ils seraient indépendants, camarades, ceux qui tiennent ce discours vous prennent pour des cons !

Dans le cul-de-basse-fosse.

- Popularité: Macron atteint son plus bas en pleine crise des gilets jaunes - Le HuffPost 6 décembre 2018

Et dire que cette enquête de popularité a été effectuée avant les événements de samedi dernier.

Avec seulement 18% d'opinions favorables, Emmanuel Macron perd 3 points de confiance, enregistrant une baisse pour le troisième mois consécutif. A l'inverse, le chef de l'Etat subit une hausse de 10 points d'avis défavorables (76%) en un mois.

"Emmanuel Macron se voit sanctionné par toutes les franges de l'opinion", constate l'institut YouGov.

Edouard Philippe, qui avait jusqu'ici évité les chutes brutales, voit son image dégringoler de 6 points, à 21% d'opinions favorables. Un record à la baisse depuis son arrivée à Matignon. Le HuffPost 6 décembre 2018

- Les annonces de l'exécutif insuffisantes pour 78% des sondés - L'Express.fr 06.12

Le soutien des Français au mouvement des gilets jaunes reste, par ailleurs, très élevé. L'Express.fr 06.12

- "Gilets jaunes": la "haine" contre le "roi" Macron, moteur de la colère - AFP 06.12

"Il croit qu'il est Dieu". "C'est le roi. Il ne voit rien": sur les barrages à travers la France, c'est la personne même du président Emmanuel Macron qui nourrit la colère des "gilets jaunes". AFP 06.12

Politiquement correct pour les médias-oligarques.

- Xavier Mathieu chouchou des gilets jaunes après son passage sur BFMTV - huffingtonpost.fr 06.12

En intentant un procès en mépris de classe à Ruth Elkrief mercredi 5 décembre sur le plateau de BFM TV, l'ancien syndicaliste Xavier Mathieu a tapé dans l'oeil de nombreux gilets jaunes, dont il a défendu ardemment les actions sur le plateau de la chaîne d'information en continu.

Oui, Macron va dégager. Il va falloir qu'il vire cette Assemblée nationale, qu'il ne respecte même pas. Il ne respecte même pas ses élus", a-t-il déclaré avec passion. Une sortie qui a entraîné un commentaire ironique de Ruth Elkrief: "on voit bien que vous êtes comédien aujourd'hui".

"Des huit (personnes présentes ndlr), je suis le seul à avoir vécu ce que ces gens vivent. Je sais ce qu'ils vivent", a notamment lancé l'ex-Conti devenu comédien. Une verve et un aplomb sincère qui ont immédiatement fait mouche sur plusieurs pages Facebook de gilets jaunes, d'où est partie la contestation.

"Je crois qu'on a trouvé le vrai représentant des gilets jaunes, qu'en pensez-vous?", demande un internaute sur la page Facebook "La France en colère", dont la publication a suscité 500 commentaires et près de 200 partages en moins d'une heure. "Voilà le porte qu'il nous faut", propose un autre. huffingtonpost.fr 06.12

D'où vient cet engouement suspect du HuffPost pour monsieur Xavier Mathieu ? Je crois que j'ai trouvé une réponse.

lejdd.fr 29.09.2018 - Xavier Mathieu n'a jamais voulu faire de politique. Pourtant, les appels du pied n'ont pas manqué, du NPA à Lutte ouvrière. L'ancien Conti, qui vote écolo à chaque scrutin sauf à la dernière présidentielle, où il a opté pour Mélenchon puis Macron, ne croit plus à l'homme ou à la femme providentielle. Son salut, il le trouve au contact de la nature... lejdd.fr 29.09.2018

- Sur BFM, le gilet jaune Éric Drouet appelle à investir l'Elysée - Le HuffPost 06.12

- Gilets jaunes: l'Elysée craint "une très grande violence" samedi - Le HuffPost 06.12

La menace est prise au sérieux au plus haut sommet de l'État. "Nous avons des raisons de redouter une très grande violence", a fait savoir l'Elysée à l'AFP, alors que se multiplient les appels à une nouvelle mobilisation des gilets jaunes... Le HuffPost 06.12

- Lycées: les incitations à manifester sont "une incitation à courir un danger grave" - AFP 06.12

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a mis en garde mercredi soir contre les incitations à manifester à destination des lycéens, affirmant qu'elles sont "une incitation à courir un danger grave". AFP 06.12

Quelques témoignages. Ils ne peuvent plus nier la réalité qui leur explose en pleine gueule.

- À Lille, le cri d'alarme des gilets jaunes - euronews 5 décembre 2018

A Lille, dans le nord de la France, une ancienne région industrielle, où le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale, les gilets jaunes se mobilisent pour exprimer leur mal être et leur ras le bol de la précarité. Pour eux, la classe dirigeante est déconnectée de la réalité :

"Les gilets jaunes, ils représentent le peuple. Il y aura un parti, j'en suis persuadé. On est obligé d'écouter le peuple. Maintenant, il y en a marre des énarques, des technocrates qui ne peuvent pas savoir ce qu'on ressent, le peuple, qui se lève tôt, qui travaille difficilement, ou pour ceux qui sont en situation de handicap, qu'on ne les aide pas, qu'on les laisse tomber. Il y en a assez. Maintenant, ce qu'il nous faut, ce sont des représentants de notre situation", explique un gilet jaune.

Notre correspondante Anelise Borges a recueilli sur le terrain des témoignages de plusieurs jaunes. Elle considère que leur cri d'alarme fait écho à d'autres mouvement sociaux à travers le monde. "Ce mouvement montre que la France n'est pas épargné en effet par un phénomène qui s'est produit dans d'autres pays, dont l'Italie et les États-Unis, où les classes inférieures, les classes moyennes, se sentent de plus en plus exclues par la mondialisation, par l'impact social et économique que la mondialisation a sur les sociétés. Ce sont des gens qui vivent pour beaucoup d'entre eux à la périphérie des villes. Aujourd'hui, ils veulent être vus et entendus."

Les gilets jaunes de Lille et d'ailleurs en France restent mobilisés contre la hausse des taxes, mais, au-delà de cela, contre une forme d'injustice sociale, dont ils se disent victimes. euronews 5 décembre 2018

- "On est comme des Kleenex" : le témoignage d'un travailleur précaire, entre CDD et périodes de chômage - francetvinfo.fr 05.11

Comme 800 000 personnes en France, Mohammed alterne périodes de chômage et courts CDD. Il a peur aujourd'hui de perdre ses droits à l'indemnisation chômage. Les négociations sur la réforme de l'assurance-chômage abordent, à partir de ce mercredi 6 décembre, les règles d'indemnisation des chômeurs. Le gouvernement demande aux syndicats et au patronat de durcir le dispositif permettant d'enchaîner des petits boulots tout en touchant une allocation chômage, sans limite dans le temps.

Mohammed est reprographe. Il est inscrit à Pôle emploi depuis 2012 et travaille en activité réduite. Il décroche quelques contrats par an, des CDD ou des missions d'intérim. Chaque mois, c'est un nouveau combat : "Je suis bientôt en fin de droits. Je cherche toujours du travail. Je prends ce qu'on me donne, je fais des remplacements des missions d'un mois, un mois et demi".

Quand Mohammed travaille un mois, il gagne un peu plus de 1 300 euros net, ce qui lui permet de recharger ses droits à l'assurance-chômage. Quand il ne travaille pas, il touche 600 euros d'allocations. Un filet de sécurité qui lui permet tout juste de ne pas sombrer. "Avec 600 euros, j'arrive juste à payer mon loyer et honnêtement je n'ai pas grand-chose pour finir le mois. Je suis obligé d'aller au Resto du coeur et de bénéficier des colis alimentaire. Ces aides sont vitales".

Pour le gouvernement et le patronat, les règles actuelles qui permettent de cumuler une activité et une allocation n'incitent pas les chômeurs à retrouver un emploi durable. Un argument que conteste Mohammed. Pour le reprographe, ma responsabilité est du côté des entreprises : "Les employeurs ne veulent plus de CDI ! Ce n'est pas qu'on m'a proposé et que je ne voulais pas. Non ! Les employeurs abusent car le système les arrange, ils ont moins de frais. On est comme des Kleenex ! Cette précarité doit s'arrêter." francetvinfo.fr 05.11

- "Pas de loisirs ni de coiffeur, les mêmes vêtements depuis 20 ans" : le témoignage d'une mère de famille "gilet - Franceinfo 5 décembre 2018

Stéphanie qui élève seule ses trois enfants n'a pas l'intention de déposer son gilet jaune. Dès qu'elle peut, elle vient rejoindre les autres manifestants au péage de Tarbes (Hautes-Pyrénées). Les annonces du gouvernement ne vont pas changer grand-chose à son quotidien, témoigne-t-elle, mercredi 5 décembre Un budget géré à l'euro près

Avec le RSA, les allocations logement et familiales, une pension alimentaire, cette mère de famille perçoit un peu plus de 1 200 euros par mois. Il faut payer le loyer, qui représente la moitié de son budget qu'elle connait par cœur. Ce qui lui reste est amputé par d'autres charges obligatoires. "J'ai 130 euros d'électricité par mois. Une bouteille de gaz me dure six mois. Là, je m'attends à une belle facture d'eau. Et avec toutes les assurances, j'en ai pour exactement 160 euros par mois", détaille-t-elle. Il lui reste à la fin du mois "200 euros pour vivre". Ses enfants déjeunent à la cantine. "On paie plein pot mais ils mangent un bon repas équilibré. Ce qui fait que le soir, je la fais souple..."

Le soir, on mange de la soupe, des pâtes, des patates et voilà…Stéphanie, "gilet jaune" à franceinfo

"Je n'ai pas de loisirs. Je ne vais pas chez l'esthéticienne, chez la coiffeuse. Je me coupe toute seule les cheveux. Mes vêtements, ce sont les mêmes depuis 20 ans", confie cette membre des "gilets jaunes". Pour habiller ses enfants, elle fait les vide-greniers. Il faut aussi du carburant pour aller chercher de l'aide

Pour réduire ses dépenses, cette maman célibataire a quitté son logement en ville pour vivre à la campagne où le loyer est moins cher. Mais la voiture est indispensable. L'école est plus éloignée et la hausse du prix du gasoil vire à l'angoisse.

Parfois, je ne peux plus me déplacer, même pour aller au Secours populaire chercher un colis. Ça n'est pas possible parce qu'il ne me reste pas beaucoup de gasoil. Stéphanie à franceinfo

Le carburant, elle le garde pour emmener ses enfants à l'école. "On se prive beaucoup", reconnait-elle, disant que "la priorité, c'est les enfants". Sa petite fille de six ans lui demande de penser à elle, de temps en temps. "Mais pour penser à moi, il faut de l'argent. Et malheureusement, ce n'est pas possible", souffle-t-elle.

Stéphanie a cessé de travailler pour élever ses enfants. Elle aimerait reprendre une activité mais seulement si elle y trouve un intérêt. Or, entre les frais de garde, la baisse de certaines allocations, la perte de la couverture maladie universelle (CMU), elle redoute de se retrouver... encore plus pauvre. Franceinfo 5 décembre 2018

La surpopulation est une des conséquences tragiques de la survie du capitalisme.

Pas la surpopulation des riches, très riches, super riches, hyper riches, ultra riches, ouf !

- Gaspillage, consommation de viande, agriculture : ce qu'il faudra changer pour nourrir la terre en 2050 - Libération 05.12

Pour relever le défi de nourrir 10 milliards de personnes en 2050, il faudra lutter contre le gaspillage alimentaire, réduire la consommation de viande, gagner en productivité agricole tout en produisant moins de gaz à effet de serre, assure une étude parue ce mercredi.

Comment nourrir le monde sans le détruire ? C'est une des questions qui sous tendent les négociations de la COP 24, ouverte depuis lundi en Pologne. Il n'y aura pas de remède miracle, souligne une étude du think tank américain WRI (World Resources Institute), menée en partenariat avec la Banque mondiale, l'ONU, et deux instituts de recherche français, le Cirad et l'Inra. Le rapport qui en découle préconise d'amorcer dès maintenant des changements majeurs de notre système alimentaire. (Un rapport orienté d'institutions inféodées à l'oligarchie... - LVOG)

Selon WRI, la demande alimentaire devrait augmenter de plus de 50% en 2050 tandis que la demande d'aliments d'origine animale (viande, produits laitiers et oeufs) devrait augmenter de près de 70%. Or aujourd'hui des centaines de millions de personnes souffrent déjà de la faim, l'agriculture exploite environ la moitié des terres végétalisées du monde et génère un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). (Parce que les mêmes terres non cultivées ne produiraient pas "de gaz à effet de serre" ? - LVOG)

Parallèlement, la productivité des cultures et du bétail devra atteindre des niveaux supérieurs aux niveaux historiques, mais en utilisant la même superficie... (Culture et élevage intensif, le poison dans votre assisette garantie. - LVOG) Enfin, il sera nécessaire d'utiliser au mieux les nouvelles technologies et des méthodes agricoles innovantes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de l'agriculture. Libération 05.12 (Un plaidoyer en faveur des OGM notamment. - LVOG)

Ce qu'il a de pratique pour comprendre l'idéologie capitaliste, c'est que lorsqu'il s'agit des besoins de la majorité le nivellement de leurs besoins doit toujours se faire vers le bas, que ce soit au niveau national, européen ou mondial. A part cela leurs rapports ne sont pas orientés idéologiquement, non, non, ce sont les complotistes qui l'affirment...

- Les émissions de CO2 ont augmenté de plus de 2% en 2018 - Franceinfo 06.12

Si l'on en croit le bilan annuel du programme scientifique international Global Carbon Project, que s'est procuré franceinfo... Franceinfo 06.12

Mais nous on ne vous croit pas !

- L'hiver est là, le charbon brûle, les Balkans suffoquent - AFP 06.12

Les vendeurs de purificateurs d'air sont seuls à se frotter les mains: l'hiver venu, les villes des Balkans suffoquent, empoisonnées par les voitures et le charbon de chauffage. AFP 06.12

Pour ces salopards de l'AFP et d'écologistes les millions de travailleurs et leurs familles des Balkans devraient crever de froid sous des hivers particulièrement rigoureux, tandis que les oligarques passent les hivers sous les tropiques...

Ils osent tout

- L'Amérique unie le temps d'un adieu solennel au président Bush père - AFP 06.12

- Jour de deuil au Kosovo en mémoire de George Bush père - Reuters 06.12

Les drapeaux ont été mis en berne mercredi au Kosovo en hommage au défunt président américain George Herbert Walker Bush, considéré dans l'ancienne province serbe comme un héros pour avoir rédigé en 1992 une lettre de mise en garde à Belgrade en cas d'intervention au Kosovo... Reuters 06.12

Totalitarisme. Emballé, c'est pesé, circulez il n'y a rien à voir...

- Derniers plaidoyers avant le sommet pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations AFP 5 décembre 2018

Le Pacte, qui doit être adopté la semaine prochaine... (Ils en parlent comme si c'était déjà fait, un souhait également de l'AFP. - LVOG)

"Nous assistons de la part de certains secteurs politiques à la manipulation, à la distorsion des objectifs du Pacte, on a la sensation que la migration est devenue le bouc émissaire des problèmes culturels et sociaux", a estimé dans son discours Antonio Vitorino, le patron de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). AFP 5 décembre 2018

Les intentions du "patron de l'Organisation internationale pour les migrations" ne peuvent pas être inavouables, n'est-ce pas ? Il n'y a que les crétins ou les corrompus pour les partager et ils ne manquent pas dans nos rangs. C'est vrai qu'avant de faire table rase du passé, il va falloir commencer par faire le ménage dans nos rangs ou mettre les choses au point, non ?

Haut de page

Le 7 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

A celui qui me harcèle de courriels. Vous perdez votre temps, trop, c'est trop, vous comprenez, je n'attends plus rien de votre courant politique, je suis comme ces millions de travailleurs qu'on a trompés et qui ne veulent plus rien entendre, je les jette sans les ouvrir ni même lire les titres, puis je vide la poubelle pour qu'ils ne la polluent pas, car voyez-vous, même une poubelle se doit de rester propre, c'est un principe et j'y tiens, dites-le à vos dirigeants, après on verra, on jugera sur pièces s'ils sont dignes de confiance, pas avant !

Solidarité sans réserve avec tous les manifestants arrêtés ou emprisonnés depuis le 17 novembre, dont il faut exiger la libération immédiate sans condition ni sanction.

La violence, c'est quand tu es privé de boulot, quand tu as un salaire de misère, quand tu ne peux pas finir les fins de mois, quand tu n'a pas de quoi bouffer, quand on te file de la merde à bouffer, quand tu te retrouves à la rue, quand tu n'a pas de quoi te chauffer, te soigner, payer ton loyer, ta note d'électricité, te vêtir correctement, satisfaire les besoins de tes gosses et trouver le temps de t'en occuper, quand tu es couvert de dettes, quand on exige que tu te sacrifies toujours plus pour les riches, quand on te matraque dès tu manifestes, et en plus quand on te prend pour un con en t'accusant d'en être responsable !

A l'assaut du régime ! La Bourse ou la vie, voilà le mot d'ordre qu'il faudrait adopter, car il résume le mieux la guerre de classes.

Ceux qui ont pour seule préoccupation de trouver une issue pour "*sortir de la crise*" ou qui n'ont que cette expression à la bouche, cherchent en réalité à sauver le régime et roulent pour Macron. On ne négocie pas avec un ennemi à genoux, on lui porte le coup de grâce, on l'achève !

Ce que veulent les masses, c'est que l'ensemble de leurs revendications soient satisfaites tout de suite, que tous les chômeurs aient un emploi avec un salaire décent, que les 10 millions de pauvres cessent de l'être, que les plus de 3 millions de mal logés soient logés correctement, que les 150.000 SDF cessent de dormir à la rue et disposent d'une habitation permanente, que la TVA soit aboli, sauf sur les produits destinés aux riches où elle devrait être triplée ou multipliée par 10, le blocage des prix, la baisse du prix des loyers, voire leur division par 2, l'annulation de la dette de tous les particuliers, artisans, etc., sauf celle des nantis dont les intérêts seraient doublés ou triplés, le Smic à 1800 euros nets mensuel, ainsi que le minimum vieillesse, le minimum des retraites, l'allocation adulte handicapé, la confiscation des centaines de milliards empochés par les actionnaires du CAC 40 depuis 10 ans ou plus, le remboursement aux organismes sociaux des centaines de milliards de subventions et baisses de cotisations et aides en tous genres dont ont bénéficié les entreprises, à l'exception des PME, la réouverture de tous les services publics qui ont été supprimés depuis 30 ans, la renationalisation sans rachat de toutes les entreprises privatisées depuis le milieu des années 80, de toutes les grandes et moyennes entreprises, la gratuité totale des soins médicaux, de l'école, de l'université, le retrait des soldats français de tous les théâtres d'opération dans le monde, la rupture avec l'Otan, l'interdiction des OGM, la confiscation de tous les biens ou avoirs des oligarques et autres nantis qui ont placé leur fortune dans des paradis fiscaux, la rédaction d'une nouvelle Constitution et l'abolition des institutions de la Ve République, la rupture avec l'UE, la BCE et l'euro, l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, la BRI, l'OMC, etc. l'arrêt des subventions aux médias et le remboursement des subventions qu'ils ont perçues de l'Etat depuis 10 ans ou plus, etc.

Après on discutera si nécessaire, pas avant ! C'est à prendre ou à laisser, telle en a décidé la souveraineté du peuple laborieux.

- Au format pdf (8 pages)

Après l'établissement du régime nazi de Hitler en Allemagne dans les années 30 et le bombardement atomique d'Hiroshima le 7 août 1945 par les Etats-Unis, puis celui du Vietnam au napalm dans les années 60, puis celui de l'Irak à l'uranium appauvri et au phosphore dans les années 90 et 2000, s'il existait encore des doutes sur la monstruosité du capitalisme au stade de l'impérialiste, ils auraient dû s'évanouir définitivement depuis longtemps, mais il n'en fut rien hélas, bien au contraire, l'humanité toute entière se rendit complice de ces abominables crimes commis à l'encontre de la civilisation humaine.

C'est cette absence de discernement, ce manque cruel de rigueur, de cohérence, de logique, pire, cet aveuglement, cette hypocrisie, cette vénalité, signifiait que le pire était encore à venir dans un monde devenu amoral et livré à la barbarie, et que le meilleur aurait toutes les peines du monde à y résister ou à se frayer un chemin pour en triompher.

Toute cette pourriture infâme était à mettre au compte des représentants officiels et officieux du capitalisme, aux élites corrompus, à leurs agents officiant au sein du mouvement ouvrier qui allaient profiter de leur statut pour manipuler les masses laborieuses et en faire les instruments de leur propre perte.

Du coup, le sursaut salutaire ne pouvait provenir que de l'extérieur de ce corps putréfié qui reprendrait le flambeau de la lutte de classe qui n'avait jamais quitté le coeur de dizaines de milliers de militants ouvriers demeurés fidèle à la cause du socialisme, et qui continuaient inlassablement à combattre quotidiennement au côté de la classe ouvrière avec les moyens du bord, puisque

leurs dirigeants avaient déserté le combat pour la prise du pouvoir ou la révolution socialiste. Puis-ce-t-il être l'annonce d'une refondation du mouvement ouvrier et de son avant-garde renouant avec la tradition révolutionnaire du combat classe contre classe jusqu'à la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Les masses à la recherche d'une issue politique.

- Priscillia Ludosky soumet 4 revendications au vote des Gilets jaunes, dont celle « pour ou contre la Création d'une Assemblée citoyenne ? » leparisien.fr 06 décembre 2018

Ce n'est pas encore le soviet (comité) ou l'Assemblée constituante, mais l'idée mûrie de la nécessité de se doter d'une représentation nationale des exploités et des opprimés, qui pourrait être appelé à constituer un organisme politique dans le cadre de la situation et pourrait évoluer vers l'instauration de fait d'un double pouvoir en France...

Ils soutiennent la mobilisation des masses.

- Michael Youn, Muriel Robin, Jean-Michel Jarre, annoncent leur soutien aux Gilets jaunes.

Un régime "impuissant" à répondre aux attentes des masses.

- Le HuffPost 6 décembre 2018 - "Je me sens impuissante", lâche une sénatrice face à la dizaine de gilets jaunes réunis au Sénat. "Je me sens dans l'incapacité de changer les choses" lâche Esther Benbassa face aux gilets jaunes, reçus pour la première fois au Sénat.

Un mouvement qui inspire le prolétariat international

- Irak, Serbie, Allemagne, Pays-Bas, Bulgarie… les Gilets jaunes essaiment au-delà de nos frontières - leparisien.fr 6 décembre 2018

A bas la collaboration de classes, pas de négociation avec Macron, il cède sur tout ou il cède le pouvoir !

Les syndicats à mots prudents - Liberation.fr 7 décembre 2018

Les principales centrales se sont accordées jeudi sur un texte qui réclame des négociations «réelles» mais élude la question de la violence policière.

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'Unsa, et la FSU ont adopté une déclaration commune. «Ecrire ce texte est apparu comme une évidence», explique François Hommeril, de la CGC, le syndicat des cadres, qui se félicite de «ce signal fort adressé au gouvernement».

«Hors sol». Dans cette déclaration d'une quinzaine de lignes, les signataires s'inquiètent du «climat très dégradé» et pointent la responsabilité de l'exécutif, resté sourd pendant «des mois» à leur appel pour plus de «justice sociale». Prenant toutefois acte d'un changement de ton avec, mardi, la promesse du Premier ministre de lancer une concertation, les centrales s'engagent à participer à ce dialogue, «chacune avec [leurs] propres revendications et propositions, en commun chaque fois que cela sera possible». Mais pas n'importe comment.

...les syndicats exigent autre chose : des négociations «réelles», à la fois «larges, ouvertes et transparentes» sur le pouvoir d'achat, les salaires, le logement, les transports et les services publics. Mais ils ne donnent pas plus d'indications sur le calendrier et la méthode voulue pour cet éventuel Grenelle version 2018. Pas plus qu'ils ne font de propositions fortes ou d'appel à agir de concert. «Chacun a sa culture. On s'est concentrés sur l'essentiel, ce que l'on pouvait dire ensemble aujourd'hui», explique Luc Bérille, de l'Unsa. Soit pas grand-chose, rétorque Eric Beynel, porte-parole de Solidaires, présent à la réunion mais qui n'a pas souhaité parapher le texte, jugé «hors sol». Signataire, en revanche, de l'appel initié par Attac et la fondation Copernic pour une convergence des mobilisations des gilets jaunes et de la marche pour le climat (lire ci-dessus), il s'agace : «Notre responsabilité de syndicalistes n'est pas d'écrire un texte incantatoire, mais d'appeler à être présent dans la rue.»

La déclaration commune se veut, au contraire, très prudente envers les gilets jaunes. Certes, leur mobilisation y est qualifiée de «colère légitime», mais les signataires dénoncent aussi «toutes formes de violence dans l'expression des revendications». Une phrase qui fait suite à la demande de «lancer un appel au calme» que leur avait adressée, la veille, l'exécutif. Pas un mot en revanche sur la gestion policière, parfois violente, des mobilisations. Ce qui a fini de convaincre Solidaires de ne pas signer. Et conduit la CGT, qui appelle à une journée d'action le 14 décembre, à rédiger dare-dare un communiqué dénonçant une «répression inadmissible», notamment de la jeunesse : «La CGT ne peut pas accepter que le pouvoir frappe et tape nos enfants.»

La centrale de Philippe Martinez, également signataire de l'appel lancé par Attac, réclame en outre «l'ouverture immédiate

de négociations sur l'urgence sociale». Au passage, la CGT annonce aussi qu'elle ne participera pas à la réunion proposée par la ministre du Travail, ce vendredi, pour lancer le chantier de la concertation. De quoi déconcerter ses cosignataires de la déclaration commune. «Cela montre bien le grand écart interne que la CGT est en train de faire», note un secrétaire général.

Transis, les autres attendent des éclaircissements de l'exécutif. «On va voir si ce qui est proposé est acceptable. Ce serait plus simple si l'on pouvait avancer tous ensemble dans ce cadre», explique-t-on à la CFDT. Mais la prudence reste de mise. «Quand on entend certains au gouvernement répéter qu'il faut garder le cap, il y a de quoi douter», pointe François Hommeril de la CGC. La suite ? «A chaque jour suffit sa peine», souffle-t-il. Après les débordements de samedi, les yeux sont rivés sur la journée du 8. «On fait au jour le jour, note le responsable de l'Unsa. Sur le fil du rasoir.» Liberation.fr 7 décembre 2018

Les dirigeants syndicaux vendus opposent la négociation-capitulation-trahison à la mobilisation des masses.

Yves Veyrier (FO - ingénieur météo, fils d'anciens militaires) - Nous n'appelons pas à manifester samedi à Paris. Nous restons sur le terrain syndical. J'appelle immédiatement le gouvernement à ouvrir les négociations avec les employeurs, en particulier sur la prime transport», a-t-il répondu mercredi matin sur France Info.

«Emmanuel Macron m'a serré la main. Le Premier ministre et François de Rugy aussi. Le Président m'a félicité pour mon élection», racontait le nouveau patron, à la sortie de l'Elysée.

«J'ai toujours pensé que la vie ce n'était pas le travail, mais l'art, la poésie, la philosophie. Pour pouvoir y accéder, il faut être capable de s'émanciper économiquement. L'action syndicale me paraît essentielle à un mouvement d'émancipation de la classe ouvrière.» Libération 6 décembre 2018

Qu'il ait "*pensé que la vie ce n'était pas le travail*", on s'en serait douter sans qu'il s'en vante. Que "*l'action syndicale*" suffise au bonheur de ce nanti, on aurait pu le deviner, il est comblé, quant à l'"*émancipation de la classe ouvrière*", ce sera un peu court et on a toutes les raisons du monde de douter que cela soit réellement sa préoccupation... et cela attendra indéfiniment si on l'écoutait. Pour réellement profiter de la vie, c'est du capitalisme qu'il faut s'émanciper, ce doit être le seul objectif des militants ouvriers, y compris ou en premier lieu dans les syndicats, avec la construction du parti pour l'atteindre.

La CGT et FO ou le "***service d'ordre***" de l'Elysée !

- Gilets jaunes: La CGT et FO offrent leur service d'ordre pour protéger les manifs. - Le HuffPost 7 décembre 2018

Les digues sont tombées! A l'assaut du régime pour le renverser.

- « Gilets jaunes » : Macron face à un samedi de tous les dangers - Les Echos 06.12

...cette mobilisation policière risque d'être insuffisante face à certains « gilets jaunes » plus déterminés que jamais. Certaines figures du mouvement appellent à l'insurrection, ou à « prendre l'Elysée », comme l'a dit l'un d'entre eux mercredi soir à la télévision. Les digues sont tombées, car les revendications dépassent allègrement le seul cadre du pouvoir d'achat.

Mais la colère ne s'éteint pas. Si la hausse des taxes sur l'essence prévue en 2019 a été l'étincelle du mouvement, son annulation pure et simple annoncée mercredi par l'Elysée, n'a rien apaisé.

Après les appels au calme lancés par Emmanuel Macron mercredi, les syndicats ont emboîté le pas dans une déclaration quasi unanime pour rejeter la violence. La droite a adopté un ton plus mesuré tandis que la gauche se réunit autour d'une motion de censure .

Mais les « gilets jaunes » n'ont que faire de ces corps intermédiaires de la République, qu'ils jugent décrédibilisés.

Les suites politiques de la journée de samedi et d'un mouvement qui s'étend sont remplies d'incertitudes. Si un départ d'Edouard Philippe est évoqué par certains membres de la majorité, beaucoup pensent que cela ne servirait à rien. « L'issue du conflit se résume au rapport entre Emmanuel Macron et les Français », estime un député En marche. Les Echos 06.12

La vermine ou le goût amer de la réaction.

- Les Verts amers - Liberation.fr

Après le recul du gouvernement face au torrent jaune des frustrations sociales...

Soyez raisonnable, mobilisez-vous !

L'Express.fr 6 décembre 2018 - Mélenchon à la tribune de l'Assemblée nationale. "Il paraît que vous demandez aux gens raisonnables de rester chez eux samedi. Eh bien, ils descendront tout de même dans la rue. Allez dire au monarque présidentiel que les gens raisonnables sont sur les ronds-points et dans les rues, et qu'ils n'en partiront pas avant que vous n'ayez cédé pour de vrai ou que vous ne soyez partis. Cédez ou partez, et quand vous partez, cédez avant"

Renversons le pouvoir ! Assemblée constituante souveraine !

- Benjamin Griveaux : «Certains éléments veulent renverser le pouvoir» - LeParisien.fr 6 décembre 2018

« Je prie pour samedi », confesse un fidèle du président de la République. Musées et tour Eiffel fermés, programme du Téléthon modifié, matches de football reportés, animations de Noël annulées... LeParisien.fr 6 décembre 2018

Vont-ils sortir les chars pour protéger l'Elysée ?

- Macron redoute une "très grande violence" samedi - Reuters 6 décembre 2018

- Gilets jaunes: des blindés et 89 000 forces de l'ordre samedi - L'Express.fr 6 décembre 2018

Macron n'a jamais été légitime, Hollande non plus.

- Macron plus impopulaire que Hollande, selon un sondage - Reuters 6 décembre 2018

On se gausse de la majorité parlementaire LREM élu avec environ 25% des voix des électeurs inscrits, mais ce fut déjà le cas de ma majorité PS sous Hollande... C'est même quasiment une règle générale dans tous les pays occidentaux, y compris aux Etats-Unis...

- Le Figaro.fr 6 décembre 2018 - Selon un sondage Odoxa pour Le Figaro et Franceinfo, 77 % des Français justifiaient le mouvement mercredi.

La nature de l'Etat policier au grand jour.

- Jeunes arrêtés à Mantes-la-Jolie: Les réactions effarées des politiques - Le HuffPost et Liberation.fr 7 décembre 2018

Plus de 700 lycéens ont été interpellés par les forces de l'ordre en France ce jeudi, lors de la quatrième journée de mobilisation lycéenne, selon le ministère de l'Intérieur.

Les arrestations les plus spectaculaires ont été menées à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, où 146 personnes ont été interpellées pour «participation à un attroupement armé».

Des figures et responsables politiques ont vivement fait part de leur indignation et de leur dégoût après la diffusion sur les réseaux sociaux ce jeudi 6 décembre dans la soirée d'une vidéo montrant des dizaines de jeunes agenouillés après leur arrestation par la police en marge d'une manifestation lycéenne émaillée de violences.

Sur ces images tournées à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, et dont l'Agence France Presse a pu confirmer l'authenticité, on distingue nettement des dizaines d'enfants et d'adolescents agenouillés, les mains derrière la tête ou attachées dans le dos, certains le visage contre un mur, encadrés par des policiers dans le jardin d'un pavillon et dans une maison associative par quelque 70 policiers mobilisés pour cette opération.

"Que penser d'un pouvoir qui traite ainsi sa jeunesse? Qu'il ne tient que par la force des matraques. Qu'il n'a plus d'avenir. Qu'il est à l'agonie", a réagi le député proche de la France insoumise François Ruffin, tandis que certains de ses camarades dénonçaient pèle-mêle des images dignes d'une "dictature militaire" et d'un "État policier". "Inacceptable d'un point de vue humain et démocratique", s'est indignée pour sa part la députée Clémentine Autain.

Environ 280 lycées et collèges en France ont été de nouveau perturbés ce jeudi, dont 45 bloqués, et plusieurs incidents ont été recensés, conduisant à plus de 700 interpellations au total. "On est sur des chiffres à peu près similaires aux jours précédents", a indiqué dans la journée à l'AFP le ministère de l'Éducation nationale. "Selon les établissements, les situations sont très hétérogènes, entre les blocages totaux, partiels, les barrages filtrants, des feux de palettes...". Le HuffPost et Liberation.fr 7 décembre 2018

Coulée la machination de l'Otan et du Pentagone !

- SOS Méditerranée et MSF renoncent à affréter l'Aquarius - Reuters 6 décembre 2018

Solidarité avec tous les peuples qui ont besoin du charbon.

- Les centrales à charbon européennes, enjeu de santé publique - Liberation.fr 6 décembre 2018

Ici aussi en Inde on ne peut pas s'en passer, alors merde, camarades, soyez solidaires avec nous !

Ils n'ont pas réussi à tuer le peuple grec !

- Grèce: manifestations et incidents en mémoire d'un lycéen tué par un policier - AFP 6 décembre 2018

Manifestations et incidents ont marqué en Grèce le dixième anniversaire de la mort d'un lycéen, tué à l'âge de 15 ans par un policier, une bavure qui avait alors soulevé la jeunesse grecque pendant des semaines.

Au total plus de 4.000 personnes, selon la police, ont manifesté à Athènes et Thessalonique (nord) en mémoire d'Alexis Grigoropoulos, tué par balle par un policier le 6 décembre 2008. AFP 6 décembre 2018

Fake news, l'AFP pris en flagrant délit.

- L'ONU confirme l'existence d'un tunnel en Israël près de la frontière libanaise - AFP 6 décembre 2018

Vraiment ?

- Israël ne parvient pas à fournir à la Finul de preuves de l'existence de tunnels du Hezbollah - Réseau Voltaire 6 décembre 2018

Pour la troisième journée consécutive, les Forces de Défense israéliennes poursuivent l'opération Bouclier du Nord sous le commandement du chef de la région Nord, le général Yoël Strick, et la supervision du chef d'état-major, le général Gadi Eizenkot.

Tsahal a déclaré avoir repéré deux tunnels du Hezbollah s'enfonçant en territoire israélien. Le représentant permanent d'Israël à l'Onu, l'ambassadeur Danny Danon, a dénoncé une violation de la résolution 1701 par le Hezbollah et appelé à la condamner. Selon lui, la construction de ces tunnels serait financée par l'Iran.

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a tenu une réunion en présence des représentants militaires israéliens et libanais. Israël a présenté des vidéos représentant les tunnels, mais aucune preuve de leur emplacement ni de leur financement par l'Iran, et donc de violation de la résolution 1701. Le Liban a nié que ces tunnels existent et rappelé qu'Israël viole l'espace aérien et maritime libanais environ 150 fois par mois depuis douze ans.

Le ministre des Affaires étrangères libanais, Gebran Bassil, a annoncé qu'il préparait une saisine des Nations unies face aux incessantes violations de la résolution par Israël et à ses accusations diffamatoires permanentes.

Les plus hautes autorités israéliennes sont familières des mensonges les plus éhontés. En septembre 2018 à la tribune des Nations unies, le Premier ministre Benjamin Netanyahou avait ainsi accusé le Hezbollah d'avoir construit des usines d'armement en plein Beyrouth, utilisant ainsi la population comme bouclier civil. Le ministre Gebran Bassil avait alors invité les ambassadeurs en poste au Liban à venir vérifier par eux-mêmes sur place les mensonges israéliens. Autre exemple : le 20 septembre, le chef d'état major de l'armée de l'Air israélienne, le général Amikam Norkin, s'était rendu à Moscou pour justifier la destruction d'un appareil russe en tenant des propos en totale contradiction avec les enregistrements radars et satellitaires.

En Israël, la presse évoque la possibilité que cette opération de propagande ait été imaginée par le Premier ministre pour attaquer son ministre démissionnaire de la Défense, Avigdor Lieberman, ou pour détourner l'attention du public alors que la police demande sa mise en examen dans l'affaire 4000. Réseau Voltaire 6 décembre 2018

A lire également : « Israël-Liban : qui viole la résolution 1701 ? », Réseau Voltaire, 5 décembre 2018, www.voltairenet.org/article204234.html

Voilà qui va les exaspérer !

- Accords pétroliers et miniers entre la Russie et le Venezuela - Reuters 6 décembre 2018

Le président vénézuélien Nicolas Maduro, à l'issue d'une visite de trois jours à Moscou, a annoncé jeudi la signature de nouveaux accords avec la Russie dans le secteur pétrolier et l'exploitation minière, principalement les mines d'or, au Venezuela.

es accords représentent plus de six milliards de dollars d'investissements, dont cinq milliards pour augmenter la production pétrolière, a précisé Nicolas Maduro dans une vidéo postée sur son compte Twitter.

La production pétrolière vénézuélienne est en chute libre et le président Maduro s'est rendu mardi à Moscou pour discuter d'une aide financière et d'une coopération entre les deux pays dans les domaines du pétrole et du gaz.

"La Russie et le Venezuela sont plus unis que jamais", a-t-il déclaré.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont imposé des sanctions au Venezuela pour dénoncer les violations des droits de l'homme et les atteintes à la démocratie dans ce pays. Reuters 6 décembre 2018

Voilà pourquoi il faut aller jusqu'au bout !

- L'urgence alimentaire pourrait concerner 20 millions de Yéménites - Reuters 6 décembre 2018

Le Programme alimentaire mondial des Nations unies a rapporté jeudi que plus de 15 millions de Yéménites étaient dans un état de "crise" ou d'"urgence alimentaire" et que ce chiffre pourrait atteindre les 20 millions à défaut d'une aide humanitaire durable... Reuters 6 décembre 2018

Haut de page

Le 8 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (3 pages)

La suite de la causerie et les infos en bref plus tard ou demain. En attendant, un texte que j'ai rédigé ce matin.

Ce sont les fondements des inégalités et des injustices sociales qu'il faut liquider : Le régime capitaliste et ses institutions!

Vous savez que je ne suis pas bien riche avec ma retraite de 360 euros à laquelle vient s'ajouter les intérêts mensuels de mon petit capital qui s'élèvent à 130 euros, soit un peu moins de 500 euros au total, et encore, quand le taux de change est favorable à l'euro. En ce moment j'ai prêté de l'argent sans intérêt à sept familles ouvrières pour un total qui dépasse les 800.000 roupies, soit environ 10.000 euros, soit pratiquement un tiers du capital que j'étais parvenu à économiser sou après sou au cours des 22 dernières années.

Pour autant, ces personnes n'ont pas spécialement des rapports cordiaux avec moi contrairement à ce qu'on pourrait être en droit d'attendre si on se méprenait sur leur condition et le mode de pensée qui découle du sous-développement économique dans lequel l'Inde est demeuré jusqu'à nos jours, ce qui assurément pourrait en choquer plus d'un en France qui l'ignorerait, et ce n'est pas seulement parce qu'elles ne partagent pas mes valeurs ou mes principes puisqu'on ne leur a jamais enseignés ou ils sont quasiment inexistants ici en Inde, ou parce qu'ils seraient un luxe au-dessus de leurs moyens réservés à la bonne conscience des classes moyennes et supérieures qui s'en servent comme en France pour fustiger les préjugés archaïques des classes inférieures, non, en réalité cela a une origine beaucoup plus profonde que je vais tenter d'expliquer à ma manière.

Personnellement, mon statut me place parmi les couches supérieures de la classe ouvrière indienne. J'estime ne pas vivre au détriment des plus pauvres que moi ou de ceux qui ont un statut inférieur au mien, mais il se trouve qu'ils pensent le contraire quand bien même je ferais preuve de générosité envers eux, ils trouvent le moyens d'essayer de profiter davantage de moi ou de me voler. Cela signifie à raison que le sort qui leur a été réservé par la société est injuste, que les inégalités ou les rapports sociaux sur lesquelles repose le système économique est illégitime, bref, que rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme dont chaque membre de notre classe est victime, mais à des degrés divers, du coup ils estiment normal qu'ils réparent ou réduisent cette injustice ou les conséquences chaque fois qu'ils en ont l'occasion, et tant pis si cela tombe sur des gens comme moi !

J'en tire l'enseignement politique, que puisque les masses profondément arriérées et qui n'ont jamais participé à la lutte des classes ont conscience que les inégalités sur lesquelles reposent le capitalisme et le système d'exploitation de l'homme par l'homme sont injustifiables, injustes, illégitimes, d'une part il est possible de leur fixer comme objectif politique de les abolir, exactement comme cela fut le cas à la fin du XIXe siècle et au début du XXe au sein du mouvement ouvrier international révolutionnaire, d'autre part, s'il est impossible de fixer cet objectif aux masses exploitées en France et dans les pays dits développés, c'est qu'elles en ont été détournées au cours de leur lutte de classe par les agents du capitalisme qui avaient pris le contrôle du mouvement ouvrier, qui ne se contentèrent pas de justifier l'existence de ce système économique, mais également l'hétérogénéité des conditions ou statuts des masses exploitées qui serviraient à mieux les diviser pour mieux les contrôler et les asservir, afin qu'elles ne puissent pas s'unir et se soulever pour renverser le régime en place.

Ces scélérats, ces corrompus ou traîtres ont été jusqu'à théoriser, institutionnaliser cette division des masses exploitées qui vole en éclats aujourd'hui. Au fil du temps, syndicats et partis ouvriers ne sont plus devenus que les représentants de l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures ou privilégiées du prolétariat que l'immense majorité des travailleurs rejettent ou refusent de considérer à juste titre comme leurs représentants. Ils n'ont eu de cesse d'opposer la négociation avec le gouvernement et le patronat à la mobilisation des masses, la collaboration de classes au combat classe contre classe.

Quand la pression des masses était trop forte, ils se sont arrangés avec les représentants officiels du capitalisme pour leur octroyer des réformes sociales, et dès qu'elle retomba ils s'empressèrent de les brader, de liquider tous nos droits.

Les couches progressistes des classes moyennes qui s'étaient servies de la classe ouvrière pour faire valoir leurs propres revendications, l'abandonnèrent à son triste sort lorsqu'elles s'aperçurent que la crise du capitalisme était devenue incompatible avec toute réforme sociale collective ou que la survie du régime était devenue incompatible avec l'expression même limitée de la démocratie, elles rejoignirent en bloc le camp de la réaction avec lequel elles n'avaient jamais vraiment rompu. Mais les couches inférieures ou les plus vulnérables des classes moyennes allaient connaître le même sort que la classe ouvrière, tétanisées pendant une longue période par ce revirement ou leur chute inexorable, elles allaient enfin se soulever et se tourner à nouveau vers la classe ouvrière puisque leur salut ne pourrait venir que de cette alliance avec la majorité des exploités qui composaient la société contre la classe des capitalistes et les couches supérieures de leur propre classe au pouvoir qu'incarne Macron et LREM.

Reste à savoir si la maturation politique, la prise de conscience qui est en train de s'effectuer au sein de la classe ouvrière et de ces couches des classes moyennes parviendra à la conclusion qu'un changement de régime est indispensable pour mettre un terme définitif aux conditions infâmes qu'elles subissent depuis trop longtemps. Parce que c'est la nature même de ce régime, ses fondements qui sont à l'origine du développement des inégalités et des injustices dont elles sont victimes au stade impérialisme du capitalisme pourrissant, et pas seulement la soif insatiable de richesses et de pouvoir d'une poignée d'oligarques, qu'il faudra de toutes manières éliminés ainsi que leurs représentants au cours du processus révolutionnaire, un enseignement déterminant tiré de toutes les révolutions qu'il ne faudra surtout pas négliger, car sinon cela pourrait nous être fatal.

La lutte des classes est une lutte à mort, on l'a négligé ou oublié trop longtemps, malgré les bombes qui ne cessèrent de s'abattre sur nos frères et soeurs à travers le monde, ce qui aurait dû nous faire réfléchir et nous sortir de la torpeur dans laquelle nous étions tombés au profit d'un mode de vie confortable ou nous procurant quelques avantages finalement désuets... Réagissons, soulevons-nous !

Depuis le 17 novembre, la prestation des députés qui parlent en notre nom a été pitoyable, méprisable, se confondant en excuses de ne pas pouvoir défendre plus ouvertement le régime. Il faut appeler à la grève générale, à l'insurrection, on veut la tête de Macron l'héritier des Capet (Louis XVI), on veut surtout la tête du régime capitaliste. Quand le peuple laborieux devient révolutionnaire, il exige tout tout de suite, et il a raison, ceux qui le fustigent pour oser avancer une telle prétention sont des réactionnaires ou ils sont sensibles aux arguments de la réaction, il faut les combattre aussi,exiger qu'ils changent de discours si c'est possible ou qu'ils cessent de parler en notre nom.

Si la totalité des aspirations et des besoins des travailleurs indiens surexploités et miséreux qui vivent dans mon village ou que je connais sont légitimes, ceux de la classe ouvrière et des classes moyennes en France le sont également, rien ni personne ne peut justifier qu'ils ne soient pas satisfaits maintenant, sans délai.

L'insurrection est un droit. La révolution une nécessité. L'abolition du capitalisme, une nécessité absolue, historique.

Haut de page

Le 11 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

On essaie de suivre à 10.000 kilomètres de la France... Ici en Inde des articles et des photos de la mobilisation en France dans tous les journaux, à la télé, et tout le monde m'en parle ! Ils comprennent un peu mieux mon caractère ! Je vous laisse, je dois faire cuire les lentilles (sambar), il est 18h41 et on mange dans 40 minutes environ.

- Au format pdf (32 pages)

Nous devons oeuvrer à un changement de régime pour vivre conformément à nos aspirations légitimes. C'est possible et ce n'est pas négociable !

Les hommes sont en général médiocres et quel que soit leur statut ils ont une vie médiocre, ce qui somme toute est assez logique, la question est de découvrir qu'est-ce qui pourrait les rendre moins médiocres pour qu'ils accèdent à une vie moins médiocres également.

Jusqu'à preuve du contraire, seule la lutte de classe pouvait les aider à s'élever au-dessus de cette médiocrité qui leur collait à la peau, mais dès qu'ils étaient parvenus à acquérir une vie moins médiocre, c'était pour aussitôt sombrer à nouveau dans la médiocrité, ce qui les promettait à connaître tôt ou tard à nouveau une vie plus médiocre. D'autant plus que les générations se succédant, les nouvelles n'auraient pas conscience de l'origine de leur médiocrité pour n'avoir pas connu autre chose, ce qui devait les encourager à s'y adapter ou à considérer que c'était la norme depuis l'éternité, et partant de là qu'il n'y avait nulle raison de s'en formaliser.

Cela dit, par la force des choses, les masses laborieuses n'ont jamais pu s'en accommoder totalement ou se résigner à leur misérable condition, et elles n'eurent de cesse sous l'Ancien régime féodal ou monarchique ou sous le régime capitaliste de se dresser contre le sort épouvantable que leur avaient réservé la classe dominante, mais n'ayant pas atteint un niveau de connaissances et de conscience politique suffisant pour s'organiser et diriger elle-même sont combat, chaque fois elles durent s'en remettre à des représentants de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes qui finirent par la trahir, hormis quelques rares dirigeants acquis à la démocratie sous la révolution française, et plus tard au socialisme scientifique ou au marxisme, qui lui resteront fidèles jusqu'au bout, mais ce qui malheureusement ne fera pas le poids face à une petite bourgeoisie ou des classes moyennes qui soumises à la formidable pression de l'inertie de l'histoire renoueront avec leur médiocrité atavique qui les conduira à renoncer à affronter le régime et à capituler en échange de la reconnaissance de leur statut qui leur procure certains privilèges.

Tout au long de la lutte de classes, elles se rangeront au côté de la classe ouvrière quand elles pourront tirer profit de leurs conquêtes sociales, ou elles s'en serviront dans l'unique but d'obtenir de nouveaux privilèges, et le reste du temps elles manifesteront leur neutralité envers le régime ou elles le soutiendront contre la classe ouvrière. Etant servies, quand sonnera l'heure du néolibéralisme elles seront indifférentes à la liquidation de tous les droits acquis de la classe ouvrière, tandis que ses couches inférieures seront reléguées au rang du prolétariat et destinées à connaître le même sort. Voilà à peu près où nous en sommes rendus aujourd'hui.

Voilà ce qui notamment explique ou permet de comprendre pourquoi et comment le mouvement ouvrier a été corrompu et a dégénéré pour finalement abandonner le combat pour renverser le régime en place ou pour le socialisme.

Quels enseignements politiques tirer de cette analyse ?

La direction du parti qu'il nous faut construire devrait être placée sous le contrôle d'un comité de surveillance composé majoritairement ou exclusivement d'ouvriers. Cela rejoint un peu à ce qu'avait proposé Trotsky à la section américaine de la IVe Internationale à la fin des années 30 si j'ai bonne mémoire, après avoir constaté que les intellectuels qui en composaient la direction avaient la fâcheuse tendance à partir dans de grandes théories qui n'avaient plus grand chose à voir avec l'objectif politique du parti ou qui tout du moins s'en éloignaient. Je crois même me souvenir, qu'il les avait invités à se faire embaucher dans des usines pour s'imprégner de l'état d'esprit des ouvriers, parce qu'apparemment ils en ignoraient tout ou presque, ce qui constituait une sérieuse lacune quand on était un dirigeant et qu'on se destinait de construire un parti ouvrier.

Quand on voit à quel point nos dirigeants actuels sont coupés des masses, ils ne représentent que l'aristocratie ouvrière corrompue, ce n'est plus une lacune, mais un gouffre qu'ils ne pourront plus jamais combler, et pour cause ils sont trop vieux, donc usés et irrécupérables, inutiles ou nuisibles en l'état, il faut s'en séparer au plus vite, et puis ce ne sera pas une grosse perte, puisque personne ne s'en apercevra !

Maintenant ce serait sombrer dans l'ouvriérisme que de croire qu'un ouvrier serait mieux armé qu'un petit bourgeois ou un intellectuel pour résister à la corruption idéologique ou matérielle, tout dépend s'il a rejoint le mouvement ouvrier en réaction à sa condition ou s'il y a été entraîné par le milieu dans lequel il avait baigné depuis son enfance, et à quel niveau de conscience politique il était pavenu, car seule la maîtrise du matérialisme dialectique permet d'acquérir un esprit critique

suffisamment aiguisé et libre pour déjouer les ruses ou les pièges que les corrupteurs emploieront pour pervertir son engagement politique, s'il n'y est pas parvenu il sera une proie facile entre leurs mains, et inconsciemment il se laissera entraîner sur la voie du reniement de ses principes et il finira par être perdu à notre cause, cela peut arriver à n'importe qui, tous les renégats du socialisme ou du marxisme en témoignent depuis un siècle et demi.

Parfois les militants ou les travailleurs qui nous lisent doivent se demander ou ne comprennent pas pourquoi nous insistons sur ce qui leur semble être des détails insignifiants ou sans portée, et ils se trompent lourdement, car en réalité ce sont les signes non pas avant-coureur mais apparents d'une profonde corruption idéologique qui s'est déjà développé, enraciné dans le mode de pensée de celui qui en est victime, puisqu'on considère qu'au départ son engagement politique était sincère.

Chaque désaccord a une signification politique, chaque position adoptée a une signification politique. Chaque rapport entre les différents acteurs politiques ou partis, les différentes classes ou institutions, etc. comporte une signification politique qu'il faut caractériser le plus précisément possible sur le plan politique, tout en sachant qu'ils seront amenés à évoluer et qu'il faudra à nouveau encore et encore les caractériser. La nature sociale de certains est immuable, alors que celle des autres peut être modifiée qualitativement à tout moment, aussi doit-on être vigilant et capable de déterminer à quel moment ils changeront de nature ou ils basculeront dans un autre camp, et déterminer si cette modification sera irréversible ou non en fonction de certains critères déterminants, ce qui ne sera pas difficile à cerner puisqu'il suffira d'observer les méthodes qu'ils emploient pour se justifier.

Quand quelqu'un sombre dans le déni ou refuse de prendre en compte tous les facteurs et rapports qui composent la situation (présente et passée) et recourt systématiquement au mensonge, à l'hypocrisie, à l'amnésie, à la sournoiserie, à la malhonnêteté intellectuelle, au procès d'intention ou à des méthodes encore plus scélérates pour le couvrir et ainsi de suite, il enfonce toujours plus dans la mégalomanie, parce qu'il n'existe pas pour lui d'autres moyens pour justifier le reniement de ses principes ou de ses convictions qui constitue désormais le contenu ou la véritable nature de son engagement politique.

On sait maintenant que cela peut aller très très loin, autrement dit un imposteur osera tout au-delà de tout ce que peut imaginer une personne normalement constituée.

Les fossoyeurs du mouvement ouvrier et du socialisme accusent ceux qui les dénoncent ou ont démasqué leur imposture, d'être les ennemis du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière. Ceux qui n'ont eu de cesse de manipuler, tronquer, déformer les faits pendant plus d'un demi siècle, et qui ont recouru systématiquement au mensonge, à l'hypocrisie, à l'amnésie, à la sournoiserie, à la malhonnêteté intellectuelle, au procès d'intention ou à des méthodes encore plus scélérates pour accomplir leur sale besogne, nous accuse de réécrire l'histoire de la lutte des classes, d'être des faussaires, des renégats, des traîtres, des ennemis, ils n'ont guère d'autres arguments à nous opposer sans doute excéder de constater que les faits nous donnent raison neuf fois sur dix, alors qu'ils ont eu faux sur toute la ligne, on conçoit que cela puisse les rendre encore plus haineux, belliqueux, violent envers ceux qui font le bilan de leur activité politique et qui les caractérisent.

Nous avons affirmé qu'il fallait refonder le mouvement ouvrier, y compris avancer vers la création d'un nouveau syndicat, et réarmer théoriquement l'avant-garde, faire l'inventaire de la lutte de classe depuis le début du XXe siècle, c'est un crime !

J'ai été pratiquement le seul à défendre le matérialisme dialectique, vous aurez pu constater par vous-mêmes que même ceux qui prétendent défendre le marxisme ou parler au non du socialisme l'ont délibérément passé sous silence ou l'ont systématiquement négligé, alors que ce n'est rien de moins que la méthode pour comprendre le processus historique inconscient qui se déroule quotidiennement sous nos yeux et qui est soumis aux lois de la dialectique. Ce fut un crime d'aider chacun à acquérir cette méthode pour interpréter librement la situation et élever son niveau de conscience.

J'ai été pratiquement le seul à rappeler qu'à l'origine du combat du mouvement ouvrier se trouvaient le combat pour que les aspirations légitimes de la classe ouvrière à la liberté ou à disposer de son propre sort se réalisent ou que c'était son véritable et unique objectif. Le cours révisionniste et liquidateur suivi par le mouvement ouvrier au cours de la seconde moitié du XXe siècle a enterré ces aspirations ou cet objectif en subordonnant la classe ouvrière au capitalisme et à ses institutions. Le dénoncer fut un crime impardonnable parce qu'absolument tous les courants du mouvement ouvrier y participèrent.

Tout cela je n'ai cessé de l'exposer dans mes causeries, de l'étayer, de l'argumenter, de le démontrer pendant des années, et le développement de la situation n'a fait que confirmer les conclusions auxquelles j'étais parvenu, hélas puisque j'aurais préféré avoir tort ou m'être trompé sur toute la ligne, car cela aurait signifié qu'il existait au moins un parti ouvrier auquel on aurait pu se rallier, ce qui n'est pas le cas !

Comme je l'avais titré il y a quelque temps, stop ou encore ? A vous d'en décider.

A ceux qui disent aux travailleurs qu'ils ne doivent pas se résigner, qu'ils commencent par en faire autant, au lieu de reproduire sans cesse les mêmes erreurs ou de cautionner une orientation politique et des dirigeants qui nous conduisent droit au totalitarisme.

Ceux qui prétendent défendre ou représenter l'indépendance de classe ont adopté comme un seul homme pendant plus 70 ans les quasi-totalité des résolutions de la direction confédérale d'un syndicat dit apolitique, de fait antisocialiste, Force ouvrière,

sous Bergeron, Blondel et Mailly, croient-ils que les militants seraient frappés d'amnésie ? On nous prend vraiment pour des abrutis, quel mépris insupportable !

Même si les travailleurs et la plupart des militants ne saisissent pas très bien ce qui s'est passé entre 1945 et nos jours, ils constatent amèrement que l'orientation politique que le mouvement ouvrier avait adoptée durant plus d'un demi siècle allait aboutir à une régression sociales généralisée et sans fin, et ils l'accusent à juste titre d'en être responsable, de ce point de vue-là ou en l'état ils ont raison d'estimer qu'il est indéfendable.

Et aujourd'hui, ils exigent que tous les militants ouvriers cautionnent l'épouvantable bilan, révisionnisme, trahison de l'ensemble des syndicats et des partis dits ouvriers qui à défaut de le justifier en reportent la responsabilité sur les travailleurs ou la crise du capitalisme, la fatalité en somme, car eux de leurs côtés, ils sont évidemment irréprochables ou ils ont fait ce qu'ils devaient faire.

Sauf que les travailleurs et de plus en plus de militants rejettent ce discours, ils ne veulent plus l'entendre et là encore ils ont parfaitement raison. Alors les plus scélérats parmi ces dirigeants les accusent de s'en prendre au mouvement ouvrier, aux syndicats et aux partis dits ouvriers, loués ces derniers jours par les médias-oligarques pour avoir appelé au calme, à la capitulation face à Macron, et d'adopter la même attitude que l'extrême droite, la vieille rengaine des staliniens ou des imposteurs professionnels qui consiste à dire, si vous n'êtes pas d'accord avec la ligne politique qu'on vous propose, vous êtes un réactionnaire, voire un fasciste, un ennemi de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, rien de moins ! Ce genre d'argument pourri, on le connaît par coeur, on l'a combattu sans cesse pendant plus d'un demi siècle.

Pourquoi en viennent-ils à cette extrémité? Pour couvrir leur propre trahison ou faillite politique, et remarquez bien que c'est la même méthode qu'emploient les chiens de garde du régime qui officient dans les médias pour décrédibiliser et censurer tous les opposants à la politique de Macron, à l'UE, etc., pour les faire taire, disparaître.

Ils veulent rester les maîtres du mouvement ouvrier, continuer de le contrôler pour mieux le diviser et le disloquer, conserver leurs privilèges, car ce sont eux et personne d'autres les véritables fossoyeurs de notre cause et du socialisme.

On reviendra demain ou dans quelques jours sur les rapports qu'ont entretenus la classe ouvrière et les classes moyennes avec le régime durant la période allant de 1945 à nos jours, ainsi qu'avec leurs représentants ou ceux qui parlaient en leur nom.

Le principal commentaire que j'ai publié dans le blog Les Crises.fr.

En avant-première, le prochain : Vous êtes fans de monsieur Sapir qui prônait l'alliance des deux fronts, le Front national et le Front de gauche, savez-vous comment s'appelle cette alliance ? Le national-socialisme !

- Quelle illusion, aberration, ignorance ou naïveté de croire qu'on pourrait vaincre le régime ou nos ennemis de classe sans direction, sans orientation, sans stratégie, sans programme, sans théorie, sans drapeau, sans dirigeants, sans parti, à partir de bonnes intentions, c'est la négation des enseignements de deux siècles de lutte de classe, c'est la négation de toute conscience de classe, de toute conscience politique en réalité.

Tous ceux qui le prétendent et qui ont accès aux médias ou aux réseaux dits sociaux sont des charlatans, des imposteurs ou des escrocs. Vous ne tarderez pas à vous en apercevoir et à vous en mordre les doigts pour les avoir crus. Le réveil va être encore plus cruel et vous n'avez pas idée du prix que vous, que nous allons payer pour avoir fait preuve d'une tel manque de discernement.

C'est la preuve aussi que vous n'êtes décidément pas prêts pour un changement de régime, un régime débarrasser du capitalisme puisqu'il n'existe pas d'autre alternative. Vous n'avez pas voulu envisager cette alternative, alors estimez-vous heureux comme vous êtes et résignez-vous au sort effrayant qui vous attend.

Vous avez sans doute compris pourquoi.

A cause de cela, Frédéric Lordon, l'éolienne, le brasseur de vent, le moulin à prières, la flute enchanté, le marchand de sable...

Frédéric Lordon 07.12 - Et les voilà qui divaguent entre l'ultradroite et l'extrême gauche, ou l'ultragauche et l'extrême droite, cherchent avec angoisse des « représentants » ou des « porte-parole » présentables, voudraient une liste circonstanciée de « revendications » qu'on puisse « négocier », n'en trouvent pas davantage, ni de « table » autour de laquelle se mettre. Alors, en désespoir de cause, on cherche frénétiquement avec le gouvernement au fond du magasin des accessoires : consultations des chefs de parti, débat à l'Assemblée, réunion avec les syndicats — l'espoir d'une « sortie de crise » accrochée à un moratoire sur la taxe gasoil ? un Grenelle de quelque chose peut-être ? C'est-à-dire pantomime avec tout ce qui est en train de tomber en ruine. Voilà où en sont les « élites » : incapables de seulement voir qu'il n'est plus temps, que c'est tout un monde qui est en train de partir en morceaux, le leur, qu'on ne tiendra pas pareille dislocation avec du report de taxe ou des taux minorés, bien content si

les institutions politiques elles-mêmes ne sont pas prises dans l'effondrement général. Car il ne s'agit pas d'un « mouvement social » : il s'agit d'un soulèvement.

Quand une domination approche de son point de renversement, ce sont toutes les institutions du régime, et notamment celles du gardiennage symbolique, qui se raidissent dans une incompréhension profonde de l'événement — l'ordre n'était-il pas le meilleur possible ? —, doublée d'un regain de hargne, mais aussi d'un commencement de panique quand la haine dont elles font l'objet éclate au grand jour et se découvre d'un coup à leurs yeux. Ceci d'autant plus que, comme il a été noté, la singularité de ce mouvement tient à ce qu'il porte désormais l'incendie là où il n'avait jamais été, et là où il doit être : chez les riches. Et sans doute bientôt, chez leurs collaborateurs.

On lit que la directrice de BFM est restée interloquée d'entendre scander « BFM enculés » sur les Champs, et que le président de la société des journalistes a découvert, dans le même état, que « cela ne vient pas de militants mais de gens du quotidien ». Les pouvoirs de ce genre, ceux de la tyrannie des possédants et de leurs laquais, finissent toujours ainsi, dans la sidération et l'hébétude : « ils nous détestent donc tant que ça ». La réponse est oui, et pour les meilleures raisons du monde. Elle est aussi qu'après toutes ces décennies, le moment est venu de passer à la caisse et, disons-le leur dès maintenant, l'addition s'annonce salée. Car il y a trop d'arriérés et depuis trop longtemps.

Depuis les grèves de 1995, la conscience de ce que les médias censément contre-pouvoirs sont des auxiliaires des pouvoirs, n'a cessé d'aller croissant. Du reste, ils ont œuvré sans discontinuer à donner plus de corps à cette accusation à mesure que le néolibéralisme s'approfondissait, mettait les populations sous des tensions de plus en plus insupportables, qui ne pouvaient être reprises que par un matraquage intensif des esprits, avant qu'on en vienne à celui des corps.

C'est à ce moment que, devenant ouvertement les supplétifs du ministère de l'intérieur en plus d'être ceux de la fortune, ils se sont mis à rendre des comptages de manifestants plus avantageux encore que ceux de la préfecture, puis à entreprendre de dissoudre tous les mouvements de contestation dans « la violence » — et par-là à indiquer clairement à qui et à quoi ils avaient partie liée.

C'est peut-être en ce lieu, la « violence », que la hargne des laquais trouve à se dégonder à proportion de ce qu'ils sentent la situation leur échapper. Au reste, « condamner » ayant toujours été le meilleur moyen de ne pas comprendre, à plus forte raison poussé par des intérêts si puissants à la cécité volontaire, « la violence des casseurs » a été érigée en dernière redoute de l'ordre néolibéral, en antidote définitif à toute contestation possible — sans par ailleurs voir le moins du monde le problème à célébrer le 14 juillet 1789 ou commémorer Mai 68 : folle inconséquence de l'Histoire embaumée, mise à distance, dévitalisée, et privée de tout enseignement concret pour le présent.

En tout cas, dans le paysage général de la violence, les médias, surtout audiovisuels, ont toujours pris ce qui les arrangeait en ayant bien soin de laisser le reste invisible, donc la violence incompréhensible, par conséquent à l'état de scandale sans cause : le mal à l'état pur. Mais pourquoi, et surtout au bout de quoi, les Conti envahissent-ils la sous-préfecture de Compiègne, les Goodyear séquestrent-ils leur direction, les Air France se font-ils une chemise de DRH, et certains gilets jaunes sont-ils au bord de prendre les armes ? Qu'est-ce qu'il faut avoir fait à des gens ordinaires, qui ont la même préférence que tout le monde pour la tranquillité, pour qu'ils en viennent à ces extrémités, sinon, précisément, les avoir poussés à toute extrémité ?

Le déni de la violence sociale est cette forme suprême de violence à laquelle Bourdieu donnait le nom de violence symbolique, bien faite pour que ses victimes soient réduites à merci : car violentées socialement, et méthodiquement dépouillées de tout moyen d'y résister « dans les formes » puisque tous les médiateurs institutionnels les ont abandonnées, elles n'ont plus le choix que de la soumission intégrale ou de la révolte, mais alors physique, et déclarée d'emblée odieuse, illégitime et anti-démocratique — normalement le piège parfait. Vient cependant un moment où la terreur symbolique ne prend plus, où les verdicts de légitimité ou d'illégitimité volent à leur tour, et où la souffrance se transforme chimiquement en rage, à proportion de ce qu'elle a été niée. Alors tout est candidat à y passer, et il ne faudra pas s'en étonner : permanences de députés, banques, hôtels particuliers, préfectures, logiquement plus rien n'est respecté quand tout a failli.

Il est vrai qu'à ceux qui ont lié leur position et leurs avantages au cadre du moment, et qui n'ont cessé de répéter qu'il n'y en avait ni de meilleur ni simplement d'autre possible, l'irruption du hors-cadre radical ne laisse aucune autre solution de lecture que « l'aberrant », le « monstrueux », ou mieux encore, quand elle est « avérée », la « violence ». Encore fallait-il qu'elle demeure marginale pour pouvoir être maintenue dans son statut de monstruosité, et puis aussi qu'on occulte systématiquement la responsabilité de celle des forces de police. Mais ce sont ces deux conditions qui sont en train d'être détruites en ce moment.

La première parce que les « gilets jaunes » offrent à profusion cette figure oxymorique, incompréhensible pour les pouvoirs, des « braves gens enragés ». « Enragé » normalement c'est « enragé », c'est-à-dire ultra-radical-minoritaire. Ça ne peut pas être « braves gens », qui veut dire majorité silencieuse — ou bien contradiction dans les termes. Or, si. Assez simplement même : on est enragé quand on est poussé à bout. Il se trouve qu'au bout de 30 ans de néolibéralisme parachevés par 18 mois macroniens de guerre sociale à outrance, des groupes sociaux entiers ont été poussés à bout. Alors enragés.

Croyant que ce dont ils ne parlent pas n'existe pas, les médias ne les avaient pas vu venir ces enragés-là. Mais voilà, ils sont

là, produits d'une longue et silencieuse accumulation de colère, qui vient de rompre sa digue. Ceux-là on ne les fera pas rentrer facilement à la maison. Et ceci d'autant moins qu'avec la naïveté des « braves gens », ils ont expérimenté, à l'occasion de leur première manifestation pour beaucoup d'entre eux, ce que c'est que la violence policière. En sont restés d'abord sidérés. Puis maintenant, s'étant repris, dégoupillés pour de bon. Alors on ne compte plus ceux qui, à l'origine « braves gens » certifiés, sont pris dans un devenir-casseur — comme certains autres, débitant des palettes sur un rond-point pour construire une cabane, sont pris dans un étonnant devenir-zadiste.

Gageons d'ailleurs que des révisions de grande ampleur doivent être en train de s'opérer dans leurs esprits. Car tous ces gens qui depuis 2016 et la loi El Khomri, jusqu'à 2018 avec Notre-Dame-des-Landes et les ordonnances SNCF, avaient été abreuvés de BFM et de France Info, invités à pleurer les vitres de Necker, se retrouvent aujourd'hui dans la position structurale des casseurs, en vivent la condition de violence policière et médiatique, et savent un peu mieux à quoi s'en tenir quant à ce que ces deux institutions diront désormais des « ultras violents radicalisés ». En tout cas c'est très embêtant pour les chaînes d'information en continu cette affaire : car si le devenir-casseur prend cette extension, que pourra donc encore vouloir dire « casseur » ?

Croyant que ce dont ils ne parlent pas n'existe pas, les médias ne les avaient pas vu venir ces enragés-là. Mais voilà, ils sont là, produits d'une longue et silencieuse accumulation de colère, qui vient de rompre sa digue. Ceux-là on ne les fera pas rentrer facilement à la maison. Et ceci d'autant moins qu'avec la naïveté des « braves gens », ils ont expérimenté, à l'occasion de leur première manifestation pour beaucoup d'entre eux, ce que c'est que la violence policière. En sont restés d'abord sidérés. Puis maintenant, s'étant repris, dégoupillés pour de bon. Alors on ne compte plus ceux qui, à l'origine « braves gens » certifiés, sont pris dans un devenir-casseur — comme certains autres, débitant des palettes sur un rond-point pour construire une cabane, sont pris dans un étonnant devenir-zadiste.

Gageons d'ailleurs que des révisions de grande ampleur doivent être en train de s'opérer dans leurs esprits. Car tous ces gens qui depuis 2016 et la loi El Khomri, jusqu'à 2018 avec Notre-Dame-des-Landes et les ordonnances SNCF, avaient été abreuvés de BFM et de France Info, invités à pleurer les vitres de Necker, se retrouvent aujourd'hui dans la position structurale des casseurs, en vivent la condition de violence policière et médiatique, et savent un peu mieux à quoi s'en tenir quant à ce que ces deux institutions diront désormais des « ultras violents radicalisés ». En tout cas c'est très embêtant pour les chaînes d'information en continu cette affaire : car si le devenir-casseur prend cette extension, que pourra donc encore vouloir dire « casseur » ?

L'autre condition est de maintenir les agissements réels de la police hors-champ. Sur ce front-là, on se battra jusqu'au bout dans les chefferies audiovisuelles. Le mensonge par occultation est général, acharné, épais comme de la propagande de dictature. La population basculerait instantanément dans l'indignation si elle avait l'occasion de voir le dixième de ce que les grands médias audiovisuels lui cachent systématiquement, ainsi ces vidéos d'une vieille dame en sang gazée ou d'un retraité matraqué. Quand France Info nous avait saoulés jusqu'à la nausée des vitres de Necker ou du McDo en feu, aucun flash à la mi-journée de lundi n'avait encore informé de la mort d'une octogénaire tuée par une grenade lacrymogène. Les robots de BFM n'opposent jamais aucune image aux syndicalistes policiers qui disent qu'on les « matraque » (sic !) et qu'on les « mutile ». Mais, si les mots ont encore un sens, de quel côté du flashball ou du lanceur de grenades compte-t-on les éborgnés et les mains arrachées ? On se demande si Nathalie Saint-Cricq ou Apathie garderaient leur déjeuner si on leur montrait au débotté les photos proprement insoutenables (il s'agit de blessures de guerre) de manifestants mutilés — vraiment — par les armes de la police. On ne sache pas qu'il se soit encore trouvé un seul grand média audiovisuel pour montrer en boucle, comme ils le font d'habitude, aux « braves gens » pas encore devenus casseurs cette vidéo d'un jeune homme roué de coups par huit policiers, qui achèverait de les informer sur le degré de confiance qu'il convient d'avoir en la « police républicaine » quand on met tout ça — ces dizaines de vidéos, ces centaines de témoignages — bout à bout.

Mais il y a une économie générale de la violence et on sait ce qu'elle donne quand elle est lancée : elle est réciprocitaire, divergente et peut emmener très loin. Nul ne sait jusqu'où dans la situation actuelle, et peut-être à des extrémités dramatiques. Mais qui l'aura déclenchée sinon Macron qui, après avoir déclaré la guerre sociale à son peuple, lui déclare la guerre policière, peut-être bientôt la guerre militaire, en compagnie des médias de gouvernement qui lui déclarent la guerre symbolique ? Le partage des responsabilités est d'autant plus clair que les offensés auront encaissé très longtemps sans mot dire : l'agression économique, le mépris élitaire, le mensonge médiatique, la brutalité policière. Or le mauvais génie de la réciprocité violente est une mémoire, et une mémoire longue. Sur un fil Twitter une baqueuse découvre sidérée — elle aussi, comme les primo-manifestants matraqués pour rien, mais en sens inverse, car, en définitive tout est affaire de sidération dans cette histoire, de sidérations opposées, qui passent les unes dans les autres, qui se nourrissent les unes les autres — la baqueuse, donc, découvre de quelle haine ses collègues et elle sont l'objet. Et l'on peine à le croire. Décidément toutes les institutions de la violence néolibérale tombent ensemble des nues. Les collégiens cernés et gazés au poivre par des flics accompagnés de chiens n'oublieront pas de sitôt ce moment de leur vie où s'est formé décisivement leur rapport à la police et, dans deux ans, cinq ans, cette police oublieuse qui les croisera de nouveau s'émouvra de la détestation brute qu'elle lira sur leurs visages — et n'y comprendra rien.

Et voilà que le corps préfectoral se met à avoir des sueurs froides à son tour. C'est qu'ils ont de quoi se sentir un peu seulets dans leurs hôtels. Depuis que la préfecture du Puy-en-Velay a brûlé, on sait de quoi « les autres » sont capables — oui, maintenant, de tout. Alors il est urgent de négocier un virage sur l'aile sans attendre, pour faire savoir par « quotidien de référence » interposé que l'Élysée macronien a quitté terre, que, eux, préfets, ont conscience des malheurs du peuple, qu'ils pourraient même se reconvertir en lanceurs d'alerte si on les écoutait. On tâchera quand même de se souvenir que ce sont ces préfets qui depuis Nuit debout font éborgner, grenader, et tirer-tendu.

Mais l'on y verra surtout le retour de ce qu'on pourrait appeler « la situation La Boétie », celle que le pouvoir s'efforce de nous faire oublier constamment, et d'ailleurs que nous oublions constamment, tant elle semble un incompréhensible mystère : ils sont très peu et règnent sur nous qui sommes nombreux. Il arrive cependant que le voile se déchire et que fasse retour la cruelle réalité arithmétique du pouvoir. Et c'est bien cet aveu touchant de candeur qu'a consenti samedi soir le sous-ministre de l'intérieur, en reconnaissant qu'il ne pouvait guère engager davantage de troupe à Paris quand toute la carte de France clignote et demande de la garnison. Un manager de la startup nation trouverait sans doute à dire que le dispositif est « stressé ». Le « stress du dispositif », c'est le retour de La Boétie. Nous sommes les plus nombreux. Nous sommes même beaucoup plus nombreux qu'eux. C'est d'autant plus vrai que le plein est loin d'avoir été fait et qu'il y a encore une belle marge de progression. Tout ça se vérifiera bientôt : lycéens, étudiants, ambulanciers, agriculteurs, tant d'autres.

Mais alors quoi ? L'armée ? L'adolescent désaxé qui est à l'Élysée en est très capable : n'utilise-t-il pas contre sa population des grenades qui sont des armes de guerre, et n'a-t-il pas fait placer des snipers avec fusils à lunettes au sommet de quelques bâtiments parisiens, image des plus impressionnantes, étonnamment offerte par Le Monde qui est peut-être en train de se demander lui aussi s'il n'est pas temps de lâcher son encombrant protégé dans un virage ?

En tout cas, terrible moment de vérité pour l'éditorialisme « faites ce que vous voulez ». On avait adoré le dégagisme à Tunis ou place Tahrir. Mais expliqué que ce qui est là-bas un merveilleux sursaut de la liberté est ici du populisme crasseux qui rappelle les heures sombres. Jusqu'ici ça tenait. Et voilà que « mais votez Macron » pourrait bien tourner Moubarak, mon dieu dans quelle mouscaille ne nous sommes-nous pas mis ? Et forcément, plus on pagaye pour en sortir, plus on en met partout. Tout revient, tout éclabousse. Or nous en sommes là : quand un pouvoir verse une prime exceptionnelle à des forces de l'ordre qui se rendent chaque jour plus odieuses, c'est qu'il redoute par-dessus tout d'être lâché par elles et que, toute légitimité effondrée, il ne tient plus que par son appareil de force, dans la main duquel en réalité il se remet entièrement. Faites ce que vous voulez, mais votez Moubarak.

Ce pouvoir est honni car il s'est méthodiquement rendu haïssable. Il paye une facture sans doute venue de très loin, mais dont il est le parachèvement le plus forcené, par conséquent l'endosseur le plus logique. Il n'a plus pour se cramponner que le choix de la répression sanglante, peut-être même de la dérive militaire. Il ne mérite plus que de tomber.

Source : Le Monde diplomatique, Frédéric Lordon, 05-12-2018

Quel beau discours compatible avec Le Monde diplomatique détenu à 51% par les oligarques Pégasse et Niel, étrange, non, non parfaitement inutile sinon donner bonne conscience aux petits bourgeois qui sont servis par le régime.

Soyez populaire, populeux, populo, populiste !

Là c'est *Le Parisien* de l'oligarque Drahi qui s'y adonne par la voix d'un de ces journalistes, c'est beau tout de même la liberté de la presse, la démocratie, surtout quand on ne sait pas lire entre les lignes, et ne cherchez pas les intentions inavouables qu'il y aurait derrière, il n'y en a pas, voyons il n'y en a jamais eu, quelle idée franchement !

Le Parisien 04-12-2018 - ...il faut écarter les discours de celles et ceux qui profitent de ces tentatives de récupération politique pour déconsidérer le mouvement. Du genre : « les gilets jaunes sont noyautés par l'extrême droite » (ou par l'extrême gauche). Ce mouvement est un mouvement populaire, au sens des classes populaires et des petites classes moyennes qui composent la majorité de la population.

Après la surpolitisation, la dépolitisation. C'est sans doute une variante du même mépris de classe (en tous cas de la même distance sociale) qui fait dire à certains commentateurs que les gilets jaunes n'ont, au contraire, aucune conscience politique et rien d'autre à dire que « l'essence est devenue trop chère »

Les enquêtes d'opinion indiquent régulièrement que le problème n'est pas l'absence d'idées politiques de nos concitoyens mais le décalage grandissant – pour ne pas dire le gouffre béant – qui sépare ces idées de la compétition électorale et de la gouvernance politique qui en résulte, donnant ainsi l'impression à la majorité de ces mêmes citoyens que les responsables politiques se moquent d'eux et que la démocratie ne fonctionne pas.

À nouveau, comme dans les émeutes, si seule une minorité agit, une majorité les approuve plus passivement. Et cette approbation joue un rôle très important dans le sentiment de légitimité morale que ressentent ceux qui agissent.

La colère des gilets jaunes doit donc être prise au sérieux. Et elle ne devrait pas surprendre. Elle s'inscrit en effet dans une évolution à la fois économique (le recul ou la stagnation du pouvoir d'achat), sociale (le creusement des inégalités, les difficultés du logement, de l'accès à l'université, la disparition des services publics de proximité…), territoriale (le déclassement réel ou ressenti des habitants des périphéries, des périurbains et des ruraux) et politique.

Cette dernière (l'évolution politique) est double puisqu'il s'agit à la fois du discrédit croissant des élites (tant politiques

que journalistiques du reste) et de la crise de l'offre politique qui a abouti, en 2017, à un paroxysme dont on n'a peut-être pas assez réfléchi les conséquences.

Qu'Emmanuel Macron ait été élu par défaut ou par un concours de circonstances est une évidence que sa mise en scène d'un présidentialisme exacerbé ne rend que plus grotesque et énervante. Mais, au passage, les formations politiques classiques de gauche et de droite semblent avoir sombré durablement, et avec elles une partie de leurs relais syndicaux et associatifs. Du coup, la distance est maximale entre, d'une part, un pouvoir politique perçu comme l'appropriation des institutions par une petite élite parisienne de technocrates et de rentiers du monde économique et financier et, d'autre part, un « peuple » ou une « base » se retrouvant plus que jamais sans corps intermédiaires et sans médiation avec ce pouvoir politique.

Le désarroi des élus locaux – qui s'exprime notamment lors de leurs congrès annuels – est en ce sens révélateur et inquiétant. Il est du reste passé trop inaperçu, ou bien a été lui aussi trop vite ramené à de simples questions de fiscalité. Qu'un maire sur deux déclare être à bout et ne pas vouloir se représenter aux prochaines élections municipales, en 2020, est un fait qui peut également être pris comme un signal d'alarme.

Le contraste est en effet saisissant entre l'inaction voire la relative bienveillance des policiers et des gendarmes sur les ronds-points de nos villes et villages d'une part, et ce qui s'est passé ces deux derniers samedis à Paris.

Nombre de témoignages de gilets jaunes signalent que, samedi dernier, à Paris, ils ont été attaqués à la grenade lacrymogène par des policiers dès le début de la matinée, lors même qu'ils se rendaient tranquillement aux points de rassemblement validés par la préfecture de police. Cela s'appelle de la provocation. Et le résultat est nécessairement de mettre ces manifestants encore plus en colère, pour ne pas dire en rage.

Pourtant, le nombre de grenades tirées est semble-t-il inédit (14 000 en une seule journée selon l'AFP), et on note que les CRS et les gendarmes mobiles continuent à faire un usage extensif des pistolets Flash-Ball et autres lanceurs de balles en caoutchouc dont la dangerosité et finalement l'inutilité sont reconnues non seulement par les chercheurs, mais aussi – et depuis plusieurs années – par le Défenseur des Droits (qui a clairement demandé l'arrêt de leur usage dans les manifestations), et même par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN, dans son rapport de 2015). Le Parisien, Laurent Mucchielli, 04-12-2018

Parole d'internautes et témoignages (Extraits du blog Les Crises.fr)

1- Je suis d'une génération qui a eu la chance de connaître le plein emploi dans les années 60. Malheureusement j'ai connu aussi depuis près de 40 ans la perte d'acquis sociaux gagnés chèrement par les générations précédentes, la paupérisation d'une grande partie de la population Française, la montée du chômage de masse, le matraquage fiscal des plus démunis. Cette situation est la conséquence d'une mondialisation aveugle enrichissant les grands groupes financiers et industriels avec la complicité des gouvernements qu'ils soient de gauche ou de droite.

J'ai souvent rêvé et souhaité de tous mes vœux cette prise de conscience du peuple Français. Le peuple dans son ensemble, au moins 80 % ce qui est énorme, vient enfin de comprendre que uni derrière une cause juste il peut reprendre en main son destin et entrevoir à nouveau un avenir meilleur.

Quand un gouvernement (Président – Ministres – Députés) tente par la force d'imposer une politique en faveur des plus riches et qui laisse les plus pauvres sur le bord de la route, qu'une grande majorité de la population est contre, qu'il refuse de l'écouter et que pour seule réponse il envoie ses escadrons de CRS, qu 'il a été élu avec moins de 20 % lors d'une élection volée au peuple, nous ne sommes plus en démocratie mais en dictature.

2- Ne portant pas le Gilet Jaune moi même car je ne me sens pas digne de ce vêtement (je fais aujourd'hui partie de ce que l'on pourrait appeler la classe moyenne supérieure), je souhaiterai témoigner des raisons qui me poussent à me sentir solidaire du mouvement.

En effet je vois partout autour de moi mes amis, ma famille, mes concitoyens devenir de plus en plus pauvres, méprisés et délaissés et j'enrage… J'enrage aussi de voir les élites de ce pays abuser et détourner chaque jour le mandat qui leur a été confié par les Français.

J'enrage de voir nos ministres, nos députés et notre président vendre la souveraineté de la France à une union européenne qui devient de plus en plus intolérante, impérialiste, autoritaire et osons le mot…fasciste.

Un seul champ lexical est en mesure de décrire l'attitude de nos gouvernants : celui de la trahison.

Ces gouvernants ont, en plus, l'insolence d'insulter nos concitoyens gilets jaunes de "peste brune" alors que ce gouvernement rend hommage à Pétain ou Mauras et soutient le gouvernement Ukrainien qui a maintes fois exprimé ses sympathies pour des organisations néo nazies. La peste brune n'est pas dans la rue, elle est dans les ministères et à l'Élysée.

Pour toutes ces raisons j'essaie de soutenir le mouvement des gilets jaunes par les moyens qui sont les miens.

Ce sont des actions simples comme essayer de défendre les revendications des gilets jaunes auprès de mes collègues de travail (étant juriste dans une banque privée cela peut s'avérer compliqué tant l'idéologie néolibérale est incrustée dans ce milieu).

Je tente aussi de mener des actions plus concrètes, par exemple avec quelques amis, nous tentons de rédiger une proposition de constitution de VIeme république en glanant ici et là les revendications des gilets jaunes. Nous essayons de trouver des canaux de diffusion pour ce texte afin de permettre aux gilets jaunes de le discuter et de le modifier autant qu'ils le souhaitent.

Tout cela bien sûr peut sembler dérisoire et naïf en face des manifestations de courage des gilets jaunes qui affrontent la répression d'État dans nos rues mais je ne peux me résoudre à ne rien faire.

3- A propos de casse, les médias ne déplorent pas celle du PROGRAMME MACRON (Rapport PISANI-FERRY 2007-2017), C'EST EN MARCHE…VERS LA MONDIALISATION LIBERALE !

Tous les observateurs ont noté le retard et la parcimonie avec lesquels le candidat Macron avait livré son programme en cours de campagne, dont les éléments lui ont été fournis par l'économiste Pisani-Ferry, à peine libéré de sa nomination de commissaire à « FRANCE STRATEGIE » au service de l'ex-ministre de l'économie, avant de rejoindre les rangs «en marche» pour celui-ci, et qui sont consignés dans le rapport mis au point sous sa direction : « 2017-2027, ENJEUX POUR UNE DECENNIE ».

Il est intéressant d'extraire de ce rapport, devenu public (Editions de La Documentation Française), les meilleurs passages illustratifs de l'analyse prospective sur laquelle s'est appuyé en « off » l'ancien banquier infiltré et s'appuie encore aujourd'hui le président élu pour définir les « réformes » qu'il envisage.

Les « Gilets Jaunes » y trouveront matière à alimenter amplement leur détermination:

CHAPITRE « NOUVELLES FORMES DU TRAVAIL »…

» LA REMISE EN CAUSE DE L'EMPLOI SALARIE STABLE A PLEIN TEMPS » (pp.58-62)

– « Transitions par le chômage…plus fréquentes.
– De plus en plus d'embauches… en contrat à durée limitée et sur des périodes d'emploi de plus en plus courtes.
– L'entrée dans la vie active… marquée par l'instabilité.
– Le temps partiel accompagné… d'une insuffisance du revenu.
– La polyactivité… : des non-salariés cumulant plusieurs activités. »

« Cette situation… crée des conditions propices au développement des nouvelles formes d'emploi – auto-entrepreneurs, travailleurs sur plateformes, contrats courts – en complément ou en substitut du salariat traditionnel. »

« LE MODELE SOCIAL FACE AUX TRANSFORMATIONS DU TRAVAIL » (pp. 62-63)

« On peut citer l'augmentation de la durée retenue pour le calcul du salaire de référence ou l'allongement de la durée d'assurance requise. Dans un contexte où le niveau des pensions par rapport aux salaires devrait décroître à long terme…

Il faut noter que le statut d'indépendant peut s'accompagner d'un niveau et d'une variabilité des revenus comparables à ceux des salariés précaires, sans que la faiblesse des droits sociaux soit compensée par la détention d'un patrimoine. »

« DIVERSIFICATION DES FORMES D'EMPLOI DEMAIN… LES OPTIONS EN DEBAT » (pp. 64-69)

» Une rupture plus radicale… non seulement l'émergence de nouveaux modèles de coordination du travail de type plateformes, mais aussi une demande des employeurs enclins à se délier de leurs coûts salariaux fixes.

Il pourrait aussi en découler une mise en concurrence accrue des travailleurs et, partant, une plus grande volatilité de leurs revenus.

Il n'est pas souhaitable d'allonger la liste des situations partiellement assimilables au salariat et au régime général, et envisager plutôt la création d'un statut juridique intermédiaire, hybride entre salarié et indépendant. Certains pays l'ont fait en définissant par exemple une catégorie de « travailleurs indépendants économiquement dépendants », c'est à dire réalisant une part majoritaire de leur chiffre d'affaires avec un seul donneur d'ordre. »

CHAPITRE « VIEILLISSEMENT, QUELLES POLITIQUES ? »

Au premier rang des rares propositions avouées du candidat présidentiel, s'est réalisée d'emblée la décision étonnante de supprimer la part de cotisation des salariés, pour la compenser par une augmentation de la CSG… appliquée à tous. Il n'a point échappé à tous ceux qui ont payé leur cotisation retraite durant leur carrière que cela revient pour eux à la payer deux fois, cette augmentation de CSG venant en réduction sèche de leur pension.

Comme si cela ne suffisait pas, a été mise « en marche » la mesure beaucoup plus pernicieuse de « désindexation » des montants des retraites sur les prix, ce qui condamne ceux-ci à l'érosion progressive inéluctable sous l'effet de l'inflation, sans que l'on s'en aperçoive tout de suite.

C'est en effet pour que l'ubérisation programmée des actifs n'apparaisse pas trop criante qu'il fallait « en même temps » programmer la paupérisation des retraités afin d'éviter l'évidence d'une France à deux vitesses (les « progressistes » progressant vers leur ubérisation et les « conservateurs » conservant leurs acquis), comme l'explique sans ambages le rapport sus-dit.

Mais les surprises réservées aux retraités ou futurs retraités ne s'arrêtent pas là quant aux réformes à opérer, comme on va le voir…

» LES ENJEUX: Un niveau de vie qui décroche par rapport à celui des plus âgés (pp. 184-186)

La pauvreté a longtemps touché davantage les personnes âgées que les jeunes. C'est aujourd'hui l'inverse…

Alors que le niveau relatif de consommation des adultes à différents âges était plutôt stable jusqu'en 2000, on observe ainsi un décrochage « au bénéfice » des plus de 60 ans depuis cette date.

Aujourd'hui, en France, le taux de pauvreté a tendance à décroître avec l'âge, ce qui n'est pas le cas dans les pays du Nord, de l'Allemagne et du Royaume Uni, où la pauvreté est stable ou croît avec l'âge. »

[Il est donc urgent d'y remédier, avec un nivellement par le bas que détaille le rapport] :

» LES CHOIX COLLECTIFS: Dépenses publiques et évolution démographique (pp. 194-198)

Il n'y a rien d'anormal à ce que les plus âgés absorbent une part importante des dépenses de protection sociale puisque… les retraites sont la contrepartie de cotisations passées. Néanmoins, la « générosité » de notre système de retraite a beaucoup reposé… sur un recours de plus en plus systématique aux déficits. Le vieillissement démographique rend la poursuite de cette tendance non soutenable pour les années à venir…

[Déjà] les plus âgés sont deux fois plus mis à contribution pour le financement de la protection sociale qu'il y a trente ans, notamment avec la création de la CSG…, avec la création de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie, l'imposition des majorations familiales de retraite, etc. »

« LES OPTIONS EN DEBAT: Identifier les leviers de réforme (pp.200-202)

Dans l'hypothèse d'un rééquilibrage des transferts publics des âgés vers les jeunes et les actifs, deux leviers peuvent être mobilisés:

– Le principal arbitrage concerne les dépenses de retraite, avec deux grandes options qui auraient des effets différenciés suivant les générations… Agir sur le niveau relatif des retraites, ce qui implique d'accélérer ou d'accroître l'érosion du niveau de vie relatif des bénéficiaires…, ou agir sur le nombre de retraités en continuant à retarder l'âge de départ ? Cette seconde option préserve le niveau de vie relatif des retraités mais pèse sur les actifs actuels.

– Une plus grande mise à contribution des plus âgés peut passer par une réduction des différences de taxation selon l'âge dans le système actuel sans en modifier la structure. [C'est, en clair, la surprenante proposition évoquée en introduction, ce qui n'exclue pas le reste…]. Elle peut aussi passer par une réforme plus profonde visant à transférer le financement des dépenses sociales du travail vers d'autres assiettes détenues par les plus âgés (ensemble des revenus, patrimoine).

Il est également envisageable d'accompagner une réorientation des transferts publics par une action visant à modifier – notamment par la fiscalité – les flux de transferts privés (aides familiales, donations, successions, développement du viager). »

[On comprend pourquoi Macron n'a jamais explicité pareils détails de cette brillante philosophie qui sous-tend le programme «En marche» !]

LVOG - Le programme de guerre de classe du néolibéralisme. Rien n'est à négocier, tout est à jeter.

4- Un manifestant proposait un modèle ” Islandais “…j’adore !

Réponse d'un internaute :

5- L’Islande est à 42% de dépenses publiques contre 57% en France. Elle est classée 11ème sur l’échelle du libéralisme, nous 71. Il n’y a pas d’ISF.

Ils sont à 40h. Et il est classé 8eme pour le nombre de milliardaires par habitants.

6- J’ai passé mon après-midi en gilet jaune avec environ 70 personnes sur le rond-point à l’entrée de ma petite ville. Ambiance très sympa avec café, boissons et en-cas moyennant une participation libre sous une cahute de fortune. Tout le monde était représenté : jeunes, vieux, hommes, femmes, droite, gauche, centre et extrêmes des deux bords. Par contre aucun europhile ! Les gendarmes sont venus boire un coup et discuter pendant une bonne partie de l’après-midi. 90% des automobilistes avaient le gilet jaune sur la planche de bord et beaucoup klaxonnaient. Un seul mot d’ordre unanime : Macron dégage ! On remet ça lundi…

7- “Le capitalisme était considéré par les sociologues de son temps comme étant l’apogée du règne de la bourgeoisie, le fruit parvenu à maturité de la révolution bourgeoise. Et nous, de nos jours, nous ne saurions souscrire à cette opinion.

Il était entendu que le Socialisme viendrait après le capitalisme, et ceci même par des intelligences puissantes et pourtant peu favorables, comme Herbert Spencer.

Des décombres du capitalisme égoïste sortirait la fleur de l’histoire, la Fraternité des Hommes.

Au lieu de quoi, aussi consternant pour nous qui regardons en arrière que pour ceux qui vivaient à cette époque, le capitalisme, pourri jusqu’à l’os, accoucha de ce monstrueux rejeton, l’Oligarchie.” J. London, Le Talon de Fer, 1908

8- Les abandonnés… abandonnés par les syndicats vendus qui les font tourner en rond pour rien, abandonnés par le PS avec ses combats de bobos (mariage gay, avenir de la planète).

Ceci aussi explique cela.

La France, recordman de la zone euro du travail précaire.

alternatives-economiques.fr - "Sus à la précarité ! La création d’un bonus-malus sur les contrats courts est sur la table des partenaires sociaux, qui discutent en ce moment des règles de l’assurance chômage. Rien d’étonnant à cela : la part des contrats à durée déterminée (CDD) dans l’emploi salarié a fortement augmenté en trente-cinq ans, passant de 6 % en 1982 à 12 % en 2017.

Si le contrat à durée indéterminée (CDI) reste la norme, les CDD représentent désormais 87 % des nouvelles embauches. La part des contrats d’une seule journée dans les CDD est passée de 8 % en 2001 à 30 % en 2017. Plus largement, les CDD de moins de trois mois représentent un peu plus de 5 % de l’emploi total. Un record à l’échelle de la zone euro." alternatives-economiques.fr

Plus ils en rajoutent, plus le temps passe... et plus la détermination des masses va se radicaliser.

- Christophe Castaner, conférence de presse, vendredi 7 décembre - "Ces trois dernières semaines ont fait naître un monstre qui a échappé à ses géniteurs." franceinfo 07 décembre 2018

Les Versaillais aux abois.

franceinfo 07 décembre 2018 - "C'est inacceptable" : la réponse de Marlène Schiappa à une figure des "gilets jaunes" qui appelle à investir l'Elysée samedi

Rentrer dans l'Elysée lors de la quatrième manifestation organisée par les "gilets jaunes", samedi. C'est l'objectif affiché par Eric Drouet, l'une des figures du mouvement et l'initiateur du blocage du 17 novembre.

François de Rugy et Marlène Schiappa ont vivement réagi, accusant ce représentant des "gilets jaunes" de vouloir "renverser le régime" et de s'attaquer à la République. "L'appel à marcher sur l'Elysée est inacceptable", a lancé Marlène Schiappa. "Votre but, c’est de renverser le président, le régime politique et non pas de porter des revendications ?" a, de son côté, lancé le ministre

de la Transition écologique. franceinfo 07 décembre 2018

- "Gilets jaunes": Le Drian "inquiet" pour la démocratie et les institutions - AFP 07.12

Les masses mobilisées sont apolitiques, indépendantes et les "gilets jaunes libres", pas leurs ennemis.

- "Gilets jaunes" : Marine Le Pen défend la Ve République - AFP 07.12

Regain d'odeur nauséabonde de l'Ancien Régime. Pour combien de temps encore ?

- «Le grand retour des domestiques dans la société française» - Le Figaro 02.12

Derrière la croissance des «services à la personne» se cache une vieille manœuvre de l'État pour masquer le chômage. Dont profitent les plus riches et qui creuse le fossé entre la France des élites et celle des précaires. Le Figaro 02.12

Ils n'y croyaient pas eux-mêmes.

"Ce ne sont pas des mesurettes de pouvoir d'achat qui vont changer la donne" déclare un député LREM au sujet des annonces d'Édouard Philippe - franceinfo 07.12

Voie sans issue.

- Le pouvoir d'achat, issue de secours du gouvernement - Liberation.fr 07 décembre 2018

L'exécutif a exhorté les entreprises à faire un geste sur les salaires. Une prime ponctuelle à la veille de Noël qui est loin de répondre aux attentes. Liberation.fr 07 décembre 2018

Achevons-les !

- "Nous avons mis un genou à terre, maintenant tout le monde va vouloir nous appuyer sur la tête" : l'inquiétude des élus de la majorité - franceinfo 07 décembre 2018

C'était samedi 8 décembre.

- Gilets jaunes : 125 000 manifestants, plus de 1 300 interpellations - euronews 09.12

Après une matinée relativement calme, des heurts ont éclaté dans l'après-midi à différents endroits de la capitale mais aussi en province, notamment à Bordeaux, où le défilé de plusieurs milliers de participants, d'abord pacifique, a dégénéré en fin de parcours.

Des heurts violents se sont également produits à Toulouse, où plusieurs milliers de personnes refoulées hors du centre-ville à coups de gaz lacrymogènes ont érigé et incendié des barricades.

A Paris, des voitures ont brûlé, des boutiques ont été pillées, mais dans une proportion moindre que le samedi précédent et parfois sous les cris de réprobation de "gilets jaunes".

Bientôt l'apaisement ?

La colère se cristallise sur la question du pouvoir d'achat et contre le président français Emmanuel Macron, qui doit s'exprimer lundi. euronews 09.12

La situation leur échappe.

- "Gilets jaunes": Pas de coup de pouce général au smic, dit Pénicaud - Reuters 09.10

Mobilisation générale pour abattre le régime et prendre le pouvoir - Acte V.

- À peine "l'acte IV" terminé, certains gilets jaunes lancent déjà un "acte V" - Le HuffPost 9 décembre 2018

Pour certains, ils ne lâchent rien. Un événement a été créé sur Facebook appelant à un "acte V" du mouvement des gilets jaunes, le samedi 15 décembre. "Macron n'entend toujours pas notre message", peut-on lire sur la page du réseau social dédiée. "Son objectif ? Qu'on abandonne...Notre réponse : On ne lâchera #RIEN!".

Pour l'heure, il compte 15.590 personnes, dont 2600 participants et près de 13.000 "intéressés", ce dimanche 9 décembre. Dans la discussion de ce même événement, certains gilets suggèrent donc de "paralyser Paris" ou encore de "couper les réseaux électriques" le weekend prochain.

D'autres événements de ce type ont été créés comme "ACTE 5: Macron Démission", qui totalise de son côté 3228 participants et plus de 22.000 "intéressés" et s'accompagne d'une flopée de revendications. Un autre est intitulé "Acte 5 Référendum Macron Démission" et suggère une "manifestation pacifiste des gilets jaunes sur Porte d'Orléans", dans le 14e arrondissement parisien. On dénombre ce dimanche dix événements comportant les mots-clés "acte 5", ce dimanche. Le HuffPost 9 décembre 2018

En désespoir de cause, l'union nationale avec sa majesté... en vain !

- Gilets jaunes : Macron lance une grande concertation à l'Elysée lundi - leparisien.fr 09 décembre 2018

Mis hors-jeu ces dernières semaines par le mouvement des Gilets jaunes, les partenaires sociaux vont revenir dans la partie. Les cinq syndicats représentatifs (CGT, CFDT, FO, CFE-CGE et CFTC), ainsi que trois organisations patronales (Medef, CPME et U2P), seront reçus lundi à 10 heures par Emmanuel Macron à l'Élysée. Une sorte de sommet social, décidé ce dimanche matin et confirmé en milieu d'après midi, qui doit durer trois heures.

Les représentants d'associations d'élus, mais aussi les présidents du Sénat, Gérard Larcher, de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, et du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Patrick Bernasconi, sont également conviés.

Selon l'Opinion, le chef de l'Etat, qui a jusque-là toujours refusé d'accueillir des représentants des Gilets jaunes à l'Elysée, veut leur « présenter les mesures » qu'il a l'intention d'annoncer aux Français, lundi soir selon nos informations.

L'Elysée évoque davantage une concertation. « Le président de la République a souhaité réunir l'ensemble des forces politiques, territoriales, économiques et sociales dans ce moment grave que traverse la Nation, afin d'entendre leurs voix, leurs propositions et avec pour objectif de les mobiliser pour agir », précise ainsi le palais présidentiel. (Le roi détenant le pouvoir absolu invite ses sujets à se plier à sa volonté ou a appliqué les mesures qu'il a adoptées. On se croirait revenu à l'Ancien régime ! - LVOG) leparisien.fr 09 décembre 2018

C'est comme cela que le Capet a perdu sa tête. Non, il l'aurait perdu tout de même !

- Gilets jaunes : «C'est trop tard, il fallait parler avant» - liberation.fr 9 décembre 2018

La prise de parole du Président, prévue ce lundi soir, intéresse peu les personnes mobilisées que «Libération» a rencontrées. Elles ne s'attendent pas à des mesures spectaculaires et assurent vouloir continuer le mouvement.

A Grenoble «Cette AG, c'est une nouvelle étape»

Après leur manifestation réussie dans le centre-ville de Grenoble - plus de 2 000 personnes et un premier dialogue direct avec le préfet de l'Isère -, les gilets jaunes isérois se sont retrouvés dimanche pour une longue assemblée générale dans une salle associative. Une première pour le mouvement qui n'avait jusque-là connu que des AG en plein air et peu structurées.

Plus d'une centaine de participants, femmes, hommes, jeunes et vieux, de tous milieux sociaux, ont débriefé la journée de la veille, tenté d'en tirer des leçons, émis des idées, poussé des coups de gueule. Une discussion chaotique parfois, brouillonne faute de méthode et d'habitudes. Des flots de paroles, d'émotions, d'engagement, avant que l'AG ne finisse par se structurer en groupes de travail étonnamment efficaces : actions, revendications, organisation, communication et démocratie interne.

De Macron et de sa prise de parole, il n'a pas été question une seule fois. Cédric Trivella, l'un des porte-parole locaux, n'est pas étonné : «On n'attend rien du Président. Ça aurait été différent s'il était venu parler au peuple dès le départ. Tant qu'il ne comprendra pas qu'il doit lâcher bien plus que des miettes, on continuera.» De fait, la question de la poursuite du mouvement ne se pose pas : la détermination semble inoxydable. La pérennité des points d'ancrage des gilets jaunes sur le territoire (barrages filtrants de ronds-points et de péages) n'est pas abordée : elle va de soi pour chacun car elle est le fait de petits groupes locaux autonomes. L'AG acte en revanche une nouvelle structuration et une montée en puissance, au-delà de ces actions de base.

Le programme de la semaine est bientôt calé, avec comme axe principal «de rassembler au maximum tous ceux qui galèrent, d'aller les aider et de ramener du monde sur les actions à venir», résume Nadège. Concrètement, des rendez-vous sont fixés pour aller à une assemblée générale organisée par des étudiants et au contact des précaires, à l'entrée des services sociaux. L'autre axe est d'agir sur le terrain «des rupins», dans les quartiers favorisés de l'agglomération, et aussi de cibler les députés LREM locaux.

Deux axes principaux de revendications émergent : pouvoir d'achat et démocratie. Au-delà de la lutte contre les taxes, socle commun, «le smic, les minima sociaux et les retraites doivent être revalorisés, c'est une urgence matérielle». Sur la démocratie, le référendum d'initiative citoyenne fait l'unanimité, mais «ça n'est pas assez». Une revendication «plus importante et ambitieuse» ne tarde pas à tomber : «Démission du gouvernement et convocation d'une assemblée constituante.» Personne ne tremble à ces mots : «Cette AG est une nouvelle étape, importante : on prend du recul, on se structure et on veille à rassembler tout le monde. On veut passer à plus gros», résume posément Cédric Trivella.

A Nice «Il y a eu Louis XIV, François Ier, et Macron»

Chaque fois, elle demande une hausse du smic et des pensions, la suppression de la CSG pour les retraités, le rétablissement de l'ISF. «On avance et on ira jusqu'au bout», assure-t-elle. Ce ne sont pas les quatre semaines de lutte, les annonces gouvernementales, les violences parisiennes et la faible mobilisation ce dimanche matin qui entameront sa détermination. «Oui c'est long, oui on est fatigués. Mais on ne baissera pas les bras.» Elle replace le gilet jaune sur le dos de son chien. «Macron à la télévision ? Je ne le regarderai pas. J'aurai les échos, c'est largement suffisant . Il se prend pour un roi. Il y a eu Louis XIV, François Ier et Macron. Et nous, le peuple, on est taxés pour payer leurs privilèges.» Caroline perçoit une pension d'invalidité. Avec les allocations logements, elle dispose de 900 euros de revenus par mois.

Jean-Pierre n'a pas plus envie de «faire de l'audience à Macron». Cet ambulancier lira les annonces sur les réseaux sociaux: «S'il assumait, il l'aurait déjà fait. C'est trop tard maintenant. Il fallait parler avant.» Depuis plusieurs semaines, il planche sur un manifeste intitulé «Si j'étais président» : «Nous sommes arrivés au bout de notre Ve République agonisante et il faut que la prochaine soit vraiment différente», écrit-il. Entre un logo de la France et un coq tricolore, il demande pêle-mêle la suppression de la redevance télé, de la fiscalité,des charges sur les salaires, des frais de succession.

En Seine-et-Marne «Notre détermination s'est renforcée» liberation.fr 9 décembre 2018

Ils osent tout. Bienvenue chez les faussaires.

Un sondage a été réalisé pour LREM par l'Institut Ipsos.

Le HuffPost le 9 décembre 2018 s'emballe : "les résultats sont remarquables: en cas de participation d'une liste de gilets jaunes au scrutin, celle-ci se placerait immédiatement en quatrième position avec 12% des voix, certes loin de LREM (21%), mais au coude à coude avec le Rassemblement national (14%), les écologistes (13%), les Républicains (11%) et la France insoumise (9%)."
Le HuffPost le 9 décembre 2018

La répression préventive, c'est la liberté.

Le HuffPost le 8 décembre 2018 exalte : "Avant la tombée de la nuit ce samedi 8 décembre, le ministère de l'Intérieur a paru remporter son pari en adaptant sa stratégie de maintien de l'ordre"

"La priorité donnée aux interpellations a montré sa capacité dissuasive", a salué Christophe Castaner.

Sur la bases de réquisitions du procureur de la République de Paris qui a permis la fouille des sacs et des coffres de voitures, plus de 500 personnes avait été interpellées à la mi-journée pour éviter qu'elles ne se laissent aller à de la casse. Ce chiffre était alors supérieur à celui enregistré pour toute la journée du 1er décembre.

Ces arrestations que l'on peut quasiment considérer comme préventives ont permis d'avoir une matinée calme dans la capitale, y compris sur les Champs-Élysées...

Le HuffPost, le Washington Post français porte-parole de l'oligarchie :

- "il est difficilement envisageable que ce type de samedi ne se reproduise chaque semaine"

Le HuffPost encourage Macron à ne rien céder sur le plan politique :

Jean-Luc Mélenchon, il estime que le chef de l'Etat est "au pied du mur". "Il faut trouver une solution politique en dépit du fait qu'il

a déjà cédé sur un point très important. La dissolution se rapproche comme une issue raisonnable", veut croire le leader de la France insoumise. Au regard de cette journée de samedi, Emmanuel Macron peut espérer néanmoins ne pas avoir à en arriver là. Le HuffPost le 8 décembre 2018

Non mais franchement, qui espère qu'il dégage ainsi que les cloportes de LREM ?

Le roi a dit "***je veux***", les masses laborieuses disent : Nous voulons !

- Le président s'est voulu concret, répétant «Je veux» à l'envi. Comme pour redonner du lustre à son autorité. Le Figaro 11.12

Faites tomber les masques. Qui a osé dire ?

Après les mesures annoncées par Macron, primes de fin d'année, suppression de la hausse de la CSG.

- "*Il faut tout de suite un débat, pas dans trois mois*".

Réponse : Eric Coquerel, deputé LFI.

Débattre avec qui, avec Macron, Philippe, etc. Vous saisissez à qui vous avez affaire avec Coquerel et ses semblables de LFI ? De fieffés salopards !

A l'issue de la rencontre des dirigeants syndicaux avec Macron.

- «*Il nous a écoutés, on verra ce soir s'il nous a entendus*». AFP 10.12

Réponse : Le secrétaire général de FO, Yves Veyrier.

Savez-vous à quoi on reconnaît les traîtres ou les charlatans parmi nous ? A cette expression "*on verra*" ce qu'il va faire, ce qu'il va décider, etc. c'est comme s'ils attendaient les ordres de leur maître. Vous vous souvenez, n'est-ce pas, on avait entendu cela pendant des semaines et des mois après l'élection de Hollande ?

Dans quel camp combattent-ils ? Ejectés par les travailleurs, "***remis en selle par Macron***".

- À l'issue de leur entretien à l'Élysée, tous se sont félicités de se voir ainsi remis en selle après avoir eu l'impression d'être tenus à l'écart après l'élection de 2017. Le Figaro 10.12

Il semble seulement ou c'est une certitude ? Dites donc dans quel monde vivez-vous, qui représentez-vous ?

- "*Les quelques mesures ne semblent pas suffisantes pour répondre à la colère qui s'est exprimée et qui reçoit un soutien fort de la part des Français.*"

Réponse : Le porte-parole du syndicat Solidaires, Eric Beynel. Libération 10 décembre 2018

Quels "*Français*" ? Les Français, connaît pas cette classe.

LFI. Une "***surprise***" ? Pas vraiment. Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es ou pour qui tu roules.

La candidate tête de liste surprise, Manon Aubry, nouvelle figure chez les Insoumis. Issue de la société civile (de l'ONG Oxfam), elle est à, 29 ans, un des coups de poker de LFI pour le scrutin à venir. Le Figaro 10.12.

Oxfam, Qu'est-ce que c'est ?

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/02/13/oxfam-portrait-d-un-geant-de-l-humanitaire_5256233_4355770.html

Le Monde 13.02.2018

Elle dispose d'un secrétariat international à Oxford et de « bureaux de plaidoyer » (lobbying) à New York, Washington, Bruxelles, Genève...

Près de la moitié des ressources d'Oxfam dépend de financements publics.

Ces chiffres représentent les ressources financières consolidées de l'ensemble de la confédération Oxfam, soit un total d'environ 1 milliard d'euros pour l'exercice allant du 1er avril 2015 au 31 mars 2016.

https://www.oxfamfrance.org/nos-finances/

Subventions et autres concours publics :

Cette rubrique comprend les financements de la Coopération suédoise (sur la transparence financière des banques), du ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (Centre de Crise) et de l'Agence française pour le Développement, ainsi que des collectivités territoriales pour le Trailwalker et le Wintertrail Oxfam.

Autres fonds privés :

Ce poste comprend aussi le financement de fondations privées comme la Fondation Gates (sur l'accès à la santé et l'efficacité de l'aide publique au développement), la Charity Aid Fondation et la Fondation Ensemble.

Charity Aid Fondation.

Une banque anglaise orientée vers... les Etats-Unis !

Leur documentation fait l'éloge de la philanthropie qui pue à plein nez l'optimisation fiscale ou la défiscalisation...

This new report provides the in depth analysis to complement Rules to Give By: A Global Philanthropy Legal Environment Index, which profiles the basic rules that underpin philanthropy in all 193 UN recognised nations. Like that report, which was produced in conjunction with Nexus and McDermott, Will & Emery LLP, Donation States benefited hugely from pro bono legal support through Trustlaw – an award winning initiative by the Thomson Reuters Foundation – through which we were able to work with DLA Piper, Doulah & Doulah, General Electric Company, and Grünkorn & Partner Law Co., Ltd.

(Source : https://www.cafonline.org)

LVOG - Si en plus ils sont sponsorisés par des multinationales, c'est forcément "*légal*" et au-dessus de tout soupçon !

Fondation Ensemble .

Créée et dirigée par Gérard Brémond, président du groupe Pierre & Vacances-Center Parcs. Fortune estimé par Challenge en 2018 : 129 M€

Le PDG-fondateur conserve 40% du groupe Aparthotels Adagio avec le groupe Accor, n°1 européen des résidences de tourisme, avec plus de 45.000 appartements et cottages (CA : 1,4 milliard). (https://www.challenges.fr)

Partenaires – Réseaux

- Admical - Association fondée pour promouvoir le mécénat d'entreprise
- L'EFC (European Foundation Centre)
- Centre Français des Fondations (CFF)
- Club du Rond-point - Madame Délia Brémond, Présidente déléguée de la Fondation, est membre de ce club qui regroupe plusieurs fondateurs/fondatrices de fondations familiales françaises.

Plus une floppée d'organisations... dont Oxfam.

Source : https://www.fondationensemble.org

Ces bailleurs privés sont la troisième source de financement d'Oxfam France...

https://www.oxfamsol.be/fr/propos-doxfam/transparence-et-finance

D'où proviennent les fonds d'Oxfam ?

Subsides : qui sont les principaux bailleurs de fonds ?

L'Union européenne
Le gouvernement fédéral belge - CTB
Le gouvernement wallon
La Communauté française
Le Gouvernement flamand
Les provinces du Brabant wallon, du Brabant flamand, d'Anvers, de Flandre occidentale et de Liège
Certaines communes belges

Combien gagne le secrétaire général d'Oxfam-Solidarité ?

Eva Smets est la secrétaire générale d'Oxfam-Solidarité.

Salaire : 4.757,08 € brut par mois
Avantages : chèques-repas + 13e mois

LVOG - Ne pas oublier les chèques-repas ! Est-ce que Manon Aubry et les élus de LFI en ont au moins ?

Le roi a parlé, place à la plèbe !

- Macron : une allocution suivie par 21 millions de téléspectateurs - Le Figaro 11 décembre 2018

L'allocution présidentielle était très attendue par les citoyens français. Elle a donc été très suivie. Même très très suivie puisque plus de 21 millions de téléspectateurs étaient devant leur écran de télévision. Macron : une allocution suivie par 21 millions de téléspectateurs

Le discours d'Emmanuel Macron était retransmis en direct sur les chaînes historiques TF1, France 2 et même M6, mais aussi sur les chaînes d'info (BFMTV, CNews, LCI et Franceinfo) et sur toutes les radios généralistes.

- "Gilets jaunes" : pourquoi l'augmentation du smic promise par Macron n'en sera pas vraiment une
- Franceinfo 11 décembre 2018

Lors de son allocution, le chef de l'Etat n'a pas prononcé les mots "prime d'activité". C'est pourtant bien la revalorisation de cette prime qui se cache derrière "l'augmentation de salaire" évoquée par Emmanuel Macron.

Pour répondre aux «gilets jaunes», le président de la République a présenté un panel de mesures lors d'une allocution télévisée, ce lundi soir. Elles n'ont globalement pas convaincu.

L'Acte V dans la capitale devrait bien avoir lieu samedi. L'appel à manifester à Paris, qui avait été de nouveau lancé ce week-end, a été renouvelé dès la fin de l'allocution du chef de l'État. Sur son site, et sitôt le discours achevé, Éric Drouet, l'un des porte-parole les plus déterminés du mouvement, a réagi pour que les «gilets» maintiennent la pression. Après quelques lignes contre Emmanuel Macron - «cet homme» qui, dit-il, «nous méprise depuis le début» et qui «nous a ignorés pendant cinq semaines» -, Éric Drouet finit par: «À tous je vous dis à samedi.»

Ces treize minutes, qui n'ont pas calmé la colère des plus virulents, n'ont pas davantage satisfait les plus modérés, à l'instar de Benjamin Cauchy. Le fondateur des «gilets jaunes libres» témoigne sans détour de sa déception, en parlant de «mesurettes» qui ne vont en rien, dit-il, modifier le cap politique d'Emmanuel Macron. Preuve pour lui que ce dernier reste inflexible, l'impôt sur la fortune est maintenu. «En préservant l'ISF, il reste donc le président des riches et il s'enferme dans sa stratégie politique», dénonce-t-il en demandant que le président soumette «cette stratégie» au peuple par référendum. Cette demande de consultation de la population s'est depuis largement répandue parmi les «gilets jaunes».

Sur le terrain, c'est la colère qui l'emporte, mêlée à une déception à laquelle beaucoup s'attendaient. À Montauban, notamment, une partie des «gilets jaunes» étaient tellement persuadés d'être déçus qu'ils avaient décidé de boycotter le discours.

Finalement, sur un rond-point du nord de la ville, les 300 contestataires présents se sont ravisés. Peu avant 20 heures, ils se sont tous agglutinés autour d'une voiture ouverte et ont fait hurler la radio pour écouter l'allocution. Le verdict est sans appel. «Ces annonces sont largement insuffisantes. Cent euros d'augmentation du Smic, c'est rien», lâche Christophe Torrent, l'un des membres actifs de la contestation. Ce salarié dans l'événementiel fait partie des nombreux militants qui ne se contentent plus des seules revendications sociales. La colère, qui a grandi dans le pays, a forgé des revendications politiques, et lui aussi

exige l'organisation d'un référendum portant sur le pouvoir d'achat. Comme beaucoup, il demande aussi la destitution d'Emmanuel Macron. En prévision de ces annonces insatisfaisantes, ces «gilets jaunes» avaient d'ailleurs, dès lundi, durci le mouvement en recourant de nouveau au blocage total. Des camions ont été empêchés de quitter les dépôts de grandes enseignes. Et déjà, avant même l'allocution, plusieurs manifestants commençaient à s'organiser pour un départ à Paris samedi.

Au Puy-en-Velay, c'est le rejet pur et simple de ces annonces. Après avoir écouté ces 13 minutes, les «gilets jaunes» ont aussitôt sorti leur calculette pour tenter d'y voir clair. «Cent euros, c'est du brut, du net?» interroge Michel Arnal, l'une des figures de la contestation dans la ville. «Le compte n'y est pas», tranche-t-il en relayant la pluie de réactions aussitôt tombées sur le site Internet des «gilets jaunes» du coin. Une bourrasque de critiques. «Ils sont tous remontés! Ils voulaient des mesures fortes, et c'est insuffisant», dit encore Michel Arnal qui évoque la prime versée par les employeurs. «Une prime optionnelle! Je suis chauffeur routier et je peux vous dire que mon patron n'en accordera pas», affirme-t-il en annonçant un durcissement des actions. En lieu et place des barrages filtrants, ce sera dorénavant «du blocage pur et dur». Conscient que les forces de l'ordre sont à bout, ce chauffeur routier déçu ne faiblira pas: «Ils nous taperont peut-être dessus, mais on restera mobilisés.»

Ce sentiment de ne pas avoir été entendu est largement partagé. «Les petits vont continuer à payer», déplore Nathy, cette jeune femme qui tient les barrages à Lorient depuis le début du mouvement. Elle s'étonne d'ailleurs que les «gilets jaunes» n'aient pas été une seule fois mentionnés dans l'allocution du président.

Sur certains ronds-points, on y chante l'internationale. Franceinfo et lefigaro.fr 11 décembre 2018

- Le discours d'Emmanuel Macron ne calme pas les blocages en région Le Figaro 11 décembre 2018

Semaine complexe pour le gouvernement: au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron pour le pouvoir d'achat, lundi, qui n'ont pas calmé la colère de l'opposition, une série de grèves est prévue ces prochains jours, dans les Chambres de commerce et d'industrie (CCI), ce mardi, chez les lycéens, l'UNL ayant appelé à un «mardi noir» soutenu par des «blocages» et des «occupations». En parallèle, les agents du Centre des finances publiques ont débuté une grève, effective du 9 au 31 décembre. Ces mouvements nationaux se doublent de rassemblements et de blocages, à l'échelle locale, comme depuis trois semaines. » LIRE AUSSI - Salaires, diplômes, déserts médicaux... quatre cartes qui expliquent le mal-être des «gilets jaunes»

- Auvergne-Rhône-Alpes. Les blocages ont été reconduits dans plusieurs communes, dont Saint-Beauzire, dans le Puy-de-Dôme, Saint-Michel-de-Maurienne, en Savoie ou à Lavilledieu, en Ardèche. Les habitants n'ont visiblement pas été convaincus par les annonces du Président de la République, hier soir. Plusieurs «gilets» interrogés par La Montagne ont ainsi promis qu'ils allaient «continuer» les mobilisations, par exemple à Creuzier-le-Neuf, Voreppe ou Vichy. Des perturbations sont aussi relevées par Vinci sur l'A89 (Thiers, Tarare).

- Bourgogne-Franche-Comté. Une assemblée générale aura lieu ce soir à la salle des fêtes du Magny, à Montceau-les-Mines, afin de déterminer des suites à donner au mouvement, au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron. » Suivez notre direct sur la réponse du gouvernement aux revendications des «gilets jaunes»

- Hauts-de-France. Ce matin, des ronds-points restent occupés dans plusieurs sites, selon France 3, comme Calais, Douai ou Dunkerque. Bison Futé rapporte également des barrages filtrants dans la région, comme sur l'A2, dans le sens ouest-est entre Paris et la Belgique, au nord de Valenciennes. Un autre barrage est prévu aujourd'hui au niveau d'Avesnes-sur-Helpe, ainsi qu'à Marle.

- Normandie. La mobilisation reste visible en Normandie, dont à Mauquenchy ou à Lisieux, où les «gilets jaunes» ont promis de «continuer le combat». »

- Bretagne. Selon France Bleu, tôt ce matin, des blocages ou filtrages ont été organisés devant les lycées, notamment à Châteaulin, Quimper ou Brest. De plus, le blocage de l'Université Rennes II a été reconduit hier, et sera donc effectif aujourd'hui encore. Les mobilisation devraient également continuer à Brest, Mellac, Ploubezre ou encore Pontivy. Pour l'heure, Vinci autoroutes ne constate aucun ralentissement sur son réseau dans la région.

- Pays de la Loire. Vinci Autoroute rapporte plusieurs manifestations organisées au niveau des péages de la région, dont à Chemillé-en-Anjou, ou à Boufféré. Hier soir, peu avant minuit, Bison futé relevait également une manifestation en cours sur l'A81, à l'ouest de Laval, entre Le Mans et Rennes, au niveau de La Gravelle.

- Nouvelle-Aquitaine. Là encore, les «gilets jaunes» organisent plusieurs manifestations dans la région, et sont présents aux péages , ainsi que sur les péages de Marmande et Langon, entre Bordeaux et Toulouse. Ce matin, sur le réseau Cofiroute, Vinci relève une manifestation sur l'A10, à la sortie de Châtellerault Nord. De même, des perturbations sont visibles sur l'A62, au niveau de Langon, tout comme sur l'A63, à Capbreton. Hier soir, la situation s'est tendue dans la commune de Guéret, dans la Creuse: selon La Montagne, une manifestation d'agriculteurs a mal tourné, et des face-à-face ont eu lieu entre les CRS et les manifestants jusqu'à 21h environ. Le quotidien rapporte qu'un membre du syndicat des jeunes agriculteurs de la Creuse a été hospitalisé. De plus, la préf0ecture des Landes, à Mont-de-Marsan, a été murée hier soir par des «gilets jaunes». » LIRE AUSSI

- Macron annonce un coup de pouce aux «smicards»... qui était déjà dans son programme

- Occitanie. Des «gilets jaunes» ont été vus au péage, à l'est de Tarbes, entre Saint-Gaudens et Bayonne. A Toulouse, une manifestation est également prévue par les lycéens, en réponse à l'appel national de l'UNL. Elle partira de la place Arnaud-Bernard, à 14h, et plusieurs organisations syndicales s'y joindront. Vinci fait également état de perturbations, ce matin, sur l'A20, au niveau d'Aussonne, ainsi que sur l'A61, notamment au niveau de Carcassonne et de Castelnaudary, ou encore sur l'A64 (Tarbes, Tournay). Les manifestants occupent également le péage de Cressensac, au sud de Brive-la-Gaillarde et sont présents à Valence d'Agen comme à Castelsarrasin. L'A9 est aussi ralentie, au niveau d'Agde, Sète, Narbonne et Perpignan.

- Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Vinci décrit plusieurs manifestations le long de l'A7, entre l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Tain, Loriol, Montélimar, Bollène, Avignon, Orange), ainsi que de plusieurs autres routes, comme l'A87 (Chemillé, en Pays de la Loire). Selon Vinci autoroutes, «un filtrage est toujours en cours» au niveau de La Barque, sur l'A8, rallongeant le temps de trajet entre Aix-en-Provence et Nice. De même, des manifestants sont aussi présents, comme depuis plusieurs jours, à Bandol, Manosque, Auriol ou encore Fréjus. Var Matin relève aussi des manifestants au péage du Muy et rappelle que le tunnel de Toulon est ralenti. Le Figaro 11 décembre 2018

En complément

- Une ébullition généralisée assez inédite mais pas forcément favorable au président de la République, malgré les annonces de la revalorisation du SMIC et de l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités les plus fragiles.

Pourtant, comme le laissait présager le titre de la vidéo de Maxime Nicolle, la majeure partie des réactions sont hostiles au président de la République et à son discours. Huffington Post 11 décembre 2018

- Guillaume Peltier, vice-président de LR: "Quand on proposera une hausse des salaires, entre autres, du SMIC à la condition que ce soit pas les entreprises qui payent, je voterai pour" (sur BFMTV) AFP 11 décembre 2018

Répression aveugle, intimidation et manipulation n'y feront rien.

- Comparutions immédiates - Liberation.fr11 décembre 2018

Au tribunal correctionnel de Paris lundi, les personnes arrêtées préventivement ou en marge des rassemblements de samedi se sont succédé à la barre.

Comme la semaine dernière, le défilé continue. Des provinciaux, la trentaine, mâles, courte barbe, fumeurs de joints occasionnels, casier judiciaire pas toujours vierge. Tous poursuivis en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Paris. Une caricature de prévenus loin de la figure de militants d'extrême droite ou gauche, l'accusation leur reprochant une «participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations». Comme si, une fois de plus, les forces de l'ordre avaient manqué leurs cibles véritables. Liberation.fr11 décembre 2018

- Y aura-t-il un mardi noir dans les lycées? - Le HuffPost 10.12

Le mouvement ne faiblit pas. Alors que la France vit un mouvement de grogne populaire considérable avec la protestation menée par les gilets jaunes, un autre mouvement est apparu en parallèle: celui des lycéens.

Depuis une dizaine de jours maintenant, ils réclament la suppression d'une série de mesures annoncées par le gouvernement, et pour certaines déjà mises en œuvre, comme Parcoursup (la procédure qui donne accès aux études supérieures), la réforme du bac ou la mise en place du service national universel (SNU). Certains exigent également le développement et la gratuité des transports en commun pour "contribuer à la transition écologique". Et le mouvement ne devrait pas faiblir.

Ce lundi 10 décembre, 450 lycées étaient perturbés, dont 50 bloqués, selon le ministère de l'Éducation. "On se rapproche en fait des chiffres de jeudi dernier", a précisé le ministère. Un peu plus de 10% des lycées français sont concernés lundi par ces blocages, barrages filtrants ou rassemblements.

Cinq sites universitaires sont restés fermés lundi (Paris 1-Tolbiac, Paris 3-Censier, Nanterre, Rennes-2 et Avignon), selon le ministère de l'Enseignement supérieur. Le HuffPost 10.12

- Réforme de la justice Des centaines d'avocats en grève et en colère - Liberation.fr 11.12

«Justice en danger, avocats en colère» : les robes noires ont bloqué lundi des tribunaux à Rouen, Nice et en Ile-de-France pour dénoncer une réforme de la justice qui «porte atteinte aux droits des justiciables».

L'examen du projet de réforme de la justice est actuellement en cours de discussions à l'Assemblée nationale, qui a déjà voté plusieurs mesures dont la fusion controversée des tribunaux d'instance et de grande instance. A Rouen, par exemple, 130 avocats ont barré l'entrée du palais de justice pour empêcher les transferts de détenus, selon le bâtonnier. Liberation.fr 11.12

Les jaunes au secours de Macron et LREM.

- Le gilet jaune Hayk Shahinyan annonce une liste aux européennes - Le HuffPost 11 décembre 2018

La conversion politique du mouvement spontané des gilets jaunes vient de passer un cap. Sur le plateau de franceinfo ce lundi 10 décembre après les annonces faites par Emmanuel Macron pour tenter de désamorcer la crise, l'un des représentants de la mobilisation, Hayk Shahinyan, a annoncé sa volonté de présenter une liste aux élections européennes 2019.

"La fracture actuelle ne va pas disparaître du jour au lendemain et je suis certain qu'avec les réformes qui vont arriver sur la table, ce mouvement va perdurer. Nous sommes en train de nous organiser. Nous allons présenter une liste aux Européennes, nous avons envie d'investir le champ politique", a déclaré celui qui a fondé l'association Gilets Jaunes le Mouvement, embryon de parti politique. Le HuffPost 11 décembre 2018

Le communautarisme réactivé ou au secours de Macron et LREM.

- «Immigration» et «identité nationale» : le débat que veut ouvrir Macron irrite déjà - LeParisien.fr 11 décembre 2018

« Je veux aussi que nous mettions d'accord la nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde, que nous abordions la question de l'immigration. Il nous faut l'affronter », a déclaré le président.

La mention, qui reste encore vague, suscite déjà l'inquiétude de plusieurs personnalités, qui craignent de voir le débat autour de la hausse du coût de la vie - au cœur des revendications des Gilets jaunes - détourné. v

- Macron ne vise pas les européennes puisqu'il n'a rien à craindre de ce côté-là, mais le mouvement actuel qu'il doit briser coûte que coûte...

Seconde partie.

Totalitarisme et gouvernance mondiale. Pacte mondial sur les migrations.

Voilà ce que la gauche et l'extrême gauche nous appellent à cautionner, nous nous y opposons catégoriquement.

- Finalité du Pacte mondial sur les migrations par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 7 décembre 2018

Alors que sept États ont déjà refusé de signer le Pacte mondial pour les migrations, prétendument rédigé dans leur intérêt, Thierry Meyssan revient sur l'histoire de ce document et sur la philosophie de ses auteurs : celle de Karl Popper et du sans-frontérisme.

par Thierry Meyssan

Les États membres des Nations unies sont appelés à approuver le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, lors de la conférence de Marrakech à l'occasion du 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le but de ce pacte, selon la Représentante spéciale du secrétaire général, Louise Arbour, est de faciliter le transfert vers les pays riches de travailleurs en provenance des pays pauvres. « Les données démographiques laissent penser que s'ils veulent maintenir leurs niveaux économiques actuels ou même développer leur économie, [les pays riches] vont devoir recevoir des travailleurs étrangers bien formés pour répondre aux demandes du marché du travail », a-t-elle déclaré. Selon le service de presse des Nations unies, il s'agit de « réguler les migrations de manière [à ce] qu'elles fonctionnent pour tout le monde ».

L'Allemagne fut le premier État à appliquer cette politique. Elle ainsi reçu en 2015 plus d'un million de migrants, dont certains venus de Syrie [1]. Cependant, deux ans plus tard, elle ne parvient pas à les intégrer. L'opposition populaire à cette migration massive a conduit la chancelière fédérale, Angela Merkel, à annoncer la fin de sa carrière.

La démarche du secrétariat général des Nations unies est actuellement rejetée par 7 États « riches » : l'Autriche, la Croatie, la Hongrie, la Lituanie, la République tchèque, la Slovaquie et la Suisse. D'autres États pourraient également la refuser, notamment la Belgique, la Bulgarie et l'Italie.

Selon le chancelier autrichien Sebastian Kurz, dont le pays représentait l'Union européenne lors des négociations de New York, mais qui s'oppose au texte, sa philosophie est d'abroger les distinctions entre les différents types de migrants (légaux et illégaux ; économiques, humanitaires et politiques). Par conséquent, le pacte aura des implications immédiates en matière de droits sociaux, aussi bien sur le territoire de l'État hébergeant que lors de reconduites à la frontière.

Le texte trouve son origine dans l'appendice 2 de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants préparée sous la direction de Peter Sutherland [2]. Cette haute personnalité avait déclaré, le 21 juin 2012, lors d'une audition à la Chambre britannique des Lords, que tout individu doit avoir la possibilité d'étudier et de travailler dans le pays de son choix, ce qui est incompatible avec toutes les politiques de restriction des migrations ; et que les migrations créent une dynamique cruciale pour le développement économique quoi qu'en disent les citoyens des pays d'accueil. Par conséquent, concluait-il, l'Union européenne doit saper l'homogénéité de ses nations [3].

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ne comporte aucune mesure s'imposant aux États ou limitant directement leur souveraineté. Il procède de la méthode chère aux adeptes de Karl Popper —le penseur de la « société ouverte » et du « sans-frontérisme »— de proclamer des droits (non pas au sens de « droits positifs », mais de « droits créances ») dont la mise en œuvre par des recours juridiques s'imposera aux législations nationales, plus ou moins vite selon leur système juridique. C'est cette stratégie particulièrement efficace dans le droit anglo-saxon. Elle est ainsi appliquée par l'ONG Pueblo sin fronteras (financée par le spéculateur George Soros) qui organise des caravanes de migrants à travers l'Amérique centrale, vers les États-Unis.

La philosophie de ce Pacte facilite en outre l'usage des migrations comme arme de guerre [4] que l'Otan a mis en œuvre pour déclencher la guerre du Kosovo, pour vider la Syrie de ses défenses, ou pour préparer une intervention militaire contre le Venezuela (M. Sutherland, qui est mort en début d'année, était lui-même un ancien administrateur du think-tank de l'Otan, le Club de Bilderberg). Cette stratégie a été valorisée par une autre ONG de George Soros, l'International Crisis Group, dont Louise Arbour est l'ancienne présidente.

Dans les faits, on assiste aujourd'hui à une navette : les Occidentaux envoient des armes dans les régions qu'ils détruisent et reçoivent en retour les réfugiés qu'ils font fuir de chez eux [5]. Réseau Voltaire 7 décembre 2018

Notes.

[1] « La fausse "crise des réfugiés" », « Comment l'Union européenne manipule les réfugiés syriens », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 septembre 2015 et 2 mai 2016.

[2] « Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants », Réseau Voltaire, 19 septembre 2016.

[3] "EU should 'undermine national homogeneity' says UN migration chief", Brian Wheeler, BBC, June 21st, 2012. « Les tireurs de ficelles de la crise migratoire », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mai 2016.

[4] "Strategic Engineered Migration as a Weapon of War", Kelly M. Greenhill, Civil War Journal, Volume 10, Issue 1, July 2008. Understanding the Coercive Power of Mass Migrations," in Weapons of Mass Migration : Forced Displacement, Coercion and Foreign Policy, Kelly M. Greenhill, Ithaca, 2010. "Migration as a Coercive Weapon : New Evidence from the Middle East", in Coercion : The Power to Hurt in International Politics, Kelly M. Greenhill, Oxford University Press, 2018.

[5] « Circuit de mort en "Méditerranée élargie" », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 19 juin 2018.

- La conférence de Marrakech approuve le Pacte mondial pour les migrations - AFP 11 décembre 2018

Plus de 150 pays ont adopté lundi à Marrakech (Maroc) le Pacte mondial sur les migrations des Nations unies, en le défendant par de vibrants plaidoyers face aux critiques des nationalistes et partisans de la fermeture des frontières.

"Nous ne devons pas succomber à la peur", a exhorté le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avant l'adoption formelle de ce texte destiné à renforcer la coopération internationale pour une "migration sûre, ordonnée et régulière".

Comme plusieurs dirigeants présents à Marrakech, M. Guterres a aussi dénoncé les "nombreux mensonges" sur le Pacte qui a généré des tensions politiques dans plusieurs pays...

Le document doit encore faire l'objet d'un ultime vote de ratification, le 19 décembre à l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

Prévue sur deux jours, la conférence intergouvermentale de Marrakech qui coïncide avec le 70ème anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'Homme devait être une étape purement formelle du processus onusien.

Mais le sujet déchaînant les passions, une quinzaine de pays (Autriche, Australie, Bulgarie, Chili, Estonie, Hongrie, Italie, République tchèque, République dominicaine, Lettonie, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Suisse) ont annoncé leur retrait ou le gel de leur décision après avoir approuvé le texte le 13 juillet à New York.

Les Etats-Unis, qui s'étaient retirés de l'élaboration du texte en décembre 2017 en le jugeant contraire à la politique d'immigration du président Donald Trump, ont lancé vendredi dernier une nouvelle salve contre le Pacte et contre toute forme de "gouvernance mondiale".

Non contraignant, le recense des principes --défense des droits de l'Homme, des enfants, reconnaissance de la souveraineté nationale-- et liste différentes options de coopération --échanges d'information et d'expertises, intégration des migrants etc. Il prône l'interdiction des détentions arbitraires, n'autorisant les arrestations qu'en dernier recours.

Présents à Marrakech, les défenseurs des droits de l'Homme et les ONG l'ont défendu avec ardeur même si certains le trouvent insuffisant, notamment sur les droits des migrants. Ses détracteurs, eux, le voient comme un encouragement à un flux migratoire incontrôlé. AFP11 décembre 2018

- António Guterres et les « fakes news » du Pacte sur les migrations Réseau Voltaire 10 décembre 2018

Plus de 150 États ont été enregistrés à la conférence d'adoption du Pacte global pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de Marrackek [Note : le document de référence en anglais est intitulé Global Pact, ce que l'Onu traduit par Pacte mondial.].

En introduction, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a tenu à dénoncer les « fausses informations » sur le Pacte. Il a notamment souligné que ce texte n'est pas contraignant et ne limitera donc pas la souveraineté des États.

Or, c'est très exactement le problème : le Pacte ne limitera pas la souveraineté des États qui y ont déjà partiellement renoncé en admettant dans leur système juridique la supériorité des textes internationaux sur les textes nationaux.

L'expression « non-contraignant » signifie que les États signataires n'auront pas à réformer leur législation. Mais il sera possible à des plaignants de faire valoir la supériorité d'un texte international sur le droit national et ainsi de contraindre à l'application du Pacte.

C'est ce qui a conduit 15 États (l'Autriche, l'Australie, la Bulgarie, la Croatie, le Danemark, l'Estonie, les États-Unis, Israël, la Hongrie, les Pays-Bas, la Pologne, la République dominicaine, la Serbie, la Slovaquie et la Suisse) à ne pas participer à la conférence.

En Suisse, le Conseil fédéral a participé aux négociations avant de se retirer à la dernière minute.

Le cas de la Belgique atteste de l'importance du Pacte qui n'est pas un simple document déclaratif comme le prétend M. Guterres. À Bruxelles, le Premier ministre, Charles Michel, a contourné les dispositions constitutionnelles pour pouvoir le signer : un parti de la Coalition au pouvoir, le NVA, a refusé le Pacte et a démissionné de ses fonctions. Le gouvernement devenu minoritaire aurait dû tomber. Mais le Premier ministre s'est maintenu au pouvoir et n'a informé le roi qu'après coup de son remaniement ministériel. Il s'est rendu à Marrakech signer le Pacte sans demander la confiance de son Parlement. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

En complément

Le Parisien 10 décembre 2018 - L'approbation de ce pacte, dénoncé par les partis de droite et d'extrême droite, suscite de vives critiques, et fait même l'objet de multiples intox sur les réseaux sociaux, notamment dans des groupes de Gilets jaunes. Le Parisien 10 décembre 2018

Le Josef Mengele français de retour en Syrie.

- Bernard Kouchner entre illégalement en Syrie - Réseau Voltaire 10 décembre 2018

L'ancien ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner, est entré illégalement en Syrie, le 1er décembre 2018. Il a participé au Forum international sur le nettoyage racial et le changement démographique, organisé dans la zone occupée par

les États-Unis et administrée par les miliciens kurdes du PKK.

Lors de l'invasion de l'Iraq par la Coalition pro-US, M. Kouchner avait tenté en vain d'être désigné comme représentant spécial du secrétaire général de l'Onu dans le Kurdistan iraquien, comme il l'avait été au Kosovo après la conquête de l'Otan.

Le 4 juillet 2011, Bernard Kouchner et Bernard-Henry Lévy étaient les têtes d'affiche d'une réunion organisée à Paris par les Frères musulmans et l'État d'Israël en faveur du renversement de la République arabe syrienne. Cette manifestation, très médiatisée, permit de faire adhérer la classe politique française au projet états-unien de destruction des structures étatiques en Syrie. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

Ils osent tout

- Gilets jaunes: Erdogan inquiet par le recours "disproportionné" à la force en France - Reuters 09.12

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit samedi inquiet par le recours "disproportionné" à la force contre les manifestants à Paris tout en condamnant le "chaos" provoqué par les contestataires. Reuters 09.12

- Brésil: un gouvernement Bolsonaro de militaires et d'ultra-libéraux - AFP

- Washington sanctionne trois responsables nord-coréens pour abus des droits de l'homme - Reuters

Les Etats-Unis ont imposé lundi des sanctions financières à trois hauts responsables nord-coréens pour violations des droits de l'homme, a annoncé le département du Trésor. Reuters

---

Troisième partie.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Ukraine

- L'Ukraine révèle le mobile de l'incident de Kertch - Réseau Voltaire 10 décembre 2018

En 1997, l'Ukraine et la Russie conclurent un Traité d'amitié, qui entra en vigueur en 1999. Ce document aurait dû être automatiquement reconduit tous les dix ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie.

L'Ukraine a décidé en octobre de dénoncer ce Traité, puis a organisé l'incident de Kertch. En outre, le président Petro Poroshenko a donné instruction à son administration de lister tous les accords conclus avec la Russie et d'évaluer ceux qu'il conviendrait de dénoncer.

Entre autres dispositions, le Traité d'amitié et son extension de 2003 font de la mer d'Azov une mer intérieure ukraino-russe. Les navires de guerre ne peuvent y pénétrer sans l'autorisation des deux États. La Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 ne s'y applique pas.

Lorsque ce Traité et son extension seront abrogés, la mer d'Avoz sera régie par le droit international, avec des eaux territoriales ukrainiennes et russe, ainsi qu'une partie internationalisée. En conséquence, les navires de l'Otan n'auront plus besoin de l'accord de la Russie pour y entrer.

Ainsi se révèle la raison pour laquelle l'Otan est impliquée dans la préparation de l'incident de Kertch. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

Arménie

LVOG - Un produit de marketing du même type que Bolsonaro ou Macron. A la tête d'"*un petit parti d'opposition avec neuf sièges au Parlement* huit mois plus tard, il obtient 70% des votes, plus fort que Macron ! Ah, c'est la démocratie, version totalitaire ou bruxelloise-otanienne.

- Arménie : la révolution de velours a porté ses fruits - Libération 10 décembre 2018

Dimanche, les Arméniens ont participé avec enthousiasme à un scrutin qu'ils considèrent comme le premier véritablement démocratique et «post-soviétique».

Pari gagné pour Nikol Pachinian. Huit mois après une «révolution de velours» qui avait porté cet ancien journaliste de 43 ans à la tête du gouvernement, la transition politique est confirmée en Arménie. La liste «Mon Pas» de Pachinian a obtenu 70,45% des votes, devançant très largement ses concurrentes. Le parti Arménie prospère est arrivé en deuxième position avec 8,37% des suffrages. Quant au Parti républicain, l'ancien parti au pouvoir, qui a dominé le Parlement ces dix dernières années, il n'a obtenu que 4,7% des suffrages, échouant à dépasser le seuil de 5% nécessaire pour entrer à l'Assemblée.

Au printemps dernier Nikol Pachinian a connu une ascension politique fulgurante, en quelques semaines seulement, de député coriace d'un petit parti d'opposition avec neuf sièges au Parlement en héros national, rassembleur de foules et incarnation de tous les espoirs de renouveau politique et économique. Libération 10 décembre 2018

Brésil

LVOG - Mais non la gauche corrompue ne fraie pas la voie au fascisme, où avez-vu cela ? Allez, vive Porto Alegre, vive le Forum social mondial, vive l'altermondialisme, vive Attac, vive Bolsonaro !

- Brésil: un gouvernement Bolsonaro de militaires et d'ultra-libéraux - AFP11 décembre 2018

Ultra-libéral sur le plan économique, très conservateur sur le plan moral, avec une forte présence militaire...

L'ancien parachutiste de l'armée, dont l'investiture aura lieu le 1er janvier, avait promis de dégraisser au maximum l'exécutif, réduisant à 15 le nombre de ministères, contre 29 actuellement.

Au final, il a nommé 22 ministres, dont sept militaires, deux femmes et aucun Noir.

L'un des grands défis du gouvernement Bolsonaro sera de redonner des couleurs à l'économie brésilienne, après deux années de timide croissance qui ont suivi une récession historique.

Il a choisi pour cette tâche ardue l'économiste Paulo Guedes, passé par l'Université de Chicago, berceau du libéralisme économique moderne.

Le gourou économique de Bolsonaro, qui a l'intention de mettre en place un vaste plan de privatisations, a par ailleurs nommé d'autres "Chicago Oldies" (les anciens de Chicago) -- comme les surnomment la presse brésilienne -- à des postes clé, comme la direction de la compagnie pétrolière d'Etat Petrobras et de la banque publique de développement BNDES.

Le ministère du Travail a été tout bonnement supprimé, et ses attributions diluées dans trois ministères, notamment celui de la Justice, mais aussi celui de l'Economie et de la Citoyenneté.

Jair Bolsonaro, qui a toujours affiché son admiration pour la dictature militaire qui a sévi au Brésil de 1964 à 1985, a nommé sept ministres passés par l'armée à son gouvernement.

Trois généraux de réserve ont notamment été nommés à des portefeuilles-clé, la Défense, le Cabinet de sécurité institutionnelle -- qui coordonne les services du renseignement-- et le Secrétariat du gouvernement, chargé des relations avec les Etats et municipalités.

Sans compter le vice-président élu, Hamilton Mourao, lui aussi général, censé participer activement au gouvernement.

Bolsonaro a également nommé des ministres qui partagent ses valeurs conservatrices, farouchement opposés à l'avortement et au supposé "endoctrinement" des élèves par des professeurs "gauchistes".

Deux d'entre eux ont été proposés par son gourou idéologique, le philosophe Olavo de Carvalho.

Le futur ministre des Affaires étrangères, Ernesto Araujo, a promis par exemple d'expurger le "marxisme culturel" de la diplomatie brésilienne.

Le philosophe d'origine colombienne Ricardo Vélez, professeur émérite de l'École de commandement et d'état-major de l'armée, a été nommé à l'Éducation, avec la bénédiction du puissant lobby évangélique, qui s'était opposé à un autre nom pressenti au profil

plus progressiste.

Le président élu a séduit de nombreux fidèles d'églises néo-pentecôtistes qui se sont reconnus dans son slogan "Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous".

C'est pourquoi il a choisi pour le ministère de la Famille, de la Femme et des Droits de l'Homme la pasteure évangélique Damares Alves, résolument anti-avortement, mais qui a tenu depuis sa nomination des propos conciliants envers la communauté LGBT. AFP11 décembre 2018

Haut de page

Le 13 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Un mot au déséquilibré qui me harcèle.

Monsieur Coquéma (erou@), c'est le cinglé du POID (ou sympathisant) qui me harcèle avec ses courriels débiles, Outlook va les bloquer, donc je ne les recevrai plus.

Un courrant politique qui a voté toutes les résolutions de la direction confédérale (PS) farouchement anticommuniste et anti-ouvrière de Force Ouvrière de Bergeron à Mailly, qui soutient la version officielle frauduleuse de G.W. Bush du 11 septembre 2011 qui a permis de justifier les guerres contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, etc., qui a condamné le mouvement populaire engagé depuis le 17 novembre 2018 et ainsi apporté son soutien à Macron et à la Ve République, est ni qualifié ni digne de parler au nom des travailleurs.

Tenez, ceci est pour vous et vos semblables.

- Et, de même que dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer, encore davantage dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité. (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

- Au format pdf (25 pages)

Première partie.

Le commentaire intégral que j'avais envoyé et qui a été publié par le blog Les Crises.fr. Cela s'adresse à des intellectuels ou des membres des classes moyennes.

- "*Quelle illusion, aberration, ignorance ou naïveté de croire qu'on pourrait vaincre le régime ou nos ennemis de classe sans direction, sans orientation, sans stratégie, sans programme, sans théorie, sans drapeau, sans dirigeants, sans parti, à partir de bonnes intentions, c'est la négation des enseignements de deux siècles de lutte de classe, c'est la négation de toute conscience de classe, de toute conscience politique en réalité.*

Tous ceux qui le prétendent et qui ont accès aux médias ou aux réseaux dits sociaux sont des charlatans, des imposteurs ou des escrocs. Vous ne tarderez pas à vous en apercevoir et à vous en mordre les doigts pour les avoir crus. Le réveil va être encore plus cruel et vous n'avez pas idée du prix que vous, que nous allons payer pour avoir fait preuve d'une tel manque de discernement.

C'est la preuve aussi que vous n'êtes décidément pas prêts pour un changement de régime, un régime débarrasser du capitalisme puisqu'il n'existe pas d'autre alternative. Vous n'avez pas voulu envisager cette alternative, alors estimez-vous heureux comme vous êtes et résignez-vous au sort effrayant qui vous attend."

Depuis le 17 novembre on n'a pas modifié notre discours, on a soutenu ce mouvement des masses engagé contre Macron et le régime en expliquant quelles étaient ses limites politiques en l'absence de toute orientation ou direction. Depuis trois semaines il a commencé à mûrir pour passer du terrain social au plan politique.

Après les misérables miettes que Macron vient de lâcher qui tiennent plus d'une arnaque que d'une concession pour temporiser

ou gagner du temps, tenter de le diviser ou de le faire refluer, j'ignore comment vont réagir les travailleurs qui se sont engagés dans ce mouvement et ceux qui le soutiennent, quelle tournure il va prendre ou s'il va s'arrêter là... pour repartir de plus belle plus tard, car maintenant il ne peut plus en être autrement compte tenu que la condition de la classe ouvrière et des classes moyennes est appelée à se détériorer inexorablement tant que le régime ne sera pas renversé.

On a tous pu observer que l'ensemble des syndicats s'étaient dressés contre cette mobilisation des masses et s'étaient placés au côté de Macron. Ils méritaient donc le rejet qu'ils inspiraient aux travailleurs. Et ce n'est pas le succès que vient de remporter le syndicat jaune ou corporatiste (la CFDT) aux dernières élections professionnelles qui les contredira. Il témoigne de l'orientation réactionnaire du mouvement ouvrier si besoin était.

Comme nous l'avons dit depuis le départ en caractérisant la majorité des masses d'embourgeoisées, corrompues par le capitalisme, la causerie d'hier sur les faiblesses ou la médiocrité de l'homme en général fut particulièrement a propos juste avant d'entendre de nombreux appels à "l'apaisement" après le discours du suzerain à ses sujets. Vous me direz que je n'ai aucune raison de m'en flatter et je suis bien d'accord avec vous, puisque c'était couru d'avance, j'ai été le premier à l'affirmer d'emblée en appelant à ne se faire aucune illusion sur le niveau de conscience politique des masses.

A la différence des autres courants du mouvement ouvrier, j'ai soutenu ce mouvement dont je connaissais l'issue depuis le début, bien qu'il ne soit pas terminé. Au XVIIIe siècle, il fallut trois ans pour que les jacobins rompent avec la monarchie et obtiennent sa tête, à une autre époque j'aurais soutenu les Communards avec Marx et Engels, contrairement à nos braves dirigeants qui les auraient condamnés, avec ces mêmes dirigeants la monarchie n'aurait pas été abolie non plus. En réalité, elle n'a jamais été entièrement abolie sur le plan politique, la Constitution de la Ve République en témoigne. Quant à la République, elle a été instaurée pour mieux masquer l'aspect monarchique ou antidémocratique du régime, pour donner un vernis démocratique à cette dictature, puisque le pouvoir devait échoir une fois de plus à une minorité, la bourgeoisie ou la classe des capitalistes, tandis que la majorité en serait exclue. Partant de là, tous les représentants de cette majorité, les classes exploitées devaient se retrouver otages de ce nouveau pouvoir monarchique devenu oligarchique ou ploutocratique, ils devaient être amenés à composer avec lui, rapport qui devait forcément avoir une influence néfaste sur l'état d'esprit des représentants des gueux qui de concessions en compromissions finiraient infailliblement à renier leur engagement politique ou à ne plus représenter que les intérêts du régime.

C'était inévitable, dès lors que les représentants de la classe ouvrière participaient aux institutions de l'Etat bourgeois, à de très rares exceptions près, rapidement ils allaient devenir méconnaissables et se laisser corrompre, ils allaient se fondre, être littéralement absorbés par le régime qui les dévoreraient.

Il en va de même chez la plupart des hommes, dès qu'ils acquièrent du pouvoir ou une position sociale supérieure. Même sans en arriver là, il suffit qu'ils se croient beaux, intelligents ou cultivés, libres ou indépendants, bien dotés financièrement, bref, qu'ils cultivent un individualisme qui frise la démence pour se croire supérieurs aux autres ou tout permis, sauf une chose, assumer leur responsabilité qui leur intime de respecter les autres et particulièrement ceux pour lesquels la nature ou la société n'ont pas été aussi généreuses, qu'ils ignorent ou méprisent ou pire encore, les déshérités, les défavorisés, les pauvres, les miséreux, les gueux, le milieu dans lequel je baigne quotidiennement en Inde, et dans lequel je suis venu au monde en France il y a 63 ans, comment pourrais-je le trahir un jour ?

Ah ! je n'ai jamais fréquenté les ors de la République française, rencontré des présidents ou des ministres contrairement à nos dirigeants, d'ailleurs je me demande bien en quoi cela aurait pu faire avancer notre cause, je ne vois pas, je dois être borné, et pour le coup fier de l'être !

Quand j'observe le malheur qui accable quotidiennement mes semblables, car toutes les semaines des gens défilent chez moi et nous racontent les malheurs qui les ont encore frappés ou leurs proches, je me demande comment ils font pour le supporter et trouver encore la force de vivre un jour de plus. Quand ils ne s'écroulent pas en pleurs, la souffrance se lit sur leurs visages, le dessous de leurs yeux en porte les stigmates et est encore boursouflé. Ils sont intarissables, leurs récits vous nouent les tripes, on en a la gorge serrée, on se retient tout juste de pleurer avec eux, on leur prend la main ou on les prend dans nos bras, on les réconforte comme l'on peut, je parle de ma compagne indienne Selvi, moi je reste à l'écart et je n'ose même pas ouvrir la bouche, avant de partir on leur offre un fruit ou des gâteaux secs, un thé ou un jus de fruits, on est très triste, désemparés, impuissants, et moi j'enrage contre le régime.

J'en oublie totalement mon statut privilégié, bien que je ne fasse même pas partie des classes moyennes, je partage leur terrible et injuste destin, je n'ai aucun effort à faire pour ne pas subir l'influence du régime, quand le moment après je bascule vers la France en reprenant mon travail, j'ai juste à éviter de tomber dans les pièges du dogmatisme ou du sectarisme, je ne risque pas d'être récupéré par un des courants opportunistes dont les discours ne prennent pas en compte la réalité que vivent ces couches inférieures de la classe ouvrière.

C'est cette expérience renouvelée sans cesse et avec cet état d'esprit que j'aborde quotidiennement la situation politique en France.

Mises au point.

1- Bien sûr que le mouvement engagé le 17 novembre est très hétérogène, bourré d'illusions et de contradictions, comment pourrait-il en être autrement sans direction ou orientation politique.

2- Audience exceptionnelle pour Macron lundi soir, vraiment ? Comme chaque soir il y a 23 millions de personnes devant leurs écrans de télévision à 20H, rien de plus, certes, c'est déplorable, mais il faut faire avec.

Personnellement cela fait 5 ans que je me passe de télévision et je ne m'en porte que mieux ! On a le niveau de conscience qu'on a. Le monde est rempli de gens manquant singulièrement de volonté ou d'imagination, inconsistant et qui se permettent de juger les autres alors qu'ils les imitent. Qu'ils commencent par s'interroger sur leur propre mode de vie ou par balayer devant leur porte et le monde s'en portera tout de suite mieux.

3- Le mouvement du 17 novembre va-t-il réussir à passer sur le plan politique ? C'est peu probable, mais il cherche une issue politique, rien que pour cette raison on doit le soutenir et y participer. Il faut les aider à tirer les enseignements politiques de leur combat et à s'organiser au lieu de vomir dessus comme le font certains.

4- A bas la COP et le Pacte sur les Migrations, à bas les ONG, l'ONU !

Bilderberg ou la macronnie, la machine à broyer tous les peuples de la gouvernance mondiale.

Envers qui Emmanuel Macron est-il débiteur ? - Réseau Voltaire 11 décembre 2018

On présente souvent le président Macron comme un Rothschild Boy. C’est exact, mais c’est accessoire. Thierry Meyssan montre qu’il doit sa campagne électorale principalement à Henry Kravis, le patron d’une des plus grandes sociétés financières globales, et à l’Otan ; une lourde dette qui pèse aujourd’hui sur la solution de la crise des Gilets jaunes.

par Thierry Meyssan

Emmanuel Macron ne se destinait pas à la politique. Jeune homme, il espérait devenir philosophe, puis haut-fonctionnaire, puis banquier d’affaire. Pour arriver à ses fins, il fréquenta les bonnes fées de l’Oncle Sam : la French-American Foundation et le German Marshall Fund of the United States.

C’est dans ce cadre, qu’il a rencontré Henry et Marie-Josée Kravis, dans leur résidence de Park Avenue, à New York [1]. Les Kravis, soutiens indéfectibles du Parti républicain US, comptent parmi les grandes fortunes mondiales qui font la politique hors du champ des caméras. Leur société, KKR, est avec Blackstone et le Carlyle Group, l’un des principaux fonds d’investissement dans le monde.

« La curiosité d’Emmanuel pour la can do attitude, cette capacité à se dire que si l’on veut on peut, était fascinante. Mais il a une volonté de savoir, de comprendre ce qui marche sans pour autant l’imiter ou le copier qui le fait rester très français », déclare aujourd’hui Marie-Josée Drouin (Madame Kravis) [2].

Muni de la double recommandation des Kravis et de Jean-Pierre Jouyet [3], il intègre le cercle fermé de l’équipe de campagne de François Hollande. Dans un e-mail adressé à la secrétaire d’État US, Hillary Clinton, le directeur de la planification politique Jake Sullivan, décrit les quatre principaux membres de l’équipe de campagne du candidat socialiste, dont l’inconnu Emmanuel Macron. Il précise qu’il devrait devenir le Directeur général du Trésor (« the top civil servant at the Finance Ministry ») [4].

Cependant lorsque François Hollande est élu, Emmanuel Macron devient l’adjoint du secrétaire général de l’Élysée, une fonction plus politique. Il semble qu’il ambitionnait de succéder à Jean-Pierre Jouyet comme directeur de la Caisse des dépôts et consignations, poste qui échut en mai 2014 au secrétaire général de l’Élysée. Il est invité, quelques jours plus tard, au Club de Bilderberg sur proposition des époux Kravis. Il y fera une violente intervention dans un anglais parfait contre son patron, François Hollande. De retour à Paris, il démissionne de son cabinet.

Les époux Kravis sont parmi les principaux piliers du Bilderberg, dont Marie-Josée Drouin-Kravis est administratrice. Contrairement à une idée répandue, le Bilderberg n’est pas un lieu de décision. Ses archives attestent qu’il a été créé par la CIA et le MI6, puis est devenu un organe d’influence de l’Otan qui en assure directement la sécurité [5]. L’intervention de Macron ayant été bien reçue, il devient un des hommes de l’Otan en France.

Ayant quitté la politique, il ne souhaite plus y revenir. Il explique à maintes reprises à son entourage qu’il entend devenir professeur d’université. Avec l’aide de l’essayiste Alain Minc (adoubé en 2008 au Bilderberg), il obtient un poste à l’université de Berlin et un autre à la London School of Economics, mais ne parvient pas à être embauché à Harvard.

Pourtant, en août 2014 —trois mois après avoir « quitté la politique »—, il est nommé par François Hollande sur proposition de

Jean-Pierre Jouyet (adoubé en 2009 au Bilderberg), ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.

Dans un livre paru en 2018, François Hollande assure que ce choix était son idée [6]. C'est possible, mais cela suppose qu'il n'a pas été informé de l'intervention de Macron au Bilderberg. Or, une de ses ministres et amie, Fleur Pellerin y avait également été invitée.

En décembre 2014, Henry Kravis créé sa propre agence de Renseignement, le KKR Global Institute. Il nomme à sa tête l'ancien directeur de la CIA, le général David Petraeus. Celui-ci va poursuivre avec les moyens privés de Kravis (le fonds de placement KKR) —et sans en référer au Congrès— l'opération « Timber Sycamore » que le président Barack Obama avait initiée. C'est le plus important trafic d'armes de l'Histoire impliquant au moins 17 États et représentant plusieurs dizaines de milliers de tonnes d'armes pour plusieurs milliards de dollars [7]. À ce titre, Kravis et Petraeus sont les principaux fournisseurs de Daesh [8].

Le président du Bilderberg, le Français Henri de Castries, invite le député-maire du Havre, Édouard Philippe à la réunion annuelle, qui se tient cette fois en juin 2015 en Autriche. Il sera à nouveau invité, en Allemagne cette fois, en mai 2016. Lors de la campagne présidentielle en France, Henri de Castries et Édouard Philippe seront des soutiens de François Fillon. Ils le laisseront tomber dès que Jean-Pierre Jouyet [9] aura fourni au Canard enchaîné les documents financiers réunis par l'Inspection des finances sur les emplois douteux de Madame Fillon [10]. Ils se rallieront alors à Emmanuel Macron.

En avril 2016, Emmanuel Macron fonde sa formation politique, En Marche !, dont le marketing est calqué sur Kadima !, le parti prétendument ni-droite ni-gauche d'Ariel Sharon. Son programme, quant à lui, décline les notes de l'OCDE [11] et celles de l'Institut Montaigne, dont Henri de Castries est le président. C'est d'ailleurs dans les locaux de l'Institut qu'il est créé. Mais Castries fait croire à Fillon qu'il ne soutient pas Macron et que c'est pure coïncidence. Il continuera d'ailleurs à lui faire croire durant des mois qu'il est prêt à devenir son Premier ministre.

Initialement, le financement d'En Marche ! n'est pas contrôlé. C'est une simple association qui peut recevoir des dons de l'étranger. Le nom des donateurs n'est pas transmis au fisc. L'archi-milliardaire Henry Kravis est de ceux-là.

Durant sa campagne, Emmanuel Macron rencontre régulièrement l'ancien président du FMI, Dominique Strauss-Kahn (« DSK »). Ces séances de travail seront niées jusqu'à ce qu'elles soient révélées par Le Parisien, bien plus tard, le temps que son image de pervers sexuel se soit atténuée. DSK (adoubé par le Bilderberg en 2000) apporte à la fois le soutien de la haute-fonction publique et celui du patronat français ; l'alliance sociologique qui avait porté à bout de bras le régime collaborationniste de Philippe Pétain et qui s'est reformée dans les années 80 autour de la Fondation Saint-Simon.

En juin 2018, le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Jean-Michel Blanquer est invité sur proposition d'Henri de Castries à la réunion annuelle du Bilderberg, qui se tient cette fois en Italie. Ce juriste, spécialiste de droit constitutionnel, a toujours lié la science politique et la pédagogie. Il a été l'un des trois directeurs centraux du ministère de l'Éducation, puis directeur de la prestigieuse École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC). Il connaissait depuis longtemps Castries qu'il a fréquenté au sein de l'Institut Montaigne.

Lorsque la crise des Gilets jaunes débute en France [12], il est rapidement évident que le problème est profond et ne pourra pas être résolu sans remettre en cause la globalisation financière, ce que le président Macron ne peut pas faire. Durant sa campagne électorale, il avait surpris ses donateurs lors d'un dîner à New York en faisant le procès de financiarisation de l'économie. C'était de la rhétorique électorale. Il avait été repris par les Kravis : la financiarisation, c'est ce qui autorise les « achats à effet de levier » (leveraged buy-out) qui leur ont permis de devenir ce qu'ils sont.

Il convient donc que face aux Gilets jaunes, le président Macron sacrifie son Premier ministre en victime expiatoire lors des prochaines élections (les européennes de mai 2019 qui seront à coup sûr perdues). Mais, outre qu'il lui faut tenir cinq mois encore, par qui le remplacer ? Lorsque l'on doit le financement de sa campagne électorale et le choix de son Premier ministre à l'Otan, il n'est pas pensable de le remplacer sans en référer à l'Alliance. Le candidat idéal à cette fonction serait donc Jean-Michel Blanquer. Réseau Voltaire 11 décembre 2018

Notes.

[1] Cette rencontre s'est probablement tenue en 2007. Par la suite, Emmanuel Macron a systématiquement rendu visite aux Kravis lors de ses déplacements aux États-Unis, tandis qu'Henry Kravis le recevait dans ses bureaux de l'avenue Montaigne lorsqu'il venait à Paris.

[2] « Quand Emmanuel Macron découvrait l'Amérique à 29 ans », François Clemenceau, Le Journal du Dimanche, 22 avril 2018.

[3] Jean-Pierre Jouyet est un ami personnel de François Hollande et de Nicolas Sarkozy. Il a dirigé l'Inspection générale des Finances de 2005 à 2007. Il était alors le supérieur hiérarchique d'Emmanuel Macron.

[4] « Hollande Team », e-mail by Jake Sullivan, May 10, 2012. Source : Wikileaks.

[5] « Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg », par Thierry Meyssan, Komsomolskaïa Pravda (Russie), Réseau Voltaire, 9 avril 2011.

[6] Les leçons du pouvoir, François Hollande, Stock, 2018.

[7] « Des milliards de dollars d'armes contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 juillet 2017.

[8] « Saisir des transnationales pour reconstruire la Syrie ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 14 août 2018.

[9] Jean-Pierre Jouyet est resté ami avec Henri de Castries à la fin de leurs études à l'École nationale d'Administration (ENA, Promotion Voltaire). C'est là qu'ils ont fait la connaissance de François Hollande.

[10] Contrairement à la version officielle, les informations du Canard enchaîné ne sont pas le fruit d'une investigation journalistique. La totalité du dossier a été fournie en une seule fois à l'hebdomadaire par Jean-Pierre Jouyet en violation du secret fiscal.

[11] L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est un des deux organismes issus du Plan Marshall. L'autre, c'est l'Otan.

[12] « Comment l'Occident dévore ses enfants », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 décembre 2018.

Quelle crédibilité peuvent avoir des gens et des organisations pareils ?

- Le démarrage de la révolution française a été marqué par le rejet de la politique injuste de la monarchie au niveau fiscal. La majorité de la population était soumise à une charge d'impôts énorme et totalement inéquitable puisque la noblesse et le clergé ne payaient pas d'impôts. CADTM, Eric Toussaint, 05-12-2018 - publié par le blog Les Crises.

Les trois premières lignes d'un article qui commençait par une contrevérité : "*La majorité de la population*" ne pouvait pas être "*soumise à une charge d'impôts énorme et totalement inéquitable*", pour la simple raison qu'elle était trop misérable pour en payer, mille fois plus misérable qu'aujourd'hui ! Le reste de cet article sera à l'avenant.

Les conclusions du ***Manifeste du Parti communiste*** ou les enseignements de la révolution russe de 1917 sont plus que jamais d'actualité.

Il y en a qui en viennent à citer Le Manifeste du Parti communiste de Marx et d'Engels, mais pas ses conclusions pratiques mise en oeuvre par Lénine et le parti bolchevik.

- Gilets-Jaunes, luttes de classes et implosion du politique ! par Richard Labévière - Comité Valmy 12 décembre 2018

Extraits - Enfin, la troisième grande leçon de cette révolte sociale, sans chef ni directoire, sciemment non-organisée de manière pyramidale, indépendante de tous partis politiques et syndicats, impose une réactualisation de la lutte de classes – telle qu'elle est théorisée par Le Manifeste du Parti communiste de Marx et d'Engels (1848). Quelques slogans des banderoles des manifestations et barrages sont parfaitement explicites : « Avant la fin du monde, les fins de mois ! » ou « Macron arrête de faire ton jus avec l'essence, l'eau, le gaz et l'électricité ». (...)

Plus généralement, cette nouvelle « lutte de classes »(ciel ! Est ce possible ! Ce terme était pourtant passé aux oubliettes) peut être rattachée à différentes formes de résistance à la mondialisation contemporaine. Fruit de la fin de la Guerre froide, de la révolution numérique et de la financiarisation des économies, cette globalisation sauvage et mortifère casse sans doute les Etats-nations, les services publics et les politiques de redistribution sociale. Et surtout ce « nouveau monde de progrès et d'innovation » s'obstine à exclure la grande masse des êtres humains des modes de faire et de vie, des codes de gouvernance, des moyens d'information aux mains d'une toute petite minorité d'experts en management , sociétés de conseil et autres grands patrons ou banquiers, seuls bénéficiaires d'une évolution rendant les plus riches, toujours plus riches et les plus pauvres, toujours plus pauvres.

Les Gilets jaunes protestent contre un monde qui travaille à les exclure – eux, leurs enfants et petits-enfants – du travail salarié au profit de caisses automatiques et autres plate-formes numeriques , de toute espèce de citoyenneté et d'existence sociale en les enfermant dans l'unique rôle de consommateurs de grandes surfaces affreusement laides. Devenus en quelque sorte invisibles, les « gueux » d'aujourd'hui revêtent ces gilets phosphorescents comme s'ils voulaient défier la nuit du nouveau monde qui les rejette aux marges des autoroutes numériques, de la course au pouvoir et, en définitive, de toute espèce d'humanité. Au bout de la route, les gueux d'aujourd'hui sont devenus les « animaux » des Start-ups, des nanotechnologies, des robots actionnés par

la finance : « l'argent, c'est le sang des autres », affirmait Cecil Rhodes, l'inventeur de l'Apartheid…

Enfin, enfin, la surdité et le mépris des autorités françaises ne fait que galvaniser cette nouvelle lutte de classes. (...)

Trop peu et trop tard, l'effet d'annonce tombe à plat et rajoute au mécontentement, étant considéré comme une nouvelle roublardise d'un président aux abois, qui désormais ne peut plus sortir de son palais sans se faire copieusement huer. (...)

En réalité, et d'une manière plus profonde encore, on assiste à une crise paroxystique des vieilles démocraties dont le système de représentation ne fonctionne plus, craquant de toutes parts. Députés, sénateurs et ministres (ainsi que les représentants de la technostructure administrative) n'ont plus la confiance de leurs administrés, qui les considèrent comme les « profiteurs » d'un système hors-sol, dont la seule finalité serait sa propre reproduction au détriment des préoccupations quotidiennes de la population. (...)

On croit rêver : les dirigeants français et européens s'ingénient à foncer droit dans le mur en klaxonnant, précipitant leur propre chute d'une manière vertigineuse. En ne voulant rien entendre des souffrances de la France profonde, en ne comprenant pas que les Gilets jaunes sont aujourd'hui l'expression d'une nouvelle et profonde lutte de classes, sinon de la résurgence d'un incompressible besoin d'égalité qui touche les fondements de la démocratie. (...)

(Quel contresens, le "*besoin d'égalité*" ne peut pas "*touche(r) les fondements de la démocratie*", puisque les fondements du régime sont antidémocratiques, les fondements du régime, c'est justement les inégalités qui sont à l'origine des rapports sociaux entre les classes et qui caractérisent la nature du régime. Ce monsieur n'a rien compris au capitalisme et il est loin d'être le seul. - LVOG)

On l'a dit : la crise est profonde et perdure dans une dimension politique, sinon institutionnelle touchant les fondements mêmes du régime de la Vème République. Qu'est-ce qu'Emmanuel Macron peut promettre de plus que ce qui a déjà été annoncé malgré les fanfaronnades d'il y a quelques semaines sur l'air du « nous ne lâcherons rien ! » ? Trop peu et trop tard ? Comité Valmy 12 décembre 2018

Nous voilà bien avancé !

La crise politique pose la question du pouvoir, de l'Etat, de la nature du régime, qui doit gouverner, quelle classe, la ploutocratie ou le peuple travailleur, le régime capitaliste et ses institutions sont incompatibles avec la satisfaction des besoins et des aspirations légitimes de la majorité composée de travailleurs manuels et intellectuels, avec la démocratie, ils doivent donc céder la place ou être renversés...

- "*des classes moyennes vont apparaître dans le tiers-monde —quoi que bien moins riches que les classes moyennes occidentales — permettant à de nouveaux États, principalement asiatiques, de jouer un rôle sur la scène internationale. Mais simultanément, les classes moyennes occidentales vont commencer à disparaître, rendant impossible la survie des institutions démocratiques qu'elles avaient façonnées.* " (Comment l'Occident dévore ses enfants par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 4 décembre 2018)

Cette modification des rapports des classes moyennes avec le régime vient du fait qu'elles ont renoncé depuis longtemps à l'affronter sur le plan politique, on devrait même dire que ce n'est pas dans sa nature de l'affronter. Le passage suivant du 18 Brumaire de Louis Bonaparte de K : Marx va nous aider à comprendre pourquoi.

L'origine de la social-démocratie.

K : Marx - "En face de la bourgeoisie coalisée, s'était constituée une coalition entre petits bourgeois et ouvriers, le prétendu Parti social-démocrate. Les petits bourgeois s'étaient vus mal récompensés au lendemain des journées de Juin 1848. Ils voyaient leurs intérêts matériels menacés et les garanties démocratiques, qui devaient leur assurer la satisfaction de ces intérêts, mises en question par la contre-révolution. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la Constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation. On esquissa un programme commun, on créa des comités électoraux communs, et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire, et on leur donna une tournure démocratique. (politique dans le langage de Marx à cette époque. - LVOG) On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique, et on fit ressortir leur pointe socialiste. (sociale dans le langage de Marx à cette époque. - LVOG) C'est ainsi que fut créée la social-démocratie.

La nouvelle Montagne, qui fut le résultat de cette combinaison, comprenait, à part quelques figurants tirés de la classe ouvrière et quelques sectaires socialistes, les mêmes éléments que l'ancienne Montagne, mais numériquement plus forts. A vrai dire, elle s'était modifiée, au cours du développement, de même que la classe qu'elle représentait. Le caractère propre de la

social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité des mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quel que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois. Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée.

Il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des shopkeepers (boutiquiers) ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent." (K : Marx - Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

LVOG - On aura compris que dès l'origine social-démocratie rimait avec collaboration de classe avec les capitalistes et le régime.

Les revendications sociales du prolétariat ne devaient plus être révolutionnaires, donc cesser d'exiger l'abolition des rapports sociaux d'exploitation sur lesquels reposait le régime capitaliste et prendre une "*tournure démocratique*" qui traduit en termes politiques signifiait abdiquer son pouvoir ou se soumettre à ses maîtres et au régime.

Quant à la petite bourgeoisie, de nos jours plus qu'à l'époque de Marx apparemment, elle renoncera d'autant plus facilement à la "*forme purement politique*" de ses "*revendications démocratiques*" que son statut était incompatible avec toute indépendante de classe. Dès lors en fonction des circonstances ou des rapports entre les classes, seules les avantages sociaux ou les privilèges qu'elle pourrait tirer ou marchander de son alliance temporaire et opportuniste avec le prolétariat ou avec la bourgeoisie détermineront au côté de quelle classe elle se range.

En France, quand le PS retirera le tapis sous les pieds des couches inférieures des classes moyennes, elles continueront de profiter des privilèges qui leur avaient été accordés au cours des décennies précédentes, et quand récemment elles commencèrent à s'apercevoir qu'ils étaient en voie de disparition et leur classe avec, elles désertèrent le PS, mais comme simultanément elles constatèrent que le mouvement ouvrier continuait de collaborer ouvertement avec le régime, au lieu de s'allier avec lui, une partie remis son destin entre les mains de Macron et de LREM en imitant ses couches supérieures, tandis que la majorité d'entre elles ne comprenant pas ce qui leur arrivait se réfugia dans la passivité en attendant des jours meilleurs. Leur condition se dégradant à vue d'oeil et saisissant enfin que le pire les attendait sous Macron, en désespoir de cause une minorité d'entre envisagea de se soulever contre le régime de manière anarchique, sans direction ni programme ou parti, ce qui donna le mouvement du 17 novembre 2018. A suivre.

Un internaute : "*La république n'est pas une démocratie, mais une oligarchie.*"

Exact, la dictature de la ploutocratie, le carcan qui étouffe la démocratie...

K. Marx - La République n'est, d'une façon générale, que la forme de transformation politique de la société bourgeoise et non pas sa forme de conservation... (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

C'est la raison pour laquelle nous ne revendiquons pas la République, mais une République ouvrière ou sociale, donc en lui donnant un contenu de classe précis.

Pourquoi ne pas s'en passer carrément ? Pardi, parce qu'on ne peut pas supprimer les classes du jour au lendemain, il faut être sérieux et cohérent, nous ne sommes ni des gauchistes ni des anarchistes, nous nous en tenons à la réalité, aux rapports entre les classes et à leur évolution... Chaque chose en son temps.

Seconde partie

Ils craignent qu'un assaut des masses renverse le monarque et le régime.

- "Gilets jaunes" : le dispositif de sécurité inouï pour protéger Emmanuel Macron - 6Medias 12 décembre 2018

"Le Château s'est transformé en véritable château fort", peut-on lire dans Le Canard Enchaîné qui explique que 500

gardes républicains du premier régiment d'infanterie et une centaine de policiers et de gendarmes du Groupe de sécurité de la présidence de la République auraient été appelés.

Les lances à eau étaient prêtes pour repousser les éventuels ennemis, tout comme un hélicoptère prévu afin d'"exfiltrer le chef de l'Etat" selon le Canard Enchaîné qui fait une révélation sur les VBRG, "véhicules blindés à roues de la gendarmerie".

La fabrique du consentement... est enrayée !

- Malgré les mesures annoncées, les "gilets jaunes" restent mobilisés - franceinfo 11 décembre 2018

Depuis ce matin mardi 11 décembre, les "gilets jaunes" de Saint-Étienne-de-Rouvray (Seine-Maritime) occupent encore un rond-point. Ils sont une centaine, à peine moins qu'au début du mouvement, mais déçus, voire excédés par les annonces du chef de l'État, ils sont prêts à intensifier leurs actions. "On va bloquer l'économie comme on fait depuis le départ, sauf que cela va être plus serré qu'avant", annonce Alexandre, le coordinateur des "gilets jaunes" de Rouen. Toute la semaine, les "gilets jaunes" vont installer des barrages filtrants ou mener des opérations surprises. Mardi 11 décembre au matin, une centaine d'entre eux a bloqué un centre de traitement des déchets pendant plusieurs heures.

Chaque jour, la mobilisation est sans faille grâce à leur organisation en roulement. Les "gilets jaunes" sont soutenus en grande partie par les conducteurs pourtant piégés dans des bouchons de plusieurs kilomètres. Déterminés, tous ces "gilets jaunes" manifesteront samedi 15 décembre, la plupart restera sur place à Rouen et n'ira pas à Paris. Après l'acte IV, ils promettent de revenir sur le même rond-point au milieu duquel ils ont planté un sapin de Noël, signe qu'ils sont prêts à bloquer jusqu'aux fêtes de fin d'année. franceinfo 11 décembre 2018

- Un manifestant en Isère : «Mais nous, on tient le pavé pour aller jusqu'au bout.». Le bout, pour Claude, ce serait un référendum citoyen pour «secouer les cocotiers sur lequel les puissants sont assis». Libération 11.12

Parmi les revendications des «gilets jaunes», l'une, particulièrement détaillée, a le vent en poupe. Un référendum d'initiative citoyenne permettrait au peuple d'être à l'initiative de la loi, une revendication récurrente lors de la Révolution française.. Mais la possibilité de révoquer un élu s'opposerait directement au fonctionnement de la «démocratie représentative».

C'est peut-être la dimension la plus profonde des «gilets jaunes»: le mouvement ne demande pas seulement des mesures sociales contre la vie chère, mais souhaite aussi une meilleure expression politique des citoyens.

«Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée nationale qui aura l'obligation (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures), de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.»

Mais que recouvre exactement ce RIC? Quatre choses si l'on en croit une vidéo visionnée depuis mardi dernier par près de 600.000 internautes. Les «gilets jaunes» demandent: un RIC abrogatoire qui permettrait au peuple d'abroger une loi ; un RIC révocatoire, qui permettrait au peuple de «révoquer n'importe quel responsable politique, aussi bien le président, qu'un ministre, un député ou n'importe quel élu» ; un RIC législatif, qui permettrait au peuple de proposer un texte de loi ; un RIC constituant qui permettrait d'amender la Constitution (voire d'en changer?).

Les «gilets jaunes» estiment que ces RIC sont le seul moyen pour le peuple de «reprendre sa souveraineté». «Il n'y a rien à négocier en termes de mesures avec le gouvernement. Ce qui doit nous importer tous, c'est de reprendre le pouvoir (...) Il faut aller absolument au cœur du problème, ne pas réfléchir avec les logiciels du système», peut-on entendre dans la vidéo.

Ces débats sont aussi anciens que la démocratie moderne. «Depuis le XVIIIe siècle, le débat sur la démocratie a toujours oscillé entre deux formes, celle de Montesquieu et celle de Rousseau», rappelle l'historien du droit Jacques de Saint-Victor, professeur à l'Université Paris-8. Montesquieu était partisan d'une démocratie représentative: ce sont les représentants du peuple qui exerce la souveraineté. «Le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité (...) Mais, saura-t-il conduire une affaire, connaître les lieux, les occasions, les moments, en profiter? Non: il ne le saura pas», écrit-il dans De l'Esprit des lois. De l'autre côté, Jean-Jacques Rousseau plaide pour une démocratie directe. «Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien», écrit-il dans Du Contrat social. Le Figaro 11.12

Face à ce dilemme, il n'existe pas cinquante alternatives : soit le peuple travailleur est capable de se doter d'un parti ouvrier et de représentants conscients et honnêtes pour représenter réellement ses intérêts une fois qu'il l'aura porté au pouvoir, soit il en est incapable et ses intérêts ne seront jamais pris en compte et le pire est à venir.

Jusqu'à présent il a plutôt fait la preuve qu'il n'était pas capable de se doter d'un tel parti et de tels dirigeants, absolument aucun

parti existant de nos jours ne peut postuler à ce rôle historique. Constat à la fois consternant et terrifiant s'il en est. Soit on l'admet, et on a une chance de pouvoir résoudre ce problème, soit on s'y refuse et on n'en aura aucune, chacun doit bien en prendre conscience.

C'est parce que nous n'avons jamais eu de dirigeants réunissant les deux conditions ou qualités requises impérativement, possédant un niveau de conscience politique suffisamment élevé et faisant preuve d'une honnêteté absolue, un ou quelques dirigeants de la trempe des maîtres du marxisme, que nous sommes dans cette situation. Les faits et le bilan de nos dirigeants sont assez éloquents pour qu'on n'ait pas besoin de citer de noms.

Ils ferraillent durs les éditocrates et les jaunes au service de l'ordre établi...

- La bataille de l'opinion - LeParisien.fr 11.12

Comment s'y prendre pour éteindre un incendie qui couve depuis trente ans, brûle depuis deux mois et flambe depuis un peu plus de trois semaines maintenant ? LeParisien.fr 11.12

- Macron convainc l'opinion, pas tous les "Gilets jaunes" - Reuters 11.12

- Jacline Mouraud, l'une des figures des "gilets jaunes", appelle à "une trêve" après les annonces d'Emmanuel Macron - Franceinfo 11.12

O désespoir !

« Le mouvement de sympathie dont pouvaient bénéficier les Gilets jaunes va quand même, peut-être, un peu s'apaiser » estime Julien Bargeton (LREM) - Publicsenat.fr 11.12

Pas de bol !

- Allocution d'Emmanuel Macron : 54% des Français souhaitent la poursuite des actions des "gilets jaunes", en baisse de 12 points par rapport à fin novembre - Franceinfo 11.12

- "Gilets jaunes": Macron et Philippe s'efforcent d'enrayer le mouvement - AFP 11 décembre 2018

Les mesures annoncées lundi soir en faveur du pouvoir d'achat, chiffrées à environ 10 milliards d'euros, n'ont cependant pas été jugées suffisantes par de nombreux protestataires, qui ont annoncé leur détermination à poursuivre les blocages et appelé à un "acte V" de la mobilisation samedi dans toute la France.

"Sur le coup, je me suis dit que Macron nous avait un peu entendus", confiait mardi à l'AFP Thomas Miralles, porte-parole des "gilets jaunes" des Pyrénées-orientales (sud-ouest). "Mais quand on regarde dans le détail, en fait pas du tout", résume cet homme qui compte venir manifester samedi à Paris.

Comme lui, nombreux étaient les "gilets jaunes" à exprimer leur mécontentement. D'autres accueillaient plus positivement les annonces. "Il y a de bonnes idées, un mea culpa, qui arrive trop tard mais on ne va pas cracher dessus", estime Claude Rambour, 42 ans, "gilet jaune" dans le nord du pays. Jacline Mouraud, porte-parole réputée modérée, a elle appelé à "une trêve", en saluant "des avancées". AFP 11 décembre 2018

- "Gilets jaunes": vont-ils lever les barrages ? - Franceinfo 11 décembre 2018

Les "gilets jaunes" étaient nombreux, lundi 10 décembre, à suivre l'allocution d'Emmanuel Macron à 20 heures. Alors, sont-ils convaincus, prêts à quitter les ronds-points qu'ils occupent depuis plus de trois semaines ? Réponses sur plusieurs zones de blocage.

Les annonces d'Emmanuel Macron ne les ont pas convaincus. Ces "gilets jaunes" ont décidé de revenir au matin du mardi 11 décembre tenir leur rond-point et continuer leur mouvement malgré le froid. À Pontarlier (Doubs), près de la frontière suisse, c'est d'abord le ton du président que les a déçus. À Roppenheim (Bas-Rhin), les "gilets jaunes" sont bien moins nombreux qu'hier. Ceux qui restent reconnaissent des avancées, mais encore insuffisantes, selon eux. À chaque "gilet jaune" ses besoins, ses revendications et donc ses frustrations par rapport aux annonces de lundi, à l'image de ces réaction à la Mède (Bouches-du-Rhône), près de Marseille. Alors, les plus déterminés, comme à Montauban (Tarn-et-Garonne), ne comptent pas lâcher de sitôt. Un dialogue de sourds qui continue entre le président et des "gilets jaunes" qui campent encore sur de nombreux barrages.

Notre journaliste Théo Souman, en duplex depuis la Mède, nous le confirme : "Oui, les 'gilets jaunes' poursuivent leur mouvement.

Ils sont une trentaine mardi matin à se relayer sur le rond-point de la Mède, près de Martigues. Ces 'gilets jaunes' se concertent depuis hier [10 décembre] sur les différents points de blocage. Tous concèdent que le président de la République a fait plusieurs gestes, mais pour beaucoup, les mesures annoncées sont insuffisantes. Par exemple, les travailleurs qui touchent un petit plus que le smic s'estiment oubliés, tout comme les retraités aux petites pensions, qui espéraient plus qu'une simple suppression de la hausse de la CSG. Ici, les 'gilets jaunes' vont poursuivre leurs actions : les barrages filtrants sur les routes ou encore le blocage du fret à l'aéroport de Marignane. Déjà, ces 'gilets jaunes' se disent prêts à manifester une fois de plus samedi prochain dans les rues de Marseille ou de Paris pour un éventuel acte V de leur mobilisation", conclut-il. Franceinfo 11 décembre 2018

- "Gilets jaunes" : après ses mesures sociales, Macron obtient l'aide des banques - AFP 11.12

Encore un geste concret pour tenter d'apaiser des "gilets jaunes" toujours en colère: Emmanuel Macron a obtenu mardi une limitation des frais bancaires, qui s'ajoutera aux aides sociales annoncées lundi. AFP 11.12

Une grossière arnaque qui ne passe pas !

- 100 euros de plus pour un salarié au smic : une mesure floue - LePoint.fr 11 décembre 2018

D'où vont venir ces 100 euros ? Les membres de la majorité ont eu le plus grand mal à apporter des précisions claires sur la mesure. « Cette augmentation de 100 [euros], elle inclut la revalorisation du smic, qui est déjà prévue, et le reste, ça va être la solidarité, ça va être le budget de l'État qui va permettre de compléter ces salaires », indiquait Muriel Pénicaud, ministre du Travail, sur France 2, juste après l'allocution d'Emmanuel Macron.

La revalorisation de 1,8 % du smic prévue en janvier 2019, et déjà actée avant la crise des Gilets jaunes, correspond à une augmentation d'environ 20 euros net par mois. Mais cette mesure-là sera bien à la charge de l'employeur, contrairement à ce qu'a annoncé Emmanuel Macron. En fin de soirée, l'Élysée explique à l'Agence de France Presse que « les 100 euros de plus [net] pour le smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et [à] une baisse des charges de 20 euros ». Plus de trace de la revalorisation dans le calcul.

Une accélération

Mardi matin sur France Inter, Muriel Pénicaud avait d'ailleurs changé de version : « On va augmenter [leur revenu] de 100 euros, qu'ils auront en plus de la revalorisation du smic. » « Ce n'est pas le smic qui augmente » directement, précise également Richard Ferrand, président de l'Assemblée sur RTL mardi matin, mais bien la prime d'activité, associée à une baisse de charges. LePoint.fr 11 décembre 2018

- Hausse du Smic: d'où viennent les 100 euros de Macron? Lexpress.fr 11/12/2018

La hausse prévue pour les smicards correspond à une accélération des hausses de prime d'activité sur trois ans.

Acte de générosité ou tour de passe-passe? Parmi les annonces faites lundi soir par Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat, il y a eu notamment la hausse du salaire des smicards à hauteur de 100 euros. Mais plusieurs médias ont cependant relevé que cette hausse reposera en grande partie sur une simple accélération de la hausse de la prime d'activité, prévue de longue date, sur les trois années à venir.

"Les 100 euros de plus pour le Smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et une baisse des charges de 20 euros", a-t-on indiqué à l'Élysée. "Ce sera fait le plus tôt possible, au plus tard en avril", a-t-on précisé.

Comme le rappelle France Info, la hausse de la prime d'activité allait s'échelonner comme suit : +30 euros en avril 2019, +20 euros en octobre 2020 et +20 euros en octobre 2021, soit un total de 70 euros qui, ajoutés à l'augmentation automatique du Smic prévue au 1er janvier prochain, atteint quasiment les 100 euros annoncés.

Une mesure déjà au programme

Le gouvernement accélère ainsi la mise en oeuvre de l'augmentation de cette prime d'activité, qui constitue un complément de salaire pour ceux qui sont rémunérés entre 0,5 et 1,2 Smic. Quelque 2,6 millions de personnes en bénéficient actuellement. L'exécutif avait déjà annoncé que le Smic mensuel brut, de 1498,47 euros soit 1184,93 euros net, allait connaître en janvier une revalorisation automatique -à la charge de l'employeur- de 1,8%, qui le porterait à 1210 euros net.

Mais tous les salariés rémunérés au Smic ne bénéficieront pas forcément de ce coup de pouce. Comme le précise Le Parisien, l'aide est calculée en fonction de la situation familiale et des revenus pour les personnes gagnant jusqu'à 1,2 Smic, donc jusqu'à

1379 euros net mensuels. Par ailleurs, ce bonus va décroissant pour les revenus allant du Smic à 1,2 Smic, et disparaît pour ceux situés en deçà d'un demi-Smic, à savoir 300 000 ménages, afin de ne pas les encourager à prendre des emplois à temps très partiel.

La hausse prévue pour les smicards correspond à une accélération des hausses de prime d'activité sur trois ans.

Acte de générosité ou tour de passe-passe? Parmi les annonces faites lundi soir par Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat, il y a eu notamment la hausse du salaire des smicards à hauteur de 100 euros. Mais plusieurs médias ont cependant relevé que cette hausse reposera en grande partie sur une simple accélération de la hausse de la prime d'activité, prévue de longue date, sur les trois années à venir.

"Les 100 euros de plus pour le Smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et une baisse des charges de 20 euros", a-t-on indiqué à l'Élysée. "Ce sera fait le plus tôt possible, au plus tard en avril", a-t-on précisé.

Comme le rappelle France Info, la hausse de la prime d'activité allait s'échelonner comme suit : +30 euros en avril 2019, +20 euros en octobre 2020 et +20 euros en octobre 2021, soit un total de 70 euros qui, ajoutés à l'augmentation automatique du Smic prévue au 1er janvier prochain, atteint quasiment les 100 euros annoncés. Une mesure déjà au programme

Le gouvernement accélère ainsi la mise en oeuvre de l'augmentation de cette prime d'activité, qui constitue un complément de salaire pour ceux qui sont rémunérés entre 0,5 et 1,2 Smic. Quelque 2,6 millions de personnes en bénéficient actuellement. L'exécutif avait déjà annoncé que le Smic mensuel brut, de 1498,47 euros soit 1184,93 euros net, allait connaître en janvier une revalorisation automatique -à la charge de l'employeur- de 1,8%, qui le porterait à 1210 euros net.

Mais tous les salariés rémunérés au Smic ne bénéficieront pas forcément de ce coup de pouce. Comme le précise Le Parisien, l'aide est calculée en fonction de la situation familiale et des revenus pour les personnes gagnant jusqu'à 1,2 Smic, donc jusqu'à 1379 euros net mensuels. Par ailleurs, ce bonus va décroissant pour les revenus allant du Smic à 1,2 Smic, et disparaît pour ceux situés en deçà d'un demi-Smic, à savoir 300 000 ménages, afin de ne pas les encourager à prendre des emplois à temps très partiel. De quoi inspirer à Martine Aubry un tweet non dépourvu d'ironie.

Enfin, il y a une dernière subtilité : Le Figaro a relevé que cette hausse de 100 euros net pour les smicards figurait déjà à la page 7 du programme de campagne présidentielle d'Emmanuel Macron.

"Tous les smicards qui bénéficient de la prime d'activité toucheront par exemple l'équivalent d'un 13e mois de salaire, soit 100€ nets de plus chaque mois", y lit-on. La mesure, initialement prévue pour la fin du quinquennat, est simplement avancée. Lexpress.fr 11/12/2018

- Isère. «C'est inacceptable la façon qu'il a eue de détourner les choses» - Liberation.fr 12 décembre 2018

Au nord-ouest de Grenoble, les ronds-points ont été vidés au lendemain de l'allocution présidentielle. Pourtant, certains restent motivés à défendre les plus pauvres face à un discours jugé malhonnête.

Mardi, il ne reste rien sur le terre-plein, si ce n'est une poignée de gilets jaunes décidés à «ne pas lâcher» la lutte. Ce grand nettoyage au petit matin, c'est «pour faire croire aux gens qui circulent que c'est fini, comme par hasard juste après le discours de Macron», dénonce Bernard, 63 ans. Technicien à la retraite, il n'y voit qu'un «enfumage» de plus du gouvernement. Les 100 euros alloués aux smicards ? «Du flanc, s'exclame-t-il. Cela ne concerne en fait que la prime d'activité. C'est de l'arnaque.» La question des heures supplémentaires fait rigoler le retraité : «J'étais aux 35 heures mais j'en faisais 45 par semaine, j'étais payé à la tâche et si le boulot n'était pas fini en temps et en heure, c'était mon problème.»

Avec 2 000 euros net pour vivre avec son épouse, Bernard s'estime privilégié. Mais il est sur le rond-point chaque jour «pour les jeunes et pour les gens qui sont dans la merde». La spéculation financière et l'évasion fiscale le font «dégueuler». Il prédit : «Notre société va devenir hyperviolente à cause des trop grands écarts de richesse entre la caste des dirigeants, la haute bourgeoisie qui ne crée rien, ne produit rien, et le peuple.» A ses côtés, Alexandra est aussi là pour les autres. La quadragénaire, qui travaille dans un service administratif, reconnaît qu'elle n'est «pas concernée par les mesures annoncées». Mais «je n'oublie pas d'où je viens», dit-elle, en parlant de sa famille d'ouvriers. Mère de quatre enfants, Alexandra trouve «inacceptable la façon qu'a eue Macron de détourner les choses» durant son allocution. «Ces mesures ciblent une population qui pourrait y croire parce que certains n'ont pas l'éducation pour comprendre tous les tenants et les aboutissants», considère-t-elle, fustigeant les raccourcis «colportés» par les bandeaux de BFM TV : «Ça me fait saigner des yeux.» Du coup, Alexandra sera «toujours gilet jaune le week-end prochain» pour cet acte V de la mobilisation qui s'annonce. Elle veut «redonner aux gens les moyens de vivre et pas juste survivre».

A 10 kilomètres de là, au rond-point de Beaucroissant, les gendarmes ont aussi lancé une opération destruction, à l'aube. Mais le cabanon qui se trouvait au passage de la D1085 a été repiqué par les gilets jaunes à quelques mètres de là dans un champ,

avec l'autorisation du propriétaire.

Sur la parcelle, une autre cahute a été bâtie accolée à un mobil-home. Une dizaine de gilets jaunes y prennent le café. Pour Claude, paysan de 57 ans, le discours présidentiel était en réalité un moyen «d'accélérer la vieille stratégie du "diviser pour mieux régner"». «On le voit sur le rond-point, depuis ce matin, beaucoup ont déjà enlevé leur gilet de leur pare-brise, certains font la gueule, note-t-il. Mais nous, on tient le pavé pour aller jusqu'au bout.» Le bout, pour Claude, ce serait un référendum citoyen pour «secouer les cocotiers sur lequel les puissants sont assis». Face à lui, Natacha, 21 ans, acquiesce. Infirmière à l'hôpital, elle a dû prendre un petit boulot à côté pour s'en sortir après avoir vu sa fiche de paie baisser sur trois ans. «Depuis le 17 novembre, on se rencontre enfin, dit-elle. Avant, on vivait les uns à côté des autres, là, on est presque devenus une famille.» Liberation.fr 12 décembre 2018

- Ille-et-Vilaine «Macron est un menteur, où va-t-il prendre l'argent ?» - Liberation.fr 12 décembre 2018

Les annonces du Président n'ont pas convaincu les gilets jaunes près de Rennes, qui restent mobilisés.

Près du rond-point qui commande l'accès du centre commercial Grand Quartier près de Rennes, où un des groupes de gilets jaunes de la métropole a établi son camp, l'heure n'est pas au démontage, loin s'en faut. Et après le discours d'Emmanuel Macron, qualifié «d'enfumage», on se dit plus mobilisé que jamais, tout en s'activant autour des abris de fortune érigés en palettes de bois. «Il y a le salon, la salle à manger, vous pouvez visiter», indique un gilet jaune, tandis qu'un autre, perceuse en main, bricole une «cuisine aménagée». De jour en jour, ces manifestants se sont organisés et ne sont pas près de lâcher prise. «Vous avez vu toute la nourriture qu'on nous apporte ? On a de quoi tenir !» remarque Killian, 21 ans, qui raconte que son patron, déménageur et sans travail à lui proposer en ce moment, lui a glissé quelques billets dans une enveloppe pour le soutenir. Quant à l'annonce du chef de l'Etat laissant entendre qu'il y aurait une hausse de 100 euros du smic quand il s'agissait de la prime d'activité, elle n'aura guère calmé les esprits.

«Il n'a rien annoncé, c'était déjà acquis, dénonce Christelle, boulangère et une des porte-parole du groupe. C'est un menteur. Et où va-t-il prendre l'argent ? Ce qu'il donne d'une main, il le reprend de l'autre.»

A ses côtés, autour du brasero, Agnès, 52 ans, complète : «Celui qui est au smic et bénéficiera de ces 100 euros va perdre des APL et passer dans la tranche d'imposition supérieure. Au final, il ne restera rien. Pareil pour la prime de fin d'année, la plupart des petits patrons ne pourront pas la payer, tout ça c'est du pipeau.» Agnès, en «arrêt longue maladie» qui, entre deux échanges, lève le poing pour répondre aux signes de sympathie des automobilistes, regrette aussi qu'il n'ait été question ni du rétablissement de l'ISF ni de la revalorisation de l'allocation adulte handicapé. Aux yeux de ces gilets jaunes, dont une vingtaine est partie lundi soir pour une opération escargot au péage de la Gravelle après l'allocution présidentielle, la suppression de la hausse de la CSG pour certains retraités n'a pas eu davantage de succès. «Personnellement, je ne paie pas de CSG, ça ne m'apporte rien», remarque Raymonde, 65 ans. Même chose pour la défiscalisation des heures supplémentaires, qui ne concernera «qu'une petite partie de la population», selon Didier, 56 ans, employé cordonnier.

«Nous avons écouté tous ensemble le Président et j'ai été très déçu, lâche ce grand gaillard, la barbe poivre et sel et des bagues à tête de mort aux doigts. Je pensais qu'il était beaucoup plus intelligent que ça. Qu'il allait frapper fort. Avec un smic à 1 500 euros ou la suppression du Sénat, et un Etat qui redevienne plus interventionniste. Il a encore écouté les technocrates. On nous dit qu'il n'y a pas d'argent, mais il faut arrêter avec ce CICE pour des entreprises comme Total ou Carrefour, qui n'en ont pas besoin.»

Loïc, 65 ans, «médecin qui soigne régulièrement des gens gratuitement», s'invite dans la conversation, demande s'il y a une cagnotte, glisse un billet dans la main d'un gilet jaune, évoque les «milliards d'euros» engloutis par l'EPR de Flamanville ou l'évasion fiscale. Il aimerait qu'on fasse «bouger les banques», sur les frais d'intervention fixes lorsqu'on est à découvert ou quand le titulaire d'un crédit se retrouve au chômage. Philippe, retraité, venu lui aussi soutenir le mouvement, estime qu'il «va falloir partager les richesses, sinon on n'y arrivera pas». «On n'est pas contre les riches, reprend Agnès. C'est le fait qu'il y ait un si grand écart entre les ultrariches et les pauvres qui ne va pas.» Liberation.fr 12 décembre 2018

- Sur Facebook, les gilets jaunes tentent de démêler le vrai du faux sur le Smic - Le HuffPost 12 décembre 2018

Le flou est -presque- total.

Car sur ces pages Facebook, les annonces du président de la République ont avant tout suscité un mélange de déception et d'indignation. Beaucoup de ces contestataires pointent du doigt le caractère incomplet des mesures promises...

Certains de ces contestataires tentent de démêler le vrai du faux en décryptant les mots choisis par Emmanuel Macron et la majorité en mode service après-vente, quand d'autres tombent dans le piège des fausses informations inévitables au sein de ces communautés. Toutes ces publications ont toutefois un point commun: elles montrent toute la détermination des gilets jaunes à continuer le mouvement malgré l'allocution présidentielle.

D'autres se montrent plus virulents et accusent le président d'avoir ouvertement "menti" en promettant une revalorisation du salaire minimum. En effet, cette mesure ne touche pas le Smic en lui-même, mais bien la prime d'activité. Une subtilité qui a pour conséquence d'exclure certains Français pourtant rémunérés au salaire minimum, l'aide sociale en question étant calculée en fonction des revenus du foyer.

Le Monde rappelle que cette aide sociale n'est pas imposable et n'a que très peu de chance de le devenir. "Son augmentation ne change donc rien à la déclaration de revenus des personnes concernées", écrit le quotidien. Le HuffPost 12 décembre 2018

- Gilets jaunes Mesures et entourloupes à la loupe - Liberation.fr 12 décembre 2018

La formule d'Emmanuel Macron était habile : «Le salaire d'un travailleur au smic augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il n'en coûte 1 euro de plus pour l'employeur.» A peine son intervention terminée, les chaînes d'info en continu pouvaient titrer : «Hausse du smic de 100 euros». En fait, pas vraiment… D'abord parce que, contrairement à ce que réclament depuis des années une partie de la gauche et des syndicats, il n'y aura pas de hausse «légale» du salaire minimum. Ensuite parce que les salariés au smic ont déjà reçu une partie de cette somme en 2018. Pour le cas d'un célibataire sans enfant, c'est 20 euros via la suppression de cotisations salariales et environ 13 euros au terme de deux précédentes revalorisations de la prime d'activité. Et enfin parce que, pour 2019, la majorité a déjà voté à l'Assemblée nationale une «nouvelle bonification» de 30 euros de la prime d'activité. Macron demande donc à son gouvernement d'avancer les hausses (de deux fois 20 euros) de la même prime d'activité prévue pour 2020 et 2021.

Mardi après-midi, juste avant le vote solennel du projet de loi de finances au Sénat, le gouvernement a profité d'une (toute) petite fenêtre parlementaire pour avancer le versement de la bonification de 2019. Prévue au 1er avril, elle interviendra finalement le 1er janvier. Mais, attention : dans les faits, le versement prend souvent du temps et un bénéficiaire de la prime d'activité patiente souvent trois mois avant de voir la couleur d'une revalorisation. «On va voir avec la Caisse nationale des allocations familiales s'il est possible de raccourcir ce délai», souligne un conseiller ministériel. Le gouvernement a également fait voter au Sénat une enveloppe supplémentaire de 600 millions d'euros pour financer cette «accélération» de la prime d'activité.

Par ailleurs, le smic augmentera légalement au 1er janvier, de 1,8 % pour suivre l'évolution des prix. Ce dont le gouvernement se gargarise. «Cela veut dire qu'un salarié au smic était en décembre 2017 à 1 307 euros et touchera, en janvier, 1 430 euros, soit 123 euros de plus», ajoute ce même conseiller. Ce qui veut dire que pour arriver aux 100 euros annoncés par Macron, l'exécutif part d'une situation datant du 31 décembre 2017 et non 2018. De plus, met en garde la députée PS Christine Pirès-Beaune, les couples risquent d'être pénalisés : «La prime d'activité n'est pas individualisée et dépend des ressources du foyer. Des personnes vont donc se dire, de bonne foi, qu'ils vont bénéficier de la mesure mais ce ne sera pas le cas. Dans la période, on n'a pas le droit d'être ambigu.»

Tout ça était déjà assez compliqué quand Edouard Philippe a expliqué aux députés mardi que son objectif n'était «pas d'en rester à ceux qui bénéficient aujourd'hui de la prime d'activité». Apparemment, le gouvernement veut «faire en sorte […] que l'ensemble de ceux qui sont rémunérés au smic puissent bénéficier de cette augmentation. C'est donc aller plus loin que le dispositif tel qu'il existe aujourd'hui.» Comment ? Mystère… Il faudra attendre les futurs décrets pour le savoir. Liberation.fr 12 décembre 2018

Et puis, ils s'y mettent tous !

- Justice. La grève perdure, Belloubet persiste - Liberation.fr 11.12

Les robes noires organisent une nouvelle «journée morte» ce mercredi pour protester contre le projet de loi de la garde des Sceaux, actuellement examiné par les députés. Au cœur de la lutte, le barreau de Rouen, à l'arrêt depuis le 4 décembre, rejoint par des confrères d'Ile-de-France, de Toulon... Liberation.fr 11.12

- La mobilisation lycéenne ne faiblit pas - Reuters 11.12

Quatre cent cinquante établissements étaient perturbés mardi par des lycéens dénonçant notamment les réformes du baccalauréat et de l'accès à l'université... Reuters 11.12

Même la victoire des jaunes ou corporatistes n'y fait rien!

- La CFDT grande gagnante des élections professionnelles - Liberation.fr 11 décembre 2018

La centrale réformiste est devenue le premier syndicat français public et privé confondus. Au-delà de l'effet d'annonce, la faible participation peut aussi inquiéter les organisations.

Dans les faits, la CGT reste certes première, en pourcentage, dans la fonction publique prise dans son ensemble (Etat,

hospitalière, territoriale) avec 21,8% des suffrages. Le syndicat de Philippe Martinez devance encore la CFDT (19%) et FO (18,1%). Mais il suffisait que l'avantage en voix de la CGT, tous secteurs confondus, diminue de 20 000 pour que la CFDT lui passe devant. C'est désormais chose faite.

Sur les conseils des pros de la com, le logo CGT avait carrément été zappé de la première page des documents distribués. «On avait remarqué que les agents avaient souvent du mal à prendre nos tracts. Avec ce nouveau format, sans logo, ça marche mieux», expliquait il y a quelques jours, Erwan Trézéguet, chargé de la campagne pour la CGT Fonction publique. Mais cela n'a pas suffit.

De son côté, FO, qui pouvait redouter une baisse de sa côte de popularité en raison des récents scandales au sein de l'organisation, a préservé l'essentiel. Le syndicat reste à la première place «dans la #Fonctionpublique de l'Etat et conquiert la seconde place dans la Fonction publique hospitalière», a tweeté son secrétaire général Yves Veyrier. Lui qui, il y a deux semaines, se disait confiant : «Je ne pense pas que les électeurs attachent tant que ça d'importance à ce qu'il se passe à la tête du syndicat», avançait-il. Les faits lui ont donné raison.

Mais au-delà des effets d'annonce des uns et des autres, ces élections peuvent aussi inquiéter les organisations syndicales. Lancées il y a deux semaines, elles ont été largement boudées par les 5,2 millions d'agents concernés : la participation est passée pour la première fois symboliquement sous la barre des 50% (49,9%), en retrait de 2,9 points par rapport à 2014. En raison de ce recul, les organisations baissent en voix : «la CGT a perdu 78 500 voix par rapport à 2014 et la CFDT 47 620», a précisé le secrétaire d'Etat à la Fonction publique Olivier Dussopt, en présentant les résultats à la presse. Au total, par rapport à 2014, la CGT a baissé de 1,3 point et la CFDT de 0,3 point. Liberation.fr 11 décembre 2018

Le timing parfait ou une pure coïncidence !

Puisque le discours du souverain sur les ondes oligarchiques à ses sujets n'avait pas suffit à les calmer, un petit attentat qui tombe à pic, et comme de bien entendu ou pour les précédents, l'auteur présumé du coup de feu était pris en charge par la DGSI, la fabrique de criminels ou terroristes.

Idiot utile et pousse au crime, demandez le mode d'emploi. Cela ne s'invente pas, encore un "*terroriste*" qui était pris "*en charge par la DGSI*" !

Libération 12 décembre 2018 - Le suspect, où plutôt l'homme le plus recherché d'Europe devrait-on dire, s'appelle Chérif Chekatt. Il a 29 ans, est né à Strasbourg, dans une petite cité HLM à l'ouest de la ville, le Hohberg. Les premiers éléments de son parcours se dessinent, surtout à travers un casier judiciaire largement noirci… Il comporte 27 mentions, dont 25 condamnations.

Il a 17 ans quand le tribunal pour enfants de Metz le condamne à deux ans d'emprisonnement pour vol aggravé, enlèvement et séquestration. Les peines s'enchaînent ensuite à un rythme effréné. Tant et si bien que sa vie d'adulte se construit à l'ombre. En 2008, il est derrière les barreaux pour violences sur PDAP. Là encore il écope de deux ans de prison, sanction confirmée par la cour d'appel de Nancy. Peu de temps après, il est condamné pour une rixe dans un centre commercial de Strasbourg, où il blesse un jeune homme de 16 ans avec des tessons de bouteille. Résultat : deux ans de prison avec sursis avec mise à l'épreuve (qui sera révoqué en 2012). Celui qui est devenu multirécidiviste se retrouve à la maison d'arrêt de Mulhouse en 2013 (dix-huit mois pour violences aggravées) puis à celle d'Epinal en 2014 (trois mois d'emprisonnement supplémentaires pour violence sur PDAP) et enfin à Strasbourg. «On ne peut pas dire qu'il s'est radicalisé à ce moment-là. Sa radicalisation a été détectée car il l'était déjà», pointe la même source auprès de Libé. Il est repéré pour son «attitude prosélyte» a confirmé Rémy Heitz.

Après sa sortie de prison en 2015, ce sera au tour des autorités allemandes d'entendre parler de Chérif Chekatt. A l'été 2016, il est condamné à deux ans et trois mois d'emprisonnement pour deux cambriolages, d'abord une pharmacie, puis un cabinet dentaire. Selon le journal Tagesspiegel, il y a dérobé de l'argent liquide et des dents en or. Il sera expulsé vers la France en 2017 après avoir purgé sa peine. Chérif Chekatt fait l'objet d'une fiche S (pour sûreté de l'Etat) émise en mai 2016 par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Cet outil, de pur renseignement, permet au service d'enregistrer régulièrement des informations sur la personne ciblée, notamment sur ses déplacements. En outre, Chérif Chekatt a été inscrit au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste en janvier 2016. Abondé par plus de 20 000 noms, ce document recense l'ensemble des personnes connues en France pour leur proximité avec l'idéologie jihadiste. Selon une source spécialisée, plus de la moitié de ces personnes sont suivies activement par les services de contre-terrorisme. Les plus inquiétantes sont directement prises en charge par la DGSI, ce qui était le cas du Strasbourgeois.

Le suspect, dont les parents et les deux frères étaient mercredi soir en garde à vue, était recherché par les enquêteurs dans le cadre d'une affaire de «tentative d'assassinat et association de malfaiteurs en vue de la commission d'un crime». Le juge d'instruction strasbourgeois avait ainsi délivré une commission rogatoire pour procéder à son interpellation mardi. Toutefois, quand les gendarmes sont arrivés à son domicile, il avait pris la fuite. La perquisition opérée a permis de mettre au jour un arsenal assez conséquent, composé, selon le procureur de Paris «d'une grenade défensive, quatre couteaux, dont deux de chasse, et un fusil 22 Long Rifle». Alors, quand les premières descriptions du tueur du marché de Noël affluent, les enquêteurs

pensent spontanément à lui. Libération 12 décembre 2018

- Premiers informés sur l'attentat de Strasbourg : des Israéliens - panamza.com 12.12

La photographie du suspect a été divulguée et diffusée massivement par des réseaux israéliens. La preuve en sources.

Encore une fois, des éléments confidentiels relatifs à l'auteur présumé de cet attentat terroriste ont été divulgués -en premier- par des Israéliens et des comptes anonymes engagés pour Israël.

Ainsi, mardi soir, à 22h51 (soit trois heures seulement après les faits et bien avant la presse internationale), Ronen Solomon, prétendu "analyste indépendant" israélien dans le domaine du renseignement et de l'imagerie satellite (et ancien journaliste salarié par un ami de Netanyahu), fut le premier influenceur de Twitter (basé à Tel Aviv) à diffuser conjointement la photo et l'âge de Cherif Chekatt. Détail troublant : il a depuis supprimé son tweet pourtant massivement repris (et sauvegardé, heure à l'appui, en capture d'écran -visible plus haut- par Panamza).

Neuf minutes plus tard (à 23h), BNL News, pseudo-site d'info américain (mais engagé pour Israël et contre le Hamas) a également repris la photo, partagée en masse sur Twitter.

À 23h03, c'est au tour de l'Israélienne "Rosanna" (oui, oui : celle qui avait annoncé à deux reprises un attentat de Daech contre les Gilets jaunes) de dévoiler la photo.

Dernier exemple : le cas de Jean-Patrick Grumberg, militant judéosioniste et journaliste franco-américano-israélien du site anti-français/anti-arabe Dreuz. Proche de l'agent d'influence franco-israélien Gilles-William Goldnadel, Grumberg a rédigé un article particulièrement détaillé en éléments d'information confidentiels sur Cherif Chekatt dans la nuit de mardi à mercredi.

À souligner, en attendant les suites de la contre-enquête de Panamza : vers 1h du matin, l'homme assis à la droite d'Emmanuel Macron dans la cellule de crise n'était autre que Laurent Nunez, secrétaire d'État à l'Intérieur et ami intime du judéofasciste (basé en Israël) Sam Ghozlan. panamza.com 12.12

Précision. Je sais qu'à certains égards ce portail est infréquentable, mais il arrive qu'il fournisse des informations qu'on ne trouvera nulle part ailleurs, ou pire, sur des portails d'extrême droite. Ici, tout ce qui est dit est sourcé.

- Fusillade à Strasbourg : la France placée en "urgence attentat" - Franceinfo 12.12

Le niveau d'alerte du plan Vigipirate, partout dans le territoire, a été relevé. Nous sommes passés en "urgence attentat". Ce niveau "permet la mobilisation exceptionnelle de moyens matériels et humains pour renforcer les contrôles. Des contrôles aux frontières qui hier [mardi 11 décembre] ont été renforcés à plusieurs endroits et puis aussi sur les marchés de Noël", précise le journaliste Jean-Baptiste Marteau en direct du ministère de l'Intérieur. "Des dizaines de militaires supplémentaires ont été déployés sur le terrain dans le cadre de cette opération Sentinelle", poursuit-il.

Ce déploiement est effectif sur tout le territoire, car "ce niveau 'urgence attentat' s'applique depuis hier partout en France et pas uniquement dans la région de Strasbourg (Bas-Rhin). Il faut aussi savoir que le plan Vigipirate a été entièrement revu en 2016 après les attentats de Paris. Il est désormais divisé en trois niveaux : la simple vigilance, le niveau 'sécurité renforcée', qui était déjà en vigueur depuis plus de deux ans, et ce stade 'urgence attentat', qui a été déclenché". Ce plan est limité dans le temps et "devrait durer quelques heures ou quelques jours, le temps de retrouver le terroriste". Franceinfo 12.12

Le "*terroriste*" Quel terroriste ?

- Attaque à Strasbourg: "la motivation terroriste de l'acte n'est pas encore établie", selon Nuñez - AFP 12.12

Laurent Nuñez, le secrétaire d'État à l'Intérieur, mercredi matin.

Une occasion à saisir pour une nouvelle manifestation d'union nationale.

- Mélenchon et les Insoumis font une standing ovation à Édouard Philippe - HuffPost 12.12

Un instant de trêve. Alors que la mobilisation des gilets jaunes et la réponse policière qui y est apportée ne cessent de diviser Jean-Luc Mélenchon et Édouard Philippe, les deux hommes se sont offert un moment de répit ce mercredi 12 décembre à l'Assemblée.

Édouard Philippe : "Nous pourrons exprimer nos désaccords parce que, fondamentalement monsieur le président Mélenchon, nous sommes d'accord pour défendre la République et la démocratie", le groupe insoumis se levant, déclenchant une standing ovation dans l'ensemble de l'hémicycle.

Dans sa question, un peu plus tôt, Jean-Luc Mélenchon avait déjà fait montre de sa volonté d'union de la nation dans l'épreuve traversée à la suite de l'attaque de Strasbourg. Il avait notamment dit au gouvernement "la totale solidarité des insoumis dans la traque que vous avez entreprise pour capturer l'assassin". HuffPost 12.12

Vous ne trouvez pas qu'on a l'impression d'avoir affaire à des gens du même monde qui n'est pas le nôtre ?

Cela sera-t-il suffisant pour briser cette mobilisation ? Pas sûr.

Surtout que...

- Le patronat applaudit les mesures annoncées par Macron - RT 12.12

Le Medef et plusieurs organisations de dirigeants se sont félicités des mesures annoncées par Emmanuel Macron, qui ne devraient pas affecter la compétitivité des sociétés. Toutefois, ils estiment que la prime de fin d'année sera rarement versée. RT 12.12

La question lancinante, leur cauchemar !

- Après l'attaque à Strasbourg, les "gilets jaunes" vont-ils poursuivre la mobilisation ? - francetvinfo.fr 12.12

"Il ne faut pas avoir peur et il faut continuer notre action, lance une manifestante habillée de sa veste fluo. Si on s'arrête là-dessus, Macron va être content". Même détermination sur les réseaux sociaux où s'affichent côte à côte appels à manifester et messages de compassion pour les victimes. Laëtitia Dewalle, une des figures du mouvement en Île-de-France, ira, elle, manifester. "Ils ont déjà la peur au ventre tous les mois à cause de leur compte en banque, c'est pas un terroriste qui va leur faire peur et qui va les empêcher de vivre", argumente-t-elle. En revanche, dans le Sud, Christophe Chalençon, autre porte-parole, appelle à manifester mais "ni à Paris, ni dans les centres-villes, pour ne pas perturber le dispositif 'urgence attentat'". francetvinfo.fr 12.12

Ils se désolent ! Il va falloir une guerre ou quoi ?

- Après l'attaque de Strasbourg, la détermination intacte de "gilets jaunes" - AFP 12.12

L'acte V des "gilets jaunes" sera-t-il maintenu samedi? Au lendemain de l'attaque de Strasbourg, le mouvement semblait décidé mercredi à poursuivre sa mobilisation malgré les appels du gouvernement à la "responsabilité".

De Tours à Marseille en passant par Calais, de nombreux "gilets jaunes" expriment leur solidarité avec les victimes de Strasbourg mais restent déterminés à faire entendre leur colère, dans la rue ou autour de ronds-points, après les mesures annoncées lundi soir par le chef de l'Etat.

Dans les Bouches-du-Rhône, le mouvement est "parti pour un acte V, en plus important même", affirme Thierry Marre, coordinateur des "gilets jaunes" à Istres, qui continue de réclamer comme d'autres "la démission" d'Emmanuel Macron.

Même détermination à Marseille même si l'on reconnaît que le drame strasbourgeois ne peut être ignoré. "Nous verrons ce qui se passe (...). Mais en l'état actuel des choses, nous sommes toujours partis pour un acte V", assure une coordinatrice locale, réclamant notamment la dissolution de l'Assemblée nationale.

"On ne se sent pas concernés, par ça, les attentats. C'est pour nous faire peur. On ne changera rien", lâche également "Mamyray", une retraitée de 65 ans rencontrée par l'AFP sur un rond-point à Rennes.

"Eux pensent que c'est une raison pour nous faire arrêter. Pour moi, cela (l'attentat et les +gilets jaunes+) n'a aucun rapport", estime à ses côtés, Paul, brocanteur de 24 ans.

Les annonces présidentielles, notamment l'augmentation de 100 euros des salaires au niveau du Smic, n'ont semble-t-il pas suffi à éteindre la colère des "gilets jaunes", pas plus que les appels du gouvernement à observer une pause après l'attaque terroriste sur le marché de Noël de Strasbourg, qui a fait au moins 2 morts. AFP 12.12

La réaction à découvert.

- "Gilets jaunes": Marine Le Pen "suppose que les manifestations ne pourront pas avoir lieu" - AFP 12.12

- Au lendemain de la tragédie de Strasbourg, plusieurs personnalités issues des sphères politique et médiatique ont appelé les Gilets jaunes à suspendre le mouvement. - RT 12.12

«Je pense que le mouvement [des Gilets jaunes] doit cesser», a déclaré le ministre de la Justice Nicole Belloubet ce 12 décembre, alors qu'elle intervenait à l'antenne de Public Sénat, au lendemain de la fusillade de Strasbourg.

Attaque de Strasbourg : Nicole Belloubet a déclaré qu'on pouvait parler d'attentat. Elle aurait par ailleurs estimé qu'après «l'événement dramatique de Strasbourg» et au vu des réponses de Macron aux GiletsJaunes, «le mouvement d[evai]t cesser». (Twitter 12.12) RT 12.12

Ainsi, l'éditorialiste Jean-Michel Apathie a pour sa part fustigé «l'irresponsabilité» de ceux qui appelaient à manifester. «On imagine les CRS [attendant] que des casseurs, que des Gilets jaunes leur jettent des boules de pétanque et des marteaux à la figure ? [...] Quel symbole, quelle image après un attentat !», s'est attristé le journaliste avant de s'imaginer ce qu'un «observateur étranger» penserait en assistant à une telle scène : «Ils sont totalement fous dans ce pays !»

Appels à manifester, théories du complot : "Il faut être exigeant" avec les leaders du mouvement des GiletsJaunes, dit Jean-Michel Apathie. Ils doivent appeler à ne pas manifester samedi, d'abord au nom de la décence." Europe1 - 12 décembre 2018

Le maire républicain de Nice, Christian Estrosi : "Il ne peut pas y avoir un acte 5 qui fasse prendre des risques après Strasbourg."

Fusillade de Strasbourg "Une trêve des manifestations des GiletsJaunes s'impose : par respect pour les victime et parce que les forces de l'ordre sont mobilisées pour retrouver cet individu et lutter contre le terrorisme" Damien Abad - Sud Radio Matin . RT 12.12

Troisième partie.

Ils osent tout

Sans blague!

- Logement indigne : «il y a des élus qui laissent faire» - Liberation.fr

Vive les Frères musulmans (leurs alliés ou créatures) ou l'idéologie politique des barbares !

- Khashoggi et d'autres journalistes personnalités de l'année pour le magazine Time - AFP

Le journaliste saoudien Jamal Khashoggi, tué le 2 octobre au consulat d'Arabie à Istanbul, a été désigné mardi personnalité de l'année par le magazine américain Time, une distinction partagée avec plusieurs autres journalistes qui symbolise, pour l'hebdomadaire, la recherche de la vérité... AFP

ONG, les officines de la gouvernance mondiale.

- Pacte sur les Migrations: les ONG appellent les pays à agir - AFP

Le Pacte mondial sur les migrations des Nations unies adopté, défenseurs des droits de l'Homme et ONG appellent les pays signataires à mettre réellement en oeuvre leurs engagements, au-delà des seuls discours officiels, en plaidant pour un traitement plus humain des migrants. AFP

MSF, Oxfam, One Child, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)

Les Etats-Unis : L'Etat le plus corrompu de la terre.

- Gambie : accusé de corruption, l'ancien président Yahya Jammeh interdit d'entrée aux Etats-Unis - Franceinfo

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie.

Israël/Palestiniens: Salvini accuse l'UE de biais anti-israélien - AFP 12 décembre 2018

Le ministre israélien de l'Intérieur Matteo Salvini (chef de la Ligue - extrême droite. - ndlr), en visite en Israël, a dénoncé mardi la position "déséquilibrée" de l'Union européenne, qu'il juge trop critique à l'égard de l'Etat hébreu, sur le conflit israélo-palestinien.

"L'Union européenne ces dernières années a été absolument déséquilibrée (...) dans sa gestion du conflit du Proche-Orient, condamnant et sanctionnant Israël toutes les 15 minutes", a-t-il dit lors d'un point de presse.

Qualifiant Israël de "rempart de sécurité pour les valeurs européennes et occidentales dans la région", il a estimé que "quiconque veut la paix soutient Israël". AFP 12 décembre 2018

Le "*ministre israélien*" au lieu d'italien, ils sont impayables à l'AFP ! Mais bon, ce n'était pas vraiment une coquille, une confirmation l'extrême droite en Italie, en France ou ailleurs est néolibérale et sioniste, fasciste.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne

Le Smic espagnol augmenté de 22% sur décision du gouvernement - Le HuffPost 13 décembre 2018

Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a annoncé mercredi 12 décembre qu'il augmenterait par décret le salaire minimum de 22%, lors du conseil des ministres du 21 décembre qui aura lieu à Barcelone.

"Le Conseil du 21 décembre approuvera la hausse du salaire minimum". Elle entrera en vigueur "à partir de 2019" et constituera "la hausse la plus importante depuis 1977", a déclaré Pedro Sanchez devant les parlementaires.

En annonçant qu'il relèvera par décret le salaire minimum mensuel de 858 euros à 1050 euros brut, Pedro Sanchez fait passer une mesure phare de son projet de budget pour 2019, qu'il n'a pas en ce moment les appuis nécessaires pour faire voter au parlement. Le HuffPost 13 décembre 2018

150 euros brut, une misère !

ECONOMIE

UE

- Zone euro: Convergence et compétitivité avant tout-projet - Reuters 12 décembre 2018

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE) ne retiendront pas la proposition visant à consacrer un budget de la zone euro à des fins de stabilisation économique, toute mobilisation de fonds ne devant servir strictement qu'à renforcer la convergence et à accroître la compétitivité, suivant un projet de communiqué du Conseil européen. Reuters 12 décembre 2018

Haut de page

Le 14 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (16 pages)

PREMIERE PARTIE.

Confirmation. Souvenez-vous, il y a au moins 6 mois j'avais avancé qu'elle passerait sans doute à la trappe...

- Gilets jaunes: la révision constitutionnelle suspendue. - L'Express.fr 14.12

C'est la lutte pour le pouvoir qui est engagée, la question de l'Etat, du renversement du régime et l'instauration d'une République sociale.

Acte 5 de la révolte. Rien n'y fait !

- "En dépit des annonces d'Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat et malgré l'attentat de Strasbourg" AFP 14.12

- "Gilets jaunes": le gouvernement appelle à ne pas manifester - franceinfo 13.12

Après plusieurs personnalités politiques et syndicales, le gouvernement appelle, à son tour, à ne pas manifester samedi 15 décembre. franceinfo 13.12

Ils la sentent venir...

- L'insurrection qui vient - franceinfo 14.12

Radars vandalisés, préfecture incendiée, centres des impôts murés, insultes ou menaces de mort reçus par des parlementaires : la haine contre l'Etat et ses représentants n'a jamais atteint un tel niveau en France. franceinfo 14.12

Renversons-le !

- L'Etat assiégé - franceinfo 14.12

Le pillage de la Sécurité sociale continue.

- "Finalement, la hausse de 100 euros s'ajoutera aux baisses de charges sociales de 2018, ce qui portera l'augmentation des petits revenus à près de 125 euros en 2019." AFP 14.12

125 euros, des miettes ! Et personne ne sait qui va la percevoir ni quand et qui la financera, pas les patrons, l'Urrsaf, la Caf, l'Etat avec la TVA que nous payons tous.

La base fait pression et se radicalise obligeant les agents du régime à composer pour ne pas perdre la main.

- Acte 5 des Gilets jaunes : Mélenchon ne lâche rien - LeParisien.fr 14.12

- La CGT débordée par sa base sur l'idée d'une convergence - Liberation.fr 14.12

Nombre de militants affichent leur soutien aux gilets jaunes et déplorent les atermoiements de leur centrale. Liberation.fr 14.12

Vaut mieux temporiser ! Peine perdue !

- "Gilets jaunes" : la réforme des retraites "peut très bien être décalée dans le temps", plaide le député Olivier Damaisin franceinfo 13.12

Les retraites ce n'est pas la priorité, il n'y a pas d'urgence, estime, en résumé, le député du Lot-et-Garonne, Olivier Damaisin, qui hausse le ton. L'élu LREM est pourtant ambassadeur de la réforme des retraites à l'Assemblée nationale pour son groupe. Il doit donc en principe défendre cette réforme auprès des députés et des citoyens, mais là, il préfère jeter l'éponge. "Je vais arrêter mon rôle d'ambassadeur parce qu'il faut prendre le temps. C'est peut-être l'une des choses qu'on n'a pas prise jusqu'à

présent", confie-t-il.

La réforme, selon Olivier Damaisin, "peut très bien être décalée dans le temps". "Je ne suis pas sûr d'être le seul à dire ça. Ce n'est peut-être pas maintenant qu'il faut le faire d'ailleurs", précise-t-il, préférant attendre que "le soufflé retombe". "En tant que rapporteur, j'ai reçu des partenaires sociaux. Je peux vous dire que tous ne voient pas d'un bon œil la réforme des retraites. Donc, faut-il en parler maintenant ? Je ne pense pas. Pour moi, ce serait judicieux de le faire en 2020", déclare l'élu.

Comme lui, cinq députés LREM, également ambassadeurs, demandent une pause pour cette réforme. Il n'est pas question pour eux d'attiser de nouveaux foyers de contestation. Ces parlementaires sont minoritaires, mais bien décidés à se faire entendre. De son côté, Jean-Paul Delevoye continue de dire qu'il présentera ses préconisations en 2019, pour un vote du texte la même année, mais pas avant l'été. franceinfo 13.12

Totalitarisme et terrorisme d'Etat.

Grille de lecture à conserver en mémoire.

Ils ont abattu tous les terroristes qui étaient passés à l'acte et qui étaient "en charge par la DGSI" pour qu'ils ne parlent pas, trop compromettant pour l'Etat.

On pourrait se dire que l'Etat n'a rien à voir là-dedans, vraiment ? Comment cela ?

La DGSI sait qu'elle est en présence de types fragiles et manipulables, complètement marginalisés de la société et déséquilibrés, qui plus est qui n'ont rien à perdre, alors pour peu qu'on leur mette dans la tête qu'en réalisant un gros coup ou un exploit ils pourraient devenir célèbres ou il resterait une trace d'eux après leur mort, suggestion qui peut provenir de n'importe où, il suffit juste de les inciter à passer à l'action au moment que vous avez choisi pour qu'ils commettent un acte suicidaire, parce qu'ils savent à l'avance qu'ils seront abattus, ils y sont préparés, c'est même leur voeux devenu fanatique en guise d'idéal, de fin glorieuse, leur manière de dire adieu au monde en lui disant merde, c'est moi qui aies eu le dernier mot, au-delà du massacre qu'ils ont commis.

Cela se tient parfaitement, cela rejoint la mentalité ou le processus psychologique auquel est soumis un kamikaze, du type qui sacrifie sa vie parce qu'il n'avait plus rien d'autre à perdre et à en attendre. Cela paraîtra inconcevable ou irrationnel à un esprit équilibré imbu de bonne conscience, mais en fait c'est très rationnel quand on y réfléchit un instant.

Cela peut expliquer pourquoi depuis quelques années déjà, chaque fois qu'un gouvernement est en difficulté ou veut faire passer de nouvelles mesures liberticides ou antisociales, ce genre d'évènement se produit simultanément.

3 jours avant l'Acte 5. Un rapport adopté par l'UE le 12 décembre 2018. Encore une coïncidence !

- Lutte contre le terrorisme : l'UE adopte un plan pour une meilleure coordination des États - franceinfo 13 décembre 2018

Le Parlement européen a adopté mercredi 12 décembre une résolution pour renforcer la lutte contre le terrorisme en forçant les pays de l'UE à échanger leurs informations. franceinfo 13 décembre 2018

A peine 24 heures après l'affaire est pliée, le tireur abattu ! Encore une coïncidence ! Une de trop !

- Le tireur de Strasbourg abattu après 48 heures de cavale - Reuters 13 décembre 2018

- Huffington Post : Une rencontre fortuite entre les forces de l'ordre et l'homme le plus recherché de France. Le HuffPost 14 décembre 2018

Deux jours plus tôt on nous disait qu'il était l'homme le plus recherché de France et que personne ne savait où il était. Une fois de plus ils nous prenais pour des cons de toute évidence.

Fortuite ? Cette fois il n'a pas laissé ses papiers en évidence, il a fourni le lieu où il logeait.

- "Tu sais ce que j'ai fait ? J'ai tué des gens !" : ce que Cherif Chekatt a dit à un chauffeur de taxi après l'attentat à Strasbourg - franceinfo 13.12

Mardi 11 décembre, l'auteur présumé de la fusillade, qui a été abattu jeudi soir, est monté dans un taxi pour quitter le centre historique où il venait d'ouvrir le feu, tuant et blessant plusieurs passants. Dans la voiture, la conversation s'engage. "Tu sais ce que j'ai fait ? J'ai tué des gens ! (...) Pour nos frères morts en Syrie", aurait déclaré Cherif Chekatt au chauffeur de taxi, selon

des déclarations rapportées par une source proche de l'enquête à France 2.

La discussion dure environ 3 minutes. "La police a perquisitionné chez moi ce matin, ils ont trouvé une grenade", poursuit l'auteur présumé de l'attentat, toujours selon le témoignage du conducteur. Ce dernier s'est rendu dans un commissariat de Strasbourg après avoir déposé l'homme dans le quartier de Neudorf. Le chauffeur pense avoir la vie sauve parce qu'il est musulman et qu'il y avait des signes religieux dans sa voiture, notamment un collier de prière accroché au rétroviseur.

Il raconte qu'il a tout de suite vu que l'homme pris en charge était blessé au bras, parce que le fugitif lui a montré sa blessure. Il dit que l'homme était très pâle et avait l'air à la fois calme et très stressé. Le chauffeur de taxi affirme aussi qu'il connaissait très bien les rues de Strasbourg mais n'avait pas l'air de trop savoir où aller. C'est le chauffeur qui l'a convaincu rapidement de sortir du taxi. La course a duré très peu de temps. franceinfo 13.12

Quand l'Etat terroriste se fait complotiste, l'un ne va plus sans l'autre.

- "Gilets jaunes": les théories du complot fleurissent sur les réseaux sociaux - franceinfo -13.12

Et les idiots utiles ou ses suppôts de leur emboîter le pas.

- Quatennens (LFI) lance un appel aux gilets jaunes sur les théories du complot - Le HuffPost13 décembre 2018

"C'est stupide." Invité de BFMTV et RMC ce jeudi 13 décembre, Adrien Quatennens a appelé les gilets jaunes qui relaient toutes sortes de théories du complot sur l'attentat de Strasbourg à "garder raison."

"Ce n'est pas raisonnable. (...) Le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre font tout ce qu'ils peuvent", a-t-il ajouté, avant de lancer un appel à ceux qui pourraient verser dans le complotisme: "je le dis aux citoyens qui nous écoutent: ne faites pas circuler ou ne relayez pas ce genre de fausses informations. Il faut être implacable sur le sujet." Le HuffPost 13 décembre 2018

"*Le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre font tout ce qu'ils peuvent*" pour empêcher les masses de manifester depuis 3 semaines, les gazent, les matraquent, les menaces, les emprisonnent, bravo monsieur le charlatan ! Quand on vous dit qu'ils sont dangereux. Et après cela vous voudriez que les travailleurs renouent avec le mouvement ouvrier, ce type-là en est le fossoyeur.

N'écoutez pas les élus de LFI, du PCF, du PS, de Générations, de EELV, les dirigeants syndicaux qui sont tous corrompus par le régime, dans une large mesure vous pouvez ajouter ceux de l'extrême gauche, ne parlons pas de ceux de la droite officielle ou de l'extrême droite ce sont nos ennemis à mort.

Commentaires d'internautes (Les Crises.fr)

1- Quant à la fusillade de Strasbourg, elle vient à point pour détourner l'attention de la crise sociale (la chasse au Sarrasin, juste avant Noël) et pour associer "Gilets jaunes" et "théorie du complot".

2- "Juste après les attentats de Charlie Hebdo, le gouvernement et les médias appelaient à sortir en terrasse pour "résister". Et là, on nous fait exactement l'inverse, pour un "attentat" "terroriste" d'une dimension bien inférieure, sans revendication ni même motif."

3- Je suis tombé sur Facebook sur un GJ qui avais pris en photo sa convocation au tribunal. Les faits reprochés étaient d'avoir dans son coffre 1 gilet jaune et 1 casque de chantier qui avait été considéré par les gendarmes comme des armes par destination.

L'extrême droite sioniste appelle à "***créer un délit de complotisme***".

Panamza.com - Après Joël Mergui, le patron ultrasioniste des juifs de France qui demande la pénalisation de l'antisionisme, c'est au tour de son co-religionnaire (également engagé dans le sionisme radical) Ariel Goldmann, patron du Fonds social juif unifié (une institution dite caritative et communautariste qui fut fondée et demeure encadrée par la famille Rothschild), de proposer -sans rire- le mercredi 12 décembre de "créer un délit de complotisme" en réaction aux légitimes interrogations suscitées par l'étrange attentat survenu la veille à Strasbourg. panamza.com 13.12.2018

ACTUALITÉ SOCIALE DU JOUR

Ford : 850 emplois supprimés à l'usine de Blanquefort - franceinfo 13 décembre 2018

Impossible de trouver les mots. Ce représentant syndical ne parvient pas à annoncer la nouvelle aux salariés : Ford refuse l'unique offre de reprise de leur usine de Blanquefort (Gironde), près de Bordeaux. Le site va donc fermer. Il y avait pourtant un repreneur. Un industriel franco-belge, Punch, prêt à sauver 400 des 850 emplois du site. Pour Philippe Poutou, ancien candidat à l'élection présidentielle, lui aussi salarié, Ford n'a pas joué le jeu.

LVOG - Le gouvernement aux abois.

Dans l'après-midi du jeudi 13 décembre, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, s'est exprimé avec colère. "Je veux dénoncer la trahison de Ford vis-à-vis des plus de 800 salariés du site de Blanquefort (...) parce qu'ils avaient accepté de réduire leurs salaires, de réduire leurs RTT, de faire des efforts considérables pour garantir la reprise", a-t-il grondé. L'usine Ford de Blanquefort pourrait fermer dès la fin du mois d'août 2019. franceinfo 13 décembre 2018. franceinfo 13 décembre 2018

DEUXIEMIEME PARTIE.

Le mouvement du 17 novembre vu par l'extrême gauche.

Chacun a entendu quotidiennement depuis bientôt un mois les représentants de la réaction, gouvernement et patronat et leurs alliés condamner les violences, appeler au calme, au respect de l'ordre républicain, bref au respect de l'ordre établi. On est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Qui au même moment (le 8 décembre) a osé sortir dans un communiqué : "*La mobilisation ouvrière sur le terrain de classe est facteur d'ordre pour tout le pays*" ? Le POID.

LO

Nathalie Arthaud : "***On est loin du compte***" 10/12/2018

LVOG - Sans blague ! Non mais attendez, LO ce sont des gens qui prétendent vouloir refaire le monde, le roitelet jette une pièce au gueux qui ne coûtera pas un rond au patronat, bien au contraire, et elle lui sort que cela ne fait la compte, cire-leur les pompes peut-être qu'ils te balanceront la planche à billets la prochaine fois, pauvre gourde !

Editorial 11/12/2018

"Engager le combat, par la grève, pour une augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations, qui suive la hausse des prix : c'est le seul moyen, pour le monde du travail, de se battre pour son avenir. C'est aussi la seule perspective, pour toute la société, de desserrer l'étau de la dictature du capital sur l'économie."

LVOG - La "*seule perspective*", ce sont eux qui l'ont écrit, c'est de demeurer sous ce régime, pourvu que vos maîtres desserrent un peu les maillons de la chaîne qui vous entrave et vous pourrez vous estimez heureux. C'est à cela qu'on reconnaît les vrais révolutionnaires, les vrais trotskystes !

NPA - Tendance Claire

(7 décembre 2018)

Ce lundi 3 décembre le comité exécutif du NPA a décidé d'appeler clairement non seulement à soutenir, mais à participer aux manifestations organisées par les Gilets Jaunes du samedi 8 décembre.

Articuler les luttes dans les entreprises et dans la rue, avec les Gilets Jaunes.

LVOG - Jusque là on est d'accord.

(9 décembre 2018)

La radicalité des gilets jaunes semble le reflet inverse du recul du mouvement ouvrier organisé ainsi que son intégration systématique à l'appareil d'État par le dialogue social. (Discours qui sur ce point tranche avec celui du POI-POID qui fait l'éloge de l'indépendance des syndicats, une escroquerie politique. - LVOG)

Nous saluons et félicitons toutes les unions locales ou départementales qui prennent leurs responsabilités et qui désavouent les politiques de leurs directions pour rejoindre le mouvement. Il faut dès maintenant entraîner le prolétariat en tant que tel et dans son ensemble dans cette lutte puissante contre Macron et ce qu'il représente. (Pour abattre le régime aurait été mieux ou plus précis, car c'est le régime qui est incompatible avec le progrès social et non Macron. Mais on est d'accord sur l'orientation, jusque là. - LVOG)

Rejoignons en masse les gilets jaunes, participons au développement de la conscience de classe du mouvement, faisons tomber Macron et son monde ! (Les institutions de la Ve République. - LVOG)

(10 décembre 2018)

Derrière les bons sentiments... Macron protège les riches et nous arnaque !

Il faut se saisir de la journée de mobilisation du vendredi 14 décembre pour manifester et bloquer l'économie. Il faut être encore plus nombreux dans les rues samedi 15 décembre. Le pouvoir est affaibli. C'est le moment d'y aller tous ensemble ! Bloquons tout, organisons nous sur nos lieux de travail, dans les quartiers ! Macron et son régime doivent dégager ! Le pouvoir aux travailleurs/ses, en gilets jaunes et rouges !

LVOG - Toujours la connerie de l'écriture inclusive. Passons.

NPA - Montreuil le lundi 10 décembre

L'heure est à la mobilisation générale, pour un blocage du pays, notamment par la grève. Face à ce mouvement profond contre la vie chère, Macron doit céder : mettre fin aux taxes injustes, faire payer les riches, augmenter les salaires et les revenus. Nous pouvons les faire reculer.

LVOG - Les masses avances et les "*révolutionnaires*" reculent en imitant Macron. Le mouvement engagé le 17 novembre a commencé à poser plus ou moins consciemment les bases d'un processus constituant, donc politique, il avance des revendications politiques qui remettent en cause l'existence du régime ou les institutions de la Ve République, et que dit le NPA trois semaines plus tard, on veut "*faire payer les riches*", ce qui signifie qu'ils doivent conserver le pouvoir, or ce mouvement a adopté une toute autre orientation politique en disant qu'ils ne voulaient plus entendre parler des riches, qu'il fallait leur faire pas seulement les poches mais la peau, leur ôter le pouvoir.

Appel des Gilets jaunes de Commercy à des Assemblées populaires partout

Par Gilets jaunes de Commercy (2 décembre 2018)

Les gilets jaunes de Commercy lancent un appel à toute la population ! L'appel est ci-dessous sous format texte et vidéo.

Samedi 1er décembre, un péage gratuit à Gye près de Toul a été organisé avec 200 gilets jaunes, face à 6 flics : le péage est resté gratuit toute la journée !

Puis une soupe populaire a été préparée en commun et offerte aux habitants de Commercy, suivie d'une collecte pour le Téléthon.

APPEL DES GILETS JAUNES DE COMMERCY À DES ASSEMBLÉES POPULAIRES PARTOUT REFUSONS LA RÉCUPÉRATION ! VIVE LA DÉMOCRATIE DIRECTE ! PAS BESOIN DE "REPRÉSENTANTS" RÉGIONAUX !

Depuis près de deux semaines le mouvement des gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois. Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandues. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois.

Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! C'est à dire quelques personnes qui deviendraient les seuls « interlocuteurs » des pouvoirs publics et résumeraient notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place !

À quoi bon ? À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le Préfet : ceux-ci font DÉJÀ remonter notre colère et nos revendications. Ils savent DÉJÀ qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent !

Et c'est bien ça qui fait peur au gouvernement ! Car il sait que si il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste ! Il sait aussi TRÈS BIEN qu'il risque d'intensifier UN MOUVEMENT GÉNÉRALISÉ CONTRE LE SYSTÈME !

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions qui leur foutent tellement la trouille et d'amplifier le mouvement ! (On se disait bien que l'abstention massive aux élections et le refus de participer au mouvement ouvrier corrompu finirait par trouver une expression politique, ou qu'il s'accompagnait d'une réflexion en profondeur sur le fonctionnement des institutions et leurs relais dans la classe ouvrière qui arriverait un jour à maturité ou qui exploserait au grand jour. On l'a sous-estimé ou on a refusé de le prendre en compte, ainsi on l'a retardé au lieu de le favoriser ou l'accélérer... - LVOG

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où « ceux qui ne sont rien » comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons ! Et ça part de la base ! (Là, c'est tout le régime qui vole en éclats ! - LVOG

Si on nomme des « représentants » et des « porte-parole », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant « représentants du peuple » qui s'en mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches !

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne ! (Je n'avais pas lu cet appel avant ce jeudi soir 13 décembre, ma causerie rédigée la veille et publiée seulement quelques heures avant était prémonitoire une fois de plus, j'évoquais non pas la nécessité de dirigeants qui "*semblent honnêtes*", mais qui ont fait la preuve qu'ils l'étaient, et j'ajoutais qu'ils devaient avoir un niveau de conscience politique supérieur pour diriger le parti de la révolution prolétarienne ou guider les masses vers la victoire finale. - LVOG)

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance. (C'était la définition des soviets ou ne figuraient pas seulement des délégués issus de partis ouvriers. La supériorité des représentants du mouvement ouvrier sur les autres délégués provenait du fait qu'ils avaient acquis une expérience de la lutte de classe théorique et pratique, ce qui manque également à ces travailleurs. Si les militants du mouvement ouvrier expriment consciemment ce qu'expriment inconsciemment ou de façon confuse ces travailleurs, ils gagneront leur confiance et ensemble ils pourront lutter, aller de l'avant et vaincre Macron et renverser le régime. - LVOG)

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une « maison du peuple » comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation ! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité ! (Puis au niveau national pour constituer un organe de contre-pouvoir, un gouvernement ouvrier, ce qui créerait une situation de double pouvoir qui poserait directement la question de la lutte pour le pouvoir politique, dont l'objectif ne pourrait être que le renversement du régime en place ou la défaite. - LVOG)

C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer ! Et ça leur fait très peur.

Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer.

Non aux représentants et aux porte-parole autoproclamés ! Reprenons le pouvoir sur nos vies ! Vive les gilets jaunes dans leur diversité !

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE !

Si vous vous retrouvez dans les bases de cet appel chez vous, dans votre groupe local de gilets jaunes, ou autre, contactez-nous sur giletsjaunescommercy@gmail.com et coordonnons-nous sur la base d'assemblées populaires et égalitaires !

La CGT 75 appelle à manifester avec les gilets jaunes samedi 15 décembre

Appel du Comité Général de l'UD du 11 décembre 2018

Le Comité général de l'Union des syndicats CGT de Paris prend la mesure de la situation sociale exceptionnelle dans laquelle il se tient.

La mobilisation des Gilets jaunes est l'expression d'une colère légitime. Les revendications pour l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, contre la CSG, pour la justice fiscale, pour la défense des services publics, rejoignent celles qui ont conduit la CGT à mener de nombreuses luttes. (Non, on se retient de les insulter ! - LVOG)

Désormais, les lycéens ont massivement rejoint la contestation, suivis par les étudiants.

Face à ces différentes mobilisations, le gouvernement a répondu par le mépris et une répression policière et judiciaire inédite. Il cherche à faire rempart au patronat en masquant ses responsabilités. (Même pas, passons. - LVOG)

Mais la détermination commence à faire vaciller le président Macron. Ses annonces ne répondent pas aux revendications exprimées. Il poursuit la casse du modèle social (tu parles d'un modèle, il y a toujours eu des millions de pauvres dans ce pays, mais vous les ignoriez ! - LVOG) et ne remet absolument pas en cause l'inégalité de la répartition des richesses dans notre pays par son refus de s'attaquer au coût du capital. (Pas question de s'attaquer aux fondements du capital, ils ne savent même plus ce que c'est au juste. Passons. - LVOG)

La CGT exige l'arrêt de la répression et l'abandon des poursuites judiciaires. Dans la poursuite de leur mouvement, les retraités sont appelés à se mobiliser le 18 décembre, 14H30 devant Bercy, pour leur pouvoir d'achat. (Il y avait le 14 et le 15, et maintenant le 18, Macron et le Medef apprécieront. - LVOG)

Ce même jour nous participerons à la Journée internationale des migrants, à 18H place de la République (Pourvu que BHL et Soros soient de la fête ! - LVOG) . Face au patronat nous sommes tous ensemble dans les luttes pour l'égalité des droits.

Pour la CGT, il y a urgence à :

augmenter le SMIC à 1800€ bruts par mois, (Nets. - LVOG)
augmenter les salaires et les indexer sur l'inflation : 300€ bruts par mois,
augmenter le point d'indice dans la fonction publique,
augmenter les pensions, (Au niveau minimum du SMIC. Retraite à 50 ou 55 ans maximum.- LVOG)
augmenter les minima sociaux,
rétablir l'ISF et supprimer le CICE, (Rien à foutre de l'ISF, on leur prend tout, on supprime l'oligarchie ! - LVOG)
supprimer la hausse de la CSG, (Supprimer la CSG et la TVA. - LVOG)
maintenir et renforcer les services publics, (Rouvrir tous les services publics fermés ou supprimés. - LVOG)
abandonner tout projet de retraite par points, maintenir tous les régimes actuels, (Alignez le régime général sur le régime spécial le plus avantageux et le généraliser à tous les retraités. - LVOG)
pérenniser la sécurité sociale et son financement par les cotisations. (En chassez le patronat et le gouvernement. Annulation de la "dette" de la SS au marché, eh oui peu y pensent! - LVOG)

Le Comité général fait sien le communiqué intersyndical des Urif : « Les unions régionales Île-de-France CGT, FO, FSU, Solidaires avec l'UNEF appellent les salariés, les étudiants et les lycéens à se réunir en assemblées générales et à décider de l'action nécessaire à la satisfaction de ces revendications, y compris par la grève ». (Pour préparer la grève générale illimitée jusqu'à satisfaction de toutes nos revendications. - LVOG)

Le Comité général appelle à manifester et à faire grève le 14 décembre, à converger avec les Gilets jaunes le 15 décembre. L'amplification de la mobilisation par la tenue d'assemblées générales les plus unitaires possible dans les prochains jours est à l'ordre du jour. Partout mettons en débat la question de la grève pour gagner sur nos revendications.

Face à un gouvernement devenu fébrile, nous pouvons gagner ! (Nous pouvons le renverser ! - LVOG)

Le POID qui a son rond de serviette à la table des dirigeants syndicaux vendus...

POID

- N'y a-t-il pas urgence à quitter la table ? par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs13 décembre 2018

Que Macron, ce 10 décembre, se soit livré à une misérable mascarade, annonçant des mesures sur le Smic et la CSG financées par les salariés et les retraités eux-mêmes… cela n'est pas pour surprendre. La question posée est : que va faire le mouvement ouvrier ?

Le matin même, les représentants des organisations syndicales s'étaient rendus à l'Élysée porteurs, on le suppose, des revendications des travailleurs. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils n'ont pas été entendus. (Non, sans blague, les ont-ils vraiment posées au moins ? Mais encore, parce que Macron pourrait ne pas être sourds ou satisfaire les "revendications des travailleurs" quand on lui demande poliment ? Il nous prend pour des abrutis Gluckstein, cela ne marche plus monsieur ! - LVOG)

Dans tout le pays, de jour en jour plus nombreux, les jeunes et les travailleurs s'engagent sur la voie de la grève pour les revendications. Au point que le journal patronal Les Échos s'inquiète de « l'impact » de la crise sociale généralisée sur les « réformes majeures inscrites à l'agenda de 2019 », citant en particulier « celles de la fonction publique (et) des retraites ». (Alors qu'on lui parle de ce qui se passe en ce moment sous ses yeux dans la rue, il nous cause de ce qui va se passer en 2019 ! Arrêtez de nous prendre pour des demeurés ! - LVOG)

Question majeure, en effet, que celle de l'avenir des contre-réformes engagées par un gouvernement qui fait l'objet d'un tel rejet ! (Ah tiens, le revoilà qui descend sur terre ! - LVOG)

À commencer par la contre-réforme que Les Échos n'évoquent pas, celle du baccalauréat, du lycée et de Parcoursup. C'est pourtant contre cette triple contre-réforme que par dizaines de milliers, à nouveau ce 11 décembre, les lycéens bravent la répression et les violentes agressions de casseurs, organisent leurs assemblées générales et manifestent pour en revendiquer le retrait. La seule réponse conforme à la démocratie, c'est en effet le retrait et le rétablissement du droit de chaque lycéen à passer un baccalauréat-diplôme national unique sur tout le territoire ouvrant accès à l'Université. (Sésame ouvre-toi ! Demain vous serez tous bac +7 comme lui, quel monde... surtout pour ceux qui seront bac -7, la majorité ! - LVOG)

S'agissant de la contre-réforme de la fonction publique, on note que la concertation à son sujet est supposée reprendre dans quelques semaines.

Il n'en est pas de même de la concertation sur la contre-réforme des retraites qui, elle, se poursuit ! Car ce gouvernement, pourtant archi-minoritaire et rejeté de toutes parts, maintient son objectif : détruire les 42 régimes de retraite existants, précipitant dans la misère des millions de futurs retraités ! (Sa seule préoccupation, c'est le maintien des régimes spéciaux de retraite de l'aristocratie ouvrière, son fond de commerce, et le droit à la retraite pour tous à taux plein dès 55 ans par exemple, il s'en tape ! - LVOG)

Dès lors, la démocratie la plus élémentaire n'exige-t-elle pas que les organisations syndicales de travailleurs décident, conformément à ce pour quoi elles ont été constituées, de quitter la table de la concertation ? (Commencez par rompre avec eux ! - LVOG)

Chacun le comprend : dans le contexte actuel, le retrait des organisations de la table des concertations rendrait très difficile pour ce gouvernement au bord du gouffre de faire passer, seul, ses contre-réformes. Un tel retrait marquerait un pas vers l'indépendance recouvrée du mouvement ouvrier (Il ne s'avisera pas de dater à quel moment il a perdu son indépendance, et pour cause elle a été compromise depuis bientôt un siècle ! - LVOG), un pas vers l'unité effective des travailleurs et des organisations faisant bloc sur les revendications contre le gouvernement et les patrons. (Unité qui a débouché sur les accords de Grenelles et de Matignon, qui ont permis de liquider les mouvements révolutionnaires amorcés en 36 et 68. On croirait entendre la voix de la social-démocratie dépeinte par Marx dans le 18 Brumaire. - LVOG) Ce serait un pas décisif vers l'abandon de toutes les contre-réformes dictées par la classe capitaliste dans le seul but de voler des droits, de l'argent et de la qualification aux travailleurs et à leurs familles. (Sales voleurs ! Voilà ce qui reste de ce courant trotskyste en guise d'analyse et de stratégie politique, pitoyable ! - LVOG) La Tribune des travailleurs, 12 décembre 2018

La Commune.

- HALTE À L'ÉTAT DE SIÈGE MACRONEUX ! MARTINEZ, RENDS LA CGT ! La Commune 11 décembre 2018

La révolte spontanée des masses en gilet jaune est contagieuse et embraye sur la révolte des syndicalistes contre leurs mauvais dirigeants.

La révolte des masses en gilet jaune a arraché l'annulation de la hausse de la taxe Carburant et l'annulation de la CSG pour

la majorité des retraités. La clique de Martinez qui confisque la direction de la CGT de façon elle-même despotique n'a, quant à elle, jamais rien obtenu. Nous n'oublierons jamais qu'elle s'est dressée contre la mobilisation en gilet jaune (non seulement la CGT mais également le « parti ouvrier » et sa « tribune des travailleurs ») avant de bafouiller.

BERGER ET MARTINEZ, UNIS CONTRE LA COLÈRE DES MASSES Tout aussi indélébile, la déclaration signée par Martinez avec le Berger du MEDEF où nous lisons « Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications. » 1 , De concert avec les haut-responsables FO FSU CFTC qui se prennent pour une POLICE DU TRAVAIL… au service DU CAPITAL. Et, ce sans la moindre sollicitude à l'égard des lycéens qui sont pourtant DES JEUNES TRAVAILLEURS EN FORMATION qui refusent de subir une SELECTION qui rime avec DECHEANCE, ne veulent pas devenir une MAIN D'ŒUVRE TAILLABLE ET CORVEABLE. (...)

LES VEILLEURS DE NUIT

Depuis le début, nous soutenons le mouvement des gilets jaunes, inconditionnellement. Nous raillons ce « parti ouvrier » qui se prend pour le Tribun des travailleurs et qui a voulu à tout prix, comme MARTINEZ, voir un « mouvement » manipulé par des « populistes » et des « fascistes ».

Aux militants de ce courant qui veulent réfléchir, rappelons ces paroles de Rosa Luxemburg qui moquait la conception policière des événements :

« La classe ouvrière consciente de l'Allemagne a depuis longtemps compris le comique de cette théorie policière , selon laquelle tout le mouvement ouvrier moderne serait le produit artificiel et arbitraire d'une poignée d'« agitateurs et de meneurs » sans scrupules.

Nous voyons la même conception se manifester lorsque deux ou trois braves camarades se forment en colonnes de veilleurs de nuit volontaires pour mettre en garde la classe ouvrière allemande contre les menées dangereuses de quelques « romantiques de la révolution » et leur « propagande pour la grève de masse » […]

Si le déclenchement des grèves dépendait de la « propagande » incendiaire des « romantiques de la révolution » ou des décisions secrètes ou publiques des Comités directeurs nous n'aurions eu jusqu'ici aucune grève de masse importante en Russie . » 2

Il est déjà arrivé dans notre histoire que lorsque surgit l'explosion, des doctrinaires affolés en perdent leur latin marxiste et ouvrier de base. Mais fermons cette parenthèse.

UNE COLÈRE DE PLUS EN PLUS OFFENSIVE

Pour notre part, nous ne nous grimons pas en Gilet-Jaune. Nous sommes du côté de la barricade et non du côté du manche. Nous pouvons dire que la colère des masses de plus en plus offensive s'est exprimée et affermie par ce canal-là.

En effet, le canal syndical de l'action collective a été obstrué par les hautes bureaucraties qui confisquent les syndicats et l'action collective revendicative, pour promouvoir un syndicalisme de « dialogue » avec le pouvoir, un syndicalisme de suggestions, de conseillers sociaux de l'État bourgeois.

Le travail de sape de Martinez et sa bande est tel que le mouvement ouvrier et démocratique s'interdit d'intervenir pour l'abrogation de la loi du 30 octobre 2017, dite de « sécurité intérieur », matrice du déchaînement de violence des forces de l'ordre, de mises en garde-à-vue, de justice expéditive et prompte à emprisonner, Martinez et Berger préférant stigmatiser « la violence dans l'expression des revendications ».

Tant et si mal que la colère des masses, contagieuse en elle-même, « contamine » les bases de la CGT, de nombreux militants syndicalistes qui jusque-là, supportaient encore, les reniements honteux du bureau confédéral CGT.

NOTRE POSITION

Ce qui fait dire : MARTINEZ, RENDS LA CGT – LA CGT N'EST PAS A TOI.

PLACE À LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS VITALES DES TRAVAILLEURS, DES CHÔMEURS, DES RETRAITÉS ET DE LA JEUNESSE !

LIBERATION DE TOUS LES MANIFESTANTS EMPRISONNÉS ! JUSTICE POUR LES MANIFESTANTS MUTILES, ARRÊT DES POURSUITES ! ARRÊT DES GARDE-A- VUE

ABROGATION DE LA LOI DU 30 OCTOBRE 2017

DEHORS MACRON !

Groupe marxiste internationaliste (GMI)

- À bas Macron! Manifestation centrale de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Élysée ! Grève générale ! - 5 décembre 2018

Extraits.

- Le 17 novembre, le point de départ des blocages routiers est la hausse du prix des carburants. Le mouvement n'a fait depuis que s'étendre. (...)

Les attaques contre les locaux de l'administration fiscale sont dans la tradition des mouvements de commerçants ou d'agriculteurs, pas du mouvement ouvrier. Le choix des Champs-Élysées, les drapeaux tricolores, La Marseillaise, les agressions de journalistes, les dégradations de radars, les débordements racistes… montrent la confusion du mouvement et témoignent du recul de la conscience de classe du prolétariat.

Les porte-parole plus ou moins consensuels du mouvement ont publié un fourre-tout hétéroclite où figurent de nombreuses mesures progressistes qui reflètent les aspirations des travailleurs salariés. (...)

La présence de petits patrons explique la modestie de la hausse du SMIC demandée (il est prévu à 1 210 euros nets au 1er janvier 2019).

D'autres mesures sont même réactionnaires et témoignent de l'influence d'autres classes, y compris la grande bourgeoisie qui est évidemment absente des blocages. Jamais n'est mis en cause le droit de propriété des grands groupes capitalistes sur l'économie. Le catalogue des « gilets jaunes » préfère défendre « la France » contre « l'étranger », voire les étrangers. (...)

Certaines de ces mesures coûteraient cher, financièrement et politiquement, aux travailleurs. Pourquoi un président de la République ? Pourquoi lui donner encore plus de pouvoir en l'élisant pour 7 ans ? Pourquoi faudrait-il rembourser la dette publique grandissante aux banques et aux riches exemptés d'ISF et fraudeurs ? Comment le faire sans augmenter les impôts ? Les « moyens conséquents » pour un État déjà policier et militariste devront aussi être financés par l'impôt et serviront à défendre les intérêts du grand capital français, à réprimer les travailleurs.

La confusion des objectifs, la perméabilité au chauvinisme permettent aux partis bourgeois de tenter de récupérer le mouvement. Wauquiez, hostile à la limitation de vitesse et favorable aux privatisations, s'était bien gardé de s'afficher avec les cheminots. Par contre, il a pu mettre en scène son soutien sur le terrain aux « gilets jaunes ». Pourtant, les « dégagistes » qui renient la lutte des classes flattent le mouvement. (...)

N'en déplaise à LFI, on est loin d'un modèle d'auto-organisation : il n'y a pas d'assemblées, pas de vote, pas d'élections, pas de délégués, pas de coordination nationale des délégués, pas de contrôle de la base sur les porte-parole, pas d'autodéfense. Une fois de plus, les réseaux sociaux montrent qu'ils facilitent la mobilisation, mais ne garantissent aucunement la démocratie des luttes. (...)

Une partie de la jeunesse s'engouffre dans la brèche : début décembre, plus de cent lycées sont bloqués, dans plusieurs universités, les étudiants tiennent des assemblées générales.

Le NPA supplie Macron de s'exprimer : « Macron se met en scène. Il est temps qu'il parle et qu'il dise des choses. » (Besancenot, France Inter, 3 décembre). (...)

Macron avait été soutenu et financé par des fractions significatives de la bourgeoisie française en se posant comme un président qui ne reculerait jamais face aux masses populaires. Il avait obtenu sur cette base 20 % des voix au premier tour de la présidentielle.

Le PS, le PCF, la CGT, la CFDT ont appelé à voter pour lui au second tour. Puis tous les dirigeants syndicaux (CGT, CFDT, FO, Solidaires…) se sont opposés à la grève générale contre Macron, face aux ordonnances, à la loi travail, à la loi SNCF. Tous participent aux « concertations » des plans contre les retraites, contre les chômeurs et contre les fonctionnaires. La CFDT soutient Macron. D'autres organisations syndicales continuent à décréter des « journées d'action » impuissantes : 9 octobre, 12 novembre, 1er décembre, 14 décembre… Comment s'étonner qu'un mouvement ait surgi en dehors des partis « réformistes » et des syndicats ?

Les classes petites bourgeoises (travailleurs indépendants, cadres) qui influencent jusqu'à présent le mouvement des « gilets jaunes » sont incapables de tracer une voie. Elles croient réconcilier toutes les classes, d'où le drapeau tricolore et la liste de

revendications inconciliables du 29 novembre. Mais ces classes intermédiaires sont vouées à se rallier à l'une des deux classes fondamentales du capitalisme, soit la bourgeoisie, soit le prolétariat. Seule la classe ouvrière, en prenant résolument la tête de tous les mouvements contre l'exploitation et l'oppression, en s'auto-organisant, en constituant des conseils, est capable d'orienter les protestations vers la satisfaction des revendications et le renversement de la bourgeoisie.

Le samedi 1er décembre, des jonctions ont parfois eu lieu avec des manifestations appelées par la CGT. Les syndicats FO et CGT du transport routier appellent à la grève à partir du 9 décembre.

Les syndicats des travailleurs salariés doivent rompre leurs négociations des plans de Macron contre les retraites, contre les chômeurs, contre les fonctionnaires. Avec les partis d'origine ouvrière, ils doivent convoquer des assemblées générales, appeler à la grève générale, à manifester massivement ensemble au palais de l'Élysée. (...)

Pour que les travailleurs contrôlent leur propre mouvement et instaurent une forme de démocratie supérieure : assemblées générales dans les villes, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les lieux de formation, les administrations) ; élections par les AG de comités, centralisation des comités dans une coordination nationale.

Le mouvement doit s'ancrer dans les entreprises et être contrôlé par les travailleurs eux-mêmes. Alors, le drapeau rouge remplacera le drapeau tricolore de l'écrasement des communards de 1871, des guerres coloniales et mondiales.

Le prolétariat doit diriger l'ensemble des opprimés et des exploités vers le pouvoir des travailleurs, pour un gouvernement ouvrier seul à même d'unir la masse des travailleurs et de la petite bourgeoisie contre leur ennemi commun, le capital. Pour y parvenir, il faut construire au plus vite un parti ouvrier révolutionnaire du type du Parti bolchevik qui a mené les masses russes à la victoire en octobre 1917.

Le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les groupes capitalistes haïs de tous. (Lénine, juillet 1916)

- À bas Macron ! Manifestation nationale unie à l'Élysée ! - 28 novembre 2018

Pourquoi un mouvement en dehors des partis ouvriers et des syndicats ?

Le capitalisme, qui est depuis longtemps mené par des grands groupes, détériore depuis plus d'un siècle l'environnement parce qu'il est basé sur le profit et la concurrence, pas l'intérêt de l'humanité. Depuis la crise capitaliste mondiale de 1974, la classe ouvrière française subit un chômage de masse. Depuis la crise capitaliste mondiale de 2008, la classe ouvrière a été appauvrie et précarisée pour que la bourgeoisie française conserve ses profits. Les logements des travailleurs pauvres des villes se délabrent, la SNCF ferme les petites lignes de train, la santé publique et l'enseignement public sont étranglés. Les plus pauvres des pauvres, les migrants, sont la cible de la répression douanière et policière. La police et l'armée recrutent et s'équipent plus que jamais.

Hollande et le gouvernement PS-PRG-EELV ont gouverné pour la bourgeoisie et déçu la masse des travailleurs qui avaient voté pour lui et pour le PS. Cela a facilité l'accession de Macron, ancien banquier d'affaires et ancien ministre de l'économie de Hollande, à la présidence. Depuis deux ans, Macron, au compte de la bourgeoisie a redoublé les attaques contre les travailleurs, renforcé l'exploitation et la flexibilité de l'emploi et des salaires. Au nom de la « transition écologique », il a transféré une grande partie des impôts des capitalistes et des riches sur le dos des travailleurs. Mais le PS, La France insoumise le PCF, Générations ont expliqué qu'il fallait attendre les prochaines élections. LFI préconise le protectionnisme et fait croire que les problèmes viennent de l'étranger (l'UE, l'Allemagne…) et non du capitalisme.

Les directions syndicales de la CGT, de la CFDT, de FO, de Solidaires… ont été incapables d'empêcher les attaques des gouvernements Sarkozy, Hollande et Macron parce qu'elles ont toujours accepté de les négocier et parce qu'elles ont empêché la grève générale. Actuellement, les chefs syndicaux acceptent de discuter des projets contre les chômeurs, les retraites et les fonctionnaires. Le PCF, LFI, LO, le NPA…les ont cautionnés à chaque fois. Comment s'étonner que le mécontentement populaire grandissant ait finalement explosé en dehors des partis « réformistes » et des syndicats de salariés ?

LVOG - Ce qu'on nous explique ici, c'est que la CGT, la CFDT, FO, Solidaires, le PCF, LFI, LO, le NPA, etc. sont des organisations ou des partis contre-révolutionnaires, réactionnaires, opposés aux droits et aspirations des travailleurs ou qui ne les représentent pas, c'est bien cela ? C'est ce que j'ai toujours affirmé, en vain.

Et ensuite, qu'est-ce qu'ils demandent aux travailleurs, je vous le donne en mille, de leur faire une nouvelle fois confiance en les appelant à l'unité, quelle inconsistance, quel opportunisme ! C'est la ligne politique que tous les courants trotskystes issus du courant trotskyste dit lambertiste (POI, POID, La Commune, Tendance Claire du NPA, GMI, CPS, etc.) ont adoptée depuis plus de 70 ans et qui a conduit à l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire à l'heure de résister à l'offensive du néolibéralisme et d'affronter le régime.

Ils n'en ont jamais tiré le moindre enseignement politique. Vous croyez qu'il leur serait venu un jour à l'esprit, que c'était là que se situait la cause principale de la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier, qui inclut les deux autres courants trotskystes le NPA et LO versant dans le crypto ou le néostalinisme ?

Pensez-vous, à les entendre ils ont toujours eu raison, ce sont des individus parfaits, des surhommes, des génies, des dieux vénérés par leurs militants qui se sont pris pour les maîtres du marxisme, alors qu'ils n'en sont pas dignes pour avoir failli sur toute la ligne ou nous avoir trahis. Car depuis 80 ces dirigeants (comme chez les aristocrates leur statut est héréditaire de génération en génération) ont largement eu le temps de prendre conscience de ce qu'ils faisaient ou que leurs théories étaient erronées, et malgré tout ils s'y sont accrochés et ils ont exclus tous les militants, cadres ou dirigeants qui osaient douter de leur justesse ou qui en proposaient d'autres, qui n'étaient pas forcément justes du reste, interdisant de fait toute confrontation des idées dans leur courant politique. Mais bon, on ne va pas s'étendre sur ce sujet, on perdrait notre temps.

Les travailleurs leur ont réservé le même sort qu'aux partis ou aux syndicats pourris qu'ils soutenaient, à juste titre, ils n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux et non aux travailleurs ou aux militants qui les rejettent.

Il y a de cela près de 13 ans environ, lorsque les blogs et portails se mirent à pulluler sur le Net et la parole à se libérer, je les avais avertis en leur disant que dorénavant les militants (et les travailleurs) allaient disposer des mêmes sources d'informations qu'eux, et que de ce fait ils pourraient plus facilement parvenir à analyser eux-mêmes la situation, partager leurs expériences, ce qui les amèneraient à de toutes autres conclusions que les leurs ou permettraient de mettre en lumière l'opportunisme du mouvement ouvrier avec lequel ils refusaient de rompre.

Ils étaient en possession de données dont nous ne disposions pas puisqu'ils n'en fournissaient pas les sources, cherchez une référence au portail du Réseau Voltaire par exemple dans leurs publications, vous n'en trouverez absolument aucune, alors que leurs dirigeants se connectent toutes les semaines à ce portail. En recourant aux moteurs de recherche sur le Net et en tapant quelques mots clés, il est très facile de comparer la version des faits livrée par une multitude de sources et en croisant les données fournies par les uns et les autres, très souvent on parvient à savoir ce qui s'est réellement passé avec une marge d'erreur pratiquement réduite à zéro.

C'est ainsi que j'ai réussi à découvrir un tas de mensonges dont ces dirigeants nous avaient abreuvé, et j'avoue souvent être tombé des nus, car je n'en revenais pas qu'on nous ait ainsi trompé délibérément, par exemple à propos des émeutes qui avaient eu lieu en 1982 en Syrie dont les barbares des Frères musulmans avaient été à l'origine, et qui nous avaient été présentés comme un soulèvement populaire férocement réprimé par le dictateur Hafez el-Assad, le même discours qu'on n'a cessé d'entendre depuis 2011 après avoir déformé la réalité des manifestations en Syrie pour justifier la politique impérialiste de Sarkozy, Hollande et Macron.

Si vous prenez leurs analyses des évènements qui ont marqué le XXe siècle, vous serez stupéfaits d'observer qu'en tenant compte de l'ensemble des données parvenues à notre connaissance maintenant, et que ces dirigeants n'ont cessé de posséder il faut bien préciser, aucune ne concorde avec le déroulement des faits, toutes ont été trafiquées, je parle des évènements les plus marquants ou déterminants, car dans leurs discours ils n'ont cessé de mêler vérités et contrevérités pour que leurs interprétations paraissent vraisemblables ou puissent être acceptées par leurs militants. C'est délibérément que j'évoque leurs interprétations et non les faits dont ils s'étaient écartés. Que cela donne à réfléchir aux militants. A suivre.

Haut de page

Le 15 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Aujourd'hui ici à Pondichéry, encore un problème de téléphone et un cyclone annoncé pour la nuit prochaine...

Les dimanches et soirées à venir en semaine, quelques saines et précieuses lectures et enseignements.

- La guerre civile en France 1871. K. Marx
- Les luttes de classes en France (1848-1850) - K.Marx.
- Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte - K. Marx ,1852

- Les leçons de la Commune - L.Trotsky, 1921

Tout se paie un jour...

- Au format pdf (7 pages)

Défense du trotskysme contre ses fossoyeurs du POI, POID, NPA et LO.

Cours nouveau - 1923 - L. Trotsky.

Marxisme et léninisme.

Extraits. Le marxisme est une méthode d'analyse historique, d'orientation politique, et non un ensemble de décisions préparées à l'avance. Le léninisme est l'application de cette méthode dans les conditions d'une époque historique exceptionnelle. C'est précisément par cette alliance des particularités de l'époque et de la méthode qu'est déterminée cette politique courageuse, sûre d'elle-même, de tournants brusques, dont Lénine nous a donné les plus hauts modèles et qu'il a, à maintes reprises, éclairés théoriquement et généralisés.

Ni Octobre, ni Brest-Litovsk, ni la création d'une armée paysanne régulière, ni le système de la réquisition des produits alimentaires, ni la nep, ni le Plan d'Etat, n'ont été et ne pouvaient être prévus ou prédéterminés par le marxisme ou le bolchévisme d'avant Octobre. Tous ces faits et tournants ont été le résultat de l'application autonome, indépendante, critique, marquée de l'esprit d'initiative, des méthodes du bolchévisme dans une situation chaque fois différente.

Chaque décision, avant d'être adoptée, suscitait des combats. Le simple appel à la tradition n'a jamais rien décidé. En effet, à chaque nouvelle tâche, à chaque nouveau tournant, il ne s'agit pas de chercher dans la tradition et d'y découvrir une réponse inexistante, mais de profiter de toute l'expérience du Parti pour trouver soi-même une nouvelle solution appropriée à la situation et, par là même, enrichir la tradition. On peut même dire que le léninisme consiste à ne pas regarder en arrière, à ne pas se laisser lier par des précédents, par des références et des citations de pure forme.

Lénine lui-même a récemment exprimé cette pensée par le mot de Napoléon : « On s'engage et puis on voit ». Autrement dit, une fois engagé dans la lutte, ne pas s'occuper outre mesure des canons et des précédents, s'engouffrer dans la réalité telle qu'elle est et y chercher les forces nécessaires à la victoire et les voies qui y mènent. C'est en suivant cette ligne que Lénine, non pas une fois, mais des dizaines de fois, a été accusé dans son propre parti de violer la tradition et de répudier « l'ancien bolchévisme ».

Plus l'appareil du Parti est renfermé en lui-même, plus il est imprégné du sentiment de son importance intrinsèque, plus il réagit lentement devant les besoins émanant de la base et plus il est enclin à opposer aux nouveaux besoins et tâches la tradition formelle. Et s'il est quelque chose susceptible de porter un coup mortel à la vie spirituelle du Parti et à la formation doctrinale de la jeunesse, c'est bien la transformation du léninisme, d'une méthode réclamant pour son application de l'initiative, de la pensée critique, du courage idéologique, en un canon qui n'exige que des interprétateurs désignés une fois pour toutes. (Ce fut le cas dans tous ces courants trotskystes. - LVOG)

Le léninisme ne saurait se concevoir sans envergure théorique, sans une analyse critique des bases matérielles du processus politique. Il faut sans cesse aiguiser et appliquer l'arme de l'investigation marxiste. C'est en cela précisément que consiste la tradition, et non dans la substitution d'une référence formelle ou d'une citation fortuite à l'analyse. Le léninisme ne saurait se concilier avec la superficialité idéologique et la négligence théorique. (Jamais je n'ai lu une analyse des rapports entre les classes émanant de ces partis qui fut un jour comparable à celles fournies par Marx, Engels, Lénine ou Trotsky, jamais ! - LVOG)

On ne saurait découper Lénine en citations appropriées à tous les cas de la vie, car pour Lénine la formule n'est jamais au-dessus de la réalité, elle est toujours l'instrument permettant de saisir la réalité et de la dominer. On trouverait sans peine dans Lénine des dizaines et des centaines de passages qui, formellement, semblent se contredire. Mais il faut voir non pas le rapport formel d'un passage à un autre, mais le rapport réel de chacun d'eux à la réalité concrète dans laquelle la formule a été introduite comme un levier. La vérité léninienne est toujours concrète. (Nos dirigeants quand ils ne l'ont pas abandonnée en ont fait un dogme. - LVOG)

En tant que système d'action révolutionnaire, le léninisme présuppose un sens révolutionnaire aiguisé par la réflexion et l'expérience et qui, dans le domaine social, équivaut à la sensation musculaire dans le travail physique. Mais on ne saurait confondre le sens révolutionnaire avec le flair démagogique. Ce dernier peut donner des succès éphémères, parfois même sensationnels. Mais c'est là un instinct politique d'un ordre inférieur. Il tend toujours vers la ligne de moindre résistance.

Alors que le léninisme tend à poser et à résoudre les problèmes révolutionnaires fondamentaux, à surmonter les principaux obstacles, sa contrefaçon démagogique consiste à éluder les problèmes, à susciter un apaisement illusoire, à endormir la pensée critique.

Le léninisme est avant tout le réalisme, l'appréciation qualitative et quantitative supérieure de la réalité, du point de vue de l'action révolutionnaire. Aussi est-il inconciliable avec la fuite devant la réalité, avec la passivité, la perte de temps, la justification hautaine des fautes d'hier sous prétexte de sauver la tradition du parti. (Quelles "fautes d'hier", nos dirigeants n'en ont jamais commises, n'en ont jamais admises une seule, ils sont parfaits ! - LVOG)

Le léninisme est l'indépendance véritable à l'égard des préjugés, du doctrinarisme moralisateur, de toutes les formes du conservatisme spirituel. Mais croire que le léninisme signifie « tout est permis » serait une faute irrémédiable. Le léninisme renferme la morale non pas formelle, mais révolutionnaire réelle, de l'action de masse et du parti de masse. Rien ne lui est aussi étranger que la morgue fonctionnariste et le cynisme bureaucratique. Un parti de masse a sa morale, qui est la liaison des combattants, dans et pour l'action. La démagogie est inconciliable avec l'esprit d'un parti prolétarien parce qu'elle est mensongère : donnant telle ou telle solution simplifiée des difficultés de l'heure présente, elle sape inévitablement l'avenir prochain, affaiblit la confiance du parti en soi-même.

Battue par le vent et aux prises avec un danger sérieux, la démagogie se résout facilement en panique. Or, il est difficile de juxtaposer, même sur le papier, la panique et le léninisme.

Le léninisme guerroie des pieds à la tête. Or, la guerre est impossible sans ruse, sans faux-fuyant, sans tromperie. La ruse de guerre victorieuse est un élément constitutif de la politique léninienne. Mais en même temps, le léninisme est l'honnêteté révolutionnaire suprême à l'égard du Parti et de la classe ouvrière. Il ne comporte ni fiction, ni battage, ni pseudo-grandeur. (La modestie est une qualité primordiale qui a toujours fait défaut à nos dirigeants. - LVOG)

Le léninisme est orthodoxe, obstiné, irréductible, mais il n'implique ni formalisme, ni canon ou bureaucratisme. Dans la lutte, il prend le taureau par les cornes. Vouloir faire des traditions du léninisme une garantie supra-théorique de l'infaillibilité de tous les dires et pensées des interprétateurs de ces traditions, c'est bafouer la tradition révolutionnaire véritable et la transformer en bureaucratisme officiel. Il est ridicule et vain de chercher à hypnotiser un grand parti révolutionnaire par la répétition des mêmes formules en vertu desquelles il faudrait chercher la ligne droite non pas dans l'essence de chaque question, non pas dans les méthodes de position et de solution de cette question, mais dans des renseignements… de caractère biographique. (

Puisque je dois pour un instant parler de ma personne, je dirai que je ne considère pas la voie par laquelle je suis venu au léninisme comme moins sûre que les autres. Mes actes au service du Parti en sont la seule garantie : je ne puis en donner d'autre. Et si l'on pose la question dans le champ des recherches biographiques, encore faut-il le faire comme il faut. Il faudrait alors répondre à des questions épineuses : tous ceux qui ont été fidèles au maître dans les petites choses lui ont-ils été fidèles aussi dans les grandes ? Tous ceux qui ont manifesté de la docilité en présence du maître ont-ils donné par là même des garanties qu'ils continueraient son oeuvre en son absence ? Le léninisme est-il tout entier dans la docilité ? Je n'ai nullement l'intention d'analyser ces questions en prenant comme exemple des camarades isolés avec lesquels j'ai, en ce qui me concerne, l'intention de continuer à travailler la main dans la main.

Quelles que soient les difficultés et les divergences de vues futures, on n'en triomphera que par le travail collectif de la pensée du Parti, se vérifiant chaque fois elle-même et par là maintenant la continuité du développement.

Ce caractère de la tradition révolutionnaire est lié au caractère particulier de la discipline révolutionnaire. Là où la tradition est conservatrice, la discipline est passive et enfreinte au premier moment de crise. Là où, comme dans notre Parti, la tradition consiste dans la plus haute activité révolutionnaire, la discipline atteint son maximum, car son importance décisive se vérifie constamment dans l'action. De là, l'alliance indestructible de l'initiative révolutionnaire, de l'élaboration critique, hardie, des questions, avec la discipline de fer dans l'action. Et ce n'est que par cette activité supérieure que les jeunes peuvent recevoir des anciens et continuer cette tradition de discipline.

Autant que personne, nous chérissons les traditions du bolchevisme. Mais que l'on n'assimile pas le bureaucratisme au bolchevisme, la tradition à la routine officielle. Cours nouveau - 1923 - L. Trotsky.

La Bourse ou la vie !

Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant, et quand en bas on ne peut plus vivre comme avant : C'est la révolution !

Avant ne signifie nullement que notre condition aurait été satisfaisante un jour, cela veut dire que le noeud coulant passé à notre cou par les esclavagistes n'a cessé de se refermer au point qu'il n'y ait plus d'autre alternative que l'arracher ou périr.

La question qui tue ceux qui la posent : Mais qu'est-ce qui a bien pu se passer pour que la gauche et les syndicats en arrivent à être rejetés par les masses ? Laissons de côté l'extrême gauche qui n'a fait que leur servir de caution à ces traîtres ou agents du capital et qui est vouée à demeurer indéfiniment inaudible dans l'état actuel des choses.

On n'a pas du tout envie de sauver la gauche, on n'a aucune raison de ménager les dirigeants syndicaux qu'il faut distinguer de

la masse des militants qui combattent quotidiennement au côté des travailleurs, des militants qui entendent demeurer fidèle au socialisme contrairement à leurs dirigeants. Lancer des appels dans leur direction serait comme encourager nos bourreaux à prendre la tête du cortège funèbre qui nous mènerait à notre destination finale : Le peloton d'exécution.

En revanche, on peut s'étonner qu'aucun appel à la dissolution des compagnies d'intervention (CRS), des BAC, des brigades territoriales, etc. n'ait pas encore été formulé malgré la violente répression dont des milliers de manifestants ont fait l'objet depuis le 17 novembre.

Note en bas de page de ***La Guerre civile en France, 1871 (La Commune de Paris)*** - Karl Marx.

- De toute l'histoire du socialisme et de la lutte politique, Marx a déduit que l'État devra disparaître et que la forme transitoire de sa disparition (transition de l'État au non-État) sera « le prolétariat organisé en classe dominante ». Quant aux formes politiques de cet avenir, Marx n'a pas pris sur lui de les découvrir, Il s'est borné à observer exactement l'histoire de la France, à l'analyser et à tirer la conclusion à laquelle l'a conduit l'année 1851 : les choses s'orientent vers la destruction de la machine d'État bourgeoise.

Et quand éclata le mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat, malgré l'échec de ce mouvement, malgré sa courte durée et sa faiblesse évidente, Marx se mit à étudier les formes qu'il avait révélées.

La Commune est la forme « enfin trouvée » par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail.

La Commune est la première tentative faite par la révolution prolétarienne pour briser la machine d'État bourgeoise; elle est la forme politique «enfin trouvée » par quoi l'on peut et l'on doit remplacer ce qui a été brisé.

Nous verrons plus loin que les révolutions russes de 1905 et de 1917, dans un cadre différent, dans d'autres conditions, continuent l'oeuvre de la Commune et confirment la géniale analyse historique de Marx. (Lénine : ouvrage cité, tome 25, p. 167.)

Annulation de la dette de tous les travailleurs !

- Et pourtant, c'était la première révolution dans laquelle la classe ouvrière était ouvertement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale, même par la grande masse de la classe moyenne de Paris - boutiquiers, commerçants, négociants - les riches capitalistes étant seuls exceptés. La Commune l'avait sauvée, en réglant sagement cette cause perpétuelle de différends à l'intérieur même de la classe moyenne : la question des créanciers et des débiteurs 1. Cette même partie de la classe moyenne avait participé à l'écrasement de l'insurrection ouvrière en juin 1848; et elle avait été sur l'heure sacrifiée sans cérémonie à ses créanciers par l'Assemblée constituante. Mais ce n'était pas là son seul motif pour se ranger aujourd'hui aux côtés de la classe ouvrière. Cette fraction de la classe moyenne sentait qu'il n'y avait plus qu'une alternative, la Commune ou l'empire, sous quelque nom qu'il pût reparaître.

L'Empire l'avait ruinée économiquement par son gaspillage de la richesse publique, par l'escroquerie financière en grand, qu'il avait encouragée, par l'appui qu'il avait donné à la centralisation artificiellement accélérée du capital, et à l'expropriation corrélative d'une grande partie de cette classe. Il l'avait supprimée politiquement, il l'avait scandalisée moralement par ses orgies, il avait insulté à son voltairianisme en remettant l'éducation de ses enfants aux frères ignorantins, il avait révolté son sentiment national de Français en la précipitant tête baissée dans une guerre qui ne laissait qu'une seule compensation pour les ruines qu'elle avait faites : la disparition de l'Empire. En fait, après l'exode hors de Paris de toute la haute bohème bonapartiste et capitaliste, le vrai parti de l'ordre de la classe moyenne se montra sous la forme de l' « Union républicaine » qui s'enrôla sous les couleurs de la Commune et la défendit contre les falsifications préméditées de Thiers. La reconnaissance de cette grande masse de la classe moyenne résistera-t-elle à la sévère épreuve actuelle ? Le temps seul le montrera. (idem)

Opération récupération-division-dispersion-dislocation des contre-révolutionnaires.

- "Gilets jaunes": appel d'organisations de gauche à rejoindre la manifestation samedi - AFP 14 décembre 2018

Quinze organisations dont l'Espace des Luttes LFI, le Parti de gauche, le NPA, Générations, le syndicat Solidaires, l'association Attac, Droit au logement, invitent dans un communiqué à soutenir et rejoindre la manifestation des "gilets jaunes" samedi.

"Nos organisations soutiennent les revendications de justice fiscale et sociale portées par le mouvement des +gilets jaunes+. Elles appellent à manifester samedi 15 décembre, pour la justice sociale et fiscale, pour une démocratie réelle, pour l'égalité des droits, pour une véritable transition écologique et la solidarité internationale", écrivent-elles.

Rendez-vous est donné à partir de 10H00 devant la gare Saint-Lazare pour rejoindre à partir de 14H00 la place de la République à Paris. AFP 14 décembre 2018

La liste de ces 15 organisations : Attac - Solidaires - Fondation Copernic - DAL - CNDF - GDS - Ensemble - Génération-s - LFI - PG - CAC -Mouvement ECOLO - DIEM25 - NPA

Pourquoi je n'aurais pas signé le communiqué de ces 15 organisations liées ou issues de la social-démocratie et du stalinisme.

Illusion mortelle - "Emmanuel Macron maintient le cap sur l'essentiel". Pourquoi, devrait-il en être autrement ? Est-ce lui qui pourrait s'engager dans la voie d'un changement de régime débarrassé du capitalisme ?

Illusion fatale - "Elles appellent à manifester samedi 15 décembre (...) pour une démocratie réelle ". Dont Macron, les institutions de la Ve Républiques seraient les garantes ? Impossible, il faut commencer par le chasser et les abattre.

En marche entre République et Nation...

- A Paris, la CGT redonne de la voix - Liberation.fr 15 décembre 2018

La CGT tente de reprendre la main. Alors que la mobilisation des gilets jaunes fait descendre dans la rue plusieurs centaines de milliers de Français chaque samedi, le syndicat est déboussolé. Le mouvement populaire est parvenu à obtenir seul des concessions du gouvernement, quand la centrale de Montreuil s'est montrée incapable de le faire bouger en dix-huit mois. Résultat, vendredi, l'appel du syndicat à la manifestation et à la grève générale de tous les secteurs avait des airs de réponse.

Quelques milliers de lycéens, fonctionnaires, enseignants et employés du secteur privé se sont rassemblés à Paris entre République et Nation et ont défilé dans le calme, en scandant notamment «De l'argent il y en a, dans les caisses du patronat». Un militant : «Une façon pour la direction de la CGT de dire "regardez, on est aussi dans la rue". C'est un peu tard, mais bon…»

D'autres constatent cet étrange timing : un défilé organisé à la veille de l'«acte V» des gilets jaunes, prévu ce samedi. Alors même que la CGT n'a, pour le moment, pas appelé à rejoindre le mouvement. Tout au plus, Philippe Martinez, numéro 1 de la CGT, a appelé, vendredi matin, à «multiplier les grèves» et les «généraliser» pour «mettre la pression».Présent à la manifestation, il a aussi tenu à rappeler que, selon lui, «les mobilisations ne s'opposent pas» : «C'est bien qu'il y ait des actions collectives, des gilets jaunes, gilets rouges, gilets bleus, peu importe. Maintenant, il faut que ces actions puissent converger.» En témoignent les nombreux gilets jaunes qui se sont joints à la manifestation. Pourtant, au moment de défiler sous les ballons CGT, beaucoup de militants s'avouent mal à l'aise : la plupart participent et soutiennent la mobilisation des gilets jaunes depuis des semaines. «On a l'impression de devoir choisir : CGT le vendredi, gilets jaunes le samedi», regrette l'un d'entre eux. Liberation.fr 15 décembre 2018

Acte V

- A Paris, l'acte V aussi verrouillé que l'acte IV - Liberation.fr 15.12

Le dispositif de forces de l'ordre sera quasi équivalent à celui de la semaine dernière.

Avec, comme mots d'ordre, «quadrillage», «mobilité» et «réactivité». Il y aura donc des «forces lourdes», CRS et gendarmes mobiles, ainsi que «des chevau-légers». Par cette référence militaire, époque Ancien Régime ou napoléonienne, Michel Delpuech désigne les «dispositifs d'action rapide» :

Le dispositif de sécurité sera «reconduit», «adapté» et «amélioré». Avec, comme mots d'ordre, «quadrillage», «mobilité» et «réactivité». Il y aura donc des «forces lourdes», CRS et gendarmes mobiles, ainsi que «des chevau-légers». Par cette référence militaire, époque Ancien Régime ou napoléonienne, Michel Delpuech désigne les «dispositifs d'action rapide» : «Des groupes de 20 à 30 fonctionnaires, aguerris à l'interpellation, qui viennent des compagnies d'intervention, des BAC, des brigades territoriales, quelques fonctionnaires issus aussi de la police judiciaire, notamment de la BRI.» Selon un haut gradé de la préfecture, 80 % des interpellations du week-end dernier ont été réalisées par ces unités.

La majorité de ces arrestations ont été réalisées en première partie de journée, avant même que les manifestants puissent arriver sur les lieux des rassemblements. Une stratégie dénoncée notamment par le Syndicat des avocats de France, qui estime que ces interpellations s'apparentent à des «détentions arbitraires» : «Au mépris de tous les principes fondamentaux, le gouvernement a dévoyé la procédure pénale et organisé une vague de placements en gardes à vue dites "préventives". Il reconnaît par-là que ces mesures privatives de liberté n'ont eu d'autres objectifs que d'empêcher ces personnes de manifester.»

D'après un bilan du parquet de Paris, sur 907 placements en garde à vue de samedi dernier, 520 ont fait l'objet d'un classement sans suite. Tandis que d'autres arrestations n'ont pas dépassé le stade du contrôle d'identité. Mais posséder un gilet jaune et un masque de protection constituait le week-end dernier des éléments suffisants pour être interpellé. Liberation.fr 15.12

- "Gilets jaunes" : "Ils marchent dans les pas de nos aînés qui ont résisté, ils sont des résistants" - franceinfo 14.12

Les "gilets jaunes" sont "des résistants, ils marchent dans les pas de nos aînés qui ont résisté", a affirmé vendredi 14 décembre sur franceinfo Kamel Amriou, du mouvement citoyen des "gilets jaunes", à la veille de l'acte 5 de la mobilisation des "gilets jaunes" et de la grande manifestation prévue à Paris. Kamel Amriou affirme que les "gilets jaunes" iront manifester "pacifiquement". Il estime que "les partis politiques et un certain nombre de syndicats" ne comprennent pas la mobilisation qui "durera également en janvier" parce qu'il y a un "besoin de voir notre société évoluer et de cesser avec ces égoïsmes".

L'authenticité, c'est quand même la rue. Ce sont les vrais militants, les vrais résistants. Ce sont eux qu'il faut entendre. C'est peut-être parce que, justement, on ne les a pas suffisamment entendus, qu'aujourd'hui on est surpris de cette mobilisation soutenue par la grande majorité des Français que les partis politiques n'arrivent pas à comprendre et un certain nombre de syndicats également. Il faut tenir compte de cette profondeur réelle qui est prise dans notre pays.

Nous continuons la lutte parce que ces luttes ne peuvent pas se terminer comme cela. Les gens sont déterminés. Il se peut qu'avec les fêtes il y ait un peu de relâche. Mais les gens ont décidé d'être dans la rue, et ce n'est pas fini. Et cela durera également en janvier. On doit mener ce nécessaire travail, ce nécessaire besoin de voir notre société évoluer et de cesser avec ces égoïsmes. Tous ceux que vous voyez dans les rues sont de véritables résistants et il y a lieu que tout le monde rejoigne la résistance. franceinfo 14.12

- Quel est bilan officiel des manifestations (morts, blessés, interpellés, etc.) ? - Liberation.fr 15 décembre 2018

Six morts, 1 052 blessés parmi les manifestants, 245 du côté des forces de l'ordre, 3 326 arrestations et 2 607 placements en garde à vue : voilà, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le bilan des manifestations des gilets jaunes, selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur depuis le début de la mobilisation. Ces statistiques ne reflètent peut-être pas exactement la réalité de ce que nos journalistes observent sur le terrain ou sur les réseaux sociaux, où de nombreuses vidéos de violences policières ont été publiées ces dernières semaines.

Le 21 novembre, le ministère parlait de 552 blessés côté manifestants, sur les 1052 personnes touchées au final. L'évolution très importante du nombre d'arrestations au cours du dernier week-end de mobilisation. Le 8 décembre, 1723 personnes ont été interpellées par les forces de l'ordre et 1220 placées en garde à vue. Soit, là aussi, plus de la moitié des personnes interpellées et arrêtées tout au long du mouvement. Liberation.fr 15 décembre 2018

Haut de page

Le 18 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il faut aussi prendre le temps de lire et de réfléchir.

- Au format pdf (24 pages)

Pour se mettre entrain.

Toute lutte de classe est une lutte politique. (Lénine 1897)

C'est donc de l'histoire de la nature et de celle de la société humaine que sont abstraites les lois de la dialectique. Elles ne sont précisément rien d'autre que les lois les plus générales de ces deux phases du développement historique ainsi que de la pensée elle-même. Elles se réduisent pour l'essentiel aux trois lois suivantes:

- la loi du passage de la quantité à la qualité et inversement;
- la loi de l'interpénétration des contraires;
- la loi de la négation de la négation. (Dialectique de la nature - Friedrich Engels, 1883)

La question qui tue : Que venaient faire des "***explosifs dans les tours WTC1, WTC2 et WTC3***" ?

- Un Grand jury appelé à statuer sur la présence d'explosifs au WTC le 11-Septembre - Réseau Voltaire 15 décembre 2018

Le Comité des juristes pour une enquête sur le 11-Septembre (Lawyers Committee for 9/11 Inquiry) a été créé à New York en février 2018. En avril, il a déposé une pétition de 52 pages et 57 pièces à conviction devant le procureur du district Sud de New York. À L'issue du délai de six mois réglementaire, celui-ci a désigné un Grand jury pour examiner la plainte.

À ce stade, le Comité des juristes ne remet pas en cause la version bushienne des attentats du 11 septembre 2001. Il ne se prononce pas sur l'impact des deux avions qui ont percuté deux des trois bâtiments détruits. Il se concentre exclusivement sur la présence d'explosifs dans les tours WTC1, WTC2 et WTC3. Il constate que le rôle qu'ils ont joué ce jour-là constitue un crime fédéral qui n'a pour le moment pas été poursuivi.

Par le passé, le procureur Geoffrey S. Berman a été durant deux ans l'associé de Rudy Giuliani, maire de New York au moment des faits. M. Giuliani avait appelé ses concitoyens à évacuer les tours WTC1 et WTC2 après qu'elles aient été percutées par des avions de ligne au vu des risques qu'elles présentaient selon lui de s'écrouler. Or, les bâtiments avaient été construits pour résister à des chocs bien plus violents.

La tenue du Grand jury devrait être audiencée en 2019. Ce sera la première fois, dix-huit ans après les crimes, que la justice civile (et non pas militaire) états-unienne se penchera sur un aspect des attentats du 11-Septembre. Réseau Voltaire 15 décembre 2018

France. Suite du mouvement du 17 novembre.

Nous avions peut-être besoin de cet épisode de la lutte de classe pour débarrasser le mouvement ouvrier des partis et courants opportunistes liés au régime qui le contrôlent, ainsi que l'illusion que "*le particularisme et l'autonomisme démocratique*" (Trotsky) pourrait se substituer au parti ouvrier révolutionnaire pour vaincre notre ennemi ou renverser le régime en place.

La fatigue, le froid glacial, la proximité des fêtes de fin d'année, l'impressionnant dispositif policier et répressif mis en oeuvre (Vigipirate renforcé), la désinformation systématique des médias, l'absence de soutien officiel du mouvement ouvrier, les appels à des journées d'action disloquées ou catégorielles (CGT, retraités, etc.), le refus d'appeler à la grève générale, l'absence d'issue politique, l'absence de direction au sein du mouvement ouvrier laissé aux mains des héritiers de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme, l'ovation à l'Assemblée nationale du Premier ministre par Mélenchon et sa bande de bras cassés, l'attentat de Strasbourg piloté depuis l'Elysée et la DGSI, les multiples entraves à la liberté de manifester, la fermeture d'une centaine de stations de métro, la coupure de l'A6, le refus de laisser monter dans le train des centaines de manifestants (au passage, les syndicats de cheminots ont laissé faire...), la répression violente, les arrestations et jugements arbitraires, les violences causées par les casseurs et autres provocateurs professionnels ou policiers, etc. tout était fait pour cet "Acte V" soit un échec ou qu'il soit perçu comme tel, sans parler des manipulations des chiffres des participants par le ministre de l'Intérieur.

Plus loin on a reproduit quelques extraits de la lutte de classe en France en juin 1848 et de la Commune de 1871 vue par Marx et Trotsky qui fournissent de précieux enseignements pour comprendre les faiblesses théoriques et organiques du mouvement engagé depuis le 17 novembre en France qui lui seront fatales, on l'avait annoncé dès le départ tout en le soutenant.

On ne s'étendra pas sur le rôle joué par les différents acteurs, chacun ayant joué le sien conformément à la place qu'ils occupent au sein des institutions ou au côté du régime et que le déroulement des évènements a permis de percevoir clairement.

Dès lors que la fusion entre ce mouvement et le mouvement ouvrier s'avèrerait impossible du fait que ce dernier était contrôlé par les contre-révolutionnaires ou les chiens de garde du régime, son sort était écrit d'avance. Les fossoyeurs du mouvement ouvrier ont encore frappé en volant au secours de Macron et d'un régime aux abois. On ne l'a pas souligné, mais si à Paris Macron a bénéficié de la protection des CRS demeurés fidèles au régime, il n'en a pas été de même dans le reste de la France où un grand nombre de policiers ont témoigné de la sympathie envers ce mouvement car plus proche de la population laborieuse, ils ont été ébranlés par leur détermination et leur unité, et rien ne dit qu'à la longue on n'aurait pas assisté à des mutineries ou à un retournement complet de la situation en faveur de ce mouvement, qui alors aurait pris une tournure franchement révolutionnaire et insurrectionnelle.

J'ignore comment va évoluer la situation dans les semaines à venir. En attendant, les militants doivent tirer les enseignements politiques du rôle réactionnaire joué par le mouvement ouvrier, des discours tenus par leurs dirigeants, de la ligne politique qu'ils avaient adoptée, leur totale incapacité à analyser les rapports qui existaient entre les différentes classes et entre les différentes couches au sein de ces classes. Je les incite à lire ou relire les ouvrages de Marx, Engels, Lénine et Trotsky sur la lutte de classe en France du milieu du XIXe siècle jusqu'à la révolution russe de 1917 en passant par la Commune, à cette occasion ils pourront constater que jamais on leur a proposé de telles analyses depuis 80 ans. Ils y puiseront des enseignements précieux inégalables dont certains sont encore d'actualité. On y reviendra plus tard.

Personnellement, je ne me suis fait aucune illusion sur ce mouvement du 17 novembre. Il n'a pas réussi à entraîner les couches

les plus défavorisées du prolétariat qui se compte pas millions, ce qui était couru d'avance sans direction, comme quoi les masses sont avant tout pragmatiques, elles ne se lancent pas aveuglément dans une bataille, elles sont plus disciplinées qu'on ne le pense, ce qu'on interprète à tort par de la passivité quand on ignore comment elles pensent ou interprètent la situation.

Si elles n'ont rien à perdre et ne participent pas à ce combat, c'est qu'il y a quelque chose d'autre qui les retient de passer à l'action, l'absence d'objectif politique clair et de direction comme on l'a déjà dit. Elles ont besoin de chefs pour les guider, d'un parti, en qui elles peuvent avoir confiance, ce qui fait défaut aujourd'hui. Elles ne rejoindront pas ce parti avant le début de l'offensive contre le régime, parce ce parti a des tâches à accomplir ou des problèmes à résoudre qui les dépassent, auxquelles elles ne peuvent pas participer.

En revanche le parti doit être résolument tourné vers elles pour qu'au moment de l'assaut contre le régime elles se reconnaissent en lui et le soutiennent, s'engagent à ses côtés, constituent l'immense bataillon révolutionnaire qui abattra le régime, tâche héroïque qu'elles accompliront sans hésitation et avec succès. Encore faut-il que le parti ait conquis sa confiance pour pouvoir compter sur elles, rapports qu'apparemment on n'a jamais compris. Si le parti doit recruter des militants parmi les travailleurs les plus avancés, évolués, conscients, déterminés de la classe ouvrière et des classes moyennes, il doit simultanément gagner la sympathie des couches les plus défavorisées qu'il n'organisera pas dans le parti, sauf exceptions qui confirmera la règle, tisser des liens solides de fraternité avec elles, ce qu'on n'a jamais su faire.

Permettez-moi de faire référence une fois de plus à mon expérience personnelle, celle que je connais le mieux. J'ai acquis un niveau de conscience élevé et je vis avec des travailleurs indiens profondément arriérés dont j'ai réussi à conquérir la confiance. Cela ne veut pas dire qu'ils font ce que je leur dis, d'ailleurs je ne leur dicte rien, je ne me le permettrais pas, mais ils m'écoutent, ils font l'effort de m'écouter quand je leur parle, parce que je leur tiens un discours intelligible qu'ils peuvent comprendre, et même s'ils ne saisissent pas tout, ils me vouent un profond respect, ils sont attentifs, et d'eux mêmes ils me soumettent leurs problèmes pour que j'y réfléchisse et les aide à y apporter des réponses, sachant que je ne pourrais pas faire davantage pour eux. Et bien, s'ils n'avaient pas une totale confiance en moi, mes conseils ou analyses ne leur serviraient strictement à rien et ils finiraient par ne plus s'adresser à moi, et le jour où je leur sortirais quelque chose ils ne m'écouteraient pas, ils ne me prendraient pas au sérieux. Ils savent que je les respecte et que je les écoute, que je partage leur sort épouvantable, ils en ont conscience et me le rendent bien, et bien c'est ce genre de rapports qu'il faut tisser avec ces couches inférieures.

Les millions de travailleurs des couches inférieures du prolétariat ont dû trouver dérisoires les revendications des "gilets jaunes", aussi déplacées que celles du mouvement ouvrier, d'ailleurs Macron ne s'y est pas trompé et il y a répondu en leur accordant des miettes. Et puis, demain ils avanceraient des revendications mirobolantes que personne chez nous ne les croirait, parce que les prolétaires ne sont peut-être pas très évolués, mais ils ont un certain sens logique élémentaire qui leur fait dire, menteur un jour, menteur toujours, voleur un jour, voleur toujours, ils peuvent être naïfs et donner leur confiance au premier venu, mais gare à celui qui la trahirait, jamais plus ils n'auraient confiance en lui, c'est une manière de compenser cette faiblesse si l'on veut, ce qu'apparemment on ignore parmi ceux qui passent leur temps à leur raconter des histoires et ils sont nombreux parmi nous. D'où aussi mon aversion pour tous les courants politiques que j'estime parfaitement justifiée, on ne nous trompe pas délibérément sans conséquences. Je ne m'étais pas posé la question de savoir si j'étais toujours aussi lié à ma classe et à la couche d'où je suis issu après avoir tant étudié et avoir eu un parcours pour le moins hétéroclite, je viens de m'apercevoir que c'était bien le cas, quel soulagement !

Quelques premiers enseignements du mouvement du 17 novembre.

Si des membres de toutes les couches de la classe ouvrière y ont participé, ainsi que des membres des couches inférieures des classes moyennes, force est de constater qu'ils sont demeurés minoritaires, bien qu'ils aient bénéficié du soutien passif de la majorité de l'ensemble des travailleurs du pays, seul un demi-million, voire un peu plus se sont réellement mobilisés.

Ce constat confirme mon analyse des rapports qui existent entre les classes que j'ai formulée à maintes reprises, même si ces rapports ont légèrement évolué depuis l'accession au trône de France de Macron. A savoir que la lutte de classe du prolétariat et les besoins correspondant à la survie du capitalisme ont contribué à l'amélioration des conditions d'existence des masses exploitées au cours du XXe siècle, s'est traduit par leur profonde subordination au capitalisme et à ses institutions, au détriment de leurs aspirations légitimes à la démocratie et à la liberté, à vivre dans une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression, au point d'abandonner cet objectif et de se détourner du socialisme qui demeure la seule alternative au capitalisme.

C'est la trahison ou la compromission de tous les courants ou partis et syndicats du mouvement ouvrier qui a conduit les masses à adopter inconsciemment cette interprétation de leur condition et de la société, à les désarmer sur le plan théorique et à les rendre impuissantes sur le plan pratique à l'heure de l'offensive néolibérale mondiale, d'où la question récurrente et jamais réglée, la nécessité de doter la classe ouvrière d'une nouvelle direction et d'un programme révolutionnaire, de construire un nouveau et véritable parti ouvrier qui incarne la rupture avec le capitalisme et ses institutions, le socialisme.

Je serais bien curieux de voir comment les opportunistes de tous poils vont s'y prendre pour expliquer pourquoi l'immense majorité des masses ne s'est pas mobilisée depuis le 17 novembre, sur qui ou sur quoi ils vont en faire porter la responsabilité. Les uns vont accuser les travailleurs, les autres ou tous vont s'accuser réciproquement, et comme finalement aucun d'entre eux ne vaut mieux que les autres, comme à l'accoutumé ils proclameront qu'ils n'avaient absolument rien à se reprocher, bref, ils ne

changeront rien, ce qui ne nous étonne pas pour en être arrivé depuis longtemps à la conclusion qu'ils étaient incurables ou irrécupérables, qu'il n'y avait rien à en attendre, mille fois hélas, mais on ne va tout de même pas affirmer le contraire juste pour faire plaisir à des militants qui se complaisent dans cette escroquerie politique parfois depuis des lustres.

Autre enseignement.

On a pu constater que des centaines de milliers de travailleurs de toute condition, statut ou couche s'étaient mobilisés dans tout le pays sans appel à l'unité. Ils ont réalisé l'unité spontanément, le plus naturellement du monde, comme chaque fois que cela s'est produit au cours de la lutte de classe du passé.

On peut donc en tirer la signification politique suivante : Toute stratégie qui se réduisait à cet objectif de l'unité, toute ligne politique qui était subordonnée à cet objectif était profondément erronée ou une escroquerie politique dans la mesure où leurs dirigeants en avaient parfaitement conscience. Car ce sont les circonstances ou les conditions objectives qui créent les conditions de la réalisation de l'unité, elles ne se fabriquent pas ou elles ne se décrètent pas, et chaque fois que les appareils des partis ou des syndicats du mouvement ouvrier s'en emparèrent, ce fut parce qu'ils avaient constaté qu'à la base elle était en train de se développer ou elle était déjà réalisée pour uniquement en prendre le contrôle ou conserver le contrôle du mouvement des masses pour le disloquer, le conduire dans une impasse ou lui donner une orientation corporatiste, réactionnaire, sauver le régime en place.

Chaque fois le PS et le PCF ne réalisèrent pas l'unité, ils instrumentalisèrent l'unité à la base pour la tourner contre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ce qui se réalisa au sommet, ce fut l'unité des agents du capital infiltrés au sein du mouvement ouvrier et conspirant contre lui afin de dévoyer son combat, et non l'unité des représentants de la classe ouvrière.

Chaque fois le PS et le PCF réalisèrent l'unité sous la pression des masses, ils s'y rallièrent à contrecoeur, ce qui présenta l'avantage d'éviter que les masses s'organisent elles-mêmes et prennent la direction de leur mobilisation en élisant ses propres représentants.

Les masses demeurent ainsi sans représentation politique pour mener leur combat, puisque tous les autres courants du mouvement ouvrier les appelèrent à se soumettre à ces partis inféodés au régime. Ils allèrent jusqu'à créer des comités pour l'unité afin de porter ces partis au pouvoir, et qui une fois au pouvoir appliqueraient une politique tournée contre les intérêts de la classe ouvrière.

Ces comités pour l'unité, quand ils ne s'étaient pas dissous, devaient ensuite servir à exiger que les députés du PS et du PCF adoptent des mesures conformes aux besoins des travailleurs, ce qu'ils s'empressèrent de faire comme chacun sait !

Cet épisode terminé, ces comités pour l'unité s'inscrivent désormais dans la perspective non plus d'un gouvernement PS-PCF mais d'une assemblée constituante où figureraient les représentants des mêmes partis ou leurs clones, LFI, Générations, EELV, etc. Question : Quelle couche des masses se reconnaissent-elles dans cet objectif? Aucune. Pour autant que cet objectif pourrait être juste tactiquement à un moment donné, cela signifie que la conscience des masses n'est pas mûre pour le saisir, il faut donc identifier et les aider à lever les obstacles qui se dressent sur leur chemin pour qu'elles puissent avancer dans cette voie.

Et ces principaux obstacles sont de différentes natures, bien que liés entre eux, d'une part leur soumission au capitalisme ou la croyance qu'il serait éternel et son existence légitime, donc qu'elles cessent de se prosterner devant ou de lui trouver des vertus qu'il n'a jamais eu, d'autre part, l'abandon de leurs aspirations légitimes à vivre dans une société meilleure et plus juste qui se traduit par l'abdication de leur droit à décider elles-mêmes démocratiquement l'orientation de la société, aspirations avec lesquelles elles doivent renouer, et droit qu'elles doivent se réapproprier pour conquérir leur émancipation. Aussi longtemps qu'elles ne parviendront pas à venir à bout de ces obstacles, elles ne pourront pas remplir les conditions indispensables pour renverser le régime, s'emparer du pouvoir politique pour changer de régime, bâtir la société sur de nouvelles bases sociales.

C'est aussi la raison pour laquelle il faut démasquer et combattre inlassablement et férocement les charlatans qui leur expliquent, soit qu'elles doivent se résigner à attendre des jours meilleurs qui ne viendront jamais, soit qui leur font croire que leurs aspirations pourraient être satisfaites parce qu'elles seraient compatibles avec le régime, alors qu'il s'emploie quotidiennement à démontrer le contraire, soit encore que leurs aspiration seraient déraisonnables et qu'elles doivent les modérer, autant dire qu'ils les appellent à y renoncer définitivement ou à s'accommoder de leur condition qui ne fera qu'empirer dans l'avenir.

Il faut que l'avant-garde du mouvement ouvrier rompe catégoriquement avec cette idéologie qui l'a gangrenée de haut en bas, pour renouer résolument avec le marxisme et le socialisme. Il en va du salut de l'humanité, ni plus ni moins.

Quant aux autres enseignements à tirer de ce nouvel épisode de la lutte des classes, on les trouvera dans les expériences du prolétariat à une autre époque, ils figurent plus loin.

Il est permis et même fortement recommandé de se poser certaines questions.

Il y en a qui s'émeuvent à grands cris du traitement que les médias-oligarques réservent à la mobilisation en cours depuis le 17 novembre. Mais ils éviteront soigneusement de se poser les questions suivantes et encore moins d'y chercher des réponses cohérentes. Non, ils ont déjà des réponses toutes faites.

La question ne serait-elle pas pourquoi y a-t-il toujours autant d'esprits faibles ou d'ignorants pour regarder ces chaînes de télévision, écoutez ces radios ou achetez ces journaux qui distillent en continue l'idéologie de la classe dominante, leur mentent effrontément, les désinforment, les conditionnent, les manipulent, les abrutissent ?

Pourquoi l'immense majorité continue-t-elle à aller voter sachant qu'elle n'a rien de bon à attendre d'aucun parti institutionnel ? Pourquoi vomit-elle le mode de vie qu'on lui impose de subir, pour finalement le reproduire sans cesse ? Il suffit qu'on crée pour elle un nouveau besoin, pour qu'elle se jette dessus frénétiquement et ne puisse plus s'en passer, c'est de la démence ou un comportement infantile !

On attend vos explications. Les miennes, je les ai déjà fournies une multitude de fois, et je suis las de me répéter, en vain.

A titre personnel, au-delà du militantisme, dans la vie quotidienne j'adopte le même mode de pensée. Cela paraîtra peut-être dérisoire, mais cela témoigne un certain état d'esprit général ou permanent qui tranche avec ce qu'on peut observer généralement.

Tenez, comme j'ai dû me doter d'un Iphone il y a un an environ, j'en ai profité pour me passer de montre et de réveil devenus inutiles. Et je boycotte la télé, la radio depuis 5 ans, et je n'ai pas acheté un seul journal, magazine, livre, CD depuis au moins 10 ans. Je n'ai pas acheté un colifichet à accrocher au mur depuis plus de 20 ans. Je ne possède aucun bijou, rien. J'ai rationalisé au maximum mon mode de vie et je suis devenu le pire consommateur qui soit.

J'ai été jusqu'à relever les noms des médicaments les plus efficaces que je vais directement acheter en pharmacie pour ne pas engraisser des médecins. J'attends que mes vêtements et mes meubles tombent en lambeaux pour en racheter, je possède juste le minimum, de bonne qualité, robustes et qui me feront un long usage, donc à l'arrivée j'aurais dépensé moins. Vaut mieux peu, bon, bien et beau, que beaucoup, mal, médiocre et laid, c'est juste une question d'état d'esprit, esthétique aussi, sinon à quoi bon élever son niveau de conscience si c'est pour se laisser aller à faire n'importe quoi, et disons-le à avoir une vie de con, c'est le pire exemple qu'on puisse donner à nos semblables et dans ce cas-là vaut mieux encore la fermer !

Sur la nature des médias. Aucune illusion, aucun ménagement n'est permis.

Vous ne voudriez tout de même pas que les médias se mettent au service d'un mouvement qui réclame la tête de celui qu'ils y ont porté au sommet de l'Etat, un peu de sérieux.

Causerie du 16 avril 2017 : Faites tomber les masques. Quand ils se croient tout puissants, ils commettent l'erreur d'en dire trop ou pas assez.

Extrait.

- Quand Christophe Barbier écrit un éditorial sur les éditorialistes, la situation devient hors de contrôle - Le Huffington Post 15.04.2017

L'ancien directeur de l'Express a eu des mots discutables sur la relation lecteurs - éditorialistes. Et les internautes ne l'ont pas loupé.

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste." Interrogé vendredi 14 avril, sur le rôle de son métier par les lecteurs du Journal du Dimanche, Christophe Barbier donne très rapidement le ton d'un échange... étonnant.

Une interview durant laquelle l'ancien directeur éditorial de la rédaction du magazine l'Express enchaîne les petites phrases et les prises de positions discutables sur le statut de "l'éditorialiste."

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste. Son rôle est de donner son opinion, d'affirmer ses certitudes, par essence improuvables", déclare-t-il pêle-mêle avant d'évoquer les lecteurs dans une tirade assez surréaliste, les comparant à du "lierre rampant", s'élevant grâce aux "éditorialistes" dans le rôle du "tuteur": "L'éditorialiste est un tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant, peut s'élever." Le Huffington Post 15.04.2017

"Gilets jaunes": polémique autour d'une photo retouchée sur France 3 - AFP 17 décembre 2018

La chaîne de télévision France 3 s'est excusée dimanche pour avoir diffusé une photo d'un "gilet jaune" brandissant une pancarte où apparaissait seul le nom du président Emmanuel Macron, alors que sur le cliché original de l'AFP, on lisait "Macron dégage".

La chaîne, accusée de censure après avoir diffusé cette photo retouchée lors de son journal télévisé de samedi, a tweeté dimanche qu'il n'y avait "aucune volonté de masquer cette pancarte", invoquant "une erreur humaine" et précisant que "cela ne se renouvellera pas".

"Nous tenions à vous présenter nos excuses (...) nous vous devions cette explication au regard de la confiance que vous nous accordez", a annoncé par la suite la chaîne dans son JT du soir. La photo retouchée a suscité un tollé sur les réseaux sociaux avec une avalanche d'accusations de manipulation et de censure. AFP 17 décembre 2018

A quoi reconnaît-on ses amis et ses faux amis, ses ennemis ou éventuellement adversaires ?

Ils publient un tas d'articles ou extraits d'articles dans lesquels ils donnent l'air de rien la parole à des représentants du PS, Générations, EELV, PCF, FLI, et autres parasites dits de gauche, aux ONG, etc. qui se font passer pour le contraire de ce qu'ils sont et leurrent ainsi leurs lecteurs. On en déduit donc que les auteurs de ces blogs et portails roulent également pour le régime.

Un exemple d'actualité. Bastamag.

- Le 7 décembre, le Sénat a voté l'allègement de l'« exit tax » sur demande du gouvernement. L'exit tax, instaurée par Nicolas Sarkozy en 2011, avait pour objectif de lutter contre l'exil fiscal : les plus fortunés qui partaient à l'étranger devaient attendre 15 ans avant de vendre leurs actions, sous peine de payer 30 % sur les plus-values qu'ils réalisaient à l'étranger. Avec cet allègement, ils devront patienter entre deux et cinq ans, trois fois moins longtemps, avant de pouvoir vendre leurs actions sans être taxés. Cette mesure initiée par le gouvernement, a pu être votée grâce au soutien de la majorité sénatoriale de droite et du centre. Bastamag.net

Bastamag a ensuite donné la parole à deux élus issus des partis figurant parmi les opposant irréductibles à Macron et son gouvernement, au capitalisme.

- Éric Bocquet, sénateur communiste du Nord a répliqué : "On veut attirer les investisseurs, mais où sera la limite ? Veut-on 0 % de taxation ?"

- Claude Raynal, sénateur PS de la Haute-Garonne a réagi : « Cet article (...) s'inscrit de fait dans la droite ligne de l'action du gouvernement, qui n'a de cesse de privilégier les plus riches au détriment de nos concitoyens les plus modestes ».

LVOG - Parce que ce ne serait pas la politique qu'auraient appliquée le PS et le PCF quand ils étaient au pouvoir, ce n'est pas la politique qu'ils n'ont cessé de soutenir depuis des lustres.

On peut reproduire ces citations, mais dans ce cas-là il faut en faire ressortir l'aspect purement démagogique, trompeur, pour que personne ne soit tenté de se faire la moindre illusion dans l'avenir sur ces partis pourris.

Simultanément au mouvement du 17 novembre. Pour qui gouverne Macron, devinez?

Le gouvernement fait voter une mesure favorisant l'exil fiscal des plus fortunés - Bastamag12 décembre 2018

Un nouveau cadeau fait aux plus riches. Le 7 décembre [1], le Sénat a voté l'allègement de l'« exit tax » sur demande du gouvernement. L'exit tax, instaurée par Nicolas Sarkozy en 2011, avait pour objectif de lutter contre l'exil fiscal : les plus fortunés qui partaient à l'étranger devaient attendre 15 ans avant de vendre leurs actions, sous peine de payer 30 % sur les plus-values qu'ils réalisaient à l'étranger. Avec cet allègement, ils devront patienter entre deux et cinq ans, trois fois moins longtemps, avant de pouvoir vendre leurs actions sans être taxés [2]. Cette mesure initiée par le gouvernement, a pu être votée grâce au soutien de la majorité sénatoriale de droite et du centre [3].

Pourquoi alléger cette taxe ? En mai dernier, Emmanuel Macron voulait tout simplement supprimer l'exit tax. Il l'avait annoncé dans le magazine américain Forbes, justifiant cette décision par la volonté de créer un environnement plus favorable pour les créateurs d'entreprise. Selon lui, cette taxe envoyait un « message négatif aux entrepreneurs, plus qu'aux investisseurs, car il signifie qu'au-delà d'un certain seuil, vous êtes pénalisé si vous quittez la France ».

Face à la polémique suscitée par l'annonce de cette suppression, le gouvernement a finalement proposé un allègement de cette taxe dans le cadre du projet de loi de Finances 2019. « Nous menons une politique d'attractivité, notamment, pour faire venir dans notre pays, après le Brexit, des activités financières qui, certes, sont décriées, mais qui créent de la richesse », a défendu Agnès Pannier-Runacher, la secrétaire d'État au ministère de l'Économie, lors des débats au Sénat. Bastamag 12 décembre 2018

Le casino de la Bourse ou la spéculation "qui crée de la richesse", il fallait oser le dire.

Et d'un coup de baguette magique, le roitelet engrange 8% de plus en quelques heures !

AFP 16.12 à 8 heures. - Sondage Ifop publié par Le Journal du Dimanche. La cote de popularité d'Emmanuel Macron chute à 23%.

Quelques heures plus tard, le temps de fabriquer un nouveau sondage plus favorable à Macron.

Le Figaro 16.12. - Signe d'encouragement pour l'exécutif, un sondage Opinionway pour LCI publié dimanche faisait remonter la popularité d'Emmanuel Macron de deux points, à 31% de satisfaits.

Ils cherchent à s'en convaincre.

- "Gilets jaunes" : vers une fin de crise ? - franceinfo, 16 décembre 2018

Le pourcentage des personnes qui se disent "très satisfaites" de l'action du chef de l'État reste stable à 4%. Les "mécontents", eux, sont de plus en plus nombreux. Ils passent des 73 à 76% de la population totale. Les personnes "très mécontentes" du président représentent même 45% des Français, en hausse de 6 points par rapport au mois dernier.

"Malgré tout, dans l'entourage du président de la République, on se dit bien conscients que le feuilleton n'est pas clos" franceinfo, 16 décembre 2018

Il n'y a rien à "débattre", rien à "négocier" !

- "Gilets jaunes" : pour Richard Ferrand, "les combats c'est fini, le débat c'est maintenant" - Franceinfo 16.12

Quand ils tentent de se rassurer comme ils le peuvent.

- Divisions internes, trêve post-attentat, froid... Pourquoi la mobilisation des "gilets jaunes" s'est-elle essoufflée pour l'"acte 5" ? - Franceinfo 16 décembre 2018

Au total, quelque 66 000 personnes ont manifesté dans toute la France, selon un décompte du ministère de l'Intérieur publié dans la soirée. Soit deux fois moins que les 126 000 samedi dernier. A Rennes, 300 personnes ont défilé contre 2 200 le 8 décembre, tandis qu'à Nantes on dénombrait 1 200 "gilets jaunes" contre 3 000 une semaine plus tôt. Pourquoi le mouvement faiblit-il ? Franceinfo vous propose trois éléments de réponse.

Pour le politologue Olivier Costa, directeur de recherche au CNRS.

LVOG - L'"expert" aux ordres entre en action.

Olivier Costa - "La multiplication des déclarations conspirationnistes, faites après l'attentat de Strasbourg, ont refroidi toute une partie des militants sincères et engagés."

Plusieurs figures des "gilets jaunes" ont en effet partagé leur satisfaction après l'allocution présidentielle. Dès le lendemain, Jacqueline Mouraud, l'une des porte-paroles, a appelé sur LCI à "sortir intelligemment du mouvement". Contacté par franceinfo, Benjamin Cauchy, porte-parole des "gilets jaunes libres", souligne que le "gouvernement a tendu la main". Il a choisi de ne pas manifester samedi pour privilégier "la négociation et le dialogue social pour faire avancer le pouvoir d'achat". "Aujourd'hui, Macron nous a compris et ce n'est pas en mettant la France à feu et à sang que nous obtiendrons gain de cause", tranche-t-il.

Samedi, les plus motivés ont dû braver le froid et parfois la pluie pour faire entendre leurs revendications. Des conditions météorologiques plus rudes que les autres semaines qui n'aident pas à mobiliser, comme le constate le "gilet jaune" Frank Buhler. "Il y a beaucoup de gens qui sont tombés malades à force d'être restés stationnés dans le froid pendant des jours", explique cette figure du mouvement originaire de Tarn-et-Garonne, à franceinfo.

Frank Buhler - "Il y a aussi l'arrivée de Noël : il faut préparer les fêtes, faire les courses... Les familles des "gilets jaunes" leur mettent la pression pour qu'ils lèvent le pied."

Marie, l'une des coordinatrices à Dinan (Côtes d'Armor), confirme auprès de franceinfo cette volonté d'insuffler un nouvel élan : "Le mouvement ne s'éteint pas mais il prend une forme différente. On va tenter d'élaborer des actions plus construites, moins fatiguantes." Franceinfo 16 décembre 2018

- Hollande: le mouvement des "gilets jaunes" est en "phase de conclusion" - AFP 15.06

Lui il a dépassé celle de la pourriture en putréfaction !

- La mobilisation des "Gilets jaunes" en nette baisse - Reuters 16 décembre 2018

La mobilisation des "Gilets jaunes" était en forte baisse samedi en cette cinquième journée nationale de contestation en France, à Paris comme en régions.

En fin de journée, le ministère de l'Intérieur évaluait le nombre de participants à 66.000 dans toute la France, dont 4.000 à Paris, contre 126.000 manifestants (dont 10.000 à Paris) comptabilisés la semaine dernière.

Malgré quelques échauffourées et des tirs sporadiques de gaz lacrymogènes, notamment sur les Champs-Elysées à Paris et dans les centres-villes de Bordeaux, Lyon, Nantes et Toulouse, aucune violence grave n'était à déplorer.

A Paris, les manifestants se sont concentrés sur l'avenue des Champs-Elysées, quasiment déserte, la place de l'Opéra et celle de la République, vers laquelle ils ont afflué dans l'après-midi.

En régions, certaines sorties d'autoroutes et les abords de plusieurs villes comme Bordeaux et Nîmes ont été bloqués par des "Gilets jaunes", qui ont aussi manifesté dans le centre-ville de Marseille aux cris de "Macron démission".

Au terme d'une semaine marquée par les annonces du président Emmanuel Macron pour le pouvoir d'achat et l'attentat meurtrier de Strasbourg, la tension est retombée à dix jours de Noël, période cruciale pour le chiffre d'affaires des commerçants.

Le gouvernement, imité par de nombreux responsables politiques et syndicaux à l'exception notable de la CGT et de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, avait exhorté les "Gilets jaunes" à ne pas manifester cette semaine, invoquant le drame de Strasbourg et la fatigue des forces de l'ordre.

Parmi les revendications multiples des manifestants, dont beaucoup ont scandé "Macron démission", celle d'un "référendum d'initiative citoyenne" est récurrente.

Un manifestant croisé par Reuters sur les Champs-Elysées a dit tabler sur une poursuite du mouvement, malgré la mobilisation en baisse.

"Depuis l'attentat de Strasbourg (c'est plus calme), mais je pense que samedi prochain et les samedis suivants cela va revenir", a-t-il dit. "Il y a un petit moment de calme, mais ça va revenir petit à petit".

"Ça n'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas ce que nous voulons", a renchéri un autre "Gilet jaune".

Gare Saint-Lazare, des militants des organisations Attac et Droit au Logement, notamment, se sont joints au rassemblement où se trouvait aussi le député La France insoumise Eric Coquerel. Reuters 16 décembre 2018

Des accusations amplement justifiées.

- Des gilets jaunes accusent les autorités de les bloquer pour empêcher la mobilisation - HuffPost 15.12

Sur les pages Facebook consacrées au mouvement, de nombreux internautes s'insurgent d'ailleurs du traitement réservé à certains manifestants aux abords de la capitale. Selon eux, nombre d'entre eux sont bloqués sur des péages ou aux portes de Paris. De quoi dénoncer une manoeuvre du pouvoir qui chercherait à réduire le nombre de gilets jaunes dans les rues de la capitale et ainsi porter un coup à la crédibilité du mouvement.

Beaucoup estiment que le blocage de leurs compagnons aux portes de Paris ou sur des péages proches de la capitale sert a discréditer ou empêcher leurs actions. "Pour faire croire au peuple que le mouvement est mort!", estime par exemple un internaute nommé "Manu Manu Gomez" sur la page "la France en colère!!!" tenue par un des porte-parole officieux du mouvement, Éric Drouet.

D'autres se montrent un peu plus virulents à l'égard du pouvoir. "LES GARS ON EST ENTRAIN DE SE FAIRE BAISER ILS VONT FAIRE CROIRE AUJOURD'HUI HUI QUE LE MOUVEMENT S ESSOUFFLE CAR ILS ONT BLOQUE DES BUS QUI MONTENT SUR PARIS (sic)" cingle un gilet jaune visiblement énervé par la situation.

Selon plusieurs vidéos postées sur les réseaux sociaux, des gilets jaunes sont également filtrés et bloqués dans les rues de la capitale. Sur les images, ont peut voir des CRS interdire l'accès à certaines rues, provoquant la dispersion des manifestants. Des opérations qui auraient pour conséquence de clairsemer les rangs et ainsi provoquer un essoufflement de la mobilisation.

Le salut du mouvement viendra-t-il des régions? La mobilisation se poursuit en tout cas sur les ronds points de l'ensemble du territoire, avec des barrages filtrants, "péages gratuits" et des opérations escargot comme à Lorient. L'A7, dans le Vaucluse mais aussi l'A62 entre Toulouse et Bordeaux, l'A61 à Carcassonne et l'A64 entre Toulouse et Tarbes sont aussi perturbées. HuffPost 15.12

AFP 15 décembre 2018 - L'A6 a été coupée dans les deux sens à la limite entre la Saône-et-Loire et le Rhône par le préfet par précaution face à la mobilisation attendue de "gilets jaunes".

Libération 15 décembre 2018. - Entre les manifestants et la police, c'est le jeu du chat et de la souris sur les Champs-Elysées. Les gilets jaunes s'engagent à peine dans une rue qu'ils en repartent en courant, bloqués par la police, qui avance ses véhicules pour couper l'accès. Ils se dirigent vers une autre rue, sont à nouveau bloqués. Ca court dans tous les sens pendant quelques secondes puis tout se calme. Et ça recommence, et ça s'arrête encore.

- Le dispositif policier, dans le quartier de la Porte Maillot encore très calme, est impressionnant : des dizaines de véhicules et des effectifs CRS et de policiers déployés importants.

- Au total, 8.000 membres des forces de l'ordre ont été déployés dans la capitale, 69.000 sur tout le territoire, appuyés à Paris par 14 véhicules blindés à roues de la gendarmerie (VBRG).

- Le préfet de police, Michel Delpuech, a annoncé vendredi que le dispositif mis en place la semaine dernière était reconduit quasiment à l'identique ce week-end. Huit mille policiers et gendarmes sont mobilisés. Les blindés de la gendarmerie sont une seconde fois positionnés dans les rues parisiennes.

- Avenue du président Willson, à Paris. «C'est calme, ça change», dit un policier. Depuis ce matin, c'est la quatrième fois que les manifestants se font encercler par les forces de l'ordre. Un dispositif visiblement destiné à décourager les manifestants, contraints d'attendre en petits groupes dans le froid. «Ça marche plutôt bien, quand ils sont peu», confirme une policière. «On a pas le droit de circuler librement en France ?» demande un homme à un CRS, qui reste de marbre.

- «plus de 600» policiers et gendarmes sont présents depuis ce matin dans le centre-ville de Bordeaux. Deux blindés de la gendarmerie, un engin lanceur d'eau, une vingtaine de camions de CRS et une dizaine de fourgons de la gendarmerie sont également installés place Pey-Berland.

- Quelques minutes plus tard, la place (de l'Opéra à Paris- ndlr) commence à se vider au compte-gouttes, la police ayant commencé à laisser passer des manifestants, en les sommant de retirer leur gilet jaune. Libération 15 décembre 2018

Horreur et damnation!

- Malgré la déception de l'acte V, des gilets jaunes appellent déjà à un acte VI - HuffPost 16.12

Certains veulent se rassembler pour l'anniversaire d'Emmanuel Macron, le 21 décembre.

La mobilisation a beau s'essouffler, le noyau dur des gilets jaunes reste déterminé. Après un acte V en forte baisse ce samedi 15 décembre, certains internautes n'hésitent pas à appeler (déjà) à un acte VI pour le 22 voire le 21 décembre. Comme depuis le début de la mobilisation après chaque rassemblement parisien, c'est sur les réseaux sociaux que les choses se passent et que les "événements" se créent.

Sur les pages ou groupes Facebook dédiés au mouvement, les appels à de nouveaux rassemblements se multiplient. Les premiers ayant commencé à fleurir alors que l'acte V n'était pas encore achevé.

Les quatre principaux "événements" créés pour l'occasion réunissent au total 80.000 personnes "intéressées." Et les mots d'ordre sont divers. De l'Acte 6 "la victoire du peuple" à l'acte 6 "préparons Noël à Paris", ces gilets jaunes affichent à nouveau leur détermination pour faire plier Emmanuel Macron. La tenue ou non d'un nouveau rassemblement occupe désormais une bonne partie des discussions au sein de ces communautés et les publications en faveur d'un nouveau samedi de manifestations se multiplient. HuffPost 16.12

- Gilets jaunes: le blocage de Rungis, nouvel espoir de certains - Le HuffPost 16.12

L'acte VI des gilets jaunes arrivera-t-il plus vite que prévu? Alors que ce samedi 15 décembre a marqué l'essoufflement du mouvement, certains Français en colère ne veulent pas lâcher le morceau et se tournent désormais vers un nouvel objectif: bloquer le marché de Rungis.

Conscients des actuelles difficultés du mouvement à mobiliser ses troupes, nombre de gilets jaunes appellent à "transformer" le mouvement pour qu'il perdure et veulent occuper les lieux sans discontinuer jusqu'au lendemain de Noël.

Ils devraient être aidés dans leur entreprise par plusieurs VTC en colère qui entendent bien jouer leur rôle dans la fronde qui secoue le pays depuis un mois.

Un événement Facebook a même été créé pour l'occasion par l'Association des VTC de France. Au total, 75.000 personnes se sont dit "intéressées" par le blocage.

Comme souvent avec les gilets jaunes, c'est sur Facebook que les choses se passent. Depuis plusieurs jours un texte appelant au blocage du plus grand marché agroalimentaire du monde est recopié à l'identique de page en page. Il explique que les VTC ont obtenu l'autorisation d'organiser un rassemblement "sur les 3 plus grosses portes de Rungis."

Derrière Rungis, c'est l'économie que les gilets jaunes veulent attaquer. Le but? Arracher de nouvelles concessions en paralysant le pays à quelques jours de Noël. "Le blocage de Rungis a pour but de faire plier le gouvernement sur les revendications des gilets jaunes en bloquant le poumon économique européen. Les GAFA doivent payer comme Uber pour les VTC", écrit pour sa part l'association des VTC de France qui présente l'action comme "le combat final."

De quoi relancer le mouvement après un acte V raté? Rien de sûr d'autant que le gouvernement risque de se montrer particulièrement attentif à la formation de blocages durables qui paralyseraient l'économie.

Alors que le chiffre des manifestants a été divisé par deux en une semaine, c'est l'occasion ou jamais pour l'exécutif de reprendre la main après une longue tétanie face à ce mouvement social aussi imprévisible qu'hétéroclite. Les membres de la majorité se relaient ainsi dans les médias depuis les annonces du président de la République en faveur du pouvoir d'achat -la hausse de la prime d'activité notamment- pour demander aux gilets jaunes de quitter les ronds-points.

Ce dimanche 16 décembre, le président de l'Assemblée nationale et proche d'Emmanuel Macron, Richard Ferrand a même réclamé l'intervention des CRS et des gendarmes pour évacuer les zones occupées par les gilets jaunes. Dans ce climat, pas certain que le gouvernement ne laisse s'installer un "blocage illimité" à Rungis. Le HuffPost 16.12

Témoignage de "***nantis, fachos***" montés à Paris ou originaires de Paris !

Libération 15 décembre 2018. - Pierre, 54 ans, agent de sécurité, est venu seul de Franconville (Val-d'Oise), pour «manifester paisiblement». En CDD dans la sécurité, il fait «de l'évènementiel, comme l'arrivée du tour de France ou le 14 Juillet». Il ne veut pas donner son nom de famille, par crainte que cela lui pose des soucis pour ses contrats. «Je gagne entre 1500 et 2 000 par mois. Mais pour faire 2 000, faut bosser dur. Je ne supporte pas qu'on dise que je suis feignant, ou qu'il suffit de traverser la rue pour trouver du travail. Mes grands parents étaient mineurs dans le Pas de Calais, ils venaient de Pologne, on peut dire qu'ils se sont tués dans les mines.»

«L'an dernier, j'ai été au chômage quelques mois. J'avais 800 euros d'indemnités mais mon loyer est de 570 euros pour un studio. Je n'ai pas pu payer et aujourd'hui j'ai un dossier de surendettement. J'ai 6 000 euros de dettes, ce n'est pas énorme mais je n'y arrive pas. J'ai recollé mes chaussures pour venir. Même acheter des chaussures est devenu compliqué. J'ai mal aux dents, je n'ai pas de mutuelle alors je prends du Nurofen. Je ne peux même pas m'acheter de lunettes. Mais je suis venu ici en pensant aux femmes et aux enfants en détresse, certaines que je connais ne peuvent même pas acheter un litre de lait.»

Fabienne Collat, 57 ans, est gardienne d'immeuble. Elle est venue à Saint-Lazare à l'appel d'organisations de gauche : «Je sers ces cochons de bourgeois depuis 20 ans, je les connais bien. Dans mon immeuble, boulevard de Courcelles, en face du parc Montceau, les loyers sont de 8 000 ou 9 000 euros. Aux étrennes, ils ne me donnent que 50 ou 100 euros alors que normalement c'est 10%. Moi je suis payée sur la base du smic, duquel sont retirés les avantages en nature, appartement, eau, chauffage. Cela me fait 900 euros nets, et on m'a dit que c'est ce qui comptera pour la retraite, ce qui me fera à peine plus que le minimum vieillesse. Je suis née et j'ai toujours vécu à Paris, mais quand je prendrai ma retraite je serai obligée de partir en Eure-et-Loir ou ailleurs.»

«Mon mari est agent de sécurité incendie, il gagne 1400 euros. On ne retrouvera pas de logement en Ile-de-France, car il faut gagner trois fois le prix du loyer. Une de mes locataires m'a dit : "Nous aussi on est impactés par les taxes." Moi je travaille 49h30 par semaine – avant, c'était 50 mais notre syndicat a obtenu une baisse d'une demi-heure – avec une pause de 11h à 15h30. En plein milieu. Les conditions de travail des gardiens sont un vrai sujet. Ils sont souvent immigrés, ils ne descendent pas dans la rue. Moi je revendique la hausse du smic horaire, des minima sociaux, des retraites et l'annulation de la CSG.»

«Mes parents étaient militants en 1968. Moi aussi je suis révolutionnaire, et j'ai le droit de manifester pour défendre mes opinions.» Libération 15 décembre 2018

Vous avez raison. Depuis ils ont adopté une orientation droitière, il suffit de voir le traitement que vous a accordé les dirigeants du mouvement ouvrier...

Union nationale. Les syndicats de policiers réclament du fric pour le sale boulot qu'ils viennent d'accomplir et dont ils sont fiers.

- Des policiers "à bout" appellent à un "Acte 1 de la police", d'autres lancent "les gyros bleus" Le HuffPost 16.12

Faut-il s'attendre à un nouveau front social? Le syndicat Unité SGP Police a "annoncé solennellement", dans un message posté sur Twitter ce samedi 15 décembre, "l'acte 1 de la colère des policiers", reprenant le terme utilisé par les gilets jaunes pour leurs mobilisations hebdomadaires, organisées depuis le 17 novembre.

"Les policiers sont à bout et ne bénéficient d'aucune reconnaissance", indique encore le tweet du syndicat, appartenant à la fédération Force ouvrière (FO). "Après les annonces du président de la République, rien pour les gradés, gardiens et adjoints de sécurité! C'est inacceptable!" écrivait encore le syndicat au soir des annonces du président face à la crise des gilets jaunes.

Invitée de BFMTV ce samedi, la déléguée nationale SGP Police Linda Kebbab avait déjà "annoncé solennellement" cet acte 1 qui "se prépare". "Les policiers ont aussi des revendications (...) on a beaucoup de dispositions politiques qui sont complètement contraires aux intérêts sociaux des salariés et plus particulièrement des policiers", avait-elle estimé, citant notamment le gel du point d'indice des fonctionnaires au 1er janvier 2019 ou encore l'allongement du délai de carence en cas de maladie d'un à trois jours dans la fonction publique. Votée au Sénat, cette mesure doit encore être adoptée par l'Assemblée nationale. Le gouvernement y est défavorable.

"On a demandé l'augmentation de l'allocation de maîtrise (une prime annuelle versée "au titre du service continu", ndlr), a précisé Linda Kebbab. On demande plus de CRS, une validation des acquis des adjoints de sécurité, une reconnaissance du statut des policiers techniciens et scientifiques, une prime pour les administratifs, la prise en charge pour les mutuelles par notre ministère, les heures supplémentaires défiscalisées".

"On a tenté le dialogue social, ça ne marche pas", assure la déléguée nationale.

Alliance demande "un véritable plan Marshall"

Le syndicat policier Alliance avait de son côté dénoncé jeudi 13 décembre une "situation explosive" chez les forces de l'ordre, mises à "rude épreuve" entre nouvelle mobilisation des "gilets jaunes" et lutte antiterroriste, après l'attentat de Strasbourg.

"Au vu de l'engagement sans faille des policiers, nous exigeons un retour immédiat sur l'investissement, avec un véritable plan Marshall", a expliqué à l'AFP Frédéric Lagache, numéro deux du syndicat de gardiens de la paix et de gradés, Alliance.

"Les forces de l'ordre vont éprouver de plus en plus de difficultés à assumer tous les fronts", a résumé le syndicat. Selon Frédéric Lagache, les policiers "entre épuisement et colère, en ont assez des gratitudes et veulent des actes" de la part du gouvernement. "Des commissariats vont finir par fermer", a prévenu le syndicaliste. Celui-ci réclame pour les policiers "des avancées sociales et la juste rétribution de leur engagement", avec le paiement des heures supplémentaires, des astreintes ou encore des heures de nuit.

Des policiers en colère, rejoints par les "Femmes des forces de l'ordre en colère" (FFOC), appellent à une journée de mobilisation le 20 décembre sur les Champs-Élysées à 21h30, rapporte LCI.

Selon le vice-président de l'association "Mobilisation des policiers en colère" (MPC), qui se dit elle aussi "apolitique et asyndicale", l'idée de se rassemblement est née "après la prise de parole d'Emmanuel Macron" lundi, en réponse aux gilets jaunes. "Le président a fait des annonces pour certaines personnes, et pas pour d'autres. Une fois de plus nous sommes les grands oubliés, estime Guillaume Lebeau. La fatigue se ressent et le ras-le-bol est grandissant".

En juillet 2018, un rapport sénatorial avait invité l'exécutif à faire de la lutte contre "le malaise" des forces de sécurité intérieure, "une exigence républicaine". Le HuffPost 16.12

Le référendum d'initiative citoyenne (RIC) : C'est la soumission au régime.

Le RIC s'inscrit parfaitement dans le processus de la fabrication du consentement.

RIC-rac et rien de plus ou quand le changement, c'est surtout de ne rien changer ! Comment faire en sorte que ce soit les exploités et les opprimés qui légitiment le régime qui les exploitent et les oppriment, merveilleux !

Le RIC, c'est la négation de la démocratie. Pourquoi ? De deux choses l'une : soit il est compatible avec le régime en place et auquel cas il ne peut servir que les intérêts de la classe qui détient le pouvoir, soit il ne l'est pas et les représentants du régime interdiront qu'il voie le jour.

Les partisans du RIC prennent pour exemple la Suisse, un paradis fiscal pour les banquiers et l'oligarchie, les gangsters de la finance et des multinationales, c'est une blague ou quoi ? On baigne en plein délire. Ces gens-là ne sont pas sérieux, ce sont de dangereux aventuriers. On comprend mieux pourquoi les médias-oligarques en font provisoirement la promotion et pourquoi de RN à LFI en passant par LR, l'UDI, le MoDem, ils y adhèrent tous, il n'y a que le PS et LREM qui y soient farouchement opposés, normal, en tant que partis de l'ordre officiel.

- Référendum d'initiative citoyenne, la demande qui monte chez les "gilets jaunes" - AFP 15 décembre 2018

Revendication montante du mouvement des "gilets jaunes", le référendum d'initiative citoyenne (RIC) ou populaire, défendu également par plusieurs partis politiques sous des formes diverses, vise à faciliter la consultation du peuple, sans associer le Parlement en amont.

Plusieurs candidats à la présidentielle, du RN à LFI, souhaitaient instaurer de véritables référendums d'initiative populaires, comme en Suisse ou en Italie.

Le RIC "réclamé depuis des années par le RN est un outil essentiel d'un bon fonctionnement démocratique !

Le leader de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon a aussi réaffirmé son soutien à un tel dispositif cette semaine à l'Assemblée.

Le LR Julien Aubert a déposé une proposition de loi constitutionnelle début décembre pour un véritable "référendum d'initiative populaire", tandis qu'à l'UDI, on se dit favorable à étendre le référendum citoyen, notamment via la saisine obligatoire du Parlement sur des sujets par des pétitions électroniques.

Samedi, la députée MoDem Isabelle Florennes a assuré sur LCI que les élus de son groupe avaient "toujours été favorables" au RIC, mais à condition qu'il soit "encadré" et "adossé à un Parlement fort", ajoutant que la révocation serait "anticonstitutionnelle". AFP 15 décembre 2018

LRM et le PS y sont farouchement opposés pour les mêmes raisons que LR, l'UDI, le MoDem, LFI et RN y sont favorables : soit le régime peut s'en passer, soit cela doit être un instrument pour mieux subordonner les masses au régime et aux institutions en place.

- Très "Vème République compatible" - Regards.fr 15 décembre 2018

Extrait. Un peuple souverain, seul face à lui-même… ou presque. A lire les différents argumentaires en faveur du RIC, quelque chose saute aux yeux par son absence. C’est que les partisans du RIC ne semblent pas s’inscrire en dehors du cadre de la Vème République. Car s’ils se passent volontiers de tout représentant, le gouvernement et le président de la République restent quant à eux en bonne place.

Pas question donc de changer de République. D’ailleurs, une pétition en faveur du RIC propose d’amender l’article 3 de la Constitution de 1958, qui donnerait alors : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l’exerce par ses représentants et par la voie du référendum [d’initiative citoyenne, en toutes matières y compris constitutionnelle et de ratification des traités ; cet article ne peut être modifié que par voie référendaire]. »

Charlotte Girard rappelle qu’il faut « contextualiser cette revendication. Elle est brandie dans un face-à-face entre le peuple et le Président. Il y a une compatibilité extrême avec le césarisme de la Vème république. C’est donc une proposition de circonstance pour répondre à une situation immédiate. »

Doit-on y voir une victoire de l’antiparlementarisme alors que l’Assemblée nationale et le Sénat voient chaque jour leurs maigres pouvoirs se faire raboter par l’exécutif ? Au point que lorsque le chef de l’Etat propose de renforcer encore et toujours ses pouvoirs par le truchement de la diminution du nombre de parlementaires, nombreux sont ceux qui n’y ont rien trouvé à redire. Comme si on s’était collectivement habitué à ce que le Parlement ne soit plus la voix du peuple.

Antiparlementarisme triomphant.

Pour Pierre Dharréville, le constat est limpide :

« Il faut voir où est le pouvoir en France : institutionnellement, entre les mains du Président ; dans le réel, entre les mains des grands propriétaires. Si l'on veut s'attaquer aux problèmes de notre démocratie, il faut s'attaquer au pouvoir exorbitant, personnel, monarchique du président de la République, peut-être même discuter le fait d'avoir un Président. Car le cœur du problème, c'est ce pouvoir. » (Non, c'est là où le pouvoir est "*dans le réel, entre les mains des grands propriétaires*". Regard est de droite comme Mediapart. - LVOG)

Magie populaire, parmi les diverses propositions des gilets jaunes, on trouve également la « création d'une Assemblée citoyenne ». Preuve que l'antiparlementarisme n'a peut-être pas complètement gagné la partie, finalement.

En articulant le RIC avec une démocratie réellement représentative, avec une République où les pouvoirs seraient équilibrés, alors peut-être trouverons-nous un système politique s'approchant de l'idéal. Comme le dit Pierre Dharréville : « La politique, ça n'est pas la dictature de la majorité, c'est le respect d'une diversité ». (La "dictature de la majorité", c'est la véritable démocratie, quand la majorité détient le pouvoir, que Regard y soit opposé justifie la caractérisation qu'on en a donnée, réactionnaire. - LVOG) regards.fr 15 décembre 2018

Le RIC a son théoricien-charlatan ou le culte de la médiocrité : Etienne Chouard.

- Qui est Etienne Chouard, chantre du référendum d'initiative citoyenne et coqueluche des "gilets jaunes" ? - franceinfo 15.12

Les sous-titres en caractères gras sont de LVOG.

Un enseignant sympathisant du PS extérieur au milieu ouvrier et sans expérience du militantisme.

- Interrogé par franceinfo, Etienne Chouard, 62 ans, le reconnaît volontiers : il s'est "éveillé politiquement en 2005". A cette époque, ce professeur discret, auteur de deux manuels informatiques et qui votait pour le Parti socialiste sans grande conviction, publie sur son site personnel une virulente tribune contre le projet de traité constitutionnel européen, qu'il qualifie de "secret cancer de notre démocratie".

"Don Quichotte" propulsé par Le Monde et DSK.

- Dans un contexte médiatique largement favorable au traité, le texte de cet enseignant inconnu au bataillon et au style de "monsieur-tout-le-monde" (petites lunettes, chemise blanche et voix douce) remporte un succès fulgurant. Son auteur accède à une soudaine notoriété : Le Monde le décrit comme un "Don Quichotte du 'non' (...) devenu une vedette de la campagne référendaire" et Dominique Strauss-Kahn, ardent défenseur du "oui", publie sur son blog un article en "réponse à Etienne Chouard".

- "C'était la première fois en France qu'un 'Mister nobody' ["monsieur personne"] venu d'internet devenait un leader d'opinion sur un enjeu national, se souvient un journaliste qui l'a rencontré à l'époque. C'était un type qui apparaissait très sympa, très enveloppant, et qui pour autant avait effectué un décorticage extrêmement minutieux et argumenté du texte. On n'avait jamais vu ça !"

A la mégalomanie galopante.

- Il publie donc sur son site de longs articles sur la crise des institutions et de la démocratie. Pour nourrir sa réflexion, ce novice en politique dévore en treize ans "plus de 3 500 bouquins" sur le droit, la politique monétaire, les institutions politiques. Entre ses cours à plein temps au lycée, ses quatre enfants et ses sessions de parapente – qu'il maîtrise en "génie", assure son ami Franck Lepage –, Etienne Chouard ingurgite Noam Chomsky, Jacques Généreux, Bernard Manin, Jacques Rancière, Amartya Sen ou Jacques Attali.

Un penseur-blogueur coqueluche des réseaux antisociaux.

- Sur le net, la popularité de l'enseignant blogueur grandit : outre le succès de son site internet (des dizaines de milliers de visites par jour en 2005, moins ensuite), il est de plus en plus suivi sur les réseaux sociaux (désormais 28 500 abonnés sur Twitter et 129 400 sur Facebook). Sur demande d'associations ou de partis politiques, Etienne Chouard organise aussi des "ateliers constituants", dans lesquels il propose au public de réécrire la Constitution. Sa pensée séduit de nombreux internautes, qu'il surnomme ses "gentils virus" et qu'il charge d'aller propager ses idées partout où elles ne sont pas encore présentes.

Comment détourner la jeunesse du mouvement ouvrier au profit d'Internet qui sert à sa dislocation.

- Avec son blog, il a su capter l'attention de jeunes gens qui s'instruisent politiquement sur internet et pas ailleurs. Franck Lepage,

ami d'Etienne Chouardà franceinfo.

Une "vedette de la contre-culture" en rupture avec la lutte de classe et ses enseignements mis en selle par les médias dominants.

- L'enseignant passe alors pour "un contestataire, une vedette de l'underground et de la contre-culture", estime auprès de franceinfo le présentateur Frédéric Taddeï, qui l'invite pour la première fois dans l'une de ses émissions en 2014, à "Ce soir ou jamais". "Il a un côté professeur bienveillant, il ne s'emporte jamais, il est très rassurant. Et on sent qu'il travaille depuis longtemps sur son sujet."

Eclectisme frénétique, dilettantisme et démagogie.

- Parmi les ouvrages qui nourrissent son travail, et qu'il recommande ensuite sur son site, figurent ainsi ceux de personnalités pour le moins controversées, notamment l'idéologue Alain Soral... Mais aussi le théoricien du complot Antony C. Sutton et le néonazi américain Eustace Mullins.

Critique lisse ou acceptable pour ses paires de la version officielle du 11/9.

- S'il renâcle aujourd'hui à revenir sur ces sujets, qui ne constituent pas "le cœur" de son travail, il estime par exemple que "la version du complot d'Al Qaïda" pour expliquer les attentats du 11-Septembre "paraît plus que douteuse".

Son éclectisme nauséabond jusqu'à l'extrême droite sera condamné par ceux dont l'éclectisme est compatible avec le régime.

- Au tournant des années 2010, la ligne d'Etienne Chouard séduit pourtant de moins en moins ses amis. "Il a dérivé tellement loin à frayer avec des gens d'extrême droite qu'il a fini par ruiner sa propre cause. Il s'est rendu à mes yeux, comme aux yeux de beaucoup d'autres, tout à fait infréquentable", tranche son ancien proche Frédéric Lordon en 2016. "Mon sentiment profond, c'est que tu es comme un adolescent en politique, lui assène aussi François Ruffin dans Fakir en 2013. Tu voles d'émerveillements en indignations. C'est beau, en un sens, ça apporte de la naïveté, de la fraîcheur, de la hardiesse aussi. Mais ça comporte une part d'errance." (Parole d'un fakir, quel délire ! - LVOG)

Récupération - instrumentalisation, la faiblesse fatale du petit bourgeois.

- Peu audible du grand public ces dernières années, Etienne Chouard vit un nouveau petit succès cet hiver, comme en témoigne la courbe des recherches Google à son nom. (...) D'emblée, il ne se sentait pourtant "pas concerné" par la colère de ces "anti-impôts qui roulent en bagnole", et dont les revendications lui semblaient "superficielles".

Depuis, Etienne Chouard a changé d'avis. Il salue désormais la politisation du mouvement. Début décembre, l'enseignant a même participé à une conférence sur le RIC en compagnie du très populaire "gilet jaune" Maxime Nicolle, alias Fly Rider. Sa nouvelle popularité lui vaut désormais de recevoir "100 mails par jour" de "gilets jaunes" et d'être invité à commenter le mouvement sur Russia Today, web télé financée par le Kremlin. franceinfo 15.12

DEUXIEME PARTIE

Les leçons de la Commune.

Léon Trotsky - Zlatoouste, 4 février 1921.

Extraits.

- Si le particularisme et l'autonomisme démocratique sont extrêmement dangereux pour la révolution prolétarienne en général, ils sont dix fois plus dangereux encore pour l'armée. Nous l'avons vu par l'exemple tragique de la Commune.

- La Commune nous montre l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir, mais elle nous montre en même temps l'incapacité des masses à choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement, leur penchant fatal à s'arrêter après les premiers succès, permettant ainsi à l'ennemi de se ressaisir, de rétablir sa position.

- Le parti ouvrier --le vrai-- n'est pas une machine à manoeuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée

du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire: ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. (...)

La Révolution tomba sur lui sans qu'il s'y attendit.

Ce premier succès fut une nouvelle source de passivité. L'ennemi s'était enfui à Versailles. N'était-ce pas une victoire? En ce moment on aurait pu écraser la bande gouvernementale presque sans effusion de sang. A Paris, on aurait pu faire prisonniers tous les ministres, avec Thiers en tête. Personne n'aurait levé la main pour les défendre. On ne l'a pas fait. Il n'y avait pas d'organisation de parti centralisée, ayant une vue d'ensemble sur les choses et des organes spéciaux pour réaliser ses décisions. (...)

Cela pouvait être facilement réalisé, d'après l'aveu même des partisans de Thiers. Personne n'y pensa. Il n'y eut personne pour y penser. En présence des grands événements, d'ailleurs, de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti révolutionnaire qui attend une révolution, s'y prépare, ne perd pas la tête, par un parti qui est habitué d'avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

Le Comité central de la Garde nationale est, en fait, un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite-bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire, représente un excellent appareil d'action. Mais il reflète en même temps et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles des masses, et il reflète d'abord les côtés faibles plus encore que les côtés forts: il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès.

Le Comité central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé. Il était indispensable d'avoir une organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat et toujours présente --non seulement au Comité central, mais dans les légions, dans les bataillons, dans les couches les plus profondes du prolétariat français. Au moyen des Conseils de Députés, --dans le cas donné c'était des organes de la Garde nationale,-- le parti aurait pu être en contact continuel avec les masses, connaître leur état d'esprit; son centre dirigeant aurait pu donner chaque jour un mot d'ordre qui, par des militants du parti, aurait pénétré dans les masses, unissant leur pensée et leur volonté.

A peine le gouvernement eut-il reculé sur Versailles, que la Garde nationale se hâta de dégager sa responsabilité, au moment même où cette responsabilité était énorme. Le comité central imagina des élection "légales" à la Commune. Il entra en pourparlers, avec les maires de Paris pour se couvrir, à droite, par la "légalité".

Si l'on avait préparé en même temps une violente attaque contre Versailles, les pourparlers avec les maires auraient été une ruse militaire pleinement justifiée et conforme au but. Mais, en réalité, ces pourparlers, n'étaient menés que pour échapper par un miracle quelconque à la lutte. Les radicaux petits-bourgeois et les socialistes-idéalistes, respectant la "légalité" et les gens qui incarnaient une parcelle de l'état "légal", les députés, les maires, etc. , espéraient au fond de leurs âmes que Thiers s'arrêterait respectueusement devant le Paris révolutionnaire, aussitôt que ce dernier se couvrirait de la Commune "légale".

La passivité et l'indécision furent dans ce cas appuyées par le principe sacré de la fédération et d'autonomie. Paris, voyez-vous n'est qu'une commune parmi d'autres communes. Paris ne veut en imposer à personne; il ne lutte pas pour la dictature, si ce n'est pour la "dictature de l'exemple".

En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise: l'autonomie communale. La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le Pouvoir dans tout le pays. Paris en devait servir de base, d'appui, de place d'armes. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer par toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force armée. Il fallait entrer en contact avec les sympathisants, raffermir les hésitants et briser l'opposition des adversaires. Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale: ils n'attaqueront pas les autres, si les autres ne les attaquent pas; chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce bavardage idéaliste --du genre de l'anarchisme mondain-- couvrait en réalité la lâcheté devant l'action révolutionnaire qui devait être menée sans arrêt jusqu'à son terme, car, autrement, il ne fallait pas commencer...

L'hostilité à l'organisation centraliste --héritage du localisme et de l'autonomisme petit-bourgeois-- est sans doute le côté faible d'une certaine fraction du prolétariat français. L'autonomie des sections, des arrondissements, des bataillons, des villes, est pour certains révolutionnaires la garantie supérieure de la vraie activité et de l'indépendance individuelle. Mais c'est là une grande erreur, qui a coûté bien cher au prolétariat français.

Sous forme de "lutte contre le centralisme despotique" et contre la discipline "étouffante" se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs petits leaders d'arrondissement et leurs oracles locaux. La classe ouvrière tout entière, tout en conservant son originalité de culture et ses nuances politiques, peut agir avec méthode et fermeté, sans rester en arrière des événements et en dirigeant chaque fois ses coups mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa tête, au-dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se trouve un appareil centralisé et lié par une discipline de fer. La tendance vers le particularisme, quelque forme qu'elle revête est un héritage du passé mort. Plus tôt le communisme français --communisme socialiste et communisme syndicaliste-- s'en délivrera, mieux ce sera pour la réalisation prolétarienne.

Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'oeil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisée, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir. (...)

L'éligibilité, les méthodes démocratiques ne sont qu'une des armes entre les mains du prolétariat et de son parti. L'éligibilité ne peut aucunement être fétiche, remède contre tous les maux. Il faut combiner les méthodes d'éligibilité avec celles de désignations. Le pouvoir de la Commune vint de la Garde nationale élue. Mais une fois créée la Commune aurait dû réorganiser d'un main bien forte la Garde nationale de haut en bas, lui donner des chefs sûrs et établir un régime de discipline bien sévère. La Commune ne l'a pas fait, étant privée elle-même d'un puissant centre directeur révolutionnaire. Aussi fut-elle écrasée.

Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon: il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français plus qu'aucun autre prolétariat a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi, a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes qui ne sont que des entraves aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant.

Trotsky: Histoire de la révolution russe - Cinq Journées (du 23 au 27 février 1917)

Extraits.

- Un soulèvement révolutionnaire qui se prolonge plusieurs jours ne peut prendre un développement victorieux que si, de degré en degré, il enregistre constamment de nouveaux succès. Un arrêt dans le cours des réussites est dangereux ; piétiner sur place, c'est se perdre. Encore les succès ne suffisent-ils pas par eux-mêmes ; il faut que la masse en ait connaissance en temps utile et puisse les apprécier. On peut laisser échapper une victoire au moment où il suffirait de tendre la main pour la saisir. Cela s'est vu dans l'histoire.

- Cependant, même dans une insurrection, les processus psychiques ne peuvent être disjoints des faits matériels.

LVOG - Comment tu as dit Léon, "*les processus psychiques*", cette expression est inconnue de nos dirigeants ! On est mal très barré !

Karl Marx : La Guerre civile en France, 1871 (La Commune de Paris)

Extraits.

La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres était naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois (1). Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour un salaire d'ouvrier. Les bénéfices d'usage

et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. Les services publics cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais toute l'initiative jusqu'alors exercée par l'État fut remise aux mains de la Commune.

La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société. Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement (1), le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire. Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. D'autre part, rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique.

- La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qu'elle a exprimés montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail (3).

Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe. Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur, et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe.

- Oui, messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. Mais c'est du communisme, c'est l' « impossible» communisme ! Eh quoi, ceux des membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour comprendre l'impossibilité de perpétuer le système actuel - et ils sont nombreux - sont devenus les apôtres importuns et bruyants de la production coopérative. Mais si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et une duperie; si elle doit évincer le système capitaliste; si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous son propre contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très « possible » communisme ?

La classe ouvrière n'espérait pas des miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle en vertu de son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances elles-mêmes. Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre. Dans la pleine conscience de sa mission historique et avec la résolution héroïque d'être digne d'elle dans son action, la classe ouvrière peut se contenter de sourire des invectives grossières des laquais de presse et de la protection sentencieuse des doctrinaires bourgeois bien intentionnés qui débitent leurs platitudes d'ignorants et leurs marottes de sectaires, sur le ton d'oracle de l'infaillibilité scientifique.

1 - A propos de cette caractéristique de la Commune, comme nouveau type d'État Lénine écrivait : « Un organisme « non parlementaire mais agissant », voilà qui s'adresse on ne peut plus directement aux parlementaires modernes et aux « toutous » parlementaires de la social-démocratie ! Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis ta France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc., la véritable besogne d' « État » se fait dans la coulisse; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le « bon peuple ». Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes

où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, n'est plus. Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, le fonctionnarisme. C'est une utopie. Mais briser d'emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela n'est pas une utopie, c'est l'expérience de la Commune, c'est la tâche urgente, immédiate, du prolétariat révolutionnaire. » (LÉNINE : ouvrage cité, tome XXV, pp. 457-460.)

3- Analysant cette leçon d'une grande portée historique, que Marx a tirée de l'expérience de la Commune de Paris, Lénine écrivait : La Commune est la forme « enfin trouvée » par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail.

Lénine :Les tâches des social-démocrates russes - 1897

- Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme. Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?

Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combat tant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratisme, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé.

Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits. (Avis à nos dirigeants ! Honte à eux !- LVOG) (...)

Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocratisme peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocratisme regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social; mais elle redoute la démocratisation complète

du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique. En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratisme des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates. (Lénine :Les tâches des social-démocrates russes - 1897)

Si j'osais, je reproduirais le dernier paragraphe de ce document de Lénine, mais je crains qu'ils ne s'adressent à des sourds !

Lénine - Donc, à l'ouvrage, camarades ! Ne perdons pas un temps précieux ! Les social-démocrates russes ont à fournir un immense effort pour satisfaire aux besoins du prolétariat qui s'éveille, pour organiser le mouvement ouvrier, pour renforcer les groupes révolutionnaires et leur liaison réciproque, pour pourvoir les ouvriers d'une littérature de propagande et d'agitation, pour rassembler les cercles ouvriers et les groupes social-démocrates, dispersés à travers toute la Russie, en un même parti ouvrier social démocrate !

LVOG - De nos jours le prolétariat est plutôt endormi, en partie résigné, par la force de choses suite à la trahison du mouvement ouvrier et non dans sa nature profonde, de par sa condition d'existence... Ses couches intermédiaires et supérieures ont été corrompues par le capitalisme, mais elles paient très chers leur adaptation au capitalisme, du coup, hormis qu'elles vivent mieux que les couches inférieures elles se retrouvent pratiquement logées à la même enseigne, ce qui signifie que les conditions existent pour conquérir leurs éléments les plus avancés et construire le parti...

TROISIEME PARTIE

Propagande du ministère de la gouvernance mondiale.

- Nouvelle manifestation anti-Orban à Budapest, la grogne prend de l'ampleur - AFP

Spontanée ou téléguidée par Soros qui a été viré de Hongrie ?

- 2018: Trump fait le show, son horizon judiciaire s'assombrit - AFP

- Le pape François a exprimé dimanche son soutien au pacte mondial sur les migrations de l'ONU - Liberation.fr

Leur humanisme est la politesse des salauds... Raison de plus pour y être farouchement opposé...

- «Penser une transformation écologique socialement juste» - Liberation.fr

Le commissaire européen au Climat, Miguel Arias Cañete, salue le compromis obtenu à Katowice et soutient que l'UE doit mener la transition. Liberation.fr

La pourriture des ONG en rajoute une couche.

franceinfo 16.12 - Clément Sénéchal, chargé de campagne et porte-parole climat pour Greenpeace France invité dimanche 16 décembre sur franceinfo : On accouche d'un manuel d'application basé sur le plus petit dénominateur commun. (...) Ce sont déjà des centaines de milliers de vies qui sont menacées et atteintes par le changement climatique (...)

À quoi sert cette COP24, quand on sait par exemple que l'un de ses principaux sponsors est le premier producteur de charbon de l'Union européenne ?

Il y a un vrai problème, qui est la présence des lobbies et du secteur privé, qui viennent entraver les discussions. Le Medef avait d'ailleurs laissé fuiter une feuille de route sur comment saborder ces négociations climatiques. (...)

Les citoyens sont convaincus car ils perçoivent les signaux des médias, des ONG, des scientifiques. Il faut obtenir une action politique. La plus mauvaise idée, ce serait de renoncer face à l'incapacité de nos dirigeants à construire un projet de société qui place la lutte contre le changement climatique en son cœur. franceinfo 16.12

Dans un autre article on a pu lire que c'était l'UE qui était chargée de réaliser la "transformation écologique socialement juste" de la société ou de l'imposer à tous les Etats, raison de plus pour s'y opposer...

- Affaire Khashoggi L'ONU souhaite une enquête «crédible» - Liberation.fr

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a jugé «absolument essentiel» dimanche qu'une enquête «crédible» soit menée sur le meurtre du journaliste... Liberation.fr

L'ONU "crédible", elle n'a aucune légitimité et doit disparaître.

- Venezuela : il faut stopper cette atroce révolution bolivarienne ! - LePoint.fr

...et en appelle à l'impérialisme américain pour la "stopper"...

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne.

- Les retraités espagnols manifestent pour des "pensions dignes" - AFP 16 décembre 2018

Les retraités ont multiplié samedi les manifestations dans de nombreuses villes d'Espagne pour réclamer une revalorisation des pensions, appelant parfois à occuper la rue sur le modèle des "gilets jaunes" en France.

La Coordination étatique pour la défense du système public de pensions de retraite (COESPE) et d'autres collectifs avaient appelé à manifester dans une centaine de municipalités pour réclamer "des pensions dignes".

Remontant la Gran Via, principale avenue de Madrid, ils étaient plusieurs milliers en début de soirée à réclamer que les retraites ne puissent pas être inférieures à 1.080 euros par mois.

"Encore aujourd'hui, beaucoup de mes enfants émancipés reçoivent une aide de ma part alors que ma pension de retraite n'atteint pas les 900 euros", témoignait l'ancienne chauffeuse de taxi Mari Carmen Velarde, 73 ans. "Ma fille touche 500 euros pour un travail l'après-midi et paie 450 de loyer, alors quand je fais les courses, je fais deux paniers de provisions, et je vis avec un de mes fils", disait-elle.

Selon le ministère de l'Emploi, la pension moyenne de retraite a atteint en novembre les 1.106 euros mensuels, en augmentation de 3,40% par rapport à l'an passé.

Mais "ici, il y a plus de trois millions de retraités qui touchent moins de 400 euros par mois, c'est pourquoi nous réclamons une

pension minimale, de 1.080 euros par mois", expliquait Angel Luis Parra, 62 ans, ancien ouvrier dans la construction, derrière la banderole de son syndicat Co-Bas, clamant "comme en France, la lutte est dans la rue".

L'ancien ouvrier insistait sur l'importance de changer les conditions de travail des jeunes: "Pedro Sanchez n'a pas tenu sa promesse d'abroger la réforme du droit du travail (de 2012, ndlr) et le drame en Espagne aujourd'hui, c'est que les gens ont des contrats à temps partiels pour des salaires misérables". AFP 16 décembre 2018

ECONOMIE

Dollar

- La Russie et la Syrie affirment leur intention de se passer du dollar pour leurs futurs échanges - RT 14.12

Malgré les menaces américaines, la liste des pays qui s'efforcent de contourner le dollar pour leurs échanges ne cesse de s'allonger. Avec la reconstruction de la Syrie en ligne de mire, Damas a convenu avec Moscou d'utiliser des devises nationales.

Les sanctions, les menaces et les guerres américaines ont un revers : les pays visés s'efforcent de ne plus dépendre du dollar. D'après l'agence Tass, la Russie et la Syrie, cette dernière se trouvant en relatif état de ruines après plus de sept ans de guerre et d'ingérence occidentale, sont convenus de n'utiliser que leurs monnaies nationales dans leurs échanges commerciaux.

Une trentaine d'accords d'investissements, notamment dans le domaine de l'énergie, ont également été conclus. «Accords mutuels, transport, logistique, pour ma part toutes ces problématiques ont été résolues», a annoncé ce 14 décembre Vladimir Padalko, vice-président de la Chambre russe de commerce et d'industrie.

Cette annonce s'inscrit toutefois dans un mouvement plus large de dédollarisation des échanges commerciaux, à l'échelle mondiale. L'Iran et l'Irak ont ainsi décidé en septembre dernier d'abandonner le billet vert pour leurs transactions financières bilatérales. La Chine a pour sa part annoncé qu'elle paierait le pétrole iranien en yuans, tandis que Moscou et Pékin ont affirmé leur volonté d'utiliser leurs devises nationales pour leurs échanges.

A l'occasion du Forum mondial de l'investissement à Moscou le 28 novembre, Vladimir Poutine précisait la position de la Russie quant au statut du dollar, comme monnaie internationale. «Ce n'est pas nous qui quittons le dollar, c'est le dollar qui nous quitte», avait-il estimé, alors que la Russie est sous le coup de sanctions économiques et financières depuis 2014. RT 14.12

Haut de page

Le 20 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai envoyé un courriel avec un texte (8 pages) à une des assemblées générales (Commercy), un extrait de cette causerie que j'ai fait précéder d'une présentation.

Cette causerie ne tient pas compte de l'actualité d'hier.

- Au format pdf (20 pages)

A propos du développement du mouvement du 17 novembre

- Gilets-Jaunes et attentat de Strasbourg par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 12 décembre 2018

Extrait. Dans mon article sur les Gilets-Jaunes, du 25 novembre 2018, publié sur mondialisation.ca, je disais précisément ceci : « Un Castaner déclarait le mardi 20 novembre 2018, qu'il accusait les 'Gilets-jaunes' de 'complicité de terrorisme' et ainsi allait pouvoir agir désormais contre le mouvement social en fonction de cette déclaration!

Il ne serait pas impossible qu'un attentat soit donc organisé également par le Pouvoir, afin, comme d'habitude, de rappeler

aux frondeurs et récalcitrants, qu'ils doivent se soumettre à la nouvelle forme de dictature inaugurée en France depuis la constitutionnalisation de 'l'état d'urgence'! Les jours qui viennent nous le diront si ce mouvement citoyen perdure! »

Les « jours qui viennent nous le diront » ! Ces jours-là sont donc venus et ils nous le disent ! Étant donné que le discours de Macron, du lundi 10 décembre, en pleine crise des « Gilets-jaunes », a fait figure de coups d'épée dans l'eau, il devenait donc urgent de faire obstacle à une « cinquième édition » de la colère du peuple, en 'laissant la voie libre' à un nouvel Auguste Vaillant (attentat à la bombe – confectionnée par le laboratoire de la police de la Préfecture de Paris – en 1893, à l'Assemblée) et comme je l'avais supputé, l'expérience démontrait encore une fois, le mardi 11 décembre 2018, qu'un « attentat bienvenu » allait en effet se pointer « comme par hasard », dans le décor d'une France secouée par la colère du peuple, en tout très similaire à celle qui se manifestait à Paris à partir du 18 mars 1871 et réprimée par le feu et le sang le 28 mai 1871 sur l'ordre d'Adolphe Thiers… Les troubles allaient reprendre et se poursuivre sporadiquement plus tard.

Il est intéressant pour la mémoire et la réflexion de chacun de relire cette déclaration de Auguste Vaillant faite aux jurés, juste avant le verdict: « Messieurs, dans quelques minutes vous allez me frapper, mais en recevant votre verdict, j'aurai la satisfaction d'avoir blessé la société actuelle, cette société maudite où l'on peut voir un homme dépenser inutilement de quoi nourrir des milliers de familles, société infâme qui permet à quelques individus d'accaparer la richesse sociale (…) Las de mener cette vie de souffrance et de lâcheté, j'ai porté cette bombe chez ceux qui sont les premiers responsables des souffrances sociales.»

Le rappel de cette déclaration qui explique les raisons de cet épisode terroriste organisé par la Préfecture de police de Paris (Cf., révélations du commissaire Raynaud : « Souvenirs de police », publié en 1923), et non pas par la volonté du peuple, faut-il le rappeler, nous ramène à l'attentat d'hier comme à un management de la terreur auquel nous sommes désormais accoutumés, depuis au moins les précisions historiques qui ont été données sur les pratiques du GLADIO en Europe, dirigé par l'OTAN et la CIA…

De plus, nous devons préciser et souligner cette autre information qui nous permet de savoir que les véhicules blindés de la gendarmerie, présents dans Paris lors de la dernière manifestation des Gilets-jaunes, le 8 décembre passé, étaient destinés, en dernier recours, à répandre sur le peuple en colère, une substance incapacitante qui allait paralyser les gens en masse. Selon les sources que nous avons consultées, la pulvérisation de ce liquide incapacitant sur une foule de Gilets-jaunes aurait été capable de « les arrêter net, mettant les gens à terre, même s'ils portaient des masques ». Chaque engin, précise l'information, aurait pu « neutraliser » une surface équivalente à plusieurs terrains de football…

On peut se demander, si le cas s'était présenté, ce que le Pouvoir de la macronie comptait faire ensuite avec ces masses de gens à terre et comment il avait l'intention de gérer cette situation surréaliste?!

Adolphe Thiers faisait tirer sur le peuple pour « mater les émeutiers » et Emmanuel Macron avait l'intention d'asperger le peuple de chimie incapacitante! Les grenades lacrymogènes ont été suffisantes, les tirs de flash-ball également, les grenades assourdissantes et la grenade GLI-F4 aussi, la matraque de même et les canons à eau, efficaces! L'IGPN et l'IGGN notent que la France est la «seule nation d'Europe à utiliser des munitions explosives en opération de maintien de l'ordre». Elles constituent «le dernier stade avant les armes à feu.» Ces lignes ont été écrites en 2014, après la mort, à Sivens, de Rémi Fraisse. Ce manifestant avait été tué par une grenade dite à "effet de souffle", la OF-F1, qui depuis a été interdite. Pourtant, la police française continue bien d'utiliser des grenades "à triple effet" qui possèdent en plus des aspects "lacrymogène" et "sonore", un "effet de souffle".

C'est le cas de la GLI-F4. Une grenade, explosive qui avait amputé de la main un manifestant sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes au printemps, et blessé plusieurs autres personnes. Devant les protestations, le Ministère de l'Intérieur avait annoncé que la GLI-F4 serait remplacée par une munition non-explosive. Mais en attendant, les GLI-F4 qui sont en stock continuent d'être utilisées pour disperser les manifestations. La police utilise bien actuellement des grenades explosives contre sa propre population. (Cf., Désintox, une production ARTE / Libération / 2P2L)

Les pauvres, les modestes, les travailleurs et même la classe moyenne, les professions libérales incluses, tous abusés (80% de la nation) par des régimes politiques au service des cartels de la mafia bancaire et de l'idéologie fasciste ultra libérale, n'ont pas le droit de protester : ils sont tenus de se laisser faire. Aucune colère n'est tolérée : c'est ainsi que Macron a commencé son discours aux Français! Si les Français manifestaient encore, comme ils se sont contentés de le faire durant des décennies depuis 1976, le résultat serait le même que celui qui s'est confirmé depuis 1976 : un entêtement du Pouvoir à poursuivre la route erronée de l'ultra libéralisme et une accumulation des conséquences de cette pratique idéologique imposée par la haute finance ou capitalisme sauvage…

Le niveau d'oppression est devenu tellement élevé, qu'il était désormais impossible pour les Français de supporter plus longtemps la cause de cette situation désastreuse et les annonces de montée brutale des taxes! Trop c'est trop. (...)

Aujourd'hui, le « hasard » fait qu'un acte terroriste tombe soudain comme un cheveu sur la soupe, attirant toutes les attentions et, par la même occasion, rappelant aux citoyens mécontents que l'État est là pour les protéger, veiller sur eux, sur leur sécurité et qu'il est donc très prudent de « rester à la maison », de se « confiner chez soi » et de « ne pas sortir dans la rue », car la

menace terroriste rôde dans le pays et menace de faire un massacre sur tous les imprudents ou récalcitrants portant gilet jaune!

Juste avant cet épisode inopiné à Strasbourg, Bruxelles disait son inquiétude grandissante ; Washington disait sa crainte de voir une contagion se propager aux États-Unis même ; Londres découvrait que les Anglais souhaitaient engager la même protestation dans tout le pays et sympathisaient avec le peuple Français en colère! (...)

Tant que l'oligarchie en place n'aura pas accepté l'abandon de l'idéologie ultra libérale en laissant le peuple organiser la subversion du capitalisme, c'est-à-dire son retour dans le cadre rigoureux et les règles d'un contrôle permanent de l'État au service des intérêts communs et non plus livré à la main « invisible du marché », la révolte se poursuivra ; car nous avons tous compris que dans un tel système, seuls les profiteurs d'en haut vivaient dans l'indécence d'une richesse délirante pendant que la majorité s'épuisait à enrichir ces 20% de privilégiés! Le peuple avait déjà dit pacifiquement le 29 mai 2005, qu'il ne voulait pas de cette Europe ultra libérale dans laquelle était organisés le pillage des nations, les injustices sociales, le déséquilibre fiscal…

Les « élites » n'ont pas voulu l'entendre quand il fallait l'entendre ; alors pourquoi s'étonnent-elles aujourd'hui de découvrir sa colère profonde?

Ce n'est pas un attentat qui va provoquer la peur des Français et les pousser à « rester à la maison », c'est-à-dire au final à la fermer. Bien au contraire : le peuple sait que la politique des « élites » au pouvoir, depuis au moins 1976 (date repère), est la responsable des violences sociales et de cette pratique du management de la terreur pour le dressage du peuple à son « amour de la soumission », ainsi que le prétexte aux mesures liberticides en cascades comme à la militarisation forcenée de l'Europe! Mondialisation.ca, 12 décembre 2018

Les « Gilets jaunes » et le néolibéralisme mondialisant par Samir Saul et Robin Philpot - Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

« Gilets jaunes », voici un soulèvement populaire authentique, contrairement au « révolutions de couleur » dans les pays de l'Est qui sont fomentées de l'extérieur, principalement de Washington et de ses alliés...

Les germes de ce soulèvement ont été plantés au début des années 1980 après la période des « trente glorieuses ». « Tous les partis », de droite à gauche, présentent les même programmes politiques qui appauvrissent la majorité de la population tandis qu'une élite déconnectée s'enrichit constamment. (Je ne suis pas d'accord, les "germes de ce soulèvement ont été plantés" bien avant 1980, puisque les partis qu'on caractérisait de gauche était en réalité de droite du fait qu'ils avaient abandonné le combat pour le socialisme depuis 1914 ou 1923. On ne peut pas comprendre comment le mouvement ouvrier a pu en arriver au point où il en est rendu de nos jours en ne remontant pas à l'origine de sa dégénérescence. Et tant qu'on s'y refusera, on ne pourra pas reconstruire le mouvement ouvrier sur de nouvelles bases ou renouer avec le socialisme et on sera condamné à subir défaite sur défaite sans le moindre espoir de vaincre un jour notre ennemi. La pire des illusions consisterait à croire qu'on pourrait faire l'économie de l'inventaire de la lutte de classe depuis le début du XXe siècle. Demandez-vous plutôt pourquoi nos dirigeants s'y refusent obstinément. - LVOG)

Cette mondialisation, faite d'identitarisme individuel, de rectitude politique, de moralisme, de « valeurs » d'ordre civilisationnelle, évacue le collectif, le national et le politique. Mais aussi, elle entraîne une politique étrangère conservatrice. Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

https://soundcloud.com/user-363799016/le-pied-a-papineau-ckvl-les-gilets-jaunes-et-le-neoliberalisme-mondialisant-entrevue-samir-saul

Je n'ai pas écouté cette bande sonore, j'ignore si elle est intéressante ou non.

Les Gilets Jaunes et la question des extrêmes-droites en France par Aregue Reihanian-Hadany (investigaction.net) - Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

Extrait. Le mouvement est né du sentiment ancré, depuis longtemps et chez de nombreux citoyens, d'être sacrifié par un gouvernement aveugle aux dégâts causés par sa politique de libéralisation et de cadeaux fiscaux, censée être l'unique remède aux crises.

Il s'est avéré important de chercher les tendances politiques qui pouvaient ressortir des différentes discussions entre gilets jaunes. Or si l'approche géographique montre des tendances électorales différentes selon les régions où sont actifs les gilets jaunes, la taxe sur les carburants dont est parti le mouvement touche des types de population présents partout en France : les habitants en périphérie des villes (suite aux politiques de métropolisation des centres urbains) et les habitants des zones rurales. Ainsi malgré des différences marquantes de tendances politiques en France, un même groupe social s'est reconnu comme tel car touché par cette taxe, dépassant ainsi les étiquettes politiques qui pouvaient jusque-là catégoriser politiquement les GJ.

Le premier jour d'action des Gilets jaunes a permis à beaucoup de penser que les images parleraient ainsi mieux que l'étude

des populations se revendiquant GJ. Rapidement les premières images marquantes de la première journée de mobilisation, plutôt bon enfant, se firent le reflet des débats ayant eu lieu entre gilets jaunes : des débats d'idées teintés de camaraderie. De nombreuses vidéos dépeignant des personnes souriantes et joviales défilant pacifiquement sans désir de débordement furent relayées sur les réseaux sociaux. Près de 2000 postes de ralliement furent répertoriés en France lors de la première mobilisation.

Les actes racistes et xénophobes que retinrent les médias, ne représentant qu'une infime partie des GJ, suffirent aux yeux de beaucoup à qualifier de mouvement d'extrême-droite. Ces mêmes images choquèrent beaucoup de GJ qui ne s'y reconnurent pas, ni eux, ni la nature même de leur mouvement.

En parallèle à cela, la classe politique dans sa grande majorité condamnait déjà le mouvement. Les rares personnalités politiques qui apportèrent un soutien (avec beaucoup de retenue) au mouvement furent les courants politiques d'extrême droite déçus par les précédentes élections.

Le mouvement fut ainsi très tôt qualifié même par les médias de gauche de mouvement à tendance d'extrême droite.

Si la qualification « d'extrême droite » a pu être facile à donner aux débuts de la mobilisation, la confrontation de cette idée avec les faits avérés fut plus difficile à tenir.

En effet si plusieurs personnalités de droite ont voulu timidement s'immiscer dans les débats sur les chaînes publiques, peu osaient apporter publiquement un soutien qui leur serait rapidement reproché et qu'il faudrait défendre. Cela impliquait de s'aligner sur les revendications des GJ qui tardaient à arriver, alors que leur contenu n'était pas forcément du goût des partisans des idées de droite. Dès le début, la droite se trouvait en situation délicate : il lui fallait soutenir les GJ pour s'opposer à Macron et se montrer du côté du peuple, tout en découvrant leurs revendications allant à l'encontre des intérêts des personnalités politiques de droite.

Marine Le Pen, qui a très tôt manifesté son soutien à ce mouvement, a néanmoins, face aux demandes d'augmentation du SMIC (et salaires), de la restauration de l'ISF (de plus en plus demandé par les GJ) et l'introduction du RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne), dû annoncer plusieurs fois qu'elle était opposée à toute réforme en vue d'augmenter les salaires et le SMIC.

Depuis les combats de rue de ces dernières semaines, les arrestations massives de jeunes lycéens et de GJ, la position du RN (ancien FN) que l'on pensait favorable au mouvement devint très difficile à tenir : il s'agissait alors de soutenir les gilets jaunes alors que ces derniers étaient opposés à la police, soutenue par la majorité de l'électorat de droite.

En règle générale, à chaque affaire de « bavure » policière, le RN (ancien FN) a toujours affirmé son soutien aux agents de police mis en cause, allant jusqu'à défendre les agents de police ayant violé le jeune Théo au moyen d'une matraque. Or aujourd'hui, la féroce répression qui s'est abattue sur les GJ dès le 1e décembre 2018 a montré une image des plus inédites aux yeux de GJ même. Difficile dès lors pour les GJ de soutenir un parti et un courant de pensée, qui en vient à les qualifier non pas de victimes de la police mais d'agresseurs et de casseurs.

Ainsi l'Extrême droite institutionnalisée n'a pas réussi malgré ses débuts prometteurs à tenir sa position favorable dans l'opinion publique face à l'évolution des situations rencontrées par le mouvement des GJ. Si sa place dans les médias n'est pas perdue aux yeux de tous, son impact sur le mouvement s'est réduit à l'impuissance.

La question de la police, le syndicat Alliance et les autres

La violence avec laquelle le mouvement fut réprimé choqua de nombreux GJ qui virent dans l'utilisation de moyens disproportionnés face à eux un inquiétant virage tyrannique du gouvernement. L'utilisation des réseaux sociaux pour les partager à tous permit d'en montrer les images et de dissiper les espoirs d'un ralliement des forces de police.

La question de la police se joue en partie dans les divisions syndicales (Alliance, CGT, FO) autant que dans les cas individuels de refus d'intervenir.

Le syndicat Alliance (principal syndicat de police et proche du RN) appelle à accorder des moyens supplémentaires aux forces de police, et souhaite qu'au travers d'une restauration de l'Etat d'Urgence (dont les conditions de travail pour les effectifs sur le terrain sont souvent dénoncés anonymement) le gouvernement fasse usage de forces militaires contre les manifestations de GJ .(2)

Malgré les apparences et les déclarations de Christophe Castaner, qui dit reconnaître les revendications notamment en termes de modernisation d'équipement (3) (sachant que la demande n'est pas nouvelle) (4), ce dernier se tient loin des appels alarmants des autres syndicats de police. Leurs mises en garde ? Le possible ralliement aux GJ de certains CRS, sur des questions de conditions de travail, de moral et surtout à cause de la fatigue. En effet de nombreux CRS devant être mobilisé lors des différents « actes », n'ayant pas le droit de refuser d'intervenir, ont trouvé comme solution de se mettre en arrêt maladie.

Le manque de matériel, le sentiment d'abandon sur le terrain, la durée des interventions, l'indignation face à des ordres

souvent vagues et incitant aux débordements, sont autant de facteurs à prendre en compte. Ces mêmes facteurs peuvent progressivement mener à la défection d'une partie des forces de police. Ce scénario fantaisiste n'est toutefois pas un simple épouvantail. Dès le 5 décembre, le syndicat Vigi (de police) a appelé ses membres à faire grèves et à rejoindre les GJ (5). Si cela s'étend à suffisamment de membres de la police ou qu'ils soient en arrêts maladie, leur position face aux mobilisations peut entrainer des vagues d'instabilité dont le président et par extension le système qu'il représente, pourraient avoir les plus grandes difficultés à se remettre. Les témoignages de la police, souvent anonymes, ont inondé les réseaux sous forme de mini-interviews, dans lesquelles ils parlent face cachée de leur quotidien mais également de leurs observations sur le terrain des différents groupes auxquels ils ont fait face : des groupuscules identitaires les affrontant très tôt le matin, puis au cours de la journée les GJ et les groupuscules d'extrême-gauche.

L'Extrême Droite identitaire, un regain d'intérêt qui s'essouffle rapidement

Si ces dernières années ont pu voir les groupuscules identitaires et xénophobes s'implanter dans les métropoles et les grandes villes, ils ont été au cœur de nombreux débats. La restructuration du GUD qui devint le Bastion Social, fondé en juin 2017, a permis à cette droite identitaire d'avoir des bases solides à partir desquelles lancer des campagnes de propagande basées sur une aide apportée aux démunis « nationaux », par opposition à l'accueil d'étrangers.

Le soutien politique que ces groupes ont eu jusqu'à présent (Jean-Luc Marx, préfet de Strasbourg, Gérard Collomb, maire de Lyon jusqu'en 2017, pour ne citer qu'eux) leur ont permis de conserver leurs locaux et ce contre l'avis des habitants des quartiers concernés, à Strasbourg celui de la mairie ou encore contre la demande du député Thierry Michels (LREM) proposant la dissolution du Bastion Social.

Le Bastion Social, pour ne citer que lui, a très tôt (le 7 novembre) rejoint les premières contestations face à l'annonce de la taxe sur les carburants (6). Ainsi leur rapprochement avec le mouvement des gilets jaunes se fit dès les débuts (mi-novembre). Il est à noter que lors des mobilisations à Paris, des agents de police ont témoigné de leur présence surtout le matin très tôt (chose confirmée par le Bastion Social lors de publications de photographies), mais que la majorité de ces groupuscules laissaient place aux GJ arrivés plus tardivement.

Cet élan de communication et de soutien au « peuple » fait néanmoins écho à l'annonce de la fermeture de leur local strasbourgeois pour non-renouvèlement du bail. Les tentatives de rapprochement ont également changé avec l'évolution même du mouvement des GJ.

Il est apparu au fil des nombreuses discussions sur les groupes Facebook de GJ que certaines réclamations revenaient souvent : démission de Macron, annulation de la taxe, augmentation du smic, RIC, changement politique, changement économique, des orientations politiques plus tournées vers le social… Ainsi des images listant certaines de ces revendications purent être facilement échangées entre les GJ.

La tentative de récupération fut menée par des membres ou sympathisants du Bastion Social qui avancèrent des listes contenants jusqu'à 20 points plus ou moins précis de revendications qui selon eux émanent des GJ. Plusieurs points revenaient effectivement, mais étaient désormais entrecoupés de propositions nationalistes à des degrés variables, ajoutées par le BS. Cette tentative d'influencer les revendications des GJ se solda par un échec supplémentaire car les nombreuses attaques de la part des classes politiques et médiatiques poussèrent le mouvement à s'unir et à appeler de manière très ouverte, tout citoyen, sans distinction d'origine, religion ou de statut social à rejoindre le mouvement. Cette position ferme fut maintenue malgré l'attentat de Strasbourg, ce qui n'aida pas les mouvances d'extrême droite à pouvoir utiliser la peur des attentats comme cheval de Troie pour promouvoir leurs idées.

Ainsi les tentatives de divisions menées à l'encontre des GJ et contre lesquelles ils durent résister, ne permirent pas à l'extrême droite identitaire d'intégrer leurs revendications clivantes à celles des GJ. Ces groupuscules d'extrême-droite sont ainsi devenus marginaux au mouvement, sans pour autant cesser leur politique de soutien au GJ et leurs actions matinales.

Le conspirationnisme, tentative de détourner les GJ de leurs objectifs politico-économique (...) Le sujet (Pacte des migrations de l'ONU - LVOG) étant clivant et paraissant lointain et obscur aux GJ n'a pas trouvé suffisamment d'écho auprès des GJ pour se fondre dans leurs revendications. Ces derniers demeurant toujours aussi ouverts et donc particulièrement hostiles à tout ce qui devrait faire apparaître un sujet de polémique dans leurs rangs, ils ne soutinrent pas les propositions d'intégration de la lutte contre ce traité, dans leur revendications.

Les revendications du mouvement des gilets jaunes « en marche » vers la gauche (...)

Si le mouvement des GJ n'est pas tombé depuis la mi-novembre) c'est que la nature même de leurs demandes a évolué. Si au départ les revendications s'entendaient autour de la question des taxes, très rapidement le mouvement s'est avancé vers des positions plus revendicatrices en matière de politique social et d'une nouvelle république.

Le refus catégorique de se trouver des représentants dépeint leur ressentiment face aux classes politiques dans leur ensemble.

Ce refus entraîne malgré lui le fait que des positions officielles des GJ n'ont pas encore vu le jour. Les partis politiques et particulièrement d'extrême droite durent se montrer discrets sur la portée de leur soutien aux GJ dans le meilleur des cas. La désillusion des promesses politiques, couplée aux peurs de division du mouvement, prémunirent les GJ des positions et stratégies de l'extrême droite pour les influencer.

Les tendances politiques de gauche fortement présentes dans les débats des GJ sur les réseaux sociaux ne se manifestèrent pas aux travers d'organisations politiques ou syndicales mais dans les revendications individuelles, reflet des désirs de changements politiques, sociaux et économiques dont aspire aujourd'hui le mouvement des GJ dans son ensemble. Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

Cet article de Tayeb El Mestari a été publié initialement par Le Grand Soir, puis par Mondialisation.ca le 18 décembre 2018

Extrait. L'âge capitaliste des trente glorieuses a vécu et le nouveau capitalisme, encore instable et dépouillé peu à peu de son caractère socialement protecteur, a fait voler en éclats le consensus de classes et le consentement des classes dominées. Les prolétaires coalisés exigent la démission de Macron parce qu'ils pensent que le parlement est le lieu du « bla-bla », sans pouvoir réel et que la présidence concentre le peu de pouvoir que l'Union européenne ne lui pas encore confisqué. La démission du président signifie la mise à mort de la politique économique patiemment mise en œuvre par Macron et ses prédécesseurs. En dernière instance et à travers leur revendication, les gilets jaunes se situent dans la tradition révolutionnaire ouvrière de 1848 et 1871. La question économique est une question politique, renverser l'ordre politique c'est renverser l'ordre économique. Depuis le 17 novembre, l'évolution des évènements indique que l'intelligence révolutionnaire du mouvement populaire consiste à demander une amélioration économique de leurs conditions et à remettre en question de manière totale et radicale le pouvoir politique. Mondialisation.ca le 18 décembre 2018

LVOG - Non, "*renverser l'ordre politique*" ce n'est pas forcément "*renverser l'ordre économique*". Parfois on croit avoir "*renversé l'ordre politique*" et en réalité on n'a rien renversé du tout, du coup "*renverser l'ordre économique*" attendra indéfiniment. D'où je tiens cela, mais des expériences révolutionnaires de 1848 et 1871.

D'où la nécessité de détruire l'appareil d'Etat, d'abolir la Constitution et de déclarer illégitime et illégale l'ensemble des institutions issues de l'ancien régime, une fois que cet objectif est réalisé, là et pas avant vous pouvez déclarer que vous avez "*renversé l'ordre politique*" qui était en place avant la révolution politique. Ensuite, et ensuite seulement vous pouvez continuer la révolution politique par une révolution sociale ou socialiste et vous attaquer aux fondements du capitalisme, "*renverser l'ordre économique*".

A nos dirigeants qui se prennent pour des dieux réincarnés ou dont la modestie transpire de toutes leurs pores, imités par un grand nombre de militants à l'esprit borné.

Dans son introduction à l'ouvrage de Marx *Les luttes de classes en France (1848-1850)*Engels précisa que "*l'histoire nous a donné tort à nous aussi, elle a révélé que notre point de vue d'alors était une illusion. Elle est encore allée plus loin : elle n'a pas seulement dissipé notre erreur d'alors...*

Bref, ces penseurs géniaux, des nuls qui s'illusionnaient ! Plus loin.

- "*Il est bien évident que cette négligence inévitable des modifications simultanées de la situation économique, c'est-à-dire de la base même de tous les événements à examiner, ne peut être qu'une source d'erreurs. Mais toutes les conditions d'un exposé d'ensemble de l'histoire qui se fait sous nos yeux renferment inévitablement des sources d'erreurs; or, cela ne détourne personne d'écrire l'histoire du présent.*

Lorsque Marx entreprit ce travail, cette source d'erreurs était encore beaucoup plus inévitable. Suivre pendant l'époque révolutionnaire de 1848-1849 les fluctuations économiques qui se produisaient au même moment, ou même en conserver une vue d'ensemble, était chose purement impossible."

Et Marx ne la ferma pas, il osa même continuer de réfléchir et de formuler des analyses, quelle horreur ! Non, quelle audace, ce qui fait également le plus défaut à nos dirigeants. Il n'y a que les personnes ordinaires ou celles qui se sont élevées à un niveau nettement supérieur à la médiocrité dans laquelle baigne la multitude des bien-pensants qui peuvent faire preuve d'une telle modestie.

Alors imaginez un siècle et demi plus tard un simple militant au fin fond de son village en Inde ouvrir sa grand gueule pour critiquer l'orientation droitière du mouvement ouvrier et de son avant-garde, je n'ai même pas le temps de la fermer que la plupart des militants m'ont déjà cloué au pilori, vivant car en plus d'être injustes ils sont cruels sans en avoir réellement conscience ! Entre nous, j'en tire satisfaction ou cela me fait marrer parce que cela confirme mes analyses. Aussi, nous n'en tiendrons pas compte.

Je ne voudrais pas dire une bêtise, j'aggraverais encore mon cas déjà désespéré, j'avais indiqué dans des causeries que j'étais parvenu à la conclusion suivante, à savoir que contrairement à la lutte de classe du passé, compte tenu des transformations qu'avaient connu les différentes classes, dont notamment l'amélioration importante des conditions d'existence de la majorité des travailleurs, que le soulèvement des masses exploitées ne pourrait plus partir de revendications sociales ou que tout du moins elles devraient être nécessairement relayées ou accompagnées de revendications politiques qui devraient prendre immédiatement le relais sous peine de voir leur soulèvement endigué ou défait. C'est ce qu'on est en train d'observer en France.

Dans la causerie précédente j'ai abordé peut-être un peu trop rapidement la question du RIC, ce qui a pu passer pour du mépris, alors que ce n'était pas mon intention. Dans celle-ci j'en montre encore les faiblesses tout en mentionnant ses avantages sur lesquels il faut s'appuyer. Je n'ai pas le temps de faire davantage, chacun doit le comprendre. J'essaie d'aller à l'essentiel, cela présente des avantages et des inconvénients, j'en ai conscience, mais je n'ai pas le choix.

Au point où en est rendu l'état d'esprit des masses, qui évidemment n'est pas uniforme, il faut ancrer dans leurs cerveaux la nécessité de renverser le régime pour accéder à la démocratie, qu'il faut en passer par une révolution, qu'il n'existe pas, qu'il n'a jamais existé dans le passé nulle part ailleurs dans le monde une autre voie pour changer de régime ou s'emparer du pouvoir politique. Par conséquent, les "concertations" avec les représentants du régime ou le RIC ou je ne sais quoi encore ne sont que des instruments de la contre-révolution pour les endormir, les tromper pour qu'elles abandonnent leur combat politique.

Le RIC, c'est l'abdication de la souveraineté du peuple dans la mesure où il s'inscrirait dans le cadre du régime en place et il dépendrait de la bonne volonté de ses représentants d'appliquer ou non les mesures qui seraient adoptées lors d'un référendum.

Les masses doivent s'organiser localement et nationalement en intégrant les partis et les syndicats (simple militants, sections syndicales, unions locales ou instances départementales, etc.) qui partagent cet objectif politique, sur le plan syndical cela prendrait la forme du combat intransigeant classe contre classe, le rejet du dialogue social, et aurait pour contenu le combat jusqu'à l'émancipation du capital qui pourrait être tourné contre l'Etat, ce qui permettrait d'unir dans un même combat travailleurs des secteurs privé et public. Il faudrait leur proposer différentes formes d'organisations si elles n'en créeraient pas elles-mêmes, de manière à associer des travailleurs de toute condition, y compris des membres des classes moyennes, et faire en sorte que des liens solides s'établissent entre le prolétariat rural et urbain, que le plus grand nombre puissent être associés à cet embryon d'organisme politique indépendant et révolutionnaire, sans sectarisme ou dogmatisme, démocratiquement.

Ces assemblées générales ou populaires devraient être appelées à soutenir tous les travailleurs en lutte dans les entreprises ou dans les différentes administrations en adoptant leurs revendications, adopter un appel en guise de soutien et leur porter en délégation, et ensuite les appeler à participer à leur assemblée populaire. Ces assemblées générales ou populaires recenseraient toutes les revendications sociales et politiques émises par ceux qui y participeraient. Elles seraient mises en discussion et en délibération. Le compte rendu de ses réunions serait distribué à la population.

Afin que les assemblées générales ou populaires de tout le pays puissent partager leurs expériences et coordonner leurs actions, elles éliraient leurs délégués lors de chaque réunion nationale, ce qui signifie que chaque assemblée générale devrait procéder à l'élection de nouveaux délégués avant la tenue de la prochaine réunion nationale, de sorte qu'il n'y aurait pas de délégués inamovibles ou permanents. Certains pourraient être réélus et d'autres non, ce qui permettrait d'éviter que des délégués confondent le mandat qui leur aurait été confié avec l'exercice d'un pouvoir individuel qui pourrait dériver sur des abus de pouvoir, et en même temps ces délégués élus présenteraient l'avantage énorme d'incarner l'évolution de la situation, du rapport entre les classes, du processus révolutionnaire tel qu'il se serait développé les jours ou semaines précédentes, afin de se fixer des tâches et des objectifs qui reflèteraient la réalité et qui soient réalisables.

Au-delà, on peut imaginer que les délégués réunis en assemblée générale ou populaire nationale pourrait adopter les statuts d'une assemblée constituante souveraine qui élirait en son sein son propre gouvernement, de telle sorte que s'établirait une situation de double pouvoir posant directement la question de l'Etat, question qui ne pourrait être résolue que par un soulèvement général des masses exploitées de tout le pays accompagné d'une grève générale insurrectionnelle.

Il ne s'agit que d'un scénario fournissant une orientation générale du mouvement des masses destiné à les doter d'une base théorique pour avancer sur la voie d'un processus révolutionnaire conscient, à partir des premiers éléments apparus depuis le 17 novembre 2018, sans qu'on puisse prédire à l'avance son déroulement ni même comment elles pourraient parvenir à s'en saisir. Y aura-t-il un parti qui se chargera de leur transmettre cette stratégie de lutte pour la prise du pouvoir, j'en doute à l'heure actuelle, et je n'ai même pas le pouvoir de leur soumettre pour qu'ils l'examinent sérieusement... A suivre.

Les derniers développements.

Ils sont faibles, divisés, aux abois, sachons en profiter pour les harceler. Soutien inconditionnel à tous les travailleurs en lutte, encourageons-les à passer à l'offensive sur tous les plans.

- "Gilets jaunes": Matignon renonce à des mesures ... avant de les maintenir - AFP 19.12

- Mesures annulées puis rétablies : le gros couac du gouvernement - LeParisien.fr 19 décembre 2018

« Après discussion avec les parlementaires de la majorité, le gouvernement maintient l'ensemble des mesures annoncées par le Premier ministre en novembre », annonce le plus sérieusement du monde un proche d'Édouard Philippe.

Dit autrement, l'annulation est annulée. Ubuesque !

Mais pour maintenir ces mesures, il faut donc les rétablir en urgence – sans doute « dans la nuit » – alors que le Budget 2019 est actuellement en cours de vote à l'Assemblée. Lors du passage du texte au Sénat ces derniers jours, elles avaient en effet été discrètement supprimées. LeParisien.fr 19 décembre 2018

Tout ce qui affaiblit l'armée est bon à prendre.

- Des chefs militaires menacés de sanctions disciplinaires pour avoir accusé Macron de "trahison" - Le HuffPost 18.12

Cavaignac enrage !

- "Ca suffit!": Castaner appelle à lever les blocages des "gilets jaunes" - AFP 18.12

Les évacuations de ronds-points et d'axes routiers bloqués dans le cadre du mouvement des "gilets jaunes" vont se "poursuivre", a affirmé lundi Christophe Castaner, ajoutant que cette mobilisation devait désormais cesser. AFP 18.12

- "Gilets jaunes" : ceux qui poursuivent le mouvement - francetvinfo.fr 17.12

Le gouvernement confirme, lundi 17 décembre, que les tarifs réglementés du gaz n'augmenteront pas d'ici à juin 2019. Néanmoins, sur le terrain, les "gilets jaunes" restent mobilisés en cette cinquième semaine de mobilisation. francetvinfo.fr 17.12

- Hausse de la prime d'activité : qui, quand, comment - Liberation.fr 17 décembre

Macron avait annoncé que «le salaire d'un travailleur au smic augmentera[it] de 100 euros». A l'arrivée, seuls 55 % des smicards vont bien les toucher. Mais 1,2 million de foyers supplémentaires auront un coup de pouce.

Tous les salariés au smic seront-ils concernés par la hausse ?

Non. En refusant de toucher au montant du salaire minimum (1 21 euros net attendus pour janvier après la revalorisation annuelle légale de 1,5 %) pour ne pas pénaliser les employeurs, il était compliqué pour le gouvernement de couvrir «tous les smicards», comme le promettait le candidat Macron. Plus de la moitié des personnes payées au smic (55 % selon l es Echos) verront leur salaire net faire un bond en 2019. Pourquoi pas tous ? Parce que le montant d'une prime d'activité dépend non pas de la situation du seul bénéficiaire, mais des revenus (allocations comprises) et de la composition de l'ensemble du foyer. «Cela peut paraître étonnant, mais 1,2 million de salariés autour du smic se trouvent dans les 30 % de foyers français les plus aisés», a justifié Edouard Philippe dans les Echos.

L'exécutif aurait pu choisir un autre vecteur : une baisse des cotisations retraite. Un choix «plus injuste et qui, à ce titre, a déjà été censuré par le Conseil constitutionnel», a précisé le chef du gouvernement. Mardi, devant les députés, le Premier ministre avait pourtant promis de «faire en sorte […] que l'ensemble de ceux qui sont rémunérés au smic puissent bénéficier de cette augmentation». Ce ne sera pas le cas.

Seuls les salariés au smic seront-ils concernés ?

Non plus. La semaine dernière à l'Assemblée, Edouard Philippe promettait d'«aller plus loin que le dispositif tel qu'il existe aujourd'hui». Sur ce coup-là, ce sera le cas. Le Premier ministre annonce vouloir «élargir le nombre de foyers éligibles» à la prime d'activité. Comment ? Son entourage précise que parallèlement à un article du projet de loi présenté mercredi en Conseil des ministres et qui évoquera sa revalorisation, un décret sera pris d'ici la fin de l'année pour «augmenter le montant de la prime». Ce qui fera entrer des personnes dans son champ, alors que jusqu'à présent un salarié célibataire pouvait l'obtenir s'il gagnait jusqu'à 1,2 smic. Il devrait être possible de l'avoir, demain, jusqu'à 1,5 smic. Résultat, là où, théoriquement, 3,8 millions de foyers sont aujourd'hui éligibles à cette aide (ils étaient 2,66 millions en juin 2018 à l'avoir effectivement touchée), ils seront, selon le gouvernement, 5 millions l'an prochain. Pour ces nouveaux bénéficiaires, le gain sera, selon Matignon, de «40 à 50 euros par mois en moyenne».

Quand ces salariés verront-ils la couleur de cette augmentation ?

Edouard Philippe donne une date précise : «le 5 février». Car si, dans la loi, la date du «1er janvier 2019» a déjà été inscrite au Sénat lors du passage du projet de loi de finances, il y a trois mois de décalage entre la revalorisation et le versement de cette prestation. L'exécutif a donc dû s'assurer auprès de la Cnaf que les virements seraient rapides. Cependant, rappelons qu'une partie de ces «100 euros» a déjà été versée : 20 euros via la suppression de cotisations salariales en octobre et moins de 15 euros pour un célibataire au smic via les revalorisations de la prime d'activité en 2018… Mais les syndicats et une partie de la gauche mettent en garde : «Cette affaire, c'est une escroquerie, estime Fabien Roussel, le nouveau patron du PCF. Le gouvernement dit aux salariés : pour avoir une augmentation, allez récupérer votre argent à la CAF.» Le député du Nord rappelle en outre que les montants de cette prime n'entrent pas dans le calcul des pensions.

Combien cela va-t-il coûter ?

Selon Matignon, 2,5 milliards d'euros. Soit un quart des 10 milliards concédés aux gilets jaunes depuis novembre. Pour financer la simple «accélération» au 1er janvier 2019 des revalorisations exceptionnelles de la prime d'activité prévues en 2020 et 2021, le gouvernement avait déjà fait voter, la semaine dernière, une rallonge de 600 millions d'euros à un budget atteignant déjà 6 milliards d'euros en 2019. Ce dernier devrait finalement être fixé, selon Matignon, «au-dessus de 8 milliards d'euros».

Comment va faire le gouvernement ?

En utilisant les dernières fenêtres de tir parlementaires. La dernière lecture à l'Assemblée du projet de loi finances pour 2019 a débuté lundi en séance plénière et permettra de doper le budget de la prime d'activité. Dans le projet de loi spécial gilets jaunes, qui doit être présenté mercredi en Conseil des ministres, il sera aussi demandé au gouvernement de rendre au Parlement un rapport sur la mesure dans les six mois. Enfin, un décret est attendu pour la fin de l'année. Attention, en la matière : c'est souvent dans ces détails que se logent, comme l'a qualifié dimanche le président de l'Assemblée, Richard Ferrand, certaines «carabistouilles». Liberation.fr 17 décembre

Un marché de dupes. A bas la collaboration de classes! Rejet de toute "***concertation***" ! Aucune concession à l'ennemi !

- "Gilets jaunes": Dernière ligne droite avant la "grande concertation" - Reuters 18.12

- Gilets jaunes : un débat national et déjà des doutes - LeParisien.fr 18.12

L'indépendance de la consultation, voulue par l'exécutif, est contestée alors que l'Élysée semble vouloir écarter la CNDP de son organisation.

Un débat pour tenter de sortir de cette crise politique par le haut ? C'est la quadrature du cercle qu'Emmanuel Macron espère bien boucler à l'occasion de la grande consultation nationale, censée recueillir au cours des trois prochains mois les doléances des Français. Encore faut-il savoir sous quelle forme et avec qui !

Ce mardi soir, le chef de l'État a réuni deux heures durant une dizaine de ministres directement concernés par le dossier, en esquissant un début de calendrier plus précis. Mais sans lever le voile, et le flou, qui entoure globalement cette opération qui pourrait virer à la grande usine à gaz.

Le débat se tiendra en deux-temps. D'abord celui des maires qui ont jusqu'à la fin du mois de janvier pour « faire remonter » le fruit de leurs échanges avec leurs administrés. Notamment grâce aux cahiers de doléances déjà déposés dans certaines mairies.

La seconde phase, celle du débat en tant que tel, se déroulera ensuite jusqu'à fin mars, et autour des quatre axes de discussion déterminés la semaine dernière : la transition écologique, la fiscalité, l'organisation de l'État, puis la démocratie et la citoyenneté. Mais comment les citoyens seront conviés ? Où les débats se tiendront-ils ? Qui en assurera l'animation ? Mystère.

Reste à savoir aussi, qui sera le maître d'œuvre de cette opération prévue partout en France. Initialement, c'est la Commission nationale du débat public, autorité indépendante présidée par la centriste Chantal Jouanno, ancienne ministre de Sarkozy, qui devait en hériter de l'entière responsabilité. Mardi, les choses étaient moins évidentes du côté de l'Élysée.

« On est preneur de l'expertise de la CNDP pour lancer les débats et les structurer, mais en même temps on pense que c'est important de trouver des formes innovantes pour faire participer un maximum de personnes », nuance-t-on, en reprochant à cet organisme d'avoir organisé par le passé des débats « un peu trop institutionnels ». À l'image de celui organisé sur l'Europe ces dernières semaines, « dont on peut clairement dire que personne n'a entendu parler », reproche un poids lourd de la majorité, proche d'Emmanuel Macron.

Cerise sur le gâteau, Jouanno, qui a pourtant reçu sa lettre de mission signée en fin de semaine dernière par Édouard Philippe, n'était même pas conviée mardi soir à la réunion avec les membres du gouvernement…

Décidément, l'organisation de ce débat censé relancer la machine est déjà, en tout cas à ce stade, plutôt mal embarquée. LeParisien.fr 18.12

Le RIC : La corde tissé par le condamné à mort lui-même !

RIC : Comment en faire un instrument de la fabrication du consentement de l'asservissement des masses par elles-mêmes. Mode d'emploi.

- Comment encadrer le RIC? On a demandé à des experts - huffingtonpost.fr 18.12

huffingtonpost - "C'est un poison pour nos démocraties", dénonce dans Le Figaro Olivier Duhamel qui préside la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP). "Les risques sont infinis mais on peut y répondre", assure au HuffPost Marion Paoletti, maîtresse de conférences en science politique à l'université de Bordeaux et spécialiste de la démocratie participative.

Pour cette experte bordelaise, l'un des risques du référendum est de cliver la société en l'enfermant dans un débat binaire "pour ou contre" une proposition. "Face à ce danger de radicalisation, il faut créer du dialogue", explique-t-elle en prenant l'exemple de l'Oregon, Etat américain très en pointe sur le sujet. "Avant le vote, un panel de citoyens se réunit et produit un avis qui est ensuite adressé aux électeurs pour les éclairer", explique-t-elle, rappelant au passage qu'une campagne référendaire doit s'accompagner d'un maximum de communication. Et de citer celle de 2005 sur la Constitution européenne qui s'était déroulée dans de très bonnes conditions.

LVOG - Les électeurs recevraient avant d'aller voter un document qui les inciterait fortement à voter dans un sens plutôt dans l'autre. Le référendum de 2005 se serait "*déroulé dans de très bonnes conditions* " quand l'ensemble des médias et 92% des députés appelaient à voter en faveur du TCE, encore un exercice de démocratie ! - LVOG)

huffingtonpost - Ce dialogue doit inclure les parlementaires, estime pour sa part Olivier Rouquan. Le politologue qui n'est pas un militant du RIC souhaite qu'une fois le nombre de signatures suffisantes, "députés et sénateurs se saisissent du texte pour le travailler, éventuellement l'amender avant le référendum. Cette boucle peut être très efficace et illustrerait un vrai débat démocratique", précise-t-il.

LVOG - Vous devriez vous prononcer sur une question qui aurait été formulée de telle sorte que quelle que soit l'issue du référendum elle serait favorable aux besoins de l'oligarchie. - LVOG)

huffingtonpost - Ces dernières heures, on a beaucoup entendu la majorité se prononcer contre un référendum pour rétablir la peine de mort. "Pour ne pas attenter aux droits des minorités, il faut vérifier en amont que les questions sont conformes au droit", explique Marion Paoletti. (LVOG - Surtout "*au droit*" de la minorité qui a confisqué tous les pouvoirs, on a compris ! - LVOG) Un avis partagé par Olivier Rouquan. "Dès que la pétition recueille assez de signatures, le conseil constitutionnel doit se saisir et vérifier la conformité du texte au bloc de constitutionnalité, c'est-à-dire aux libertés et aux valeurs fondamentales de la République. Si le texte n'est pas conforme, on ne va pas plus loin", propose-t-il.

LVOG - Le Conseil constitutionnel garant de la Constitution antidémocratique de la Ve République ou l'incarnation juridique de la légitimité du régime capitaliste que rien ni personne ne doit remettre en cause. - LVOG)

huffingtonpost - La plupart des spécialistes sont également très sceptiques sur l'opportunité d'adjoindre un volet révocatoire au RIC. Les gilets jaunes et certains partis, comme la France insoumise, veulent permettre aux citoyens de mettre fin au mandat d'un élu. "Si l'on va dans cette logique, on change de type de démocratie, il faut en débattre plus longuement", juge Olivier Rouquan. huffingtonpost.fr 18.12

LVOG - C'est l'aveu que le régime actuel n'est pas démocratique. - LVOG)

Et si c'était une bonne idée s'exclame les représentants de l'oligarchie. Gare à celui qui oublie qu'ils ont de la suite dans les idées !

- Le gouvernement change d'avis sur le référendum d'initiative citoyenne - francetvinfo.fr 17.12

Le gouvernement se dit désormais prêt à mieux associer la population à certaines décisions, comme le réclamaient de nombreux "gilets jaunes". Un revirement par rapport à l'été dernier. (Ca pue le corporatisme, le régime de Vichy. - LVOG)

Dans une interview accordée aux Échos, publiée lundi 17 décembre, le Premier ministre, Édouard Philippe, s'est montré ouvert sur la question. "Je ne vois pas comment on peut être contre son principe, a-t-il expliqué. Le référendum peut être un bon instrument dans une démocratie, mais pas sur n'importe quel sujet ni dans n'importe quelles conditions." (A condition d'en faire un instrument antidémocratique, la réaction y est forcément favorable. - LVOG)

En juillet dernier, alors que des députés de l'opposition souhaitaient élargir le champ du référendum, Nicole Belloubet, la ministre de la Justice, refusait catégoriquement.

La France insoumise prépare en ce moment une proposition de loi. "Plus le peuple a la parole, mieux c'est. Le peuple, c'est toujours la bonne solution", soutient Éric Coquerel, député LFI. (Quel populiste pourri, il est capable du meilleur comme du pire entre les mains de charlatans de votre espèce ! - LVOG)

Ségolène Royal, dans les colonnes du Parisien, lundi 17 décembre, se montre favorable à ce type de consultations. "Osons la révolution participative", lance-t-elle. francetvinfo.fr 17.12

RIC : Une belle occasion fournie aux illusionnistes de LFI de s'illustrer.

Si le "référendum d'initiative citoyenne devait être instauré, ce serait une belle victoire", selon Adrien Quatennens - franceinfo 17.12

franceinfo - "Évidemment, si ce référendum d'initiative citoyenne devait être instauré, ça serait une belle victoire, a-t-il expliqué.

LVOG -Pour qui ? Il y croit dur comme fer l'idiot utile du régime !

franceinfo - Les annonces d'Édouard Philippe en ce sens sont un encouragement à poursuivre la mobilisation parce que cela montre qu'à mesure que les semaines passent et que les "gilets jaunes" se mobilisent le gouvernement serait prêt à quelques reculades, donc il faut continuer."

LVOG - Le programme de LFI s'inscrivait dans le cadre de la préservation du régime, ils le disent eux-mêmes, lisez.

franceinfo - Certains "gilets jaunes" proposent qu'un RIC soit engagé sur proposition minimum de 70 000 citoyens. "Cela me paraît peu", dit Adrien Quatennens. La France Insoumise propose "autour de 500 000", mais "on peut imaginer que cela soit plus. On peut l'imaginer. Ce n'est pas une difficulté", a-t-il précisé. "Nous allons faire une proposition de loi dans ce sens. À chaque fois que c'est l'actualité, nous sortons une proposition de notre programme pour en faire une proposition de loi", a-t-il annoncé.

LVOG -70 000, 500 000, c'est trop peu s'exclame notre charlatan, des millions ce serait mieux, il n'existerait que sur le papier !

Le RIC aurait forcément incité Macron à faire une politique conforme aux besoins de la classe ouvrière, il faut l'entendre pour le croire. Lisez.

franceinfo - Adrien Quatennens est revenu sur le référendum révocatoire, proposition phare du parti de Jean-Luc Mélenchon, qui permet de révoquer à mi-mandat un président de la République ou un élu local : "Si Emmamnuel Macron, depuis le début de son quinquennat, savait à mi-mandat qu'il y avait un risque d'être soumis à un référendum révocatoire, peut être qu'il nous aurait épargné beaucoup de ses outrances et arrogances", a-t-il assuré.

LVOG - Si comme l'indiquent des sondages truqués RN remportait les élections européennes de mai 2019, LFI s'en félicite d'avance, non ce n'est pas une blague, lisez.

franceinfo - "Si Emmanuel Macron ne veut pas revenir aux urnes en procédant à la dissolution de l'Assemblée, c'est clair que le rendez-vous de mai 2019 [les "élections européennes] sera un référendum anti-Macron", a-t-il assuré.

Boycott ! franceinfo 17.12

Avancer le RIC présente des avantages et des inconvénients.

L'unique avantage du RIC, c'est de favoriser la discussion, la réflexion, le mûrissement de la conscience des masses qui cherchent une issue politique à la crise du capitalisme, et qui s'apercevront très vite que le RIC pour peu qu'il ait un contenu radical, conforme à l'exercice de la démocratique ou réellement révolutionnaire demeurera incompatible avec l'existence du régime, et que la seule version qui pourrait être adoptée sous la Ve république servirait uniquement à préserver le pouvoir politique détenu par la classe dominante au détriment des classes dominées.

Le RIC sert de rempart au régime pour se protéger de l'assaut des masses qui posent la question du pouvoir et entendent la résoudre à leur manière en renversant le régime en place, en s'emparant du pouvoir politique. Ce qui évidemment est inconcevable pour les représentants du capitalisme qui se disent disposés à adopter le RIC, sa version édulcorée ou minimaliste qui ne toucherait nullement aux fondements du régime, ou pire fournirait un nouvel instrument à nos ennemis pour mieux nous asservir.

Le RIC présente un avantage indéniable pour nos ennemis : Celui de faire croire qu'un changement de régime pourrait se produire pacifiquement, par la voie des urnes ; les exploiteurs pourraient renoncer à leur hégémonie de classe sur simple injonction électorale, bref, il suffirait de leur demander poliment de renoncer à leur pouvoir pour qu'ils le cèdent, quelle criminelle et fatale illusion !

Atavisme. L'ex-trotskyste Alexis Corbière serait-il devenu girondin ?

- Alexis Corbière : «L'échange des idées est la base» - Liberation.fr 19 décembre 2018

Libération - Pour le député de La France insoumise, qui a déposé mardi une proposition de loi pour instaurer le RIC, il s'agirait d'un droit «permettant au peuple de retrouver sa souveraineté».

LVOG - Souveraineté qu'il n'a jamais réellement eu. Mais bon, quand on refuse de rompre avec le régime et de l'affronter, il ne reste plus que faire croire que cette souveraineté a existé sous la Ve République ou attribuer au régime des vertus qu'il n'a jamais eu, dont celui d'accorder au peuple laborieux la souveraineté ou la démocratie. C'est une manière comme une autre de légitimer l'ordre établi... et Macron, son représentant. - LVOG)

Alexis Corbière, député de Seine-Saint-Denis, a déposé avec ses collègues insoumis une proposition de loi visant à instaurer le RIC.

Libération - Etes-vous surpris que le RIC figure parmi les priorités des gilets jaunes ?

Corbière - Ceux qui le sont ne connaissent pas notre histoire. Notre pays en discutait déjà lors de la Révolution, quand Condorcet proposa ce dispositif dans le projet de Constitution girondine.

LVOG - Etrange rappel, en apparence seulement, c'est à croire que pour cautionner sa position et par crainte de s'attirer les foudres des représentants du régime actuel, l'ex-révolutionnaire Corbière prendrait la précaution de rappeler que même des girondins incarnant l'Ancien Régime furent favorables tout du moins en principe à une sorte de "*référendum populaire*". Je n'ai pas eu le temps de chercher quel était le contenu exact du projet de Constitution girondine, mais cela m'étonnerait fort qu'il aurait permis de mettre fin à la monarchie, c'est même impensable. - LVOG)

Corbière - L'idée fut reprise par les Montagnards, qui y voyaient un moyen de s'affranchir du «despotisme représentatif». C'est ainsi que le référendum populaire apparut dans la Constitution de 1793. Mais ce droit disparaîtra dès la Constitution suivante.

LVOG - Corbière falsifie les faits ou il les méconnaît. En réalité, c'est quand les jacobins décidèrent enfin au bout de 3 ans de rompre avec la monarchie et de la renverser en déclarant la Commune révolutionnaire, qu'ils s'affranchirent du «*despotisme représentatif*», ni avant ni autrement. Autrement dit, ni en recourant à "*une révolution citoyenne*" ni à "*une révolution par les urnes*", mais à une révolution tout court pour changer de régime, moyen que monsieur Corbière a abandonné pour s'adonner aux joies du parlementarisme bourgeois. - LVOG)

Corbière - Depuis, aucun gouvernement n'a eu le courage de se soumettre à cette intervention populaire directe. (LVOG - Comme si c'était une question de "*courage*" ou de volonté, c'est tout bonnement et irrémédiablement impossible pour la classe dominante qui détient le pouvoir politique. - LVOG) Pire, avec la Ve République, le président est libre de gouverner contre le peuple dès son élection. Durant cinq ans, il ne doit rendre de compte ni aux citoyens, ni même au Parlement. Son impunité est totale. Et depuis l'élection de Macron, la conviction que ce président n'est au service que d'une poignée d'ultrariches s'est répandue à juste titre. Le peuple en a assez de cette oligarchie où les pouvoirs politiques et financiers sont entre les mains de quelques-uns. Le RIC apparaît comme un droit démocratique permettant au peuple de retrouver sa pleine souveraineté, même entre deux élections.

LVOG - Quand des présidents comme Macron, Hollande, Sarkozy, Chirac, Mitterrand, Giscard, Pompidou ou de Gaulle sont élus par " *le peuple*" ou que le peuple travailleur les laisse accéder au pouvoir, c'est qu'il n'est pas prêt pour assumer sa souveraineté, qui ne peut mûrir qu'au cours du développement de la lutte de classe quand la classe unie se rassemble pour affronter son ennemi, et certainement pas dans l'isoloir où elle se retrouve atomisée et sans pouvoir.

Quand la souveraineté des masses laborieuses ne s'accompagne pas de la conscience de cette souveraineté, c'est qu'elle n'en est pas digne ou elle est prête à l'abdiquer au profit du premier sauveur suprême venu. Au passage, cela se voit que je suis en train de relire attentivement tous les ouvrages de Marx et Engels sur cette question ! - LVOG)

Libération - Les gilets jaunes fixent un palier de 700 000 signatures numériques…

Corbière - Cela correspond à peu près à notre proposition de 2 % du corps électoral. Mais ce n'est pas à LFI de décider quels seront les outils démocratiques mis à la disposition du peuple, mais au peuple lui-même, notamment lors du débat qui serait ouvert par la convocation d'une Assemblée constituante.

LVOG - Sortie de nulle part. Faudrait-il encore que le prolétariat s'empare de cet objectif, or ce n'est pas du tout le cas. - LVOG)

Libération - LFI prône la possibilité de révoquer les élus par référendum pendant leur mandat. Certains parlent de poujadisme…

Corbière - Sachant leurs élus révocables, les citoyens seraient moins tentés par l'abstention car ils ne pourraient plus être trahis impunément. Ce serait un cercle vertueux sur le plan civique.

LVOG - Ce qui les trahit, c'est avant tout leur niveau de conscience politique proche de zéro. Donc dans ces conditions cela ne changerait absolument rien, à part légitimer le régime et ses représentants par cette mascarade qu'est devenu le suffrage universel. Corbière a rappelé que dans sa circonscription, "*près de 80 % des électeurs inscrits n'ont pas voté*" pour lui, pour autant cela ne l'a pas empêché d'être élu, comme quoi même un régime antidémocratique peut être "*vertueux*", merci pour lui !

Pire, les partisans du RIC font tous référence à la Suisse ou cet instrument institutionnel existe.

Or, lors des dernières "*votations*" le 25 novembre 2018, il y a donc à peine un mois, le taux de participation a été de 48%, ce qui lui enlève toute légitimité démocratique, un cinglant camouflet pour les partisans du RIC, monsieur Corbière le sait, mais il n'en dira rien, c'est à cela qu'on reconnaît les manipulateurs. Et qu'on ne nous sorte pas la close plus qu'hypothétique, fantasmagorique, mythomaniaque de la révocabilité des élus qui n'existe pas en Suisse et qui n'existera jamais sous aucun régime soumis au capitalisme.

Les électeurs suisses étaient notamment invités à se prononcer pour ou contre la primauté du droit suisse sur le droit international et son inscription dans la constitution, et ils ont voté majoritairement contre (64%, soit 30,72% des votants, moins les suffrages blancs et nuls, bref, une minorité), ce qui signifie qu'ils ont abdiqué leur souveraineté au profit d'institutions internationales dirigées par l'oligarchie anglo-saxonne. Et qui était à l'origine de ce référendum, devinez, l'extrême droite, l'UDC, le parti de droite classé populiste. (euronews 23.11)

Les Suisses ont également voté le même jour en faveur d'une modification « *de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales* » qui permettra dorénavant à des détectives privés de traquer les fraudeurs à l'assurance sociale, les compagnies d'assurances seront « *autorisées à violer massivement la vie privée des assurés et échapperaient à tout contrôle. Les moyens techniques nécessaires pourront être utilisés quasiment sans restriction* », assurent les partisans du « *non* ». (Causerie du 27 novembre 2018) Vous en redemandez du RIC ? Non, merci ! - LVOG)

Ils osent tout.

Au G7 Macron enfile un "gilet jaune" !

- La lutte contre les inégalités au coeur de la présidence française du G7 - AFP

- Des ONG attaquent l'Etat pour non-assistance à planète en danger - Liberation.fr

Oxfam France, Greenpeace France, Fondation pour la nature et l'homme (FNH) et Notre Affaire à tous.

Leurs bonnes affaires, quoi ! La crème des ONG pourries. Vous aurez remarqué qu'ils attaquaient l'Etat, pas les multinationales... qui les financent aussi, mais ce sont elles les donneurs d'ordres ou leurs parrains.

- Paris : marche pour la journée internationale des migrants - AFP

Journée internationale des migrants: près de 2000 personnes se rassemblent Place de la République à Paris. AFP

Comptage officiel et complaisant, normal, idéologiquement compatible...

- Béchir chez Bachar : «Un criminel de guerre en reçoit un autre» - Liberation.fr

- Au Nicaragua, «Ortega se comporte comme une bête blessée» - Liberation.fr

- Hongrie : la rue ne lâchera pas Orbán - euronews

Une semaine que la fronde contre le gouvernement Orbán secoue la Hongrie et ils étaient encore une centaine à braver le froid mardi soir pour manifester leur mécontentement devant le parlement à Budapest. euronews

Soros ne s'en remet décidément pas d'avoir éjecté de la Hongrie... Chaque fois que les médias-oligarques supportent "la rue", des manifestations ou un mouvement de révolte, c'est pour le moins suspect, plus que douteux connaissant leurs intentions inavouables, c'est qu'il y a forcément quelque chose de pourri derrière, ce sont leurs amis qui tirent les ficelles, l'instrumentalisent ou tentent de le récupérer.

- Tony Blair prépare les dirigeants européens à un autre référendum sur le Brexit - euronews

- Macron: la France engagée au Sahel "jusqu'à la victoire" contre les jihadistes - AFP

Il faut bien satisfaire le complexe militaro-industriel-financier et lui trouver un air de jeu... de massacres et destruction...

- Les marins ukrainiens, des prisonniers de guerre de la Russie ? - euronews

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Belgique

LVOG - Cette fois, pendant combien de temps la Belgique restera sans gouvernement, les paris sont ouverts!

- La question migratoire fait tomber le gouvernement belge - AFP 19 décembre 2018

Le pacte mondial de l'ONU sur les migrations, dénoncé par les nationalistes flamands, a eu raison du gouvernement belge: le Premier ministre libéral Charles Michel a jeté l'éponge mardi soir, faisant le constat de l'absence de soutien pour son gouvernement en place depuis 2014.

A cinq mois des législatives prévues pour le 26 mai, la démission présentée mardi soir au roi Philippe ne va pas déboucher forcément sur son départ ni sur des élections anticipées.

L'option "la plus probable", selon une source proche du pouvoir, est que le roi demande au gouvernement démissionnaire d'expédier les affaires courantes jusqu'à l'échéance électorale.

La Belgique détient un record mondial en matière de crises gouvernementales.

Entre mi-2010 et décembre 2011, le royaume de 11 millions d'habitants avait tenu 541 jours sans gouvernement de plein exercice. Cela n'avait toutefois pas empêché la prise de décisions importantes comme celle de l'intervention militaire en Libye.

La coalition au pouvoir associant depuis octobre 2014 libéraux et démocrates-chrétiens aux nationalistes flamands de la N-VA s'est effondrée sur le dossier de la migration.

L'Alliance néoflamande (Nieuw Vlaamse Alliantie, N-VA) avait retiré son soutien à Charles Michel à la veille de son déplacement pour approuver le pacte de l'ONU au nom de la Belgique, le 10 décembre à Marrakech.

Une attitude dénoncée par le chef du gouvernement comme "une volte-face" de la N-VA, alors qu'un consensus s'était dégagé sur ce texte au cours de l'été.

Malgré son caractère non contraignant, ce texte était refusé par les nationalistes flamands au motif qu'il ouvrirait la voie à des pertes de souveraineté des Etats signataires pour arrêter leur politique migratoire.

Dans le sillage des Etats-Unis et d'Israël notamment, une dizaine de pays européens ont annoncé leur retrait ou le gel de leur

décision après avoir approuvé le texte le 13 juillet à New York. AFP 19 décembre 2018

Chine

LVOG - A l'adresse des oligarques et autres capitalistes : Enrichissez-vous sous le contrôle du parti stalinien chinois!

- Xi Jinping réaffirme le cap du «socialisme chinois» - Le Figaro 18.12

Le président chinois a promis de poursuivre les réformes lors de la célébration des 40 ans de l'ouverture économique du pays lancée par Deng Xiaoping en 1978. Mais sous le strict contrôle du Parti communiste.

Le discours qu'a prononcé ce mardi Xi Jinping, à l'occasion du 40e anniversaire des réformes économiques chinoises lancées par Deng Xiaoping, était très attendu. Mais tout en promettant que la Chine allait poursuivre la voie de l'ouverture et des réformes, «l'empereur rouge» n'a annoncé aucune mesure concrète, préférant réaffirmer la suprématie du Parti communiste chinois (PCC), au pouvoir depuis 1949, et la voie d'un «socialisme aux caractéristiques chinoises».

À l'heure où les États-Unis, accusant la Chine de pratiques commerciales déloyales, fustigent notamment le soutien accordé par Pékin au secteur public, Xi Jinping n'a pas donné l'impression de vouloir changer de cap. «Nous devons, sans relâche, renforcer le développement de l'économie étatique, tout en encourageant, soutenant et en guidant le développement de l'économie privée», a-t-il déclaré, dans un discours fleuve de près d'une heure et demie, sous les ors du Palais du peuple, à Pékin.

De manière plus générale, alors que les États-Unis soumettent la Chine à de fortes pressions pour qu'elle réalise des changements «structurels», Xi Jinping a prévenu qu'il n'avait pas de leçon à recevoir de l'étranger et qu'il irait à son propre rythme. «Personne ne peut dicter au peuple chinois ce qu'il doit faire ou ne pas faire», a martelé le dirigeant chinois le plus puissant depuis Mao Tsé-toung. «Nous réformerons avec fermeté ce qui doit et peut être réformé, et nous ne réformerons absolument pas ce qui ne doit ni ne peut l'être», a-t-il ajouté. Washington a lancé une guerre commerciale contre Pékin ces derniers mois, mais les deux pays, qui s'affrontaient à coups de droits de douane, ont signé une fragile trêve le temps de faire avancer les négociations. Les déclarations du numéro un chinois n'ont en tout cas pas rassuré les investisseurs, qui craignent un ralentissement économique au niveau mondial: les Bourses chinoises ont reculé mardi, comme l'ensemble des places asiatiques.

Xi Jinping n'a par ailleurs pas manqué de saluer la spectaculaire transformation de la Chine, devenue en quelques décennies la deuxième puissance mondiale, alors qu'elle était encore en 1978 un pays très pauvre, à l'économie planifiée, où les biens de base étaient rationnés. Les «coupons» pour les céréales, la viande, l'huile ou les vêtements, qui faisaient partie de la vie quotidienne, appartiennent désormais à l'Histoire, s'est-il félicité. «Oncle Xi» a aussi estimé que la réussite économique de la Chine justifiait le choix du «socialisme aux caractéristiques chinoises», sous la direction du Parti communiste. «Se réformer et s'ouvrir n'est pas facile, à n'importe quel stade, nous nous exposerons inévitablement à toutes sortes de risques et de difficultés, et même à des tempêtes inimaginables», a-t-il précisé, tout en assurant que le Parti permettra de surmonter ces défis. (En Inde, on a toujours ces «coupons», les pauvres qui se comptent comme en Chine par centaines de millions y sont férocement attachés. Le parti qui oserait les supprimer se condamnerait à mort. En Chine, c'est plus radical avec la dictature du parti unique, le problème ne se pose pas. - LVOG)

Le président chinois a également remis des médailles à 110 personnalités, principalement chinoises mais aussi étrangères, pour leur contribution aux réformes des 40 dernières années. Parmi ces «pionniers», figurent plusieurs milliardaires, dont Jack Ma, l'homme le plus riche de Chine et patron du géant du commerce en ligne Alibaba, ou Pony Ma, fondateur du mastodonte de l'Internet Tencent. Un astronaute, des scientifiques ou l'ex-star du basket Yao Ming ont également été honorés.

Sur les 10 étrangers de la liste, on trouve notamment Klaus Schwab, fondateur du forum économique de Davos, grand rendez-vous annuel du capitalisme libéral. Le Figaro 18.12

Et Klaus Schwab de proclamer : Vive Mao, vive le communisme à la sauce chinoise !

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

- En Allemagne, le salaire minimum n'a pas fait baisser le nombre de «mini-jobs» - Libération 18 décembre 2018

Selon des données datant de mars 2018, ces emplois précaires, qui n'offrent aucune protection sociale pour le salarié, sont aussi nombreux qu'avant la mise en place du salaire minimum en 2015.

La face cachée de l'insolent taux de chômage allemand (5%), la voici : la persistance des emplois précaires n'offrant aucune protection sociale pour le salarié. En mars 2018, il y avait 7,6 millions de «mini-jobs» – ces emplois à temps partiel précaires plafonnés à 450 euros, sans cotisations sociales ni retraites – en Allemagne, soit autant qu'avant l'introduction du salaire minimum, en 2015, qui était censée limiter leur nombre. C'est ce qui ressort d'une réponse du gouvernement à une question écrite d'une députée verte, rapportée par le Rheinische Post.

En outre le nombre de «mini-jobs» cumulés à une activité principale a augmenté. On en comptait 2,5 millions fin 2014, on en compte 2,8 millions aujourd'hui. Parmi ces salariés «cumulards», une majorité d'hommes (1,5 million). Mais qu'on ne s'y trompe pas, l'écrasante majorité des «mini-jobbers», les gens pour qui cette activité constitue la seule source de revenus, ce sont des femmes. Sur 4,8 millions d'Allemands dans ce cas, on trouve 3 millions de femmes. Pour ces dernières, le passage à la retraite risque d'être particulièrement violent.

Le salaire minimum augmente bientôt en Allemagne ; il devrait atteindre 9,19 euros de l'heure en janvier 2019, et 9,35 en 2020. Cette hausse s'applique naturellement aux mini-jobbers. Sauf que dans le même temps, on réduit leur plafond d'heures travaillées : elles passent d'environ 51 à 49 heures par mois.

Or si les mini-jobs restent plafonnés à 450 euros, «la hausse du salaire minimum va créer une réduction du temps de travail disponible», expliquait à la presse allemande le directeur de Minijob Zentrale, Erik Thomsen. «Ce qui peut avoir deux conséquences. Soit les mini-jobbers font le même travail en moins de temps. Soit les entreprises ont recours à encore plus de mini-jobs.» Libération 18 décembre 2018

ECONOMIE

Ukraine

- Le FMI approuve 3,9 milliards de dollars de crédits à l'Ukraine - Reuters19 décembre 2018

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un nouvel accord de crédit stand-by à l'Ukraine de 3,9 milliards de dollars, avec une première tranche de 1,4 milliard qui sera débloquée d'ici Noël, ont annoncé mardi les autorités ukrainiennes.

L'assistance financière du FMI était gelée depuis avril 2017 du fait de l'incapacité de Kiev à mettre véritablement en oeuvre les réformes et le combat contre la corruption exigées par les bailleurs de fonds.

La Banque mondiale a parallèlement approuvé une garantie de crédit de 750 millions de dollars. "Les décisions de cette sorte prises par des institutions financières mondiales majeures garantissent la stabilité de nos progrès et renforcent la résilience de l'Ukraine face à de graves défis internes et externes", s'est félicité le président ukrainien Petro Porochenko dans un communiqué. Reuters19 décembre 2018

Cambodge

- Ouverture du plus gros barrage hydroélectrique du Cambodge, avec l'aide de Pékin - AFP 17 décembre 2018

Ce barrage de 400 mégawatts, baptisé Lower Sesan 2, doit booster le réseau électrique cambodgien, à partir de cette énergie créée à partir d'un affluent du Mékong, dans la province de Stung Treng, dans le nord-est du pays.

Le Premier ministre cambodgien Hun Sen a inauguré lundi le plus grand barrage hydroélectrique jamais construit dans ce pays de la région du Mékong, avec le soutien financier de la Chine, malgré l'impact environnemental et le déplacement de milliers de villageois.

"La plupart des gens soutiennent ce projet, mais certains villageois créent des difficultés, y étant poussés par des étrangers", a déclaré celui qui dirige le Cambodge d'une main de fer depuis plus de trente ans, lors de cette inauguration diffusée sur la télévision nationale.

Ce méga projet de près de 700 millions d'euros est le fruit d'une alliance entre la compagnie cambodgienne Royal Group (qui détient 39%), la compagnie publique chinoise Hydrolancang International Energy (51%) et le groupe EVN International, basé au Vietnam (10%).

Au bout de 40 ans d'opération, le barrage appartiendra au Cambodge.

Outre les inquiétudes de l'ONU, l'ONG International Rivers dénonce "un impact écologique catastrophique" sur les stocks de poisson et l'environnement de cet affluent du Mékong. Des milliers de villageois ont dû quitter bon gré mal gré leurs villages, désormais submergés.

Avec plus de 4.800 kilomètres de long, le Mékong abrite la biodiversité aquatique la plus importante du monde après l'Amazone, avec notamment 1.300 espèces de poissons. Et il est vital pour la survie des 60 millions de personnes vivant directement du fleuve en Asie du Sud-Est.

Pourtant, c'est plus au nord que tout se joue: les dirigeants chinois détiennent entre leurs mains l'avenir du fleuve. Pékin a déjà construit six barrages sur le cours supérieur du Mékong et investi dans plus de la moitié des 11 barrages prévus plus au sud, d'après l'ONG de défense de l'environnement International Rivers.

En contrôlant le débit en amont, la Chine possède un énorme moyen de pression. Ainsi en 2016, Pékin a permis au Vietnam d'atténuer les effets d'une grave sécheresse en ouvrant les vannes. (Ah ces ordures de Chinois, "en ouvrant les vannes" ils ont permis "atténuer les effets d'une grave sécheresse" qui aurait pu conduite une partie du peuple vietnamien à la famine ! - LVOG)
AFP 17 décembre 2018

Qu'est-ce que l'ONG International Rivers ?

LVOG - Une ONG bien pourrie comme on les aime. Lisez.

(internationalrivers.org) - Board Members (Membre de sa direction)

Olivier Bercault - Consultant, Human Rights Watch
Gary Cook, Vice Chair - Senior Energy Analyst, Greenpeace International
Patrick McCully - Executive Director, Black Rock Solar; former Executive Director, International Rivers
Etc

LVOG : Les membres de la direction de cette ONG sont tous liés à des ONG pilotées et financées par l'oligarchie anglo-saxonne ou des multinationales. Et pas n'importe lesquels, lisez.

Qu'est-ce Black Rock Solar ?

Une filiale de Black Rock !

Wikipédia - BlackRock est une société multinationale de gestion d'actifs dont le siège est situé à New York. Fondée en 1988, elle est devenue le plus important gestionnaire d'actifs au monde, avec plus de 5 000 milliards d'euros fin 20166.

En 2012, elle a exercé ses droits de vote au sein de 14 872 assemblées générales d'actionnaires, dont 3 800 aux États-Unis. L'entreprise est le premier actionnaire d'une société américaine sur cinq.

En 2016, BlackRock était actionnaire au sein de 18 sociétés du CAC 40 (Atos, BNP Paribas, Vinci, Saint-Gobain, Société Générale, Sanofi, Michelin, Safran, Teleperformance, Total ...).

BlackRock dépense plus d'un million d'euros annuel en lobbying auprès des institutions de l'Union européenne et organise des dizaines de rendez-vous avec les responsables de la Commission. BlackRock entend en particulier influer sur les questions de taxation et de régulation financière.

Pour la professeure de macroéconomie à l'Université de l'ouest de l'Angleterre (UWE) à Bristol, Daniela Gabor, « la Banque centrale européenne, qui sollicite BlackRock pour auditer les banques, n'a aucun pouvoir sur cette société. L'argument de BlackRock est simple : nous ne faisons pas de leverage, nous n'agissons pas comme les banques donc nous n'avons pas besoin d'être régulés comme une institution systémique. De fait, BlackRock passe sous tous les radars. »

Capitalisation en 2018 :120 500 000 000 $
Chiffre d'affaires en 2018 : 19 033 000 000 $
Résultat net en 2018 : 5 780 000 000 $ (Wikipédia.org)

Vous aurez compris que l'intérêt que porte cette ONG à l'"impact écologique catastrophique" de ce barrage au " stocks de poisson et l'environnement de cet affluent du Mékong" ou aux "milliers de villageois ont dû quitter bon gré mal gré leurs villages", n'était qu'un minable prétexte pour affaiblir politiquement le Vietnam et la Chine.

Sordide, monstrueux comme procédé, n'est-ce pas, rien ne les arrête, malheur à ceux qui ne l'ont pas en permanence à l'esprit, ils se feront manipuler, pire, ils manipuleront les autres militants ou travailleurs.

Haut de page

Le 24 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Je vous souhaite tout le meilleur en ce 24 décembre, surtout à vos enfants.

- Au format pdf (31 pages)

Pas touche aux fondements du régime !

- Gardez-vous bien des causes premières ! - LePoint.fr 23.12

On ne peut pas identifier une racine unique à un problème de société. Ceux qui le prétendent ont souvent une motivation politique à le faire. LePoint.fr 23.12

La "*racine unique*" de tous les maux de la société a été clairement identifiée depuis le milieu du XIXe siècle par Marx et Engels : les inégalités sociales entre les classes qui sont à la base, à l'origine, les fondements du régime capitaliste. Les supprimer, c'est supprimer du même coup toutes les conséquences désastreuses qui s'abattent sur tous les peuples.

Refuser de l'admettre, le nier, c'est se placer délibérément au côté des capitalistes qui mènent leur lutte de classe contre les exploités et les opprimés, c'est rejoindre le camp de la réaction.

PREMIERE PARTIE

La fatalité, cela n'existe pas, la preuve !

- Journée mondiale de l'orgasme: Pour jouir, «il faut déjà ne pas avoir peur de parler de sexe» - 20minutes.fr 21 décembre 2018

"Tout le monde n'y parvient pas, à l'orgasme. Stress, fatigue, complexes et autre charge mentale peuvent plomber la libido et l'ambiance... mais ce n'est heureusement pas une fatalité. Une quête que nous explique Emmanuelle Duchesne." 20minutes.fr 21 décembre 2018

Non mais quel délire ! Et dire qu'il y en a qui se font du fric là-dessus, quel monde de cinglés !

L'homo sapiens pense, en principe, ce n'est pas forcément ce qu'il sait le mieux faire non plus, la preuve. Et pour atteindre l'orgasme il ferait bien de l'oublier, sans déconner, cela le soulagerait et même qu'il y prendrait du plaisir l'animal!

Cette gourde s'étend sur un tas de trucs dans cet interview dont je vous fais grâce tellement c'est pitoyable. Car elle oublie que notre comportement dans ce domaine comme dans bien d'autres a pour origine des considérations d'ordre social, sur lesquels sont venus se greffer un tas de principes ou préjugés plus ou moins obscurantistes, archaïques, qui nous ont été inculqués lors de notre enfance ou au travers de l'éducation que l'on a reçue, qui sont conformes ou reproduisent les rapports sociaux qui existent dans la société et qui étaient présents tout au long de son développement, en ayant comme point commun des rapports de dominant à dominé, de telle sorte qu'aucun des deux partenaires n'est réellement libre, sauf à trouver la force d'en faire abstraction pour finalement renouer avec sa véritable nature ou la laisser s'épanouir pendant une court instant, sans d'ailleurs que cela s'accompagne de la moindre prise de conscience généralement, ce domaine ne faisant pas exception à la règle.

C'est ce rapport de dominant à dominé qui finalement fausse tous les rapports dans la mesure où on n'en a pas conscience et qui nous pourrit la vie. Car on en subit les conséquences sans savoir quelle en est l'origine, alors dès que des différents interviennent dans un couple, on s'accuse mutuellement d'en être responsable, on devient injuste, et il en restera une trace par la suite qui s'effacera rarement totalement. On entend souvent des gens accuser leur conjoint ou conjointe d'être possessif ou de se laisser aller, d'être autoritaire ou d'être soumis, d'être impulsif ou de manquer d'imagination, de tout décider ou de ne rien décider, traduisant ce rapport de dominant à dominé qu'ils ne sont pas parvenus à maîtriser. J'ai envie de dire, raison de plus pour

en finir avec le capitalisme ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais il ne suffit pas d'en avoir conscience sur le plan politique pour s'émanciper de ces rapports de dominant à dominé dans la vie quotidienne, encore faut-il s'employer à en minimiser les effets désastreux sur le couple.

J'ai commis l'erreur fatale autrefois de me contenter d'en avoir conscience sans m'attaquer à chacune de ses manifestations, et quand ma compagne que j'adorais et qui je crois m'avait aimé sincèrement me quitta, elle me reprocha d'avoir été possessif, ce que je ne compris pas puisque durant 10 ans quoiqu'on fasse ou chaque fois qu'on devait prendre une décision, je pris soin de lui demander son avis, de telle sorte que nous les partageâmes, mais sans en assumer la responsabilité de la même manière puisque presque chaque fois elle refusa de prendre une décision et ce fut à moi de les prendre. C'est seulement bien plus tard que j'ai réalisé que j'aurais dû refuser ce genre de rapports qui un jour où l'autre allait se retourner contre nous. Ce qui m'échappa, c'est qu'en endossant le rôle dominant, j'acceptais un rapport qu'elle m'imposait, donc en réalité c'était elle qui occupait la position dominante et non moi. En conclusion, il ne suffit pas de partager les décisions qu'on prend, il faut s'assurer que chacun en assume la responsabilité ou en a conscience. Et dire qu'on a passé des milliers d'heures à discuter pour en arriver là, lamentable ! Mais bon, c'était il y a 39 ans.

La dégénérescence annoncée de l'espèce humaine est déjà perceptible.

- Troubles gastriques: Un étude met en garde contre la prescription trop fréquente de médicaments anti-acidité - 20 Minutes 20.12

Utilisés sur le long terme, ils ne sont pas sans risque. Pourtant, les médicaments qui réduisent l'acidité gastrique sont prescrits de façon très fréquente en France, parfois hors des recommandations d'usage, a averti l'Agence du médicament (ANSM), dans une étude publiée ce jeudi.

Plus de 15,8 millions de patients se sont vus prescrire au moins une fois des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) en 2015, « soit environ un quart de la population française », souligne cette étude. « Cette utilisation massive est problématique en raison des risques potentiels d'effets indésirables associés, en particulier chez la personne âgée et dans le cas de traitements au long cours », conclut-elle. 20 Minutes 20.12

15,8 millions de personnes atteintes d'acidité gastrique excessive, mais que mangent-ils et boivent-ils donc ? Les saloperies que les trusts agro-alimentaires ont créées spécialement pour détruire leur santé. Ce sont ceux qui vont s'approvisionner dans les supermarchés et qui remplissent leurs caddies de surgelés et autres boîtes de conserve, plats préparés, boissons sucrées et pétillantes, sucreries, etc.

Dans le même registre. Ils ont enfanté un monstre.

- Les Américains plus gros et plus petits qu'en 1999 - BFMTV

Une nouvelle étude américaine révèle que le poids moyen des Américains a augmenté entre 2016 et 1999, et que ceux-ci sont plus petits qu'ils ne l'étaient à l'aube des années 2000. BFMTV

Les médias et réseaux dits sociaux à nu.

Facebook ou l'esclavage partagé. Comme si cela ne vous suffisait pas d'être réduit à une vulgaire marchandise.

- Facebook, très partageur sur les données - Liberation.fr 20 décembre 2018

Selon une enquête du New York Times, le réseau social a entretenu, au moins jusqu'en 2017, des accords avec 150 entreprises - dont Netflix, Microsoft, Amazon ou Spotify - offrant à ces dernières un accès particulièrement étendu aux données personnelles de ses utilisateurs. Liberation.fr 20 décembre 2018

Quand ils ne sont pas recrutés directement par la CIA du propre aveu d'un ex-journaliste du Spiegel.

- Le journaliste allemand Claas Relotius du «Spiegel» pris la main dans le «fake» - Libération 20 décembre 2018

C'était il y a trois semaines. Claas Relotius, journaliste vedette de la presse allemande, monte sur la vaste scène du Tipi, à Berlin, pour recevoir le prix allemand du reporter de l'année 2018 devant un parterre de 400 invités. Le quatrième de sa carrière, à seulement 33 ans. Son employeur, le magazine Der Spiegel, pouvait afficher sa fierté.

Depuis, le reporter si brillant a vidé son bureau, démissionné du Spiegel, fermé son compte Twitter. Il a reconnu cette semaine

avoir bidonné quatorze reportages. Sa rédaction craint qu'il n'y en ait beaucoup plus. Libération 20 décembre 2018

Un ou des Etats interfèreraient dans les scrutins de certains pays : C'était une fake news martelée quotidiennement par les médias.

- Selon un rapport de la commission du renseignement du Sénat américain, le volume de la participation des trolls russes au trafic sur les réseaux sociaux aux Etats-Unis était de 0,0004% du flux Facebook journalier. RT 21.12

En France, elle a servi notamment à cautionner les lois «fake news» ou la censure constitutionnelle.

- Lois «fake news» : le «oui, mais» du Conseil constitutionnel - Liberation.fr 20 décembre 2018

Ils précisent notamment que les «allégations ou imputations inexactes ou trompeuses» visées par les textes sont «celles dont il est possible de démontrer la fausseté de manière objective», à l'exclusion des «opinions», des «parodies», des «inexactitudes partielles» ou des «simples exagérations». Quant à la possibilité de faire bloquer la diffusion «artificielle ou automatisée, massive et délibérée» d'une fausse info de nature à parasiter une élection en saisissant un juge des référés, ils jugent qu'une telle mesure ne peut se justifier que si le caractère «inexact ou trompeur» du contenu est «manifeste», de même que le «risque d'altération de la sincérité du scrutin».

Les mêmes réserves s'appliquent aux nouveaux pouvoirs donnés au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui peut désormais suspendre des chaînes de radio ou de télévision «contrôlée[s] par un Etat étranger» ou «sous l'influence de cet Etat» en cas, notamment, de diffusion de fausses informations. Liberation.fr 20 décembre 2018

Il est évident que l'application de celle loi sera appelée à porter sur d'autres sujets que les élections, disons en cas de nécessité. Elle fera en quelque sorte jurisprudence.

Si vous dites ou vous écrivez que la version officielle du 11-septembre est frauduleuse, s'agit-il d'une allégation ou d'une opinion ?

Une allégation n'a pas davantage valeur de vérité qu'une opinion, puisque l'une et l'autre peuvent constituer une interprétation qui reposera sur des faits qui auront été sélectionnés en fonction de l'usage auquel ils étaient destinés. Autrement dit, en fonction du but recherché par ceux qui en sont les auteurs, informer en ciblant de préférence certaines couches ou classes de la société, ou ceux qui sont appelés à statuer sur leur usage, licite ou illicite en l'occurrence ici, toutes les interprétations sont possibles y compris les plus abusives.

Une multitude d'évènements ayant déterminé le cours de l'histoire ont fait l'objet d'interprétations aussi diverses que contradictoires, selon que leurs auteurs avaient adopté l'idéologie de telle ou telle classe ou avaient été influencés par elle, de telle sorte qu'elles étaient incompatibles ou aboutissaient à des conclusions diamétralement opposées et aussi inconciliables que les intérêts des différences classes en présence.

Il n'en demeure pas moins que la seule interprétation qui mérite d'être retenue, est celle qui correspond strictement aux faits et à leur enchaînement tels qu'ils se sont réellement déroulés sans qu'intervienne le facteur subjectif, or c'est pratiquement impossible, ce qui signifie que son auteur ne s'efface jamais totalement. Ses idées ou ses intérêts s'ils les expriment, doivent figurer en exergue de manière à ne pas être confondus avec les faits, de fait le plus souvent ils se trouvent entremêler et on doit faire la distinction entre la description des faits de leur interprétation qui a un caractère idéologique.

L'interprétation qu'un juge des référés ou le CSA retiendra aura forcément un caractère idéologique, et ils statueront non pas objectivement mais en fonction des circonstances ou des besoins du gouvernement, donc cette loi doit être condamnée.

Point de vue d'un internaute

- "*Wilhelm Reich fait le même constat mais sous une forme différente et plus savante. Il arrive à la conclusion que notre société est une fabrique de frustrés et que quelqu'un de frustré est incapable de penser de façon rationnelle. Il ajoute que la seule possibilité de soigner cela est par l'éducation, mais sans arriver à définir une méthode.* "

Osons proposer l'éducation politique qui est absente de l'éducation des masses laborieuses, cruelle lacune qui s'explique par le fait que l'on cherche plutôt à les embrigader qu'à les aider à élever leur niveau de conscience ou à penser librement.

D'où la fabrique du consentement via les médias.

- Ils sont à la recherche de "solutions pour que les Français retrouvent la nécessaire confiance qu'ils doivent placer dans leurs hommes et femmes politiques." (LePoint.fr21 décembre 2018)

Vous retiendrez la "*nécessaire confiance*", et après des charlatans nous expliquent qu'on se fourvoierait en menant également le combat contre la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses par la voix de leurs médias. C'est le discours des capitulards, des traîtres.

DEUXIEME PARTIE.

La lutte de classes est une lutte à mort, plus tôt on en prendre conscience et mieux cela vaut.

Quelle attitude devrons-nous avoir envers la réaction au cours de la révolution et après avoir pris le pouvoir ? Une seule. La plus intransigeante ou violente qui soit quand la situation l'imposera uniquement ou quand l'issue de la révolution en prendra. Dans tous les autres cas, nous veillerons à ce que ses membres bénéficient du même traitement que n'importe quel citoyen, c'est-à-dire qu'ils soient dépouillés de tout privilège.

- Ils ont recouru à la violence, on recourra à la violence pour les neutraliser.

- Ils nous ont réprimé férocement, on les réprimera encore plus férocement histoire de leur faire passer définitivement le goût du pouvoir.

- Ils nous ont terrorisé, on les terrorisera jusqu'à leur anéantissement total.

Il est inutile de préciser "si nécessaire" puisque l'on sait d'avance que ce sera indispensable parce qu'ils ne cèderont jamais le pouvoir autrement que contraints et forcés par la violence.

Nous n'aurons pas la faiblesse de les ménager ou de laisser leurs actes cruels impunis, de leur permettre de prendre la fuite ou de conserver leur capacité de nuisance, nous les pourchasserons, les harcèlerons, nous les jugerons et nous les châtierons impitoyablement pour tous les crimes qu'ils ont commis ou auxquels ils ont été associés.

Toutefois, il nous faut bien admettre que nous n'en aurons pas toujours l'occasion ou que tactiquement nous devrons parfois en épargner certains, il en fut ainsi lors de chaque révolution où des excès de violence et de mansuétude furent commis envers ses ennemis pour la bonne cause. C'était inévitable, rien n'est parfait dans ce bas monde, donc il n'y a rien à regretter, cependant on en tirera de précieux enseignements sur le plan stratégique qui serviront lors de notre révolution.

Sachant déjà tout cela, vous comprendrez pourquoi je n'ai pas fait preuve d'un enthousiasme débordant envers le mouvement du 17 novembre ou dit des "gilets jaunes", je me suis borné à en prendre la défense contre ceux qui l'avaient dénoncé ou avaient refusé de s'y rallier, et qui précisément se trouvaient être ceux qui auraient dû en assumer la direction, mais qui en furent incapables pour avoir failli à leur mandat ou l'avoir trahi depuis belle lurette. Ils ont tous joué la carte du pourrissement de la situation et de la désagrégation de ce mouvement.

Après l'étape de la mobilisation qui demeura ultra minoritaire et principalement rurale, contenue et tenue volontairement isolée du mouvement ouvrier, vint celle des provocations étatiques et policières, de la violence qui devait en être la réponse ou la conséquence, puis vint celle du dénigrement systématique par les médias, de la répression aveugle et violente, pour finalement se terminer par la débandade et la vengeance du régime contre ses meneurs ou organisateurs, et la boucle de l'insurrection avortée était bouclée, l'ordre établi a tenu bon, les oligarques, leurs représentants et leurs agents au sein du mouvement ouvrier peuvent s'en féliciter.

La révolte des gueux a été maîtrisée, mais les germes de l'insurrection demeurent et vont continuer de se développer, jusqu'où nul n'en sait rien à l'heure actuelle, on le saura dans un, deux ou trois ans, mais pas au-delà il n'y aurait plus grand chose à espérer, il en va ainsi dans la nature comme chez les hommes, malheur à ceux qui l'ignoreraient !

Comment je m'étais préparé (en titres).

Le 9 novembre 2018

Guerre à l'opportunisme.

- Quand la gauche et l'extrême gauche n'étaient déjà plus de gauche ou d'extrême gauche...
- Quand la gauche était compatible avec l'extrême droite néolibérale
- Quand la famille s'étend à l'extrême gauche.

- Quand la gauche néo stalinienne se démasque.
- Les masques tombent ou la nature réactionnaire de la franc-maçonnerie.
- En famille. Pourquoi à l'unisson avec la droite et l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche détestent-elles Orwell ?

Guerre à la réaction.

- Les oligarques sont "vichystes" par nature.
- La stratégie de la peur inculquée aux peuples est l'apanage des régimes totalitaires
- La fabrique du consentement passe par les sondages qu'ils fabriquent de toutes pièces.
- Quand le totalitarisme rime avec schizophrénie aggravée.
- Quand le totalitarisme doit vous servir de "boussole morale" et rime avec absence de liberté.
- Quand le totalitarisme rime avec le “renoncement à nos valeurs”.
- Quand le totalitarisme rime avec la sélection naturelle des élites
- Quand le totalitarisme rime avec concentration des richesses et du pouvoir.
- Quand le totalitarisme rime le droit à la santé uniquement pour les nantis.
- Comment ils exploitent le réchauffement climatique à des fins totalitaires.
- Le totalitarisme, ses institutions et ses principaux acteurs.

Le 11 novembre 2018

- Défense du marxisme et du socialisme.

- Longue citation de Lénine, plus une réflexion politique...

Le 13 novembre 2018

- L'orientation politique que je vous propose.

A bas l'oligarchie, à bas Macron, chassons-les du pouvoir !

Extrait.

Minoritaires et illégitimes pour nous imposer leur politique antisociale, liberticide, impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs du secteur privé qui produisent les richesses et ceux qui assurent le fonctionnement des services publics sont en droit d'exiger que l'ensemble de leurs revendications sociales et politiques soient satisfaites sans délai.

L'oligarchie et Macron s'y opposant, quel que soit notre statut ou notre condition individuelle, nos convictions personnelles, les syndicats ou les partis ouvriers dans lesquels nous militons ou dont nous sommes sympathisants, que nous soyons des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes, membres des classes moyennes vouées à la déchéance ou à disparaître, nous devons nous unir et engager le combat pour les chasser du pouvoir et constituer notre propre gouvernement, créer nos propres institutions, adopter une nouvelle Constitution, construire notre propre Etat, une République sociale débarrassée du capitalisme (et de l'ensemble des institutions européennes et internationales à son service), puisque son existence est devenue incompatible avec le bien-être et l'exercice le plus élémentaire de la démocratie, démocratie qui a toujours été un leurre et reste à conquérir. (...)

Si nous ignorons qui sont nos réels ennemis, la véritable nature de leurs intentions, les origines économiques de leur orientation ou de leur stratégie politique, les multiples moyens dont ils disposent pour l'imposer, comment s'articulent l'ensemble de ces facteurs, on ne peut pas comprendre la situation et on ne peut pas les combattre efficacement. Il est donc indispensable que chacun en prenne conscience et le partage avec le plus grand nombre, pour qu'ensemble nous engagions le combat politique pour avancer sur la voie de notre émancipation, les vaincre.

Les éléments les plus conscients ou déterminés de la société quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent, doivent construire le parti politique qui incarne ce combat et ses objectifs, afin de montrer la voie aux masses, les guider jusqu'à l'éradication du capitalisme de la surface de notre planète. Sinon, face à un ennemi puissamment organisé, c'est nous qui seront vaincus pour longtemps et la civilisation humaine sera gravement menacée, puisque toute trace d'humanité aurait disparu de la société totalitaire que nos ennemis nous imposeraient.

Les oligarques ont imaginé toute sorte d'instruments financiers ou politiques, technologiques aussi, pour sauver leurs peaux, leur système économique, pour préserver leurs privilèges exorbitants, leur capacité de nuire à l'humanité toute entière... Nous, si nous disposons de la légitimité qu'incarne notre rejet des inégalités sociales et des injustices, si nous n'avons pas à justifier notre refus de toute forme d'exploitation et d'oppression à travers le monde, en dehors du droit politique qui nous est encore accordé de nous organiser pour les combattre, nous ne disposons d'aucun autre moyen pour leur résister et les vaincre, certainement pas

un bulletin de vote. Dès lors, il ne faut pas craindre de devoir les affronter, en acceptant d'en assumer toutes les conséquences qui seront mille fois moins pire que toutes celles que nous endurerions s'ils parvenaient à instaurer une gouvernance mondiale qui ne pourrait avoir qu'un contenu totalitaire, puisque ce sont de farouches ennemis de la démocratie.

Le 24 novembre 2018

- Cette causerie est consacrée à la journée d'action du 17 novembre et des jours suivants.

Ce n'est qu'une semaine après la première mobilisation nationale dite des "gilets jaunes" que j'ai réagi et proposé une première analyse.

Vous constaterez que je n'ai pas eu besoin de justifier mon attitude, mes positions, les causeries des semaines précédentes prouvent suffisamment que j'étais préparé à ces évènements ou les titres de chaque article de presse ou chaque passage de mes causeries servaient à rappeler comment se disposaient les différents facteurs qui composaient la situation ou les rapports entre les classes, j'avais seulement négligé la situation du prolétariat rural livré à lui-même et dont les manifestations sont rares ou discrètes en dehors des élections, dont on a négligé certains aspects.

Mon orientation politique s'inscrivait parfaitement dans les évènements qui allaient survenir à partir du 17 novembre, les masses mobilisées libérées du carcan étouffant du mouvement ouvrier corrompu que je n'ai eu de cesse de dénoncer et combattre, allaient se retourner contre Macron et l'oligarchie ainsi que les élites à leur service pour finalement poser la question du pouvoir politique, certes maladroitement ou à leur manière, en avançant le RIC et exiger le rétablissement de l'ISF. Et comment allait réagir le mouvement ouvrier ? En dénigrant ce mouvement, en tentant de le récupérer à des fins électorales, en volant au secours de Macron qui convoquera ses dirigeants, bref, ils resteront fidèles jusqu'au bout à eux-mêmes... et au régime.

Qui cela devrait étonner ? Chacun à jouer son rôle, l'ordre établi ne semble plus menacé, c'est l'essentiel pour eux. Ce mouvement ne sera pas parvenu à s'organiser, ses faiblesses lui auront été fatales comme je l'avais prévu, et tous les fossoyeurs de la cause ouvrière vont pouvoir s'en féliciter en choeur en répétant à qui veut bien encore les entendre, c'est-à-dire presque personne, on vous l'avait bien dit, car en plus ils sont fiers d'avoir accompli leur sale besogne au côté de la réaction, qu'ils ont camouflée plus ou moins maladroitement en falsifiant la réalité, ce qui ne surprend plus personne non plus.

Au sein de chaque mouvement révolutionnaire ou insurrectionnel ou même lors de simples mobilisations des masses, se côtoient des tendances contradictoires qui en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont leur propre organisation, leur importance numérique, la qualité de leurs dirigeants, la nature ou le statut des manifestants, les circonstances ou le développement de la situation, etc. vont déterminer son orientation et l'évolution de celle-ci plutôt à gauche ou radicale ou plutôt à droite, petite bourgeoise ou corporatiste.

A chaque époque ou siècle, à chaque révolution vont correspondre des rapports entre les classes et des niveaux de développement économique différents, des représentations idéologiques différentes ou nouvelles (institutions, partis syndicats, religions, etc.), des acteurs différents, un ensemble de facteurs qui vont évoluer dans une société (et un monde) ayant subi de profondes transformations au fil du temps dans un ensemble de domaines déterminant, communication, transport, information, énergie, mode de vie, conditions de travail, sciences et technologies, urbanisme, etc. de telle sorte qu'on ignore où, quand et comment se déclenchera la prochaine révolution, tout ce qu'on sait, c'est que des couches du prolétariat devront y être associées dès le départ pour former le gros de ses bataillons.

La suite dépendra d'un unique facteur, le plus déterminant avec la mobilisation des masses, l'existence ou non d'un parti ouvrier pour les guider, et sans lequel la révolution ne pourra jamais être menée jusqu'au bout et sera infailliblement défaite, car en la matière il n'existe pas de demi-mesure, de voie moyenne, de troisième voie, une seule classe peut détenir le pouvoir politique et économique, la classe des exploiteurs et des oppresseurs ou celle des exploités et des opprimés.

Robespierre fut à la révolution démocratique bourgeoise, ce que fut Lénine à la révolution prolétarienne et socialiste.

J'ai repris l'article qui figurait dans Wikipédia que j'ai amputé des passages qui ne nous intéressaient pas ou qui relayaient la propagande de la réaction monarchique, y compris de nos jours, ce qui n'étonnera plus personne depuis que Jupiter s'est emparé du trône de France.

Robespierre fut qualifié comme Lénine de dictateur, de tyran, alors qu'il n'en fut rien comme on va le voir plus loin. Quand Mélenchon est accusé de vouloir répandre la terreur, il sait que ses détracteurs font référence à Robespierre, mais il ne défendra pas sa mémoire, par crainte d'attiser leur courroux et d'en payer le prix plus tard, il préfère ainsi préserver sa petite personne quitte à perdre toute dignité, ce type est minable et nous dégoûte.

Ce qui nous intéresse ici, c'est le fin stratège politique que fut Robespierre et le déroulement de cette révolution, et contrairement

au pleutre Mélenchon, il demeurera fidèle à la cause qu'il avait adoptée et il y laissera sa tête. Ce n'est donc pas à la révolution démocratique bourgeoise que nous rendons hommage ici, mais au peuple travailleur et à l'un de ses dirigeants les plus éclairés dit aussi "*l'incorruptible défenseur du peuple*".

Robespierre dut affronter les "indulgents" (Danton) et les "enragés" (Hébert), Lénine dut affronter les conciliateurs (mencheviks) et les extrémistes (anarchistes). Pour cette raison ils se mirent à dos les courants droitiers et gauchistes de la révolution qui les traitèrent à l'unisson de la réaction de dictateur ou tyran. En réalité ils ne firent que défendre la révolution contre la réaction. Ils préconisèrent ou adoptèrent des mesures adaptées aux besoins et au développement de la révolution, en tenant compte de l'évolution des rapports entre les classes, mesures ou positions qui évidemment dans certains cas pouvaient s'avérer contradictoires puisque la marche en avant des évènements n'était pas linéaire ou écrite d'avance, mais était faite de flux et de reflux jusqu'à la victoire finale d'un des deux camps engagés dans une lutte à mort pour le pouvoir. Robespierre et Lénine firent preuve d'une détermination totale, incorruptible pour mener à bien la révolution ou atteindre les objectifs politiques qu'elle devait réaliser, c'est ce qui leur vaudra par la suite et jusqu'à nos jours la haine féroce de tous ceux qui étaient attachés à l'Ancien Régime, y compris dans les rangs des partisans de la révolution qui n'avaient pas saisi la dialectique de toute révolution.

Chaque révolution se déroulant dans des conditions particulières, si on peut en tirer des enseignements et s'en inspirer, il serait insensé de vouloir les reproduire à la lettre.

Les révolutions qui ont pour objectif un changement de régime, donc parvenir à inverser les rapports existant entre les classes pour imposer un nouveau mode de production et de répartition des richesses, ne peuvent l'atteindre sans s'emparer au préalable du pouvoir politique, réaliser une révolution politique ou démocratique qui précèdera une révolution sociale ou socialiste qui abolira les anciens rapports sociaux de production qui étaient à l'origine du pouvoir politique acquis par la classe dominante, son pouvoir politique servant juridiquement à légitimer et pérenniser son hégémonie de classe sur les classes exploitées.

Ce qu'on vient de décrire basé uniquement sur les faits et leurs enchaînement, est une règle absolue depuis que les classes et l'Etat existent. C'est rien d'autre que la description du processus dialectique qui a parcouru chaque révolution ou qui s'est déroulé lors du passage d'un mode de production inférieur à un autre plus élevé au cours du développement des forces productives et de la lutte des classes.

Différents courants politiques ou fractions vont se former au sein du mouvement engagé dans une révolution au cours de son développement, de la même manière que dans tout parti politique ou syndicat. Les uns et les autres adopteront des positions qui tendront à le tirer en arrière ou en avant, à le paralyser ou à le faire avancer, à le mettre en péril ou à le sauver, pour compliquer encore les choses, en fonction des positions qu'ils soutiendront ces rapports pourront s'inverser parce finalement ni les uns ni les autres n'auront pas une vision suffisamment claire de l'évolution de la situation, ce qui donnera lieu à toute sorte d'interprétations qui se traduiront par des affrontements entre ces différents courants qui s'accuseront mutuellement de trahison pour peu que la situation politique se dégrade ou que la révolution marque le pas ou subisse de graves revers.

C'est pour cette raison que doit émerger de la révolution un ou des dirigeants qui incarnent le processus dialectique inconscient, de manière à pouvoir assurer la cohésion ou l'unité de l'ensemble des forces révolutionnaires, afin qu'elles combattent dans la même direction pour que la révolution continue d'avancer vers son objectif politique, au lieu d'être entraînée dans des polémiques sans fin qui la paralyseraient et signeraient à terme son arrêt de mort.

On a pu observer que bien que ces dirigeants avaient développé des facultés nettement supérieures aux autres dirigeants et possédaient leur propre courant politique, il arrivait que leurs propositions soient adoptées par la majorité ou reprises par elle, mais très souvent ils étaient mis en minorité, sans pour autant être isolés, car sur le terrain les cadres ou militants de base ainsi que les travailleurs s'en saisissaient ou les appliquaient contre la volonté de la majorité des dirigeants qui s'y étaient opposés, de sorte qu'ils en tiraient une légitimé qui les protégeait de la velléité des autres courants de les écarter de la direction de la révolution, cas de figure qui ne pourrait se réaliser qu'à l'issue d'une sourde conspiration fomentée par ces courants en profitant de circonstances favorables, ce qui arriva à Robespierre, guillotiné, et à Trotsky, assassiné, Lénine étant décédé trop tôt pour connaître cet injuste et cruel destin.

- "*Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.*"

Discours prononcé par Maximilien de Robespierre le 24 avril 1793, l'« *incorruptible défenseur du peuple* ».

Extraits de la page de Wikipédia consacré à Robespierre.

Dans un célèbre discours du 5 février 1794, il en appelle à la terreur pour sauver la Révolution menacée de l'intérieur comme de l'extérieur : « La terreur n'est autre chose que la justice prompte, sévère, inflexible ; elle est donc une émanation de la vertu ; elle est moins un principe particulier qu'une conséquence du principe général de la démocratie, appliqué aux plus pressants besoins de la patrie ».

Pour faire face aux menaces (dans un contexte de guerre extérieure contre les monarchies coalisées et de guerre civile, insurrections fédéralistes, guerre de Vendée) et conserver les acquis de la Révolution, le Comité de salut public (le gouvernement révolutionnaire) cherche d'abord à éliminer les factions, notamment les radicaux d'Hébert, les modérés de Danton et les "Indulgents" de Camille Desmoulins et installe le régime de "La Terreur". Robespierre atteint le sommet de sa puissance en juin 1794, en étant élu président de la Convention nationale grâce au soutien de la Commune de Paris.

Dépeint par les historiographes thermidoriens comme un dictateur, la réalité fut tout autre.

Robespierre tenta de limiter les excès de la Terreur, et fut avant tout un défenseur de la paix, un champion de la démocratie directe et de la justice sociale, un porte-parole des pauvres, et l'un des acteurs de la première abolition de l'esclavage en France.
Ces historiens font remarquer que la chute de Robespierre, le 9 Thermidor, coïncide avec l'arrêt des mesures sociales qu'il avait prises en faveur des pauvres (la loi du maximum général par exemple, qui contrôlait le prix du pain et du grain), et le triomphe du libéralisme économique.

Extraits des positions ou mesures qu'il adopta ou défendit.

- La corporation des savetiers mineurs, la plus pauvre mais la plus nombreuse, lui confia la rédaction de leur cahier de doléances le 25 mars 1789
- Discours contre la loi martiale du 21 octobre 1789
- Un des rares défenseurs du suffrage universel et de l'égalité des droits
- Opposant au décret dit du « marc d'argent » qui instaurait le suffrage censitaire, le 25 janvier 1790
- Défenseur du droit de vote des comédiens et des juifs.
- Le 16 mai 1791, il fit voter le principe de la non-rééligibilité des députés de l'Assemblée constituante dans l'Assemblée suivante.
- Il défendit avec acharnement l'abolition de l'esclavage et le droit de vote des gens de couleur
- Il défendit aussi les Sociétés populaires
- Le 9 mai 1791 il prononce au club des Jacobins un long discours en faveur de la liberté de la presse
- Il dénonça la menace d'une dictature militaire, représentée par Gilbert du Motier de La Fayette, responsable de la répression des suisses de Châteauvieux par François Claude de Bouillé en 1790 et de la fusillade du Champ-de-Mars du 17 juillet 1791.
- Il prononça un ultime discours anti-belliciste avant la déclaration de guerre, le 26 mars 1792.
- Fin mai et courant juin 1792 , la question du régime à instaurer commençait à se poser. Le choix entre une république ou une monarchie...

Les émeutes du 20 juin 1792 qui se terminèrent par l'invasion des Tuileries constituèrent une nouvelle étape décisive de la révolution. Son dénouement allait être salutaire et tragique, Louis XVI et Robespierre allaient être guillotinés à deux ans d'intervalle. Dès lors ses ennemis Girondins, La Fayette et les courants jacobins fidèles à la bourgeoisie aristocratiques et cléricales allaient pavés la voie qui allait le mener à la guillotine.

Devant la menace que faisait peser La Fayette et l'incapacité de l'Assemblée à y faire face, Robespierre proposa aux Jacobins, le 11 juillet 1792, un projet d'Adresse aux Fédérés des 83 départements saluant fraternellement les fédérés et incitant les Parisiens à les accueillir avec amitié.

Il rédigea une pétition le 17 juillet, qui demandait principalement la mise en accusation de La Fayette et de ses complices, le licenciement de l'état-major de l'armée, la destitution et la punition des directoires de départements contre-révolutionnaires coalisés avec la cour contre la liberté.

Quant à la déchéance du roi, il manifesta le souci de trouver une solution légale à la crise constitutionnelle, en laissant aux députés le soin de se prononcer, conformément à la constitution.

- À la suite de son adresse aux fédérés du 11 juillet, le ministre de la justice avait dénoncé Robespierre à l'accusateur public, mesure révélée aux Jacobins lors de la séance du 16 juillet mais demeurée sans effet. À travers ces discours, à leur tour, les Girondins menaçaient ouvertement Robespierre.

Il répliqua, dans un discours aux Jacobins, le 29 juillet, en demandant, non seulement la suspension, mais la déchéance, et, au-delà, l'élection d'une convention nationale, ainsi que le renouvellement des directoires de département, des tribunaux et des fonctionnaires publics, l'épuration des états-majors et la constitution d'un nouveau gouvernement.

Lors de la séance du 30 juillet, après avoir pris connaissance de son discours, Isnard et Brissot s'engagèrent l'un et l'autre à demander à l'Assemblée un décret d'accusation à l'encontre de Robespierre.

Méprisant ces tentatives, Robespierre revint sur son intervention du 29 juillet pour demander, cette fois, la convocation d'« une convention nationale, dont les membres seront élus directement par les assemblées primaires, et ne pourront être choisis parmi ceux de l'assemblée constituante ni de la première législature », ce qui l'excluait des personnes éligibles.

Le 7 août, Jérôme Pétion de Villeneuve vint visiter Robespierre pour lui demander d'user de son influence auprès du directoire insurrectionnel pour différer l'insurrection, afin de laisser le loisir à l'Assemblée d'étudier la question de la déchéance du roi, ce que Robespierre aurait d'abord agréé. Toutefois, lorsqu'il apprit, le lendemain, l'absolution de La Fayette, jugeant que cette décision correspondait à un défi, il y renonça. Le 9 août, dans une lettre à Georges Couthon, alors en cure, il écrivit : « La fermentation est au comble, et tout semble présager la plus grande commotion à Paris. Nous sommes arrivés au dénouement du drame constitutionnel. La Révolution va reprendre un cours plus rapide, si elle ne s'abîme dans le despotisme militaire et dictatorial ».

Son rôle lors de l'insurrection du 10 août est indiscutable pour avoir été un fin stratège politique comme il en existe peu en un siècle, c'est moi qui le précise.

Dans un texte adressé à Pétion, il affirma lui-même avoir « été presque aussi étranger que [lui] aux glorieux événements » de cette journée. Il ne voulut pas s'attribuer cette gloire qui revenait aux peuples en armes, ce que des esprits étroits et mesquins peuvent difficilement concevoir, cette précision est également de moi. Outre les discours prononcés avant l'insurrection et les pétitions de sa main, qui réclamaient la déchéance du roi et l'élection d'une Convention nationale, il en veut pour preuve que, « sous son impulsion, les Fédérés » avaient nommé « un directoire secret où figurait son ami François Anthoine » et que « ce directoire se réunit parfois dans la maison du menuisier Duplay où il logeait, comme Anthoine. » De même, pour le biographe Ernest Hamel, le rôle de Robespierre dans cette journée était indéniable, non seulement dans la préparation des esprits, mais également, supposait-il, durant la nuit qui précéda l'insurrection. Si « Robespierre ne figura pas au cabaret du Soleil-d'Or avec les principaux moteurs d'insurrection qui bientôt allaient entraîner les masses populaires à l'assaut des Tuileries », avec son discours du 29 juillet, « il fit mieux, il mena les idées au combat, et, gardien jaloux des principes décrétés en 1789, il chercha, avant tout, à empêcher la Révolution d'aboutir à la dictature ou à l'anarchie ». Partisan d'un changement constitutionnel, il fut également, dès son discours du 29 juillet, selon lui, un partisan déclaré de l'insurrection puisque, dans son souci de sauver l'État coûte que coûte, il affirmait : « Il n'y a d'inconstitutionnel que ce qui tend à sa ruine ».

Aux yeux de Jean Massin, de même, si Robespierre n'avait pas participé à l'insurrection, pas plus que Marat ou Danton, c'est qu'il n'avait « aucun des dons requis pour diriger sur place une manifestation populaire, moins encore une insurrection » et qu'il en était conscient. Mais « c'est lui qui avait vu le mieux et le plus tôt la nécessité de donner la parole au peuple. C'est lui qui avait vu le plus fortement la nécessité d'unir, dans un même mouvement, fédérés et sectionnaires pour transformer une émeute parisienne en une révolution nationale. C'est lui surtout qui avait clairement défini les buts que devait s'assigner le mouvement pour ne pas être inutile. En tous ces sens, la victoire populaire du Dix-Août était sa victoire : si sa main ne l'avait pas dirigée, son cerveau l'avait rendue possible ».

Le 10 août, dans l'après-midi, il se rendit à l'assemblée de sa section, la section de la place Vendôme, qui le nomma, le lendemain, son représentant à la Commune insurrectionnelle, puis aux Jacobins, où il esquissa, dans un discours, les mesures urgentes à prendre : le peuple ne devait pas se démobiliser, mais exiger la convocation d'une Convention nationale, La Fayette devait être déclaré traître à la patrie, la Commune devait envoyer des commissaires dans tous les départements pour leur expliquer la situation, les sections devaient abolir la distinction entre « citoyens actifs » et « citoyens passifs » et créer des sociétés populaires, afin de faire connaître la volonté du peuple à ses représentants. Pour Gérard Walter, « son souci primordial a été de discipliner le mouvement déclenché, de lui enlever son caractère chaotique et, au moyen d'une tactique ferme et intelligente, d'obtenir que le sacrifice fourni porte des fruits. » Par ailleurs, il note qu'aucune de ses recommandations ne fut négligée par la Commune

L'Assemblée décréta la création d'un tribunal criminel extraordinaire, plus connu sous le nom de « tribunal du 17 août », dont on nomma les juges dans la nuit. Le nom de Robespierre venant en tête de la liste, Robespierre aurait dû en prendre la présidence, mais il la refusa. « Je ne pouvais être le juge de ceux dont j'ai été l'adversaire » devait-il expliquer par la suite.

D'emblée, les Girondins attaquèrent les députés de Paris, et en premier lieu Robespierre, accusés d'aspirer à la dictature, en s'appuyant sur les écrits de Marat.

...les amis de Robespierre leur auraient demandé (au bataillon des Marseillais arrivés à Paris), après l'accomplissement de l'insurrection, d'investir Robespierre d'un pouvoir dictatorial, ce qui semblait s'accorder avec les appels de Marat à l'installation d'un dictateur. Toutefois, s'il revendiqua sa proposition, Marat affirma que Danton et Robespierre l'avaient l'un et l'autre rejetée.

Répondant aux accusations de vouloir « par tous les moyens d'intrigue et d'effroi », enfin, de vouloir « évidemment marché au suprême pouvoir», Robespierre répliqua, le 5 novembre, par un discours qui réduisit au silence ses adversaires en démontrant l'inconsistance des accusations de Louvet et en justifiant les mesures du conseil général de la Commune à partir du 10 août. À travers ce discours, dans lequel Robespierre répondit à Louvet : « Citoyens, vouliez-vous une révolution sans révolution ? ».

Durant le mois de novembre, tandis que les débats sur le procès diminuaient, le peuple était confronté à une pénurie des subsistances, et des troubles éclatèrent dans de nombreux départements. Considérant que les Girondins cherchaient à sauver Louis XVI pour le rétablir sur le trône, il intervint lors de la séance du 30 novembre, afin de remettre en avant la question

du procès. Puis, comme l'Assemblée menaçait de traîner en longueur sur des questions légales, il prononça un nouveau discours, le 3 décembre, dans lequel il expliqua qu'il n'y avait « pas de procès à faire », que la journée du 10 août avait déjà réglé la question et que Louis XVI devait être immédiatement déclaré traître à la nation française, affirmant : « Louis doit mourir, parce qu'il faut que la patrie vive. » La Convention rejeta cet avis, de même que celui de Saint-Just, qui demandait la mise hors-la loi du roi, mais l'acquittement devenait invraisemblable.

L'année 1793 fut consacrée à combattre une conspiration ourdie par le général Dumouriez et les Girondins. Robespierre malade et diminué ne sera plus en mesure d'affronter ses ennemis pendant plusieurs mois.

Le 11 avril, Vergniaud profitant de l'absence de nombreux Montagnards, envoyés en mission en province, retourna l'accusation de conspiration en faveur d'Orléans contre Robespierre, Danton et la Montagne et demanda la mise en accusation de Jean-Paul Marat, pour avoir initié et signé une adresse des Jacobins aux départements accusant la Convention de renfermer la contre-révolution dans son sein – le décret d'accusation fut voté le lendemain sur un rapport du comité de législation.

Après avoir tenté en vain d'obtenir la parole devant la Convention le lendemain, Robespierre prononça un discours, le 28 avril, pour dénoncer les Girondins, mais, interrompu par Charles Barbaroux et trop faible pour faire face, il quitta la tribune en invitant « les républicains » à replonger les brissotins « dans l'abîme de la honte ». Épuisé par ses efforts, il intervint une dernière fois aux Jacobins le 29 pour exhorter la Commune à prendre la direction du mouvement insurrectionnel, se déclarant lui-même incapable, « consumé par une fièvre lente », de « prescrire au peuple les moyens de se sauver ».

Le 14 août, Robespierre déclara aux Jacobins : « Appelé contre mon inclination au Comité de Salut public, j'y ai vu des choses que je n'aurais osé soupçonner. J'y ai vu d'un côté des membres patriotes qui cherchaient en vain le bien de leur pays, et de l'autre, des traîtres qui tramaient au sein même du Comité contre les intérêts du peuple.

Si les mesures d'exception étaient jugées indispensables pour sauver la République gravement menacée à l'intérieur par plusieurs soulèvements (insurrection en Vendée, insurrections fédéralistes, notamment soulèvement de Lyon) et à l'extérieur par la menace militaire (guerre contre les monarchies européennes coalisées), on n'a jamais prouvé la responsabilité de Robespierre dans les dérives et les atrocités de la répression en Vendée, à Lyon, dans le Midi, dans le Nord et à Paris, certains historiens, comme Albert Mathiez ou Jean-Clément Martin jugeant même qu'à ses yeux, la répression ne devait frapper que les vrais coupables, et non les comparses, et se réduire au strict nécessaire. Jean Massin rappelle que le 28 juillet 1790 à l'assemblée constituante il s'était opposé à Mirabeau quand celui-ci réclamait la proscription du duc de Condé. Il ne jugeait pas indispensable de frapper un émigré par définition hostile aux principes.

Selon Mathiez, quand Marc-Antoine Jullien de Paris, envoyé en mission par le comité de salut public dans les départements maritimes, l'alerta sur le comportement de Jean-Baptiste Carrier à Nantes et de Jean-Lambert Tallien à Bordeaux, il demanda leur rappel, de même qu'il réclama celui de Paul Barras et de Louis Fréron, en mission dans le Midi, de Stanislas Rovère et François-Martin Poultier, qui organisaient dans la Vaucluse les bandes noires pour s'emparer des biens nationaux, de Joseph Le Bon, dénoncé pour ses exactions en Artois, et de Joseph Fouché, responsable des mitraillades à Lyon. Selon le témoignage de sa sœur Charlotte, lorsque ce dernier vint le voir à son retour de Lyon, Robespierre lui « demanda compte du sang qu'il avait fait couler et lui reprocha sa conduite avec une telle énergie d'expression que Fouché était pâle et tremblant. Il balbutia quelques excuses et rejeta les mesures prises sur la gravité des circonstances. Robespierre lui répondit que rien ne pouvait justifier les cruautés dont il s'était rendu coupable, que Lyon, il est vrai, avait été en insurrection contre la Convention nationale, mais que ce n'était pas une raison pour faire mitrailler en masse des ennemis désarmés ». Toutefois, les mémoires de Charlotte, publiés par le militant républicain Albert Laponneraye quarante ans après la mort de l'Incorruptible, visent à réhabiliter celui-ci en le campant comme « doux, compatissant et martyr. » On remarque enfin que dans une de ses dernières interventions, le 26 messidor an II-14 juillet 1794, au club des Jacobins, l'Incorruptible attaque Fouché, le fait exclure, en le classant parmi « les hommes dont les mains sont pleines de rapine et de sang »

De nombreux historiens ont cependant fait de Robespierre le principal théoricien de la Terreur. Cette idée reçue repose en partie sur l'idée selon laquelle il serait resté pendant toute une année, président de la Convention, lui qui ne le fut qu'un mois au total : 21 août-5 septembre 1793 et 4-19 juin 1794. Ces dernières années, les nombreuses études consacrées à la Terreur, tant par les historiens anglophones (Tackett) que francophones (Biard[Qui ?], Hervé Leuwers), obligent à revenir sur cette interprétation, la Terreur n'ayant pas été institutionnalisée, mais étant plutôt un ensemble de pratiques à la fois provoquées par des mesures venues d'en haut et des initiatives locales. Dans sa biographie de Robespierre, Hervé Leuwers a ainsi montré qu'en parlant de vertu et de terreur, dans son discours célèbre du 5 février 1794 (17 pluviôse an II), Robespierre tentait de théoriser le gouvernement révolutionnaire (et non la Terreur) en s'appuyant sur la théorie politique de Montesquieu qui distinguait les gouvernements républicains (avec pour principe, la vertu), monarchiques (avec l'honneur) et despotiques (avec la crainte ou la terreur) ; Robespierre n'y parlait donc pas de la « Terreur » des historiens. Dans ce texte, explique Hervé Leuwers, Robespierre veut démontrer que « le gouvernement révolutionnaire repose à la fois sur la vertu, parce qu'il est républicain par essence, et sur la terreur, parce qu'il est despotique par nécessité. C'est un « despotisme de la liberté », totalement distinct du despotisme défini par Montesquieu, car la force est ici utilisée contre les ennemis de la république »

Certains députés comme Laurent Lecointre ont relativisé dès l'an III la responsabilité de Maximilien Robespierre dans la Terreur. De même, sous le Directoire, Reubell a confié à Carnot : « Je n'ai jamais eu qu'un reproche à faire à Robespierre, c'est d'avoir été

trop doux[197]. »

Par la suite, d'autres acteurs ou témoins, comme Napoléon Bonaparte, ont critiqué la thèse thermidorienne selon laquelle Robespierre était l'inspirateur de la Terreur puisque le phénomène avait cessé avec sa mort : « Robespierre, disait Napoléon en présence du général Gaspard Gourgaud et de Mme de Montholon, a été culbuté parce qu'il voulait devenir modérateur et arrêter la Révolution. Jean-Jacques de Cambacérès m'a raconté que, la veille de sa mort, il avait prononcé un magnifique discours qui n'avait jamais été imprimé. Billaud et d'autres terroristes, voyant qu'il faiblissait et qu'il ferait infailliblement tomber leurs têtes, se liguèrent contre lui et excitèrent les honnêtes gens soi-disant, à renverser le « tyran », mais en réalité pour prendre sa place et faire régner la terreur de plus belle[198] ». De même, selon Emmanuel de Las Cases, il le pensait « le vrai bouc émissaire de la révolution, immolé dès qu'il avait voulu entreprendre de l'arrêter dans sa course [...]. Ils (les terroristes) ont tout jeté sur Robespierre ; mais celui-ci leur répondait, avant de périr, qu'il était étranger aux dernières exécutions ; que, depuis six semaines, il n'avait pas paru aux comités. Napoléon confessait qu'à l'armée de Nice, il avait vu de longues lettres de lui à son frère, blâmant les horreurs des commissaires conventionnels qui perdaient, disait-il, la révolution par leur tyrannie et leurs atrocités, etc., Cambacérès, qui doit être une autorité sur cette époque, observait l'Empereur, avait répondu à l'interpellation qu'il lui adressait un jour sur la condamnation de Robespierre, par ces paroles remarquables : « Sire, cela a été un procès jugé, mais non plaidé. » Ajoutant que Robespierre avait plus de suite et de conception qu'on ne pensait ; qu'après avoir renversé les factions effrénées qu'il avait eu à combattre, son intention avait été le retour à l'ordre et à la modération ».

Robespierre est entré dans la légende noire car cette thèse a trouvé une utilité auprès de quelques grands dictateurs des temps modernes qui se sont réclamés, et de Robespierre et de la Terreur comme une nécessité (les « sévérités nécessaires » pour assurer le « salut public »).

Le conventionnel Jacques-Marie Rouzet, englobé dans la proscription des députés emprisonnés comme complices des Girondins, expliqua comment il survécut grâce à Robespierre : « Ce fut lui, écrit-il, qui le 3 octobre 1793, empêcha que les soixante-treize (députés girondins) mis en arrestation fussent aussi accusés, malgré la demande, entre autres par Nicolas Osselin (…) Ce fut Robespierre qui repoussa les sanguinaires aboiements de Jacques-René Hébert dans sa feuille du père Duchêne, et les hurlements, entre autres, de Dufourny à la tribune des Jacobins, tous également impatients de faire de ces (73) prévenus une hécatombe ». Le même député rappela aussi que « Robespierre condamna l'absurde brutalité que déployait Hébert dans la procédure contre Marie-Antoinette. Il s'exaspéra tellement à ce sujet que, dans la violence de ses gestes, il brisa son assiette ».

Parmi les « soixante-treize », d'ailleurs, plusieurs ont écrit à Robespierre pour le remercier de les avoir sauvés, comme les députés Charles-robert Hecquet, Jacques Queinnec, Alexandre-Jean Ruault, Hector de Soubeyran de Saint-Prix, Antoine Delamarre, Claude Blad et Pierre-Charles Vincent le 29 nivôse (18 janvier 1794), ou pour lui demander de proposer une amnistie générale, comme Pierre-Joseph Faure, député de Seine-Inférieure, le 19 prairial (7 juin 1794), veille de la fête de l'Être suprême et Claude-Joseph Girault, député des Côtes-du-Nord, enfermé à la prison de La Force, le 26 prairial 1794.

De la même façon, le 20 messidor (8 juillet 1794), un ancien constituant qui a assisté aux mitraillades de Lyon et a été victime de la répression, écrivit à Robespierre, pour lui exprimer la joie qu'il éprouva en apprenant, par un ami sûr de retour de Paris, qu'il avait blâmé la conduite de Jean-Marie Collot d'Herbois dans cette ville.

Le 30 frimaire an II (3 décembre 1793), Robespierre proposa devant la Convention l'institution d'un comité de justice, qui allait dans le sens du « comité de clémence » réclamé par Camille Desmoulins dans le quatrième numéro du Vieux Cordelier (20 décembre), pour rechercher et élargir les patriotes injustement détenus. Toutefois, cette proposition fut rejetée le 6 nivôse (26 décembre), après un débat confus, devant l'opposition du Comité de sûreté générale, jaloux de ses prérogatives, et de Jacques-Nicolas Billaud-Varenne. Aux Jacobins, lors de la séance du 29 ventôse (19 mars 1794), il s'opposa à la discussion sur les signataires des pétitions royalistes dites des 8 000 et des 20 000. De même, il tenta en vain de sauver Madame Élisabeth de France, s'opposant ainsi à Jacques-René Hébert le 1er frimaire (21 novembre 1793) qui demandait notamment aux Jacobins « qu'on poursuive l'extinction de la race de Capet », et, d'après le témoignage du libraire Maret, rapporté par le royaliste Claude Beaulieu, affirma, après son exécution en mai 1794 : « Je vous garantis, mon cher Maret, que, loin d'être l'auteur de la mort de Madame Élisabeth, j'ai voulu la sauver. C'est ce scélérat de Jean-Marie Collot d'Herbois qui me l'a arrachée. » Il tenta de la même façon de sauver l'ancien constituant Jacques-Guillaume Thouret, que l'on avait compromis dans la soi-disant conspiration des prisons, et, seul, refusa de signer le mandat d'arrestation.

Dans une brochure publiée au début de la Restauration, Ève Demaillot[n 2], un agent du Comité de salut public, nommé en mai 1794 commissaire dans le Loiret, affirma y avoir été envoyé par Robespierre afin d'élargir les suspects arrêtés sur l'ordre de Léonard Bourdon, qui furent presque tous délivrés, et parmi eux « l'abbé Le Duc, fils naturel de Louis XV, prêt à aller à l'échafaud, [qui] dut la vie à Robespierre ».

Enfin, le 9 Thermidor, Jacques-Nicolas Billaud-Varenne reprocha à Robespierre son indulgence, expliquant : « La première fois que je dénonçai Georges Danton au Comité, Robespierre se leva comme un furieux, en disant qu'il voyait mes intentions, que je voulais perdre les meilleurs patriotes ».

Or, pour le publiciste royaliste Claude Beaulieu, « il reste pour constant que les plus grandes violences depuis le commencement de l'année 1794, ont été provoquées par ceux-là mêmes qui ont écrasé Robespierre. Uniquement occupés, dans nos prisons,

à rechercher dans les discours qu'on prononçait, soit aux Jacobins soit à la Convention, quels étaient les hommes qui nous laissaient quelque espoir, nous y voyions que tout ce qu'on disait était désolant, mais que Robespierre paraissait encore le moins outré ».

Fin 1793, la majorité des Conventionnels continua à soutenir le Comité de salut public qui obtint ses premières victoires militaires, mais les luttes pour le pouvoir entre révolutionnaires s'exacerbèrent, dans un contexte de crise économique aggravée par la loi sur le maximum général. Ceux qui voulurent arrêter la Terreur, jugée inutile et dangereuse, autour de Danton et de Desmoulins, reçurent le surnom d'Indulgents. Ceux qui entendirent la radicaliser et l'étendre aux pays voisins, autour des dirigeants du club des Cordeliers, Hébert, rédacteur du Père Duchesne, le journal des sans-culottes, reçurent a posteriori celui d'Hébertistes.

De la fin de novembre 1793 au milieu de janvier 1794, il se forma comme un axe Robespierre-Danton pour combattre la montée des Hébertistes et la déchristianisation qui se déchaîna en novembre.

Robespierre mit fin aux espoirs d'alliance de Danton le 25 décembre, après le retour de Collot de Lyon, et amalgama les deux factions adverses dans un même complot : « Le Gouvernement révolutionnaire doit voguer entre deux écueils, la faiblesse et la témérité, le modérantisme et l'excès ; le modérantisme qui est à la modération ce que l'impuissance est à la chasteté ; et l'excès qui ressemble à l'énergie comme l'hydropisie à la santé. » À égale distance des factions, il condamna ceux qui voudraient voir la révolution rebondir ou rétrograder. Stratégie politique efficace qui lui donna une position de juge moral et d'arbitre et lui permettra de renforcer son contrôle du pouvoir et d'éliminer ses opposants.

Les deux factions se combattirent en vain pendant deux mois. À la fin de l'hiver, la situation économique catastrophique (attroupements devant les boutiques, pillages, violences) précipita le dénouement. Les Hébertistes tentèrent une insurrection qui, mal préparée, non suivie par la Commune, échoua. Le Comité fit arrêter les dirigeants cordeliers dans la nuit du 13 au 14 mars. Tous furent exécutés le 24 mars sans que les sans-culottes ne bougent.

Le lendemain de l'arrestation des Hébertistes, Danton et ses amis reprirent l'offensive. Le numéro 7 du Vieux Cordelier, qui ne parut pas, réclamait le renouvellement du Comité et une paix aussi rapide que possible. Ce numéro, contrairement aux précédents, attaquait frontalement Robespierre, à qui il reprochait son discours prononcé aux jacobins contre les Anglais, le 11 pluviôse an II (30 janvier 1794).

Mais Robespierre disposait contre les chefs des Indulgents d'une arme efficace, le scandale politico-financier de la liquidation de la Compagnie des Indes, dans lequel furent impliqués des amis de Danton. Le 30 mars, le Comité ordonna l'arrestation de Danton, Delacroix, Desmoulins et Pierre Philippeaux. Le procès, ouvert le 2 avril, fut un procès politique, jugé d'avance. Danton et ses amis furent guillotinés le 5 avril. Pour les Hébertistes comme pour les Dantonistes, ce fut Saint-Just qui se chargea du rapport d'accusation devant la Convention, en utilisant et en corrigeant pour les Dantonistes les notes de Robespierre.

Le 6 décembre 1793, Robespierre entraîna la Convention à défendre « toutes violences ou menaces contraires à la liberté des cultes », sans du reste « improuver ce qui a été fait jusqu'à ce jour en vertu des arrêtés des représentants du peuple »

La déchristianisation violente allait non seulement à l'encontre du principe de liberté des cultes mais risquait d'allumer partout de nouvelles Vendée.

Ce n'est donc pas parce que la déchristianisation (ou le culte de la Raison) était un mouvement athée que Robespierre s'opposa à elle, mais parce qu'elle pouvait être perçue comme telle (Robespierre lui-même semble l'avoir perçue ainsi), ce qui, dans une Europe croyante, permettait de traiter les révolutionnaires de « Sans-Dieu » et de dresser contre eux tous les croyants. Sa position était essentiellement politique.

Ceci étant, la déchristianisation n'était pas un mouvement athée. Le culte de la Raison, qui l'accompagnait, n'était rien moins que le culte de l'Être suprême]. Le 30 novembre, lors d'une fête de la Raison, à Paris, dans l'église Saint-Roch, l'orateur déclara : « Ils sont renversés ces autels, où, pendant dix-huit cents années, on insulta l'être suprême, la raison et l'humanité. »

On parle souvent de « culte de l'Être suprême », comme si le décret du 18 floréal instituait une nouvelle religion, voire un culte de la personnalité. En fait, la fête annuelle de l'Être suprême ne se différenciait guère des fêtes de la Raison, ni dans les discours ni dans les décors ni dans le déroulement[n 4], comme en attestent les tableaux d'époque. Mais le terme « Être suprême » ne prêtait plus à confusion, contrairement à « Raison », ce qui explique sa popularité dans tous les milieux.

Le seul point noir de cette fête furent les invectives de quelques députés, le dantoniste Laurent Lecointre en tête, contre Robespierre qui marchait devant eux en tant que Président de la Convention. Ils le traitèrent notamment de « Pontife ». Ces paroles insignifiantes, noyées dans la foule, mais que Robespierre semble avoir entendues, traversèrent l'histoire et arrivèrent jusqu'aux oreilles de Jules Michelet qui, viscéralement hostile à Robespierre, ne vit plus en lui que le Pontife de l'Être suprême, ne trouvant pas de meilleur moyen pour le discréditer.

C'est oublier un peu vite que la croyance en un Être suprême n'était pas une exclusivité de Robespierre, que la fête de l'Être suprême ne fut pas son invention, et que ni cette croyance ni ces fêtes ne disparurent avec lui.

Deux attentats sont réputés avoir été perpétrés contre Robespierre les 22 et 23 mai 1794.

Au printemps, Robespierre fut la cible de collègues de la Convention, anciens dantonistes comme Bourdon de l'Oise ou envoyés en mission rappelés à Paris comme Fouché et Barras, animés par la crainte ou un esprit de revanche, mais aussi du Comité de sûreté générale, qui lui reprochait la création du Bureau de police générale – habilité à prononcer des relaxes et destiné à diminuer l'influence de ce Comité – et la fête de l'Être suprême. Enfin, des conflits opposèrent les membres du Comité de salut public.

Le 27 prairial (15 juin), Vadier présenta à la convention un rapport sur une prétendue « nouvelle conspiration » – l'affaire Catherine Théot –, montée de toutes pièces par le Comité de sûreté générale, et obtint le renvoi de la prophétesse et de dom Gerle devant le Tribunal révolutionnaire. À travers cette « conspiration imaginaire », il visait Robespierre et le « culte de l'Être suprême ». Robespierre obtint de ses collègues du Comité de salut public, le 29 prairial (17 juin), qu'un nouveau rapport serait présenté à la Convention et qu'il en serait chargé. Le 9 messidor (27 juin), il réclama la révocation de Fouquier-Tinville, trop lié à ses yeux au Comité de sûreté générale. Le lendemain, lors de la séance du Comité, cette demande fut refusée. Gérard Walter suppose également que Robespierre put donner lecture de son projet de rapport. Toujours est-il que la conversation dégénéra, des critiques lui furent adressées, peut-être sur son rapport, et il fut traité de « dictateur ».

À partir de ce jour, Robespierre cessa d'assister aux réunions du Comité, jusqu'au 5 thermidor (23 juillet). En revanche, il continua de prendre part aux séances de la Convention et surtout des jacobins, où il avait de vrais amis et de solides soutiens.

Le 9 Thermidor an II (27 juillet 1794), Robespierre fut empêché de s'exprimer à la Convention et invectivé de toutes parts quand un des représentants « à mauvaise conscience », Louis Louchet, qui était proche de Fouché, demanda le décret d'accusation contre lui. La proposition fut votée à main levée et Robespierre arrêté.

Toutefois, aucune prison n'accepta d'enfermer les prisonniers, qui se retrouvèrent libres à l'Hôtel de Ville de Paris. La Commune de Paris avait fait sonner le tocsin et s'apprêtait à l'insurrection, mais Robespierre tergiversa à donner l'ordre du soulèvement. Affolés, les députés votèrent sa mise hors-la-loi, ce qui équivalait à une mort sans procès. La nuit avançant et l'ordre d'insurrection ne venant pas, les rangs de la Commune finirent par se clairsemer et, vers deux heures du matin, une troupe dirigée par Paul Barras fit irruption dans l'Hôtel de Ville sans rencontrer beaucoup de résistance.

Le lendemain après-midi, les prisonniers furent conduits au Tribunal révolutionnaire, où Fouquier-Tinville fit constater l'identité des accusés, qui, mis hors la loi, ne bénéficiaient pas de défense.

Ainsi, Robespierre fut condamné sans procès et guillotiné l'après-midi même du 10 thermidor. (Wiké́pédia.org)

Voilà de quoi alimenter notre réflexion.

On vous parle des soulèvements révolutionnaires qui ont eu lieu en 1905 et 1917 en Russie, et en 1936 et 1968 en France, mais ce qu'on oublie de vous dire c'est qu'un facteur décisif ou plutôt deux les distinguent pour ne pas dire les opposent.

En 1905 en Russie, la révolution est partie de la classe ouvrière et des syndicats et elle a été soutenue par le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), et elle est parvenue à se structurer en créant des comités (soviets) dans lesquels le mouvement ouvrier organisé fut intégré, et en 1917 le même scénario s'est reproduit à ceci près que le prolétariat russe disposait d'un véritable parti ouvrier ou parti communiste, le parti bolchevik dont Lénine était un des dirigeants, dont le programme intégrait les enseignements de la Commune de 1871 ainsi que ceux que Marx et Engels avaient légué au mouvement ouvrier international, et sans ce parti la révolution n'aurait jamais été menée jusqu'au bout et le pouvoir aurait échu à la bourgeoisie.

Que ce soit en 1905 ou en 1917, aux revendications sociales étaient associées des revendications politiques dont à bas l'autocratie, le mouvement ouvrier était révolutionnaire, il avait pour objectif le renversement du régime en place (tsarisme, de type impérial et féodal).

Tandis qu'en France en 1936 et en 1968 le mouvement ouvrier français était pourri par la social-démocratie dégénérée et le stalinisme, et il n'existait pas de parti ouvrer révolutionnaire ou communiste, hormis quelques organisations dites trotskystes, en 1936 trop faibles pour pouvoir influer sur le cours de la lutte de classe, en 1968, 28 ans après l'assassinat de Trotsky sur ordre de Staline, elles n'étaient plus que l'ombre ou la caricature grossière du parti bolchevik et étaient tout aussi faibles que 32 ans plus tôt. En 1936 et en 1968 le sort du mouvement révolutionnaire du prolétariat fut scellé ou condamné à la défaite dès le premier jour parce qu'il devait demeurer sous le contrôle des staliniens et des social-démocrates, donc en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Aucune révolution quelle qu'en soit la nature ne peut vaincre si son objectif politique ne consiste pas à porter au pouvoir la classe qui y participe et qui la dirige, car c'est le seul moyen d'unir l'ensemble de cette classe, et quand il s'agit d'une révolution de libération nationale ou pour mettre fin à un régime de type féodal ou monarchique d'entraîner le prolétariat au combat.

Dans le cas d'une révolution prolétarienne, si le prolétariat ne parvient pas à créer ses propres structures d'organisation dans lesquels seront intégrés les syndicats et les partis ouvriers qui partagent les objectifs politiques de son combat, et à se doter d'un parti ouvrier révolutionnaire qui combat ouvertement pour en prendre la direction, elle est vouée à l'échec irrémédiablement. Pourquoi ? Parce que dans ces conditions elle ne parviendra jamais à l'étape suivante, la révolution socialiste, dont la fonction est de s'attaquer aux fondements économiques du capitalisme pour répondre aux besoins des masses ; il est facile de comprendre que si les masses s'aperçoivent que le gouvernement révolutionnaire en place ne satisfait pas leurs revendications sociales ou poursuit la politique de son prédécesseur, elles cesseront de se mobiliser, elles déserteront la révolution, elles ne la soutiendront plus et la réaction la renversera ou reprendra le pouvoir. C'est aussi simple que cela, et si vous n'en êtes pas convaincu, observez le sort qui a été réservé à tous ces gouvernements dits de gauche d'Amérique latine ou ailleurs, après vous aurez peut-être compris qu'il n'existe pas d'autre voie pour atteindre nos objectifs.

Qu'on ne nous accuse pas d'être dogmatique ou doctrinaire, au contraire, on se contente uniquement d'observer comment la dialectique opère au sein de la lutte des classes, comment les évènements se produisent et s'enchaînent dans la réalité, comment évoluent les rapports entre les classes, et on en tire des enseignements théoriques et pratiques, rien de plus.

En décembre 2018, les rapports qui existent entre le prolétariat et le mouvement ouvrier ne sont plus les mêmes qu'en 1936 ou 1968, ils sont également différents de ceux qui existaient en Russie en 1905 et en 1917, on ne peut donc pas les interpréter de la même manière sous peine de verser dans le dogmatisme, et de se méprendre sur la nature du mouvement qui a surgi le 17 novembre en France, à propos duquel j'ai lu et entendu tout et son contraire.

Ceux qui déforment systématiquement la réalité, qui refusent l'existence de ces rapports tels qu'ils sont aujourd'hui, se sont compromis jusqu'au cou en soutenant parfois depuis plus d'un demi-siècle les appareils pourris des syndicats et des ex-partis ouvrier PS et PCF, n'ont pas d'autre alternative que recourir au déni permanent et à s'enfoncer toujours plus dans l'opportunisme qu'ils masqueront par leur dogmatisme en manipulant des citations de Marx, Engels, Lénine, à cette occasion ils ne sont même pas gauchistes, mais droitiers et soutiennent Macron, le régime.

Non, ce n'est la disparition de l'URSS, la crise économique, ni même l'embourgeoisement du prolétariat qui permettent d'expliquer pourquoi ces rapports existent, pourquoi les masses ont tourné le dos au mouvement ouvrier, c'est parce qu'il est corrompu, pourri jusqu'à l'os après avoir été soumis au traitement que lui a infligé la social-démocratie et le stalinisme. Dit autrement, si les trois facteurs que j'ai cités précédemment sont la cause de ces rapports, c'est uniquement parce que le mouvement ouvrier était pourri à l'origine, dès la fin (et même avant) de la Seconde Guerre mondiale, car rien ne permet d'affirmer que ces trois facteurs devaient forcément entraîner une droitisation du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, c'est seulement parce que ses dirigeants étaient des agents du capital qu'il devait ensuite emprunter cette orientation, ce sont eux qui ont été les fossoyeurs des syndicats, du socialisme, de la lutte de classe et nos ces facteurs.

D'ailleurs les masses ne s'y sont pas trompés en 2017, elles ont rejeté Macron et les représentants du mouvement ouvrier, et le mouvement qui a surgit le 17 novembre s'inscrit dans le même processus. Entre ceux qui ont appelé à voter Macron, ceux qui ont refusé d'appeler au boycott au second tour de la présidentielle sous prétexte qu'ils étaient apolitiques, les masses ont raison de les traiter de collabos, de vendus au régime, d'être complices de Macron.

Ceux qui s'en indignent, sont justement ceux qui pratiquent ce déni permanent dont il était question plus haut. En réalité, ils se dressent ainsi contre les masses, entre les masses et les appareils des syndicats pour les protéger, en fait ils protègent Macron puisque les appareils sont à son service.

En fait, la situation actuelle rappelle davantage celle de 1789, 1830 et 1848 lorsque la classe ouvrière disposait d'aucun parti ouvrier, pas même en 1871 lors de la Commune, ce qui signifie qu'au niveau politique les masses sont revenues à une situation antérieure à celle qui a vu naître le mouvement ouvrier organisé, donc entre la fin du XVIIIe et du XIXe siècle.

Souvenez-vous, je n'ai pas attendu le 17 novembre 2018 pour affirmer qu'il fallait refonder le mouvement ouvrier, les évènements actuels l'illustrent bien si nécessaire. Mais cela ne suffira pas, il faut comprendre pourquoi et comment nous en sommes arrivés là. Nos dirigeants s'y refuseront toujours, on comprend pourquoi puisqu'ils en portent la terrible responsabilité, ce qu'on comprend moins en revanche, c'est pourquoi les militants s'y refusent également, alors qu'ils ne servent qu'à cautionner des syndicats et des partis faillis ou corrompus, irrécupérables. Ils croient être utiles à la classe ouvrière parce qu'ils combattent sincèrement à leur côté, ce dont on n'a jamais douté, mais ils se trompent lourdement, en quelque sorte ils jouent le même rôle que les ONG, ils ne font qu'accompagner la dégénérescence de la société tandis que la classe dominante renforce son pouvoir pour mieux asservir les masses, ils soulagent momentanément les souffrances des uns, tandis que l'immense majorité croule sous le désespoir, et le pire, c'est encore qu'ils s'en détournent, ce qui leur vaut d'être mal traités injustement par ceux qui se sont mobilisés depuis le 17 novembre, ce qu'ils ne comprennent pas évidemment et les conduit à se reconnaître dans le discours de leurs dirigeants, bref, ils adoptent le comportement qui justifie le mauvais traitement dont ils font l'objet, autrement dit ils ont tout faux, c'est triste à dire.

TROISIEME PARTIE

Non, la lutte de classe ne s'improvise pas.

Sans conscience de classe : Pas de salut !

Sans parti de classe : Pas de changement de régime !

Comment se décline de nos jours l'opportunisme, quelques exemples.

On nous dit qu'il faut "bloquer les contre-réformes", qui serait contre parmi nous, parmi les travailleurs ? Personne, hormis ceux qui sont mal informés.

On nous dit qu'il faut réaliser l'"unité ouvrière", qui est contre ? Personne, tout reste à savoir de quoi on parle, s'il s'agit de l'unité des militants politiques ou syndicaux qui se battent quotidiennement au côté des travailleurs avec la classe ouvrière ou s'il s'agit de l'unité des appareils de leurs partis politiques et de leurs syndicats traites ou vendus. On nous dira qu'il ne faut pas les opposer, car l'unité des appareils est indispensable pour que l'unité de la classe se réalise ou parce que les militants conservent des illusions dans leurs appareils. Or, en réalité c'est exactement l'inverse qui se produit. C'est quand les masses et les militants manifestent leur unité sur une revendication que les appareils s'en emparent pour briser cette unité en proposant des mesures ou des moyens d'action qui ont pour fonction de les diviser, affaiblir et les démoraliser dans le but qu'ils se démobilisent.

On nous dit aussi que le but de la mobilisation du mouvement ouvrier serait de "faire reculer" Macron et son gouvernement ou encore, qu'il faut "bousculer le gouvernement et gagner de nouveaux droits", alors qu'on a assisté exactement au contraire pendant quatre décennies. Peut importe, les uns et les autres continueront de tenir le même discours comme si de rien n'était, ce qui a de quoi détourner les travailleurs du mouvement ouvrier ou les pousser au désespoir ou à endosser un gilet jaune sans lendemain.

Sinon ils répètent à l'envie qu'il faut généraliser les luttes, les unifier, avancer vers la grève générale, etc. mais ils refusent d'observer que les travailleurs ne les écoutent pas ou plus. Partant de là, ils refuseront d'en chercher la signification politique et nous serons condamnés à subir le rouleau compresseur du néolibéralisme ou de la gouvernance mondiale que l'oligarchie veut nous imposer sans pouvoir nous y opposer sérieusement.

Quelques éléments d'actualité qui confirme mon analyse.

Voilà ce qu'entendent ou lisent les travailleurs depuis des décennies et que les dirigeants, cadres, militants du mouvement s'acharnent à ignorer.

L'aveu fatal.

- La remise en cause des corps intermédiaires, systématiquement contournés depuis le début du quinquennat, est un handicap majeur, alors qu'ils seraient si cruciaux pour canaliser un conflit social de ce type. (Le Monde, 4/12)

Effectivement, ce sont devenus des piliers du régime, sans même formellement être intégrés à l'Etat, pourquoi faire puisqu'ils peuvent ainsi obtenir les mêmes résultats et davantage encore.

Comment Génération·s vend les voix de ses électeurs en échange d'«***une petite commission***».

- Génération·s. Pour ses pépètes, Juanico préfère la caisse du PCF à celle du PS - Liberation.fr 21 décembre 2018

Pour fonctionner, un parti peut compter sur les adhésions, les dons et les dotations publiques. Mais, pour bénéficier des 40 000 euros annuels pour chaque député rattaché, il faut avoir présenté des candidats aux dernières législatives, en 2017. Ce qui n'était pas le cas de Génération·s, fondé en 2018. Régis Juanico, son seul député, a alors choisi de flécher ses pépètes vers… le PCF, comme on peut le voir dans le JO de jeudi. «Nous avons un accord technique», explique l'ex-socialiste. La somme reviendra donc bien à Génération·s, au nom d'un deal avec la place du Colonel Fabien, moyennant «une petite commission». Mais pourquoi ne s'est-il pas rattaché au PS dont il est trésorier du groupe à l'Assemblée ? «On discute plus avec le PCF.» Liberation.fr 21 décembre 2018

Quand "***l'illusion démocratique***" servait à masquer la servilité des élites dites de gauche.

Un internaute - "Daniel Schneiderman qui se croit obligé dès le lendemain de publier un article pour s'excuser de sa présence sur RT et annoncer qu'il n'y retournera plus. Faut-il que la pression de la caste gouvernementale et médiatique soit puissante pour en arriver là et que les esprits libres se comptent sur les doigts. Il est dorénavant permis de débattre dans les limites du "cercle de la raison" cher à Minc mais pas plus. Schneiderman a eu peur de se faire taper sur les doigts. Quelle déception mais en fait déception à demi tant ses émissions sont souvent calibrées pour plaire à la pensée unique. De la fausse impertinence, ils auraient dû le garder à la télévision pour faire figure de caution. Shneidermann n'a que peu d'importance, c'est le fait qui est révélateur du monde de l'illusion démocratique dans lequel nous vivons. La serviture volontaire a de beaux jours devant elle."

LREM et droite et de gauche : "***Des anciens transfuges du PS ou des Républicains***".

- publicsenat.fr 21 décembre 2018 - Vanik Berberian, maire de Gargilesse-Dampierre dans l'Indre (2.000 habitants)

Je vais vous prendre l'exemple de l'eau et l'assainissement, qui a été un combat pour les maires ces derniers mois, pour laisser les élus décider de transférer ou non la compétence.

Quand vous avez le Sénat dans sa diversité géographique et politique qui dit il faut laisser le libre choix aux élus. Quand vous avez toutes les associations de maires qui étaient pour laisser le libre choix aux communes. Et finalement le transfert a été rendu obligatoire. Pourquoi ? Parce que la majorité LREM aujourd'hui, fait comme on lui dit de faire.

Dans la composition des REM à l'Assemblée, vous avez des anciens transfuges du PS ou des Républicains, et puis vous avez une population d'élus, novices, qui ont pensé pouvoir s'émanciper. Sauf que, ils sont certainement très compétents dans leur domaine, mais ils ne connaissent pas le reste et dans ces cas-là, ils font comme leur parti leur dit de faire. Et leur mouvement, leur dit de faire ce que l'administration lui a dit de faire.

Voilà le processus. Pour nous c'est un marqueur parce que ça détermine un mode de gouvernance. publicsenat.fr 21 décembre 2018

Un rappel par un internaute.

- "*Richard Ferrand a été membre du parti socialiste de 1980 à 2017…. c'est dire si il a les qualités pour être droit et honnête !*

Ensuite, sentant le vent tourner, pendant le naufrage Flamby, il se rallie à Macron.

Il est finalement élu président de l'Assemblée nationale le 12 septembre 2018…..comme quoi il a fait ses preuves, et a été récompensé par la caste politique !"

On pourrait remonter ainsi jusqu'au début du XXe siècle...

Leur maître les siffle et ils accourent.

Tendance Claire du NPA - "Nous avons donc noté que les directions syndicales se sont empressées de se rendre à l'Élysée lorsque Macron les a convoquées après les avoir méprisées. "

" il faut noter que la posture de Martinez d'appeler après près d'un mois de soulèvement à ce que « tout le monde se mette en grève » sans prendre les moyens d'organiser cette grève sonne bien creux. Martinez va sûrement payer cher des années de luttes défensives perdantes, de journées d'actions sans perspectives ou encore de compromissions et de négociations avec les gouvernements. Plus que jamais, à l'heure où de nombreuses Unions Départementales, Unions Locales voir fédérations appellent à la grève générale et à l'action commune avec les Gilets Jaunes, il faut continuer à faire pression, par la base, et en interpellant les différentes structures, sur ces bureaucrates qui sacrifient nos luttes et se contentent de négocier un moindre recul social.

Les discussions sont nombreuses dans la CGT, de la base aux directions de syndicats, de fédérations ou d'UD et d'UL. De plus en plus, un gouffre se creuse entre la position de la confédération et de Martinez, et celle des syndiqué·e·s qui elles et eux non plus n'en peuvent plus et aspirent à un grand chamboulement. Pour beaucoup, la confédération a loupé le train, n'a pas su réagir, et est restée aveugle à ce qui se passait. Malgré certaines réticences, le mouvement des Gilets Jaunes est désormais vu avec bienveillance par beaucoup de syndiqué·e·s, et il vraiment urgent que les structures syndicales permettent d'étendre ce mouvement sur les lieux de travail. Mais pour cela, on a besoin de signaux forts, ce que les confédérations ne semblent pas disposées à faire.

Il en est de même dans l'éducation nationale où malgré des postures combatives, la FSU n'organise nullement la riposte face à Macron, alors que ce secteur est particulièrement visé par le pouvoir. Tendance Claire du NPA

Tous leurs mots d'ordre sont compatibles Macron ou font partie de son discours.

Tendance Claire du NPA - ....appel collectif à rejoindre et soutenir la manifestation des gilets jaunes du samedi 15 décembre signé par : Attac – Solidaires – Fondation Copernic – DAL – CNDF – GDS – Ensemble – Génération-s – Espace des Luttes LFI – PG – CAC -Mouvement ECOLO – DIEM25 – NPA – LFAM

Elles appellent à manifester samedi 15 décembre, pour la justice sociale et fiscale, pour une démocratie réelle, pour l'égalité des droits, pour une véritable transition écologique et la solidarité internationale. Tendance Claire du NPA

Les travailleurs ont de bonnes raisons de douter fortement de leurs réelles intentions...

Promotion de l'extrême droite... de gauche.

- La gauche étale ses fractures sur la Place publique - Liberation.fr

Place publique est le parti co-fondé par Raphaël Glucksmann, admirateur et propagandiste hystérique du coup d'Etat de l'Otan et des néonazis de Kiev ou de la place Maïdan en Ukraine, devant lequel viennent se prosterner les dirigeants dits de la gauche, sans oser jusqu'à présent s'associer à son entreprise machiavélique.

Quand l'élite pense, cela donne quoi ? : "***Cela reste un mystère***".

- "L'ADN national empêche de réformer sans violence" - L'Express.fr 20 décembre 2018

Historien et académicien, ce biographe de figures de la Ve République, Eric Roussel, revient sur le lien des chefs de l'Etat avec le pays.

Des crises surviennent tous les quarante à cinquante ans (...) Les autres pays connaissent de pareils soubresauts, mais il n'y a qu'en France où cela prend cette tournure violente. Cela reste un mystère. L'Express.fr 20 décembre 2018

Et les travailleurs devraient avoir un complexe d'infériorité ou ne seraient pas légitimes pour détenir le pouvoir politique ? Quand la crème des intellectuels étale sa crasse ignorance, on est en droit de penser, parce que voyez-vous un travailleur cela pense aussi, que les travailleurs ne feraient pas pire que ceux qui les gouvernent. Chassons-les du pouvoir, prenons le pouvoir et la société ne s'en portera que mieux !

QUATRIEME PARTIE

En macronnerie.

Plus rien ne sera comme avant.

- La cacophonie du nouveau monde - Liberation.fr 19 décembre

Mardi, le gouvernement annonçait remballer une série de mesures promises en novembre, avant d'annuler l'annulation deux heures plus tard. Un rétropédalage de plus dans une macronie déboussolée, après l'enchaînement de cafouillages qui a rythmé la crise des gilets jaunes.

Christian Jacob, le chef de file des députés LR, mercredi matin sur RFI : «Il y a un vent de panique à tous les étages : à l'Elysée, à Matignon, à l'Assemblée nationale, tout le monde bouge au gré du vent. Il n'y a plus de ligne qui soit tenue, plus de cap. On a un président de la République qui ne tient plus rien, aujourd'hui». Liberation.fr 19 décembre

Ils ont goûté au pouvoir

- Revirement de Matignon : les députés LREM explorent le sentier de la rébellion - Liberation.fr 19 décembre

Le premier conflit d'envergure de la mandature, mardi, pourrait augurer d'un changement dans la relation entre l'exécutif et sa majorité.

Et Matignon recula fissa, enseveli sous les dizaines de SMS et d'appels courroucés… Mardi après-midi, alors qu'ils s'apprêtaient à engloutir d'une traite la fin du projet de loi de finances (PLF) pour 2019, les députés de la majorité se sont étranglés en découvrant l'annulation d'une partie des mesures annoncées mi-novembre par Edouard Philippe. Extension du chèque énergie, relèvement du barème kilométrique, doublement de la prime à la conversion : au début de la contestation des gilets jaunes, le Premier ministre avait dégainé cet arsenal social pour accompagner son augmentation de la fiscalité verte. Ayant depuis dû renoncer à la hausse des taxes sur le carburant, le gouvernement projetait de passer à la trappe ces dispositifs. Sans doute ne s'attendait-il pas à une telle rebuffade du groupe majoritaire.

Mais les députés LREM, qui avaient fait le service après-vente de ces aides dans leurs circonscriptions quitte à se faire secouer par les gilets jaunes, ont décroché en nombre leur téléphone pour s'opposer à cette marche arrière. Dans les couloirs de l'Assemblée, «il y a eu une heure et demie de flottement où l'o n s'est mobilisé pour dénoncer ce délire», raconte un macroniste qui décrit les entrées et sorties dans les salons attenants à l'hémicycle de la vice-présidente du groupe, Amélie de Montchalin, pendue à son portable. D'autres sont montés au créneau, comme Matthieu Orphelin, Laurent Saint-Martin, Roland Lescure ou Jean-Baptiste Djebbari.«On a appelé la conseillère parlementaire de Matignon. On a prévenu : "Ça ne passera pas", "on ne le votera pas", "on ne tiendra pas le groupe"», résume Jean-Baptiste Moreau.

Pour les députés, ce renoncement envisagé pour colmater une petite partie de la brèche budgétaire allait coûter politiquement bien plus cher. Laurent Saint-Martin, vice-président de la commission des finances, résume : «On n'est pas à 130 millions d'euros près sur un sujet de 10 milliards», soit la facture totale des mesures prises par l'exécutif pour répondre à la crise. «Ce n'est pas parce qu'on vient de donner un bras qu'il faut quand même retirer un doigt, complète Roland Lescure, président de la commission des affaires économiques. Pour un techno, +1-1=0. Mais pour un politique, +1-1, cela fait -2 !» Au-delà du mauvais signal qu'aurait envoyé l'abandon d'aides censées encourager la transition écologique, un marcheur pointe le risque de «dire tout et son contraire dans un contexte de contestation de la parole publique». «Alors qu'on tente de rétablir la confiance, revenir sur ces mesures était inconcevable. C'est une question de crédibilité», abonde Lauriane Rossi. Sur la forme, les députés LREM ont par ailleurs peu apprécié d'apprendre la volte-face gouvernementale via une dépêche AFP : «Ce n'est pas comme si on n'avait pas reçu le Premier ministre le matin même en réunion de groupe, s'agace l'un d'eux. Il nous a fait la lecture de son interview de lundi dans les Echos. Sans nous dire un mot de ce que le gouvernement s'apprêtait à faire.» «Autogestion»

Face au tollé, Matignon a finalement maintenu les mesures. Soit l'annulation de l'annulation. «On a dû être assez convaincants», sourit un marcheur. Nombre d'entre eux aimeraient y voir le signe d'une meilleure prise en compte d'un groupe qui aspire à être davantage écouté. Y aura-t-il un avant et un après gilets jaunes ?«Nous sommes passés d'un rapport de courtoisie à un vrai rapport politique entre le gouvernement et une majorité qui s'assume et veut développer sa réelle utilité collective», affirme Hugues Renson. «Quand les députés se bougent, maintenant on les prend au téléphone !» veut croire un de ses collègues.

Certains reconnaissent aussi que pour peser sur les arbitrages, les parlementaires doivent encore se muscler. «On a eu du mal à structurer les remontées du terrain. Ce n'est pas en envoyant 300 notes aux conseillers de l'Elysée qu'on a un impact», admet un député qui espère que l'organisation mise en place il y a quelques semaines par le patron du groupe, Gilles Le Gendre, mette les 300 élus en ordre de marche. Un autre lance un avertissement plus ferme : «Le groupe se cabre, ce sera de plus en plus le cas. Il est en autogestion et son chef de file n'en prend pas le lead.» Liberation.fr 19 décembre

Première fissure.

- Le député Sébastien Nadot exclu du groupe LREM après son vote contre le budget 2019 - Franceinfo

Son éviction a été décidée "à l'unanimité" par les membres du bureau, a indiqué à la presse le président du groupe LREM, Gilles Le Gendre. Franceinfo

D'autres en rajoutent une couche.

- Cette députée LREM veut que «tout le monde paie des impôts, dès le premier euro» - LeParisien.fr

C'est la jeune pousse de l'Assemblée nationale. Mais ne vous fiez pas à son air juvénile… Du haut de ses 27 ans, Bénédicte Peyrol est une pointure de la prestigieuse commission des Finances....

Ils ne se sont pas mobilisés, donc aucune raison de les augmenter. Un pour tous, non, pas vraiment tous pour un !

- Fonctionnaires : le gouvernement confirme qu'il n'y aura pas d'augmentation du point d'indice - Franceinfo

Vos dirigeants syndicaux ne vous l'ont pas dit: Ils vous sacrifieront aussi !

Macron. L'infamie est à la gloire, ce que l'imposture est la dignité : Indélébile !

- «Il ne sort plus sans se maquiller tellement il est marqué. Il se maquille même les mains», a même déclaré un député de La République en marche cité par Le Monde. RT 23.12

Etat policier et militarisation du pouvoir.

- Colère des policiers: les salaires revalorisés - L'Express.fr

Le ministère de l'Intérieur va revaloriser les salaires des policiers, entre 120 et 150 euros nets par mois selon le grade.

A l'issue d'une journée de protestation des forces de l'ordre, le ministère de l'Intérieur a accepté mercredi soir de revaloriser les salaires des policiers qui réclamaient plus de moyens après leur mobilisation en masse face aux "gilets jaunes".

Depuis le début de la semaine, le gouvernement cherche à désamorcer la fronde qui monte dans la police et avait promis de s'attaquer au "chantier" du paiement des millions d'heures supplémentaires en souffrance et de verser une prime exceptionnelle de 300 euros.

Sous pression mercredi après des fermetures "symboliques" de commissariat dans plusieurs villes, l'Intérieur est finalement allé plus loin en concluant un accord de revalorisation salariale à l'issue de négociations tendues avec les trois principaux syndicats de la profession. L'Express.fr

Au passage, vous voyez qu'ils ne sont pas aussi puissants que cela, malgré tous les moyens financiers, matériels, répressifs, etc. dont ils disposent, que tout l'édifice de l'Etat peut s'écrouler comme un château de cartes, c'est la leçon qu'il faut retenir et insuffler aux masses : on peut abattre le régime, les vaincre pour peu qu'on soit organisé et qu'on ait une parti ouvrier pour nous guider jusqu'à la prise du pouvoir...

- Le Noël militaire de Macron - LeParisien.fr 21.12

Une veille de Noël militaire. Un mois après une interview on ne peut plus jupitérienne depuis le porte-avions Charles-de-Gaulle, Emmanuel Macron retrouve les soldats. LeParisien.fr 21.12

Lui et les siens n'ont pas tiré les leçons du dernier épisode de la lutte des classes de toute évidence, tant mieux !

Les derniers développements.

- Gilets jaunes, acte VI : nombreux rassemblements et blocages mais mobilisation en baisse - Libération 23.12

A trois jours de Noël, l'«acte VI» des gilets jaunes rassemblait samedi plusieurs dizaines de milliers de manifestants à travers le pays, en baisse par rapport au samedi précédent, avec des défilés épars, la poursuite de barrages routiers et quelques blocages aux frontières.

L'acte 6 du mouvement des "gilets jaunes" s'est traduit à Paris par une longue marche de plus de six heures dans les rues de la capitale, samedi 22 décembre. Selon les autorités ils étaient environ 2 000 à manifester, à coup de slogans hostiles envers le gouvernement. Il y a aussi eu des débordements limités, une déambulation dans une totale improvisation pour semer la police, de Montmartre à Bastille. Libération 22 et 23.12

38.000 participants dans toute la France selon les derniers chiffres truqués du ministère de la Désinformation.

Après la répression et les menaces, le temps de la vengeance est venu.

La réaction rassérénée franchit un cran de plus en interdisant de manifester.

- Manifestation de "Gilets jaunes" interdite samedi dans le Gard - Reuters 21.12

Le préfet du Gard a annoncé vendredi l'interdiction de la manifestation des "Gilets jaunes" prévue samedi sur l'accès à l'échangeur autoroutier de Nîmes-Ouest ainsi que sur un parking et un rond-point proches.

Dans un communiqué, Didier Lauga explique que le "premier jour des vacances scolaires de Noël va entraîner une forte fréquentation des axes de circulation, et de l'autoroute en particulier".

"Dans ces conditions, pour la sécurité de tous, une manifestation à cet endroit ne peut être envisagée compte tenu des précédents", souligne-t-il. Reuters 21.12

- Emmanuel Macron après l'acte VI des gilets jaunes: "c'est maintenant l'ordre qui doit régner" - Le HuffPost 23.12

"C'est maintenant l'ordre qui doit régner, le calme et la concorde. Notre pays a besoin de ça. Il a besoin de concorde, d'unité, d'un engagement sincère pour des causes collectives fortes et il faut apaiser les divisions", a déclaré le chef de l'État.

"On ne peut pas opposer générations actuelle et future", a-t-il dit. "Il faut arriver à faire une vraie transition, il faut qu'on puisse consommer, se loger, se chauffer différemment, il faut des solutions beaucoup plus locales".

"Il est plus intelligent de passer par des initiatives locales que de faire la même loi pour tout le monde", a-t-il ajouté. Le HuffPost 23.12

On guillotinera aussi le procureur de la République en Charente, avec ou sans maquillage.

RT 23.12 - Un pantin à l'effigie d'Emmanuel Macron a été décapité dans la soirée du vendredi 21 décembre lors d'une manifestation de Gilets jaunes à Angoulême.

La préfecture a indiqué dans un communiqué que les faits portaient «gravement atteinte tant à la personne qu'à la fonction du Président de la République» et étaient «susceptibles d'être qualifiés pénalement».

Le procureur de la République en Charente a annoncé avoir ouvert une enquête «pour provocation au crime et outrage», confiant celle-ci au commissariat de police d'Angoulême. RT 23.12

- Une nuit de garde à vue pour le gilet jaune «vu à la télé» - Libération 23 décembre 2018

...il était 14 h 15 samedi à Paris, rue Vignon dans le quartier de la Madeleine, lorsque des policiers escortés de gendarmes mobiles ont foncé droit sur Eric Drouet pour l'interpeller, sous les huées, au milieu d'un groupe de quelques dizaines de gilets jaunes. Ses partisans ont filmé la scène, qui a été abondamment relayée sur les réseaux sociaux, assortie de dénonciations de la «dictature Macron» et d'appel à la «libération» de ce chauffeur routier de 33 ans devenu figure incontournable du mouvement.

Embarqué lors de cet «acte VI» à Paris, qui a été marqué par une mobilisation déclinante et quelques incidents (lire ci-dessous), Eric Drouet a donc passé la nuit au dépôt avant d'être présenté dimanche à un magistrat du parquet, qui lui a notifié sa convocation devant le tribunal correctionnel et son placement sous contrôle judiciaire. Il sera jugé - le 5 juin selon l'AFP - pour «port d'arme prohibé de catégorie D» et «participation à un groupement formé en vue de violences ou de dégradations», et a interdiction de venir à Paris d'ici là. Si «acte VII» il y a, ce sera sans lui.

Les policiers auraient trouvé une sorte de matraque dans son sac, un simple «bout de bois», dément son avocat. Et il lui est reproché d'avoir organisé un début de manifestation sauvage, samedi, avec l'idée d'en découdre avec les forces de l'ordre. Parti du Sacré-Cœur, sur la butte Montmartre, le rassemblement n'a pas mobilisé les foules et a fini nassé rue Vignon. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Laurent Nuñez, semblait faire grand cas de l'interpellation de Drouet : il «a appelé à cette manifestation sur les réseaux sociaux, il a donné un certain nombre de lieux de rendez-vous et il était présent sur ces lieux, donc c'est un organisateur, à ce titre-là c'est un délit d'organiser une manifestation non déclarée», a martelé samedi le numéro 2 de Beauvau. L'avocat d'Eric Drouet, Me Kheops Lara, a dénoncé de son côté «une manœuvre grossière visant à le discréditer aux yeux de l'opinion publique pour le faire passer pour un vulgaire casseur».

Le «cas Drouet» intéresse la justice depuis qu'il avait laissé entendre, le 5 décembre, sur un plateau télé, que les gilets jaunes pourraient marcher sur l'Elysée et y «rentrer». Des propos tenus à la veille de l'«acte IV», qui a violemment dégénéré le samedi 8 décembre à Paris, et qui lui ont valu l'ouverture d'une enquête du parquet de Paris pour «provocation à la commission d'un crime».

En tout état de cause, le profil de ce trentenaire, qui se présente comme «totalement apolitique» et défend le caractère «populaire» du mouvement, a de quoi intriguer. (Pourquoi ? Parce qu'il ressemble trop à monsieur tout le monde, à l'immense majorité des travailleurs qui en ont plus que marre de Macron et sa politique. - LVOG)

Soupçonné d'antiparlementarisme après avoir déclaré «je ne crois plus en cette République» et appelé au «renouveau», ce fort en gueule flirte aussi avec le complotisme. Comme dans cette vidéo où il évoque le «pacte de Marrakech» signé par Macron «pour faire venir 480 millions d'immigrés en Europe» et «qui vend la France». Ou dans cet autre message où il évoque l'influence des médias sur la présidentielle : «Les candidats n'ont pas les mêmes moyens financiers car les banques achètent les médias

pour faire monter les candidats»…

Pas de quoi prouver pour autant un lien avec l'extrême droite. A l'annonce de son arrestation, Jean-Luc Mélenchon l'a d'ailleurs soutenu : «Je ne le connais pas. Mais je demande pourquoi il est en garde à vue ? Il n'a aucune autre dangerosité que ses idées et sa mobilisation […]. Il faut relâcher monsieur Drouet vite fait !» a tonné le leader des insoumis. C'était chose faite dimanche, après une nuit au dépôt. Libération 23 décembre 2018

L'antiparlementarisme est un crime, le rejet du pacte de Marrakech est un crime, dénoncer le lien qui existe entre les banquiers et les propriétaires des médias qui sont en réalité les mêmes (sic) est un crime, affirmer qu'ils ont joué un rôle décisif dans l'ascension fulgurante et l'élection de Macron est un crime, leurs auteurs sont coupables de haute trahison et doivent être réprimés, tel le veut l'ordre tyrannique qui règne en France.

Pire, avec le soutien de la gauche et de l'extrême gauche qui tiennent en permanence un double langage, la réaction peut affirmer que ceux qui tiennent ces discours seraient d'extrême droite ou sous son influence selon l'amalgame ordurier rouge-brun, alors qu'en réalité ces positions ou interprétations sont conformes à la réalité et fidèles aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière exclut du parlement, 4% seulement des députés a un statut d'employé et il n'y figure pas un seul ouvrier, et tout le reste est à l'avenant.

A bas les institutions de la Ve république, à bas le pacte de Marrakech, à bas la COP, à bas l'ONU et l'Otan, à bas l'oligarchie, ses médias et Macron ! Voilà ce qu'ils ne supportent pas, et bien nous continuerons de le proclamer et de mener notre combat jusqu'à la chute du régime et l'instauration du socialisme. Libération 23 décembre 2018

Numéro d'hypnose d'une clone de Ségolène Royal au profit du dernier des Capets (Macron).

LVOG - Elle est hypnothérapeute.

- Jacline Mouraud envisage de créer son propre parti - Le HuffPost23 décembre 2018

Elle est l'un des visages par lesquels tout a commencé. Jacline Mouraud, figure du mouvement des gilets jaunes, n'exclut pas de créer son propre parti politique, d'après ses confidences au Journal du dimanche ce 23 décembre.

Elle assure par ailleurs ne pas avoir l'intention de se porter candidate aux européennes sur une liste de La République en marche, alors que l'idée d'une liste gilets jaunes est évoquée.

L'hebdomadaire raconte une scène, au cours de laquelle cette mère de trois grands enfants est interpellée par un homme qui lui suggère de "travailler avec Macron". "Mais moi j'ai pas dit le contraire, il faut que vous alliez parler avec l'autre groupe. C'est la guerre, d'un côté il y a la bande à (Eric) Drouet (une autre figure des gilets jaunes, ndlr) qui veut démolir la démocratie française, et de l'autre il y a les gens comme moi qu'on appelle les modérés", lui répond Jacline Mouraud.

Elle dit avoir trouvé Emmanuel Macron "touchant" dans son allocution pour présenter ses mesures en réponse à la crise. Elle confie aussi avoir demandé un rendez-vous au président via la rubrique "contact" du site de l'Élysée, sans obtenir de réponse. Le HuffPost23 décembre 2018

RIC et la négation de la démocratie.

Parole d'un citoyen "***démocrate***" suisse.

LVOG - Quand "*le sentiment de vivre dans une démocratie*" consiste à avoir la "*propension à se mettre la tête dans le sol pour ne pas voir la misère devant nos portes*".

- "*Pour être Suisse,*

Oui encore nous avons nos propres problèmes (grave pour certains) et une propension à se mettre la tête dans le sol pour ne pas voir la misère devant nos portes.

Mais malgré tous, j'ai toujours le sentiment de vivre dans une démocratie. Ce n'est pas un dirigeant qui décide à ma place, mais mes concitoyens et moi par ma petite voix. Que je sois d'accord avec eux ou non, le majoritaire l'emporte."

LVOG - Il est heureux, le reste ou le malheur des autres ne compte pas, merci on avait compris !

Le RIC, c'est le 10% de matière grasse qui entoure l'os à ronger que les démagogues appellent démocratie.

- Les chiffres officiels de la confédération sont les suivants:
- 10.5.1892 : 1re récolte de signatures à l'appui d'une initiative populaire
- 15.9.1892 : dépôt de la 1re initiative populaire
- 320 : initiatives ayant abouti, de 1891 à aujourd'hui
- 206 : initiatives ayant fait l'objet d'une votation
- 114 : initiatives ayant échoué au stade de la récolte des signatures
- 94 : initiatives retirées
- 4 : initiatives déclarées nulles par le Parlement
- 184 : initiatives rejetées en votation populaire
- 22 : initiatives acceptées par le peuple et les cantons
- 9 : initiatives au stade de la récolte des signatures

Soit 22 initiatives acceptées sur 206 mises au vote (10%).

(Source : https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/dossiers/125-ans-initiatives-populaires.html)

Parole d'internautes suisses.

1- "Une grosse limitation du référendum en Suisse c'est qu'il faut une double majorité : celle du peuple (normal) ET celle des cantons (moins normal). Et là, le souci est que pour des raisons historiques y a une majorité de (tout) petits cantons campagnards qui votent systématiquement à droite à chaque votation et empêchent toute réforme progressiste de passer. La sur-représentation des zones agricoles frappe encore, comme au Royaume-Uni où, pour rappel, le découpage électoral fait que Thatcher a mené toutes ses réformes anti-sociales avec en réalité le vote de seulement 35% des électeurs."

2 - "Cinq cantons (sur 26 cantons et demi-cantons) concentrent à eux seuls la moitié de la population du pays. Imaginez le ressenti des 21 autres États ayant sans cesse l'impression d'être tenus pour quantité négligeable. "

Qui célèbre la collaboration de classes jusqu'au niveau de l'Etat?

- "*Les citoyens suisses, grâce à la démocratie directe, disposent de moyens leur permettant de participer à la gestion de l'État.*"

Réponse : Le Conseil fédéral suisse. (www.admin.ch/gov/fr)

RIC à la suisse.

Du portail de la Chancellerie fédérale suisse.

Répertoire des objets rejetés.

LVOG - Il s'agit des questions qui ont fait l'objet de référendums et qui ont été rejetés.

Extraits les plus significatifs.

Antidémocratique

- "pour davantage de droits au peuple grâce au référendum avec contre-proposition (Référendum constructif)"

Anti service public.

- «En faveur du service public»
- 'Services postaux pour tous'
- 'pour l'encouragement des transports publics'
- «Pour une caisse publique d'assurance-maladie»

Antisocial.

- Pour des salaires équitables»
- '6 semaines de vacances pour tous'

- 'pour une durée du travail réduite'
- 'contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes'
- 'Sécurité du logement à la retraite'
- «Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt»

Pro oligarchique.

- «Pour une monnaie à l'abri des crises: émission monétaire uniquement par la Banque nationale!
- «Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux)»
- 'pour un impôt sur les gains en capital'
- 'contre l'abus du secret bancaire et de la puissance des banques'
- «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires»
- 'ville-campagne contre la spéculation foncière'

Protège les lobbies et trusts.

- "pour l'abolition des expériences sur animaux"
- 'pour des médicaments à moindre prix'
- «Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative «Sortir du nucléaire»)»

Pro militariste.

- 'Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre'
- "pour une Suisse sans nouveaux avions de combat"
- 'Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire'
- sur le fonds d'acquisition de l'avion de combat Gripen (Loi sur le fonds Gripen)
- 'demandant le droit de référendum en matière de dépenses militaires'

CINQUIEME PARTIE

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis et Syrie.

1.1- Les Forces états-uniennes évacuent la Syrie - Réseau Voltaire 19 décembre 2018

Les portes-parole de la Maison-Blanche et du Pentagone, Sarah Sanders et Dana White, ont confirmé que le président Donald Trump avait donné l'ordre aux personnels US d'évacuer la Syrie après son entretien avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan.

Le personnel du département d'État quittera le pays sous 1 jour, celui du département de la Défense (environ 4 000 hommes, dont seulement 2 000 officiellement) sous 100 jours.

Les États-Unis occupent illégalement le Nord-Est de la Syrie depuis quatre ans. Le gouvernement syrien leur a demandé plusieurs fois de se retirer, sans réponse.

Le nouvel ambassadeur US pour la Syrie avait indiqué que les troupes de son pays se maintiendraient tant que (1) Daesh subsisterait (2) des troupes iraniennes seraient présentes (3) il n'y aurait pas de solution politique à la crise syrienne. Or, (1) le Pentagone a mis en scène une bataille contre Daesh, qualifiée de décisive (2) il n'y a pas de soldats iraniens en Syrie, juste des conseillers militaires (3) la Maison-Blanche serait désormais prête à reconnaître la légitimité du gouvernement syrien.

La Turquie a annoncé lancer prochainement une opération contre les Kurdes indépendantistes pro-US stationnés au Nord-Est de la Syrie. Réseau Voltaire 19 décembre 2018

1.2- Trump décide de retirer tous ses soldats de Syrie - LeFigaro.fr 19 décembre 2018

À l'écoute de ses «instincts» et convaincu que les États-Unis n'ont rien à faire en Syrie, Donald Trump passe à l'acte.

Depuis la campagne électorale, il promet d'en rapatrier les troupes américaines dès la défaite de l'État islamique (EI). Ce dernier serait désormais confiné sur une infime portion de son ancien territoire. Le président américain ne prête donc plus l'oreille

aux généraux qui l'avaient convaincu au printemps dernier de ne pas déserter avant une victoire complète.

«Le Pentagone a reçu l'ordre de retirer les troupes de Syrie le plus rapidement possible», a déclaré mercredi une source officielle au Wall Street Journal. Selon le New York Times, le secrétaire à la Défense, James Mattis, et d'autres responsables militaires ont tenté de dissuader Trump de procéder à un retrait total, qu'ils jugent prématuré et contre-productif. Une telle décision reviendrait à abandonner les alliés kurdes des États-Unis, à la merci d'une nouvelle offensive de la Turquie évoquée ces derniers jours par le président Recep Tayyip Erdogan. Elle laisserait également le champ libre à la Russie et à l'Iran, alliés de Bachar el-Assad, en contradiction avec les efforts de Washington pour isoler Téhéran. Elle pourrait enfin favoriser une résurgence de l'EI, qui mène toujours des actions de guérilla avec quelque 2000 combattants le long de la frontière syro-irakienne.

Dans un communiqué publié mercredi par la porte-parole Sarah Sanders, la Maison-Blanche tente d'éviter ces écueils.

Elle affirme avoir déjà «commencé à rapatrier les forces américaines» parce que «les États-Unis ont vaincu le califat territorial» de Daech. Mais elle indique que cela «ne signale pas la fin de la coalition ou de sa campagne», seulement «une transition vers la prochaine phase», laquelle n'est pas spécifiée. Washington «reste prêt à se réengager à tous les niveaux pour défendre les intérêts américains». Ainsi, les États-Unis s'en vont ; mais ils seraient prêts à revenir. Leur décision n'affecterait pas la campagne de raids aériens menés depuis le Qatar. Et ils maintiennent quelque 5200 soldats en Irak voisin. LeFigaro.fr 19 décembre 2018

1.3- L'ordre de retrait des troupes américaines de Syrie a été signé - AFP 24 décembre 2018

Le Pentagone a annoncé dimanche la signature de l'ordre de retrait des troupes américaines de Syrie, que le président Donald Trump veut "lent et extrêmement coordonné" avec la Turquie. AFP 24 décembre 2018

1.4- La Turquie annonce le retour de 300.000 réfugiés en Syrie Reuters 22 décembre 2018

Près de 300.000 civils syriens ont pu rentrer dans leur pays grâce aux deux opérations militaires menées par la Turquie dans le nord de la Syrie, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur Suleyman Soylu samedi.

La Turquie abrite plus de 3,5 millions de réfugiés syriens sur son territoire et une partie de la population turque considère ces civils comme un fardeau économique et comme une menace pour l'emploi.

Le ministre a précisé que les opérations militaires et les opérations de police ainsi que l'activité des gardes-côtes ont permis d'endiguer le flux de migrants syriens à destination de l'Europe occidentale. Reuters 22 décembre 2018

A mon avis, tout cela va se terminer par un accord entre Erdogan et Assad soutenu par Trump : Erdogan se chargeant d'en finir avec la résistance armée kurde, tandis qu'Assad réintègre ce territoire dans la Syrie en accordant une large autonomie aux Kurdes en échange de quoi ils déposeront les armes... Au passage une défaite cuisante pour Israël qui oeuvrait au côté des Américains.

1.5 -Le chef du Pentagone claque la porte après l'annonce de Trump sur la Syrie - AFP 21 décembre 2018

Le chef du Pentagone Défense Jim Mattis a brutalement annoncé jeudi sa démission du gouvernement de Donald Trump, au lendemain de l'annonce du retrait des troupes américaines en Syrie qui a pris de court ses alliés.

D'autant que, selon plusieurs médias américains, la présidence américaine a demandé au Pentagone d'envisager un retrait partiel également d'Afghanistan -- alors que Jim Mattis avait plaidé et obtenu l'an dernier une augmentation des troupes.

France, Royaume-Uni et Allemagne, alliés des Etats-Unis dans la lutte contre l'EI et cibles régulières de ses attaques, n'ont pas caché leur inquiétude après l'annonce du retrait américain, qui a provoqué levée de boucliers dans la propre famille politique de Donald Trump.

Pour la présidence française, cette "décision massue" démontre que le président américain est "de plus en plus seul sur la scène internationale et à prendre ses décisions". AFP 21 décembre 2018

Pour l'AFP, "la scène internationale" se réduit à la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne !

1.6- Trump accélère la transition à la tête du Pentagone - Reuters 24 décembre 2018

Donald Trump a accéléré dimanche le remplacement de James Mattis, qui a démissionné de ses fonctions de secrétaire à la Défense, annonçant que Patrick Shanahan, qui était jusque-là son adjoint au Pentagone, lui succéderait à compter du 1er janvier sur une base intérimaire. Reuters 24 décembre 2018

1.7- Démission de l'envoyé des Etats-Unis pour la coalition antijihadistes AFP 22 décembre 2018

L'émissaire des Etats-Unis pour la coalition internationale antijihadistes Brett McGurk a présenté vendredi sa démission, a indiqué samedi un responsable du département d'Etat.

La semaine dernière, celui qui avait été nommé en 2015 par le président démocrate Barack Obama assurait que les Américains avaient vocation à rester encore pendant un bon moment en Syrie.

Selon plusieurs médias américains, il avait décidé de quitter son poste en février mais il a avancé cette échéance après les rebondissements de la semaine.

Le Wall Street Journal et le New York Times ont évoqué le départ de la moitié des 14.000 militaires américains engagés sur le sol afghan dans ce conflit vieux de 17 ans lancé après les attentats du 11 septembre 2001.

"Concernant la Syrie, nous devions à l'origine y être pour trois mois et, c'était il y a sept ans -nous ne sommes jamais partis", a tweeté M. Trump samedi, avant la révélation de la démission de M. McGurk.

"Lorsque je suis devenu président, l'EI se déchainait. Désormais, l'EI est en grande partie vaincu et d'autres pays de la région, y compris la Turquie, devraient être capables de s'occuper facilement de ce qu'il en reste. Nous rentrons à la maison!", a-t-il ajouté. AFP 22 décembre 2018

1.8- Macron toujours bien inspiré, et BFMacronTV prend au sérieux ses divagations.

Le 15 avril sur BFMTV, Macron avait assuré "avoir convaincu Trump de rester dans la durée" en Syrie : "Il y a dix jours, le président Trump disait : ’Les États-Unis ont vocation à se désengager de la Syrie’. Nous l’avons convaincu qu’il était nécessaire d’y rester."

Fin octobre à Istanbul, après un nouvel échange avec Trump, l’Elysée a annoncé que Paris et Washington "partagent les mêmes objectifs sécuritaires et politiques en Syrie". JDD 19 décembre 2018

2- Cuba

- Cuba : le Parlement a adopté la nouvelle Constitution, ouverte au marché - AFP 23 décembre 2018

Le Parlement cubain a adopté à l'unanimité samedi le projet de nouvelle Constitution du pays, qui reconnaît le marché sans renoncer à l'objectif d'une société communiste et sera soumis à référendum le 24 février.

Le texte a été approuvé lors d'une séance ordinaire du Parlement, qui n'était pas ouverte aux journalistes de la presse internationale, selon le site internet du quotidien officiel Granma.

"Cette Constitution est une expression authentique du caractère démocratique et participatif de notre peuple, car elle est née de lui et recueille ses sentiments", a déclaré auparavant Homero Acosta, coordinateur de la commission de rédaction.

Le texte est arrivé au Parlement dans une version largement modifiée, après trois mois de débats populaires auxquels ont participé 8,9 millions de Cubains (sur 11 millions d'habitants).

Dans un pays pourtant habitué à l'unanimité politique depuis un demi-siècle, ont surgi 783.174 propositions de modifications, rajouts ou suppressions d'articles.

Les autorités socialistes, qui ont vanté cet exercice de démocratie, ont donc dû corriger leur copie: la commission a rectifié 60% du texte.

Lors de la présentation du texte initial, un élément, très symbolique, avait été largement commenté, à Cuba comme à l'étranger: la suppression de la nécessité de construire une "société communiste", comme stipulé dans la Constitution actuelle de 1976.

Le président Miguel Diaz-Canel avait dû en septembre clarifier les choses: "Le communisme et le socialisme sont intimement liés. N'importe lequel de ces deux termes implique l'autre".

Par prudence, le nouveau texte rétablit la référence: "Si (son élimination) créait des doutes et qu'on puisse penser que Cuba abandonne (le communisme), eh bien voilà", a déclaré Homero Acosta en annonçant le retour à l'article originel.

De quoi irriter l'opposition, qui a appeler à voter non au projet: "Dire que ce n'est que dans le socialisme et le communisme que l'être humain atteint sa pleine dignité est une insulte à l'intelligence", a réagi l'Union patriotique de Cuba (Unpacu, dissidents) dans un communiqué envoyé à l'AFP. (Dans le capitalisme et l'impérialisme, il faut dire que plus personne ne se pose plus cette question, hormis leurs suppôts déguisés en "dissidents" . - LVOG)

Si Cuba ne renonce pas au communisme, son économie est de plus en plus mixte, et 591.000 Cubains travaillent dans le privé, soit 13% des salariés.

La nouvelle Constitution vise donc aussi à reconnaître cet état de fait, en admettant le marché, la propriété privée et l'investissement étranger.

Mais un principe reste souverain: l'Etat socialiste garde "les rênes de l'économie", a assuré Homero Acosta.

Autoriser plusieurs partis ou l'élection directe du président - actuellement désigné par les députés du PCC - n'ont jamais été prévus dans la nouvelle Constitution. AFP 23 décembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

LVOG- La Grande-Bretagne occupée... par l'armée... à la moindre occasion, l'avez-vous remarqué ? Comme en France...

- GB: L'armée déployée à l'aéroport de Gatwick, survolé par des drones - Reuters 21 décembre 2018

Des militaires britanniques ont été déployés jeudi à l'aéroport de Gatwick, survolé à plusieurs reprises par des drones de grande taille qui ont paralysé le trafic aérien à l'approche de Noël.

Tous les vols ont été annulés et plusieurs milliers de passagers ont dû patienter, tandis que la police tentait vainement de mettre la main sur les pilotes de ces engins qui sont réapparus à chaque fois que le trafic était sur le point de reprendre.

"Nous déploierons les forces armées. Nous sommes là pour aider et pour faire tout ce que nous pouvons", a déclaré à la presse le ministre de la Défense, Gavin Williamson.

Vers 17h00 GMT, easyJet, premier usager de Gatwick, a annoncé avoir annulé tous les vols prévus jeudi faute d'informations sur la reprise du trafic.

La direction de l'aéroport s'est contentée d'indiquer qu'il resterait fermé jusqu'à nouvel ordre. Environ 115.000 personnes devaient y passer dans la journée. Reuters 21 décembre 2018

Haut de page

Le 26 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (15 pages)

A propos du portail.

J'ai oublié de vous signaler que j'avais renouvelé (pour 3 ans) l'abonnement (86 euros) du portail au serveur de la société qui l'héberge en France.

Comme je m'y suis pris au dernier moment, et que ma banque ne pouvait pas effectuer le virement et que je ne pouvais pas non plus effectuer ce règlement avec ma carte bancaire, ce que j'ignorais, c'est ma fille qui s'en est chargée, et elle a refusé que je

la rembourse malgré mon insistance je précise, car j'aurais pu lui envoyer un mandat international plus tard. C'est donc une institutrice (une horrible fonctionnaire!) qui financera notre portail jusqu'en décembre 2021. Encore un énorme merci à elle de ma part et de celle de la société des lecteurs anonymes !

Eux ne pensent pas à moi, mais moi je pense à eux, voici la demande que j'ai formulée par courriel à quelqu'un qui m'est très proche. J'ai l'art de me faire des amis comme toujours.

- Je t'écris beaucoup, je pourrais écrire moins il est vrai. Aurais-tu remarqué si j'avais un peu ou trop un ton professoral ou un autre quelconque défaut dans ma manière de m'exprimer, je ne sais pas, de l'arrogance, un truc insupportable dont je ne m'apercevrais pas, tu peux me parler franchement je ne me fâcherai pas, au contraire.

Je te demande cela car plus aucun de mes lecteurs ne m'écrivent depuis déjà je ne sais plus deux ou trois ans ou plus. Je me demande si c'est parce que mes idées les indisposent ou si cela proviendrait du ton que j'emploie ou les deux à la fois. Pour ce qui est des idées je n'en changerais pas évidemment, mais en revanche je pourrais améliorer ma communication ou tout du moins essayer.

Ce n'est pas facile de s'exprimer librement avec des gens qui sont bourrés d'idées préconçues, tabous, complexes, etc. entre ceux qui craignent de passer pour des cons et ceux qui te prennent pour un con, je sais que je pense beaucoup plus qu'eux, je n'ai que cela à faire, mais cela ne garantit pas le résultat pour autant. Quand tu sais que les plus grands penseurs ont dit un tas de conneries, après les tiennes ne te surprennent plus. Et puis les gens deviennent de plus en plus susceptibles, paranos, schizophrènes avec le terrorisme, fake news, complot à toutes les sauces, dès que tu parles d'un truc qu'un mec d'extrême droite a évoqué, tu deviens infréquentables, ils deviennent dingues, ils croient que tout le monde les juge à force d'entendre parler qu'ils sont surveillés de partout, ils n'osent même plus ouvrir la bouche (en présence d'un inconnu surtout) ou alors ils n'écoutent plus personne en dehors des personnes qui font partie de leur bulle, etc. alors imagine un peu quand tu oses t'opposer à leurs idées, mais franchement pour qui tu te prends, tu n'es qu'une merde mon pote, ferme ta gueule. Même par courriel ils deviennent menaçants, j'en ai fait l'expérience, d'ailleurs tout ce que je te raconte là, je l'ai vécu ces dernières années sans m'en formaliser, il en faudrait beaucoup plus pour me déstabiliser, d'ailleurs je n'ai rien changé, au contraire !

Bref, c'est tellement compliqué que j'ai abandonné l'idée de construire un discours en tenant compte de mes lecteurs réels et potentiels, je m'en tiens à mes principes, je leur dis ce que je pense et je les respecte, ensuite ça passe ou ça casse, c'est uniquement leur problème, et l'air de rien si des fois je les maltraite, souvent je les ménage en me disant que c'est préférable de faire des concessions sur la forme pour mieux faire passer le contenu, l'essentiel. Je suis plus près de Robespierre que de Danton ou Hébert (ma dernière causerie).

Donc n'hésite pas à me dire ce que tu penses réellement, cela me rendra service. Parfois j'ai reçu des mails de militants qui m'écrivaient qu'ils étaient pratiquement d'accord sur tout avec moi, alors que leurs courriels démontraient justement le contraire. Je leur en ai fait la remarque ou j'ai écris dans une causerie un truc qui leur était destiné, je n'ai jamais plus eu de leurs nouvelles, j'avais vu juste et cela ne leur a pas plus ! Je suis devenu un redoutable polémiqueur ! Je dois les terroriser, non mais cela me fait marrer, dis-moi, est-ce grave docteur ?

Donc on va continuer comme si de rien n'était. J'ajouterai juste qu'il m'arrive de changer d'idée, quand j'avais dû me prononcer à la hâte sur une question que je n'avais pas suffisamment étudiée. C'est inévitable, principalement parce que de nos jours on ne peut se fier à personne, à aucun dirigeant, ils sont tous corrompus idéologiquement. A défaut de mieux on adopte une idée reçue qui nous semble valable, alors qu'elle est devenue obsolète, on la défend loyalement, c'est l'essentiel, ensuite on rectifie si on en a l'occasion. Si Lénine avait viré tous les dirigeants, cadres ou militants qui ne partageaient pas ses idées ou avec lesquels il avait eu des désaccords importants, il serait resté le seul militant du parti bolchevik ! Même cela ne vient pas à l'esprit des militants qui cautionnent leurs dirigeants, c'est affligeant.

La vie et le combat... continuent, ne sont-ils pas intimement liés ?

Avant-hier soir, j'ai passé la soirée avec ma compagne Selvi, rien de spécial, on a juste regardé des vidéos en mangeant, 2Cellos, Prince, Scorpions et Def Leppard en concert jusqu'à 23 heures.

Temps radieux, 11 heures au Tamil Nadu, 30°C à l'ombre, c'est supportable pour un 25 décembre !

Les idées qui me sont venues spontanément à l'esprit au réveil à 4 heures du matin, du coup je me suis levé pour ne pas les oublier. Je ferai peut-être une sieste cet après-midi.

La révolution, c'est comme un fruit qui peut être amer, délicieux, infect.

Si on le cueille trop tôt ou quand il n'est pas encore mûr, on sera quitte pour aller se soulager en courant et on n'en profitera pas vraiment.

Si on attend qu'il soit trop mûr pour le cueillir, il sera infecte, immangeable et on le jettera.

Si on le cueille à temps ou quand il est mûr, on pourra le savourer et tirer profit de ses qualités biologiques.

Bref, avant c'est trop tôt, après c'est trop tard, et pendant il faut être au bon endroit au bon moment, sans quoi adviendra que pourra ! C'est à se demander ce qu'on enseigne à l'école et quelles leçons on tire de nos propres expériences, apparemment pas grand chose ou manifestement on ne sait pas l'employer à bon escient par la suite.

Comme quoi on devrait s'inspirer de la dialectique de la nature qui apparemment nous est devenue totalement étrangère, et c'est bien là le drame.

Les écologistes sont très mal placés pour nous donner des leçons.

Pour des gens qui veulent sauver la planète, cela fait franchement désordre, comme quoi ils n'ont pas grand chose dans la tête, la preuve ! Au lieu de vouloir changer les hommes au lieu de changer de régime, ils feraient bien par commencer par changer eux-mêmes.

L'écologisme, c'est un fruit pas mûr qui vous file la colique. Indigeste, pas comestible, à déconseiller. Quant à l'écosocialisme, c'est un fruit qui ne mûrira jamais ou sera pourri avant d'être parvenu à maturité. Attention, il est d'autant plus dangereux qu'il aura l'aspect d'un fruit mûr! A éviter, il est infectieux.

Souvenez-vous de notre causerie du 18 décembre.

- C'est donc de l'histoire de la nature et de celle de la société humaine que sont abstraites les lois de la dialectique. (Dialectique de la nature - Friedrich Engels, 1883)

Il suffit d'ouvrir les yeux, d'observer, c'est à la portée de chacun. Est-ce si difficile que cela ? Apparemment oui, aussi étonnant que cela puisse paraître. Ma maison est plantée en pleine nature, d'où j'écris en tendant le bras je pourrais vous cueillir des fleurs sauvages, voilà pourquoi peut-être je suis plus près de "la société humaine" que certains ne le pensent en passant une bonne partie de mon temps devant un écran d'ordinateur. Quand je détourne le regard de l'écran, mes yeux se portent sur des papillons, des oiseaux, des hibiscus rouge flamboyants, un immense tamarinier, un instant de détente, de soulagement aussi, pour se ressourcer, ainsi je ne suis jamais très éloigné de ma réelle nature, vous savez, celle avec laquelle on a tendance à se couper. En fait je bénéficie de conditions exceptionnelles pour penser à notre cause, donc j'essaie de vous en faire profiter, peut-être maladroitement, je l'ignore.

Deux citations tirées de commentaires d'internautes.

1- "*À mesure que l'instruction descend dans ces classes inférieures, celles-ci découvrent la plaie secrète qui ronge l'ordre social irréligieux. La trop grande disproportion des conditions et des fortunes a pu se supporter tant qu'elle a été cachée ; mais aussitôt que cette disproportion a été généralement aperçue, le coup mortel a été porté. Recomposez, si vous le pouvez, les fictions aristocratiques ; essayez de persuader au pauvre, lorsqu'il saura bien lire et ne croira plus, lorsqu'il possédera la même instruction que vous, essayez de le persuader qu'il doit se soumettre à toutes les privations, tandis que son voisin possède mille fois le superflu : en dernière ressource il vous le faudra tuer.*" Chateaubriand (Mémoires d'outre-tombe)

LVOG - Et comme nous ne nous laisserons pas tuer, nos ennemis savent le sort qui les attend.

C'est aussi une des justifications du socialisme ou ce qu'il affirme, d'où notre optimisme...

Les médias-oligarques-menteurs-militarisés ont trouvé un dernier truc pour attaquer Trump.

- «Tu crois encore au Père Noël ?» : la bourde de Trump face à un enfant de sept ans - LeParisien.fr 25.12

Comme si en 2018 un enfant de sept ans était aussi naïf qu'autrefois.

En fait, à part le foi gras et le champagne, ce qu'ils ne digèrent pas c'est que le niveau de conscience des enfants a tendance à se développer de plus en plus rapidement au fur et à mesure qu'ils sont en contact avec une multitude de supports de connaissance.

Ils préfèreraient qu'ils soient attardés sur le plan intellectuel et mental pour mieux les contrôler plus tard et en faire des esclaves dociles, mais apparemment les choses ne vont pas se passer de cette manière-là !

Quand tu es en contact avec des gosses de 4 ou 5 ans, tu t'aperçois très vite qu'ils vont tester ta perspicacité, ta faculté de réagir ou non aux histoires ou mensonges qu'ils peuvent raconter. Cela signifie que dès cet âge-là on n'a pas du tout intérêt à leur raconter des histoires ou n'importe quoi car on perdrait en crédibilité à leurs yeux, on se compromettrait en quelque sorte, et ensuite pour avoir de l'autorité sur eux pour les protéger, et bien on ferait face à de grosses difficultés. D'où la nécessité de toujours répondre à leurs questions, de ne jamais leur mentir, de ne rien leur cacher, sauf pour les soustraire à des peines inutiles, ce qu'on pourrait leur expliquer par la suite et qu'ils admettraient volontiers.

La désinformation bat son plein, que se passe-t-il exactement au Nicaragua, au Soudan et dans bien d'autres pays où se produisent des mouvements de masse ou présentés comme tels ? Il est plus prudent d'attendre d'en savoir plus sur ce qui se passe réellement dans ces pays pour en dire davantage, on s'en tiendra à ce qu'on sait déjà.

2- "*Les Etats-Unis d'Amérique forment un pays qui est passé directement de la barbarie à la décadence sans jamais avoir connu la civilisation*" Albert Einstein

LVOG - J'ajouterai que c'est le sort qu'ils ont réservé à tous les pays qu'ils ont pillés tout au long du XXe siècle, pour les maintenir le plus longtemps possible dans un état de sous-développement. En Inde où je vis, c'est exactement ce qui s'est produit, extérieurement ou matériellement la condition de la majorité du peuple s'est améliorée, mais au prix d'énormes sacrifices en matière de liberté et dans des conditions tellement épouvantables que le pays ressemble à un asile de fou, un hospice pour indigent, une décharge et est invivable. Il a littéralement pourri sur place au fur et à mesure qu'il se développait, et quand il n'a pas sombré dans la décadence, il est demeuré profondément arriéré, ce qui vaut guère mieux.

Le capitalisme au XXIe siècle, c'est le retour à la barbarie et ne peut pas être chose, sauf à s'en débarrasser une fois pour toute et passer au socialisme.

Encore quelques enseignements du mouvement du 17 novembre et des "***gilets jaunes***" (Suite).

Il faut préciser d'emblée compte tenu de la gravité de la situation et de la multitude de témoignages directs, que chaque dimanche des milliers de manifestants pacifiques ont littéralement été agressés par les membres de l'appareil répressif de l'Etat, ce qui a parfois entraîné leur réaction violente et légitime, et que dans bien d'autres cas le droit de manifester a été bafoué sur ordre de Macron, du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur qui portent l'entière responsabilité des 10 morts et des centaines de blessés, ainsi que les dégâts matériels occasionnés.

Les médias scélérats ont inversé les rôles en faisant abstraction de l'origine des violences commises par certains manifestants pour les condamner, ainsi elles ont joué le rôle de porte-parole de la réaction et de défenseur de l'ordre établi, ce qui ne devrait surprendre personne, ou tout du moins aucun de nos lecteurs que l'on avait affranchi de toute confusion sur leur nature.

Cela étant dit.

Vous avez identifié les "indulgents" et les "enragés", Danton et Hébert, bravo ! En revanche pas trace de Robespierre ou plutôt de Lénine ! Une révolution sans tête ne risque pas d'aboutir !

Pour autant on ne doit se faire aucune illusion sur le mouvement dénommé les "gilets jaunes".

La nature petite bourgeoise du mouvement des gilets jeunes le condamnait à rejoindre les rangs du régime dès lors que la classe ouvrière n'en prendrait pas la direction.

Il confirme que dès lors que la classe ouvrière ne prend pas la direction d'un mouvement destiné à devenir insurrectionnel il est voué à la défaite et à disparaître. On entend par là, dès lors que des pans entiers de la classe ouvrière ne s'y rallient pas, et que les dirigeants de ce mouvement, qui peuvent être issus d'autres classes, n'ont pas conscience du rôle et des tâches historiques que le prolétariat doit accomplir pour conquérir son émancipation et réaliser la démocratie.

Il confirme que la petite bourgeoisie n'est pas et ne peut pas être une classe indépendante. Cela explique pourquoi tous les éléments de la petite bourgeoisie (mais pas seulement, au sein de la classe ouvrière également) qui se définissent eux-mêmes comme progressistes, humanistes, de gauche et qui refusent d'adopter le socialisme, sont irrémédiablement condamnés à adopter le capitalisme et à en assumer toutes les conséquences, et comme par lâcheté ou hypocrisie ils s'y refusent ou ils en sont incapables tant elles sont monstrueuses, il ne leur reste plus qu'à justifier ou maquiller leur ralliement au capitalisme en le parant d'hypothétiques vertus passées, présentes ou à venir, à sombrer dans le déni permanent et finalement à sombrer dans l'imposture ou l'opportunisme.

En manifestant l'intention de créer un parti ayant pour principale revendication politique ou pour unique perspective politique le RIC, il indique clairement quelle est sa nature en se fondant finalement dans les institutions de la Ve République ou se soumettant au régime. Ce sera donc un parti de droite. Nous ne commettrons pas à nouveau l'erreur de laisser planer un doute sur sa nature

ou sa fonction politique au sein de la lutte des classes.

Il valait mieux laisser se développer ce mouvement sachant qu'il était condamné d'avance et observer à cette occasion l'attitude adoptée par les différents acteurs, pour ensuite en tirer des enseignements politiques pour la suite de notre combat. Et là il faut avouer que nous avons été comblés au-delà de nos espérances ! C'était une formidable occasion pour construire le parti, mais on l'aura laissé filer une fois de plus.

Nous savions que le mouvement des gilets jaunes était le produit de la profonde décomposition du mouvement ouvrier, en quelque sorte il fut l'occasion de le confirmer de manière magistrale, entre ceux qui le soutinrent aveuglément comme s'ils avaient à expier un péché mortel, et ceux qui le condamnèrent en recourant à des procédés scélérats, on fut servi à en avoir la nausée !

Je pense que la classe ouvrière avait besoin de cet épisode pour se débarrasser des oripeaux du réformisme bourgeois et renouer avec la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire. Et puis il servit à lui montrer la véritable nature du régime, une machine de guerre destinée uniquement à servir et défendre les intérêts des capitalistes, prête à la moindre menace à recourir à une répression féroce, lui indiquant par là que la lutte de classes était une lutte à mort à l'issue de laquelle un seul des combattants demeurerait en vie tandis que l'autre devrait périr.

Dans ces conditions, il est inconcevable que la classe qui détient le pouvoir puisse le partager avec une autre classe, donc toute tentative de faire croire le contraire est purement et simplement une escroquerie politique, dont leurs auteurs auront plus ou moins conscience, précision qui s'impose puisque malheureusement la plupart des travailleurs et des militants l'ignorent pour ne pas avoir à les caractériser de réactionnaires, ce qu'ils méritent dans bien des cas, ce qui n'est pas une insulte ou un verdict définitif qu'ils se rassurent.

Et puis cet épisode a permis de montrer à quel point le régime était vulnérable, Macron prêt à être exfiltré en hélicoptère si l'Elysée tombait, des commissariats en partie désertés, des policiers qui sympathisent avec les manifestants, des militaires qui se rebellent, des CRS qui se font porter pâles, alors imaginez quelques millions seulement qui déferleraient à l'assaut des institutions et en un éclair il n'en resterait plus rien ! Encore faudrait-il que les esprits de dizaines de millions de travailleurs y aient été préparés et soutiennent la révolution ou tout du moins n'y soient pas hostiles et s'y rallient ensuite...

On a également pu observer de près quelles fonctions ont rempli les médias au côté du régime. Ceux qui s'étendent en long, en large et en travers sur ce sujet ne valent pas mieux en général, et leur discours en apparence radical ne sert qu'à le camoufler. Il faudra les neutraliser leur capacité de nuisance le plus tôt possible au cours du processus révolutionnaire, prendre le contrôle de toutes les chaînes de télévision et les radios appartenant à des oligarques, les exproprier sur le champ, arrêter leurs directions et leurs dirigeants, cela vaudra pour l'ensemble de la presse détenue également par des oligarques, toutes les imprimeries du pays étant saisies et placées sous le contrôle de leurs ouvriers.

Pendant qu'on y pense, à propos du téléphone et d'Internet. Le gouvernement ne pourra pas couper le téléphone car il en aura aussi besoin, par contre il pourra couper Internet. Il ne coupera pas le téléphone, pas si sûr, évidemment, avec tous les fichiers qu'ils auront constitué, ils pourront facilement cibler les numéros à couper, dans ce cas-là il faudra passer par un tiers en principe non fiché, un membre de la famille, un proche, un collège de travail, un voisin, un inconnu, ou passer par des complices pour obtenir des cartes en fournissant des copies de faux papiers ou justificatifs de domicile, le mieux étant de prendre le contrôle des entreprises qui délivrent ces cartes, ce sera un objectif stratégique capital avec les médias.

Inutile ici de revenir en détail sur la répression féroce dont furent victimes les manifestants lors de l'acte V de cette mobilisation. On peut ajouter que cela donne un éclairage nouveau sur les rapports réels qui existent entre les classes et qu'ils ne sont pas en faveur des conciliateurs et autres collaborateurs avec les représentants du régime, gouvernement et patronat, les dirigeants des syndicats en tête qui sont tous des agents du régime avec lesquels les masses identifient le mouvement ouvrier ou l'ensemble des syndicats, militants inclus, qui pour certains se désolidarisent de leurs dirigeants, ce qui devrait alimenter la crise dans les syndicats et tous les partis qui se sont compromis avec cette pourriture, on ne s'en plaindra pas, bien au contraire.

Les représentants de la petite bourgeoisie, ainsi que les blanquistes et les proudhoniens qui représentaient la classe ouvrière au sein de la Commune commirent l'erreur fatale de ne pas arrêter et juger Thiers et son gouvernement quand ils étaient encore dans les murs de Paris, et quand ils déménagèrent à Versaille, ils ne bougèrent pas davantage, vous connaissez la suite. Ils n'avaient tiré aucune leçon du déroulement de la révolution démocratique bourgeoise de 1789 à 1794.

Il fallut trois longues années pour obtenir la tête de Louis Capet dit le XVIe. Ce fut long, oui et non puisqu'il s'agissait de mettre fin à plus de 1700 ans de monarchie ou de féodalité, et encore entre juillet 1789 et août 1792 les révolutionnaires avaient eu au moins deux autres occasions qu'ils laissèrent échapper de liquider Louis XVI, mais peut-être pas la monarchie, il aurait aussi fallu la tête du général La Fayette, mais ce n'était pas gagné d'avance plus tôt, comme quoi parfois il est urgent d'être patient et de réfréner notre ardeur à en finir une bonne fois pour toute avec le régime, chaque révolution a sa propre dialectique et il ne faut pas brûler les étapes sous peine de finir carbonisé, qu'on se le dise.

Avec le capitalisme on en est entre deux et deux siècle et demi d'existence sur le plan institutionnel en partant de la Grande-

Bretagne et de la France, c'est très peu si on le compare à la monarchie et au mode de production féodal, mais cette comparaison est déplacée ou même aberrante pour au moins deux raisons : Du fait du gigantesque développement des forces productives et de l'explosion de la démographie mondiale depuis l'avènement du mode de production capitaliste, qui permettent de satisfaire les aspirations et les besoins matériels de l'humanité et de mettre un terme au règne de la nécessité pour entrevoir enfin celui de la liberté, objectif réalisable depuis environ un siècle mais auquel s'oppose la survie du capitalisme qui privilégie la satisfaction des besoins d'une infime minorité au détriment du reste de la population mondiale.

Voilà pourquoi c'est l'unique obstacle à abattre pour résoudre tous les maux dont souffrent l'humanité et notre planète, objectif politique autour duquel l'ensemble des exploités et des opprimés ainsi que leurs représentants devraient se rassembler.

Mais comme le capitalisme s'est doté d'institutions politiques pour représenter et préserver ses intérêts, les justifier sur le plan juridique ou du droit et les imposer au reste de la population, il faut commencer par lui retirer le pouvoir politique pour saper la légalité de son pouvoir économique basée uniquement sur les inégalités sociales entre les classes que rien ni personne ne peut légitimer ou justifier.

D'où la nécessité du combat politique pour chasser ses représentants au pouvoir en recourant à un soulèvement révolutionnaire des classes exploitées et opprimées, puisqu'il n'existe pas d'autres moyens démocratiques pour parvenir à cet objectif.

Le capitalisme qui clôt le cycle du règne de la nécessité et de l'exploitation de l'homme par l'homme précipite l'heure de l'émancipation, de la libération des opprimés ou de la destruction finale de la civilisation humaine.

Autre enseignement.

Les masses ont fait l'expérience de la répression, des provocations policières, des médias menteurs, cela devrait les aider à rompre avec le régime ou à se détourner de leurs porte-parole, ils jugeront d'un mauvais oeil à juste titre tous ceux qui les ménagent ou leur trouvent des vertus ou qui tiennent un double langage, Mélenchon et sa clique de bras cassés par exemple.

Autre chose.

Dans ma causerie du 18 décembre, j'ai attaqué Etienne Chouard que je tiens pour un charlatan, pour autant quand il fut qualifié de rouge-brun par Autain (LFI) à l'Assemblée nationale, j'ai estimé qu'il était préférable de rester en retrait, sachant que cela ne dérangeait pas madame Autain de s'encanailler avec les ordures d'EELV, de Génération.s ou du PS qui étaient allés saluer le coup d'Etat de l'Otan réalisé grâce à des milices néonazis ou de se faire la porte-parole de toutes les campagnes identitaires ou communautaristes orchestrées par les idéologues de l'oligarchie, je ne tenais pas à me compromettre en reprenant la caractérisation de cette opportuniste hystérique, même si j'estime Soral infréquentable.

A ces ordures vous pouvez ajouter Laurent Mouchard dit Joffrin, rédacteur en chef de Libération auquel Autain a tendu la perche de l'ignominie.

En couverture de Libération le 6 mai 2017 - Faites ce que vous voulez mais votez Macron.

Libération le 21 décembre 2018 - Libération titrait : L'original : Chouard, Dieudonné, Ruffin

Joffrin qui porte bien son nom : Ruffin veut mélanger sans précaution le jaune des gilets au rouge et au vert de sa rhétorique d'extrême gauche. On voit, dans son cas, ce que donne un tel mélange de couleurs : du brun.

Monsieur Laurent Mouchard (et son père millionnaire qui a financé le FN) qui était un ami intime de J-M Le Pen dans les années 60 est sans contestation possible bien placé pour en parler...

J'ai caractérisé le néolibéralisme d'extrême droite parce qu'il ne peut pas supporter la moindre expression de la démocratie empiète sur son pouvoir totalitaire. Donc tous ceux qui en sont les porte-parole méritent cette caractérisation.

J'ai affirmé également que la gauche institutionnelle ou réformiste était l'antichambre de l'extrême droite ou qu'elle faisait le lit de l'extrême droite, les faits l'ont amplement confirmé. Pourquoi ? Mais parce qu'elle est viscéralement liée au régime, et lorsque la crise du régime devient aiguë elle prend la tourne d'une dictature ouverte ou du fascisme.

Comment des acteurs comme BHL, Kouchner, Hollande, Macron, et des milliers d'autres dirigeants politiques, éditorialistes, journalistes, philosophes, historiens, intellectuels, etc. ont-ils pu un jour se revendiquer de gauche, se faire passer pour des gens de gauche, alors qu'en réalité ils ne l'avaient jamais vraiment été ? Certes, parce que la gauche était déjà complètement pourrie ou était déjà de droite.

C'est ainsi que la plupart des acteurs qui se prétendaient de gauche à une époque, emprunteront le discours ou les arguments de l'extrême droite dans d'autres circonstances, et s'ils n'étaient pas compatibles avec le socialisme, ils le seront avec le fascisme. Une simple constatation vous observerez.

Et après ?

Dans l'avant-dernière causerie j'avais proposé une stratégie politique tirée des enseignements des révolutions de 1789-1794, 1830, et février et juin 1848, ainsi que la Commune de 1871, je n'avais pas inclus ceux des révolutions russes de 1905 et 1917 puisqu'il n'existe pas de parti ouvrier révolutionnaire en France en 2018. Je vous y renvoie.

J'ignore quelle tournure va prendre la situation politique dans les semaines à venir, si les masses vont réaliser ce qui s'est passé depuis le 17 novembre, quels enseignements elles vont en tirer. Certains affirment que la mobilisation va continuer ou repartir de plus belle, je n'ai pas suffisamment d'éléments pour en juger. J'ai simplement constaté que les dirigeants de LFI qui appellent à continuer à aller manifester à Paris n'ont pas été capable ou n'ont pas pu mobiliser leurs 9 millions d'électeurs de la présidentielle, leurs 500.000 adhérents dont on ignore s'ils ont réellement existé un jour.

On peut penser qu'il va leur falloir du temps pour réagir même si leur condition est demeurée inchangée et que ce seront les prochaine mesures annoncées par Macron qui mettront à nouveau le feu aux poudres, quand, au printemps, avant, d'ici l'été prochain, le thème des retraites est explosif, Macron osera-t-il le mettre sur la table dans quelques mois, je l'ignore.

Une simple étincelle peut désormais embrasé le pays du jour au lendemain et conduire à une insurrection, certains le souhaitent, d'autres le redoutent, mais ce que tous doivent savoir, c'est qu'une insurrection doit impérativement s'appuyer sur les enseignements de la lutte de classe du passé pour espérer triompher et que le chemin pour parvenir au but est semé d'embûches, de pièges qu'il faut déjouer, malheur à ceux qui confondraient leurs désirs avec la réalité, qui continueraient de refuser d'entendre cet avertissement.

Une insurrection pour aboutir à besoin de fins stratèges, de dirigeants capables de saisir la moindre modification intervenue entre les classes pour déterminer les tâches et les objectifs que les masses doivent accomplir ou se donner pour infliger des revers à l'ennemi, agir de manière disciplinée, organisée pour pouvoir réagir et reculer en ordre en cas de défaites partielles, afin d'aborder dans les meilleures conditions l'étape suivante pour aller de l'avant, encaisser tout recul pour mieux repartir à l'assaut, éviter toute tergiversation ou hésitation qui se solderait par la division et la démoralisation de nos forces ou les affaiblirait. Nous sommes supérieurs en nombre, la légitimité est de notre côté, notre cause est juste, vaincre notre ennemi est à notre portée dès lors qu'on garde cela à l'esprit en permanence, qu'on l'insuffle aux masses pour qu'elles ne flanchent pas au moment décisif, pour qu'elles soient gonflées à bloc et balaient les doutes qui pourraient les ronger, qu'elles fassent preuve d'héroïsme, d'où la nécessité absolue qu'elles soient organisées ou puissent s'appuyer sur un parti qui a su gagner leur confiance et qui la mérite parce qu'il ne les trahira jamais. Sachant que c'est une lutte à mort qui sera engagée, on ne pourra pas en confier la direction au petit bonheur la chance, à des dirigeants qui se sont compromis dans le passé, à des dirigeants autoproclamés, ceux qui vous disent le contraire sont de dangereux charlatans ou aventuriers qui jouent avec votre vie, il faut les combattre impitoyablement.

La révolution est un acte démocratique tant par la forme que par son contenu, parce c'est la majorité qui au mieux y sera associée ou qui finira par y participer, au pire, qui la soutiendra voilà pour la forme, et parce que les intérêts qu'elle représente coïncident avec les aspirations ou besoins de l'immense majorité des exploités et des opprimés qui composent la société, elle n'a pas besoin de chercher ailleurs une justification ou une légitimité parce qu'elle les porte en elle, voilà pour le contenu.

En lisant cela, vous comprendrez peut-être mieux pourquoi nous qualifions de gredins ou de réactionnaires tous ceux qui s'y opposent, tous les dirigeants des partis institutionnels qui osent parler en notre nom ou qui n'ont que la démocratie à la bouche et qui vomissent dessus quotidiennement.

Maintenant il nous faut admettre que nous abordons cette phase décisive de la lutte de classes dans les pires conditions à tous les niveaux, il ne faut surtout pas se le cacher, mais les choses peuvent évoluer très rapidement et nous continuons de croire que notre combat n'est pas perdu d'avance, même si nous partons avec un lourd handicap.

Les masses n'y ont pas été du tout préparées, les militants non plus. On n'a pas cessé de les bercer d'illusions ou de leur raconter des histoires, peu importe d'ailleurs qu'ils y aient plus ou moins cru, toujours est-il qu'elles ne sont pas parvenues à se doter d'une nouvelle direction pour mener ce combat dont l'enjeu sera décisif pour l'avenir de l'humanité, cela aussi il faut le conserver précieusement à l'esprit en permanence. Cela doit être notre objectif prioritaire. Les dirigeants qui vous diront qu'il n'a jamais cessé d'être le leur sont des menteurs, nous avons eu mille occasions de le démontrer au cours de la dernière décennies dans ces causeries en remontant parfois un demi-siècle en arrière pour montrer que c'était une constante chez eux de tenir un double langage, inutile d'y revenir ici.

Dès lors nous nous retrouvons dans la situation où nous ne pouvons placer notre confiance dans aucun parti ouvrier, ce qui est en soi désastreux ou dramatique. On pourrait admettre qu'on se soit trompé sur leur compte une fois, deux fois, trois fois à la limite mais pas des dizaines de fois sur une durée aussi longue, ou alors cela signifierait qu'on se serait fourvoyé sur toute la ligne,

pour nous en convaincre il faudrait qu'on admette qu'on a rêvé, que les faits qu'on a relevés minutieusement ne se sont jamais produits, qui plus est après être revenu dessus une multitude de fois ou en les ayant examinés sous tous les angles parce qu'on n'y croyait pas nous-même, combien de fois je me suis dit : Ce n'est pas possible, pas eux, non, je ne veux pas le croire, et puis à la longue il a bien fallu se résigner à l'évidence, si, eux aussi.

Par ailleurs pour avoir milité dans une organisation, je n'ai pas perdu de vue qu'un parti pouvait adopter une ligne politique pour défendre son appareil, pour des raisons qui pouvaient nous échapper, pour éviter d'être complètement isolé, pour remobiliser ses militants démoralisés ou je ne sais quoi encore, j'ai imaginé toute sorte de scénarios pour justifier leurs positions, y compris bien entendu qu'ils pouvaient être motivés par l'aggravation de la crise du capitalisme, du régime, qui avait entraîné une modification des rapports entre les classes, je pense sincèrement ne rien avoir laissé au hasard et j'en suis chaque fois arrivé aux mêmes conclusions, donc j'ai dû me résoudre à les accepter.

Malgré tout j'ai appelé les lecteurs à rejoindre tel ou tel parti plutôt que rester inorganisés quitte à ce que cela soit perçu par certains comme une concession inacceptable ou pire une compromission, j'y ai pensé évidemment. Et puis peu de temps après, ces partis tenaient à nouveau un discours que nous ne pouvions que condamner, et nous nous retrouvions dans la même situation que précédemment. J'ai eu des contacts avec des cadres de certains partis ou dirigeants de petites formations, mais chaque fois je me suis retrouvé en présence de furieux dogmatiques ou des militants à l'esprit étroit, borné , qui ne voulaient même pas examiner mes arguments, je devais adopter les leurs ou me rallier inconditionnellement à leurs positions et la fermer, c'était inacceptable et j'ai abandonné. Que pouvais-je faire de plus, rien, hélas ! Moi je ne demande qu'à être convaincu que je me suis trompé, j'en serais le premier à en être heureux, quel soulagement ce serait entre nous, mais je ne peux quand même pas inventer quelque chose qui n'existe pas.

On m'a adressé un tas de documents que j'ai commencé à lire, pour m'apercevoir dès les premières pages que leurs auteurs reproduisaient les erreurs des dirigeants qu'ils dénonçaient, c'était tellement gros que je n'ai pas insisté non plus.

Si je dis que les faits m'ont donné raison, cela ne voudra rien dire ou n'avancera à rien, puisqu'ils sont convaincus que ce qui arrive devait arriver ou que c'était écrit d'avance et que personne n'y peut rien, donc il n'y a pas à chercher où les uns ou les autres auraient commis des erreurs pour les corriger, ce qui les conduit à ne rien changer comme si de rien n'était, bref, tout est pour le mieux dans le pire des monde et personne n'y peut rien, c'est la fatalité, c'est comme cela, c'est triste et effrayant à la fois quand on y pense, c'est un cauchemar, que voulez-vous que je vous dise de plus.

Cela ne servirait à rien non plus d'affirmer que je n'ai aucun intérêt dans cette affaire contrairement à eux, aucune ambition personnelle dans mon trou en Inde, cela ne m'empêcherait pas de pouvoir me leurrer moi-même, même en étant sincère ou honnête, mais j'ai franchement du mal à l'envisager pour avoir retourné dans tous les sens mille fois ces questions, quel profit j'en tirerais, d'avoir raison, quelle connerie, soyons sérieux ! Et puis je pars toujours des faits, quand je dénonce une surinterprétation par exemple, je fournis toujours les éléments matériels qui le démontrent, je n'invente rien.

Je conçois très bien qu'on mette en avant tel ou tel mot d'ordre pour faire de l'agitation, mot d'ordre qui peut s'avérer réducteur ou qu'on peut interpréter de différentes manières, mais on ne juge pas là-dessus l'activité d'un parti, d'un courant politique, mais sur ses résultats concrets, son bilan au bout d'un demi-siècle d'existence ou davantage, quel objectif il a permis d'atteindre, où il en est en terme de construction, comment il s'y est pris pour élever le niveau de conscience des masses, on ne va le juger en examinant le niveau de conscience des masses ce qui serait ridicule et injuste puisqu'ils sont marginalisés, mais celui de ses propres militants et cadres, dirigeants, sur le contenu de sa production écrite, de ses déclarations, appels, de quelle manière il s'adresse aux masses, à qui il s'adresse, se donne-t-il les moyens de construire le parti ou ses dirigeants poursuivent un tout autre but, etc. A suivre.

Derniers développements de la situation en France, quelques infos et témoignages.

Totalitarisme. L'ordre doit régner. Au tour des menaces et des sanctions pénales.

LVOG - Nous exigeons la libération de tous les manifestants emprisonnés depuis le 17 novembre, l'abandon des poursuites judiciaires, l'annulation de toutes les sanctions prises à leur encontre !

- Gilets jaunes : le gouvernement veut en finir - Liberation.fr 24.12

L'exécutif a affiché dimanche et lundi un message de fermeté après plusieurs semaines de manifestations des gilets jaunes émaillées de violences. Liberation.fr 24.12

Thiers la haine de la classe ouvrière est de retour.

- Gilets jaunes: Philippe pour punir sévèrement l'agression de policiers Reuters - 24.12

- Edouard Philippe affiche sa "détermination à ramener l'ordre" - AFP 24 décembre 2018

Les psychopathes forcenés en rajoutent.

- "Gilets jaunes" : pour Mounir Mahjoubi, les ingérences de "forces étrangères" via les réseaux sociaux sont "inacceptables" Franceinfo 24 décembre 2018

Que s'est-il réellement passé à Paris lors de "l'acte 6", entre des manifestants et des gendarmes motorisés ?

Grille de lecture.

Un groupe de manifestants se trouvaient à proximité de l'avenue Georges V sans présenter apparemment de menace à l'ordre public, quand tout d'un coup suite à un ordre donné par un supérieur hiérarchique de les disperser, les forces de l'ordre leur envoient non pas une mais trois grenades de désencerclement, en réponse à cette agression caractérisée, leur réaction immédiate a été de s'en prendre à quatre gendarmes motorisés qui étaient à leur portée, oeil pour oeil, dent pour dent, rien de plus banal en somme. A la répression aveugle ou injustifiée, ils vont s'en prendre aux forces de l'ordre qui leur tomberont sous la main, histoire de montrer qu'ils ne résigneront pas à subir un tel traitement. A la violence extrême ou à la terreur, ils répondront par la terreur ou leur violence se situera au même niveau, ce qui était légitime. Le ministre de l'ordre établi et les médias à ses ordres fourniront une autre version, amputée, normal.

- Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, considère que les policiers ont eu "une attitude exemplaire face à des attaques inqualifiables". - franceinfo 24.12

Tournées samedi 22 décembre lors de "l'acte 6" des "gilets jaunes", les images montrent trois motards de la police, obligés de prendre la fuite alors qu'ils sont pris à partie par des manifestants. "Ces images ont impressionné, elles ont choqué", a estimé Edouard Philippe, lundi 24 décembre, en fin de matinée.

Quelques secondes avant les premières violences, on voit un policier lancer ce que le journaliste pense être une "grenade de désencerclement" explique-t-il à franceinfo.

Stéphanie Roy (reporter freelance pour l'agence Line Press et Clément Lanot, journaliste indépendant) a également publié une vidéo de "la scène dans sa totalité" où l'on voit les policiers lancer trois grenades pour, semble-t-il, bloquer les manifestants qui voulaient s'engouffrer dans l'avenue George-V. franceinfo 24.12

Quand le règne de la terreur se retourne contre eux

- Joachim Son-Forget (député LREM) accusé de sexisme après avoir évoqué "le pot de maquillage" d'Esther Benbassa - Le HuffPost 25 décembre 2018

La querelle virtuelle a commencé le 23 décembre, lorsque Joachim Son-Forget s'est ému d'un tweet de la sénatrice EELV, où elle dénonçait les termes de "violence" et "vulgarité" employés par Brigitte Macron -citée dans un article du Monde- pour décrire les comportements de certains manifestants lors des mobilisations de gilets jaunes.

Cette publication a provoqué l'agacement de Joachim Son-Forget, qui a estimé que l'élue EELV avait "détourné" un article "partial et à charge" pour "mettre de (l'huile) sur le feu". Et de s'attaquer au physique de la sénatrice: "Avec le pot de maquillage Esther Benbassa que vous vous mettez sur la tête, vous incarnez plus que jamais ce que vous tentez maladroitement de caricaturer. Vous le sentez l'amalgame violent maintenant?" Le HuffPost 25 décembre 2018

Ne cherchez pas, entre eux il n'y a que la couche de maquillage qui les distingue.

Macron vomit le peuple et lui fait savoir une fois de plus, tout en honorant l'armée, le dernier fidèle rempart du régime.

- Message de Noël : pour Macron, un tweet et un hommage aux militaires - LeParisien.fr 25 décembre 2018

LeParisien.fr- Le chef de l'État a tweeté ce mardi matin un message très simple pour souhaiter un bon Noël à ses concitoyens : "Brigitte se joint à moi pour souhaiter un joyeux Noël à chacun d'entre vous."

LVOG - "Moi", pour vous, c'est lui, mais pour lui ce n'est pas lui, son moi n'est pas pour vous, vous avez pigé ?

LeParisien.fr - Le chef de l'Etat est tout de même intervenu en toute fin de soirée, vers 23h30, au cours de l'émission « Noël avec nos soldats », diffusée depuis Port-Bouët, à Abidjan (Côte d'Ivoire) mardi soir sur France 2. Emmanuel Macron a alors endossé son rôle de chef des armées. Le président de la République a évoqué les hommes et les femmes « tombés au combat », affirmant connaître la « douleur du premier Noel qui suit le départ d'un proche ». « Au milieu des festivités, ayez un instant pour penser à eux. Nos soldats, leurs familles, nos blessés et nos disparus », a-t-il notamment énuméré lors d'une courte allocution. LeParisien.fr 25 décembre 2018

Il n'allait pas évoquer ceux qui sont "tombés" victimes de la féroce répression policière qu'il a ordonnée.

Vos, soldats, leurs familles, vos blessés et vos disparus en sont pas les nôtres !

La réaction assumée dans toute sa splendeur.

- Manifestations des "gilets jaunes" : "Ceux qui restent sont des antirépublicains" - franceinfo 23.12

Jean Petaux, politologue à Sciences Po Bordeaux.

La violence est proportionnelle à la baisse des effectifs, c'est-à-dire qu'il reste les noyaux les plus militants, les plus extrémistes et les plus protofascistes.

Ce qui est clair, c'est que ceux qui restent sont des antirépublicains, clairement. Ce mouvement, depuis le début, est absolument inédit.

C'est un mouvement qui, au maximum, rassemble 40 000 personnes sur l'ensemble du territoire, et vous avez une stratégie de la violence et de la tension.

Ce sont des faits inadmissibles, inacceptables en République et en démocratie. Il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt et dire qu'il y a des raisons de faire ça, il n'y a pas de raisons de faire ça. Il y a une mécanique qui est une convergence entre le brun et le rouge et de ce point de vue là, François Ruffin est une véritable caricature de ce processus. Il y a une convergence des mouvements factieux et séditieux qui s'incarnent dans ce qu'on a vu à Toulouse, Bordeaux et Paris.

Il y a de fortes chances, compte tenu de l'agenda social du premier semestre, que d'autres explosions sociales se multiplient. La rentrée de janvier ne va pas du tout être simple pour le gouvernement.

Je pense que le degré de détestation qu'a atteint Emmanuel Macron auprès d'une majorité de Français n'est pas rattrapable dans la mesure de la confiance à son égard. franceinfo 23.12

Fabrication du consentement ou l'esclave en guise de destin

- "Gilets jaunes" : "Le vrai débat c'est un contrat démocratique et social qu'il faut inventer", selon le député LREM Patrick Vignal - Franceinfo 25.12

Au lendemain de l'acte 6 de la mobilisation des "gilets jaunes", Patrick Vignal, député LREM de l'Hérault, estime sur franceinfo qu'"on est à un tournant qui doit permettre au président de la République de rebondir et de cesser d'avoir une fracture". Franceinfo 25.12

Ils ont de quoi s'inquiéter : "On ne lâche rien."

- "Gilets jaunes" : "Que ça soit le réveillon, Noël, Pâques, on tiendra tant qu'on n'aura pas ce qu'on veut" - franceinfo 25.12

Ils ne lâchent pas leur rond-point même à Noël. Lundi 24 décembre, des "gilets jaunes" ont décidé de réveillonner sur leur campement. Objectif : montrer qu'ils restent déterminés, même pendant les fêtes. C'est le cas d'une quinzaine de Picards. Ils ont passé la soirée sur le rond-point de l'Oiseau à la sortie de l'A16 près d'Abbeville dans la Somme, en entonnant un chant toute la soirée : "On ne lâche rien."

Olivia, au chômage, s'est recréé un cocon ici : "Tout le monde est solidaire, c'est vrai qu'on est là du matin jusqu'au soir, c'est comme une deuxième famille", ajoute-t-elle. Jean-Luc et Joël ont décoré le sapin posé dans le coin de la cabane, ils ne se voyaient pas réveillonner ailleurs que sur leur rond-point : "On continue. Que ça soit le réveillon, Noël, Pâques, on tiendra, tant qu'on n'aura pas ce qu'on veut, on tiendra. Il a beau dire ce qu'il veut Macron, il ne nous aura pas. Parce qu'ici, ce sont des gens déterminés, parce que faire Noël ici, chapeau !", lancent-t-ils. Et les deux "gilets jaunes" promettent qu'ils seront au même endroit pour le jour de l'an. franceinfo 25.12

Parole d'internaute

1- "C'est étrange que ces spécialistes en tout genre même Todd ou des journalistes comme Daniel Schneidermann disent "je n'ai rien vu venir" ! Cela fait quand même bien 30 ans que le système de casse générale du pays est "en marche" c'est le cas de le dire. Comment tout ces gens là n'arrivent pas à prendre "le pouls du peuple" qu'ils côtoie même sur leurs sites ?. Les chiffres a surveiller : 135 000 000 de repas donnés par les Restos du Coeur, l'an dernier (sans compter le Secours Catholique, Secours vert) les délocalisations, destructions d'emplois, le chômage de masse, la précarisation, pauvreté qui rappelle les années d'après guerre auraient dû les alerter. De même les appels des services de santé publiques, les écoles qui ferment, des villages abandonnés. Il était clair que le modèle économique prôné dans les années Reagan/Thatcher ayant déjà mis a mal les Usa et Uk devaient chez nous donner les mêmes résultats. "

2- "Le système de domination actuel (les féodalités financières comme vous le dites si bien) repose aussi sur toute une hiérarchie de larbins, de détournements des fonds publics, de fraudes fiscales, de corruption locale sous le regard bienveillant de l'État.

Dans mon coin par exemple, en plus des ronds points il y a des groupes de gilets jaunes qui se sont formés pour étudier tout ça, fusionnant avec des associations déjà existantes, alertant la population de ces situations illégales, réclamant à nos élus de saisir les autorités concernées (Cour des Comptes, Autorité de la Concurrence, …), …

Et ça ne fait que commencer…

Ils tremblent de peur, parce que eux aussi ont bien compris qu'il ne s'agissait pas que de Macron…"

RIC. Réaction d'un travailleur suisse.

"Actum est de republica ! 24.12

Ne rêvez pas de la Suisse ! La Démocatie ici aussi n'est qu'une chimère, les projets véritablement sains sont rares et systématiquement retoqués, quand ils ne sont pas choisis pour coller à certaines exigences plus ou moins occultes… Il n'y a pas pire simulacre que celui qui singe trop habilement la réalité. En Suisse, les salaires sont certes élevés, mais les produits de première nécessité sont hors de prix pour le Suisse moyen, sans parler des loyers et pourtant tout le monde se tient à carreau. Ici à xxx, il y a un très fort contingent de CSP+ et au-delà, provenant de pays anglo-saxons venus pour quelques années « faire du fric » avant de saccager socialement d'autres pays, bien moins lotis que celui-ci ! La Suisse est devenue un Disney Land sans frontière où le rêve multiculturaliste de la boboitude branchouille règne en maître. Extrêmement voyante et décomplexée, elle arrive à faire croire en sa domination qui reste essentiellement symbolique. Et comme la culture alémanique est ce qu'elle est, il n'y a pas de vague. Le conditionnement des masses fonctionne à merveille ! La Suisse est aussi un laboratoire à ciel ouvert où la police non plus ne faut pas dans la dentelle. Il faut néanmoins reconnaitre c'est le défaut de sa qualité, les gens ici sont bien plus respectueux les uns des autres (les autochtones surtout. La caste de privilégiés du multiculturalisme et les jeunes générations sont globalement toutes aussi égoïstes et narcissiques que les autres partout ailleurs) que les Français entre eux, notamment. Autre culture, autre Histoire. Mais la France que j'aime se réveille enfin d'un trop long sommeil !

La Suisse que j'aime malgré tout, pour ses paysages, sa sérénité, son Histoire, est une Suisse amplement fantasmée. Elle est devenue de décennies en décennies le Cheval de Troie de la Dictature mondialiste en Europe. Le véritable coffre-fort du monde quoi qu'on en dise… L'un de ces plus importants moteurs financiers. La BRI, c'est à côté…

Bref, ne rêvons pas la Suisse et investissons pacifiquement (et d'urgence ! Ils sont fébriles, profitons-en !) nos journaloperies nationales et régionales pour faire entendre la voix du peuple de France, la voix de tous les Français en mesure de comprendre la réalité de la partition diabolique jouée par nos élites autoproclamées. Et nous sommes bien plus nombreux que le miroir merdiatique déformant le prétend à longueur d'antenne !"

ECONOMIE

La Bourse ou la vie

LVOG- Le dollar et les taux d'intérêt qui montent, le pétrole qui baisse, les signes avant-coureurs de la prochaine explosion financière programmée?

- Les bourses mondiales dévissent pour Noël - euronews 25 décembre 2018

La bourse de Tokyo a plongé de 5% mardi, après un week-end prolongé et une baisse à Wall Street. En cause, les incertitudes à Washington et la chute des prix du pétrole.

Les investisseurs ont réagi aux critiques de Donald Trump concernant la banque fédérale américaine mais également au Shutdown aux Etats-Unis. Le Dow Jones a signé son plus mauvais réveillon de Noel, - 650 points, et pourrait connaitre le plus mauvais mois de décembre depuis la grande dépression de 1931.

En Chine, la bourse de Shangai a également dévissé de 2%.

La plupart des bourses mondiales sont restées fermées ce 25 décembre pour Noel. euronews 25 décembre 2018

Le nouvel ordre mondial mafieux de la finance.

- Rothschild et Goldman Sachs pratiquent la fraude et le blanchiment en Malaisie et ailleurs - Réseau Voltaire Mexico (Mexique) 24 décembre 2018

Il manque un milliard de dollars au Fonds souverain malais ; une erreur des banques Goldman Sachs et Rothschild. S'il s'agissait de petites banques, leurs dirigeants seraient en prison. Mais celles-ci sont coutumières du fait et vous présentent leurs excuses.

par Alfredo Jalife-Rahme

On a découvert des transactions irrégulières à hauteur de cinq milliards de dollars, et un réseau de blanchiment d'argent dans dix pays, qui impliquent les banques d'investissement censées être au-dessus de tout soupçon Goldman Sachs et Rothschild, le tout dans une opération frauduleuse contre IMDB, le fonds souverain malais, et cela a secoué le monde financier, depuis les USA jusqu'à Singapour, en passant par la Suisse [1].

Les fonds vautour, sur lesquels règne l'Israélo-américain Paul Singer [2], qui ont dépecé l'Argentine [3], s'intéressent maintenant au Mexique, qui possède naïvement des bons Texcoco fournis par le couple apatride Videgaray/Peña.

Le site Bloomberg revient sur l'histoire de IMDB de Malaisie, le scandale qui a secoué le monde de la finance [4].

La banque Rohschild AG a —dit-on— sérieusement rompu avec les règles du blanchiment d'argent dans sa pratique corruptrice en Malaisie, qui a piégé les prêteurs dans le monde entier [5].

Bizarrement, le régulateur financier suisse Finma, qui doit encore à l'opinion publique mexicaine la liste des fraudeurs du fisc à très grande échelle du Mexique néolibéral mis à nu par les HSBC Papers [6], Panama Papers [7] et Bahamas Leaks [8] — ne signale pas de relation commerciale significative de la banque Rothschild avec un certains client « qu'on ne saurait nommer » dans le blanchiment d'argent.

Question idiote : qui peut bien être ce client secret ? George Soros, le philanthrope partenaire des banquiers Rothschild ? Est-ce que Soros est un blanchisseur, alors que l'un de ses pantins littéraires, Mario Vargas Llosa le romancier péruvien, s'est retrouvé exposé dans les pestilentiels Panamá Papers ? [9] Mario Vargas Llosa, avec ses deux alliés narco-littéraires au Mexique, a défendu férocement la CEU (l'Université d'Europe Centrale) fondée par Soros à Budapest, où il apporte la peste [10].

Excessivement corrompu, Vargas Llosa s'est attaqué au populisme du gouvernement hongrois. Je parie qu'il ne sait même pas ce que signifie le terme.

Selon Tom Wright du Wall Street Journal, la Malaisie poursuit Goldman Sachs pour malversation, à hauteur de 2 700 millions de dollars soustraits au fonds étatique d'investissements IMBD [11].

Le FBI s'est joint à l'enquête criminelle multinationale, déclenchée par Hong Kong, Singapour, le Luxembourg, les Émirats Arabes Unis, les Seychelles et l'Australie, qui a conduit à l'arrestation de l'ex Premier ministre malais Najib Razak, ce qui est l'une des raisons du retour triomphal de l'ex Premier ministre Mahathir Mohamad, ennemi bien connu du méga-spéculateur [12].

Le fonds souverain d'Abou Dabi, l'International Petroleum Investment Company, a déposé une autre plainte contre Goldman Sachs auprès des tribunaux de New York [13].

D'ailleurs, Martin Werner Wainfeld, l'Israélo-argentin coupable du Fobaproa, la plus importante opération frauduleuse contre le Mexique, a été directeur assistant des télécommunications avec le président mexicain Ernesto Zedillo, partenaire de Goldman Sachs, pour devenir ensuite propriétaire de la banque Mifel [14].

Combien ont bien pu détourner de Fobaproa les trois entités, Goldman Sachs, Zedillo et Werner [15] ?

Les scandales crapuleux de Sachs ne sont pas nouveaux, ils ont été résumés par Matt Taibbi [16]. Sans surprise, l'article original de Taibbi dans le magazine Rolling Stones a été censuré [17]. Cela faisait longtemps que les monstres et monstruosités commises par Goldman Sachs ne pouvaient plus être dissimulés, depuis l'époque de « l'effet tequila » [18].

On ne peut que s'étonner que cette énième combinaison de fraude et de blanchiment de Goldman Sachs ait brusquement éclaté au grand jour, alors qu'il s'agit d'un conglomérat de banquiers israélo-US, dont l'influence est énorme, au point que les présidents démocrates et républicains se suivent, sans que la légendaire banque frauduleuse et blanchisseuse se voie écartée du pouvoir : c'est le cas de l'ex patron israélo-US Steven Mnuchin, secrétaire au Trésor du cabinet Trump.

Notes.

[1] "How the 1MDB Scandal Led to Goldman's First Criminal Charges", Shamim Adam, Yudith Ho and Cedric Sam, Bloomberg, December 21, 2018.

[2] « "Fondos buitre", detrás del latrocinio petrolero de México, Gaza y las Malvinas », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 5 de Mayo de 2014.

[3] Argentina, los fondos "buitres" y las Malvinas, Alfredo Jalife-Rahme, Orfila, 2014.

[4] "The Story of Malaysia's 1MDB, the Scandal That Shook the World of Finance", Shamim Adam, Laurence Arnold, and Yudith Ho, Bloomberg, May 24, 2018.

[5] "Rothschild Bank caught up in money-laundering scandal", Russia Today, July 28, 2018.

[6] "6 cosas que debes saber sobre el escándalo de HSBC en Suiza", Forbes, 15 de Febrero de 2015.

[7] « Wikileaks denuncia a George Soros de haber financiado Los papeles de Panamá », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 10 de April de 2016.

[8] « Bahamas Leaks : desnudan "lavado fiscal" de Pinochet, Macri, Pemex y el PAN de México », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 25 de Septiembre de 2016.

[9] « Los papeles de Panamá de Vargas Llosa : lavado neoliberal imperfecto en los paraísos fiscales », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 4 de Mayo de 2016.

[10] « Mario Vargas Llosa defiende la universidad fundada por George Soros », La Vangardia, 22 de Junio de 2017.

[11] "Malaysia Files Criminal Charges Against Goldman Sachs", Tom Wright, Wall Street Journal, December 17, 2018.

[12] « Increíble regreso nacionalista de Mahathir en Malasia : sacude a "globalistas" y al sudeste asiático », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 13 de mayo de 2018.

[13] "Goldman Sachs Sued Over 'Central Role' in 1MDB Scandal", Bradley Hope, Wall Street Journal, November 21, 2018.

[14] « Martín Werner Wainfeld : Del FOBAPROA/IPAB a socio de banca Mifel y Goldman Sachs », Alfredo Jalife-Rahme, Voces del Periodista, 1 de Abril de 2009.

[15] « Cuando el multigenocida Goldman Sachs saqueó México y Ghana », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 2 de Mayo de 2010.

[16] « ¿Goldman Sachs busca aniquilar a China ? », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 29 de Agosto de 2010.

[17] "Matt Taibbi's "Vampire Squid" Takedown Of Goldman Sachs Is Finally Online", John Carney, Business Insider, July 16, 2009.

[18] « ¿Abandonó "Dios" a Goldman Sachs ? », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 21 de Abril de 2010.

Réseau Voltaire Mexico (Mexique) 24 décembre 2018

Haut de page

Le 29 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (19 pages)

Quelques formules à retenir.

L'Internationale oligarchique existe :

- La finance transnationale.

- La finance globale.

La gouvernance mondiale assurée par les multinationales.

- Ils détruisent toute forme d'État pour en contrôler l'exploitation.

Une autre formule à retenir.

- Le ministère des commis.

Le ministère des commis non pas de Bonaparte mais de l'oligarchie financière qui a mis en place Macron, un pantin.

Marx à propos de la réponse de Louis Bonaparte à l'Assemblée législative le 1er novembre 1849. Il qualifiera ainsi le ministère d'Hautpoul, le ministère de Bonaparte ou l'organe du président, face à l'Assemblée législative, le ministère des commis.

Réflexions politiques sur la situation.

En mettant fin à la guerre en Syrie, les espoirs impériaux de Macron s'envolent.

Dans l'impossibilité d'exporter la guerre de classes pour soulager l'énorme pression qui pèse sur son régime en état de banqueroute, il va falloir qu'il la livre à l'intérieur, c'est ainsi que la lutte des classes fait rage depuis le 17 novembre 2018. Sa marge de manoeuvre étant pratiquement nulle, il ne peut répondre aux revendications sociales de la classe ouvrière et des couches inférieures de la petite bourgeoisie qu'en leur prodiguant des miettes et par une répression féroce...

Pire encore, en mettant en veilleuse la propagande contre le terrorisme, en dénonçant l'instrumentalisation du réchauffement climatique, en ridiculisant la propension hypocrite des bourgeois à se présenter en champion de la lutte contre le racisme, l'homophobie, la misogynie, en se moquant de ses alliés, en s'en prenant violemment aux médias institutionnels, en osant même attaquer la Fed, le clan de l'oligarchie que représente Trump prive Macron et ses semblables pour ainsi dire de toute légitimité ou l'affaiblit, alors que les rapports entre les classes sont en train de se tendre à l'extrême et font poindre la menace d'un soulèvement révolutionnaire des masses dans un grand nombre de pays, notamment en Europe.

Quelles en sont les conséquences immédiates ?

D'une part, il sème la confusion et le doute dans la tête des capitalistes et contribue ainsi à les diviser et à les affaiblir, alors que la crise rampante du capitalisme s'accentue de jour en jour et sape tout espoir de rémission.

D'autre part, il oblige les couches moyennes et supérieure de la petite bourgeoisie qui ont été conduites à soutenir et à fournir le gros des troupes du clan le plus extrémiste et décadent de l'oligarchie à resserrer les rangs autour de lui et à se radicaliser toujours plus à droite. Tandis que ses couches inférieures qui leur avaient emboîté le pas à défaut de pouvoir se tourner vers le mouvement ouvrier trop corrompu, se retrouvent acculées, durement frappées, pour ainsi dire paupérisées ou en voie de l'être, du coup elles n'ont plus d'autre alternative que se soulever ou se résigner à mourir en étant sûres d'être vaincues si elles ne s'allient pas à la classe ouvrière, si la classe ouvrière ne se soulève pas massivement. D'où le nouvel examen de conscience auquel elles sont contraintes de se livrer dans les pires conditions, après avoir placé leur destin entre les mains de la social-démocratie ou de la gauche pourries jusqu'à la moelle, il va falloir qu'elles choisissent leur camp. Une partie basculera

dans celui du prolétariat, une autre préfèrera se laisser berner par les illusions propagées par une multitude d'acteurs liés au capitalisme ou à l'oligarchie, d'extrême droite ou agissant sous le faux masque du souverainisme.

Tout dépendra en dernière analyse du comportement qu'adopteront la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Reste à savoir si le mouvement ouvrier profondément compromis et contrôlés par des agents du capital va finir par imploser et aura ou non la capacité de se reconstruire sur les bases du socialisme. Pour le moment il craque de partout, ses appareils corrompus se sont mise au service de Macron, ils continuent de jouer le rôle sordide de relais institutionnel auprès du pouvoir, mais en même temps ils sont obligés de radicaliser leur discours pour ne pas se couper de leurs bases qui subissent l'influence de la révolte des "gilets jaunes".

Tout cela on l'a déjà vécu mille fois depuis les années 30 et chaque fois cela s'est soldé de la même manière, sur le fond j'entends. Pourquoi ? Parce que les masses ne sont jamais parvenues à s'organiser elles-mêmes et à imposer aux syndicats et aux partis dits ouvriers de participer aux organismes qu'elles auraient créés ou d'accomplir à leur côté les tâches qu'elles auraient définies, de reprendre à leur compte leurs revendications sociales et politiques, chaque fois les agents du capital au sein du mouvement ouvrier sont parvenus à contrôler et à conduire la mobilisation des masses vers une impasse ou une défaite.

Donc à ce titre la mobilisation dite des gilets jaunes est intéressante puisqu'elle a empêché les appareils pourris du mouvement ouvrier de prendre la direction de leur mouvement, ce qui a permis de le poursuivre depuis le 17 novembre. En même temps, elle a révélé une faiblesse fatale en demeurant coupée du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière urbaine concentrée dans ou plutôt autour des grandes villes. Les appareils l'ont exploitée évidemment pour tenter de casser la dynamique enclenchée par le prolétariat rural et les couches inférieures afin d'éviter que la jonction s'opère avec le prolétariat urbain ou des grandes villes, ils ont fait en sorte que les "gilets jaunes" demeurent isolés pour que Macron puisse plus facilement les réprimer.

Je pense que dans la situation, telle qu'elle était la veille du 17 novembre, les choses ne pouvaient pas se dérouler et se conclure provisoirement autrement, car les rapports entre les masses et le mouvement ouvrier étaient devenus tellement pourris qu'il était impossible qu'ils changent du jour au lendemain. Il allait falloir du temps pour que chacun tire les enseignements de ce qui s'était passé pour espérer aborder la prochaine étape ou occasion dans de meilleures conditions. On n'a pas seulement besoin de l'unité du prolétariat urbain et rural, mais aussi des couches inférieures des classes moyennes auxquelles on peut assimiler une grande partie du prolétariat, on a besoin qu'ils se dotent d'objectifs politiques et d'instruments pour les atteindre en terme d'organisation sur tout le territoire.

Il n'en demeure pas moins que de par la place intermédiaire qu'elles occupent au sein des rapports de production entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière, les classe moyennes ne peuvent pas être indépendantes, du coup il leur est impossible de prétendre à prendre la direction d'un soulèvement contre le régime, ce rôle revient à la classe ouvrière puisqu'il n'existe pas d'autres classes qui pourraient l'assumer. Et comme la classe ouvrière est très hétérogène, compte tenu que seules ses couches les plus défavorisées ou inférieures n'ont rien à perdre et sont susceptible d'incarner la rupture avec le capitalisme, mais qu'elles n'ont pas les moyens de l'exprimer consciemment pour entraîner dans son combat toutes les autres couches du prolétariat, pour représenter leurs intérêts ainsi que ceux de toutes les couches d'exploités et d'opprimés, elles ont besoin d'un parti qui les incarne consciemment, qui incarne leur unité, dans lequel se rassembleront l'ensemble de ses éléments les plus déterminés, combatifs, les plus évolués, les plus conscients, qui aura pour tâche de les aider à lever tous les obstacles qui se dresseront sur le chemin qui les mènera à la prise du pouvoir, de les guider tout au long du processus révolutionnaire jusqu'à la victoire finale.

Une réflexion politique sur les stratégies de nos ennemis.

Les différentes puissances impérialistes sont en situation de concurrence les unes avec les autres. Quel que soit le rang qu'elles occupent sur le plan économique ou militaire, elles partagent le même ennemi : Le prolétariat mondial. De plus, toutes doivent faire face aux contradictions qui sapent la survie du capitalisme, donc leur propre existence. Elles ont conçu différentes stratégies pour contenir à la fois le prolétariat mondial et les contradictions du capitalisme, mais toutes à terme s'avèrent inopérantes ou vouées à l'échec, ce qui les oblige à d'incessants recadrages, quitte parfois à en changer radicalement quand elles se retrouvent au bord du gouffre, ce qui est le cas aujourd'hui.

Pour autant, on sait que pour contrecarrer les contradictions qui rongent inexorablement le capitalisme et mettent en péril sa survie, retarder le moment où ils ne pourront plus cacher plus longtemps qu'il est effectivement en faillite, ils n'ont pas d'autres alternatives qu'accroître toujours plus la rationalisation et la concentration de la production, des capitaux qui se retrouvent entre les mains de quelques millions de riches à hyper riches sur une population totale qui dépasse 7,4 milliards d'êtres humains, mécanisme qui inexorablement contribue à amplifier ces contradictions jusqu'à les rendre insoutenables sur le plan social.

Sur le plan politique, cela devait se traduire par leur emprise croissante sur tous les Etats, et tous les peuples seraient privés de tout droit politique par l'intermédiaire d'une législation internationale qui leur serait imposée par le biais d'institutions supranationales antidémocratiques à l'échelle mondiale ou continentale, ONU, UE, Otan, etc. pour aboutir à un mode de

gouvernance autoritaire et ouvertement antidémocratique qui serait rejeté par tous les peuples, qui précipiterait à son tour une crise politique qui combinée à une crise sociale quasi mondiale prendrait une tournure imprévisible ou incontrôlable, aucun peuple ne se résignant à accepter le sort épouvantable qu'ils leur avaient réservé.

D'un côté les capitalistes sont voués à se livrer à une guerre impitoyable, de l'autre, ils sont condamnés à s'entendre, mais pas dans n'importe quelle condition, reste à savoir ceux qui demeureront en vie, ceux qui seront absorbés et ceux qui seront voués à se sacrifier ou à disparaître.

Depuis le début des années 90, c'est la combinaison d'un contexte international et de conditions intérieures favorables qui a permis à l'oligarchie anglo-saxonne de recourir à une autre stratégie et à des procédés de type mafieux qui sont étrangers aux lois de fonctionnement du capitalisme en toute impunité, pour accroître démesurément et légalement sa fortune et son pouvoir politique, ainsi qu'influer sur le cours de la situation mondiale, uniquement à son profit et au détriment de tous les peuples, y compris américain.

Tous les Etats et plus particulièrement ceux des pays les plus développés ont été sommés de cesser de financer des programmes sociaux, de réduire leurs dépenses publiques, de cesser de financer les infrastructures destinées à la population ou les privatiser, de socialiser les dettes des banquiers, de transférer leur souveraineté à des institutions supranationales, d'accroître leurs dettes envers les créanciers internationaux, d'accroître l'imposition des classes moyennes ainsi que les taxes, en créer de nouvelles, de baisser les impôts sur les bénéfices réalisés par les entreprises, de déréguler le marché du travail, de fermer les yeux sur l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, de faire preuve de mansuétude envers ceux qui pratiquaient l'optimisation fiscale , d'augmenter leurs dépenses militaires, etc.

Ce programme de guerre engagé par l'oligarchie financière contre la classe ouvrière et les classes moyennes s'est soldé par de gigantesques inégalités sociales et la paupérisation croissante du prolétariat et des couches inférieures des classes moyennes, la généralisation de la précarité sociale, un chômage de masse, la fragilisation ou la décrépitude de nombreuses infrastructures, le tout alimenté par une propagande identitaire ou communautariste destinée à créer un climat nauséabond de haine, de violence aveugle et de pogromes, de déstabilisation permanente, de délation et de guerre civile larvée, le summum de la terreur étant atteint en recourant à des attentats propices à l'union nationale avec leurs bourreaux.

Ce programme fut tellement bien appliqué à la lettre par ceux qui ont gouverné depuis 30 ans ou plus selon les pays, trop bien semble-t-il, que quel que soit le parti au pouvoir, son côté répétitif, son aspect systématique ont fini par être repérés même par les moins évolués, qui commencent à réaliser qu'il a été conçu sciemment dans l'unique but de nuire à leurs intérêts ou de les asservir, et qui en viennent au fil du développement de la lutte des classes à se demander comment s'en débarrasser une fois pour toute.

Cela avait de quoi inquiéter les oligarques qui se sont dits qu'il fallait se ressaisir et changer de stratégie pour affronter la classe ouvrière et les classes moyennes. Ils avaient cru jusque là qu'ils pourraient aller au bout de leur logique sans encombre, que la guerre psychologique et idéologique qu'ils menaient contre les masses exploitées suffiraient pour neutraliser leur capacité de résistance et atteindre leurs objectifs, mais ils ont sous-estimé au moins deux facteurs, le premier étant qu'elles ne se résigneraient jamais au sort qu'ils leur avaient réservé, et que leur condition étant devenue insupportable elles finiraient un jour par se soulever, le second étant qu'elles ont atteint un niveau d'instruction nettement supérieur à celui d'autrefois quand le prolétariat était illettré ou presque, qui combiné aux moyens d'information dont elles disposaient les aideraient à développer les facultés qui leur faisaient défauts pour acquérir un esprit critique qu'elles mettraient à profit pour commencer à prendre leur distance avec le régime ou à prendre conscience de sa nature jusqu'au jour où elles seraient devenues hermétiques à tout argument et le rejetteraient en bloc. En fait, les instruments qu'ils avaient mis à la disposition des masses pour mieux les contrôler allaient se retourner contre eux. De la même manière qu'elles allaient finir par comprendre quel rôle tenaient le mouvement ouvrier et les médias au côté du régime qui les opprimait. Ceux qui se présentent comme des partenaires sociaux sont par définition liés ou associés aux représentants du régime qu'ils rencontrent, ils en sont les complices, les agents au sein du mouvement ouvrier et rien d'autres. Que les masses les perçoivent ainsi témoigne de leur maturité au moins sur ce point, à juste titre. Reste qu'elles ne peuvent pas se passer du mouvement ouvrier organisé, de son expérience, de ses précieux enseignements pour mener leur lutte jusqu'au bout, mais c'est un autre sujet qu'on a déjà abordé.

Les oligarques pensaient qu'en instaurant un régime de terreur et de chaos ils parviendraient à leurs fins, et ils se sont trompés. Cela dit, ils n'ont pas abandonné pour autant leur objectif d'instaurer une gouvernance mondiale ou un nouvel ordre mondial qui serait tout aussi terrifiant, parce que c'est pour ainsi dire dans les gènes du capitalisme, dans sa nature, c'est l'idéal monstrueux vers lequel il tend selon le processus dialectique auquel ses lois sont obligées de se plier, il en est prisonnier, et il devra en périr et nous avec si on ne stoppe pas ce processus à temps, ou plutôt, si on ne l'oriente pas dans une autre direction.

S'apercevant que leur rouleau compresseur avait des ratés ou qu'il n'était pas infaillible, ils tentent de se rabattre sur une autre stratégie tout aussi dangereuse pour nous. Car du coup, si la stratégie des néolibéraux enragés pouvait conduire à une nouvelle guerre mondiale à défaut de parvenir autrement à neutraliser définitivement la lutte des classes, la stratégie adoptée par Trump et son clan peut très bien l'avoir déjà intégrée dans son programme. Comment cela ? C'est simple à comprendre, dans la mesure où la crise du capitalisme et la lutte des classes dès lors qu'on les laisse se développer naturellement y conduisent tout simplement, on en a fait l'expérience à deux reprises au cours du XXe siècle, on ne peut donc pas l'ignorer. Donc ce n'est

pas étonnant que Trump joue aussi la carte de l'extrême droite, de la même manière que Poutine si vous avez lu ou observé attentivement les titres des articles qui sont publiés par les agences de presse russes. Dans ces conditions, sans m'avancer davantage car je manque d'éléments pour le pronostiquer, il ne serait pas étonnant que d'ici peu, peut-être peu de temps après la réélection de Trump s'il était réélu, ils se produisent une gigantesque crise financière (programmée) qui ravagerait l'économie mondiale et précipiterait les conditions d'une nouvelle guerre mondiale, à moins que ses adversaires en prennent l'initiative avant la fin de son mandat pour lui en faire porter la responsabilité, ce qui pour nous ne changerait pas grand chose, comme dirait l'autre, c'est dans l'ordre des choses malheureusement.

Ils escompteraient comme chaque fois en être les uniques bénéficiaires, ce qui leur permettraient d'imposer en douceur sur un océan de douleur leur gouvernance mondial, les Etats ayant failli à empêcher cette guerre, leur pouvoir déjà réduit à une peau de chagrin s'évanouirait pour de bon au profit d'institutions supranationales contrôlées par l'oligarchie qui gouverneraient le monde et la boucle du néolibéralisme, du totalitarisme serait bouclée.

Le but de cette guerre serait donc de réunir les conditions pour instaurer leur nouvel ordre mondial, conditions impossibles à réunir autrement, incroyables, qu'on ne pouvait pas imaginer autrement, de la même manière qu'il a fallu que le mouvement ouvrier soit complètement pourri pour que d'utopie l'Union européenne deviennent une réalité, sans cette condition l'UE n'aurait jamais vu le jour ou elle serait demeurée à l'état embryonnaire. Il y en a qui s'imaginent que tous ces rapports seraient immuables, et sur un ton catégorique ils vous sortent que ceci ou cela ne se réalisera jamais pour l'éternité, ce sont des crétins qui ne savent pas lire ou qui n'ont rien appris !

Cela étant, si cette stratégie favorise le développement de la lutte des classes au lieu de chercher à l'étouffer, non sans arrière-pensées comme on l'a signalé précédemment, tout du moins pour un temps, en lui accordant un sursis, la question déterminante est de savoir si nous saurons en profiter ou non, nous n'aurons plus d'autres occasions, après il sera trop tard, chacun doit en prendre conscience le plus tôt possible, un conseil d'ami.

En conclusion, la stratégie du clan Clinton-Obama-Soros consiste à étouffer la lutte de classe, tandis que celle du clan de Trump serait de l'écraser, donc dans les deux cas en recourant au fascisme, Macron était le candidat et l'exécutant du premier clan, Le Pen celui du second. En pratique, dans pratiquement tous les domaines leur deux méthodes vont se combiner, ainsi les uns et les autres pourront continuer de tenir un double langage et de s'accuser mutuellement au détriment des naïfs qui les écouteront.

Certains lecteurs ont peut-être cru que j'avais des illusions dans Trump ou que je cherchais à le ménager, quelle connerie franchement ! J'ai toujours su de quelle peste mortelle il était porteur, mais en même temps j'avais détecté la faille ou la faiblesse qui existait dans sa stratégie, et je me suis dit que si nous étions capables de nous y engouffrer on pourrait la faire éclater et vaincre notre ennemi, je n'ai jamais été animé par une autre intention, en doutiez-vous ? Je peux me tromper, c'est certain, mais au moins une chose est sûre, c'est que je suis aussi incorruptible et par les temps qui courent, c'est rare !

Questions aux naïfs.

Le "sort de plusieurs centaines de milliers de sans-papiers arrivés aux Etats-Unis" inquiète (Les démocrates porte-parole des milliardaires, les oligarques philanthropes, les dirigeants des entreprises cotées à Wall Street, bref, les bonnes consciences en tout genre... - LVOG), selon l'AFP le 28 décembre 2018.

Croyez-vous sincèrement qu'ils en ont quelque chose à foutre du sort de ces "sans-papiers" comme des autres dans d'autres pays comme la France par exemple ? Bien sûr que non.

Et tout le reste est à l'avenant.

Alors pourquoi vous compromettez-vous en participant à toutes leurs campagnes identitaires ? Avez-vous tant besoin de cela pour vous faire passer pour des gens de gauche ou d'extrême gauche ? N'y aurait-il décidément rien d'autre qui permettrait de vous distinguer de la droite ou de l'extrême droite ?

C'est navrant mais révélateur, car il n'y a qu'une seule chose que la droite et l'extrême droite ne pourront jamais s'accaparer, revendiquer, récupérer que les militants devraient mettre en avant mais à laquelle ils ne pensent pas : Le socialisme scientifique, c'est-à-dire, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, la collectivisation des moyens de production et de répartition des richesses, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, perspective qu'apparemment ils ont abandonnée.

C'est aussi tout ce qui nous sépare.

Du coup, vous vous condamnez à combattre dans le mauvais camp ou contre votre camp.

Autre constat qui témoigne du degré de dégénérescence du mouvement ouvrier.

Autrefois quand des provocateurs ou des agents de l'ennemi s'infiltrait dans le mouvement ouvrier ou tendait de l'influencer pour qu'il modifie son orientation, une fois repéré il était chassé sans ménagement, maintenant qu'ils peuvent agir de l'extérieur, on les encense ! Bravo !

Censuré par le blog Les Crises pour avoir osé traité E. Todd d'infantilisme.

- Il faut distinguer les blogs ou portails qui sont principalement consacrés à informer et fournir des analyses aux lecteurs, le Réseau Voltaire par exemple, de ceux qui prétendent délivrer le même service et qui en réalité se livrent à de la propagande en faveur du régime, généralement ils avancent déguisés ou masqués en médias indépendants ou leurs auteurs affirment être apolitiques, le blog Les Crises par exemple, vous pouvez ajouter Mediapart.

Si leur humanisme est la politesse des salauds, leur conception de la liberté d'expression ou de la démocratie aussi !

Des militants du POID ne supportent plus la position de leurs dirigeants sur les "gilets jaunes"

Rappel, dès le départ le POID a caractérisé ce mouvement d'extrême droite pour ensuite tenir un double langage.

S'ils en viennent à laisser passer ce genre de commentaires, c'est parce qu'ils sont trop nombreux, histoire de relâcher la pression qui pèse sur eux et de garder le contrôle de leurs troupes. Chaque fois qu'une crise éclate dans un parti, sa direction ou son appareil cadenasse pour éviter que cela s'ébruite, en vain, des infos parviennent toujours à filtrer ou ils ouvrent un peu les vannes...

Extrait de commentaires. Je ne peux pas en publier davantage, ma connexion se bloque, peut-être parce que je ne suis pas abonné à Facebook ou mon navigateur n'a pas été actualisé.

- Michael Clément. Moi perso j'ai aussi un problème avec la manière dont sont traités les GJs dans la tribune des travailleurs. Et quand j'en parle autour de moi je ne suis pas le seul abonné et membre du POID que ça dérange (Surtout les articles de Gluckstein)

Pour ainsi dire je ne la propose plus aux gens que je viens de rencontrer car je ne veux pas que ça donne une mauvaise image du journal.

A mon avis la TT va perdre des abonnés si ça continue.

LVOG - La TT, c'est la Tribune des travailleurs, l'hebdomadaire du POID.

- Arnaud Marie. Hypocrites...vous passez votre temps à casser du gilet jaune dans les pages de la TT.

Dès que j'ai cinq minutes, je résilie mon abonnement (après au moins 10 ans)

LVOG - La TT n'existe pas depuis 10 ans...

Réponse de la Tribune des Travailleurs

Extraits.

TT - Je ne vois pas , où dans la TT , on ne cesse de "casser" du gilet jaune ..... Certains trouvent même qu'on n'en parle pas assez .....

TT - Après , Armand , tu fais ce que tu veux ...

- Tout se discute, vraiment, vérifions-le immédiatement.

LVOG - On vous accorde le droit suprême "de ne pas être d'accord" parce que vous n'en aurez aucun autre !

TT - Pour ce que tu dis, tu as parfaitement le droit de ne pas être d'accord, je répète, tout se discute.

LVOG - Pas ici, pas maintenant, plus tard, ailleurs... jamais !

TT - cela nécessite des discussions entre nous dans les instances pas sur facebook, nous sommes un parti pas un réseau social.

LVOG - On aura compris que le POID utilise uniquement Facekook comme un instrument de propagande, comme tous ses autres supports, journal, revue théorique, tract, etc. et non pour élever le niveau de conscience des militants et des travailleurs, cela n'intéresse pas ses dirigeants...

... jamais !

TT - Je le répète, tout se discute.

LVOG - Tu as le droit de t'exprimer avec eux à huis clos, à leurs conditions, question : Que craignent-ils donc tant ici ?

TT - ...c'est parfaitement ton droit de le penser et de l'exprimer mais je t'invite à le faire dans les instances, et en écrivant directement au journal, la page facebook n'est pas une AG publique de militants ni une réunion interne.

LVOG - La fausse modestie pour finalement nous dire que ses dirigeants ne se trompent jamais, merci on le savait depuis longtemps !

TT - Des travailleurs qui adhèrent au POID, d'autres qui la quittent, cela a toujours existé, ce n'est pas en soi une preuve qu'il se trompe.

LVOG - Vous avez toujours raison, d'ailleurs vous n'avez cessé de faire la démonstration... du contraire !

TT - Nous progressons beaucoup en nombre de militants et en abonnés, mais là encore cela ne prouve pas forcément que nous avons raison.

LVOG - Tiens donc, alors qu'en réalité la situation devient de plus en plus claire, sauf pour ceux pour laquelle elle demeurera toujours obscure et "complexe". Et puis comprenez, si "la situation actuelle est complexe" pour des dirigeants d'un parti, alors imaginez un instant ce qu'elle est pour vous qui n'êtes qu'un vulgaire travailleur ou militant de base : inabordable, alors fermez-la ou cessez vos critiques infondées !

TT - La situation actuelle est complexe, rien ne coule de source.

LVOG - Ce genre d'argument pouvait encore se discuter il y a quelques décennies en arrière, mais plus maintenant où tout le monde est surinformé, là ils le prennent pour un abruti !

TT - "...ce qu'il est juste de dire un jour, il n'est pas forcément juste de le dire de la même manière 8 jours plus tard."

LVOG - Et voilà qu'ils lui donnent une leçon... en avouant qu'ils ne savent pas trop quoi en penser eux-mêmes !

TT - "Donc, attention, lorsque les évènements s'accélèrent il est d'autant plus important d'en discuter entre-nous car rien ne coule de source pour personne".

LVOG - Ils ont l'art de vous faire croire qu'ils pourraient tenir compte de vos arguments, je ne parle pas de vos conclusions qu'ils n'écouteront même pas, alors qu'ils s'en foutent éperdument.

Ils n'acceptent de discuter que sur la base des faits ou des arguments qu'ils ont soigneusement sélectionnés et qui correspondent à leurs positions, leur ligne politique, leurs objectifs politiques, qui vous échapperont ou que vous ignorerez si vous ne connaissez pas leur histoire, si vous ne vous posez pas de question sur les rapports qu'ils entretiennent ou ont entretenus avec les différents acteurs institutionnels depuis que leur courant politique existe, le courant trotskyste lambertiste qui renvoie au début des années 50, un courant demeuré groupusculaire...

C'est dommage d'être passé à côté d'une telle occasion, nos victoires sont si rares, même quand elles ont un goût amer.

Au fait, avez-vous célébré l'annonce du retrait des troupes américaines de Syrie, quel parti ouvrier l'a célébré ? Aucun. Bon, on sait pourquoi, on vient de le dire.

J'ai envoyé mes voeux au fondateur du Réseau Voltaire, le journaliste Thierry Meyssan, que je considère comme le géopoliticien le plus fameux de notre époque. Voici le bref échange que nous avons eu sur la Syrie où il vit.

LVOG - A mon avis, tout cela va se terminer par un accord entre Erdogan et Assad soutenu par Trump : Erdogan se chargeant

d'en finir avec la résistance armée kurde, tandis qu'Assad réintégrera ce territoire dans la Syrie en accordant une large autonomie aux Kurdes en échange de quoi ils déposeront les armes... Au passage une défaite cuisante pour Israël qui œuvrait au côté des Américains.

T.M. Deux remarques :

- Il paraît difficile pour les membres du YPG de réintégrer directement la Syrie après avoir proclamé leur indépendance. Il se pourrait que des milices iraquiennes chiites viennent à leur secours face aux Turcs; que les uns et les autres baissent les armes; et que ces milices pro-Iran restituent alors le territoire à la Syrie.

- Les membres du YPG ne peuvent pas disposer d'autonomie car ce territoire était avant la guerre majoritairement arabe. Certes le YPG a pratiqué un intense nettoyage ethnique, mais ce n'est pas acceptable. Les Kurdes, comme toutes les minorités syriennes, sont représentées dans l'administration et l'armée sans être rattachés à un territoire.

Et une incidente :

- le YPG a certes combattu les jihadistes jusqu'en 2014, mais il n'a pas tardé à laisser tomber la Syrie et la Russie pour faire allégeance aux USA. Etrange retournement ! A partir de ce moment, il a participé à la Coalition anti-Daesh qui n'a pas combattu Daesh, juste fait semblant. Et lorsque Raqqa est tombé, le YPG a incorporé tous les membres de Daesh qui le souhaitaient dans les FDS (Forces démocratiques syriennes). C'est l'histoire de mercenaires qui sont congédiés par leur employeur, pas d'un peuple en lutte pour son indépendance.

En complément : Le pseudo-Kurdistan (Les États-Unis refusent de se battre pour des financiers transnationaux par Thierry Meyssan 25.12.2018)

Extrait. Le projet occidental de création d'un État colonial au Nord-Est de la Syrie qui serait attribué aux Kurdes ne verra pas le jour. Au demeurant de moins en moins de Kurdes le soutenaient, considérant que cette conquête serait comparable à la proclamation unilatérale d'un État, Israël, par les milices juives, en 1948.

Ainsi que nous l'avons souvent expliqué, le Kurdistan n'est légitime que dans les frontières qui lui furent reconnues en 1920 par la Conférence de Sèvres, c'est-à-dire dans l'actuelle Turquie et pas ailleurs [5]. Les États-Unis et la France envisageaient, il y a quelques semaines encore, de créer un pseudo-Kurdistan en terre arabe et de le faire administrer sous mandat de l'Onu par l'ancien ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner [6].

[5] « Les projets de Kurdistan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 septembre 2016.

[6] « Bernard Kouchner entre illégalement en Syrie », Réseau Voltaire, 10 décembre 2018.

LVOG - Cette mise au point, qui n'est pas la première de monsieur Meyssan met à mal la version falsifiée à laquelle s'accroche le mouvement ouvrier français qui n'a cessé de prendre fait et cause pour la cause nationale kurde, l'identité kurde, l'indépendance kurde, etc. alors que les kurdes sont intégrés dans les différents pays où ils sont présents et participent à leurs institutions, ils bénéficient des mêmes droits que le reste de la population.

Certes leur situation n'est pas idéale, mais en dehors des couches qui constituent la ou les classes dominantes dans ces pays, l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie, quelle communauté, quelle classe peut se prévaloir de s'épanouir librement, aucune, tout comme en France ou dans n'importe quel pays dans le monde, à l'exception toutefois de quelques-uns comme les Etats-Unis ou Israël ou règne la ségrégation raciale ou l'apartheid.

Au fait, les "gilets jaunes", le prolétariat rurale des différentes régions françaises réclament-ils l'indépendance de la Bretagne, de la Lorraine, de la Picardie, de la Savoie ?

Les social-démocrates fidèles à eux-mêmes.

"C'est épouvantable pour les Kurdes, qui ont été formidablement courageux dans la lutte contre Daech", a réagi l'ex-ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de Lionel Jospin, de 1997 à 2002, Hubert Védrine (PS), mercredi 26 décembre sur France Inter.

"L'échec des Français et des Américains dans l'affaire syrienne laisse le champ libre à la Russie, qui a empêché la chute finale du régime de Damas, aux Iraniens, qui poussent leurs pions dans toute la région, ainsi qu'aux Turcs", a-t-il insisté. "La seule espérance, c'est que la Russie soit assez embarrassée d'être coincée dans cette affaire, avec les Iraniens, et recherche un appui", a conclu Hubert Védrine. Franceinfo 26.12

La région, n'était-elle pas plus "stable" avant que la France et d'autres puissances occidentales se chargent de la déstabiliser ou la livrer au chaos et à la barbarie ?

- Retrait programmé de l'armée américaine de Syrie : les Kurdes se cherchent de nouveaux protecteurs - Franceinfo 26.12

"La France doit prendre ses responsabilités, plaide Gabriel Kino, porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance majoritairement kurde créée et armée par Washington. "La France fait partie de la coalition comme la Grande-Bretagne et d'autres pays. Ils doivent assurer la protection et la stabilité de cette région que nous avons libérée ensemble de Daech", estime-t-il. Franceinfo 26.12

Aucun soutien au FDS, l'intégralité du territoire syrien doit repasser sous le contrôle de la République arabe syrienne !

- Inquiets, les Kurdes syriens se tournent vers Moscou et Damas - Reuters 27 décembre 2018

Alarmés par la décision de Washington de retirer les 2.000 militaires américains présents en Syrie, les dirigeants kurdes syriens, dont les milices tiennent une bonne partie du nord de ce pays, demandent à la Russie et à son allié, le régime de Damas, d'envoyer des forces à la frontière afin d'éloigner la menace d'une offensive turque.

Des responsables kurdes du nord de la Syrie, qui se sont rendus à Moscou la semaine dernière, doivent se rendre de nouveau en Russie, avec l'espoir que le Kremlin incite Damas à "assumer son devoir de souveraineté", a déclaré à Reuters le plus haut responsable politique kurde syrien, Aldar Xelil.

"Nos contacts avec la Russie, ainsi qu'avec le régime [de Damas] visent à trouver des mécanismes clairs pour assurer la protection de la frontière nord", a dit Aldar Xelil, artisan des projets d'autonomie du nord de la Syrie. "Nous souhaitons voir la Russie jouer un rôle important pour favoriser la stabilité", a-t-il ajouté.

Le président syrien Bachar al Assad, qui contrôle de nouveau la majeure partie de la Syrie grâce à l'aide de ses alliés - Russie, Iran, Hezbollah libanais - s'est engagé à récupérer les territoires aux mains des FDS. Ces régions, riches en pétrole, en eau douce et en terres agricoles, sont jugées importantes pour la reconstruction de la Syrie.

La responsable kurde syrienne Ilham Ahmed, qui a eu des discussions cette année avec Damas, assure que les contacts avec le régime syrien n'ont jamais cessé.

"Nous sommes actuellement en train de lancer une nouvelle initiative", a-t-elle déclaré mercredi à Rakka, lors d'une réunion avec des responsables des tribus. "Nous allons par tous les moyens tenter de faire pression sur le régime pour qu'il trouve un règlement politique, afin que nous conservions notre dignité de citoyens syriens", a-t-elle continué. Reuters 27 décembre 2018

La capitulation sans condition, la dissolution du FDS, le désarmement des milices kurdes, le rétablissement des principes républicains bafoués par le YPG !

- À la demande des Kurdes pro-US, l'Armée arabe syrienne entre à Manbij - Réseau Voltaire 28 décembre 2018

La ville de Manbij, dans le gouvernorat d'Alep, était occupée de 2014 à 2016 par Daesh. Elle a été libérée par les Kurdes pro-US soutenus par la Coalition internationale. En juin 2018, les États-Unis ont confié la gestion de la ville au « Conseil militaire de Manbij » et y ont organisé des patrouilles communes avec la Turquie.

Bien qu'elles se réclament du « communalisme libertaire » de l'anarchiste états-unien Murray Bookchin, les autorités de Manbij ont mis en œuvre une politique de kurdisation forcée de la ville. Celle-ci n'était initialement qu'à un quart kurde, cependant l'enseignement en arabe fut interdit. Les arabes, les assyriens et les tcherkesses furent largement discriminés et spoliés.

Depuis l'annonce du retrait des Forces US de Syrie, la Turquie a planifié une opération militaire contre les Kurdes pro-US. Ceux-ci ont d'abord appelé la France au secours, puis ne voyant rien venir, se sont tournés vers Damas. Les Kurdes pro-US ont demandé que les troupes syriennes se déploient d'abord à Manbij, puis dans l'ensemble du Nord-Est de la Syrie, au-delà de l'Euphrate.

Cependant des turkmènes se sont exprimés pour être libérés de la dictature des Kurdes pro-US non pas par la Syrie, mais par la Turquie.

Le 28 décembre 2018, l'armée arabe syrienne est entrée à Manbij et a hissé le drapeau de la République arabe syrienne. Réseau Voltaire 28 décembre 2018

- Face à la menace turque, les Kurdes s'en remettent à Al-Assad - Liberation.fr 29 décembre 2018

L'armée régulière syrienne a progressé vendredi dans le nord du pays, autour de Minbej, jusque-là contrôlé par les Kurdes. Ceux-ci redoutent une offensive turque depuis le retrait des troupes américaines.

D'après les informations de l'AFP, il semble que les 300 combattants du régime d'Al-Assad soient restés en bordure de la ville, bien que Damas ait affirmé y avoir déployé le drapeau national. «Un vrai coup de théâtre», selon Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Liberation.fr 29 décembre 2018

- L'agence Anadolu publie la carte de l'occupation militaire française de la Syrie - Réseau Voltaire 28 décembre 2018

L'agence turque officielle, Andolu, a publié la carte des bases militaires de l'armée d'occupation française en Syrie.

Depuis le début de l'opération anglo-saxonne contre la Syrie, en 2005, et particulièrement depuis le début des opérations militaires, en 2011, la France espère rétablir un mandat sur son ancienne colonie. Ce projet avait été explicité par le président François Hollande lors d'un voyage aux Nations unies à New York.

Selon cette carte à jour au 28 décembre 2018, il existe neuf bases militaires secrètes françaises, dont une dans le gouvernorat d'Alep, au Nord de Manbij. Or, les Kurdes pro-US viennent d'appeler Damas au secours face à l'armée turque. Actuellement, les troupes syriennes prennent le contrôle de la région aux côtés des Kurdes pro-US. Les forces françaises vont rapidement se trouver encerclées par leurs alliés d'hier. Réseau Voltaire 28 décembre 2018

- La Ligue arabe se prépare à réintégrer la Syrie - Réseau Voltaire 26 décembre 2018

Au Caire, la Ligue arabe se prépare à réintégrer la République arabe syrienne qu'elle avait exclue en 2011, en violation de ses propres statuts.

La Syrie est un des membres fondateurs de la Ligue. Elle en avait été exclue à la demande du président Barack Obama au prétexte d'être une dictature réprimant son peuple, en réalité dans le cadre d'une opération secrète visant à anéantir ses structures étatiques.

Fin 2011, la Ligue arabe avait accepté d'envoyer en Syrie une mission d'observation pluraliste composée de personnalités de chaque État membre. Ayant eu l'opportunité de voyager partout et de rencontrer aussi bien les responsables gouvernementaux que les leaders de l'opposition, cette délégation avait été la seule et unique source crédible de la situation du pays. Dans un rapport d'étape, elle avait affirmé qu'il n'y avait pas de révolution dans le pays, mais une attaque étrangère. Furieux, le Qatar, qui avait alors acheté à la Palestine la présidence annuelle de la Ligue, avait payé 1 milliard de dollars au Soudan pour qu'il rappelle le chef de la mission. Celle-ci fut alors dissoute. L'Observatoire syrien des Droits de l'homme, une association des Frères musulmans britanniques alimentée par le MI6 devenait alors la source unique des médias occidentaux et du Golfe.

Aucune motion n'a été déposée pour le moment en vue de la réintégration de la Syrie, mais le personnel égyptien réinstalle les drapeaux de la République arabe syrienne au siège de la Ligue.

Le 16 décembre 2018, le président soudanais Omar el-Béchir était venu rencontrer son homologue syrien, Bachar el-Assad, à Damas. Il représentait à la fois les États-Unis, l'Arabie saoudite et le Qatar. À l'issue de son déplacement, le président US, Donald Trump, annonçait le retrait des troupes états-uniennes de Syrie.

Les Émirats arabes unis devraient prochainement rouvrir leur ambassade à Damas. L'Arabie saoudite devrait également financer une partie des 400 milliards de dollars nécessaires à le reconstruction.

En définitive, à l'issue de six années de résistance suivies de sept années de guerre, « Bachar n'est pas parti » et presque plus personne au Moyen-Orient élargi pense que la Syrie a vécu « une révolution qui a mal tournée ». Réseau Voltaire 26 décembre 2018

"Presque plus personne (...) pense que la Syrie a vécu « une révolution qui a mal tournée »", il n'y a que les manipulateurs professionnels du mouvement ouvrier qui continueront de soutenir cette version frauduleuse, ainsi que les historiens et autres universitaires histoire de donner un gage de confiance aux représentants du régime.

Confirmation dès le lendemain.

- Les Emirats arabes unis rouvrent leur ambassade à Damas - Reuters 27 décembre 2018

Les Emirats arabes unis (EAU) ont rouvert jeudi leur ambassade à Damas, une victoire diplomatique pour le régime de Bachar al Assad.

Ce mois-ci, le président soudanais Omar al Bachir a été le premier chef d'État arabe à se rendre à Damas depuis le début du conflit syrien.

La Syrie a été exclue de la Ligue arabe en 2011, au début de la guerre civile. Interrogé en avril par le journal Al Baïan, Ahmed Aboul Gheit, secrétaire général de l'organisation, a jugé que cette suspension avait été "très hâtive". Le Parlement mis sur pied par la Ligue s'est prononcé récemment pour sa réintégration.

Un diplomate arabe a déclaré à Reuters la semaine dernière, sous le sceau de l'anonymat, qu'à son avis la plupart des pays arabes souhaitaient la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe. A l'en croire, trois ou quatre Etats seulement y sont opposés. Reuters 27 décembre 2018

En complément.

- Remaniement surprise en Arabie saoudite: nouveau chef de la diplomatie - AFP 28 décembre 2018

Le roi Salmane d'Arabie saoudite a remanié jeudi son gouvernement, choisissant notamment un nouveau chef de la diplomatie, quelques mois après l'affaire Khashoggi dont le royaume continue de subir les retombées.

Ancien ministre des Finances, Ibrahim al-Assaf a été nommé chef de la diplomatie. Il remplace Adel al-Jubeir, qui avait été nommé à ce poste en avril 2015 par le défunt roi Abdallah, disparu il y a quatre ans.

Le remaniement permet au prince héritier Mohammed ben Salmane, qui tient de facto les rênes du pays, à "consolider son pouvoir", une bonne partie des nouveaux arrivants figurant parmi ses "alliés clés", a noté sur Twitter Ali Shihabi, à la tête de la Fondation Arabia, souvent présentée comme proche du pouvoir saoudien. AFP 28 décembre 2018

Quelques enseignements de la lutte de classe en France entre 1848 et 1850.

Les journées de juin 1848 par Friedrich Engels

Extrait. Ce qui distingue la révolution de Juin de toutes les révolutions précédentes, c'est l'absence de toute illusion, de tout enthousiasme.

Le peuple n'est point comme en Février sur les barricades chantant Mourir pour la patrie * - les ouvriers du 23 juin luttent pour leur existence, la patrie a perdu pour eux toute signification. La Marseillaise et tous les souvenirs de la grande Révolution ont disparu. Peuple et bourgeois pressentent que la révolution dans laquelle ils entrent est plus grande que 1789 et 1793.

La révolution de Juin est la révolution du désespoir et c'est avec la colère muette, avec le sang-froid sinistre du désespoir qu'on combat pour elle; les ouvriers savent qu'ils mènent une lutte à la vie et à la mort, et devant la gravité terrible de cette lutte le vif esprit français lui-même se tait.

Le 24 juin 1848.

Extrait. Ce qui frappe le plus dans ce combat désespéré, c'est la fureur avec laquelle se battaient les « défenseurs de l'ordre ». Eux, qui, auparavant, avaient des nerfs si sensibles pour chaque goutte de « sang bourgeois », qui avaient même des crises de sentimentalité à propos de la mort des gardes municipaux du 24 février, ces bourgeois abattent les ouvriers comme des animaux sauvages. Dans les rangs de la garde nationale, à l'Assemblée nationale, pas un mot de compassion, de conciliation, pas de sentimentalité d'aucune sorte, mais bien une haine qui éclate avec violence, une fureur froide contre les ouvriers insurgés. La bourgeoisie mène avec une claire conscience une guerre d'extermination contre eux. Qu'elle soit pour l'instant victorieuse ou qu'elle ait immédiatement le dessous, les ouvriers exerceront contre elle une terrible vengeance. Après une lutte comme celle des trois journées de Juin, seul, le terrorisme est encore possible, qu'il soit exercé par l'un ou l'autre des partis.

Le 25 juin 1848.

Extrait. La bourgeoisie a proclamé les ouvriers non des ennemis ordinaires, que l'on vainc, mais des ennemis de la société, que l'on extermine. Les bourgeois ont répandu l'assertion absurde que, pour les ouvriers qu'ils avaient eux-mêmes acculés de force à l'insurrection, il ne s'agissait que de pillage, d'incendie et d'assassinat, que c'était une bande de brigands qu'il fallait abattre

comme des bêtes sauvages. Et, cependant, les insurgés avaient occupé pendant trois jours une grande partie de la ville et s'y étaient comportés d'une façon tout à fait convenable. S'ils avaient employé les mêmes moyens violents que les bourgeois et les valets des bourgeois commandés par Cavaignac, Paris serait en ruines, mais ils auraient triomphé.

La façon barbare dont les bourgeois procédèrent dans cette lutte ressort de tous les faits isolés. Sans parler de la mitraille, des obus, des fusées incendiaires, il est établi qu'on ne fit aucun quartier dans la plupart des barricades prises d'assaut. Les bourgeois abattirent sans exception tout ce qu'ils trouvèrent devant eux. Le 24 au soir, plus de 50 insurgés prisonniers furent fusillés sans autre forme de procès dans l'avenue de l'Observatoire. « C'est une guerre d'extermination », écrit un correspondant de L'Indépendance belge, qui est elle-même une feuille bourgeoise. Sur toutes les barricades on croyait que tous les insurgés sans exception seraient massacrés. Lorsque La Rochejaquelein déclara à l'Assemblée nationale qu'il fallait faire quelque chose pour contrecarrer cette croyance, les bourgeois ne le laissèrent pas achever et firent un tel vacarme que le président dut se couvrir et interrompre la séance. Lorsque M. Sénard lui-même voulut prononcer plus tard (voir plus loin la séance de l'Assemblée) quelques paroles hypocrites de douleur et de conciliation, le vacarme recommença. Les bourgeois ne voulaient pas entendre parler de modération. Même au risque de perdre une partie de leur fortune par le bombardement, ils étaient résolus à en finir une fois pour toutes avec les ennemis de l'ordre, les brigands, incendiaires et communistes. (...)

La bravoure avec laquelle les ouvriers se sont battu est vraiment admirable. Trente à quarante mille ouvriers qui tiennent trois jours entiers contre plus de quatre-vingt mille hommes de troupe et cent mille hommes de garde nationale, contre la mitraille, les obus et les fusées incendiaires, contre la noble expérience guerrière de généraux qui n'ont pas honte d'employer les moyens algériens ! Ils ont été écrasés et, en grande partie, massacrés. On ne rendra pas à leurs morts les honneurs comme aux morts de Juillet et de Février; mais l'histoire assignera une tout autre place aux victimes de la première bataille rangée décisive du prolétariat.

Lénine. Sur la nature de la petite bourgeoisie.

Extrait. La petite bourgeoisie représentait une autre force sociale d'une importance capitale, mais hésitante, terrorisée par le spectre rouge, influencée par les clameurs élevées contre les « anarchistes ». Rêveuse dans ses aspirations et éprise de rhétorique « socialiste », se qualifiant volontiers de « démocratie socialiste » (jusqu'à ce terme qui est repris textuellement aujourd'hui par les socialistes révolutionnaires conjointement avec les mencheviks !) la petite bourgeoisie craignit de faire confiance à la direction du prolétariat révolutionnaire, sans comprendre que cette crainte la condamnait à faire confiance à la bourgeoisie. Car il ne peut pas y avoir de ligne « moyenne » dans une société au sein de laquelle la bourgeoisie et le prolétariat se livrent une lutte de classe acharnée, surtout quand cette lutte est inéluctablement aggravée par la révolution. Or, le propre de l'attitude de classe et des aspirations de la petite bourgeoisie, c'est de vouloir l'impossible, de rechercher l'impossible, bref cette ligne « moyenne ».

Le prolétariat était la troisième force de classe décisive, aspirant non à une « réconciliation » avec la bourgeoisie, mais à la victoire sur cette dernière, à la progression hardie de la révolution, et ce, sur un plan international. Voilà les circonstances historiques objectives qui engendrèrent Cavaignac. La petite bourgeoisie fut « écartée », par suite de ses hésitations, de tout rôle actif, et mettant à profit la crainte qu'elle avait de se fier au prolétariat, le général Cavaignac, cadet français, entreprit de désarmer les ouvriers parisiens et de les fusiller en masse.

La révolution se solda par ces fusillades historiques; la petite bourgeoisie, numériquement la plus nombreuse, était et resta politiquement impuissante, à la remorque de la bourgeoisie; trois ans après, la monarchie césariste était restaurée en France sous lune forme particulièrement odieuse. » (V. I. Lénine: OEuvres complètes, tome 25, pp. 93-94, Éditions sociales, Paris, 1957).

Suite de la mobilisation du 17 novembre ou du mouvement dit des "gilets jaunes".

Le sort des "gilets jaunes" était scellé d'avance depuis... 1848 ! Confirmation.

Pour Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques à l'université de Lille, l'équation reste donc difficile : "S'ils ne s'organisent pas, ça va s'essouffler. S'ils se normalisent en parti, ils vont se dénaturer". AFP 28 décembre 2018

Dans la poubelle de la récupération.

- Elections européennes : le PCF veut s'ouvrir aux Gilets jaunes - LeParisien.fr 27 décembre 2018

Ils sont très convoités. Le nouveau secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a fait un nouvel appel du pied ce mercredi aux Gilets jaunes pour les élections européennes du 26 mai. LeParisien.fr 27 décembre 2018

- Philippot veut conduire une "liste hybride mi-Patriotes mi-gilets jaunes" - AFP 27 décembre 2018

Le président des Patriotes Florian Philippot veut conduire une "liste hybride, mi-Patriotes mi-gilets jaunes" aux élections

européennes, et a déposé la marque "Les Gilets jaunes" à l'Institut national de la propriété intellectuelle (Inpi), a-t-il indiqué jeudi à L'Opinion. AFP 27 décembre 2018

- "Gilets jaunes" : l'écrivain Alexandre Jardin prêt à aider le mouvement pour les européennes - Franceinfo 27 décembre 2018

Pas question pour autant d'être candidat, précise le romancier dans les colonnes de "Paris Match", mercredi.

C'est dans ce but qu'il a été convié à une réunion "dans un appartement proche" des Champs-Elysées, à Paris, jeudi 20 décembre, avec "quelques dizaines" de "gilets jaunes".

Il y a quelques jours, c'est le chanteur Francis Lalanne qui annonçait rejoindre le mouvement pour présenter une liste aux européennes. Son nom : le rassemblement Gilet jaune citoyen. Franceinfo 27 décembre 2018

Acte VII et plus si affinité ?

Que prévoient les gilets jaunes pour leur acte VII (et la suite) - Le HuffPost 27.12

Les gilets jaunes seront de nouveau mobilisés ce week-end, dans la nuit du nouvel an et courant janvier, faute de réponses "suffisantes" du gouvernement à leurs revendications, a appris l'AFP ce jeudi 27 décembre de sources concordantes au sein du mouvement.

"Les gilets jaunes sont toujours aussi mobilisés, a affirmé à l'AFP Laetitia Dewalle, l'une de leurs figures dans le Val-d'Oise. La mobilisation va se poursuivre ces prochains jours, même si le gouvernement a démantelé ces dix derniers jours une grande partie des points de blocages" (rond-points, barrages, péages), a-t-elle ajouté.

Selon plusieurs représentants de ce mouvement très divers, de nouvelles manifestations auront lieu samedi 29 décembre, pour le septième week-end consécutif, à Paris et dans d'autres villes. Des rassemblements et blocages ont ainsi été annoncés dans les régions de Rennes, Marseille et Bordeaux, selon des journalistes de l'AFP.

La page Facebook "Gilets Jaunes Toulouse" appelle ses sympathisants à un "Acte VII: Joyeuses fêtes Macron" dans le centre-ville. En Rhône-Alpes, un appel a été lancé pour bloquer, à partir de vendredi matin, et "pour une durée indéterminée", la raffinerie Total de Feyzin, au sud de Lyon, ainsi que l'Hôtel de Région à Lyon.

Un nouveau rassemblement des gilets jaunes est ensuite attendu la nuit de la Saint-Sylvestre à Paris sur les Champs-Élysées pour "continuer la lutte pacifiquement et de façon festive", selon un groupe Facebook gilets jaunes qui regroupe plusieurs milliers de personnes.

La Mairie de Paris a indiqué jeudi que les festivités prévues ce soir-là sur l'avenue, notamment un "spectacle son et lumière" et un feu d'artifice, étaient maintenues malgré cet appel.

"On est actuellement dans la trêve des confiseurs. Mais les gilets jaunes seront mobilisés la nuit du nouvel an à travers le pays. Pas forcément pour des actions de blocages, beaucoup réveillonneront juste ensemble pour montrer que la mobilisation ne va pas s'éteindre avec la nouvelle année", a dit Benjamin Cauchy, une des figures du mouvement dans la région toulousaine.

La mobilisation pourrait d'autant moins s'éteindre que "les gens commencent à réaliser que les annonces faites par le président Macron", notamment lors de son adresse à la nation du 10 décembre, comme la hausse de 100 euros pour les salaires proches du smic, "et le budget 2019" adopté ces derniers jours par le Parlement, "n'ont pas répondu à leurs attentes en matière de pouvoir d'achat", a ajouté Benjamin Cauchy.

Si l'on ajoute un possible mécontentement lié au début du prélèvement de l'impôt à la source, "on pourra se retrouver avec une mobilisation de grande ampleur fin janvier", selon lui.

Les mesures annoncées jusqu'à présent par Emmanuel Macron face à la contestation sont "insuffisantes et sans réelle volonté d'améliorer le niveau de vie des français", a réaffirmé mercredi 26 décembre dans un communiqué Priscillia Ludosky, initiatrice de la pétition réclamant une baisse des prix du carburant à l'origine du mouvement.

Pour dénouer la crise, Priscillia Ludosky et d'autres gilets jaunes mobilisés depuis le début de la contestation à la mi-octobre réclament notamment "une baisse sérieuse de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité" (énergie, logement, transports, produits alimentaires, vêtements), une baisse "significative" des traitements et salaires des élus et hauts fonctionnaires et la mise en place du référendum d'initiative citoyenne (RIC). Le HuffPost 27.12

- "Gilets jaunes" : trêve ou mobilisation ? - AFP 28 décembre 2018

- À la veille d'une nouvelle journée de mobilisation et comme chaque semaine depuis le début du mouvement, des appels à manifester ont été lancés sur les réseaux sociaux. Sur cette page Facebook, près de 9 000 personnes annoncent qu'elles se rendront à Paris. 60 000 "gilets jaunes" se disent intéressés par la manifestation.

Mobilisation le 31 décembre. Impossible de savoir quelle sera l'ampleur de cette journée d'action.

Totalitarisme. La France est un Etat policier.

- Lanceurs de balles de défense : Beauvau en recommande 1280 - Liberation.fr 27 décembre 2018

Malgré les récents blessés dont une dizaine d'éborgnés et les alertes des ONG, le ministère de l'Intérieur s'apprête à acquérir 1 280 nouvelles armes de type Flash-Ball. Liberation.fr 27 décembre 2018

71 061 - Liberation.fr 27 décembre 2018

C'est le nombre de personnes incarcérées dans les prisons françaises au 1er décembre 2018, a déploré mercredi l'Observatoire international des prisons (OIP), pour qui «un nouveau terrible record a été franchi». Parmi ces détenus, «22 890 sont dans des prisons occupées à plus de 150 %», dénonce l'association fondée en 1990 pour alerter sur les conditions de détention. Citant des chiffres de l'administration pénitentiaire, l'OIP précise que 1 506 détenus dorment par terre et que le taux d'encellulement individuel est de 40 %, «alors que c'est un droit inscrit dans la loi française depuis 1875». Liberation.fr 27 décembre 2018

- "Gilets jaunes" : 48 enquêtes ouvertes pour violences policières depuis le 17 novembre - AFP 28 décembre 2018

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN), la police des polices, a été saisie par la justice de 48 affaires de violences policières présumées lors de manifestations des "gilets jaunes" et des lycéens, a indiqué vendredi le ministère de l'Intérieur.

Plusieurs de ces affaires avaient trouvé un large écho sur les réseaux sociaux, notamment la vidéo d'un homme en train de se faire rouer de coups par des policiers à Paris le 1er décembre ou celle des lycéens de Mantes-La-Jolie, filmés le 6 décembre mains entravées ou sur la tête, à genoux ou assis au sol, après leur interpellation.

D'autres enquêtes concernent des manifestants blessés après des tirs de lanceurs de balle de défense (LBD), notamment un "gilet jaune" à Toulouse ou un lycéen à Orléans.

Depuis le début du mouvement le 17 novembre, dix "gilets jaunes" sont décédés et plus de 1.500 ont été blessés, dont une cinquantaine gravement, selon des sources policières. Les forces de police et de gendarmerie, qui ont procédé à plus de 5.500 interpellations et plus de 5.000 gardes à vue, déplorent de leur côté plus de 1.000 blessés. AFP 28 décembre 2018

- Charente : trois gardes à vue après la "décapitation" de Macron par des "gilets jaunes" AFP 28 décembre 2018

Trois "gilets jaunes" ont finalement été placés en garde à vue vendredi 28 décembre, à Angoulême, dans l'enquête sur la "décapitation" d'un pantin à l'effigie d'Emmanuel Macron lors d'un rassemblement de "gilets jaunes"

Les trois hommes ont été entendus au commissariat en tant qu'organisateurs de la manifestation.

La préfecture avait signalé "des faits graves", "susceptibles d'être qualifiés pénalement". Elle rappelait que si la manifestation avait fait l'objet d'une déclaration en préfecture, "le détail de son déroulement n'avait pas été précisé".

L'avocat des trois hommes, Me Pierre-Henri Bovis, a regretté ces prises de position donnant à l'affaire un "tournant politico-judiciaire".

Il a estimé que ses clients étaient victimes d'une "lourde médiatisation", "contre leur gré", d'un "événement qui relevait d'un second degré", une "pièce de théâtre organisée par des 'gilets jaunes', pour des 'gilets jaunes'".

"Si cela a choqué, ils en sont conscients et prêts à s'excuser", mais "ils ont agi dans un cadre légal", et "ont usé de leur droit de manifester et d'organiser un événement déclaré en préfecture, sans haine ni violence".

Trois journalistes, dont un photographe de la Charente Libre, qui avaient couvert le rassemblement, ont par ailleurs été entendus par la police, où ils avaient été convoqués non comme témoins mais comme "mis en cause".

Le Syndicat national des Journalistes s'en est ému dans un tweet : "Trois journalistes de @charentelibre mis en cause pour avoir couvert une manifestation. Mais où va-t-on ? Et la liberté d'informer ?", s'est indigné le premier syndicat national de la profession. AFP 28 décembre 2018

La Réaction En Marche...

- "Gilets jaunes" : une marche républicaine de soutien au gouvernement le 27 janvier - AFP 28 décembre 2018

L'idée de cette marche a été lancée par Laurent, un ingénieur toulousain, sympathisant LREM. Ce dernier estime que les attaques contre le président de la République sont allées beaucoup trop loin.

"Quand j'entends 'le président des riches', qu'il est à la solde des banquiers, d'un nouvel ordre mondial complotiste, ça me choque et je trouve ça injuste", dénonce Laurent sur Europe 1. "C'est quand même quelqu'un qui fait bouger les choses", affirme encore le Toulousain.

L'initiative est soutenue par deux collectifs : "STOP. Maintenant, ça suffit" et "Les Foulards Rouges".

La marche devrait se dérouler au départ de la place de la République, à Paris. AFP 28 décembre 2018

D'abord nommé marche "en soutien à Emmanuel Macron" il a depuis été rebaptisé "Marche républicaine des libertés". Le Figaro 28 décembre 2018

Lire : D'abord nommée marche "en soutien à Emmanuel Macron" elle a depuis été rebaptisée "Marche républicaine des libertés", ils écrivent n'importe comment parfois et apparemment personne ne relit derrière eux.

Où est-ce qu'ils ont été le chercher celui-là ?

ACTUALITÉ DU JOUR

En macronnie.

Barbouzerie élyséenne.

- Nouvelle crise pour l'Elysée après une offensive de Benalla - AFP 28 décembre 2018

La crise qui couvait depuis le début de la semaine après les révélations sur les activités en Afrique d'Alexandre Benalla a explosé vendredi avec la confrontation entre l'Élysée et l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron, qui a dit maintenir des liens avec la présidence depuis son licenciement cet été.

La présidence a dû se fendre d'un communiqué, plaidant l'ignorance: elle dit ne disposer "d'aucune information remontée par les services de l'État concernés sur l'utilisation par M. Benalla des passeports diplomatiques qui lui avaient été attribués dans le cadre exclusif de ses fonctions à la présidence de la République".

Contre-attaquant, M. Benalla a assuré au JDD que ses passeports lui avaient été restitués "par la présidence", son entourage précisant à l'AFP que c'était "début octobre".

Il avait affirmé, sous serment devant la commission d'enquête du Sénat le 19 septembre, avoir laissé ce document dans son bureau de l'Élysée.

Il a également souligné entretenir des "relations" et des "échanges réguliers" avec "certains membres de la présidence", dans une lettre adressée au cabinet d'Emmanuel Macron, dont l'AFP a obtenu copie.

M. Benalla reproche à Patrick Strzoda, directeur du cabinet d'Emmanuel Macron à qui la lettre est adressée, de ne pas lui avoir "transmis directement (ses) interrogations" au lieu de "les porter sur la place publique", "au regard des relations que

j'entretiens avec certains membres de la présidence, et des échanges réguliers que j'ai avec eux".

M. Strzoda l'avait sommé de s'expliquer sur "d'éventuelles missions personnelles et privées" menées "comme consultant" alors qu'il était "en fonction à l'Élysée".

Il lui répond qu'il n'avait "jamais effectué de missions personnelles et privées" durant ses fonctions à l'Élysée et n'avoir "a fortiori jamais reçu directement ni indirectement de rémunérations en résultant". En outre dans ses activités actuelles, il ne s'est "jamais prévalu d'une quelconque recommandation ou appui de la présidence de la République dans le cadre de (s)es nouvelles activités, et le prétendre serait purement mensonger" et "diffamatoire", affirme-t-il.

L'Élysée a repoussé sur le Quai d'Orsay, disant avoir, dès son renvoi pour motif disciplinaire en juillet, "demandé aux administrations compétentes" de récupérer les passeports.

Le Quai d'Orsay a annoncé dans la foulée l'intention de Jean-Yves Le Drian de saisir le parquet, "sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale" qui enjoint tout représentant des autorités de le faire s'il a connaissance d'un crime ou d'un délit. Le ministère affirme avoir réclamé en juillet, puis en septembre la restitution des deux passeports. Le signalement auprès du procureur de la République était en cours d'analyse vendredi soir, a indiqué à l'AFP une source judiciaire. AFP 28 décembre 2018

La haine des pauvres assumée et légitimé par le régime.

- Paris Le permis de construire d'un centre social du XVIe annulé - Liberation.fr 28 décembre 2018

Le tribunal administratif de Paris a annulé vendredi le permis de construire délivré en mars 2016 pour un centre d'hébergement pour sans-abris... Liberation.fr 28 décembre 2018

A l'extrême droite toute !

Espagne

- Espagne : droite et extrême droite alliées en Andalousie - Liberation.fr 28 décembre 2018

Avec les voix du parti extrémiste Vox, la candidate de Ciudadanos (centre droit), Marta Bosquet, a été élue présidente du Parlement régional. Juan Manuel Moreno, le leader du Parti populaire d'Andalousie (droite), devrait, lui, devenir président de la région. Liberation.fr 28 décembre 2018

Brésil et Israël

- Bolsonaro et Netanyahu saluent une nouvelle "fraternité" entre le Brésil et Israël - AFP 29 décembre 2018

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président élu du Brésil Jair Bolsonaro ont célébré vendredi à Rio de Janeiro le début d'une nouvelle "fraternité" entre leurs deux pays, avec la perspective d'une étroite collaboration économique et militaire.

Les deux dirigeants se sont rencontrés dans un fort militaire à la vue imprenable sur la célèbre plage de Copacabana, donnant ainsi le coup d'envoi de la première visite officielle d'un chef de gouvernement israélien au Brésil.

Accueilli par une haie d'honneur de militaires et d'autorités locales à sa descente de l'avion, il doit rester cinq jours au Brésil et assister le 1er janvier à l'investiture en grande pompe du président élu d'extrême droite à Brasilia.

Benjamin Netanyahu, pour sa part, a qualifié sa visite d'"historique", tout en évoquant également la "fraternité, l'alliance" qui peut "porter (les deux pays) vers les sommets".

"C'est difficile à croire que nous n'ayons pas eu ce genre de contacts par le passé", a-t-il souligné.

Il faisait référence au fait que le Brésil observait depuis des décennies une politique de neutralité dans le conflit israélo-palestinien.

Le gouverneur élu de l'Etat de Rio de Janeiro, Wilson Witzel, s'est rendu récemment en Israël, où lui ont été présentés selon la presse brésilienne des drones capables de tirer à distance sur des suspects. AFP 29 décembre 2018

Etats-Unis

- Pas d'accord en vue: les Etats-Unis s'enfoncent dans le "shutdown" - AFP 28 décembre 2018

Les négociations entre démocrates et républicains ont échoué jeudi à mettre fin au "shutdown" aux Etats-Unis. La paralysie partielle des administrations fédérales, qui a mis des centaines de milliers de fonctionnaires au chômage forcé, va donc se prolonger, au moins jusqu'à la semaine prochaine.

Au coeur du blocage depuis six jours: le mur voulu par Donald Trump à la frontière avec le Mexique pour lutter contre l'immigration clandestine.

Le président républicain exige cinq milliards de dollars pour le construire. Les démocrates refusent de le financer, mais ont proposé une enveloppe de plus d'un milliard pour d'autres mesures de sécurité à la frontière.

Résultat: une impasse budgétaire. Et tant que les deux partis ne se mettront pas d'accord, les financements de 25% des ministères et administrations fédérales resteront suspendus. AFP 28 décembre 2018

- USA: L'opinion impute le shutdown à Trump plus qu'aux démocrates, selon un sondage - Reuters 28.12

Cela confirme ce qu'on a affirmés au début de cette causerie.

Haut de page

Le 31 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Bon réveillon à tous !

Demain : L'An I de la République sociale!

- Au format pdf (17 pages)

A retenir.

Au matin de l'insurrection du 28 juillet 1830.

On ne crie plus, comme la veille, « *Vive la Charte, à bas les ministres!* » mais, « *Vive la liberté, à bas les Bourbons !* »

A mesure que la population arrive dans les rues ou sur les places, des rassemblements se forment et grossissent rapidement. Des fleurs de lys sont brisées, les insignes de la royauté effacés, « À bas les Bourbons ! » est scandé. Des bandes d'ouvriers parcourent les rues en abattant, brisant ou brûlant les enseignes aux armes de France, les panonceaux des notaires, et jusqu'aux plaques des conducteurs de diligence et des facteurs de la poste, et aux estampilles des voitures publiques. Partout le mot royal est effacé ou couvert de boue. En plusieurs endroits on attache les armes de France à la corde des réverbères cassés. On ne crie plus, comme la veille, « *Vive la Charte, à bas les ministres!* » mais, « *Vive la liberté, à bas les Bourbons !* ». Wikipédia.org

Au matin de l'an 2019.

On ne crie plus "*moins de taxe, augmentation des salaires, Macron démission*", mais "*Vive la liberté, à bas le dernier des Capets !*" ou "*tout le pouvoir aux travailleurs, à bas l'oligarchie et la Ve République*"... A suivre

La lutte des classes est une lutte à mort disions-nous.

La bourgeoisie mène avec une claire conscience une guerre d'extermination contre eux. (les ouvriers insurgés le 24 juin 1848) (Les journées de juin 1848 par Friedrich Engels)

LVOG - La bourgeoisie, cette "guerre d'extermination" contre les exploités et les opprimés, elle n'a jamais cessé de la mener en réalité, en recourant à la législation qu'elle avait adoptée et par laquelle elle la justifiait ou la légitimait en temps normal ou de

paix social, sinon par le canon contre son peuple si nécessaire, le reste du temps contre d'autres peuples pour les piller, sans que personne ne s'en émeuve plus que cela et cautionne hypocritement son pouvoir où le droits exorbitant qu'elle s'accordait d'exploiter et d'opprimer qui bon lui semblait au quatre coin de la terre, car en échange de quoi le pays s'enrichissait et tout le monde en profitait proportionnellement à son statut social, un peu, beaucoup, passionnément, à la folie... et même pas du tout.

C'est ainsi que les esprits se sont laissé corrompre en cautionnant ce qu'il faut bien appeler la pire des injustices qui soit pouvant aller jusqu'à l'extermination de millions d'hommes et de femmes innocentes.

Chacun s'en est accommodé, chacun en a tiré profit, chacun s'est arrangé avec sa conscience pour le justifier. Après tout, ne sommes-nous pas impuissant à changer l'ordre des choses. Certes, dès lors qu'on s'y soumet, il ne faut jamais oublier de le préciser, car, que l'on ne comprenne pas ce qui se passe réellement est une chose, mais cela n'empêche personne d'avoir conscience qu'on est en présence ou qu'on est soi-même victime d'une terrible injustice contre laquelle on ne bougera pas le petit doigt ou on ne manifestera pas, pire, quand on nous appellera à la cautionner par la voie des urnes, nous répondrons présent, nous y collaborerons et nous nous aviliront davantage encore. De quoi se détester soi-même... avant de détester les autres sous n'importe quel prétexte, ce qui n'augure rien de bon en général.

N'aurait-il pas été préférable, répétons-le, sans forcément comprendre ce qui se passait réellement, mais en ayant tout de même conscience d'être en présence d'un régime profondément injuste et d'une imposture, de refuser de participer à cette mascarade sordide, de rejeter les institutions...

On peut parfaitement admettre que cela n'ait pas été forcément à la portée de tous à une autre époque, mais pas aujourd'hui après que le capitalisme eut revêtu une forme généralisée aussi monstrueuse, mafieuse, criminelle, barbare.

Voilà un argument qu'on peut présenter aux travailleurs, en précisant bien que notre but n'est pas de les culpabiliser ou de les juger, mais de les faire réfléchir et les aider à prendre conscience qu'en ne réagissant pas et en ne s'organisant pas contre le régime pour l'abattre, ils creusent leur propre tombe.

En juillet 1830, en février et en juin1848, en septembre 1870 et en mars 1871, le prolétariat avait des conditions de travail et d'existence épouvantables, il était en très grande partie illettré ou son degré d'instruction était très faible, les inégalités sociales étaient gigantesques et pire que de nos jours contrairement à ce qu'affirment les ignorants, les injustices également, réduit à l'état misérable et inorganisé, sans syndicat ni parti, le prolétariat en haillons avait parfaitement conscience d'être la victime de prédateurs et d'oppresseurs sans scrupule ni morale qui les méprisaient profondément, qui haïssaient les gueux.

Il ne disposait aucun droit social ou politique, hormis celui de se soulever contre ses oppresseurs. Comme il n'était pas en mesure de s'organiser et de se mobiliser par lui-même, c'était soit des pans de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie monarchiste ou républicaine qui s'en chargeaient, qui les enrôlaient et qui s'en servaient de chairs à canon face au régime, au monarque ou au gouvernement en place pour que leurs exigences soient prises en compte, tandis que celles du prolétariat passeraient à la trappe ou seraient réduites à quelques miettes.

Plus tard, ce sont encore des petits bourgeois qui organisèrent le prolétariat et qui constituèrent les premiers partis ouvriers, l'idée de ces petits bourgeois étaient encore une fois de se servir des bataillons de la classe ouvrière et de la paysannerie pour obtenir des concessions du régime ou améliorer leur sort, tandis que celui de la classe ouvrière passait au second plan ou aux oubliettes.

L'avènement du socialisme scientifique de Marx et Engels au milieu du XIXe siècle ne mit pas un terme à cette pratique détestable, il permit cependant de donner une nouvelle orientation au mouvement ouvrier, dans la mesure où désormais c'était à la classe ouvrière qu'était dévolu le rôle principale au sein de la lutte de classe des exploités et des opprimés et d'en prendre la direction, compte tenu que c'était elle qui devait s'emparer du pouvoir politique pour cette fois pouvoir satisfaire ses propres besoins et non plus ceux de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes. Mieux encore, cette doctrine de la classe ouvrière (le marxisme) et ses objectifs coïncidaient avec l'ensemble des besoins de la société pour assurer son développement harmonieux, de telle sorte que plus personne ou aucune autre classe sociale ne pourrait contester le rôle et les tâches historiques que le prolétariat devait accomplir puisque le destin de la société ou de la civilisation en dépendait.

Bien entendu les petits bourgeois influencés par le capitalisme ou leur statut social refusèrent de céder la place à la classe ouvrière, de lui reconnaître ce rôle historique qui est le produit du processus dialectique matérialiste du développement des forces productives ou du capitalisme parvenu à son terme, et depuis près de 180 ans ils n'ont jamais cessé d'empoisonner le mouvement ouvrier avec leur doctrine bourgeoise, le réformisme bourgeois, consistant à l'atteler au régime et à lui interdire toute indépendance de classe de manière à ce qu'il ne puisse jamais trouver la voie pour le renverser. Telle fut le rôle dévolu à la SFIO devenu le PS, au PC devenu le PCF, et à la totalité des partis ou formations politiques qui en sont issus, Génération.s, MRC, PG, LFI, etc. Jusqu'au jour où la classe ouvrière et les couches inférieures des classes moyennes les rejetèrent ou rompirent avec eux.

Entre temps, à une autre époque, au début du XXe siècle, un prolétariat parvint à s'organiser et à construire un véritable parti ouvrier, pour les ouvriers, construit sur les bases de cette doctrine qui concentrait également les enseignements de la lutte de

classe du prolétariat mondial, de telle sorte qu'il parvint au pouvoir et à liquider le régime en place au profit d'un Etat ouvrier, une République social, socialiste, telle furent les révolutions russes de 1905 et particulièrement celle victorieuse de 1917 dirigée par le parti bolchevik et principalement Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine.

Dans un monde dominé par le capitalisme, la Russie révolutionnaire demeurait une goutte d'eau dans un océan de réaction. Et à l'intérieur de la Russie, les mentalités n'allaient pas évoluer au même rythme que les profonds changements politiques déjà accomplis et ceux économiques entamés dans des conditions extrêmement difficiles après 4 ans de guerre impérialiste suivie par 4 ans de guerre civile fomentée par la réaction financée et armée par les puissances occidentales impérialistes. De plus, il faut se rappeler que le prolétariat russe qui représentait moins de 10% de la population, était aussi illettré que la paysannerie et les masses en France au XIXe siècle, et que par conséquent ils étaient à la merci des changement pouvant intervenir à la direction du parti bolchevik, tout se passerait très bien dès lors que son et ses principaux dirigeants seraient de véritables marxistes acquis à la cause ouvrière et au socialisme, mais que tout se passerait très mal pour peu qu'ils viennent à disparaître brutalement pour être remplacés par des dirigeants qui se comporteraient comme des petits bourgeois vaniteux animés d'autres intentions ou tenus à d'autres principes, se moquant de cette doctrine et du socialisme.

Et c'est ce qui se produisit, une fraction du parti bolchevik au comportement et aux intérêts semblables à ceux de misérables petits bourgeois profitèrent du faible niveau d'évolution (d'instruction, de conscience) du prolétariat et de la paysannerie et de la disparition du principale dirigeant et théoricien de la révolution (Lénine) pour s'emparer du pouvoir, liquider le parti de la révolution socialiste, pour finalement à terme liquider l'Union des Républiques Socialiste et Soviétiques au profit du rétablissement du capitalisme, ils agirent conformément à l'état d'esprit en général du petit bourgeois dans lequel il ne faut jamais placer sa confiance sous peine qu'il la trahisse un jour.

La doctrine du marxisme fut ainsi confirmée en pratique. Elle permit au prolétariat de s'emparer du pouvoir et de commencer à instaurer une société meilleure et plus juste. Maintenant, on ne peut pas lui imputer le fait que cette expérience fut rapidement dévoyée, stoppée, puis éliminée, car elle n'a pas choisi à quel moment cette expérience allait avoir lieu, de la même manière que le 26 juillet 1830 Charles X se voyait encore en monarque à vie pour finalement être détrôné le lendemain, idem pour le tsar par exemple, ce serait faire un mauvais procès au marxisme de l'accuser d'être responsable du manque de maturité du prolétariat ou de lui en imputer les conséquences, il faut être sérieux et honnête, ce que ne sont pas ses nombreux ennemis évidemment.

Les masses se lancent à l'assaut du pouvoir avec les moyens dont elles disposent dans des conditions qui lui sont imposées, et bien il en est de même pour le marxisme ou le socialisme et pour le parti qui combat sous son drapeau. Toute autre impression serait l'oeuvre de faussaires ou d'agents du capitalisme.

Défense du marxisme.

Lénine - Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx - 01.03.1913

Extraits.

La période de la Révolution de juin 1848 à la Commune de Paris en 1871.

Au début de la première période, la doctrine de Marx est loin d'être dominante. Elle n'est que l'une des très nombreuses fractions ou courants du socialisme. Les formes dominant dans le socialisme sont celles qui au fond s'apparentent au populisme de chez nous : incompréhension de la base matérialiste du mouvement historique, incapacité de discerner le rôle et l'importance de chacune des classes de la société capitaliste, camouflage de la nature bourgeoise des réformes démocratiques à l'aide de différentes phrases pseudo-socialistes sur le "peuple", la "justice", le "droit" etc.

La Révolution de 1848 porte un coup mortel à toutes ces formes bruyantes, bigarrées, tapageuses du socialisme d'avant Marx. Dans tous les pays, la révolution montre à l'oeuvre les différentes classes de la société. Le massacre des ouvriers par la bourgeoisie républicaine, dans les journées de juin 1848, à Paris, achève de fixer la nature socialiste du prolétariat, du prolétariat seul. La bourgeoisie libérale redoute l'indépendance de cette classe, cent fois plus que la pire réaction. Le libéralisme peureux rampe devant cette dernière. La paysannerie se contente de l'abolition des vestiges du féodalisme et se range du côté de l'ordre ; elle ne balance que rarement entre la démocratie ouvrière et le libéralisme bourgeois. Toutes les doctrines sur le socialisme hors-classes et la politique hors-classes se révèlent un vain bavardage.

La Commune de Paris (1871) achève cette évolution des réformes bourgeoises ; c'est uniquement à l'héroïsme du prolétariat que doit son affermissement la République, c'est-à-dire cette forme d'organisation de l'État dans laquelle les rapports des classes se manifestent de la façon la moins dissimulée.

Dans tous les autres pays d'Europe, une évolution plus confuse et moins achevée conduit toujours à une société bourgeoise constituée. A la fin de la première période (1848-1871), période de tempêtes et de révolutions, le socialisme d'avant Marx meurt. Des partis prolétariens indépendants naissent : la première Internationale (1864-1872) et la social-démocratie allemande.

La période de 1872 à 1904.

La deuxième période (1872-1904) se distingue de la première par son caractère "pacifique", par l'absence de révolutions. L'Occident en a fini avec les révolutions bourgeoises. L'Orient n'est pas encore mûr pour ces révolutions.

La dialectique de l'histoire est telle que la victoire du marxisme en matière de théorie oblige ses ennemis à se déguiser en marxistes. Le libéralisme, pourri à l'intérieur, tente de reprendre vie sous la forme de l'opportunisme socialiste. La période de préparation des forces pour les grandes batailles, ils l'interprètent comme une renonciation à ces batailles.

L'amélioration de la condition des esclaves en vue de la lutte contre l'esclavage salarié se fait, selon eux, au prix de l'abandon pour un sou, par les esclaves, de leur droit à la liberté. Ils prêchent lâchement la "paix sociale" (c'est-à-dire la paix avec l'esclavagisme), la renonciation à la lutte de classes, etc. Ils ont de nombreux partisans parmi les parlementaires socialistes, les différents fonctionnaires du mouvement ouvrier et les intellectuels "sympathisants".

La période de la Révolution russe à nos jours (1913).

Les opportunistes n'avaient pas encore fini de glorifier la "paix sociale" et la possibilité d'éviter les tempêtes sous la "démocratie", que s'ouvrait en Asie une nouvelle source de grandes tempêtes mondiales. La révolution russe a été suivie des révolutions turque, persane, chinoise.

Les longs ajournements d'une lutte décisive contre le capitalisme en Europe ont poussé au désespoir et à l'anarchisme les gens peu soucieux des conditions de la préparation et du développement de la lutte de masse. Nous voyons maintenant combien myope et pusillanime est ce désespoir anarchiste. (Celui des "gilets jaunes" ? - LVOG)

Celui qui, après l'expérience de l'Europe et de l'Asie, parle d'une politique hors-classes et d'un socialisme hors-classes, mérite simplement d'être mis en cage et exhibé à côté d'un kangourou australien.

Cependant la décomposition de tous les partis bourgeois et la maturation du prolétariat sont en progression constante.

LVOG - La social-démocratie et le stalinisme sont presque parvenus à renvoyer la classe ouvrière en deux siècles en arrière en pourrissant le mouvement ouvrier, de telle sorte qu'il est devenu méconnaissable et par bien des aspects infréquentables tellement il est corrompu. La prochaine période verra la lutte entre ceux qui veulent le sauver (ou son cadavre) tel qu'il est devenu, et ceux qui sont décidés à le reconstruire sur les bases du socialisme...

Le marxisme est la doctrine de la lutte de classes

Article écrit par Lénine à l'occasion du 30e anniversaire de la mort de K. Marx, publié dans le n°3 de la revue théorique bolchevique "Prosvéchtchénié" ("L'Education"). Mars 1913

Extrait. Pas une seule liberté politique n'a été conquise sur la classe des féodaux sans une résistance acharnée. Pas un seul pays capitaliste ne s'est constitué sur une base plus ou moins libre, démocratique, sans qu'une lutte à mort n'ait mis aux prises les différentes classes de la société capitaliste. Marx a ceci de génial qu'il fut le premier à dégager et à appliquer de façon conséquente l'enseignement que comporte l'histoire universelle. Cet enseignement, c'est la doctrine de la lutte de classes. Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a qu'un moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent - et doivent de par leur situation sociale - devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau.

Seul le matérialisme philosophique de Marx a montré au prolétariat la voie à suivre pour sortir de l'esclavage spirituel où végétaient jusque-là toutes les classes opprimées. Seule la théorie économique de Marx a expliqué la situation véritable du prolétariat dans l'ensemble du régime capitaliste.

Une nouvelle contribution politique.

Comme je l'ai déjà expliqué, le seul avantage de poser le RIC ou RIP, c'est qu'il pose la question de la nature de l'Etat, du pouvoir politique, et comme il est incompatible avec l'existence de la Ve République, en allant au bout de notre réflexion on en arrive à la conclusion qu'il faut impérativement en finir avec la Ve République, c'est aussi simple que cela, c'est tout simplement

logique, dialectique.

C'est l'unique objectif politique que les travailleurs et les militants doivent se fixer. Ils doivent y subordonner leurs luttes, ce qui doit se traduire sur le plan pratique par leur organisation.

Le même objectif est valable pour le prolétariat dans tous les pays du monde, car c'est la Constitution et les institutions politiques nationales qui constituent l'obstacle à la remise en cause du mode de production et de répartition des richesses à l'origine des inégalités sociales et des injustices, de tous les maux dont souffrent les masses laborieuses.

Depuis que j'ai repris mon activité de militant ouvrier et que j'ai rompu en 2005 avec le courant politique dans lequel j'avais été organisé à la fin des années 70, je n'ai cessé d'affirmé que ce devait être notre axe politique et qu'il fallait y préparer les masses, en vain, personne n'a voulu m'écouter. Pourquoi ? Parce que cela nécessitait que nos dirigeants rompent avec les appareils pourris du mouvement ouvrier, particulièrement ceux des syndicats, sauf qu'ils s'étaient trop compromis avec eux pour pouvoir faire marche arrière, pour qu'ils reconnaissent et corrigent publiquement leurs erreurs, comme ils en furent toujours incapables, il ne leur restait plus qu'à continuer à tenir leur double langage habituel dont les composantes se neutralisaient, ce qui à terme devait avoir des conséquences désastreuses, les travailleurs qu'ils avaient gagné devaient déserter les uns après les autres pour finir par se retrouver avec des partis sclérosés, sectaires, décomposés, n'inspirant confiance à personne ou marginalisés, qui ne pourraient jouer aucun rôle au cours de la période à venir de la lutte de classes.

Pour prendre la mesure de leur énorme responsabilité dans la situation actuelle, il faut avoir à l'esprit qu'en sabotant la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, ils permirent aux autres composantes corrompues du mouvement ouvrier d'avoir les mains libres pour se droitiser davantage ou continuer leur sale boulot de fossoyeur du mouvement ouvrier organisé et du socialisme, au point qu'il n'inspirait plus que le rejet à la classe ouvrière, qui non seulement se retrouverait sans direction, mais sans représentation politique ou même syndicale face à la réaction, au gouvernement, au patronat.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que tant qu'il existait la menace que les masses se tournent vers un ou des partis incarnant le socialisme, même de manière déformée, les autres partis ouvriers dégénérés étaient plus ou moins obligés d'en tenir compte, pour être plus précis, de tenir compte des aspirations des masses pour contrer cette menace, mais une fois que cette menace avait pratiquement totalement disparu, plus rien ne les empêchait de faire ouvertement allégeance au régime et d'ignorer la condition dans laquelle se retrouvaient plongées masses.

On nous avait expliqué qu'ils (PS-PCF) étaient appelés à monter de plus en plus ouvertement au créneau pour permettre au gouvernement d'appliquer sa politique, sous prétexte que c'était l'aggravation de la crise du capitalisme qui leur commandait d'agir ainsi, ce qui était exact, mais ce que nos dirigeants se sont bien gardés de préciser, c'est pourquoi ou qu'est-ce qui leur permettait sur le plan politique sans prendre de risque, hormis celui de se saborder eux-mêmes, ce qui ne constituerait pas un inconvénient insurmontable puisque d'autres partis issus des leurs prendraient le relais et ainsi de suite, Génération.s, LFI, pour n'en citer que deux, ou Syriza qui a pris la place laissé vacante par le PASOK qui ne pouvait plus remplit sa fonction contre-révolutionnaire au côté du régime en Grèce, idem au Portugal, en Allemagne avec les Verts et Die Linke, en Espagne avec Podemos, etc.

Bien entendu, quand bien même aurait existé un parti ouvrier révolutionnaire, les vieux partis issus du mouvement ouvrier passés dans le camp de nos ennemis n'auraient jamais été amenés à rompre le régime, mais en étant obligé de prendre en charge une partie des revendications du prolétariat, ils auraient alimenté sa lutte de classe, contre leur gré ils l'auraient entraîné au combat et ainsi ils auraient participé à maintenir sa conscience de classe à un certain niveau, ce qui aurait créé les conditions favorables pour que le nouveau parti ouvrier puisse recruter des dizaines de milliers de travailleurs et construire le parti.

Pourquoi le PS s'est-il désengagé brutalement de la lutte de classe au côté de la classe ouvrière dès la chute de l'URSS et ses satellites et déclarer publiquement qu'il avait renoncé au socialisme au profit du capitalisme? Parce que ce n'était pas seulement la menace du communisme aurait été écartée, mais parce que c'était davantage un coup mortel porté au PCF, qui par la suite n'a fait que décliné pour finalement devenir pour ainsi dire inexistant 20 ans plus tard.

Jusque là le PS dirigé ou contrôlé par des membres de la bourgeoisie ou des couches supérieure des classes moyennes organisait principalement certaines couches inférieures et moyennes de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, y compris dans les universités à travers les syndicats, il contrôlait plusieurs syndicats dits ouvriers, notamment FO, des syndicats corporatistes, la CFTC et la CFDT notamment, au sein des syndicats, les syndicats qu'il contrôlait ou influençait jouaient le même rôle que le sien sur le plan politique envers le PCF. La fin de cette période, qui devait s'achever au début des années 90, fut annoncée dès le début des années 80 avec l'adoption de la politique d'austérité par Mitterrand. Tandis que les couches inférieures de la petite bourgeoisie allaient petit à petit déserter le PS, la classe ouvrière allait en faire autant avec le PCF et les syndicats.

Le PS au pouvoir (soutenu par le PCF) révélait ou confirmait sa véritable nature réactionnaire et tournaient le dos résolument à la classe ouvrière et aux couches inférieures des classes moyennes. C'était l'occasion ou jamais d'expliquer aux travailleurs pourquoi et que dans l'avenir ils ne devraient absolument rien attendre de la part de ces partis pourris pour leur ôter les

dernières illusions qu'ils auraient pu avoir dans le PS ou le PCF. C'était à ce moment-là, lorsqu'ils étaient au pouvoir qu'il fallait aider les masses à rompre avec ces partis, pour que dès le début de l'offensive (à venir) du néolibéralisme en France que l'on peut faire remonter en 2007 sous Sarkozy, après avoir déjà subi 25 ans d'austérité, elles soient prêtes ou en ordre de bataille pour se soulever. L'avant-garde du mouvement ouvrier a bénéficié de 25 longues années pour élaborer et appliquer cette stratégie, mais elle en a été totalement incapable.

La suite demain ou dans les jours qui viennent...

ACTUALITÉ DU JOUR

On ne leur souhaitera pas une bonne année 2019.

On va vous pourrir 2019, promis !

- Vous pensez que 2018 a été une année pourrie ? - Franceinfo 30.12

Ils parlent pour eux !

Vos fins de mois sont difficiles ou commencent le 15, on s'en tape, sachez-le !

- Sports d'hiver : de la neige et un bon taux de réservation au Grand-Bornand, en Haute-Savoie - Franceinfo 30.12

Ils vous haïssent et vous le font savoir

Le dernier des Capets qui a encore la tête sur les épaules disparaît...

Ces derniers jours, M. Macron se montre très discret et personne ne sait au juste où il se trouve. Le programme d'activités du Président n'est pas mis à jour sur le site de l'Élysée. sputniknews.com 29.12.2018

et réapparaît, où, parmi les siens, pardi !

A Saint-Tropez au "coeur de cette cité balnéaire huppée de la Côte-d'Azur".

... et même que l'Agence Française de Propagande s'en félicite.

"Il n'y a pas eu manifestations d'hostilité à son encontre, bien au contraire". - AFP 29 décembre 2018

On se réconforte comme on peut !

Ce qui est triste pour les nantis, c'est qu'ils ne veulent aller pratiquement nulle part sans craindre qu'on les dévalise ou les conspue, pour leur sécurité, ce qui n'est pas le cas des parias qui peuvent se rendre presque partout et s'y sentir à l'aise.

Marcheront-ils sur Saint-Tropez ?

- Une marche de soutien à Macron prévue à Paris le 27 janvier - Le HuffPost 30.12

Les gilets jaunes, "ça suffit".

- Vers une manifestation pro-Macron le 27 janvier ? - L'Express.fr 30.12

Les anti-gilets jaunes veulent, à leur tour, descendre dans la rue.

Bonne appétit. Et 12 quenelles pour la table du président. Vous ne trouvez pas que cela fait beaucoup quand même?

Grille de lecture.

12 serveurs d'un grand restaurant parisien ont adressé un bras d'honneur à je ne sais qui, Macron peut-être, sans doute, qu'ils ont déguisé en quenelle pour être certain que cela serait remarqué, c'est réussi !

Mais c'est qu'en face les hargneux, teigneux, les haineux, les belliqueux, les matraqueurs, les gazeurs l'ont très mal pris.

- Le Train Bleu porte plainte après la "quenelle" de ses salariés - HuffPost. 30.12

Ce week-end, une photo montrant des salariés du célèbre restaurant parisien "Le Train Bleu", que les visiteurs en provenance du sud de la France peuvent admirer en arrivant à la Gare de Lyon, effectuer une quenelle a été exhumée et a littéralement enflammé les réseaux sociaux.

Twitter, Facebook, Trip Advisor... Le restaurant s'est attiré les foudres de nombreux internautes, dénonçant le personnel photographié en train d'effectuer ce geste popularisé par le polémiste Dieudonné, et dont la connotation antisémite ne fait guère de doutes.

"Ceux des personnes figurant sur la photographie qui font encore partie de ses effectifs seront convoqués dans les plus brefs délais et le cas échéant sanctionnés de manière exemplaire", indique encore le communiqué, précisant que la société se tient à la disposition de la justice "l'identification de toutes les personnes qui se sont adonnés à un geste haineux".

"Notre groupe est tout entier dédié à faire partager par le plus grand nombre la gastronomie française, ses saveurs et son savoir-faire. Comme le soulignait il y a quelques jours Bernard Pivot, la quenelle est un plat qui fait partie du patrimoine de la gastronomie lyonnaise dont le nom a été dénaturé par ce geste en forme de salut nazi inversé, devenu un signe de ralliement dont nous n'ignorons ni la gravité ni la signification antisémite avérée", poursuit SSP, qui a "décidé de porter plainte auprès du procureur de la République". HuffPost. 30.12

Sur la photo figure 12 serveurs, cela fait beaucoup, ces 12 salariés seraient tous des nazis, invraisemblables évidemment. Cela montre l'état d'esprit et les intentions de la réaction d'écraser le peuple, de briser sa résistance, de la mater, de le soumettre par la force, obtenir sa capitulation totale sans condition.

Dans ces conditions nous n'avons plus d'autre alternative que nous soulever et renverser le régime en place pour instaurer une République sociale et démocratique.

Heil ! Quand les néonazis refusent de s'assumer ou leurs zélés porte-parole et provocateurs pris à leur propre piège.

Personnellement, cela ne me serait pas venu à l'esprit de penser à l'iconographie nazie en voyant cette Une du Monde, ni même de comparer Macron à Hitler même si tous les deux étaient de dangereux psychopathes, même si tous les deux avaient un faible pour le gaz, même s'ils partageaient la haine de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, la comparaison s'arrêtait là, provisoirement ?

- "Le Monde" s'est-il inspiré de l'"iconographie nazie" pour sa une sur Macron ? On vous explique la polémique - franceinfo 31.12

franceinfo - La couverture de l'hebdomadaire M le magazine du Monde, paru vendredi 28 décembre, s'est attiré les foudres des critiques, dont plusieurs membres de la majorité. Tous accusent le journal d'avoir repris "les codes de l'iconographie nazie".

Le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand ne l'écrit pas exactement comme ça, mais juxtapose cette une à une photo d'Adolf Hitler, assurant qu'il "ne peut s'agir d'un hasard".

LVOG - La critique courroucée du maréchal Ferrand, spécialiste en la matière apparemment, eut à peine le temps d'être formulée que la putasserie offrit ses excuses marquées empressées dans le plus pure style des laquais fardés et poudrés de l'Ancien Régime.

franceinfo - La polémique a poussé le directeur des rédactions du journal, Luc Bronner, à présenter des excuses "à ceux qui ont été choqués par des intentions graphiques qui ne correspondent évidemment en rien aux reproches qui nous sont adressés". Dans ce court texte, le journaliste explique que la couverture signée par le directeur artistique Jean-Baptiste Talbourdet, fait référence "au graphisme des constructivistes russes au début du XXe siècle", mais emprunte aussi aux travaux de l'artiste canadien Lincoln Agnew.

LVOG - Peut importe l'explication fournie par monsieur Talbourdet ? Pas tant que cela. Vous allez comprendre tout de suite pourquoi France Info l'a reproduite. On y reviendra ensuite.

franceinfo - Sur son blog hébergé par Mediapart, Olivier Beuvelet, chargé de cours en histoire de la photographie, en esthétique de l'image et en cinéma à l'université Paris 3, y voit au moins une "référence à l'iconographie totalitaire des années 1930". Et sur Twitter, un graphiste confirme que "tous les codes des affiches de propagande de dictatures" sont là, mais pas seulement Adolf Hitler. Il cite "Mao, Lénine, Hitler… tous !"

LVOG - Vous avez saisi, pour se livrer à l'amalgame préférée des idéologues néolibéraux les plus ultra réactionnaires : rouge-brun, associant Mao et Lénine à Hitler, alors que ordre chronologique oblige si quelqu'un a plagié ou copié un graphisme existant, ce sont les nazis et non les bolcheviks ou les maoïstes. Que cela paraisse dans Mediapart, cet appendice pourri du Monde n'étonnera personne.

Attendez ce n'est pas fini. Ils vont aller jusqu'à justifier ce clin d'oeil au nazisme en y mêlant les "gilets jaunes", en fait ce sont eux qui en porteraient la responsabilité, ne sont-ils pas d'extrême droite, des fachos. Lisez.

franceinfo - Pour ce graphiste, "c'est fait exprès", mais il ne faut pas pour autant en déduire que Le Monde considère Emmanuel Macron comme un dictateur. Alors que la mobilisation des "gilets jaunes" dure depuis un mois et demi, et que les Champs-Elysées ont été le théâtre de violents affrontements, il estime que le journal "peut aussi vouloir illustrer le sentiment d'une partie du peuple". Pour lui, ce visuel, où la foule tourne le dos au chef de l'Etat qui regarde dans une autre direction, signifie surtout que "la foule ici descend dans la rue contre lui, pas pour l'aduler". franceinfo 31.12

LVOG - Pardi ! On se doutait bien que Le Monde n'avait jamais eu l'intention de considérer Macron comme un dictateur, franchement, après en avoir fait le président des banquiers, n'est-ce pas monsieur Pigasse, directeur général de Lazard Frères S. A.S... et bilderberger (2005) comme il se doit, et philanthrope par dessus le marché, donateur de la French American Foundation !

Ouf, nous voilà rassurés, la démocratie est sauve !

Dernières infos sur la mobilisation dite des "Gilets jaunes".

- La mobilisation des "Gilets jaunes" faiblit, tensions en province - Reuters 29 décembre 2018

L'acte VII des gilets jaunes marqué par une faible mobilisation, tensions à Paris, Toulouse et Rouen - Le HuffPost 29 décembre 2018

Après un "acte VI" qui a peu mobilisé et au milieu des fêtes de fin d'année, le septième week-end de mobilisation des gilets jaunes a démarré timidement ce samedi 29 décembre alors que des rassemblements étaient organisés à Paris, Marseille, Lyon, Metz, Rouen, Nantes, Toulouse ou encore Bordeaux.

Environ 12.000 gilets jaunes ont été recensés, selon les informations de LCI. La préfecture de police de Paris a dénombré 800 manifestants dans la capitale, à 18 heures. Le HuffPost 29 décembre 2018

A Paris, les gilets jaunes font la tournée des médias - Libération 29 décembre 2018

Comme le week-end dernier, le lieu du rassemblement parisien des gilets jaunes est resté secret jusqu'au dernier moment. Le top départ a été donné en milieu de matinée sur les réseaux sociaux par quelques leaders du mouvement : «Paris, go, go, go.» Avec une heure : «13h30». Et une adresse, celle des locaux de BFMTV (où se trouve aussi RMC, Libération et l'Express) dans le XVe arrondissement de Paris. Sur place, environ 400 personnes ont répondu à l'appel. Une manifestante clame dans un mégaphone : «On tourne le dos aux collabos pendant une petite minute.» La foule, qui fait face à une ligne de policiers, s'exécute.

En milieu d'après-midi, l'idée d'aller continuer la tournée des médias en direction d'Europe 1 ou Radio France plane un moment. Plusieurs gilets jaunes repartent alors dans une déambulation, avec policiers et gendarmes à leur trousse, puis atterrissent finalement près de la Tour Eiffel. Vers 17 heures 30, la plupart s'étaient dispersés ou étaient encerclés par les forces de l'ordre.

Un rassemblement se déroulait dans le calme place de la République, où une urne avait été installée en vue d'une "consultation citoyenne".

Rouen - Des manifestants ont incendié la porte d'enceinte de la Banque de France, a rapporté la police, qui a signalé également des feux de poubelles et des barricades.

Tarbes - A Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées, département assez fortement mobilisé depuis le début du mouvement, la manifestation a réuni samedi matin dans le calme un millier de personnes, contre 2.000 la semaine dernière.

Toulouse - Quelque 2.000 personnes, selon les observateurs, 1.350 selon la préfecture de Haute-Garonne, ont manifesté.

Des affrontements ont opposé forces de l'ordre et manifestants, qui lançaient de la peinture jaune, selon une journaliste de Reuters. Des poubelles ont été incendiées dans le quartier de Compans-Caffarelli,du mobilier urbain a été détruit.

A 16h30, la préfecture de Haute-Garonne a annoncé sept interpellations.

Bordeaux - Ils étaient quelque 2400 «gilets jaunes» à manifester dans les rues de Bordeaux ce samedi après-midi, selon les chiffres de la Préfecture.

Si le degré de violence n'a pas égalé celui des semaines précédentes, plusieurs heurts et incidents (barricades en feu, lacrymogènes, tir de LBD…) ont toutefois été signalés cours Pasteur, cours Clemenceau et cours de la Marne ainsi que place Tourny. Au total, une douzaine d'interpellations ont été effectuées selon la préfecture.

Marseille - La préfecture de police a dénombré 900 "Gilets jaunes". Quelque 260 manifestants étaient recensés dans le reste des Bouches-du-Rhône, département dans lequel sont intervenues sept interpellations.

Dans le Var, une douzaine de rassemblements étaient signalés, avec notamment un barrage au péage de Bandol dans le sens Toulon-Marseille sur l'autoroute A50.

Vinci Autoroutes faisait état de difficultés de circulation sur l'A7, l'A9 et l'A10.

Dans les Pyrénées-Orientales, la préfecture a interdit tout manifestation jusqu'au 1er janvier 2019 à la suite du décès la semaine dernière d'un automobiliste à Perpignan-Sud « lié aux perturbations de circulation". Libération et Reuters 29 décembre 2018

- Nantes, Toulouse, Paris: le bilan des blessés par flash-ball lors de l'acte 7 - Sputnik 29.12

Au total, en France, 57 de personnes ont été interpellées dont 33 placées en garde à vue pendant l'acte 7 des Gilets jaunes, d'après les informations de la préfécture de police vers 18h00.

Nantes - Un jeune homme (22 ans) a été blessé par LBD à la tête à Nantes. Selon les témoins présents sur place, il serait «entre la vie et la mort». Des images des lieux ont été postées sur les réseaux sociaux avec des commentaires indiquant que l'homme était inconscient suite à un tir de flash-ball.

Répression d'une extrême brutalité aujourd'hui à Nantes. Attaque systématiques. Gendarmes avec des Famas. Tirs innombrables. (sur Twitter)

Toulouse - Ensuite, un autre flash-ball a aussi touché un manifestant à Toulouse. Selon un membre de l'équipe médicale sur place cité par France 3 Occitanie, l'individu a eu un œil crevé.

Un homme a été gravement blessé après que plusieurs centaines de manifestants scandant «Macron démission!» sont arrivés sous les fenêtres de la mairie. Sputnik 29.12

Entre constat et illusions.

Lu dans un article publié par Mondialisation.ca le 27 décembre 2018.

Extrait.

- ...avec l'euro – depuis le 1er janvier 2002 – les exemples d'une vie devenue chère sont pléthoriques malgré les fadaises que l'on nous raconte pour tenter de faire passer une contre-vérité. Un café pris au comptoir et qui coûtait 1.50 francs coûte au minimum 1.50 euros, soit 6 fois plus, de même pour une bière pression ou encore pour une baguette, un croissant… bref, tout ce qui fait le menu quotidien des gens. Sans parler des régies – eau, gaz, électricité, téléphone, tabac, carburants, … – dont les prix ont explosé, alors que l'ouverture du marché à la concurrence voulue par Bruxelles nous assurait qu'elle allait faire pression à la baisse sur les prix : c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Ni des assurances, frais médicaux, frais bancaires, frais scolaires et autres éléments dont ne peuvent se passer les citoyens pour mener leur vie au jour le jour.

Les salaires n'ont pas été multiplié par six sur cette même période, loin s'en faut, dans cette politique ultra-libérale, sauvage et débridée imposée par la technocratie bruxelloise

En parallèle à la libre circulation des individus à l'intérieur de l'espace Schengen, les 'Traités' ont prévu la libre circulation des biens et des capitaux. Par la suite, les Etats font semblant de découvrir que la fraude fiscale se monte à des milliards annuels – rien

qu'en France, la fuite des capitaux est estimée à 100 milliards d'euros par an ! – et afin de boucler leur 'budget', se tournent alors vers une politique d'austérité en ponctionnant le citoyen lambda à travers une multiplication de taxes et impôts devenus insoutenables, d'autant que ce n'est jamais assez et que les déficits continuent à se creuser. En lieu et place de revoir l'incongruité de 'Traités' mal pensés… à moins qu'ils ne soient voulus tels et qu'il faut alors abroger !

Le comble est qu'en France p.ex. le PIB n'a jamais été aussi haut mais les individus s'appauvrissent : cherchez l'erreur. Se présentant comme 'experts' d'aucuns nous bassinent régulièrement avec les '30 glorieuses' comme si c'était-là le nec plus ultra et le symbole d'une croissance ininterrompue désormais impossible à atteindre. Sous-entendu, les gouvernements n'ont plus les moyens qu'ils avaient à l'époque.

Or, à part entre 2008 et 2009 où la France a connu une année de récession suite à la crise des 'subprimes' venue des Etats-Unis, le PIB français n'a jamais cessé de progresser depuis 1949. Les chiffres en attestent : en 1949 le PIB – actualisé en euros – était de 13,2 milliards d'euros et en 2017 il était de 2291,7 milliards d'euros, soit plus de 173 fois celui de 1949. Même s'il faut tenir compte de l'inflation évaluée à 126 sur la base de 1901 et arrivée à 2568 sur la même base de 1901 – soit, multipliée par 20 – et si la croissance a ralenti, le pays est donc de plus en plus riche alors que l'on constate une classe moyenne qui s'appauvrit depuis plusieurs années, les salaires de l'écrasante majorité n'ayant pas suivi la même hausse au seul profit de quelques voyous !

La question légitime que chacun se pose est donc de savoir où va tout cet argent produit par le pays ?! La réponse est simple : dans la poche d'une poignée au détriment du plus grand nombre qui l'a pourtant produit. L'écart salarial entre le haut patronat et les travailleurs est devenu véritablement obscène !

Cette situation vérifiée par les chiffres n'a que trop duré et n'est donc plus acceptable. A se demander d'ailleurs comment il se fait que la population n'ait pas réagi plus tôt ! Il faut donc qu'elle soit excédée et à bout pour être descendue de manière si déterminée dans la rue pour se faire entendre… et tabasser.

Et c'est-là que l'on voit que ni le président ni son gouvernement et ses thuriféraires n'ont 'capté' le niveau de colère des citoyens. Les réponses données par l'histrion de l'Elysée attestent du dédain qu'il nourrit au fond de lui pour des citoyens qu'il pense pouvoir calmer en leur jetant des miettes. Quelle erreur, quelle arrogance une fois encore, quelle immaturité et surtout, au bout de compte, quelle incompétence ! (Par ce mot "incompétence", l'auteur de cet article signifie qu'il figure parmi les partisans de l'ordre établi. Les paragraphes de son article que je n'ai pas reproduits le confirmaient en nous appelant à adopter l'UE. - LVOG) Penser qu'après ces cacahuètes la contestation s'essoufflera est faire preuve d'erreur d'analyse que les tenants de l'oligarchie risquent de payer bien plus cher qu'aujourd'hui. Imaginer que l'on peut 'acheter' le citoyen à coup de 100 euros par-ci qui lui seront repris par-là est d'un mépris absolu. De qui se moquent donc ces cols-blancs ?!

Rien d'étonnant donc à ce que la majorité des 'Gilets jaunes' rejettent ces propositions et appellent à la poursuite de l'insurrection. Reste à savoir s'ils sauront transformer l'essai et s'attaquer aux sources des problèmes citées plus haut : un appareil d'Etat obsolète et une construction européenne erronée. (C'est bien la question de l'Etat et du pouvoir politique qui est posée. Quant à l'UE, ce n'est pas sa construction ou son fonctionnement pose problème, mais sa nature qui détermine son orientation politique. - LVOG)

Pour cela, il faudra passer d'un mouvement spontané à un mouvement qui s'organise un minimum. Point de jonction de tous les dangers avec ses pièges, ses tentations de récupération et autres obstacles qu'il convient de ne pas minimiser au risque de faire pis que bien, ce qui conduirait les tenants du pouvoir actuel à resserrer plus encore leur étreinte sur les citoyens qu'ils empêcheront de se soulever de la sorte, quitte à basculer dans un Etat totalitaire ce que d'aucuns n'hésiteront pas à choisir tant leurs intérêts priment sur tout le reste. (Sur quelle base, dans quelle perspective, en se fixant quels objectifs politiques, "minimum" comme le suggère l'auteur de cet article, c'est-à-dire acceptable par le régime, auquel cas il n'aurait pas besoin de "resserrer plus encore (son) étreinte sur les citoyens" puisque ce mouvement se compromettrait avec le régime au lieu de l'affronter. On a là la rhétorique des faux opposants au régime. La suite le confirme en passant d'une illusion à une autre avec le RIC. - LVOG)

Au niveau intérieur, la proposition de passer par un Référendum d'Initiative Populaire/Citoyenne doit rester l'ordre du jour et serait un premier pas dans la bonne direction pour reconstruire un autre appareil d'Etat, par et pour ses citoyens et non plus avec des 'représentants' qui ne représentent plus qu'eux-mêmes et les lobbies qui les ont portés aux loges où ils s'agitent. Sauf que, déjà le pouvoir en place tente de récupérer la main en acceptant l'idée d'un RIC… mais « pas sur tous les sujets » ! Laissant entendre qu'il est des matières auxquelles le citoyen n'aura pas son droit de regard. On peut aisément deviner ce qui restera le pré carré des tenants de l'oligarchie… qui fera donc semblant d'ouvrir les débats à la société civile sur des sujets anodins qui ne risquent pas de les mettre en porte-à-faux quant à leurs privilèges éhontés. (Le RIC ou RIP, c'est la négation de la démocratie, parce qu'il ne pourrait être compatible qu'avec un gouvernement ouvrier, encore faudrait-il au préalable que la classe ouvrière ait renversé le régime et qu'elle se soit emparé du pouvoir politique, sinon ce n'est qu'une utopie, une illusion qui n'a pas d'autre fonction que légitimer le régime en place. Le mot d'ordre conforme aux intérêts de l'ensemble des exploités et des opprimés devrait être : pour un gouvernement ouvrier dont le mandat serait d'appliquer une politique conforme aux besoins et aspirations exprimés démocratiquement par les travailleurs, en leur laissant choix d'en déterminer la forme (Délibération d'Assemblées populaires ou constituantes dans tout le pays, RIP, etc. - LVOG) Mondialisation.ca, 27 décembre 2018

L'insurrection des Gilets-Jaunes : le point sur la situation et le ric - par Jean-Yves Jézéquel Mondialisation.ca, 25 décembre 2018

Après 18 mois à l'Élysée, Macron s'est précipité fébrilement dans les mesures antisociales à répétition ayant pour principal effet, celui de favoriser largement les plus riches…

Rappelons encore une fois que les voix exprimées pour Emmanuel Macron en 2017, s'élevaient au nombre de: 20.630.677,00 (le chiffre du Ministère de l'Intérieur étant différent compte tenu des magouilles sur les inscrits) sur 47.644.602,00 de Français inscrits sur les listes électorales.

Si Macron s'est retrouvé à l'Élysée, c'est donc avec le vote d'une minorité de Français : on avait déjà là une crise majeure du système électoral et de la « démocratie » française. Premier problème fondamental, posé en arrière fond du tableau brossé aujourd'hui par les Gilets-jaunes et expliquant pourquoi d'emblée, plus de 70% des Français se retrouvaient dans la colère de la rue.

Étant donné que les grands médias à la manœuvre – inondant l'espace médiatique par des infos manipulées – sont aux mains des milliardaires amis de Macron et dévoués à la cause ultra libérale; étant donné que ceux-ci ont largement démontré, lors de la campagne électorale de LREM, leur loyauté acquise et assurée au candidat de ce parti médiacrate, la justice électorale était tout d'abord balayée sans difficulté, mais encore, les électeurs n'avaient plus réellement accès à une juste information sur les autres candidats, ajoutant à une telle aberration, le fait que Macron allait profiter des ressources humaines de ces médias (TF1, LCI, BFM-TV, CNEWS, Le Monde, L'Express, Le Nouvel Obs, Le Point, Libération, Le Figaro…) comme aussi des ressources matérielles, financières, des infrastructures, de la logistique…etc, disqualifiant d'office, par ces moyens démesurés et leur avantage malhonnête, tous les autres candidats et notamment ceux que le système, avec la macronie, qualifiaient de « petits candidats ».

Le droit du Travail était massacré sans la moindre hésitation à coups de « calibre 49.3 ».

L'ISF était supprimé au profit des privilégiés et des nantis.

A cette occasion, les 100 plus gros patrimoines de France recevaient chacun 1,5 million d'euros.

La Flat tax (prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital) a été substantiellement baissée, en passant de 50% à 30%!

Ainsi cette simple mesure devenait un manque à gagner pour les finances publiques de 4,5 milliards d'euros par an.

La taxe sur les carburants (4,5 milliards d'euros par an) correspondait à la suppression de l'ISF et à la diminution de la Flat Tax!

Le crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi (CICE), conçu pour favoriser l'emploi, n'avait avantagé que les grandes entreprises du CAC40 qui ont en même temps baissé leurs cotisations sociales sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC.

Cela signifiait donc 42 milliards d'euros de manque à gagner, chaque année, pour les finances publiques et un sabotage flagrant du système des cotisations de la sécurité sociale.

Toutes les aides sociales allaient massivement baisser et les prélèvements brutalement augmenter pour les plus modestes des Français!

Pertes budgétaires, cadeaux fiscaux pour les plus riches, réduction des aides sociales, les contrats aidés en partie supprimés: tout cela allait rapidement plomber davantage la condition des jeunes au chômage, (22% chez les moins de 25 ans).

Les APL (aides au logement), destinées aux étudiants étaient drastiquement diminuées alors que 20% d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté.

Macron s'adressait à l'un de ces jeunes au chômage, en lui disant : «Je traverse la rue, je vous trouve un emploi!»

L'humiliation du jeune chômeur par le mépris particulièrement développé chez cet homme sorti de chez Rothschild, a fait le tour du monde sur les réseaux sociaux en devenant un symbole au cœur de la colère.

La CSG est passée de 6,6% à 8,3%.

Les retraités, dont la pension moyenne était de 1283 euros par mois, ont vu leur revenu diminuer sévèrement.

Une retraitée expliquait à Macron, à l'occasion d'une visite de ce dernier au village de Charles De Gaulle, qu'elle survivait péniblement avec une pension dérisoire de 500 euros par mois. La réponse de Macron à cette vieille dame est elle aussi devenue un symbole au cœur de la colère des Gilets-jaunes: «Vous pouvez parler très librement, disait Macron à cette dame; la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre!»

Entre les cadeaux aux plus fortunés, l'appauvrissement consécutif de l'État, le démontage des services publics, la suppression des fonctionnaires dans l'Éducation Nationale et la Santé, c'est le principe sacro saint du Conseil Nationale de la Résistance sur la solidarité qui était soldé définitivement et qui explique en grande partie la révolte des Gilets-jaunes.

Puis, le détonateur de l'insurrection des Gilets-jaunes allait être l'annonce de la hausse substantielle d'une « écotaxe » sur les carburants prévue pour janvier 2019.

9 millions de Français vivent actuellement sous le seuil de pauvreté, même en travaillant.

Plus de 3 millions de chômeurs ne retrouvent jamais de travail en France.

Il y a 2 millions de personnes qui n'ont pas été normalement scolarisées et qui témoignent d'une défaillance grave de l'État.

Il y a 200.000 SDF, les sans-abris.

Face à ce tableau qui peut paraître funeste, les plus favorisés reçoivent des cadeaux en milliards d'euros!

Comment voulez-vous que les plus défavorisés, qui sont nonobstant surtaxés, opprimés par l'impôt indirect et direct, les salaires ou les retraites de misère, des services publics dévastés, ne se mettraient-ils pas en colère et ne deviendraient-ils pas « violents », alors que cette extrême violence sociale les a maltraités depuis 40 ans? Soyons justes et objectifs sur ce sujet : les prédateurs de la Macronie en Marche au pouvoir, sont très mal placés pour venir donner au peuple des leçons de morale sur la « violence » inacceptable, dans les mouvements de protestation. La violence sociale imposée aux plus modestes est intolérable et elle vient de ces « élites » oligarchiques au pouvoir, ne raisonnant et ne jurant que par l'idéologie fasciste ultra libérale! Nous, les citoyens responsables, nous avons le devoir d'abattre cette dictature du mépris et de l'injustice sociale et fiscale en France!

Les lycéens ont à leur tour rejoint le mouvement des Gilets-jaunes ; il y a également une partie de la police nationale qui a rejoint les Gilets-jaunes; des fonctionnaires de différents secteurs de l'État se sont également mobilisés aux côtés des Gilets-jaunes; 80% de la population française est sympathisante et du côté de la colère des Gilets-jaunes. Ce mouvement continue de faire des émules dans le monde, même en Irak, même en Palestine, à Gaza, et les Britanniques tiennent en haut estime l'initiative des Gilets-jaunes, désirant suivre à leur tour cet exemple français: une première dans l'histoire! Car dans tous ces pays, c'est l'arbitraire de la domination bancaire qui impose sa loi de profit sur les peuples abusés en long, en large et en travers depuis 40 ans…

La réponse de la macronie a été et est toujours la répression!

Cette répression spectaculaire est inédite en France et les comportements innombrables d'une police hors-la-loi, sont tout à fait inquiétants dans le contexte actuel qui se durcit et qui a des conséquences inévitables sur les voisins, augurant certainement des temps gravement troublés dans toute l'Union Européenne.

On en est à 7 morts en France, dont une femme de 80 ans qui est décédée à Marseille après avoir été touchée par une grenade lancée volontairement par la police dans sa direction, alors qu'elle était à la fenêtre de son appartement.

Plus d'un millier de personnes ont été blessées par la police et quelques dizaines d'entre elles ont été gravement atteintes, voire mutilées à vie. Certains – dont une jeune lycéenne de 16 ans – ont été défigurés par les tirs de flash-balls reçus en plein visage, alors que la loi précise que seulement le buste et les jambes peuvent être visés dans certaines conditions détaillées par les règlements de la police. Une jeune étudiante de 20 ans a perdu irréversiblement un œil. D'autres ont été mutilés par des grenades explosives. Un jeune homme de 26 ans a été amputé de la main droite… etc.

Les images des violences policières filmées par les journalistes et les citoyens ont parfois été détournées et manipulées par les télévisions au service du pouvoir macronien en place; mais, notamment grâce aux médias alternatifs, ces images présentées dans toute leur vérité ont eu un impact désastreux sur la macronie et son gouvernement. Des journalistes indépendants du système ont été pris à partie par les forces de l'ordre. On a assisté (des vidéos authentifiées circulent sur les réseaux sociaux), à du vol-à-la-tire, perpétré sur des femmes Gilets-jaunes, par des CRS ne se cachant pas de tels actes hors la loi!

«Plusieurs syndicats de presse ont dénoncé « les nombreux blessés parmi les journalistes de terrain, reporters et photographes » et condamné « les dérapages inadmissibles des forces de police ». « De nombreux photographes de presse, clairement identifiés comme tels, se sont fait confisquer leur équipement de protection individuel, parfois sous la menace d'une garde à vue.

Ce qui a eu pour effet d'empêcher certains reporters de faire leur travail», soulignent les syndicats. «Il est totalement inacceptable, dans un pays théoriquement démocratique et dans un état de droit, que les pouvoirs publics ne garantissent pas la liberté d'informer», concluent les représentants de la presse.» (Le Monde titrait : « Des 'dérapages inadmissibles' de la police dénoncés par des syndicats de journalistes », le 10 décembre 2018). (Le 29 décembre à Bordeaux, lire plus loin. - LVOG)

Tous ces abus de pouvoir que nous avons pointés et qui sont pratiqués par la police française ouvertement hors-la-loi, sont le signe d'une dictature et le symptôme d'une impunité exceptionnelle pour un pays qui se revendique comme la patrie des « Droits de l'Homme »!

Pour calmer la colère, Macron a renoncé à la taxe sur les carburants. Il a annoncé une aide de 80 euros par mois, non incluse dans le traitement mensuel et donc non prise en compte pour le calcul des indemnités chômage et de la retraite, pour les salariés touchant le SMIC. Cette aide restera donc à la charge exclusive des contribuables, et non pas à la charge des entreprises. Le salaire brut, c'est-à-dire notamment les cotisations sociales pour la retraite, les indemnités chômage et la sécurité sociale, seront sévèrement diminuées au profit d'une augmentation minimale du salaire net. Emmanuel Macron n'entend pas le cri de ses concitoyens et ne semble pas vouloir l'entendre, car ce cri ne reconnaît pas l'idéologie ultra libérale qui inspire le locataire de l'Élysée et qui est la mire de toute son action déterminée.

L'augmentation de la CSG a également été annulée pour les retraités percevant une pension inférieure à 2000 euros par mois, mais seulement pour une année. Puis, la défiscalisation des heures supplémentaires a été annoncée à partir de 2019, à la fois pour les entreprises et les salariés. Cerise sur le gâteau : Macron a demandé aux entreprises « qui le peuvent » de donner une prime de fin d'année aux salariés d'un montant laissé à leur choix!

«Toutes les décisions annoncées sont aux frais des contribuables et au détriment du service public où des économies seront réalisées pour compenser le coût de ces mesures. Aucun geste n'a été annoncé pour les chômeurs, les petites retraites, les personnes survivant aux minima sociaux ou les fonctionnaires, c'est-à-dire une partie substantielle de la population », écrit Salim Lamrani, dans l'Humanité du 22 décembre 2018.

Ce que les Gilets-jaunes exigent, c'est davantage de justice sociale et de justice fiscale, avec un impôt plus progressif ne reposant pas uniquement sur cinq tranches. La classe moyenne elle aussi mobilisée dans les Gilets-jaunes, se retrouve à assumer le poids principal des prélèvements fiscaux, alors que les grandes fortunes, par la magie des niches fiscales ou de l'évasion fiscale légale comme illégale, arrivent à se soustraire à leurs obligations solidaires. Ainsi, les 40 plus grandes entreprises françaises possèdent 1454 filiales dans les paradis fiscaux.

Les Gilets-jaunes exigent un vrai plan de lutte contre la fraude fiscale qui détourne chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros de l'impôt et qui prive la Nation de nombreux investissements nécessaires. Le peuple Français réclame que les grandes entreprises ne puissent plus pratiquer l'évasion fiscale par les combines « légales » leur permettant de transférer leurs profits dans ces pays « d'accueil » et de faire en sorte que les activités soient artificiellement déficitaires en France. Les Gilets-jaunes, certes sont les «gens qui ne sont rien», comme le disait Macron, avec le mépris pour les plus modestes, dont il a le secret. Mais ils ont des exigences tout à fait claires qui se mettent en forme actuellement à travers des initiatives, comme par exemple, celle de www.article3.fr, Parlement et citoyens; les « ateliers constituants » animés par « Les Citoyens Constituants » dont Etienne Chouard qui est actuellement la cible de la haine des chiens de garde du système en place… etc.

Les citoyens Français ne veulent pas de l'ultra libéralisme : ils avaient voté « non » au referendum sur la Constitution européenne le 29 mai 2005; ils veulent une justice sociale et une justice fiscale; ils sont toujours et encore attachés au Programme Économique et Social du Conseil national de la résistance: à savoir le principe de la solidarité, la sécurité sociale, l'éducation et la santé gratuites, les prestations sociales pour les catégories modestes, la retraite par répartition, le contrôle des secteurs stratégiques de l'économie par l'État, les services publics. Bref, ils veulent la démocratie participative et se mobilisent désormais pour le Referendum d'Initiative Citoyenne.

Ce qui est en cause dans la revendication citoyenne n'est pas de l'ordre de « l'impossible » comme s'il n'y avait « qu'une seule alternative » : celle de l'ultra libéralisme. Cette idéologie s'impose à tous et garde le silence même lorsqu'on lui démontre à quel point elle est une arnaque, une catastrophe, un désastre. Le désastre ne concerne évidemment pas ceux qui l'imposent au reste de la population : ces gens dominants s'en portent très bien. C'est pourquoi, les hérauts de l'ultra libéralisme n'ont jamais été aussi riches ni jamais aussi satisfaits : pourquoi devraient-ils penser que leur idéologie est une catastrophe alors qu'elle leur a apporté le pouvoir absolu des moyens disproportionnés d'une richesse illimitée?! Être le « renard dans le poulailler », c'est-à-dire se complaire dans ce rôle de pervers et de salaud, se complaire dans le carnage, faire bombance dans l'indécence complète, procure une jouissance à laquelle, pour ce « renard », il est inimaginable de renoncer! Le pouvoir en place persistera donc dans son entêtement et sa perversion et les Gilets-jaunes persisteront dans leur insurrection tant qu'ils n'auront pas réglé son compte à ce « renard ».

Il y a déjà bien longtemps, au moins depuis l'événement « Nuit Debout » sur la place de la République, que les ateliers constituants ont commencé le travail d'une réécriture de la Constitution. Ce travail déjà bien avancé est désormais sur la table de la concertation citoyenne et c'est vers une abolition de la 5ème République que nous allons, afin de rendre réelle la volonté démocratique d'un peuple enfin devenu souverain. Le grand débat national va commencer, mais le travail de la réflexion a

déjà été fait et il va maintenant se confronter localement et nationalement à l'échange entre des citoyens largement conscients du moment historique et du tournant déterminant dans lequel ils sont collectivement engagés… (Comme je l'ai déjà expliqué, le seul avantage du RIC, c'est qu'il est inapplicable sous la Ve République, donc en allant au bout de cette réflexion on aboutit à la conclusion qu'il faut en finir avec la Ve République, c'est l'objectif politique qu'il faut se fixer et aucun autre. - LVOG)

Ceux qui pensent naïvement que le mouvement des Gilets-jaunes « s'essouffle », que les Gilets-jaunes sont de « moins en moins nombreux », se trompent tragiquement, car ils n'ont alors rien compris à ce qui se passe aujourd'hui ; ils n'ont toujours pas saisis que cette majorité de Français n'avait plus rien à perdre et que c'est pour cette raison qu'elle ira jusqu'au bout de sa démarche, car il n'y a pas d'autre solution que celle de la justice sociale et de la justice fiscale avec une participation individuelle citoyenne dans la communauté de destin qui est la nôtre. Pour cela, le peuple va pour de bon reprendre sa destinée en mains et ne la confiera plus à personne d'autre, puisque tous les politiques l'ont tellement trompé en lui démontrant que le pouvoir sans un contre-pouvoir aussi fort dérivait systématiquement vers l'abus en s'attribuant une souveraineté que personne ne lui a jamais donnée. Les Gilets-jaunes rentreront chez eux le jour où le RIC aura été intégré à la Nouvelle Constitution de la France. L'idéal de l'Odénossonie sera enfin envisageable chez nous parce qu'il représente la bonne direction d'une véritable Liberté, Egalité et Fraternité permettant de parler honnêtement de démocratie. Mondialisation.ca, 25 décembre 2018

Bordeaux, un photographe en commande pour Libération témoigne.

Vers 16h30, notre photographe Thibaud Moritz est également visé. Mais cette fois-ci par ce qui semble être, selon lui, un tir de lanceur de balle de défense (LBD) venu des forces de l'ordre : «La marche était dans l'ensemble assez calme et bon enfant. Des tensions se sont faites à nouveau ressentir lorsque nous sommes arrivés place Tourny. A ce moment, j'avais un casque de vélo noir sur la tête, un masque sur le visage et un brassard "presse" et j'étais appuyé contre la statue. Pour pouvoir prendre des photos, je me suis calé en dessous. Les manifestants étaient dans mon dos et une équipe de la BAC qui commençait les interpellations me faisait face. A 16h24'29", c'est ce qu'indique mon appareil, je pose l'objectif contre mon œil et là, sans que je comprenne ce qui m'arrive, énorme choc sur mon appareil qui tombe au sol».

L 'objectif du photographe Thibaud Moritz en commande pour Libération sur l' acte VII des gilets jaunes à Bordeaux le 29 décembre. Il a clairement été visé.

L'appareil de Thibaud Moritz après le choc, samedi.

«C'est selon moi impossible que ce tir vienne d'ailleurs et l'impact rond me laisse penser à un tir de type flashball», indique Thibaud Moritz. «J'ai commencé à avoir vraiment peur, je suis donc parti en levant les mains. C'est la première fois à Bordeaux que j'ai senti que mon métier devenait dangereux pour moi et plus globalement pour les journalistes», confie notre photographe. «J'ai l'impression que cette fois, on est vraiment à un tournant, il y a une vraie défiance qui se dessine envers notre métier. Je ne sais pas encore si je vais porter plainte, je réalise tout juste que le tir aurait pu atteindre mon visage ou ma main.» Libération 29 décembre 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Accord entre le Russie et la Turquie après le retrait US de Syrie - Reuters 29 décembre 2018

Les ministres turcs et russes des Affaires étrangères et de la Défense ont discuté de la coordination de leurs forces en Syrie après la décision des Etats-Unis de retirer leurs troupes sur place, a annoncé samedi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

"Un accord a été trouvé aujourd'hui sur la manière dont les représentants militaires de la Russie et de la Turquie continueront de coordonner leurs actions 'sur le terrain' dans de nouvelles conditions en vue de l'éradication définitive de la menace terroriste en République arabe syrienne", a déclaré Sergueï Lavrov.

Son homologue turc a fait des déclarations allant dans le même sens.

La Turquie et la Russie ont pour objectif commun de débarrasser la Syrie de toutes les organisations terroristes, a dit Mevlut Cavusoglu à l'issue de la réunion, selon l'agence de presse Anatolie.

Mevlut Cavusoglu a également déclaré que la Turquie continuerait à entretenir une coopération étroite avec l'Iran et la Russie sur

la Syrie et sur les problèmes régionaux. Reuters 29 décembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- Inde – Le scandale de 15 mineurs piégés et oubliés durant deux semaines - LePoint.fr 31 décembre 2018

Trois casques, posés côte à côte à l'entrée de la fosse béante d'une mine illégale, dans l'État du Meghalaya, dans le nord-est de l'Inde. C'est tout ce qui a été retrouvé des quinze mineurs disparus le 13 décembre dernier. Ce matin-là, les eaux ont accidentellement envahi les galeries, surnommées les « trous à rat » (rat-holes), dans lesquelles les ouvriers travaillaient à extraire du charbon à une centaine de mètres de profondeur. Piégés dans d'étroits tunnels, ces ouvriers n'ont reçu aucun secours adapté au cours des deux semaines suivantes. Les tentatives de sauvetage se sont embourbées dans l'embarras des responsabilités face à l'illégalité de la mine à charbon, aveu d'une industrie parallèle florissante. Il aura fallu attendre ce week-end pour que soient enfin déployés des secours dotés de matériel adéquat et de plongeurs expérimentés.

Et la colère monte face à ce fiasco, qui contraste avec les dispositifs retentissants mis en place en juillet dernier, en Thaïlande, pour sauver des adolescents et leur éducateur piégés dans une grotte. Face à un imbroglio administratif et des bureaux vides durant les fêtes de Noël, les mineurs indiens, eux, ont été oubliés.

« Il n'y a aucune possibilité qu'ils soient encore vivants »

« Personne ne sait même exactement combien d'hommes sont piégés dans la mine ; ils pourraient être jusqu'à 20 ou 22 », explique Patricia Mukhin, rédactrice en chef du Shillong Times et sur les lieux du sinistre ce samedi. Dans les collines de l'East Jaintia Hills, la mine de Ksan a été ainsi inondée à l'aube du 13 décembre par les eaux de la rivière Lytein. Selon les habitants locaux, les mineurs auraient malencontreusement perforé un ancien tunnel déjà inondé... LePoint.fr 31 décembre 2018

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

(Le portail a été actualisé une seconde fois ce matin [10h en Inde, 5h30 en France], la causerie du jour figure plus loin.)

- Au format pdf (4 pages)

On commence très fort l'année calendaire !

La concurrence est rude dans le clan de la réaction.

Le 6 mai 2017 *Libération* titrait à la Une : Faites ce que vous voulez mais votez Macron.

Le 28 décembre 2018 *Le Monde* a fait plus fort encore.

France Info posait cette question avant-hier : "Le Monde" s'est-il inspiré de l'"iconographie nazie" pour sa une sur Macron ?

La réponse est oui. J'en ai parlé dans la causerie du 31, mais je crois que j'étais passé à côté de l'essentiel.

Non, cela ne fut pas une faute de mauvais goût, un hasard ou une coïncidence malencontreuse, une méprise, non, plutôt une provocation délibérée, mieux une inspiration motivée, assumée, partisane, idéologique, dont Le Monde pensait pouvoir se glorifier, Le Monde le journal du nouveau régime nazi établi en France et dirigé par Macron, c'est de la communication parfaitement contrôlée.

Le président de l'Assemblée nationale, le maréchal Ferrand (LREM) s'en est ému, non pas que la Une du Monde lui aurait déplu, non, bien au contraire, il estimait seulement qu'il était trop tôt ou que le moment était mal choisi, on ne vend jamais la peau de l'ours avant de l'avoir tué, la peau des gueux avant de les avoir massacrés.

D'où après coup les explications maladroites du Monde, relayé par sa fosse septique, Mediapart, spécialisé dans l'amalgame rouge-brun.

Je pense que Le Monde a délibérément choisi d'emprunter l'iconographie nazie après que Macron eut réprimé violemment ceux

qui manifestaient contre sa politique depuis le 17 novembre dans tout le pays, pour l'encourager à poursuivre dans cette voie, Le Monde lui indiquant clairement qu'il pourrait compter sur lui, ce dont personne ne doute. Cela doit correspondre à l'état d'esprit nauséabond qui doit régner au sein de la rédaction de ce torche cul institutionnel.

Je pense que cette mise au point s'imposait.

Disponible :

- Causeries et infos de 2018 (1563 pages)

La suite aujourd'hui ou plus tard, je suis épuisé et pas très bien, j'ai besoin de beaucoup de repos.

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui a dit ?

- Macron n'a "*pas entendu la leçon qu'essaient de lui donner les 'gilets jaunes' depuis plusieurs semaines. C'était lui ce soir qui était dans la posture du donneur de leçon alors qu'on aurait pu attendre des mots d'apaisement ou des annonces plus conséquentes que celles qu'il nous a données ces dernières semaines*". "*Il a choisi de passer un savon à ces Français mobilisés contre sa politique*"...

Valet, vous attendiez "*des mots d'apaisement ou des annonces plus conséquentes*" de la part de votre suzerain, permettez-nous de ne pas partager vos illusions.

- ...pour qui le chef de l'État "*a profondément tort de considérer comme une menace ce mouvement des "gilets jaunes" alors que c'est une opportunité pour le pays. C'est une France qu'on disait résignée, qui ne voulait plus se mêler de politique, qui décide finalement de s'en mêler. Il est regrettable qu'il ait choisi cette posture de donneur de leçons plutôt que de saisir une occasion nouvelle de faire des annonces conséquentes*". AFP 01.01

Monsieur le commis y tiens à ses "*annonces conséquentes*" afin d'écarter toute "*menace*" qui sinon pèserait sur le régime et qu'il partage parce qu'il craint de l'affronter.

Réponse : Le député LFI Adrien Quatennens démasqué par lui-même !

Totalitarisme. En direct du ministère de la Vérité.

- Dans ses voeux pour 2019, Macron fait le pari de la vérité - HuffPost 31.12

- Macron repasse à l'offensive pour rebondir en 2019 - AFP 31.12

Emmanuel Macron a adopté un ton pugnace et offensif lundi pour ses voeux 2019 en appelant à "l'unité retrouvée" des Français après la crise des "gilets jaunes", qui démontre que la France n'est "pas résignée".

Le chef de l'Etat a également utilisé des termes forts pour dénoncer "les porte-voix d'une foule haineuse" et affirmer, dans une allusion aux débordements des dernières semaines, que "l'ordre républicain sera assuré sans complaisance".

"Je suis au travail (...) Je crois en nous", a conclu le président qui a présenté durant un quart d'heure ses voeux debout, sans pupitre, en agitant beaucoup ses mains. Mais "que certains prennent pour prétexte de parler au nom du peuple (...) et n'étant en fait que les porte-voix d'une foule haineuse, s'en prennent aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels, c'est tout simplement la négation de la France", a-t-il dénoncé.

Il a également mis en garde contre le "déni flagrant de réalité" dans lequel "nous nous sommes installés": "On ne peut pas travailler moins, gagner plus, baisser nos impôts et accroître nos dépenses, ne rien changer à nos habitudes et respirer un air plus pur".

Le chef de l'Etat n'a pas fait de nouvelles annonces sociales, trois semaines après son allocution télévisée du 10 décembre au cours de laquelle il avait annoncé 10 milliards d'euros d'aides en faveur du pouvoir d'achat pour tenter de répondre aux demandes

des "gilets jaunes".

Cette absence de nouveaux gestes a été immédiatement critiquée par certains "gilets jaunes" mobilisés sur de nombreux sites en France. "Il a rallumé le feu, il a décrété qu'il ne ferait rien pour nous aider. S'il veut rien faire, on restera là comme on l'a décidé", a annoncé Marc, 40 ans, qui a regardé l'intervention avec une quinzaine de personnes près du Mans. "Franchement, il est sourd, il ne montre aucun signe d'apaisement. Les gens vont continuer de plus belle", a averti Rabah, 52 ans, qui avait prévu de fêter le réveillon sur le pont d'Aquitaine à Bordeaux.

"Je pense qu'il a toujours pas compris et que de toute façon on tend vers une dictature. Maintenant, c'est officiel: taisez-vous, faîtes ce que je vous dis", estime de son côté Karine, également mobilisée à Montabon. "Il faudrait plutôt écouter les vœux des gilets jaunes", ironise Étienne.

Un discours que partage Isabelle, enseignante de 36 ans de côté de Strasbourg. "Je suis très en colère face à ce que le président a dit... J'ai l'impression qu'il est totalement sourd à ce qu'il se passe. Il nous a parlé de vérité, de dignité, d'espoir. Sa vérité, ce n'est pas la nôtre. Il nous dit que toutes les réformes qu'il avait prévues, il va les faire en nous disant en plus que c'est pour améliorer les choses. Notre vérité, c'est qu'on n'en peut plus de ne pas pouvoir finir le mois, et je n'ai rien entendu dans ce sens, c'est scandaleux", déplore-t-elle.

Et de renchérir: "Pour la dignité, il a parlé de foule haineuse...ça va faire réagir! On est une foule et tant mieux, ça veut dire qu'on est nombreux. On a la dignité pour beaucoup d'entre nous de travailler, de produire les richesses de la France dont il a parlé. Notre dignité, c'est ce mouvement depuis plusieurs semaines dont il faut qu'on soit fier (sans se la faire confisquer) par quelques personnes qui viennent casser. Le premier qui ne nous respecte pas, c'est lui et ce n'est pas nous qui ne respectons pas les autres. Enfin, l'espoir, c'est que ce mouvement continue et aboutisse, pourquoi pas, à une grève générale, c'est peut-être le seul moyen pour nous de ne plus subir. Il y a un grand vent de démocratie réelle qui souffle sur le pays et je n'ai pas l'impression que les gens veulent arrêter de dire ce qu'ils ont à dire".

Un "gilet jaune" mosellan, Mathieu, n'a pas écouté les vœux du président. "Je compte passer une bonne soirée... C'est dommage, c'est triste d'en arriver là, il pourrait annoncer que le Smic passe à 3000 euros que je ne l'entendrais pas. Je ne l'écoute plus. Quand on passe de déceptions en déceptions, on n'a plus envie de les écouter. La télé, maintenant, c'est juste pour mes enfants", indique-t-il.

Les opposants de droite et gauche ont également critiqué les voeux d'Emmanuel Macron, dont "le ton un peu martial" va "sans doute renforcer la mobilisation" des "gilets jaunes", selon Adrien Quatennens, député LFI.

Il a cependant dénoncé la désinformation, les "manipulations" et les "intoxications" qui sapent selon lui la "confiance démocratique". "On peut débattre de tout" mais "débattre du faux peut nous égarer, surtout lorsque c'est sous l'impulsion d'intérêts particuliers".

Le chef de l'Etat a par ailleurs confirmé qu'il entendait lancer en 2019 les réformes de l'assurance-chômage, des retraites et de la fonction publique.

"Le gouvernement dans les prochains mois devra poursuivre ce travail pour changer en profondeur les règles de l'indemnisation du chômage afin d'inciter davantage à reprendre le travail, l'organisation du secteur public pour le rendre plus efficace, et notre système de retraites pour le rendre plus juste". HuffPost avec AFP et Reuters 31.12

Macron la haine. A bas l'ordre républicain synonyme d'inégalités sociales et d'injustices monstrueuses! A bas le porte-parole de la minorité haineuse !

- Macron pourfend les "porte-voix d'une foule haineuse" - Reuters 1 janvier 2019

Emmanuel Macron a appelé lundi soir, dans ses voeux aux Français pour l'année 2019, au respect de "l'ordre républicain", fustigeant les "porte-voix d'une foule haineuse" qui s'en prennent à certaines catégories de personnes au prétexte de "parler au nom du peuple."

"Nous ne vivons libres dans notre pays que parce que des générations qui ont précédé se sont battues pour ne subir ni le despotisme, ni aucune tyrannie. (Elles ont courageusement combattu le despotisme et la tyrannie au pouvoir. - LVOG) Et cette liberté, elle requiert un ordre républicain, elle exige le respect de chacun et de toutes les opinions", a dit le président dans un message télévisé enregistré à l'Elysée à l'occasion du Nouvel an. (La démocratie, c'est lorsque la minorité respecte la majorité et non quand la minorité impose sa politique à la minorité. Or vous êtes ultra minoritaire dans le pays, alors respectez la démocratie : Dégagez! - LVOG)

"Que certains prennent pour prétexte de parler au nom du peuple : mais lequel, d'où, comment ? (Pas le vôtre assurément ! -

LVOG) Et n'étant en fait que les porte-voix d'une foule haineuse (Parce que vous transpirez la haine du peuple qui vous le rend bien, c'est la moindre des choses. - LVOG) , s'en prennent aux élus (Corrompus, menteurs, imposteurs! - LVOG), aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels, c'est tout simplement la négation de la France", a énuméré le chef de l'Etat.

Visant sans les nommer les partis extrêmes et certaines actions et prises de parole en marge du mouvement des "Gilets jaunes", Emmanuel Macron a rappelé les règles de la démocratie et de l'Etat de droit.

"Le peuple est souverain, il s'exprime lors des élections, il y choisit des représentants qui font la loi. Précisément parce que nous sommes un Etat de droit", a-t-il dit. (Comme à plus de 80% le peuple n'a pas voté pour vous, vous n'être pas son souverain, mais un imposteur, un dictateur, vous êtes illégitimes pour gouverner : Dehors tout de suite! - LVOG)

"L'ordre républicain sera assuré sans complaisance car j'attends de chacun ce respect indispensable à la vie en société." Reuters 1 janvier 2019 ("L'ordre républicain" de la matraque et de l'humiliation doit être renversé "sans complaisance " ! - LVOG)

Union nationale contre Macron et LREM.

- Voeux 2019 : la classe politique française vent debout contre Macron - LePoint.fr 1 janvier 2019

"On ne sait pas pourquoi mais tout ce qu'il dit tombe à plat. Et quand on comprend, on préférerait ne pas avoir entendu. Quel lunaire donneur de leçons", n'a pas hésité à lancer Jean-Luc Mélenchon, sur Twitter. Avant d'ajouter : "Le président des riches a fait son rideau de fumée. Le partage des richesses, t'as compris Monsieur Macron ?" (Le pouvoir politique en premier, le "partage des richesses" ensuite monsieur le charlatan. - LVOG)

Chez Les Républicains, on regrette qu'Emmanuel Macron ait décidé de réciter "un texte sans émotion, sans conviction et si loin de la réalité des Français. Un clip de campagne plus que la parole d'un homme d'État", écrit la porte-parole du parti Laurence Sailliet. (L'hypocrisie habituelle... - LVOG)

S'il vous plaît, choisissez du papier hygiénique de qualité!

- Emmanuel Macron va écrire aux Français sur le "grand débat" national - Le HuffPost 1 janvier 2019

Ils osent tout. Féministes : Toutes des prostituées ! L'égalité est respectée ! Parole de mères maquerelles.

- Réalisatrices, elles promeuvent une pornographie alternative - AFP 1 janvier 2019

Du sexe éthique, diversifié et plus égalitaire: des réalisatrices féministes s'emparent de la pornographie avec l'idéal d'en faire un instrument d'émancipation politique et sexuel face aux productions de masse gratuites et stéréotypées sur internet. AFP 1 janvier 2019

"*face aux productions de masse gratuites*", autant que leurs culs rapportent du fric, merde alors !

Haut de page

Le 3 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Vous avez dit déterminé :

10 ans de causeries et infos en bref : 14664 pages.

Son auteur est au bord de l'épuisement total, je parle physiquement, mais on va trouver la force de continuer.

Que des bonnes nouvelles en 2018 et j'ai terminé en beauté.

Tout d'abord, j'ai renoué des relations avec ma chère fille. Ensuite il y a eu la naissance de sa fille Catarina. Après, les citronniers

et les orangers croulent sous les fruits. Mais encore, on a eu une mousson abondante, le niveau de la nappe phréatique est remontée. Mais encore, ma facture Internet a été divisée par 8 par miracle d'une multinationale (Vodafone) pour le même service. Mais encore, j'ai fini par résoudre le grave problème que j'avais eu avec la CNAV, ma caisse de retraite, la Sécu me devait 5 mois de retraite. Mais encore, grâce à la variation du taux de change entre l'euro et la roupie, ma misérable retraite a augmenté de 6%. Mais encore, j'ai reçu mon visa à vie, me volià citoyen indien, c'est marqué dessus. Mais encore, j'ai réussi à récupérer le 31 décembre les 50.000 roupies que j'avais versées à un avocat véreux il y a 3 ans, en fait il ne s'était pas du tout occupé de mon affaire ! Et enfin, j'ai des bonnes relations avec mes voisins, ma nouvelle belle-famille, bref, tout le monde, incroyable, un autre miracle, je déconne.

- Au format pdf (15 pages)

Toujours dans le registre des bonnes nouvelles.

Etats-Unis.

- 52% des personnes interrogées ont déclaré soutenir les mesures prises en Syrie et en Afghanistan, mesures qui ont surpris les conseillers à la sécurité nationale du président lors de leur annonce la semaine dernière. Moon of Alabama – Le 29 décembre 2018 (Article publié par le Saker francophone)

LVOG- Moon of Alabama fait partie de la gauche réformiste américaine

Les fachos, les médias sont bien placés pour les reconnaître.

Les médias-oligarques tirent à boulets rouges sur Mélenchon qui a osé afficher son soutien à un des leaders des gilets jaunes, Eric Drouet, traité de facho, diffamé en fait par ces scélérats de médias de merde.

Si c'était vrai, ce serait une bonne nouvelle...

- Fascination pour Eric Drouet: Mélenchon «a quitté les rives de la gauche», déplore Hamon - Liberation.fr 02.01

La gauche : C'est la réaction !

Tandis qu'au même moment les chef d'Etat des puissances occidentales et leurs médias célébraient l'investiture du chef de Etat brésilien d'extrême droite, Bolsorano, un facho notoire, un vrai comme ils les aiment ! La preuve.

L'AFP et tous les médias lui donnent du monsieur le président au facho à la tête du Brésil. La réaction exulte.

- Le président Bolsonaro promet de "rétablir l'ordre" au Brésil - AFP 02.01

Le nouveau président d'extrême droite du Brésil Jair Bolsonaro a promis mardi de "rétablir l'ordre", se lançant dans une croisade contre la criminalité, la corruption et l'idéologie de gauche, au premier jour de son mandat de quatre ans.

"Aujourd'hui est le jour où le peuple commence à se libérer du socialisme et du politiquement correct", a affirmé l'ancien capitaine de l'armée de 63 ans, lors d'un vibrant discours d'investiture devant une foule de partisans qui l'acclamaient aux cris de "Mito" (le mythe, son surnom).

Brandissant un drapeau brésilien, ce farouche anticommuniste a affirmé que "cette bannière ne sera(it) jamais rouge", "sauf si "notre sang doit être versé".

Le président américain Donald Trump a félicité dans un tweet M. Bolsonaro "pour son super discours d'investiture", ajoutant: "Les Etats-Unis sont avec vous". AFP 02.01

Ils osent tout.

Mike Pompeo, qui représentait Donald Trump, a cité le Venezuela, Cuba et le Nicaragua parmi les pays qui ne respectent pas selon lui les valeurs démocratiques.

"Nous avons une occasion de travailler côte à côte contre les régimes autoritaires", a-t-il déclaré. (Source : Reuters 2 janvier 2019)

Tenez, un autre truc au passage, au hasard, les (dés)infos en fourmillent.

Vous ne trouvez pas suspect leur engouement unanime pour les manifestations qui se déroulent en ce moment au Soudan du Nord pour réclamer un changement de régime ? Démocratique, cela va de soi !

En réalisant la partition du Soudan en 2011, ils ont amputé des trois-quarts de ses réserves de pétrole le Soudan du Nord qui assuraient l'essentiel de ses revenus, du coup il est financièrement à l'agonie. Quel autre régime ferait mieux ? Aucun, à moins de réunifier le Soudan, est-ce à l'ordre du jour de l'opposition à Omar el-Béchir ? Pas du tout. Donc le Soudan est destiné au chaos et à la misère dans tous les cas de figure.

Et qui trouve-t-on derrière cette opposition, je vous le donne en mille, les mêmes que ceux qui avaient déclaré la guerre au régime en place en Afghanistan, Irak, Libye, Egypte, Tunisie, Syrie, les Américains et les Israéliens, l'ONU et bien sûr les ONG (Amnesty International), cela ne s'invente pas.

Les infos sont pleines de pièges, faites très attention, même en étant très vigilant on peut se faire manipuler.

Ne prenez surtout pas pour argent comptant les infos qui figurent dans les publications des partis dits ouvriers ou sur leurs pages Facebook ou dans leurs blogs, ils sont truffés de fausses informations ou d'infos déformées parce qu'ils ignorent la situation qui existe réellement dans de nombreux pays et ils ne la vérifient pas, ils se fient aux dépêches des agences de presse. Vous pouvez faire comme moi et le vérifier vous-mêmes.

Personnellement, je ne prends plus aucune info comptant quand elle vient d'une agence de presse ou d'un média institutionnel, absolument jamais, je vérifie tout, quand c'est possible évidemment, simple précaution et non paranoïa, je suis mentalement très équilibré rassurez-vous, je crois même que je ne me suis jamais senti aussi serein, ça doit être la vieillesse ! Mais aussi révolutionnaire qu'à 20 ans !

Tous les jours je tombe sur des infos qui déclenchent chez moi un réflexe de méfiance, et je me dis, tiens, c'est bizarre, pourquoi en parlent-ils, quel intérêt ce truc-là présente-t-il pour eux, car la plupart du temps cela ne présente aucun intérêt pour nous, on s'en tape complètement, on n'en saurait rien que cela ne changerait rien à notre vie, ensuite je m'aperçois que France Info, Libération, Le Monde, Le Parisien, Le Figaro, L'Express, etc. la reprennent, là je me dis qu'ils ont un truc pourri à nous vendre, voyons ce que c'est, et je ne suis jamais déçu ! Ils fabriquent l'actualité ou leur propagande selon le cahier des charges ou l'agenda de ceux qui gouvernent.

C'est pour cela que je parle aussi d'autres choses ou que j'aborde d'autres sujets, je suis mon idée, j'ai autres choses en tête que leurs conneries, heureusement !

Comment peut-on passer de la social-démocratie au national-socialisme ?

Cette question nous est offerte gratuitement par Mediapart, sous-traitant du journal Le Monde. Pas besoin de souscrire un abonnement à Mediapart ou Le Monde pour lire la réponse, en plus vous faites des économies !

Alors, vous n'avez pas une petite idée ?

A une autre époque qui n'est pas très éloignée, nous affirmions que la social-démocratie était l'antichambre de l'extrême droite, du fascisme, de la guerre. L'actualité politique nous oblige à préciser cette caractérisation parce qu'on part des faits et on s'y tient.

Je vais vous mettre sur la piste en posant une autre question : Qu'ont-ils en commun ?

Formulons-la autrement : Que partagent-ils ?

Réponse : la même idéologie, celle du capitalisme.

En fait, ce ne sont que des variantes de la même idéologie en fonction de la situation économique et politique ainsi que des rapports entre les classes. Ils ont la même nature de classe, le capitalisme. A l'opposé, ce qui définit la nature de classe du socialisme, c'est qu'il est anticapitaliste, il en est l'antithèse, la négation.

Donc il est parfaitement normal que quelqu'un qui a adopté à un moment donné la social-démocratie en arrive à devenir social-libéral, social-néolibéral, social-impérialiste dans tous les cas de figure, le néolibéralisme étant la version économique extrémiste du capitalisme qui amène ses représentants à adopter sur le plan politique certains procédés employés par les régimes fascistes, sur le plan de la propagande, de la police et de la justice, ce qu'on a eu l'occasion d'observer ces dernières semaines en France.

Avant de continuer il faut préciser ce qu'on entend par idéologie pour qu'on se comprenne bien.

Il faut distinguer la définition de l'idéologie de la nature de chaque idéologie. On peut concevoir que chaque classe, chaque parti ou courant politique possède sa propre idéologie, on pourrait aller plus loin et ajouter chaque acteur politique. Mais toujours est-il que chaque idéologie est toujours rattachée à l'une ou l'autre classe indépendante, et comme dans la société il n'existe que deux classes indépendantes, la classe des capitalistes et celle de la classe ouvrière, en conclusion toutes les idéologies ou les variantes idéologiques qui existent incarnent soit les intérêts des capitalistes, soit ceux de la classe ouvrière. C'est dans ce sens-là que j'explique qu'il n'existe que deux idéologies, on mettra de côté celles qui nous renverraient à des régimes antérieurs et qui ne nous concernent pas ici.

Ce n'est pas hasard que j'avais caractérisé le néolibéralisme d'extrême droite, on vient d'en avoir confirmation avec Macron (et ce n'était qu'un début) qui a délibérément piétiné le droit de manifester en empêchant des milliers de travailleurs de monter sur Paris, sans parler de la répression policière préventive digne d'une dictature militaire ou d'un régime dictatorial.

Pourquoi nous sommes-nous acharnés ces dernières années à briser en mille morceaux le mythe de la gauche ? Parce que nous savions sur quel régime la situation allait déboucher : un régime totalitaire, nous avions même évoqué une monarchie absolue, constitutionnel uniquement pour la forme. Qui ou quel parti ou courant politique avait formulé un tel pronostique ? Absolument aucun. La preuve? Ils ont tous continué à participer au jeu institutionnel, on est bien d'accord, n'est-ce pas? Je n'invente rien, alors allons plus loin.

Avant que Sarkozy soit élu, j'avais émis une mise en garde que j'avais formulée ainsi : Il a annoncé le programme, la réaction sur toute la ligne, si le mouvement ouvrier ne se mobilise pas pour l'empêcher de l'appliquer et pour le renverser, le pire sera à venir. A cette époque, souvenez-vous ou relisez mes causeries, j'évoquais "la tentation de la dictature" de plus en plus ouverte, directe. On ne m'a pas pris au sérieux et je fus traité de furieux extrémiste, de gauchiste. Soit.

Quand Hollande fut élu, mon avertissement fut encore plus précis, constatant avec quel mépris il gouvernait, qui l'avait choisi, ce qu'il incarnait et comment il était parvenu au pouvoir, je mis immédiatement l'accent sur l'imposture ou le déni permanence qui lui servirait de mode de gouvernance en précisant que c'était l'apanage des dictateurs, donc je franchis un cran de plus dans ma caractérisation du régime conformément à l'orientation politique adoptée par Hollande et sa manière d'exercer le pouvoir, ni plus ni plus. Là, on me prit pour un fou furieux ! Soit.

Avec l'élection de Macron la boucle du despotisme était bouclée, je l'ai annoncé tel quel sachant ce qu'il incarnait : le pouvoir absolu de l'oligarchie, partant de là, c'était écrit qu'il allait écraser sans merci tous ceux qui se dresseraient sur son chemin, puisqu'il avait été élu pour appliquer jusqu'au bout ou à la lettre la politique néolibérale dictée par l'oligarchie, quitte à recourir à la force si nécessaire, ce qu'il vient d'illustrer.

Dans ces conditions véhiculer la moindre illusion sur la gauche était criminel ou assimilable à une trahison de la classe ouvrière. Pendant ce temps-là, les uns et les autres au sein du mouvement ouvrier continuèrent de tenir les mêmes discours que ceux qu'on avait entendus pendant plus d'un demi-siècle, c'était complètement délirant! J'ai essayé d'alerter les militants, en vain, aucun ne m'apporta son soutien, ce qui est révélateur à plus d'un titre, passons, sinon on va encore se fâcher et le moment ne s'y prête pas, essayons plutôt de comprendre ce qui s'est passé. Pendant plus d'un demi-siècle, on s'est laissé berner ou bercer par une rhétorique ou plutôt une idéologie qui puait à plein nez la collaboration de classes, le réformisme bourgeois, le révisionnisme du marxisme ou l'antimarxisme, l'antisocialisme, qui était un des masques de la gauche pour tromper les travailleurs et les militants.

Idéologie qui allait être compatible avec le capitalisme pendant toute une période, quand le rapport de forces n'était pas en sa faveur, dont les représentants de cette idéologie allaient se séparer à l'étape suivants, dès lors que la crise du capitalisme allait franchir un nouveau stade, et que les conditions politiques étaient propices à un alignement complet sur les besoins du capitalisme, la classe ouvrière étant solidement amarrée au capitalisme, ainsi que le mouvement ouvrier devenu hostile et étrange au socialisme, conditions idéales pour régler ses comptes estima l'oligarchie, qui n'avait plus réellement d'ennemis de taille à la menacer. Comment ? En utilisant les partis institutionnels de droite et de gauche dans un premier temps, la gauche étant la mieux placée pour faire le sale boulot, puisqu'elle pouvait compter sur le soutien indéfectible ou sans faille des dirigeants du mouvement ouvrier qui serait ainsi neutralisé ou réduit à l'impuissance. Mais en se compromettant ainsi ouvertement, révélant au passage qu'elles partageaient la même idéologie, les mêmes intérêts de classe, ceux des capitalistes, la droite et la gauche allaient se brûler les ailes, de sorte que la prochaine étape devrait se passer de leur service ou se déroulerait sans eux, l'heure d'instaurer un gouvernement oligarchique à caractère totalitaire était enfin arrivée. Cependant, ne pouvant apparaître tel quel aux premiers jours, il fallait lui trouver un adversaire à sa taille, ni de droite ni de gauche puisqu'elles sortiraient laminées, désorganisées, en lambeau ou presque à l'issue de cette expérience, pas d'extrême gauche, impensable, idée totalement saugrenue écartée d'avance, il ne restait plus que l'extrême droite qui ferait parfaitement l'affaire, parce qu'elle permettrait de camoufler la nature d'extrême droite du régime qui allait se mettre en place, il suffirait de proclamer qu'il était démocratique et le tour serait joué, et il en fut ainsi, bravo !

Désigner l'extrême droite comme son principal opposant présentait en réalité de nombreux avantages pour le nouveau monarque et ses courtisans.

Faire monter l'extrême droite dans les sondages ou lors des élections fut un jeu d'enfant auprès des couches les plus arriérées ou décomposées de la société (mais pas seulement) sur les cerveaux desquels agissait efficacement la fabrique du consentement ou le matraque médiatique, et puis ils disposaient d'une longue expérience dans ce domaine, qui, honneur oblige revenait à la gauche depuis les années 80. N'oublions pas que Macron et la plupart de ses conseillers, Attali, Jouyet, etc. sont issus du PS.

L'instrumentalisation de l'extrême droite allait être également un jeu d'enfant, non seulement parce qu'ils partageaient la même idéologie, mais parce que l'extrême droite n'a aucune existence indépendante, elle n'a pour ainsi dire aucune inexistence dès lors qu'elle n'est pas soutenue par le clan dominant du capitalisme, l'oligarchie ou les banquiers, donc évidemment les sionistes d'extrême droite qui sont également néolibéraux, c'est drôle comme le monde des fripouilles est petit. On en veut pour preuve, notamment, que selon les circonstances l'extrême droite est raciste envers les juifs ou les musulmans ; à notre époque dominée par le néolibéralisme elle cible les musulmans, et ce n'est pas un hasard si parmi les conseillers et avocats de Marine Le Pen figure des juifs sionistes d'extrême droite, des dirigeants de RN se rendent discrètement en Israël ou le Crif ménage Marine Le Pen, sans parler du soutien public à Netanyahu par Le Pen, c'est la position officielle du RN que partage LREM, rien de plus normal. Chacun peut vérifier si nécessaire ces faits , ainsi que leurs sources, en consultant les causeries des années précédentes ou en recourant à un moteur de recherche sur Internet, je n'ai pas tous les détails en tête et je n'ai pas le temps de les rechercher.

A partir de là, on comprend qu'on a affaire à de faux ennemis ou adversaires qui conspirent en permanence.

On s'aperçoit que l'oligarchie, la gauche, la droite, l'extrême droite marchent ensemble, sont liés par le même pacte contre la classe ouvrière et les classes moyennes qui n'a rien de secret pour peu qu'on s'en strictement tienne aux faits. Et si on faisait l'inventaire de la lutte des classes depuis que la gauche est passée de l'autre côté de la barricade, c'est-à-dire il y a un siècle, on arriverait à la même conclusion tout au long de cette longue période. Ils sont liés par ce pacte à la vie jusqu'à la mort, ils peuvent même se sacrifier plutôt que le renier. C'est pour dire à quel point leur détermination à vaincre la classe ouvrière est totale, sans faille, quitte à employer les moyens les plus sordides, crapuleux, monstrueux, ce qu'évidemment n'imaginera pas ou très difficilement le commun des mortels mentalement équilibré. Et bien il va falloir que cela rentre dans le cerveau des travailleurs et des militants.

La réalité est cruelle pour tous ceux qui avaient eu une autre idée de la gauche, le PS et le PCF, aujourd'hui davantage LFI, le PG, Générations.s, EELV, bref, leurs satellites, tous partagent la même idéologie des capitalistes, tous combattent le socialisme ou l'idéologie de la classe ouvrière, il va falloir se faire à cette idée avant qu'il ne soit trop tard. Il faut l'expliquer tel quel aux travailleurs, sans tourner autour du pot, sans maquillage, sans chercher à ménager qui que ce soit, tant l'enjeu est capital pour l'avenir de l'humanité, telle est la terrible responsabilité qui pèse sur nos épaules.

Nous devons dénoncer la compromission, la collusion de tous ces partis ou courants politiques avec le régime. Pratiquement chaque fois qu'un de leurs dirigeants ouvre la bouche ou qu'il écrit quelque chose, il confirme les faits que nous venons d'énoncer, le jugement sans appel que nous venons de prononcer, les accusations que nous portons contre eux, donc il ne s'agit pas de paroles en l'air, d'interprétations ou de spéculations oiseuses, non, de faits avérés, vérifiables, bien réels.

Encore faut-il avoir en permanence à l'esprit et en toute circonstance, que les conclusions auxquelles nous sommes parvenus inclues la reconnaissance de la lutte des classes, et ensuite reposent sur un unique constat, l'opposition, l'antagonisme irréconciliable entre les intérêts de la classe des capitalistes et ceux de la classe ouvrière, ce que les penseurs et dirigeants Marx et Engels ont théorisé pour nous permettre de mener notre combat politique et accomplir la tâche historique de libérer l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

On pourrait réduire ces conclusions à un seul et unique principe, non négociable, indivisible, que chaque militant devrait adopter, se graver profondément dans le cerveau : le respect absolu de l'indépendance de classe de la classe ouvrière. Pourquoi ? Parce que si on s'y tient strictement, on ne risque pas de basculer à droite ou à gauche, dans l'opportunisme ou le gauchisme ou pire encore.

Comment expliquer que des militants ayant rejoint des partis comme la LCR ou le NPA, LO ou des syndicats, la CGT par exemple, se retrouvent un jour au FN-RN, comment expliquer que jusqu'à une date relativement récente un dirigeant anarchiste membre du comité central de l'OCI (Aujourd'hui POI et POID) et secrétaire départemental de FO (Loire-Atlantique) soit en même temps lié à la famille Le Pen et se voit citer dans les publications du FN, sinon que tous ces courants politiques liés à cette gauche pourrie étaient dégénérés, n'avaient de trotskyste que le nom, trotskystes en parole, social-démocrates en acte. Et on ne parle pas de tous ceux qui ont rejoint le PS ou le PCF. Comment expliquer que l'un d'entre eux soit devenu Premier ministre sous la Ve République, et je passe sur tous ceux qui ont milité dans tous ces partis et qui sévissent dans les médias aux ordres.

Le PCF a eu aussi son heure de gloire en la matière dans les années 30, quand certains de ses dirigeants allaient rallier les milices fascistes ou le régime de Vichy, tout comme la SFIO, tout ce beau monde ayant adopté la devise "plutôt le fascisme et la guerre que le socialisme", allait se retrouver réuni un peu plus tard au sein du CNR (Conseil national de la résistance). Plus tard encore, ils allaient constituer les piliers de la IVe République et se mettre au travail pour reconstruire la France des capitalistes (les seuls véritables gagnants de cette guerre impérialiste) sur fond de guerres coloniales en Afrique du Nord et en Asie

du Sud-Est ; cela donne une idée assez précise à ceux qui ont la mémoire courte ou sélective sur le contenu de l'infâme supercherie que constituent les prises de position de ces partis (PS, PCF et leurs satellites ou appendice, clones de gauches) 40 ans ou 70 ans plus tard en faveur de l'antifascisme, de l'antiracisme, de l'anticapitalisme, une imposture destinée à tromper les travailleurs et les militants sur leur véritable nature et intention pour mieux aliéner leur indépendance de classe, les empêcher de se dresser contre le régime, chasser Macron, abattre la Ve République.

Voilà ce qu'il faut dire ou rappeler aux travailleurs ou aux militants, voilà ce qu'ils doivent savoir pour chercher une issue politique ailleurs, cesser de s'en remettre à ces imposteurs, charlatans, aventuriers, sous peine peut-être à leur tour de glisser un jour lentement mais sûrement vers l'extrême droite. Il faut qu'ils sachent qu'en refusant de rompre avec ces partis, ils oeuvrent à leur propre perte, ils combattent contre leur camps, ils cautionnent nos ennemis, car ces partis qui légitiment Macron et les institutions de la Ve République, le capitalisme, combattent à leur côté et non au côté de la classe ouvrière, et en combattant au côté de nos ennemis, ils sapent quotidiennement l'indépendance de notre classe, or sans cette indépendance, il sera impossible de vaincre, nous courons à la catastrophe.

Cela dit, il faut distinguer les militants des dirigeants de ces partis, et on peut affirmer que la majorité des militants du POID, du POI, du NPA, de LO et l'intégralité des militants d'autres groupes ou organisations qui en sont issus sont d'authentiques militants socialistes révolutionnaires, même s'ils sont passagèrement sous l'influence de ces dirigeants, et il en existe autant ou plus encore qui en sont issus et qui ne sont plus organisés, qui n'attendent que le signal pour participer à la révolution socialiste, on ne le dit pas assez souvent et c'est sans doute une erreur de ma part, disons que pour moi cela va de soi, j'oublie seulement de le préciser.

Les militants qui sont restés fidèle à notre classe, à notre cause, au socialisme doivent chasser les dirigeants corrompus de leurs partis, refuser de leur obéir plus longtemps, les démettre de leur mandat, les destituer, ne leur accorder aucune confiance, ils ne peuvent bénéficier d'absolument aucune circonstance atténuante pour justifier la politique opportuniste qu'ils ont adoptée depuis des années ou des décennies, ainsi que les méthodes déloyales (ou pire encore) qu'ils ont employées pour les imposer à leurs militants.

Quels rôles ont-ils joué au sein du mouvement insurrectionnel qui a surgi le 17 novembre 2018, aucun pratiquement, quel concours ou soutien lui ont-ils apporté, aucun en dehors pour certains de belles déclarations, mais ce n'est pas avec cela qu'on fait une révolution, mais en participant à son organisation, en mettant tous les moyens dont on dispose à son service...

En complément.

On disait qu'ils partageaient la même idéologie, voici qui le confirme si nécessaire.

- La popularité de Macron ne sera pas remontée en 2018 - L'Express.fr 31 décembre 2018

Emmanuel Macron cède notamment du terrain auprès des proches du PS (-7 points à 33%), de La République en marche (-3 points à 85%) et des Républicains (-2 points à 23%). Il progresse au contraire auprès de ceux de La France insoumise et du PCF (+5 points à 23%) et du Rassemblement national (+2 points à 9%). L'Express.fr 31 décembre 2018

Macron aurait des sympathisants parmi les proches du PS, de LREM, de LR, de LFI, du PCF, de RN, ce qui ne nous surprend pas ou ne nous choque pas, puisque nous savons pourquoi et nous en sommes en mesure de l'expliquer.

Quand c'est pas la faute à pas de chance, c'est la fatalité !

Voici ce que j'ai lu dans un article ; "*La répression n'est aujourd'hui possible, avec cette intensité, que parce qu'elle est acceptée par les dirigeants du mouvement ouvrier.* "

Avertissement aux lecteurs : Attention ce qui suit n'est pas un jugement, mais un constat.

Serait-ce la seule explication ?

Voici une question qui revient souvent : Pourquoi le mouvement ouvrier ne bouge-t-il pas ou ne s'engage-t-il pas au côté des "gilets jaunes" ?

Vous êtes-vous posés cette question : Pourquoi la majorité des travailleurs ne bougent-ils pas, ne s'engagent-il pas au côté des "gilets jaunes"? Si vous trouvez la réponse à cette question, vous aurez trouvé la réponse à la précédente.

Je vous en propose une.

Si l'immense majorité des travailleurs ne bougent pas, c'est qu'ils s'accommodent de leur condition qui n'est pas aussi

insupportable que cela, ou tout du moins ils ont toujours les moyens financiers pour faire face à leurs dépenses, ils disposent encore de réserves plus ou moins importantes pour y faire face et économiser un peu d'argent, donc ils sont portés à se dire que leur situation pourrait être pire encore et qu'il est urgent d'attendre des jours meilleurs, plutôt que de se lancer dans une aventure à l'issue incertaine et qui plus est dangereuse, bref, le jeu n'en vaut pas la chandelle, trop risqué, sachant que ce serait pour récupérer des miettes.

Quand je disais que la classe ouvrière s'était embourgeoisée, je ne voulais pas dire autre chose, cela me valu d'être conspué. Soit. Les faits me donnent raison une fois de plus, je ne les compte plus à force.

Et en ce qui concerne le mouvement ouvrier ? Le constat est exactement le même, ce sont des nantis qui sont organisés dans les syndicats pour la plupart d'entre eux, des fonctionnaires, des membres de l'aristocratie ouvrière, des entreprises du CAC40, des grandes entreprises où les profits sont mieux partagés, les salaires plus élevés, où les conventions collectives sont les plus favorables, les Comités d'entreprises les plus généreux, qui plus est la plupart bénéficient de la garantie de l'emploi comme les fonctionnaires, pourquoi voudriez-vous qu'ils aillent se faire matraquer ou gazer pour des cacahuètes ? Ils n'en ont rien à foutre du sort du reste de la classe ouvrière, qui plus est de celui des couches inférieures des classes moyennes.

Les fonctionnaires n'attendent plus que la retraite, même quand ils ont 20 ans, qu'ils se mettent en couple, et ça baigne, dès le mardi ils ne pensent plus qu'à organiser le week-end prochain, et dès la fin de la saison des sports d'hiver, ils ont les yeux rivés sur les grandes vacances de l'été, une bonne partie d'entre eux sont logés en HLM, ils sont prioritaires, sinon ils n'ont pas de problèmes pour se loger dans le privé, ils ont la caution de l'Etat.

Les membres de l'aristocratie ouvrière sont encore mieux lotis puisque leurs salaires sont plus importants, par 13, pas 14, voire davantage, intéressement aux bénéfices de l'entreprise, jours de congés supplémentaires payés et primes à l'ancienneté selon certaines conventions collectives, mutuelle quasi gratuite, une poignée d'euros par mois j'ai été délégué syndicale et j'ai une bonne mémoire pour ce genre de trucs, j'ai eu l'occasion d'en profiter, voyages organisés ou sports d'hiver à prix cassé, environ 1/5e du prix public, j'ai aussi été trésorier-adjoint d'un comité d'entreprise, la plupart sont propriétaire de leur habitation, ils possèdent même une résidence secondaire, je connaissais un ouvrier d'entretien de chez Dassault donc c'était le cas, un ouvrier à la chaîne chez Bic également, ils achetaient une bagnole neuve payée cash tous les trois ans pour ne pas être emmerdés, quand tu rames en vélo ou en mobylette pour aller bosser à plus de dix bornes de chez toi en plein hiver, c'est le genre de trucs que tu n'oublies pas, bref, quand tu n'es pas vraiment dans le besoin et tu tires satisfaction de ta condition, certes, ce n'est pas le paradis, tu fais facilement abstraction du reste, pas de quoi risquer de prendre un mauvais coup ou de perdre son boulot, et puis tu n'as même pas besoin de te justifier, tu peux avoir bonne conscience ou tu n'as pas à culpabiliser ou assumer ton attitude, en te disant tout simplement que, si les autres étaient à ta place, ils réagiraient exactement de la même manière, ce qui est vrai hélas dans la plupart des cas !

On ne leur en veut pas du reste, ils ont été éduqués ainsi, mieux, avec la caution du mouvement ouvrier qui a achevé de les corrompre au capitalisme.

C'est cette réalité ou ce constat que nos braves révolutionnaires ou anticapitalistes refusent de regarder en face. remarquez qu'ils sont d'autant plus portés à adopter ce comportement, qu'ils sont eux-mêmes dans les cas de figure que je viens de décrire, mais ils n'ont pas conscience que cela pourrait influencer leur manière (déformée) d'interpréter la situation ou de percevoir la société, ils prennent leurs désirs pour la réalité ou s'en remettent à leur dogme et pour finir ils ne comprennent pas grand chose à ce qui se passe, simple constat une fois de plus, qu'ils s'emploient à illustrer dès qu'ils prennent la parole, vous en êtes témoins.

La fatalité, cela n'existe pas.

Maintenant, on se répète, excusez-moi, on peut bénéficier de conditions de travail ou d'existence relativement satisfaisantes sans pour autant avoir un mode de vie idéal, loin s'en faut. Dit autrement, en employant un autre registre de langage : tu peux avoir un boulot et du fric, une belle baraque et une jolie bagnole, des économies à la banque, il n'empêche que tu dois te lever à l'aube pour aller gratter et que tu rentres au crépuscule 5 jours sur sept durant 11 mois de l'année, et cela jusqu'à tant que tu sois vieux, usé, diminué, décrépi, sans parler des multiples humiliations, difficultés, emmerdements, souffrances en tout genre que tu auras subis tout au long de ta vie de merde, qui aura été enrobée de tant de choses superflus ou tant de plaisirs éphémères tout juste destinés à te faire oublier qu'en réalité tu n'avais jamais été libre de choisir ton destin, que du premier au dernier jour tu auras subi le sort qu'on t'avait réservé, donc pas de quoi pavoiser, pas vraiment de quoi se sentir heureux.

Cela nous concerne tous pour le coup, sans exception dès lors qu'on a renoncé à notre aspiration légitime à la liberté, à changer de société.

C'est ce discours qu'il faut tenir aux travailleurs, à ces couches de travailleurs privilégiés en particulier, de manière à les éduquer autrement, à les faire réfléchir sur leur condition. On ne s'adresse pas de la même manière à des ventres pleins et à des ventres vides, nous sommes un peu plus qu'un tube digestif, pour le coup c'est leur manquer de respect de ne pas en tenir compte, mes détracteurs devraient y réfléchir car cela s'adresse à eux ou à tous ceux qui n'en avaient pas conscience.

C'est le seul moyen d'aider les travailleurs à rompre avec l'idéologie capitaliste qu'ils ont adoptée, afin que les plus déterminés et évolués d'entre eux rejoignent les militants qui combattent pour le socialisme.

Nos dirigeants rejettent en bloc cette analyse, ils refusent d'examiner les arguments sur lesquels je m'appuie, ils se réfugient dans le déni de la réalité, et ils continuent comme si de n'était de débiter les mêmes discours sur l'unité teintés de réformisme, histoire que l'enrobage dont il fut question plus haut camoufle davantage ou couvre plus efficacement aux yeux des travailleurs la vie misérable qu'ils auront eu. Je vous le demande, en quoi cela a-t-il encore un rapport avec la cause pour laquelle nous combattons? Aucun, c'est un appel à la reddition, nous refusons de nous y soumettre, il n'est pas dit que le socialisme ou la liberté demeure des utopies, nous nous emploierons à combattre jusqu'à notre dernier souffle pour faire en sorte qu'ils deviennent réalité.

C'était bien un soulèvement révolutionnaire.

Il y a quelque mois un militant m'a accusé de ne pas voir que la situation était révolutionnaire, son parti n'a pas cessé de l'affirmer pendant 70 ans, donc j'étais porté à avoir un doute venant de lui. J'étais plutôt porté à penser qu'elle l'était pour certaines couches de travailleurs, mais pas pour la majorité d'entre eux, bref, elle pouvait l'être à condition que...

Et quand éclata le soulèvement du 17 novembre, spontanément son parti le condamna, c'était un coup des fachos

- Le soulèvement des Gilets Jaunes ne s'essouffle pas : il s'enracine ! (Tendance Claire du NPA 30 décembre 2018)

LVOG - Il commence même à s'organiser sérieusement et nous ne pouvons que nous en féliciter, nous appelons tous les militants à s'engager dans ce mouvement en proposant à ses participants une issue politique à la crise du capitalisme qui est à l'origine de la politique résolument antisociale menée par tous les gouvernements depuis près de 40 ans, pour ne pas remonter plus loin.

Par endroit ce mouvement s'est doté d'assemblées populaires élisant leurs délégués pour les représenter, dans un second temps elles ont décidé de préparer une réunion nationale de ses délégués qui constituerait l'Assemblée populaire nationale des assemblées populaire de l'ensemble du pays. Ces délégués sont porteurs d'un mandat, des cahiers de doléances ou de revendications sociales et politiques sont en train d'être rédigés par les participants à ces assemblées populaires, ce qui en fait un processus démocratique contrôlé par les participants à ces assemblées populaires, partant de là nous devons le soutenir inconditionnellement et aider à le développer dans toutes les communes du pays, dans tous les départements.

En tant que militants marxistes, si nous pouvons leur proposer d'examiner les revendications sociales ou les objectifs politiques qui figurent dans notre programme, en aucun cas nous devons tenter de leur imposer, je dirais même qu'il est encore trop pour avancer une grande partie de notre programme, hormis celle politique concernant l'abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République et la nécessité de chasser Macron, d'exiger un gouvernement qui représente et prenne en compte les besoins et aspirations légitimes de la classe ouvrière et des classes moyennes qui ne pourrait être issu que de ses Assemblées populaires démocratiques souveraines.

On s'aperçoit au passage que le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine est dépassé avant même d'avoir vu le jour, comme quoi il était véritablement opportuniste. Car, en aucun cas une institution politique qui serait le produit d'une élection au suffrage universelle à laquelle participerait l'ensemble des électeurs de toutes les classes sociales et tous les partis qui les représenteraient, y compris celui ou ceux de l'extrême droite, serait indépendante ou pourrait exprimer les intérêts de la classe ouvrière et des classes moyennes puisqu'il y figurerait ceux de la classe des capitalistes.

Seul un organisme politique constitué au cours du soulèvement des travailleurs des différentes classes exploitées et opprimées contre le régime peut incarner ou peut disposer de la légitimité pour représenter les aspirations ou de les besoins de l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes, et adopter les tâches politiques qu'ils devront accomplir au préalable pour atteindre cet objectif, autrement dit, ils doivent se fixer comme objectif politique la prise du pouvoir politique sans lequel ils ne pourront jamais s'attaquer aux fondements du capitalisme pour satisfaire leurs revendications sociales. C'est la dialectique ou le principal enseignement de toutes les révolutions qui ont eu lieu dans le passé, des révolutions bourgeoises comme des révolutions socialistes.

2ème appel de Commercy : l'assemblée des assemblées !

Je mets en ligne cet appel que je partage, que je soutiens inconditionnellement et que j'appelle chaque militant à adopter.

Si à ce stade il ne se fixe pas d'objectif politique précis, en soi il en atteint un du fait de l'existence de ces assemblées populaires ou du processus révolutionnaire engagé, qui, s'il parvenait à se développer ou à se généraliser, à gagner tout le pays dans les mois qui viennent, déboucherait sur une situation de double pouvoir en France, mettant à l'ordre du jour le combat pour la prise du pouvoir, la révolution politique, exactement comme je l'avais décrit ou prévu dans une causerie, vous avouerez que j'ai le pif pour sentir ce qui va ou peut se produire dans certaines conditions, peu de dirigeants peuvent en dire autant, n'est-ce pas, citez-

moi en un pour qu'on puisse partager notre analyse de la situation.

J'ai écrit le 3 décembre :

- "Il faut proposer aux travailleurs et aux militants d'avancer sur la voie de l'établissement d'un double pouvoir. Il faut populariser cette perspective politique face à l'intransigeance de Macron et l'ampleur des besoins urgents à satisfaire exprimés par l'ensemble de la population laborieuse et des classes moyennes.

C'est le régime qui est remis en cause, c'est le régime qu'il faut renverser. Assemblée populaire ou constituante souveraine élue par le peuple travailleur... Grève générale jusqu'à la satisfaction de l'ensemble des revendications de toutes les catégories de travailleurs du pays... Faisons table rase du passé..."

Le 7 décembre, je récidivais :

- Priscillia Ludosky soumet 4 revendications au vote des Gilets jaunes, dont celle « pour ou contre la Création d'une Assemblée citoyenne ? » leparisien.fr 06 décembre 2018

Ce n'est pas encore le soviet (comité) ou l'Assemblée constituante, mais l'idée mûrie de la nécessité de se doter d'une représentation nationale des exploités et des opprimés, qui pourrait être appelé à constituer un organisme politique dans le cadre de la situation et pourrait évoluer vers l'instauration de fait d'un double pouvoir en France...

Le 14 décembre 2018 j'ai publié intégralement l'*Appel des Gilets jaunes de Commercy à des Assemblées populaires partout*

A la suite d'un passage de cet appel, j'avais écrit le commentaire suivant : Puis au niveau national pour constituer un organe de contre-pouvoir, un gouvernement ouvrier, ce qui créerait une situation de double pouvoir qui poserait directement la question de la lutte pour le pouvoir politique, dont l'objectif ne pourrait être que le renversement du régime en place ou la défaite.

Quelques jours plus tard, je leur ai envoyé un courriel de 8 pages, dans lequel je me suis présenté brièvement. Dans ce courriel je leur ai proposé une stratégie politique révolutionnaire, qui figure plus haut dans la page d'accueil du portail. Ils ne m'ont pas répondu. Peu importe.

Toujours est-il que j'avais consacré plusieurs pages de mon courriel au RIC ou RIP, en les mettant en garde... je constate que dans leur second appel il n'est plus mentionné, et le processus politique qu'ils ont adopté coïncide avec celui que je leur ai proposé, il peut s'agir d'une simple coïncidence, toujours est-il qu'on en est là, on avance, c'est le principal.

Autre chose.

Apparemment les médias-menteurs-mafieux-corrompus-flics ont décidé de ne plus relayer le mouvement insurrectionnel du 17 novembre ou alors au compte-gouttes. Demain il pourrait comme en RDC avant-hier couper les réseaux (a)sociaux. Comment imaginer un seul instant que Facebook, qui figure parmi les entreprises les plus cotés à Wall Street, pourrait servir de support ou favoriser un processus révolutionnaire mettant à bas le régime en France sans recourir à cette arme ultime si les choses se précisait, impensable. Il faudra donc passer par d'autres instruments, à part ceux dont dispose le mouvement ouvrier, je ne vois pas lesquels, car même les blogs et portails seront inaccessibles, ce sont eux qui possèdent aussi les satellites, les antennes relais.

Propagande du régime pour le RIC.

-Le RIC séduit la grande majorité des Français - Le HuffPost 2 janvier 2019

Selon un sondage Harris Interactive pour RTL et M6 publié ce mercredi 2 janvier, 80% de la population est favorable à un référendum d'initiative citoyenne pour proposer une loi, 72% pour en abroger une et 63% pour mettre fin au mandat d'un élu.

Toutefois, un Français sur deux seulement pense que le gouvernement tiendra au moins partiellement compte des avis émis lors de cette consultation, toujours selon le sondage Harris interactive. Pour 47% en revanche, il n'en tiendra "pas du tout" compte. Et seuls les proches de La République en marche considèrent majoritairement que le gouvernement en tiendra compte (82%), selon ce baromètre annuel. Le HuffPost 2 janvier 2019

Bref, l'immense majorité des travailleus qui composent la majorité de la population est favorable à la démocratie, et près de la moitié ou plus considérent qu'elle n'est pas compatible avec l'existence de la Ve République, il faut donc s'en débarrasser, se débarrasser de l'Etat des capitalistes.

2ème appel de Commercy : l'assemblée des assemblées !

Notre deuxième appel s'adresse :

A tous les Gilets Jaunes. A toutes celles et ceux qui ne portent pas encore le gilet mais qui ont quand même la rage au ventre.

Cela fait désormais plus de six semaines que nous occupons les ronds-points, les cabanes, les places publiques, les routes et que nous sommes présents dans tous les esprits et toutes les conversations.

Nous tenons bon !

Cela faisait bien longtemps qu'une lutte n'avait pas été aussi suivie, aussi soutenue, ni aussi encourageante !

- Encourageante car nos gouvernants ont tremblé et tremblent encore sur leur piédestal

- Encourageante car ils commencent à concéder quelques miettes.

- Encourageante car nous ne nous laissons désormais plus avoir par quelques os à ronger.

– Encourageante car nous apprenons toutes et tous ensemble à nous respecter, à nous comprendre, à nous apprécier, dans notre diversité. Des liens sont tissés. Des modes de fonctionnement sont essayés. Et ça, ils ne peuvent plus nous l'enlever.

– Encourageante aussi, car nous avons compris qu'il ne faut plus nous diviser face à l'adversité. Nous avons compris que nos véritables ennemis, ce sont les quelques détenteurs d'une richesse immense qu'ils ne partagent pas : les 500 personnes les plus riches de France ont multiplié par 3 leur fortune depuis la crise financière de 2008, pour atteindre 650 milliards d'€!!! Les cadeaux fiscaux et sociaux faits aux plus grandes sociétés s'élèvent également à plusieurs centaines de milliards par an. C'est intolérable !

– Encourageante enfin, car nous avons compris que nous étions capables de nous représenter nous mêmes, sans tampon entre les puissants et le peuple, sans partis qui canalisent les idées à leur seul profit, sans corps intermédiaires davantage destinés à amortir les chocs, à huiler le système, plutôt qu'à nous défendre.

Nous pleurons aujourd'hui les victimes de la répression, plusieurs morts et des dizaines de blessés graves. Maudits soient ceux qui ont permis cela, mais qu'ils sachent que notre détermination est intacte, bien au contraire !

Nous sommes fiers de ce chemin accompli si vite et de toutes ces prises de conscience qui sont autant de victoires sur leur système écrasant. Et nous sentons très bien que cette fierté est partagée par énormément de gens.

Comment pourrait-il en être autrement, alors que ce système et ce gouvernement qui le représente n'ont de cesse de détruire les acquis sociaux, les liens entre les gens, et notre chère planète?

Il nous faut donc continuer, c'est vital. Il nous faut amplifier ces premiers résultats, sans hâte, sans nous épuiser, mais sans nous décourager non plus. Prenons le temps, réfléchissons autant que nous agissons.

Nous appelons donc toutes celles et ceux qui partagent cette rage et ce besoin de changement, soit à continuer à porter fièrement leur gilet jaune, soit à l'enfiler sans crainte.

Il faut désormais nous rassembler partout, former des assemblées citoyennes, populaires, à taille humaine, où la parole et l'écoute sont reines.

Des assemblées dans lesquelles, comme à Commercy, chaque décision est prise collectivement, où des délégués sont désignés pour appliquer et mettre en musique les décisions. Pas l'inverse ! Pas comme dans le système actuel. Ces assemblées porteront nos revendications populaires égalitaires, sociales et écologiques.

Certains s'autoproclament représentants nationaux ou préparent des listes pour les futures élections. Nous pensons que ce n'est pas le bon procédé, tout le monde le sent bien, la parole, notre parole va se perdre dans ce dédale ou être détournée, comme dans le système actuel.

Nous réaffirmons ici une fois de plus l'absolue nécessité de ne nous laisser confisquer notre parole par personne.

Une fois ces assemblées démocratiques créées, dans un maximum d'endroits, elles ouvriront des cahiers de revendications.

Le gouvernement a demandé aux maires de mettre en place des cahiers de doléances dans les mairies. Nous craignons qu'en faisant ainsi nos revendications soient récupérées et arrangées à leur sauce et qu'à la fin, elles ne reflètent plus notre diversité. Nous devons impérativement garder la main sur ces moyens d'expression du peuple ! Pour cela, nous appelons donc à ce qu'ils soient ouvert et tenus par les assemblées populaires ! Qu'ils soient établis par le peuple et pour le peuple !

Depuis Commercy, nous appelons maintenant à une grande réunion nationale des comités populaires locaux.

Fort du succès de notre 1er appel, nous vous proposons de l'organiser démocratiquement, en janvier, ici à Commercy, avec des délégués de toute la France, pour rassembler les cahiers de revendications et les mettre en commun.

Nous vous proposons également, d'y débattre tous ensemble des suites de notre mouvement.

Nous vous proposons enfin de décider d'un mode d'organisation collectif des gilets jaunes, authentiquement démocratique, issu du peuple et respectant les étapes de la délégation.

Ensemble, créons l'assemblée des assemblées, la Commune des communes

C'est le sens de l'Histoire, c'est notre proposition.

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, ET POUR LE PEUPLE !

LVOG - Attention, si je peux me permettre ce conseil, la Commune est une référence limitée ou à manier avec beaucoup de précautions, car elle n'a duré que 72 jours et elle a été liquidée dans un gigantesque bain de sang, et il aura fallu attendre le milieu des années 30 au XXe siècle, soit plus de 65 ans pour que la classe ouvrière reparte à l'offensive contre le régime...

Si vous ne tenez pas compte des enseignements qu'en avaient tirés Marx et Engels, ce mouvement insurrectionnel n'a aucune chance d'aboutir, à moins bien sûr que vous soyez en mesure de démontrer que vous avez trouvé les moyens de palier les faiblesses de la Commune en procédant autrement. Pourquoi pas, on est prêt à l'admettre, après tout la société et toutes les classes ont connu de gigantesques transformations depuis la fin du XIXe ou le début du XXe siècle.

Sachez tout de même qu'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire ne présente pas que des inconvénients ou des contraintes, il présente aussi de nombreux avantages qui peuvent faire la différence au moment décisif d'un processus révolutionnaire...

Et puis, il faut bien avoir à l'esprit que c'est le type d'organisation qui avait été adopté par la Commune qui l'a conduite à la défaite, et non un parti ouvrier puisqu'il n'en existait pas à cette époque, c'est justement l'absence cruelle de ce parti qui est à l'origine de sa fin tragique, réfléchissez bien à cela.

On ne peut pas faire l'impasse sur la principale faiblesse de la Commune, son auto-organisation et l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui la conduira à la débâcle, après qu'en eurent été tirés les enseignements qui permettront à la révolution russe de 1917 de triompher. Comment, lesquels ? En combinant l'auto-organisation des masses dans des assemblées populaires, dont les délégués élus représentaient l'ensemble de la classe ouvrière et de la paysannerie incluant les différents courants du mouvement ouvrier qui étaient engagés dans le processus révolutionnaire, et qui furent dénommés soviets en russe, et second facteur, l'existence d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire concentrant l'expérience de la lutte de classe du prolétariat mondial. Et c'est seulement parce que ce parti parvint à acquérir démocratiquement la confiance de la majorité des travailleurs, qu'il fut en mesure d'orienter ces assemblées populaires et le cours de la révolution dans la bonne direction, sans ce parti, sans ses dirigeants, elle était vouée à la défaite. C'est la combinaison gagnante, les masses organisées et le parti de la révolution, à notre connaissance il n'en existe pas d'autres.

Précisons qu'une direction ouvrière révolutionnaire présente l'avantage d'être consciente du processus dialectique ayant mené à cette situation ou à cette insurrection, et qu'elle est en principe en mesure de définir une orientation politique conforme aux tâches et aux objectifs que la révolution doit accomplir ou se fixer à chaque étape du processus révolutionnaire en fonction de l'évolution du rapport de forces entre les classes et l'Etat, ce qui évidemment ne s'improvise pas. On ne peut pas se consacrer à acquérir les enseignements de deux siècles de lutte de classe dans le feu de l'action, on a autres choses de plus urgent à faire, il est trop tard, il faut l'admettre une fois pour toute.

Tout cela pour en arriver à la conclusion que le processus révolutionnaire que vous avez engagé est extraordinaire et qu'il doit être soutenu inconditionnellement, ce qui ne doit nous empêcher d'en signaler les faiblesses pour qu'il se renforce et conquiert la confiance de la majorité des travailleurs, les conduise à y participer, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Aussi doit-il inclure les courants politiques du mouvement ouvrier qui souhaitent sincèrement y participer, s'y intégrer, qui le soutiennent déjà, vous devriez donc vous adressez à eux, les inviter à vous rejoindre, leur adresser vos appels. Cela permettrait d'enclencher une dynamique à l'échelle nationale qui ferait progresser à pas de géants cette insurrection. Il faut seulement exiger que chaque participant aux assemblées populaires décline publiquement à quel courant ou parti politique il est affilié quand c'est le cas, ensuite seulement il faut leur accorder le droit de se présenter lors des élections des délégués de ces assemblées populaires, de manière à éviter toute manipulation, tout participant qui aurait camouflé son affiliation politique serait radiée définitivement des listes des délégués, et il se verrait interdire tout droit de parole.

- Des gilets jaunes appellent les chômeurs à les rejoindre face au durcissement des sanctions - Le HuffPost 2 janvier 2019

"Soit il est vraiment con soit il nous cherche." Alors que l'exécutif s'échine à reprendre la main dans la crise des gilets jaunes, un décret sur le contrôle des chômeurs pourrait venir brouiller le message d'apaisement et apporter un nouveau souffle à la contestation.

Publié dimanche 30 décembre au Journal officiel, soit entre Noël et le jour de l'An, le texte durcit les sanctions à l'encontre des chômeurs en cas de manquement à leurs obligations. Certaines dispositions vont même plus loin que ce qu'avait initialement annoncé le gouvernement, notamment sur la suppression de l'allocation dès le premier manquement et la durée de la radiation des listes en cas d'absence à un rendez-vous.

Un "coup en douce" dénoncé par bon nombre de syndicats tout comme les oppositions de gauche et les inévitables gilets jaunes. Sur Facebook, là où le mouvement a débuté et où il perdure encore, ces Français en colère s'indignent du "cadeau de Noël" empoisonné offert par Emmanuel Macron aux chômeurs. Certains déplorent le fait que ces mesures viennent une nouvelle fois frapper les plus faibles quand d'autres exigent les mêmes sanctions pour les députés absentéistes. Le HuffPost 2 janvier 2019

En macronnerie.

Prestation télévisuelle médiocre d'un psychopathe au regard halluciné, illuminé.

Voeux de Macron : «Brillant sur la forme, mais inaudible sur le fond» - LeParisien.fr 02.01

Parole de dictateur.

- L'opposition bouge encore. - Le Parisien 02.01

La militarisation des consciences attendra.

- Nouvel An: les militaires engagés contre Daech à l'honneur - L'Express.fr 02.01

Ils ne sont plus à un mensonge près.

- La présidence avait assuré ne plus entretenir aucun contact avec l'ancien chargé de mission depuis son licenciement cet été après sa mise en cause pour des violences le 1er mai. AFP 31 décembre 2018

Deux jours plus tard.

- Macron admet avoir échangé avec Benalla depuis l'été - L'Express.fr 02.01

Le chef de l'État a reconnu avoir répondu "deux fois" aux messages... L'Express.fr 02.01

Ce ne serait pas une fois et demie ou un quart par hasard ?

Ces instruments de la propagande du régime...

- La «lettre aux Français» de Macron diffusée mi-janvier par la presse et les réseaux sociaux - LeParisien.fr 02.01

Raison de plus pour les boycotter ! Quand on dispose d'un blog ou d'un portail, d'un journal, on n'a pas besoin des réseaux sociaux pour communiquer.

... et piège à cons, un référendum le même jour que les élections européennes pour contrer l'abstention massive. Boycott !

L'exécutif envisage un référendum à questions multiples sur les institutions, selon des parlementaires LREM - francetvinfo.fr 02.01

Le chef de file des sénateurs LREM, François Patriat, soutient également cette idée de référendum sur les institutions, qu'il aimerait voir organisé le jour des élections européennes, le 26 mai, a précisé l'élu de Côte d'Or, confirmant une information du Canard enchaîné. francetvinfo.fr 02.01

Une manière comme une autre de cautionner les institutions antidémocratiques de la Ve République.

Macron l'insignifiant.

- Syrie: Macron a évoqué la protection des Kurdes avec Poutine - Reuters 2 janvier 2019

Emmanuel Macron a insisté mercredi sur la nécessité de préserver les forces alliées de la coalition en Syrie, notamment kurdes, lors d'un entretien avec le président russe Vladimir Poutine. Reuters 2 janvier 2019

Message du roitelet reçu 5/5 :

- Syrie: Les combattants kurdes se retirent de Manbij, selon Damas - Reuters 2 janvier 2019

Macron n'en loupe pas une pour se ridiculiser. Cela donne aussi une idée assez précise sur la médiocrité de ses conseillers.

Macron et LREM : La haine du peuple. Acharnement sur les chômeurs tandis que la corruption des riches bat tous les records.

- Contrôle des chômeurs: Bergé (LREM) assume des sanctions plus dures dans une "logique de justice" - AFP 2 janvier 2019

Le fait de ne pas se rendre à un rendez-vous avec un conseiller, par exemple, devait être sanctionné de 15 jours de radiation des listes au lieu des deux mois actuellement en vigueur. Finalement, ce sera un mois de radiation selon le texte du décret, deux mois au bout de deux manquements et quatre mois au "troisième manquement" constaté.

S'agissant des sanctions concernant l'insuffisance de recherche d'emploi (refus à deux reprises de deux offres raisonnables d'emploi par exemple), le gouvernement avait évoqué des sanctions graduelles: suspension de l'allocation d'un mois la première fois, de deux mois la deuxième fois et quatre mois la troisième fois. Il avait alors précisé que l'allocation serait amputée à partir de la deuxième fois.

D'après le décret, l'allocation est "supprimée" dès le premier manquement et non "suspendue", ce qui permettait de conserver ses droits. AFP 2 janvier 2019

Leur vieux monde pourri

- Danemark : les causes de l'accident se précisent - euronews 02.01

Six personnes ont été tuées et seize autres blessées dans l'accident ferroviaire qui a frappé le Danemark ce mercredi matin. Le drame s'est produit lorsque un train de passager a percuté un objet tombé d'un train de marchandises qui circulait en sens inverse. euronews 02.01

- Un navire perd près de 300 conteneurs en mer - L'Express.fr 02.01

Certains renfermaient des substances dangereuses. Le MSC Zoe est l'un des plus gros porte-conteneurs au monde. Battant pavillon du Panama, le MSC Zoe mesure 396m de long et 59m de large, précise-t-il dans un communiqué. L'Express.fr 02.01

- Netflix retire une émission critique envers "MbS" à la demande de Ryad - Reuters 02.01

Netflix a annoncé mercredi avoir retiré de son service de vidéo à la demande en Arabie saoudite une émission satirique critique envers le prince héritier Mohamed ben Salman, confirmant une information du Financial Times. Reuters 02.01

Occupez-vous de votre cul ou trempez-le dans votre bénitier !

- Malgré le combat des femmes, l'excision persiste au Kurdistan irakien - la-croix.com 02.01

En fait, un article de l'Agence Française de propagande reproduit tel quel par La Croix et d'autres médias.

De quoi je me mêle. Dites à vos curés d'arrêter de picoler du pinard, c'est notre religion qui l'exige ! Arrêtez de piller les richesses de notre pays et de le détruire, dehors les prédateurs, les envahisseurs, les colons !

Haut de page

Le 8 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Si vous pouvez m'envoyer les appels adoptés par les Assemblées populaires qui existent dans le pays, je les publierai ausitôt, car plus il y en aura, et plus il sera facile pour les personnes qui se connectent à Internet d'y accéder. Idem, pour toute section syndical d'entreprise ou d'administration, union locale, départementale, fédération de syndicat, toute prise de position de formations politiques issues du mouvement ouvrier. Je met le portail à leur disposition.

Désolé de ne pas pouvoir faire davantage. Ici, il est 17h31 et la nuit tombe déjà, j'ai commencé à bosser à 9h ce matin, je suis épuisé !

Bonne continuation à tous, bon courage, bon moral, rassemblons-nous, faisons comme nos ennemis, gardons le cap vers le socialisme et on les vaincra !

PS : Ne m'envoyez plus de courriels ou de documents à mon ancienne adresse électronique (milarepa13), utilisez la nouvelle adresse jctardieu@outlook.fr. Merci.

- Au format pdf (32 pages)

Quelques infos personnelles.

- Je n'ai pas actualisé le portail plus tôt parce que je partage la vie des travailleurs indiens et de leurs familles, et comme ici on travaille 6 jours sur 7, je fais de même, même parfois ou souvent le dimanche qui est consacré à tout ce qu'on n'a pas eu le temps de faire durant la semaine, s'occuper de ses propres affaires ou rendre service à tel ou tel membre de la famille en difficulté. C'est ainsi que ma compagne est souvent absente, donc derrière il faut bien que j'assume, je ne peux pas dire que j'ai quelque chose de plus important ou d'urgent à faire. Et puis, ma contribution politique ne présente pas un caractère indispensable, donc cela peut bien attendre.

- J'ai dû remplacer l'écran de l'ordinateur qui était foutu. Le nouveau est plus grand (Dell), 24" au lieu de 19", mais au lieu d'être carré, il est au format 16/9, il va falloir que je m'y adapte.

- Mon épouse m'a dit que j'avais envoyé 19 courriels à la Caf de Marseille avec laquelle elle a un problème depuis 2013. Ils ont finalement accepté de réduire sa "dette" après qu'ils l'eurent accusée d'avoir fraudé la Sécu. En réalité, ce qui s'est passé, c'est qu'on pensait qu'elle avait le droit de s'absenter du territoire français durant 6 mois par an calendaire, alors qu'eux ils comptaient 12 mois à partir de la date de sa sortie du territoire, par exemple de mars 2018 à mars 2019, donc si elle avait passé 5 mois en Inde entre mars 2018 et juillet 2018 et 2 mois en Inde entre février et mars 2019, elle s'était absentée de France 7 mois au lieu de 6, sauf qu'ils ne lui ont jamais dit et que je l'ignorais. Il lui réclame encore environ 3700 euros et ils lui retiennent chaque mois 85 euros sur son allocation adulte handicapée. Je vous passe les détails, car ils ont également commis une erreur que j'ai repérée et je dois encore leur écrire. Cette pauvre femme hait les agents de la Caf, cela vous étonne? Moi, non.

Toujours est-il que pour me remercier de l'avoir aidée, alors que nous sommes séparés, elle m'a donné 5.000 euros, 400.000 roupies, j'ai refusé cet argent qui lui appartient évidemment. Elle m'a dit qu'elle ne voulait pas que sa famille en profite si elle venait à mourir subitement (elle vit avec deux valves métalliques cardiaques), comme elle insista lourdement après avoir déposé cette somme dans mon sac, je lui ai répondu que je la déposerais à la banque, et que si un jour elle en avait besoin, il serait toujours à sa disposition, correct, non ? J'en ai profité pour aller m'acheter une nouvelle paire de sandales, et là je ne déconne pas !

Sur l'argent que j'ai récupéré de mon ex-avocat véreux, je précise. J'ai horreur des histoires d'argent. Je n'ai pas de bol, car chez les pauvres il en est très souvent question, c'est même un sujet récurrent, que dis-je, quotidien, mais ils n'y sont pour rien, vous comprenez, n'est-ce pas ?

- Même dans le journal local de Pondichéry il y a des photos et des articles sur le mouvement populaire qui s'est développé depuis le 17 novembre, mon épouse me les a montrés.

- Aujourd'hui il y a une grève générale à Pondichéry, et demain au Tamil Nadu, j'ignore ce qu'il en est dans le reste de l'Inde. Pourquoi ? Contre la décision du gouvernement central de Delhi d'interdire les sacs plastiques. Je vois d'ici la gueule enfarinée des petits bourgeois écologistes occidentaux qui vont maudire ces abrutis d'Indiens et leur faire la leçon, qu'ils la gardent pour eux et qu'ils se joignent aux travailleurs qui participent à ce mouvement populaire en France ! Finissez-en avec le capitalisme pour cesser de nous envoyer vos déchets industriels !

- On n'aborde pas la lutte de classe en France de la même manière qu'en Inde où je vis depuis plus de 22 ans, et il serait aberrant à bien des égards de vouloir l'aborder de la même manière qu'autrefois en France. C'est la réflexion que je me suis faite hier soir en relisant un texte de Lénine. Bien que cette observation soit banale, cette lecture le confirmait en partant du constat que la condition des travailleurs en Inde était plus proche de celle qu'avaient connue autrefois les travailleurs en France, plutôt que celle qu'ils vivent un siècle plus tard.

Car ici, on est plus proche de l'époque de Zola, où la précarité sociale est le lot quotidien des travailleurs, ainsi que tous les rapports détestables qui en sont la conséquence au sein de la société, qui font que la vie est une lutte quotidienne pour survivre sur fond d'angoisse et de souffrance, dont les travailleurs indiens doivent trouver la force de faire abstraction pour se procurer quelques instants de répit et de bonheur artificiel, une nécessité absolue pour tout bonnement pouvoir continuer à vivre, sans laquelle il ne pourrait pas supporter un jour de plus la rude condition qu'on leur impose.

J'avoue que c'est quelque chose que j'ai eu beaucoup du mal à cerner en tant qu'occidental privilégié, dont la mentalité ou le mode de pensée a été formatée à partir d'une matrice totalement différente, et qui par conséquent aura des réactions et des rapports à la société et à l'existence même complètement différents des leurs. C'est tellement frappant qu'on est obligé de s'interroger sur la signification de leur comportement que l'on ne comprend pas au premier abord, qui éveille irrésistiblement chez nous un sentiment d'émerveillement teinté de compassion et de pitié, car de haine envers le régime politique qui est responsable de leur condition, tout en ayant bien conscience qu'on est impuissant face à ce drame, à cette cruelle injustice, sans espoir. Cela explique pourquoi ils s'en remettent à la fatalité en dernier ressort ou ils se réfugient dans le mysticisme, la religion qui a un côté magique, celui de faire abstraction de toutes ces abominations terrestres, et à défaut de rendre l'espoir d'une vie meilleure puisqu'on sait que c'est impossible dans l'immédiat, entretenir cette idée totalement déconnectée de la réalité pour que la sève de la vie continue de couler dans notre tête et notre coeur, un monde meilleur et plus juste, utopique, aux secrets insondables et qui le demeurera pour la plupart, mais qui peut cesser de l'être pour peu qu'on parvienne à en découvrir les origines...

Quelques mots sur la situation politique en France.

1- Désinformation systématique, accusations calomnieuses, provocations policières, répression violente de manifestants pacifiques, assassinats, simulacres de procès, détentions arbitraires, menaces, etc. en quelques semaines c'est l'ensemble de la rhétorique des imposteurs au pouvoir en faveur de la démocratie qui a volé en éclats en dévoilant la véritable nature oppressive du régime.

Ceux qui minoritaires n'avaient plus de doutes sur celle-ci et qui participent à ce mouvement populaire révolutionnaire, se voient conforter dans leurs convictions, ceux qui en avaient encore et qui hésitaient à y participer, disposent désormais d'arguments ou motivations solides pour le rejoindre, et quant à ceux qui se posent encore questions sur les intentions du régime ou de ses représentants, leurs dernières illusions ne tarderont pas à s'envoler. Ainsi une des conditions subjectives déterminantes pour que la crise politique se transforme en crise révolutionnaire est en train de se réaliser, il ne restera plus que la seconde soit réunie pour que la révolution politique passe de l'utopie à la réalité, l'organisation des masses populaires engagées dans le processus révolutionnaire, encore faut-il qu'elles parviennent à se doter d'une direction qui ait conscience de l'ensemble de ce processus dialectique et des objectifs politiques qu'il doit de fixer, sans quoi il leur sera impossible de vaincre leurs ennemis et elles seront défaites, et là ce n'est pas gagné d'avance car elles partent à l'assaut du régime avec un lourd handicap, l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui les guide ou leur montre la voie à suivre.

Nous avions affirmé qu'il fallait tout au long des décennies antérieures (et avant) subordonner tous nos combats à la construction de ce parti. On nous a rétorqué que cet axe politique était erroné, que cet objectif ne correspondait pas à la situation ou que les rapports entre les classes ne s'y prêtaient pas, bref, que c'était impossible et qu'on verrait le moment venu pour s'atteler à cette tâche politique, qu'il ne serait jamais trop tard, chaque chose en son temps, etc. autant d'arguments fallacieux qui ne servait

qu'à justifier ou camoufler l'abandon du combat politique pour atteindre cet objectif.

Un sage dicton populaire dit qu'on ne doit pas reporter à demain ou plus tard ce qu'on peut faire le jour même, car peut-être que demain ou plus tard on n'en aura pas le temps non plus et ainsi de suite, sous peine de crouler un jour sous le poids de tâches innombrables qu'on n'a jamais accomplies et d'en payer les fâcheuses conséquences, on y est hélas !

Nos détracteurs opposèrent la lutte sur les revendications sociales immédiates au combat politique pour construire le parti, ils se comportèrent en vulgaires trade-unionistes. Et on put constater au fil du temps qu'ils en arrivèrent à abandonner les revendications sociales collectives telle par exemple la retraite à 60 ans, âge trop avancé selon moi, 50 ou 55 ans serait préférable accompagné d'une réduction du temps de travail sans diminution de salaire, la gratuité de la scolarité (collège et université), l'accès gratuit à tous au droit à la santé, la gratuité des transports en commun, la fixation du smic entre 1800 et 2000 euros nets, ainsi que l'allocation chômage, le minimum retraite, l'allocation adulte handicapée, l'expropriation sans indemnité des capitalistes du CAC40, pour ne conserver dans certains cas que l'interdiction des licenciements qui ne concernait pas la majorité des travailleurs employés dans des petites ou moyennes entreprises ou la défense des services publics sans remettre en cause la participation des syndicats à leur gestion, autrement dit ce mot d'ordre en direction des salariés ou agents des grandes entreprises et des services publics qui représentent le fond de commerce des syndicats (et des partis ouvriers), où sont concentrés plus de 90 ou 95% des syndiqués, était uniquement destiné à leurs troupes, à leurs propres militants qui en sont issus principalement et ne s'adressaient pas vraiment aux travailleurs, c'était un mot d'ordre purement corporatiste qui n'avait aucune valeur politique, et ce n'est pas un hasard si ces secteurs d'activité qui aujourd'hui coïncident avec le mouvement ouvrier ne se sont pas engagés au côté du mouvement populaire initié depuis le 17 novembre.

Les partis ouvriers ne représentent pas les intérêts de l'ensemble des travailleurs, c'est la conclusion à laquelle on arrive sur la base de ce constat. Et contrairement aux apparences, l'issue politique que certains proposent, ne peut masquer qu'en réalité ils sont déconnectés de l'immense majorité de la classe ouvrière et de leurs besoins sociaux ou de leurs aspirations démocratiques. Et le plus navrant, c'est que lorsque vous critiquez leurs stratégies politiques, ils vous sortent que vous ne pouvez pas la comprendre parce que vous êtes coupés des masses contrairement à eux, argument que vous devez être nombreux à avoir déjà entendu, n'est-ce pas ? A suivre.

2- L'immense masse des travailleurs qui sont entrés progressivement en léthargie vont-ils passer à l'action, quand, comment, à quelle occasion, c'est la question que nous sommes nombreux à nous poser et à laquelle il nous est impossible de répondre.

Quelle que soit leur condition, elle n'est guère enviable tant la société dégénère à grande vitesse depuis des décennies et laisse guère d'espoir de s'améliorer dans le futur, toute rémission apparaissant utopique sans un changement radical d'orientation, et ne parlons pas de la jeunesse qui ne doit se faire aucune illusion sur son destin, tant il est compromis sur l'autel de la dette qui l'a déjà largement hypothéqué, il est pour ainsi dire scellé si elle renonçait à son idéal de justice et de liberté, qui pour se réaliser doit briser le joug qui l'opprime.

Tant que le carcan de l'exploitation et de l'oppression se situent à des niveaux supportables, personne ou peu sont disposés à les secouer pour les faire tomber. On se résigne à cette vie médiocre qu'on n'a pas choisie. On se fait une raison. On se résigne quelque part à la subir en se disant qu'elle pourrait être pire encore, en n'imaginant même plus qu'elle pourrait être meilleure aussi. Cette magnifique et légitime idée nous est totalement sortie de l'esprit sans qu'on sache réellement ni pourquoi ni comment. On préfère ne plus y penser, à quoi bon tourner le couteau dans la plaie et se torturer inutilement puisque c'est sans espoir, tout du moins c'est la conclusion à laquelle nous sommes parvenus ou qu'on nous avait fortement suggérée et qu'on a adoptée sans que nous offrions beaucoup de résistance il faut bien l'admettre, parce qu'elle était relativement confortable, apaisante, réconfortante, disons qu'elle était dans la mesure de nos moyens ou à notre portée. Alors qu'un idéal, imaginez un peu les efforts qu'on devrait produire pour s'en rapprocher sans avoir la garantie de l'atteindre un jour ou d'en profiter. Maintenant quand le carcan de l'exploitation et de l'oppression se resserre, la menace se fait plus pressante, quand partout dans notre entourage il fait des victimes innocentes, brise des vies qui jusque là semblaient harmonieuses, on est davantage disposé à repenser notre condition, à en parler, parfois sans même l'avouer, on en arrive à être envahi par un affreux doute qui va se transformer progressivement en angoisse persistante à en faire des cauchemars et nous rendre d'humeur taciturne. On va se forcer à affecter un air heureux, mais le coeur n'y est plus, l'enchantement a disparu. Il y a quelque chose qui s'est brisée quelque part chez nous au point de ne plus croire en rien ni en personne, et il va falloir du temps pour sortir de cet état de prostration et de vide qui nous submerge.

Et soudain, en passant à l'action, en décidant de prendre notre sort en mains, ce malheur qui nous accablait se dissipe plus vite encore qu'il était apparu, on revit, on reprend espoir, on gagne en confiance, on prend conscience que pour peu qu'on s'en donne les moyens il existe une issue à la crise du capitalisme et que changer la société est tout à fait réalisable...

Parole d'internaute. Le pouvoir en place : "Tenir par la répression ou partir" !

1- "Si les mouvements protestataires se poursuivent, on pourra penser que la France entre dans une période révolutionnaire :

ça commence toujours comme ça dans l'Histoire progressivement. Le pouvoir le sent et a décidé d'accélérer les mesures autoritaires, mais il sent aussi qu'il risque de mettre le doigt dans un engrenage. (...) C'est d'ailleurs presque logique, le pouvoir n'a qu'un seul choix – tenir par la répression ou partir. Les Français sentent bien d'ailleurs qu'au fond cette histoire de "Grand Débat" est une arnaque, puisque le président actuel a dit qu'il ne reviendrait pas sur toutes les réformes qu'il veut faire…"

2- "La vérité se trouve dans les faits et le peuple français à désormais compris que la non-possibilité de vivre dignement découle directement des décisions prises dans l'ombre des conseils d'administration des entreprises internationales apatrides (finances, industrie..) qui + ou – indirectement dictent ce qui se décide dans l'ombre toujours, de chaque conseil des ministres, jusque dans l'ombre du cabinet élyséen pour lequel ils ont eux-mêmes choisi le porte-parole en chef.

Les français n'étant pas des veaux ont fini par comprendre que tout cela n'était qu'une grande pièce de théâtre des plus mauvais goûts, et la conscience comme les idées ne seront jamais arrêtées par des textes de lois et autres mesures sécuritaires et répressives..."

Au passage.

- Lénine évoquait en 1912 " l'énorme majorité des « sans-droit »", c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs...

- L'histoire ne se répète pas (Léon Trotsky - Bilan et Perspectives)

Avis à ceux qui veulent à tout prix reproduire telle quelle telle ou telle révolution...

Défense du marxisme ou quelques enseignements de notre histoire.

LVOG - Changer les consciences pour changer la société et la vie, ou agir pour changer les conditions objectives dans lesquelles se forgent les conscience pour changer la société et la vie.

Dans le premier cas cela pendrait des siècles et des siècles ou une durée indéterminée, car il faudrait pratiquement tout reprendre à zéro avec chaque génération et ainsi de suite, de telle sorte qu'on n'en verrait jamais le bout ou cet objectif se perdrait dans la nuit des limbes. Et sachant qu'on ne pourra réellement éradiquer le capitalisme qu'à l'échelle mondiale, s'il fallait attendre que les 3 ou 4 milliards d'adultes soient parvenus à prendre conscience de leur condition pour atteindre cet objectif, autant dire qu'il faudrait attendre éternellement, ce qui ne peut qu'encourager à l'abandonner et nous conduire à se résigner à notre sort !

Dans le second, il suffirait que l'action des hommes parviennent à modifier les rapports sociaux sur lesquels repose la société pour que les consciences réalisent plus de progrès en un jour qu'en vingt ans ou davantage encore, car ils seraient amenés à faire l'expérience de rapports sociaux incarnant un niveau de conscience supérieur (et un mode de production supérieur) et à les comparer avec ceux de l'ancien régime, dit autrement au contact de rapports sociaux incarnant un niveau de conscience supérieur, ils seraient amenés à l'adopter après avoir constaté ses bienfaits...

Bilan et Perspectives - Léon Trotsky 1916

Extraits.

Il serait stupide, à l'heure actuelle, de nier la nécessité pour le prolétariat de se préparer à une telle tâche (conquérir, dans une lutte ouverte, le pouvoir politique. Trotsky - LVOG) . Les vieux blanquistes pouvaient espérer le salut de l'initiative d'organisations conspiratives structurées indépendamment des masses; seuls, au pôle opposé, les anarchistes peuvent escompter une explosion spontanée, élémentaire, des masses, une explosion dont nul ne puisse dire le but. Les social-démocrates, eux, parlent de la conquête du pouvoir en tant qu'action consciente d'une classe révolutionnaire. (...)

Mais bien des idéologues socialistes (idéologues dans le pire sens du terme : celui d'hommes qui mettent toute chose la tête en bas) parlent de préparer le prolétariat pour le socialisme dans le sens de le régénérer moralement. Le prolétariat, et même "l'humanité" en général devraient tout d'abord se dépouiller de leur vieille nature égoïste, l'altruisme devrait dominer la vie sociale, etc. Comme nous sommes encore très loin d'un tel état de choses, et que la "nature humaine" change très lentement, voilà le socialisme différé de plusieurs siècles. Un tel point de vue semble probablement très réaliste et évolutionniste, etc., mais il n'est, en réalité, que le fruit de plates considérations moralisantes. On admet qu'une psychologie socialiste doit se développer avant l'avènement du socialisme; en d'autres termes, qu'il est possible, pour les masses, d'acquérir une psychologie socialiste sur la base des rapports capitalistes. Il ne faut pas ici confondre l'effort conscient vers le socialisme avec une psychologie socialiste. Cette dernière suppose l'absence de motivations égoïstes dans la vie économique; cependant que, si le prolétariat aspire au socialisme et lutte pour le socialisme, cela résulte de sa psychologie de classe. Quel que soit le nombre de points communs qu'il puisse y avoir entre la psychologie de classe du prolétariat et la psychologie socialiste sans classe, un gouffre profond ne les en sépare pas moins. (...)

Si le socialisme voulait créer une nouvelle nature humaine dans les limites de l'ancienne société, il ne serait rien d'autre qu'une nouvelle édition des vieilles utopies moralisantes. Le socialisme n'a pas pour but de créer une psychologie socialiste comme prémisse du socialisme, mais de créer des conditions de vie socialiste comme prémisses d'une psychologie socialiste.

LVOG - Voilà le compte réglé à ceux qui veulent s'attaquer aux préjugés archaïques de larges couches des masses, qui voudraient changer leur mentalité dans le cadre du régime capitaliste, et qui en fait emboîtent le pas à ses représentants qui se servent de ces préjugés pour mener leur guerre psychologique contre les masses afin de les diviser pour affaiblir leur résistance à leur politique antisociale.

Oui, ce seront des travailleurs bourrés d'illusions et de préjugés qui feront la révolution, ils s'en débarrasseront au cours du processus révolutionnaire pour certains ou plus tard pour d'autres, beaucoup plus tard pour d'autres encore.

La dialectique de la révolution russe de 1905

- 1905 - L. Trotsky.

Extraits.

- “ Souverain, nous, les ouvriers, nos enfants, nos femmes et nos vieillards débiles, nos parents, nous sommes venus vers toi, souverain, pour demander justice et protection. Nous sommes réduits à la misère, on nous opprime, on nous accable de travail au -dessus de nos forces, on nous injurie, on ne veut point reconnaître en nous des hommes, on nous traite comme des esclaves qui doivent endurer leur sort et se taire. Nous avons patienté, mais on nous précipite de plus en plus dans l'abîme de l'indigence, de l'asservissement et de l'ignorance.

Le despotisme et l'arbitraire nous écrasent, nous étouffons. Les forces nous manquent, souverain ! La limite de la patience est atteinte ; pour nous, voici venu le terrible moment où la, mort vaut mieux que le prolongement d'insupportables tourments. ”

Tels sont les accents solennels dans lesquels la menace des prolétaires gronde à travers la supplique des sujets ; tel est le début de la fameuse pétition des ouvriers de Pétersbourg.Elle dépeignait toutes les persécutions et toutes les injures que le peuple subissait. Elle énumérait tout : depuis les courants d'air qui traversaient les fabriques jusqu'à la servitude politique du pays. Elle demandait l'amnistie, les libertés publiques, la séparation de l'Eglise et de l’Etat, la journée de huit heures, le salaire normal et l'abandon progressif de la terre au peuple. Mais, avant tout, elle exigeait la convocation d'une assemblée constituante, élue par le suffrage universel non censitaire.

“ Voilà, souverain, disait enfin la pétition, les principaux besoins que nous te soumettons. Ordonne et jure de les satisfaire, et tu rendras la Russie puissante et glorieuse, tu imprimeras ton nom dans nos coeurs, dans les coeurs de nos enfants et petits - enfants, à tout jamais. Si tu refuses d'entendre notre supplication, nous mourrons ici, sur cette place, devant ton palais. Il n'y a point d'autre issue pour nous, nous n'avons aucun motif d'aller ailleurs. Devant nous, il ne reste que deux voies : celle qui mène à la liberté et au bonheur, celle qui mène à la tombe. Indique-nous, souverain, celle que nous devons choisir, nous la suivrons sans répliquer, quand bien même ce serait le chemin du trépas. Que notre vie soit sacrifiée pour la Russie épuisée par les tourments. Nous ne regretterons point ce sacrifice, nous l'offrirons volontiers. ”

Et ils l'offrirent en effet.

La pétition des ouvriers opposait à la phraséologie confuse des résolutions libérales les termes précis de la démocratie politique ; de plus, elle y introduisait l'esprit de classe en exigeant le droit de grève et la journée de huit heures. Sa signification politique n'est cependant pas dans le texte, mais dans le fait. La pétition servait de prologue à une action qui unirait les masses ouvrières en face du fantôme d'une monarchie idéalisée, et cela pour dresser immédiatement l'un contre l'autre le prolétariat et la monarchie réelle, comme deux mortels ennemis.

A la tête du mouvement se trouve la “ Société des ouvriers des fabriques et usines ”, organisation d'origine policière. Les radicaux, que leur politique de banquets a acculés dans une impasse, brûlent d'impatience. Ils sont mécontents du caractère purement économique de la grève et poussent en avant le meneur du mouvement, Gapone. Celui-ci s'engage dans la voie de la politique et trouve, dans les masses ouvrières, un tel débordement de mécontentement, d'irritation et d'énergie révolutionnaire que les plans de ses inspirateurs libéraux s'y perdent et s'y noient. La social-démocratie passe au premier plan. Elle est accueillie par des manifestations hostiles, mais bientôt elle s'adapte à son auditoire et le subjugue. Ses mots d'ordre deviennent ceux de la masse et sont fixés dans la pétition.

- Le véritable acteur, c'était le prolétariat. Il commence par une grève, s'unifie, formule des exigences politiques, descend dans la rue, attire à lui toutes les sympathies, tout l'enthousiasme de la population, se heurte à la force armée et ouvre la révolution russe.

- ...le soviet de Pétersbourg fut un exemple et un modèle pour Moscou, Odessa et plusieurs autres villes. Mais il faut dire surtout

que cette organisation, qui était vraiment l'émanation de la classe des prolétaires, fut l'organisation type de la révolution. Tous les événements pivotèrent autour du soviet, tous les fils se rattachèrent à lui, tous les appels vinrent de lui.

- Qu'était-ce donc que le soviet ?

Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin pratique, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison ; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique ; l'essentiel enfin, c'était de pouvoir la faire surgir dans les vingt-quatre heures. Le parti social-démocrate qui unissait étroitement, dans ses retraites clandestines, plusieurs centaines, et, par la circulation des idées, plusieurs milliers d'ouvriers à Pétersbourg, était en mesure de donner aux masses un mot d'ordre qui éclairerait leur expérience naturelle à la lumière fulgurante de la pensée politique ; mais ce parti n'aurait pas été capable d'unifier par un lien vivant, dans une seule organisation, les milliers et les milliers d'hommes dont se composait la masse : en effet, il avait toujours accompli l'essentiel de son travail dans des laboratoires secrets, dans les antres de la conspiration que les masses ignoraient. Le parti des socialistes-révolutionnaires souffrait des mêmes maladies de la vie souterraine, aggravées encore par son impuissance et son instabilité.

Les difficultés qui existaient entre les deux fractions également fortes de la social-démocratie d'une part, et leur lutte avec les socialistes-révolutionnaires de l'autre, rendaient absolument indispensable la création d'une organisation impartiale. Pour avoir de l'autorité sur les masses, le lendemain même de sa formation, elle devait être instituée sur la base d'une très large représentation. Quel principe devait-on adopter ? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existât entre les masses prolétaires, dépourvues d'organisation, était le processus de la production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentations aux entreprises et aux usines.

LVOG - Il fallait y ajouter les masses non prolétariennes ou semi-prolétariennes, ce qu'on appelle de nos jours les couches inférieures des classes moyennes amenées à se paupériser ou disparaître sous le néolibéralisme.

A ceux qui s'offusquent parce que le mouvement des gilets jaunes ne correspondrait aux stéréotypes d'organisations du mouvement ouvrier, imaginez un peu le hurlement qu'ils pousseraient si c'était une "organisation d'origine policière" qui en était à la tête !

Pire, bien pire encore, c'est que la réaction le sait, elle sait à quel point l'extrême gauche est décomposée, dogmatique et gauchiste à ses heures, et elle en profite pour agiter le spectre de l'extrême droite qui serait à la tête du mouvement initié par les gilets jaunes de telle qu'il apparaisse infréquentable ou de maintenir le mouvement ouvrière à l'écart au lieu de s'y associer, elle leur donne des arguments pour justifier leur gauchisme. Il faut préciser que cela ne concerne pas tous les dirigeants ou tous les partis de l'extrême gauche, ils se reconnaîtront.

Au lieu de rejoindre ou de participer à ce mouvement populaire et de mener un combat loyal pour en prendre la direction et l'orienter dans la bonne direction, ils le dénigrent ou le méprisent, ils font le jeu de la réaction, bref, ils manquent à tous leurs devoirs.

La dialectique de la révolution russe de 1917.

- Une leçon dure, mais nécessaire - Lénine 25 février 1918

Extrait. Le 27 février 1917, le prolétariat russe a renversé la monarchie en agissant en commun avec une partie de la paysannerie, réveillée par le cours des événements militaires, et avec la bourgeoisie. Le 21 avril 1917, il a renversé le pouvoir absolu de la bourgeoisie impérialiste et fait passer le pouvoir entre les mains des partisans petits-bourgeois de la conciliation avec la bourgeoisie. Le 3 juillet, le prolétariat urbain, soulevé en une manifestation spontanée, a porté un coup au gouvernement conciliateur. Le 25 octobre, il l'a jeté bas et a instauré la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

LVOG - On appelle aussi ce processus dialectique, la révolution permanente, qui se développe naturellement jusqu'à son objectif final, la prise du pouvoir par les masses exploitées et opprimées sous la direction de la classe ouvrière ou l'accomplissement de ses tâches historiques. La théorie de la révolution permanence s'oppose à celle de la révolution par étape, dans la mesure où seule l'objectif final exprime consciemment ou concentre l'ensemble du processus dialectique, il consacre son achèvement.

L'évolution des rapports des classes et couches de ces classes qui participent au processus révolutionnaire en déterminent les différentes étapes et les objectifs politiques, dès lors seule la classe indépendante peut incarner consciemment son degré le plus élevé et doit en prendre la direction, fixer son objectif final, la classe ouvrière et les partis ou courants politiques qui luttent à ces côtés...

A la conquête de la majorité des masses exploitées et opprimées.

- Une des questions fondamentales de la révolution - Lénine 14 septembre 1917

Extrait. Pendant une révolution populaire, c'est-à-dire une révolution qui a appelé à la vie les masses, la majorité des ouvriers et des paysans, seul un pouvoir s'appuyant ouvertement et sans réserve sur la majorité de la population peut être stable.

LVOG - De nos jours, ce sont les ouvriers et les employés, les masses semi-prolétariennes des villes et des campagnes, les couches inférieures de la petite bourgeoisie qui en partagent en partie les conditions ou dont le sort dépend de la classe ouvrière qui constituent la majorité de la population.

La conquête de la majorité de la population par le prolétariat ne peut pas passer par le bulletin de vote ou la dialectique de la conquête du pouvoir par les masses exploitées et opprimées.

Le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. (Lénine)

- Les élections à l'assemblée constituante et la dictature du prolétariat - V. Lénine, 1919.

Extraits. Cette dialectique, les représentante de la 2e Internationale n'ont jamais pu la comprendre : le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. Mais limiter ou conditionner cette conquête à l'acquisition électorale, sous la domination bourgeoise, témoigne ou d'une inguérissable indigence intellectuelle ou tout bonnement, du désir de tromper les travailleurs. Pour mettre de son côté la majorité de la population le prolétariat doit, tout d'abord, renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir gouvernemental, introduire ensuite le système des Soviets, après avoir brisé l'ancien appareil de l'État, — ce qui anéantit instantanément la domination, l'autorité de la bourgeoisie et des petits-bourgeois conciliateurs sur les masses laborieuses non-prolétariennes. Il doit enfin, en troisième lieu, achever de détruire l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la majorité des masses laborieuses non prolétariennes en réalisant révolutionnairement leurs desiderata économiques, aux dépens des exploiteurs.

La possibilité de ces faits est naturellement conditionnée par un certain degré d'évolution capitaliste. Sans cette condition fondamentale il ne peut y avoir ni formation du prolétariat en une classe distincte, ni succès de sa longue préparation, de son éducation, de son aguerrissement par des années de grèves, de manifestations, de lutte contre les opportunistes chassés et déshonorés. Sans cette condition fondamentale on ne peut concevoir le rôle économique et politique des centres, dont la conquête équivaut pour le prolétariat à celle de tout le pouvoir politique, ou plus exactement de son noeud vital, de son nerf essentiel. Sans cette condition fondamentale, cette proximité, cette parenté de situation du prolétariat et des classes laborieuses non prolétariennes qui est indispensable à l'influence du prolétariat sur ces masses, un succès de son action à leur égard ne peut exister. (...)

Seules les illusions des petits bourgeois démocrates, des « socialistes » et des « social-démocrates » de même que de leurs leaders actuels les plus marquants, peuvent faire croire qu'en régime capitaliste les masses laborieuses peuvent atteindre un degré de conscience assez élevé, une fermeté de caractère, une perspicacité, une largeur de vues politiques suffisante pour avoir la possibilité de décider à l'avance par le seul vote, ou, d'une façon générale, pour décider de quelque manière que ce soit, sans une longue expérience de lutte, de suivre telle classe, tel parti défini. (...) (La révolution "par les urnes" ou "citoyens" est un leurre, une supercherie politique, ce que nous n'avons cessé d'affirmer, et toujours combattu.

Bien entendu pour qu'un processus révolutionnaire ait une chance de se développer et d'aboutir il faut au départ que les masses laborieuses aient atteint un minimum de conscience politique, qui ensuite se nourrira de leur propre expérience et pourra s'élever à un niveau supérieur. Si maintenant leur niveau de conscience était trop faible au début de ce processus, il ne pourrait pas en prendre conscience par la suite et le processus révolutionnaire serait amené à avorter ou à d'interrompre rapidement, à échouer avant même d'avoir pu se développer au niveau national.

D'où le combat politique acharné qu'on a mené sur tous les plans pour déblayer le terrain aux masses, saper les bases régimes avant que ce processus commence, de manière à ce que leur niveau de conscience soit suffisamment élevé pour qu'il puisse se développer dès le début de l'offensive contre le régime, sans autre prétention, de telle sorte que lorsque sonnerait l'heure de l'affrontement direct avec le régime les masses y soient préparées ou abordent cette étape de la lutte de classes dans les meilleures conditions possibles, stratégie qui n'a pratiquement trouvé aucun relais ou écho au sein du mouvement ouvrier il faut bien l'avouer.

Ce travail a davantage été réalisé par des membres des classes moyennes ou extérieurs à la classe ouvrière, et qui pour cette raison était incapable de l'armer théoriquement ou de définir les objectifs politiques qu'un mouvement révolutionnaire devrait adopter.

De mon côté, j'ai sous-estimé les conditions de la classe ouvrière et des couches inférieures des classes moyennes rurales. Je n'ai pas perçu que leur situation était devenue quasi désespérée et les amènerait à se soulever, pour avoir concentré exclusivement mon attention sur le reste de la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. Ne vivant plus en France depuis plus de 22 ans et en étant isolé, je suis passé à côté de ce facteur. Et il semble que j'aie pas été le seul dans ce cas-là, apparemment il a surpris tous les partis ouvriers qui pourtant sont plus ou moins implantés dans tout le pays, un comble, à croire qu'ils étaient

tous sourds et aveugles ! Il était d'autant plus difficile à cerner que le prolétariat rural est atomisé, peu ou pas organisé. On y reviendra plus tard. - LVOG)

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne condamnait d'une part les masses à un état d'abrutissement, d'intimidation, d'éparpillement (voyez la campagne !), d'ignorance, — et si d'autre part, il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes. (Fonction des médias, de leurs instituts de sondages, leurs réseaux (a)sociaux de nos jours. - LVOG)

C'est pourquoi le prolétariat seul peut conduire les travailleurs du capitalisme au communisme. Que les masses laborieuses petites-bourgeoises ou à demi petites-bourgeoises puissent résoudre à l'avance le plus grave des problèmes historiques : « être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie » - il n'y faut pas penser. Les hésitations des masses laborieuses non prolétariennes sont inévitables ; il est inévitable aussi qu'elles aient besoin de leur propre expérience pratique afin de comparer le gouvernement de la bourgeoisie et celui du prolétariat.

Les adorateurs de la « démocratie conséquente » qui s'imaginent que les questions politiques les plus importantes peuvent être tranchées par des votes perdent constamment cette circonstance de vue. En fait, ces questions, si la lutte les rend très aiguës et tarés âpres, sont tranchées par la guerre civile et dans cette guerre civile, l'expérience des masses laborieuses non prolétariennes (celle des paysans en premier lieu) joue un rôle énorme : elles ont à comparer le pouvoir du prolétariat et celui de la bourgeoisie.

LVOG - Ce texte qui date de 1919, donc deux ans après le renversement de l'ancien régime en Russie, contient des enseignements qui s'appliquent avant la révolution

Actuellement en France, les masses laborieuses non prolétariennes ne peuvent pas encore "comparer le pouvoir du prolétariat et celui de la bourgeoisie", en revanche elle peuvent comparer l'attitude des représentants de la réaction avec celui du mouvement ouvrier qui dans l'ensemble est similaire et épouvantable, puisque les syndicats refusent de s'associer au mouvement populaire insurrectionnel qui a démarré le 17 novembre2018. A ma connaissance, il n'existe pas de convergence entre ce mouvement et les sections syndicales d'entreprises (privé) ou d'administrations (public) qui n'y sont pas représentées. C'est aux militants syndicaux de prendre cette initiative puisque leurs dirigeants y sont hostiles. Ils doivent y associer les travailleurs de leurs entreprises en constituant des comités ou des sections de ce mouvement...

La fuite en avant est entamée.

- Avec les choix de Macron, on entre dans l'aventure par Michel Pinault - 5 janvier. 2019

Michel Pinault - Historien, membre du Groupe d'histoire sociale (GHS), recherches sur l'histoire des sciences et des milieux scientifiques.

Après le président Macron qui qualifiait les gilets jaunes, dans ses « vœux » du 31 décembre, de « foule haineuse », mais après Castaner qui avait parlé de « factieux », voici Griveaux qui voit, dans ceux qui poursuivent le mouvement, des « agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement ». Au-delà des mensonges, le ton est à l'aggravation de la répression avec l'intention d'en finir avec le mouvement, dans la suite logique des propos de Macron qui avait appelé au « rétablissement de l'ordre républicain qui sera assuré sans complaisance ». Après le mépris puis les miettes distribuées sans répondre aux principales demandes et doléances, voici venir la reprise en main.

Au lieu de miser sur une baisse de la tension, sur un dialogue sincère et sans conditions préalables, sur la réponse à ceux qui ne voient pas une prise en compte des demandes des gilets jaunes dans les concessions faites jusque-là, arque bouté sur son projet de réforme libérale à la hussarde de la société française, le gouvernement choisit la confrontation.

Le pouvoir qui avait déjà exercé la pire des violences policières et provoqué ainsi de multiples blessures, parfois invalidantes, chez les manifestants et qui avait appelé les juges à prononcer « les peines les plus sévères » contre ceux qui avaient été capturés, très souvent sans motif valable, veut une solution policière et autoritaire à la crise de crédibilité et d'autorité qui l'atteint. Voilà qu'on pressent un retour possible à une situation que la France n'avait même pas vécue lors de la crise de mai-juin 68 et qu'elle n'avait plus connue depuis la répression des manifestations contre la guerre d'Algérie voire depuis la répression des grandes grèves ouvrières de 1947.

L'homme qu'on avait vu au départ comme un courtisan vaniteux, arriviste et sans scrupules, comme un bonimenteur fatigué, un dissimulateur maladroit, un attrape-tout menteur et cynique, et finalement comme un aventurier à la vocation autoritaire non dissimulée auquel les « élites » avaient décidé de livrer le pays (voir à ce sujet notre post de blog d'avril 2017 intitulé « Une aventure », sur ce site), révèle, après un peu moins de deux ans de ce mandat présidentiel obtenu à l'esbroufe, sa tentation de se mouler dans ce que la droite - qu'on appelait « le parti de l'Ordre » - a produit de plus insupportable au cours des deux siècles qui ont suivi la Révolution ; on pense à l'exemple de Louis Napoléon Bonaparte, ce premier président de la République élu au suffrage universel devenu l'homme du coup d'État sanglant du 2 décembre 1851 que Victor Hugo traitait de « Napoléon-le-petit »

et qu'il dénonça sans relâche depuis l'exil, en particulier dans Les Châtiments**, et à l'exemple d'Adolphe Thiers, l'homme qui fut le massacreur de la Commune de Paris de 1871 (25 000 assassinés, sans doute) et que Karl Marx qualifiait de « nabot monstrueux (qui) a tenu sous le charme la bourgeoisie française pendant plus d'un demi-siècle parce qu'il est l'expression intellectuelle la plus achevée de sa propre corruption de classe ».

Le choix de la surdité, de la manipulation mensongère, de la menace et de la violence répressive, la promesse d'un « retour à l'ordre », via les bras de la police et de la justice, face aux demandes et doléances exprimées pacifiquement par les gilets jaunes et où se mêlent des aspirations à plus de liberté, d'égalité et de fraternité - considération et respect, justice fiscale et sociale, expression citoyenne et réformes démocratiques, moins d'égoïsme et plus d'« en commun » -, ce choix est lourd de menaces pour la paix et le lien civiques. Il ne peut être analysé que comme un choix de caste, hautain et aveugle, de maintenir à tout prix ses privilèges et ses prérogatives.

Le gouvernement met en scène sa proposition de soi-disant « grand débat national » pour se présenter comme ouvert au dialogue mais dans le même temps il ne dissimule pas qu'il s'agira d'un dialogue sourd - comme l'avaient déjà été les « concertations » autour de la loi Travail ou de la loi SNCF - et il affirme que « le cap sera maintenu », que les « réformes » (libérales) prévues seront menées à leur terme et que les principales demandes des gilets jaunes seront donc rejetées. Il s'agit donc d'un simple habillage. Aucune solution institutionnelle démocratique n'est envisagée à ce stade : le pouvoir est décidé à s'appuyer sur sa « majorité » fictive parmi les députés pour passer en force au Parlement. Ne peut s'ensuivre qu'une nouvelle fracture entre « le pays légal et le pays réel ». La fuite en avant est entamée.

Dans cette situation, tous les démocrates ne peuvent qu'être très inquiets. Ils doivent se rassembler pour arrêter les apprentis-sorciers qui détiennent le pouvoir, les appeler à la retenue et à l'ouverture, appeler à une issue politique respectueuse de l'esprit républicain. Et appeler à une réponse qui soit à la hauteur de toutes les doléances qui montent du pays.

LVOG - Même la chute de Macron et de son gouvernement ne suffirait plus maintenant, elle ne ferait que pousser les masses à profiter de cette victoire pour exiger davantage, le jugement des responsables d'hier et d'aujourd'hui de la situation actuelle, de la répression, la fin du régime, des institutions de la Ve République, ce qui déclencherait une guerre civile, puisque la classe dominante s'accrocherait au pouvoir les armes à la main, dont personne à cet instant ne peut prédire l'issue.

Tout dépendrait de la capacité de la classe ouvrière et des classes moyennes engagées dans ce processus révolutionnaire à s'organiser et à s'adresser à l'ensemble des travailleurs du pays pour que la majorité les rejoignent dans leur combat politique, le ralliement du mouvement ouvrier étant acquis et ses dirigeants traîtres chassés, il ne resterait plus qu'à neutraliser l'appareil policier et militaire de l'Etat ou à l'affronter, ce qui nécessiterait au préalable que la révolution se dote

Tribune libre de la lutte des classes.

Editorial de la Tribune des Travailleurs (POID) - Contre la marche au chaos, l'issue démocratique par Daniel Gluckstein - 3 janvier 2019

Un président de la République pris en flagrant délit de mensonges ; un sommet de l'État où on ne sait qui… distribue des passeports diplomatiques pour servir on ne sait quels intérêts privés ; une commission d'enquête parlementaire que sa présidente refuse de réunir pour couvrir les uns et les autres ; qui osera appeler cela une démocratie ?

La Ve République se meurt comme elle est née : un régime de coups tordus, de services secrets, d'officines parallèles, dont le président concentre tous les pouvoirs et bénéficie de toutes les impunités.

Jamais président n'avait été à ce point méprisé et rejeté par l'immense majorité.

Ce régime agonise… et pourtant il survit. Il est vrai que personne dans l'opposition politique n'appelle à le chasser ; et que du côté des organisations syndicales on continue à s'asseoir à la table de la concertation qui prépare les contre-réformes.

Personne, surtout, n'ose avancer l'exigence qu'appelle toute la situation : rompre avec la politique menée depuis des décennies contre les travailleurs et les jeunes.

La situation de chaos et de crise dans laquelle Macron entraîne le pays exige en effet des mesures radicales qui ne sauraient se limiter à un changement de Premier ministre ou à une réformette constitutionnelle (une dose de référendum, une autre de proportionnelle…). La démocratie exige la rupture avec la dictature de la classe capitaliste.

Car c'est de cela qu'il s'agit. Les mesures gouvernementales du 1er janvier visent à écraser encore plus chômeurs, salariés et retraités au motif des économies nécessaires. Et pourtant, de l'argent, le gouvernement en a pour transférer chaque année 40 milliards d'euros de fonds publics à l'armée, 41 milliards aux grandes banques (intérêts de la dette) et 40 milliards aux patrons (CICE). Quant aux entreprises du CAC 40, elles versent en un an 66 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Total :

187 milliards pour les militaires, les capitalistes, banquiers et actionnaires ! À quoi s'ajoutent les centaines de milliards de profits des entreprises hors CAC 40 et des multinationales étrangères en France, les exonérations de cotisations sociales et l'évasion fiscale…

La seule vocation de la Ve République et de l'Union européenne, c'est de permettre à une poignée de profiteurs d'extorquer toujours plus de profits en spoliant l'immense majorité des travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités, mères de famille, petits paysans, petits artisans.

La solution démocratique exige d'inverser l'ordre des choses : prendre à la minorité de capitalistes et d'accapareurs pour satisfaire les besoins de l'immense majorité.

Et, pour cela, balayer la Ve République et l'Union européenne, convoquer l'Assemblée constituante souveraine qui établira une authentique démocratie, forme politique inséparable de son contenu social : le gouvernement de la majorité, gouvernement ouvrier. Cette voie, la classe ouvrière a la capacité de l'ouvrir en réalisant son unité dans la grève générale avec ses organisations.

Telle est l'issue démocratique à laquelle travaillent les adhérents du POID préparant leur IIIe Congrès.

LVOG - Gluckstein est très fort, il a réussi à faire disparaître le mouvement populaire insurrectionnel du 17 novembre 2018 ! Il le méprise, et les travailleurs engagés dans ce combat lui rendent bien, dommage.

Si on devait attendre la grève générale pour ouvrir la voie qui permettrait d'atteindre ces objectifs politiques, compte tenu de l'atomisation de la classe ouvrière, de son extrême hétérogénéité par rapport au passé, le fait que les syndicats organisent moins de 5% des travailleurs du secteur privé, la moitié si on retire les syndicats jaunes et des cadres, le fait que le mouvement ouvrier est devenu dans une large proportion corporatiste ou que son orientation est corporatiste, qu'il n'organise plus que les couches privilégiées de la classe ouvrière, les plus corrompues par le capitalisme ou qui ont le moins intérêt à combattre pour un changement de régime, que le mouvement ouvrier demeure contrôlé par des agents du régime ou acquis au capitalisme, bref, on pourrait attendre longtemps, et si c'était ses organisations qui devraient prendre l'initiative, organiser ou contrôler la grève générale, l'éternité ou elle se terminerait comme chaque fois par une trahison ou l'enterrement de la révolution politique.

On aurait pu partager cet éditorial, à une réserve près que l'on formulera sous la forme d'une question : Cela veut dire quoi "convoquer l'Assemblée constituante souveraine", qui, quoi, comment ? Mystère, comme d'habitude.

Pourquoi ne pas faire référence à l'Appel de l'Assemblée populaire de Commercy qui montre la voie à suivre pour parvenir à la convocation d'une Assemblée constituante souveraine ?

Pourquoi se détourner ou ne pas s'inspirer des enseignements de la lutte de classe du passé, notamment ceux des révolutions russes de 1905 et 1917 ?

Quelle forme spécifique avaient-elles prise ? En 1905 spontanément les masses ont adopté les instruments qui étaient à leur disposition, puis elles se sont constituées en assemblées populaires, elles ont constitué dans la langue russe des soviets (conseil ou comité) sans attendre l'appel d'aucun parti ouvrier, le mouvement ouvrier russe, partis et syndicats s'y intègrera pratiquement immédiatement, les bolcheviks n'ayant pris aucune part à la fondation de ces soviets, y compris Lénine en 1905, en exil à Londres je crois, qui avait manifesté sa méfiance envers cette forme d'auto-organisation des masses avant de l'adopter et d'en devenir le plus fervent partisan.

Sur le terrain ou en contact quotidien avec les masses, les militants du POSDR adopteront cette forme d'organisation politique, s'y intègreront , ils conquièrent la confiance des masses et y devinrent majoritaires, ils définirent son orientation politique qui fut démocratiquement approuvée par les masses, pour finir, en 1905 et 1917 ils menèrent la révolution prolétarienne aussi loin qu'elle pouvait aller sans jamais la trahir, et après le coup d'essai de 1905, en 1917 ils remportèrent la victoire finale.

Pour revenir à l'insurrection populaire actuelle en France, force est de constater que l'immense majorité des travailleurs n'y pas ou pas encore. Pourquoi ? Apparemment cette question n'intéresse personne. Pourquoi ? Il est dit que la majorité des travailleurs la soutient passivement. Leur condition ne se sont pas suffisamment dégradée pour qu'elle franchisse le pas. On ne peut évidemment pas se contenter de cette explication, car dans ce cas-là, là aussi on risquerait d'attendre fort longtemps.

Si elle conserve encore le moral ou un brin d'optimisme dans le futur sous ce régime, il faut leur pourrir, leur casser, leur montrer à quel point il est illusoire d'espérer que la société s'améliorera sans un changement de régime, ce qui est juste mais qu'elle ignore, d'où la stratégie que j'ai développée dans sa direction qui repose sur la situation nauséabonde, l'atmosphère délétère qui règne désormais en France et qui empeste un peu plus chaque jour tous les rapports, phénomène à laquelle elle ne peut pas échapper, personne ne peut échapper, ne se monnaie pas, mais se traite à la racine, qu'il faut trancher, car c'est là que cela pue, les fondements du capitalisme entrés en putréfaction.

Pour certains ce mouvement populaire a déjà pris la forme d'une insurrection et pourrait être les prémices d'une révolution sans que personne n'ose la caractériser, hormis les petits bourgeois de droite qui y participent ou la soutiennent et qui rêvent d'une révolution nationale, qui dans ce cas-là aurait le contenue d'une révolution nationale-socialiste, de type fasciste, à laquelle l'oligarchie et ses représentants s'associeraient, d'où notamment les amalgames rouge-brun qui envahissent ses médias.

Il y a urgence à ce que les Assemblées populaires, qui ont commencé à éclore dans tout le pays, se dotent de quelques mots d'ordre de nature social et politique dans lesquels l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes pourraient se reconnaître, comme par exemple l'interdiction des licenciements déclarés illégaux, l'expropriation sans rachat des capitalistes du CAC40, l'annulation de la dette des particuliers et des petites entreprises, la retraites à 50 ou 55 ans, le smic, la retraite minimum, l'allocation adulte handicapée, l'allocation chômage à 1800 euros nets, la gratuité totale de l'école, de l'université, des transports en commun, des traitements et des frais médicaux, la convocation d'une assemblée constituante souveraine ou qui détiendrait le pouvoir politique, l'abolition de la Constitution de la Ve République. Les autres qui ne figurent pas dans cette liste et qui sont tout aussi déterminants suivraient, disons naturellement.

Pour revenir au passage de Lénine et à la révolution de 1905.

- Elle a commencé par des pétitions au souverain...
- A l'initiative d'une organisation extérieure à la classe ouvrière, mais dont elle s'était saisie avant de l'abandonner...
- Dont le principal dirigeant était un agent provocateur...
- Les grèves se multipliaient dans tout le pays de manière désordonnée...
- Puis les grévistes s'organisèrent pour unifier leur lutte et formèrent des soviets ou conseils ouvriers qui succéda à l'organisation d'origine policière...
- Aux mots d'ordre à caractère social étaient associés des revendications politiques...
- Les militants du principal parti ouvrier, le POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie), prirent le relais des libéraux radicaux...
- Ces conseils ou soviets rassemblaient désormais l'ensemble des classes exploitées et leurs représentants, dont des délégués syndicaux d'entreprises, d'universités, des militants des différents courants politiques du mouvement ouvrier. Ils formèrent en quelque sorte le gouvernement de la révolution...

En 2019 qu'avons-nous ?

- Un mouvement quasi insurrectionnel non-organisé qui n'a pour seul support que Facebook, dont les références vont de 1789 au coup d'Etat de l'Otan et des milices néonazis à Kiev (Maïdan) en Ukraine, précisons que ceux qui s'en réclament ne semblent pas avoir conscience de la nature de ce coup d'Etat, ce sont de dangereux aventuriers. Ce mouvement est traversé par de nombreux courants poursuivant des objectifs politiques contradictoires, on peut dire que tous les courants politiques y sont présents...

- Des représentants de ce mouvement plus ou moins autoproclamés et extérieur au mouvement ouvrier, qui n'ont acquis ni l'expérience ni les connaissances pour diriger une révolution. Ce sont eux qui ont appelé aux acte I à 9 à Paris depuis le 17 novembre 2018...

- Des Assemblées populaires dans un certain nombre de ville qui rassemblent des centaines de travailleurs de toute condition, voire des milliers. Combien existe-t-il d'assemblées dans ce genre, je l'ignore à l'heure actuelle.Elles tentent de se fédérer à l'échelon nationale...

- Deux mouvements en fait coupés du mouvement ouvrier et dont les objectifs politiques ne sont semble-t-il pas les mêmes...

Le premier viserait plutôt, au pire à une révolution nationale ou de type nationale-socialiste, au mieux à une réforme démocratique (illusoires, impossibles) des institutions, tandis que l'autre viserait une révolution politique ou démocratique. Aucun ne vise une révolution socialiste, même si le second fait référence à la Commune de 1871. Le premier pourrait être instrumentalisé ou noyauté par l'extrême droite, donc au conditionnel car je manque d'éléments pour en juger définitivement, certains éléments ou meneurs autoproclamés qui se disent apolitiques, pourraient en fait être manipulés par l'extrême droite, à moins que leur confusion soit le produit de leur ignorance ou les deux à la fois, je n'en sais rien...

- Un prolétariat urbain qui se révolte ainsi que certaines couches inférieures des classes moyennes rurales...

- Un mouvement soutenu en parole par des dirigeants de certains partis ouvriers incapables de mobiliser leurs troupes ou leurs électeurs, de sorte que seule une minorité d'entre eux y participent... Rappelons que Mélenchon avait obtenu plus de 9 millions de voix, où sont-ils passés ? Pas dans la rue en tout cas...

- Des partis ou formations d'extrême gauche dont les effectifs sont très faibles, qui pour la plupart participent à ce mouvement sans en comprendre réellement la nature...

- Des syndicats qui au sommet y sont hostiles, tandis qu'à la base de plus en plus de militants s'y investissent.

- Des dizaines de mouvements sociaux ou grèves dans tout le pays dont les revendications visent des objectifs immédiats, ils sont de nature alimentaire et aucune coordination n'existe entre eux...

- Une agitation dans les collèges et les universités qui ne parvient pas à se généraliser...

- Un président de la République littéralement haï par l'immense majorité, incapable de saisir la situation et qui croit qu'en distribuant quelques miettes et en recourant à une féroce répression ce mouvement pourrait cesser, en vain. Un président de la République qui affiche son mépris des masses laborieuses et qui affirme qu'il gardera le "cap", qu'il ne changera pas de politique, annonçant son intention d'appliquer son programme ultra réactionnaire quoi qu'il arrive...

- Des partis de droite qui volent au secours du régime, normal, ils sont totalement inaudibles, y compris chez leurs partisans débousolés par le développement de la situation...

- Une extrême droite qui se pose en dernier rempart des institutions ou du régime, et qui après avoir tenté d'infiltrer ce mouvement en a été (en partie) expulsée, maintenant elle ne cherche plus qu'à le récupérer sur le plan électoral...

- Des forces de polices divisées, de même que l'armée, mais qui demeurent fidèles au régime...

- Une crise économique qui s'aggrave provoquant la démission hier (7 janvier 2019) du président de la Banque mondiale...

Lu dans le blog de la tendance Claire du NPA.

- "*Sans le soutien des chefs syndicaux comme Berger (CFDT), Martinez (CGT), Veyrier (FO), Beynel (Solidaires) et Groison (FSU), Macron ne pourrait pas continuer ses réformes, ni réprimer avec une telle brutalité la mobilisation. Il devrait céder. Alors, c'est essentiel de se battre pour faire basculer nos organisations dans la lutte contre Macron et son monde. C'est à nous de décider, car c'est à nous qu'elles appartiennent, pas aux bureaucrates !*"

Qu'attendez-vous pour réunir votre section syndicale et la faire adhérer à l'Assemblée populaire la plus proche de votre lieu de travail ou pour créer un comité du mouvement du 17 novembre ? Qu'attendez-vous pour adresser cette exigence à votre union locale, départementale, à votre fédération, au bureau confédéral de votre syndicat ? Qu'attendez-vous pour lancer un appel en direction des salariés de votre boîte ou des agents de votre administration, lycée, université, pour qu'ils participent à ce mouvement populaire ?

Et puis, on va vous dire un truc, s'ils soutiennent Macron après avoir appelé à voter pour lui ou refusé d'appeler au boycott du second tour de la présidentielle en 2017, ce n'est peut-être pas uniquement parce que ce sont des agents (avérés) du régime, c'est peut-être aussi parce que les secteurs d'activité où ils sont implantés partagent majoritairement leur position. Vous êtes-vous au moins posés la question un jour ? Pour bien vous connaître, je répondrai non à votre place, avec une marge d'erreur de 0,1% je vous l'accorde volontiers. Maintenant, l'état d'esprit de ces travailleurs peut encore évoluer.

Si on n'a pas les dirigeants syndicaux qu'on mérite, on est tout de même en droit de se demander qu'est-ce qu'ils foutent là, qui les a mis en place et pourquoi, non ? Cette question est tabou, je le sais et c'est la raison pour laquelle je la pose parce que moi je n'en ai pas. Si les travailleurs étaient révolutionnaires, croyez-vous que ces dirigeants pourris pourraient se maintenir un jour de plus ? Non, évidemment, comme Macron ils les dégageraient. S'ils ne sont pas révolutionnaires, ils sont quoi alors ? Allez, répondez.

- "Nous savons que nous sommes nombreux à porter ce combat à la base. Mais pour lui donner bien plus de la force, nous devons nous regrouper à tous les niveaux pour peser dans la situation et faire basculer nos syndicats nationaux, nos fédérations, nos confédérations."

L'intention est bonne, mais je crains que cela soit insuffisant. Que disait Lénine, il faut commencer par conquérir la majorité des masses, la majorité, cela vous dit-il quelque chose ? Aujourd'hui la majorité des travailleurs ne bougent pas, pourquoi, on a fourni plusieurs explications qui permettent de répondre à cette question, je vous y renvoie.

Au fait, une précision, ils avaient écrit "*nous sommes nombreux/ses*", donc j'ai rectifié, je ne publierai jamais un document ou un passage d'un texte rédigé en recourant à l'écriture inclusive, nous sommes là pour aider les travailleurs à progresser et non à régresser. Il n'y a que des désoeuvrés ou décérébrés et la gauche libérale-libertaire pour l'employer, la plus réactionnaire.

Qui a dit ?

- "*Il faut que le gouvernement entende raison.*"

Qui colporte l'illusion criminelle qu'il pourrait satisfaire les exigences sociales et politiques du mouvement populaire du 17 novembre ?

Réponse : Le député LFI du Nord Adrien Quatennens, dimanche sur franceinfo.

Au moment même où se développe un mouvement populaire insurrectionnel qui manifeste que les masses sont en train de rompre avec le régime et cherche la voie pour l'abattre, ce discours est contre-révolutionnaire.

Les besoins sociaux et les aspirations démocratiques des travailleurs sont incompatibles avec l'existence du capitalisme en crise et des institutions de la Ve République, donc il faut les abolir en commençant par s'emparer du pouvoir politique pour immédiatement après s'attaquer aux fondements du capitalisme, tâche historique qui revient à la classe ouvrière à laquelle doivent s'allier les couches moyennes qui n'ont aucun intérêt à la survie du capitalisme et ses institutions antidémocratique, telle est la dialectique du processus révolutionnaire.

En macronnie.

A valeur d'exemple pour la France : Macron dégage !

- Pour la première fois, un roi abdique en Malaisie - Liberation.fr 07.01

La légitimité de Muhammad V, 49 ans, était contestée depuis les rumeurs de son mariage avec une Miss russe de 25 ans. Liberation.fr 07.01

Les psychopathes osent tout, la preuve. Cynisme assumé.

- Emmanuel et Brigitte Macron à l'hôpital : ce cliché qui choque les internautes - voici.fr 05.01

Emmanuel Macron et sa femme ont rendu visite aux patients du centre de lutte contre le cancer Gustave Roussy.

En colère, ils ont crié leur mécontentement sur la page Facebook de l'hôpital, qui a partagé vendredi 4 janvier un cliché d'Emmanuel et Brigitte Macron, entourés d'une partie du personnel soignant. Sur cette photo, on peut voir le sourire du chef de l'Etat, accroupi avec sa compagne au premier plan. Cette apparition du couple n'a pas du tout plu à de nombreux anonymes, qui ont expliqué dans les commentaires de la publication pourquoi ce cliché d'Emmanuel Macron ne passait pas.

Une utilisatrice de Facebook a fermement critiqué les sourires affichés par le président et par le personnel : « Quand on pense que son gouvernement vient de refuser d'aider la recherche contre le cancer chez les enfants… Mais quels hypocrites, il aurait mérité un mépris total ou au moins d'être interpellé sur toute sa politique qui tue la santé ». La réaction de cette internaute a fait réagir beaucoup de monde, mais ce n'est pas la seule. Une autre, qui a malheureusement perdu son enfant, se dit « choquée » par la sortie d'Emmanuel Macron : « Et ils osent se pavaner comme ça… J'en pleure… » Un dernier n'hésite pas à écrire : « Il aurait mieux valu un clown. » voici.fr 05.01

Macron est isolé, achevons-le !

- Sondage : 75% des Français sont mécontents de l'action du gouvernement, sa cote de popularité en baisse - franceinfo 03.01

Les trois quarts (75%) des Français sont mécontents de l'action du gouvernement, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié jeudi 3 janvier.

Neuf sympathisants socialiste sur dix (90%) désapprouvent le gouvernement, tout comme les proches de La France insoumise (89%).

Selon le sondage, le gouvernement mécontente non seulement les Français les moins aisés (87%) et les ouvriers (82%), mais aussi les cadres (54%) et les CSP+ (67%), ainsi que la France rurale et périurbaine (77 à 79%), et les citadins (70% à 74%).

Pour certains membres du gouvernement, les niveaux de popularité sont d'une étonnante faiblesse : 12% de bonnes opinions seulement pour François de Rugy et 13% à 16% pour Nicole Belloubet, Benjamin Griveaux, Muriel Penicaud et Gérald Darmanin. franceinfo 03.01

Acte VIII

- Des gilets jaunes annoncent un "acte VIII" avec une lettre ouverte à Macron - Le HuffPost 4 janvier 2019

Le groupe de gilets jaunes "La France en colère" appelle à une nouvelle journée de mobilisation ce 5 janvier, en publiant une lettre ouverte adressée au président de la République et diffusée sur les réseaux sociaux ce jeudi 3 janvier.

"Nous ne sommes pas résignés, nous irons plus loin", dit la lettre partagée sur Twitter par l'une des porte-paroles du mouvement, Priscillia Ludosky, qui ajoute dans son tweet qu'un rassemblement aura lieu à l'Hôtel de Ville de Paris samedi.

À Paris, la marche (déclarée auprès de la Préfecture de police) devrait partir de l'Hôtel de Ville à 14 heures pour passer par l'Île de la Cité, Notre-Dame, le Musée d'Orsay et finir devant l'Assemblée nationale. Le groupe "La France en colère", également géré par le médiatique Éric Drouet, interpellé pour la deuxième fois mercredi soir et placé en garde à vue après une manifestation place de la Concorde, annonce par ailleurs des rassemblements "en région".

La mobilisation a nettement décru ces dernières semaines, mais de nouveaux appels à manifester samedi ont été lancés à Lyon, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Besançon, Clermont-Ferrand ou Nice.

Dans sa lettre ouverte "en réponse aux allocutions télévisées de monsieur Emmanuel Macron", "La France en colère" exprime de nouveau sa défiance envers le président et demande un dialogue. Refusant de participer au grand débat national annoncé par Emmanuel Macron, le groupe demande la nomination d'une "personnalité respectable" pour "commencer les discussions (...) autour de la reprise de souveraineté du peuple".

"Trouvez donc une personnalité respectable qui n'ait pas été visée par des enquêtes judiciaires, qui n'ait été politisée en aucune façon, qui n'ait pas été l'objet de polémiques et qui soit sans reproches et non corrompue par le système financier", détaille le collectif.

"Nous nous défions de la mise en place de votre plan de consultation nationale. Nous le considérons comme un piège politique pour tenter de noyer le sujet qui vous terrifie : redonner la souveraineté au peuple de France par la mise en place du Référendum d'initiative citoyenne en toute matière, mais aussi dans la mise en place d'une baisse significative de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité, et enfin, une baisse significative de toutes les rentes, salaires, privilèges et retraites courantes et futures des élus et hauts fonctionnaires d'État."

- "Nous irons plus loin" : les "gilets jaunes" écrivent à Emmanuel Macron et annoncent un acte 8 - Franceinfo 4 janvier 2019

Le ton est très virulent. Dans une lettre de quatre pages, diffusée, jeudi 3 janvier, sur la page Facebook "La France en colère" qui réunit près de 300 000 personnes, les "gilets jaunes" s'adressent à Emmanuel Macron. "La colère va se transformer en haine si vous continuez, de votre piédestal, vous et vos semblables, à considérer le petit peuple comme des gueux, des sans dents, des gens qui ne sont rien", préviennent-ils. Cette lettre se veut une réponse aux vœux du président de la République du 31 décembre. Le chef de l'Etat avait notamment ciblé ceux qui "prennent pour prétexte de parler au nom du peuple" mais qui ne sont "que les porte-voix d'une foule haineuse".

"Vous dénoncez maintenant, lors de vos vœux, des excès, des débordements ? Vous parlez sans nul doute des exactions de vos forces de l'ordre à l'égard des citoyens", ironisent les "gilets jaunes" dans cette lettre. Franceinfo 4 janvier 2019

- Un «porte-parole» de Gilets jaunes prédit «un soulèvement national avec des armes» - sputniknews.com 03.01

Presque deux mois après le lancement du mouvement des Gilets jaunes, Maxime Nicolle, alias Fly Rider, l'un des leaders des manifestants, a fait un direct sur Facebook mardi pour réaffirmer son intention de poursuivre la lutte. Selon lui, en 2019, des «gens préparent un soulèvement national avec des armes».

«Beaucoup de gens dans ce mouvement sont prêts à perdre la vie pour que notre futur soit meilleur. Des gens préparent un soulèvement national avec des armes», a déclaré Maxime Nicolle lors d'une diffusion en direct sur Facebook dans un groupe comptant plus de 150.000 membres.

Et d'ajouter: «Il y a des gens qui se préparent à être beaucoup moins pacifiques, voire plus du tout être pacifiques».

Dénonçant la politique d'Emmanuel Macron, il s'est adressé directement au Président français en le tutoyant.

«Tout ce qui se passe, c'est de la faute des gouvernements qui sont vendus par le fric. Aujourd'hui, il y a des gens qui ne lâcheront pas. Dans le pacifisme, en étant présent, en manifestant, etc… et d'autres qui ne veulent plus du tout être pacifiques parce qu'ils ont vu que tu as envoyé des flics taper leurs gosses, leurs grands-mères, leurs grands-pères, leurs frères, leurs sœurs, des femmes, des enfants», a-t-il ainsi lancé dans sa harangue. sputniknews.com 03.01

Essoufflement ou étouffement par les médias aux ordres.

- Ce que préparent les gilets jaunes pour leur "acte 8" samedi - huffingtonpost.fr 04.01

Ce samedi 5 janvier, des gilets jaunes entendent à nouveau se mobiliser malgré l'essoufflement du mouvement les semaines passées.

On peut recenser une dizaine d'autres événements pour la seule capitale sur Facebook

L'une des manifestations, déclarée auprès de la préfecture de Paris selon BFMTV, partira ainsi des Champs-Élysées en direction de la place de la Bourse (...) un autre événement invite à "continuer de faire le siège des médias".

Le dimanche 6 janvier, une marche des femmes gilets jaunes est aussi prévue à 11 heures, à Paris.

Quid de la mobilisation dans d'autres villes en France? Des événements Facebook ont été créés, appelant notamment à des manifestations à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, à Laval, Rennes, Brest, ou encore à Rouen. Cette dernière a été marquée par de nombreux débordements, lors du septième samedi de mobilisation.

À Firminy, dans la Loire, une marche solidaire est organisée afin de rendre hommage aux personnes décédées en France, depuis le 17 novembre, indique Le Progrès. Dans le sud de la France, la préfecture du Gard a décidé d'anticiper tout rassemblement, interdisant les manifestations sur plusieurs axes routiers dans le secteur de Nîmes et d'Alès...

L'acte 9 a, lui aussi, été d'ores et déjà programmé, à Bourges, le samedi 12 janvier. huffingtonpost.fr 04.01

Ils désespèrent : "Regain partout en France" ! "Le calme est donc loin d'être revenu" !

- Les "Gilets jaunes" maintiennent la pression - Reuters 5 janvier 2019

Des contestataires du mouvement des "Gilets jaunes" ont de nouveau manifesté samedi, le huitième d'affilée, à Paris et en province, où des heurts ont éclaté en marge de défilés visant à interpeller un pouvoir aux réponses jugées insuffisantes.

50 000 personnes étaient mobilisées ce samedi pour l'acte 8 du mouvement des "gilets jaunes", a annoncé ce samedi soir le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, soit bien plus que les 32 000 mobilisées une semaine plus tôt.

À Paris, la préfecture de Police a recensé 3500 manifestants contre 800 la semaine dernière. La chiffre est même plus élevé que pour les mobilisations du 15 et du 22 décembre qui avaient respectivement réuni 2200 et 2000 personnes dans les rues de la capitale.

Quelques heurts entre des manifestants et les forces de l'ordre ont éclaté non loin du musée d'Orsay, où une péniche a été incendiée. Des dégâts ont aussi été constatés par des journalistes de Reuters sur le boulevard Saint-Germain où des voitures, des scooters et du mobilier urbain ont été vandalisés et incendiés. La tension montait à la tombée de la nuit sur l'avenue des Champs-Elysées.

3 500 manifestants ont défilé dans les rues de Paris. La situation s'est tendue sur le boulevard Saint-Germain, où des incendies ont été allumés sur une voiture, sur des scooters, sur des trottinettes et des scooters en libre-service, sur du mobilier urbain. Des projectiles ont été lancés et un drapeau européen a été brûlé devant le ministère de la Transition écologique. Un gendarme a été blessé, molesté alors qu'il était à terre. Les locaux du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, situés rue de Grenelle à Paris, ont été évacué ce samedi en fin d'après-midi après une intrusion violente à l'aide d'un engin de chantier dans la cour. La RATP a fermé plusieurs stations de métro. 24 personnes ont été interpellées.

Pour cette première journée d'action après les fêtes de fin d'année, de nombreux défilés ont aussi eu lieu en province.

A Beauvais les forces de l'ordre ont tiré samedi à midi des grenades de gaz lacrymogène pour empêcher environ 600 gilets jaunes d'entrer dans le centre de Beauvais, selon des images diffusées sur les réseaux sociaux et confirmées par la préfecture. Selon la préfecture, qui n'a pas pris d'arrêté interdisant les manifestations, il s'agit d'un rassemblement non-déclaré et certains manifestants auraient jeté des projectiles en direction des forces de l'ordre. Environ 350 à 400 personnes sont d'abord allées dans la matinée aux abords de l'aéroport de Beauvais, sans entrer dans les terminaux ni importuner les passagers, a précisé à l'AFP l'aéroport.

A Bordeaux, plus de 5 000 "gilets jaunes" se sont mobilisés, selon la préfecture, rapporte la préfecture du département, retrouvant leur niveau de mobilisation d'avant les fêtes de fin d'année et consacrant la capitale de Nouvelle-Aquitaine comme l'un des bastions du mouvement. Précédés d'une grande banderole proclamant «Unis, le changement est possible», les manifestants défilaient dans le calme en milieu d'après-midi, alors que ces rassemblements se sont toujours terminés jusqu'à présent par des heurts avec

les forces de l'ordre à la tombée de la nuit.

Un des orateurs en début de parcours a énuméré les revendications que les gilets jaunes souhaiteraient voir soumises au référendum d'initiative citoyenne, le RIC qu'ils réclament: «moralisation de la vie politique, réévaluation des salaires et du minimum vieillesse, remise en place de l'ISF, indexation sur l'inflation des allocations familiales et des retraites»…Parmi les pancartes, certaines réclamaient le «Frexit», c'est-à-dire la sortie de la France de l'Union européenne. une autre proclamait «vive la VIe république».

A Bayonne, plus d'un millier de "gilets jaunes" ont marché dans les rues de la ville.

A Pau, près de 600 "gilets jaunes" ont fait une halte devant le commissariat.

A Limoges, une centaine de manifestants se sont présentés devant la gare et ont décidé de faire visiter pacifiquement sept lieux de la ville pour déposer les vœux des "gilets jaunes", et notamment à l'Urssaf. La circulation a été ralentie au niveau de Grossereix où une centaine de "gilets jaunes" ont participé à un "banquet gaulois".

À Périgueux, un peu plus de 50 "gilets jaunes" se sont rassemblés sur le rond-point Yves-Guéna. En Dordogne, pas de manifestation unitaire : les "gilets jaunes" ont décidé d'occuper les ronds-points et de marcher en ordre dispersé à Mussidan, Ribérac, Trélissac, Bergerac, Terrasson et Sarlat.

A La Rochelle, un rassemblement départemental place de Verdun était prévu à 14 heures. Les "gilets jaunes" avaient également prévu une opération péage gratuit devant le péage de l'île de Ré.

À Lyon (Rhône), des manifestants ont défilé sur les voies de l'autoroute A7 à l'entrée sud de la ville. Les forces de l'ordre sont intervenues et la circulation a été perturbée pendant une heure. Elle est revenue à la normale depuis 16h30 selon la préfecture.

À Besançon, les "gilets jaunes" se sont retrouvés à 14 heures en centre-ville. Des mobilisations sur les ronds-points étaient aussi programmées dans le Jura.

À Belfort, des centaines de manifestants ont défilé dans le calme.

À Clermont-Ferrand, un millier de "gilets jaunes" étaient rassemblés.

À Dijon (Côte-d'Or), plus de 2 500 personnes ont manifesté samedi 5 janvier et des affrontements ont eu lieu devant la caserne de gendarmerie et place de la République. Deux policiers ont été blessés, dont l'un a reçu une barre de fer en plein visage et a quelques dents cassées, selon une source chez les gendarmes à franceinfo. Il y a au moins six blessés parmi les manifestants, indique France Bleu Bourgogne, notamment par des tirs de Flash-Ball.

À Sedan, à la gare des gilets jaunes se sont introduits sur les voies ferrées, interrompant le trafic moins d'une demi-heure samedi matin aux alentours de 8 heures, a appris l'AFP auprès de la préfecture des Ardennes.

Au Mans, 300 "gilets jaunes" environ se sont mobilisés devant la préfecture. Ils se sont mis à genoux, en référence aux lycéens arrêtés à Mantes-la-Jolie, puis la situation a dégénéré quand ils ont voulu mettre des cadenas sur les grilles de la préfecture. Des affrontements ont eu lieu entre manifestants, qui ont lancé des projectiles, et forces de l'ordre, qui ont répliqué avec des grenades lacrymogènes, a indiqué le journaliste de France Bleu Maine sur place. Une personne a été interpellée.

A Laval, une cinquantaine de "gilets jaunes" de Mayenne sont arrivés peu avant 12h devant la gendarmerie. Ils devaient porter plainte contre le gouvernement (notamment le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner) pour usage abusif de forces de police lors des manifestations.

À Tarbes (Hautes-Pyrenées), 1.300 personnes réunies place Verdun ont fait un "die-in" - les manifestants s'allongent à terre comme des morts - pour rendre hommage aux victimes du mouvement, a indiqué la préfecture.

À Grenoble (Isère), environ 400 personnes sont parties à 8h30 du parc Paul-Mistral pour une "marche citoyenne". L'objectif de la journée était de manifester devant les rédactions dont le traitement du mouvement des "gilets jaunes" est jugé incorrect. Devant les locaux de France 3, ils ont discuté une quinzaine de minutes avec le rédacteur en chef. Les "gilets jaunes" ont tenté de bloquer les trains en descendant sur les voies mais ils ont été dispersés par les forces de l'ordre à l'aide de gaz lacrymogène.

A Saint-Etienne. La situation s'est tendue avec les forces de l'ordre, qui ont essuyé des jets de projectiles et ont chargé au flashball et usé de gaz lacrymogène. Les affrontements ont eu lieu devant la préfecture.

Vinci Autoroutes avait signalé à la mi-journée la présence de manifestants à Montbrison (Loire) sur l'A72.

Des manifestants étaient présents sur l'A7 à Montélimar Sud.

À Valence (Drôme), les manifestants étaient entre 2 500 et 3 000, soit deux à trois fois plus que samedi 29 décembre, indique France Bleu Drôme Ardèche.

A Montoir-de-Bretagne. Entre 200 et 300 "gilets jaunes" se sont retrouvés ce matin sur le rond-point du restaurant "L'Air Bleu", à proximité du pont de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Après un face-à-face quelque peu tendu avec les forces de l'ordre, qui ont usé de gaz lacrymogènes à plusieurs reprises pour empêcher les manifestants d'aller sur le pont, des voitures ont recommencé à circuler au compte-gouttes. Les ralentissements sont restés importants. Hormis les ambulances et véhicules de secours, la circulation a été totalement coupée en fin de matinée, provoquant de très importants embouteillages sur le pont de Saint-Nazaire, mais également sur les routes d'accès.

À Brest (Finistère), une manifestation était prévue à 13h30 au départ de la place de Strasbourg.

À Rennes (Ille-et-Vilaine), près de 200 "gilets jaunes" se sont rassemblés devant la mairie, et certains ont forcé la porte d'accès. Ils ont finalement tous été refoulés et le cortège a ensuite paisiblement dans le reste du centre-ville. Quelques palettes et cartons ont brûlé place de la mairie, rue Jean Jaurès et boulevard de la Liberté notamment, mais les feux ont rapidement été éteints.

À Saint-Malo, des heurts ont éclaté devant le commissariat, avec des dégradations de mobilier urbain de la part de certains gilets jaunes. Trois hommes ont été interpellés.

A Nantes, au moins 2 000 personnes, dont beaucoup de femmes, ont défilé dans le centre-ville. La manifestation, partie en début d'après-midi, a aussitôt dégénéré, a constaté un photographe de l'AFP. Des heurts ont éclaté et des grenades ont été tirées. Au moins une personne a été blessée. Les gilets jaunes nantais ont mis le feu à un tas de sapins sur la place de la cathédrale. Certains arboraient un drapeau tricolore, un bonnet phrygien ou une banderole «RIC», le référendum d'initiative citoyenne.«Il y a des affrontements sporadiques», a indiqué à l'AFP le sous-préfet de permanence à la préfecture de Loire-Atlantique. Autre point de tension dans le département: Saint-Nazaire, dont le pont a été bloqué plusieurs heures dans la matinée par plus d'une centaine de personnes. Des échauffourées ont éclaté entre forces de l'ordre et manifestants. «Ils continuent de circuler dans la ville et ont mis le feu aux grilles de la sous-préfecture», a indiqué le sous-préfet de permanence. Des manifestants s'en sont également pris à une banque. Le pont de Saint-Nazaire a rouvert en milieu d'après-midi dans les deux sens.

A Tours, le cortège a rassemblé environ un millier de manifestants dans les rues du centre-ville et la tension est montée d'un cran vers 15h30, quand les "gilets jaunes" ont fait face aux policiers au niveau du commissariat. Des barricades ont été dressées et des poubelles incendiées.

À Châteauroux (Indre), 350 "gilets jaunes" ont formé une chaîne humaine autour de la place Lafayette. Une minute de silence a été observée devant la préfecture en hommage aux manifestants morts depuis le début du mouvement.

Vinci autoroutes a signalé des manifestations sur l'A10 à Meung-sur-Loire (Loiret, n°15), à Château-Renault (Indre-et-Loire, n° 18), Châtellerault Nord (Vienne, n°26) et Futuroscope (n°28), Poitiers Nord (n°29) et Poitiers Sud (n°30) ; sur l'A11 à Chartres (Eure-et-Loir, n°2) et Illiers-Combray (Eure-et-Loir, n°3). Grand Est

À Reims (Marne), une centaine de "gilets jaunes" ont investi l'autoroute urbaine à hauteur du stade Auguste-Delaune. La traversée urbaine de Reims a été coupée dans les deux sens jusqu'à la mi-journée.

A Colmar, les "gilets jaunes" ont manifesté dans le calme. Plus d'un millier de personnes se sont réunies selon la préfecture, le double selon les organisateurs. Ils ont observé une minute de silence devant la cour d'appel en mémoire des blessés et des morts depuis le début du mouvement.

A Épinal (Vosges), une manifestation régionale était prévue sur le Champ-de-Mars. La préfecture a écrit aux commerçants pour leur demander de protéger leurs boutiques et de ranger leurs terrasses. Hauts-de-France

A Lille (Nord), un millier de personnes se sont rassemblées, dans une ambiance plutôt calme .

À Amiens (Somme), une soixantaine de "gilets jaunes" s'est élancée du parc de la Hotoie en début d'après-midi. D'autres mobilisations étaient prévues dans la Somme où la préfecture a pris des arrêtés pour interdire officiellement le port de masques à gaz ou de lunettes de protections.

A Rouen, où 2 000 manifestants, selon la police, ont défilé dès le milieu de la matinée dans les rues du centre-ville, des tensions ont éclaté vers midi. Ils ont marché jusqu'à la place du vieux marché, où ils ont allumé un feu qu'ils alimentent avec des barrières, du matériel de chantier, des poubelles. La vitrine d'une boutique a été brisée. L'entrée de la cité administrative a été dégradée, indique France Bleu Normandie. En fin de matinée, les magasins de la rue du Gros Horloge ont fermé en urgence pour éviter des dégradations. Du matériel de chantier a été balancé par des manifestants, au moins un feu a été allumé. Des jets de pavés ont entraîné la réplique des forces de l'ordre qui ont tiré des grenades lacrymogènes ainsi que des balles de lanceurs de balles de défense (LBD), atteignant un manifestant à l'arrière de la tête, a constaté un correspondant de l'AFP.

À Caen (Calvados), 3 000 manifestants des "gilets jaunes" se sont rassemblés et la mobilisation était "plus forte qu'il y a quelques semaines", selon France Bleu Normandie. La manifestation s'est tendue lorsque les manifestants sont passés près du commissariat de police mais il n'y a eu ni jets de projectiles ni utilisation de gaz lacrymogène. Les manifestants ont ensuite terminé leur marche devant la préfecture, où ils ont planté un olivier.

Dans les Deux-Sèvres, la préfecture avait interdit les actions sur les ronds-points de la Crèche à l'est de Niort, ainsi que la vente et le transport d'objets pouvant servir à déclencher des incendies.

En Dordogne, pas de manifestation unitaire : les "gilets jaunes" ont décidé d'occuper les ronds-points et de marcher en ordre dispersé à Mussidan, Ribérac, Trélissac, Bergerac, Terrasson et Sarlat.

Vinci Autoroutes avait signalé la présence de manifestants à St Maixent-Lusignan et à Chatellerault-Nord et Sud sur l'A10. Occitanie À Toulouse (Haute-Garonne), 2 000 manifestants sont rassemblés, selon la préfecture. La situation s'est tendue un peu avant 17h, des bouteilles de verre ont été lancées, des affrontements ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre.

Vinci Autoroutes avait signalé des manifestants sur l'A20 à la hauteur d'Aussonne (Haute-Garonne).

L'autoroute A61 a été coupée à hauteur de Carcassonne (Aude) dans les deux sens de circulation.

A Montpellier (Hérault), un millier de manifestants ont défilé dans les rues de la ville et des "gilets jaunes" ont forcé les grilles de la gare. La police est intervenue et la gare Saint-Roch a été évacuée, rapporte France Bleu Hérault. Des vitrines de banques et des distributeurs automatiques ont été cassés. La situation est revenue au calme en fin d'après-midi. Quatre CRS ont été blessés et quatre manifestants interpellés. Contrairement à ce qu'indiquait une source policière, il n'y a pas eu d'intrusion à la préfecture de l'Hérault.

Dans le Gard, la préfecture avait interdit les manifestations sur plusieurs axes routiers jusqu'à lundi 7 janvier, 8 heures. Pays de la Loire

À Marseille (Bouches-du-Rhône), une centaine de "gilets jaunes" se sont réunis dans les locaux du journal La Provence, sur invitation du patron Bernard Tapie. Objectif : créer une association à vocation politique appelée "Gilets Jaunes le Mouvement."

À Avignon, 400 manifestants se sont rassemblés dans le calme. Il n'y a pas eu de débordement.

À Nice, environ 150 "gilets jaunes" se sont réunis sur la place Massena. Reuters5 janvier 2019 Reuters, Franceinfo et Libération 5 janvier 2019

O désespoir, ils sont toujours là!

- Gilets jaunes : un avenir politique en suspens - LeParisien.fr 05.01

Le soufflé jaune n'est pas retombé. Ceux qui tablaient sur les dix milliards d'euros lâchés par Emmanuel Macron, et sur la simple usure d'une mobilisation sur les ronds-points dans le froid et pendant les fêtes peuvent être déçus. La journée de ce samedi, acte 8 des Gilets jaunes, a encore rassemblé à travers la France quelque 50 000 manifestants - selon l'Intérieur. Et a, à nouveau, connu son lot de violences à côté des marches pacifiques.

À Paris, nouvelles images chocs avec ces CRS tabassés par un casseur boxeur au bonnet noir, et l'évacuation du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, dont le portail du ministère a été défoncé par un engin de chantier ! Une première sidérante, redoutée depuis les samedis d'ultra-violence de décembre.

La grande leçon, cependant, c'est que les Gilets jaunes, deux mois après leur apparition, sont toujours là. Et avec eux la plus grave crise politique depuis très longtemps. Mais maintenant, que vont-ils faire ? La vraie question pour ce mouvement disparate, tant par les gens qui le portent que par ses revendications, reste de trouver comment durer. Et marquer de son empreinte le paysage politique. LeParisien.fr 05.01

"Nous sommes le peuple, nous sommes l'État"

- "L'union fera la force, donc il ne faut pas qu'on se lâche" : les "gilets jaunes" toujours mobilisés dans le Loiret - franceinfo 05.01

"Et on tient et on ne lâchera pas. Il y a de moins en moins de ronds-points aujourd'hui en France tenus par des 'gilets jaunes', mais c'est parce que Monsieur Castaner a décidé de démanteler les ronds-points mais nous, tant qu'on n'aura pas obtenu ce qu'on demande, on ne lâchera rien". "Normalement les policiers n'ont pas le droit de nous taper dessus, mais nous, on a décidé de tout filmer"

"On ne lâchera pas l'affaire parce qu'on nous a donné des miettes, des pommes pourries, du pain moisi, on n'en veut pas, nous on veut des choses correctes".

"Je pense que Monsieur Macron, il a vraiment du souci à se faire, puisque nous sommes le peuple, nous sommes l'État et on représente la France". franceinfo 05.01

La jaunisse. Ils n'avaient même plus besoin de porter un gilet jaune, on les aurait reconnus !

Les patrons et l'UE ont leur parti jaune.

- Gilets jaunes : à Marseille, l'embryon d'un mouvement - LeParisien.fr 6 janvier 2019

Gilets jaunes contre Gilets jaunes ! Devant le siège marseillais du quotidien La Provence, une centaine de Gilets jaunes marseillais ont manifesté ce samedi contre la réunion qui se tenait dans un local proche des rotatives à l'invitation de Bernard Tapie. Ils ont hué ceux qui y participaient. Venus de toute la France, des délégués y ont annoncé après six heures de discussion la création d'une coordination nationale, « Gilets Jaunes - Le mouvement ».

« Nous n'avons pas parlé des européennes, il n'a pas été question de valider quelque liste que ce soit, nous ne sommes pas des candidats à des élections mais des citoyens », précise Hayk Shahinyan, un Gilet jaune de Lyon. « Nous sommes un mouvement a partisan, nous ne voulons être récupérés par personne, mais nous faisons de la politique au sens noble, pour créer un vrai projet de société ».

Refusant le grand débat national du gouvernement, cette coordination devrait proposer dans les prochains jours une plateforme Internet pour recueillir et traiter les revendications venues de tout le territoire avant de les présenter d'ici deux mois.

« Peu importe le parti, peu importe le syndicat, peu importe ce qui s'est passé en France, on n'a jamais obtenu un tel rassemblement sur un temps si long », se réjouit Ingrid Levavasseur, aide soignante de l'Eure. « Nous nous sommes rassemblés et on ne va plus se quitter ». LeParisien.fr 6 janvier 2019

Et même que BFMTV voulait en être, c'est pour dire !

Ingrid Levavasseur annonce finalement avoir refusé d'être chroniqueuse sur BFMTV - Le HuffPost 6 janvier 2019

Finalement, c'est non. L'une des figures du mouvement des gilets jaunes, Ingrid Levavasseur, dont BFMTV avait annoncé qu'elle participerait à une émission en vue d'y être intégrée par la suite comme chroniqueuse, a annoncé sur Facebook samedi 5 janvier avoir "refusé cette offre". Le HuffPost 6 janvier 2019

La social-démocratie de droite se dote aussi de son parti jaune.

- "Gilets jaunes": Jacline Mouraud va créer un parti baptisé "Les Emergents" - AFP 8 janvier 2019

"Que les "gilets jaunes" disent "rien ne m'intéresse dans le paysage politique, mais moi je veux participer au débat politique, bravo, bienvenue !", a réagi lundi soir à Lille le fondateur du mouvement Générations, Benoît Hamon, lors d'une conférence de presse organisée juste avant une réunion publique.

"Je me réjouis que ce débat-là existe et j'encourage même les "gilets jaunes+ à faire ce pas-là, qu'ils rejoignent des formations existantes, qu'ils en créent des nouvelles, plus on sera dans le débat et plus ça durera, plus on aura la garantie de ne pas revenir au bon vieux train-train des débats tels qu'on les connaissait", a-t-il ajouté.

Se démarquant désormais du mouvement des "gilets jaunes", Mme Mouraud avait déjà annoncé à l'AFP qu'elle présenterait fin janvier "un parti du bon sens", "sans étiquette" avec "des idées nouvelles et constructives pour le pays, en harmonie avec les

enjeux du changement climatique" et qui "arrête de nourrir le culte de la société de consommation". AFP 8 janvier 2019

Acte IX

- Les gilets jaunes annoncent déjà un acte 9, "au centre de la France" - Le HuffPost 6 janvier 2019

L'acte VIII n'avait pas encore commencé qu'ils étaient déjà prêts. Les gilets jaunes ont annoncé sur les réseaux sociaux l'organisation d'un "Acte 9" le 12 janvier, pour le neuvième samedi consécutif de leur mobilisation pour le pouvoir d'achat.

Sur Facebook, un événement pour un "acte 9" était déjà visible dans la nuit de vendredi à samedi, avant même la huitième journée de mobilisation qui a eu lieu ce 5 janvier. L'événement a été créé par le groupe "La France en colère", géré notamment par Éric Drouet, interpellé à deux reprises dans des manifestations, et Priscillia Ludosky. Près de 1400 personnes étaient inscrites comme "participantes" dimanche matin, et plus de 7700 personnes se disaient "intéressées".

La page propose aux manifestants de se retrouver "au centre de la France", "pour confirmer notre unité et permettre à tous d'être à distance égale en partance des grands villes". Pour l'heure, le lieu défini pour l'événement est donc la ville de Bourges, dans le Cher.

D'autres événements ont aussi été créés pour appeler à manifester de nouveau le 12 janvier. Le HuffPost6 janvier 2019

Calomnies, menaces, répession, l'attirail de l'Etat policier aux abois.

Quand ils revendiquent le droit de calomnier et quand ceux qui prétendent lutter contre les fausses infos en sont les champions.

- Le journaliste Jean-Michel Aphatie a mis le feu aux poudres sur les opinions politiques d'Éric Drouet en un seul tweet. - L'Express 03.01

Selon le journaliste et éditorialiste, l'une des figures du mouvement des gilets jaunes, Éric Drouet, aurait voté aux dernières élections présidentielles pour Marine Le Pen. "[Il] ne s'en cache pas, il a voté pour Marine Le Pen lors des deux tours de l'élection présidentielle 2017. Ceci ne paraît pas un obstacle aujourd'hui à Jean-Luc Mélenchon. Quelles conclusions tirer de ce constat ?", se demande-t-il le 1er janvier sur le réseau social.

Le même jour, le 2 janvier, voilà que Libération, La Dépêche du Midi ou encore BFMTV enchaînent (comme le souligne Check News) et font référence au supposé vote d'Eric Drouet pour Marine Le Pen.

Or, Éric Drouet, confondu par le passé avec un autre gilet jaune (il était accusé d'être un membre du Conseil national de transition, lié au mouvement du 14 juillet 2015) n'a jamais affirmé où que ce soit avoir voté pour Marine Le Pen.

Lors d'une interview donnée à La Croix, le 5 décembre 2018, Éric Drouet dit seulement avoir dû faire face à un dilemme lors des dernières élections. "La faille du système démocratique, c'est que 18 % des Français [des électeurs inscrits au premier tour] ont voté pour lui. Il s'est trouvé face au FN. C'est sûr que pour plein de gens, même s'ils voulaient voter contre Macron, ils ne pouvaient pas non plus voter Le Pen. C'est un problème qui s'est posé pour moi." Un discours qu'on ne peut pas qualifier de pro-Marine Le Pen.

Éric Drouet finit par démentir lui-même avoir voté pour la présidente du Rassemblement National, le 2 janvier. D'abord dans une vidéo publiée sur YouTube. "Est-ce vrai que tu as voté Marine Le Pen aux deux tours", lui demande un internaute. "Ah non, pas du tout, non", répond-t-il.

Puis dans un message écrit sur Facebook. "Non je n'ai pas voté Le Pen, et même si je l'avais fait, ce n'est pas la question du jour", estime-t-il.

Alors que Jean-Michel Aphatie est désormais accusé d'avoir propagé des "fake news", notamment par Aude Lancelin, directrice du Média, celui-ci, joint par L'Express, dément être à l'origine de cette information et ironise. "La France a beaucoup de chance d'avoir cet immense révolutionnaire qu'est Éric Drouet, il ne faudrait absolument pas le calomnier." L'Express 03.01

"Gilets jaunes": Éric Drouet dénonce une interpellation "politique" avant de nouvelles manifestations - AFP 4 janvier 2019

Le médiatique et controversé "gilet jaune" Éric Drouet a dénoncé une interpellation "politique", en sortant jeudi d'une garde à vue qui a provoqué l'indignation, à deux jours d'un huitième samedi de manifestations en France.

Interpellé mercredi soir près des Champs-Élysées pour "organisation d'une manifestation sans déclaration préalable", il affirme qu'il devait juste rencontrer d'autres "gilets jaunes" pour un "rendez-vous au restaurant".

"On cherche à nous mettre des responsabilités sur le dos, alors qu'il y en a pas du tout ", a déclaré le chauffeur routier de Seine-et-Marne, 33 ans.

La garde à vue de trois autres personnes interpellées avec lui mercredi soir a été levée jeudi matin, selon une source proche du dossier.

"Éric Drouet est libre aujourd'hui, dans une opération purement et bassement politique, qui n'a rien de juridique", a commenté son avocat, Me Kheops Lara. À Lille, une cinquantaine de personnes s'étaient rassemblées pour réclamer sa "libération".

"Abus de pouvoir. Une Police politique cible et harcèle désormais les animateurs du mouvement gilet jaune", avait tweeté Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), juste après l'arrestation de celui pour lequel il avoue sa "fascination".

"Drouet s'est fait arrêter pour rien", a affirmé à l'AFP Fabrice, un fonctionnaire "gilet jaune" lyonnais de 46 ans. "On ne lâche rien, les "gilets jaunes" sont encore là. On est remontés après les v?ux de Macron, qui pour nous ont été une déclaration de guerre. Il croit qu'on est une poignée, mais il ne voit pas qu'il parle au peuple", dit-il.

Le syndicat Unité SGP police-FO a dénoncé jeudi 3 janvier "les propos de certains responsables politiques à l'égard de policiers" lors de l'interpellation d'Éric Drouet et réclame "des excuses publiques" à l'égard des fonctionnaires de police.

"Comment des personnages dits "publics", dont des élus, peuvent-ils se comporter de la sorte et tenir de tels propos à l'encontre des policiers?", s'interroge Yves Lefebvre, Secrétaire général du syndicat dans un communiqué.

Il reproche notamment à LFI d'avoir parlé de "police politique" et à "d'autres, comme Maxime Nicolle", autre figure des "gilets jaunes", d'essayer "de se trouver une légitimité" et d'appeler "quasiment à l'insurrection".

"Unité SGP Police–FO ne peut accepter ces comportements et demande que des enquêtes soient ouvertes à l'encontre de ces personnes et que, dans un premier temps, des excuses publiques soient faites à l'endroit des fonctionnaires de police qui, tous les jours, exercent un métier de plus en plus difficile et doivent faire face à de plus en plus de violences à leur encontre", affirme le syndicat.

Une majorité de Français (55%, +1) souhaite que le mouvement des "gilets jaunes" se poursuive et l'amélioration du pouvoir d'achat est désormais en tête des attentes pour 2019, selon un sondage Odoxa Dentsu consulting publié jeudi. AFP 4 janvier 2019

Manipulation et amalgame. Fausse nouvelle en titre, démentie dans le même article, du grand art de l'amalgame policier rouge-brun !

- "Le désaveu est massif à gauche comme à l'extrême droite." - France Info

- Gilets jaunes: L'abrogation du mariage pour tous, revendication N°1 de la consultation en ligne - Le HuffPost 05.01

En tout, quelque 9000 contributions avaient été déposées vendredi soir sur cette plateforme censée recueillir les inquiétudes des citoyens, "gilets jaunes ou non", et lister les thématiques ayant émergé avec la crise et sur lesquelles des débats pourraient être ouverts.

Chacun a pu "donner son avis" sur six sujets: "inégalités sociales", "justice fiscale", "inégalités territoriales", "pouvoir d'achat", "participation des citoyens" et "transition écologique". Chaque "contribution" est une proposition faite sur l'un de ces sujets et pouvant être "votée" par chacun pour être soutenue.

Des propositions issues de réseaux militants

À la clôture de la consultation, les contributions les plus votées étaient souvent celles issues de réseaux militants très marqués à droite comme celles de l'Institut pour la justice ou de collectifs opposés au mariage pour tous ou à la PMA.

C'est d'ailleurs une contribution pour l'abrogation de la "loi Taubira" qui a recueilli le plus de voix, avec près de 5900 votes sur un total de 260.879 votes exprimés, tous sujets confondus. La contribution a été formulée par le collectif "On ne lâche rien", opposé à la loi pour le Mariage pour tous votée en 2013. Sur son site internet, le groupe appelait d'ailleurs à voter sur le site du Cese pour peser dans le débat sur le mariage homosexuel.

Comme le souligne le journaliste de Libération Vincent Glad, le mariage pour tous ne figure pas parmi les revendications affichées par les gilets jaunes. Difficile, donc, de considérer que les résultats de cette consultation traduisent les inquiétudes des manifestants qui se revendiquent comme gilets jaunes. Le HuffPost 05.01

On retiendra : cela "*ne figure pas parmi les revendications affichées par les gilets jaunes*", mais ils le montent en épingle pour les besoins de leur amalgame rouge-brun. Vous cherchez où elle est l'extrême droite, dans les salles de rédaction des médias dominants, pas seulement...

En complément.

La question du pouvoir d'achat arrive en tête des préoccupations exprimées dans les cahiers de doléances ouverts dans des mairies. AFP8 janvier 2019

Et puis ça marche à fond, et aussi, il fallait bien que cela serve à quelqu'un, la preuve.

Où va la CGT ? - "Les contradictions du mouvement, fascisme, racisme, homophobie"

- Les revendications réactionnaires anti-immigrés restent forte dans le mouvement, on l'a vu avec la polémique complotiste autour du Pacte de Marrakech, et l'extrême-droite est à la manœuvre. D'ailleurs peut-être plus dans les manifestations que sur les ronds-points, mais bel et bien là.

Ces " véritables syndicalistes" sont en réalité des porte-parole de l'ONU et de l'oligarchie...

Le stalinisme ou la promotion de la médiocrité partagée...

La migration, c'est le bonheur ! Qui tient ce discours délirant ? Le Pacte de Marrakech et le Forum économique mondial (Davos).

- L'accord de Marrakech est né à Davos - ruptures-presse.fr le 30 décembre 2018

Le « Pacte global pour des migrations sures, ordonnées et régulières » est le fruit de négociations entre près de 190 pays depuis 2013. Rappelant le principe de souveraineté des Etats, le texte se veut « non contraignant ».

Mais derrière l'apparence rassurante se profile un contenu explosif, plus idéologique que juridique. En substance : les migrations sont une composante nécessaire et bienvenue d'une mondialisation heureuse… Et dans la quarantaine de pages du document, il est à peine question des causes qui poussent aux mouvements collectifs de populations : la misère est peu évoquée, les guerres, jamais. A fortiori leurs responsables.

Au contraire, l'introduction affirme d'emblée que « les migrations font partie intégrante de l'histoire humaine et (… sont) source de prospérité, d'innovation, et de développement durable dans notre monde globalisé ». Conséquence : les impacts positifs « doivent être optimisés en améliorant la gouvernance des migrations ».

L'accord prévoit donc de « créer les conditions pour que les migrants enrichissent les sociétés par leurs capacités humaines, économiques et sociales, et de faciliter ainsi leur contribution au développement durable aux niveaux local, national, régional et global ».

Parmi les vingt-trois objectifs énoncés figurent « le renforcement de la disponibilité et de la flexibilité des routes pour les migrations régulières », « l'investissement dans la reconnaissance mutuelle des qualifications et compétences », ainsi que « la promotion des transferts d'argent sûrs et rapides et de l'inclusion financière des migrants ».

« Subventionnement du Nord par le Sud »

L'économiste allemand Norbert Häring s'est attaché à décortiquer le Pacte, ainsi que l'influence de ceux qui ont, très en amont, déterminé son contenu. Il s'appuie notamment sur les analyses d'un des meilleurs spécialistes du sud en matière migratoire, l'économiste Raoul Delgado Wise. Cet universitaire mexicain antilibéral résume ainsi l'une de ses conclusions : « la migration est fondamentalement un subventionnement du Nord par le Sud ».

L'affirmation est fondée sur un constat, confirmé entre autres par une étude de la grande banque américaine Citi, qui se réjouit : « les migrants arrivent avec une éducation et une formation qu'a financées leur pays d'origine ».

Le Pacte évoque peu le problème de la « traite des cerveaux », regrette Norbert Häring. A peine est-il noté que « le départ des jeunes qualifiés a des conséquences importantes tant financières que sociales pour les pays d'origine ». Pourtant, cette fuite des mieux formés représente entre le cinquième et la moitié des jeunes qualifiés en Afrique et en Amérique centrale. Une saignée d'autant plus dramatique que, par exemple en Afrique sub-saharienne, seulement 4% des jeunes accèdent à l'université.

Plus globalement, l'expert mexicain conclut que « le scénario soi-disant gagnant-gagnant (notamment martelé par la Banque mondiale) ne bénéficie en réalité qu'aux pays d'accueil, et plus précisément aux employeurs dans ceux-ci ». Quant au souhait, exprimé dans le Pacte, de promouvoir une migration sur la seule base volontaire, Raoul Delgado Wise n'y croit pas un instant : « les migrations du Sud vers le Nord sont par essence des migrations forcées par le fossé de niveau de vie ».

Cela ne concerne du reste pas seulement les rapports Nord-Sud. Norbert Häring cite ainsi une étude de la Banque centrale allemande de janvier 2018 pointant en particulier l'arrivée en Allemagne de travailleurs de l'Est de l'UE : « l'immigration nette en provenance des Etats membres a été, ces dernières années, un facteur qui a fortement ralenti la hausse des salaires ».

Brochette de patrons

Ce n'est donc pas un hasard si les idées clé du Pacte migratoire trouvent leur origine dans le cénacle de Davos. Au sein dudit Forum économique mondial, un réseau, nommé Conseil de l'agenda global sur les migrations, est particulièrement actif. Entre 2011 et 2013 en particulier, une brochette de patrons de grandes multinationales et de responsables politiques a élaboré un document très complet qui a largement inspiré les organes des Nations Unies s'occupant des migrations.

Les têtes de chapitres de ce discret document sont édifiantes : « migrants et compétition mondiale pour les talents », « migration et compétitivité », « la migration engendre des opportunités de business », « démographie, migration et business »…

Outre le mantra selon lequel les migrations seraient bonnes pour tout le monde, on y lit notamment que les partis politiques s'opposant à celles-ci représentent un problème pour le monde des affaires ; et que les entrepreneurs ne s'engagent pas assez sur ce terrain, par peur d'impopularité.

Plus important encore : les auteurs soulignent que les migrations ne devraient pas mettre en jeu les rapports entre les individus et les Etats, mais bien entre les individus et les employeurs, par l'intermédiaire des Etats.

L'économiste allemand livre en outre les notes prises lors de la présentation orale de ce document dans le cénacle helvétique. Selon celles-ci, les travailleurs migrants, toutes qualifications confondues, sont devenus des « forces motrices » pour l'économie mondiale. Et les responsables politiques qui promettent de restreindre les migrations constituent « un grave danger pour les entreprises ». D'où la nécessité que ces dernières travaillent main dans la main avec les responsables politiques et les ONG.

Bref, de plus en plus de pays auraient besoin d'une immigration forte pour des raisons démographiques, de forces de travail, mais aussi fiscales et de « diversité ». Par ailleurs, les migrants représentent non seulement de la main d'œuvre, mais potentiellement un marché de consommateurs avec d'« énormes potentialités de business ».

A ce titre, le groupe de Davos considère constituer « un microcosme idéal pour la formation d'une coalition en faveur des migrations ». Et martèle : « le secteur privé a intérêt à attirer les talents du monde entier. Pour leur part, les gouvernements, dans l'intérêt de la compétitivité des entreprises, doivent changer le ton des débats en s'engageant pour les migrations. Pour sa part, la société civile (y compris les syndicats) comme garante de conditions de travail décente, (…) doit se considérer comme partenaire du secteur privé ».

Hôte du sommet de Marrakech, le ministre marocain des Affaires étrangères décrivait récemment les migrations comme des « phénomènes naturels ». Force est de constater que certains entendent bien encourager la « nature »… ruptures-presse.fr le 30 décembre 2018

Quand l'Etat se réduit à un appareil policier...

- Castaner veut la "libération définitive" des ronds-points - L'Express.fr 04.01

- "Gilets jaunes": le gouvernement veut une nouvelle loi "anticasseurs" - AFP 08.01

- Edouard Philippe dégaine l'arsenal «ultra-sévérité» - Liberation.fr 08.01

- Gilets jaunes : les mesures d'Edouard Philippe pour mettre un terme aux violences - Le Parisien 07 janvier 2019

Ferme, sur le fond comme sur la forme. Invité sur le plateau du journal de 20 heures de TF1, ce lundi soir, Édouard Philippe a ébauché les mesures du gouvernement pour mettre un terme aux violences commises en marge des manifestations des Gilets jaunes, comme cela a été de nouveau le cas, ce week-end, lors de « l'acte 8 ».

80 000 gendarmes et policiers déployés ce week-end

Le Premier ministre a d'abord affirmé que le gouvernement apporterait une « réponse opérationnelle » aux casseurs. « Ils n'auront pas le dernier mot », a-t-il tonné. Et d'évoquer « une mobilisation considérable des forces de l'ordre », avec « 80 000 » gendarmes et policiers déployés lors du week-end à venir, dont « 5000 » à Paris.

Arguant que « ceux qui profitent des manifestations pour casser changent de méthodes », le locataire de Matignon a demandé à ce que soit opérée « une actualisation du schéma national d'ordre public » afin que les forces de l'ordre, « plus mobiles », « ne soient plus dépassées ». « J'ai demandé aux ministères de l'Intérieur et de la Justice à ce que, de façon systématique, dès que l'on constate des actes délictueux, on procède à des interpellations », a-t-il également appuyé.

Vers un durcissement législatif

Le Premier ministre estime par ailleurs qu'il faut « sanctionner ceux qui veulent enfreindre » le cadre législatif entourant « la liberté de manifester », qu'il faut « préserver ». Une loi devrait donc être adoptée, qui permettra notamment de punir les manifestants n'ayant pas déclaré au préalable leur rassemblement en préfecture.

Cette loi comportera d'autres volets, comme le fait de considérer comme un délit le port d'une cagoule lors d'une manifestation, actuellement sanctionné d'une simple contravention.

Un fichier de casseurs à l'étude ?

Édouard Philippe a aussi laissé entendre qu'un fichier recensant les casseurs pourrait être mis en place afin de les interdire de manifester. Évoquant un « dispositif » à l'étude, le Premier ministre a notamment pris en exemple les mesures adoptées, « dans les années 2000 », afin d'interdire aux « hooligans » de se rendre dans les stades de football, justement basées sur des fichiers de personnes à risque.

« Ce dispositif a bien fonctionné, a-t-il fait valoir. Si on veut défendre la liberté de manifester, il faut faire évoluer notre droit ». Interrogé par Gilles Bouleau sur le calendrier entourant cette nouvelle loi, le chef du gouvernement a assuré qu'elle pourrait être « déposée et discutée à l'Assemblée nationale dès le mois de février ».

Plus de « 1000 condamnations »

Le Premier ministre a enfin donné un bilan des condamnations prononcées en marge des rassemblements de Gilets jaunes jusqu'à présent. « Au total », le gouvernement recense à ce jour « plus de 1000 condamnations » sur « 5600 gardes à vue ».

Édouard Philippe a évoqué plusieurs scènes concrètes ayant marqué l'opinion. Il a ainsi mentionné une interpellation, suivie d'un placement en détention provisoire, pour un homme suspecté d'avoir participé à la tentative de lynchage de policiers à moto, près des Champs-Elysées. Ou encore « 13 personnes identifiées et interpellées », suspectées d'avoir commis des dégradations sur l'Arc de Triomphe. Deux de ces personnes ont été placées en détention provisoire. Le Parisien 07 janvier 2019

La loi destinée aux hooligans qui date de 2010, à l'époque de Sarkozy.

Article 222-14-2 du Code pénal.

Créé par loi n°2010-201 du 2 mars 2010 - art. 1 (V)

Le fait pour une personne de participer sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

A quoi devaient servir les "attentats" et autres "attaques terroristes" commis en France et couverts ou commandés par la DGSI depuis l'affaire Mehra jusqu'à celui de Strasbourg en passant par Charlie Hebdo ? A renforcer l'arsenal judiciaire liberticide, qui le moment venu servirait à mater l'insurrection des masses. Avez-vous été Charlie par hasard, si oui, bien mal vous en a pris ! Au moins ces attaques ou actes terroristes ont permis de faire passer ces lois comme une lettre à la poste, bravo, avec évidemment les compliments du mouvement ouvrier qui en choeur fut Charlie, vous vous en souvenez, n'est-ce pas ?

- Toulon : un commandant de police filmé en train de frapper deux personnes en marge d'une manifestation de "gilets jaunes" - franceinfo 06.01

- Sur une des vidéos en question, on voit le commandant divisionnaire Didier Andrieux, en tenue mais tête nue, donner plusieurs coups de poing au visage d'un homme plaqué contre un mur, avant que d'autres fonctionnaires ne s'interposent.

Il a été décoré le 1er janvier dernier de la Légion d'honneur.

Le parquet n'envisage pour l'instant pas de saisir l'IGPN. Les policiers auraient agi en état de légitime défense. franceinfo 06.01

J'ai vu les images, elles montraient un manifestant collé contre un mur et entravé, donc dans l'impossibilité de bouger, maintenu par deux policiers tandis qu'un troisième cognait dessus.

LREM : Le parti policier.

- Le fichier recensant les casseurs réclamé par la police est plébiscité par LREM - Le HuffPost 08.01

Stanislas Guerini, nouveau délégué général de La République en marche, a plaidé ce lundi 7 janvier pour la création d'un fichier recensant les casseurs... Le HuffPost 08.01

Ceci explique cela.

Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics.

- Gilets jaunes: «S'il y a un danger, je n'ai aucune difficulté à l'idée d'interdire» une manifestation, affirme Olivier - Dussopt L'Opinion 08.01

- Impôt dès le premier euro: «Cela renforcerait le lien entre le fait d'être contribuable et citoyen», juge Olivier Dussopt - L'Opinion 08.01

Le syndicat jaune... est policier, sans surprise !

Commentant les violences, le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger a appelé à "arrêter d'être naïfs" face à "des gens qui veulent renverser la démocratie".

Le syndicat de police Alliance a de son côté réitéré dimanche sa demande de création d'"un fichier" de manifestants violents.

Le gouvernement n'a pas fermé la porte à une évolution, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Laurent Nuñez évoquant un possible "durcissement de la législation pénale". AFP 7 janvier 2018

- Gilets jaunes: Interpellations après des tentatives de blocage de dépôts pétroliers - Reuters 04.01

Les forces de l'ordre sont intervenues dans la nuit de jeudi à vendredi pour déjouer des tentatives de blocage des deux dépôts pétroliers de l'agglomération toulousaine et ont procédé à cinq interpellations, conformément aux instructions du gouvernement, a annoncé vendredi la préfecture de Haute-Garonne.

Vers 23h, dans la nuit de jeudi à vendredi, entre 50 et 70 "Gilets jaunes" ont allumé un feu de palettes et de pneus sur la voie d'accès au dépôt pétrolier de Lespinasse, au nord de Toulouse, relate la préfecture dans un communiqué.

Ils ont quitté les lieux à l'arrivée des gendarmes et se sont dirigés vers le dépôt de Fondeyre, sur la commune de Toulouse. Aux environs de minuit, ces mêmes individus, aux visages dissimulés, ont mis le feu à des palettes devant le site pétrolier, érigé des barricades et dégradé des clôtures.

"Ils ont violemment pris à partie les policiers arrivés sur place pour rétablir la liberté de circulation et ont été dispersés après l'emploi de gaz lacrymogène", indiquent les services de l'Etat.

L'intervention a donné lieu à l'interpellation de cinq personnes et à leur placement en garde à vue après la découverte "d'armes blanches et de stupéfiants" dans leurs véhicules, précise la préfecture. Reuters 04.01

- Des "gilets jaunes" saisissent le Défenseur des droits pour "atteintes à la liberté" de manifester -

franceinfo 05.01

"L'atteinte à la liberté d'aller et venir de l'ensemble de ces personnes parfaitement pacifiques, pour la plupart en mouvement au moment des interpellations, ne fait pas le moindre doute", écrivent les avocats William Bourdon, Vincent Brengarth et Céline Mokrane dans ce courrier envoyé vendredi au Défenseur des droits Jacques Toubon. "Nous nous inquiétons de telles mesures qui (...) semblent poursuivre une finalité dissuasive."

"Un nouveau palier semble désormais avoir été franchi" avec le recours par les autorités à l'infraction de "participation à un attroupement", considéré "comme un délit politique" par la Cour de cassation, rappellent les avocats. Selon eux, "le droit pénal n'a pas à servir d'instrument pour bâillonner ce qui relève de droits démocratiques et en particulier le droit de manifester". franceinfo 05.01

Leur vieux monde : Une poubelle à brûler.

- France. Pollution : le fléau des dépôts sauvages - francetvinfo.fr 06.01

314 000 tonnes de déchets dans la nature. francetvinfo.fr 06.01

- Italie. Rome croule sous les ordures - euronews 6 janvier 2019

Des déchets qui s'accumulent dans la capitale italienne depuis l'incendie qui a ravagé à la mi-décembre le principal incinérateur de la ville. Des sacs poubelles abandonnés dans la rue qui provoquent la colère des riverains. Certains ont même brûlé des dizaines de bennes à ordure : ils ne supportent plus les odeurs pestilentielles. euronews 6 janvier 2019

Ils osent tout.

- Espagne : la droite choque dans un tweet souhaitant la mort du Premier ministre - LeParisien.fr

- GB/Brexit: Les partisans du maintien et d'un second référendum majoritaires - Reuters

- Les Gafa vont-ils payer «leur juste part d'impôt» en France en 2019 ? - Liberation.fr

- Donald Trump répond à une élue démocrate qui promet de "destituer cet enfoiré" - Le HuffPost

- Venezuela: les pays du Groupe de Lima accentuent la pression sur Maduro -

Les pays du Groupe de Lima, à l'exception du Mexique, ont accentué la pression sur Nicolas Maduro, indiquant à l'issue d'une réunion vendredi qu'ils ne reconnaîtraient pas le deuxième mandat du président vénézuélien qui doit débuter le 10 janvier. AFP

- Une vidéo du «New York Times» montre comment l'Europe laisse les migrants mourir en mer - Liberation.fr

- Le drapeau trans a désormais sa place dans les bureaux du Congrès américain - Slate.fr

Venezuela: le Parlement déclare illégitime le nouveau mandat de Maduro - AFP

Le Parlement vénézuélien, contrôlé par l'opposition, a déclaré samedi illégitime le nouveau mandat du président Nicolas Maduro qui doit débuter le 10 janvier, promettant d'encourager un "gouvernement de transition" et des "élections libres". AFP

- Hongrie : menaces de grève générale - euronews

Une nouvelle vague de manifestations en Hongrie... et le ton monte doucement. Désormais les contestataires de la politique du président Viktor Orban menacent d'une grève générale si les les dernières lois votées par le parlement ne sont pas abrogées ou modifiées. euronews

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: un accord avec le régime est "inévitable" selon un commandant kurde - AFP 05.01

Un accord avec le pouvoir en Syrie sur l'avenir de l'administration autonome kurde de régions du nord est "inévitable", a déclaré samedi à l'AFP un haut responsable militaire kurde, en plaidant pour un maintien de ses combattants sur place. AFP 05.01

- Le conseiller de Trump parle de "conditions" préalables avant le retrait de Syrie - AFP 6 janvier 2019

Des conditions doivent être réunies avant le retrait des troupes américaines de Syrie, telle que la sécurité de leurs alliés kurdes, a affirmé dimanche John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale du président américain Donald Trump. AFP 6 janvier 2019

- Trump n'a pas changé de position sur le retrait de Syrie, selon la Maison blanche - Reuters 8 janvier 2019

Algérie

- L'Algérie accuse des capitales arabes d'infiltrer des terroristes pour déstabiliser le Maghreb - Franceinfo 4 janvier 2019

La décision du gouvernement d'interdire l'accès à l'Algérie aux migrants arabes arrivant par le Niger et le Mali est irrévocable", a déclaré au site algérien en ligne TSA Arabi Hacène Kacimi, le directeur en charge de la migration au ministère de l'Intérieur.

Rappelant que son pays avait accueilli jusqu'à présent plus de 50 000 Syriens pour des raisons humanitaires, le responsable a révélé que l'Algérie faisait face désormais à un nouveau phénomène. L'infiltration de migrants arabes venus de Syrie, du Yémen et de Palestine "par des canaux sous contrôle de groupes armés".

Et "quand certains de ces migrants deviennent un danger pour la stabilité nationale et une menace pour la sécurité, alors l'Algérie doit bouger", a-t-il ajouté.

Selon lui, ces migrants arabes traversent plusieurs pays tels que l'Egypte, la Turquie, le Soudan et la Mauritanie jusqu'au Niger et au Mali sans demander l'asile politique, "alors qu'une personne menacée demande l'asile au premier pays dans lequel il arrive", a-t-il commenté.

Indiquant ne pas vouloir porter d'accusations a priori, Hacène Kacimi a expliqué que son pays était en droit de s'interroger sur le fait de savoir s'il s'agissait véritablement de migrants ou "de terroristes pénétrant en Algérie sous couverture humanitaire". Pour lui, "il y a sûrement des parties occultes qui financent de telles norias terroristes".

Corroborant ces propos, TSA Arabi rapporte également, de source sécuritaire, que "l'armée algérienne est confrontée à un nouveau défi, celui de l'infiltration de terroristes âgés de 20 à 30 ans, la plupart de nationalité syrienne ainsi que quelques éléments yéménites".

Porteurs de faux papiers soudanais,"ces infiltrés viennent de la ville d'Alep, en Syrie, et ils sont poussés par des capitales arabes qui les encouragent à se déployer en Algérie dans le but de la déstabiliser", a précisé cette source, soulignant que ces terroristes syriens transitaient par le Niger depuis que ce pays est devenu un couloir pour les migrants clandestins.

A l'appui de cette thèse, TSA Arabi rappelle l'arraisonnement il y a quinze jours d'un navire chargé de munitions turques, 45 millions de balles pour être précis, au large de la Libye.

Un chiffre "colossal", selon la source de TSA, au regard d'une population de quatre millions de Libyens. "On peut en conclure que cette énorme quantité d'armes n'était pas destinée à la Libye mais à armer les combattants venus de Syrie et d'autres régions", a-t-elle dit.

Haut de page

Le 9 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Comme ma compagne est absente les trois premiers jours de la semaine, j'en profite pour bosser tranquillement, non-stop, il n'y a personne pour interrompre mes pensées, donc je peux davantage me concentrer sur mon sujet. Vous savez tout !

Sa mère, qui a environ 75 ans, a balancé à la poubelle et brûlé le sac plastique qui contenait les 7 chemisiers tout neufs que je lui avais fait faire sur mesure et que je lui avais offerts pour Diwali ! C'était la connerie du jour ! Sur le coup, j'ai fait celui qui était en colère parce que personne ne s'occupe d'elle, puis je me suis marré, j'y suis tellement habitué !

Non mais sans déconner, je plains ceux qui ne supportent pas les préjugés des masses arriérées, moi je n'y fais pas attention, car ici en Inde ce serait à devenir fou !

Tenez, hier soir j'ai regardé un film français en noir et blanc des années 50 je crois, Raboliot, l'histoire se déroulait en Sologne, un journalier à la campagne, braconnier à ses heures injustement poursuivi, refusant de purger une peine de prison dérisoire (un mois) qui n'aurait rien changé à sa vie, il choisira la fuite et la rébellion pour défendre son honneur, erreur d'appréciation fatale puisqu'elle le conduira à commettre un meurtre sur la personne du garde forestier qui le harcelait, et qui non seulement avait monté son épouse contre lui pendant son absence, mais était parvenu à la séduire, fin dramatique et injuste.

En écoutant les dialogues et en observant les rapports qu'avaient entre eux les différents personnages, je me suis dit que les gens étaient beaucoup plus libres et plus heureux à cette époque par rapport à maintenant. Comme le dit l'auteur d'un article que j'ai reproduit plus loin "*Aujourd'hui, en France, il est interdit de plaisanter, de rire, de faire de l'humour, de pratiquer l'auto dérision traditionnelle ou même la satyre*" sous peine d'être mis au ban de la société ou d'être "*condamnés devant les tribunaux*", quel horreur ce pays est devenu! Cela fait réfléchir.

Je n'ai jamais été un adepte de propos grivois, et quand j'en entends, je m'en fous éperdument. Je n'ai pas l'état d'esprit d'un policier de la pensée comme cela s'est beaucoup trop répandu également dans le mouvement ouvrier, hélas ! Ceux qui les condamnent sont en réalité coupés de la classe ouvrière, ils ne la connaissent pas, ils ne méritent pas de la représenter, ils la méprisent. Comme cela doit être difficile de supporter ces procureurs généraux, et pourtant on n'a pas le choix, quelle bien triste compagnie ! Bref, ici la vie du prolétariat est très dure, tout est pourri, mais au moins on se marre bien, entre nous, en public, n'importe où, on a au moins cette liberté, vous, vous n'avez même plus cela et c'est bien triste.

Tenez, vaut mieux moins mais meilleur, que plus mais pire ! Ce sera l'aphorisme du jour dans la bonne humeur, que j'espère avoir pu transmettre à certains, quant aux autres, ils riront jaune, sans gilet ! (Rire !)

- Au format pdf (16 pages)

On se répète, mais c'est inévitable !

(Et puis comme je ne fais pas partie des perroquets qui reproduisent les discours de leurs dirigeants, cela me permet de vérifier que je n'ai pas dit des conneries précédemment ou de les corriger !)

Toute discussion sur la situation politique, les institutions, la Constitution, la République, la démocratie, etc. ne servent à rien ou à pas grand chose si elles font l'impasse sur la situation économique qui est à l'origine de la lutte des classes, et encore faut-il cesser d'imaginer que le capitalisme n'aurait pas évolué depuis son passage à l'impérialisme au début du XXe siècle.

Car depuis que les oligarques se sont octroyés le pouvoir politique de se transformer en faux monnayeurs en toute impunité, penser la situation économique uniquement en terme de crise dans le cadre du capitalisme est insuffisant, dépassé, dérisoire, voire obsolète, et ne permet pas de comprendre ce qui se passe, encore moins de le prévoir, puisqu'ils recourent dorénavant à des facteurs ou des règles qui sont déconnectés du fonctionnement du capitalisme, qui pour ainsi dire n'ont plus rien à voir avec l'économie, mais dépendent uniquement de la nature et de leur volonté à préserver à long terme les privilèges de leur caste, leur survie au détriment de celle du reste de l'humanité qui est devenu son ennemi. Leur stratégie politique est dictée par cet unique objectif, et non celui de continuer à exercer leur hégémonie de classe dans le cadre du capitalisme, ce qu'ils ne cessent de démontrer et qu'on s'emploie à ignorer, d'où notre incapacité à définir une stratégie pour préparer les masses à les affronter pour les vaincre.

Ce n'est pas seulement l'évolution à venir du capitalisme et le développement de la lutte de classes qui les condamne à disparaître en supposant que le prolétariat parvienne à s'emparer du pouvoir politique, mais la démographie mondiale exponentielle, qui ne cesse de croître pour atteindre bientôt 10 milliards d'habitants, puis 12, 15, plus encore, et qui dans ces conditions sape leur propre survie si leurs besoins devaient être satisfaits, j'entends leurs besoins les plus élémentaires, alimentation, eau, santé, logement, espace vital, énergie, qui s'accompagnent de défis gigantesques, impossible à maîtriser, sans oublier leurs inévitables conséquences, violence, insécurité, pollution, déchet, etc. le tout rendant la société et le monde quasiment invivable, y compris pour eux.

Qu'on partage ou non cette analyse, peu importe ici, toujours est-il que contrairement à nous ils ont parfaitement conscience de

la direction dans laquelle s'oriente le monde et qu'elle est incompatible avec l'idée même de civilisation humaine, ce n'est évidemment pas cela qui les choque, mais qu'ils en soient victimes eux-mêmes et ils s'y refusent. Du coup, ils entendent dessiner l'avenir ou le sort de l'espèce humaine uniquement en fonction de leurs besoins pour perpétuer leur propre espèce. Oui, on peut affirmer qu'à présent ils considèrent globalement l'espèce humaine comme leur ennemi, ce qui peut paraître incroyable quand on n'a pas en tête leur détermination sans faille et leur cynisme sans fond.

Les discours que tiennent les uns et les autres sont inconsistants, parce qu'ils ne tiennent pas compte de la dimension historique de cette stratégie qui conduit à la disparition de la civilisation humaine. On nous dit que les Etats ne pourront jamais rembourser leurs gigantesques dettes à l'oligarchie, on nous dit qu'elle continue de s'enrichir encore et encore, on observe qu'elle continue de fabriquer des milliers de milliards de dollars, euros, yen, livre qu'elle se distribue par l'intermédiaire des banques centrales, on veut bien admettre qu'elle n'a plus d'autre recours que la fuite en avant, mais quand il s'agit de se demander pourquoi, d'essayer de comprendre ce qui se passe réellement, on ne nous fournit aucune explication cohérente ou sérieuse. On devrait se contenter d'un constat, c'est à croire qu'il s'agirait encore d'un sujet tabou parce que les sacro-saintes lois du capitalisme sont violées, et personne ne veut admettre que c'est possible et c'est pourtant le cas. Les actifs de la banque américaine Goldman Sachs se montent à 700 milliards de dollars, autrement dit selon le ratio en vigueur, elle dispose auprès de la Fed de 7.000 milliards de dollars pour spéculer sur le marché mondial ou faire tranquillement ses affaires, et toutes les autres grandes banques bénéficient des mêmes facilité, Citi, JP Morgan, Chase Manhattan Bank, etc. ce qui leur donne un pouvoir supérieur à n'importe quel Etat dans le monde. Et ces sommes phénoménales d'argent ne figure nulle part au bilan de la Fed, pourquoi faire puisqu'elle figurerait à la fois dans la colonne des actifs et des passifs, les deux s'équilibrant égal à zéro et le tour est joué, circulez il n'y a rien à voir ! Mais qui donne ce pouvoir à la Fed ? Question stupide puisque la Fed, c'est eux, ce sont eux qui détiennent la planche à billets ! En fait, c'est tellement rudimentaire que tout le monde ou presque passe à côté.

Le capitalisme est virtuellement en faillite, et ils le maintiennent artificiellement en survie en recourant à des procédés financiers mafieux, ils ont même été jusqu'à hypothéquer la plus-value qu'il dégagerait au cours des prochaines décennies, de sorte que réduit à l'état de banqueroute, paradoxalement ils en viennent à devoir le financer pour éviter qu'il ne tombe en ruine, car ils craignent que sur ses ruines le prolétariat bâtisse une autre société d'où ils seraient exclus. Ils ne volent pas à son secours pour le sauver mais pour en conserver le contrôle, y compris de son effondrement qui ne peut être que programmé, qui n'interviendra ni n'importe quand ou dans n'importe quelle circonstance, ni n'importe où, il interviendra quand ils l'auront décidé, ni avant ni après, de toutes manières ils ont les moyens de l'empêcher avec la puissance financière dont ils disposent, pour ainsi dire illimitée.

Il faut être bien naïf ou complètement ignorant pour ne pas avoir compris que depuis 1929 toutes les crises économiques ou financières qui se sont produites dans le monde ont été planifiées, il faut ne pas avoir à l'esprit que 24h/24 ils ont le pouvoir de la déclencher, de la laisser se développer, de la stopper, bref de siffler la fin de la partie et de rafler la mise au passage, après avoir ruiné des Etats, les avoir conduit à la guerre, avoir dépouillé des centaines de milliers de petits actionnaires, avoir mis la main sur des pans de l'économie d'un pays ou certains secteurs économiques qui leur échappaient encore ou dans lesquels ils voulaient renforcer leur présence, etc. Ne dites pas que vous n'en croyez pas un mot, vérifiez-le vous-mêmes, faites comme moi, lisez les documents qui figurent sur le Net et vous en aurez confirmation. Je vais vous dire un truc, tant que je n'avais pas lu de mes propres yeux, je ne le croyais pas, et je ne me suis pas contenté d'un seul document, j'ai continué mes recherches, j'ai recoupé les informations que j'avais obtenues, j'ai vérifié les sources.

Vous vous demanderez peut-être pourquoi ils n'arrosent pas le monde entier de millions de milliards de dollars pour que l'humanité toute entière partage leur bonheur puisqu'ils en ont le pouvoir, au lieu de les haïr ils seraient vénérés, mais parce que ce n'est pas leur objectif, car même dans ce cas-là les besoins de la population mondiale entreraient en concurrence avec les leurs qui seraient relativement modestes compte tenu qu'ils représentent moins d'1% de la population mondiale, du coup ils ne peuvent que la considérer que comme leur ennemi pour les raisons que j'ai indiquées plus haut. Cela sous-entend un certain nombre de choses que nous n'avons fait qu'effleurer, dont la réduction de la population mondiale. Comment ils comptent s'y prendre pour y parvenir, je l'ignore et je crois bien qu'ils l'ignorent eux-mêmes, parce qu'ils n'ont aucune idée du rythme et du délais dans lesquels cela pourrait se réaliser ou ils sont divisés sur les moyens à appliquer pour atteindre cet objectif pour le moment hypothétique, puisque la population mondiale continue d'augmenter, et encore faudrait-il qu'ils soient sans risque pour eux, on ne s'avancera pas au-delà sur ce sujet, car ce serait de la pure spéculation. Et n'oublions jamais qu'ils ont de la suite dans les idées !

On vient de voir très rapidement que notre ennemi disposait d'importants moyens pour mener à bien sa politique ou sa stratégie, il dispose en fait de tous les pouvoirs, économique, politique, judiciaire, médiatique, et il s'en sert pour mener sa lutte de classe contre les exploités et les opprimés...

Nous de notre côté, nous disposons du mouvement ouvrier, de sa longue expérience, de sa tradition révolutionnaire, des enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes principalement, de nos propres forces, de notre volonté intacte à refuser de se résigner à vivre en esclavage, nous disposons de la légitimité puisque nous sommes l'immense majorité de la population et que nous partageons les mêmes besoins ou aspirations à la justice sociale, au bien-être, à l'épanouissement individuel, à vivre en harmonie avec tous les peuples, en paix, et surtout nous disposons du droit politique de nous organiser pour décider librement qui doit détenir la pouvoir, qui doit gouverner, sur quelle base sociale doit reposer la société, son orientation, de sorte que l'humanité puisse relayer au musée de la préhistoire l'exploitation de l'homme pas l'homme, toute forme d'oppression ou de servitude exercée par des hommes sur d'autres hommes.

Notre ennemi ne s'embarrasse pas de ce qu'on pense de lui ou de sa stratégie, il suit sa route, et bien faisons de même, tenons-nous en résolument, strictement à notre terrain de classe, nous sommes le nombre, nous sommes la force, la légitimé est de notre côté, faisons en sorte que la prochaine étape du processus dialectique matérialiste et historique soit en notre faveur, et rira bien qui rira le dernier !

Car oui, même la mafia, la mafia financière en fait partie !

Qu'est-ce que c'est que l'« ***extrême centre*** », le centrisme, le "***ni de droite ni de gauche***" dont se réclame Macron ?

Dans la rubrique ils osent tout. Comment les médias dominants manipulent les consciences en faisant passer pour démocrates des "*experts*" travaillant dans un magazine britannique de l'oligarchie financière, détenu par la famille Agnelli et Rothschild, voué à la propagation du néolibéralisme.

Et en quoi consiste exactement son "*indice de démocratie*" ? Tenez-vous bien : Le libéralisme économique, le libre-échange, la dérégulation financière, le libéralisme sociétal, mais encore : Margaret Thatcher, Ronald Reagan, John Kerry, Barack Obama, Bill Clinton, Nicolas Sarkozy, mais encore : le général Pinochet !

Délirant, incroyable, mais vrai !

Dans un article du 9 janvier Le HuffPost relate un "*classement annuel des démocraties*" établi par "*un groupe d'experts*" de "*The Economist Intelligence Unit*".

La cible : L'Italie ou plutôt le gouvernement italien. (Ce pourrait être le gouvernement vénézuélien ou bolivien. - LVOG)

En cause: sa position anti-immigration, il a "fermé les ports italiens aux navires ayant secouru des migrants".

Conclusion : "De nouveaux dangers potentiels pour réduire les libertés des citoyens."

Qu'est ce que c'est The Economist Intelligence Unit ?

(Sur leur site Internet.)

- "We are the research and analysis division of The Economist Group, the sister company to The Economist newspaper."

Donc un département de The Economist.

(Sur Wikipédia)

Qu'est ce que c'est The Economist ?

The Economist est un magazine d'actualité hebdomadaire britannique. Il est l'un des hebdomadaires de référence à l'échelle mondiale, ciblant une population hautement éduquée.

L'Obs et Le Monde diplomatique le citent comme l'hebdomadaire « le plus influent du monde ».

The Economist est l'une des marques de The Economist Group, qui possède également l'Economist Intelligence Unit, proposant des recherches et des analyses pour conseiller ses clients et connue pour son indice de démocratie. Il détient également l'Economist Intelligence Unit.

Le groupe était possédé à hauteur de 50 % par Pearson de 1928 à 2015. En août 2015, Pearson, après avoir vendu le Financial Times, annonce la vente pour 469 millions de livres de sa participation dans The Economist Group, au groupe italien Exor (la famille Agnelli) et à la famille Rothschild.

Les États-Unis sont le pays étranger comportant le plus de journalistes.

À l'inverse de la majorité des journaux actuels, aucun journaliste ne signe ses articles, même le nom rédacteur en chef n'est pas mentionné dans un signat. The Economist justifie cet anonymat par la volonté de ne s'exprimer que par une seule voix commune, définie lors de réunions hebdomadaires, plutôt que par une multitude de voix aux opinions diverses : dans une sorte de « centralisme démocratique », chaque article devient une « œuvre collective ». (C'est en réalité l'inverse du « centralisme démocratique », puisqu'ici le directeur de la rédaction ou le rédacteur en chef fait un briefing à son troupeau de

moutons de rédacteurs ou il leur dicte la ligne politique adoptée par la direction politique du journal qu'ils doivent suivre à la lettre. Le véritable centralisme démocratique, c'est quand l'ensemble des participants à une réunion peuvent s'exprimer et soumettre librement leur position sur une question, ensuite ils votent et la position qui a obtenue la majorité des voix est adoptée, et tous s'engagent à la défendre loyalement. - LVOG)

The Economist est fondé par James Wilson en 1843 et paraît pour la première fois en septembre de la même année. Il est créé pour soutenir la campagne demandant l'abrogation des Corn Laws, lois protectionnistes sur les céréales, et pour promouvoir le libre-échange. Son titre reflète alors cette orientation politique marquée, le terme « économisme » désignant à l'époque principalement le libéralisme économique (On dirait l'ultra libéralisme ou le néolibéralisme, le néoconservatisme de nos jours. - LVOG). Bien que les Corn Laws soient abolies en 1846, le journal perdure, restant fidèle aux idées libérales de Wilson. Karl Marx décrit en ce temps le journal comme « l'organe européen » de « l'aristocratie des finances ».

Le magazine est tiré à 1,3 million d'exemplaires en 2007 puis 1,6 million en 2015.

Selon l'étude de 2006 de l'Audit Bureau of Circulations, l'organisme de mesure anglais, 53 % des lecteurs sont nord-américains, 14 % britanniques et 19 % d'Europe continentale. 40 000 exemplaires sont vendus en France chaque semaine.

Le revenu annuel moyen des lecteurs du journal est de 200 000 dollars ; la publication est largement bénéficiaire avec 411 millions de chiffre d'affaires en 2015 dont 75 millions de bénéfice opérationnel.

The Economist se considère comme d' « extrême-centre » et comme partisan d'un libéralisme inspiré d'Adam Smith, de John Stuart Mill et de William Ewart Gladstone, s'opposant à toute limitation injustifiée des libertés individuelles, qu'elles soient économiques ou personnelles.(Qui décide qu'elle est "injustifiée" ou la limite à ne pas dépasser ? Le législateur au service de l'oligarchie ! - LVOG) Il prend ainsi position en faveur à la fois d'un libéralisme économique, notamment le libre-échange et la dérégulation, et d'un libéralisme sociétal, en défendant par exemple la légalisation des drogues et le mariage homosexuel. (Intéressant n'est-ce pas ? Vous avez là la confirmation que c'est bien l'oligarchie financière qui est à l'origine de toutes ces campagnes identitaires ou communautaristes. - LVOG)

Il a soutenu des dirigeants politiques conservateurs comme Margaret Thatcher ou Ronald Reagan comme des travaillistes (Tony Blair) ou des démocrates (John Kerry, Barack Obama et Bill Clinton). Le journal a pris parti dans l'élection présidentielle française en soutenant Nicolas Sarkozy. (D'où vient leur amalgame rouge-brun ? De la confusion des rôles entre la droite et la gauche, des républicains et des démocrates qu'ils ont camouflée si longtemps avec le soutien de nos dirigeants. - LVOG)

Partisan de l'intervention américaine au Viêt Nam. Le journal donne une couverture plutôt favorable au putsch du général Pinochet en 1973.

Sur l'échiquier politique anglais, The Economist se définit lui-même comme proche des radicaux, voyant dans l'« extrême centre » sa position historique. (Source : Wikipedia.org)

Ce ne serait pas plutôt l'inverse, faisons notre révolution pour écrire une nouvelle Constitution ?

Mais notez bien que nous devrions rédiger un projet de Constitution. D'ailleurs, vous ne vous êtes jamais demandés pourquoi tous ces partis (POID, POI, NPA, LO) partisans de la rupture avec la Ve République ne s'y sont jamais attelés, tout du moins à ma connaissance ? Quel formidable outil de propagande il aurait été depuis...1958 !

"Nous devons réécrire la Constitution pour la faire respecter et cela provoquera une Révolution"

- Les Gilets-Jaunes provoquent la restauration de la Constitution par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 31 décembre 2018

LVOG - Ce texte était bourré d'illusions dans le régime que je n'ai pas reproduites, celles qui restent et que je n'ai pas pu couper sont inoffensives. Il y est fait également références à quelques personnes que l'on jugera plus ou moins infréquentables, François Asselineau, Etienne Chouard, Natacha Polony, Dieudonné, Michel Onfray, et je vous en ai évité d'autres bien pire encore ! C'est malheureusement inévitable dans ce genre d'articles destinés à un large public.

On retiendra son côté pédagogique à la portée de tous, l'auteur va à l'essentiel et on voit qu'il maîtrise son sujet, et on peut penser qu'au terme de sa lecture le lecteur aura appris ou retenu quelque chose, c'est l'essentiel, ce qui est rarement le cas des articles publiés dans les hebdomadaires des partis ouvriers, énoncer leurs défauts serait trop long ici.

Extraits.

Le premier ennemi du peuple c'est un État qui se croit tout permis parce qu'il pense qu'il détient un pouvoir qu'il s'est attribué mais

que jamais personne ne lui a donné. Le second ennemi du peuple c'est le même État qui veut faire croire qu'il est innocent. Le troisième ennemi du peuple, c'est l'État qui, se croyant ou se considérant innocent, pense que le peuple ne peut en aucun cas se permettre une incroyance en cette innocence. C'est ainsi qu'il fait passer la conscience d'une volonté démocratique du peuple à la croyance théocratique qui lui liera les mains. Si l'État se fait passer pour innocent, c'est parce qu'il se réfère à un principe supérieur à celui de la souveraineté constituante du peuple : le principe pontificaliste théocratique qui fait de l'État le Pontife de la société laïque. Voilà pourquoi le premier terroriste menaçant le peuple c'est l'État. Il n'est donc nullement étonnant que l'État réprime abusivement le peuple et organise l'oppression du peuple en gérant son management de la terreur.

Si les « élites » se sont attribuées un pouvoir, c'est parce que le peuple a été dépossédé de sa souveraineté qui aurait naturellement organisé un contrepouvoir contrôlant tout abus de pouvoir. Nous allons voir comment ce tour de passe-passe s'est réalisé.

Une Constitution c'est l'expression de la souveraineté du peuple. Ensuite, les parlementaires sont des législateurs qui vont mettre au service du peuple leur compétence pour élaborer des lois qui ne seront que le reflet de ce qui est exprimé dans la Constitution. La référence au socle constitutionnel est primordiale. La Constitution qui exprime la volonté souveraine et démocratique du peuple, n'est une Constitution qu'à la condition d'avoir été écrite par le peuple. Seul le peuple peut donc modifier la Constitution. Aucun Parlement, aucun Sénat, aucun Gouvernement ni aucun Président de la République ne peut modifier une virgule de la Constitution. La Constitution écrite par le peuple constituant définit le cadre dans lequel le service de la représentation doit s'exercer. Aucun pouvoir n'est donné à personne. Le Président et tous les représentants du peuple sont au service exclusif des intérêts réels du bien commun du peuple. La liberté, la sécurité, les intérêts du bien commun sont assurés par les lois qui explicitent la Constitution en étant compatibles avec elle.

Le peuple accepte d'être gouverné par un Gouvernement dans la mesure où l'exercice de son service est encadré, limité, par la Constitution que le peuple lui-même a rédigée et que lui seul peut modifier.

Etienne Chouard, logiquement très critiqué par les chiens de garde du système, dit que « Le problème qui nous concerne, c'est notre dépossession du politique par des Constitutions qui n'en sont pas. Nous devrions refuser d'appeler « Constitution », des textes qui, au lieu d'être des protections, sont des prisons. » (Cf., Etienne Chouard, invité par Natacha Polony sur Polony.tv, le 02 décembre 2017, « Nous ne sommes pas en démocratie » ; visionner également la vidéo Etienne Chouard, le 04 août 2017, entretien chez Thinkerview)

Dès qu'une représentation se permet de toucher ou de modifier, une Constitution, il n'est plus une représentation mais une usurpation, un délit de pouvoir, une forme de putchisme politique, un coup d'État juridique illégal.

James Madison (1751-1836, quatrième président des États-Unis d'Amérique, de 1809 à 1817), écrivait : « Là où règne un excès de pouvoir, aucune propriété n'est dûment respectée. Personne n'est en sécurité dans ses opinions, sa personne, ses facultés ou ses biens. » (Cf., The Fouders' Constitution Volume 1, Ch 16,Document 23)

En France, la liberté d'expression n'est plus qu'une belle idée ancienne. Les dernières lois (Cf., article du 19 novembre 2018, dans mondialisation.ca : l'avalanche liberticide appelle à la résistance) posent répétitivement les limites de ce qu'elle représente aujourd'hui.

Ouvrons cette parenthèse. Depuis la loi Gayssot du 13 juillet 1990, jusqu'aux dernières sur les « fakes news » de Macron en novembre 2018, la liberté d'expression est devenue dérisoire en France. Les citoyens peuvent être sévèrement condamnés pour un oui ou pour un non, au nom d'un soi-disant «discours de haine » ou «d'incitations à la haine raciale» ou «d'antisémitisme», alors que la Constitution garantit la liberté d'expression.

Aujourd'hui, en France, il est interdit de plaisanter, de rire, de faire de l'humour, de pratiquer l'auto dérision traditionnelle ou même la satyre. Les Coluche ou Desproges sont inimaginables aujourd'hui : ils seraient condamnés devant les tribunaux! Un Dieudonné, quelles que soient ses opinions, est condamné par les tribunaux et harcelé par la police de la dictature française pour interdire aux sympathisants la participation à ses spectacles, car de toute évidence, la liberté de pensée et d'expression n'existe plus en France, Patrie des Droits de l'homme! Frédéric Taddeï a été viré de France Télévision pour avoir dit la vérité sur l'engagement criminel de l'Etat Français dans la coalition illégale de Doha au service des intérêts d'Israël en Syrie et ce journaliste travaille désormais sur RT France; Natacha Polony a, elle aussi, été virée de partout. Elle a été obligée d'organiser son indépendance. Elle anime entre autres choses les activités du Comité Orwell. Michel Onfray s'est fait virer des TV et des Radios de France et de Navarre pour avoir osé publier un écrit satyrique sur Macron et critiquer les partisans du pacte de Maastricht. Des pressions venant de l'Etat terroriste français ont été organisées pour l'empêcher de continuer son Université populaire. Le but était d'étouffer la voix du philosophe qui a été jugé, par la macronie, dissident et véhiculant des idées incompatibles avec la vision dictatoriale de la politique fasciste ultra libérale qu'elle pratique. D'autres journalistes avaient déjà été censurés avant eux, comme Jean-Loup Izambert sur la Syrie en 2015 ou Paul Moreira sur l'Ukraine en 2016…

Dans les « élites » politiques, il n'y a plus personne aujourd'hui en France qui pourrait prononcer cette parole attribuée traditionnellement à Voltaire : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai pour que vous puissiez

le dire librement. » Cette liberté est devenue impensable en France! Comment en est-on arrivé là?

Les chiens de garde habituels que l'on entend dans les médias collabo du système, nous sidèrent par leur pratique d'un psittacisme journalistique déconcertant ou des paralogismes informels en continu à travers lesquels ils prennent constamment les gens pour des idiots. Ils finissent par nous gaver avec leurs fixations et nous rappellent bien souvent Simone de Beauvoir qui disait si justement dans « Les Mandarins » (1954) : «Ces gens ont l'air de croire que le vide de leur cerveau leur meuble les couilles!»

Ces « gens » en question sont, en vrac, les Jean-Michel Aphatie, les Christophe Barbier, les Hervé Gattegno, les Patrick Cohen et autres BHL, bref, la cohorte des abrutis du même acabit que l'on subit à longueur de temps sur les ondes et qui polluent la vie publique française, et en particulier lorsqu'ils délirent sur les Gilets-jaunes…

Fermons la parenthèse.

Des lois qui ne sont pas compatibles avec la Constitution, sont illégitimes et sans valeur. Si un citoyen peut être condamné à de la prison ferme alors qu'il dit une vérité historique avérée, vérifiée, ou parce qu'il plaisante, simplement parce qu'une représentation législative s'est emparée d'un pouvoir qu'elle n'a pas et qu'elle n'a jamais eu, mais qu'elle s'est arbitrairement attribué, nous ne pouvons plus parler de démocratie mais de dictature. Une loi qui n'est pas compatible avec la Constitution écrite par le peuple n'a aucune légitimité et le citoyen a le devoir de s'opposer à cette loi qui n'a aucune valeur. Il est même tenu à la désobéissance civique, puisqu'il est tenu de respecter la Constitution.

Nous pouvons tous constater à quel point nous sommes dans une dérive totalitaire en France, puisque ce qui est naturel et inscrit dans la Constitution est foncièrement contesté par un pouvoir qui s'est attribué le droit de contredire la Constitution en la niant quasi intégralement!

Georges Orwell écrit dans 1984 : «Pour que les grands gardent perpétuellement leurs places, la condition mentale dominante doit être la folie dirigée.» (P.307) (...)

Une Constitution n'a de sens que si elle est respectée. Autrement dit, toute Constitution qui n'est pas respectée cesse d'en être une.

En France la Constitution, en plus d'avoir été modifiée à maintes reprises, sans le consentement du peuple français, a été ouvertement ignorée à de très nombreuses occasions par le Président de la République, notamment par Emmanuel Macron. Les exemples sont pléthore.

François Asselineau, président de l'UPR, a pointé 13 violations de la Constitution française par le Président de la République actuel. Or, selon l'article 68 de la Constitution, une procédure de destitution devrait avoir lieu alors qu'elle ne se fait pas! (Cf., François Asselineau, le 27 décembre 2018, interview BFM TV sur les Gilets-jaunes et sur la destitution d'Emmanuel Macron) (...)

Une Constitution doit protéger de tout abus de pouvoir. Une Constitution doit régler la question du contrôle des élus, de la révocation des élus à n'importe quelle moment si ceux-ci ne sont plus dans le respect de leur mission ; une Constitution doit être respectée pour être une Constitution. Une Constitution doit être écrite par le peuple si nous voulons parler de démocratie et installer une démocratie. Seul le peuple est habilité à écrire la Constitution, à amender la Constitution, à modifier la Constitution et à faire respecter la Constitution par le referendum d'Initiative Citoyenne, révocatoire ou autre, si quelqu'un, en cours de mandat, voulait s'emparer d'un pouvoir échappant au contrôle du peuple.

La Constitution est là pour protéger le peuple des législateurs. Les législateurs sont là uniquement pour nous rendre service : détailler les règles qui impérativement doivent être absolument compatibles avec la Constitution écrite par le peuple et qui reste la vraie et fondamentale volonté du peuple et souveraineté du peuple supérieure à toute autre loi ne pouvant que venir confirmer ce que dit la Constitution. Toute loi qui viendrait contredire la Constitution est d'office illégitime et non valide : elle doit être abrogée immédiatement et aucun citoyen ne peut ni ne doit respecter une loi qui contredit la Constitution ou qui s'oppose au respect de la Constitution. Ce ne sont pas les « représentants » du peuple qui sont habilités à écrire les règles de leur propre « représentation ». C'est au peuple d'écrire les règles qui définissent le travail de ses représentants.

Tous ceux qui considèrent qu'ils ont un « pouvoir », ne peuvent évidemment pas se mettre à écrire les règles qui vont contrôler leur propre « pouvoir ». Pourtant c'est ce qui se fait continuellement depuis longtemps en France. Le peuple doit abroger cette perversion et définir dans la Constitution ce qu'est le rôle du « représentant serviteur du peuple » et non pas « détenteur d'un pouvoir sur le peuple ».

Le problème qui est celui du peuple, c'est la dépossession du politique par des Constitutions qui n'en sont pas. Les marchands, les financiers, les spéculateurs se sont emparés du pouvoir en écrivant les lois à la place du peuple. Ils ont donc rédigés les lois en vertu de leurs intérêts marchands, contre ceux du peuple dépossédé de sa souveraineté constitutionnelle. De fausses constitutions ont remplacé la Constitution.

Dès qu'on lit, par exemple, l'Article 3 de la Constitution française actuelle on trouve cette affirmation illégitime: « La souveraineté appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants…» Autant dire qu'on se moque ouvertement du peuple. Cela veut dire que les « représentants » détiennent le pouvoir qu'ils exercent au nom du peuple et le peuple accepte implicitement d'être dépossédé habituellement de son pouvoir par le fait même. Dire ensuite que le referendum est également prévu par cet article n'a plus beaucoup de sens puisque ce sont les « représentants » qui vont décider à quel moment un referendum doit avoir lieu et en définissant ses modalités.

La seule façon d'organiser une démocratie représentative qui n'aille pas dans ce type de falsification, c'est de la penser à partir du plus petit échelon : la commune. Les représentants locaux sont choisis par la population locale. On les connaît, on les voit faire leur travail, on les contrôle en direct et on se donne le droit de pouvoir les révoquer si leur travail n'est pas satisfaisant ou s'il va dans le sens contraire des intérêts du bien commun.

Ensuite, nous déléguons au niveau départemental les décisions que nous ne pouvons pas prendre au niveau local. Par une fédération pensée d'en bas, s'organise le processus de la délégation et non pas à partir d'en haut. Une fédération pensée depuis le haut est une caricature de démocratie.

C'est l'exemple de l'Union Européenne qui veut organiser une fédération de pays mais à partir de Bruxelles, à partir de « représentants » que personne n'a élus et qui ne représentent donc personne, mais qui nous imposent en revanche leur « Constitution » et les traités, sans que les peuples ne se soient en rien prononcés. On se rappelle que même les consultations par referendum sur la Constitution européenne, ayant donné un résultat négatif pour plusieurs pays, ont été ignorées et imposées à tous par les « représentants » détenant un pouvoir qui, par conséquent, ne venait pas des peuples!

Le fait que le citoyen devienne un citoyen constituant, lui permet d'écrire lui-même le fondement du droit dans la Constitution, parce qu'il est le souverain.

Les voleurs de pouvoir, les oligarques, les « élites » politiques, ont absolument intérêt à placer la sphère des prises de décisions le plus haut possible : pour eux un pouvoir exercé par un Gouvernement mondial constitue ce qu'il y a de plus souhaitable. Le communal est balayé depuis longtemps, puis même le national a été balayé à son tour. Actuellement c'est la gouvernance supra nationale de l'Union Européenne qui logiquement a été pensée par des « élites » pour nous conduire tout droit vers la gouvernance mondiale! Le processus est évident. C'est aussi la raison pour laquelle les peuples se rendent parfaitement compte qu'ils ont été dépouillés de toute souveraineté. Ils ont été trompés, abusés, volés, arnaqués. On les a dépossédés de leur volonté démocratique : ils n'ont plus rien en mains et ne peuvent plus rien réclamer. Ils n'ont aucune souveraineté mais seulement un devoir de soumission radicale. (...)

C'est aussi la raison pour laquelle les peuples se remettent à voter en Europe pour les candidats des partis nationalistes. Ce réflexe est bien entendu erroné, puisque faire appel à des candidats nationalistes ne redonnera pas la souveraineté au peuple. Il s'agirait plutôt de redevenir citoyens constituants, afin de retrouver la démocratie qui redonne la souveraineté au peuple, qui permet au « démos » d'exercer le « cratos » (Du grec Demos, le peuple, Cratie le pouvoir - LVOG).

Les « élites » de Bruxelles, plus exactement les « juges européens » ont décidé en 1964 que « le Droit européen serait désormais supérieur au droit constitutionnel de chaque nation »! Aucune Constitution nationale ne serait supérieure à la Constitution européenne, qui pourtant n'est pas une Constitution puisqu'elle n'a pas été écrite par les peuples européens. Ce qui fait que tous les peuples européens ont été, déjà à cette époque-là, dépossédés ipso facto de leur souveraineté. Ces juges européens n'avaient aucun mandat électoral pour faire ce coup d'État juridique: ils ont pratiqué le « putsch juridique ».

Les « élites » politiques nous trahissent en permanence depuis tout ce temps, car ils vendent nos richesses et ils les donnent même, puisqu'en réalité ils en vivent très grassement. Toutes ces « élites » politiques s'enrichissent sur le bradage de nos richesses, de nos acquis, de nos biens… sans jamais nous demander notre avis sur rien. Les élus ne vendent pas seulement les richesses des peuples, mais aussi leur souveraineté aux plus offrants pour eux-mêmes. Or, les élus ne sont pas propriétaires de la souveraineté. Au nom de qui et de quoi se permettent-ils de vendre quelque chose qui ne leur appartient pas?

Le comportement des élus au niveau européen, comme actuellement au niveau de chaque pays européen, est à l'image d'un locataire qui déciderait arbitrairement de vendre l'appartement dans lequel il vit, en croyant que par le simple fait d'y vivre il en serait devenu le propriétaire!

Le principe du vote tel qu'il est imaginé actuellement dans tous les pays occidentaux, est foncièrement infantilisant : les citoyens sont, par le vote, tenus à l'écart de toute responsabilité. Le citoyen fait de l'élu, un homme de pouvoir ayant le droit de le tyranniser durant toute la période d'exercice de son mandat. C'est l'élu qui détient toute la responsabilité du politique pendant que le citoyen en est dépouillé. L'institution du vote telle qu'elle existe chez nous, infantilise le citoyen, le déresponsabilise, et donc le décourage de toute implication politique. (...)

L'élection telle qu'elle existe actuellement est une véritable incitation au mensonge, avant d'être élu, pendant le mandat et après le mandat pour être réélu! L'élection fabrique nécessairement des maîtres dominants, croyant détenir un pouvoir sur leurs

concitoyens, alors que le tirage au sort construit des serviteurs nécessairement contrôlés, puisque non élus sur une confiance a priori, et par obligation attentifs au bien commun. La professionnalisation de la politique et le cumul des mandats fabriquent des tyrans et empêchent la rotation dans l'exercice du service du bien commun, de la « res publica ». C'est le principe de l'élection qui a créé les partis. Les partis n'ont de raison d'être que pour les élections. Ce qui veut dire que la démocratie n'est pas envisageable tant qu'il y a des partis ou des mouvements politiques qui sont plus ou moins des partis déguisés. (...)

Le système actuel de la « représentation nationale » est plutôt un système de domination parlementaire qui est une authentique imposture, une tricherie, une supercherie, un abus. (...)

Enfin, il n'y a pas de souveraineté politique sans souveraineté monétaire en même temps. Le coup de la monnaie unique gérée par une banque centrale européenne interdisant aux banques nationales de jouer leur rôle naturel auprès de chaque État nation, était un enchaînement radical imposé à tous les citoyens de tous les pays de l'Union Européenne et une manière absolument perverse d'écraser toute souveraineté possible des peuples.

Nous ne disposons plus d'aucune souveraineté politique à partir du moment où nous avons accepté de perdre la souveraineté monétaire. En France, cette capacité à fabriquer sa propre monnaie a été abandonnée le jour où l'Union Européenne a décidé de créer la monnaie unique et de passer à la fondation de la BCE. Le 1er juin 1998, la Banque centrale européenne prenait la place de l'Institut monétaire européen. Six mois plus tard, le 1er janvier 1999, onze États membres (sur les 15 qui composaient alors l'Union européenne) intégraient la troisième phase de ce projet de monnaie unique et acceptaient la fixation irrévocable des taux de conversion de leurs monnaies. La zone euro était en place et la souveraineté des peuples irrévocablement perdue.

Dès lors, demander aux Français en 2005, s'ils acceptaient par referendum la « Constitution européenne » qui n'en était pas une, puisque non écrite par les peuples européens, était une gageure, une farce de mauvais goût. Tout le système était sidéré en apprenant que les Français avaient voté « non », croyant toujours qu'ils avaient leur souveraineté. Très vite, ils allaient découvrir que cette souveraineté avait disparu et que ce referendum était une farce, un simulacre de « démocratie », une manière ultime de vouloir faire dire aux Français qu'ils avaient librement choisi leur enchaînement volontaire! En réalité, il était tout à fait naturel que Sarkozy ait modifié la Constitution française à Versailles et que le « non » des Français sur la Constitution européenne fut transformé en « oui » des Français, le 4 février 2008. Ce « non » des français était anachronique et inimaginable dans ce contexte Maastrichtien dominant qui avait d'office volé la souveraineté du peuple ayant procédé à un referendum n'ayant plus de « légitimité » légale. C'était comme si l'on demandait aux Français, à travers ce referendum, de viser une cible avec un fusil dont on avait supprimé et la balle et le percuteur! Une véritable farce et une injure suprême.

Aujourd'hui, 10 ans plus tard, nous voyons le résultat spectaculaire obtenu par cette moquerie d'une arrogance extrême et hautement injurieuse. Le peuple a compris qu'il s'était fait abuser et qu'il devait se réapproprier sa souveraineté.

En fonction de ce que l'on vient de dire, il est donc évident que tout le système est farouchement sur le pied de guerre contre ce peuple récalcitrant qui n'accepte pas de continuer à se faire voler sa souveraineté.

Ce qui anime les Gilets-jaunes aujourd'hui, constitue une menace extrême pour ce pouvoir des dominants de l'oligarchie européenne. La revendication du RIC est pire que le FREXIT lui-même. Car c'est toute la mécanique souterraine de la fabrication de l'UE telle qu'elle est qui est fondamentalement remise en cause par cette volonté de réappropriation de la souveraineté du peuple et de la politique… Voilà le cauchemar absolu pour les prédateurs de l'UE au pouvoir partout en Europe. Macron est un pion de ce système et il n'est là que pour servir ce système. Il se trouve que les Français lui disent stop! On ne va pas plus loin. Mais, cet homme a été placé là où il se trouve par la volonté du capitalisme ultra libéral au pouvoir en Europe: il a donc des obligations vis-à-vis de ses parrains. Ce qui veut dire qu'il ne peut pas faire autrement que de pratiquer la répression à haute dose ou trouver le moyen de s'enfuir, de s'échapper de ce piège dans lequel il a accepté de se laisser prendre. Il en est à « la fuite de Varenne », en espérant pour lui qu'il passera la frontière, ou à la décapitation politique.

Pour le peuple, il est temps de reprendre la légitimité là où elle est. Et là où elle est n'est pas l'UE. L'UE est diamétralement opposée à la revendication des Gilets-jaunes et ne peut tolérer la revendication des Gilets-jaunes. Elle va donc déclencher une répression spectaculaire en Europe, puisque les Gilets-jaunes font des émules dans toute l'Union. Cette répression est logique, Bruxelles sera obligée d'en arriver là.

C'est la raison pour laquelle nous avons toutes les « chances » de voir « fleurir » le terrorisme partout dans l'UE, car il faut maintenir par la peur tous ceux qui veulent s'opposer à ce vol de la souveraineté des peuples. Les Français seront sévèrement punis. Les agents dormants ou les mercenaires de l'OTAN/CIA seront réactivés partout en Europe. La menace de guerre sera exaspérée. L'UE tentera de trouver un ennemi extérieur (déjà tout trouvé : la Russie) pour y détourner les tensions internes exaspérées. Déjà la macronie a ouvertement accusé la Russie d'être derrière la révolte des Gilets-jaunes! La manipulation des peurs sera accentuée via les medias aux ordres. Il est hors de question pour ce système que le peuple puisse sortir de cet enfermement qu'il a si bien construit au bénéfice exclusif de la caste des oligarques et des financiers au pouvoir.

Les européens sont là pour enrichir ce monde des privilégiés et ce monde des privilégiés est tout à fait prêt à exterminer les récalcitrants. Qu'on se le dise clairement sans avoir peur des cris d'orfraie que les gardiens de la dictature européenne

vont pousser assurément avec l'hypocrisie dont elle a le secret, en écoutant ce type de discours qui sera aussitôt qualifié de « complotiste » ou de « populiste » ou de « radicalisé »…

Dans un premier temps, le plus grand bouleversement à opérer désormais, c'est celui d'une restauration du « citoyen constituant ». A partir de là, il est possible de penser le RIC (referendum d'initiative citoyenne) en imaginant une démocratie directe ou une démocratie représentative à condition qu'elle le soit depuis l'échelon le plus petit et toujours selon l'initiative venant d'en bas. Il s'agit pour les citoyens de réécrire la Constitution et de la faire rigoureusement respecter : ce qui entraîne avant tout l'abolition de la 5è République, mais aussi que la Constitution de Lisbonne (le Traité de Maastricht) ne puisse pas être supérieure à la Constitution française, jusqu'au moment où tous les peuples européens auront décidé de réécrire ensemble une nouvelle Constitution de l'Union Européenne.

On peut déjà là se rendre compte à quel point la situation est beaucoup plus dangereuse qu'elle n'en a l'air. La revendication des Gilets-jaunes est totalement grotesque, absolument anachronique pour Bruxelles et ubuesque pour les « élites » qui ont clairement opté, comme Jacques Attali, pour le modèle dictatorial actuel de l'UE. Ce qui est inacceptable et qui est un véritable désastre pour la majorité des modestes maltraitée par l'injustice sociale et l'injustice fiscale, est un succès pour les « élites » au pouvoir à Bruxelles, car elles ont planifié volontairement ce désastre pour les « sans-dents », puisqu'il fallait abolir la démocratie, tout ce qui donnait la souveraineté aux peuples, tout ce qui pouvait rendre fort les États afin de faire triompher un Nouvel Ordre Mondial. Ce nouveau monde en construction est celui de l'idéologie fasciste d'un ultra libéralisme ne servant que les riches, les nantis, les privilégiés du système, grâce aux masses laborieuses dépouillées de toute volonté démocratique par l'abolition des Constitution en les échangeant par une Constitution qui n'en serait pas une, puisque écrite par la caste de l'oligarchie au pouvoir.

La Révolution française dès ses débuts a exigé l'écriture de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen pour qu'elle puisse aller de l'avant. Aujourd'hui, nous devons réécrire la Constitution pour la faire respecter et cela provoquera une Révolution. Mondialisation.ca, 31 décembre 2018

Rappel. Quelques chiffres sur la syndicalisation.

LVOG - J'ai commis une erreur dans une ou plusieurs causeries. J'ai confondu le pourcentage de travailleurs dans les secteurs privé et public et celui des syndiqués dans ces deux secteurs, mes excuses. Bon à quelques pourcents près cela ne changeait rien à mes conclusions.

- Etabli à 30,1% des salariés en 1949, il est passé à 17% en 1967, avant de remonter légèrement à 20% l'année suivant les événements de mai 1968. Il a ensuite chuté tout au long des années 1980, atteignant même 9,4% des salariés en 1993. Stagnant autour de 10,7% entre 1996 et 2005, il est par la suite légèrement remonté à 11% des salariés en 2013, avant d'atteindre son niveau actuel.

En 1950, 30 % des salariés adhéraient à un syndicat, contre 11 % aujourd'hui. Un chiffre désormais stable, mais avec une grosse différence entre le public et le privé. Dans la fonction publique, 20 % des salariés sont syndiqués, alors qu'ils sont seulement 9 % dans le privé, énumère notre journaliste Jean-Paul Chapel. Aujourd'hui , le nombre d'adhérents revendiqués par les syndicats est d'environ 2,3 millions. C'est peu, mais ça reste plus que les adhérents des partis politiques ; il y en a à peine un million, soit moins de 2 % des électeurs inscrits". (Quand on soustrait les syndicats jaunes, de cadres, les retraités, le chiffre tombe sous la barre des 1 million. Et il faut diviser par 8 à10 celui des effectifs des partis ouvriers. - LVOG)

Dans l'ensemble, le rapport (du Ministère du Travail - ndlr) montre quatre grandes disparités. La première concerne le type de structure: en effet, la fonction publique conserve un taux deux fois plus élevé, à 19,1% (contre 19,8% en 2013), à comparer aux 8,4% des secteurs privés (8,7% trois ans plus tôt). La baisse du premier secteur est toutefois plus notable en trois ans.

Le taux de syndicalisation augmente avec l'âge du salarié: 14,9% des 50 ans et plus sont adhérents, contre 3,7% seulement des moins de 30 ans.

Si 12,3% des professions intermédiaires sont syndiquées, ce chiffre tombe à 11,2% chez les cadres, 10,8% chez les employés et même à 9,7% chez les ouvriers.

«la syndicalisation est associée à la stabilité de l'emploi»: moins la situation du salarié est pérenne, moins celui-ci sera engagé dans un syndicat. Ainsi, 1% seulement des salariés en intérims appartenaient à une structure, et 2% chez les salariés en CDD.

4,1% seulement des salariés étaient syndiqués dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, contre 9,6% dans l'enseignement, la santé et le social, et jusqu'à 18%, soit près d'un salarié sur cinq, dans les transports. FranceInfo 24.05.2018 et Le Figaro 09.10.2018

"***Des critiques, des accusations, des humiliations***" : Macron est bien un pervers narcissique !

LVOG - Apparemment, la "*marionnette*" fait subir au peuple, ce qu'il subit de la part de sa Barbie toute fripée.

- Comment les pervers narcissiques font de l'insulte un instrument de pouvoir - Le HuffPost 8 janvier 2019

Il s'agit, comme expliqué dans cet article du HuffPost américain, d'une forme de violence morale, qui peut aussi s'exercer à travers des critiques, des accusations, des humiliations. Elle peut aussi se caractériser par des tentatives de destruction psychologique en rabaissant la personne et en donnant de l'affection au compte-gouttes pour garder le contrôle de la relation.

Ces insultes sont une manière pour le pervers narcissique de prendre sa victime au piège. Constamment rabaissée par des réflexions blessantes, la victime finit par être persuadée qu'elle ne vaut rien sans lui. "Il me fait un lavage de cerveau. Je ne suis plus qu'une marionnette dont il manie les ficelles à sa guise. Je n'ai plus de pensées propres. Je subis sans consentir", racontait ainsi auprès du Monde une victime de pervers narcissique. Le HuffPost 8 janvier 2019

Le documentaire portait sur "*l'emprise psychologique et la violence verbale exercée par les pervers narcissiques sur leur conjoint*".

Macron non plus n'a "*plus de pensées propres*" ! En a-t-il eu un jour? Il est permis d'en douter fortement, après avoir été pris en charge par sa mémé à l'âge de 15 ans, plus tard, c'est Attali, Minc, Jouyet et Cie. qui prendront le relais, un pur décérébré !

Révélateur. Macron, Philippe, Castaner, etc. des cas qui relèvent de la psychiatrie.

- «Il faut réfléchir à une psychiatrie plus humaine, moins axée sur la sécurité» - Liberation.fr 8 janvier 2019

Contrôleuse générale des lieux de liberté depuis plus de quatre ans, Adeline Hazan alerte sur la baisse des effectifs e sur les dérives en cours dans certains établissements. Liberation.fr 8 janvier 2019

Macron n'en souffrira pas plus tard !

Même la fabrication du consentement est enrayée !

- La popularité de Macron et de Philippe repart à la hausse - Franceinfo 8 janvier 2019

Plus de sept Français sur dix (72%, -4) jugent toutefois négativement l'action du président de la république. Franceinfo 8 janvier 2019

Ca c'est con, ils ne peuvent plus le camoufler.

Le régime craque de partout, achevons-le !

Macron est "***le chef des armées***", mais pas du peuple insurgé ! On se fait passer pour le chef de ce qu'on peut !

LeParisien.fr - Emmanuel Macron supprime ses traditionnels rendez-vous des vœux - LeParisien.fr 8 janvier 2019 Fini les habituelles cérémonies au monde rural, aux corps constitués, aux bureaux des assemblées, ou encore à la presse. L'an passé, en janvier 2018, pas moins d'une vingtaine de vœux de ce genre avaient ainsi été adressés par le président de la République. Selon nos informations, il fera néanmoins une exception, « et une seule », précise l'Elysée, celle des vœux aux armées qu'il tiendra le 17 janvier sur la base du 1er Régiment du Train Parachustiste, à Cugnaux, près de Toulouse. « Il est le chef des armées, donc c'était naturel de maintenir au moins cette cérémonie », précise-t-on. LeParisien.fr 8 janvier 2019

Je n'ai pas titré *on est le chef de ce qu'on peut*, puisque Macron est le chef de rien du tout !

-Mariani claque la porte des Républicains au nez de Wauquiez - Le HuffPost 8 janvier 2019

-Chantal Jouanno annonce qu'elle se retire du "grand débat national" - AFP 8 janvier 2019

-Nouveau couac du gouvernement sur la taxe d'habitation - LeParisien.fr 8 janvier 2019

LaRem a son syndicat jaune.

- Berger invité du séminaire de rentrée des députés LaRem - Reuters 8 janvier 2019

- Annonces du gouvernement : des policiers déplorent une stratégie «purement sécuritaire» - RT 8 janvier 2019

Après les annonces du gouvernement prônant la fermeté à l'encontre des manifestations des Gilets jaunes, les syndicats et les associations de police s'inquiètent de la stratégie adoptée par l'exécutif et déplorent un manque de dialogue.

Contacté par RT France, le porte-parole de l'association policière Union des policiers nationaux indépendants (UPNI), Jean-Pierre Colombies, a pour sa part vu dans ces déclarations une certaine redondance : «Edouard Philippe dit n'importe quoi. Quand il annonce des sanctions accrues pour les personnes participant à des manifestations non-déclarées, je rappelle que les dispositions existent déjà dans le code pénal, à l'article 431. Il s'agit d'un délit déjà puni par un an d'emprisonnement. Mais le pire est peut-être le message politique que ces déclarations envoient : nous nous trouvons dans une situation où le Premier ministre de notre pays prévoit déjà qu'il y aura des manifestations violentes à l'avenir. A aucun moment, il ne semble se poser la question d'une sortie de crise et il ne parle que du bras de fer. La réponse est purement sécuritaire. C'est un peu court !»

L'ancien gradé en retraite s'interroge : «C'est à se demander si le gouvernement ne cherche pas la confrontation ! Par ailleurs, sur le principe annoncé du "casseur-payeur", Philippe ne fait qu'annoncer des choses qui existent déjà... Il veut faire payer les casseurs ? Je rappelle que c'est déjà prévu à l'article 222-13 alinéa 4 du code pénal. C'est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende et ça va jusqu'à cinq ans en cas de violences physiques. Je ne sais pas qui est son conseiller justice, mais ce que fait le gouvernement actuellement, ça me rappelle les années Sarkozy. On montre les muscles, mais on n'est pas dans la réflexion, on ne cherche pas à savoir où tout cela va mener.»

Jean-Pierre Colombies déplore également l'idée consistant à constituer un nouveau fichier : «Cette idée vient des syndicats. On veut dupliquer la loi anti-hooligans. Mais ce qui est applicable dans ce contexte particulier ne l'est pas forcément dans celui des Gilets jaunes. Les supporteurs de football sont très identifiables, ils soutiennent toujours la même équipe et se rendent dans les espaces fermés que sont les stades. Par contre, comment va-t-on s'assurer que tel ou tel manifestant violent va participer à telle ou telle manifestation ? A laquelle va-t-on leur interdire de venir ? Cette mesure me paraît inapplicable et du point de vue des données personnelles, j'imagine qu'elle sera au moins questionnée par la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) ou retoquée par le conseil d'Etat. De plus, des fichiers existent déjà, les manifestations sont filmées par les forces de l'ordre. Ces personnes violentes ne sont-elles pas déjà connues des services de renseignement ? Bien sûr que si ! Tout cela n'est que gesticulation !»

Concernant les effectifs impressionnants qui sont annoncés par le Premier ministre, l'ancien policier n'est pas plus optimiste : «On va dire aux policiers qu'ils doivent poser le doigt sur la couture et retourner au combat, mais les flics sont déjà sur-sollicités ! Je pense qu'avec cette logique, on va vers une configuration d'accident. Il y a actuellement une polarisation des images et des actes de la part du gouvernement. C'est trop facile et dangereux. Les gens attendent de vrais actes politiques, pas des mesurettes et surtout pas une invitation à remettre ça ! Le gouvernement se lance dans une stratégie binaire : il y aurait d'un côté les citoyen et de l'autre les forces de l'ordre. Mais la police, ce n'est pas une équipe de gros bras qui serait là pour protéger le gouvernement. La police n'est pas partisane, elle est là pour défendre l'intérêt général. Ce n'est pas "Venez me chercher !"»

Dans un tweet, le syndicat des commissaires de police SCPN a eu une analyse similaire le 7 janvier : «Le dernier mot à la crise doit être politique, issu du dialogue et de la concertation. Ce n'est pas un match Police-GiletsJaunes.»

Jean-Pierre Colombies rappelle également que les policiers montraient des signes de fatigue, voire d'exaspération dans leurs relations avec le ministère de l'Intérieur : «Cette institution était déjà en plein mal-être et épuisée. Edouard Philippe assure : "Nous répondrons présents", mais ce ne sera pas eux sur le terrain, ce seront les policiers ! Ce gouvernement ne peut pas se contenter d'une opposition police-citoyenneté, c'est très dangereux. D'ailleurs, vous remarquerez que l'exécutif ne parle plus des mesures économiques qu'attendait le public, on ne parle plus de la TVA, des taxes sur le carburant, ni surtout de la répartition des richesses, tout cela est totalement noyé dans un discours sécuritaire.»

Répondant aux propos de Christophe Castaner, le syndicat de police VIGI a également considéré que le ministre de l'Intérieur en demandait trop à ses forces de l'ordre et a déclaré sur Twitter : «Apportez des réponses politiques pour que nous ne soyons plus insultés à votre place, que nous n'ayons plus à prendre des coups à votre place. Ce n'est pas la République qu'ils veulent outrager, mais le gouvernement. Par contre honte à eux de s'en prendre aux mauvaises personnes.» RT 8 janvier 2019

L'oppression, la répression, le matraquage, le gazage, le flicage, l'arrestation préventive : C'est la liberté !

- Les libertés passent par la casse fichier - Liberation.fr 8 janvier 2019

Parole de nervi ou pousse au crime.

- «Qu'ils se servent de leurs armes»: un ex-ministre appelle à tirer sur les manifestants - sputniknews.com 08.01

Interrogé sur les violences contre les forces de l'ordre lors de manifestations des Gilets jaunes, Luc Ferry, philosophe et ancien ministre de l'Education nationale, a estimé que les forces de l'ordre devraient avoir le droit d'ouvrir le feu et a également appelé à faire intervenir l'armée.

«On ne donne pas les moyens aux policiers de mettre fin aux violences», a-t-il affirmé.

«Quand on voit des types qui tabassent à coups de pieds un malheureux policier […] Qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois. Ça suffit!»

«On a, je crois, la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies.»

Toutefois, mardi après-midi, Luc Ferry est revenu sur ses propos et a assuré que les armes dont il parlait était l'équipement non-létal des forces de l'ordre et qu'il ne voulait pas que les policiers tirent à balles réelles sur les manifestants.

Je n'ai évidemment jamais appelé à tirer sur les gilets jaune dont je défends le mouvement depuis l'origine. Je demande simplement que les policiers puissent se servir comme ils le demandent de leurs armes non létales quand certains cherchent carrément à les tuer. Clair? sputniknews.com 08.01

Il fait dans son froc, tu as peur de prendre une balle ?

La confrontation est inévitable et Mélenchon l'apprenti sorcier la craint.

- "Gilets jaunes": Mélenchon fustige Luc Ferry, pour qui les policiers doivent "se servir de leurs armes" - AFP 9 janvier 2019

"Quand on voit des types qui tabassent à coup de pied un malheureux policier par terre, que (les policiers) se servent de leurs armes une bonne fois! Ca suffit, ces nervis d'extrême droite et extrême gauche ou des quartiers qui viennent taper des policiers. (...) On a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies", a tranché lundi l'ex-ministre de l'Education (2002-2004) sur Radio Classique.

De quoi suscité la colère de plusieurs personnalités de gauche. "Avez-vous entendu quelqu'un de la majorité parlementaire, du gouvernement ou de LREM condamner de tels propos? Ils m'inquiètent au plus au point", s'est insurgé dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux Jean-Luc Mélenchon, dénonçant des "excès".

Le patron des députés LFI lance un appel à des "casques blancs, c'est-à-dire des personnes respectées, tranquilles, dont la présence ferait baisser les tensions". "Ne laissez pas ces violents qui sont au gouvernement manipuler l'opinion, et surtout vous mêmes, en vous poussant à aller là où je sais que vous ne voulez pas aller, dans la violence", a-t-il poursuivi.

"Nous n'avons aucun intérêt à faire croire que la violence serait du côté du peuple", a dit M. Mélenchon. "C'est en y venant de plus en plus largement en famille qu'on arrivera à augmenter la pression sur ce gouvernement et à faire baisser la tension." (Ne l'écoutez pas, je vous déconseille absolument d'y aller avec vos enfants, il est dingue, quel irresponsable, pauvre type ! - LVOG)

Le leader de LFI s'est dit "inquiet" de "la détermination irresponsable d'un gouvernement à aller de plus en plus loin dans une confrontation avec le peuple français". AFP 9 janvier 2019

Il «***se croit à la guerre***»

- Une enquête ouverte contre le masque de tête de mort d'un policier à Toulouse - sputniknews.com 08.01

D'après la préfecture de la Haute-Garonne, citée par franceinfo, il s'agit d'un agent «intégré au dispositif de sécurisation de la manifestation». Une source policière contactée par France 3 affirme que ce dernier portait la cagoule «sans arrière-pensée» et l'a retirée après un rappel à l'ordre d'un membre de sa hiérarchie.

Dans le même temps, une enquête administrative s'est ouverte pour identifier le policier et les motivations qui l'ont poussé à porter ce masque, assure la préfecture qui estime que le port de ce type d'équipement est «inapproprié et inadmissible». Elle rappelle en outre que les policiers «ne sont anonymisés sur la voie publique que s'ils font partie de services spécialisés dans la lutte antiterroriste ou le renseignement».

Pour le secrétaire général de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) François Mignard cité également par franceinfo, lorsqu'un membre des forces de l'ordre «se balade avec ce genre de choses», il «se croit à la guerre». «Il y a une espèce de fossé qui se crée» ainsi entre policiers et manifestants, «vus comme des ennemis», insiste-t-il. sputniknews.com 08.01

Édouard Philippe : "***Un discours de guerre civile***".

- "Gilets jaunes" : "Le gouvernement calomnie le mouvement", estime Coquerel (LFI) - francetvinfo 08.01

Éric Coquerel revient dans les 4 Vérités de France 2, mardi 8 janvier, sur les annonces du Premier ministre la veille au soir. L'exécutif souhaite notamment identifier les casseurs, créer un fichier et les empêcher en amont, s'il le faut, de venir dans les manifestations. "Comme beaucoup de français j'ai été un peu effaré, figurez-vous, parce que l'on nous annonçait depuis plusieurs jours des grandes annonces du Premier ministre (...) il n'a pas parlé depuis le 6 décembre, et ont voit Édouard Philippe arriver et nous faire un discours uniquement sur la question de la sécurité. Il n'a pas eu une réponse sur les revendications politiques des " gilets jaunes", critique le député La France insoumise et co-coordinateur du Parti de gauche.

Coquerel prône la dissolution de l'Assemblée

"Le peuple français n'est pas un peuple à qui on peut faire ingurgiter toujours plus d'injustice sociale à coups de bâton. Ceux qui ont tenté cela dans l'histoire, cela s'est toujours mal terminé pour eux. Il y a de la part du gouvernement une escalade verbale, de calomnie du mouvement, d'utilisation répressive des forces de police, qui me fait dire que ce n'est pas avec un discours de guerre civile qu'on va régler les problématiques déposées par les Français qui veulent une vie plus tranquille et plus juste", tonne le député de Seine-Saint-Denis.

Le gouvernement a lancé un grand débat national qui doit démarrer à la mi-janvier. Mais Éric Coquerel ne fait pas grand cas de l'initiative. "C'est eux qui le disent : on discutera de tout sauf de politique ! On a un peuple qui fait un mouvement très politique dans le sens pur du terme, qui conteste la politique d'injustice fiscale gouvernementale". Pour sortir du blocage, Éric Coquerel évoque des solutions politiques, notamment la mise en place d'une assemblée constituante et une dissolution de l'Assemblée nationale. francetvinfo 08.01

Une réaction salutaire et courageuse.

- Christophe Dettinger: une gilet jaune affirme qu'il lui a "sauvé la vie" - Le HuffPost 9 janvier 2019

Ce témoignage sera-t-il de nature à arranger le sort de Christophe Dettinger, placé en garde à vue lundi 7 janvier après avoir été filmé lors de l'acte 8 des gilets jaunes en train de frapper des policiers? C'est ce que veut croire cette manifestante qui a livré ce mardi 8 janvier sa version des faits au micro de RTL.

"J'étais déjà au sol en boule, et Christophe Dettinger est venu et a pris le CRS qui était en train de me frapper et l'a enlevé", affirme-t-elle, assurant que c'est grâce à l'intervention du boxeur qu'elle peut témoigner aujourd'hui. "Il m'a sauvé la vie", assure la jeune femme auprès de la radio, précisant avoir porté plainte au commissariat du XIIe arrondissement de Paris pour violences volontaires.

Lorsqu'il avait expliqué ses gestes dans une vidéo, l'ancien champion de boxe avait justifié ses coups par "la répression" qu'il avait observée tout au long de la mobilisation des gilets jaunes. "J'ai vu la répression qu'il y a eu. J'ai vu la police faire mal à des gens avec des flashballs, j'ai vu des blessés, j'ai vu des retraités se faire gazer", avait-il énuméré.

Selon RTL, "sur les vidéos de l'incident, on peut voir la jeune femme, qui arborait un bonnet phrygien, prise dans un affrontement entre les forces de l'ordre et les manifestants". Le HuffPost 9 janvier 2019

Ils osent tout.

- L'ex-directeur de campagne de Trump a partagé des données internes avec un Russe - Le HuffPost

- L'Italie plonge dans un classement des démocraties - Le HuffPost

- L'UE impose des sanctions à un service de renseignement iranien - Reuters

Haut de page

Le 11 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

La nuit tombe et j'ai encore un plat à cuisiner, en principe on mange dans une heure, il est 18h15, 13h45 en France. Hier soir j'ai téléchargé une vingtaine de documents rédigés par Marx, Lénine ou Trotsky que je n'ai jamais lus, dont certains assez volumineux. J'en ai lu un de Lénine (de 1916) jusqu'à minuit et j'ai noté quelques passages qui pourraient alimenter notre réflexion.

Quand on lit de vieux textes, on peut rarement en tirer des enseignements systématiques sans avoir à les adapter à notre époque, et il vaut mieux connaître ou avoir à l'esprit le contexte qui prévalait lorsque l'auteur s'est exprimé, sinon on peut commettre de graves erreurs politiques ou des contresens qui peuvent avoir des conséquences catastrophiques. Il vaut mieux y réfléchir à deux fois ou à tête reposée avant d'en tirer la moindre conclusion théorique ou pratique.

Je crois qu'on s'est mépris sur un tas de choses qu'on a transposées telles quelles, ce qui explique le marasme épouvantable dans lequel nous nous retrouvons. On devrait pouvoir rediscuter tranquillement d'absolument tout, sans se balancer des invectives. On devrait décortiquer chaque argument, chaque position, etc. et réfléchir ensemble, éliminer ce qui ne tient visiblement pas la route, retenir ce qui a été validé par les faits et vérifier que c'est toujours valable, on ne doit transposer dans le présent absolument rien qui appartient au passé, seule la situation économique et/ou politique du présent détermine qu'un mot d'ordre, une position, un principe est correcte ou non ou correspond aux besoins de notre combat politique.

Il existe une multitude de facteurs et de rapports qu'on ne peut plus, qu'on ne doit plus aborder comme autrefois, il y a un siècle ou un siècle et demi. Il faut être un furieux dogmatique pour imaginer le contraire ou refuser cette évidence. Bref, il y a du boulot sur la planche ! Avant de faire table rase du passé, on devrait commencer par se débarrasser du fatras dogmatique qui s'est emparé de bien des militants, cadres ou dirigeants. Comment gagner les masses (ses éléments les plus avancés ou déterminés) au socialisme devrait être notre obsession de tous les instants, le reste apparaîtrait secondaire si on s'en tenait à ce principe. Saper les bases du régime, lutter contre sa propagande, démasquer ses réelles intentions, etc.

- Au format pdf (20 pages)

Parole d'internaute.

Wanted mort ou vif. Sa tête ne valait déjà pas grand chose, maintenant elle ne vaut plus rien !

1- "*On attend toujours l'arrestation de Luc Ferry pour incitation au meurtre.*"

2- "*Je me demande pourquoi aucune association n'a fait de dépôt de plainte avec constitution de partie civile pour provoquer l'ouverture d'une information à la suite de cette déclaration publique, qui en plus évoque clairement le fait qu'un 1er ministre confirmerait ce crime, sans l'avoir lui-même dénoncé à l'autorité judiciaire.*"

L'affrontement entre les classes est inévitable, la lutte des classes s'en porte garante !

- Macron 2019 :

La vérité c'est l'enfumage
La dignité c'est la répression sanglante
L'espoir c'est une dictature implacable

GJ 2019 :

La vérité c'est la vérité
La dignité c'est pouvoir vivre dignement
L'espoir c'est la démission de Macron, la réduction des inégalités et le RIC.

Dilemme 2019 :

1e dictature ou 1e démocratie ?
Par instauration de la loi martiale ou par un soulèvement de plusieurs millions de personnes dans les rues ?

Où sont donc passés les citoyens fachos avec ou sans gilets jaunes ?

Nîmes (Gard).

Dans un cahier mis à disposition par la mairie, les citoyens ont compilé leurs exigences. Plus souvent nationales que locales. Le cahier de doléances est déjà plein.

- RIC,

- rétablissement de l'ISF,

- lutte contre l'évasion fiscale,

- revalorisation du smic et des retraites,

- réduction des taxes sur les produits de première nécessité.

- destitution de M. Macron

- contrôle citoyen sur les médias

- mise au smic de tous les représentants de l'Etat

- abolir le franc CFA

Le passage aux 80 km/h sur les routes secondaires n'est évoqué qu'à deux reprises, tout comme les questions liées à l'immigration. Rien sur le mariage pour tous. (Source : Libération 9 janvier 2019)

- Grand débat : brief des griefs dans les cahiers du Morbihan - Libération 10 janvier 2019

«Libération» a parcouru les doléances des citoyens émises ces dernières semaines dans les petites communes du département breton. Les réclamations des gilets jaunes y figurent souvent, mais également les appels à l'aide de personnes à bout.

...on retrouve de manière récurrente des demandes liées au pouvoir d'achat et au coût de la vie, des mots d'ordre comme la restauration de l'ISF, la suppression de la CSG sur les retraites ou l'instauration du référendum d'initiative citoyenne. Mais aussi des témoignages qui trahissent des détresses individuelles ou de nombreux appels à davantage de solidarité, dont n'est pas absente la préoccupation écologique.

- «Mesdames, Messieurs les dirigeants ! Un toit pour tous ! De la nourriture de proximité pour tous ! Des salaires augmentés, le partage des richesses, le développement des transports en commun et leur gratuité, le respect des citoyens les plus fragiles. Si vos réflexions partent de ces quelques critères, l'écologie s'installera comme une évidence pour tout le monde»

- «L'argent, on sait où on peut en trouver mais les GROS on ose pas y toucher, de la solidarité de leur part serait exemplaire»

- «Stop à la politique de l'individualisme, de la performance, fin de la marchandisation à tout-va, aide aux économies d'énergie, grand plan d'isolation de l'habitat, accès à la culture pour l'épanouissement de chacun.»

- «Un gros dirigeant qui gagne des millions d'euros est amoral. La fiscalité en France, gros problème ! Pourquoi ceux qui gagnent le plus arrivent avec toutes sortes de procédés à ne pas payer d'impôts ?»

- «Taxe sur le kérosène, taxe sur les transactions financières, des aides pour les agriculteurs en transition bio, les impôts pour plus et de meilleurs services publics, pas pour renflouer les banquiers»

- «l'arrêt des avantages aux présidents de la République et leur famille, la suppression des frais d'obsèques aux sénateurs, le non-paiement des sénateurs et députés qui dorment durant leur représentation au Sénat et à l'Assemblée nationale». «Monsieur Macron se plaint que le social appliqué aux pauvres coûte un "pognon de dingue". Il y a autre chose qui coûte un "pognon de dingue" : ce sont nos élus et anciens élus»

Désertification, éloignement des services publics, déserts médicaux, fracture numérique… Les maux de la ruralité, dans des cahiers de doléances essentiellement ouverts dans des petites communes, sont bien sûr très prégnants.

- «Transports en commun inexistants ; classes menacées de fermeture; Internet qui ne passe pas ; il faut grimper sur un mur pour capter le téléphone portable. […] Merci de prendre en considération ce moment démocratique et de le transmettre.»

- «Travaillant dans le milieu médical les jours fériés, les week-ends, en horaires décalés, je ne m'en sors plus financièrement.

Que faire ?»

- «Nous sommes tous courageux mais nous ne comprenons plus ce système français qui nous étouffe.»

- une «politique au service du peuple et non l'inverse» (Source : Libération 10 janvier 2019)

La fabrication du consentement ne fonctionne plus.

- "Gilets jaunes" : le soutien des Français pour le mouvement baisse, mais reste majoritaire - Franceinfo 09.01

Environ 6 Français sur dix disent "soutenir" le mouvement ou avoir de la "sympathie" pour lui.Franceinfo 09.01

Toutes les bonnes (ou plutôt mauvaises) choses ont une fin ! Cause toujours tu m'intéresses ! L'enfumage : C'est terminé !

- Grand débat national : les Français sont sceptiques - LeFigaro.fr 11 janvier 2019

Sept Français sur dix estiment que la consultation ne sera pas utile pour le pays, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info. LeFigaro.fr 11 janvier 2019

Même cela n'a pas eu le "succès escompté !"

Totalitarisme. Militarisation des esprits. J'ignorais que France Télévisions vous avait offert un Noël dans une caserne... à vos frais !

Le 25 décembre dernier, la deuxième chaîne du poste diffusait « Un Noël avec nos soldats », animée par Michel Drucker et Marie-Sophie Lacarrau. Tournée à la base de Port-Bouët à Abidjan (Côte d'Ivoire), cette dernière avait pour but d'immerger les téléspectateurs dans le quotidien des forces armées.

Seulement voilà : l'émission n'a pas rencontré le succès escompté.

Estimée à un million d'euros, l'émission devait pourtant être partiellement financée par les grands groupes industriels français. Tim Newman, producteur du show, avait rencontré la délégation à l'information et à la communication de la défense (DICoD) le 12 septembre dernier, affirme La Tribune. Se prévalant d'un accord de l'Elysée – afin de promouvoir l'armée française -, il avait demandé à être co-financé à hauteur de 450 000 euros. Une demande finalement déboutée par Airbus, Dassault Aviation, MBDA, Nexter ou encore Naval Group.

Résultat, c'est France Télévisions qui a dû mettre la main à la poche?! Alors que le groupe ne devait financer l'événement qu'à hauteur de 450 000 euros, il a dû injecter 200 000 euros supplémentaires… voici.fr 09.01

Ils ont la haine du prolétariat chevillée au corps. Les belliqueux se vengent sur nos gosses !

- Suppression des allocations pour les parents d'élèves violents : Blanquer hérisse les Marcheurs - LeParisien.fr11 janvier 2019

En confirmant qu'il songeait à sanctionner les parents d'enfants violents, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, s'est immédiatement attiré des critiques chez les députés LREM.

La majorité n'a pas tardé à sortir les herses ! Et avec une vivacité rarement vue. La possibilité, sérieusement étudiée par le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, - comme nous l'avons révélé ce mercredi - de priver d'allocations les parents « complices d'une évolution violente » de leur enfant a été accueillie par une salve de réactions résolument hostiles, via Twitter notamment.

« Ajouter de la misère et de la précarité aux difficultés parentales ne peut constituer une mesure éducative appropriée », prévient ainsi Marie-Pierre Rixain, députée LREM de l'Essonne.

Comment imaginer une seconde qu' une famille dépassée par un adolescent violent, pourra mieux y faire face une fois privée de ces allocations ? Ce serait une double peine insupportable.

« On touche au cœur de ce qu'on porte, c'est pour cela que ça réagit très fort », observe Martin Bohmert, délégué général des Jeunes avec Macron, qui se dit lui-même « tout à fait opposé » à une telle mesure. LeParisien.fr11 janvier 2019

Instrumentalisation de l'extrême droite.

- Gilets jaunes : Le Rassemblement National sort grand gagnant dans un sondage - publicsenat.fr 09.01 Selon un sondage Ifop-Fiducial, le Rassemblement National est le parti qui incarne le mieux l'opposition. Une première depuis mai 2017. Jusqu'au mois dernier, cette position était dévolue à La France Insoumise.

- Marine Le Pen voit des "convergences" avec Mélenchon - Reuters 09.01

Le lendemain, elle a fait savoir que tout "rapprochement" avec LFI était impossible à envisager.

On se marre, parce que cette "*convergence*" avait dû lui être soufflée par un de ses conseillers bien inspiré, et dès la parution de cette info son entourage qui doit avoir un niveau intellectuel supérieur au sien, sans difficulté ou mérite, a dû lui dire que c'était une grosse connerie, une de plus !

Les amalgames rouge-brun ne doivent pas dépasser le stade de la propagande, c'est bon pour les médias de merde, au-delà ce n'est pas sérieux ou les intentions de leurs auteurs seraient démasquées !

Boycott ! Qui participe au "***grand débat national***" cautionne la politique antisocial de Macron et le régime, c'est un jaune, un traître !

- Grand débat: CGT et Solidaires n'iront pas à Matignon - AFP 10 janvier 2019

"Non", Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, n'ira pas vendredi à Matignon pour discuter du grand débat national à venir organisé par l'exécutif en réponse au mouvement des "gilets jaunes", a-t-il dit jeudi, de même que Solidaires.

De leur côté, Laurent Berger (CFDT), Yves Veyrier (Force ouvrière), François Hommeril (CFE-CGC), Philippe Louis (CFTC) et Luc Bérille (Unsa) se rendront à ce rendez-vous prévu à 09H00, ont dit leurs services respectifs à l'AFP.

Matignon a convié vendredi les responsables syndicaux à une "consultation" sur le débat national.

Philippe Martinez n'appelle pas à rejoindre le mouvement des "gilets jaunes", alors que fin décembre, il avait donné des signaux de rapprochement.

"Ce mouvement n'a pas de coordination nationale. Quel interlocuteur on a au niveau national pour discuter? Aucun, d'ailleurs ils n'en veulent pas", a-t-il dit.

Solidaires a appelé mercredi à manifester sur l'ensemble du territoire samedi prochain lors de l'acte 9 de la mobilisation des "gilets jaunes", de même que les samedis suivants. AFP 10 janvier 2019

Collaboration de classes (dialogue social). Yves Veyrier (FO) se sent frustré, on l'a empêché de faire le sale boulot au côté de Macron!

"Ce qui a manqué depuis longtemps, c'est l'écoute des syndicats, la place et la prise en compte du dialogue social" estime ce mercredi sur franceinfo Yves Veyrier, secrétaire général du syndicat Force Ouvrière

"Cela fait longtemps par exemple qu'on alerte sur la présence des services publics, sur la fermeture de classes, d'hôpitaux, de bureaux de poste, d'agences du trésor, etc", rappelle Yves Veyrier. "On va ré-alerter encore et encore, argumenter, etc. Ensuite il revient aux politiques d'arbitrer sur l'intérêt général".

Yves Veyrier s'interroge également sur l'après-débat : "Comment le grand débat sera-t-il pris en compte et de quelle manière ? C'est effectivement la question qui se pose pour nous. Quand est-ce qu'on va répondre à ce que nous avons déjà pu dire ?" franceinfo 09.01

Rappel : Sept Français sur dix estiment que la consultation ne sera pas utile pour le pays, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info. LeFigaro.fr 11 janvier 2019

Infos et derniers développements du mouvement populaire lancé le 17 novembre 2018

Légitime défense. Les agresseurs étaient les CRS.

- L'ex-boxeur suspecté d'avoir agressé deux gendarmes placé en détention provisoire - BFMTV 09.01

Christophe Dettinger, l'ancien boxeur professionnel filmé en train d'agresser des forces de l'ordre samedi à Paris dans le cadre de la mobilisation des "gilets jaunes" a été placé en détention provisoire, au terme de sa comparution immédiate ce mercredi. Le procès est reporté au 13 février, puisque l'ex-boxeur suspecté a demandé un délai supplémentaire afin de pouvoir préparer sa défense.

"On considère que rien ne justifiait ce placement en détention" a regretté son avocat Me Vigier à la sortie de l'audience. "La motivation retenue est pour nous une motivation d'habillage mais qui n'est pas conforme à ce qu'un juge doit dire" a-t-il expliqué.

"Je regrette, j'aurais pas dû le taper", s'est exclamé le prévenu dans la salle d'audience juste avant le délibéré. "C'était un moment de panique, on s'est fait gazer. Je vois des CRS matraquer des gens et là j'ai perdu le contrôle", a déclaré Christophe Dettinger.

"Cette réaction je l'aurais eue comme si j'avais vu une dame se faire taper dans le métro", a poursuivi l'ancien-boxeur... BFMTV 09.01

Commentaires d'internautes.

1- Tout est filmé, finalement, on voit un "force de l'ordre tabasser et mettre à terre une femme puis lui mettre des coups de pieds ensuite seulement le boxeur et un autre gilet jaune l'arrête en l'arrachant et devant la lâcheter de cet homme lui fait subir le même sort qu'il faisait à la dame !

Ca n'excuse pas la violence, mais il est clair que le "bleu" n'avait certainement aucune justification de donner des coups de pieds à une femme au sol…

https://twitter.com/LinePress/status/1081554081922064386/video/1 mettre en grand à 7' et regardez à gauche, la femme c'est la boule rouge au sol.

2- Puisque vous en parlez je tiens à vous montrer la vidéo de ce qu'il s'est passé avant, on le voit se faire gazer en plein visage à au moins 2 reprises ce qui d'expérience est très désagréable. On y voit aussi nos chers CRS lancer des GLI-F4 en arc de cercle, ce qui est complètement illégal bien entendu. Donc à mon sens sa réaction est normale et d'ailleurs elle n'est pas préméditée car il n'a pas le visage masqué. https://www.youtube.com/watch?v=-NTwurUqUwo

3- La friction commence en aval de la passerelle. Les CRS stoppe la manifestation avant qu'elle n'atteigne son point de dispersion prévu en face de l'Assemblée Nationale. De ce fait, ceux qui sont à hauteur de la passerelle et tout ceux devant eux ne savent plus avancer.

4- J'ai vu ailleurs qu'ils ont été bloqué sur le parcours qui devait se terminer devant l'assemblée. ils se sont donc fait rouler dans la farine (ou plutôt embrumé dans le gaz en fait. ils ont négocié pour passer par d'autres côtés, sans résultats

https://youtu.be/JMG3Lqupeds?t=1506

Je viens de regarder quelques vues, apparemment technique de blocage, encerclement, et ensuite infiltration gazeuse et grenade.

Franchement, il faut être courageux pour aller manifester à Paris, les Gilets Jaunes risquent littéralement leur tronche.

5- Si Christophe Dettinger est devenu si populaire depuis samedi, c'est parce qu'il apparaît comme le poing vengeur du Peuple contre les RoboCops de l'État policier, qui se croient tout permis depuis Sarkozy.

Après tout, il a réussi à repousser les pandores sur la passerelle. Sans matraque, sans flashball, sans grenade de défigurement (euh, de "désencerclement").

6- "Et en même temps" ce boxeur courageux, traité de lâche, est mis en garde à vue, alors qu'un commissaire voyou, fraîchement décoré de la Légion d'honneur, tabasse des GJ en toute impunité.

7- Je ne comprends pas l'accusation de violence faite au boxeur Dettinger. La boxe est un 'art martial' qui canalise la violence. Ce que les images montrent parfaitement: il frappe non pas un policier mais le bouclier que celui-ci tient; comme un sac de sable à l'entraînement. Le policier n'est pas frappé ni au visage ni sur le corps; le boxeur n'a pas de gants. ce déséquilibre des forces permet de dire qu'il fait "reculer" son adversaire, sans le frapper directement. Le policier le sait parfaitement d'ailleurs, qui encaisse les coups sans souffrir, mais qui recule. Plutôt qu'une menace "menaçante" avec un pavé ou un cocktail Molotov, l'homme est parfaitement "transparent", visage découvert, mains nues, son innocuité est manifeste. Comment les journalistes arrivent-ils

à totalement renverser les faits?

8- L'itinéraire était déclaré et a été empêché ce qui a amené les participants à prendre cette passerelle très pacifiquement.

9- Ce reportage d'un blogueur sur la journée du 15 Dec, confirme votre témoignage et celui bien nombreux des Gj sur ces brigades spécialisées dans la provocation d'émeutes. En outre de façon pondérée, il démontre par ce reportage, qu'un ensemble d'appareil d'état est mis en œuvre de concert afin de délégitimer toutes revendications populaire.

https://www.youtube.com/watch?v=H_WKBqhDggY

10 - La police organise une nasse. Elle provoque les violences pour que les journaux fassent des images et que les commentateurs habituels des JT fassent leur numéro au 20H.

11- Ce n'est pas tant la violence physique qui lui est reprochée, que le fait d'avoir tenu en respect des agents des forces de l'ordre, même plus, de les avoir contraint à reculer.

C'est symboliquement, d'avoir indirectement défié le pouvoir en place, au travers des forces de l'ordre qui exécutent les ordres donnés par ce pouvoir.

La violence brute exercée par ces forces de l'ordre a causé chez de nombreux manifestants des dégâts physiques bien plus graves, surtout quand ils sont irréversibles, que ceux infligés par le "gj boxeur". Mais les commentateurs des "médias mainstream" n'ont rien à redire, car les forces de l'ordre ont le monopole de la violence légale, et défendent en exécutant les ordres du pouvoir en place, un ordre social qu'ils ne souhaitent pas voir remis en question.

L'ordre policier doit régner !

- La gilet jaune qui dit avoir été sauvée par Christophe Dettinger raconte - Le HuffPost 10 janvier 2019

Elle a défendu Christophe Dettinger, l'homme qui lui a "sauvé la vie" pendant l'acte VIII de la manifestation des gilets jaunes, devant le tribunal de Paris le 8 janvier. L'ancien boxeur professionnel, accusé d'avoir roué de coups deux gendarmes, aurait ainsi sorti la manifestante, de son prénom Gwenaëlle, d'une situation qui mettait sa vie en danger (découvrez son témoignage en tête de cet article).

"Je me suis retrouvée par terre, en boule" explique-t-elle, alors qu'elle était matraquée par un policier. Ce dernier la frappait à la poitrine: atteinte d'un cancer du sein, elle n'arrivait pas à reprendre son souffle. C'est alors que Christian Dettinger serait arrivé : "Il a enlevé le policier qui était sur moi [...] j'ai pu enfin me sortir de là, il m'a sauvé la vie" Le HuffPost 10 janvier 2019

Nous soutenons Christophe Dettinger, évidemment et cette jeune femme sauvagement agressée par les CRS.

Quand on entrave la liberté de manifester, ce sont les libertés politiques qui définissent la république qui sont trahies, piétinées.

- Denormandie reproche à Mélenchon d'avoir "trahi la République" - AFP 09.01

Le ministre du Logement Julien Denormandie a reproché mercredi à Jean-Luc Mélenchon d'avoir "trahi la République", le chef de file de La France Insoumise ayant condamné la fermeture de la cagnotte de soutien pour l'ex-boxeur soupçonné d'avoir agressé deux gendarmes. AFP 09.01

Lénine - À propos de l'"économie impérialiste" - Août – Octobre 1916 - Tome 23

Et comment l'impérialisme « concilie »-t-il son économie avec la république ?

Nous lui rappellerons les paroles suivantes d'Engels.

Il s'agit de la république démocratique. La question posée est la suivante : la richesse peut-elle dominer sous cette forme de gouvernement ? C'est-à-dire la question porte précisément sur la « contradiction » entre l'économie et la politique. Engels répond : « La république démocratique ne reconnaît pas officiellement les différences de fortune» (entre les citoyens). « La richesse y exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre. D'une part, sous forme de corruption directe des fonctionnaires» (ce dont « l'Amérique offre un exemple classique ») ; « d'autre part, sous forme d'alliance entre le gouvernement et la Bourse » (14) (...)

La république démocratique contredit « logiquement » le capitalisme, car elle met « officiellement » sur le même plan le riche et le pauvre. C'est là une contradiction entre le régime économique et la superstructure politique. La même contradiction oppose la république à l'impérialisme, et elle est approfondie ou aggravée du fait que le remplacement de la libre concurrence par le monopole rend encore plus « difficile » la réalisation de toutes les libertés politiques.

Comment le capitalisme se concilie-t-il avec la démocratie ? Par la réalisation indirecte, dans la pratique, de la toute-puissance du capital ! Il existe deux moyens économiques à cet effet :

1) la corruption directe ;

2) l'alliance du gouvernement avec la Bourse. (Pour exprimer cette vérité nos thèses portent qu'en régime bourgeois, le capital financier «achètera et corrompra librement tout gouvernement et ses fonctionnaires ».)

Avec la domination de la production marchande, de la bourgeoisie, du pouvoir de l'argent, la corruption (directe ou par la Bourse) est « réalisable » sous toute forme de gouvernement, sous toute démocratie.

Qu'y a-t-il de changé sous ce rapport lorsque le capitalisme est remplacé par l'impérialisme, c'est-à-dire lorsque le capitalisme pré monopoliste fait place au capitalisme monopoliste ?

Le seul changement est que le pouvoir de la Bourse s'accroît ! Car le capital financier est le très grand capital industriel, arrivé au stade du monopole et fusionné avec le capital bancaire. Les grandes banques fusionnent avec la Bourse en l'absorbant. (Dans les publications sur l'impérialisme, on parle d'une diminution du rôle de la Bourse, mais seulement en ce sens que toute banque géante est elle-même une Bourse.)

Note

14 - Voir F. Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, Éditions Sociales, Paris 1954, p. 158.- P. 49

L'alliance du sabre et de la banque.

- "Gilets jaunes" : la cagnotte en soutien aux forces de l'ordre blessées dépasse le million d'euros - Franceinfo10 janvier 2019

Hystérie. Qui sont les complotistes, devinez.

- Cagnottes: Schiappa s'interroge sur une ingérence étrangère - L'Express.fr 10.01

Interrogée au sujet de la cagnotte pour Christophe Dettinger, Marlène Schiappa a évoqué la possibilité d'une ingérence étrangère. L'Express.fr 10.01

Que tous les opprimés s'unissent et se soulèvent pour renverser le régime et instaurer une République sociale!

- Après l'arrestation de Dettinger, les appels de gitans à se mobiliser enflamment les gilets jaunes - Le HuffPost 10 janvier 2019

Tout est parti de vidéos publiées lundi 7 janvier sur des pages Facebook dédiées aux gilets jaunes. Deux hommes, présentés comme membres de la communauté gitane, appellent leurs proches à se mobiliser en soutien à l'ancien boxeur Christophe Dettinger.

L'un des deux protagonistes des vidéos alerte même le gouvernement sur le caractère inextinguible que prendrait la colère si jamais le "garçon" venait à être incarcéré. "Si vous voulez la Révolution, prenez ce garçon là et on vous fera une guerre, tous, dans toute la France. Et à tout le peuple gitan de la France: il faut qu'on se rejoigne samedi prochain et on va voir si on va pas casser nous", alerte l'homme sur la page "Gilet Jaune Pour le Peuple par le Peuple". Une vidéo visionnée à 200.000 reprises et partagée par près de 10.000 internautes en trois jours.

Depuis, les appels à la mobilisation gitane se multiplient. Et ils témoignent -presque- toujours de la volonté jusqu'au-boutiste de se faire entendre par la violence et le chaos face à la surdité du gouvernement et les violences policières.

"À ta place j'aurais fait la même chose. T'as agi comme il le fallait. Ce sont des forces de l'ordre, ils n'ont pas à être au dessus des lois", explique par exemple un jeune homme dans une vidéo publiée sur la page Facebook "La France en colère - Carte des rassemblements" (une des plus populaires du mouvement), avant d'ajouter: "Macron, je vais te dire quelque chose. Les gitans c'est comme les braises. Quand tu as une braise qui est bouillante et que tu souffles dessus, ça ravive une flamme. Et

cette flamme-là, c'est le peuple voyageur. (...) C'est tout le peuple gitan qui va se réveiller. Du haut de ton piédestal, on va te faire redescendre." Et de conclure sur cette note tranchée: "ce gouvernement il va tomber, je vous le dis moi."

Cet appel à faire des "dégâts" et du "grabuge" à Paris "pour plusieurs jours" est relayé cette fois ci par plus de 40.000 internautes.

Deux autres personnes évoquent même la mise en branle d'une organisation discrète voire secrète pour préparer l'acte IX de samedi et leur "entrée" dans la contestation. "Castaner, ici c'est les gens du voyage. (...) On est tous en train de se parler à l'heure qu'il est", lance par exemple un gilet jaune dans une vidéo publiée mercredi et visionnée 200.000 fois en une trentaine d'heures.

"Jusqu'à maintenant on s'est fait tout petit. Faire les manifestations pacifiquement c'est très dur pour nous, on n'y arrive pas. Partout où on va en manifestation y'a du dégât", ajoute-t-il avant de menacer le président de la République entre deux condamnations de violences policières: "le gitan de Massy, s'il n'est pas dehors vendredi, samedi tu vas avoir affaire à nous. Nous, on va pas venir huit semaines pour prendre des coups gratuits. On va aller chercher directement tes CRS et tes policiers. Et après on viendra te chercher."

De nombreux autres appels de ce type font mouche sur les pages Facebook dédiées aux gilets jaunes. Et tous se rejoignent dans la volonté affichée de faire basculer le mouvement pacifique dans une lutte armée. "Regarde ce qui arrive samedi. On est déjà une bonne centaine, une bonne centaine de camions et de campings", prévient un autre membre de la communauté gitane dans une vidéo adressée, là aussi, à Emmanuel Macron.

Celui qui parle de "groupe privé spécial" dédié à l'organisation de l'Acte IX -et interdit aux médias- promet lui aussi un renversement du gouvernement: "on va essayer de rentrer à l'Élysée samedi (...) Nous aussi on est armé, nous aussi on a ce qu'il faut Macron."

Face à la violence des propos tenus dans ce genre d'extraits, le Préfet de Police a fait, selon BFMTV, des signalements au parquet de Paris pour "trois vidéos" circulant sur les réseaux sociaux, sans préciser lesquels.

Très partagés, ces messages, aussi radicaux et violents soient-ils, suscitent énormément d'espoir parmi les gilets jaunes. Depuis quelques jours, ce sujet monopolise une grande partie des échanges sur les pages Facebook dédiées au mouvement, là où la mobilisation a démarré et où elle perdure aujourd'hui. Qu'elles soient écrites ou simplement des partages de vidéos existantes, les publications sur ce thème y sont largement commentées, approuvées et partagées.

L'écrasante majorité des internautes qui réagit à l'entrée probable d'une partie de la communauté des gens du voyage dans la lutte se dit ravie de voir ces jeunes hommes à la réputation quelque peu bagarreuse se joindre à eux.

Même son de cloche du côté de "la France en colère." "Macron veut une sanction exemplaire pour notre boxeur. Il vient de déclarer la guerre aux gitans. Ils sont chaud patate (sic)", se félicite un autre gilet jaune avec un smiley qui semble dire sa joie de voir potentiellement le mouvement se durcir.

Cet appétit pour le "tsunami gitan", comme certains le désignent sur Facebook, témoigne d'une radicalisation du noyau dur du mouvement alors que le contexte sécuritaire s'alourdit face à un gouvernement prônant "l'ultra fermeté face à l'ultra violence". Ils sont en réalité très peu à dénoncer la violence encouragée et élevée en valeur morale dans ces vidéos partagées, commentées et approuvées avec ardeur au sein des pages "gilets jaunes."

Les rares internautes sceptiques le sont uniquement en raison du caractère imprévisible de ces appels à manifester et de leurs conséquences impossibles à anticiper. Ils craignent, entre autres, de voir les gens du voyage se défiler comme ils le font, selon eux, depuis le début de la mobilisation.

D'autres, membres de la communauté gitane ou non, pointent les contradictions du mouvement contestataire. "C'est marrant les gens toute l'année nous crachent sur la gueule et maintenant tout le monde et content de notre venu dans le mouvement (sic)", s'indigne par exemple une internaute, avant d'interroger les principaux intéressés via cette publication sur une de leurs pages Facebook favorite: "enfin venu le temp de nous respecter? D'arrêter de nous montrer du doigt? De nous intégrée?"

"Tous unis", lui répondent les gilets jaunes. Le HuffPost 10 janvier 2019

Totalitarisme. "Tout manifestant peut être un jour soupçonné d'être un mauvais manifestant".

Fichier de casseurs : "Cela devient extrêmement dangereux pour les libertés publiques", prévient l'ex-bâtonnier de Seine-Saint-Denis - franceinfo 08.01

Stéphane Campana : Encore un fichier ! Il y a une boulimie de fichiers, de fichages, au ministère de l'Intérieur depuis des années, au point qu'entre les recoupements des différents fichiers on est arrivé à 19,8 millions personnes fichées en France, c'est un chiffre

de la commission d'enquête parlementaire. Le problème c'est aussi la gestion du fichier, sa permanence, quelle va être la durée, l'étendue, le contrôle. Est-ce que vous y serez toute votre vie sous prétexte que personne n'aura pris la peine de nettoyer ces fichiers, malgré la nouvelle loi sur le régime des données personnelles ?

Que pensez-vous du parallèle avec les hooligans ?

On n'est plus du tout sur une niche de population de supporters, on est sur une liberté publique, celle de manifester, d'aller et venir. Si on applique la réglementation en matière de répression contre le hooliganisme, cela devient extrêmement dangereux pour les libertés publiques. Cela a toujours été la contradiction entre les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et le maintien des libertés publiques. Tout supporter peut être soupçonné d'être un mauvais supporter. Ce qui m'inquiète c'est que tout manifestant peut être un jour soupçonné d'être un mauvais manifestant. C'est là le problème. franceinfo 08.01

Totalitarisme. Même à la longue-vue, la simple "***présence de manifestants hostiles***" à sa majesté doit être réprimée.

- Pour la visite de Macron à Créteil, tensions entre gilets jaunes et forces de l'ordre - HuffPost 09.01

Le chef de l'État a vu sa première sortie de l'année 2019 quelque peu mouvementée. Emmanuel Macron devait inaugurer la maison du Handball à Créteil, dans le Val-de-Marne ce mercredi 9 janvier. Sa visite a été marquée par la présence de manifestants hostiles à sa venue, entraînant des heurts avec les forces de l'ordre.

Dans le détail, environ 150 gilets jaunes et stylos rouges - des professeurs en colère -, se sont rassemblés à proximité de la sortie du métro 8 Créteil-Pointe du Lac, à l'appel des syndicats, notamment, expliquait Le Parisien, la veille, le mardi 8 janvier.

Un vaste périmètre de sécurité avait été mis en place autour de la Maison du handball, et la centaine de manifestants était cantonnée à environ 900 mètres. "Police nationale, milice du capital" ou "Macron t'es foutu, les travailleurs sont dans la rue", ont scandé les manifestants. Afin d'empêcher les manifestants d'atteindre le gymnase, les forces de l'ordre sont intervenues, des heurts ont éclaté.

Elles ont eu recours à du gaz lacrymogène afin de les disperser. HuffPost 09.01

Totalitarisme. Appel à la délation. "Il y a pire que celui qui tabasse", celui qui souhaite "un climat insurrectionnel", qui ose souhaiter la chute du régime. Donc, toute opposition au rigime doit être interdite, réprimée.

- Aurore Bergé signale les propos de cadres LFI à la justice - L'Express.fr 09.01

La députée LREM leur reproche d'encourager les gilets jaunes à poursuivre leurs actions violentes, y compris contre les élus.

La République en marche a choisi de répondre à La France insoumise dans les tribunaux. Aurore Bergé, la porte-parole des députés LREM, a signalé ce mercredi à la justice les propos tenus par deux "cadres de LFI", Thomas Guénolé et Juan Branco, en soutien aux gilets jaunes. Ils relèvent, selon elle, de la "provocation aux crimes et délits".

"En tant qu'élus de la République, quand on a connaissance de crimes ou de délits, c'est notre devoir, notre responsabilité de les signaler et on a des propos qui, aujourd'hui, clairement, invitent à commettre des délits ou des crimes", a expliqué la députée sur France 2 . Son domicile "a été placé sous protection parce qu'il y a des menaces sur mon domicile privé", a-t-elle expliqué.

Dans ces propos, a-t-elle résumé sur France 2, ils "ont dit clairement qu'ils souhaitaient que la violence se poursuive, qu'ils souhaitaient un climat insurrectionnel, qu'ils souhaitaient que nous tremblions, nous, élus de la République, dans notre chair ; qu'ils souhaitaient que nous ayons peur, qu'ils se félicitaient des violences, qu'on ne pouvait pas caractériser de violence le fait d'avoir balancé des pavés, je cite, ou renversé des bagnoles".

"Il y a pire que celui qui menace, que celui qui tabasse, que celui qui intimide, il y a ceux qui arment les esprits pour légitimer ces violences dans notre pays", a dénoncé la députée des Yvelines.

Elle a également critiqué l'attitude de Jean-Luc Mélenchon qui, "depuis des mois, se félicite et se gargarise de ces violences". "Quand a-t-il condamné les menaces contre les élus de la République en marche ? Quand a-t-il condamné les violences contre les journalistes ? Quand a-t-il condamné les violences contre les forces de l'ordre ?", a-t-elle demandé. L'Express.fr 09.01
Quand Macron et son gouvernement, LREM, Aurore Bergé ont-ils condamné les provocations policières, les insultes, les violences des forces de l'ordre contre des manifestants pacifiques ou parfois de simples passants ?

Quand on méprise le peuple, il vous répond à sa manière, c'est tout !

- "Gilets jaunes" : insultée sur les réseaux sociaux, Marlène Schiappa porte plainte - Franceinfo 09.01

"Sur la page Facebook de la ministre, il y a des milliers de commentaires d'insulte, de menaces de mort, de viol, d'appel au suicide, des montages photo orduriers", décrit son cabinet à franceinfo. Franceinfo 09.01

Qui est à l'origine des violences ? Les auteurs du coup d'Etat de mai 2017 qui sont minoritaires et illégitimes pour décider l'orientation de la société.

- Le Gendre dénonce le "silence" des "extrêmes" face aux violences anti-députés - Reuters 09.01

Le président du groupe La République en marche à l'Assemblée nationale, Gilles Le Gendre, dénonce le "silence assourdissant" du Rassemblement national et de La France insoumise face aux violences subies par des députés de la majorité en marge du mouvement des "Gilets Jaunes"... Reuters 09.01

Totalitarisme. De la présomption d'innocence, à la présomption de culpabilité.

- ArcelorMittal : le lanceur d'alerte Karim Ben Ali placé en garde à vue à Thionville - Franceinfo 09.01

Selon le parquet, l'ancien chauffeur intérimaire a proféré des menaces à l'encontre d'un responsable d'ArcelorMittal. Franceinfo 09.01

Parole du parti de Vichy ou du fascisme.

- Le climat social "rappelle des choses terrifiantes" à Juppé - Reuters 09.01

L'ancien Premier ministre Alain Juppé a tiré mercredi la sonnette d'alarme à propos de la crise des "Gilets jaunes", qui menace selon lui les libertés et rappelle "des choses un peu terrifiantes en termes historiques". Reuters 09.01 Reuters 09.01

On rappellera que la majorité des personnalités qui figuraient dans l'entourage de de Gaulle après la fin de la Second Guerre mondiale avaient collaboré avec le régime de Vichy. C'est vérifiable sur le Net.

Totalitarisme. Interdit de réunion.

- La justice nantaise ordonne l'évacuation de "Gilets jaunes" - Reuters10 janvier 2019

Le juge des référés du tribunal administratif de Nantes a ordonné jeudi l'expulsion des "Gilets jaunes" qui occupent un terrain près du périphérique nantais et deux ronds-points de Donges, près de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).

Même si cette occupation a été jusqu'à présent "sans violence et sans gêne particulière pour la circulation des personnes et des biens", cela "ne saurait exclure à tout moment, dans un climat d'exaspération, des réactions particulièrement inappropriées de conducteurs de véhicules ou même de manifestants", considère le magistrat.

L'évacuation du terrain n'est donc "pas constitutive (...) d'une atteinte disproportionnée à la liberté de réunion" et présente "un caractère utile et urgent", conclut le juge.

L'avocat des occupants avait pourtant rappelé à l'audience que les gendarmes eux-mêmes avaient fait état de distributions "ponctuelles" de tracts au niveau de la porte de Grand-Lieu, près du périphérique nantais, et que les Gilets jaunes y "veillaient à ne pas gêner la circulation".

"Ils n'en distribuent que quand il y a des bouchons en direction de l'aéroport", avait-il dit.

Me Pierre Huriet estimait également que l'expulsion de ses clients serait contraire à la "liberté de réunion", alors que les Gilets jaunes peinent à obtenir des salles municipales. Reuters10 janvier 2019

Il ne leur restera plus qu'à prendre d'assaut la préfecture ou la mairie et à s'y installer pour tenir leur Assemblée populaire...

"J'ai été agressée alors que j'utilisais mon droit de manifester"

- Nantes : six personnes portent plainte et dénoncent des violences policières lors de manifestations de "gilets jaunes" - franceinfo 10.01

À Nantes, six personnes blessées au cours de manifestations de "gilets jaunes" ont déposé plainte contre X, jeudi 10 janvier, pour des faits de violences volontaires avec arme par des personnes dépositaires de l'autorité publique, rapporte France Bleu Loire Océan. Deux femmes et quatre hommes ont déposé plainte. Des blessures à la tête ou à la cuisse

"Cela ne devrait pas être un danger de manifester. Nous continuerons de faire des actions pour dénoncer ce qui ne va pas dans notre pays et qui touche le monde entier" a expliqué à France Bleu, sur le parvis du palais de justice de Nantes, la belle-mère d'un manifestant blessé à la tête dans le cortège du 29 décembre, l'"acte 7 des gilets jaunes". Adrien, 22 ans, est sorti de l'hôpital le 7 janvier. Les médecins lui ont posé pas moins de 50 agrafes, explique encore France Bleu, et est encore très affaibli. La police des polices avait été saisie.

Autre blessée et plaignante : Agnès, "gilet jaune" du Pays de Retz (au sud-ouest du département de la Loire-Atlantique, autour de Pornic). Elle est touchée à la cuisse : "J'ai été blessée par un éclat de grenade de désencerclement alors que je marchais et qu'on allait se disperser" explique-t-elle. "Je n'ai rien commis d'illégal. J'ai été agressée alors que j'utilisais mon droit de manifester" témoigne-t-elle au micro de France Bleu Loire Océan. franceinfo 10.01

La Bourse ou la vie ?

- Les Gilets jaunes appellent à retirer l'argent des banques : est-ce dangereux ? - Capital 9 janvier 2019

Maxime Nicolle, alias "Fly Rider" du mouvement des Gilets jaunes, incite à retirer l'épargne des banques pour faire plier le gouvernement. Ce phénomène économique bien connu s'appelle un "bank run" ou une "panique bancaire". Il est très dangereux mais reste improbable.

"On va retourner aux urnes mais en passant par le distributeur", annonce sur Facebook le 7 janvier Maxime Nicolle, alias "Fly Rider", l'une des figures les plus médiatiques des Gilets jaunes. Cet appel n'a rien d'anodin et commence à faire tache d'huile sur les réseaux sociaux. L'opération est intitulée le "référendum des percepteurs" et consiste à se rendre simultanément aux distributeurs de billets pour retirer le maximum selon son patrimoine. "Beaucoup de gens vont retirer leur argent des banques. Beaucoup, beaucoup, beaucoup", prévient-il. L'objectif est clair : déclencher une panique bancaire et contraindre le gouvernement à céder à leurs revendications.

L'initiative a en réalité été lancée la veille par un autre internaute se revendiquant des Gilets jaunes. Toujours sur Facebook, un certain Tahz San déclare : "Pour l'Acte 9, nous allons faire peur à cet État en toute légalité et sans la moindre violence. (...) Nous savons tous que les pouvoirs du pays ne sont pas entre les mains du gouvernement mais dans celles des banques. Si les banques faiblissent, l'État faiblit aussitôt. (...) Samedi nous allons tous voter en retirant notre argent pour lui imposer le RIC (Référendum d'initiative citoyenne) en urgence". L'opération est prévue samedi 12 janvier à 8 heures. Elle est amenée à être reproduite le mois suivant en cas d'échec.

Les conséquences sont potentiellement très importantes : aucun établissement ne détient les liquidités correspondant aux dépôts de ses clients. Une banque incapable de faire face aux demandes de retraits (qui augmenteraient à mesure que les distributeurs s'assèchent) s'expose à l'impossibilité de payer ses frais de fonctionnement. Le schéma est ensuite classique : si une banque s'écroule, c'est l'ensemble du secteur qui vacille.

Il faut souligner que la perspective de retirer des grosses sommes est également conditionnée au type de carte bancaire. Les plafonds dépendent des banques, mais ils tournent la plupart du temps entre 300 et 500 euros par jour. Les titulaires de carte premium peuvent espérer retirer autour de 1.500 euros. Ces contraintes limitent les risques, néanmoins les participants au mouvement peuvent augmenter les tensions plus facilement s'ils s'en prennent aux agences du même réseau bancaire.

Il est donc très improbable que l'appel des Gilets jaunes entraîne suffisamment de retraits. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la peur engendrée chez les épargnants exposés à la rumeur. On constate ce type de comportement chez certains automobilistes lorsqu'ils anticipent une pénurie de carburant avant que celle-ci aie lieu. Ils sont alors nombreux à se ruer dans les stations-service et génèrent eux-mêmes la pénurie tant redoutée.

En dernier recours, les autorités financières disposent d'une panoplie d'outils afin d'éviter la panique totale. "Le plus simple est de limiter le montant de retrait par jour et par compte, comme cela a déjà été fait en Grèce par exemple. Éventuellement cela peut s'accompagner d'un contrôle des capitaux. C'est très efficace pour éviter que les banques ne fassent faillite", souligne Christopher Dembik de Saxo Bank. Capital 9 janvier 2019

Accusation infondée.

"80 % des radars de Seine-et-Marne sont estimés hors service (or) ce n'est pas dans ce département que les gilets jaunes ont été les plus nombreux, les plus visibles et les plus mobilisés."

- Radars : comment un outil efficace pour la sécurité routière est devenu une des cibles de la colère des "gilets jaunes" - francetvinfo.fr 09.01 LVOG - On devrait aussi pouvoir élire et révoquer les enseignant-chercheur en sciences politiques à l'université...

Fabrice Hamelin, auteur de cet article, est enseignant-chercheur en sciences politiques à l'université Paris-Est Créteil Val de Marne (Upec).

Depuis plusieurs semaines, la vindicte s'abat sur les radars automatiques fixes. Recouverts de sacs-poubelle, repeints, dégradés ou même incendiés, plus de la moitié des 3 200 radars fixes installés au bord des routes de France auraient été rendus inopérants depuis le début du mouvement des "gilets jaunes".

Le bilan des radars automatiques est connu. Ce bon bilan est aujourd'hui largement relayé par les médias : les radars installés au bord des routes ont permis une nette diminution des vitesses moyennes de circulation, la quasi-fin des grands excès de vitesse et la multiplication des infractions constatées.

Pour leurs défenseurs, cette technologie aurait sauvé 40 000 vies sur les routes de France et, depuis 2017, les recettes annuelles dépassent le milliard d'euros. Elles sont à plus de 90 % consacrées à la sécurité routière et à l'entretien des infrastructures. Et d'autres vertus pourraient lui être imputées : la rapidité de la sanction – qui a valeur éducative –, une meilleure équité dans le traitement des contrevenants – par la fin des indulgences – et une sanction qui n'est pas que pécuniaire.

Aujourd'hui, la perte d'efficacité des radars automatiques fixes ne fait plus de doutes. Le nombre de flashs est en baisse, tout comme l'est la transformation de ces flashs en contraventions. Les évolutions successives du dispositif de contrôle automatisé (les radars mobiles, les radars embarqués dans des voitures banalisées et privatisées) l'attestent mieux encore que les simples données enregistrées.

L'outil reste cependant essentiel à la réussite de la politique nationale de sécurité routière.

Pour autant, l'évaluation de l'action du gouvernement n'est plus perçue qu'à travers la réussite ou l'échec supposé de ce seul outil. Pour ces raisons, les radars détruits devront être réparés et/ou remplacés, y compris par les voitures banalisées comme le demandent des associations. La réduction de la vitesse à 80 km/h n'aura les résultats attendus qu'à la condition d'un contrôle sanction sans faille. Les coûts humains et économiques seront payés par la collectivité.

Il y a dans la dégradation des radars une forme singulière, extrême et visible de résistance aux outils de gouvernement de la sécurité routière. N'oublions pas qu'il s'agit d'actes de vandalisme. La dégradation d'un radar est un délit !

Les dégradations se sont accentuées avec le passage au 80 km/h. Elles se sont amplifiées avec le mouvement des « gilets jaunes ». Le gilet de sécurité, les ronds points, le coût du carburant, l'automobilité renvoient directement à l'exercice et à la régulation du droit à la mobilité. Même si le mouvement évolue dans sa composition comme dans ses revendications, il faut envisager cette délinquance – comme la violence routière d'ailleurs – à l'aune des pratiques de résistance à la politique de sécurité routière de l'État.

Les atteintes aux radars automatiques restent l'expression colérique d'une minorité délinquante. Ces actes sont le plus souvent individuels. En cela, ils témoignent d'abord de l'échec de la mobilisation des groupes organisés à faire entendre la parole des protestataires. Ce fut le cas pour les opposants au 80 km/h dont l'action collective n'a pas fait reculer le gouvernement en juillet dernier. Cette délinquance individuelle apparaît alors comme le geste un peu désespéré de ceux qui n'acceptent pas de n'avoir pu se faire entendre.

Ce type d'acte témoigne aussi autant de l'inorganisation d'un mouvement contestataire que de l'incapacité du gouvernement à lui apporter des réponses. Ces actions prennent aussi des formes plus collectives, à l'exemple des actions coup-de-poing menées sur un même territoire.

Ces actes délictueux sont aussi facilités par le fait qu'il s'agit d'objets technologiques, inanimés, et d'une grande fragilité pour certains. Lorsqu'ils sont signalés, facilement accessibles, non surveillés, ils sont particulièrement vulnérables aux dégradations. De ce fait, il faut aussi reconnaître que s'en prendre aux instruments du pouvoir plutôt qu'aux individus qui l'incarnent ou l'exercent reste une violence contestataire à niveau modéré et en voie de banalisation dans les sociétés démocratiques.

Les atteintes aux radars peuvent aussi être interprétées comme une réponse à la violence politique et sociale des gouvernants. La violence contre l'État et ses symboles répondrait à celle de l'État. La répression alimenterait l'indignation et la protestation.

Pour autant, il est bien difficile d'y avoir l'empreinte d'une quelconque stratégie politique. Quand 80 % des radars de Seine-et-

Marne sont estimés hors service, il faut garder en tête que ce n'est pas dans ce département que les gilets jaunes ont été les plus nombreux, les plus visibles et les plus mobilisés. Les appels à s'attaquer aux radars « pompe à fric » et le déploiement de haine sur les réseaux sociaux suggèrent aussi qu'on a peu affaire à une violence instrumentale. francetvinfo.fr 09.01

Ils osent tout. Novlangue et lobotomie. France Info ou le formatage des esprits à la résignation, à l'esclavage. Ce n'est pas de l'info, mais de la propagande idéologique.

Grille de lecture.

- Pour France Info se sont de bonnes nouvelles ou tout du moins leurs objets sont légitimes.

- Ils dénaturent systématiquement la réalité pour imposer la leur. En bons dictateurs, ils ne supportent pas que la réalité ne soit pas conforme à celle qu'ils avaient imaginée et qui devait servir leurs intérêts ou ceux de leurs mentors.

Comment France Info le cautionne : "***Les montants conséquents (sic!) (...) s'expliquent...***". Exorbitant !

Prédateurs. Les trusts pharmaceutiques sont des vautours.

- Les prix provisoires de deux anticancéreux innovants fixés à plus de 300 000 euros par patient - Franceinfo 09.01

Le prix unitaire du Yescarta, traitement du laboratoire américain Gilead, a été fixé à 350 000 euros par patient en France, tandis que celui du Kymriah, développé par le géant biopharmaceutique suisse Novartis, atteint 320 000 euros.

Les montants conséquents demandés par les deux laboratoires s'expliquent en partie par la grande complexité de ces thérapies. Elles consistent à prélever des cellules immunitaires (les lymphocytes T) chez un patient, puis à les modifier génétiquement in vitro pour les rendre capables, une fois réinjectées dans l'organisme, de détecter et tuer des cellules cancéreuses. France Info 09.01

Vous allez vous retrouver au chômage : C'est "***une bonne chose***"!

- La Tunisie va accueillir une partie des productions Bic délocalisées de Bretagne - France Info 09.01

Si la délocalisation de la production de crayons Bic est une mauvaise nouvelle pour les ouvriers de l'usine vannetaise, c'est une bonne chose pour l'économie tunisienne qui a du mal à décoller et à créer des emplois. France Info 09.01

L'AFP s'offusque, il a osé demeurer "***inébranlable face aux manifestations contestant son régime***". Emmanuel Macron ? Mais non, le président soudanais Omar el-Béchir !

- Le président Béchir, inébranlable face aux manifestations au Soudan - AFP 10.01

Défiant depuis des années la justice internationale qui l'accuse de génocide, le président soudanais Omar el-Béchir se montre aussi inébranlable face aux manifestations contestant son régime.

A 75 ans, malgré le mouvement de protestation qui agite le Soudan depuis le 19 décembre, M. Béchir est déterminé à conserver le pouvoir saisi en 1989 après un coup d'Etat soutenu par les islamistes.

Au moins 19 personnes ont été tuées et des centaines blessées, depuis le début du mouvement provoqué par la hausse du prix du pain, dans une économie dévastée par la crise.

Crâne dégarni, large moustache et silhouette enrobée, M. Béchir doit sa longévité aux liens étroits qu'il a su conserver avec l'armée.

Malgré les nombreux défis qu'il a su relever, les analystes s'interrogent sur les capacités de M. Béchir à relever le défi des protestations actuelles au Soudan. AFP 10.01

Le nouvel ordre mondial ou la gouvernance mondiale. Plus vous serez nombreux et plus vous serez pauvres ou la paupérisation mondiale comme perspective.

- Quelles pourraient être les 10 premières économies mondiales en 2030 ? - LePoint.fr 9 janvier 2019

Dans les prochaines années, les pays émergents vont progressivement s'imposer dans le classement des 10 plus grandes

économies du monde, selon la banque britannique Standard Chartered.

Les économies émergentes vont progressivement s'imposer, selon les prévisions pour l'année 2030 de la banque britannique Standard Chartered.

Dans les prochaines années, les pays émergents vont progressivement s'imposer dans le classement des 10 plus grandes économies du monde, selon la banque britannique Standard Chartered. Cette dernière a fait évoluer ses prévisions à long terme et propose un classement des 10 premiers pays, en termes de PIB, pour l'année 2030, a relevé Bloomberg.

Selon ces nouvelles prévisions, la Chine occupera la première place du podium, suivie de l'Inde et des États-Unis à la troisième place. L'Indonésie s'installera en quatrième position, talonnée par la Turquie à la cinquième place.

« Nos prévisions de croissance à long terme reposent sur un principe fondamental : la part des pays dans le PIB mondial devrait finalement converger avec leur part dans la population mondiale, tirée par la convergence du PIB par habitant entre les économies avancées et les économies émergentes », expliquent dans une note les économistes de Standard Chartered.

L'Allemagne, seul pays d'Europe dans le classement

Selon Standard Chartered, la croissance de l'Inde devrait s'accélérer à 7,8 % d'ici à 2020, alors que celle de la Chine se réfrènerait à 5 % d'ici à 2030. La part de l'Asie dans le PIB mondial, qui atteignait 20 % en 2010, puis 28 % en 2018, atteindrait 35 % en 2030. Un chiffre comparable à celui de la zone euro et des États-Unis. LePoint.fr 9 janvier 2019

(Suite de la dernière causerie) Italie. Intox ou propagande du ministère de la Vérité.

- L'Italie chute dans un classement des démocraties, la France se maintient au 29e rang - franceinfo avec AFP 10.01

L'Italie a plongé au classement annuel des démocraties établi par The Economist Intelligence Unit (en anglais), publié mercredi 9 janvier. Le pays arrive en 33e position en 2018... franceinfo 10.01

- "Cette chute est en grande partie liée..."
- A "4 places de la France", mais la position de la France est enviable pour France Info, une "démocratie imparfaite" !
- "L'Italie souffre..." Tous les peuples souffrent, suffoquent !
- "The Economist Intelligence Unit, une société britannique." Pour un peu ne société anonyme. Qui ? The Economist détenue par la famille Agnelli et Rothschild ! (Lire l'article d'avant-hier plus détaillé et révélateur.)

Félicitation, la Grèce est entrée dans une "***nouvelle ère***"... ou la régression sociale généralisée!

- La Grèce est entrée dans une "nouvelle ère", se félicite Merkel à Athènes - Reuters11 janvier 2019

La Grèce est entrée dans une "nouvelle ère", mais doit poursuivre sur la voie des réformes, a estimé jeudi Angela Merkel, en visite à Athènes six mois après la fin du troisième plan de sauvetage financier.

"Aujourd'hui, vous arrivez dans une Grèce différente", a déclaré le chef du gouvernement. "Nous avons tous les deux traversé des moments difficiles (...) mais nous avons réussi à trouver (...) des solutions pour les surmonter", a déclaré le Premier ministre Alexis Tsipras.

Quelques centaines de personnes se sont rassemblées pour protester contre la visite de la chancelière et les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser, selon un journaliste de Reuters sur place. Reuters11 janvier 2019

Quand Jean-Yves Le Drian (PS) rejette les résultats d'une élection parce que son candidat n'a pas été élu. Où, en France ? Mais non voyons, son candidat a été élu en France et il en est le ministre des Affaires étrangères, en République démocratique du Congo. Mais il a hurlé à l'ingérence dans les élections présidentielles française (ou américaine) quand des chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers ont osé exprimer des critiques envers son candidat, Macron (ou Clinton).

- RDC: l'opposant Tshisekedi proclamé vainqueur d'un scrutin contesté - AFP11 janvier 2019

La République démocratique du Congo semble s'engager jeudi dans la voie d'une alternance historique avec l'annonce de la victoire à la présidentielle d'un opposant, Félix Tshisekedi, cependant aussitôt contestée par une partie de l'opposition et par l'Eglise, et déjà marquée par le sang.

Actant la première transition démocratique depuis l'indépendance du pays en 1960, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a déclaré Felix Tshisekedi, 55 ans, vainqueur de la présidentielle avec 38,57% des voix, devant l'autre candidat de l'opposition divisée, Martin Fayulu (34,8%) selon des résultats provisoires.

La France elle est étonnamment montée au créneau.

"Il semble bien que les résultats proclamés (?) ne soient pas conformes aux résultats" réels et que M. Fayulu est "a priori" le vainqueur du scrutin du 30 décembre, a déclaré son ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian à la télévision CNews, assurant s'appuyer sur les chiffres de la mission d'observation de l'Eglise catholique.

La RDC, plus grand pays d'Afrique sub-saharienne, vit une double situation historique. C'est la première fois qu'un opposant est proclamé vainqueur d'une élection présidentielle. C'est aussi la première fois que le président sortant accepte de se retirer, conformément à la Constitution, qui interdisait à Joseph Kabila de briguer un troisième mandat d'affilée.

Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, dit "Fatshi", haute taille et carrure massive, hérite du nom de son père Etienne, figure historique de l'opposition en RDC décédé le 1er février 2017, et de la machine de guerre laissée en héritage, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), fondée dans les années 80 contre la dictature du maréchal Mobutu et au sein de laquelle il a gravi tous les échelons.

Il faisait équipe pour ce scrutin avec un "ticket", l'ex-président de l'Assemblée Vital Kamerhe. Mais c'est à Joseph Kabila qu'il a dédié ses premières paroles après avoir été "provisoirement élu" selon les termes officiels. "Aujourd'hui, nous ne devons plus le considérer comme un adversaire mais plutôt comme un partenaire de l'alternance démocratique dans notre pays."

La Cour constitutionnelle doit publier les résultats définitifs, qui peuvent encore faire l'objet de recours, dans les dix jours. Une possibilité évoquée par la coalition au pouvoir même si celle-ci a "pris acte" des résultats provisoires.

Son candidat, l'ex-ministre de l'Intérieur sous sanctions de l'Union européenne Emmanuel Ramazani Shadary, n'est arrivé qu'en troisième position avec 23,8%. Les 18 autres candidats font des scores anecdotiques.

Ce sont désormais les résultats des élections législatives, qui ont eu lieu le même jour que la présidentielle, qui sont attendus et qui permettront de déterminer les capacités de M. Tsishekedi à diriger le pays - s'il est confirmé.

Ces derniers jours, son camp avait tendu la main au président Kabila.

Avant même la proclamation des résultats "une rencontre" entre MM. Tshisekedi et Kabila avait été évoquée par l'UDPS "pour préparer la passation pacifique et civilisée du pouvoir". A quoi le gouvernement avait répondu qu'il n'allait "pas rejeter la main tendue parce qu'il y a un temps pour tout, un temps pour s'opposer et se disputer l'électorat mais aussi un temps pour s'unir".

Pour le centre de recherche EXXAfrica si la victoire de Tshisekedi est "très surprenante" elle prend cependant sens dans le contexte actuel où le président sortant pourra "user de son influence sur Tshisekedi qui doit désormais son ascension au contrôle de Kabila sur la commission électorale". AFP11 janvier 2019

Aucun de ceux qui contestent l'élection de Maduro n'a été élu avec un pourcentage de voix équivalent. Si on tient compte de leurs critères, ils sont tous illégitimes !

- Venezuela : Nicolas Maduro est-il illégitime ? [À vrai dire] - Franceinfo 10.01

Ce jeudi 10 janvier, le président vénézuélien entame un deuxième mandat contesté. Plus de cinquante pays ne reconnaissent pas ce mandat, à l'issue d'un scrutin controversé. L'Assemblée nationale vénézuélienne considère sans ambages Nicolas Maduro "illégitime".

Ces accusations remontent à l'élection présidentielle du 20 mai 2018. Nicolas Maduro est réélu avec 68 % des voix, mais les grands partis d'opposition jugent cette victoire truquée. Que signifie la légitimité ?

Au total, 51 pays ne reconnaissent pas la réélection de Nicolas Maduro, l'héritier de Hugo Chavez : les États-Unis, mais aussi l'Union européenne, ou l'Organisation des États américains. Franceinfo 10.01

Cela signifie que sur les quelques 200 pays qui siègent à l'ONU, les trois quarts estiment son élection légitime.

Voilà qui devrait exciter un peu plus ces réactionnaires fanatiques.

- Le plafonnement des indemnités de licenciement «viole le droit international» - Liberation.fr 10 janvier 2019

Trois conseils de prud'hommes ont choisi de passer outre le plafonnement des indemnités versées en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. Liberation.fr 10 janvier 2019

- Dialogue entre Damas et les Kurdes, un ministre syrien optimiste - Reuters 9 janvier 2019

Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mekdad, s'est déclaré mercredi optimiste sur l'issue du dialogue politique entre Damas et les groupes kurdes, entamé grâce à une médiation russe.

Sous la menace d'une offensive de la Turquie qui les considère comme des terroristes, les groupes kurdes du nord de la Syrie ont repris contact avec le gouvernement de Bachar al Assad après la décision de Donald Trump de retirer les forces américaines du pays.

Interrogé par des journalistes sur l'avancée des discussions, Fayçal Mekdad a répondu: "Je pense que nous devons toujours être optimistes. Les précédentes tentatives n'ont guère été encourageantes mais, actuellement, les choses avancent bien".

Il a rappelé les récentes déclarations des groupes kurdes affirmant clairement qu'ils appartenaient à la nation syrienne. De tels propos, a-t-il poursuivi, montrent que "les conditions" semblent favorables à une réconciliation.

"Par conséquent, je suis toujours optimiste (...) Nous incitons ces groupes politiques à être sincères dans le dialogue actuel avec l'Etat syrien, sachant qu'il n'y a pas d'autre solution", a souligné Fayçal Mekdad. Reuters 9 janvier 2019

Quelques bonnes nouvelles quand même pour eux.

- Jaguar Land Rover va supprimer des milliers d'emplois au Royaume-Uni - euronews 10 janvier 2019

Le constructeur automobile, propriété de l'indien Tata Motors, va supprimer 4500 emplois, essentiellement au Royaume-Uni, dans le cadre d'un vaste plan d'économies de 2,8 milliards d'euros. Le groupe emploie dans ce pays plus de 95% de ses 44 000 salariés. euronews 10 janvier 2019

- CAC 40 : par ici les dividendes - Libération 9 janvier 2019

LVOG - Ils osent tout. A ne pas louper dans cet article :

- "*Le versement d'un dividende ne vous enrichit pas...*"
- "*Aucune recherche scientifique n'a montré que les actionnaires s'enrichissaient significativement*".

Libération - Les 40 premières entreprises françaises ont battu leur record de 2007 en reversant 57 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2018.

Publiée chaque année, l'étude de la lettre professionnelle Vernimmen révèle que les versements de dividendes et rachats d'actions des quarante premières capitalisations de la place boursière parisienne ont augmenté de plus de 12 % l'an dernier. Il faut remonter à 2007, c'est-à-dire juste avant la grande déflagration financière de 2008, pour retrouver un tel niveau de rémunération du capital. Cette année-là, le CAC 40 avait reversé 57 milliards d'euros en dividendes et rachats d'actions contre 57,4 milliards en 2018. Record battu donc.

«Ce n'est pas surprenant, compte tenu de leurs très bons résultats (à l'exception des banques) à ce point du cycle», notent Pascal Quiry et Yann Le Fur, les deux auteurs de la lettre, professeurs à HEC. Ces derniers anticipent d'ailleurs que le meilleur est encore à venir pour les actionnaires : ces versements de dividendes devraient continuer à augmenter l'an prochain, pronostiquent-ils.

Basés sur leurs bénéfices de 2017 qui s'élèvent à 92 milliards d'euros, les dividendes versés en 2018 représentent 46% du résultat généré (59% en incluant les rachats d'actions et les dividendes extraordinaires). Un «taux de distribution» en recul dans le partage des richesses, souligne néanmoins l'étude, qui note qu'il était de 48% en 2017 et de 50% en 2015. Au total, le montant des dividendes versés n'a ainsi augmenté «que» de 4,96% alors que dans le même temps, le résultat net courant de ces sociétés a globalement bondi de 18%. En revanche, la valeur boursière des 40 premières entreprises françaises aura globalement diminué de 10,95% l'an dernier, après une hausse de 9% en 2017.

Nouveauté qui illustre la santé insolente du CAC 40, l'intégralité de ces multinationales, dont l'immense majorité des revenus proviennent désormais de l'étranger, ont versé un dividende l'an dernier. Pour trois d'entre elles seulement (Engie, Carrefour, TechnipFMC), il est en baisse. A elles seules, trois entreprises représentent un tiers des capitaux redistribués. Première capitalisation boursière française, Total en a reversé pour 10,1 milliards d'euros l'an dernier, le laboratoire pharmaceutique Sanofi pour 4,8 milliards et BNP Paribas pour 3,8 milliards. Et si l'on inclue LVMH, Axa, L'Oréal et Schneider, cette part grimpe à plus de 50% des versements du CAC 40 tandis que les 20 dernières entreprises du CAC représentent 18% des versements.

Interrogé dans les Echos, Pascal Quiry juge évidemment qu'il n'y a pas lieu de se scandaliser de ces versements records. «Le versement d'un dividende ne vous enrichit pas plus que le retrait de billets à un distributeur ne vous enrichit, dit-il, vous avez simplement transformé en liquide une partie de votre patrimoine. Ce qui compte, c'est que les entreprises françaises se portent bien.»

Certains groupes comme Total ou Danone ont préféré verser une partie de ces dividendes sous forme de distribution d'actions (3,8 milliards au total en 2018) afin de préserver leurs marges financières en vue de futures acquisitions.

Les auteurs jugent enfin qu'il est «plus sain» de reverser ces sommes à ses actionnaires, «plutôt que de les gaspiller en surinvestissements ou en placements oisifs de trésorerie et de priver ainsi de capitaux propres d'autres groupes qui en auront besoin pour se développer». Un raisonnement qui part de l'idée que ces dividendes seraient forcément réinvestis ailleurs, ce qui n'a rien d'évident au vu de la sous-capitalisation de nombre de PME en France dont la situation ne ressemble en rien à celle du CAC 40. Plus que jamais, l'indice phare de la place financière parisienne ressemble à une bulle au regard de la situation de la plupart des entreprises françaises.

Last but not least, Vernimmen défend également le principe du rachat d'actions (10,90 milliards d'euros en 2018) qui permet de soutenir les cours de bourse. «C'est une façon de rendre du cash de façon discrétionnaire et transitoire, explique encore Pascal Quiry dans les Echos. Aucune recherche scientifique n'a montré que les actionnaires s'enrichissaient significativement par un rachat d'actions.»

Une chose est sûre, la priorité donnée à la création de valeur au profit de l'actionnariat et au détriment du travail ne semble guère être remise en cause dans le sérail feutré des grandes entreprises françaises. De nombreuses voix se sont pourtant récemment élevées pour réclamer une évolution de cette doctrine qui doit beaucoup à l'économiste néo-libéral Milton Friedman : c'est le cas du rapport Notat-Senard sur «l'entreprise, objet d'intérêt collectif», celui de l'ONG Oxfam sur les profits du CAC 40, de l'économiste Patrick Artus dans son dernier ouvrage Et si les salariés se révoltaient ? (Fayard, 2018), ou encore du rapport sur «l'entreprise post-RSE à la recherche de nouveaux équilibres» de l'Institut de l'entreprise… Mais pour l'heure, les cadors du CAC 40 font manifestement la sourde oreille face à cette demande de rééquilibrage en faveur des salaires et de plus d'investissement. Libération 9 janvier 2019

Haut de page

Le 13 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai quand même pris le temps de fêter le 38é anniversaire à ma fille. Bon dimanche.

- Au format pdf (23 pages)

Boycott du "*grand débat national*", combat politique classe contre classe ! A bas Macron : démission !

ACTUALITÉ DU JOUR

Acte IX des gilets jaunes

84.000 gilets jaunes dans toute la France contre 50.000 samedi 5 janvier. C'est même plus que le 15 décembre, après l'allocution du président de la République. A Paris, la préfecture a recensé 8000 manifestants, contre 3500 sur la toute la journée du 5.

A Bourges près de 7000 personnes ont défilé dans le périmètre que la préfecture du Cher.

À Rouen, plus de 3 000 manifestants ont été décomptés par France Bleu Normandie. La préfecture a elle estimé qu'ils étaient 2 500. Des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont émaillé la mobilisation.

Les gilets jaunes se sont comptés en milliers à Toulouse (5000, contre 2000 la semaine passée), Rouen (2500 personnes parmi lesquelles les agresseurs d'une équipe de LCI), Bordeaux (5000 contre 4600), Perpignan (2000). Preuve que les attentes restent fortes et que les 10 milliards d'euros mis sur la table en décembre par Emmanuel Macron ne suffiront pas. AFP 12.01

La suite demain si plus de chiffres étaient disponibles. (Dimanche à 13h en Inde, 8h30 en France)

Pays basque

- Plus de 80 000 manifestants au Pays basque en faveur du rapprochement des prisonniers d'ETA - Franceinfo 12 janvier 2019

Deux marches ont eu lieu à Bilbao, au Pays basque espagnol, et à Bayonne, au Pays basque français. Franceinfo 12 janvier 2019

Hamon ou l'extrême centre néoconservateur masqué.

Quand l'UDR-RPR-UMP-LR était le parti de l'ordre officiel, la SFIO-PS était le parti de l'ordre officieux. Maintenant que LREM est devenu le parti de l'ordre officiel, et comme le PS n'est plus en position pour assumé le rôle le parti de l'ordre officieux, c'est à Générations.s que revient cet honneur.

- "Quand Mélenchon parle, Le Pen récolte", accuse Benoît Hamon - Franceinfo 12.01

- Pour Hamon, "Mélenchon ne se dit plus de gauche, il est populiste" - Le HuffPost 12.01

-Benoît Hamon s'en prend directement à Jean-Luc Mélenchon dans un long entretien accordé au Point, samedi 12 janvier. - franceinfo 12.01

Benoît Hamon va plus loin en affirmant que Jean-Luc Mélenchon "considère désormais que sa stratégie est populiste et que le mot gauche ne l'intéresse plus". Un désaveu, juge-t-il, pour le député des Bouches-du-Rhône qui "s'est longtemps réclamé de François Mitterrand" mais abandonne aujourd'hui l'idée d'unité de la gauche comme "référence pertinente". Une erreur de stratégie, aux yeux de Benoît Hamon, qui prend pour exemple la formation espagnole Podemos. Celle-ci "n'a jamais entretenu la confusion [avec l'extrême droite] et a assumé un dialogue avec un certain nombre de composantes de la gauche afin de gouverner."

"Moi je ne suis pas dans une stratégie qui considère que ce mouvement [des "gilets jaunes"] est insurrectionnel"

Conséquence, selon Benoît Hamon ? Cet "agenda populiste" au sein de La France insoumise "est devenu prioritaire et amène cette confusion entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen (...). Par ses choix, ses mots et ses fascinations, Jean-Luc Mélenchon entretient une zone grise. C'est préjudiciable pour la France."

"La responsabilité d'un dirigeant comme Jean-Luc Mélenchon, c'est de ne pas participer à la confusion en passant sous silence les errements d'Éric Drouet ou de Maxime Nicolle sur le pacte de Marrakech par exemple." au "Point". franceinfo 12.01

Rappel.

La causerie du 10 mars 2012

- Benoît Hamon: «A gauche, on aime les riches» ... - 20minutes.fr

La causerie du 24 septembre 2012

- «Parier aujourd'hui sur l'échec de François Hollande, c'est se tirer une balle dans le pied. Je suis favorable à ce que le débat vive à gauche mais la situation est trop grave pour qu'on se divise artificiellement», poursuit-il. (20minutes.fr 23.08)

La causerie du 9 avril 2013

- "La gauche doit être collective (...) appeler à une manifestation coup de balai contre la gauche, ça rompt avec toutes les

traditions, toute l'histoire de la gauche", a souligné le ministre interrogé sur RTL.

La causerie du 16 septembre2013

- Hamon : «Hollande président des patrons ? C'est absurde» - LeParisien.fr

La causerie du 3 avril 2014

- Benoît Hamon, la caution de gauche du gouvernement Valls - AFP

La causerie du 5 octobre 2014

- Benoît Hamon n'est "pas dans l'opposition" au gouvernement - AFP

La causerie du 11 juillet 2015

- Benoît Hamon sur la Grèce : « Aujourd'hui madame Merkel et la politique austéritaire ont perdu et je m'en réjouis » - Public Sénat

La causerie du 3 novembre 2016

- Benoît Hamon : « Hollande doit être candidat » - LeParisien.fr

La causerie du 2 février 2017

- M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue 31.01.2017

- De 2004 à 2009, Benoît Hamon était député européen. Extrait de sa fiche dans les archives en lignes du Parlement européen. Alors que George Bush et Ariel Sharon étaient au pouvoir, Benoît Hamon avait néanmoins choisi de rejoindre -dès son élection en 2004- les groupes parlementaires dénommés "délégation pour les relations avec les États-Unis" et "délégation pour les relations avec Israël". Il assuma la vice-présidence du groupe connecté à Washington. Invité en 2011 par l'UPJF (Union des patrons juifs de France qui se qualifie elle-même de "lobby juif"), Benoît Hamon avait présenté Israël comme une "démocratie" et manifesté son refus de toute forme de "boycott" envers ce régime colonial et ségrégationniste. (source : Panamza)

- Benoît Hamon et Manuel Valls (...) semblent partager la même volonté de museler la diffusion de l'information indépendante sur Internet.

Le 12 novembre, invité sur Franceinfo, Benoît Hamon a ainsi dénoncé les «médias et hébergeurs» -tels Facebook et Twitter qui seraient «co-responsables» de la victoire de Donald Trump et, plus généralement, de l'apparition de «contre-sociétés» dans lesquelles «chacun se construit une théorie, une vérité qui est très loin de la réalité» {https://twitter.com/franceinfo/status/797356249381818368}.

Le 8 janvier, interviewé par France Inter, Benoît Hamon a surenchéri en affirmant que la lutte contre la «déradicalisation islamiste» devait d'abord passer par un combat contre «le complotisme, cet écosystème extrêmement violent» {https://youtu.be/DPcDZMKWkLM}.

À l'instar de la mouvance sioniste et de Rudy Reichstadt, principal référent politico-médiatique de l'imposture intellectuelle du "conspirationnisme", Benoît Hamon établit clairement un lien -inquiétant pour les libertés individuelles- entre "complotisme" (attitude qu'il ne définit précisément pas), djihadisme et terrorisme (id)

A lire - M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue . 31.01.2017

La causerie du 11 février 2017

- "...il n'y a aucune solution politique ou aucun avenir envisageable avec Bachar al-Assad pour la Syrie derrière." Europe1.fr 09.12.2016

- Benoit Hamon ou la gauche rêvée - lesechos.fr 29.01.2017

Benoit Hamon "apparatchik du PS depuis trente ans"

- Ancien président du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), de 1993 à 1995, il fut longtemps celui qui organisait la claque pour les ténors, le leader d'une force d'appoint pour les congrès du parti. Celui qui oeuvrait en coulisses pour Michel Rocard (son premier engagement), Henri Emmanuelli, Lionel Jospin, Martine Aubry... Il était lieutenant, il aspirait à plus depuis longtemps.

Mais un tel leader, qui aide Manuel Valls à accéder à Matignon en avril 2014 avant de devoir quitter quatre mois plus tard le gouvernement, est-il autre chose qu'un apparatchik opportuniste. (...)

Ces idées sont travaillées par des chercheurs et en vogue chez des patrons de la Silicon Valley. (...)

Sa compagne mi-danoise mi-catalane, Gabrielle Guallar (cadre dirigeante de LVMH, propriétaire des « Echos »)

Rappel : Benoit Hamon « a voté l'état d'urgence », rappelle son porte-parole...

La causerie du 21 février 2017

- Benoît Hamon veut "une nouvelle loi Travail" et non plus son abrogation. - Franceinfo

- Comment Hamon reprend les arguments de l'extrême droite selon lequel le wahhabisme serait un produit de l'islam. - Hamon en famille avec l'oligarque Bill Gates. - Présidentielle : le point commun inattendu de Benoît Hamon et Bill Gates - LePoint.fr

Le fondateur de Microsoft et le vainqueur de la primaire de la gauche partagent une vision similaire de l'avenir du monde du travail. (LePoint.fr)

- M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue 31.01.2017

En décembre 2016, Benoît Hamon voulait voler au secours des populations d'Alep bombardées par le méchant Poutine. Il a même déclaré que s'il était président de la République, il y serait allé, comme Mitterrand à Sarajevo. Lors des primaires qui l'ont désigné comme candidat du PS, il s'est opposé à toute aide financière destinée au peuple syrien. « Arroser les zones contrôlées par Bachar al-Assad, je ne vois pas bien en quoi cela doit être une priorité de l'Union européenne quand il existe tout une autre Syrie avec d'autres partenaires possibles, comme les villes quasi autonomes autogérées ».

La causerie du 25 février 2017

- Hamon vient de participer au dernier dîner de l'organisation d'extrême droite sioniste le Crif, en famille, en compagnie de Hollande et Macron.

- Hamon, le frondeur, les cocus et les arrivistes par Bruno Adrie - arretsurinfo.ch 20.02.2017

- Benoît Hamon, voiture-balai d'un PS vermoulu par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 20 février

La causerie du 18 mars 2017

- Présidentielle 2017 : aux Antilles, Benoît Hamon loue le bilan du quinquennat - Franceinfo

La causerie du 22 mars 2017

- Hamon à Bruxelles reçoit l'appui de Moscovici - AFP

La causerie du 28 mars 2017

- Fillon est "indigne de la fonction présidentielle" déclare Hamon - AFP

- Présidentielle : Marine Le Pen est "soumise" à Vladimir Poutine, selon Benoît Hamon - Franceinfo

La causerie du 7 avril 2017

- Syrie: Hamon s'en prend à Le Pen, Fillon, Mélenchon, "inféodés" à Poutine - AFP

La causerie du 17 septembre 2017

- Quand Mélenchon estime qu'il aurait dû être président et Hamon son Premier ministre - LeParisien.fr

L'idéologie du totalitarisme. L'extrême centre néoconservateur sans masque.

LVOG - Si je trouve le temps, j'analyserai plus tard en détail le discours de Raffarin, le même que Macron, Attali, Minc, etc.
Son modèle de société démocratique : le "*modèle israélien*" !

- Jean-Pierre Raffarin : «La réforme permanente, voilà la solution» - LeParisien.fr 12 janvier 2019

L'ancien Premier ministre et actuel président de l'ONG Leaders pour la paix estime qu'il faudrait modifier la méthode pour mieux réformer. Mais aujourd'hui, avec la crise des Gilets jaunes, il s'inquiète d'une remise en cause de la démocratie.

On répète souvent que la France n'est pas réformable. Cette crise des Gilets jaunes en est-elle l'illustration ?

JEAN-PIERRE RAFFARIN. Cette crise est révélatrice d'une chose : on a plus de difficulté avec la démocratie qu'avec la réforme. On accepte volontiers les principes de la République, mais on n'adhère pas forcément aux valeurs de la démocratie. Elle ne nous est pas si naturelle. La France est un des rares pays où on fait des manifestations après le vote de la loi. La loi votée, l'appareil démocratique, pour beaucoup, c'est plus un système qu'une valeur.

D'où la difficulté à réformer ?

Pas de complexes ! Notre pays a fait beaucoup de réformes. Giscard avait réussi des réformes importantes, puis la décentralisation, en deux actes, a été une réforme essentielle, ainsi que la professionnalisation de nos armées, le mariage pour tous, ou la réforme des universités…

Comment sortir de cette perpétuelle remise en cause ?

Je crois qu'on ne pratique pas suffisamment la réforme permanente. Le dossier des retraites est à peu près le seul pour lequel chaque quinquennat a apporté sa pierre. Il faut concevoir une nouvelle ingénierie de la réforme. Des réformes à mener en gérant le temps, avec le minimum de brutalité...

Certains Gilets jaunes prônent un régime militaire...

On assiste à la remise en cause de trois points essentiels de la pratique démocratique : la règle majoritaire, la force de la loi -c'est-à-dire la force du vote- et la représentation politique. Notre vrai enjeu porte plus sur le nouveau système démocratique à inventer que sur un pessimisme quant à la réforme.

Un nouveau système démocratique ?

Il existe de nombreux modèles démocratiques, jusqu'au modèle israélien...

Le système français repose, lui, sur l'alternance : pendant cinq ans on donne des pouvoirs forts, au bout du quinquennat on peut changer. Les Gilets jaunes contestent un vote démocratique qui a donné cinq ans à l'actuel exécutif. Pour eux, l'objectif est la représentativité de l'instant. La société française est traversée par ces deux grandes forces paradoxales : le besoin de participation et le besoin d'autorité. Notre vivre ensemble doit trouver le bon équilibre entre ces forces.

La Ve République peut être mise en question ?

C'est le vrai débat, il faut clarifier nos règles du jeu et les partager, si on veut une démocratie apaisée. C'est le respect des règles qui protège la démocratie du désordre.

Il y a trop d'autorité ?

La Ve République donne au chef de l'État un vrai pouvoir, il dispose des outils de l'autorité. Ce n'est pas en affaiblissant cette autorité qu'on corrigera l'impuissance de la politique. Mais il faut limiter l'autorité à « l'essentiel ». Les autres sujets doivent être confiés à la subsidiarité.

Comment aérer ce système ?

Par la décentralisation ! Le référendum devrait être une pratique courante au niveau régional. (...) Hélas pour le référendum, la jurisprudence Notre-Dame-des-Landes a été une tragédie démocratique.

Comment inciter les Français à voir les réformes sous un jour plus positif ?

En faisant des réformes par marches plutôt que par étages. La réforme permanente, pas à pas, dans un monde toujours en mouvement, voilà la solution. La grande réforme, le grand soir, génère le blocage. Le besoin de cohésion sociale est essentiel.

Vous reprenez la formule de Chirac...

Jacques Chirac était, plus que tous, conscient de cela. Par exemple, en tant que Premier ministre, j'étais interdit de Davos. Je pouvais envoyer un ministre à Porto Alegre, avec les altermondialistes, mais pas à Davos...

Cette cohésion sociale, comment la retisser ?

Il faut rechercher un nouveau pacte social, en remettant tous les acteurs sociaux autour de la table. La démocratie politique représentative ne peut pas ignorer la démocratie sociale représentative. Le nouveau pacte social doit s'appuyer sur l'ensemble des partenaires, Gilets jaunes compris.

La lettre d'Emmanuel Macron aux Français sur le grand débat national doit proposer ce pacte social ?

L'initiative est bonne. Il va devoir préciser ce qu'il va faire du débat. Indiquer clairement que le débat doit être fertile, qu'il tiendra compte des propositions, comment et sur quel calendrier. Notre devoir est de nous impliquer dans cet exercice démocratique. Quel est notre choix ? L'exercice démocratique ou l'aventure politique !

La République est en danger ?

Je suis inquiet. La violence est le nouveau paramètre de la contestation, ce n'est plus le nombre de protestataires. Ce principe me paraît être incompatible avec le respect démocratique. La température sur les réseaux sociaux et dans la rue grimpe rapidement. Le temps qui passe ne sert pas la sagesse.

Une dissolution de l'Assemblée nationale pourrait être une solution ?

L'exécutif a des cartes à jouer, encore faut-il les jouer au bon moment. Pour moi, ce n'est pas le moment de dissoudre. Le scénario à l'italienne n'est pas impossible, les convergences entre l'extrême droite et l'extrême gauche sont en train de se construire.

Une haine contre Macron s'exprime dans cette crise...

C'est injuste. Mais le système politique du président manque de puissance. Il faut aujourd'hui que les démocrates se fassent entendre. La majorité ne protège pas assez son leader. En réalité, la Ve République est peu compatible avec la surexposition du président.

Il a les moyens de mener ses réformes ?

Tout dépend du geste politique. Le geste politique, c'est le débat. Il faut lui donner du sens. À mon avis, deux objectifs sont prioritaires : inventons la règle démocratique que nous voulons respecter et proposons le pacte social qui consolidera la République. LeParisien.fr 12 janvier 2019

Propagande. Le totalitarisme ou "l"***extrême centre***", c'est la démocratie. Parole d'oligarques suppôts (Rothschild-Agnelli) de Thatcher, Reagan et Pinochet. (Suite - 2)

Ce sujet a été abordé en détail dans les deux précédentes causeries.

- L'Europe de l'Ouest victime d'un «malaise démocratique», selon The Economist - Le Figaro 11.01

À sa tête figurent la Norvège, l'Islande, la Suède, la Nouvelle-Zélande et le Danemark. Trois monarchies (Norvège, Suède, Danemark) où les syndicats sont entièrement intégrés à l'Etat, où il fait bon vivre sous le corporatisme, et un autre de leurs alliés (Nouvelle-Zélande) parmi les plus réactionnaire, et pour finir, l'Islande qui ressemble aux trois premiers et de

taille microscopique.

Dans le collimateur des néocons anglo-saxons, trois États ont chuté: l'Italie (de la 21e place à la 33e place), l'Autriche (de la 15e à la 16e place), et la Turquie (de la 100 à la 110e),

Quand les banquiers faiseurs de guerre, de guerres civiles, de coups d'Etat sanglants, de génocides, de famines, de réfugiés ou de déplacés à travers le monde condamnent la «rhétorique anti-étrangers» ou prennent position en faveur de l'immigration illégales, des migrants, etc. cela ne vous interpelle-t-il pas ?

Croyez-vous qu'en tenant le même discours qu'eux vous défendez la cause des peuples dominés ? N'avez-vous pas l'impression d'être manipulés ? Ne voyez-vous pas qu'en instrumentalisant ce facteur, ils s'en servent pour affaiblir la résistance des peuples des pays dominants qui sont les seuls à pouvoir renverser le capitalisme? Ne voyez-vous pas qu'ils s'en servent pour nous diviser et nous détourner de la lutte contre leur régime ?

En cause, la «*rhétorique anti-étrangers*» de l'Italie et de l'Autriche, la Turquie d'Erdogan pour son double jeu avec la Russie et l'Iran. Bien entendu, il n'est nullement question pour nous de soutenir les gouvernements de ces pays-là qui de leur côté tiennent un discours aussi démagogique ou nauséabond, réactionnaire. Notre démarche consiste uniquement à montrer la démagogie de ceux qui les attaquent pour que les travailleurs ne leur accordent aucune vertu, aucun soutien, dans aucun domaine. Ils sont tous aussi pourris les uns que les autres, c'est juste ce que l'on tient à leur montrer.

Les États-Unis, mieux positionnés que la France avec la 25e place

Leurs "*ennemis*" en bas du classement.

La Chine au 130e rang.

Du côté de l'Amérique latine, deux pays ont vu leur réputation d'état possiblement démocratique s'écrouler le Nicaragua (à la 122e place) et le Venezuela.

Ce classement est bouclé par des régimes dictatoriaux dont le Tchad, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la Syrie et la lanterne rouge du classement: le régime autoritaire de Corée du Nord qui finit 167e. (Source : Le Figaro 11.01)

Hier je ne l'ai pas relevé mais d'autres médias avaient relayé cette propagande du ministère de la Vérité. Donc finalement, comme on peut le vérifier ici, leur ligne politique est bien alignée sur l'idéologie de la branche de l'oligarchie partisane de l'instauration d'une gouvernance mondiale.

Commentaires d'abonnés du Figaro qu'on ne soupçonnera pas d'être des opposants virulents au capitalisme !

1- Résumons: les serviteurs de l'OTAN sont les meilleures démocraties. Venant de The Economist, on ne s'attendait pas à autre chose...

2- Mondialisme, oligarchie, financiarisation, le trio gagnant.

3- Les néocons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnait.

4- Au XXI ème siècle qui sera analogue au XVII ème ce sera un siècle de remise à l'ordre. La démocratie telle que nous la connaissons n'est plus adaptée. Le système d'avenir sera le despotisme (qui n'est pas la tyrannie) éclairé. Pour le peuple et la Nation comme Pierre le Grand, Frederic II etc ...

5- Autrement dit, l'Italie et l'Autriche sont des démocraties imparfaites parce que leur gouvernement suit leur peuple qui veut limiter l'immigration plutôt que de suivre les groupes de pression de Soros qui veulent l'accélérer.

Ça disqualifie complètement ce classement.

6- Leurs critères sont hautement contestables. On voit bien que pour eux démocratie = idéologie mondialiste avec ouverture des frontières, idéologie sociale unitaire, etc... Critères idéologiques qui n'ont rien à voir avec la définition politique de ce qu'est une démocratie, à savoir un peuple qui décide librement de son avenir, comme de son présent.

7- Une politique anti-immigration peut bien entendu être contestée. Est-ce-que ça la rend anti-démocratique pour autant?

Que je sache les élections n'ont pas été truquées en Autriche.

8- En gros The Economist confond démocratie et idéologie du parti démocrate. Il est inique de tenter de décrédibiliser un adversaire politique en expliquant sans fondement qu'il n'est pas bien démocratique. Qui sont-ils pour en juger?

9- Le classement des démocraties par l' " Economiste" ou comment faire main basse sur le vocabulaire politique: la démocratie est démocratique si et seulement si elle est conforme à l'idée que l'"Economiste" s'en a fait (de la démocratie).

10- De toute façon, ce n'est pas à des journalistes économiques de dire qui est une démocratie de qui ne l'est pas, c'est juste du marketing.

11- Que les anglo-saxons se mêlent de leurs affaires. La conception des anglo-saxons de ce qu'est une démocratie ne correspond pas nécessairement à la nôtre. Et tous ces classements et ces ONG ont pour finalité d'anglo-saxonniser le monde.

12- Le malaise démocratique est justement dû à de tels journaux qui font des procès d'intention aux gouvernements comme ceux d'Autriche et d'Italie et qui jugent antidémocratiques les mesures prises alors qu'elles sont soutenues par les citoyens.

Etonnant que la Suisse, modèle de pays démocratique, n'apparaisse pas en haut de l'échelle.

En quoi le fait d'être opposé à l'immigration est-il antidémocratique ?

Le Traité de Lisbonne est l'exemple parfait de décision autoritaire qui s'assoit sur la volonté démocratique exprimée lors du referendum de 2005. Et plus récemment, le TAFTA et le traité avec le Canada.

LVOG - Normal, la Suisse leur appartient, c'est leur coffre-fort, un paradis fiscal, le siège de la banque centrale des banques centrales, la BRI! Moins elle fait parler d'elle, et mieux ça vaut.

Même parmi les partisans du régime, ils sont de plus en plus nombreux à se poser des questions sur l'avenir qu'il leur réserve, c'est révélateur...

Ils sont à l'origine de la stratégie de la tension et du chaos au Venezuela et en RDC.

- Venezuela: appel à une mobilisation pour un "gouvernement de transition" - AFP 11 janvier 2019

Le Parlement vénézuélien, seule institution contrôlée par l'opposition, a appelé vendredi à une mobilisation le 23 janvier en faveur d'un "gouvernement de transition", au lendemain de l'investiture du président Nicolas Maduro pour un deuxième mandat contesté. AFP 11 janvier 2019

- Élections RDC: Fayulu contre-attaque, les résultats des législatives se font attendre - AFP 11 janvier 2019

Bras de fer au RD Congo après l'annonce contestée de l'élection à la présidentielle de l'opposant Félix Tshisekedi: Martin Fayulu, autre candidat de l'opposition donné perdant, revendique la victoire et contre-attaque en justice, et l'Eglise en appelle à l'ONU... AFP 11 janvier 2019

Stop ou encore ? Le capitalisme pollue et rend "***bête***".

- En plus de nous rendre malades, la pollution de l'air va-t-elle nous rendre bêtes ? - Franceinfo 12 janvier 2019

Selon une récente étude, la pollution de l'air aurait aussi des conséquences sur le cerveau.

Une étude récente publiée en 2018 dans la revue PNAS a révélé que chez des personnes âgées vivant en Chine, une exposition de long terme à la pollution de l'air pouvait entraver les performances cognitives – comme la capacité à prêter attention, à se remémorer des connaissances passées ou à générer de nouvelles informations – dans le cadre de tests verbaux et mathématiques.

À mesure que les personnes vieillissent, le lien entre pollution de l'air et déclin mental se renforce. L'étude a également montré que les hommes et les personnes les moins éduquées étaient particulièrement exposés, pour des raisons que l'on ne connaît pas encore.

Nous avons aussi prouvé de manière convaincante que la pollution de l'air – et spécialement les particules les plus petites, invisibles

à l'œil nu – endommagent le cerveau à la fois des humains et des animaux. La pollution liée à la circulation des véhicules est ainsi associée à la démence, au comportement délinquant chez les adolescents, et à un retard de développement du cerveau chez les enfants fréquentant des écoles très polluées.

Une détérioration du cerveau

Chez les animaux, les souris exposées à une pollution de l'air urbain pendant quatre mois ont montré un fonctionnement du cerveau réduit et des réponses inflammatoires dans les principales régions du cerveau. Cela signifie que les tissus de cette zone ont changé en réponse aux stimulations nocives induites par la pollution.

Nous ne savons pas encore quels aspects de ce « cocktail » de particules polluantes – comme la taille, le nombre ou la composition des particules – contribuent le plus à cette détérioration du cerveau. On estime toutefois que les particules nanométriques seraient en cause.

Ces particules présentent une taille 2 000 fois plus petite que le diamètre d'un cheveu humain et peuvent se déplacer dans le corps par le flux sanguin après avoir été inhalées. Elles pourraient même atteindre le cerveau directement via les nerfs olfactifs qui transmettent au cerveau des informations sur l'odeur. Cela laisserait les particules contourner la barrière hématoencéphalique, qui protège normalement le cerveau des éléments nocifs circulant dans le flux sanguin.

Des symptômes typiques d'Alzheimer

Des échantillons de cerveau prélevés post mortem sur des personnes exposées à des niveaux élevés de pollution de l'air, qui vivaient à Mexico City et à Manchester, affichent les symptômes typiques de la maladie d'Alzheimer. Cela inclut des amas de fragments de protéines anormales entre les cellules nerveuses, des inflammations, et une abondance de nanoparticules riches en métal (incluant fer, cuivre, nickel, platine et cobalt) dans le cerveau.

Les nanoparticules riches en métal identifiées dans ces échantillons de cerveau sont similaires à celles que l'on trouve en général dans la pollution de l'air ambiant en ville ; celle-ci se forme lors de la combustion du pétrole et d'autres carburants, associée aux particules d'usure des freins et pneus. Ces nanoparticules toxiques sont souvent accompagnées d'autres composés dangereux, comme des hydrocarbones polyaromatiques qui se produisent naturellement dans les carburants fossiles et peuvent endommager les reins et le foie ou provoquer des cancers.

Cellules endommagées

Inhaler des nanoparticules de façon répétée pourrait avoir une série d'effets négatifs sur le cerveau, y compris une inflammation chronique des cellules nerveuses. Lorsque nous inhalons la pollution de l'air, cela peut activer les cellules immunitaires du cerveau.

Respirer un air ambiant pollué pourrait ainsi activer de façon continue une réponse de destruction au sein des cellules immunitaires, entraînant la création plus fréquente de molécules dangereuses. Des niveaux élevés de telles molécules pourraient provoquer le dommage et la mort de cellules.

La présence de fer trouvé dans la pollution de l'air pourrait accélérer ce processus. Des nanoparticules riches en fer (magnétite) peuvent augmenter la toxicité des protéines anormales trouvées dans la zone cérébrale. L'analyse post mortem de cerveaux issus de patients malades d'Alzheimer et de Parkinson montre ainsi que l'activation microgliale est commune aux maladies neurodégénératives.

LVOG - Tout cela pour nous balancer leur propagande habituelle...

En dehors de la preuve que nous détenons déjà du lien entre pollution de l'air et démence, la dernière étude sur le lien entre pollution de l'air et intelligence en déclin démontre encore plus la nécessité de combattre la pollution de l'air. La combinaison de changements en termes de technologie de véhicules, régulation et politique fournirait des instruments pratiques pour diminuer de manière globale le fardeau que représente la pollution de l'air en matière de santé. Changer ses habitudes

Toutefois, il existe des moyens de se protéger. Moins conduire, marcher davantage et faire du vélo peut avoir un impact positif sur la pollution. Si vous devez utiliser une voiture, conduire doucement sans accélérer ou freiner brutalement, et éviter de voyager pendant les heures de rush, peut diminuer les émissions. Garder les fenêtres fermées et recycler l'air dans la voiture pourrait également contribuer à diminuer l'exposition à la pollution pendant les embouteillages.

LVOG - Non sans cynisme...

Les jeunes enfants comptent parmi les plus vulnérables car leurs cerveaux se développent encore. Beaucoup d'écoles se situent près de routes principales, réduire la pollution de l'air s'avère donc nécessaire. Planter certaines espèces d'arbres spécifiques qui capturent efficacement les particules le long des routes et autour des écoles pourrait aider.

LVOG - Et les conseils aux bobos et autres petits bourgeois qui ont le droit de profiter de la vie et de rester en bonne santé.

En fin de compte, ce qui est bénéfique à votre cœur l'est aussi pour votre cerveau. Stimuler son activité cérébrale, opter pour un bon régime alimentaire riche en antioxydants, et se maintenir actif et en bonne santé favorise la résilience de l'organisme.

Puisque nous ne connaissons pas encore exactement les mécanismes par lesquels la pollution endommage nos cerveaux – ni comment ses effets pourraient être contrés – nous protéger exige de réduire ou d'éviter l'exposition à la pollution autant que possible. Franceinfo 12 janvier 2019

Défense du marxisme et enseignements de notre histoire.

A l'adresse de ceux qui fustigent l'emploi du terme "***peuple***".

Lénine - Seuls les « économistes » de triste mémoire pensaient que les « mots d'ordre d'un parti ouvrier » étaient proclamés exclusivement à l'intention des ouvriers. Non, ces mots d'ordre sont proclamés pour l'ensemble de la population laborieuse, pour le peuple tout entier. (Lénine - Août – Octobre 1916 - Tome 23)

LVOG - A l'exception des bourgeois, des capitalistes du CAC40, de l'oligarchie, cela va de soi.

Nous n'avons donc pas le droit de soutenir n'importe quelle lutte contre l'impérialisme.

Lénine - L'impérialisme est notre ennemi tout aussi « mortel » que le capitalisme. C'est juste. Toutefois, aucun marxiste n'oubliera que le capitalisme est un progrès par rapport au féodalisme, et l'impérialisme par rapport au capitalisme pré monopoliste. Nous n'avons donc pas le droit de soutenir n'importe quelle lutte contre l'impérialisme. Nous ne soutiendrons pas la lutte des classes réactionnaires contre l'impérialisme, nous ne soutiendrons pas l'insurrection des classes réactionnaires contre l'impérialisme et le capitalisme. (id)

LVOG - "*Nous ne soutiendrons pas l'insurrection des classes réactionnaires contre l'impérialisme et le capitalisme*", question : Macron et le clan des ultra néoconservateurs qui s'attaquent à Trump, n'incarnent-ils pas cette "*classes réactionnaires*" ? Je n'ai pas attendu après Lénine ou je n'ai pas eu besoin de recourir à lui pour justifier ma position vis-à-vis de Trump ou la différence de traitement que je lui ai accordée et à Clinton ou Obama, au clan qui combat Trump et qui est la pire réaction.

Très modestement parce qu'il m'arrive encore de sortir des conneries, n'est pas marxiste qui veut ou celui qu'on croit !

Sur l'impérialisme et la démocratie.

Au point de vue économique, l'impérialisme (ou « l'époque » du capital financier, la question n'est pas dans le terme) est le stade suprême du développement du capitalisme, celui où la grande production a atteint des proportions telles que la libre concurrence fait place au monopole. C'est là l'essence économique de l'impérialisme.

Le monopole se manifeste à la fois dans les trusts, les cartels, etc., dans la toute puissance des banques géantes, dans l'accaparement des sources de matières premières, etc., dans la concentration du capital bancaire, etc. Le monopole économique, tout est là.

La superstructure politique qui coiffe la nouvelle économie, le capitalisme monopoliste (l'impérialisme est le capitalisme monopoliste), c'est le tournant à partir de la démocratie vers la réaction politique.

À la libre concurrence correspond la démocratie.

Au monopole correspond la réaction politique.

« Le capital financier tend à l'hégémonie et non à la liberté », dit très justement R. Hilferding dans son livre Le Capital financier.

Séparer la « politique extérieure » de la politique en général ou, à plus forte raison, opposer la politique extérieure à la politique intérieure est une idée radicalement fausse, non marxiste, antiscientifique. En politique extérieure tout comme en politique intérieure, l'impérialisme tend à enfreindre la démocratie, à instaurer la réaction. En ce sens, il est incontestable

que l'impérialisme est la « négation » de la démocratie en général, de toute la démocratie, et nullement d'une seule des revendications de la démocratie, à savoir : la libre disposition des nations.

Étant la « négation » de la démocratie, l'impérialisme est également la « négation » de la démocratie dans la question nationale (c'est-à-dire en ce qui concerne la libre disposition des nations) : « également», c'est-à-dire qu'il s'efforce de l'enfreindre (...)

...la contradiction entre l'impérialisme et la république est la contradiction entre l'économie du capitalisme le plus récent (plus précisément du capitalisme monopoliste) et la démocratie politique en général. (id)

LVOG - On doit se demander quel niveau a atteint cette "*contradiction entre l'impérialisme et la république* depuis que le "*capitalisme monopoliste*" a été supplanté par l'introduction d'instruments financiers de type mafieux ou sans rapport avec l'économie réelle ou productive, qui ont permis à l'oligarchie d'accroître sa fortune et son pouvoir dans des proportions phénoménales et tentaculaires sur l'économie mondiale, de telle sorte qu'elle est parvenue à étouffer littéralement la démocratie politique. Cela signifie que, ce qui n'était qu'une tendance autrefois ou il y a un siècle (l'impérialisme tend à enfreindre la démocratie, à instaurer la réaction.), est devenue une réalité ou s'est pleinement réalisée. Et cela ne date pas de janvier 2019, mais d'au moins quatre ou cinq décennies en arrière, depuis beaucoup plus longtemps s'agissant des Etats-Unis, sans qu'on en ait tiré tous les enseignements politiques, puisqu'on a continué à considérer les différents régimes des puissances occidentales comme des démocraties ou des républiques démocratiques bourgeoises, ce qui manifestement ne correspondait plus à la réalité, autrement dit aux rapports entre les classes.

On n'avancera pas le mot d'ordre du retour à la démocratie politique, puisque nous n'avons pas l'intention de faire tourner les roues de l'histoire à l'envers, ce qui serait d'ailleurs peine perdue, constatant qu'elle est incompatible avec l'existence du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme qui ne peut survivre qu'en instaurant un régime bureaucratique centralisé totalitaire à l'échelle de la planète.

Maintenant la putréfaction du capitalisme ne peut se traduire que par une régression sociale généralisée à l'échelle mondiale, l'accroissement des inégalités sociales et des injustices, de l'exploitation et de l'oppression, une baisse ou une détérioration du niveau de vie de tous les peuples, la destruction de tous les progrès réalisés par la civilisation humaine au cours des derniers millénaires dans absolument tous les domaines, et évidemment le saccage de la planète, ce qui implique qu'on défende tous nos acquis ou toutes nos conquêtes sociales, que chaque peuple défende sa culture, sa langue, sa propre histoire, ce qui fonde son identité, son unité, sa souveraineté, mais comme on sait après l'avoir observé depuis des décennies qu'il est inefficace de lutter pour obtenir des réformes sociales collectives ou qui bénéficie à l'ensemble des exploités (dans les pays les plus développés, la situation est différente dans les autres pays...) car aucune ne sera adoptée du fait que la majorité des travailleurs ne se mobiliseront pas pour obtenir de nouveaux droits sociaux. Pourquoi ? Parce qu'ils s'accommodent de leur condition ou parce que leur niveau de vie n'est pas menacé ou encore, ils ont encore les moyens d'encaisser les coups qui leur sont portés, ils disposent encore de réserves. A quel prix ? Au prix de quels sacrifices, d'importantes concessions ou frustrations portant sur leurs aspirations. Ils ne comprennent pas le danger fatal et immédiat qui les menace en se résignant ainsi, car c'est le meilleur moyen pour qu'ils soient les prochaines victimes innocentes, les prochains sur la liste de la précarité généralisée qui guette l'ensemble des travailleurs, sans parler qu'ils devront se résoudre à vivre dans le futur dans une société détestable ou tous les rapports seront exécrables, un véritable cauchemar dont ils n'ont pas idée.

C'est le discours qu'il faut leur tenir, afin qu'ils prennent conscience que l'orientation politique qu'on leur propose, et dont l'objectif est de se débarrasser du capitalisme et ses institutions, correspond aux tâches politiques qu'ils doivent accomplir pour conquérir la démocratie, le pouvoir politique, pouvoir changer de société (ou réaliser le socialisme, c'est la même chose), pour que leurs aspirations légitimes puissent être satisfaites, et qu'il n'existe pas d'autre issue politique, se résigner et attendre que le pire arrive inexorablement et alors il sera trop tard pour réagir ou prendre leur destin en mains, tout de suite, sans attendre un jour de plus.

Ca ne prend plus !

- Le grand débat est encore très flou pour 82% des Français - Le HuffPost

La question qui va être fatale à Macron.

- Grand débat : «Tu crois qu'ils vont nous écouter ?» - Liberation.fr 11 janvier 2019

Question posée par un manifestant.

Clonage. Après "***moi je***", "***Moi le premier***"

- Macron s'engage à ce que le grand débat national soit suivi d'effets - Reuters 11 janvier 2019

"Ce n'est pas un débat dont on connaît les termes et l'aboutissement, c'est un débat sur lequel je souhaite que nous nous

engagions tous et moi le premier." Reuters 11 janvier 2019

Enfumage, mascarade, démagogie, il le dit lui-même : Macron affirme qu'il ne changera pas de cap et déclare simultanément que "ce n'est pas un débat dont on connaît les termes et l'aboutissement", il prend donc les citoyens pour des abrutis ou il les méprise.

En macronnie.

Mimétisme. Comment échapper à une conférence de presse ?

- Trump annule sa venue à Davos "à cause des démocrates" - Le HuffPost 11.01

- Gilets jaunes : Macron n'ira pas au Forum de Davos - LeParisien.fr 11.01

Un peuple de fainéants, de nantis, de profiteurs, d'irresponsables, de salauds !

- Macron s'offre une nouvelle polémique avec sa petite phrase sur «le sens de l'effort» - LeParisien.fr 12 janvier 2019

Emmanuel Macron a loué ce vendredi 11 janvier "le sens de l'effort" en estimant que "les troubles que notre société traverse sont parfois dus au fait que beaucoup trop de nos concitoyens pensent qu'on peut obtenir quelque chose "sans que cet effort soit apporté. Parfois, on a trop souvent oublié qu'à côté des droits de chacun dans la République - et notre République n'a rien à envier à beaucoup d'autres - il y a des devoirs. "

Guère opportun, dans le contexte. Sa sortie de ce vendredi sur le « sens de l'effort » n'est pas pour apaiser les esprits. LeParisien.fr 12 janvier 2019

"Le sens de l'effort", cela peut payer...chez les aristocrates du régime.

- Macron : 13 884 euros net par mois
- Le gouverneur de la Banque de France : 285 538 euros brut par an auxquels s'ajoutent une indemnité de logement de 5 653 euros par mois, une enveloppe annuelle de 46 500 euros qui lui est versée en tant qu'administrateur de la Banque des règlements internationaux (BRI). Au total, son salaire culmine à 37 580 euros brut mensuels.
- L'ambassadeur à Kaboul : 30 000 euros net par mois.
- Le vice-président du Conseil d'Etat : 16 170 euros net mensuels.
- Le président du directoire de la Société du Grand Paris : 300 000 euros brut par an plus une part variable sur objectifs, pouvant aller jusqu'à 60 000 euros par an.
- Le président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie : 130 000 euros brut mensuel, plus un variable de 26 000 euros maximum par an.
- Le président de l'Etablissement public de la réunion des musées nationaux et du Grand Palais : 120 000 euros brut, et un «complément personnel» de 42 000 euros et une part variable de 30 000 euros maximum par an. (Source : Libération 10 janvier 2019)

Le modèle de société de Macron : Partir tôt le matin bosser et rentrer tard pour un salaire de misère !

Le chef de l'État a aussi fait l'éloge de l'apprentissage, qui "permet à chaque jeune de trouver sa place dans la société". Il enseigne "l'engagement des matins tôt et le soir tard, pour arriver à l'excellence", à une époque "où on pense qu'on peut tout apprendre en quelques jours".

"Notre jeunesse a besoin qu'on lui enseigne un métier et le sens de cet engagement qui fait qu'on n'a rien dans la vie si on n'a pas cet effort", a-t-il ajouté. AFP 11.01

La jeunesse, elle n'aura aucun avenir tant que le capitalisme n'aura pas été renversé, voilà ce qu'il faut dire aux jeunes.

Macron le néocon anglo-saxon.

- Emmanuel Macron moqué par les handballeurs : cette bourde qui n'est pas passée inaperçue - Gala.fr10 janvier 2019

Il a fait une grosse faute de prononciation, en disant « hand-baule », au lieu de « hand-ball ». Une erreur qui n'a pas manqué de faire réagir. A commencer par l'équipe de France des moins de 21 ans qui était installée derrière le président. Entre ceux qui ont affiché un sourire moqueur et ceux qui ont été bouche-bée. Gala.fr 10 janvier 2019

Il l'a prononcé en anglais, ce qui a échappé à Gala dont le niveau n'atteint même pas le niveau du caniveau de la rue du Faubourg Saint-Honoré !

Ce n'est qu'un début continuons le combat... jusqu'à la chute du régime !

- 67% des Français les plus modestes veulent que le mouvement des Gilets jaunes se poursuive - RT 11 janv. 2019

Le mouvement des Gilets jaunes s'essouffle-t-il ? Alors qu'un sondage semble pointer un effet de ras-le-bol de la part des Français les plus aisés, ils sont plus des deux tiers des plus modestes à souhaiter que les manifestations continuent.

Le soutien au mouvement des Gilets jaunes est-il en déclin ? C'est ce que semble montrer un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié le 10 janvier qui annonce que «près d'un Français sur deux souhaite désormais l'arrêt du mouvement».

Cependant, les chiffres avancés par ce sondage montrent également plus des deux tiers des Français aux revenus les plus modestes (67%) veulent pour leur part une poursuite du mouvement. Inversement, un peu moins des deux tiers des sondés les plus aisés (62%) souhaitent qu'il prenne fin.

Le clivage social semble se répercuter sur l'échiquier politique : les soutiens de la France insoumise (LFI) sont à 78% pour la poursuite de la mobilisation et ce chiffre monte à 84% chez les électeurs du Rassemblement national (RN). Fait notable : ce chiffre est en hausse, puisqu'il était à 77% la semaine précédente.

Sept Français sur dix (70%) jugent que le gouvernement porte «une grande responsabilité des violences» qui ont eu cours lors des dernières manifestations. Mais l'opposition n'est pas non plus épargnée, puisque, dans le même temps, 63% des sondés estiment qu'elle est responsable des violences. Quant aux forces de l'ordre, 51% des Français pensent qu'elles sont responsables des violences.

Selon les tendances politiques, ces chiffres varient très amplement : 86% des sympathisants LFI jugent que le gouvernement est responsable de ces violences. Idem pour les sympathisants RN. Au contraire, les sympathisants LREM mettent en cause les Gilets jaunes qui sont responsables selon 95% d'entre eux. RT 11 janv. 2019

Totalitarisme. Amalgame, intimidation, menace d'un ministre de l'Intérieur d'un Etat policier.

- Pour Christophe Castaner, "ceux qui manifestent là où il y a de la casse annoncée savent qu'ils seront complices" - Le HuffPost 12.01

Où le ministre de l'Intérieur place-t-il la frontière entre manifestants et casseurs? Christophe Castaner a estimé ce vendredi 11 janvier que les personnes appelant à manifester samedi pour "l'acte IX" des gilets jaunes "savent qu'il y aura de la violence" et ont donc "leur part de responsabilité" dans ces événements.

"Ceux qui appellent aux manifestations demain savent qu'il y aura de la violence et donc ils ont leur part de responsabilité. Que les choses soient claires", a dit Christophe Castaner, interrogé depuis la place Beauvau. "C'est assez facile de dire je vais descendre dans un quartier, je vais tout casser", a-t-il continué, "on est en France, dans un pays où il y a des droits, il y a des devoirs, et notamment celui de la responsabilité".

"On peut appeler à la révolte, on peut appeler à la casse, certains le font, mais alors qu'ils assument leurs responsabilités", a-t-il expliqué, fustigeant ceux qui "se cachent". "Ils se cachent derrière l'anonymat, ils se cachent derrière les attaques nocturnes qu'on a régulièrement sur les institutions, sur la mise en cause des journalistes de façon systématique mais toujours dans l'anonymat, moi je suis pour le courage, le courage d'assumer sa responsabilité", a-t-il ajouté.

Refusant pour autant de faire un quelconque "amalgame" entre manifestants et casseurs, prônant "la fin de la violence", le ministre a dit "regretter (...) que ceux qui appellent à se mobiliser à gauche n'aient pas le courage d'assumer leurs choix jusqu'au bout et juste de faire un mail au préfet de passer un coup de fil à la sous-préfecture du coin et dire 'voilà je veux manifester'".

Il a par ailleurs rappelé que si une manifestation est "déclarée, elle n'a même pas à être autorisée". "Le droit français est simple: vous déclarez et automatiquement, vous avez le droit d'aller manifester", a-t-il expliqué.

"Ceux qui pensent que, à quelques milliers de personnes, on peut mettre en cause nos institutions, se trompent", a également déclaré Christophe Castaner un peu plus tard vendredi, lors d'une rencontre avec des CRS dans une caserne dans le Val-de-Marne.

Devant eux, il a évoqué "des méthodes différentes de présence de mobilité" samedi, avec "un effet de sidération par votre capacité

à être présent, à intervenir et à faire en sorte que ceux qui viendront vous provoquer soient immédiatement interpellés". Le HuffPost 12.01

En cas de récidive, vont-ils la brûler vive en place publique ?

- Une infirmière condamnée pour avoir peint des coquelicots sur les marches de la mairie de Reims - RT 11 janv. 2019

Le tribunal de Reims vient de condamner une femme à une amende de 500 euros pour quelques dessins de fleurs à la peinture à l'eau sur les marches de l'Hotel de Ville réalisés pour se plaindre de utilisation des pesticides en France.

Une infirmière de 38 ans, mère célibataire officiant dans un service de réanimation, s'est vu infliger une lourde amende de 500 euros par le tribunal de Reims. Son forfait ? Avoir dessiné, le 2 novembre, des coquelicots à la peinture à eau sur les marches de l'hôtel de ville rémois, et avoir inscrit «Stop pesticides».

Officiellement, l'infirmière a commis une «dégradation». Elle a pourtant fait valoir qu'il ne s'agissait que des marches d'un bâtiment, qui étaient de plus en travaux : la peinture à l'eau n'avait donc même pas été apposée sur le revêtement définitif.

Katia Lock s'est aussi vu imposer un stage de citoyenneté de 250 euros, à ses frais. La trentenaire avait déjà averti qu'elle refuserait ce stage. «Je suis suffisamment citoyenne pour savoir comment œuvrer pour le bien commun», avait-t-elle rétorqué.

Katia Lock a été soutenue par la Ligue des droits de l'homme, Artisans du monde ou encore Attac Reims. Les milieux de gauche, syndicalistes et des collectifs de gilets jaunes ont exprimé leur soutien à l'infirmière condamnée. La sanction n'a pas entamé l'enthousiasme des Coquelicots qui selon France 3 continueront à se regrouper une fois par mois devant la mairie.

Totalitarisme. Ils ont déclaré la guerre au peuple ! Si le peuple réagit au même niveau, c'est légitime.

- Intervention musclée du RAID pour interpeller un Gilet jaune en Lorraine - RT 11 janv. 2019

Soupçonné d'avoir participé à des violences lors d'un rassemblement de Gilets jaunes, un homme a été interpellé à Pont-à-Mousson par une unité du RAID, dont la spécialité est la lutte contre le terrorisme et les arrestations à haut risque.

La manière forte. Le 10 janvier à l'aube, une dizaine d'hommes du groupe d'intervention du RAID s'est rendu à Pont-à-Mousson, au domicile d'un homme soupçonné d'avoir participé à des violences lors du dernier rassemblement des Gilets jaunes à Epinal, selon des informations de L'Est Républicain. A cette occasion, une voiture de police avait notamment été retournée.

Cagoulés, casqués et lourdement armés, l'unité du RAID de Nancy – dont la spécialité est la lutte contre le terrorisme et les arrestations à haut risque – est arrivé peu avant 6 heures du matin pour procéder à son interpellation. Rejoignant un tireur d'élite déjà en position, les hommes du RAID ont enfoncé la porte du domicile du suspect, qui se trouvait encore au lit avec sa compagne. En une poignée de secondes, lui laissant à peine le temps d'échapper quelques cris de surprise, l'homme a été interpellé puis menotté.

Une fois sa tâche accomplie, l'unité du RAID a remis le Gilet jaune entre les mains des enquêteurs du SRPJ de Nancy et de la BSU d'Epinal qui ont procédé à la perquisition de son domicile. Le suspect a ensuite été conduit au commissariat d'Epinal et placé en garde à vue, selon L'Est Républicain qui précise qu'il sera présenté au parquet le 11 janvier, lequel devrait demander son placement en détention. RT 11 janv. 2019

- Etat de guerre civile déclenché par le gouvernement et blessures de guerre.

- Gilets jaunes : éclats de grenades, brûlures, membres arrachés… retour sur 82 blessures graves - Libération 11 janvier 2019

«Libération» a épluché et vérifié des centaines de photos, vidéos ou déclarations, notamment à partir du recensement du site Désarmons-les, un collectif «contre les violences d'Etat», afin de dresser un profil des manifestants blessés gravement lors des huit week-ends de mobilisation des gilets jaunes.

Ils s'appellent Patrick, Franck, Cédric, Ayhan ou Fiorina. Leur nom, les photos de leur visage et surtout leurs mutilations sont connus des gilets jaunes. Avec des dizaines d'autres blessés, ils font partie du «mur de la honte», une liste partagée massivement sur Facebook, dans de nombreux groupes de soutien au mouvement. Parce qu'il est arrivé que, parfois, des clichés de blessés antérieurs au mouvement se glissent dans les diaporamas des victimes, Libération a analysé des centaines de photographies, de vidéos et de déclarations afin d'en détacher une liste, non exhaustive, de 82 manifestants blessés gravement - et d'une femme morte à cause d'une grenade lacrymogène.

Blessures retenues : les membres arrachés, les organes ayant perdu leur fonction principale, les os fracturés, les pieds et jambes incrustés de bouts de grenades, les brûlures graves, mais aussi toutes plaies ouvertes au niveau de la tête. Ainsi, les hématomes, parfois exceptionnellement vastes, causés par des tirs de lanceur de balles de défense (LBD) ou des coups de matraques n'ont pas été comptabilisés. Enfin, nous n'avons gardé que les cas où nous pouvions identifier la victime, soit par son prénom ou parce que nous avions suffisamment d'images d'elle.

De ces 82 blessés graves, dont l'âge varie entre 15 et 80 ans, on remarque que la très grande majorité sont des hommes. Dix femmes, toutes touchées à la tête, ont été recensées. Parmi elles, on compte Zineb, l'octogénaire morte, ainsi que Fiorina, une étudiante de 20 ans éborgnée par un tir de lanceur de balles de défense (LBD), selon ses proches, en plein visage. Cette arme - fortement critiquée pour les dégâts qu'elle peut causer et dont le Défenseur des droits, Jacques Toubon, préconise l'interdiction pour le maintien de l'ordre - est celle à l'origine des coupures et fractures de quelque 60 victimes.

Le ministère de l'Intérieur, de son côté, a été incapable de donner un nombre précis et circonstancié des blessés. Estimant qu'ils étaient, au lendemain de l'acte VIII, «une cinquantaine» de manifestants blessés gravement. Son porte-parole justifie cette indistinction par le caractère évolutif de la gravité. «Parfois les pompiers vont catégoriser une personne en urgence absolue mais elle sera finalement traitée, après diagnostic, comme une urgence relative», explique Beauvau, avant d'énumérer de manière générale «environ 1 700 blessés du côté des manifestants et environ 1 000 pour les forces de l'ordre».

Concernant le nombre de morts, le ministère rappelle que 11 personnes ont été tuées pendant le mouvement des gilets jaunes: à l'exception de l'octogénaire touchée par une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait ses volets pendant une manifestation à Marseille, les autres victimes ont été renversées à proximité des ronds-points.

Si la liste du «mur de la honte» ainsi qu'une photo compilant une vingtaine de blessés avec leurs prénoms font partie des sources les plus partagées sur les réseaux sociaux au sujet des gilets jaunes, il s'avère que leurs auteurs ne sont pas directement liés au mouvement. A l'origine de cette liste, on trouve ainsi le site Désarmons-les, un collectif «contre les violences d'Etat» actif depuis 2012. A la veille des manifestations de ce samedi, son recensement comptait 81 blessés.

Pour notre recensement, nous nous sommes appuyés sur leur liste et leurs photos, ainsi que sur les nombreux signalements du journaliste David Dufresne sur Twitter, afin de reconnaître les victimes, identifiant parfois plusieurs photos d'une seule et même personne, comme Thomas, un étudiant originaire de Nîmes, dont les différents clichés à divers moments de ses pansements pouvaient laisser penser qu'il s'agissait de plusieurs personnes. Lors de nos vérifications, il nous est aussi arrivé de ne pas trouver traces de certaines victimes sur les réseaux sociaux. Résultat : elles ne font pas partie de notre décompte.

Contacté par Libération, Ian, un des membres fondateurs de cet observatoire des violences policières, explique la genèse de cette liste de blessures «sans précédent», créée «dans les jours qui ont suivi la manifestation du 24 novembre», alors que Jérôme, avec qui l'association va entrer en contact, a perdu un œil. Pour établir ce recensement, le collectif compte sur plusieurs éléments : sa participation aux manifestations, principalement à Paris, une veille des réseaux sociaux, ainsi que des contacts d'avocats ou de street medics (soignants volontaires dans les manifestations) dans plusieurs villes de France.

A ceux-là s'ajoutent des témoignages directs de victimes ou de leurs proches, que Désarmons-les vérifie. En effet, toutes les victimes ne figurent pas dans ce recensement non exhaustif, explique Ian : «S'il n'y a qu'une photo, on n'en fait rien. Soit on retrouve la personne et on la contacte. Soit la personne ou ses proches se manifestent et on vérifie auprès d'eux, en leur demandant de nous fournir des preuves de leur récit. Comme on bosse avec des medics, on sait distinguer si une blessure a été causée par une grenade ou un lanceur de balles de défense.» Le collectif ne compte pas les bleus ou les blessures légères.

Priorisant la gravité des blessures comme critère pour ce décompte, Libération n'a pour l'instant pas noté toutes les intentions de plaintes qui devraient être déposées pour ces 82 blessés. Au micro de la matinale de France Inter, Eric Morvan, le patron de la Direction générale de la police nationale, indiquait vendredi que «l'IGPN a reçu sur sa plateforme 200 signalements et elle est aujourd'hui saisie par l'autorité judiciaire de 78 dossiers».

Une procédure qui n'est pas toujours envisagée par les victimes. A l'image d'Alexandre, coupé au-dessous de l'œil par un projectile lancé par la police en fin de manifestation à Lyon samedi dernier. «J'y ai pensé, mais si je le fais, je pense que je passerai par un avocat. Je n'ai pas envie de me retrouver face à quelqu'un qui ne prendra pas ma plainte», confie-t-il à Libération. Pourtant, il n'est pas nécessaire d'être assis face à un policier pour signaler un abus à la police des polices. «On a une plateforme en ligne de l'IGPN, où tout citoyen peut faire un signalement», rappelle Beauvau. Libération 11 janvier 2019

Présumés, les violences policières : des centaines de vidéos sont autant de preuves matérielles irréfutables.

- L'IGPN saisie de 78 cas présumés de violences policières - Reuters 11 janvier 2019

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a reçu depuis le début du mouvement des "Gilets jaunes", à la mi-novembre, 200 signalements pour violences policières présumés et a été saisi de 78 dossiers par l'autorité judiciaire, a déclaré vendredi le directeur général de la police nationale (DGPN).

Eric Morvan a précisé à France Inter qu'aucun policier n'avait été suspendu pour l'instant dans le cadre de ces dossiers mais a assuré qu'il n'y aurait aucune complaisance à l'égard de tels actes s'ils étaient avérés.

"Il n'y a pas de mois où je ne sois amené à signer des sanctions extrêmement fortes contre des policiers. Donc l'idée selon laquelle il y aurait une permissivité vis-à-vis des forces de police est totalement fausse", a-t-il déclaré.

Il a également rejeté l'idée qu'on puisse mettre sur le même plan des manifestants violents et des policiers chargés du maintien ou du rétablissement de l'ordre.

"Il n'est pas normal (...) qu'on puisse mettre sur le même pied d'égalité des manifestants, qui sont en fait des émeutiers quand on arrive à ce degré de violence, et puis de l'autre côté des agents de la force publique, qui ont pour mission, encadrée par la loi, le maintien de l'ordre public", a-t-il déclaré.

"Le maintien de l'ordre public, voire son rétablissement, ça ne se fait pas sans moyens", a-t-il poursuivi. "Rétablir l'ordre public c'est utiliser (...) des armes intermédiaires qui peuvent provoquer des blessures."

Eric Morvan a toutefois souligné que les "flash balls" dénoncés par des manifestants n'étaient plus utilisés.

"On utilise ce qu'on appelle des lanceurs de balles de défense, qui ont une visée, et donc il y a moins d'accidents qu'avec les flash balls, qui n'en disposaient pas", a expliqué le patron de la police nationale. Il est convenu que cela pouvait tout de même occasionner des blessures involontaires. Reuters 11 janvier 2019

Mais ils n'aiment pas Macron. La démocratie, c'est l'avenir, ni le passé ni le présent.

- Las et moroses, les Français aiment la démocratie et les Gilets jaunes - Reuters 11.01 Las, moroses et méfiants pour l'avenir, les Français se disent néanmoins très attachés à la démocratie. Reuters 11.01

Totalitarisme. Quand la "start-up France" devient une dictature. Vivre en permanence en liberté surveillée.

- A Nice, levée de boucliers contre un projet de vidéosurveillance des émotions - Liberation.fr 11 janvier 2019

La mairie a été approchée par une start-up capable d'analyser les visages des passagers.

A bas les institutions de la Ve République, vive la République sociale !

- Enquête Cevipof : flambée de défiance contre les institutions politiques - Liberation.fr 11 janvier 2019

Dans la dixième vague de son baromètre annuel, la cote de confiance en Emmanuel Macron s'érode un peu plus.

Un séisme démocratique. De mémoire de sondeur du Centre d'étude de la vie politique (Cevipof), la défiance des Français envers leur classe politique n'a jamais été aussi forte depuis le lancement de l'enquête, en 2009. «Nous n'avions jamais vu un tel sentiment de dégoût, de morosité mais aussi de colère», relève Bruno Cautrès, le coordinateur du baromètre annuel de l'institut, publié par le Figaro. Réalisée par Opinionway du 13 au 24 décembre, cette dixième vague confirme la progression spectaculaire des trois sentiments, les plus représentatifs de «l'état d'esprit actuel des Français» sur un an : +7 points pour la lassitude, +8 pour la morosité et +4 pour la méfiance. Une tendance qui trouve à s'exprimer au travers de la crise des gilets jaunes, qu'une majorité de l'opinion continue de soutenir. Plus inquiétant encore est le regard que portent les Français sur la politique : pour 32% d'entre eux, c'est le «dégoût» qui l'emporte, un score en hausse de 7 points par rapport à 2017…

Dix-huit mois après l'élection d'Emmanuel Macron, et du léger regain d'optimisme qu'avait traduit le baromètre fin 2017, le désenchantement est général. «Tout le terrain gagné a été intégralement perdu et c'est encore pire», souligne Bruno Cautrès. La fonction comme la personne du chef de l'Etat est à l'épicentre du mécontentement. Lequel s'exprime d'autant plus que le nom des titulaires des mandats est cité. Ainsi, les Français sont seulement 23% (-13 points) à faire confiance au «président de la République actuel» et moins encore (20%, -16 points) à «Emmanuel Macron».

Depuis 2009, l'écart entre ceux qui considèrent que la «démocratie fonctionne bien ou assez bien» et ceux qui pensent qu'elle ne fonctionne «pas bien ou pas bien du tout» n'a cessé de croître. Mais sur un an, il augmente de manière spectaculaire : 18 points. Ainsi, le vote aux élections est de moins en moins perçu comme un bon moyen pour peser sur les décisions prises en France (55%, -6 points), tandis que manifester dans la rue est perçu comme un moyen d'action autrement plus efficace (42%, +16 points). Dans la même veine, le sentiment que les responsables politiques se désintéressent de l'opinion de leurs administrés progresse (85%, +2 points). Liberation.fr 11 janvier 2019

Ils désespèrent, la majorité est du côté de la démocratie, pas du régime antisocial et policier.

- Avant l'acte IX, le soutien aux gilets jaunes reste (très) majoritaire - Le HuffPost 11 janvier 2019

Il faiblit un peu mais se maintient à un niveau très largement au dessus de 50%. Près de deux mois après le début de la mobilisation et alors que se profile l'acte IX, on compte toujours 62% des Français pour soutenir les gilets jaunes, selon le baromètre mensuel YouGov pour Le HuffPost et CNews réalisé entre vendredi 4 et lundi 7 janvier.

Il est toujours "justifié" pour 74% des personnes interrogées même si la baisse est légèrement plus importante (-9 points). Seulement 22% trouve la mobilisation "injustifiée".

S'il n'est pas surprenant que 87% des sympathisants LREM appellent à l'arrêt du mouvement, ça peut davantage surprendre chez Les Républicains (53%) et chez les Socialistes (46%). Le HuffPost11 janvier 2019

Le Quai d'Orsay, la DGSI et le patronat complices des barbares issus d'Al-Qaïda, des terroristes.

- Affaire Lafarge en Syrie : révélations sur les liens entre la DGSI et Lafarge - RT 11 janv. 2019

Le JDD a eu accès à des documents et mails échangés entre le cimentier Lafarge et les services secrets français de 2012 à 2014, révélant une collaboration officieuse, alors que ceux-ci et le Quai d'Orsay avaient jusqu'ici minimisé leur implication.

Rebondissements dans l'affaire Lafarge, en Syrie. Une enquête du Journal du dimanche (JDD) qui a pu consulter des documents inédits, a révélé les collusions entre la DGSI et l'usine Lafarge de Jalabiya, soulignant en filigrane l'implication du Quai d'Orsay. Les services secrets français, par l'entremise du directeur de la sécurité du cimentier, Jean-Claude Veillard, auraient recueilli des informations sur la situation en Syrie glanées sur le terrain par les salariés de Lafarge.

Les journalistes ont dévoilé des e-mails échangés entre deux agents et le directeur. Jean-Claude Veillard s'y voit demander de confier des missions en Syrie à ses «contacts», à savoir le réseau Lafarge. «Je ne vous fais pas l'affront de vous expliquer. Ça marche comme le renseignement», a expliqué l'homme de la DGSI dans son mail. Les agents vont jusqu'à transmettre des photos de deux islamistes et chargent Jean-Claude Veillard de les faire repérer par ses contacts.

La direction de la sécurité envoie à une autre occasion un fichier excel répertoriant une dizaine de milices en activité dans la région, avec une foule de détails comme leur nom et des numéros de portable. La hiérarchie de ces deux agents est informée en juin 2013 de l'existence de ce fichier et du fait que Lafarge était à la barre pour le constituer.

Difficile après toutes ces révélations d'imaginer que le Quai d'Orsay n'ait pas eu vent de toutes les tractations opérées par Lafarge. Pourtant, en juillet 2018, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, entendu en qualité de témoin dans l'enquête, a tenté d'exonérer la France de toute responsabilité. Il a assuré ne pas avoir été informé des activités de l'entreprise affirmant qu'«aucun élément d'information» ne lui était parvenu concernant le maintien en Syrie de l'entreprise au prix de présumés arrangements financiers avec des groupes armés dont l'organisation terroriste Daesh.

Mais en octobre 2018, l'avocat du cimentier a demandé aux juges en charge de l'enquête sur les soupçons de financement du terrorisme en Syrie d'interroger deux agents de la DGSI, qui auraient assisté à une réunion du comité exécutif de Lafarge le 6 avril 2012, selon l'Express. Ce sont les divers échanges entre le directeur de la sécurité de l'usine et ces agents que le JDD a pu consulter. Il s'avère que la DGSI elle-même avait fourni des documents à la justice, qui avaient été purgés des mails que ces trois personnes s'envoyaient.

Le JDD a aussi réussi à s'entretenir à Dubaï avec Firas Tlass, un personnage clé du dossier, intermédiaire pour payer en bakchichs les groupes armés concernés pour le compte de Lafarge – bakchichs qui valent à l'entreprise sa mise en examen pour complicité de crimes contre l'humanité. En exil depuis 2012, il vit actuellement aux Emirats arabes unis. Bien que son témoignage soit primordial, il n'a pas été entendu dans le cadre de l'enquête. Après son départ de Syrie, cet homme issu d'une famille riche et influente a conservé un rôle dans la gestion de l'usine Lafarge, qu'il avait lui-même vendue au groupe en 2008. Firas Tlass insiste sur un point : «Quand un groupe rejoignait Daesh, on arrêtait de le financer.» Selon le JDD, l'homme d'affaires syrien estimerait que la «France ne [méconnaissait] pas» les «réalités» des bakchichs donnés aux groupes rebelles ou islamistes opposés à Bachar el-Assad, dont elle souhaitait ardemment le départ. Les manœuvres françaises en coulisses pour contrer le pouvoir syrien seront-elles le prochain volet des révélations sur l'affaire Lafarge ? RT 11 janv. 2019

Venezuela. Nouveau coup d'Etat en préparation pour renverser Maduro ?

- Venezuela: Le chef du Parlement se dit prêt à assurer la présidence du pays - Reuters 11 janv. 2019

- Venezuela : l'opposition se mobilise contre «l'usurpateur» Maduro - LeFigaro.fr 11 janv. 2019

Le président de l'Assemblée nationale a annoncé qu'il allait désormais assumer avec les parlementaires les charges de la présidence de la République. LeFigaro.fr 11 janv. 2019

Ils osent tout.

- Aucun compromis face à la corruption, dit Juncker à la Roumanie - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- La coalition confirme le début d'un retrait d'équipements de Syrie - Reuters11 janvier 2019

La coalition formée à l'initiative des Etats-Unis pour combattre les djihadistes de l'Etat islamique a ajouté vendredi de la confusion autour du retrait annoncé des forces américaines de Syrie, annonçant d'abord qu'elle avait entamé son retrait avant que des responsables américains précisent qu'il s'agit de matériels, et non de troupes.

Dans un premier temps, le colonel Sean Ryan, porte-parole de la coalition, a déclaré que "le processus de retrait volontaire de Syrie" avait débuté. "Pour des raisons de sécurité opérationnelle, nous ne détaillerons pas le calendrier, les localisations ou les mouvements de troupes", ajoutait-il.

Des responsables américains ont par la suite clarifié les choses: le retrait ne concerne pour l'heure aucun soldat et la bataille contre l'EI continue dans les derniers réduits où les djihadistes sont retranchés en Syrie.

S'exprimant sous couvert de l'anonymat, ces trois responsables ont confirmé en revanche que des équipements étaient actuellement en cours de transfert hors de Syrie.

Pour le gouvernement russe, cité vendredi par l'agence de presse, RIA, les Etats-Unis n'ont pas vraiment envie de quitter la Syrie.

Pour le ministre français des Affaires étrangères, Washington a bel et bien décidé de temporiser, ce dont il s'est félicité.

"Aujourd'hui, il (Trump) annonce que le retrait se fera de manière plus lente, sans doute grâce aux pressions diverses qu'il a pu avoir, y compris de la France", a déclaré Jean-Yves Le Drian sur CNews. "Le président Macron s'en est entretenu avec lui à plusieurs reprises et il semble qu'il y ait une inflexion que je trouve positive", a-t-il ajouté.

Le ministre turc de la Défense a quant à lui réitéré les menaces d'Ankara à l'encontre des YPG, lors d'une visite à la frontière syrienne. "Le moment venu, les terroristes seront ensevelis dans les fossés qu'ils ont creusés, comme lors des opérations précédentes", a promis Ulusi Akar, évoquant deux autres interventions turques en Syrie.

"Des préparatifs et une planification importants ont été réalisés. Ils se poursuivent de façon intensive", a-t-il ajouté. Reuters 11 janvier 2019

- Huit missiles israéliens interceptés à l'ouest de Damas - presstv.com 12.01

L'aviation israélienne a tenté une nouvelle fois hier, vendredi, vers 23 heures (heure locale) de frapper des localités dans l'ouest de la capitale. Citant un communiqué de l'armée syrienne, l'agence d'informations syrienne SANA affirme que huit missiles ont été interceptés et détruits. « Les dégâts sont limités et ne concernent qu'un hangar de l'aéroport où les vols se poursuivent normalement », a précisé SANA.

Une vidéo publiée par SANA dans les heures suivant la frappe met en scène plusieurs explosions dans le ciel de la capitale, provoquées par les missiles de la DCA syrienne. Quelques heures avant la frappe israélienne, trois chasseurs israéliens survolaient le ciel libanais, mais les missiles semblent avoir été tirés depuis le ciel de la Galilée, au nord de la Palestine occupée. presstv.com 12.01

- Kurdes de Syrie: "optimiste", Pompeo minimise les divergences avec Ankara - AFP 13 janvier 2019

Washington a minimisé samedi ses divergences avec Ankara sur le sort des Kurdes de Syrie, assurant pouvoir garantir leur protection malgré le retrait américain, présenté par le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo comme une décision purement "tactique".

"Beaucoup de détails restent à régler mais je suis optimiste quant à la possibilité de parvenir à un bon résultat", a déclaré à la presse le chef de la diplomatie américaine juste après s'être entretenu au téléphone, depuis Abou Dhabi où fait étape sa tournée régionale, avec son homologue turc Mevlut Cavusoglu.

"Les directives du président sont incroyablement claires", a toutefois assuré Mike Pompeo dans un entretien à la chaîne américaine CBS. AFP 13 janvier 2019

Suède

En famille.

- Suède : enfin un accord de gouvernement - euronews 12 janvier 2019

Pour la première fois depuis les législatives de septembre dernier et leur résultat absolument pas tranché, les partis du gouvernement sortant, sociaux-démocrates et Verts, ont présenté un projet d'accord avec le Centre et les Libéraux pour constituer une coalition minoritaire.

Au total, la nouvelle coalition dispose de 167 sièges sur 349, soit huit de moins que la majorité requise au Riksdag, la chambre unique du Parlement. euronews 12 janvier 2019

ECONOMIE

Inde

- L'Inde porte un coup inattendu à l'économie américaine - sputniknews.com 12.01

L'Inde appliquera une taxe de 30% sur les produits agricoles US à compter du 31 janvier. La mesure portera sur 857 millions de dollars de produits, soit plus d'un tiers des importations agricoles en provenance des USA. Pourquoi les autorités indiennes ont-elles pris une telle décision et pourquoi les experts y perçoivent-ils une «trace chinoise»?

Bien que la Chine reste le front principal de la guerre commerciale menée par Washington, Donald Trump a déjà réussi à irriter sérieusement le Premier ministre indien Narendra Modi.

Tout a commencé en mars 2018 quand Donald Trump a annoncé des taxes de 10% sur l'aluminium et de 25% sur l'acier, ce qui a affecté le secteur métallurgique de la Russie, de la Chine, de l'UE, du Japon et d'autres pays tels que l'Inde.

Cette dernière a également souffert à cause de sa coopération militaro-technique avec Moscou. En avril, la Maison-Blanche a inscrit l'agence russe Rosoboronexport sur la liste des sanctions dans le cadre de la loi «sur la lutte contre les adversaires de l'Amérique par les sanctions» (CAATSA), et les banques indiennes ont été contraintes de geler une tranche de 2 milliards de dollars prévue pour payer les réparations du sous-marin nucléaire Chakra (projet 971 Chtchouka-B) loué à la Russie. Dans le cas contraire, elles risquaient d'être privées de la possibilité d'effectuer des opérations en dollars.

Début mai, le chef de l'État américain a annoncé le retrait de l'accord nucléaire avec l'Iran et a promis de rétablir les sanctions contre Téhéran et tous ceux qui coopéreraient avec les autorités iraniennes. Cela s'adressait notamment à la Chine et à l'Inde — les deux principaux acheteurs de pétrole iranien.

Toutefois, le locataire de la Maison-Blanche a accordé à Pékin et à New Delhi un délai de 180 jours pour trouver de nouveaux fournisseurs. Selon le département d'État américain, les paiements devaient transiter par un compte fiduciaire spécial ouvert par le pays acheteur, et les fonds transférés ne pouvaient être utilisés par l'Iran que pour se procurer des produits humanitaires dont l'achat était autorisé par Washington.

Donald Trump n'a pas accepté d'accorder ce délai par bonté de cœur, mais après des négociations qui avaient duré six mois. C'est ce qu'a déclaré début novembre une source du ministère des Affaires étrangères de l'Inde.

De par l'ampleur de son économie, l'Inde ne peut pas répondre symétriquement aux taxes américaines et entrer en confrontation ouverte avec Washington comme le fait la Chine (selon la Banque mondiale, le PIB de l'Inde s'élevait en 2017 à 2.600 milliards de dollars, et celui de la Chine à 12.200 milliards de dollars).

Mais face à l'agressivité de Washington, pour la première fois depuis longtemps, Pékin et New Delhi sont passés d'une confrontation économique aux mesures coordonnées contre la pression américaine — même si au fond l'Inde et la Chine sont des rivaux stratégiques en Asie-Pacifique.

Pendant ce temps, New Delhi et Téhéran sont convenus de renoncer au dollar dans les achats de pétrole pour passer aux roupies à partir de janvier. C'est ce qu'a annoncé à l'agence Reuters le directeur exécutif de la banque publique indienne UCO Charan Singh.

Plus tôt, un accord similaire avait été conclu avec la Russie. Début novembre, le vice-premier ministre russe Iouri Borissov avait annoncé que l'Inde paierait les systèmes antimissiles russes S-400 en roubles. A terme, il est prévu d'élargir les échanges en monnaies nationales aux produits civils.

En pratique, cela signifie que l'Inde ne dépend plus de la monnaie américaine pour échanger les principaux produits de son commerce extérieur.

Le 21 décembre, les chefs de diplomatie de l'Inde et de la Chine Sushma Swaraj et Wang Yi se sont rencontrés à New Delhi. Les médias en ont peu parlé, mais ce n'est certainement pas une coïncidence si deux semaines plus tard l'Inde a annoncé de nouvelles taxes sur les pommes, les amandes, les noix, les lentilles et les pois chiches américains. Sachant que New Delhi a averti qu'à terme les restrictions pourraient s'étendre à plusieurs produits d'acier et de fer, l'acide borique, ainsi que les pièces pour les tuyaux et les motos.

L'automne dernier, Pékin avait également décrété des taxes de 25% sur des produits agricoles américains. Cela avait sérieusement affecté les fermiers fournissant du blé, du maïs, des produits laitiers et du porc à la Chine. Le plus touché a été le marché du soja, dont les exportations en Chine ont chuté de 98%, ce qui a provoqué une crise de surproduction (le soja représentait près de 60% de toutes les fournitures agricoles américaines en Chine).

Il n'y avait tout simplement pas de place pour le stocker. Même quand le prix de location des entrepôts a grimpé de 40% par rapport à l'année précédente, ils se sont tous remplis de soja dont personne n'avait besoin. Il ne restait plus aux fermiers qu'à détruire les récoltes en les enterrant.

A présent, la même perspective peu réjouissante se profile à cause des taxes indiennes, alors même que les États agricoles constituaient l'appui électoral principal de Donald Trump lors de la présidentielle de 2016. En 2020, il ne pourra manifestement plus compter sur leur soutien.

Afin de remédier à la situation, la Maison-Blanche a mis en place un programme d'aide aux fermiers à hauteur de 15 milliards de dollars. Mais suite aux litiges avec le président au sujet de la construction du mur à la frontière mexicaine, les sénateurs ont refusé de valider le budget 2019 et à présent toutes les dépenses publiques sont gelées pour une durée indéterminée. Y compris le programme de soutien aux fermiers.

Il est évident que ce n'est pas par hasard que l'Inde et la Chine se sont rapprochées l'an dernier en organisant plusieurs réunions (hormis celle du 21 décembre à New Delhi) après de nombreuses années d'hostilité et de litiges territoriaux.

Désormais, les deux plus grandes puissances économiques de l'Asie-Pacifique, qui représentent près de 20% des importations et 12% des exportations des USA, affrontent Washington en tandem. Cette année, il ne sera donc certainement pas plus facile pour Donald Trump d'améliorer la balance du commerce extérieur. sputniknews.com 12.01

Haut de page

Le 15 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (20 pages)

Le pire, cela aurait été "***de s'arrêter à mi-chemin***".

LVOG - En guise de soutien au mouvement populaire engagé le 17 novembre 2018.

Souvenirs sur Lénine de N.K. Kroupskaïa (la compagne de Lénine pendant près de trente années) de 1893 à 1905.

Extrait. Vladimir Ilitch se distinguait par une intuition particulière, une compréhension profonde de ce que sentait la classe ouvrière.

S'orientant sur la bourgeoisie libérale qui n'était pas encore en branle, les menchéviks déclaraient qu'il fallait « déchaîner » la révolution. Ilitch savait que les ouvriers étaient bien résolus à lutter jusqu'au bout. Et il était avec eux. Il savait qu'il était impossible de s'arrêter à mi-chemin, car il en fût résulté une telle démoralisation, une telle dépression dans la classe ouvrière, un tel préjudice pour la cause qu'il ne fallait y songer à aucun prix. Et l'histoire a montré que, si la classe ouvrière a subi une défaite pendant la révolution de 1905, elle n'a pas été brisée et a conservé intacte sa volonté de lutte. Cela, ils ne le comprenaient pas, tous ceux qui reprochaient à Lénine son « manque de souplesse », ou qui, après la défaite, ne savaient que dire : « Il ne fallait pas prendre les armes ». Pour demeurer fidèle à sa classe, il fallait prendre les armes, l'avant-garde n'avait pas le droit de faire défection pendant la lutte.

Et Ilitch ne cessait d'appeler le Parti, avant-garde de la classe ouvrière, à la lutte, à l'organisation, à l'armement des masses. Il en parlait dans le Vpériod, dans ses lettres en Russie.

« Le neuf janvier 1905 a montré la gigantesque réserve d'énergie révolutionnaire accumulée par le prolétariat et toute l'insuffisance de l'organisation des social-démocrates », écrivait-il au début de février dans son article : « Devons-nous organiser la révolution ? » dont chaque ligne réclame le passage des paroles à l'action. Ilitch n'avait pas seulement lu et très minutieusement étudié, médité tout ce que Marx et Engels avaient écrit sur la révolution et l'insurrection, il avait lu également un grand nombre de livres sur l'art militaire, étudiant sous toutes leurs faces la technique et l'organisation de l'insurrection armée. Cela l'occupait bien plus qu'on ne se l'imagine généralement, et ses vues sur les équipes de choc pendant la guerre de partisans, « sur les groupes de cinq et de dix » n'étaient nullement un verbiage de profane, mais le fruit de longues réflexions. Fin de l'extrait.

LVOG - J'ai dévoré ces 48 pages et j'attends avec impatience la suite. En comparant la mentalité et le mode de vie de Lénine et de ses compagnons de lutte avec ceux de nos dirigeants, je me suis dit que ceux de ces derniers ressemblaient davantage à celles des petits bourgeois !

Les vertus que l'on prête au capitalisme sont usurpées

Note figurant dans ***Le programme du Parti ouvrier*** rédigé en 1883 pendant les six mois de prison auxquels Guesde et Lafargue avaient été condamnés à la suite de conférences dans le bassin houiller du Centre.

C'est "*leur propre intérêt (aux capitalistes - ndlr) qui commande aux propriétaires de contribuer à répandre l'instruction dans tous les rangs de la société.*", et non l'intention de les sortir de l'ignorance qui profite aux exploiteurs.

- « *Le travail de l'homme est d'autant plus productif que son intelligence est plus cultivée. Le travail d'un homme ignorant n'a guère plus de valeur que celui d'un animal de force égale. La propriété a le plus grand intérêt à ce que l'instruction soit répandue. Il n'est pas une ferme, pas une manufacture, pas une boutique, dont le revenu ne soit plus grand si elle est située dans une localité où la population est instruite ; c'est donc leur propre intérêt qui commande aux propriétaires de contribuer à répandre l'instruction dans tous les rangs de la société.* » (Horace Greeley)

Horace Greeley (3 février 1811-29 novembre 1872) est éditeur d'un important journal américain, l'un des fondateurs du Parti républicain, un réformateur et un homme politique.

Greeley s'est glorifié en prenant des positions radicales sur toutes sortes de questions sociales; peu de lecteurs ont suivi ses suggestions. Utopia le fascine ; influencé par Albert Brisbane, il promeut le fouriérisme. Il préconise toutes sortes de réformes agraires, y compris des lois sur le fermage.

Champion de l'ouvrier, il attaque les monopoles de toutes sortes et rejette les concessions de terre aux chemins de fer.

Quand le nouveau Parti républicain est fondé en 1854, Greeley fait du Tribune son organe abolitionniste national officieux, qui combat l'extension de l'esclavage et du pouvoir esclavagiste dans chacune de ses parutions. (Wikipédia.org)

Pourquoi avoir reproduite cette note? Pour montrer que les capitalistes ne peuvent en aucune manière s'attribuer le mérite d'avoir contribuer au progrès social ou de la civilisation humaine ou que l'on ne doit accorder aucune vertu au capitalisme, pas même celle d'avoir participer au développement des forces productives, puisqu'à aucun moment ils n'eurent pleinement conscience ou ils ne furent à l'origine du processus dialectique dans lequel il s'inscrivait et que finalement ils ont subi comme le reste de la société ou les autres classes.

Chaque fois qu'ils promulguèrent une réforme progressiste, ce fut par cupidité, par intérêt, par nécessité pour accroître leur richesse et rien d'autre, toujours à contrecoeur de devoir accorder des concessions aux masses exploitées qu'ils haïssaient, qu'on imagine une seconde quelle devait être la condition des ouvriers qui travaillaient jusqu'à16 heures par jours sept jour sur sept, de leurs enfants voués au même sort cruel, barbare, voilà la vérité sur le capitalisme.

J'ai l'avantage en vivant en Inde depuis plus de 22 ans, de partager le sort des ouvriers qui travaillent six jours sur sept, certes 8 heures au lieu de 16, mais dont les conditions demeurent plus proches de celles du prolétariat de la fin du XIXe siècle que des vôtres en France. Pourquoi ? Parce que quand on travaille six jours sur sept, on vit pour travailler et on ne travaille pas pour vivre, on dispose de peu de temps libre, quand on prend son travail le matin les commerces et les administrations sont fermés, et quand on arrête de travailler en fin de journée ils sont également fermés, pas tout à fait pour les commerces, qui pour les plus petits doivent ouvrir très tôt le matin et fermer très tard le soir, et sont souvent ouvert sept jours sur sept, ce qui transforme en véritables forçats leurs propriétaires et leurs employés quand ils en ont.

Quand je suis arrivé en Inde la première fois en décembre 90, je constatai qu'un grand nombre d'adultes ne travaillaient pas sans connaître le taux de chômage à l'époque, j'estimai qu'il devait être considérable, le travail était rare et les besoins des masses n'étaient pas développés comme aujourd'hui, elles disposaient de beaucoup de temps libre ou elles pouvaient profiter de la vie, ce qui n'est plus le cas de nos jours. Tout changea en 1991 quand le gouvernement décida de favoriser le développement économique en ouvrant l'économie aux investisseurs étrangers et en facilitant l'accès au crédit, ce qui se traduisit par l'explosion de nouvelles entreprises et des classes moyennes, la création de dizaines de millions d'emplois, par le nivellement par le haut du niveau de vie de toutes les classes. Pour dissuader les paysans et les couches de la petite bourgeoisie des villes qui avaient d'importantes économies de continuer à les déposer en banque (ou sous forme d'or), les banques baissèrent progressivement leur rémunération, de 16% l'an en 1990 elle est passée à 6,70% en 2019, c'est ainsi que des millions de petits commerces ou entreprises artisanales, petites entreprises, maisons, immeubles, écoles privées, etc. virent le jour, ce qui allait enrichir certains et en ruiner d'autres ou tout du moins les appauvrir. On m'a souvent sollicité pour que je m'associe à leurs affaires ou que je les imite, j'ai toujours refusé, je ne partage pas l'idéal du petit bourgeois qui veut s'enrichir à n'importe quel prix.

L'époque des déplacements à pied ou en vélo, du transport en rickshaw ou en char à boeuf était définitivement révolue. L'économie de survie agrémentée de liberté en compensation cédait la place à l'économie de marché, du crédit, de l'endettement agrémentée de la suppression de cette liberté sans autre compensation que le fardeau de nouvelles et multiples charges incompressibles toujours plus lourdes à supporter (Essence, facture élevée d'électricité, téléphone, achat à crédit et entretien d'un deux roues à moteur et assurance, frais scolaire, etc.), qui si elles correspondaient à la satisfaction de nouveaux besoins ont été imposées aux masses, obligeant les femmes à travailler et à partager le cauchemar de celles en occident qui ont des enfants à charge.

S'ils ont refait les routes, électrifier les villages, moderniser ou réaliser de nombreuses infrastructures dans le pays, ce n'était pas pour rendre service à la population mais pour permettre aux capitalistes, aux multinationales, aux oligarques, aux banquiers de s'enrichir. Si l'état des routes était demeuré tel qu'il était en 1990, l'industrie automobile n'aurait jamais pu se développer. le transport du fret et la demande de marchandises en tout genre qui avait explosée, le cycle du capital auraient été ralentis. S'ils n'avaient pas considérablement augmenté (parfois doublé d'un coup, par exemple au milieu des années 2000.) le salaire des fonctionnaires, ils n'auraient jamais pu les motiver pour qu'ils prennent au sérieux leur travail, dont celui des enseignants pour rehausser le niveau d'instruction des écoles publics qui était misérable, etc.

Tandis que j'allais m'endormir hier soir après avoir passé la soirée à lire ces documents, il me vint une idée à l'esprit. Allongé sur le lit les fenêtres ouvertes, respirant l'air des champs recouverts d'épicéas, de tamariniers et d'eucalyptus, par une nuit noire, je me mis à écouter le profond silence qui régnait, imposant, majestueux, quelle tranquillité, quelle paix, quelle sérénité, quel bonheur ! Au lieu d'être propice au sommeil, ce bref moment suffit à me régénérer, alors que quelques instants auparavant j'étais complètement épuisé, minuit était déjà passé, j'en vins à me dire que la ville était littéralement abrutissante et que ce bruit permanent empêchait de penser, de se concentrer pour penser, de penser en profondeur, qui plus est si on y ajoute la télévision, la radio, l'autoradio, le son des haut-parleurs de l'ordinateur (les miens sont toujours éteints), la musique, le brouhaha ambiant qui règne dans les foyers, et que c'était le sort réservé au prolétariat et aux classes moyennes urbaines, contrairement au prolétariat et aux classes moyennes rurales, ce qui expliquait peut-être aussi pourquoi les uns se soulèvent et les autres non, sans que ce soit la seule explication, mais disons que cela peut jouer un rôle important dans la manière d'aborder leur condition, j'y reviens plus loin et ajoutant d'autres éléments qui permettent de les distinguer.

Toujours est-il que le bruit est une source de nuisance pour le bon fonctionnement du cerveau. J'avais lu cette remarque dans les souvenirs de la compagne de Lénine, où elle racontait qu'il avait besoin d'être seul et au calme pour réfléchir à fond sur une question, et c'est vrai. Moi-même, je pense et je travaille davantage quand ma compagne est absente, trois jours par semaine, une bénédiction !

Si on ne peut pas vivre loin du bruit en permanence, il suffit de profiter d'un moment de silence, de préférence en pleine nature, pour que nos idées deviennent soudainement plus claires, pour venir à bout en un éclair d'un problème qu'on s'était acharné à résoudre en vain pendant des heures ou des jours, pour qu'on bénéficie d'un instant de lucidité ou de conscience extraordinaire, ce qui montre au passage que le reste du temps on vit dans un état d'inconscience, ce qui est inévitable et force à la modestie quand on en a conscience.

C'est comme si le cerveau était trop plein, fatigué, pas forcément à force de penser, mais parce qu'il a été trop sollicité par le monde extérieur, tous les sens qui y sont reliés, il a besoin de repos et de sérénité pour se régénérer, pour que toutes ses facultés soient à nouveau disponibles ou en bon état de marche, condition incompatible avec le bruit infernal des villes, à moins de s'enfermer seul dans une pièce comportant des doubles vitrages, des murs et des portes épaisses !

Je plains ceux qui ont fait le choix d'aller vivre en ville quand ils pouvaient vivre en dehors. Et quant à ceux qui n'ont pas eu le choix, on leur conseillera de lutter pour mettre fin au régime le plus tôt possible pour changer de fond en comble la société, sachant que la nouvelle société devra complètement revoir les rapports existant entre la ville et la campagne, modifier ou supprimer les infrastructures existantes, en créer de nouvelles qui soient compatibles avec la réorganisation de la production, et conforme à un mode de vie qui favorise le développement harmonieux des hommes dans le respect de la nature, de leur nature.

Comment procèdent les idéologues de l'extrême-centre ou du totalitarisme ?

Par l'inversion de la réalité dans tous les domaines ou chaque fois que c'est possible. La victime devient l'accusé, l'agresseur, la victime, l'opprimé, l'oppresseur, l'exploité, le profiteur, le rentier, l'exploité, le mensonge, la vérité, l'ignorance, la connaissance, la guerre, la paix, etc.

Cette technique de manipulation des consciences relève du déni de la réalité poussé à l'extrême, car sans se soucier du fait que ce discours soit grotesque ou irrationnel et apparaisse tel quel ouvertement, elle déstabilise, choque, paralyse, empêche toute réaction, rend dérisoire toute réponse, elle est faite uniquement pour susciter une émotion et non pour convaincre, pour détruire les convictions ou les connaissances qu'on a pu acquérir, de sorte que celui qui recourt à cette méthode demeure seul maître de la situation, son interlocuteur reste interloqué.

Privé des instruments de la logique et de la discrimination, du discernement, il ne dispose plus de points de repère pour penser, construire son argumentation, sa pensée est annihilée, mais aussi de la morale puisque son antagoniste recourt à des procédés manifestement déloyaux dignes des procès en sorcellerie employés sous le règne de l'inquisition, il agit en despote...

Editorial de la Tribune des Travailleurs (TT), (POID) Que cela plaise ou non...par Daniel Gluckstein, publié le 10 janvier 2019

LVOG - En gros, il vous dit d'aller vous faire foutre ailleurs si vous n'êtes pas d'accord avec lui ! Message reçu 5/5 !

TT- Quand ils ne se réfugient pas dans l'anonymat, leurs auteurs ont un point commun : naguère partisans de la lutte de classe, du mouvement ouvrier et de la démocratie politique, ces convertis au « gilet-jaunisme » proclament aujourd'hui que partis et syndicats appartiennent à un monde définitivement disparu. C'est évidemment leur droit. Mais en démocratie, est-on autorisé à ne pas les suivre ?

TT - "Quand ils ne se réfugient pas dans l'anonymat.

LVOG - . Il ne citera aucun nom, aucune formation politique, bref, il ne fait pas mieux ! Tout comme il citera jamais les sources des données qu'il rapporte et qu'il a été glaner sur les portails tels que le Réseau Voltaire, Le centre de recherche sur la mondialisation et d'autres, à ses yeux Les Echos, Le Monde ou Le Figaro sont plus fréquentables.

TT- Mais en démocratie, est-on autorisé à ne pas les suivre ?

LVOG - Ceux qui proclament avec Macron que la France est une démocratie auront apprécié, pas nous qui pensons le contraire. Le régime en France n'est pas une démocratie, mais une dictature démocratique de la bourgeoisie qui au stade l'impérialiste tend de plus en plus vers la dictature pure et s'éloigne de la démocratie, qui pour autant n'a jamais réellement existé, ce que Lénine précisait, mais pas les opportuniste. Quand on fait l'impasse sur sa nature de classe, après on peut tenir un double langage sur tous les rapports qui existent entre les classes et leurs représentations idéologiques ou leur faire dire ce que l'on veut sans que personne ne s'en aperçoive, sauf pour les marxistes.

Faites ce que voulez, cela n'intéresse pratiquement personne !

TT- "N'en déplaise à nos critiques, les travailleurs ne confondent pas les syndicats construits par eux dans leur lutte de classe avec la politique de leurs directions."

LVOG - "*Les syndicats construits par eux dans leur lutte de classe*", on veut bien, ce genre de discours était valable il y a un siècle en arrière, depuis on a eu le temps de s'interroger sur leur orientation politique, non ? A ma connaissance, elle a beaucoup changé en un siècle, non ? Ne serait-elle pas devenu la négation de ce qu'elle était à cette époque ? Comme on nous prend pour des demeurés ou des amnésiques, on fait les idiots en posant des questions stupides dont tout le monde connaît la réponse, mais beaucoup de monde aussi se fout, et Gluckstein le sait, sinon il ne pourrait pas tenir ce discours.

Et puis, il faut distinguer les sections syndicales d'entreprises qui sont animées par des militants sincères (admettons-le quand ils ne se laissent pas corrompre) qui défendent les intérêts des travailleurs, des directions nationales qui défendent les intérêts du patronat ou se positionnent au côté du gouvernement. Mais il faut reconnaître qu'ils sont une minorité, tout du moins à l'heure actuelle. Ceci explique aussi cela.

TT- " La politique de leurs directions. Laquelle peut légitimement être discutée, approuvée ou contestée par les syndiqués"

LVOG - Pour un peu, c'est comme s'il nous disait qu'en démocratie on peut légitimement discuter, approuver ou contester la politique de Macron, par exemple en participant à son "*grand débat national*" attrape-nigauds ou que les travailleurs seraient en droit d'en attendre quelque chose de bon. Si on y participait, ce serait uniquement pour démontrer le contraire et expliquer pourquoi. Depuis que les syndicats ont été pourris par le stalinisme, la social-démocratie dégénérée et l'anarcho-syndicalisme, soit pas loin d'un siècle, quand les syndiqués ont-ils pu virer les bureaucrates corrompus des syndicats, quand ont-il pu donner une orientation de classe indépendante ou révolutionnaire à leur syndicat, jamais ! Braves gens, soyez heureux, on vous octroie le droit de vous exprimer et nous on s'autorise à ne pas vous écouter, c'est du pareil au même !

TT- "Mais cela n'empêche nullement les travailleurs, dans les grèves et autres mouvements de classe (et dans les élections professionnelles), de manifester leur attachement aux syndicats."

LVOG - Ultras minoritaires dans tous les cas de figure, et l'abstention aux élections professionnelles n'a jamais été aussi élevée. Ils y sont tellement attachés que plus de 95% ne sont pas syndiqués, si on soustrait les retraités et les cadres des 11% de syndiqués en France, ceux qui prennent une carte syndicale comme on prend un billet du loto ou pour se conformer à une tradition, sans réelles convictions ou sans avoir développé la moindre conscience de classe, je me réfère à mon expérience d'employé administratif au GAN en observant les adhérents de la CGT au milieu des années 70 ; 10 ans plus tard, en présence d'une génération plus jeune et n'ayant pas de lien avec le mouvement ouvrier, en tant que technicien chez Konica (ex-U-Bix) et délégué syndical FO, je constaterai que c'était plus difficile de réaliser des adhésions à un syndicat sur une véritable base de classe. Des secteurs économiques, des pans entiers ou des couches entières de la classe ouvrière ne sont pas syndiqués.

TT- "appendices des gilets jaunes ou d'autres groupements de ce type"

LVOG - Il ne peut contenir plus longtemps son mépris des masses qui tentent de se soulever hors du contrôle du mouvement ouvrier. Ce sont les fossoyeurs du socialisme qui en portent la responsabilité, pourquoi ne pas le dire, pourquoi les ménager ?

TT- "Encore une fois, c'est le droit de chacun en démocratie de mettre en cause l'indépendance syndicale, donc la démocratie."

LVOG -On s'étrangle en lisant cela, quel déni de la réalité. Comment pourrait-on remettre en cause quelque chose qui n'existe pas, quelle entourloupe ! L'indépendance syndicale consiste à défendre des droits sociaux compatibles avec l'existence du régime, et quand ses représentants estiment qu'elle serait menacée, ils sifflent la fin de la partie et les dirigeants se mettent à table pour signer leur capitulation, en 36, en 68, à l'occasion d'une multitude de mobilisations de masse qui étaient en train de prendre de l'ampleur et qui furent ainsi étouffées, trahies. Voilà pour l'indépendance syndicale vis-à-vis de l'Etat ou du capitalisme.

TT- "Mais de grâce, messieurs, ne venez pas donner des leçons à ceux qui se réclament de la lutte de classe, du mouvement ouvrier et de ses organisations."

J'ignore de qui parle monseigneur, vous pouvez vous réclamer de ce que vous voulez, cela n'engage que vous et ceux qui sont assez naïfs pour vous croire, vous avez fait vos preuves et votre bilan est désastreux, le reste importe peu. Et de nous sortir ensuite de son chapeau d'illusionniste un syllogisme qui tient du lieu commun en guise de leçons, décidément tel maître tel disciple ! Et de se gargariser du fait que le POID gagnerait des adhérents, le PCF stalinisé en avait compté jusqu'à un million et la CGT aussi stalinisée 5 millions, aurait-on dû s'en féliciter pour autant ?

Monsieur, l'état de grâce des héritiers autoproclamés de Trotsky appartient définitivement au passé, comment faut-il lui dire pour qu'il le comprenne ?

De la tendance Claire du NPA.

- Le gouvernement n'est pas parvenu à venir à bout du mouvement des gilets jaunes. Le mouvement a montré sa force et

sa détermination. Des voix s'élèvent et se font de plus en plus entendre contre les violences policières et pour l'amnistie des gilets jaunes. Le mouvement va se poursuivre. Mais il faudra franchir un nouveau seuil pour vaincre Macron et sa politique. Des gilets jaunes interpellent les directions syndicales pour qu'elles cessent de protéger Macron et pour qu'elles appellent à la grève. C'est aujourd'hui la question clé : il faut se battre pour imposer la rupture du dialogue social aux directions syndicales et pour imposer un véritable plan de mobilisation. C'est la question de l'appel à la grève générale qui doit être posée face à un gouvernement qui liquide nos acquis sociaux et qui s'attaque à nos libertés fondamentales.

Sur tous nos lieux de travail, nous devons poser dès lundi la question de la convergence avec les gilets jaunes. Il faut amplifier encore la mobilisation pour l'Acte 10 des la mobilisation samedi prochain. Et surtout, il faut poser la question de la grève et du blocage du pays. C'est le moment !

(A Paris) Notre parti, le NPA, a été la seule organisation de la gauche politique et syndicale à former un cortège au cœur de la manifestation, drapeaux déployés.

LVOG - Hélas !

Brève réflexion sur les rapports entre les classes.

Certaines couches de la classe ouvrière et inférieures des classes moyennes sont prêtes à affronter le régime, dont celles du prolétariat rural, mais pas le majorité. Celles des banlieues et des quartiers ouvriers des grandes villes bénéficient de davantage d'infrastructures et de services publics, du soutien matériel et moral d'associations, de salaires plus élevés, de distractions, de sorte qu'elles supportent relativement mieux leur condition d'existence.

L'isolement des premières les pousse au désespoir, elles ont l'impression d'être complètement abandonnées, d'être injustement sacrifiées sur l'autel de la mondialisation, elles n'ont plus d'autre issue que se résigner à périr à petit feu ou se soulever contre le régime.

Elles sont généralement endettées, comme l'ensemble des travailleurs, aussi l'une des premières revendications sociales qui devrait être avancée devrait être l'annulation de leurs dettes, cela vaut pour les artisans, les patrons des petites entreprises, des petites exploitations agricoles, etc. qu'on pourrait ainsi gagner au socialisme. A suivre.

Il abdique ou on le chasse !

En "***République, le roi n'a plus sa place ni sur le trône, ni dans une galette***", nulle part : Dehors, place à la République social !

- « Qui a eu la fève ? ». Emmanuel Macron : ce moment embarrassant lors de la galette des rois de l'Elysée - gala.fr 13 janvier 2019

Alors que tout le monde dégustait la frangipane, le président s'est alors lancé dans une drôle d'investigation : « Il cherchait la fève dans la galette géante qui a été servie » raconte un convive au JDD avant de préciser : « On ne lui a manifestement pas expliqué qu'il n'y en a jamais dans les galettes présentée à la présidence depuis 1975 »

Ce rendez-vous du 6 janvier à l'Elysée fut lancé par Valéry Giscard d'Estaing. Et effectivement cette galette de l'Elysée se démarque de toutes les autres par un détail d'importance : elle n'a pas de fève! Le Parisien rappelle qu'il s'agit d'« un héritage de la Révolution, qui tenta de remplacer l'Epiphanie par une Fête des sans-culottes et la galette des Rois par la galette de l'Egalité ». Pour résumé en République, le roi n'a plus sa place ni sur le trône, ni dans une galette. Une tradition qui aura échappé à Emmanuel Macron. gala.fr 13 janvier 2019

A propos du "grand débat national".

Ils ne craignent pas les "*gilets jaunes*", ils craignent par dessus tout les Assemblées populaires qui se développent à travers le pays, ils craignent que les masses s'organisent, constituent des organes politiques indépendants qui intègreraient le mouvement ouvrier. Comment cautionner le régime illégitime, comment justifier qu'une infime minorité continue de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains, de gouverner, de décider du sort de tout un peuple.

Un "grand débat" pourquoi ? Devinez.

- Un grand débat pour remettre Macron en marche - Liberation.fr 14.01

La consultation voulue par l'Elysée en réponse au mouvement de colère qui dure depuis deux mois débute ce mardi. Le chef de l'Etat y voit l'occasion de relancer son quinquennat et de renouer avec l'esprit du mouvement qu'il a lancé en 2016. Liberation.fr 14.01

On pourrait presque croire qu'ils ignorent que les masses haïssent Macron...

Déjà clos !

- Macron : une lettre pour ouvrir le grand débat - LeParisien.fr 14.01

Deux jours enfermés dans son bureau élyséen. Et prière de ne pas déranger. « Il travaille sa lettre, peaufine le moindre détail. Chaque mot compte », explique en plein cœur du week-end un proche d'Emmanuel Macron. LeParisien.fr 14.01

Ils veulent nous faire croire que ce minable produit de marketing lancé par l'oligarchie à grand renfort médiatico-financier disposait du pouvoir et de la capacité de concevoir une telle lettre : une pure imposture !

On nous assure que ce n'est "*ni une élection, ni un référendum*" un exercice d'autosatisfaction, un plébiscite! Sous le joug, nous refuserons d'abdiquer nos aspirations légitimes.

- Macron fixe le cadre du grand débat, qui n'est "ni une élection, ni un référendum" - AFP 14.01

Le grand débat qui sera lancé mardi n'est "ni une élection, ni un référendum", a affirmé Emmanuel Macron dans sa "lettre aux Français", en appelant "le plus grand nombre" à y participer. AFP 14.01

Totalitarisme. Fabrication du consentement à l'asservissement de tout un peuple.

Que propose Macron ? Un exercice d'union nationale, de corporatisme, associer tous les citoyens sans distinction de classe à la réalisation de son programme électoral néolibéral entièrement tourné contre les exploités et les opprimés.

Ils sont impayables, ils en avaient perdu leur latin, maintenant ils ne savent plus lire ou compter : 32, 33, 34...

- Franceinfo - les 32 questions qu'Emmanuel Macron pose aux Français dans sa lettre...
- Le Parisien - 33 questions pour débattre...
- Le HuffPost - Les 34 questions autour desquelles Macron souhaite orienter la consultation...

Les jeux sont faits, circulez, il n'y a rien à voir !

Libération - "2335 mots précisément, pour justifier son projet présidentiel, réaffirmer sa capacité à réformer."

- "En guise de conclusion, Emmanuel Macron ne prend aucun engagement sur la manière dont il tiendra compte de ces deux mois de débat"

Esbroufe pour gagner du temps, en espérant que le mouvement populaire s'essouffle ou se disloque. Ils le disent eux-mêmes à leur manière.

Problème, l'exécutif a déjà fait savoir qu'il ne comptait pas revenir sur des mesures qu'il a prises depuis 18 mois alors qu'elles sont dénoncées par les gilets jaunes.

Quand le "***préambule***" de sa lettre... sert de conclusion.

France Info : "S'il veut un débat libre, y compris sur la question de la fiscalité, Emmanuel Macron n'est pas prêt à tous les revirements. "Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle", écrit-il dans un préambule général".

Il a fait les questions et les réponses, ils le disent eux-mêmes.

- Libération - Le Président pose (...) plus d'une trentaine de questions, allant parfois jusqu'à suggérer des réponses.

C'est clair, non ?

Vraiment ? Macron : « Pas de sujet tabou, on n'a peur d'aucun sujet »

- Aucune question sur l'UE, l'euro, l'OTAN, l'ONU, les opérations militaires à l'étranger, etc...

Libération - ISF. Sur ce point, le chef de l'Etat leur adresse très formellement une fin de non-recevoir.

- Aucune question sur les médias, l'armée, la police, la justice qui constituent avec les institutions politiques les piliers du régime...

Les conditions objectives finissent toujours par l'emporter.

Le HuffPost - Il y a un doute: 77% des sondés par Odoxa pour Franceinfo et Le Figaro pensent que le débat ne sera pas mené "de façon indépendante du pouvoir".

Un "***enfumage***" de plus.

- La lettre de Macron aux Français a mis les gilets jaunes d'accord - huffingtonpost.fr 14.01 Avant le grand débat national, cette missive est vertement critiquée sur Facebook, les gilets jaunes y voyant un "enfumage" de plus. huffingtonpost.fr 14.01

Quand les agresseurs hurlent à l'agression.

Macron - "Si tout le monde agresse tout le monde, la société se défait". (Cela correspond à ce que nous avons écrit au début de cette causerie.

Qui est l'agresseur, celui qui travaille et perçoit un salaire qui ne lui permet pas de vivre décemment ou celui qui l'exploite et empoche des milliards ?
Qui est l'agresseur, celui qui distribue des centaines de milliards aux plus riches ou le pauvre réduit à l'indigence qui se révolte contre sa condition misérable ?
Qui est l'agresseur, celui qui se gave ou celui qui doit subir le chômage et qui a faim?
Qui est l'agresseur, celui qui licencie ou celui qui est licencié ?
Qui est l'agresseur, celui qui vit dans une demeure spacieuse ou celui qui est réduit à vivre dans la rue ou dans des immeubles insalubres dont le loyer est exorbitant ?
Qui est l'agresseur, celui qui vous jette à la rue ou celui qui travaille et ne peux pas payer son loyer ?
Qui est l'agresseur, ceux qui manifestent paisiblement ou ceux qui les matraquent, les gazent, les mutilent, les assassinent?
Qui est l'agresseur, celui qui est attaché aux services publics ou celui qui s'emploie à les détruire ?
Qui est l'agresseur, celui qui promet un avenir meilleur au peuple, ou le peuple qui se révolte parce qu'il constate qu'en réalité son existence est pire de jour en jour ?
Qui est l'agresseur, celui qui fait la guerre à des Etats et des peuples qui ne lui ont jamais déclaré la guerre ou ceux qui exigent le respect du principe de l'autodétermination des peuples et des nations ?

La situation leur échappe, ils le disent eux-mêmes.

Libération - "Emmanuel Macron veut reprendre la main."

Ils n'y croient pas eux-mêmes.

- "Une longue missive, et beaucoup de points d'interrogation."

L'espoir fait vivre... jusqu'à quand, le compte à rebours est lancé

- "Pour moi, il n'y a pas de questions interdites. Nous ne serons pas d'accord sur tout, c'est normal, c'est la démocratie. Mais au moins montrerons-nous que nous sommes un peuple qui n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre", espère le président de la République.

LVOG - Notre réponse : Pour nous non plus, il n'y a pas de questions interdites, nous refusons de consentir à la classe des capitalistes que vous représenter et qui est ultra minoritaire dans la société de détenir le moindre pouvoir. Nous ne seront pas d'accord sur l'essentiel, c'est inévitable, c'est la démocratie. Le peuple n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre, quand il est souverain et que ses décisions sont appliquées sous son contrôle.

Echec et mat. Le projet de Macron : un changement de société ou l'adoption du modèle néolibéral anglo-saxon.

Libération - Le Président pose (...) plus d'une trentaine de questions, allant parfois jusqu'à suggérer des réponses.

Le questionnement du chef de l'Etat est toutefois limité par quelques invariants : il entend demeurer fidèle aux «grandes orientations» de son projet présidentiel

L'exécutif espère que cette publication permettra d'apaiser les gilets jaunes en donnant à leur colère la possibilité de s'exprimer ailleurs que dans les rues, dans le cadre d'un débat censé mobiliser la nation tout entière. Dans la majorité, certains n'hésitent pas à dramatiser. Macron serait là en train de jouer «sa dernière carte». Il n'en aurait d'ailleurs pas d'autres.

En cas d'échec, il ne lui resterait que la dissolution de l'Assemblée nationale, dont chacun s'accorde à considérer qu'elle pourrait déboucher un raz de marée populiste.

...cette lettre et le débat qu'elle prétend instaurer seraient une entreprise historique dont la portée pourrait dépasser les frontières. «Plus qu'une sortie de crise, ce grand débat sera, s'il réussit, un tournant dans la manière dont les gouvernements […] associent les citoyens à des projets de transformation», assure Gilles Le Gendre, chef de file des députés de la majorité.

Au même moment, sur Europe 1, le secrétaire d'Etat chargé du numérique, Mounir Mahjoubi, assurait que plus «rien ne serait pareil» après le grand débat. Selon lui, cette consultation «obligera à changer la façon de faire de la politique en France». C'est «le fonctionnement de la démocratie» qui s'en trouverait modifié : «Nous allons changer profondément notre façon de faire la loi, notre façon de gouverner le pays», a assuré Mahjoubi. Libération 14.01

Bienvenue en régime totalitaire.

La marque déposées ***Les jaunes*** vole à son secours. Plutôt "***Grenelle***" qu'un référendum trop risqué.

- Grand débat: Berger (CFDT) rejette l'idée d'un référendum à l'issue - AFP 15.01

Le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger a rejeté lundi soir l'idée évoquée par certains élus de la majorité d'organiser un référendum à l'issue du grand débat, préférant l'organisation d'un "Grenelle du pouvoir de vivre". AFP 15.01

Matignon, Grenelle de la trahison...

Bonne chance, il ne faut "***surtout pas***" souhaiter que le "***grand débat***" tourne mal, Macron appréciera.

M. Quatennens (LFI) pense donc que ce débat "fera pschitt" et "craint que, peut-être même parfois, il tourne mal". "Mais il ne faut pas le souhaiter", a-t-il aussitôt ajouté. AFP 15 janvier 2019

Voici la liste exhaustive de ses 32 questions posées aux Français. - franceinfo 13.01

LVOG - Je n'ai pas le temps de peaufiner des réponses à chaque question.

Sur les impôts et les services publics

1. Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ?

Réponse : En rendant l'impôt plus progressif, en faisant payer les riches...

2. Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?

Réponse : Supprimer la TVA...

3. Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?

Réponse : Supprimer les subventions aux médias et au-delà abolir le capitalisme...

4. Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?

Réponse : Au contraire, il faut rétablir l'ensemble des services publics tels qu'ils existaient il y a 50 ans...

5. A l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

Réponse : Annulation de la dette au marché et confiscation des biens et des avoirs de l'oligarchie...

6. Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ? Sur l'organisation de l'Etat et des collectivités publiques

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître. En inversant les rapports sociaux au profit de la majorité qui produit les richesses...

7. Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

8. Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? A quels niveaux et pour quels services ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître... 9. Comment voudriez-vous que l'Etat soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

10. Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

11. Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

Sur la transition écologique

12. Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?

Réponse : En expropriant les patrons et actionnaires du CAC40...

13. Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ?

Réponse : En rompant avec l'euro et la BCE, en rétablissant la souveraineté en matière monétaire et en rendant le crédit gratuit. En annulant la dette de tous les ménages, à l'exception des riches...

14. Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ? Réponse : La rupture avec le capitalisme...

15. Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?

Réponse : C'est à chaque citoyen d'en décider librement...

16. Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

Réponse : Rompre avec le capitalisme...

17. Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à l'égard de la biodiversité ?

Réponse : Ces choix devront être établis par l'Assemblée constituante souveraine...

18. Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

Réponse : Instaurer les Etats-Unis des Républiques sociales d'Europe.

Sur les institutions, la démocratie et la citoyenneté

19. Faut-il reconnaître le vote blanc ?

Réponse : Pas concerné. Si les institutions étaient réellement démocratiques chaque citoyen saurait s'il doit approuver ou rejeter une proposition de loi ou une mesure. Ce qui ne peut pas être le cas en régime capitaliste.

20. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Réponse : Non.

21. Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?

Réponse : Aucune, la Constitution antidémocratique de la Ve République doit être abrogée...

22. Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

Réponse : Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

23. Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental (Cese), doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Réponse : Aucun. Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

24. Faut-il les transformer et comment ?

Réponse : Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

25. Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?

Réponse : Instaurer une Assemblée constituante souveraine dont tous les élus seraient révocables à tout moment...

26. Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?

Réponse : Non, seule l'Assemblée constituante souveraine dont tous les élus seraient révocables à tout moment détiendrait le pouvoir...

27. Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?

Réponse : Non, la Constitution de la Ve République doit être abrogée...

28. Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ?

Réponse : Instaurer les Etats-Unis des Républiques sociales d'Europe.

29. En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Réponse : Nous ne reconnaissons aucune légitimité au Parlement. Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies

30. Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Réponse : Abolir le capitalisme et les institutions antidémocratiques de la Ve République...

31. Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

Réponse : Instaurer une République sociale, laïque et démocratique débarrassée du capitalisme...

32. Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Réponse : Abolir le capitalisme et les institutions antidémocratiques de la Ve République. Instaurer une République sociale, laïque et démocratique débarrassée du capitalisme...

Le "***grand débat national***" ou le négation de Assemblée populaire ou constituante souveraine.

- L'organisation du grand débat national un peu plus détaillée dans une lettre aux préfets - Le HuffPost13 janvier 2019

"Le Président de la République et le Gouvernement portent une attention forte au bon déroulement du Grand Débat National, sur l'ensemble de notre territoire national." À deux jours du début de la consultation qui débutera partout en France le 15 janvier, on en connaît un peu plus de détails.

Dans un courrier que révèle France info, le directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur, Stéphane Bouillon, explique ainsi aux préfets comment va se dérouler le débat au niveau local. Et il leur demande "une implication forte pour le lancement du processus".

L'une des principales requêtes formulées par l'énarque et ancien préfet du Rhône est la désignation d'un référent dans chaque département. Ses missions: s'assurer que "les réunions d'initiative locale pourront bien se tenir, dès le 15 janvier dans un lieu mis à disposition de préférence par une collectivité locale ou une structure associative, et dans des conditions de sécurité" et être en relation avec les élus afin d'organiser au mieux ces réunions.

Stéphane Bouillon ajoute que les préfets n'ont pas pour vocation d'organiser ni d'animer ces débats, mais que leur engagement est souhaitable dans les premiers temps du processus, par exemple pour susciter la prise d'initiative tant chez les élus locaux que chez des militants, des associatifs et autres acteurs. Le HuffPost13 janvier 2019

S'il faut appeler au boycott des rencontres au sommet entre Macron ou ses ministres avec les syndicats ou les partis ouvriers qui ont pour vocation de lier le sort de notre classe à celui du régime, en revanche, en revanche il faut participer à toutes les réunions publiques ou assemblées populaires des "gilets jaunes" pour exposer notre analyse de la situation et développer nos propositions, etc. c'est une formidable tribune pour les faire connaître aux travailleurs.

Quant à la farce et attrape-nigaud du "*grand débat national*", j'attends d'en savoir davantage sur son déroulement pour me prononcer. Au premier abord j'étais évidemment pour le boycotter, mais maintenant je suis curieux de savoir qui va y participer, si des centaines de milliers de travailleurs vont y aller, si c'était le cas, il faudrait les suivre pour leur exposer notre politique, si au contraire tout indiquait qu'ils le boycotteraient on les imiterait. Tout dépendrait aussi si on pourrait s'exprimer ou non, on peut envisager aussi de tracter massivement à l'entrée de ces réunions. Je ne suis ni un opportuniste ni un gauchiste, j'attends de voir l'attitude des travailleurs avant de me prononcer.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: Trump menace de "dévaster" l'économie de la Turquie si elle s'en prend aux Kurdes - AFP 14 janvier 2019

Le président américain Donald Trump a menacé dimanche la Turquie d'une catastrophe économique, en cas d'attaque contre les Kurdes après le prochain retrait des troupes américaines de Syrie, tout en appelant les Kurdes à ne pas "provoquer" Ankara. AFP 14 janvier 2019

- La France ne quittera la Syrie qu'après "l'éradication de Daech" - Le HuffPost 14 janvier 2019

Voilà qui est dit. Le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian a réaffirmé dimanche 13 janvier à Amman que la guerre contre le groupe Etat islamique n'était pas achevée en Syrie ajoutant que ceux qui pensent que les jihadistes ont été vaincus

"se trompent".

"Il y a deux guerres croisées. Il y a une guerre contre Daech (acronyme arabe de l'EI) qui n'est pas achevée, et ceux qui considèrent que Daech a été éradiqué se trompent. Et puis il y a une guerre civile interne, et parfois les deux guerres ont des liens", a-t-il ajouté. Le HuffPost 14 janvier 2019

Macron et Le Drian, le camp de la guerre perpétuelle. Même politique à l'intérieur et à l'extérieur, la marque de l'impérialisme... Retrait des troupes françaises intervenant en Syrie !

- Trump vante le potentiel de développement économique avec la Turquie - Reuters 15 janvier 2019

Donald Trump, qui menaçait dimanche de "dévaster" l'économie turque si Ankara s'en prenait aux milices kurdes de Syrie, s'est entretenu lundi par téléphone avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, avant de souligner "le formidable potentiel" de développement économique entre les Etats-Unis et la Turquie.

"J'ai parlé avec le président Erdogan de Turquie pour aviser où nous en sommes sur tous les dossiers, y compris nos deux dernières semaines de succès dans le combat contre les vestiges de l'EI et une zone de sécurité de 20 miles (ndlr, 32 km, dans le nord de la Syrie)", a tweeté le président des Etats-Unis.

"Nous avons aussi parlé du développement économique entre les Etats-Unis et la Turquie - formidable potentiel de l'enrichir considérablement !", ajoute-t-il.

Dans son compte rendu de leur entretien, la présidence turque a elle aussi noté que les deux dirigeants avaient évoqué la création d'une "zone de sécurité" dans le nord de la Syrie, d'où les groupes armés devraient se retirer, a annoncé la présidence turque. Reuters 15 janvier 2019

Bolivie

- Cesare Battisti, expulsé de Bolivie, attendu lundi en Italie - AFP 14 janvier 2019

Cesare Battisti, ex-activiste d'extrême gauche italien condamné à perpétuité en Italie pour quatre meurtres, est attendu lundi midi à Rome où il doit être emprisonné, après avoir été expulsé par la Bolivie.

"Il rentrera directement de la Bolivie. De cette façon, l'ex-terroriste purgera la peine prononcée par la justice italienne : la perpétuité!", a précisé le ministre italien de la Justice Alfonso Bonafede sur son compte Twitter.

Cesare Battisti avait été condamné une première fois au tournant des années 80 à 13 ans de prison pour appartenance à un "groupe armé", les PAC (Prolétaires armés pour le communisme), un groupuscule d'extrême gauche particulièrement actif à la fin des années 70 et considéré comme "terroriste" par Rome.

Dès 1981, Battisti est exfiltré de prison au terme d'un raid éclair mené par des membres présumés des PAC. Fuyant l'Italie, il est condamné par contumace à la réclusion à perpétuité pour quatre homicides et complicité de meurtres dans les années 1970 - les "années de plomb" en Italie.

La justice italienne l'a condamné notamment pour son rôle dans les meurtres d'un boucher et d'un joaillier, abattus froidement par balles.

Cesare Battisti, qui clame son innocence, vivait en exil au Brésil depuis 2004, après avoir passé près de 15 ans en France.

L'homme aujourd'hui âgé de 64 ans avait refait sa vie dans ce pays où il a un jeune fils mineur de mère brésilienne, une paternité sur laquelle il comptait d'ailleurs pour le protéger légalement d'une extradition du Brésil.

Il a toujours clamé son innocence.

Le président brésilien Jair Bolsonaro a félicité dimanche sur Twitter "les responsables de la capture du terroriste Cesare Battisti".

En 2010, ce dernier avait bénéficié d'une décision du président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, du Parti des Travailleurs, qui avait bloqué son extradition vers l'Italie pourtant autorisée par la Cour suprême.

Le 13 décembre, un juge de la Cour suprême du Brésil avait ordonné l'arrestation de Cesare Battisti "en vue d'une extradition".

L'acte d'extradition avait été signé le lendemain par le président conservateur Michel Temer, auquel Jair Bolsonaro a succédé le 1er janvier. Mais les autorités brésiliennes avaient ensuite perdu sa trace. Selon une source gouvernementale bolivienne, il est entré "de manière illégale dans le pays".

Le fils du président brésilien, le député Eduardo Bolsonaro, a commenté l'arrestation en italien sur Twitter: "le Brésil n'est plus une terre de bandits. Matteo Salvini, le "petit cadeau" va arriver".

Le chef de La Ligue (extrême droite), homme fort de l'Italie, n'a pas manqué aussi d'adresser des remerciements à Jair Bolsonaro, son nouvel allié.

Cesare Battisti avait été repéré "avec certitude" en Bolivie, la semaine dernière à Santa Cruz, où une opération avait été préparée avec la police bolivienne, a-t-on appris auprès du gouvernement italien.

"Battisti a été arrêté dans la rue, il n'était pas armé et n'a pas opposé de résistance. Il a répondu à la police en portugais et montré un document brésilien qui confirmait son identité.

Il avait demandé le statut de réfugié politique à la Bolivie mais La Paz n'avait pas donné suite à sa requête. AFP14 janvier 2019

- "Contre-révolutionnaire" ou stratégique: l'expulsion de Battisti divise en Bolivie - AFP15 janvier 2019

Raul Garcia Linera, le frère du vice-président Alvaro Garcia Linera, a qualifié de "contre-révolutionnaire" la décision d'expulser l'Italien, un choix "injuste, lâche et réactionnaire".

"Les intérêts de l'Etat se sont placés au-dessus de la morale révolutionnaire, de la praxis révolutionnaire. Nous avons livré un prisonnier qui avait demandé l'asile, comme une simple marchandise, un acte contraire aux règles", a-t-il déclaré.

L'ex-ministre de l'Intérieur, Hugo Moldiz, a estimé que les droits de Cesare Battisti n'avaient pas été respectés et que le "coût politique pour le gouvernement bolivien serait élevé".

"C'est comme si on avait attrapé (Ernesto) Che Guevara et qu'on l'avait livré à la droite", s'est indigné de son côté Rolando Cuellar, chef des jeunesses du parti du président Morales, le Mouvement vers le socialisme (MAS), qui a qualifié le ministre de l'Intérieur, Carlos Romero, de "Judas".

Pour le sociologue Carlos Borth, la décision du président bolivien, en campagne pour un quatrième mandat, se veut un message en direction de l'Union européenne (UE). "Cette décision vise à ne pas ouvrir d'autres fronts de tension sur la scène internationale, en particulier avec l'Union européenne", estime le chercheur.

Ces dernières années, la Bolivie et l'UE entretiennent des relations plutôt tendues. En mars 2017, notamment, la décision de La Paz de doubler la surface de culture légale de la feuille de coca, de 12.000 à 22.000 hectares, avait fait grincer des dents à Bruxelles.

Selon une étude financée par l'Union européenne en 2013, quelque 14.700 hectares de coca sont suffisants pour couvrir la demande légale.

Ne pas avoir expulsé Battisti "aurait eu des conséquences imprévisibles pour la Bolivie", a ajouté Carlos Borth.

"Le régime de gauche d'Evo Morales a accepté de livrer Battisti en raison de ses intérêts stratégiques", juge pour sa part Gaspard Estrada, spécialiste de l'Amérique latine à Sciences Po.

"Il y aura une présidentielle en Bolivie en 2019, la Bolivie va mieux que le reste de l'Amérique du Sud (si on prend en compte) ses indicateurs économiques, elle a besoin d?un contexte régional pacifié", a-t-il ajouté. Evo Morales était un des seuls présidents d'Amérique latine de gauche à participer à la cérémonie d'investiture du président d'extrême droite brésilien Jair Bolsonaro et "la Bolivie fait face à des renégociations importantes, en ce qui concerne le gaz, dans ses relations bilatérales avec le Brésil", rappelle le chercheur.

Le Brésil est le principal marché pour le gaz bolivien.

"Cette arrestation permet à la Bolivie d'envoyer un signal vis-à-vis du gouvernement brésilien", a ajouté M. Estrada. AFP15 janvier 2019

C'est ce que les fossoyeurs du socialisme appellent "*le socialisme du XXIe siècle*".

Brésil

- Le gouvernement Bolsonaro veut durcir la répression face aux paysans "sans terres" - Reuters 15 janvier 2019

Le nouveau gouvernement brésilien souhaite modifier le droit pour que les envahissements de terrains agricoles par des paysans "sans terres" soient considérés comme du terrorisme, a déclaré lundi un responsable du ministère de l'Agriculture.

Nabhan Garcia, chargé des questions foncières à la tête d'un secrétariat nouvellement créé au sein du ministère, a précisé que le gouvernement du président Jair Bolsonaro allait devoir convaincre les parlementaires de réformer la loi et d'octroyer plus d'autonomie aux forces de police pour qu'elles agissent face à ces envahissements.

"C'est le défi de notre gouvernement de faire la démonstration au Congrès qu'il s'agit d'un fait très proche du terrorisme, voire que cela peut être considéré dans certaines circonstances comme du terrorisme, et d'avoir une application plus sévère de la loi", a-t-il dit à la presse.

Le secteur agro-industriel a fourni au président issu de l'extrême droite un fort soutien lors de la campagne électorale.

A l'inverse, le Mouvement des sans terres (MST) était une des bases majeures de l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva. Reuters15 janvier 2019

Venezuela

LVOG - Venezuela. La dernière provocation en date.

- Venezuela : le président du Parlement brièvement détenu - AFP 14 janvier 2019

Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien, la seule institution contrôlée par l'opposition, a été arrêté dimanche pendant près d'une heure par les services de renseignement, et le gouvernement s'est défendu de toute responsabilité dans cette arrestation.

Juan Guaido, 35 ans, a été arrêté par des hommes du Service bolivarien de renseignement national (Sebin), alors qu'il circulait sur l'autoroute pour se rendre à une réunion publique à Caraballeda, à 40 km de la capitale.

Le gouvernement vénézuélien s'est défendu de toute responsabilité dans cette arrestation, l'imputant à une décision "unilatérale" de fonctionnaires des services de renseignement.

"Nous avons appris qu'un événement illégal s'est produit, au cours duquel un groupe de fonctionnaires agissant unilatéralement a mené une procédure irrégulière contre le député Juan Guaido", a déclaré le ministre de la Communication, Jorge Rodríguez, dans une déclaration diffusée à la télévision gouvernementale.

"Ces fonctionnaires qui se sont prêtés à cette mise en scène contre le déroulement normal de vie de la République sont en train d'être démis et soumis à une procédure disciplinaire la plus stricte afin d'établir s'ils se sont bien prêtés à ce type d'événement".

"Si Jorge Rodriguez dit qu'il s'agit d'une opération spontanée, cela veut dire que (le président Nicolas) Maduro ne contrôle plus l'armée, qu'un maillon s'est rompu dans la chaîne de commandement", a réagi M. Guaido.

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a dénoncé quant à lui une arrestation "arbitraire". "Nous appelons les forces de sécurité à défendre la Constitution et les droits des Vénézuéliens. Les Etats-Unis et le monde regardent", a-t-il commenté sur Twitter. AFP 14 janvier 2019

- Venezuela: Maduro qualifie de "show" l'arrestation du président du Parlement - AFP 15 janvier 2019

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a qualifié lundi de "show médiatique" l'arrestation la veille pendant près d'une heure du président du Parlement, l'opposant Juan Guaido, l'attribuant à des agents des services de renseignements souhaitant déstabiliser le gouvernement.

Pour Nicolas Maduro, qui s'exprimait devant l'Assemblée constituante, composée uniquement de ses partisans, cet incident s'est produit à cause de la "participation d'un groupe de fonctionnaires" du Sebin, qualifiés de "corrompus" et de "traîtres".

"Quelle coïncidence! Une caméra professionnelle qui cadre parfaitement (...), qui filme le moment où le député (...) est arrêté", a déclaré le président socialiste, parlant de "faits étranges".

Le chef de l'Etat, qui a été investi le 10 janvier pour un deuxième mandat de six ans contesté par l'opposition et non reconnu par une bonne partie de la communauté internationale, a assuré qu'en apprenant cette arrestation, il avait ordonné la destitution de ces agents qui s'étaient "prêté à un show médiatique".

"J'agirai de cette façon contre n'importe quel fonctionnaire qui trahira son serment (...) Main de fer contre la corruption ! Main de fer contre la trahison ! Ma main ne tremblera devant personne (...). Nous sortirons plus fort de chaque show", a-t-il prévenu. AFP 15 janvier 2019

- Affaire ExxonMobil : Nicolas Maduro publie les preuves - Réseau Voltaire 9 janvier 2019

Selon la transnationale états-unienne ExxonMobil, la marine du Venezuela a expulsé deux navires explorant les fonds des eaux territoriales de la zone contestée entre le Venezuela et le Guyana, le 22 décembre 2018. Sur la foi de ce communiqué, le Guyana, puis les États-Unis, et enfin le Groupe de Lima ont condamné le militarisme vénézuélien.

Au paragraphe 9 de la Déclaration du Groupe de Lima en date du 4 janvier 2019, les 13 États restant de cette organisation ont dénoncé la provocation militaire du Venezuela qui menace la paix et la sécurité de la région [1].

Or, le 9 janvier, le président vénézuélien Nicolas Maduro, à l'occasion d'une conférence à la presse internationale, a présenté les preuves de la machination contre son pays.

Il a diffusé des vidéos et des enregistrements des conversations entre le capitaine d'un des deux navires en cause et l'armée vénézuélienne. Le capitaine donne sa position exacte, il admet être dans les eaux internationalement reconnues du Venezuela et ne disposer que d'une autorisation du gouvernement du Guyana qui venait de chuter la veille. L'armée lui ordonne alors de quitter le territoire.

La révélation de cette supercherie médiatique dément la communication d'ExxonMobil, principal fournisseur de pétrole du Pentagone et société anciennement dirigée par Rex Tillerson (précédent secrétaire d'État US) [2]. Elle fait perdre au Royaume-Uni la justification de sa proposition d'installation d'une base militaire au Guyana. Et elle retarde la préparation de la guerre entre Latino-américains que le Pentagone prépare [3].

Le Venezuela a donné deux jours au Groupe de Lima pour retirer le paragraphe 9 de sa déclaration. Réseau Voltaire 9 janvier 2019

- Le Groupe de Lima reconnaît la manipulation belliqueuse états-unienne - Réseau Voltaire 14 janvier 2019

Suite à la révélation des preuves de l'affaire ExxonMobil par le président vénézuélien Nicolas Maduro, les États membres du Groupe de Lima ont retiré l'article 9 de leur communiqué commun. Ce texte dénonçait une provocation du Venezuela mettant en danger la sécurité collective.

Cependant, deux États n'ont pas apporté leur correction : le Canada et le Paraguay. Pour eux la version d'ExxonMobil et du département d'État US est toujours valide : malgré les preuves qui la démentissent, l'armée vénézuélienne aurait chassé un bateau de prospection pétrolière (photo) des eaux contestées avec le Guyana.

Au contraire, les enregistrements attestent que l'incident a eu lieu à l'embouchure de l'Orénoque, donc dans les eaux internationalement reconnues du Venezuela.

Il n'échappe à personne que le gouvernement du Guyana avait été renversé la veille de l'incident par un député de son propre parti, Charrandas Persaud, qui s'est enfui de son pays pour se réfugier au Canada.

Cette polémique illustre de manière indubitable qu'ExxonMobil et le département d'État US ont eu recours au mensonge pour fomenter une guerre entre Latino-américains.

Par ailleurs, alors que le Groupe de Lima n'a pas reconnu le second mandat du président élu Nicolas Maduro, le Guyana et Santa Lucia ont accepté les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs vénézuéliens. Réseau Voltaire 14 janvier 2019

Honduras

- Une nouvelle caravane de migrants se forme au Honduras - AFP 15 janvier 2019

Des dizaines de candidats au départ se rassemblaient lundi dans la ville de San Pedro Sula, au Honduras, en vue de former mardi une "caravane" à destination des États-Unis, ont constaté des journalistes de l'AFP. AFP 15 janvier 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Zimbabwe

- Zimbabwe: les manifestations contre la hausse des prix du pétrole font des morts - AFP 14 janvier 2019

Plusieurs personnes ont été tuées lundi au Zimbabwe lors de violentes manifestations contre la forte hausse des prix du carburant décrétée par le président Emmerson Mnangagwa, dans un pays au bord de l'explosion sociale pour cause de crise économique et financière.

Au premier jour d'une grève générale de trois jours, la police est intervenue pour disperser des centaines de personnes qui ont bloqué les routes et pillé des commerces dans les deux plus grandes villes du pays, Harare et Bulawayo (sud), paralysant largement l'activité.

D'importants effectifs de l'armée ont été déployés en fin de journée dans plusieurs quartiers de Harare et Bulawayo.

Depuis près de vingt ans, l'économie zimbabwéenne n'en finit pas de dégringoler, étranglée financièrement par un manque criant de liquidités et une inflation galopante.

Sa situation s'est encore aggravée ces derniers mois. De nombreux produits de base manquent, à commencer par le pétrole. Des kilomètres de queue de véhicules se sont formés devant les stations-service du pays.

Samedi soir, M. Mnangagwa a annoncé la multiplication par deux et demi des prix de l'essence, dans l'espoir de réduire la consommation et les trafics liés à la dévaluation de la quasi-devise locale, les "bond notes".

Cette hausse a mis le feu aux poudres. De nombreux Zimbabwéens redoutent qu'elle provoque une flambée généralisée des prix.

La Confédération syndicale du Zimbabwe (ZCTU) a dénoncé une "folie" et appelé la population à arrêter le travail jusqu'à mercredi.

En visite lundi en Russie, le président Mnangagwa a répété devant la presse que sa décision était "nécessaire".

"Il faut du temps pour que tout soit en place et les résultats apparaissent, l'économie commence à croître et le bien-être des personnes s'améliore", a-t-il plaidé.

Dans les quartiers pauvres de Harare, les manifestants ont déversé lundi leur colère contre le gouvernement en bloquant les routes menant au centre-ville.

"Nos perspectives de carrière sont mortes, tous ceux qui ont plus de 18 ans sont condamnés à rester chez eux sans travail", a vociféré l'un d'eux, Elisha Sukunyudzai. "Le gouvernement doit faire quelque chose car nous avons voté pour lui".

A Bulawayo, un fief de l'opposition, des centaines de manifestants ont également érigé des barricades, attaqué des minibus, pillé des magasins et détruit ou incendié des véhicules, selon un correspondant de l'AFP.

"Le gouvernement sait désormais que nous sommes en colère contre la décision stupide d'augmenter les prix de l'essence", a justifié un protestataire, Philani Nyoni. AFP 14 janvier 2019

Vous aurez constaté que nulle part l'AFP ne condamne la répression sanglante des manifestants, et les puissances occidentales dont l'AFP est le porte-parole sont muettes, normal, elles avaient salué la "*transition démocratique*" au Zimbabwe... à la mitrailleuse !

Au Zimbabwe comme en France ou au Bangladesh : même combat pour en finir avec les inégalités et les injustices qui frappent les masses exploitées...

Bangladesh

- Bangladesh: grève des ouvriers du textile pour de meilleurs salaires - AFP 13 janvier 2019

Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh qui confectionnent des vêtements pour les grandes chaînes d'habillement mondiales ont débrayé dimanche et manifesté pour demander de meilleurs salaires, dans le cadre d'un mouvement entamé il y a une semaine.

La police a indiqué avoir utilisé des canons à eau et du gaz lacrymogène pour disperser la foule d'ouvriers en grève à Savar, un faubourg de la capitale Dacca où s'était produit l'effondrement du complexe textile du Rana Plaza, l'une des pires catastrophes industrielles, qui avait tué au moins 1.130 personnes le 24 avril 2013.

Mardi, un ouvrier avait été tué et 50 blessés au cours de manifestations qui avaient rassemblé quelque 5.000 personnes à Dacca et sa banlieue, lorsque la police avait fait usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène.

Depuis sept jours, les ouvriers du textile manifestent pour réclamer une hausse des salaires. Ce mouvement émaillé de violences a contraint des usines à fermer.

Dimanche, "les ouvriers ont dressé des barricades sur l'autoroute, nous avons dû les faire partir pour faciliter la circulation", a indiqué à l'AFP un responsable de la police, Sana Shaminur Rahman.

"Jusqu'à présent 52 usines, certaines importantes, ont cessé leur activité à causes des manifestations", a-t-il dit.

Le dirigeant syndical Aminul Islam a accusé les propriétaires des usines de recourir à la violence contre les grévistes.

Mais ces derniers "sont plus unis que jamais", a-t-il dit à l'AFP. "Apparemment, ils ne quitteront pas la rue tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites".

Les salaires minimum pour les ouvriers les plus mal payés ont augmenté d'un peu plus de 50% ce mois-ci, pour atteindre 8.000 taka (83 euros, 95 dollars) par mois.

Mais les travailleurs intermédiaires indiquent avoir eu une augmentation dérisoire, au regard de l'augmentation du coût de la vie, notamment celui du logement.

Le mouvement de protestation est le premier test d'ampleur pour la Première ministre Sheikh Hasina depuis sa victoire aux élections du 30 décembre marquées par des violences et des accusations de fraudes, pour un quatrième mandat.

L'économie du Bangladesh, pays de 165 millions d'habitants, repose largement sur les millions d'ouvriers employés dans des ateliers de confection à des salaires très bas.

La vente de vêtements représente quelque 80% des exportations du pays, avec de gros clients comme H&M, Primark, Walmart, Tesco, Carrefour et Aldi.

Les 4.500 usines de textile et d'habillement du Bangladesh ont produit pour plus de 30 milliards de dollars (environ 26 milliards d'euros) de vêtements en 2018.

Le Bangladesh a été l'an dernier le deuxième exportateur de vêtements après la Chine et ambitionne de développer encore ce secteur pour en faire une industrie pesant 50 milliards de dollars par an d'ici 2023. AFP 13 janvier 2019

Haut de page

Le 17 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (10 pages)

La ligne politique révolutionnaire que nous vous proposons pour les mois à venir.

La manière dont les différents acteurs engagés ont été amenés à poser un certain nombre de revendications sociales ou politiques depuis le début de la mobilisation populaire du 17 novembre 2018, la condamne à l'impasse ou est vouée à l'échec, non pas à cause de l'obstination affichée de Macron de ne rien céder ou de la violente répression qu'il a déclenché en réponse aux manifestations des masses laborieuses, mais tout simplement parce leur satisfaction est incompatible avec l'existence du régime capitaliste et ses institutions en crises. Aussi, la seule manière d'inverser le rapport de forces consiste à inscrire cette mobilisation dans une perspective révolutionnaire dont les prémisses sont apparus de plus en plus clairement au cours du développement de la situation des deux derniers mois, et poser directement la question du pouvoir politique ou qui doit gouverner, l'infime minorité de privilégiés dont le pouvoir et les prétentions sont illégitimes ou l'immense majorité des travailleurs dont les aspirations et besoins sont légitimes, question à laquelle on doit répondre en se fixant pour tâche et objectif de préparer les conditions de l'insurrection des masses laborieuses pour renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique.

Dans ces conditions, nous confirmons notre appel à boycotter le "grand débat national" initié par Macron puisqu'il doit uniquement servir à cautionner sa politique ultra réactionnaire ou faciliter l'application de son programme électoral entièrement tourné contre les intérêts des travailleurs. En revanche, nous appelons les travailleurs et les militants à participer à toutes les réunions ou assemblées générales, assemblées populaires initiés par des travailleurs ou leurs organisations ou partis dans la perspective de la grève générale insurrectionnelle contre le régime.

Attention, si cette stratégie s'inscrit dans la perspective d'une mobilisation insurrectionnelle des masses exploitées et opprimées, cela ne signifie nullement que toutes les conditions soient réunies pour qu'elle se produise, encore moins pour la déclencher demain matin. Elle doit s'inscrire dans le cadre d'un processus conscient auquel les travailleurs doivent participer pour ne pas relever de l'aventurisme ou du gauchisme. Si nous constations que ce n'était pas le cas, la réalisation de cet objectif serait retardé ou renvoyé à plus tard. Nous partons du constat que les premiers signes pour que de telles conditions soient réunies ont commencé à se manifester, reste à voir dans les semaines ou mois qui suivent s'ils seront confirmés ou amplifiés ou au contraire s'ils se seront atténués ou auront disparu.

Cela implique évidemment que l'ensemble des militants du mouvement ouvrier oeuvrant pour l'émancipation du capital ou pour le socialisme y participent sans sectarisme ou dogmatisme, car ce mouvement populaire aura besoin de l'expérience acquise par chaque militant pour mener ce combat jusqu'au bout et vaincre notre ennemi. C'est possible si nous partageons ces objectifs et si nous faisons en sorte que le plus grand nombre possible de travailleurs s'en emparent. Et au cours du développement du processus révolutionnaire les travailleurs se doteront d'une direction politique qui les guidera jusqu'à la victoire.

La machine à fabriquer le consentement à la peine.

Les Français et le grand débat national / Sondage ELABE pour BFMTV

(https://elabe.fr/wp-content/uploads/2019/01/20190115_elabe_bfmtv_les-francais-et-le-grand-debat-national-1.pdf)

LVOG - Sondage à lire en ayant à l'esprit qu'il a été conçu comme tous les sondages en fonction des résultats attendus ou souhaités par celui qui l'a commandé, ici BFMTV que l'on ne présente plus.

ELABE - Auprès des personnes se définissant « gilets jaunes », les quatre thèmes les plus cités sont : pouvoir d'achat (65%), impôts/taxes (47%), puis plus loin les retraites (35%) et les inégalités/injustices sociales (24%).

Auprès des personnes se définissant « gilets jaunes », les quatre propositions les plus citées sont : la suppression des avantages des élus (54%), le rétablissement de l'ISF (52%) et la diminution du nombre de députés et de sénateurs (45%), une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité (42%).

Dans toutes les catégories de la population, une large majorité des Français estime que ce « grand débat national » ne va pas marquer un changement de style et de méthode dans le quinquennat d'Emmanuel Macron.

C'est surtout chez les catégories sociales populaires (72%) et parmi les habitants de commune rurale (72%) que cette opinion est la plus marquée.

Gilets jaunes : après un recul à 60%, l'approbation (soutien et sympathie) de la mobilisation rebondit de 7 points (67%). Dans le détail, c'est le soutien qui est notamment en hausse de 5 points (36%).

54% des Français estiment que la mobilisation doit se poursuivre (+3 points en une semaine) pendant la tenue du « grand débat national »

LVOG - Certains pourcentages doivent être volontairement réduits, on se contentera de la tendance qu'ils indiquent ou on n'en tiendra pas compte en cas de doute.

Tribune libre de la lutte de classe.

À bas Macron ! Manifestation centrale de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Élysée ! Grève générale ! - Groupe marxiste internationaliste (GMI) 5 décembre 2018

Les syndicats des travailleurs salariés doivent rompre leurs négociations des plans de Macron contre les retraites, contre les chômeurs, contre les fonctionnaires. Avec les partis d'origine ouvrière, ils doivent convoquer des assemblées générales, appeler à la grève générale, à manifester massivement ensemble au palais de l'Élysée.

- Contre l'appauvrissement, il faut arracher l'augmentation du salaire minimum, de tous les salaires, l'augmentation des allocations pour les petits revenus, l'indexation des salaires et des pensions.

- Contre l'inégalité, il faut supprimer les impôts qui frappent la consommation populaire, supprimer les cotisations sociales des travailleurs salariés, instaurer un impôt progressif sur les revenus et un véritable impôt sur le patrimoine (l'ancien ISF était de portée réduite), donner des moyens à la santé publique et à l'école publique, garantir un logement décent pour tous.

- Contre le réchauffement climatique, il faut exproprier Total, les sociétés d'autoroute, les banques, toutes les multinationales dont la production pollue massivement la planète, il faut développer les transports en commun (dont les petites lignes de chemin de fer et les RER) et le fret ferroviaire,

- Contre l'État bourgeois, les fascistes et les pilleurs, il faut organiser l'autodéfense, dissoudre les corps de répression, supprimer la présidence et le Sénat, rétribuer les élus au niveau des travailleurs, les rendre révocables.

- Pour que les travailleurs contrôlent leur propre mouvement et instaurent une forme de démocratie supérieure : assemblées générales dans les villes, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les lieux de formation, les administrations) ; élections par les AG de comités, centralisation des comités dans une coordination nationale.

Le mouvement doit s'ancrer dans les entreprises et être contrôlé par les travailleurs eux-mêmes. Alors, le drapeau rouge remplacera le drapeau tricolore de l'écrasement des communards de 1871, des guerres coloniales et mondiales.

Le prolétariat doit diriger l'ensemble des opprimés et des exploités vers le pouvoir des travailleurs, pour un gouvernement ouvrier seul à même d'unir la masse des travailleurs et de la petite bourgeoisie contre leur ennemi commun, le capital. Pour y parvenir, il faut construire au plus vite un parti ouvrier révolutionnaire du type du Parti bolchevik qui a mené les masses russes à la victoire en octobre 1917. *Le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les groupes capitalistes haïs de tous*. (Lénine, juillet 1916)

Macron président ou la guerre civile est déclarée aux masses laborieuses.

Etat de siège proclamé à Bourgtheroulde.

LePoint.fr - Ce mardi 15 janvier, le patelin de 3 700 âmes s'est transformé en forteresse. Une imprenable citadelle défendue par une dizaine d'escadrons de gendarmerie mobile, sept compagnies de CRS et près de 300 gendarmes des unités territoriales. LePoint.fr 16 janvier 2019

Reuters - Dans l'Eure, en prévention de potentielles actions des "Gilets jaunes", le dispositif de sécurité a été renforcé. La préfecture du département avait notamment pris deux arrêtés.

Un important dispositif de sécurité a été déployé autour de la commune avec des barrages filtrants. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène à deux reprises dans l'après-midi contre des manifestants rassemblés sur la place de la mairie, selon un journaliste de Reuters présent sur place.

Un important dispositif de sécurité a été déployé autour de la commune avec des barrages filtrants. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène à deux reprises dans l'après-midi contre des manifestants rassemblés sur la place de la mairie, selon un journaliste de Reuters présent sur place. Reuters16 janvier 2019

Gilets jaunes hors la loi.

- Lancement du grand débat national : des manifestants vêtus de "gilets jaunes" menacés d'une amende de 135 euros - francetvinfo.fr 15.01

Des gendarmes ont demandé à des "gilets jaunes", présents à Grand Bourgtheroulde (Eure) pour la venue d'Emmanuel Macron, mardi 15 janvier, d'enlever leurs vestes fluo "sous peine de 135 euros d'amende". Les manifestants ont été contrôlés aux abords de la commune normande, où vient d'être lancé le grand débat national, comme l'a constaté une journaliste du Monde.

La préfecture dit ne pas avoir donné de consigne

"Cette mesure n'est applicable que ce mardi dans le cadre de la visite du président de la République", a indiqué la brigade de gendarmerie de Grand Bourgtheroulde à France Soir. Une interdiction de manifester dans le périmètre autour du gymnase où se rendait le président a d'ailleurs été mise en place. Néanmoins, contactée par franceinfo, la préfecture affirme qu'il n'y a pas eu de consigne spécifique quant à l'amende de 135 euros. "Ce n'est pas une demande préfectorale", insiste la préfecture. De son côté, la mairie assure à franceinfo n'être au courant de rien.

Dans tous les cas, même si l'amende paraît liée à l'interdiction de manifester, son montant ne semble pas correspondre à la législation. En effet, organiser une manifestation interdite est passible d'une sanction de "six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende", comme le stipule l'article 431-9 du Code pénal. En revanche, participer à une manifestation interdite est seulement punie d'une contravention de 1re classe, soit une amende maximum de 38 euros. francetvinfo.fr 15.01

CRS assassins.

- Des images d'une vielle dame touchée par un flashball à Nîmes secouent la Toile - Sputnik 15.01

Une vieille dame aurait reçu un tir de flashball en pleine tête en marge de l'acte 9 des Gilets jaunes à Nîmes. Une vidéo choc montrant des secouristes improvisés en train d'apporter les premiers soins à une femme atteinte par un tir de flashball en marge d'une manifestation des Gilets jaunes a fait le tour des réseaux sociaux.

Les images en question auraient été prises en marge de l'acte 9 des Gilets jaunes à Nîmes. Sur l'enregistrement, on voit une femme ensanglantée aux cheveux gris qui ne bouge pratiquement pas tandis que les personnes venues à son secours lui nettoient le visage et tentent d'arrêter l'effusion de sang.

Début décembre 2018, une femme de 80 ans était morte à Marseille en marge des incidents ayant émaillé la manifestation des Gilets jaunes. L'octogénaire a reçu une grenade lacrymogène en pleine tête en allant fermer le volet de sa fenêtre avant de succomber à ses blessures à l'hôpital. Sputnik 15.01

Macron a déclenché la guerre civile.

Lanceurs de balles de défense : "Le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est de viser la foule" - franceinfo 16.01

"Le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est le durcissement, d'aller au contact, de viser la foule" a dénoncé mercredi 16 janvier sur franceinfo, David Dufresne, journaliste indépendant qui recense les cas de violences policières contre les "gilets jaunes". Ce même jour, le préfet Éric Morvan, directeur de la police nationale, rappelait aux policiers que l'utilisation des lanceurs de balles de défense (LBD) devait être proportionnée et le tir "exclusivement" dirigé vers le corps. (Tirez en direction du corps sans viseur, c'est prendre le risque de toucher la tête, le coeur d'un cardiaque et de le tuer, ce sont bien des tueurs. - LVOG)

franceinfo : Depuis près de deux mois, vous relayez des cas de violences dénoncées par des manifestants. Vous en dénombrez combien ?

David Dufresne : Je dénombre plus de 200 blessés et 300 signalements en tout, de ce qu'on pourrait appeler des manquements à la doctrine, à la déontologie. Ce recensement, c'est pour être une sorte de lanceur d'alerte, de dire 'qu'est-ce qui se passe ?'. Pourquoi aujourd'hui on dénombre quatre personnes qui ont perdu une main, un peu plus de quinze qui ont perdu un œil, parce qu'ils ont manifesté ?

On est à plusieurs dizaines - pas loin de la centaine - de personnes qui ont été visées à la tête, ce qui est parfaitement interdit dans les manuels d'instruction des armes type LBD, flashball, etc. Certains perdent un œil, d'autres c'est la mâchoire, le nez, la tempe, la joue, il faut que cela cesse !

Le directeur de la police nationale a fait un rappel à l'ordre mercredi 16 janvier sur les LBD. C'est un aveu ?

Enfin, on sort du déni politique et policier qui entoure ces agissements depuis deux mois. En même temps, c'est totalement désolant : expliquer à des gens, qui sont censés être formés, qu'ils ne suivent pas la formation, ça pose quand même énormément de questions. Evidemment que c'est un désaveu, c'est une façon de reconnaître qu'il y a eu un problème.

La police ne peut pas faire autrement, elle est acculée, elle n'a pas le choix. Il y a 78 ouvertures d'enquêtes judiciaires par l'IGPN, la police des polices ! Quand on connaît les réticences de l'IGPN - et ses difficultés d'ailleurs - à travailler au sein même de la police, c'est considérable. Ça devient trop énorme pour être passé sous silence.

Mais ce qui me désole encore plus, c'est que d'un côté, vous avez le patron des policiers qui alerte ses troupes et qui leur dit 'arrêtez de viser la tête' et de l'autre, le ministre de l'Intérieur qui annonce la veille à Carcassonne, qu'il n'avait connaissance d'aucune attaque de policiers envers des "gilets jaunes". Moi j'en suis à 300 signalements...

Est-ce que depuis le début de la crise des "gilets jaunes", il n'y a pas eu un engrenage de la violence de part et d'autre ?

L'engrenage est plus ancien. Le maintien de l'ordre à la française se croit toujours supérieur aux autres. Il l'a été. En France, pays de contestation, la police était plutôt aguerrie. Mais le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est le durcissement, d'aller au contact, de viser la foule - ce qui ne se faisait plus depuis la Deuxième Guerre mondiale - c'est une stratégie, on le voit chaque samedi : on voit des policiers qui arrivent dès le matin, avec des tenues de combat. Cela veut dire quelque chose, c'est un signal envoyé à la foule. Dans la doctrine, vous avez un tas d'étapes avant d'arriver à l'armure.

En Angleterre, en Allemagne, où vous avez des manifestations autrement plus difficiles, avec des néonazis, qui ne sont pas des rigolos, il n'y a pas de blessés, parce qu'en Allemagne, le maintien de l'ordre est basé sur la désescalade. Là, en France, il y a une fuite en avant de l'État, car le maintien de l'ordre, c'est une police qui obéit aux ordres politiques. La preuve, c'est qu'on verra monsieur Castaner ou monsieur Philippe nous annoncer, à la veille du prochain samedi de manifestation, le nombre de policiers mobilisés. franceinfo 16.01

A quoi le "***grand débat***" doit-il servir ? A légitimer Macron, il le dit lui-même.

Macron : "*quand on a la légitimité c'est bon, ça y est, on peut y aller. (Mais) même avec cette légitimité il faut continuer, associer, partager, le grand débat doit servir à ça*".

Les néocons, c'est à cela qu'on les reconnaît, ils osent tout.

Macron estime que certaines personnes en difficulté "*déconnent*" - Reuters 16.01

Macron : Les gens en situation de difficulté, on va davantage les responsabiliser parce qu'il y en a qui font bien et il y en a qui déconnent. Reuters 16.01

Si tu es pauvre, si tu as un salaire misérable, si tu ne t'en sors pas, si tu es au chômage, à la rue, c'est que tu l'as bien voulu, en fait tu as ce que tu mérites pauvre con ! Après ils s'étonnent qu'on veuille leur faire la peau, c'est ce qu'ils méritent.

Il faut avoir en permanence à l'esprit que les forces productives sont suffisamment développées pour satisfaire l'ensemble des besoins des 7,6 milliards d'habitants de notre planète. Donc ceux qui nous pourrissent la vie ne peuvent faire prévaloir aucun argument pour s'y opposer, hormis leur soif insatiable de pouvoir et de richesse que rien ni personne ne peut justifier ou légitimer. Leur ôter tout pouvoir de nuisance est une nécessité de salut public !

Une supercherie peut en cacher une autre.

- Grand débat national : Mélenchon dénonce "une supercherie" - Franceinfo17 janvier 2019

Mélenchon : "*Il faut à tout prix se mettre à la transition écologique.*" Macron ne demande pas mieux ! Ils tiennent le même discours, puisque ni l'un ni l'autre ne l'envisage dans la perspective d'un changement de régime, de la part de Macron, c'est normal, de celle de Mélenchon aussi puisqu'il y est opposé. L'avez-vous entendu déclarer qu'il fallait éradiquer le capitalisme de la surface de la terre pour soulager notre planète de ses méfaits ?

Une fois servi... commence "***l'équité fiscale***" ou partagez entre vous l'addition.

Emmanuelle Wargon a bénéficié de la suppression de l'ISF, mais "souhaite que le grand débat permette d'avancer sur l'équité fiscale" - franceinfo.fr 16.01

Celle qui est en charge d'animer le grand débat national "souhaite" justement que ce rendez-vous avec les Français "permette d'avancer sur l'équité fiscale".

Cette énarque, diplômée de la même promotion que le Premier ministre Edouard Philippe, a débuté une carrière de haut fonctionnaire avant de rejoindre le privé. A partir de septembre 2015, elle a ainsi été la directrice générale responsabilité

d'entreprise, affaires publiques et communication de Danone. en 2018 elle a perçu 470 000 euros. franceinfo.fr 16.01

Dépakine : l'Etat seul est responsable de ce scandale sanitaire contrairement aux affirmations de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam) et de la ministre de la Santé Agnès Buzyn.

Pourquoi France Info relaie-t-il cette info et charge-t-il Sanofi ? Pour épargner les gouvernements (et tous les partis qui y participaient) qui se sont succédés depuis 1980.

France Info - Le laboratoire Sanofi se défend en affirmant, notamment, qu'il a "informé les autorités en toute transparence" sur les risques de la Dépakine pour les femmes enceintes, au fur et à mesure de l'avancée des connaissances scientifiques. Depuis la fin des années 1980, les autorités de santé auraient même plusieurs fois "rejeté les demandes de Sanofi qui visaient, en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques, à mentionner dans la notice patient les risques pour le fœtus pouvant être liés à la prescription de ce médicament dans le cadre d'une grossesse". Une mention que Sanofi ne pouvait apposer sans les autorités, dont l'approbation est indispensable pour modifier les informations relatives à un médicament.

La Dépakine et ses dérivés ont provoqué depuis 1967 des malformations congénitales graves chez 2.150 à 4.100 enfants, selon une évaluation de 2017 de l'agence du médicament et de l'Assurance maladie. En prenant en compte les enfants souffrant de retard de développement (troubles autistiques, psychomoteurs, etc.), il pourrait y avoir 14.000 victimes, selon l'épidémiologiste Catherine Hill. francetvinfo.fr 16.01

Le statut ne fait pas le bonheur. (confirmation)

- Comment les profs dégringolent l'échelle sociale - Challenges 15.01.2019

Une sévère et douloureuse désillusion. C'est le mal dont est atteint une grande partie des 880.000 enseignants français. Ils ont fait de longues études, travaillent plus de 40 heures par semaine en moyenne, exercent leurs fonctions dans des conditions dégradées et voient depuis plusieurs années leur pouvoir d'achat fondre.

En choisissant de devenir profs, ils ont toujours su qu'ils ne gagneraient pas des mille et des cents. Mais ils pensaient avoir gagné l'assurance de finir les mois sans angoisse. Depuis bien des années déjà, beaucoup d'enseignants ont pourtant l'impression d'avoir sombré dans la catégorie "survie", celle de l'euro près et de l'imprévu qui vient casser des mois de gestion rigoureuse.

Les difficultés de recrutement le montrent: fini le temps où les étudiants envisageaient le professorat comme une sinécure, considérant que les vacances et l'emploi à vie compensaient finalement une gratification modeste. Les professeurs subissent de plein fouet la stagnation de leurs salaires et les prix galopants de l'immobilier dans les métropoles. Certes, leur salaire moyen (2.380 euros nets en 2016) est légèrement au-dessus du revenu moyen français (2.250 nets en 2015), mais leur niveau de vie doit aussi être analysé au regard de leur niveau d'étude élevé (bac + 5, fonctionnaire catégorie A) et des conditions de travail qui se dégradent d'année en année. D'autant que les chiffres cachent de nombreuses disparités. Car entre le professeur des écoles avec 10 ans d'expérience (1.894 euros nets) et l'agrégé tout juste passé "hors classe" (3.514 brut), il existe un gouffre. "Même mon grand frère gagne plus que toi"

"Je ne m'en sors pas", raconte Vanessa, mère divorcée de 43 ans, qui exerce dans un collège près de Lille. Ancienne chef de produit en commerce internationale, elle a passé le CAPES de lettres modernes il y a deux ans pour pouvoir consacrer plus de temps à sa fille de 9 ans. "Dans mon entourage, on m'a dit 'allez, fais prof, c'est la stabilité et la sécurité'. Sauf que c'était les conseils de proches de 70 ans, qui ont connu l'âge d'or du professorat", regrette-t-elle. Avec ses 1.650 euros nets, cette fraîche reconvertie déplore un découvert de 300 euros tous les mois. Elle énumère ses dépenses contraintes avec découragement: un prêt immobilier de 650 euros, 180 euros d'eau et d'électricité, 150 euros de cantine et de garderie, à quoi s'ajoutent différents abonnements et assurances... L'essence de sa voiture représente également un poste de dépense important, car comme bon nombre de jeunes professeurs elle est "titulaire sur zone de remplacement" (TZR). Elle sillonne les académies pour effectuer de plus ou moins longs remplacements, là où son rectorat l'envoie.

"Les conditions de travail sont mauvaises et ça n'échappe pas aux élèves. Inconsciemment, ils ont compris qu'on appartenait à une profession reléguée et notre autorité s'en ressent. Des réflexions méprisantes comme 'même mon grand frère, gagne plus que toi', ce sont des choses qu'on entend régulièrement", explique-t-elle. (...)

"Les seuls qui s'en sortent, c'est les conjoints de cadre"

Le contexte social a renforcé l'amertume des profs. Prime pour les policiers, pour les personnels d'Ehpad, pour les agents du fisc, augmentation du smic... Les professeurs, dont le point d'indice est gelé depuis 2010 (brièvement revalorisé entre 2016 et 2017), se sentent lésés et se regroupent sous la bannière des "Stylos rouges", un groupe asyndical et apolitique créé pour faire entendre leur exaspération. "Je sais très bien qu'on a un problème de pouvoir d'achat des professeurs, depuis le début

des années 90, a rapidement réagi Jean-Michel Blanquer, sentant le mécontentement monter. Mais augmenter le point d'indice n'est pas l'alpha et l'omega de ce qu'il y a dire", a-t-il tranché, rappelant plutôt les mesures prises depuis son arrivée, telles que la reprise du Protocole sur les carrières et les rémunérations et l'accélération de l'avancement, soit 1,75 milliard d'euros en plus sur le quinquennat pour mieux rémunérer les professeurs, selon le ministère. "Nous sommes obligés de faire la différenciation: il serait absurde de saupoudrer sans prendre compte l'engagement qualitatif du système", a-t-il expliqué, prenant en exemple la prime créée pour les professeurs d'éducation prioritaire.

Martin fait partie de ceux qui bénéficient de cette nouvelle prime, réservée aux enseignants des zones sensibles. Il exerce en maternelle depuis 14 ans dans les Hauts-de-Seine. Grâce à un bonus de 190 euros mensuel REP +, il touche 2.350 euros par mois net. Malgré cette somme, il est obligé de prendre un petit job, 7 heures d'étude surveillée par mois pour augmenter ses revenus de 200 euros. Sa vie en région parisienne lui coûte cher. Son loyer, pourtant social, de 750 euros et sa pension alimentaire grèvent son pouvoir d'achat "Les seuls qui s'en sortent à Paris c'est ceux qui sont mariés à des cadres", grincent certains "Stylos rouges" sur le groupe Facebook qui leur sert de forum. Agrégée, mais chassée par le prix des loyers

Violaine, prof de musique agrégée, fait partie des profs forcés de quitter la capitale. Les loyers d'un deux-pièces pour vivre avec sa fille y étaient trop élevés pour son salaire de 2.100 euros. "Après une agrégation, à 37 ans, je trouve ça lamentable de ne pas pouvoir choisir l'endroit où je voudrais vivre", souffle-t-telle. Mais il n'y a pas qu'à Paris que les profs galèrent. Valérie, prof à Nancy, donne, elle, 6 heures de cours particuliers par semaine, en plus de son travail soir et week-end pour préparer ses cours et corriger ses copies. Cette deuxième activité lui rapporte environ 500 euros par mois. "C'est grâce à ces 500 euros que je pars en vacances, peux aller au cinéma... Bref, avoir enfin une vie normale", raconte cette mère célibataire de deux enfants qui gagne 2.200 euros par mois.

Le ministre de l'Education nationale a annoncé la création d'un observatoire du pouvoir d'achat des professeurs, qui sera mis en place dans quelques semaines. Une mesure raillée par les "Stylos Rouges", qui déplorent que Jean-Michel Blanquer ait besoin d'un observatoire pour réaliser à quel point leur profession s'est paupérisée. En attendant, les conclusions de l'observatoire, et les éventuelles leçons que le ministère pourrait en tirer, le collectif s'organise. Les premiers rassemblements ont eu lieu cette semaine à Lorient et devant le lycée Henri IV à Paris. Mercredi dernier, à Lille, des professeurs ont manifesté devant le rectorat. Une mobilisation qui ne devrait que s'amplifier. Les "Stylos rouges" promettent des actions jusqu'à ce que, à l'image des Gilets jaunes, leur parole soit "enfin entendue" par le gouvernement. Challenges 15.01.2019

On ne tentera pas de mesurer la taille de leur cerveau ni même de le passer au scanner !

- Pour le bernard-l'ermite, la taille du pénis ça compte ! - Franceinfo16 janvier 2019

- Royaume-Uni: une loi va interdire les photos sous les jupes - L'Express.fr 16 janvier 2019

Je suis peut-être arriéré, je me demande comment peut-on prendre de telles photos ?

- "Sex Education" ose enfin montrer des femmes qui se masturbent sur le ventre - Le HuffPost

Ouf, cela nous manquait, quelle connerie ! C'est le niveau du HuffPost.

- Sexe : selon une étude, les filles et garçons perdent leur virginité trop tôt - Glamour

Guerre psychologique contre les déviations à l'idéologie totalitaire.

- «Humour et injures sexistes bénéficient d'une grande tolérance sociale» - Liberation.fr 16.01

C'est un mal sournois qui semble solidement implanté, sans que l'on sache précisément dans quelle mesure.

Libération - Sur une centaine de pages, le HCE (Haut Conseil à l'égalité) livre un bilan peu reluisant, qui commence par une mise au point : non, le sexisme n'est pas une simple «attitude discriminatoire fondée sur le sexe», comme le définit le Larousse, mais bien une «idéologie qui repose sur le postulat de l'infériorité des femmes par rapport aux hommes» et se manifeste par des «gestes, propos ou comportements», des plus anodins (remarques) aux plus graves (viols, meurtres).

LVOG - "L'infériorité des femmes par rapport aux hommes" qui fait le bonheur des exploiteurs partout à travers le monde.

Libération regrette que la répression ne soit pas plus féroce.

Libération - En matière de violences conjugales par exemple, l'instance souligne le «décalage important entre le nombre de plaintes enregistrées et le nombre de condamnations» : en 2017, 81 080 plaintes ont été enregistrées, qui n'ont abouti qu'à 15

418 condamnations, soit 19 % des cas… Signe s'il en fallait de la grande «tolérance sociale dont bénéficie le sexisme par rapport à d'autres systèmes d'oppression».

LVOG - Quant à la "grande tolérance" envers le "système d'oppression" de l'homme par l'homme pratiquer par le capitalisme elle est la bienvenue.

Quand un trait d'humour devient un délit, c'est que le régime est devenu tyrannique.

Libération - Pour illustrer son propos, le Haut Conseil a mis l'accent sur deux manifestations quotidiennes largement banalisées de ce fléau : l'humour et les injures. Tout au long du mois de novembre, la très sérieuse institution a passé au crible près de 70 contenus humoristiques diffusés dans des matinales radio, des vidéos YouTube, ou ailleurs sur Internet. Résultat ? Dans plus de la moitié des cas, au moins un ressort sexiste est mobilisé.

LVOG - Des chiffres invérifiables qui relèvent de l'invention pure et simple.

Libération - Autre pandémie sexiste : l'injure. En 2017, 1,2 million de femmes ont subi une injure sexiste, complètement gratuite, cela va sans dire, puisque 70 % d'entre elles ne connaissent pas l'auteur de ces invectives. Seules 6 % se sont rendues dans un commissariat, et quatre condamnations ont été prononcées.

LVOG - Quel délire, passer de 1,2 million à 4 ! Ce sont bien des psychopathes, des éléments nuisibles à l'espèce humaine qu'il faut éliminer.

Et c'est bien un état permanent chez eux, et non une pathologie passagère.

Libération - Face à ce constat, le HCE appelle de ses vœux au lancement d'un vaste plan d'action contre le sexisme en France, qui pourrait être étalé de 2019 à 2022 et, pourquoi pas, reprendre une partie des préconisations contenues dans le rapport.

C'est la guerre permanente contre l'ensemble de la société, tous les peuples, à tous les niveaux, dans tous les domaines, quoi ! Un geste, un sourire, une grimace, une mimique, une parole, etc. et ils vous dénoncent, vous harcèlent, vous persécutent, vous jugent, vous condamnent, vous excommunient, vous censurent, vous torturent, vous brûlent en place public ou vous mitraillent.

Dans son dernier courriel, ma fille, 38 ans et institutrice, m'a écrit à propos des femmes "*Nous sommes très primaires!*, pour se marrer je lui ai répondu "*Je ne te le fais pas dire !*". Il existe des traits dominants de caractère chez les femmes ou chez les hommes qui sont à leur avantage ou leur désavantage, qui proviennent des rapports sociaux établis de dominant à dominé, qui sont à l'origine de tous les rapports dans la société, on ne peut pas les nier ou les faire disparaître tant que le capitalisme existera...

1984. Basez-vous sur vos propres expériences de la vie.

Nos propres expériences nous renvoient en permanence à la réalité, aux conditions objectives, c'est le message que voulait transmettre Orwell pour pouvoir résister au totalitarisme. C'est d'actualité.

Quelques extraits des Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat consacrées au roman 1984 de George Orwell. Roman que je vous conseille de lire (téléchargement gratuit sur le Net) attentivement et d'étudier, ces chroniques peuvent en faciliter l'étude indépendante.

- Il (le roman - ndlr) nous met en présence d'une société d'où la vérité objective a disparu, d'un monde où l'accès à la vérité est devenu impossible ; et il nous montre, expérimentalement pourrait-on dire, tout ce qui s'ensuit : dans un tel univers sans vérité, il n'y aurait plus non plus, par voie de conséquence, ni sentiments sincères, ni liberté, ni communauté. Il n'y aurait plus que des individus atomisés, emplis de croyances et de sentiments que leur insuffle le pouvoir et que celui-ci peut leur faire modifier à tout moment.

- 1984 raconte l'histoire d'un homme qui refuse d'adopter les stratégies intellectuelles et psychologiques qu'exige de lui le pouvoir totalitaire ; il sait qu'il n'aura jamais aucune liberté d'expression ni d'action ; mais il cherche à préserver sa liberté intérieure, c'est-à-dire la continuité de ses souvenirs, l'authenticité de ses sentiments et la capacité de former ses convictions à partir de son expérience et de sa raison. Dans les premières pages, Winston contemple une pièce de monnaie sur laquelle est gravé le visage de Big Brother : « Toujours ces yeux qui vous observaient et cette voix qui vous enveloppait. Dans le sommeil ou la veille, au travail ou à table, au-dedans ou au-dehors, au bain ou au lit, pas d'évasion. Rien ne vous appartenait sauf les quelques centimètres cubes de l'intérieur de votre crâne.20 » À la fin du roman, le lecteur apprendra que même l'intérieur de son propre crâne n'appartient pas à Winston. Comme le lui dit O'Brien, « nous allons vous presser jusqu'à ce que vous soyez vide, puis nous vous remplirons de nous-mêmes ». Et c'est ce qui arrive en effet.

- Le conflit entre l'intellectuel d'État, qui s'identifie au pouvoir et manie en virtuose la novlangue et la double pensée, et l'homme ordinaire, qui s'accroche désespérément aux exigences de vérité et de liberté, constituera la trame de 1984

- La capacité pour tout un chacun de se constituer une expérience à partir de ses observations et de ses raisonnements, et à en faire le socle de ses jugements et de ses actions est pour Orwell un enjeu politique décisif. Ce qui est décrit et dénoncé dans 1984, ce ne sont pas tant les mécanismes de contrainte physique du totalitarisme que les moyens psychologiques et intellectuels (autocensure, double pensée, novlangue, etc.) par lesquels celui-ci détruit la relation de tout un chacun avec sa propre expérience et s'assure ainsi le contrôle sur les esprits. Parmi ces moyens, il y a un certain nombre d'idées philosophiques qui, au sens où Orwell emploie ce mot, sont totalitaires. Ce qui rend une idée totalitaire, ce n'est pas son contenu particulier – rien n'est plus opposé quant à leurs contenus respectifs que les idées fascistes et les idées communistes – mais son fonctionnement ou, plus exactement, sa capacité à fonctionner comme une arme pour détruire l'homme ordinaire.

En quoi consiste la pratique de la double pensée ?

- une sorte d'autocontrôle psychologique qui fait qu'on croit réellement ce que le pouvoir ordonne de croire, même si on a la preuve par ailleurs que c'est faux.

Les médias ou sous-officine de l'AFP sont le fer de lance de la réaction sur toute la ligne, on vient d'en avoir un nouvel exemple. En voici un autre.

A quelques heures d'intervalle.

Les procureurs refusent de reconnaître un verdict des juges qui ne correspond pas à celui des besoins de la caste extrême-centriste de l'oligarchie dont ils sont les porte-parole et exécutants.

- L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo doit être libéré, disent les juges de la CPI - AFP 16 janvier 2019

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont rejeté mercredi la demande du procureur de maintenir l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo en détention, après avoir annoncé mardi son acquittement pour crimes contre l'humanité.

Les procureurs de la Cour basée à La Haye ont exprimé leur intention de faire appel de l'acquittement retentissant de l'ancien président ivoirien. AFP 16 janvier 2019

Pour Libération, ce verdict est logiquement une "défaite".

- CPI : l'affaire Gbagbo est «une immense défaite de l'accusation» - Libération 16 janvier 2019

Libération - La grande faiblesse de la CPI ne réside-t-elle pas dans les actes d'accusation et dans le travail du procureur ?

Libération - Mais comment s'explique cette faiblesse de l'enquête et de l'acte d'accusation ?

Libération - Il y a un problème de casting ?

Libération - Les trois juges de première instance se sont divisés. Celle qui était en minorité, Olga Herrera Carbuccia, estime qu'il y avait suffisamment d'éléments de preuve pour condamner les accusés.

Libération - Certains proches de victimes ont regretté cette décision...

Vous aurez constaté que Libération privilégiait la juge "qui était en minorité", c'est sa conception de la démocratie, du totalitarisme en fait.

Quelques heures plus tard, les procureurs de la CPI fidèles à l'idéologie totalitaire qu'ils incarnent suspendent le verdict des juges. L'AFP sur un ton laconique s'en félicite ou exprime son soulagement.

- La CPI suspend la remise en liberté de Laurent Gbagbo - AFP16 janvier 2019

La Cour pénale internationale (CPI) a suspendu mercredi soir la remise en liberté de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, après un nouvel appel déposé par le procureur au lendemain de son acquittement retentissant.

Les juges avaient ordonné plus tôt sa remise en liberté, ainsi que celle de son bras droit Charles Blé Goudé (ex-chef du

mouvement des Jeunes patriotes), après leur acquittement d'accusations de crimes contre l'humanité.

Mais, selon la CPI, les deux hommes doivent maintenant "rester sous la garde de la CPI" jusqu'à ce que l'appel du parquet contre leur libération soit entendu. AFP16 janvier 2019

Des articles comme ceux-là, les médias en sont pleins quotidiennement. Ce n'est pas l'unique raison pour laquelle j'appelle à les boycotter, à cesser de les acheter et de les lire tellement ils sont nocifs ou toxiques, mais parce que c'est une perte d'argent et de temps qui nous font tant défaut et qu'on devrait s'épargner, pour se consacrer exclusivement à nos propres intérêts de classe, à nos aspirations ou besoins légitimes, à chercher les moyens pour mener le combat politique qui permettrait de les imposer. Autrement dit, il vaut mieux encore lire les articles publiés par d'autres médias (dits alternatifs ou indépendants), de formations politiques issues du mouvement ouvrier ou étudier des ouvrages consacrés aux enseignements de le lutte des classes, à l'économie, aux sciences sociales, etc.

Haut de page

Le 19 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (22 pages)

Quelques réflexions politiques.

1- La lutte des classes est une lutte à mort, vous ne trouvez pas étrange qu'on ait eu tendance à l'oublier ?

2- Comment se fait-il qu'une manifestation parisienne contre la politique de Macron qui se déroule un samedi ne mobilise que 10.000 travailleurs, soit moins de 1% en comptant uniquement les adultes ? Où sont donc passés la classe ouvrière et les étudiants, les classes moyennes, le mouvement ouvrier ? A croire qu'ils sont mieux encadrés qu'en province et bénéficient de plus de distractions pour en oublier leur propre sort. Quand se décideront-ils à passer à l'action, que faut-il, plus de morts et de blessés parmi les manifestants à Paris et en province, d'handicapés à vie, plus de travailleurs embastillés ou accusés injustement ?

Honte aux militants, aux cadres et aux dirigeants qui suivent les évènements tranquillement assis au chaud devant leurs écrans et qui se permettent de juger les victimes de la répression policière, et de donner des leçons aux autres militants ou aux travailleurs !

3- Je n'ai jamais fait la promotion des gilets jaunes, vous êtes témoin. J'ai même mis 5 jours avant de rendre compte de leur première mobilisation. Non seulement je ne les ai calomniés, mais depuis je n'ai cessé de les soutenir, même si j'estime que l'issue de la crise révolutionnaire ouverte ne peut passer que par les Assemblées populaires incluant le mouvement ouvrier décidant de préparer l'insurrection pour chasser Macron et abattre le régime.

J'ai lu dans un article sur lequel je n'arrive pas à remettre la main, qu'au départ ce mouvement des gilets jaunes était de tendance fasciste ou d'extrême droite, et qu'à peine avait-il démarré qu'il avait été submergé par les masses populaires qui avaient mis en avant leurs propres revendications sociales, salaire, retraite, etc. pendant que les discours racistes ou xénophobes devenaient ultra minoritaires et leurs auteurs expulsés des ronds-points où les travailleurs se rassemblaient.

Il n'en fallut pas davantage pour que les médias les présentent comme des rouge-brun, formule chère à l'idéologie de l'extrême centre dont se revendique Macron et le clan de l'oligarchie qui l'a porté au pouvoir. Les dirigeants du mouvement ouvrier furent tentés de leur emboîter le pas, mais quand ils virent la réaction de la base, très vite ils se ravisèrent à l'exception de quelques irréductibles parmi les plus sclérosés pour ne pas dire pire, qui osent se réclamer du trotskysme, ce qui n'engage qu'un, mais on ne comprend toujours pas comment des militants peuvent s'en accommoder.

Il était d'autant plus facile d'éviter cette interprétation scabreuse ou malintentionnée que l'extrême droite ne s'est pas remise de son échec électoral de 2017, elle a même éclaté, elle n'était donc pas en mesure de mobiliser des centaines de milliers de partisans le 17 novembre. De la même manière que Mélenchon n'est jamais parvenu à mobiliser les 9 millions d'électeurs qui avaient pour lui, ni même les centaines de milliers d'adhérents de LFI qui sont plus hypothétiques que réels, cela vaut évidemment dans un autre registre pour Macron et ceux de LREM, la petite souris ne fait des miracles que le temps d'un clic... ou clique ! On peut même prévoir qu'ils vont tous perdre des millions de voix lors des élections européennes, en prenant en compte le taux d'abstention de la présidentielle et non des européennes qui est traditionnellement beaucoup plus élevé, plus du double, à ce jour RN (ex-FN) donné à 20% par les instituts de sondages perdrait plus de 3 millions de voix.

En attendant, ce sont de simples travailleurs qui ont fait le boulot à la place de ces dirigeants faillis et cyniques donneurs de leçons, qui plus est dans les pires conditions et au péril de leur vie ou de leur mode de vie, et le plus extraordinaire c'est que la plupart à l'issue de cette expérience parfois dramatique sont plus déterminés que jamais à continuer le combat contre le régime. Raison de plus pour saluer leur courage exemplaire au lieu de les assimiler à des fachos, quelle honte !

Au passage, on notera que leur détermination ne s'est pas forgée du jour au lendemain ou ne datait pas de la veille du 17 novembre 2018, c'est quelques choses qui a mûri et qui était déjà parvenu à maturité depuis des années et des années, sans que ce soit des cas isolés. Car depuis des décennies ou même toujours des millions de travailleurs ne supportent plus leur condition ou la trouvent profondément injuste ou encore ne sont pas satisfaits du mode de vie que leur impose la société soumise au joug du capitaliste. Ils n'étaient pas plus résignés qu'aujourd'hui à la subir, toujours est-il que personne n'a su leur proposer un discours dans lequel ils auraient pu se reconnaître. C'est d'ailleurs ce qu'ils affirment eux-mêmes en tournant le dos au mouvement ouvrier qui les a littéralement abandonnés ou trahis, ce qui devrait interpeller chaque militant ouvrier, même quand on a toujours eu l'impression d'être resté fidèle à ses engagements politiques, l'errance en politique cela existe aussi, surtout avec de tels dirigeants qui n'ont rien fait pour les aider à élever leur niveau de conscience politique, à les former au marxisme et au socialisme.

Je ne vais pas revenir sur ma propre expérience, toujours est-il que si je suis parvenu à progresser, c'est uniquement parce que j'ai réussi à rompre avec le conditionnement politique dont j'avais fait l'objet durant mes courtes années de militantisme et qui s'était traduit par un épouvantable dogmatisme, véritable obstacle à toute progression et sclérose garantie à terme, qui devait se traduire par des errements entre opportunisme et gauchisme, maladie dont je ne suis peut-être pas totalement guéri, car il est très difficile de se débarrasser de cette plaie.

La manière de procéder la plus efficace ne fut pas difficile à trouver. Au lieu de se dire qu'on avait été victime d'un lavage de cerveau et qu'il fallait tout balancer, j'ai préféré vérifier chaque interprétation que j'avais adoptée, puisqu'à l'époque j'avais été incapable de les élaborer par moi-même, un peu comme si on vérifiait le contenu d'un manuel scolaire d'histoire ou d'économie, ce qui allait se traduire par l'émergence de centaines et centaines de questions auxquelles il allait falloir trouver des réponses, qui pour certaines devraient être correctes ou correspondre absolument à la réalité, et pour d'autres se contenter d'être cohérentes et sérieuses quand elles étaient sujettes à une certaine dose d'interprétation ou de subjectivité. On en vient à examiner le rôle et la fonction précise de chaque facteur, dont certains ont été sous-évaluées ou surévaluées ou encore complètement occultées, ce qui nous amène à revoir certains rapports et aboutit à une toute autre interprétation de pans entiers de la lutte des classes et de l'évolution du capitalisme. Cela revient si vous voulez à évaluer après coup une théorie ou une stratégie, à partir des faits et de leur enchaînement tels qu'ils se sont réellement produits, les conclusions qu'on en tire est une autre affaire, elles peuvent être justes ou erronées, comme toute analyse quand on ne s'en tient pas strictement à la réalité.

Tenez, récemment j'ai évoqué l'extrême-centre à propos de The Economist et Macron, la caractérisation politique du néoconservatisme ou néolibéralisme. J'ai découvert cette caractérisation en lisant un article publié par un blog extérieur au mouvement ouvrier. Vous serez d'accord avec moi que cette caractérisation politique est de la première importance au regard du rôle que remplit cette idéologie depuis de nombreuses années, en réalité depuis bien plus longtemps.

Bien qu'ayant lu des centaines ou des milliers d'articles depuis 2001 sur Internet dans les différents portails des formations politiques qui se réclament de l'avant-garde du mouvement ouvrier, jamais elle ne fut mentionnée. J'ai découvert hier que l'Humanité y avait consacré plusieurs articles au cours des dernières années. De mon côté, j'en étais arrivé à la conclusion que l'idéologie néolibérale ou de Macron devait être caractérisée d'extrême droite, qu'elle était pire ou plus dangereuse encore, donc finalement sur la base des faits je suis parvenu à caractériser correctement le centrisme ou l'extrême-centre, ce qui démontre que ma méthode était valable ou que j'ai atteint un niveau politique qui me permet d'analyser la situation en toute indépendance, ce qui n'exclut pas les erreurs évidemment. D'où proviennent ces erreurs ? Pour l'essentiel, d'un manque d'informations précises et de temps pour réfléchir en étant totalement isolé et en vivant à 10.000 kms de la France depuis plus de 22 ans.

Parfois, je ne suis pas très fixé sur certaines notions ou concepts ou je n'y prête pas trop d'attention, par exemple il m'est arrivé de confondre agitation et propagande, j'ai reproché à nos dirigeants de ne faire que de la propagande, alors qu'en réalité c'était de l'agitation qu'il s'agissait, peu importe, chacun avait compris qu'ils ne faisaient rien pour populariser le socialisme, d'ailleurs je l'avais mentionné. Je ne suis pas un intellectuel à la base, je suis un ouvrier, je n'ai pas dans mon cerveau des petites boîtes qu'il suffirait d'ouvrir pour en sortir les informations ou les connaissances bien rangées et prêtes à l'emploi, je ne dispose pas de cette facilité, qui du reste n'est pas infaillible, car c'est l'emploi qu'on en fait qui est l'essentiel, c'est ainsi que je comble cette lacune, à l'aide du pragmatisme ouvrier.

On reviendra sur l'extrême-centrisme dans une prochaine causerie, parce que cela a un lien direct avec la stratégie et le régime totalitaire que l'oligarchie est résolue à nous imposer dans le cadre de la gouvernance mondiale. Cela a également un lien avec le tournant idéologique adopté par une partie de la social-démocratie, et qui finira par l'emporter au sein du PS, du PSOE, du Pasek, etc., ce lien remonte aux milieux des années 70, après que le candidat du centre ou de l'UDF eut été élu président de la République en France, Valérie Giscard d'Estaing, les conditions n'étant pas encore réunies et manquant de temps pour opposer au sein de PS un candidat acquis à l'extrême-centre, et c'est à ce moment que seront mise en scène les BHL, Bernard Kouchner et Harlem Désir, mais aussi Rocard et Delors, plus tard Hollande et Valls et bien d'autres dirigeants du PS, qui en deviendront tous de farouches idéologues ainsi que de l'UE, dont l'orientation mérite la même caractérisation politique totalitaire. Tous préparèrent

le terrain à l'avènement de Macron et de LREM qui devaient en être le point culminant ou l'achèvement, donc cette facteur ne date pas de 2016.

Question, pourquoi l'avons-nous ignoré ou sous-estimé si longtemps ? Pourquoi nos dirigeants n'ont-ils rien vu venir, je ne parle pas de leurs discours ou ils ont pu tout dire et son contraire, je parle en pratique, pourquoi dès le début des années 70 n'ont-ils pas modifié leurs rapports avec le PS, leur stratégie ? L'arrivée au pouvoir de Giscard d'Estaing en 74 fut la réponse de l'oligarchie à la crise économique et politique mondiale de la fin des années 60, sauf qu'ils ont été incapables d'en tirer les enseignements politiques qui s'imposaient. En conséquence le prolétariat britannique écopera de Thatcher et le prolétariat américain de Reagan...

Je pense qu'il faut reprendre cette analyse en la situant dans le contexte économique de cette époque pour comprendre comment l'oligarchie allait finir par imposer cette idéologie dans chaque pays en Europe, notamment en se servant de l'UE, le bastion de l'oligarchie à abattre. Si cela prit autant de temps, c'est parce qu'il fallait finir de pourrir de l'intérieur le mouvement ouvrier, tâche qui reviendra au PS et au PCF principalement, qui une fois pour ainsi dire totalement gangrené, corrompu, discrédité, serait neutralisé, réduit à l'impuissance pour résister à l'offensive de l'extrême-centrisme contre la classe ouvrière et les classes moyennes, forme politique du néolibéralisme, au contenu extrémiste dans la mesure où elle était destinée à ne satisfaire que les besoins de l'oligarchie qui trône au sommet du capitalisme.

Autant vous dire que je n'ai jamais lu ce type d'analyses quand je militais à la fin des années 70 et au début des années 80, ni par la suite. A suivre.

L'extrême-centrisme, c'est la caractérisation politique de l'idéologie totalitaire de l'oligarchie.

L'extrême-centrisme, c'est le régime totalitaire de l'oligarchie, des banquiers, du 10 thermidor de l'An II (28 juillet 1794), date de l'exécution de Robespierre et ses partisans à l'élection de Macron en mai 2018 en passant par le 18 brumaire de l'An VIII (9 novembre 1799), le coup d'Etat de Bonaparte.

- Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes (Mis à part l'extrême droite) par David Adler 1 Juin 2018

David Adler est un chercheur en sciences politiques.

Mes recherches suggèrent qu'en Europe et en Amérique du Nord, les centristes sont les moins favorables à la démocratie, les moins attachés à ses institutions et les plus favorables à l'autoritarisme.

J'ai examiné les données de la plus récente Enquête Mondiale des Valeurs (World Values Survey, 2010 à 2014) et European Values Survey (2008), deux études parmi les plus exhaustives concernant l'opinion publique, menées dans plus de 100 pays. L'enquête demande aux personnes interrogées de se placer sur un spectre allant de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par le centre. J'ai ensuite pointé le soutien porté par chaque groupe aux principales institutions démocratiques.

Les centristes sont les plus sceptiques envers la démocratie

Les personnes interrogées se plaçant au centre du spectre politique sont les moins favorables à la démocratie, selon plusieurs critères d'évaluation, faisant référence à la démocratie comme « meilleur système politique », ou à la politique de façon plus générale. Dans tous les cas, les personnes au centre ont les opinions les plus critiques sur la démocratie.

Les centristes ont le moins tendance à soutenir la tenue d'élections libres et justes

Certaines des données les plus frappantes reflètent le point de vue des personnes interrogées sur les élections. Le taux de soutien à des élections « libres et équitables » chute chez les centristes, dans chaque pays de l'échantillon. L'amplitude de l'écart chez les centristes est frappante. Dans le cas des États-Unis, moins de la moitié des personnes au centre considèrent les élections comme essentielles.

Les centristes ont moins tendance à soutenir les institutions libérales

Bien sûr, le concept de « soutien à la démocratie » est quelque peu abstrait et les personnes interrogées peuvent interpréter la question de différentes façons. Qu'en est-il du soutien aux droits civils, si essentiel au maintien de l'ordre démocratique libéral ? Dans presque tous les cas, le soutien aux droits civils diminue au centre. Aux États-Unis, seulement 25% des centristes s'accordent à dire que les droits civils sont une caractéristique essentielle de la démocratie.

Les centristes sont les plus grands soutiens de l'autoritarisme (Mis à part l'extrême droite)

L'un des signes avant-coureurs les plus forts d'un danger pour la démocratie a été la montée de leaders populistes aux tendances autoritaires. Mais bien que ces chefs politiques aient gagné en popularité, il n'est pas certain que les citoyens soutiennent explicitement des modes de gouvernement plus autoritaires. J'ai trouvé, cependant, des preuves d'un soutien considérable au concept du « chef fort » qui ignore la législation de son pays, en particulier chez les centristes. Aux États-Unis, le soutien des centristes à un chef politique de type fort dépasse de loin celui de la droite et de la gauche.

Qu'est-ce que cela signifie ?

L'un des signes avant-coureurs les plus forts d'un danger pour la démocratie a été la montée de leaders populistes aux tendances autoritaires. Mais bien que ces chefs politiques aient gagné en popularité, il n'est pas certain que les citoyens soutiennent explicitement des modes de gouvernement plus autoritaires. J'ai trouvé, cependant, des preuves d'un soutien considérable au concept du « chef fort » qui ignore la législation de son pays, en particulier chez les centristes. Aux États-Unis, le soutien des centristes à un chef politique de type fort dépasse de loin celui de la droite et de la gauche.

Qu'est-ce que cela signifie ?

En Europe et en Amérique du Nord, le soutien à la démocratie est en déclin. Pour expliquer cette tendance, la sagesse conventionnelle pointe vers les extrêmes politiques. À la fois l'extrême gauche et l'extrême droite sont, selon ce point de vue, prêtes à contourner les institutions démocratiques pour parvenir à un changement radical. Les modérés, au contraire, sont censés défendre la démocratie libérale, ses principes et ses institutions.

Les chiffres indiquent que ce n'est pas le cas. Alors que les démocraties occidentales tombent dans le dysfonctionnement, aucun groupe n'est à l'abri de l'attrait de l'autoritarisme – et encore moins les centristes, qui semblent préférer un gouvernement fort et efficace à une politique démocratique désordonnée.

Dans le monde en développement, les hommes forts ont trouvé un soutien au centre : du Brésil et de l'Argentine à Singapour et l'Indonésie, les modérés de la classe moyenne ont encouragé les transitions autoritaires pour obtenir la stabilité et assurer la croissance. La même chose pourrait-elle se produire dans les démocraties établies comme celles de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis ?

En complément. Vous avez dit les pires ennemis de la démocratie.

- "Destination Eurovision": le plateau investi en direct par des opposants à la tenue de l'émission en Israël - Le HuffPost 20 janvier 2019

Boycott de l'Etat sioniste !

L'importation d'esclaves est "***une opportunité et non une charge***"

Étude sur l'impact économique des migrants en Europe : "Les flux migratoires sont une opportunité et non une charge" - franceinfo 19.01

LVOG - Une opportunité pour qui ? Une charge pour qui ? Une opportunité pour les exploiteurs, une charge pour les exploités.

Selon une étude du CNRS, les migrants ne sont pas une charge économique pour l'Europe. L'augmentation du flux de migrants permanent produit même des effets positifs. C'est ce que démontre Ekrame Boubtane, économiste, maître de conférence à l'Université Clermont Auvergne, co-auteure de l'étude sur l'impact positif de la migration sur l'économie européenne.

Les flux migratoires sont une source de main d'oeuvre flexible et mobile. (Ce que rejette à raison les travailleurs en France. - LVOG) L'Allemagne comme la France ont toujours eu un discours plutôt rationnel et un peu dépassionné de la question migratoire. Je pense à une initiative intéressante en Bretagne où le secteur agroalimentaire avait des difficultés pour pourvoir une centaine de postes. Le pôle emploi local n'a pas trouvé les travailleurs compétents pour ces tâches-là. Le Conseil régional Bretagne et Pôle Emploi ont donc investi dans la formation de migrants, principalement des Afghans qui venaient d'avoir la protection de l'Ofpra [Office français de protection des réfugiés et apatrides]. Ils les ont formés, et notamment à la maîtrise de la langue, pour pourvoir ces postes.

LVOG - Ce qu'on raconte ici, c'est que des négriers des temps modernes préféraient produire moins plutôt que de proposer des salaires et des conditions de travail décentes, parce qu'automatiquement c'est l'ensemble de l'échelle des salaires qu'ils auraient dû revoir à la hausse, s'ils avaient dû rémunérer davantage des emplois non qualités, de la même manière qu'Amazon préfère détruire trois millions de produits invendus...

Ils utilisent bien l'immigration illégale qu'ils ont encouragée uniquement à des fins mercantiles.

franceinfo - Les flux migratoires peuvent donc être une chance pour les économies européennes ?

C'est ce que démontrent tous les travaux de recherches scientifiques.

LVOG - Quelle chance, quelle aubaine pour les capitalistes ou les patrons !

On oublie souvent que les migrants - en proportion de la population - permettent de réduire les dépenses de retraite donc ils permettent de les financer. Généralement on se focalise sur les dépenses et on ne regarde pas ce qui se passe du côté des recettes, alors que du côté des recettes on établit clairement que les migrants contribuent aussi aux recettes des administrations publiques et donc, finalement, on a une implication des flux migratoires sur le solde budgétaire des administrations publiques qui est positif et clairement identifié dans les données. franceinfo 19.01

Ils osent tout ou ils font preuve d'un cynisme sans borne. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que même les chômeurs cotisent aux caisses de retraite quand ils perçoivent des allocations chômages, de plus ces migrants qui disposent d'un emploi déclaré payé au smic représentent moins de 1% des cotisants, à côté la fraude fiscale des nantis se chiffre chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros, mais là comme dirait Macron à propos de l'ISF notamment, c'est "une opportunité et non une charge" car c'est pour conserver des emplois destinés aux esclaves des temps modernes.

Ce qui décidément ne passe pas et ne passera jamais.

Parmi les exclus ou les démunis "*il y en a qui déconnent*", des propos qui font écho à des déclarations antérieures sur le «*pognon de dingue*» des minima sociaux, les chômeurs auxquels il suffit de «*traverser la rue*» pour trouver du travail, ou encore les gens qui «*ne sont rien*».

- 30 000 euros par mois : Jacques Toubon «ne comprend pas que ça choque» - LeParisien.fr 17 janvier 2019

« Je touche un salaire qui est fixé dans le budget, qui a été fixé en 2011 (...) et d'autres parts depuis 2006 je touche une pension de fonctionnaire, de parlementaire et une pension de conseiller de Paris pendant 25 ans. Je ne comprends pas que ça choque, car ce que je fais c'est un travail à temps plein, rémunéré conformément aux règles », a déclaré Jacques Toubon. LeParisien.fr 17 janvier 2019

Acte X du samedi 19 janvier 2019

- Vers un "acte X" des gilets jaunes aux couleurs des victimes du mouvement? - Le HuffPost 18 janvier 2019

Seront-ils un million à Paris? Sans doute pas, mais leurs initiatives pourraient bien faire parler. Lancé il y a quelques heures sur Facebook, là où est née et perdure la fronde, un événement consacré à l'Acte X des gilets jaunes prévoit de rendre hommage en largeur aux victimes de la mobilisation, qu'elles aient été blessées par des forces de l'ordre où tuées dans un accident de la route consécutif à une action du mouvement.

Pour cela, les organisateurs de la manifestation demandent à ceux qui entendent y participer d'amener des bougies, photos et autres fleurs pour afficher leur soutien aux familles de "ceux qui se sont sacrifiés et ont perdu la vie pour [leur] cause".

Seulement, comme toujours lorsqu'il s'agit de prévoir une journée de mobilisation, les gilets jaunes seront en ordre dispersé ce samedi 19 janvier.

Au total, une petite dizaine d'"événements" Facebook créés spécialement pour l'occasion recueillent au moins 1000 personnes "intéressées" chacun. Si les mots d'ordre et les lieux de rassemblement divergent, beaucoup s'accordent au moins pour regagner la capitale en ce dixième samedi de mobilisation, sorte de journée anniversaire du mouvement. Un rassemblement baptisé "De retour à Paris!" est d'ailleurs particulièrement populaire au sein de ces communautés virtuelles.

Mais au jeu du "likomètre", c'est l'initiative de la page "Mai 68 - Novembre 2018" baptisée "Acte 10 Les Gilets Jaunes Triompheront" qui remporte le plus de succès sur les réseaux sociaux. 27.000 personnes ont déjà manifesté leur intérêt tandis que près de 4000 personnes ont prévu de descendre dans les rues. Pas question toutefois d'en dire plus sur l'organisation de la journée. La description de l'événement est un condensé des principales revendications des contestataires. À savoir: le RIC, le retour de l'ISF, le Smic à 1300 euros net ou encore, inévitablement, la démission d'Emmanuel Macron.

Une autre page baptisée "Acte 10: Fini l'échauffement" connaît également son petit succès auprès des gilets jaunes. Dans la description de l'événement, l'organisateur n'hésite pas à avancer que cette journée de mobilisation signera "la fin de

ce gouvernement".

Aucun de ces événements ne mentionnent un quelconque hommage aux citoyens morts ou blessés durant ces derniers mois. Une petite désunion qui pourrait avoir raison de l'effet de foule voulu par les organisateurs de l'action baptisée "le million à Paris". Si jamais un tel scénario se produit, les protestataires pourront compter sur le 26 janvier prochain pour saluer la mémoire de leurs compagnons. Une "Marche Blanche pour les blessés et disparus Gilets Jaunes" devrait parcourir les rues de Paris.
Le HuffPost18 janvier 2019

Ils osent tout. "***Malgré les efforts de l'exécutif***"... pour enfumer et réprimer les travailleurs mobilisés, mais ce ne prend plus.

- Mobilisation stable des "gilets jaunes" : "C'est le statut quo, malgré les efforts de l'exécutif" - Franceinfo 19.01

"C'est assez statique en termes de mobilisation et de soutien", analyse le politologue Jérôme Sainte-Marie, après une nouvelle mobilisation des "gilets jaunes" partout en France samedi. Franceinfo 19.01

Le monarque et sa cour se sont adressés à leurs sujets, et malgré tout ils ne veulent rien entendre, c'est désolant ! On comprend, on comprend votre angoisse, pourvu qu'elle se transforme en cauchemar.

Ils peinent à contenir leur désarroi.

- Les "gilets jaunes" restent mobilisés après le lancement du débat national - AFP 20 janvier 2019

Les "gilets jaunes" sont restés mobilisés samedi partout en France après le lancement par Emmanuel Macron d'un débat national censé canaliser deux mois de colère sociale, lors d'une dixième journée d'action marquée par une participation record à Toulouse et des heurts dans plusieurs villes.

Le ministère de l'Intérieur a recensé 84.000 manifestants en France, comme samedi dernier. Ce chiffrage est chaque semaine contesté par les manifestants et certains ont mis en place leur propre système de comptage baptisé "le nombre jaune", au résultat plus élevé.

A Lille, Pierre, retraité, résumait: "Ce qui est proposé n'est pas acceptable pour l'instant, le gouvernement semble ne pas comprendre ce que demandent les "gilets jaunes", c'est surprenant... Il noie le poisson avec des concertations, mais on n'y croit absolument pas". La mobilisation a atteint un record à Toulouse, avec 10.000 manifestants selon la préfecture, loin devant la capitale (7.000) et Bordeaux (4.000), selon les autorités.

A Bordeaux, des heurts ont éclaté dans le centre-ville à la tombée de la nuit, une ville où 200 "individus radicaux" ont été recensés, selon une source policière.

Des journalistes de l'AFP ont vu de très jeunes hommes casqués, masqués, en tenue de camouflage, utiliser disqueuses et marteaux pour déterrer et transporter des pavés, se relayant pour les amener face aux forces de l'ordre, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau. La gendarmerie a déployé ses blindés à roues et les manifestants commençaient à se disperser vers 18H30.

Ailleurs, les manifestations ont parfois été émaillées d'échauffourées ou ont dégénéré lors de leur dispersion comme à Nancy, Angers, Toulon ou Rennes.

A Toulon, des affrontements ont ainsi éclaté aux abords du stade Mayol, où le RC Toulon affrontait les Écossais d'Edimbourg en coupe d'Europe de rugby. Quatre personnes ont été interpellées et un manifestant blessé à l??il par un lanceur de balles de défense.

A Angers, où des barricades ont été érigées, la préfecture a fait état d'une tentative d'incendie contre la Banque de France et des dégradations sur le chantier du tramway.

Pour la première fois depuis le début du mouvement social, la manifestation parisienne s'est, elle, déroulée sans débordements et avec un parcours pré-établi.

Les slogans "Macron démission" ou "Tes hauts et débats, on n'en veut pas, Macron dégage" ont donné le ton, affichant le scepticisme général vis à vis du grand débat national lancé cette semaine par le chef de l'Etat.

"Je veux juste plus de démocratie", "Macron, ton compte est bon", "RIC!" ont répondu les pancartes dans les rues.

Dans la capitale comme en région, la colère était toujours intacte face à la violence policière, dénoncée ses derniers jours, et à l'injustice sociale. Depuis le début du mouvement le 17 novembre, plus de 1.800 "gilets jaunes" ont été blessés, selon une source policière samedi soir.

"Stop aux massacres" affichait une pancarte à Dijon ; "Castaner le boucher, France mutilée", a crié la foule à Toulouse, visant le ministre de l'Intérieur qui a défendu vendredi l'utilisation par les forces de l'ordre du lanceur de balles de défense controversé LBD.

"Bienvenue en lacrymocratie", pouvait-on lire à Tours. A Dijon, une cinquantaine de "gilets jaunes" ont brièvement pénétré dans le périmètre de la prison pour demander la "libération de leurs camarades" arrêtés lors de précédentes mobilisations.

En fin de journée, Christophe Castaner a salué dans un tweet "l'action des forces de l'ordre à nouveau mobilisées partout en France" et a condamné "sans réserve des dégradations commises à Rennes, Bordeaux, Toulouse... et des violences à nouveau perpétrées contre des journalistes".

Plusieurs dizaines de personnes ont été interpellées en France, selon les préfectures: 42 à Paris (dont 36 gardes à vue selon le parquet à l'AFP), 49 à Bordeaux, 24 à Toulouse où les façades de l'hôtel de ville ont été taguées et des vitrines d'agences bancaires détériorées.

La mobilisation doit se poursuivre dimanche dans plusieurs villes. Des femmes "gilets jaunes" appellent à une manifestation à Paris, inspiré par l'événement pacifique qu'elles avaient déjà organisé le 6 janvier. AFP 20 janvier 2019

A Toulouse, le "ras le bol" a nourri une mobilisation record - AFP 20 janvier 2019

"Pourquoi on est de plus en plus nombreux ? Parce qu'on en a ras le bol": pour Brown, 32 ans, le record de mobilisation des "gilets jaunes" battu samedi à Toulouse, avec un pic d'au moins 10.000 manifestants, n'a rien d'étonnant, car "le peuple se réveille".

"On en a plein le cul, ras le bol des taxes", martèle ce Toulousain qui a inscrit sur le dos de son gilet jaune une phrase du rappeur engagé Kery James: "Le peuple se réveille, vous allez prendre cher".

"On demande à vivre, avoir de quoi acheter à manger du 1er au 30 du mois", autant de revendications restées pour lui et le groupe qui l'accompagne en suspens, alors que le gouvernement cherche une sortie de crise via le grand débat lancé cette semaine.

Replié près de la Garonne, échappant ainsi au nuage de gaz lacrymogènes planant sur le centre historique après des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, Alexandre est aussi là pour le "peuple", pour qu?il "retrouve le pouvoir".

"A Toulouse, plus ça va, plus il y a de monde parce qu'on se motive les uns les autres pour obtenir la démission de Macron et du gouvernement", affirme ce trentenaire, casque de scooter sur la tête "pour ne pas être défiguré" par les tirs de grenades des forces de l'ordre.

- "Prête à recommencer" -

Avant que la manifestation ne dégénère en heurts et actes de vandalisme, notamment contre deux banques, faisant rapidement fuir une partie de la foule, les violences policières ont alimenté nombre de slogans: "Castaner le boucher, France mutilée", ou "Police partout, justice nulle part".

Une trentaine de manifestants se sont aussi allongés sur la place centrale du Capitole, au son d'une chanson appelant à la non-violence, tandis que d'autres se sont interposés à plusieurs reprises pour éloigner des casseurs, chiffrés à quelque 500 par la préfecture.

Pour le rendez-vous, les "gilets jaunes" avaient appelé à un grand rassemblement régional, selon le maire LR de Toulouse Jean-Luc Moudenc, qui avait une nouvelle fois demandé "un renforcement des effectifs des forces de l'ordre". Un renforcement pour faire face à des manifestations devenues à ses yeux "le prétexte à des dégradations et à un mouvement extrêmement inquiétant dont le but est de renverser la République et de bousculer le système économique et social".

Sur les réseaux sociaux, des appels avaient circulé pour un afflux battant en nombre les précédentes manifestations. Outre la CGT, le parti communiste a aussi grossi les rangs des manifestants, selon sa fédération départementale.

Mais pour Laetitia, lunettes de plongée remontées sur le front, l'enjeu était ailleurs. Avec "trois personnes à charge" pour un salaire de 1.400 euros net, elle est venue "pour montrer que ça ne suffit pas qu'ils annoncent le grand débat".

"Moi j'ai fait huit manif et je suis prête à recommencer tant que je n'aurai pas de quoi nourrir mes enfants", dit cette Toulousaine employée dans la restauration.

Sur leur page Facebook, des "gilets jaunes" toulousains appelaient déjà samedi soir à un acte 11, la semaine prochaine.

"La douleur, la pauvreté, la misère, étaient là, elles explosent et ça tombe sur Macron. A lui de prouver que ce débat, c'est chiche", analyse Stéphane, 33 ans, qui travaille dans l'aéronautique.

S'il en est à sa "quatrième manif, pour montrer sa solidarité avec ce mouvement", il entend, lui, participer au grand débat.

Mais il redoute "qu'il ne dure trop longtemps" et "se méfie un peu" de nouvelles revendications "ressemblant à s'y méprendre, parfois, au programme des extrêmes de droite ou de gauche".

"On dirait que c'est un chaos cette situation, comme un mur qui s'effondre, peut-être faut-il attendre qu'il s'effondre totalement pour reconstruire quelque chose", s'interroge-t-il. AFP 20 janvier 2019

- Gilets jaunes : à Bordeaux, une mobilisation toujours à vif - Liberation.fr 20 janvier 2019

Commencée dans le calme, la manifestation s'est tendue aux abords de l'hôtel de ville, avant d'être dispersée par les CRS dans des nuages de gaz lacrymogènes.

A sa hampe, ce chauffeur routier a accroché une large pancarte. On peut y lire «Olivier, marié, 3 enfants et pompier volontaire». Le nom de la victime du tir de LBD et de la grenade assourdissante est inscrit sur de nombreux panneaux. «Lorsque Castaner nous dit qu'il n'y a pas de violence policière, excusez-moi, mais ça me fait bien rire», affirme Daniel. Les déclarations du ministre de l'Intérieur résonnent encore dans les têtes de nombreuses personnes croisées. Sur le chemin, on retrouve de nombreux slogans et affiches contre la BAC, la brigade anticriminalité, soupçonnée d'être responsable du tir de LBD contre le pompier volontaire lors du rassemblement du 12 janvier.

Malgré la pluie, le nombre des gilets jaunes ne cesse de grossir. Arrivé place Pey-Berland, le défilé s'arrête. Le gros de la foule reste bloqué dans une rue. Masqués et cagoulés, de nombreux Black Blocs sortent alors des rangs et se dirigent vers la mairie, gardée par les CRS. Organisés et mobiles, les petits groupes allument des feux de poubelles, tandis que d'autres s'attaquent aux palissades de chantier qui protègent la tour Pey-Berland.

Quelques gilets jaunes sont montés sur le toit de l'entrée du parking souterrain et guettent l'avancée des CRS. «On est complètement pris en étau», constate désespéré un retraité venu de Dax. Malgré la cohue, Hélène, militante à Lutte ouvrière continue de distribuer ses tracts. Imperturbable. «On viendra tous les week-ends, jusqu'à ce que Macron daigne nous entendre, soutient-elle. On s'appelle "Lutte ouvrière", pas "causerie ouvrière". Alors il va falloir se battre.» Plusieurs fronts se forment, l'un près de la mairie, l'autre dans les rues piétonnes du centre : jets de pavés contre LBD, les affrontements de la fin d'après-midi sont violents.

Dans un déluge de grenades lacrymogènes, la place Pey-Berland qui comprenait plusieurs milliers de personnes se vide très rapidement. Face aux canons à eau, le cortège est forcé de reculer. Sous les applaudissements, Philippe Poutou s'éloigne des échauffourées. Il rejoint un petit groupe d'ouvriers de l'usine Ford de Blanquefort. Un des leurs tient dans sa main une balle de LBD. «Les gaz lacrymos ça va encore, c'est quand ils tirent au "Flash-Ball" que ça devient dangereux», déclare l'ouvrier syndicaliste et ancien candidat à la présidentielle. Sur la place, les CRS procèdent à des interpellations sous les lazzis des gilets jaunes obligés de fuir. Ce samedi, 49 personnes ont été interpellées par les forces de l'ordre.

Alors que la nuit tombe, le gros de la manifestation s'est dispersé. Cours Pasteur et cours Victor-Hugo, des feux sporadiques sont allumés. Devant les voies du tramway, des casseurs, armés de marteaux et de pieds de biche, s'en prennent aux vitrines des banques non protégées. Face à cela, de nombreux gilets jaunes aident les garçons de café à ranger leur terrasse pendant que les commerçants se dépêchent de baisser leur rideau de fer. Les petits groupes restants se dirigent vers la place de la Bourse. Une centaine de gilets jaunes et de jeunes se rassemblent sur le miroir d'eau, là où la journée avait commencé. De leur enceinte portative jaillit la voix de Bob Marley : «Get up stand up, stand up for your rights», reprennent en chœur les manifestants. Liberation.fr 20 janvier 2019

- A Nantes, gilets jaunes et antifas défilent côte à côte - Liberation.fr 19 janvier 2019

A Nantes, les gilets jaunes qui n'ont pu rejoindre la manifestation régionale du mouvement à Angers (Maine-et-Loire) ont été contraints de faire cause commune avec une manifestation d'antifas mobilisés contre un spectacle de Dieudonné. Un mélange hétéroclite de plusieurs centaines de personnes s'est ainsi élancé vers 13h45 de la place du Bouffay, une place piétonne de l'hypercentre de Nantes : à 13h54, résonne le premier «Macron démission», et à 14h07 le premier «La police mutile, la police assassine», quand le cortège passe devant son premier cordon de forces de l'ordre.

«Nous on n'a rien à voir avec eux, on les trouve très intolérants», peste Gilbert, un fonctionnaire de 56 ans, qui se tient bien à distance des antifas. L'un d'eux a ainsi demandé à sa collègue Dalila, 52 ans, de plier son drapeau tricolore et son bonnet phrygien. Elle les a finalement gardés, tout au long du parcours. «C'est trop connoté... Ça peut être mal interprété», explique Stéphane, 50 ans, dont le fils est en tête du cortège des antifas.

Un «hyper-émotif», «comme beaucoup de manifestants», surtout depuis qu'il a fait son stage chez ATD Quart-Monde. «Il a vu la misère des gens, la réalité des gens... Ça m'a beaucoup secoué», explique son père. Ce quinquagénaire des Herbiers (Vendée), lui, veut démissionner de l'hôpital où il travaille comme aide-soignant de nuit depuis quinze ans. «Dégoûté» par le manque de moyens du système hospitalier, il réfléchit à se lancer «dans la permaculture». Mais il redoute de «ne pas avoir les moyens» de mener son idée à terme : la pension alimentaire qu'il verse à son ex-femme, pour leurs trois enfants, lui coûte cher.

Dalila, elle, n'a «pas capté tout de suite» le problème posé aux antifas par son drapeau et son bonnet rouge : elle y voit d'abord «un symbole de liberté». La fonctionnaire est ainsi venue militer «pour le RIC» et «pour qu'ils nous enlèvent toutes ces maudites taxes de partout». Même si elle n'est pas imposable, en raison de son salaire à 1 400 euros, cette mère de famille veut donc «défendre (son) pognon mais aussi les gens qui sont dans la galère».

La manifestation, qui s'était jusqu'alors déroulée plutôt tranquillement, a finalement dégénéré en fin de journée. Après un premier tour du centre-ville, le cortège avait dû rebrousser chemin au niveau de la préfecture après de premiers tirs de gaz lacrymogènes. Un manifestant a été «blessé à la tête par un tir de lacrymo alors que la situation était calme», a ainsi rapporté sur Twitter le photographe Jérémie Lusseau, image à l'appui. Selon la préfecture de Loire-Atlantique, la mobilisation a attiré entre 800 et 900 personnes et huit manifestants y ont été interpellés. Liberation.fr 19 janvier 2019

Exercice de démagogie. La haine du peuple par les élites. Des cyniques et des profiteurs du système dans chaque "camp"?

- La défiance envers les élites exige une défiance réciproque envers le peuple - Le HuffPost17 janvier 2019

Vincent Lamkin, président d'Opinion Valley, co-fondateur du cabinet Comfluence.

S'il faut soumettre les élites à la critique, ne le faisons pas à partir d'une contestation populaire idéalisée qui serait la référence du vrai et du bien.

Le dernier baromètre du Cevipof, réalisé par l'institut OpinionWay, révèle ce qui ne sera une surprise pour personne: la défiance envers les élites se durcit dans l'opinion publique française. Comprenons: l'exécutif politique, les parlementaires, les médias, les syndicats, les partis politiques, les dirigeants des grandes entreprises...

Mais s'il faut soumettre les élites à la critique, ne le faisons pas à partir d'une contestation populaire idéalisée ou d'un peuple magnifié qui serait la référence du vrai et du bien, sauf à tomber dans le pire des populismes.

Y-a-t-il plus d'intégrité ici ou là? Ne trouve-t-on pas, certes à des échelles différentes, des cyniques et des profiteurs du système dans chaque "camp"? Le HuffPost17 janvier 2019

"*Dans chaque "camp"*", c'est à ce genre d'arguments qu'on reconnaît les idéologues de l'extrême-centrisme. L'amalgame peuple et élites, mouvement ouvrier et médias, les institutions de la Ve République ou encore les "*dirigeants des grandes entreprises*", rouge-brun, etc.

A quoi doit servir le "***grand débat national*** ? A "***tourner la page de deux mois de crise***".

- "Macron (...) mise sur la grande concertation nationale qui se terminera le 15 mars pour tourner la page de deux mois de crise" - Reuters 19.01

- Grand débat : Macron, le long chemin de la reconquête - LeParisien.fr

Mais encore ?

- Macron prévient qu'il ne répondra pas à toutes les demandes - Reuters

- Pour le maire (LR) de Toulouse, la poursuite des manifestations de "gilets jaunes" est un "réflexe anti-démocratique" - AFP

Quand il n'est plus possible de gouverner comme avant, c'est le signe que la crise politique va prendre une tournure révolutionnaire ou totalitaire.

- Débats versus Gilets jaunes - LeParisien.fr 19.01

"Ce débat doit avoir pour vocation de récréer par la délibération cette part de consensus dont nous avons besoin"

Il a estimé qu'il n'était plus possible pour le monde politique de "décider comme avant, sans aller chercher de la délibération et de consensus". LeParisien.fr 19.01

Pour le moment l'issue est incertaine, reste à savoir si la majorité des masses vont rallier les couches du prolétariat et des classes moyennes qui ont commencé à se soulever, et si elles vont trouver la voie de l'organisation pour se fixer comme objectif d'abattre la Ve République pour s'emparer du pouvoir politique...

Le roi et sa cour débattent entre eux.

Quelque 360 débats, à partir de samedi, sont actuellement référencés sur la plateforme, a précisé M. Lecornu: 40% organisés par des élus locaux, des collectivités territoriales, 40% par des citoyens et 20% par des associations. AFP 19 janvier 2019

Applaudi debout à l'issue d'un nouveau débat-marathon de plus de six heures, Emmanuel Macron n'a toutefois pas convaincu tout le monde à Souillac, où il a rencontré ce vendredi 600 maires d'Occitanie. Maire France insoumise de la commune de Grabels dans l'Hérault, René Revol avait fait le déplacement dans le Lot afin d'interpeller le chef de l'État sur la situation sociale du pays et relayer les revendications des gilets jaunes.

Maire France insoumise de la commune de Grabels dans l'Hérault, René Revol avait fait le déplacement à Souillac dans le Lot afin d'interpeller le chef de l'État sur la situation sociale du pays et relayer les revendications des gilets jaunes.

"À quoi a-t-on assisté? À un soi-disant débat. Le président Macron a eu l'audace de dire que c'était un débat sans filtre. Or il n'y a eu que des filtres", a déploré l'élu dans une vidéo mise en ligne sur un blog.

"Aucun citoyen présent, des barrages à plus de 10 kilomètres, des contrôles d'identité dans tous les sens... [...] Qui présidait le débat? Un ministre [Sébastien Lecornu, NDLR]. [...] Qui choisissait les intervenants par département? Les préfets du département. Vous imaginez un débat présidé par un ministre avec les préfets qui choisissent ceux qui doivent intervenir?", a détaillé René Revol, accablant, à quelques exceptions près, des maires "cireurs de pompes" n'ayant pas fait remonter les demandes des gilets jaunes et du peuple. Le HuffPost 19.01

Christian Venries, maire de Saint-Cirgues et président de l'association des maires ruraux du Lot a commencé son intervention en plaisantant sur le fait qu'il venait de Saint-Cirgues et pas de Saint-Cyr, Christian Venriues a annoncé la couleur: "Je ne suis pas titulaire d'un master option langue de bois et je n'ai pas l'intention de le passer". Avant de prononcer un sévère réquisitoire contre le président et ses prédécesseurs.

Ce grand débat, est-ce "une opération de com', une mascarade, de l'enfumage?", s'est-il interrogé, en fustigeant les "lois complètement déconnectées", qui sont "pondues dans les bureaux parisiens".

"J'espère que vous n'êtes pas dans la posture du 'dites-moi de quoi vous avez besoin, je vous expliquerai comment vous en passer'". "Il faut arrêter de jeter en pâture les plus faibles", a-t-il notamment lancé au chef de l'Etat, qui prenait des notes, assis au premier rang.

Pendant 13 minutes, Christian Venries a vivement critiqué les postures d'Emmanuel Macron, lui reprochant aussi certaines de ses expressions qui ont fait polémique, comme celle sur les "fainéants". Le HuffPost 19.01

Cela ne dépasse pas le niveau de l'indignation qui ne coûte rien noyé dans une nuée d'interventions de courtisans.

"Il fallait trouver une cinquantaine de maires en 24 heures", déplore auprès du Midi Libre l'association des maires de l'Hérault qui dit n'en avoir trouvé qu'une vingtaine. Idem dans le Gard, ajoute le quotidien local. Le HuffPost 18 janvier 2019

Messieurs René Revol et Christian Venries ont été invités pour garnir la salle..

Etat de siège.

- Macron à Souillac pour la suite du grand débat, une visite sous tension - Le HuffPost18 janvier 2019

Manifestations interdites, centre bouclé, marché annulé... La localité de Souillac (Lot) est placée sous haute surveillance ce vendredi 18 janvier pour accueillir Emmanuel Macron venu rencontrer 600 maires d'Occitanie dans le cadre du débat national lancé par l'exécutif. Ce bourg de 3750 habitants en plein cœur du Quercy doit se réveiller sous un dispositif important de sécurité, "à l'échelle d'un déplacement présidentiel" a indiqué la préfecture du Lot.

Pour entrer dans la ville, les habitants doivent présenter aux forces de l'ordre carte d'identité et justificatif de domicile et, pour les commerçants, leur affiliation au registre du commerce.

Un arrêté préfectoral interdit "toute manifestation, notamment dans le cadre du mouvement dit des gilets jaunes", de 8 heures à 23 heures. En l'absence dans l'immédiat d'appels à la mobilisation de ce mouvement, la CGT avec des associations, dont ATTAC, ou des partis politiques - France Insoumise, Parti de Gauche, PC - a fixé un rendez-vous en fin de matinée au lieu-dit "Les cuisines", proche de Souillac. "Notre objectif: pouvoir manifester et faire part de nos revendications", portant sur "un revenu minimum décent, le développement des services publics en milieu rural, une fiscalité plus juste", a indiqué à l'AFP Jérôme Delmas, secrétaire départemental de la CGT du Lot.

Dans la matinée, une cinquantaine de "Gilets jaunes" ont réussi à pénétrer dans la ville mais ont été repoussés par les forces de l'ordre qui ont procédé à au moins une interpellation après quelques heurts. Les manifestants ont été cantonnés sur une petite place du centre-ville.

Des manifestants venus de l'Aveyron ont déroulé la banderole "Manu arrête tes macroneries, tu ne vas pas réussir à nous endormir avec ton Grand débat" tout en scandant "Macron démission" et en chantant La Marseillaise.

Le matin, des heurts ont opposé les manifestants aux forces de l'ordre, qui les ont repoussés, parfois à coups de matraque, et procédé à deux interpellations, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le HuffPost 18 janvier et Reuters 19.01

Circulez, il n'y a rien à voir:

- Des gilets jaunes ont forcé l'entrée d'un débat avec le patron de LREM - Le HuffPost 19 janvier 2019

Ce vendredi 19 janvier, le délégué général de La République En Marche (LREM) Stanislas Guérini participait à son premier grand débat à Besançon. Un rendez-vous qui a failli mal tourner lorsqu'une cinquantaine de gilets jaunes ont forcé l'entrée de la salle avant de s'en prendre vertement au patron du parti présidentiel.

Alors que le lieu s'était rapidement rempli, empêchant de faire entrer plus de participants, les gilets jaunes affirmaient avoir été interdits de réunion, les organisateurs prétextant que les contestataires avaient refusé la fouille de leurs sacs, selon les témoignages recueillis par France-Bleu Besançon.

Finalement, les gilets jaunes ont choisi de passer en force, avant d'adresser leurs reproches au patron de LREM dans un climat de tension. "Il y a une colère et vous n'ouvrez même pas la porte à la classe ouvrière, aux gens qui se battent et qui travaillent tous les jours!", a crié au micro l'un des contestataires sous les applaudissements de ses camarades. Le HuffPost 19 janvier 2019

Ils n'ont pas compris que c'était la réaction qui était conviée à ce "grand débat" en présence du délégué général de LREM... Qu'avaient-ils à se dire ? Rien.

Les "gilets jaunes" s'organisent sur le long terme.

- Une application "gilets jaunes" disponible - Le HuffPost 19 janvier 2019

Le mouvement des gilets jaunes investit encore un peu plus le champ numérique. Vendredi 18 janvier, Priscillia Ludosky, l'une des figures de cette révolte née sur les réseaux sociaux, a annoncé sur la page Facebook "La France En Colère" (source de tensions avec Éric Drouet) le lancement d'une application baptisée "GJ-France".

Une "surprise" disponible uniquement sur Android, en attendant que la version iOS sorte "sous peu", promet la militante. Cette initiative a par ailleurs ravi Maxime Nicolle, alias Fly Rider, qui a appelé les gilets jaunes à s'en emparer dans une courte vidéo.

"Cette application est conçue PAR des bénévoles gilets jaunes et POUR des gilets jaunes. Elle va devenir votre compagnon idéal lors de tous les rassemblements", promet la description de cette appli, qui est censée remplir plusieurs missions: le recensement des militants "actifs sur le terrain", le comptage des "soutiens" du mouvement ainsi qu'un suivi des chiffres de la mobilisation.

À en croire ses concepteurs, ce n'est qu'un début. Dans ses "fonctionnalités à venir", l'application promet la mise en place d'outils permettant aux gilets jaunes de trouver des solutions d'hébergement et de covoiturage les jours de manifestations, ainsi que des "solutions en cas d'urgence sur un événement". Autre promesse, la création d'un cahier de doléances "avec un système de vote". Le HuffPost19 janvier 2019

"Il est temps que le peuple se constitue lui-même en adoptant une nouvelle Constitution".

- Mélenchon veut poursuivre la fronde des «gilets jaunes» - Le Figaro 18.01

Lors de ses vœux à Marseille, le leader des Insoumis s'en est pris directement à Emmanuel Macron et à son grand débat.

«Ceux qui écoutent Macron depuis deux heures peuvent s'interrompre s'ils veulent entendre une autre musique. Nous voyons 600 personnes, nos élus locaux, des braves gens, en écharpe. Au milieu, un type qui répond aux questions. Et tout autour, 1200 policiers. Je récuse le fondamental de ce qu'a dit le président de la République. Il ne changerait pas de cap? C'est le problème! Ça ne sert à rien de bavarder si c'est pour ne rien changer.»

Le leader des Insoumis passe ensuite à la fronde des «gilets jaunes»: «Vous aviez cru effacer de la France le souvenir du Front Populaire, des jours heureux, de la Résistance, le souvenir de 1968 et de 1981. Mais voici qu'arrive le mouvement des “gilets jaunes”. Je vous appelle, Insoumises et Insoumis, à être sur les ronds-points, à porter des “gilets jaunes”, en respectant l'autonomie d'action du mouvement. Merci les “gilets jaunes”!» Avant d'élargir son propos à la défiance des électeurs vis-à-vis des politiques: «Si les gens veulent des référendums d'initiative citoyenne, c'est parce qu'ils n'ont plus confiance dans ceux qui gouvernent et qu'ils veulent prendre eux-mêmes les décisions. Il est temps que le peuple se constitue lui-même en adoptant une nouvelle Constitution.» Le Figaro 18.01

En complément.

Mélenchon - "Ce qui serait décisif, me semble-t-il, ce serait que les confédérations syndicales appellent aux mobilisations du samedi avec les gilets jaunes" Le HuffPost 18 janvier 2019

Pas certain. Personne n'a besoin de cet appel pour se mobiliser, pas un travailleur en France n'ignore la situation à présent. S'ils ne se mobilisent pas, il faut en chercher la cause ailleurs... Je ne vais pas me répéter pour la énième fois !

Totalitarisme. La France est devenue un Etat policier.

Macron où le ferment de la guerre civile.

- «On n'a jamais entendu Emmanuel Macron dire que les riches déconnent» - Libération 18.01

Florent Guéguen, directeur général d'une fédération qui regroupe les associations de lutte contre la pauvreté, déplore des propos qui montent les Français les uns contre les autres.

Quelle est votre réaction après cette déclaration du chef de l’Etat qui pointe les gens en difficulté «qui déconnent» ?

Les 8,8 millions de personnes touchées par la pauvreté dans notre pays, ce qui fait quand même 14 % de la population, se trouvent une nouvelle fois pointées du doigt. Au-delà de l’aspect blessant du propos, cette déclaration du président de la République traduit une vision politique – réaffirmée à plusieurs reprises – selon laquelle les pauvres seraient responsables de leur sort. En creux, il laisse entendre que les démunis se complaisent dans leur situation, ne font aucun effort pour s’en sortir. Comme si la pauvreté était un choix, une sinécure.

La déclaration du président de la République est totalement déconnectée de la vie quotidienne des personnes en difficulté. L’immense majorité d’entre elles se bougent pour s’en sortir et rament au jour le jour pour tenir le coup avec des ressources extrêmement limitées. Mais elles se heurtent à de nombreux obstacles : pénurie d’emplois disponibles, problèmes de formation et de qualification qui ne se résolvent pas en quelques semaines d’apprentissages. Sans compter les problèmes liés à la santé, à la mobilité ou à des configurations familiales complexes. Je rappelle aussi que le nombre d’emplois aidés dont l’objectif est de favoriser l’entrée dans l’emploi des personnes en difficulté a été considérablement réduit.

La déclaration de Gasny sème la discorde et la division. On monte les moins pauvres contre les très pauvres. Et les actifs contre les gens qui sont au chômage, en sachant que la plupart des chômeurs d’aujourd’hui travaillaient hier. Ils ont eu la malchance de perdre leur emploi, souvent parce qu’il y a eu un plan social dans leur entreprise ou parce que leur entreprise a carrément mis la clé sous la porte.

Les pauvres sont-ils irresponsables comme le laisse entendre sa déclaration ?

Quand on touche 550 euros de RSA, et qu'il faut vivre tout le mois avec cette somme modique, on développe une stratégie de survie qui amène à gérer son budget au plus juste. A l'euro près. Les dépenses ciblent à l'extrême l'indispensable : le logement et l'alimentation. Il n'y a aucune marge. Les responsables politiques qui vont déclarer sur les plateaux télé que les démunis gèrent mal leur argent méconnaissent totalement la vie quotidienne des pauvres et l'expertise qu'ils ont acquise pour vivre avec très peu. Ce dont nous serions bien incapables. Libération 18.01

- Face aux gilets jaunes, le pouvoir exécutif ne respecte pas l'Etat de droit - Le HuffPost 19.01

Sophia Salmeron-Albert, avocate au barreau d'Avignon

Je suis active au sein du mouvement des Gilets Jaunes depuis le début du mouvement et actuellement administratrice ce jour de "Gilets Jaunes of the World" sur Facebook.

Le jour de mon intervention à Avignon Nord, je venais de prendre mes congés de fin d'années (c'était mon premier jour).

Je me suis connectée sur Facebook et comme je suis adhérente sur "Gilets Jaunes Avignon Nord", j'ai vu le live où les gendarmes démontaient la cabane édifiée par les GJ sur un terrain privé.

J'ai immédiatement compris que l'ordre reçu par les gendarmes était manifestement illégal.

Me trouvant à 5 minutes du site, sans réfléchir, j'ai immédiatement pris mon véhicule pour m'y rendre afin de solliciter des forces de l'ordre, soit une plainte de Monsieur le Procureur (au cas où le propriétaire aurait porté plainte), soit un arrêté préfectoral ou communal ou tout au moins une mise en demeure indiquant les motifs de cette expulsion, afin que les GJ puissent contester cette décision par devant le Tribunal administratif de Nîmes le cas échéant.

Il y a de nombreuses situations identiques sur le territoire actuellement (Orange, et Drôme-Ardèche notamment) mais qui n'ont pas eu la chance d'avoir à faire à des gendarmes qui respectent la loi comme à Avignon Nord (car en définitive, eux ont respecté la loi après notre entretien, ce qui n'est pas le cas d'autres).

Nous sommes donc bien en présence de forces de l'ordre qui ne respectent pas le Droit où qui reçoivent des ordres manifestement illégaux et les gilets jaunes sont privés de leur possibilité de former tout recours (en l'absence de décisions non écrites et non notifiées) ou qui voient leur expulsion prendre effet alors même qu'ils ont formé un recours qui est suspensif.

En ma qualité d'avocat, il est évident que ces comportement expéditifs sont inacceptables et qu'on ne peut demander au peuple de respecter le droit (par exemple en déclarant leur manifestation) lorsque le pouvoir exécutif lui-même ne le respecte pas.

Je suis extrêmement inquiète car face à de tels événements et comportements, j'estime ne plus être dans un État de droit et en conséquence, les avocats ne peuvent assurer la défense de leurs clients dans ces conditions.

Il y a une multiplication des gardes à vue aboutissants à des comparutions immédiates, audiences auxquelles, très souvent, le Ministère public requiert la détention provisoire (dans le cas où l'affaire n'est pas immédiatement jugée) ou des peines d'emprisonnement fermes avec mandats de dépôt alors qu'il s'agit de primo-délinquants ayant une situation stable, pères ou mères de famille qui travaillent et qui ne représentent aucun danger pour la société pour des faits qui habituellement font l'objet d'une composition pénale ou CRPC.

S'agissant des violences policières, j'ai vu des vidéos où la riposte des forces de l'ordre n'était absolument pas proportionnée et pire encore, où elle n'était absolument ni justifiée ni nécessaire, renforçant ainsi le sentiment d'injustice et d'impunité à l'égard de certains et attisant malheureusement mais légitimement la colère des Français.

Alors oui, les Français s'interrogent à bon droit sur le sort d'Alexandre Benalla, sort qui est aux antipodes de celui réservé à certains manifestants interpellés et/ou inquiétés.

Enfin, lors de ma dernière audience correctionnelle et où dans ce type d'affaires il n'y a jamais de demande de détention de la part du Ministère public, j'avais simplement plaidé que "d'une magistrature debout, on était passé d'une magistrature à genoux".

Suite à cela, Monsieur le Procureur a interpellé mon Bâtonnier en exercice sur mes propos tenus à l'audience, alors même que la parole de l'avocat à l'audience est libre et qu'il ne lui est interdit ni de critiquer les réquisitions du Ministère public (c'est même sa qualité et rôle essentiels) ni les décisions rendues par les magistrats.

Cela en dit long et j'espère qu'à présent, il n' y aura pas une volonté de museler les avocats. Si c'est le cas, je quitterai bien entendu la profession! Le HuffPost 19.01

- Violences policières. Les armes du déni - Liberation.fr 18 janvier 2019

Malgré l'ampleur historique des blessures infligées par des armes dites «intermédiaires» contre des gilets jaunes, le gouvernement persiste à nier l'évidence. Du côté des forces de l'ordre, la multiplication des dérives commence à inquiéter. Liberation.fr 18 janvier 2019

- "Gilets jaunes": Castaner "sidéré" par les accusations de violences policières - AFP 18 janvier 2019

Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, s'est dit vendredi "sidéré" par les accusations de violences policières commises lors de manifestations de "gilets jaunes". AFP 18 janvier 2019

- Castaner défend le lanceur de balles de défense, sans lequel il y aurait "beaucoup plus de blessés" - Franceinfo 18 janvier 2019

* Violences contres les gilets jaunes : «Toutes les chairs étaient brûlées, J'ai été amputé au niveau du poignet» - Libération 17 janvier 2019

Blessés par les forces de l'ordre, les manifestants témoignent de leurs séquelles.

- Antoine, 26 ans (Paris) : «J'avais les mains trempées de sang, je ne sentais plus une partie de mon visage»

«J'étais chez moi, tranquille. C'était le 8 décembre. J'habite près de la place de la République. Entre la marche pour le climat et les gilets jaunes, elle était blindée. J'ai voulu aller voir. Mais quand je suis sorti, la nuit était tombée, c'était plus du tout la même ambiance : ça chauffait un peu, des mecs étaient en train de casser un magasin de sport. Ça sentait la gazeuse partout. J'ai voulu rentrer. Il était un peu plus de 20 heures. En marchant boulevard Saint-Martin, j'ai entendu des bruits derrière moi. J'ai tourné la tête. D'un coup, j'ai reçu un impact. La balle de défense m'a tapé sec. C'était vraiment puissant. Je me suis retrouvé couché direct.

«Autour de moi, les gens répétaient : "Il a été touché, il a été touché." J'avais les mains trempées de sang, je ne sentais plus la partie gauche de mon visage, mais je me suis vite relevé. Un mec m'a aidé, il criait «médic, médic». J'ai été transféré à l'hôpital Cochin. Sur le moment, j'ai pas trop réalisé. J'étais trop sonné, même si je ne voyais plus rien. Vers 1 heure, j'ai été opéré. Les médecins m'ont dit que mon œil avait été gravement touché. Puis, j'ai été opéré de nouveau pour une fracture du plancher orbital. On m'a fait comprendre que retrouver la vue allait être chaud. Un miracle. Ça m'a mis une claque.

«Je commence à m'habituer à vivre d'un œil. Je ne suis pas du genre à déprimer. Je vais me battre en justice, j'ai porté plainte. Le matin, il arrive que je me cache l'œil droit pour voir si ça revient. Quand je marche dans la rue aussi, je me sens différent. Je ne me sens plus comme les autres. On n'est pas prêt pour des trucs comme ça.»

- Frédéric Roy, 35 ans (Gironde) : «Toutes les chairs étaient brûlées, J'ai été amputé au niveau du poignet»

«Ça s'est passé le 1er décembre au pied de l'Arc de triomphe, à Paris. J'étais là pour la première fois, à vrai dire c'était même ma première manifestation. J'avais décidé de venir pour mes deux enfants, pour le monde qu'on leur laisse et aussi pour mes parents qui peinent à boucler leurs fins de mois. C'est d'ailleurs ce que j'avais écrit sur mon gilet jaune : "Pour mes enfants et pour mes parents." Je travaillais dans la logistique, parfois il m'arrivait de ne pas manger le midi. J'arrivais tout juste à payer mes factures.

«Ce 1er décembre, je voyais plein de gens se faire gazer autour de moi, des femmes qui tombaient au sol, même des personnes âgées. A un moment, une rondelle de gaz lacrymogène est arrivée dans ma direction, j'ai mis un coup de pied dedans. Et puis j'ai senti un choc violent sur mon visage, ça venait de la droite du camion de jet d'eau. Heureusement que je portais un masque de ski pour me protéger quand je vois dans quel état il est… Après l'impact, je suis tombé au sol et j'ai senti qu'on me tirait pour me mettre en sécurité. La balle de défense m'a enfoncé le coin de l'œil et cassé le nez. Aujourd'hui, je vois moins bien. Cela fait quatre mois que je suis au chômage, je me demande ce que je vais faire car c'est difficile de continuer dans la logistique sans pouvoir lire correctement les étiquettes.

«Ce n'est pas normal ce qui s'est passé, il y a beaucoup trop de blessés. Il y en a de plus graves que moi. Mais quand je me regarde dans un miroir, je ne vois plus la même personne, avec toutes ces cicatrices.»

- Franck, 44 ans (Meurthe-et-Moselle) : «La balle m'a enfoncé le coin de l'œil et cassé le nez»

«Je vis à 35 kilomètres de Bordeaux, où je suis lamaneur - j'amarre et largue les bateaux qui accostent au port. Chaque mois, je dépense 200 euros de carburant pour aller au travail. C'est comme ça que je suis devenu gilet jaune. Le 1er décembre, c'était la première grande mobilisation dans le coin. J'y suis allé avec un ami rencontré sur un rond-point. Tout juste arrivés place Pey-Berland, les forces de l'ordre ont commencé à gazer dans tous les sens. Il n'y avait pourtant aucune violence. Très vite, je suis tombé au sol. J'allais me relever quand j'ai vu cette grenade tomber à côté de moi. Mon premier réflexe a été de vouloir la repousser : j'avais peur qu'elle m'explose au visage. J'ai senti un énorme souffle. Quand j'ai vu ma main droite, j'ai compris… Toutes les chairs étaient brûlées, ça saignait à peine. On m'a fait un garrot, mis sous une couverture de survie. J'ai été amputé au niveau du poignet ; j'attends maintenant d'être appareillé. J'ai réussi à expliquer à mes enfants de 9 et 12 ans ce qui s'était passé.

«Aujourd'hui, ils me coupent ma viande, me disent : "Papa, je serai ta deuxième main." Les nuits aussi sont difficiles. J'ai des douleurs en permanence, c'est horrible pour trouver le sommeil. La morphine est le seul truc qui me calme. Tout a changé dans ma vie. Avant, j'étais vachement bricoleur… aujourd'hui, je suis devenu tributaire des autres pour le moindre geste . J'ai une perte de salaire conséquente : comment vivre avec 700 euros mensuels ? J'ai un crédit immobilier, deux enfants à nourrir. Je vais essayer de leur proposer des solutions, mais j'ai peur de perdre mon boulot. J'ai de la colère, je me sens désemparé - même si des gilets jaunes me soutiennent.» Libération 17 janvier 2019

- Gilets jaunes : le décompte des blessés graves - Libération 15 janvier 2019

- Après l'acte IX : 94 blessés graves parmi les gilets jaunes et les journalistes, dont 69 par des tirs de lanceur de balle de défense. Au moins quatorze victimes ont perdu un oeil. Libération 15 janvier 2019

- «Les violences policières masquent la violence du gouvernement» - Libération 15 janvier 2019

- Un collectif d'universitaires réclame la révision de la doctrine française du «maintien de l'ordre», l'arrêt de l'utilisation des lanceurs de balle-défense (LBD) et l'amnistie pour les Gilets jaunes condamnés. Libération 15 janvier 2019

- Gilets jaunes : les CRS ont bien reçu l'ordre de déployer des agents armés de fusils d'assaut HK G36 - RT 16 janvier 2019

Le Canard enchaîné confirme que l'ordre de porter des fusils d'assaut et de «prééquiper un binôme observateur tireur» en cas de besoin a bel et bien été donné aux commandants des CRS avant l'acte 9 des Gilets jaunes, le 12 janvier dernier.

L'édition du 16 janvier du Canard enchaîné lève le mystère sur la présence de ces armes létales entre les mains des policiers antiémeute. Il s'agit en réalité d'un ordre du ministère de l'Intérieur émis le 10 janvier à destination des commandants de CRS, leur demandant de déployer systématiquement «2 HK G36» lors d'«opérations de maintien de l'ordre».

Interrogé sur l'utilité d'un tel étalage de force par l'hebdomadaire, Philippe Klayman, le directeur central des CRS, a donné une explication pour le moins surprenante. Il s'agirait en effet d'éviter les vols de ces armes dans les véhicules de police par des émeutiers, comme cela s'est produit lors de l'acte 3 de la mobilisation.

Autre ordre transmis par le ministère de l'Intérieur à chaque commandant de CRS : celui de «prééquiper un binôme observateur tireur» (BOT), comprenant un tireur équipé d'un fusil à lunette et un observateur, en capacité de se déployer rapidement sur des «points hauts» en cas de besoin. Sur cet aspect, l'hebdomadaire évoque une raison antiterroriste pour expliquer la présence de ces «BOT» dans des manifestations. RT 16 janvier 2019

- Gilets jaunes: "Je n'ai jamais vu autant de blessés graves" - L'Express.fr19 janvier 2019

Antoine et Frédéric ont chacun eu une main arrachée à Bordeaux. Jérôme, Fiorina, Patrick et Alexandre ont tous les quatre perdu un oeil. Quant à Florent et Geoffrey, ils sont désormais défigurés. Leur point commun, au-delà des sutures et des bandages : tous ont été blessés ces dernières semaines lors des manifestations des gilets jaunes. L'IGPN - la police des polices - a reçu 200 signalements sur sa plate-forme et a été saisie par la justice à 78 reprises.

Sur les réseaux sociaux, les vidéos de CRS en action se multiplient, tout comme les photos et témoignages de blessés. Aux premières loges de ce triste spectacle, les soignants, qui chaque week-end de manifestation pansent les plaies de dizaines de victimes. Les passages aux urgences s'intensifient régulièrement les samedis, jours de rassemblement de ce mouvement social inédit. Témoins d'une situation sans précédent, ils craignent, non pas d'être débordés, mais bien de devoir faire face à de plus en plus de cas graves.

Une centaine de blessés graves

Mi-décembre, Amnesty international alertait déjà contre un "usage excessif de la force lors des manifestations des gilets jaunes". Selon l'Intérieur, 1800 manifestants et 1000 membres des forces de l'ordre ont été blessés au cours des neuf premiers actes de la révolte populaire. Le ministère ne distingue pas les cas graves des autres car "il est impossible de qualifier la nature des blessures", assure-t-on à Beauvau.

Du côté des militants, une comptabilité non officielle est mise à jour. Sur sa page Twitter, le documentariste engagé David Dufresne relaie le signalement de plus de 300 blessés graves. Dans cet hospice 2.0, il répertorie mains arrachées, mâchoires brisées et yeux crevés. Sur les réseaux sociaux, des pontes de la médecine comme le Professeur Lantieri -spécialiste de la greffe de visage- dénoncent aussi cette vague de mutilation hors norme, toujours difficile à quantifier.

Selon le collectif "Désarmons-Les", les forces de l'ordre auraient grièvement blessé 98 personnes ces deux derniers mois. Un ordre de grandeur proche de ce que constatent, sur le terrain ou dans les hôpitaux, les services d'urgence amenés à soigner ces manifestants. Le résultat "n'est pas beau à voir"

"Certaines journées ont provoqué un nombre de passages aux urgences supérieur à la moyenne, en particulier à Paris, notamment lors de l'acte IV [le 8 décembre 2018]", souligne Christophe Prudhomme, urgentiste au SAMU 93. Pour faire face à l'afflux de blessés, l'hôpital Cochin, dans le 14e arrondissement, a ainsi mis en place des mesures d'exception, afin de permettre aux urgences de continuer à tourner malgré les épidémies et le manque de personnel. "Il y a des lieux prévus pour manifester, avec des parcours protégés. Les rassemblements spontanés, eux, sont beaucoup plus violents", observe François Lecomte. Mutilations, blessures à la tête, lésions fonctionnelles importantes - notamment intracrâniennes, comme à Bordeaux où un gilet jaune a été placé en coma artificiel la semaine dernière - et séquelles permanentes... Face à la gravité des cas, il est temps d'alerter sur les moyens de défense utilisés par la police, inappropriés selon lui. "En termes de santé publique, nous constatons un usage disproportionné de la force. La police doit s'adapter si on ne veut pas encore voir le nombre de blessés graves augmenter."

Le Flash-Ball au coeur des préoccupations

Selon Libération, les tirs de Flash-Ball (ou "lanceur de balles de défense" dans leur dernière version) sont impliqués dans 60 des cas graves répertoriés au 11 janvier. Les grenades de désencerclement (9 cas) et les grenades lacrymogènes (2 cas), complétant le tableau. Face à "l'évidence" de la dangerosité des tirs de Flash-Ball, le Défenseur des droits, Jacques Toubon, réclame que le gouvernement prenne des dispositions et suspende son utilisation. Avant lui, dès 2016, des médecins du CHU Pellegrin de Bordeaux alertaient déjà sur la dangerosité de cette arme dite "non-létale". Mais pour le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, il y aurait "beaucoup plus de blessés" si elle n'était pas utilisée.

D'autant que la tête est par ailleurs touchée - les enquêtes détermineront si elle était réellement visée - dans la majeure partie des cas (67 personnes) contre 8 personnes blessées à la main et une au pied. "La tête est tout de même quelque chose de très fragile. Au niveau de la face, des projectiles à haute vélocité ne peuvent que provoquer des dégâts", confirme l'urgentiste Christophe Prudhomme. Les policiers ciblent-ils volontairement le visage des manifestants - ce qui est interdit - ou ne maîtrisent-ils que partiellement ces armes ? "Que ce soit volontaire ou un signe d'incompétence, ça pose problème", tranche le médecin, qui voit défiler "des citoyens lambda, pas des délinquants" dans sa salle d'attente.

Pour lui, l'ampleur des dégâts physiques est inédite. "Je travaille depuis les années 1980 dans ce secteur et c'est la première fois que je vois autant de blessés graves lors d'un mouvement social." Sur ce point, ni la loi Travail, pourtant perçue comme particulièrement violente à l'époque, ni les manifestations étudiantes de ces quarante dernières années n'égaleraient celles des gilets jaunes.

Doit-on s'attendre à une aggravation de la situation ? Pour Patrick Pelloux, le plus inquiétant, ce ne sont pas les prochaines manifestations des gilets jaunes, mais la potentielle tenue d'une marche en soutien à Emmanuel Macron - annoncée fin décembre pour le 27 janvier. "Cela risque de rameuter ses opposants, les gilets jaunes notamment. Et si les gens commencent à se taper dessus, entre eux, là on risque d'être réellement débordés. L'Express.fr19 janvier 2019

De vrais jaunes.

- Attaqués sur Facebook, ces gilets jaunes décident de jeter l'éponge - Le HuffPost18 janvier 2019

- Fabrice Schlegel, ancien candidat DVD aux élections départementales de 2015...

- Jacline Mouraud a finalement décidé d'engager des poursuites en justice, avant d'annoncer la création de son propre parti politique.

Et ceux qui se planquent...

- Céline Roy, porte-parole du mouvement (A Vesoul) pendant des semaines, a aussi jeté l'éponge. "J'ai donné une interview et

raconté qu'on m'avait proposé une place en politique. Sur les réseaux sociaux, on m'a dit que j'étais une corrompue", dit-elle, désabusée et annonçant son intention de rejoindre La France Insoumise. Le HuffPost18 janvier 2019

En donnant l'autorisation de la vente d'Alstom énergie, Macron a-t-il passé un pacte de corruption avec General Electric?

- Alstom-GE : le député Marleix (LR) saisit le parquet de Paris et met en cause Macron - RT 18 janvier 2019

Le député Olivier Marleix (LR) a saisi la justice afin d'enquêter sur les circonstances de la vente du pôle énergie d'Alstom à l'américain General Electric en 2014. Il s'interroge sur le rôle joué par Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie.

Dans une lettre au procureur de la République de Paris, l'ex-président de la commission d'enquête à l'Assemblée sur la politique industrielle de la France s'étonne que les autorités judiciaires françaises n'aient «jamais ouvert d'enquête» sur Alstom alors que l'entreprise a notamment versé une amende à la justice américaine en 2014 pour des faits de corruption.

Dans cette lettre datée du 14 janvier, révélée par Le Monde et que l'AFP a pu consulter, l'élu d'Eure-et-Loir s'appuie sur les travaux de la commission d'enquête qui «ont mis en évidence» la façon dont la procédure de contrôle des investissements étrangers en France «a été détournée».

Olivier Marleix note qu'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie a «formellement donné l'autorisation» de la vente d'Alstom énergie et a «également autorisé» d'autres cessions d'actifs «d'entreprises stratégiques françaises», citant celles d'Alcatel-Lucent au groupe finlandais Nokia ou de Technip à l'entreprise américaine FMC Technologies.

Il note que le candidat Macron a bénéficié d'un «montant de dons records pour sa campagne» et estime que «le fait que l'on puisse retrouver dans la liste des donateurs ou des organisateurs de diners de levée de fonds des personnes qui auraient été intéressées aux ventes précitées ne peut qu'interroger».

Le député LR émet l'hypothèse que le «système» mis en place dans le cadre de ces cessions aurait pu bénéficier à l'actuel président de la République pendant sa campagne. «S'il était vérifié, un tel système pourrait être interprété comme un pacte de corruption», affirme le document. «Puisqu'une enquête préliminaire a été ouverte en novembre dernier sur les dons reçus par le parti En Marche pendant la campagne (présidentielle) il m'a paru nécessaire de vous signaler ces éléments», ajoute le député.

Quelque jours avant que Le Monde révèle le signalement d'Olivier Marleix auprès du parquet de Paris, un ex-dirigeant d'Alstom avait livré un témoignage sur les dessous du rachat d'Alstom par General Electric dans un ouvrage, Le piège américain, publié chez l'éditeur JC Lattès. RT 18 janvier 2019

Après Trump et Macron. Davos ou la fosse septique du mondialisme se vide.

- Avec le Brexit, Theresa May annule son voyage à Davos - Le HuffPost 18.01

Quand ils osent tout et vont trop loin. Qui complote ? Devinez.

- Le procureur Mueller qualifie d'"inexactes" des allégations explosives contre Trump - AFP 18.01

Dans une déclaration extrêmement rare, le procureur spécial Robert Mueller en charge de l'enquête russe a qualifié vendredi d'"inexactes" des informations de presse selon lesquelles Donald Trump aurait ordonné à son ancien avocat personnel de mentir au Congrès. AFP 18.01

Fake news, les masques tombent.

LVOG - Délibérément, parce que terriblement compromettante pour Trump leur ennemi, ils n'ont pas pris la précaution de prendre le temps de vérifier une info ou ils se sont démasqués eux-mêmes. Vous avez dit les médias tous pourris. Vous aviez raison. La preuve.

- Trump aurait demandé à Michael Cohen de mentir au Congrès - Reuters
- Trump aurait demandé à son avocat de mentir - Liberation.fr
- Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - Liberation.fr
- Trump-Cohen-Russie: mensonges sur commande au Congrès? - Liberation.fr
- Donald Trump a-t-il demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès ? Quatre questions sur les révélations de Buzzfeed - Franceinfo
- Affaire russe : Donald Trump dans le viseur des démocrates après de nouvelles révélations - LeFigaro.fr
- Donald Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - LePoint.fr

- Donald Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir ... - Boursorama -
- Donald Trump aurait poussé son ex-avocat à mentir devant le ... - JDD
- Trump aurait demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès, et si c ... - 20minutes.fr
- Enquête russe : Trump aurait ordonné à son avocat de mentir au ... - lesechos.fr
- Le scénario d'une destitution de Donald Trump relancé après un aveu ... - huffingtonpost.fr
- Donald Trump a demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès, selon BuzzFeed - RFI
- Donald Trump et la Russie : de nouvelles accusations relancent l'hypothèse d'une destitution - LCI
- Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - L'Obs
- Donald Trump aurait demandé à son avocat de mentir, ce qui pourrait lui coûter très cher - RTL.fr

Etc. Etc. Etc.

Effectivement, les médias ne peuvent qu'inspirer la méfiance, c'est un euphémisme. Quant à la question de leur indépendance, ils viennent d'en fournir la réponse, sans appel ! Qui complote ? Pourquoi posent-ils la question ? Vous venez d'avoir la réponse également.

Grève massive dans le secteur public en Tunisie - AFP 17 janvier 2019

Transports, écoles et administrations sont paralysés jeudi en Tunisie par une grève générale massive dans les services publics à l'appel de la puissante centrale syndicale UGTT, dans un contexte politique tendu en ce début d'année électorale.

"Dégage, gouvernement du FMI", ou encore "Chahed, ô lâche, le peuple tunisien n'accepte pas l'humiliation", ont scandé des manifestants, reprochant au Premier ministre Youssef Chahed de céder aux directives du Fonds monétaire international (FMI).

Certains ont arboré des portraits de la directrice du Fonds, Christine Lagarde, barrés d'une croix rouge, tandis que le journal de l'UGTT arborait en Une un photomontage montrant M. Chahed en marionnette de Mme Lagarde.

Le pays, lourdement endetté auprès de bailleurs étrangers, a obtenu en 2016 du FMI un nouveau prêt de 2,4 milliards d'euros sur quatre ans, en promettant de mener de vastes réformes, et de diminuer le poids de la fonction publique dans le PIB -- les gouvernements successifs ont massivement recruté après la révolution pour tenter d'apaiser la colère sociale.

A travers le pays, écoles et universités étaient fermées, les transports en commun paralysés et l'aéroport de Tunis quasiment à l'arrêt, en dépit d'un décret gouvernemental publié in extremis mercredi exigeant un service minimum.

De nombreux vols ont également été annulés ou repoussés dans d'autres aéroports du pays, à Monastir (est) et Djerba (sud-est) notamment.

- Un quart de la population active -

L'UGTT a appelé à une grève de 24 heures des 677.000 fonctionnaires et 350.000 employés des entreprises publiques, soit un million de personnes, représentant près d'un quart de la population active tunisienne.

A Sfax, deuxième ville du pays, des manifestants ont également défilé par milliers, a constaté un correspondant de l'AFP.

Dans un discours devant la foule rassemblée au siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) à Tunis, le secrétaire général Noureddine Taboubi s'est montré très offensif envers le gouvernement.

"L'UGTT s'opposera à l'échec des choix libéraux de ces dirigeants", a-t-il lancé, assurant "nous (leur) couperons les ongles" afin de les rendre impuissants.

Le syndicat réclame des augmentations de salaires plus importantes que les 130 à 180 dinars (40 à 55 euros) étalés sur deux ans proposés par le gouvernement, pour contrer la baisse du pouvoir d'achat due à l'inflation, qui a atteint 7,5% en 2018.

Le salaire brut moyen d'un fonctionnaire est de 1.580 dinars (500 euros) selon le dernier rapport officiel pour 2016.

- "Course-poursuite" -

Le Premier ministre a assuré, dans un discours télévisé mercredi soir, que les finances publiques ne permettaient pas d'accepter les demandes de l'UGTT, ajoutant que le dialogue se poursuivrait après la grève.

"Ce sont les augmentations salariales concédées après la révolution en l'absence de croissance réelle qui ont entraîné l'inflation, l'endettement et la baisse du pouvoir d'achat", a-t-il argué.

Pour l'économiste Ezzedine Saïdane, la situation résulte d'une "absence de vision globale" à long terme et de réformes économiques.

"Les négociations auraient dû débuter avant le vote du budget 2019", dont "aucun article ne prévoit une augmentation" des salaires, a-t-il déploré.

Au lieu d'une "course-poursuite au salaire, qui risque d'augmenter la dette et l'inflation, il faudrait un programme de réformes structurelles de l'économie, pour limiter l'inflation, relancer une croissance créatrice d'emploi", a-t-il déclaré à l'AFP.

La grève de jeudi est la première à rassembler la fonction publique et les entreprises publiques.

Une grève des fonctionnaires avait été très suivie en novembre dernier, d'une ampleur inédite depuis deux grèves générales en 2013 en réaction aux assassinats de deux opposants.

Ces mobilisations interviennent alors que le débat politique s'est crispé ces derniers mois à l'approche des élections législatives et présidentielle prévues fin 2019, à l'issue incertaine et dans lesquelles l'UGTT souhaite peser.

Malgré les avancées de la transition démocratique après la chute du régime de Zine el Abidine Ben Ali en 2011, et une reprise fragile de la croissance après des années de marasme, la Tunisie peine à répondre aux attentes sociales.

Le chômage se maintient au-dessus de 15%, selon les chiffres officiels, et la dévaluation du dinar s'est traduite par une inflation désastreuses dans un pays où le salaire minimum est en deça de 400 dinars (120 euros). AFP 17 janvier 2019

Haut de page

Le 21 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rectifié la mise en page de la causerie d'hier à deux endroits, j'avais oublié deux balises <> pour formater deux paragraphes ou effectuer un renvoie à la ligne, les yeux fatiguent !

Je vous rappelle que je rédige la causerie sur un bloc-notes, et ensuite je dois à l'aide de balises (<...>) formater chaque paragraphe, chaque mot en caractère gras ou en italique, en couleur, souligné, etc. Quand ce travail est terminé je dois faire un copier/coller de la causerie du jour dans Word, ensuite je corrige les fautes dans Word et dans le bloc-notes de la page d'accueil du portail, et pour finir je convertis le texte sous Word en pdf. Quel boulot de dingue !

- Au format pdf (17 pages)

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, nos ennemis le savent bien, nous, nous sommes en train de le découvrir ou d'en prendre conscience après l'avoir ignoré pendant plus d'un demi-siècle ou devoir payer le prix fort de 78 ans d'opportunisme. Eh oui, plus c'est long et plus la note va être amère et difficile à digérer ! En attendant les oligarques continuent de se gaver, pourvu qu'ils en crèvent !

La classe cherche une issue politique, elle essaie de s'organiser, aidons-la de toutes nos forces à y parvenir, mobilisation générale pour abattre le régime, prendre le pouvoir. La grève générale et les assemblées populaires souveraines sont les seuls instruments dont nous disposons aujourd'hui, puisque les syndicats et les partis ouvriers ont été confisqués par des agents du régime, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il faudrait les ignorer ou ne pas s'en servir.

Cependant nous leur refusons toute légitimité pour parler en notre nom. Seuls les travailleurs ou les représentants qu'ils ont élus au sein d'assemblées générales ou d'assemblées populaires peuvent légitimement détenir un mandat pour s'exprimer au nom de l'ensemble des travailleurs. Si les dirigeants syndicaux n'appellent pas à la grève générale illimitée dans la situation actuelle, c'est uniquement parce qu'ils y sont opposés et soutiennent Macron, le régime. Par conséquent, en cas de grève générale à laquelle ils auraient été obligés d'appeler à un moment donné ou de soulèvement insurrectionnel spontané auquel ils n'auraient pas appelé évidemment, nous leur interdirions de les contrôler, seuls les délégués élus par les grévistes ou le peuple entré en insurrection seraient habilités à en être les porte-parole. On ne doit croire aucun dirigeant sur parole compte tenu de leurs errements théoriques ou de leurs compromissions passées, de l'opportunisme ou des trahisons dont ils firent preuve.

Pour bien faire, les délégués qui se voient confier la responsabilité de représenter les intérêts des travailleurs à l'échelon national, doivent non seulement pouvoir être révoqués à tout moment, leur mandat ne doit pas excéder la durée correspondant à la tâche précise qu'il avait à accomplir, ce qui signifie qu'au-delà de cette période qui peut être très brève, la représentation des travailleurs (ou la direction) est assurée par un collectif national de délégués élus par les délégués de l'ensemble des Assemblées populaires. La durée de leur mandat peut être fixée et variée en fonction du nombre de participants aux Assemblées populaires, ainsi que le nombre de délégués élus. Aucun délégué ne doit pouvoir s'arroger un droit supérieur aux autres délégués ou se prévaloir de privilèges particuliers. Si tous les délégués sont élus et révocables à tout moment, il ne doit exister aucune restriction au droit de chaque délégué de proposer sa candidature lors de chaque élection des délégués, sauf avis contraire prononcé par l'Assemblée populaire après avoir enfreint son mandat.

En écrivant ces lignes, je n'ai pas pu ne pas repenser aux tentatives infructueuses de certains d'organiser les travailleurs dans des comités depuis les années 70, alors que la situation n'était pas plus fleurissante qu'aujourd'hui, disons qu'elle était meilleure dans certains domaines et pire dans d'autres. Je pense qu'on n'a jamais été capable de tenir un discours aux travailleurs qui tenaient compte de leurs aspirations, parce qu'on n'a jamais eu la patience ou on ne s'est jamais donné la peine de les écouter réellement.

Pour parler vulgairement, je me souviens que cela nous faisait chier d'entendre leurs histoires, on leur parlait de politique, et eux ils nous déballaient leurs difficultés quotidiennes, ils nous racontaient leur vie, dont on n'avait rien à foutre, on n'était pas là pour cela, on devait vendre un journal, faire signer une pétition et ramasser du fric (Objectif/résultat), on était les VRP d'une SARL iront jusqu'à dire certains vieux militants ! On commit l'erreur d'oublier que rien ne remplaçait l'école de la vie à laquelle était soumis chaque travailleur avec lesquels on discutait, et que chacun d'entre eux l'abordait différemment, et que si on voulait y jouer un rôle, il fallait commencer par tisser des liens avec eux à partir de ce qu'ils vivaient ou de leurs propres expériences, et non à partir du discours politique qu'on leur tenait, et que c'était seulement en procédant ainsi qu'on pourrait gagner leur confiance ou les faire participer à notre combat politique. Quand les travailleurs affirment que personne ne les écoute, ils ont raison, ils ne parlent pas uniquement de Macron ou du gouvernement.

Pour savoir dans quelle condition ils vivent, comment ils la vivent, eux seuls peuvent nous le dire. On dispose bien d'un certains nombre d'éléments qui nous permettent de la savoir, mais on ignore ce qu'ils pensent et pourquoi ils ne pensent pas autrement, qu'est-ce qui les a amenés à penser ainsi, et quand bien même on le devinerait ou on en aurait une petite idée, cela ne nous servirait pas à grand chose, puisque c'est à eux de le dire, d'en prendre conscience, et c'est seulement à partir de là qu'on peut les aider à progresser, sinon tous nos beaux discours peuvent être les justes du monde, ils ne serviront strictement à rien. Les travailleurs accordent volontiers leur confiance à un énarque, à quelqu'un qui incarne le pouvoir, à tort évidemment, mais nous, petits militants de base, nous sommes que dal, nous ne représentons rien à leurs yeux, tout au plus nous leur ressemblons et nous n'avons rien à leur apporter, c'est ainsi qu'ils nous perçoivent, sauf qu'on a tendance à l'ignorer. Bref, nous fûmes de bien piètres dialecticiens en vérité ! Une grande partie des critiques que vous avez pu lire dans mes causeries s'adressaient également à moi.

Les vases communicants. Plus les hyper riches deviennent ultra riches, plus il y a de pauvres dans le monde, normal, non ?

N'est-ce pas normal dès lors que l'on considère que l'existence de riches et de pauvres serait normal, n'est-ce qu'on a enseigné à l'école, à l'université, à l'église, à la télévision, on finit par s'accommoder de tout, même des pires injustices ou crimes, sauf évidemment quand on en commence à en être aussi les victimes.

Là on commence enfin à se poser des questions, dans les pires conditions parce qu'on est accaparé par celles que l'on a à résoudre quotidiennement pour survivre. Certes on en vient à se poser des questions quand il est trop tard pour les autres, car en attendant votre condition ou bien pire encore était déjà le lot de milliards d'autres travailleurs et leurs familles. On le savait, mais on s'en foutait parce qu'on n'était pas directement concerné ou c'était ce qu'on croyait en se disant qu'on en était pas responsable, attitude renforcée par les ouvriéristes qui affirmaient que finalement vous n'étiez responsables de rien. Et quand votre voisin qui dispose encore de réserve en vient à tenir le même discours que celui que vous teniez hier encore, vous le blâmer, vous l'insultez, vous trouvez son indifférence détestable. Vous tombez dans le même travers au lieu d'essayer de comprendre pourquoi il pense ainsi, lui aussi il a été conditionné, donc il ne mérite pas plus que vous qu'on le juge.

Cela devrait vous faire réfléchir, demandez-vous si par hasard tout au long de ces années ou de votre vie pour certains, vous ne seriez pas passés à côté de l'essentiel, peut-être que si vous vous étiez mobilisés et organisés, si vous aviez pris votre sort en mains, vous auriez pu agir sur l'orientation de la société ou empêcher d'en arriver à cette situation quasi insupportable. Car il n'existe pas de fatalité, c'est la pire explication qui soit ou qui n'en est pas une pour justifier le traitement que le capitalisme vous inflige ainsi qu'aux milliards de travailleurs qui partagent votre sort d'exploité et d'opprimé.

Ne cherchez pas ailleurs, seule l'existence du capitalisme est responsable de votre condition épouvantable, c'est la raison pour laquelle vous devez engager le combat politique pour l'éradiquer de la surface de la terre.

La voie à suivre.

Plus de 50 Assemblées de Gilets Jaunes ont déjà répondu à l'appel de l'Assemblée des Assemblées de Commercy des 26 et 27 janvier! Cette coordination peut être un premier pas dans la structuration démocratique du mouvement à l'échelle nationale. (Tendance Claire du NPA)

Acte X (suite)

- Comptage des manifestants par le "Nombre jaune": 147.500 gilets jaunes pour l'acte 10 - tendanceclaire.org 21.01

Un comptage précieux et minutieux, qui arrive à un total de 147.365 manifestants au minimum (contre 84.000 selon Castaner). https://www.facebook.com/lenombrejaune ou le blog de la tendance Claire du NPA.

Personnellement, ayant observé que le ministère de l'Intérieur avait tendance à diviser par deux, voir parfois par trois le nombre de manifestants, j'avais retenu le chiffre de 160.000 pour l'acte 10, j'avais systématiquement multiplié par deux le nombre de travailleurs mobilisés dans toute la France.

Le "***grand débat national***" ou quand les maquereaux font la retape pour sauver la marionnette de l'oligarchie et son programme destructeur de tous nos acquis sociaux.

Faites tomber les masques. Le "***grand débat national***" : Du mépris à l'insanité du populisme ou quand une farce puérile verse dans la pire crasse médiocrité.

- Marlène Schiappa va animer avec Cyril Hanouna une émission sur le grand débat national et se défend sur Twitter - Franceinfo 21 janvier 2019

Libération - Entre thérapie de groupe citoyenne, assemblées locales et séances de remobilisation de la majorité : le grand débat se décline depuis une semaine sur tout le territoire. Libération 21 janvier 2019

LVOG - La "thérapie", c'est pour ceux qui se mobilisent contre la politique de Macron, parce qu'ils sont malades, et ce sont les "référents" de LREM ou de LR qui vont les soigner !

Une caricature grotesque de démocratie, l'entre-soi en macronnie.

Libération - A La Colle-Sur-Loup (Alpes-Maritimes), une commune de 7 000 habitants située à une vingtaine de kilomètres de Nice, l'invitation n'a été diffusée que sur les pages Facebook et le site de LREM, les gilets jaunes n'ayant pas été spécifiquement conviés. Chantal Maimon est bien référente de LREM. Au plus fort de la matinée, seize personnes s'assiéront face à Chantal. Certaines sont encartées LREM, toutes ont voté Macron et soutiennent encore ce président si peu populaire. Libération 21 janvier 2019

A Arras, c'est le maire centriste, Frédéric Leturque, qui est le référent : "c'est une affaire de citoyens, avec tout le monde sur un pied d'égalité". Egalité entre 26 et 3,8 milliards ?

A Palaiseau c'est le maire LR, Grégoire de Lasteyrie, dans assure le rôle de tartuffe. A la fin des deux heures d'échanges, un militant macroniste engagé n'est pas tout à fait rassuré : «Je regarde la salle, je connais les trois quarts des gens.» Pour les trois prochains débats d'ici mi-mars, il invite chacun à revenir «accompagné de personnes qu'on n'entend jamais». Pour lui, le chef de l'Etat a pris un «gros risque» avec ce grand débat. Il «craint le pire» si cet exercice ne devait pas avoir de débouchés concrets.

A Morestel (Isère), 4 500 habitants, la députée LREM du cru, Cendra Motin, a invité ses concitoyens à un pique-nique-débat, d'où la présence d'une centaine de personnes (pour le pique-nique! - LVOG), dont seize gilets jaunes et sept gendarmes, tous les gilets jaunes quitteront la pièce assez vite, sauf une. Moyenne d'âge : la cinquantaine. (Source : Libération 21 janvier 2019)

L'extrême-centre et l'extrême droite "***tête d'affiche***" de Davos avec ou sans Trump et Macron.

- Davos : Jair Bolsonaro en tête d'affiche - euronews 21 janvier 2019

- Espagne : le parfum persan de Vox - Libération 21 janvier 2019

Selon de nouvelles révélations d'El País, c'est grâce à de généreux donateurs que la formation d'extrême droite Vox est née en 2013. Des mécènes non pas espagnols, mais iraniens. Le journal, qui assure avoir eu accès à un listing de ces donations, écrit

qu'au moins 1 million d'euros a été versé par des membres de l'opposition iranienne en exil. Les fonds recueillis auraient permis de louer le siège de Vox à Madrid, de salarier son secrétaire général et de financer la campagne des européennes de 2014.

El País ne dévoile ni le nombre ni l'identité des contributeurs, mais affirme qu'ils sont liés au Conseil national de la résistance en Iran (CNRI), un des groupes d'opposition au régime de Téhéran, basé à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise). Quel rapport entre le CNRI et la frange la plus radicale de la droite espagnole qui a fait irruption en décembre dans le paysage politique en faisant élire 12 de ses membres au parlement d'Andalousie ? La réponse tient en un seul nom : Alejo Vidal-Quadras, ex-vice-président du Parlement européen.

Chef de file du Partido Popular (droite catholique) en Catalogne, ce féroce détracteur de l'indépendance de sa région est élu eurodéputé en 1999 puis devient une figure de la droite à Strasbourg. Il noue alors des liens avec le CNRI, qui rassemble plusieurs tendances de l'opposition au régime des mollahs. Dont un secteur marxiste et armé, les Moujahiddines du Peuple.

A Strasbourg, le CNRI a déployé une intense activité de lobbying pour obtenir le retrait des Moudjahiddines de la liste noire des organisations terroristes. Qu'il obtient en 2009. Croyant tenir en Vidal-Quadras un appui fidèle, ou peut-être pour lui renvoyer l'ascenseur, les hommes d'affaires de la diaspora persane lui auraient donné un coup de pouce financier pour lui permettre de retrouver un fauteuil au Parlement européen. Il avait en effet quitté le PP et devait faire campagne avec le nouveau-né Vox. Le scénario n'a pas abouti : 1,56 % des voix. La diaspora iranienne a alors arrêté les frais. Libération 21 janvier 2019

- Vox (Andalousie) est financé par les Moujahiddines du Peuple - Réseau Voltaire 19 janvier 2019

Selon une enquête d'El País, la campagne électorale du parti andalou, Vox, aux élections européennes de 2014 a été financée par les Moujahiddines du Peuple (MEK) à hauteur de 800 000 euros [1].

Le quotidien socialiste a établi la filière utilisée pour le transfert d'argent, mais n'est pas parvenu à éclairer sa signification.

Les Moujahhidines du Peuple étaient une organisation marxiste iranienne à la fin de la dictature du Shah Reza Pahlevi. Ils ont progressivement dérivés en une secte travaillant pour le compte d'Israël et des États-Unis contre le régime anti-impérialiste des révolutionnaires islamiques.

Le fondateur de la secte, Massoud Rajavi, s'enfuit en France après avoir organisé le carnage du gouvernement islamique, le 28 juin 1981. Il obtient la protection du président François Mitterrand (qui bombardait secrètement l'Iran) avant d'être expulsé par le Premier ministre Jacques Chirac. La secte se replie en Iraq (en pleine guerre lancée par le président Saddam Hussein contre l'Iran). Elle devient l'exécutrice des basses œuvres de l'administration Hussein, acceptant de faire ce que la Garde présidentielle refuse. Lorsque les États-Unis renversent le président Saddam Hussein, la CIA hésite à la recycler. Elle se spécialise dans des attentats contre des civils en Iran et participe à la campagne d'assassinat des scientifiques iraniens.

Finalement, en 2013, l'Albanie accepte de créer une ville pour 3 à 4 000 d'entre eux, près de Tirana. Ils y mènent aujourd'hui des actions de cyber-attaque contre les intérêts iraniens. Selon la presse locale, la police albanaise n'a pas accès à ce camp où les membres de la secte vivent en situation d'esclavage.

L'investissement des Moujahiddines du Peuple pour soutenir Vox doit probablement être compris dans le contexte de l'investissement d'Israël dans les partis politiques qualifiés d'extrême-droite en Europe. Il s'agissait d'orienter leur vindicte non plus contre les juifs, mais contre les musulmans.

Alejo Vidal-Quadras (à gauche de la photo), qui créa Vox en 2013, s'était rendu en 2009, en tant que parlementaire européen, au camp Ashraf (Iraq) des Moujahhidinnes du Peuple, sous la présidence de Maryam Radjavi (à droite de la photo). Il a participé à au moins dix des rassemblements annuels de la secte à Villepinte (France). Il s'y est trouvé une fois aux côtés de l'ex-Premier ministre socialiste José Luis Rodríguez Zapatero. Plus récemment, il y a côtoyé Ruddy Giuliani et John Bolton.

Selon El País, le transfert d'argent a été organisé par Alejo Vidal-Quadras, alors président de Vox, qui démissionna après son échec aux élections européennes de 2014. Il en avait informé son successeur, Santiago Abascal. Il n'est pas établi que ce financement ait perduré au-delà. Réseau Voltaire 19 janvier 2019

Note.

[1] « El exilio iraní financió el 80% de la campaña de Vox de 2014 », Joaquín Gil y José María Irujo, El País, 13 de enero de 2019. (https://elpais.com/politica/2019/01/11/actualidad/1547224673_461197.html)

LVOG - Cela ne vous étonnera pas, si je vous dis que parmi nous certains continuent de considérer les Moujahhidines du Peuple comme une organisation marxiste iranienne... Tous les partis de droite en France dont le PS n'ont cessé de les soutenir, mais là c'était normal en tant qu'alliés de l'Etat sioniste et de l'impérialisme américain.

Splendeur et décadence d'un régime. A Versailles, le roitelet va donner "***des gages***" aux oligarques.

LOVG - Etait-ce vraiment nécessaire ? Pas en ce qui concerne la loyauté de Macron évidemment, mais peut-être s'inquiètent-ils de la tournure de la situation sociale et politique en France, va-t-il réussir à en conserver le contrôle ou va-t-il être obligé d'abdiquer?

- A Versailles, Macron veut rassurer les grands patrons du monde - Le HuffPost21 janvier 2019

Son entourage ne voit vraiment pas où est le problème. Qu'Emmanuel Macron accueille au château de Versailles -pour le sommet Choose France- 150 patrons des plus grandes entreprises mondiales (Microsoft, Uber, Coca, HSBC, Heineken, BMW, Nokia, Samsung...) au surlendemain de l'acte X des gilets jaunes et alors que le grand débat national vient de débuter ne provoque aucune inquiétude dans ses équipes sur le décalage que cela pourrait créer dans l'opinion publique.

Malgré le mouvement des gilets jaunes, il n'a jamais été envisagé de reporter cette deuxième édition du sommet à laquelle 25 ministres (dont le premier d'entre eux, Édouard Philippe) participeront. Il n'a même pas été question de changer le lieu, même si le symbole peut faire débat. "L'an passé, nous avons fait le choix de Versailles pour attirer les personnalités dans un lieu emblématique du patrimoine français dont on sait qu'il donne envie. Comme nous sommes à la recherche d'une certaines récurrence, il nous paraissait logique de recommencer ici. Peut-être changerons-nous dans le futur", indique prudemment un conseiller du chef de l'Etat.

Macron va donner "des gages" aux entreprises

Emmanuel Macron se rassure par des études économiques. L'une réalisée tout début 2019 par Kantar pour Business France auprès "de 600 leaders d'opinion" tend à prouver que le mouvement des gilets jaunes n'a pas d'impact décisif, six cadres dirigeants étrangers sur dix considérant toujours que l'attractivité de la France s'est améliorée depuis 18 mois.

"L'image et l'attractivité d'un pays sont des notions complexes qui ne s'apprécient ou ne se déprécient pas au gré d'événements circonscrits", tente-t-on de se rassurer dans l'entourage présidentiel. Contrairement à l'image du chef de l'Etat qui, elle, s'est considérablement dégradée depuis un an. Le HuffPost 21 janvier 2019

Avec leurs condoléances, c'est le minimum. Il semblerait que le régent soit sur le point de succomber précocement !

- Décès du comte de Paris, prétendant au trône de France - Reuters 21.01

Le comte de Paris, Henri d'Orléans, prétendant au trône de France, est mort lundi à l'âge de 85 ans, a annoncé son fils aîné, Jean de France. Reuters 21.01

- Monarchie : le prétendant est mort, vive le prétendant ! - Liberation.fr 21.01

La réaction En Marche doit être brisée !

- «Foulards rouges», «gilets bleus» : en marche pour l'ordre - Liberation.fr 21.01

Si peu d'élus de la majorité semblent vouloir y participer, la mobilisation de dimanche, qui réclame la fin des troubles publics, a initialement été organisée en soutien au Président. Trois groupes Facebook mènent la danse. Liberation.fr 21.01

Lutter exclusivement contre les inégalités et la pauvreté ou également pour en finir avec le capitalisme ?

- En 2018, 26 personnes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité - Libération 20 janvier 2019

- Bruno Le Maire souligne "*un refus croissant des inégalités*" - AFP 21.01

Le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire a souligné lundi "*un refus croissant des inégalités lié au capitalisme*", souhaitant que la crise actuelle soit l'occasion d'"apporter des réponses nouvelles". AFP 21.01

Si les inégalités croissantes sont liées à la survie du capitalisme, il faut l'abolir et non s'en accommoder. La monstrueuse concentration des richesses entre les mains de 26 oligarques démontre suffisamment l'échec ou l'impossibilité de toutes les politiques qui s'étaient données pour objectif de réformer le capitalisme ou tenter de lui donner un visage plus humain. En revanche, cela vérifie ou confirme l'analyse de l'évolution du capitalisme par le marxisme ainsi que ses conclusions.

LVOG - Mes critiques s'adressent principalement au POID et aux militants qui traitent avec mépris les travailleurs qui se mobilisent depuis le 17 novembre 2018 revêtus d'un gilet jaune ou manifestants à leur côté. Je brocarde aussi ces saloperies d'ONG qui tiennent un discours politique destiné à détourner les travailleurs et les militants de la lutte contre le capitalisme, dont la survie est la cause de toutes les difficultés et souffrances que subit la classe ouvrière.

Quel gauchiste ce Tardieu, quel con ! Votre lutte qui se borne à combattre contre les inégalités et la pauvreté, en voici le résultat, ça va vous êtes satisfait, êtes-vous concernés au moins, non mais on en arrive à se le demander en présence d'une telle mauvaise foi, le refus de reconnaître que vous n'avez adopté que des théories foireuses émis par des dirigeants faillis, incapables ou corrompus, est insupportable au regard de la situation à laquelle nous sommes arrivés.

Quand Mélenchon, que je ne ménage jamais, a fait campagne sur le thème on les dégage tous, je me suis dit que cela devait être en écho à ce qu'il avait entendu un peu partout en France, je ne pas été con au point de lui reprocher ce mot d'ordre, je me suis borné à mettre en doute sa volonté de le réaliser, ce qui n'est pas pareil. Et j'ai eu raison, je vais finir par en être gêné !

Il y a des travailleurs qui se contenteraient bien d'une simple amélioration de leur condition, parce que finalement la leur est loin d'être la pire qui soit, et il y en existe d'autres qui sont à bout, qui n'en peuvent plus, que rien ne pourrait apaiser tellement ils cumulent les difficultés ou ils estiment leurs aspirations bafouées, à juste titre.

En principe, un parti ouvrier, un militant ouvrier devrait s'inspirer du discours du second au lieu de s'aligner sur celui du premier qui se contenterait bien de quelques miettes en se foutant bien du sort des autres travailleurs moins bien loti que lui, qui de préférence ne se mobilisera pas, mais attendra que d'autres se mobilisent à sa place pour profiter par la suite des concessions qu'ils auraient pu obtenir.

Ils sont tellement embourbés dans la collaboration de classes qu'ils passent à côté de l'essentiel ou pire encore.

Que fait Macron, ce qu'on n'a pas été foutu de faire, profiter de cette occasion pour appeler dans tout le pays les travailleurs et jeunes à se mobiliser, à s'organiser en Assemblée populaire souveraine, à poser la question du pouvoir et de l'Etat, qui produit les richesses, qui fait fonctionner les services publics, qui doit gouverner : Rothschild, Bouygue, Arnault , Pinault, Pigasse, Drahi, Dassault, Lagardère, Niel, etc. ou les 35 à 40 millions de travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes ?

La société détestable dans laquelle nous vivons désormais, c'est celle qu'ont produite les Rothschild, Bouygue, Arnault , Pinault, Pigasse, Drahi, Dassaut, Lagardère, Bettencourt, etc. le CAC40 dont les représentants n'ont pas cessé de se succéder au pouvoir pendant des décennies et des décennies. Peut-on faire pire, n'est-on pas capable de faire mieux, si on le pensait, c'est qu'on aurait (avec Macron, Philippe, Castaner, etc.) les dirigeants qu'on mérite pour sûr, mais pas un travailleur ne le pense. Tous depuis 1958 ont tenu le même discours dans le cadre des institutions de la Ve République, tous ont oeuvré pour l'intérêt général en démocratie, alors qu'ils n'ont fait que servir les besoins du capitalisme, donc en piétinant la démocratie.

Nous avons vécu en permanence sous une dictature, qui parce qu'elle était masquée pour présenter les apparences d'une démocratie, ne devait pas être dénoncée comme telle, gravissime erreur, c'était paraît-il pour ne pas effrayer le petit-bourgeois qui sommeillait chez chaque travailleurs, foutaise, baratin de capitulards qui craignaient par dessus tout d'affronter le régime, ceux qui aujourd'hui conspuent les travailleurs qui se mobilisent hors du cadre du mouvement ouvrier parce qu'il est devenu trop pourri ou tout simplement parce qu'il les a abandonnés à leur triste sort. Il y a ceux qui ont balancé la dictature du prolétariat préférant celle du capitalisme ou de l'oligarchie, puis à la première occasion, il y a eu ceux qui ont balancé le type de parti qui avait permis de porter le prolétariat russe au pouvoir en 1917, pendant des décennies à les entendre nous vivions l'époque merveilleuse de "l'imminence de la révolution" qui n'est jamais venue, et quand elle frappe à la porte, ils répondent aux abonnées absents, franchement comment voulez-vous qu'on s'en sorte avec de tels dirigeants, il faut arrêter de déconner, franchement, un peu de sérieux.

De Pompidou ancien directeur général de la Banque Rothschild à Macron banquier d'affaires de la Banque Rothschild, on a l'impression qu'hormis l'UE et l'euro il ne s'est rien passé de spécial en France, rien ne se dessinait à l'horizon, de quoi justifier la routine quoi, le train-train de la lutte des classes et de la crise du capitalisme.

Le crise du capitalisme, qui prit une tournure plus aiguë à la fin des années 60, servit de prétexte pour accentuer celle à laquelle était au prise la bureaucratie du Kremlin, qui combinée quelque temps plus tard à l'aventure afghane, ne s'en remettra pas et précipitera sa chute. Au même moment l'accession de Mitterrand au pouvoir ainsi qu'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale allait se traduire par la poursuite de la politique appliquée par Giscard d'Estaing que la cohabitation en 1986 devait confirmer, de telle sorte que la distinction entre la droite et la gauche allait finir par s'estomper préparant ainsi le terrain à l'émergence du centrisme ou de l'extrême-centre qu'incarnerait plus tard Macron. Sarkozy et Hollande ne servirent qu'à préparer cette transition qui ne pouvait pas se réaliser du jour au lendemain, de la même manière que la dérégulation de la finance et le recours à des instruments financiers de types mafieux, le noyautage ou la prise de contrôle des institutions financières et des gouvernements en Europe par l'oligarchie réclamaient un certain délai et des conditions favorables.

On notera au passage qu'avec Pompidou, Giscard d'Estaing (marié à la fille d'un comte romain, donc comtesse, leurs trois filles sont également devenues comtesses par mariage) puis Macron, on retrouve les deux branches financière et monarchique de l'extrême-centre qui sont représentés au sein du groupe Bilderberg depuis 1952. Giscard d'Estaing présentera aussi la particularité d'avoir été inspecteur, puis ministre des Finances avant de devenir président de la République en 1974, et d'avoir toujours été un fervent partisan de l'Union européenne, et corédacteur du projet de Traité de Constitution européenne, c'est d'ailleurs davantage ici qu'il exercera ses talents de centriste, puisque les conditions n'étaient pas encore mûres en 1974 pour que le centrisme exerce son pouvoir, il faudra attendre 43 ans avant que les oligarques réalisent enfin leur rêve... qui est en train de tourner au cauchemar, y compris pour eux !

Ils n'ont semble-t-il pas réalisé ou ils ont sous-estimé la résistance de pans entiers du capitalisme au néolibéralisme et à la gouvernance mondiale qui tend à les broyer, au-delà de celle de la classe ouvrière et des classes moyennes, pans du capitalisme dont la production est destinée au marché local ou national plutôt qu'à l'exportation, et qui subit de plein fouet la paupérisation de la classe ouvrière et des classes moyennes, ainsi que la concurrence des pays pratiquant le dumping social, de sorte qu'ils se retrouvent littéralement étranglés de toutes parts ou en situation de survie.

Cette résistance s'exprime sur le plan politique. J'ai lu quelque part que plus de 70% des patrons, commerçants et artisans étaient favorables au mouvement des gilets jaunes, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'ils comptent dessus pour les envoyer au front à leur place afin de monnayer des concessions auprès de Macron en échange de leur soutien à sa politique si elle se cantonnait à attaquer la classe ouvrière. Ce qu'ils semblent ne pas avoir compris, c'est que cette politique était dictée par les besoins de la finance internationale, et qu'elle n'avait absolument rien à voir avec des considérations d'ordre national ou avec l'intérêt général qui se réduisait à celui de l'oligarchie. Dès lors ils sont condamnés à faire cause commune avec la classe ouvrière et les classes moyennes jusqu'à la chute de Macron, ce qui est guère problable et déboucherait sur une situation incertaine ou encore plus instable, qui pourrait être favorable à l'établissement d'un régime d'extrême droite ou au contraire social et révolutionnaire, soit ils doivent se résigner à disparaître pour certains d'entre eux ou à devenir de simples commis des banquiers ou encore des sous-traitants des multinationales.

Si on doit dénoncer et combattre chacune de leurs attaques contre les services publics ou les acquis sociaux des travailleurs, chaque fois que cela est possible, il vaut mieux s'en faire des alliés en leur expliquant qu'avec ce régime leur sort est scellé d'avance et qu'ils n'ont rien de bon à en attendre dans le futur, contrairement à un gouvernement ouvrier qui annulerait leurs dettes, leur permettrait d'emprunter à des taux très bas ou pratiquement sans intérêts, qui manifesterait la ferme résolution de pérenniser leurs activités dès lors qu'elles correspondraient aux besoins de la population, et qu'ils s'engageraient à respecter la nouvelle législation du travail adoptée par le gouvernement ou à ne pas combattre sa politique.

Quel gauchiste ce Tardieu, quel con ! Vraiment ?

C'est marrant, il y a même des organisations qui ont fait de la dette leur fond de commerce, le CADTM par exemple, nombreux sont ceux aux discours qui se veulent radicaux qui évoquent la dette de l'Etat qu'ils estiment en tout ou partie illégale, mais jamais aucun ne pense à annuler celle des travailleurs, non mais sans blague, cela doit être un regrettable oubli ! Cela devrait être un de nos principaux mots d'ordre. De la même manière, ils veulent bien soulager la condition des travailleurs, mais tout de même pas au point de mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou du capitalisme, leur générosité ne va pas jusque là ! Entre nous, autrement dit, ils n'ont rien compris ! Cela me fait marrer, cela doit être nerveux, car c'est pitoyable en réalité.

Le nombre de milliardaires a doublé depuis 2008 paraît-il.

Vous souvenez-vous de ce que j'ai écrit sur la "crise" de 2008 ? Non, bravo ! J'avais affirmé en m'appuyant sur un certains nombres de faits qu'elle avait été planifiée et déclenchée par l'oligarchie uniquement en vue d'accroître sa fortune et sa puissance. Exactement comme en 1929, à ceci près que cette fois les banquiers de la Fed n'allaient laisser s'effondrer le capitalisme afin de créer les conditions favorables à une nouvelle guerre mondiale, non, ils allaient en profiter pour fabriquer des dizaines de milliers de milliards de dollars qu'ils allaient se distribuer, le bilan 10 ans plus tard le confirme. La question qui tue les naïfs ou ceux qui croient aveuglément leurs dirigeants. Bien sûr que la crise (des subprimes) était bien réelle 2008, même avant et après, s'ils avaient le pouvoir de fabriquer cette gigantesque somme d'argent, pourquoi ne s'en ont-ils pas servi pour fabriquer la toute petite quantité d'argent qui aurait permis de couvrir les positions de Lehman Brothers, qu'est-ce que c'était quelques centaines de milliards de dollars à côté des 25 à 30.000 milliards de dollars qu'ils allaient fabriquer par la suite, même pas 1% ? Parce qu'ils n'y tenaient pas, ils avaient un autre objectif en tête. Eux au moins ils sont capables de faire preuve d'audace et de détermination, ils ont de la suite dans les idées, ils ne sont pas comme nous !

Sérieusement, citez-moi un parti, une formation politique, un dirigeant du mouvement ouvrier qui aurait fourni cette explication, personnellement je n'en connais aucun.

Et je m'étais livré à la même démonstration à propos du 11/9, mais là je n'avais fait que reprendre les arguments et les analyses fournis par des personnes extérieures au mouvement ouvrier, donc je n'ai eu aucun mérite, hormis celui de ne pas avoir imité nos dirigeants qui croient toujours la version de G. W. Bush, tout comme celles qu'on leur a servies en une multitude d'occasions.

L'article de Libération.

Le rapport, intitulé «Services publics ou fortunes privées» et dont Libération a eu la primeur, regorge de chiffres, tous plus frappants les uns que les autres. Chacun rappelle que les inégalités s'exercent à toutes les échelles. Entre Etats d'abord. Les pays de l'OCDE affichent un revenu par habitant 52 fois plus élevé que celui des pays à revenu faible. Entre individus ensuite, en recoupant souvent d'autres inégalités. Aux Etats-Unis, un homme blanc possède ainsi en moyenne un patrimoine 100 fois plus important qu'une femme hispanique. Certains déséquilibres sont si marqués qu'aucune échelle ne semble plus pouvoir les mesurer. Ainsi 1 % seulement de la fortune de Jeff Bezos, patron d'Amazon et homme le plus riche du monde, avoisine le budget de la santé de l'Ethiopie et de ses 105 millions d'habitants. Morts précoces

Aussi abstraites ou vertigineuses qu'elles puissent paraître, ces inégalités ne sont pas que des chiffres. Elles pèsent lourdement sur la vie de millions de personnes. Parfois même, elles tuent. Au Népal, un enfant issu d'une famille pauvre est 3 fois plus susceptible de mourir avant l'âge de 5 ans qu'un enfant d'une famille riche, faute de véritables services publics sanitaires. Un problème de pays en développement ? «Aux Etats-Unis, un enfant noir est 2 fois plus susceptible de mourir avant sa première année qu'un enfant blanc. Les enfants noirs aux Etats-Unis sont plus susceptibles de mourir avant leur premier anniversaire que les enfants en Libye», répond le rapport.

La concentration des richesses entre quelques mains, en hausse depuis 2009, a continué à augmenter l'an passé. Désormais, 26 personnes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit 3,8 milliards de personnes. Ils étaient 43 en 2017. La fortune des milliardaires a augmenté de 900 milliards de dollars en 2018, l'équivalent de 2,5 milliards par jour. Un enrichissement qui s'est fait aux dépens des plus pauvres. La réduction de la pauvreté ralentit depuis 2013, et l'extrême pauvreté s'intensifie même en Afrique subsaharienne.

LVOG - Non, les inégalités ne sont pas "le résultat de choix politiques", c'est une nécessité qui remonte aux inégalités entre les classes qui constituent les fondements sur lesquels reposent les rapports sociaux de production du capitalisme ou l'existence du capitalisme. Ces inégalités sociales sont la raison d'être du capitalisme et déterminent la nature oppressive du régime qui en est issu.

Elles s'inscrivent dans le cadre du processus de l'exploitation de l'homme par l'homme qui débuta lorsque les forces productives, la division du travail et le commerce se développèrent, mettant fin à la propriété collective de la terre et à la répartition collective des richesses qui en étaient issues.

Le passage à la propriété privée des moyens de production allait se traduire par la division de la société en classes, et une répartition inégale des richesses produites entre propriétaires et esclaves, puis serfs et enfin salariés, au profit de ceux qui détenaient les moyens de production, les propriétaires d'esclaves, les seigneurs féodaux ou les nobles, les bourgeois ou les capitalistes. Ces différentes classes d'exploiteurs ont toujours constitué une infime minorité par rapport aux exploités. Ils accrurent leur richesse et leur pouvoir en se livrant au brigandage, à la guerre, en se servant de la machine de l'Etat pour asservir et réprimer les masses laborieuses soumises à des conditions d'exploitation implacables qui ne leur laissaient pas d'autre choix que vendre leur force de travail pour survivre ou périr.

Cette concentration des richesses et du pouvoir politique entre les mains des différentes classes exploiteuses était une question de survie liée au développement des forces productives et aux différents modes de production qui allaient se succéder en conséquence. Autrement dit, cette concentration des richesses et du pouvoir politique allait être le produit du développement des forces productives et non son origine, donc quand on nous dit que les inégalités sont "le résultat de choix politiques", l'ensemble du processus historique démontre que c'est faux. Dès lors on comprend pourquoi ils avancent cet argument : Uniquement pour épargner le capitalisme ou le système de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine des inégalités et dont nous devons nous débarrasser pour mettre un terme à ces inégalités.

Voyons maintenant de plus près comment cela fonctionne, sans entrer dans les détails.

En pratique, ces inégalités et les rapports sociaux de production sont liés entre eux par les lois de la logique, lois auxquelles est soumis le fonctionnement du capitalisme, de telle sorte que chacun des acteurs sociaux, exploiteurs et exploités, ne peuvent se soustraire à ces lois sous peine de disloquer ce système économique.

Or, il se trouve que ces lois renferment des contradictions qui ne peuvent que se renforcer au fur et à mesure que se développent les forces productives, les besoins d'une population toujours plus nombreuse à l'échelle mondiale, la lutte de classe des exploités pour les satisfaire, jusqu'à atteindre un niveau de tension insupportable, un point de rupture qui menace l'existence même de ce système économique, ce qui se traduit par des crises, des guerres et des révolutions, ce qui explique pourquoi il arrive un moment où le mode de production en vigueur doit céder la place à un mode de production supérieur de manière à pouvoir libèrer les forces productives du carcan qui les étouffait, et permettre de satisfaire les nouveaux besoins de la population qui sont apparus au cours de la période précédente, dans le cas contraire les forces productives se transformeraient en forces destructives et les masses laborieuses seraient vouées à une précarité généralisée et à une paupérisation croissante.

La concentration des richesses entre les mains d'une poignée d'oligarques à l'échelle mondiale est incompatible avec les besoins grandissant et pressant des 7,6 milliards d'habitants que compte notre planète de nos jours, que 26 d'entre eux possèdent l'équivalent des richesses de la moitié des habitants de la terre est une aberration totale, mais le plus incroyable encore, c'est qu'on ait permis que cette situation se réalise.

J'ai déjà expliqué dans de nombreuses causeries comment on avait pu en arriver là, quelles facteurs ou conditions ont favorisé le développement d'un tel monstrueux parasitisme et totalitarisme. Personne apparemment n'a voulu prendre en compte mes arguments, soit, le déni permanent est devenu le principal principe qui commande à la destinée du mouvement ouvrier, bref, c'est à désespérer qu'on s'en sorte un jour. Je ne vais pas me répéter une énième fois, j'en ai marre, je suis physiquement épuisé.

Vous préférez peut-être le discours d'Oxfam, une officine de l'oligarchie qui vante le modèle social danois. Oxfam financée par Bill Gates et d'autres oligarques, plus de détails notamment dans la causerie du 11 décembre 2018.

Oxfam, auxiliaire de Macron. Son objectif, faire en sorte que Macron soit "*crédible*".

- Tout en saluant un discours "*fort*" (de Macron - ndlr), l'ONG Oxfam a appelé le chef de l'Etat "*à joindre bien davantage le geste à la parole (...) s'il veut être réellement crédible*". AFP 26 septembre 2018

- Contrôle des chômeurs : la face cachée du modèle danois - francetvinfo.fr 14.12.017

Malene Gregaard Wilslys, ancienne cadre au chômage à franceinfo : " Pour la première fois au Danemark, on voit un certain nombre de nouveaux pauvres qui fouillent dans les poubelles pour se nourrir". (Solidarité oblige : les poubelles sont toujours plus pleines ! - LVOG)

- Car être chômeur au Danemark est un parcours du combattant. Il faut envoyer deux lettres de candidature par semaine, se rendre chaque mois à son agence pour l'emploi, être toujours disponible et éviter de partir en vacances. Il est en effet interdit de s'absenter sans autorisation préalable de son agence pour l'emploi. Pour l'exemple, quelques rares chômeurs ont été arrêtés à l'aéroport de Copenhague, au motif qu'ils partaient en vacances sans avoir prévenu.

- Selon Lise Bayer (directrice de l'équivalent d'une agence Pôle Emploi du centre de Copenhague - ndlr), les demandeurs d'emploi retrouvent un travail au bout de quelques mois, mais leur nouveau poste peut être loin de chez eux, ils n'ont pas le droit d'être difficiles.

- Les conseillers du "job center" vérifient que leurs recherches vont dans la bonne direction. Pas question de perdre son temps à trouver une offre qui correspond parfaitement à votre profil. "Vous ne pouvez pas chercher un travail comme un astronaute, de loin", détaille-t-elle, "vous devez coller à la réalité du marché du travail et nous avons un système pour cela".

- Au siège de LO, l'un des principaux syndicats de travailleurs, Mads Busk estime par exemple que les allocations chômage ne sont pas assez élevées. En principe, les chômeurs reçoivent 90% de leur salaire pendant deux ans maximum. Ces allocations ne sont pas dégressives. Mais dans la réalité est un peu différente. "Les chômeurs reçoivent de moins en moins d'argent. En moyenne ils reçoivent 54% de leur précédent salaire, ce n'est pas assez", s'insurge-t-il. francetvinfo.fr 14.12.017

Les Echos - Ce "marché" (la flexisécurité - ndlr) passé entre partenaires sociaux, avec la bénédiction des gouvernements successifs, est entré dans les moeurs des 5,7 millions de Danois.

Au nom de la Banque du Danemark, Per Callesen rappelle qu' " il serait utile d'élargir encore le marché du travail " pour éviter une surchauffe, qui se traduirait par des salaires toujours plus élevés et une baisse de la compétitivité danoise. En outre, plus de salariés signifierait aussi plus de rentrées fiscales pour contribuer à l'Etat providence, à l'éducation gratuite, aux programmes de formation des chômeurs, etc.

Message reçu par les gouvernements successifs. Ils cherchent à puiser dans le réservoir d'adultes sans emploi ne figurant pas dans les statistiques du chômage (étudiants, personnes en congé maladie, en préretraite, recevant des pensions d'invalidité, etc.). Et ils reportent peu à peu l'âge du départ à la retraite. Ainsi le gouvernement actuel vient-il de proposer de le faire passer à 67 ans et demi d'ici à 2025, tout en rognant les possibilités de partir en préretraite. Pour être sûrs de ne pas manquer de main-d'oeuvre, bon nombre d'employeurs, eux, voudraient que le pays ouvre davantage ses portes aux travailleurs hautement qualifiés originaires de pays non membres de l'UE. lesechos.fr 16.11.2016

Libération - «Ces inégalités ne sont pas une fatalité mais le résultat de choix politiques», martèle Oxfam. Une fiscalité progressive, destinée à financer des services publics universels et gratuits serait tout à fait apte à réduire les écarts de richesses et leurs conséquences. «Dans les années 2000, les inégalités de revenus ont connu un recul phénoménal en Amérique latine, grâce à des Etats qui ont augmenté les impôts pour les plus riches, relevé les salaires minimum et investi dans la santé et l'éducation», rappelle le rapport. Aujourd'hui, «le Danemark est le pays qui fait le plus pour réduire les inégalités, avec des

dépenses sociales, une fiscalité progressive, et un droit du travail protecteur», explique Cécile Duflot, directrice d'Oxfam France (Danemark : 11,9 % de la population sous le seuil de pauvreté. En Finlande 11,6 %, en Norvège 12,2 % [inegalites.fr - 13 juin 2018] , quel modèle social !- LVOG). Des services publics universels et de qualité ne sont pour autant pas l'apanage des pays riches. Dès 2002, la Thaïlande a mis en place un système de santé universel. En profitant à tous, mais surtout aux plus pauvres à qui il ouvre l'accès aux soins, il réduit les inégalités. (D'où les coups d'Etat de 2006 et 2014... - LVOG)

«L'éducation publique est essentielle. C'est une première étape, elle permet l'émergence d'une société civile qui va ensuite réclamer d'autres droits, comme celui à la santé», poursuit Cécile Duflot. Les dépenses destinées à l'éducation et à la santé publique sont les plus efficaces pour réduire les inégalités comme la pauvreté. «L'existence même d'écoles ou d'hôpitaux publics ne suffit pas, il faut aussi les rendre accessibles», souligne la directrice d'Oxfam France. Ainsi un raccordement au réseau d'eau courante va bénéficier à tous, mais plus particulièrement aux femmes, à qui incombent les corvées d'eau. Déchargées de ces heures de travail non rémunérées, les filles auront le temps d'aller à l'école, et leurs mères l'opportunité de se consacrer à d'autres tâches qui pourront leur fournir un revenu.

(Quelle "opportunité", elles seront doublement exploitées, quel bonheur ! Ici en Inde, beaucoup de femmes travaillent désormais, car il est devenu impossible de survivre avec un seul salaire. Et ces familles sont tellement pauvres qu'elles n'ont pas les moyens de s'acheter une machine à laver. Chaque matin, entre 5 et 6 heures je suis réveillé, à 50 mètres de chez moi, j'entends le bruit du linge frappé sur un parterre en ciment par des femmes. Ensuite elles vont cuisiner, laver et habiller leurs enfants, prendre leur douche, leur repas, balayer, s'habiller pour aller bosser à l'usine ou ailleurs, une partie d'entre elles se taperont une partie du trajet à pied, ensuite elles prendront le bus. Et elles rentreront chez elles sur les coups de 18 ou 18h30 après avoir fait quelques courses, et elles enchaîneront en préparant le repas, lavant leurs gosses, balayant à nouveau, épuisez elles iront se coucher vers 20 heures, à moins qu'il faille encore emmener un gosse chez le médecin, ce qui arrive très souvent, parfois elles viennent chez et je leur donne des médicaments. J'allais oublier la corvée d'eau, car toutes les maisons ne sont pas raccordées. L'eau n'est disponible que pendant 2 heures le matin et le soir, d'où les femmes qui viennent chercher de l'eau chez moi. Et les hommes, ils n'en foutent pas une ! Il paraît que c'est la coutume et qu'il faut la respecter, ce sont ces femmes qui le disent ! Cela dit les mentalités ont tendance à changer chez les jeunes, quand ils sont plus ou moins amoureux, cela leur passent vite il faut bien dire, et ensuite ils se rangent derrière les coutumes, c'est si pratique ! Cela fait 24 ans que je les observe, donc j'en connais un bout sur leur mode de vie et le reste. Après cela comment voulez-vous que je refuse de leur rendre service ? Ce qu'ont besoin en priorité les travailleurs indiens et bien d'autres pays, c'est deux jours de repos par semaine et une hausse des salaires de 70 à 100%, le droit à la retraite, ce qui ne figure pas dans le rapport de cette saloperie d'ONG, normal. - LVOG)

Une fois posée la question de l'efficacité des services publics dans la réduction des inégalités, reste celle de leur financement. «Les taux maximum d'impôt sur le revenu, les successions et les sociétés ont diminué dans de nombreux pays riches, rappelle le rapport. Si la tendance était inversée, la plupart des Etats auraient des ressources suffisantes pour fournir des services publics universels.» Aux Etats-Unis par exemple, le taux maximum d'impôt sur le revenu des particuliers était de 70 % en 1980, alors qu'il n'est plus aujourd'hui que de 37 %. ISF et taxes sur la consommation

Ce sont les plus riches qui ont bénéficié de ces baisses généralisées. «Pour chaque dollar de recette fiscale, en moyenne seulement 4 [centimes] proviennent de la fiscalité sur la fortune», interpelle le rapport. «L'argument toujours opposé aux hausses de la fiscalité sur les plus riches est le risque d'augmentation de la fraude fiscale. Mais c'est un leurre, assure Cécile Duflot. Les recettes de l'ISF n'ont cessé d'augmenter depuis sa création. Les impôts élevés mènent certes à plus de fraude mais surtout à davantage de recettes. Les exilés fiscaux ne représentent que 0,2 % des assujettis à l'ISF», détaille la directrice d'Oxfam France.

Les impôts tels qu'ils sont répartis aujourd'hui n'épargnent pas seulement les riches. Ils pénalisent aussi les pauvres. «Depuis la crise de 2008, le poids de la fiscalité a été transféré des entreprises vers les ménages, l'augmentation nette des recettes fiscales est attribuable aux impôts sur les salaires et aux taxes sur la consommation comme la TVA», précise Oxfam. Ces taxes sur la consommation, identiques pour tous, aggravent les inégalités puisqu'elles pèsent plus lourdement sur le budget des moins riches. Si on combine les différents impôts, on en arrive dans certains pays, comme au Royaume-Uni, à des déséquilibres tels que les 10 % les plus pauvres paient proportionnellement plus que les 10 % les plus riches. Troisième fortune mondiale, le milliardaire américain Warren Buffet lui-même a souligné que son taux d'imposition reste moins élevé que celui de sa secrétaire. Libération 20 janvier 2019

En France, les oligarchies se gavent avec la complicité de l'Etat.

Libération 20 janvier 2019 -

En 2017, ils (les entreprises du CAC40 - ndlr) se sont acquittés d'un peu plus de 30 milliards d'euros de taxes sur les bénéfices dans le monde, soit 6,4 % de moins par rapport à 2010, alors que leurs profits ont augmenté dans le même temps de 9,3 % et les dividendes versés aux actionnaires de 44 %. Avec 57,4 milliards d'euros en 2017, ils ont l'an dernier battu leur précédent record datant de 2007, juste avant la crise financière.

Le fait que l'Etat soit présent au capital de certains de ces géants «n'a malheureusement pas d'effet sur leur comportement», dénonce l'association. Elle cite l'exemple du gazier Engie, dont l'Etat est actionnaire à 24 %, et qui, sur ses 2 300 filiales, en compte 327 basées dans des paradis fiscaux. Les effectifs, eux, ont suivi la pente inverse, chutant de près de 20 %. A l'image

de Michelin, dont le chiffre d'affaires a progressé de 22 % pendant que l'emploi en France a été réduit d'autant.

Une attrition qui contraste avec les rémunérations octroyées aux dirigeants, en hausse de 32 % entre 2010 et 2017 alors que le salaire moyen n'a augmenté que de 22 %.

Selon plusieurs autres études récentes, les inégalités de revenus entre les ménages ont également plutôt tendance à se creuser en France, même si elles restent parmi les plus faibles des pays riches. Comme le souligne en substance James Browne, économiste de l'OCDE, la France est de tous les pays d'Europe celui qui parvient le plus à les contenir grâce à une redistribution après impôts. La part des revenus des 10 % les plus riches (qui représentent en moyenne 22 fois ceux des 10 % les plus pauvres) serait six fois supérieure en l'absence de ces transferts via les prélèvements obligatoires.

Selon Malka Guillot, de l'Ecole d'économie de Paris, si le système fiscal et social français a globalement permis de contrecarrer l'augmentation des inégalités en France depuis trente ans, l'abandon par Macron de l'impôt sur la fortune et la mise en place d'un impôt forfaitaire de 30 % sur les revenus du capital a fait des ultrariches les grands gagnants des dernières réformes fiscales. «Du fait de l'importance historique des cotisations sociales et des impôts indirects dans notre système fiscal, les plus riches dont la part des revenus issus du patrimoine est plus forte sont structurellement avantagés, souligne-t-elle. Avec les mesures mises en place par le gouvernement, cette tendance s'est accentuée, avec un effet redistributif de l'impôt qui décroît lorsque l'on atteint le haut de la pyramide des revenus pour les 1 % et même les 0,1 % les mieux lotis.» Libération 20 janvier 2019

La liste des 26 oligarques milliardaires les plus riches qui concentrent autant de richesses que 3,8 milliards d'habitants.

Jeff Bezos, Bill Gates, Warren Buffett, Bernard Arnault, Mark Zuckerberg, Amancio Ortega, Carlos Slim, Helú Charles Koch , David Koch, Larry Ellison, Michael Bloomberg, Larry Page, Sergey Brin, Jim Walton, S.Robson Walton, Alice Walton, Ma Huateng ,Françoise Bettencourt Meyers, Mukesh Ambani, Jack Ma, Sheldon Adelson, Steve Ballmer, Li Ka-shing, Hui Ka Yan, Lee Shau Kee, Wang Jianlin.

Pour en arriver-là, ils ont mis le monde à feu et à sang au quotidien. Un bref échantillon.

- La coalition menée par Ryad dit avoir "détruit" des sites de drones au Yémen - AFP
- Irlande du Nord: Deux arrestations après l'explosion d'une voiture - Reuters
- Nom de la Macédoine: incidents lors d'une manifestation à Athènes - AFP
- Egypte: un an de prison pour un présentateur TV pour avoir interviewé un gay - AFP
- Un raid israélien déjoué dans le sud de la Syrie - Reuters
- Un attentat fait trois morts à Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie - Reuters
- La Syrie en guerre secouée par deux attentats, dont un à Damas - AFP
- Sanaa visée par une série de raids aériens de la coalition saoudienne - Reuters
- Plus de 100 morts dans l'attaque d'une base en Afghanistan - Reuters
- Attaque contre l'ONU au Mali : 10 Casques bleus ont été tués - Liberation.fr
- Soudan: nouvelles manifestations, Béchir défend les forces de sécurité - AFP
- Colombie: marche contre le terrorisme après l'attentat de Bogota - AFP
- Dans le nord du Brésil, une vague de violences alimentée par le chaos carcéral - AFP
- Le bilan de l'explosion d'un oléoduc dans le centre du Mexique vendredi s'est alourdi à 89 morts - Liberation.fr

La pauvreté récurrente produit de l'"Europe sociale"...oligarchique!

- La pauvreté en Europe - inegalites.fr 13 juin 2018

17 % des Européens vivent sous le seuil de pauvreté de leur pays. Cette proportion varie du simple au double, de 12 % en Finlande à 25 % en Roumanie.

17,3 % des Européens, soit 87 millions de personnes, vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015 selon Eurostat [1], si on prend en compte le seuil à 60 % du revenu médian de chaque pays (voir encadré ci-dessous). La Finlande (11,6 %), le Danemark (11,9 %), la Norvège (12,2 %) et les Pays-Bas (12,7 %) font partie des pays où le taux de pauvreté est le plus faible. Avec un taux à 13,6 %, le niveau de la pauvreté en France se situe également parmi les plus bas d'Europe. Il est même le plus faible des pays les plus peuplés.

À l'opposé, la Roumanie (25,3 %), l'Espagne (22,3 %) et la Grèce (21,2 %) ont les taux de pauvreté les plus élevés. L'Italie et le Portugal ne sont pas loin avec respectivement 20,6 % et 19,0 %. Ces pays sont fortement touchés par la crise économique et ont un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes. inegalites.fr 13 juin 2018

Le visage hideux du capitalisme.

- Des sacs Dior aux taudis : Hongkong, concentré d'inégalités - Libération 20 janvier 2019

Selon Oxfam, la ville fait partie des endroits du monde où les inégalités sont les plus «extrêmes». Alors que les plus riches se pavanent avec leurs chiens manucurés à bord de leurs Tesla, Kelly, 10 ans, ou la famille Wong, qui vit à quatre dans 27m², tentent de survivre tant bien que mal loin des gratte-ciel.

Kelly n'a ni père ni loisirs, et ne mange pas à sa faim. La fillette fluette aux manches trop courtes nourrit pourtant l'ambition de devenir une «femme riche». Et ça la fait rire, car elle sait qu'il lui faudra «étudier et travailler très très dur» pour accomplir son rêve. A 10 ans, elle vit sous le seuil de pauvreté à Hongkong, comme un enfant sur cinq dans cette ville où, selon Oxfam, les inégalités sont «parmi les plus extrêmes» au monde et se creusent depuis quinze ans. Ici, magasins de luxe et magnats milliardaires côtoient sans-abri et vieillards ramasseurs de carton. Inabordables

En 2016, le revenu médian moyen par ménage du plus haut décile (les 10 % les plus riches) était 44 fois plus important que celui du plus bas décile (les 10 % les plus pauvres). En 2006, c'était «seulement» 34 fois plus. A cette date, les plus pauvres devaient travailler pendant près de deux ans et dix mois pour gagner ce que les plus riches engrangeaient en un mois. Il faut désormais trois ans et huit mois.

La richesse est fortement concentrée : les particuliers disposant de plus de 20 millions d'euros possèdent à eux seuls 47 % des richesses. Et elle se montre. Sacs Dior, talons Louboutin et bracelets Love de Cartier font partie intégrante du décor. Les Tesla sont à tous les coins de rue, au point que leur fondateur, Elon Musk, a jusqu'à récemment considéré Hongkong comme «la ville-balise» pour ses produits car elle comptait par habitant le plus grand nombre de ces voitures électriques haut de gamme. Même les chiens mènent ici une vie en or, dorlotés et manucurés par des propriétaires qui n'hésitent pas à payer rubis sur l'ongle pour des toilettages au lait ou des soins à l'oxygénothérapie.

La pauvreté, grandissante, se fait très discrète. Elle touche 1,38 million de personnes, soit 20,1 % de la population hongkongaise. Dont Kelly. Abandonnée à la naissance par son père, la fillette survit dans le quartier saturé de Mongkok (en face de l'île de Hongkong) avec sa mère, Jojo, 40 ans, Chinoise du continent en situation irrégulière.

A Hongkong, le marché immobilier est parmi les plus inabordables au monde. Des places de parking s'arrachent pour 250 000 euros, des appartements sur l'emblématique pic de l'île Victoria pour 14 000 euros le mètre carré. Kelly et sa mère vivent, elles, dans un studio oppressant : 9 m² de boîtes et de sacs amoncelés autour d'un lit et d'une table. Elles disposent de 6 000 dollars hongkongais (660 euros) par mois, donnés par un oncle. Une fois décomptés les 4 200 HKD de loyer, 200 HKD d'électricité et 100 HKD de téléphone, il leur reste 1 500 HKD (soit 166 euros). Pas suffisamment pour trois repas par jour, ni pour l'uniforme de l'école, ni pour l'ordinateur, ni pour une consultation médicale. Il ne leur reste rien, sauf une vie de galère, à grappiller d'ONG en banques alimentaires quelques vêtements et aliments. Indigence

Le plus difficile pour Kelly ? Voir ses camarades acheter des goûters après l'école. Quand ses copines partent suivre des cours de soutien ou des activités extrascolaires à 25 euros la demi-heure, elle rejoint sa paroisse pour faire ses devoirs avec l'aide d'une sœur. Les notes de ses copines grimpent en anglais mais pas les siennes, faute de cours particuliers, explique la fillette discrète dans un anglais mal assuré.

Dans son jean trop grand et ses tongs Peppa Pig, Kelly réussit à se mouvoir dans la minuscule pièce encombrée, fouille sous une pile de feuilles et brandit fièrement des natures mortes au fusain, ses trophées des cours de dessin qu'il a fallu arrêter car trop onéreux, 45 euros par mois. «J'étais déçue, j'aimais beaucoup ça», souffle-t-elle dans une moue. Selon Sze Lai-shan, de l'ONG Hongkong Society for Community Organization, qui s'occupe de la petite fille, en étant privée de ces activités parascolaires bénéfiques pour son bien-être et l'acquisition d'autres compétences, Kelly est lourdement pénalisée et rejetée. Or cet isolement social dès le plus jeune âge est préjudiciable dans une société régie par les réseaux, où la compétition est reine et la réussite une obligation. «Il y a vingt ans, l'école permettait de s'élever dans l'échelle sociale, ce n'est plus le cas. Aujourd'hui les élèves doivent payer pour avoir plus de ressources et d'opportunités. Beaucoup se retrouvent en échec dès la ligne de départ parce que leur famille est pauvre», explique Sze Lai-shan.

Le travail ne permet pas non plus de sortir de l'indigence. Dans ce quartier de Sham Shui Po, une personne sur quatre est pauvre. Beaucoup sont des actifs qui, malgré un emploi voire deux, peinent à se maintenir à flots. Ils vivent entassés dans de vieux immeubles des années 60. Les appartements y sont subdivisés en micros studios ou des «lits-cercueils» où l'on ne tient qu'allongé, des espaces sans intimité, ni lumière, ni air ventilé. Certains de ces locataires espèrent décrocher un logement social, comme l'ont déjà fait 45,6 % des 7,4 millions de résidents de Hongkong. Dans l'attente du Graal, cinq ans et demi en moyenne, ils s'entassent à Sham Shui Po ou s'excentrent vers les zones rurales des Nouveaux Territoires, la partie continentale de Hongkong.

C'est le cas de la famille Wong, venue de Chine il y a moins de dix ans, rencontrée à Long Ping, à plus d'une heure de métro des gratte-ciel rutilants du centre des affaires. Le père, Wong Chi Keung, travaille dans le bâtiment quand sa santé défaillante le

lui permet. Son épouse, Lau Ying Sheung, ne travaille pas, afin de s'occuper de leurs jumelles de 6 ans, scolarisées seulement la moitié de la journée. «On vit dans le stress», raconte-t-elle. Depuis quelques mois, ils sont installés dans un espace de 27 m² construit illégalement sur le toit d'un hôtel de passe. Mégots et préservatifs usagés jonchent les marches de l'immeuble.

Un matin, intriguées par l'odeur, les jumelles, Mei Yin et Shuk Yin, ont découvert un rat en décomposition sur le toit, à côté de leur poupée. Depuis, racontent-elles en secouant la tête, elles n'y laissent plus traîner aucun de leur jouet. Elles restent confinées à l'intérieur de leur logement pour dessiner ou étudier, «parce que ça demande trop d'énergie de descendre les sept étages et le square est trop loin», explique la mère, vite essoufflée par l'effort physique à cause de son diabète.

«Restrictions»

Malgré cet environnement, Lau Ying Sheung se satisfait de son logement, «un luxe comparé au conteneur perdu dans la campagne» que la famille louait pour 3 000 HKD (331 euros). Problème : le propriétaire compte les expulser d'ici quelques semaines. «Aides sociales comprises, nous ne touchons qu'environ 10 000 HKD par mois (1 106 euros). C'est impossible avec ça de payer des frais d'agence pour trouver un autre logement», raconte Lau Ying Sheung, très préoccupée.

Sentiment d'insécurité et angoisse sur l'avenir alimentent son quotidien, comme près de la moitié des foyers défavorisés, selon une étude menée en 2017 par la fondation Caritas. «Le gouvernement n'aide pas correctement les gens et met énormément de restrictions et de conditions pour l'obtention des aides sociales, regrette Kelvin Lee, de Caritas. Les salariés peu qualifiés doivent travailler plus de dix heures par jour, sans pour autant s'en sortir et encore moins économiser. Ils placent donc beaucoup d'espoir dans la réussite de leurs enfants, beaucoup trop.».

Hongkong, un cinquième de la population sous le seuil de pauvreté

«Hongkong est peut-être le seul pays au monde à avoir accentué ses inégalités après qu'il a rejoint un pays communiste.» La boutade de Thomas Piketty lancée lors d'une conférence à Hongkong à l'automne a été confirmée par les dernières statistiques officielles. La pauvreté ne diminue pas en dépit d'une croissance de 3,8 %.

En 2017, un cinquième de la population est passé sous le seuil de pauvreté (calculé à partir des revenus des ménages avant impôts et aides sociales), soit une hausse de 0,2 % et un record depuis 2010. Pourtant près de 79,8 milliards de dollars hongkongais (8,9 milliards d'euros) sont alloués à l'aide sociale, près de deux fois plus qu'en 2009 lorsque le gouvernement a commencé à publier des statistiques sur la pauvreté, ce qui en fait le deuxième poste de dépenses après l'éducation.

Les autorités imputent cette hausse au vieillissement de la population. Les plus de 65 ans représentent 16,6 % de la population totale, et un tiers des indigents. Plus inquiétant, le taux de pauvreté des enfants a grimpé de 0,3 point à 23,1 %, et s'accentue aussi la paupérisation des jeunes diplômés et étudiants qui travaillent pour rembourser leurs études.

On est considéré comme pauvre à Hongkong quand on gagne moins de 4 000 HKD par mois (445 euros) pour une personne seule, 19 900 HKD (2 200 euros) pour une famille de quatre.

Le logement est l'une des racines du problème. Il engloutit plus du tiers du budget des ménages défavorisés. Pour Paul Yip, professeur au département des sciences sociales de l'Université de Hongkong, sont aussi en cause la piètre protection du travail, un salaire minimum dérisoire, à 34,5 HKD de l'heure (3,9 euros), instauré en 2011 seulement, et des syndicats fantoches.

Selon lui, en externalisant ses emplois, le gouvernement a par ailleurs «mené la danse dans cette spirale négative» qui fait que la croissance économique n'aide plus les classes inférieures à participer aux succès économiques. «Plutôt que de créer une dépendance aux allocations sociales, le gouvernement devrait pousser à l'augmentation des salaires.» Libération 20 janvier 2019

Autre monstruosité du capitalisme. En France.

LVOG - Inexplicable, sans cause réelle et sérieuse, une pure coïncidence, la fatalité.

- L'affaire des bébés sans bras relancée par trois nouveaux cas autour de l'étang de Berre - Liberation.fr 21.01

En 2016, dans un espace géographique restreint de 30 kilomètres autour de Vitrolles, trois bébés sont nés sans bras. La pollution, liée à la forte activité industrielle, est pointée comme une cause éventuelle de ces malformations. Liberation.fr 21.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Espagne. Podemos au bord de l'implosion. - LePoint.fr 20 janvier 2019

Le divorce est consommé entre les deux leaders du mouvement espagnol, Pablo Iglesias et Íñigo Errejón. En chute dans les sondages, Podemos risque de se diviser en deux blocs.

Podemos, cette formation qui, il y a tout juste cinq ans, avait bouleversé la politique espagnole, fête cet anniversaire dans la pire situation possible : au bord du gouffre. Longtemps contenue, la guerre entre ses deux leaders et frères ennemis est ouvertement déclarée. Ce qui affaiblit considérablement ce parti de la gauche radicale qui, né en 2014, est la troisième force parlementaire avec 5 millions de suffrages et 67 députés à la chambre basse du Parlement. L'étincelle : l'annonce par l'un des cofondateurs de Podemos, Íñigo Errejón, qu'il ne concourra pas sous les couleurs du parti aux régionales de Madrid en mai prochain, mais qu'il le fera sous la bannière du mouvement plus modéré, plus pragmatique, de la maire de Madrid, Manuela Carmena, Mas Madrid. La réaction du chef de file incontesté de Podemos, Pablo Iglesias, a été immédiate : « Cette décision qui a été prise sans me consulter me rend très triste. »

Ce coup de tonnerre consomme une scission, de l'avis général, irréversible. C'est tout à la fois un divorce politique, stratégique et personnel entre les deux personnalités les plus en vue de Podemos depuis son lancement : d'un côté, Pablo Iglesias, le secrétaire général, partisan d'une formation verticale, d'un pouvoir autoritaire, et de positions jusqu'au-boutistes face aux autres forces parlementaires, des socialistes à la droite la plus radicale ; de l'autre, Íñigo Errejón, plus modéré, moins dogmatique, et favorable à une gauche transversale en quête d'une alliance stratégique avec les socialistes. LePoint.fr 20 janvier 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Psychiatrie: une journée d'action contre le manque de moyens - Liberation.fr 21 janvier 2019

Marcher… «pour un printemps de la psychiatrie». Le slogan est audacieux, tant la situation actuelle est hivernale. En tout cas, c’est sur ce thème que vont se rassembler mardi à 11 heures quelques centaines de personnes à l’appel de plusieurs collectifs, dont certains regroupant des patients, mais aussi à l’appel de l’Union syndicale de la psychiatrie (USP) ainsi que des syndicats SUD et CGT, place de la République à Paris.

Une manifestation qui s’inscrit dans le sillage de plusieurs mouvements de grève qui ont eu lieu, ces derniers mois, dans les hôpitaux psychiatriques d’Amiens, de Rouen mais aussi du Havre. Tous pointant un manque cruel de moyens et de personnel, se traduisant par des situations mettant en danger les patients (lire Libération du 9 janvier 2019). Ces grèves, menées non par des médecins mais par le personnel soignant, ont eu des résultats variables.

En finir avec l’isolement et la contention

Si un accord de «sortie de crise» prévoyant l’embauche d’infirmiers et d’aides-soignants a été signé, la semaine dernière, entre la direction de l’hôpital psychiatrique Philippe Pinel à Amiens et les syndicats, en revanche au Havre, les syndicats s’inquiètent du fait que les promesses d’embauche ne sont pas tenues financièrement, et que des patients se retrouvent de nouveau sur des brancards, dans des couloirs, parfois même attachés.

Aujourd’hui, ce sont plus d’une dizaine d’hôpitaux psychiatriques qui connaissent des mouvements suivis de mobilisations. «Plus de 25% des postes de psychiatres dans les hôpitaux ne sont pas pourvus, nous disait le Dr Pascal Boissel, président de l’USP. Les 50 millions d’euros promis par la ministre de la Santé risquent de n’être qu’une paille tant la situation est tendue et dramatique.» «Nous voulons en finir avec l’augmentation continuelle du recours à l’isolement et à la contention; la contrainte doit cesser d’être la norme», insiste de son côté le Collectif des 39, qui regroupe des patients et des professionnels de santé. Liberation.fr 21 janvier 2019

Haut de page

Le 27 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Manifestation mardi 29 janvier à Paris à 18h « pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau.

Mardi 29 janvier - 18h - Manifestation - départ 18h fontaine Saint Michel à Paris (pour le début de l'examen du texte en séance à l'assemblée).

« pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau contre le droit de manifester ; pour l'abandon des poursuites à l'encontre des victimes de la répression policière et leur indemnisation ; pour l'interdiction des armes mutilantes dites « intermédiaires » (flash-balls, grenades de désencerclement...) ; pour l'arrêt des violences policières et la fin de l'impunité ».

Considérant qu'un tel projet menace les libertés démocratiques et concerne tout le mouvement ouvrier, le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID) s'est associé à un appel d'organisations qui se prononce en particulier « pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau contre le droit de manifester ; pour l'abandon des poursuites à l'encontre des victimes de la répression policière et leur indemnisation; pour l'interdiction des armes mutilantes dites « intermédiaires » (flash-balls, grenades de désencerclement…) ; pour l'arrêt des violences policières et la fin de l'impunité ».

Premiers signataires :

ACORT, AMDH Paris-IDF, Amelior, ASSO-Solidaires, ATTAC, ATMF, Campagne BDS France, Cedetim-IPAM, CNDF, CNT-FTE, Collectif des Universitaires contre les violences policières, Collectif Faty Koumba, Collectif habitants urgence 31, Comité Adama, Comité Montreuil Palestine, Coordination Pas sans nous, CRLDHT, CVDT, DAL, DIEL, Droits devant !, Emancipation Tendance Intersyndicale, La Fanfare Invisible, Fédération Solidaires Etudiant-e-s, Femmes Egalité, Femmes Plurielles, Fondation Copernic, FTCR, Identité plurielle, Instants Vidéo et Numériques, LDH Paris 18, Marche des Solidarités, UJFP, UTAC, Sud PTT, SNJ, SNJ-CGT, Solidaires, Sud Industrie...

Ainsi que : Alternative Libertaire, Ecolo, EELV, Ensemble!, Gauche Démocratique et Sociale, Coopérative Ecologie Sociale, Décroissance IDF, NPA, Parti de Gauche, PCOF, POID...

Contact: contact@nonetatdurgence.org

- Au format pdf (29 pages)

PREMIERE PARTIE

Quelques réflexions politiques.

Je suis épuisé, donc je vais m'accorder un peu de repos. Si l'on veut. Après avoir déménagé depuis 5 ans déjà, je n'ai pas encore terminé mes travaux... Et puis rien ne presse, si on peut dire, puisqu'aucun changement politique n'est envisageable avant une durée indéterminée dans aucun pays, sauf peut-être au Venezuela dans le mauvais sens, quoique, c'était prévisible, on l'a déjà écrit il y a longtemps, comme en Equateur, en Argentine et au Brésil, aucun de ces régimes dits progressistes ou de gauche n'ayant rompu avec le capitalisme, ils devaient être tous balayés un jour par la réaction. Sur quoi reposaient-ils ? Je vous le donne en mille, l'armée mise en place par leurs prédécesseurs, le reste était à l'avenant.

Ceux qui nous ont vendu ces régimes comme des modèles à suivre ("Le socialisme du XXIe siècle") étaient en réalité des charlatans de la pire espèce pour avoir fait naître des illusions dans la tête de nombreux militants qu'ils ont trompés délibérément. On pouvait apporter notre soutien à ces pays contre leurs agresseurs, à condition de caractériser ces régimes et dénoncer leurs faiblesses...

Quand ils ont des parts dans le marche des sextoys.

- Bienvenue chez les psychopathes. La décadence dans laquelle ils veulent nous entraîner n'a plus de limite dans l'abjection. Ce n'est pas seulement à la place du cerveau qu'ils ont un sexe ! C'est toute trace de sociabilité (et d'évolution culturelle) chez l'homme ou chez la femme, la notion de sentiment amoureux qui doit disparaître au profit de relations sexuelles. Les relations qu'un homme et une femme pourraient tisser ensemble ou l'attirance qu'ils pourraient ressentir réciproquement n'aurait pas plus de valeur qu'un vulgaire objet destiné à procurer un plaisir éphémère que l'on consommerait et que l'on jetterait ensuite. Quel cauchemar !

- Saint-Valentin: troquez les roses pour ces sextoys - Le HuffPost 26.01

Comment ne pas se rendre compte qu'ils tiennent absolument à pourrir, effacer, détruire toutes les relations, tous les liens qui existent au sein de la société ou qui se sont constitués au fil des siècles et même des millénaires entre les hommes et les femmes, notamment.

Quelqu'un de mentalement équilibré peinera à croire qu'une telle intention puisse exister, et pourtant c'est bien la réalité.

On est en présence de monstres et non d'êtres humains, qui ont conçu une idéologie où toute trace d'humanisme serait bannie parce qu'ils considèrent qu'il constituerait une menace pour le modèle de société totalitaire qu'ils envisagent de nous imposer. Les hommes tout comme les femmes doivent être ramenés à une condition primaire, à l'état de primate, où seul demeurerait présent chez eux l'instinct bestial de survie qui s'accompagne de relations sexuelles du même ordre, comparables par exemple à celles des bonobos chez lesquels la notion de transgression sexuelle n'existe pas.

Ne vous êtes-vous jamais demandés pourquoi depuis déjà de nombreuses années, au-delà de la promotion de la pornographie et de la prostitution, ils nous rebattent les oreilles avec leurs histoires d'homosexualité, de pédophilie, d'inceste et de zoophilie, qui ne concernent qu'une infime minorité de la population, mis à part l'homosexualité qui n'a pas à être traité par le législateur et encore moins être évalué comme un délit, quand il s'agit d'un acte consenti entre adultes libres d'adopter cette orientation sexuelle, tout en les condamnant, ils manifestent clairement la volonté de banaliser ces comportements à force d'en entendre parler, les suggérant l'air de rien, les encourageant, les imposant, qu'ils soient légaux ou illégaux selon les pays, peu importe.

On n'est pas jamais au bout de nos surprises. Et dire qu'il y en a encore pour se demander s'il faut ou non "débattre" avec les représentants de cette idéologie, de ce régime, avec Macron et ses ministres, etc. c'est cela le plus stupéfiant en fait. Tous les jours il y en a qui ne manquent pas une occasion pour s'adresser à eux. Quelle en est la signification politique ? Devinez. Si vous en attendez quoi que ce soit, car c'est ce que cela signifie, vous êtes très très mal barrés ! Et nous aussi par voie de conséquence, hélas ! C'est difficile à vivre parfois d'avoir atteint un niveau de conscience que seul une infime minorité partage, si infime qu'on peine à se compter...

"***50% d'un coup***". Quelle générosité, quel bonheur ! Non, trop, c'est trop !

Rendez-vous compte, incroyable, le salaire minimum augmenterait de "50% d'un coup". Où cela, en France, mais non ballot, au Nigéria! France Info ne s'en remet pas, quelle tragédie ! Quand même, "50% d'un coup", c'est super, en partant de 44 euros mensuel, c'est déjà moins génial, cela donne 66 euros, tient un peu plus que le salaire que perçoivent les femmes indiennes de mon village qui travaillent 48 heures par semaine durant 12 mois de l'année, 60 euros, en France environ 1.000 euros, donc les heureux travailleurs nigérians vont percevoir un salaire équivalant à 6% du smic, c'est géant, que réclame le peuple franchement ! De la part de France Info des négriers, pas étonnant !

Cela explique aussi qu'on vive mieux en France qu'au Nigéria, premier producteur de pétrole d'Afrique, donc un pays riche ou plutôt, où les actionnaires des multinationales occidentales sont riches. Ces chers Français si attentionnés au sort des migrants, mais qui se foutent du sort qui leur est réservé quand ils bossent pour un salaire de misère dans leurs pays, c'est beau tout de même la bonne conscience, l'impérialisme a du bon, il faut le reconnaître...

En fait, c'était une information en partie fausse de France Info, car les salariés nigérians des entreprises de moins de 25 salariés ne sont pas concernés par cette mesure, donc les plus nombreux d'entre eux, et pour avoir la paix social le gouvernement a accordé 7,33 euros en plus aux fonctionnaires (j'ai fait le calcul!). Dans tous les pays les fonctionnaires sont devenus un des piliers de l'Etat ou de la stabilité du régime, les travailleurs les plus corrompus par le capitalisme en somme, souvent avec un bas salaire, l'un n'empêche pas l'autre, sur lesquels certains comptent pour faire la révolution, si, si, sans plaisanter, ce sont des révolutionnaires, quel délire, quelle dégénérescence de la lutte de classe ! France Info est à l'image de l'AFP, ils ne peuvent pas sortir une info sans y mêler une contrevérité ou un mensonge, c'est plus fort qu'eux !

- Nigeria: le salaire minimum va augmenter de 50% d'un coup - franceinfo 24.01

Le salaire minimum dans le pays le plus peuplé d'Afrique est actuellement de 18 000 nairas (un peu moins de 44 euros) par mois pour les salariés du public comme du privé. En novembre 2018, les gouverneurs des Etats avaient rejeté un accord portant sur un montant de 30 000 nairas. Ils l'avaient alors qualifié d'"impraticable" à moins de réduire drastiquement le nombre de fonctionnaires ou d'augmenter les subventions du budget fédéral qui leur sont allouées. Malgré les allocations mensuelles du gouvernement fédéral, de nombreux Etats n'ont pas payé leurs fonctionnaires depuis des mois, blâmant le ralentissement économique qui a plombé le géant ouest-africain depuis 2016.

Le ministre du Travail a déclaré à la presse que la somme de "27 000 (nairas) mensuels a été approuvée", suite à une réunion du Conseil national des Etats. Le nouvel accord, applicable aux secteurs privé et public, et qui doit encore être ratifié par le Parlement, sera révisable tous les cinq ans. Les entreprises employant moins de 25 personnes sont toutefois exemptées, a ajouté Chris Ngige. Par ailleurs, "les Etats et les organisations capables de payer plus de 27 000 nairas pourront le faire. Cela dépendra de leur capacité financière", a-t-il déclaré. "Par exemple, le gouvernement fédéral a décidé de ne pas payer

les travailleurs moins de 30 000 nairas", a-t-il ajouté. Fronde syndicale

Les syndicats n'ont pas réagi dans l'immédiat. Auparavant, ils avaient menacé à plusieurs reprises de paralyser le pays s'ils n'obtenaient pas un minimum de 30 000 nairas. L'inflation (11,5% actuellement) est devenue un problème majeur au Nigeria. Alors que le pays est le premier producteur de pétrole en Afrique, la majorité de ses 194 millions d'habitants vivent dans la pauvreté. "Le Nigeria est (...) devenu un pays pauvre", déclarait le président Muhammadu Buhari en 2016. La faute à la chute des cours du brut, affirmait-il. "C'est oublier une situation économique et politique locale en grande partie responsable des problèmes", observait alors franceinfo Afrique. A commencer par la baisse de la production d'hydrocarbures, la corruption... franceinfo 24.01

Il ne fallait pas oublier de le signaler.

Au-delà des critiques que j'ai formulées sur le mouvement ouvrier à propos de son attitude sectaire envers le mouvement populaire initié le 17 novembre 2018, il faut saluer l'engagement du POI, du NPA, de LO, de LFI, du PRCF, du ParDem, des groupes de militants du GMI, de La Commune et bien d'autres, dont les anarchistes et les maöistes, ainsi que l'ensemble des militants de tous les syndicats qui y participent, sans oublier certains militants du POID qui n'ont pas suivi leurs dirigeants.

Tendance Claire du NPA 24 janvier 2019

Finalement, Solidaires a décidé jeudi 24 janvier de s'associer à la grève du 5 février (https://urlz.fr/8JyS) en posant la question de la "grève générale reconductible".

Boycott du grand débat pipé de Macron ! Stop au dialogue social avec Macron !
Halte à la répression ! Amnistie des gilets jaunes condamnés !
Grève générale illimitée à partir du 5 février !

Les gilets jaunes. Pas du tout une dynamique de droite.

- Gérard Filoche à Sputnik 23.01 à propos des gilets jaunes.

«*Il y a 5% de casseurs, de fachos, de gens très détestables là-dedans. 95% de gens qui sont à gauche et qui cherchent une solution sociale […] Sur un rond-point où j'étais dans le Vaucluse, où on dit que c'est à droite, pas besoin de discuter longtemps avec les gens pour voir que vous augmentez les retraites, augmentez réellement le SMIC […] Mettez en cause le partage des richesses et vous faites une réforme fiscale: c'est ça ce que veulent les gens […] la tonalité, la dynamique, c'est une dynamique sociale. Pas du tout une dynamique de droite.*» Sputnik 23.01

- Acte XI: à Lyon et Caen, des gilets jaunes scandent des slogans anti-fachos - HuffPost 26 janvier 2019

À Paris, les choses ont pris une tournure plus violente. Un groupe de manifestants identifiés comme des militants d'extrême droite par un journaliste du Point présent sur les lieux aurait attaqué d'autres citoyens vêtus de gilets jaunes. Selon des témoins, il s'agirait de militants du NPA, un parti classé à l'extrême gauche de l'échiquier politique. HuffPost 26 janvier 2019

Ils osent tout. Fabrique du consentement en mode surchauffe.

- Popularité: Macron (+4) et Philippe (+6) en hausse - AFP 25.01

La popularité d'Emmanuel Macron progresse pour le deuxième mois consécutif (+4) à un niveau cependant toujours limité et celle d'Édouard Philippe gagne 6 points en un mois, selon un sondage BVA diffusé vendredi. AFP 25.01

Il y a huit jours environ, d'autres sondages disaient l'inverse ! Plus personne n'y prête attention...

Vite, vite...

- Ce qui contrarie Macron, c'est qu'il voudrait bien que cette mobilisation populaire cesse le plus rapidement possible pour pouvoir embrayer tranquillement sur la casse des retraites, passons sur le bradage des allocations chômages qui va passer comme une lettre à la poste, les fonctionnaires, donc la majorité des syndiqués ne sont pas concernés, et ceux qui travaillent ne le sont pas davantage, il faut dire les choses telles qu'elles sont, non ? Avoir une conscience de classe commence par regarder la réalité en face, sinon il s'agit d'autre chose, d'intérêts purement corporatistes...

Le problème : C'est qu'elles sont déjà mobilisées !

Un internaute - "*Mr Edward Bernays, neveu de Freud, le modèle de Goebbels.*

Il écrit en 1928 dans Propaganda : Si l'on parvenait à comprendre le mécanisme et les ressorts de la mentalité collective, ne pourrait-on pas contrôler les masses et les mobiliser à volonté sans qu'elle s'en rendent comptent ?"

Pour leur vendre n'importe quoi, y compris des idées. Attention, cela ne fonctionne pas indéfiniment, même s'il y a des irréductibles. A trop vouloir en faire, on se trahit aussi...

Défense du marxisme.

Le commentaire que j'ai posté mercredi dans le blog Les Crises.fr.

Un internaute -"*Un des principaux dogmes du communisme et aussi du socialisme, mais dans une un peu moindre mesure, est le suivant : Les humains sont bêtes et méchants par nature et seuls quelques esprits éclairés peuvent les guider vers le bon chemin.*"

Ma réponse - Un déni et un mensonge ou une ignorance.

Le socialisme repose sur le constat que seule une fraction des exploités et des opprimés est capable dans un premier temps d'atteindre un niveau de conscience politique correspondant au processus dialectique matérialiste et historique inconscient à l'œuvre tout au long du développement de la civilisation humaine (ce que vous niez), et de définir dans quelle direction il est susceptible de s'orienter en fonction de l'évolution des rapports (contradictoires) qui existent entre les différents facteurs qui les composent, de sorte qu'en tenant compte et en agissant sur ces facteurs et ces rapports il soit possible d'orienter ce processus historique dans une direction plutôt qu'une autre, autrement dit vers le chaos, la guerre sans fin, la barbarie ou le socialisme et au-delà le communisme ou la liberté.

Et parmi (ce que vous ignorez) les facteurs déterminants sans lesquels il est impossible d'orienter la société dans une autre direction que la barbarie, figure ces éléments les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes rassemblés dans un parti politique, ainsi que les dizaines de millions de travailleurs organisés au sein des organismes politiques indépendant qu'ils ont créés (Assemblée populaire ou constituante par exemple), et c'est uniquement la combinaison de ses deux facteurs qui peut permettre à un moment donné de réaliser un changement de régime, autrement dit, de liquider le capitalisme et ses institutions antidémocratiques.

Que vous l'admettiez ou non, c'est ce que nous enseigne la lutte de classe internationale depuis les révolutions du XIXe siècle.

Idée reçue ou formule bâclée ou interprétée à sens unique.

Il est de bon ton ou il est admis que les conditions objectives l'emportent sur les conditions subjectives, argument que l'on emploie pour justifier l'analyse selon laquelle le développement de la crise du capitalisme va conduire inexorablement à une modification des rapports établis entre les classes, et se traduire par un affrontement direct entre les deux principales classes, celle des capitalistes et celle de la classe ouvrière, de sorte que lorsque leurs contradictions seront poussées au paroxysme, tous les obstacles que les représentants de la classe dominante et ses agents au sein du mouvement ouvrier avaient dressés pour empêcher les masses exploitées de surgir sur l'arène politique tomberont les uns après les autres ou seront submergés ou s'avèreront impuissants à contenir la puissante vague destinée à emporter le régime...

C'est exact, et on a pu le vérifier une multitude de fois dans le passé à travers le monde. En revanche, ce qu'on admet moins ou ce qu'on n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi une crise politique puisse durer des décennies sans pour autant se transformer en crise révolutionnaire, ou pourquoi une situation révolutionnaire ne donnera pas lieu à une révolution et débouchera sur une longue période de réaction, à laquelle succédera une nouvelle situation révolutionnaire et ainsi de suite...

Jusqu'à présent on a commis l'erreur de concentrer notre attention uniquement sur le rôle joué par ces agents du capital sévissant au sein du mouvement ouvrier ou s'en réclamant, alors qu'ils pouvaient être amenés à être désavoués ou écartés, à perdre tout crédit auprès des travailleurs, pour aussitôt être remplacés par d'autres imposteurs ou partis acquis au capitalisme, qui reprenaient le flambeau de la social-démocratie, dont on a pu observé à quoi cela menait en Grèce avec Syriza, en Allemagne avec Die Linke, en Espagne avec Podemos, en France avec le PG ou LFI, etc. On a pu observer le même phénomène sur le plan syndical avec Sud ou Solidaire en France par exemple.

Pendant ce temps-là, soit de nombreuses décennies, les travailleurs n'ont cessé d'être sous l'emprise d'un conditionnement bien plus pernicieux et constant, quotidien, et cela depuis leur naissance, ce qu'on a pour ainsi dire totalement négligé ou pire encore, auquel on a attribué des vertus, que ce soit le capitalisme et ses institutions, ou la multiplication des médias, les nouveaux supports de communication, sans parler des ONG et du monde associatif, qui spontanément nous fait penser à l'association capital-travail chère à l'extrême droite.

On a pratiqué sans modération ou aveuglément le culte de la République, de la démocratie, de la liberté d'expression, de la justice, du droit international, des médias, des réseaux sociaux, de l'instruction publique, du mouvement ouvrier, etc. pour finalement s'apercevoir que depuis le début ils étaient rongés par un mal qui allait finir par les emporter : le capitalisme.

On fit passer à la trappe ou au second plan leur nature de classe au profit de formules creuses, de définitions génériques, qui ne profitaient qu'à leurs ennemis ou à ceux qui les manipulaient pour mieux conditionner les masses, au point d'en arriver à déclarer que le combat contre la lutte idéologique et psychologique que menaient les porte-parole et les agents de la classe dominante ne méritait pas d'être mené, affirmant que de toutes manières un jour ou l'autre les conditions objectives finiraient par l'emporter sur les conditions subjectives, ne voulant pas voir que l'extrême hétérogénéité de la classe ouvrière et des classes moyennes n'aboutirait pas à la maturité des conditions objectives, hormis chez certaines couches isolées ou une minorité qui à un moment donné ne supporteraient plus leur condition d'existence et se soulèveraient, tandis que la majorité mieux lotie et conditionnée par la propagande des représentants du régime s'accommoderait de son médiocre destin et déciderait de ne pas se mobiliser, quitte à abandonner ses aspirations à une vie meilleure.

J'allais ajouter, et ne comprenant pas qu'un jour fatalement leur tour viendrait, puis je me suis ravisé, parce qu'en réalité c'est faux, car hormis dans les pays les plus pauvres, nulle part dans le monde la majorité de la population n'est soumise à des conditions matérielles d'existences insupportables ou misérables, à l'indigence, conduite à mendier des aides de l'Etat ou d'organismes privés caritatifs. Or, jusqu'à preuve du contraire, et on est en train d'en faire l'expérience en France, seule cette condition peut conduire les masses à se soulever contre le régime, qui réprimera violemment toute tentative de soulèvement sachant qu'il peut compter sur la passivité et la neutralité de la majorité.

Cette majorité des masses, comme je l'ai expliqué dans des causeries précédentes, d'un côté elle dispose de revenus qui lui permettent de bénéficier d'un mode de vie relativement confortable, et d'un autre côté elle est conditionnée ou influencée par la propagande officielle, du coup la combinaison de ces deux facteurs la conduit à accepter une multitude de frustrations ou à abandonner ses aspirations à vivre dans une société meilleure ou plus juste, car finalement si elle est satisfaite de son sort sur le plan matériel, dans tous les autres domaines elle ne peut pas y prétendre, elle doit se contenter de rapports médiocres ou détestables, elle est contrainte de vivre dans une société où tout idéal a disparu ou ne peut être que teinté d'hypocrisie et de cynisme, pire encore, elle se voit contrainte de renier les valeurs et les principes qui coïncidaient avec ses aspirations les plus profondes, les plus légitimes, elle préfère encore être l'acteur de sa propre déchéance plutôt que prendre le risque de remettre en cause sa condition matérielle d'existence en l'absence de toute issue politique à la crise du capitalisme, qui existe, mais dont elle n'est pas parvenue à prendre conscience, parce que la classe ouvrière (et les masses en générales) n'est pas parvenue à se doter d'une nouvelle direction politique au cours des 80 dernières années malheureusement.

Il ne fait absolument aucun doute que parmi la majorité des masses les mieux loties et les plus évolués des centaines de milliers de travailleurs furent en mesure de s'élever au niveau du socialisme mais en ont été détournés, des dizaines de milliers s'en approchèrent, puis s'en éloignèrent, de sorte que bien que les conditions existaient nous ne purent jamais construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

Ainsi, le problème que nous avons à résoudre, ce ne sont pas les masses, elles sont plutôt la solution, mais celle de la direction de l'avant-garde du mouvement ouvrier, autrement dit, le problème ce sont uniquement nos dirigeants, leurs analyses, leurs stratégies, leurs conceptions de la lutte de classe, les rapports qu'ils entretiennent avec les différentes classes, avec l'Etat.

Nous avons dit précédemment que nous avions commis l'erreur d'avoir accordé beaucoup trop d'importance aux agents du capital sévissant dans le mouvement ouvrier parce que finalement une fois démasqués ou rejetés d'autres viendraient les remplacer et ainsi de suite, de la même manière nous nous sommes épuisés en pure perte à vouloir absolument coller au mouvement spontané des masses qui étaient bourrées d'illusions et qui les conserveraient par la suite, donc là encore, cela ne servit strictement à rien, bref, on oscilla sans cesse entre opportunisme et gauchisme, entre dogmatisme (et sectarisme) forcené et éclectisme débridé, de telle sorte qu'on ne pouvait inspirer confiance à personne, et si on se demandait pourquoi, je répondrais parce que personne n'avait quelque chose à y gagner !

On a pu observer au cours des 8 dernières décennies que des millions et millions de travailleurs avaient participé à la lutte de classes, que des millions s'étaient syndiqués, que plus d'un million avait adhéré un jour à un parti ouvrier, et tout d'un coup on s'aperçoit que c'est comme si rien ne s'était passé, comme si ces expériences n'avaient jamais existé, vous ne trouvez pas cela curieux, vous ne vous êtes jamais posés la question de savoir pourquoi, au-delà des explications foireuses ou intéressées fournies par nos dirigeants, et bien j'ai une autre explication à vous proposer, qui a un lien avec tout ce qui vient d'être exposé dans les paragraphes précédents.

Qu'y a-t-il de commun entre les masses, la totalité des masses et pas seulement la majorité, et tous ces travailleurs qui ont participé un jour à la lutte de classes ou qui se sont engagés dans le mouvement ouvrier ?

Ils partagent tous le même mode de pensée, celui qui leur a été inculqué par une multitude d'intermédiaires au sein de la société agissant pour le compte de la classe dominante, de l'éducation qu'ils ont reçue de leurs parents, de l'instruction qu'ils ont reçue à l'école puis à l'université, des informations qui leur ont été transmises par les médias et les réseaux sociaux de nos jours,

des histoires qu'on leur a contées dans des livres, au cinéma, au théâtre, parfois dans des lieux de culte, etc. Leur mode de pensée a été formaté de telle sorte qu'ils n'interprètent pas la réalité, la situation, leur condition, leurs propres expériences à partir des faits et de leur enchaînement, mais en les traitant comme des abstractions détachées les unes des autres de telle sorte que les liens qui existaient entre eux s'évanouissent ou disparaissent au point de ne laisser aucune trace, hormis des impressions impossibles à relier entre elles ou inutilisables, incompréhensibles une fois la relation dialectique de cause à effet rompue ou obscurcie par l'épais brouillard de la spéculation ou de la confusion à laquelle elles allaient donner lieu par la suite.

Dans ces conditions toute interprétation dialectique, donc correspondant au déroulement des faits ou de la réalité présente ou passée est impossible à saisir, alors de là à imaginer le futur ou comment pourrait évoluer la situation, vaut mieux l'oublier ou ne pas y penser. Quel que soit le sujet que l'on doit aborder, la question à laquelle on doit réfléchir, le problème que l'on a à résoudre, la difficulté que l'on a à traiter, la situation que l'on a à analyser, les faits que l'on doit examiner, donc tout ce qui concerne la vie en général et pas seulement la politique, si en terme de mode de pensée on ne recourt pas au processus qui en est à l'origine, on ne risque pas d'en venir à bout ou d'y comprendre grand chose, et bien c'est à côté de cette logique implacable, qui s'impose à tout et à tous, que nous sommes passés ! En un mot, on a appris à lire et à écrire, à compter, mais pas à penser. Qui dit apprendre à penser n'impose pas davantage de contraintes que savoir lire, écrire ou compter, bien au contraire, c'est une libération.

Il n'y a que les esprits tordus ou malintentionnés pour l'interpréter différemment, parce qu'ils ne savent pas penser ou ne tiennent pas à ce que les masses apprennent à penser par elles-mêmes, librement. C'est tout le contraire de l'endoctrinement ou du conditionnement, du lavage de cerveau, c'est justement se donner les moyens d'y échapper ou de s'en débarrasser. C'est uniquement dans ce sens que nous avions évoqué la tâche d'éduquer les masses, et non pour qu'elles deviennent des masses serviles ou obéissantes. Et évidemment cela a un rapport avec la démocratie, puisque pour pouvoir librement se prononcer sur une mesure, il est préférable au préalable de savoir penser. Et non pas savoir quoi penser, ce qui est du domaine réservé à chacun en fonction de ses intérêts, personne n'a le droit de penser à votre place ou de décider ce que vous devez penser, c'est uniquement à vous de le savoir.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'on n'a pas progressé en un siècle, et qu'avec un tel handicap on n'est pas près de s'en sortir, tout du moins on est en droit de le craindre, hélas !

On a parlé à tort et à travers du marxisme et on est passé à côté de sa méthode pour interpréter le monde, après on ne s'étonne plus de rien, ou plus précisément on a pu la maîtriser plus ou moins, mais on a oublié qu'on devait la rendre accessible au plus grand nombre. Ceux qui l'ont diabolisé visaient visiblement la dialectique matérialiste et historique, une arme aussi redoutable que le diamant pour venir à bout du plus dur problème que les hommes aient eu à résoudre, réunir les conditions pour se libérer du règne de la nécessité.

Tenez, il y a une idée qui me vient à l'esprit. Dès notre plus jeune âge en entendant quotidiennement une langue, on apprend spontanément à la parler ou à maîtriser l'expression orale, et on peut la maîtriser sans aller à l'école, ce fut le cas de ma compagne. Mon épouse a appris le français toute seule en vivant en France. Etc. Pourquoi les militants et cadres des partis ouvriers ne maîtrisent-ils pas la dialectique ? Que leur ont-ils appris leurs dirigeants ? Rien ou presque ou en tout cas pas l'essentiel puisqu'ils sont incapables de penser librement par eux-mêmes, même si certains ont réussi à se convaincre du contraire.

Puisque tout est régi par les lois de la dialectique, cette "science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée (R. Luxemburg), donc y compris les expériences que nous vivons quotidiennement, pourquoi dès lors qu'on nous aiderait à en prendre conscience, on n'y parviendrait pas ? Comment cela se traduirait-il en pratique ? Par l'observation, l'écoute, l'attention, et toutes les questions qui en découleraient et auxquelles on chercherait des réponses cohérentes, en posant ou en imaginant un tas d'hypothèses qu'on étudierait ou vérifierait une à une pour ne conserver que les plus crédibles ou valables et ainsi de suite. Cela nécessite une certaine discipline ou de faire preuve d'une grande rigueur, car on ne doit se satisfaire d'aucune réponse approximative ou contenant un doute. En cas d'incertitude ou si on tombe en panne d'imagination, on met cette question précieusement de côté et on y repensera plus tard, surtout on ne l'enfouit pas au fond d'un tiroir, à un autre moment on sera mieux inspiré, il ne faut jamais désespérer. Et puis, on apprendrait un tas de choses, on se débarrasserait d'idées fausses et on se forgerait de solides repères ou convictions qui nous serviraient par la suite.

On pourrait dire tout bêtement que faire preuve de logique, c'est refuser de subir le sort qu'on nous a réservé, c'est donc se poser un tas de questions et ne jamais cesser de se les poser tant qu'on n'a pas obtenu de réponses satisfaisantes, on doit être animé par cette détermination absolue pour progresser. Voyez de quelle détermination font preuve nos ennemis, prenez exemple sur eux et nous les terrasserons, parce que nous sommes le nombre, la force, c'est aussi bête que cela ou tout simplement logique, un miracle de la dialectique, quand la quantité se transforme en qualité.

Kant définissait la logique comme « la science des lois nécessaires de l'entendement et de la raison », Hegel comme « la science de l'Idée pure », pour Marx la logique était tout simplement le processus matériel qui se déroulait sous ses yeux. (Causerie du 14 juillet 2018)

Et la conscience de classe est le prolongement ou l'expression de processus matériel, ce qui signifie que si on ne le voit pas ou qu'on a une perception déformée, on ne peut pas acquérir une conscience de classe, plus précisément si on ne saisit pas les lois

qui sont à l'oeuvre dans ce processus matériel, on ne risque pas de le saisir lui-même ou d'agir dessus consciemment. En revanche si on maîtrise ses lois, on ne confondra pas la cause avec ses effets ou ses conséquences, par exemple on ne peux pas aborder la pauvreté sans spécifier que c'est le capitalisme qui en est l'origine, donc on ne supprimera pas la pauvreté tant qu'on n'aura pas éliminé le capitalisme.

Quand on vit une expérience et qu'on n'en tire aucun enseignement, notre niveau de conscience en général ne peut pas progresser, pire, on demeurera la proie d'éléments extérieurs qui pourrons influencer notre mode de penser et nous conditionner à notre insu, on pourra même être amené à régresser ou à croire n'importe quoi puisqu'on ne se pose pas de questions. Quand on ne cherche pas à savoir pourquoi les choses se passent ainsi plutôt qu'autrement, on en arrive à se dire qu'elles sont comme elles devaient être et que personne n'y pouvait rien, c'est ainsi que la fatalité permet de justifier l'inaction. C'est un enchaînement logique, qui n'est pas inexorable heureusement, mais qui en l'état demeurera toujours nuisible si on ne le brise pas, hormis les situations désespérées.

Le mode de pensée des travailleurs est le produit de leurs conditions qui ont fait l'objet d'interprétations qu'ils ont adoptées, de telle sorte qu'ils reproduisent inconsciemment ces conditions (ce mode de vie et de pensée) sans en connaître l'origine, et ils auront toute leur existence pour les découvrir ou non, ce qui finalement déterminera l'orientation de la société.

Leur mode de pensée est idéaliste ou teinté d'un matérialisme purement empirique qui justement ne leur permet pas de saisir les lois de la dialectique à l'oeuvre dans chaque expérience vécue ou subie, et par conséquent ils seront influencés ou orientés idéologiquement, d'où la nécessité de partir de leurs expériences, de leurs conditions, pour les aider à comprendre comment fonctionnent ces lois de la dialectique. C'est la raison pour laquelle il faut les laisser parler, les faire parler et avoir la patience de les écouter au lieu de leur débiter un grand discours politique, car quel que soit le bout par lequel ils aborderont la réalité, il sera facile de leur montrer ensuite que chaque expérience qu'ils ont vécue ou la situation sociale et politique sont régis par les mêmes lois, y compris leur mode de pensée.

On ne peut progresser dans aucun domaine, que ce soit en mathématiques ou en linguistique, dans l'étude de n'importe quelle science si on ignore leurs règles, leurs principes, leurs théorèmes, qui en quelque sorte ne font que synthétiser des rapports dialectiques de cause à effet ou conséquence qui existent en dehors de leur volonté ou qui s'imposent à eux...et bien avec la pensée c'est un peu la même chose.

Les hommes sont parvenus à apprendre à lire, à écrire et à compter, pourquoi n'apprendraient-ils pas à penser ? Attention, je ne prétends pas qu'il suffirait que les travailleurs parviennent à adopter un autre mode de pensée pour qu'il soit possible de changer la société, j'affirme que des centaines de milliers de travailleurs, voire davantage parmi les plus évolués et les plus déterminés possèdent les qualités requises qui peuvent leur permettre immédiatement d'adopter le matérialisme dialectique, donc se débarrasser du fatras idéologique qui empoisonne leur mode de pensée de manière à pouvoir agir pour changer la société, les masses évoluant à un rythme plus lent, mais qu'il faut aussi les aider à prendre conscience des lois de la dialectique, car si on ne peut pas changer de société avec des militants, cadres ou dirigeants qui en seraient inconscients, on ne pourrait pas davantage contrecarrer la propagande de nos ennemis qui comptent sur l'ignorance des masses pour mener à bien leur contre-révolution.

Tout cela ne se fait pas en un jour ou ne se décrète pas, et si en participant à un processus révolutionnaire on peut développer un certain niveau de conscience politique, il n'en demeure pas moins qu'il n'atteindra jamais spontanément un niveau suffisant pour en saisir les lois dialectiques, si on n'y a pas été préparé longtemps à l'avance, n'oublions pas qu'il ne s'agit pas seulement de prendre le pouvoir, faut-il encore être capable de le conserver. On a pu voir au cours de chaque révolution à quel point le niveau de conscience des masses pouvait s'élever pour ensuite retomber, parfois à un stade inférieur à celui auquel elles étaient parvenues avant le déclenchement de la révolution, autrement dit elles n'en auront tiré pratiquement aucun enseignement. A suivre.

Parole d'internaute.

1- En effet, le courant dominant est le subjectivisme et seule l’apparence, soit l’écume des choses compte. C’est le triomphe provisoire de l’interprétation sur les faits que l’on tord dans tous les sens pour les faire coller à une réalité totalement construite du dehors.

2- À la différence près qu’Acrimed a soutenu la propagande de guerre lors de la guerre en Syrie dans un article lors de la bataille d’Alep où le site chargeait Mélenchon de soutenir le dictateur Al-Assad puisqu’il ne soutenait pas Al-Qaïda, heu pardon les “rebelles modérés”.

Article qui a mystérieusement disparu du site d’Acrimed (je viens d’aller chercher) mais qui reste gravé dans ma mémoire comme l’un des moments les plus orwellien qu’il m’ait été donné de voir dans le journalisme.

Bref, se méfier de tout le monde, notamment des sites d’infos alternatives qui sont d’autant plus puissant pour manipuler qu’ils sont crédibles.

LVOG - "*Se méfier de tout le monde, notamment des sites d'infos alternatives*", vous avez raison, je viens de découvrir que Anticons - Observatoire du néo-conservatisme avait ajouté une carte des NéoCons US dans laquelle figure Léon Trotsky, le principal dirigeant avec Lénine de la révolution russe de 1917, puis à partir de 1924 le plus déterminé des ennemis du stalinisme au sein du mouvement ouvrier international, ce qui lui vaudra d'être assassiné sur ordre de Staline le 20 août 1940.

On doit donc en déduire au regard de cet amalgame scélérat que ce site est animé par des staliniens ou des ignorants qui se font également manipulés.

3- C'est bien possible : d'ailleurs Acrimed n'avait guère critiqué la partialité médiatique lors du coup d'État en Ukraine, en 2014, si mes souvenirs sont bons. On touche là aux limites de la "gauche radicale" française, ou "gauche de gauche".

LVOG - Vous n'êtes pas au bout de vos mauvaises surprises...

4- C'est juste une question de nombre.

La population est désarmée mais elle est nombreuse.

La police et le gouvernement, ils font actuellement les malins, mais uniquement parce que la mobilisation reste assez limitée en nombre, quoiqu'on en dise. Pourtant je suis très enthousiaste car c'est vraiment pas la saison idéale pour sortir (et encore on a évité jusqu'à aujourd'hui le froid). Sur le plan tactique, ne jamais sous-estimer la météo.

La BAC sort uniquement en fin de manif', ils chargent et interpellent quand il ne reste guère quelques dizaine de personne, trop facile pour eux.

Jamais l'appareil policier et judiciaire ne pourra en l'état arrêter (en proportion) autant de personne qu'en décembre si les gens descendent par centaines de milliers dans la rue.

Pour le moment, ce n'est pas le cas. A voir comment évolue la mobilisation.

Je relisais hier un article sur la "révolution des bougies" en Corée du Sud. Ils sont sortis par millions pendant plusieurs weekends. 2 mois plus tard la présidente (élue !) est destituée, et est en tôle à l'heure où l'on parle.

LVOG - Pourquoi n'y a-t-il que 1 ou 2% des travailleurs qui descendent dans la rue pour manifester contre Macron ?

5- Oui, la propagande, çà marche.

Il suffit de discuter autour de soi et de lancer les sujets classiques : Trump, Poutine, Syrie, Russie, Euro, Brexit

Ecoutez les gens parler et vous entendrez immédiatement les éléments de langage habituels :

– Si on sort de l'Euro, çà sera le chaos
– Les Anglais regrettent amèrement le Brexit
– Bachar, le tyran qui empoisonne son propre peuple

Même chez des gens intelligents et cultivés, il est impossible de discuter sérieusement de ces sujets. Il est même impossible de leur faire admettre qu'ils sont victimes de propagande.

LVOG - Méfiez-vous des "gens intelligents et cultivés"... Au fait, n'en feriez-vous pas partie par hasard ?

6- Il semblerait que la propagande marche, tant qu'elle ne vous concerne pas. Je considère qu'elle est annonciatrice d'un déséquilibre et de changements prochains. Normalement, dans un état équilibré, il n'y aurait pas besoin de propagande. Les faits seraient les faits, les forces seraient équilibrées. Mais des qu'un déséquilibre apparaît, la propagande s'installe. Au début, elle parait toute puissante, mais au fur et a mesure qu'elle concerne de plus en plus de personnes elle perd de sa force. Il n'y a pas de retour en arrière: la succession des crises qui arrivent, va ouvrir obligatoirement les yeux a de plus en plus de personnes car elles seront concernées par les faits. Jusque au point de non retour. Ainsi finissent tous les régimes, c'est a dire qu'ils meurent et disparaissent quand la propagande ne fonctionne plus.

LVOG - Cela peut prendre beaucoup de temps, voyez Franco...

Lorsque les déséquilibres augmentent, la propagande est obligée d'augmenter également, jusqu au point ou elle devient visible

au plus grand nombre. Cela ne veut pas dire que tous ouvrent les yeux, et deviennent contre la propagande. cela veut dire que ceux qui faisaient semblant de ne pas la voir, sont alors obliges de dévoiler leurs positions.

C'est pourquoi la propagande, quand elle arrive au bout de son cycle, conduit souvent à la guerre civile.

LVOG - Nous n'en sommes plus très loin...

7- L'intuition première – sans cesse vérifiée – que l'on peut avoir est celle d'une "soumission" des médias à l'ordre établi. Puis en creusant un peu la question du traitement médiatique de l'actualité, on s'aperçoit que les mécanismes sont assez complexes car l'évolution du champ journalistique est protéiforme :
- la mise sous tutelle financière (banques, industrie de l'armement, …) des médias favorisant un climat de censure
- précarisation des journalistes favorisant l'autocensure
- poids d'une structuration hyper-concurrentielle du secteur, qui uniformise mécaniquement les contenus
- suprématie de l'image sur le texte favorisant la réaction plutôt que la réflexion
- avènement de supports de diffusion alternatifs, à la fois plus "performants" (instantanéité du web) et démocratique, où chacun peut s'exprimer (avec pour effet pervers d'entretenir le règne de l'opinion …)
- … le tout dans une société qui promeut le consommateur plutôt que le citoyen (le fameux temps de cerveau disponible)

8- Par contre les rapports des éditorialistes, des journalistes "stars", directeurs de rédaction, etc… avec l'ordre établi, c'est plus pour moi de la collusion, des affinités. Ces gens font les mêmes écoles, fréquentent (pour certains contractent leur mariage) les mêmes milieux, ont la même vision du monde. Il n'y a pas besoin que les directives soient exprimées, dès qu'elles sont partagées et comprises en amont.

Le documentaire "Les nouveaux chiens de garde" est très instructif sur ce rapport de collusion. Ce sont des gens qui dînent une fois par mois au Siècle par exemple, et ceci n'est pas une idée complotiste ou une fake news.

DEUXIEME PARTIE.

L'acte XI

Censuré la veille par les médias, pas un seul article sur Yahoo.news !

- Acte XI des gilets jaunes: une mobilisation en légère baisse, des heurts partout en France - Le HuffPost 27 janvier 2019

"Y'a aucun intérêt à faire ce grand débat." Plusieurs milliers de gilets jaunes sont (re)descendus dans la rue ce samedi 26 janvier pour leur onzième grosse journée d'action. Le grand débat national a beau battre son plein, ils étaient encore nombreux à crier leur colère face au gouvernement dont la volonté affichée de dialogue ne trouve toujours pas grâce à leurs yeux.

Au total 69.000 gilets jaunes ont défilé dans les plus grandes villes de France selon le ministère de l'Intérieur. Un chiffre en deçà des 84.000 manifestants recensés la semaine dernière, toujours selon la place Beauvau. Et si le comptage provisoire réalisé par la page Facebook "le nombre jaune" fait état quand à lui de 87.700 personnes dans les rues, le chiffre reste en baisse par rapport aux premières estimations livrées le 19 janvier qui évoquaient 109.930 participants.

Une légère érosion de la mobilisation donc, qui n'a pas empêché les heurts pour autant. Partout en France, des manifestants violents s'en sont pris aux forces de l'ordre quand d'autres ont dégradé des bâtiments ou du mobilier urbain. À Paris, la place de la Bastille a été le théâtre des plus violents affrontements. Jérôme Rodrigues, une des figures des gilets jaunes, a même été blessé à l'œil alors qu'il filmait en Facebook Live sans être menaçant pour qui que ce soit. De quoi provoquer la réaction du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner qui a réagi aux violences de "manifestants déguisés en gilets jaunes" et aux soupçons de bavures policières.

Les rassemblements des gilets jaunes ont en effet été émaillés de plusieurs incidents. Outre place de la Bastille à Paris, Toulouse, l'un des bastions de la contestation, avec ce samedi encore plusieurs milliers de manifestants, a également connu des heurts et des dégradations en fin de défilé.

Pour la première fois depuis le début du mouvement dans la ville rose, la préfecture n'a pas donné une estimation précise du nombre de manifestants, évoquant le chiffre de "plusieurs milliers" pour samedi. Le 19 janvier, elle avait donné le chiffre de 10.000 personnes, un record national. En revanche, la préfecture fait état de "dégradations de vitrines d'agences bancaires, de mobilier urbain et de chantiers", de "feux de poubelles" et autres barricades. Au total, dix personnes ont été interpellées en centre-ville.

Des heurts se sont également produits à Dijon, Montpellier et en Avignon, ou encore dans l'Ouest, où plusieurs milliers de gilets jaunes ont manifesté. Des échauffourées ont éclaté entre forces de l'ordre et protestataires, notamment à Nantes et Évreux.

"Il y a eu de nombreux jets de projectiles et même un cocktail Molotov" à Nantes a indiqué la préfecture de Loire-Atlantique. "Les forces de l'ordre ont riposté avec des gaz lacrymogènes", a ajouté cette source. En fin d'après-midi, il y avait eu neuf interpellations. Selon un photographe de l'AFP présent, les manifestants étaient environ 2000.

À Évreux, des incidents ont éclaté en marge d'un rassemblement qui a réuni plus de 800 personnes, selon la préfecture. Des dégradations ont été commises devant le siège de la Banque de France et les locaux de la police municipale ont été dégradés, selon les autorités, qui ont également déploré l'incendie de "deux véhicules" aux abords de la mairie. En fin d'après-midi, dans un communiqué particulièrement cinglant, le maire Les Républicains Guy Lefrand a estimé que "la ville a été livrée à elle-même". "Les commerçants, les riverains, les usagers du centre-ville n'ont pas eu le droit à la protection de l'État, en première partie de journée", a-t-il écrit.

Une figure du mouvement blessée

Mais c'est bien à Paris que s'est déroulée la scène qui restera comme celle la plus marquante de la journée. Peu après 17h, une des figures médiatiques du mouvement, Jérôme Rodrigues, a été blessée à l'œil place de la Bastille à Paris. Touché alors qu'il se trouvait face à des forces de l'ordre, il était au même moment en train de filmer en direct sur son compte Facebook l'arrivée du cortège des manifestants sur la place. Munition d'un Lanceur de balles de défense (LBD), éclat de grenade ou autre projectile: l'origine de sa blessure demeurait inconnue à ce stade.

Une image qui, à l'heure où nous écrivons ses lignes, est en train de faire le tour des réseaux sociaux consacrés aux gilets jaunes, véritable agora du mouvement. Sans surprise, elle provoque l'indignation de l'écrasante majorité des internautes qui dénoncent une nouvelle preuve de violence policière. Dans un contexte où les effectifs de sécurité sont accusés d'utiliser plus de force que nécessaire pour contrôler les manifestants.

Éric Drouet a rapidement publié un communiqué via sa page Facebook la France en colère!!!" dans lequel il appelle les Français à "un soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles." Proche de Jérôme Rodrigues, avec qui il posait quelques heures avant les faits, le chauffeur-livreur accuse le gouvernement de faire le jeu des casseurs et les autorités d'être "fortes avec les faibles mais lâchement faibles avec les forts".

"Les Black Block étaient présents et avaient annoncé leur présence ce samedi, vous les avez laissé prendre la tête de plusieurs cortèges en attendant naïvement qu'ils passent à l'action. L'inaction des pouvoirs publics est inacceptable", cingle-t-il avant d'ajouter: "il y a du monde pour placer plus de 5000 gilets jaunes en garde à vue et en condamner une centaine à des peines de prison ferme. Mais il n'y a plus personne pour les vrais fauteurs de trouble."

Un sentiment d'injustice qui anime les contestataires depuis le premier jour du mouvement et qui ne cesse de croître au fil des événements. De quoi susciter un nouveau regain de mobilisation pour le douzième samedi de suite? Avant cela, place au premier acte des foulards rouges, ce dimanche 27 janvier à Paris. Une marche pro-Macron muée en rassemblement pour la République qui pourrait donner, elle aussi, des indications sur la suite du mouvement des gilets jaunes. Le HuffPost 27 janvier 2019

A Lille

Liberation - «Le grand débat, on n’en veut pas ! La vraie démocratie, elle est ici !» Ce samedi, à Lille, les gilets jaunes ne défilent pas seuls pour l’acte XI de leur mouvement. Des professeurs «Stylos rouges», des travailleurs sociaux, des infirmières et quelques cégétistes ont rejoint la grande marche régionale. Sous des bannières différentes, près de 1500 personnes réclament ensemble «plus de justice fiscale et sociale».

À l’avant du cortège, un service d’ordre, composé d’hommes coiffés de bérets avec insignes militaires, empêche toutes les tentatives de manifestation sauvage. Les CRS se font discrets. Seuls des agents de la BAC restent au contact des manifestants. Grand débat ou pas, «on va continuer à manifester», annonce Alison, 28 ans, gilet jaune sur le dos. Pour cette professeur des écoles, il faut «revoir les modalités du Grand débat» : «Ça ressemble plus à un questions-réponses qu’à un débat avec les citoyens, dans lequel Macron a réponse à tout. Nos revendications sont connues depuis le 17 novembre : on veut un impôt plus juste.»

«Macron ne change pas ses idées alors la manifestation, c’est pour se faire comprendre», lâche Perrine, 27 ans, salariée dans la grande distribution. «On a déjà fait remonter nos doléances. On a écrit dans les cahiers. On fait des réunions. On participe à des actions humanitaires», témoigne un petit groupe venu du Valenciennois. Liberation.fr26 janvier 2019

LVOG - On observe au regard de tous ces témoignages, que ce mouvement est en recul puisqu'il ne pose plus aucune

revendication politique ou presque, et il n'arrive pas à faire le lien avec les Assemblées populaires qui se sont réunies dans certaines villes, ni avec le mouvement ouvrier. A suivre.

- Jérôme Rodrigues blessé, Éric Drouet appelle à "un soulèvement sans précédent" - Le HuffPost 27 janvier 2019

"La France en colère" déclare "l'état d'urgence du peuple". Dans un communiqué publié ce samedi 26 janvier en fin de journée, le groupe créé par Éric Drouet, l'une des figures des gilets jaunes, réagit à la blessure d'une autre figure médiatique du mouvement, Jérôme Rodrigues, touché à l'œil plus tôt dans la journée, au moment même où il était en train de filmer le cortège parisien de "l'acte XI" en direct sur son compte Facebook.

"Encore un œil crevé, un de trop", estime le groupe, selon lequel la blessure a été faite "semble-t-il par une grenade, tirée à bout portant". "Il ne peut donc pas s'agir d'une erreur."

"Au moment des faits, il était en train de filmer sans occasionner aucun trouble à l'ordre public, il est d'ailleurs connu par tous pour prôner le pacifisme et ce depuis le début du mouvement", poursuit le groupe dans son communiqué, en demandant "une sanction pénale lourde" à l'encontre des "agents des autorités qui ne respectent pas les conditions d'utilisation de leurs armes et s'en servent avec la volonté de briser des vies".

À leur sujet, le groupe estime qu'ils "ternissent l'image de leurs collègues qui ont encore une conscience et du bon sens, il faut donc briser leur vie en les bannissant du maintien de l'ordre".

Le communiqué sous-entend par ailleurs que le ministre de l'Intérieur aurait laissé faire les casseurs pour ternir l'image du mouvement: "Monsieur Castaner, prenez vos responsabilités, nous ne jouons pas. Les Black block étaient présents et avaient annoncé leur présence ce samedi, vous les avez laissé prendre la tête de plusieurs cortèges en attendant naïvement qu'ils passent à l'action. L'inaction des pouvoirs publics est inacceptable".

Le groupe d'Éric Drouet appelle enfin à un regain de mobilisation "par tous les moyens utiles et nécessaires".

"Nous appelons à un soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles et nécessaires pour que plus personne ne soit victime de ces blessures de guerre. Amis gilets jaunes, organisez-vous plus que jamais, laissez vos querelles de côté, un combat ne se joue pas, il se gagne", dit le communiqué. Le HuffPost 27 janvier 2019

LVOG - Ma réflexion précédente est confirmée, il appelle Castaner à prendre "*ses responsabilités*", mais il ne fait que cela ! On aurait pu imaginer qu'il aurait exigé sa démission, même pas, il doit avoir la trouille des représailles...

- "Gilets jaunes" : Jean-Luc Mélenchon soutient l'appel d'Eric Drouet et de la CGT à une "grève générale" le 5 février - Franceinfo 23 janvier 2019

Après Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélenchon. Le chef de file de La France insoumise a affirmé, mercredi 23 janvier, qu'il soutenait l'appel à la "grève générale" pour le 5 février, formulé par la CGT et Eric Drouet, l'une des figures des "gilets jaunes".

La CGT a appelé à la grève et à manifester sur tout le territoire, le 5 février, pour répondre à l'"urgence sociale". Le syndicat a réclamé une hausse du smic et une réforme de la fiscalité. Sur Facebook, Eric Drouet a appelé à transformer cette mobilisation en "blocage total".

De son côté, le porte-parole du NPA, Olivier Besancenot, a annoncé se joindre à cette initiative. "Jusqu'à présent, on avait un mouvement social, un mouvement syndical et les 'gilets jaunes' qui se regardaient un peu en chiens de faïence, a-t-il affirmé. Là, il y a un geste qui a été fait du côté des 'gilets jaunes' et je crois que ça doit interpeller les organisations syndicales, c'est peut-être le moment de la convergence." Franceinfo 23 janvier 2019

LVOG - Monsieur Mélenchon, où sont-ils donc passés vos 9 millions d'électeurs ?

"Assemblée des assemblées"

- Dans la Meuse, les "gilets jaunes" à l'épreuve du débat démocratique - AFP 26 janvier 2019

"La démocratie, c'est nous!": des collectifs de "gilets jaunes" venus de toute la France se retrouvent samedi et dimanche à Sorcy-Saint-Martin, près de Commercy (Meuse), pour débattre de sujets selon "un modèle de fonctionnement collectif".

"Gilets jaunes de France et du monde bonjour! Je déclare ouverte la première "Assemblée des assemblées"", lance au micro,

Claude, un quinquagénaire, investi dans la fronde à Commercy et en charge de l'animation.

L'appel des "gilets jaunes" de Commercy pour débattre des revendications, de la poursuite du mouvement, du débat national ou des élections européennes a été entendu par 75 groupes locaux.

Quelques 300 personnes sont venues de Poitiers, Le Vigan (Gard), Paris et sa région, Dijon, Nancy, Nantes ou Sète.

Inscriptions, tampon sur la main, sécurité, repas, hébergement, élaboration d'un livret, retransmission du débat sur un réseau social... l'événement a été soigneusement organisé.

"On teste un modèle de fonctionnement collectif démocratique", explique à l'AFP Joël, 36 ans.

"C'est un processus par le bas, si tout le monde est d'accord", ajoute Claude, après des consignes sur le silence et la brièveté des prises de parole. "Il ne faut pas attendre monts et merveilles de cette assemblée", prévient-il.

Après une présentation des collectifs, l'assistance, aborde les "très nombreuses revendications" collectées et synthétisées dans un document. "Ca rend compte de la diversité des luttes qu'on a à mener. Il y a beaucoup de choses à défendre", explique Jonathan, un trentenaire qui porte une chasuble jaune barrée d'un "rends l'ISF d'abord!".

Beaucoup de participants, des hommes, des femmes, jeunes ou plus âgés, la plupart un gilet fluorescent sur le dos, prennent des notes. Seuls les délégués, ayant un mandat de leurs groupe, sont autorisés à prendre la parole en levant un carton.

Le débat s'échauffe lorsqu'une Strasbourgeoise, Isabelle, souhaite que "l'Assemblée soit légitime à prendre des décisions aujourd'hui et que l'on puisse voter sur des grands thèmes". La majorité refuse, s'estimant pas suffisamment représentative en l'absence de nombreux collectifs.

"Nous prendrons la parole en notre nom, pas au nom de nos collègues qui ne nous ont pas désignés" comme représentants, approuve un jeune homme de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), très applaudi.

"On est un mouvement qui ne veut pas de récupération politique et syndicale, on ne veut pas de leader, on est apartisan", abonde un Montpelliérain.

Venu de Nemours, un chapeau arc-en-ciel sur la tête, un autre prône "un fonctionnement radicalement démocratique". Une Strasbourgeoise suggère "une démocratie à l'horizontal". "La démocratie, c'est nous", s'enthousiasme une participante.

Les heures passent et "l'Assemblée des assemblées" doit encore aborder les sujets de fond comme la participation aux élections européennes.

"Je ne voterai pas jaune. En tout cas, pas la liste" Rassemblement d'initiative citoyenne, assure Sylvie, une serveuse de 35 ans d'Essey-les-Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Ingrid Levavasseur, tête de liste et ses colistiers "n'ont pas de légitimité pour porter une liste "gilets jaunes", personne ne les a réellement élus, ils se sont revendiqués porte-parole", renchérit Anne, une fonctionnaire de 43 ans.

"C'est quelque chose d'autoproclamé", insiste Steven, éducateur spécialisé de 28 ans et porte-parole des "gilets jaunes" de Commercy.

"Si on décide d'aller aux élections européennes ou (à d'autres scrutins), on le fera de la manière la plus légitime. Les groupes locaux devront avoir été consultés et en avoir débattu", ajoute-t-il.

Dimanche, les participants se retrouveront pour des tables rondes et élaborer "une déclaration finale sur les grandes orientations" de "l'Assemblée des assemblées, acte 1". AFP 26 janvier 2019

- A Commercy, le modèle des gilets jaunes meusiens érigé en exemple national - Liberation.fr 27 janvier 2019

Plus de 400 gilets jaunes venus de toute la France ont répondu samedi à l'appel de Commercy, lancé en décembre pour créer une coordination du mouvement au niveau national sur le modèle des Assemblées quotidiennes pratiquées dans la Meuse.

Dans la salle polyvalente de Sorcy-Saint-Martin (Meuse), plus de 250 gilets jaunes de toute la France se passent le micro. En ce

froid samedi de janvier, des porte-parole de groupes bretons, de région parisienne ou encore d'Occitanie ont répondu à «l'appel de Commercy». Dès 13h, ils racontent leur lutte sur les ronds-points, leurs blocages et leurs manifestations. La pièce est bondée. Une centaine de personnes assistent à cette «Assemblée des assemblées» devant un écran installé sous une tonnelle. L'objectif : créer une coordination du mouvement au niveau national.

La déléguée de l'assemblée «Strasbourg République» finit son intervention sous les applaudissements nourris. Pour elle, «le vrai débat national, c'est ici» Ils sont nombreux à prendre la parole pour rejeter la concertation proposée par le gouvernement. Liberation.fr 27 janvier 2019

Le "***grand débat national***", un exercice d'entre soi.

- «Le grand débat est faussé» : Chantal Jouanno dénonce une opération de com' - LeParisien.fr 25.01

Les masques des imposteurs tombent.

LVOG - Lutte contre la misogynie, l'homophobie, le racisme, la xénophobie, les fake news, le complotisme, le réchauffement climatique, etc. : Une imposture, la preuve.

- Schiappa chez Hanouna : la ministre assume - Le Parisien 22 janvier 2019

La secrétaire d'Etat n'est pas perturbée par le profil de l'animateur télé, régulièrement brocardé pour ses propos sexistes ou homophobes. Elle rappelle en outre que si Hanouna, alias « baba », a été sanctionné par le CSA, c'est aussi parce qu'elle-même l'avait saisi. Une façon pour cette militante féministe d'envoyer sur les roses ceux qui lui intentent un procès en sorcellerie. Le Parisien 22 janvier 2019

- Sur l'ISF, Hanouna et Philippe partagent le même avis - Le HuffPost 26.01

- A Davos, l'élite se préoccupe du climat mais vole en jet privé - AFP 22 janvier 2019

Quand le "grand débat" supplée au "dialogue social"

- "Un débat bien français": Edouard Philippe dans le chaudron d'une réunion citoyenne - AFP 26 janvier 2019

Une réunion citoyenne relayée notamment par la députée LREM de la circonscription, Yaël Braun-Pivet. A Sartrouville (Yvelines). Peu de jeunes, pas mal de retraités. 100 à 150 personnes participaient à une réunion.

"Le RIC, ça me hérisse". "Si on fait ça, on rentre dans une mécanique qui est terrible, où on passe son temps à remettre en cause des choses" votées, plaide Edouard Philippe. AFP 26 janvier 2019

Totalitarisme. Une "***expérimentation***".

- Le gouvernement encourage le débat mais supprime les enquêtes publiques environnementales francetvinfo.fr - francetvinfo.fr 22 janvier 2019

En ce moment, le gouvernement n'a qu'un mot à la bouche : le débat. Mais pendant qu'il encourage le grand débat national, il a décidé de supprimer dans certaines régions, une autre forme de consultation : les enquêtes publiques...

Des enquêtes publiques, il y en a eu quelque 7000 en France l'an dernier. C'était le cas à Longueau, dans les Hauts-de-France, où une filiale du groupe Vinci avait prévu de construire une usine de bitume, à 130 mètres des habitations. Une enquête publique a été ouverte, tous les habitants ont pu s'exprimer sur le projet. "S'il n'y avait pas eu d'enquête publique, les tractopelles seraient en route"

Conclusion de l'enquête : avis défavorable. Cette zone est jugée inadaptée pour accueillir une telle usine. L'industriel a abandonné l'idée, à la grande satisfaction des opposants. "S'il n'y avait pas eu d'enquête publique, je pense que les tractopelles seraient déjà en route pour construire l'usine," se félicite Sébastien Galland-Rins, un riverain. "C'est un rouage important de démocratie : face à des grosses industries comme Vinci, Eurovia, on ne fait pas le poids."

Pourtant à quelques mois près, il aurait bien pu ne pas y avoir d'enquête publique pour ce projet d'usine. Dans un décret promulgué fin décembre, le gouvernement impose en effet une expérimentation dans les Hauts de France et en Bretagne : pour les installations présentant un risque environnemental, les enquêtes publiques pourront être remplacées par une consultation sur internet.

Plus d'enquête, et plus de commissaires-enquêteurs... Nous avons rencontré l'un d'eux dans la Somme : François-Charles Grévin y instruit sans doute l'une de ses dernières enquêtes publiques, sur l'implantation de 10 éoliennes. Avant de rendre un avis favorable ou défavorable au projet, il a étudié les 1142 pages du dossier dans le détail, pour le présenter aux riverains. "Il fait 8 kilos : pour le lire j'ai mis 2 journées," relève-t-il. Il n'imagine pas un internaute consacrer autant de temps à étudier un dossier. "A mon avis nous remplissons un rôle qui me semble difficilement remplaçable par une procédure sur internet."

3 avis pour, 2768 avis contre, mais le décret promulgué

Mais pour le gouvernement, ces enquêtes publiques sont trop longues et trop complexes. Au revoir monsieur le commissaire-enquêteur : les Français sont désormais invités à laisser leurs avis directement sur internet. Seront-ils mieux entendus ?

Avant de remplacer la procédure par une consultation en ligne, le gouvernement avait interrogé les citoyens… sur internet justement. Résultat : 3 avis en faveur de la suppression de l'enquête publique, 2768 contre. Cette procédure consultative n'a pas empêché le décret d'être promulgué.

C'est là un avant-goût amer des enquêtes publiques 2.0, selon France Nature Environnement. "On est à des années-lumières des garanties qu'offre une procédure d'enquête publique," estime Florence Denier-Pasquier, secrétaire nationale de l'association. "Ca n'a rien à voir : on nous fait croire que c'est la même chose mais c'est un faux-semblant !" Les députés de la majorité l'assurent, il ne s'agit que d'une expérimentation, dont les leçons seront tirées dans 3 ans. Si l'essai est jugé concluant, l'enquête publique pourrait alors être supprimée partout en France, pour tous les projets touchant à l'environnement. francetvinfo.fr 22 janvier 2019,

- "Paradis fiscaux, dette, hôpitaux, rémunération des politiques"**...** Les habitants de Saint-Just ouvrent le grand débat dans le Cher - francetvinfo.fr 22.01

Pour organiser la première réunion du grand débat national dans le Cher, lundi 21 janvier, le maire de Saint-Just, Stéphane Garcia, s'est appuyé sur "la charte du grand débat pour que tout ce qui soit exprimé soit républicain". La commune de 650 habitants, au sud de Bourges, a motivé une centaine de personnes.

Les "mots" pour flécher une "sortie de crise"

Dans la toute nouvelle salle des fêtes du village, les participants, installés en arc de cercle, écoutent le maire lancer la soirée. "Je crois profondément que la seule solution pour sortir de cette crise se fera par le verbe, par les mots, par la discussion, par le débat", déclare l'élu, sans étiquette. Un "gilet jaune" venu de Bourges a la primeur de la prise de parole. Bruno, au RSA, s'étonne, dit-il, de "la neutralité d'un débat avec la présence d'un député de la majorité". Il vise Loïc Kervran, député La République en marche (LREM) du Cher, invité par le maire. Le parlementaire tente de rassurer l'assemblée : "Je ne suis pas là pour défendre la politique du gouvernement. Je suis là pour vous écouter." Le député, très sollicité, passe une grande partie de la soirée à répondre aux nombreuses questions des participants.

Des satisfactions et des regrets

Les interrogations et les contributions sont variées, "sur les paradis fiscaux", "le remboursement de la dette", "le maintien des hôpitaux dans le Cher". Au total, plus de trois heures d'échanges et des participants partagés. En fin de débat, certains affiche une grande satisfaction face un exercice inédit, d'autres regrettent "des questions et des réponses un peu techniques". "On oublie l'essentiel, pourquoi des gens sont dans la rue, déplore un participant. Des choses intéressantes ont été évoquées, mais ça ne fait pas avancer le schmilblick. On n'a pas parlé des vrais problèmes."

Stéphane Garcia, lui, est convaincu de l'utilité de la soirée interactive. "Je crois que notre pays a besoin de pédagogie. Il a besoin qu'on se parle et la preuve en est qu'en une semaine, on peut organiser un débat, faire venir du monde et que les choses se passent bien, de façon républicaine, constate l'élu. Le contrat est rempli." Rempli comme le cahier de doléances posé sur une table. Sur une des pages, ces quelques mots : "On veut juste plus de démocratie". francetvinfo.fr 22.01

- Services publics : «Sociabilité, commerces**...** Chaque fermeture a un effet boule de neige» - Libération 22 janvier 2019

François Taulelle est professeur des universités au centre universitaire Jean-François Champollion, rattaché à l'université de Toulouse. Il a codirigé en 2017 l'ouvrage Services publics et Territoires (Presses universitaires de Rennes).

La révision générale des politiques publiques (RGPP) a été mise en place en 2007. Chaque ministère a alors fait des coupes franches pour réorganiser les services publics. Certaines communes ont perdu, en même temps, des classes dans les écoles, leur tribunal, leur hôpital… Ce pilotage distancié par les chiffres a fortement touché certains lieux. Quand nous avons mené

notre étude en Ariège, dans le Tarn ou le Lot, nous avons constaté ce sentiment de délaissement. L'attachement des Français aux services publics et au modèle redistributif hérité de l'après-guerre est très ancré. La RGPP a cristallisé ce sentiment d'un démantèlement de tout ce qui avait été patiemment construit avant.

Nos travaux montrent qu'entre 1980 et 2013, les équipements et services sur les territoires ont, selon les données de l'Insee, nettement reculé. La baisse a été de 24 % pour les écoles, de 36 % pour les bureaux de poste, de 31 % pour les centres des impôts, ou encore de 41 % pour les maternités. Ces évolutions répondent à des logiques différenciées. Pour les hôpitaux, le discours a été celui du renforcement des établissements des villes moyennes, jugés plus sûrs, ce qui a conduit à laisser tomber les petits hôpitaux de proximité. Dans l'éducation nationale, c'est le nombre d'élèves par classe qui a servi à justifier des fermetures.

Cependant, comme les services publics se sont surtout restructurés en fonction de la fréquentation et de la densité, les territoires les moins denses ont été touchés le plus rapidement. La France rurale, soit 20 à 25 % de la population, a vécu une recomposition majeure, notamment là où la densité est inférieure à 15 habitants au kilomètre carré. Mais des villes moyennes, des quartiers défavorisés ont aussi été touchés.

La fermeture d'un service public, au-delà du lieu, déstabilise l'ensemble de la collectivité locale. L'école, la gendarmerie ou le tribunal constituent l'élément d'un tout. Le service public est également un lieu de sociabilité. C'est aussi pour cela que les gens s'accrochent à un bureau de poste, au maintien d'une classe. De plus, les conséquences sont aussi économiques : quand un service public s'en va, ce sont tous les salaires des fonctionnaires qui partent, avec un effet direct sur l'économie et les commerces locaux.

Il faut désormais s'interroger : tout ne peut pas être monétaire et mesuré par des indicateurs statistiques, et peut-être que les notions de qualité de vie, de cohésion sociale, devraient aussi être prises en compte. Avec une autre logique, celle d'un investissement d'avenir, volontariste, marque de la présence de la République dans les territoires. Libération 22 janvier 2019

- Fermetures en série - Liberation.fr 23 janvier 2019

8414 bureaux de poste étaient ouverts en France en 2017. Un chiffre en baisse de 17 % depuis 2010.

744 kilomètres de «petites lignes» ont été fermés depuis 2011, selon la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut).

77 boutiques EDF ont fermé ces trois dernières années.

73 services de maternité ont fermé entre 2003 et 2016. Liberation.fr 23 janvier 2019

Propagande des médias. Leur ennemi, le "***malaise***", c'est "***la dépense publique***", autrement dit les services publics.

- Pour notre nation, il y a urgence à sortir du malaise français - Le HuffPost 25 janvier 2019

Sans surprise, les revendications initiales des Gilets Jaunes portaient sur le trop-plein fiscal. Ce n'est d'ailleurs que l'expression de la faillite d'un pays qui se complaît dans l'utilisation abusive de la dépense publique, d'où un déficit devenu abyssal. Les prélèvements obligatoires ne seront réduits que lorsque la réforme de l'État aura été réellement entreprise et que l'Etat lui-même ne monopolisera plus aveuglément tous les pouvoirs. Le HuffPost 25 janvier 2019

Alexia Germont, fondatrice et présidente du think tank de la société civile France Audacieuse, auteure de "Réveillons Notre Europe".

La réflexion dans le temps et autour des ronds-points a évolué vers des revendications plus politiques, allant jusqu'à la remise en cause de la profondeur démocratique de notre République voire au rejet des résultats des élections démocratiques. (Ce que vient de faire Macron avec Maduro ! - LVOG)

Des idées très politisées, en support d'une envie contestataire de faire table rase de nos institutions, sont apparues dans le débat, au premier rang desquelles le référendum d'initiative citoyenne. (La Ve République issue d'un coup d'Etat, déjà, est éternelle! - LVOG)

Les appels de certains responsables politiques à la révolution citoyenne ont tenté de mettre à mal et de fragiliser notre République. (Un Etat policier, la république des oligarques. - LVOG)

L'intérêt d'un pays qui crée de la richesse n'est que peu perçu par certains de nos concitoyens qui s'enferment dans une logique d'affrontement social. (Richesse... "peu perçu(e)", en effet, sauf quand on est actionnaire du CAC40 ! - LVOG)

Macron et l'UE ont leurs listes jaunes. "***Voter Gilets jaunes, c'est voter Macron***".

- «Gilets jaunes» : Francis Lalanne vante sa liste aux élections européennes - LeFigaro.fr 25 janvier 2019

Retrouvera-t-on deux listes estampillées “gilets jaunes” aux prochaines européennes. «Ce serait une grave erreur qui profiterait au pouvoir que nous combattons», juge Francis Lalanne. S'il regrette la «zizanie» dont «Levavasseur et ses amis se font les apôtres», le compositeur appelle à l'unité: «Il faut que nous trouvions un accord». LeFigaro.fr 25 janvier 2019

- Européennes: Retailleau et Jacob (LR) saluent la liste "gilets jaunes" - AFP 24.01

Les chefs de file des sénateurs et députés LR, Bruno Retailleau et Christian Jacob, ont salué jeudi l'intention annoncée de "gilets jaunes" de constituer une liste pour les élections européennes.

Avec les félicitations de Benjamin Griveaux (LREM) et Olivier Faure (PS)... (France Info 24.01)

- Qui est Ingrid Levavasseur, tête de liste des gilets jaunes? - lexpress.fr 24.01

Dès le début du mouvement des gilets jaunes, Ingrid Levavasseur a crevé l'écran. Depuis le 17 novembre, après avoir démarré son action en occupant le péage d'Heudebouville, dans l'Eure, elle enchaîne les plateaux télé et radio.

C'est son passage à l'émission La grande explication, diffusée sur LCI une semaine après le début du mouvement, qui la mettra définitivement sous le feu des projecteurs.

En deux mois, elle aura fait tous les plateaux ou presque : France 2, TF1, CNews face à Morandini, Europe 1, LCI ou encore BFMTV. Sa page facebook regorge de ses interventions médiatiques. Et aujourd'hui, elle veut transformer cette notoriété en vote dans les urnes. Un engagement qu'elle n'a pourtant pas toujours souhaité.

Comme le souligne Le Huffington Post ce jeudi, le 25 novembre 2018, alors qu'elle se trouvait sur le plateau de l'émission C Politique sur France 5, Ingrid Levavasseur se disait défavorable à un prolongement de ce mouvement social dans la sphère politique traditionnelle. Elle assurait vouloir "juste être entendue", et écartait l'idée d'une candidature politique : "C'est pas du tout ce qui est prévu à l'avenir."

Début décembre, changement de discours. Ingrid Levavasseur n'écarte plus l'idée d'une candidature et se projette dans un parti "apolitique des gilets jaunes". Avec une liste pour les Européennes ? "Pourquoi pas" assure-t-elle sur LCI, le 7 décembre.

En janvier, dans les colonnes du quotidien local Paris Normandie, elle retourne de nouveau sa veste et assure ne pas vouloir s'engager en politique. "Pour moi, ce n'est pas envisageable. En revanche, l'associatif, pourquoi pas." Avant de finalement changer à nouveau d'avis, à la fin du mois de janvier.

Figure emblématique du mouvement, Ingrid Levavasseur ne fait pourtant pas l'unanimité dans ce mouvement protéiforme. Sollicitée par la chaîne d'information en continu BFMTV pour devenir chroniqueuse, rémunérée 150 euros bruts par passage, elle a décliné l'offre face à la pression et aux attaques d'autres gilets jaunes.

À l'instar des pros de la politique, le discours de cette novice souffre aussi de contradictions. "Je ne m'affiche pas dans tous les médias", affirmait ainsi Ingrid Levavasseur début décembre... tout en commençant à faire le tour des plateaux de télé et d'accepter finalement la proposition de BFMTV d'intégrer une émission politique en tant que chroniqueuse, avant d'y renoncer sous la pression des gilets jaunes.

"J'ai refusé cette offre ! Vous n'imaginez même pas le mal que vous faites aux gens qui se battent pour vous !! Débrouillez vous entre vous puisque vous avez les solutions...", a-t-elle répondu, amère, dans un message publié sur sa page Facebook.

Sitôt intervenue l'annonce d'une liste gilets jaunes avec Ingrid Levavasseur à sa tête, d'autres figures du mouvement sont montées au créneau pour dénoncer "un coup d'éclat médiatique", comme Benjamin Cauchy, l'un des leaders des gilets jaunes "libres", lors d'une interview sur BFMTV ce mercredi.

"Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne idée. Pour l'instant, je la trouve un peu trop proche de Bernard Tapie", mercredi 23 janvier sur franceinfo.

Eric Drouet a lancé un sondage à ce sujet sur la page. "Résultat sans équivoque, 18 000 votes (98%) contre une liste 'gilets jaunes', seulement 400 en sa faveur", annonce-t-il, jugeant cette initiative comme une "trahison" du fait du caractère apolitique du mouvement des "gilets jaunes". Jeudi, il a publié un communiqué au message percutant : "Voter Gilets jaunes, c'est voter Macron".

Matthieu Blavier, "gilet jaune" dans les Bouches-du-Rhône, se dit quant à lui "embêté" par cette initiative. "Le mouvement, pour moi, il est apolitique, explique-t-il à franceinfo. Que certains souhaitent faire de la politique, pourquoi pas, mais n'entrons pas dans le système actuel, changeons-le." Pour lui, ces candidats aux européennes "vont se retrouver seuls". "Les gens n'ont plus confiance dans le système politique actuel. Ils vont se dire que ces 'gilets jaunes' vont se faire acheter", insiste-t-il.

Sur Youtube, Maxime Nicolle, autre figure du mouvement a étrillé l'idée d'une telle liste : "Vous êtes en train de vous foutre de la gueule de je ne sais combien de personne. Des opportunistes [...]"

Sur le plateau de L'Émission politique, Évelyne Liberal, gilet jaune du Nord de la France, a fait savoir clairement que son vote n'irait pas à sa compatriote. "Je voterai pas pour elle, a lancé la militante, et je lui dis carrément, faut qu'elle enlève son gilet jaune".

"Elle a créé un parti politique, c'est fini, on n'en parle plus", a-t-elle tranché. Pour Evelyne Liberal, "c'était pas le moment" . Elle a ensuite reproché à la gilet jaune devenue candidate d'avoir voulu "faire le buzz" et d'avoir "caché à tous les gilets jaunes du secteur" le fait qu'elle allait rencontrer la secrétaire d'État à l'égalité entre les hommes et les femmes Marlène Schiappa.

Une rencontre qui a eu lieu le 6 décembre selon le Courrier picard. "Vous pouvez enlever votre gilet, c'est mort", a conclu Évelyne Liberal, avant qu'un dialogue de sourd ne s'engage entre les deux femmes sur le nom de la liste, Ralliement d'initiative citoyenne, soit RIC, la même abréviation que le Référendum d'initiative citoyenne que demandent les gilets jaunes.

Enfin, comme le souligne le journaliste Vincent Glad sur Twitter, la personnalité d'Ingrid Levavasseur et l'idée d'une liste aux Européennes laissent sceptique, y compris sur les groupes Facebook des gilets jaunes. Principal reproche qui leur est fait : celui de contribuer à favoriser La République en marche. Selon un sondage Elabe -portant sur l'hypothèse d'une liste de gilets jaunes en général et non sur celle-ci en particulier- elle est créditée de 13% d'intentions de vote, arrivant ainsi à la 3e place devant LREM et le RN. Principaux partis défavorisés par cette liste : le RN et le parti de Nicolas Dupont-Aignan. HuffPost, lexpress.fr et franceinfo.fr 23, 24 et 25.01

Franceinfo.fr - Votre liste a-t-elle une couleur politique ?

Ingrid Levavasseur - Absolument pas. Pas d'extrême droite, pas d'extrême gauche. (Reste l'extrême-centre ! - LVOG)

Franceinfo.fr -Pour qui avez-vous voté à la présidentielle ?

Ingrid Levavasseur - J'ai voté Macron. Je ne regrette pas mon choix.

Qui sont les premiers candidats de cette liste ?

Certains ne sont pas des néophytes en politique. Comme l'a relevé le journaliste Vincent Glad sur Twitter, l'une des membres du Ralliement d'initiative citoyenne, Brigitte Lapeyronie, est conseillère municipale sans étiquette à Nandy (Seine-et-Marne). Elle a néanmoins participé au conseil national du parti de centre-droit Union des démocrates et indépendants (UDI), jusqu'en septembre 2013, précise le journaliste. D'après lui, un autre membre, Marc Doyer, a été "candidat à l'investiture" La République en marche pour les élections législatives en 2017. En novembre, ce dernier était également présenté comme "membre du bureau départemental de La République en marche" dans l'Oise.

Il se disait "candidat à l'investiture" LaRem aux européennes le 13 décembre. Il est finalement investi Gilet jaune le 23 janvier.

Le directeur de campagne de la liste, Hayk Shahinyan, est également un ancien du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) de Dieppe (Seine-Maritime), précise le site actu.fr.

Nous, citoyens français, ne voulons plus subir les décisions des instances européennes et les diktats des castes de financiers et de technocrates, qui ont oublié le principal : l'humain, la solidarité et la planète. Franceinfo.fr 24.01

Les plumitifs putassiers de l'UE s'exposent dans Libération.

- «Il y a le feu à la Maison Europe», le manifeste des patriotes européens - Liberation.fr 25.01

Trente écrivains internationaux, dont plusieurs Prix Nobel, ont répondu à l'appel de Bernard-Henri Lévy pour tirer la sonnette d'alarme, en exclusivité dans «Libération», sur la montée des dangers qui menacent l'Europe.

Signataires : Vassilis Alexakis ; Svetlana Alexievitch ; Anne Applebaum ; Jens Christian Grøndahl ; David Grossman ; Ágnes

Heller ; Elfriede Jelinek ; Ismaïl Kadaré ; György Konrád ; Milan Kundera ; Bernard-Henri Lévy ; António Lobo Antunes ; Claudio Magris ; Adam Michnik ; Ian McEwan ; Herta Müller ; Ludmila Oulitskaïa ; Orhan Pamuk ; Rob Riemen ; Salman Rushdie ; Fernando Savater ; Roberto Saviano ; Eugenio Scalfari ; Simon Schama ; Peter Schneider ; Abdulah Sidran ; Leïla Slimani ; Colm Tóibín ; Mario Vargas Llosa ; Adam Zagajewski.

A bas le peuple et la démocratie!

- "La foule est le plus mauvais décideur politique qui soit" - LePoint.fr 24.01

Denys de Béchillon Juriste et professeur de droit à l'université de Pau.

Je trouve trop confortable d'accuser les institutions. Personne n'a la solution magique pour éradiquer le chômage, la pauvreté, la dette, l'insécurité, le déficit éducatif ou les effets toxiques de la mondialisation. La vérité est que nous sommes assez impuissants, et que c'est insupportable. Les acteurs politiques sont donc obligés de dire (et souvent de penser) le contraire. Mais ils sont condamnés à enregistrer des frustrations immenses. La tentation de faire croire qu'il existe des moyens simples et gratuits de fabriquer un monde meilleur est gigantesque, même pour ceux qui se refusent à raconter que tout ira mieux lorsqu'on aura mis les étrangers à la porte, fait payer les riches ou sorti la France de l'Union… LePoint.fr 24.01 LVOG - Pas de "solution magique", un "monde meilleur", n'y comptez pas ! Tant que leur régime n'aura pas été abattu, on leur fait confiance sur ce plan-là ! C'est exactement le procédé inique dénoncé par Orwell dans *1984*.

Vive la démocratie à bas les médias corrompus qui vous désinforment, plus dure sera la "chute"!

Les Français font de moins en moins confiance aux médias d'information - Liberation.fr 24 janvier 2019

Le baromètre annuel de «la Croix» témoigne d'une chute spectaculaire de la crédibilité de la radio, la télévision et la presse auprès du public.

C'est encore pire que prévu. La méfiance des Français envers les médias d'information s'est spectaculairement accrue en 2019, selon le baromètre annuel réalisé par l'institut Kantar pour le quotidien la Croix, et publié ce jeudi. Il ne reste plus que 50% des personnes interrogées – un échantillon de 1 024 individus, représentatifs de la population, sondés début janvier – à penser que «les choses se sont passées comme le raconte» la radio, le support dont la crédibilité dans l'opinion est traditionnellement la plus forte. Avec une chute de 6 points en un an, la radio atteint un point historiquement bas (c'est la 32e édition du baromètre).

A 44% de réponses positives, la presse perd 8 points. Sale année pour la télévision, qui plonge de 10 points, à 38%. C'est là aussi un record à la baisse. Quant à Internet, il ne bouge pas, à 25%. Cette stabilité traduit-elle un renforcement de sa crédibilité ? Ou est-ce qu'il se situe à un niveau si bas qu'il lui est difficile de reculer encore ? «Les usages internet sont devenus tellement forts qu'il y a un certain niveau de confiance qui apparaît», répond Carine Marcé, directrice associée de Kantar.

La détestation des journalistes, illustrée par les violences à leur encontre qui ont émaillé le mouvement des gilets jaunes, est donc confirmée par ce sondage. Parmi les personnes sondées, 23% estiment que l'hostilité récemment manifestée à l'égard des médias est «tout à fait ou plutôt justifiée» et 39%, «pas vraiment justifiée» – ce qui revient à dire un peu, quand même. Un petit tiers des Français seulement condamne cette attitude qui a tourné parfois ces dernières semaines à l'insulte, la menace ou l'agression physique. Les journalistes sont toujours autant soupçonnés d'être serviles : un quart des individus interrogés jugent qu'ils ne résistent pas aux pressions des pouvoirs politiques ou économiques. De quoi inviter la profession à une vaste autocritique.

Le paradoxe observé chaque année dans ce baromètre persiste : la télévision, jugée de moins en moins fiable, reste pourtant la principale source d'information des Français. Elle recueille 46% des faveurs, contre 29% pour Internet, 18% pour la radio et 6% pour la presse écrite. Dans le sous-ensemble Internet, les sites et applications de presse écrite restent les moyens d'information privilégiés (28%), devant les réseaux sociaux (18%).

A part cela, les journalistes sont jugés les mieux placés pour agir contre «la propagation» des fausses informations, aussi appelées «infox». Mais à 36% des réponses seulement, contre 34% pour les «organismes de contrôle» et 31% pour les «citoyens», leur avance est tellement faible qu'on se demande si c'est encore une bonne nouvelle pour la profession. Liberation.fr 24 janvier 2019

LVOG - Il faut harceler les médias, les démasquer, briser leur propagande...

TROIXIEME PARTIE

L'extrême-centre, c'est le fascisme !

En Marche vers le totalitarisme.

LVOG - Un faux prétexte, un faux alibi, un exercice de démagogie, inversion de la cause et de l'effet... En vous interdisant de manifester, on vous protège, en supprimant vos libertés, vous vous sentirez plus en sécurité, et en remplaçant les conditions objectives par le "*bon sens*", on instaure un régime totalitaire en guise de démocratie.

Le problème des travailleurs tout comme des militants, et encore plus leurs dirigeants, c'est qu'ils ont toujours un train de retard sur ce que la réaction est en train de concocter. Ils l'évoquent en passant, puis ils attendent tranquillement qu'elle exécute ses intentions malfaisantes pour appeler à la mobilisation, quand il est déjà trop tard parce que les premiers coups ont déjà commencé de tomber, à défaut d'avoir conçu leur ligne politique dans cette perspective.

A quoi se résume leur rôle? A rien ou presque. A dresser des constats, à affirmer que Macron et le gouvernement sont d'épouvantables réactionnaires ou que leur politique est dirigée contre les travailleurs, qui sont tellement abrutis qu'ils n'auraient jamais pu le deviner eux-mêmes ! Et là-dessus ils vont plaquer des mots d'ordre, ensuite ils déclareront mission accomplie ! Les militants tiendront ce discours aux travailleurs, qui entendant le discours qu'ils avaient envie d'entendre les féliciteront, éventuellement achèteront leur journal et leur fileront un peu de fric, tout le monde sera content... sans que cela ne fasse avancer notre cause d'un millième de millimètre ! Stupéfiant de naïveté ou de bêtise !

- Loi «anticasseurs» : le gouvernement fonce tête baissée vers les interdictions de manifestation - Liberation.fr 22.01

Le ministre de l'Intérieur a confirmé la volonté de l'exécutif d'adopter un dispositif d'interdiction administrative de manifestation, sans en préciser les détails.

Resté jusqu'alors dans les tiroirs, le texte a été récupéré précipitamment par un exécutif confronté depuis plusieurs semaines aux manifestations violentes du mouvement des gilets jaunes.

Assurant que ce recyclage d'un texte proposé par Les Républicains ne lui «posait aucun problème», le ministre a d'ailleurs tenté de déminer: «Ce n'est pas une loi anti-gilets jaunes, ni une loi antimanifestation mais une loi anticasseurs.» Christophe Castaner assure d'ailleurs qu'il ne s'agit pas non plus d'«une loi de circonstance mais de bon sens» et pas d'«une loi de répression mais de protection». Liberation.fr 22.01

Davos ou d'un coup d'Etat fasciste à l'autre.

LVOG - Tournant confirmé de la stratégie mondiale de l'oligarchie. L'extrême droite n'est pas l'ennemi, mais l'allié de l'extrême-centre contre la gauche et tous les peuples.

- A Davos, Bolsonaro et Pompeo en porte-parole du camp conservateur mondial - AFP 22 janvier 2019

Le nouveau président brésilien Jair Bolsonaro a mis à profit son passage à Davos mardi pour étriller la gauche, tandis que le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, s'exprimant par visioconférence, a vu dans la montée des populismes des "chamboulements positifs".

"Le Brésil a besoin de vous et l'inverse est vrai aussi", a lancé le président d'extrême droite lors de son baptême du feu international devant les hauts responsables économiques et politiques réunis comme chaque année dans la station de ski des Alpes suisses.

L'organisateur historique du Forum économique mondial, Klaus Schwab, a lui résumé l'état d'esprit de l'auditoire en souhaitant "le meilleur" au nouveau président brésilien, et en louant les "grandes opportunités" s'ouvrant selon lui dans le pays.

Jair Bolsonaro a aussi mis à profit son passage devant un auditoire acquis au libéralisme économique pour étriller la gauche en Amérique latine, un discours familier aux Brésiliens mais plus inattendu sur la scène internationale. "La gauche ne s'imposera pas dans la région ce qui, de mon point de vue, est une bonne chose", a-t-il assuré, disant refuser que la région devienne "bolivarienne".

Mike Pompeo, que les organisateurs du Forum économique mondial ont convaincu de s'exprimer par visioconférence en l'absence de Donald Trump et de toute sa délégation pour cause de shutdown, y est aussi allé de son commentaire politique.

"Au cours des dernières années, à travers le monde, les électeurs ont renvoyé chez eux des politiques et des alliances politiques

dont ils estimaient qu'ils ne représentaient pas leurs intérêts", a dit le secrétaire d'Etat, parlant de "chamboulements positifs."

Il a cité en exemple de ces "nouvelles directions choisies par les peuples" le Brexit, "la montée du Mouvement 5 Etoiles en Italie", l'élection de Jair Bolsonaro et de Donald Trump.

Mais aussi celle d'Emmanuel Macron. AFP 22 janvier 2019

- Le Venezuela accuse Washington d'avoir ordonné "un coup d'État fasciste" - AFP 23 janvier 2019

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé mardi le gouvernement américain d'avoir ordonné "un coup d'État fasciste", au lendemain d'un soulèvement militaire réprimé et à la veille de manifestations pro et anti-gouvernementales.

Au cours d'une allocution radio-télévisée, M. Maduro, dont le deuxième mandat est contesté par l'opposition, a demandé à son ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza d'engager une "révision totale des relations" avec Washington.

Quelques heures plus tôt, le ministre de la Communication du Venezuela, Jorge Rodriguez, avait accusé le vice-président américain Mike Pence d'avoir ordonné à des "terroristes" de provoquer des violences durant la manifestation de l'opposition prévue mercredi afin de déstabiliser le gouvernement socialiste de Nicolas Maduro.

Selon le ministre, les 27 militaires arrêtés lundi après s'être soulevés contre le président vénézuélien ont remis à des militants de l'opposition une partie des armes dérobées "pour que soient perpétrées des violences, qu'il y ait des blessés et des morts pendant la manifestation".

M. Rodriguez a désigné ces militants comme des "civils appartenant à la cellule terroriste Voluntad Popular", le nom du parti de l'opposant emprisonné Leopoldo Lopez et du président du Parlement, Juan Guaido.

D'après le ministre, le plan prévoirait que des individus habillés en uniforme militaire "tirent demain matin (mercredi) contre la manifestation de l'opposition".

"Pourquoi? Pour obéir aux ordres de Mike Pence", a-t-il affirmé, en référence au vice-président américain qui a affiché mardi sa solidarité avec la manifestation organisée à l'appel de l'opposition pour exiger un gouvernement de transition et l'organisation d'élections libres.

Le ministre a précisé que sur les 51 armes dérobées par le groupe de militaires insurgés, 11 n'avaient pas été récupérées et seraient utilisées contre les participants au rassemblement.

La vice-présidente, Delcy Rodriguez, s'en est également prise au vice-président américain qui, selon elle, "prétend venir gouverner le Venezuela en donnant des instructions sur ce qui doit se passer demain au Venezuela, appelant ouvertement à un coup d'État".

"Yankee go home, nous n'allons pas vous permettre de vous immiscer dans les affaires de la patrie", a-t-elle lancé.

Les États-Unis, l'Union européenne et plusieurs pays d'Amérique latine n'ont pas reconnu le deuxième mandat du socialiste Nicolas Maduro, investi le 10 janvier. AFP 23 janvier 2019

Le fascisme, c'est la liberté.

- Crise au Venezuela: Macron soutient les opposants à Maduro - L'Express.fr 24.01

Le chef de l'État a salué ce mercredi "le courage des centaines de milliers de Vénézuéliens qui marchent pour leur liberté". L'Express.fr 24.01

- USA et taliban afghans ont ébauché un projet d'accord - Reuters 26.01

A lire: *L'usage du terrorisme selon John Bolton* par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 22 janvier 2019 (www.voltairenet.org/article204791.html)

- Venezuela: le président du Parlement s'autoproclame "président" par intérim - AFP 24 janvier 2019

Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien contrôlé par l'opposition, s'est autoproclamé mercredi "président" par intérim du pays, et a immédiatement été reconnu par les Etats-Unis et ses alliés dans la région.

Mais l'armée vénézuélienne, soutien indéfectible du président socialiste Nicolas Maduro, a rejeté l'autoproclamation de Juan Guaido. "L'armée défend notre Constitution et est garante de la souveraineté nationale", a affirmé le ministre de la Défense, Vladimir Padrino.

A la suite de l'annonce, des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et partisans de l'opposition à Caracas, selon des journalistes de l'AFP.

Le président américain Donald Trump a immédiatement annoncé dans un communiqué qu'il reconnaissait officiellement le jeune opposant de 35 ans comme "président par intérim du Venezuela".

En réponse, le président Maduro a annoncé que son pays rompait ses relations diplomatiques avec "le gouvernement impérialiste des États-Unis", donnant 72 heures aux représentants diplomatiques nord-américains pour quitter le pays.

La Colombie et le Brésil, alliés de Washington dans la région, ont emboîté le pas à la Maison Blanche, ainsi que l'Argentine, le Chili, le Paraguay et le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), Luis Almagro, qui a assuré à Juan Guaido "sa reconnaissance pour impulser le retour de la démocratie dans ce pays".

En revanche, Cuba a fait part de son "ferme soutien" au président Maduro face à une "tentative de coup d'État". Et le Mexique du président de gauche, Andrés Manuel Lopez Obrador, a indiqué maintenir son soutien au dirigeant socialiste, reconnaissant "les autorités élues selon la Constitution vénézuélienne".

A Bruxelles, l'Union européenne a appelé mercredi soir à écouter la "voix" du peuple du Venezuela et réclamé des élections "libres et crédibles". L'UE espère lancer en février un groupe international de contact pour tenter de trouver une sortie à la crise, selon la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini.

Peu avant la proclamation de M. Guaido, la Cour suprême vénézuélienne, plus haute juridiction du pays, composée de fidèles au régime, a annoncé avoir ordonné une enquête pénale contre les membres du Parlement, en les accusant d'usurper les prérogatives du président Maduro.

Mardi, le vice-président américain Mike Pence a affiché sa solidarité avec la manifestation de l'opposition. Un appel à "un coup d'Etat fasciste", a dénoncé Nicolas Maduro.

"Le temps du débat est terminé, le régime de l'ancien président Nicolas Maduro est illégitime. Son régime est moralement en faillite, économiquement incompétent et profondément corrompu. Il est fondamentalement antidémocratique" , a expliqué Mike Pompeo, secrétaire d'État américain devant les Nations Unies.

Seuls quelques pays d'Amérique latine, comme le Mexique et l'Uruguay, n'ont pas reconnu Juan Guaido comme président par intérim. La Russie, la Turquie et la Chine ont manifesté leur soutien à Nicolas Maduro.

Dans la foulée du soulèvement des militaires, une trentaine d'émeutes avaient été enregistrées dans des quartiers populaires de la capitale et de sa banlieue. Et dans la nuit de lundi à mardi, des chars anti-émeutes avaient patrouillé dans la capitale. AFP 24 janvier 2019 et euronews 25 janvier 2019

- Moscou: la crise au Venezuela montre ce que le droit international est pour l'Occident - Sputnik 24.01

La situation au Venezuela montre ce que le droit international est pour des pays occidentaux, a indiqué la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

On peut juger de l'attitude de l'Occident à l'égard des normes du droit international d'après les événements actuellement en cours au Venezuela, a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.

«Les événements qui se déroulent actuellement au Venezuela montrent la vraie attitude de la communauté progressiste occidentale à l'égard des normes du droit international, de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays où elle cherche à changer le pouvoir», a indiqué Mme Zakharova sur Facebook. Sputnik 24.01

- Venezuela: à l'ONU, Américains et Européens affichent leur soutien à Guaido - AFP 26 janvier 2019

Les Etats-Unis et les Européens ont affiché samedi à l'ONU un clair soutien au président autoproclamé vénézuélien Juan Guaido, la Russie, minoritaire, continuant de défendre Nicolas Maduro qui a rejeté tout ultimatum pour convoquer de nouvelles élections.

A New York, la Russie et la Chine bloquaient dans le même temps un projet américain de déclaration du Conseil de sécurité visant à apporter "un plein soutien" à l'Assemblée nationale vénézuélienne dirigée par Juan Guaido, selon le texte auquel a eu accès l'AFP. AFP 26 janvier 2019

- Le retour d'Elliott Abrams - Réseau Voltaire 26 janvier 2019

Le secrétaire d'État Mike Pompeo vient de nommer Elliott Abrams envoyé spécial pour le Venezuela.

Elliott Abrams est un néo-conservateur historique. Il a appartenu à la petite coterie juive entourant le sénateur démocrate Henry Scoop Jackson, avant de rejoindre l'administration Reagan. Il a épousé la belle-fille de Norman Podhoretz, le rédacteur-en-chef de Commentary. C'est un des initiateurs de la théopolitique.

Il supervisa la création de la National Endowment for Democracy, l'agence chargée de poursuivre à découvert les objectifs de la CIA. Il fut un des organisateurs de la guerre contre le Nicaragua et le Salvador, incluant l'affaire Iran-Contras, sous la présidence de Ronald Reagan. Il fut également conseiller pour la « démocratie globale » dans l'administration Bush fils. C'est à ce titre qu'il supervisa la tentative de coup d'État contre le président vénézuélien Hugo Chávez, en 2002.

Durant la campagne électorale présidentielle US, il avait pris position contre Donald Trump. Cependant, une fois celui-ci élu, l'État profond avait tenté de l'imposer comme secrétaire d'État, ce que le président Trump avait refusé.

Sa nomination comme envoyé spécial pour le Venezuela marque un tournant radical de la politique de l'administration Trump. Réseau Voltaire 26 janvier 2019

A lire également : « Les États-Unis créent les conditions de l'invasion du Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 janvier 2019, www.voltairenet.org/article204845.html

- Missiles balistiques: La France menace l'Iran de sanctions - Reuters 25.01

La France se tient prête à imposer des sanctions à Téhéran si aucun progrès n'est enregistré dans les discussions sur le programme balistique iranien, a déclaré vendredi Jean-Yves Le Drian. Reuters 25.01

A lire aussi

- Les tirs balistiques iraniens ne violent pas la résolution 2231 par Eshagh Al Habib - Réseau Voltaire 14 janvier 2019

https://www.voltairenet.org/article204784.html

- Pas d'accord entre l'Otan et Moscou sur les missiles russes - Reuters 25.01

La réunion organisée vendredi à Bruxelles entre représentants de l'Otan et de la Russie n'a abouti à aucun compromis sur la question des missiles russes que les Occidentaux perçoivent comme une menace, a annoncé le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg .Reuters 25.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

- Mexique : un nombre record d'homicides en 2018 - LeFigaro.fr 23 janvier 2019

Avec 33.341 meurtres en 2018, le Mexique a franchi un nouveau cap dans la violence. LeFigaro.fr 23 janvier 2019

L'esclavisme moderne, le pendant de la survie du capitalisme

- La traite des êtres humains en augmentation dans le monde - Libération 23 janvier 2019

Selon le dernier rapport sur la traite des personnes de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, hommes, femmes comme mineurs sont concernés par ce trafic.

Dans 142 pays, le nombre de victimes de la traite des êtres humains est en augmentation. Plus de 70% d'entre elles sont des femmes. L'exploitation sexuelle, totalisant près de 60% des causes de trafic, est la première forme de violence subie.

Le phénomène regroupe plusieurs types de réseaux criminels dont les plus courants sont la prostitution, le travail et la mendicité forcés, ou le trafic d'organes. Des textes comme la Convention contre la criminalité transnationale organisée (convention de Palerme), adoptée par les Nations unies en 2000, tentent de combattre ce «marché» humain qui générerait plus de 32 milliards de chiffre d'affaires annuel, ramenant la traite des êtres humains à la troisième forme de trafic la plus lucrative dans le monde – après le trafic de drogues et la contrefaçon.

Hommes, femmes comme mineurs sont concernés par ce trafic, entretenu par les conflits armés, en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient notamment. Selon les données de l'ONUDC, les hommes et les jeunes garçons sont plus souvent soumis au travail forcé dans les industries extractives (même si les garçons mineurs sont près de 30% à être touchés par le trafic sexuel), les femmes et les filles davantage sujettes à l'exploitation sexuelle. Entre 2014 et 2016, la part des mineurs dans l'ensemble des recensés a plus que doublé, passant de 13% à 30%.

Phénomène protéiforme mais aussi transnational, la répartition du profil des victimes par région révèle l'ampleur du trafic. «Pratiquement tous les pays sont touchés par ce crime, que ce soit en tant que pays d'origine, de transit ou de destination des victimes», a déclaré Alena Kupchyna, présidente de la Commission pour la prévention du crime. Au total en 2016, près de 25 000 personnes ont été victimes d'un trafic, dans 97 pays, soit en moyenne 254 par pays. Un chiffre en constante augmentation qui témoigne du plus grand nombre de signalements. Mais il convient de noter que ces statistiques sont dans l'ensemble inférieures à la réalité du trafic – étant donné son caractère clandestin –, et peuvent être largement sous-estimées dans des régions où l'identification et le recensement des populations concernées sont moins évidents. C'est le cas de l'Afrique subsaharienne et de certaines parties de l'Asie par exemple.

Finalement, le rapport pointe une augmentation du nombre de condamnations à l'échelle internationale, tout en déplorant que «les trafiquants ne risquent pratiquement pas d'être traduits en justice». Libération 23 janvier 2019

Tartufferie.

Et de rappeler : «Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes», précise l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

- À Los Angeles, les enseignants trouvent un accord après une semaine de grève - LeFigaro.fr 23 janvier 2019

Les professeurs de Los Angeles ont repris le chemin des classes mercredi, après avoir obtenu une augmentation de salaires et l'embauche de personnels.

C'est une victoire pour l'enseignement public de Los Angeles. Un accord a été signé mardi entre le district scolaire de la ville californienne, le Los Angeles Unified School District (LAUSD) et le syndicat des enseignants United Teacher. Validé par la majorité du syndicat, ce contrat met fin à la grève des enseignants, qui ont accepté de retrouver leurs classes mercredi, après une semaine de mobilisation.

La revendication des enseignants était simple: avoir plus de moyens pour le système scolaire public. Le 14 janvier, 30 000 enseignants de Los Angeles s'étaient déclarés en grève, perturbant ainsi pendant six jours le fonctionnement de 1 241 établissements et affectant les cours de quelque 500 000 élèves. Il s'agissait d'une situation inédite en Californie depuis 30 ans. Ce mouvement a été soutenu par un grand nombre de parents d'élèves et d'organisations de professeurs dans tout le pays.

Après 5 jours de négociations intenses, le district scolaire a finalement reconnu le sous-financement dont est victime l'éducation publique. Les deux parties ont trouvé un terrain d'entente pour un contrat sur trois ans et demi. Les enseignants se sont résignés à une augmentation immédiate de 6% sur leur salaire. Cette proposition avait déjà été soumise par le district avant la grève, mais les enseignants maintenaient leur souhait à 6,5%.

Appel à la grève à Denver

Concernant l'embauche de personnels, le syndicat a obtenu ce qu'il espérait: 300 infirmiers devraient être employés d'ici à l'année scolaire 2020-2021. Chaque établissement aura donc au moins un infirmier à temps complet. Des bibliothécaires seront aussi recrutés pour les collèges et les lycées, tout comme des conseillers pour aider les élèves du secondaire. La diminution du nombre d'élèves par classe - qui dépasse parfois quarante élèves actuellement - a aussi été acceptée par le LAUSD. Elle se fera progressivement. Selon la porte-parole Barb Jones, le district dépensera 403 millions de dollars pour mener à bien ces deux résolutions.

À la demande du syndicat, la commission scolaire envisage de discuter avec l'État de Californie pour limiter le développement des écoles indépendantes. D'après les enseignants, ces dernières piocheraient dans les ressources destinées à l'enseignement traditionnel. La gestion du budget est le point sensible des deux parties. Le directeur du LAUSD, Austin Beutner, était la cible des protestataires. Le syndicat lui reprochait sa volonté de maintenir les réserves du district à 1,8 milliard de dollars, sans jamais s'en servir pour aider les établissements publics.

Néanmoins, Austin Beutner et le maire - démocrate - de Los Angeles, Eric Garcetti, considèrent cet accord comme «historique». Pour certains enseignants, les décisions prises ne sont pas suffisantes, comme l'exprime une professeure de Marshall High, interrogée par le Los Angeles Times. «Je pense que c'est un peu triste que nous ayons dû passer six jours à obtenir les chiffres que nous avions déjà.» D'autres préfèrent s'en satisfaire. Pour le président du syndicat, Alex Caputo-Pearl, cet accord constitue une victoire majeure. «Il est très rare de se rendre à une table de négociations avec autant de demandes et de gagner presque chacune d'entre elles», a-t-il déclaré à la foule d'enseignants réunis pour célébrer l'accord devant l'Hôtel de ville.

Cet accord doit être examiné par le Bureau de l'éducation du comté de Los Angeles et approuvé officiellement par la commission le 29 janvier avant d'entrer en vigueur. La lutte continue toutefois pour d'autres enseignants dans le reste du pays: à Denver (Colorado), les professeurs ont massivement voté pour une mobilisation en faveur d'une augmentation de salaires et des primes d'incitation. Leur grève devrait débuter lundi prochain. LeFigaro.fr 23 janvier 2019

France

- Près de huit Français sur dix opposés aux suppressions de postes dans l'éducation nationale, selon un sondage - Franceinfo 23 janvier 2019

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting, une large majorité de Français est contre une baisse du nombre de postes dans l'Éducation nationale. Près de 6 personnes interrogées sur 10 déclarent également soutenir la grève des enseignants prévue jeudi. Franceinfo 23 janvier 2019

Haut de page

Le 31 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (25 pages)

Cette causerie a été rédigée sans tenir compte des infos de la veille.

Je ne peux plus visualiser une page Facebook, désormais il faut être abonné, donc créer sa page Facebook. Comme un nombre incalculable d'écervelés ont choisi ce support pour publier des infos, pour y accéder il va falloir que je crée une page qui demeurera vide, hormis le nom du portail et son adresse électronique. Et si je vois que je suis harcelé de pubs ou autres choses, je la fermerai aussitôt.

J'assimile cette méthode à un procédé autoritaire, puisque le contenu des pages Facebook n'appartient pas à Facebook, mais à ceux qui les ont créées. Quelle saloperie ! On est bien les otages des plus attardés.

Je rappelle qu'un simple portail ou blog fait parfaitement l'affaire ou rend exactement les mêmes services, et qu'il est référencé de la même manière par les moteurs de recherche, donc facilement accessible à tous.

Une contribution politique.

«Pour contrer le chaos créé par l'impérialisme, un leadership honnête et des institutions fortes doivent s'accompagner d'une mobilisation populaire intense et bien organisée»

Par Atilio A. Boron et Mohsen Abdelmoumen - Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

Le Professeur Atilio Borón est un sociologue, politologue, professeur et écrivain argentin.

Mohsen Abdelmoumen : Comment expliquez-vous le recul de la gauche et la montée de l'extrême-droite en Amérique Latine, comme on l'a vu au Brésil avec l'élection du fasciste et tortionnaire Jaïr Bolsonaro et celle de Mauricio Macri en Argentine ?

Prof. Atilio Borón : Il existe de nombreuses raisons, que je ne peux que résumer ici. Premièrement, l'intensité de la contre-offensive américaine visant à vaincre les gouvernements progressistes a été impressionnante. Macri était un cadeau inattendu, plus dû aux erreurs du kirchnerisme qu'à autre chose. Mais la victoire était très importante pour les États-Unis. Bolsonaro est le produit de la démobilisation du PT établie par Lula depuis les débuts, de la corruption complète du système judiciaire qui a mis en prison Lula et a permis à Bolsonaro de ne pas être présent dans les débats présidentiels, le soutien constant des médias hégémoniques et, bien sûr, les graves erreurs des gouvernements Lula/Dilma qui croyaient que la politique sociale et l'extraction de millions de personnes de l'extrême pauvreté seraient suffisantes pour changer la conscience populaire et faire de ces personnes les partisans de politiques progressistes. Comme en Argentine, il s'agissait d'une politique de redistribution des revenus sans éducation de masse ni socialisation. En plus de cela, le problème de la violence des gangs dans les favelas était crucial au Brésil, et il n'a pas été bien combattu par les gouvernements PT, ce qui donnait l'impression que la seule politique dont ils disposaient pour faire face à ce grave problème était un programme d'éducation civique à long terme qui, bien sûr, n'a pas réussi à arrêter le progrès fulgurants de la criminalité dans les bidonvilles et les favelas. Une propagande subtile et des métadonnées, plus Cambridge Analytica et l'habileté de Steve Bannon ont fait le reste. Le Brésil a prouvé, comme plus tôt en Amérique, que les « fake news » sont généralement considérées comme des informations fiables. Ainsi, les mensonges et la diffamation de la campagne Bolsonaro ont été extrêmement efficaces.

Dans votre livre très pertinent "Twenty-First Century Socialism : Is There Life After Neo-Liberalism ?", vous démontrez que l'Amérique Latine n'a aucune perspective avec le capitalisme, et vous démentez les thèses néolibérales qui affirment que le capitalisme est le remède à tous les maux. Ne pensez-vous pas que le système capitaliste a tout simplement échoué, que ce soit dans le centre capitaliste comme on le voit avec le mouvement des Gilets Jaunes en France mais aussi à la périphérie ? Ne pensez-vous pas que le système capitaliste n'offre aucune perspective nulle part ?

Le capitalisme a été un immense échec. De nombreuses réalisations technologiques et des hausses très modestes du niveau de vie des majorités sociales se sont combinées à une concentration irrésistible de la richesse et des revenus, aussi bien au centre qu'à la périphérie. Le livre de Thomas Piketty et des milliers d'articles et de livres l'ont prouvé, et la tendance ne peut être inversée. Aujourd'hui, le 1% le plus riche de la population mondiale s'est emparé de plus de richesses que les 99% restants. Cette situation n'a pas de précédent dans l'histoire universelle ! Et c'est politiquement, socialement et économiquement insoutenable. En outre, les récents développements capitalistes ont nui à Mère Nature comme jamais auparavant. Ainsi, la « deuxième contradiction » du capitalisme, telle que posée par Jim O'Connor, est devenue fatale de nos jours. Suffisamment en regardant les catastrophes environnementales du changement climatique pour comprendre l'ampleur de ce problème et l'incapacité totale des sociétés capitalistes de s'en débarrasser.

D'après vous, le capitalisme ne porte-t-il pas en son sein sa propre ruine ?

Oui, c'était la thèse principale de Marx dans ses écrits, mais elle a également été établie, bien que métaphysiquement, par les réflexions pénétrantes de Hegel sur la dialectique des marchés et de la société civile dans le capitalisme. Mais, comme Lénine l'a enseigné, le système capitaliste ne s'effondrera pas à moins que des forces sociales et politiques ne le renversent. Bernstein avait tort à cet égard et Marx et presque tous ses partisans avaient raison de souligner le besoin d'une force révolutionnaire, qu'il s'agisse d'un parti, d'un mouvement ou de toute autre organisation populaire. De lui-même, le capitalisme perdurera malgré ses contradictions et, dans ce processus, la barbarie deviendra son signe distinctif.

À votre avis, le mouvement des Gilets Jaunes qui a vu le jour en France et qui se propage en Europe n'est-il pas un mouvement révolutionnaire et fondamentalement anticapitaliste ?

C'est une révolte populaire, anti-néolibérale mais pas entièrement anticapitaliste. De plus, il s'agit d'une collection extrêmement hétérogène d'acteurs sociaux et je ne suis pas sûr qu'au bout du compte, ils seraient tous prêts à prendre d'assaut la citadelle ou le pouvoir capitaliste. Je ne serais pas surpris si une partie importante d'eux finissait par mettre fin à leur activisme en rejoignant les forces de la droite. Le « poujadisme » a été une expérience très importante dans la France post-seconde guerre mondiale.

Ne pensez-vous pas qu'il y a une nécessité de refondation de la gauche en Amérique Latine et dans le monde ? La classe laborieuse n'a-t-elle pas un besoin impératif d'un encadrement révolutionnaire qui obéit aux exigences du moment ?

Oui, c'est absolument nécessaire. Mais nous sommes confrontés à un problème critique : la division des conditions objectives de la révolution, déjà suffisamment mûres, et le retard dans la constitution d'une conscience révolutionnaire, le retard dans la maturation des conditions subjectives. Malgré le passé, la perspective révolutionnaire est complètement invisible pour les masses, en Amérique Latine comme dans le reste du monde. La formidable efficacité des appareils idéologiques de l'État capitaliste a complètement effacé la révolution du paysage. Par conséquent, l'énorme importance de la bataille idéologique est de convaincre les masses que la révolution est non seulement possible mais nécessaire. Deuxièmement, une fois le premier acquis, nous devrions trouver la forme politique appropriée pour canaliser l'impulsion révolutionnaire renouvelée des masses. Les partis léninistes ou gramsciens traditionnels sont-ils la réponse adéquate à un nouveau prolétariat mondial, immense et très hétérogène, fragmenté en milliers de petits morceaux, comme un miroir brisé ? J'en doute. Le dicton de Mariategui selon lequel « la révolution ne peut être ni une « copie conforme » (calco, »trace »), ni une réplique mais une création héroïque des masses » est plus valable que jamais.

L'ancien conseiller de Trump Steve Bannon est en train de fédérer toute l'extrême-droite en Europe. Sachant qu'en Amérique Latine, les USA ont soutenu des fascistes comme Bolsonaro et Macri, ne pensez-vous pas qu'il y ait un plan piloté par l'administration US d'unir toute l'extrême-droite à travers le monde ?

Oui en effet. Et cela a été explicitement déclaré par Bannon et de nombreuses autres personnes. C'est une aspiration de longue date du gouvernement américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et le changement rapide du climat politique (dans une direction réactionnaire, commençant en Europe en raison des réfugiés et de la présence croissante de la population musulmane) a fourni à Trump une opportunité en or. Cependant, le résultat est loin d'être ce qu'ils attendent et de nombreux facteurs interviennent dans l'évolution de la situation politique. Les résultats peuvent être très décevants pour le gouvernement américain.

D'après vous, dans certains pays susceptibles de connaître des interventions impérialistes qui visent les richesses de leur sous-sol et par intérêt géopolitique, comme par exemple l'Algérie, n'y a-t-il pas une nécessité d'avoir des dirigeants légitimes et intègres et des institutions fortes pour éviter le chaos ? Ibn Khaldoun a prophétisé que les tyrans ramèneront les envahisseurs ; les véritables alliés de l'impérialisme ne sont-ils pas des dirigeants corrompus et illégitimes ?

Pour contrer le chaos créé par l'impérialisme, un leadership honnête et des institutions fortes doivent s'accompagner d'une mobilisation populaire intense et bien organisée. Il existe de nombreuses histoires en Amérique latine dans lesquelles des gouvernements honnêtes ont été évincés par des coups d'État promus par le gouvernement américain et ses alliés oligarchiques sur le terrain. Prenons le cas de Salvador Allende au Chili en 1973 ou d'Arturo U. Illía en Argentine en 1966, deux exemples éloquents de ce que je dis. Par contre, les sabotages, la corruption et le despotisme ont été les marques de tout régime établi après une intervention impérialiste en Amérique latine ou dans les Caraïbes. Des cas tels qu'Alfred Stroessner au Paraguay, François Duvallier en Haïti, Rafael L. Trujillo en République dominicaine ou Anastasio Somoza au Nicaragua, sans parler des dictatures les plus récentes en Argentine, au Brésil et au Chili prouvent de manière concluante que les États-Unis et les intérêts locaux bourgeois ne croient pas du tout aux procédures démocratiques. La rhétorique de la droite est absolument fallacieuse. Si, pour faire prévaloir leurs intérêts, ils doivent tuer, incarcérer ou torturer, ils feront tout cela. Prenons le cas de Sukarno en Indonésie et l'assassinat de masse d'un demi-million de personnes afin de nettoyer le pays des « communistes » ; ou les milliers de « desaparecidos » (ndlr : disparus) en Argentine, ou les magnicides perpétrés contre des personnalités exceptionnelles de gauche en Amérique latine comme Joao Goulart, Pablo Neruda, Orlando Letelier (à Dupont Circle, Washington DC !!!), Omar Torrijos de Panamá et Jaime Roldós de l'Équateur, parmi les personnalités les plus connues. L'impérialisme et les gouvernements honnêtes ne vont pas bien ensemble. La lutte pour l'autodétermination nationale, pour une démocratie dynamique et pour une gouvernance honnête est vouée à l'échec sans une forte résistance contre l'impérialisme, véritable factotum des régimes les plus atroces jamais connus dans notre région.

Les acquis de la révolution sandiniste au Nicaragua survivront-ils aux assauts permanents de l'impérialisme US ?

Je pense que oui, mais au prix d'un durcissement du régime politique. Une citadelle assiégée n'offre jamais un terrain propice à la tolérance, au pluralisme, à des libertés débridées. Mais les plans de l'empire sont exactement de faire régresser le sandinisme dans une involution non démocratique menant à une « crise humanitaire » qui pourrait servir de prélude à une « solution libyenne » : invasion, chaos social et économique, troubles et lynchage d'Ortega et de son entourage immédiat.

N'y a-t-il pas un risque d'intervention américaine au Venezuela ?

Il y a des plans. Le Commandement du Sud l'a dit il y a quelques années. Le problème auquel ils sont confrontés est que les forces militaires bolivariennes sont fortes, bien équipées et prêtes à se battre. L'armée brésilienne hésite à participer à une invasion et ses homologues colombiens craignent que la distraction de leurs forces au Venezuela ne crée les conditions d'une croissance rapide de la guérilla dans leur pays. Donc, je n'exclurais pas la possibilité d'une intervention militaire chirurgicale des États-Unis au Venezuela, mais jusqu'à présent, tout n'a été que pourparlers et aucune action. Par ailleurs, de manière non militaire, l'intervention américaine au Venezuela est persistante depuis la montée de Chavez en 1999. Les sanctions économiques, les sabotages, les tentatives de coup d'État, les pressions diplomatiques, le blocus commercial, etc. ont été courants et persistants au cours de toute l'expérience bolivarienne.

Comment analysez-vous la transition politique à Cuba ? Comment expliquez-vous l'acharnement permanent de l'administration US contre Cuba depuis la mise en place de l'embargo en 1962 ?

C'est une longue histoire. Déjà en 1783, John Adams demanda l'incorporation de Cuba sous la juridiction des États-Unis. Cuba a une énorme valeur géopolitique en tant que porte d'entrée principale des Caraïbes, qui est considérée par l'armée et les stratèges américains comme une sorte de « mare nostrum », et ils n'acceptent pas le fait que Cuba agisse en tant que nation souveraine, avec autodétermination et ne veuille pas recevoir humblement les ordres de la Maison-Blanche. Le blocus a échoué parce que le régime révolutionnaire n'est pas tombé, mais les souffrances infligées au peuple cubain sont énormes et criminelles, de même que les obstacles que le blocus a causés au développement économique de Cuba. Pourtant, la Révolution reste en mesure de proposer de meilleures politiques sociales en matière de santé, d'éducation et de sécurité sociale que la plupart des pays du monde, et pour Washington, c'est un « mauvais exemple » intolérable qui devrait être éradiqué à tout prix. Jusqu'à présent, ils n'ont pas été en mesure de le faire et je ne pense pas qu'ils le feront dans un proche avenir.

On voit par exemple le martyr du peuple palestinien par l'entité criminelle d'Israël, ou le massacre du peuple du Yémen par l'Arabie saoudite, alliée des Etats-Unis. N'y a-t-il pas une nécessité d'avoir un front mondial anti-impérialiste que ce soit en Amérique, en Afrique, en Europe ou en Asie, où les peuples partagent le même combat : résister à l'impérialisme qui dévaste les pays et au capitalisme qui exploite et saigne les peuples ?

Absolument. Chávez voulait créer ce front anti-impérialiste, mais sa demande n'a pas été bien accueillie car beaucoup interprètent mal sa proposition comme étant une renaissance ou la Troisième Internationale sous Staline. C'était stupide, mais malheureusement, de nombreuses organisations populaires ont suivi cette ligne. Samir Amin, François Houtart et moi-même avons proposé la création d'un tel front international au Conseil international du Forum social mondial de Porto Alegre et nous avons été battus, en grande partie à cause de l'opposition de puissantes ONG qui ont totalement rejeté cette idée. Non seulement cela : ces ONG ont également joué un rôle déterminant dans la diffusion d'un fort sentiment « antipolitique » qui méprisait les partis politiques, les dirigeants politiques et les agendas politiques. Au point qu'il était très difficile d'inviter Lula et Chávez aux réunions successives du Forum. Aujourd'hui, cela a changé, bien que je ne sois pas sûr de la profondeur et de la cohérence de ce développement prometteur. Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

LVOG - Que faisiez-vous au Forum social mondial de Porto Alegre financé par les multinationales de Wall Street, dites-nous, vous en espériez autres choses, qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique ? Les ONG sont des ennemis du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, des officines de la contre-révolution, de la réaction mondiale, comment, vous l'ignoriez monsieur le professeur et vos amis aussi ?

A votre décharge, peut-être que vous auriez été mieux inspirés si la IVe Internationale n'avait pas été liquidée au début des années 50 par les courants révisionnistes lambertiste et pabliste.

Quelques sujets de réflexion politique.

Quand ils disent eux-mêmes que la Ve République est foncièrement antidémocratique et irréformable.

Il est vrai que la concentration du pouvoir a pour effet de concentrer aussi les critiques et les indignations. On le sait, la Ve République confie l'essentiel du pouvoir à un monarque républicain élu par le peuple. Les révisions constitutionnelles n'ont cessé de renforcer le pouvoir du président, de l'élection au suffrage universel direct en 1962 à l'introduction du quinquennat et des élections législatives dans la foulée en 2000, sans oublier les effets de la pratique gouvernementale. En sorte que l'affaiblissement progressif des corps intermédiaires n'est pas seulement dû à la personnalité des présidents ou à leur appétit de pouvoir, mais aux institutions elles-mêmes.

Les institutions politiques n'ont pas changé mais aujourd'hui, le délitement de la société de la démocratie – qu'en empruntant à Montesquieu, j'ai appelée "extrême" – est frappant. Toutes les institutions sont contestées. francetvinfo.fr 29.01

Le reste de l'article faisait l'éloge de Macron... France Info ne peut pas publier un article sans réserver une place à la propagande en faveur du régime, cela vous êtes censés le savoir depuis le temps.

Quelle aberration, quel naufrage !

Extrait. Le néo-conservatisme est une forme du trotskisme, donc idéologiquement d'extrême-gauche, ralliée à l'appareil d'État US lors de l'administration Reagan. Ses partisans n'ont cessé de basculer de gauche à droite et vice-versa à chaque alternance politique. Toutefois, ils se sont opposés à l'élection de Donald Trump qu'ils rejoignent pourtant maintenant. (Donald Trump a-t-il été contraint de renoncer ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 29.01

Thierry Meyssan, de tendance radicale de gauche si je ne me trompe pas, a cofondé le Réseau Voltaire avec un chef d'entreprise militant du PCF et cela se voit ou ceci explique en partie cela.

Il lui arrive régulièrement de délirer quand il a été surpris à se fourvoyer gravement, pour un peu il accuserait son chien, le trotskysme d'en être responsable. Après avoir affirmé que Trump incarnait "*le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple*", ce que j'avais dénoncé, voilà qu'il nous dit qu'en réalité ce serait le pire réactionnaire ou la pire ordure qui soit, et au lieu de "*rétablir la République*", de "*rendre l'Amérique aux Américains*", voilà qu'il serait prêt à la vendre à la Fed alliée au Pentagone, sans blague, quelle misère d'aussi énormes contradictions pour un journaliste par ailleurs de grand talent, dommage.

Ce n'est pas la première fois qu'on fait ce constat, je le signale pour ceux qui croiraient que je le découvrirais seulement maintenant, je sais parfaitement à quoi m'en tenir, rassurez-vous.

Le droit international ou la bonne conscience du petit bourgeois.

Le petit bourgeois interprète le monde de préférence en fonction de ses propres besoins, c'est ce qui déterminera également son orientation politique. A proprement parler, c'est un opportuniste, il n'a pas vraiment de conscience politique, pas indépendante en tout cas, elle est dictée uniquement par ses intérêts individuels, c'est d'ailleurs ce qui le caractérise. Etant mieux loti que la moyenne, il soutiendra le régime en place ou le capitalisme dont dépend son statut ou son niveau de vie. Ponctuellement, il lui arrivera de soutenir la classe ouvrière ou de participer à sa mobilisation, s'il estime qu'il pourra en tirer profit à titre individuel.

Les nerfs, l'incohérence, les contradictions des laudateurs du droit international, des traités, conventions, déclarations ou chartes internationales en tous genres, bref, de l'ONU, sont mis à rude épreuve ces derniers temps parce qu'ils volent en éclats, et cela devrait s'amplifier. Ils en attendaient des miracles, oubliant qu'à l'impossible nul n'est tenu, à commencer par les chefs d'Etat des puissances occidentales impérialistes (pas seulement) !

Parce qu'ils continuent d'ignorer le contexte dans lequel ces mesures avaient été adoptées, ils en viennent à livrer des analyses de la situation mondiale qui ne correspondent pas à la réalité, retour à la "guerre froide", retour à "1983", retour "aux années 30", alors qu'il s'agirait plutôt d'un retour au milieu ou à la fin du XIXe siècle selon les nations, quand les différentes puissances coloniales guerroyaient à travers le monde et le prolétariat était faiblement organisé ou le mouvement ouvrier peinait à se constituer, à peine formé était-il presqu'aussitôt trahi par ses dirigeants, la comparaison s'arrêtera là. On notera au passage qu'à ces spéculations foireuses répondent en échos au sein du mouvement ouvrier les appels des opportunistes au retour aux "années heureuses, à la démocratie...

En réalité, elles furent le produit du rapport de forces établit entre le capitalisme et la classe ouvrière à partir de l'issue de la Première Guerre mondiale impérialiste, qui se traduisit par la montée en puissance du mouvement ouvrier international dont le point culminant fut la révolution russe victorieuse de 1917, période qui s'acheva au cours des décennies qui précédèrent et succédèrent l'implosion de l'URSS et ses satellites.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale impérialiste du XXe siècle signifia aux peuples du monde entière qu'ils ne devaient accorder aucun crédit à ces traités, déclarations, chartes, qui avaient été conçus pour mieux les maintenir en servitude, pendant que leurs rédacteurs préparaient les prochaines guerres ou se livraient simultanément à d'autres guerres en Afrique et en Asie...

Les institutions qui constituaient le cadre dans lequel ils avaient été adoptés étant dirigées par les impérialismes les plus puissants de la planète qui se partageaient le marché mondial, Société des Nations (SDN), puis l'Organisation des Nations Unis (ONU), il fallait être aveugle ou de mauvaise foi ou encore d'une naïveté incroyable pour ne pas comprendre que ces accords signés ne serviraient jamais la paix, le progrès social ou le bien-être des peuples, surtout après la proclamation d'Israël, et que les représentants du capitalisme s'emploieraient à les contourner dans un premier temps, pour ensuite les ignorer ou les piétiner littéralement pour peu que le rapport de force entre les classes leur soit plus favorable, sur fond de crise du capitalisme mondial devenue permanente.

La remise en cause de la convertibilité du dollar en or en 1971 par les Américains, fut leur réponse économique aux mouvements populaires qui avaient secoué tous les continents à la fin des années 60, et le néolibéralisme en fut leur réponse politique, avec en perspective la centralisation et la concentration de tous les pouvoirs pour instaurer un nouvel ordre mondial de type totalitaire, dont les régimes de Pinochet, Videla, Thatcher et Reagan ne furent qu'un avant-goût, se caractérisant notamment par une intransigeance totale face au mouvement ouvrier et par sa féroce répression, la poursuite des guerres impérialistes.

La mise en oeuvre de leur stratégie totalitaire s'accéléra dès cette époque pressentant la fin prochaine de l'URSS à laquelle ils allaient contribuer de manière décisive dès les années 70, qui se précisera lors de la chute de la Pologne en 81, dès lors ce n'était plus qu'une question de quelques années, et ils pouvaient préparer l'offensive tout azimut qu'ils allaient livrer contre le prolétariat mondial sans craindre qu'il se soulève puisque le mouvement ouvrier international allait littéralement se disloquer à l'issue de cette expérience, les social-démocrates et les staliniens en profitant pour rallier ouvertement leur camp naturel, celui du capitalisme, donc abandonnant la classe ouvrière totalement désarmée pour résister et affronter cette offensive de la réaction mondiale, puisque durant les cinquante années précédentes elle avait été incapable de se doter d'une nouvelle direction

et d'une nouvelle Internationale.

Il ne leur restait plus qu'à laisser pourrir sur place le mouvement ouvrier, à l'y aider évidemment, en proie à des contradictions dont il n'allait pas parvenir à venir à bout au cours des 3 décennies suivantes, tous ses courants n'ayant jamais cessé d'être à la remorque de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme, ce qu'ils justifient ou ce dont ils sont fiers aujourd'hui, ce qui a de quoi rassurer nos ennemis n'en doutons pas.

A l'étape suivante, annoncée ou préparée par l'élection de Sarkozy, puis de Hollande, ils allaient réaliser un véritable coup d'Etat en portant à la présidence la créature monstrueuse qu'ils avaient minutieusement sélectionnée et formée, Macron, pour porter le coup de grâce à ce qui restait de nos droits les plus vitaux, ou engager définitivement la France sur la voie du néolibéralisme totalitaire ou de la gouvernance mondiale.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en liant le sort de la classe ouvrière et des classes moyennes au respect de ces traités, déclarations ou chartes, à l'ONU principalement, tous ceux qui n'ont cessé de s'en réclamer depuis 1944-45, ont livré pieds et mains liés au capitalisme et à ses représentants, ils leur ont interdit de chercher une issue politique au-delà du capitalisme, hors du carcan institutionnel qui était destiné justement à les étouffer, ils partagent donc l'extraordinaire responsabilité de la situation dramatique actuelle.

Ces philistins, qui eux aussi ne doutent de rien, justifièrent leur orientation politique en expliquant que les concessions qu'elle comportait était un moindre mal ou inévitables et qu'elles servaient les intérêts des peuples, sans se soucier que ceux de l'immense majorité d'entre eux seraient sacrifiés ou continueraient de crouler sous la misère ou les bombes. En fait du moment que la crise du capitalisme mondial pouvait être contenue et que intérêts des classes moyennes ou des couches supérieures de la classe ouvrière dans les pays occidentaux étaient préservées, le reste leur importait peu. On en veut pour preuve qu'ils ne cesseront de s'adresser aux représentants du capitalisme, dans lesquels ils avaient placé leur propre destin ou avec lesquels ils partagent les mêmes intérêts, au lieu de s'adresser à la classe ouvrière qu'ils considèrent comme insignifiante ou qu'ils méprisent, qui en tout cas ne peut pas ou ne doit pas prétendre à gouverner ou doit demeurer soumise indéfiniment au règne impitoyable de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ces petits bourgeois ont mis leurs talents au service des esclavagistes et dictateurs des temps modernes, au nom du progrès social, de la démocratie, de la liberté, autrement dit, ils se sont livrés à une épouvantable escroquerie politique à peine déguisée digne de leurs maîtres à penser.

Leurs masques marqués du sceau de l'infamie tombent les uns après les autres, et on ne peut que s'en réjouir. Is pleurnichent après leurs premières victimes en attendant angoissés que leur tour viennent, cela ne tardera plus maintenant, du coup certains d'entre eux ou la plupart s'en arrangeront et rejoindront ouvertement les rangs de la pire réaction par crainte de perdre leur statut privilégié, la seule chose qui n'a jamais cessé de compter pour eux. Seuls quelques intellectuels courageux et isolés qu'on comptera sur les doigts d'une main rejoindront le camp de la résistance au totalitarisme, sans qu'on exige d'eux l'impossible ou qu'ils rejoignent spontanément le camp de la révolution socialiste mondiale, puisqu'ils en sont incapables à ce stade. Et ceux qui hésitent préfèreront encore se vendre au plus offrant, ce marché est moins prospère qu'autrefois, mais il existe encore, voyez RT ou Spunik par exemple.

De manière générale, il ne faut accorder aucune confiance à un auteur qui se réclame du droit international, de l'ONU ou une de ses officines. Demandez ce qu'il en pense à un Palestinien ou à un de ces peuples qui ont connu depuis 1945 la famine, des guerres civiles, des guerres, des coups d'Etat, des épidémies, etc. tous cautionnés par l'ONU, avec la bénédiction du droit international et celle du Pape qui estime légitime l'existence des riches et des pauvres, l'origine des inégalités ou du capitalisme, de tous ces criminels méfaits.

Pour conclure, la crise du capitalisme a atteint une telle profondeur ou elle a pris une telle ampleur que non seulement aucun retour en arrière n'est possible, mais il est devenu impossible de la stopper, ni même de la ralentir sans affronter directement le prolétariat, d'où les multiples coups d'Etat orchestrés par la branche radicale de l'oligarchie financière internationale en Amérique latine ou le recours au fascisme en Europe, en Italie, en Espagne avec Vox, en France avec Macron, Porochenko en Ukraine, en embuscade aux Etats-Unis où se sont enchaînés ces derniers jours des discours particulièrement belliqueux envers la Syrie, le Venezuela, l'Iran, la Russie et la Chine.

Dans ce contexte politique, comme à la veille des deux guerres mondiales du XXe siècle, tous les traités, conventions, déclarations ou chartes internationales qui n'ont pas servi à protéger des bombardements (ou de l'invasion) de l'Otan ou des puissances occidentales impérialistes la Serbie, la Somalie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Yémen, ne sont plus que destinés à être violés par ceux qui les ont rédigés et signés, et porteur de nouvelles guerres, de déstabilisation ou d'ingérences destructrices d'autres Etats et pays...

Suite du mouvement populaire du 17 novembre

Appel de la première "***Assemblée des Assemblées***" des Gilets Jaunes

Nous, Gilets Jaunes des ronds-points, des parkings, des places, des assemblées, des manifs, nous sommes réunis ces 26 et 27 janvier 2019 en « Assemblée des assemblées », réunissant une centaine de délégations, répondant à l'appel des Gilets Jaunes de Commercy.

Depuis le 17 novembre, du plus petit village, du monde rural à la plus grande ville, nous nous sommes soulevés contre cette société profondément violente, injuste et insupportable. Nous ne nous laisserons plus faire ! Nous nous révoltons contre la vie chère, la précarité et la misère. Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité. 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est inacceptable. Partageons la richesse et pas la misère ! Finissons-en avec les inégalités sociales ! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous.

C'est pour tous ces droits que nous occupons quotidiennement des ronds-points, que nous organisons des actions, des manifestations et que nous débattons partout. Avec nos gilets jaunes, nous reprenons la parole, nous qui ne l'avons jamais.

Et quelle est la réponse du gouvernement ? La répression, le mépris, le dénigrement. Des morts et des milliers de blessés, l'utilisation massive d'armes par tirs tendus qui mutilent, éborgnent, blessent et traumatisent. Plus de 1.000 personnes ont été arbitrairement condamnées et emprisonnées. Et maintenant la nouvelle loi dite « anti-casseur » vise tout simplement à nous empêcher de manifester. Nous condamnons toutes les violences contre les manifestants, qu'elles viennent des forces de l'ordre ou des groupuscules violents. Rien de tout cela ne nous arrêtera ! Manifester est un droit fondamental. Fin de l'impunité pour les forces de l'ordre ! Amnistie pour toutes les victimes de la répression !

Et quelle entourloupe que ce grand débat national qui est en fait une campagne de communication du gouvernement, qui instrumentalise nos volontés de débattre et décider ! La vraie démocratie, nous la pratiquons dans nos assemblées, sur nos ronds-points, elle n'est ni sur les plateaux télé ni dans les pseudos tables rondes organisées par Macron.

Après nous avoir insultés et traités de moins que rien, voilà maintenant qu'il nous présente comme une foule haineuse fascisante et xénophobe. Mais nous, nous sommes tout le contraire : ni racistes, ni sexistes, ni homophobes, nous sommes fiers d'être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire.

Nous sommes forts de la diversité de nos discussions, en ce moment même des centaines d'assemblées élaborent et proposent leurs propres revendications. Elles touchent à la démocratie réelle, à la justice sociale et fiscale, aux conditions de travail, à la justice écologique et climatique, à la fin des discriminations. Parmi les revendications et propositions stratégiques les plus débattues, nous trouvons : l'éradication de la misère sous toutes ses formes, la transformation des institutions (RIC, constituante, fin des privilèges des élus…), la transition écologique (précarité énergétique, pollutions industrielles…), l'égalité et la prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outres-mers…).

Nous, Gilets Jaunes, invitons chacun avec ses moyens, à sa mesure, à nous rejoindre. Nous appelons à poursuivre les actes (acte 12 contre les violences policières devant les commissariats, actes 13, 14…), à continuer les occupations des ronds-points et le blocage de l'économie, à construire une grève massive et reconductible à partir du 5 février. Nous appelons à former des comités sur les lieux de travail, d'études et partout ailleurs pour que cette grève puisse être construite à la base par les grévistes eux-mêmes. Prenons nos affaires en main ! Ne restez pas seuls, rejoignez-nous !

Organisons-nous de façon démocratique, autonome et indépendante ! Cette assemblée des assemblées est une étape importante qui nous permet de discuter de nos revendications et de nos moyens d'actions. Fédérons-nous pour transformer la société !

Nous proposons à l'ensemble des Gilets Jaunes de faire circuler cet appel. Si, en tant que groupe gilets jaunes, il vous convient, envoyez votre signature à Commercy (assembleedesassemblees@gmail.com). N'hésitez pas à discuter et formuler des propositions pour les prochaines « Assemblées des assemblées », que nous préparons d'ores et déjà.

Macron Démission ! Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Appel proposé par l'Assemblée des Assemblées de Commercy.

Il sera ensuite proposé pour adoption dans chacune des assemblées locales.

Chacun (...) saura (...) quoi en faire... sauf lui !

Mélenchon - C'est sans doute l'initiative la plus captivante de celles qui se prennent ces temps-ci à l'initiative des gilets jaunes. L'assemblée des assemblées citoyennes de gilets jaunes à Commercy semble prolonger en profondeur le mouvement né sur les ronds-points en lui donnant une expression collective non partisane. Autrefois, dans les luttes étudiantes on aurait appelé

cela une « coordination des AG ». Dans les grèves de salariés, un comité national de grève.

Dans la lutte du peuple, l'assemblée citoyenne est la structure de base du mouvement. L'idée de se fédérer nationalement est ici la vraie nouveauté, le vrai pas en avant. Dans la Révolution de 1789, de tels comités se constituèrent pour organiser l'action locale et notamment l'auto-défense des communautés rurales. C'est de là que partit la Fête de la Fédération qui célébra nationalement le premier anniversaire officiel du 14 juillet. C'est dire si l'initiative de Commercy porte un sens large et profond. J'ai trouvé le texte de l'appel final sur le site de Reporterre. Je crois utile de le faire connaître du mieux que je peux, en utilisant tous mes moyens de communication. Chacun de ceux qui me lisent saura, j'en suis certain, quoi en faire. melenchon.fr 28.01

Il est impayable ! Il est vrai qu'une telle initiative ne lui serait pas venue à l'idée. D'ailleurs, il ne dit pas qu'il va la reprendre à son compte ou on ignore à part débiter son baratin habituel ce qu'il va en faire. Etrange pour le chef d'un parti qui revendiquait des centaines de milliers d'adhérents et qui a eu plus de 9 millions d'électeurs...

Une proposition.

Je propose que tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière se rassemblent et appellent ensemble les travailleurs à se réunir en Assemblée populaire dans chaque commune où aucune Assemblée n'existe encore, et s'adressent aux sections syndicales des entreprises présentent sur ces communes pour qu'elles y participent. Et partout où il existe déjà une Assemblée des Gilets Jaunes, ils doivent appeler ensemble à y participer et y participer eux-mêmes évidemment.

Si on rassemble toutes nos forces dispersées et qu'on met toute notre énergie au service de cette cause, Macron et le régime peuvent tomber. Parfois la détermination a force d'argument...

Autre point.

Eric Drouet et Maxime Nicolle, sont des pures produits des réseaux sociaux tels qu'on a pu les voir à l'oeuvre au cours des dernières années en Tunisie, en Egypte, en Irak, en Libye, en Syrie, qui ont donné lieu à toutes sortes de manipulations et d'illusions dont ont dû revenir tous ceux qui les avaient suivis aveuglément avant de quasiment disparaître aussi vite qu'ils étaient apparus opportunément ou que les objectifs de leurs créateurs avaient été atteints. Si les médias institutionnels n'avaient pas relayé en boucle leurs appels parus sur Facebook, il y a fort à parier qu'après avoir séduit à peine quelques milliers de personnes dans toute la France, on n'en aurait plus entendu parler. Alors qu'il est extrêmement difficile à un nouveau parti politique d'émerger, on est en droit de se demander comment deux inconnus sortis de nulle part ont pu pour ainsi dire s'autoproclamer dirigeants des Gilets Jaunes et se voir propulsés du jour au lendemain sur le devant de la scène politique.

On peut tenter une explication, et imaginer que ceux qui ont conçu ce stratagème comptaient se servir de leur inexpérience de la lutte de classe et de leur absence de convictions profondément enracinées pour affaiblir les adversaires et les ennemis de Macron, afin qu'il puisse appliquer tranquillement la suite de son programme politique. Il fallait avant tout créer les conditions pour pouvoir leur infliger une cinglante défaite, et il n'y aurait rien de telle que quelques chose suffisamment spectaculaire pour choquer les esprits, une sorte de soulèvement mal organisé ou sans direction pour y parvenir, ses dirigeants autoproclamés ou inexpérimentés perdraient pieds à un moment donné, multiplieraient les atermoiements ou les indécisions, les erreurs, se décrédibiliseraient eux-mêmes du même coup, ce mouvement se diviserait et commencerait à se disloquer, ce qui permettraient de le réprimer violemment, et tout rentrerait dans l'ordre au bout de quelques mois. Ils n'ont pas eu besoin de faire intervenir leurs propres agents, les réseaux sociaux fourmillent d'éléments pouvant faire parfaitement l'affaire pratiquement sans risque et à leur insu.

Cela, c'est le scénario qu'ils ont dû concevoir. Sauf que la situation a pris une autre tournure, cette fois inattendue, lorsque des centaines de milliers de travailleurs se sont saisis de cette occasion pour surgir à leur tour sur la scène politique et exiger la démission de Macron, manifestant leur détermination à ne rien céder pour n'avoir plus rien à perdre, ce que visiblement les conseillers de Macron n'avaient pas prévu au programme.

Pour tenter de briser la dynamique engagée et éviter que des millions de travailleurs s'y rallient, ils ont décidé de se lancer dans une parodie de démocratie en mettant à contribution les élus et les partisans de Macron dans une mise en scène grotesque destinée à légitimer sa politique et les institutions, le "grand débat national", qui est la réponse politique à la question du pouvoir et de l'Etat que pose directement la constitution des Assemblées populaires ou l'organisation indépendante des masses qui cherchent une issue à la crise du capitalisme et du régime conforme à leurs intérêts de classe, le pire scénario qu'ils pouvaient envisager puisqu'à terme il déboucherait sur une situation de double pouvoir qui ne pourrait être résolu que par une insurrection du peuple ou son écrasement dans un bain de sang.

En guise d'épilogue à ce point. Drouet et Nicolle les girouettes.

Comme je le fais souvent le soir, après manger j'écris un peu, puis si ma connexion Internet le permet, je m'avance pour le lendemain en consultant les articles de presse du jour.

J'avais lu que monsieur Drouet avait appelé samedi 26 janvier dans un communiqué à un "*soulèvement sans précédent*" après la blessure à l'oeil de Jérôme Rodrigues, une figure du mouvement nous dit-on. En revanche, ce que j'ignorais, c'est que peu de temps après il avait retiré ce communiqué de "La France colère !", sa page Internet.

Mieux encore, lundi 28, monsieur Rodrigues annonce que Drouet se joignait à son appel au calme, tandis que le sieur Drouet faisait son mea culpa au ministre de l'Intérieur qui voulait le traîner devant les tribunaux pour avoir appelé à un soulèvement en écrivant dans un Facebook Live. "*J'étais au chevet de Jérôme quand l'équipe d'administrateurs l'a rédigé. (...) Je ne l'ai lu qu'après. Le mot "soulèvement" était de trop*", a-t-il estimé, appelant "*au plus grand pacifisme*" pour la prochaine journée d'action samedi. (source : AFP 29.01) Allez, va te coucher !

En quelques heures mon analyse était confirmée. Et un petit rappel sur la dialectique de la lutte des classes.

Quant aux autres dirigeants autoproclamés qui ont depuis créé un parti (Jacline Mouraud) ou des listes aux élections européennes (Ingrid Levavasseur ou Jean-François Barnaba associé au chanteur Francis Lalanne), ils ont tous été rapidement récupérés par le régime ou ses partis par crainte d'être associés à un affrontement direct avec le régime qu'ils ne souhaitaient pas, ils n'ont pas pu rompre avec l'idéologie dominante.

Avec de tels dirigeants on est sûr d'aller à l'abattoir inutilement, donc la meilleure voie est encore celle des Assemblées populaires qu'il faut essayer de développer dans tout le pays. Et si cela s'avérait impossible ou que ce mouvement finisse par se disloquer ou s'éteindre, il faudrait en chercher la signification, se demander pourquoi les masses n'ont-elles pas profité de cette occasion pour se soulever contre le régime. Si on répondait que c'était parce qu'elles avaient encore les moyens de supporter les coups qui leur sont portés ou les conséquences des contre-réformes successives depuis plus de 30 ans, autant dire qu'on pourrait attendre très longtemps ou indéfiniment avant qu'un soulèvement se produise, mais en toile de fond qu'on l'admette ou non, cela signifierait que l'influence idéologique qu'elles subissent constitue le facteur déterminant qui conditionne leur comportement, et puisqu'on refuse de le reconnaître et de s'y attaquer, et bien il n'y aurait plus qu'à dire adieu à toute issue politique ou attendre des jours meilleurs qui ne viendront finalement jamais.

La dialectique de la lutte des classes, ce n'est pas seulement des rapports entre conditions objectives et subjectives, c'est aussi l'évolution interne de chacune de ses conditions qui va contribuer à renforcer ou atténuer leur rôle au sein des rapports qui les lient. Si maintenant on décrète ou on s'en tient à la formule selon laquelle les conditions objectives l'emportent toujours sur les conditions subjectives, en partant du constat que les conditions objectives seraient encore favorables à la majorité des masses et qu'il risque d'en être encore ainsi pour de longues décennies, logiquement on ne peut être qu'amené à considérer que la révolution doit être envoyée aux calendes grecques ou qu'il est inutile de combattre dans cette perspective politique.

En revanche, si on considère qu'un aspect des conditions objectives est susceptible de se transformer en condition subjective du fait de l'évolution défavorable de la société, de sa décadence, de sa décomposition, des rapports détestables qu'elle a engendrés et auxquels personne ne peut échapper, processus particulièrement lent et laborieux il faut bien l'admettre, les rapports entre conditions objectives et subjectives peuvent s'inverser au profit des conditions subjectives, qui à leur tour si elles se traduisent par une prises de conscience peut déclencher un changement de comportement chez les travailleurs les plus conscients et favoriser leur engagement politique, qui en intervenant dans la lutte des classes deviennent à leur tour un facteur objectif modifiant et rééquilibrant le rapport de forces établis entre conditions objectives et subjectives permettant d'entrevoir à nouveau l'espoir ou la possibilité de changer la société, de renverser le régime en place.

D'autant plus que l'on sait, que seul une minorité participe au début à la révolution, tandis que la majorité des travailleurs affichent une neutralité bienveillante à son égard avant de la rejoindre. Il s'agit donc de se donner les moyens de réunir les conditions subjectives qui permettront de rassembler une minorité de travailleurs conscients dans un parti ouvrier révolutionnaire, qui auront acquis l'expérience et les connaissances indispensables pour guider, orienter et prendre la direction d'un soulèvement des masses minoritaire, pour qu'il soit suffisamment crédible et déterminé et que la majorité des travailleurs s'y engagent.

Ce que nous n'avons pas su faire jusqu'à présent, c'est gagner au socialisme cette minorité de travailleurs les plus critiques envers le capitalisme, ceux auxquels il ne manque pas grand chose pour qu'ils rompent avec le régime et son idéologie. Leurs conditions objectives pour peu qu'elles leur soient favorables, car il peut aussi y avoir des travailleurs conscients parmi les couches les plus défavorisées, servent d'obstacles à leur engagement politique, certes, on le sait, mais ce n'est pas un obstacle insurmontable, sauf évidemment si on décide le contraire, dans ce cas-là autant ne pas s'adresser à eux car cela ne servira à rien. Certes, ils disposent de conditions matérielles qui leur permettent encore de vivre à peu près normalement, par contre ce n'est pas le cas de leurs aspirations les plus profondes qui sont bafouées en permanence.

Que leurs conditions d'existence leur procurent certaines satisfactions, il n'en demeure pas moins qu'ils ont plus ou moins conscience qu'elles sont aléatoires, éphémères, mesquines, futiles ou superficielles, fabriquées, minables ou forcées plus que réelles très souvent, de telle sorte que le reste du temps, soit la majorité de leur existence ce sont des gens profondément frustrés, qui n'ont jamais voulu avoir cette vie-là, qui avaient espéré autre chose, sans parler que ces petits plaisirs s'accompagnent d'une multitude de complications, de difficultés, de déboires, de désillusions, d'angoisses, de souffrances en tout genre qui leur pourrissent littéralement la vie, bref, bien qu'ils fassent partie de la majorité la mieux lotis, il n'empêche qu'ils sont en proie à

tant de contradictions qu'ils ne peuvent pas passer à côté, sans parler des humiliations qu'ils sont contraints de subir, et l'hypocrisie ou le mensonge dans lequel ils sont obligés de se réfugier pour se donner bonne conscience ou pour justifier le traitement privilégié que leur accorde la société, tout cela à un côté insupportable ou détestable quand on se regarde en face, quand on regarde la réalité en face, et personne ne peut y échapper.

Et c'est uniquement parce qu'ils sont sous l'influence idéologique du régime qu'ils peuvent adopter ce comportement, c'est elle qui lui fournit tous les prétextes dont il a besoin pour le justifier, ce qui entre violemment en contradiction avec leurs aspirations comme on vient de le rappeler, et bien c'est cette faille, cette faiblesse qu'il faut exploiter pour qu'ils s'en détachent ou parviennent à la conclusion qu'ils doivent rompre avec le régime, qu'ils ne peuvent rien en espérer de mieux, mais pire s'ils ne le combattent pas.

Qu'on ne viennent pas nous dire que les centaines de milliers de travailleurs sensés ou parmi les plus évolués demeureraient insensibles à cette argumentation, car elle décrit la réalité qu'ils vivent quotidiennement.

Reste à nos dirigeants ou à ceux qui s'autoproclament dirigeants d'apprendre à maîtriser la dialectique, et ensuite nous pourrons peut-être espérer sérieusement nous en sortir, pas avant.

Pour être agréable à ceux parmi mes détracteurs qui sont friands de citations, j'en ai dégoté une par hasard qui devrait leur convenir :

- "*Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux (ni dans les profondeurs de notre "libre esprit"), mais dans la réalité-objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire de la nébuleuse. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus qualitatifs. Notre pensée, y compris dialectique, n'est qu'une des manifestations de la matière changeante. Il n'y a place, dans cette mécanique ni pour Dieu, ni pour le diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, a par conséquence un caractère entièrement matérialiste*." (L'opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party. - L. Trotsky)

Il en va également ainsi des rapports entre les conditions objectives et subjectives. Une pensée ou une idée, une théorie appartiennent aux conditions subjectives jusqu'au moment où elles se traduisent en pratique et en terme d'organisation et se transforment en conditions objectives agissant sur le cours de la société...

C'est ce qu'on devrait enseigner aux enfants dès l'école primaire, non ? Mais comme ce n'est pas le cas, tous leurs rapports au monde extérieur y compris à leur propre nature s'en trouvent faussés, la plupart du temps jusqu'à la fin de leur existence. C'est vraiment un truc auquel chacun devrait profondément réfléchir ou mieux, que chacun devrait étudier sérieusement, si possible jusqu'à fin de son existence puisqu'on n'en viendra jamais à bout, à moins bien sûr de se prendre pour Dieu ou le diable!

S'il y avait dans la vie un seul sujet qui vaudrait la peine d'être étudié, ce serait celui-là. Il permet de prendre conscience de notre inconscience ou de notre ignorance, et il porte à faire preuve de modestie plutôt que se prendre pour ce qu'on n'est pas.

Dernières infos en guise de confirmation.

- Maxime Nicolle menace de quitter la France - Le HuffPost 30 janvier 2019

Maxime Nicolle, figure du mouvement des gilets jaunes, lance un ultimatum au gouvernement, dans une vidéo, diffusé mardi 29 janvier, sur la page Facebook "Fly rider infos blocage". En l'absence "d'avancée concrète", "dans les deux semaines qui suivent", il indique qu'il quittera l'Hexagone et demandera l'asile politique dans deux semaines si l'exécutif ne répond pas aux attentes des Gilets jaunes. Le HuffPost 30 janvier 2019

- Européennes : après des défections, la liste gilets jaunes dans la tourmente - Liberation.fr 29.01

Marc Doyer et Hayk Shahinyan ont tous les deux quitté la liste gilets jaunes. Ces départs marquent une frontière nette entre deux courants de la mobilisation : les réseaux sociaux et les ronds-points d'un côté, les canaux politiques plus classiques de l'autre. Liberation.fr 29.01

- Gilets jaunes: une seconde liste pour les européennes? - L'Express.fr 30 janvier 2019

Un des meneurs niçois de la contestation a présenté mardi l'ébauche d'une liste "apolitique et asyndicale" qu'il compte présenter aux élections européennes, baptisée "Union Jaune", pour porter des idées notamment en matière d'immigration et de souveraineté.

"Si j'ai cette chance que je suis élu ambassadeur ou député de nos grands coeurs jaunes, je m'engage à percevoir un Smic et à reverser la différence au Restos du Coeur", a proclamé Patrick Cribouw, 64 ans, un récidiviste du vote blanc, épaulé par deux porte-parole tout aussi novices que lui en politique. L'Express.fr 30 janvier 2019

- On a testé la "vraie" plateforme de débat des gilets jaunes - Le HuffPost 30 janvier 2019

Critiques envers le grand débat national mis en place par le gouvernement, des citoyens ont créé une alternative présentée comme neutre et ouverte.

Il était censé être la réponse à la crise qui dure depuis plus de deux mois. Mais le grand débat national voulu par Emmanuel Macron n'en finit pas d'être critiqué de toutes parts. En réponse, des gilets jaunes lancent ce mercredi 30 janvier une plateforme concurrente permettant de débattre en ligne de questions sociétales: "le vrai débat". Le HuffPost 30 janvier 2019

Autre point. Une revendication pour fédérer les classes exploitées.

Annulation de la dette des travailleurs. On a déjà payé avec notre sueur, vous nous avez déjà extorqué une partie de la plus-value que nous avons produite, on ne payera pas, on ne vous engraissera pas toute notre vie !

Les Gilets Jaunes n'ont pas mis en avant cette revendication capitale qui pourrait rallier ou déclencher le soulèvement des plus larges masses, car tous les travailleurs ou presque sont endettés, parfois ou souvent lourdement, y compris ou surtout les membres des classes moyennes, les petits patrons, les artisans, les commerçants, les agriculteurs, tous ceux qui sont au chômage, et qui d'une certaine manière contraints ou forcés se sont lancés dans l'aventure de l'auto-entrepreneuriat, nombreux sont ceux qui ont dû s'endetter sur de nombreuses années pour se loger, là encore contraints ou forcés du fait des loyers prohibitifs ou de la crise du logement, d'autres ou les mêmes ont dû acheter à crédit une voiture par nécessité pour aller travailler ou parce qu'ils sont éloignés de tout commerce ou service.

Je peux me tromper, mais à mon avis, cette revendication est une bombe encore plus efficace que la hausse du smic, des retraites, etc. elle concerne une multitude de travailleurs écrasés par les dettes, qui enchaînent les crédits pour juste essayer de continuer à vivre à peu près normalement, crédit à la consommation qui pousse à vivre au-dessus de ses moyens mais pas forcément, pour attenuer bien des frustrations ou privations, ce qui est somme toute compréhensif aussi, crédit revolving, rechargeable, qui font que vous ne cessez de verser des intérêts aux banquiers qui s'engraissent ainsi en dormant sur votre dos, les bienfaits de la politique d'austérité ou des salaires misérables, de la hausse des prix déguisées, de nouveaux besoins qui se sont transformés en nouvelles charges, etc.

Autre point. Sur le RIC ou RIP.

J'avais indiqué dans une causerie que le RIC ou RIP présentait des avantages et des inconvénients.

L'un des avantages qu'il faut peut-être retenir ou qui est déterminant, c'est qu'il est incompatible avec la Constitution de la Ve République et le régime, l'UE également, puisqu'il remettrait en cause l'hégémonie politique de la classe des capitalistes ainsi que ses besoins, qui privée de son pouvoir politique ne pourrait plus défendre son pouvoir économique, ce qui pour eux et ses représentants est inconcevable évidemment.

Présenté de cette manière-là, c'est une véritable bombe politique destinée à faire sauter la banque et le régime si les masses s'en emparaient.

Dernier point. Solidarité !

Je ne suis pas le mieux placé pour en parler de mon trou en Inde, mais bon, cela m'est venu à l'esprit à plusieurs reprises donc je vous le soumets. Il faut assurer le soutien financier et juridique à tous les manifestants qui ont fait l'objet de la répression policière. Je crois avoir lu quelque part que quelque chose avait été fait dans ce sens, mais j'ignore si cela a été généralisé sur le plan national.

D'autres arguments.

Le travail constituant (deuxième partie) Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

Extrait. A la suite du « Grand Débat » citoyen qui doit se terminer le 15 mars prochain, il faudra que cette demande essentielle remonte au « sommet ». Nous savons déjà qu'elle sera niée, critiquée, condamnée, rejetée par la macronie au pouvoir. Voilà pourquoi, la suite des événements sera très vraisemblablement la grève générale et le blocage économique radical du pays obligeant Macron à démissionner. Dès que ce préalable sera obtenu, alors il sera possible d'envisager cette réforme exigée par le peuple. (...)

On peut ainsi comprendre très clairement que le sujet majeur actuel, pour le peuple Français, c'est de passer à la démocratie véritable : une démocratie directe participative, incluant en soi l'abolition de la 5ème République et de tous les pouvoirs donnés au Président de la République. La France ne peut plus être une monarchie républicaine, elle doit devenir

une démocratie; les Français veulent être directement responsables de la vie politique du pays et de la communauté de destin qui les réunit. Le régime parlementaire représentatif ne représentant absolument plus les désirs, la volonté, la conscience et la souveraineté du peuple, le temps est venu de reprendre en mains cette souveraineté.

Les « représentants » étaient légitimes à l'époque où le peuple était majoritairement analphabète. Aujourd'hui, le peuple est constitué de personnes qui sont bien mieux informées et bien plus compétentes que la plupart de ses représentants. Le régime parlementaire représentatif est aujourd'hui caduc et ses défenseurs sont manifestement de mauvaise foi, car tout le monde sait pertinemment que l'Assemblée Nationale n'est, en aucun cas, représentative du peuple français!

Cette réforme implique également que le pouvoir supra national donné arbitrairement à l'Union Européenne, contre la volonté du peuple exprimée le 29 mai 2005 par le référendum, soit aboli. (...) (Mais pas l'UE, puisque plus loin il parle de "réaménagement de l'Union Européenne", ce qui est incohérent ou une contradiction qui n'effleure pas l'esprit de son auteur. - LVOG)

Le pacte d'Aix-la-Chapelle entre Merkel et Macron, écrit et signé en catimini, sans l'avis du peuple, va à l'encontre de cet objectif souhaitable. Macron et Merkel sont entrain de concocter un système de verrouillage qui rendra encore plus compliqué ce réaménagement de l'Union Européenne. Il est clair que dans ces conditions, la lutte sera beaucoup plus violente, puisque les prédateurs du système ultra libéral veulent l'abolition des Etats Nations, alors que les peuples révoltés veulent qu'on reconnaisse leur souveraineté. Il y a là deux logiques diamétralement opposées et dont l'incompatibilité s'accentue chaque jour un peu plus, grâce aux manigances et aux trahisons des oligarques placés illégitimement au pouvoir. Rappelons que la présence de Macron à l'Elysée n'est pas légitime, compte tenu du nombre de voix qui l'a placé à ce poste usurpé par la manipulation électorale avec l'aide des médias aux mains des milliardaires et de la banque. (...)

Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) est une procédure législative dont l'initiative appartient exclusivement aux citoyens et qui leur permet — si les conditions prévues par la loi sont remplies — d'imposer un référendum pour prendre une décision concernant la Constitution, les traités, les lois, les règlements…

C'est cette procédure qui fait du peuple le législateur en dernier ressort. Dans le régime politique « représentatif », avec son règlement électoral très injuste, les citoyens sont réduits au silence pendant toute la durée du mandat des élus. A partir du moment où ils ont voté, tout leur échappe ensuite et ils ne décident plus de rien pendant des années! Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

Je n'ai pas reproduit tous les passages qui colportaient un tas d'illusions ou de contradictions, voire des aberrations ou absurdités genre tirage au sort des élus, qui auraient été trop longues à commenter et que nous n'avons cessé de combattre dans ce portail.

On ne trouve guère d'auteurs qui ne soit pas en proie à une profonde confusion dès qu'ils abordent le développement de la situation social et politique, parce qu'ils veulent régler un tas de problèmes sans rompre avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions économiques ou politiques nationales, européennes et internationales, ils en restent prisonniers.

Nous sommes lundi 28, il est 21h55, je reprends après avoir lu cinq articles publiée par le Saker francophone.

C'est fantastiques tous présentent de graves lacunes, et ils partent dans des analyses qui sont évidemment faussées à la base. En gros, ne comprenant pas que ce qui se déroule sous leurs yeux est la cause et non la conséquence d'une décision politique ou d'un développement, ils vont attribuer des intentions ou évènements à des acteurs ou à des institutions qui ne les ont jamais eu ou qui n'en ont jamais été à l'origine.

Au-delà du fait qu'ici ou là on peut glaner quelques données intéressantes, les lire est un véritable supplice qui induira en erreur un lecteur mal informé, toutefois ce qui est intéressant aussi, c'est que leur démonstration inclut à leur insu apparemment ou le plus souvent des éléments de la propagande officielle, de sorte qu'on peut examiner les ravages qu'ils produisent sur le cerveau d'intellectuels généralement bien intentionnés ou qui se définissent comme des démocrates ou des progressistes, qu'ils partagent avec la plupart des gens, ce qui permet de mieux comprendre ce qu'ils pensent et pourquoi ils le pensent, ce qui permet une fois qu'on l'a discerné d'y répondre avec des arguments appropriés, au lieu de se livrer à un grand discours théorique qui sera déplacé ou incompréhensible.

Ce que nous savons ou ce que nous avons compris est une chose, et dans bien des cas cela importe peu ou doit passer au second plan quand on discute avec quelqu'un ou quand on lit un article écrit par un auteur qu'on ne connaît ou qu'on ne rencontrera sûrement jamais, il faut saisir le cheminement de sa pensée pour comprendre pourquoi il ne parvient pas à saisir la situation ou pourquoi il la saisit d'une manière plutôt qu'une autre, cela peut nous aider également à déceler des failles ou des erreurs dans notre propre argumentation, donc à l'améliorer.

Si on ne discute qu'avec des gens qui partagent nos idées ou qu'on ne lit que des articles qu'on aurait pu signer, c'est comme si on se parlait devant une glace ou qu'on lisait notre propre prose, ce qui ne nous avancerait pas à grand chose ! D'où l'intérêt de donner la parole à d'autres acteurs.

Pourquoi la "loi anticasseurs" est liberticide - Le HuffPost 29.01

Vincent Brengarth, avocat au Barreau de Paris.

Aujourd'hui mardi 29 janvier 2019, est prévu l'examen en séance de la controversée proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations, et à sanctionner leurs auteurs. D'aucuns ont pu voir dans ce texte, non sans raison, la résurgence de la "loi anticasseurs" du 8 juin 1970 qui punissait de deux ans d'emprisonnement toute personne ayant continué à participer volontairement à un rassemblement illicite ou interdit, alors que des violences ou des voies de fait contre des personnes, ou des dégradations causées aux biens, avaient été commises du fait de ce rassemblement. Le législateur avait donc institué une responsabilité collective, rappelant également les propos tenus en mai 2018 par Gérard Collomb, alors ministre de l'intérieur, "Il faut que les personnes qui veulent exprimer leur opinion puissent s'opposer aux casseurs" et appelant les manifestants "à ne pas être complices de ce qui se passe par leur passivité".

Les gouvernements successifs ont toujours su tirer profit des violences commises pour discréditer les manifestations. Au prétexte de protéger le droit de manifester, la proposition de loi cherche notamment à accroître les pouvoirs de l'administration, comme ce fut le cas pendant l'état d'urgence.

Le texte est articulé autour d'un premier volet préventif et d'un second volet répressif. Le premier volet, relevant de la police administrative, offrirait ainsi la possibilité de créer des périmètres de sécurité autour de manifestations (contrôle visuel, ouverture des sacs et palpations de sécurité), mais également celle d'interdire à toute personne susceptible de se livrer à des violences de participer à une manifestation. Le second volet, judiciaire, prévoit, d'une part, la création d'un délit consistant dans le fait de punir la dissimulation de son visage lors de manifestations et de rassemblements et, d'autre part, une responsabilité civile collective des personnes coupables d'actes délictueux qui ont participé à une manifestation ou à un rassemblement ayant entraîné des dommages. Les nouvelles mesures sont déclinées dans sept articles.

L'article 1 de la proposition de loi concerne les périmètres de contrôle. Le législateur revient à la charge après que le Conseil constitutionnel a censuré, dans une décision de janvier 2018, le dispositif comparable que prévoyait la loi sur l'Etat d'urgence, compte tenu de l'atteinte portée à la liberté d'aller et venir. La commission des lois de l'Assemblée nationale n'a pas été dupe du risque d'inconstitutionnalité, puisqu'elle a supprimé l'article prévoyant la création des périmètres de sécurité.

Cependant, l'intention demeure et elle est d'autant plus préoccupante qu'elle est calquée sur un régime prévu pour lutter contre la menace terroriste. C'est compte tenu de cette menace qu'on admet généralement que le droit puisse être exceptionnellement altéré par une entrave aux libertés, avec les risques que cela engendre. L'hypothèse n'est donc aucunement celle de violences qui interviendraient en marge d'un mouvement social. La création de tels périmètres revient à créer un environnement criminalisant pour le manifestant, auquel il est attribué la volonté de participer à un mouvement suspect alors qu'il ne souhaite qu'exercer ses droits d'aller et venir et de manifester. De plus, les mesures prévues sont particulièrement intrusives même si, malheureusement, la menace terroriste nous y a accoutumés.

Le périmètre de protection n'est cependant pas le seul emprunt fait à la loi sur l'état d'urgence. En effet, l'article 2 de la proposition de loi duplique également l'interdiction de séjourner dans un périmètre défini (article 5 de la loi de 1955 sur l'état d'urgence) pour permettre au préfet ou, à Paris, au préfet de police, la possibilité de prononcer à l'encontre de toute personne, par arrêté motivé, une interdiction de prendre part à une manifestation, et ce particulièrement s'il existe des raisons sérieuses de soupçonner que son comportement puisse constituer une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public. De plus, la personne peut être astreinte à une obligation de "pointage".

Il s'agit ainsi de créer un nouvel outil de police administrative. Le justiciable n'aura qu'un temps extrêmement réduit pour pouvoir saisir le juge administratif en référé afin de contester le bien-fondé de la mesure. De plus, c'est à l'administration, bien souvent visée par les manifestations, et donc juge et partie, qu'il incombera de définir la menace contre l'ordre public. En temps normal, l'interdiction de manifester peut être prononcée par le juge judiciaire, gardien institutionnel des libertés. Ce monopole lui serait donc retiré, au profit d'une administration dont les pouvoirs sont déjà extrêmement étendus.

L'appréciation de l'existence d'une menace, justifiant l'interdiction de la manifestation, se fera à travers une présomption qui va à l'encontre de la philosophie de notre droit réprimant des agissements et des actes positifs.

Par l'article 3 de la proposition, le législateur souhaite par ailleurs l'inscription, au sein de fichiers créés par les préfets de département et, à Paris, par le préfet de police, de toutes les interdictions de manifester.

Cet article rejoint l'accroissement toujours plus important des fichiers individuels, au mépris de la vie privée. De plus, la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés interdit de traiter des données à caractère personnel qui révèlent les opinions politiques. Il est impossible de garantir que la constitution d'un fichier pour les interdictions de manifester ne permettra pas aux pouvoirs publics de ficher des opposants politiques. De plus, et pour ne citer que ce dernier, il existe déjà le fichier de prévention des atteintes à la sécurité publique, qui est de nature à atteindre les objectifs qui sont poursuivis par le législateur.

Ensuite, l'article 4 de la proposition prévoit un nouveau délit de dissimulation du visage, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation. Il faut préciser qu'une contravention est déjà prévue pour réprimer de tels faits (article R. 645-14 du code pénal), et qu'il ne s'agirait donc que d'accroître la sanction.

A titre de rappel, les contraventions étaient rarement appliquées, ce qui illustre déjà la difficulté à manier un tel outil. Le principal écueil d'un tel délit, qui peut se comprendre dans son principe, résulte de la difficulté à sonder l'intention des personnes, qui ne cherchent pas nécessairement à échapper à la police dans le but de troubler impunément l'ordre public. Un certain nombre de manifestants ont été blessés au visage et peuvent en toute logique vouloir se protéger des armes utilisées par les forces de l'ordre, dont l'intense utilisation semble disproportionnée depuis ces dernières semaines. La blessure infligée à Jérôme Rodrigues en constitue la dernière et triste illustration. De plus, compte tenu de l'appétence de l'administration pour les fichiers et du peu de contrôle sur ces derniers, l'on peut légitimement comprendre la volonté de ne pas montrer son visage dans des manifestations où les policiers et les médias sont omniprésents, sans que ce choix trahisse une volonté de troubler l'ordre public.

L'article 6 de la proposition de loi ambitionne d'étendre le champ d'application de l'incrimination relative au port d'arme lors d'une manifestation pour, schématiquement, y ajouter les «armes par destination» (dont les fusées et artifices).

Un tel article parait assez redondant avec l'appréciation qui était déjà faite par les juridictions, outre qu'il alimente la conception particulièrement culpabilisante des manifestations. Le moindre objet, tel un masque pour se protéger du gaz lacrymogène, devient suspect et permet de criminaliser le manifestant.

Le même article prévoit également de généraliser l'interdiction de manifester, susceptible d'être prononcée par le juge comme peine complémentaire.

Enfin, l'article 7 de la proposition de loi consacre une présomption de responsabilité civile collective des personnes condamnées pénalement pour des infractions commises à l'occasion d'une manifestation, et spécifiques à celles ci.

Cet article ignore la conception classique de la responsabilité civile, qui exige la démonstration d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de causalité. Il vient instituer une forme de responsabilité civile collective pour des infractions commises à l'occasion d'une manifestation. Le risque de jugement arbitraire est d'autant plus fort que les délits qui concernent les manifestations, dont la participation délictueuse à un attroupement, sont des infractions dont il faut comprendre qu'elles peuvent être largement interprétées. La proposition d'amnistie des manifestants condamnés, faite par le député André Chassaigne, rappelle également que les condamnations s'inscrivent dans un contexte très particulier de revendication sociale, et qu'elles ne résultent pas mécaniquement d'atteintes délibérées aux biens et aux personnes. Il faut encore souligner que le climat de tension n'est pas le fait exclusif des manifestants, mais aussi du déploiement très lourd de la force publique.

Paradoxalement, les manifestations, qui sont censées veiller au respect des droits, aboutissent à leur restriction. Le gouvernement tire avantage des violences qui nuisent aux manifestations pour augmenter son autorité. Il s'arroge une capacité grandissante à définir les contours des troubles à l'ordre public afin de mieux contrôler le droit de manifester pour, à terme, le rendre politiquement inoffensif. Un droit de manifester dont on abandonnerait la définition aux pouvoirs politiques est profondément anti-démocratique.

Le gouvernement avait déjà accru ses prérogatives en intégrant certains des outils de l'état d'urgence dans le droit commun, il va désormais plus loin. Il n'est plus question de lutter contre la menace terroriste, mais de protéger le droit de manifester en le restreignant et en faisant peser des présomptions de culpabilité.

Le contrat passé avec l'Etat est d'autant plus biaisé que lui-même ne se justifie pas lorsque la violence qu'il utilise est illégitime. Les violences policières se multiplient sans qu'on cherche à les sanctionner avec le même empressement que celles des manifestants. Le législateur augmente le recours au fichage, sans faciliter la possibilité d'en sortir pour le justiciable. Tout cela s'opère dans le cadre d'une présomption de bonne foi, qui voudrait que la violence soit l'apanage des manifestants. Un piège se tend peu à peu. Il ne pourra plus être question de protéger nos droits lorsque nous aurons abandonné à l'Etat la possibilité d'en contrôler l'expression. Le HuffPost 29.01

Le parti de l'extrême-centre ou pour un peu, la droite bascule à l'extrême droite !

- Européennes: "LR a confié sa liste à (son) extrême droite", accuse Lagarde (UDI) - AFP 29.01

Le président de l'UDI Jean-Christophe Lagarde, qui doit prendre la tête d'une liste centriste pour les Européennes, a estimé mardi que le choix du conservateur François-Xavier Bellamy par LR pour conduire leur liste revenait à confier celle-ci "à l'extrême droite". AFP 29.01

L'extrême-centre fasciste a un autre parti de gauche.

LVOG - Pour rappel, Raphaël Glucksmann fut au côté de BHL l'un des porte-parole hystérique du coup d'Etat de l'Otan réalisé par des partis néonazis à Kiev (place Maidan), en Ukraine.

- Européennes: Place publique donne à voir un début de convergence à gauche - AFP 30 janvier 2019

Des socialistes, des membres de Générations, des écologistes... mais pas de représentants du PCF ou d'EELV: Place publique a tenu mardi à Paris un meeting qui a pour la première fois donné à voir l'esquisse d'une réconciliation des formations des gauches, que le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann appelle de ses voeux en vue des européennes.

Membre de Générations, l'ancienne députée Barbara Romagnan a jugé qu'il serait "irresponsable" que l'unité ne se fasse pas, alors que les uns et les autres "sont d'accord sur l'essentiel".

La numéro deux du PS Corinne Narassiguin s'est mise à l'unisson, soulignant que le PS avait rapidement "répondu présent" à l'invitation de Place publique, et participé "activement" à la rédaction des dix combats communs.

Présente dans le public, la maire PS de Paris Anne Hidalgo a salué devant la presse une "belle aventure". "Ca crée beaucoup d'espoir dans toute une population qui se sent écolo, de gauche, sociale-démocrate, européenne, et qui a envie d'autre chose", a-t-elle relevé.

"Est-ce qu'on peut parler de sauver l'Europe, de sauver le climat plutôt que de sauver le Parti socialiste ?", a ironisé le de file des écologistes, Yannick Jadot.

Au sein de Générations, tous ne sont pas prêts à rendre les armes. "L'appel à l'union c'est intéressant (...) Mais comment a-t-on la garantie que le PS est sincère lorsqu'il dit qu'il va rompre avec le libéralisme, quand en même temps il reste au PSE ?", a réagi auprès de l'AFP le bras droit de Benoît Hamon, Guillaume Balas.

"L'idée est de donner sa chance au produit, le rassemblement", a expliqué le député PS du Val-de-Marne, Luc Carvounas. AFP 30 janvier 2019

Tous les jours l'AFP lui consacre au moins un article, ceci explique cela.

Non, ce n'est pas "***la nouvelle 'gôôche'***", mais la gauche qui est liée au capitalisme depuis plus d'un siècle.

Extrait. Ainsi, une majorité de Français a voulu tourner le dos à l'extrême-droite, votant pour un candidat issu du PS – et des milieux financiers… non, il n'y a pas d'oxymore, c'est la nouvelle 'gôôche' paraît-il – mais se déclarant « ni de gauche ni de droite »… et elle a eu un président dont les déclarations, actions et manœuvres depuis son accession à la fonction, ainsi que celles de son équipe, sont plus répressives les unes que les autres, ne laissant planer aucun doute quant à l'inclinaison pour une droite… extrême. Quand il est dit qu'il faut préférer l'original à la copie, cherchez l'erreur ! (Les 'Gilets Jaunes': proposition pour aller plus loin par Daniel Vanhove Mondialisation.ca, 16 janvier 2019)

Du PS à RN en passant par LREM, LR, l'UDI, le MoDem, le PR, le MRC, le PCF, tous ont finalement la même nature sociale pour être tous liés au régime capitalisme. Le jour où on l'aura admis, le mouvement ouvrier et l'humanité feront un pas de géant en avant vers le socialisme et la liberté, pas avant.

La preuve :

Daniel Vanhove - Et il faut espérer que le mouvement (des gilets jaunes - ndlr) continuera, allant même en amplification tant que le changement en profondeur d'une structure d'Etat obsolète et du 'système' ne seront pas envisagés.

LVOG - Il évoque la nécessité d'un "changement en profondeur d'une structure d'Etat obsolète et du 'système', mais pas le renversement des rapports sociaux de production qui constituent les fondements de l'Etat et du régime capitaliste, autrement dit on ne change rien !

Maintenant il faut le justifier, voyons comment il s'y prend.

Daniel Vanhove - Les 'GJ' de tous pays n'obtiendront rien de substantiel en se cantonnant à manifester dans leurs villes et pays. Ils devront intégrer cette notion et se rendre à l'évidence : leurs gouvernements nationaux sont pieds et poings liés par les Traités signés.

LVOG - Ah ben voilà, il est inutile pour les travailleurs de "manifester dans leurs villes et pays" puisqu'ils "n'obtiendront rien" ! Et comme ils ne feront jamais le déplacement jusqu'à Bruxelles, messieurs les capitalites vous pouvez dormir tranquille.

Mais il existe bien une raison à cela, en effet, il va s'employer à la fabriquer.

Daniel Vanhove - Les pouvoirs nationaux ont été lentement mais assurément transférés à l'Europe. Et c'est donc bien contre cette Europe inéquitable qu'il faut concentrer les efforts de contestation et d'opposition. C'est-là que se situe le pouvoir. Et c'est ce dernier qu'il convient de renverser.

LVOG - En réalité, il n'a l'intention de rien "renverser" du tout. Sa démonstration va juste consister à faire croire que cette "Europe" pourrait devenir moins "inéquitable".

Pour commencer, il va donc jusqu'à nier que la France demeure un Etat libre et souverain, et surtout que son peuple peut décider souverainement, librement son destin ou l'orientation de la société y compris en se débarrassant du capitalisme et de l'UE. Mais pourquoi le nie-t-il ? Parce qu'il ne faudrait pas qu'il s'engage dans cette perspective politique, il doit rester pieds et mains liés au capitalisme et à l'UE, il ne doit pas envisager son avenir autrement.

Sur quoi fait-il sciemment l'impasse ? Sur le fait que ce n'est pas l'UE qui a adopté la Constitution de la Ve République ou les Constitutions nationales de chaque pays, mais le peuple souverain, et que ce qu'il a adopté un jour, il détient toujours le pouvoir de l'abolir ou à aucun moment il n'a abdiqué ce pouvoir, que cela plaise ou non à l'UE.

Une fois posée la nécessité de conserver le capitalisme après l'avoir critiqué en empruntant un discours radical de façade, au stade suivante il ne peut pas non plus envisager de rompre avec l'UE qui tout comme le capitalisme doit seulement être réformée.

Daniel Vanhove - Dans la foulée, quand les citoyens auront compris et intégré cette notion et qu'ils voudront pousser plus loin la réforme indispensable du système actuel tant décrié pour ses injustices, c'est au niveau des alliances qu'il faudra repenser les choses.

LVOG - La panacée ou la solution pour sortir le capitalisme français et l'UE de la crise qui les ravage, serait que l'impérialisme français se tourne de préférence vers les impérialismes russe et chinois au lieu de demeurer fidèle à l'impérialisme américain qui dans son sillage les conduit à leur perte.

Daniel Vanhove - Comme je le dis souvent, à terme la géographie a toujours le dernier mot sur l'Histoire, et nous indique que nous devons absolument nous tourner vers la Russie, porte d'accès vers l'Asie dont le continent auquel nous appartenons nous lie.

Nous avons donc toutes les possibilités de créer une autre Europe que celle improbable, que nous voyons se déliter sous nos yeux. Il est urgent d'y réfléchir, de défaire la construction européenne existante et ses alliances mortifères au profit de nouveaux choix dans le sens du continent Eurasiatique dont nous sommes citoyens.

LVOG - De fil en aiguille ce philistin a rabaissé ses ambitions, l'UE qu'il fallait "renverser" regagne du galon pour redevenir seulement "improbable", qui sait, à défaut de mieux, ce serait toujours mieux que rien. En fait, il regrette qu'elle se délite ou il ne supporte pas que ces illusions de petits bourgeois désabusé apparaissent au grand jour et soient si mal menées, trahissent ses intentions qui ne pouvaient conduire qu'à une impasse politique, alors en désespoir de cause, à défaut de se tourner vers la classe ouvrière, il se tourne vers la Russie et la Chine.

Depuis des années les médias dits alternatifs publient à la pelle ce genre d'articles qui présentent la particularité de partager la même orientation politique opportuniste. Ces intellectuels n'ont décidément rien à envier à la social-démocratie, ils en ont pris le relais en quelque sorte, et ils distillent le même poison.

Au fait, c'était le dernier paragraphe de son article intitulé *Les 'Gilets Jaunes': proposition pour aller plus loin*, autrement dit, il n'avait absolument rien à leur proposer "*pour aller plus loin*", mais plus sûrement pour les tirer en arrière ou les mener dans une impasse politique qui leur serait fatale.

Le grand débat nationale : Circulez, il n'y a rien à voir, rien à gratter !

0% de matière grasse, non, pas chez les actionnaires du CAC40 !

- TVA à 0% sur certains produits: une fausse bonne idée? - L'Express.fr 28.01

Le gouvernement est ouvert à cette proposition prônée par les gilets jaunes, qui se rélève presque impossible à appliquer. L'Express.fr 28.01

On vous pourrira la vie à petit feu s'il le faut.

- Le bilan de la mortalité routière conforte le 80km/h - LeFigaro.fr 28.01

Édouard Philippe a réaffirmé son intention de maintenir cette mesure contestée sur le réseau secondaire, mais laisse entrevoir un assouplissement. LeFigaro.fr 28.01

"***Une banalisation de la situation serait irresponsable***", c'est vrai : Macron dégage !

- Syrie: Une banalisation de la situation serait irresponsable, dit Macron - Reuters 28.01

Une "normalisation ou banalisation" de la situation en Syrie, où le régime de Bachar al Assad ne donne "aucune indication" de vouloir engager une discussion en vue d'une transition politique, serait "irresponsable", a déclaré Emmanuel Macron lundi. Reuters 28.01

L'extrême-centre, c'est le fascisme. Et ils ne manquent pas d'alliés.

D'un coup d'Etat à l'autre, la nouvelle gouvernance mondiale.

- Venezuela : Guaido remercie Macron "pour sa prise de position forte" - LePoint.fr 27.01

Dans une interview exclusive accordée au "Figaro", le chef de l'opposition confirme vouloir organiser une élection présidentielle le plus rapidement possible. LePoint.fr 27.01

Nous n'avons pas mérité Macron !

- Macron : "le peuple italien mérite des dirigeants à la hauteur de son histoire" - euronews 27.01

Le président français Emmanuel Macron a jugé " insignifiantes " les récentes attaques verbales des deux vice-premiers ministres italiens, affirmant que son seul homologue était le Premier ministre Giuseppe Conté.

Les barbares "***en grâce***".

- Le taliban Baradar converti en négociateur pour la paix - Liberation.fr 27.01

Cofondateur du mouvement fondamentaliste afghan, le mollah avait été arrêté en 2010 par la CIA avant de revenir en grâce pour diriger les discussions avec les Etats-Unis. Infructueuses depuis 2012, elles pourraient avancer pour la première fois.

Ils savent tout juste compter jusqu'à16 (Ce n'est pas de moi, mais de Prévert.)

- Foulards rouges : à Paris, les slogans contre les Gilets jaunes ont fusé - LeParisien.fr 27.01

Une grosse dizaine de parlementaires LREM, en rang derrière une cordelette verte, scande : « On a voté ! On a voté ! » Ou encore : « Liberté ! Egalité ! Fraternité ! » Jean-Michel Fauvergue défile, gros cigare à la bouche.

"La Marche républicaine des Libertés" qui a réuni, dimanche 27 novembre, 10 500 personnes, selon la préfecture de police de Paris.

Marie-Line Houard, 62 ans, adhérente de LREM, est « là parce qu'il y a trop d'exactions contre notre démocratie, nos élus, nos forces de l'ordre ». Ingrid, retraitée, peste contre les « Gilets jaunes » : « On peut leur proposer n'importe quoi, ils ne veulent rien entendre. C'est abominable ! »

Tous clament, parlementaires compris, à intervalles réguliers, « Vive nos policiers ! Vive nos gendarmes ! » « Nous aussi, on est le peuple », prône cette foule...

« Toute l'énergie de LREM doit se concentrer sur la réussite du Grand débat pour qu'il permette, je l'espère, d'apaiser et de rassembler. Il faut prendre garde au risque de la perception du camp contre camp », commente ainsi Philippe Grangeon, dirigeant de LREM, très proche du président.

Un vœu pieux ? Dimanche, place de la Bastille, une trentaine de « Gilets jaunes » avaient déployé une banderole « Macron Destitution » pour accueillir les « Foulards rouges ». Huées et invectives de part et d'autre. LeParisien.fr 27.01

Précision.

A 14h (heure de départ de la manifestation), il y avait quelques centaines de manifestants. A 14h15, LCI, officine pro-Macron annonçait le chiffre le plus haut, à savoir entre 1.500 et 2.000.

Certes, des manifestants ont rejoint la manifestation en cours de route, mais la vidéo de Russia Today (qui a filmé toute la manif en direct) montre qu'on était très loin des 10.000 manifestants. Russia Today annonce 1.500 manifestants. C'est visiblement sous-estimé, mais on peut estimer à environ 3.000 le nombre de manifestants. Cette manifestation est un échec pour Macron. 3.000 manifestants environ pour une "montée nationale" à Paris de tous ses soutiens, c'est ridicule. tendanceclaire.org 27.01

Les Orléanistes ont leur parti.

- "Gilets jaunes": le parti "Les Émergents" de Jacline Mouraud fondé à Orléans - AFP 27.01

Jacline Mouraud, figure des "gilets jaunes", a annoncé dimanche à Orléans la fondation du parti "Les Emergents". AFP 27.01

Jaune tout court.

- "Gilets jaunes": Ingrid Levavasseur réclame l'arrêt de "toutes les violences" - AFP 27.01

Toutes les occasions sont bonnes pour collaborer avec leur monarque, sinon ils les créent.

- Agora à Paris : les écolos profitent du climat pour s'inviter dans le grand débat - Liberation.fr 27.01

Quelques centaines de personnes ont répondu dimanche à l'appel des ONG environnementales. Rassemblées place de la République, elles ont réfléchi, le temps d'un après-midi, à la meilleure façon d'alerter les pouvoirs publics. Liberation.fr 27.01

Enfin ! Je propose à Macron de le nationaliser pour le sauver.

- "C'est un journal qu'on n'a pas le droit de laisser mourir" : les salariés de "l'Huma" se battent pour sauver le quotidien de Jaurès - Franceinfo 30 janvier 2019

La semaine dernière le quotidien a été contraint de se déclarer en cessation de paiements, comme l'a révélé l'hebdomadaire Marianne, auprès du tribunal de commerce de Bobigny. Une audience s'y déroule mercredi 30 janvier afin de décider du sort du journal. Lundi, celui-ci a lancé un appel à la mobilisation générale à destination de ses lecteurs afin de l'aider à surmonter ses difficultés financières. "On ne s'est jamais retrouvé dans une situation pareille mais on est prêt à relever le défi", assure Pierre Barbancey, grand reporter à l'Huma.

"Pour la France, la disparition de l'Huma, ce serait un appauvrissement du débat démocratique. On apporte dans le pot commun des idées pour aider à la réflexion et même si ces idées-là sont affaiblies, elles n'ont pas disparu", renchérit-il.

Mais la crise que traverse l'Huma pourrait avoir raison de cette "formidable rédaction". Tiré à près de 50 000 exemplaires, le quotidien a vu ses ventes chuter en France de 6% en 2017-2018, à 32 700 exemplaires en moyenne. Franceinfo 30 janvier 2019

Dans quel monde vivons-nous ?

Royaume-Uni : des enfants mal nourris… Par Eleanor Busby - Le 11 janvier 2019 - Source The Independant - Publié par le Saker francophone 21.01.2019

Siobhan Collingwood, directrice de l'école primaire de Morecambe Bay, dans le comté de Lancashire, a déclaré qu'un élève sur dix venait de familles qui ont recours aux banques alimentaires.

« Lorsque les enfants sont affamés, cela altère leur comportement et les rend complètement obsédés par la nourriture, ainsi nous avons des enfants qui vont voler des noyaux de fruits dans les poubelles », a déclaré la directrice.

S'exprimant à l'émission BBC-Breakfast, Siobhan Collingwood a déclaré : « Nous avons des enfants qui n'ont rien dans leur gamelle du déjeuner et qui font une fixation sur la nourriture ».

La directrice a ajouté qu'il y avait actuellement 35 enfants dans son école dont les familles sont aidées par des banques

alimentaires, en ajoutant : « Le nombre est probablement plus élevé, mais nous ne connaissons que ceux-là. »

En début de semaine, le Comité d'audit environnemental a présenté les chiffres de 2017 de l'UNICEF selon lesquels 19% des enfants britanniques de moins de 15 ans vivent avec des adultes qui ont du mal à se procurer de la nourriture.

Siobhan Collingwood a déclaré que la faim à laquelle sont confrontés les élèves « brisait le cœur » et ajouté qu'elle avait vu des parents arriver à l'école et fondre en larmes, affirmant qu'ils n'avaient pas les moyens de nourrir leurs enfants.

« Des familles me disent qu'elles se prêtent régulièrement de la nourriture, et mon expérience quotidienne me dit que c'est un problème qui s'aggrave de plus en plus », a-t-elle déclaré.

Siobhan Collingwood a affirmé qu'elle avait constaté davantage de problèmes depuis l'introduction du Crédit universel, [un système d'indemnisation unique qui regroupe et remplace une série d'indemnités sociales qui existaient auparavant – NdT].

Ses commentaires ont eu lieu après qu'un groupe de députés représentant plusieurs partis a appelé le gouvernement à nommer un « ministre de la faim » pour lutter contre « l'insécurité alimentaire » – en particulier parmi les jeunes enfants. (Publié par le Saker francophone 21.01.2019)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela : face au duel entre Maduro et Guaido, la communauté internationale divisée - Le Figaro 29.01

À l'égard du Venezuela, le monde est coupé en deux parts de taille inégale. Depuis que Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien, tenu par l'opposition, s'est autoproclamé «président par intérim», seulement treize États, menés par les États-Unis, lui ont reconnu ce titre. Le Canada ainsi que onze des douze membres du Club de Lima (Brésil, Argentine, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Panama, Paraguay, Pérou) puis l'Australie ont rapidement suivi Washington.

Certains États européens soutiennent par ailleurs Guaido sans le reconnaître formellement. Ainsi, la France, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ont lancé un ultimatum au président élu mais contesté, Nicolas Maduro, que celui-ci a d'ores et déjà rejeté: s'il n'annonce pas dans les jours qui viennent l'organisation d'élections anticipées, ceux-là reconnaîtront à leur tour le «président par intérim». L'Union européenne elle-même, plus frileuse, s'est aussi prononcée en faveur de Guaido, mais, là encore, sans reconnaissance officielle.

D'ici à quelques jours, une vingtaine voire, au maximum, une trentaine d'États occidentaux, dont trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Washington, Paris, Londres), feront ainsi face à l'écrasante majorité des 193 États membres de l'ONU qui reconnaissent, implicitement ou explicitement, le président en exercice, héritier et successeur de Hugo Chavez depuis 2013. La Russie et la Chine, membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, ont pris la tête de ce mouvement, soutenues à haute voix par la Bolivie, Cuba, le Mexique, la Turquie, l'Iran et d'autres États qui dénoncent une tentative d'«ingérence» et craignent une tentative de «changement de régime». Mais il faut ajouter à cette liste les États qui ne se sont pas prononcés depuis le déclenchement de la crise et qui, par continuité et en l'absence de déclaration opposée, continuent de facto de reconnaître Maduro.

«Ce clivage recoupe celui qui existe lors des interventions militaires, comme en Libye en 2011. On retrouve à chaque fois cette même opposition entre un monde occidental prompt à l'interventionnisme et un monde composite formé des anciennes puissances de l'Est, des États émergents et des pays issus de la décolonisation qui craignent de voir leur souveraineté remise en cause», analyse Bertrand Badie, professeur des Universités à Sciences Po Paris et spécialiste des relations internationales.

Les États qui reconnaissent Guaido s'appuient sur l'analyse de l'opposition vénézuélienne selon laquelle l'élection présidentielle de décembre 2018, lors de laquelle Maduro a été réélu à 68% des voix, était irrégulière. Il y aurait donc une vacance du pouvoir dans la mesure où celui-là serait illégitime. Les États qui restent fidèles à Maduro en appellent a contrario au droit international et à la souveraineté des États: selon eux, les relations internationales ne doivent pas interférer avec les affaires intérieures d'un pays. Quoi que l'on penserait de l'élection qui a conduit à la victoire de Maduro, ce dernier serait bien celui qui occupe la tête de l'État vénézuélien. (...)

Juan Guaido a lui-même reconnu avoir rencontré il y a plusieurs semaines le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton,

partisan de longue date des «changements de régime».

Au-delà de la lettre du droit, Bertrand Badie note que «la décision occidentale» de reconnaître Guaido est absolument «inédite». «Pour la première fois, la réalité du pouvoir est complètement mise de côté dans le processus de reconnaissance internationale d'un État. (...)

Qu'on le veuille ou non, Maduro dispose du pouvoir. Le plus probable, c'est que tout cela conduira à une radicalisation des deux camps car internationaliser un conflit conduit quasiment toujours à le rendre plus aigu encore». En une semaine, les violences entre manifestants et forces de l'ordre auraient fait au moins 40 morts, selon le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme. Le Figaro 29.01

- Venezuela: l'opposition dans la rue, Maduro prêt à des législatives anticipées - AFP 30 janvier 2019

La pression diplomatique des Etats-Unis se fait aussi chaque jour plus insistante: premiers à accepter Juan Guaido comme président, ils viennent de prononcer de nouvelles sanctions contre l'entreprise pétrolière PDVSA, source de 96% des revenus du Venezuela.

"La stratégie des Etats-Unis est de provoquer l'effondrement du système économique du Venezuela pour forcer la sortie" du président, explique l'économiste Luis Vicente Leon.

"Mais s'ils échouent, comme à Cuba, en Syrie ou en Iran, ce sera le peuple qui en sera le plus affecté". AFP 30 janvier 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Usine Arjo : «C'est les gendarmes qui nous ont appris la fermeture» - Libération 29 janvier 2019

En bordure de départementale, des palettes en bois font office de panneaux de signalisation. Les salariés d'Arjowiggins Security, entreprise vendue il y a huit mois par le groupe français Sequana à un fonds d'investissement suisse, Blue Motion Technologies Holding, y ont écrit en lettres noires : «Arjo 240 morts. Merci patron.» Jusqu'au 16 janvier, ils étaient 199 à faire tourner ce site, situé à Jouy-sur-Morin (Seine-et-Marne), le reste des troupes se trouvant au siège du groupe et dans un bureau d'études. Niché en contrebas, au milieu des arbres, on y fabriquait alors du papier sécurisé, celui qui sert pour les billets, les cartes grises ou les passeports.

Barnum. Mais en plein cœur de l'hiver, les «formes rondes», petit nom des machines, se sont arrêtées. Ce jour-là, le verdict est tombé au tribunal de commerce de Nanterre : liquidation judiciaire, avec fermeture des portes ce mercredi. Karine, 50 ans, dont vingt de boîte, se souvient: «On était quelques-uns à attendre devant l'usine. Les gendarmes sont passés et c'est eux qui nous ont appris la nouvelle. Quand le directeur est revenu, il n'a pas eu un mot pour nous.» Depuis, plus de nouvelle de la direction. «Ils ont quitté le navire et nous, souffle un autre employé. Ils s'en foutent de notre gueule.» Passé le «coup de massue», les salariés ont lâché leur besogne et décidé d'occuper l'usine. Sur les tôles, deux banderoles ont été tendues : «Encore une fermeture», et «La guerre civile approche sans réponse», comprendre sans réponse de l'Etat. Un gilet jaune pendouille au-dessus de l'entrée.

Nuit et jour, ils se relaient sous un barnum ou autour d'un feu de camp. Dans les braises, des planches, des pneus, et leurs stocks de papier spécial carte grise. «C'est notre monnaie d'échange», explique Patrice Schaafs, le délégué syndical central CGT. Toutes les douze heures, ils jettent une bobine de 200 kilos aux flammes. De quoi sonner l'alarme auprès de l'Etat français, leur client. «On a un an de stock et on est les seuls en France à pouvoir fabriquer ce type de papier», précise le cégétiste.

Depuis, les journalistes ont accouru, prophétisant la pénurie de cette matière première vitale pour l'administration. Dans la foulée, un rendez-vous a été organisé lundi avec la préfète du département. Le lendemain, un autre a eu lieu avec un représentant du ministère du Travail. Des rencontres qui n'ont rien donné de concret, râlent les «Arjo». Ne croyant guère à une reprise, ils réclament avant tout de pouvoir «partir dignement, explique l'élu syndical. Pour cela il faut que l'Etat injecte de l'argent pour qu'on ait droit à un plan social digne de ce nom». Ce qui, pour l'heure est loin d'être garanti, les caisses de l'entreprise étant, précise-t-il, vides. Dans ce cas, l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salaires (AGS) est appelée au renfort. Mais les enveloppes risquent d'être bien maigres, s'inquiètent les futurs licenciés.

Perfusion. «Les repreneurs ont tout pillé. Ce sont des escrocs. On est livrés à nous-mêmes, on n'a même pas notre lettre de licenciement. On sait même pas si on va être payés», fustige l'un d'eux. «On n'a même plus de mutuelle. Ils n'ont pas

payé l'organisme. Plus le droit d'être malade», ajoute Yohan, automaticien, 43 ans, en poste depuis ses 16 ans. Plus que de la colère, lui parle de «haine» : «Nous on a gratté comme des cons pendant des années et, eux, ils ont bien dû avoir du fric; ils ont dû faire de beaux voyages. C'est insupportable. Il est où, le pognon ?» D'autant plus difficile à encaisser pour lui que la boîte a été sous perfusion de l'Etat, via la Banque publique d'investissement. «Autant d'argent injecté pour ce résultat. Quel scandale»,s'insurge Yohan.

Pour Ivan, 61 ans, filigraniste, le plus dur est ailleurs : la disparition du savoir-faire de cette usine jadis «familiale» qui existe depuis quatre cents ans : «On faisait des billets pour 150 pays. Il y a peu, on a reçu les félicitations de la banque de Hongkong.» Il raconte le «filigrane moulé dans le papier», la «toile», les «paillettes» fixées sur le papier. «Ici, poursuit-il, on aime nos métiers. Même les simples colleurs y mettent tout leur cœur.» Des boulots bien payés, pour la région : de 1 600 à 2 000 euros pour un ouvrier, 2 500 pour un conducteur. Avec possibilité d'évoluer. «Un mousse pouvait devenir amiral», ajoute Ivan.

Autour du feu, la liste des griefs s'allonge. Bernard, 53 ans, du service logistique, n'en revient pas que ce site, «avec tous les produits chimiques qu'il y a dedans», ait été abandonné depuis le 16 janvier. «C'est nous, les salariés, qui sécurisons. Si ça gèle, que les tuyaux explosent, on refait AZF», assure-t-il. La CGT, elle, pointe la responsabilité du Comité interministériel de restructuration industrielle (Ciri), organisme interministériel chargé d'aider les entreprises en difficultés, «qui a participé au choix du repreneur». Mauvaise pioche. «Il y a eu des engagements, et en fin de compte, pas un euro pour nous», résume Karine, une des rares femmes du site.

Anthony, 23 ans et déjà quatre licenciements économiques à son actif, n'est pas trop inquiet. Pour lui, ce sera l'intérim, quitte à partir bosser à cent kilomètres de chez lui comme il l'a déjà fait. «Mais pour les autres?», questionne-il. «Dans le coin, y a plus rien, dit son voisin. C'est le désert complet.» Libération 29 janvier 2019

Espagne

- La police espagnole déloge les taxis qui poursuivent leur grève - AFP 28 janvier 2019

La police anti-émeute espagnole a délogé lundi de l'une des principales artères de Madrid les chauffeurs de taxis qui poursuivaient leur grève "illimitée" contre les VTC pour le huitième jour consécutif.

Des dizaines de policiers casqués et armés et des véhicules de fourrière ont été déployés sur le Paseo de la Castellana, un axe nord-sud de la capitale, pour obliger les taxis à dégager les véhicules qui bloquaient le trafic.

Malgré la tension entre grévistes et policiers, aucune violence n'a été signalée.

Après que les premiers véhicules des grévistes eurent été emportés, les chauffeurs de taxis en tête de colonne se sont mis en marche lentement en klaxonnant pour protester, a constaté l'AFP.

Les grévistes avaient annoncé leur intention de paralyser le trafic à Madrid, avec l'appui de confrères attendus de plusieurs autres villes d'Espagne.

"Le droit de grève, légitime, n'inclut pas le droit de paralyser la ville", a fait savoir le préfet de Madrid, José Manuel Rodriguez Uribes, dans un message sur Twitter annonçant l'intervention des policiers.

Les chauffeurs de taxis en grève sont ensuite allés manifester devant le siège du Parti populaire (PP) qui dirige la région de Madrid ayant compétence sur les taxis, avant de se rendre à l'aéroport.

Vers 17h00 (16h00 GMT), ils avaient commencé à se rassembler sur la Puerta del Sol, place centrale de Madrid, devant le siège de la région.

Le mouvement durera "aussi longtemps qu'il le faudra", a lancé Angel Vallejo, l'un des chauffeurs en grève.

"Nous n'avons rien à perdre, nous sommes perdus, nous sommes déjà perdus. Ça ne peut pas empirer, alors on va se battre jusqu'à ce qu'on soit épuisés. Cette grève n'a pas de fin", a-t-il ajouté.

Les taxis exigent une réglementation qui limite la concurrence des véhicules de transport avec chauffeur (VTC), essentiellement, en Espagne, ceux d'Uber et sa concurrente Cabify.

Les taxis de Barcelone ont mis fin jeudi dernier à une grève de plusieurs jours après avoir obtenu une modification de la réglementation en Catalogne qui permettra d'exiger des usagers une réservation d'un VTC au moins une heure à l'avance.

Une mesure dénoncée vertement par les VTC. "La nouvelle réglementation que veut mettre en place le gouvernement régional catalan signifie notre expulsion de Barcelone pour satisfaire la frange la plus radicale des taxis en provoquant plus de chômage et moins de liberté", a lancé Cabify. AFP 28 janvier 2019

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 3 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (27 pages)

C'est la question du pouvoir, du capitalisme, du régime, des institutions, de l'Etat qui est posée.

Mardi et les jours suivants, tous en grève et dans la rue, constituons du peuple laborieux en Assemblées populaires ou constituantes souveraines dans toutes les communes de France pour décider de la suite du processus révolutionnaire jusqu'à l'établissement d'une République sociale.

Nous exigeons :

Macron et son gouvernement : Démission !

Abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République !

Expropriation du CAC 40 sans indemnité, et confiscation des biens et des avoirs de tous les oligarques milliardaires et multi millionnaires !

Dissolution de l'appareil répressif de l'Etat !

Tout le pouvoir au peuple travailleur !

Au secours, «Nous avons affaire à un froid historique» !

Les températures ressenties ont chuté encore plus bas que moins 45°C dans le Midwest septentrional.

À Chicago, la troisième ville du pays surnommée la «ville des vents», il a fait mercredi jusqu'à -30 degrés en matinée et -26 dans l'après-midi.

«Nous avons affaire à un froid historique, de toute évidence», a jugé le maire de Chicago Rahm Emanuel lors d'une conférence

de presse mercredi soir.

Sur ordre de la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer, les administrations de l'État sont fermées jusqu'à vendredi et les fonctionnaires considérés comme non essentiels sont restés chez eux. Les écoles ont également fermé alors que le mercure devait rester entre -30 et -40°C ce jeudi, selon le NWS. Le Figaro 31.01

Ne vivons-nous pas dans le meilleur des mondes ?

A mesure que diminue la liberté économique et politique, la liberté sexuelle a tendance à s'accroître en compensation. (...) Conjointement avec la liberté de se livrer aux songes en plein jour sous l'influence des drogues, du cinéma et de la radio, elle contribuera à réconcilier ses sujets avec la servitude qui sera leur sort. (Aldous Huxley - Le Meilleur des Mondes)

Pour se soulager un peu, ce moment de détente à consommer sans modération vous est offert par le marché

A quoi pensent-elles ? Quand des femmes découvrent qu'elles ont un pubis, c'est que la civilisation humaine est au bord de l'abîme. Place aux mutants.

- Le "rajeunissement vaginal", l'intervention de chirurgie plastique qui ne cesse de croître - Le HuffPost 31 janvier 2019

Le marché mondial de l'esthétique médicale ne s'est jamais aussi bien porté. Il a presque doublé ces quatre dernières années, passant de 5,6 à 10 milliards d'euros. Cette croissance insolente ne devrait pas seulement se poursuivre d'ici 2022 mais aussi s'accentuer selon les prévisions. Ce marché a ses bestsellers: dans l'ordre d'importance, l'augmentation mammaire, la liposuccion, la chirurgie des paupières et la rhinoplastie.

Depuis plusieurs années, les interventions de "rajeunissement vaginal" font aussi partie du tableau. Selon une étude de la Société Internationale de Chirurgie Esthétique et Plastique portant sur l'année 2017, elles sont les interventions qui se sont développées le plus vite avec une croissance de 23% par rapport à l'année précédente. Elles devancent le lifting du bas du corps (22%), le lifting fessier (17%) et la rhinoplastie (11%). Alors que se tient à Paris, du 31 janvier au 2 février, un congrès mondial rassemblant chirurgiens plasticiens, dermatologues et experts de l'esthétique médicale et chirurgicale, Le HuffPost a voulu comprendre ce que signifiait ce succès et ce qu'il recouvrait.

Outre la vaginoplastie, le terme "rajeunissement" (ou rénovation vaginale) recouvre des interventions aussi diverses que la restauration de l'hydratation du vagin après un cancer, le traitement de l'incontinence ou la labiaplastie, autrement dit les opérations de chirurgie des lèvres génitales. C'est cette dernière qui soulève le plus de questions. Certaines femmes se plaignent d'une atrophie ou hypertrophie des grandes lèvres et/ou des petites lèvres. Il est ainsi possible de gonfler les grandes lèvres en les remplissant d'acide hyaluronique ou de graisse.

Si de nombreux gynécologues rappellent qu'il existe autant de formes de vulves que de femmes, la représentation de l'appareil génital féminin largement partagée est souvent simplifiée et résumée à une fente, des tableaux de la Renaissance ou au porno. Cela pèse sur l'image que les femmes portent sur l'apparence de leur sexe et les oblige à faire une comparaison pas forcément pertinente. Une étude publiée en juin 2018 a montré après avoir étudié pendant deux ans les appareils génitaux de 657 femmes suisses de 15 à 84 ans qu'il n'existait pas de "vulve normale", vu l'importance des différences anatomiques constatées.

"Lorsque l'on vient me voir pour une nymphoplastie, mes patientes me disent souvent: 'c'est très moche'", admet Nicolas Berreni. Cependant, la notion d'inconfort ou de problème plus sérieux est aussi avancée pour justifier ce type d'interventions. "Les grandes lèvres sont comme des paupières, là pour protéger les petites lèvres, l'entrée du vagin, explique-t-il encore. Sans cette protection, les petites lèvres frottent contre un sous-vêtement, un vêtement et cela peut créer une inflammation qui peut revenir de manière chronique, la vulvite". Il est difficile de faire la distinction entre les opérations à visée fonctionnelle et celles qui relèvent purement de l'esthétique, car une étude précise sur les motivations des patientes sur le sujet manque.

Pour Gilbert Montale, chirurgien plasticien, interrogé dans Grazia, l'argument fonctionnel explique de moins en moins le recours à ce type d'interventions. "Les jeunes femmes d'aujourd'hui demandent une nymphoplastie à but esthétique (si les lèvres pendent trop par exemple), c'est un choix subjectif. Tandis qu'auparavant, les femmes recourraient davantage à cette intervention pour régler un problème d'inconfort ou de douleurs pendant les rapports."

Sarah Piazza, psychologue clinicienne à l'université Paris Diderot et autrice d'une étude portant sur une trentaine de femmes ayant eu recours à la nymphoplastie en France, avance quant à elle, interrogée dans L'Express: "Mon hypothèse est que la gêne physique est mise en avant alors qu'elles sont préoccupées par la question de l'esthétisme et surtout de la norme. Elle parlent d'une vulve 'informe', 'dégoûtante'".

Malgré les critiques qui leur sont faites, ces interventions ont aussi permis d'amorcer certaines discussions qui n'existaient

pas jusqu'alors. "Les innovations technologiques qui ont été apportées par la chirurgie esthétique ont levé un tabou, avance Nicolas Berreni. Avant, on ne parlait pas, on n'avait pas les moyens de répondre à ces demandes et on n'écoutait pas ces patientes. Désormais, il s'agit d'un sujet à part entière, les gynécologues ont entendu parler de ces méthodes et les patientes osent de plus en plus en parler". Ce que confirme Gilbert Montale lorsqu'il dresse le portrait robot de la femme qui a recours à ce type de chirurgies. "Elle a entre 30 et 40 ans. C'est une femme qui se regarde plus qu'avant, et qui fait notamment attention à son pubis, chose qui n'arrivait pas (ou peu) à l'époque."

Ces conversations aussi existent grâce à des projets artistiques, en particulier sur Internet. Comme le travail de l'artiste Hilde Atalanta qui, en réaction au succès des labiaplasties, publie sur Instagram des témoignages et des dessins de vulves de personnes qui la contactent. Le HuffPost 31 janvier 2019

LVOG - Ce sera à celui ou celle qui sera le plus dingue ! Pour que ces femmes en arrivent à se dégoûter elles-mêmes à ce point, c'est qu'elles ne peuvent se prévaloir d'aucune qualité humaine, elles ne valent vraiment pas la peine qu'on les regarde et encore moins qu'on les plaigne. Puisque l'insignifiance de leur personnalité se réduit à leurs lèvres génitales, les baiser serait se corrompre avec le diable en personne !

- Chirurgie esthétique : «Elles veulent les fesses de Kim Kardashian» - LeParisien.fr 2 février 2019

LVOG - A défaut de charme, où va-t-il se nicher !

- Le carton de la chirurgie esthétique auprès des jeunes Français - LePoint.fr 2 février 2019

La chirurgie esthétique séduit un public de plus en plus jeune. Selon une étude relevée par le quotidien Le Parisien, le nombre d'interventions est pour la première fois plus important sur les 18-34 ans que sur les 50-60 ans. Selon des chiffres délivrés à l'occasion de l'IMCAS, un congrès international consacré à la médecine et la chirurgie esthétique, il s'agit là d'une grande première.

On parle notamment des injections de botox et d'acide hyaluronique ou encore des ultrasons qui créent des impacts de coagulation sous la peau pour la retendre et resserrer les pores, le tout sans injection ou autre bistouri. Dans les colonnes du quotidien, le Dr Ascher, chirurgien plasticien, explique que « ces méthodes soft ont été initiées il y a dix ans, avec une accélération depuis cinq ans, et évoque « des progrès spectaculaires ».

Parmi ces actes non chirurgicaux, l'injection d'acide hyaluronique reste la plus plébiscitée devant la réduction de graisse sans opération et l'épilation au laser, toujours selon les chiffres de l'IMCAS. Pour ce qui concerne les opérations de chirurgie esthétique, l'augmentation mammaire reste en tête avec plus de 47 000 interventions en 2017, devant la liposuccion (31 822), et la chirurgie des paupières (26 681).

Les réseaux sociaux en cause ? LePoint.fr 2 février 2019

LVOG - Autrefois, elles étaient poudrées, crémeuses, fardées, peinturlurées, de nos jours elles sont siliconées, acidifiées, botoxisée, etc. elles n'ont plus rien de naturel et ils appellent cela "le progrès" ! C'est légitime paraît-il, mais les femmes qui manifestent pour accéder à une vie meilleure depuis le 17 novembre 2018 parce qu'elles ont à peine de quoi survivre, elles sont illégitimes, et qu'elles ne se plaignent pas, apparemment elles ont été épargnées jusqu'à présent par les FBD, elles ont juste été gazées, dommage, car sinon elles auraient goûté aux délices de la chirurgie esthétique !

Réflexion politique à propos du mouvement populaire en cours.

Je condamne l'agression dont ont été victimes des militants du NPA, lors de la manifestation du 26 janvier dernier à Paris, par les «Zouaves», un groupuscule d'extrême droite héritier du GUD, et j'exprime ma solidarité aux militants blessés lors de cette agression. Ils m'excuseront de ne pas agir réagi plus tôt, je fais ce que je peux !

Je suis loin de la France (10.000 kms) et il y a forcément des aspects des Gilets Jaunes qui m'échappent ou qui me parviennent uniquement au fil des infos disponibles sur le Net. En conséquence, je dois m'entourer de davantage de précautions avant de m'exprimer ou de formuler une analyse, qui n'interviendra qu'après coup ou passé un certain délai, c'est inévitable pour écarter un certain nombre de pièges et induire en erreur les lecteurs, chacun peut le comprendre.

S'agissant des Gilets Jaunes - mettons des majuscules après que Macron les ait traité de "Jojo", il faut distinguer ceux qui en sont à l'initiative, ceux qui se sont autoproclamés leurs dirigeants ou qui remplissent cette fonction, les manifestations prévues chaque samedi depuis le 17 novembre 2018, à Paris et en province, celles qui se déroulent dans les grandes villes en direction des préfectures ou sous-préfectures ou encore d'un objectif précis, celles qui ont un parcours disons officiel d'un point à un autre d'une ville, et celles qui se déroulent sous forme d'occupation de ronds-points ou qui empruntent un itinéraire non fixé à l'avance et qui évoluent en fonction du blocage des forces de l'ordre, ceux qui ont constitué un parti ou des listes électorales pour les européennes, on retrouve souvent les mêmes personnes mais pas forcément, et enfin les Assemblées populaires dont j'ignore

le nombre et l'importance qui se sont constituées dans toute la France, je crois ne rien avoir oublié, on peut ajouter le soutien et la participation de certains partis et syndicats, bref, cela donne un mouvement très hétérogène, sans véritable direction, dont les membres peuvent être animés de revendications contradictoires puisque tous les courants y sont présent de l'extrême gauche à l'extrême droite, face à un Etat policier centralisé.

Dans ces conditions, chapeau pour s'y retrouver, d'autant plus que la situation n'est pas figée.

Maintenant, maintenant que ce mouvement a commencé à se structurer avec les Assemblées populaires, je peux enfin vous livrer les premières impressions que j'ai eues au lendemain de l'Acte I à IV des Gilets Jaunes, notamment à Paris. En observant l'extrême violence qui accompagna les premières manifestations, j'en déduisis immédiatement que cela ne pouvait être que l'oeuvre de l'extrême droite et personne d'autres. Et l'attitude bienveillante des médias aux ordres qui s'en suivit semblait le confirmer.

Maintenant, je ne pouvais pas ignorer que des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs n'ayant rien à voir avec l'extrême droite avaient participé à ces manifestations, donc mon premier réflexe a été de me dire qu'il était impossible de condamner ces manifestations, ni même les violences qui avaient été commises puisque je savais qu'elles leur seraient imputées, tout comme je savais qu'elles desserviraient leur cause. Sachant par ailleurs que l'extrême droite était l'allié du régime, je me suis dit que ces violences avaient été programmées à l'avance et qu'elles avaient été exécutées dès le début dans un but bien précis qui ne me semblait pas très clair. Aussi, me fallut-il un peu de temps pour émettre un certain nombre d'hypothèses et les vérifier une par une, tandis que la situation évoluait d'un jour ou d'une semaine à l'autre.

S'agissant spécifiquement de la manifestation parisienne, l'agression dont ont été victimes les militants du NPA par des nervis le 26 janvier, confirme qu'elle est noyautée par l'extrême droite, dans quelle proportion, je l'ignore, en tout cas suffisamment pour que ce genre d'incidents se produisent. J'en tire donc la conclusion qu'à ce stade il faut recommander aux travailleurs et surtout aux militants de ne pas y participer, on peut ajouter que les militants du mouvement ouvrier paient le prix fort de sa décomposition, de sa division, de la dislocation de son avant-garde, et qu'en présence d'organisations fascistes mieux structurées ou tout du moins plus déterminées car bénéficiant du soutien de leurs dirigeants, il est préférable de ne pas exposer inutilement la vie des militants.

Mon avis vaut ce qu'il vaut, toutefois, sans vouloir polémiquer, je m'étonne que les dirigeants sur place ne soient parvenus à la même conclusion que moi pour protéger leurs militants.

Quand je m'en suis pris aux dirigeants du POID, c'était parce qu'ils avaient caractérisé globalement ce mouvement de fachos. Ma réaction n'avait pas seulement été dictée parce que la majorité des participants n'en étaient pas, mais aussi ou surtout, parce que j'ai estimé que ce n'était pas le moment opportun de faire ressortir cet aspect-là, préférant attendre la suite des évènements pour le traiter, histoire de voir s'il allait ou non déterminer l'orientation de ce mouvement, espérant qu'il en sorte autre chose et que l'extrême droite serait marginalisée ou ne parviendrait pas à le contrôler, et quelque temps plus tard apparurent les premières Assemblées populaires, tandis que les revendications qui pouvaient émaner de l'extrême droite ne figuraient plus parmi la liste des revendications des Gilets Jaunes ou étaient rejetés par plus de 90% d'entre eux. Dès lors, on pouvait traiter cette question, en cernant précisément où et comment l'extrême droite intervenait, autant pour le dénoncer que pour prémunir les travailleurs et les militants de ne pas participer à leurs provocations, de s'en tenir aussi éloignés que possible. Je crois que cette mise au point était nécessaire. J'aurais pu la faire plus tôt, mais je n'en ai pas eu le temps !

En ce qui concerne les dirigeants autoproclamés, observant qu'ils sont en train de rentrer dans le rang les uns après les autres ou d'être récupérés, ce qui était prévisible, donc j'avais eu aucun mérite à l'évoquer dès le début, dans peu de temps on n'en entendra plus parler et cela vaudra mieux ainsi. Cela dit on veut admettre que certains ont été poussés sur le devant de la scène politique malgré eux.

Quant au reste du mouvement initié le 17 novembre 2018, qu'ils s'agissent des mobilisations de travailleurs en province ou dans les quartiers des grandes villes ou des banlieues, les Assemblées populaires, j'estime qu'elles sont parfaitement légitimes et qu'on doit continuer de les soutenir et y participer, parce qu'elles incarnent l'ensemble des besoins ou aspirations de la classe ouvrière et au-delà, de certaines couches des classes moyennes, elles correspondent aux tâches que la situation sociale et politique leur dicte d'accomplir, tout en s'inscrivant dans la perspective d'une issue politique à la crise du capitalisme conforme au processus dialectique matérialiste et historique, donc conduisant au renversement des institutions de la Ve République, à la prise du pouvoir politique par les masses exploitées et opprimée, condition préalable pour abolir le capitalisme et instaurer une République sociale, sans quoi aucun progrès social ne serait envisageable dans le futur.

Cependant elles ne résolvent pas la question déterminante de leur direction, c'est l'une de leurs principales faiblesses, qui peut faire échouer ce mouvement populaire ou le condamne à une impasse. La féroce répression qui s'est abattue sur eux et le lourd tribut qu'ils ont déjà payé en est le produit, le produit de bien des illusions ou errements.

Les travailleurs qui participent à cette mobilisation, et plus particulièrement ceux qui parmi eux les influences, ne veulent pas comprendre que la direction d'un mouvement révolutionnaire, son programme, sa stratégie, ses objectifs, ses tâches, la prise de conscience indispensable à chaque étape de l'ensemble de ce processus et de son développement, les rapports entre les

classes et à l'intérieur des classes qui sont amenés à changer, etc. ne s'improvisent pas, qu'ils veuillent bien y réfléchir un instant posément, sinon cela se saurait depuis longtemps et les questions que nous avons à résoudre ne se poseraient même pas. C'est ce que nous enseigne la lutte de classe du passé, malheur à ceux qui les ignorent, car ils iront infailliblement de désillusions en défaites, et le sort qui les attend sera pire que tout ce qu'ils ont pu imaginer jusqu'à maintenant.

Nous leur disons tranquillement, sans animosité ou arrière-pensées, car nous sommes parfaitement conscients d'être embarqués dans la même galère, aussi vaut-il mieux mettre toute les chances de notre côté pour atteindre l'autre rive plutôt que tenter l'aventure et sombrer avec tout l'équipage.

Maintenant, on comprend parfaitement leur réaction, leur rejet épidermique des partis du mouvement ouvrier pour les avoir trahi ou avoir failli à leur devoir ou responsabilités pendant de trop longues décennies. Il ne faut tout de même tous les loger à la même enseigne, et il faut reconnaître qu'il y en a qui sont plus fréquentables que d'autres pour avoir toujours été à leur côté, je pense au POID, au POI, moins au NPA et à LO, mais aussi le PRCF, le Pardem, ainsi que des groupes de militants dont les engagements sont sincères et remontent à des décennies. Certes, disons qu'ils ont été très maladroits pour ne pas les accabler inutilement, auquel cas cela ne vaudrait même pas la peine de les évoquer. Certes, ils présentent tous des travers ou ils sont loin d'être irréprochables, on ne peut pas non plus leur reprocher de ne pas être parfait puisque cela n'a jamais existé nulle part, pour autant ils possèdent une longue expérience de la lutte de classe.

Ils n'ont pas su la partager avec un grand nombre de travailleurs, donc ils en sont restés à l'état de petits partis organisant au mieux quelques milliers de militants. Leur principal défaut, c'est d'être demeurés trop dogmatiques ou sectaires, attitude défensive plus ou moins inconsciente qui s'apparente à un moyen pour préserver leur identité, ce qui ne leur a jamais permis de rompre leur isolement, pire, à défaut d'évoluer au même rythme que les transformations de la société ils ont pu par endroit se scléroser ou sombrer dans des dérives de type bureaucratique et autoritaire, donc antidémocratique, du coup ils n'ont jamais pu adapter leur conception de la lutte de classe au modification qu'allait connaître la composition des différentes classes sociales et se retrouver littéralement coupés de la classe ouvrière et des classes moyennes, particulièrement leurs couches les plus défavorisées.

Certains ont tenté de remédier à cette situation, mais chaque fois ils ont été rattrapés par leur fâcheux penchant à favoriser les rapports entre les appareils des partis au lieu de se tourner résolument vers les masses exploitées. Ils ont essayé de créer des comités pour rassembler les travailleurs à travers tout le pays, mais chaque fois ils ont échoué. Au lieu d'élaborer un discours en direction de l'ensemble des travailleurs, qui soit accessible au plus grand nombre, dans lequel chaque travailleur pourrait se reconnaître, ils s'adressèrent à d'autres classes ou couches de la population, aux élus, aux militants ou aux dirigeants d'autres partis, aux syndicalistes, ce qu'ils considéraient comme l'élite du mouvement ouvrier ou de la classe ouvrière, en vain, leur stratégie se solda par des scissions et une dislocation de leurs forces les laissant exsangue et dans l'incapacité de jouer le moindre rôle politique ou presque.

Là encore, cela les amena à justifier leur bilan pitoyable en recourant à des arguments pour le moins fort discutables. Il est bien connu que lorsqu'on est acculé, on a le choix entre reconnaître les faits ou assumer ses erreurs pour ensuite les corriger, ou s'enfermer dans un déni permanent dont les conséquences seront plus désastreuses encore, c'est là qu'ils en sont rendus, réduits à l'état d'impuissance et de spectateurs du mouvement populaire en cours, auquel ils essaient non sans peine de s'accrocher ou de participer.

Ce serait injuste et improductif de leur jeter la pierre, il existe d'autres acteurs sur la scène politique qui la mérite, Macron, Philippe, Castaner, ainsi que tous ceux qui reprennent leur discours.

Renforcer ces partis pour les aider à définir une orientation et une conception de la lutte de classe qui correspondent à la situation, et qui répondent aux besoins exprimés par les travailleurs en les faisant participer à ce mouvement populaire, pourrait procurer du même coup des solutions aux faiblesses de ce mouvement pour qu'il aille le plus loin possible et évite de commettre bien des erreurs irréparables ou dramatiques en terme de travailleurs blessés ou handicapés à vie.

La lutte de classe n'est pas une affaire d'aventuriers, c'est quelque chose d'aussi sérieuse que l'intégrité physique d'un travailleur.

On ne prend pas à la légère des décisions qui engagent la vie de dizaines de millions de travailleurs, cela requiert d'avoir acquis un niveau de conscience ou savoir de quoi on parle. Or, il est incontestable que seule une infime minorité parmi nous en sont capables, encore une fois, malheur à ceux qui l'ignorent, ils porteront la lourde responsabilité des conséquences qui en découleront !

Cela dit, il faut aussi avoir conscience qu'aucune décision ne vaut la peine d'être appliquée, si elle n'est pas partagée ou adoptée par le plus grand nombre, dans le cas contraire elle n'aura aucune chance d'aboutir au résultat recherché. Donc, il est fortement recommandé de ne pas se détourner des dirigeants ou des partis qui ont quelque chose à proposer, d'y réfléchir collectivement et de mettre en délibération leurs propositions au lieu de les écarter sous prétexte qu'elles ne proviendraient pas d'un Gilet Jaune. Qui jusqu'à présent aurait donné mandat à monsieur Drouet d'appeler à des manifestations chaque samedi ? Personne à ma connaissance, chaque fois ce fut une décision individuelle. Qui a décidé le thème sous lequel se déroulerait chaque manifestation ? Personne, et pourtant vous y participer.

Tout dépend aussi de l'objectif qu'on se fixe.

S'il s'agit uniquement d'obtenir des aménagements de la politique foncièrement antisociale, liberticide, réactionnaire, impérialiste de Macron, et non de parvenir à un changement de régime et de société pour résoudre tous les problèmes sociaux auxquels sont confrontés les travailleurs de ce pays, des miettes supplémentaires destinées aux uns au détriment des autres feront temporairement l'affaire et la vie continuera comme avant avec son lot d'inégalités, d'injustices, de difficultés et de souffrances en tous genres avec lesquels on s'accommode finalement à défaut de mieux, la paix sociale sera préservée, l'ordre établi sera sauvegardé et le règne de la servitude ou de l'esclavage sera plus sûrement enraciné, est-ce cela que vous voulez ?

C'est à ce résultat qu'on aboutit quand on ne se situe pas strictement sur un terrain de classe indépendant, quand inconsciemment on accorde la moindre légitimité à Macron, au gouvernement, aux institutions, au capitalisme, on est prêt à passer des compromis avec eux au lieu de rompre et de les affronter dans la perspective politique de les renverser, de prendre le pouvoir, en fait on abandonne cet objectif qu'on le veuille ou non.

Il ne faut pas se leurrer ou se raconter des histoires.

On ne peut pas acquérir une conscience de classe, on ne peut pas développer un esprit libre et critique, on ne peut pas comprendre grand chose à la situation ou au monde dans lequel on vit, quand on continue de penser dans le cadre des rapports sociaux établis (au présent comme au futur), on ne fait que manifester notre incapacité à saisir le processus dialectique historique à l'oeuvre, dont l'issue n'est écrite nulle part, et laisse entrevoir la possibilité d'inverser ces rapports sociaux ainsi que l'orientation de ce processus, dès lors qu'un ensemble de conditions objectives et subjectives sont réunies, d'où la nécessité absolue de les étudier attentivement pour en tirer des conclusions théoriques et pratiques (dans lesquels figurent les enseignements du marxisme dont on se détourne) qui permettront d'avancer dans cette voie, sinon il ne faut se faire aucune illusion et n'espérer aucun changement politique ou de société dans le futur.

En complément.

Nervis et provocateurs, policiers casseurs déguisés en manifestants.

Un internaute - Il est vrai que ces foulards rouges ont bénéficié d'une belle tranquillité : les Black blocks devaient récupérer leurs RTT (très occupés la veille), les sauvageons qui traversent la rue pour piller les magasins s'occupaient sans doute à fourguer leurs emplettes du samedi, les membres des groupuscules d'extrême droite assistaient probablement aux vêpres à St Nicolas du Chardonnet, ceux d'extrême gauche à une réunion de cellule, bref, la tranquillité. Quant aux forces dites du maintien de l'ordre, elles étaient d'une discrétion remarquable, et nous l'avons remarquée. Aussi discrètes que lors de la manif anti IVG, il y a quelques semaines, ou de la manif pour tous, il y a quelques années qui, contrairement à la tradition lors des manifestations syndicales, ne furent pas "émaillées par des incidents en fin de parcours".

La "Marche Mondiale pour le Climat", qui n'a pas un programme de revendications bien définies, si ce n'est le climat, ont pu occuper sereinement la place de la République.

Confirmation.

Drouet encense Schiappa et Hanouna.

- Le gilet jaune Éric Drouet encense Schiappa et Hanouna sur C8 - Le HuffPost 31 janvier 2019

Il faisait partie du million de téléspectateurs devant C8. Invité des "Grandes Gueules" de RMC ce mercredi 30 janvier, Éric Drouet est revenu sur l'émission exceptionnelle de la chaîne consacrée au grand débat national avec Marlène Schiappa et Cyril Hanouna.

"Le seul vrai débat qu'on a vu pour l'instant c'est ce qui s'est passé vendredi dernier sur C8 sur une chaîne privée. C'est pour l'instant, à notre avis le meilleur débat qu'il y a eu parce qu'il y avait la secrétaire d'État", a-t-il expliqué en faisant référence à l'émission dont le concept avait suscité la polémique jusque dans l'hémicycle du Sénat.

"Il y a eu pas mal d'avancées, il y a eu pas mal de propositions de tous bords", a-t-il argué avant de saluer la diversité des personnes présentes sur le plateau: "il y avait des chefs d'entreprise, il y avait un peu de tous les corps de métier. C'est selon moi dans ce sens là qu'il faut faire les débats." Également présente dans le studio de RMC, Laetita Dewalle a appuyé les propos d'Éric Drouet. "Il faut effectivement un débat de visu. Pas un débat où l'on écrit sur un cahier de doléance qui va finir par allumer le barbecue au 14 juillet à l'Élysée, a-t-elle estimé, plaidant pour "un vrai débat avec de vrais échanges constructifs, où on repose certaines choses." Le HuffPost 31 janvier 2019

LVOG - Depuis on n'en entend plus parler, y aurait-il renoncé ?

- Éric Drouet va porter plainte contre Christophe Castaner pour "dénonciation calomnieuse" - Le HuffPost 30 janvier 2019

"Les accusations qu'il porte sont très graves." Invité des Grandes Gueules sur RMC, Éric Drouet, une des figures emblématiques des gilets jaunes a annoncé qu'il avait décidé de porter plainte contre Christophe Castaner pour "dénonciation calomnieuse." Une réponse au ministre de l'Intérieur qui indiquait la veille vouloir demander au procureur de poursuivre le leader officieux de la contestation après qu'il a appelé à un "soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles et nécessaires."

"'Soulèvement' veut dire plein de choses. Nous on l'entend dans le sens que les gens se mobilisent dans les manifestations", a ainsi déclaré Éric Drouet ce mercredi 30 janvier avant d'être immédiatement soutenu par Laetitia Dewalle, autre figure emblématique du mouvement présente sur le plateau. "Soulèvement ça peut être une grève, ça peut être une manifestation, ça peut être un soulèvement de conscience. Ce n'est pas forcément par les armes", a-t-elle ajouté comme vous pouvez le voir ci-dessous. Le HuffPost 30 janvier 2019

Drouet "***en roue libre***"... avec l'UDI !

- Éric Drouet, Joachim Son-Forget et Doc Gynéco: l'invitation reçue par le porte-parole des gilets jaunes - Le HuffPost 2 février 2019

On peut difficilement faire plus transparent. Éric Drouet, figure charismatique du mouvement des gilets jaunes, a rendu publique sur Facebook la proposition faite par le député Joachim Son-Forget, qui a récemment quitté -et dans des conditions particulières- La République En Marche.

"Bon les amis, je fais tout dans la transparence, vous le savez! J'ai reçu ça ce soir", a indiqué le chauffeur routier dans la nuit de ce vendredi 1er au samedi 2 février, en copiant le message qu'il venait de recevoir de la part de l'élu: une invitation à déjeuner en compagnie du rappeur Doc Gynéco.

"Bonjour Éric, c'est le député Son-Forget, qui a quitté En Marche en fracas en fin d'année. Je voulais te proposer qu'on se voie la semaine prochaine avec Doc Gynéco, qui essaie de m'aider depuis quelques jours, pour déjeuner", écrit celui qui siège désormais avec l'UDI, qui ajoute: "jusqu'à la fin d'année j'avais la ligne directe et on se parlait souvent; depuis que j'ai quitté LREM c'est chaud, mais il y a un truc à tenter".

Au HuffPost, Joachim Son-Forget confirme être l'auteur de ce message. "Et quand j'évoque la 'ligne directe', je parle de Macron", précise-t-il. Reste maintenant à savoir dans quelles conditions ce triumvirat pour le moins hétéroclite pourrait se réunir.

À en croire les premiers résultats du sondage lancé par Éric Drouet, il n'est pas impossible que le leader officieux des gilets jaunes accepte un déjeuner, mais en compagnie de l'avocat François Boulo, autre figure médiatique particulièrement appréciée au sein du mouvement.

À noter cependant que de nombreux gilets jaunes expriment en commentaire leur scepticisme quant au caractère potentiellement opportuniste de l'invitation de ce parlementaire "en roue libre". Le HuffPost 2 février 2019

Lordon a évoqué "***le devenir néofasciste du macronisme.***"

La vidéo tournée d'un immeuble en hauteur plonge sur une cour de récréation du 19e arrondissement d'où monte un grand cri scandé : « Macron démission ! Macron démission ! ». Ce pouvoir est devenu l'objet du lazzi des enfants. Normalement un régime qui en est là ne connaît plus qu'une forme ou une autre de sursis. On ne spéculera pas plus que ça sur le sens politique des petits. Davantage sur le degré auquel le pays est imprégné de la détestation du monarque pour que les mioches en aient capté quelque chose. En tout cas, les petites éponges de cour de récré ne se trompent pas : il est haï. Et pour des raisons écrasantes, incontestables, dont la gravité ne cesse d'ailleurs de croître. Dans la série graduée des actes par lesquels un souverain en vient à perdre sa légitimité, le point maximal est atteint quand il prend le parti de constituer sa population en ennemie, et par conséquent de lui faire la guerre. Nous en sommes là, littéralement. Déployer des blindés en ville, équiper les forces de police de fusils à pompe, et même de fusils d'assaut, infliger aux manifestants des blessures… de guerre, c'est bien être en guerre. Du reste, s'il en est à prévoir des plans d'exfiltration des ministres et à prépositionner un hélicoptère pour évacuer l'occupant de l'Élysée, c'est que ce régime lui-même ne s'illusionne pas tout à fait quant à la réalité de ses rapports avec « sa » population.

En vérité, ce pouvoir est symboliquement à terre. Il a franchi un à un tous les seuils du discrédit, et puis ceux du scandale. Il ne lui reste plus que la force armée pour contenir la contestation. Et, pour tenir le reste, celle des répétiteurs médiatiques qui s'acharneront jusqu'au bout à soutenir qu'élu régulièrement, haut la main ajouteront même les plus bêtes ou les plus oublieux des conditions réelles de son élection, il est entièrement « légitime ». Nous apprenons donc de leurs bouches autorisées qu'un dirigeant, pour peu qu'il ait satisfait à une comédie électorale entièrement truquée, peut parfaitement mutiler ses opposants, envisager de leur faire tirer dessus au fusil d'assaut — une image que, pour tout leur récent bon vouloir, les médias n'ont pas encore trouvé le temps de montrer —, s'engager dans des voies juridiques proto-totalitaires, sans que sa « légitimité » soit

le moins du monde remise en question.

En vérité, ce pouvoir est symboliquement à terre. Il a franchi un à un tous les seuils du discrédit, et puis ceux du scandale. Il ne lui reste plus que la force armée pour contenir la contestation. (Non, il dispose aussi du soutien de tous les partis qui malgré tout continus de collaborer aux institutions qui le protègent, dont évidemment LFI, le PCF, etc. auxquels il faut ajouter les directions syndicales, qui quel que soit le langage qu'elles emploient lui demeureront acquises. - LVOG)

Malheureusement, ces verdicts de légitimité ne valent pas mieux que la légitimité de ces véridicteurs. Or, de ce côté non plus la situation n'est pas fameuse. On n'en finit pas, par exemple, de contempler les étonnants renversements qui conduisent l'éditocratie à trouver horrifiant ici ce qu'elle trouvait admirable là, et réciproquement. « Qu'ils dégagent ! » en Tunisie : magnifique ; « Macron démission ! » : foule haineuse. Place Tahrir : printemps arabe ; Place de l'Étoile : hordes de casseurs. Crémation des statues de Chávez : peuple en lutte ; parodie de guillotine pour Macron : extrémistes violents. Police poutinienne : dictature ; police macronienne : ordre républicain.

À ce sujet, précisément, Bloomberg, organe bien connu pour ses sympathies révolutionnaires, titre ceci : « La réponse de Macron aux "gilets jaunes" fait paraître Poutine modéré en comparaison (1) ». On voit d'ici le tableau sauter dans les têtes de Laurent Joffrin ou Jérôme Fenoglio, les soudures qui se défont, les écoulements de matière cérébrale par les oreilles : comment se peut-il ? Poutine, pourtant le nom propre de la tyrannie ? Macron pire ? C'est impossible. Logiquement, pas un média français n'en parlera. Ordinairement très préoccupés du prestige international de la France, des regrettables dommages que peuvent lui causer d'irresponsables mouvements de grève de fonctionnaires, pas un n'a rapporté la stupéfaction de la presse anglo-saxonne qui observe, médusée, le devenir néofasciste du macronisme. Ni, symétriquement, le fait que le gilet jaune est devenu une sorte de symbole international, adopté par tous ceux qui sont en lutte, où l'on pourrait trouver de quoi nourrir une certaine fierté — question de point de vue, sans doute.

Voilà en tout cas où en sont encore les diseurs de légitimité. Obstinés à maintenir qu'un pouvoir en guerre contre sa population n'en est pas moins tout démocratique. Car c'est là le propre de l'inconséquence médiatique qui, après avoir occulté les violences policières pendant deux mois, se met d'un coup à en parler, d'ailleurs plus sous l'effet de l'emballement mimétique que d'un quelconque retour de conscience, mais pour n'en tirer aucune conclusion substantielle. (Pourquoi, devrait-il en être autrement ? Ce constat porte à confusion, car c'est prêter ou concéder aux médias des vertus ou des intentions qui ne correspondent en aucune manière avec leur nature, qui ne peut que coïncider avec l'idéologie du régime et aucune autre. Dit autrement, c'est laisser entrevoir l'illusion qu'il pourrait en être autrement ou que les médias pourraient servir d'autres intérêts que ceux de l'oligarchie ou du capitalisme. - LVOG) La « démocratie » fait la guerre au-dedans, elle s'apprête, sous les approbations de l'extrême droite, à passer une loi de musèlement de toute forme de contestation, mais ça ne pose pas le moindre problème de principe. (Même remarque que précédemment puisque ce passage est inspiré par le même état d'esprit de l'auteur. Pourquoi, cela le devrait-il ? Dans ce cas-là il est inutile d'entourer la démocratie de guillemets, si c'est pour colporter ce genre d'illusions. - LVOG) Si bien qu'on peut continuer d'en appeler au « Grand débat » au nom de « la démocratie » même, comme de juste. Pendant que, samedi après samedi, les hôpitaux se remplissent. Et que les tribunaux débordent. (Normal, non ? A qui s'adresse ici Lordon sinon à Macron. Vous en étiez-vous aperçus ?Si non, la suite va le confirmer. - LVOG)

Il s'agit donc maintenant de faire savoir à ce pouvoir qu'il est trop tard, beaucoup trop tard. En fait même, que c'est fini. (Voilà pour la confirmation. Cependant Lordon va recourir immédiatement au double langage pour camoufler les illusions qu'il a encore dans le régime. - LVOG) Pour cette raison toute simple qu'on ne parle pas avec des institutions qui, après avoir fait pendant trois décennies la démonstration constante de leur absolue surdité, sont désormais de fait passées au stade militaire (grenades au TNT, blindés, fusils d'assaut : stade militaire). Et dont on ne voit pas par quel soudain accès de sincérité, elles se seraient miraculeusement converties à « l'écoute ». (Mais alors monsieur Lordon, pourquoi n'avez-vous pas rompu avec ces institutions depuis au moins trois décennies ? - LVOG)

On pense au misérable QCM gouvernemental, à ses lignes déjà toutes tracées (« Baisser le taux d'impôt sur les sociétés à 25% », « Rendre la fiscalité du capital comparable à celle des autres pays européens pour stimuler l'investissement, y compris en supprimant l'ISF »), à sa manière toute particulière de poser les questions (« Identifier le type de dépenses publiques à baisser », « Faut-il supprimer certains services publics ? »), bref à cette parfaite ouverture du débat ouvert (2). On pense aussi à ce qu'écrit Éric Vuillard dans sa Guerre des pauvres (il s'agit de la révolte paysanne emmenée par Thomas Müntzer dans l'Allemagne du XVIe siècle) : « C'est alors que le duc Albert de Mansfeld entama des négociations. Il fallait que ça traîne en longueur, afin de démoraliser l'adversaire et de gagner du temps. La négociation est une technique de combat (3) ». Et il faudrait aller « dialoguer » dans ces conditions ? (Que faites-vous d'autre comme on l'a vu plus haut dans cet article ? Tout son discours consiste à reprocher à Macron, aux institutions et aux médias leur comportement, alors qu'il est absolument normal en tant que représentants des intérêts du capital. Leur reprocher signifie qu'ils pourraient ou devraient adopter un autre comportement, c'est donc colporter des illusions sur leur rôle politique. Dans le paragraphe suivant il va reprocher au journal Le Monde de ne pas changer, pourquoi, le devrait-il, pour devenir le porte-parole de la classe ouvrière ? - LVOG)

Pour l'éditorialiste du Monde, la réponse ne fait pas de doute. « L'ultraviolence » de ceux qui veulent « attaquer la République (…), voire renverser le gouvernement (…) est la négation de la tolérance et du débat (…), [l']ennemie de la démocratie ». Ici la revue de détail est complète : il ne manque pas un recouvrement, pas une escroquerie nominale, pas une fausse position de problème — tout n'est-il pas d'ailleurs joué quand le texte s'intitule « Gilets jaunes : la violence ou le débat » ? Il est vrai qu'il

date énormément, du 7 janvier, une éternité, une époque en tout cas où Le Monde ne s'était pas encore aperçu qu'il y avait des violences policières. Ni ne savait comment on organise les « Grands débats ». Au demeurant, maintenant il le sait et, visiblement, ça ne change pas grand-chose à sa manière de concevoir « la tolérance et le débat » — on aura même sous peu l'occasion de mesurer quel degré de pantomime Le Monde est capable d'endosser pour maintenir la fiction de la démocratie (élevé, pressent-on).

En tout cas, nous savons que, dans une tête d'éditorialiste du Monde, la politique ne connaît qu'un état possible : « le débat », à part bien sûr son opposé maléfique : « la violence ». Qu'on doive débattre, soit pour trancher des différences de troisième ordre au milieu des questions écrites par le gouvernement, soit à la rencontre des LBD, ça n'ôte rien, aux yeux du Monde, de sa qualité de débat au « débat ». La « démocratie » a les défenseurs qui lui correspondent exactement. (Il s'époumone à vouloir convaincre Le Monde de cesser d'être Le Monde. - LVOG) Hormis la philosophie d'éditorialiste et les scénographies présidentielles aimablement relayées par les chaînes d'information en continu, ça n'est pourtant pas ainsi que les « gilets jaunes » l'entendent. Assez logiquement, les institutions présentes, et celui qui en incarne les tares au plus haut point, récupèrent aujourd'hui la fin de non-recevoir appelées par leurs propres fins de non-recevoir administrées pendant trente ans. On peut autant qu'on veut ripoliner de « démocratie » des institutions sous prétexte qu'elles pratiquent l'élection, et de temps en temps la parlote, sans que cela suffise à en faire des institutions démocratiques.

En fait, les institutions de la surdité organisée finissent toujours par recueillir l'émeute, et c'est dans l'ordre des choses. Un certain philosophe écrit ceci dans un de ses traités politiques : « Les séditions, les guerres, le mépris ou la violation des lois doivent être imputées, c'est certain, non tant à la méchanceté des sujets qu'au régime vicieux de l'État (4) ». Et telle est bien, à l'os, la seule conclusion valide à tirer des événements actuels : ils ont pour cause que le régime de l'État est vicieux.

En fait, les institutions de la surdité organisée finissent toujours par recueillir l'émeute, et c'est dans l'ordre des choses.

Parfois aussi, c'est sous la forme la plus innocente que se laisse découvrir la vérité : un syndicaliste policier, invité de l'émission d'Arrêt sur images (5), exprime avec une désarmante candeur son désarroi : « Les manifestants ne jouent plus le jeu ». C'est tellement complet, tellement profond, que c'en est vertigineux. En un mot, tout est dévoilé. La pantomime démocratique-sociale, c'était un jeu. Vous faites semblant de demander, nous faisons semblant d'écouter — n'oubliez pas de vous munir de vos merguez, et soyez rentrés pour 18 heures. Incidemment, le syndicaliste policier nous apprend que dans la liste des morts en puissance, on pourrait bien compter, non seulement Macron, les institutions de la Ve République, la presse, mais aussi les confédérations syndicales (au désespoir de leurs bases, souvent admirables) : mortes d'inutilité, pour n'avoir fait trop longtemps que « jouer ». Car voilà la chose enfin dite : Bastille-Nation, c'était un jeu.

Comment s'étonner que, la nullité des médiateurs visible de tous, le jeu de la « médiation » n'ait plus la cote ? Depuis 1995, aucune action revendicative dans la forme réglée de la manifestation n'a rien obtenu — c'est bien plus probablement la part « débordante » du mouvement anti-CPE qui lui a valu son succès. Mobilisation après mobilisation, on a vu monter le « seuil d'écoute » du pouvoir : un million de manifestants, puis un et demi, puis deux, en-dessous de quoi : rien (en fait, au-dessus de quoi, rien non plus). Ce que pour le coup on peut appeler le « minimum syndical » n'a jamais cessé d'être rehaussé. Et les syndicats, qui aiment tant le jeu qu'ils sont prêts à le jouer à n'importe quelle condition, de ramer pour mettre toujours plus de monde dans la rue pour toujours moins de résultat. Une syndicaliste dépitée du SNES admet elle-même : « Depuis la réforme des retraites en 2003, les gens ont intériorisé l'idée que la grève ne servait à rien pour se faire entendre » (6). En effet, dans ces institutions-là, rien ne sert plus à rien pour se faire entendre. Alors, voyons : que reste-t-il pour se faire entendre quand il n'est plus possible de se faire entendre ? — à part la voie des « gilets jaunes ».

De là le policier un peu stupéfait, et ses manifestants qui « ne jouent plus le jeu ». C'est exact : les « gilets jaunes » n'ont plus envie de jouer. Ils ne jouent plus le jeu, pour avoir tout simplement compris cette vérité tautologique que, dans le monde de la surdité institutionnalisée, on ne parle jamais qu'à des murs. Voilà très exactement ce que signifie que « le régime de l'État est vicieux » : délibérément fermé à tout, il ne laisse d'autre alternative que de le souffrir tel quel ou de le renverser. Souffrir : depuis, trente ans, c'est assez. Donc le renverser. (Pourquoi, avant, tous ne jouaient-ils pas déjà le jeu dans un autre contexte ? - LVOG)

Au stade où nous en sommes, d'ailleurs, il n'est plus seulement question de la surdité des institutions, mais aussi de l'infamie des personnes, qui fait du renversement presque une exigence sanitaire. On dit qu'on connait quelqu'un à ceux dont il fait ses proches. Castaner, Griveaux, Benalla. Benalla, nous commençons à être fixés. Griveaux, on a bien avancé également (7). Non, là c'est Castaner qui fait une percée. « Aucun policier n'a attaqué de "gilets jaunes" », c'était déjà une sorte d'exploit. Ici on se demande : que peut-il se passer dans une tête comme celle de Castaner pour oser ceci quand (normalement) il doit savoir que les réseaux sociaux sont submergés des preuves de son obscénité ? Mais on connait que quelqu'un a atteint le dernier degré de l'ignominie quand ses efforts pour tenter de s'en tirer l'y enfoncent encore davantage : quelques jours après, réflexion faite, « il y a eu des atteintes graves à la vision ». Même France Info, la honte du journalisme, n'osera pas reprendre tels quels les éléments de langage du ministre — il faudra bien parler d'yeux crevés.

On notera que, comme Griveaux, Castaner vient du Parti socialiste. Et c'est comme une sorte de destin historique de la social-démocratie, ou d'une certaine « gauche républicaine », de se rouler dans la honte, depuis Thiers jusqu'à Collomb, en passant par Ebert. Et maintenant Castaner. « On parle de perte d'œil, je préfère ne pas reprendre ce terme-là ». Qu'est-il

possible, même à froid, de penser d'un individu comme Castaner ? Qui peut encore lui accorder le moindre respect, à lui, mais aussi à celui qu'il sert, et aux institutions qui maintiennent de tels personnages ?

Yaël Pivet-Braun, la présidente LREM de la commission des lois déclare sur RFI qu'elle « ne croi(t) pas qu'il y ait eu d'abus des forces de l'ordre (8) ». Comment des députés LREM peuvent-ils s'étonner de retrouver murées leurs résidences ou peinturlurées leurs permanences ? Par exemple : vous aviez deux mains, une est arrachée par une grenade qui est une arme de guerre. Là-dessus, vous vous entendez dire qu'il n'y a pas eu d'abus des forces de l'ordre, et même, de TF1, qu'il n'y a aucun blessé grave. Puis Macron ment outrageusement. « Vous êtes le seul pays qui utilise des grenades contre sa population » l'interpellent des étudiants à l'université de Louvain — « Alors là, vous dites n'importe quoi ». Qui niera qu'il y a de quoi avoir des envies de parpaings et de truelle ? — même à une seule main. Et si c'est plutôt votre œil qui a fini dans une poubelle d'hôpital, Castaner préfère ne pas utiliser ce terme-là. On y réfléchit posément, et on se demande : qu'est-ce qu'on peut faire avec ces gens-là ? Y a-t-il quoi que ce soit d'autre à faire que de les chasser ? Peut-être même faudrait-il s'aviser de le faire sans tarder, avant qu'ils n'aient achevé de refermer sur nous un État policier forteresse.

Élu avec un soutien réel d'à peine 10,5 % du corps électoral (9), tenu, par les conditions mêmes du second tour, de se séparer d'une partie de son programme, foulant au pied cet élémentaire devoir moral, portant et la violence sociale et le scandale de l'enrichissement des riches à un point inouï, recevant pour ces textes les plus sinistres l'approbation répétée de l'extrême droite à laquelle il était supposé faire barrage, et désormais en guerre plutôt qu'en marche, Macron est allé trop loin, beaucoup trop loin. Il n'a plus aucun titre à faire valoir pour sa légitimité — à part les proclamations obstinées de l'éditorialisme de service.

Le propre des grands événements politiques, c'est qu'ils sont des leçons de choses — ici, comme une physique de la légitimité, et de ses effondrements. À cet égard, Arendt, s'interrogeant sur le paradoxe qui veut que le mot « révolution » vienne de l'astronomie, où il désigne non pas du tout le changement mais le retour circulaire du même, Arendt, donc, signale qu'il emporte aussi l'idée d'une nécessité irrésistible. C'est une révolte, non sire c'est une révolution indique à Louis que cette fois-ci c'est cuit : ça lui vient dessus avec la force de l'inéluctable, il n'y échappera pas. On a sans doute le devoir intellectuel de se méfier de la résonance en histoire, mais on ne peut pas non plus ne pas être sensible à ses avertissements, et parfois à ses charmes.

À l'époque, déjà, Christophe Barbier ne voyait pas ce qu'on pouvait opposer à la légitimité de Louis XVI puisqu'il avait été installé selon les procédures régulières de la succession dynastique — parfaitement légitimes, ainsi, par conséquent, que le produit de leur opération. Ce que ces gens sont à l'évidence incapables de voir, c'est que la légitimité n'est pas une qualité substantielle. Un temps les institutions sont dites légitimes. Et puis un jour on les regarde sous un autre angle, et on se dit qu'en fait elles ne le sont pas. Alors elles tombent, et toujours de la même manière : sous le poids du scandale. (Sauf que ce qui est en cause, ce ne sont pas les institutions, mais le capitalisme, car les institutions peuvent changer sans que rien ne change, car de deux choses l'une, soit les institutions en place ou celles qui sont destinées à les remplacer sont conçues pour légitimer les fondements du capitalisme, pérenniser le pouvoir économique que les capitalistes détiennent, les rapports établis entre la classe dominante et la classe dominée, leur apporter une caution juridique et les protéger, soit les nouvelles institutions ou plutôt la nouvelle Constitution considère illégitime les inégalités sur lesquelles reposaient les fondements du capitalisme et elle décide de les abolir, de retirer le pouvoir économique à la classe des capitalistes, qui se trouvent ainsi privé du droit de capter les richesses produites par les travailleurs, de renverser les rapports entre les classes au profit de la classe qui produit les richesses, elle décrète que les moyens de production appartiennent désormais à l'ensemble de la collectivité et qu'ils sont destinés uniquement à satisfaire les besoins de l'ensemble de ses membres sans discrimination ni privilège d'aucune sorte, conditions qui sont irréalisables au moyen d'un "scandale", mais nécessite une révolution politique, prolétarienne et sociale ou socialiste, un soulèvement révolutionnaire des masses pour chasser du pouvoir les capitalistes et ses représentants... La fin de cet article est navrante, mais elle était inévitable dès lors qu'on ne voulait pas "*jouer le jeu*" de la dialectique de l'histoire monsieur Lordon ou qu'on refusait d'admettre ses enseignements. - LVOG)

Il s'en suit, pour les personnages de l'époque, qu'ils viennent prendre une certaine place dans l'Histoire — leur place. Celles de Castaner et de Macron sont en train de s'aménager. Macron va rester dans l'Histoire, c'est désormais acquis. Comme Macron-l'éborgneur, ou Macron-la-grenade. Peut-être Macron-l'hélicoptère. Ce serait souhaitable. Car maintenant, il faut qu'il parte. (Franchement, si c'était pour nous dire cela ou en arriver à cette conclusion, cela ne valait pas la peine, nous voilà bien avancé ! Il a proposé quoi pour le faire partir, quel moyen d'organisation ou quels instruments, quelle tactique, stratégie, ligne politique ? Rien. Dans quelle perspective politique devrait s'inscrire le départ de Macron ? Pas de réponse. Pour faire quoi, avec qui, comment ? Néant ! Tout ce qu'il nous a raconté, on le sait tous, on l'a tous constaté, c'est le genre d'intellectuels qui est dans la dénonciation stérile, qui s'écoute penser ou parler et qui est satisfait de lui-même. Remarquez qu'il n'est pas le seul à l'avoir remarqué, sinon Le Monde diplomatique dont Le Monde est l'actionnaire majoritaire ne publierait pas sa prose.

Source : Le Monde diplomatique, Frédéric Lordon, 28-01-2019

Fabrique du consentement et manipulation sondagière. BFM(ensonge)TV à la manoeuvre.

- 8% estiment que Macron "renouvelle la politique" = 92% estiment qu'il poursuit la politique de ses prédécesseurs.

- 8% estiment qu'il tient "ses promesses" = 92% considèrent qu'il les a trompés sur la marchandise.

- 7% qu'il incarne la fonction = 93% jugent qu'il n'en a pas les capacités.

- 6% approuvent l'orientation globale de sa politique. = 94% désapprouvent son orientation politique.

- 78% des Français le jugent "autoritaire".

Entre nous, on se demande en quoi citer les avis ridicules bas qui lui sont favorables pourrait faire oublier ceux de l'écrasante majorité qui lui sont contraires, à moins qu'ils soient aveuglés par leur complexe de supériorité et le mépris qu'ils portent au peuple, qui les perdra.

Du simple au triple, qui dit mieux !

Cette fois, c'est au sujet du niveau de vie des plus pauvres qui ne cesse de diminuer.

RT - La revue (Que Choisir? - ndlr) cite par exemple les propos d'un des responsables de l'institution (INSEE) selon lequel «en moyenne, les Français n'ont pas eu de gain de pouvoir d'achat depuis dix ans». Ce dernier précise que le pouvoir d'achat par unité de consommation a augmenté sur cette période de 0,1% par an alors qu'il augmentait de 1,9% par an avant la crise de 2008.

- L'Insee, a en outre révélé que la hausse constante des dépenses dites «contraintes» (les dépenses liées au logement, comme le loyer, l'eau, les combustibles ou l'électricité, ainsi que les services financiers, de télévision, les assurances ou les services de télécommunication, cantine…) pesait sur le revenu dit «arbitrable», c'est-à-dire sans le poids de ces dépenses. Pour essayer de fournir des indicateurs plus représentatifs, l'institut calcule désormais le pouvoir d'achat «arbitrable» des ménages et note que la part des dépenses contraintes ou «pré-engagées» n'a cessé d'augmenter, passant de 26,8% à 29,4% au cours des vingt dernières années. Mais là encore, ce n'est qu'une moyenne et l'Insee note : «La part des dépenses pré-engagées dans le budget est plus élevée pour les ménages à faibles revenus : elle passe de 22 % pour les ménages aisés à 38 % pour les ménages pauvres, selon une étude de la Drees de 2016.» RT 28.01

- Ménages pauvres : un budget avec 61% de dépenses contraintes - force-ouvriere.fr 24 novembre 2018

La part de dépenses pré-engagées dans les budgets pour les ménages pauvres est de 61% contre 23% pour les ménages aisés, a rappelé le quotidien Le Monde le 14 novembre dernier, s'appuyant sur les chiffres d'une étude de la Dress (Direction des études statistiques du ministère de la santé et des solidarités) publiée en mars 2018. Les dépenses pré-engagées, dites également contraintes, sont du type assurances, logement, énergie, assurances, emprunts, etc., et généralement incompressibles.

Reste : 180 euros par mois.

Dans le revenu disponible des ménages (salaires et prestations sociales, moins impôts directs et indirects), leur poids est d'autant plus fort "que leur niveau de vie est faible". Ainsi toujours selon la Dress, "les 10 % les plus modestes doivent ainsi se contenter en moyenne de 180 euros par mois pour financer transport, équipement, loisir ou habillement", mais aussi santé et dépenses alimentaires... force-ouvriere.fr 24 novembre 2018

Encore un petit effort et ils vont nous livrer les chiffres qui correspondent à la réalité.

Les dépenses contraintes, ces poids devenus insupportables pour les ménages - Le Figaro 13 décembre 2018

D'abord, d'après l'Insee, le poids des dépenses contraintes, passé de 12,4% du revenu disponible en 1951 à près de 30% en moyenne 2017, ne cesse de s'accroître dans un mouvement qui s'explique pour «plus des trois quarts» par la hausse des coûts liés au logement.

Ensuite, la part des dépenses contraintes dans les budgets des ménages diffère selon l'année, le lieu ainsi que la catégorie socioprofessionnelle (CSP) de la personne de référence du ménage.

Pour la DREES, «la part des dépenses pré-engagées dans le revenu disponible des ménages est d'autant plus forte que leur niveau de vie est faible». Par exemple, une famille monoparentale dans une situation financière délicate devra supporter les coûts liés à l'enfant, comme la cantine, les assurances, un logement plus grand ou les «coûts d'entretien» associés. La DREES estime que les dépenses contraintes représentent 34% du total du budget pour un ménage pauvre, contre 42% pour une famille monoparentale de la même CSP. A la fin du mois, ces ménages ont donc une marge de manoeuvre financière plus étroite et ne peuvent réinjecter beaucoup d'argent dans l'économie par la consommation ou l'investissement.

Dans le détail, les ménages pauvres, quant à eux, n'ont que 340 euros en moyenne après avoir payé ces dépenses contraintes,

tandis que les classes moyennes disposent de 1190 euros. Le Figaro 13 décembre 2018

Reste à savoir combien il existe de ménages pauvres dans le pays, et combien de ménages qui n'appartiennent pas aux classes moyennes n'en font pas partie. Si quelqu'un avait la réponse précise, cela nous rendrait un immense service de nous la communiquer. Personnellement, je pense que les classes moyennes et les ménages ouvriers qui n'appartiennent pas à la catégorie des pauvres, constituent toujours la majorité de la population, bien qu'elle a dû se réduire au cours des dernières décennies, ce qui expliquerait bien des choses. Je ne veux rien affirmer avec certitude puisque je ne dispose pas de suffisamment d'éléments précis et à jour pour cela.

Qui a osé dire à propos de la parodie de démocratie ou le "***grand débat national***"?

- "*Nous ne connaissons ni l'objectif de ces réunions, ni le bilan qui en sera fait*"

Vraiment ? Macron et Philippe n'arrêtent pas de le claironner. La preuve.

Réponse : Mélenchon, dans un courrier à Edouard Philippe.

Parce qu'en plus il lui écrit ! Après il se permet de dire qu'il boycotte le grand débat (Le HuffPost 31.01)

Quel pitoyable tartuffe, charlatan !

Et pendant ce temps-la Castaner reconnaissait que le LBD - utilisée plus de 9.200 fois depuis le début de la contestation - pouvait "blesser" mais en a défendu l'utilisation "face aux émeutiers".

- Pour Edouard Philippe, le grand débat national doit «compléter», pas «remplacer» le projet présidentiel - Liberation.fr 31 janvier 2019

Distraction ou numéro d'illusionnisme. Ne mêler pas le peuple à l'entreprise totalitaire de cette officine de la gouvernance mondiale, l'Union européenne.

- LFI recycle ses hologrammes pour un "contre-débat" - Reuters 1 février 2019

La France Insoumise a dévoilé jeudi une nouvelle phase de sa campagne pour les européennes, qui verra une vingtaine de candidats se démultiplier en hologrammes lors de 471 étapes dans toute la France afin de faire "entrer le peuple" au Parlement européen. Reuters 1 février 2019

Boycott !

Ils regrettent que les conditions d'"***indépendance***" d'un grand débat national n'étaient pas réunies.

- "Grand débat": Macron va recevoir les chefs des partis politiques - Reuters 2 février 2019 Emmanuel Macron recevra la semaine prochaine les chefs des principaux partis politiques dans le cadre du "grand débat national" organisé en réponse à la crise des "Gilets jaunes", a annoncé vendredi l'Elysée. L'issue du débat et la prise en compte par l'exécutif des positions qui seront exprimées dans ce cadre sont des points de crispation entre le gouvernement et l'opposition, cette dernière mettant en doute la sincérité de l'exercice et dénonçant un "enfumage" et une manoeuvre "dilatoire". Signe de leur défiance, la France insoumise (LFI) et Europe Ecologie-Les Verts (EELV) ont boycotté mercredi le "comité de suivi" du "grand débat" convoqué par le Premier ministre Édouard Philippe, jugeant que les conditions d'"indépendance" n'étaient pas réunies. Reuters 2 février 2019

Ce qu'ils ne vous disent pas, c'est qu'ils continuent de collaborer à toutes les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat...

Ils osent tout, et c'est même à cela... qu'on reconnaît les psychopathes... en proie à une crise de paranoïa aiguë.

- Macron explique que lui aussi pourrait être gilet jaune - Le HuffPost1 février 2019

Le HuffPost - Ce 31 janvier, Emmanuel Macron a reçu quelques rares journalistes à l'Élysée, pour un entretien d'au moins une heure au cours duquel il est revenu sur la situation actuelle du pays, et distillé ses commentaires quant aux actualités.

...il maintient que ses sorties parfois polémiques ne sont dues qu'à son franc-parler.

LVOG - Ce qui signifie qu'il pense ce qu'il dit. Quand des gens s'excusent après avoir parlé trop vite et expliquent que leur langue a précédé leur pensée, en réalité, c'est leur inconscience qui a parlé pour eux, et généralement elle est révélatrice ou elle trahit leur véritable disposition d'esprit qu'elle ne tenait pas à manifester... - LVOG)

Le HuffPost Et d'affirmer que son objectif est désormais de faire une politique plus efficace, en rendant le débat et la délibération "permanents".

LVOG - Le débat est clos d'avance puisqu'il n'a cessé de répéter qu'il ne changerait pas de "cap". Dans ce cas-là, la délibération ne doit servir qu'à faire croire le contraire, et pendant ce temps-là il applique sa politique. Elle ne peut servir qu'à justifier sa politique, sachant qu'elle est pratiquement unanimement rejetée. Il faut entendre par "faire une politique plus efficace", déployer des moyens plus efficaces pour obtenir le consentement des masses à sa politique, mission impossible dans l'état actuel des choses, donc inévitablement la situation devrait se radicaliser et précipiter l'affrontement direct entre les classes, aucune autre issue n'est envisageable désormais à brève échéance... - LVOG)

Le HuffPost - Avant de regretter qu'au cours de la crise actuelle, la France ait parfois été partagée entre le "nihilisme" au nom duquel la parole d'un gilet jaune vaut celle d'un ministre ou d'un élu, et "l'autoritarisme", la tentation d'un pouvoir fort.

LVOG - Qu'il cultive le culte de la hiérarchie et haïsse ceux qui "ne sont rien" tout en recevant à Versailles les oligarques les plus puissants de la planète, et qu'il en arrive à faire une crise d'autoritarisme, ce n'était pas dû au hasard ou ne requiert aucun regret, il n'a fait qu'exercer sa fonction de porte-parole de la ploutocratie et le pouvoir qui va avec. - LVOG)

Le HuffPost- "Si être gilet jaune, c'est vouloir moins de parlementaires et que le travail paie mieux, moi aussi je suis gilet jaune!".

Emmanuel Macron n'en démord pas: la solution viendra à ses yeux du débat permanent, à commencer par celui, national, qui se tient en ce moment. Le HuffPost 1 février 2019

Il doit être le seul à le croire !

Autres passages délirants extraits de l'article du Point reproduit en partie par le blog Les Crises.fr.

Macron - « "D'où tu parles ? Quelle est ta légitimité ? " Celui qui est maire, celui qui est député, celui qui est ministre a une légitimité ou une responsabilité. Le citoyen lambda n'a pas la même. Il ne représente que lui-même. »

LVOG - Que dal, quoi !

Macron - « Quand vous écoutez les gens, qu'est-ce qu'ils disent ? Ils veulent couper la tête du président. Ils disent que les députés sont tous des salopards. Ils décident que n'importe qui décide est illégitime, énumère-t-il. Ils ne veulent même plus que quelqu'un décide en leur sein. Et ils disent que les journalistes mentent. Et ils croient leur boucle mail ou leurs copains sur Facebook dans une espèce de système où chacun représente lui-même. C'est la dissolution d'une démocratie si on les suit. Par des mécanismes que j'ai expliqués, ils arrivent à se diffuser partout. Pour des gens qui sont faibles, ou fragiles, ou en colère, cela a une espèce de résonance. Et donc la question, c'est comment on le déconstruit. Comment on rebâtit des tiers de confiance. Il y a un vrai travail sur ce qu'est la presse, sur ce qu'est la fonction politique, sur ce que sont les syndicats, les partis politiques. Il doit y avoir une capacité à rehiérarchiser les paroles. Ça, c'est fondamental. Parce que, sinon, le complotisme nourrit l'autoritarisme. »

LVOG - On lui dit ou on ne lui dit pas ? Salopard ! Quant à savoir si on doit ou non te couper la tête, devine ?

Le Point - ...selon le président, les gilets jaunes ont été infiltrés par «40 à 50 000 militants ultras qui veulent la destruction des institutions». Face aux violences orchestrées par les extrêmes

Le Point - Il promet de raréfier ces séquences et, peut être, de s'inspirer d'Angela Merkel qui ne va jamais au contact de gens en colère.

LVOG - Attention, même les Champs-Elysées ne sont plus sûrs !

Le Point - «Le pays doit savoir qu'il est commandé», prévient le. (Plus loin) «Il y a un besoin de commandement».

LVOG - Il se croit dans une caserne ou un camp de concentration...

D'autres aspects de cet interview.

- Macron étrille la "naïveté" des médias sur les gilets jaunes - huffingtonpost.fr 01.02

Dans une série de confidences publiées par Le Point, Emmanuel Macron revient sur la crise des gilets jaunes. Et il ne se montre pas tendre avec les médias, qu'il accuse de "naïveté" dans le traitement de la fronde faisant notamment référence à la séquence tournée par l'ancien boxeur Christophe Dettinger avant qu'il ne se rendre aux autorités pour avoir frappé plusieurs policiers.

"Il ne faut pas se tromper. On est d'une naïveté extraordinaire. (...) Le boxeur, la vidéo qu'il fait avant de se rendre, il a été briefé par un avocat d'extrême gauche. Ça se voit! Le type, il n'a pas les mots d'un Gitan. Il n'a pas les mots d'un boxeur gitan", a-t-il expliqué, comme le relate le magazine.

LVOG - L'extrême-centre vise l'extrême gauche, l'extrême droit lui sert uniquement de caution pour que la population s'y rallie, la gauche et la droite étant inexistantes puisqu'elles ont fusionné avec l'extrême-centre néofasciste.

Huffington Post - En creux: la critique d'une presse qui ne ferait pas l'effort de parler de "l'envers du décor" des gilets jaunes, et de son "abdication" "à faire [son] travail de hiérarchisation et d'analyse".

LVOG - Rappelons que c'est son "abdication" "à faire [son] travail de hiérarchisation et d'analyse" qui lui a permis d'être élu au détriment d'autres candidats qui n'avaient pas bénéficié du même traitement.

Huffington Post - La veille, Paris Match, BFMTV et Le Figaro publiaient déjà une série d'articles nourris par de nombreuses citations du chef de l'État recueillies par une poignée de journalistes à l'Élysée. Une opération de communication huilée mais qui n'a pas empêché Emmanuel Macron de laisser échapper de nouvelles petites phrases polémiques. Au premier rang desquelles le reproche fait aux chaînes d'information qui accorderaient la même importance à la parole des élus et celle des gilets jaunes sans distinction, avec cette formule: "Jojo avec un gilet jaune a le même statut qu'un ministre ou un député!".

LVOG - "Jojo", pourquoi pas crotte de chien pendant qu'il y est !

Crime de lèse majesté envers les députés corrompus, quand un député se présente, la révérence devrait être de rigueur, et quand il s'exprime, un devoir de l'écouter et de le croire sur parole, ensuite seulement d'applaudir, ainsi le veut la bienséance à la cour de sa majesté ! Cette vermine ne nous inspirent qu'un profond mépris.

A court d'argument, il verse ensuite allègrement dans le délire complotisme.

Huffington Post - Une fronde manipulée par les extrêmes et l'étranger

Dans les citations révélées par Le Point - sans que l'on sache si elles sont tirées du même entretien que celles des autres médias, le chef de l'État prend l'exemple d'Éric Drouet, un des gilets jaunes les plus visibles notamment parce qu'il anime la page Facebook la plus populaire du mouvement avec plus de 300.000 membres. "Drouet, c'est un produit médiatique, un produit des réseaux sociaux", explique-t-il avant d'ajouter: "Il y a eu une forme aussi de légitimation accélérée de ce qu'a été ce mouvement qui est un problème."

LVOG - Si Macron n'avait pas été "un produit médiatique", il n'aurait jamais été élu.

Huffington Post -Toujours dans l'optique d'étriller la presse, Emmanuel Macron voit également cette fronde comme "une manipulation des extrêmes, avec le concours d'une puissance étrangère", écrit Le Point. Le président de la République estime que les médias ont peu parlé des "différentes strates de gilets jaunes, la déconstruction de ce qu'est le mouvement, de ses influences, la déconstruction de ses influences extérieures".

Car il est certain de l'influence des Russes sur la fronde. "Les gens qui sont surinvestis sur les réseaux sont les deux extrêmes. Et après, ce sont des gens qui achètent des comptes, qui trollent. C'est Russia Today, Sputnik, etc", explique-t-il en pointant l'influence de "la fachosphère, la gauchosphère, la russosphère" qui représenteraient "90 % des mouvements sur Internet". "Regardez, à partir de décembre, les mouvements sur Internet, ce n'est plus BFM qui est en tête, c'est Russia Today", conclut-il.

LVOG - Outre l'amalgame ordurier rouge-brun "fachosphère" - "gauchosphère" cher aux idéologues de l'extrême droite néolibérale, le crétin reconnaît ici que 90 % rejette sa politique. Au passage, il se ridiculise un peu plus.

Huffington Post - "Ce qui est en train de fixer ça dans la vie politique du pays, c'est le nombre de vues [sur Internet, NDLR] et les manipulations qui vont avec le nombre de vues. On l'a bien vu sur Facebook: plus j'ai d'amis, plus j'ai de capacité de diffusion, plus je suis relayé", estime le président de la République.

LVOG - Lui et En Marche ont profité du même procédé...

Huffington Post - Et le chef de l'État d'enfoncer le clou: "de plus en plus, des chaînes d'information disent 'ceci est important, ceci est légitime' parce qu'il y a du mouvement sur Internet. Ce mouvement est fabriqué par des groupes qui manipulent, et deux jours après, ça devient un sujet dans la presse quotidienne nationale et dans les hebdos." huffingtonpost.fr 01.02

LVOG - Ce n'est "deux jours après", mais quotidiennement que l'AFP concocte des dépêches reprises par l'ensemble des médias-oligarques qui ont pour seule but de propager l'idéologie dont Macron est le porte-parole en chef, donc de manipuler les consciences et non d'informer de manière impartiale les lecteurs.

En complément. En effet : La porte est grande ouverte !

- Grand débat: pour Philippe, un référendum "ne peut pas être le seul point de sortie" - AFP 31 janvier 2019

Totalitarisme En Marche. Criminalisation de toute opposition à l'ordre établi.

- "Anticasseurs": feu vert de l'Assemblée à des interdictions administratives de manifester - AFP 31 janvier 2019

L'Assemblée nationale a donné mercredi soir son feu vert à la possibilité pour les préfets de prononcer des interdictions de manifester, disposition clé de la proposition de loi "anticasseurs", malgré des critiques jusqu'au sein de la majorité.

"Il ne faut pas caricaturer" cet article 2 et "en aucun cas il ne s'agit d'autre chose que de garantir le droit de manifester", a assuré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Dans l'arsenal français, ces interdictions administratives préalables s'ajouteront aux interdictions qui peuvent déjà être prononcées par la justice lors de condamnations.

Les préfets pourront prononcer des interdictions de manifester à l'encontre d'individus représentant "une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public", sous peine de six mois d'emprisonnement et 7.500 euros d'amende en cas d'infraction.

Des "critères objectifs" ont été ajoutés: la personne devra avoir commis des "atteintes graves à l'intégrité physique des personnes ainsi que des dommages importants aux biens" ou encore "un acte violent" lors de manifestations précédentes.

Le préfet sera en droit d'imposer une convocation à la personne concernée, afin qu'elle ne se rende pas à la manifestation.

En cas de risque de participation à d'autres rassemblements, a ajouté le gouvernement, le préfet pourra interdire à la personne de prendre part à toute manifestation sur le territoire national durant un mois maximum.

Les personnes "interdites" de manifester pourront faire un recours en urgence devant la justice administrative, a précisé un amendement de la rapporteure Alice Thourot (LREM).

Elles seront inscrites au fichier des personnes recherchées (FPR). La proposition de loi prévoyait initialement un fichier dédié mais M. Castaner a vanté le FPR, accessible depuis les tablettes des forces de l'ordre. "La fiche tombe dès qu'elle est inactive", a-t-il aussi affirmé aux opposants au "fichage".

La gauche est montée au créneau contre la mesure sur les interdictions, dénonçant des "lettres de cachet" (PS) ou une "loi de circonstance" (PCF) face aux "gilets jaunes", s'attaquant "aux libertés fondamentales de tout un peuple" et introduisant dans le droit commun une mesure permise dans le cadre de l'état d'urgence (LFI).

Le Rassemblement national s'y est également opposé, critiquant un calque des interdictions de stade pour les hooligans alors que la liberté de manifester est d'un niveau supérieur.

"On se croit revenu sous le régime de Vichy", s'est exclamé Charles de Courson (Libertés et territoires), suscitant de vives protestations.

Dans les rangs LREM, quelques voix se sont également élevées pour réclamer la suppression de l'article, manquant de "garde-fou" selon Delphine Bagarry. Aurélien Taché s'est aussi inquiété de ce que pourrait en faire un pouvoir autoritaire. D'autres "marcheurs" ont défendu en vain des amendements pour un meilleur encadrement.

De son côté, le MoDem a plaidé pour une condamnation pénale préalable de la personne.

A l'inverse, Les Républicains ont défendu une mesure d'interdiction qui "va faire progresser la sécurité de nos concitoyens, des forces de l'ordre et des manifestations". AFP 31 janvier 2019

- Loi anticasseurs: un nouveau délit de dissimulation du visage adopté par l'Assemblée - Liberation.fr 31 janvier 2019

Un délit qui serait passible d'une peine d'un an d'emprisonnement et 15.000 euros d'amende.

L'Assemblée nationale a voté dans la nuit du mercredi 30 au jeudi 31 janvier la création d'un délit de dissimulation du visage dans les manifestations, dans le cadre de la proposition de loi LR "anticasseurs" dont les députés n'ont pas achevé l'examen. Un dispositif législatif étudié après les violences observées en marge des manifestations de gilets jaunes. Liberation.fr 31 janvier 2019

La criminalisation assumée du mouvement populaire.

- Face aux Gilets jaunes, le gouvernement assume la fermeté - LeParisien.fr 03.02

« Maintenant, cela devient plus un sujet d'ordre public que politique », évacue de manière lancinante un collaborateur d'Édouard Philippe, après ce nouveau samedi de manifestation.

Selon le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, très peu de manifestations annoncées pour ce samedi ont été déclarées. Il a fait savoir que le dispositif de maintien de l'ordre de ces dernières semaines serait reconduit mais adapté, avec notamment le soutien, à Paris, de six véhicules blindés de la gendarmerie. LeParisien.fr 03.02

En complément. Les "Jojos" peuvent crever de froid.

Brooklyn: le cas de ces détenus privés de chauffage en plein froid scandalise - Le HuffPost 03.02

Au moment de la rédaction de cet article, la température à New York affichait 0 degré. Et depuis une semaine, les prisonniers du Metropolitan Detention Center à Brooklyn vivent sans chauffage ni lumière. Le HuffPost 03.02

Acte XII

Avec l'Acte XII des gilets jaunes, le cache-œil devient le symbole de la révolte - Le HuffPost 2 février 2019

"Quatre manifestants ont été frappés violemment à la vision". C'est par cet euphémisme que Christophe Castaner a reconnu le 22 janvier dernier, soit plus de deux mois après le début de la fronde, l'existence de blessés graves parmi les contestataires. Une pudeur dans les mots choisis par le ministre de l'Intérieur pour évoquer des manifestants éborgnés ou énucléés, souvent par des tirs de Lanceur de balles de défense (LBD), qui n'est pas passée inaperçue du côté des gilets jaunes.

Sur les réseaux sociaux, les internautes ne prennent pas les mêmes pincettes que Christophe Castaner et relaient sans cesse des images de violences policières présumées, bien souvent sanglantes. Très présent depuis le début de la contestation, le sujet a redoublé d'ampleur depuis la blessure à l'œil de Jérôme Rodrigues, un des visages connus de la mobilisation. Le jeune homme est rapidement devenu un martyr au sein de la communauté et son cache-œil s'impose peu à peu comme l'un des symboles de la mobilisation avant l'Acte XII du mouvement.

Les gilets jaunes ont d'ailleurs comme mot d'ordre pour cette nouvelle journée d'actions de se grimer en manifestants blessés avec, notamment, du sang sur les tuniques fluo et des bandages sur les yeux. Le but? Faire de ce samedi un grand hommage aux 144 blessés graves dans les rangs des manifestants, dont au moins 14 ont perdu l'usage d'un œil selon Libération.

La veille, le Conseil d'Etat a rejeté la demande de suspension des lanceurs de balles de défense. Le HuffPost 2 février 2019

- L'acte XII des gilets jaunes rassemble les leaders du mouvement - huffingtonpost.fr 03.02

Après avoir étalé leurs désaccords sur la place publique, Maxime Nicolle, Priscillia Ludosky et Eric Drouet s'affichent ensemble. huffingtonpost.fr 03.02

- Avec l'acte XII, l'affluence des gilets jaunes marque le pas - huffingtonpost.fr 02.02

Selon un comptage du ministère de l'Intérieur (que les manifestants estiment régulièrement minoré), ce sont 58.600 gilets jaunes

qui ont répondu à l'appel des leaders du mouvement qui voulaient rendre hommage à tous ceux qui ont été blessés par la police depuis le 17 novembre.

Pour la première fois, un comptage indépendant réalisé par le cabinet Occurrence (mandaté par un collectif de médias) a pu être mis en place car il n'y a eu qu'un seul cortège qui a bien suivi le parcours prévu. Il a débouché sur le chiffre de 13.800 manifestants, soit un peu plus que les 10.500 évoqués par la préfecture de police.

En fin d'après-midi, et comme chaque samedi au moment de la dispersion du cortège, des affrontements ont mis aux prises manifestants et forces de l'ordre place de la République. La police a eu recours aux très décriés lanceurs de balles de défense (LBD). Leader du syndicat lycéen UNL, Louis Boyard a dit avoir été touché par un tir; il a été évacué par les pompiers. Plus d'une vingtaine de personnes ont été interpellées.

Des échauffourées ont également éclaté en fin de manifestation à Valence où environ 5000 personnes ont manifesté en périphérie de la ville qui avait été mise sous cloche.

Des heurts ont aussi été signalés à Toulouse, Nantes et Rennes, selon une source policière.

A Bordeaux, le cortège de plusieurs milliers de personnes est parti comme à l'accoutumée de la place de la Bourse en direction du centre-ville avec à sa tête des étudiants portant une banderole "Etudiants et gilets jaunes. Tous unis contre Macron et son monde".

En fin de journée près de l'hôtel de ville, des manifestants ont commencé à jeter des projectiles sur les forces de l'ordre qui ont répliqué par des gaz lacrymogènes pour les disperser dans les rues avoisinantes. Sur le cours d'Alsace-et-Lorraine, une voiture a été incendiée.

A Strasbourg, la police a procédé à des jets de gaz lacrymogène pour repousser les manifestants, devant la gare notamment. Les portes vitrées des Galeries Lafayette ont été brisées par des manifestants quand les employés ont baissé le rideau de fer.

A Morlaix (Finistère), les manifestants ont tenté de forcer un barrage policier près de la sous-préfecture. Un policier a été blessé, quatre contusionnés, selon la préfecture du Finistère. Quatre personnes ont été interpellées, rapporte France 3 Bretagne.

Des marches ont également eu lieu à Lille (1.400 personnes selon la police, 2.000 selon les organisateurs), Marseille (2.000 selon la police), Tours ou Lyon. Partout, les manifestants arboraient cache-oeil, bandages et faux sang. 400 rassemblements étaient prévus dans toute la France.

Dans une tribune publiée sur franceinfo.fr, une soixantaine d'avocats ont dénoncé le traitement judiciaire des manifestants. Entraves au recours à un avocat, comparutions immédiates généralisées, peines sévères... "Nous, avocats signataires, tenons à alerter quant aux dérives que nous constatons et qui semblent porter atteinte aux droits individuels et aux libertés publiques dans notre pays", écrivent-ils. huffingtonpost.fr et franceinfo 02 et 03.02

- Acte XII : à Valence, «ça va vraiment finir par mal tourner» - Liberation.fr 2 février 2019

Reportage dans la préfecture de la Drôme, où plus de 5 000 personnes ont défilé samedi 2 février.

Le raz-de-marée jaune tant redouté par les autorités n'aura pas eu lieu à Valence. La préfecture, qui avait annoncé la veille attendre entre 6 000 et 10 000 manifestants, a comptabilisé à 15 heures 5 400 personnes, au plus fort de la déambulation, dont le parcours n'avait pas été déclaré. C'est à cette heure-là que le cortège, parti vers 13h30, s'est heurté à un premier barrage de CRS, empêchant à coups de lacrymos les gilets jaunes d'approcher la préfecture. La prédiction de «10% de casseurs» du préfet de la Drôme ne s'est pas non plus réalisée. Suite au gazage, la foule s'est scindée en plusieurs groupes, l'un passant par la gare, d'autres rejoignant le rond-point menant à l'autoroute au sud de l'agglomération, où une cohorte de CRS a fait rempart devant le péage. A 17 heures, ils n'étaient plus que quelques centaines de gilets jaunes à faire le pied de grue face aux uniformes. La préfecture a également annoncé avoir procédé à dix-huit interpellations et à la saisie d'une «centaine d'armes blanches ou par destination», photos à l'appui, insérées dans son communiqué.

Le centre-ville, barricadé pour cet acte XII du mouvement, avait des allures de ville fantôme. Le patron de la brasserie Les Halles avait lui décidé de rester ouvert, bravant les recommandations des autorités : «J'ai mis mon personnel en congé, mais moi, je suis là. Je viens de racheter, je ne peux pas me permettre de fermer, mais vous savez, on est tous dans le même bateau. Ils ont peur de quoi là-haut ? Regardez», dit-il en montrant les gilets jaunes réfugiés dans le troquet, trempés par la pluie. A une table, Michel dit son dégoût de «tout ce que fait ce gouvernement sans entendre la misère des gens, les services publics démontés de partout, la justice à deux vitesses qui donnent aux puissants et prend aux petits».

Il a 59 ans, sera à la retraite dans deux mois. Salarié de la Poste durant 42 ans, il touchera 1 150 euros nets de pension. «Ca va être compliqué, je le sais. Et je devrais écouter ceux qui décident comment on doit se serrer la ceinture alors qu'eux émargent à 8

000 euros par mois ?»

Face à lui, son épouse Muriel, 58 ans, opine. Prof documentaliste, elle s'insurge contre les violences policières : «Vous avez vu le siège de la ville aujourd'hui ? C'est hallucinant. Je n'avais pas voté Macron et j'étais inquiète. Là, c'est encore pire, on se croirait presque en dictature.» Michel : «Le gouvernement devrait faire gaffe. La seule réponse à la colère populaire, ce sont les lois sécuritaires, ça fait monter la sauce. Dans certaines manifs, il y a eu quelques débordements, mais elles sont globalement pacifistes. Là, ça va vraiment finir par mal tourner», prévient-il. Muriel espère de son côté la «jonction public, privé, gilets jaunes», une «grosse manif avec les travailleurs, les chômeurs» pour «empêcher» les réformes à venir des retraites et de la sécurité sociale. Tous deux devraient répondre à l'appel à la grève générale du 5 février. En fin de journée, sur l'un des panneaux de bois arrimés à la devanture d'un commerce dans le centre-ville, on pouvait lire ce tag : «A mardi !» Liberation.fr 2 février 2019

Parole d'internaute.

1- ...il y a des ouvriers qui votent bourgeois, nous dit-il ! Non, c'est faux ! Ils votent pour eux, selon l'idée qu'ils se font de leurs intérêts futurs d'ouvriers ! S'ils pensent qu'ils auront plus de chances d'avoir du pouvoir d'achat et un emploi (tout simplement) en votant à Droite, c'est peut-être aussi que la Gauche (pas bourgeoise ?) les a trompés depuis des lustres, et qu'ils ne lui font plus confiance. La faute à qui ?

LVOG - "La Gauche (pas bourgeoise ?) les a trompés depuis des lustres", mon petit doigt me dit qu'elle devait être un peu bourgeoise quand même, non ?

2- La Révolution qui vient, c'est maintenant !

LVOG - On voudrait y croire, mais en même temps il faut être lucide, on l'aborderait dans les pires conditions sans parti pour en assurer la direction...

3- L'Empire du toc, du mensonge, de l'hypocrisie, mais aussi de l'arrogance et de la bêtise s'effondre sous nos yeux presque en temps réel. C'est proprement historique. Nous sommes l'Histoire que nous écrivons !

Nos adversaires ou plutôt nos ennemis font figurent de lapinos pris dans les phares d'une voiture une nuit de pleine lune et eu égard à mon amour pour les animaux en général (et non, je ne suis pas Vegan), je pense qu'un bon coup d'accélérateur s'impose maintenant !

4- Pour mardi. A l'attention de tous les amateurs du grand soir, des longs samedis ou des appels à l'armée. La grève générale est le premier échelon crédible de toute contestation réelle un pouvoir quel qu'il soit. Si vous n'en êtes pas il ne faudra pas vous plaindre. Mardi est le grand test. Un échec mardi et c'est parti pour six mois de violences d'essoufflement et reniement. Un succès massif mardi et Macron sera plus près que jamais de la sortie. Ou du moins ses politique. Tous retors et puissant que soit le camp d'en face. Soyons millions mardi. Cela changera davantage votre vie que la présidentielle (et c'est bien entendu plus important que les élections européennes). Le 5 février 2019 sera dans l'histoire si vous le voulez. Ce ne sera pas le chaos mais l'arrêt d'une dégringolade si vous le voulez.

Calmement résolument et en masse. C'est le seul vrai pouvoir que nous ayons.

J'appelle chacun à prendre position et à agir pour que cette grève générale soit un succès.

LVOG - ... et les jours suivants, non ?

5- Pour les observateurs un tant soit peu minutieux, il ne fait aucun doute que Macron fait le pari d'une guerre civile, offrons-lui donc une Révolution !

6- On a bel et bien tendance à revenir au XIXe siècle, quand les manifestations et les grèves étaient interdites et qu'on envoyait l'armée. Cela commence à être évident au niveau du discours, mais il faudrait montrer aussi comment cela se traduit en terme de législation et de politique de maintien de l'ordre.

7- Faut-il être aussi optimiste que Frédéric Lordon ?

Il vit dans la sphère intellectuelle et universitaire. Dans la France profonde, le ressenti est différent.

Il y a de bonnes chances que le pouvoir tienne jusqu'aux élections européennes, et que LREM les emporte, parce que le pouvoir contrôle la quasi-totalité des médias de masse et met en oeuvre une ingénierie sociale redoutable d'efficacité.

J'entends autour de moi de braves gens prendre pour un vrai débat la parodie de concertation mise en scène tambour battant sur tous les canaux de propagande mainstream. Les gilets jaunes incarnent l'élite du prolétariat, l'avant-garde du peuple, mais ne sont pas majoritaires.

Le lendemain de l'élection, la mise au pas sera sévère. Et définitive. Les lois répressives de la liberté d'expression vont pleuvoir encore plus dru qu'aujourd'hui. L'oligarchie ne lâchera pas le manche aussi facilement que ça. Si le pouvoir d'extrême-centre vacille, alors les provocations succèderont aux provocations jusqu'à déclencher l'état de siège. Les braves gens goberont n'importe quel narratif mis au point par les disciples d'Edward Bernays.

Je crains le pire, mais j'espère sincèrement me tromper.

LVOG - Croyez-vous qu'il pourra tenir jusque là ?

Non, les gilets jaunes n'incarnent pas "l'élite du prolétariat", mais les couches les plus durement frappées par la politique menée par les gouvernements successifs depuis 40 ans ou la financiarisation internationale de l'économie.

Le pire est à craindre en effets, mais dans ce genre de situation bien des obstacles qu'on croyait infranchissables peuvent tomber aussi et l'avant-garde du prolétariat peut se rassembler et revendiquer la direction du processus révolutionnaire, à elle de gagner la confiance des masses...

8- Pour que le pire n'advienne pas : réveillons nos concitoyens, et s'il le faut, accélérons la révolution.

LVOG - Mais elle ne se fera pas devant l'écran d'un ordinateur...

9- «Nos états-majors nous ont donné carte blanche pour NETTOYER les rues, les directives ont été jusqu'à aujourd'hui des plus claires : "Force doit rester à la loi, dégagez-nous TOUT ÇA !" …

C'est ainsi que ces monstres parlent du peuple de France exerçant son droit de manifester sa dissidence et son opposition. C'est ainsi qu'ils le traitent? Comme si ce peuple n'était qu'un tas d'ordures ou que vermine?!!! Comment un être encore humain peut-il simplement obéir à de tels ordres?

On n'imagine pas plus grand mépris. Or qui donc fait vivre ces créatures si ce n'est ce peuple? Sûrement pas les adeptes de l'évasion fiscale et du blanchiment d'argent!

Ce sont toutes ces créatures parfaitement méprisables, parasitaires et désormais criminelles qui doivent maintenant dégager en urgence.

10- N'y a t il pas une volonté délibérée de provoquer une "révolution" populaire par un usage disproportionnée de la violence ?

Macron parlait de son "projet" révolutionnaire, de faire sauter les anciens repères, des analystes prévoyaient ce mécontentement populaire, et Attali l'expliquait aussi… ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi des gens du système veulent faire sauter le système…

LVOG - Parce qu'ils ne peuvent pas recourir à une nouvelle guerre mondiale pour accroître leur pouvoir, ils doivent au préalable imposer une sévère défaite politique aux masses pour pouvoir ensuite leur imposer leur politique ultra réactionnaire, CQFC.

11- Je pencherais plutôt pour le rasoir d'ockham : l'explication la plus simple est la plus vraisemblable. Ils tablaient plutôt sur l'apathie généralisée de la population (et j'avoue que j'étais suffisamment désespéré, depuis plus de vingt ans, de l'inertie française alors que les coups pleuvaient).. Et du coup, ils sont totalement surpris et réagissent en montrant leur vraie nature. Rien n'a changé depuis 1848, 1851 et 1871, souvenez vous : tous ces soulèvements ont été réprimés dans le sang... quand ses intérêts sont menacés, la bourgeoisie au pouvoir (oui, celle qui met les mots "liberté égalité fraternité" à toutes les sauces) est capable d'exécuter froidement hommes, femmes et enfants. Les possédants sont démocrates, jusqu'au moment où leur démocratie est menacée… A ce moment là, ils ne pensent qu'a une chose : tuer toute opposition dans l'oeuf. Ceci dit, pas sur qu'ils y arrivent, les leçons du passé (1793] n'ont pas forcément été apprises et comprises par tout le monde. Qui vivra verra…

LVOG - Leur "vraie nature". Mais qui s'est employé à faire croire qu'ils en auraient eu une autre ? Qui s'est contenté du masque qu'ils portaient pour justifier la collaboration de classes ou une multitude de compromissions ? Qui a caractérisé le régime de démocratique, qui a entretenu des rapports avec ses représentants pendant des décennies en escamotant sa nature despotique ?

12- Pas besoin de voir des intentions cachées partout. A mon avis le gouvernement ne contrôle plus rien. Il ne peut pas reculer

sous peine de créer un appel d'air dévastateur. Il n'a pas réussi à contrôler ou détourner le mouvement des gilets jaunes. Du coup, il se réfugie dans la violence en espérant faire tourner une partie de l'opinion publique dans son camp.

LVOG - Vous les prenez pour des naïfs, vous oubliez qu'ils ont de la suite dans les idées... Qu'ils ne contrôlent pas tout, certes, c'est évident, mais jusqu'à preuve du contraire, ils s'en tirent plutôt bien.

13- La stratégie du gouvernement est purement policière et "démocratique".

Macron et son entourage ont effectivement fait le choix délibéré de poursuivre la répression, mais globalement la stratégie c'est de jouer la montre.

D'un coté le pouvoir espère éroder le mouvement des GJ avec les méthodes de l'état policier (fichage – intimidation – violence – prison), et d'un autre il distrait avec un grand débat bidon, une manif bidon, et une liste GJ bidon, avec pour horizon des élections européennes qui comptent pour du beurre, donc qui ne changeront rien.

De leur point de vue, ils jouent sur du velours tant qu'ils tiennent légalement les institutions et que les media maintiennent le blackout. Dans le même esprit, plus cette situation dure plus le mouvement aura de chances de s'éparpiller de lui-même (palabres et djembé à la Nuit Debout, mouvements extrêmes qui règlent leurs comptes, récupération, etc.).

LVOG - Tout va dépendre de la capacité ou non de ce mouvement à parvenir à se structurer et à se donner une direction, donc à intégrer les éléments les plus conscients du mouvement ouvrier...

14- Je persiste à croire que la volonté jupitérienne n'est que la continuité d'une politique amorcée 2 ans au moins sous Hollande, en gros à l'arrivée de notre Young Leader au gouvernement: la répression déjà féroce et gratuite des manifs (avec non filtrage des Blacks Blocs) contre la loi travail et la commande pour 20 M€ de babioles explosives diverses dès la présidentielle passée semble confirmer une prévision bien programmée de tension sociale…

Effectivement, soit le gouvernement (E. Philippe bien en retrait…) gagne par la force et la loi de Bruxelles s'imposera davantage, soit le RN récupère la mise (???…) et on a un autre régime autoritaire qui fera la même chose : fortifier la dictature financière…

LVOG - RN, seul, n'a pas la capacité d'imposer un tel régime...

Et surtout, il y a la contre-réforme des retraites explosive.

Ceci pourrait expliquer cela au regard de l'enjeu ou du gigantesque hold-up programmé sur les cotisations sociales qui se situe entre mille et deux milliards d'euros, je n'ai pas le chiffre en tête, à ce prix franquement, ils peuvent s'offrir le luxe d'un peu de casse et quelques frayeurs, ils peuvent se permettre de sacrifier leur pantin de service, Macron, non ? Je n'irais pas jusqu'à dire que ce serait l'explication, mais je ne peux pas m'empêcher de le penser. Je crois qu'à leur place, j'aurais procédé ainsi, la méthode est éprouvée ou efficace.

Ce qu'ils n'avaient pas bien mesuré apparemment, c'était la profondeur et l'ampleur du désespoir de pans entiers de la classe ouvrière et des classes moyennes, qui estimant qu'elles n'ont plus rien à perdre peuvent faire bousculer ou ruiner leur scénario.
A suivre

Ils osent tout

- Nicolas Hulot retrouve ses habits de militant écologiste - Reuters 31 janvier 2019

- Djihadistes: un député LR veut des "assassinats ciblés" - L'Express.fr 31 janvier 2019

Pierre-Henri Dumont souhaite l'"élimination ciblée" de djihadistes français en Syrie et en Irak pour éviter leur retour en France.

- Dieu "voulait que Trump soit président", selon la porte-parole de la Maison Blanche - Le HuffPost 31 janvier 2019

Soutien inconditionnel à Maduro !

Arguments. Propagande contre le Venezuela par Romain Migus - romainmigus.info 28.01

Le président français, Emmanuel Macron, ordonne á Nicolas Maduro de ne pas réprimer l'opposition MAIS IL OUBLIE les 3.300 arrestations et les 2000 blessés liés à la répression du mouvement des gilets jaunes.

Le président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, donne huit jours à Nicolas Maduro pour organiser des élections MAIS IL OUBLIE qu'il n'est à son poste que grâce à une motion de censure, et non par des élections libres.

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, accuse Nicolas Maduro de ne pas être légitime car le président vénézuélien n'a été élu qu'avec 30,45% des inscrits, MAIS IL OUBLIE que seulement 27,20% des électeurs étatsuniens l'ont choisi.

Le président colombien, Ivan Duque crie à la "narco-dictature vénézuélienne" MAIS IL OUBLIE que 65% de la cocaïne dans le monde est fabriqué en Colombie, sous le regard complaisant des autorités du pays.

Le président brésilien, Jair Bolsonaro, est préoccupé par les droits de l'Homme au Venezuela MAIS IL OUBLIE qu'il a déclaré que les mouvements sociaux qui s'opposeraient à sa politique seraient considérés comme organisations terroristes.

Le président argentin, Mauricio Macri, accuse Nicolas Maduro d'être un corrompu MAIS IL OUBLIE que seul son nom apparaît dans les Panama Papers, pas celui du président vénézuélien.

Le Portugal déplore la crise vénézuélienne qui, selon l'ONU, a poussé 7,2% des Vénézuéliens sur les chemins de l'émigration MAIS IL OUBLIE que 21% des portugais ont dû abandonner leur pays et vivent à l'étranger, selon les mêmes sources.

Le président péruvien, Martin Vizcarra, crie à la dictature au Venezuela MAIS IL OUBLIE qu'il a été nommé à la tête de son pays sans le moindre vote populaire, juste en remplacement du précédent président, destitué pour corruption.

Au Royaume Uni, les dirigeants dénoncent les atteintes à la liberté d'expression au Venezuela MAIS ILS OUBLIENT qu'ils maintiennent, sans aucun motif valable, le journaliste Julian Assange en réclusion.

La Belgique s'alarme de la situation de l'économie vénézuélienne MAIS ELLE OUBLIE qu'à Bruxelles, l'entreprise Euroclear retient 1,25 milliards de dollars appartenant à l'Etat vénézuélien.

Ces inversions accusatoires, propres à cette "école du monde à l'envers" décrite par Eduardo Galeano, font parti du modus operandi de la propagande contre le Venezuela. Elles visent à préparer l'opinion publique internationale à la légitimité d'une action violente contre le Peuple vénézuélien.

Les bombes médiatiques sont déjà en train de pleuvoir. romainmigus.info 28.01

- La Banque d'Angleterre refuse de rendre 1,2 milliard de dollars en or au Venezuela - bloomberg.com 25.01

Les 1,2 milliard de dollars d'or représentent une grande partie des 8 milliards de dollars de réserves de change détenues par la banque centrale vénézuélienne.

L'endroit où se trouvent le reste est inconnu. La Turquie, cependant, est apparue récemment comme une destination pour l'or vénézuélien fraîchement extrait. Les États-Unis dirigent un effort international visant à persuader la Turquie - qui est l'un des principaux bailleurs de fonds de Maduro, avec la Russie et la Chine - de cesser de servir d'intermédiaire pour ces expéditions d'or.

Depuis des années, l'or constitue une part cruciale des réserves de change du Venezuela. Hugo Chavez, le regretté leader socialiste et mentor de Maduro, a converti une grande partie de la richesse pétrolière du pays en or, en partie à cause de son dédain pour le dollar américain. bloomberg.com 25.01

- Les sanctions sont une forme de guerre contre les peuples - Moon of Alabama 30.01

Un ancien rapporteur de l'ONU affirme que les nombreuses sanctions américaines contre le Venezuela sont dévastatrices et illégales :

M. De Zayas, ancien secrétaire du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH) et expert en droit international, a accordé une interview au journal The Independent quelque mois après la présentation de son rapport sur le Venezuela au CDH. Il a dit que le rapport qu'il avait présenté en septembre dernier avait été ignoré par l'ONU et n'avait pas suscité le débat public qu'il méritait.

'Les sanctions tuent', a-t-il déclaré à The Independent, ajoutant que les sanctions contre le Venezuela frappaient plus durement les personnes les plus pauvres de la société, causaient clairement la mort du fait du manque de nourriture et de médicaments, conduisaient à des violations des droits humains et visaient à imposer des changements économiques dans une 'démocratie sœur'.

Lors de sa mission d'enquête dans le pays fin 2017, il a constaté que la dépendance excessive du pays au pétrole, la mauvaise gouvernance et la corruption avaient durement frappé l'économie vénézuélienne, mais il a déclaré que la 'guerre économique' pratiquée par les États-Unis, l'UE et le Canada étaient des facteurs importants de la crise économique.

Les sanctions entraînent toujours une hausse des prix et de l'inflation dans le pays visé. Elles détruisent la classe moyenne et dévastent les pauvres...

Les États-Unis accusent le gouvernement du Venezuela d'être corrompu. Ils déplorent que 2 millions de personnes aient fui le pays. Mais ces phénomènes sont en grande partie les conséquences de la guerre économique qu'ils mènent contre le pays.

Les sanctions ne peuvent atteindre leur objectif que lorsque l'entité visée peut changer son fonctionnement et obtenir ainsi un allègement des sanctions. Mais les sanctions contre l'Irak, l'Iran, la Syrie et le Venezuela étaient ou sont toutes destinées à provoquer un changement de régime. Il faudrait que les responsables de ces pays se suicident, ou du moins renoncent à leurs positions, pour obtenir un allégement des sanctions. Ils n'ont aucune raison de le faire. De vastes sanctions contre un pays rendent la population plus dépendante de son gouvernement. Elles permettent aux responsables d'augmenter leur pouvoir.

Il est donc évident que ces sanctions sont destinées à détruire des pays, et n'ont rien à voir avec les 'droits de l'homme', la 'démocratie' ou même le 'changement de régime'. Ce sont des guerres d'agression par d'autres moyens :

Les sanctions américaines sont illégales en vertu du droit international parce qu'elles n'ont pas été approuvées par le Conseil de sécurité de l'ONU, a déclaré M. de Zayas, expert en droit international et ancien avocat principal du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

'Les sanctions économiques et les blocus actuels sont comparables aux sièges médiévaux des villes.

'Les sanctions du XXIe siècle tentent de mettre à genoux non seulement des villes, mais aussi des pays souverains', a écrit M. de Zayas dans son rapport.

Les sièges et les sanctions à eux seuls permettent rarement d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Les sièges médiévaux se terminaient généralement soit par le retrait de l'attaquant, soit par l'assaut et le pillage de la ville. Les sièges et les sanctions sont les moyens d''assouplir' la cible, pour avoir moins de mal à l'attaquer ensuite. Pendant treize ans, des sanctions très brutales ont été imposées à l'Irak. Il a quand même fallu une guerre à grande échelle pour faire tomber Saddam Hussein. Et la guerre ne s'est même pas arrêtée là. Moon of Alabama 30.01

- Un général vénézuélien fait défection, Maduro sous pression - Reuters 2 février 2019

Un membre de l'état-major vénézuélien a fait défection samedi en appelant l'armée à reconnaître l'opposant Juan Guaido en tant que chef d'Etat par intérim, tandis qu'une foule immense se rassemblait pour réclamer la démission du président Nicolas Maduro.

Dans une vidéo diffusée sur Twitter, le général de l'armée de l'air Francisco Yanez, membre du haut commandement des forces armées, affirme que les militaires sont dans leur immense majorité hostiles au chef de l'Etat.

"Peuple du Venezuela, 90% des membres des forces armées du Venezuela ne sont pas dans le camp du dictateur, mais dans celui du peuple vénézuélien. La transition démocratique est imminente", affirme l'officier.

Francisco Yanez est le premier général en activité à apporter son soutien à Juan Guaido depuis que le président de l'Assemblée s'est proclamé président, le 23 janvier.

Sur son compte Twitter, le haut commandement des forces armées l'accuse de "trahison". Le général occupe la fonction de chef de la planification stratégique de l'armée de l'air.

D'après des sources diplomatiques, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne ont prévu de reconnaître à compter de lundi le président de l'Assemblée nationale comme chef d'Etat par intérim, suivant ainsi l'exemple des Etats-Unis.

La majorité des autres pays de l'UE devraient apporter leur soutien à Guaido tout en évitant d'utiliser explicitement les termes "reconnaissance" et "reconnaître".

Nicolas Maduro va lui aussi prendre part à un rassemblement, organisé à l'occasion du 20e anniversaire de l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir.

"Aujourd'hui, c'est l'anniversaire de 20 ans de travail, de combats, de progrès et d'importantes réalisations, malgré les difficultés et les complots impériaux. Félicitations à tous.", dit-il sur Twitter.

Le président, investi le 10 janvier après sa réélection contestée en mai dernier, s'est dit prêt cette semaine à dialoguer avec l'opposition, dans le cadre d'une médiation internationale.

Le vice-président américain, Mike Pence, a écarté cette hypothèse lors d'un rassemblement organisé vendredi en Floride pour exprimer le soutien des Etats-Unis et des expatriés vénézuéliens à Juan Guaido.

Il n'est plus l'heure de négocier mais d'agir "pour mettre fin une fois pour toute à la dictature" de Maduro, a-t-il déclaré. Reuters 2 février 2019

Syrie.

- Face aux sanctions, la Syrie et l'Iran organisent leur résistance économique - RT 29.01

La presse syrienne rapporte que Damas et Téhéran ont signé le 28 janvier 11 accords et protocoles d'entente, dont un accord de coopération économique «stratégique» et à «long terme», visant notamment à encourager les investissements iraniens dans la Syrie ravagée par la guerre depuis 2011.

Ces accords ont été conclus dans le cadre d'une visite à Damas du vice-président iranien Eshaq Jahangiri. L'un d'eux porte sur les transactions financières entre les deux pays. Cité par les médias iraniens, Abdolnaser Hemmati, gouverneur de la Banque centrale d'Iran, a déclaré que l'accord permettait aux banques d'effectuer des transactions dans leurs monnaies locales et dans des monnaies étrangères non libellées en dollars.

Ces accords «revêtent une dimension stratégique et constituent un pilier économique solide, qui doit contribuer à consolider la résilience des deux pays face à la guerre économique qui leur est livrée par certains pays occidentaux », a souligné Bachar el-Assad, le président de la République arabe syrienne, selon l'agence officielle Sana. Les accords conclus entre la Syrie et l'Iran ont pour contexte de nouvelles sanctions américaines contre Téhéran, tandis que plusieurs responsables de Damas, mais aussi des hommes d'affaires et entreprises syriennes sont toujours sur les listes noires américaines et européennes.

Les accords signés le 28 janvier à Damas concernent notamment la réhabilitation de certaines infrastructures, à l'instar des ports de Tartous et de Lattaquié, mais aussi la construction d'une centrale électrique d'une capacité de 540 mégawatts.

Le coût des destructions dues à la guerre en Syrie est estimé par l'ONU à quelque 350 milliards d'euros. Récemment, le Liban a proposé à ses partenaires au sein de la Ligue arabe la création d'une banque de reconstruction qui, selon son président, «aiderait tous les Etats et peuples arabes touchés par les conflits à surmonter leur situation critique». Mais c'est surtout de la Syrie et du Yémen que parlait Michel Aoun. RT 29.01

Haut de page

Le 7 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie demain vers midi (heures locales), elle sera assez consistante, ce soir (21h27) je suis trop crevé pour formater les pages.

Le 4 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie de janvier est disponible au format pdf, 194 pages, exactement le même nombre qu'en décembre 2018, c'est à croire qu'il ne s'est absolument rien passé entre le 31 décembre à minuit et le 1er janvier à zéro heure, comme quoi on n'est pas sous influence, c'est rassurant, non ? Peu nombreux sont ceux qui peuvent en dire autant, vous ne trouvez pas ?

C'est un signe qui ne trompe pas, car je ne crois pas au hasard, le hasard, c'est juste quelque chose qu'on n'est pas encore parvenu

à expliquer, qu'il fasse bien ou mal les choses, c'est une autre histoire, à chacun d'en juger.

- Au format pdf (14 pages)

Demain 5 février, je dois donner mon scooter en révision. J'ai déjà loupé la précédente, et si je continue je ne bénéficierai plus de la garantie. Je vais revenir en bus et à pied jusqu'à mon village, et le lendemain je devrai faire le trajet inverse de la même manière. Je ne vais pas débourser 500 roupies en autorickshaw au lieu de 30 en bus juste pour gagner deux heures !

Donc j'actualiserai le portail comme je peux, désolé. Et je suis épuisé, du coup j'ai plus de mal à penser et ce n'est vraiment pas le moment. On a besoin aussi de prendre du recul par rapport au développement de la situation, il ne faut pas s'emballer, il faut faire la part des choses et rester lucide, par exemple les Assemblées populaires ne réunissent que quelques centaines de participants tout au plus, parfois seulement quelques dizaines. La grève de demain va être un test pour mesurer l'état d'esprit des travailleurs, bien qu'elle n'ait pas été préparée dans les meilleures conditions. A suivre. Et puis il faut distinguer ou il ne faut pas confondre l'agitation de la perspective politique qui se dégage de la situation.

Tribune libre.

- Pourquoi la France est-elle une dictature? Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 01 février 2019

La révolte des Gilets-jaunes a permis au monde entier de découvrir à quel point la France avait rapidement dérivé, depuis 2005, 2006, 2008, vers une véritable dictature. Il faut, bien entendu, se remémorer l'avalanche des lois liberticides qui se sont accumulées avec l'aide d'une pratique opportuniste du management de la terreur, exploitant les attentats à des fins de répression de plus en plus grande contre un peuple ainsi expulsé de ses droits constitutionnels les plus fondamentaux, allant jusqu'à inscrire la permanence de « l'état d'urgence » dans la Constitution, sans l'avis du peuple.

Je renvoie le lecteur aux deux articles du 18 novembre 2018 – « La liberté ne permet pas l'insouciance», publié dans www.mondialisation.ca; le 19 novembre – « France : l'avalanche liberticide appelle à la résistance », idem. Ces deux articles démontrent la dérive inéluctable de la France vers la dictature que nous découvrons concrètement aujourd'hui, à travers les faits et méfaits infligés aux Gilets-jaunes.

En faisant le bilan monstrueux de la répression sanglante des citoyens exprimant leur colère légitime, nous allions commencer à énumérer toutes les exactions commises par le régime en place, dans une liste devenue interminable. Consternés par l'importance considérable des actes hors-la-loi française commis par cet Etat voyou, nous, les Français, nous devions en conclure que nous étions bel et bien passés en dictature! Jusque-là, nous ne pouvions pas y croire, personne ne s'en était vraiment rendu compte, mais le Pouvoir était enfin obligé de découvrir son véritable visage de dictateur, car il ne pouvait plus se cacher plus longtemps.

Certes, nous énumérions souvent les multiples infractions et entorses qui nous étaient infligées par l'UE et les Gouvernements successifs conduisant la France dans la coalition illégale de Maastricht (puisque les Français avaient refusé la reconnaissance de la Constitution européenne en 2005), soumettant le peuple Français au silence et bafouant ses droits constitutionnels les plus fondamentaux, détruisant systématiquement les principes dits « démocratiques » de la République laïque française.

Aujourd'hui, voyons donc ce que contient cette liste sidérante qui énumère les faits révélant le visage du régime politique actuellement en place en France, puisqu'il est en fait imposé par l'essence foncièrement dictatoriale de l'Union Européenne.

1 – Ce qui, dans un premier temps, a permis de lever le voile sur la véritable nature du Pouvoir du régime actuel macronien, c'est l'hécatombe survenue dans les rangs des Gilets-jaunes :

Plus de 10.000 interpellations; plus de 5600 gardes-à-vue; plus de 1000 condamnations; plus de 2000 blessés; plus de 100 blessés graves: éborgnés, mutilés, membres brisés.

Selon des sources indépendantes du journal Libération et du journaliste David Dufresne, 109 manifestants ont été mutilés, dont 18 sont devenus aveugles d'un œil et quatre ont perdu une main. « Nous n'avions pas peur de la police, mais les choses ont changé », a déclaré Fiorina Lignier, une étudiante en philosophie de 20 ans qui a perdu un œil lors d'une manifestation des Gilets-jaunes à Paris le 8 décembre. « Ils sont plus offensants, plus répressifs, aveugles dans leurs actions. » Enfin, nous devons conclure ce triste bilan par les 12 morts qu'il faut déplorer à ce jour.

En lisant ce bilan d'une répression sanglante acharnée, jamais vue en France depuis l'Insurrection de la Commune de Paris entre les 21 et 28 mai 1871, nous sommes dépités par ce constat qui nous renvoie si loin en arrière. Toutes les luttes sociales représentant tant de sacrifices, puis la première et la seconde guerres mondiales, si hautement meurtrières, n'auraient donc servi à rien puisque nous en sommes encore là à devoir lutter pour une liberté élémentaire, pour le respect des plus démunis, pour

la solidarité humaine avec les plus faibles, pour une justice sociale primordiale assurant la paix des peuples?

Samedi après samedi les tribunaux sont saturés, les hôpitaux submergés et la colère plus grande encore.

Pour se rendre compte de l'extrême violence de la situation, il faut encore dire que du côté de la police, c'est 1200 agents de la force publique qui ont été blessés, selon le ministère de l'Intérieur. Dans quoi la France a-t-elle basculé? Pourquoi les politiques ne comprennent-ils pas leur totale irresponsabilité et la violence permanente, infligée depuis 40 ans aux plus modestes de nos concitoyens, à travers le saccage ultra libéral encensé par les inconscients et venté comme étant « l'unique alternative » de la vie en commun?

2 – Le fascisme néoconservateur et ultra libéral macronien, s'apprête à faire passer une nouvelle loi du musellement de toutes les formes de contestation. Même le droit de manifester va être aboli ; même un appel à la résistance publié sur une page Face Book, sera passible des galères et des travaux forcés de la rééducation carcérale!

Félix Tréguer, de la Quadrature du Net, l'association de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet, disait :

« Emmanuel Macron oublie que l'anonymat constitue un droit associé à la liberté d'expression et de communication et au droit à la vie privée. Il est reconnu comme tel au niveau international, notamment par la Cour européenne des droits de l'Homme », a-t-il ajouté, avant de rappeler que les élites politiques ont de « la méfiance envers la parole critique ou irrévérencieuse qui se déploie sur Internet.»

Une nouvelle loi sur les casseurs est très significative de la fin terminale des libertés.

Il ne s'agit pas des « casseurs » en tant que tels, car personne n'a abrogé le Code pénal dans lequel cette loi existe déjà, mais des « casseurs de système ». Le problème est bien: comment gérer des manifestants qui s'attaquent à la dictature et qui ne défendent pas la lutte contre le réchauffement climatique en bouffant des OGM, et en engraissant les multi nationales étrangères?

Il faut durcir les conditions de manifestation et faciliter les interpellations, ficher le plus rapidement possible ceux qui osent contester le bien-être universel.

La majorité des Français qui galèrent ne peut plus se faire entendre. C'est pour cela qu'il ne restait que la voie empruntée par les Gilets-jaunes : celle de l'insurrection. Les diplômés des écoles de journalisme, de Science Po, de l'ENA ou de Normale Sup ne peuvent pas comprendre ces revendications des Gilets-jaunes, parce qu'ils vivent depuis très longtemps dans un autre monde tout à fait étranger à ce genre de préoccupation relevant de la survie. Ceux qui manifestent sont pauvres et les prédateurs qui détiennent les pouvoirs – politique, médiatique et économique – ne savent pas ce que signifie faire manger une famille avec 2 ou 3 euros par repas. Les grands journaux se permettent de salir les pauvres qui se battent pour survivre. BHL disait cette parole représentative du mépris de classe, lui qui se plaint « d'avoir trop de maisons à travers le monde » : « Ces pauvres qui disent qu'ils le sont et qu'ils n'en peuvent plus de l'être, quelle beaufitude, quelle grossièreté, quel manque de manière! »

Les Gilets jaunes sont censurés à la télévision. France-Culture interdit de parole cette voix dissidente sur les radios du service public. Le système veut faire taire la « racaille populiste », car quiconque demande du pain pour ses enfants est un « salaud de pauvre »!

Face à la surdité du Pouvoir qui depuis 40 ans n'écoute plus rien et n'accepte plus rien des revendications successives, il ne restait que deux solutions : ou bien continuer à souffrir en silence ou bien renverser ce pouvoir oppresseur! C'est ce que les Gilets-jaunes ont compris et c'est le chemin qu'ils ont emprunté, celui du renversement de Régime, une insurrection et une volonté de sécession d'avec cette caste de privilégiés qui se cramponne au pouvoir pour le confort indécent qu'il leur offre.

3 – La dénégation des politiques : une stratégie par le mépris de l'Etat de droit.

Les Castaner et Bennalla, voilà le type d'individus délinquants qui gravitent autour de Macron! Castaner a oser dire : « Je ne connais aucun policier qui ait attaqué des Gilets-jaunes! » Toute la macronie radote en chœur qu'il n'y a eu aucun blessé grave et Macron répondait aux étudiants de Louvain « qu'ils disaient n'importe quoi », lorsque ceux-ci lui faisaient remarquer que la France était le seul pays européen à utiliser des grenades au TNT contre son peuple. Pourquoi nier à ce point là la réalité qui par ailleurs est bien connue de ces fanatiques du fascisme ultra libéral? Quel est le but ou le sens de cette négation et la violence de ce mensonge? Cet entêtement à nier la réalité inacceptable des violences policières démesurées, ne peut que déboucher sur une seule issue : la décapitation politique pure et simple de ces criminels et leur condamnation devant la Cour Pénale Internationale.

L'Histoire retiendra le passage délirant de « Macron-la-haine » et de « Castaner-le tortionnaire » et avec eux, toute l'équipe du « Gouvernement-des-faussaires » et des menteurs.

De très nombreuses images de violences policières, elles se dénombrent par centaines, authentifiées, compilées dans un

dossier incontestable constitué par les avocats des Gilets-jaunes, démontrent clairement que la déontologie de la Police Française a été pulvérisée. De nombreux policiers, y compris des responsables de police (comme le commandant Andrieux) sont tout à fait hors-la-loi, ne savent plus qu'il existe un code de déontologie, ignorent allègrement ses articles 8, 9 et 10 en particulier. Les plaintes des citoyens maltraités abusivement par cette police délinquante, que ce soit à travers la trahison de l'IGPN, celle du Parquet qui a perdu toute indépendance ou auprès du Procureur de la République qui protège sa place en exécutant les caprices du Pouvoir en place, sont systématiquement rejetées, bloquées ou jugées sans suite! Comment peut-on qualifier une telle situation et négation de l'Etat de droit? Par la dictature: c'est la dictature qui caractérise une telle situation et un tel comportement de la police aux ordres des politiques qui imposent leur tyrannie sans se soucier ni du droit constitutionnel, ni du droit civil ou pénal et cela on le doit au Traité de Lisbonne, comme on va le voir.

Lorsque les citoyens secondés par les avocats, tentent d'obtenir des enquêtes de l'IGPN sur les comportements criminels de certains policiers, ils n'obtiennent rien, pour cause, puisque les policiers reçoivent les ordres des services du ministère de l'Intérieur qui contrôle les préfectures de police et puisque le directeur de la Police nationale nommé par le Ministère de l'Intérieur est celui qui contrôle l'IGPN.

Il faut savoir également que l'IGPN est une institution qui est, comme le reste du droit français, en pleine contradiction avec les lois européennes car les règlements européens disent que la police ne peut pas enquêter sur la police. Et en effet, actuellement, le directeur de la police nationale qui commande l'IGPN, est celui qui fait appliquer par la police la volonté des tyrans politiques qui nous gouvernent. Si on déclenche donc une enquête de l'IGPN, elle ne peut en aucun cas aboutir dans la situation présente des plaintes des Gilets-jaunes contre les violences policières, puisque c'est le patron de l'IGPN qui est responsable de l'application par la police de la doctrine actuelle de la répression policière en France. Le directeur de la police ne peut donc pas se poursuivre lui-même! De plus, en fonction des besoins de la communication gouvernementale, l'IGPN peut très bien procéder à la culpabilisation tordue des policiers qui contesteraient les ordres crapuleux et contraires au code de déontologie de la police ou faire condamner des citoyens qui sont réellement innocents des torts dont on les accuse, au nom de la pure et simple répression qui n'est « légitime » que pour un Régime dictatorial. On le voit : l'IGPN est une plaisanterie qui ne peut en aucun cas faire respecter la loi et encore moins une justice élémentaire de démocratie républicaine!

Lorsque le policier Alexandre Langlois, Secrétaire Général du Syndicat de Police VIGI, dénonce le Gouvernement du Régime en place, il énumère toutes les infractions graves à la loi française, pratiquées par l'Etat voyou macronien qui reste dans l'impunité absolue. Ce Gouvernement délinquant, dit Alexandre Langlois, va jusqu'à donner des ordres aux magistrats chargés de juger des Gilets-jaunes exerçant leur droit constitutionnel à manifester, pour les condamner lourdement, contre toutes les règles du droit français qui est ouvertement bafoué. Cette manière de faire est celle des dictatures.

Emmanuel Macron a décidé de considérer les Français qui souffrent d'un effondrement de leur pouvoir d'achat et qui n'en peuvent plus de galérer au jour le jour pour survivre, comme des ennemis réunis dans « une foule haineuse ».

Il a équipé la police de grenades au TNT, de flash ball dont les porteurs n'hésitent pas à viser les têtes, causant des blessures irréversibles de mutilations, des canons à eau, des fusils à pompe, des fusils d'assaut, il a fait déployer en ville des blindés de l'EuroGendFor ou FGE, et fait donner l'ordre à ses policiers de causer de nombreuses blessures, de handicaper, d'éborgner, de casser et logiquement à l'étape suivante, on le verra prochainement, de tuer! Macron a déjà accusé des Gilets-jaunes « d'être monté à Paris avec la ferme intention de tuer »! Donc, à son tour, pourquoi ne pourrait-il pas tuer, puisque la Constitution européenne, refusée par les Français en 2005 mais imposée aux Français en 2008, prévoit cette possibilité pour les Gouvernants de l'Union Européenne? (Cf., Le traité de Lisbonne 152 pages, contenant plus de 350 dispositions de droit primaire, auxquelles s'ajoutent 13 protocoles et 59 déclarations, et complexifié à l'extrême à dessein, pour qu'on n'y comprenne rien. Voir : article 2-2 du protocole N°6 annexé à la Convention Européenne des Droits de l'Homme)

La conséquence de ce camouflage sur le sujet qui nous occupe c'est que la suppression de la peine de mort est rendue caduque par « l'explication » suivante : « La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire: pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale; pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue; pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection » (article 2 – 2 de la Convention européenne des droits de l'homme) « Un Etat peut prévoir dans sa législation la peine de mort dans certaines situations (article 2 du protocole N° 6 annexé à la CEDH). Selon l'explication, la peine de mort peut être introduite en temps de guerre ou de danger imminent de guerre ou d'insurrection.

Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que l'on puisse tuer illégalement et sans ordonnance d'un juge lors d'une émeute ou d'une insurrection. Qui définit cela? Les « manifestations des Gilets-jaunes » partout en France, pourraient être qualifiées d'insurrection, comme pratiquement toute manifestation non autorisée. Il suffit que quelques « Gilets-jaunes » lancent des pierres pour que ce droit soit revendiqué par la dictature du Régime Macron, grâce au droit constitutionnel européen. Cette qualification d'émeute, qui autorise donc à s'affranchir de l'obligation de ne pas donner la mort, permet en réalité de rendre légale n'importe quelle répression sanglante. Difficile de ne pas croire que c'était justement le but poursuivi par l'assemblée conciliaire des sorciers de la Constitution européenne: sinon, pourquoi avoir pris la peine d'inscrire cette disposition dans un texte de plein droit, si ce n'est pour se donner la possibilité de l'invoquer?

Il est évident que la fabrication de cette Union Européenne, sans l'avis des peuples, et s'attribuant de tels pouvoirs, n'avait pour seul but que celui de construire un Régime politique a priori dédié à l'avènement du Nouvel Ordre Mondial, dont les Maîtres sont les acteurs essentiels de la puissance financière Internationale. Les Gouvernements du fascisme ultra libéral mondialisé s'attendaient logiquement et manifestement à des insurrections! En effet, le scepticisme à l'égard des Gouvernements et de l'appareil dictatorial européen ne cessait d'augmenter et a fini par donner en France l'insurrection des Gilets-jaunes. La crise financière et économique provoquée sciemment par le système bancaire mis en place et les règles de la BCE, allait accentuer la pression sur la population. Les dirigeants de cette Institution Européenne, appelée UE, avaient donc clairement l'intention de pouvoir tirer un jour à balles réelles sur les manifestants? Ce droit était donc écrit noir sur blanc dans la Constitution Européenne que les Français ont massivement rejetée notamment pour cette raison, et c'est cette même constitution encore plus complexifiée qui leur a été imposée par Sarkozy sous le nom de Traité de Lisbonne! Il est certain que les citoyens Français les plus modestes représentés par les Gilets-jaunes, souffrant des conséquences d'une telle injustice sociale organisée, n'avaient que la résistance en option. Depuis le 17 novembre 2018, les Manifestations ont été inévitablement qualifiées « d'insurrections »; le Pouvoir a tout fait bien entendu pour que cela le devienne, alors que les Gilets-jaunes ont toujours revendiqué la « manifestation pacifique ». Cela constituait en soi un aveu de la dictature.

Ce n'est pas pour rien qu'un hélicoptère d'exfiltration a été positionné à l'Elysée, car le dictateur Macron, par procuration, savait bien, dès le début, qu'il ne pourrait pas tenir longtemps dans ce rôle parfaitement suicidaire au seul service des intérêts du totalitarisme financier mondialisé. D'ailleurs il s'efforce depuis novembre dernier d'être en voyages perpétuels à l'étranger, en attendant que la « rébellion » soit matée au pays.

4 – Puis, les gros imprévus allaient surgir à leur tour : essentiellement la résistance policière. A la suite de l'agression du gilet-jaune Jérôme Rodrigues, un Collectif autonome des policiers d'Île-de-France, le CAP-IDF, a déclaré :

«Nos états-majors nous ont donné carte blanche pour nettoyer les rues, les directives ont été jusqu'à aujourd'hui des plus claires : « Force doit rester à la loi, dégagez-nous tout ça!» Nous en voyons les résultats. Plus de 1200 blessés dans nos rangs, tandis que les Gilets jaunes en comptabilisent plus de 2000.» Le Collectif policier ajoutait : «Castaner, on le sent de moins en moins arrogant, moins serein. Devant les caméras, on les sent fébriles à présent. Et cette fébrilité politique va se répercuter sur nous.» «Nous, on écoute les collègues et on sent bien que quand les patrons nous disent : « Nettoyez tout ça », certains se sentent pousser des ailes… Et ils y vont. La hiérarchie ne peut pas plaider l'innocence à cet égard, parce qu'ils entendent les conférences radio en direct dans les manifestations. Pour les préfets et les ministres, c'est pareil.» « Les collègues qui font n'importe quoi, il faudra qu'ils assument, mais ce ne sont pas forcément ceux qui auront le plus mal agi qui seront les plus sanctionnés.»

«Les collègues nous disent que si on leur retire les LBD40, ils n'iront plus! Mais il va se passer quelque chose de grave, on le sait.»

« Elle n'est pas claire cette affaire de Jérôme Rodrigues. D'un côté, Castaner se félicitait de n'avoir jamais vu de policier attaquer un Gilet-jaune, mais ensuite, il annonçait qu'il y aurait des sanctions. Donc on nous dit désormais qu'il faut « nettoyer les rues », mais «attention, pas de bavures.» En fait, les responsables disent à leurs policiers de commettre des infractions à la loi française, mais pas européenne, tout en se protégeant eux-mêmes de toute responsabilité dans ces infractions graves à la loi républicaine qui, dans les faits, ne représente plus rien face au pouvoir supra national de l'Union Européenne. En fait, on découvre peu à peu que ces criminels sont tout à fait protégés par les règlements européens. Voilà pourquoi il est évidemment question de « transfert massif de souveraineté à Bruxelles ». C'est également l'un des objectifs évidents de la signature du traité de Aix-La-Chapelle entre Merkel et Macron (sans l'avis du peuple).

Le CAP-IDF admettait, dans sa déclaration, que « la majeure partie des incidents » était imputable aux Brigades anti-criminalité (BAC). En gros, lorsqu'on met des LBD40 entre les mains de ces gens-là, ils se prennent aussitôt pour des cowboys du Far West qui dégainent leur jouet contre les citoyens, à l'image de ce que font les abrutis des westerns sur les « peaux rouge » présentés habituellement comme les « méchants » des apologies traditionnelles étasuniennes du génocide. Ici, les Gilets-jaunes sont une classe à exterminer sans scrupules!

Les grenades GLI-F4 au TNT et le LBD40 non réglementaire et désormais le fusil d'assaut HKG36 sont des armes dangereuses qui sont létales : rien d'étonnant donc qu'il y ait autant de blessés graves parmi les victimes de la police volontairement abandonnée à elle-même par un Pouvoir qui lui a laissé carte blanche pour « nettoyer tout cela », pour nettoyer les citoyens exerçant leur droit constitutionnel de manifester pacifiquement. Il est évident que dans ces conditions, il devient de moins en moins possible de manifester pacifiquement. Le comportement de la dictature entraîne une montée obligatoire de la violence et elle compte bien s'en justifier pour en arriver à tirer à balles réelles sur les citoyens contestant le Régime. Encore là, on peut souligner l'incongruité de la revendication des Gilets-jaune à propos du RIC : cette revendication comme le « Grand Débat » avec elle, sont diamétralement opposés à toute la marche forcée des dirigeants de l'Union Européenne qui ont créé délibérément la dictature de l'UE abolissant en soi les Etats Nations et leurs droits constitutionnels! Certes, les Français sont logiques avec eux-mêmes aujourd'hui, puisqu'ils avaient refusé en 2005 cette Constitution Européenne-là! Que va-t-il donc se passer? Ce que prédisait le CAP-IDF : « Il va se passer quelque chose de grave, on le sait.»

Une ONG a comptabilisé 46 blessés dans les manifestations entre l'an 2000 et 2017. Et maintenant en quelques jours nous en sommes à un bilan monstrueux qui a pulvérisé toutes les statistiques de la répression policière en France. Les CRS ont reçu

l'ordre de déployer des équipes munies de fusils d'assaut à l'occasion des manifestations des Gilets-jaunes. Il y a donc une militarisation de la police qui s'opère et les mobilisations des Gilets-jaunes sont considérées par le Régime macronien en place, comme une atteinte à la sécurité de l'Etat. Le peuple Français qui manifeste sa colère est donc insurrectionnel, un ennemi qui ose réclamer le respect de ses droits constitutionnels, alors que l'UE les a abolis.

Les citoyens qui veulent porter plainte contre les responsables qui donnent des ordres dignes de la dictature, doivent le faire sous la forme du dépôt de plainte contre X, faute de quoi toutes les autres plaintes seront jugées sans suite. La police actuelle ne remplit pas sa fonction de « gardienne de la paix » mais de « force répressive » au service d'un Pouvoir qui n'a que très peu de légitimité. Nous sommes en France, dans une escalade de la violence à cause même de la doctrine du Régime Macron sur le maintien de l'ordre qui se cale sur le droit Européen. Tout nous échappe et nous sommes dans un porte-à-faux juridique à cause de l'UE.

Logiquement, le Régime Macron fait tout ce qu'il peut pour aller dans la répression: il ne s'agit pas d'accompagner un mouvement de revendications sociales et politiques, il s'agit de le réprimer. La police n'est donc pas là pour protéger les citoyens exerçant un droit constitutionnel de manifester, devenu désuet, elle est là pour réprimer ce mouvement de contestation, conformément au Traité de Lisbonne.

Lorsque le Procureur de la République qui est nommé par le Pouvoir politique en place, classe sans suite les plaintes déposées contre les responsables du Gouvernement, est-ce qu'il est encore utile de saisir un juge d'instruction? Peut-être. Nous savons, en tous les cas, que les juridictions de l'UE ont été déclarées supérieures aux juridictions nationales à partir de « l'arrêt Costa du 15 juillet 1964 ». Il semble donc que nous soyons tous piégés, dans le cas de la révolte des Gilets-jaunes, par ce juridisme protecteur des tyrans qui ont fabriqué l'Union Européenne sans l'avis des peuples. La seule porte de sortie qui reste, c'est logiquement le FREXIT, mais cela nécessite le renversement des dictateurs en place. Nous marchons donc à grands pas vers le coup d'Etat inévitable…

Jérôme Rodrigues n'était pas en infraction lorsque le policier se trouvant à quelques mètres de « l'icône » des Gilets-jaunes, connue de tous les services de police, lui a tiré délibérément une balle de LBD40 dans la tête, alors que ce comportement est foncièrement hors-la-loi française. Qui lui a demandé de commettre cet acte crapuleux? Forcément sa hiérarchie qui a vu que le célèbre Gilet-jaune connu sur le web pour ses films des manifestations, se trouvait là et qu'il serait sans doute parfait de le faire taire en lui rendant sa tâche extrêmement difficile, puisque désormais il a perdu un œil. La manifestation pour laquelle il était là présent, était une manifestation légale, déclarée en préfecture. L'heure de dispersion avait été fixée à 17h00 et Jérôme Rodrigues a été agressé arbitrairement entre 15h45 et 16h00. Donc, on voit bien que ce comportement est hors-la-loi française, sans motif autre que celui de réprimer pour réprimer comme cela se fait en dictature, en même temps que de briser une figure symbolique du mouvement des Gilets-jaunes. Il est clair que chacun de ces actes pervers ne fait que renforcer la montée de la violence et qu'on finira par avoir des citoyens assassinés arbitrairement par les forces de la répression approuvées par Bruxelles, même si « Bruxelles » se dit aujourd'hui inquiète des violences en France! C'est un langage ambigu: quelle violence ? Celle des citoyens ou celle de la police qui a provoqué celle des citoyens en colère légitime?

Si on en arrive-là, un coup d'Etat a toutes les chances d'arriver en France, pour mettre un point final à cette dérive d'un pouvoir aux ordres d'un exécutif supra national. Dans le cas de Jérôme Rodrigues, le Procureur de la République est saisi, mais compte tenu de tout ce que l'on vient de voir, il ne serait pas surprenant que le dossier soit classé sans suite! Le tribunal administratif a donc aussi été saisi par son avocat pour tenter de mettre en accusation l'Etat.

Concernant les Gilets-jaunes, nous avons à faire à une justice d'exception, puisque les Gilets-jaunes condamnés à des peines de prison ferme, le sont alors qu'ils n'ont pas de casiers judiciaires. Le garde des sceaux macronien, ministre de la justice, a fait circuler le 22 novembre 2018, une directive auprès des présidents de tribunaux de Grandes Instances, pour qu'ils exercent la plus grande fermeté à l'encontre des Gilets-jaunes. Il y a donc une pression inadmissible sur les Magistrats qui sont sensés être indépendants. Mais manifestement, le Pouvoir politique se sent protégé par le droit européen et peut agir librement sans craindre les sanctions.

Beaucoup de personnes qui n'étaient même pas des Gilets-jaunes se sont retrouvées bloquées dans des attroupements et arrêtées pour motif de « participation à un attroupement en vue de commettre des violences »! C'est un des exemples d'une pratique de l'arbitraire absolu actuellement pratiqué contre les citoyens français: une authentique dictature répressive, sans la moindre trace de justice. C'est le Traité de Lisbonne qui permet cela, comme on l'a vu! Maintenant, Traité de Lisbonne ou pas, cela peut-il réellement rester impuni en France? Je ne le crois pas. Lorsque la perversion d'une dictature a atteint un tel sommet d'arbitraire, il faut s'attendre à ce qu'un tel comportement engendre naturellement le feu et le sang, car des humains ignorés dans leurs revendications légitimes à ce point là, n'ont alors plus rien à perdre et vont agir avec le désespoir en prenant les armes de la légitime défense et en nettoyant la nation de la pourriture qui l'empeste! Les pratiques de la « nasse » qui immobilisent par exemple les gens pendant 4h00 sous la pluie et dans le froid, dans une rue, se fait régulièrement dans les villes. C'est une atteinte directe au droit de manifester; c'est une atteinte directe au droit de circuler librement en France; c'est une atteinte à la liberté d'expression… Bref, c'est la dictature pure et dure, du droit constitutionnel européen qui s'applique actuellement en France.

En réalité, ceux qui ont voté macron « pour éviter Le Pen », auraient du savoir que l'idéologie ultra libérale est un fascisme.

Macron représentait le fascisme ultra libéral maastrichtien et mondial et Le Pen le fascisme ultra libéral national. Entre la peste et le choléra il n'y avait en réalité aucun choix possible, voilà pourquoi la position la plus juste était de s'abstenir de voter au deuxième tour.

Aujourd'hui, le résultat de la peste est là et nous pourrions bien en crever par millions. Qui peut tolérer cette situation d'injustice sociale poussée à se degré de perversion? Certainement pas un peuple ayant une histoire révolutionnaire. Ce qui s'avère réellement sidérant, c'est de constater que des pantins politiques aient pu croire un seul instant qu'ils auraient pu dresser et réduire au silence un peuple qui a une telle histoire et un tel sens de la liberté, de la complémentarité et de la solidarité.

Le fascisme ultra libéral (Cf., article sur cette question dans www.mondialisation.ca) est ce qui explique en profondeur l'aberration du Traité de Lisbonne concocté et complexifié après le refus français de la Constitution Européenne, le 29 mai 2005.

Message de Sandra MOLINERO, Présidente SAF (syndicat des avocats de France) de Rouen.

« Je souhaite attirer votre attention sur une difficulté que nous rencontrons, nous avocats, pour défendre les personnes en garde à vue et notamment les Gilets-jaunes : les services de police nous baladent au téléphone et ne font pas d'audition tout de suite alors que l'avocat est à disposition; nous finissons ensuite par avoir un appel des services de police nous disant que le gardé à vue a changé d'avis et qu'il ne veut plus d'avocat.

Il faut que vous puissiez faire passer le mot: même si les policiers disent aux Gilets-jaunes ou autres manifestants que si la garde à vue dure aussi longtemps c'est parce que l'avocat tarde à venir, il ne faut en aucun cas qu'ils ne renoncent à la présence de l'avocat car c'est un mensonge et un stratagème de la part des policiers! Si c'est long c'est uniquement à cause des policiers, l'avocat de permanence a 2h pour arriver et nous respectons toujours ce délai! »

La situation des victimes de cette politique maastrichtienne semble sans issue.

Si les plaintes déposées contre des policiers et leurs responsables n'aboutissent pas, parce que la dictature verrouille tous les pouvoirs, les blessés, les 109 Gilets-jaunes mutilés, les plus de 1000 condamnés ayant subi les préjudices graves d'une « justice arbitraire d'exception », ces Gilets-jaunes ont intérêt à se constituer en Collectif pour saisir la Cour Pénale Internationale à La Haye, (même si notre confiance demeure limitée par la force des choses, concernant les Institutions et la justice cadenassée par le Traité Européen), car selon la loi qui a été ratifiée par la France, dans le Statut de Rome, Macron, Castaner, Nicole Belloubet et Edouard Philippe sont justiciables devant la CPI. (D'ailleurs, ils ne sont pas les seuls Français à être justiciables devant la CPI: rappelons qu'il y a aussi Sarkozy pour les crimes perpétrés en Libye; Hollande avec Macron pour les crimes perpétrés en Syrie avec l'aide de la « coalition illégale de Doha »… D'autres complices comme Laurent Fabius, Emmanuel Valls, Jean-Yves Le Drian relèvent également de la CPI.) Mais les textes, on le voit, sont contradictoires entre eux. Il est donc facile pour les dirigeants de se protéger en utilisant un droit qui se contredit à dessein, dans le seul but de laisser les mains libres aux Maîtres du jeu pipé par la supercherie Européiste ayant anéanti le projet d'une Europe des Nations. (...)

CONCLUSION

Ce tour d'horizon nous a permis de constater que les Français sont prisonniers d'une souricière cauchemardesque. La seule issue possible afin de sortir de cette situation d'injustice sociale grave causée par le mal du fascisme ultra libéral et des violences policières actuelles voulues par un Pouvoir qui ne peut en aucun cas reculer sur la répression s'accentuant de jour en jour, c'est le coup d'Etat suivi directement du Frexit.

Jean-Yves Jézéquel

LVOG - Laissez tomber vos dernières illusions. Les crimes commis par Sarkozy, Hollande, Fabius, Valls, Le Drian, Macron, Castaner, Belloubet, Philippe, etc. ne relèvent pas de la CPI, mais d'un tribunal populaire révolutionnaire.

Cela dit, ce texte est excellent.

Analyse politique.

Non, le mouvement social initié en France depuis le 17 novembre 2018 ne remet pas seulement en cause la "mondialisation financière internationale de l'économie", le néolibéralisme, mais l'existence même du capitalisme ainsi que l'ensemble de ses institutions qui lui sont inféodées et qu'il faut abolir à l'échelle mondiale pour satisfaire les besoins et aspirations légitimes des 7,6 milliards d'habitants qui peuplent notre planète.

Pourquoi cette distinction ? Parce qu'elle permet de mettre les choses au point et en perspective, de situer et de s'attaquer aux fondements des inégalités et des injustices sociales, qui sont à l'origine des maux dont souffrent quotidiennement à des degrés divers les quelque 50 millions d'exploités et d'opprimés en France et plus de 7,5 milliards dans le monde.

On ne peut pas à la fois combattre le capitalisme et souhaiter sa préservation, il faut choisir son camp, les intérêts de quelle classe sociale on représente ou on défend, sur une barricade il n'existe que deux côtés, donc vaut mieux savoir de quel côté on se situe en toute circonstance.

Les seuls partis qui méritent d'être caractérisés de gauche, sont uniquement ceux qui au cours de leur combat quotidien au côté des travailleurs, témoignent qu'ils sont indépendants du capitalisme et de l'Etat (de leurs représentants) avec lesquels ils appellent à rompre, en admettant évidemment que ces partis existent, à défaut de mieux on se contentera de leurs bonnes intentions, sous réserve qu'elles se confirment par la suite. Ce sont les partis ouvriers qui dans leurs déclarations, leurs littératures, leurs programmes axent leur combat politique dans la perspective de la rupture avec le capitalisme, dans la perspective d'une société débarrassée du capitalisme, d'un gouvernement ouvrier s'attaquant résolument aux fondements du capitalisme, qui stipulent dans leur projet de Constitution (qui n'existe pas !) que le capitalisme est désormais déclaré hors-la-loi, que nul ne peut s'accaparer à titre individuel le produit du travail d'autrui à son insu ou une meilleure formule...

Maintenant, il faut concevoir qu'on peut très bien en avoir conscience sans pour autant avoir la volonté d'éradiquer le capitalisme de la surface de la terre.

C'est ainsi que pour de multiples raisons qu'on implorera hypocritement, on recourra à des arguments que l'on aura fabriqués ou qu'on aura empruntés à d'autres pour camoufler son refus de l'affronter, bref, pour s'en accommoder en poussant le cynisme jusqu'à y trouver des qualités ou des vertus usurpées, et à justifier ses crimes les plus abominables qu'on déguisera au besoin en les recouvrant d'un verni démocratique, ce qui permettra au passage de se donner bonne conscience à bon compte.

Les partis de gauche, en fait l'extrême gauche, est victime aujourd'hui de son propre opportunisme érigé en dogme.

Des millions de travailleurs et de militants ont crû sincèrement qu'ils étaient de gauche au cours des 8 dernières décennies, alors qu'en réalité ils ne le furent pas, pour en avoir toujours ignoré la signification politique ou certains s'empressèrent de l'oublier parce qu'ils n'avaient jamais acquis de solides convictions, leur conscience de classe n'avait jamais été au-delà de revendications immédiates. Ils furent d'autant plus portés à le croire qu'ils en tirèrent profits ou ils crurent plus ou moins aveuglément ce que leurs dirigeants leur racontèrent. Il faut dire aussi, que pendant tout une période, la situation fut propice au développement de l'opportunisme, notamment les trois décennies qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui furent si mal nommées, les "Trente glorieuses" ou les "années heureuses"... pour l'impérialisme, mais pas seulement de toute évidence ! C'est aussi l'argument fétiche des staliniens et néostaliniens.

Les travailleurs et les militants furent induits en erreur sur l'évolution du capitalisme et les perspectives sur lesquelles elle devait déboucher, celles qui s'imposent à nous depuis déjà plusieurs décennies, mais qu'on a continué de nier. Même aujourd'hui 4 février 2018, nos dirigeants rechignent ou se refusent encore à caractériser le régime de Macron, refusent de caractériser le courant politique qu'il incarne avec LREM, l'extrême-centre néofasciste ou totalitaire ou encore l'extrême droite néolibérale, caractérisation qui ne laisse planer aucun doute sur leurs intentions et les méthodes auxquelles ils sont prêts à recourir pour atteindre leurs objectifs, ceux dictés par l'oligarchie financière internationale aux commandes du capitalisme mondial. La détermination et le mépris affichés par Macron, ainsi que la répression policière sanglante des derniers mois, en sont l'illustration.

Laissons de côté Mélenchon et sa bande d'aventuriers, ainsi que leurs semblables au sein des Gilets Jaunes, qui continuent d'entretenir des relations avec Macron ou ses ministres, les médias, les institutions de la Ve République et l'UE, qui pas un jour ne se livrent à un double langage dès que Castaner les menaces de représailles, le plus souvent même pas, juste pour leur montrer qu'ils demeurent de fidèles serviteurs du régime en place. Cela ne coûte absolument rien d'appeler à l'insurrection, quand dans le même temps on ne fera rien pour la préparer, pour ensuite s'excuser d'avoir tenu un discours trop radical qui aurait pu être mal interprété...

Je crois qu'on n'a pas compris ce que Trotsky avait voulu dire, lorsqu'il déclara que l'art de la politique c'était de prévoir.

Il n'évoqua pas seulement le fait que l'on devait parvenir à analyser la situation et son développement à venir, ce que manifestement nos dirigeants furent incapables, disons au-delà de 24 heures pour ne pas les accabler inutilement, mais surtout qu'on devait arriver à traduire en termes pratiques (et organisationnels) les conclusions auxquelles elle menait, autrement dit, partant de là, quelle stratégie il fallait définir et quelles tâches politiques les révolutionnaires devraient se fixer à chaque étape de la période somme toute indéterminée qui précèderait le jour où la question de l'assaut final contre le capital viendrait à l'ordre du jour, de manière à y préparer les masses et à l'aborder dans les meilleures conditions possibles pour avoir une chance de l'emporter sur nos ennemis, sur ce plan-là aujourd'hui force est de constater que c'est un désastre total, je pense que personne ne me contredira.

Je crois qu'on n'a pas saisi que le processus dialectique qui menait à la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une poignée d'oligarques, qui parachevait le cycle du capital une fois rendu au stade de l'impérialisme, engendrerait de profondes transformations au sein de toutes les classes , de telle sorte que ce n'était plus seulement quantitativement que la société et le monde allaient connaître de profondes modifications, mais que cela allait se traduire par un bouleversement qualitatif

remettant en cause pratiquement toutes les valeurs et tous les principes que la civilisation humaine avait acquis au cours de son évolution ou plus précisément, au cours de la phase ascendante du capitalisme sous l'effet de la lutte des classes qui l'avait accompagnée, et que ce gigantesque revirement était inscrit ou figurait en filigrane depuis la transformation du capitalisme en impérialisme, et qu'on n'a pas été foutu de le percevoir ou tout du moins d'en tirer les enseignements pratiques qui s'imposaient.

Sachant de quelle manière allait évoluer les rapports entre les classes, il s'imposait dès la fin de la Seconde Guerre mondiale de revoir notre conception de la lutte de classe sous peine de vouloir appliquer des méthodes qui avaient été conçues pour répondre à d'autres besoins en terme de tâches politiques. Et il était d'autant plus facile de le prévoir que les conditions et les rapports économiques, sociales et politiques qui prévalurent et se développèrent au cours de la période qui précéda cette guerre ne prirent jamais fin jusqu'à nos jours, mieux encore, sans être tout à fait identiques, elles furent en quelque sorte la réplique de la Première Guerre mondiale, en pire, puisque le stalinisme était parvenu à pourrir le mouvement ouvrier international. Chaque fois, les banquiers et l'oligarchie sortirent vainqueurs et renforcés sur le plan économique et politique à l'issue de ces épreuves, bien qu'1/6e de la terre ait été soustrait à l'économie capitaliste, à aucun moment Moscou ou Pékin ne cessèrent d'être subordonnés au marché mondial... Ils en profitèrent pour créer de multiples institutions internationales financières et politiques, qui leur permirent d'accroître leur fortune et leur puissance dans des proportions phénoménales, bref, la concentration du capital et du pouvoir politique entre leurs mains poursuivait tranquillement son chemin vers l'instauration d'une gouvernance mondiale qui serait soumise à leur contrôle exclusif.

Etape par étape, morceau par morceau la société et la lutte des classes telle qu'on les avait connues jusqu'au milieu du XXe siècle allaient disparaître, étaient vouées à disparaître au profit d'un régime de type bureaucratique et totalitaire où toute trace de progrès social ou de démocratie aurait disparu. C'est tout moins leur objectif à terme, qui se précise de jour en jour comme on peut l'observer. Bien entendu, ce processus est traversé par des contradictions, qui constituent autant de failles dans lesquelles la lutte de classe des exploités essaie de se frayer un passage pour faire échouer leur scénario diabolique, ce qui témoigne que notre ennemi n'a pas encore gagné la lutte des classes, Warren Buffett a semble-t-il vendu notre peau un peu trop tôt, ce que signifie aujourd'hui le combat engagé depuis le 17 novembre 2018.

C'était inscrit à l'ordre du jour du passage du capitalisme à l'impérialisme il y a plus d'un siècle. Il était inscrit que le capitalisme allait engendrer à terme un monstre de cruauté ou de barbarie en guise de liberté et de démocratie, si on commettait l'erreur gravissime de ne pas le caractériser en conséquence (ainsi que tous ses représentants, y compris le PS et ses satellites, alliés), sous prétexte qu'on n'en était pas encore rendu là, que ce n'était qu'une hypothèse lointaine ou vague, infondée, on pouvait en fabriquer à l'infini quand on était d'une mauvaise foi incurable, alors que l'on ne cessa jamais d'en avoir les prémisses tout aussi dramatiques sous les yeux, mais on s'en détourna, on préféra se laisser corrompre par le miroir aux alouettes du réformisme qui compensait avantageusement la médiocrité intellectuelle de nos dirigeants.

Toujours est-il, que nous nous retrouvons sans direction pour mener les masses au combat. La suite figure dans les différentes causeries des derniers mois. Nous y reviendrons une autre fois.

Le danger mortel pour Macron : C'est la radicalisation des masses et leur jonction avec l'extrême gauche.

- A deux reprises Macron a visé l'extrême gauche dans son interview publié par Le Point, une première fois à travers l'avocat de Christophe Dettinger, le manifestant qui avait boxé un gendarme pour protéger une femme à terre de sa matraque, et la seconde fois en désignant «40 à 50000 militants ultras» qui voudraient «provoquer une crise de régime» (Libération), car ils veulent «la destruction des institutions» (Paris-Match), et qui par conséquent seraient à l'origine de toutes les violences commises depuis l'Acte I du mouvement des Gilets Jaunes.

Lu dans un article de Claude Askolovitch publié par Slate.fr.

- "Je sais simplement que le pouvoir, avec méthode, brutalise et dénigre et humilie les corps intermédiaires qui tenaient à peu près ce pays, dialogue social, méthode des Grenelle, journalistes libres, parlement..."

LVOG - "*Les corps intermédiaires qui tenaient à peu près ce pays*", en effet, c'est ce que j'ai expliqué plus haut, les faux amis de la démocratie, les faux amis du mouvement ouvrier, les faux amis du socialisme, l'imposture permanente...

Lu dans un article de Jean-Pierre Page, ancien responsable international de la CGT, membre de la Commission exécutive confédérale de la CGT publié par investigaction.net

-"Faut-il continuer à parler de partage des richesses et des ressources, quand dans la réalité il s'agit de la recette du pâté d'alouettes où le travail enrichit le centile le plus riche de la population et que les inégalités explosent ?"

LVOG - Il fallait y penser avant ! Le "*partage des richesses*", cela n'a jamais été autre chose que la richesse pour les riches, et la pauvreté pour les pauvres !

- "Pour un grand nombre de gilets jaunes, et même si c'est parfois confusément, ce qui est en question, au fond, c'est la nature de cette société inégale, brutale, prédatrice et criminelle. Cette société-là, c'est le capitalisme lui-même. Qui va le dire ? Faut-il le considérer comme un horizon indépassable ou faut-il au contraire l'abolir ? Pour le syndicaliste faudrait-il se plaindre d'une telle prise de conscience? On peut comprendre qu'un tel changement des esprits n'est pas sans déranger les tenants d'une adaptation du syndicalisme-partenaire d'un capitalisme à visage humain. Certains, comme la CFDT, préférant négocier le poids des chaines plutôt que d'exiger l'abolition de l'esclavage. Mais, ne doit-on pas voir dans ce mouvement des gilets jaunes une prise de conscience qui s'affirme, celle qui conduit à la conscience d'appartenir à une classe, et par conséquent des opportunités à saisir ! N'y a-t-il pas là pour le syndicalisme une responsabilité à assumer pour qu'il en soit ainsi ?

Aussi, et comme cela est souvent le cas dans les grands mouvements sociaux, il y a urgence pour le mouvement syndical à prendre en compte combien les consciences ont progressé quant aux causes, aux responsabilités et à la nature du système capitaliste lui-même.

Ce constat renvoie à la « double besogne », cette double fonction qui doit être celle du syndicat: luttant tout à la fois pour les revendications immédiates comme pour le changement de société. "

LVOG - Tiens, il le découvre maintenant !

- "En fait, cette insurrection sociale, à laquelle nous assistons, tire sa force dans sa capacité à fédérer le peuple : les ouvriers, les employés, les paysans, les classes moyennes, les petits artisans, les chômeurs, les retraités, les ruraux et les citadins, ceux des banlieues. Fait significatif, les femmes sont au premier rang des manifestations, des blocages routiers, des parkings, des centres commerciaux. "

- "L'on sait maintenant qu'à la fracture sociale, il faut associer la fracture politique et démocratique. Elle révèle l'étendue d'une rupture entre le peuple et ses représentants, les institutions nationales et supranationales, les partis politiques, les syndicats, les parlementaires de droite comme de gauche, le gouvernement et singulièrement le chef de l'État sur qui se focalise l'ensemble du rejet exprimé à travers le mot d'ordre « Macron démission ! ». En une année, la confiance dans le président de la République s'est effondrée de 23%. Jamais en France, un homme politique n'aura fait l'objet d'une telle détestation, pour ne pas dire d'une haine. Un récent sondage fait ainsi apparaître que 88% des Français ne font pas confiance aux partis politiques, 73% ne font pas confiance aux médias et 70% aux banques. 55% se déclarent prêt à participer à des manifestations pour défendre leurs idées. Deux mois après le début de l'action des « Gilets jaunes », 57% continuent à leur apporter leur soutien. Plus de 70% des Français n'attendent rien du grand débat voulu par Macron."

LVOG - "On sait maintenant", non, sans blague !

Je ne veux pas vous influencer, chacun est libre de penser ce qu'il veut, gardez cela en mémoire et observez tous ceux qui feignent de découvrir que l'on vit sous une dictature, que le capitalisme et le régime sont épouvantables, comme s'ils n'avaient pas eu une multitude d'occasions de s'en apercevoir au cours du XXe siècle. Méfiez-vous, la plupart font dans la récupération pour mieux vous manipuler ensuite, c'est ainsi qu'ils ont toujours procédé, ce sont de faux amis la plupart du temps. Ici on a affaire à un membre de la Commission exécutive confédérale de la CGT, donc au moins on sait à quoi s'en tenir sur ses réelles intentions, qui n'apparaissent nulle part autrement que par ce que j'ai signalé.

Tenez, les infos suivantes sont de bons exercices pour s'entraîner à reconnaître les faux amis.

- Martinez (CGT): "il faut arrêter avec les armes contre les manifestants" - AFP 3 février 2019 "Il faut arrêter avec les armes contre les manifestants": le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez s'est indigné dimanche des nouveaux blessés samedi lors des manifestations deux jours après la décision du Conseil d'État de maintenir l'usage des lanceurs de balles de défense (LBD).

"Il y a encore eu des blessés hier, je pense au secrétaire du syndicat lycéen UNL, Louis Boyard, qui a été blessé", a déclaré le responsable syndical sur le plateau de France 3, assurant être "inquiet depuis longtemps".

La CGT et la Ligue des droits de l'homme ont été déboutées vendredi en référé de leur demande d'interdiction des LBD parce que, selon le Conseil d'État, le risque de violence rend "nécessaire de permettre aux forces de l'ordre" de pouvoir y recourir.

"On nous dit: "ce n'est pas dangereux quand c'est bien utilisé" or, tous les samedis, il y a des blessés graves", a regretté M. Martinez, promettant la "poursuite" de l'action judiciaire "parce que ce n'est pas possible qu'on tire comme ça sur des manifestants avec les conséquences qu'il y a".

M. Martinez a par ailleurs indiqué que lui-même, en tant que manifestant, ne se sentait pas en sécurité dans les défilés. "Le 1er mai, on a été enfermé sur le pont d'Austerlitz par un cordon de CRS devant, un cordon CRS derrière et impossible de sortir", a-t-il raconté.

Il a également critiqué le "droit divin" selon lui des préfets pour "interdire une manifestation". "Il y a des militant de la CGT qui se rendent en manif, qui sont interpellés, c'est pas nouveau, et qui sont placés en garde à vue plusieurs heures, donc ça s'adresse à tous ceux qui veulent manifester, que la manifestation soit déclarée ou pas", a-t-il expliqué. AFP 3 février 2019

Ils ne rompront jamais avec l'idéologie du capitalisme.

- Des transfuges du PS et du MRC fusionnent pour fonder un nouveau parti - AFP 3 février 2019

Le Mouvement républicain et citoyen (MRC) et les socialistes ayant quitté le PS dans le sillage d'Emmanuel Maurel ont fondé ce week-end à Valence un nouveau parti baptisé Gauche républicaine et socialiste, situé dans l'orbite de la France insoumise.

Les militants du nouveau parti avaient le choix entre quatre noms. 45,5% des 2.538 votants ont choisi Gauche républicaine et socialiste, selon une vidéo diffusée dimanche.

Dans son discours de clôture, le député européen Emmanuel Maurel a plaidé pour le rassemblement de la gauche, et pour cela "il faut clarifier": "Aucune ambiguïté envers le macronisme", a prôné M. Maurel, en fustigeant "une verticalité grotesque", le "retour des barbouzeries", "une scandaleuse politique diplomatique" et un "hold-up sur les plus pauvres, les retraités".

"Aucune ambiguïté" non plus "envers ceux qui contestent le macronisme": "On ne finasse pas, on n'hésite pas, on soutient pleinement" les "gilets jaunes", dont les revendications - "égalité fiscale, justice sociale, approfondissement démocratique, renforcement des services publics" - "sont les nôtres".

Poursuivant son dialogue avec ses anciens camarades socialistes, M. Maurel a critiqué ceux qui "expliquent des trémolos dans la voix qu'il faut rassembler la gauche mais qui commencent déjà par excommunier le premier parti de gauche", la France insoumise.

"Poser comme préalable à l'union de la gauche que c'est la gauche non mélenchoniste, ça sera sans nous", a-t-il insisté.

"Nous ne sommes pas là pour aider à ressusciter le centre gauche ou à inventer un improbable cartel d'appareils qui ont peur pour leur survie. Nous sommes là pour changer le monde (...) alors assez de tartufferie", a affirmé M. Maurel, dans une allusion aux efforts du PS et de Place publique pour rassembler la gauche non-mélenchoniste en vue des élections européennes du 26 mai.

"Vous cherchez une liste de rassemblement. Une liste où il y a des socialistes, des gens du MRC, un député écologique sortant (Sergio Coronado, ndlr), menée par une fille qui n'est même pas trentenaire, engagée dans des combats incroyables contre l'évasion fiscale (Manon Aubry, ndlr), eh bien ! cette liste de rassemblement elle existe, c'est celle de Maintenant le peuple", a lancé M. Maurel, qui figure en bonne place dans cette liste.

Environ 400 personnes ont participé à ces rencontres. Parmi les représentants des partis invités, Sarah Legrain (Parti de gauche), Cécile Cukierman (PCF) et Younous Omarjee (LFI). AFP 3 février 2019

LVOG- "*Aucune ambiguïté envers le macronisme*", on leur fait confiance ! Chacun se souviendra de Mélenchon se voyant Premier ministre de Macron, donc Macron compatible, après avoir été Hollande compatible, Chirac et Jospin compatible, en effet "*assez de tartufferie*" !

Faites tomber les masques. L'Union européenne cautionne tous les coups d'Etat fascistes !

- La France demande à Maduro d'annoncer une élection présidentielle "d'ici ce soir" - Reuters 03.01

La réponse de Maduro.

- Maduro rejette l'ultimatum européen: pas de présidentielle au Venezuela - AFP 04.01

Le chef de l'Etat vénézuélien Nicolas Maduro a rejeté dimanche soir l'ultimatum de plusieurs pays européens pour l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle, tandis que ces membres de l'UE ont promis de reconnaître dans ce cas l'opposant Juan Guaido comme président dès lundi. AFP 04.01

- Venezuela : la cohésion de l'UE se fracasse sur le cas Caracas - Libération 3 février 2019

Face au refus de Nicolás Maduro de convoquer une élection présidentielle, six voire sept pays européens, dont la France, devraient reconnaître ce lundi la légitimité de Juan Guaidó. Hormis la Grèce qui soutient encore le régime chaviste, les autres Etats invoquent la non-ingérence. Libération 3 février 2019

Ils n'en reviennent pas !

- Gilets jaunes : Un acte XII qui mobilise encore - Liberation.fr 04.01

Dites donc, Libération, cela existe encore ?

Le régime est acculé, sa seule réponse, la suppression des libertés collectives et la répression sanglante, les tribunaux d'exception

- Blessé durant l'acte XII des gilets jaunes, Louis Boyard va porter plainte - Le HuffPost 3 février 2019

"J'étais sur la place de la République et je me suis pris un tir de LBD ou de grenade de désencerclement, pour le moment on ne sait pas vraiment." Samedi 2 février, à l'occasion de l'acte XII de la mobilisation des gilets jaunes, Louis Boyard a été blessé et évacué par les secours face aux caméras des journalistes, dont celle du HuffPost.

Après être passé par l'hôpital, le président de l'Union nationale lycéenne, la principale organisation syndicale représentant les élèves du secondaire, a donné des nouvelles de son état de santé dans une vidéo publiée sur Facebook, lui qui expliquait à chaud avoir été atteint par une balle de LBD et souffrir de fractures. "J'ai été pris en charge par les urgences, on m'y a très vite envoyé parce que ça commençait à gonfler et parce que la peau avait de très mauvaises réactions."

Toutefois, après plusieurs heures d'attente aux urgences, les médecins lui ont livré des nouvelles rassurantes. "On m'a expliqué que j'avais énormément de chance parce que j'avais été touché par un tir à 10-15 mètres, et donc finalement je n'ai pas de fracture, j'ai juste un œdème." Le HuffPost 3 février 2019

59 avocats disent leurs quatre vérités sur le traitement judiciaire des Gilets jaunes - Sputnik 03.02

59 avocats ont confié dans une tribune publiée sur franceinfo les difficultés auxquelles ils devaient faire face en exerçant correctement les droits de la défense dans les dossiers de nombreux Gilets jaunes.

Dans une tribune publiée le 2 février, sur franceinfo, 59 avocats mettent en garde contre «les dérives» qu'ils ont pu constater dans le traitement des dossiers des Gilets jaunes depuis le début du mouvement et pointent du doigt des «atteintes aux droits individuels et aux libertés publiques dans notre pays».

«Par la présente tribune, nous, avocats signataires, entendons alerter quant au danger que constituent ces procédures faites souvent dans l'urgence et visant principalement à gonfler, souvent de manière artificielle, des chiffres qui seront annoncés par le ministère de l'Intérieur», indiquent-ils en guise de préambule.

Ainsi, les avocats ont pu constater «la violation délibérée des droits de manifestants par des expulsions et délogements totalement illicites et en ayant recours à la force publique».

«Pire encore, tant dans le cadre des auditions libres que durant les gardes à vue, nombre de Gilets jaunes indiquent que des enquêteurs les ont dissuadés du recours à l'assistance d'un avocat en arguant que si l'avocat intervenait, ils seraient remis en liberté beaucoup plus tardivement», fustigent-ils.

Compte tenu de la rapidité du traitement de tels dossiers, les avocats y voient entre autres «le désir des pouvoirs exécutifs de donner une réponse forte».

D'autre part, poursuivent-ils, «les procédures relatives à de présumées violences policières ne font pas l'objet de la même célérité d'enquête ou de poursuites».

«Enfin, à l'instar de plusieurs parlementaires, nous sommes particulièrement inquiets quant au projet de loi actuellement en discussion dit "anti-casseur" qui nous semble contraire à nombre de principes fondamentaux», concluent-ils. Sputnik 03.02

Haut de page

Le 8 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie ne tient pas des infos d'hier.

On retiendra dans l'actualité politique française.

1- "*Bien qu'il soit clair que la grève générale semble très très très éloignée*".

Mais dites-moi, cela pose un certain nombre de questions politiques, non ?

Comment expliquez-vous que ce mot d'ordre soit repris par certains militants, y compris les Gilets Jaunes dorénavant, en tout cas par certains d'entre eux, alors que la grève générale semble renvoyer aux calendes grecques ? Quelles conditions faudrait-il réunir pour qu'elle se réalise ? Pourquoi ces conditions semblent réunies et malgré tout ne se produit-elle pas ? Comment expliquez-vous pourquoi si peu de travailleurs se mobilisent-ils contre la politique de Macron ? Comment expliquez-vous que si peu de travailleurs soient organisés ?

C'est curieux, n'est-ce pas ? On a déjà proposé des réponses à toutes ces questions et je n'ai pas le temps de me répéter ici, désolé.

2- "*Le Premier ministre recevra mercredi les partenaires sociaux pour faire le point sur le grand débat.*"

Ses alliés, ses complices.

Il y en a encore pour croire que sans conscience de classe, sans conscience politique, on pourrait renverser le régime ou ne serait-ce que le menacer, quelle illusion, c'est à se demander dans quel monde ils vivent et ce qu'ils ont appris, c'est pitoyable !

Personnellement, je préfère m'en tenir à la réalité aussi dure ou cruelle soit-elle.

3- « *La décision des États-Unis et de l'Ukraine de voter (le 17décembre 2018 à l'ONU - ndlr) contre la résolution initiée par la Russie s'inscrit dans le cadre de la stratégie de ces pays consistant à utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques* », a déclaré Patrushev, secrétaire du Conseil de sécurité russe, rapporte (l'agence) Tass. (Newsweek 27.12.2018)

Dites-moi, "*Utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques* ", ne serait-ce pas ce que fait le régime en France depuis les années 70, en hissant sur le devant de la scène politique le FN pour le faire passer de 1 à 20% lors des élections présidentielles entre les années 60 et 2017, s'en servir ensuite comme épouvantail ou repoussoir pour éliminer tous les candidats face à leur candidat Macron, pour alimenter la propagande ordurière consistant à amalgamer l'extrême droite et l'extrême gauche pour finalement accuser l'extrême gauche de collusion rouge-brun, le communisme d'être semblable au nazisme, pendant qu'ils soutiennent le fascisme en Ukraine et dans les pays baltes, en Espagne, au Brésil, au Venezuela et dans bien d'autres pays dans le monde. Sans parler des barbares de Daesh et des groupes issus d'al-Qaïda qui ont tous adopté l'idéologie des Frères musulmans ou du wahhabisme, dont les dirigeants sont reçus à Washington et dans toutes les chancelleries occidentales, qui sont à l'origine de tous les attentats commis en France et en Europe au cours des dernières années, qu'ils ont employé pour mener leurs guerres en Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Somalie, etc.

"*Utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques* ", c'est la dernière carte qu'il leur reste pour tenter de sauver leur abominable régime en perdition...après le Front populaire ! En France le régime s'extrême droitise un peu plus chaque semaine, comment cela va-t-il finir ? Nul ne le sait, pour me répéter encore une fois, disons qu'on est très mal barré pour éviter le pire, malheureusement. Nos dirigeants sont frappés d'autisme, ils sont apparemment incurables. Quoi qu'on vous propose, cela ne vous intéresse pas, j'estime avoir assumé mes responsabilités de militants ouvriers, que voulez-vous qu'on vous dise de plus ? A chacun ses responsabilités.

Entre nous, en avant-propos de cette causerie, je savais d'avance que cette journée de grève du 5 février ressemblerait plutôt à une journée d'action banale et sans lendemain. Si je ne l'ai pas dit, c'était pour ne pas jouer les troubles fêtes ou démoraliser davantage les militants.

Si je les ai ménagés, maintenant ils vont déguster ! Non, je plaisante, à moitié seulement comme toujours. En attendant les faits m'ont encore donné raison, et je me demande si un jour des lecteurs vont finir par s'en apercevoir, là je ne déconne pas, à force cela me fait même marrer, je sais qu'il n'y a pas de quoi, que voulez-vous il faut bien prendre les choses comme elles sont, non, non vous n'y tenez toujours pas, et bien moi je n'en démordrai pas, non mais alors !

Plus le temps passe, moins j'ai envie de me prendre au sérieux, il faut dire que je vieillis un peu plus chaque jour qui passe, et à mon âge on a passé le cap de se raconter des histoires ou de cultiver des illusions, peut-être parce qu'on sait qu'on arrive au bout

du chemin, alors on est tenté de se foutre de tout, là je suis très sérieux, qu'est-ce qu'on risque maintenant pour le peu de temps qu'il nous reste à vivre, franchement cela rimerait à quoi de raconter des conneries, il faut arrêter de délirer ou il faut changer de dealer les gars et les filles. Bon, je sais que la terre est peuplée de vieux cons, mais on n'est pas non plus obligé de leur ressembler. Quand je perdrai la tête je vous préviendrai, d'accord ? D'ici là, on va essayer encore de progresser, sinon à quoi bon continuer de vivre !

- Au format pdf (28 pages)

Passage rédigé le 5 février.

En réalité, ce matin mon voyage en bus depuis Pondichéry ne m'a coûté que 9 roupies au lieu de 200 ou 250 en autorickshaw, et je me suis tapé une heure de marche. A 14 heures je remettrai cela pour aller chercher le scooter, et en route un vieil indien de mon village m'a pris sur son scooter et m'a déposé à l'arrêt de bus sur la grande route, c'était sur son chemin, je ne le connaissais pas, mais lui si apparemment, il faut dire que je suis facilement repérable, je suis le seul Blanc du village !

J'ai affirmé il y a de cela déjà quelques années, que compte tenu de l'évolution de la composition de la classe ouvrière, de la disparition de pans entiers de l'industrie qui constituaient ses bastions, de son extrême hétérogénéité (y compris entre ses couches supérieures et ses couches les plus défavorisées), de son atomisation (ainsi que ses droits ou ce qu'ils en resteraient), du penchant à la régression du syndicalisme qui est devenu une tendance confirmée au fil des décennies, de l'absence de réformes sociales collectives depuis les années 80, il était improbable que se réalise une grève générale dans l'avenir à partir de revendications sociale ou les conditions avaient disparu pour qu'elle se produise, et que vraisemblablement elle serait déclenchée ou prendrait immédiatement la forme d'une insurrection politique contre le régime du fait de son caractère de plus en plus autoritaire, donc contraignant les masses à recourir à ce type de mobilisation pouvant prendre une tournure révolutionnaire et évidemment violente en présence d'un tel régime.

Personne ne m'a écouté, mieux ou pire, on s'est foutu de moi, Tardieu débloque de son trou en Inde, il ne peut pas saisir l'évolution de la situation en France, c'est un révisionniste et j'en passe et des meilleurs. Soit, je constate que les faits m'ont donné raison, car immédiatement le mouvement populaire du 17 novembre 2018 s'est cristallisé autour d'une revendication politique : Macron démission, maintenant (avec le RIC ou RIP) c'est nous (les travailleurs) qui devons gouverner. Je n'en tire aucune satisfaction, je suis plutôt amer en constatant l'attitude injuste des militants à mon égard pour ne pas dire pire.

J'ai reproduit l'appel à la grève générale le 5 février, mais je n'y croyais pas du tout en fait. Je ne l'ai pas dit les jours précédents pour ne pas démoraliser les lecteurs.

J'ai imaginé le dialogue suivant entre deux travailleurs pour illustrer l'incurie légendaire de nos dirigeants.

- Mais enfin bordel, c'est à rien n'y comprendre

- Garde ton calme Emile, tu vas en avoir besoin pour la suite !

- Ne me coupe pas, merde ! Les syndicats se sont toujours adressés aux travailleurs, non ? Nous aussi, alors quoi, et qu'ils soient bien lotis ou pauvres, ils s'en sont détournés et ils nous prennent pour des rigolos

- Il y a sans doute des raisons à cela, tu ne crois pas ?

- Arrête de déconner, pour un peu tu vas leur trouver des excuses

- Non, une explication ou plusieurs si tu préfères

- On a retourné le problème dans tous les sens et on est toujours arrivé à la même conclusion

- Tu as raison de le rappeler

- Bon alors, tu vois que j'ai raison

- Je n'ai pas dit que tu avais raison, je pense même le contraire

- Ah ben elle est bien bonne celle-là ! Et moi qui te prenais pour un camarade...

- Là, c'est toi qui déconnes

- Excuse-moi

- Laisse-moi continuer. Je voulais juste dire que ce n'était pas parce que nous étions toujours arrivés à la même conclusion, que c'était forcément la bonne

- Tu veux dire qu'on se serait planté pendant toutes ces années. Non mais tu te rends compte de ce que tu es en train de dire

- Parfaitement. Après tout qu'est-ce qu'on en savait toi et moi et les camarades, tu veux me le dire toi ?

- Je ne comprends pas où tu veux en venir Marcel, arrête tes mystères, tu veux m'embrouiller ou quoi ?

- Pas du tout, je voulais juste dire qu'on n'avait jamais réellement étudié la question à fond, on n'a fait que croire et répéter ce qu'on nous racontait, en gros, si les choses se passaient ainsi, c'est qu'elles devaient se passer comme cela

- Tu veux dire qu'on a gobé un tas de trucs aveuglément et que c'était des conneries

- C'est à peu près cela, oui, c'est ce que je pense en observant comment les choses se passent sous nos yeux

- Là je te donne raison, c'est vrai que ce n'était pas prévu...

- Tu vois, tu y viens aussi...

- Dis, tu le fais exprès ou quoi de ne pas finir tes phrases ou de dire les choses à moitié

- Je voulais dire que si nos dirigeants n'ont rien vu venir et si nous sommes sur la touche, cela peut signifier qu'ils ont pu passer à côté de bien des choses qui nous ont échappé également, ce qui expliquerait pourquoi nous en sommes arrivés là.

- En somme, tu es en train de me dire qu'ils se sont complètement plantés et qu'on a été assez cons pour les suivre.

- En quelque sorte, oui

- Mais attends, c'est grave ce que tu insinues

- Hier cela pouvait passer pour une n'insinuation, aujourd'hui c'est devenu un constat incontestablement

- Mais alors, il va falloir qu'ils s'expliquent

- Je ne suis pas sûr qu'ils y soient prêts ou que les explications qu'ils fourniront nous convaincrons

- C'est vrai que c'est un sacré coup dur pour eux à encaisser, je n'aimerais pas être à leur place

- Moi non plus.

- Tu crois qu'ils vont nous raconter encore des blagues ?

- Ecoutes, c'est bien parti puisqu'ils continuent avec le même refrain, apparemment ils sont incapables de tirer les leçons de ce qui est en train de se dérouler sous leurs yeux, donc je suis plutôt pessimiste.

- Alors on est dans la merde jusqu'au cou

- Cela tu l'as dit, et c'est très désagréable car nous n'y sommes pour rien

- Mais alors qu'est-ce qu'on peut faire, on ne va pas continuer à ramer pour que dal et en plus passer pour des cons

- On devrait y être habitué depuis le temps

- Qu'est-ce que tu veux dire par là ?

- Tu ne te souviens pas qu'en 81 on passait déjà pour des farfelus

- Ah ouais, tu as raison, j'avais oublié, j'en étais gêné et je ne savais plus où me foutre

- Et c'est bien cela aussi notre problème

- C'est vrai maintenant que tu le dis, on ne se souvient que de ce qu'on nous a raconté à l'époque, mais on ne souvient plus de comment les choses se sont réellement passées, du coup on était bon pour faire des conneries indéfiniment

- Et les justifier

- C'est bien cela le pire, arrête j'en ai honte

- On avait des excuses

- A l'époque, je suis d'accord avec toi, mais pas 40 ans plus tard on n'en a plus ou alors c'est qu'on n'a jamais progressé

- Effectivement, on est devenu des vieux cons, mais cela peut encore s'arranger

- Tu crois, rassume-moi.

- Ecoute, c'est à nous à réfléchir à la manière dont tous les rapports entre les classes ont évolué, surtout à l'intérieur de notre classe, qui et quoi influence les travailleurs, comment pour les détourner du socialisme, pour comprendre pourquoi ils ont abandonné l'idée de vivre dans une société meilleure et plus juste, pourquoi ils sont indifférents à leur destin et qui plus est à celui des autres, pourquoi ils se contentent de cette vie médiocre qui n'a aucun sens, dépourvue d'idéal. Et à bien d'autres choses encore

- Moi c'est un truc que je n'arriverai jamais à faire

- Peut-être, mais ensemble on peut peut-être y arriver, regarde comme on a avancé

- C'est vrai, on a progressé ou tout du moins on a une piste de réflexion

- C'est mieux que rien ou de reproduire toujours les mêmes erreurs, non ?

- Assurément.

- Courage, patience et détermination valent mieux que force ou que rage.

- Salut camarade.

Parole d'Internaute

1- "Nous n’acceptons pas encore l’idée que nous ne vivons pas encore sous une dictature brutale, mais seulement une dictature “molle”, c’est à dire pas vraiment une dictature. Il est vrai que tant que nos revenus sont suffisants pour vivre décemment sans dépenses extravagantes, nous n’avons pas besoin, ni envie d’aller manifester dans le froid, la pluie et risquer la mutilation. Donc le dénis nous satisfait : il n’est simplement pas possible que nous vivions dans une dictature qui s’appelle “démocratie”. Les horreurs lues sur internet sont encore un “ailleurs”. Ce n’est pas très confortable intellectuellement, mais beaucoup peuvent encore tenir le coup ainsi. Combien de temps, combien de coups bas portés par le régime pour que la colère atteigne les tièdes ?"

LVOG - Ce témoignage confirme mon analyse et justifie les conclusions que j'en ai tirées.

2- "50 ans de syndicalisme “de base”, je confirme ce qui est bien historiquement documenté la collusion effective des appareils syndicaux et de leurs “patrons” (!) avec les pouvoirs en place pour faire accepter aux salariés toutes les dispositions les plus régressives depuis des décennies. Ces dirigeants syndicaux vendus sont largement récompensés de leur servilité à la fin de leur carrière."

LVOG - Banal constat. Quelle en est la signification politique ? Dans quelles conditions ces agents du capital sont-ils parvenus à la direction des syndicats, en ont-ils pris le contrôle, ont-il pu continuer à faire leur sale besogne, quels ont été leurs complices au

sein du mouvement ouvrier ? Au départ il s'est agi d'un coup d'Etat, par la suite ils ont été confortés par la tournure que prenaient les rapports entre la classe ouvrière et le capitalisme ou encore l'Etat, une fois les social-démocrates et les staliniens ayant adopté le réformisme bourgeois et le parlementarisme...

3- "Ce que je trouve remarquable, un gouvernement ukrainien ouvertement pro néo nazi, qui fait des affaires, par un accord de libre échange (http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2019/01/21/97002-20190121FILWWW00332-israel-et-l-ukraine-signent-un-accord-de-libre-echange.php), avec le gouvernement israélien, dont l'origine et la légitimité découlent de circonstances historiques des actes de barbarie de nazis… Et tout ça semble normal, "décontrachté !" comme dirait notre bon vieux Garcimore, y'aurait pas comme une sorte de dissonance cognitive ?"

LVOG - Qu'est-ce qui différencie le régime néonazi de Kiev de celui de Tel Aviv ? Rien !

Parole d'internaute à propos des Gilets Jaunes.

- "Je suis assez consternée de voir toujours, parmi les commentateurs de Mediapart, ces lanceurs d'anathèmes qui embrouillent voire rendent impossible toute réflexion. Réfléchir sans oeillères est pourtant, aujourd'hui, notre seule chance, car appliquer les vieilles recettes sur une situation neuve peut nous amener à faire d'énormes conneries.

Le mouvement des gilets jaunes m'a d'abord trouvée perplexe. Ce que j'ai repéré en premier, c'est les tentatives de le dévoyer: contre l'écologie (ça n'a pas marché), au service des fraudeurs de l'impôt en transformant leur refus de taxes injustes en cette tarte à la crème de "ras-le-bol fiscal", qu'ils ont su exprimer plus justement en "justice fiscale", ça n'a pas marché. Tentative de l'entraîner vers une violence mortifère, ça n'a pas marché. Tentative de le dévoyer vers l'électoralisme, ça ne semble pas marcher vraiment.

L'autre face du dévoiement s'adresse à nous: nous conduire à le rejeter vers l'ED (extrême droite - ndlr) en le considérant comme un ramassis de "populistes" et d'ED... ça pourrait marcher, mais heureusement c'est pas sûr, ça dépend de nous."

LVOG - Vous n'avez pas été la seule à être perplexe quand ce mouvement a surgi, un réflexe salutaire, car ayant été lancé par des inconnus à partir des réseaux dits sociaux.

Quant à Mediapart, c'est un sac à merde, dans la mesure où il y figure des blogs d'idéologues de l'extrême-centre et des commentateurs y interviennent pour y diffuser cette idéologie ultra réactionnaire. On les reconnaît facilement puisqu'ils assimilent l'antisionisme à l'antisémitisme, et ils reprennent la propagande rouge-brun assimilant l'extrême gauche à l'extrême droite, la question de savoir si on doit ou non dialoguer avec ce tas d'ordures ne se pose même pas.

L'un de ces commentateurs avait repris un article du Nouvel Observateur qui s'était basé sur une étude réalisée par Roman Bornstein, membre d'un think thank de l'extrême-centre, la fondation Jean Jaurès, partant de là tout était dit, puisque ce think thank s'est spécialisé dans l'interprétation falsifiée des faits, l'amalgame, la diffamation, les accusations sans preuves, etc. méthode propre au totalitarisme qui consiste à présenter des conclusions infondées comme cohérentes et sérieuses, de telle sorte que les lecteurs soient portés à y adhérer sous peine de se sentir coupables ou d'être traités d'antisémitisme, de racisme, de xénophobie, de misogynie, de fascisme, de populisme, de complotisme, de suppôt du terrorisme, etc.

La gauche et le PS ont servi de marche pied à l'extrême-centre dont l'extrême droite est l'allié naturel. Les uns servent de couverture aux autres, d'autant plus facilement que l'interprétation de leurs intentions est faussée, ils tirent leur légitimité de leur affrontement fictif, qui lorsqu'il est démasqué laisse apparaître qu'ils n'ont qu'un seul et unique ennemi, la classes ouvrière et l'avant-garde d'extrême gauche qui incarne ses intérêts, le socialisme. Et dès lors qu'on n'a pas conscience qu'ils partagent le même fond idéologique, on est prêt à subir l'influence de l'un ou de l'autre selon sa situation ou le milieu dans lequel on évolue.

Il est d'autant plus facile de tomber dans leur piège, que tous se présentent sous les meilleurs auspices ou tous les courants politiques de l'extrême gauche à l'extrême droite partagent en apparence les mêmes aspirations générales, progressistes, sociales, de manière à ce que la confusion soit portée à son comble, la ligne de fracture qui existait entre eux devient flottante et le curseur se déplace au grès de la propagande (et des besoins) du clan de l'oligarchie qui a adopté l'extrême-centre, c'est lui qui est aux commandes, tandis que les étiquettes des uns et des autres demeurent, de sorte que n'importe qui peut se voir dorénavant accusé d'être d'extrême gauche, de gauche, de droite ou d'extrême droite.

L'avantage d'un tel procédé, c'est qu'il permet de cibler n'importe quel dirigeant ou militant politique de l'ensemble des partis, la totalité des membres des différentes classes qui peuvent se voir accusés de tout ou son contraire indistinctement sans qu'ils puissent se défendre, à partir du moment où effectivement tous les partis de l'extrême gauche à l'extrême droite pratiquent la confusion des genres (à des degrés divers) ou même leur inversion, par exemple quand la gauche soutient un coup d'Etat néonazi elle empiète sur le territoire de l'extrême droite, quand elle attaque la Syrie au lieu de la soutenir, quand elle partage la version du 11/9 de G.W. Bush, et la distorsion entre ce qu'ils font et ce qu'ils disent, entre ce qu'ils font et la manière dont ils le présentent prend de telles proportions qu'on sera porté à tous les rejeter. Et qui resterait en lice ? Le parti d'extrême-centre totalitaire, LREM, Macron et les élites corrompues qui diffusent cette idéologie aux relents philosophiques

nauséabonds nihilistes. En Marche, le mouvement, le "débat" ou la "réforme" permanente, tout se tient, c'est la même idéologie despotique, non ?

Les instituts de sondages sont des officines qui pratiquent l'amalgame rouge-brun des néolibéraux ou de l'extrême-centre.

Dans le baromètre mensuel YouGov réalisé pour Le HuffPost et CNews.

Quand Macron perd 1 point auprès des sympathisants d'extrême gauche (4% d'opinions favorables), huffingtonpost.fr 07.02

Comment peut-on imaginer qu'il existerait un sympathisant d'extrême gauche qui soutiendrait Macron ?

C'est intéressant, caricatural, ils vont trop loin et se démasquent eux-mêmes. Il s'agit d'une propagande frauduleuse qui a pour origine la réalité qu'ils fabriquent uniquement et non ce qui existe réellement, on en a ici la preuve flagrante.

Le maquillage de la fusion de l'extrême-centre et de l'extrême droite.

- Steve Bannon : «Macron est un pantin» et «les Gilets jaunes sont une inspiration pour le monde» - RT 5 février 2019

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire L'Express, Steve Bannon, ancien conseiller de Donald Trump et influent théoricien du renouveau du populisme, étrille violemment Emmanuel Macron.

Steve Bannon regarde de près la scène politique européenne et notamment française. Il avait rencontré le 11 octobre dernier à Paris Marine Le Pen, qui avait «renouvelé son intérêt» envers le projet de Steve Bannon destiné à aider techniquement les partis populistes d'Europe en vue des élections européennes. RT5 février 2019

LVOG - Tout s'accélère à notre époque, aussi il faut suivre comment évoluent les différents courants politiques, ceux qui se créent, fusionnent, se disloquent, se recomposent, disparaissent, renaissent temporairement, etc.

Tous les courants, toutes les représentations idéologiques créés pour servir la cause de l'oligarchie sont démasqués ou leur durée de vie est de plus en plus brève ou hypothétique, par conséquent sans cesse ils doivent pourvoir à leur remplacement, quitte à passer parfois par des coalitions scabreuses à défaut de mieux, comme c'est le cas aujourd'hui en Italie par exemple.

Au passage, vous aurez remarqué que tous se servent de l'extrême droite, Macron, Trump, Poutine, en France tous les partis de droite du PS à LREM qui partagent la même idéologie, mais aussi la pseudo-gauche (LFI-PCF) et extrême gauche (NPA-LO)...

Un exemple de fusion entre l'idéologie d'une partie de l'extrême gauche (notamment, NPA) et celle du clan ultra réactionnaire de l'oligarchie

- «Monstruosités grammaticales» : un chercheur s'alarme de l'écriture inclusive au CNRS - RT 6 février 2019

L'Académie française a adopté le 26 octobre 2017, à l'unanimité, une déclaration contre l'écriture dite «inclusive». Pour autant le CNRS fait fi de cet avis, ce qui inquiète l'un de ses chercheurs, Marcel Kuntz. Il dénonce une dérive idéologique.

Marcel Kurtz, chercheur en biotechnologie au CNRS, a exprimé, à la faveur d'une tribune publiée le 4 février dans Le Figaro, son opposition à la généralisation de l'écriture inclusive. Si l'Académie française s'est clairement opposée à son application le 26 octobre 2017, ce biotechnologiste végétal et directeur de recherche au Laboratoire de physiologie cellulaire végétale du CNRS à Grenoble, remarque, non sans regret, la féminisation des termes dans des documents édités par son centre de recherche. Un procédé qui engendre selon lui «des monstruosités grammaticales telles que «technicien.ne.s, ingénieur.e.s et chercheur.e.s».

Selon lui, l'objectif affiché «d'imposer une égalité des représentations entre les femmes et les hommes», cache en réalité «un champ de bataille idéologique, où resurgit la dialectique marxiste des rapports exploiteurs/exploités, oppresseurs/opprimés, revisitée par l'idéologie postmoderne – où la société est vue comme une juxtaposition de communautés, la plupart rangées en catégories victimaires (dont les femmes)». Un égalitarisme exacerbé qui aurait en outre pour «faire endosser aux mâles hétérosexuels le statut de Bourreau».

(Les gauchistes, qui, réduits à l'impuissance, peut-être au-delà de ce qu'on imagine et qui le vivent très mal psychologiquement ou sexuellement, ont adopté l'écriture inclusive, sont ultra minoritaires ou pour ainsi dire insignifiants au sein du mouvement ouvrier, y compris de l'extrême gauche. En quête de reconnaissance, il faut bien qu'ils se distinguent pour continuer à exister.

Leur comportement, qui dénote de grandes frustrations et contradictions qu'ils peinent à contenir, frise avec le crétinisme, et qui pour être dépourvu d'imagination n'a absolument rien à voir avec "la dialectique marxiste", pour laquelle la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière constitue la condition préalable à l'abolition de toutes les formes de discrimination entre les hommes et les femmes dans la société, car les rapports sociaux en vigueur aujourd'hui dans la société ne peuvent être que la reproduction de ceux issus du capitalisme.

Les gauchistes présentent la singularité de manquer de patience et de prendre leurs désirs pour la réalité. Du coup, ils en viennent à perdre de vue que seule la classe ouvrière est en mesure de mettre un terme à toutes les discriminations dont ses différentes couches sont victimes sous le capitalisme, et non les représentants du capitalisme. Il en découle qu'ils se retrouvent à combattre la classe ouvrière au côté de ses ennemis.

En plus d'être les fossoyeurs du socialisme, ils confondent également le combat contre les inégalités qui est parfaitement légitime, et la prétention d'établir une quelconque égalité entre les différentes classes en régime capitaliste, idéologie et conception de la lutte de classe qui sont étrangères au marxisme, mais par contre appartiennent bien aux opportunistes de tous poils. Ces militants qui adoptent l'écriture incursive ont un grave problème politique à résoudre de toute évidence. - LVOG)

Se félicitant de l'absence d'une inégalité de traitement entre les hommes et les femmes dans le domaine de la recherche, «ce milieu est culturellement tourné vers la prise en compte de la production scientifique et non pas vers d'autres critères [sexuels, ethniques, etc.]», assure-t-il, Marcel Kurtz désapprouve néanmoins l'existence d'une «Mission pour la place des femmes au CNRS». Selon lui, cette initiative est symptomatique d'une dérive causée par la théorie du genre.

«Cette Mission n'en reste pas moins influencée par l'idéologie du genre, impulsée par des sciences humaines et sociales, thuriféraires du postmodernisme. Parmi les déconstructions du postmodernisme (les Lumières, la science, la vérité, la nation, la transmission) figure aussi l'altérité des sexes. Et pour ces idéologues, s'il n'y a pas une parité absolue dans telles ou telles disciplines scientifiques, ou dans tels ou tels postes, cela ne peut être dû qu'à des «discriminations» ou à des «stéréotypes genrés» inculqués par la société».

Enfin, revenant à l'écriture inclusive, il accuse ses ardents défenseurs de faire la promotion du «mythe constructiviste» et notamment de balayer d'un revers de main «l'héritage civilisationnel» de l'homme. «Il s'agit en réalité d'un rêve despotique, peut-être doux, de bobos bien-pensants, mais une forme de despotisme quand même, portée par des inquisiteurs qui veulent nettoyer la grammaire et le langage et éliminer tout comportement non-politiquement correct», écrit-il.

Et de conclure sous la forme de questions rhétoriques : «Une vision politisée dénonçant comme "réactionnaire antigenre" toute critique à l'encontre de la "théorie du genre" (en fait il s'agit d'une idéologie du genre), doit-elle avoir sa place dans la communication institutionnelle du CNRS ? L'esprit critique faisant partie intégrante de la démarche scientifique, de telles réactions ne peuvent que confirmer que, en la matière, le pouvoir a été pris au CNRS par des tenants d'une approche non scientifique de problèmes par ailleurs bien réels. A l'heure où les choix politiques et budgétaires sont difficiles, la science a-t-elle intérêt à obéir aux injonctions des minorités agissantes, au risque de se couper d'une autre partie de la société ?» RT 6 février 2019

Pourquoi le clan ultra réactionnaire de l'oligarchie s'en prend-il à tous les rapports qui existent dans la société, exceptés évidemment ceux établis entre les classes ?

Parce qu'ils doivent déstabiliser toutes les classes, afin de pouvoir étendre leur hégémonie sur l'ensemble de la société, leur imposer un modèle de société ou un régime où ils ne disposeraient plus d'aucun repère pour résister ou s'y opposer. Et le meilleur moyen qu'ils ont imaginé pour y parvenir, serait de semer le chaos ou un climat permanent de suspicion, de haine, d'affrontement ou de violence entre tous les membres de la société, en brisant tous les rapports qu'ils peuvent avoir entre eux, en s'appuyant sur leurs aspects parfois archaïques ou sachant que certains de ces rapports se sont construits sur la base de préjugés que les classes dominantes qui se sont succédées au pouvoir avaient créés et entretenus pour asseoir leur hégémonie de classe.

En imaginant ce scénario, ils savaient pertinemment qu'une partie de la gauche ou de l'extrême gauche parmi les plus corrompues ou ignares ou encore habitées par un furieux dogmatiques les rejoindraient ou tomberaient dans le panneau, et cela a relativement bien marché, sauf avec l'écriture inclusive qui a été rejetée pratiquement unanimement, hormis au NPA, le parti qui se trouve être justement le plus décomposé de l'extrême gauche, mais il n'est pas le seul parmi les gauchistes en mal de repères, c'est à cela qu'on reconnaît ceux qui subissent le plus l'influence de l'idéologie de la classe dominante.

Au lieu de simplifier l'orthographe et les règles syntaxiques, l'écriture inclusive les complique à l'infini, c'est un professeur de français qui s'exprime ici. Elle est destinée à l'élite, aux nantis, au détriment du peuple qui peine déjà à maîtriser sa langue. L'écriture inclusive est une abomination, d'ailleurs quand je lis "chercheur.e.s", je leur rappelle que chercheuses existaient déjà !

A l'expression écrite, c'est une torture, à l'expression orale c'est carrément impraticable, je mets au défi quiconque de s'y livrer. Faites un test, essayez de prononcer : Hier j'ai croisé des militant. e.s, des étudiant. e.s, des intermittent.e.s, des paysan. e. s, attention, vous devez prononcer "militant -antes, étudiant -antes, intermittent -entes, paysan -sanes, " si, si, vous devez détacher

les syllabes, essayez encore, vous avez l'impression d'être en présence d'ânes (bac +5 !), c'est là qu'on s'aperçoit qu'on a affaire à une entreprise qui tend à la destruction du langage, de tout moyen de communication entre les hommes, car si demain je devais parler ainsi, c'est simple, je préfère encore cesser de m'exprimer !

Le despotisme leur a toujours servi de guide à travers les siècles jusqu'à nos jours.

Du puritanisme à la chasse aux préjugés en passant par prohibition, la permissivité, la pornographie, la dérégulation financière pour justifier l'impérialisme et la barbarie.

C'est ce courant politique de l'oligarchie qui est à l'origine de toutes les campagnes mondiales des dernières années, dont celles ayant conduit dans de nombreux pays (principalement occidentaux) à la légalisation du mariage (et de l'adoption) des homosexuels, du cannabis, de la PMA, etc. qui a fait la promotion des LGTB, qui instrumentalise le réchauffement climatique, qui a planifié l'afflux de migrants en Europe, après avoir été à l'origine du 11/9 et de toutes les guerres qui ont suivi, etc. et qui a porté Macron au pouvoir en France... C'est aussi ce courant politique qui a adopté la stratégie du nouvel ordre mondial totalitaire, et qui de fait détient le pouvoir aux Etats-Unis et influence largement le cours de l'évolution de la situation mondiale.

- Les États-Unis vont-ils se réformer ou se déchirer ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 25 octobre 2016

Extrait. Pour comprendre ce qui est en jeu, il faut revenir en Angleterre au XVIIème siècle. Oliver Cromwell renversa par un coup d'État militaire le roi Charles Ier. Il prétendit instaurer une République, purifier l'âme du pays, et fit décapiter l'ancien souverain. Il créa un régime sectaire inspiré des idées de Calvin, massacra en masse les Irlandais papistes, et imposa un mode de vie puritain. Il conçut aussi le sionisme : il rappela les Juifs en Angleterre et fut le premier chef d'État au monde à réclamer la création d'un État juif en Palestine. Cet épisode sanglant est connu sous le nom de « Première Guerre civile britannique ».

Après le rétablissement de la monarchie, les Puritains de Cromwell fuirent l'Angleterre. Ils s'installèrent aux Pays-Bas, d'où certains d'entre eux partirent à bord du Mayflower aux Amériques (les « Pères pèlerins »), tandis que d'autres fondèrent la communauté Afrikaneer en Afrique australe. Lors de la Guerre d'indépendance des États-Unis au XVIIIe, on revit l'affrontement des Calvinistes contre la Monarchie britannique, de sorte que dans les manuels actuels d'Histoire britannique, on la désigne comme la « Seconde Guerre civile ».

Au XIXème siècle, la Guerre de sécession opposa les États du Sud (principalement habités par des colons catholiques) à ceux du Nord (plutôt habités par des colons protestants). L'Histoire des vainqueurs présente cet affrontement comme une lutte pour la liberté face à l'esclavage, ce qui est de la pure propagande (les États du Sud abolirent l'esclavage durant la guerre lorsqu'ils conclurent une alliance avec la monarchie britannique). De fait, on retrouva l'affrontement des Puritains contre le trône anglais, raison pour laquelle certains historiens parlent ici de « Troisième Guerre civile britannique ».

Au cours du XXème siècle, cet affrontement interne de la civilisation britannique semblait révolu, hormis la résurgence des Puritains au Royaume-Uni avec les « chrétiens non-conformistes » du Premier ministre David Llyod George. Ces derniers divisèrent l'Irlande et s'engagèrent à créer le « Foyer national juif » en Palestine.

Quoi qu'il en soit, un des conseillers de Richard Nixon, Kevin Philipps, consacra une thèse volumineuse à ces guerres civiles, constata qu'aucun des problèmes n'était résolu, et annonça une quatrième manche [1].

Les adeptes des Églises calvinistes, qui depuis 40 ans votaient massivement pour les Républicains, soutiennent désormais les Démocrates.

Je ne doute pas que Madame Clinton sera le prochain président des États-Unis, ou que si Monsieur Trump était élu, il serait rapidement éliminé. Mais en quelques mois, on assiste à une large redistribution électorale sur fond d'une évolution démographique irréversible. Les Églises issues des Puritains ne totalisent plus que le quart de la population et basculent dans le camp démocrate. Leur modèle apparaît comme un accident historique. Il a disparu d'Afrique du Sud et ne pourra pas survivre encore bien longtemps, ni aux États-Unis, ni en Israël.

Au-delà de l'élection présidentielle, la société US doit rapidement évoluer ou se déchirer à nouveau. Dans un pays où la jeunesse rejette massivement l'emprise des prêcheurs puritains, il n'est plus possible de déplacer la question de l'égalité. Les Puritains envisagent une société où tous les hommes sont égaux, mais pas équivalents. Lord Cromwell voulait une République pour les Anglais, mais seulement après avoir massacré les papistes irlandais. C'est ainsi qu'actuellement aux États-Unis, tous les citoyens sont égaux devant la loi, mais au nom des mêmes textes les tribunaux condamnent systématiquement des noirs tandis qu'ils trouvent des circonstances atténuantes aux blancs ayant commis des crimes ou délits équivalents. Et, dans la majorité des États, une condamnation pénale, même pour un excès de vitesse, suffit à se voir retirer le droit de vote. Par conséquent, blancs et noirs sont égaux, mais dans certains États, la majorité des hommes noirs a légalement été privée de son droit de vote. Le paradigme de cette pensée, en politique étrangère, c'est la « solution à deux États » en Palestine : égaux, mais surtout pas équivalents.

C'est la pensée puritaine qui a conduit les administrations du pasteur Carter, de Reagan, de Bush (Sr. et Jr. sont deux descendants directs des Pères pèlerins), de Clinton et d'Obama à soutenir le wahhabisme en contradiction avec les idéaux affichés par leur pays, et aujourd'hui à soutenir Daesh.

Jadis, les Pères pèlerins fondèrent des communautés à Plymouth et Boston, qui ont été idéalisées dans la mémoire collective états-unienne. Les historiens sont pourtant formels, ils disaient former le « Nouvel Israël » et choisirent la « Loi de Moïse ». Ils ne placèrent pas de Croix dans leurs temples, mais les Tables de la Loi. Quoique chrétiens, ils attachaient plus d'importance aux écritures juives qu'aux Évangiles. Ils obligèrent leurs femmes à se voiler la tête et rétablirent les châtiments corporels. (Réseau Voltaire 25 octobre 2016)

- Ce que révèlent les élections US sur le conflit intérieur par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 novembre 2018

Extraits. Au contraire, l'idéologie alors dominante, aussi bien au Parti démocrate qu'au Parti républicain, était celle des Puritains : ordre moral et impérialisme.

...les Puritains qui fondèrent les colonies britanniques des Amériques

La première composante historique des États-Unis (les Puritains) entendait créer des colonies au mode de vie « pur » (au sens calviniste du terme) et poursuivre la politique étrangère de l'Angleterre.

Au cours des dernières années, les partis démocrate et républicain ont évolué pour devenir les porte-paroles de la pensée puritaine, défendre l'ordre moral et l'impérialisme. Les Bush sont des descendants directs des « Pères pèlerins ». Barack Obama a composé son premier cabinet en s'appuyant massivement sur les membres de la Pilgrim's Society (le club transatlantique présidé par la reine Elizabeth II).

Cependant, à la différence de l'Angleterre, où les Puritains finirent par perdre, ce sont leurs descendants qui vainquirent aux USA. (Ce que révèlent les élections US sur le conflit intérieur par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 novembre 2018)

La civilisation humaine est à la croisée des chemins.

La survie du capitalisme, un siècle après avoir atteint le stade de l'impérialisme, tend dorénavant à disloquer l'ensemble des rapports que les hommes ont patiemment tissés au fil des deux derniers millénaires et plus particulièrement au cours des trois ou quatre derniers siècles, qui se sont traduits par des progrès réalisés dans tous les domaines, social, culturel, éducation, connaissance, science, art, etc. qui coïncidèrent avec une élévation de leur niveau de conscience en général et de leurs conditions de travail et d'existence, sans toutefois qu'ils aient conscience de ce processus (de ses origines) ou que, l'évolution et l'issue des contradictions qui composaient ces rapports permettraient à la civilisation humaine d'atteindre un niveau de progrès supérieur ou au contraire précipiteraient sa destruction.

Ce n'est qu'à l'issue du développement des forces productives et de la lutte des classes, qui sont les deux principaux facteurs de l'évolution de la civilisation humaine dont dépendent toutes les relations qui existent dans la société, que ces deux orientations sont parvenues à maturité, au point que les différents protagonistes qui en sont les acteurs principaux (la classe des capitalistes et la classe ouvrière) sont amenés à se livrer une lutte à mort pour continuer d'exister, et de l'issue de ce combat dépend l'avenir de l'humanité.

Le défi qui nous est posé est simple : Soit on parvient à prendre conscience que la survie du capitalisme est le principal obstacle à tout progrès social, et constitue un péril mortel pour la démocratie et la civilisation humaine, soit on n'y parvient pas et nous sommes condamnés à en subir les terribles conséquences jusqu'à la disparition de la civilisation humaine. Que ce soit le capitalisme ou son pendant, la masse des exploités, aucun ne peut échapper aux lois de la dialectique, chaque corps a une durée de vie limitée au-delà de laquelle il se décompose, se putréfie, puis disparaît pour céder la place à d'autres.

Contrairement aux modes de production antérieurs, le capitalisme présente la particularité de n'avoir engendré aucun mode de production supérieur, aucune nouvelle classe qui l'incarnerait, dès lors qu'il ne peut plus concourir au progrès de la civilisation humaine, et qu'il n'existe aucun autre mode de production capable de lui succéder que le mode de production basé sur la propriété collective des moyens de production qu'incarne la classe ouvrière, il revient donc légitimement à cette classe de détenir le pouvoir politique pour mettre en oeuvre ce nouveau mode de production (supérieur et de répartition des richesses), ce qui implique qu'elle fasse à son tour sa révolution et se débarrasse du mode de production capitaliste...

Telle est l'une des deux issues que présente le processus dialectique matérialiste et historique qui permettrait de renouer avec le progrès social et d'assurer la pérennité de la civilisation humaine, qui vivrait enfin en paix et en harmonie avec sa planète. L'autre ne conduirait qu'au chaos, à la guerre sans fin, à la barbarie, à leur destruction.

On peut adopter le pire des comportements et le nier ou l'ignorer, dans ce cas on sera baloté de l'extrême gauche à l'extrême droite,

et le pire nous attend.

La ligne de fracture est facile à saisir, elle réside dans la rupture inconditionnelle avec le capitalisme et ses institutions qui toutes tendent vers le totalitarisme ou le fascisme.

Fake news. Tous riches ou presque, de quoi se plaignent les peuples, franchement !

Nouvelobs.com - Il y a certes une bonne nouvelle : la proportion des pauvres dans le monde a drastiquement baissé. Voici quarante ans, elle dépassait 40%. Aujourd'hui, 10 % de la population mondiale vit avec 1,90 dollar par jour. La moitié de ces personnes résident en Afrique.

LVOG - D'où sortent-ils ce chiffre de 1,90 dollar par jour par personne ? Parmi tous les Indiens que je côtoie ou que je connais, ils disposent d'1/5e ou d'1/6e de cette somme, voire moins encore.

Nouvelobs.com - 97% des Français appartiennent aux 30% les plus riches du monde. nouvelobs.com 02.02

LVOG - Quand Macron vous le disait que vous manifestiez la gueule pleine, il avait raison ! Scélérats !

Sans rire, dans cet article il était précisé que "*les comparaisons tiennent compte des prix dans chaque pays*", voyons ce qu'il en est vraiment en Inde où je vis de 1996.

En Inde ou le taux de change entre l'euro et à la roupie est de 1 euro = 80 roupies.

Le salaire minimum net mensuel avoisine 5.000 roupies. Pas de retenues sur salaire puisque les travailleurs indiens ne bénéficient d'aucun avantage social. Un ménage se compose en moyenne de 2 ou 3 adultes plus 3 enfants, parfois ou souvent plus avec un ou des vieux parents ou une parente veuve sans ressources, etc. Quand un seul adulte travaille, cela donne 5.000/30/5 = 33, 33 roupies par jour, soit 0,30 euro ou 0,55 dollar (à environ 1 dollar = 65 roupies). Si les deux adultes travaillent et que l'homme a un salaire plus élevé, disons 8.000 roupies, cela donne 13.000/30/5 = 86.66 roupies, soit à peine plus de 1 euro ou 1,33 dollar.

Mais dès que l'un ou l'autre s'absente de son travail, on lui déduit une journée de salaire, et cela arrive tous les mois, soit à plusieurs reprises, soit pendant plusieurs jours, pour cause de maladie, très fréquente ici, ou un enfant malade, un évènement familial, les familles comptent des dizaines, voir des centaines de membres, dont là aussi cela se produit fréquemment, décès, mariage, fiançailles, naissance, premières règles, etc, sans compter les pèlerinages, la mousson, les grèves générales imposées, les quelques jours fériés par an. Bref, il est rare qu'un Indien perçoive un salaire complet en travaillant 6/7j, sans congés. Sans parler des nombreux Indiens qui ne sont pas mensualisés, c'est la règle générale pour ceux qui travaillent dans l'agriculture, plus de 50% des actifs.

Et comme il n'existe pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie la plupart du temps, vous pouvez êtes licencié du jour au lendemain, quitte à être réembauché deux semaines ou trois mois plus tard, les travailleurs sont taillables et corvéables à merci et sans droit ni recours d'aucune sorte. Donc il est rare que les deux travaillent simultanément pendant des mois ou des années, leur revenus annuel est toujours amputé.

J'imagine que la même situation prévaut dans de très nombreux pays en Asie et en Afrique.

Et je n'ai pas mentionné l'inflation. Pour un peu le litre d'essence serait aussi cher qu'en France 70 roupies, près d'un 1 euro avec une monnaie qui vaut 1/80e de l'euro, que dis-je, il est 40 fois plus cher qu'en France !

Ici les prix augmentent une ou deux fois par an, entre 10 et 20% chaque fois ! Non, mais je ne raconte pas de blague, hormis quelques denrées alimentaires qui augmentent moins vite, et encore, on oublie vite les anciens prix ; Le petit pain qui valait 1 roupie il y a 20 ans, en vaut 10 aujourd'hui, son prix a été multiplié par 10, mais en réalité il a augmenté de 1000%, et je ne connais rien qui n'ait pas augmenté dans les mêmes proportions, à part les salaires qui ont augmenté de moitié seulement pour les plus mal lotis, la majorité.

Autrefois, les charges fixent des Indiens étaient réduites au minimum ou n'existaient même pas : pas d'équipements électriques à part une ampoule et un ventilateur, et encore, la facture d'électricité était de 10 ou 20 roupies, aujourd'hui elle tourne entre 500 et 1000 roupies, pas d'essence à acheter, tout le monde se déplaçait en vélo ou en bus, pas de téléphone... bref, leurs revenus leur servait à vivre, dorénavant ils servent à payer toutes ces charges, et ce qui leur reste sert juste à survivre. Quel progrès, quel bonheur ! Autrefois, avec un seul salaire une famille pauvre parvenait à s'en sortir, de nos jours avec deux salaires ils n'y arrivent plus, cherchez l'erreur.

Contrairement à ce que ces misérables falsificateurs, ces idéologues du régime, cet article a été rédigé par Speranta

Dumitru, maîtresse de conférences en science politique à l'université Paris-Descartes, les travailleurs pauvres sont encore plus pauvres et plus nombreux qu'autrefois, et en prime ils sont surexploités ou soumis en esclavage, car travailler 6 jours sur 7, c'est de l'esclavage, et travailler 6 jours sur 7 sans pouvoir vivre décemment, l'angoisse permanente de l'accident, de la maladie, du chômage en plus, c'est pire encore ! Et ce n'est là qu'un échantillon du tableau, la réalité que vivent les Indiens est pire encore.

Il n'y avait bien que Mélenchon pour l'ignorer.

Rappel de la causerie du 3 février- Mélenchon : "Nous ne connaissons ni l'objectif de ces réunions, ni le bilan qui en sera fait" (Le HuffPost 31.01)

Muriel Pénicaud - Le cap est légitime, puisqu'il est issu d'un programme pour lequel le président, puis une majorité de députés, ont été élus démocratiquement.

LVOG - Et les miracles de la collaboration de classes pour l'appliquer.

Muriel Pénicaud - Il y a un télescopage entre le temps nécessaire pour ces réformes et l'impatience que l'on comprend pour rendre les solutions concrètes et tangibles. La crise que nous vivons montre que pour compléter la démocratie représentative, colonne vertébrale de notre République, nous avons besoin de la démocratie participative, qui permet aux citoyens de donner leur avis au fil de l'eau, et de la démocratie sociale, que font vivre les partenaires sociaux et les associations. nouvelobs.com 31 janvier 2019

Ceci explique cela.

- Emmanuel Macron veut « booster » les petites associations - La Croix 05.02

- Macron envisage le retour des emplois aidés pour les associations - Le Dauphiné Libéré 05.02

Grand débat national en famille ou quand Mélenchon aime parler avec Macron.

À l'issue de près de deux heures d'entretien entre Jean-Luc Mélenchon et le président de la République ce mercredi soir.

À propos d'une dissolution, "(cela) paraît plutôt comme une solution d'apaisement et de règlement des problèmes", a-t-il admis, en précisant que "c'est pas là-dessus qu'(il a) été consulté".

Le chef de file des Insoumis a estimé avoir eu une "discussion intéressante" avec le président, "parce que cela permet de suivre les affaires de l'État, de donner son point de vue, d'échanger, même quand, comme c'est le cas, on est âprement séparés". "Mais ce n'est pas la guerre civile dans ce pays, on parle, il faut qu'on parle", a-t-il insisté. Le HuffPost 07.02

Mélenchon pouvait-il l'ignorer ?

- La popularité d'Emmanuel Macron penche toujours plus à droite - Le HuffPost 07.02

Les bienfaits annoncés du "Grand débat national".

- Doit-on fermer les urgences de nuit des petits hôpitaux? - Le HuffPost 07.02

Cela pourrait être la contribution de la Cour des comptes au quatrième thème du grand débat voulu par Emmanuel Macron: l'organisation de l'État et des services publics. Le HuffPost 07.02

Le "grand débat national" ou d'une dictature à l'autre.

- "Grand débat" : Macron a t-il copié le très autoritaire leader de Singapour? - nouvelobs.com 05.02

Le premier grand débat national, similaire à celui que le président de la République vient de lancer, s'est déroulé en 2012 à Singapour. Certes, tout n'est pas comparable, à commencer par le régime de cette cité-Etat de 5 millions d'habitants, sorte de "démocrature" éclairée. Mais, à y regarder de près, la comparaison entre les deux exercices est fascinante.

A l'instar de la crise des "gilets jaunes", tout commence à Singapour par un tremblement de terre politique. En mai 2011, malgré un scrutin aussi peu démocratique que les précédents, le parti au pouvoir depuis l'indépendance de Singapour en 1965, le Parti d'action populaire (PAP), ne récolte "que" 60% des voix. L'opposition, représentée par le Parti des travailleurs, obtient un

score historique et 6 députés… sur 87.

L'élite au pouvoir prend peur. Le divorce entre le peuple et ses gouvernants est patent. Un politologue singapourien se souvient : ""Les leaders du PAP se sont rendus compte que le point le plus faible du gouvernement était le communication.""

Comme en France aujourd'hui. "Notre Conversation singapourienne"

Le Premier ministre Lee Hsien Loong, fils du fondateur de l'Etat, prend alors une initiative qui surprend toute l'Asie. Il lance "Notre Conversation singapourienne" ("Our Singapour Conversation"): une série de débats ouverts à tous, y compris les fonctionnaires jusque-là tenus au secret absolu. Le but, explique notre politologue : ""Permettre au gouvernement de se reconnecter avec les électeurs et de tester de nouvelles options politiques.""

Là encore, troublante analogie...

Selon les documents officiels, la "Conversation singapourienne" est, comme en France, coordonnée par un Comité dirigé par un ministre, celui de l'Education. Et cette présidence par un membre de l'exécutif, est, comme en France, fortement critiquée, mais seulement anonymement sur les réseaux sociaux. Le Comité est composé de vingt-six autres membres, dont "un chauffeur de taxi, un artiste (sic) et un présentateur de télé", ce qui n'est pas le cas en France…

660 débats puis un triomphe électoral

La Conversation dure un an : 47.000 personnes y participent (soit l'équivalent de 600.000 en France), en 660 petits groupes. Le thème : "Qu'est-ce que les Singapouriens veulent pour 2030 ?" Les organisateurs sont perplexes. Comment rendre compte des travaux ? Comment, ce faisant, rebâtir la confiance entre le gouvernement et le peuple ? "Nous pensions que ce serait 'mission impossible'", racontent certains. D'autant qu'il y a énormément de requêtes, de paperasses… comme aujourd'hui en France.

Finalement, le Comité publie en rapport en 2013. D'où il ressort plusieurs demandes précises, concernant, notamment, le logement, la santé, les transports et l'immigration.

Avait-il déjà préparé ces réformes ? Quoi qu'il en soit, après la Conversation, Lee Hsien Loong prend des mesures qui correspondent tout à fait à certaines revendications exprimées : il augmente les aides à l'achat de logements devenus hors de prix au centre la cité-Etat, il fait changer les règles de l'assurance maladie de façon à mieux couvrir les personnes très âgées et modifie les règles de notation des élèves et des étudiants jugées trop sévères. Enfin, l'obtention de visas de travail est devenue beaucoup plus difficile.

L'un explique-t-il l'autre ? Aux élections suivantes, en 2015, le PAP fait un triomphe... nouvelobs.com 05.02

Le totalitarisme passe par le contrôle de l'information.

Quand le président de la République invite des professionnels des médias pour avoir "*une conversation libre dans son bureau*".

Lors de cette rencontre, Emmanuel Macron a assuré que "*le bien public, c'est l'information. Et peut-être que c'est ce que l'État doit financer. (...) Le bien public, c'est l'information sur BFM, sur LCI, sur TF1, et partout. Il faut s'assurer qu'elle est neutre, financer des structures qui assurent la neutralité*". En gros, "*il voudrait qu'une sorte de conseil, d'organisme, se charge de la vérification. Comme s'il y avait une part du journalisme qui consistait à vérifier des choses, et une autre part qui consisterait à raconter n'importe quoi*", éclaire Etienne Gernelle. Franceinfo 06.02

En complément.

- La police demande à Google de supprimer un photomontage d'Emmanuel Macron - BFMTV 30.01

Une demande des autorités françaises a été envoyée au géant américain pour faire supprimer une image sur laquelle le président de la République apparaît grimé en général Pinochet. BFMTV 30.01

- L'Ukraine fait de la date d'anniversaire d'un collaborateur nazi un jour férié et interdit un livre critiquant un leader antisémite - Les Crises 30.01

Le Parlement ukrainien a officiellement désigné l'anniversaire d'un collaborateur nazi de premier plan (Stepan Bandera Bandera - ndlr) comme jour férié, tout en interdisant un livre critiquant un autre dirigeant national antisémite (Symon Petliura - ndlr).

Le 17 décembre, l'Ukraine a voté contre une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à lutter contre « la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques contribuant à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y sont associées », selon l'agence de presse Tass. Les États-Unis ont également voté contre la mesure, bien que 129 pays aient appuyé cette initiative.

Yaroslav Stetsko, bras droit de Stepan Bandera, écrit donc en 1941 qu'il approuve totalement "l'extermination des Juifs et la rationalité des méthodes allemandes d'extermination des Juifs, au lieu de leur assimilation".

Ce Yaroslav Stetsko, sous prétexte de lutte contre le communisme, va bénéficier du soutien des USA comme de nombreux autres criminels de guerre ayant collaboré avec les nazis. Il va créer à Munich en 1946 le "Bloc des nations anti-bolchéviques" qu'il présidera jusqu'à sa mort en 1986.

Article complaisant du "Washington Post" du 21 juillet 1981, "Yaroslav Stetsko, le patriote solitaire" :

https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1981/07/21/yaroslav-stetsko-the-lonely-patriot/5f432413-8437-4b17-8326-35a2253a66cc/?noredirect=on&utm_term=.e870ce569f79

Les Crises 30.01

Le totalitarisme passe par le contrôle total de la population.

- À Paris, bientôt des "rues sans mégots" - L'Express.fr 06.02

Les élus ont adopté des mesures visant à faire disparaître les mégots, très polluants, des trottoirs de la capitale. L'Express.fr 06.02

Le régime commence à craquer de partout, aidons-le à s'écrouler.

- "Anticasseurs": plusieurs abstentions voire oppositions de députés LREM - AFP 04.02

Plusieurs députés LREM ont indiqué lundi qu'ils allaient s'abstenir mardi, voire réfléchissaient à voter contre la proposition de loi LR "anticasseurs" qui va être soumise au vote solennel de l'Assemblée en première lecture.

- Aurélien Taché (LREM) ne votera pas la loi anticasseurs "en l'état" - Le HuffPost 03.02

- Record d'abstentions, départ d'Orphelin: chocs en cascade chez les députés LREM - AFP 7 février 2019

Record d'abstentions de députés LREM mardi sur le texte "anticasseurs", départ mercredi d'une figure, Matthieu Orphelin: le groupe majoritaire a subi deux coups durs, les oppositions percevant un début de "fronde".

Orphelin autrefois membre d'EELV, qu'il avait quitté en 2012, M. Orphelin pourrait-il rejoindre les rangs écologistes?

50 "marcheurs" souvent issus de l'aile gauche se sont abstenus, soit un sixième du groupe ce qui est "considérable", selon une source parlementaire. AFP 7 février 2019

- Quand Darmanin cite Coluche au lieu de Churchill - L'Express.fr 07.02

Le ministre des Comptes publics a attribué par erreur une citation à Winston Churchill, ce mercredi, à l'Assemblée nationale.

- LREM : le départ de Matthieu Orphelin porte un nouveau coup à la majorité - Le Parisien 07.02

- L'historien Gérard Noiriel: Macron "ne comprend pas les classes populaires" - AFP 04.02

- «Donner une satisfaction facile à des secteurs non éclairés de l'opinion» - Liberation.fr 05.02

L'avocat Jean-Pierre Mignard, pourtant proche de Macron, pointe une loi inefficace, décidée dans l'urgence et qui donnera un pouvoir exorbitant aux préfets. Une «aberration» symptomatique d'un pouvoir qui se durcit en se rétrécissant politiquement. Liberation.fr 05.02

- Serge Hefez : «Il faut qu'Emmanuel Macron redescende de son Olympe» - LeParisien.fr 05.02

- "Nous sommes responsables devant nos lecteurs" : le coup de gueule du directeur du "Point" contre Emmanuel Macron - Franceinfo 07.02

Le directeur de l'hebdomadaire "Le Point", Etienne Gernelle, n'a pas apprécié les propos tenus par le président de la République lors d'une réunion informelle avec des journalistes le 31 janvier. Franceinfo 07.02

- Hulot accuse Monsanto d'avoir voulu nuire à sa réputation - huffingtonpost.fr 03.02

- Gilets jaunes : un ancien officier du service action de la DGSE dénonce la répression. - Le Média

- Enregistrements de Benalla : Mediapart refuse une perquisition après l'ouverture d'une enquête préliminaire - Liberation.fr 04.02

Le parquet de Paris a ouvert ce week-end une enquête pour «atteinte à l'intimité de la vie privée» et sur les conditions d'enregistrement d'une conversation entre Alexandre Benalla et Vincent Crase fin juillet. Liberation.fr 04.02

Gilets Jaunes

Les Gilets Jaunes : Pas vraiment des fachos, dommage !

LVOG - Et pourtant, on vient de voir à quel point ils appréciaient les fascistes, Macron, Trump et consorts.

- Dans le "vrai débat" des gilets jaunes, les propositions "épouvantails" ne passent pas - huffingtonpost.fr 04.02

Evidemment, plateforme à forte connotation "gilets jaunes" oblige, le référendum d'initiative citoyenne (RIC) rafle la mise avec 88% votes favorables (sur 3000 votants). De même, la volonté de réduire le train de vie des élus est plébiscitée par plus de 91% de 2400 votants.

...parmi les propositions les plus débattues, celle visant à supprimer la loi sur le mariage pour tous est rejetée par une écrasante majorité des quelque 1700 votants (83%).

Quant à la peine de mort, la position des participants au "vrai débat" est aussi homogène que pour le mariage pour tous. Sur près de 1800 votes, 15% des participants seulement sont d'accord avec l'idée d'une réinstauration de la peine de mort.

Un élément de plus qui semble indiquer que les gilets jaunes sont très diversifiés idéologiquement. L'expulsion définitive des fichés S vers leurs pays d'origine, la suppression des allocations familiales pour les parents d'enfants délinquants et le retour du service militaire n'obtiennent aucune majorité claire. huffingtonpost.fr 04.02

- Gilets jaunes: Un observateur blessé porte plainte contre la police - Reuters 04.02

Un membre de l'Observatoire des pratiques policières (OPP) et de la Ligue des droits de l'homme (LDH), blessé au front par un projectile tiré par les policiers samedi à la fin de la manifestation des gilets jaunes à Toulouse, va déposer plainte lundi... Reuters 04.02

- Avec la grève générale illimitée, François Boulo assoit son influence chez les gilets jaunes - HuffPost 05.02

L'avocat rouennais, à l'origine du premier appel à la "grève illimitée" serait le meilleur représentant du mouvement selon un sondage effectué par Éric Drouet.

Organisée avec Solidaires et une partie de Force ouvrière, soutenu par le NPA, le PCF et la France insoumise, cet appel à la grève nationale a très vite été repris par les gilets jaunes sur les pages Facebook dédiées au mouvement, véritable agora de la fronde. Éric Drouet, un des visages de la mobilisation y harangue notamment les foules depuis la fin du mois de janvier pour faire de cette journée d'action le point de départ d'une grève générale illimitée.

"Un sacrifice à faire aujourd'hui pour notre avenir et celui de nos enfants et petits enfants", estime François Boulo, le porte-parole des contestataires à Rouen à l'initiative de cet embryon de convergence des colères. L'avocat de 32 ans veut croire à un "moment historique" et semble, par cette initiative, asseoir son influence au sein d'un mouvement contestataire qui jusqu'ici a peiné à faire émerger des leaders incontestés.

Les gilets jaunes ne boudent plus les syndicats

De fait, tout est parti d'une vidéo publiée le 22 janvier par Le Média, un site d'informations proche de la France insoumise. Dans cette séquence visionnée près de 2.000.000 de fois -à retrouver ci-dessous- François Boulo estime qu'il "est temps que la résignation change de camp et d'en revenir au respect de l'article 2 de notre Constitution selon lequel le principe de la République est: 'gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple'." Il présente la grève générale illimitée comme le seul moyen de gagner la bataille.

L'appel de François Boulo a créé une petite brèche dans la défiance qu'entretenaient les gilets jaunes envers les syndicats. Jadis réticente à s'afficher avec ce type d'organisations, la grande majorité des gilets jaunes semble désormais encline à s'ouvrir un peu, sans doute animée par le sentiment de devoir évoluer pour durer. De nombreuses publications et autres sondages en vogue chez ces contestataires ont fleuri tout au long de ces derniers jours pour interroger la base du mouvement sur l'opportunité de se joindre à la CGT. Et les commentaires hostiles au syndicat sont désormais résiduels, beaucoup souhaitant profiter de l'appel de l'organisation pour se faire entendre plus durement. HuffPost 05.02

- Tribune de chercheurs: Nous sommes tous des gilets jaunes

Un large collectif d'intellectuels lance un appel à se mobiliser aux côtés des gilets jaunes. Ils exhortent leurs collègues à «inventer de nouveaux espaces de luttes et de débat» afin de soutenir le mouvement, mais aussi «d'y participer de l'intérieur». Ils appellent également à se joindre à la grève générale interprofessionnelle du mardi 5 février.

La déflagration « jaune » surgie depuis le mois de novembre partout en France semble maintenant réveiller la peur des populismes dans de nombreuses sphères de la société. Depuis le mois de janvier, des interventions de plus en plus nombreuses nous mettent en garde sur la présence « désormais dominante » de la droite populiste et fascisante au sein du mouvement des « gilets jaunes ».

Nous pensons que ces affirmations alarmistes se fondent sur une vision biaisée, qui interprète un mouvement né et développé avec des formes totalement inédites à partir de catégories politiques anciennes et inadéquates pour en saisir la nature. C'est un biais tout aussi important que dangereux, car il a conduit plusieurs intellectuels et observateurs de gauche à écrire, en toute bonne foi, que la critique de la démocratie représentative exprimée par les gilets jaunes et leur refus de se structurer comme mouvement en élisant des responsables les positionnait en dehors du champ démocratique. Dans cette veine, d'autres chercheurs ont même cru nécessaire d'enquêter sur le passé informatique des gilets jaunes les plus médiatisés pour traquer leurs agissements passés et démasquer des affiliations secrètes.

Loin d'éclairer le débat, une telle posture empêche de saisir la complexe physionomie d'un mouvement qui a provoqué, par sa force et par la singularité de ses formes d'organisation, une véritable « mue identitaire » chez la plupart de ceux qui l'ont vécu et s'y sont engagés.

Comme cela a été souvent le cas dans l'histoire, il y a un avant et un après à la participation de l'intérieur à un mouvement social de cette ampleur. Si les nombreux intellectuels et observateurs politiques qui s'échinent à traquer les traces d'une affiliation politique « douteuse » dans le passé des gilets jaunes, écoutaient davantage les déclaration de celles et ceux qui manifestent dans les rues et occupent les ronds-points, ils verraient que leurs actions concrètes ne rentrent absolument pas dans les cadres des catégories politiques traditionnelles : elles s'inscrivent en revanche dans un horizon fondamentalement marqué par une demande large, profonde et urgente de justice sociale. Et s'ils prenaient le temps et le courage d'écouter les très nombreux témoignages enregistrés en direct sur les médias alternatifs, ils entendraient à quel point l'éclosion du mouvement a totalement bouleversé la vie de chaque participant, en reconstruisant des liens, en faisant émerger des questions communes au-delà des anciennes positions idéologiques.

Nous sommes conscients du fait que des groupes qui prêchent des paroles de haine sont également présents sur les ronds-points et dans les cortèges. Mais nous savons aussi que, pour le moment, ils ne sont qu'une composante marginale d'une masse qui demande et revendique avant tout dignité et justice sociale. Les enquêtes développées sur le terrain en partenariat actif avec les gilets jaunes par plusieurs groupes d'étudiants et chercheurs ont d'ailleurs montré à quel point la grille de lecture du populisme est radicalement obsolète pour comprendre ce soulèvement. Déclenché sur la base d'une réponse à l'augmentation des prix de l'essence, le mouvement des gilets jaunes a su poser sur l'avant de la scène, une fois de plus, mais sans doute de manière claire et incontestable, toutes les questions fondamentales qui se posent dans une société épuisée par le pillage infligé au cours des quarante dernières années par les politiques néolibérales successives.

Comme nombre de nos concitoyens, nous avons assisté impuissants à ce pillage qui a systématiquement transféré la quasi-totalité de la valeur du travail effectué par des millions d'hommes et femmes vers le marché financier, qui a saccagé les biens communs en les donnant en pâture à sa clientèle, et qui a altéré progressivement mais profondément et sûrement la valeur et la signification mêmes du travail accompli. En tant que femmes et hommes travaillant depuis des années dans les structures de l'enseignement et de la recherche, nous avons à notre façon connu l'impact de ces politiques. L'utilisation de plus en plus massive du travail précaire, la destitution de toute forme d'autonomie de recherche, la centralisation des contrôles sur les projets et

les financements de la recherche ont conduit également à une prolétarisation du travail intellectuel, tout en l'assignant bien souvent à un rôle de servile complaisance avec les formes et les demandes du pouvoir politique et économique.

C'est pourquoi nous croyons important d'adhérer à ce mouvement de son intérieur et de participer, avec les femmes et les hommes gilets jaunes, à son ouverture vers une société plus juste : une société qui soit en mesure de garantir à chaque citoyen une juste rémunération pour son travail, l'aide dont il nécessite lorsqu'il est dans le besoin, tout en garantissant la justice sociale ainsi qu'une vraie égalité dans la cité. Nous appelons donc nos collègues à s'organiser et à inventer de nouveaux espaces de luttes et de débat où nous pourrions, non simplement soutenir le mouvement, mais y participer de l'intérieur avec les compétences qui nous sont propres, comme tout autre acteur du champ social.

C'est dans cette optique que nous souscrivons pleinement à l'Appel proposé par l'Assemblée de Commercy les 26 et 27 janvier 2019 que nous appelons nos collègues à participer massivement, avec le plus de publicité possible, à la manifestation du 2 février en hommage aux victimes des violences policières, ainsi qu'à la grève générale interprofessionnelle du 5 février prochain. (Suit la liste des premiers signataires) blogs.mediapart.fr

- Un gendarme aux Gilets jaunes à Montpellier : «Toutes nos familles, elles sont avec vous !» - RT 6 février 2019

Scène étonnante à Montpellier lors de l'acte XII : un gendarme a été filmé en pleine discussion avec des manifestants. Le militaire explique aux Gilets jaunes que les gendarmes n'ont rien contre eux, mais qu'ils doivent obéir aux ordres.

A en croire les sources policières contactées par RT France, la scène est courante sur les ronds-points : les forces de l'ordre maintiennent leur position, mais lorsque c'est possible, elles échangent dans le calme avec les Gilets jaunes. «Malheureusement, ce ne sont pas ces images qui sont montrées dans les médias», a ainsi déploré un porte-parole du Collectif autonome des policiers d'Ile-de-France (CAP-IDF). C'est une scène similaire qui a été filmée lors de l'acte XII à Montpellier le 2 février. On y voit un gendarme discuter avec des manifestants, place des Martyrs de la résistance.

Alors que ces derniers cherchent à lui expliquer qu'ils n'ont rien contre les forces de l'ordre et qu'elles bénéficieraient d'un «droit de réserve» – notion inexistante, peut-être confondue à tort avec le «devoir de réserve» –, le gendarme oppose : «Nous non plus, on n'a rien contre vous. Toutes nos familles elles sont avec vous. [...] On est militaires, on n'a pas le droit de désobéir.»

Les propos entendus sur la vidéo mettant en scène ce gendarme font écho à ceux relayés par une page Facebook soutenant les forces de l'ordre (Collectif Urgence Notre Police se Fait Assassiner 2). Dans ce texte, attribué à un gendarme mobile, on peut lire : «La plupart de mes collègues soutiennent et partagent le ras le bol des Gilets jaunes». L'auteur précise ensuite sa pensée : «Quand ça pète en guérilla à côté de toi et que tu CHOISIS de rester là parce que ça fera une bonne vidéo [...]. Si après l'appel à la dispersion tu es encore sur notre chemin c'est que tu en acceptes les conséquences. Certes ça n'est pas facile d'être opposé au peuple, nous n'y prenons aucun plaisir brutal, nous accomplissons simplement notre devoir, non pas de protéger la personne d'Emmanuel Macron mais simplement les institutions françaises que sont le Président de la République, le Palais de l'Élysée et surtout l'Ordre Public».

Et de rappeler : «Non, nous ne pouvons, et ne devons pas déposer casques et boucliers, car ça serait considéré comme un acte démissionnaire, nous aussi nous payons ces impôts qui nous payent, et avons besoin de notre job. Et nous risquerions en prime des poursuites pénales de par notre statut.» RT 6 février 2019

Mobilisation du 5 février.

- 8500 à 12 000 défilent à Toulouse, 300 000 en France selon la CGT - ladepeche.fr

La CGT appelait à une grève générale ce mardi 5 février. Un appel entendu et repris par plusieurs syndicats et associations, ainsi que par les Gilets jaunes. Les cortèges ont rassemblé 300 000 personnes en France selon le syndicat.

Toulouse : 8 à 12 000 personnes et camions poubelles en grève

Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Toulouse en début d'après-midi ce mardi, à l'appel de plusieurs syndicats. La CGT estime qu'ils étaient près de 12 000. La police a comptabilisé 8500 personnes.

Dans le cadre de la grève des agents territoriaux de la ville de Toulouse, une vingtaine de camions de collecte ménagère ont stationné une partie de la matinée autour de la gare Matabiau. Issus des dépôts Monlong et Raisin, ces agents, au nombre environ de 200, contestent la décision de la mairie de réduire la fréquence des passages de collecte entraînant une réduction d'équipes d'où une surcharge de travail. « Au vu de la pénibilité de leur activité, ils demandent de conserver leurs conditions de travail ainsi qu'une augmentation de leur salaire vu le bénéfice engendré par cette réduction (entre 2 et 3 millions annuellement) », explique Nicolas, du syndicat FO. Après s'être rassemblé, ces agents pour certains ont rejoint leur camion soit pour continuer

leur tournée ou poursuivre le mouvement de grève ».

Au collège Jolimont de Toulouse, suite aux réunions du personnel, les enseignants ont décidé de se mettre en grève dans l'optique d'une opération "collège mort". Plus de 95 % du personnel, enseignant et non-enseignant, est en grève ce mardi. Ils dénoncent des classes surchargées, des problèmes de sécurité au sein de l'établissement et un manque de moyens

Un autre défilé a commencé à Saint-Gaudens 14h30 place Jean Jaurès.

1500 manifestants à Albi

Dans le Tarn, un rassemblement départemental est en cours depuis 14h30, il s'est élancé de la place du Vigan à Albi.

Depuis ce matin 6 heures, une trentaine de Gilets jaunes bloquent le rond point de l'Hermet sur la RN 88. Ils interdisent aux véhicules l'accès vers Carmaux et donc de l'Aveyron. En ce jour de manifestation nationale, ils ont décidé que ce blocus durerait toute la journée.

400 manifestants dans le Tarn-et-Garonne

Dans le Tarn-et-Garonne, la mobilisation a touché plusieurs secteurs du service public dont la santé, le social, les transports et l'éducation. Dans les rues, les manifestants se sont dirigés vers la place nationale après une prise de parole devant le siège du Medef par les représentants de la CGT, Solidaires et du syndicat enseignant FSU. "L'union fait la force", a clamé Lina Desanti, Secrétaire générale de l'UD CGT 82. Selon les forces de l'ordre ils sont 230 participants. Ils ont ensuite été rejoints par 170 Gilets jaunes. Ces derniers ont été accueillis sous les applaudissements et le slogan "Tous ensemble ! Tous ensemble !".

Gilets jaunes et CGT défilent à Montauban

1800 à 2000 personnes à Tarbes

1800 manifestants selon la police et plus de 2000 selon les syndicats ont défilé aujourd'hui à Tarbes. Le cortège, mêlant militants de la CGT, Gilets jaunes et personnels enseignants très remontés contre les suppressions de 44 postes dans le secondaire dans les Hautes-Pyrénées, s'est élancé à 10h45 de la place Verdun. En tête de cortège, les salariés de la société Toupnot, sinistrée par un incendie, mènent la danse, suivis par les gilets jaunes. En début d'après-midi, une agora est prévue, toujours place Verdun.

A Tarbes également, des perturbations sont à prévoir dans 20 des 27 écoles publiques aujourd'hui.

1500 manifestants à Pamiers

Malgré une météo pluvieuse, une centaine de manifestants se sont positionnés sur le rond point Gabrielat à Pamiers. Ils ont particulièrement ciblé les poids lourds. Les Gilets jaunes ont bloqué les camions avant de les envoyer en direction de la zone d'activité de Trémège où ils étaient stockés. Plus d'une dizaine de poids lourds, dont plusieurs de sociétés locales de transports et de livraison de supermarchés, ont d'ores et déjà été détournés de leur destination. L'action des Gilets jaunes a provoqué un ralentissement aux abords du rond point Gabrielat. Ce barrage "filtrant" a permis aux manifestants de distribuer des tracts expliquant aux automobilistes les raisons de leur mouvement. Les Gilets jaunes ont rejoint la manifestation qui a démarré à 10 heures du centre-ville de Pamiers à l'appel de l'intersyndicale CGT, FSU, FO et Solidaires et à laquelle 1500 personnes ont participé.

3 à 400 personnes à Agen

3 à 400 Lot-et-Garonnais se sont retrouvés devant le siège du Medef, suite à un appel à la grève de la part de la CGT. Tous réclament la même chose : plus de pouvoir d'achat. « Nos combats se rejoignent, commente Alain, 62 ans, ancien postier syndiqué à la retraite. Mais la CGT se bat depuis plus de trente ans pour avoir une meilleure qualité de vie. C'est bien que les Gilets jaunes nous rejoignent, même si nous ne sommes pas d'accord sur toutes leurs revendications, surtout ce qui concerne l'immigration. Mais la bataille pour un meilleur salaire doit se faire avec le plus de forces possible. » Il réclame un salaire brut de 1 800 euros. Dans le cortège, il y a presque plus de jaune que de rouge. Certains ont collé un autocollant CGT sur leur gilet. Jean-Louis et Mauricette sont mobilisés sur les ronds-points depuis le 17 novembre : « Il faut lutter tous ensemble pour avoir plus de pouvoir d'achat et offrir une meilleure vie à nos enfants. De toute manière, on est arrivé à un point de non-retour avec le Président. Il essaie de nous enfumer avec son grand débat. Nous, on n'est pas près de lâcher.»

D'autres cortèges étaient prévus ailleurs dans la région. Dans l'Aveyron, un rassemblement à Rodez avenue de l'Entreprise, à Decazeville au rond-point des Tuileries, à Villefranche aux Halles, à Millau au Mandarou et à Saint Afrique depuis l'union locale de la CGT.

Dans le Lot, un rassemblement a été organisé à Cahors au départ de la place Mitterrand, à Figeac au rond-point Lycée Champollion. A Biars le rendez-vous était fixé au rond-point Bretenoux.

Dans le Gers, rendez-vous était donné à Auch, place de la Libération.

Dans l'Aude, à Carcassonne, une opération escargot a eu lieu au départ de la cité administrative pour rejoindre le siège du Medef à Lézignan-Corbières. Un départ était organisé à 10 heures depuis la CCI de Narbonne. Les deux cortèges se sont rejoints à 11 heures.

Le 5 février à Nancy

Prises de paroles des syndicats et des Gilets Jaunes de Commercy

Les personnels de l'éducation ont (...) rejoint la manifestation interprofessionnelle qui a commencé par des prises de parole de chacune des organisations syndicales appelantes. Mais, petite – et excellente - surprise, Solidaires 54 a décidé de céder son temps de parole aux Gilets Jaunes de Commercy, qui ont ainsi pu lire l'appel issu de l'Assemblée des Assemblées de Commercy. Événement important. Les Gilets Jaunes ont ainsi pu exposer le sens de leur mouvement et leurs objectifs aux salarié.e.s venu.e.s manifester à l'appel de leurs syndicats, contre le torrent de calomnies déversées sur eux par les médias. Une façon de lever les méfiances de part et d'autre et de percevoir les convergences : les prolétaires, avec ou sans gilet jaunes, du privé ou du public, ont bien les mêmes intérêts.

La manifestation interprofessionnelle

La manifestation s'est ensuite ébranlée selon l'ordonnancement fixé par la CGT. En tête on trouvait le cortège CGT fort d'environ 800 personnes (avec des traminots, des cheminots, des personnels de l'hôpital, de Safran, etc.). Un cortège étudiant de même taille le suivait, mobilisé contre la hausse inique des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE qui criaient à tue-tête « mêmes études, mêmes droits », après quoi venait le cortège de FO, puis celui de la FSU et de Solidaires, comportant environ 200 personnes chacun. Enfin, en queue de manifestation, serré de près par de nombreux véhicules de gendarmes mobiles, l'imposant cortège de plus de 1000 gilets jaunes, de tous le plus dynamique, lançant avec puissance des « Macron, démission ! », « Tous ensemble, tous ensemble », « Grève générale ! », chantant parfois un morceau de Marseillaise, ou entonnant un « ahou ahou ahou… ». Après avoir déambulé dans le centre de Nancy, la manifestation s'est terminée sur la place Stanislas. Et après ?

Un peu plus de 3.000 manifestant.e.s, ce n'est pas un raz de marée pour Nancy, et on est encore loin d'une véritable « grève générale », mais c'est déjà une manifestation respectable, dix fois plus importante en particulier que la journée du 14 décembre. Confirmation que l'appel des Gilets Jaunes à faire grève a pesé dans la mobilisation. Cette dynamique ascendante doit nous conforter dans nos efforts pour construire la mobilisation. Cela suppose de continuer à impulser l'auto-organisation dans tous les secteurs, de favoriser les convergences, en se battant pour des revendications claires et unifiantes contre la politique du gouvernement. Cela suppose aussi de lutter à tous les niveaux pour que les directions syndicales rompent avec le gouvernement et fassent une véritable campagne de mobilisation (tracts, vidéos, heures d'info syndicales, AG dans les entreprises, meetings publics, intervention dans les médias, etc.) avec l'objectif de la victoire, avec la conviction profonde que pour chasser cette politique, il faut chasser Macron, un mot d'ordre mis en avant par les Gilets Jaunes, mais qui doit devenir celui de toute la classe ouvrière et de la jeunesse. Un mot d'ordre qui ne peut devenir une réalité qu'à condition de réussir peu à peu, en tissant les liens, à créer les conditions pour que tout.e.s les salarié.e.s aient le sentiment que c'est le moment d'y aller et qu'en se mettant tout.e.s ensemble en grève, on peut défaire Macron, le MEDEF et imposer les revendications démocratiques et sociales les plus urgentes. tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Nantes

En Loire-Atlantique, les actions ont commencé dès 5h du matin, avec le blocage de la zone aéroportuaire notamment : environ 170 personnes étaient présentes (CGT et gilets jaunes), blocage plutôt réussi du périphérique malgré le nombre. Dans l'ensemble les actions prévues en amont de la manif ont été réussies et ont permis une heureuse rencontre GJ/syndicats (CGT en majorité).

A 9h, une action éducation devant la présidence de l'université ironisait sur les réformes Blanquer et appelait à une école plus juste.

Plus tard dans la matinée avait lieu à la maison des syndicats une AG éducation, à l'initiative de l'intersyndicale. Au plus fort de l'AG, il y avait environ 120 personnes, représentant des personnels et établissements divers : premier degré, second degré (collèges et lycées), lycées généraux et technologiques, lycées professionnels, AED en grève et qui commencent à construire une coordination. Les collectifs déjà existant sur le secteur (collectif contre les réformes Blanquer et Parcoursup mais aussi collectif des lycées pro) ont pu présenter leurs actions et souligner la nécessité et l'efficacité de l'auto-organisation. Un appel, sur la base d'un texte qui avait été écrit lors d'une AG en décembre (défense du service public et abrogation des réformes) et ajoutant la nécessité de mettre à l'ordre du jour, dès la rentrée des vacances d'hiver, la question de la reconductible dans tous les établissements a été travaillé et voté à l'unanimité.

Toutes ces personnes ont convergé ensuite en manif dans le centre de Nantes (2.500 environ) qui a commencé par des prises de paroles des syndicats mais aussi des AED en lutte. Le cortège syndical était majoritaire, le cortège prof était visible bien que non massif, les GJ étaient moins nombreux que lors des manifs du samedi à Nantes. Quelques jeunes et lycéens, qui restent malgré tout les grands absents de la manif. Lorsque la CGT a annoncé qu'elle « s'arrêtait là », après un tour de boulevard, les jeunes ont lancé un nouveau cortège, suivis par les GJ (aux cris de « syndicats avec nous ») et finalement les 80 % du reste de la manif. Ce second cortège, plus combatif, plus défiant vis à vis des forces de l'ordre présentes en masse, a « repris la rue » et s'est fini relativement dans le calme. tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Auxerre

Lundi 4 février

Réunion Gilets jaunes à Auxerre. Le but de la réunion était de discuter, tout mettre à plat concernant la vie du mouvement GJ sur Auxerre. Sachant qu'il y a plusieurs groupes GJ, issus d'un rond-point et un « groupe de travail » constitué « d'intellos ».

Les groupes du rond-point fonctionnent sur le mode AG + portes-parole. L'autre groupe est plutôt issu de la mouvance Nuit Debout, fête à Macron. Mais même dans ce groupe, il y a des GJ de la première heure.

J'étais déjà intervenu dans une réunion, la semaine dernière, du « groupe de travail » pour présenter un compte rendu de l'Assemblée des Assemblées de Commercy.

Hier, il était question que l'on parle aussi de cela, avec les autres groupes.

Réunion passionnante, vivante, houleuse, bruyante, et absolument enthousiasmante.

Il a été décidé de fusionner tous les groupes pour travailler à la préparation d'un « Vrai Grand débat » à Auxerre sur le thème : Justice sociale et pouvoir d'achat, dans une quinzaine de jours.

Il a été décidé également de répondre à l'appel syndical de manifester le lendemain.

Il a été décidé de tout faire pour communiquer le plus possible sur l'extérieur et de continuer à faire vivre par tous les moyens toutes les composantes du mouvement GJ.

Mardi 5 février

Rassemblement à la maison des syndicats. La CGT a sorti sa camionnette avec sa sono, les autres syndicats sont sous-représentés. Ambiance bon enfant. Les GJ arrivent. Tout le monde se rassemble sans trop se mélanger. Puis la CGT donne le départ en voulant prendre la tête du cortège. Evidemment, petites tensions. Le responsable syndical local éructe un « C'est une manifestation CGT ici monsieur » à un GJ… il se fait vite recadrer et les GJ prennent la tête du cortège, bruyamment et en rigolant.

Pendant un bon moment, les GJ ont été en tête du cortège. Le parcours était plutôt « caché », mais bon, à chaque rond-point les GJ ont bloqué la circulation, fait du bruit, désorganisant, déstabilisant le cortège syndical (il leur en faut peu pour être déstabilisés…) et mettant un peu d'ambiance dans cette promenade de santé. Et puis, il y a eu une halte devant la CCI. Avec prises de paroles. Et là, petit à petit tout le monde s'est mélangé. Tout le monde a écouté tout le monde. Un communiqué GJ a été lu (proposé à la réunion d ela veille par « le groupe de travail ») dans un silence émouvant… Et là, c'était beau. Là, on pouvait se dire qu'on vivait un grand moment de la lutte de classe. Enfin. Des applaudissements, des accolades et le cortège est reparti.

Direction un autre rond-point. Le cortège syndical s'est éparpillé, normal, il était déjà midi passé ! Les GJ sont restés pour former une chaîne humaine, main dans la main, tout autour du rond-point. C'était vraiment chouette ! Tous les slogans mythiques des GJ y sont passés, une marseillaise a été clamée. Retour au point de départ et aux voitures. Il est décidé d'aller manger un morceau su le rond-point de l'Europe, le QG avant de revenir en ville pour voir ce qui se passait au niveau des lycées. Casse-croûte au rond-point et à 14h les GJ sont devant un lycée de centre ville… et là, rien. Aucun blocage. Pas de profs en grève, donc pas d'élèves en grève… rien. On cherche les infos. Ca se passe à l'inspection académique. Il y a une réunion syndicale avec l'inspection sur des négociations de fermetures d'écoleS. Allez hop, les GJ foncent. On se retrouve au milieu des enseignants (quelques dizaines) et les parents d'élèves (quelques uns) qui font le pied de grue devant l'inspection, pendant que ça discute miettes à l'intérieur.

Sud éducation n'est pas autour de la table bien entendu. Ils sont très heureux de voir débarquer les GJ (plusieurs dizaines). Très rapidement ça fait du bruit. Ça chante, ça demande à entrer. Les représentants syndicaux SNUIPP etc. expliquent aux GJ qu'il ne faut pas interrompre la réunion, sinon, l'inspectrice d'académie va arrêter les négociations. Les GJ veulent rentrer, puis veulent que l'inspectrice vienne leur parler. On fait du bruit.

Les enseignants les plus avancés discutent, expliquent. Les discussions s'engagent. Les GJ hurlent pendant de longues minutes « Aucune fermeture ! Aucune fermeture », tapent contre les vitres pour que l'inspectrice sorte. Mais rien n'y fait. Au bout d'une heure de joyeux brouhaha, les GJ décrochent.

Les profs ont été un peu dérangés dans leurs petites habitudes, c'est très bien. Ca a permis d'ouvrir les yeux à tout le monde et, comme le matin, de créer une jolie convergence.

Au total sur les 2 actions, plus de 100 GJ étaient mobilisés.

La presse parle de 300 et 350 manifestants le matin. Il y en avait probablement davantage. Mais l'important n'est pas là, on l'aura compris. Bien qu'il soit clair que la grève générale semble très très très éloignée, le mouvement social est loin, très loin d'être étouffé. Il est grandissant et très ancré. A Auxerre en tous cas, ça s'est ressenti aujourd'hui.

Très fier d'être GJ ! tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Orléans

Ce matin, une cinquantaine de gilets jaunes accompagnés par Sud Energie ont filtré l'entrée de la Centrale Nucléaire de Dampierre en Burly, réclamant notamment la renationalisation d'EDF-GDF, un plan de rénovation et d'isolation des bâtiments contre le gaspillage énergétique, le retour de l'ISF...

Il y avait 3 points de mobilisation dans le département. Gien: 100 manifestantEs. Montargis: 350 manifestantEs. Orléans: 1500 manifestantEs, dont beaucoup de gilets jaunes.

La semaine dernière avait eu lieu une rencontre CGT-Solidaires avec les Gilets Jaunes et donc la banderole de tête était siglée CGT-Solidaires-Unef-Gilets Jaunes et intitulée « Réunis pour un même combat - Justice fiscale et sociale ».

Coté boites à la manif, il y avait les cheminots (une trentaine), une délégation de Federal Mogul (pieces automobiles), les Chèques Postaux, le Centre psy de Daumezon, la poste, les finances publiques, des profs... Pas de jeunes. Ce qui revenait le plus dans les discours, c'était les salaires et l'ISF.

A 15 heures, il y a eu une action de blocage d'Amazon à Saran. Quelques dizaines de gilets jaunes, ainsi que la CGT et Solidaires, ont bloqué l'accès des camions au site Amazon de Saran. Les présents entendaient protester contre le licenciement de personnel, et contre le non paiement d'impôt d'Amazon à l'Etat. Les flics sont intervenus à 20h30. tendanceclaire.org (NPA)

- Manifestation à Paris : rouges et jaunes à petits pas - Libération 5 février 2019

Mardi, à l'appel de la CGT, mais aussi de Solidaires, de la FSU, de sections locales de FO et de plusieurs acteurs militants et politiques, dont Attac et la Fondation Copernic, plusieurs milliers de personnes ont battu le pavé parisien le long de la rue de Rivoli jusqu'à la place de la Concorde. Un drôle de parcours, de mémoire de syndicalistes, pour une manifestation atypique à laquelle plusieurs figures des gilets jaunes s'étaient associées, dont Eric Drouet.A Paris, 30 000 personnes ont marché entre l'Hôtel de Ville et la Concorde selon la CGT, 18.000 pour la préfecture de police, 14.000 d'après le cabinet Occurrence, mandaté par un collectif de médias dont l'AFP. Lors de son dernier cortège dans la capitale le 14 décembre, la CGT avait plus faiblement mobilisé: 15.000 manifestants selon elle, 6.000 pour la police. «C'est un succès qui en appelle d'autres», s'est réjoui le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

A Marseille, 5200 personnes, selon la police, ont manifesté entre le Vieux-Port et la gare Saint-Charles. Si la CGT dominait très largement, plusieurs centaines de "gilets jaunes" étaient présents en milieu de cortège.

"Nos revendications sont identiques. Il faut être tous ensemble", témoignait Brigitte, retraitée qui perçoit une pension de 680 euros. Elle a rejoint les "gilets jaunes" à Fos-sur-Mer. "Il arrive un moment où toutes les luttes se rejoignent. Sans convergence avec les partis et les syndicats, on n'arrivera à rien", estime-t-elle.

A Lyon, parmi les 4300 manifestants selon la préfecture, environ 500 "gilets jaunes". "Cela fait trois mois qu'on est dehors et il faut aller plus loin alors on fait un pas: les syndicats ont appelé, on est là, maintenant on verra quand on appellera s'ils répondent", constate l'un d'eux, Fabrice.

Parmi les autres cortèges en régions, on recensait selon la police environ 8500 personnes à Toulouse, 2500 à Caen, 2300 à Lille et Clermont-Ferrand, 2200 au Havre, 1500 à Strasbourg, 1400 à Nîmes, 1300 à Tours, 500 à Rennes...

Le Premier ministre recevra mercredi les partenaires sociaux pour faire le point sur le grand débat.

Outre les revendications sociales, certains entendaient défendre "la liberté de manifester". Hasard du calendrier, mardi a été votée la loi "anticasseurs", donnant la possibilité aux préfets de prononcer des interdictions de manifester, un dispositif vivement critiqué par les syndicats.

La CGT prévoit une nouvelle journée nationale à la mi-mars. Libération et euronews 5 et 6 février 2019

Acte XIII

- Avant l'Acte XIII, le soutien aux gilets jaunes ne se dément pas - Le HuffPost7 février 2019

Semaine après semaine, le soutien de l'opinion publique au mouvement des gilets jaunes se maintient. Quand il ne se renforce pas. Près de trois mois après le début de la mobilisation et alors que se profile l'acte XIII, on compte toujours 64% des Français

Même petit rebond pour la perception du mouvement aux yeux des Français. Ils sont désormais 77% à trouver la mobilisation "justifiée" contre 74% au mois de janvier.

Autre indice de ce semblant de second souffle: l'opinion publique estime majoritairement que le mouvement doit se poursuivre pendant les deux mois du grand débat national, une première. Le taux de soutien grimpe de quatre points d'une vague à l'autre pour s'établir aujourd'hui à 52% contre 48% en janvier 2019.

Toujours selon notre baromètre du mois de janvier, les Français restent sceptiques à l'égard de ces semaines de discussion.

Dans le détail, ils sont 58% à penser que ces discussions ne contribueront pas à infléchir la politique du gouvernement et 54% à douter d'une restitution des propositions "en toute transparence et impartialité." Le HuffPost 7 février 2019

- Les Français massivement favorables au RIC - Reuters 6 février 2019

Neuf Français sur dix se déclarent favorables à l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC), l'une des revendications majeures des "Gilets jaunes", selon un sondage Ifop pour Valeurs actuelles à paraître jeudi. Reuters 6 février 2019

Une idée à soumettre à Macron

- En France, le suicide se porte tristement bien - Liberation.fr 5 février 2019

Serait-ce une fatalité française ? Les chiffres sur le suicide ne sont pas bons : l'Hexagone présente toujours un des taux les plus élevés d'Europe, avec près de 9 000 suicides par an. Et ce chiffre ne s'améliore pas vraiment.

Pour ce nouvel état des lieux, le baromètre de Santé publique France a interrogé en 2017 plus de 25 000 personnes de 18 à 75 ans, autour des pensées suicidaires ainsi que des tentatives de suicide. En 2017, ce sont 4,7% des 18-75 ans qui «ont déclaré avoir pensé à se suicider au cours des douze derniers mois», 7,2% ont tenté de se suicider au cours de leur vie. Et 0,39% au cours de l'année. C'est beaucoup, cela fait plus d'un million de personnes qui ont pensé à se suicider l'année écoulée. Liberation.fr 5 février 2019

- AP-HP Suicide d'un chirurgien à l'hôpital Avicenne - Liberation.fr 6 février 2019

Dimanche, en fin d'après-midi, il est venu à l'hôpital. Il a enfilé sa tenue de chirurgien. Et là, de son bureau de l'hôpital Avicenne à Bobigny (Seine-Saint-Denis), le professeur Christophe Barrat, 57 ans, s'est défenestré. Il est mort sur le coup. A l'hôpital, le choc est profond, le malaise aussi. L'homme était reconnu et apprécié. Chef du service de chirurgie bariatrique et métabolique du groupe hospitalier «Hôpitaux universitaires Paris-Seine-Saint-Denis (Avicenne, Jean-Verdier et René-Muret)», Christophe Barrat avait dû quitter l'hôpital Jean-Verdier il y a quatre ans, pour des raisons de restructuration au sein de l'AP-HP, et intégrer Avicenne. La direction de l'hôpital a évoqué «un professionnel respecté et apprécié de ses équipes qui incarnait l'excellence de sa spécialité». Et pointé le fait qu'il luttait contre un cancer. «Je m'élève en faux sur le fait de mettre en avant que Christophe était malade, dit Pierre Nahon, hépatologue. Il y avait une vraie souffrance au travail. Et dans un conflit comme il pouvait y avoir, là, entre plusieurs médecins, la direction s'en servait pour le fragiliser. C'est le système qui est dramatiquement défaillant.» Liberation.fr 6 février 2019

Ils osent tout

- 2015-2018: période la plus chaude depuis le début des relevés météo - AFP 07.02

Les quatre dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, a indiqué mercredi l'ONU, qui y voit la confirmation du réchauffement climatique causé par les concentrations record de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a annoncé que la température moyenne à la surface du globe en 2018 avait dépassé d'environ 1,0° C celle qui prévalait à l'époque préindustrielle (1850-1900). AFP 07.02

LVOG - Des "quatre dernières années", demain ils vont nous sortir que la température a augmenté par rapport à l'année précédente et que cela prouve que la terre se réchauffe, délirant. Dans 1984, le roman d'anticipation d'Orwell, les tyrans au pouvoir ont ordonné à la population de croire que 2 et 2 ne font plus 4 mais 5, on y est presque, c'est la même méthode de lavage de cerveau...

1,0° C en plus en 169 ans (1850) ou 119 ans (1900), c'est gi-gan-tes-que !

- Venezuela : on ne peut pas exclure que le régime reste en place - euronews 06.02

Hélas ! Consolez-vous, en France aussi, hélas !

- Aux Etats-Unis, le rêve d'un Big Bang de l'assurance médicale - AFP 05.02

Avoir une carte d'assurance maladie américaine ne garantit pas d'être soigné sans se ruiner. AFP 05.02

Elle garantit au moins qu'on peut se ruiner sans pour autant être soigné, c'est déjà un progrès ! Non, mais attendez, c'est cela la gauche américaine.

- Génocide arménien: Macron annonce un jour de commémoration nationale - Le HuffPost 06.02

Ces prédécesseurs on tous institués "*un jour de commémoration nationale*" en hommage aux peuples victimes des boucheries coloniales de leurs ancêtres, sans avoir rompu avec l'impérialisme et le colonialisme. La preuve.

- L'armée française intervient au Tchad pour éviter sa "déstabilisation" - Reuters 06.02

La démocratie par les bombes, rien de tel pour stabiliser un pays, c'est bien connu !

- Les talibans réclament une «constitution islamique» pour l'Afghanistan - Liberation.fr 06.02

- Les taliban optimistes pour leurs négociations avec les Etats-Unis - Reuters 06.02

Les négociations que les taliban ont menées le mois dernier au Qatar avec les Etats-Unis ont été un succès, a estimé mardi leur négociateur en chef lors d'une visite à Moscou. Reuters 06.02

- Cameroun : sortie antisémite d'un ministre sur fond de rivalités ethniques - Liberation.fr 06.02

Il doit être dans le colimateur de Tel Aviv ou Washington...

- Rohingyas: Angelina Jolie appelle la Birmanie à cesser la persécution - AFP 06.02

Et la ségrégation raciale aux Etats-Unis, vous appelez cela comment ?

- Manifestation pro-ouïghours devant la mission américaine à l'ONU - AFP 06.02

Quelques dizaines de personnes manifestent mardi 5 février devant la mission américaines aux Nations unies afin d'encourager le département d'Etat à se battre pour la liberté de la minorité musulmane ouïghoure, réprimée par les autorités chinoises dans le Xinjiang, une région du nord-ouest de la Chine... AFP 06.02

Simultanément, on apprenait que Erik Prince, le fondateur de Blackwater, avait investi précisément au Xinqiang.

- Sa société FSB, détenue à 25 % par le conglomérat financier public chinois, Citic, a signé un accord avec le Comité de gestion du parc industriel de Kashgar Caohu afin de former 8 000 agents de sécurité par an. Une cérémonie de signature s'est tenue le

11 janvier 2019 à Beijing (photo).

Selon Reuters, le partenaire chinois de FSB serait à la fois lié au Parti communiste local et au Groupe Chine Xinjiang (le « Bingtuan »), une agence publique de développement de la région turcophone doublée d'une milice paramilitaire Han. Réseau Voltaire 5 février 2019

Autrement dit, pendant que le département d'Etat soutient la minorité musulmane ouïghoure, l'un des dirigeants de sa milice privée lié au Pentagone s'engage à former des dizaines de milliers de miliciens paramilitaires Han pour les réprimer. L'AFP ne diffusera pas cette information évidemment.

On croit toujours avoir tout vu ou tout entendu, mais comme on ne peut pas les concurrencer ou rivaliser avec eux sur le plan du cynisme, on doit s'attendre à tout avec ces monstres sous peine d'être manipulé.

- En Cisjordanie, un far west à l'israélienne - Liberation.fr 06.02

Symbole d'une culture des armes à feu de plus en plus décomplexée, des Israéliens se mobilisent et participent à des stages d'autodéfense. Liberation.fr 06.02

Sur cibles réelles ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: la terre, priorité de la gauche radicale de Julius Malema - Franceinfo 5 février 2019

"On ne peut plus reporter la question de la terre, on ne peut plus reporter la question de l'emploi", a déclaré le chef des EFF, Julius Malema, le 2 février 2019, dans l'un de ces discours enflammés qui ont fait sa réputation.

"Nous avons faim maintenant, nous voulons manger maintenant", a-t-il lancé devant plusieurs milliers de personnes vêtues de rouge (la couleur du parti) et massées dans un stade de Soshanguve, au nord de la capitale Pretoria.

Transfuge du Congrès national africain (ANC) au pouvoir depuis la fin de l'apartheid en 1994, Julius Malema a fondé les EFF en 2013. Il défend une ligne radicale qui dénonce les "compromissions" du pouvoir avec la minorité blanche du pays.

La redistribution des terres, thème de campagne

Dans une Afrique du Sud au taux de chômage endémique (27%), ce fort en gueule de 37 ans a commencé à grignoter l'électorat jeune et pauvre de l'ANC. Il espère dépasser en mai son score national de 8% des élections locales de 2016.

Sans surprise, il a enfourché son cheval de bataille favori, celui de la redistribution des terres.

"L'économie est entre les mains de la communauté blanche, nous voulons que cela change", a-t-il promis sous les vivats et devant les poings levés de ses partisans.

"Nous allons placer les terres sous le contrôle de l'Etat afin de les redistribuer également entre tous (...). Ils ont tué notre peuple, ils ont violé notre peuple, nous ne pouvons pas récompenser ces violeurs, ces meurtriers. Nous voulons retrouver notre terre, ce n'est pas négociable", a tonné Julius Malema, en référence à l'époque de l'apartheid. Des emplois et une lutte contre la corruption

La question foncière constitue l'un des principaux thèmes de la campagne électorale.

Le chef de l'Etat et de l'ANC Cyril Ramaphosa a lancé une réforme foncière qui prévoit de modifier la Constitution pour permettre des expropriations sans indemnisation. Cette initiative très controversée vise, selon lui, a réparer les "injustices" de l'apartheid. A ce jour, les trois-quarts des exploitations agricoles du pays sont encore détenues par des Blancs, qui ne représentent que 8% de sa population.

Dans son discours, Julius Malema s'est également engagé à créer des emplois et à mettre fin à la corruption.

L'ANC part largement favori pour le scrutin de mai. Selon les analystes, le parti fondé par Nelson Mandela devrait conserver sa majorité absolue au Parlement. Et ce malgré les mauvais résultats économiques du pays et les affaires de corruption qui l'éclaboussent. Franceinfo 5 février 2019

Haut de page

Le 9 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'allais oublier de vous dire que j'avais reçu un bref message de remerciement d'un membre de l'Assemblée de Commercy.

Le grand délire continue, je parle dans notre camp, c'est à désespérer !

En face, ils sont comme ils sont, point final, ils ne changeront jamais.

C'est fou le nombre de gens et de militants qui tiennent à ce que le capitalisme et ses institutions exaucent leurs voeux, satisfasse leurs besoins, réponde positivement à leurs aspirations, c'est qu'ils sont toujours aussi ignorants ou ils n'ont pas appris grand chose au cours de leur vie. C'est à croire que lui trouver des vertus les rassure, c'est dingue !

Ils sont évidemment très mal placés pour donner des leçons aux autres ou pour critiquer leurs attitudes ou leurs idées. D'ailleurs, quand on les observe, on remarque immédiatement qu'ils sont eux-mêmes bourrés de contradictions et qu'ils n'en ont pas davantage conscience, du coup ils ont tendance à se comporter en petits despotes, pas vraiment éclairés, mais plutôt bien sombres, arrogants ou au bord du désespoir.

Le plus remarquable, parce que cela saute aux yeux, on pourrait leur retourner tout ce qu'ils reprochent aux travailleurs ou aux autres militants, pour être incapables de sortir du cercle vicieux de l'immédiateté dans lequel ils se sont enfermés, et de réfléchir ne serait-ce que pour se projeter au-delà. Pas dans l'au-delà, au-delà du capitalisme, pas en en faisant abstraction, mais en mettant leur imagination au service de la réalité qui ne se réduit pas à l'immédiateté largement instrumentalisée ou bourrée d'illusions ou d'émotions incontrôlées ou également inconscientes, superficielle, ils y trouveraient les matériaux pour envisager de changer de société, car ils ne se trouvent nulle part ailleurs que dans la réalité, où s'expriment les rapports entre les classes, qui sont à la fois à l'origine de la situation et de la condition de chaque travailleur, ce qui permet de discerner dans quelle direction ils peuvent s'orienter dans le futur en fonction de l'influence qu'exerceront sur eux différents facteurs, dont leur engagement politique...

Il arrive dans la vie qu'on soit en proie à bien des problèmes qu'on ne parvient pas à résoudre, c'est généralement parce qu'on ne les prend pas par le bon bout ou on ne les pose pas correctement. Autrement dit, on voudrait agir sur la réalité, non pas telle qu'elle se présente, mais telle qu'on l'interprète, et cela ne fonctionne pas, évidemment !

Les travailleurs pensent ceci ou cela, se comporte comme ceci ou cela, nous dit-on. Et alors, on a envie de leur dire, qu'est-ce que cela peut vous foutre ? Est-ce que parce que vous faites ou vous pensez ceci ou cela j'exigerais de vous que vous changiez de comportement ou d'idées ? Pas du tout, cela ne me regarde pas, c'est uniquement votre affaire. En revanche, on peut chercher ensemble ou se demander pourquoi. Ce n'est pas interdit à ce que je sache, il faut cesser de culpabiliser, à la longue c'est devenu un réflexe ou un prétexte pour ne pas réfléchir par crainte de ce qu'on va découvrir, vous êtes malade ou quoi, non, ben alors ! Voyez, je suis le premier à me livrer librement à cet exercice dans mes causeries, et non seulement je n'en suis pas mort, je me porte mentalement à merveille, et ne dites pas que ce serait à cause de l'âge, je connais plein de vieux cons, aigris et réacs ! Je n'admettrais pas que quelqu'un exige que je change d'idées, par contre cela m'intéresse de savoir d'où elles viennent ou d'en comprendre mieux la signification, parfois je l'ignore totalement ou je ne m'en souviens plus, à moi et à moi seul ensuite de décider de les conserver, de les modifier ou de m'en séparer, au moins j'aurais appris quelque chose, j'aurais progressé.

N'est-ce pas cela l'essentiel pour réunir les conditions qui nous permettraient d'agir pour changer de société, ou tout du moins parvenir à réunir cette condition, qui lorsqu'elle fait défaut fait obstacle à tout changement de société ?

On pourrait continuer longtemps sur ce sujet.

Tenez, imaginez qu'un élève abandonne l'école en fin de 3e pour rentrer dans un lycée professionnel, son niveau d'étude le permet, il pourra suivre en principe. Maintenant imaginez que vous l'inscriviez à un cursus universitaire quelconque, il va décrocher immédiatement.

On pourrait aussi demander à un simple menuisier de réaliser un travail d'ébénisterie, il va le saloper. On pourrait demander à un médecin généraliste de réaliser une transplantation d'organe chez un patient, vous pourriez prendre rendez-vous avec la morgue !

Je vis avec une femme indienne illettrée de 48 ans, qui compte sur ses doigts, et dont le niveau de conscience dépasse à peine celui des aborigènes. Est-ce que vous croyez que je vais exiger d'elle quoi que ce soit ? Bien sûr que non, je ne suis pas un tyran, je la respecte, il faut arrêter de déconner à un moment donné. Dites-le à vos dirigeants ou à ceux qui attendent des miracles de la part des travailleurs, arrêtez les conneries s'il vous plaît, où ont-ils la tête ?

- Au format pdf (6 pages)

On retiendra.

1- "*Quand on a renoncé à s'opposer aux puissants, on devient solidaire de victimes. Quand on a renoncé à être révolutionnaire, on devient dénonciateur du capital…*" (Commentaire d'un internaute dans un blog)

LVOG - Bref, on s'en accommode et on collabore avec ses représentants. On devient un de ses agents inconsciemment au départ, puis, embourbé dans des contradictions intenables pour tenter de le justifier, on va sombrer petit à petite dans le déni en enchaînant mensonges et interprétations fallacieuses des faits. A l'étape suivante, il ne nous restera plus qu'à capituler totalement ou à se renier, on sera devenu un agent conscient de la réaction maniant à tour de bras la démagogie la plus éhontée et recourant à l'hypocrisie la plus vile, au double langage trompeur pour continuer de paraître ce qu'on n'est plus depuis longtemps ou sauver les apparences... C'est triste d'en arriver là, non ?

C'est la dialectique du naufrage annoncé, quand on refuse de rompre avec le capitalisme et ses institutions, quand on abandonne le socialisme.

2- Parole d'un de ces agents.

Entretien avec le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

Politis - Faut-il aller vers une grève générale ?

Martinez- Une grève générale, ça ne veut rien dire ! C'est un mythe. Même en 1968, il n'y a pas eu d'appel à la grève générale. Il s'agissait de grèves en cascade, qui ont fini par faire boule de neige. Il faut donc travailler à une généralisation des grèves dans toutes les entreprises. Cela suppose d'aller à la porte de chacune, de discuter, d'entendre les problèmes.

Nous avons donc lancé le « véritable débat national », avec des cahiers d'expression revendicative.

Martinez- Nous ne sommes pas débordés sur notre gauche. Politis 30 janvier 2019

LVOG - Vous avez du bol, on doit être une poignée en France à l'avoir remarqué, avec bien entendu les idéologues de la réaction qui eux savent pertinemment à quoi s'en tenir, ils savent qu'on ne fait pas une révolution avec le ventre plein et la tête ailleurs. Quant à nos dirigeants, posez-leur la question ? Attention tout de même à leur réaction, elle peut être imprévisible et violente !

Il n'ont pas plus de sexe que de cerveau !

- Suivez en direct la journée de débats «Le pouvoir a-t-il un sexe ?» - Liberation.fr 8 février 2019

Parité, plafond de verre, machisme ordinaire ou partage du temps de travail ? Toute la journée, ce vendredi 8 février, Libération organise une journée de... Liberation.fr 8 février 2019

LVOG - Au passage, les médias sont bien des rouages du régime...

Acte XIII

- A quoi va ressembler le treizième samedi de mobilisation des "gilets jaunes" ? - FranceInfo 08.02

Où se rassembleront les "gilets jaunes" à Paris ? La manifestation ne devrait pas être déclarée cette fois, affirme Le Journal du dimanche. Selon le JDD, Eric Drouet a annoncé cettte décision sur Facebook, expliquant que "ceux qui déclarent en ont marre que les manifestations se finissent toujours de la même manière".

Sur les réseaux sociaux, plusieurs événements appellent toutefois les "gilets jaunes" à se retrouver sur les Champs-Elysées. Un premier donne rendez-vous sur l'avenue à partir de 7 heures et un deuxième, qui "intéresse" 13 000 personnes, à 9 heures. Celui-ci a été déclaré en préfecture. Une troisième page Facebook propose une manifestation à 10h30 au pied de l'Arc de triomphe, pour "destituer Macron et la Ve République". Quelque 1 800 personnes prévoient de s'y rendre et plus de 9 000 se disent intéressées.

Un autre cortège pourrait partir de la place de l'Etoile, entre 9 heures et 11 heures, pour "tenter un siège place Beauvau", selon la page "Acte XII - Destitution de Castaner". Un autre événement appelle au "blocage de l'Assemblée" nationale à partir de 8 heures. Plus de 2 200 personnes sont "intéressées". Les manifestants sont enfin invités à un "acte 3" de la "nuit jaune" à partir de 17 heures, place de la République.

Maxime Nicolle, alias "Fly Rider", est annoncé à Nice samedi 9 février. Les organisateurs de l'événement Facebook "Acte XIII - Pour notre liberté ! Frontière italienne" prévoient "une action à impact médiatique" en présence de cette figure du mouvement. Ils appellent "tous les GJ" de la région Paca à rejoindre cette manifestation, "en soutien à [leurs] blessés et aux familles de [leurs victimes]". Rendez-vous est donné au stade Allianz Riviera, à 11 heures. Quelque 1 700 personnes se disent intéressées par cet événement Facebook.

Plus de 2 400 personnes se disent intéressées par le "grand défilé" prévu par les "Gilets jaunes Rhône-Alpes" place Bellecour, à Lyon, à partir de 14 heures. Un autre événement Facebook prévoit "une opération escargot pour sillonner la périphérie lyonnaise", dimanche 10 février. Le trajet, déclaré en préfecture, prévoit un départ à 10h30 du Palais des sports de Lyon, puis un circuit passant notamment par le périphérique et plusieurs portions d'autoroute. Plus de 900 personnes se déclarent intéressées.

D'autres rassemblements sont prévus dans plusieurs villes de province. La page Facebook "Gilets Jaunes 67" annonce une assemblée générale à 10 heures, place de la République, à Strasbourg, suivie d'une manifestation et "d'actions" dans la ville. Les organisateurs prévoient également des covoiturages "pour se rendre à la manifestation régionale, qui part de la place de la réunion à Mulhouse à 13 heures". Plus de 300 personnes se disent intéressées par la mobilisation.

A Toulouse, la page "Révolution gilet jaune" appelle les manifestants à se rassembler au métro Jean-Jaurès à 14 heures. Quelque 2 700 personnes se disent intéressées par l'événement. Un autre événement, qui pourrait attirer 534 manifestants, propose un rassemblement au même endroit mais à 13 heures. Selon La Dépêche, des militants appellent également à des rassemblements à 11 heures sur des ronds-points en périphérie de Toulouse, en vue de bloquer des centres commerciaux.

A Bordeaux, le rendez-vous est donné à 13 heures place de la Bourse, indique LCI. Les "gilets jaunes" prévoient "une manifestation pacifiste" de "Gaulois réfractaires". A Rennes, les militants sont appelés à se réunir à 14 heures place de la République. FranceInfo 08.02

Le "Grand débat" : Un exercice pour plébisciter le programme ultra réactionnaire de Macron.

- Grand débat national : ce que disent les premières réponses des Français Le Parisien 07 février 2019

La fiscalité représente la thématique la plus visitée jusqu'à présent : ce jeudi près de 65 000 internautes avaient répondu à ses différentes questions. Et à les croire, plus de 6 Français sur 10 (62 %) pensent qu'il faudrait « revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales ». (Le discours de Macron. - LVOG)

Les allocations sont ainsi la première variable d'ajustement citée par les sondés pour financer les dépenses sociales. Une large majorité pense d'ailleurs qu'il faudrait « instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ». (Visiblement, les personnes qui ont répondu à ce questionnaire très orientée sont sous l'influence de l'idéologie qu'incarne Macron : Fainéants de chômeurs, salauds de pauvres, des profiteurs, etc. - LVOG)

Suivent, très loin, l'augmentation du temps de travail (29,7 %) et le recul de l'âge de départ à la retraite (24,5 %). (N'en jetez plus, la poubelle de la réaction est pleine ! - LVOG) L'augmentation des impôts arrive en dernier, avec 5 % d'internautes prêts à mettre davantage à la poche. L'ISF, qui ne fait pas partie des réponses suggérées, est spontanément cité par 2 % des sondés seulement. (Et pour cause, toutes les mesures plébiscitées sont tournées contre les travailleurs et en faveur des plus riches. - LVOG)

Une écrasante majorité (93,7 %) est sûre de pouvoir faire quelque chose pour la planète. Deux tiers estiment que leur vie est « touchée par le changement climatique ». (Ce qui en fait des schizophrénes ! Comme quoi la propagande marche à fond. Dès lors tout s'explique, non ? - LVOG)

...le cas de la transformation des « assemblées » (Assemblée nationale et Sénat) : 87,2 % se prononcent pour ! Celles-ci ne sont pas les seules dans le collimateur des sondés : les trois quarts d'entre eux (73,5 %) pensent qu'il faudrait réduire le nombre

d'élus, hors députés et sénateurs. (Macron aussi, encore une coïncidence ! - LVOG)

Une certaine demande de démocratie participative est tangible. (Mais pas nettement exprimée, CQFD. - LVOG) Elle s'illustre notamment dans la popularité du référendum d'initiative partagée, le RIP, organisé à l'initiative de membres du Parlement et d'une partie du corps électoral : plus de la moitié (53,3 %) se prononce en sa faveur (20 % ne se prononcent pas). (Je croyais que RIP voulait dire référendum d'initiative populaire ? L'ont-ils détourné ou c'est moi qui me suis trompé de lecture ? Bref, un référendum sur mesure pour légitimité la politique du locataire de l'Elysée. - LVOG)

Un tiers des sondés (32,2 %) estiment par ailleurs ne pas avoir accès aux services publics dont ils ont besoin. Il ne se dégage en revanche pas de consensus pour améliorer cet état de fait. (Et pour cause, Macron envisage plutôt de liquider ce qu'il en reste ! - LVOG) Le Parisien 07 février 2019

En prime, l'Etat policier a encore frappé.

- Manuel Bompard, n°2 de la liste France insoumise aux européennes, perquisitionné - Le HuffPost 8 février 2019

Invités en famille à boire la cigue de l'infâmie jusqu'à la lie.

- Hamon propose une votation citoyenne pour unir la gauche - Reuters 8 février 2019

Le chef de file de Génération.s, Benoît Hamon, appelle vendredi la gauche, les écologistes et les mouvements citoyens à participer à une votation citoyenne pour construire une liste d'union aux élections européennes du 26 mai.

Il propose aux électeurs un vote préférentiel, par voie électronique mais aussi physiquement, par lequel trois listes seront choisies et ordonnées par ordre de préférence.

"Ce mode de scrutin permet de voter, donc de choisir, sans exclure, et correspond à l'état de la gauche aujourd'hui", explique-t-il dans un entretien au journal Le Monde. ("Choisir, sans exclure", bref, ni droite ni gauche ou et de droite et de gauche, excellent, normal, ils partagent la même idéologie... que Macron. - LVOG)

"Les électeurs ne sont plus 100% attachés à une étiquette de parti mais peuvent être à la fois écolos, sensibles à la question du travail et soucieux de garder une part de souveraineté", ajoute-t-il. (Ils ne sont plus "attachés" à rien du tout, il n'y a plus de limite à la démagogie, au populisme. - LVOG)

La France insoumise, le Parti socialiste, les Radicaux de gauche (PRG), Europe Ecologie-Les Verts (EELV), le Parti communiste (PCF), Nouvelle donne, ou encore le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann, Place publique, font partie des formations visées par l'invitation de Benoît Hamon.

"Je souhaite que d'ici le 22 février, c'est-à-dire d'ici quinze jours, nous puissions avoir les réponses" des partis, a-t-il précisé sur RTL. (Il ne doute de rien ! - LVOG)

L'ancien candidat socialiste à l'élection présidentielle, qui espère des convergences, estime qu'il y aura des désaccords sur des "points de programme" mais juge que la question de la sortie des traités européens n'est plus aussi clivante. (Il sait qu'entre eux elle ne l'a jamais été. - LVOG)

"LFI semble avoir changé sur cette question. Il n'y a pas de mention du 'Plan B' dans leur document signé avec Podemos [Espagne] et le Bloco [Portugal]. Leur tête de liste, Manon Aubry, met beaucoup d'eau dans le vin de M. Mélenchon sur cette question et je m'en réjouis", dit-il. Reuters 8 février 2019 (Rien de telle qu'une Ongiste pour amorcer un virage encore plus à droite. Mais apparemment cela le sera pas pour cette fois-ci. - LVOG)

Et moi qui croyais qu'ils ne buvaient pas de picrate ces gens-là, comme quoi ils ne savent même pas vivre décidément, comme quoi on les surestime encore! Vous imaginez un Meursault, un Vosne-Romanée ou un Pétrus coupé avec de la flotte, ce serait un sacrilège ! J'évoque juste un souvenir, depuis 30 ans je suis abonné au château la pompe !

Le PS et le clone de BHL, Glucksmann, ont déjà répondu qu'ils étaient partants, normal, LFI, EELV et le PCF qu'ils n'en seront pas. Ils vont tous être laminés à ces élections...

Confirmation. Ils étaient compatibles ou la cloison qui existait entre eux était artificielle ou juste de circonstance.

- Espagne : Valls manifestera dimanche avec la droite et l'extrême droite - Le Parisien 8 février 2019

Heureusement que l'avortement est légal ! Tous les partis liés au régime sont traversés par des tensions insoutenables.

- Pinel retourne au PRG avec la "grande majorité des anciens radicaux de gauche" - AFP 8 février 2019

L'ancienne présidente du Parti radical de gauche (PRG) Sylvia Pinel a affirmé vendredi sur Facebook qu'elle retournait dans sa formation d'origine, avec selon elle la "grande majorité des anciens radicaux de gauche", après la tentative de fusion avortée du PRG et des radicaux valoisiens.

"Partageant le choix de la grande majorité des anciens radicaux de gauche, je rejoins donc le Parti radical de gauche, notre formation d'origine (...) à laquelle je veux, avec beaucoup d'autres, donner le nouvel élan qui lui permettra d'être au premier rang de la reconstruction, pour la République et pour la France", a-t-elle écrit sur le réseau social.

"La tentative de regroupement des radicaux de gauche et des radicaux valoisiens engagée avec la création du Mouvement radical/social-libéral, qui avait vocation à constituer une nouvelle formation politique pleinement indépendante, n'a pas abouti", a-t-elle constaté. (Trop tard, LREM avait déjà pris la place ! Ce sera peut-être pour une autre fois, qui sait, LREM n'est pas immortel ! - LVOG)

Interrogée par l'AFP, Mme Pinel a confirmé laisser son poste de présidente du PRG à Guillaume Lacroix, jusqu'alors secrétaire général du Mouvement radical, comme celui-ci l'avait lui-même indiqué mercredi.

Selon l'ancienne ministre, les anciens radicaux de gauche ne se reconnaissent pas dans la décision du MR de soutenir La République en marche pour les européennes.

"S'allier aux européennes alors que nous ne sommes pas d'accord sur la ligne nationale, c'était compliqué", a-t-elle souligné. (Compliqué à assumer seulement ! - LVOG)

Les radicaux valoisiens et de gauche s'étaient réunifiés le 9 décembre 2017, après 45 ans de schisme, laissant toutefois subsister pour une période transitoire leurs structures partisanes. AFP 8 février 2019

Ils osent tout

Non, il est les deux à la fois, d'extrême centre.

- Juan Guaidó est-il de droite, voire d'extrême droite ? - Liberation.fr 08.02

Assassinats ordinaires... dans une démocratie !

- Deux adolescents palestiniens tués à la limite de la bande de Gaza - Reuters 08.02

Non, sans blague, vivrions-nous dans un monde dirigé par des sourds dingues ?

- Ile-de-France : le bruit nuit gravement à la santé des habitants, selon une étude - Franceinfo 08.02

A ne pas confondre avec sourdingue, sourd tout court. On peut oeuvrer à l'éducation des masses et parfaire leur maîtrise de la langue française. Franceinfo 08.02

Haut de page

Le 13 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je fatigue à la longue, on vieillit !

Tous les jours sur les coups de 19 heures ou même parfois avant, j'ai un sérieux coup de barre, je ne tiens plus le coup.

Pour continuer à actualiser le portail mon mode de vie est complètement déréglé, car en plus quand je vais me coucher, je ne peux pas dormir parce que j'ai trop fumé, des clopes uniquement je précise depuis 3 mois, ou je me lève à 4 heures, cette nuit à 2h30 ! Je ne dors plus qu'une nuit sur deux en moyenne, et la journée je n'arrête pas un instant, je ne peux pas rester à rien foutre, et puis j'ai trop de trucs à faire, en plus je dois toujours être derrière ma compagne, je dois m'occuper de tout, quant à la sieste, c'est formidable en 20 minutes on a l'impression d'avoir fait une nuit, mais ce n'est pas dans mes habitudes, c'est stupide j'en conviens, on a tous des petits défauts.

Si rien de spécial ne se passe dans les semaines à venir, on va lever sérieusement le pied, j'ai besoin de repos pour réfléchir plus en profondeur. Si j'avais été un intellectuel j'aurais abandonné les causeries depuis longtemps pour me consacrer à l'étude de certaines questions. J'ignore si j'en suis capable, et puis je ne me vois pas me détourner de l'actualité sociale et politique. D'un autre côté, c'est vrai qu'on peut trouver des articles qui la résument assez bien, donc on n'est pas obligé de suivre l'actualité au jour le jour, c'est un truc de fou en réalité. A un moment donné il faut en sortir sous peine d'y laisser sa santé, c'est une réflexion que je me suis faite à plusieurs reprises sans en tenir compte. Et puis vu le nombre restreint de visiteurs et la situation inextricable dans laquelle nous sommes, je me demande si cela vaut la peine que je continue à ce rythme.

- Au format pdf (22 pages)

Contribution adressée à l'Assemblée des Assemblées populaires.

Le mouvement populaire du 17 novembre ne peut plus reculer.

Après la féroce et sanglante répression dont il a fait l'objet par Macron et l'appareil répressif de l'Etat, il doit exiger l'annulation de toutes les condamnations prononcées à l'encontre de manifestants ainsi que la libération de ceux qui sont actuellement emprisonnés, et poser clairement la question de réunir les conditions politiques pour y parvenir : chasser Macron du pouvoir et convoquer des élections à une Assemblée constituante souveraine qui adoptera une nouvelle Constitution.

Bien que minoritaire, parce qu'il exprime leurs intérêts, il bénéficie du soutien ou de la neutralité bienveillante de l'immense majorité des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes des secteurs privé et public, ainsi que des militants du mouvement ouvrier engagés dans le combat contre Macron et sa politique ultra réactionnaire.

Bruno Lemaire vient de confirmer que Macron ne changera pas de cap, qu'il était décidé à aller au bout des contre-réformes qui figuraient dans son programme électoral, dont la liquidation du régime de retraite par répartition au profit d'un régime de retraite individualisé encore plus inégalitaire et injuste destiné à paupériser les futurs retraités, ce qui concerne l'ensemble de la jeunesse et des travailleurs occupant actuellement un emploi ou au chômage, signifiant qu'il ne reculera pas. Par conséquent, il faut appeler l'ensemble des travailleurs du pays à s'organiser pour préparer le soulèvement qui leur permettra de s'emparer du pouvoir politique, parce que c'est le seul moyen qu'il leur reste pour pouvoir adopter une politique sociale conforme à leurs besoins et satisfaire leurs aspirations démocratiques et légitimes.

Il n'existe pas d'autres alternatives politiques. Toute autre voie conduirait infailliblement à une impasse et à une défaite accompagnée d'une répression encore plus inutile et sanglante.

Ce sont les Assemblées populaires qui ont commencé à se constituer dans tout le pays qui doivent prendre cette initiative, adopter cet appel. Seules ces Assemblées populaires sont légitimes pour lancer cet appel en direction des travailleurs, et non des dirigeants autoproclamés qui ne disposent d'aucun mandat, d'aucune légitimité pour s'exprimer au nom des travailleurs, et qui plus est se sont comportés comme de dangereux aventuriers.

Quelques réflexions politiques et autres.

Matérialiste et dialectique.

- Méthodique, ordonné et logique, et je ne tourne pas les faits pour les faire coller à ma théorie. (Le personnage d'Hercule Poirot dans 1,2,3 d'Agatha Christie)

Néolibéralisme, nihilisme, "***société ouverte***", extrême-centre, totalitarisme.

- A l'extrême-centrisme, il faut ajouter la notion de "*société ouverte*" de Henri Bergson que les idéologues néoconservateurs ont théorisé sur le plan politique et qui trouve son application pratique dans la stratégie du chaos développée notamment par Soros et Attali. J'ai découvert cela dans des articles passionnants qui comportent par ailleurs des appréciations que je ne partage pas, peu importe en ce qui me concerne puisque je suis blindé ou incorruptible.

Ce qui m'étonne, c'est la lucidité dont font preuve un certain nombre d'intellectuels dans leurs analyses dont certains depuis

les années 60-70, et que nous avons passé notre temps à ignorer ou dénigrer par pur sectarisme, parce qu'ils ne partageaient pas nos analyses politiques, notamment sur le parti bolchevik ou le léninisme, tandis que ce sont de fervents admirateurs apparemment sincères de Marx. On aurait voulu les jeter dans les bras des ennemis du socialisme qu'on ne s'y serait pas pris autrement. A suivre.

La prostitution ordinaire. Si c'était entre la gauche et la droite, il était inutile de vous donner cette peine!

- Saint Valentin 2019: Ce que mon expérience échangiste m'a appris sur ma sexualité - Le HuffPost 11.02

Que reste-t-il de la partie du cerveau réservée à la réflexion ? Elle a été asphyxiée par la propagande.

Nos dirigeants n'ont pas vu venir les Gilets Jaunes, comme ils sont passés à coté des profondes transformations de la société, des classes et évidemment des multiples et puissants moyens dont disposaient dorénavant la classe dominante pour manipuler les consciences. Il ne leur est pas venu un seul instant à l'esprit, que dans les rapports qui composent la situation, le facteur subjectif allait devenir prépondérant au fur et à mesure que le facteur objectif passait au second plan, une fois que les conditions d'existence des masses furent amplement améliorées par rapport à ce qu'elles étaient au début ou pendant la première moitié du XXe siècle, ce qui allait avoir forcément des répercussions sur la manière dont elles percevaient leur condition et interprétaient la société, aidées en cela par la propagande officielle, mais pas seulement. Combinés au contrôle du mouvement ouvrier par les staliniens et les social-démocrates auquel participent aussi les trotskystes, les maoïstes, les anarchistes, qui évidemment relaient cette propagande idéologique, cela allait conduire la majorité des masses à s'accommoder du sort que le capitalisme leur a réservé ou à abandonner leurs aspirations légitimes à vivre dans une société meilleure ou plus juste. C'est selon moi ce qui explique pourquoi les masses n'ont pas répondu à l'appel des Gilets Jaunes.

La manière dont est abordée la question de l'environnement l'illustre parfaitement, jusqu'à la caricature. Cette propagande a tellement bien fonctionné que dans la plate-forme des Gilets Jaunes mise en ligne, plus de 9 personnes sur 10 se disent prêtes à faire quelque chose pour changer leurs habitudes pour sauver la planète du réchauffement climatique.

Quand un trotskyste m'expliqua qu'il était inutile de mener le combat contre la guerre idéologique que mène la classe dominante contre les masses, j'en étais arrivé à la conclusion que la situation telle qu'elle était devait lui convenir, ou que son militantisme devenu aussi routier que sa vie en général, l'avait conduit à se complaire dans une paresse intellectuelle suicidaire qu'il était évidemment incapable d'assumer, ce qui expliquait son harcèlement, parce qu'il ne supportait pas toutes les questions que je posais, par crainte des réponses que la vie ou la réalité allait se charger d'y apporter, et qui dans la plupart des cas confirmeraient celles que j'avais formulées.

On ne fait pas la révolution le ventre plein avec la tête farcie à la propagande officielle. Ceux qui se soulèvent aujourd'hui n'ont plus le ventre plein, et ils ne sont pas encore parvenus à extraire de leurs têtes la vermine qui s'y était profondément incrustée et qui leur a pourri l'existence.

Par des internautes, dont un mathématicien.

1- Allez, je pose les questions de l'idiot-bête que je suis concernant le CO2: ça mange quoi, les végétaux? Et s'il y a plus de CO2, ça fait plus de miam pour les végétaux, non ? Donc ce phénomène doit à terme favoriser la croissance végétale, donc la diminution du CO2, non? Et le «poumon» de la terre, c'est pas plutôt les mers et océans, avec les algues et surtout le phytoplancton? Peut-être parce que les océans découvrent la planète sur 80% de sa surface?

Bref, j'ai l'impression que l'équilibre fragile de la mère Terre, n'est, heureusement pour nous, pas si fragile que ça.

2- Ne vous inquiétez pas du CO2 en progression constante du fait de nos chois économiques et technologiques et d'une démographie exponentielle. C'est une narrative pour créer de nouveaux marchés et continuer de nous essorer. L'humanité mourra de faim et d'empoisonnements chimiques dans ses propres ordures. Tel que l'avait décrit Sitting Bull dans sa lettre au président américain en 1886, 4 ans avant son assassinat.

3- On sait l'importance que la communauté internationale attache aux émissions dites « anthropiques » de dioxyde de carbone ou CO2. Ces émissions, réputées néfastes, donnent lieu à d'innombrables publications, rapports, engagements internationaux, pronostics et mises en garde. Il est permis de mettre en doute le bien-fondé des théories actuellement en vigueur.

https://mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com/2019/02/07/emissions-et-concentrations-de-co2-dans-latmosphere-pour-servir-a-la-prospective/

Même pas peur !

Un internaute - "*La peur étant la source de la haine notre nouveau monde prend forme.*"

Pourquoi haïssent-ils tant le peuple opprimé ? Parce qu'ils en ont peur. Pourquoi en ont-ils peur ? On pense immédiatement à juste titre à des raisons économiques. Mais cette explication est insuffisante quand on veut saisir leur stratégie.

Quand on ne peut pas imaginer de quoi ils sont capables, on risque fort d'interpréter de travers les intentions que recouvrent telle ou telle déclaration ou mesure ou on ne sera pas en mesure de découvrir leur réel objectif. Non seulement on produira une analyse erronée, en plus on sera incapable de concevoir une stratégie pour les combattre efficacement ou d'avancer vers notre propre objectif.

On ne doit prêter à nos ennemis aucune qualité morale ou humaniste car ils en sont dénués, et ceux qui leur en attribuent commettent une gravissime erreur qui les amène à se placer à leur côté ou à partager leurs positions. Ces gens-là n'ont absolument rien d'humain à part eux-mêmes, le reste du monde n'existe pas et ils sont prêts à le sacrifier si nécessaire pour continuer à exister.

C'est tellement monstrueux comme conception de l'existence, qu'on a du mal à concevoir que cela existe vraiment, et pourtant il faut se rendre à l'évidence, ils l'illustrent quotidiennement.

Il faut avoir à l'esprit, que de nos jours on pourrait produire et satisfaire les besoins de l'humanité sans pour autant que les oligarques ou les capitalistes vivent plus mal. Tout au plus seraient-ils obligés d'avoir un niveau de vie plus modeste une fois débarrassé du superflu dont ils se sont entourés, et comme tout un chacun ils devraient participer à l'administration des choses et contribuer à l'organisation de la société à égalité de droit avec tous ses membres, ce qui leur permettrait de jouir du bien-être et de s'épanouir individuellement comme n'importe quel membre de la collectivité, la richesse et le pouvoir n'étant plus des attributs réservés à une classe, mais partagés et exercés par l'ensemble des membres de la société de telle sorte qu'aucun d'entre eux ne se sente frustré. Le bien commun ayant remplacé le profit et la concurrence à laquelle se livraient les hommes entre eux et les dressaient les uns contre les autres, serait une source de richesse et de pouvoir supérieure et infinie, d'épanouissement, de sérénité, d'harmonie, de paix et de liberté.

Ceux qui s'opposent au communisme en affirmant qu'il serait la négation des libertés individuelles, ignorent ou n'ont pas conscience que sans liberté collective, donc débarrassée de tout le fatras réactionnaire du capitalisme qui y fait obstacle, la liberté individuelle demeure un leurre, une illusion. La liberté individuelle ne peut s'épanouir quand elle n'est pas partagée, tant que tous les membres de la société n'en bénéficient pas.

La conception de la liberté individuelle, qui consiste à empiéter sur celle d'autrui ou à recourir à la violence ou à des méthode coercitives pour l'exercer, témoigne qu'elle est viciée ou que son champ d'action s'en trouve fortement réduit ou limité, car dès lors qu'elle ne peut s'exercer qu'en recourant au despotisme ou à la tyrannie, c'est toute notion de liberté qui disparaît.

Que ce soit cette conception de la liberté individuelle qui prévale de nos jours et qu'on oppose à celle du communisme, témoigne que ceux qui s'en réclament sont sous l'influence de l'idéologie capitaliste. On ne peut pas penser librement, quand on demeure soumis à ce carcan qui emprisonne la liberté de penser, on ne peut que reproduire le mode de penser de la classe dominante.

De la même manière, on ne peut pas définir une conception de la lutte de classe et une stratégie politique pour lutter contre nos ennemis afin de le vaincre, quand on leur emprunte leur interprétation de l'histoire présente et passée, puisqu'elle a été uniquement conçue pour justifier leur domination de classe ou l'existence du capitalisme.

La plupart du temps, on lutte contre le capitalisme pour satisfaire des besoins immédiats, pour résister à la remise en cause de nos droits, cela ne signifie pas pour autant qu'on aurait acquis une conscience de classe ou qu'on serait sur le point de rompre avec le capitalisme, loin s'en faut. Pour rompre avec le capitalisme, il faut non seulement le combattre quotidiennement, il faut rompre avec son idéologie, avec son mode de penser, avec sa conception de l'existence, de la société.

La pire des confusions consiste à lutter contre les rapports sociaux qui sont présents à tous les stades de la société, sans combattre pour l'éradication de ceux dont ils découlent, les rapports d'exploitation établis entre les classes, du coup ils ne cessent pas pour autant d'exister. C'est ainsi que 50 ans ou un siècle plus tard, on s'épuise à livrer les mêmes combats qui produiront les mêmes effets ou résultats, autrement dit, rien fondamentalement n'aura changé, pire encore, si on en juge par la situation actuelle.

La question qui est posée, est de savoir si on est prêt ou non à en tirer des enseignements, jusqu'à présent la réponse a plutôt été négative, ceci explique cela où ou nous en sommes rendus.

La lutte, le rapport de forces, l'unité, tous les refrains qu'on entend depuis des décennies et des décennies répétés des milliers et des milliers de fois n'ont servi strictement à rien, simple constat. Vous ne croyez pas que cela vaudrait le coup d'y réfléchir tranquillement ?

« *Dans la production, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, ces rapports de production correspondent à un degré de développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève l'édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes de déterminisme de la conscience sociale.* » (Karl Marx, Critique de l'économie politique)

Ce sont eux qui détiennent le pouvoir oui ou non !

- Un internaute - "Seuls les membres de l'élite (journalistes, politiciens, éditocrates etc) ont le droit de voir "des agents de l'ombre" des conspirations" quand ça les arrange."

Le ***"marxisme culturel"*** est la négation du socialisme scientifique.

Discussion entre internautes.

1- Fractionner les gens, c'est le principe du "marxisme culturel".

On divise toutes les populations en dominants/dominés, et en découpant en populations de plus en plus petites on arrive a opposer tout le monde avec tout le monde et puis à récupérer électoralement toutes ces franges de population en leur promettant à chacune un truc qui leur fait plaisir.

Diviser pour mieux régner, c'est un grand principe depuis des milliers d'années.

2- La seule dialectique que reconnait le marxisme est celle des producteurs et des propriétaires, point barre. Le libéralisme libertaire conduit à la guerre de tous contre tous, alors que le marxisme conduit logiquement à la dictature du prolétariat. Retoquer le libéralisme libertaire en marxisme culturel relève de l'inversion communément opérée par les libertariens précisément.

3- "marxisme culturel" par analogie avec le concept de "lutte des classes " on redéfinit de nouvelles classes que l'on oppose. Question : s'agit-il d'une manoeuvre délibérée du pouvoir (complotisme ?) ou se contente-t-il de profiter d'une situation crée par des associations en général très subventionnées par le même pouvoir (simple opportunisme). Le marxisme culturel avait été étudié par William Lind qui avait travaillé pour le Pentagone sur les guerres de 4ème génération et qui avait même esquissé le concept de "Guerre de 5ème Génération " definissant la guerre des gouvernements contre les peuples.

4- Le paradigme "marxisme culturel" constitue un code par lequel on reconnait à coup sûr le libertarien qui l'emploie. Il s'agit de l'amalgame d'une idéologie d'extrême-gauche fantasmée autour de la révolution culturelle maoïste et de l'internationalisme trotskyste, avec le néolibéralisme globaliste dénoncé comme une perversion du capitalisme libéral pur. Ce paradigme codé opère la disqualification du marxisme et du néolibéralisme confondus dans un paradoxe logique recouvert par le déni.

5- La "question" LGBTQ ou celle du racisme, est souvent opposée aux mouvements sociaux, pour les discréditer ou tenter de les fractionner.

Pas plus tard que l'autre jour je regardais un débat du Média avec des gilets jaunes et un politologue (assez mauvais d'ailleurs), qui leur a reproché de ne pas revendiquer contre le racisme… C'est bien une tentative de fragmentation couramment appliquée, selon Michea il s'agit de "libéralisme culturel", qui vise bien à évacuer la question sociale et revendicative, qui est quand même la question numéro 1, celle qui conditionne toutes les autres. Ce libéralisme culturel permet d'opposer une multitude d'intérêts particuliers et de particularismes entre eux : les blancs, les noirs, les jaunes, les homos, les bisexuels, les zoophiles, les mangeurs de pancakes VS les mangeurs de crêpes, etc. Etc. Ainsi, on évacué le problème, la question centrale qui conditionne toute les autres : la domination du capital sur le travail, disons le très clairement. La "gauche" aurait dû voir venir le piège… Les gilets jaunes l'ont bien vu, eux, et on ne peut que s'en féliciter !

LVOG - La "*gauche*" ne pouvait pas "*voir venir le piège*", pour la bonne raison qu'elle s'est identifiée avec lui, on peut même dit que sinon ce "*piège*" n'aurait pas pu exister ou se développer, prendre une telle ampleur. Vous avez encore des illusions dans cette gauche avec ou sans guillemets, rompez avec le capitalisme et vous n'en aurez plus ! La gauche n'a été qu'une pure mystification...

6- " La "gauche" aurait dû voir venir le piège…" Dans son bouquin "les mystères de la gauche" Michéa démontre que c'est la gauche qui a opéré cette substitution du sociétal au social en récupérant mai 68. C'est elle qui a construit le piège à con Mélenchon/ Le Pen. Avant Michéa, Michel Clouscard avait déjà tout dit dès 1972.

LVOG - Exact. Elle était déjà aussi pourrie qu'aujourd'hui, on ne cesse de le répéter, cela date de plus d'un siècle maintenant, elle est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction le 3 août 1914, mais hélas par la suite on a eu tendance à l'oublier...

7- La gauche n'étant plus suivie par le peuple qu'elle méprise (des beaufs , sans-dents, votant à droite ...) , elle a revu sa stratégie électorale (façon Terra Nova) pour récupérer toutes les minorités, même celles qui ne peuvent pas se supporter.

LVOG - Détrompez-vous, elle a pris le masque de Générations et LFI et bien d'autres encore moins visibles...

8- Non, ce n'est pas du "libéralisme culturel" mais du "marxisme culturel". Le principe de base étant de définir des associations "dominants/dominés " pour recréer une forme de lutte des classes, d'où l'analogie avec le marxisme alors que le libéralisme ne comporte aucune notion d'opposition entre populations puisque pour le libéralisme seuls existent des individus libres.

LVOG - Dans leur propagande uniquement...

9- … ce qui démontre immédiatement et sans appel l'extrême indigence de ses présupposés anthropologiques.

10- La définition de classes et de population ne sont pas des présupposés anthropologiques mais sociologiques , donc sans aucune base scientifique.

En ce qui concerne le libéralisme, ce sont des préjugés philosophiques : les individus sont libres et responsables de leurs actes , la condition est de ne pas nuire à un autre individu.

LVOG - La définition de classes a une base économique, donc scientifique ne vous en déplaise.

11- Comme tous les préjugés donc, une idéologie sans rapport avec la réalité. Où avez-vous vu des individus libres et responsables? Qui décide de ce qui nuit ou non?

12- C'est quoi le "Marxisme culturel" ?

Marx n'a jamais prôné une culture.

Marx était un scientifique, un sociologue et est le seul à avoir, à ce jour, établi une théorie économique véritablement scientifique.

« Le marxisme est l'ensemble des contresens faits sur Marx » M. Henry in «Marx. Tome 1 : Une philosophie de la réalité. Tome 2 : Une philosophie de l'économie, Gallimard, 1976, réédition collection « Tel », 1991.

13- c'est juste une analogie … établir une lutte des classes pour diviser les populations et les gouverner plus facilement.

LVOG - Il n'est pas nécessaire d'"*établir une lutte des classes*" puisqu'elle existe, vouloir l'établir, c'est déjà la nier !

14- Disons que "libéralisme culturel" ou "gauchisme culturel" seraient plus appropriés.

LVOG - Pas mal pour une idéologie de droite ou d'extrême droite centriste !

15- On utilise bien trop de mots fourre tout des pseudo-concepts sans définition ou encore du vocabulaire inapproprié.

Comment dans ces conditions pourrait-on penser et débattre ?

LVOG - En s'en tenant aux faits ou à la réalité au lieu de s'en remettre à des "préjugés philosophiques".

Est-ce qu'on lui dit de la fermer, pâte molle ?

- "Gilets jaunes" : "Je ne comprends pas cette obstination à continuer à être ferme alors que ça ne résout rien" tempête Alexis Corbière - Franceinfo 09.02

Ce philistin demande à Macron de prendre des mesures pour résoudre la crise sociale et politique afin que la vie continue comme avant, c'est bien cela, n'est-ce pas ? Est-ce possible, est-ce souhaitable ? C'est ce que suggère Corbière.

C'est marrant, nous nous pensions que l'issue viendrait uniquement des masses révolutionnaires mobilisées. Non mais attendez, vous ne vous situez pas sur le même terrain de classe. Ah ben ouais, que je suis con, pour un peu cela m'aurait échappé !

En complément. Ils osent tout.

- Allemagne : le SPD, à gauche toute ! - LePoint.fr 12.02

LVOG - Si c'est Le Point qui le dit...

Le régime craque de partout

Leur propagande hystérique, leur matraquage médiatique quotidien sont impuissants face à la vague révolutionnaire qui s'annonce et qui va submerger, abattre le régime en place.

Il y a des signes qui ne trompent pas, le diable est parfois dans le détail dit-on !

Patrick Sébastien revient sur la "révolte" des gilets jaunes (et quitte définitivement la télévision) - GQ 11 février 2019

Dans une interview accordée à "PureMédias", Patrick Sébastien s'est exprimé sur la crise des gilets jaunes et sur son avenir professionnel.

"Moi, ça fait dix ans que j'annonce ce qu'il se passe aujourd'hui. Quand j'ai fait le "D.A.R.D (mouvement politique lancé en 2010, ndlr), tout le monde m'est tombé sur la gueule. Toute cette caste de banquiers, de hauts-fonctionnaires, de mecs de médias, qui dirigent tout..."

Sébastien est revenu sur la crise des gilets jaunes : "Je savais que ça (la crise des Gilets jaunes, ndlr) allait se passer et ce n'est que le début. Ce que vivent les gens au quotidien, ce mépris, ce manque de considération... En bloquant les voitures à un rond-point, ils ont enfin un pouvoir alors qu'on leur disait depuis des années qu'ils n'existaient pas. On les a pris pour des merdes. A un moment, c'est la révolte."

L'animateur évincé de France 2, qui enregistrera la dernière des Années bonheur ce mardi 12 février, affirme "avoir parlé avec le président Macron pendant la crise des Gilets jaunes". Mais s'il est "vrai que les présidents ont tendance à faire appel à [lui] parce qu'ils savent qu'[il] est proche d'une certaine catégorie de gens", ce dernier "ne prétend pas influer sur leurs décisions, attention". Quant à savoir s'il sera un jour le Beppe Grillon français (dirigeant de mouvement Cinq étoiles en Italie), c'est "non", car "trop dangereux" : "Moi, j'ai des enfants. Le D.A.R.D, j'ai arrêté parce que ça devenait dangereux pour les autres, pas pour moi. Tu as affaire à des fous. Tu as surtout affaire à des gens qui ont des privilèges et qui n'ont pas envie qu'on les leur enlève." GQ 11 février 2019

LVOG - D'où la nécessité de les réprimer, de les mater pour leur ôter leurs privilèges. Effectivement ce sont "des fous" prêts à tout pour les conserver, à nous d'être encore plus "fous" pour anéantir leur pouvoir de nuisance sur la société. C'est une lutte à mort, chacun doit en prendre conscience.

Bien que je n'ai jamais été fan du personnage, je n'ai jamais réussi à le trouver antipathique.

Jean-Marie Bigard, son gros coup de gueule en soutien aux gilets jaunes - Gala.fr 12 février 2019

Certains artistes ne cachent pas leur soutien envers les gilets jaunes. Depuis le début du mouvement, Jean-Marie Bigard fait partie de ceux qui se mobilisent à leur côté. Mais les manifestants ont, aussi, leurs détracteurs. C'est notamment le cas de François Berléand, qui a pris la parole sur RTL ce week-end pour affirmer : "Moi, depuis le début, ils me font chier les "gilets jaunes" (...). Comment vingt personnes peuvent emmerder autant de monde ? Ce n’est pas possible !"

Des propos qui n'ont pas plu du tout à Jean-Marie Bigard. Invité sur le plateau de Touche pas à mon poste, l'humoriste a poussé un coup de gueule, avec sa virulence habituelle. "Moi je suis choqué par ce qu'il dit, parce qu'il commence sa phrase en disant : "Ils ne se rendent pas compte qu'il y a des gens qui travaillent." Eh, les gilets jaunes, ils travaillent ! C'est pas des clochards, c'est pas des demandeurs d'emploi, c'est pas des mecs qui veulent du fric. C'est des mecs qui bossent, putain, toute leur vie, et puis le 20 du mois, ils n'y arrivent plus !"

Il affirme comprendre la colère éprouvée par les manifestants, et a même de grandes ambitions pour eux : "Moi je souhaite que les gilets jaunes deviennent une révolution mondiale. On est les champions du monde de la révolution. Et je souhaite qu'on aille à la chasse aux gros, pas la chasse aux petits." Le tout avant de conclure : "Devenons les vrais révolutionnaires de toute la planète !" Une sacrée ambition. Gala.fr 12 février 2019

LVOG - Vive la révolution socialiste mondiale qui éradiquera le capitalisme de la surface de la terre !

Je ferai la même remarque qu'à propos de monsieur Patrick Sébastien, même si je n'ai jamais été porté à la vulgarité, mes parents avaient été très stricts sur ce sujet, un con ou un merde et je prenais une grande baffe par mon père qui avait les mains d'un ouvrier du bâtiment.

Ils respirent la sympathie, on sent qu'ils aiment les gens et qu'ils sont sincères, à l'inverse des psychopathes qui nous gouvernent et qui transpirent tellement la haine qu'ils ne peuvent pas le camoufler. Certes, ils ont servi le régime, mais l'essentiel c'est qu'ils aient le bon réflexe au bon moment, on ne peut pas exiger davantage d'eux.

Acte XIII

Des dizaines de milliers de gilets jaunes pour l'Acte 13 - tendanceclaire.org 09.02

Selon un décompte du ministère de l'intérieur en fin de journée, 51 400 personnes ont manifesté dans toute la France, dont 4 000 à Paris, contre respectivement 58 600 et 10 500 la semaine dernière.

Bizarrement, quand Occurrence ne compte pas, le ministère de l'intérieur fait plonger ses chiffres.

Il y avait globalement autant de monde que samedi dernier.

La détermination reste intacte malgré la violence de la répression.

Il y avait énormément de monde à Bordeaux, plus que la semaine dernière, au moins 5.000 gilets jaunes :

La mobilisation des gilets jaunes bordelais ne faiblit pas et grimpe même légèrement.

Une participation en légère hausse par rapport à la semaine précédente (ils étaient environ 4 000). À noter que la Préfecture ne communique plus de chiffres sur la manifestation. Le cortège s'est élancé en début d'après-midi de la place de la Bourse devenu point de ralliement. Une voiture de gendarmerie qui passait par les quais a été coincée par les manifestants une bonne dizaine de minutes. Les fonctionnaires ont pu reprendre leur route après avoir été chahutés. Le cortège a transité par le centre-ville.

En fin d'après-midi après un passage par la place de la Victoire une partie des manifestants a rejoint le place Pey-Berland. Des individus encagoulés se sont mis aux premières loges. Aux jets de projectiles ont succédé les lances à eau des forces de l'ordre et les gaz lacrymogènes. Vers 17h45, la place Pey-Berland a été évacuée. Deux véhicules ont été incendiés dans une rue adjacente. À 19 heures une centaine de personnes étaient encore place de la Victoire, sous le regard des forces de l'ordre.

https://www.sudouest.fr/2019/02/09/gilets-jaunes-a-bordeaux-5000-manifestants-et-incidents-en-fin-de-cortege-5807802-2780.php

Egalement à Toulouse, où il y avait 6.000 manifestants selon la police

https://www.ladepeche.fr/2019/02/09/les-gilets-jaunes-retrouvent-la-rue-ce-samedi-pour-lacte-xiii,8005132.php

Toulouse (La Dépêche)

Et des défilés conséquents dans beaucoup d'autres villes.

Mulhouse: 800 gilets jaunes

https://www.lalsace.fr/actualite/2019/02/09/gilets-jaunes-une-manifestation-prevue-samedi-a-mulhouse

A la Roche-sur-Yon, plus d'un millier de personnes se sont réunies. Des incidents ont eu lieu. L'entrée d'une banque a notamment été forcée. Selon la préfecture, entre 150 et 200 manifestants violents étaient dans le cortège.

Ils ont causé des dégâts, feux de poubelles, de mobilier urbain, et dégradation de deux banques. L'hôtel du département a été vandalisée, des vitres et des fenêtres ont été brisées. Des affrontements avec les forces de l'ordre ont également eu lieu à partir de 16 heures. Avant cela, la manifestation s'est passée dans le calme.

https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/forte-mobilisation-des-gilets-jaunes-ce-samedi-a-la-roche-sur-yon-1549716993

tendanceclaire.org 09.02

A Lorient est le 5e rassemblement régional, entre 3 000 et 3 500 personnes.

En Dordogne, 260 personnes ont défilé dans le centre-ville de Bergerac ce samedi.

Dans le Béarn, une manifestation matinale s'est déroulée dans le centre-ville de Pau avec environ 170 manifestants.

Mais la manifestation la plus conséquente était attendue à Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées. Les gilets jaunes bigourdans invitaient en effet les gilets jaunes béarnais à les rejoindre dès 9h30 sur la place de Verdun, avec la participation de motards du 64 et du 65. Au total, plus d'un millier de manifestants étaient présents.

En Charente, le rendez-vous était fixé à Angoulême. Un rassemblement (200 gilets jaunes) était organisé depuis 9 heures depuis la gare.

En Charente-Maritime, À La Rochelle, 400 à 500 personnes se sont réunies en tout début d'après-midi sur la place de Verdun, comme chaque samedi depuis de longues semaines. Mouvement des Gilets jaunes : un millier de personnes à La Rochelle (https://france3-regions.francetvinfo.fr)

À Saintes, plus de 200 manifestants – gilets jaunes, syndicalistes CGT et FO, militants du PCF – se sont progressivement rassemblés devant le palais de justice.

Dans les Landes : A Mont-de-Marsan, ils étaient une cinquantaine de personnes au rendez-vous de 15 heures devant les arènes du Plumaçon.

Dans le Pays basque, à Hendaye, renforcés par leurs homologues du département et du sud Landes, les gilets jaunes ont une nouvelle fois défilé, ce samedi après-midi. Une première action avant la manifestation nocturne organisée en soirée à Biarritz et qui a rassemblé entre 250 et 300 personnes.

À Marseille, comme chaque samedi, le rendez-vous est fixé en début d'après-midi sur le Vieux-Port. Ils étaient 1 500 selon la police au plus fort de la manifestation, dans une ambiance festive avec beaucoup de musique et de déguisements.

Plusieurs actions sont prévues à Montpellier. Une "déambulation festive" est annoncée dès ce vendredi soir "pour arpenter les rues de Montpellier dans la joie et la bonne humeur". À Montpellier, environ 1 500 manifestants sont partis de la Place de la Comédie vers 14h30, sous des banderoles : "Macron, rends l'ISF", "tous unis pour la démocratie et la solidarité".

Quelques incidents ont émaillé samedi la fin de manifestation des "gilets jaunes" à Rouen où "un noyau dur" continuait "à tourner en centre-ville" vers 18h30, a indiqué la préfecture de Seine-Maritime dans un point-presse par téléphone. La préfecture s'est refusée à donner le nombre de manifestants, se contentant de déclarer qu'il représentait ce samedi "40%" de la fréquentation du samedi précédent à Rouen et "55%" au Havre.

https://www.sudouest.fr/2019/02/08/gilets-jaunes-a-quoi-s-attendre-samedi-pour-l-acte-xiii-5804709-10530.php

Gilets jaunes: Affrontement entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche à Lyon - Le HuffPost 10 février 2019

Ambiance règlement de comptes dans les rues de Lyon samedi 9 février en marge de l'acte XIII des gilets jaunes. La manifestation lyonnaise a en effet été marquée par des affrontements entre groupuscules d'extrême gauche et d'extrême droite, rapporte l'antenne locale France 3.

La préfecture de la région Auvergne Rhône-Alpes, citée cette fois par Le Parisien, a précisé que cette rixe a impliqué environ 80 militants d'extrême droite, contre 100 membres de groupes antifascistes. Les faits, qui se sont produits au niveau du cours Lafayette dans le 3e arrondissement, sont particulièrement violents, comme le montrent les images de cette bataille rangée publiées sur les réseaux sociaux Le HuffPost 10 février 2019

- Attaque fasciste à Toulouse : l'extrême-droite n'a rien à voir avec le mouvement des Gilets Jaunes ! - Communiqué du NPA 31 - 11 février 2019

Extrait. Ce samedi 9 février, environ 10 000 personnes ont battu le pavé des rues toulousaines pour l'Acte 13 des Gilets Jaunes, faisant de la ville rose une place forte de la mobilisation contre Macron. Plus que jamais, les revendications sociales et démocratiques sont mises en avant par les manifestantEs. La convergence entre Gilets Jaunes et organisations du

mouvement ouvrier progresse comme l'a montré la journée de grève du 5 février.

C'est dans ce contexte qu'une trentaine de fascistes, proches des milieux identitaires et hooligans, ont attaqué un pôle de la manifestation progressiste et anticapitaliste, dont le NPA faisait parti. Pour la plupart masqués, ils ont voulu en découdre avec notre cortège mais ont été repoussés par les militantEs présentEs. Ils ont rapidement quitté la manifestation face à la solidarité exprimée par de nombreuses et nombreux manifestantEs et organisations envers le cortège attaqué. Communiqué du NPA 31 - 11 février 2019

Quand la jaunisse tourne au parti de l'union nationale.

- Le Gilet jaune Hayk Shahinyan, ancien soutien d'Ingrid Levavasseur, lance son parti - Le Parisien 10 février 2019

Ce dimanche, Hayk Shahinyan a annoncé qu'il allait fonder le Mouvement alternatif citoyen (MAC). Son ambition est de « rassembler la société française le plus largement possible, sans être dans Gilets jaunes ou pas Gilets jaunes », indique-t-il dans une vidéo tournée à Lyon et diffusée sur le site putsch. media.

« Nous allons construire ce mouvement citoyen, faire un tour de France » et « on aura beaucoup d'adhérents, entre 10 et 15 000 d'ici fin mars », assure Hayk Shahinyan, 30 ans. « Courant mars, on va organiser un débat interne et les adhérents vont voter » pour décider de la présentation ou non d'une liste aux européennes du 26 mai, précise-t-il. Le cas échéant, ce seront « les adhérents qui constitueront la liste ».

« L'objectif de ce mouvement, c'est d'arriver au pouvoir » et « dans les années à venir d'avoir des élus dans les mairies, au Parlement européen », poursuit Hayk Shahinyan, qui se met « au service » du projet. Il entend « créer un parti sans faire les erreurs des autres partis », en portant « un projet collectif et qui vient du terrain ».

Et de lancer : « Nous irons convaincre non seulement tous les abstentionnistes » mais aussi « les électeurs du Rassemblement national, des électeurs du Parti socialiste qui retrouveront des valeurs de la gauche portées par des citoyens lambda » et encore « ceux qui ont voté Emmanuel Macron, avant de comprendre qu'il a été enfanté par les élites financières et politiques ». Le Parisien 10 février 2019

On peut choper la jaunisse même "sans être trop gourmand".

- "Gilets jaunes" : "Le référendum d'initiative citoyenne et un smic à 1 300 euros, et on éteint le mouvement" - franceinfo 10 février 2019

Benjamin Belaïdi, militant associatif et "gilet jaune", assure dimanche 10 février sur franceinfo qu'il y a "une telle gronde sociale que ce n'est pas près de s'éteindre". Il déplore que "la réponse soit autre que policière et répressive" alors que le mouvement a connu son treizième samedi de mobilisation. était présent à la manifestation à Paris, samedi 9 février, pendant laquelle un manifestant a eu la main arrachée.

franceinfo : Le week-end prochain, la mobilisation aura trois mois. Est-elle toujours aussi forte selon vous ?

Benjamin Belaïdi : La mobilisation ne baisse pas. Si on parle de la mobilisation dans les grandes métropoles telles que Paris, il y a peut-être une petite diminution des personnes qui sont mobilisées sur le terrain, et il y en a aussi beaucoup qui ne restent pas jusqu'à la fin de la manifestation. Vers 17 heures ou 18 heures, on sait qu'il va y avoir des débordements, donc les gens préfèrent partir, et c'est ce qu'on les invite à faire. L'idée, ce n'est pas de rester sur place et de prendre un mauvais coup. Il y a des gens qui ont peur aujourd'hui de venir manifester, qui ont peur de prendre un mauvais coup. Aujourd'hui, quand on va manifester en France on ne sait pas si on va rentrer entier chez soi. Donc c'est normal qu'il y ait une baisse de la mobilisation sur le terrain, mais ce qui ne veut pas dire qu'il y ait une baisse du soutien de l'opinion publique. C'est toute cette nuance là qu'il faut prendre en considération.

Depuis le début du mouvement et avec la création du grand débat national, estimez-vous avoir été entendu ?

Entendu, non. Il faut essayer de lire un peu entre les lignes. On a des élections européennes qui arrivent, c'est une vaste opportunité pour le gouvernement et pour le président de la République de mettre en place un grand débat, mais on sait très bien, et il l'a dit, qu'il ne bougerait pas sa ligne politique, qu'il a été élu sur un programme et qu'il irait jusqu'au bout. Quand on n'est pas capable de faire la moindre concession et on tient ce discours dès le début, quel résultat et quelle légitimité on va donner à ce grand débat-là, si ce n'est un débat de l'entre-soi où on fait le tour de France avec des maires, avec des personnes qui sont triées sur le volet ? Moi, je suis désolé, je n'ai été invité à aucun grand débat.

Qu'est-ce qui vous ferait arrêter de vous mobiliser ?

La mise en place du référendum d'initiative populaire. Si Emmanuel Macron met ça en place, clairement, on éteint le mouvement. Ensuite, ce serait une hausse du smic, mais sans être trop gourmands. Les gens sont raisonnables. Quand on lit les revendications, les personnes demandent un smic à 1 300 euros par mois, ce n'est pas vrai qu'on demande un smic à 3 000 euros. S'ils arrivent à mettre ces deux dispositifs en place, ça va clairement mettre le mouvement en sommeil. Il y aura toujours des irréductibles, mais clairement s'il y a un pas, et c'est tout ce que demande les "gilets jaunes", c'est un pas. Pour que la réponse soit autre que policière et répressive. Aujourd'hui, on est dans un tel déni, dans un tel mépris que le mouvement continue de grossir. Même si sur le terrain vous ne le constatez par forcément, nous on constate qu'il y a un ras-le-bol. Il y a une telle gronde sociale que ce n'est pas près de s'éteindre et il y a aura un acte XIV, il y aura un acte XV, etc. franceinfo 10 février 2019

LVOG - Allez, va te coucher, tu as décidément "sommeil", la nuit porte conseil !

L'absence de conscience de classe conduit à toutes les dérives possibles.

- Européennes: Étienne Chouard "votera Asselineau" - L'Express.fr 9 février 2019

Étienne Chouard, enseignant antilibéral et promoteur controversé du référendum d'initiative citoyenne (RIC), a indiqué qu'il voterait aux élections européennes pour la liste de l'UPR (Union populaire républicaine) conduite par son président, le souverainiste François Asselineau.

"La dernière fois, j'ai voté Mélenchon. Ce coup-ci, je voterai Asselineau. Ce sont mes deux préférés", a déclaré cet enseignant en économie à Marseille, qui a fait polémique pour son intérêt pour l'essayiste d'extrême droite Alain Soral.

Défenseur, comme l'UPR, d'un référendum d'initiative citoyenne, et soutien des gilets jaunes, il a expliqué qu'il déplorait qu'à LFI, il ne soit "plus question de sortir de l'Union européenne", ce que prône l'UPR (le fameux "Frexit").

Le député LFI François Ruffin avait rendu en décembre hommage à Étienne Chouard, suscitant la controverse dans son camp. "Je ne pense pas qu'il faut s'abstenir", a ajouté Étienne Chouard, même si "on ne s'émancipera pas par l'élection", d'autant que selon lui, le Parlement européen est un "Parlement croupion, cornaqué par le Conseil" européen.

LVOG - C'est ce genre de mégalomanes aux relents proudhoniens mal digérés, qui sont les ferments sur lesquels vient germer la théorie rouge-brun ou de l'amalgame scélérat de l'extrême gauche avec l'extrême droite propagé par les idéologues des think tanks néoconservateurs. Chouard, c'est le sosie ou le clone de Boon, ni l'un ni l'autre vraiment comiques !

Il a fini par se sentir lui-même ma parole ! Paroles de fascistes.

- Gilets jaunes : Gabriel Attal dénonce «des actions fascistes, qui puent» - Le Parisien 10 février 2019

- BHL estime que les Gilets jaunes sont un «fascisme nouveau», le Net lui rappelle la Libye - Sputnik 11.02

Cela pourrait aller encore plus vite. Je propose que ce genre d'enquêtes soit aboli.

- Violences policières : Christophe Castaner souhaite que les 133 enquêtes "aillent vite" pour montrer si les "reproches sont fondés" - franceinfo 10.02

Castaner : "La force publique est légitime pour protéger"... franceinfo 10.02

- Manifestant blessé à la main à Paris : un collectif d'avocats saisit le Conseil d'Etat pour interdire la grenade mise en cause - Franceinfo 10 février 2019

Des avocats vont saisir le Conseil d'Etat pour demander l'interdiction des grenades "GLI F4" qui seraient à l'origine de plusieurs blessures. Franceinfo 10 février 2019

Quant aux actes anti-ouvriers du ministre de l'Intérieur n'en parlons pas !

- Les actes antisémites en hausse de 74% en France en 2018 annonce Castaner - Liberation.fr 12.02

En déplacement à Sainte-Geneviève-des-Bois où un arbre planté en mémoire d'Ilan Halimi, jeune Juif tué en 2006, a été vandalisé, le ministre de l'Intérieur a évoqué une hausse des actes antijuifs en 2018. Liberation.fr 12.02

Totalitarisme. Annulation de toutes les condamnations et libération de tous les prisonniers politiques !

La République menacée par un chariot élévateur

- Intrusion au ministère de Griveaux par des "gilets jaunes": six personnes interpellées - AFP 12.02

Six personnes soupçonnées d'avoir forcé avec un chariot élévateur l'entrée du ministère de Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, le 5 janvier, lors de l'acte 8 des "gilets jaunes", ont été interpellées mardi, a-t-on appris auprès du parquet de Paris.

"Pas d'impunité pour les ennemis de la République", a réagi sur Twitter le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. AFP 12.02

- Gilets jaunes: près de 1800 condamnations prononcées par la justice - huffingtonpost.fr 12.02

La justice a prononcé près de 1800 condamnations depuis le début du mouvement des gilets jaunes mi-novembre, qui a été émaillé à plusieurs reprises de violences, a annoncé ce mardi 12 février Édouard Philippe devant l'Assemblée nationale.

Le 7 janvier, le Premier ministre faisait état d'"un millier" de condamnations.

"Depuis le début de ces événements, 1796 condamnations ont été prononcées par la justice et 1422 personnes sont encore en attente de jugement", a énuméré le chef du gouvernement lors de la séance des questions au gouvernement. Il répondait à une question du chef de file des députés MoDem, Patrick Mignola, sur le rétablissement de l'ordre républicain.

En outre "plus de 1300 comparutions immédiates ont été organisées et 316 personnes ont été placées sous mandat de dépôt", a-t-il rapporté. huffingtonpost.fr 12.02

Totalitarisme. Il ne manquera plus que l'emblème du IIIe Reich dans la caserne.

- L'Assemblée pour l'affichage des drapeaux tricolore et européen en classe - Le HuffPost 12.02

L'Assemblée nationale a prévu dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 février la présence obligatoire dans les salles de classe du drapeau tricolore et du drapeau européen, ainsi que des paroles de l'hymne national, dans le cadre de l'examen du projet de loi "sur l'école de la confiance. Le HuffPost 12.02

J'ai lu quelques déclarations des différents partis politiques présents à l'Assemblée nationale, pas un ne s'est opposé à ce carcan infâme des Versaillais.

A bas le drapeau tricolore de la monarchie républicaine ! A bas le drapeau européen des multinationales ! A bas la Marseillaise des va-t-en-guerre contre tous les peuples ! Vive le drapeau rouge libérateur de la Commune ! Vive l'Internationale des exploités et des opprimés !

Les drapeaux et l'hymne de Macron, Philippe, Castaner ne peuvent pas être ceux du peuple laborieux luttant pour son émancipation de la dictature du capital.

- Jean-Michel Blanquer présente sa loi confiance en pleine vague de défiance - Le HuffPost 11 février 2019

Porté le ministre Jean-Michel Blanquer, ce projet de loi "pour une école de la confiance" vise précisément à "élever le niveau général des élèves" et promouvoir "la justice sociale". Sans toutefois répondre aux interpellations des syndicats ni des enseignants mobilisés.

Cela n'empêche pas ce projet de loi "confiance" de déjà cristalliser le scepticisme à l'heure où les réformes du baccalauréat, celle du lycée ou encore Parcoursup sont encore contestées et accusées de promouvoir une vision libérale de l'éducation.

Malgré des mesures parfois emblématiques, le texte est contesté dès son premier article, qui rappelle le devoir "d'exemplarité" des enseignants et le respect que doivent leur manifester en retour élèves et familles. Des enseignants y voient une volonté de "museler" leur liberté d'expression... Le HuffPost 11 février 2019

- «On demande très tôt aux élèves de se comporter en consommateurs éclairés de l'offre scolaire»
- Liberation.fr 10 février

Sous couvert de liberté de choix, la réforme du lycée risque de renforcer les inégalités entre élèves, estime Jean-Yves Rochex, chercheur en sciences de l'éducation. Selon lui, cette nouvelle mouture contredit la mission de service public de l'école.

«On demande très tôt aux élèves de se comporter en consommateurs éclairés de l'offre scolaire»

Jean Yves RochexJean-Yves Rochex (photo DR) est professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII et spécialiste des questions d'inégalités scolaires, de politiques éducatives et de l'éducation prioritaire. Pour lui, la réforme du lycée risque d'accentuer les inégalités sociales.

Pourquoi cette réforme du lycée suscite-t-elle tant d'inquiétudes ?

On voit bien que cette réforme est conçue, comme Parcoursup avec laquelle elle est couplée, pour un certain type d'élèves, pensés comme étant très tôt autoentrepreneurs de leur propre vie, de leur propre parcours scolaire. Le risque est grand qu'elle se fasse au détriment de ceux qui ne correspondent pas à ce modèle d'élève de classe favorisée. Si on construit, avec cette réforme, les conditions de la liberté de choix, c'est au sens le plus calqué sur l'offre et la demande, qui ne correspond pas à l'idée du service public en éducation sur laquelle s'est construite l'école en France.

L'objectif de donner plus de liberté aux élèves n'est-il pas louable ?

La cohérence entre la réforme du lycée et celle de Parcoursup conduit à demander très tôt, dès l'entrée au lycée, aux élèves de se comporter comme des consommateurs éclairés de l'offre scolaire, à même de construire un parcours de formation individualisé et cohérent. Cela aurait pu être un point positif de lier le parcours au lycée au premier cycle universitaire. Mais, d'une part, une telle individualisation contribue à nier la conception de l'école comme service public se référant à des valeurs et objectifs communs pour en faire une offre de services aux individus et aux familles. D'autre part, ces derniers ne disposent pas des mêmes ressources économiques et culturelles pour être à armes égales face à cette logique accrue de l'offre et de la demande ou pour faire valoir leurs expériences hors école. Si vous avez les moyens de passer un mois d'été à faire un chantier de fouilles bénévole, vous pourrez bien mieux le valoriser dans votre parcours scolaire et universitaire que si vous le passez à travailler dans un fast-food. L'invocation de la liberté de choix des élèves fait bon marché des inégalités profondes qui pèsent déjà sur les modalités d'orientation et de «choix» des filières. On est sur le modèle de l'élève-consommateur. Si vous allez au supermarché choisir votre formation, selon votre capacité à lire les étiquettes, les ressources que vous pouvez mettre, vous n'achèterez pas les mêmes produits.

Cette inégalité face à l'orientation est-elle étayée par des chiffres ?

Quelques-unes suffiront pour illustrer à quel point l'orientation est très liée aux inégalités socio-économiques. Ainsi, à la session du baccalauréat de 2014, pour 100 enfants de cadres ou professions intellectuelles supérieures qui obtiennent un bac, 76 ont un bac général, 14 un bac techno, 10 un bac pro. Pour les enfants d'ouvriers, la même année, 32 sur 100 ont obtenu un bac général, 23 un bac techno et 45 un bac pro (1). Ça se passe de commentaires. On peut ajouter qu'il est paradoxal de prétendre renforcer la liberté de choix des élèves alors que, dans le même temps, on déstructure et on affaiblit durablement les services d'orientation, entre autres en fermant nombre de centres d'information et d'orientation (CIO).

Quels effets anticipez-vous ?

Je pense que cette réforme aggravera les choses. D'une part, parce qu'elle opacifie beaucoup la lisibilité des parcours et des options. D'autre part, parce que tout laisse à penser que la carte de l'offre des options sera très inégale selon les territoires et très peu régulée à l'échelle nationale. Et la part accrue du contrôle continu augmentera les différences d'exigences et d'acquisitions entre les établissements les plus socialement contrastés, affaiblissant donc la valeur nationale du bac, en particulier pour l'accès aux études supérieures, ce que l'on a déjà observé avec Parcoursup. On a déjà pu constater que ce dernier avait renforcé les phénomènes d'autosélection des élèves ayant un bac pro ou techno, et donc des élèves de milieux populaires. Tout porte à penser que la réforme du bac exacerbera cette logique.

Ne pensez-vous pas qu'il y a tout de même une volonté d'améliorer le système éducatif ?

Je ne sonde pas les âmes. Un des principaux problèmes de notre système est celui des inégalités sociales. Et on ne voit pas le moindre élément de diagnostic à ce propos dans les attendus de cette réforme.

(1) Chiffres de la Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance du ministère de l'Education nationale (Depp). Liberation.fr 10 février

L'art d'aborder un problème et d'en chercher l'origine... en évitant soigneusement de l'identifier.

Grille de lecture.

Tout est dit ici : "*Il va falloir comprendre et analyser cette impuissance politique.*"

On est en présence d'un système financier international de type mafieux mais en très grande partie légale, connu de tous, qui a été mis en place avec la complicité de tous les gouvernements et partis politiques qui se sont succédés au pouvoir depuis les années 70.

Tout le monde sait de quoi il retourne et on nous sort qu'il "va falloir comprendre et analyser". En réalité, il n'y a rien à comprendre, dès lors qu'on nie ou qu'on ne relie pas la stratégie néolibérale et ces pratiques mafieuses qui en sont issues, à la crise et aux contradictions du capitalisme qui conduisent sans cesse à une plus grande concentration de la richesse et du pouvoir au détriment du reste de la population mondiale.

C'est la nature du système économique, le capitalisme qui en est la seule et unique cause de la situation sociale et politique actuelle. Mais lorsqu'on refuse de l'admettre parce qu'on ne tient pas à l'affronter, on en vient à ce genre de divagations qui servent finalement de diversion pour ménager le capitalisme et détourner les masses de la tâche historique qu'elles ont à accomplir : abolir le capitalisme et passer au socialisme.

- "En France, l'évasion fiscale c'est 100 milliards d'euros par an, le budget de l'Education" - nouvelobs.com 22 janvier 2019

Sept ans après les "Nouveaux Chiens de garde", coréalisé avec Gilles Balbastre, Yannick Kergoat s'attaque à la finance. Cette fois, avec "la Très Grande Evasion" il s'allie au journaliste d'investigation Denis Robert (à l'origine du scandale Clearstream) pour réaliser un documentaire sur les Panama Papers, Paradise Papers et autres scandales d'évasion fiscale qui se succèdent depuis dix ans. Explosif, le sujet résonne en bien des points avec la mobilisation des "gilets jaunes":

""Aujourd'hui, Emmanuel Macron organise un grand débat national, mais il y a une question qui n'est pas posée, et qui pour nous, résoudrait toutes les autres : qu'est-ce qu'on fait de l'évasion fiscale ?""

Après deux années d'enquête, Yannick Kergoat et Denis Robert se heurtent aujourd'hui à la frilosité des investisseurs. Pour financer la fin de leur travail, ils lancent un appel à crowdfunding. Entretien.

"La Très Grande Evasion" représente déjà deux années d'enquête. Richesses mal redistribuées, classes moyennes qui se paupérisent… A plusieurs égards, votre projet fait écho aux revendications des "gilets jaunes". Vous ont-ils inspirés ?

Le mouvement des "gilets jaunes", et le fait qu'il mette vraiment au cœur la question de la justice fiscale, c'est pour nous un énorme encouragement. Ça nous porte, ça nous engage. Ça fait deux ans qu'on écrit ce film, donc il n'y a pas l'idée opportuniste de surfer sur un mouvement social, une revendication partagée.

Le titre, "la Très Grande Evasion", est un clin d'œil au film, évidemment. A l'initiative de ce projet, il y a le producteur Bertrand Faivre : un ami de longue date, qui a coproduit le dernier film de Denis Robert. Il nous a réunis en pensant que la question de l'évasion fiscale est au cœur de nos vies de tous les jours. On en entend parler, il y a des livres, des articles et des reportages télévisés sur le sujet. Mais il n'y a pas un film, avec l'impact que ça peut avoir au cinéma, la capacité d'interpeller les gens. Donc, on s'est mis au boulot. Il a déjà financé deux ans de travail, d'enquête, de recherches, d'écriture.

Dans "la Très Grande Evasion", vous projetez de revenir sur les Panama Papers, Paradise Papers et autres scandales financiers qui révèlent depuis dix ans l'ampleur de l'évasion fiscale en France. Concrètement, ça représente quoi ?

Aujourd'hui, l'évasion fiscale, c'est 100 milliards d'euros, chaque année pour la France. 100 milliards d'euros, c'est plus que le budget de l'Education nationale. Le déficit budgétaire français, c'est 83 milliards d'euros. Ces chiffres ne sortent pas de nulle part, mais de nombreuses associations et de rapports parlementaires. Ça recouvre des réalités et des dispositifs qui sont un peu différents et qu'on nuancera dans le film : tout un agrégat de situations et de techniques d'évasion ou d'optimisation fiscales.

On vit depuis au moins quinze ans sous le régime de politiques d'austérité. On nous dit "il n'y a plus d'argent dans les caisses, il faut se serrer la ceinture", et le grand débat national organisé cette semaine, stipule noir sur blanc que l'alternative c'est soit augmenter les impôts, soit baisser les services publics. Nous, on dit : il y a une alternative, rétablissons la justice fiscale.

Comme les "Nouveaux Chiens de garde" en son temps, ce documentaire sera ponctué d'archives télévisuelles. En 2011, vous dénonciez la connivence entre le pouvoir et les "éditocrates". Cette fois, qui souhaitez-vous pointer du doigt ?

Ceux qui fraudent sont ceux qui ont le bénéfice de la fraude. Ceux pour lesquels c'est rentable de frauder, évidemment, ça ne sera pas le salarié qui s'apprête à être prélevé à la source. Ce sont les grandes fortunes, les plus riches de la société... ceux qui ont intérêt à soustraire des sommes à l'impôt ! La responsabilité est essentiellement politique, à différents échelons : français, européen, international... Une grande partie de l'optimisation agressive vient de la compétition que se mènent les pays

européens entre eux. Pourquoi les questions de fiscalité ne sont-elles pas mieux harmonisées ?

Connivence, bienveillance… le personnel politique est-il complice de ces grands circuits d'évasion fiscale ? Concrètement, à qui pensez-vous ?

Est-ce qu'il y a en France des hommes et des femmes politiques qui sont corrompus, en termes d'évasion fiscale ? La réponse est oui. On a quand même eu un ministre du Budget qui pratiquait la fraude fiscale. Est-ce que c'est la raison principale pour laquelle le problème perdure ? Je ne pense pas. Il va falloir comprendre et analyser cette impuissance politique. Essayer de définir pourquoi depuis tant d'années, il n'y a pas réellement eu de politiques conséquentes sur la question.

Avec Denis Robert, on posera la question à ceux qui ont des réponses et des solutions à apporter. On ne fait pas ce film pour donner notre opinion, mais pour aller à la rencontre de ceux qui sont bien plus spécialistes que nous sur ces questions.

Face aux difficultés rencontrées pour financer votkre film, vous lancez un crowdfunding sur KisskissBankbank. Comment expliquez-vous le refus de tous les services cinéma des chaînes de télévision de participer au financement du film ?

Le producteur a cette formule : "Jamais je n'ai eu de réponses aussi rapides, ça a été non tout de suite !". La difficulté de financer un film sur la fraude fiscale est quand même le signe qu'il va falloir beaucoup travailler... Et que le problème ne fait pas consensus du côté des élites.

La seule solution, c'était de demander aux gens directement et de leur dire "on a besoin de vous pour faire ce film, si vous croyez un peu à l'équipe qu'on forme, avec Denis, aidez-nous à le faire". Il faut d'abord comprendre qu'un film, ça coûte cher. Il y a beaucoup de collaborateurs, des animations, des tournages, des voyages. Et ce même si, nous, comme auteurs-réalisateurs, on ne prend pas d'argent ou très peu. On est à l'abri des coups de pression car on est indépendants. On n'appartient pas à un organe de presse, on n'est pas salariés à l'année d'une société de production, on n'a pas d'actionnaires, pas de directeurs, etc. Ça nous met largement à l'abri et on est bien déterminés à faire ce qu'on veut faire. nouvelobs.com 22 janvier 2019

Voilà ce qui confirme mon analyse : "*On posera la question à ceux qui ont des réponses et des solutions à apporter*", ben voyons, à ceux qui sont complices de l'évasion fiscale, pure numéro d'illusionnisme de faux opposants au capitalisme !

Quand on refuse de l'affronter, on collabore avec lui, on perd toute légitimité et dignité.

Quand la paupérisation valide la notion de milieux populaires.

- Christophe Guilluy sur les gilets jaunes - lemediapresse.fr 11.02

Géographe, Christophe Guilluy est avant tout connu pour sa cartographie des classes populaires, dont est né le concept de « France périphérique », qu'il affine un peu plus à chaque ouvrage. Selon lui, contrairement aux idées reçues, la majorité des classes populaires ne vit pas dans les grandes métropoles. Reléguées dans des zones loin des pouvoirs économiques, politiques et culturelles, dans cette « France périphérique », qui inclut zones rurales, périurbaines et petites villes, les classes populaires sont oubliées et méprisées des « élites ». Les banlieues ne formeraient donc pas les seuls quartiers populaires. Son dernier livre, No Society. La fin de la classe moyenne occidentale, est sorti en 2018 chez Flammarion. Les travaux du géographe nous paraissent aujourd'hui importants pour comprendre la révolte des Gilets jaunes, auxquels est consacré le dossier du troisième numéro de 99%, encore en vente sur notre site.

Le Média : Dans vos travaux, vous avez beaucoup ana-lysé la France périurbaine. Or, pour Hervé Le Bras, la mobilisation des Gilets jaunes correspond principale-ment à la diagonale du vide et donc à une France très rurale. Qu'en pensez-vous ?

Christophe Guilluy : Justement, ce n'est pas la France périurbaine que j'ai analysé, mais la France périphé-rique.

Mais qui comprend la France périurbaine….

Il y a du périurbain dans la France des métropoles et dans la France périphérique. Il y a une incompréhension ou une volonté de ne pas comprendre ce que je raconte. J'ai élaboré le concept de « France périphérique » entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. Je travaillais sur les quartiers de logements sociaux en Seine-Saint-Denis, où je suis né. Je me suis rendu compte que ce n'étais qu'une fraction des classes populaires. Cela m'a emmené avec un autre géographe, Christophe Noyé, à élaborer les premières cartes de répartition dans l'espace des classes populaires. Nous avons analysé la répartition des ouvriers, des employés, des petits revenus, des petits retraités, etc. Évidemment, nous retrouvions parmi ces classes populaires des banlieues. Mais ce n'était qu'une minorité. La cartographie nous disait que la répartition dans l'espace des catégories populaires avait complètement changé. Aujourd'hui ces gens vivent très loin des zones d'emplois les plus actives, qui sont essentiellement des grandes métropoles.

En quoi est-ce si important ?

Je suis arrivé à la conclusion que les classes populaires vivent sur des territoires qui étaient très différenciés. J'ai été contraint de trouver un concept englobant qui ne passait pas par les typologies habituelles. L'incompréhension vient de là. La France périphérique n'est pas spécifiquement urbaine, rurale ou périurbaines. Elle est un peu tout cela. Le point commun entre ces territoires très différents, c'est que nous trouvons une majorité de catégories populaires. Il peut aussi y avoir des catégories supérieures, mais elles sont minoritaires. Nous avons bien une représentation sociale de la France. C'est pour cela que je dis qu'on se trompe en utilisant des typologies qui ne sont plus pertinentes. Les catégories de l'Insee qui divisent l'espace entre rural, urbain, etc. ne dit absolument rien. Aujourd'hui, quand on regarde les premières cartes de répartition des Gilets jaunes, c'est assez frappant. Dans La France périphérique (Flammarion, 2014), nous avons fait un indicateur de fragilité sociale. C'est un copié-collé de la carte des premières manifestations de novembre. Les Gilets jaunes ne proviennent pas exclusivement de la France rurale. Ils cassent complètement les représentations géographiques et sociales. On constate aussi qu'il n'y a plus l'opposition traditionnelle entre la France de l'est et celle de l'ouest. Les Gilets jaunes se répartissent équitablement entre l'est et l'ouest de l'Hexagone, entre petites villes, campagnes et « périurbain subi ». Le géographe Laurent Chalard distingue le « périurbain subi » de la France périphérique et le « périurbain choisi » de la France des métropoles. Par exemple, les Yvelines il s'agit de périurbain riche de grandes métropoles. Cela n'a rien avoir avec celui de Charleville-Mézières.

Paradoxalement, je suis géographe, mais je ne crois qu'aux gens. Un territoire cela n'existe pas. Pour moi, il n'y a pas de déterminisme géographique. Je pars des gens pour arriver aux territoires et pas l'inverse. La typologie géographique ne dit absolument rien. Quand un bobo s'installe dans le Lubéron, il ne se met pas à voter FN et il n'achète pas un berger-allemand. Ce qui compte, c'est le destin de ces catégories populaires, le champ du possible. Et le résultat est que ces territoires périphériques créent très peu d'emplois.

Peut-on parler réellement de France d'en bas pour qualifier les Gilets jaunes ?

Oui, c'est la France de catégories populaires et des petits salaires. Il ne s'agit pas exclusivement la France des pauvres. Mais l'instrumentalisation des pauvres par la bourgeoisie est vieille comme le monde. Dans les débats, on fait souvent l'impasse sur quelque chose : les pauvres sont issus des classes populaires à 99%. Il y a un lien organique entre ces dernières, même si elles travaillent, et les pauvres. Dans les milieux populaires, et c'est le cas chez les Gilets jaunes, il y a des gens qui occupent un emploi, heureusement. Mais ils sont parfois passés par la case pauvreté. Ils ont souvent dans leur entourage une sœur, un cousin, un père, etc. qui est pauvre. La pauvreté est intégrée au monde populaire. Mais la bourgeoisie, au moins depuis le XIXe siècle, fait tout pour scinder en deux les pauvres et les milieux populaires. Mais il n'y a pas d'oppositions de principe. C'est pareil avec les minorités.

Effectivement, les Gilets jaunes ne sont pas les plus pauvres, puisque être contraint de prendre sa voiture pour travailler exige d'avoir un emploi, même mal payé…

Les mouvements sociaux ne sont jamais portés par les pauvres. Ils sont trop fracassés. Quand on est pauvre, on pense juste à boucler non pas les fins de mois, mais les fins de journée. On ne se mobilise pas, c'est évident. Mais il n'y a pas d'opposition. On peut être dans les milieux populaires et avoir conscience de la pauvreté parce qu'elle est très proches. Pourquoi ? Parce que ces gens ont des petits salaires et vivent sur des territoires où il y a très peu de créations d'emploi. La case pauvreté vous attend très probablement, si vous perdez votre emploi. Le champ du possible se restreint pour soi-même et pour ses enfants hors des métropoles.

Les Gilets jaunes se sont beaucoup mobilisés sur des ronds-points. Qu'est-ce que cela représente pour eux, selon vous ?

C'est très symbolique, puisque le mouvement est parti de la taxe carbone Ils sont sur des territoires où le déplacement en voiture est une obligation. Ce n'est pas un choix. Bien évidemment, la question du rond-point s'impose. La grande difficulté de la question sociale est dispersée. Le système statistique français est très bon pour repérer les questions de concentration. Mais il est très nul pour les dispersions. Avec Christopher Noyé nous avons fait cet indicateur de fragilité sociale pour montrer à quel point il était difficile de toucher les classes populaires, parce qu'elles sont dispersées dans l'espace. C'est un problème politique, mais aussi pour les syndicats. En plus les représentations tendent à invisibiliser tous ces territoires. La typologie de l'Insee vise toujours à marginaliser. Par exemple, si vous prenez les ruraux, c'est 10% à 15% de la population, c'est marginal. Si vous parlez du périurbain, pareil, c'est 15%. Mes travaux ont permis d'expliquer que le rural, plus les petites villes, plus certaines villes moyennes forment un tout. Du coup, j'ai démontré que les classes populaires sont encore majoritaires, ce qui a gêné les classes dominantes.

La classe moyenne devait, à terme, englober, selon la classe dirigeante, deux Français sur trois. Il semble pourtant qu'elle est en voie de précarisation. Les classes populaires sont-elles en train de grossir à cause de ce phénomène ?

Bien sûr. C'est le sens de ce que j'écris depuis le début. Dans mon dernier livre, No Society, je me penche sur la classe moyenne, au sens culturel. Je laisse de côté la définition économique. Savoir à quel niveau de revenu on entre dans la classe moyenne, c'est une construction intellectuelle. Le plus important pour moi, c'est qu'hier, la classe moyenne était majoritaire. Il s'agissait en

effet des « deux Français sur trois » de Valéry Giscard d'Estaing. Les gens étaient intégrés économiquement, donc politiquement et donc culturellement. Tout cela formait un tout. Aujourd'hui, nous voyons bien que cette catégorie qui allait de l'ouvrier au cadre, n'a plus de sens.

Elle commence à disparaître à partir des années 1980. Il s'agit d'une conséquence du modèle mondialisé. La société devient de plus en plus clivé. Comme l'a montré Thomas Piketty, il y a une vraie poussée des inégalités. Le système économique fait exploser la classe moyenne dans le sens culturel, en France, en Europe ou aux États-Unis. Nous sommes bien dans un mouvement de recomposition des classes sociales. Ce qui m'intéresse dans ce mouvement, c'est que j'appelle « le mouvement réel des sociétés », c'est-à-dire celui du plus grand nombre et donc des classes populaires. Selon moi, il s'imposera de toute façon. C'est pour cela que les Gilets jaunes ne me surprennent pas. Nous avons là des gens qui peuvent être ouvriers, petits indépendants, paysans, etc. Hier, certains étaient considérés comme des catégories de gauche, comme les ouvriers, et d'autres de droite, comme les paysans. Aujourd'hui, ils se retrouvent et ont une perception commune des effets du système économique mondialisé. Cela montre bien une recomposition sociale, politique et culturelle. L'essentiel des partis politiques l'ont raté.

En-dehors des ronds-points il existe un deuxième type de mobilisation au sein des métropoles. S'agit-il de montrer aux pouvoirs économiques, politiques et médiatiques qu'ils existent ? Ou s'agit-il d'un affrontement de la France périphérique contre celle des métropoles ?

Il faut bien insister sur le fait que le mouvement des Gilets jaunes est d'abord un mouvement existentiel. Il s'agit pour eux de dire : « Nous existons et nous voulons être pris au sérieux. » C'est très important symboliquement de venir à Paris et dans les grandes métropoles. Ce sont les espaces où ils n'ont plus leur place. À cause du modèle économique, on n'a plus besoin de ces gens pour faire tourner la boutique. Venir au cœur du système, c'est venir au cœur des grandes métropoles, qui sont devenus des grands espaces hyper-embourgeoisés. On me rétorque à chaque fois : « Oui, mais il y a des banlieues. » C'est une instrumentalisation des pauvres et des minorités. On instrumentalise leur présence pour bien montrer que la ville est ouverte. Selon ce discours notre système correspond à celui d'une société où tout le monde aurait sa place. Mais l'instrumentalisation des minorités marche de moins en moins, notamment dans les quartiers de logements sociaux. lemediapresse.fr 11.02

Ils osent tout

- Gates: la pauvreté n'est pas un obstacle aux soins de santé - AFP 12.02

"En consacrant des sommes modestes à des problématiques prioritaires, on peut engranger des résultats phénoménaux", soutient M. Gates dans un entretien avec l'AFP, évoquant l'accès à certains vaccins, antibiotiques ou à des infrastructures de base. AFP 12.02

LVOG - Leur cynisme est sans fond, il faut les exterminer.

(En Inde où je vis) Quand nourrir sa famille ou se soigner est la seule alternative...

A force d'entendre des personnes se plaindre de douleurs ou de mal de tête, je me suis transformé en pharmacie ambulante distribuant des analgésiques et des antibiotiques à tour de bras, j'en emporte toujours une vingtaine dans mon sac à main. L'air de rien j'y consacre environ 500 roupies par mois. Avant de donner des antibiotiques (pour 3 jours seulement), je m'assure que la personne a bien de la fièvre, ce qui n'est pas le cas la plupart du temps.

Les pauvres ne sont pas seulement pauvres, ils sont très arriérés, ils ne sont pas capables de faire face aux difficultés qui les accablent, aux transformations rapides de la société... Ils ne retiennent pas les noms des médicaments, et quand ils ne se sentent pas bien, ils doivent aller chez un médecin, donc payer une consultation qui sera plus chère que le traitement qu'il leur donnera, du coup ils ne vont pas chez le médecin et ils souffrent en silence. Et puis, quand tu bosses 6 jours sur 7, tu trouves quand le temps d'aller chez le médecin, en fin de soirée, la salle d'attente est pleine à craquer, tu y restes au moins une heure, et ensuite tu rentres à pied à ton village quand il fait nuit noire ou tu téléphones pour qu'on vienne te chercher, et le lendemain matin tu te lèves à 5h30 pour laver le linge, cuisiner, etc, car plus tard l'eau sera coupée, et ensuite tu partiras bosser, à pied et ensuite en bus, bondé, debout de préférence, et plus tard il fera entre 36 et 40°C...

J'ai sélectionné les plus efficaces analgésique et antibiotique existant en Inde. Il faut savoir aussi que les médecins prescrivent des médicaments en fonction de la richesse de leurs patients. C'est ainsi que les plus pauvres se voient prescrire les médicaments les moins chers, mais aussi les moins efficaces, bref, ils cumulent vraiment tous les handicaps liés à une société basée sur les inégalités sociales. Je m'en suis aperçu quand l'autre jour la petite fille de ma compagne est venue passer quelques jours chez nous. Elle toussait depuis déjà 10 jours, j'ai regardé le sirop qu'elle avait emporté avec elle, 36 roupies. J'ai sorti celui que j'avais en stock à 110 roupies, au bout de deux jours elle ne toussait plus ! J'imagine que sa mère a dû acheter plusieurs flacons de sirop à 36 roupies en 10 jours pour aucun résultat, elle a donc dépensé plus de 110 roupies.

Ici, la santé, c'est la sélection en fonction de la richesse de la population. C'est ignoble, c'est le capitalisme, c'est ce que j'explique aux travailleurs indiens. Je vais devenir leur gourou politique, là je plaisante, il faut bien, cela soulage aussi un peu !

Une autre action philanthropique.

- Barkhane, Minusma: au Mali, les forces armées aident aussi au développement économique - Franceinfo 11.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Haïti

- Haïti en proie à des manifestations violentes, mutisme du pouvoir - AFP 12 février 2019

Haïti était lundi une nouvelle fois plongée dans l'incertitude et la tension avec des barricades paralysant l'activité dans les principales villes et un pouvoir exécutif muet face aux revendications sociales scandées lors de manifestations parfois violentes.

La police avait fait état jeudi soir de la mort de deux personnes. Samedi à Port-au-Prince, un adolescent de 14 ans a été tué par balle en marge d'un rassemblement. Une autre personne est morte dimanche à Jacmel dans le sud du pays, selon les médias locaux.

Les forces de l'ordre ont fait un large usage de grenades lacrymogènes pour disperser les centaines de jeunes issus des quartiers les plus pauvres qui ont défilé lundi sur l'une des principales artères de la capitale. Des coups de feu ont retenti dans les rues avoisinantes.

Dans la confusion ambiante, des commerces ont été pillés.

"Ce qu'on endure aujourd'hui c'est à cause du Jovenel (Moïse, le président, NDLR). Je n'en voudrais jamais à ceux qui ont pris mes affaires : ils ont faim. En revendant ce qu'ils m'ont pris, ils vont pouvoir soulager un peu leur famille. On n'a pas de bons dirigeants : s'il y avait du travail dans le pays, ça ne serait pas arrivé", témoignait Joseph, dont le stock de boissons a été entièrement volé.

Par ailleurs les policiers ont arrêté cinq jeunes qui se trouvaient à l'intérieur d'une banque. Dans l'après-midi, des tirs sporadiques résonnaient encore dans certains quartiers de la capitale.

Des blocages routiers ont été rapportés dans plusieurs villes de province où des manifestations se sont également déroulées lundi, occasionnant par endroits des dégâts matériels. Par peur des violences, une large majorité d'écoles, de commerces et d'administrations n'avaient pas ouvert leurs portes.

Depuis la large mobilisation nationale de l'opposition le 7 février, marquant les deux ans du mandat présidentiel de Jovenel Moïse, des manifestations spontanées de plus faible ampleur ont gagné les principaux centres urbains du pays.

Elles se sont accompagnées de barricades tenues par des jeunes rançonnant toute personne se risquant à traverser, d'incendies de véhicules, de dégradations de commerces, dans un climat d'intimidation qui a dominé dans la capitale Port-au-Prince.

La colère populaire s'intensifie avec l'aggravation des difficultés économiques subies par la majorité pauvre. Face à l'inflation qui dépasse les 15% depuis deux ans, la première des revendications des manifestants est de pouvoir manger à leur faim.

Lors de la campagne électorale, Jovenel Moïse avait promis qu'il mettrait "à manger dans toutes les assiettes et de l'argent dans les poches". Des promesses non tenues.

"Nous demandons à la police nationale d'arrêter Jovenel Moïse car il représente un danger et une menace pour la vie de chaque Haïtien", a déclaré lundi à l'AFP André Michel, une des principales figures de l'opposition.

"Il n'a plus de légitimité: le pays va rester bloqué jusqu'à la démission de Jovenel Moïse" assurait-il.

La frustration a été exacerbée par la publication, fin janvier, d'un rapport de la Cour supérieure des comptes sur la gestion calamiteuse et les possibles détournements des fonds prêtés depuis 2008 par le Venezuela à Haïti pour financer son développement.

Une quinzaine d'anciens ministres et hauts fonctionnaires sont épinglés. De même qu'une entreprise dirigée à l'époque par Jovenel Moïse, identifiée comme bénéficiaire de fonds pour un projet de construction d'une route sans signature de contrat.

Face à cet audit, à la colère populaire et aux violences qui émaillent le quotidien de la capitale, le pouvoir exécutif s'enfonce dans un mutisme troublant.

Seul le secrétaire d?Etat à la communication a publié une note de presse en créole via Twitter lundi matin.

"Le gouvernement reconnaît le droit de toute personne à manifester et exprimer ses droits selon la loi mais piller des magasins, bloquer la rue, brûler des pneus, briser les vitres des voitures et jeter de l'huile sur la chaussée n'entre pas dans ce cadre" a écrit Eddy Jackson Alexis.

Si le pouvoir en place n'offre aucune réponse concrète aux revendications populaires, les différents groupes d'opposition n'avancent également aucune mesure qui permettrait à la population de bénéficier d'une amélioration de ses conditions de vie.

"On est face à la plus grande crise depuis 2008", constate l'économiste haïtien Etzer Emile, en référence aux émeutes de la faim qui avaient à l'époque gagné le pays et l'Amérique centrale.

Après avoir enregistré un déficit budgétaire record de 24 milliards de gourdes (305,5 millions de dollars) en 2018, l'Etat haïtien ne pourra pas financer des aides sociales sans réduire ses dépenses de fonctionnement. "Il n'y a pas de mesure magique mais si on ne ferme pas la vanne des dépenses gouvernementales, on n'ira nulle part" conclut l'économiste. AFP 12 février 2019

On retiendra : Si le pouvoir en place n'offre aucune réponse concrète aux revendications populaires, les différents groupes d'opposition n'avancent également aucune mesure qui permettrait à la population de bénéficier d'une amélioration de ses conditions de vie.

Italie

- Contre le gouvernement italien, des centaines de milliers de manifestants à Rome - Le HuffPost 9 février 2019

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté ce samedi 9 février à Rome à l'appel des principaux syndicats italiens. Ces derniers demandent une vraie politique de croissance et du respect de la part du gouvernement populiste. Le HuffPost 9 février 2019

Haut de page

Le 18 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps de traiter le thème des 3 méthodes employées par l'oligarchie (Pentagone-CIA-NED) pour déstabiliser des Etats, évoquées par monsieur Meyssan dans son dernier article sur le Venezuela.

La causerie du jour ne tient pas compte des infos de dimanche, je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet, et il est déjà 12h58 ici en Inde.

- Au format pdf (22 pages)

PREMIERE PARTIE.

A quoi bon essayer de donner un visage humain au capitalisme.

Les relations déshumanisées qu'ils veulent nous imposer.

- Un capteur pour informer votre partenaire de votre envie de faire l'amour - BFMTV 14.02

Vous lirez plus loin que le père et la mère n'existent plus non plus, normal puisque l'homme et la femme n'existent plus, ce

sont devenus des espèces hybrides, indéfinissable, donc inconnaissable, et qui plus est, sans droits autres que la fortune peut donner.

Ils ont de la suite dans les idées. Cette déconstruction du genre humain et de la science sert leur conception totalitaire de la société. On ne devrait pas s'y intéresser paraît-il. La guerre idéologique que l'oligarchie mène sur tous les fronts ne serait pas politique, elle ne ferait pas partie de la lutte des classes. Quel déni ! C'est peut-être pour cela qu'on en est arrivé là, non ?

Propagande et fabrication du consentement par les instituts de sondages, mode d'emploi. Ou fake news des médias.

Une fois que le plat mijoté par l'Ifop était prêt, les médias n'avaient plus qu'à le servir :

- Le mouvement des gilets jaunes "amplifié" par les Russes, pour un quart des Français - Le HuffPost16 février 2019

Le procédé est plutôt grossier, mais bon, comme ils osent tout...

Le sondage Ifop : "*Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante ?*"

Avant même d'aborder l'objet de ce sondage, ils allaient employer à quatre reprises l'expression "*d'accord*" qui était destinée à s'incruster dans le cerveau du lecteur, de telle sorte que les esprits les plus faibles ou ceux qui n'avaient aucune idée sur la sujet sur lequel on leur demandait de se prononcer, ce qui est le cas 9 fois sur 10, soient influencés ou se disent : Bon, d'accord, pourquoi pas, sinon ils ne poseraient pas cette question, et comme je n'ai aucun a priori, je ne pouvais pas répondre que je n'étais "*pas d'accord du tout*" et je ne pouvais pas répondre non plus que j'étais "*tout à fait d'accord*", restait deux options, "*plutôt d'accord*" ou "*plutôt pas d'accord*", mais comme il n'y a pas de fumée sans feu, j'ai répondu que j'étais plutôt d'accord pour ne pas passer pour un idiot, et le tour était joué !

Le sujet était cette fois : "*Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante? 'Grâce aux réseaux sociaux, les Russes ont soutenu et amplifié significativement le mouvement des gilets jaunes'*".

Ah ben comment mon neveu, c'est évident, ils sont partout les ruskofs, on en parle tous les jours à la télé, à la radio, dans les journaux !

- Mais toi, tu en as la preuve ?
- Non, pourquoi ?
- Pour rien.
- C'est tout ce que tu voulais savoir ?
- Oui, ta réponse me suffit. Tu t'es fait manipuler.
- Tu crois ?
- Non, j'en suis sûr !

Ils sont "***contents***", tout est "***tranquille***", "***calme***"... mais ils sont "***soucieux***", ils ont quand même "***des inquiétudes***", des "***doutes***", non, sans blague ?

- 43 % - Liberation.fr 14 février 2019

43 % des personnes interrogées déclarent que s'ils avaient à choisir, ils habiteraient dans une ville moyenne alors que 35 % préféreraient la campagne et 22 % la grande ville, selon un baromètre Ipsos sur les différents territoires de vie.

Dans l'ensemble de la population, les critères les plus importants pour faire ce choix de résidence sont la tranquillité et le calme (43%) et le sentiment de sécurité (31%). L'offre de transport arrive en quatrième position à 22%, derrière la proximité de la nature (26%). Vue des ronds-points, cette hiérarchie n'est pas surprenante : les gilets jaunes demandent davantage une baisse du prix de l'essence que la création de lignes de bus.

Les taux de satisfaction sur ces critères sont à l'avenant. 85% des habitants des villes moyennes trouvent leur cité calme et tranquille et 79% s'y sentent en sécurité. De façon plus étonnante, 84% de ceux qui vivent dans une métropole ont ce même sentiment qu'elle est tranquille et calme. Et, encore plus surprenant, 70% des Parisiens et banlieusards.

Cela posé, même si les habitants des villes moyennes ont une bonne image de leur lieu de vie, cela ne les empêche pas de nourrir des inquiétudes : 40% d'entre eux estiment que l'offre de santé et celle de services publics se sont dégradées de même que l'offre d'emploi (38%) ou la vitalité commerciale (39%). La part de ceux qui ne voient ni dégradation ni amélioration dans tous

ces domaines est à peu près similaire. Mais les sondeurs ont dû bien gratter pour trouver, parmi ces citoyens des villes moyennes, les 17% d'enquêtés qui trouvent que l'offre de santé a progressé et les 15% qui discernent une amélioration des services publics.

Quand on vit dans l'une de ces localités de taille moyenne, on est content mais soucieux. Leurs habitants pensent – pour 86% d'entre eux – que les centres de ces communes sont en train de mourir. Même chiffre chez ceux du rural qui, en tant qu'usagers occasionnels des services de la ville moyenne la plus proche, savent de quoi ils parlent. Mais 76% des Parisiens et 74% des résidents des métropoles, moins touchés dans leur vie quotidienne par ce qui se passe au cœur des préfectures, partagent aussi cette certitude. «Les villes moyennes concentrent, à l'instar des communes rurales, les doutes en matière d'emploi, de déséquilibres territoriaux, de recul du commerce et des services publics», conclut l'Ipsos. Liberation.fr 14 février 2019

Que la population vive dans des grandes villes, des villes moyennes ou dans des communes rurales, elle n'a aucune liberté, son choix est dictée par des considérations sur lesquels elle n'a aucune emprise, qui s'imposent à elle, qu'ils soient d'ordre pratique, professionnel ou économique, et elle doit en subir les conséquences. Pendant combien de temps ? La question qui tue : Toute la vie ! Voilà qui devrait donner envie de changer de société, non ? A mon avis, cela vaut davantage le coup que de courir après des aménagements à la marge qui fondamentalement ne changent rien, on ne fait que déplacer le problème sans jamais le résoudre, non ?

L'art de tout dire et son contraire pour en arriver à des conclusions écrites d'avance

- Face aux manifs des Gilets jaunes, le ras-le-bol grandit - Le Parisien 14.02

Après trois mois de cortèges et de réunions sur les ronds-points, malgré les quelque 11 milliards d'euros distribués en faveur des petites classes moyennes, et au moment où le grand débat national bat son plein, le mouvement reste populaire. Un sondage Elabe réalisé les 12 et 13 février montre que près de six Français sur dix (58 %) continuent de le soutenir ou d'avoir de la sympathie (contre 63 % le 30 janvier). Pourtant, et c'est probablement un tournant, ce soutien s'effrite et surtout une majorité de Français (56 %, + 11 en un mois) souhaitent même que la mobilisation s'arrête. Le Parisien 14.02

Et puis c'est un ordre !

- Il faut faire retomber la fièvre jaune - Le Parisien 14.02

Du côté des Gilets jaunes, le mouvement n'a pas réussi à se structurer, ni à canaliser des revendications toujours aussi disparates. Le Parisien 14.02

Faux, à travers les Assemblées populaires il a commencé à se structurer, mais sans orientation et objectif politique il est voué à l'échec, c'est ce que j'avais affirmé dès le début. Il faut dire qu'en ayant le mouvement ouvrier contre eux, l'issue était fatale et écrite d'avance. Pourquoi ceux qui prônent l'unité n'ont-ils pas appelé à des Assemblées populaires dans leurs communes ? Pourquoi ne l'ont-ils pas proposé aux autres partis et aux sections syndicales d'entreprise ? En fait, ils ont tout fait pour que ce mouvement populaire pourrisse sur place parce qu'il leur échappait.

Gilets Jaunes et "***grand débat national***".

Aucune "***réconciliation***" possible un oeil ou une main en moins !

- "Gilets jaunes" : "Il faut qu'on se parle", Brigitte Macron appelle à la réconciliation - Franceinfo 15.02

Trop tard, vous avez déjà perdu votre tête !

On ne voit pas comment il pourrait la "***retrouver***", puisqu'il ne l'a jamais eu !

Une majorité de Français estime que Macron profite du grand débat pour faire campagne - LeFigaro.fr 14.02

Seuls 18 % des Français pensent que le président de la République parviendra à retrouver la confiance des citoyens.

«La plupart des internautes ne croient pas à une issue positive de ce grand débat. Pour bon nombre d'entre eux, la montagne accouchera d'une souris», observe Véronique Reille Soult, la présidente de Dentsu Consulting, qui analyse les réseaux sociaux. LeFigaro.fr 14.02

On évitera des spéculer sur les conclusions qu'il faut en tirer...

L'animateur de foire à trop en faire...

- Grand débat: pour 55% des Français, Macron "en fait trop" - L'Express.fr 16.02

Dehors Macron!

- Les Français débattent, la sortie encore inconnue - AFP 16.02

On croirait entre Mélenchon !

C'était juste un exercice de "***psychothérapie collective***", parce qu'en plus ils nous prennent pour des déséquilibrés mentaux !

- Que se passera-t-il après le grand débat national ? leparisien.fr - 14 février 2019

De soulagement ? 1,7 million de visiteurs uniques sur le site dédié, 320000 inscrits sur la plateforme, 6000 réunions programmées, 2500 déjà tenues… Mercredi matin, le gouvernement pavoise en communiquant les chiffres de participations au grand débat. « Ils sont contents. Ce n'était pas gagné, glisse le même conseiller. Ils ont franchi une première étape, maintenant ils cogitent sur la deuxième. »

Car il s'agit désormais de lever l'autre raison de douter, de démontrer que cet exercice inédit ne sera pas vain.

« Ça doit déboucher sur quelque chose », assure un ministre.

«Cela ne peut pas juste être de la psychothérapie collective », relève un conseiller ministériel. leparisien.fr 14 février 2019

Ils complotent contre tous les peuples.

Transition écologique : Une mystification foireuse.

- Timide début de mobilisation des jeunes pour le climat à Paris - AFP 16.02

Plus de 200 jeunes ont manifesté vendredi à Paris contre l'"inaction climatique" du gouvernement, une première mobilisation timide comparée aux milliers d'élèves ayant défilé en Belgique ou au Royaume-Uni.

La secrétaire d'Etat à la Transition écologique Brune Poirson est sortie à la rencontre des jeunes massés devant son ministère. "Derrière ces portes, contrairement peut-être à ce que certains peuvent penser, vous n'avez pas des adversaires mais des alliés", a-t-elle lancé.

Le ministre François de Rugy s'était réjoui de l'annonce de cette mobilisation, souhaitant que les jeunes générations "commencent à convaincre leurs parents". AFP 16.02

Raison de plus pour la dénoncer et ne pas y participer. La lutte de classe doit se concentrer contre le régime pour l'abattre, tous les combats doivent être subordonnés à cet objectif. Pour y avoir renoncé ou l'avoir oublié, certains en sont arrivés à combattre au côté de nos ennemis ou se sont transformés en agents de leur propagande...

Instrumentalisation du racisme pour soutenir l'Etat d'apartheid sioniste.

- 14 partis politiques lancent un appel contre l'antisémitisme - L'Express.fr 16.02

Il dit ne pas avoir entendu l'insulte de «***sale Juif***», peu importe, il a entendu « ***Sale sioniste de merde*** », ils sont donc antisémites.

- Alain Finkielkraut violemment insulté : «Ils visaient mes liens et mes positions sur Israël» - Le Parisien 16.02

J'entendais très mal mais il y avait des cris de haine. Les insultes sont violentes : « Sale sioniste de merde », « bâtard », « grosse merde », « nique ta mère »… Le philosophe Alain Finkielkraut, pris à partie ce samedi après-midi par des Gilets jaunes à Paris, raconte avoir été ciblé en raison de ses positions vis-à-vis d'Israël mais dit ne pas avoir entendu l'insulte de « sale Juif. Encore une fois, je n'entendais pas bien les insultes et ça s'est passé très vite. ».

«C'est un groupe de gens politiquement difficilement situables, me semble-t-il un mélange de gens des banlieues, de l'extrême gauche et peut-être aussi des soraliens. Emmanuel Macron m'a appelé pour me soutenir et me dire son soutien. Les ministres Jean-Michel Blanquer et Christophe Castaner m'ont aussi téléphoné.» Le Parisien 16.02

Au même moment, Israël révélait son engagement militaire au Yémen au côté de l'Arabie saoudite, et confirmait son alliance judéo-sunnite contre les chiites ou l'Iran et la Syrie.

A lire : À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen - Réseau Voltaire 15 février 2019

Acte XIV

LVOG - Je confirme que la veille sur Yahoo.news ne figura qu'un seul article. Même dans le blog de la tendance Claire du NPA il n'y avait aucun article, est-ce à croire qu'on approche de la fin ? De plus les participants des Assemblées populaires ne communiquent pas, c'est à se demander si elles existent vraiment en dehors des jours où elles se réunissent. Elles ont choisi de s'exprimer sur Facebook, sauf que de plus en plus de travailleurs (dont je fais partie) rompent avec ce support créé par la CIA. Alors qu'un blog ou un portail est accessible librement.

Le mouvement populaire du 17 novembre sans perspective politique est tiraillé entre deux tendances opposées.

- Un manifestant le 16 février à Bordeaux : «*Au début, je la condamnais cette violence. Puis quand on se rend compte que le mouvement a obtenu plus en quelques mois que les syndicats en plusieurs dizaines d'années on se rend à l'évidence… Parfois la violence devient nécessaire. En restant sur ses positions, le gouvernement a sa part de responsabilité*».

- Un manifestant le 16 février à Paris : «*Il y a de la fatigue, de la trouille, et les méthodes des forces de l'ordre commencent à payer, constate-t-il.Il faut faire un break, définir une stratégie, et revenir plus fort.*» Libération 16.02

- Nouvelle baisse de la mobilisation des "Gilets jaunes" - Reuters16 février 2019

Les estimations sur le nombre de Gilets jaunes, qui se sont rassemblés ce samedi pour l'acte 14 des manifestations dans toute la France, vont de 41.500 pour le ministère de l'Intérieur à 230.000 pour le syndicat France Police-Policiers en colère.

Le groupe Facebook baptisé «Le Nombre jaune», qui suit aussi la mobilisation des manifestants, a recensé quant à lui 101.379 manifestants à 18h00, précisant qu'il s'agissait d'une estimation basse. RT 16.02

Dans la capitale, où les Gilets jaunes étaient 5 000 selon la police (contre 4 000 samedi dernier). leparisien.fr 16.02

A bordeaux, les gilets jaunes semblent plus nombreux, environ 3000. libération.fr 16.02

A part le rouge, toutes les couleurs sont maudites !

- Ingrid Levavasseur quitte une liste "Gilets jaunes" - Reuters 14 février 2019

Ingrid Levavasseur, une des figures des "Gilets jaunes", a annoncé mercredi qu'elle quittait la liste "Ralliement d'initiative citoyenne" (RIC) dont elle devait prendre la tête pour les élections européennes du 26 mai sans toutefois renoncer à se présenter.

"Je ne renonce pas aux européennes, mais je repars sur de bonnes bases", a-t-elle déclaré lors de l'émission "La grande explication" (RTL-LCI-Le Figaro). "J'ai des compagnons qui me suivent, on lisse juste le nom RIC, on repart sur de bonnes bases".

Cette aide-soignante de profession, âgée de 31 ans, avait auparavant publié sur Twitter un message expliquant qu'elle se désolidarisait "officiellement du ralliement d'initiative citoyenne", un nom inspiré du Référendum d'initiative citoyenne, l'une des revendications majeures des "Gilets jaunes".

Plusieurs candidats annoncés à l'origine sur la liste d'Ingrid Levavasseur ont fait défection et au moins deux autres figures des "Gilets jaunes", Patrick Cribouw et Thierry-Paul Valette, ont annoncé leur intention de monter des listes distinctes.

Deux membres de la liste avaient ensuite annoncé renoncer, le 31 janvier: Brigitte Lapeyronie, brièvement encartée à l'UDI qui avait déploré "que sa candidature aux européennes lui imposait d'abandonner la défense des salariés"; et Marc Doyer, qui disait avoir été la cible de menaces de mort et de "fake news" en raison de son soutien passé à Emmanuel Macron. Reuters et AFP

14 février 2019

Etat policier et justice de classe.

La légitime défense est devenue un crime sous ce régime despotique.

- Le boxeur "gilet jaune" condamné à un an de prison ferme - Reuters 14.02

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné mercredi l'ancien boxeur professionnel Christophe Dettinger à deux ans et demi de prison, dont 18 mois avec sursis et mise à l'épreuve, pour s'en être pris le 5 janvier à deux gendarmes en marge d'une manifestation des "Gilets jaunes" à Paris.

La peine d'un an ferme pourra être aménagée sous le régime de la semi-liberté.

Devenu un "symbole malgré lui", selon les termes d'un avocat des deux gendarmes, Christophe Dettinger a dit à l'audience avoir "honte" d'une "erreur" commise sous le coup de la colère et en réaction notamment au "matraquage" de manifestants par les forces de l'ordre. Reuters 14.02

La voyoucratie en rit...

- Quand les Balkany rient de leurs démêlés judiciaires - LePoint.fr 14.02

Patrick et Isabelle Balkany ont fait preuve d'une certaine autodérision lors de la « Nuit de la déprime » de l'humoriste Raphaël Mezrahi, rapporte « Le Parisien ». LePoint.fr 14.02

...il faut dire qu'il y a de quoi. L'aménagement de peine de Jérôme Cahuzac accepté, appel du parquet - AFP 14.02 Un juge d'Ajaccio a accepté mercredi la demande d'aménagement de peine avec bracelet électronique de Jérôme Cahuzac, condamné à quatre ans de prison dont deux ans avec sursis pour fraude fiscale, a indiqué à l'AFP le procureur d'Ajaccio, qui a déposé un appel suspensif. AFP 14.02

En famille. Quand le PS assume son ancrage à l'extrême doite.

- Européennes: Faure obtient mandat pour entrer en campagne avec Place publique - AFP 14 février 2019

Olivier Faure a obtenu le feu vert du bureau national du PS pour entrer en campagne avec Place publique dès la semaine prochaine, malgré l'hostilité de Stéphane Le Foll et ses proches, a indiqué l'entourage du premier secrétaire mercredi.

Le PS et Place publique, le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann, sont engagés depuis plusieurs semaines dans des discussions pour tenter d'agréger les forces de la gauche anti-mélenchoniste en vue des européennes.

Mais ces discussions patinent, en raison du peu d'allant d'EELV, du PCF ou de Générations. AFP 14 février 2019

DEUXIEME PARTIE

Une contribution politique.

Un ventre plein à la tête vide ne pouvait rien donner de bon. Logique !

A défaut de s'employer à la remplir, le niveau de conscience général devait glisser progressivement de haut en bas selon les lois de la gravité, de sorte qu'à l'arrivée on ne saurait plus très bien qui du cerveau ou des intestins ressemblerait le plus à l'autre, et pas seulement sur le plan physiologique cette fois.

Quand on évoque les lois générales du mouvement de la matière ou la dialectique, on admet que la transformation ou l'évolution ainsi que le destin de toute chose seront déterminés par les rapports qu'elle entretiendra avec le monde extérieur sur lequel elle exercera à son tour une influence, de telle sorte qu'ils sont liés entre eux par les mêmes lois de la dialectique.

S'agissant de la société humaine, elle sera soumise également à ces lois mais elle les ignorera, du coup elle ne parviendra que

très difficilement à admettre ou à prendre conscience que son destin n'était pas écrit d'avance, et qu'il était déterminé uniquement par sa capacité à en prendre conscience ou non, car tel devait être son destin.

Une multitude de facteurs extérieurs déterminent le destin de chaque chose, être ou de la nature, comment ou à quel rythme s'accomplira sa croissance, quel niveau de développement il atteindra, quelle sera sa durée d'existence, dans quelle condition il disparaîtra, quelle contribution il aura apporté à la transformation de la matière ou de la civilisation humaine.

En cela, et apparemment c'est ce qu'on a le plus de mal à saisir, le destin de la société humaine diffère de celui du reste de la matière dans la mesure où l'homme possède la faculté de pouvoir agir sur les facteurs et les rapports qui y président, de manière à l'orienter dans un sens ou dans un autre selon qu'il privilégie ses propres besoins ou ceux de l'ensemble de la collectivité humaine, selon qu'il en a conscience ou non, au-delà qu'il a conscience ou non de la classe sociale à laquelle il appartient ainsi que son rôle historique.

S'agissant de l'exploité ou de l'opprimé, il n'a pas conscience que lorsqu'il se contente de lutter pour satisfaire ses propres besoins ou ses besoins immédiats, on dit aussi ses revendications démocratiques bourgeoises, il ne parviendra jamais à orienter la société dans une direction qui lui permettrait de s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il demeure prisonnier de sa propre ignorance, et par conséquent il ne pourra jamais conquérir sa liberté. Pire, tous les progrès dont il avait bénéficié jusque là seront (en permanence) remis en cause et finalement disparaîtront, et ne comprenant toujours pas pourquoi, il s'acharnera à vouloir les reconquérir et ainsi de suite jusqu'à son épuisement final sans être parvenu à sauver ou à reconquérir quoi que ce soit.

Sa priorité devrait être d'apprendre les lois de la dialectique qui régissent le fonctionnement de la matière, de la pensée, de la nature, de la société et du capitalisme, de manière à pouvoir élever son niveau de conscience général et politique, ce qui lui permettrait de saisir qu'il existe une alternative au capitalisme, et qu'il est le principal instrument pour s'en débarrasser, pour peu qu'il s'organise avec tous ceux qui ont développé le même niveau de conscience politique en vue de le partager avec le plus grand nombre possible d'exploités, car c'est seulement en menant consciemment ce combat ensemble que l'humanité pourra emprunter une orientation conforme aux besoins ou aspirations de l'ensemble de ses membres, hormis ses ennemis qui leur promettaient un avenir cruel ou cauchemardesque et qui devront être éliminés.

L'homme est un prédateur, un animal sauvage, un barbare qui lutte uniquement pour sa survie, il n'a aucune chance de s'en sortir s'il n'acquiert pas une conscience de classe, voyez les capitalistes, les banquiers, ils s'en tirent bien. Eux ils savent comment fonctionne la dialectique, ils savent en tirer parti, bien qu'ils ne soient pas plus intelligents que la moyenne des hommes, bien au contraire, et nous, pauvres couillons que nous sommes, nous manquons singulièrement de logique.

Pourquoi faire une fixation sur la logique ou la dialectique direz-vous ?

J'ai envie de vous répondre que sans elle je serais resté l'abruti fini, l'abominable crétin que j'étais à 19 ans, j'en ai 63 ans. Et la civilisation humaine n'aurait jamais existé, l'homme n'aurait jamais existé, il serait demeuré au stade du primate, s'il n'avait pas saisi les rapports de cause à effet qui existaient dans la nature et qui sont à la base de toute logique. Il a commencé à intégrer dans son cerveau les lois logiques qui existaient à l'état naturel, mais il n'ait jamais allé jusqu'au bout. Il n'est pas parvenu à concevoir que c'était l'ensemble du processus historique auquel il participait, qui était régi par les mêmes lois, partant de là il s'interdisait d'en prévoir les développements futurs, il devait sans cesse le subir et découvrir le destin qu'il lui avait réservé à défaut d'en avoir pris conscience pour agir et l'orienter en fonction de ses besoins.

On voit donc quelle implication extraordinaire peut avoir ce manque de logique.

Autrefois c'était justifié du fait que l'homme était uniquement occupé à trouver les moyens d'assurer sa subsistance quotidienne, maintenant également mais dans un tout autre contexte, on y reviendra plus loin, d'autre part son existence demeurait très précaire. Il faudra attendre que les forces productives, les sciences et les techniques aient atteint un haut degré de développement pour qu'ils créent de nouveaux besoins et les satisfassent, ce qui lui permettrait de réduire cet état de précarité qui pesait aussi bien sur son existence quotidienne que sur son destin, de telle sorte qu'une fois libéré de ce pesant fardeau, son esprit serait disponible pour envisager de refondre la société sur la base de nouveaux rapports sociaux à partir de ce processus dialectique.

Seule l'étude de ce processus historique allait lui permettre de découvrir comment la dialectique avait opéré pour permettre à la civilisation humaine de progresser, pour agir sur les facteurs et les rapports qui en avaient déterminé l'orientation, afin qu'elle puisse atteindre un niveau supérieur de développement au lieu d'être condamnée à son autodestruction. Son but n'était plus de créer des moyens pour satisfaire ses nouveaux besoins puisqu'il était atteint, mais pour qu'ils soient satisfaits à l'échelle de l'humanité toute entière, pour que les besoins de l'ensemble des hommes et des peuples soient satisfaits, ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent. Il revenait aux hommes dont les besoins élémentaires étaient satisfaits, mais non les aspirations à la liberté, de se saisir de la dialectique pour mener ce combat à bien. Ils disposent du temps de cerveau et des conditions matérielles nécessaires pour y arriver, et personne ne le fera à leur place. Dans le cas contraire ou s'ils n'y parvenaient pas, leurs conditions matérielles et d'existence en général régresseraient et la société humaine serait vouée à une dégénérescence sans fin.

Ce que j'ai voulu expliquer ici rapidement, c'est que dorénavant l'évolution ou le destin de la civilisation humaine dépend davantage du facteur subjectif que des facteurs objectifs, qui pour ainsi dire ont rempli leurs fonction ou ont accompli leur tâche historique, produire plus ou créer de nouveaux besoins ne sert plus à rien, hormis alimenter la machine capitaliste et enrichir davantage les oligarques, accroître leur pouvoir politique. On voit bien que produire toujours plus de richesses ne sert plus à améliorer le sort des hommes ou des peuples, mais bien au contraire à leur pourrir l'existence, il faut donc concentrer notre attention sur le facteur subjectif, enseigner aux masses le matérialisme dialectique pour que leur niveau de conscience progresse, ce qui n'est pas du tout incompatible avec les enseignements du marxisme, car cet enseignement s'inscrit dans un processus pratique, dans un but matériel, objectif.

Si on veut que les masses deviennent un facteur qui influe sur les conditions objectives au-delà de leur participation au procès de production, donc que par leur action elles déterminent l'orientation de la société, il faut absolument que cette action soit consciente et qu'elles puissent en tirer des enseignements pour mener ce processus dialectique jusqu'au bout, donc parvenir à changer de société en se débarrassant du capitalisme et ses institutions.

C'est de cela qu'il faut les convaincre. J'y contribue modestement à mon niveau avec ces causeries, et je regrette que nos dirigeants n'en aient pas pris conscience.

Tribune libre

On propose dans ce portail différents angles et différentes analyses de lecture de la situation, qui correspondent aux différentes expériences ou aux différents niveau de conscience politique des lecteurs, de manière à ce que chacun puisse s'informer et progresser à son rythme.

Une idée ne nous vient jamais spontanément à l'esprit, cela n'existe pas. Elle a une histoire derrière elle, qu'on en soit ou non conscient. Elle s'est construite au fil du temps et de nos expériences, de nos réflexions. Elle est généralement le résultat d'un processus complexe, et il en va ainsi pour chacun d'entre nous. L'intérêt de présenter des analyses diverses permet de percevoir comment une idée, une position, une conviction, etc. s'est construite ou forgée, ce qui permet à chacun de l'aborder avec les repères qu'il est parvenu à discerner, ce qui lui permettra de se forger sa propre grille de lecture, qui favorisera la compréhension du sujet abordé.

- France – La fin de Macron ? - Gilets Jaunes, le RIC et le Frexit - par Jean-Yves Jézéquel, 12 février 2019

La répression est en marche, les lois qui nient les libertés citoyennes, qui interdisent à peu près tout à propos de tout, aux peuples des pays de l'UE, en plaçant partout des sens interdits pour obliger les individus et les sociétés entières à ne marcher que dans un seul sens : celui de l'ultra libéralisme qui est la cause du massacre social en Occident depuis 40 ans ; l'autoritarisme, la dictature et la criminalisation des mouvements sociaux, toute pensée dissidente, celle qui n'est pas politiquement correcte, les manifestations ; tout cela opère un amalgame entre maintien de l'ordre et répression, c'est-à-dire maintien coûte que coûte des serviteurs de la prédation financière au pouvoir ! La police est devenue en France une milice fasciste au service d'un Gouvernement inspiré par Vichy. La milice éborgne à cœur joie, elle estropie gaiement ; une parodie de justice condamne en cadence à la prison ferme ; toutes les libertés constitutionnelles se sont réduites à une peau de chagrin. C'est une accélération dictatoriale, certes, mais qui annonce en France la fin d'une domination idéologique du fascisme ultra libéral en politique et en économie et un appel sans précédent à la résistance citoyenne. La révolte est si grande, si profonde, si persistante et si déterminée que les prédateurs au pouvoir persistent dans leur tentative désespérée à vouloir infantiliser les masses en se livrant à un psittacisme directement inspiré par Goebbels, aidés par les médias collabos, accusant et condamnant la Russie, le Kremli, Poutine (et son alliée la Chine)… (...)

La colère de Jupiter allait atteindre son paroxysme : il n'en pouvait plus de supporter ces « salauds de pauvres » qui ne veulent plus se laisser abuser, qui se révoltent et qui osent encore se plaindre de la répression qui a été ordonnée pour les faire taire, eux qui par-dessus le marché témoignent ouvertement de leur sympathie pour les médias russes !

Malgré l'avalanche des lois liberticides, il n'y en avait pas encore assez : Jupiter faisait donc voter une nouvelle loi au Parlement, grâce à la clique des « béni-oui-oui » du Régime macronien, afin de contrôler tous les médias ainsi que leurs sources pour la protection de la « vérité du mensonge » !

Puis, le Traité d'Aix-La-Chapelle allait être signé en catimini : il était encore impossible de trouver une traduction française du Traité le jour-même de sa signature. Haute trahison d'un Pouvoir qui veut coûte que coûte, avec Bruxelles, l'abolition de la souveraineté nationale. Il est évident que pour lui le peuple n'a plus rien à dire. Ce Traité est entièrement dirigé contre l'idée démocratique, contre l'idée de souveraineté. Il veut une coopération militaire, un réarmement de l'Allemagne pour la préparer à la guerre contre la Russie, car l'Allemagne se considère comme la cible privilégiée de la Russie notamment à cause de la présence massive de l'OTAN et de ses structures de commandement yankee sur son territoire. Ce Traité veut donner toute raison à l'idéologie ultra libérale et à l'autoritarisme de son ordo libéralisme. Bref, tout le contraire de ce que réclament dans la rue, depuis le 17 novembre 2018, les Gilets-jaunes en « insurrection » et les 77% de Français qui les approuvent ! (...)

Les Gilets-jaunes ont bien discerné le jeu qui se joue dans l'ombre autant que celui qui se joue en pleine lumière. Voilà pourquoi ils ont aussi compris que la seule solution d'un aboutissement de leurs revendications passait par le départ de Macron, volontaire ou forcé, afin de restaurer la souveraineté constitutionnelle du peuple par l'adoption du Referendum d'Initiative Citoyenne.

Il est important de faire un discernement sur la question des violences policières qui sont en priorité le fait de la BAC réquisitionnée les samedis et qui n'est pas entraînée à « l'encadrement des manifestations », parce que ce n'est pas sa mission spécifique. Nous savons bien que le Ministère de l'Intérieur n'est pas honnête : il ment sur les chiffres, chaque samedi ; il veut ouvertement dénigrer, ridiculiser, décrédibiliser le mouvement des Gilets-jaunes ; il donne des ordres aux policiers pour un harcèlement provocateur des manifestants dans les rues au lieu d'encadrer et d'accompagner les mobilisations qui sont déclarées. Rappelons également que l'action des Gilets-jaunes se différencie complètement des actes imbéciles de certains casseurs écervelés qui s'en prennent aux CRS ou aux Gardes Mobiles ou encore à des véhicules, payés par les impôts des contribuables, qui sont là, comme à la tour Eiffel ce samedi 9 février, pour assurer la présence habituelle des militaires du plan anti terroriste…

La stratégie des Gilets-jaunes qui se sont organisés est de maintenir la pression sur le Gouvernement, de samedi en samedi. La mobilisation du XIIIème acte du samedi 9 février, démontre que cette stratégie perdure ; il n'y a pas « d'essoufflement », comme s'acharne à vouloir le faire entendre Mr Castaner et le Ministère de l'Intérieur, mais au contraire la même présence tranquille, déterminée, persévérante et pacifique des Français mobilisés. Rien ne s'arrêtera tant que leurs revendications majeures n'auront pas été entendues. Lorsque les débats dans toute la France seront achevés, le Gouvernement devra concrétiser sa réponse. S'il n'y a pas de réponse, si l'exigence constitutionnelle des citoyens n'est pas entendue, il est clair que les mobilisations reprendront dans toute leur intensité.

L'enjeu actuel des Gilets-jaunes, rappelons-le, c'est le départ de Macron, l'indifférence pour les européennes : il est hors de question de reconnaître une légitimité quelconque à cette liste fantaisiste baptisée « Rassemblement des Gilets-jaunes citoyens » qui demande à l'ex président US Obama, dans un communiqué officiel, de les « conseiller » sur la route à suivre, « lui qui connaît si bien l'état du monde actuel » ! On ne peut pas mieux se moquer des Gilets-jaunes qu'en prenant une telle initiative totalement déplacée et injurieuse aux yeux des vrais Gilets-jaunes qui sont approuvés et appuyés par 77% de la population française n'ayant pas besoin des conseils de monsieur Obama pour savoir où est le chemin de sa souveraineté et de sa responsabilité politique. D'ores et déjà, nous savons que ces soi-disant « Gilets-jaunes » pro américains, allant chercher leur inspiration auprès du chantre de la guerre (Obama prix Nobel de la paix = 7 guerres durant ses deux mandats) sont une supercherie de plus organisée par la macronie rampante dans laquelle il n'est pas étonnant de retrouver le magouilleur Bernard Tapie.

Les Gilets-jaunes veulent la dissolution du Parlement, l'aboutissement de leur « Grand débat national à eux », (pas celui de Macron qui fait sa campagne électorale des européennes) par le tirage au sort des citoyens pour la formation d'une Assemblée Constituante, l'inscription du RIC dans la Constitution, le rétablissement immédiat d'une justice sociale et fiscale élémentaires par des mesures d'urgence, puis le passage aux votes successifs : celui de la reconnaissance de la nouvelle Constitution qui abolira les prérogatives de la Monarchie Républicaine de la 5ème République ; celui des législatives ; celui de la présidentielle revu et corrigé par la nouvelle Constitution ; celui enfin absolument déterminant et nécessaire du Frexit pour une restauration effective de la souveraineté du peuple qui passe également par la souveraineté monétaire. Tout cela n'est plus du tout possible sans le Frexit et sans l'abolition de tous les Traités qui ont été signés par la France sans l'avis ou contre l'avis du peuple souverain. (...)

La France Insoumise citait souvent la phrase de Victor Hugo dans la campagne électorale de 2017 : « rien n'est plus puissant qu'une idée dont le temps est venu ! »

Cette réflexion dit très justement à quel point le sous-sol mental collectif d'une Nation doit être travaillé et retravaillé pour le préparer au passage à l'acte d'une Révolution, d'un changement déterminant. Rien d'important ne peut arriver à l'échelle d'une Nation sans cette préparation souterraine des esprits, silencieuse, discrète, pour une transformation radicale de sa physionomie politique.

Ce qui travaille en profondeur la terre du sous-sol mental collectif d'une nation, c'est d'abord son vécu, sa souffrance, ses galères, son expérience du malheur et de la répression sous toutes ses formes. Puis, des éléments de la Nation viennent ensuite mettre des mots sur les choses pour les identifier clairement. Commence alors le compte à rebours : tout devient plus clair peu à peu, plus évident, plus consensuel, car un travail considérable a ainsi été fait. (...)

Ce détonateur si petit, aux effets si spectaculaires, était fait d'une conjonction de deux éléments : une pratique obsessionnelle compulsive des humiliations par injures et petites phrases de l'arrogance et du mépris Macroniens et la décision inconsidérée qui rendrait insupportable l'injustice fiscale en supprimant l'ISF et en taxant à un niveau inacceptable le prix des carburants !

L'idée était mure, elle était là, prête à éclore et rien ne pouvait être plus puissant que cette éclosion dont l'heure était venue !

La crise financière extrême avait convaincu le roi Louis XVI de réunir les Etats-Généraux en 1789 pour tenter de résoudre le problème qui se posait à la France entière. Les idées de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen avaient fait leur chemin dans le silence de l'inconscient collectif français. L'heure était venue pour qu'elles s'imposent en illuminant la Nation tout entière qui allait se saisir de faits apparemment insignifiants pour les manifester. Le mépris des nobles et du clergé pour le Tiers-Etat, (« il n'y a rien de nouveau sous le soleil »), la fermeture de la salle de réunion des Etats-Généraux les empêchant de se réunir « illégalement » disait Louis XVI, puis la montée à Versailles d'un cortège de femmes de Paris pour réclamer du pain au roi, seront la conjonction de faits anodins qui constituerait en soi le détonateur de la Grande Révolution Française de 1789.

De même à la fin novembre 2018, devant la Salle du jeu de paume, dans laquelle le Tiers-Etat s'était juré de ne plus se séparer avant d'avoir donné une Constitution à la France, une représentation des Gilets-jaunes renouvelait la même promesse : ils ne cesseraient plus le combat engagé tant que la Constitution française ne serait pas réformée afin de redonner au peuple Français sa souveraineté constitutionnelle.

Conclusion.

Il va de soi que rien de toutes ces exigences ne pourra se faire facilement. On sait ce que la Révolution a entraîné avec elle. Il est quasi certain que le Pouvoir en place ne voulant rien lâcher sera obligé d'en venir à l'assassinat de citoyens descendus dans la rue, comme la Constitution européenne (le Traité de Lisbonne) l'autorise (voir article précédent pour références aux articles concernés du Traité de Lisbonne). Il y a une forte probabilité pour que nous soyons amenés à une guerre civile, comme le Tiers-Etat s'était mobilisé contre la noblesse et le clergé réfractaire. L'affrontement armé qui opposera les révoltés et ceux qui se mettront du côté du système dictatorial de l'UE, sera probablement inévitable. Si un coup d'Etat devenait nécessaire, il serait assurément à l'origine du déclenchement de la guerre civile en France. A l'heure actuelle on voit mal comment les Français pourraient retrouver leur souveraineté sans passer par un renversement du Pouvoir maastrichtien macronien.

Au nom du Traité d'Aix-La-Chapelle, les Allemands pourront intervenir légitimement dans les affaires de souveraineté de la France et des Français : nous avons été trahis et vendus aux prédateurs du monde, car l'allégeance de l'Allemagne à l'Etat profond des USA est bien plus importante que la relation de vassalité actuelle de la France avec l'Empire des pilleurs et flibustiers du monde qui ne pensent que domination pour eux et soumission pour les autres. Comme c'est le cas bien connu pour les USA, le Traité d'Aix-La-Chapelle nous démontre à son tour que l'Allemagne n'a ni allié, ni ami, ni ennemi, elle n'a que des intérêts à protéger et à favoriser quel qu'en soit le prix…

Il n'y a plus d'avenir pour nous les Français, sans la fin de Macron, sans la réforme de la Constitution et sans le Frexit. Jean-Yves Jézéquel

LVOG - Avec entre autres de telles illusions en guise de conclusion, c'est certain ! Et le pire est à venir si vous ne les abandonnez pas très rapidement, voyez ce qui nous attend ci-dessous

Et si la "gauche militante" arrêtait de se la raconter ? par Luniterre.

Le 10 février 2019

Alors que la mobilisation des GJ stagne, en légère régression, le socle de sympathie du public le plus large ne s'effrite pas, voire même, se consolide plutôt, malgré l'image médiatique assez négative du mouvement que forgent les médias aux ordres.

Un autre paradoxe apparent, dans ce contexte, c'est l'échec relatif de la journée de grève et de manifs du 5 Février, qui s'est avérée être une journée lambda de plus du train-train syndical français, dont on avait simplement un peu perdu l'habitude.

Pourtant, avec la convergence affichée par les ténors du mouvement GJ et de la pseudo « extrême-gauche » française, la conjonction des planètes politiques et syndicales française actuelles paraissait devoir faire de cette journée un « tournant historique » digne du 13 Mai 68, ou, plus récemment, du 17 Novembre.

Or il n'en a rien été, et, vue sous cet angle, la journée du 5 Février est carrément un échec absolu, et non pas relatif…

Mais de plus un « échec » que l'on peut considérer comme ayant été quasiment planifié par les promoteurs de la dite journée…

https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/01/30/martinez-aurait-il-subitement-trouve-la-lumiere-en-reponse-a-j-p-page/

En ce sens, un « échec » planifié et qui se concrétise sur le terrain cesse effectivement d'être un « échec », et peut être glorifié comme une « réussite » par les bureaucraties syndicales et politiques qui en avaient simplement besoin pour retrouver leur rôle de « pare feu » du système, rôle et système sérieusement affaiblis par le mouvement GJ depuis le 17 Novembre…

Bien évidemment, cette « culture de l'échec », dans le syndicalisme français, peut paraître paradoxale, mais il faut, pour la comprendre, ne pas perdre de vue que la vie sociale et politique des bureaucraties syndicales est aussi un jeu de billard à plusieurs bandes… A travers les subventions patronales et étatiques, en jouant ce rôle de « pare feu » elles font simplement le boulot pour lequel elles sont payées, mais cela n'exclut pas, bien au contraire, une certaine rivalité pour le partage… D'où la surenchère démagogique, qui n'a pas pour but d'obtenir réellement satisfaction des revendications, mais simplement d'élargir un peu la base en vue de prétendre à plus de « représentativité »… « Élargir un peu sa base », cependant, cela ne doit donc pas aller jusqu'à risquer une vague de lutte sociale qui remettrait en cause le système. Ce qui explique donc bien le « retard à l'allumage » de l'intervention cégétiste, par rapport aux débuts du mouvement, il y a bientôt trois mois, et le peu d'empressement à exprimer des revendications cohérentes qui risqueraient de remobiliser les foules du 17 Novembre…

Ce que le 17 Novembre avait mis en mouvement, c'est précisément tout le petit peuple « périphérique » qui ne se reconnaît pas, et pour cause, dans les bureaucraties syndicales.

Une majorité « silencieuse » qui avait soudain trouvé la voie de son expression en bloquant les ronds-points…

Comprendre la différence entre cette base sociale et celle des syndicats, c'est d'autant plus simple, à l'issue de la journée du 5 Février…

A lire les textes CGT, tracts ou articles, le capital se résumerait au CAC 40 en France… Si effectivement le capital financier est la force politique réellement dominante, le tissu économique et social français ne s'y résume pas, et de loin, tant en matière d'emploi que de rémunérations, donc. L

es PME représentent à elles seules près de 50% de l'emploi en France…

Les TPE encore 20% de plus….

Et les 30% restants ???

La fonction publique, stricto sensu, représente 20% de l'emploi en France.

Et il y a encore près de 5% des salariés qui dépendent du secteur public sans être fonctionnaires stricto sensu. (1)

Autrement dit, le salariat des grosses entreprises, celles qui servent directement de base économique et sociale au capital financier, ne représentent au plus que 5 à 6% du total des salariés.

Pour affiner encore cette approche il faudrait encore préciser, dans ces 6%, combien se trouvent directement dans le secteur productif, combien sont payés au SMIC, productifs ou non, etc…

C'est probablement faisable, mais la disproportion des chiffres d'ensemble, par rapport au discours habituel de la gauche, « extrême » ou non, suffit à en comprendre la vacuité totale.

La très grande majorité des prolétaires, smicards et productifs, se trouvent dans les PME et les TPE.

La base économique et sociale des bureaucraties syndicales, y incluant même, à quelques exceptions près, les sections anarcho-syndicalistes, se trouve dans les 30%, secteur public et grosses boites, qui ne sont pas majoritairement smicards, ni même concernés par ce niveau de rémunérations.

Dans ces conditions, il est logique que le langage de la CGT reste hermétique au plus grand nombre, qui ne se sent tout simplement pas concerné… ! De l'agit-prop essentiellement ciblée vers sa base « utilitaire », en quelque sorte, de la part de la CGT… Pas de risque de débordement…

Pour ce public, réclamer à la fois le SMIC à 1800 €, une hausse générale des salaires, retraites, minima sociaux, et la suppression des aides publiques aux entreprises, la suppression de la TVA et de toutes les taxes, une réforme de la fiscalité, etc…(2) tout cela ne pose pas de problème de cohérence, c'est seulement le langage auquel il est habitué depuis des décennies et qui l'amène à défiler régulièrement et rituellement dans les rues derrière ses banderoles syndicales, même si en rangs de plus en plus clairsemés, au fil des ans…

S'il est clair que les groupes financiers, industriels et commerciaux qui dominent la vie sociale et politique française se gavent au détriment de l'immense majorité et pourraient manifestement non seulement se passer des « aides publiques » sous quelque forme que ce soit, mais en outre, contribuer socialement réellement à hauteur de leurs superprofits, le cas de la plupart des TPE-PME est pourtant beaucoup plus nuancé.

En réalité, et contrairement à une idée reçue, l'artisan ou le petit entrepreneur qui travaille au quotidien sur les chantiers avec son personnel n'a pas forcément intérêt à le sous-payer. Pour autant, augmenter le SMIC, pour la plupart d'entre eux, ne peut se faire actuellement qu'avec des aides publiques sur les charges, aides qu'ils doivent quémander tout aussi bureaucratiquement que leurs salariés pour la nouvelle « prime Macron ». Néanmoins, comme on l'a déjà vu (3), le principe des aides publiques, complètement injuste et aberrant en pratique, même pour les TPE-PME, doit être tout à fait abandonné.

C'est pourquoi il est donc nécessaire de revendiquer une nouvelle répartition des charges sociales, qui permettra d'augmenter réellement le SMIC sans surcharger les TPE-PME, qui représentent 70% de l'emploi salarié en France.

La répartition des charges et cotisations pourrait donc être réglementée de façon progressive croissante pour charger davantage les groupes financiers et moins les TPE-PME selon un prorata tenant compte à la fois du chiffre d'affaire et du nombre de salariés. C'est à dire un moyen indirect mais incontournable de taxer socialement le capital, en fait.

https://www.change.org/p/emmanuel-macron-mettre-fin-au-scandale-%C3%A0-40-milliards-du-cice-et-de-son-substitut-actuel-82eed49b-2055-4be5-a0b0-4dcc8e80e771

Un ensemble de revendications concernant la répartition est aussi possible à travers une alternative « différenciée » à la CSG, c'est à dire, au moins, excluant cette taxe des salaires, alternative qui devrait donc viser également, et encore plus directement, les superprofits du capital financier.

Autrement dit, ce type de revendication, incluant une réforme de la CSG, qui n'est déjà plus véritablement « généralisée », et devrait donc être encore plus « différenciée », selon les catégories économiques et sociales, pourrait former la base d'un front social populaire et prolétarien véritablement représentatif de la très grande majorité du corps social, contrairement aux syndicats, et construire une alternative réellement démocratique qui balaierait le système actuel comme un fétu de paille, lorsque la base de ce front sera unie sur un programme revendicatif approprié. C'est l'ébauche d'un tel front qui s'était formée, sur le terrain, le 17 Novembre et dans les premières semaines qui ont suivi. Si elle avait voulu être à la hauteur de sa mission sociale originelle, c'est là que la « gauche militante » française, et la CGT en tête, aurait du intervenir, pour clarifier la base possible de cette unité. Arrivé près de la fin de l'année 2018, ce front était déjà en train de se disloquer sous l'effet de l'incohérence « spontanéiste » de ce mouvement.

Au cours des deux premiers Actes 2019, un rebond était encore possible, semble-t-il, si une structuration globale du mouvement et de ses revendications s'était mise en place.

Au lieu de cela, la CGT se contente de ramasser, sur sa base restreinte, quelques morceaux d'un mouvement social amorçant manifestement sa chute. Et de reprendre son train-train habituel qui convient parfaitement au pouvoir, au delà des rodomontades verbales de circonstances.

Dire qu'il y a là une stratégie délibérée, ce n'est qu'un simple constat, en réalité ! Et de constater, également, qu'elle est parfaitement complémentaire avec la stratégie du pouvoir.

En promulguant sa prime d'activité qu'il faut individuellement aller quémander auprès de l'administration, Macron a parfaitement analysé la situation, suite au 17 Novembre, et, en tablant sur l'inorganisation du prolétariat smicard des TPE-PME, en le renvoyant à sa démarche habituelle de survie individuelle, il a tout simplement sapé potentiellement la base économique et sociale de l'unité populaire renaissant spontanément, le 17 Novembre, suite à l'aggravation des conditions sociales de la majorité prolétarienne de ce pays. Vu la profondeur et la durabilité de la crise, le courant de sympathie demeure, vis à vis de la protestation sociale, mais la motivation immédiate du passage à l'acte, et notamment, à la grève générale et prolongée, a été à nouveau habilement remplacée par le pouvoir macronien par un retour à la « démerde » individuelle.

La « gauche » bureaucratique cégétiste et autre peut tranquillement « remobiliser » sa base sociale pour regagner le terrain perdu dans le partage des subventions et prébendes patronales et étatique, elle ne risque plus le « débordement » du prolétariat smicard qui eut réveillé le « démon rouge » d'une remise en cause du système.

S'il existait encore, dans ce pays, une gauche réellement prolétarienne, elle devrait (et même, aurait déjà du, en fait), logiquement, adapter sa stratégie et sa tactique à cet état de fait, et réfléchir au moyen de remobiliser le prolétariat des TPE-PME, mais on constate donc qu'une telle gauche prolétarienne n'existe pas en France, à part quelques individus isolés et inorganisés.

Une « force » politiquement inexistante et donc actuellement dans l'incapacité de faire évoluer le rapport de force, qui, lentement mais sûrement, et avec la complicité, objective et de fait, de la gauche actuelle, même « extrême », se reconstitue en faveur du système.

Pourtant, ce que prouvent les bons sondages de popularité du mouvement, c'est qu'Acte après Acte, Samedi après Samedi, la

flamme du 17 Novembre est loin d'être tout à fait éteinte. La ranimer et lui redonner même un nouvel éclat, en tenant compte de l'analyse et de l'expérience, tel pourrait être le défi que la gauche militante se fixe à elle même pour être à la hauteur de sa responsabilité sociale et historique. Luniterre

- 1 Structuration économique et sociale en France :

https://artisans.chefdentreprise.com/thematique/actualites-1063/Breves/TPE-326336.htm
https://www.economie.gouv.fr/cedef/chiffres-cles-des-pme
https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/3152833/ENTFRA17.pdf
https://www.insee.fr/fr/statistiques/2569436?sommaire=2587886
https://www.ouest-france.fr/economie/social/fonctionnaires-combien-sont-ils-combien-gagnent-ils-5301485)

- 2 Les liens et docs CGT :

https://www.cgt.fr/actualites/salaires/pour-un-smic-1-800-eu-il-est-urgent-dagir
https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20190108_Smic1800_Tract_SR_CA.pdf
https://www.cgt.fr/sites/default/files/2018-09/20180911_AugmentationSalaires_4pages.pdf https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20180108_SalaireBulletin_RectoVerso_SR_CA.pdf)

- 3 CICE, CSG, charges sociales :

https://gjles42revendications.wordpress.com/2019/01/15/2019-grand-debat-ou-grand-gaspi/
https://frontdeslaics.wordpress.com/2019/01/27/un-scandale-detat-a-40-milliards-que-les-syndicats-refusent-de-denoncer-pourquoi/
https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/01/05/unite-cgt-gj-le-baiser-qui-tue/)

SOURCE :

https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/02/10/et-si-la-gauche-militante-arretait-de-se-la-raconter-synthese-pour-agoravox/

TROISIEME PARTIE

Le cauchemar annoncé et programmé, et qui est en train de se réaliser.

LVOG - Retenez la date de cet article, mars 1999, il y a 20 ans, et voyez comme ils ont de la suite dans les idées...

- La surclasse - attali.com 7 mars 1999

La mode est au défaitisme. Si l'on en croit ce qui court de colloque en revue, l'Europe serait irréversiblement balayée par la mondialisation, où triompheraient politiquement l'Amérique et économiquement l'Asie. C'est ne rien comprendre à ce qui se passe : ce qui est balayé, ce n'est pas l'Europe mais une certaine façon de penser l'ordre social. Les Etats-Unis, pas plus que l'Asie, n'en tireront profit : car, à voir l'évolution américaine d'aujourd'hui, un tout nouveau capitalisme est en train de surgir, qui bouleversera aussi celui des autres pays développés. Un capitalisme global qui modifiera profondément le rôle des Etats et des nations dans le monde.

Un capitalisme entraîné par des forces nouvelles où émergera une élite nouvelle et où se prolétarisera l'ensemble des classes traditionnelles.

Aux Etats-Unis, la classe ouvrière est rapidement dissoute par la concurrence de la technologie du Nord et des salaires du Sud. Le salaire moyen ouvrier baisse depuis vingt ans. En dix ans, la proportion d'emplois précaires a quadruplé, et la probabilité d'être au chômage au moins une fois dans les cinq ans à venir a triplé. Cette précarisation touche peu à peu aussi la classe moyenne : ingénieurs, commerçants, employés, cadres sont menacés par l'entrée de l'informatique dans les services et par la concurrence de leurs homologues du Sud, qu'accélèrent les télécommunications.

Ils portent avec eux le meilleur et le pire de demain, installant une société volatile, insouciante de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence.

Il n'y aura plus bientôt, à la place du salariat, qu'un vaste prolétariat déclassé. Même les fonctionnaires rejoindront cette cohorte, les déficits publics entraînant la quasi-faillite du budget fédéral. A l'inverse, les rémunérations de certains nouveaux venus n'ont jamais été aussi élevées.

Ces fortunes nouvelles ne sont pas l'apanage de capitalistes traditionnels ni de dirigeants de grands groupes, mais plutôt des détenteurs ou de créateurs de rentes informationnelles, capables de disposer, même pour un temps bref, d'un savoir ou d'un savoir-faire unique.

Dans ce capitalisme global de haute compétition et de faible inflation, il faudra disposer de capitaux liquides, n'avoir ni dettes ni immobilisations et, surtout, disposer d'une rente de situation technologique (un savoir, une compétence, une opportunité d'être un intermédiaire utile à la valorisation ou à la circulation de l'information, une innovation dans le placement de titres, la génétique, le spectacle ou l'art).

Ceux qui seront les maîtres de ces rentes constitueront ce que j'appelle une surclasse parce qu'ils ne se regroupent pas en une classe dont les privilèges sont liés à la propriété des moyens de production et à transmission. Les théories libérales ou marxistes ne s'appliqueront pas à eux : il ne sont ni entrepreneurs-créateurs d'emplois et de richesses collectives ni capitalistes-exploiteurs de la classe ouvrière. Ils ne possèdent pas les entreprises, ni les terres, ni les postes administratifs. Ils sont riches d'un actif nomade, monétaire ou intellectuel et l'utilisent de façon nomade pour eux-mêmes, mobilisant rapidement du capital et des compétences en des ensembles changeants pour des finalités éphémères où l'Etat n'a pas de rôle. Ils ne veulent pas diriger les affaires publiques (la célébrité politique est, pour eux, une malédiction). Ils aiment créer, jouir, bouger ; ils ne se préoccupent pas de léguer fortune ou pouvoir à leurs enfants : chacun pour soi. Riches de surcroît, ils vivent luxueusement, souvent sans payer ce qu'ils consomment. Ils portent avec eux le meilleur et le pire de demain, installant une société volatile, insouciante de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence.

Les élites traditionnelles européennes seront, elles aussi, balayées par ces nouveaux venus. Civilisation agricole, l'Europe est en effet beaucoup moins bien placée que l'Amérique pour cette victoire de la mobilité. Elle aura plus de mal à accepter que le pouvoir économique ne soit plus réservé aux propriétaires de sols, des murs, d'usines ou de diplômes. Ses élites, qui cumulent ces propriétés devenues anachroniques, seront peu à peu déclassées.

La France est particulièrement mal préparée à cet avenir. C'est une nation paysanne et étatique (étatique parce que paysanne). Les élites en place feront tout pour barrer le passage à la surclasse. La France se méfiera d'elle, qu'elle confondra au mieux avec des saltimbanques et au pis avec des parasites.

Pourtant, il faut accepter cette mutation, car cette surclasse porte la créativité et le bien-être de demain. Certes, il ne faut pas faire de l'Amérique un modèle à suivre à l'identique. Là-bas, une surclasse triomphante flottera sur les eaux boueuses de la misère, et la réussite de quelques-uns se paiera au prix de la marginalisation du plus grand nombre et de la violence des déclassés.

L'Europe ne doit pas avoir de complexes. Dans la formidable phase de croissance qui commence, et qui durera trente ans, l'Europe a toutes les chances d'être la première puissance du XXIe siècle. A condition de permettre à une surclasse européenne de s'exprimer librement et de mettre ses compétences créatives au service du long terme et de la solidarité.

Pour cela, c'est plus qu'un programme politique qu'il faut imaginer, c'est une révolution culturelle : l'acceptation du neuf comme une bonne nouvelle, de la précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du métissage comme une richesse, la création de ces tribus de nomades sans cesse adaptables, libérant mille énergies et porteuse de solidarités originales.

Il faut pour cela tout changer, et vite, dans le système fiscal, éducatif et social. Il faut une fiscalité favorisant la création plus que la possession de richesses, l'innovation plus que la routine, le travail à haute valeur ajoutée plus que le travail non qualifié. Il est absurde de ne s'intéresser qu'au travail non qualifié en baissant les charges qui pèsent sur lui alors que le chômage le plus dangereux pour l'avenir de nos sociétés est celui des jeunes diplômés, membres potentiels de cette surclasse nécessaire et créateurs futurs d'emplois non qualifiés. Il faut favoriser par tous les moyens les créations de produits, d'idées, d'entreprises pour que naissent des emplois valorisants et que chacun puisse exprimer ses potentialités.

En contrepartie, il faut imposer une justice sociale plus exigeante qui assure à chacun l'égalité des chances d'accéder à cette surclasse. C'est-à-dire cesser de confondre sécurité et immobilisme et donner à chacun au minimum les moyens de manger, d'apprendre et de se loger. Ce minimum, qui va très au-delà du revenu, est la clé du succès de cette mutation en Europe.

Il convient de considérer la formation comme un travail socialement utile en déplaçant l'éducation, trop concentrée dans la jeunesse, vers l'éducation permanente, incitation au renouvellement et à l'invention de demain. Bref, en créant un projet social qui fasse du renouveau une valeur et qui fasse de la solidarité la plus riche des façons de l'exprimer en chaque personne humaine. attali.com 7 mars 1999

C'est la société monstrueuse, totalitaire imaginée par G. Orwell dans 1984, dans laquelle toute notion sociale ou d'humanité a disparu. Et le pire, c'est qu'on ne veut pas admettre qu'ils ont les moyens de nous l'imposer, demandez donc aux Américains ce qu'ils en pensent, eux qui la vivent déjà en partie au quotidien.

On retiendra.

- "C'est plus qu'un programme politique qu'il faut imaginer, c'est une révolution culturelle".

- Liquider "l'éducation, trop concentrée dans la jeunesse, vers l'éducation permanente".

- "La précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du métissage comme une richesse".

- "Donner à chacun au minimum les moyens de manger, d'apprendre et de se loger".

- "Il faut accepter cette mutation".

- "Il faut pour cela tout changer, et vite".

- Instaurant "une société volatile, insouciante de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence."

- "Un capitalisme entraîné par des forces nouvelles où émergera une élite nouvelle et où se prolétarisera l'ensemble des classes traditionnelles."

- "Une surclasse triomphante flottera sur les eaux boueuses de la misère, et la réussite de quelques-uns se paiera au prix de la marginalisation du plus grand nombre et de la violence des déclassés."

- "Aux Etats-Unis, la classe ouvrière est rapidement dissoute par la concurrence de la technologie du Nord et des salaires du Sud. Le salaire moyen ouvrier baisse depuis vingt ans. En dix ans, la proportion d'emplois précaires a quadruplé, et la probabilité d'être au chômage au moins une fois dans les cinq ans à venir a triplé. Cette précarisation touche peu à peu aussi la classe moyenne : ingénieurs, commerçants, employés, cadres sont menacés par l'entrée de l'informatique dans les services et par la concurrence de leurs homologues du Sud, qu'accélèrent les télécommunications."

On retrouve là tous les ingrédients qui avaient commencé à prendre forme sous Hollande et qui sont apparus plus clairement depuis que Macron a été élu. Il faut être borné au dernier degré pour refuser ce constat.

Ce qu'il appelle la surclasse, c'est le gang mafieux des oligarques les plus riches qui disposent des milliers de milliards de dollars que les banques centrales fabriquent et leur distribuent, en plus de leur propre fortune dont les capitaux sont déjà engagés, ils peuvent s'en servir pour intervenir quotidiennement sur tous les marchés, dans toutes les économies, ils disposent du pouvoir d'établir la règlementation financière favorable à leurs magouilles qui de fait sont tout à fait légales, ils peuvent vampiriser l'économie mondiale en toute impunité puisqu'ils disposent également du pouvoir politique et judiciaire, militaire même.

Donc contrairement à ce qu'affirme Attali, sa surclasse n'est rien d'autres que les pires voyous et tyrans qui trônent au sommet du capitalisme, ce n'est pas une nouvelle classe, auxquels il faut ajouter l'armada de prête-noms ou de mercenaires, de prédateurs qui agissent sur les marchés pour leurs comptes, et qui de ce fait sont forcément très riches aussi. L'oligarchie financière internationale est le produit du capitalisme à l'époque de l'impérialisme pourrissant tout sur son passage.

Attali en est un des idéologues pratiquant le culte de l'individualité jusqu'au fanatisme. Sa surclasse n'est finalement qu'une sordide mystification idéologique destinée à réduire en esclavage les peuples de la terre entière. Elle a pour pendant la déroute ou la faillite du mouvement ouvrier international.

Le plus effrayant ou terrifiant pour l'avenir, c'est encore l'attitude des dirigeants du mouvement ouvrier, mais pas seulement, de tous les militants qui de nos jours sont parfaitement informés et savent aussi bien que nous à quoi s'en tenir, et qui malgré tout s'accrochent à leurs analyses, théories ou conceptions de la lutte de classe erronées qui nous ont conduits où nous en sommes.

Pendant plus de 70 ans, ils ont consacré tout leur temps à s'en prendre au capitalisme, sans que celui-là en soit affecté le moins du monde, pour lui soutirer des réformes ou des miettes sans jamais vraiment menacer son existence, on pourrait même dire qu'il ne s'est jamais aussi bien porté qu'aujourd'hui puisque 26 oligarques concentrent à eux-seuls autant de richesses que la moitié de l'humanité. Ils lui ont donné de petits coups de griffes qui se sont presque aussitôt cicatrisés sans laisser de trace, alors qu'il aurait dû concentrer leur attention sur le mouvement ouvrier, la classe ouvrière et les classes moyennes. Au lieu de tirer les enseignements des transformations de la société et du capitalisme pour modifier leur conception de la lutte de classe, au lieu de l'adapter en conséquence, ils en restèrent à celle qui prévalait lors de la période précédente et qui devait les conduire à l'impuissance, et qui plus est à se couper complètement des masses, bref, ils eurent faux sur toute la ligne. Et le pire, c'est qu'ils ne veulent pas en démordre, ils ne veulent rien savoir. Force est de constater qu'ils se foutent des faits qui les contredisent, ils se foutent de la réalité qui leur donne tort. J'en suis arrivé à la conclusion qu'en m'adressant à eux indirectement, j'ai dû surestimer leur niveau théorique ou leur faculté intellectuelle ou leurs véritables intentions.

J'ai la chance d'avoir passé près de 25 ans dans un pays, l'Inde, où la lutte des classes est réduite au minimum syndical qui (les syndicats) en dehors de la fonction publique et les grandes entreprises n'existent pas, autrement dit, plus de 90% des travailleurs indiens n'y participent jamais, pour eux elles se limitent aux élections.

Pourtant, au cours de ces 25 dernières années les salaires et le niveau de vie des Indiens a considérablement progressé, certes, sans obtenir de droits nouveaux, hormis la journée de travail de 8 heures ils n'en possèdent aucun. En revanche, ils ont pratiquement tous l'électricité (les 100 premières unités sont gratuites), de l'eau potable à portée de la main (dans les villages ou raccordée aux habitations), ils possèdent presque tous un téléphone (plusieurs par famille), un deux-roues à moteur, un ou plusieurs ventilateurs, et de plus en plus un réfrigérateur, et comparativement avec la France, il y a moins de mendiants dans les rues, moins de chômeurs aussi, 9 enfants sur 10 sont scolarisés, à l'hôpital public les soins sont gratuits et l'école public aussi, les transports en commun sont bon marché, grâce à l'augmentation des salaires ils cotisent pour leur retraite et d'autres avantages sociaux auprès d'organismes publics, La Poste ou les banques d'Etat, et ils bénéficient tous du carnet de rationnement qui leur permet d'obtenir certaines denrées alimentaires à un prix réduit, dont le riz, les lentilles, l'huile et le sucre, le kérosène aussi, bien de plus en plus utilisent le gaz en bouteille, ils n'habitent plus dans des maisons en feuilles de cocotiers, mais en dur, les trois quart ou plus sont propriétaires de leur habitation, hormis la TVA, l'immense majorité ne paient pas d'impôts, et ils ne sont pas obligés de souscrire à des assurances, même si en principe c'est obligatoire pour un deux-roues à moteur, les comptes bancaires courants sont rémunérés (4%) et ils peuvent déposer leurs économies sur des comptes mieux rémunérés (6,70%)...

Bref, hormis qu'ils travaillent 6j/7 et n'ont pas de congés payés, ils peuvent toujours prendre des congés sans solde, ils n'ont pas grand chose à envier à la condition sociale qui prévaut en France, et cela sans lutte de classes, et en Chine également ou d'autres pays comparables, vous devriez demander à vos dirigeants comment ils expliquent un tel miracle ! Moi je connais la réponse, parce que contrairement à eux je n'ai jamais cru au miracle du réformisme qui leur a servi de boussole tout au long de la seconde moitié du XXe siècle, qu'ils avaient maquillé plus ou moins adroitement en marxisme ou trotskysme, maintenant que ce mirage s'est dissipé et que le vernis de leur mystification s'est fissurée, c'est leur totale impuissance et incurie politique qui s'étalent au grand jour.

Le réformisme a été une aubaine pour le capitalisme a plus d'un titre. Il peut lui en être reconnaissant pour lui avoir sauvé la mise en de nombreuses occasions. Il fut temporairement nécessaire à son développement, puis à l'expansion du marché et des classes moyennes, il alimenta la surexploitation, il couvrit ses entreprises coloniales ou impérialistes, il permit aussi d'écouler des marchandises en réalisant d'extraordinaires plus-values, il contribua à maintenir une importante aristocratie ouvrière, bref, il fut totalement intégré dans le cycle du capital sur le plan économique, et sur le plan politique il fut un allié sans faille du régime.

Aujourd'hui (comme hier), ceux qui courent après des revendications alimentaires et qui espèrent faire reculer Macron colportent des illusions malsaines. Au lieu de contribuer à aider les masses à élever leur niveau de conscience, ils se sont employés à les enchaîner encore plus solidement au capitalisme, alors quand ils en arrivent à les appeler à les briser, personne ne les écoute, normal, elles n'y sont pas du tout préparés, même si leur condition s'est considérablement dégradée, elles demeurent incapables de trouver une issue à la crise du régime ou plutôt de se saisir de celle qu'on leur propose.

J'avais noté aussi ceci dans un blog.

- Bien avant la société liquide dénoncée par Zygmunt Bauman et par le brillant styliste et matheux Gilles Chatelet, Guénon note la menace de la pensée fluidique de Bergson (Règne de la Quantité, chapitre XXIII). Il souligne la fascination fin de cycle pour la dissolution de toute chose (nations, sexes, religions, familles…)

- C’est dans les Deux sources, chapitre IV, incroyablement nommé « Mécanique et mystique », où Bergson évoque la société ouverte à venir : « Qu’un génie mystique surgisse ; il entraînera derrière lui une humanité au corps déjà immensément accru, à l’âme par lui transfigurée. Il voudra faire d’elle une espèce nouvelle, ou plutôt la délivrer de la nécessité d’être une espèce : qui dit espèce dit stationnement collectif, et l’existence complète est dans l’individualité. » (Henri Bergson et les blasphèmes de la société ouverte par Nicolas Bonnal – Février 2019 – Source nicolasbonnal.wordpress.com - Le Saker Francophone)

Comment ils mènent leur guerre idéologique.

- Vers la fin des mots «père» et «mère» dans les formulaires scolaires ? - Liberation.fr 14.02

Examiné dans le cadre du projet de loi sur l'école de la confiance, un amendement adopté mardi soir en première lecture à l'Assemblée nationale suggère d'utiliser les termes «parent 1» et «parent 2» pour refléter la diversité des familles.

En cause : une volonté de ne pas nier l’existence des familles homoparentales, selon la rapporteure, qui observe que certaines municipalités ont procédé à cette modification d’elles-mêmes, mais souhaite contraindre les réfractaires à s’adapter aux évolutions sociétales permises par l’adoption de la loi sur le mariage pour tous en mai 2013.

L’élue a reçu dans l’hémicycle le soutien de Jennifer de Temmerman, elle aussi députée LREM du Nord, pour qui faire modifier

les formulaires administratifs utilisés dans les écoles est «une mesure d'égalité sociale». «On a des familles qui se retrouvent face à des cases figées dans des modèles sociaux et familiaux un peu dépassés. Aujourd'hui, personne ne devrait se sentir exclu par des schémas de pensée un peu arriérés», a-t-elle argué. «Vous n'imaginez pas les conséquences lorsque des enfants ne se sentent pas traités comme les autres», a abondé le socialiste Joaquim Pueyo, élu dans l'Orne

En mars dernier, la Ville de Paris avait fait savoir qu'elle modifiait désormais ses formulaires d'état civil pour refléter davantage la diversité des familles, afin de «faire respecter les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination devant le service public». Liberation.fr 14.02

Vous imaginez, sur disons 50 millions d'adultes en France, vous retirez 15 millions de papis et mamies à la retraite, puis 5 millions de jeunes adultes, il reste 30 millions de père ou mère, et parmi eux il n'existe qu'une poignée de familles homosexuelles ayant adopté des enfant, combien, 5, 10 tout au plus, et ils font une loi qui annihile l'existence de 30 millions de pères ou mères, après cela qu'on vienne nous dire que leur intention n'est pas de détruire la civilisation humaine. Non mais vous imaginez, un gosse qui n'a pas de père ou de mère n'est plus orphelin, lui non plus il n'est plus rien, un numéro 1 ou 2.

Vous croyez que la pseudo-gauche et extrême gauche va s'emparer de cette question, pensez-vous, ils vont l'approuver, moi je la condamne.

L'extrême droite est le meilleur allié de l'extrême-centre

- Quand l'ultradroite tente d'infiltrer les "gilets jaunes" - Franceinfo

- "Je suis conscient de l'infiltration de l'ultradroite et je le condamne", déclare le "gilet jaune" Benjamin Belaïdi - Franceinfo

- Pourquoi ces gilets jaunes s'affrontent au cœur des cortèges - Le Huffington Post 8 février 2019

- Gilets jaunes: Affrontement entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche à Lyon - Le HuffPost 8 février 2019

- Des gilets jaunes sont-ils venus en manif «pour tuer avec des fusils» ? - Liberation.fr 9 février 2019

«Enlever le LBD aux forces de l'ordre alors que certains viennent pour tuer avec des fusils… Drôle de responsabilité.»
Cette confidence d'Emmanuel Macron faite le 31 janvier à des journalistes a de quoi surprendre.

- Aucun (policier - ndlr) n'a fait état d'armes à feu dans les cortèges. Liberation.fr 8 février 2019

Macron, il y a des balles qui se perdent!

- "Gilets jaunes" : le Rassemblement national en embuscade - Franceinfo 16.02

Leur vieux monde toujours en guerre.

- Guerre commerciale Chine-Etats-Unis: reprise des pourparlers à Pékin - AFP

- Le principal opposant du Cameroun inculpé de "rébellion" et "insurrection" - AFP

- En Syrie, les jihadistes défendent leur dernier réduit, les civils fuient - AFP

- Trois Syriens arrêtés en Allemagne et en France pour crimes contre l'humanité - Reuters

- Vingt-sept morts dans un attentat contre l'armée d'élite du régime en Iran - AFP

- Philippines : Maria Ressa, victime du nouveau coup de force du pouvoir - Liberation.fr

- USA: une ex-agente américaine inculpée après avoir fait défection en Iran - AFP

- Donald Trump annonce décréter "l'urgence nationale" pour le mur - Le HuffPost 16.02

- Brexit: Nouvelle passe d'armes jeudi au Parlement britannique - Reuters

- L'Australie rouvre le camp de migrants controversé de l'île Christmas - LeFigaro.fr

- Blanchiment: Bruxelles ajoute l'Arabie saoudite à sa liste noire - LeFigaro.fr

- La Pologne, cheval de Troie de l'Amérique - L'Express.fr

- Une fusillade près de Chicago fait au moins 5 morts - Le HuffPost 16.02

- L'Iran accuse le Pakistan de soutien à un groupe derrière un attentat meurtrier - AFP 16.02

- Albanie: manifestation tendue contre le Premier ministre - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- "Nicolas Maduro : "Ils voulaient me renverser, ils ont échoué" - euronews 13 février 2019

"Ils voulaient un coup d'État militaire. Mais ils ont échoué. Ils jouaient cette carte. Mais c'est fini". Dans cette déclaration, Nicolas Maduro, le président du Venezuela accuse Juan Guaido, le président auto-proclamé du pays. Mais faute du soutien de l'armée dit-il, il n'a pas réussi son objectif : chasser le président du pouvoir. Pour autant, il se dit prêt à parler avec ses adversaires, nous l'avons rencontré à Caracas.

" J'ai appelé au moins 400 fois l'opposition au dialogue. L'opposition va au-delà de ce prétendu président par intérim. Il est circonstanciel. Je suis disponible, prêt à engager le dialogue avec l'opposition dans son intégralité ou en partie. N'importe quand et n'importe où. La seule chose qui peut aider le Venezuela est, je crois, un dialogue franc, qui peut apporter la prospérité au pays."

" Si je ne comprenais pas la situation dans mon pays, je ne serais pas président, je n'aurais pas été élu et réélu explique Nicolas Maduro . Je comprends parce que je viens du peuple. Vous devez savoir, Anelise, que je n'ai pas étudié à Harvard ni dans une autre école américaine. Je n'ai pas un nom de famille connu, ni du sang noble. Je suis un ouvrier. Et je passe toutes mes journées près des gens. Je sais exactement ce qui se passe ."

Pour le président Maduro, le Venezuela n'a pas besoin de l'aide étrangère. " Si vous voulez aider le Venezuela a-t-il dit, libérez nos comptes, rendez-nous l'or que vous avez volé, nous avons les moyens de nous aider nous-mêmes ." euronews 13 février 2019

- Guaido répondra de ses actes devant la justice, prévient Maduro - Reuters14 février 2019

Le chef de file de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido devra répondre "tôt ou tard" devant la justice pour avoir enfreint la Constitution en se proclamant président par intérim, a déclaré mercredi le chef d'Etat en exercice, Nicolas Maduro.

Interrogé par la chaîne de télévision libanaise Al Mayadeen, Nicolas Maduro a estimé que son adversaire s'efforçait de diviser le pays et de convaincre la présidence américaine d'intervenir militairement.

"Si l'empire américain se risque à toucher à ne serait-ce qu'un palmier de notre territoire, l'entreprise se transformera en Vietnam", a-t-il dit.

"Cet individu, qui pense que la politique est un jeu et qu'il peut violer la Constitution et la loi, tôt ou tard, devra en répondre devant les tribunaux", a ajouté Nicolas Maduro, se disant tout à fait certain de cette issue.

La Cour suprême du Venezuela a déjà interdit à Juan Guaido de quitter le territoire et a gelé un de ses comptes bancaires. Reuters 14 février 2019

- Des Forces spéciales US arrivent dans les Caraïbes - Réseau Voltaire 15 février 2019

Selon le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, des Forces spéciales des États-Unis sont arrivées entre

le 9 et le 13 février à Puerto Rico et sur la base de San Isidro en République dominicaine. D'autres mouvements de troupes auraient eu lieu dans d'autres îles des Caraïbes sans que les gouvernements locaux en soient informés.

Cuba s'interroge sur une possible agression états-unienne du Venezuela sous couvert d'intervention humanitaire. Réseau Voltaire 15 février 2019

Moyen-Orient

- À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen - Réseau Voltaire 15 février 2019

La Conférence ministérielle de Varsovie sur la Paix et la sécurité au Moyen-Orient n'a accouché que d'une chose importante et pas celle qui avait été prévue : Israël s'y est affiché avec des États arabes, discutant avec eux alors qu'ils n'entretiennent pas de relations diplomatiques officielles.

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu a profité du vote de la Chambre des représentants US contre la guerre du Yémen pour révéler son engagement militaire dans ce pays.

En réalité, cette guerre a commencé dès le premier jour avec des troupes saoudiennes, émiraties et israéliennes. Les trois États avaient installé un état-major commun au Somaliland, un pays non-reconnu mais contrôlé par Tel-Aviv.

Cette guerre avait fait l'objet de plusieurs années de négociations entre Israël et l'Arabie saoudite. Elle avait pour objectif d'exploiter les réserves pétrolières du « quart vide », cette zone à cheval sur l'Arabie et le Yémen. Elle devait se prolonger par un projet commun dans la corne de l'Afrique.

Pour Israël, la révélation de son engagement au Yémen est un pas de plus après celui de ses interventions incessantes en Syrie. Il s'agit de s'affirmer comme un État agissant contre les intérêts iraniens. C'est en réalité une réécriture de l'Histoire puisque avant les interventions israéliennes, il n'y avait pas d'Iraniens, ni en Syrie, ni au Yémen.

Pour les États-Unis, cette révélation est un pas de plus dans la constitution de l'alliance judéo-sunnite contre les chiites, annoncée par le secrétaire d'État, Mike Pompeo.

Une soixantaine de délégations étrangères a assisté à ce show sans réagir. La presse occidentale a passé cette conférence sous silence.

À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen Réseau Voltaire 15 février 2019

Haïti

- Haïti: des manifestants brûlent un drapeau américain - AFP 16.02

Un groupe de manifestants a brûlé un drapeau américain vendredi après-midi au coeur de la capitale haïtienne Port-au-Prince, appelant à une aide de la Russie pour résoudre la crise qui paralyse le pays depuis plus d'une semaine.

"On veut dire qu'on divorce complètement des Américains: on a pris trop d'occupation aux mains des Etats-Unis, on n'en peut plus", a expliqué Bronson, un manifestant du petit groupe ayant incendié le drapeau.

Selon les quelque 200 participants au rassemblement, l'ancien président haïtien Michel Martelly et son poulain, l'actuel chef de l'Etat Jovenel Moïse, ont été placés au pouvoir par les Etats-Unis.

Washington a annoncé jeudi soir le rappel de ses diplomates non essentiels et de leurs familles basés en Haïti et a exhorté les Américains à ne pas s'y rendre. Le département d'Etat avait déjà ordonné mardi à tous les enfants du personnel diplomatique de l'ambassade de quitter le territoire.

Après avoir brûlé le drapeau, des jeunes hommes ont scandé "A bas les Américains, Vive Poutine", a constaté une journaliste de l'AFP.

"On demande à la Russie, au Venezuela, à la grande Chine d'avoir un oeil sur la misère que l'on vit ici", a ajouté Bronson. AFP 16.02

Espagne

- 200.000 manifestants à Barcelone contre le procès des indépendantistes (police) - AFP 16.02

Deux cent mille personnes, selon la police, ont manifesté samedi à Barcelone contre le procès de douze dirigeants indépendantistes pour la tentative de sécession de la Catalogne en octobre 2017. AFP 16.02

Inde

- Cachemire indien: 37 paramilitaires indiens tués dans un attentat - AFP 14.02

Au moins 37 membres des forces indiennes au Cachemire indien ont été tués jeudi dans un attentat contre un convoi près de Srinagar, le plus meurtrier depuis 2002, a annoncé la police. AFP 14.02

Haut de page

Le 22 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai de nouveau des problèmes de connexion avec Vodafone (Après Tata et Reliance). Je pensais passer par un service (privé) en mode Wifi, mais ma facture passerait de 354 à 2200 roupies par mois, j'ai donc renoncé. Parfois on n'a même plus de ligne téléphonique, j'ai envoyé une dizaine de plaintes par Internet, pas de réponses ni d'effets, je me suis déplacé à deux reprises à leur agence (30 kms aller/retour) pour rien, ils s'en foutent et ils sont incompétents. Il faut que je trouve le temps de voir si je ne peux pas installer Wifi moi-même, en achetant une carte PCI, un câble et une antenne, un gars située à 3 kms de chez moi a une antenne Wifi, elle pourrait servir de relais ?

Cela me tape sur les nerfs parce que je passe déjà trop de temps devant l'écran, et je n'en ai plus pour m'occuper de mes affaires. Leur progrès, quelle horreur !

Cette causerie a été réalisée sans les infos de la veille.

Précision.

Pourquoi ai-je indiqué que le génocide du peuple palestinien était un acte antisémite ? Non, ce n'était ni une provocation ni une erreur, une vérité historique.

Parce que les Palestiniens sont des sémites, contrairement à la plupart des personnes se présentant comme juives qui ne sont sémites que par la langue qu'ils ont adoptée ou par conversion au judaïsme de leurs ancêtres Khazars ou Slaves, mais pas sur le plan ethnologique ou génétique, ils n'ont aucun lien avec la Palestine. (Source : • Shlomo Sand : l'exil du peuple juif est un mythe.)

Shlomo Sand est né en 1946 à Linz (Autriche) et a vécu les deux premières années de sa vie dans les camps de réfugiés juifs en Allemagne. En 1948, ses parents émigrent en Israël, où il a grandi. Il finit ses études supérieures en histoire, entamées à l'université de Tel-Aviv, à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris. Depuis 1985, il enseigne l'histoire de l'Europe contemporaine à l'université de Tel-Aviv.

LVOG - On aura du mal à le taxer d'antisémite ! Antisioniste, c'est possible en revanche, bien qu'il se dise sioniste à la manière palestinienne, le seul sionisme que l'on puisse admettre.

Sémites - Wikipédia (http://fr.wikipedia.org/wiki/Sémites)

En linguistique les Sémites sont l'ensemble des peuples utilisant ou ayant utilisé les langues sémitiques. Cette notion est reprise par la linguistique contemporaine pour poursuivre l'étude de ces langues. Mais en ethnologie ce sont les peuples portant les traces génétiques des peuples anciens originels de l'Arabie, du croissant fertile et d'une partie de l'Afrique du Nord et de l'Est.

Le mot a été forgé à partir du nom propre Sem (en hébreu ???? ,šem, en arabe ???? « nom, renommée, prospérité ») désignant un des fils de Noé. August Ludwig von Schlözer, philologue allemand du XVIIIe siècle, est le premier à utiliser cet adjectif pour désigner un groupe de langues orientales nommées langues sémitiques, terme utilisé pour la première fois vers la fin du XVIIIe siècle pour désigner les peuples cités dans la Bible (Genèse, X, 21-32) comme les descendants de Sem, fils aîné de Noé.

La région d'origine des Sémites est inconnue. Certains la situent en Asie du Sud-Ouest, d'autres en Arabie. Les témoignages archéologiques montrent que les peuples parlant une langue sémitique étaient dispersés en Mésopotamie avant l'établissement d'une culture urbaine dans la région ; on pense que plusieurs vagues de nomades sémites, dès les temps préhistoriques, ont traversé successivement les déserts arides de l'Est pour rejoindre le Croissant fertile. Aujourd'hui, les Sémites (essentiellement des Arabes) sont concentrés au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Leur influence s'est toutefois propagée en Europe et en Amérique par le biais de la diaspora juive, jusqu'au sud du Sahara et dans le sous-continent indien par le biais des Arabes. Wikipédia.org

Vous pouvez ajouter parmi les sémites juifs et arabes, les tribus cananéennes, araméennes et akkadiennes originaires de la péninsule arabique. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Proto-sémitique)

- Beaucoup de langues sémitiques sont devenues des langues liturgiques, utilisées lors des cérémonies religieuses. Ainsi, l'hébreu en tant que langue vivante a été supplanté par l'araméen et s'est éteint vers 200 av. J.-C. Elle ne survécut que comme langue liturgique, et ce n'est qu'au XIXe siècle que l'hébreu parlé en Israël a été reconstruit par Eliézer Ben Yehoudah sur base de l'hébreu liturgique et en s'inspirant également de l'arabe. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Langues_sémitiques)

Un peuple ? Qui n'a plus de langue vivante depuis 2.000 ans ? Ils le disent eux-mêmes, ils l'ont reconstruite il y a à peine plus d'un siècle et qui plus est en "*s'inspirant également de l'arabe*". Décidément, cela fait beaucoup de ressemblances ou de points communs avec les Arabes ! Un peuple que les oligarques anglo-saxons sionistes ont fabriqué ou « élu » pour défendre leurs intérêts financiers.

A lire également :

- Le sionisme, comme pathologie. Les racines profondes de la terreur exercée par l'État juif (2009)

- Ilan Pappé (né en 1954), citoyen israélien, est l'un des « nouveaux historiens » qui ont réexaminé de façon critique l'histoire d'Israël et du sionisme. À la suite, l'an dernier, de son soutien au boycott des universités israéliennes par les pays étrangers, Ilan Pappe, ayant fait l'objet de menaces de mort, a été contraint de démissionner de son poste de professeur de sciences politiques à l'Université d'Haïfa et d'émigrer en Grande-Bretagne.

- Le Dr Oren Ben-Dor est né à Haïfa et a grandi en Israël ; il enseigne la philosophie juridique et politique à la faculté de droit de l'Université de Southampton, Royaume-Uni.

"*Les fous, les visionnaires, les hallucinés, les névrosés et les aliénés ont, de tout temps, joué un grand rôle dans l'histoire de l'humanité (...), ce sont précisément les traits pathologiques de leur caractère, l'asymétrie de leur développement, le renforcement anormal de certains désirs, l'abandon sans réserves ni discernement à un but unique qui leur donnent la force d'entraîner les autres à leur suite et de vaincre la résistance du monde. (…) les grandes oeuvres coïncident si souvent avec des anomalies psychiques que l'on est tenté de croire qu'elles en sont inséparables*". (Sigmund Freud à propos Président Woodrow Wilson)

- Au format pdf (40 pages)

PREMIERE PARTIE

Le mot du jour.

A bas le blocus de Gaza !

Vous ne lirez nulle part ce mot d'ordre dans la causerie d'aujourd'hui, j'espère que cela ne vous étonnera pas.

Sionisme : Mouvement politique et religieux visant à l'établissement puis à la consolidation d'un État juif (la Nouvelle Sion) en Palestine. (Le Grand Robert de la langue française)

Cette prétention affichée de s'emparer de la Palestine remonte au XVIIe siècle et a été réaffirmée sans cesse jusqu'à nos jours, alors que la population dite juive représentait moins de 10% des habitants de la Palestine.

C'est quoi la démocratie dans la version de l'extrême droite sioniste ?

- «Nouvelle Droite défend la majorité face aux droits de l'homme» - Libération 20 février 2019

Le parti de Shaked, Nouvelle Droite, se différencie des autres formations extrémistes en affichant une façade modérée et en défendant un capitalisme «absolu». Libération 20 février 2019

L'article figure en entier plus loin, dedans vous pourrez lire que ce parti d'extrême droite assumée propose d'"*appliquer un agenda idéologique très ambitieux*", à la fois économique et politique.

Ceux qui hurlent à l'antisémitisme affichent à la fois "*une façade modérée*", quoique de moins en moins à coup de Flash ball, et comme Macron défendent un capitalisme «*absolu*», l'ultra libéralisme, le néolibéralisme ou le néoconservatisme qui sont synonymes en fait.

Tous ceux qui s'affichent à leur côté, qui participent à leur campagne contre l'antisémitisme ont-ils conscience qu'ils défendent aussi "*un capitalisme «absolu»*" ? Ils peuvent s'en défendre pour certains, inutiles, les faits sont les faits. On ne peut pas reprendre la propagande de nos ennemis et prétendent les combattre. En vous situant à ses côtés, vous le soutenez politiquement, quoique vous disiez ou écriviez par ailleurs, c'est ainsi et c'est ainsi que les travailleurs vous jugeront. C'est si vrai, que face à cette offensive hystérique des sionistes ultra réactionnaires, aucune manifestation n'a été organisée ces derniers jours en soutien aux Palestiniens ou devant l'ambassade d'Israël.

Quelques réflexions politiques et autres.

1- L'art des démagogues de brasser du vent pour se donner bonne conscience.

Les lobbies sévissent, non, sans blague, les mafias aussi, ah bon ! Les médias sont corrompus et les magistrats aussi, ah ben elle est bien bonne celle-là ! Les multinationales réservent leurs profits à leurs actionnaires, oh que c'est vilain ça ! Les riches sont toujours plus riches, ça c'est à peine croyable ! Le soleil se couche tous les soirs, là c'est extraordinaire, mieux, il se lève tous les matins, bravo, je sens qu'on avance ! Sinon il y a la Troisième Guerre mondiale, la chute du dollar, la fin de l'hégémonie américaine, etc. annoncées régulièrement. Vous préférez peut-être celle-ci : le régime est à l'agonie, la Ve République c'est finie, etc.

C'est vrai qu'avec de telles analyses on va loin ! Quel délire ! Mais bon, apparemment les uns et les autres en redemandent. Quelle époque !

En fait, il s'agit plus de constats ou de lieux communs que d'analyses, c'est peut-être pour cela qu'il n'en sort jamais rien ! Et que lorsque sur la base d'une véritable analyse, vous proposez quelque chose cela n'intéresse personne, c'est logique !

Où peut-on lire cette énormité "Les deux grands conflits mondiaux du XXe siècle, chacun lié à des revendications politiques (et non pas économiques)" ?

Réponse : Wikipédia à la page sur Leo Strauss, le philosophe des "Chicago boys" ou des néoconservateurs !

Avez-vous remarqué que les idéologues néoconservateurs et sionistes étaient les mêmes personnes ? Avez-vous observé comment les oligarques anglo-saxons sont tous liés à Israël ? Cela doit être de pures coïncidences, d'ailleurs rien que ces questions me classent dorénavant parmi les antisémites.

2- La foule, les masses, le peuple, la plèbe : Insignifiant, donc son pouvoir doit l'être également !

Tiré d'Aristote.

La foule (oi polloi, « le grand nombre », « la plupart », « la foule », « le vulgaire ») recherche les plaisirs du corps plus que le bien : elle recherche le bonheur matériel plus qu'elle n'est à la recherche zététique de la vérité. Cette distinction entre « l'élite » et « la foule » — courante dans l'Antiquité... Wikipédia

LVOG - Cette distinction tient à leur condition matérielle d'existence, quelle révélation !

La question d'une distinction entre le grand nombre et le petit nombre ne concerne pas seulement la recherche de la vérité philosophique mais constitue aussi et surtout une articulation majeure dans la discussion antique sur le meilleur régime politique. C'est le petit nombre qui possède les moyens de s'adonner à la charge des affaires politiques. Or, toute la difficulté des régimes politiques, comme le fait remarquer Aristote dans son livre sur la Constitution d'Athènes, consiste à faire vivre ensemble le « petit nombre » (les riches, les possédants, les puissants, les savants, les experts, etc.) et le « grand nombre », sans mépriser celui-ci. Wikipédia

LVOG - Le maltraiter seulement !

La question du rapport entre la « raison » et la « révélation » est centrale dans toute l'œuvre de Strauss et évidemment problématique.

L'historicisme et le positivisme des sciences sociales sont les fruits problématiques de la science conçue à nouveau frais par les modernes, dont l'enjeu est la séparation entre les faits et les valeurs, voire la disparition de toute notion d'un droit naturel propre à l'être humain. La querelle des Anciens et des Modernes, si elle devait trouver son aboutissement dans la victoire des Modernes, verrait triompher le relativisme et le nihilisme moral, accompagnés d'une juridisation indéfinie des rapports humains.

Le lecteur attentif verra que les ouvrages que Strauss publie dans les années 1950, ainsi que certains de ses articles, comportent tous une attaque directe ou indirecte contre les sciences sociales. Wikipédia

LVOG - Normal.

L'enjeu de "*la séparation entre les faits et les valeurs*", c'est de pouvoir nier la valeur de certains faits, et de pouvoir en attribuer à des faits qui ne le méritent pas.

Voir "*triompher le relativisme et le nihilisme moral, accompagnés d'une juridisation indéfinie des rapports humains*", cela ne vous dit-il rien ? Cela va de paire avec "*la disparition de toute notion d'un droit naturel propre à l'être humain*", n'a pas de sens puisque le droit naturel n'existe pas, en revanche chez les néoconservateur il rime avec "*la disparition de toute notion*" de droit social.

Trois commentaires que j'ai rédigés et qui ont été publiés par le blog Les Crises.fr.

1- Ce que vous ne voulez pas comprendre, c'est qu'il n'existe que deux classes sociales indépendantes, la classe des capitalistes et la classe ouvrière, et qu'à l'une et l'autre correspondent deux idéologies irrémédiablement opposées, inconciliables, l'une à la gloire du régime (capitaliste), l'autre luttant pour un changement de régime, donc pour abolir le capitalisme, et que tous ceux qui se font passer pour des gens de gauche et qui dans leurs discours témoignent leur attachement au capitalisme, sont soit hypocrites et de droite, soit baignent en pleine confusion, et quand on leur reproche, ils ne comprennent pas ce qui leur arrive et sont incapables de s'assumer, et généralement se démasquent en vouant les vertus usurpées du capitalisme.

2- Ceux qui en appellent sans cesse au "droit international", à l'ONU – qui se confondent en réalité avec la "communauté internationale" – oublient que c'est cette institution au service de l'impérialisme américain (ou du capitalisme tout simplement) en acceptant la création d'Israël a mis fin à la Palestine et est à l'origine du malheur du peuple palestinien, mais aussi des juifs, car vivre dans un pays dont l'Etat est en guerre permanente contre tous les peuples n'est pas vraiment un cadeau.

Ce qui manque aux intellectuels ou à ceux qui croient être plus évolués que la moyenne, et qui ne cessent de se plaindre, c'est un peu de logique, l'absence de rigueur, leurs positions ou analyses sont davantage fonction de leurs intérêts individuels plutôt que d'œuvrer au progrès de la société ou de l'humanité, qu'ils y réfléchissent un peu.

Une question pour eux : Pourquoi Staline a-t-il voté la résolution créant Israël sur les cendres de la Palestine ? Parce que ses intérêts lui dictaient en tant qu'allié des Américains plutôt que du peuple palestinien ou des peuples opprimés en général.

3- Quand on n'a pas de conscience de classe ou qu'on a adopté l'idéologie du capitalisme mais qu'on ne peut pas l'assumer jusqu'au bout, on fait forcément dans la démagogie en se faisant passer pour démocrate, progressiste, humaniste, de gauche, alors qu'en réalité votre idéologie vous trahit !

Quelques infos en bref

- Vincent Bolloré met la main sur le deuxième éditeur français

"Retour sur le rachat d'Éditis, deuxième éditeur français, par Vincent Bolloré. Une opération qui témoigne des manœuvres en cours dans le secteur de l'édition. Le monde de l'édition des livres a connu quelques bouleversements ces dernières années. Après que Madrigall [1] eut acheté Flammarion à l'Italien Rizzoli en 2012, c'est le groupe Médias participation qui a acquis en 2016 le groupe La Martinière-Le Seuil. Et c'est maintenant Vincent Bolloré, l'homme des poursuites-bâillons, qui vient d'ajouter à la mosaïque de sociétés qu'il possède, une nouvelle pièce : le deuxième éditeur français, Éditis, qui regroupe 45 maisons d'édition [2] repris pour 900 millions d'euros au groupe espagnol Planeta, le 15 novembre 2018. Par une sorte de bégaiement de l'Histoire, cette transaction a été réalisée par Vivendi, possession de Bolloré, vingt ans après le rachat d'Éditis par le même Vivendi, alors aux mains de Jean-Marie Messier." Source : ACRIMED

- En Europe, plus une entreprise est grande, plus son taux d'imposition est faible

"Dans la plupart des pays européens, les multinationales paient nettement moins d'impôts que ne le suggère le taux d'imposition officiel. C'est ce que démontre, chiffres à l'appui, un rapport commissionné par le groupe des Verts au Parlement européen. La palme en la matière revient au Luxembourg où le taux d'imposition théorique est de 29 %, mais où les multinationales ne reversent au fisc en moyenne que 2 % de leurs bénéfices, grâce à des arrangements du type de ceux dénoncés dans le scandale des LuxLeaks. Mais la France est aussi concernée." Source : BASTAMAG

- La déconsommation affecte tous les secteurs. Les Gilets jaunes n'y sont pour rien

"La majorité des organisations professionnelles du commerce craint une baisse profonde et longue de la consommation des ménages. Dans un premier temps, le mouvement a d'abord touché l'activité dans les magasins physiques, mais dans un deuxième temps, on s'est aperçu que, contrairement à ce qu'on se racontait, cette baisse relative de la fréquentation des commerces n'a pas été compensée par le développement du e-commerce." Source : Atlantico.fr

Parole d'internaute.

- "*Dans quelques siècles, les historiens évoqueront notre époque comme un âge profondément obscurantiste. Je ne doute pas que l'on en sorte un jour, il me semble que l'évolution de la conscience humaine est inscrite dans les lois de la nature ; la question que je me pose est : va-t-on en sortir à une échelle de quelques années, quelques décennies ou quelques siècles ?*"

LVOG - Pour un peu vous seriez marxiste ! Sauf que des millions en France, des milliards dans le monde n'ont pas "*quelques années, quelques décennies ou quelques siècles*" à attendre parce qu'ils souffrent quotidiennement du sort que leur a réservé le capitalisme, c'est donc maintenant qu'il faut prendre conscience qu'il faut passer à l'action pour l'abattre...

Propagande xénophobe. La fake news était dans le titre.

LVOG - Quand l'Otan déploie des batteries de missiles en Europe, stock des bombes nucléaires en Italie, il ne faut y voir une menace pour aucun pays de la planète, mais quand la Russie ou un autre pays réplique en faisant de même, là cela devient une terrible menace !

- Poutine menace d'envoyer ses nouveaux missiles sur les pays occidentaux - Le Parisien 20 février 2019

Un discours de politique intérieure, mais pas que. Si Vladimir Poutine a assuré ce mercredi vouloir améliorer la qualité de vie de ses compatriotes, il a aussi menacé de déployer les nouvelles armes de la Russie contre les pays occidentaux.

Après avoir assuré au début de son discours annuel au Parlement vouloir se concentrer sur la situation sociale, il s'est lancé, comme l'an dernier, dans une tirade très menaçante envers les Etats-Unis, leur reprochant le déploiement de nouveaux systèmes d'armement en Europe.

« S'ils sont déployés et livrés sur le continent européen, cela envenimera gravement la situation et créera de graves menaces pour la Russie », a déclaré le président russe, relevant que certains de ces engins pouvaient atteindre « Moscou en 10-12 minutes ».

« Je vais le dire clairement et ouvertement : la Russie sera contrainte de déployer des armements qui pourront être utilisés non seulement contre les territoires d'où peut provenir une menace directe, mais aussi contre les territoires où se trouvent les centres de décision d'usage de missiles nous menaçant », a-t-il poursuivi. La Russie ne compte pas « frapper à une porte close »

L'Otan a qualifié d'« inacceptables » ces menaces de déployer de nouveaux missiles en mesure de frapper les territoires des Alliés, accusant le président russe de « tentative flagrante de détourner l'attention de sa violation du traité INF ». Le Parisien 20 février 2019

Réaction d'un internaute.

- "*Une fois de plus, on fait un beau chapeau d'articles pour effrayer la population. Poutine n'a jamais dit qu'il allait envoyer des missiles sur l'Europe. Il a dit qu'il allait positionner les missiles. Par ailleurs, les USA font la même chose. Pourquoi le Parisien n'en parle t-il pas ?*"

Fabrication du consentement. Les Français sont "***heureux***", si, si, si on vous le dit.

LVOG - Vous vous souvenez dans la dernière causerie du sondage Ifop qui avait été conçu pour faire croire qu' un quart des Français croyaient que les Russes étaient intervenus pour "amplifier le mouvement des gilets jaunes, la question avait été formulée ainsi : "*Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante ?*"

Ifop a récidivé dans ce sondage sur le bonheur des Français, au lieu de "*d'accord*", il ont répété à 4 reprises "*heureux*" : "*Êtes-vous tout à fait heureux, plutôt heureux, plutôt pas heureux ou pas heureux du tout*", du coup, tout d'un coup vous vous sentez déjà plus heureux que l'instant précédent, c'est magique, et le pire, c'est que cela marche, lisez, c'est délirant.

En même temps, c'est révélateur de l'état d'esprit de la majorité de la population, c'est ce que je n'arrête pas d'expliquer, mais personne ne me prend au sérieux, je fabulerais. Sauf que voilà, la réalité est incontournable, malheur à ceux qui s'en détournent ! Malheur à nous, puisque c'est le cas de nos dirigeants faillis ou corrompus.

France Info - Une "France en morceaux", avec quatre groupes de Français qui "se côtoient, voire se croisent au sein des mêmes territoires" : c'est le diagnostic dressé par le Baromètre des territoires, une enquête menée par Elabe avec l'Institut Montaigne. (Un puissant think tank néoconservateur qui a participé à la mise sur orbite de Macron. - LVOG)

73% des Français se déclarent "heureux", dont 33% "très heureux" et 40% "plutôt heureux". 67% assurent qu'ils ont trouvé un équilibre entre "temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle". Et 75% estiment qu'en cas de "problèmes graves", ils auront "dans leur entourage des personnes sur qui vraiment compter".

Ce bonheur dans la sphère privée est décrit par les auteurs de l'étude comme un "cocon personnel". Et 66% des Français estiment qu'il fait "bon vivre" dans leur quartier ou leur commune.

Ce "bonheur privé" contraste avec les questions de pouvoir d'achat et la souffrance sociale. 48% des Français vivent des fins de mois difficiles et seuls 19% déclarent avoir une capacité d'épargne ("Je boucle facilement mes fins de mois et j'arrive à mettre de l'argent de côté"). 37% ont été à découvert au moins à plusieurs reprises ces douze derniers mois. Et un Français sur deux reconnaît avoir retardé ou renoncé à des soins de santé en 2018.

Cette précarité au quotidien se double du sentiment que la situation se dégrade. 43% des Français affirment que la situation de leur foyer a empiré en 2018, et ce sentiment grimpe à 60% chez les retraités. À ce ressenti s'ajoute le sentiment que les fractures de la société française produisent "relégation et exclusion". 78% des Français jugent la société actuelle injuste, et 70% sont pessimistes sur l'avenir de la société française.

Les "Français affranchis". 21% des Français sont "affranchis des contraintes territoriales et sociales". Ils réalisent leurs projets de vie "sans entrave", ont "les moyens socioculturels de surmonter les obstacles (…) et de tirer parti des évolutions de notre société". Ils sont les plus heureux (92%) et ceux qui manifestent le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent (61%).

Les "Français enracinés". Ils sont 22% à faire "le choix résolu d'un enracinement" dans leur territoire. Pour eux, la "bulle personnelle" est "un bouclier qui les protège de la violence sociale". Ces Français goûtent au bonheur de "vivre au pays" et n'aspirent pas à la mobilité, ni géographique, ni sociale. 90% considèrent qu'il fait "bon vivre" dans leur quartier ou leur commune. Et 77% ont le sentiment d'avoir choisi leur vie.

Les "Français assignés". 25% sont "bloqués géographiquement et socialement" par un faible capital économique, social et culturel. Assignés à leur territoire, ils subissent de plein fouet les inégalités sociales et territoriales. Leur quotidien est sous contrainte constante, ils vivent à l'euro près. 72% bouclent leurs fins de mois avec difficulté, 73% ont renoncé à des soins médicaux en 2018. Un sur deux est malheureux et 64% ont le sentiment de ne pas avoir choisi leur vie. Enfin, 97% d'entre eux estiment que la société est injuste, 78% que la réussite sociale est jouée d'avance et 92% sont pessimistes sur l'avenir de la société française. (Rien à foutre, ils ne sont que 25% et parmi eux la plupart ne bougeront qu'au dernier moment. - LVOG)

Les "Français sur le fil". Ils représentent 32% de la population. Ils expriment une envie de mobilité sociale et territoriale mais sont confrontés à la difficulté d'y arriver. Et à s'affranchir de leur situation socio-économique et des inégalités territoriales. C'est le groupe le plus partagé, entre les hauts niveaux de bonheur des "affranchis" et des "enracinés" et le mal-être des "assignés". Un peu plus de la moitié se dit pessimiste. L'enquête conclut que, "plus jeunes et plus mobiles', les "sur le fil" peuvent "basculer dans une des trois autres catégories en fonction des obstacles ou des opportunités". (Ce sont ceux qui forment le gros des troupes des Gilets Jaunes. - LVOG)

Des tendances par région mais pas "d'effet territoire"

L'enquête Baromètre des territoires permet d'identifier des tendances propres à certaines régions, même si les quatre profils de Français coexistent au sein d'une même région. Par exemple, l'Ile-de-France compte 28% de "Français affranchis" alors qu'ils ne sont que 17% en Nouvelle-Aquitaine ou en Centre-Val de Loire. Les "enracinés", eux, sont 32% en Bretagne alors qu'ils sont 13% en Île-de-France.

Les "Français sur le fil" sont 37% en Centre-Val de Loire, région où ils sont en plus grande proportion. Enfin, les régions Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Grand-Est et Occitanie comptent 27% de "Français assignés".

La distribution des quatre catégories de Français fait ressortir qu'il n'y a pas "d'effet territoire". D'abord, aucun d'entre eux ne concentre de manière écrasante une des quatre catégories. Ensuite, "le ressenti de sa propre qualité de vie n'est pas lié à une meilleure situation objective du territoire (...). Le territoire n'assigne pas lui-même à résidence". "C'est davantage le sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène et son niveau de vie qui façonnent la relation des Français à leur territoire que l'inverse", conclut l'enquête. franceinfo 19.02

Commentaires d'internautes.

1- "*Il est bon de rappeler que l'institut Montaigne, à l'initiative de cette enquête, revendique l'idéologie libérale (Wikipédia).*

Ce qui aide à comprendre certaines choses."

2- "*Les prolétaires, depuis cinquante ans, ont rêvé de devenir des bourgeois, comme les bourgeois d'il y a deux cents ans de devenir nobles. Leur imagination n'est pas allée plus loin que celle du premier bourgeois qui passe. On affecte de le mépriser, mais on ne cesse pas de l'imiter... Dans ce monde d'argent, du haut en bas, de degré en degré de fortune, de classe en classe, c'est imitation d'imitation, ambition ridicule et misérable envie, copie de copie, et ainsi s'est établie, cette société confuse et satisfaite, à la fois snob et conformiste dans laquelle nous vivons.* "

C'est un extrait de "*Carnet du vieil écrivain*", de Jean Guéhenno."

Ne connais pas. Il ne faut pas nier ce constat, car sinon on aura une interprétation faussée de la réalité et tout le reste sera à l'avenant, on aboutira à un bilan politique nul. J'ai envie de répondre que chacun en est là et n'a pas évolué au-delà. Donc la question est d'aller "*plus loin*", comment faire pour aller au-delà de ce conformisme qui ne satisfait personne en dehors des nantis, et encore, ils doivent en permanence défendre leurs privilèges.

Quand l'imagination fait défaut, c'est qu'on n'est pas vraiment relié à la réalité ou on en a une perception tronquée. La question est donc pour alimenter à nouveau notre imagination, d'envisager l'ensemble des facteurs qui composent la réalité et les rapports qu'ils entretiennent, afin d'y trouver les réponses aux multiples questions qu'on sera amené à se poser et nulle part ailleurs.

Généralement, quand les aspirations qui nous animaient lorsque nous étions jeune sont venues se fracasser sur le mur de cette société capitaliste, habituellement quand on entre dans le monde impitoyable du travail, qui broie toutes les illusions qu'on pouvait avoir jusque-là, c'est à ce moment-là que notre imagination s'est mise soudain à se tarir, très souvent soudainement. Il y avait un aiguillage et on a changé de direction sans qu'on nous demande notre avis, après on s'étonne de ne plus très bien savoir où on en est, c'est normal.

La question est donc de renouer avec ces aspirations légitimes. Il faut essayer d'arriver à comprendre pourquoi et comment on les a abandonnées, et par quoi elles ont été remplacées ou contre quoi on les a troquées, car on ne nous a guère laissé le choix. D'où effectivement la nécessité d'établir ce constat, mais sans porter de jugement sur les prolétaires ou les membres des classes moyennes.

Ce sont les couches de travailleurs comme cet écrivain qui bénéficient des meilleures conditions pour la résoudre, mais en même temps ce sont les plus embourgeoisés, d'où la difficulté de l'aborder sereinement sans heurter les sensibilités ou la susceptibilité de chacun.

Maintenant, quand on a fait ce travail sur soi-même, cela peut servir d'exemple ou de base à cette discussion avec des travailleurs, cela peut les éclairer, après c'est à chacun de faire sauter un par un les obstacles qui ont enrayé son imagination... En fait, cet exercice consiste à rétablir le lien qui s'est brisé un jour entre cause et effet, au profit d'une cause qui n'était pas la nôtre, servir et s'intégrer dans une société profondément inégalitaire et injuste, violente, antisociale, policière, etc. qui finalement nous priverait de toute liberté, et dans la quelle on ne pourrait pas s'épanouir pleinement puisque ce serait toujours au détriment de quelqu'un quelque part dans le monde, qu'on en ait conscience ou non, tout cela se traduirait d'une manière ou d'une autre et finirait par nous pourrir l'existence.

D'où la pertinence de cette question relative à nos aspirations, car c'est là que figure la réponse et nulle part ailleurs. On n'a pas idée de sa signification politique, qui se résume à l'abdication de nos droits, de notre propre légitimité à décider librement de notre destin, de l'orientation de la société, partant de là tout s'explique ou presque...

Fabrication du consentement. Propagande en faveur de la précarité généralisée comme avenir pour tous.

LVOG - Quand ce n'est pas le chômeur (fainéant), le jeune (anarchiste), le vieux (nanti), le malade (imaginaire ou qui coûte trop cher), l'handicapé (qui en fait trop), l'Arabe ou le musulman (barbare et antisémite), le catholique (pédophile), l'homme (sexiste), la femme (prostituée), l'ouvrier (heureux et qui l'ignore), la plèbe (cette saloperie), le chien (enragé), c'est au tour du fonctionnaire !

- Une majorité de Français favorables à une réforme du statut des fonctionnaires, selon un sondage - Franceinfo 19 février 2019

Plus de la moitié des Français (57%) sont favorables à une remise en cause du statut de fonctionnaire, envisagée par le gouvernement, révèle lundi 18 février un sondage Opinionway pour Radio Classique et Les Echos. Selon cette enquête, 41% des sondés sont d'un avis contraire.

La mise en place d'un plan de départs volontaires pour les agents est approuvée par 76% des personnes interrogées par Opinionway, qui voient également d'un œil favorable la rémunération au mérite des fonctionnaires (64%). L'idée, non portée pour l'heure par le gouvernement, de supprimer l'emploi à vie pour les fonctionnaires est approuvée par 60% des sondés, un niveau en hausse de trois points par rapport à un sondage réalisé l'an dernier.

Le projet de loi sur la fonction publique du gouvernement est inspiré du privé et âprement critiqué par les syndicats. Le texte de 33 articles a notamment pour but de simplifier les instances de représentation du personnel. Il engage aussi un recours élargi aux contractuels ou encore des parts de rémunérations variables, et s'accompagnera d'une suppression de 120 000 postes dans les fonctions publiques d'Etat et territoriale d'ici la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron.

Le texte doit être validé le 6 mars en Conseil commun de la fonction publique, puis présenté fin mars en Conseil des ministres et pourra faire l'objet d'amendements. Mais sept des neuf syndicats de fonctionnaires ont quitté mercredi en pleine séance le Conseil supérieur commun de la Fonction publique (CCFP) pour montrer leur désaccord avec le projet qui leur était présenté. Franceinfo 19 février 2019

Vous avez dit favorable. Quoi, favorable? Comment, favorable ? Hein, favorable ! Forcément voyons...

On imagine qu'Opinionway a opté pour la formule : "*Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout*" à la remise en cause du statut des fonctionnaires.

Tribunal et justice d'exception en totalitarisme.

Le projet de réforme de la justice définitivement adopté par le Parlement - franceinfo 19.02

Feu vert pour la réforme de la justice. Le Parlement a définitivement adopté le texte, vanté comme "ambitieux" et "équilibré" par le gouvernement mais contesté par les oppositions, dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 février, par un ultime vote de l'Assemblée. Peu avant une heure du matin, les députés ont adopté par 31 voix contre 11 le texte, qui prévoit notamment la création d'un parquet antiterroriste, la fusion des tribunaux d'instance et de grande instance ou une nouvelle échelle des peines. Seules les peines inférieures ou égales à un an ferme pourront à l'avenir obtenir un aménagement de peine, contre deux ans auparavant.

Le texte prévoit également d'expérimenter dans certains départements un tribunal criminel (ou cour criminelle) pour juger, par cinq magistrats, des crimes punis de 15 à 20 ans de prison. Les cours d'assises continueront, elles, à juger les crimes passibles de plus de vingt ans, et l'ensemble des crimes en appel. Il organise aussi la numérisation complète de la procédure, de la plainte jusqu'au jugement, assouplie les modalités de prolongement des gardes à vue, facilite les écoutes téléphoniques, doit favoriser les modes de règlement à l'amiable et simplifier les divorces. franceinfo 19.02

On retiendra

- La création d'un parquet antiterroriste. (Qui confondra terroriste et militant du mouvement ouvrier. - LVOG)

- Un tribunal criminel composé de cinq magistrats 15 à 20 ans de prison (Pour un peu, c'est comme si vous y étiez déjà. Mais où ? En tôle, quoi ! - LVOG)

- Les peines inférieures ou égales à un an ferme pourront à l'avenir obtenir un aménagement de peine, contre deux ans auparavant. (Les bâtisseurs de prison ont obtenu satisfaction. - LVOG)

- Assouplie les modalités de prolongement des gardes à vue (Une restriction de plus à la présomption d'innocence. - LVOG)

- Facilite les écoutes téléphoniques (Big Brother vous surveille et vous écoute partout. - LVOG)

- Favoriser les modes de règlement à l'amiable. (Où la loi du plus fort imposée au plus faible, comme dans les entreprises. - LVOG)

- Simplifier les divorces. (Tout ce qui permet d'accélérer l'éclatement de la cellule familiale est bon à prendre, avec un peu de chance ces membres seront plus fragilisés, vulnérables, donc plus malléables et influençables. - LVOG)

Répression judiciaire des gilets jaunes : Edouard Philippe fait du chiffre. Par Régis de Castelnau - Les Crises 19 février 2019

Condamnations de Gilets jaunes : la curieuse approche quantitative de la justice mise en avant par Édouard Philippe Les chiffres dévoilés par le premier ministre indiquent une instrumentalisation de la justice et un mépris du droit. Interview publiée dans Atlantico.

Atlantico : ce mardi 12 février, le premier ministre, Edouard Philippe, a déclaré devant l'Assemblée nationale : « Depuis le début de ces événements, 1796 condamnations ont été prononcées par la justice et 1422 personnes sont encore en attente de jugement » (…) « plus de 1300 comparutions immédiates ont été organisées et 316 personnes ont été placées sous mandat de dépôt ». Comment comprendre de tels chiffres, faut-il y voir une excessive sévérité, ou traitement « juste » de la situation eu égard aux événements ?

Régis de Castelnau : Ces chiffres sont proprement ahurissants. Il s'agit donc, et c'est assumé comme tel, d'une répression de masse. C'est-à-dire qu'on a mobilisé l'appareil judiciaire depuis trois mois pour faire ce qui ne peut plus s'apparenter à une justice normale, mais à une justice d'exception, à une justice de masse.

La justice française complètement en crise par défaut de moyens, et qui a beaucoup de mal à effectuer les missions qui sont les siennes dans le cadre de son service public vient d'être instrumentalisée au service du pouvoir exécutif pour mettre en place une répression sans exemple depuis la fin de la guerre d'Algérie. Soyons clairs, on ne peut pas rendre une justice digne de ce nom, avec des procédures régulières, des débats contradictoires, des décisions équilibrées dans ces conditions. 316 personnes placées sous mandat de dépôt, dont une proportion considérable de gens sans casier judiciaire, ce chiffre doit être rapporté à ce que la presse nous apprend tous les jours concernant la délinquance des quartiers ou des gens ayant jusqu'à 20 condamnations pour des délits graves à leur casier n'ont jamais fait un jour de prison. Cette statistique est claire, c'est une justice d'exception qui a été rendue indigne d'un pays comme le nôtre. Le président de la république a fait le choix, non pas du maintien de l'ordre mais celui d'une répression brutale du mouvement des gilets jaunes. Que la justice souvent parquet et juges du siège ensemble ait accepté d'exécuter les ordres de l'Élysée et de la place Vendôme est une régression qui nous renvoie des dizaines d'années en arrière. Désormais lorsque les syndicats de magistrats nous parleront d'indépendance et d'impartialité ils se feront rire au nez. Surtout que dans le même temps, et l'affaire Benalla est là pour le démontrer, la même justice est d'une complaisance surprenante avec les délinquants qui entourent le chef de l'État.

Des groupes d'avocats se sont organisés pour faire face à ce moment liberticide, et les informations qui remontent sont consternantes. Incriminations fantaisistes, procédures bâclées, peines exorbitantes infligées pour des infractions imaginaires, mises en cause systématique des droits de la défense. Il y a aussi bien sûr les comportements des parquets comme par exemple celui de Paris par le Canard enchaîné, ou le procureur du tribunal de grande instance ordonne à ses substituts de violer la loi et de conserver les gens garde à vue en commettant des séquestrations arbitraires. Il y a bien sûr également les refus catégoriques malgré les évidences de poursuivre les policiers frappeurs, alors que les préfets en saisissant l'IGPN font eux leur devoir.

Je dois reconnaître que la façon dont l'appareil judiciaire s'est comporté à l'occasion du mouvement des gilets jaunes a quand même été pour moi une surprise. L'image d'une justice équitable, respectueuse de sa mission et de la loi est détruite dans l'opinion publique pour longtemps. Comment pour complaire au pouvoir exécutif des magistrats ont-ils accepté de prendre ce risque ?

En tout cas cette statistique établit que cet appareil judiciaire, oubliant sa mission de rendre la justice, a choisi de se comporter en supplétif de la police pour rétablir l'ordre. C'est complètement déplorable.

Comment interpréter cette vision quantitative de la Justice de la part du premier ministre ?

Que le premier ministre revendique triomphalement de telles statistiques qui n'établissent qu'une chose, c'est la vision instrumentale de la justice de ce pouvoir, en dit long sur le mépris du droit qui le caractérise. Il dirige un gouvernement qui est en train de faire voter une nouvelle loi sur l'organisation de la justice que tout le monde judiciaire considère comme de pure régression, et qui passe son temps à rogner sur le budget de ce qui devrait être un grand service public. Et maintenant il vient à l'Assemblée nationale brandir des statistiques que ceux qui savent ce que doit être la justice, considèrent comme déshonorantes. « Regardez, la justice expéditive que nous avons ordonnée a condamné 1796 de ces horribles gilets jaunes. Elle en a mis 316 au trou. C'est une magnifique victoire ! » A quand le premier ministre venant de la même façon triomphale brandir les statistiques des gens éborgnés, des mains arrachées, des blessés de toutes sortes ?

Ce qui apparaît dans ce comportement passablement indigne, c'est cet aveuglement sur ce qui se passe dans ce pays et sur le rejet dont le président de la république lui-même font l'objet. Persuadés d'être plus intelligents que tout le monde lui et ses équipes emmènent le pays dans une impasse mortifère en continuant de l'abîmer. Je ne sais pas comment tout cela finira, mais il est sûr que la trace que Monsieur Édouard Philippe laissera dans l'histoire sera particulièrement laide. Les Crises 19 février 2019

Source : Vu du droit, Régis de Castelnau, 13-02-2019

DEUXIEME PARTIE

C'est marrant, tous ces gens bien comme il faut, à la morale irréprochable qui s'émeuvent de la recrudescence de l'antisémitisme, et qui en pincent pour les régimes néonazis de Kiev ou Sofia ou le régime d'apartheid de Tel Aviv, mais là cela s'explique très bien, puisque ces régimes sont alliés !

Et ne parlons même pas des savants qui avaient mis leurs talents au service du régime nazi du IIIe Reich à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et qui avaient été recrutés par la CIA et le Pentagone, mais aussi par les Israéliens, depuis Internet, c'est tombé dans le domaine public, mais ces braves gens l'ignorent. On a les alliés et la morale qu'on peut. Toujours de classe.

L'antisémitisme appartient à l'idéologie capitaliste, coloniale, impérialiste, fasciste.

LVOG - Une fois qu'on a dressé ce constat, on comprend mieux pourquoi ceux qui détiennent le pouvoir ou gouvernent recourent à l'argument de l'antisémitisme chaque fois qu'ils sont en difficulté pour appliquer leur politique antisociale, liberticide, impérialiste, et de nos jours réactionnaire sur toute la ligne.

- Antisionisme, antisémitisme et idéologie coloniale par Alain Gresh - Les Crises 21 février 2019

Dans le débat qui agite la France autour de l'antisémitisme, deux dimensions sont souvent absentes : le fait que, durant la première moitié du XXe siècle, la grande majorité des juifs était hostile au sionisme (étaient-ils aussi antisémites ?) ; que la caractéristique principale de ce mouvement était de s'inscrire dans une logique coloniale de conquête et de peuplement. Extraits du livre d'Alain Gresh, Israël-Palestine, vérités sur un conflit (Fayard, 2017).

Source : Orient XXI, Alain Gresh, 19-02-2019

Extraits de l'article.

Bien que sioniste, Albert Einstein exprimait ses inquiétudes : « La manière dont je conçois la nature essentielle du judaïsme résiste à l'idée d'un État juif, avec des frontières, une armée et une certaine mesure de pouvoir temporel, quelque modeste qu'il soit. J'ai peur des dégâts internes que cela entraînera sur le judaïsme — et surtout du développement d'un nationalisme étroit dans nos propres rangs […]. Un retour à une nation, au sens politique du terme, équivaudrait à se détourner de la spiritualité de notre communauté, spiritualité à laquelle nous devons le génie de nos prophètes. »

« Le sionisme n'est pas le corollaire obligatoire, fatal, de la persistance d'une identité juive, remarque Maxime Rodinson ; ce n'est qu'une option. » Et cette option est critiquable, non seulement comme toute idéologie nationaliste, mais aussi parce que son aboutissement — la création d'un État juif — n'était possible que par la dépossession des Palestiniens. Le sionisme s'est pleinement inscrit — et ce fut l'une des conditions majeures de sa victoire — dans l'aventure coloniale. Ce fut et cela reste sa principale faute.

RIEN DE COMMUN AVEC CE QUE L'ON APPELLE « L'ORIENT »

Le dévouement ou l'idéalisme de nombre de militants sionistes n'est pas en cause. Un jeune juif débarqué sur la Terre promise en 1926 pouvait écrire : « Je peux être fier car depuis un an que je suis en Palestine, je me suis débarrassé de la gangue d'impureté de la diaspora et je me suis purifié du mieux possible. Je voulais une patrie. Être un homme comme les autres, égal aux autres, fier comme eux d'être en Palestine. Dès l'instant où mes pieds ont foulé la terre de mes ancêtres, j'ai rompu tout lien avec l'Europe et l'Amérique. » Il changea de nom, se fit appeler Chaïm Shalom et déclara : « Je suis hébreu et mon nom est hébreu car je suis issu du pays des Hébreux. »

En dépit d'un credo socialiste — ou parfois à cause de lui —, les sionistes ressemblaient aux colons installés en Algérie ou en Afrique du Sud, convaincus de faire progresser la civilisation face à des populations sauvages. Le sionisme en Palestine, malgré des formes particulières, se rattache au mouvement de colonisation sur deux plans : par son attitude à l'égard des populations « autochtones » ; par sa dépendance à l'égard d'une métropole, la Grande-Bretagne, au moins jusqu'en 1939. D'ailleurs, à l'époque où le colonialisme n'avait pas la connotation négative qu'il a aujourd'hui, Theodor Herzl écrivait à Cecil Rhodes, l'un des conquérants britanniques de l'Afrique australe : « Mon programme est un programme colonial. » Zeev Jabotinsky, le dirigeant du mouvement sioniste révisionniste, pour sa part, se réjouissait : « Dieu merci, nous juifs n'avons rien en commun avec ce que l'on appelle l'"Orient". Nous devons venir en aide à ceux parmi le peuple qui sont incultes et qui s'inscrivent dans des traditions et

des lois spirituelles archaïques orientales. Nous allons en Palestine d'abord pour notre "bien-être" national, ensuite pour en expurger systématiquement toute trace de l'"âme orientale". »

Mordechaï Ben Hillel Ha Cohen, un juif installé à Jérusalem, note : « Nous sommes en Palestine la population la plus civilisée, personne ne peut rivaliser avec nous sur le plan culturel. La plupart des indigènes sont des fellahs et des bédouins ignorant tout de la culture occidentale. Du temps sera encore nécessaire avant qu'ils apprennent à vivre sans rapines, vols et autres forfaits, jusqu'à ce qu'ils éprouvent de la honte devant leur nudité et leurs pieds nus et qu'ils adoptent un mode d'existence où prévaudra la propriété privée, et où il sera nécessaire que des routes soient tracées et les chaussées goudronnées, que les écoles, les maisons de charité et les tribunaux essaiment sans qu'il y ait de corruption. » Mais l'insondable « âme orientale » semble résister à des décennies de civilisation puisque Moshé Katsav, alors président d'Israël, déclare en mai 2001 : « Il existe une immense fracture entre nous [les juifs] et nos ennemis, pas seulement en ce qui concerne les capacités, mais aussi sur le plan de la morale, de la culture, du caractère sacré de la vie et de la conscience […]. Ils sont nos voisins ici, mais on a l'impression qu'à une distance de quelques centaines de mètres il y a des gens qui ne sont pas de notre continent, de notre monde, mais qui finalement appartiennent à une autre galaxie. » Sont-ils humains, ces Palestiniens ?

À la suite d'émeutes à Jaffa en 1921, une commission d'enquête britannique note que le mouvement ne constituait nullement un pogrom antisémite, mais que les insurgés haïssaient les sionistes, non les juifs. Le Jewish Chronicle, organe des juifs britanniques, s'insurge : « Essayez d'imaginer que les animaux sauvages du parc zoologique sortent de leur cage et tuent quelques-uns des visiteurs, et que la commission chargée d'enquêter sur les circonstances établisse que la raison du drame est que les animaux n'aimaient pas leurs victimes. Comme s'il ne relevait pas du devoir de la direction du zoo de garder les animaux dans leurs cages et de s'assurer qu'elles soient bien fermées. » Quelle franchise ! Frantz Fanon, psychiatre antillais rallié à la révolution algérienne, auteur d'un pamphlet célèbre, Les Damnés de la terre (1961), constate : « Le langage du colon, quand il parle du colonisé, est un langage zoologique. On fait allusion aux mouvements de reptation du Jaune, aux émanations de la ville indigène, aux hordes, à la puanteur, au pullulement, au grouillement, aux gesticulations. Le colon, quand il veut bien décrire et trouver le mot juste, se réfère constamment au bestiaire. »

La conquête de la terre comme le « refoulement » des autochtones confirment la dimension coloniale du mouvement sioniste. L'un de ses cadres reconnaît dès les années 1910 : « La question arabe s'est révélée dans toute son acuité dès le premier achat de terres, lorsque je dus expulser pour la première fois des habitants arabes pour y installer à la place nos frères. Longtemps après continua de résonner à mes oreilles la triste complainte des bédouins rassemblés cette nuit-là autour de la tente des pourparlers, avant qu'ils ne quittent le village de Shamsin […]. J'avais le cœur serré et je compris alors à quel point le Bédouin était attaché à sa terre. » Mètre carré après mètre carré, les colons juifs s'emparent des terres, repoussant les Arabes.

Aucun compromis n'est possible, Ben Gourion en a bien conscience : « Tout le monde considère les relations entre juifs et Arabes comme problématiques. Mais ils ne voient pas tous que cette question est insoluble. Il n'y a pas de solution ! Un gouffre sépare les deux communautés. […] Nous voulons que la Palestine soit notre nation. Les Arabes veulent exactement la même chose. »

Israël Zangwill, un proche de Theodor Herzl, explique dans la presse britannique durant la Première Guerre mondiale : « Si l'on pouvait exproprier, avec compensation, les 600 000 Arabes de Palestine, ou si l'on pouvait les amener à émigrer en Arabie, car ils se déplacent facilement [sic !],ce serait la solution de la plus grande difficulté du sionisme. » Herzl avoue dans son journal en 1895 : « Nous devons les exproprier gentiment. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être accompli à la fois secrètement et avec prudence. » Il sera achevé, sur une grande échelle, en 1948-1949. Source : Orient XXI, Alain Gresh, 19-02-2019

Ils partagent tous la même idéologie, de l'hypocrisie républicaine ou démocratique au fascisme.

- Alain Finkielkraut dénonce la plainte du Qatar contre Philippot - causeur.fr 9 juin 2015

- Le FN et la LDJ partagent le même avocat - alterinfo.net 3 Décembre 2014

LVOG - LDJ : Ligue de défense juive, une milice sioniste d'extrême droite.

Il s'agissait de David Dassa-Le Deist, depuis remplacé par Gilles-William Goldnadel, membre du directoire du Crif.

Tout cela à partir d'un fait démenti par Finkielkraut lui-même ou qui n'a pas eu lieu, c'est de la démence pure comme on en trouve que dans les régimes totalitaires qui relève de la conspiration pour justifier l'adoption d'une nouvelle loi liberticide.

(causerie du 18 février) Le Parisien 16.02 - Finkielkraut : J'entendais très mal mais il y avait des cris de haine. Les insultes sont violentes : « Sale sioniste de merde », « bâtard », « grosse merde », « nique ta mère »… Le philosophe Alain Finkielkraut, pris à partie ce samedi après-midi par des Gilets jaunes à Paris, raconte avoir été ciblé en raison de ses positions vis-à-vis d'Israël mais dit ne pas avoir entendu l'insulte de « sale Juif. Encore une fois, je n'entendais pas bien les insultes et ça s'est passé très vite. ». Le Parisien 16.02

Il a dit ne pas avoir entendu l'insulte de «sale Juif», alors où est l'antisémitisme, dans « Sale sioniste de merde » ?

Commentaire d'un internaute.

Léo Srauss a formé des individus comme Wolfowitz, Perle, Bolton, Kinssinger, en un mot, tous des individus animés d'une volonté hégémonique aux états unis et responsables de centaines de milliers de morts à travers le monde grâce à leur action.

Léo Strauss avait une doctrine très particulière. Pour lui, le "modèle" idéal de société était une société oligarchique, c'est à dire dominée par une infime minorité d'individus ultra riches seuls, selon lui, capables de diriger le monde qui devra être totalement sous leur autorité.

Déjà, présenté ainsi, les choses sont graves puisque bien sur, cette oligarchie est auto proclamée et ce ne sont pas ses qualités humaines ou ses compétences en matière de gestion des sociétés humaines qui sont les critères de son choix élitiste, mais sa richesse. Sauf que, pour accéder à un tel niveau de richesse, il n'est pas possible d'être honnête et bien souvent, pour ne pas dire systématiquement, elle est acquise grâce à mes magouilles de toutes sortes, et très souvent au mépris du droit le plus élémentaire, sans souci de la vie humaine et de l'environnement. C'est l'enrichissement à n'importe quel prix.

Mais il y a plus. Pour Léo Strauss, pour pouvoir se maintenir, l'oligarchie doit entretenir un certain degré de violence, de conflit et de chaos. Elle ne peut pas prospérer dans la paix et la concorde. Il lui faut entretenir en permanence les tensions entre les êtres humains. Si pour cela il faut sacrifier des centaines de millions de personnes, aucune importance. La fin justifie les moyens ! Mais dans le cas où, par miracle, l'humanité arrive à être en paix, alors la seule solution, pour Strauss, est l'annihilation totale de l'humanité et de toute vie sur Terre. C'est la doctrine nihiliste par excellence. On comprend mieux des individus comme Francis Fukuyama, ou Samuel Huntington, le premier, auteur de l'ouvrage de la "fin de l'histoire", ouvrage particulièrement nihiliste et l'autre "le choc des civilisations", bien connu. (On devrait plutôt dire le choc des ignorances), tous les deux disciples de Léo Strauss.

Alors se considérer comme un admirateur d'un malade mental amateur de la destruction de toute vie...et faire de cet individu l'avocat d'un parti politique comme le FN, nous donne une petite idée des hauts idéaux de ce parti, de ses dirigeants et de cet avocat. A chacun d'en tirer les conclusions...

La querelle des Anciens et des Modernes

La pensée de Strauss fait de la tension son élément : aussi se tient-elle délibérément à l'écart des synthèses réconciliatrices et de la plus magistrale d'entre elles, celle de Hegel. (Thèse, antithèse, synthèse, la dialectique qu'ont adoptée Marx et les marxistes, l'ennemi de Strauss, normal ! Pourquoi ? Vous ne voudriez tout de même pas que n'importe qui s'empare de la dialectique pour interpréter la situation, l'histoire, vous êtes fou ou quoi, très rapidement il comprendrait qu'on n'a pas cessé de lui mentir en lui présentant des interprétations falsifiées ou idéologiquement orientées.

Nos lecteurs y ont-ils pensé un jour, se sont-ils déjà posés la question ? Si non, je vous y encourage vivement. Vous verrez, la dialectique, c'est la clé qui ouvre toutes les portes, qui permet de résoudre les problèmes les plus coriaces, de venir à bout des questions les plus complexes, c'est merveilleux, je vous assure, elle est infaillible, elle ne vous décevra jamais, et si vous avez l'impression que ce n'est pas le cas, c'est que vous lui en avez demandé de trop ou que vous n'avez pas su vous y prendre avec elle. Ensuite, vous ne pourrez plus jamais vous en passer, c'est tout le malheur que je vous souhaite. - LVOG)

L'interprétation straussienne de la philosophie prend appui sur la thèse développée par Platon dans la République : ce qui est premier pour nous, et qui apparaît à la lettre comme phénomène, ce sont les opinions (doxa). Wikipédia

- Une journaliste accuse le gouvernement d'"intimidations" après avoir contredit Benjamin Griveaux et Christophe Castaner sur Twitter - telestar.fr 17 février 2019

Aude Lancelin, journaliste au Média TV, a accusé Benjamin Griveaux et Christophe Castaner de l'avoir "intimidée" après avoir affirmé que l'insulte "sale juif" n'avait jamais été prononcé par aucun Gilet Jaune à l'encontre d'Alain Finkielkraut.

Ce samedi 16 février, sur Twitter, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux réagit à l'agression verbale subie par Alain Finkielkraut, pris à partie dans Paris par plusieurs Gilets Jaunes : "La haine à l'état brut dans les rues de Paris contre Alain Finkielkraut hué aux cris de 'sale juif'" indiquait l'homme politique. Rapidement, Aude Lancelin, journaliste pour Le Média TV, a contesté les affirmations de Benjamin Griveaux.

"'Sale juif' ? Cette phrase est inaudible dans la vidéo. Tous les samedis le porte-parole du gouvernement Griveaux invente un nouveau mensonge gravissime pour faire monter la haine dans le pays. Ces gens ne se battent pas loyalement. Ils sont indignes" a déclaré la journaliste. Très rapidement, plusieurs voix se sont fait entendre, et ont contredit Aude Lancelin, comme notamment Marc-Olivier Fogiel et Anne Sinclair.

Dans un nouveau tweet, Benjamin Griveaux a réagi aux accusations de sa détractrice et a réclamé "un peu de décence" : "Après la 20ème seconde de cette vidéo, le terme 'sale juif' crié depuis la foule. Parfaitement audible. Un peu d'honnêteté intellectuelle de temps en temps ou y avez-vous définitivement renoncé ?" a taclé le porte-parole.

Libération donne raison à Aude Lancelin

Cible de vives critiques depuis plusieurs heures, Aude Lancelin a depuis réagi dans un long communiqué posté sur son compte Facebook, dans lequel elle accuse nommément Christophe Castaner et Benjamin Griveaux de "tentatives d'intimidations" répétées : "Le simple fait de pointer publiquement une journaliste, en bande organisée et sans même plus se cacher, montre à quel point les digues démocratiques sont en train de sauter les unes après les autres dans notre pays".

"Mon constat d'hier était simple : le mot infâme de 'sale juif' ne sort que de l'imagination malsaine de Monsieur Griveaux et des chiens de garde qui jappent joyeusement dans son sillage. On ne peut pas jouer avec des choses aussi graves pour détruire un mouvement social d'ampleur historique" a condamné la journaliste. À noter que dans un article Checknews, le journal Libération a lui aussi affirmé que l'insulte "sale juif" n'était pas audible dans les vidéos publiées sur les réseaux sociaux. telestar.fr 17 février 2019

Christophe Castaner et Benjamin Griveaux : C'est Goering et Goebel !

Quand Mélenchon fait profil bas et marche dans leur combine dégueulasse.

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé les insultes dont a été victime l'essayiste Alain Finkielkraut, samedi dernier, lors d'une manifestation des "gilets jaunes" à Paris. "Quelles que soient les opinions détestables de monsieur Finkielkraut, quand il est injurié, pris à partie comme il l'est, ce ne sont pas ses opinions que nous voyons mises en cause, c'est son retrait de l'humanité que nous avons en commun, au motif de sa religion supposée ou de ses appartenances, a-t-il dit. La lutte contre le racisme est un tout dont le fondamental philosophique est que nous sommes tous semblables." franceinfo 19.02

Si "*ce ne sont pas ses opinions que nous voyons mises en cause*" quand il est traité de « Sale sioniste de merde », c'est quoi alors, le "*sale juif*" inventé par Castaner, Griveaux et Cie ? Quel ignoble individu ce Mélenchon ! Tu as raison, avec Finkielkraut, Minc, Macron,Castaner, Griveaux, etc. vous êtes "*tous semblables*", répugnant personnage.

- "***Les injures et agressions visant les juifs dans la rue***" (huffingtonpost.fr 20.02)

LVOG - Finkielkraut n'est pas un juif "*dans la rue*" comme les autres ou anonyme, c'est un sioniste d'extrême droite raciste assumé.

- Alain Finkielkraut : « Les Gilets jaunes sont devenus une secte » - LePoint.fr 19.02

La réunion était organisée par la Licra.

« Cela fait beaucoup de temps qu'une certaine intelligentsia et des journalistes me traitent de réac, de fasciste, de raciste. Ce que j'ai vécu, c'est un air de déjà-vu. Ces Gilets jaunes, cette plèbe incontrôlable, ne faisaient que traduire en acte l'hostilité d'une intelligentsia. Ils m'ont attaqué de manière très fruste, mais tout cela a été intellectualisé bien avant », a-t-il martelé, rappelant avoir subi le même sort lors de Nuit debout. LePoint.fr 19.02

Union nationale de l'extrême droite à l'extrême gauche contre tous les peuples.

- De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, les politiques tous azimuts - Liberation.fr 20 février 2019

- A Ménilmontant, le rassemblement des «vrais antiracistes» contre l'antisémitisme - Liberation.fr 20 février 2019

«Les vrais antiracistes, ils sont là ce soir.» Echarpe tricolore autour du cou, Madjid Messaoudene, conseiller municipal (Front de gauche) à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), annonce la couleur. «Il y a une flambée des actes antisémites : il fallait donc marquer le coup en les dénonçant fermement ce soir, insiste l'élu de gauche. J'ai d'ailleurs tout de suite condamné la façon dont Alain Finkielkraut a été alpagué samedi par des gilets jaunes. Mais il ne faut pas oublier les autres discriminations.»

«Il faut faire entendre une voix ferme et unitaire contre l'antisémitisme, prévient à ce propos l'universitaire Julien Salingue, figure du NPA, devançant les éventuelles accusations. Liberation.fr 20 février 2019

Le NPA est "*unitaire*"...sauf quand il s'agit de combattre Macron et sa politique ultra réactionnaire! Le NPA est "*unitaire*" avec

Macron, Finkielkraut et le Crif. On ne peut pas être "*unitaire*" avec tout le monde !

En famille. A bas les sionistes "***enragés***". A bas Israël !

- "Ça suffit !": à l'appel des partis, la France mobilisée contre l'antisémitisme - AFP 19.02

Edouard Philippe en tête, plus de la moitié du gouvernement et de nombreux représentants de la classe politique participeront mardi à des rassemblements en France contre la hausse des actes antisémites, dont celui ayant visé l'académicien Alain Finkielkraut en marge du mouvement des "gilets jaunes". (Voilà comment ils substituent leur mensonge à la réalité. A force de répéter des centaines de fois que Finkielkraut avait été victime d'un acte antisémitique, cela en est devenu un ! - LVOG)

"Il faut être totalement déterminé, je dirais presque enragé, dans notre volonté de lutter" contre l'antisémitisme qui "est très profondément enraciné dans la société française", a plaidé Edouard Philippe, dans un entretien publié mardi par l'Express.

Dans "un geste symbolique", avant les rassemblements prévus, les présidents du Sénat, Gérard Larcher (LR), et de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand (LREM), se recueilleront à 18H15 au Mémorial de la Shoah.

Les rassemblements, dont le principal se tiendra place de la République à Paris à 19H00, sont, eux, la suite d'un appel signé par une vingtaine de partis, à l'initiative du premier secrétaire du PS Olivier Faure. Le Rassemblement national de Marine Le Pen, qui n'a pas été invité par M. Faure, a annoncé lundi qu'il organiserait un hommage de son côté. (A-t-il invité le président du parlement ukrainien néonazi qui fut reçu récemment en grande pompe par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat ? - LVOG)

Face à une recrudescence des actes antisémites en 2018, M. Faure a souhaité que les partis s'emparent du flambeau de la lutte contre l'antisémitisme, plutôt que les représentants de la communauté juive. Au total, 541 actes antisémites ont été recensés en 2018, un chiffre en hausse de 74% sur un an mais qui reste inférieur au dernier pic de 2014 (851) et de 2004 (974). (Inférieur mais peu importe, y compris à celui des décennies précédentes en remontant au début du XXe siècle, peu importe puisqu'il s'agit d'une machination destinée à faire diversion en pleine crise politique ouverte. - LVOG)

De nombreuses personnalités ont annoncé leur venue, dont l'ancien président François Hollande, l'ex-Premier ministre Bernard Cazeneuve, le président de LR Laurent Wauquiez, celui de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan, les responsables syndicaux Laurent Berger (CFDT) et Philippe Martinez (CGT). (La confrérie des raclures réunies. - LVOG)

Le président de la République Emmanuel Macron, qui a vivement dénoncé les actes antisémites et qui s'exprimera mercredi soir au dîner du CRIF, n'en sera pas.

"Il serait faux et absurde de dire que le mouvement des gilets jaunes est antisémite", a estimé Edouard Philippe. Mais "à l'occasion de la crise des "gilets jaunes" un certain nombre de garde-fous ou de digues sont tombés".

Plusieurs "gilets jaunes", Maxime Nicolle et Jérôme Rodrigues notamment, ont rappelé qu'ils étaient "contre le racisme" et "l'antisémitisme". Le groupe des "Gilets jaunes citoyens" emmenés par Thierry Paul Valette a annoncé sa venue à la manifestation de Paris. (Quelle bassesse, quelle ignominie, de dangereux aventuriers ! - LVOG)

"Le choix fait d'exclure l'extrême droite est lié à leur histoire, à leur présent aussi. Je ne me vois pas signer avec Marine Le Pen, alors même qu'elle soutient Jair Bolsonaro, Matteo Salvini, Viktor Orban, Sebastian Kurz", s'est défendu M. Faure auprès de l'AFP. (Il préfère Obama, Porochenko, sans oublier Macron pour qui il a voté ! - LVOG)

Le président de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan, dont la formation n'a pas été invitée non plus, a indiqué mardi sur Cnews qu'il participerait au rassemblement, tout en disant ne pas être "dupe d'une sorte de grand cirque qui cherche à disculper la responsabilité de ceux qui vont être en tête du cortège" dans la montée d'un islamisme antisémite. AFP 19.02

L'union nationale est au complet! Un pogrom antimusulman, anti-ouvrier.

Quand les néofascistes s'emparent de la place de la République.

- La France se mobilise contre l'antisémitisme, Macron promet d'agir - AFP 20 février 2019

Des milliers de personnes se sont rassemblées mardi soir à Paris et partout en France pour protester contre la multiplication des actes antisémites dans l'Hexagone, illustrée le jour-même par la découverte de 96 tombes juives profanées dans un cimetière alsacien, et contre laquelle Emmanuel Macron a promis la plus grande fermeté.

"La République est un bloc", a déclaré le président de la République au Mémorial de la Shoah, où il s'est rendu en fin de journée en compagnie des présidents des deux chambres du Parlement pour se recueillir et déposer une gerbe.

Au même moment, la place de la République à Paris était noire de monde, la foule de 20.000 personnes selon le PS brandissant ici ou là des pancartes "Ça suffit" - le mot d'ordre du rassemblement -, "non à la banalisation de la haine". Une cinquantaine de partis, associations, mouvements avaient appelé à faire front commun contre l'antisémitisme, à l'initiative du premier secrétaire du PS Olivier Faure. (En réalité, quelques milliers seulement. d'ailleurs leur comédie n'a duré que 30 minutes (lire plus loin).

Le Premier ministre Édouard Philippe, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, a pris place au sein d'un périmètre sécurisé où se pressaient de nombreux représentants politiques.

"Se rassembler, c'est nécessaire. Ça n'est pas suffisant, mais c'est nécessaire pour dénoncer ce qui n'est pas acceptable. Ensuite il y aura du travail d'éducation, de formation, probablement un travail législatif, aussi", a déclaré M. Philippe à l'issue de la cérémonie.

Les anciens présidents de la République François Hollande et Nicolas Sarkozy étaient présents, ainsi que le président de LR Laurent Wauquiez ou le délégué général de La République en marche Stanislas Guerini.

"L'antisémitisme, ça n'est pas l'affaire des juifs, c'est l'affaire de tous les Français", a déclaré M. Hollande. "Un certain nombre d'individus provoquent, insultent l'autorité de l'État. L'État doit répondre. Je suis sûr qu'il le fera, mais il faut le faire maintenant et avec une fermeté extrême", a de son côté affirmé M. Sarkozy.

La cérémonie démarrée vers 19H30 s'est achevée vers 20H00. Elle s'est ouverte sur une intervention du rabbin Delphine Horvilleur. Le chanteur Abd al Malik a conclu en chantant la Marseillaise.

Des "gilets jaunes" avaient fait le déplacement, notamment Côme Dunis et Frédéric Mestdjian, de la liste "Ralliement d'initiative citoyenne", souhaitant démentir par leur présence le fait que le mouvement des gilets jaunes soit gangrené par l'antisémitisme. Le philosophe Alain Finkielkraut avait été la cible d'insultes antisémites, samedi en marge d'une manifestation de "gilets jaunes". (Pure fabulation, répétons-le, il a été traité de "sioniste de merde". - LVOG)

Le chef de file de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon avait lui fait le choix de participer à un rassemblement à Marseille. "Toute forme de discrimination de racisme, d'antisémitisme, de sexisme et d'homotopie, incarnent ce que nous pouvons appeler le mal", a déclaré M. Mélenchon, mettant en garde une nouvelle fois contre "une utilisation politicienne de ces circonstances". (Et il en est par sa présence le charlatan ! - LVOG)

Un doute a brièvement régné sur la participation à ces rassemblements de la France insoumise, qui ne faisait pas partie de la liste des premiers signataires de l'appel lancé par M. Faure.

Ils étaient également des milliers dans quelque 70 villes de France.

La présidente du Rassemblement national Marine Le Pen s'est de son côté recueillie à Bagneux (Hauts-de-Seine), devant une plaque en hommage à Ilan Halimi, jeune juif tué en 2006 après avoir été séquestré et torturé. Elle avait dénoncé dans la journée le fait que M. Faure ne l'ait pas invitée à signer l'appel.

A l'Assemblée, M. Philippe a paru prendre lui aussi ses distances avec ce choix de M. Faure, appelant à "l'union sacrée" face à l'antisémitisme et à des manifestations "sans exclusive". (Il a raison, l'extrême droite est le meilleur allié des sionistes et de Netanyahu, la preuve, ils ont les mêmes avocats ! Heureusement qu'ils ont l'extrême droite pour alimenter l'antisémitisme ou le racisme, pour un peu, ils ne s'en cachent même plus. - LVOG)

Sur la chaîne de télévision israélienne I24News, la présidente du RN, Marine Le Pen, a dénoncé les élus qui "pour des raisons électoralistes, ferment les yeux" sur le "fondamentalisme islamiste". "Avant de changer la loi, commençons déjà par l'appliquer. Que les actes antisémites soient jugés. Derrière les actes antisémites, il y a la question de l'islamisme intégriste", a abondé le président des Républicains Laurent Wauquiez. (Plus déterminé à lutter contre l'antisémitisme que Marine Le Pen tu meurs. Normal, ils défendent les mêmes intérêts de classe. - LVOG)

Plus tôt dans la journée, Emmanuel Macron s'était rendu au cimetière de Quatzenheim (Bas-Rhin), où 96 tombes juives ont été profanées.

Une profanation qui a conduit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à dénoncer un acte "choquant" commis par de "sauvages antisémites", et à appeler les dirigeants français et européens à prendre "fortement position contre l'antisémitisme". Son ministre de l'Immigration Yoav Gallant a invité les juifs de France à "rentrer à la maison" en émigrant vers l'État hébreu.

"On prendra des actes, on prendra des lois et on punira", a déclaré le chef de l'État. Accompagné du grand rabbin de France Haïm Korsia et portant la kippa, il s'est recueilli devant plusieurs tombes, marquées à la bombe de croix gammées bleues et jaunes.

L'exécutif envisage d'inscrire dans la loi "avant la fin de l'année" des dispositions visant à "mettre en cause la responsabilité" des réseaux sociaux lorsqu'ils colportent des propos haineux tombant sous le coup de la loi.

Le gouvernement n'est en revanche pas favorable à la pénalisation de l'antisionisme, une proposition émanant de députés membres du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur l'antisémitisme.

Emmanuel Macron a d'ailleurs d'ores et déjà refermé cette porte. "Je confirme que ceux qui, aujourd'hui dans le discours, veulent la disparition d'Israël sont ceux qui veulent s'attaquer aux Juifs. Je pense néanmoins que lorsqu'on rentre dans le détail, la condamnation pénale de l'antisionisme pose d'autres problèmes", a tranché le chef de l'État. AFP et huffingtonpost.fr 20 février 2019

Le lendemain, Macron cédait aux ultra sionistes ou fanatiques d'extrême droite du Crif.

- La France va mettre en oeuvre une définition de l'antisémitisme intégrant l'antisionisme - AFP 21 février 2019

Le président Emmanuel Macron a dénoncé mercredi "une résurgence de l'antisémitisme sans doute inédite depuis la Seconde Guerre mondiale" en France et en Europe, y assimilant l'antisionisme et annonçant des mesures pour tracer de nouvelles "lignes rouges" après une série d'incidents dans le pays.

Répondant au voeu des instances juives et du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, il a annoncé que la France allait "mettre en oeuvre" - sans toutefois l'intégrer au Code pénal - une définition de l'antisémitisme élargie à l'antisionisme, qui est "une des formes modernes de l'antisémitisme".

"Le président Macron a informé le Premier ministre qu'il allait adopter la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), qui a fixé que l'antisionisme est une forme d'antisémitisme", a affirmé un communiqué du bureau de M. Netanyahu. Celui-ci a exprimé son "estime" pour cette décision, selon le communiqué.

Quelques minutes avant le discours de M. Macron, le président du Crif, Francis Kalifat, en avait fait la demande. "À l'unisson des autres pays européens, la France a voté en faveur de cette définition lors de son adoption par l'IHRA en 2016 et encore tout récemment fin 2018 dans la résolution du Conseil européen sur la lutte conte l'antisémitisme. Conformément aux recommandations du Parlement européen et du Conseil européen, plusieurs États membres l'ont déjà intégrée dans leurs propres textes de référence", avait-il dit.

Ce dîner annuel intervenait au lendemain d'une mobilisation contre l'antisémitisme à l'appel de responsables politiques, religieux et associatifs, qui a réuni des milliers de personnes dans plusieurs villes du pays et notamment à Paris, Marseille ou Strasbourg, sans pour autant prendre le caractère massif espéré par certains.

"La masse n'était pas là, la foule n'était pas là", a ainsi regretté à l'antenne de la chaîne CNews l'avocat Serge Klarsfeld, connu pour sa traque d'anciens nazis. "L'antisémitisme, ça ne se guérit pas facilement, c'est un travail très long". AFP 21 février 2019

LVOG - Dans cet article, il avouait leur supercherie ou machination.

AFP - L'intellectuel et membre de l'Académie française Alain Finkielkraut a été violemment pris à partie samedi en marge d'un défilé des "gilets jaunes" par des manifestants, dont l'un a notamment utilisé le mot "sioniste". Cela a suscité un débat en France sur le sens à donner à ce mot dans ce contexte. AFP 21 février 2019

LVOG - Les parents ne se composent plus d'une mère et d'un père, un homme n'en est plus vraiment un et une femme n'en est pas forcément une, l'URSS a joué un rôle minime dans la défaite du IIIe Reich en 1945, ce ne sont pas des facteurs économiques qui ont été à l'origine des deux guerres mondiales, mais des conflits politiques, etc. alors quand progrès et modernité rime avec régression sociale généralisée, entraves ou suppression des libertés individuelles ou collectives avec démocratie, il ne faut plus s'étonner de rien avec ces psychopathes, changer la signification d'un mot pour lui faire dire ce qui les arrange est une pure formalité.

Israël ou le fascisme ordinaire.

- Israël: Accord de coalition entre le Likoud et le Foyer juif - Reuters 21 février 2019

Le Likoud et les ultranationalistes du Foyer juif ont annoncé mercredi la conclusion d'une alliance en vue des législatives

israéliennes du 9 avril.

Le Likoud, auquel appartient le Premier ministre Benjamin Netanyahu, est en tête des intentions de vote et devrait être en mesure de former à nouveau une coalition gouvernementale avec l'extrême droite et les formations religieuses.

Benjamin Netanyahu a proposé de réserver deux ministères au Foyer juif, à condition qu'il fusionne avec Force juive, parti d'extrême droite dont les dirigeants se présentent comme les héritiers du rabbin Meir Kahane, assassiné en 1990, qui prônait le "transfert" des Palestiniens dans les pays arabes.

Le Foyer juif annonce dans un communiqué avoir accepté cette condition... Reuters 21 février 2019

- Israël : «Nouvelle Droite défend la majorité face aux droits de l'homme» - Libération 20 février 2019

Le chercheur Denis Charbit explique comment le parti de Shaked, Nouvelle Droite, se différencie des autres formations extrémistes en affichant une façade modérée et en défendant un capitalisme «absolu».

Denis Charbit est chercheur à l'Université ouverte d'Israël et l'auteur d'Israël et ses paradoxes (Cavalier bleu, 2018).

Comment définir l'extrême droite israélienne ?

Historiquement, dans le pays, cette notion désigne les «kahanistes» [fidèles de Meir Kahane, dont le parti Kach, interdit en 1988, est considéré comme une organisation terroriste en Israël, dans l'Union européenne et aux Etats-Unis, ndlr]. Ce courant de pensée raciste irrigue toujours le groupuscule Otzma Yehudit (Puissance juive), traduction politique des «jeunes des collines» [colons suprémacistes cherchant l'affrontement avec les Palestiniens]. Pour passer le seuil de représentation à la Knesset, ils devraient s'allier au Foyer Juif et à l'Union nationale, dont le projet théocratique est de soumettre l'Etat à la halakha [ensemble des prescriptions religieuses] la plus stricte. Il y a aussi le parti Yachad de l'ultraorthodoxe séfarade Eli Yishaï, xénophobe et violemment homophobe, qui fait campagne sous le slogan «pour qu'il n'y ait plus d'enfants avec deux papas». Tous partagent un rejet frontal des Arabes.

Où situer la Nouvelle Droite d'Ayelet Shaked et Naftali Bennett dans ce panorama ?

Ils partagent avec eux la notion d'un Grand Israël [de la Méditerranée au Jourdain] et le refus d'un Etat palestinien et de toute négociation. Des positions qu'on retrouve aussi dans le Likoud, mais là où Shaked et Bennett diffèrent, c'est par leur remise en cause systématique des fondations libérales de l'Etat, symbolisées par la Cour suprême. S'ils ne se disent pas populistes, ils défendent une suprématie de la majorité face aux droits de l'homme, ce que le Likoud n'a jamais fait aussi ouvertement.

Le duo incarnerait donc une sorte de Likoud sous stéroïdes ?

Pas seulement. Ils s'éloignent d'abord de l'extrême droite classique par leur volonté d'être un parti de gouvernement : ils parleront des Palestiniens comme des ennemis, mais en évitant de «racialiser» leurs attaques, et défendront les droits LGBT. Il y a aussi leur attachement au capitalisme absolu. Etonnamment, leur figure tutélaire, c'est Ayn Rand [philosophe juive russo-américaine et athée, papesse du courant libertarien] dont ils partagent le culte des meilleurs, celui d'être un «killer» en tout. C'est pour cela que leur électorat n'est pas issu des classes populaires, à l'inverse du Likoud. Ils visent une cible plus jeune, mieux intégrée socialement, pour qui la modernité économique doit s'appuyer sur un socle traditionaliste. Il y a aussi leur côté «cash» sur les réseaux sociaux qui plaît, un côté bulldozer qui séduit dans un pays obnubilé par l'action. Libération 20 février 2019

- Ayelet Shaked, le nouveau virage de l'ultradroite israélienne Libération 20 février 2019

La ministre de la Justice, qui vient de cofonder, à 42 ans, son parti, mélange nationalisme et libéralisme économique en vue des élections législatives d'avril.

Boutiques de luxe et voiliers : la marina de Tel-Aviv, un soir de mi-février. Dans le hangar rempli aux deux tiers où flottent des effluves de pop-corn, on croise principalement des quadras ainsi qu'une poignée de militaires. Pour la plupart des olim (juifs de la diaspora venus s'installer en Israël) anglophones venus voir le phénomène Ayelet Shaked en chair et en os.

La ministre de la Justice, 42 ans, a grandi à deux blocs de là. Mais la figure de proue de l'extrême droite israélienne n'est pas ici en terrain conquis, dans cette bulle de «gauchistes». Même si elle n'en montre rien, l'exercice en lui-même est délicat : un meeting exclusivement en anglais, qu'elle maîtrise bien moins que son alter ego Naftali Bennett, le ministre de l'Education né de parents américains avec qui elle vient de fonder le parti Nouvelle Droite.

Cette configuration en duo est sans précédent dans la politique israélienne. Le fruit d'un arrangement conclu en 2012 lors de leur

OPA conjointe sur le Foyer juif, régénération de deux archaïques partis religieux pro-colons. En janvier, à la surprise générale, le tandem a lâché le Foyer juif, se plaignant d'avoir les mains liées par les rabbins du parti qui les auraient empêchés d'en faire une tente assez large pour déçus du Likoud de Benyamin Nétanyahou et colons messianiques de Cisjordanie. «Ça n'a pas marché», admet Shaked. Ce qui reste du Foyer juif, en chute libre dans les sondages depuis leur défection, cherche à fusionner avec deux groupuscules suprémacistes pour assurer sa survie. Une union encouragée par Nétanyahou en personne, qui leur a promis mercredi deux portefeuilles dans son hypothétique future coalition afin «qu'aucune voix de droite ne se perde».

Remous

Sur le papier, Shaked est l'égale de Bennett, même si elle s'engage à lui laisser, pour l'heure, l'hypothétique fauteuil de Premier ministre («je dormirais bien la nuit si je le savais aux manettes»). Mais, séduits ou craintifs, c'est à elle que les médias israéliens prédisent un avenir au sommet de l'Etat hébreu, une destinée de Golda Meir ultradroitière dans l'Israël post-Nétanyahou. Echéance peut-être pas si lointaine. Cerné par les affaires, le Premier ministre brigue début avril un cinquième mandat dans ce que beaucoup voient comme une fuite en avant. Même réélu, son règne pourrait prendre fin dans un futur proche, coupé court par la justice. En tailleur bleu et col roulé, Shaked répond d'une voix monocorde au modérateur avant de se lever, mains dans les poches et menton en avant, pour s'adresser au public. Le caricaturiste d'Haaretz l'a griffonnée en Morticia de la famille Addams, avec le chauve Bennett en Oncle Fétide, celui du Globes en Terminator venue dire «Hasta la vista Bibi». Les mêmes clichés : la beauté glacée, voire maléfique. Shaked n'en joue pas, au contraire, et n'épouse pas non plus la familiarité provoc de Bennett, start-upper à kippa et ancien soldat d'élite. Tout sauf une pasionaria. L'ex-ingénieure passée par le fabricant de calculettes Texas Instruments parle comme une bureaucrate lassée de répéter des choses qui, selon elle, tombent sous le sens.

Interrogée sur les remous causés par la loi Etat-nation, jugée discriminatoire envers les minorités non juives, Shaked s'impatiente : «Tout le monde sait que chaque citoyen d'Israël jouit d'une totale égalité en matière de droits civiques. Les Druzes, les Arabes, ils le savent bien au fond de leur cœur.» L'accueil des réfugiés érythréens et soudanais en Israël ? «Ce n'est pas à nous de régler les problèmes de l'Afrique. Si l'on commence, tous voudront venir et il n'y aura plus d'Etat juif.» Shaked en a fait son credo : le maintien d'une majorité juive en Israël prime, y compris sur les droits de l'homme, même si elle assure vouloir concilier les deux autant que possible. Concernant les Palestiniens, elle érige le retrait de la bande de Gaza en épouvantail : «Qu'avons-nous eu en échange ? Terrorisme et roquettes. On ne va pas refaire ça en Judée et Samarie [nom biblique de la Cisjordanie, ndlr].» Opposée à la création d'un Etat palestinien, elle expose méthodiquement sa solution au conflit : annexer la «zone C» (60 % des Territoires occupés) et naturaliser les «100 000 Palestiniens [fourchette basse selon les analystes, ndlr] qui y vivent et qu'on peut absorber». Et pour les autres, qui vivent en zones A et B, soit les cités telles que Ramallah et les villages ? «Qu'ils se débrouillent en confédération avec Gaza et la Jordanie, qui est déjà à majorité palestinienne.» Mathématique, sans sentiment, même si le projet ressemble furieusement à la création de bantoustans.

Shaked a fait ses armes au côté de Nétanyahou, en tant que directrice de son cabinet de 2006 à 2008, quand ce dernier était au creux de la vague. Et comme tous ceux qui pouvaient lui faire de l'ombre, elle a été éjectée du Likoud. Elle reste pourtant magnanime envers le Premier ministre, qu'elle voit gagner et avec qui elle souhaite continuer à travailler. Mais elle témoigne aussi de son affection et «respect» pour le procureur général Avichai Mandelblit, l'homme qui tient le destin de «Bibi» entre ses mains. Habile. On murmure même que le magnat des casinos américain Sheldon Adelson, mécène de Nétanyahou, aurait changé de cheval et miserait désormais sur elle et sa Nouvelle Droite, actuellement créditée d'environ sept ou huit sièges dans la future Knesset, ce qui en ferait le deuxième plus gros parti du bloc de droite.

Bourgeoisie

«Les élections, on sait d'où on part mais jamais à combien on finit», balaye Shaked, qui appelle le général Benny Gantz, principal rival de Nétanyahou à la tête d'une formation centriste en plein boom dans les sondages, à la «modestie» : «Maintenir une coalition, c'est du boulot. Jongler entre Trump et Poutine, c'est du boulot. Il n'est pas prêt. Qu'il soit ministre d'abord s'il veut devenir un politicien.» Cet éloge de la patience éclaire la méthode Shaked. «Elle est moins dispersée que Bennett, explique le sondeur Camil Fuchs, de l'université de Tel-Aviv. C'est pour cela que beaucoup misent sur elle. Elle a démontré sa capacité à appliquer un agenda idéologique très ambitieux tant il est à droite, là où d'autres, comme la ministre de la Culture, ont échoué. Shaked, elle, ne bat pas un cil quand elle est attaquée ou retardée. Son ambition est de transformer profondément les structures du pays, qu'elle voit comme sous la coupe de la gauche, de l'université à la Cour suprême.» La ministre de la Justice a déjà bien amorcé sa révolution, plaçant des dizaines de juges conservateurs à tous les échelons.

Sur le versant économique, Shaked est acquise à l'ultralibéralisme le plus débridé, c'est sa vision de la modernité. Interrogée sur le coût du logement, sa solution se résume à «construire plus et mettre à bas la bureaucratie». Même chose sur le plan sociétal : non croyante et issue d'une famille aisée et politiquement modérée de Tel-Aviv, la ministre jure ne pas vouloir «forcer la religion dans l'espace public et la vie de tous les jours». Même si par le passé, le tandem Bennett-Shaked a fluctué sur la question, le premier accusé de bigoterie à géométrie variable, à l'instar de sa calotte de plus en plus petite en haut du crâne, et l'autre d'être seulement une caution laïque pour la bourgeoisie de la côte.

A la sortie du meeting, Jacob Cohen, natif de Chicago en doudoune et kippa, vante «une vraie pro, qui ne badine pas». Le vernis de respectabilité lui plaît («On n'est pas des fanatiques !») tout autant que sa radicalité comparé à Nétanyahou, jugé trop tiède. «Il

a besoin d'être entouré de gens de la vraie droite, à l'ancienne, pour garder le cap.» Comme Ayelet Shaked. En attendant de lui confier les rênes ? Libération 20 février 2019

En complément dans la même rubrique. Le règne de la terreur idéologique.

Comment faire pour stopper les Gilets Jaunes ? Leur interdire de manifester !

- «Comment faire pour stopper la haine ?» - Liberation.fr 19 février 2019

- Pour Buzyn, le mouvement des gilets jaunes doit s'arrêter - L'Express.fr 18 février 2019

Agnès Buzyn, la ministre des Solidarités et de la Santé, a appelé dimanche à ce que les manifestations des gilets jaunes s'arrêtent, critiquant vivement la "radicalisation" du mouvement et les injures antisémites contre le philosophe Alain Finkielkraut samedi. L'Express.fr 18 février 2019

- Gilets jaunes : Éric Ciotti appelle à « interdire les manifestations » - Le Parisien 19.02

« Quatorze samedis de violence, c'est trop ». Le Parisien 19.02

L'antisionisme puni comme l'antisémitisme? Des députés veulent une loi - Le HuffPost 18 février 2019

Plusieurs députés prévoient de proposer une résolution ou une proposition de loi afin que l'antisionisme - le fait d'être opposé à la création, l'existence ou l'extension de l'État d'Israël - soit reconnu comme un délit, au même titre que l'antisémitisme, a indiqué le député LREM Sylvain Maillard, à France info, ce lundi 18 février.

"La haine d'Israël est une nouvelle façon de haïr les juifs", estime le député de la majorité. "On peut critiquer le gouvernement d'Israël, mais pas remettre en cause l'existence même de cet État. Personne ne remet en question l'existence de l'État français ou de l'État Allemand".

Dans le détail, le projet est porté par un "groupe d'études", constitué d'une trentaine de parlementaires, et travaillant sur le sujet depuis plusieurs semaines. Deux options sont sur la table: une résolution qui serait votée par l'Assemblée nationale ou une proposition de loi. La décision des députés devrait être prise mardi 19 février, avant le discours du président de la République au Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), indique le site d'information. Le HuffPost 18 février 2019

En Grande-Bretagne ils sévissent aussi (et ailleurs).

- Royaume-uni: Corbyn désavoué par une scission au Labour - LeFigaro.fr 18 février 2019

Sept députés du Labour ont démissionné de concert, lundi matin, en protestation contre la gestion de Jeremy Corbyn, pour former un nouveau groupe indépendant au Parlement. Ils n'ont pas eu de mots assez durs pour condamner la dérive du Parti travailliste sous sa houlette. Antisémitisme, «complicité» dans le chaos du Brexit, noyautage du parti par son aile gauche, climat d'intimidation et d'agression contre les dissidents à la ligne officielle, trahison des valeurs traditionnelles de la gauche modérée: la liste des griefs est longue.

La députée de Liverpool Luciana Berger a été la cible d'une violente campagne de sa base locale cherchant à la destituer pour avoir dénoncé les attaques antisémites dont elle fait l'objet. «J'en suis venue à avoir honte de rester au sein du Labour, et je suis arrivée à la conclusion écœurante qu'il est devenu institutionnellement antisémite», explique-t-elle, dénonçant la complaisance de sa direction sur le sujet. Mike Gapes, membre du parti depuis cinquante ans, se dit lui aussi «dégoûté de constater que le Labour est devenu un parti raciste et antisémite». «Jeremy Corbyn est du mauvais côté de l'histoire sur tant de questions internationales, dont la Russie, la Syrie ou le Venezuela, estime-t-il. Un gouvernement dirigé par lui menacerait notre sécurité.»

«Nous ne pouvons plus faire campagne pour un parti mené par Jeremy Corbyn. Trop c'est trop!» renchérit Chris Leslie, élu de Nottingham. Le Labour «est noyauté par l'appareil politique de l'extrême gauche», déplore-t-il. Les désaccords dépassent le Brexit. Ils vont de la défiance à l'égard de l'Otan et «l'hostilité envers notre propre pays» à une idéologie de lutte contre des «ennemis de classe» et autres «oppresseurs». LeFigaro.fr 18 février 2019

Là ils ne risquent pas de se mobiliser, on comprend pourquoi.

Bulgarie : un défilé paramilitaire à Sofia rend hommage à un dirigeant pro-nazi - euronews 19.02

Une procession au flambeau pour rendre hommage à Hristo Lukov , un général bulgare pro-nazi de la Seconde guerre mondiale. A Sofia, plus de 2 000 militants d'extrême droite ont défilé. Certains sont venus d'Allemagne, de Suède ou de Hongrie.

La municipalité de Sofia avait bien tenté d'empêcher le défilé pro-nazi mais pour la seconde année consécutive, un tribunal a annulé l'interdiction votée par la mairie. euronews 19.02

Etrange silence de Finkielkraut et consorts. Non, c'est normal.

Finkielkraut incarne le totalitarisme et la terreur intellectuelle contre la démocratie.

Tout ça pour en arriver à l'amalgame du complotisme et de l'antisémitisme. Cherchez le mobil, dans quel but ? Pour discréditer les auteurs de toute critique sociale ou politique. En les classant dans la même catégorie que les antisémites notoires, vous en faites des gens infréquentables, vous les excluez du champ médiatique, vous les faites disparaître ou taire.

Finkielkraut n'a fait l'objet d'aucune insulte antisémite, cette affaire a été montée de toutes pièces pour discréditer le mouvement populaire du 17 novembre, c'est tout. Ils l'avaient accusé d'être des ennemis de la planète, cela n'a pas marché, de néonazi, cela n'a pas marché davantage, d'homophobe, cela n'a pas marché non plus, de sexiste, encore moins, alors cette fois ils ont mis le paquet en sortant la cabale la plus scélérate qui soit. Que feront-ils la prochaine fois, comme en Ukraine ou en Syrie, ils tireront sur les manifestants et les forces de l'ordre pour interdire toute manifestation des Gilets Jaunes ?

Finkielkraut est une ordure finie, il est de toutes les saloperies, de tous les coups pourris, ses paroles sont pleines d'aigreur et de fiel, il pue la haine à plein nez, rien que son existence est une provocation insupportable à la dignité humaine.

On aura noté :

- L'ombre d'un doute: critique sociale et critique des médias = antisémitisme

- La vacuité du débat intellectuel et politique. Faute d'arguments, on injurie.

- Finkielkraut est un islamophobe notoire.

- Les identitaires sont au pouvoir.

- Le « philosophe » médiatique et ultrasioniste Alain Finkielkraut, connu pour ses prises de position réactionnaires, anti-jeunes (surtout s'ils sont issus des classes populaires) et islamophobes et qui est présenté par le Cercle des Volontaires comme étant « de gauche ». (http://blogs.mediapart.fr/blog/frachon23)

- Bernard-Henri Lévy fonde avec Alain Finkielkraut et Benny Lévy, à Jérusalem, l'Institut d'études lévinassiennes, consacré à la pensée et à l'œuvre du philosophe Emmanuel Lévinas, et dirige depuis 1990 la revue qu'il a fondée, La Règle du jeu. (Wipipédia)

- Finkielkraut : « Les noirs et les arabes ont la haine de la France » ou « les Antillais vivent de l'assistance de la métropole » ou encore « l'équipe de foot de France est 'black-black-black', […] elle est devenue la risée de toute l'Europe ». (anticons.wordpress.com)

- Shlomo Sand analyse le déclin des intellectuels français (1/3) - investigaction.net 18 janvier 2017

Shlomo Sand est ce célèbre historien juif israélien, très courageux, qui a publié Comment le peuple juif fut inventé. Son récent livre La fin de l'intellectuel français ouvre des discussions intéressantes. Il analyse les causes du déclin de la pensée dans ce pays. De la pensée ? Non, plutôt, des intellectuels médiatisés.

Démontant les trucs et manipulations des BHL, Finkielkraut, Zemmour, Houellebecq, Val et autres Fourest, il pointe les principaux responsables de cette dégradation : les dirigeants des médias mainstream qui censurent les personnalités charismatiques, mais incontrôlables pour les remplacer par « l'autofabrication de leurs propres élites, des clercs qui se gardent de critiquer directement les véritables élites régnantes, qui savent parfaitement où se situe réellement le pouvoir et qui sont toujours disposés à accuser et à crucifier les misérables ». investigaction.net 18 janvier 2017

Comment le peuple juif fut inventé : http://www.librairie-quilombo.org/La-fin-de-l-intellectuel-francais

Sand, Shlomo; La fin de l'intellectuel français, pp. 219-222. La Découverte, 2016.

http://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-La_fin_de_la__intellectuel_fran__ais__-9782707189394.html

Quelques rappels de ses méfaits.

L'ordre dans lequel apparaissent ces citations n'est pas forçément chronologique, certains passages en indiquent le contexte ou précisent leurs liens idéologiques.

Rappel de 1995 à 2004

- Alain Finkielkraut, ses pensées immortelles - legrandsoir.info 1er mai 2014

Sur le conflit israélo-palestinien et l'antisémitisme

« Israël n'avait pas d'autre choix que de tenter de juguler lui-même le terrorisme. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de solution militaire qu'une réaction militaire est frappée d'illégitimité. [...] On ne peut à la fois terrifier les gens et leur demander d'obéir scrupuleusement aux conventions de Genève. » La Croix, 17 avril 2002.

« Dans un premier temps, on dit : les Israéliens sont des nazis, et tous les Juifs qui les soutiennent aussi. Dans un deuxième temps, une fois qu'on a nazifié les Israéliens, on reverse sur Israël l'image de la pieuvre ou de l'araignée et le discours paranoïaque des Protocoles des Sages de Sion : ce sont les Juifs qui tirent tous les fils. » L'Arche, mai-juin 2002.

« Pour Le Monde diplomatique et pour Télérama, tous les sionistes sont des chiens, presque tous les Juifs sont des sionistes et donc des chiens, sauf Rony Brauman, ce juif qui sauve l'honneur. » Le Point, 3 octobre 2003.

« Hier, l'idéologie marxiste réduisait la réalité à la lutte des classes : tout était ramené à l'exploitation. Aujourd'hui, l'idéologie antiraciste réduit la réalité à la grande antithèse de la discrimination et des droits de l'homme : tout est ramené à l'exclusion. De la pluralité humaine et de la complexité du monde, il ne reste que deux camps : les oppresseurs et les opprimés. Dans l'idéologie communiste, l'oppresseur avait le visage du bourgeois. Dans l'idéologie antiraciste, l'oppresseur a le visage du nazi. Les juifs n'étant plus les opprimés, il faut donc qu'ils soient des nazis. » L'Express, 30 août 2004.

« Juppé a été très atteint, parce que 10 ans d'inéligibilité, ça veut dire aussi 10 ans... où il est rayé des listes électorales. C'est-à-dire, cet homme, qui a fait cette carrière, ne peut plus voter. C'est-à-dire, c'est le déshonneur auquel on condamnait les collabos après 1944 ! » France Culture, 23 octobre 2004.

À propos de « Underground », film réalisé par Emir Kusturica.

« Il [le jury de Cannes] a honoré un illustrateur servile et tape-à-l'oeil de clichés criminels ; il a porté aux nues la version rock, postmoderne, décoiffante, branchée, américanisée, et tournée à Belgrade, de la propagande serbe la plus raboteuse et la plus mensongère. [...] Ce que Kusturica a mis en images, c'est le discours même que tiennent les assassins pour convaincre et pour se convaincre qu'ils sont en état de légitime défense car ils ont affaire à un ennemi ». Le Monde, 2 juin 1995.

Nota bene : quelques mois plus tard, l'éminent philosophe avouera dans Libération ne pas avoir vu le film : « Maintenant que j'ai pu voir le film, je reconnais que j'ai été injuste avec Emir Kusturica. [...] Ce film crée un genre nouveau : la propagande onirique. [...] Mensonges, démesure et citations : les naïfs en prennent plein la vue et les cyniques relèvent la tête ». (Source : http://www.acrimed.org/article4316.html)

Causerie du 7 octobre 2015

Après avoir privatisé les profits, pourquoi ne pas privatiser la démocratie ?

- La démocratie peut-elle encore résister à la crise ? - slate.fr

Octobre 2003

Au sujet du sionisme, Alain Finkielkraut a émis une critique virulente, écrivant que « pour Le Monde diplomatique et pour Télérama, tous les sionistes sont des chiens, presque tous les Juifs sont des sionistes et donc des chiens, sauf Rony Brauman, ce juif qui sauve l'honneur [La querelle Finkielkraut-Brauman », Le Point, 3 octobre 2003.]. » (Wikipedia, page sur Le Monde diplomatique)

LVOG - Si "presque tous les Juifs" étaient des sionistes, il ne serait pas plus du double à vivre en dehors d'Israël ! Sans parler que plus de 80% des juifs ne sont pas des sémites, contrairement aux Palestiniens et aux Saoudiens notamment, ce qui explique

en partie la détestation des Palestiniens et l'alliance avec les Saoudiens...

Gérald Bronner, Rudy Reichstadt et Pierre-André Taguieff: les experts du chantage à la « théorie du complot » par Galil Agar, le 2 février 2016

Rappel : « Deux millions de musulmans en France, ce sont deux millions d'intégristes potentiels. » Pierre-André Taguieff, France Inter, 1997.

Extrait.

Régulièrement sollicités par les médias de masse et les organes institutionnels qu'ils ménagent assez complaisamment dans leurs analyses, Gérald Bronner, Rudy Reichstatd et Pierre-André Taguieff ont pris la fâcheuse manie d'assimiler toute critique sociale et politique d'envergure à une ténébreuse « théorie du complot ».

Bronner oscille donc entre le rôle de policier de la pensée chargé de donner aux médias les limites au-delà desquelles ils sont susceptibles de se faire qualifier de complotistes, et pourvoyeur d'arguments biaisés lorsque les mêmes médias cherchent à légitimer leur autocensure concernant les sujets les plus sensibles. Comme le suggère l'article de l'équipe rédactionnelle de ReOpen911 :

« Gérald Bronner est un universitaire régulièrement sollicité par les journalistes et dont le rôle consiste avant tout à les rassurer dans leurs préjugés, dans leurs croyances, de les conforter dans l'idée que le sujet ne mérite pas d'être étudié, analysé et qu'ils n'ont donc pas failli à leur devoir« .

Rudy Reichstadt (à droite) et son maître à penser Pierre-André Taguieff ont notamment participé ensemble à un séminaire organisé par la revue de BHL la Règle du jeu le 16 juin 2013

Pierre-André Taguieff : Du CRIF au Parti Socialiste en passant par le MRAP et la LICRA...

Près de 15 ans après sa mort, le sociologue Pierre Bourdieu demeure l'une des cibles de prédilection des chasseurs autoproclamés de « complotistes » et d' « antisémites » en France

La disqualification par l'accusation d'antisémitisme, Taguieff en a fait une spécialité. Les sociologues Patrick Champagne et Henri Maler rapportent une anecdote assez édifiante à ce sujet, dans un article intitulé « Usages médiatiques d'une critique « savante » de la « théorie du complot« » (Revue Agone, 24/01/12). Ils relatent un entretien entre Alain Finkielkraut et le linguiste sioniste Jean-Claude Milner datant du 13 janvier 2007, dans l'émission « répliques » de France culture. Milner fit à cette occasion la déclaration suivante sur l'ouvrage de Pierre BourdieuLes héritiers, les étudiants et la culture (Avec Jean-Claude Passeron, Editions de Miniuit, 1964) : « J'ai ma thèse sur ce que veut dire " héritiers" chez Bourdieu : les héritiers, c'est les Juifs ! (…) Je crois que c'est un livre antisémite« …

Champagne et Maler relatent ensuite un second entretien, toujours sur France Culture, entre Raphaël Enthoven et Pierre-André Taguieff, datant du 18 décembre 2009. Enthoven y revint sur les propos de Milner en demandant aà Taguieff :

« Vous iriez jusqu'à dire, comme Jean-Claude Milner sur les ondes de France Culture que Les Héritiers de Bourdieu c'est un livre sur les juifs ? ». Et Taguieff de répondre : « Non ça je… on peut soutenir cette thèse, mais ce n'est pas la mienne. Non moi je vois simplement la sociologie de Bourdieu comme une sociologie s'intéressant aux stratégies liées à des réseaux qui complotent. Je pense que le modèle, le paradigme de la pensée de Bourdieu est un modèle conspirationniste. »

Champagne et Maler donnèrent l'analyse suivante de cette déclaration:

« En soutenant qu'il s'agit d'une « thèse » qui « peut se soutenir » Taguieff entretient donc le doute – un doute qui lui fournit l'occasion de réaffirmer « simplement » que la sociologie de Bourdieu repose sur « un paradigme » : façon pseudo-savante de désigner un modèle sous-jacent, complotiste évidemment (…) Ainsi, les critiques englobantes de la « théorie du complot » ne se bornent pas à débusquer des interprétations abusives ou délirantes : ils les amalgament et leur amalgament tout ce qui, de près ou de loin, mais surtout de loin, leur déplaît« .

On voit par quels ressorts Taguieff entretient le doute sur l'antisémitisme présumé de Bourdieu. Dans une tribune intitulée « Après Bourdieu, à qui le tour ? » (8 février 2007), le philosophe Jacques Bouveresse répliqua aux propos de Milner de la manière suivante, qui , a posteriori, pourrait tout aussi bien s'appliquer à Taguieff :

« Ce n'est pas un hasard si ces propos visent un sociologue, et, qui plus est, un sociologue critique. Il serait piquant - si le sujet prêtait à rire - de rappeler que la sociologie dès ses origines, parce que son père fondateur, Durkheim, était fils de rabbin, fut traitée

de «science juive». Sociologue antisémite, science juive, ces anathèmes ne révèlent qu'une chose : les sciences sociales, dès lors qu'elles dévoilent la réalité des mécanismes sociaux, sont dérangeantes.

Au-delà, l'usage de cette injure, qui atteint également la personne de Jean-Claude Passeron, coauteur des Héritiers, est le symptôme de la vacuité du débat intellectuel et politique. Faute d'arguments, on injurie. Mais, à force de manier l'injure n'importe comment, ce sont les actes et les paroles réellement antisémites ou racistes que l'on banalise.» Par Galil Agar le 02 février 2016

Le 19 mars 2003

- Les Etats-Unis ont lancé une pluie de missiles sur Bagdad. - Arretsurinfo.ch 19 mars 2017

- En France Pascal Bruckner, Bernard Kouchner, Alexandre Adler, Alain Finkielkraut notamment, ont soutenu cette guerre. Arretsurinfo.ch 19 mars 2017

LVOG - Et ils ont soutenu toutes autres depuis 2003...

Un article de la Voix de l'Opposition de gauche du 29 novembre 2005 : De la démocratie à la dictature**...**

Le contexte : Jeudi 24 novembre. La liberté sous haute surveillance.

Extrait.

Les députés ont achevé l'examen en première lecture du projet de loi de lutte contre le terrorisme présenté par Sarkozy, dont l'objet était selon lui, de "prévenir et non de subir" la menace d'attentats en France.

Revenons sur la révolte des banlieues ouvrières des dernières semaines.

Dans une longue interview qu'il a donnée au quotidien israélien Haaretz le 18 novembre, il a développé sans retenue sa verve haineuse envers les Arabes et les Noirs.

En bon valet du pouvoir, il commence par se faire l'écho des déclarations de Sarkozy et de Le Pen, d'après lui : « Il est clair que nous avons affaire à une révolte à caractère ethnico-religieux. », puis il renchérit : voir dans les émeutes « une réponse au racisme français, c'est être aveugle à une haine plus large : celle de l'Occident », car en réalité « Il s'agit d'un pogrom antirépublicain : il y a en France des gens qui haïssent la République. », ce qui nous paraît tout à fait normal et salutaire, puisqu'il s'agit d'une république bourgeoise. Mais le pire c'est qu'on leur donnerait raison, puisqu'« on change l'enseignement de l'histoire coloniale et de l'esclavage. Désormais, on enseigne qu'ils furent uniquement négatifs, et non que le projet colonial entendait éduquer et amener la culture aux sauvages. », rendant ici un brillant hommage à l'esclavagisme élevé au rang d' « éducation » et de « culture », vous aurez sans doute noté au passage qu'ils étaient déjà des « sauvages », donc de là à penser qu'ils le sont restés, il n'y a qu'un pas que nous suggère de faire ce minable sioniste. Et comme il ne semble rien comprendre ou tout confondre, notre philosophe de pacotille s'interroge benoîtement : mais « Qu'a fait ce pays aux Africains ? Que du bien. A mon père, il a fait subir cinq ans d'enfer. Pourtant, je n'ai jamais été éduqué dans la haine. Or celle des Noirs (contre la France) est pire encore que celle des Arabes. », il est décidément intarissable sur les bienfaits de l'esclavage ce nationaliste partisan du communautarisme.

Pour résoudre le problème de manière expéditive, il préconise une solution à Sarkozy. Puisque ces jeunes ne se sentent pas très bien dans leur ghetto « Mais personne ne les retient ici de force. », donc, qu'ils dégagent ces Noirs et ces Arabes !

Le reste de son interview exhale la même puanteur fétide, toutefois nous ne pouvons pas vous épargner sa conclusion, car elle vaut son pesant de venin anti-ouvrier: « L'antiracisme sera au XXIe siècle ce que fut le communisme au XXe », car cet idéologue rongé par une médiocrité intellectuelle précoce, profite de chaque occasion pour exprimer sa haine viscérale du communisme qu'il amalgame au stalinisme, alors que le stalinisme n'est pas le produit du communisme mais bien celui du capitalisme.

Bien que Finkielkraut se soit excusé une semaine plus tard sur Europe 1, il aurait été « victime d"un immense malentendu » avec les rédacteurs du quotidien israélien Haaretz, nous ne pouvions pas passer sous silence son interview qui n'en demeure pas moins une saloperie immonde.

Un article de la Voix de l'Opposition de gauche du 6 décembre 2005 : La réaction sur toute la ligne : Haro sur les jeunes, les parents, les enseignants, les immigrés !

Extrait.

Le 4 décembre : Sarkozy vole au secours de l'intellectuel nauséabond Finkielkraut. Dans notre éditorial de la semaine dernière nous avions évoqué les propos racistes que Finkielkraut avaient tenus dans un journal israélien.

Lors du grand jury RTL-LCI-Le Figaro de dimanche dernier, Sarkozy très enthousiaste a tenu à le féliciter et à le soutenir suite à l'indignation qu'avait provoqué ces propos, que Le Pen n'aurait pas démentis : "M. Finkielkraut est un intellectuel qui fait honneur à l'intelligence française et s'il y a tant de personnes qui le critiquent, c'est peut-être parce qu'il dit des choses justes".

Gageons que tous les intellectuels n'ont pas le même sens de l'honneur que Sarkozy et Finkielkraut, et qu'ils ont un peu plus d'intelligence.

Qu'est-ce la Fondation Saint-Simon

Issue des milieux anti-communistes de la Guerre froide, la Fondation Saint-Simon a discrètement rassemblé en France, dans les années 80 et 90, des personnalités politiques, économiques, culturelles et médiatiques. Entre autres membres éminents... dont Finkielkraut

Membre du Club de La Haye, un réseau international de think-tanks animé par la CIA, la Fondation Saint- Simon a éclipsé les intellectuels de la gauche non-atlantiste et imposé une forme de pensée unique en France.

Son fondateur et premier président, l'historien François Furet, ne faisait pas mystère d'avoir noué des contacts avec la CIA après avoir rompu avec le Parti communiste. De plus, il se présentait comme le continuateur de l'oeuvre de Raymond Aron, un intellectuel anti-communiste qui anima le Congrès pour la liberté de la culture, une vaste opération de la CIA pour manipuler les intellectuels ouest-européens et les enrôler dans la Guerre froide. Malgré ces indices, les liens éventuels de la Fondation Saint- Simon avec les services états-uniens ne furent jamais discutés.

La face cachée de la Fondation Saint-Simon (10.02.2004) - http://www.luttedeclasse.org/dossier/saintsimon.pdf

Avec BHL Bernard Henri Levy, Phillippe Val, Christine Ockrent, Nicole Bacharan, André Glucksman, Bernard Kouchner, il est membre du Cercle de l'Oratoire

http://www.luttedeclasse.org/dossier3/le_cercle_de_loratoire.pdf

Mon ami Alain Finkielkraut.

Soutien inconditionnel à Israël et engagé à droite , il se présente comme un « Juif de combat » et se définit comme « sécuritaire », « réactionnaire » et partisan d'une « révolution conservatrice », se revendiquant de la « droite sauciflard » . Gilles-William Goldnadel se déclare «hostile à toutes formes d'antisionisme et d'antisémitisme indépendamment de leur orientation politique ». Dans le cadre de sa défense de la politique d'Israël, il s'oppose notamment à d'autres intellectuels juifs tels que Bernard-Henri Levy et Alain Finkielkraut qui, eux, expriment leurs réserves . L'historien Jérôme Bourdon le décrit comme un « militant proisraélien radical ». Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, le décrit comme quelqu'un de « fanatiquement, obsessionnellement, pro-israélien ». Les auteurs du livre OPA sur les Juifs de France (2006) l'accusent quant à eux de « [flirter] parfois avec la nouvelle droite, version relookée de l'extrême-droite », tandis qu'un spécialiste de ces courants politiques, Jean-Yves Camus, écarte le qualificatif d'extrême-droite pour le rattacher « au courant néo-conservateur juif qui [a pris] son essor dans les années 2000 ». (Biographie de Gilles-William Goldnadel sur Wikipédia)

Gilles William Goldnadel - Dans son Bloc-note - Actualité juive - N° 1281 – Atlantico.fr Jeudi 19 décembre 2013

- ... la semaine dernière, mon ami Alain Finkielkraut reconnaissait : « les juifs, de plus en plus, doivent s'excuser d'Israël, quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, et cela ne suffit jamais. Je suis sans cesse ramené à ma défense d'Israël, critiqué moi-même pour ma défense d'Israël alors que je suis signataire de J Call… Cela ne suffit pas. Au fond, viendra le jour où, pour que les juifs redeviennent acceptables, il faudra qu'ils se désolidarisent solennellement d'Israël ».

Causerie du 12 janvier 2014

Interdiction de Dieudonné / Clash entre Plantu et Finkielkraut . (+ de 500.000 visionnages en une journée) http://www.youtube.com/watch?v=YODdfx7nHBk

Finkielkraut : "La justice sans force disait Pascal est impuissante, il faut allier la justice et la force, faire en sorte que le juste soit fort,

et c'est exactement ce qu'a fait le ministre de l'Intérieur".

La justice a dit à Nantes : j'autorise ce spectacle, la force c'est quoi alors, le Conseil d'Etat présidé par le Premier ministre dont les membres sont nommés et non élus qui décrète l'interdiction.

Soyons plus précis, selon ce prédicateur du sionisme qui entend bâillonner la liberté d'expression, la justice est faible si elle n'est pas placée sous l'autorité d'une institution supérieure qui incarne la force, en réalité le pouvoir politique de la classe dominante, si elle ne lui est pas entièrement soumise ou dévouée, autrement dit la justice ne peut pas revendiquer son indépendance, c'est un droit illégitime.

En France, c'est le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel qui remplissent le rôle de protecteurs des institutions antidémocratiques de la Ve République ou du régime en place, celui de la force dont parle Finkielkraut, dans d'autres pays ce sera l'armée, un tribune militaire, dès lors on comprend pourquoi tous les chefs d'Etat qui se sont succédés sous la Ve République ont soutenu dictateurs et tyrans en Afrique et ailleurs dans le monde.

Absolument rien ne permet de distinguer l'UMP du PS sur cette question déterminante qu'est l'Etat.

La réaction de Plantu arrive trop tard, c'est sans doute pour cette raison qu'il se réveille, cela ne lui coûte rien. Mais bon, c'est mieux que rien car du coup un des plus fameux représentants du sionisme en France, Finkielkraut, est obligé de se défendre, et comme toujours dans ces cas-là il commet de monstrueuses maladresses qui dévoilent sa véritable nature, derrière lesquelles surtout la vérité commence à reprendre ses droits, l'imposture de Hollande-Valls est dévoilée ou devient indéfendable.

Passage ajouté :

Dans l'esprit d'un Finkielkraut, la justice sans le recours à la force est inconcevable, c'est ainsi que la justice se confond avec les forces de l'ordre, l'appareil militaro-policier de l'Etat, on pourrait en dire autant du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel qui sont des tribunaux d'exceptions dépendant directement du pouvoir politique, institutions qui surveillent le pouvoir judiciaire et se substituent à lui en cas de faiblesse ou quand il fait preuve de relents d'indépendance décrétée insupportable sous une dictature, néolibérale, celle de l'oligarchie financière qui désormais dicte sa politique au gouvernement français qui s'en fait volontiers le porte-parole.

Notons au passage que personne n'a usé de la force pour obliger l'Etat sioniste à appliquer les décisions de l'ONU depuis 1947, une faiblesse qui a pour origine l'hégémonie exercée par l'impérialisme américain au sein de cette institution au cours du XXe siècle et sa collusion permanence avec Israël qui sert ses intérêts au Moyen-Orient notamment. Quand la notion du droit se confond avec le recours à la force pour le faire appliquer, on n'est pas dans une démocratie, mais sous une dictature.

Et on peut ajouter en février 2019, rien ne permet de distinguer LREM de l'extrême droite en France et en Israël.

Causerie du 4 février 2014

- Alain Finkielkraut s'emporte contre la « malédiction d'Internet » - LeMonde.fr 31.01

Selon le philosophe, « Internet devient un immense cloître où les sphincters de la liberté ne cessent de déverser leurs productions innombrables » sur BFM-TV vendredi 31 janvier au matin.

En 2009, il avait déclaré dans l'émission Arrêt sur images qu'Internet était « la poubelle de toutes les informations ». LeMonde.fr 31.01

Causerie du 3 mai 2014

Au crépuscule d'un régime en putréfaction.

- De quoi Alain Finkielkraut est-il le nom ? - LePoint.fr

De rien, à part lui-même, mais pour l'élite qui sert le régime.

- Sébastien Le Fol pour Le Point. "Avec lui, ce n'est pas la France moisie qui va siéger à l'Académie, mais l'esprit de la Fronde et des Lumières, à la fois alerte et mélancolique, qui va, espérons-le, se rallumer." LePoint.fr 02.05

Le 13 mars 2015.

Slobodan Despot: Il est caractéristique qu'Alain Finkielkraut ait dû me désinviter de son Répliques consacré à l'Ukraine suite à la réaction épouvantée d'un invité issu de ce milieu à la seule mention de mon nom. À quoi leur servent leurs titres et leurs « travaux » s'ils ne peuvent endurer un échange de vues avec un interlocuteur sans qualification universitaire ? (arretsurinfo.ch 13.03.2015)

Causerie du 19 mai 2015

Revue des Deux mondes.

Fondée le 1er août 1829 par Prosper Mauroy et par Pierre de Ségur-Dupeyron, et éditée par François Buloz qui en devient le rédacteur en chef en 1831.

François Buloz avait soutenu Adolphe Thiers...

Éloge d'Alain Finkielkraut, par Michel Crepu (Revue des Deux Mondes) 4 novembre 2013

Le FN lance le Clic (Culture, libertés et création), son collectif culture, avec le soutien de BB - Le Figaro 03.06.2015

Sébastien Chenu (RN)

Sébastien Chenu a évoqué également une brochette d'intellectuels, tels Alain Finkielkraut, Michel Houellebecq, Éric Zemmour ou Michel Onfray, en estimant que leurs analyses convergeaient «bien souvent» avec celles du Front national. «Ces intellectuels ont, comme nous, les yeux ouverts sur notre pays», a-t-il insisté en considérant que la bataille intellectuelle était «en train d'être gagnée». «Elle précède toujours la victoire politique» a-t-il ajouté... Le Figaro 03.06.2015

Le 9 juillet 2015

Alain Finkielkraut signe une pétition polémique sur le très conservateur hebdomadaire Valeurs actuelles. Il s'engage pour "sauver les églises de France" d'un péril islamiste. HuffPost 9 juillet 2015

Causerie du 17 août 2015

Qui a dit ?

« Il est vrai que contrairement aux salafistes, les Portugaises se sont bien intégrées en France. Très vite, elles ont appris à se raser ».

Réponse : Le furieux sioniste Alain Finkielkraut a commis cette délicatesse.

Le 25 janvier 2016

« Né depuis peu » le débat sur l'identité nationale ? Alain Finkielkraut – abus de modestie ? – semble oublier qu'il est l'un des promoteurs de sa mise à l'agenda médiatique, comme le montre un bref inventaire des thèmes traités dans « Répliques », qu'on lira en suivant la note [3].

note 3 :

- 03/10/2015, « Situation de la France »
- 12/09/2015, « Raconter la France »
- 10/01/2015, « La France d'hier et d'aujourd'hui »
- 26/04/2014, « L'histoire de France a-t-elle encore un sens ? »
- 11/06/2011, « Au cœur de la France »
- 05/06/2010, « Retour sur l'identité nationale »
- 29/12/2007, « La France et la question de l'identité »
- 24/03/2007, « C'est quoi, une France fraternelle ? »
- 06/01/2007, « La France et ses nouveaux enfants »
- 14/10/2006, « La France est-elle encore aimable ? »
- 11/03/2006, « La France face aux communautés »
- 19/11/2005, « Le malaise français »

(acrimed.org)

Le 6 février 2016

- Finkielkraut et son obsession de l'islam : un danger pour le vivre ensemble par Chems Eddine Chitour - legrandsoir.info 6 février 2016

Extrait.

« En fait, Alain Finkelkraut est avant tout un intellectuel communautariste pro-israélien, et qui se permet de donner des leçons de patriotisme à la France entière ! Finkielkraut passe le plus clair de son temps à défendre la République contre les assauts du démon communautariste, mais que fait-il finalement ? Défendre les intérêts de sa communauté, devenant ainsi lui-même un communautariste. Alain Finkielkraut rejette le concept d'une société française multiculturelle. Pourquoi Finkelkraut dit-il systématiquement qu'une société multiculturelle est incompatible avec le concept de nation ? Qu'y a-t-il d'antinomique ?

On sait que Finkielkraut défend le sionisme, qui est un colonialisme. Par son comportement il rappelle les naturalisés européens non français pendant la colonisation en Algérie. Pour s'affirmer, ces derniers en rajoutent. Ils cassent de l'Arabe pour être reconnus comme blancs à part entière par les colons français de souche. Le même racisme antiarabe, se retrouve chez les Israéliens contre les Arabes israéliens.

En son temps, Pascal Boniface avait dénoncé dans son ouvrage, d'une façon plus générale les intellectuels faussaires. « Qui sont donc ces maîtres incontestés de la manipulation des esprits, ces illusionnistes de la science infuse, dont le prisme déontologique sélectionne soigneusement les causes à défendre en fonction des intérêts supérieurs qu'elles servent, et du profit personnel qu'il y a à en tirer ? (...) En tête de liste, il y a l'influent Bernard Henry-Lévy, alias BHL le « seigneur et maître des faussaires », (...) Alain Finkielkraut le talonne de près, lui « qui a contribué à alimenter la peur d'une grande partie de la communauté juive en grossissant de façon démesurée l'antisémitisme en France ». (...) La malhonnêteté intellectuelle a ses stars, qui lorgnent toutes sur la consécration médiatique en s'engageant dans le sens du vent, sur le dos d'un ennemi commun, et très tendance « l'islamofascisme », et de peurs irrationnelles à faire frémir dans les chaumières « l'islamophobie ».

Le sociologue Michel Wieviorka estime quant à lui qu'Alain Finkielkraut « fait partie de cet ensemble d'intellectuels qui, depuis 25 ans, ont mis en avant une vision outrée et « républicaniste » de l'idée républicaine. Du coup, ses propos sont devenus éloignés des réalités. (...) Finkielkraut s'est enfermé dans une logique incantatoire, qui ne peut déboucher que sur des propos extrêmes et sur l'appel à la répression policière. Wieviorka a également pointé un paradoxe d'Alain Finkielkraut, qualifiant l'intellectuel de « républicano-communautariste » : « Il prêche l'idée républicaine un jour sur France Culture et, le lendemain, dans Haaretz ou sur des radios juives, il se présente comme un intellectuel participant au monde juif. » Pascal Boniface, par ailleurs critiqué par Finkielkraut, émet un jugement analogue, observant chez l'intellectuel des « contradictions entre un universalisme revendiqué et un communautarisme forcené ». Éric Hazan reproche à Alain Finkielkraut une perte d'objectivité au sujet d'Israël, et voit en lui « la Star Academy du sionisme français ». legrandsoir.info 6 février 2016

Le 17 avril 2016

Les images du philosophe Alain Finkielkraut invectivé samedi soir place de la République ont suscité dimanche des réactions indignées au sein de la classe politique française, la droite dénonçant "l'intolérance" du mouvement Nuit debout.

On y entend: "Casse-toi, sale facho", "Allez, bouge, bouge", "Dégage". Le polémiste, furieux, répond: "Fasciste!", hurle "Gnagnagnagnagna, pauvre conne" à une femme, avant de tourner les talons. En quittant la place, il lance: "Ça va, je me fais insulter, je peux répondre aussi".

Le député Les Républicains Eric Ciotti et la députée Front national Marion Maréchal-Le Pen ont tous deux estimé que Nuit debout avait montré son "vrai visage": "celui de la haine et de l'intolérance". AFP 17 avril 2016

Le 27 avril 2016

Lors d'une intervention remarquée à la Bourse du Travail, mercredi dernier, Lordon a donné sa vision de ce que devait être Nuit Debout. Justifiant l'expulsion de Finkielkraut de la place de la République, il se positionne contre une «démocratie inclusive», qui prônerait le débat pour le débat, et lui préfère un militantisme assumé. «Ce pays est ravagé par deux violences à grande échelle: la violence du capital, et la violence identitaire raciste, cette violence dont Finkielkraut est peut-être le propagateur le plus notoire.» «Nous ne sommes pas amis avec tout le monde, et nous n'apportons pas la paix», a-t-il ainsi martelé. Le Figaro 27.04.2016

Le 28 avril 2016

L'académicien a fustigé la virulence de Nuit Debout toute entière («cette démocratie, c'est du mensonge, cette pluralité, c'est du bobard») mais c'est un seul côté de la place qui l'a insulté. Le côté ouest…

L'intellectuel, que l'on voit dans les vidéos déboucher de l'espace situé autour de la statue au moment de l'agression verbale, n'avait sans doute pas conscience qu'il avait pénétré un autre territoire de Nuit Debout, qu'il avait franchi la frontière, là où le principe dionysiaque –changeant, chaotique, violent– domine sur l'apollinien –mesuré, ordonné, solaire. «Il a fait le tour de la place et il est allé plus aux alentours de la statue –donc il s'est éloigné de l'assemblée populaire–, où il y a des personnes qui traînent, qui sont moins intéressées par l'ambiance et le dialogue», avait alors déclaré à Europe 1 Marion, témoin de cette scène et très consciente de cet enjeu spatial.

Les propos des journalistes et de commentateurs immédiatement après témoignent du statut «secondaire» et moins noble qu'occupe dans leur esprit cette seconde partie de la place: «Alain Finkielkraut a pu assister à l'assemblée populaire et a ensuite été éconduit par une poignée de personnes, en marge du mouvement Nuit Debout», écrit Europe 1. «En marge», oui, si l'on considère que cette partie de la place n'est pas Nuit Debout, une affirmation qui en dit long sur la gêne que ressent la tête à l'égard de son ventre. Cachez ces bruits d'intestin impolis! Slate.fr 28.04.2016

Le 8 mai 2016

"L'antisémitisme ravage ce parti" (le parti travailliste - ndlr), a jugé Alain Finkielkraut, avant de relier cette polémique à l'élection municipale londonienne. Sadiq Khan "ne manifeste pas la moindre complaisance pour ce genre de propos. Il les condamne avec la plus extrême fermeté (...) Reste que cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer", a-t-il conclu. Lexpress.fr 08.05.2016

LVOG - Qui alimente l'amalgame juif égal riche, ne pense qu'au fric ? Ces salopards de sionistes. Après ils accusent d'antisémitisme ceux qui l'emploient parce qu'ils sont musulmans ou combattent la politique du gouvernement israélien.

Causerie du 12 mai 2016

Qui a dit ?

- "Cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer".

Réponse : Alain Finkielkraut à propos de l'élection de Sadiq Khan à la mairie de Londres. Lefigaro.fr 08.05

Qu'est-ce qui peut rivaliser avec un juif riche ? Voyons, personne. A part cela, ce n'est pas eux qui alimentent en permanence l'antisémistisme.

Le 25 mai 2016

Ministre de la culture accusé de révisionnisme, Zlatko Hasanbegovic est le personnage le plus controversé du gouvernement ultraconservateur croate. Une tribune publiée mardi 24 mai dans Libération et signée par plusieurs intellectuels européens parmi lesquels Alain Finkielkraut ou Annette Wieviorka dénonce notamment son « idéologie » destinée à « mettre en cause les vérités historiques et les valeurs fondamentales » de l'Union européenne. LeMonde.fr 25 mai 2016

Le 3 juillet 2016

- Pour la France, c'est officiel : critiquer Israël est une forme d'antisémitisme Par Guillaume Weill Raynal - arretsurinfo.ch le 3 juillet 2016

La semaine dernière, lors d'une réunion de l'OSCE à Bucarest, le préfet « DILCRA » Gilles Clavreul qui représentait la France a « largement poussé » en faveur d'une résolution assimilant la critique de la politique d'Israël à l'antisémitisme.

Une thèse désormais quasi-officielle.

En général, cette idée s'exprime de manière plus subtile. « Bien entendu, il est légitime de critiquer Israël ! » s'écrient-ils la main sur le cœur. A condition, précisent-t-ils, de ne pas verser dans une critique excessive qui viendrait…. « délégitimer » Israël. Vertigineuse tautologie ! Car le critère qui pourrait aider à distinguer la critique légitime de la critique quidélégitime demeure introuvable. Finkielkraut avait proposé, il y a quelques années, le critère de la « satanisation », ce qui – faute de plus de précision – ne faisait guère avancer le débat. Après tout, peu importe. Il suffit d'affirmer. Car il s'agit en réalité d'un jeu qui, ignorant toute argumentation, ne connait pas d'autre règle que celle de la logomachie péremptoire. Et ça marche ! Par essence, ce qui est délégitimé n'a pas vocation à exister, est voué à disparaitre. La critique délégitimante d'Israël vise donc à sa destruction, à son anéantissement. Et voilà ce qui fait, Monsieur, qu'elle est antisémite… CQFD.

Cette rhétorique peut faire sourire lorsqu'elle émane de milieux communautaires, militants, ou d'intellectuels-relais dévoués à

leur cause. Mais, plus inquiétant, depuis plusieurs mois, la France la reprend à son compte, par la voix de ses représentants les plus officiels. En janvier dernier, déjà, Manuel Valls n'avait pas craint d'affirmer, lors d'une réunion publique organisée par le CRIF : « Les critiques de la politique d'Israël se sont transformées en un » antisionisme » dissimulant presque systématiquement de l'antisémitisme ».

Gilles Clavreul était l'invité deux jours après, jeudi 23 juin, à s'exprimer sur Radio J. [1] Interviewé par le journaliste Michel Zerbib, le préfet DILCRA a expliqué que la réunion avait précisément pour objet l'adoption d'une définition « claire » (!) de l'antisémitisme :

« Cette définition de travail à laquelle la France a pleinement souscrit est très intéressante parce qu'elle pose justement cette question là dans des termes qui sont très clairs : il y est dit que si la critique d'Israël – comme n'importe quel autre Etat, et je dirais même comme n'importe quel autre Etat démocratique – est parfaitement légitime et permise, en revanche, lorsque cette critique se fait démesurée, lorsqu'elle repose sur des arguments fallacieux, sur des réalités totalement falsifiées et transfigurées, alors, on n'est plus dans le cadre de la critique normale, et on est dans quelque chose qui, oui, peut relever de l'antisémitisme ».

Et de poursuivre :

« C'est très important que cela soit dit. Je représentais la France à cette réunion et j'ai fortement poussé, avec d'autres pays, parce qu'on n'est pas seuls du tout dans ce souhait-là – notamment avec la présidence allemande – pour que cette définition soit adoptée au niveau des membres de l'OSCE. C'est très important parce que ce sera un appui très fort pour le débat interne, justement, sur cette question de la critique démesurée et systématique d'Israël … qui ne porte pas sur les actions du gouvernement israélien… ça, effectivement, on peut critiquer… mais sur son existence même »

Ainsi et de manière très officielle, la France souhaite donc que la critique « anormale » et « démesurée » de la politique israélienne soit considérée au niveau international comme de l'antisémitisme, afin d'appuyer « très fort » sur le débat interne. Jusqu'à en faire un délit réprimé par le code pénal ? Et toujours, sans que soit apporté le moindre critère objectif permettant d'apprécier le caractère « anormal » et « démesuré » de cette critique… arretsurinfo.ch le 3 juillet 2016

Causerie du 20 janvier 2017

- Primaire de la gauche : Finkielkraut en pince pour Valls - LePoint.fr

Le 4 février 2018

Alain Finkielkraut, dimanche 4 février sur Radio Communauté Juive (RCJ), dénonçant dans l'antisémitisme d'aujourd'hui, « un sous-produit de l'immigration » et de la « société multiculturelle ») (blogs.mediapart.fr/guillaume-weill-raynal)

La Voix de l'Opposition de Gauche - Le bloc-notes du 7 mars 2018

Il fait partie du Comité Laïcité République

Qui y trouve-t-on ? Une brochette d'ordures.

- Inna Shevchenko, l'égérie des Femen financées par Soros notamment.
- Alain Finkielkraut
- Elisabeth Badinter
- A. Lacroix
- Anne Hidalgo
- Caroline Fourest
- Patrick Kessel (président du Comité Laïcité République)

Causerie du 31 mars 2018

- Des intellectuels français notamment communautaristes inventent le totalitarisme islamique - Mondialisation.ca, 29 mars 2018

L'objet de cette réflexion prend appui sur une tribune publiée par 100 intellectuels français qui dénoncent le 20 mars 2018 , les dangers du totalitarisme islamique. En effet comme lu sur le Huffingtonpost.fr, Finkielkraut, Kouchner, Ferry et 97 autres personnalités lancent un appel contre «le nouveau totalitarisme islamiste» dans une tribune intitulée: «Non au séparatisme islamiste», publiée ce mardi 20 mars par Le Figaro.

«Après avoir vaincu le fascisme, le nazisme et le stalinisme, le monde fait face à une nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme...»

TROISIEME PARTIE

ACTUALITÉ DU JOUR

Amnesty international une officine au service du fascisme, non, pas possible, qui l'aurait crû !

- Venezuela : Amnesty dénonce une "repression brutale" - euronews 20.02

- Venezuela: Amnesty dénonce "l'impunité totale" des forces fidèles à Maduro - Reuters 20.02

Les services de sécurité vénézuéliens ont procédé à des exécutions sommaires et à plusieurs centaines d'arrestations arbitraires parmi les manifestants hostiles au président Nicolas Maduro, selon Amnesty International. Reuters 20.02

Un Traité entre marchands d'armes et de morts.

- Une clause secrète au Traité d'Aix-la-Chapelle - Réseau Voltaire 19 février 2019

Selon le Spiegel, l'Allemagne et la France ont conclu une clause secrète en marge du Traité d'Aix-la-Chapelle [1]. Elle prévoit de ne pas s'opposer aux ventes d'armes produites en commun, sauf pour des motifs de sécurité nationale.

Depuis la chute du nazisme, l'Allemagne a conservé son idéal pacifiste et s'interdit de manière très restrictive d'exporter des armes vers des États qui pourraient en faire un mauvais usage. Cependant, a indiqué la chancelière Merkel à la Conférence sur la Sécurité de Munich 2019, ces restrictions sont trop étroites. Elles ne permettent que très peu d'exportations et par conséquent empêchent la rentabilité de la production d'armes.

Par cette clause secrète, la France pourra par exemple poursuivre ses exportations vers l'Arabie saoudite, ce que le Bundestag interdit. Les profits en seront répartis entre les deux États. Réseau Voltaire 19 février 2019

[1] "Deutsch-französisches Geheimpapier regelt Waffenexporte neu", Der Spiegel, 15. Februar 2019.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela: les militaires jurent fidélité à Maduro et bloqueront l'aide - AFP 20 février 2019

L'armée du Venezuela s'est dite mardi "en alerte" face à toute violation du territoire pour l'acheminement de l'aide humanitaire stockée aux portes du pays, et a annoncé la fermeture de la frontière maritime avec l'île néerlandaise de Curaçao.

Assurant une nouvelle fois de leur "loyauté sans faille" envers le président Nicolas Maduro, les militaires vénézuéliens ont rejeté les appels à désavouer le dirigeant socialiste lancés par le président américain Donald Trump et l'opposant Juan Guaido.

Le ministre de la Défense, Vladimir Padrino, entouré du haut-commandement militaire, a assuré que l'armée ne céderait pas au "chantage". Il a qualifié de "tissu de mensonges" la présentation par Donald Trump et Juan Guaido de "cette prétendue aide humanitaire" comme un sujet de confrontation entre civils et militaires vénézuéliens.

"L'armée restera déployée et en alerte le long des frontières, comme l'a ordonné notre commandant en chef (Nicolas Maduro) pour empêcher toute violation de l'intégrité du territoire", a averti le ministre. AFP 20 février 2019

Avec plus de 4 800 sites militaires, 95 % des bases militaires étrangères dans 164 pays, est-il outrancier de parler d'un Empire militaro-financier-totalitaire ?

LVGO - Totalitaire, despotique, tyrannique, appelez le régime américain comme vous voudrez, totalitaire parce que ces bases militaires à l'étranger sont imposées, et gare à ceux qui s'aviseraient de s'y opposer à leur installation, ils seraient broyés, bombardés, occupés, éliminés.

Comment appelle-t-on un tel chantage, une telle menace ? A un moment donné il faut appeler les choses par leurs noms, car à force de s'y refuser, on finit par avoir une vision du monde et de la situation totalement déformée, ce qui amène à adopter des positions politiques erronées ou pire en encore.

Des bases, des bases, partout... Sauf dans le rapport du Pentagone - (Les Crises.fr) Consortium News, 16-01-2019

Ces installations existent quelque part entre ombre et lumière, écrit Nick Turse. Bien qu'elles soient reconnues comme avant-postes militaires étrangers, elles sont exclues de l'inventaire officiel.

Quelques heures après l'annonce par le président Trump d'un retrait des forces américaines de Syrie, l'équipement de cette base faisait déjà l'objet d'un inventaire en vue de son retrait. Et d'un seul coup, la garnison américaine la plus importante en Syrie a été (possiblement) rayée des registres du Pentagone – sauf que, comme par hasard, al-Tanf n'a jamais figuré en réalité sur les registres du Pentagone. Ouverte en 2015 et qui, jusqu'à récemment, abritait des centaines de soldats américains, elle était l'une des nombreuses bases militaires qui existent quelque part entre l'ombre et la lumière, un avant-poste étranger connu qui, d'une certaine façon, n'a jamais vraiment été intégré à l'inventaire officiel des bases du Pentagone.

Officiellement, le ministère de la Défense maintient 4 775 « sites », répartis dans les 50 États, les huit territoires américains et les 45 pays étrangers. Au total, 514 de ces avant-postes sont situés à l'étranger, d'après le portefeuille immobilier mondial du Pentagone. Pour commencer par une longue liste, il y a des bases sur l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien, à Djibouti dans la Corne de l'Afrique, ainsi qu'au Pérou et au Portugal, aux Émirats Arabes Unis et au Royaume-Uni. Mais la version la plus récente de ce portefeuille, publiée au début de 2018 et connue sous le nom de Base Structure Report (BSR), ne fait aucune mention d'al-Tanf. Ou, d'ailleurs, de toute autre base en Syrie. Ou en Irak. Ou en Afghanistan. Ou au Niger. Ou en Tunisie. Ou au Cameroun. Ou en Somalie. Ou un certain nombre de lieux où de tels avant-postes militaires sont connus pour exister et même, contrairement à la Syrie, pour s'étendre.

Selon David Vine, auteur de « Base Nation : How U.S. Military Bases Abroad Harm America and the World », [« La Nation des bases : Comment les bases militaires américaines à l'étranger nuisent à l'Amérique et au monde », NdT] il pourrait y avoir des centaines de bases militaires américaines à l'étranger dans le monde. « Les sites manquants reflètent le manque de transparence du système à propos de ce que j'estime encore à environ 800 bases américaines en dehors des 50 États et de Washington, D.C., qui encerclent le monde depuis la Seconde Guerre mondiale », explique M. Vine, qui est également membre fondateur de la Overseas Base Realignment and Closure Coalition, un groupe récemment créé par des analystes militaires de tout le spectre idéologique qui préconisent une « empreinte » mondiale des militaires américains.

Vue aérienne du Pentagone. (Archives nationales des États-Unis)

Il y a une raison pour laquelle de telles bases officieuses ne sont pas publiées dans les livres. Le Pentagone ne veut pas en parler. « J'ai parlé à l'attaché de presse qui est responsable du Rapport sur la structuration des bases [Base Structure Report, BSR, NdT] et elle n'a rien à ajouter et personne n'est disponible pour en discuter plus avant en ce moment », a déclaré à TomDispatch la porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Michelle Baldanza, lorsqu'on lui a posé des questions sur les nombreuses bases mystères du ministère de la Défense.

« Les bases non documentées sont à l'abri de la surveillance du public et souvent même du Congrès », explique M. Vine. « Les bases sont une manifestation physique de la politique étrangère et militaire des États-Unis, de sorte que les bases officieuses signifient que l'armée et l'exécutif décident d'une telle politique sans débat public, dépensant souvent des centaines de millions ou des milliards de dollars et impliquant potentiellement les États-Unis dans des guerres et des conflits dont la plupart des citoyens ne savent rien. »

Où se trouvent-elles ?

La Overseas Base Realignment and Closure Coalition [Coalition pour le réalignement et la fermeture des bases à l'étranger ,NdT] note que les États-Unis possèdent jusqu'à 95 % des bases militaires étrangères dans le monde, alors que des pays comme la France, la Russie et le Royaume-Uni ont peut-être 10 à 20 avant-postes étrangers chacun. La Chine n'en a qu'un seul.

Le ministère de la Défense se vante même de compter 164 pays parmi ses « implantations ». En d'autres termes, il a une présence militaire, quelque soit sa nature, dans environ 84 % des pays de la planète – ou du moins le DoD [Department of Defense, ministère de la Défense, NdT] l'a brièvement affirmé. Après que TomDispatch s'était renseigné sur le numéro d'une

nouvelle page Web destinée à raconter l'« histoire » du Pentagone au grand public, elle a rapidement changé. « Nous apprécions votre diligence pour aller au fond des choses », a déclaré le lieutenant-colonel Baldanza. « Grâce à vos observations, nous avons mis à jour le site defense.gov pour dire "plus de 160" ».

Les changements progressifs apportés à la page Web « Our Story » du ministère de la Défense à la suite des questions posées par TomDispatch.

Ce que le Pentagone ne dit toujours pas, c'est comment il définit un « lieu ». Le nombre 164 correspond à peu près aux statistiques actuelles du ministère de la Défense sur les effectifs, qui montrent des déploiements de personnel de tailles variables dans 166 localités « d'outre-mer » – y compris certains pays avec un nombre symbolique de militaires américains et d'autres, comme l'Irak et la Syrie, où l'effectif de la force était manifestement beaucoup plus important, même si elle ne faisait l'objet d'aucune liste au moment de l'évaluation. (Le Pentagone a récemment affirmé qu'il y avait 5 200 soldats en Irak et au moins 2 000 soldats en Syrie, bien que ce nombre devrait maintenant diminuer considérablement). Le décompte « outre-mer » du ministère de la Défense énumère également les troupes qui se trouvent dans des territoires américains comme les Samoa américaines, Porto Rico, les îles Vierges américaines et l'île de Wake. Selon le Pentagone, des dizaines de soldats sont également déployés dans le pays d'« Akrotiri » (qui est en fait un village sur l'île de Santorin en Grèce) et des milliers d'autres sont basés dans des endroits « inconnus ».

Dans le dernier rapport, le nombre de ces troupes « inconnues » dépasse 44 000.

Les statistiques officielles du ministère de la Défense montrent que les forces américaines sont déployées dans la nation d'« Akrotiri ».

Selon la Overseas Bases Realignment and Closure Coalition, le coût annuel du déploiement du personnel militaire américain à l'étranger, ainsi que de l'entretien et du fonctionnement de ces bases étrangères, est estimé à 150 milliards de dollars par an. Le prix à payer pour les avant-postes représente à lui seul environ un tiers de ce total. « Les bases américaines à l'étranger coûtent plus de 50 milliards de dollars par an à construire et à entretenir, un montant qui pourrait servir à répondre aux besoins urgents dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, du logement et de l'infrastructure », souligne Mme Vine.

Vous ne serez peut-être pas surpris d'apprendre que le Pentagone est aussi un peu confus quant à l'endroit où ses troupes sont stationnées. Le nouveau site Web du ministère de la Défense, par exemple, offrait un décompte de « plus de 4 800 sites de défense » dans le monde. Après que TomDispatch s'était renseigné sur ce total et sur la façon dont il se rapportait au décompte officiel de 4 775 sites figurant dans le BSR, le site Web a été modifié pour devenir « environ 4 800 sites de défense ».

« Merci d'avoir signalé l'écart. Pendant la transition vers le nouveau site, nous travaillons à la mise à jour de l'information », a écrit le lieutenant-colonel Baldanza. « Veuillez vous référer au Rapport sur la structuration des bases qui contient les derniers chiffres ».

Au sens le plus littéral du terme, le Rapport sur la structuration des bases contient effectivement les chiffres les plus récents, mais leur exactitude est une autre question. « Le nombre de bases figurant dans le BSR est depuis longtemps peu en rapport avec le nombre réel de bases américaines à l'extérieur des États-Unis », explique M. Vine. « Beaucoup, beaucoup de bases bien connues et secrètes ont longtemps été exclues de la liste ».

Tout d'abord, la constellation d'avant-postes que les États-Unis ont construite dans toute l'Afrique en est un excellent exemple. L'inventaire officiel du BSR n'y recense qu'une poignée de sites – sur l'île de l'Ascension ainsi qu'à Djibouti, en Égypte et au Kenya. En réalité, cependant, il y a beaucoup plus d'avant-postes dans beaucoup plus de pays africains.

Soldats américains au cours d'un exercice d'intervention d'urgence, Camp Lemmonier, Djibouti. (Photo de l'U.S. Air Force prise par le pilote gradé Peter Thompson)

Une enquête récente de l'Intercept, basée sur des documents obtenus du U.S. Africa Command par le biais de la Freedom of Information Act, a révélé un réseau de 34 bases fortement regroupées dans le nord et l'ouest de ce continent ainsi que dans la Corne de l'Afrique. La « posture stratégique » de l'Africom consiste en des avant-postes « durables » de plus grandes tailles, dont deux sites d'opérations avancés [Forward Operating Sites, FOS, NdT], 12 sites de sécurité coopérative [Cooperative Security Locations, CSL, NdT] et 20 sites plus rudimentaires connus sous le terme de sites de secours [Contingency Locations , CL, NdT].

L'inventaire officiel du Pentagone comprend les deux FOS : l'île de l'Ascension et le joyau de la couronne des bases africaines de Washington, le Camp Lemonnier à Djibouti, qui est passé de 88 acres au début des années 2000 à presque 600 acres aujourd'hui. Le Rapport sur la structuration des bases n'a toutefois pas mentionné le CSL de ce même pays, l'aérodrome de Chabelley, un avant-poste de moindre envergure situé à une dizaine de kilomètres de là qui a servi de plateforme de drones pour les opérations en Afrique et au Moyen-Orient.

Le comptage officiel du Pentagone mentionne également un site qui porte le nom confus de « NSA Bahreïn-Kenya ». L'Africom

l'avait précédemment décrit comme un ensemble d'entrepôts construits dans les années 1980 à l'aéroport et au port maritime de Mombasa, au Kenya, mais il figure maintenant sur la liste de 2018 de ce commandement comme un CSL. Il manque cependant une autre base kényane, le camp Simba, mentionnée dans une étude interne du Pentagone de 2013 sur les opérations de drones secrets en Somalie et au Yémen. Au moins deux avions de surveillance pilotés y étaient basés à l'époque. Simba, une installation dirigée depuis longtemps par la Marine, est actuellement exploitée par le 475e Escadron de la base aérienne expéditionnaire de la Force aérienne, qui fait partie de la 435e Escadre expéditionnaire aérienne.

Le personnel de cette même escadre aérienne se trouve à un autre avant-poste qui n'apparaît pas dans le Rapport sur la structuration des bases, et qui se trouve de l'autre côté de l'Afrique. Le BSR indique qu'il n'énumère pas d'informations spécifiques sur les « sites non américains » d'une superficie d'au moins 10 acres ou d'une valeur d'au moins 10 millions de dollars. Cependant, la base en question – la base aérienne 201 à Agadez, au Niger – a déjà un coût de construction de 100 millions de dollars, une somme qui sera bientôt éclipsée par le coût d'exploitation de l'installation : environ 30 millions par an. D'ici 2024, lorsque l'accord actuel pour l'utilisation de la base pendant 10 ans prendra fin, ses coûts de construction et d'exploitation auront atteint environ 280 millions de dollars.

Il manque également des avant-postes au Cameroun voisin, dont une ancienne base à Douala, un aérodrome de drones dans la ville reculée de Garoua, et une installation connue sous le nom de Salak. Ce site, selon une enquête menée en 2017 par l'Intercept, la société de recherche Forensic Architecture, et Amnesty International, a été utilisé par du personnel américain et des entrepreneurs privés pour des missions de surveillance et de formation de drones et par les forces alliées camerounaises à des fins d'emprisonnement illégal et de torture.

Selon M. Vine, le fait de garder secrètes les bases africaines des États-Unis est avantageux pour Washington. Ceci protège les alliés de ce continent d'une éventuelle opposition intérieure à la présence de troupes américaines, souligne-t-il, tout en contribuant à faire en sorte qu'il n'y ait pas de débat intérieur aux États-Unis sur ces dépenses et les engagements militaires en jeu. « Il est important que les citoyens américains sachent où se trouvent leurs troupes en Afrique et ailleurs dans le monde », a-t-il dit à TomDispatch, « parce que cette présence de troupes coûte des milliards de dollars aux États-Unis chaque année dans des guerres qui les impliquent, ou pourraient les impliquer, et des conflits qui pourraient partir en vrille ».

Ces bases omises

L'Afrique n'est pas le seul endroit où la liste officielle du Pentagone ne correspond pas bien à la réalité. Pendant près de deux décennies, le Rapport sur la structuration des bases a ignoré les bases de toutes sortes dans les zones de guerre actives de l'Amérique. Au plus fort de l'occupation américaine de l'Irak, par exemple, les États-Unis y avaient 505 bases, allant de petits avant-postes à des installations de grandes tailles. Aucune ne figurait sur les listes officielles du Pentagone.

En Afghanistan, les chiffres étaient encore plus élevés. Comme TomDispatch l'a signalé en 2012, la Force internationale d'assistance à la sécurité dirigée par les États-Unis avait environ 550 bases dans ce pays. Si vous aviez ajouté les points de contrôle de la FIAS – de petites bases de base utilisées pour sécuriser les routes et les villages – au nombre des méga-bases, des bases d'opérations avancées, des avant-postes de combat et des bases de patrouille, ce nombre aurait atteint le chiffre incroyable de 750. Et en comptant tous les types d'installations militaires étrangères – y compris les installations logistiques, administratives et de soutien – le Commandement interarmées de la FIAS a augmenté le nombre officiel de sites de la FIAS à 1 500. Cependant, la part importante de l'Amérique était aussi mystérieusement absente du décompte officiel du ministère de la Défense.

Le général Martin E. Dempsey, président de l'état-major interarmées des chefs d'état-major de l'armée américaine, se fait briefer par les forces spéciales américaines et afghanes au sommet du mont Moorehead, Afghanistan, le 23 avril 2012. (Photo DoD par D. Myles Cullen)

Il y a maintenant beaucoup moins d'installations de ce genre en Afghanistan – et leur nombre pourrait encore diminuer dans les mois à venir, à mesure que les effectifs militaires diminueront. Mais l'existence du Camp Morehead, de la Base d'opérations avancée Fenty, de l'aérodrome Tarin Kowt, du Camp Dahlke West et de l'aérodrome de Bost, ainsi que du Camp Shorab, une petite installation occupant ce qui était autrefois le site des bases jumelles beaucoup plus grandes connues sous les noms de Camp Leatherneck et Camp Bastion, est indiscutable. Pourtant, aucun d'entre eux n'est jamais apparu dans le Rapport sur la structuration des bases.

De même, bien qu'il n'y ait plus les 500 – plus de bases américaines en Irak, ces dernières années, lorsque les troupes américaines sont retournées dans ce pays, certaines garnisons ont été soit reconstituées, soit construites de toutes pièces. Il s'agit notamment du complexe du champ de tir de Besmaya, de la base de Sakheem, de la base de Firebase Um Jorais et de la base aérienne d'Al Asad, ainsi que de l'aérodrome de Qayyarah Ouest – une base située à 65 km au sud de Mossoul et mieux connue sous le nom de « Q-West ». Encore une fois, vous ne trouverez aucune d'entre elles dans le recensement officiel du Pentagone.

De nos jours, il est même difficile d'obtenir des effectifs précis pour le personnel militaire dans les zones de guerre américaines,

sans parler du nombre de bases dans chacune d'elles. Comme l'explique Vine, « l'armée garde les chiffres secrets dans une certaine mesure pour cacher la présence de la base à ses adversaires. Parce qu'il n'est probablement pas difficile de repérer ces bases dans des endroits comme la Syrie et l'Irak, cependant, le but du secret est surtout d'empêcher le débat national sur l'argent, le danger et la mort en cause, et d'éviter des tensions diplomatiques et des enquêtes internationales ».

Si l'objectif du Pentagone est d'étouffer le débat national par le contrôle de l'information, il fait du bon travail depuis des années en détournant les questions sur sa posture mondiale, ou ce que le regretté contributeur régulier au TomDispatch, Chalmers Johnson, a appelé l'« empire des bases » américain.

À la mi-octobre, TomDispatch a demandé à Heather Babb, une autre porte-parole du Pentagone, des détails sur les avant-postes en Afghanistan, en Irak et en Syrie qui étaient absents du Rapport sur la structuration des bases, ainsi que sur celles qui ont été omises en Afrique. Parmi les autres questions posées à Babb : Le Pentagone pourrait-il offrir un simple dénombrement – sinon une liste – de tous ses avant-postes ? Avait-il le nombre véritable d'installations à l'étranger, même si celui-ci n'avait pas été divulgué au public – c'est-à-dire, une liste qui a réellement fait ce que le Rapport sur la structuration des bases prétend seulement faire ? Octobre et novembre sont passés sans réponse.

En décembre, en réponse à des demandes d'informations complémentaires, Babb a répondu d'une manière résolument conforme à la politique bien huilée du Pentagone de tenir les contribuables américains dans l'ignorance des bases pour lesquelles ils paient – quelle que soit la difficulté théorique à nier l'existence des postes avancés qui vont de Agadez au Niger à Mossoul en Irak. « Je n'ai rien à ajouter, a-t-elle expliqué, aux informations et aux critères qui figurent dans le rapport ».

La décision du président Trump de retirer les troupes américaines de Syrie signifie que le Rapport de 2019 sur la structuration des bases sera probablement le plus précis depuis des années. Pour la première fois depuis 2015, dans l'inventaire des avant-postes du Pentagone il ne manquera plus la garnison d'al-Tanf (ou bien encore, peut-être manquera-t-elle). Mais il reste encore potentiellement des centaines de bases absentes des registres qui ne figurent pas sur les listes officielles. Considérez que c'est un avant-poste dévoilé et qui sait combien il en reste encore.

Nick Turse est le rédacteur en chef de TomDispatch et l'un des collaborateurs de l'Intercept. Son dernier livre est « Next Time They'll Come to Count the Dead: War and Survival in South Sudan ». [« La prochaine fois qu'ils viendront compter les morts : guerre et survie au Sud Soudan », NdT] Son site Web est NickTurse.com.

Haut de page

Le 26 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (30 pages)

L'internationalisation du totalitarisme.

En octobre 2017, la justice française condamnait Theodoro Obiang Jr, fils et vice-président de son père de la Guinée-Equatoriale, l'accusant d'avoir un "*train de vie hallucinant*" (Ce qui n'est évidemment pas le cas des oligarques du CAC40, de la Citi, de Wall Street, etc. - LVOG), dans le cadre de la loi "*dite des* «biens mal acquis»*, visant des dictateurs africains recyclant sans vergogne sur le sol français leurs détournements de fonds publics*", permettant à "*la justice française, au nom du principe de «compétence universelle» (de statuer) en matière de malgouvernance internationale*". (Source : Libération 25 février 2019)

Au droit d'ingérence humanitaire, de bombarder et envahir un pays, déposer et assassiner ses dirigeants, vient s'ajouter celui tout aussi exorbitant de "*malgouvernance internationale*" que les Américains avaient déjà adopté pour sanctionner les Etats ou les entreprises qui avaient effectué des transactions financières ou commerciales (en dollar) avec des Etats figurant sur leur liste des pays décrétés "*voyous*" ou "*ennemis*".

Nos ennemis ont de quoi se réjouir et pavoiser. Bravo, c'est bien joué !

- Dividendes : record au niveau mondial à 1.370 milliards de dollars - latribune.fr 18/02/2019

Les dividendes versés aux actionnaires dans le monde ont atteint un record en 2018 à 1.211 milliards d'euros, selon l'étude annuelle de la société de gestion américano-britannique Janus Henderson. La hausse devrait être moins forte cette année et atteindre 3,3% à 1.414 milliards de dollars, dans un contexte de ralentissement économique mondial.

Si les marchés d'actions ont connu la pire année depuis 10 ans l'an dernier en termes de performance, le cru a été exceptionnel sur le plan des dividendes. Selon l'étude annuelle de la société de gestion américano-britannique Janus Henderson publiée ce lundi 18 février, les dividendes versés aux actionnaires dans le monde ont atteint un nouveau record en 2018 et atteint 1.370 milliards de dollars (1.211 milliards d'euros) en hausse de 9,3% et de 8,5% hors distribution exceptionnelle, « la meilleure performance depuis 2015 » souligne Janus Henderson, et un niveau supérieur à la tendance à long terme de 5-7%. Près de neuf sociétés sur dix ont augmenté ou maintenu leurs dividendes à l'échelle internationale. Seule une entreprise américaine sur 25 a réduit son dividende. Certains pays ont enregistré des records historiques comme les États-Unis, l'Allemagne, le Japon, le Canada et la Russie.

La hausse devrait être moins forte cette année et s'élever 3,3% pour atteindre un montant total de dividendes au niveau mondial de 1.414 milliards de dollars (+5,1% hors exceptionnels), dans un contexte de ralentissement économique mondial. latribune.fr 18/02/2019

LVOG - Si, si, il faut les féliciter, ils le méritent, à défaut de pouvoir féliciter nos dirigeants, hélas !

Finalement, on s'adapte, on s'accommode, on se fait une raison et votre condition empirera inexorablement...

- 33h pour être soigné à l'hôpital - sputniknews.com 22.02.2019

Avec une blessure ouverte faite par une tronçonneuse, un habitant de la région de Brest a dû passer 33 heures à attendre avant de se faire opérer. Dans son courrier, dont des extraits ont été rendus publics par Ouest-France, il a fait part de son expérience au CHU de Brest.

Après être arrivé aux urgences vers 13h avec une blessure de sept cm de long et trois de profondeur, l'homme en est sorti que sept heures plus tard, mais toujours sans avoir été opéré. Sa plaie a été nettoyée trois fois, puisque l'infirmier qui s'occupait de lui est sorti plusieurs fois et a été obligé de redésinfecter la blessure. Le patient a tenu à souligner qu'il était resté à jeun toute la journée.

Lorsqu'il est revenu au CHU le lendemain matin, toujours avec la blessure ouverte, il a appris qu'il ne serait opéré que dans l'après-midi. L'opération s'est enfin déroulée dans la nuit et n'a duré que 14 minutes, insiste le patient:

«Je quitte l'hôpital vers une heure du matin. Bilan: 33 heures d'attente entre l'inscription aux urgences et la prise en charge, et ce avec une blessure ouverte.»

Tout en remerciant le professionnalisme des personnels soignants de l'hôpital, il a mis en relief la dégradation du système et la gestion technocratique du CHU «dramatique».

«Une fois admis, le patient est prisonnier du système. Il doit subir une organisation déficiente qui donne peu de place à l'humain au nom d'une pseudo-rentabilité. […] Plutôt que de donner au CHU une belle vitrine, des blocs opératoires supplémentaires ouverts auraient pu faire l'objet d'une expérimentation», a-t-il conclu. sputniknews.com 22.02.2019

Il existe encore des militants pour défendre le socialisme.

Un de mes commentaires, qui portait sur la nature sociale des classes (et du régime) et leurs idéologies, a été plébiscité sur le blog Les Crises.fr, il a notamment donné lieu au commentaire suivant (extrait) :

- "*La théorie de la valeur est essentielle. A noter d'ailleurs que Smith et Ricardo avaient également compris l'adéquation entre le travail humain et la plus value, même si Marx est allé encore plus loin en démontrant que la source de cette plus-value résidait dans la valeur d'usage de la force de travail qui a la faculté de produire une valeur supplémentaire à sa valeur d'échange. Et la valeur d'échange de la force de travail correspond toujours à un temps de travail moyen socialement nécessaire.*"

LVOG - Comme quoi mon intervention se situait bien sur notre terrain de classe. Vous voilà rassurez, non ? Non, je n'y peux rien !

Il y en a qui préfèrent participer aux machinations du pouvoir ou à la propagande officielle destinée à combattre les droits des travailleurs, et il y en a qui préfèrent diffuser les idées du socialisme. Partant de là, effectivement on n'a pas grand chose à voir ensemble ou à se dire...

Un "***bide***" n'est pas forcément sans conséquences. Lesquels ? A suivre !

- Le grand débat est un "bide total", selon Mélenchon - AFP 25 février 2019

"En réalité, 175.000 personnes différentes ont réellement participé. Et 53.000 n'ont répondu qu'à des questionnaires rapides. Si on ne compte que les personnes qui ont fait une contribution "détaillée", c'est 122.000", a-t-il ajouté, soit "1,4% du nombre d'électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle" et quatre fois moins, selon lui, que les "411.000 adhérents" de LREM.

Pour Jean-Luc Mélenchon, "c'est un bide total" parce que "les questionnaires proposés par le gouvernement sur le site internet sont caricaturalement orientés", et que "le libéralisme est la seule option envisagée" à cause de "questions très fermées rédigées par l'Élysée, (qui) ne laissent aucune place aux revendications portées par les "gilets jaunes"." AFP 25 février 2019

Aveu. L'extrême centre et l'extrême droite sont des alliés.

- A trois mois des européennes 2019, le moment "gilets jaunes" est passé - Le HuffPost 26 février 2019

Les macronistes reviennent de loin, les amis de Marine Le Pen aussi. Trois mois après le début de la fronde des gilets jaunes et trois mois avant les élections européennes, la liste de La République En marche et celle du Rassemblement national ont retrouvé leur première place en tête des intentions de vote pour le scrutin du 26 mai prochain, devançant très largement leurs poursuivants au point de résumer la bataille électorale à venir à un duel entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

Depuis, comme le montre notre courbe des sondages réalisés entre cette période et le week-end du 23-24 février, tout est (presque) rentré dans l'ordre. Depuis la fin 2018, les quelque 10 milliards d'euros de concessions aux travailleurs payés aux alentours du Smic, suivis du grand débat annoncé en fin d'année dernière, ont offert une très large fenêtre d'exposition médiatique au président de la République pour asphyxier le climat de contestation politique. Le HuffPost 26 février 2019

LVOG - Là ils se réjouissent un peu tôt...

Quand la parodie de démocratie tourne au grand guignol.

- Y a-t-il eu un million de contributions au grand débat, comme vanté par le gouvernement ? - lemonde.fr 21 février 2019

175 000 y ont réellement contribué.

Contacté par Le Monde, le collège des garants – un collectif d'experts censés « garantir l'indépendance du grand débat » – assure que 243 000 personnes s'étaient inscrites sur le site du grand débat. Parmi elles, 175 000 y ont réellement contribué ; 68 000 personnes se sont inscrites sans avoir, pour l'heure, apporté de contribution.

Au moment de ce pointage (le 17 février - ndlr), la plate-forme avait enregistré 122 309 contributeurs différents. Chacun d'entre eux correspond à un compte unique créé sur le site granddebat.fr. Cela représente l'équivalent de 0,2 % de la population française et de 0,3 % des inscrits sur les listes électorales (47,4 millions en 2017).

Comment le gouvernement parvient-il à comptabiliser un million de contributions ?

Sur la base des données rendues publiques sur data.gouv.fr, nous avons recensé quelque 250 000 contributions, c'est-à-dire des formulaires qui ont donné lieu à des réponses écrites. Pour parvenir au chiffre d'un million de contributions, il faut ajouter les 780 000 réponses aux questions rapides, selon les chiffres affichés sur le site du grand débat. Concrètement, le « million » de contributions mis en avant par le collège des garants du grand débat et le gouvernement correspond donc bien à une réalité.

Cependant, le fait que plus de trois contributions sur quatre soient des réponses aux « questions rapides » relativise l'ampleur du succès dont se vante le gouvernement, ces formulaires demandant assez peu d'implication.

L'examen des 243 000 contributions qui permettent des réponses plus détaillées laisse par ailleurs entrevoir des copies au niveau très variable. Selon nos relevés, plus d'un répondant sur deux (57,6 %) n'a rempli le formulaire correspondant qu'à une seule thématique, sur les quatre proposées. Seuls 12,8 % ont répondu aux quatre.

Par ailleurs, rien n'empêche une même personne de répondre plusieurs fois aux questionnaires détaillés – ce n'est cependant pas le cas pour les questions rapides. Selon notre décompte, on compte autour de 50 000 contributeurs uniques sur chacun des quatre grands thèmes du débat, soit autour de trois à quatre fois moins que pour les questions rapides sur les mêmes thèmes.

En résumé, on peut tout à fait dire qu'il y a eu plus d'un million de contributions au grand débat, mais il faut cependant noter que la plupart d'entre elles restent très succinctes. Sur les quelque 4 millions de réponses aux 72 questions « ouvertes » des différents questionnaires, 1,8 million sont totalement vides et 800 000 comportent moins de 10 mots. 15 % des contributeurs ont

écrit moins de cent mots dans la totalité de leurs contributions. lemonde.fr 21 février 2019

LVOG - 12%, 15%, bref l'électorat de Macron. 0,2 % de la population française et de 0,3 % des inscrits sur les listes électorales, l'équivalent de l'oligarchie.

Si vous le dites.

- Ingrid Levavasseur : chez les Gilets jaunes, «les figures médiatiques sont illégitimes» - Le Parisien 22.02

LVOG - Alors fermez-là ! Ils ne sont pas "*illégitimes*", ils n'ont pas de légitimité, ce qui n'est pas tout à fait pareil, car ils ont la légitimité de parler en leur nom comme tout un chacun, mais pas en notre nom.

Le concept des "***égalités sociétales***" est le point d'achèvement du réformisme : antisocial et plus encore antisocialiste.

Un internaute - "*En effet, c'est ainsi que le combat des inégalités sociales a été remplacé par celui des égalités sociétales en prétextant que ce serait un enjeu de la démocratie alors que c'est un des piliers du néo-libéralisme qui s'exprime: mettre en compétition les peuples et ses diversités pour créer des lignes de fractures sociales (les fameuses minorités) qui devaient provoquer l'implosion au sein des groupes constitués comme un rempart à la violence ultra-libérale comme le socialisme (et non la gauche) ou le syndicalisme. Le tout au motif de "progressisme".*

Nous avons le choix, voir même le devoir, de ne pas nous adapter aux injonctions néo-libérales en refusant d'obéir aux ordres contre notre nature."

LVOG - En fait, vous nous dites que la gauche était compatible avec le néo-libéralisme, l'ultime version idéologique du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant, d'extrême droite. On parle bien de la même gauche immonde qui fut encensée par l'extrême gauche pendant plus 70 ans, n'est-ce pas ? Et après il y en a encore parmi ceux qui se situent à l'extrême gauche qui s'étonnent qu'on en soit arrivé à la situation inextricable actuelle.

Elle est inextricable pour ceux qui refusent de la regarder en face, donc de faire l'inventaire de la lutte de classe des 70 dernières années ou du XXe siècle à nos jours. Elle est inextricable quand on reproduit indéfiniment les mêmes erreurs.

La gauche ne peut que vous donner envie de vomir.

- L'ex-patron de la CGT Thierry Lepaon récompensé par Macron : mediapart.fr 20.02 Mediapart révèle que l'ex-secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon est pressenti pour être coopté à l'Inspection générale de la jeunesse et des sports. Mediapart précise qu'il n'a aucune des qualités pour occuper un tel poste. C'est donc clairement une faveur accordée à un "partenaire" qui a oeuvré à empêcher toute lutte d'ensemble qui menace le pouvoir. mediapart.fr 20.02

- Brexit: le Labour soutient un nouveau référendum - Le HuffPost 26 février 2019

LVOG - L'oligarchie se déchire sur cette question, donc son pendant, la gauche aussi. C'est elle qui est à l'initiative du Brexit, c'est marrant tous gens qui se sont empressés de l'oublier...

Parole d'internaute.

- "*...beaucoup des grands théoriciens du courant néo-libéral (Hayek en particulier) sont issus d'une société qui a aussi vu grandir des gens comme Hitler ou Eichmann. Ce n'est pas qu'un pur hasard. Je suis pour ma part convaincue qu'il y a une profonde affinité conceptuelle entre ces deux courants qui en apparence ce sont construits l'un contre l'autre.*

Cela est en partie lié au contexte culturel et intellectuel de cette société à ce moment-là. Ce serait trop long a détailler dans un commentaire mais beaucoup de recherches ont été publiées qui éclairent ce qui parait à priori comme un paradoxe puisque les néo-liberaux, comme Hayek notamment, prétendaient lutter contre le totalitarisme qu'ils assimilaient au socialisme. (cf: « la route de la servitude »)"

LVOG - En quoi y aurait-il un paradoxe dans le fait que le néolibéralisme et le fascisme soient compatibles ? N'y aurait-il pas une étonnante similitude entre le projet d'Hitler et celui des sionistes ? Y aurait-il un lien entre le nazisme et le néolibéralisme ou le néoconservatisme ? C'est ce que nous allons vérifier maintenant.

Qui a dit ?

- « *Un État construit sur le principe de la pureté de la nation et de la race peut être honoré et respecté par un juif qui affirme son appartenance à ses semblables.* »

Réponse : Le rabbin Joachim Prinz, qui célébrait à Berlin en 1934 les lois raciales allemandes dans son livre Nous, les juifs, et deviendra président de l'American Jewish Congress de 1958 à 1966. (Wir Juden, par Joachim Prinz (1934).)

Quelques données pour comprendre.

- Le néoconservatisme, qui est généralement perçu comme une droite républicaine extrême, est en réalité un mouvement intellectuel né à la fin des années 1960 au sein de la rédaction de la revue mensuelle Commentary , l'organe de presse de l'American Jewish Committee qui a remplacé le Contemporary Jewish Record en 1945. The Forward, le plus ancien quotidien juif américain, écrit dans un article de 2006 : « *S'il y a un mouvement intellectuel en Amérique dont les juifs peuvent revendiquer l'invention, c'est bien le néoconservatisme. Cette pensée horrifiera sans doute la plupart des juifs américains, majoritairement libéraux. Et pourtant c'est un fait qu'en tant que philosophie politique, le néoconservatisme est né parmi les enfants des immigrants juifs et qu'il est actuellement le domaine particulier des petits-enfants de ces immigrants* » [1]. L'apologiste du néoconservatisme Murray Friedman explique cela par la bénéficience inhérente au judaïsme, « *l'idée que les juifs ont été placés sur terre pour un faire un monde meilleur, peut-être même plus sacré* » [2].

[1] « *If there is an intellectual movement in America to whose invention Jews can lay sole claim, neoconservatism is it. It's a thought one imagines most American Jews, overwhelmingly liberal, will find horrifying. And yet it is a fact that as a political philosophy, neoconservatism was born among the children of Jewish immigrants and is now largely the intellectual domain of those immigrants' grandchildren.* » in « *The Neoconservstism Persuasion* », par Gal Beckerman, The Forward, 6 janvier 2006.

[2] « *The idea that Jews have been put on earth to make it a better, perhaps even a holy, place* » in The Neoconservative Revolution : Jewish Intellectuals and the Shaping of Public Policy , par Murray Friedman, Cambridge University Press (2005).

(Source : « Le triple jeu des néoconservateurs », par Laurent Guyénot, Réseau Voltaire, 1er mars 2013, www.voltairenet.org/article177373.html ou

- Le triple jeu des néoconservateurs.

Un extrait de cet article vaut vraiment la peine pour situer précisément le sionisme.

- En 1947-48, le racisme sioniste s'abattra sur les Palestiniens sous la forme d'un nettoyage ethnique qui fit fuir 750 000 d'entre eux, soit plus de la moitié de la population native qui rappelle celui ordonné par Yahvé à l'encontre des Cananéens : « *faire table rase des nations dont Yahvé ton Dieu te donne le pays, les déposséder et habiter leurs villes et leurs maisons* » (Deut 19:1) et, dans les villes qui résistent, « *ne rien laisser subsister de vivant* » (20:16). Pour une communauté comme pour un individu, le problème ne vient pas de se croire l'Élu, mais de se croire élu par un dieu chauvin, raciste et génocidaire.

Le rêve biblique insufflé par Yahvé à son peuple élu, aussi bien dans l'Exode que chez les prophètes, n'est pas seulement un rêve racial et national ; c'est très clairement un rêve impérial. Jérusalem doit devenir le centre rayonnant du monde. On évoque souvent ces vers du deuxième chapitre d'Isaïe comme preuve que le message prophétique est pacifique : « *Ils briseront leurs épées pour en fait des socs, et leurs lances pour en faire des serpes. On ne lèvera plus l'épée nation contre nation, on n'apprendra plus à faire la guerre.* » Mais on omet toujours les vers précédents, qui indiquent que ce temps de paix ne viendra que lorsque « *toutes les nations* » rendront hommage « *à la montagne de Yahvé, à la Maison du Dieu de Jacob* », lorsque Yahvé, depuis son Temple, « *jugera entre les nations.* » Dans certains cercles intellectuels, le sionisme moderne se conçoit encore comme un projet de Nouvel ordre mondial. Jacques Attali se prend ainsi à « imaginer, rêver d'un Jérusalem devenant capitale de la planète qui sera un jour unifiée autour d'un gouvernement mondial. » (« *Le triple jeu des néoconservateurs* », par Laurent Guyénot)

LVOG - Tout est dit ici, n'est-ce pas ? Qui complotent, qui agitent l'argument du complotisme ? Qui se font les chantres du combat contre les théories du complot, etc ? Les mêmes !

Le temple "girondin". Le premier parti de France, un puissant relais du groupe Bilderberg. La franc-maçonnerie, c'est le sionisme laïc.

- Quel est vraiment le poids des francs-maçons sous l'ère Macron? - Challenge 23.02.2019

180.000 membres sont réunis dans une vingtaine d'obédiences, où élus locaux, médecins, petits patrons, avocats, enseignants, policiers et militaires sont surreprésentés.

Quelle est la vraie nature des liens entre Alexandre Benalla, membre de la loge des Chevaliers de l'Espérance à la Grande Loge Nationale Française (GLNF), et le conseiller d'Emmanuel Macron, bientôt exfiltré, Ismaël Emelien, formé à l'école très maçonnique de Stéphane Fouks (tendance Grand Orient), chez Havas? Comment comprendre les pluies de contrats que signe l'ancien garde du corps, son amitié avec l'affairiste Alexandre Djouhri, réfugié à Londres, comme avec Philippe Solomon, qui l'a introduit auprès de plusieurs chefs d'Etats africains francs-maçons? Dans un tout autre registre, pourquoi une telle férocité dans la lutte de pouvoir entre Denis Kessler (Scor) et Thierry Derez (Covéa), qui fait écho à la bataille qu'avait conduite François Pérol pour fusionner les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne et prendre la présidence? Au même titre qu'EDF, les entreprises du BTP, de distribution d'eau et toutes celles qui maillent le territoire, les mutuelles sont des repaires de " frères trois points ". Au siège de BPCE, les bornes directionnelles sont des triangles maçons, selon la volonté de Charles Milhaud, ex-président des Caisses d'Epargne évincé par Pérol, qui est tout sauf franc-maçon ! Et pourquoi les jeux de pouvoir à EDF et à la Caisse des dépôts entretiennent-ils le soupçon ? " Parce que les francs-maçons y ont eu de l'importance ", témoigne un homme de réseaux passé par les deux entreprises, l'ex-journaliste Etienne Bertier, lui-même soupçonné, à tort promet-il, d'être " initié ". Il est aujourd'hui au service du Tchèque Daniel Kretinsky, l'homme qui rachète des pans entiers de la presse française.

Bras de fer dans le business

" Sans verser dans la parano, chaque fois qu'une décision illogique est prise dans le monde des affaires, on peut suspecter qu'il y a solidarité maçonnique ", affirme le conseiller du tout-Paris du business, Alain Minc. Contrairement à une idée reçue, les réseaux maçons ne sont pas une survivance des IIIe et IVe Républiques. Ils se développent au même rythme que le nombre de francs-maçons en France, multiplié par cinq en cinquante ans, pour atteindre aujourd'hui 180 000 membres, réunis dans une vingtaine d'obédiences, où élus locaux, médecins, petits patrons, avocats, enseignants, policiers et militaires sont surreprésentés. La grande majorité est mue par le " besoin de perfectionnement de soi-même, symbolisé par le processus initiatique " si l'on en croit Roger Dachez, président de l'Institut maçonnique de France, membre de la GLNF, obédience déiste. Seuls les esprits mal intentionnés pensent que certains entrent dans ce " système assumé d'entraide " pour obtenir des contrats, favoriser sa carrière, voire faire sauter des PV ou décrocher un rendez-vous chez un spécialiste… Autant de petits arrangements locaux qui, toutefois, portent moins à conséquence que celui des maçons dans le big business.

C'est en 2014, lors de l'éviction d'Henri Proglio de la présidence d'EDF, que Macron a mesuré le poids des frères dans la sphère économique. François Hollande avait exigé de Manuel Valls qu'il avertisse l'intéressé moins d'une demi-heure avant la tenue du conseil des ministres. Pour empêcher son chef de gouvernement, avec Proglio et d'autres, de monter au front. Pris de vitesse, le réseau maçon réclame aussitôt… compensation. Directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian à la Défense, Cédric Lewandowski pousse Proglio pour la présidence de Thales. Hollande cède, contre l'avis de Macron, son ministre de l'Economie, qui en fait un casus belli et oblige Proglio à renoncer. Elu président, Macron prend le mors aux dents lorsqu'il apprend que Lewandowski, adoubé par François Roussely comme futur parrain des réseaux maçons dans le monde des affaires, cherche à être nommé patron de la DGSE. Muté au Quai d'Orsay, Le Drian est prié de se séparer de son directeur de cabinet, renvoyé à EDF. Celui-ci est toujours dans le collimateur : la ministre des Armées, Florence Parly, l'empêche de participer à des colloques organisés à l'Ecole militaire !

Emmanuel Macron n'entend pas céder aux frères trois points, alors que ceux-ci ont beaucoup contribué à son arrivée au pouvoir, avec notamment le soutien de François Patriat, Gérard Collomb et Richard Ferrand. Sa campagne, ni droite ni gauche, cherchait à " réunir ce qui est épars ", un dogme de la loi maçonnique. Sa tenue blanche fermée [séance ouverte à un seul invité non initié] au grand temple de la rue Cadet (Grand Orient) avait été appréciée. Les maçons avaient été séduits par sa jeunesse et la promesse d'un " pacte girondin ", d'une décentralisation heureuse, d'une décrispation générale. Et ils avaient appelé à voter en masse contre Marine Le Pen. La victoire acquise, de nombreux frères, assistant à l'intronisation du nouveau président devant la pyramide du Louvre, ont même cru, à tort qu'il était des leurs, tant l'allusion était évidente…

Ils ont été confortés, après l'élection, par la formation d'un gouvernement très maçon-compatible, avec des frères revendiqués, comme Gérard Collomb, Jean-Yves Le Drian ou Jacques Mézard (nommé le 14 février au Conseil constitutionnel) et des proches : le père d'Edouard Philippe est un éminent maçon, comme celui de Marlène Schiappa. Autres ministres femmes en sympathie avec la mouvance : Muriel Pénicaud et Agnès Buzyn. Quant à Jean-Michel Blanquer, il revendique sa proximité : invité au dîner annuel de la Grande Loge de France, il a souligné ses " convergences avec les valeurs maçonniques ".

Nouvelle donne avec l'Elysée

La désillusion n'en fut que plus brutale pour de nombreux maçons, choqués par les choix verticaux du chef de l'Etat au cours de la première année de son mandat et par son cléricalisme supposé. La rupture s'est approfondie au printemps 2018 quand Macron a prononcé son discours devant le collège des Bernardins dans lequel il a assuré vouloir " réparer " le lien " abîmé " entre l'Eglise et l'Etat. Bronca générale des maçons laïcards. " On attend un président, on entend un sous-curé ", a commenté Jean-Luc Mélenchon, maçon depuis 1985. Le toilettage programmé de la loi de 1905 ajoute aux inquiétudes des frères de toutes obédiences, qui demeurent opposées à l'idée de toucher à ce texte symbolique. Alors que, pour Macron, si l'Etat est laïc, la société ne l'est pas.

Mais les fleurets sont désormais mouchetés. Un frère de rang élevé confie qu'en conduisant Emmanuel Macron à changer de politique, à reprendre langue avec les corps intermédiaires, les " gilets jaunes " lui ont permis de renouer avec les francs-

maçons qui s'étaient éloignés, comme Gérard Collomb et Xavier Bertrand. La " bataille des cathos contre les maçons " n'aura peut-être pas lieu. Un legs de l'héroïque lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, à la fois fervent catholique et franc-maçon revendiqué ? Challenge 23.02.2019

Alors pourquoi ce titre ? Mais parce que ces gens-là n'ont pas d'autre morale ou conviction que leurs intérêts personnels liés à la perpétuer du régime, c'est la seule chose à laquelle ils croient et ils sont attachés, et la pyramide représente celle du pouvoir selon les principes du verticalisme qu'on retrouve dans le fascisme.

Dans ce bas monde on a tendance à confondre et à considérer un peu trop hâtivement que des gens qui s'affrontent seraient forcément des ennemis, alors que très souvent ils sont davantage concurrents et complémentaires. Il existe une multitude d'officines qui oeuvrent au côté des institutions et qui veillent à leur bon fonctionnement, moyennant des contreparties, c'est la moindre des choses. Elles défendent leur pré carré ou leurs privilèges, et quand quelqu'un empiète dessus et menace leur intégrité ou leur bout de gras, elles réagissent parfois violemment et sans prévenir pour déstabiliser leur concurrent et l'inciter à cesser cette guerre fratricide.

L'extrême droite est le frère ennemi de la franc-maçonnerie, pas son ennemi. Leur véritable et unique ennemi, c'est la classe ouvrière et le socialisme. Comment cela, prouvez-le. Immédiatement.

L'accusation d'antisémitisme portée contre les musulmans et le mouvement ouvrier par ceux qui sont au pouvoir est partagée par l'extrême droite comme vous avez pu l'observer, cela devrait vous suffire comme preuve. leur caractérisation d'islamo-gauchiste n'est rien d'autre que le miroir du judéo-maçonnique.

Toute discussion politique est devenue compliquée ou presque impossible, parce qu'on ne parle pas de la même chose.

Elle est faussée du fait que notre interlocuteur ignore ou fait abstraction d'un certain nombre de facteurs ou évènements qui jouent ou ont joué un rôle déterminant. Elle l'est également parce qu'il n'a pas conscience de ne pas avoir de conscience de classe ou elle est mal étayée, ce qui l'amène à emprunter des arguments à l'idéologie qu'il est censé combattre. Il en ressort des contradictions ou une confusion inextricable qui révèlent de graves lacunes, donc pour bien faire il faudrait commencer par là avant de continuer la discussion. Souvent ces lacunes sont si importantes qu'on en arrive à déduire qu'il ne réfléchit pas ou peu, qu'il manque singulièrement de logique, dans ce cas-là cela pose un gros problème, puisque c'est la structure de son mode de penser qui est en cause, bref, c'est comme si nous ne parlions pas la même langue !

On vient d'en avoir un aperçu avec la dernière provocation en date du raciste assumé Finkielkraut. Tous on évoqué un "un acte antisémite", alors qu'il n'y en pas eu, c'est extraordinaire ! Mais aucun ne dira que ceux qui se prétendent juifs ne sont pas des sémites, contrairement à une grande partie des Arabes dont les Palestiniens. L'antisémitisme qu'ils agitent comme un hochet est en réalité une mystification destinée à fonctionner de la même manière que celle qui sert à justifier l'hégémonie de classe des capitalistes, d'une minorité d'exploiteurs face aux Gilets Jaunes, ou face aux Palestiniens qu'ils oppriment et répriment également avec férocité ou cruauté. Pourquoi personne n'a fait le lien et n'en a profité pour renouveler l'appel à lever le blocus de Gaza ?

Macron et les médias-oligarques dictent de quelle manière il fallait aborder ce sujet, et tous à de rares exceptions près s'y plient. Une telle misérable manifestation de servilité de la part du mouvement ouvrier donne une idée assez précise du degré de décomposition ou de corruption de ses dirigeants.

A plusieurs reprises dans le passé j'avais indiqué que les pire antisémites étaient ceux qui le dénoncent, je ne m'étais pas trompé. On aura une pensée pour le peuple palestinien que tous ont abandonné pour l'occasion.

- Quand on interprète la situation, il faut distinguer ce qui appartient au présent, des éléments qui indiquent dans quelle direction elle va évoluer. Or, il est vrai qu'on a tendance à les mêler de telle sorte que le lecteur peut être amené à les confondre. Et du même coup on nous accuse à tort de gauchisme à défaut de faire la part des choses. Dans toute situation apparaissent des signes qui nous permettent de percevoir dans quelle orientation elle s'inscrit. Ceux qui ne les saisissent pas, ne peuvent pas comprendre notre discours et suivre l'évolution de la situation. Les deux étant intimement liés, une analyse qui en fait abstraction sera incomplète, inefficace, inutile, voire incohérente. J'ai sans doute commis l'erreur ou c'est mon principal défaut, de ne pas avoir été suffisamment rigoureux sur ce point très important. Ce n'est pas toujours facile de s'exprimer clairement pour éviter toute méprise et être à la fois concis et précis.

Par exemple quand je traite le régime de Macron de totalitaire, si cela concerne sa manière de traiter certaines questions, cela ne signifie pas pour autant que le totalitarisme se manifesterait dans tous les domaines, sinon je serais privé de ma liberté d'expression ou je serais peut-être déjà privé de liberté tout court, les partis politiques et les syndicats auraient été déclarés hors la loi ou interdits, ce qui n'est pas le cas non plus... En revanche, tout comme avant lui Sarkozy et Hollande, il a manifesté à de nombreuses reprises un penchant soutenu pour les méthodes totalitaires de gouvernance, on peut même ajouter qu'il les revendique, Attali aussi pour les avoir souhaitées et justifiées à haute voix.

Sa dernière sortie sur les syndicats vient de l'illustrer une nouvelle fois. A suivre.

De la mise en oeuvre de mécanismes « ***totalitaires*** » au totalitarisme.

Comme l'explique bien le philosophe américain James Conant :

Tel qu'[Orwell] l'emploie, le terme "totalitarisme" désigne des stratégies (à la fois pratiques et intellectuelles) qui […] sont appelées ainsi parce qu'elles ont pour but de parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains.

Cet usage du terme « totalitaire » est conforme à celui de son inventeur probable, le libéral antifasciste italien Giovanni Amendola qui écrivait en avril 1923 : Le fascisme ne vise pas tant à gouverner l'Italie qu'à monopoliser le contrôle des consciences italiennes. Il ne lui suffit pas de posséder le pouvoir : il veut posséder la conscience privée de tous les citoyens, il veut la « conversion » des Italiens. (L'objet du "grand débat national" et de la prestation hystérique de Macron. C'est sa tête qu'il essaie aussi de sauver ! - LVOG)

L'usage orwellien du terme totalitaire, poursuit Conant, « ne recouvre pas seulement des formes de régimes politiques, mais aussi des types de pratiques et d'institutions plus envahissantes et plus spécifiques (diverses pratiques journalistiques comptent parmi ses exemples favoris). Mais par-dessus tout, Orwell applique ce terme aux idées des intellectuels — et pas seulement à celles qui ont cours dans […] les "pays totalitaires", mais à des idées qui circulent dans tout le monde industriel moderne ». Par conséquent, les mécanismes « totalitaires », en ce sens du mot, sont à l'oeuvre aussi bien dans les régimes typiquement totalitaires que dans les pays qui se réclament du libéralisme.

Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Jean-Jacques Rosat - Collège de France

On n'avait jamais assisté à pareille bassesse.

Jacques a dit, condamnez l'antisémitisme, et tous se sont exécutés en choeur ! Quelle abomination ! Ah la fabrication du consentement fonctionne à merveille, même au niveau de nos dirigeants, à moins que ce ne soit un prétexte pour y participer, c'est pire encore !

Au garde-à-vous, le petit doigt sur la couture du pantalon ! Puisque dorénavant l'antisémitisme et l'antisionisme sont synonymes, dénoncer l'antisémitisme revient à soutenir le sionisme, on est bien d'accord, donc les voilà qui jurent tous allégeance aux sionistes par crainte d'être accusés d'antisémitisme, ce n'est pas cela qui permettra de relever le mouvement ouvrier des bas-fonds de l'opportunisme le plus misérable où il est tombé, honte à nos dirigeants !

Il aura suffit d'une provocation médiatisée qui tint toutes ses promesses, et de chiffres tout droit sortis du chapeau de ceux qui passent leur temps à trafiquer la réalité pour que tous déclarent en choeur leur flamme à l'antisémitisme. Comme si en combattant quotidiennement au côté de tous les peuples exploités et opprimés de la planète pour exiger que leurs droits et leurs besoins soient satisfaits sans distinction de race, de religion, de philosophie, cela ne suffisait pas, et en plus il faudrait justifier notre engagement politique devant le tribunal de l'inquisition de l'extrême droite sioniste ou le Crif devant lesquels Macron se prosterne, et puis quoi encore. Sans parler que ces tyrans ont annoncé

Qui a oublié que le mouvement ouvrier, le PC et la SFIO ont été procolonialistes et que le sionisme est une entreprise coloniale ?

La Tribune des travailleurs (POID) - Le mouvement ouvrier a toujours condamné et combattu l'antisémitisme.

Extrait - Le mouvement ouvrier a toujours condamné et combattu l'antisémitisme, comme toutes les manifestations et tous les actes visant à discriminer, ostraciser, réprimer ou persécuter des individus ou des groupes au motif de leur religion, de leur origine, de leur nationalité, de la couleur de leur peau, de leur sexe ou de leur mode de vie.

LVOG - Il y en a ainsi qui passent leur temps à réécrire l'histoire. Quelle crédibilité devrait-on leur accorder ? Aucune sous peine d'être manipulé.

Un contre 220 : La démocratie a été respectée !

- Un adolescent abattu par l'armée israélienne dans la bande de Gaza - Reuters 23 février 2019

L'armée israélienne a abattu un adolescent et blessé une quarantaine d'autres Palestiniens qui participaient à une manifestation vendredi dans la bande de Gaza, ont annoncé les services médicaux.

L'armée dit avoir riposté à des jets de grenades et d'objets explosifs en direction du territoire israélien.

Plus de 220 Palestiniens ont été tués par des soldats israéliens depuis le début des manifestations hebdomadaires en faveur du droit au retour des réfugiés, en mars 2018, et des milliers d'autres blessés.

Côté israélien, un soldat a été abattu par un tireur palestinien. Reuters 23 février 2019

La question qui tue les opportunistes.

Il n'est venu à l'esprit de personne que ces "*actes antisémites*" pouvaient facilement être réalisés par les hommes de main de ceux qui au pouvoir les dénoncent, que les discours en boucle sur ce sujet étaient destinés à exciter les fachos pour les pousser à passer à l'acte c'est vraiment pitoyable, quelle médiocrité intellectuelle ou servilité !

- Actes antisémites: un pourcentage est-il une information ? Par Jérôme Latta - Le Blog Mediapart 14-02-2019

Ce contexte a certainement contribué à la teneur de la médiatisation du pourcentage. Les titres des sites d'information en ligne mobilisent en effet deux angles principaux : cette « augmentation de 74% » des actes antisémites (le ministre avait dit : « L'antisémitisme a augmenté de 74% ») ; sa traduction en « explosion » (France Info, Paris Match, Les Échos, RMC, Huffington Post, France Culture, La Croix, L'Express, LCI, Europe 1, Euronews, etc.).

Si le corps de nombreux articles apporte des éléments de compréhension, d'autres s'inscrivent dans un registre très dramatisant – soutenu par les citations de membres du gouvernement, d'associations et de diverses personnalités.

Cette variation tend d'abord à occulter le chiffre en valeur absolue, que l'on peine parfois à trouver dans les retombées. Soit 541. On peut d'abord estimer, même si cela mérite débat, que relativement à une population de 67 millions d'habitants, les faits concernés sont (intolérables mais) marginaux [1]. On doit surtout affirmer que la variation de ce chiffre d'une année à l'autre est d'une portée très limitée, potentiellement trompeuse.

De fait, l'examen de cette donnée depuis l'année 2000 indique que :

– ses variations annuelles sont très importantes ;
– le chiffre a été plus élevé 9 fois (sur 19) ;
– le chiffre 2018 est en dessous de la moyenne (574) ;
– il est très en deçà des niveaux de 2014 (851) et 2015 (800).

Dès lors, parler de « déferlante » (RFI) et d'« explosion », donner à l'information une portée générale et le caractère d'une irrésistible progression (éditorial du Monde) constitue une présentation problématique. Le Blog Mediapart 14-02-2019

Commentaires d'internautes.

1- "*Énorme.*

Il s'agit donc bien d une énorme opération de propagande massive afin de mettre la liberté d expression sous le boisseau.

On s'en doutait un peu.

On le sentait.

Mais là c'est transparent.

D'ailleurs les tags antisémites qui ont accompagnés le mouvement sont plus que louches : Disons que cela arrivait à point nommé pour soutenir l'opération.

Tais toi : complotiste ! Antisémite!"

2- "*La déclaration de Castaner s'inscrit dans la* "séquence" *de 10 jours précédent les déclaration de Macron au Crif :*

Acte 1 - 9/02, Griveaux hurle à l'antisémitisme des GJ's suite à un tag sur une vitrine à Paris : mensonge.

Acte 2 - 11/02, Castaner annonce que « les actes antisémites ont bondi de 74 % en France en 2018 »*. Certes, les actes antisémites sont passés de 311 en 2017 à 541 en 2018, soit une hausse sur un an de 74% mais mais la moyenne depuis 2000 est de 574 et depuis 2010 de 526.*

Acte 3 -16/02, Griveaux hurle à l'anti.sémi.tisme des GJ's suite à une insulte anti.sémi.te, "sale juif"*, soi-disant proférée contre Alain Finkielkraut : mensonge.*

Acte 4 - 18/02, le groupe d'étude "antisémitisme" *de l'Assemblée Nationale annonce déposer le 19/02 une résolution ou un projet de loi visant à assimiler des propos anti.sionistes aux propos antisémites et les faire condamner pénalement.*

Acte 5 - 19/02, 80 tombes dans un cimetière juif à Strasbourg sont retrouvées profanées.

Acte 6 -19/02, une marche contre l'antisémitisme est organisée à l'initiative de 14 partis politiques.

Acte 7 - 20/02 Macron se rend au dîner du Crif – Conseil Représentatif des Institutions Juives de France – et y prononce un discours dans lequel il annonce, notamment, que l'Etat français va adopter la définition de l'IHRA de l'antisémitisme et que la France va reconnaître l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme."

- Lutte ouvrière - Antisionisme et antisémitisme : un amalgame à combattre - 20 Février 2019

Extrait.

Il faut rappeler que le sionisme, la doctrine fondée en Europe par Theodor Herzl en 1897, réclamant la création d'un foyer national juif, fut très longtemps rejeté par l'immense majorité des Juifs eux-mêmes. Les Juifs vivant en Europe n'aspiraient pas à construire un État spécifique mais à vivre sans ostracisme ni oppression dans les pays où ils étaient nés. Parmi le prolétariat juif particulièrement opprimé d'Europe orientale ou de Russie tsariste, la perspective d'une révolution sociale au côté de l'ensemble des exploités, portée par diverses organisations socialistes, l'emportait largement sur le sionisme.

Les dirigeants du Crif, le Conseil représentatif des institutions juives de France, une organisation proche de la droite sioniste, ne ratent pas une occasion de stigmatiser l'antisionisme qu'ils qualifient d'idée rouge-brune, assimilant l'extrême droite et l'extrême gauche.

Ils trouvent régulièrement le soutien de dirigeants politiques au pouvoir. Valls, Premier ministre, avait évoqué en 2016 lors du dîner annuel du Crif : « L'antisionisme, c'est-à-dire tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël. » Macron, recevant Netanyahou à l'Élysée en juillet 2017, avait affirmé : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est LA forme réinventée de l'antisémitisme .»

Après les insultes proférées le 16 février contre Finkielkraut, le député LREM Sylvain Maillard a remis le couvert. Il voudrait proposer une loi transformant l'antisionisme en délit, au même titre que l'antisémitisme. (...)

Le sionisme fut encouragé et utilisé par la Grande-Bretagne puis les États-Unis pour imposer leur domination au Moyen-Orient, en s'ap-puyant sur la minorité juive -contre la majorité arabe. Cependant, même après le génocide perpétré par les nazis, la majorité des Juifs survivants aspiraient à émigrer aux États-Unis plutôt qu'en Palestine, et ne s'installèrent dans le futur Israël que parce que l'ensemble des puissances occidentales les rejetaient.

Lors de la fondation d'Israël, en 1948, les partis sionistes imposèrent leur politique, par les armes, en chassant les Palestiniens des territoires où ils vivaient depuis des siècles. Le choix de bâtir un État donnant des droits à une seule communauté, au mépris des autres, était pourtant loin d'être partagé par tous les Juifs de Palestine. Les sionistes l'imposèrent, au nom d'une religion que tous étaient loin de pratiquer, creusant au fil du temps un fossé de sang entre les Palestiniens et les Israéliens, transformant ces derniers en geôliers de tout un peuple.

Malgré les pressions et la politique du fait accompli, il reste aujourd'hui en Israël de nombreux opposants à la politique sioniste des gouvernements successifs, eux-mêmes étant parfois qualifiés d'antisémites !

Qu'ils vivent en France, en Israël ou n'importe où sur la planète, qu'ils soient athées, juifs, musulmans ou autres, les travailleurs n'ont ni patrie ni communauté à défendre, mais des intérêts de classe à mettre en avant. Et être internationaliste signifie être opposé à tout nationalisme, le nationalisme sioniste y compris. Lutte ouvrière 20.02

Effectivement, Finkielkraut est antisémite (tout comme ses semblables ou ses soutiens).

- L’agresseur de Finkielkraut convoqué devant le tribunal le 22 mai - Reuters 21 février 2019

L'homme placé en garde à vue mardi pour avoir agressé verbalement le philosophe Alain Finkielkraut lors d'une manifestation des "Gilets jaunes" samedi dernier sera jugé le 22 mai prochain devant le tribunal correctionnel de Paris, a-t-on appris jeudi de source judiciaire.

Sa garde à vue a été levée et il a quitté le commissariat de Mulhouse, où il s'était rendu de lui-même, sans faire de déclaration. Il sera jugé pour injure publique en raison de l'origine, l'ethnie, la nation, la race ou la religion.

Benjamin W., un français de 36 ans converti à l’islam, la religion de son père algérien, apparaît sur une vidéo parmi un groupe de personnes qui insultent l’académicien, lui-même le traitant de "haineux", de "sioniste" et de "grosse merde".

Son avocat a indiqué qu'il n’était pas motivé par l’antisémitisme lors de cet incident qui a eu lieu à Paris

"Dans ce dossier, il n’y a rien qui permettrait de qualifier les propos de M. W. de propos antisémites", a dit à Reuters Me André Chamy, connu comme avocat de la CGT et de la CFDT à Mulhouse et pour avoir fait partie du collectif de défenseurs de l’ex-président irakien Saddam Hussein en 2005-2006.

"Ce dossier est monté de toutes pièces pour faire plaisir à M. Finkielkraut et appuyer une mouvance actuelle de lutte contre l’antisémitisme qui est un combat tout à fait respectable mais qui n’a rien à voir avec M. W.", a-t-il ajouté.

Pour l’avocat franco-libanais, les propos prêtés à son client, un père de cinq enfants qui tient une boutique de téléphonie à Mulhouse, ne sont que des "insultes".

"M. Finkielkraut se revendique comme sioniste. Qu’il ne nous embête pas à impliquer sa propre communauté dans cette histoire-là. Ce sont les propos politiques de M. Finkielkraut, connus de tous, qui ont été visés", ajoute-t-il.

L’avocat souligne que Benjamin W., également connu sous le prénom de Souleiman, n’a pas employé à l’encontre de l’universitaire l’injonction "Rentre chez toi" proférée par certains des individus autour de lui.

"Il l’a même traité d’antisémite parce que mon client considère que le combat sioniste mené par M. Finkielkraut est contre-productif pour la communauté juive", a-t-il ajouté.

Me Chamy conteste également que son client, auquel la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, prêtait mercredi une pratique "salafiste" de l’islam, soit un fondamentaliste ou un individu radicalisé.

"Il a eu une sorte de retour à la racine parce qu’il a découvert que son père était d’origine arabe-musulmane. Il a renoué avec la religion musulmane, il a été approché par des religieux musulmans, ça a duré deux ans et depuis 2003, il n’a plus eu de contact avec un quelconque mouvement musulman", a-t-il expliqué.

Me Chamy a par ailleurs affirmé faire l’objet de menaces de morts sur les réseaux sociaux depuis qu’il avait accepté de défendre Benjamin W. Reuters 21 février 2019

- Antisémitisme: "Nous allons adopter une résolution" sur l'antisionisme (Guerini, LREM) - AFP 21 février 2019

"Nous allons adopter une résolution qui a été adoptée aussi au niveau européen, qui reconnaît l'antisionisme comme une forme déguisée d'antisémitisme", a expliqué jeudi sur Radio Classique Stanislas Guerini.

"Il y aura la reconnaissance qui sera faite, les juges pourront s'en emparer, il n'y a pas besoin de modifier le code pénal pour cela", a-t-il précisé.

"Cela ne veut pas dire que l'on ne pourra pas demain, critiquer la politique de l'Etat d'Israël", a aussi assuré le délégué général de la République en marche.

Le député RN Gilbert Collard a dénoncé ce choix de l'exécutif et de la majorité. "Le texte pénalisant l'antisionisme ne sera pas contraignant. De la parole aux actes, il y a un pas de courage que Macron ne veut pas franchir: encore et toujours le "en même temps". Et pendant ce temps l'antisémitisme continue", a-t-il critiqué sur Twitter. (Merci monsieur Collard d'avoir confirmé que RN était le meilleur allié de LREM, de Macron et du sionisme. - LVOG)

"L'antisionisme aujourd'hui constitue le visage dissimulé de l'antisémitisme", a pour sa part estimé le député Eric Ciotti (LR), qui salue cette décision mais estime "personnellement" qu'"une résolution ne suffira pas" et demande "une traduction législative".

"L'antisionisme, notamment celui qui se développe dans les milieux d'extrême gauche, celui qui est porté par les milieux islamistes également (...) est aujourd'hui profondément antisémite", a-t-il réaffirmé lors d'une conférence de presse. AFP 21 février 2019

LVOG - Ils ne visent pas "les milieux d'extrême gauche", mais davantage les opposants à l'existence d'Israël et la classe ouvrière qui subit la même politique en France ou en Israël.

Ukraine: une croix gammée géante orne un centre commercial - editoweb.eu 20.02

Un centre commercial en Ukraine, situé dans une rue portant le nom d'un collaborateur des nazis (Stepan Bandera), a décoré un escalier avec une grande croix gammée. Bienvenue dans ce pays où le communisme est interdit

Ukraine (démocratique) : Une croix gammée géante orne un escalier d'un centre commercial

Il ne s'agit pas d'un fake, ni d'un montage venue de Russie et visant à perturber les élections présidentielles à venir.

Bienvenue dans l'Ukraine démocratique issue de la grande révolution "citoyenne" nommée EuroMaïdan. Le centre commercial Horodok, situé sur l'avenue Stepan Bandera à Kiev (ex-Avenue de Moscou) a décidé de décorer son escalier central d'une croix gammée, semblable au drapeau de l'Allemagne nazie.

Dans cette Ukraine désormais démocratique et libre depuis cette belle révolution "citoyenne" que fut EuroMaïdan, on peut afficher des symboles nazies et se balader dans des avenues qui portent le nom de collaborateurs des nazis, comme Stepan Bandera, qui en plus de fournir des combattants à la SS, fera massacrer des juifs, notamment du côté de Lvov (du 30 juin au 5 juillet 1941). editoweb.eu 20.02

LVOG - La croix gammée est bien l'emblème d'EuroMaïdan...

- Gilets Jaunes et antisémitisme : l'éternel procès - ujfp.org

Alain Finkielkraut a été pris à partie par des Gilets Jaunes lors de l'acte XIV, à Paris. Sa propension notable à être insulté dans l'espace public n'ont dissuadé ni le principal intéressé, ni les médias de masse d'en conclure que notre mouvement est gangrené par l'antisémitisme.

Samedi 16 février à Paris, Alain Finkielkraut, délaissant un instant les plateaux TV, décida dans un moment d'égarement d'aller observer de près l'acte XIV des Gilets Jaunes. Comme chacun sait désormais, il fut insulté et chassé par les manifestants dont la neutralité politique n'était pas à l'épreuve d'un tel voisinage. Voici les faits. On y voit Alain Finkielkraut qualifié tour à tour de « sioniste », de « raciste », de « haineux » et de « grosse merde », le tout agrémenté de références à la Palestine et à la « France d'en bas ».

Les Gilets Jaunes, à l'image de la société

Il n'en fallait pas plus pour susciter un regain d'intérêt immédiat des médias pour notre mouvement, décidément gangrené par l'antisémitisme selon eux. Puisque nous voilà comme chaque semaine sur le banc des accusés, nous allons mettre les choses au clair.

Nous sommes un mouvement à l'image de la société avec toutes les sensibilités et contradictions qui la traversent. Malheureusement, le racisme, le sexisme et l'homophobie n'y font pas exception.

Il serait ridicule d'imaginer qu'un mouvement d'une telle ampleur puisse être miraculeusement épargné par des maux qui infusent largement la société française ; à commencer par nos contempteurs, qu'il s'agisse des médias, du gouvernement ou des élites. Alain Finkielkraut en témoigne à lui seul brillamment !

Cependant, chez les Gilets Jaunes, les comportements haineux sont courageusement et collectivement combattus. Si bien qu'après avoir été voués au poujadisme et à diverses récupérations d'extrême droite contre les migrants, les juifs ou le mariage pour tous, nous avons beaucoup déçu les commentateurs en ne portant que des revendications d'ordre social et démocratique pour tous.

Le détournement médiatique de faits et la manipulation de l'opinion publique pour nous discréditer systématiquement ne sont

pas acceptables !

Nos procureurs : des pompiers pyromanes

Cela n'empêche pas nos procureurs de saisir la première perche tendue pour en remettre une couche, qu'il s'agisse d'un tag antisémite réalisé la veille d'une manifestation (qu'importe, il nous sera tout de même attribué !), ou d'un bourgeois réactionnaire, méprisant et raciste conspué par la foule.

Si encore nous avions affaire à des procureurs zélés d'une intégrité irréprochable, sévères mais justes… Ces mêmes médias qui nous accablent sont les porte-voix permanents des Zemmour et des Finkielkraut ! Ces mêmes politiciens qui nous condamnent banalisent avec un opportunisme inépuisable les discours jadis cantonnés à l'extrême droite, celle là même à laquelle ils tentent de nous réduire avec tant d'effort !

Reprenons à notre compte le raisonnement qui nous est infligé. Devons nous à notre tour déduire de l'affaire de la « Ligue du LoL » que la sphère médiatique est un repère de harceleurs sexistes et antisémites ? Et dans ce cas, que dire de la sphère politique ?

Et puisque notre inculpation porte aujourd'hui sur Finkielkraut, faut-il rappeler le tombereau de sorties racistes et insultantes, de l'ancien « l'équipe nationale est aujourd'hui black-black-black, ce qui en fait la risée de toute l'Europe » au récent « les non-souchiens brillaient par leur absence [aux funérailles de Jonnhy] » ?

Propos qui sont loin de rebuter la sphère médiatique, qui l'invite avec constance à poursuivre ses méfaits de plateaux TV en plateaux radio !

Pour revenir aux faits, la critique du sionisme et de la politique menée par l'État d'Israël ne font pas partie des revendications portées par notre mouvement, et chaque Gilet Jaune est libre d'avoir son opinion à titre individuel sur ces sujets. Mais tant qu'Alain Finkielkraut continuera à répandre son mépris de classe et ses préjugés racistes et insultants dans les médias, il ne devra pas s'attendre à être reçu courtoisement par le « petit peuple ».

Le racisme structurel : une violence d'État

Demain comme hier, nous serons vigilants pour combattre tout noyautage, toute dérive raciste et toute discrimination au sein de notre mouvement.

Le procès ridicule que nous font les amis de Finkielkraut et la fracture sociale béante qu'il exprime ne nous y aident pas ; nous préférons faire nôtres les mots de l'appel de l'Union Juive Française pour la Paix à manifester mardi 19 février contre les actes antisémites et leur instrumentalisation : « C'est bien le gouvernement qui, récemment, entreprenait de réhabiliter le Maréchal Pétain, chef du régime collaborationniste de Vichy. C'est bien cette même classe politique qui trouvait si peu à redire des hommages rendus à Maurras ou à Céline, écrivains violemment antisémites. Le sommet du cynisme est atteint lorsque, déjà, nous pouvons percevoir le glissement dangereux consistant à attribuer la montée de l'antisémitisme au « communautarisme musulman »[…]. Le racisme structurel n'est ni le fait des Gilets jaunes, ni le fait des minorités. Il est celui de l'État qui organise une société inégalitaire et violente. »

Nous encourageons donc tous les Gilets Jaunes qui en ont la possibilité à se joindre à l'UJFP mardi 19 février à 19h au métro Ménilmontant à Paris, pour combattre du même coup l'antisémitisme et ceux qui se cachent derrière. ujfp.org

- Antifascisme, antiracisme, antisionisme. Même combat! - npaherault.blogspot.com 21 février 2019
21 février 2019

Être antifasciste, c'est obligatoirement être antiraciste.

Être antiraciste, ça implique de combattre les états qui pratiquent le racisme et l'apartheid...

C'est donc être antisioniste !

Point de vue.

Eh oui ! C'est parti ! Parce que ce grand provocateur de Finkielkraut (défenseur revendiqué de l'état d'Israël et du sionisme) se fait insulter en marge d'une manifestation, voici que montent au créneau tous nos pseudo-antiracistes qui s'accommodent si bien du sort des Palestiniens en Israël et les territoires occupés. Et voici de nouveau l'antisionisme malhonnêtement assimilé à... l'antisémitisme. Comme si le fait de mettre dans le même sac toutes celles et tous ceux que l'on décide de considérer comme "Juifs" et de leur imposer comme leur un pays dans lequel ils n'ont jamais vécu ne revenait pas à les mettre à part du reste

de la population, les forcer à avoir un statut particulier, celui de défenseurs attitrés de l'état d'Israël, destinés tôt ou tard à partir s'installer dans ces lointaines contrées que l'on prétend être la patrie de leurs ancêtres. Racisme donc, au départ, dans cette mise à l'écart d'une partie de la population. Rien que combattre cette idéologie, c'est déjà faire preuve d'antiracisme. Et quand on sait à quel prix pour la population locale s'est faite cette installation artificielle, et ce qu'elle coûte depuis 70 ans au peuple palestinien, il faut vraiment avoir l'esprit tordu pour voir dans le fait de la combattre un acte raciste... antisémite !

Et puis, dans le grand concert orchestré pour dénoncer l'antisionisme, on oublie volontairement de parler des... Juifs antisionistes. Pourtant, ça existe, et pas qu'un peu, en France, en Europe, aux États Unis (voir ci-dessous le communiqué de l'Union des Juifs de France pour la Paix). Qui sont-ils, qui sont-elles pour nos ardents défenseurs d'Israël ? Des imbéciles qui n'ont rien compris (quel mépris !) ? Des traîtres ? Traîtres à quoi ? Et si c'étaient tout simplement des humains, des citoyens simplement antiracistes, révoltés par les injustice qui ne veulent pas voir leur appartenance à l'histoire juive salie par les exactions du sionisme ?

Il est grand temps de clamer haut et fort que combattre le racisme, combattre l'antisémitisme, c'est être antisioniste. npaherault.blogspot.com 21 février 2019

- Insultes envers Alain Finkielkraut: ma réponse aux calomnies - Le HuffPost: 21.02

Thomas Guénolé, coresponsable de l'école de la France insoumise, politologue et essayiste.

À présent, j'estime nécessaire de défendre mon honneur en remettant certaines pendules à l'heure. Ceci, d'autant plus vigoureusement qu'être accusé d'"ambiguïté", alors que mon engagement contre l'antisémitisme a toujours été indiscutablement radical, m'inflige une blessure très profonde.

Dans mon tweet ayant fait polémique, j'ai condamné les insultes envers Alain Finkielkraut. "L'insulter est condamnable": les mots ont un sens. Condamner, c'est condamner. Il est donc factuellement faux, comme divers porte-paroles macronistes et éditorialistes l'ont fait, de me prêter la moindre ambiguïté.

Par ailleurs, si les calomnies de ces derniers jours me sont une blessure profonde, c'est parce que mon engagement contre l'antisémitisme a toujours été radical et inexorable.

En d'autres termes, puisque mon combat contre l'antisémitisme a toujours été radical et inexorable, m'accuser de la moindre ambiguïté est un mensonge ignoble. Le HuffPost 21.02

LVOG - Mise au point.

LFI ou le PG ne sont pas issues de la classe ouvrière, sans la résonnante médiatique ils n'auraient pas existé ou seraient demeurés au stade de micro-organisations dont personne n'entendrait parler. Du coup, ils se retrouvent liés à leurs créateurs et leur doivent des comptes, qui plus est quand ils continuent généreusement de leur offrir gratuitement des tribunes pour s'exprimer, privilèges qui ne sera jamais donné à des partis comme le POI ou le POID par exemple, qui sont bannis de l'espace médiatique.

Nous, nous n'avons aucun compte à rendre aux médias ou à monsieur Finkielkraut, donc en aucun cas nous nous adresserons à eux, nous nous adressons uniquement aux travailleurs et aux militants du mouvement ouvrier, à notre camp.

Le sort des médias et de monsieur Finkielkraut et ses semblables nous laisse totalement indifférent. Tout ce qui peut leur arriver est le produit de l'idéologie qu'ils partagent et que nous combattons, qu'ils en assument ou non les conséquences ne nous concernent pas.

Nous nous situons exclusivement sur le terrain de la lutte de classe, à ce titre notre combat contre toute forme de discrimination, de communautarisme à caractère identitaire est subordonné à celui que l'on mène pour en finir avec le capitalisme, et tous les masques idéologiques qu'il peut revêtir pour détourner les travailleurs et militants de ce combat politique indispensable.

Cela étant précisé, chacun admettra qu'il serait totalement inutile, désuet, ridicule d'adresser ce discours à monsieur Finkielkraut ou aux médias-oligarques. En cherchant à entraîner ces gens-là sur leur terrain, ils révèlent qu'en réalité c'est sur leur propre terrain qu'ils se situent ou qu'ils partagent bien la même idéologie, car sachant que monsieur Finkielkraut ou les médias-oligarques n'adopteront jamais celle de la classe ouvrière, c'est bien l'idéologie du capitalisme qu'ils ont en commun.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que Mélenchon et consorts, ne peuvent pas s'adresser à Macron, aux médias, en appeler aux représentants de différentes institutions, sans leur reconnaître des qualités ou des vertus, des valeurs ou des principes qu'en réalité ils ne possèdent pas ou pire, qu'ils s'emploient à piétiner quotidiennement, ce qui revient finalement à admettre qu'ils partagent la même idéologie et qu'ils recourent à une escroquerie quand ils affirment le contraire, ce que ni les un ni les

autres ne peuvent dénoncer sous peine de se démasquer.

Privilégier ce qu'ils auraient en commun n'est pas anodin, car c'est minimiser ou faire passer au second plan ce qui est censé les opposer, et c'est seulement parce qu'ils partagent la même idéologie (du capitalisme), que cet exercice est rendu possible, c'est logique et rien de plus. Ce qu'ils font passer à la trappe, c'est la lutte de classes au profit de la collaboration de classes, car c'est ce qui caractérise cet exercice en dernière analyse. Et la collaboration de classes est la négation de la conscience de classe, d'où la nécessité de combattre toutes ses manifestations.

Moi, je suis un ouvrier, mon père était menuisier en bâtiment, donc je pense comme un ouvrier, certes, qui a un peu appris à réfléchir, mais cela ne change rien. Pour moi la question du sionisme est très simple. Le sionisme correspond à une entreprise coloniale et à l'instauration d'un Etat, l'Etat d'Israël ou l'Etat Juif, sur les cendre de l'Etat palestinien, une fois la population indigène chassée de ses terres et de ses habitations, de son pays. Et je me moque de savoir s'il existerait des sionismes de droite ou de gauche ou que les juifs ont été persécutés dans le passé, puisqu'à l'origine le sionisme est illégitime et le demeurera aussi longtemps que l'Etat d'Israël existera, donc il doit disparaître. Aucun argument ne peut justifier le sionisme. A moins qu'on puisse justifier le fait de s'emparer du bien d'autrui et de le réduire en esclavage, ce que seul peut faire le capitalisme, coïncidence qui n'en est pas une puisque le sionisme a un fondement colonial, impérialiste.

La population qui a été chassée de ses terres ou qui a été conduite à s'exiler était essentiellement composée de paysans et d'ouvriers, de travailleurs, voilà pour la nature de classe du sionisme, anti-ouvrière.

On nous rebat les oreilles avec une théorie dite du remplacement qui serait de droite ou d'extrême droite, mais force est de constater que les sionismes l'ont appliquée en Palestine, avec l'aide des monarchies du nord de l'Europe, l'Allemagne nazi et l'oligarchie anglo-saxonne, sans que cela gêne le moins du monde ceux qui dénoncent cette théorie, normal puisqu'ils partagent la même idéologie ou figurent dans le même camp des oppresseurs.

Quant à l'antisémitisme, il a donné lieu à tellement d'interprétations, qu'on ne sait plus très bien à laquelle chaque intervenant fait référence, parfois ils ne le savent même pas eux-mêmes, tellement leurs intentions inavouables sont tordues ou pourries, condamnables.

A partir du moment où l'on privilégie des critères qui permettent d'établir des distinctions entre les membres de la société autres que ceux rappelant leur appartenance à une classe sociale déterminée, on établit des discriminations entre eux ou on sombre dans le communautarisme à des fins politiques. Et on notera qu'à chaque fois que l'antisémitisme refait surface dans un pays, au même moment ses gouvernants font face à une grave crise économique ou politique qui menace leur régime ou sa stabilité, et ce sont eux qui l'instrumentalisent. Là non plus, il ne s'agit pas d'une coïncidence. Par sa nature et son contenu, cette instrumentalisation est évidemment anti-républicaine et antidémocratique.

On remarquera également, que chaque fois la minorité au pouvoir se sert d'une minorité victime d'actes commis par une minorité, actes au demeurant minoritaires par rapports à tous les actes violents commis dans un pays, pour accuser ou stigmatiser la majorité de la population qui en serait responsable, alors qu'elle n'est pas concernée, en revanche elle est directement concernée par les conséquences de la crise économique dont la minorité détenant le pouvoir est l'unique responsable.

Il s'agit donc d'une opération consistant à effectuer un transfert de responsabilité (de charge, d'accusation) de la situation entre les représentants du capitalisme, le chef d'Etat, son gouvernement, les institutions, les capitalistes, vers l'immense masse de la population composée d'exploités et d'opprimés, elle sert donc à soulager le régime de la pression politique qui pèse sur lui, voilà pour sa signification politique.

Le sionisme est au judaïsme, ce que le wahhabisme ou le salafisme est à l'islam, une idéologie politique destinée à maintenir ou assurer la suprématie de l'oligarchie financière anglo-saxonne issue des banquiers de Hanove du XVIIe siècle. La religion lui sert d'alibi, de couverture, de caution morale, alors que ses membres les plus imminents sont athées, même lorsqu'ils revendiquent une religion, catholique, protestante ou jadaïque.

- Contre le sionisme, pour la souveraineté des peuples. - lemediapresse.fr 23 février 2019

Ramzi Kebaïli, membre des Citoyens souverains et patron du blog Nation inclusive.

Il devient aujourd'hui de plus en plus difficile de se revendiquer antisioniste, et la situation va s'empirer avec la nouvelle définition de l'antisémitisme adoptée par l'Union européenne et bientôt par la France, qui inclut mensongèrement des formes d'antisionisme. Mais qu'est-ce que l'antisionisme, et pourquoi le combat pour la Palestine est-il si important à nos yeux ? Quelques éléments pour répondre aux critiques qui nous sont habituellement adressées, que je vous invite à venir discuter le vendredi 22 février lors de la soirée organisée par Montreuil Palestine : Cessons le soutien européen à Israël !

Ce qu'est l'antisionisme

Tout d'abord, soyons clairs sur le fait que l'antisionisme ne se limite pas à la seule critique des gouvernements israéliens. Nous remettons également en cause le principe même d'un « État juif » en Palestine que nous considérons comme définissant une ethnocratie. En ce sens, l'adoption de la définition IHRA de l'antisémitisme constituerait bel et bien une criminalisation de l'antisionisme, même si certains de ses promoteurs prétendent le contraire. Afin de mieux faire comprendre notre position, décrivons la situation sans faire référence au judaïsme : un groupe A a décidé de fonder un « État des A » sur une terre où vivaient déjà de nombreux non-A, qui se sont retrouvés colonisés ou expulsés de leur terre. Peu importe donc l'identité des uns et des autres, c'est cette injustice fondamentale qui nous révulse. Il y a en fait deux possibilités : soit le groupe A veut former un État des A sur une terre vide. Soit le groupe A veut s'installer sur une terre déjà occupée, et alors il doit s'intégrer aux populations sur place. Il est d'ailleurs important de rappeler que la résolution de l'ONU de 1947, qui prévoyait la création d'un État où les juifs auraient le droit de s'installer, était conditionnée au respect des droits des populations autochtones. Idem dans la Déclaration Balfour de 1917 : il s'agissait d'une condition sine qua non à toute émigration en Palestine. Cette condition ne fut jamais réalisée, ce qui rend donc caduque toute légitimité à Israël, sans même avoir à parler de tous les crimes commis depuis 1948 – qui s'expliquent finalement par la crainte qu'en cas de paix, les 800 000 Palestinien·ne·s expulsés lors de la Nakba rentrent dans leur foyer.

Avec leurs enfants, on compte aujourd'hui officiellement plus de 5 millions de réfugié·e·s, qui d'après les résolutions 242 et 3236 de l'ONU disposent d'un droit inaliénable à retourner chez eux. Le simple fait de leur refuser ce droit chez eux constitue un crime « d'apartheid » selon les normes de l'ONU, et donc un crime contre l'humanité. Comme le rappelle Scott Leckie du COHRE, « la majeure partie de ces terres reste sous le contrôle public de l'Etat d'Israël et n'a pas été transférée à des propriétaires privés. Des grandes surfaces de terres confisquées depuis 1948 restent vides et pratiquement toutes les familles palestiniennes conservent leurs titres de propriété d'origine ainsi que des registres prouvant leurs droits de propriétaire ». Or, quel est le seul argument donné contre le droit au retour ? D'après Thomas Guénolé, qui est représentatif d'une vision dominante à gauche, les Palestinien·ne·s devraient « abandonner le droit au retour » (à partir de 12:50 sur cette vidéo), au motif qu'Israël n'accepterait jamais de perdre son caractère « juif ». Mais c'est précisément là que réside le problème : en tant que projet visant à maintenir la domination d'un groupe sur une terre multi-culturelle, le sionisme n'est pas viable et est condamné à ne se maintenir que par la guerre et la barbarie. Il n'y a donc pas « d'autre Israël » possible et il ne pourra pas y avoir de paix tant qu'il n'y aura pas égalité des droits. Certes, certains antisionistes espèrent pouvoir transformer le régime israélien actuel en un État dans les frontières de 1967 qui cesserait de discriminer ses habitants. Sans se prononcer sur la viabilité de ce scénario, il est clair en tout cas que l'égalité implique d'accepter le droit au retour, et donc de renoncer à l'idéologie sioniste qui fonde le régime israélien.

En ce qu'il viole les droits fondamentaux d'un groupe humain, et notamment le droit à rentrer chez soi, le sionisme constitue un crime contre l'humanité toute entière. Mais on pourrait nous demander pourquoi se focaliser sur ce crime et pas sur d'autres ? C'est qu'en réalité, le sionisme doit être compris comme une idéologie européenne, dans la continuité du colonialisme européen qui a dévasté la planète. Et le régime israélien ne tiendrait jamais sans le soutien diplomatique, économique et militaire des puissances occidentales. Une situation d'autant plus déplorable dans le cas de la France que pendant longtemps, nos gouvernements avaient pris des positions fortes contre les exactions israéliennes et même instauré un embargo militaire. Nous avons donc une responsabilité pour faire cesser ce soutien français et européen au régime israélien.

Pour conclure, l'antisémitisme n'a pas sa place dans la lutte pour la Palestine. Malheureusement, la haine des juifs se retrouve de manière transversale dans la société, et on trouve même beaucoup d'antisémites qui sont très satisfaits qu'Israël existe car ils ne veulent pas de juifs sur le territoire français. Précisons d'ailleurs que pour un véritable antisioniste, cela n'a aucun sens de dire à une personne juive « rentre chez toi à Tel Aviv » ! Au contraire, le sens du message antisioniste est que chacun doit pouvoir vivre dignement sur la terre où il est né, et que toute personne souhaitant déménager doit respecter les droits des populations autochtones. lemediapresse.fr 23 février 2019

En famille. Et le dérapage. Les médias-oligarques seraient-ils autres choses que des instruments de propagande du régime ?

LVOG - Mais alors, si c'est qu'on veut vous faire, quelle en est la signification politique ? Quelle est la nature sociale des médias ? A qui appartiennent-ils ? Quelle idéologie ont-ils toujours véhiculée ? Une fois qu'on a répondu à ces questions, celle de les sauver ou de vouloir les réformer ne se pose même plus puisqu'ils ont été conçus pour combattre notre cause, à moins bien sûr d'en défendre une autre.

Le fonctionnement de ces médias et leur ligne éditorial s'adapte à la situation et aux besoins exprimés par les représentants des capitalistes, de l'oligarchie élevée au rang de ploutocratie de nos jours, donc aux exigences plus pressantes, plus dictatoriales auxquelles tous les médias sont invités à se plier sans broncher sous peine d'avoir de grosses difficultés financières et disparaître, le ton étant donné directement par leur représentant au sommet de l'Etat, Macron.

Tout comme les institutions, les médias n'ont jamais été démocratiques, puisqu'ils ont toujours servi les intérêts de la minorité qui détient le pouvoir, donc se mobiliser pour ces médias c'est lutter en fait contre la démocratie. La déclaration suivante ayant été initiée par des staliniens ou néostaliniens, on peut se demander si elle n'aurait pas un rapport avec la faillite de L'Humanité du PCF.

Déclaration commune : Se mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias - laquadrature.net 21 février 2019

Extrait.

Nous pensons que la défiance envers les grands médias doit être une opportunité. Opportunité, dans les rédactions, de remettre en cause les orientations délétères imposées par les directions éditoriales, et de replacer le reportage et l'enquête au cœur du travail journalistique. Opportunité, dans les médias indépendants, de faire la démonstration par l'exemple qu'un autre journalisme, plus exigeant et plus libre vis-à-vis des pouvoirs, est possible. (...)

C'est pourquoi nous affirmons qu'il est temps de se mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias. Pour défendre le droit d'informer et le droit à être informé, tous deux gravement menacés. Et pour que l'information, trop longtemps confisquée par les pouvoirs, devienne enfin un bien commun et non une marchandise. laquadrature.net 21 février 2019

D'associations, d'organisations de journalistes et de syndicats : Acrimed, Attac, Fédération Nationale de l'Audiovisuel Participatif, Info'Com-CGT, La Quadrature du net, Les Amis du Monde diplomatique, Profession : Pigiste, Résistance à l'agression publicitaire, Ritimo, SNJ-CGT, Union syndicale Solidaires.

De médias : Cause commune, Contretemps-web, CQFD, Démosphère Ariège, Démosphère Toulouse, Frustration, Hors-Série, Jef Klak, L'Alterpresse68, Là-bas si j'y suis, La Clé des ondes, La Gazette de Gouzy, Le journal minimal, L'Insatiable, Le Média, Le Ravi, MAP 36, MédiaCitoyens PACA et Rhône-Alpes, Mediacoop, Radio Parleur, radio Cause commune, Ricochets, Rosalux, Silence, Transrural initiatives, TV Bruits, Télé Mouche, Télé Regain, TVnet Citoyenne.

D'organisations politiques : Alternative libertaire (AL), Ensemble, Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Parti communiste français (PCF), Parti de gauche (PG).

Premiers signataires : Alain Accardo, sociologue; Gilles Balbastre, réalisateur; Patrick Champagne, sociologue; Sophie Chapelle, journaliste; Colloghan, dessinateur; Benoît Collombat, journaliste; Jean-Baptiste Comby, sociologue; Annie Ernaux, écrivaine; Nina Faure, réalisatrice; Benjamin Ferron, sociologue; Anne-Sophie Jacques, journaliste; Yannick Kergoat, réalisateur; Henri Maler, universitaire;Philippe Merlant, journaliste et conférencier gesticulant; Pierre Morel, photojournaliste; Gérard Noiriel, historien; Michel Pinçon, sociologue; Monique Pinçon-Charlot, sociologue; Denis Robert, journaliste;Karim Souanef, sociologue; Usul, vidéaste.

En totalitarisme, on ne discute pas, on exécute. Un avant-goût des conclusions du "grand débat national".

- Assurance chômage: Macron critique les partenaires sociaux - AFP 21 février 2019

Emmanuel Macron a critiqué jeudi l'échec des partenaires sociaux qui ne sont pas parvenus à tomber d'accord mercredi sur une réforme de l'assurance chômage, leur reprochant de se défausser de leurs responsabilités sur l'Etat.

Après trois mois et demi de négociation infructueuse, l'exécutif va finalement reprendre la main au risque d'acter la fin du paritarisme.

"On vient d'avoir un exemple de vraie négociation sociale", a commenté amèrement le chef de l'Etat devant les présidents de départements réunis à l'Elysée.

"On a dit aux partenaires sociaux: "Trouvez-nous une solution pour le chômage, vous êtes autour de la table, vous êtes responsables" alors même que les syndicats ne financent plus le chômage, c'est le contribuable".

"Comme c'est difficile, ils ont rendu hier au gouvernement la copie", a-t-il regretté.

"On est dans un drôle de système ! Chaque jour dans le pays, on dit "corps intermédiaires, démocratie territoriale, démocratie sociale, laissez-nous faire". Et quand on donne la main, on dit "mon bon monsieur, c'est dur, reprenez-la". Et le gouvernement va devoir la reprendre, car on ne peut pas avoir un déficit cumulé sur le chômage comme on a depuis tant d'années", a-t-il lancé.

"Non, Monsieur le président de la République, on ne vient pas d'avoir 'une vraie négociation sociale'", écrit Yves Veyrier (FO) dans un communiqué, rappelant que principe fondamental de l'Organisation internationale du travail (OIT) prévoit que la négociation collective "revêt un caractère libre et volontaire".

Or, "la lettre de cadrage que votre gouvernement a imposée, d'une part, et certaines de vos interventions publiques durant le déroulement de la négociation, d'autre part, ne nous ont 'pas donné la main' mais allaient à l'encontre de ce principe", insiste-t-il.

Les négociations entre partenaires sociaux ont buté sur le refus patronal d'un bonus-malus pour décourager les entreprises de recourir aux contrats courts. Le patronat a par ailleurs déploré le refus des syndicats de discuter des économies demandées par le gouvernement, au minimum un milliard d'euros par an.

La critique du président aux partenaires sociaux s'inscrivait dans une réponse plus globale aux présidents de départements. Après avoir écouté leurs revendications pendant quatre heures et demi, il leur a reproché globalement leurs "appels de compétences et refus de responsabilité". AFP 21 février 2019

LVOG - Macron : "*On vient d'avoir un exemple de vraie négociation sociale*", Veyrier (FO) : "*Non, Monsieur le président de la République, on ne vient pas d'avoir 'une vraie négociation sociale'*". Bon, il faudrait vous entendre : Avez-vous eu oui ou non une "*vraie négociation sociale*" ?

Les bureaucrates syndicaux vendus qui participent à ce marchandage de nos droits depuis des lustres (toujours en fait) étaient habitués jusque-là à ce que leur interlocuteur leur présente un plat consistant, qu'il allégeait pas la suite pour le rendre plus digeste, histoire de sauver les apparences et que cette sordide comédie puisse continuer, n'ayant pas perçu apparemment que depuis Sarkozy cet allègement avait plutôt tendance à se réduire drastiquement pour devenir chaque fois plus pesant, avec Hollande ils en arrivèrent à digérer entre autres le pavé incomestible de la loi Travail, mais il était de gauche, il leur offrit le mariage pour tous en compensation, avec Macron, il doivent se mettre à table et tout avaler d'une traite, qui plus est en le remerciant de leur avoir offert un repas uniquement à base de CAC40, ce qui facilite la digestion, comme quoi ils sont ingrats de se plaindre, franchement !

En Marche vers le totalitarisme. Quand la justice "***va au-devant des souhaits du pouvoir. C'est très grave.***"

- Gilets jaunes: «La justice n'a pas besoin d'obéir aux ordres, elle va au-devant» - sputniknews.com 22.02

François Boulo, avocat et porte-parole des Gilets jaunes de Rouen:

«Les condamnations qui ont été prononcées, en plus d'être extrêmement nombreuses et d'avoir touché en majorité des gens qui n'avait pas de casier judiciaire, ont été incroyablement sévères par rapport à ce qu'il se fait traditionnellement. Tout cela est le fruit de la politique de l'exécutif qui, au-delà de la répression policière, a mis en place une vraie répression judiciaire. Tout est fait pour interpeller un maximum, déférer devant le juge le plus vite possible et condamner le plus lourdement possible.»

Le cas de Hedi M., 28 ans, condamné à 6 mois de prison ferme et 3 ans d'interdiction de manifester pour un statut Facebook appelant à bloquer un dépôt pétrolier. Ou celui d'un autre Gilet jaune, condamnés «à 28 mois tout aussi fermes, sans avoir été défendu par un avocat, au prétexte, selon la présidente du tribunal, que cela n'aurait rien changé.»

Un article publié le 3 décembre dernier par BFMTV rend compte de plusieurs jugements suite aux violences du 1er décembre à Paris: «Nombre de prévenus ont été arrêtés avant les faits. Maçon, tourneur-fraiseur, soudeur, mécanicien, chauffeur, étudiant, des inspecteurs qualité chez Safran: nombre d'entre eux sont aussi bien insérés professionnellement et socialement. Âgés de 20 à 50 ans, ces pères de jeunes enfants, pour bon nombre d'entre eux, et habitant en régions, ont été arrêtés souvent avec des masques de ski, des lunettes de piscine, des gants, du sérum physiologique… Beaucoup ont été interpellés dès leur arrivée à la manifestation et n'ont pas eu le temps de mettre leurs gilets jaunes.» Nous sommes loin du profil du casseur issu d'un mouvement radical.

«Il faut être clair, il y a des gens, dont la plupart sont connus depuis des années, qui viennent dans les manifestations pour casser, mais ils représentent une minorité et ne sont pas des Gilets jaunes. Ensuite, il y a certains Gilets jaunes, qui n'avaient jamais eu affaire à la justice et qui n'étaient pas venus pour casser, mais qui se sont retrouvés nassés et sous les tirs de grenades lacrymogènes. Évidemment, certains ont pu tenter de forcer leur sortie. Même du côté de la police, des agents n'avaient même pas conscience que tout était bloqué», affirme François Boulo.

La vitesse des comparutions immédiates tranche avec des enquêtes de l'Inspection générale de la police nationale, qui semblent prendre leur temps. Au 18 février, l'écrivain et documentariste David Dufresne recensait 243 signalements à l'IGPN pour 133 enquêtes. Début février, 59 avocats ont publié une tribune dénonçant le traitement judiciaire dont ont fait l'objet plusieurs Gilets jaunes. Ils alertent notamment sur le «danger que constituent ces procédures faites souvent dans l'urgence et visant principalement à gonfler, souvent de manière artificielle, des chiffres qui seront annoncés par le ministère de l'Intérieur». Dans le même temps, les conseils dénoncent la lenteur des procédures engagées contre les policiers soupçonnés de violence:

«L'identification de policiers mis en cause est longue et laborieuse, les poursuites rares, dans le cadre de procédures excluant les avocats (enquêtes préliminaires, enquêtes internes) de sorte qu'à ce jour, à la connaissance des avocats signataires, aucune poursuite pénale n'a abouti concernant des violences policières.»

Célérité et sévérité pour les Gilets jaunes, clémence pour les policiers? «C'est l'impression que cela donne. Factuellement, nous

ne savons pas si des consignes du pouvoir ont été données à l'IGPN. Ce que l'on sait, c'est que l'exécutif a montré un soutien sans faille aux forces de l'ordre, quoi qu'il arrive. Au contraire de ses nombreuses dissuasions à venir manifester», analyse François Boulo. Régis de Castelnau cite le cas de Didier Andrieux, commandant divisionnaire, filmé molestant des manifestants à Toulon le 5 janvier.

«Le témoignage d'un de ses anciens collègues a indiqué que cet individu était caractériel et pourtant le procureur n'a pas décidé bon d'enquêter», souligne l'avocat. Le procureur de la République de Toulon a jugé qu'il avait agi «proportionnellement à la menace». Le policier, décoré de la Légion d'honneur, fait cependant l'objet d'une enquête de l'IGPN qui a été saisie par le préfet du Var.

Au-delà de la réponse pénale, c'est l'indépendance de la justice qui pose question. À plusieurs reprises, des membres du gouvernement ont appelé à la plus grande sévérité. La Garde des Sceaux Nicole Belloubet s'est déplacée en personne le 2 décembre au tribunal de Paris, dans les locaux de la permanence du parquet. Face caméra, elle appelait à «une réponse pénale extrêmement ferme» face aux débordements de la veille.

Alors, pas indépendante la justice en France?

«Les parquets et les procureurs ne sont pas indépendants comme l'a clairement dit la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) en 2010. Ils prennent des instructions du ministère. Ce sont eux qui mettent en application la politique de répression et décident de déférer les individus interpellés. Ensuite se pose la question des juges qui vont prononcer les peines et qui sont eux statutairement indépendants. Pourquoi autant de sévérité? À mon avis, l'explication est sociologique. Vous avez affaire à des gens qui, pour la plupart, ont un réflexe de classe et sont loin d'être des sympathisants du mouvement des Gilets jaunes. Ils leur font même très peur», analyse François Boulo.

Michel Taube a une vision différente des événements. Il met en avant la spécificité française: «Nous sommes dans un pays à tradition jacobine, où l'État est souvent très puissant, où la notion d'ordre public, qui est très importante, fait que souvent l'État prend le dessus sur les intérêts individuels. C'est aussi dans ce contexte que nous avons eu autant d'interpellations. Lorsque l'ordre public est menacé, les décisions de justice sont souvent fermes. Nous n'allons pas convoquer Montesquieu et "De l'esprit des lois". Je suis extrêmement attaché à la séparation des pouvoirs, mais la réalité est que la justice est une autorité indépendante, mais pas un pouvoir indépendant.»

«Dans tout État, même démocratique, le politique, via notamment le ministre de la Justice, a une certaine emprise sur la politique judiciaire menée par les tribunaux. Les juges sont autonomes et agissent en conscience indépendamment de toute pression du pouvoir politique. Il n'en demeure pas moins que le pouvoir judiciaire n'existe pas totalement. Cela ne me dérange pas, en tant de crise, que l'exécutif exprime des volontés ou des souhaits par rapport à ce que devraient faire les tribunaux. Encore une fois, au final, ce sont eux qui décident en leur âme et conscience.»

Régis de Castelnau est, lui, sur la même longueur d'onde que François Boulo:

«Sur le plan technique, on peut penser que les juges sont indépendants, mais il y a une telle cohérence intellectuelle, politique, sociologique avec les gens qui sont au pouvoir que la justice n'a plus besoin d'obéir aux ordres, elle va au-devant des souhaits du pouvoir. C'est très grave.» sputniknews.com 22.02

En complément. Les commissaires de police toucheraient des primes à la garde à vue

""La garde à vue est devenue un indicateur de performance du travail policier. C'est un peu comme si on disait qu'un juge va être payé au nombre de personnes incarcérées", a dénoncé le dirigeant syndical. "Je ne dis pas que le policier lui-même est payé comme ça mais les commissaires touchent des primes en fonction du nombre de gardes à vue réalisées dans leur commissariat" et "les crédits du commissariat dépendent de ce nombre-là", a-t-il affirmé."

Source : Le Monde

Acte XV

- L'acte XV des gilets jaunes éclipsé à la télé, pas dans la rue - Le HuffPost

Ils ont déjà prévu un acte XVIII quand viendra l'heure de la restitution du grand débat. Alors après un mois de baisse de la mobilisation, les gilets jaunes allaient-ils vraiment s'investir dans l'acte XV? Le HuffPost

Réponse.

- Les "gilets jaunes" toujours mobilisés pour leur acte 15 - AFP 24 février 2019

"On n'est pas fatigué": les "gilets jaunes" ont réinvesti les rues samedi pour leur acte 15, enrayant la baisse de mobilisation des dernières semaines, avec des manifestations entachées de heurts en fin de cortèges dans plusieurs villes et un pique-nique à Chambord.

Les manifestants étaient 46.600 dans toute la France, contre 41.000 samedi dernier, selon un décompte du ministère de l'Intérieur, contesté par les "gilets jaunes". Ils étaient 5.800 à Paris, soit 800 de plus qu'il y une semaine, selon la même source.

"A tous ceux qui pensent que la mobilisation s'essouffle je dis "regardez, ouvrez les yeux", a dit à l'AFP Céline, une Toulousaine de 46 ans. C'est une immense colère et il n'y a pas de retour en arrière possible. Si on rentre chez nous, on meurt, la France meurt".

Ils ont généralement défilé dans le calme, mais des heurts ont souvent éclaté en fin de journée lors de la dispersion des cortèges, comme à Toulouse, où les CRS ont été la cible de "cocktails molotov" selon la préfecture.

"La violence, toujours. Les exactions commises en marge des rassemblements de Clermont-Ferrand, Rouen, Montpellier... sont intolérables", a dénoncé sur Twitter le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner en début de soirée.

A Clermont-Ferrand, barricadée pour l'occasion dans la crainte de la présence de casseurs, des heurts ont éclaté dès l'après-midi. Trente-trois personnes ont été interpellées, dont 16 placés en garde à vue, neuf manifestants et un policier ont été blessés, selon un dernier bilan de la préfecture. A Bordeaux, manifestants et forces de l'ordre se sont affrontés pendant une petite demi-heure en fin de manifestation. Ces heurts ont fait quelques blessés, souvent soignés sur place par les pompiers.

En fin de journée, des sources policières et/ou les préfectures ont fait état d'interpellations dans de nombreuses villes: 28 à Paris, une quinzaine à Rennes dans le cadre de "contrôles et fouilles préventives", 12 à Lyon, selon la préfecture.

A Epinal, où environ 1.600 personnes ont manifesté, le défilé a été émaillé de heurts: les grilles de la préfecture ont été arrachées et des vitres cassées.

En pleines vacances scolaires et après des insultes contre l'intellectuel Alain Finkielkraut, traité de "sale sioniste" lors de l'acte 14, partout, les manifestants ont réaffirmé leur détermination et le caractère protéiforme de leur lutte contre la politique d'Emmanuel Macron, hors du champ politique traditionnel et sans chef.

"C'est aux citoyens de choisir dans quel monde ils veulent vivre. On ne peut plus attendre des solutions des politiques, ils nous ont assez montré leur malhonnêteté", a déclaré Caroline, monitrice d'équitation de 37 ans, dans le cortège de Strasbourg.

A Bordeaux, la marche s'est ébranlée derrière une grande banderole "Nous n'avons pas d'armes, vous n'avez pas d'âme". "Politicards tous des tocards, smicards au pouvoir, smic à 1850 euros net", pouvait-on lire sur une pancarte à Lille.

Dans la capitale, la "marche dans les beaux quartiers" a débuté à midi sur les Champs-Elysées, point névralgique de la mobilisation parisienne chaque week-end, pour gagner le Trocadero. Quelques bombes lacrymogènes ont été tirées sur l'esplanade en fin de journée pour disperser le cortège.

"L'essoufflement, je crois qu'on s'en fiche. Le noyau dur il est là, on sait qu'on est là et on est là pour longtemps. Le gouvernement ne sera jamais serein: même si les manifs du samedi finissent par s'arrêter, on redescendra dans la rue au moindre truc", a déclaré à l'AFP Karima, sans emploi de 48 ans, en quittant la place du Trocadero.

Et pour elle, "ça risque de repartir après le "grand débat", parce que les gens seront déçus".

Emmanuel Macron a lancé mi-janvier un grand débat national pour tenter de sortir de cette crise inédite: doléances et propositions - parmi lesquelles le "référendum d'initiative citoyenne" reste le plus populaire - seront recueillies jusqu'au 15 mars avant des décisions du pouvoir.

Populaires aussi, les pancartes "Macron rend le pognon" ou "Macron, démission". Le chef de l'Etat est depuis le début du mouvement la cible privilégiée des slogans et des chants des manifestants.

Priscillia Ludosky, une des figures du mouvement, avait choisi Chambord pour manifester et le pique-nique géant organisé devant le Château: un pied de nez à Emmanuel Macron qui y avait fêté ses 40 ans fin décembre 2017.

Les manifestants étaient encore très mobilisés en province, ont constaté des journalistes de l'AFP: ils étaient des milliers à Bordeaux (3.500 selon la police), à Toulouse (3.000 selon la police), entre 2.500 et 5.000 à Clermont-Ferrand selon les sources,

2.000 à Rennes, 1.500 à Montpellier, plus d'un millier à Marseille et à Caen (selon la préfecture), 900 à Nantes, 350 à Saint-Etienne.

- Selon le ministère de l'intérieur, les manifestations à Paris se déroulent dans le calme. Quelques heurts ont eu lieu à Clermont-Ferrand. - lemonde.fr 23.02

La mobilisation des « gilets jaunes » ne faiblit pas. Et elle est même en légère augmentation, samedi 23 février, pour l'acte XV. Près de 47 000 manifestants ont en effet défilé samedi dans toute la France, dont 5 800 à Paris, selon les chiffres du ministère de l'intérieur.

Il y a une semaine, l'acte XIV avait mobilisé 41 000 personnes en France, dont 5 000 à Paris, selon le ministère de l'intérieur, contre 282 000 lors de la première journée d'action du samedi 17 novembre, date du lancement de ce mouvement de contestation sociale inédit.

A Paris, cinq manifestations ont été déclarées, dont trois sous la forme de rassemblements, a indiqué par communiqué la préfecture de police. Les deux défilés, baptisés sur Facebook « Tsunami jaune » et « Tous aux Champs-Elysées, on ne lâche rien », ont rassemblé 5 800 personnes selon le ministère de l'intérieur, contre 5 000 la semaine dernière.

La « marche dans les beaux quartiers » a débuté à midi sur les Champs-Elysées, point névralgique de la mobilisation parisienne chaque week-end. Quelques bombes lacrymogènes ont été tirées à l'arrivée sur l'esplanade du Trocadéro pour disperser la cortège, en fin d'après-midi.

A Clermont-Ferrand, la ville entière s'était barricadée : commerces, parcs et bâtiments publics sont fermés, tandis que les concerts et les spectacles ont été annulés. Entre 2 500, selon la préfecture, et « de 5 000 à 6 000 » personnes selon les organisateurs ont défilé dans la ville auvergnate. Dans un concert de huées, de sifflets et de pétards, aux cris de « Castaner aux fers, Macron en prison », « Fin du monde, fin du mois, même combat », la majorité des « gilets jaunes » ont convergé vers 15 h 30 place de Jaude où des poubelles ont été incendiées. Un dispositif policier exceptionnel a été mis en place, selon les autorités locales.

Des affrontements ont eu lieu dans une artère commerçante de la ville entre une trentaine de « gilets jaunes » et les CRS qui ont tiré au lanceur de balle de défense. Une personne a été blessée au pied, selon la préfecture, qui ignorait à ce stade la gravité de la blessure. Au début de l'après-midi, quinze personnes ont été interpellées dont huit placées en garde à vue.

A Bordeaux, la mobilisation, samedi après samedi, reste intacte. Plusieurs milliers de « gilets jaunes », selon la police ont défilé dans le calme. Et alors que le cortège girondin se termine régulièrement par des heurts avec les forces de l'ordre, des organisateurs ont clairement montré samedi leur volonté d'une démonstration pacifique en bloquant eux-mêmes l'accès à la place Pey-Berland, théâtre habituel de violences.

Plusieurs « gilets jaunes » ont ainsi fermé quelques instants une rue conduisant à la place de la mairie à l'aide d'une large banderole grise où s'inscrivait, en lettres jaunes, « Pas de Pey-Berland aujourd'hui », détournant ainsi le cortège. Un jeune qui s'en prenait à un abribus a été expulsé du cortège par plusieurs manifestant.

Du côté de Toulouse, plusieurs milliers de personnes, selon un journaliste de l'AFP, ont manifesté samedi. La préfecture n'a pas donné de bilan chiffré de la participation, estimant dans un communiqué que le nombre de manifestants avait connu « une baisse sensible par rapport aux semaines précédentes ».

La semaine dernière, 4 000 personnes selon la police avaient manifesté dans la Ville rose, une des places fortes de la mobilisation en France. Une semaine auparavant, elles étaient 6 000 selon la police. Samedi après-midi, après près de trois heures de défilé dans les rues de Toulouse, dans le calme et sous le soleil, les manifestants se sont rassemblés devant l'Hôtel de ville, sur la place du Capitole.

Une large banderole avait été suspendue entre deux lampadaires de l'éclairage public, sur laquelle était écrit en lettre blanches sur fond noir: « Toutes et tous mobilisons-nous conte les politiques anti-sociales de Macron ». Quelques instants plus tard, les forces de l'ordre tiraient les premières salves de grenades lacrymogènes, les manifestants s'éparpillant alors dans les rues adjacentes. La préfecture a annoncé que quatre personnes ont été interpellées.

A Rennes, près de 2 000 personnes, selon la police se sont rassemblées. Les manifestants, venus de toute la Bretagne, mais aussi des Pays de la Loire et de la Touraine répondaient à un appel à un rassemblement interrégional.

« Macron démission ! Castaner en prison ! »: drapeaux bretons, tricolores ou jaune fluo appelant à un « RIC » (référendum d'initiative citoyenne), le cortège s'est ébranlé sous le soleil depuis la place de la République à 14 heures, au son d'un « chant des partisans » à la cornemuse. La préfecture a fait état d'une « quinzaine d'interpellations, dans le cadre de contrôles et de fouilles préventives avant la manifestation ». Des armes, des couteaux, des billes de plomb ont été saisis et les personnes interpellées placées en garde à vue, a-t-elle précisé.

Sur son compte Twitter, le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, a déploré les heurts qui ont eu lieu dans plusieurs villes.

Pique-nique géant à Chambord

Plusieurs leaders du mouvement, dont Priscillia Ludosky, sont à Chambord, dans le Loir-et-Cher. Ils participent dans une ambiance bon enfant au pique-nique organisé avec plus d'un millier de personnes devant le château, une manière de se moquer d'Emmanuel Macron qui y avait fêté ses 40 ans en 2017.

Principalement venus de Sologne et de Touraine, les manifestants ont mis en place, pour éviter tout débordement, un vaste réseau de « gilets blancs », chargés de surveiller le bon déroulement de l'événement organisé en coordination avec la mairie et les gestionnaires du château, mais aussi avec la gendarmerie qui a dénombré environ 1 200 personnes.

Blocage de la plate-forme Amazon de Toulouse

Une centaine de personnes, dont des « gilets jaunes » et des membres d'Attac, ont bloqué samedi matin la plate-forme Amazon de Toulouse, qui a été fermée, empêchant toute livraison. Parmi les tracts distribués, celui qui disait :

« Emmanuel Macron veut faire payer la transition écologique par les plus pauvres. Pourquoi ne pas faire payer les gros pollueurs qui doivent déjà de l'argent à la société ? »

Les manifestants dénonçaient aussi « l'exploitation » par Amazon« des salariés », « la pollution de l'environnement » et fustigaient le montant « dérisoire » des impôts payés par le géant américain de la distribution en ligne en Europe et en France, une « fraude fiscale »selon eux.

« Gilets jaunes » : le leader grenoblois Julien Terrier en garde à vue

Le leader grenoblois des « gilets jaunes », Julien Terrier, et un autre membre actif du mouvement ont été placés en garde à vue, samedi matin 23 février, a-t-on appris auprès du parquet de Grenoble. Les deux hommes sont « dans les locaux de la gendarmerie dans le cadre d'une enquête de flagrance », a précisé le procureur de la République. L'enquête a été ouverte pour « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences ou dégradations » et « organisation d'une manifestation sur la voie publique sans déclaration préalable ».

Julien Terrier et Jérôme Bouzendorffer avaient appelé cette semaine à une opération péage gratuit à Voreppe (Isère), sur l'autoroute A48, à l'occasion de l'acte XV du mouvement national des « gilets jaunes », alors que ce week-end de chassé-croisé des 23 et 24 février s'annonce très chargé sur les routes. Le 8 décembre, Julien Terrier avait déjà été placé en garde à vue à Grenoble. Il lui était reproché d'avoir organisé une manifestation illégale. lemonde.fr 23.02

Préméditation. "***C'était très étrange, l'hélicoptère (des forces de l'ordre) tournoyait toute la journée au dessus de chez nous***".

- L'acte XV s'est déroulé sans incident à Paris, où l'affluence était supérieure à la semaine dernière. liberation.fr 23.02

Aucun black block ne s'est constitué au sein du cortège pendant les cinq heures de manifestation. «Il n'y a pas d'hélicoptère aujourd'hui», remarque un jeune face au ciel bleu parfaitement dégagé. liberation.fr 23.02

LVOG - A Paris pas besoin d'hélicoptère puisque le ministre de l'Intérieur avait signifié leur congé aux black blocks et autres antifas. A Clermont en revanche il y en avait un dans le ciel, ce qui signifiait que c'était là que devait se produire ce samedi la grande provocation ou manipulation nationale !

- "Gilets jaunes": les Clermontois stupéfaits après les violences inédites de la veille - AFP 24 février 2019

"C'est désolant, on ne comprend pas. Ce n'est pas les Clermontois qui ont pu faire ça. On a regardé les images hier à la télé, ce n'était pas la même place de Jaude, le même Clermont si vivant et calme d'habitude", regrette Thomas Fageole, qui se baladait dimanche en famille sur la place emblématique de la ville, qui avait retrouvé sa quiétude.

Samedi, "du coup on n'est pas sorti. On a expliqué aux enfants que c'était un jour férié. C'était très étrange, l'hélicoptère (des forces de l'ordre) tournoyait toute la journée au dessus de chez nous", ajoute son épouse, Ambre, tandis que Louis, leur fils, demande interloqué "pourquoi les magasins sont recouverts de morceaux de bois".

"Du temps de Pompidou, Mitterrand, Chirac... on manifestait mais jamais cela s'est terminé de la sorte. Pourtant, on en a vu

des manifestations de la CGT. Ils s'en sont même pris aux pompiers (qui venaient éteindre un feu de poubelles), vous vous rendez compte?"

"Même en mai 68 à Clermont, on a jamais vu ça" renchérit Noëlle 72 ans, croisée devant la devanture endommagée d'une enseigne de chaussures.

Samedi après-midi, la manifestation régionale, qui avait réuni entre 2.500 selon la préfecture et 5.000 personnes selon les "gilets jaunes", avait pourtant débuté dans le calme avant les premiers tirs de grenades de gaz lacrymogène n'éclatent aux abords du palais de justice.

Le cortège s'était ensuite rapidement disloqué et ne restait sur place en fin de journée qu'entre "50 et 100 individus" qui ont dégradé une douzaine de commerces et jeté des projectiles sur les forces, selon le parquet.

Parmi eux, des groupuscules venus de l'étranger, "d'Allemagne et d'Italie", précise à l'AFP le procureur de la République, Eric Maillaud.

Au total, 37 personnes ont été interpellées, donnant lieu à 22 gardes à vue. Dimanche soir, 18 d'entre eux étaient encore dans les locaux de la police.

"Les policiers ont le sentiment d'avoir eu à faire à de vrais professionnels. Les mesures mises en places dès lundi ont permis d'éviter de plus lourds dégâts", a estimé samedi soir la préfète du Puy-de-Dôme Anne-Gaëlle Baudouin-Clerc, qui évoque par ailleurs "une violence sans retenue et organisée". AFP 24 février 2019

- Témoignage sur la manif à Clermont- Ferrand du 23 février - aplutsoc.org 24.02

Lorsque nous sommes arrivés Place du 1er Mai à Clermont, un peu avant 13h, nous avons trouvé des GJ pacifiques et une ambiance bon enfant. Quelques centaines de personnes étaient alors rassemblées.

Nous sommes partis en manifestation « dans le calme » à a peu près 1500 pour finir 2500. A ce moment là, nous n'avions croisé ni gendarmes ni policiers (sauf un contrôle a Riom, et notre voiture n'a pas été contrôlée). La manif s'est dirigée sans encombre (et sans forces de l'ordre) vers le centre-ville.

Arrivés près du Palais de justice, je me disais d'ailleurs, alors qu'un artiste chantait et jouait de la guitare, que la campagne de fake news et la propagande de la peur qui avaient conduit à vider Clermont et à barricader la ville (comme une ville américaine menacée d'un ouragan) était une manœuvre grossière.

Quelques minutes plus tard, les premiers gaz lacrymogènes étaient lancés sans aucune raison, ce qui a contribué à éparpiller le cortège, les « forces de l'ordre » étaient cachées et leur apparition était clairement provocante.

Lorsque nous sommes arrivés place de Jaude et que la majeure partie des manifestants s'est retrouvée, les casqués étaient prêts à intervenir, avec derrière eux les camions. La foule était pourtant totalement calme.

La manifestation était de fait terminée, la guérilla pouvait être organisée par les casqués.

Les gilets jaunes restaient, se prenaient de la lacrymo, reculaient, et revenaient, non pas pour être violents, mais, déterminés, pour garder la tête haute.

D'ailleurs, au moment où il y a eu un début de feu à l'écart de la manifestation, les forces de l'ordre étaient trop occupées à viser les manifestants.

Et l'on gueulait « Macron Démission », ça chantait, ça causait.

A partir du Palais de justice donc, l'air sentait partout la lacrymo. Grenades de désencerclement par dizaines, sans raison ni sommation… C'est cette provocation qui a entraîné les tensions, et quand nous sommes partis, les tensions se renforçaient à mesure que la police/gendarmerie attaquait, mais les manifestants étaient calmes.

Une camarade vichyssoise, pacifique et pacifiste, se retrouve à l'hôpital pour une grenade sur le pied.

Toutes celles et tous ceux qui étaient là, et notamment pas habitués aux manifestations difficiles, ont vu la charge brutale qui a été faite. Militant.e.s, gilets jaunes, jeunes et vieux, nous savons le comportement de l'État. Nous savons que nous n'étions pas

une menace à l'ordre public, nous savons qu'eux ont organisé le désordre.

Lorsque nous sommes repartis, nous avons trouvé un bistrot ouvert, plein de gilets jaunes, le bar passait la chanson des GJ. Et il y avait là des sourires, le bonheur d'être ensemble comme durant toute la manif. D'ailleurs, quelques petits commerces étaient restés ouverts sur le parcours, et les GJ s'y arrêtaient, il n'y avait pas de menace ni de danger pour les biens.

Le contraste entre la manière dont la ville a été barricadée, dont le dispositif policier a fait preuve de violence, et le comportement des manifestants était immense.

Alors nous sommes en colère, face à la violence de l'État. Mais notre colère face à leur provocation et leur violence ne nous feront pas perdre notre sourire et le bonheur d'être ensemble. aplutsoc.org 24.02

LVOG - Maintenant vous le savez, quand au tout début d'une manifestation il y a un hélicoptère de la police dans le ciel, c'est qu'ils vont se livrer à des provocations...

ACTUALITE EN TITRES

En famille. La main tendue de Drahi.

- A gauche, tous pour rien plutôt qu'un pour tous - Liberation.fr 21 février 2019

Malgré la main tendue de Place publique et moult discussions, chacun reste dans son couloir.

Sur le papier, la gauche est belle, forte et lucide. Dans la vraie vie, le scénario est triste comme un jour de pluie en plein été.

Pourtant, en novembre, on a scruté de près l'arrivée d'un super-héros dans le grand bain politique : Place publique. Un mouvement composé de figures reconnues à gauche - Raphaël Glucksmann, Claire Nouvian ou Thomas Porcher -, qui se retroussent les manches afin de mettre un terme aux querelles entre les différentes familles.

Aujourd'hui, au regard de la photo de famille, c'est la défaite de la gauche qui s'annonce historique. Liberation.fr 21 février 2019

LVOG - Ils désespèrent, ils l'aiment tant cette gauche qui a porté l'EuroMaïdan !

Non, pas celles de l'EuroMaïdan, voyons !

- Gilets jaunes : Valls aurait interdit les manifestations - L'Express.fr 21 février 2019

L'ex-Premier ministre a jugé qu'il aurait fallu "frapper fort dès le début" au vu des actes antisémites commis en marge. L'Express.fr 21 février 2019

Toujours plus à droite ou l'extrême droite centriste assumée.

- «Le chantier du macronisme, c'est d'élargir son assise sur la droite» - Liberation.fr 21 février 2019

Comment ? La réponse.

- Christophe Castaner explique l'usage des LBD à des enfants dans l'émission "Au tableau !" - Franceinfo 22.02

"C'est une arme dangereuse", explique dans cette séquence le ministre de l'Intérieur, qui évoque les blessures aux visages de certains manifestants, mais justifie son emploi. Franceinfo 22.02

Ils osent tout.

Nous aussi !

- «Les Algériens savent qu'on vote à leur place» - Liberation.fr

Il y a des écervelés partout.

- «On était heureux, on allait participer à la libération du Venezuela» - Liberation.fr

Parole de pervers.

- Sommet sur la pédophilie : le pape et l'Eglise ont "raté le rendez-vous avec leur conscience" - Franceinfo

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Tafta : l'Europe va-t-elle reprendre les négociations avec Trump ?

"Bloqué il y a trois ans suite à de fortes mobilisations citoyennes en Europe et à l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis, le Tafta, ce projet d'accord de libéralisation du commerce transatlantique entre l'Union européenne (UE) et les États-Unis, va-t-il revenir sur la table ? Les ministres du Commerce des pays membres de l'UE sont sur le point de valider un mandat qui autoriserait la Commission européenne à négocier un accord transatlantique visant à réduire les droits de douane sur les biens industriels, notamment automobiles, et à « harmoniser » des normes et réglementations. La commission du commerce international (INTA) du Parlement européen a quant à elle voté une résolution en ce sens le 19 février. Aucun État membre ne semble opposé à l'idée de rouvrir des négociations commerciales avec Washington." Source : BASTAMAG

Mais pourquoi veulent-ils privatiser ADP, la FDJ et Engie ?

"Le gouvernement se dit résolu à procéder à la privatisation de trois entreprises importantes. Il est pourtant difficile de trouver des arguments qui la justifient. Après le vote positif de l'Assemblée nationale et le refus du Sénat de voter la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP), de la Française des Jeux (FDJ) et d'Engie, la commission mixte paritaire du 20 février rassemblant députés et sénateurs a de grandes chances de ne pas déboucher sur un accord. Le dernier mot reviendra alors à l'Assemblée. Au moment où le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, affirme que rien ne remettra en cause ces privatisations, on peine à trouver des arguments justifiant leur nécessité." Source : ALTERNATIVES ECONOMIQUES

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela: Les États-Unis annoncent "passer aux actes" contre Nicolas Maduro - Le HuffPost24 février 2019

Les États-Unis ont affirmé ce samedi 23 février qu'ils allaient "passer aux actes" pour soutenir la démocratie au Venezuela tout en qualifiant de "brutes" les forces de sécurité du président Nicolas Maduro, qui ont ouvert le feu sur des manifestants.

"Les États-Unis vont passer aux actes contre ceux qui s'opposent à la restauration pacifique de la démocratie au Venezuela. Maintenant, le temps est venu d'agir pour soutenir les besoins du peuple vénézuélien désespéré", a écrit le secrétaire d'État américain Mike Pompeo sur Twitter. "Nous sommes solidaires avec ceux qui poursuivent leur lutte pour la liberté." Le HuffPost24 février 2019

- Venezuela: le Groupe de Lima écarte l'usage de la force contre Maduro - AFP 26 février 2019

Le Groupe de Lima, qui se réunissait pour la première fois en présence de Juan Guaido, ainsi que du vice-président américain Mike Pence, a en outre demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'examiner "la grave situation humanitaire" dans l'ancienne puissance pétrolière en crise.

Ses membres ont estimé que "la violence criminelle de Maduro contre la population civile" et son refus de laisser entrer l'aide, envoyée essentiellement des Etats-Unis, "constituent un crime contre l'Humanité", ajoute le texte.

La veille, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo avait qualifié le dirigeant chaviste de "pire du pire des tyrans" et s'était dit "certain que, grâce aux Vénézuéliens, les jours de Maduro sont comptés".

Mais l'Union européenne (UE) a réitéré lundi son appel à "éviter une intervention militaire".

Venezuela: l'Europe refuse l'option militaire des États-Unis - LeFigaro.fr 26 février 2019

- Venezuela : Nicolas Maduro rompt les relations diplomatiques avec la Colombie - Franceinfo 25.02

Propagande et désinformation.

- «L'aide humanitaire au Venezuela, une question de vie ou de mort» -Le Parisien

- Le "Venezuela Aid Live", dans la lignée des grands concerts caritatifs - Le HuffPost

- Aide humanitaire au Venezuela : comment les ONG se sont mobilisées - Le Parisien 23 février 2019

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Incurablement pourri.

"*Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement pourrie et intérieurement rongée d'égoïsme, si incapable du moindre progrès*", F. Engels en 1845 à propos de la bourgeoisie anglaise dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*.

Oh mon dieu, quel discours outrancier, encore un gauchiste !

Oui, ils sont immoraux et incurablement pourris, mais le pire mon très cher camarade, c'est qu'on a tendance à l'oublier, y compris de nombreux militants, alors que de nos jours ils continuent de guerroyer sur tous les continents, d'affamer des peuples, après avoir imposé à près des trois quarts de l'humanité un esclavage cruel et destructeur.

Il faut être lucide. Tout le monde ou presque s'en accommode, surtout ceux qui prétendent le contraire. Il ne faut pas chercher bien loin l'explication à ce manque de discernement ou cette absence de rigueur dans les principes, ils proviennent du fait que par rapport à ces populations sacrifiées, on bénéficie de conditions d'existence supportables qui nous empêchent de réfléchir davantage ou de prendre le temps de réfléchir pour progresser.

La société du spectacle comme certains l'appellent, les distractions et gadgets en pagaille, la servitude de l'immédiateté, le train-train quotidien, nos petites habitudes, la vie trépignante, le besoin de paraître, de faire comme les autres, de leur ressembler, d'appartenir à une communauté pour rompre notre solitude, notre anonymat ou l'insignifiance de notre existence, etc. se traduisent par un effondrement intellectuel et un détournement de notre esprit critique, où toute lecture ou plutôt étude pour acquérir de nouvelles connaissances, réclame de notre part un effort quasi surhumain que nous ne sommes pas prêts à fournir, préférant s'en remettre à des prêcheurs de bonnes aventures.

Ici, dans mon petit village indien, loin de tout ce vacarme médiatique et des bavards qui usent leur salive pour ne rien dire et nous soûlent, je ne suis pas tenu par cet agenda infernal qui accapare les esprits, je vis et je pense à mon rythme, et apparemment cela fonctionne beaucoup mieux, non ? Personne ne me dicte ce que je dois penser, parce que je n'en ai plus besoin, mais il m'a fallu des années, des décennies d'efforts et de réflexions pour en arriver-là, pour me libérer de ce pense les autres et qui nous influencent, qu'on en ait conscience ou non. Je le dis en toute modestie, puisque je ne suis jamais vraiment satisfait du résultat. Je considère que l'on peut ou on doit toujours s'améliorer, progresser, pour ensuite partager nos expériences et nos idées avec le plus grand nombre, y compris les gens que l'on côtoie quotidiennement. A quoi bon sinon parler de liberté d'expression, si on n'est même pas capable de penser par soi-même, elle est où dans ce cas-là la liberté, dites-moi, elle

est où ?

Un petit mot personnel

Mes deux ordinateurs sont trop anciens pour supporter wifi, que faire ? En acheter un troisième en me disant que celui du bureau lâchera bien un jour ou l'autre, remplacer simplement la carte mère (Intel) ? J'ai opté pour la solution la plus économique : changer la batterie du portable de manière à pouvoir me connecter à Internet sur la terrasse sans avoir à être relié au secteur puisque les fluctuations du courant peuvent bousiller l'ordinateur. Si Internet ne fonctionnait pas mieux, j'aurai acheté une batterie pour rien ou presque. Ce matin à deux reprises j'ai débranché en courant le réfrigérateur qui faisait un bouquant énorme, normal, le courant était tombé à 110 volts ! Il faut aussi que j'achète un onduleur pour le protéger, c'est cher, mais moins que le compresseur ! J'ai encore trois fuites d'eau à régler

Ici en Inde, la situation est de plus en plus tendue ou violente. Chaque semaine j'apprends qu'une famille se déchire, que ses membres se tapent dessus, se séparent ou divorcent, font face à des difficultés qui les conduisent au désespoir, et qui porte un nom : la précarité et la pauvreté.

La surpopulation combinée à des salaires misérables et des coutumes archaïques, auxquels il faut ajouter de nouveaux besoins qui sont devenus de nouvelles charges et que chacun se doit d'adopter ou d'honorer sous peine d'être exclu de la société, et généralement une ou des dettes.

Un accident ou une maladie et c'est le drame. Les Indiens étant très arriérés, ils sont incapables de se projeter dans l'avenir, et du coup ils ne pensent pas qu'il pourrait leur réserver des mauvaises surprises, sans même aller jusque là, ils prennent des décisions qui les engagent sur le moyen ou long terme sans en peser les conséquences ou imaginer qu'à un moment donné ils pourraient ne plus pouvoir les assumer.

Voici le problème numéro 1 qui se pose à chaque famille. L'habitation parentale est trop petite pour accueillir les familles de leurs 2 ou 3 enfants qui ont eux-mêmes 2 ou 3, aussi doivent-ils partir, mais où, quand louer est trop cher et pratiquement aucune maison n'est à vendre, et acheter un terrain et faire construire une maison coûte désormais une petite fortune qu'ils n'ont pas ? Quand leurs parents le peuvent ils les aident financièrement pour acheter une petite parcelle de terre dans le village, parfois pour débuter les travaux de la maison, ils peuvent aussi hypothéquer leur terrain en échange d'un prêt, mais au-delà ils n'ont pas de solution. De plus en plus souvent, ils n'ont pas la moindre roupie d'avance, parce qu'ils ont dilapidé leurs petites économies dans les dots ou les évènements familiaux ou encore parfois dans des dépenses somptueuses inutiles pour se donner de l'importance, ce qui ne devait en rien les protéger des aléas de l'existence.

S'agissant d'une population particulièrement vulnérable puisque peu ou pas instruite, elle est une proie facile pour la propagande commerciale des vendeurs d'illusions ou une victime toute désignée des méfaits de la publicité, l'argent désormais en abondance en début de mois lui brûle les mains et la pousse à réaliser des achats trop coûteux par rapport à ses revenus, bref à vivre au-dessus de ses moyens, parfois à en perdre la raison ou tout perdre.

Un jour, il y a bien longtemps, j'avais osé écrire que la plupart des Indiens ne pensaient pas, en fait je faisais allusion à ce que je viens d'exposer et je fût traiter de raciste, quelle connerie !

Effectivement, tant que leur revenu et leurs besoins se réduisaient à peu de choses, les salaires étaient versés quotidiennement tout comme les seuls dépenses des ménages, pourquoi auraient-ils dû penser au-delà, hormis lorsqu'ils le pouvaient, économiser pour la dot de leur fille quand ils en avaient une ? De nos jours, ils sont liés à des charges nouvelles qui correspondent à des besoins dont ils ne peuvent plus se passer qui les étranglent littéralement, les appauvrissent davantage qu'autrefois, puisque le peu qu'ils avaient ils le consacraient à la nourriture, alors que maintenant il leur arrive de n'avoir même plus de quoi se nourrir ainsi que leurs enfants bien avant la fin du mois, en fait comme partout ailleurs dans le monde, le bienfait de la mondialisation du capitalisme qui a fait du destin des peuples un cauchemar !

Pour la petite histoire, voilà pourquoi régulièrement, en fait chaque semaine, avec ma compagne Selvi dont une partie de la famille vit dans notre village, nous nourrissons plusieurs personnes de tout âge, nous prêtons ou donnons un peu d'argent, parfois nous en hébergeons ou nous en accueillons, on partage notre repas avec eux, on leur donne des fruits et des gâteaux pour les enfants, des fleurs, pour adoucir leur malheur et peut-être aussi leur montrer que tous les hommes ne sont pas mauvais, et que la cause de leur malheur est à rechercher ailleurs, dans les rapports sociaux à la base de toutes les inégalités sociales, c'est ce que je leur glisse en quelques mots (en tamoul) et ils comprennent parfaitement ce discours...

Je leur donne de nombreux conseils de tout ordre qui peuvent leur être utiles dans leur vie quotidienne, qu'au demeurant ils prennent très bien, contrairement à mes lecteurs, mais c'est une autre histoire, eux, ils ont tout vue, tout vécu et ils savent tout mieux que tout le monde, donc je ne leur suis d'aucune utilité, j'essaie de leur faire prendre conscience comment ils peuvent éviter de commettre certaines erreurs qui peuvent leur coûter très chères et compromettre leur existence ou la mettre en danger, à défaut de pouvoir faire davantage pour eux. Et puis d'une certaine manière, en ayant un comportement irréprochable, je leur montre l'exemple, celui de la dignité et du respect, qu'on peut s'en sortir mieux ou tout du moins se sentir mieux, quand on a

des principes et des valeurs ou lorsque c'est tout ce qu'il nous reste pour supporter cette épouvantable injustice.

J'ai envie de dire à ceux qui se posaient des questions légitimes sur mes réelles intentions, voilà le sens de mon combat politique. Vous comprendrez mieux pourquoi je haïs les arrogants, les donneurs de leçons...

- Au format pdf (19 pages)

Quelques passages issus de différents articles et une réflexion.

- Donnez-leur du pain, des jeux, des miracles et des mystères...

LVOG - ...et vous aurez la paix sociale !

Ce qui me stupéfait, ce n'est pas que les faits aient confirmé mon analyse des rapports qui existent entre la majorité des masses et le capitalisme et ses institutions, mais l'absence totale de réactions des lecteurs.

- L'Europe en pleine chasse à l'espion russe ou la construction de l'image de l'ennemi

LVOG - La fabrication de l'ennemi, le bouc émissaire, le prétexte pour justifier un tas de choses, budget militaire, loi liberticide, etc.

- Derrière cette belle allure, il y a l'hypocrisie, le mensonge, la manipulation et une ambition de pouvoir sans limites.

LVOG - Trump, Macron, Bolsonaro, Guaido, Rachid Nekkaz, etc.

- Le RIC devient une opération de fusion avec les institutions, qui empêche toute séparation d'avec celles-ci et s'oppose à tout procès de luttes de classes.

LVOG - A condition que le RIC soit conçu pour être compatible avec l'existence de la Ve République, dans le cas contraire cela pourrait être un puissant levier politique pour la renverser...

- Il ne fallait pas parler de répression, mais d'agression et de provocation des forces de l'ordre du régime contre les manifestants depuis le 17 novembre 2018.

LVOG - C'est la réflexion que je me suis faite après coup.

Le saviez-vous ?

En famille. Après avoir sponsorisé le Forum Mondial Social, Coca Cola parraine Le Conseil de l'Union européenne

- Le Conseil de l'Union européenne n'a pas de budget alloué à la présidence de l'UE, du coup le pays qui assure la présidence est parrainé par une multinationale, Coca Cola est le "partenaire" de la Roumanie en ce moment. avatarfranceinfoFrance Télévisions (Source : Franceinfo 27.02)

Comment l'Etat vous rackette.

- Souhaitant réduire la consommation de tabac dans le pays, l'État français envisage de fixer le tarif moyen de 10 euros pour un paquet de cigarettes. Actuellement, il est de quelque 7,90 euros, s'échelonnant entre 7,50 et 9,40 euros. À savoir que 80% du prix du tabac est constitué de taxes. sputniknews.com 27.02

En roupie, la monnaie indienne, cela fait 630 à 752 roupies le paquet de 20 cigarettes, en Inde il se situe entre 35 et 120 roupies. Autant dire que j'achète celles à 35 roupies, en les achetant chez un grossiste je les paie 30 roupies, sur un mois j'économise plus 200 roupies, même pas de quoi m'acheter un paquet de clopes en France... Adieu !

La criminalisation de l'antisionisme est destinée à favoriser l'antisémitisme.

- « En tant que juif et citoyen français, je suis extrêmement choqué » par Rony Brauman - Comité Valmy 27 février 2019

L'ancien président de MSF explique l'extrême dangerosité de l'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme annoncée par

le président français.

Extraits.

- Il s'agit de criminaliser des positions critiques sans toutefois faire de l'antisionisme un délit d'opinion de façon claire. Mais in fine, cela reviendra au même, car ce délit d'opinion sera de toute façon mis en place de façon détournée.

- Benjamin Netanyahou s'est effectivement acoquiné avec la pire racaille d'extrême droite, du Brésilien Jair Bolsonaro à l'Autrichien Heinz-Christian Strache, du président philippin à d'autres dirigeants ouvertement racistes. Quand on observe les alliances internes que le Premier ministre noue avec des mouvements explicitement racistes et violents, cela ajoute à ce sentiment de dépit et d'outrage qu'on ne peut que ressentir après la déclaration d'Emmanuel Macron.

Si des rabbins estiment que ces virulents opposants à l'antisémitisme sont des nazis...

- Benjamin Netanyahu fait alliance avec les racialistes d'Otzma Yehudit - Réseau Voltaire 27 février 2019

Alors que le général Benny Gantz est donné favori aux élections législatives israéliennes, le Premier ministre sortant, Benjamin Netanyahu, a fait alliance avec les racialistes d'Otzma Yehudit pour tenter de se maintenir.

Le général Benjamin (« Benny ») Gantz a créé une alliance avec deux autres anciens chefs d'état-major et le centriste Yaïr Lapid. Les sondages pronostiquent qu'ils pourraient battre le Likoud de Benjamin Netanyahu.

Otzma Yehudit est l'héritière de l'organisation terroriste états-unienne du rabbin Meir Kahane (la Jewish Defense League). Elle prône une hiérarchie des hommes selon les races à la manière du nazisme, mais selon un ordre différent. Elle souhaite interdire les relations sexuelles inter-raciales et expulser les « ennemis de la nation » (euphémisme pour désigner les Arabes) d'Israël.

La presse US a réagi très durement à cette alliance, rappelant que d'influents rabbins ont comparé le kahanisme au nazisme. La question se pose de savoir si l'Aipac (le lobby US pro-israélien) recevra ou non Benjamin Netanyahu lors de son prochain congrès, en mars, c'est-à-dire durant la campagne électorale israélienne. Réseau Voltaire 27 février 2019

Israël: Le procureur général veut inculper Netanyahu - Reuters 1 mars 2019

Le procureur général israélien entend inculper Benjamin Netanyahu dans le cadre de trois affaires de corruption, a annoncé jeudi dans un communiqué le ministère de la Justice, décision aussitôt qualifiée par le Premier ministre de "chasse aux sorcières".

Une audition aura lieu à une date non précisée, au cours de laquelle Netanyahu pourra contester les charges, a précisé le ministère.

Les élections législatives sont prévues le 9 avril en Israël et Netanyahu brigue un quatrième mandat consécutif de Premier ministre.

Résolument offensif, le Premier ministre a déclaré jeudi qu'il resterait à son poste pendant "encore de nombreuses années". Reuters1 mars 2019

Tribune libre.

- Gilets jaunes : Le RIC ou la « parabole des aveugles ». vendredi par Jean-Claude Paye, sociologue - Comité Valmy 1er mars 2019

La question de la représentation est devenue centrale dans le discours des gilets jaunes, alors qu'au départ, seules des revendications salariales, la défense du pouvoir d'achat, (« pouvoir remplir le frigo ») étaient émises par les manifestants. Le Référendum d'Initiative Citoyenne s'est progressivement imposé à travers les médias. Ainsi, le pouvoir est parvenu à occulter les priorités des manifestants, en faisant de la représentation la condition pour pouvoir entendre leurs voix.

S'opère ainsi une opération de déplacement, de la lutte salariale à une demande de réforme de légitimation du pouvoir. Le déplacement, en ce qui concerne la nature des revendications, permet un renversement de celles-ci en leur contraire. Elle permute une lutte sur le salaire, une lutte politique qui s'attaque directement aux nouveaux mécanismes d'exploitation, en une revendication de réforme de l'État qui, en ouvrant la possibilité à un renforcement du pouvoir, vide le caractère de contestation sociale du mouvement,

Résultat de cette double opération, de déplacement et de renversement, le RIC occupe la place du fétiche, d'un objet partiel se substituant au tout. C'est un vide que peut remplir le pouvoir, selon les nécessités du moment et l'évolution du rapport de forces. Le RIC devient une opération de fusion avec les institutions, qui empêche toute séparation d'avec celles-ci et s'oppose à tout

procès de luttes de classes.

Le rapport entre les gilets jaunes et le pouvoir est l'envers d'Oedipe et le Sphinx, relaté par la mythologie grecque. Ici, c'est le mouvement social qui se précipite dans le vide, car, en acceptant de se placer sur le terrain du pouvoir, il ne peut répondre à l' injonction : qui es-tu ? qu'en se déniant lui-même, en affirmant « nous sommes le peuple », alors que leur unité était basée sur une lutte contre la sur-exploitation, sur la réponse à la seule question recevable par le mouvement : « que voulons-nous ? » : « des sous ! ».

Le RIC, une revendication « embarquée »

La revendication d'un Référendum d'Initiative Populaire était restée marginale jusqu'à la mi-décembre 2018. Ensuite, elle a été présentée comme l'axe central de la lutte des gilets jaunes. Dans les faits, le RIC a été d'avantage mis en avant par les médias que par les manifestants eux-mêmes qui, le plus souvent, se limitent à revendiquer cette réforme, sans lui donner de contenu, comme si le mot lui-même était synonyme de démocratie. En conséquence, pour le patronat et le gouvernement, le RIC présente l'avantage de reléguer au second plan les revendications initiales, totalement inacceptables, portant sur la revalorisation des salaires minimaux et sur la baisse du prix des carburants, in fine sur la valeur de la force de travail.

Parallèlement, les médias ont fait connaître au grand public Etienne Chouard, porteur emblématique du « référendum d'initiative citoyenne ». Cette initiative a déjà été immédiatement reçue favorablement par le gouvernement. Le premier ministre, Edouard Philippe, a tout de suite exprimé le 17 décembre 2018, dans un entretien aux Echos, : « Je ne vois pas comment on peut être contre son principe ». Ensuite, fût installée une division des rôles entre le premier ministre et le président, l'un et l'autre alternant le rejet et l'ouverture.

Finalement, le président Macron, après avoir renouvelé sa défiance vis à vis du « RIC », un dispositif de démocratie directe qui « peut nourrir la démagogie » et risque de « tuer la démocratie représentative 1), » a ensuite laissé entendre qu'il pourrait se convertir à l'idée d'un référendum, son premier ministre émettant alors d'avantage de réserves . 2)

L'adoption du référendum d'initiative citoyenne commence à faire son chemin dans les arcanes du pouvoir. Terra Nova, think tank de « centre-gauche », a rendu public une « étude » estimant que le référendum d'initiative citoyenne est une « procédure légitime ». Tout le problème serait de circonscrire les « risques » liés à cette réforme en ajoutant « un temps de réflexion collective. » Une assemblée citoyenne composée d'une centaine de personnes « tirées au sort » serait chargée d'évaluer l'impact du scrutin, entre la période de recueil des signatures et le vote. 3)

Une manœuvre de diversion.

Une discussion centrée sur la proposition du RIC a l'avantage de faire diversion. Elle est beaucoup moins onéreuse qu'une réponse positive aux exigences monétaires et salariales. La possibilité d'organiser des référendums citoyens existe déjà en Suisse et en Italie, sans que l'organisation du pouvoir en ait été bouleversée, sans que des classes populaires aient pu effectivement peser sur la politique gouvernementale.

En ce qui concerne la France, il faut aussi rappeler la saga du référendum sur le Traité de la Constitution européenne en 2005, qui malgré le rejet de plus de 54 % des votants s'est terminée plus tard par la signature du Traité de Lisbonne, texte qui intégrait l'essentiel du caractère supranational de l'acte précédemment rejeté par les Français.

Le dispositif des référendums populaires, qu'ils soient à « l'initiative » des pouvoirs constitués ou du « peuple », se sont, le plus souvent, avérés incapables de peser sur la politique gouvernementale. Cependant, dans le contexte politique actuel, de neutralisation du pouvoir législatif par l'exécutif, le RIC pourrait avoir une influence sur les institutions, mais dans le sens inverse de celui attendu par ses promoteurs, celui d'un renforcement du pouvoir présidentiel au dépend du Parlement.

Un renforcement de l'exécutif.

Le 5 février, lors du vote en première lecture de la loi à l'Assemblée nationale « sur la prévention des violences lors des manifestations et sanction de leur auteurs », 50 députés de la majorité se sont abstenus, afin de marquer leur désaccord avec la proposition de loi .4) Pourtant, le parti gouvernemental a été entièrement construit par le président. Les candidats de la République en Marche à l'élection législative n'ont pas été élus par les bases locales du mouvement, mais désignés, d'en haut, par une commission dont les membres ont été choisis par Emmanuel Macron . 5)

Un Parlement, même avec une majorité caporalisée, peut toujours poser un problème au pouvoir exécutif. C'est pourquoi ce dernier a constamment introduit des réformes destinées à neutraliser le travail parlementaire.

Ainsi, les procédures accélérées réduisent déjà considérablement toute capacité de contestation, en imposant qu'un projet de loi ne puisse faire l'objet que d'une seule lecture par chambre du Parlement.

Le référendum d'initiative citoyenne, une réforme qui pourrait établir une « relation » directe entre le Président et le « peuple », pourrait favoriser une présidentialisation accrue du régime politique, une concentration des pouvoirs encore plus radicale dans les mains de l'exécutif. Ce que deviendra concrètement le RIC, dépendra de ses modalités d'applications et surtout, à chaque fois, du rapport de forces entre ses promoteurs et le pouvoir constitué.

Il n'est pas possible de maintenir en permanence un haut niveau de mobilisation pour faire passer des réformes, même si le vote est d'abord un succès pour ses initiateurs. Comme le montre l'adoption du Traité de Lisbonne, la pression doit être constante, afin que la volonté populaire soit finalement respectée. Cela suppose un ensemble de conditions particulièrement favorables, liés à des conditions historiques limitées.

« L'État du peuple tout entier ».

Les gilets jaunes représentent une partie importante de la population, mais ils ont des intérêts propres qui ne sont pas ceux de l'ensemble de la société. Ainsi, l'évocation de la notion de peuple occulte la spécificité d'un mouvement social, portant des revendications particulières, opposées aux intérêts patronaux.

La manière dont le mouvement se définit pose problème. Si les exigences exprimées portent bien sur la question du salaire et du pouvoir d'achat, les actions sont nommées comme celles d'un mouvement citoyen. Alors que la question salariale est au centre des revendications, le patronat se met complètement hors jeu. L'État peut alors se poser comme le seul interlocuteur des manifestants.

La notion de peuple recouvrerait un agrégat qui comprend quasiment l'ensemble de population, un rassemblement dont l'unité est présupposée, du fait qu'il ne comprendrait pas les 1 %, ou les 0,1 % ou même les 0,01 % de « l'oligarchie » financière. Ainsi, ce n'est pas un concept reposant sur la différence, mais au contraire une catégorie englobante, dont on déduit l'identité par une opposition pré-supposée aux ultra-riches.

Si les classes sociales n'existent que dans leur rapports de luttes, la notion de peuple, quant à elle, neutralise toute opposition de classe. C'est une notion psychotique, supprimant la différence et rejetant toute séparation d'avec les pouvoirs constitués. Ainsi, c'est une idée qui a souvent servi de référence idéologique diversifiée, à une partie de la social-démocratie, à des régimes autoritaires ou à Joseph Staline qui a même parlé « d'État du peuple tout entier. »

En France, les promoteurs de la notion de peuple font référence à la révolution de 1789 où le prolétariat urbain a renversé l'aristocratie avec les armes distribuées par les bourgeois et à qui ils les ont remis, une fois le travail accompli . 6) Déjà, dans historiographie de la révolution française, la référence au peuple est un paravent dissimulant les acteurs réels, tels les prolétariats urbain et agraire. Elle a le même effet actuellement, au niveau du mouvement des gilets jaunes, de déni de la composition de classe des manifestants.

Ainsi, disparaît plus de deux siècles d'histoire sociale et politique, celle des luttes prolétaires, au nom d'une référence a-historique de peuple, véhiculée non pas par l'histoire réelle, mais officielle de la révolution française de 1789.

Le RIC, une réforme compatible avec « l'anti-système » macronien.

La mutation de l'organisation du pouvoir, basée sur le RIC, pourrait suivre les traces des réformes antérieures, celles de « l'anti-système » macronien, d'une restructuration par le haut du système de la représentation politique. Son adoption pourrait aboutir à un mode de gouvernance qui abandonne d'avantage le système des partis et qui, dans les faits, rejette le politique, c'est dire la reconnaissance des oppositions de points de vue et d'intérêts, au profit d'une relation fusionnelle du président et de son peuple.7) Ainsi, le RIC peut conduire à un nouveau stade d'une mutation, déjà bien avancée, de l'exercice du pouvoir d'État, à savoir la fin de toute médiation d'avec la société civile.

L'élection du président Macron est en elle-même exemplaire de ce processus. Emmanuel Macron fût élu par une petite minorité de Français, 16,5 % des électeurs inscrits, permettant à son parti d'obtenir 60 % des sièges à l'Assemblée nationale . 8)
Non seulement l'élection, mais déjà sa candidature à la présidence, pose question. Elle fut déjà envisagée au niveau d'une réunion du groupe de Bilderberg un an avant son élection. Son premier ministre y fût aussi présenté quelques mois avant sa désignation. Cette influence internationale explique pourquoi le président Macron est largement indifférent aux revendications des français : il ne leur doit pas son élection.

Ce 5 février 2019, une proposition de loi « anticasseur, » « visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs », a été adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale. Grâce au soutien du Parti des Républicains, il s'agit d'une première contre-offensive du pouvoir, couplée à une tentative de déstabilisation développée sur le mode de la lutte contre l'antisémitisme. 10)

9)Pendant longtemps, les gilets jaunes se sont trouvés face à un vide de pouvoir. Il ne s'agissait pas seulement d'une tactique destinée à pratiquer une politique de terre brûlée, face à un mouvement social difficilement contrôlable, mais aussi un élément caractéristique de la forme actuelle de l'exercice du pouvoir national. Celui-ci vient de réagir, dans le seul champ qui lui reste disponible, celui de la provocation idéologique et l'organisation de la répression.

Un État policier.

La répression, subie par les gilets jaunes, est d'un niveau inconnu en France depuis des dizaines d'années. On dénombre quelques 1 800 condamnations accompagnées de centaines de peines de prison ferme, ainsi que 1 400 personnes en attente de jugement. Il s'agit pourtant d'un mouvement social non violent qui n'a aucune capacité, ni volonté, de menacer l'exercice même du pouvoir. La violence policière est avant tout « proactive », elle a pour but de créer la peur et de dissoudre préventivement tout processus de recomposition sociale. Au 15 janvier, on comptait au moins 1700 blessés, 93 blessés graves dont 13 personnes éborgnées 11) parmi les manifestants.

Ainsi, tout au long de leurs manifestations, les gilets jaunes ont été confrontés à la seule structure effective de l'État national : la police. Les États membres de l'UE, même de grands pays comme la France, sont aujourd'hui des instances dépourvues de la plupart des prérogatives régaliennes, qu'elles soient politiques ou économiques. La plupart de celles-ci ont été transférés à des instances instances européennes et internationales. Les politiques économiques et sociales, telles la réforme du code du travail, sont de simples applications de directives de l'UE.

La police devient l'appareil central de l'État national 12) . La prérogative du maintien de l'ordre reste bien de son ressort, contrairement à la guerre, à la monnaie ou à la politique économique. Si à ce niveau, l'État national garde bien une autonomie, elle est relative car étroitement encadré par la structure impériale étasunienne. Depuis une trentaine d'années, les polices européennes ont été structurées directement par le FBI 13). Non seulement, la police fédérale américaine a organisé les équipes mixtes d'intervention, mais grâce à ses initiatives, elle est parvenue aussi à influencer fortement les législations européennes, tant nationales que communautaires et cela dans les domaines de l'interception des communications, du contrôle du Net, de la création de nouvelles incriminations spécifiant le terrorisme, ainsi que sur les réformes des appareils policiers et judiciaires.

La centralité de l'appareil policier au niveau national a d'abord été explicite dans des pays ayant abandonné depuis longtemps toute souveraineté nationale, telle la Belgique. Elle est maintenant organique à des pays comme la France. Il s'agit là du résultat d'une politique d'abandon de toute indépendance nationale et d'une intégration accrue dans l'Empire étasunien.

« La parabole des aveugles ».

Si la police est devenue, en France, le corps central de l'État national, c'est d'abord comme appareil soumis aux structures impériales. Cette articulation explique les difficultés rencontrées par les luttes prolétaires. La gestion de force de travail est internationale et les luttes restent nationales. L'adversaire est globalement insaisissable. Face aux gilets jaunes, il n'y a que la police comme représentante d'un Etat qui a perdu ses prérogatives régaliennes. Les manifestants doivent faire face à un vide de pouvoir. Ils sont confrontés à un Etat qui règne, mais ne gouverne pas.

La violence de la police vis à vis des manifestants, ainsi que l'utilisation massive de la procédure de comparution immédiate, sont révélatrices de la forme actuelle de l'État, d'un Etat national qui n'a plus d'autres prérogatives que les fonctions de police et de justice, cette dernière étant réduite à un simple auxiliaire de l'appareil répressif. La procédure de « comparution immédiate » est explicite de cette mutation. C'est donc le droit pénal qui est maintenant au centre des relations entre le pouvoir et la population.

Actuellement, le droit pénal a acquis un caractère constituant. Abandonner, comme le demande Etienne Chouard, les revendications salariales et ne pas faire de la défense des libertés fondamentales un axe central de lutte , afin de concentrer tous ses efforts sur le RIC, conduit à l'anéantissement du mouvement. Cela amène à traiter comme objectif principal, sinon unique, la capacité de transformer un texte constitutionnel qui n'a plus qu'une place résiduelle dans l'ordre politique et juridique actuel. Cette tactique se place hors de toute réalité effective. Elle conduit à un suicide politique, comme le suggère notre référence à la peinture de Jerôme Bosh, « La parabole des aveugles ».

Le RIC comme substitut à la lutte sur le salaire.

La dissolution de ses revendications propres dans une demande abstraite de démocratisation de l'État ne peut qu'affaiblir le mouvement. Cette exigence peut facilement se transformer en son contraire, en un renforcement du pouvoir exécutif. Le déni de la composition de classe du mouvement, leur refus de se nommer comme prolétariat fait qu'ils sont désignés comme peuple, comme base imaginaire d'une organisation étatique qui les combat.

En effet, la manière dont certains manifestants se définissent pose problème. Si leurs revendications portent bien sur la question du salaire, elle ne se nomment pas comme telles. Elles se présentent pas comme des actions prolétaires, destinées à défendre la valeur de la force de travail, mais comme un mouvement « citoyen », se réclamant d'un État qui est en première ligne dans la

baisse du salaire direct et indirect.

En conclusion, il apparaît que la revendication du RIC repose sur un double déni de la réalité politique. Elle suppose que l'État national exerce encore un pouvoir conséquent et que la Constitution en est encore un vecteur essentiel.

Un déni du caractère politique de la lutte salariale.

C'est aussi un déni du caractère directement politique de la lutte salariale, qui dans le contexte actuel, affronte globalement une accumulation du capital basée, non plus principalement, comme dans « les trente glorieuses », sur l'augmentation de la production de plus-value relative, mais bien sur une nouvelle croissance de la plus-value absolue . 14)

En occident, donc en France, dans une structure de très faible croissance, l'augmentation de la productivité du travail n'est plus le vecteur principal de l'augmentation de l'exploitation, de la hausse du taux de plus-value, mais bien la baisse des salaires directs et indirects, ainsi que l'augmentation de la durée et de la flexibilité du travail.

La lutte sur le salaire devient directement politique, car toute valorisation de la force de travail remet directement en cause un système d'exploitation basé essentiellement sur la baisse de la valeur absolue de la force de travail. La fonction de l'État comme capitaliste collectif, telles que nous le montre la loi El Khomri et les ordonnances Macron, est aujourd'hui centrale dans le démantèlement des garanties permettant aux travailleurs de défendre leurs salaires et leurs conditions de travail. Toute lutte pour le salaire devient une lutte directement politique.

Notes

1) Louis Nadau, « Face au RIC , Macron brandit le Brexit », Marianne.net, le 16/1/2019, https://www.marianne.net/politique/face-au-ric-macron-brandit-le-brexit

2) « Comment Emmanuel Macron prépare un référendum en secret », Le Journal du Dimanche, le 2 février 2019, https://www.lejdd.fr/Politique/exclusif-comment-emmanuel-macron-prepare-un-referendum-en-secret-3850556

3) Carole Piquet, « Qu'est-ce que le « RIC délibératif » proposé par Terra Nova ? », Le Parisien.fr, le 19 février 2019, http://www.leparisien.fr/politique/qu-est-ce-que-le-ric-deliberatif-propose-par-terra-nova-19-02-2019-8015343.php

4) « L'Assemblée vote la proposition de loi "anti-casseurs" par 387 voix contre 92 », Europe1.fr, le 5 février 2019, http://www.leparisien.fr/politique/qu-est-ce-que-le-ric-deliberatif-propose-par-terra-nova-19-02-2019-8015343.php

5) Lire : Jean-Claude Paye, « Que rien ne change, pour que tout change ! »,Comité Valmy, le 10 juin 2017,http://comite-valmy.org/spip.php ?article8652

6) Henri Guillemins, « La révolution française (1789-1794) », https://www.youtube.com/watch ?v=mh7DWUr_nyA

7) Jean-Claude Paye, « La fin du système des partis », Comité Valmy, le 22 avril 2017, http://www.comite-valmy.org/spip.php ?article8501

8) Résultats des élections législatives 2017, Ministère de l'Intérieur, https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives-2017/(path)/legislatives-2017/FE.html

9) « Les députés ont voté pour limiter la liberté de manifester », Reporterre.net, le 5 février 2019, https://reporterre.net/Les-deputes-ont-vote-pour-limiter-la-liberte-de-manifester

10 Bernard-Henri Lévy : "L'antisémitisme, c'est le coeur du mouvement des gilets jaunes", AFP, le 18 février 2019, https://www.lalibre.be/actu/international/bernard-henri-levy-l-antisemitisme-c-est-le-coeur-du-mouvement-des-gilets-jaunes-5c6a69ffd8ad5878f0c92226

11) « Au moins 93 blessés graves depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, 13 personnes éborgnées », RT France, le 15 janvier 2019, https://francais.rt.com/france/57917-au-moins-93-blesses-graves-debut-mouvement-gilets-jaunes-13-personnes-eborgnees

12) Jean-claude Paye, « « L'État policier, forme moderne de l'Etat ? L'exemple de la Belgique », Les Temps modernes,, no 605, août-septembre-octobre 1999 et « Vers un Etat policier en Belgique ? », Le Monde diplomatique, novembre 1999, ainsi que Vers un Etat policier en Belgique, 159 p, EPO 1999.

13) Jean-claude Paye, « Europe-Etats-Unis : un rapport impérial », Le Monde, le 23 février 2004, https://www.lemonde.fr/international/article/2004/02/23/europe-etats-unis-un-rapport-imperial-par-jean-claude-paye_354079_3210.html

14) L'augmentation de la valeur du capital par la production de plus-value absolue est la forme dominante au 19ieme siècle, avant que les travailleurs aient pu s'organiser massivement. Elle s'effectue par la prolongation de la journée de travail et la réduction des salaires réels. L'augmentation de la plus-value relative s'effectue, quant à elle, par l'accroissement de l'intensité et de la productivité du travail, en s'assurant que l'augmentation des salaires soit inférieure à celle de la productivité.

Dit, c'est qui qui t'a amputé d'une main ou rendu aveugle d'un oeil ? Réponse : Macron !

- Gilets jaunes: Ceux qui vont aux manifs violentes sont complices, dit Macron - Reuters 26 février 2019

Ceux qui participent aux manifestations violentes des "Gilets jaunes" sont "complices du pire", a déclaré mardi Emmanuel Macron, qualifiant de "miracle" l'absence de mort lors des heurts.

"Nous ne pouvons de manière raisonnable pas interdire les manifestations", a souligné le chef de l'Etat lors d'un débat avec des élus de la région Grand Est, à l'Elysée, en particulier parce que manifester est un droit.

Mais "il faut maintenant dire que lorsqu'on va le samedi dans des manifestations violentes, on est complice du pire. C'est tout", a-t-il ajouté.

Emmanuel Macron a jugé qu'on ne pouvait pas être dans "une démocratie de l'émeute" et a salué l'action des forces de l'ordre.

"Je considère qu'aujourd'hui nous devons nous féliciter du remarquable travail de nos forces de l'ordre", a-t-il dit.

"C'est un miracle qu'après autant de samedis avec cette violence à certains moments et dans certains endroits, il n'y ait eu aucun mort à déplorer de la part des forces de l'ordre." Reuters 26 février 2019

LVOG - Macron, c'est le mépris et le déni permanent de toute valeur social ou humanisme, de la réalité, c'est un monstre !

Quand être Gilet Jaune tourne au numéro d'illusionnisme ou est synonyme de dilettantisme.

Comment faire de la politique sans faire de la politique ?

Sur le plateau de la web-télé Le Média, lundi 25 février, l' auto-entrepreneuse et Gilet Jaune Priscillia Ludosky a indiqué qu'il suffisait "de rentrer en politique sans faire de la politique dans un parti" et le tour était joué ! (Source : Franceinfo 26.02)

Elle fait partie de ces gens dont l'individualisme suinte de toutes les pores de leur petite personne jusqu'au fanatisme, ne voulant se plier à aucune discipline par manque de détermination, aucun statut par manque de rigueur, refusant ou plutôt fuyant la confrontation qui révèlerait leurs contradictions ou la puérilité de leurs idées, ne partageant rien par crainte d'avoir à l'assumer, n'ayant de compte à rendre à personne, agissant en fonction de leur humeur, du temps qu'il fait, de leurs intérêts du moment.

Il se trouve que la société est divisée en classes, et que chaque classe est représentée par des partis, qui sont chargés de mener la lutte de classe sur le plan politique au nom des intérêts collectifs de leur classe.

Qu'on nie ou qu'on refuse d'admettre ce constat, c'est la réalité qui s'impose à tous. Donc autant dire que ceux qui font dans le déni ou s'en écarte, sont voués à l'impuissance ou ne pourront jamais infléchir le cours de la situation qu'ils en aient conscience ou non.

A défaut de cohérence ou pour illustrer le peu de sérieux de leur démarche, ils s'en remettront au hasard en sortant de leur chapeau de magicien de foire ambulante une "*assemblée citoyenne avec des gens tirés au sort*" entre les mains desquelles nous devrions remettre notre destin pour le meilleur et pour le pire, autant dire qu'on n'y tient pas vraiment !

La fabrique des sondages En Marche. A 13% près, on est plus à cela près !

- Sondage: la popularité de Macron et Philippe en hausse - L'Express.fr 26 février 2019

39% des Français font confiance en Emmanuel Macron, selon un sondage Harris Interactive réalisé pour LCI. L'Express.fr 26 février 2019

- Macron poursuit sa lente remontée dans l'opinion - Reuters 28.02

La cote de confiance d'Emmanuel Macron a progressé de deux points et s'établit désormais à 26%, selon la dernière livraison du baromètre mensuel de Kantar Sofres-One point pour Le Figaro Magazine parue jeudi. Reuters 28.02

La lessiveuse du Palais lave plus blanc que blanc.

- Alexandre Benalla et Vincent Crase remis en liberté - Reuters 26 février 2019

La cour d'appel de Paris a décidé mardi de remettre en liberté l'ancien homme de confiance d'Emmanuel Macron Alexandre Benalla et son ami Vincent Crase, qui avaient été placés en détention provisoire pour violation de leur contrôle judiciaire. Reuters 26 février 2019

En complément.

- Parly veut des sanctions contre un colonel qui a critiqué la coalition en Syrie - Le Parisien 28.02

S'ils disent que c'est "pour la bonne cause", c'est qu'elle est forcément mauvaise.

- Qui est Captain Europe, le superhéros pro-européen ? - L'Express.fr 28.02

Depuis quelques jours, il amuse les réseaux sociaux pour la bonne cause. Il confirme être pro-européen, mais pas lié à l'UE. L'Express.fr 28.02

Réponse :

- François Hollande plaide pour une Europe politique devant des lycéens à Nancy - AFP 28.02

L'ancien président François Hollande a plaidé jeudi pour une Europe politique qui s'engagerait pour "la paix, la résolution des conflits et le climat" devant des lycéens de Nancy qu'il rencontrait pour témoigner de son expérience européenne. AFP 28.02

Youth for climate change : La version mondiale des Young Leaders destinée à la jeunesse.

- Qui sont ces jeunes qui se battent pour le climat ? - euronews 27.02

Les étudiants de « Youth for climate change » ont pris d'assaut la rue et protestent depuis des semaines maintenant. Mais qui sont les personnes qui ont inspiré ces enfants à ne plus aller en cours et se battre pour notre planète ? euronews 27.02

LVOG - Ils feraient mieux d'aller à l'école.

Youth for climate change, Qu'est-ce que c'est ?

LVOG - Une officine de l'ONU sponsorisée notamment par le British Council (créer en 1940 par le gouvernement britannique) et des oligarques, ayant lié des partenariats avec d'autres ONG brassant au total des milliards de dollars. Cette ONG fait partie d'une nébuleuse comportant des milliers d'associations à travers le monde.

D'où vient son programme ? The United Nations Environment Programme. Inutile de traduire !

https://unfccc.int/page/partnerships

Since 2008, the UNFCCC secretariat coordinates the work of 16 intergovernmental entities and many youth organizations to empower youth to act on climate change and enhance their climate change policy decision-making processes.

Previous Partnerships (Partenaires précédents) (des oligarques multi milliardaires anglo-saxons)

Bloomberg Philanthropies – April 2018

UN Climate Change welcomes the announcement of the financial contribution made by Bloomberg Philanthropies to support its work.

The Rockefeller Foundation – November 2016

The Rockefeller Foundation and UNFCCC secretariat launched a three-year project shining a light on the solutions needed to balance both human and planetary health starting in 2017.

LVOG - Projet mondial concernant une période de trois ans et lancé en 2017, nous sommes en 2019, nous sommes en plein dedans ! Qui osera nous accuser de faire une fixation sur Rockefeller ?

En macronie.

Ce sont leurs créatures monstrueuses.

- Il n'y a pas de programme de retour des djihadistes français, selon Macron - Reuters 26 février 2019

Il n'y a pas de programme de retour des djihadistes français, a déclaré mardi Emmanuel Macron, ajoutant qu'ils devaient être jugés dans le pays où ils sont accusés et que la France demanderait que d'éventuelles peines de mort soient commuées en peines de prison à perpétuité. Reuters 26 février 2019

Comme ils les aiment quand ils sont aussi dociles et corrompus.

- Aurélien Taché, député LREM: «On a besoin de syndicats dans ce pays» - Slate.fr 26 février 2019 Selon le député du Val d'Oise, la faiblesses des forces syndicales est une des causes du mouvement des «gilets jaunes». Aurélien Taché, député LREM du Val d'Oise, était l'invité de Gilles Bornstein lundi dans l'émission l'Instant politique sur France Info. Slate.fr 26 février 2019

- Même pas besoin de savoir compter sur ses doigts. La médiocrité a son génie.

- Cédric Villani (LREM) : "Le grand débat national est un petit coup de génie" - Yahoo Actu 26 février 2019

- Le Soudan est plus démocratique que la France

- Soudan: 8 personnes condamnées à de la prison pour avoir manifesté - AFP 28.02

Huit personnes ont été condamnées jeudi à de la prison au Soudan pour leur participation à des manifestations interdites par le régime du président Omar el-Béchir, les premières peines prononcées depuis l'instauration de "tribunaux d'exception" en début de semaine. AFP 28.02

Le capitalisme n'a pas changé depuis deux siècles.

Vouloir absolument rendre les hommes malheureux, à quoi ça rime, c'est dément, il faut être mentalement dérangé, et le comble de la médiocrité quand c'est pour leur imposer par la force en guise de destin, car on peut espérer mieux, on doit oser l'exiger.

Dans la situation de la classe ouvrière en Angleterre, Engels disait qu'ils étaient atteintes par un "*aveuglement égoïste et la malhonnêteté*" à propos des industriels, des exploiteurs et leurs représentants on pourrait compléter.

Toute tyrannie est vulnérable.

Aldous Huxley (1958) - Arrivés à ce point, nous nous trouvons devant une question très troublante. Désirons-nous vraiment agir? Est-ce que la majorité de la population estime qu'il vaut bien la peine de faire des efforts assez considérables pour arrêter et si possible renverser la tendance actuelle vers le contrôle totalitaire intégral? Aux U.S.A. - et l'Amérique est l'image prophétique de ce que sera le reste du monde urbano-industriel dans quelques années d'ici - des sondages récents de l'opinion publique ont révélé que la majorité des adolescents au-dessous de vingt ans, les votants de demain, ne croient pas aux institutions démocratiques, ne voient pas d'inconvénient à la censure des idées impopulaires, ne jugent pas possible le gouvernement du peuple par le peuple et s'estimeraient parfaitement satisfaits d'être gouvernés d'en haut par une oligarchie d'experts assortis, s'ils pouvaient continuer à vivre dans les conditions auxquelles une période de grande prospérité les a habitués. Que tant de jeunes spectateurs bien nourris de la télévision, dans la plus puissante démocratie du monde, soient si totalement indifférents à l'idée de se gouverner eux-mêmes, s'intéressent si peu à la liberté d'esprit et au droit d'opposition est navrant, mais assez peu surprenant.

" Libre comme un oiseau ", disons-nous, et nous envions les créatures ailées qui peuvent se mouvoir sans entrave dans les trois dimensions de l'espace, mais hélas, nous oublions le dodo. Tout oiseau qui a appris à gratter une bonne pitance d'insectes et

de vers sans être obligé de se servir de ses ailes renonce bien vite au privilège du vol et reste définitivement à terre. Il se passe quelque chose d'analogue pour les humains. Si le pain leur est fourni régulièrement et en abondance trois fois par jour, beaucoup d'entre eux se contenteront fort bien de vivre de pain seulement - ou de pain et de cirque. " En fin de compte ", dit le Grand Inquisiteur dans la parabole de Dostoïevski, " ils déposeront leur liberté à nos pieds et nous diront : faites de nous vos esclaves, mais nourrissez-nous. " Et quand Aliocha Karamazov demande à son frère, celui qui raconte l'histoire, si ce personnage parle ironiquement, Ivan répond : " Pas le moins du monde! Il revendique comme un mérite pour lui et son Eglise d'avoir vaincu la liberté dans le dessein de rendre les hommes heureux. " Oui, pour rendre les hommes heureux. " Car rien ", assure-t-il, " n'a jamais été plus insupportable pour un homme ou une société humaine que la liberté. " Rien, si ce n'est son absence; en effet, lorsque les choses vont mal et que les rations sont réduites, les dodos rivés au sol réclament leurs ailes à tue-tête - pour y renoncer, une fois de plus, quand les temps deviennent meilleurs et les éleveurs plus indulgents, plus généreux. Les jeunes qui ont si piètre opinion de la démocratie combattront peut-être pour défendre la liberté. Le cri de " Donnez-moi la télévision et des saucisses chaudes, mais ne m'assommez pas avec les responsabilités de l'indépendance ", fera peut-être place, dans des circonstances différentes à celui de " La liberté ou la mort ". Si une telle révolution se produit, elle sera due en partie à l'action de forces sur lesquelles, même les gouvernants les plus puissants n'ont que très peu de pouvoir, en partie à l'incompétence de ces chefs, à leur manque d'efficacité dans le maniement des instruments de manipulation mentale que la technique et la science ont fournis et continueront à fournir aux aspirants dictateurs. Si l'on considère leur ignorance et le peu de moyens dont ils disposaient, les Grands Inquisiteurs du passé ont obtenu des résultats remarquables. Mais leurs successeurs, les dictateurs bien informés et intégralement scientifiques de l'avenir, feront à n'en pas douter beaucoup mieux. Le Grand Inquisiteur reproche au Christ d'avoir appelé les hommes à la liberté et Lui dit " Nous avons corrigé ton oeuvre et l'avons fondée sur le miracle, le mystère et l'autorité. " Mais cette trinité n'est pas suffisante pour garantir la survie indéfinie d'une tyrannie.

Dans Le Meilleur des Monde, les dictateurs y avaient ajouté la science, ce qui leur permettait d'assurer leur autorité par la manipulation des embryons, des réflexes chez les enfants et des esprits à tous les âges. Au lieu de parler simplement de miracles et de glisser des allusions symboliques aux mystères, ils étaient en mesure, grâce à des drogues, d'en faire faire l'expérience directe à leurs sujets - de transformer la foi en connaissance extatique. Les anciens dictateurs sont tombés parce qu'ils n'ont jamais pu fournir assez de pain, de jeux, de miracles et de mystères à leurs sujets; ils ne possédaient pas non plus un système vraiment efficace de manipulation mentale. Par le passé, libres penseurs et révolutionnaires étaient souvent les produits de l'éducation la plus pieusement orthodoxe et il n'y avait rien là de surprenant. Les méthodes employées par les éducateurs classiques étaient et sont encore extrêmement inefficaces. Sous la férule d'un dictateur scientifique, l'éducation produira vraiment les effets voulus et il en résultera que la plupart des hommes et des femmes en arriveront à aimer leur servitude sans jamais songer à la révolution. Il semble qu'il n'y ait aucune raison valable pour qu'une dictature parfaitement scientifique soit jamais renversée.

En attendant, il reste encore quelque liberté dans le monde. Il est vrai que beaucoup de jeunes n'ont pas l'air de l'apprécier, mais un certain nombre d'entre nous croient encore que sans elle les humains ne peuvent pas devenir pleinement humains et qu'elle a donc une irremplaçable valeur. Peut-être les forces qui la menacent sont-elles trop puissantes pour que l'on puisse leur résister très longtemps. C'est encore et toujours notre devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous opposer à elles. Retour au meilleur des mondes - Aldous Huxley (1958)

Défense du marxisme.

LVOG - Le travail des femmes, c'est la libération, le bonheur... pour les esclavagiste ou les exploiteurs !

Engels - Le travail de la femme à l'usine désorganise inévitablement la famille et cette désorganisation a, dans l'état actuel de la société qui repose sur la famille, les conséquences les plus démoralisantes aussi bien pour les époux que pour les enfants. Une mère qui n'a pas le temps de s'occuper de son enfant, de lui prodiguer durant ses premières années, les soins et la tendresse les plus normaux, une mère qui peut à peine voir son enfant ne peut pas être une mère pour lui, elle devient fatalement indifférente, le traite sans amour, sans sollicitude, comme un enfant étranger; et des enfants qui grandissent dans ces conditions sont plus tard tout à fait perdus pour la famille, ils sont incapables de se sentir chez eux dans le foyer qu'ils fondent eux-mêmes, parce qu'ils n'ont connu qu'une existence isolée; ils contribuent nécessairement à la destruction de la famille d'ailleurs générale chez les ouvriers. Le travail des enfants entraîne une désorganisation analogue de la famille. (La situation de la classe ouvrière en Angleterre par F.Engels en 1845.)

- Robert Pounder raconte comment un autre ouvrier de sa connaissance, parti à la recherche de travail a rencontré un vieil ami à St Helen dans le Lancashire. « Eh bien, Monsieur, il l'a trouvé, et quand il est arrivé à sa baraque, qu'est-ce que c'était, pensez donc, eh ben une cave basse et humide; la description qu'il donna des meubles était la suivante : 2 vieilles chèses, une table ronde à 3 pié, une quesse, pas de lit mais un tât de vieille paille dans un coin avec une père de drat de lie sale dessu, et 2 bou de boit à la cheminai et quand mon povre ami entrat, le povre jack était assit sur le boit prai du feu, et qu'est-ce que vous croié qu'i fesait ? il était là et il raccmodait les bas de sa fame avec l'aiguille à reprisé et quan il a vu son vieil ami sur le seuille, il a essaillé de le cacher, mait Joé, s'ait son nom à mon ami, il a ben vu, et il a di : jack, Bon Dieu, qu'est qu'tu fait, où qu'est ta fame ? qu'est qu'c'est ce travail qu'tu fait ? Ce povre jack a eut onte et i dit, non, je sait bien, c'est pas mon travaille, mait ma povre fame elle est à l'usine elle doit y allé à 5 heures et demi et travaille jusqu'à 8 heures du soire et elle ait tellement à plat qu'ê peut rien faire, quand elle rentre à la méson, je doit faire tout pour elle ce que je peut, passque j'ai pat de travaille et j'en ai pas ut depuis pu de troit ans et j'en trou'vrai pu de toute ma vie et pi il a pleuré une grosse larme. Ah mon Joé qu'il a dit, y a assé de travaille pour les femmes et les gosses dans la région mais y en a pat pour les homes; c'est pu facile de trouvé cent livres sur la route que du travaille mai j'auré pas crut que toit ou un autre vous m'orié vu entrain de r'prisé les ba de ma fame passe que c'est du mauvais travaille, mé

elle peut presque pu tenir su ses jambes et j'ai peur qu'elle tombe tout à fai malade et là j'sais pu ce qu'on va devenir passque ça fait lontant que c'est elle qu'ait l'homme dans la méson; et c'est moi qu'é la fame; c'est pas du travaille, Joé et i s'est mit à pleuré a chaudes larmes et i dit mait ça pas été toujour comme sa; non jack, dit Joé, et comment qu' t'a fait pour vivre quand c'est qu'tavait pas de travaille; j'vais te l'dire Joé, comme ci comme ça, mais ça allé pluto mal, tu sais quant on s'est marié, j'avais bien du travaille, et tu sait que j'ai jamé été feignant mais non, t'at jamé été feignant; et pi on avait une belle méson meublé et Mary n'avé pas besoin de travaillé, moi j'pouvé travaillé pour nou deu, et maintenant c'est l'monde à Lanver; Mary faut qu'elle travail et moi resté ici pour gardé les enfants et balaillé, et lavé et faire la popote, et raccmodé, passque quant la povre fame rentre à la méson le soire elle est fatigué et claqué; tu sait Joé c'est dure quant qu'on a été abitué autremant ; Joé dit : oui mon gars, c'est dure, et jack recommança a pleuré et il auré voulu jamais avoire été marié et jamais été né, mais il auré jamé cru quand il a marié la Mary que tout ça seré arriver. Qu'ès que j'ai pu pleuré a cause de tout ça, dit le jack, et ben Monsieur, quand Joé il a entendu sa, i m'a dit qu'il avait maudi et envoyé à tous les diables les usines et les industrielles et le gouvairnement avec tous les jurons qu'il avait aprit depuis sa jeunaisse dans les usines 265.

Peut-on imaginer une situation plus absurde, plus insensée, que celle que décrit cette lettre ? Et cependant, cette situation qui ôte à l'homme son caractère viril et à la femme sa féminité sans être en mesure de donner à l'homme une réelle féminité et à la femme une réelle virilité, cette situation qui dégrade de la façon la plus scandaleuse les deux sexes et ce qu'il y a d'humain en eux, c'est la conséquence dernière de notre civilisation tant vantée, l'ultime résultat de tous les efforts accomplis par des centaines de générations pour améliorer leur vie et celle de leurs descendants ! Il nous faut ou bien désespérer tout à fait de l'humanité, de sa volonté et de sa marche en avant, en voyant les résultats de notre peine et de notre travail tournés ainsi en dérision; ou alors il nous faut admettre que la société humaine a fait fausse route jusqu'ici dans sa quête du bonheur; il nous faut reconnaître qu'un bouleversement si complet de la situation sociale des deux sexes ne peut que provenir du fait que leurs rapports ont été faussés dès le début. Si la domination de la femme sur l'homme, que le système industriel a fatalement engendrée, est inhumaine, la domination de l'homme sur la femme telle qu'elle existait auparavant est nécessairement inhumaine aussi. Si la femme peut maintenant comme jadis l'homme, fonder sa domination sur le fait qu'elle apporte le plus, et même tout, au fonds commun de la famille, il s'ensuit nécessairement que cette communauté familiale n'est ni véritable, ni rationnelle puisqu'un membre de la famille peut encore tirer vanité d'apporter la plus grande part à ce fonds. Si la famille de la société actuelle se désagrège, cette désagrégation montre précisément qu'au fond, ce n'est pas l'amour familial qui était le lien de la famille, mais l'intérêt privé nécessairement conservé dans cette fausse communauté de biens 266.

265 - Naturellement l'orthographe que nous avons adoptée ne rend qu'approximativement l'orthographe incertaine de l'ouvrier anglais qu'Engels avait lui-même déjà transposée eu allemand. Cf. sur ce cas T. C. BARKER and J. R. HARRIS : A Merseyside Town in the industrial Revolution : St Helens, 17501900 (1954), p. 321.

266 - Des renseignements donnés par les industriels eux-mêmes indiquent combien les femmes mariées travaillant en usine sont nombreuses; il y en a 10,721 dans 412 usines du Lancashire; parmi leurs maris, 5,314 seulement avaient également du travail en usine, 3,927 avaient un autre emploi, 821 étaient chômeurs et sur 329, on ne possédait aucun renseignement. Donc, dans chaque usine, il y a en moyenne 2 et parfois 3 hommes qui vivent du travail de leur femme. (F.E.) *. * Cf. Manchester Guardian, mai 1844, p. 5, col. 4-5

L'attitude de la bourgeoisie à l'égard du prolétariat.

Engels - Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement pourrie et intérieurement rongée d'égoïsme, si incapable du moindre progrès que la bourgeoisie anglaise, et j'entends par là surtout la bourgeoisie proprement dite, singulièrement la bourgeoisie libérale, qui veut abroger les lois sur les grains. Pour elle il n'existe rien au monde qui ne soit là pour l'argent, sans l'excepter elle-même, car elle ne vit que pour gagner de l'argent et pour rien d'autre, elle ne connaît pas d'autre félicité que de faire une rapide fortune, pas d'autre souffrance que de perdre de l'argent 477. Avec une telle rapacité et une telle cupidité il est impossible qu'il existe un sentiment, une idée humaine qui ne soient souillés. (...)

En dernier ressort, le seul facteur décisif reste l'intérêt particulier et spécialement la volonté de gagner de l'argent. (...)

Le bourgeois se moque éperdument de savoir si ses ouvriers meurent de faim ou pas, pourvu que lui gagne de l'argent. Toutes les conditions de vie sont évaluées au critère du bénéfice, et tout ce qui ne procure pas d'argent est idiot, irréalisable, utopique. C'est pourquoi l'économie politique, science qui étudie les moyens de gagner de l'argent, est la science préférée de ces juifs usuriers. Ils sont tous économistes. Le rapport de l'industriel à l'ouvrier n'est pas un rapport humain, mais une relation purement économique. L'industriel est le « capital », l'ouvrier est le « travail ». Si l'ouvrier ne veut pas se laisser enfermer dans cette abstraction, s'il affirme qu'il n'est pas le « travail » mais un homme qui, il est vrai, possède entre autres la faculté de travailler, s'il s'avise de croire qu'il ne devrait pas se laisser vendre et acheter en tant que « travail », en tant que marchandise, sur le marché, l'entendement du bourgeois est alors comme frappé de stupeur. Il ne peut comprendre qu'il puisse avoir avec les ouvriers d'autres rapports que ceux de l'achat et de la vente, et il ne voit pas en eux des hommes mais des « mains » (hands), puisque c'est ce nom qu'il leur jette constamment à la face; et, comme dit Carlyle, il ne reconnaît pas d'autre relation d'un homme à un autre homme, que celle du paiement comptant.

Même les liens entre lui et sa femme ne sont - dans 99 % des cas - qu'un « paiement comptant ». L'esclavage misérable dans lequel l'argent tient le bourgeois marque même le langage, du fait de la domination de la bourgeoisie; l'argent fait la valeur de

l'homme; cet homme vaut 10,000 livres (he is worth ten thousands pounds), c'est-à-dire il les a. Quiconque a de l'argent est « respectable », appartient à « la meilleure catégorie de gens » (the better sort of people), est « influent » (influential) et ce qu'il accomplit fait époque dans son milieu. Le sordide esprit mercantile imprègne la langue tout entière, tous les rapports humains sont traduits en formules commerciales expliquées sous forme de catégories économiques.

Commande et fourniture, demande et offre, supply and demand, telles sont les formules à l'aide desquelles la logique de l'Anglais juge toute la vie humaine. Voilà qui explique la libre concurrence partout, voilà qui explique le régime du « laissez faire » et du « laisser-aller 478 » dans l'administration, dans la médecine, l'éducation et bientôt aussi dans la religion où la domination de l'Église d'État s'effondre de plus en plus. La libre concurrence ne veut pas de limites, pas de contrôle d'État; tout l'État lui pèse, son voeu le plus cher serait d'être dans un régime tout à fait dépourvu d'État, où chacun pourrait exploiter son prochain à coeur joie comme dans la « société » de notre ami Stirner, par exemple. Mais comme la bourgeoisie ne peut se passer de l'État, ne serait-ce que pour tenir en respect le prolétariat qui lui est tout aussi nécessaire, elle utilise le premier contre le second et cherche à tenir l'État le plus possible à distance en ce qui la concerne.

Il ne faudrait cependant pas croire que l'Anglais « cultivé » fait si ouvertement étalage de cet égoïsme. Au contraire il le dissimule avec la plus vile hypocrisie. - Comment ? Vous dites que les riches Anglais ne pensent pas aux pauvres, eux qui ont bâti des établissements de bienfaisance comme on n'en voit dans aucun autre pays ? Oui-da, des établissements de bienfaisance ! Comme si c'était rendre service au prolétaire que de commencer par l'exploiter jusqu'au sang pour pouvoir ensuite apaiser sur lui avec complaisance et pharisaïsme votre prurit de charité et pour vous présenter à la face du monde en grands bienfaiteurs de l'humanité, alors que vous rendez à ce malheureux que vous avez sucé jusqu'à la moelle, la centième partie de ce qui lui revient ! Bienfaisance qui dégrade plus encore celui qui la pratique que celui qui la reçoit; bienfaisance qui enfonce encore davantage dans la poussière le malheureux qu'on a foulé aux pieds, qui implique que le paria déshumanisé, exclu de la société, renonce d'abord à la dernière chose qui lui reste, à son aspiration à la qualité d'homme, et mendie d'abord sa grâce auprès de la bourgeoisie, avant qu'elle lui fasse la grâce de lui imprimer sur le front, en lui faisant l'aumône, le sceau de la déshumanisation ! Mais à quoi bon ces réflexions. (id)

LVOG - De nos jours les plus cruels prédateurs de la planète que l'on présente comme des oligarques philanthropes déclenchent des opérations mondiales sur le climat, le sexisme, l'homophobie, le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, etc. et les uns et les autres courent après pour y participer, alors oui, à la suite d'Engels on a envie de dire, effectivement "*à quoi bon ces réflexions*" !

Totalitarisme. Schizophrénie agravée et complotisme hystérique.

Sur la Russie.

- Ingérence étrangère : la chaîne Russia Today dans le viseur du gouvernement français - Le Parisien 27.02

- L'Union européenne impuissante face aux menaces d'ingérences étrangères - Le Parisien 28.02

- Quand une "gilet jaune" souhaite que la France soit dirigée comme la Russie - Franceinfo 28.02

La plus grande menace que font peser les dictateurs sur tous les peuples : le "***changement***" et la "***réforme***", la "***transition pacifique et démocratique***".

Sur le Venezuela.

- Une transition démocratique au Venezuela est possible, selon des ...
https://www.challenges.fr

- Venezuela: le Groupe de Lima pour une transition démocratique...
https://www.lnc.nc

- L'Amérique latine pour une issue pacifique à la crise au Venezuela
https://www.lesechos.fr

Restauration de la démocratie par le dialogue ... ceux qui s'opposent à la restauration pacifique de la démocratie au #Venezuela ». ... nécessaire à la transition au Venezuela »...lesechos.fr

- Venezuela : "Toutes les options sont sur la table" pour les États-Unis
https://www.france24.com

Nous espérons une transition pacifique vers la démocratie. Mais le président ... "Il est important de récupérer la démocratie

au Venezuela". france24.com

- Venezuela : les Etats-Unis soutiennent Guaido "à 100%" et n'écartent ...
https://www.lepoint.fr

"Nous espérons une transition pacifique vers la démocratie. lepoint.fr

- L'UE veut une transition démocratique et pacifique au Venezuela ...
https://www.togodiplomatie.info

En complément.

- Veto russe et chinois à une résolution de l'Onu sur le Venezuela - Reuters 28.02

La Russie et la Chine ont utilisé jeudi leur droit de veto au Conseil de sécurité de l'Onu pour s'opposer à un projet de résolution rédigé par les Etats-Unis appelant à la tenue d'une élection présidentielle libre au Venezuela. Reuters 28.02

Sur l'Algérie.

Benjamin Stora, ex-permanent de l'OCI de 1976 à 1981, rejoint le Parti socialiste en 1985 soutien la candidature présidentielle de Ségolène Royal en 2007, En 2012 il a soutenu la candidature présidentielle de François Hollande.De 2013 à 2018, il se voit nommé à différentes fonctions par les diférents chef de l'Etat ou leurs ministères. (Source : Wikipédia.org

- "les jeunes qui n'ont connu qu'Abdelaziz Bouteflika depuis vingt ans ou plus veulent un changement profond et les réseaux sociaux y jouent un rôle important. L'opposition existe et différents partis politiques continuent d'exister."

- "Ce que veulent les jeunes, mais aussi le reste de la population, c'est une transition pacifique et démocratique."

- Les protestataires revendiquent "le changement et la réforme", a rapporté l'agence de presse APS. Reuters26 février 2019

Ils ont censuré l'Acte XVI des Gilets Jaunes au profit des manifestations en Algérie, cherchez l'erreur.

- Poursuite des manifestations contre la candidature de Bouteflika - Reuters

- Algérie : les étudiants se mobilisent à leur tour en masse contre un cinquième mandat de Bouteflika - Franceinfo

- Manifestations contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un nouveau mandat : les Algériens veulent une "transition pacifique et démocratique" - Franceinfo

- En Algérie, la colère gagne les campus - Le Parisien

- Algérie: les étudiants à leur tour dans la rue - LeFigaro.fr

- Beaucoup de jeunes Algériens dans la rue pour dire à Bouteflika "Dégage !" - euronews

- Manifestations en Algérie: La télé officielle en parle enfin... d'une drôle de façon - Le HuffPost

- Algérie : candidat à la présidentielle, l'homme d'affaires Rachid Nekkaz, populiste voltairien et opportuniste malchanceux - Franceinfo 26 février 2019

L'une des figures du mouvement qui a pris son essor en Algérie, Rachid Nekkaz, a assuré mardi à franceinfo qu'il avait été "placé en résidence surveillée illégale". À 47 ans, cet homme d'affaires algérien est né en France et entend se présenter le 18 avril à la présidentielle algérienne. C'est peu dire qu'il prête régulièrement le flanc à la critique, tant en Algérie qu'en France, lui dont les ambitions politiques ont embrassé les deux rives de la Méditerranée.

Rachid Nekkaz est un homme malchanceux. Lors de la présidentielle française de 2007, il se fait voler, dit-il, l'ordinateur qui contenait les coordonnées des élus qui lui promettaient parrainage. Lors de l'élection présidentielle algérienne de 2014, c'est cette fois la voiture dans laquelle étaient transportées les 60 000 signatures nécessaires qui se perd… Les affaires lui réussissent davantage : diplômé de philosophie à la Sorbonne, il fait fortune dans les nouvelles technologies et l'immobilier.

Pour la liberté, donc, Rachid Nekkaz est aussi capable d'affirmer sérieusement que le président Bouteflika est décédé depuis longtemps et est représenté par une image 3D. Sa page Facebook compte quelque 1 500 000 abonnés. Son credo ? La jeunesse algérienne, celle qui l'entoure dans les manifestations : "Il y a des jeunes femmes et des jeunes hommes qui aspirent à vivre un développement apaisé, défend-il, vivre comme n'importe quelle autre jeunesse du monde entier." Ses références sont Nelson Mandela ou Bill Clinton. Et quand on l'accuse de populisme, il répond : "Si Voltaire était un populiste, alors, je veux bien."

"Un clown, sauf qu'être clown est un métier respectable"

D'autres dressent de lui un portrait au vitriol. "J'aurais pu dire que Rachid Nekkaz est un clown, sauf qu'être un clown est un métier respectable", rétorque ainsi, cinglant, politologue Naoufel Brahimi El Mili. "C'est quelqu'un qui fait le buzz, soupire-t-il, mais qui sait très bien qu'il ne peut être élu puisqu'il est empêché par deux articles de la Constitution. D'abord parce que son épouse est étrangère, ensuite parce qu'il n'a pas vécu dix ans en continu en Algérie." Selon lui, l'homme vend une histoire, un storytelling en faisant croire en Algérie au sacrifice d'avoir renoncé à la France pour crédibiliser sa candidature. "Ce n'est pas une figure. Il est trop bien connu en France pour être pris au sérieux. Et encore mieux en Algérie pour être pris au sérieux." Franceinfo 26 février 2019

Etats-Unis sur Trump.

- Cohen, l'ex-avocat de Trump, égrène ses accusations contre son ancien client - Reuters 27.02

- Michael Cohen a dressé un portrait accablant de Donald Trump - Le HuffPost 27.02

- Donald Trump est un "escroc", un "raciste", un "tricheur" : devant le Congrès américain, son ex-avocat lâche tout - Franceinfo 27.02

- Trump est un «escroc», un «raciste», et un «tricheur» selon son ex-avocat - LeFigaro.fr 27.02

- Philippe Labro - « Donald Trump est un raciste, un escroc et un tricheur » - LePoint.fr 27.02

Sur le réchauffement climatique.

- Le diesel cause près de la moitié des décès prématurés liés aux émissions polluantes des transports, selon une étude - Franceinfo 27.02

- La France a connu mercredi son après-midi la plus chaude pour un mois de février - Franceinfo 27.02

- Pic de pollution : "Lorsqu'on diminue l'automobile, c'est pour préserver nos enfants" - Franceinfo 27.02

- Près d'un enfant sur deux souffrant d'un cancer dans le monde n'est pas diagnostiqué - Franceinfo 27.02

Totalitarisme. L'hymne à la dictature devient un exercice obligatoire.

- Brésil : Bolsonaro veut que l'hymne national soit chanté dans les écoles - euronews 26 février 2019

Comme leur nouveau président Jair Bolsonaro, les écoliers brésiliens devront connaître l'hymne national sur le bout des doigts. euronews 26 février 2019

L'internationalisme est à reconstruire.

- Bangladesh : l'usine textile du monde - Franceinfo 28 février 2019

Pendant deux semaines, ils ont bloqué la capitale Dacca, au Bangladesh. Tous ces gens en colère sont les petites mains du textile mondial. Ce sont eux qui fabriquent les vêtements pour toutes les marques de la planète, ou presque. S'ils sont sortis de leurs ateliers, c'est pour demander de meilleures rémunérations. Le salaire minimum légal a pourtant été augmenté. De 58 € par mois, il est passé à 83 €. Mais les travailleurs attendaient bien plus. Ils laissent éclater leur colère.

C'est dans la banlieue d'Ashulia, la principale cité-dortoir des ouvriers du textile, que vit Mounia, une mère célibataire de 38 ans. Elle a deux filles. Elle a fait grève en janvier et a été licenciée comme des milliers d'autres. Elle tient à dénoncer ses conditions de travail, inhumaines selon elle. La grève de janvier a donc débouché sur une précarité plus grande encore pour les travailleurs. Certains auraient même été emprisonnés. Pour les marques, ces grèves n'auront en fait aucun impact. Les 4 500 ateliers du pays tournent à nouveau à plein régime, comme si de rien n'était. Les carnets de commandes sont pleins. En 2018, le Bangladesh

a exporté pour 30 milliards d'euros de produits textiles. Franceinfo 28 février 2019

Haut de page

Le 6 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

On va actualiser le portail moins régulièrement à cause de la chaleur, 40°C à l'ombre à midi, 2°C de moins dans la pièce où je travaille, c'est difficile à supporter à mon âge ! Encore des histoires de famille et la flicaille dans le village ! Pas vraiment besoin d'une nouvelle guerre avec le Pakistan ! Vous non plus en France, vous voilà rassurés au moins !

Living on the edge ou vivre sur le fil du rasoir.

Avertissement aux âmes sensibles, aux grands déprimés, aux dépressifs, cette causerie risque de vous achevez ou de vous procurer un électrochoc salutaire, selon que vous êtes au bout du rouleau ou que vous avez encore la capacité de réagir sereinement. Si cela peut vous soulager, je partage votre tristesse, et dites-vous bien qu'ensemble cela peut faire un grand bonheur, car rien ne peut entamer notre détermination toujours intacte à vaincre nos ennemis. Pensez-y, cela vous fera du bien.

Ne me reprochez pas d'avoir fait une causerie particulièrement nauséabonde, ce sont les relents de leur vieux monde pourri qui empestent littéralement l'atmosphère sur tous les continents, non, franchement je n'y suis pour rien. Reprochez plutôt à ceux qui ne l'évoquent pas suffisamment en détails de passer sous silence bien des aspects de la situation sans lesquels il est difficile ou impossible de l'interpréter et donc de la combattre.

Sur ce plan-là, il faut avouer que chacun fait ce qu'il peut ou plus précisément ce qu'il veut, ce qui n'est pas du tout pareil, il y en a qui assument leurs responsabilités et d'autres non, voilà tout.

Si vous estimiez que je n'assumais pas les miennes, vous savez ce qu'ils vous resteraient à faire, à aller voir ailleurs si j'y suis, ici chacun est libre de penser ce qu'il veut, en principe à partir du moment où il l'assume, c'est une terrible exigence, j'en conviens, trop, au point qu'en fait je n'en tiens pas compte, j'ai l'esprit très large comme l'on dit et je ne juge personne à part moi-même, férocement, c'est la moindre des choses.

La bêtise humaine est désespérante, vous ne trouvez pas, on peut se le dire entre nous, non ? C'est curieux tout de même cette obstination à faire son propre malheur. Si vous avez lu Marx et Engels, vous avez pu constater à quel point ils n'y étaient pas indifférents et ils y ont fait référence une multitude de fois, chaque fois qu'ils y étaient confrontés. Chez nos braves dirigeants qui se disent marxistes, c'est un sujet tabou, cherchez l'erreur ! Etrange, n'est-ce pas ? Avez-vous une petite idée d'où cela pourrait provenir ? Allez, je vous mets sur la piste, cela aurait-il quelque chose à voir avec le fait que ce sont de piètres théoriciens ? Qu'est-ce qui nourrit la réflexion du théoricien ? Ce qu'il lit, ce qu'il étudie. A mon avis pas du tout, mais l'école de la vie, car c'est la seule expérience à laquelle il est directement confronté et où il peut mettre en pratique ce qu'il croit avoir compris, et en fonction du résultat il peut en tirer des conclusions qui peuvent avoir une valeur théorique, puisque par la suite il les confrontera à nouveau à la réalité ou lorsqu'il vivra d'autres expériences et ainsi de suite. En observant attentivement l'évolution de la société, du monde, du capitalisme, etc. il pourra se livrer au même exercice sur le plan politique... Et ce n'est que lorsqu'on dispose d'un solide bagage théorique qu'on espérer aller loin, sinon on est condamné à n'aller nulle part, avis aux aventuriers avec ou sans gilets jaunes. A suivre.

- Au format pdf (25 pages)

Un courriel reçu de l'Assemblée populaire de Commercy.

Bonjour Jean-Claude

Non au contraire c'est en pleine effervescence localement et ailleurs... d'ou notre manque de réactivité et disponibilité.

Vous attendiez une réponse ?

Solidairement

Un gilet jaune de Commercy

LVOG - Non, je n'attends rien...

En passant...

La franc-maçonnerie, c'est le sionisme laïc.

Parole d'internaute

- "*Malheureusement, je connais moi une bonne proportion de gens qui n'ont pas les yeux ouverts et sont soumis à la désinformation que vous soulignez.*

Il faut se méfier des sentiments exagérément optimistes que peut générer la lecture de forum comme celui-ci (Les Crises. fr), réunissant des gens plutôt d'accord entre eux…"

LVOG - L'entre soi est aussi l'exercice favori des militants, je parle par expérience.

Cela vaut dans les partis où la méthode Coué ou d'autosuggestion collective alimentée par leurs directions est de rigueur. Elle sert surtout à ne pas réfléchir en dehors du cadre fixé par leurs dirigeants.

S'agissant de votre première réflexion, il faut comprendre que se soumettre "à la désinformation", c'est faire partie du club de la majorité, c'est rassurant et permet de se forger une bonne conscience à peu de frais. Ce serait davantage le lot des nantis, plutôt que celui des défavorisés qui a un moment donné n'écoutent plus rien ni personne.

On nous dit que la majorité des masses ne se mobiliseraient pas contre Macron, parce qu'elles ne percevraient aucune issue politique. Certes, cela ne coûte rien de l'affirmer et cela ne nous fait pas avancer d'un pouce non plus. On ferait peut-être mieux de se demander s'il n'existerait pas des obstacles de nature sociale qui les dissuaderaient de passer à l'action, non ? Ne ferait-on pas mieux de partir de leurs réelles conditions, au lieu de se livrer à des spéculations qui ne mènent nulle part ?

Je rappelle qu'en 63 ans je suis passé successivement par tous les états d'esprit que peuvent connaître un travailleur au cours de sa vie, de l'arriéré profond au militant conscient que je croyais être devenu, pour ensuite régresser et adopter l'attitude du petit bourgeois, qui au détour de conditions favorables abandonnera le militantisme pendant deux décennies et profitera de la vie sans se soucier le moins du monde du sort du reste du monde comme s'il n'existait plus, pour enfin au moment du choc du 11 septembre 2001 reprendre conscience que la lutte des classes existait et qu'elle était l'un des deux facteurs décisifs qui avait concouru à l'évolution de la civilisation humaine.

Inorganisé, puis organisé, et à nouveau inorganisé, en quête depuis des années désespérément d'une organisation sans la trouver, puisqu'aucune n'a voulu dresser un inventaire ou un bilan impartial de la lutte de classe depuis les années 40, et qui plus est, le soumettre aux militants, toutes ont conservé les mêmes dirigeants et pratiquent l'autosatisfaction malgré leurs bilans désastreux, ce qui me contraint à demeurer inorganisé malgré moi. D'autant plus que j'en suis arrivé à la conclusion, que ce sont les rapports que les trotskystes (pas seulement) avaient adoptés avec la social-démocratie et le stalinisme, qui sont en grande partie à l'origine de la décomposition et de la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier, disons que cela en est la partie la plus visible, analyse qu'aucun parti ou groupe de militants ne partage, partant de là nous ne pouvons pas cohabiter dans la même structure...

D'où l'activité politique à laquelle je me livre à travers ce portail, pour partager mes expériences et mes réflexions que je relie en permanence à la situation, de telle sorte que chacun puisse en vérifier la cohérence ou non à travers les positions que j'adopte. Je déplore que cette contribution politique soit limitée, mais en vivant en Inde, je ne vois pas comment il pourrait en être autrement...

La nausée !

A force, ils rendent crédible, légitime, la nécessité de faire table rase de leur société pourrie. Ceux qui s'y complaisent sont des morts vivants.

Ce portail est un antidote efficace contre la schizophrénie du pouvoir et des élites à son service.

Rumeur, soupçon, appel à la délation, dénonciation calomnieuse, provocation, citation tronquée ou sortie de son contexte, amalgame, amnésie, diffamation, accusation, répression, censure, mise au ban de la société...

Je fais partie des privilégiés qui se sentent relativement bien, la nature offre un spectacle merveilleux et changeant quotidiennement, c'est une source de curiosité et de bonheur intarissable, mais dès que je pense à l'actualité des hommes ou à la société,dès que j'ouvre l'ordinateur, patatras, tout s'obscurcit soudainement et devient triste à mourir, un cauchemar !

Nous, l'humanité, avons tout pour être heureux, mais nous sommes incapable de l'être parce qu'il y en a qui profitent de leur pouvoir pour nous pourrir l'existence, il faut donc les neutraliser, exterminer cette pourriture puisque c'est le seul moyen de les empêcher de nuire à la société.

La lutte de classes est une lutte à mort, mais bien peu l'admette, comme quoi ils n'y ont pas compris grand chose soit dit en passant, leurs intérêts individuels l'emportent sur leur niveau de conscience politique qui demeure relativement médiocre ou présente de graves lacunes. Il y a ceux pour qui c'est devenu juste une lubie, un passe temps ; Il y a ceux pour lesquels c'était le moyen d'appartenir à une communauté, histoire dans les deux cas de donner un sens à leur vie et avec le temps de se donner bonne conscience à bon compte ; Et puis il y a ceux qui ont toujours baigné dedans depuis leur berceau ou qui sont tombés dedans très jeunes et n'ont jamais évolué par la suite ou si peu.

Pour tous ceux-là, c'est-à-dire l'immense majorité des militants, c'est devenu une routine, le train-train quotidien, une habitude aussi abrutissante ou aliénante que le travail ou la fréquentation des médias ou des réseaux dits sociaux, donc dès qu'on dénonce leurs contradictions, leur incohérence, leur mauvaise foi, leur malhonnêteté intellectuel ou leur manque de rigueur, leurs analyses foireuses, leurs spéculations oiseuses, leurs errements insensés, leur aventurisme ou opportunisme, etc. ils ne chercheront pas à comprendre pourquoi ou comment vous en êtes arrivé à ce constat, cela ne les intéresse pas, pensez-vous, ils sont bien au-dessus de ce genre de considérations, pour eux vous êtes des troubles fêtes, des parasites, des ennemis, que cela soit dit une bonne fois pour toute.

A leurs yeux vous êtes infréquentables pour avoir osé vouloir bousculer le monolithisme qui fait office chez eux de mode de penser. Ils ne s'aperçoivent pas que la rigidité de leur cerveau les a conduits à reproduire les comportements malsains qu'ils prêtent aux autres ou à la société, ils aspirent à la liberté mais la craigne plus que tout au monde dès qu'on leur demande de mettre à contribution leurs petites cellules grises. Vous êtes l'empêcheur de tourner en rond qui menace l'autosatisfaction à laquelle ils se raccrochent désespérément pour garder le moral, autosatisfaction qui leur sert également de digue face à tout bilan critique de leur courant politique, et pour cause ! Notez bien que les travailleurs s'en tapent complètement ou passent outre pour leur faire sentir ce qu'ils en pensent, les libres penseurs ne sont pas souvent ceux qu'on croie, au pire, ils seront traités avec dédain, ils se feront traiter de poujadistes ou de fachos en retour, au mieux ils feront l'objet de compliments pour le moins suspect car devant servir à faire oublier l'incurie politique de ceux qui les prononcent et dont la modestie est tout aussi légendaire.

Après avoir adopté l'agenda de l'oligarchie et partagé ses arguments ou positions sur tout un ensemble de questions, les militants du mouvement ouvrier sont très mal placés pour donner des leçons aux travailleurs. Pour ne prendre que deux exemples mais ô combien révélateurs, il suffit de considérer les discours des différentes formations politiques de l'avant-garde du mouvement ouvrier sur le plan sémantique et l'angle sous lequel ils abordent la situation, pour être stupéfié du gouffre qui existent avec la manière de s'exprimer de la masse des travailleurs ou de l'ensemble de la société du reste.

Vous aurez constaté qu'ici on s'exprime sans systématiquement recourir à cette terminologie, et on part du principe que les lecteurs ou les travailleurs ne sont pas forcément des militants, c'est-à-dire qu'ils abordent la situation à partir de leurs conditions, leurs expériences, et s'ils ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes, le contraire serait plutôt surprenant ou se saurait, on les y amène tranquillement mais sûrement, de manière à ce qu'ils se familiarisent avec un mode de penser, logique et qui privilégie les faits, le matérialisme dialectique si vous voulez.

On pourrait m'accuser d'être rustre, trop dur, trop direct, mais c'est cette société qui est ainsi faite. Pourquoi ne devrions-nous pas dire les choses telles qu'elles sont en réalité, dites-moi ? Vous préféreriez qu'on tourne autour du pot, qu'on dise les choses à moitié, qu'on s'entoure de précautions pour aborder des questions délicates, qu'on mette des gants pour parler de certaines personnes, et puis quoi encore! On les prend telles qu'elles se présentent à nous, et force est de constater qu'elles sont souvent extrêmement violentes et désagréables. Et quand on nous les présente hypocritement recouvertes d'un vernis pour nous tromper, c'est à l'acide nitrique qu'on disperse le voile de l'illusion qui nous empêchait d'en saisir la nature. Les oxymores du genre les oligarques philanthropes, on les découpe à la tronçonneuse pour que le lien soit tranché net et que leur séparation soit irréversible, pendant que d'autres se munissent de pince à épiler pour ne pas les abîmer, pensez-vous ils pourraient en avoir mauvaise conscience !

Ils osent tout. Voilà pourquoi ils nous pourrissent la vie.

- Bugatti "La Voiture Noire", ou la voiture la plus chère au monde - BFMTV 05.03

"La Voiture Noire" est un exemplaire unique. Son propriétaire, Ferdinand Piëch, ancien dirigeant du Groupe Volkswagen, prix : 16,7 millions d'euros. Performance : 0 à 100 en seulement 2,5 secondes, pour un 0 à 200 en 6,5 secondes. BFMTV 05.03

LVOG - Ferdinand Piëch : Une injure à la nature humaine...

Mystification. Anti-Gilets Jaunes. Les officines à la solde de l'oligarchie et Macron se mobilisent contre le prolétariat mondial.

LVOG - A qui s'adressent-elles ? A leurs maîtres ! Que leur demandent-elles ? Sachant pertinemment que ceux qui nous gouvernent sont les porte-parole des multinationales, et qu'ils ne prendront aucune mesure contraignante à leur encontre, leur mobilisation sert uniquement à cautionner celles qu'ils adopteront contre le reste de la population.

A défaut de lutter pour renverser le capitalisme ou pour le socialisme, pour un gouvernement ouvrier qui s'attaquerait aux multinationales, elles oeuvrent pour le compte de la réaction. Machination ou complot contre tous les peuples, au choix. Autant dire que nous n'en seront pas.

- "Ça suffit" : 140 organisations appellent à une "Marche du siècle" en faveur du climat le 16 mars - franceinfo 06.03

La liste complète des 140 organisations signataires :

350.org ; ActionAid France ; Alternatiba ; ANV-COP21 ; ATD Quart Monde ; ATTAC ; Bizi !; BLOOM ; Boycott Citoyen ; CARE France ; CCFD-Terre Solidaire ; CRID ; EHESS ; Fondation France Libertés ; Fondation de l'Écologie Politique ; Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ; France Nature Environnement ; GERES ; Greenpeace France ; Les Amis de la Terre France ; Ligue des droits de l'Homme ; ~ le mouvement ; Mouvement Utopia ; Mouvement Colibris ; Notre Affaire à Tous ; One Voice ; Oxfam ; Partager c'est sympa ; REFEDD (Réseau Français des Étudiants pour le Développement Durable) ; Réseau Action Climat - France ; Secours Catholique - Caritas France ; Secours Islamique France ; SNCS-FSU ; SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires ; Solidaires ; ACTES en Cornouaille ; AFDI ; Alofa Tuvalu ; Alternative autogestion ; Amap des Hauts de Belleville ; Antenne Nature Loisir Patrimoine ; Association : CRI-AC! Collectif Relais d'Informations & Actions Citoyennes Association "l'Abeille Écolo" ; Association des amis des convivialistes ; Association Ecoloc ; Association Mobil'idées ; Atelier CAPACITES ; Atelier solidaire de Saint-Ouen ; Atelier Vélorution Bastille ; AYNI France ; Ayya ; Ca le fait pour la planète ; Collectif des Associations Citoyennes ; Canopée Forêts VivantesCap ou pas cap ; Carre Geo & Environnement France ; Centre de recherches sur la culture japonaise de Rennes ; Charente Nature ; Christianisme social ; CliMates ; CMR (Chrétiens dans le monde rural) ; Collectif 07 Stop Gaz de Schiste ; Collectif Arcois pour la Planète ; Collectif sarthois "Pour une Terre plus Humaine" ; Coordination eau bien commun France ; Coordination eau Île-de-France ; Coquelicots Caen ; Cré-sol Centre Réseau Economie Solidaire ; Cyclofficine d'Angouleme ; Citoyens pour le Climat ; Demain Nos Enfants ; DiEM25 France ; Ecologie au Quotidien ; EEUDF - éclaireuses et éclaireurs unionistes de France ; EGREEN ; Enseignant. e.s pour la Planète ; Extinction Rebellion France ; Fédération de l'entraide protestante ; Fédération nationale de l'ACE ; Federation Syndicale Unitaire (FSU) ; Festival Atmosphères ; FIDL, le syndicat lycéen ; Fondation ELYX ; Fondation Énergies pour le Monde ; Générations futures ; Gevalor ; Gret ; Groupe initiatives ; Groupement CARMA Gonesse Pays de France ; Hardpork ; L'abeille Ecolo ; L'Heureux Cyclage ; La Nature en Ville ; La P'tite Rustine : La Voûte Nubienne ; Le Laboratoire de la Transition ; Le Mouvement de la Paix ; Les Amis de la Forêt de la Corniche des Forts à Romainville ; Les Convivialistes ; Maison des Peuples et de la Paix ; Maison des solidarités locales et internationales ; Mouvement du Christianisme social ; Mouvement Ni Putes Ni Soumises ; Mouvement pour l'Economie Solidaire ; Mouvement pour l'Economie solidaire Occitanie ; MTMSI ; Nous sommes Parti-e-s Pour La Décroissance ; Novetat ; Observatoire international de la Gratuité ; Pacte Finance Climat ; Paris Bike Tour ; Paris zéro fossile ; Pax Christi France ; Réseau Action Climat - France ; Réseau Foi & Justice Afrique Europe France ; Résistance à l'Agression Publicitaire ; ResiWay AISBL ; Ritimo ; Savanturiers-Ecole de la Recherche ; Sciences Citoyennes ; Sgen-CFDT ; Sgen-CFDT Pays de Loire ; SOS Racisme ; Syndicat national de l'environnement Sne-FSU ; Touche pas à mon schiste ; Un p'tit dans la tête ; UNEF ; Union des Associations pour la Défense du Littoral ; Union syndicale Solidaires ;Unis Pour Le Climat ; Unis-Terre ; Vélo-Ecole du 20ème ; Vélorution Paris Île-de-France ; Wasquehal en Transition ; WECF France. franceinfo 06.03

Autant d'organisations acquises au capitalisme et à éviter. Un tel crétinisme est pitoyable !

350.org est une agence du parti démocrate oligarchique américain dirigée par William Ernest "Bill" McKibben. Il fut nommé un des hommes parmi les douze les plus influents en 2009 par le magazine américain Foreign Policy créé en 1970 par Samuel P. Huntington (théorie de l'affrontement des civilisations - néolibéral). Les éditions en ligne de Foreign Policy dépendent du Washington Post au travers de sa filiale The Slate Group, affilié au groupe Bilderberg. McKibben est un rédacteur régulier du New York Times, affilié également au groupe Bilderberg. (Source : Wikipédia)

On continue ou cela ne sera pas nécessaire ?

Voilà sur ordre de qui, avec qui tous ces gens-là vont aller manifester, nos pires ennemis de classe. Délirant, non ? Ceux qui ne le dénoncent pas s'en font les complices, que cela leur plaise ou non.

Prévention contre la schizophrénie. Attention, la menace est omniprésente, elle est absolument partout !

LVOG - Même pas peur ! La gouvernance mondiale par le règne de la peur, de la terreur dans tous les domaines, c'est tout ce qu'il leur reste, alors cela vaut le coup ou non de la combattre ?

Alimentation

- Alerte sur l'acrylamide, ce cancérogène présent dans les frites, les chips ou les biscuits - L'Express.fr

- Malbouffe : "Il faut passer la vitesse supérieure" selon la Fédération Française des Diabétiques - Franceinfo

- Les canicules marines ont bondi de 50% depuis le milieu du XXe siècle (et le pire serait à venir) - Franceinfo

Médicament

- Chute des cheveux : attention au finastéride ! - Franceinfo

Santé

- Industriels-hôpitaux : les liaisons dangereuses ? - Franceinfo

Pollution

- La quantité de plastique accumulée dans les océans pourrait doubler d'ici 2030, selon un rapport du WWF - Franceinfo

Climat

- "Ça suffit" : 140 organisations appellent à une "Marche du siècle" en faveur du climat le 16 mars - Franceinfo

Nature

- "La diminution de la biodiversité menace notre sécurité alimentaire", affirme un rapport de la FAO -

Bien d'équipement

- Attention aux métaux lourds dans les verres décorés - Franceinfo

Police

- "Gilets jaunes" : des images montrent le face-à-face entre la police et le député LFI "matraqué" à Bordeaux - Franceinfo

Justice

- Quand la justice française condamne au nom d'une loi qui n'existe pas (en France) - Franceinfo

Institution supranationale

- Tribune d'Emmanuel Macron : "Liberté, protection et progrès" pour "une renaissance européenne" - Franceinfo

Parti politique

- Elections européennes : il y a une "tentation pour les extrêmes" au sein de la jeunesse - Franceinfo

Terrorisme

- Londres: Colis piégés dans deux aéroports et à la gare de Waterloo - Reuters

Précarité généralisée.

- "Ils ne font aucun contrat fixe" : à Barcelone, la détresse de la jeunesse face aux emplois précaires - Franceinfo

Complotisme

- Privatisation d'ADP: Le Maire dénonce la "théorie du complot" de Ruffin - Le HuffPost

Agression sexuelle

- Soupçons d'agressions sexuelles et de viols au sein des Jeunes communistes : le PCF présente ses excuses aux victimes et les appelle à "saisir la justice" - Franceinfo

Viol

- Religieuses abusées par des prêtres : une "organisation criminelle ne fait pas pire" - Franceinfo

Pédophilie

- 7 questions que les pédiatres posent toujours avant que leurs enfants aillent jouer chez des amis - Le HuffPost

Racisme

- Actes antisémites en Alsace : "Ils ne nous font pas peur", assure le grand rabbin du Bas-Rhin - Franceinfo

On est bien en présence d'enragés, de fous furieux. L'avez-vous remarqué, il ne manque que les délinquants, les gangsters, les mafieux, les braqueurs, les dealers, les assassins, les mercenaires, les barbares, etc. normal, ils appartiennent à leur confrérie !

La propagande fanatique mondiale, manipulation des consciences en continu.

- Grand rassemblement en Italie contre le racisme - euronews 03.03

En Italie ce samedi, plusieurs dizaines de milliers personnes ont répondu à l'appel d'une trentaine d'organisations pour protester contre le racisme et tout type de discrimination. euronews 03.03

- La stèle de l'ancienne synagogue de Strasbourg vandalisée - euronews 03.03

Deux semaines après la profanation d'un cimetière juif de Quatzenheim (Bas-Rhin), la stèle marquant l'emplacement de l'ancienne synagogue de Strasbourg a été vandalisée dans la nuit de vendredi à samedi. euronews 03.03

- Au carnaval de Rio, des looks vegans et éco-responsables - Le HuffPost 03.03

- "J'ai des voisins qui restent deux ou trois jours sans nourriture" : à Caracas, un quartier bastion des chavistes durement touché par la pauvreté - Franceinfo 03.03

- "Les monologues du vagin" en Birmanie, une percée féministe - AFP 05.03

"Papu, pipi, sapat". Autant de mots vulgaires pour désigner le vagin en birman qui sont pour la première fois prononcés sur une scène de théâtre dans ce pays bouddhiste où la jeune génération ébranle le conservatisme ambiant. AFP 05.03

Totalitarisme. Lobotomie, décérébration, désagrégation schizoïde, impuissance, stérilité, eugénisme, fanatisme, barbarie, bestialité, cruauté, sadisme, pervers, détraqué mental, leur univers.

Titres figurant dans la colonne de droite de la page Yahoo news du jour, notamment. Autant dire que j'avais autre chose à foutre que d'ouvrir ses pages et les lire. De véritables cinglés sont aux commandes.

- "Polyamoureux", la nouvelle étiquette pour faire n'importe quoi en amour ? - Zoomin.tv

- Pourquoi les hommes hétéros rejoignent des clubs de masturbation - GQ

- "Un quart des jeunes filles ne savent pas qu'elles ont un clitoris" : Elles souhaitent libérer la sexualité des femmes - Franceinfo

Créatrices de comptes Instagram dédiés à la sexualité, elles voudraient que le clitoris soit davantage présent dans les manuels scolaires. Franceinfo

- L'orgasme du col de l'utérus, vous connaissez ? - Yahoo Style France

- Anorgasmie : quand l'orgasme se refuse - Franceinfo

Plusieurs causes peuvent entraîner une anorgasmie, une impossibilité à atteindre l'orgasme. Une difficulté répétée ou durable qui est provoquée par de nombreuses causes. En comprendre l'origine est le premier pas vers l'orgasme. Franceinfo

Un parfum de fin de règne qui mérite d'être identifié pour le dépasser.

(Le Bloco de Esquerda portugais, le Vänsterpartiet suédois, Podemos en Espagne, Sinistra, Ecologia e Liberta en Italie, en Allemagne, Die Linke, en France, La France insoumise)

- "les gauches radicales sont aussi déconcertées et dépourvues de réponses effectives que la vieille social-démocratie dans la conjoncture, critique et complexe, actuelle." slate.fr 3 mars 2019

Pour caractériser n'importe quel parti, mouvement ou n'importe quelle coalition, on doit se demander quelle est la nature de classe de leurs rapports au capitalisme et ses institutions, à l'Etat.

Les affrontent-ils pour l'éliminer ou bien s'en abstiennent-ils pour le conserver ? Sont-ils engagés résolument dans le combat politique pour l'abolir ou au contraire le ménagent-ils pour finalement s'en accommoder ?

Tous les partis ou toutes les coalitions citées ici se sont adaptées au capitalisme au lieu de le combattre pour l'abolir, leur opposition aux excès du capitalisme n'est que posture, mystification, supercherie politique. Et ce n'est pas un hasard si tous ou leurs dirigeants proviennent de la social-démocratie ou du stalinisme. C'est évidemment valable pour une multitude d'autres partis ou petites formations politiques qui en sont issus également.

Dès lors, la seule gauche qui existe provient de partis n'ayant aucun lien organique avec la social-démocratie et le stalinisme. Or, même à l'extrême gauche, un grand nombre de leurs dirigeants, quand ils n'en sont pas directement issus, se sont employés dans le passé à les ménager ou ont partagé leurs idéologies, de telle sorte que leurs formations politiques en demeurent fortement imbibées, au point d'entrer violemment en contradiction avec l'image radicale qu'ils présentent à leurs militants et de se transformer en un puissant facteur disloquant.

Comme je l'ai déjà expliqué dans une précédente causerie, on peut admettre l'existence d'une longue période de réaction sur toute la ligne, de reflux du mouvement ouvrier pendant de longues années, facteur qui constitue un handicap quasi infranchissable à la construction du parti, certes, mais là en l'occurrence nous évoquons une période de près d'un demi-siècle, depuis que la social-démocratie et le stalinisme cessèrent de faire illusion, non pas officiellement car sur ce plan-là cela ne remonte qu'à une ou deux décennies seulement, mais dans les faits tels que les travailleurs et les militants pouvaient les appréhender, et donc étaient susceptibles d'en tirer les conséquences pratiques en s'orientant vers d'autres courants du mouvement ouvrier, ce qui ne s'est pas produit, parce que ces courants n'avaient pas été capables de saisir les profondes modifications intervenues dans la société, ainsi que l'évolution des rapports entre les classes (et à l'intérieur des classes), afin de développer une stratégie en direction de la classe ouvrière et d'adapter leur conception de la lutte de classe en conséquence.

Sans attendre que Hollande soit porté au pouvoir, cela faisait plus d'un demi-siècle que plus personne n'avait d'illusions dans la social-démocratie quant à sa volonté de changer de société ou avancer vers le socialisme, et il n'a pas fallu attendre que le candidat du PCF à la présidentielle tombe à 2% pour que les travailleurs se détournent des staliniens, donc dans les deux cas, il existait un énorme potentiel de travailleurs avancés de toute condition à recruter. Or, on en a été incapable. Je ne parle pas des militants de ces partis, mais de ceux qui les avaient quittés ou leurs sympathisants, ceux qui s'en étaient éloignés, ceux qui votaient traditionnellement pour leurs candidats à chaque élection et qui dorénavant s'en abstenaient ou s'abstiennent de voter.

On voudrait nous faire croire qu'aux questions que nous posons ici clairement, il n'existerait pas de réponses ou alors, on nous renvoie au vieux refrain devenu totalement obsolète du stalinisme, puisque nous vivons une situation inédite dans le passé, il existe donc une autre explication. Le réformisme a aussi été le complément du colonialisme... A suivre.

Dans la vie quotidienne, il arrive aussi qu'on fasse des conneries parce qu'on n'avait pas tenu compte de la réalité. On était passé à côté, on ne l'avait pas vue, et hop cela nous tombait dessus ! Et on se demande d'où cela pouvait bien provenir, et pour peu qu'on ne soit pas complètement stupide, spontanément on admettra notre défaut d'attention ou on le reconnaîtra, ne serait-ce pour ne pas commettre à nouveau les mêmes erreurs. Mais la plupart des gens n'en tirent aucune leçon, ils constatent les faits et puis passent aussitôt à autre chose. Pour un peu, ils ont déjà oublié l'expérience éprouvante qu'ils viennent de vivre ou tout du moins ses origines continueront de leur échapper à défaut de les rechercher, et ils seront bons pour enchaîner les emmerdements, toujours en se demandant pourquoi cela leur tombe dessus ou pourquoi le mauvais sort s'acharne ainsi sur eux, peut-être parce qu'ils ont la tête trop dure, c'est pour tester sa résistance ! La nôtre est soumise à rude épreuve en attendant !

Et puis dans la vie aussi il faut prévoir, c'est même très fortement recommandé de nos jours, plus que jamais, mais là c'est

beaucoup trop en demander à des gens qui ne voient même pas ce qui est en train de se dérouler sous leurs yeux. Ils vivent leur vie comme quelque chose que l'on subit sans se poser trop de questions ou si peu. Ils sont dangereux, et je ne leur confierais pour rien au monde mon destin.

Opportunisme, l'air de rien.

Extraits des informations que diffusent gracieusement le POID (La Tribune des travailleurs sur Internet -TT) sans la moindre réserve ou le moindre commentaire, devenant ainsi un relais de la propagande officielle. Comme ils disent si bien, jugez vous-mêmes.

TT - 27 février 2019 – Largement critiqué depuis plusieurs mois en France pour sa dangerosité, l'usage du lanceur de balles de défense LBD-40 par les forces de l'ordre l'est désormais au plan international. Un groupe d'experts de l'ONU s'est inquiété de l'usage «disproportionné» du LBD, qui aurait provoqué des «blessures graves» dans les rangs des manifestants. De son côté, la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a appelé la France à revoir «au plus vite» sa doctrine d'emploi des armes intermédiaires.

LVOG - Question : Qu'est-ce que le lecteur doit en déduire ? Cela lui donnera peut-être envie d'aller voter aux européennes au lieu de boycotter cette élection-plébiscite, qui sait ?

L'ONU, l'UE, le Conseil de l'Europe n'ont pas d'arrière-pensées, n'ont pas de mauvaises intentions vis-à-vis des peuples opprimés, c'est bien connu, donc pourquoi ne pas leur faire un peu de pub au passage histoire d'inciter les peuples à leur accorder le bénéfice du doute ou la légitimité qu'ils leur refusent... Passons sur l'emploi des missiles que l'ONU et l'UE cautionnent sur tous les terrains de guerre... et dont elles n'ignorent pas la "dangerosité" pour la population civile !

Dites-moi si je me trompe, c'est bien pour imposer la politique dictée par l'UE que Macron recourt au LBD-40, n'est-ce pas ? Et quand la même institution feint hypocritement de s'émouvoir "de l'usage «disproportionné» du LBD", pour un peu il faudrait applaudir ou se dire que forcément Macron allait en tenir compte. L'UE ou l'ONU ne sont pas des contrepouvoirs ou des adversaires de Macron mais son parrain et son allié.

Je sens que ces arguments ne vous ont pas convaincu, il faut dire que je n'ai pas le temps de développer, le dernier devrait vous convaincre.

D'après vous, quel est l'élément déterminant, que Macron cesse de recourir au LBD-40 ou que les masses n'aient aucune espèce d'illusion dans l'UE et l'ONU ?

Commentaires d'internautes.

- "On sait que toutes les recommandations de la commissaire sont allègrement piétinées par le gouvernement et les forces de l'ordre; Autrement dit, et en toute logique, Macron et ses sbires se foutent complètement du Conseil de l'Europe, du commissaire aux droits de l'homme de ce Conseil et donc des droits de l'homme."

- Le texte parait regretter autant qu'il n'y ait pas de calme, que l'usage disproportionné de la force, ou que la criminalisation du droit de manifester. Ils manque tout les adjectifs accusatoires/ accusateurs que l'on trouve habituellement dans ce genre de proclamation.

J'ai l'impression que c'est un texte édredon pour échapper aux critiques de censure ou de partialité, mais surtout qui est là pour conserver aux Ouest-Européens le droit de se servir plus tard des faits répertoriés pour poursuivre des états étrangers à leur petit groupe.

Je n'ai pas vu de menace d'exclusion du conseil de l'Europe, ni aucune formule choc qui aurait obliger les médias grand public à en faire leur grand titre.

D'ailleurs aucun grand média n'en a fait sa une. On est loin d'une campagne ininterrompue.

Entre autres, j'ai lu un passage faisant un quart du texte sur la fatigue des policiers, mais je n'ai lu nulle part "yeux crevés" (20) ou "mains arrachées" (20), ni de clous en plastique dans les jambes (les éclats des grenades "lacrymogènes" piégées).

Un texte qui reproche d'avantage la disproportion des nouvelles lois (parlement) que la disproportion de la pratique (gouvernement).

Pour le conseil de l'Europe, un oeil crevé vaut moins qu'une nuit au poste. Propos incompréhensible, donc un texte matelas sur lequel les patrons de presse s'endorment avec toute bonne conscience.

- C'est donc à cela que sert un commissaire européen ? Enfiler des perles et des lieux communs dans un "rapport" ? Pas besoin

de partir en “mission” à Paris pour accoucher d’une pareille tartufferie que n’importe quel bureaucrate aurait pu rédiger en 15 minutes sans quitter son bureau à Bruxelles. Et puis cette manie de tous ces bons Jésus des droits de l’homme de déplorer tout et son contraire, cet art de ne pas se mouiller, c’est vraiment d’une monotonie désolante…Ca atteint un tel stade de ridicule, que dès que j’entends “droits de l’homme”, moi, j’éteins la lumière.

LVOG - A Strasbourg et non à Bruxelles, mais c'est la même chose.

TT- 27 février 2019 – Aux Etats Unis, l’ex-avocat personnel de Trump, Michael Cohen qui s’apprête à passer trois ans en prison pour fraude fiscale et violation de la loi sur le financement électoral, est auditionné publiquement devant la commission de suivi de l’action gouvernementale de la Chambre des représentants. Il déclare : « Je suis ici pour dire au peuple américain ce que je sais du président Trump (…) Je regrette le jour où j’ai dit oui à M. Trump (…) J’ai honte d’avoir collaboré avec lui », a-t-il ajouté. « [Donald Trump] est un raciste, un escroc, un tricheur ». -

LVOG - Cela vous rappelle forcément la causerie du 1er mars, n'est-ce pas ?

Par précaution ou pour qu'on ne m'accuse pas d'aboyer avec les loups ou de participer à quelque manipulation qui soit, pour rendre compte de la réalité tout simplement, j'avais fait précéder les infos sur Trump d'un titre révélateur ou qui ne laissait place à aucune ambiguïté possible sur la nature des infos distillées complaisamment par les médias dont je reproduisais les titres : Totalitarisme. Schizophrénie aggravée et complotisme hystérique.

Ne pas le faire aurait été une faute politique, selon moi. Car on doit toujours avoir à l'esprit, qui vise Trump, qui a-t-il intérêt à en faire leur cible, pourquoi s'acharnent-ils sur lui, pourquoi ne sont-ils pas cités, bref, à qui doit profiter le crime une fois Trump assassiné? Au clan de l'oligarchie anglo-saxonne qui lui reprochent son rapprochement avec la Russie, d'avoir voulu mettre fin aux guerres en Afghanistan, en Irak, en Syrie, d'imposer des taxes équivalentes à celles que l'UE impose aux Etats-Unis, d'instrumentaliser à son tour l'extrême droite pour affaiblir ses adversaires de l'extrême-centre qui s'étaient déjà alliés avec l'extrême droite, etc.

On aura compris que si cet acharnement contre Trump s'inscrit dans le cadre de la lutte des classes ou n'est pas vraiment destiné à servir les intérêts des exploités, il sert à couvrir la collusion qui existe entre les pans de la gauche social-libérale et ceux des républicains qui constituent l'extrême-centre parrainé par les oligarques les plus ultra réactionnaires. Pourquoi ? Parce qu'il paraîtrait que la gauche serait plus présentable et fréquentable que la droite qu'incarne le milliardaire Trump. C'est cette mystification qui est à l'oeuvre ici et qui justifie de recourir à ce procédé pour tromper militants et lecteurs. Qu'il nous soit permis de la dénoncer et de ne pas y participer.

Totalitarisme. Schizophrénie aggravée et complotisme hystérique.

- Cohen, l'ex-avocat de Trump, égrène ses accusations contre son ancien client - Reuters 27.02

- Michael Cohen a dressé un portrait accablant de Donald Trump - Le HuffPost 27.02

- Donald Trump est un "escroc", un "raciste", un "tricheur" : devant le Congrès américain, son ex-avocat lâche tout - Franceinfo 27.02

- Trump est un «escroc», un «raciste», et un «tricheur» selon son ex-avocat - LeFigaro.fr 27.02

- Philippe Labro - « Donald Trump est un raciste, un escroc et un tricheur » - LePoint.fr 27.02

LVOG - J'ajoute que ceux qui verraient dans ma démarche un quelconque soutien à Trump ont l'esprit particulièrement tordu, car ce que je dénonce c'est la différence de traitement dont Trump et ses accusateurs font l'objet, alors qu'ils sont tous aussi pourris, à ceci près, et là il faudrait poser la question aux lecteurs, s'ils sont favorables ou non au retrait des troupes américaines de Syrie, qu'est-ce qu'ils estiment préférables, que la guerre continue en Syrie ou que la paix revienne ? D'après eux, qu'en pensent les Syriens, sachant que les opposants à Trump, le parti démocrate et une partie du parti républicain, sont favorables à la continuité de la guerre ? Ce qui n'interdit nullement de combattre la politique de Trump.

Nos donneurs de leçons les ont semble-t-il oubliées, quand ils nous expliquaient qu'entre le noir et le blanc il existait toute une nuance de gris, ou qu'il fallait faire preuve de mesure, apparemment ils en sont devenus incapables, ils ont régressé, y compris sur ce plan-là. Après on s'étonne que les travailleurs aient une mauvaise opinion du mouvement ouvrier, c'est parfaitement justifié, mille fois hélas, qui plus est, parce qu'ils nous comprennent à tort dans le lot!

Tenez, une découverte, en voilà un qui se réveille !

- Alors que les élites démocrates se rapprochent des néoconservateurs, les électeurs du parti deviennent beaucoup plus militaristes

et pro-guerre que les républicains par Glenn Greenwald - The Intercept 11-01-2019

L'annonce faite le 18 décembre par le Président Donald Trump de son intention de retirer toutes les troupes américaines de Syrie a produit un certain soutien isolé dans les ailes anti-guerre des deux parties, mais a largement provoqué l'indignation bipartite au sein de l'establishment réflexif pro-guerre à Washington.

La sénatrice GOP [Great Old Parti : républicain, NdT] Lindsey Graham, l'une des partisanes de guerre les plus fiables du pays, et Hillary Clinton, qui a critiqué à plusieurs reprises l'ancien président Barack Obama pour son manque de bellicisme, ont condamné la décision de Trump dans des termes très similaires, invoquant le jargon classique de la guerre contre le terrorisme.

Mais alors que les hautes sphères de Washington se sont rassemblées dans l'opposition, les nouvelles données du Morning Consult/Politico montrent qu'une large majorité d'Américains soutiennent l'annonce du retrait de Trump de la Syrie : 49% sont en faveur contre une opposition de 33%.

Mais ce qui est remarquable dans les nouvelles données des sondages sur la Syrie, c'est que l'essentiel de l'appui au maintien des troupes dans ce pays provient des électeurs du Parti démocrate, alors que les républicains et les indépendants sont en très grande majorité favorables à leur retrait. Les chiffres sont frappants : parmi ceux qui ont voté pour Clinton en 2016, seuls 26 % sont favorables au retrait des troupes syriennes, tandis que 59 % s'y opposent. Les électeurs de Trump soutiennent massivement le retrait à 76% contre 14%.

Un écart similaire est observé chez ceux qui ont voté démocrate lors des élections de mi-mandat de 2018 (28% sont favorables au retrait et 54% s'y opposent), par opposition au soutien général en faveur du retrait parmi les électeurs du GOP de 2018 : 74% contre 18%.

En même temps, les élites politiques démocrates de Washington se rangent à nouveau formellement avec les néoconservateurs, au point même de créer des groupes conjoints de défense de la politique étrangère (une réunion qui a précédé la conférence de Trump). Le principal groupe de réflexion du Parti démocrate, le Center for American Progress, a fait don de 200 000 $ au néo-conservateur American Enterprise Institute et a conclu des alliances à plusieurs niveaux avec des institutions bellicistes. MSNBC, de loin le média libéral le plus influent, est rempli d'anciens représentants de Bush-Cheney, de fonctionnaires de sécurité de l'État et d'agents, alors que même les vedettes libérales sont particulièrement bellicistes (il y a dix ans, bien avant qu'elle ne s'enfonce aussi loin dans le terrier belliciste et pro guerre froide, Rachel Maddow se proclamait « libéral en sécurité nationale » qui était « tous contre l'anti-terrorisme »). Les Crises 01.03

Commentaires d'internautes.

1- "Là-bas, on appelle ça des « faucons de gauche », liberal hawks. Et si c'était eux, l'extrême droite ? Des deux côtés de l'Atlantique." (Les Crises.fr)

LVOG - Sans l'ombre d'un doute ils en font partie...

2- "Dans les années 1920-30 en Allemagne, les classes moyennes menacées de déclassement sont passées du centre aux nazis, ce qui s'est vu avec l'effondrement électoral des partis libéraux de droite et de gauche (DDP et DVP) au profit des nazis, alors que le parti de la droite nationaliste conservatrice DNVP tenait le choc électoralement parlant, même si sa direction allait elle capituler devant les nazis en finale. Aujourd'hui, peut-être avons nous affaire au même phénomène, les mêmes couches sociales dites « moyennes » liées au système et menacées par sa désagrégation, passent avec la crise d'une position « libérale de gauche » à l'extrême droite, mais cette fois ci l'extrême droite se proclame « extrême centre » tout en devenant de plus en plus militariste …donc objectivement d'extrême droite. Face à cet extrême centre d'extrême droite, le parti dominant, les démocrates aux USA par exemple, agite l'épouvantail d'une extrême droite fantasmée et souvent insipide qui est sans doute moins militariste, moins extrémiste, moins agressive, moins violente, moins disciplinée, moins haineuse, moins impérialiste ou tout au moins moins conséquente et moins efficace dans son ethnocentrisme et son agressivité impérialiste que l'extrême centre d'extrême … droite ! Finalement tout a changé pour que rien ne change mais l'apparence a changé pas la structure de classe et le processus de déclassement."

LVOG - Apparemment je ne suis pas seul à le penser. Cependant, le parti démocrate ou les démocrates aux Etats-Unis ne font pas face à l'extrême centre d'extrême droite, ils y sont intégrés ou ils en sont les alliés, et cela ne date pas d'hier. Et s'il "*agite l'épouvantail d'une extrême droite*", c'est uniquement pour mieux camoufler que l'idéologie néolibérale qu'ils partagent avec le parti républicain est d'extrême droite ou constitue l'idéologie d'extrême droite de l'oligarchie qui les finance et les porte au pouvoir en alternance avec les républicains, pour finalement faire la même politique. Or, il s'est trouvé qu'un autre très puissant clan de l'oligarchie a désigné Trump pour faire la même politique autrement, tout en partageant avec eux le même objectif, et c'est cela qu'ils ne peuvent pas admettre et qu'ils combattent férocement.

Ils ont pour ennemi commun le prolétariat mondial, mais leur tactique pour l'affronter diffère. Ils ont pour objectif commun l'instauration d'un gouvernement mondial, mais face à la résistance des peuples, ils ne sont pas d'accord sur la tactique à adopter

pour les affronter et avancer vers leur objectif. Ces désaccords entre oligarques constituent autant de failles dans leur stratégie qu'on peut exploiter pour les combattre, à condition de ne pas se tromper sur les intentions tactiques des uns et des autres, encore faut-il au préalable les avoir identifiées, ce qui est assez facile somme toute, lorsqu'il y en a un qui appelle à la paix et l'autre à la continuité de la guerre, non, vous ne trouvez pas ?

Les démêlés de Trump dont on nous parle ici, concernent-ils ses adversaires ou la classe ouvrière américaine, différents peuples, qui lui fait ce procès dans les médias, qui se livre à ce lynchage médiatique permanent sinon ce clan de l'extrême centre d'extrême droite de l'oligarchie anglo-saxonne. Dites-moi, en quoi cela nous concerne-t-il ? En rien, alors on n'a aucune raison d'y mêler nos voix sous peine de nous compromettre avec la pire réaction qui soit.

S'agirait-il de Macron ?

- ...un régime qui, à l'image du président sortant, paraît à bout de souffle.

- La jeunesse (...) – sans perspectives dans une société minée par le chômage, la corruption et la crise économique (...) – s'est spontanément portée au premier rang de la révolte.

- ...le clan au pouvoir

- Dans la foule, toutes les composantes de la société (...) sont représentées. Des avocats, des étudiants, des fonctionnaires et même des cadres travaillant dans les ministères ont pris part à la protestation. leparisien.fr 01.03

Réponse : Bouteflika, le président algérien.

Et n'ayez pas la mauvaise idée de dire de même de Macron...

En complément.

Il fait la retape pour Macron.

- Irak, lycées, tribunes et caméras : Hollande sur tous les fronts - Le Parisien 03.03

Acte XVI

- "Gilets jaunes": 39.300 manifestants samedi en France, dont 4.000 à Paris - AFP 03.03

Environ 39.300 "gilets jaunes" ont manifesté dans toute la France, dont 4.000 à Paris, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur fournis au terme du seizième samedi de mobilisation de ce mouvement social, marqué par quelques heurts en régions. (Sur Facebook, le groupe "Le nombre jaune" a lui comptabilisé 92 035 manifestants à 18 heures - ndlr)

A Paris, un cortège, qui avait été déclaré aux autorités, a défilé entre le quartier des Champs-Elysées et la place Denfert-Rochereau, dans le sud de la capitale. "Ric, pouvoir au peuple", "La France est pillée par l'oligarchie. Résistance", pouvait-on notamment lire sur des banderoles brandies par des manifestants.

À Toulouse, des milliers de personnes ont défilé en brandissant drapeaux français, drapeaux de pirate et branches de mimosas.

Parti vers 14h00 des allées Jean-Jaurès derrière la banderole "cacatov party" incitant les manifestants à jeter des bombes à excréments sur les forces de l'ordre, le cortège a sillonné le centre-ville sans incidents au rythme du slogan "Toulouse Toulouse, soulève-toi".

Vers 17h00, la manifestation a été stoppée au niveau du boulevard de Strasbourg par les forces de l'ordre qui ont eu recours au canon à eau et au gaz lacrymogène pour disperser le foule.

A Lille, où les "Gilets jaunes" avaient appelé à un rassemblement européen, quelques centaines de Belges et de Néerlandais se sont mêlés au cortège de 1.300 personnes, selon un décompte de la police. Quelques heurts ont éclaté, conduisant les forces de l'ordre à faire usage de bombes lacrymogènes.

A Bordeaux, des milliers de personnes ont défilé dans le calme au départ de la place de la Bourse, comme chaque samedi, et se sont dirigés vers la gare Saint-Jean qu'ils ont envahie avant de cheminer en direction du centre-ville. Les plus radicaux des manifestants regroupés près de l'hôtel de ville ont été dispersés par des canons à eau et des gaz lacrymogènes. Au moins

un manifestant a été blessé et les policiers ont procédé à des arrestations. Le député France Insoumise Loïc Prud'homme dit avoir été matraqué par les forces de l'ordre alors qu'il quittait la manifestation.

A Marseille, la police a compté 1.050 "Gilets jaunes" dans les rues de la ville. Ils étaient également plus d'un millier à Lyon où des heurts ont éclaté entre manifestants et forces de l'ordre avec jets de gaz lacrymogène de part et d'autre qui ont rendu l'atmosphère du centre-ville irrespirable. AFP 03.03

Acte 16 des gilets jaunes à Nîmes : une détermination intacte - lemouvement.info 02.03

« On est là, on est là, même si Macron ne le veut pas, nous, on est là, pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur, même si Macron le veut pas, nous on est là ».

Malgré l'appel régional prévu à Alès, plus de 180 personnes ont battu le pavé.

Et comme chaque semaine, infatigablement, ils ont marché et encore marché, ont fait des haltes devant les places du crocodile puis de la mairie et enfin de l'horloge.

La déambulation a continué vers la maison carrée, et les gilets jaunes sont retournés aux arènes pour se disperser à 16 h 15, le tout dans une ambiance bon enfant, avec toujours cette volonté d'expliquer leurs revendications en distribuant des tracts.

Évolution du mouvement

Car le mouvement se métamorphose petit à petit. Pour preuve, les cafés citoyens. Depuis plusieurs semaines, le samedi matin des bénévoles s'installent devant le carré d'art pour sensibiliser les citoyens à ce que les gilets jaunes appellent la démocratie participative et réelle.

Une charte a même été conçue pour réglementer ce rendez-vous hebdomadaire.

1 – Le café citoyen est créé, afin de sensibiliser tous les citoyens, à la démocratie participative et réelle.

2 – Cette sensibilisation, se fait convivialement, autour de boissons et de friandises, afin d'échanger sur des sujets d'actualité.

3 – Ces échanges permettent une réflexion collective, ainsi que l'éveil politique dans le respect des valeurs de chacun et pour le bien commun.

4 – Ces éveils politiques, ont pour but de transmettre, l'information que les médias mainstream ne diffusent pas.

5 – Ces rencontres, de citoyens volontaires et bénévoles, peuvent se faire à tous endroits de la ville, de préférence, sur un lieu plutôt fréquenté, pour avoir le plus d'impact possible.

6 – Tout citoyen peut y participer, s'investir, ou passer un moment, afin d'échanger.

7 – Le café citoyen est apartisan, sans étiquette et sans religion.

De même des actions telles que « des consultations auprès de la population pour recueillir les revendications et les propositions des citoyens et les faire remonter au vrai débat » (débat parallèle au débat national), font partie de l'évolution du mouvement.

L'acte 17 est déjà prévu. Le mouvement dont la fin est annoncée toutes les semaines, continue de plus belle. lemouvement.info 02.03

LVOG - C'est à se demander ce qui peut sortir d'un milieu aussi aseptisé ?

Charançon.

- Européennes: le gilet jaune Christophe Chalençon lance sa liste - L'Express.fr

près son départ de la liste Ralliement d'initiative citoyenne (RIC), Christophe Chalençon compte créer son propre mouvement. Le controversé gilet jaune, dont la rencontre avec le numéro deux du gouvernement italien avait créé une crise diplomatique entre Paris et Rome, a annoncé ce dimanche dans un communiqué qui présenterait une liste aux européennes. Celle-ci sera intitulée "Evolution citoyenne".

"Mes compagnons et moi annonçons aujourd'hui la création d'une bannière de rassemblement, sous laquelle nous invitons à se ranger toutes les énergies désireuses de restaurer l'unité et la grandeur de notre peuple", écrit Christophe Chalençon en précisant qu'il sera le "porte-parole" de cette liste, dont les places sont à ce jour "toutes vacantes".

La liste vient donc s'ajouter à la petite dizaine de projets de liste gilets jaunes aux Européennes qui ont été annoncés. Le gilet jaune est déjà une figure controversée du mouvement. Il a notamment appelé à installer au pouvoir le général de Villiers, ancien chef d'État-major des armées.

Dans un sondage Elabe pour BFM TV publié mercredi, une liste de "Gilets jaunes", sans plus de précisions sur l'identité des éventuels candidats, est créditée de 3% des intentions de vote. L'Express.fr

Trois exemples de violences policières parmi des milliers d'autres.

Gilets jaunes: un couple de passants frappé par des CRS en marge de l'acte XVI - Le HuffPost 3 mars 2019

La vidéo fait le tour des réseaux sociaux. Samedi 2 mars, alors que l'acte XVI des gilets jaunes toulousains touchait à sa fin, un couple de passants d'un certain âge a été brutalisé, frappé et projeté à terre par des CRS. Les manifestants et street médics qui tentaient d'intervenir ont alors été repoussés par des grenades lacrymogènes comme vous pouvez le voir dans la vidéo ci-dessous.

Une scène repérée par France 3 Occitanie sur le Facebook live d'un contestataire qui filmait et diffusait la mobilisation en direct, qui scandalise bon nombre d'internautes. "C'était un moment assez calme, il ne se passait pas grand-chose", raconte à franceinfo l'homme qui a filmé ces images avant d'indiquer que la situation n'a dégénéré que lorsque le couple de passants, "âgés entre 55 et 60 ans", s'est présenté devant le barrage de forces de l'ordre. "Un des CRS lui a filé un petit coup de bouclier, elle s'est retournée sans doute pour protester et là s'ensuit ce que vous avez vu sur les images", détaille-t-il.

Dans un communiqué de presse relayé par la chaîne de télévision locale, la préfecture de Haute-Garonne indique pour sa part que le "couple de personnes est venu s'interposer au milieu des forces de l'ordre. Invitées à circuler, elles ont alors proféré des insultes à l'encontre des policiers et l'une a tenté de dérober une grenade." Une tentative "qui n'apparaît pourtant à aucun moment sur la vidéo", à en croire France 3 Occitanie.

Même son de cloche du côté du service d'information et de communication de la Police nationale. Le Sicop indique que "le couple a invectivé verbalement et physiquement" les CRS, entraînant une réponse des forces de l'ordre. "Ils voulaient franchir le barrage. Ils étaient vindicatifs verbalement et physiquement. Les policiers ont donc fait usage de la force", précise pour sa part une source policière à Franceinfo, tout en indiquant qu'aucune interpellation n'avait eu lieu après cet incident et qu'aucune poursuites ne seraient engagées contre les deux passants.

Une autre vidéo, qui n'a aucun rapport avec la première, fait le tour des réseaux sociaux. Tournée également à Toulouse le samedi 2 mars dernier, elle montre un homme en fauteuil roulant, vêtu d'un gilet jaune se faire malmener et asperger de bombe lacrymogène par des forces de l'ordre.

Nous ne disposons, à l'heure actuelle, que de très peu d'informations sur le contexte de cette altercation. Si ce n'est que, selon plusieurs témoins, l'homme cherchait simplement à récupérer son masque de protection et qu'il est quoi qu'il en soit fortement déconseillé aux forces de l'ordre d'utiliser du gaz lacrymogène à moins d'un mètre de leur cible. Le HuffPost 3 mars 2019

Gilets jaunes: ces Insoumis réclament le départ du préfet de Gironde après le "matraquage" d'un des leurs - Le HuffPost 3 mars 2019

"Ce n'est plus la France." Depuis que leur collègue Loïc Prud'homme dénonce s'être fait "matraquer" par des forces de l'ordre samedi 2 mars à Bordeaux en marge d'un cortège de gilets jaunes, les députés Insoumis, Jean-Luc Mélenchon en tête, s'insurgent des violences policières et de la dérive autoritaire du pouvoir. Plusieurs sont ceux -et pas uniquement dans les rangs LFI- à réclamer le départ du préfet de Gironde, Didier Lallement, qui a immédiatement apporté son soutien aux policiers dans cette affaire.

"Dans une manifestation non déclarée, sur un axe interdit par arrêté préfectoral et après sommations, les forces de l'ordre ont dispersé des gilets jaunes cours Pasteur. Elles ont correctement fait leur travail. Je les soutiens totalement", avait tweeté le Préfet de Nouvelle-Aquitaine et préfet de la Gironde quelques heures après que Loïc Prud'homme se soit plaint.

Une réaction insensée pour plusieurs députés de la France insoumise, mais également d'autres bords politiques. "Je demande immédiatement la démission du préfet, qui a validé sans même enquêter le matraquage de Loïc Prud'homme!", s'est par exemple indigné l'élu de Seine-Saint-Denis Éric Coquerel au micro de LCI.

Le principal intéressé estime lui aussi que "le préfet, au regard de la conduite de ces forces de l'ordre, soit relevé de ses fonctions."

"Le plus étonnant, incroyable, inacceptable dans cette affaire, c'est surtout la réaction du préfet, Didier Lallement, qui dit que les policiers n'ont fait que leur travail, (...) alors que dans une manifestation non-déclarée, seuls les organisateurs peuvent avoir à répondre de cette organisation, et qu'aucune contrainte physique ne peut être exercée contre un parlementaire. (...) Les policiers ont agi hors du cadre de la loi, et le préfet cautionne ces agissements, c'est ce qui me semble le plus grave", a-t-il dénoncé auprès de France 3 Nouvelle Aquitaine.

Sur les images publiées par Loïc Prud'homme, on distingue une tache de sang sur l'oreille gauche du député de Gironde. "Je viens de me faire matraquer par les forces de l'ordre alors que je rentrais tranquillement récupérer mon vélo. Voilà le travail de la police, quand on se replie gentiment, qu'on est député de la République", expliquait-il dans la vidéo que vous pouvez retrouver ci-dessous.

Jean-Luc Mélenchon a, pour sa part, réclamé une nouvelle fois le départ du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner coupable selon lui, d'avoir mis en place une doctrine de maintien de l'ordre répressive à l'encontre des manifestants. Le HuffPost 3 mars 2019

Un policier frappe une journaliste malgré son brassard de presse, elle le filme en direct - sputniknews.com 3 mars 2019

Une journaliste portant un brassard de presse a reçu des coups de pied et de bouclier d'un policier lors de la manifestation des Gilets jaunes à Bordeaux, samedi dernier. Elle a filmé son «agresseur» et a dévoilé la scène dans une vidéo postée sur son compte Twitter.

La journaliste Stéphanie Roy s'est fait frapper à coups de pied et de bouclier par un représentant des forces de l'ordres durant l'acte 16 des Gilets jaunes, samedi dernier à Bordeaux.

Dans le même temps, une autre journaliste, Elsa Gambin, a dénoncé sur son compte Twitter un «collègue de l'agence Reuters visé délibérément par un tir de LBD40». sputniknews.com 3 mars 2019

Dans quel monde vivons-nous.

- Dilemme monétaire : Krach ou Guerre ? - gazettefrancaise.com 12.05.2017

Egon Von Greyerz, expert financier et fondateur de Matterhorn Asset Management AG (MAM) et de GoldSwitzerland a publié trois analyses le 27 mars 2017, le 13 avril 2017 et le 22 avril 2017 qui décrivent l'endettement inquiétant des États-Unis et les raisons pour lesquelles l'économie mondiale a été sacrifié depuis un siècle. Au cours des dernières décennies, plus de 2 millions de milliards de dollars de dette, de passifs et de produits dérivés ont été créés à partir de rien; des trilliards de dollars non capitalisés qui ne reposent sur aucune valeur ajoutée réelle. Le choix cornélien est de fait imposé : Krach ou guerre ?

Les États-Unis, un colosse aux pieds d'argiles

Selon lui, la plupart des analystes du marché se soucient de ce qu'annonce à chaque fois la FED pour pallier à la crise économique alors même que les États-Unis se trouvent sur le chemin de la ruine totale. Ils ont produit des déficits depuis plus d'un demi siècle tout en présentant un déficit commercial depuis plus de 40 ans. L'expert financier suisse affirme que ce n'est pas la preuve d'une économie forte lorsque les américains achètent des quantités énormes de nouvelles voitures, en particulier lorsqu'ils le font aux moyens de dettes subventionnées et qui ne seront jamais remboursées. La même chose se passe pour les salaires en baisse, pour le chômage réel de 23% et pour le Real-PIB en baisse (c'est à dire le Produit Intérieur Brut qui représente la valeur ajoutée de tous les biens et services produits). Une seule raison aurait permis aux États-Unis de vivre au dessus de leurs moyens pendant plus de 50 ans; c'est parce que le dollar est la monnaie de réserve mondiale. « Comment le monde peut il faire confiance à une monnaie de réserve qui repose sur la création de dette et de monnaie illimité ? » Selon lui, la seule raison pour laquelle le dollar existe encore est qu'il est fait comme une monnaie commerciale et en particulier pour le pétrole. Au début de 1970, les États-Unis ont conclu un accord avec l'Arabie Saoudite qui était de loin le plus grand producteur de pétrole du monde à l'époque. Contre des armes américaine et la protection, l'Arabie Saoudite vendrait son pétrole en dollar; ce qui signifierait que le monde entier ferait le commerce en dollar : c'était le début du pétro-dollar.

Une monnaie sans valeur

Jusqu'en 1970, les États-Unis avaient un excédant sain dans leur balance commerciale annuelle. À cause du ralentissement de l'économie et de l'importance des dépenses pour la guerre du Vietnam, le dollar a commencé à chuter. Le président Français Charles de Gaulle avait perçu les problèmes économiques des États-Unis; il avait en conséquence réclamé que les dettes des États-Unis soient payées en or. La couverture en or du dollar signifiait que chaque État souverain pouvait revendiquer le paiement en or, mais le président américain Richard Nixon avait compris que l'or des États-Unis s'en irait rapidement. Il a donc résilier le Bretton Woods system (le système de couverture pas l'or) qui était valable depuis 1944. En conséquence, les États-Unis ne paient plus leur dette nationale en or mais avec des dollars qui se dévalorisent.

Depuis ce jour d'août 1971, les États-Unis se trouvent dans un état de détérioration continue. Les dettes ont dégénérées et la monnaie s'est effondrée, accompagnée d'un train de vie qui ne se basait plus depuis longtemps sur la productivité mais sur des crédits. Entre 1999 et 2017, le déficit commercial cumulé est près de 12 000 milliards de dollars. Egon Von Greyerz ajoute que peu de personnes comprennent ce que ce montant signifie. Selon lui, on peut sans doute mieux comprendre le déficit commercial de 12 000 milliards de dollars entre 1999 et aujourd'hui si on le mesure avec l'or. Tout l'or qui a pu être exploité dans l'histoire est évalué à peu près à 170 000 tonnes. Si les États-Unis devaient équilibrer vis à vis du reste du monde leurs dépenses et leurs achats inconsidérés avec de l'or, il leur faudrait 2,7 fois 170 000 tonnes d'or.

Artifice comptable

Au lieu de cela, le gouvernement des États-Unis a trouvé une méthode beaucoup plus commode. Il imprime des morceaux de papier sans valeur en forme de billet de dollars. Les conséquences sont que celui qui détient les dollars ne possède finalement rien en terme de valeur; c'est le résultat qui garantit le système monétaire actuel. « Les gouvernements des banques centrales et les banquiers ont détruit l'économie mondiale par leurs actions de ces 100 dernières années et les masses ne s'en rendent absolument pas compte. […] « Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par l'expansion du crédit. L'alternative est seulement de savoir si la crise devrait venir plus tôt en raison de l'abandon volontaire de l'expansion du crédit, ou plus tard comme une catastrophe finale et totale du système monétaire impliqué.«

Après 100 ans d'expérience échelonnée d'expansion du crédit, entraînant des actifs à bulle et du passifs, le monde est désormais confronté à la faillite financière et à «une catastrophe finale et totale du système monétaire». Selon lui, tous les éléments nécessaires sont en place pour que cela se produise. Il ne s'agit que de la durée pendant laquelle les gouvernements et les banques centrales peuvent continuer à tromper les gens avant d'atteindre le jeu final. L'effet du crédit supplémentaire diminue maintenant rapidement car de plus en plus de dollars sont nécessaires pour produire une augmentation d'un dollar du PIB.

Détourner l'attention des problèmes économiques par la guerre

(...) Les cycles de guerre dans l'histoire humaine indiquent une escalade des tensions vers une guerre dans les prochaines années. Les cycles de guerre, en règle générale, coïncident avec l'état de l'économie. Avec l'économie mondiale qui est maintenant dans une position pire que n'importe quel temps dans l'histoire, le risque de guerre est au maximal.

Des pays comme le Japon, la Chine, de nombreuses nations européennes et les États-Unis ont des déficits et des dettes croissants qui ne seront jamais remboursés. En 2007-2009, le système financier mondial est presque sous déduction de la dette. Depuis, la dette mondiale a augmenté d'au moins 70%. Aucun des problèmes qui ont causé la Grande crise financière n'a été résolu, ce qui signifie que le risque est maintenant exponentiellement supérieur par rapport à il y a 10 ans. La plupart des dirigeants savent qu'ils ne peuvent pas résoudre l'état désespéré de l'économie et restent au pouvoir. Par conséquent, pour une super puissance comme les États-Unis, il n'y a maintenant que la solution ultime. La solution la plus commode pour un leader qui échoue sur le front de l'économie est de trouver une raison et un bouc émissaire pour détourner l'attention de son pays. Ainsi, allant à l'encontre de tout ce qu'il a promis lors de la campagne électorale, Trump prend maintenant les premières mesures vers un conflit mondial majeur. Pour Egon Von Greyerz, cette guerre n'est pas contre la Syrie mais contre la Russie. Le résultat d'un éventuel conflit à ce niveau est impossible à prévoir; il est selon lui primordial d'être conscients que le risque est plus grand que jamais. (...) gazettefrancaise.com 12.05.2017

LVOG - Pendant qu'eux comptent désormais en millions de milliards de dollars, parce qu'ils savent compter, dans notre camp on en est encore à compter sur nos doigts !

Il y a trop d'opposants à une guerre pour qu'ils retiennent cette option. Et puis, cela heurterait trop violemment le petit confort auquel les populations occidentales se sont habituées pour qu'elles y soient directement confrontées, elles se retourneraient spontanément contre ceux qui se sont livrés à une propagande de guerre pendant trop longtemps, elles n'auraient aucune difficultés à les identifier, ce serait trop risqué pour eux.

Totalitarisme. Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Malaise après un exercice pour CM2 sur les "bienfaits" de la colonisation - Lexpress.fr 01.03

Cet exercice portait sur "le colonialisme, une oeuvre civilisatrice". "Sans pour autant oublier les aspects négatifs de la colonisation, il ne faut pas oublier les bienfaits que cela a eu pour les populations colonisées", était-il mentionné en préambule de cet exercice à trous donné à des élèves d'une classe de primaire, diffusé sur les réseaux sociaux. Lexpress.fr 01.03

Ils formatent les cerveaux à leurs monstrueux mensonges dès la primaire, et il faudrait ménager ces salopards ?

- Poulet : les restes de l'industrie expédiés dans les DOM ! - Franceinfo 01.03

Le blanc de poulet, c'est le morceau préféré des Français. Que deviennent l'aile ou la cuisse, boudées dans l'Hexagone ? Les industriels les vendent congelées à bas prix, dans les départements d'outre mer, où ils concurrencent la production locale.

Mais alors, que vaut ce poulet congelé de métropole, une fois dans l'assiette ? Pascal Simar et Didier Gibralta, restaurateurs à Saint-Denis de la Réunion, ont accepté de le cuisiner. A la cuisson, Didier Gibralta note que le poulet "ne colore pas" et qu'il est "plein d'eau". A la dégustation, le poulet congelé de métropole ne convainc pas davantage Pascal Simar : "J'ai un petit morceau d'os, il se détache tout seul, c'est un signe de congélation. Ce poulet n'a pas de goût, il est fade, insipide" estime-t-il. Franceinfo 01.03

Au moins ils ne crèvent pas de faim dans les DOM, les bienfaits de la colonisation...insipides !

- Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont les pires pour les droits des femmes, selon la Banque mondiale - francetvinfo.fr 01.03

Certaines lois, encore en vigueur dans de nombreux pays, entravent l'égalité des sexes et la participation économique des femmes, souligne le rapport Femmes, entreprise et loi 2019.

"Si les femmes pouvaient, comme les hommes, exprimer tout leur potentiel, le monde serait à la fois plus équitable et plus prospère, Kristalina Georgieva", Directrice générale de la Banque mondiale.

Pour mesurer l'égalité des droits entre hommes et femmes, l'étude de la Banque mondiale s'est basée des indicateurs bien précis, comme l'obtention d'un emploi ou bien encore la protection des femmes contre la violence. francetvinfo.fr 01.03

Que ne feraient-ils pas pour envoyer les femmes au bagne du salariat ! Vous me direz qu'en France et ailleurs ils en redemandent...

- 23 millions de Chinois interdits de voyage - LePoint.fr 2 mars 2019

Les citoyens en infraction peuvent être empêchés d'acheter des billets de train ou d'avion.

Nouvelle étape dans la logique de crédit social mise en place en Chine : les coupables d'infraction sont désormais sanctionnés, selon « The Guardian ».

Gare à ceux qui commettront ce que le gouvernement chinois considère comme un « délit social ». 23 millions d'habitants ont fait face en 2018 à l'interdiction d'acheter un billet de train ou d'avion en raison de leur mauvaise note de crédit social, explique The Guardian.

La statistique révélée par le Centre national d'information sur le crédit public révèle que 17,5 millions de personnes ont ainsi été interdites d'acheter un billet d'avion en 2018 et 5,5 millions n'ont pas eu le droit d'accéder aux trains à grande vitesse. Une politique résumée dans le rapport par la sentence « une fois discrédité, limité partout ».

Mais quels sont donc ces comportements qui sont ainsi sanctionnés ? Ils correspondent en réalité à toute une gamme d'infractions pouvant aller du refus de payer une amende à promener un chien sans sa laisse ou encore consommer de la drogue. Le crédit social des citoyens chinois se voit affecté négativement selon l'importance aux yeux du régime de la faute commise. Dans la région de Shangdong, ceux qui souhaitent posséder un chien doivent ainsi avoir un crédit d'au moins 12 points. Le cas échéant, l'animal peut leur être retiré.

Un système amené à prendre de l'ampleur

La Chine a donné le coup d'envoi de ce projet en 2014 pour inciter les comportements positifs grâce à un système de récompenses et de punitions qui peut aussi affecter la scolarité ou encore l'accès au logement. À l'heure actuelle, le système est encore piloté par des gouvernements locaux et des agences gouvernementales. Mais l'objectif de Pékin est d'aboutir à une base de données centralisée qui permettra que chaque citoyen ait un score personnalisé. LePoint.fr 2 mars 2019

LVOG - Ah la Chine, quel pays progressiste, la Route de la soie n'est-elle pas merveilleuse, tout comme la Russie ou les travailleurs sont si heureux de vivre ! C'est ce que veulent nous faire croire, ceux pour qui dans ces pays-là les travailleurs se torchent le cul dans de la soie ou qui en oublient que la lutte de classes existe aussi ! Les médias dits alternatifs pour ne pas les nommer.

Totalitarisme. Déni, sanction, censure, ils osent tout.

- La France sanctionne le débat sur la réalité de la lutte contre Daesh - Réseau Voltaire 1er mars 2019

Le colonel François-Régis Legrier (photo), qui a commandé les artilleurs français engagés contre Daesh sur le territoire syrien (Task Force Wagram), en violation de la souveraineté de ce pays, a publié un article critique dans la Revue de la Défense nationale.

Il y expliquait que l'absence d'engagement au sol a rendu inefficace l'action de la Coalition sous commandement US et prolongé inutilement les destructions et les souffrances de la population civile.

Le directeur de la revue, le général Jérôme Pellistrandi, a regretté ne pas avoir vérifié que l'article avait été visé par la hiérarchie du colonel.

Lors d'une audition au Sénat, la ministre des Armées, Florence Parly, a indiqué qu'il serait sanctionné. Selon elle, il aurait lâchement accepté de commander ses soldats contre Daesh pour critiquer après coup l'action française.

Le Monde du 27 février 2019 a publié un long extrait de l'article ainsi qu'un commentaire du colonel Michel Goya soutenant le débat et d'un article du général Serge Cholley contestant le bien-fondé des analyses du colonel Legrier.

En réalité, la France a participé durant des années à une Coalition dont nous n'avons cessé de dire qu'elle ne combattait pas vraiment Daesh, mais détruisait la Syrie. Comme beaucoup d'autres, les soldats français présents sur le terrain l'ont constaté. Le colonel Legrier a eu tort de lever le voile, de manière technique, sur la duplicité de sa hiérarchie politique.

Ce même débat a eu lieu aux États-Unis. Lors du 2015 Intelligence & National Security Summit, de hauts responsables de l'administration avaient évoqué l'affaire. The Daily Beast avaient révélé que 50 analystes du CentCom avaient porté plainte devant l'Inspecteur général du Pentagone après avoir été contraints de falsifier les rapports de la Coalition. La Commission de surveillance et de réforme du gouvernement de la Chambre des représentants avait lancé une enquête. En définitive, les différentes instances avaient étouffé le scandale. Elle avait blanchi le commandant de la Coalition, le général John Allen, … tout en le priant de donner de sa démission. Tout avait pu continuer comme avant, jusqu'à l'élection de Donald Trump. Réseau Voltaire 1er mars 2019

- La Justice australienne censure tout article sur l'affaire Pell - Réseau Voltaire 1er mars 2019

La Justice australienne a lancé une interdiction de publier quoi que ce soit (gag order) à propos de l'affaire George Pell.

Le cardinal Pell, ancien archevêque de Sidney puis préfet du secrétariat pour l'économie du Saint-Siège (c'est-à-dire ministre des Finances de l'État de la Cité du Vatican et de l'Église catholique), a été jugé à Melbourne en décembre 2018 et condamné pour pédophilie. Il devrait être incarcéré.

Une centaine de médias ont reçu une lettre de Kerri Judd, directeur des poursuites de l'État de Victoria, leur interdisant de diffuser la nouvelle.

La censure des médias est commune en Australie, aux États-Unis, en Israël et plus encore au Royaume-Uni. Elle peut être décidée par le Judiciaire pour protéger certaines victimes, mais aussi par l'Exécutif sans avoir à l'expliquer.

En l'espèce, dans un pays où les catholiques sont très minoritaires, on ignore les raisons de cette obligation de silence après le procès. Réseau Voltaire 1er mars 2019

- Londres considère que des ministres libanais sont des terroristes - Réseau Voltaire 1er mars 2019

La Chambre des Lords a adopté un amendement à la loi antiterroriste de 2000 selon lequel le Hezbollah dans son ensemble serait une organisation terroriste. Ce texte entre en vigueur le 1er mars 2019 à minuit.

Le Hezbollah est un réseau de la Résistance libanaise à l'envahisseur israélien. Après avoir été armé par la Syrie, il l'est depuis 2005 par l'Iran.

Il dispose aujourd'hui d'un tiers des sièges au Parlement libanais et de trois ministres au gouvernement.

Une campagne israélienne vise à assimiler le Hezbollah à une organisation terroriste en lui imputant divers attentats au Liban (dont l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri) et à l'étranger : Ankara (1992) Buenos Aires (1992 et 1994), Istanbul (2011) et Bourgas (2012). Ce que le Hezbollah nie catégoriquement.

Sur la base de la campagne israélienne, plusieurs pays, dont les États-Unis, le considèrent comme terroriste. Coupant la poire en deux, l'Union européenne a établi une distinction entre la branche armée du mouvement, qu'il qualifié également de terroriste, et

sa branche civile avec laquelle elle entretient des relations. En sortant de l'Union européenne, le Royaume-Uni se désolidarise de la position de Bruxelles et adopte celle de Washington.

La motion de la Chambre des Lords a été élaborée par le nouveau ministre de l'Intérieur, l'anti-islam et pro-Israël Sajid Javid (photo). Il espère ainsi prendre le contrôle du Parti conservateur et devenir Premier ministre.

Refusant de tirer les conclusions de l'élection démocratique de 70 députés du Hezbollah, l'ambassadrice des États-Unis à Beyrouth, Elizabeth Richard, avait dénoncé sa présence au gouvernement il y a deux semaines. Elle avait fait part de l'opposition du département d'État au Premier ministre, Saad Hariri. Réseau Voltaire 1er mars 2019

- Blanchiment: L'Arabie saoudite ne sera pas ajoutée à la liste noire de l'UE - Reuters 1er mars

Les Etats membres de l'Union européenne ont rejeté à l'unanimité vendredi la proposition d'ajouter l'Arabie saoudite et quatre territoires américains (Porto Rico, Guam, les Samoa américaines et les îles Vierges américaines) à la liste noire du blanchiment d'argent... Reuters 1er mars

Complément en titre.

- Venezuela: le retour de Guaido espéré mais redouté dans son pays - AFP

- Des dizaines de milliers d'Algériens manifestent contre un 5e mandat de Bouteflika - AFP

- Le Canada lance le processus d'extradition d'une dirigeante de Huawei - AFP

- Dans une Argentine en crise, Macri défend l'austérité et demande de la patience - AFP

- Estonie: l'extrême droite espère progresser aux législatives - AFP

C'est à croire que l'AFP le souhaite !

- Somalie: 19 morts dans une attaque des shebab à Mogadiscio - AFP

- 23 millions de Chinois interdits de voyage - LePoint.fr

Qui sont des monstres de cruauté, des barbares ? Les Américains et leurs alliés.

- L'OIAC n'a pas observé d'usage d'armes prohibées par la Syrie - Réseau Voltaire 3 mars 2019

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC/OPCW) a diligenté une mission d'enquête sur l'usage allégué d'arme chimique à Douma (Ghouta orientale, Syrie), le 7 avril 2018. Elle a rendu son rapport le 1er mars 2019.

L'attaque alléguée aurait été perpétrée par la République arabe syrienne « contre son propre peuple ». Elle aurait fait 48 morts selon les Casques blancs, ou 70 selon l'Observatoire syrien des Droits de l'homme, ou encore une centaine selon l'Armée de l'islam (Jaych al-Islam) qui occupe ce quartier de Damas.

La Syrie dément immédiatement avoir utilisé des armes chimiques. La Russie dépêche des experts militaires qui concluent également à l'absence d'armes chimiques et accusent le Royaume-Uni d'avoir organisé une provocation via les Casques blancs. Cependant, le président français Emmanuel Macron déclare disposer de preuves que « des armes chimiques ont été utilisées ». Le ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, Boris Johnson, qualifie les allégations russes de « grotesques, bizarres et de mensonge flagrant ». Le département d'État US affirme que la Syrie a utilisé du « gaz sarin ». En définitive, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni considèrent que le régime est « coupable » et bombardent en représailles la Syrie, le 14 avril. Ils détruisent trois sites, selon eux liés à un « programme chimique du régime », faisant seulement 3 blessés.

Selon l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques :

1. Aucune trace d'arme chimique interdite n'a été trouvée.

2. La mission n'a pas été autorisée par Jaych al-Islam à examiner les corps des défunts. On ignore donc quel fut leur nombre et même s'il y en a eu. Jaych al-Islam a tenu à l'écart la délégation de l'OIAC, le temps que tous les corps allégués soient brûlés.

3. La mission a, au contraire, pu examiner les lieux deux semaines après l'incident, ce qui ne pose aucun problème pour retrouver des traces d'armes chimiques prohibées. Elle a constatée, sous le regard d'une foule hostile, que deux obus avaient été tirés et qu'ils auraient pu contenir un toxique chloré. Lors de ses relevés, la mission a reçu une grenade, tuant deux personnes et en blessant une troisième.

Par conséquent, le bombardement de la Syrie en représailles par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni n'était pas seulement illégal, il était injustifié. Les Syriens attendent leurs excuses. Réseau Voltaire 3 mars 2019

- Des civils tués en Syrie lors des frappes au phosphore par la coalition US, selon la TV - sputniknews.com 04.03

Le village syrien d'Al-Baghouz, qui aurait déjà été samedi la cible de frappes au phosphore blanc menées par la coalition dirigée par les États-Unis, aurait de nouveau été bombardé, d'après la chaîne de télévision Ikhbariya, qui fait état de morts et de blessés parmi les civils.

Des habitants du village syrien d'Al-Baghouz, dans le sud-est du pays, ont trouvé la mort dans les frappes au phosphore blanc menées dans la nuit du 3 au 4 mars par la coalition internationale dirigée par les États-Unis, a annoncé la chaîne de télévision syrienne Ikhbariya se référant à des sources locales.

«Des civils dont des femmes et des enfants ont été tués ou blessés lors des frappes aériennes au phosphore blanc interdit par les conventions internationales que la coalition américaine a portées près des fermes d'Al-Baghouz», a indiqué la chaîne de télévision Ikhbariya.

Il s'agirait d'une nouvelle attaque en deux jours contre ce village situé dans le gouvernorat de Deir ez-Zor. Le 2 mars, la télévision syrienne a annoncé que des frappes au phosphore blanc avaient été effectuées par la coalition contre Al-Baghouz.

Les médias syriens ont plusieurs fois dénoncé l'utilisation de phosphore blanc par la coalition dirigée par Washington et ont fait état de victimes civiles. Damas a appelé l'Onu à prendre des mesures pour mettre fin à la présence illégale de la coalition sur le territoire syrien. Le Pentagone a indiqué que la coalition ne divulguerait pas la nature des munitions qu'elle utilisait en Syrie, mais qu'elles étaient conformes aux normes internationales. sputniknews.com 04.03

- L'Onu assiste des mercenaires en Colombie contre le Venezuela - Réseau Voltaire 4 mars 2019

Il y a plusieurs semaines, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, avait évoqué la constitution d'une unité de mercenaires pro-US dans la jungle colombienne. Selon lui, ils devaient être formés pour lancer une attaque sous faux-drapeau prétendument du Venezuela contre la Colombie et créer ainsi les conditions d'une guerre en Amérique latine.

Le 1er mars 2019, le Protecteur de l'État de Táchira et directeur national des CLAP (organisme de distribution des rations alimentaires), Freddy Bernal, a accusé le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés d'avoir pris en charge 435 mercenaires étrangers et déserteurs vénézuéliens. Il a indiqué qu'ils étaient logés dans les hôtels Bolívar, Caravana et Cavalier de Cúcuta (en Colombie, au nord de Santander) et sont commandés par le général-traître vénézuélien Clíver Alcalá Cordones. Ils prépareraient l'action sous faux drapeau révélée par le président Maduro.

Rappelons qu'en novembre 2011, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Ian Martin (ancien directeur mondial d'Amnesty International) organisa le transfert par bateau de 1 500 membres d'Al-Qaïda en Libye. Ils étaient placés sous le commandement d'Abdelhakim Belhaj (ancien numéro 3 d'Al-Qaïda) et de Mehdi el-Harati. Débarqués en Turquie, ils avaient d'abord été stationnés dans un camp du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (alors dirigé par l'actuel secrétaire général António Guterres). Les parlementaires turcs, qui avaient demandé à visiter ce camp de réfugiés n'hébergeant que des hommes, ne purent y pénétrer. Puis, les Libyens furent transportés en autocar par les services secrets turc (MIT) à Jabal Al-Zouia, en Syrie. Ils y constituèrent la première unité de la soi-disant Armée « syrienne » libre et y réalisèrent les séquences vidéo sur la « révolution syrienne » qui furent utilisées par les médias occidentaux et du Golfe.

L'affaire avait été révélée au Conseil de sécurité par l'ambassadeur russe Vitali Tchourkine. Réseau Voltaire 4 mars 2019

- Juan Guaidó est accompagné par la sous-secrétaire d'État US - Réseau Voltaire 4 mars 2019

Le président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, Juan Guaidó, a quitté son pays en violation de son contrôle judiciaire. Il a réalisé, en sa qualité de président autoproclamé du Venezuela, une tournée latino-américaine.

Il a notamment été reçu comme un chef d'État au Paraguay et en Argentine, et plus discrètement au Brésil.

Durant tout ce voyage, il était accompagné de la sous-secrétaire d'État US, Kimberly Breier, qui ne le quittait pas d'une semelle et lui indiquait tout ce qu'il devait dire et faire.

Kimberly Breier est réputée avoir été recrutée par la CIA lors de ses études à l'université George Washington. Réseau Voltaire 4 mars 2019

LVOG - Ah ben ça alors, l'AFP l'a fait disparaître de toutes les articles que j'ai lus sur le Venezuela !

En complément. Le fascisme avance.

- Estonie: les libéraux remportent les législatives, nette percée de l'extrême droite - AFP 4 mars 2019

La Réforme, le principal parti libéral estonien, actuellement dans l'opposition, a remporté les législatives de dimanche, marquées par une nette percée de l'extrême droite, selon des résultats complets rendus publics par la commission électorale.

La formation d'extrême droite eurosceptique EKRE parvient à presque tripler son score d'il y a quatre ans, surfant sur le mécontentement des zones rurales. Mais son entrée dans une coalition gouvernementale paraît improbable, faute de partenaires.

D'après la commission électorale, la Réforme, conduite par l'ancienne députée européenne Kaja Kallas et créditée de près de 29% des voix, devrait occuper 34 des 101 sièges que compte le parlement, soit quatre de plus que dans la chambre sortante.

Le Centre du Premier ministre sortant Juri Ratas, arrivé deuxième avec 23%, en aurait 26 (-1) et EKRE 19 (+12), avec 17,8% des suffrages.

Les conservateurs de Pro Patria (Isamaa) devraient avoir 12 députés (-2) et le Parti social-démocrate 10 (-5). Ces deux formations font partie de la coalition sortante. Ils pourraient s'allier avec l'un ou l'autre grand parti.

D'après les résultats définitifs, les autres partis ne franchissent pas le seuil d'éligibilité de 5% des voix.

Le Centre et la Réforme, des adversaires traditionnels, ont alterné au pouvoir et même gouverné parfois ensemble depuis que l'Estonie s'est affranchie de l'emprise soviétique, il y a plus d'un quart de siècle.

Tous deux soutiennent l'Union européenne et l'Otan et ont bien maîtrisé la dépense publique, donnant à l'Estonie le plus bas ratio dette/PIB de la zone euro. (Vaut mieux "*l'emprise*" de l'Union européenne et de l'Otan, l'Estonie est l'un des pays les plus pauvres de la région, l'AFP s'en félicite, normal, c'est la voix de l'UE et de l'Otan. Et puis quelle hypocrisie, à bien des égards l'UE emploie les mêmes méthodes totalitaires que les staliniens... - LVOG)

Le Centre s'est engagé à augmenter les retraites de 8,4% et à remplacer le taux unique d'impôt sur le revenu, qui est de 20%, par un système progressif par tranches pour augmenter les recettes de l'Etat.

La Réforme, plus proche des milieux d'affaires, voudrait augmenter la part du revenu mensuel exemptée d'impôt et réduire la cotisation d'assurance chômage.

Le taux de chômage évolue au-dessous de 5%, tandis que la croissance devrait atteindre 2,7% cette année, après 3,9% en 2018. AFP 4 mars 2019

Haut de page

Le 12 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans les infos de la veille.

- Au format pdf (31 pages)

La devise du régime ploutocratique de Macron.

La guerre, c'est la paix
La liberté, c'est l'esclavage.
L'ignorance, c'est la force.

La nôtre.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.
Prolétaires du monde entier, unissez-vous !
Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

PREMIERE PARTIE

Pour éviter le désert sentimental... et politique.

- On naît seul, on vit seul, on meurt seul. C'est seulement à travers notre amour et l'amitié que l'on peut créer l'illusion momentanée que nous ne sommes pas seuls. Orson Welles

Cela dit, il existe certaines illusions dont on ne peut pas se passer dans la vie ou qui présentent des avantages, toutes ne sont pas nuisibles. Malheur à ceux qui n'en ont pas conscience ! En politique, elles sont criminelles ou mortelles, pour l'avoir ignoré voyez le prix qu'on en paie aujourd'hui et on est loin d'avoir réglé l'addition.

Pourquoi nous ne sommes pas de gauche : Sans révolution politique et sociale, pas de changement de régime.

« Le mot de gauche a donc un contenu certain. Mais ce contenu signifie d'abord non-révolutionnaire. » - Dionys Mascolo

J'ignore qui est Dionys Mascolo.

Qui refuse de recourir aux moyens existant pour atteindre un objectif ne partage pas cet objectif ou combat pour un autre objectif, et quand cet objectif est inavouable, il recourt à un subterfuge pour le camoufler et se faire passer pour ce qu'il n'est pas. Il en va ainsi des gens qui se disent de gauche, républicain, démocrate, libre penseur, en réalité ils sont de droite et réactionnaire.

Au lieu d'attendre que les évènements se précipitent pour qu'ils se démasquent eux-mêmes, vaut mieux sans attendre les caractériser pour ce qu'ils sont ou savoir à qui on a affaire, cela évitera de leur ressembler plus tard ou de tomber dans les pièges qu'ils vous tendront pour vous corrompre. Les faux amis sont plus dangereux que nos ennemis, vaut mieux le savoir que de l'apprendre à nos dépens.

Si un comédien peut faire l'affaire, pourquoi pas les travailleurs ?

Rompu aux spectacles humoristiques et aux réseaux sociaux, un comédien, Volodymyr Zelensky, favori inattendu des sondages pour la présidentielle en Ukraine.

Alors que beaucoup s'interrogent sur sa capacité à diriger une ex-république soviétique de 45 millions d'habitants confrontée à un conflit armé et à une situation économique très difficile, M. Zelensky assure se préparer.

"Oui, je n'ai pas d'expérience" mais "j'ai suffisamment de forces et d'énergie. Bien sûr que je n'ai pas toutes les connaissances, mais je suis en train d'apprendre (...) Je ne veux pas avoir l'air d'un imbécile", martèle-t-il. "Il y a des gens qui souhaitent m'aider et je pense qu'on y arrivera", estime l'acteur, qui a consulté ses dernières semaines de nombreux experts ukrainiens dont des militants anticorruption et plusieurs ex-ministres réformateurs. (Source : AFP 6 mars 2019)

A bas la transition écologique, vive la transition socialiste !

Ne serait-ce pas le dominé qui subit "*la fin de mois*" difficile qui menacerait le dominant qui craint "*la fin du monde*" ou de ses privilèges ?

Le pire est à venir et annoncé :

- Macron veut aller « *plus fort, plus vite et plus loin* » dans la transition écologique. - franceinfo 07.03

Révélateur.

Le retour de l'ISF, comment, taxer les plus riches, mais mon cher monsieur vous n'y pensez pas, c'est "*démagogique*"*, "*contre-productif*", "*inefficace*", bref, quelle horreur ! L'Assemblée nationale s'y est opposée, ouf !

* LREM.

Le déni permanent en guise de réalité.

- "Gilets jaunes": Macron réfute le terme de "répression" - AFP 07.03

Abattons-le !

- Davantage de loups pourront être abattus, promet Macron - AFP 07.03

Voilà où ces cinglés en sont rendus.

- Qu'est-ce que c'est un golden shower?

Réponse : L'acte sexuel consistant à uriner sur son partenaire homosexuel. (franceinfo 07.03)

Les médias ont cru bon d'attaquer le président brésilien Jair Bolsonaro, non pas parce qu'il est d'extrême droite, non pas pour avoir osé diffuser sur Twitter une vidéo du carnaval de Rio où une telle scène s'était produite, mais parce qu'elle portait atteinte à cette "gigantesque fête populaire". Comprenez que, pour que le peuple puisse supporter son triste sort, il faut qu'il se distraie...

- Arlèn, première Chilienne transgenre dans une école de filles - AFP 06.03

Comme la plupart des élèves au Chili, Arlèn Aliaga reprend le chemin de l'école ce mardi à Santiago. Mais pour elle, cette journée marque la fin d'une longue lutte. Elle est la première élève transgenre à obtenir la permission d'étudier dans un lycée de filles. AFP 06.03

Il est bon que l'on sache que le régime chilien est progressiste envers 0,01% des Chiliens... pour oublier qu'il est réactionnaire envers le reste du peuple.

Mais pas les LBD, les licenciements, les expulsions, les missiles...

- Après l'Assemblée, le Sénat veut lui aussi bannir la fessée - AFP 06.03

On peut élever les enfants sans les frapper ni les humilier: c'est le message qu'a voulu faire passer le Sénat en adoptant mercredi, au terme d'un débat nourri, en première lecture, une proposition de loi visant à "lutter contre les violences éducatives ordinaires". AFP 06.03

Totalitarisme. La force, c'est le droit, la démocratie, la liberté.

- Epinglée par l'Onu, la France réplique sur l'usage de la force - Reuters 7 mars 2019

"J'ai beaucoup de respect pour l'Onu mais je voudrais rappeler à tout le monde que nous sommes un Etat de droit, que quand il y a une plainte, elle est instruite", a déclaré le Premier ministre sur BFM TV. "Qu'il faudra expliquer à Mme le Haut commissaire (de l'Onu aux droits de l'Homme Michelle Bachelet-NDLR) l'ensemble des faits et notamment l'extrême violence qui s'est déchaînée sur les forces de l'ordre, ou sur des biens privés, parfois sur des symboles de la République".

"On n'a pas attendu le Haut commissaire de l'Onu pour faire toute la lumière sur l'ensemble des faits dès lors qu'il y a des plaintes", a-t-il ajouté. "J'aime beaucoup entendre les conseils du Haut commissaire mais je rappelle qu'en France on est dans un Etat de droit et que la République à la fin elle est la plus forte".

...le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux qui a assuré à la mi-journée que la France suivrait les recommandations de l'Onu tout en s'"étonnant" de se retrouver sur la même liste que le Venezuela ou Haïti. Reuters 7 mars 2019

LVOG - Traduire : Nous ne sommes pas un Etat de droit, et quand il y a une plainte, elle n'est pas instruite ou elle est classée sans suite ; Il faudra expliquer à Mme le Haut commissaire (de l'Onu aux droits de l'Homme Michelle Bachelet-NDLR) l'ensemble des faits et notamment l'extrême violence que les forces de l'ordre ont déchaînée sur les manifestants ; En France la République ploutocratique à la fin est la plus forte.

Macron : Quelles «violences policières», quelle «répression» ?

- Les tirs de LBD face aux gilets jaunes ont littéralement explosé - Le HuffPost 11.03

On savait que le nombre de tirs de lanceurs de balles de défense (LBD) avait explosé en réponse à la contestation inédite des gilets jaunes. On sait désormais avec précision dans quelles proportions et elles sont éloquentes.

Le Sénat, qui examinait une proposition de loi communiste réclamant l'interdiction des LBD, a publié ce lundi 11 mars le rapport de la sénatrice LR, Jacqueline Eustache-Brinio, censé éclairer la commission des Lois de la Chambre haute. Or, ce rapport dévoile pour la première fois des statistiques précises, obtenues auprès du ministère de l'Intérieur et de l'IGPN, sur l'évolution de l'usage très controversé des LBD tant par les forces de police (tous services confondus) que par la gendarmerie.

On y découvre notamment que le LBD, présenté par le gouvernement comme une arme non-létale classique destinée au maintien de l'ordre, n'avait jamais été employé à une telle fréquence par le passé. Déployés à grande échelle dans le cadre des manifestations de 2016 contre la loi Travail de la ministre de l'époque Myriam El Khomri, les tirs de LBD ont connu une accélération impressionnante en 2018, essentiellement lors du dernier trimestre de l'année, marqué par la crise des gilets jaunes.

Le nombre de tirs effectué par les seuls services de police est passé de 3814 en 2014 à 6604 en 2016. Un chiffre multiplié par trois en 2018 avec pas moins de 19.071 tirs effectués par les différents services de police.

S'appuyant sur des données de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), qui enquête sur les cas de violences policières liées notamment à l'usage des LBD, la sénatrice pointe que, sur la seule période de crise des gilets jaunes, allant du 17 novembre 2018 au 5 février 2018, la police a effectué 13.460 tirs tandis que la gendarmerie en réalisait près d'un millier. Soit plus des deux tiers du volume constaté pour la seule année 2018 en l'espace de trois mois.

Jeudi dernier, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Laurent Nuñez avait évoqué devant le Sénat "13.095 tirs de LBD depuis le début du mouvement", et 83 enquêtes en cours concernant des tirs de cette arme controversée.

Autre confirmation apportée par le rapport sénatorial, ce sont bien les services de police et non les gendarmes qui ont eu le plus recours à cette arme non-létale pendant les trois mois de crise. Deux explications sont mises en avant. La première concerne la géolocalisation des manifestations des gilets jaunes, qui ont eu lieu essentiellement en milieu urbain, terrain de prédilection des compagnies républicaines de sécurité.

Autre facteur décisif, l'immense majorité de ces tirs ont été le fait d'unités de police non spécialisées dans le maintien de l'ordre qui ont été déployées sur le terrain "à des fins judiciaires ou de renseignement". Selon le rapport, ces unités seraient à l'origine de 85% des tirs effectués sur les trois derniers mois.

La présence sur le terrain de ces unités avait été pointée du doigt par les détracteurs du LBD pour expliquer le caractère alarmant des blessures graves subies par certains manifestants après des tirs au visage, pourtant expressément bannis par le protocole officiel de la police nationale.

Le rapport sénatorial n'établit pas toutefois de lien de causalité direct entre la nature des unités de police à l'origine des tirs et les blessures infligées. Il précise en revanche que ce recours "massif" aux LBD s'est accompagné d'une "augmentation du nombre de plaintes pour blessures", affichant le nombre de 56 plaintes déposées contre les seules forces de police, contre une seule pour la gendarmerie. En séance, la présidente du groupe CRCE, Eliane Assassi, avait avancé la semaine dernière les chiffres de "206 blessures à la tête dont plusieurs dizaines liées à des tirs de LBD", et "22 personnes éborgnées par ces tirs". Le HuffPost 11.03

- Passants matraqués, femmes frappées... - Sputnik 11.03

Lors de l’acte 17 du mouvement des Gilets jaunes, des policiers (BAC) ont violenté à Lille des manifestants, y compris des femmes, en les frappant à coups de pied et de matraques ainsi qu’en les aspergeant de gaz lacrymogènes au visage. L’une des victimes a expliqué ce qu’il s’était passé sur Facebook.

«À la fin de la manif on se retrouve dans le vieux Lille direction la voiture, des manifestants sur notre route, la BAC charge, il frappe un copain qui est devant nous, on s'approche, le copain a réussi à partir!», a raconté sur Facebook l'un des manifestants frappés avant d'expliquer ce qu'il s'était passé ensuite.

«On trouve une dame avec son fils plaqués au sol, menottes aux poignets et choqués!», poursuit-il. On voit sur la vidéo que la BAC a gazé cet internaute racontant la scène, ainsi que sa femme qui était venue prendre sa défense.

La scène étant filmée, il a décidé d'aller déposer une plainte au commissariat. Néanmoins, celle-ci a été refusée car elle relevait de la compétence de l'inspection générale de la Police nationale (IGPN), a expliqué le manifestant.

Il a ajouté qu'à la sortie du commissariat, le couple a été apostrophé par des policiers de la BAC puis insulté, aspergé de gaz lacrymogène au visage et matraqué «juste devant la porte du commissariat».

Il a été blessé à la jambe par des coups de matraque et a publié une photo de ses blessures.

Le couple est ensuite allé à l'hôpital pour passer des examens. Il indique que sept jours d'ITT ont été prescrits à sa femme suite aux coups reçus dans les genoux. Sputnik 11.03

- Gilets jaunes: une vidéo montre un manifestant matraqué à terre - Le HuffPost 10.03

Une vidéo tournée samedi 9 mars lors de la manifestation régionale des gilets jaunes organisée à Quimper, montre un manifestant à terre, frappé à de multiples reprises à coups de matraque par un gendarme mobile.

Visionnée plus de 640.000 fois sur les réseaux sociaux, cette vidéo montre les forces de l'ordre qui semblent vouloir évacuer d'un pont un gilet jaune au moment où des heurts éclatent en fin de manifestation, le frappant à deux reprises à la tête, puis sur les doigts, avec des jets de grenades lacrymogènes en arrière plan.

Mais le jeune homme, prénommé Max, se plaque sur la rambarde du pont et s'y accroche. Un gendarme le frappe alors avec une matraque sur le dos à au moins 9 reprises, entouré de deux autres gendarmes dont un maintient sa tête, avant de s'en aller.

Selon Lionel Botorel, le "street médic" qui a filmé la scène, le gilet jaune, qui n'a pas été interpellé, avait déjà reçu une balle de LBD (lanceur de balle de défense) dans le visage lors de la manifestation quimpéroise du 17 novembre.

"Ce n'était pas lui qui était visé par la charge des gendarmes, mais des personnes qui se sont enfuies en courant. Max s'est fait attraper par la deuxième charge, les gendarmes l'ont matraqué assez violemment, ça a duré au moins 45 secondes", raconte le "street medic" de 37 ans, qui était sur place depuis une vingtaine de minutes avant de filmer la scène. La charge a probablement été provoquée, selon lui, par une bouteille jetée sur les forces de l'ordre de ce côté de la rivière "qui ne venait pas de Max".

"Je lui ai soigné un énorme hématome au niveau du mollet, du côté droit de la tête, des saignements au nez et au niveau du cuir chevelu. Ils lui ont aussi mis le doigt dans les yeux", poursuit le vidéaste, ajoutant qu'un gendarme avait également "craché dans la chaussure du 'gilet jaune' avant de la jeter à l'eau". Le HuffPost 10.03

- Un policier à un reporter visé par des grenades: «Pourquoi tu vas pas en Corée du Nord?» - Sputnik 11.02

Lors de l'acte 13 à Toulouse, un policier en civil a été filmé en train de donner une réponse inattendue à trois journalistes qui se plaignaient d'avoir été ciblés par des grenades de désencerclement lorsqu'ils étaient accroupis, loin des manifestants. Il leur a proposé d'aller en Corée du Nord. L'un des photographes affirme avoir été blessé.

Les trois journalistes, Valentin Belleville, Ulrich Lebeuf qui travaille pour Libération et Eric Lerbret, affirment avoir été visés «délibérément» par les forces de l'ordre lors de l'acte 13 des Gilets jaunes à Toulouse. Selon les photo-reporters, en dépit du fait qu'ils étaient isolés et facilement identifiables, la police a toutefois jeté deux grenades dans leur direction blessant M.Belleville. Ce dernier a par la suite fait une publication sur Facebook avec les détails de l'incident.

Peu après le déroulement des faits, l'un des reporteurs s'est approché d'un policier de la brigade anti-criminalité (BAC) pour lui demander des explications. La réponse qu'il avait entendue s'avérait pourtant peu commune. Filmée par NFCA média, ce dialogue a été ensuite diffusé sur Facebook.

?«Tu crois que c'est normal, on est trois journalistes isolés» pendant la manifestation des Gilets jaunes, dit un journaliste au policier de la BAC.

«Fallait pas s'isoler», répond ce dernier.

Et d'ajouter:

«Et quand on est avec les manifestants, on se fait taper dessus c'est pareil.»

«Ça fait 20 ans que je fais ce métier, je fais de la zone de conflit», lui rétorque le journaliste.

«Pourquoi tu vas pas en Corée du Nord?», finit par dire le fonctionnaire.

«Je parle pas de ça. On est trois isolés, identifiés, on prend deux grenades de désencerclement. Et j'ai un mec qui est blessé», souligne le reporter.

Selon les médias français se référant aux trois journalistes, ces derniers ne comprennent toujours pas pourquoi les policiers s'en sont pris à eux. Ils ont déjà fait une déclaration à l'IGPN et vont déposer une plainte. Sputnik 11.02

- «Ça a été terrible à Rennes»: une Gilet jaune matraquée par un policier - Sputnik 22.01

La manifestation des Gilets jaunes, samedi dernier à Rennes en présence de quelque 2.000 personnes, a été marquée par des heurts violents. Selon une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, une Gilet jaune a été frappée «gratuitement» en pleine tête par un policier.

Une des nombreuses vidéos postées le week-end dernier, au lendemain de l'acte 10 des Gilets jaunes, serait révélatrice des violences policières dénoncées à plusieurs reprises par de nombreux manifestants lors des mobilisations.

La vidéo, devenue virale, montre une femme en gilet jaune frappée au casque d'un coup de matraque par un policier. La scène est authentique, ont confirmé à 20 Minutes la manifestante en question et le vidéaste.

«Un policier qui met un coup de matraque gratuitement en pleine tête à un Gilet jaune déjà maîtrisé et qui n'opposait aucune violence», informe la vidéo.

Contactée par la rédaction de 20 Minutes, la femme en question, Soizic, a découvert la vidéo sur les réseaux sociaux quand elle est rentrée chez elle.

«J'ai un peu mal au crâne mais je n'ai rien eu heureusement, c'est le casque qui a tout pris. En revanche, j'ai des hématomes un peu partout. […] Ça a été terrible à Rennes, ce n'est pas la première fois que je manifeste mais en décembre ce n'était pas du tout violent comme ça l'était là», a-t-elle indiqué.

Le 19 janvier, toujours à Rennes, un autre manifestant a reçu derrière la tête un coup de matraque asséné par un policier. Selon lui, au moment de l'agression, il «souhaitait récupérer quelqu'un par terre». Sputnik 22.01

Totalitarisme. Intimidation. Ils ont privatisé la liberté d'expression et la justice.

- Castaner porte plainte contre une affiche d'un syndicat CGT - Le Parisien 06 mars 2019

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a porté plainte contre le syndicat Info'Com-CGT en raison d'une affiche diffusée par ce dernier après l'interpellation en décembre de lycéens à Mantes-la-Jolie (Yvelines).

Les images de cette interpellation montrant des rangées de dizaines d'élèves à genoux, les mains sur la tête, placés sous la surveillance de policiers casqués, armés de matraques et de boucliers, avaient suscité de vives réactions.

Branche de la CGT dédiée aux salariés de l'information et de la communication, Info'Com-CGT avait publié trois jours plus tard, le 9 décembre, une affiche montrant une personne en tenue de policier foulant aux pieds un ours en peluche ensanglanté avec pour légende : « Touchez pas à nos enfants ! »

L'affiche, ajoute le syndicat, constitue « bien plus un appel à la prudence dans le traitement des manifestants, jeunes en particulier, qu'une diffamation à l'égard d'une institution dont ils voient la violence condamnée de manière la plus large, ce à l'échelle européenne ». Info'ComCGT appelle par ailleurs à un rassemblement de soutien le 18 mars devant le nouveau Palais de justice de Paris et a lancé une pétition sur Internet « pour défendre la liberté d'expression ». Le Parisien 06 mars 2019

9 décembre - 6 mars, il lui a fallu 3 mois pour réagir ! Ils ont la hargne, la haine tenace ces ordures !

Le totalitarisme En Marche.

- Tribune de Mélenchon: Bergé déplore une "escalade verbale", Poirson "un délire" - AFP 11 mars 2019

Rendez-vous compte, oser "*attaquer les traités européens*", quel "*délire*", une prétention, que dis-je un crime intolérable dénoncé par les néofascistes de LREM, Aurore Bergé (porte-parole) et Brune Poirson (secrétaire d'Etat à la transition écologique et solidaire), parce que dans ce pays ou ailleurs dans le monde chacun est désormais prié d'adopter sans broncher l'idéologie néolibérale totalitaire de l'oligarchie financière mondialiste sous peine d'être traîné aux gémonies ou traité de pestiféré, de dangereux traître portant atteinte au bien commun, rien que cela ou pas moins, autant dire voué à la potence !

Quand on sait à quel point Mélenchon est inoffensif pour le régime ou l'UE, on peut imaginer quel sort ces tyrans nous réserveraient s'il nous était offert une tribune pour nous exprimer librement, fatal !

L'outrance chez ces néofascistes n'est pas seulement dans leur vocifération enragée, mais bien plutôt dans leur comportement dictatorial qui ne peut souffrir la moindre opposition, la moindre contradiction, le moindre doute, même les plus inoffensifs qui soient ou quand bien même ils ne dépasseraient pas le stade du verbiage ou du voeux platonique.

Qu'il nous soit permis de le dénoncer et de le caractériser comme il convient, sans se soucier de ce que peuvent penser ceux qui sont effrayés par la tournure que prend la situation, et qui en se réfugiant dans un déni permanent ménagent les tenants du régime. Qu'ils ne se fassent absolument aucune illusion, rien ne leur sera épargné et le pire est à venir comme s'est parti.

Dans le même registre.

- Au Venezuela, Maduro fait croire que le black-out vient des Etats-Unis, c'est faux - Le HuffPost 11 mars 2019

LVOG - Il est à noter que dans cet article absolument aucun élément ne fut apporté qui aurait pu confirmer cette thèse ou mettre en doute la version fournie par Maduro, un sabotage informatique.

Ils croient qu'il leur suffit de substituer à la réalité celle qu'ils ont fabriquée pour que tout le monde y adhère sans se poser de questions. Ils sont atteint par cette "*forme de déséquilibre psychique, caractérisée par une tendance à la fabulation plus ou moins volontaire et consciente, au mensonge, à la simulation*" qu'on nomme mythomanie.

L'affabulation, la représentation imaginaire ou déformée des faits tient lieu de réalité chez ces dangereux psychopathes. C'est en recourant à ce genre de mécanismes qu'ils fabriquent leur propagande de guerre ou mènent leur guerre idéologique et psychologique contre les peuples.

- Sabotage du réseau électrique du Venezuela - Réseau Voltaire 9 mars 2019

Depuis plus de 30 heures, 18 des 23 provinces vénézuéliennes sont privées d'électricité. La panne, qui a débuté à Caracas, s'est propagée dans tout le pays.

Au moins 79 personnes seraient décédées du fait de cette panne, dont des nouveaux-nés dans des hôpitaux.

Immédiatement, le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, a accusé le pouvoir d'avoir laissé le système électrique dépérir et d'avoir volé les fonds publics alloués à sa maintenance. Puis, il a accusé le président Nicolas Maduro d'assassiner les bébés.

De leur côté, les autorités sont parvenues après de longues heures à déterminer la cause de la panne : une attaque informatique. Le ministre de l'Information, Jorge Rodriguez a accusé le sénateur états-unien Marco Rubio de le savoir depuis le début, comme le prouverait une de ses déclarations.

Marco Rubio a établi un parallèle entre ce ministre et son homologue iraquien sous le président Saddam Hussein, Muhammad Saeed al-Sahhaf (le « Bagdad Boy) », qui parlait fièrement à la télévision quelques minutes encore avant la destruction de la capitale sous les bombes US et la chute du régime.

Le sabotage est traditionnellement une des fonctions de la CIA, d'abord contre l'URSS, puis aujourd'hui dans tous les théâtres d'opération (Libye, Syrie, Venezuela, Yémen). La destruction des réseaux électriques est réputée atteindre profondément le moral des populations. Réseau Voltaire 9 mars 2019

- Venezuela : soumis à de nouvelles sanctions le régime contre-attaque - AFP 06.03

Le régime de Nicolas Maduro, soumis à la pression de la communauté internationale en faveur de l'opposant Juan Guaido, a

contre-attaqué mercredi en expulsant l'ambassadeur d'Allemagne à Caracas pour "ingérence".

La crispation du gouvernement vénézuélien accompagne de nouvelles sanctions annoncées par Washington, qui a révoqué les visas de 77 responsables du régime et de leurs proches, en plus des dizaines d'annulations déjà annoncées, et menacé les "institutions financières étrangères impliquées (dans l'aide) à Nicolas Maduro et à son réseau corrompu".

"Nous allons continuer à demander des comptes à l'ensemble du régime Maduro jusqu'à ce que la "libertad" soit rétablie au Venezuela", a prévenu le vice-président Mike Pence.

Accusé "d'ingérence dans les affaires intérieures" du pays, l'ambassadeur allemand Daniel Kriener a été déclaré persona non grata et prié de quitter le pays "dans les 48 heures", a annoncé la vice-présidence vénézuélienne.

Le diplomate allemand s'était rendu lundi à l'aéroport international de Caracas en compagnie d'une douzaine de diplomates occidentaux et latino-américains pour y accueillir Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale et président par intérim autoproclamé, que soutiennent une cinquantaine de pays.

M. Guaido, qui avait bravé une interdiction de quitter le pays pour se rendre en Colombie et dans quatre pays du continent, avait annoncé son retour "malgré les menaces", M. Maduro ayant averti qu'il devrait s'expliquer devant la justice pour avoir bravé une interdiction de sortie du territoire.

L'opposant et président du Parlement, qui s'est proclamé président par intérim du Venezuela le 23 janvier, fait depuis l'objet d'une enquête pour "usurpation".

"Le Venezuela juge inacceptable qu'un diplomate étranger exerce un rôle public proche de celui d'un responsable politique aligné sur le complot de secteurs extrémistes de l'opposition vénézuélienne", a dénoncé la vice-présidence dans un communiqué.

Douze autres représentants occidentaux et latino-américains étaient venus lundi accueillir M. Guaido à l'aéroport "comme témoins de la démocratie et de la liberté, afin que le président Guaido puisse rentrer", selon les mots de l'ambassadeur de France à Caracas, Romain Nadal.

Les Etats-Unis avaient également menacé de représailles en cas d'atteintes portées à l'opposant.

Dans un message le soir même sur Twitter, M. Guaido avait "remercié" les diplomates "qui ont accompagné notre retour au Venezuela" citant outre l'Allemagne, la France, l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, la Roumanie, le Canada, le Chili, l'Argentine, le Brésil, le Pérou, l'Equateur et les Etats-unis. AFP 06.03

Ils osent tout ou novlangue. Instrumentalisation, imposture, machination...

- Le combat de ces enfants qui veulent changer le monde - Franceinfo 07.03

- Ils militent contre la pauvreté, les armes ou haussent la voix pour l'écologie. - Franceinfo 07.03

- Amélie de Montchalin (LREM) : "Il faut que, sur le terrain, la politique sociale fonctionne" - Franceinfo

- Jean-Michel Blanquer annonce des débats sur le climat dans tous les lycées vendredi - Le HuffPost

- Gilles Le Gendre : "Le grand débat fonctionne, apaise et donne des résultats" - Franceinfo

- Réforme des retraites: Buzyn promet de "maintenir un haut niveau de solidarité" - AFP 11 mars 2019

La fabrication du consentement ou mystification.

- Stanislas Guerini (LREM) : «Faire contribuer les citoyens à la fabrique de la loi» - Le Parisien

La machination dévoilée.

- Grand débat : l'exécutif réfléchit à la suite - leparisien.fr 09 mars 2019

Et si l'important n'était pas tant le débat, que son atterrissage ?

Emmanuel Macron juge nécessaire, confie son entourage, « d'avoir une phase de partage du diagnostic ».

Environ 160 000 internautes ont répondu à un ou plusieurs des quatre formulaires, mélangeant questions ouvertes et fermées.

La crise des Gilets jaunes, auquel Macron tente justement de répondre à travers cette initiative inédite, est née d'un ras-le-bol fiscal. Et c'est sans surprise qu'on retrouve cette problématique liée au pouvoir d'achat en tête des préoccupations (34 %).

Juste derrière, on retrouve les enjeux écologiques (26 %), avec un fort intérêt pour l'accès aux transports en commun et la gestion des déchets. Autrement dit, ce sur quoi les citoyens ont la main au quotidien. 90 % des participants affirment en effet « pouvoir contribuer à protéger l'environnement », mais seule la moitié indique avoir à disposition des alternatives à la voiture individuelle. L'historien des classes populaires Gérard Noiriel se réjouit de cette mobilisation face à l'urgence climatique. « L'articulation entre la justice sociale et les enjeux écologiques devient un nouvel axe politique, c'est indéniable », prophétise-t-il. leparisien.fr 09 mars 2019

LVOG - L'urgence, c'est d'en finir avec le capitalisme. Gérard Noiriel fait partie des élites corrompus et malfaisantes acquises au néolibéralisme. Il appelle à se mobiliser avec la classe qui détient actuellement le pouvoir et ses représentants pour régler les questions de la "justice sociale" et des "enjeux écologiques", c'est donc une opération de récupération destinée uniquement à cautionner ou permettre à Macron d'appliquer la suite de son programme ultra réactionnaire.

Et comme cet objectif inavouable est camouflé, on est en droit de parler de machination ou de complot contre les travailleurs et la jeunesse.

Totalitarisme en famille : Brésil, Etats-Unis, Italie et Israël (liste non exhaustive à compléter).

- Brésil: propos ambigus de Bolsonaro sur l'armée et la démocratie - AFP 07.03

Le président brésilien Jair Bolsonaro a affirmé que "la démocratie et la liberté n'exist(ai)ent que si les forces armées le veulent", des propos rapidement nuancés par son vice-président, un général de la réserve.

"Les forces armées sont par disposition constitutionnelle et légal celle qui détiennent l'emploi légal de la violence. Cela peut en choquer certains, mais c'est ce qui est écrit", a ajouté le ministre, souvent considéré comme l'éminence grise du nouveau pouvoir.

Le gouvernement Bolsonaro s'efforce de nouer des liens plus étroits avec des pays qu'il considère avoir une "idéologie semblable", comme les Etats-Unis, l'Italie et Israël, rompant avec la tradition de multilatéralisme de la diplomatie brésilienne. AFP 07.03

Il faudrait qu'on nous explique comment l'armée pourrait incarner au Brésil la démocratie... qui n'existe pas !

Il arrive que l'armée occupe une place si importante dans les institutions et la structure économique de certains pays, que pour conserver ce privilège que la bourgeoisie lui a octroyé et lui envie - mais trop faible pour jouer directement un rôle politique ou gouverner, l'armée n'a pas d'autre alternative que s'appuyer sur les classes moyennes et la classe ouvrière sous peine de voir le pays basculer dans le chaos, la guerre civile ou devenir ingouvernable, ce à quoi elle n'a pas intérêt... C'est ce deal qui leur donne une allure trompeuse de régime démocratique ou progressiste, de gauche, qui peut se transformer en dictature militaire en cas de crise ou sur ordre de Washington.

De gré ou de force tu aimeras l'Etat fétide d'Israël.

- Débat sur l'antisémitisme: la Chambre américaine condamne "la haine" - AFP 07.03

La chambre basse américaine a approuvé jeudi à une très large majorité une résolution condamnant les discours de "haine", après des débats houleux au sein du parti démocrate sur l'antisémitisme, provoqués par les propos d'une élue musulmane concernant le soutien des Etats-Unis à Israël. AFP 07.03

Le sionisme est intégré au néolibéralisme, donc gare à celui qui ose y porter atteinte ! Le sionisme est au néolibéralisme, ce que le pétrole est au dollar ou à l'oligarchie, qu'on se le dise.

- Un Palestinien tué par l'armée israélienne dans la bande de Gaza - Reuters 9 mars 2019

Un Palestinien a été tué et 42 autres ont été blessés vendredi par des tirs de l'armée israélienne en bordure de la bande de Gaza, rapporte le ministère palestinien de la Santé.

Selon Tsahal, 8.000 manifestants, dont certains ont lancé des pierres et des cocktails Molotov en direction des militaires, s'étaient rassemblés près de la clôture qui sépare l'enclave du territoire israélien.

Les Gazaouis manifestent tous les vendredi depuis le 30 mars le long de la frontière pour faire valoir le droit au retour des réfugiés de 1948 et réclamer la levée du blocus israélien.

Depuis le début du mouvement, les tirs israéliens ont fait environ 200 morts parmi les manifestants, selon le ministère palestinien de la Santé.

Une commission d'enquête des Nations unies a estimé la semaine dernière que la réaction israélienne à ces manifestations pouvait constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. Reuters 9 mars 2019

Tout le monde se fout de ce que pense ou fait les Nations unies, l'Etat criminel sioniste d'apartheid en premier lieu !

Totalitarisme. Aucun pays n'est épargné.

- Russie : la loi contre les fausses informations adoptée - euronews 8 mars 2019

En Russie la publication de fausses informations sera désormais sévèrement encadrée par la loi. Jeudi, les députés de la douma (322 voix pour 78 contre) ont entériné l'adoption de mesures controversées qui permettront aussi au gendarme des médias de bloquer les contenus jugés irrespectueux envers les autorités.

L'ONG Reporter sans frontière a aussitôt dénoncé une censure déguisée ce que réfute ce député russe de la majorité présidentielle qui intervenait en séance plénière.

Sergey Boyarsky, député, Russie Unie : "Cette loi n'interdit pas de critiquer les fonctionnaires, d'exprimer des opinions, des jugements ou des points de vue différents de ceux du fonctionnaire. Seuls les faits et non les opinions ou les jugements peuvent être vrais ou faux, et peuvent donc être couverts par la présente loi".

Aleksei Kuriny , député Parti communiste : "Les informations seront soumises à un institut spécialement créé, quelque chose entre le bureau du Procureur et le gendarme des télécommunications. Ils détermineront si l'information est décente ou indécente, si elle insulte ou non la "moralité publique" (il existe un terme dans le texte qui n'est pas très clair). C'est l'une des options pour introduire la censure dans la Fédération de Russie qui est contraire à la Constitution de la Russie".

"Concrètement, explique notre correspondante à Moscou Galina Polonskaya , la propagation de fausses informations concernera des appels à des émeutes ou des actes extrémistes. D'autre part les blogs des internautes qui auront participé à la divulgation de fake news seront bloqués immédiatement, sans avertissement, et leurs auteurs seront passibles de lourdes amendes."

La loi des amendes maximales pour la publication de "fausses nouvelles" de 100.000 roubles (plus de 1.500 dollars) pour les particuliers, 200.000 roubles (plus de 3.000 dollars) pour les fonctionnaires, et 500.000 roubles (environ 7.600 dollars) pour les entreprises. euronews 8 mars 2019

Prostitution en famille. Un hommage bien mérité ! La gauche comme vous l'aimez.

- Royal compare Macron à Mitterrand, la gauche rit jaune - Le HuffPost 06.03

- Tribune européenne de Macron: Royal salue "un texte bienvenu et rassembleur" - AFP 06.03

- Pascal Durand candidat aux européennes sur la liste LaRem - Reuters 06.03

L'ancien leader d'Europe Ecologie-Les Verts Pascal Durand figurera sur la liste de La République en marche (LaRem) aux élections européennes... Reuters 06.03

Le pacte du diable et la jaunisse au secours de Macron.

- Pacte social et écologique : Hulot et Berger, comme un air de revanche - Le Parisien 6 mars 2019

Ils étaient 19 patrons de syndicats, d'ONG, de mutuelles, au siège parisien de la CFDT ce mardi à présenter leur « petit livret bleu ». L'objectif affiché de ce texte : « réconcilier fin du monde et fin du mois ».

Cette fois, les deux hommes, qui figurent parmi les personnalités les plus populaires à gauche, cosignent le « pacte social et écologique ». Derrière ces têtes d'affiche, on retrouve dans la coalition la Fondation Abbé Pierre, le Réseau Action Climat, la Fage (organisation étudiante), le Secours catholique, ATD-Quart monde…

Bousculés par le mouvement des Gilets jaunes et boudés par le pouvoir, les corps intermédiaires – syndicats, ONG… – veulent compter dans le grand débat. Le Parisien 6 mars 2019

Commentaire d'un internaute.

- "*N. Hulot a voté pour B. Hamon au premier tour de la présidentielle, puis pour E. Macron au second tour ; L. Berger a voté pour E. Macron aux deux tours. Donc ces deux compères ont signé un chèque en blanc à E. Macron pour cinq ans. Ils n'ont donc qu'un seul droit : Celui de se taire durant tout le mandat de leur champion. Car faire preuve de tant d'aveuglement de la part de personnes supposées responsables et matures les rend inaudibles et leur ôte toute crédibilité.*"

Une ONG... paramilitaire !

- Le WWF accusé de financer des groupes paramilitaires "tuant et torturant des gens" en Afrique et en Asie franceinfo 06.03

Torture, viols, décapitations... Dans une enquête fleuve, le site Buzzfeed (en anglais) accuse l'ONG WWF de "financer des forces paramilitaires brutales" qui ont "torturé et tué des gens" en Asie et en Afrique. Le média d'information américain révèle plusieurs exactions commises ces dernières années lors d'opérations antibraconnage menées par des gardes forestiers équipés et payés par l'organisation, notamment en Inde, au Népal, au Cameroun et en République centrafricaine.

Buzzfeed explique avoir enquêté pendant un an et réalisé une centaine d'entretiens avant de publier cet article. Documents à l'appui, le site internet affirme que l'ONG écologiste a fourni aux "forces paramilitaires des salaires, une formation et des équipements – y compris des couteaux, des jumelles de vision nocturne, du matériel antiémeute et des matraques".

Toujours selon cette enquête, "le personnel de terrain de l'association en Asie et en Afrique a organisé des missions de lutte contre le braconnage avec des troupes de choc connues pour leur brutalité, et a approuvé une proposition visant à tuer des intrus rédigée par un directeur de parc qui a présidé à l'assassinat de dizaines de personnes".

Peu après la publication de l'article de Buzzfeed, le WWF (Fonds mondial pour la nature) a indiqué qu'il allait ordonner une enquête "indépendante" chargée d'examiner ces allégations.

Ce n'est pas la première fois que le WWF est accusé de soutenir de telles pratiques. En 2017, l'ONG Survival International avait accusé des gardes forestiers financés par l'organisation de violations des droits humains "systématiques et généralisés" envers les Pygmées au Cameroun, en République démocratique du Congo et en Centrafrique. franceinfo 06.03

L'idéologue du totalitarisme est renversante d'hypocrisie et de cynisme.

- Pour l'Europe : renverser la table par J. Attali - L'Express.fr 06.03

Nous, Européens, ne pourrons bientôt plus attendre que quiconque nous aide à nous défendre face aux menaces et aux concurrences qui s'amplifient.

LVOG - Première partie, l'appât pour vous mettre en confiance.

Les élections européennes semblent aujourd'hui à beaucoup une figure imposée de la politique, où on demande à intervalles réguliers aux citoyens du continent d'aller voter pour des députés qu'ils ne connaissent pas, dont ils ne savent rien de l'action, et qui ne sont, pour la plupart, que des gloires du passé ou des faux espoirs de l'avenir. Difficile d'être plus vide de sens.

Cela l'est d'autant plus quand on sait qu'un tel parlement sert surtout à participer d'une façon fictive au choix des membres de la Commission et à l'établissement de lois qui sont en fait, à la fin, des décisions des gouvernements nationaux, prises dans d'interminables et obscurs sommets. Et plus encore quand on comprend que ces instances européennes, une fois en place, ne s'occupent que de sujets économiques limités, dans une optique ultralibérale, qui encourage la compétition entre Européens, à tous les niveaux, poussant au moins-disant fiscal et social et ne faisant rien, ou presque rien, pour construire des projets communs. (...)

LVOG - Deuxième partie, face à tant de menaces, le consentement est la seule issue possible.

Il est temps de renverser la table, et de faire beaucoup plus face aux principaux enjeux du monde. Dans les dix ans qui viennent, les États-Unis et la Chine vont se renforcer dans les secteurs clefs de l'avenir ; les Africains, les Indiens, les Russes, les Indonésiens vont commencer à apparaître comme des concurrents et non plus seulement comme des clients. D'innombrables menaces écologiques vont croître. De très nombreuses migrations vont se déclencher, dans un monde de plus en plus nomade. Et nous, Européens, ne pourrons plus attendre que quiconque nous aide à nous défendre face à ces menaces et à ces concurrences. Nous sommes devenus une proie et non plus un partenaire. Condamnés, si nous ne faisons rien, à être dépecés, saignés, assassinés. Sans que nul ne vienne à notre secours.

Alors, pourrions-nous en nous divisant nous défendre mieux ? Une France - ou une Allemagne, une Italie, une Espagne, une Hongrie - seule pourrait-elle affronter ces périls ? Non, évidemment. Il nous faut mettre en commun nos moyens de défense, notre police des frontières, nos moyens de recherche fondamentale et appliquée. Il nous faut changer notre politique de la concurrence pour favoriser la constitution de géants européens. L'Express.fr 06.03

Il appelle donc à une plus grand concentration du capital ou des richesses entre les mains de quelques oligarques.

Le monde entier vous menace, un grand péril vous guette, c'est somme toute logique de la part de ce psychopathe. Vous aurez noté que parmi les moyens qu'il cite la défense et la police sont privilégiées, parce qu'il s'agit d'imposer aux peuples un modèle de société totalitaire à l'échelle européenne et mondiale.

DEUXIEME PARTIE

Quelques réflexions d'internautes.

1- "LREM (La Répression En Marche)"

2- "*Le salariat en France représentait 30% de la population active en 1881, 40% en 1906, 50% en 1934 et plus de 80% en 1996, auquel il faut ajouter les chômeurs. (chiffres pris dans le livre "le nouvel esprit du capitalisme' de Boltanski et Chiapello) le communisme a donc été au top quand le nombre de salariés était plutôt faible par rapport à aujourd'hui. Alors la masse critique, c'est quand ?*"

LVOG - Confusion entre différentes époques et moment de la lutte des classes... La composition de la classe ouvrière a changé, sa condition aussi, mais fondamentalement les classes n'ont pas changé.

Cela dit, en 1996 ou depuis les années 60-70 la condition ouvrière n'était plus tout à fait la même qu'en 1934, et elle avait encore moins à voir avec celle de 1906 ou de 1881, elle avait connu d'immenses améliorations, mais qui, sans même parler de leur remise en cause continuelle jusqu'à nos jours allaient être supplantées par la nécessité quasi obligatoire et obsessionnelle de devoir s'adapter aux nouveaux besoins que le capitalisme allait créer et qui allaient se transformer en autant de charges nouvelles à assumer, ce qui aujourd'hui est devenu un fardeau insupportable pour un grand nombre de travailleurs.

Quand on observe cette évolution, on s'aperçoit qu'au fur et à mesure que les salaires ont augmenté, ces charges devenues quasiment incompressibles ont augmenté également, conduisant à une situation où la totalité de votre salaire est englouti ou récupéré par les capitalistes, de sorte que vous vous retrouvez précarisé sans même vous en rendre compte et à leur merci, et cela de plus en plus avant la fin du mois.

Vous ne travailler pas pour vivre, mais uniquement pour assurer la pérennité du système capitaliste, dans ces conditions, autant dire qu'il est impensable de donner un (autre) sens à sa vie, même en cherchant bien il n'en existe pas ou ils sont illusoires et éphémères. A moins bien sûr qu'on ose passer outre et qu'on remettre en cause l'existence du capitalisme, mais apparemment on a énormément de mal à l'envisager, et pourtant c'est la seule issue possible, au prix certes de quelques sacrifices, mais qui à l'arrivée valent franchement la peine, car avoir un idéal sans tache, en être digne, fier, cela n'a pas de prix, dans le cas contraire c'est qu'on continuerait de subir les contraintes du marché et nous ne serions pas libres.

En guise d'épilogue, tordons le cou à quelques idées reçues qui ont fait la gloire (usurpée) du capitalisme.

- La télévision fut conçue pour diffuser leur propagande dans chaque foyer, le seul instrument capable de réaliser cet exploit avec la radio, avec laquelle aucun parti ouvrier ne pouvait rivaliser. Et non pas pour informer ou instruire la plèbe, la distraire, là sans aucun doute. Ce fut aussi un excellent moyen pour isoler chaque ouvrier, chaque famille ouvrière, qui jusque là se retrouvait dans des cafés ou dans la rue pour discuter ou même chanter, danser ensemble, ce qui n'existe plus depuis très longtemps.

- La machine à laver le linge n'a pas été conçue et rendue accessible au plus grand nombre de femmes ou de ménages pour

leur faciliter la vie ou leur épargner cette corvée, pas du tout, mais pour qu'elles disposent de temps libre pour aller se faire exploiter à leur tour. Le réfrigérateur n'a pas été conçu dans un autre but, épargner à la femme ou au ménage d'avoir des courses à faire et de devoir cuisiner quotidiennement, donc gain de temps considérable. Les conserves et les surgelés ont été conçus dans le même objectif, qui plus est en constituant une avance en capital puisqu'on ne les consomme pas forcément immédiatement.

- Avant l'avènement des supermarchés, les ménages ouvriers allaient faire toutes leurs courses chez les commerçants de leur quartier ou de leur commune, ils s'y rencontraient, se saluaient et échangeaient quelques mots, parfois liaient des relations ou des amitiés, depuis cela a complètement disparu aussi. Au supermarché on croise des inconnus qui viennent de différentes communes avoisinantes et on ne s'adresse pas la parole.

- Avant ce qu'ils ont appelé la démocratisation de l'automobile, les ouvriers se rendaient à leur travail en vélo ou empruntaient les transports en commun. Là aussi, ils croisaient des voisins, des connaissances avec lesquels ils faisaient un brin de conversation. Et comme ils travaillaient plutôt proche de leur domicile, il leur arrivait de croiser des collègues de travail avec lesquels ils pouvaient bavarder de ce qui se passait dans l'usine... Cette époque est révolue.

- Le machinisme, le travail à la chaîne n'aurait pas pu se développer normalement ou fonctionner correctement si quotidiennement des dizaines d'ouvriers dans chaque usine étaient absents pour cause de maladie, par manque d'hygiène ou intoxication alimentaire, il fallut donc mettre à leur disposition un service public de santé et leur octroyer des conditions de logement plus décentes, et pour qu'ils s'adaptent à des machines de plus en plus perfectionnées il fallait qu'ils reçoivent un minimum d'instruction, donc ils n'ont pas été scolarisés pour devenir des hommes libres comme certains l'affirment, mais uniquement pour être davantage exploités.

Bref, absolument rien n'a été conçu sous le capitalisme qu'on nomme le progrès pour rendre la vie de l'ouvrier ou de sa famille plus agréable ou supportable, bien au contraire. Tout a été fait pour l'isoler de sa classe, pour l'atomiser et pour qu'il développe un mode de penser individualiste ou soit indifférent au sort de ses semblables. C'est le mode de vie que le capitalisme leur a imposé parce qu'il fait son affaire dans tous les sens du terme, et c'est le mode de vie que génération après génération les travailleurs adoptent ou reproduisent sans se poser de questions en abandonnant les aspirations à vivre autrement qui avaient jailli spontanément chez eux au cours de leur adolescence, et avec lesquelles la plupart ne renoueront jamais plus malheureusement.

C'est le problème politique que nous avons été incapables de résoudre avec eux jusqu'à présent : Leur insuffler à nouveaux ses aspirations légitimes à vivre autrement dans une société meilleure ou plus juste, ce qui sous-entend une plus grande fraternité ou solidarité entre eux, qui ne peut être portée que par des objectifs collectifs et réalisée que par des moyens collectifs, leur mobilisation révolutionnaire de masse pour en finir avec le capitalisme, de manière à ce qu'ils puissent enfin pleinement profiter de tout ce que les hommes ont pu inventer pour s'épanouir individuellement, au lieu de contribuer à leur propre asservissement.

C'est marrant, pendant que j'écrivais ces lignes, je me suis remis à penser à ma jeunesse, en me disant que finalement ce n'est pas étonnant si j'ai eu un parcours aussi atypique, car j'ai toujours refusé d'abandonner mes aspirations à la liberté, pour rien au monde je ne voulais reproduire le mode de vie et de pensée de mes parents, ils représentaient tout ce que je détestais, un cauchemar. Je suis issu du milieu ouvrier pauvre et très arriéré.

La philosophie a alimenté mes aspirations au début, tardivement en fait, j'avais déjà 19 ans quand je l'ai découverte, jusque là j'étais un crétin fini et j'étais voué à le rester toute ma vie comme mes parents. C'est la fréquentation de jeunes plus évolués que moi qui me permit de sortir de l'effroyable arriération dans laquelle j'étais enfermé, avec l'aide inestimable du cannabis je dois l'avouer ou le préciser puisque c'est la stricte vérité. Il agit sur mon cerveau comme une révélation. Sans comprendre ni comment ni pourquoi, en un clin d'oeil toutes les portes qui étaient jusque là verrouillées, dont en fait j'ignorais même jusqu'à l'existence s'ouvrirent, et je découvris l'étendue incommensurable de ma bêtise ou de mon ignorance qu'on m'avait soigneusement caché. J'en fus stupéfié de honte, humilié au plus profond de moi-même, traumatisé, j'allais dire à vie mais cela n'aurait pas été exact, car en réalité j'eus un réflexe salutaire, non seulement en me jurant que jamais ces portes ne se refermeraient plus jusqu'à mon dernier souffle, je m'engageai à tout faire pour réaliser mes aspirations, en ignorant à ce moment-là comment j'allais m'y prendre.

C'est là que le marxisme vola à mon secours. Mais l'affaire se compliqua plus tard, parce que le militantisme auquel je fus confronté n'était pas conçu comme un moyen d'épanouissement personnel, il reproduisait les rapports qui étaient présents à tous les niveaux de la société et que j'exécrais. Du coup quand je cessai de militer du jour au lendemain, je ne vécus pas cette expérience comme une rupture ou un traumatisme, mais plutôt une libération, c'est bien plus tard que j'en pris conscience. Cela ne m'avait rien apporté ou si peu, donc je ne perdais rien, tout du moins c'est ce que je me figurais à ce moment-là, vingt ans plus tard je réaliserai que je n'avais pas tiré tous les enseignements de cette expérience, ce qui m'amènera à renouer avec le militantisme, mais pas celui que j'avais connu autrefois. Pas plus tard qu'hier soir, sans savoir pourquoi je repensais à cette période de ma vie, et je me suis souvenu que lorsqu'avec ma première épouse nous quittâmes l'OCI, alors que j'étais responsable de cellule et de rayon, de secteur par intérim, il y avait une quarantaine de militants sur la ville (Clichy-sur-Seine), pas un militant ou une militante n'est venu sonner à notre porte pour s'enquérir des raisons de notre démission ou pour avoir nos explications, absolument plus personne ne donna jamais signe de vie par la suite, c'était comme si nous étions morts tous les deux, extraordinaire, n'est-ce pas ? Une telle indifférence en dit long sur les rapports détestables qui existaient dans cette organisation. Dans ces conditions, qu'est-ce que voudriez qu'elle m'ait apporté, rien, par contre, moi je lui ai énormément donné, en pure perte, mais cela m'a servi de leçon, et je m'en souviendrai vingt ans plus tard, car après avoir repris contact avec ce courant politique, je

ne tarderai pas à rompre avec lui en 2005, définitivement et sur des bases politiques cette fois.

J'ai sauté une étape dans mon récit, celui de mon départ en Inde. Après avoir cessé de militer, j'avais tout reporté sur mon épouse et notre fille, elles étaient devenues le centre de mon existence. Mais sept ans plus tard nous divorcions. Ma vie n'avait dès lors plus aucun sens, je me retrouvais à la case départ, celle que j'avais quittée en partant de chez mes parents douze ans plus tôt, pour un peu il ne restait plus qu'à les imiter, quelle horreur, bien que c'était un peu cela à quoi j'étais condamné si je n'avais pas divorcé, à ceci près qu'on n'avait pas vraiment le même mode de penser que mes parents, mais notre mode de vie était comparable, il était impossible de le nier, on avait aspiré à autre chose, mais nous n'étions pas parvenus à le concrétiser.

Seul, mais tout à fait, cela allait s'avérer plus facile à réaliser. Il suffisait que je suive l'idée qui m'était venue, et j'avais toutes les chances de changer radicalement de vie, à défaut de pouvoir changer la société, c'était une compensation bien méritée après tous les déboires que j'avais connus, on aspire tous à profiter de la vie au lieu du destin épouvantable qui nous était réservé, métro, boulot, dodo, personne ne pourrait me le reprocher puisque mon entreprise était parfaitement honnête et ne remettait pas en cause mes principes.

Voilà comment au lieu de prendre ma retraite officiellement à 62 ans je l'ai prise 25 ans plus tôt, en comptant les deux ans que j'avais passé en Inde entre 1990 et 1992. En Inde j'ai travaillé trois ans comme professeur de français, mais ce n'était pas pareil, car c'était moi qui avait décidé de travailler, pour me faire plaisir, pour vivre une autre expérience, avec un salaire mensuel de 25 euros, ce n'était pas par nécessité vous en conviendrez!

En conclusion à cette tranche de vie, si je suis resté fidèle aux aspirations qui ont jailli au cours de ma jeunesse, j'en ai tiré aussi des enseignements, et en observant la situation politique en apparence inextricable en France, le décalage et les contradictions qui existent entre les réponses que les uns et les autres proposent et la seule issue qui permettrait d'y mettre un terme, je m'aperçois que ces aspirations sont quasi inexistantes de leur littérature, puisque pour qu'elles se réalisent il faut briser net, rompre radicalement, trancher le cordon ombilical qui nous relie au capitalisme, à tous ces rapports de domination qui nous pourrissent la vie et aboutissent au nihilisme et au totalitarisme.

Absolument personne parmi nos dirigeants n'ose proposer de changer radicalement de rythme de vie, de mode de vie, de mode de penser, c'est à croire que l'organisation de la société telle qu'elle existe devrait perdurer, alors qu'il faut la bouleverser de fond en comble, je crois que c'est l'aspect le plus choquant de la situation, cette absence totale d'imagination pour entrevoir une autre société, ils se sont tellement éloignés du socialisme et de la réalité qu'elle s'est tarie apparemment. Ils sont clairement sous l'influence de l'idéologie dominante.

Nous n'avons pas du tout la même conception de la société qu'il faudrait bâtir.

Moi je trouve que c'est monstrueux de devoir réveiller un enfant qui dort le matin pour l'envoyer à l'école. Je trouve monstrueux qu'une femme soit obligée de placer son bébé dans une crèche. Je trouve monstrueux que ni le père ni la mère n'aient de temps à consacrer à leurs enfants. Je trouve monstrueux que des hommes et des femmes consacrent toute leur vie au travail et partent à la retraite quand ils sont usés, diminués physiquement. Je trouve monstrueux qu'un salarié doive se taper deux heures de transport pour se rendre à son lieu de travail, alors que le même emploi existe à dix minutes de son domicile. Je trouve monstrueux qu'on entasse des hommes dans des tours d'habitation. Je trouve monstrueux qu'on enferme des animaux dans des appartements, dans des cages, sous prétexte qu'ils nous tiennent compagnie. Je trouve monstrueux les élevages industriels. Je trouve monstrueux la surpopulation. Vous voyez, je n'ai même pas eu besoin d'évoquer les inégalités ou les injustices, tout dans cette société est à balayer.

Vous me direz que tout cela relève de l'utopie, la journée de travail de 8 heures, la Sécurité sociale, la retraite aussi autrefois. Sauf qu'on n'en est plus là de nos jours, on est parvenu à la fin du cycle du capitalisme, ce qu'on peine à concevoir également ou on n'en tire pas toutes les conséquences visiblement. On ne peut donc plus raisonner dans les mêmes termes qu'autrefois, il ne s'agit plus de lui soutirer des miettes en attendant des jours meilleurs, mais d'envisager de refonder la société sur d'autres bases. La question n'est pas de savoir si telle ou telle mesure serait compatible ou non avec le capitalisme, puisque nous savons dors et déjà que la réponse serait négative. Il faut donc passer outre ou à l'étape suivante et lui signifier qu'il appartient à un passé définitivement révolu en gérant les conséquences qui en découleront. Il faut absolument refuser de se laisser enfermer dans la discussion qui consiste à savoir si telle ou telle mesure sociale serait finançable ou non, combien elle coûterait, etc, sinon on est foutu. On se moque de savoir quel coût elle aura dès lors qu'elle est socialement indispensable et qu'on peut la gérer. Et où trouverez-vous l'argent ? On le prendra là où il est ou au besoin on le fabriquera, comment font-ils pour maintenir à flot leur système économique en faillite, pas autrement, et dans des proportions monstrueuses...

Mais pour développer une telle politique, il faut une détermination sans faille à affronter le capitalisme.

Nous en sommes loin, quand on voit nos dirigeants saluer comme une grande victoire une augmentation de salaire de 2%, sur la base d'un salaire net mensuel de 1.000 euros cela ne fait même pas 1 euro par jour, quelle misère, ils en sont là ! C'est vrai qu'à ce niveau-là n'importe qui peut se faire passer pour un grand révolutionnaire, un socialiste, un trotskyste ! Ils vous diront aussi que la retraite à 60 ans c'est génial. Tu parles, j'ai 63 ans et bien que j'aie moins bossé que la moyenne et soigné mon alimentation je

suis fatigué, je me sens vieux, alors j'imagine dans quel état de délabrement doivent être la plupart ou tous les travailleurs parvenus à cet âge, et qui ont vécu des conditions beaucoup plus dures que les miennes, la retraite à 60 ans, c'est monstrueux ! En fait, il faudrait revoir tous les rapports à la société tout au long de la vie, car on pourrait imaginer continuer de servir d'une manière ou d'une autre la collectivité au-delà de 45 ou 50 ans autrement qu'en étant astreint à se rendre obligatoirement à un lieu de travail quotidiennement. Mais cela on ne veut même pas en entendre parler, non, il faudrait continuer à penser notre existence dans le cadre de la société telle qu'elle a été conçue sous le capitalisme et pas autrement. Et bien dans ces conditions ce sera sans moi. D'ailleurs c'est bien simple, c'est le fondement de mon programme politique.

Cela fait près de 40 ans qu'aucun gouvernement n'a octroyé aucune réforme sociale collective aux travailleurs, quand il leur est arrivé de reculer sur une mesure, ils ont compensé autrement, par exemple le CPE a été abandonné, tandis qu'il existait encore 21 types de contrats précaires, quelle énorme victoire ! Et le reste fut à l'avenant. Il faut faire reculer le gouvernement, on a entendu cela pendant des décennies sans que leurs auteurs ne se soucient le moins du monde du résultat ou n'envisagent de changer de discours aussi incroyable que cela puisse être. Et pendant que la société se décompose à une vitesse fulgurante et pose directement la question de faire table rase une fois pour toute, tout ce qu'ils trouvent à nous sortir, c'est l'unité ou la nécessité de créer un rapport de force pour faire reculer Macron, ils se foutent de nous. Des centaines de milliers, des millions de travailleurs n'en peuvent plus, et on leur propose de revenir finalement cinquante ans en arrière comme si cela avait été la panacée. Nos dirigeants sont des démagogues qui se figurent que les générations passant, aujourd'hui plus personne ne se souviendrait que cinquante ans en arrière il existait déjà des millions de travailleurs et leurs familles pauvres en France, j'en faisais partie, c'est un truc qu'on ne peut pas oublier quand on l'a vécu. On peut faire le même constat à propos des guerres impérialistes, du colonialisme qui n'ont jamais réellement cessé, mais avec lesquelles ils se sont accommodés.

Si l'immense majorité des travailleurs refusent de s'organiser ou ne se reconnaissent pas dans les syndicats et partis du mouvement ouvrier, c'est qu'il existe une bonne raison à cela que nos dirigeants nient obstinément. Peu importe, ils veulent absolument que ce soit ces organisations corrompus qui les appellent à se mobiliser et contrôlent leur mobilisation dont l'issue est connue d'avance, et comme ils s'y refusent aucune mobilisation ne peut prendre une ampleur de masse suffisante susceptible de menacer le régime et à terme de le renverser.

Lisez attentivement dans cette causerie l'analyse que l'économiste Henri Sterdyniak a fournie à Sputnik France (11 mars 2019), elle confirme et complète ma propre analyse.

On pourrait la résumer ainsi : Faites tourner à plein régime la planche à billets, fabriquez autant de fausse monnaie que nécessaire pour éviter l'effondrement du capitalisme mondial en faillite, car jamais il ne pourra rembourser les dettes monstrueuses qu'il a accumulées. En toute impunité ou sans que personne ne puisse s'y opposer, c'est déterminant de le noter pour comprendre la situation.

Bien des lecteurs ou militants me prennent pour un pauvre type, un charlot ou un abruti qui passe sa vie à se la raconter, à remâcher de vieilles rancunes, aveuglé par sa propre impuissance ou qui manque de discernement, déconnecté de la réalité dans son trou en Inde, soit, je ne leur ferai pas l'affront de leur demander de tenter de le démontrer, car ce serait une expérience trop cruelle qui mettrait en évidence leur propre vacuité.

Vous pensiez peut-être que j'allais finir par pourrir sur place à cause de mon isolement, et bien il faudra vous faire une raison, l'adversité me stimule au plus haut point, la défaite me galvanise, et je ne crains pas d'affronter les plus grand défis, j'y ai été confronté ou préparé tout au long de ma vie. C'est peut-être cela le secret de ma durée, cette formidable expérience que j'ai accumulée en prenant parfois des risques énormes, et qui m'a permis de m'en sortir grâce aux enseignements que j'en avais tirés, dont celui de ne jamais fuir la réalité et demeurer dignes de mes principes.

Parole d'internaute.

1- Espagne : Démocratie "avancée".

Les indépendantistes catalans sont en tôle et jugés pour avoir organisé un référendum (sans un mot de Macron)

Venezuela : Dictature.

Tu te proclames président, tu demandes à bombarder ton pays, tu demandes à ce que l'on vole son argent, tu organises et participes à la violence…tu te ballades librement.

2- Le grand art de la politique. Atténuer ou dire le contraire de ce que l'on fait, vous savez: "la pédagogie".

LVOG - La démagogie en guise de pédagogie...

(A propos d'un article publié par Les Crises.fr *La sombre voie du néolibéralisme vers le fascisme*)

3- Ce qui se passe actuellement en France avec la répression pure et dure du mouvement des Gilets jaunes est une bonne illustration de cet article : un mode de gouvernement fasciste dans un contexte libéral, dissimulé derrière une façade démocratique avec des discours lénifiants… Pour le moment, lâcheté et paresse intellectuelle font que ça marche pour une majorité de citoyens…

4- Si l'on admet comme définition que le fascisme est une façon de gouverner de façon autoritaire dans l'intérêt de corporations, nous y sommes en plein et depuis quelques décennies…

5- Goebbels avait dit : "le but n'est pas de vous faire penser nos idées, mais de réduire assez le vocabulaire pour que les seules idées que vous puissiez avoir soient les nôtres".

6- Totalitarisme est assez large pour englober plusieurs concepts dont fascisme et néolibéralisme.

7- La manière dont les tenants du néolibéralisme ont infiltré toutes les instances des universités aux écoles de commerce, les agences gouvernementales les organisations internationales puis délégué des "experts" dans tous les débats nationaux et internationaux avant d'inspirer le traité constitutionnel européen, est assez totalitaire.

8- Nous avons longtemps été induits en erreur par des œuvres de penseurs néo-libéraux (Hayek au premier chef) opposant leur libéralisme au «collectivisme » qu'ils identifiaient au totalitarisme. Cette opposition qui a tout du syllogisme (notamment parce que le neo-liberalisme produit lui aussi de l'uniformisation) a été une arme idéologique puissante lors de la montée en force des idées néo-libérales dans les années 70. Nous payons aujourd'hui le prix de notre aveuglement.

9- Ce qui prouve que, en 2017, au deuxième tour, on avait le choix entre la peste ou la peste !

10- Et que penser de la quasi totalité des syndicats et associations qui ont appelé à voter Macron sans sourciller ? Je crois que ça explique le manque de véritable soutien aux gilets jaunes. La société civile organisée s'est compromise.

11- Les syndicats ont été noyautés par l'État depuis des décennies. Ils sont sous perfusion de subventions et d'avantages (missions confiées par l'État), et leur visibilité, seule garante de leurs voix, est entièrement dépendante de l'administration et des médias.

Ils sont les vassaux d'un système féodal, au sens péjoratif d'une absence de bien commun. Ils obéissent consciemment ou inconsciemment à l'État (qui, historiquement, a toujours soutenu le gouvernement) et aux grands médias (surtout depuis qu'ils sont concentrés dans les mains de quelques oligarques).

12- Le néofascisme n'est pas le fascisme lequel relève d'une période de l'histoire, il en partage néanmoins plusieurs caractéristiques. Notamment de mettre à part des individus par des classifications, surhomme, dieux, sous-homme, sans dents, ceux qui ne sont rien, inutiles.

Le néo sera pire, parce planétaire et disposant des moyens technologiques sans précédent.

13- Pour résumer le néolibéralisme :

1- La liberté évoquée par les théoriciens dogmatiques du néolibéralisme est la liberté du renard dans le poulailler.

2- La vraie théorie du ruissellement est celle qui fait transiter la richesse des pauvres vers les ultra riches.

3- Le néolibéralisme et ses tenants, en particulier l'UE, nous mènent directement vers des formes de dictature.

14- « La planification et le contrôle sont attaqués comme un déni de liberté » les modèles de la France des "30 Glorieuses", de la Chine des "Nouvelles Routes de la Soie" et des USA du New Deal ont en commun la planification et une direction de l'économie : la création monétaire est orienté vers le physique.

La question clé est l'usage de la monnaie.

– Dans ces 3 modèles, la monnaie (ou crédit publique) est créé par l'Etat et irrigue l'économie physique ce qui tend à améliorer les conditions de vie des gens et aujourd'hui de la Terre (ex de l'écologie planifiée en Chine).

– Alors que dans le modèle néolibéralisme, la monnaie est créée par la BCE, la réserve fédérale et par extension par les

Banques privées et la finalité de l'argent est de s'évaporer dans les spéculations, ce qui détériore le conditions de vie des gens.

Dans un Etat on ne peut pas sauver les gens ET les banques, il y a un choix à faire. Macron a fait son choix de sauver les banques, les Gilets Jaunes veulent sauver les gens !

15- Il y a toujours eu un antagonisme sédentaire/nomade depuis les débuts de l'agriculture.

Le mélange capitalisme néolibéral mondialiste,version moderne d'un nomadisme de riche, reste pour moi, sédentaire, l'équivalent d'un nuage de sauterelle qui s'abat sur une région, bouffe tout puis s'en va autre part répéter l'opération.

16- Le néolibéralisme, n'est pas le libéralisme. Le néolibéralisme, c'est la main mise du capital sur l'Etat, afin de faire fonctionner l'Etat au profit des intérêts privés. C'est pour cela que la manipulation de l'électorat lors de chaque campagne électorale est fondamentale. Il faut quoiqu'il arrive que ce soit un fondé de pouvoir du capital qui remporte l'élection. La possession des médias de masse est donc décisive, et c'est effectivement ce que l'on observe.

Le néolibéralisme n'est donc pas une doctrine libérale au sens classique du terme, en tout cas l'on observe souvent qu'il conduit à des régressions majeures sur le plan des libertés individuelles. Et qu'il développe des moyens de contrôle de la société, qui n'ont rien à envier au système de contrôle des anciens pays de la sphère soviétique, et sont sans aucun doute plus performants vu l'évolution des technologies. En ce sens le néolibéralisme met en place toute une infrastructure d'Etat qui si les populations deviennent une menace pour l'ordre établi (car ce mode de gestion de la société fait exploser les inégalités, et les injustices), permet en dernière extrémité de garder la main, en fermant les yeux sur les dérives fascisantes d'un pouvoir acculé, ou en se compromettant avec un pouvoir de nature fasciste, ou encore en le propulsant carrément à la tête d'un Etat. Le Chili de Pinochet est un exemple emblématique de cette compatibilité entre néolibéralisme et fascisme. Le néolibéralisme n'est donc pas le fascisme, mais il peut très naturellement conduire au fascisme.

17- Les "gilets jaunes" existent sur toute la planète avec des niveaux de pauvreté différents selon les pays dont ils sont les ressortissants : ce sont les laissés pour compte de la "mondialisation heureuse". Heureuse pour une minorité de gens nomades, sautant d'un aéroport à l'autre pour vaquer à leurs affaires ou à leurs loisirs. La majorité est sédentarisée dans des territoires qui se désertifient au profit des mégapoles où vivent les "nomades" et leurs serviteurs.

Aux USA l'on parle de "red necks", ceux qui ont voté pour le milliardaire Trump. Un milliardaire qui a su leur parler…

18- Voici un autre article très éclairant sur le néo-libéralisme. Il a été écrit par Wendy Brown, professeur de sciences politiques de l'université de Californie à Berkeley :

- On peut le résumer ainsi :

La rationalité néo-libérale étendue à l'État indexe le succès de l'État sur sa capacité à soutenir et à nourrir le marché, et attache sa légitimité à son succès en ce domaine. L'État ne doit pas seulement s'intéresser au marché, il doit penser et se conduire comme un acteur du marché. Dans ce contexte, son retrait de certains domaines et la privatisation de certaines de ses fonctions ne sont pas un démantèlement, mais consistent plutôt en une technique de gouvernance.

La gouvernance néo-libérale mine l'autonomie relative de certaines institutions (la loi, les élections, la police, la sphère publique) les unes par rapport aux autres, et l'autonomie de chacune d'entre elles par rapport au marché. Elle s'évertue à faire en sorte que chaque aspect de la vie politique et sociale soit ramené à un calcul économique. Tout doit être optimisée, rationalisé pour la bonne santé du marché. Hors du marché pas de moralité, pas de foi, pas d'héroïsme, voire pas de sens du tout.

L'État doit aussi contribuer d'une manière volontariste à la fabrique du sujet néo-libéral. Dans une société néo-libérale, tout doit être géré comme une entreprise. Chaque individu est responsable de sa vie et l'Etat n'a pas de responsabilité envers lui. Il doit sans cesse calculer ses coûts et ses bénéfices. La citoyenneté politique est réduite à un degré sans précédent de passivité béate. Le citoyen néo-libéral type est celui qui choisit stratégiquement, pour lui-même, entre les différentes options sociales, politiques et économiques. Dans un contexte néo-libéral pleinement réalisé, les citoyens sont tout sauf préoccupés par le bien commun. Ils forment à peine un peuple. La société est atomisée. Le corps politique n'est plus un corps, mais bien plutôt une collection d'entrepreneurs et de consommateurs individuels. Le néo-libéralisme entraîne l'érosion des oppositions politique et la fin de la démocratie libérale, voire de la démocratie tout court.

On voit bien qu'Emmanuel Macron est un parfait adepte du néo-libéralisme. L'Etat de droit, il s'en fout. La République, il s'en fout. La Constitution, il s'en fout. La démocratie, il s'en fout. Par contre, la matraque il aime bien, car il faut contenir le peuple et ses opposants politiques afin que l'État soutienne et nourrisse le marché à tout prix.

Le néo-libéralisme pleinement réalisé n'est pas un fascisme, c'est une sorte de nihilisme autoritaire et mortifère.

19- Sans scrupule, nihiliste et mortifère, le néo-libéralisme est en cela comparable au nazisme décrit par Hermann Rauschning (La révolution du nihilisme, Gallimard, 1939).

20- Le nazisme extermine les “non conforme au système”.

Le néo libéralisme conduit les “non conforme” à disparaître. C’est beaucoup plus discret à tel point que ça ne choque pas grand monde, pour un résultat identique. Avec un risque de révolte toutefois dès lors que les “non conforme” atteignent une population critique… (problème auquel se trouve confronté Macron)

21- Nihilisme effectivement dans le sens de détruire tout ce qui fait du lien social et qui pourrait entraver le Marché.

Mais ce Marché est une arène où les renards sont libres de croquer les poules. En effet, ce Marché est organisé par les renards, donc pour que les renards prospèrent au dépend des poules et autres volatiles. Moins les poules sont solidaires, isolées les unes des autres, et plus elles sont faciles à attraper et à croquer.

“Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d’autres” G.Orwell (La Ferme des animaux)

22- Qu’est-ce que le néolibéralisme ? Un programme de destruction des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur par Pierre Bourdieu est en accès libre sur https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609

23- « … et mises au service du Marché organisé par les renards, pour les renards, et pour leur plus grand profit. »

Tout à fait juste. Dans son article, Wendy Brown a écrit ceci :

« Le fait que « démocratie » soit le terme dont on affuble tant de mesures de politique intérieure ou d’entreprises impériales anti-démocratiques suggère que nous sommes dans un interrègne – ou, plus précisément, que le néo-libéralisme emprunte considérablement à l’ancien régime à des fins de légitimation, même s’il développe et promeut en même temps de nouveaux codes de légitimité. »

Chez nous, il emprunte aussi au régime que l’on doit au centre gauche d’Adolphe Thiers (l’alter ego d’Emmanuel Macron). Ecoutez ce que disait Henri Guillemin à ce sujet :

https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=415

« A partir de 1879, ce sont ces affairistes là, ces libéraux là, qui vont être au pouvoir en France et ils vont l’être pour des décennies. Ce sont des gens qui sont costumés en républicains et qui ne pensent en réalité qu’à la protection des grands intérêts. Leur république, c’est la république des riches dirigée par les riches et au bénéfice des riches. »

- Autre extrait éclairant de l’émission d’Henri Guillemin :

https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=869

« Le slogan de ces messieurs [Thiers et Gambetta], réconciliés maintenant, c’est “ni réaction, ni révolution” […] Ca veut dire vigilance absolue quant à l’immobilisme social. On peut faire quelques réformes politiques, des réformes de vocabulaire, bien entendu, mais l’essentiel, c’est-à-dire le gouvernement des riches par les riches, c’est ça l’essentiel. Alors immobilisme social. […] [Thiers] avait quelques inquiétudes tout de même, parce qu’il était intelligent Thiers, il savait ouvrir les yeux sur la réalité, et il avait dit, toujours en 1877, “Je n’admets pas que l’on distingue entre les classes. Celui qui ne s’attache qu’à une classe est un factieux”. Vous ne trouvez pas que c’est assez pimpant de la part de Thiers qui travaillait uniquement pour sa classe, c’est-à-dire pour les riches, et qui disait que ceux qui s’occupent des intérêts des pauvres sont des factieux. »

24- Il est vrai que les socialistes lorsqu’ils font naître des espoirs qu’ils sont incapables de tenir, contribuent à faire le lit de la droite extrême. Mais pire encore, lorsqu’ils n’ont plus de socialiste que le nom et qu’en fait ils se sont convertis à la loi du marché. Première étape cela accouche du macronisme, deuxième étape ?

25- Le PS et LREM sont le centre gauche de l’époque d’Adolphe Thiers.

Petite anecdote amusante racontée par Henri Guillemin :

https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=740

« Ces gens du centre gauche gouvernent, non seulement la France, ils la tiennent entre leurs mains, c'est des républicains pour rire, mais ils gouvernent aussi les hautes sphères intellectuelles. Ils entrent à l'Académie. L'Académie se recrute principalement dans le centre gauche et ils ont leur académie à eux. On a créé une académie, un institut comme on dit, des sciences morales et politiques et ils ont leur école. Aujourd'hui elle a un peu changé, mais à cette époque l'école qu'ils avaient créé à Paris, une école libre, qui s'appelle l'Ecole des Sciences Politiques, ce que l'on appellera plus vulgairement l'Ecole des Sciences Po, c'est une création du centre gauche. C'est pour une préparation de jeunes bourgeois intelligents et qui se destinent en particulier à la diplomatie, et qui sont formés selon ses bons principes. »

TROISIEME PARTIE

- "anti-partis, anti-syndicats et anti-représentants"

LVOG - Face à un pouvoir (une classe) puissamment organisé, fortement hiérarchisé, très discipliné, possédant une conscience de classe déterminée et infaillible, vous prétendez convaincre qui, vaincre qui en vous détournant des enseignements de la lutte de classe du prolétariat mondial des siècles précédents jusqu'à nos jours? Vous commettez la grave erreur politique de les confondre avec ce qu'est devenu le mouvement ouvrier parce qu'il s'en est détourné ou qui les a trahis, et cette ignorance ne peut que contribuer à notre propre perte.

Vous signifiez par là votre manque total de discernement et de logique, vous être aveuglé par votre propre individualisme qui est le produit à la fois de votre condition devenue insupportable et de l'influence qu'exerce sur vous l'idéologie de la classe dominante qui a formaté et maintenant dicte inconsciemment votre mode de penser, votre comportement, à l'instar de nos ennemis vous vous réfugiez dans un déni suicidaire...

Encore la fabrique du consentement, c'est une obsession chez eux.

- « Ce qui relie "gilets jaunes" et lycéens qui manifestaient, c'est que les réformes, d'un côté la hausse des taxes, de l'autre les changements éducatifs avec Parcoursup ont été imposés sans concertation et sans communication », analyse Johnson, un Mantais de 22 ans. Un déficit de consultation que le pouvoir entend désormais corriger. Leparisien.fr

LVOG - Ce qu'il s'agit de "corriger", c'est uniquement le "déficit de consultation" en se livrant à davantage de "concertation" et de "communication" on devrait pouvoir vous imposer toutes ces mesures... réactionnaires, dixit Le Parisien porte-parole de l'oligarchie.

C'était "***un conte de fées***.

- Selon Inequality.org, par exemple, ceux qui possédaient au moins 30 millions de dollars de richesse à l'échelle mondiale ont connu le taux de croissance le plus rapide de tous les groupes entre 2016 et 2017. La taille de ce club a augmenté de plus de 25 % au cours de ces années-là, pour atteindre 174 800 membres. Ou si vous voulez vraiment comprendre ce qui s'est passé, considérez qu'entre 2009 et 2017, le nombre de milliardaires dont la richesse cumulée était supérieure à celle des 50 % les plus pauvres du monde est passé de 380 à seulement huit.

Après 2008, les gens ont été témoins des milliards de dollars investis dans le sauvetage des banques et autres subventions financières, non seulement par les gouvernements, mais aussi par les grandes banques centrales du monde entier. Théoriquement, les banques privées, par conséquent, auraient plus d'argent et paieraient moins d'intérêts pour l'obtenir. Ils prêteraient ensuite cet argent à l'économie réelle à un meilleur taux. Les entreprises, grandes et petites, puiseraient dans ces fonds et, à leur tour, produiraient une véritable croissance économique grâce à l'expansion, à des embauches massives et à des hausses des salaire. Les gens auraient alors plus d'argent dans leurs poches et, se sentant plus en sécurité financièrement, dépenseraient cet argent pour propulser l'économie vers de nouveaux sommets – et tout, bien sûr, irait alors pour le mieux.

Ce conte de fées a été vendu dans le monde entier. En fait, l'argent bon marché a également poussé la dette à des niveaux historiques et le cours des actions des banques et de nombreuses autres entreprises cotées en bourse ont atteint des sommets.

...la dette mondiale totale a atteint 247 mille milliards de dollars au premier trimestre 2018. Comme l'a constaté l'Institut des finances internationales, les pays empruntaient, en moyenne, environ trois dollars pour chaque dollar de biens ou de services créés. (La bourse, les banques et les citoyens en colère. Source : Consortium News, Nomi Prins, 31-12-2018)

Casino. Faites chauffer la planche à billets !

- (Un internaute) Si ma mémoire est bonne, la BCE a créé en deux ans 2 600 milliards d'euros dont seulement 11% sont allés dans l'économie réelle, le reste dans la spéculation et la finance.

En ce mois de mars 2019, tous les "grands sachants", la BRI – la banque centrale des banques centrales – le FMI, l'OCDE…etc… ont alerté sur un net et inattendu ralentissement de l'économie mondiale. Non sans blague !?

Du coup, au niveau de l'UE, la BCE annonce une nouvelle création de trillions d'euros pour…les banques. Un dernier tour de manège pour l'oligarchie qui va se gaver encore plus avant l'effondrement inévitable.

- Économie proche du bad trip: la BCE redonne un shoot de prêts géants aux banques - Sputnik 11.03

Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, a annoncé que des prêts à très long terme seraient octroyés aux banques européennes à partir de septembre 2019. Une décision qui ne va pas dans le sens d'une normalisation de la politique monétaire. L'économiste Henri Sterdyniak analyse la situation pour Sputnik France.

«La BCE prend acte du contexte économique, avec une croissance qui ne se porte pas bien dans la zone euro. Beaucoup d'indicateurs sont défavorables en Allemagne ou en Italie, sans parler des menaces du Brexit et des crises commerciales impliquant les États-Unis. La BCE a donc décidé de maintenir une politique monétaire extrêmement accommodante.»

L'économiste Henri Sterdyniak n'est pas surpris par les dernières annonces de la Banque centrale européenne (BCE). Le 7 mars, elle publiait son communiqué de politique monétaire. Un document riche d'enseignements où l'on apprenait que, finalement, les taux directeurs resteraient à des niveaux historiquement bas jusqu'à la fin 2019, au moins.

Des renoncements en série

L'institution dirigée par Mario Draghi amorce donc un nouveau virage vers plus de souplesse. Auparavant, la BCE avait annoncé une possible remontée des taux après l'été 2019. Elle a depuis abaissé ses prévisions de croissance à 1,1% en 2019 et 1,6% en 2020, contre une précédente projection à 1,7% pour les deux années. Un ralentissement économique qui l'oblige à changer son fusil d'épaule.

«Plusieurs phénomènes sont à l'action. La BCE est inquiète des conséquences qu'aurait une remontée des taux sur un certain nombre de banques, d'assurances ou d'entreprises. Elles ont pris l'habitude d'être très endettées et une hausse de taux pourrait les mettre en péril. Il faut être clair. Aujourd'hui, les économies capitalistes développées ne sont pas en situation équilibrées. Soit elles ont besoin de déficit public important comme aux États-Unis ou au Japon, soit elles ont besoin de taux d'intérêt extrêmement bas», explique Henri Sterdyniak.

Les tensions commerciales qui font baisser les échanges internationaux frappent le Vieux continent. Le 11 mars, la Banque de France a abaissé sa prévision de croissance pour le premier trimestre 2019, à 0,3%. Pas mieux du côté de la première économie de la zone euro, où l'inquiétude bat son plein. Selon le quotidien Handelsblatt, des responsables du ministère allemand des Finances s'inquiètent d'une possible détérioration de la performance économique en 2019, juste après que le pays ait évité de peu une récession au dernier trimestre de l'année dernière. «Sur le plan interne, le gouvernement fédéral n'attend qu'une croissance de 0,8% en 2019», mentionnerait un document confidentiel du ministère des Finances, selon Handelsblatt.

L'Italie est d'ores et déjà en récession, avec une chute de 0,2% de son PIB au quatrième trimestre 2018. Concernant l'inflation en Europe, la BCE ne table plus que sur 1,2% d'augmentation cette année, 1,5% l'an prochain et 1,6% en 2021, contre respectivement 1,6%, 1,7% et 1,8% annoncés en décembre 2018.

Afin de contrecarrer cette morosité ambiante qui commence à faire tanguer les marchés, la BCE a sorti l'artillerie lourde. Plus précisément, des TLTRO, pour «targeted longer term refinancing operations» (opérations ciblées de refinancement de long terme), vont être octroyés aux banques européennes de septembre 2019 à mars 2021. Ces prêts à très long terme (deux ans) et à taux zéro auront pour objectif de garder des «conditions de crédit favorables».

«Quand vous êtes dans le noir, vous faites de petits pas. Vous ne courez pas, mais vous bougez», a lâché Mario Draghi devant la presse.

Comme le rappelle l'AFP, «en 2016 et 2017, les banques, en premier lieu les plus fragiles d'entre elles, en Italie, s'étaient précipitées sur ce programme baptisé TLTRO».

Une situation insoluble?

Ce retour vers plus de souplesse après quelques velléités de resserrement monétaire ne concerne pas que l'Europe. Fin janvier,

la Réserve fédérale américaine (FED) annonçait dans un communiqué mettre fin au cycle de hausse de ses taux directeurs. Entre décembre 2015 et décembre 2018, la FED avait procédé à pas moins de neuf remontées des taux, pour les faire grimper à une fourchette comprise entre 2,25 et 2,5%.

Sa décision de mettre le holà pourrait s'expliquer par quelques mauvaises nouvelles concernant une économie américaine qui est pourtant censée plutôt bien se porter. En plus d'une dette des ménages qui ne cesse de se creuser et qui dépasse désormais les 13.500 milliards de dollars, le déficit commercial des États unis a atteint un record décennal en 2018: 621 milliards de dollars. De plus, le mois de février a vu les créations d'emplois s'effondrer outre-Atlantique. «On peut blâmer le mauvais temps, le contrecoup du "shutdown" [fermeture partielle des administrations américaines, ndlr], mais il n'en reste pas moins que c'est un chiffre très bas», a souligné Tom Cahill de Ventura Wealth Management.

La Chine n'est pas en reste. L'Empire du Milieu a enregistré sa progression de croissance la plus faible en 28 ans. Le PIB a augmenté de 6,6% en 2018 et Pékin envisage déjà de lancer un nouveau plan de relance, avec son lot de baisses d'impôts et de subventions hypothécaires, comme le note le site Express Business.

Dans le même site, Steen Jakobsen, l'économiste en chef de la banque danoise Saxo Bank, annonçait en décembre dernier: «La hausse du prix de l'argent et la diminution du montant d'argent disponible, le renversement de la mondialisation et la récente flambée des prix de l'énergie ont mis nos décideurs en échec.» Avant de poursuivre: «Après que la Chine, la Banque d'Angleterre et la FED aient déjà fait marche arrière, c'est maintenant au tour de la BCE —comme c'est prévisible.»

«C'est la logique du capitalisme financier actuel. Il se caractérise par un déficit de demande. Un peu partout, une pression est exercée sur les salaires, les dépenses publiques ou la protection sociale. Des entreprises dégagent beaucoup de profits, mais n'investissent pas en conséquence. Tout ceci produit un déséquilibre de demande que, jusqu'à présent, nous avons réglé par des taux d'intérêt très bas, qui ont eux-mêmes généré des accumulations de dettes. Et l'on ne sait pas très bien comment sortir de cette situation en restant dans le cadre du capitalisme financier actuel», analyse pour sa part Henri Sterdyniak.

D'après Steen Jakobsen, toujours cité par Express Business, «après la crise financière de 2008, le cycle économique a été remplacé par un cycle de crédit, ce qui a eu pour effet de gonfler le cours des actions, sans avoir un impact réel sur l'économie elle-même, tout en engendrant la plus grande inégalité des revenus depuis des générations».

«Après la crise financière de 2008, personne n'a réussi à se faire entendre pour changer de voie. L'importance de la finance n'a pas été limitée. Mais elle est, par essence, foncièrement instable. Il y a des déséquilibres très difficiles à résorber. Un monde où il y a trop d'actifs financiers est un monde fragile, nous le voyons aujourd'hui. Les banques centrales n'arrivent pas à revenir à la normale, c'est-à-dire proposer des taux d'intérêt de l'ordre de 3 à 4%, sans mettre en péril beaucoup d'acteurs économiques comme des entreprises ou des banques. Personne, actuellement, n'a la capacité de rétablir la situation en proposant un plan cohérent qui supposerait d'agir à la fois sur les politiques monétaire, budgétaire et salariale. Cela remettrait en cause le niveau de rentabilité exigé par les actionnaires ce qui n'est, bien sûr, pas envisageable», explique Henri Sterdyniak.

«Bienvenue dans la grande finale de l'"extend and pretend" ("continuez et faites comme si de rien n'était"), la plus misérable expérience monétaire de l'histoire», lance de son côté Steen Jakobsen à Express Business.

Les principales économies de la planète seraient-elles condamnées à rester droguées à l'argent pas cher et aux injections de liquidité? Henri Sterdyniak n'est pas très optimiste. Il appelle à un vrai changement de paradigme économique:

«Je pense que l'on maintiendra des taux d'intérêt extrêmement bas. Cette situation risque de perdurer très longtemps et avec elle le très fort endettement de certains États et entreprises. Ce n'est pas satisfaisant, mais l'on voit mal qui aurait la volonté et les moyens de proposer autre chose. Par exemple, on pourrait tenter d'impulser le crédit autrement et de manière utile pour la transition énergétique, les besoins sociaux et l'emploi. Mais ce n'est pas au sein des banques centrales ou privées qu'une telle idée fera son chemin. Le problème, aujourd'hui, c'est que même avec des taux bas, les banques ne fournissent pas assez de crédit et surtout de crédit utile. Il faut remettre en cause la rentabilité trop élevée accordée aux actionnaires et aux marchés ainsi que la distribution de crédit uniquement sur des critères purement financiers et non pas sociaux.» Sputnik 11.03

Commentaire d'un internaute.

- "*Une fois admis que l'objectif de l'oligarchie est de soutenir la bulle le temps qu'il faudra pour se débarrasser du bas peuple (tous au régime grec), on comprend immédiatement le sens de ces injections de liquidité. Lorsque les peuples seront à terre et dans l'incapacité de se révolter, ils pourront cesser leurs injections, et laisser éclater la bulle. Les spéculateurs non avertis vont dégringoler, seuls ceux qui auront placé dans des biens tangibles s'en sortiront. Et les ultra riches disposeront de la quasi totalité des ressources. Pour eux seuls.*"

Mon analyse (LVOG).

On peut dire les choses de cette manière-là, la crise du capitalisme constituait une réelle menace pour eux parce qu'elle alimentait la lutte de classe du prolétariat, mais une fois cette dernière suffisamment dévoyée ou neutralisée, il leur sera possible d'instaurer leur nouvel ordre mondial totalitaire.

Marx et Engels n'ont pas pêché par excès d'optimisme en estimant qu'il serait possible d'en finir avec le capitalisme au détour du XXe siècle, le développement du mouvement ouvrier permettait de l'envisager sérieusement, cependant ils négligèrent au moins deux facteurs qui allaient s'avérer décisif pour contrecarrer cette prévision, le faible niveau de conscience des exploités, et la capacité du capitalisme à poursuivre son expansion à l'échelle mondiale.

Les faiblesses du prolétariat mondial allaient se traduire de différentes manières que l'on peut résumer ainsi, chaque thème nécessitant d'être développé par ailleurs :

- Seule une minorité d'ouvriers étaient organisés, les couches supérieures ou les plus privilégiés, donc les plus enclines à être manipulées ou à subir l'influence de l'idéologie de la classe dominante, d'autant plus qu'ils n'avaient acquis qu'une conscience de classe élémentaire ;

- Il suffira de satisfaire certaines de leurs revendications sociales pour les diviser et briser leur mobilisation, la majorité s'en contentant ;

- Leurs dirigeants étant issus de la petite-bourgeoisie, ils étaient encore plus vulnérables et corruptibles ;

- Pour favoriser le développement du capitalisme, l'Etat se dotera d'un puissant secteur public auquel il attribuera des privilèges, en contrepartie, les fonctionnaires détachés du reste du prolétariat seront amenés à se comporter en sujets dociles de leur maître, en piliers du régime destinés à en assurer le bon fonctionnement autant que la stabilité ;

- Le développement du mouvement ouvrier ayant perdu de vue l'objectif de l'émancipation du salariat, il exploitera l'hétérogénéité du prolétariat pour contribuer à renforcer les inégalités existant entre les travailleurs au lieu de les combattre. Il favorisera le corporatisme au détriment de la fraternité ou de la solidarité entre toutes les couches de travailleurs ;

- Les dirigeants du mouvement ouvrier se servira de la mobilisation de la classe ouvrière pour lui imposer la collaboration de classes, qui caractérisera les rapports entre les capitalistes et le mouvement ouvrier, et servira à faire passer des mesures ou des lois, qui au lieu d'atténuer la division entre exploités la renforcera, on peut même affirmer que sans cette condition ses dirigeants vendus n'auraient pas pu maintenir très longtemps leur contrôle sur le mouvement ouvrier ;

- Le développement des sciences et des technologies associées au développement des forces productives facilitera la production industrielle à grande échelle de biens d'équipement, qui combinée à l'accès au crédit les rendra accessibles à la plupart des ouvriers, de telle sorte que leur condition de vie leur apparaîtra plus supportable par rapport à celle des générations précédentes, miracle qu'ils attribueront au capitalisme, et qui contribuera un peu plus à individualiser leur condition et leur mode de penser, ainsi qu'à renforcer les inégalités qui existaient entre eux.

- Les faiblesses de la nature humaine associées au fardeau de l'inertie de l'histoire correspondant à des milliers d'années d'exploitation de l'homme par l'homme les porteront à se satisfaire d'améliorations partielles de leur condition, l'homme ayant la faculté de s'adapter aux rudes ou imprévisibles conditions que la nature peut lui imposer, s'accommodera du destin que le capitalisme lui a réservé ;

- D'un pays à un autre le mouvement ouvrier n'avait pas atteint le même degré de développement ou il demeurait quasiment inexistant ou à l'état embryonnaire dans les trois quarts des pays du monde ;

- Selon Lénine dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, la victoire du réformisme au sein du mouvement ouvrier sera de brève durée... Or, il ne cessa d'accentuer son emprise sur le mouvement ouvrier jusqu'à nos jours, le stalinisme prenant le relais de la social-démocratie. En tant qu'idéologie du capital destinée à s'opposer à l'idéologie du travail, le socialisme, de nos jours le réformisme survit dans les esprits même s'il n'a plus aucune base objective, ce qui s'explique par le fait qu'en l'absence d'une représentation politique ou d'un parti qui incarnerait le socialisme et serait reconnu comme telle par les militants du mouvement ouvrier ou à défaut de toute issue politique crédible à la crise du capitalisme, il incarne les illusions ou la résistance de manière déformée de la classe ouvrière à la régression sociale sans fin à laquelle la survie du capitalisme la destine. C'est ainsi que depuis près de 40 ans, le mouvement ouvrier n'est parvenu à arracher aucune réforme sociale collective, et chaque fois qu'il se mobilisa, soit il obtint des miettes pour les travailleurs en échange d'importante concessions aux capitalistes, soit il s'agit de victoires partielles sans véritable portée ou annulées peu de temps après.

Quant aux facultés du capitalisme de s'en sortir, on notera :

- Les forces productives ne cessèrent pas de croître du début du XXe siècle à nos jours, contrairement à ce que certains prétendirent en déformant les analyses de Lénine ou de Trotsky, qui avaient observé qu'elles connaissaient des périodes

de stagnation et de croissance.

- Contrairement à ce qu'affirmèrent par la suite leurs disciples autoproclamés, suite à l'exportation massive de capitaux de nouveaux marchés se développèrent, la mondialisation du capitalisme ne s'étant pas achevée au début du XXe siècle. Que le marché mondial soit limité ou qu'il est atteint ses limites à un moment donné est une chose, mais cela ne signifiait nullement qu'il était condamné à ne pas connaître de nouvelles périodes d'expansions.

- En remettant en cause la convertibilité du dollar en or en 1971, l'oligarchie anglo-saxonne s'octroyait le pouvoir d'inonder le monde de dollars ou de recourir à la planche à billets sans limite, ce qui devait lui assurer la suprématie financière sur tous les marchés dans un premier temps, et politique plus tard. Autrement dit, la fabrication de la monnaie ainsi désindexée de l'économie réelle ou productive, produite sans aucune contrepartie matérielle, rompait avec les lois de fonctionnement du capitalisme qui continuaient malgré tout de régir l'ensemble de l'économie mondiale, introduisant dans l'économie un facteur de type mafieux, parasite, déstabilisateur et destructeur du capitalisme totalement hors de contrôle, ce qui leur permettrait d'accroître leur fortune et leur pouvoir politique dans des proportions monstrueuses.

- Une fois devenus les maîtres incontestables de l'économie mondiale, ils allaient vampiriser, piller l'économie de pays ou continents entiers, en prendre le contrôle, y déclencher des crises sociales et politiques (et au besoin le chaos, des guerres, guerres civiles, génocides, famines, épidémies, etc.), planifier la dérégulation financière, en imposant à l'ensemble des acteurs économiques mondiaux des règles, des principes, des lois contraignantes assorties de lourdes amendes ou bannissement du marché, qu'ils ne respecteraient pas eux-mêmes cela allant de soi, en passant par la création d'institutions ou d'instruments financiers sophistiqués et opaques destinés à la spéculation effrénée, ce qui leur permettrait de manipuler chaque crise du capitalisme et d'en tirer un gigantesque profit, au point qu'une poignée d'oligarques possèdent dorénavant l'équivalent des richesses de plus de la moitié de la population mondiale, un pouvoir sans équivalent dans le passé.

- Tout au long du XXe siècle à nos jours, à aucun moment le capitalisme ne fut réellement menacé par une crise économique ou financière, y compris en 1929 aux Etats-Unis, encore moins en 2008, l'heure et la date, le lieu, les conditions dans lesquelles ces crises devaient éclater, quels devaient en être les principaux acteurs et bénéficiaires, quelles devaient en être les victimes, quelles en seraient les conséquences sociales et politiques fut programmé par l'oligarchie anglo-saxonne, chacun peut le vérifier sur Internet ou se référer aux documents que j'ai mis en ligne dans le portail qui le prouvent. Et chaque crise (et guerre) leur permirent d'accroître leur fortune et leur pouvoir politique sur les Etats et l'ensemble des acteurs économiques, de la société.

Ceux qui espèrent encore un effondrement du capitalisme tel que l'avait envisagé les marxistes peuvent attendre indéfiniment. Ils ont un siècle de retard et détournent le marxisme. Ils sont incapables ou refusent d'intégrer dans leurs analyses les facteurs que nous avons énumérés et qui n'existaient pas au XIXe siècle ou durant le premier quart du XXe siècle.

L'oligarchie est lancée dans une course de vitesse avec le prolétariat mondial qu'elle veut asservir définitivement.

Cela dit, l'oligarchie ne peut pas liquider le capitalisme du jour au lendemain à l'échelle mondiale, elle peine même à en prendre le contrôle total parce qu'il s'est développé à des rythme et des niveaux différents selon les pays, d'où notamment la guerre permanente qu'elle mène à la Russie et à la Chine qui sont de grandes puissances pour les intégrer totalement dans leur stratégie, mais aussi aux pays de l'UE les plus développés dont la France et l'Allemagne, pour lui substituer un système économique qui ne soit plus basé sur la dialectique des rapports entre valeur d'usage et valeur d'échange dont les contradictions conduisent le capitalisme à la faillite et constituent une menace pour son existence, mais doit reposer uniquement sur sa volonté d'imposer sans partage son hégémonie ou son régime totalitaire à l'ensemble des classes et de l'humanité sur la base du pouvoir économique et politique qu'elle a acquis et que personne ne peut concurrencer, lui assurant une légitimité qu'elle estime incontestable et qu'elle refuse à quiconque de critiquer ou de contester.

On aura compris que pour y parvenir, elle doit au préalable neutraliser, briser la résistance du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et des classes moyennes, d'où la guerre incessante qu'elle leur livre en parasitant leur combat en les détournant de leurs aspirations ou besoins sociaux collectifs ou démocratiques pour mieux les diviser et les affaiblir, afin qu'elles ne parviennent pas à s'unir et à poser la question de l'Etat ou du pouvoir politique ou ne trouvent pas la voix du socialisme.

La liste des arguments que j'ai fournis ici à l'appui de ma théorie est très incomplète, mais elle est suffisante pour en démontrer la cohérence ou le sérieux, je n'ai pas le temps de m'y attarder plus longtemps.

Macron est très pressé d'appliquer la suite de son programme, l'oligarchie l'exige. De notre côté, si nous ne réagissons pas immédiatement ou si nous continuons comme par le passé à nous traîner à la traîne des évènements, à perdre notre temps en polémiques ou en palabres inutiles, nous perdrons définitivement la guerre de classes. Et si vous n'en êtes pas convaincus, dites-vous bien que de nombreuses générations avant nous avaient déjà dû en faire le constat pour l'avoir vécu durant toute leur existence. Si ma contribution politique ne devait servir à rien, ce que je pense, elle aura au moins le mérite d'avoir exprimé mon refus à titre personnel de cautionner un tel destin, d'en partager la moindre responsabilité.

Acte XVII

- Gilets jaunes: la mobilisation au plus bas pour l'acte XVII - Le HuffPost 09.03

Ce samedi 9 mars, moins de 30.000 manifestants sont descendus dans les rues du pays, à une semaine d'une date cruciale pour le mouvement.

Programme avorté à Paris, éclatement des revendications et des cortèges, mais des manifestants qui ne "lâchent rien": le mouvement des gilets jaunes peinait à trouver un nouveau souffle samedi 9 mars pour son acte XVII, une semaine avant sa mobilisation cruciale pour la fin du grand débat.

Après presque quatre mois de manifestations hebdomadaires, le mouvement semble déjà tourné sur sa grande journée nationale du 16 mars. "On se prépare pour samedi prochain, ça va être gros", promet Christian, 67 ans, près des Champs-Élysées. L'acte 18 du mouvement aura lieu le lendemain de la fin officielle du grand débat et espère rassembler "la France entière à Paris" pour lancer un "ultimatum" au gouvernement.

À une semaine de cette date cruciale, les gilets jaunes espèrent retrouver l'esprit des débuts du mouvement, lorsqu'ils avaient rassemblé 282.000 personnes sur les ronds-points et dans la rue le 17 novembre. Ils n'ont toutefois pas réussi à imposer leur tempo samedi à Paris.

Ils promettaient d'occuper le Champ de Mars tout le week-end, mais le projet a tourné court : les forces de l'ordre ont empêché toute installation près de la Tour Eiffel dès vendredi soir. A défaut, une poignée de gilets jaunes, dont Priscillia Ludosky, se sont rassemblés avec des militants écologistes sous le monument dans la matinée .

Quant à la manifestation qui promettait de faire "converger toutes les mobilisations" dans les rues de la capitale samedi, elle a finalement provoqué une scission des manifestants. Au lendemain de la journée internationale des droits des femmes, un cortège emmené par des assistantes maternelles, vêtues de gilets roses, de femmes mobilisées contre les violences sexistes et arborant du violet, et de syndicats, ont fait plusieurs kilomètres dans Paris sur un parcours autorisé, avant de se disperser vers 16H00 sans incident. Des Teletubbies et un flashmob raté

Pendant ce temps, plusieurs centaines de gilets jaunes ont préféré rester massés en haut des Champs-Élysées. Après quelques tensions sporadiques -des grenades lacrymogènes répondant à des projectiles- les forces de l'ordre commençaient à utiliser des canons à eau en fin d'après-midi pour disperser progressivement les manifestants.

"C'est une manif de Teletubbies aujourd'hui", soupirait Toufik à Paris. Ce trentenaire n'avait pas l'intention de rester mobilisé tout le week-end, sans pour autant vouloir jeter l'éponge. "Si on s'arrête, on va retourner dans l'anonymat". Globalement calme, la mobilisation parisienne a donné lieu à des incidents sporadiques, entraînant des jets de gaz lacrymogènes et 13 interpellations selon la préfecture de police. A l'aéroport de Roissy, des "gilets jaunes" ont protesté en dansant contre le projet de privatisation d'Aéroports de Paris, sous le regard amusé des touristes.

En régions, le mot d'ordre restait le même : "on lâche rien", comme le chantaient des manifestants à Bordeaux, selon un journaliste de l'AFP. A Toulouse, autre foyer de la contestation, plusieurs dizaines de femmes ont pris la tête du cortège de plus d'un millier de "gilets jaunes", en scandant des slogans féministes en début d'après-midi. Ambiance tendue à Nantes, Montpellier et au Puy-en-Velay

Ratée à Paris, la convergence s'est en revanche opérée à Nice, où des assistantes maternelles et leurs gilets roses ont rejoint la foule en jaune. "On n'est pas entendus donc on continue", a expliqué Anne à Quimper, dans un cortège d'un millier de personnes. Pour cette ambulancière bretonne de 55 ans, le pouvoir d'achat reste la revendication numéro un. "Aujourd'hui tout le monde devrait pouvoir vivre de son salaire, de sa retraite ou d'une pension adulte handicapée".

D'autres manifestations se déroulaient sans incident majeur à Lyon, Saint-Brieuc, Caen, Rouen, Dijon, Lille, Strasbourg ou Nancy. L'ambiance était plus tendue à Nantes, Montpellier ou encore au Puy-en-Velay, selon plusieurs journalistes de l'AFP. Environ 2.000 personnes ont défilé dans les rues du chef-lieu de la Haute-Loire, avec parfois des projectiles lancés sur les forces de l'ordre. Le HuffPost 09.03

Sur la situation au Venezuela.

- Dans un Venezuela toujours sans électricité, Guaido promet de "marcher sur Caracas" huffingtonpost.fr 10.03

"Attaque cybernétique" Les autorités vénézuéliennes ne fournissent jamais de chiffres concernant les manifestations. Simultanément, des milliers de partisans du régime, en rouge, écoutaient le président Nicolas Maduro, qui a dénoncé une nouvelle "attaque cybernétique" qui aurait empêché de rétablir l'électricité à travers le pays.

"Aujourd'hui, 9 mars, nous avions avancé à près de 70% (dans le rétablissement de l'électricité) lorsque nous avons reçu à la mi-journée une autre attaque cybernétique visant une des sources d'énergie qui fonctionnait parfaitement. Cela a annulé tout ce que nous avions réalisé", a expliqué Nicolas Maduro, juché sur une estrade. La quasi-totalité du pays est affectée et le courant revenu samedi matin dans la capitale Caracas avait de nouveau disparu dans l'après-midi.

Selon le ministre de la Communication Jorge Rodriguez, la panne d'électricité a été déclenchée jeudi par une première "attaque cybernétique contre le système de contrôle automatisé" de la centrale hydroélectrique de Guri, dans le sud-est du pays, qui fournit au Venezuela 80% de son électricité.

Le gouvernement, sous pression depuis des semaines, a affirmé qu'il fournirait à l'ONU "des preuves" d'une responsabilité de Washington dans cette panne géante, la pire jamais connue par le pays. Ces informations seront remises à une délégation du Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme qui est attendue dans quelques jours à Caracas, a déclaré le ministre de la Communication.

LVOG - Et la fausse information devenue classique en provenance "*d'experts*"

Nombre d'experts attribuent la panne à un manque d'investissements du gouvernement dans l'entretien des infrastructures.

- Venezuela: rassemblements pro et anti-gouvernement après la panne géante - AFP 10.03

- Juan Guaido a répété qu'il était prêt à autoriser une intervention militaire étrangère, se référant à la Constitution - "L'article 187, lorsque viendra le moment", qui autorise "des missions militaires vénézuéliennes à l'extérieur ou étrangères dans le pays". huffingtonpost.fr 10.03

Après les oligarques philanthropes, le fascisme "***charismatique***".

- "charismatique leader, Juan Guaido." - euronews 10 mars 2019

QUATRIEME PARTIE

- Zola contre la Commune - revue-ballast.fr 09.03.2019

Les éditions Nouveau monde ont publié en juillet 2018 les articles d'Émile Zola, alors journaliste et jeune romancier, sur la Commune de Paris. Si la haine que vouèrent Flaubert, George Sand, Anatole France ou Edmond de Goncourt à cette séquence essentielle du socialisme européen est bien connue1, celle de Zola, figure incontournable du panthéon progressiste, l'est assurément moins. En bon républicain de la gauche libérale, Zola a pourtant opposé le « majestueux Paris » à « l'ordure révolutionnaire » et passé les 72 jours qu'a duré cette révolution — ennemie, selon les propres mots de son Conseil, « de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges » — à trépigner : que l'armée fasse place nette, vite ! Par Émile Carme

« Le mot de gauche a donc un contenu certain.Mais ce contenu signifie d'abord non-révolutionnaire2. » Dionys Mascolo

Émile Zola vient de fêter ses 31 ans. Il publie, sous forme de feuilleton dans la presse, les chapitres qui constitueront, dans quelques mois, le volume inaugural des Rougon-Macquart. Le jeune écrivain connaîtra son premier succès de librairie dans six ans, avec L'Assommoir — pour l'heure, il multiplie les contes, les nouvelles, les chroniques et les articles, entre un premier roman et une étude sur le peintre Manet. Nous sommes au mois de mars 1871 et la France sort vaincue d'une guerre contre la Prusse. L'Empire, second du nom, a rendu l'âme à Sedan et Napoléon, troisième du nom, s'en est allé en exil ; la République a été proclamée voilà six mois et les dernières élections ont vu les bancs de l'Assemblée se remplir de monarchistes — le groupe parlementaire situé le plus à gauche, l'Union républicaine, n'a remporté que 6 % des suffrages. Zola œuvre alors comme journaliste pour deux périodiques : La Cloche et Le Sémaphore de Marseille. Du 22 mars au 18 avril, il se trouve à Versailles, siège de l'Assemblée depuis qu'elle a quitté la toute républicaine capitale ; du 19 avril au 7 juin, il séjourne dans cette dernière, en plein écrasement des communards par l'armée du régime.

D'aucun côté, sinon celui de l'ordre

« Le drapeau rouge a été vu, flottant place de la Bastille. Une prison a été attaquée pour libérer des détenus politiques. »

Le drapeau rouge a été vu, flottant place de la Bastille. Une prison a été attaquée pour libérer des détenus politiques. Des armes

et des munitions ont été volées. Le pouvoir a annoncé de nouvelles lois, vécues par l'humble peuple de Paris comme autant de provocations : la solde journalière des gardes nationaux a été supprimée et le moratoire sur les loyers impayés et les échéances des petits commerces, instauré durant le siège de la ville par les forces allemandes, n'a pas été prolongé. Adolphe Thiers, chef de l'État et du gouvernement, a exigé des Parisiens qu'ils rendissent les canons et envoyé ses soldats pour ce faire ; les travailleurs ont refusé, les tenant pour leurs, et sont parvenus à les repousser hors de Montmartre. Et voilà que des barricades s'érigent ! Blanqui se voit sitôt embastillé, de crainte, par trop légendaire qu'il est déjà, qu'il ne prenne la tête de la révolte ; la troupe investit Paris ; des soldats refusent d'obéir et baissent les armes ; deux généraux sont fusillés ; la troupe se replie à Versailles et Jules Vallès, de sept ans l'aîné de Zola, se félicite dans Le Cri du peuple, son journal, que Paris se soit ainsi « reconquis ».

Thiers s'enfuit dans l'ancienne ville royale, emportant dans sa traîne son lot de bourgeois ; les faubourgs se dépavent ; l'Hôtel de Ville — lieu central du pouvoir parisien — tombe entre les mains des insurgés : le drapeau rouge est hissé le 18 mars. Le Comité central annonce que la cité accomplit là une révolution. Le 21, il fait savoir que les propriétaires ne peuvent plus expulser leurs locataires jusqu'à nouvel ordre, proroge d'un mois les échéances des petits commerces et suspend la vente des objets engagés au mont-de-piété. Le 26, il organise des élections : les Parisiens choisissent ainsi les membres du Conseil de la Commune. Trois jours plus tard sont formées neuf commissions, chapeautées par la Commission exécutive : Jules Vallès et Gustave Courbet (dont Zola tourne en ridicule sa peinture grasse de paysan et promet que « dans cent ans, les ateliers en riront encore3 ») y siègent. Le 2 avril, la Commune actera la séparation de l'Église et de l'État.

Zola revendique sans délai sa position : il ne soutient ni « les factieux », ni « les intolérants aveugles de l'Assemblée ». La situation relève à ses yeux « de la folie pure ». Versailles, déplore-t-il, considère Paris comme un repaire de bandits, un ensemble homogène juste bon à passer par les armes — et Zola ne se prive pas de dénoncer « la folie furieuse de la droite » et la « joie délirante » qui est sienne à l'idée d'écraser la capitale. L'Assemblée, à laquelle il se rend en vue de restituer les débats, ressemble, estime-t-il, à une bête qui ne raisonne pas et qu'il conviendrait de dompter. Instinctivement, il avoue se montrer plus favorable à « cette grande et noble ville » qu'est la capitale et confie même qu'il « ne [lui] déplaît pas que Paris ait affirmé par une insurrection ses volontés ». Mais le projet révolutionnaire porté par la Commune le révulse, et c'est à grand renfort d'injures qu'il en fait le portrait de jour en jour. Une sottise, une ordure, une immondice, un « rêve malsain », « grotesque et odieux, ridicule et terrifiant », qui n'a qu'un mérite : être voué à la malédiction future. L'écrivain affiche dès lors la même obsession : que « l'ordre [soit] rétabli ». Et cela, seule l'Assemblée nationale, fusse-t-elle largement de droite, le peut.

Folie contre bon sens

« L'écrivain affiche dès lors la même obsession : que "l'ordre [soit] rétabli". »

La folie : motif de cette série d'articles. Celle des protestataires parisiens, abondamment décrits sous sa plume comme autant de « misérables fous », « têtes folles », « têtes mal construites », cerveaux « détraqués », « pauvres fous » ou « pauvres hallucinés » (quand ils ne sont pas des « dictateurs », des « nains imitateurs », des « pygmées », des « brutes », des « bouffons », des « bandits », des « moralistes de doctrine nuageuse » ou des « intrigants éhontés »). Face à cette horde, le peuple anonyme, silencieux, otage des « mensonges » et des « mesures odieuses » du nouveau pouvoir révolutionnaire. Une « population saine », composée de « gens de bon sens », en proie au règne de terreur de la Commune. Celle-ci, accuse Zola, viole la propriété, outrage la conscience et la liberté individuelle. Épaulés par des « mercenaires cosmopolites », les révolutionnaires répandent leurs « doctrines fausses » : parodie de 1793 que voici, « anarchie sépulcrale », « révolution mélancolique et funèbre ». Zola ne se prive pas d'ironiser sur les passions humanitaires du soulèvement : à quand la proclamation de l'abolition du bagne ?

Thiers : « le génie français »

Adolphe Thiers va sur ses 74 ans. Avocat, journaliste et historien, l'ancien ministre de l'Intérieur occupe le siège 38 de l'Académie française (l'Immortel n'avait pas démérité, écrasant les canuts révoltés, à Lyon, en 1834). L'homme, surnommé « Foutriquet » par Paris, a troqué ses vues monarchistes de jeunesse pour celles de la gauche dite « modérée ». Si Vallès le dépeint en « vautour à tête de perroquet, taupe à lunettes, polichinelle tricolore », Zola loue, à longueur de feuillets, son « influence conciliatrice » et sa « calme et froide figure ». Plus encore : « Je n'ai plus d'espérance qu'en lui. Pour ma part, je crois que M. Thiers se contentera de se montrer tolérant et pratique, et qu'il prendra tout simplement Paris d'assaut par son bon sens et son esprit de liberté. » Le 16 mai, soit cinq jours avant que ne débute la Semaine sanglante — entendre le massacre de 7 à 30 000 communards, selon les sources historiques —, Zola informe son lecteur des émotions qui le submergent : la Commune a annoncé par décret la démolition de la demeure de Thiers, et c'est là « une grande désolation ». Pour cause : elle venait d'être réparée et les déblais s'entassent à présent sur les gazons et perturbent les feuillages en cette « fraîcheur printanière ». Un émoi confirmé dans son dernier article, en date du 3 juin : « Je me suis inquiété de la maison de M. Thiers. »

« Un coup d'audace, pour l'amour de Dieu ! et pas tant de prudence ! », supplie Zola, qui n'en peut mais. « Dieu veuille que demain je puisse vous écrire : tout est fini, on n'a plus qu'à laver le sang des pavés », ajoute-t-il encore. Bien sûr, il en appellera jusqu'au bout à la conciliation et déplorera le sang inutilement versé. S'il espère la bataille finale, s'il la désire, écrit-il même, ce n'est pas sans un frisson d'effroi — son cœur ne se serrera-t-il pas lorsqu'il marchera dans les rues de Paris, au son déplaisant des balles au loin, toutes sanguinolentes de cadavres troués ? Il faut que l'armée intervienne sans plus tarder pour délivrer Paris et

sauver l'humanité autant que le salut de la France. Rien moins. Son seul réconfort, face à celle qu'il raille sous le nom de « dame Commune », est que cette expérience tragique sauvera la nation des révolutions futures et « fera maudire » la mémoire des insurgés « dans les siècles ». Zola peste contre les communistes, les « socialistes modernes », le « parti rouge » et l'Association internationale des travailleurs, daube Marx, ce « grand pontife de l'Internationale », dénonce les étrangers désireux de tester sur le corps de la France leurs idéologies égalitaires. « Ce qu'ils laisseront dans l'histoire, eh ! ne le voient-ils pas ? ce sera une tache de sang et de boue », croit prophétiser le romancier — la Commune « ne laissera rien qui marque son passage ». Et l'armée d'entrer par la Porte de Saint-Cloud le 21 mai — la dernière barricade tombera le 28. Zola se félicite de sa « remarquable habileté » et de son « élan admirable ». Pendant que les combats font rage, il note : « L'armée a bien mérité de la patrie » ; puis, bon professeur, se félicite de ce « résultat excellent ». Le massacre achevé, l'ordre rétabli, Zola peut enfin s'enorgueillir que « notre armée a[it] retrouvé sa gloire militaire ». Et, croyant à tort Vallès fusillé, notre homme ne cache pas sa joie : justice a été faite !

« Entre républicains et monarchistes il n'existe de sérieuse dissidence que sur les moyens de tondre le troupeau4… », notera le communard Gustave Lefrançais, réfugié en Suisse et condamné à mort par contumace. Fils de la moyenne bourgeoisie et futur propriétaire d'une villa en bord de Seine, Zola restera ce républicain bon teint, libéral et progressiste : « un bourgeois de gauche5 », résumera la Revue française de science politique au mitan des années 1950. 14 ans après l'écrasement de la Commune par la Troisième République paraîtra Germinal ; Zola, qui appellera toutefois à l'amnistie des insurgés, prendra sitôt soin de rassurer les esprits inquiets : ce roman est « une œuvre de pitié, et non une œuvre de révolution6 ». Cinq ans plus tard, encore, soit huit avant « J'accuse ! », l'écrivain, bientôt chevalier de la Légion d'honneur, confiera à quelque journaliste du New York Herald Tribune que « la spéculation est une bonne chose, sans laquelle les grandes industries du monde s'éteindraient7». Puis de s'en prendre aux « grognements et [aux] grommellements émanant des centres socialistes », pour mieux conclure : « Alors arrêtez de parler de l'égalité ! La liberté, oui ; la fraternité, oui ; mais l'égalité, jamais ! »

NOTES

1. On lira notamment Les Écrivains contre la Commune de Paul Lidsky (La Découverte, 2010).
2. Sur le sens et l'usage du mot « gauche », Éditions Lignes, 2011.
3. Toutes les citations de Zola, sauf mention, sont extraites du recueil d'articles La Commune, Éditions Nouveau monde, 2018.
4. Gustave Lefrançais, Souvenirs d'un révolutionnaire, tome 2, Éditions Ressouvenance, 2009.
5. Marcel Girard, « Positions politiques d'Émile Zola jusqu'à l'affaire Dreyfus », Revue française de science politique, n° 5, 1955, pp. 503-528.
6. Cité par Marcel Girard, Ibid.
7. Entretien conduit le 20 avril 1890, cité par Jean-François Revel, La Grande parade — Essai sur la survie de l'utopie socialiste, Plon, 2000.

LVOG - Je n'ai jamais été fan de Zola. Voilà qui me le rend encore moins sympathique...

Haut de page

Le 16 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Les derniers documents publiés n'étaient pas accessibles à cause d'une erreur d'adresse que j'ai corrigée, mes excuses. Personne ne m'en a informé, merci !

Les dernières infos présentes dans cette causerie datent de mercredi, vendredi je ne me suis pas connecté à Internet, et j'ai actualisé le portail samedi matin. Finalement on en est rendu à consacrer davantage de temps à combattre la démagogie qui sévit dans notre camp. Vous me direz que c'est toujours combattre pour la bonne cause, certes, mais on peut se demander à quoi cela sert, comme le reste d'ailleurs, il vaut mieux rester lucide que se raconter des histoires auxquelles on ne croira jamais.

Les bonimenteurs et les beaux parleurs ont plus de succès que moi. Je ferais peut-être mieux de sacrifier mon temps et mon argent à mon entourage qui m'apprécie à ma juste valeur. J'ai exactement le même comportement dans la vie que dans ces causeries, je ne sais pas tricher et je suis réfractaire à tout masque. Je leur apporte quelque chose et ils m'en sont gré. Ils sont peut-être intéressés, nous le sommes tous dans des catégories diverses, assez d'hypocrisie, sinon nous n'aurions aucun rapport avec personne, car il n'existe pas de relations qui ne soient pas sans intention, ce serait contraire à la nature de la matière.

Il n'existe qu'une seule contradiction dans mon comportement, c'est le fait d'être resté inorganisé, et si j'accepte cette critique, c'est parce que j'en ai conscience et je l'assume. Je ne peux pas rejoindre une formation politique dont le programme ou les dirigeants ne me conviennent pas ou les deux à la fois, je ne peux pas m'y résoudre bien que la tentation soit grande, car j'aurais l'impression de trahir mes convictions et mes principes, ce serait suicidaire et je n'y tiens pas, c'est la seule chose qu'il

me reste.

Ma tolérance au renoncement à ses limites, et j'en sais quelque chose puisqu'elles sont mises à contribution quotidiennement en vivant parmi la classe ouvrière indienne. Ce que je supporte, bien peu pourraient le tolérer sans juger les gens que je côtoie ou sans arrière-pensées peu flatteuses. Je m'en abstiens parce que leur condition me meurtrit ou me peine profondément, et je ne tiens pas à gâcher la joie qu'ils se font de me témoigner leur reconnaissance ou leur attachement, leur tendresse aussi. Ce n'est pas parce qu'ils souffrent énormément qu'ils seraient insensibles, bien au contraire, même si cela ne se manifeste pas comme on s'y attendrait. Le fardeau de l'existence est comme un masque poisseux qui vous colle à la peau, dont il faut se défaire ou faire abstraction pour que la vraie nature de vos sentiments puissent s'exprimer ou pour renouer avec elle, et si je n'en connais pas de plus grands, je ne connais pas de plus grande satisfaction que les partager avec eux.

Avec ce portail ou par le biais d'un écran, c'est impossible d'espérer aboutir à quelque chose de comparable. Vous me direz que ce n'était pas fait pour cela. Certes, mais il faut tout de même convenir que sans cela toute tentative de créer un réseau ou un cadre organisationnel quelconque, même informel, était condamné d'avance. Et je peux vous dire que je ne ménage pas les Indiens ou la peine que je prends à me rendre désagréable à leurs yeux sans qu'ils m'en tiennent rigueur ou me le reprochent puisqu'ils savent que c'est justifié ou jamais malintentionné de ma part, peut-être ont-il atteint un degré de souffrance et de frustration qui les met à l'abri de toute méprise sur mes intentions, que mes lecteurs n'ont pas atteint ou ne connaissent pas, et comme je ne leur souhaite pas et je n'ai pas l'intention d'attendre qu'ils en soient arrivés-là, je ferais sans doute mieux de consacrer plus de temps aux gens avec lesquels j'ai de véritables relations.

Je sais que dans la vie il existe des obstacles infranchissables et que personne n'y peut rien, donc je n'en veux à personne. Donc si un jour je cessai d'actualiser le portail, au moins vous sauriez pourquoi. J'ai évoqué cette éventualité à de nombreuses reprises, et vous savez ce qu'on dit, cela arrivera bien un jour, non mais là encore c'est dialectique, c'est merveilleux ! On dit aussi que la plupart des gens ne méritent pas d'être connus, mais c'est toujours mieux que l'indifférence ou le mépris. Et puis ce n'est pas parce qu'on croit les connaître qu'on les connaîtrait vraiment, j'ai envie de dire, sinon cela se saurait ou se verrait, le monde se porterait mieux, or ce n'est pas le cas d'après mes observations. A défaut d'avoir pu passer la soirée à discuter avec quelqu'un, j'ai livré ce que j'avais sur la conscience et cela a soulagé ma solitude.

- Au format pdf (21 pages)

Une analyse sur la situation en Algérie.

- Algérie: Du prétexte conjoncturel aux causes systémiques. Promesses et dangers d'une révolte de la dignité par Saïd Bouamama (Investig'Action) - Mondialisation.ca, 11 mars 2019

Les manifestations populaires du 22 février 2019 qui se déroulent de manière simultanée dans la plupart des grandes villes algériennes mais aussi dans de très nombreuses villes moyennes constituent indéniablement l'ouverture d'une nouvelle séquence historique dans l'histoire politique algérienne. Elles marquent l'entrée sur la scène politique d'une nouvelle génération socialisée au cours des deux dernières décennies c'est-à-dire après le traumatisme qu'a constitué la décennie noire[i]. Celles-ci se caractérisent en effet sur le plan économique par la polarisation croissante entre une minorité sociale cliente de l'Etat rentier en enrichissement scandaleux et une grande majorité en paupérisation continue du fait des politiques libérales de désindustrialisation, de privatisation et de casse du service public[ii]. Elles se caractérisent sur le plan politique par l'absence d'alternative crédible du fait de la tentative d'imposition par l'Etat algérien et les classes qu'il représente d'un jeu binaire que n'ont pas remis en cause les partis « d'opposition » en raison de leur adhésion à la libéralisation économique engagée par l'Etat à marche forcée : le chaos ou la résignation[iii]. Elles se caractérisent sur le plan « identitaire » par l'intégration du courant de « l'islam politique » au sein de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie compradore[iv]. Elles se caractérisent sur le plan sociologique par une urbanisation croissante, une pyramide des âges gardant une base très large, un taux de scolarisation élevé et une ouverture sur le monde par le biais des réseaux sociaux[v]. Elles se caractérisent enfin sur le plan des expériences de vie de cette jeunesse par la restriction du champ des possibles à la débrouille et la « haraga[vi] ». C'est ce cocktail explosif qui arrive à maturité avec l'annonce du cinquième mandat faisant de celui-ci le prétexte conjoncturel qui exprime une causalité systémique à l'image d'une digue qui explose après l'accumulation continue et invisible d'une pression au cours des deux dernières décennies.

Le règne des charognards

L'excellent ouvrage de l'économiste Abdelatif Rebah, Le développement national contrarié[vii], restitue l'histoire du vaste processus de « réformes économiques » qui conduira à la situation économique actuelle. Ce processus inauguré par le président Chadli Bendjedid et poursuivi par ses successeurs est conduit avec la bénédiction des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale). Il conduit à l'émergence d'une classe de charognards[viii] sous l'action de trois procédés.

Le premier est appelé officiellement la « cession des biens de l'Etat » mais est dans les faits une véritable opération de vol à grande échelle des biens de la nation. Les dignitaires du régime s'accaparent des milliers de villas de maîtres et autres résidences à des prix ridicules au regard de la valeur de ces biens. « Le différentiel entre le prix de cession par l'Etat et le prix de revente sur le marché est de 1 à 10, selon des évaluations. Dans le contexte du monopole immobilier de l'Etat, des plus-values de l'ordre

de plusieurs dizaines de milliers de dinars vont être réalisées par des particuliers les projetant à la tête de fortunes appréciables sans aucun effort productif[ix] » résume l'économiste Abdelatif Rebah. « Le problème majeur de cette décision historique réside dans le fait que le parc de villas de maître, parfois classifiables comme monuments historiques, a été bradé à vil prix à des dignitaires du régime et à leurs proches[x] » confirme le politologue Rachid Tlemçani.

Le second procédé est celui de la privatisation du secteur public qui selon les chiffres publiés en 2003 par le ministère de la Participation et de l'Investissement a touché 1200 entreprises. A l'image des villas et maisons de maître les entreprises publiques sont bradées à une bourgeoisie parasitaire souligne Rachid Tlemçani :

L'opération de dissolution-privatisation ne vise pas à se débarrasser des canards boiteux, souligne le ministre Mourad Benachenhou, pour ne conserver que les entreprises performantes. Mêmes les entreprises rentables et solvables seront vendues dans le futur. […] La bourgeoisie algérienne, de nature rentière et spéculative, ne sera pas intéressée à acheter des entreprises au prix du marché. D'ailleurs, le législateur a prévu cette éventualité. Au terme de deux appels à la concurrence requis par la loi, le gouvernement est autorisé à les céder de gré à gré, ouvrant ainsi la voie du bradage, tant redoutée par l'opinion publique[xi].

Le troisième procédé fut la destruction progressive du monopole d'Etat sur le commerce extérieur avant d'être tout simplement aboli en 1989 dans le cadre des accords dit de « Stand-by » négociés et signés avec le FMI (mai 1989 et juin 1990). La loi des finances complémentaire de 1990 autorise ainsi « les concessionnaires et grossistes agréés à importer des produits de consommation, de biens d'équipement et des biens de consommation industriels pour les revendre en l'état » rappelle l'économiste Mehdi Abbas en soulignant que « cette loi est à l'origine de l'émergence d'un nouveau groupe socio-économique concentré autour des activités d'import et d'export, que nous qualifions de commercialiste[xii]. » Malgré des périodes de ré-étatisation partielle du commerce extérieur (sous le gouvernement Belaïd Abdesslam de juillet 1992 à octobre 1993 par exemple) le modèle ne changera plus et même sera renforcé par l'accord signé avec l'Union Européenne en 2002. De nombreux acheteurs d'entreprises publiques cessent toute activité productive et se transforment en importateurs et en spéculateurs.

Ce vaste mouvement de redistribution des richesses nationales en faveur d'une minorité spéculative s'accélère au cours de la décennie noire pendant que le peuple algérien est entré sur des préoccupations de survie. Les éléments constitutifs du « système » comme disent les manifestants algériens sont réunis et peuvent se résumer comme suit :

Les positions de monopole sur les centres de décision se sont mues en sources de « rentes régalienne » impulsant par le haut un mécanisme à la fois incitatif et sélectif d'accumulation de fortunes dispensées de contrôle et de réglementation. Ce qu'on ne désigne plus désormais que par l'appellation de « système » va ainsi abriter un vaste mécanisme irrigué par les revenus pétroliers, de transfert de valeur du secteur étatique vers le secteur privé, des activités productives vers celles du commerce et la spéculation, des salariés vers les spéculateurs, du travail productif vers la contrebande et l'informel[xiii].

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la lutte acharnée des différentes fractions de la bourgeoisie pour le contrôle de l'Etat et en conséquence les difficultés à trouver un successeur à Bouteflika. La guerre féroce qu'elles se livrent pour mettre chacune leur homme à la tête de l'Etat est à la hauteur des sommes faramineuses que redistribue cet Etat en faveur « des grands gagnants de l'accaparement des rentes régaliennes, de la nomenklatura civile et militaire reconvertie dans les affaires d'importation, dans l'immobilier de rente et de luxe, des patrons du secteur privé, des petits entrepreneurs de l'économie souterraine grise ou noire et des élites mondialisées dites de transition-basculement qui ont travaillé à la légitimation des nouveaux rapports sociaux[xiv] ».

C'est également ce contexte qui explique que la fraction de la bourgeoisie, encore plus libérale que le pouvoir actuel, tente d'instrumentaliser l'inédit mouvement populaire de contestation pour accéder au pouvoir. Elle compte pour ce faire sur l'absence de débouché politique à court terme pour se présenter comme une alternative face à un pouvoir détesté et à sa clientèle tout aussi honnie. C'est ce que résument les syndicalistes du bastion ouvrier de Rouïba, apportant leur soutien total au mouvement populaire contre le cinquième mandat tout en alertant sur les manoeuvres des ultralibéraux, et en précisant l'orientation à donner à la rupture avec le système pour que celle-ci ne se limite pas à un changement de propriétaire pour le mieux et à une aggravation du pillage pour le pire :

Sur insistance des travailleurs et des sections syndicales, l'Union locale UGTA de la zone Industrielle Rouiba/Reghain, s'est réunie en date du 06 Mars 2019 pour débattre de la situation actuelle que traverse l'Algérie et du mouvement populaire en cours. Ne pouvant rester en marge des aspirations populaires profondes qui s'expriment, nous joignons nos voix pour dire oui à un changement de système. Un système qui préserve la propriété inaliénable du peuple sur les richesses naturelles de la nation, réhabilite le rôle de l'Etat dans le développement économique et social et la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Un système qui se démarque des oligarchies et revalorise la valeur du travail et qui place l'homme au centre du développement. Un système qui garantit les libertés individuelles, collectives et le libre exercice du droit syndical[xv].

Les slogans criés lors des manifestations populaires indiquent une réelle conscience politique du contexte qui s'approfondie avec l'inscription dans la durée du mouvement. Au slogan initial de « non au cinquième mandat » s'ajoute désormais celui de « système dégage ». D'autres slogans dénoncent les « sérakin » (voleurs) du pouvoir. D'autres enfin répondent au chantage au chaos en clamant que « l'Algérie n'est pas la Syrie ». Ces slogans indiquent que derrière le déclencheur qu'a été le refus du cinquième mandat, c'est bien une causalité systémique qui est visée par la colère populaire.

L’absence d’alternative à court terme

Le caractère inédit du mouvement social actuel ne doit cependant pas occulter les difficultés auxquelles les aspirations populaires sont confrontées. Les partis d’opposition ne sont pas en mesure de constituer un débouché politique à la contestation populaire. Pour les plus importants, ils partagent les choix libéraux du pouvoir et ne jurent que par l’économie de marché qu’ils promettent de réguler.

En ne prenant pas en compte le combat contre les orientations économiques et sociales du pouvoir, ils se sont progressivement mis en décalage avec l’immense majorité des classes populaires. Composés essentiellement de membres des couches moyennes et Algérie: intermédiaires, ils n’apparaissent pas comme une alternative crédible aux yeux de ceux qui foulent les pavés des villes algériennes.

Par ailleurs l’ampleur du pillage de ces trois dernières décennies ne pouvait se réaliser qu’en corsetant par la répression toute tentative d’émergence de nouvelles forces politiques populaires autonomes du pouvoir. Les conditions drastiques pour la création d’un parti, l’interdiction des manifestations avec la mise en avant de prétextes sécuritaires, l’instrumentalisation et la récupération de leaders de luttes sociales, la répression des mouvements sociaux, le contrôle de l’information, etc., sont autant de facteurs qui ont contribués à la production d’une carence d’expression politique en dépit d’une colère sociale populaire massive.

Le pluripartisme de façade masque la monopolisation du champ politique par les partisans du libéralisme économique qui est la véritable cause de la situation actuelle. Le rejet massif des forces politiques soutenant le pouvoir comme de celles prétendant s’y opposer se traduit dès lors dans l’abstention massive. Cette dernière ne doit pas s’interpréter comme un signe de dépolitisation mais au contraire comme un mode de contestation politique souligne pertinemment la politologue Louïsa Dris-Aït Amadouche :

L’expérience du multipartisme et des élections plurielles en Algérie est récente. Or, l’abstention qui marque de façon de plus en plus frappante les scrutins constitue un comportement électoral révélateur d’une profonde crise de confiance. L’abstention est d’abord liée à un système qui a réformé ses procédures sans changer ses logiques de fonctionnement. Il en résulte un code électoral dissuasif, des résultats officiels suspects et une présomption de culpabilité en matière de fraude électorale. L’abstention est, ensuite, directement liée à l’offre politique. Son personnel, ses propositions et ses résultats conduisent les électeurs à se désintéresser sinon de la chose politique, tout au moins de la chose électorale. L’abstention est, enfin, la conséquence d’un électorat échaudé, démobilisé, suspicieux et exigeant. En 1990, les Algériens ont massivement voté contre les symboles du régime FLN. En 1995, ils se sont massivement rendus aux urnes pour rejeter le terrorisme. Dans les deux cas, le vote était accompagné d’un espoir de changement. Depuis, les électeurs ne votent plus « contre » des idées ou « contre » des personnes, ils s’abstiennent[xvi].

Le constat est encore renforcé par la jeunesse de la population algérienne. Si toutes les générations sont présentes dans les manifestations, la part de la jeunesse y est prépondérante. Ces jeunes qui sont pour les 16-24 ans à près de 30 % au chômage n’ont connu que le pouvoir de Bouteflika et de sa clientèle. Ils ont été les témoins de retournements, de négociations de ralliements, de créations artificielles de partis, d’instrumentalisations de leaders et de luttes, les tentatives d’achat de la paix sociale par la distribution d’aides et de subventions quand les recettes pétrolières sont à la hausse, etc., les conduisant à un rapport sceptique à l’offre politique quand ce n’est pas à un rejet radical.

Le vide politique voisine donc avec une maturation et une prise de position politique résultant à la fois d’un long héritage et de l’expérience concrète des deux dernières décennies. L’aspiration à l’égalité sociale investit par la paysannerie et les travailleurs algériens dans la lutte de libération nationale s’est transmis en dépit de l’instrumentalisation de celle-ci par les tenants du pouvoir afin de se légitimer. En témoigne la place de l’hymne national dans les manifestations. En témoigne également l’accueil fait à l’héroïne de la résistance qu’est Djamila Bouhired lorsqu’elle est venue apporter son soutien aux manifestants. La maturation est également issue de l’expérience récente marquée par la mise en évidence de l’impasse que constituent les forces se revendiquant de « l’islam politique » mais aussi par le spectacle des soubresauts des dites « révolutions arabes ». Comme le souligne la sociologue Fatma Oussedik :

Les personnes de référence ne sont donc plus Ali Benhadj et Abassi Madani, vêtus de djellabas, se revendiquant du seul texte religieux. Depuis les années 1990, ce courant a donné naissance à une « bourgeoisie pieuse », voire une petite bourgeoisie qui a voyagé, qui n’a pas que l’Arabie Saoudite comme horizon. Avec les dérives syrienne et libyenne, les voyages en Turquie, les islamistes algériens ont connu un relooking. Ils ont des intérêts matériels sur les marchés informels d’El Eulma, de Jolie-Vue. Ils craignent des ruptures trop brutales. Certes, il demeure des courants plus plébéiens, mais les directions des partis islamistes sont tenues par ces islamistes New look. Cette évolution a signé la fin de la mosquée comme seul centre de formation à la contestation[xvii].

Cette expérience récente a trouvé ses lieux de socialisation dans la rue, dans les associations et collectifs informels, au café mais aussi dans les stades de foot comme en témoigne la reprise des airs des chants de supporters comme support des slogans des dernières manifestations. En témoigne également la présence des femmes, portant le voile ou non, jeunes ou plus âgées dans

les cortèges. Cette maturation politique ne change cependant rien au fait qu'il n'existe pas de forces politiques crédibles susceptibles de servir de relais au mouvement social. Le manque d'une force politique populaire est une donne essentielle de la situation actuelle. Comme le souligne l'économiste Omar Benderra avant le déclenchement du mouvement populaire : « Face au libéralisme mafieux imposé par la dictature, la population oppose une tradition d'égalitarisme et de justice très ancrée, fort éloignée des dogmes et des idéologies. En attendant l'inévitable recomposition du champ politique, il ne reste donc « de gauche » que ce que le peuple, dans ses profondeurs, a conservé en termes de refus de l'injustice et de l'arbitraire, de résistance au diktat impérialiste en Palestine et d'opposition à l'alignement sur l'Occident[xviii]. »

Le paradoxe d'une conscientisation politique en progrès voisinant avec un vide d'offre politique crédible caractérise la situation algérienne actuelle. Si la rupture avec le système est le mot d'ordre commun de tous les manifestants, ceux-ci appartenant à des classes sociales différentes (des chômeurs à certains chefs d'entreprise en passant par la petite bourgeoisie), un des enjeux clef réside dans le contenu mis à cette rupture. Comme le souligne le journaliste Hocine Bellaloufi en se référant à la définition de Lénine[xix] sur les conditions d'une situation révolutionnaire : « Il est clair désormais que ceux d'en bas ne veulent plus. Ils l'on exprimé clairement et massivement de toutes les façons possibles, en particulier dans la rue. Mais en dépit des défections qui se multiplient et s'accélèrent à mesure que le mouvement populaire se développe, ceux d'en haut peuvent encore[xx]. »

Un contexte géostratégique à haut risque

L'enjeu algérien est également à resituer également dans son contexte international qui est celui d'une séquence historique mondiale marquée par une exacerbation sans précédent dans l'histoire récente des contradictions entre grandes puissances impérialistes pour la maîtrise des sources d'énergies et des matières premières stratégiques, pour le contrôle des zones géostratégiques et pour entraver l'accès des concurrents (et en particulier des économies émergentes) à ces ressources et zones. La fin des équilibres issus de la Seconde guerre mondiale avec la disparition de l'URSS a ouvert cette séquence qui est loin d'avoir encore montré toutes ses conséquences.

Une des conséquences les plus dramatiques pour les peuples est la multiplication des guerres entre ces puissances par pays interposés ou par intervention directe. Comme pour comprendre la situation algérienne, il convient désormais de prendre le réflexe analytique consistant à rechercher systématiquement la cause réelle qui se cache derrière le prétexte apparent. Pour les besoins de légitimation de ces guerres tous les prétextes possibles sont et seront mobilisés : défense d'une minorité opprimées, droits des femmes, lutte contre un dictateur, lutte contre le terrorisme, etc. Si nécessaire la logique du « pompier pyromane » peut même être mobilisée comme en témoigne la situation au Mali où après avoir freiné les capacités d'intervention de l'armée malienne, la France s'est présenté en sauveur face à la menace des rebelles sur la capitale. En témoigne également la situation au Venezuela où les sanctions économiques des USA tentent d'instaurer la pénurie pour pouvoir arguer de la nécessité d'une intervention militaire pour aider un peuple en danger. Des luttes et des revendications justes et légitimes peuvent ainsi faire l'objet de stratégie de récupération et d'instrumentalisation à des fins prédatrices.

L'Algérie et les richesses qu'elle représente n'échappaient pas à ce contexte dans le passé et n'y échappent pas plus aujourd'hui. Ce fut le cas lors de la décennie noire au cours de laquelle les USA comme l'Union européenne ont conforté certaines forces rebelles à certains moments puis les ont lâchées à d'autres en fonction des concessions du pouvoir et des accords avec lui. De même les puissances occidentales tentent depuis des années d'amener l'armée algérienne (la seconde armée en Afrique du Nord après l'Egypte) à participer à ses interventions en Afrique subsaharienne. Si jusqu'à présent la réponse fut négative, la tentation d'utilisation de la crise politique actuelle pour imposer un changement de cap soit en soutenant un pouvoir plus conciliant, soit en épaulant les tenants actuels n'est pas à exclure. Nul doute que les chancelleries des grandes puissances élaborent (et modifient ceux-ci en fonction de l'évolution de la situation) les différents scénarios leur permettant de sauvegarder leurs intérêts ou de les développer en marginalisant le concurrent en place.

Sur cet aspect également la maturité des manifestants est notable comme en témoigne l'insistance des manifestants sur le caractère pacifique de leur mouvement. Sur cet aspect également ils ont appris des guerres qui ont endeuillées le monde ces dernières années. Cela étant dit personne ne peut, en l'état de la situation prédire l'avenir et la vigilance doit rester de mise.

Notes :

[i] Si les évaluations des victimes de cette décennies ne font l'objet d'aucun consensus, le caractère massif des dégâts humains est indéniable : des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de traumatisés et d'handicapés, des milliers de femmes violées, des milliers d'exilés, des milliers de disparus, des millions de déplacés. Ne pas prendre en compte le traumatisme collectif que constitue une telle expérience de vie et de mort s'est se condamner aux conclusions erronées sur les réactions populaires algériennes qui fleurissent dans la presse française : pourquoi l'Algérie n'a-t-elle pas connue de « printemps arabe » ?, la soi-disant dépolitisation de la société algérienne, la pseudo absence de contestations sociales signant une toute aussi illusoire atonie des classes populaires, etc.

[ii] Pour ne citer qu'un indicateur rappelons que 14 millions d'algérien vivent sous le seuil de pauvreté c'est-à-dire 35 % de la population et que 10 % des algériens détiennent 80 % des ressources du pays. Ces données sont fournies par une enquête de la Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH) datant de 2015 : https://www.algerie-focus.com/2015/10/14-millions-de-pauvres-en-algerie10- dalgeriens-detiennent-80-des-ressources-du-pays/. Si les chiffres officiels

indiquent un écart considérablement moindre, ils convergent néanmoins pour souligner une augmentation importante incontestable de l'écart des richesses : les données de l'Office National des Statistiques indiquent ainsi que 20 % des ménages s'accaparent 40 % des dépenses globales du peuple algérien en 2013 : https://algeriawatch. org/?p=13682.

[iii] La dernière déclaration du président Bouteflika du jeudi 7 mars indique que le pouvoir tente toujours d'imposer cette logique binaire en dépit de l'ampleur des manifestations : « Nous nous devons d'appeler à la vigilance et à la prudence quant à une éventuelle infiltration de cette expression pacifique par une quelconque partie insidieuse, de l'intérieur ou de l'extérieur, qui pourrait (…) susciter la Fitna (discorde) et provoquer le chaos avec tout ce qu'ils peuvent entraîner comme crises et malheurs. », https://www.rtl.fr/actu/international/algerie-abdelazizbouteflika- met-en-garde-contre-un-risque-de-chaos-7797151460.

[iv] Le compromis qui a mis fin à la décennie noire s'est développé par l'intégration au sein du clientélisme d'Etat d'une partie des leaders « religieux » et par l'émergence d'une petite bourgeoisie et d'une bourgeoisie commerciale issues de cette origine en échange de la fameuse « réconciliation ».

[v] Dans un excellent article en date du 7 mars, la sociologue Fatma Oussedik résume comme suit les principales données caractérisant la population algérienne : 70 % de la population est urbaine, le taux de croissance de cette population reste élevé avec un taux de croissance de 2.89 % par an, les moins de 15 ans représentent 29.7 % de la population et les moins de 30 ans comptent pour 54 %. Ramenant le nombre de manifestants à la population active, elle souligne : « Les 3 millions qui ont manifesté représentent, selon nous, environ 25% de la population en âge de manifester, quelles que soient les corrections apportées en comptant les enfants et les retraités présents. », https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-peuple-de-trois-millions-dans-les-rues-des-villes-du-pays-qui-sommes-nous-07-03-2019.

[vi] Le terme « haraga » signifie littéralement «ceux qui brulent ». Il désigne l'acte de risquer sa vie en tentant la traversée de la méditerranée sur des embarcations de fortune. Le président de la région de Sardaigne en Italie évaluait ainsi à 1106 le nombre d'algériens débarqués sur la seule côte sud-ouest de l'île en 2016, https://www.algeriepatriotique. com/2017/09/27/recrudescence-inquietante-de-migration-algeriensvers- litalie/.

[vii] Abdelatif Rebah, Le Développement national contrarié, Alger, INAS, 2011.

[viii] Nous empruntons ce terme au politologue Rachid Tlemçani : Etat, Bazar et globalisation. L'aventure de l'Infitah en Algérie, El Hikma, Alger, 1999.

[ix] Abdelatif Rebah, Le Développement national contrarié, op.cit., pp. 65-66.

[x] Rachid Tlemçani, : Etat, Bazar et globalisation. L'aventure de l'Infitah en Algérie, op. cit., p. 96.

[xi] Ibid, p. 95.

[xii] Mehdi Abbas, L'ouverture commerciale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme, Revue Tiers-Monde, n° 210, avril-juin 2012, p. 60.

[xiii] Abdelatif Rebah, Le Développement national contrarié, op.cit., p. 66.

[xiv] Abdelatif Rebah, Un élan populaire pour une alternative de progrès social, El Watan du 6 mars 2019, https://www.elwatan. com/edition /contributions/un-elan-populaire-pour-une-alternative-de-progres-social-06-03-2019.

[xv] Déclaration de l'Union Locale UGTA de la zone industrielle de Rouiba/ReghaÎa du 6 mars 2019, https://www.algerie-eco.com/2019/03 /06/ugta-zone-industrielle-rouiba-reghaia-soutiennent-marches-contre-5e-mandat/.

[xvi] Louïsa Dris-Aït Hamadouche, L'abstention en Algérie : un autre mode de contestation politique, L'année du Maghreb, 2009, p. 263. [xvii] Fatma Oussedik, Un peuple de trois millions dans les rues des villes du pays : qui sommes nous ?, El Watan du 7 mars 2019, https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-peuple-de-trois-millions-dans-les-rues-des-villes-du-pays-qui-sommes-nous-07-03-2019.

[xviii] Omar Benderra, Que reste-t-l de la gauche en Algérie, Assafirarabi du 27 novembre 2018, http://assafirarabi. com/fr/23427/2018/11 /27/que-reste-t-il-de-la-gauche-en-algerie/.

[xix] Lénine, La maladie infantile du communisme (le "gauchisme") : « La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX° siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois.

C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. »

[xx] Hocine Belalloufi, Algérie : d'une crise de régime à une crise politique, Contretemps, 7 mars 2019, https://www.contretemps.eu/algeriecrise- regime/.

En complément. Quand tout change et rien ne change.

- Algérie: Lakhdar Brahimi présidera la conférence nationale - Reuters 12 mars 2019

Un diplomate chevronné, Lakhdar Brahimi, présidera la conférence chargée de faire des propositions sur l'avenir politique de l'Algérie après la décision du président Abdelaziz Bouteflika de ne pas briguer un cinquième mandat, a dit une source gouvernementale mardi.

La conférence nationale doit réunir des représentants des manifestants qui défilent depuis trois semaines dans les grandes villes ainsi que des vétérans de la guerre d'indépendance.

Elle sera chargée de superviser la transition, de rédiger une nouvelle Constitution et de fixer la date des élections.

Lundi soir, Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, cédant à la pression de la rue, a annoncé qu'il renonçait à être candidat à l'élection présidentielle. Le scrutin qui devait avoir lieu le 18 avril a été reporté à une date non précisée pour l'instant.

Une nouvelle Constitution sera soumise à référendum.

Ancien ministre des Affaires étrangères, Lakhdar Brahimi, 85 ans, a aussi été jusqu'en 2014 l'envoyé spécial de l'Onu sur le conflit syrien. Reuters12 mars 2019

LVOG - Quand ils veulent nous faire croire que "le système" va disparaître.

- "Tout le système doit disparaître. Notre combat continue", déclarait l'un des manifestants, Noureddine Habi, 25 ans. Reuters 12 mars 2019

- Des messages relayés durant la nuit sur les réseaux sociaux appellent les étudiants à manifester mardi pour «la fin du système»

Abdelaziz Bouteflika renonce à briguer un 5e mandat. Dans un message à la nation publié par l'agence officielle APS, il précise que la présidentielle prévue le 18 avril est reportée. Elle aura lieu «dans le prolongement» d'une «conférence nationale» chargée de réformer le système politique et d'élaborer un projet de Constitution d'ici fin 2019. cnews.fr 12 mars 2019

LVOG - On pourrait presqu'en rire.

- Les opposants veulent avoir des représentants fiables et crédibles face à un pouvoir opaque et dominé par les militaires, très habile à diviser ses adversaires. Reuters 13 mars 2019

"Notre principal objectif est maintenant de rassembler le plus possible et de protéger le mouvement contre les infiltrations des partisans du système", a poursuivi l'un des dirigeants de la contestation, Fodil Boumala, un professeur d'université de 48 ans.

Pour lui, une période de transition de 18 à 24 mois sera nécessaire pour permettre la mise en place d'institutions nouvelles et légitimes. Entre-temps, un gouvernement intérimaire composé de technocrates devrait être formé, a-t-il suggéré.

Parmi les autres personnalités qui devraient porter la parole des manifestants figurent l'ancien Premier ministre Ahmed Benbitour, 73 ans, qui a démissionné en 1999 pour dénoncer la politique économique de Bouteflika, et Zoubida Assoul, 63 ans, avocate et dirigeante d'un parti politique, l'Union pour le changement et le progrès (UCP).

L'avocat et militant des droits de l'homme Mustapha Bouchachi, 67 ans, devrait également jouer un rôle de premier plan dans les discussions, dit-on dans les milieux d'opposition. Reuters 13 mars 2019

Un peu court, un peu léger.

Il y aurait une crise de la démocratie représentative nous dit-on. Qu'est-ce que cela signifie ?

La représentation directe serait préférable, mais comme en pratique elle est irréalisable, ses partisans se rabattent sur la représentation participative, qui n'est rien d'autre qu'une somme de positions individualistes où la conscience de classe est absente, qui consiste à l'arrivée à adopter des mesures compatibles avec l'existence du régime en place au lieu de le combattre pour l'abattre et reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales.

La crise de représentativité expriment la crise du mouvement ouvrier, trop corrompu par le capitalisme pour être en mesure d'incarner les intérêts collectifs des exploités et des opprimés.

C'est de ce constat dont on devrait partir, au lieu de parer le mouvement ouvrier de vertus qu'il a abandonnées ou exiger qu'il réalise l'unité. Il n'y a que les sourds et les aveugles de nos jours pour refuser de l'admettre ou il faut être d'une mauvaise foi sans fond. On ne pourra rien construire ou reconstruire pour aller de l'avant sur des bases pourries, sur la base de mensonges ou de dénis.

Lu dans un article.

- "*L'autre camp ne se bat pas avec les faits, c'est ce qui fait notre force. Ils disposent d'argent, de larges audiences, mais nous, nous disposons des faits. Il nous faut juste les divulguer.*"

LVOG - Et après ? Rien ! Quand la révélation des faits ne s'inscrit pas dans une perspective politique, une stratégie politique, cela ne sert strictement à rien ou tout reste à faire. Les faits, tout le monde les connaît amplement, et pourtant cela ne se traduit pas en terme de mobilisation contre le régime. La question est de savoir pourquoi, qu'est-ce que cela signifie.

Encore une réflexion sur la situation.

Tant que le régime s'efforçait de maintenir les apparences trompeuses d'une démocratie en partageant le pouvoir avec ses opposants institutionnels ou parlementaires, en accordant des mesures à la marge pour certaines catégories de travailleurs ou en perpétuant leurs statuts privilégiés, tout en ménageant les classes moyennes à coup de niches fiscales ou autres avantages en nature en échange de leur soutien, chacun jouait le jeu et y trouvait son compte et les moutons étaient bien gardés.

La banalisation de la démagogie ordinaire faisait office de gouvernance et remplissait parfaitement sa fonction. Le consensus légendaire ou la collaboration de classes normalisée et le rôle interchangeable établis entre les différents acteurs de cette comédie fonctionnait à merveille. Bien peu d'entre eux s'attendront à ce que cette partition si bien réglée soit remise en cause, jusqu'au jour où l'oligarchie financière anglo-saxonne décida de siffler la fin de la récréation pour passer à l'offensive tout azimut contre le prolétariat mondial sur fond de crise du capitalisme devenue permanente, et pratiquement sans expédient ou privé de la possibilité de recourir au plus classique et extrême d'entre eux devenu trop dangereux, la guerre mondiale, pour éviter que l'ensemble du système économique ne s'effondre et en profiter pour se refaire temporairement une santé, relancer ensuite un nouveau cycle du capital, démarche devenue illusoire ou sans effet durable, si bref ou éphémère, bien en-deça de ce qui serait nécessaire pour satisfaire les besoins colossaux des capitalistes et de la population mondiale toujours exponentielle...

Bref, il était indispensable de saisir l'occasion qu'ils détenaient dorénavant pratiquement la totalité des leviers du pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale, et que le mouvement ouvrier ne s'était jamais remis de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme pour frapper un grand coup et mettre un terme à cette mascarade nommée représentation démocratique au profit de régimes autoritaires, pendant que la planche à billets suppléerait à tous les avantages qu'ils auraient pu tirer d'une guerre mondiale.

Dorénavant, ils entendaient gouverner sans partage sur les plans politique et économique en plaçant à la tête des Etats ou des Parlements des partis qu'ils auraient créés et formaté pour appliquer à la lettre leur stratégie, étouffant, censurant ou réprimant violemment toute contestation à leur régime tyrannique. Mais en procédant de la sorte n'allaient-ils pas prendre le risque qu'elle se radicalise et se cristallise pour ouvrir la voie à une révolution prolétarienne et socialiste ? C'est ce qu'on peut effectivement imaginer théoriquement, mais en pratique cette menace n'existe pas à l'heure actuelle, puisqu'aucun parti ouvrier reposant sur le marxisme n'inspire confiance aux masses, pas même aux éléments les plus évoluées ou déterminées d'entre elles.

L'avant-garde du mouvement ouvrier demeure disloquée pour n'avoir pas su apprécier le tournant de la situation mondiale et l'évolution du capitalisme à partir du début des années 70, où figurait déjà les prémices des développements économiques et politiques à venir ou qui allaient conduire à la situation actuelle. A aucun moment ses dirigeants ne furent capables de prendre la mesure des profondes transformations qu'allaient connaître les classes, le capitalisme, la société en général. On en veut pour preuve qu'ils ont continué invariablement à tenir les mêmes discours, ce qui a contribué à les couper encore plus des masses. Ils n'ont pas compris ou ils ne veulent pas comprendre, qu'on ne s'adresse pas de la même manière ou qu'on ne peut pas avoir les mêmes rapports avec des ventres vides et des ventres pleins, des têtes vides et des têtes pleines et mal remplies, autrement dit qu'on n'est plus au début du XXe siècle !

Si les classes et les rapports entre les classes n'ont pas changé fondamentalement, ils ont évolué, ils ne se présentent plus de la même manière, et la manière dont les exploités les perçoivent ou perçoivent leur condition ne sont plus les mêmes. C'est cela qu'ils refusent obstinément d'admettre en s'accrochant désespérément à une conception de la lutte de classe devenue par bien des aspects obsolètes ou impuissantes pour gagner des travailleurs au socialisme, les organiser, en faire des travailleurs et des militants conscients du processus dialectique matérialiste et historique.

Si le capitalisme a évolué et est plus exigeant que jamais, il en est de même de son pendant, les travailleurs, dont la plupart se sont adaptés finalement au capitalisme et à leur condition, tant qu'ils arrivent à s'en sortir ou en tirent certains satisfactions, que l'on peut juger désuètes, éphémères ou ridicules, à raison dans bien des cas. Mais la question n'est pas la manière dont nous les percevons, mais celle dont eux les perçoivent. On commet trop souvent l'erreur de considérer leur condition en faisant abstraction de la manière dont ils l'interprètent ou vice versa, en devisant à l'infini sur l'idée qu'ils en ont en s'écartant de la réalité, ce qui se traduit par une incompréhension réciproque, alors qu'il faut les aborder et les traiter ensemble pour que leur niveau de conscience progresse. Pourquoi les travailleurs réagissent-ils ainsi, quelle est leur condition, ces deux questions sont inséparables. Dans les discours qu'on leur propose l'un ou l'autre de ces facteurs est systématiquement absent, sous-estimé ou surestimé quand il n'a pas lieu de l'être ; car on doit évidemment concevoir que selon les circonstances l'un ou l'autre l'emporte ou demeure en retrait et doit être traité en conséquence.

N'allez pas commettre la terrible méprise de croire que je serais en train de faire du Mélenchon, car en réalité tout nous oppose.

Effectivement, je me souviens que durant sa campagne électorale de 2016-2017, il martela qu'il était indispensable que le niveau de conscience des masses progresse pour pouvoir changer de politique, ce qui est exact, à ceci près qu'il allait lui donner un contenu purement électoraliste ou parlementariste, réformiste, bourré d'illusions, en faisant croire qu'il serait possible d'adopter des réformes sociales sans toucher aux fondements du capitalisme dans le cadre des institutions en place, ce qui serait évidemment impossible, niant au passage la crise du capitalisme et la crise politique qui en découlerait, puisque la réaction se mobiliserait pour s'y opposer, ce qui le conduisit à la fin de sa campagne électorale à modérer son discours, à se renier même, et à ne plus proposer que des mesures compatibles avec le capitalisme et l'Union européenne de manière à brasser le maximum d'électeurs précédemment acquis au PS, il dut estimer que pour rassembler le maximum de voix sur son nom et son programme, il valait mieux pencher à droite qu'à gauche, perdre des voix à l'extrême gauche serait largement car compensées par celles qu'ils récupèreraient du côté des classes moyennes et des couches de la classe ouvrière les moins enclines à remettre en cause l'existence du régime.

En conclusion, nous étions en présence d'un bonimenteur, qui, constatant que le réformisme avait fait son temps ou épuisé toutes ses cartouches, à blanc, car n'ayant jamais menacé l'existence du capitalisme, et que par conséquent les partis dont c'était l'unique capital étaient désormais rejetés ou laminés, le PS et le PCF, refusant de se situer sur le plan du socialisme, il ne lui restait plus qu'à tenir un discours aux apparences radicales conforme à celui que voulaient entendre ses électeurs potentiels en parant le réformisme de vertus qu'il n'a jamais eu, ni vu ni connu je t'embrouille et le tour était joué. Autrement dit, chacun aura compris que son intention du départ de contribuer à l'élévation du niveau de conscience des masses n'avait pas d'autres objectifs.

Il expliquera que pour avoir une chance d'être élu, il ne pouvait pas procéder autrement, parce que les électeurs ou les masses n'étaient pas en mesure d'adopter le socialisme ou n'étaient pas préparer pour rompre avec le capitalisme, les institutions et l'UE, ce qui signifiait ou constituait l'aveu qu'il était prêt à gouverner pour le compte des capitalistes ou qu'une fois élu il aurait totalement capitulé ou n'aurait jamais appliqué la moindre mesure contenue dans son programme, hormis peut-être celles qui étaient compatibles avec le capitalisme pour peu que les tenants du régime lui permettraient. Qu'il ait été élu ou non, cela n'aurait absolument rien changé pour les masses.

Cela signifie que son alignement sur les illusions des masses aurait été totalement inutile, quelles que soient les explications qu'il aurait fournies, la preuve aurait été apportée que rien ne pouvait justifier l'argument selon lequel il fallait ménager les masses et leur tenir un discours modéré pour ne pas les effaroucher, sinon pour les tromper et faire gagner du temps au capitalisme dont il était un des représentants. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je n'ai pas appelé à voter pour lui.

Tout cela peut paraître bien compliqué ou plutôt très tordu, ces gens-là sont ainsi faits, mais en fait c'est très simple à comprendre. C'est un peu comme les salariés qu'on aura conduit à accepter de voir baisser ou bloquer leurs salaires, soi-disant pour sauver l'entreprise qui les emploie ou leurs emplois, pour finalement un ou deux ans plus tard être tous licenciés. Qu'auront-ils obtenu ? Rien. Quel enseignement tireront-ils de cette expérience ? Aucun. Ils auront accepté des sacrifices pour au bout du compte voir leur vie brisée dans certains cas ou se retrouver face à des difficultés matérielles extrêmes. On nous rétorquera peut-être que cela ne signifiait pas pour autant que ces travailleurs auraient accepté le sort qui leur avait été réservé, où aurais-je affirmé le contraire, nulle part, j'ai seulement voulu montrer à quoi conduisait cette conception de la lutte de classes. En revanche pour le capitalisme, la vie continuera comme avant.

Où se situe le problème politique ? Dans le renoncement à affronter le capitalisme, à ne rien lui céder et au contraire à capituler sans cesse et sans cesse, ce ne sont pas les prétextes qui manquent.

A défaut d'élever le niveau de conscience de classe des masses en la situant exclusivement sur leur terrain de classe, je ne parle pas de l'amener au niveau du socialisme, Mélenchon se destinait à la manipuler pour le compte des capitalistes.

Qu'est-ce que la novlangue ?

La rhétorique des imposteurs, des despotes aux intentions inavouables qui avancent masqués, des psychopathes enragés qui ont pour ennemi la civilisation humaine.

La novlangue ou nouvelle langue est celle pratiquée par Macron et les médias. Elle a été décrite par G. Orwell dans 1984. Elle est destinée en priorité aux classes moyennes et aux intellectuels, pour qu'ils ne ne leur viennent pas à l'idée de s'allier avec le prolétariat pour renverser le régime en place.

La destruction des mots doit servir à empêcher la pensée de pouvoir se structurer, donc d'acquérir une certaine liberté d'interprétation de la réalité, ou pire, un esprit critique. Et dès lors que cette connaissance ou cette faculté vous fait défaut, vous ne pouvez plus agir librement, vous ne pouvez pas discerner le vrai du faux, le bon du mauvais, le bien du mal, l'utile du nuisible, le meilleur du pire, du coup vous vous retrouvez totalement à la merci de ceux qui le savent et vous gouvernent.

L'appauvrissement du langage entraîne une régression de la civilisation humaine qui est souhaitable, puisqu'elle coïncide avec la désagrégation de la société qui caractérise le stade ultime de l'exploitation de l'homme : le néolibéralisme ou le nouvel ordre mondial totalitaire.

En voici quelques applications.

- « Celui qui a le contrôle du passé, disait le slogan du Parti, a le contrôle du futur. Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé. »

Cela s'appelait « Contrôle de la Réalité ». On disait en novlangue, double pensée.

Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie. Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore. Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

Il existait toute une suite de départements spéciaux qui s'occupaient, pour les prolétaires, de littérature, de musique, de théâtre et, en général, de délassement. Là, on produisait des journaux stupides qui ne traitaient presque entièrement que de sport, de crime et d'astrologie, de petits romans à cinq francs, des films juteux de sexualité, des chansons sentimentales composées par des moyens entièrement mécaniques sur un genre de kaléidoscope spécial appelé versificateur. Il y avait même une sous-section entière – appelée, en novlangue, Pornosex – occupée à produire le genre le plus bas de pornographie.

– Comment va le dictionnaire ? demanda Winston en élevant la voix pour dominer le bruit.

– Lentement, répondit Syme. J'en suis aux adjectifs. C'est fascinant.

Le visage de Syme s'était immédiatement éclairé au seul mot de dictionnaire.

– La onzième édition est l'édition définitive, dit-il. Nous donnons au novlangue sa forme finale, celle qu'il aura quand personne ne parlera plus une autre langue. Quand nous aurons terminé, les gens comme vous devront le réapprendre entièrement. Vous croyez, n'est-ce pas, que notre travail principal est d'inventer des mots nouveaux ? Pas du tout ! Nous détruisons chaque jour des mots, des vingtaines de mots, des centaines de mots. Nous taillons le langage jusqu'à l'os. La onzième édition ne renfermera pas un seul mot qui puisse vieillir avant l'année 2050.

LVOG - En France de nos jours le dictionnaire comporte toujours plus de mots, mais les Français en emploient et en comprennent de moins en moins.

– C'est une belle chose, la destruction des mots. Naturellement, c'est dans les verbes et les adjectifs qu'il y a le plus de déchets, mais il y a des centaines de noms dont on peut aussi se débarrasser. Pas seulement les synonymes, il y a aussi les antonymes. Après tout, quelle raison d'exister y a-t-il pour un mot qui n'est que le contraire d'un autre ? Les mots portent en eux-mêmes leur contraire.

En résumé, la notion complète du bon et du mauvais sera couverte par six mots seulement, en réalité un seul mot.

Vous ne saisissez pas la beauté qu'il y a dans la destruction des mots. Savez-vous que le novlangue est la seule langue dont le vocabulaire diminue chaque année ?

– Ne voyez-vous pas que le véritable but du novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées. Déjà, dans la onzième édition, nous ne sommes pas loin de ce résultat. Mais le processus continuera encore longtemps après que vous et moi nous serons morts. Chaque année, de moins en moins de mots, et le champ de la conscience de plus en plus restreint. Il n'y a plus, dès maintenant, c'est certain, d'excuse ou de raison au crime par la pensée. C'est simplement une question de discipline personnelle, de maîtrise de soi-même. Mais même cette discipline sera inutile en fin de compte. La Révolution sera complète quand le langage sera parfait. Le novlangue est l'angsoc et l'angsoc est le novlangue, ajouta-t-il avec une sorte de satisfaction mystique. Vous est-il jamais arrivé de penser, Winston, qu'en l'année 2050, au plus tard, il n'y aura pas un seul être humain vivant capable de comprendre une conversation comme celle que nous tenons maintenant ?

LVOG - Je crois qu'on y est déjà si j'en juge par la difficulté à se faire comprendre. Je ne sais pas, j'ai l'impression que les gens se foutent de ce qu'ils lisent ou cela ne les intéresse pas d'en savoir davantage, du coup cela ne leur servira à strictement rien. Je me demande s'ils sont encore capables ou non de se concentrer sur un sujet pour être continuellement en train de passer d'un truc à un autre ou tellement ils sont sollicités, à quel moment prennent-ils le temps de prendre du recul pour réfléchir.

Hier, je n'ai pas ouvert l'ordinateur de la journée et je ne me suis pas connecté à Internet, mais quel bonheur, quel moment de détente ! Du coup ce matin je me suis levé à 3h30, les idées se bousculaient dans ma petite tête et je ne voulais rien en perdre, deux jours auparavant j'étais littéralement épuisé, vidé, j'avais tout donné dans la dernière causerie. Ah la vieillerie ! Il va falloir que je m'y habitue, tous les jours vers 21h je tombe de fatigue, il faut dire que je n'arrête pas une seconde de la journée et avec 40°C à l'ombre cela n'arrange rien. Quand je lis un article, si cela ne déclenche pas chez moi une réflexion, c'est que le cerveau ne répond plus et vaut mieux que je fasse autre chose ou que j'aille dormir. Et puis cela m'énerve, ce n'est pas normal, mais bon devenir vieux c'était inévitable !

– Sauf…, commença Winston avec un accent dubitatif, mais il s'interrompit. Il avait sur le bout de la langue les mots : « Sauf les prolétaires », mais il se maîtrisa. Il n'était pas absolument certain que cette remarque fût tout à fait orthodoxe. Syme, cependant, avait deviné ce qu'il allait dire. – Les prolétaires ne sont pas des êtres humains, dit-il négligemment. Vers 2050, plus tôt probablement, toute connaissance de l'ancienne langue aura disparu. Toute la littérature du passé aura été détruite. Chaucer, Shakespeare, Milton, Byron n'existeront plus qu'en versions novlangue. Ils ne seront pas changés simplement en quelque chose de différent, ils seront changés en quelque chose qui sera le contraire de ce qu'ils étaient jusque-là. Même la littérature du Parti changera. Même les slogans changeront. Comment pourrait-il y avoir une devise comme « La liberté c'est l'esclavage » alors que le concept même de la liberté aura été aboli ? Le climat total de la pensée sera autre. En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxie signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée, l'orthodoxie, c'est l'inconscience.

LVOG - La liberté aura été abolie mais pas l'esclavage comme on est parti.

Etonnante prévision ou prophétie en train de se réaliser à grande vitesse.

Aujourd'hui beaucoup de gens font la chasse aux sorcières aux gros mots, tenez, prophétie, voilà que cet abruti de Tardieu (l'auteur de ce portail) se prend pour un prophète vont penser certains ! Et c'est vrai que j'en suis arrivé à éviter certains mots, si j'ai employé celui-ci, c'est par ce qu'Engels l'a utilisé à cinq reprises dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* : Je ne me suis pas avisé de supprimer dans le texte les nombreuses prophéties, en particulier celle d'une révolution sociale imminente en Angleterre, que m'inspirait alors mon ardeur juvénile (page 162 version électronique). Là il était synonyme d'imaginer et non de voeu ou d'un exercice de divination ou mystique.

L'universalisation de l'anglais s'inscrit dans cette perspective, avec un millier de mots ou à peine plus vous devenez anglophone. Au passage, je ne m'exprime pratiquement plus jamais oralement en français, je n'emploie que le tamoul et l'anglais, sauf avec mon épouse au téléphone.

Exercice de novlangue par Christophe Castaner

- «Il ne faut pas inverser la charge de la preuve. Je ne connais pas de policiers ou de gendarmes qui attaquent les manifestants».

LVOG - 392 gilets jaunes sont en prison, 22 ont perdu un œil et 5 une main. legrandsoir 15.02

En balade mercredi à Besançon, il n'a pas résisté à l'occasion d'exprimer une nouvelle fois sa haine des Gilets Jaunes après qu'une poignée eurent tenté de s'approcher du ministre : J'ai « croisé quelques abrutis sur le chemin, qui pensent que mettre en

cause la police est un geste militant ». Cinq personnes ont été interpellées pour des faits d'outrage et de rébellion, selon la préfecture. sputniknews.com 13.03

Le régime de Macron est une démocratie et non une dictature que voulez, gare à ceux qui s'aviseraient de le contester, par Attali évidemment.

Exercice de novlangue par Jacques Attali, idéologue sioniste de l'extrême-centre néolibéral et fasciste.

- On manifeste ? Bien ! Et après ? - Lexpress.fr 13.03.2019

Les citoyens sont dans la rue en France, en Algérie, au Venezuela (Pas en France ! - LVOG). Comment répondre à leurs revendications en démocratie comme en dictature. (D'emblée il commence par un amalgame. - LVOG)

Dans ce monde chaotique, fou, violent, où un nombre incroyable de paramètres interfèrent pour former une situation sans cesse fluide, incertaine, la plupart des gens ont renoncé à prévoir quoi que ce soit (C'est bien le but de la stratégie du chaos néolibérale. - LVOG). Et, en particulier, il est difficile de prévoir le résultat final des manifestations en cours dans des pays aussi différents que la France, l'Algérie ou le Venezuela. (Tiens, il se souvient qu'il y a des manifestations en France, pour mieux cautionner Macron plus loin, normal. - LVOG)

D'abord, évidemment, la première est une démocratie, avec bien des lacunes, certes, mais une démocratie (A force d'accumuler des "lacunes", la quantité se transforme en qualité et la France est devenue ouvertement une dictature. - LVOG) ; alors que les deux autres ne le sont pas (Bien que les chefs d'Etat algérien et vénézuélien aient été élus avec un pourcentage en voix supérieur à sa créature immonde, Macron. - LVOG). Ce qui devrait conduire à des résultats radicalement différents : dans une démocratie, il n'appartient pas à une manifestation de renverser un gouvernement. (Donc, si c'est l'objectif des manifestants, c'est que ce n'est pas une démocratie ! - LVOG)

Donc, en France, la réponse aux manifestations est d'abord dans les urnes, aux dates prévues pour cela (Peu importe que Macron soit le produit d'une supercherie. - LVOG). Et il appartient au gouvernement français de créer les conditions pour que la sortie du "grand débat" y prépare (Merci, on l'avait compris! - LVOG). Sans craindre de décevoir, car on connaît à l'avance, quelles que soient les décisions qui seront annoncées, les réactions des uns et des autres : certains applaudiront, d'autres crieront que ce n'est pas assez, d'autres encore répéteront que seules de nouvelles élections présidentielles, ou un changement de Constitution, satisferont leur appétit de pouvoir. Tout cela est déjà écrit et ne doit pas influer sur la volonté d'un gouvernement légitime d'appliquer le programme pour lequel il a été élu. (Au moins cela a le mérite d'être clair et net. - LVOG)

Qu'on m'entende bien : bien des aspects du programme de ce gouvernement ne me conviennent pas. Il y manque à mon avis de très nombreux éléments de justice sociale et environnementale. (Pure hypocrisie. - LVOG) Mais, il n'empêche, ce gouvernement a été élu légitimement (Macron a été élu par une minorité, donc il est illégitime. - LVOG) ; il est en droit d'appliquer son programme. (Même s'il est rejeté par l'immense majorité. - LVOG) Et s'il peut l'amender pour entendre les colères justes qui se sont exprimées ces derniers mois, ce serait encore mieux. (Au conditionnel, cela n'a aucune valeur ou cela n'a jamais été dans l'intention de Macron et d'Attali. - LVOG)

Dans bien des cas, ce n'est pas la rue qui a fait tomber une dictature (Non, c'est une dictature encore plus puissante ou extérieure [américaine, britannique, française, européenne] ou une nécessité économique, suite aux conséquences désastreuses de sa politique après que l'opposition ait été férocement réprimée ou physiquement liquidée [Espagne, Chili, Argentine, etc.]. - LVOG)

Tandis que, dans une dictature, la rue peut, doit renverser le régime et imposer la démocratie. (En Israël par exemple. - LVOG) Elle doit, mais elle y réussit très rarement. (En revanche, il arrive assez souvent que des fascistes soutenus par Attali et l'oligarchie anglo-saxonne manipulent "la rue" pour renverser le régime en place, au Brésil par exemple. - LVOG)

D'abord, il faut se souvenir que, dans bien des cas, ce n'est pas la rue qui a fait tomber une dictature. Ce n'est pas la rue qui a mis fin à l'Union soviétique, mais les décisions de Gorbatchev ; ce n'est pas la rue qui a mis fin à la dictature hitlérienne, mais les armées alliées d'alors. (Toutes les bonnes choses ont une fin ou il faut passer à autre chose vous diront les banquiers, cela tombe bien, Attali en est justement un ! En Ukraine, ce n'est pas "la rue" qui a renversé le régime en place corrompu, mais un coup d'Etat réalisé par l'Otan et des milices néonazis patronnés par vos amis de l'UE et Soros, pour instaurer la démocratie, cela va de soi ! - LVOG)

Ensuite, il faut se souvenir que, quand la rue ou des armées étrangères terrassent une dictature, cela peut produire le pire, comme ce fut le cas en Egypte, en Irak et en Libye. (Armées étrangères qu'il a soutenues, personne ne l'a oublié. - LVOG) Et, antérieurement, en Europe de l'Est, quand Staline y a remplacé Hitler. (Hitler dont l'entreprise fut financée par vos amis banquiers ou oligarques, là aussi impossible de le nier. Quant à Staline, vous avez été bien content de le trouver pour faire le sale boulot à votre place au nom du communisme. - LVOG)

Au total, qu'il s'agisse de manifestations dans une démocratie ou dans une dictature, le résultat est d'autant plus heureux que ceux qui ont le pouvoir, ou le prennent, ont une idée claire, réaliste, démocratique, de ce qu'il convient de faire pour répondre à la colère de leur peuple, en respectant les points de vue minoritaires. (Nous y voilà, l'essentiel c'est que la minorité des exploiteurs soit servie, sa conception de la démocratie, tout est dit ici. - LVOG)

Et bien des révolutions ont avorté pour n'avoir eu comme seule ambition que le départ d'un tyran. (Heureusement, imaginez un peu qu'elles s'en soient prises à la minorité qui détenait le pouvoir économique ! - LVOG) Il est donc urgent, partout où la colère gronde en ce moment (et peu de pays en sont exempts), de préparer une réponse démocratique, cohérente et complète à ces colères, sans pour autant oublier les enjeux du long terme, qui ne sont que trop rarement les sujets des manifestations : on ne s'occupera sérieusement du climat que quand des manifestations monstres mettront en accusation les entreprises qui polluent, les syndicats qui s'en désintéressent, les gouvernements qui s'en moquent. Et quand ceux qui aspireront à gouverner le feront au nom des générations futures. On en est encore loin. (Pure mystification. La question climatique est instrumentalisée tout comme les "générations futures" dont les uns et les autres se moquent éperdument au profit de l'hégémonie de l'oligarchie, leur unique préoccupation et celle d'Attali, son porte-parole. - LVOG) Lexpress.fr 13.03.2019

Quelques réflexions politiques

1- Avec l'ex-ministre de la police Sarkozy devenu président, on a assisté au début d'une révolution de type nationale socialiste que Macron LBD est chargé d'achever...

2- Ni en Tunisie ni en Egypte il n'y a eu de révolution parce que les régimes et les institutions dont demeurés en place...

3- En Algérie, les commentateurs et les différents acteurs politiques ont salué la "responsabilité" des manifestants qui ne s'en sont pas pris aux institutions, ouf !

4- Au Venezuela, Maduro a le choix entre finir comme Lula ou Allende ou avancer résolument vers le socialisme en appelant les masses à se soulever avec le soutien de l'armée pour exproprier et neutraliser l'oligarchie... Improbable.

Un Parlement à la solde de Washington contre un Président élu au suffrage universelle, un précédent existait en Macédoine.

Réseau Voltaire - Extrait. Le président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, Gjorge Ivanov, a refusé de signer la dernière loi votée par son Parlement. En effet, celle-ci en application du Traité de Prespa porte, pour la première fois, l'en-tête « République de Macédoine du Nord » ; un traité qu'il rejette.

Le Traité de Prespa étant rejeté par les deux tiers de la population, les États-Unis l'ont fait ratifier par le Parlement dont ils ont, pour le besoin, manipulé la composition [1]. Il a alors été adopté et publié au Journal officiel, non pas sous la signature du président de la République, mais sous celle du président du Parlement, Talat Xhaferi, qui est albanophone et pro-US. Réseau Voltaire 12 mars 2019

[1] « Washington corrompt des parlementaires macédoniens pour obtenir l'adhésion à l'Otan et à l'UE », « La Macédoine devient une « démocratie » à l'états-unienne », Réseau Voltaire, 9 et 23 octobre 2018.

Etats-Unis : Un empire mafieux. Comment, vous en doutiez ?

Réseau Voltaire - Extrait. Les États-Unis entendent ne plus considérer leurs alliés comme des protectorats. Par conséquent, ils leur demandent de payer le coût de leur protection, faute de quoi, ils se retireront. C'est ce qu'a annoncé le président Trump, le 17 janvier au Pentagone, qui a été présenté en février à l'Otan, mais n'a été rendu public que cette semaine. Une décision qui s'applique à tous les alliés, du Japon à l'Allemagne. Le problème, c'est que Washington demande également à ses alliés de s'aligner sur ses positions… comme ils le faisaient en tant que protectorats.

Il n'y a pas que la mafia qui demande une rançon en échange de sa « protection ». « Les pays riches que nous protégeons — a prévenu le président Donald Trump de façon menaçante dans un discours au Pentagone— sont tous avertis : ils devront payer notre protection ».

Le président Trump —révèle Bloomberg [1]— va présenter le plan « Cost Plus 50 » qui prévoit le critère suivant : les pays alliés qui hébergent des forces US sur leur territoire devront en couvrir entièrement le coût et payer aux USA un supplément de 50 % en échange du « privilège » de les héberger et d'être ainsi « protégés » par eux.

Il est en tous cas certain —prévoit un chercheur de la Rand Corp.— qu'avec le plan « Cost Plus 50 », les coûts pour les alliés « vont grimper en flèche ». On parle d'une augmentation de 600 %. Réseau Voltaire 12 mars 2019

[1] Defending the Society of States_ Why America Opposes the International Criminal Court and its Vision of World Society, Jason Ralph, Oxford University Press, USA (2007)

Ils osent tout. En plein jour, en Europe, en Espagne, la CIA attaque une ambassade.

- Attaque mystérieuse d'une ambassade à Madrid : un lien avec la CIA ? - euronews 13 mars 2019

Les services secrets américains ont-ils un lien avec la mystérieuse attaque de l'ambassade nord-coréenne à Madrid le 22 février dernier ? C'est ce qu'affirme le quotidien espagnol El Pais ce mercredi. Selon le journal, au moins deux des dix assaillants qui ont frappé et interrogé le personnel présent ce jour-là ont été identifiés et ont des liens avec la CIA.

Cette attaque est intervenu quelques jours avant un sommet à Hanoï entre Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un. Selon les sources citées par El Pais, l'objectif de cet assaut, "était d'obtenir des informations sur Kim Hyok Chol", le dernier ambassadeur de Corée du Nord en Espagne, devenu depuis l'une des personnes de confiance de Kim Jong Un et son émissaire pour les Etats-Unis.

Toujours selon El Pais, les dix hommes sont entrés dans l'ambassade avec des armes factices. Ils ont bâillonné et ligoté ses occupants et auraient ensuite dérobé des documents, ordinateurs et téléphones avant de quitter les lieux avec des véhicules de l'ambassade.

Les autorités espagnoles ont demandé des explications à la CIA, qui a répondu par la négative mais de façon "peu convaincante", conclu le quotidien selon qui les services secrets américains auraient agi "probablement en coopération" avec ceux de la Corée du Sud. euronews 13 mars 2019

Vous vous êtes enflammés pour le Brexit, et bien consumez-vous maintenant !

- La City face au Brexit : même pas peur ! - LePoint.fr 12 mars 2019

On annonçait un big bang, il n'en est (pour l'instant) rien. Londres compte bien profiter de la sortie de l'UE pour rester incontournable.

Si les arrogantes tours dédiées à l'argent et au pouvoir de la City pouvaient courber le dos et rentrer les épaules, elles feraient profil bas. À l'approche du 29 mars, la première place financière européenne, voire mondiale, ressemble à un cortège funèbre. Chaque semaine, les départs d'opérateurs prennent des proportions de plus en plus inquiétantes.

Le déménagement, le 6 mars, de Londres à Paris de l'Autorité bancaire européenne (ABE), dernier épisode en date, aurait pu inquiéter la City. Il n'en a rien été. « C'est une petite organisation liée à la zone euro, pas connue, dont l'unique mission sont les tests de résistance des banques. S'ils sont soumis à ces critères, au bout du compte, les établissements londoniens sont contrôlés par le régulateur local, la Banque d'Angleterre », souligne un observateur à propos de l'absence de réaction à la perte de quelque 200 emplois au profit de la rivale parisienne. En réalité, le « square mile » est un personnage à deux têtes qu'il ne montre jamais simultanément.

D'un côté, il y a le notable qui exprime publiquement sa frustration devant le blocage parlementaire, les divisions au sein de la majorité, la possibilité d'un divorce sans accord ou l'intransigeance de Bruxelles. En privé toutefois, quel que soit l'interlocuteur à l'ombre de la cathédrale Saint-Paul, le discours est optimiste : Londres saura profiter à bon escient de la nouvelle course étincelante et orgueilleuse au grand large pour garder son leadership, non seulement européen mais global. Le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne permettra à la City de décupler ses atouts traditionnels que sont l'avantage des fuseaux horaires, la langue anglaise, le droit coutumier, la souplesse de sa réglementation...(vous ne lirez pas la suite, elle était réservée aux abonnés du Point, et je n'en fais pas partie) LePoint.fr 12 mars 2019

Mystification. Leur humanisme est la politesse des salauds...

En famille. Ils ne savent plus quoi inventer pour cautionner les institutions de la Ve République.

- Conflit au Yémen: les députés Insoumis réclament une commission d'enquête - AFP 14 mars 2019

Le groupe des députés Insoumis plaide pour une commission d'enquête parlementaire sur "l'implication de la France"... AFP 14 mars 2019

- Grand débat: Un "stage de pauvreté obligatoire pour les élus" proposé - Le HuffPost 12 mars 2019

Quelle ignominie !

- Accord européen pour protéger les lanceurs d'alerte - Reuters 12 mars 2019

Traduire: Pour dénoncer les lanceurs d'alerte !

- Droits humains: Washington épingle ses adversaires mais ménage certains alliés - AFP 14 mars 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a choisi d'épingler la Chine et l'Iran en présentant mercredi son rapport annuel sur les droits humains dans le monde, tout en se montrant conciliant avec d'autres mauvais élèves au nom des "intérêts des Etats-Unis".

Cette année, un petit glissement sémantique a sauté aux yeux des observateurs: le Golan syrien n'est plus présenté comme un territoire "occupé par Israël" mais uniquement "contrôlé" par l'Etat hébreu. L'an dernier déjà, la section consacrée auparavant à "Israël et les Territoires occupés" avait été renommée "Israël, Golan, Cisjordanie et Gaza". AFP 14 mars 2019

Droits humains : Cela existe aux Etats-Unis ?

Macron démission sans «délai raisonnable» : Tout de suite !

Algérie : Macron appelle à une transition «dans un délai raisonnable» - Le Parisien 13 mars 2019

Élection présidentielle en Algérie : "La rue a fait reculer tout le monde" - Franceinfo 13 mars 2019

LVOG - C'est bizarre, en Algérie ils sont des millions à descendre dans la rue mais pas en France. En France la majorité doit avoir de bonnes raisons de vouloir conserver le régime en place... ou de mauvaises, chut, c'est un sujet tabou ! Se rendent-ils compte qu'ils ont les mêmes tics qu'à LREM ou BFMTV ?

Manipulation des consciences. Comment ça marche ?

Si la Syrie est en ruine, c'est de la faute d'Assad, et si c'est le chaos au Venezuela, c'est de la faute de Maduro.

- Après huit ans de guerre, Assad s'estime sauvé, mais la Syrie reste en ruines - AFP13 mars 2019

- Après la panne : le Venezuela sort de l'ombre, pas du chaos - AFP 14 mars 2019

Totalitarisme. Fabrication du consentement. Engagez-vous ! Où, dans la légion ? Non, avec LREM. Vous jouez sur les mots !

Quand ils se servent de l'école pour propager leur propagande.

Ces débats doivent permettre "de travailler à des propositions concrètes pour que les lycéens s'engagent", selon le Ministre de l'Education - Franceinfo 11 mars 2019

LVOG - Autre bizarrerie, il y en a qui n'arrêtent pas de nous bassiner avec l'intention de Macron (et avant lui Hollande, Sarkozy, etc.) de lier les organisations du mouvement ouvrier à la mise en oeuvre de sa politique, voire de participer à sa rédaction, mais quand ce sont plus largement les masses qui sont appelées à y collaborer, là ils sont muets comme des carpes !

Pacte scélérat ou corporatisme.

- Grand débat: le Cese préconise l'instauration d'un "pacte démocratique" - AFP 12 mars 2019

Le Comité économique, social et environnemental (Cese) a préconisé mardi l'instauration d'un "pacte démocratique", estimant que c'est "le processus d'élaboration des décisions qui est déterminant pour rétablir la confiance, autant que les décisions elles-mêmes", dans un avis destiné à dégager des réponses dans le cadre du grand débat national.

Cet avis rapporté par Dominique Gillier (CFDT) et Michel Badré (ancien président de l'Autorité environnementale) a été adopté en séance plénière en présence du Premier ministre Édouard Philippe et de plusieurs membres du gouvernement.

Le rapport préconise en particulier l'amélioration de la participation aux décisions. "La recherche d'un meilleur équilibre entre la démocratie représentative (...), la représentation des corps intermédiaires et l'avis de citoyens choisis au hasard en fait partie". Le Cese propose un débat institutionnel sur ce point après la fin du grand débat. AFP 12 mars 2019

Quand les syndicats participent aux opérations d'intoxication du régime. En faisant du zèle, s'il vous plaît !

- Un syndicat enseignant organise un nouveau "stage antiraciste" sur le "traitement des populations non-blanches" - Franceinfo 14 mars 2019

En 2017, des ateliers du même type organisés par Sud Education 93, dont certains "en non-mixité", avaient provoqué un tollé et une plainte du ministre de l'Education. Franceinfo 14 mars 2019

Blanquier à ces "syndicalistes" : Mes chers amis, vous en faites trop, calmez-vous sinon vous allez faire tout foirer...

Faites tomber les masques... du totalitarisme.

- Loi Anticasseurs: adoptée, au Conseil constitutionnel de se prononcer - AFP13 mars 2019

Interdictions préventives de manifester - mesure qui a cristallisé les critiques -, fouilles, délit de dissimulation du visage...

"le coeur du texte est le délit de dissimulation du visage" a souligné Bruno Retailleau, chef de file des sénateurs LR.

"Ce texte ne comporte pas le début d'une once d'arbitraire", a assuré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, soulignant que "la justice reste l'ultime garant des libertés". AFP13 mars 2019

Pour te poursuivre plus tard, t'inculper, te sanctionner, voire t'envoyer en tôle, briser ta vie, il faut au moins qu'on ait ta belle gueule en photo ou en image.

La "justice", les tribunaux d'exception qui ont jugé arbitrairement et de façon expéditive des centaines de manifestants depuis le 17 novembre 2018. Nous exigeons l'annulation des poursuites et la libération de ceux qui ont été embastillés. La prison vous protège contre vous-même, vous y êtes en sécurité !

Les mains sales.

- Climat : le gouvernement veut montrer patte verte face à la contestation - Le HuffPost

- Européennes : le parti allié à LREM financé par le fabricant du glyphosate - Franceinfo

En complément.

- Pesticides : la justice reconnaît l'origine professionnelle de la maladie de Parkinson d'un ex-employé agricole - Franceinfo

Dommage, trop tard !

- Marseille : le cannabis bientôt testé chez des malades de Parkinson - Le Parisien 11 mars 2019

C’est une première mondiale, annonce le professeur en charge de l’étude. Les effets du cannabis seront bientôt testés sur des malades de Parkinson, à l’hôpital de la Timone à Marseille (Bouches-du-Rhône). Une vingtaine de patients doivent participer à cet essai clinique qui visera à tester les effets du cannabis thérapeutique sur leurs symptômes, ceux de maladies neurodégénératives.

Cette étude est rendue possible par une récente annonce de l’Agence du médicament (ANSM) qui a indiqué en décembre souhaiter la mise en place d’une expérimentation du cannabis thérapeutique avant la fin 2019. Et le 13 février, le Parlement européen a voté une résolution sur la légalisation du cannabis thérapeutique. Autorisé dans une trentaine de pays dans le monde, le cannabis thérapeutique n’a cependant « jamais été étudié sérieusement pour Parkinson », selon le professeur Olivier Blin, directeur de Dhune, un programme de recherche sur les maladies neurodégénératives.

« La demande est venue directement des patients qui ont observé des améliorations de leurs symptômes en consommant du cannabis », a expliqué le professeur Blin qui est également chef du service pharmacologie de l’Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM). Le Parisien 11 mars 2019

Commentaire d'un internaute

- "C'est un médicament sur lequel il n'y aura jamais de rupture de stock à Marseille, surtout pour les génériques."

LVOG - Et c'est moins dangereux ou nocif que la pollution en tous genres, la cigarette, l'alcool, les médias, les réseaux asociaux, la publicité, les instituts de sondages, les jeux vidéos, les ONG, les OGM, les somnifères, les antidépresseurs, les opiacés, les produits de l'agriculture et de l'élevage intensif ou issus des trusts agro-alimentaires bourrés de produits chimiques, de sel ou de sucre, etc.

Sans addiction et en le consommant modérément, il a pour vertu de favoriser la mémoire et la concentration, le développement intellectuel, de briser temporairement certains complexes ou blocages psychologiques, de combattre efficacement l'anorexie, d'apaiser les tensions, de mettre de bonne humeur ou de remonter le moral, de constituer un somnifère naturel sans accoutumance ou effets secondaires, c'est aussi un puissant aphrodisiaque. Cependant chez certains sujets il peut provoquer des crises de paranoïa ou d'hystérie qui disparaissent au bout de quelques minutes.

Il a comme inconvénient majeur de favoriser inconsciemment le narcissisme ou l'individualisme dans des proportions démesurées, qui peut conduire à faire abstraction de tout un pan de la réalité, celui qui présente des aspects négatifs ou désagréables, de telle sorte qu'il contribue à s'en accommoder au lieu de les combattre. Il pousse donc à la passivité ou à l'indifférence de l'orientation de la société. On comprend mieux ici pourquoi certains Etats le légalisent, et à mon avis d'ici quelques années il sera en vente libre dans de très nombreux pays, cette mesure étant destinée principalement à neutraliser la combativité de la jeunesse, sachant que la plupart des jeunes n'auront ni la sagesse de ne pas en abuser ni conscience du danger qui les menace, la principale menace étant évidemment la survie du capitalisme ou du système économique mafieux mis en place par l'oligarchie financière.

Bref, il n'a rien d'obligatoire et on peut très bien s'en passer. Sinon, il est fortement conseiller d'éviter de le consommer avec l'alcool, des psychotropes ou d'autres drogues. Son usage doit demeurer pour ainsi dire thérapeutique ou homéopathique, par exemple pour se détendre un peu quand on ne supporte plus le vieux monde pourri dans lequel on nous impose de vivre à défaut de pouvoir le liquider, tout en sachant qu'il ne disparaîtra pas de lui-même si on ne s'organise pas pour l'abattre.

Les paradis artificiels demeureront toujours des exutoires illusoires pour se débarrasser des maux qui nous accablent. Ils peuvent être utiles ou nuisibles selon l'usage qu'on en fait, tout est une question de mesure, de discernement, de maîtrise de ses actes et de leurs conséquences. En toutes circonstances on doit demeurer logique, lucide, c'est notre conscience politique, notre conscience de classe qui doit nous guider et rien d'autres. Je me souviens avoir lu quelque part que Marx et Engels ne rechignaient pas à lever le coude pour se détendre un peu, qui oserait leur reprocher, personne, n'est-ce pas ?

Du consentement au "renoncement".

- Grand débat: l'exécutif se donne un mois pour trancher - AFP 13 mars 2019

Emmanuel Macron devrait clore le grand débat à partir de la mi-avril, "en donnant les grands axes de réponse et le sens de la direction à suivre", selon Sébastien Lecornu, ministre coanimateur du grand débat.

Mais "il ne faut pas imaginer qu'un beau soir à 20H00, il y aurait une grande déclaration du président qui dirait devant le drapeau: "voilà, je vous ai compris, voilà les 4-5 choses qu'on va faire, fermez le banc, on passe à autre chose". Ca ne peut pas être ça", a prévenu mercredi le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand (LREM).

Le début d'année a vu s'effriter la mobilisation des "gilets jaunes", tombée à 28.600 personnes selon l'Intérieur le 9 mars. Mais sans faire cesser les manifestations des samedi, ni la crainte que les décisions post-grand débat ne déçoivent et réveillent la vague jaune.

"Imaginer qu'il serait possible de sortir du grand débat par une série d'annonces, de vérités révélées, c'est se tromper sur la nature même de l'exercice et sur la volonté même de ceux qui y ont participé", a averti mardi Edouard Philippe. Pour qui il faudra aboutir à un "compromis démocratique" avec "des choix, y compris sur des renoncements, y compris sur des choix difficiles".

Autre complexité: articuler la "sortie" du grand débat avec la campagne des élections européennes du 26 mai, source supplémentaire de tensions et d'attaques. AFP 13 mars 2019

A noter : Comment, mais c'est insupportable toutes ces "attaques"...

Soros vous informe.

- Les "fake news" massivement partagées par les gilets jaunes sur Facebook - euronews 3 mars 2019

On peut les voir dans les rues le samedi mais surtout sur les réseaux sociaux, tous les jours. Les gilets jaunes en font même leur principale source d'information et ne s'en cachent pas. Pourtant, les "fake news" s'y accumulent. L'ONG Havaaz a étudié le nombre de vues et de partage des 100 fausses nouvelles les plus virales sur des groupes et comptes Facebook liés aux gilets jaunes entre le premier novembre et le 6 mars.

Selon un sondage Yougov réalisé pour Avaaz, 87% des citoyens Français, Allemands, Italien et espagnols voudraient que les réseaux sociaux collaborent avec des vérificateurs de faits (Factuel, le Fact-Cheking de l'AFP ou le Checknews de libération)

LVOG - Mais où voulaient-ils en venir ? Réponse à la fin de cet article.

Euronews - Russia Today tire profit du mouvement.

Si les gilets jaunes rejettent ce qu'ils appellent les médias "mainstream", Russia Today remporte tous les suffrages grâce aux vidéos des manifestations qu'elle diffuse. La chaîne d'information, financée par la Russie, accumule plus double des vues récoltées par le Huffington Post, Le Figaro, L'Obs et Le Monde réunis. euronews 3 mars 2019

Le Huffington Post, Le Figaro, L'Obs et Le Monde, en fait tous les médias pratiquent la censure ou l'autocensure et cela commence à se savoir !

Le IVe Reich sera-t-il (américano)-franco-allemand ou Hitler et Pétain en avaient rêvé, et avant eux Thiers et Bismarck !

- Les députés donnent leur feu vert à la création d'une assemblée parlementaire franco-allemande - Franceinfo

Le titre est une provocation... mais ne manque pas de sens, historique, non ?

Venezuela

LVOG - Depuis l'électricité a été rétablie dans tout le pays.

- Le gouvernement de Maduro s'efforce de rétablir le courant dans l'Ouest - Reuters 14 mars 2019

Le gouvernement du président vénézuélien en exercice, Nicolas Maduro, s'efforçait mercredi de rétablir le courant dans l'ouest du pays alors que les pillages s'y intensifient.

Après une longue panne d'électricité la semaine dernière, le courant a été peu à peu rétabli dans plusieurs parties du pays, ce qui a permis de rouvrir le port de Jose, crucial pour les exportations pétrolières du Venezuela.

Le gouvernement Maduro accuse les Etats-Unis d'être à l'origine de cette panne, ce que Washington dément.

La Chine a proposé mercredi son aide au gouvernement de Nicolas Maduro et a estimé à son tour que la panne de courant était le résultat d'actes de sabotage.

Dans l'ouest du pays, où le courant n'a pas été partout rétabli, la population est confrontée à un regain de violences et à la multiplication des pillages, dans l'Etat de Zulia notamment.

Plus de 300 entreprises ont été saccagées dans l'Etat situé à la frontière colombienne, ont annoncé les autorités locales.

Dans la foulée de la série de pillages signalés dimanche, plusieurs entreprises ont décidé de solder leur stock de marchandises de peur d'être à leur tour victimes de violences. Reuters 14 mars 2019

LVOG - L'AFP s'est faite plus circonspecte, car l'accusation de sabotage a été prise au sérieux par plusieurs Etats.

AFP - La Chine a proposé son aide pour faire la lumière sur les raisons de cette panne, dont l'ampleur et la durée restent inédites dans ce pays pétrolier. Le président Nicolas Maduro y voit une attaque "cybernétique" fomentée par le ministère américain de la Défense et l'opposition.

Une thèse techniquement possible, selon les experts, qui la jugent cependant improbable et rappellent le manque d'entretien des infrastructures du pays.

Maduro a annoncé la création d'une "commission d'enquête présidentielle" pour laquelle il entend solliciter "l'aide de l'ONU, de la Chine, de la Russie, de l'Iran, et de Cuba, pays qui ont une grande expérience des cyber-attaques". AFP 14 mars 2019

Haut de page

Le 17 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

En fin de journée j'ajouterai des articles à télécharger.

- Au format pdf (18 pages)

PREMIERE PARTIE

Au crépuscule du capitalisme.

L'illusion selon laquelle le capitalisme rimerait avec progrès social indéfini s'est envolée, il serait compatible avec la démocratie s'est désintégrée, il réaliserait progressivement le socialisme a été pulvérisée, ses représentations politique aussi, la droite et la gauche. Du coup qu'est-ce qu'il reste en lice à défaut d'un parti ouvrier révolutionnaire ou l'extrême gauche qui n'existe pas sauf dégénérée ? L'extrême droite, l'extrême droite nationale et l'extrême droite dite de l'extrême-centre ou oligarchique internationale, RN et LREM.

Lu. Où Cela ?

- "Européennes : inscrivez-vous sur les listes électorales !"

Réponse : Dans la news letter reçue de la Caf par Internet !

Défense du marxisme.

La leçon que le mouvement ouvrier et les Gilets Jaunes ont ignoré.

- Nous savons évidemment que chaque peuple, chaque classe et même chaque parti s'instruisent principalement par leur propre expérience, mais cela ne signifie nullement que l'expérience des autres pays, classes et partis soit de peu d'importance. Sans l'étude de la grande Révolution française, de la Révolution de 1848 et de la Commune de Paris, nous n'aurions jamais accompli la révolution d'Octobre, même avec l'expérience de 1905 : en effet nous avons fait cette expérience en nous appuyant sur les enseignements des révolutions antérieures et en continuant leur ligne historique. Toute la période de la contre-révolution fut remplie par l'étude des leçons de 1905. (...)

Certes, la seule étude de la révolution d'Octobre est insuffisante pour nous faire vaincre dans les autres pays; mais il peut y avoir des situations où existent toutes les prémisses de la révolution, sauf une direction clairvoyante et résolue du Parti basée sur la compréhension des lois et de méthodes de la révolution. (...)

Les dirigeants des Partis communistes européens qui n'étudieraient pas d'une façon critique et dans tous les détails l'histoire du coup de force d'Octobre ressembleraient à un chef qui, se préparant actuellement à de nouvelles guerres, n'étudierait pas l'expérience stratégique, tactique et technique de la dernière guerre impérialiste. Un tel chef vouerait ses armées à la défaite. (...)

Le Parti est l'instrument essentiel de la Révolution prolétarienne. (Extrait. Les leçons d'Octobre - L. Trotsky 1924)

Méthode scientifique ou sorcellerie. Avis aux aventuriers et autres dirigeants autoproclamés.

- Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements

épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un cer-tain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'œil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ?

Tout sorcier a un certain pourcentage de malades qui guérissent. Et tout docteur un certain pourcentage de malades qui meurent. A partir de là, certains tendent à préférer la sorcellerie à la médecine. Mais en fait, la science peut démontrer que dans un cas le malade a guéri en dépit de l'intervention du sorcier et que dans l'autre il est mort parce que la science médicale, au moins dans sa phase actuelle, ne pouvait effectivement surmonter les forces de destruction de l'organisme ; dans les deux cas, on peut déterminer correctement le rapport entre l'objectif et le subjectif.

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle- ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

Il y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel "la révolution d'Octobre a été un échec". Qu'en est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes. (Extrait. Toute l'histoire ne serait-elle donc que faute et échec ? - L. Trotsky mai 1940)

Arguments pour contrer la propagande officielle.

En France, les « violences policières » cela n'existe pas.

- Par Me Régis de Castelnau - Vue du Droit 13 mars 2019

Extraits.

Multiplication des procédures illégales, peines hors de proportion, incriminations fantaisistes ont été la norme pendant quelques semaines. En France on s'en est ému, à l'étranger aussi où la presse américaine a été jusqu'à dire qu'Emmanuel Macron allait faire oublier Poutine.

Et c'est comme cela que cette répression judiciaire de masse a été précédée d'une répression policière de masse elle aussi, émaillée d'un nombre invraisemblable et avéré de violences indignes d'un pays démocratique. L'utilisation de techniques policières, de matériels dangereux et de comportements ouvertement violents revendiqués comme tels ont abouti à un bilan humain catastrophique. Partout sur les réseaux on trouve des images qui en témoignent et provoquent l'inquiétude sur l'état des libertés publiques dans notre pays.

Et c'est comme cela, qu'un président de la république, perdant tout bon sens profère des phrases qui illustrent les dérives de ce pouvoir allant jusqu'à dire « il est inacceptable dans un État de droit de parler de violences policières ». Pardon ?

Lorsque l'on voit sur des vidéos des violences incontestables et illégales, commises par des policiers en uniforme dans l'exercice de leurs fonctions, il est inacceptable de parler de « violences policières » ? Lorsque l'IGPN, organe républicain de contrôle de la police, enquête sur ce qu'elle qualifie elle-même de « violences policières », c'est inacceptable ? Lorsque le parquet poursuit des policiers pour des faits commis en violation du code pénal français, qui qualifie spécifiquement les « violences policières », c'est inacceptable ? Lorsque des juges d'instruction mettent en examen des policiers pour des violences commises en violation de l'article 223-13 du Code pénal, c'est inacceptable ? Lorsqu'un tribunal condamne des policiers en application de cet article, c'est inacceptable ? Lorsque la presse ou n'importe quel citoyen utilisent la liberté d'expression garantie par la constitution et la déclaration des droits de l'homme pour qualifier de « violences policières », les comportements violents et illégaux de policiers dans l'exercice de leurs fonctions, c'est inacceptable ? Vue du Droit 13 mars 2019

- Un policier fait le coup de poing avec Gilets jaunes et street medic à Paris - sputniknews.com 16.03

Alors que des membres des forces de l'ordre essayaient de disperser des Gilets jaunes rassemblés aux Champs-Élysées à Paris dans le cadre de l'acte 18 de leur mobilisation, un policier a commencé à donner des coups de poing aux manifestants, comme en témoigne une vidéo diffusée ce samedi sur les réseaux sociaux.

Celle-ci montre également cet agent attaquant un street medic qui tente de se protéger le visage en le couvrant de ses mains.

On voit en outre d'autres policiers matraquer des Gilets jaunes et les street medics qui tentent d'accéder aux personnes gisant à terre. sputniknews.com 16.03

- Castaner qualifie d'«assassins» les auteurs de l'incendie de la Banque Tarneaud - sputniknews.com 16.03

L'idéologie politique du sionisme est colonialiste et raciste.

- La France de Macron, avant-garde de l'odieux amalgame entre antisionisme et antisémitisme par Jonathan Cook Mondialisation.ca 14 mars 2019

Extraits.

On peut mesurer à quel point l'attitude de la communauté internationale à l'égard d'Israël s'est complètement inversée au cours des cinquante dernières années en étudiant le sort d'un simple mot : « sionisme ».

En 1975, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le monde entier se dissociait de la position des États-Unis et de l'Europe pour déclarer que le sionisme, l'idéologie fondatrice d'Israël, « est une forme de racisme et de discrimination raciale ».

Aux yeux des pays du Sud, les grandes purges de Palestiniens indigènes menées par les Juifs européens en 1948 et en 1967 ne faisaient que rappeler la purification ethnique menée par des Européens blancs contre des peuples autochtones aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud.

Sur une grande partie du globe, ces colons juifs ressemblaient à un anachronisme, une réminiscence des « pionniers » blancs se dirigeant vers l'ouest à travers les terres prétendument vides des États-Unis ; des fermiers blancs qui accaparèrent de vastes étendues de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie comme leur propriété privée ; et des nouveaux venus blancs qui ont parqué les résidus des peuples autochtones de l'Australie dans des réserves ou les ont transformés en un spectacle de foire dans leurs sites touristiques.

La résolution de l'ONU affirmant que « Le sionisme est une forme de racisme » a duré 16 ans – jusqu'à la chute de l'Union soviétique et l'émergence des États-Unis en tant que seule superpuissance mondiale. Après de nombreuses intimidations et pressions diplomatiques de la part de Washington, comprenant la promesse qu'Israël s'engagerait dans un processus de paix avec les Palestiniens, la résolution 3379 a finalement été révoquée en 1991.

Des décennies plus tard, le pendule a basculé de manière décisive dans l'autre sens.

Les élites américaines et européennes ont quitté leur position défensive d'autrefois qui affirmait que le sionisme n'est pas du racisme. Maintenant, elles sont passées à l'offensive. Elles présument que l'antisionisme – la position de la majorité de la communauté internationale il y a 44 ans – est synonyme de racisme.

Ou plus précisément, il est de plus en plus admis que l'antisionisme et l'antisémitisme sont les deux faces d'une même pièce.

Système de type Apartheid

Cette tendance s'est consolidée la semaine dernière lorsque Emmanuel Macron, le Président français centriste, est allé plus loin que la simple réitération de sa confusion entre l'antisionisme et l'antisémitisme. Cette fois, il a menacé d'interdire l'antisionisme en le pénalisant.

L'amalgame de Macron entre antisionisme et antisémitisme est manifestement absurde.

L'antisémitisme fait référence à la haine des Juifs. C'est de la bigoterie et de l'intolérance, purement et simplement.

L'antisionisme, en revanche, est une opposition à l'idéologie politique du sionisme, un mouvement qui a insisté sous toutes ses formes politiques pour donner la priorité aux droits des Juifs à une patrie par rapport à ceux, les Palestiniens, qui y vivaient déjà.

L'antisionisme n'est pas un racisme contre les Juifs ; c'est une opposition au racisme des Juifs sionistes.

Bien sûr, un antisioniste peut aussi être antisémite, mais il est plus probable qu'un antisioniste professe sa position pour des raisons pleinement rationnelles et éthiques.

Cela a été rendu encore plus clair l'été dernier lorsque le Parlement israélien a adopté une loi fondamentale définissant Israël comme l'État-nation du peuple juif (PDF). La loi affirme que tous les Juifs, même ceux qui n'ont aucun lien avec Israël, y jouissent d'un droit à l'autodétermination dont tous les Palestiniens sont privés, y compris le cinquième de la population israélienne qui est palestinienne et détient la citoyenneté israélienne.

En d'autres termes, la loi crée deux statuts en Israël – et, de manière implicite, dans les territoires occupés également – sur la base d'un système de classification ethno-religieux imposé qui octroie à tous les Juifs des droits supérieurs à tous les Palestiniens.

Sur le plan constitutionnel, Israël applique explicitement un système juridique et politique assimilable à celui de l'Apartheid, un système encore plus complet que celui de l'Afrique du Sud. Après tout, les dirigeants sud-africains de l'Apartheid n'ont jamais prétendu que leur pays était la patrie de tous les blancs.

Criminaliser le BDS

La menace de Macron d'interdire l'antisionisme est le prolongement logique des mesures existantes en Europe et aux États-Unis visant à pénaliser ceux qui soutiennent BDS, le mouvement croissant de solidarité internationale avec les Palestiniens qui appelle au boycott, au désinvestissement et à des sanctions contre Israël. (BDS).

De nombreux membres du mouvement BDS, mais pas tous, sont antisionistes. Une proportion d'entre eux est constituée de Juifs antisionistes.

Le mouvement non seulement saute par-dessus les décennies de complicité des élites politiques occidentales à l'oppression des Palestiniens par Israël, mais souligne l'ampleur de cette complicité. C'est une des raisons pour lesquelles il est tellement honni par ces élites.

La France est allée plus loin que tous les autres dans cette direction en criminalisant le BDS en tant que forme de discrimination économique. Elle assimile ainsi un État, Israël, à un groupe ethnique, les Juifs, exactement comme les antisémites.

Une telle législation a autant de sens que la France interdisant, dans les années 80, le boycott de l'Afrique du Sud de l'Apartheid au motif qu'elle constituerait une discrimination à l'égard des blancs.

Les lobbyistes israéliens en action

La France, cependant, est simplement en tête de ce mouvement. Aux États-Unis, quelques 26 États ont promulgué des lois punissant ou sanctionnant les individus et les organisations favorables au boycott d'Israël. Une législation similaire est en cours de promulgation dans 13 autres États.

Aucun d'entre eux ne semble préoccupé par le fait de violer les droits Américains si précieux garantis par le Premier amendement, et de faire une exception au droit à la liberté d'expression dans un cas seulement – celui d'Israël.

Ce mois-ci, le Sénat américain s'est joint à la mêlée en adoptant un projet de loi incitant les États à infliger des sanctions économiques aux personnes qui soutiennent le boycott d'Israël.

Ces victoires contre le mouvement non-violent BDS sont le résultat des efforts vigoureux et malveillants déployés dans les

coulisses par les lobbyistes israéliens pour assimiler l'antisionisme et l'antisémitisme.

Alors que la position d'Israël aux yeux des publics occidentaux s'est effondrée avec l'avènement des réseaux sociaux, avec la diffusion d'innombrables vidéos de la violence perpétrée par l'armée israélienne et les colons filmées par les caméras des téléphones portables, et la famine imposée à Gaza par Israël, les lobbyistes pro-israéliens ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour qu'il soit de plus en plus difficile de dénoncer Israël.

Redéfinition de l'antisémitisme

Leur coup d'État a été la récente acceptation généralisée en Occident d'une redéfinition de l'antisémitisme qui le confond volontairement avec l'antisionisme.

Les empreintes digitales d'Israël maculent les travaux de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Il n'est donc guère surprenant que la définition longue et vague de l'antisémitisme élaborée par l'IHRA ait été complétée par 11 exemples, dont 7 se rapportent à Israël.

Un exemple, affirmant qu'Israël est une « entreprise raciste », suggère que les 72 États membres de l'ONU qui ont voté pour la résolution de 1975 intitulée « Le sionisme est une forme de racisme », de même que les 32 États qui se sont abstenus, ont eux-mêmes épousé –ou fermé les yeux sur – l'antisémitisme.

Les gouvernements occidentaux, les autorités locales, les partis politiques et les organismes publics s'empressent maintenant d'adopter la définition de l'IHRA.

Le résultat a été une peur croissante au sein des publics occidentaux à propos de ce que l'on peut encore dire sur Israël sans susciter des accusations d'antisémitisme.

C'est bien là le but. Si les gens ont peur que d'autres pensent qu'ils sont antisémites parce qu'ils ont critiqué Israël, ils se tairont, laissant à Israël une plus grande marge de manœuvre pour commettre des crimes contre les Palestiniens. Le trope de la « haine de soi juive »

Si Macron et l'IHRA avaient raison – à savoir que l'antisionisme et l'antisémitisme seraient indistincts – nous aurions alors à accepter des conclusions très gênantes.

L'une serait que les Palestiniens sont systématiquement condamnés comme antisémites car ils revendiquent leur propre droit à l'autodétermination. Autrement dit, il serait impossible pour les Palestiniens de revendiquer les mêmes droits que les Juifs dans leur propre pays sans que cela soit déclaré raciste. Bienvenue à Alice de l'autre côté du miroir.

Une autre conclusion serait qu'une proportion importante de Juifs à travers le monde, ceux qui s'opposent à l'auto-définition d'Israël comme « État juif », sont également des antisémites, contaminés par une haine irrationnelle de leurs semblables Juifs. C'est le trope du « Juif qui se hait lui-même » sur lequel Israël s'appuie depuis longtemps pour discréditer les critiques émises par des Juifs [Noam Chomsky, Norman Finkelstein, Shlomo Sand, etc.].

De ce point de vue, les Juifs qui veulent que les Palestiniens jouissent des mêmes droits que ceux que les Juifs revendiquent pour eux-mêmes au Moyen-Orient sont racistes – et pas seulement cela, mais racistes contre eux-mêmes.

Et si les efforts de Macron pour criminaliser l'antisionisme s'avéraient fructueux, cela signifierait que Palestiniens et Juifs pourraient être punis – voire même emprisonnés – pour avoir exigé l'égalité entre Palestiniens et Juifs en Israël.

Aussi grotesque que ce raisonnement puisse sembler lorsqu'on l'exprime en des termes si explicites, des acteurs en l'Europe et aux États-Unis acceptent facilement de telles approches pour lutter contre l'antisémitisme.

L'ampleur de cette folie est évidente dans la décision de la banque allemande Bank für Sozialwirtschaft, ou Banque pour l'économie sociale, de clore le compte d'un groupe juif antisioniste, La voix juive pour une paix juste au Moyen-Orient, à cause de son soutien au boycott d'Israël. C'était la première fois qu'une banque allemande fermait le compte d'une organisation juive depuis les Nazis.

La banque a pris cette mesure après avoir reçu des plaintes selon lesquelles La voix juive pour une paix juste au Moyen-Orient était antisémite de la part du centre Simon Wiesenthal, un groupe qui dissimule son soutien fervent à Israël par sa campagne en faveur des droits des Juifs. Amalgamer la gauche et l'extrême droite

L'antipathie de Macron à l'égard de l'antisionisme – partagée par beaucoup d'autres qui cherchent à le confondre avec

l'antisémitisme – a une cause explicite et une cause plus voilée. Les deux sont liées à la crise politique à laquelle il est confronté. Après deux ans au pouvoir, il est le président le plus impopulaire de l'histoire de la République.

Selon Macron, la montée de l'antisionisme, ou plus généralement l'opposition croissante à Israël, grossit les rangs de ceux qui veulent faire du mal aux Juifs en France, que ce soit par des attaques, par la griffonnage de croix gammées sur des tombes juives ou par la pollution du discours public, en particulier sur les réseaux sociaux.

Deux groupes que lui et les groupes de pression juifs français ont identifiés comme étant au cœur du problème sont les musulmans français, souvent considérés comme des immigrants récents qui importeraient avec eux des attitudes supposément racistes à l'égard des Juifs propres au Moyen-Orient, et des gauchistes laïques qui sont à l'avant-garde du soutien pour BDS.

Bien qu'un tout petit nombre de musulmans français ait adopté des positions extrémistes, la grande majorité ressent une hostilité envers Israël en raison de son rôle dans le déplacement et l'oppression des Palestiniens. Ce sentiment est également dominant chez les activistes de BDS.

Mais Macron et le lobby laissent entendre que ces deux groupes antisionistes sont en réalité étroitement alignés sur les groupes antisémites d'extrême droite et néonazis, quelles que soient leurs différences évidentes quant à l'idéologie et à l'attitude vis-à-vis de la violence.

Le flou entretenu par Macron entre l'antisionisme et l'antisémitisme vise à semer le doute sur ce qui devrait constituer une distinction évidente entre ces trois circonscriptions idéologiques très différentes. Macron le prestidigitateur

Le tour de passe-passe de Macron s'inscrit toutefois dans un ordre du jour connexe et intéressé, comme le montre clairement l'abus plus général – ou usage comme une arme – des insultes antisémites en Europe et aux États-Unis.

Macron est confronté à une révolte populaire connue sous le nom des « Gilets jaunes », qui envahit les rues principales depuis de nombreux mois. Les manifestations ébranlent son gouvernement.

À l'instar d'autres insurrections populaires récentes, telles que le mouvement Occupy Wall Street, les Gilets Jaunes n'ont pas de dirigeants et leurs revendications ne sont pas univoques. Ce mouvement représente davantage une humeur, un mécontentement généralisé à l'égard d'un système politique déconnecté du quotidien des habitants, et qui, depuis la crise financière survenue il y a dix ans, est apparu chroniquement défaillant et irréformable.

Les Gilets Jaunes incarnent un grief qui recherche désespérément à se frayer un chemin vers une nouvelle étoile politique, une vision différente et plus juste de la manière dont nos sociétés pourraient être organisées.

Le manque d'articulation même du mouvement a été son pouvoir et sa menace. Ceux qui sont frustrés par les politiques d'austérité, ceux qui sont en colère contre une élite politique et financière arrogante et qui ne réagit pas à leurs demandes, ceux qui aspirent à un retour à un sens plus clair de la Francité peuvent tous chercher refuge sous sa bannière.

Mais cela a également permis à Macron et à l'élite française de projeter sur les Gilets jaunes toutes sortes de motivations malveillantes qui servaient au mieux leurs efforts de diabolisation du mouvement. Des accusations que les porte-parole du mouvement rejettent en bloc.

Et compte tenu de la marée montante des mouvements nativistes et d'extrême droite à travers l'Europe, il a été difficile pour le Président français, dans son grand désarroi, de résister à la tentation de lancer l'accusation d'antisémitisme contre les Gilets jaunes.

De même que Macron a présenté les militants de gauche et antiracistes soutenant BDS comme étant de mèche avec les néonazis, il a mis les Gilets jaunes et les nationalistes blancs d'extrême droite dans le même sac. La plupart des médias français ont recyclé cette calomnie avec joie.

L'industrie de la calomnie et de la diffamation ne veut pas une protection contre l'antisémitisme, elle veut un retour à une culture politique dans laquelle son pouvoir restait sans rival et n'était jamais soumis à l'examen.

Pour le lobby israélien, cela signifie la renaissance d'un climat politique qui existait avant le discrédit du processus d'Oslo, lorsque les critiques d'Israël étaient publiquement rejetées et les Palestiniens traités principalement comme des terroristes.

Pour les centristes, cela nécessite l'enracinement d'une politique managériale et néolibérale dans laquelle les grandes entreprises et industries et la finance ont toute liberté pour dicter leurs politiques économiques et sociales, et où leurs échecs sont compensés sans aucune question par le public par le biais de programmes d'austérité.

Il s'agit d'un pacte impossible et dans lequel les Juifs sont utilisés pour huiler les roues des politiques défaillantes, impuissantes et de plus en plus autoritaires du centre.

Venezuela : Les masques sont tombés.

- Le Venezuela démasque le sénateur étasunien Marco Rubio suite au sabotage électrique (Prensa Latina) - legrandsoir.info 10.03

Extrait.

Caracas, 8 mars (Prensa Latina) Le gouvernement du Venezuela a aujourd´hui démasqué le sénateur étasunien Marco Rubio, étant démontrée, par un message publié sur le réseau social Twitter, sa complicité concernant le sabotage effectué contre le système électrique national du pays.

Jorge Rodriguez, vice-président des secteurs de la Communication, la Culture et du Tourisme du Venezuela, a manifesté en conférence de presse que Rubio devait rendre des comptes devant le monde pour expliquer comment il a eu connaissance du fait que le système de contrôle automatisé d´urgence de la centrale hydro-électrique de Guri avait été endommagé.

« Cet homme a des dons de devin, moins de trois minutes après le sabotage technique et criminel, Rubio apparait en annonçant l´action », a ironiquement estimé Rodriguez en référence au Twitt de Marco Rubio commentant la coupure quasi-totale d´électricité dans le pays sud-américain moins de trois minutes après les faits.

« Nous savons déjà d´où a été perpétré l´attentat criminel, et le Twitt de Marco Rubio est en ce sens très révélateur, puisqu´ils ont attaqué de manière cybernétique le système de contrôle automatisé de la centrale hydro-électrique de Guri. En attaquant ce système, les machines de Guri se sont arrêtées pour s´auto-protéger, et ne pouvaient plus générer d´électricité. Comment Marco Rubio savaient cela en moins de trois minutes ? Car il savait ce qui allait se passer ! », a expliqué Rodriguez.

« Ceux qui sont derrière ce sabotage n´ont aucune considération envers les 30 millions de vénézuéliens ; peu leur importent les patients dans les hôpitaux, les enfants ou autres personnes », a déploré Rodriguez.

« Ce sabotage démontre qu´il ne s´agit pas d´une agression uniquement à l´encontre des chavistes (personnes soutenant le gouvernement actuel, du nom de l´ancien président Hugo Chavez), mais à l´encontre de toutes les personnes vivant au Venezuela. Et qui met en lumière ces faits et y fait face ? Une fois de plus le président du Venezuela, Nicolas Maduro », a manifesté le vice-ministre. legrandsoir.info 10.03

LVOG - Cet épisode a permis de montrer au monde entier que l'immense majorité du peuple vénézuélien soutenait Maduro et rejetait la tentative de coup d'Etat des Etats-Unis.

DEUXIEME PARTIE

Parole d'internaute.

1- Cette nuit trois des plus beaux fleurons du pays viennent d'être privatisés : la française des jeux, ADP et Engie. Une illustration supplémentaire de ce qui nous attend si nous tardons trop : le pays est en train d'être vendu à la découpe. Macron fait le job en toute urgence.

Également une preuve que ce qu'avance Juan Branco, tout au long de l'entretien, est fondé…

Car oui, cet entretien m'a juste fait froid dans le dos : la situation est bien, bien plus grave que je ne le pensais.

Juan branco démontre, preuves à l'appui, que la caste qui dirige notre pays est inféodée à une "méta caste" (les 0,1%),et qu'ils n'ont absolument aucune empathie pour les souffrances du peuple. Au contraire, le mépris est la règle, la corruption est quasi généralisée. Leur seul but est leur carrière, et leur seule volonté est de s'enrichir de plus en plus à nos dépens. J'ai fini d'écouter cet entretien en étant extrêmement mal à l'aise : comment en effet, dans notre pays qui se dit démocratique, un homme aussi talentueux que lui est aujourd'hui au RSA, ostracisé, et dans l'impossibilité d'éditer son livre en France ? C'est une preuve de plus de ce qu'il avance tout au long de l'entretien : l'état est totalement corrompu, et ceux qui résistent à cela sont écartés. Il est vraiment urgent de ne faire aucun compromis avec ce pouvoir, et de reconquérir notre souveraineté pleine et entière. Cela passe forcément par un mouvement révolutionnaire.

Macron doit partir, l'assemblée nationale doit être dissoute, et une nouvelle Constituante élaborée, ou alors nous sommes perdus.

LVOG - Depuis le 17 novembre 2017, cela fait 4 mois que les 25 à 30 millions de travailleurs et retraités ont eu l'occasion de descendre dans la rue contre Macron et sa politique, et malgré tout ils s'en sont abstenus. Et demain quand ce sera au tour du régime de retraite d'être liquidé, croyez-vous qu'ils réagiront différemment ?

Ne serait-ce pas là la question politique prioritaire que tous évitent de poser ? Pourquoi ? Que craignent-ils ?

Ce constat ou les faits confirment mon analyse que personne ne partage. Il en serait autrement que cela ne changerait rien à la situation dans l'immédiat ou même avant un certain temps, mais au moins cela permettrait de disposer d'une base saine de discussion et pour se regrouper, ce qui est impensable sur des positions identitaires ou quand on cautionne la propagande de l'oligarchie ou encore, quand on fait miroiter aux militants des objectifs irréalisables ou bien, quand on leur sert des analyses que les faits démentent presque immédiatement ou qui ont déjà été invalidés, personne ne peut prendre au sérieux ces formations politiques...

2- Les 0,1% dirigent le monde et bien entendu, la France; l'objectif ? pouvoir ? argent ? destruction ? à nous de reprendre le pouvoir !

LVOG - Que nous n'avons jamais détenu, à moins de s'identifier à des partis aujourd'hui totalement discrédités et de leur attribuer des vertus passées qu'ils n'ont jamais eu en réalité... C'est à croire que les expériences passées n'ont servi à rien.

3- Un bémol cependant sur son analyse de la situation : il dit que la caste au pouvoir n'a pas d'idéologie, que la seule chose qui la motive c'est la défense de ses intérêts : mais ça justement c'est leur idéologie – ils mettent en application l'idéologie néolibérale.

Intéressant serait de comprendre comment et à partir de quand les élites française se sont converties à cette idéologie (c'est peut-être beaucoup plus ancien que ce que l'on pense car quand écoute les analyses de Lacroix-Riz sur l'entre-deux-guerres, on se dit qu'il y a comme qui dirait des échos…)

LVOG - Il n'y a pas eu à proprement parler de conversion idéologique des "élites française", mais un tournant idéologique correspondant à un tournant économique à l'échelle mondiale... Une vieille illusion qui a la peau dure...

4- Le néolibéralisme n'a pas de règle autre que favoriser la rente du capital sans règle sinon de celle plus fort ou des compromis du moment – absence de règle donc. Ce n'est donc pas une idéologie au sens système réglant les rapports sociaux, ceux-ci sont absents. C'est donc un champ de forces sans lois (sinon ad hoc, ce qui revient à pas de lois) qui mène à tout et n'importe quoi, guerres, dictatures, dévastations de la planète, crises graves à répétition, instabilité systémique…

LVOG - Vous vous méprenez, c'est le capitalisme en général qui "n'a pas de règle autre que favoriser la rente du capital sans règle sinon de celle plus fort ou des compromis du moment". C'est marrant à quel point s'est difficile d'admettre que le capitalisme n'a jamais eu aucune vertu progressiste ou sociale, autres que celles correspondant à ses besoins ou sous la contrainte de la lutte de classe des exploités. C'est à cela qu'on reconnaît tous ceux qui ne sont pas encore prêts de rompre avec le capitalisme...

Glucksmann ou la Prostitution publique.

Les Crises. fr - Fin 2006, il avait rejoint le parti politique Alternative Libérale, hyper libéral donc, mais surtout, il avait annoncé qu'il en serait candidat pour les législatives 2007 !

Finalement, il n'a pas été candidat in extremis – étant allé avec son père promouvoir Nicolas Sarkozy.

Je rappelle enfin, par honnêteté et pour vous tenir au courant, que nous avons porté plainte contre Raphaël Glucksmann pour diffamation. Comme il a reconnu être l'auteur des propos incriminé, il a été mis en examen automatiquement, ce qui ne préjuge en rien de sa culpabilité.

- Un autre Macron est possible par Pierre Rimbert - Le Monde diplomatique - décembre 2018

Il a 39 ans, des diplômes clinquants, un regard habité et des envies de changement. Entouré de jeunes chefs d'entreprise et de « porteurs de causes » issus de la « société civile », il lance un « mouvement politique » destiné à « sauver les démocraties libérales » menacées par l'« insurrection populiste ». Parce que c'est notre projet, exhorte-t-il, « à nous, désormais, de marcher ».

Après la formation de M. Emmanuel Macron, voici Place publique, fondée en novembre par l'essayiste Raphaël Glucksmann. L'un domine le centre droit ; l'autre investit le centre gauche, où la désintégration du Parti socialiste laisse un vide et des classes moyennes cultivées désemparées. D'où va-t-on désormais proclamer que rien ne va plus et qu'il faut tout changer — sauf l'essentiel : les structures économiques et sociales ? Avec Les Enfants du vide(Allary Éditions), livre-manifeste publié

cet automne, Glucksmann a d'un coup comblé la béance. De L'Obs à L'Humanité en passant par Mediapart, on s'arrache l'homme providentiel. Il est chez lui sur France Inter, louangé permanent au Monde, en « une » de Libération, en couverture de Politis. Des personnalités socialistes, écologistes ou communistes projettent sur son visage souriant leurs aspirations ravalées. Glucksmann a compris que son public cible n'aimait rien tant que battre sa coulpe, triturer sa mauvaise conscience, ruminer ses échecs et y remédier au moyen de recettes toujours identiques, mais ripolinées aux couleurs du jour — le vert, en l'occurrence. Cela tombe bien : Raphaël, qui s'est souvent trompé, met en scène confessions et conversion. À L'Obs(4 octobre 2018), il confie : « Je dois réapprendre à m'oublier. »Ambitieux programme.

Lui qui fut tour à tour admirateur de M. Nicolas Sarkozy en 2008, animateur de la revue néoconservatrice Le Meilleur des mondes,conseiller du président géorgien néolibéral et atlantiste Mikheïl Saakachvili, lui qui admettait volontiers : « Ça ne m'a jamais fait vibrer de manifester pour les retraites » (M Le magazine du Monde,22 mars 2014) et se déclarait au printemps 2017 « fier » de l'élection de M. Macron, revendique à présent Occupy Wall Street et dit « nous » quand il parle de la gauche. « On a zappé complètement la question sociale », admet-il. « Mon logiciel de pensée a contribué à former l'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui » (Mediapart, 14 novembre 2018). La mise à jour dudit « logiciel » copie-colle les constats effectués depuis des lustres par ceux que combattait hier Raphaël : « On voit les entreprises multinationales refuser les lois des nations et chercher à leur imposer les leurs. On voit les banques sauvées par l'argent public maquiller leurs comptes et cacher leurs fonds dans des paradis fiscaux. » À tout cela s'ajoute la menace d'un anéantissement de la planète par le réchauffement climatique.

Alors, que faire ? Contre « les anciennes idéologies, les vieux partis, les antiques structures », contre les inégalités et le gaz carbonique, Glucksmann propose plus de participation citoyenne, plus d'écologie, plus d'Europe. « Nous assumons l'horizon d'une République européenne », écrit-il. Des « porteurs de causes » aussi frétillants que MM. Valéry Giscard d'Estaing, François Bayrou, Daniel Cohn-Bendit et Bernard-Henri Lévy ânonnent les éléments de ce credo depuis bientôt quatre décennies. Les papys du vide ont trouvé leur héritier. Le Monde diplomatique - décembre 2018

Commentaire d'un internaute

- Il faut à tous prix sauver le parti socialiste, vous savez ce parti qui parle à gauche dans l'opposition et à droite (voir à l'extrême droite…Valls…) au gouvernement. Mais là on a passé le mur du con…les recruteurs de la CIA et du CAC 40 semblent en manque de cheptel….et de mémoire….Parce que celui-là …Il va être très difficile de nous le vendre.

En famille. L'EuroMaïdan néozani a son candidat.

Européennes: le PS désigne Raphaël Glucksmann comme tête de liste - AFP 17 mars 2019

Le Parti socialiste a désigné samedi l'essayiste Raphaël Glucksmann comme tête de liste pour les Européennes, faisant pour la première fois de son histoire le choix critiqué de s'effacer derrière un candidat de la société civile pour ce scrutin.AFP 17 mars 2019

Européennes : Glucksmann candidat pour prendre la tête d'une liste d'union de la gauche - Lexpress.fr 15.03

LVOG - En réalité cette "*union de la gauche*" se résume à Glucksmann et une partie du PS, tous les autres partis de la pseudo-gauche ont refusé de la rejoindre.

Glucksmann - "Je ne rejoins pas le Parti socialiste, j'appelle toutes les forces qui défendent les mêmes principes à se rassembler et à s'unir" (Qui se ressemblent s'assemblent. - LVOG)

LVOG- Et les langues se délient : Opération sauvetage improbable du PS englouti.

- Voilà donc le pari de la direction socialiste: assumer de ne pas être actuellement une force de premier plan pour reconquérir peu à peu la confiance des électeurs. Le tout étant de ne pas se faire absorber par celui derrière qui l'on se range; surtout si cette personne est -pour citer un Hollandais- "un bobo parisien que personne ne connaît hors de la capitale".

Rémi Lefebvre (PS) ne croit pas une seconde à un scénario semblable au parti communiste qui a accepté de s'effacer derrière Jean-Luc Mélenchon lors de la présidentielle de 2012, plantant le dernier clou sur son cercueil : "Raphaël Glucksmann n'a pas la même ambition que Jean-Luc Mélenchon". huffingtonpost.fr 16.03

LVOG - Le scénario du face à face fictif RN - LREM ne va pas durer indéfiniment, LR et le PS étant hors jeu, il va bien falloir qu'ils trouvent ou fabriquent un autre partenaire à LREM...

Thomas Porcher quitte Place publique après l'union avec le PS pour les européennes - Le HuffPost 17 mars 2019

Censée être celle du rassemblement, la candidature de l'essayiste Raphaël Glucksmann aux élections européennes divise autant au Parti socialiste, pourtant officiellement rangé derrière lui, que dans son propre mouvement, Place publique.

L'un des principaux cofondateurs de ce parti, l'économiste Thomas Porcher, annonce son départ ce 17 mars dans une interview au Journal du dimanche, expliquant refuser de "servir de caution de gauche au PS".

"Aujourd'hui, on se retrouve cornérisé avec le PS, quelques petites chapelles, comme l'Union des démocrates et des écologistes [UDE], et un mouvement de centre droit, Cap21, qui a fait campagne pour Emmanuel Macron!", regrette-t-il. "Je n'ai pas envie de servir de caution de gauche au PS, ni que Place publique soit le nouvel emballage d'un produit périmé", ajoute-t-il.

- Pour les européennes 2019, le PS a le choix entre s'effacer ou disparaître - Le HuffPost 16 mars 2019

C'est selon Olivier Faure la meilleure option pour réaliser un bon score le 26 mai. Alors qu'une liste PS est créditée de 5 à 6% dans les sondages, le risque de faire moins que 5% et donc de n'avoir aucun élu est dans toutes les têtes. "Je pense qu'avec cette solution, on peut viser les 10%", lance, très optimiste, le député sortant Eric Andrieu, favorable à cette union. Le HuffPost 16 mars 2019

- Européennes: Glucksmann, une candidature de rassemblement... qui divise au PS - AFP 16 mars 2019

- PS: Le Foll quitte le Bureau national, en désaccord avec le soutien à la candidature Glucksmann - AFP 16 mars 2019

"Les écologistes restent écologistes, Benoît Hamon reste Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon reste Jean-Luc Mélenchon et nous, les socialistes, nous devrions nous effacer derrière Raphaël Glucksmann sans débat interne, sans aucune base idéologique et politique, sans ligne stratégique?", développe Stéphane Le Foll. "Olivier Faure a fait ce qu?il voulait faire, seul, de son côté et il devra l?assumer. Nous sommes loin, en tout cas, de cette renaissance du PS vendue aux socialistes lors du congrès".

Quant à Place publique, "ce mouvement inconnu de tous n'a ni ligne, ni portée, ni consistance!", juge l'ancien ministre de l'Agriculture. Place publique est le parti fondé par M. Glucksmann en novembre, autour des thématiques écologique, démocratique, sociale et européenne.

Le doute travaille cependant d'autres courants du PS. Réunie vendredi soir, la gauche du PS a décidé de "soutenir la démarche de rassemblement avec Raphaël Glucksmann" mais sous conditions, a indiqué Laurent Baumel à l'AFP.

Les médias en choeur, ne tarissent pas d'éloges pour, je cite Le Parisien : "***le philosophe, chouchouté par les médias***".

Jovial, séducteur, malin, un peu moralisateur, convaincant… nouveau, surtout !

Voilà Glucksmann, apôtre d'une démarche généreuse, renvoyé aux vieilles habitudes de la politique. Maintenant, il va lui falloir parler boutique avec ses partenaires en priant que les autres, jusque-là têtus, se rallient miraculeusement à son panache. Ce matin, sur France Inter, son ton avait déjà changé, sans élan, presque langue de bois…. désespérément familier. Le Parisien 15 mars 2019

Acte XVIII

LVOG - En désespoir de cause ils ont ressorti les black blocs du placard.

Au total, 32.300 personnes se sont mobilisées dans toute la France selon l'Intérieur, mais 230.766 selon le décompte des gilets jaunes posté sur Facebook. L e syndicat France Police-Policiers en colère parle, pour sa part, de 290.000 manifestants à travers toute la France à 19h30. Dans la soirée, le bilan des interpellations est monté à 237 personnes dont 144 se trouvaient en garde à vue à 21 heures.

Au soir de ce 18e samedi consécutif de manifestation, on peut légitimement se demander s'il ne s'agissait pas du dernier, comme Éric Drouet l'avait annoncé le concernant dans la semaine. Il était au demeurant impossible d'entendre la moindre revendication politique -si ce n'est le mot d'ordre "révolution"- dans les quelques cortèges non déclarés.

Ceux que l'on a vu et entendu, ce sont surtout les centaines de casseurs. Ils étaient même environ 1500 selon la préfecture de police. huffingtonpost.fr 17.03

À Bordeaux, la mobilisation des gilets jaunes en baisse et marquée par des heurts - Le HuffPost et sputniknews.com 17 mars 2019

En famille RN-LREM-LR-PS appellent à la vengeance.

- Gilets jaunes : «La France n'en peut plus !», estime Benjamin Griveaux - Le Parisien 17 mars 2019

Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" : "Tous ceux qui étaient là se sont rendus complices " déclare Emmanuel Macron

Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" à Paris : "Ça ne peut plus durer !", s'exclame Anne Hidalgo

- Emmanuel Macron veut "des décisions fortes" après les violences de l'acte 18 - Le HuffPost 17 mars 2019

"Il est inacceptable de voir que le gouvernement n'arrive pas à maintenir l'ordre dans notre pays", pour François-Xavier Bellamy, tête de liste LR pour les élections européennes, qui a appelé à "mettre fin à l'impuissance de l'État".

"Personne ne peut croire que les moyens nécessaires à la sécurité ont été mis. Si la loi anticasseurs, votée au Parlement, n''était pas bloquée par Emmanuel Macron on serait plus efficace!", a fait valoir le centriste (UDI) Christophe Lagarde.

- Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" : "La loi anti-casseurs ne sert à rien, il faut des moyens" affirme Sébastien Chenu (RN) - Franceinfo 17 mars 2019 LVOG - Les balles réelles !

- Gilets jaunes: Marine le Pen dénonce les "cagoules noires"... avec une photo vieille de 10 mois - Le HuffPost 17 mars 2019

Le "grand débat" : La mystification permanente en guise de gouvernance.

- La synthèse du grand débat sera biaisée, mais il y en aura des dizaines d'autres - Le HuffPost 16 mars 2019

Après le grand débat, des Français sont tirés au sort pour les "conférences citoyennes régionales" - Franceinfo 15 mars 2019

Dans le cadre de la grande consultation nationale, initiée après le début du mouvement des "gilets jaunes", les "conférences citoyennes régionales" commencent vendredi 15 mars. Des Français tirés au sort et représentatifs de la diversité sociologique du pays vont y participer. L'objectif est de formuler des propositions par rapport aux quatre grandes questions posées par le gouvernement : transition écologique, fiscalité et dépenses publiques, organisation de l'État et des services publics, démocratie et citoyenneté. À Paris, la conférence se tient à partir de vendredi, à 16 heures au Grand Palais.

...l'institut Harris Interactive a été chargé de trouver les Français prêts à débattre. L'institut avait pour mission de constituer un panel représentatif sur un certain nombre de critères comme l'âge, le genre, la catégorie socioprofessionnelle, explique Gaëtane Ricard-Nihoul, responsable du pôle "conférence citoyenne" de la mission "grand débat". "Du point de vue logistique, c'est un vrai défi, poursuit-elle. On leur propose de prendre leur billet de train, un hôtel s'ils en ont besoin et lorsqu'ils souhaitent prendre leur véhicule, on leur propose de rembourser a posteriori les frais."

"On s'attendait à un taux de réponse autour de 10% et il était un petit peu en dessous. Ce n'est extrêmement surprenant." Gaëtane Ricard-Nihoul à franceinfo. Harris Interactive a sollicité plus de 75 000 Français pour être sûr que les conférences citoyennes se tiennent avec un nombre suffisant de participants. Franceinfo 15 mars 2019

LVOG – « *L'institut Harris Interactive a été chargé de trouver les Français prêts à débattre* », ah ben voilà qu'ils recourent au RIC !

Macron le bouffon ridiculisé. Non merci monseigneur!

- L'Élysée a invité le philosophe anti-Macron Frédéric Lordon pour le grand débat - Le HuffPost 15 mars 2019

L'Élysée pouvait difficilement inviter plus farouche opposant aux idées d'Emmanuel Macron... Jeudi 14 mars, environ 500 personnes se sont réunies à la Bourse du Travail à Paris, autour de figures des gilets jaunes, militants des quartiers populaires, étudiants en lutte pour le climat et personnalités de gauche. Une occasion de fédérer différentes sphères militantes et d'appeler à un regain de mobilisation pour l'acte XVIII des gilets jaunes, samedi 16 mars, et alors que le Grand débat national tire à sa fin.

"Tout le monde est bienvenu dans ce mouvement s'il se sent concerné par les revendications et idées émises", a soutenu le gilet jaune Jérôme Rodrigues, rappelant l'inaltérable volonté de "convergence des luttes". À ses cotés, la gilet jaune Priscillia Ludosky, le journaliste Hervé Kempf ou encore l'avocat Juan Branco avaient fait le déplacement pour cette soirée proclamée "Début du

grand débarras".

Mais comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, l'un des intervenants de la soirée a aussi fait une surprenante révélation. Frédéric Lordon, économiste et philosophe de la gauche radicale, a annoncé, lettre en main, avoir été invité par l'Élysée pour participer à un "débat prospectif" avec d'autres intellectuels le 18 mars prochain.

"Ces mecs nagent en pleine béatitude ou alors ils sont au comble du désarroi", s'est d'abord moqué l'intellectuel, devant une salle hilare, avant de lire sa réponse, sans surprise négative, à l'invitation du président.

"Savez-vous qu'à part des éditorialistes qui vous servent de laquais et répètent en boucle que la démocratie c'est le débat, votre grand débat, personne n'y croit", a raillé ce membre des Économistes atterrés, collectif d'universitaires et de chercheurs qui fustige "l'orthodoxie néo-libérale" et promeut une analyse économique aux antipodes de celle d'Emmanuel Macron.

"Vous détruisez le travail, vous détruisez les territoires, vous détruisez les vies, vous détruisez la planète." Frédéric Lordon à Emmanuel Macron.

Depuis le mouvement Nuit Debout, dont il fut l'une des têtes pensantes, Frédéric Lordon est devenue l'une des figures intellectuelles incontournables de la gauche radicale, jamais bien loin pour appeler au soulèvement contre le pouvoir en pleine mobilisation sociale. Le HuffPost 15 mars 2019

TROISIEME PARTIE

Confirmation.

- Algérie : vers un changement de clan, pas de système - L'Express.fr 16.03

Leurs institutions internationales aussi en crise.

- Les Philippines quittent la CPI, qui enquête sur leur président - AFP 17 mars 2019

Les Philippines doivent se retirer officiellement dimanche de la Cour pénale internationale (CPI), qui enquête sur les violences commises dans le cadre de la répression féroce du trafic de drogue lancée par leur président, Rodrigo Duterte. AFP 17 mars 2019

- La CPI s'apprête à violer la décision du Conseil de sécurité et à inculper Bachar el-Assad par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 12 mars 2019

On croyait impossible que la Cour pénale internationale (CPI) juge des Syriens depuis que la Chine et la Russie ont opposé leur veto à une proposition de résolution occidentale en ce sens. Mais non : une astuce juridique devrait permettre de contourner la décision du Conseil de sécurité. La Cour espère condamner le président Bachar el-Assad, non pas pour l'assassinat de Rafic Hariri (cette imposture a fait long feu), mais pour « crime contre l'humanité ».

Les Nations Unies convoquèrent, en 1998, la Conférence de Rome qui créa la Cour pénale internationale (CPI). Bien sûr, il ne s'agissait pas de créer un supra-Tribunal qui juge à la place des États-membres, au nom de l'humanité, mais de disposer d'un outil capable de juger des criminels à la fin d'une guerre, lorsque les institutions de son pays sont diminuées, voire détruites.

Ainsi, les statuts de la Cour soulignent qu'elle ne peut se saisir d'un cas qu'avec l'assentiment de la Justice locale. Or, ces mêmes statuts prévoient aussi

- qu'elle puisse se saisir d'un crime commis par un ressortissant d'un pays non-adhérent à la Cour, dans un pays adhérent, à la place de ce pays ;

- ainsi que d'un crime commis par n'importe qui, n'importe où, lorsqu'elle est saisie par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Dans ces deux cas, le Statut de Rome, élaboré au sein de l'Onu et signé par quelques États, peut s'appliquer à tous les États, même aux non-adhérents.

C'est la raison pour laquelle, les trois premières puissances mondiales —la Chine, les États-Unis et la Russie— ont refusé de

le ratifier. Elles y voient, à juste titre, une violation du principe de souveraineté, formulé au XVIIIé siècle par le juriste Emer de Vattel et consacré par la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 [1].

En septembre dernier, la CPI a déclaré recevable une plainte contre les autorités du Myanmar, qui n'est pourtant pas adhérent, parce qu'ils auraient commis des atrocités qui ont provoqué l'exode des Rohingyas. Elle estime être compétente car les victimes ont fui au Bangladesh, qui est signataire du Statut de Rome [2].

Sur ce modèle, une famille de Frères musulmans vient de porter plainte contre le président Bachar el-Assad et des responsables syriens, alors que la République arabe syrienne n'est pas adhérente. Elle argue avoir assisté à diverses atrocités et avoir été contrainte de fuir en Jordanie. La Cour devrait ignorer que les Frères musulmans sont la matrice du terrorisme islamique et que la Confrérie est classée organisation terroriste dans de nombreux pays. Logiquement, elle devrait se déclarer compétente, car la Jordanie est signataire du Statut de Rome.

Pourtant, le 22 mai 2014, lorsque les Occidentaux et leurs alliés du Golfe voulurent faire saisir la CPI par le Conseil de sécurité à propos des événements syriens, la Chine et la Russie y opposèrent leur veto [3].

Peu importe, la Cour acquiert une autonomie. Elle ne prétends plus aider les États à rendre la Justice, mais s'autoproclame défenderesse de l'humanité contre les États.

Il faut bien comprendre ce qui est en train de se passer : au cours des dernières années, la CPI a principalement été financée par l'Union européenne et a rédigé elle-même son propre Code. Jusqu'en 2016, elle n'a jugé que des prévenus africains, en fonction de ses propres lois, et les a tous condamnés [4]. Le Burundi, après un vote de son Parlement, a alors décidé de se retirer du Statut de Rome, au motif que la CPI était devenue « un instrument de pression sur les gouvernements des pays pauvres ou un moyen de les déstabiliser sous l'impulsion des grandes puissances ». Trois autres États l'ont suivi : la Gambie, les Philippines et l'Afrique du Sud. Cependant, l'Afrique du Sud et la Gambie se ravisèrent après qu'eut été nommée comme nouvelle procureure générale de la Cour, la Gambienne Fatou Bensouda.

Il n'en reste pas moins que, jusqu'à la nomination de Madame Bensouda, la CPI n'offrait aucune des garanties attendues d'une juridiction impartiale. Ainsi, lors de l'attaque de la Libye par l'Otan, en violation du mandat du Conseil de sécurité, les « preuves » réunies par le procureur général —l'Argentin Luis Moreno Ocampo— contre Mouamar Kadhafi, son fils Saïf el Islam et son beau-frère Abdallah Al-Senoussi, se limitaient en tout et pour tout à des coupures de presse des États agresseurs. Pire : lorsque l'Otan bombarda Tripoli, le procureur déclara que Saïf el-Islam Kadhafi avait été arrêté par les Occidentaux et que son bureau organisait son défèrement à La Haye. Ce faisant, il mentait effrontément et démoralisait les Libyens pour qu'ils ne résistent pas à l'agression de l'Otan. En réalité, Saïf el-Islam était sain et sauf, dans les sous-sols de l'hôtel Rixos où je me trouvais.

Le même Luis Moreno Ocampo, dans son bureau à la Cour, viola une journaliste. Il n'échappa à la Justice qu'en raison de son immunité de procureur international [5]. Corrompu, il se fit secrètement payer pour mettre en cause des individus à éliminer [6]. Les comptes bancaires secrets du procureur furent ultérieurement révélés par des enquêtes journalistiques au Panama et aux îles Vierges [7]. Luis Moreno Ocampo n'a jamais été inquiété.

Certes, son successeur, Fatou Bensouda, est plus présentable. Mais la structure n'a pas changé. Les magistrats du siège en sont si conscients que, le 15 janvier 2019, ils se sont révoltés et ont acquitté Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé ; deux accusés dont les supposés « crimes contre l'humanité » avaient servi à justifier le « changement de régime » imposé par la France en Côte d'Ivoire. C'était la première fois que la CPI s'écartait du rôle politique que les Européens lui ont assigné.

Le 29 juillet 2015, les Occidentaux tentèrent de faire passer une résolution au Conseil de sécurité dessaisissant la Justice ukrainienne de la destruction du vol MH17 et transférant l'affaire à la CPI. Il s'agissait en fait de préparer l'inculpation du président Vladimir Poutine, alors que la Russie n'est pas signataire du Statut de Rome. La question n'est pas ici de savoir qui a détruit cet avion, mais d'observer la manipulation politique de la Justice pénale internationale. La Russie opposa son veto au projet de résolution occidentale.

Le président syrien, Bachar el-Assad, devrait donc être jugé par contumace par la CPI. Il comparaîtra in abstensia avec d'autres responsables syriens dont les noms ne sont pas encore connus. Il en a l'habitude. En 2005, il avait été accusé d'avoir commandité l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri, cette fois avec la complicité du président libanais Émile Lahoud. Une enquête internationale avait été conduite par une équipe germano-israélienne [8]. Puis un pseudo-tribunal avait été créé à l'initiative de l'ambassadeur US à Beyrouth, Jeffrey Feltman. Un traité avait alors été signé par le secrétaire général de l'Onu —avec l'approbation du Conseil de sécurité— et par le nouveau Premier ministre libanais —sans autorisation ni du gouvernement, ni du Parlement—. À l'époque, l'Occident s'était persuadé de la culpabilité du prévenu. Las ! après un an d'accusations fracassantes, le procureur Detlev Mehlis démissionnait dans un ahurissant scandale : les témoins sur lesquels il s'appuyait étaient des imposteurs payés par ses amis. Le Tribunal spécial pour le Liban poursuit son œuvre malfaisante en accusant cette fois le Hezbollah, alors que celui-ci a publié des enregistrements d'un drone israélien sur les lieux de l'assassinat. Le Tribunal persiste à prétendre que Rafic Hariri a été tué par l'explosion d'une camionnette alors que les relevés médico-légaux sont formels : c'est impossible [9]. Il a dépensé des millions de dollars pour reconstituer la scène et valider

sa théorie, en vain. Il travaille donc sur une thèse que tout le monde sait fausse.

La République arabe syrienne a combattu durant 8 ans pour préserver sa souveraineté. Elle ne devrait donc pas autoriser ses dirigeants à se rendre à La Haye. Mais elle peut toujours contester la validité de la procédure.

Celle-ci a été initiée par l'avocat britannique des plaignants, Rodney Dixon, connu pour être aussi celui du Qatar contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Il a une longue expérience de la « Justice internationale » puisqu'il fut un des conseillers de la Canadienne Louise Arbour, la procureure générale du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et de celui pour le Rwanda ; deux institutions qui ont échoué à faire la lumière sur les crimes qui leur étaient soumis.

Me Dixon a déjà fait savoir qu'il comptait poursuivre les dirigeants syriens pour des « crimes contre l'humanité ». Il s'appuiera sur le Rapport César [10] ; un document rendu public par le Qatar, via le cabinet londonien Carter-Ruck, le 20 janvier 2014, deux jours avant les négociations de paix de Genève 2. Il s'agit de 55 000 photographies de suppliciés prises par un photographe de l'Armée arabe syrienne. Selon, l'accusation, elles représentent les victimes du « régime », selon le gouvernement syrien, ce sont au contraire des clichés des victimes des jihadistes. Ce rapport a été authentifié contre la Syrie par trois procureurs internationaux au passé honteux, ayant travaillé à la Cour spéciale pour le Sierra Leone ou au Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie.

- Sir Desmond Lorenz de Silva est l'auteur d'un rapport commandité, par le Premier ministre britannique sur la mort d'un avocat irlandais, qualifié de « honte » par la famille de la victime. Il y reconnaissait la responsabilité des autorités, que l'on ne pouvait plus cacher, mais escamotait les preuves contre la Couronne.

- Sir Geoffrey Nice s'est illustré en poursuivant durant deux ans Slobodan Miloševic sans jamais parvenir à apporter la moindre preuve de crimes contre l'humanité. Le procès a pris fin avec la mort du détenu, assassiné dans sa prison selon la Russie.

- David M. Crane est un ancien responsable de la CIA et de la DIA qui dirige depuis le début de la guerre contre la Syrie un programme en vue de traduire Bachar el-Assad devant n'importe quelle cour spéciale internationale et sous n'importe quelle accusation.

En septembre 2012, le département d'État US, sur une idée de l'ambassadeur Jeffrey Feltman devenu assistant de la secrétaire d'État, avait créé une association, le Syria Justice and Accountability Centre (SJAC), chargée de collecter des preuves des crimes du gouvernement syrien. Il la finançait à hauteur de 5 millions de dollars annuels, le reste étant à la charge des « Amis de la Syrie », notamment du Maroc. Deux ans plus tard, Washington renonçait à cet outil. Pourtant, l'ambassadeur Jeffrey Feltman, devenu directeur des affaires politiques de l'Onu, relançait le SJAC, cette fois avec des fonds européens.

Il n'existe aucun contrôle de la CPI, même lorsque son procureur général est un criminel corrompu. La Cour est exclusivement au service de ceux qui la payent : l'Union européenne.

Par le passé, on considérait la guerre comme un moyen de conquérir ou de se défendre. Aujourd'hui, au contraire, on feint de penser que c'est une action illégale en soi, même en légitime défense. Ainsi, celui qui la décide ne doit pas la déclarer, mais établir la preuve a posteriori qu'en commettant ce crime, il défendait le Bien. Ce que le vainqueur pourra toujours prétendre.

Notes

[1] Defending the Society of States_ Why America Opposes the International Criminal Court and its Vision of World Society, Jason Ralph, Oxford University Press, USA (2007)

[2] « Examen préliminaire : Bangladesh/Myanmar », ICC/CPI.

[3] Bien que non signataires du Statut de Rome, les États-Unis ont co-signé le projet de résolution franco-britannique. « Réunion du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient (vétos) », Réseau Voltaire, 22 mai 2014.

[4] Africa and the International Criminal Court, Gerhard Werle, Lovell Fernandez, Moritz Vormbaum, T.M.C. Asser Press (2014). The International Criminal Court at the Mercy of Powerful States. An Assessment of the Neo-Colonialism Claim Made by African Stakehold, Res Schuerch, T.M.C. Asser Press (2017).

[5] « Luis Moreno-Ocampo, pourfendeur du mal épris de lumière », Angélique Mounier-Kuhn, Le Temps, 29 juin 2011.

[6] « Les Secrets de la Cour : Dossiers manipulés, comptes offshore, conflits d'intérêts... : 40 000 documents confidentiels dévoilent les dessous de la CPI », Fabrice Arfi et Stéphanie Maupas, Médiapart, 29 septembre 2017.

[7] « CPI : Luis Moreno Ocampo, l'accusateur accusé », Damien Glez, Jeune Afrique, 4 octobre 2017.

[8] L'Effroyable imposture 2, Thierry Meyssan, éditions Demi-Lune, 2018.

[9] « Révélations sur l'assassinat de Rafiq Hariri », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 29 novembre 2010.

[10] A Report into the credibility of certain evidence with regard to Torture and Execution of Persons Incarcerated by the current Syrian regime, Carter-Ruck, January 20, 2014

Haut de page

Le 21 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Ce portail est peut-être merdique et son animateur un pauvre type infréquentable, mais au moins ils permettent de vérifier en temps réel en s'appuyant sur les faits le bien-fondé des idées ou théories qu'ils proposent, cela évite d'avaler des conneries ou des couleuvres comme disent certains militants ou encore de se faire manipuler à leur insu, ce dont nous avons tous en horreur, n'est-ce pas ?. Cela nous fait au moins un point commun ! J'en ai trouvé un, vous voyez qu'avec un peu de bonne volonté on arrive à progresser ! Il faut bien se marrer un peu, la situation est si triste ou abominable, cela soulage, non ?

Quant à ceux à qui cela ne suffit, les éternels insatisfaits qui sont habitués à ce qu'on les flatte ou les ménage, ils peuvent attendre longtemps ou aller voir ailleurs ! Ici on affronte la réalité en face, on tranche dans le vif, on ampute, on extrait le mal à la racine : le capitalisme. En face ils sont enragés, alors pourquoi ne le serions-nous pas aussi ? A la réaction sur toute la ligne, une seule réponse possible, vous la connaissez : La révolution !

Vous verrez que c'est aussi un des thèmes de cette causerie, et je vous ferai observer que ce n'est pas moi qui l'aie mis sur le tapis, vous admettrez enfin que je me devais de l'assumer puisque je me situe au côté de notre classe, merci pour votre compréhension. Bonne lecture... et réflexion.

- Au format pdf (26 pages)

PREMIERE PARTIE

Quelques réflexions sur la situation ou l'actualité politique.

1 - Un internaute : Le mouvement La France en Marche (mot d'ordre vichyssois)...

2 - Les Champs-Elysées font quoi, 500, 700 mètres de long, et avec 89.000 forces de police mobilisées ils ne sont pas capables de flanquer une rangée de CRS de chaque côté et de protéger les établissements se situant de part et d'autre, ils nous prennent vraiment pour des demeurés !

Ceci doit expliquer cela et confirme ma version.

- Que s'est-il vraiment passé ce week-end à Paris lors de l'acte XVIII des Gilets jaunes ? Alors que 80 enseignes ont été saccagées sur les Champs-Élysées, certains policiers montent au créneau pour dénoncer un manque d'instruction, d'autorisation pour intervenir face aux casseurs. LePoint.fr 20 mars 2019

3 - On a pris l'habitude de ne pas faire d'amalgame entre les dirigeants et les militants des syndicats. Question : Jusqu'à quel point est-ce justifié ? On est en droit de se poser la question, non ? Non, on ne doit pas se poser ce genre de questions, vous entendez, c'est un ordre !

4 - Pour expliquer où nous en sommes, on a pris l'habitude qu'on nous sorte la fatalité... Vous ne trouvez pas que c'est un peu court comme explication ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas très dialectique !

La gauche ? Celle honnie par les travailleurs ? Et il s'en trouve encore pour s'étonner qu'on en soit arrivé là ! Quel délire !

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) par Daniel Gluckstein le 20 mars 2019

Titre - Division et soumission ne doivent pas l'emporter !

- Bref, à gauche, la division bat son plein.

- Le PS est fier de présenter aux élections européennes une tête de liste qui n'appartient pas à ses rangs...

- Le PCF, lui, dénonce un PS trop pro-européen...

LVOG - blablabla, cause toujours il en restera quelque chose...

Gluckstein - Décidément, avec de tels « adversaires », Macron n'a pas à s'inquiéter…

LVOG - On ne pouvait pas mieux dire et cela s'adresse également à vous !

Ce qui distingue les syndicats des partis dits ouvriers, c'est que dans les syndicats, bien que leurs dirigeants soient des agents du capital, il y a encore des militants qui se battent au côté des travailleurs en étant restés fidèles aux principes et objectifs fondateurs des syndicats, à savoir qu'ils luttent dans la perspective de l'émancipation du salariat, donc du capitalisme. Tout du moins théoriquement, car en réalité la plupart ont été corrompus par l'idéologie du capitalisme, ce qu'on peut vérifier quotidiennement à travers une multitude d'exemples qui le confirment, seuls une minorité (d'une minorité !) parviennent à demeurer indépendant du capitalisme et contournent la politique des dirigeants syndicaux vendus.

Mais ce n'est pas le cas au PCF et encore moins à Générations ou au PS, où contrairement aux syndicats dans aucune instance vous ne trouverez de militants (ou d'élus de ces partis) opposés au capitalisme ou demeurés fidèles au socialisme, ce qui signifie que quoi qu'ils fassent leurs militants seront instrumentalisés et serviront la cause de nos ennemis.

Maintenant compte tenu de leur faiblesse et de la crise qui les ravagent aussi (le pendant de la crise du capitalisme et de ses institutions), parce qu'ils sont en but à des contradictions qu'ils ne peuvent totalement contrôler et assumer, on peut concevoir que certains de leurs militants de base ayant des illusions dans ces partis, si, si, cela existe et c'est inévitable, puissent être disposés à entendre un autre discours, qui, s'ils l'adoptaient constitueraient un facteur destiné à alimenter la crise au sein de ces partis, dont l'unique réponse de leurs dirigeants serait de virer encore plus à droite tout en se dotant à nouveau du masque trompeur qui a servi pendant un siècle à camoufler leur collusion avec le régime capitaliste.

Autrement dit, sans que ces militants n'aient les moyens de réformer ces partis pourris jusqu'à la moelle, ils fourniraient à leurs dirigeants un prétexte pour se livrer à une nouvelle imposture destinée à tromper les naïfs ou les amnésiques et dieu seul sait combien nos rangs en comptent, pour le compte de Macron ou du régime. Et c'est cela le pire, en apparaissant un jour au côté des travailleurs, et le reste du temps au côté de Macron ou des représentants du régime, de telle sorte qu'à la fois des illusions dans ces partis sont réactivées et par leur soumission au régime ils indiquent aux travailleurs qu'il n'existe aucune issue politique, aucune alternative à la politique du gouvernement, ce qui ne peut que produire un effet dévastateur sur leur moral ou les pousser au désarroi, au désespoir, à se détourner de la politique ou pire encore en remettant leur destin entre les mains du premier bonimenteur venu.

Vous me direz que c'est inévitable, certes, en partie, mais personne n'est obligé de participer à cette imposture, non ? Il faut être clair, dans tous les cas de figure quelles que soient les positions adoptées par ces partis, elles servent des intérêts contraires à ceux des travailleurs, soit sur le court terme par pur opportunisme sachant que cela ne leur coûte rien ou ne changera rien, c'est le cas le plus fréquent et le plus néfaste parce qu'ils interviendront uniquement pour pourrir une mobilisation engagée contre le gouvernement ou la conduire dans une impasse, soit sur le long terme où fondamentalement leur supercherie a été démasquée ou l'illusion selon laquelle ils s'opposeraient au capitalisme s'est dissipée depuis longtemps ou ne convainc plus personne de nos jours ; franchement, quel travailleur aurait l'idée de placer son destin dans le PS ou le PCF, il faudrait être fou ou ne pas avoir toute sa tête, aucun à part quelques illuminés, paumés ou farfelus qui ignorent pratiquement tout sur ces partis, et qui un jour ou l'autre en sauront davantage et leur tourneront le dos.

Notre rôle ne consiste pas à manoeuvrer en fonction des prises de positions des appareils de ces partis, pas plus ici qu'ailleurs, il ne consiste pas non plus à flatter les illusions des travailleurs ou des militants, mais à les combattre en partant de leur condition, qui inclut ce qu'ils vivent au quotidien et comment ils le vivent, sans oublier leurs profondes et légitimes aspirations qui n'y figurent pas et qu'on a beaucoup trop tendance à oublier pour cette raison, ce qui constitue une grave lacune politique, puisque ce sont elles qui coïncident avec la société que nous devons concevoir et bâtir ensemble sur les cendres du capitalisme et de la Ve République, de l'UE, etc.

La démocratie : Mort-né. "Il n'est pas certain que les sociétés humaines puissent supporter indéfiniment"...l'existence du capitalisme.

Prenons un exemple très concret, le « Vous n'avez pas le choix » martelé par le dernier clip de campagne de La République en marche, pour les Européennes. Imaginait-on, il y encore vingt ans, qu'un régime démocratique pourrait un jour expliquer à ses citoyens qu'il n'avait « pas le choix » dans son vote ?

Nos sociétés contemporaines sont le lieu d'une cohabitation hautement explosive entre des idéologies foncièrement totalisantes (néo-libéralisme, transhumanisme, islamisme…), d'une part, et des individus foncièrement incapables de penser les dangers de ces idéologies, occupés qu'ils sont à admirer leurs propres particularismes individuels ou communautaires, d'autre part.

Le dilemme se posant à nous, et à nos descendants, est donc le suivant : combien de temps pourrons-nous faire cohabiter le progressisme scientifico-économique, en tant qu'idéologie par essence infinie, avec l'objectif, jusqu'ici prioritaire, d'augmentation du niveau de dignité que nous accordons à l'espèce humaine ? La société dont a accouché le capitalisme mondialisé – il l'est, certes, par essence, nous disait Marx – pourra-t-elle longtemps faire cohabiter l'idéal démocratique de gouvernement par la majorité avec les individus profondément inaptes au compromis qu'elle a largement contribué à générer ?

Tout porte à croire que l'équation est insoluble, en l'état. Un jour se posera certainement la question du choix entre primat démocratique – c'est ce que veut la majorité qui, en tant que tel, est bon et souhaitable – et primat scientifico-économique – c'est ce qui contribue à la fluidification des relations économiques et à l'augmentation de notre contrôle technique sur le monde qui, en tant que tel, est bon et souhaitable. Tocqueville voyait la démocratie comme un mode d'organisation foncièrement égalitariste. Marx voyait dans le capitalisme un phénomène produisant inexorablement des mécanismes de concentration du capital entre des mains de moins en moins nombreuses. Depuis trente ans c'est le primat du fait économique sur le fait démocratique qui est devenu la pierre de touche guidant l'action de la plupart des gouvernements.

Il n'est pas certain que les sociétés humaines puissent supporter indéfiniment une telle dépossession, dès lors que ce choix aura révélé, de crise en crise, ses vices cachés. (Néolibéralisme: la lente mort de la démocratie par Ambroise de Rancourt - Vu du Droit - Mondialisation.ca 17 mars 2019

La guerre psychologique est un des rouages déterminant de la guerre idéologique de nos ennemis.

LVOG - Il arrive même que la guerre psychologique contre les masses se fasse au détriment de la productivité, c'est dire à quel point nos ennemis y accordent une attention privilégiée, que mes détracteurs estiment aux conséquences insignifiantes pour justifier de refuser de combattre le régime sur ce plan.

BFM Business - L'open space pourrait être une gigantesque erreur. Cette affirmation, ce n'est pas celle de Michel qui après avoir entendu 17 fois le récit du dîner de Noël de Florence envisage de monter lui-même des parois de verres pour ne plus l'entendre.

Non, c'est celle d'une étude réalisée par des professeurs d'Harvard, reprise par le site du World economic forum. Ces derniers ont analysé l'évolution des interactions entre les salariés de grandes entreprises américaines en plein passage à l'open space.

Voici leurs méthodes :

Premièrement, ils ont équipés certains salariés de capteurs. C'est tout simplement une sorte de gros boîtier posé sur leur torse qui enregistre notamment le nombre de discussions et leur intensité. Ils ont ensuite mesuré le nombre de messages et d'emails. Tout cela bien sûr avant et après le passage des entreprises à l'open space.

Le résultat est assez surprenant. On remarque une baisse des interactions entre les individus de l'ordre de 70%, alors que ces derniers sont en face à face. Les communications par voies numériques explosent. Les envois de mails augmentent de 56%, le nombre de fois où les individus sont seulement en copie bondit de plus de 40%. Quant à l'utilisation de la messagerie instantanée elle augmente de 40%.

Conclusion des auteurs de l'étude : c'est tout simplement raté. L'open space censé augmenter les interactions humaines et donc la productivité produit en réalité l'effet inverse. Plus les collaborateurs sont physiquement proches, plus ils passent leur temps à s'envoyer des mails. Si on prend on compte le fait que le bruit ambiant fait en plus baisser la productivité, l'échec est cuisant.

Malgré cela, aujourd'hui petits et gros groupes continuent de passer à l'open space comme un rite d'accession à la modernité. Groupama vient par exemple de le faire à la Defense. Plus de 3000 collaborateurs d'un coup qui vont donc, si on en croit l'étude, pouvoir s'envoyer des mails alors qu'ils sont en face.

Conclusion : l'open space est-il l'arnaque du siècle ? (Source : BFM Business 03-01-2019)

Commentaires d'internautes.

1 - "Je suis en open space… Aujourd'hui ça va mieux, les envies de suicides suivent une pente descendante, inversement proportionnelle à celle des envies de meurtre."

2 - "L'open space est un mot novlangue du néolibéralisme qui signifie exactement le contraire. Il signifie surveillance contrainte et pression professionnelle renforcé, bruit , pollution sonore et visuelle et souffrance augmentée.

Le salarié n'as plus droit à aucune intimité.

On lit ses courriers, on le voit, on voit avec qui il parle.

L'open space est une forme d'asservissement supplémentaire.

Il existe depuis les années cinquante dans sa forme bureau mais n'est la continuation que d'une immense ferme usine entrepôt du tertiaire ou l'être humain exploite et asservit l'être humain.plus efficacement."

LVOG - Cela ressemble à un camp de concentration ou un quartier de haute sécurité dans une prison...

3 - "...la téléphonie mobile et l'internet, le fait de les avoir rendu très intrusifs, cela les a rendu mortel pour les relations sociales. Les promesses tant attendu n'ont pas été atteintes, ont voit des gens qui ratent leur vie familiale à cause d'Internet, d'autres qui n'ont que des amis virtuels avec qui ils ne partagent que virtualité, d'autres s'enferment dans une application de smartphone qui les coupe du monde réel, parfois provocant l'accident ou la mort."

Vous allez encore adorer le Brexit... ou John Bolton !

- Bolton brocarde l'échec de la classe politique britannique sur le Brexit - Reuters 20 mars 2019

Le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, a accusé mardi soir la classe politique britannique d'être incapable d'honorer les résultats du référendum de juin 2016 qui a tranché en faveur d'une sortie de l'Union européenne.

"Le peuple britannique a voté en faveur du Brexit mais à quel moment la classe politique du Royaume-Uni va-t-elle mettre en oeuvre ce vote ?", s'est-il interrogé sur l'antenne de Sky News. Reuters 20 mars 2019

Gilets Jaunes : Ils n'en reviennent toujours pas...

- Qui sont les Gilets jaunes ? Portrait-robot de ces Français en colère - Le Parisien 20 mars 2019

L'institut Montaigne, think tank de tendance libérale, et le sondeur Elabe, ont mené une vaste enquête sur les acteurs de cette fronde sociale inédite. Plus de 10 000 Français ont été interrogés, au plus fort de la crise, entre décembre et janvier derniers.

Largement plus que la moyenne de nos concitoyens (à 65 %, contre 48 % chez les Français en général), les contestataires peinent à joindre les deux bouts. Beaucoup sont à découvert dès le 17 du mois… sinon en permanence. Ils traquent les prix les plus bas pour s'acheter de quoi manger, et plus encore pour s'habiller. Sept Gilets jaunes sur dix avouent même avoir différé ou renoncé à des soins médicaux ! Déjà sur la corde raide -bien que les actifs soient majoritaires dans le mouvement et les ouvriers surreprésentés par rapport à la moyenne nationale-, leur situation financière, affirment-ils, s'est en plus dégradée au cours de la dernière année.

Ces Français qui se revendiquent Gilets jaunes ressentent encore plus que les autres le choc des inégalités (à 87 %, contre 80 %… ce qui est déjà colossal). « Pas nécessairement les inégalités de revenus, précise Laurent Bigorgne, patron de l'institut Montaigne. Mais les inégalités de tous les jours, qui font se demander si son enfant est dans la bonne école, si on accède au bon médecin spécialiste à l'hôpital, si on va avoir la bonne formation professionnelle, les bons moyens de transport. Bref, ils se révoltent contre les inégalités d'accès, contre ceux qui ont tout parce qu'ils ont les bons réseaux. »

Au total, le sentiment qui domine est que la promesse d'un service public de qualité pour tous, n'est pas tenue. Pas étonnant, dès lors, qu'un « Gilet jaune sur deux considère que les impôts et les taxes qu'il paye sont inutiles (51 % contre 35 %) », révèle l'étude Elabe-Montaigne.

Reste que si beaucoup vivent dans des communes rurales et dans les villes de moins de 20 000 habitants, où ils ont tenu des ronds-points tout l'hiver se relayant autour des braseros, les gilets sont présents « partout sur le territoire », note Sananès. « Dans les banlieues, les agglomérations, même en Île-de-France, où 17 % des personnes sondées ont porté en étendard la chasuble fluo. » Phénomène très observé, cette solidarité, aussi soudaine et spontanée, qui a surgi autour des ronds-points. Pour 47 % des Gilets jaunes, le seul acteur en qui ils ont confiance, sont « les gens qui vivent autour d'eux ». « Des gens qui sont et qui

parlent comme nous », développe le patron d'Elabe. Côté politique, s'ils ont relativement confiance dans les maires -ainsi que dans les associations- ils rejettent en revanche les responsables nationaux. Laurent Bigorgne se dit frappé par « un phénomène de sécession politique : ils les jugent inefficaces dans tous les domaines, et n'attendent rien d'eux ». Pas plus du grand débat, d'ailleurs. Pour ces abstentionnistes, et pour ceux qui votent, proches des partis extrêmes -surtout le RN de Marine Le Pen-, le rejet de Macron est sans retour. L'Europe n'a pas plus la cote : 61 % d'entre eux jugent que l'UE apporte plus d'inconvénients que d'avantages, alors que ce sentiment est minoritaire dans l'ensemble de la population. Même si cette crise, exceptionnelle par sa durée, ne mobilise plus autant, l'enquête est, de ce point de vue, sans ambiguïté : les fractures, les blessures et l'exaspération qu'elle exprime ne sont pas près de se refermer. Le Parisien 20 mars 2019

En direct du ministère de la Vérité ou la fabrique du consentement à l'oeuvre.

- France: Le soutien aux "Gilets jaunes" en chute après le 16 mars, selon un sondage - Reuters 19.03

La part de Français disant approuver le mouvement des "Gilets jaunes" a subi une forte baisse après les violences qui ont émaillé le 18e samedi de mobilisation, selon un sondage Elabe pour BFM TV publié mercredi. Reuters 19.03

LVOG - 53%. Combien pour Macron ? 5,10%?

En complément. Deux ans plus tôt : Dehors Macron !

- Quatre ans après son élection, Justin Trudeau ne fait plus rêver personne - Slate.fr 19.03

- Politique : 43% des Français pensent que la démocratie fonctionne bien dans notre pays, selon un sondage - Franceinfo 19.03

C'est ce que révèle une étude Viavoice, réalisée pour la Fondation Jean-Jaurès et La Revue civique, publiée mercredi. Franceinfo 19.03

Quand les élites au service de l'oligarchie sont mises à contribution.

- En dépit des turbulences, Macron poursuit le grand débat avec des intellectuels - LeFigaro.fr 19.03

Le Figaro a noté, sans rire que : "Les gilets jaunes sont toujours au cœur des discussions, même s'ils sont observés avec un peu plus de distance que lors des précédents débats."

LVOG - Normal de la part des élites corrompues.

Le Figaro - Emmanuel Macron voulait prendre de la hauteur, il en prend. Devant les intellectuels, il s'explique d'ailleurs sur la raison de ce débat: il a besoin d'eux et de l'autorité naturelle que leur confère leur savoir à l'heure où «tout se vaut». «Les intellectuels ont un rôle à jouer, ils ont la responsabilité de structurer le débat. Je crois à cette forme de médiation», assure le chef de l'État. Comme pour déplorer que lui, les Français ne l'écoutait plus. LeFigaro.fr 19.03

La pauvre malheureuse, elle n'avait pas toute sa tête, en a-t-elle une au moins ?

- Grand débat: Dominique Méda regrette d'être tombée dans le "piège" de Macron - Le HuffPost 19.03

La normalienne, conseillère de Benoît Hamon lors de la dernière présidentielle, le dit d'emblée: "après celui avec les maires, c'était au tour des intellectuels de tomber dans le piège : car de débat il n'y en eut point". La chercheuse regrette autant la forme que le fond de ce rendez-vous organisé à l'Elysée, et auquel plusieurs personnalités ont refusé de participer. Le HuffPost 19.03

LVOG - Est-elle normale ? Elle est chercheuse, moi je suis balayeur, maçon, caissière, ouvrier agricole, employée de bureau, chauffeur- livreur, aide-soignante, etc. c'est marrant, j'ai l'impression d'en savoir plus qu'elle. Mais alors qui doit gouverner ? Nous, vous et personne d'autres !

L'exécutif qui, après avoir été pris de court le 17 novembre par l'éruption du mouvement des "Gilets jaunes", espère pouvoir tourner définitivement la page de la crise à la faveur du "grand débat national" qui a pris fin vendredi.

Multipliant les débats sur le terrain avec des élus, le chef de l'Etat a notamment repris des couleurs dans les sondages et s'apprête, après une dernière phase de conférences régionales citoyennes, à annoncer une série de mesures "disruptives" et "précises" à partir du mois d'avril . Reuters 19 mars 2019

Commentaires d'Internautes

1 - Des intellectuels au service du pouvoir réunis pour "structurer", quelle belle et finale illustration de la vaste pantalonnade que constitue cette opération de communication.

2 - Enfumage total que ce débat pour gagner du temps ! Personne n'est dupe d'un Macron en campagne d'une incompétence crasse, pas le costard du gouvernant, la fuite en avant et rien d'autre...pauvre France

3 - Pas mal d'intellectuels ont refusé l'invitation, mais d'autres voient leur intérêt a être présent! Macron veut savoir a qui se fier pour enfumer les Français!

4 - C'est tourné, encore une fois, le dos à une tranche de population simple, qui ne l'intéresse pas, autrement que pour justifier, devant les caméras, le démarrage de sa campagne !! Je trouve que c'est plus humiliant que louable que de vouloir sortir du Grand Débat de cette manière.

LFI est responsable de cet amalgame en refusant de rompre avec le régime et l'UE.

- Comparée à Marine Le Pen, Danielle Simonnet quitte BFMTV - Le HuffPost 19.03

Le député LREM Olivier Véran n'a pas hésité à comparer la responsable Insoumise Danielle Simonnet à la présidente du Rassemblement national Marine Le Pen. Le HuffPost 19.03

Travail, famille, patrie ! Quand le "Grand Débat" tourne à guignol !

Ces scélérats vont jusqu'à instrumentaliser les enfants.

- On a demandé aux enfants du Grand Débat comment mettre fin à la crise des gilets jaunes - Le HuffPost 21 mars 2019

"Réduire le plastique", "ouvrir des locaux pour les SDF", "stopper le harcèlement": une centaine d'enfants âgés de 8 à 14 ans ont planché ce mercredi 20 mars pour le grand débat sous l'œil attentif de Brigitte Macron et du secrétaire d'Etat chargé de la protection de l'Enfance Adrien Taquet.

Quatre ateliers ("être solidaire", "tous citoyens", "préserver la planète", "lutter contre les violences") ont préparé le débat proprement dit dans l'après-midi à la Cité des sciences et de l'industrie.

Avant tout, ils préconisent d'écouter les gilets jaunes et de "leur donner ce qu'ils veulent"

À 18h, il faut conclure car certains reprennent le train. Adrien Taquet promet que "les conclusions des ateliers seront transmises au grand débat" et propose la création d'une "chambre de l'avenir" qui associerait les enfants aux travaux du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Le HuffPost 21 mars 2019

LVOG - C'est beau la collaboration de classes, le formatage des esprits au néolibéralisme, au nihilisme dès l'âge de 8 ans, pour en faire des schizophrènes endurcis. L'apprentissage de l'idéologie capitaliste dès la plus tendre enfance, rien de tel pour en faire des esclaves lobotomisés et serviles ou tuer avant qu'elles n'apparaissent leurs aspirations à la justice sociale et à la liberté, à la paix.

En famille au chevet de Macron et du régime.

- "Gilets jaunes", ordre public et fiscalité: débat animé entre chefs de parti - AFP 21 mars 2019

De Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon en passant par Olivier Faure et Laurent Wauquiez, les oppositions se sont liguées pour dénoncer la gestion de l'ordre public par l'exécutif, dans un débat télévisé entre chefs de parti qui a également fait la part belle aux questions de fiscalité.

A deux mois des élections européennes, François Bayrou (MoDem), Olivier Faure (PS), Stanislas Guerini (LREM), Marine Le Pen (RN), Jean-Luc Mélenchon (LFI) et Laurent Wauquiez pour Les Républicains (LR) ont débattu pendant environ deux heures et demie sur BFMTV sur les moyens de sortir de la crise des "gilets jaunes". AFP 21 mars 2019

Près de neuf Français sur dix (86%) pensent qu'il faudra "réorienter la politique économique et sociale", selon un sondage Viavoice. AFP 21 mars 2019

Quand Mélenchon le faussaire fait du Macron.

- Mélenchon sur les violences: "Pas ça les jeunes!" - AFP 21 mars 2019

"Pas ça les jeunes!": le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a conjuré mercredi les manifestants de ne pas s'engager "dans une escalade de l'affrontement" et privilégier "la voie politique du débat" pour sortir de la crise des "gilets jaunes".

"Avec toute l'expérience de ma vie politique, pas ça les jeunes, faites pas ça! Parce que ça ne nous mène nulle part, dans une escalade de l'affrontement, et à la fin c'est les meilleurs qui meurent!"

"Je crois à un changement révolutionnaire du pays, avec le bulletin de vote", a-t-il ajouté. AFP 21 mars 2019

LVOG - Autant dire que vous pourrez attendre indéfiniment tout "*changement révolutionnaire*", tout changement de politique, de régime. C'est tout le personnage, un serviteur du régime.

Dans quel camp se situe-t-il ? Qui protège-t-il ? Le régime, l'ordre établi.

- La France au seuil d'une révolution? Le sondage alarmant de l'Ifop - sputniknews.com 20.03

Pour 39% des Français, il faudrait une révolution pour changer la situation du pays, tandis que 50% considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes, selon un sondage Ifop pour Atlantico. Seuls 3% des Français estiment qu'il n'y a pas besoin de changements.

Pour David Nguyen, directeur conseil en communication au Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop, «il s'agit d'un chiffre absolument spectaculaire. […] Même si nous ne savons pas exactement ce qu'ils mettent derrière ce mot ["révolution"], c'est la marque d'une radicalité très présente au sein de la société», souligne-t-il.

Qui plus est, ce chiffre est beaucoup plus élevé que dans tous les autres pays européens que l'institution a analysés. Il témoigne aussi d'«un niveau de tension politique élevé», selon M. Nguyen. «On voit bien que, malgré un Grand débat presque terminé, le niveau de radicalité n'a pas du tout baissé».

D'après les derniers sondages de l'Ifop, 54% des Français soutiennent les Gilets jaunes. Ce soutien global a peut-être baissé après un acte 18 particulièrement violent, mais ce mouvement gardera probablement encore la sympathie de plus de 40% de la population, et ce malgré la dramatisation des violences, avertit l'expert.

Les sentiments négatifs sont encore plus partagés en France que dans les autres pays européens, a fait ressortir David Nguyen, indiquant que les trois items qui y arrivent en tête sont «déception» (38% des sondés), «colère» (32%) et «dégoût» (28%).

«On voit une France au bord de l'implosion», a finalement constaté l'expert. En effet, 81% des Français estiment que l'opposition entre le peuple et les élites sera forte à court terme. sputniknews.com 20.03

LVOG - Au futur, pourquoi pas au conditionnel pendant qu'ils y sont ! Voilà qui nous fournit une marge assez large, non ? Tout dépend ce qu'on en fera, car pour le moment c'est plutôt mal barré !

Plus les masses se radicalisent, plus leurs représentants officiels ou autoproclamés penchent à droite.

- «On va vers la révolution»: des manifestants à Paris dénoncent la violence sociale. - sputniknews.com 19.03

Une autre manifestante, Michèle, qui portait un gilet jaune, a commencé par saluer la décision des syndicats d'organiser une action de protestation pour protéger le peuple alors qu'il n'y avait jusque-là «que les Gilets jaunes».

À son avis, «on va vers la révolution» et seul le départ du gouvernement et la tenue de nouvelles élections pourraient régler la situation qui pourrait encore s'aggraver après la décision annoncée par le Premier ministre Édouard Philippe de prendre des mesures exceptionnelles pendant les manifestations.

La grève nationale, qui s'est tenue ce mardi en France à l'initiative des syndicats CGT et FO, mais aussi d'organisations de jeunes, devrait montrer au gouvernement la nécessité d'écouter les revendications du peuple pour éviter la montée de violences et une révolution, ont estimé plusieurs manifestants interrogés par Sputnik.

Des participants à la journée de manifestations et de grèves organisée ce mardi à l'initiative de syndicats ont expliqué à Sputnik pourquoi ils étaient descendus dans la rue. Selon eux, les violences enregistrées pendant la mobilisation des Gilets jaunes ne sont rien par rapport à la violence sociale dont le gouvernement est responsable.

«S'il y a quelques vitrines cassées, tant pis. Mais la pire des violences, c'est de voir tous ces gens qui dorment dehors, qui n'ont pas de logement, qui n'ont pas de boulot. C'est une violence sociale dont on ne parle jamais. Et c'est la pire» dans un pays assez riche comme la France, a indiqué un retraité, Marc.

«La violence sociale qu'on vit depuis des années, cela, c'est une réelle violence: ne pas pouvoir nourrir ses enfants, d'être dans la galère […]. C'est de la violence qu'on vit au quotidien. Le mettre en relation avec quelques vitrines, non […]. On en est là, en France. Il y a tant de SDF, de gens qui vivent sous le seuil de pauvreté. C'est les émeutes de la faim et tout peut aller dans n'importe quel sens», a noté Michèle à Sputnik.

«Pourquoi les gens ont commencé à aller dans la rue? Parce que ce sont des gens qui n'ont pas de quoi vivre, qui ne peuvent élever correctement leurs enfants, qui vivent dans la misère, qui cherchent du travail et qui n'en trouveront jamais. C'est une vraie violence de la part du gouvernement de mettre les gens dans cette situation», a déclaré Annick. sputniknews.com 19.03

Totalitarisme. Etat policier. L'ordre des casseurs.

Leur humanisme est bien la politesse des salauds...

Christophe Castaner " Je voulais qu'il soit clair que nous ne devions avoir aucune pudeur à rétablir l'ordre."

- La «consigne de la plus grande fermeté» qu'il avait réclamée, a-t-il assuré, «n'a pas été exécutée convenablement» pour faire face à la «menace» de 1500 black blocs et de «8500 casseurs présents, prêts à tout, prêts à tuer». Le Figaro 20 mars 2019

Pudeur, valeurs, morale, dignité, honte, autant de choses qu'il ignorera toujours...

"Il faut qu'il reprenne de la respiration. La séquence est difficile. Mais il faut aussi que l'on réfléchisse dans le temps long. Rappelez-vous Cazeneuve après Sivens (la mort du manifestant Rémi Fraisse tué en 2014 par une grenade, ndlr), on disait qu'il était carbonisé, qu'il allait traverser le désert et six mois plus tard c'était le meilleur ministre de l'Intérieur. Le couple de l'Intérieur (avec son secrétaire d'Etat, Laurent Nuñez) fonctionne bien", veut croire un proche du chef de l'Etat. AFP 20 mars 2019

LVOG - Traduire : Castaner peut encore se permettre de tuer un manifestant...

Etat policier. L'engrenage de la répression policière et judiciaire. Le tout sur fond d'amalgame entre black blocs et manifestants

Ce mardi matin 19 mars j'ai lu huit articles d'agence de presse ou de médias aux ordres, aucun n'a mentionné les black blocs et tous à la suite de Macron, Philippe, Castener ont imputé les violences de samedi dernier aux Gilets Jaunes et autres manifestants. Le lendemain Le Figaro les mentionna. Je n'avais lu que les titres des articles proposés par la page politique de Yahoo.news, je n'ai pas eu le temps de consulter tous les médias.

"Gilets jaunes": Philippe défend une "réponse ferme" mais plus risquée - AFP 19 mars 2019

Edouard Philippe a défendu lundi la "réponse ferme" de l'exécutif face aux graves violences commises samedi à Paris lors des manifestations des "gilets jaunes", tout en reconnaissant que la nouvelle stratégie représentait "plus de risque" de blessés entre forces de l'ordre et manifestants. AFP 19 mars 2019

- "Gilets jaunes": le préfet limogé, des manifestations interdites - AFP 19 mars 2019

Le Figaro - Une tête et un tour de vis. Ainsi peut-on résumer les mesures annoncées par le premier ministre. La tête, c'est celle du préfet de police, Michel Delpuech, remplacé par le préfet de Nouvelle-Aquitaine, Didier Lallement, qui, à Bordeaux, est confronté depuis des mois aux violences lors des manifestations de «gilets jaunes».

- Le tour de vis prend la forme d'une série de mesures tous azimuts. - Le Figaro 18.03

AFP - Limogeage du préfet de police de Paris, interdictions de manifester et augmentation des amendes : Édouard Philippe s'est voulu ferme, lundi, en annonçant plusieurs mesures après les violences et pillages survenus à l'occasion du 18e samedi de manifestations des "gilets jaunes".

Le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, régulièrement donné partant entre affaire Benalla et polémiques à répétition sur la gestion de l'ordre public dans la capitale, en a fait les frais.

Il est remplacé par Didier Lallement, jusqu'alors préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, dont le chef-lieu Bordeaux est l'un des épicentres de la crise des "gilets jaunes" et de ses débordements hebdomadaires.

M. Lallement, 62 ans, réputé pour avoir un caractère bien trempé, est une figure connue de l'exécutif, bien que n'ayant jamais exercé à la préfecture de police de Paris : influent secrétaire général du ministère de l'Intérieur de 2012 à 2014, il avait ensuite été nommé à la Cour des comptes.

Édouard Philippe a par ailleurs annoncé l'interdiction de manifester "chaque fois qu'il le faudra", dans les quartiers "les plus touchés", "dès lors que nous aurons connaissance d'éléments "ultras" et de leur volonté de casser", en citant les Champs-Élysées à Paris, les place du capitole à Toulouse et Pey-Berland à Bordeaux - des mesures qui vont "dans le bon sens", selon le nouveau maire de Bordeaux, Nicolas Florian (LR).

Le Premier ministre a encore indiqué avoir demandé à la Garde des Sceaux, Nicole Belloubet, de porter l'amende encourue en cas de participation à une manifestation interdite de 38 à 135 euros.

En déplorant que "des consignes inappropriées (aient) été passées pour réduire l'usage" des lanceurs de balle de défense (LBD) - selon lui non pas de la part du gouvernement, en visant implicitement la préfecture de police -, il a dit sa volonté de "renforcer la fermeté de notre doctrine de maintien de l'ordre".

Interrogé lundi soir sur les conséquences de nouvelles consignes d'aller davantage au contact, le Premier ministre a reconnu que "si nous avons une stratégie qui permet aux forces de l'ordre d'être plus mobiles, d'être plus dynamiques, d'être plus fermes, il y a plus de risques" de blessés.

Les détachements d'action rapide vont être transformés en unités anticasseurs "dotées d'une capacité de dispersion et d'interpellation" susceptible d'intervenir rapidement.

Afin de procéder à davantage d'interpellations, des officiers de police judiciaire vont être déployés "au plus près du terrain" et des "moyens supplémentaires de transport" vont être mis en place, a poursuivi Edouard Philippe, évoquant également le recours aux drones et aux produits marquants.

"On va utiliser tous les moyens de droit et toute la mobilité, tout le dynamisme dont nous pouvons faire preuve, pour répondre à ceux qui viennent mettre en cause les forces de l'ordre ou la propriété privée", a-t-il ajouté.

"Jusqu'à présent, nous avons voulu faire très attention et nous voulons toujours faire très attention aux débordements, aux accidents, à la sécurité des personnes, mais nous constatons que le déchaînement de violence justifie une réponse ferme. Je l'assume, je l'explique", a-t-il souligné.

Les violences font leur retour au premier plan alors que le gouvernement espérait sortir de la crise avec le grand débat national pour lequel le président n'a pas hésité à mouiller la chemise, enchaînant débats-marathons avec élus et citoyens.

L'exécutif s'est donné jusqu'à la mi-avril, avec une prise de parole prévue du président Macron à ce moment-là, pour décider ce qu'il compte faire des très nombreuses propositions qui ont émergé. AFP 19 mars 2019

- Castaner veut des poursuites contre Drouet et Nicolle - Le HuffPost 18.03

Le gouvernement, par la voix d'Edouard Philippe, a annoncé ce lundi son intention de saisir la justice à chaque fois que les actes de violences survenus lors de manifestation de gilets jaunes seront "glorifiés", en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale.

Le bras de fer se poursuit entre l'exécutif et les leaders de la contestation des gilets jaunes. Sur LCI ce lundi 18 mars, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a annoncé des poursuites contre les deux figures de proue de la mobilisation, Éric Drouet et Maxime Nicolle, après les violences observées samedi sur les Champs-Elysées.

"Vous vous rendez compte que ces deux personnages sont fiers -ils ont utilisé ce mot- que quelqu'un ait mis le feu à un immeuble d'habitation, au risque de voir périr des familles entières à l'intérieur?", s'est indigné le "premier flic de France", accusant les deux leaders officieux d'"alimenter cette violence". Et le ministre de poursuivre: "je souhaite non seulement qu'il y ait des poursuites pénales, mais il faut aussi qu'ils assument financièrement la casse (...) il faut qu'ils remboursent" Le HuffPost 18.03

- Christophe Castaner, tête de turc des gilets jaunes - huffingtonpost.fr 19.03

"Mutilator", "assassin", "Castaner nasse ta mère", "mafieux"... Si tous les ministres de l'Intérieur ont eu droit à leur lot d'injures dans les manifestations, rarement "premier flic de France" n'aura été autant conspué dans la rue que ne l'est Christophe Castaner. Nommé place Beauvau en octobre 2018, un mois à peine avant le début de la crise des gilets jaunes, l'ancien maire socialiste de Forcalquier devenu le joker de la Macronie s'est rapidement imposé comme la principale tête de turc des contestataires en veste fluo, juste derrière leur bête noire, le président Emmanuel Macron.

Le ministre de l'Intérieur : "Il n'est pas normal qu'une stratégie définie par le ministre au nom du gouvernement puisse être aménagée" à son insu, a-t-il affirmé sur LCI, soupçonnant que "des consignes ont été données en dessous du préfet de police" pour lever le pied sur les tirs de longue portée des LBD.

Après le fiasco de samedi, le premier ministre Edouard Philippe a repris la main et a annoncé lui-même la nouvelle doctrine qui s'appliquera désormais: plus grande autonomie aux forces sur le terrain, unités anticasseurs pouvant disperser et interpeller dès les premiers troubles, nouveaux matériels déployés (recours aux drones, produits marquants, vidéosurveillance", officiers de police judiciaire sur le terrain pour procéder aux interpellations... Un acte d'autorité qui place une nouvelle fois le ministre de l'Intérieur sous tutelle, lui qui est déjà chaperonné par un secrétaire d'Etat expert ès-sécurité, Laurent Nuñez, ancien directeur général de la Sécurité intérieure. huffingtonpost.fr 19.03

- Gilets jaunes : les militaires de "Sentinelle" en renfort pour l'acte 19 - euronews 20 mars 2019

Les militaires de l'"Opération Sentinelle" seront déployés en renfort samedi à Paris lors de l'acte 19 des "gilets jaunes". L'annonce, faite ce mercredi par le gouvernement français, s'inscrit dans la série de mesures sécuritaires, décidées après un nouveau week-end de violences dans la capitale française. euronews 20 mars 2019

Dans la matinée, le porte-parole Benjamin Griveaux avait annoncé la couleur : « On va mettre le paquet. Paris devra avoir des allures de forteresse imprenable. » Le Parisien 21 mars 2019

DEUXIEME PARTIE

Parole d'internaute.

1 - Ah les querelles de cour pour distraire l'attention et essayer de nous faire croire que les journaux appartenant aux amis de manu sont indépendants….

90% de la presse appartient à des gens grâce à qui manu est devenu président, et certains de ces propriétaires sont devenus riches grâce -et uniquement -à la compromission de l'état. Branco nousl l'a bien expliqué hier.

Donc pour moi, mises en scène, et cette lettre ne parle même pas d'agences qui ont été carrément interdites !

Bref, faut faire croire au peuple qu'il y a opposition de la presse alors que tout ce petit monde fait partie du même entre-soi parisien

Rien de nouveau sous le soleil,

2 - Peut-on encore parler de démocratie en France.

Ce pouvoir est proche d'un régime dictatorial mais surtout est incapable de gérer notre pays.

La liberté de la presse n'est qu'une illusion.

Nous sommes d'ailleurs très mal classé tant pour la liberté de la presse que pour le fonctionnement démocratique.

Un pays dans lequel, 20% des électeurs ne sont quasiment pas représentés ne peut pas être considéré comme un pays démocratique

Enfin continuer à parler de pays des droits de l'homme est presque risible et très éloigné de la vérité.

La répression à atteint une violence inouïe comparable à des pays dictatoriaux.

3 - Au niveau gouvernement, on souhaite qu'une chose ; pourrir les manifestations des GJ ; les portes sont grandes ouvertes aux casseurs, résultats beaucoup de dégâts, beaucoup d arrestations ; mais surtout chez les GJ et pas chez les cagoulés pourtant biens reconnaissables, mais on ne les vois pas. Bizarre vous avez dit bizarre. Et pendant ce temps Jupiter fait du ski à la Mongie, et le voyou de Matignon se saoule et fricote dans une boîte de nuit. Vive la France.

Les pourris sont au pouvoir.

4 - Gilets jaunes = séditieux, haineux, anti…

Pravy Sektor = démocrates, résistants, sympa et cool

LVOG - Pravy Sektor, un parti ukrainien néonazi ayant participé à l'Euromaïdan cher à BHL et Glucksmann, au PS, Générations, EELV, etc.

5 - Les exemples se ramassent à la pelle…..Les islamistes modérés qui deviennent daesh, les moudjahiddins afghans les talibans, l'opposition démocratique libyenne des marchands d'esclaves…..Mais dans le foutage de gueule et la couverture médiatique, le Venezuela est un cas d'école chimiquement pur.

6 - Relire les journaux ? Madme Pologny enfin, les journaux sont le copier-coller de la télévision et appartiennent aux mêmes, vous le savez bien ! Que vous affirmiez que cela est le signe de renouveau démocratique m'a fait bien rire ce matin, merci ! D'autant plus qu'ayant passé des semaines sur un rond-point, jamais je n'ai entendu ça, bien au contraire, les médias sont comme le gouvernement rejetés par les gens d'en bas.

Quand au premier intervenant, je n'ai rien compris à son exposé, mais rien du tout, c'est sans doute parce que je ne suis "rien" !

Ensuite, faire une conférence à SP (Sciences Po - LVOG) sur le sujet de la démocratie quand on sait que les élèves sont élevés dans l'entre-soi favorisé et hors-sol du vrai peuple, ouaiche…

C'est une farce ou quoi ?

7 - Oui de toute évidence Mme Polony aime les farces.

Étant elle même directrice de Marianne.

Détenu bien évidemment par un oligarque.

Polony c'est l'opposition contrôlée.

L'opposition "Establishment" compatible.

8 - L'opposition "canada dry"… ça ressemble à de l'opposition, ça utilise les mots de l'opposition mais ça ne sert qu'à ratisser vers le système les brebis qui s'égarent.

Le système préfère une opposition contrôlée que pas d'opposition du tout. Sinon ça se verrait qu'on est dans un système unique.

9 - "Sur la reconquête démocratique" avec Natacha Polony !?

Bonjour la (mauvaise) plaisanterie.

Bien sur, beaucoup de choses intéressantes de dites et ce débat .. à "Sciences po".

A "sciences po", justement, là où l'on forme (ou déforme) les esprits en fonction de besoin de l'ultralibéralisme; paradoxe.

Lorsque "Marianne" (Natacha Polony) fait un numéro sur la "quenellisation des esprits", plus besoin de "grands discours". " Ite missa est", la messe est dites : Contestation des gouvernements et des pratiques journalistiques; tout étant soumis et "chien de garde" du "système ultralibéral".

Un peu de réformisme; mais pas de révolution, pas de contestations réelles.

De la “poudre aux yeux” et tromperie du peuple… Comme toujours.

10 - Après, l’accès à l’école, parlons-en, qui peut débourser plus de 13 000 euros par an pour s’inscrire à SP je précise, il y a obligation de faire un stage à l’étranger (les USA au pif !)? Si ce n’est les fils et filles de ? Qui sont d’ailleurs l’auditoire de cette conférence…

Peut-être qu’on pourrait récupérer un peu de démocratie en obligeant l’assemblée nationale à avoir 30% d’ouvriers comme députés ? Et interdire à des Attali l’accès aux plus hauts postes sans avoir au préalable travaillé en vrai au bien commun!

11 - J’étais abonné à Marianne qui restait le seul hebdo à peu près lisible mais j’ai fini par abandonner. Marianne est aux mains d’un oligarque étranger avec des éditorialistes insupportables genre Julliard ou Fourest.

12 - Madame Poliny voudrait encore nous faire croire que les décisions politiques des ultra-riches sont adoptées pour notre bien et que les Gilets Jaunes se révoltent uniquement contre le fait de ne pas avoir été consultés.

Non, la révolte a avant tout lieu contre le fait que ces décisions sont prises pour avantager les ultra-riches contre les intérêts des peuples.

A l’image des 80 km/h, qui n’a pas été décidée pour sauver des vies mais pour faire payer aux pauvres des travaux qui bénéficient aux propriétaires et actionnaires des entreprises qui vont mettre en place les infrastructures de ces 80 km/h (panneaux, taxes…). Ceux-là qui sont les amis de nos politiques.

Les Gilets Jaunes ne se battent pas seulement pour leur autonomie. Ils se révoltent contre la prédation, le vol structuré et organisé par une petite poignée de gens qui ont les rennes du pouvoir et qui les réduisent à l’esclavage voire à néant : des gens qui ne sont rien.

Sur le bloc Les Crises.fr. Après la dépublication de l’interview (thinkerwiew) de Juan Branco les lecteurs donnent leurs avis.

(https://www.youtube.com/watch?v=yEtmZKE5jhw)

1 - Mais késako ? Alors comme ça on publie, dépublie…

Cette vidéo montrait trop les dessous de la corruption ? il reste le livre en PDF même si il y a bcp de fautes d’orthographe et même des mots manquants !

Surtout, vu la dépublication de l’entretien, enregistrez tout ! Olivier (le patron de ce blog - LVOG) nous expliquera sans aucun doute pourquoi il a dépublié ce billet.

2 - Oui on aimerait bien savoir.

Mais bah on peut s'en douter…

M. Berruyer de toute évidence navigue entre, d'une part, la position de Natacha Polony. C'est à dire une opposition contrôlée “Establishment” compatible. Du type réformateur : tout changer pour surtout ne rien changer dans l'ordre des choses.

Et d'autre part la position de l'opposant radical comme Juan Branco qui est pour renverser la table.

La radicalité des positions de Juan Branco serait-elle trop dangereuse pour Les Crises ? L'oligarchie dirait un peu trop rouge brun ?

Liberté d’expression et d'opinion ? Faudrait pas trop abuser non plus !

3 - Juan Branco est jeune et impulsif ! Je l’aime bien et lui souhaite un brillant avenir public.

Simplement dans cette vidéo il tient des propos qui pourraient être qualifiés de diffamatoires s’ils n’étaient sources .

Que le site les Crises soient prudent à ce propos me semble et justifie et opportun !

4 - C'est sûr étant avocat de Assange. Il ne connaît pas les risques du métier et il n'a pas pris les précautions nécessaires.

Oui, oui, Marx aussi était jeune et impulsif…

Mais faudrait quand même pas abuser dans la radicalité.

Et Hop à Cayenne à casser des cailloux. Ça lui remettra un peu les idées en place au Juan.

5 - Y a pas censure de la part de Berruyer juste de la prudence, bien compréhensible.

6 - Juan Branco chatouille l'égo de beaucoup de monde dans cette vidéo. Peut-être que quelques passages (il en suffit d'un en fait) prêtent à diffamation ou tout autre chose du même genre. Des sites comme "Les crises" qui sont déjà dans le collimateur doivent être très prudents.

Déjà 300000 vues depuis mercredi dernier (le 13 mars).

LVOG - Ils se ménagent les uns les autres, c'est beau tout de même la fraternité des nantis et des bonnes consciences !

N'oubliez pas que monsieur Berruyer travaille pour des banquiers ou des institutions financières...

Le sionisme : "***C'est cette idéologie toxique qui a donné naissance à l'État d'Israël.***"

- Le rabbin Gabriel Hagaï : « Notre Torah est basée sur la justice, l'amour, l'humilité, l'inclusion. Tout le contraire des « valeurs » du sionisme construites sur l'orgueil, l'oppression, la haine et l'exclusion. » - afrique-asie.fr 11 mars

Extraits. Suite à la polémique populaire récente autour de la définition du « sionisme » – et donc de la nature de l'opposition à cette idéologie –, je pense qu'il est important d'apporter ici quelques éclaircissements (en tant que juif orthodoxe séfarade franco-israélien).

Le sionisme est un projet politique séculaire d'origine européenne qui usurpe l'identité juive pour la transformer en nationalisme primaire. C'est donc par définition un mouvement raciste, exclusiviste et hégémoniste, de facto faiseur d'apartheid. C'est cette idéologie toxique qui a donné naissance à l'État d'Israël. Or, avant cela, les juifs n'ont jamais été nationalistes, ni par leur histoire, ni par leur religion.

L'amalgame entre « sionisme » et « judaïsme » est souvent dû au fait que ce premier est un mouvement nationaliste juif, s'adressant aux juifs, et dont le but est l'établissement d'un pays juif souverain (l'État d'Israël) parlant une langue juive (l'hébreu en l'occurrence). Du coup, le qualifier de « judaïsme » devient séduisant pour certains. Mais c'est complètement méconnaître l'idéologie même du sionisme dont le but est de remplacer la Torah (c'est-à-dire l'observance des préceptes bibliques mosaïques) par du nationalisme. Être juif, pour le sionisme, c'est être un citoyen de l'État sioniste, pour lequel toute pratique religieuse est superflue, voire à combattre.

Le sionisme est donc l'adversaire idéologique de la Torah (de la religion juive). Certes, il existe un mouvement sioniste religieux, centré autour de la pensée de R. Tsevî-Yehûda Kook (1891-1982), mais nombreuses y sont les incohérences, les réductions et les contradictions vis-à-vis des sources religieuses juives authentiques.

Il faut bien comprendre qu'il n'existe pas plus de lien entre le sionisme (l'État d'Israël) et la Torah – malgré la judaïté des sionistes – qu'entre le Ku Klux Klan et l'Église Catholique (bien que les klanistes soient chrétiens) ou qu'entre le FLN algérien et l'islam (bien que ses membres soient de culture arabo-musulmane). Donc, on ne peut pas plus affirmer que l'État israélien représenterait LES juifs (tous les juifs, et le judaïsme en plus), que le Gouvernement algérien représenterait les musulmans ou le Texas les chrétiens.

Malgré tout cela, l'État d'Israël utilise plusieurs sophismes afin de s'établir en représentant légitime et exclusif du Peuple d'Israël. La liste est longue et fallacieuse, et je n'en aborderai ici que quelques-uns de ses éléments.

Le point le plus important de la propagande sioniste est de « favoriser le "retour" du Peuple juif en Terre d'Israël » ! Or, à ma connaissance, des juifs ont de tout temps vécu en Terre Sainte. De quel « retour » parle-t-on alors, vu que les juifs n'ont jamais rompu leur lien à cette Terre ? Du pouvoir politique ?

De plus, ce « Peuple juif » cité ici, qui est-il ? Il me semble que la majorité du Peuple juif ne vit justement pas en Terre Sainte. Qui donc peut s'établir là-bas en représentant exclusif de ce peuple (et délégitimer ainsi les autres juifs vivant ailleurs) ? Et puis, « en Terre d'Israël » – selon quelles frontières ? La Terre d'Israël biblique comprend aussi l'autre rive du Jourdain (la Jordanie actuelle) jusqu'à Damas (en Syrie actuelle). Devrait-on entendre par là qu'il faudrait également que les juifs conquièrent ces territoires afin d'y asseoir leur gouvernance ?

Un autre élément de propagande est l'utilisation ad nauseam de l'argument sécuritaire. Exactement comme en Afrique du Sud lors de l'Apartheid – où les Blancs étaient convaincus par la propagande de maintenir cet état de fait, sinon les Noirs allaient tous les égorger –, ainsi les Israéliens sont manipulés à croire que tous les Arabes veulent leur extermination.

Pour accentuer cette démagogie, le souvenir de la Shoah est agité sans vergogne afin de distiller la peur de l'anéantissement. L'État sioniste garantirait la sécurité des juifs dans le monde. Or, c'est tout le contraire qui se passe ! Le raccourci est aisé : identification entre l'État d'Israël et les citoyens israéliens, puis entre les Israéliens et tous les juifs. Comment empêcher cet amalgame toxique ? Les institutions juives françaises n'aident pas à calmer la situation, au contraire. Leur soutien inconditionnel à l'État d'Israël – et leur fait d'assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme –, ouvre le bal de tous les amalgames. La communauté juive se retrouve prise en otage par l'idéologie sioniste. Les discours s'enflamment de tous les côtés, et le sang juif coule de par le monde.

Il est important de souligner ici que l'identité juive ne s'établit pas vis-à-vis des aléas des persécutions (qui sont des épiphénomènes ne nous définissant pas), mais vis-à-vis de la Torah. C'est elle qui légitime notre histoire et notre identité en tant que peuple (ou plutôt en tant que famille) – du coup, selon moi, un juif sans Torah, même si cela existe de facto, n'a pas beaucoup de sens.

Car nous les juifs sommes une famille, pas une nation au sens politique du terme. Nous sommes la « Famille de Jacob (Bêt-Ya'aqov) », celle de ses descendants – à qui Dieu a donné Sa Torah par Moïse –, et à laquelle on peut appartenir par trois moyens : 1. la filiation, 2. l'adoption (ce qu'on appelle abusivement la « conversion ») et 3. le mariage. C'est pour cela qu'il existe des juifs de toutes les ethnies, fruits des mélanges entre nos populations originelles du Moyen-Orient et les peuples qui nous ont accueillis tout au long de notre histoire. Ainsi nos gènes sont communs avec nos sœurs et frères les Palestiniens, qui partagent la même origine que nous.

Notre Torah est justement basée sur la justice, l'amour, l'humilité et l'inclusion. Tout le contraire des « valeurs » du sionisme construites sur l'orgueil, l'oppression, la haine et l'exclusion. Selon notre Torah, on ne saurait donc établir une société saine sur l'injustice envers ne fût-ce qu'une seule personne (fût-elle non-juive) – a fortiori envers un peuple tout entier.

Les juifs sont donc les premières victimes de l'arnaque sioniste (la liste est longue). Les seconds en sont les Palestiniens qui subissent une occupation violente et un apartheid en règle – quand ils ne sont pas purement et simplement massacrés.

L'expression « antisionisme » peut donc prêter à confusion, car elle est aussi utilisée par ceux qui veulent purifier la Terre Sainte de toute présence juive (par un massacre pur et simple de la population israélienne) – ce qui n'est évidemment pas mon cas, ni le cas de mes amis Palestiniens, ni celui de l'écrasante majorité des gens sains d'esprit. Surtout que je suis plutôt un partisan de la non-violence, un adepte de la paix et de la justice.

Une paix authentique en Terre Sainte ne sera possible que fondée sur la justice pour tous les protagonistes, et non sur la simple absence de violence ou sur le remplacement d'une injustice par une autre. La paix ne se fera pas au détriment des Israéliens et au bénéfice des Palestiniens, ou réciproquement, mais au bénéfice des deux, ensemble.

C'est pourquoi soutenir la paix c'est soutenir les deux camps – pas les discours politiques, bien sûr, ni les gouvernements, mais les habitants eux-mêmes –, et servir de médiateur afin qu'ils trouvent d'eux-mêmes leurs propres solutions à tous leurs problèmes. Je pense que dès la reconnaissance par le Gouvernement israélien de ses erreurs, l'abandon de l'occupation armée et l'octroi de leurs droits aux Palestiniens, qu'il n'y aura alors plus de problèmes (car plus de sionisme).

Pour conclure, en tant qu'opposant à l'idéologie sioniste pour toutes les raisons suscitées (1 à 7, entre autres), j'accepte d'être qualifié d'« antisioniste » par défaut d'un meilleur terme. afrique-asie.fr 11 mars

http://www.ujfp.org/spip.php?article6977&lang=fr

LVOG - Mais ne devrait-on pas être sioniste puisqu'il y a des juifs tout à fait ordinaires qui le sont ? Parce qu'il y avait des travailleurs tout à fait ordinaires qui croyaient dans Pétain, Hitler, Mussolini, Salazar, etc. pourquoi ne serions-nous un peu fasciste ? Parce qu'il y avait des travailleurs tout à fait ordinaires qui croyaient dans le PS ou le PCF, pourquoi ne serions-nous pas un peu social-démocrate ou stalinien, juste un tout petit peu ? NON !

Vous avez vu à quoi peut conduire le manque de rigueur théorique ou idéologique, toutes les compromissions auxquelles on nous a habitué, le fait de s'écarter d'un millimètre de notre terrain de classe, du socialisme, c'est terrible !

En complément.

- Rassemblement pro-Israël face à l'ONU: les USA donnent de la voix - AFP 18 mars 2019

L'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne a manifesté lundi devant l'ONU à Genève pour dénoncer le "sectarisme" dont souffre Israël au Conseil des droits de l'Homme, qui examinait lundi les conclusions d'une enquête sur les violences à Gaza.

Plusieurs centaines de personnes sont venues assister à ce rassemblement, dont la principale revendication était de demander l'abolition dans l'ordre du jour du Conseil des droits de l'Homme du point fixe dédié au traitement des Palestiniens par Israël (le point 7).

Israël est en effet le seul pays avec un point fixe à l'ordre du jour de chaque session du Conseil (trois fois par an), une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont décidé l'an dernier de quitter cet organe onusien.

"Ce n'est pas seulement une forme de sectarisme. C'est un signe de décadence intellectuelle et morale", a déclaré à la foule l'ambassadeur américain, Richard Grenell.

Il a également comparé l'antisémitisme à la "toxicomanie": "Comme la toxicomanie, l'antisémitisme est à la fois une maladie et une source de réconfort" pour les Etats qui condamnent habituellement Israël à l'ONU.

Au même moment, les pays membres du Conseil des droits de l'Homme débattaient de divers rapports présentés dans le cadre du point 7. Ils ont également entendu les conclusions d'une enquête de l'ONU qui accuse des soldats israéliens de possibles crimes de guerre à Gaza.

Dans ce rapport, présenté le mois dernier aux médias, la Commission d'enquête indépendante de l'ONU a accusé l'armée d'avoir intentionnellement tiré sur des enfants, des journalistes, du personnel de santé et d'autres civils au cours des manifestations de Palestiniens dans la bande de Gaza entre le 30 mars et le 31 décembre 2018. Les enquêteurs ont affirmé que les manifestations étaient essentiellement de "nature civile".

Israël a dénoncé ce rapport "partial" et rejeté ses conclusions.

Le président de la Commission de l'ONU, Santiago Canton, a indiqué lundi aux médias qu'il était "personnellement en désaccord" avec le point 7 de l'agenda du Conseil. Mais le fait que l'enquête a été créée par le Conseil des droits de l'Homme "ne signifie pas que le travail de la commission indépendante ne peut pas être objectif".

La semaine dernière, de hauts responsables israéliens venus à Genève ont critiqué point par point l'enquête de l'ONU en reprochant aux enquêteurs d'avoir ignoré des preuves essentielles, comme le rôle du Hamas. AFP 18 mars 2019

LVOG - Peu importe ici qui est le Hamas et ce qu'il fait par ailleurs, ce rapport vise des assassinats commis par l'armée israélienne qui visent des Palestiniens inoffensifs, puisqu'ils sont séparés par un grillage infranchissable.

Barbouzerie. Gladio, la CIA et ses mercenaires sous-traitants.

- Par Moon of Alabama et publié par le Saker Francophone le 15 mars 2019.

Extraits. La CIA est le principal suspect du raid militaire contre l'ambassade de Corée du Nord à Madrid. Elle fait maintenant un effort quelque peu malheureux pour s'en détourner. Le rapport dans lequel des sources du gouvernement espagnol accusent la CIA déclare :

Au moins deux des dix assaillants qui ont pénétré dans l'ambassade et interrogé le personnel diplomatique ont été identifiés et ont des liens avec les services de renseignement américains. La CIA a nié toute implication, mais des sources gouvernementales ont déclaré que la réponse était « peu convaincante ».

Une histoire a été imaginée et publiée dans l'organe préféré de la CIA, le Washington Post. Ce n'est pas la CIA qui a fait cela, écrit le journaliste chargé de la rubrique sur la sécurité nationale au journal, il s'agit d'une organisation spécialisée dans les « changements de régime », contrôlée par la CIA.

Un extrait sous le titre « Un groupe fantôme qui tente de renverser Kim Jong Un a fait irruption en plein jour dans une ambassade de Corée du Nord » :

« En plein jour, des assaillants masqués se sont infiltrés dans l'ambassade de Corée du Nord à Madrid, ont ligoté le personnel, volé des ordinateurs et des téléphones portables, et se sont enfuis à bord de deux véhicules de luxe.

Le groupe responsable de l'opération de fin février est connu sous le nom de Cheollima Civil Defence, une organisation dissidente secrète engagée pour renverser la dynastie Kim», ont déclaré au Washington Post des personnes bien informées de

la planification et de l'exécution de la mission. ...

Les personnes au courant de l'incident disent que le groupe n'a agi en coordination avec aucun gouvernement. Les agences de renseignement américaines auraient été particulièrement réticentes pour le faire étant donné le calendrier délicat et le caractère effronté de la mission. Mais le raid représente l'opération la plus ambitieuse à ce jour pour une organisation obscure qui cherche à saper le régime nord-coréen et à encourager les défections massives, disent-ils. Moon of Alabama 15 mars 2019.

La grande mystification de la "***transition écologique***".

- Les ODD, symboles d'un développement par et pour les multinationales ? - - multinationales.org 7 mars 2019

Adoptés par les Nations unies en 2015, les Objectifs de développement durable (ODD) occupent désormais une place centrale dans la communication de certaines multinationales. Comment en est-on arrivé à ce que Veolia par exemple, légitime la privatisation de l'eau en Inde en s'appuyant les objectifs de développement des Nations Unies ou que Total puisse demander un partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) autour d'un projet d'oléoduc ?

En 2015, les Nations Unies adoptaient solennellement 17 « objectifs de développement durable » (ODD) déclinés en 169 cibles, ainsi que la feuille de route pour les atteindre : l'« Agenda 2030 ». Succédant aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD, 2000-2015), les ODD visent à orienter les flux d'aide au développement et les politiques publiques dans le but d'en finir avec la pauvreté, la faim, les discriminations, les inégalités et les dégradations environnementales. La même année, deux accords internationaux majeurs sont également signés par les gouvernements du monde : le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et l'Accord de Paris sur le climat. Point commun de ces trois accords : ils confient explicitement un rôle majeur aux multinationales dans l'atteinte de leurs objectifs. Et non plus aux seuls États, dont sont ainsi actés les moyens budgétaires limitées, l'absence de volonté ou de capacité politique, mais aussi l'utilisation parfois hasardeuse de l'aide au développement.

Les trois grands accords de 2015 sont l'aboutissement d'une dynamique plus ancienne. En 1998, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan consacrait déjà un rapport à « L'esprit d'entreprise et la privatisation au service de la croissance économique et du développement ». Deux ans plus tard, il créait le « Pacte mondial » des Nations unies (aussi connu sous son nom anglais de Global Compact), un programme rassemblant des dizaines de multinationales - y compris des marchands d'armes comme Dassault, Thales ou encore Safran - autour de grands engagements volontaires sur les « droits de l'Homme ». Les ODD représentent pourtant bien une nouvelle étape dans cette logique de privatisation du développement, comme l'illustre le fait que les icônes « officielles » des ODD appartiennent elles-mêmes à une structure privée basée à Londres, liée à un consortium de multinationales, parmi lesquelles Standard Chartered ou Unilever (lire notre article). En l'absence de garde-fous quant à l'utilisation de la référence onusienne, et dans un contexte de confusion des rôles entre public et privé, les risques de dérive sont énormes.

Stratégie de confusion

Les multinationales, en tout cas, ont sauté sur l'occasion. Les ODD ont rapidement été repris par les entreprises françaises dans leur communication et leurs politiques de « responsabilité sociale » (RSE). Parfois jusqu'à l'absurde. Le Crédit agricole par exemple, explique ainsi contribuer à l'objectif 16 « Paix, Justice et Institutions efficaces » en étant « utile » à ses clients... La firme para-pétrolière Vallourec, de son côté, n'hésitait pas à affirmer qu'elle « a l'intention de formaliser ses engagements en faveur des ODD » et notamment de l'objectif 7 « en vue de faciliter l'accès aux énergies propres, dont les énergies fossiles peu polluantes » [1]. Des « énergies fossiles peu polluantes » dont on ne trouve pas trace dans le texte adopté par les Nations Unies.

Dans la même veine, en septembre 2017, Patrick Pouyanné, PDG de Total, a été désigné comme l'un des 10 « pionniers » des ODD par le « Pacte mondial » en raison de son ambition de porter à 20% le taux d'énergies bas carbone dans le portefeuille de Total à l'horizon 2035 en prenant en compte le scénario 2°C de l'Agence Internationale de l'énergie. Pour compenser l'abandon du charbon et la diminution de 5% du pétrole dans sa production, la stratégie climat de Total repose sur une augmentation de la part des énergies vertes dans sa production de 15 à 20%, mais aussi sur celle du gaz de 45 à 50% (lire notre analyse détaillée)... Le Pacte mondial n'est pas lui-même une agence intergouvernementale mais une « initiative » des Nations unies rassemblant des grandes entreprises, et bénéficiant cependant du label onusien... Une confusion savamment entretenue.

Les ODD contre les normes contraignantes ?

En ce qui concerne les grandes entreprises françaises, pour l'instant, les ODD sont plus rattachés à des projets préexistants de « RSE » qu'ils ne servent de base à la mise en place de nouveaux projets, explique Sylvain Boucherand, du Bureau d'étude en développement durable, B&L [2]. D'autant que ces objectifs du développement durable sont si généraux qu'ils peuvent être interprétés de différentes manières. Et chaque entreprise peut choisir « son objectif » et de détourner les yeux de l'impact général de ses activités. Veolia, par exemple, légitime ses privatisations, dont celle de l'eau de Nagpur en Inde, par l'objectif de garantir l'accès de tous à l'eau (Objectif 6) alors que toutes les expériences passées suggèrent qu'il ne s'agit pas d'une

réponse adaptée pour étendre l'accès à l'eau de populations par définition incapables de la payer, renforçant ainsi la pauvreté et les inégalités, deux autres cibles majeurs des ODD. Même constat pour Danone qui se targue de lutter contre la faim (objectif 2), alors que le développement de l'élevage laitier intensif ou de l'eau en bouteille vont à l'encontre de la préservation des ressources et d'une agriculture vivrière soutenable qui ne mette pas en danger la sécurité alimentaire des populations paysannes du Sud de la planète.

Ce détournement des ODD, facilité par leur caractère non contraignant et consensuel, contraste avec la difficulté à mettre des multinationales aux centaines de filiales et sous-traitants face à leurs responsabilités quand elles sont impliquées dans des crimes et délits économiques. « Depuis les années 1990, l'attitude des Nations unies à l'égard des firmes multinationales ne s'est plus caractérisée par une volonté d'encadrement, mais de partenariat ; or ce partenariat, tel qu'il est mis en œuvre, apparaît bien plus favorable à ces firmes qu'aux valeurs de l'ONU », explique Chloé Maurel, historienne spécialiste des Nations unies. Une volonté d'encadrement, qui avait émergé dans les années 1970 jusqu'à la disparition de la Commission des Nations unies sur les firmes transnationales (UNCTC) et à l'abandon du projet de code de conduite de l'ONU sur les firmes transnationales (FTN) dans les années 1990, sous la pression des États-Unis.

Aujourd'hui à nouveau, alors que le Comité des droits de l'homme de l'ONU envisage, à l'initiative de l'Équateur, d'adopter un traité international sur les entreprises multinationales et les droits humains, assorti d'obligations contraignantes et de réelles sanctions, les lobbys du secteur privé et les gouvernements occidentaux, en particulier européens, font bloc pour s'opposer à une telle perspective (lire notre article rendant compte d'une enquête menée par l'Observatoire des multinationales avec ses partenaires européens du réseau ENCO). Leur argument clé ? Les mécanismes actuels de « responsabilité sociale des entreprises » (RSE), et surtout les programmes liés à l'atteinte des Objectifs de développement durable, seraient largement suffisants, et devraient rester prioritaires par rapport à toute tentative de « stigmatiser » le secteur privé.

Ce n'est en effet pas l'un des moindre des avantages des ODD, du point de vue des multinationales, que de déplacer l'attention vers leur « rôle sociétal » et sur leur « contribution positive », et éviter les questions trop dérangeantes quant à leurs impacts sociaux et environnementaux négatifs – ou pire encore pour elles, l'obligation de rendre des comptes. Des positions qu'on retrouve actuellement en France avec les discussions autour de la loi Pacte. Pour Emmanuel Faber, PDG de Danone, qui se dit favorable à une meilleure intégration des impacts environnementaux et sociaux par les entreprises, en revanche « il faudrait retirer un certain nombre de dispositifs de contrôle qui sont imposés aujourd'hui et sont une surcharge considérable » comme la loi Sapin 2 ou celle sur le devoir de vigilance (lire notre article). Et donc fermer les yeux et faire confiance aux entreprises pour qu'elles deviennent des « entreprises à mission sociale », sans obligations ni contrôle public.

Privatisation du développement

Au-delà des effets de communication et de leur instrumentalisation pour éviter des régulations contraignantes, le place de choix accordée aux multinationales par les ODD, à côté et parfois à la place des États et des agences onusiennes, est aussi souvent un moyen de légitimer la privatisation de services publics, ainsi que les partenariats public-privé. Le CNCD, coordination d'associations belges de solidarité internationale, rappelle ainsi que le Plan d'action d'Addis Abeba, « programme de financement des ODD », consacre la priorité donnée aux partenariats public-privé : « Un chapitre entier est dédié au rôle important du secteur des affaires et de la finance : 11 paragraphes cherchent à promouvoir ou à encourager les partenariats qui réunissent plusieurs parties prenantes et les partenariats entre le secteur public et le secteur privé. »

Le réseau international Social Watch, dans son rapport « Spotlight on sustainable development » montre pourtant comment les privatisations, les partenariats public-privé et la montée en puissance de certaines grandes entreprises peuvent avoir des effets négatifs sur l'ensemble des ODD et son Agenda 2030. Comme lorsque des écoles privées payantes et à but lucratif émergent en Asie et en Afrique sous couvert de l'objectif d'une éducation de qualité pour tous (Objectif 4). Dans le dernier rapport sur la protection sociale dans le monde 2017-2019 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la Directrice du Département de la protection sociale, Isabel Ortiz, prévient : « Les politiques d'austérité à court terme continuent de saper les efforts de développement à long terme. Les ajustements d'assainissement budgétaire ont des impacts sociaux négatifs considérables et compromettent la réalisation des ODD. » En rappelant au passage que certains pays comme l'Argentine, la Hongrie ou encore la Pologne sont en train de revenir vers des systèmes publics de retraite, après l'échec de leurs privatisations.

Démocratie : la grande absente

Si un objectif (17) est entièrement consacré au « développement de partenariats pour la réalisation des objectifs » pour « mobiliser, rediriger et débloquer le pouvoir des milliers de milliards de dollars de ressources privées », des mots tels que « démocratie », « liberté de la presse », « indépendance de la justice », « liberté civile » « liberté d'expression » « élections libres », eux ne sont jamais cités, rappellent Jeffrey Smith et Alex Gladstein pour Quartz Africa. L'absence de vision politique expliquerait selon eux la popularité des ODD auprès des présidents à vie, des despotes et des États à parti unique qui cherchent à soigner leur image, souvent avec l'aide de cabinets de relations publiques et de lobbyistes occidentaux, en disant lutter pour atteindre ces objectifs de développement. Un « oubli volontaire » des engagements démocratiques qui bénéficie également aux multinationales qui peuvent se revendiquer d'une démarche de développement durable tout en travaillant avec des régimes autoritaires...

Les ODD semblent ainsi en quelque sorte la consécration d'une logique de privatisation du développement et de la recomposition des forces au sein de l'ONU. Pour Barbara Adams du Global Policy Forum (GPF), un observatoire indépendant qui analyse le travail des Nations unies et l'élaboration des politiques mondiales, « le fait que la phase d'action des 'trois grands' accords soit dominée par l'attraction de financements privés démontre à quel point le discours du marché a capturé l'agenda ». Par idéologie mais aussi par contrainte, puisqu'elle rappelle aussi que « le financement inadéquat de l'ONU et de ses mandats par les États membres a provoqué des modes de financement différents, notamment par le biais de philanthropes et de grandes entreprises ».

Les partenariats douteux du PNUD

Derrière la complaisance des agences onusiennes avec les multinationales, il y a effectivement des facteurs financiers, que la mise en avant des ODD permet de recouvrir d'un voile pudique. Exemple avec Total. Selon des documents internes inédits du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) auxquels nous avons eu accès, l'entreprise pétrolière française l'a contacté pour demander un partenariat officiel autour de son projet d'oléoduc de 1445 kilomètres de long en Ouganda et en Tanzanie. Et pour cause : cet oléoduc est au centre de nombreuses controverses pour son impact environnemental et les déplacements de population qu'il entraîne. Officiellement, Total a sollicité l'expertise du PNUD dans trois domaines : « (i) le soutien des moyens de subsistance locaux pour les communautés affectées ; (ii) l'engagement communautaire efficace, le dialogue et le règlement des différends ; et (iii) l'atténuation / la compensation des impacts négatifs sur l'environnement ». Au passage, l'agence onusienne facture 7% de frais de gestion, soit entre $385 000 et 980 000 selon le budget final.

Officiellement, le PNUD dit avoir pour vocation d'aider les pays à lutter contre l'extrême pauvreté, les inégalités et l'exclusion, avec les ODD comme outils d'orientation de ses politiques et financements. Un autre document interne de l'agence onusienne, qui « énonce les critères du PNUD pour l'évaluation et la sélection des partenaires et des principes de partenariats » livre une tout autre vision. Après avoir rappelé qu'« au cours des dernières années, il y a eu reconnaissance accrue du rôle du secteur privé dans la promotion du développement durable », il y est affirmé le PNUD a aussi pour objectif de « soutenir et faciliter le développement du secteur privé » tout engageant une « collaboration » avec ce dernier. Mais sans omettre pour autant « les risques pour sa réputation » en prenant soin de ne s'associer qu'avec « des entreprises du secteur privé qui sont attachées aux valeurs fondamentales et aux causes de l'ONU, et qui ne sont pas impliquées dans des activités commerciales ou autres incompatibles avec la vision, la mission et les valeurs du PNUD ».

Le PNUD liste des activités à exclure (vente d'armes, tabac, jeux d'argent..), mais aussi des secteurs à « haut risque », comme le secteur du pétrole et du gaz, mais aussi le secteur minier, les produits chimiques ou encore les sodas. Pourtant, le PNUD a bien passé des accords ou envisage sérieusement de le faire avec des entreprises comme Total, Dow ou encore Coca. Le « développement durable » serait-il à vendre ? Présentés comme un moyen de fédérer et orienter les efforts du secteur public, de la société civile et des entreprises privées autour d'un but commun, les Objectifs de développement durable pourraient surtout devenir un instrument de capture du développement, et du système onusien lui-même, par les multinationales. multinationales.org 7 mars 2019

- Mauvaise nouvelle pour le climat : la France commence à importer du gaz de schiste - bastamag.net 11 mars 2019

L'affaire avait fait grand bruit il y a trois ans : la France, qui a interdit l'exploitation du gaz de schiste sur son propre territoire, allait-elle importer du gaz de schiste en provenance des États-Unis ? Cette source d'énergie très controversée, en raison des impacts environnementaux de la fracturation hydraulique, allait-elle quand même alimenter les chaudières et plaques de cuisson françaises ? La réponse est oui.

Les importations de gaz de schiste américain ont effectivement commencé à l'automne 2018, selon les données rendues publiques par l'agence états-unienne d'information sur l'énergie. Et cela ne fait que commencer. Le navire méthanier Provalys, revendu l'année dernière par Engie à Total, devait accoster cette semaine au port de Montoir, à proximité de Saint-Nazaire, en provenance du terminal d'exportation de gaz de Sabine Pass. Celui-ci, situé à la frontière entre la Louisiane et le Texas, appartient à la firme américaine Cheniere. Le Provalys semble avoir changé de cap depuis la première publication de cet article (voir précisions ci-dessous).

« Le gaz naturel américain est importé directement en France depuis fin 2018 »

Elengy, filiale d'Engie qui gère le terminal méthanier de Montoir (et deux terminaux similaires à Fos-sur-Mer), a confirmé à l'Observatoire des multinationales que « le gaz naturel américain est importé en Europe depuis 2017 et directement en France depuis fin 2018 ». Tout en ajoutant que « le nom des importateurs et le détail des cargaisons sont des informations commercialement sensibles que nous ne sommes pas autorisés à divulguer ». Même invocation du secret commercial du côté du quatrième et dernier terminal méthanier française, celui construit par EDF à Dunkerque, récemment revendu à l'opérateur belge Fluxys.

L'Observatoire des multinationales, édité par Basta !, a donc sollicité les entreprises susceptibles d'avoir acheté ce gaz pour

le distribuer en France, à savoir les fournisseurs EDF, Engie et Total (qui a récemment absorbé Direct Energie et Lampiris sous la marque Total Spring, prenant la troisième place du marché). Aucune n'a souhaité répondre. L'autre possibilité est que ce gaz ait été acheté par des clients industriels, par exemple pour produire... du plastique (lire à ce sujet : Les liens étroits et méconnus entre le gaz de schiste et l'explosion des déchets plastiques).

Contrats d'approvisionnement signés... au moment de la COP 21

En 2015, juste avant la Conférence de Paris sur le climat, Engie et EDF avaient signé des accords d'approvisionnement avec Cheniere, pionnière de l'exportation du gaz de schiste américain avec les terminaux de Sabine Pass et de Corpus Christi (voir ici). Selon les données officielles, la majorité du gaz exporté vers la France transite par le terminal de Sabine Pass, et par celui de Cove Point, dans la baie de Chesapeake, appartenant à Dominion Energy.

L'essor du gaz de schiste aux États-Unis, un pays qui était auparavant un importateur net, a créé une situation de surproduction et une baisse des prix. Les industriels états-uniens se sont donc rapidement intéressés aux marchés d'exportation. La construction de plusieurs dizaines de nouveaux gazoducs et terminaux méthaniers est planifiée le long des côtes du golfe du Mexique et de la façade Atlantique, dont certains financés par des banques françaises, en particulier la Société générale.

Le gaz, aussi nuisible pour le climat que les autres hydrocarbures

La contestation de ces nouvelles infrastructures gazières est aujourd'hui tout aussi virulente aux États-Unis que celle liée aux impacts locaux de la fracturation hydraulique – contamination de l'eau, séismicité, pollution de l'air, etc (voir ici). Le gaz est souvent présenté par les industriels comme une source d'énergie plus « propre » que le pétrole ou le charbon, et donc plutôt bénéfique pour la transition énergétique. Un discours porté en France par Engie et Total.

En réalité, si l'on tient compte de l'ensemble de la filière et notamment des émissions fugitives de méthane, un gaz à effet de serre plus puissant que le CO2, le gaz est tout aussi nuisible pour le climat que les autres hydrocarbures, voire davantage. De ce point de vue aussi, l'arrivée massive de gaz américain en France et en Europe n'est pas une bonne nouvelle.

NOTE : Depuis la première publication de cet article le 8 mars 2019, le Provalys a changé de cap. Même si sa destination officielle est toujours Nantes, il est actuellement (au 13 mars au matin) en train de tourner en rond à proximité de l'archipel des Açores. Il est possible qu'il attende une offre plus lucrative pour sa cargaison. bastamag.net 11 mars 2019

TROISIEME PARTIE

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie

- Algérie : Bouteflika confirme qu'il restera président après l'expiration de son mandat - Le Parisien 19 mars 2019

Voilà qui ne risque pas de calmer la rue algérienne. Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a confirmé dans un message lundi, qu'il prolongerait son 4e mandat au-delà de son terme constitutionnel, le 28 avril, jusqu'à un nouveau scrutin organisé à l'issue d'un processus de révision constitutionnelle.

« Que l'Algérie vive, dans un avenir proche, une transition harmonieuse et assiste à la remise de ses rênes à une nouvelle génération […] tel est l'objectif suprême que je me suis engagé à concrétiser avant la fin de mon mandat présidentiel, à vos côtés et à votre service », souligne le chef de l'Etat dans ce message, publié par les médias d'Etat.

Le mandat expire le 28 avril

Son actuel mandat expire constitutionnellement le 28 avril et le président a annoncé le 11 mars qu'il entend remettre ses pouvoirs à un successeur élu lors du scrutin qui sera organisé à l'issue d'une Conférence nationale devant réformer l'Algérie et modifier la Constitution.

Dans un message à l'occasion de la fête de la Victoire (19 mars 1962) sur le colonisateur français, « Boutef » assure lundi que cette « Conférence nationale » chargée de changer le « régime de gouvernance » de l'Algérie et « renouveler ses systèmes

politiques, économique et social » se tiendra « dans un très proche avenir ». La révision constitutionnelle « globale et profonde » dont est chargée la Conférence nationale et qui sera soumise à référendum, « préludera à un nouveau processus électoral qui verra l'élection d'un nouveau président », rappelle, comme il l'avait fait le 11 mars, le président algérien confirmant qu'il entend rester au pouvoir bien après le 28 avril.

Vendredi, des millions d'Algériens sont à nouveau descendus dans la rue pour exprimer leur refus de la prolongation de fait de son actuel mandat. Peine perdue.

Si un délai d'un an a été parfois évoqué pour une transmission du pouvoir, il apparaît intenable à de nombreux observateurs vu l'ampleur de la tâche : désignation des participants et organisation des travaux de la Conférence, élaboration d'une nouvelle Constitution, organisation d'un référendum, convocation et tenue d'une présidentielle…

Dans son message, le Raïs d'Alger a par ailleurs appelé le peuple à être « à la hauteur de ses aspirations socio-économiques et culturelles » et à « prêter main-forte à son armée pour préserver l'Algérie contre les dangers extérieurs ».

Plus tôt, le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée algérienne avait appelé à la « responsabilité » de chacun pour trouver des « solutions dans les plus brefs délais » à la crise actuelle en Algérie.

- Algérie: "L'armée demeure le rempart du peuple", dit le général Salah - Reuters 19.03

L'armée algérienne "demeure le rempart du peuple et de la Nation", a assuré lundi le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général Ahmed Gaïd Salah, affirmant l'existence de solutions à la crise politique que traverse actuellement le pays. Reuters 19.03

Qui va aller voter pour l'Union européenne des multinationales ? Boycott !

- Bayer Monsanto, Uber, Google, Syngenta… adorent financer les partis politiques européens - lareleveetlapeste.fr 11 mars 2019

« C'est une pratique courante et parfaitement légale : nous ouvrons nos débats à ces entreprises, qui participent en retour aux frais d'organisation de ces événements », explique Didrik de Schaetzen, directeur de la communication de l'ALDE.

En France, le financement politique par les entreprises est interdit. Il n'en est pas de même au niveau européen. En 2018, le groupe eurosceptique des Conservateurs et réformistes européens (CRE) a reçu plus de 102 000 euros de la part de neuf sociétés (AT&T, Triple A, Estiom, MTI, Wastech, Galerie Gema, Q.E.D. Systems, Without Limits et AWS Holding), ainsi que 47 000 euros de plusieurs lobbys et fondations.

Le Parti populaire européen (PPE), mouvement de droite auquel sont rattachés Les Républicains, a quant à lui reçu 61 000 euros pour l'accueil de quatre multinationales (AT&T, Walt Disney, Microsoft et UPS) à son congrès annuel, en novembre 2018.

Enfin, l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE) qui regroupe des forces politiques centristes et libérales de plusieurs pays européens, a aussi bénéficié d'importants financements provenant de Bayer, Uber, Google ou encore Syngenta, le géant suisse des pesticides. En 2018, le parti a reçu 122 000 euros de la part de huit multinationales et lobbys. Ceux-ci ont versé de 7 000 à 18 000 euros pour intervenir lors du congrès annuel du parti, organisé en novembre 2018 à Madrid.

Une pratique courante et parfaitement légale

« C'est une pratique courante et parfaitement légale : nous ouvrons nos débats à ces entreprises, qui participent en retour aux frais d'organisation de ces événements », explique Didrik de Schaetzen, directeur de la communication de l'ALDE.

De leur côté, comment les entreprises justifient-elles une telle générosité ? Interrogé par Le Monde, Bayer a déclaré avoir cosponsorisé des congrès de l'ALDE pour « faciliter un large débat sur divers sujets tels que l'innovation, l'agriculture ou le commerce ».

La défense de quels intérêts ?

Bayer se place comme deuxième plus gros donateur politique européen, derrière l'opérateur de télécommunications américain AT&T, ce dernier ayant versé plus de 200 000 euros aux quatre plus grands partis politiques européens au cours des cinq dernières années. L'influence du groupe allemand, qui a récemment acquis le très fameux spécialiste américain des pesticides Monsanto, est emblématique du problème soulevé par ces pratiques.

Alors que se pose la question du respect de certains principes de démocratie les plus essentiels – défendre l'intérêt des citoyens

avant celui des grandes entreprises – les partis revendiquent une simple ouverture aux « parties prenantes ». « On a aussi des relations avec des ONG », garantit notamment M. de Schaetzen. Dommage, aucune d'entre elles n'a été conviée au congrès du parti à Madrid. 11 mars 2019 lareleveetlapeste.fr 11 mars 2019

Brésil.

Il en est le produit !

- A Washington, le président brésilien visite... la CIA - AFP 19.03

Pour son premier voyage officiel aux Etats-Unis, le président brésilien Jair Bolsonaro a choisi d'effectuer lundi une visite pour le moins inhabituelle de la part d'un dirigeant étranger: le siège de la CIA. AFP 19.03

Il en est l'agent !

- Trump et Bolsonaro mettent en scène leur complicité à Washington - AFP 19.03

Unis dans la dénonciation des "Fake News", Donald Trump et Jair Bolsonaro, l'un de ses plus fervents admirateurs, ont affiché une forme de complicité mardi à Washington, louant une proximité sans précédent entre les Etats-Unis et le Brésil.

ECONOMIE

Etats-Unis

LVOG - Ah ben c'est con, l'effondrement du capitalisme ce ne sera pas pour demain ni après-demain... La preuve.

- USA: La Fed ne prévoit plus de hausse de taux en 2019 - Reuters 21 mars 2019

La Réserve fédérale américaine a franchi mercredi un grand pas vers la fin du cycle de resserrement de sa politique monétaire engagé fin 2015 en laissant entendre qu'elle ne relèverait pas les taux cette année et en annonçant qu'elle arrêterait de réduire son bilan en septembre.

La banque centrale américaine, qui a réaffirmé son engagement à être "patiente", ne table désormais plus que sur une seule hausse de taux d'ici 2021 et n'évoque plus la nécessité de resserrer sa politique monétaire pour prévenir une accélération de l'inflation.

Elle a en outre précisé qu'elle allait ramener la diminution de ses avoirs en bons du Trésor à 15 milliards de dollars par mois à partir du mois de mai, contre 30 milliards mensuels actuellement. La réduction du bilan sera ensuite totalement interrompue à partir de septembre si la situation économique et monétaire évolue d'ici-là conformément aux prévisions.

La banque centrale américaine prévoit ainsi d'arrêter d'ici septembre le réinvestissement systématique de jusqu'à 50 milliards de dollars (44 milliards d'euros environ) d'obligations du Trésor et de prêts immobiliers titrisés ("mortgage-based securities", MBS) arrivant à échéance ou remboursés par anticipation.

A ce stade, le bilan de la Fed devrait encore inclure au moins 3.500 milliards de dollars d'obligations, soit plus de quatre fois le montant qu'elle détenait avant la crise. Son portefeuille obligataire représente actuellement quelque 3.800 milliards de dollars.

Elle a commencé à le réduire au quatrième trimestre 2017. Il avait culminé en 2015 et 2016 à environ 4.250 milliards de dollars, après trois cycles d'"assouplissement quantitatif" ("quantitative easing", QE) lancés entre 2008 et 2014 pour injecter massivement des liquidités dans le système financier, faire baisser les taux à long terme et soutenir l'activité économique.

L'annonce de l'arrêt du processus de réduction du bilan marque un revirement pour l'institution trois mois seulement après que son président, Jerome Powell, a déclaré que le mécanisme de réinvestissement des échéances était en "pilote automatique".

La réduction du bilan engagée fin 2017 est considérée par une partie des investisseurs comme l'une des explications à la montée de la volatilité sur les marchés fin 2018.

La banque centrale continue d'encadrer l'évolution des taux des fonds fédéraux en payant aux banques des intérêts sur les quelque 1.700 milliards de dollars de réserves qu'elles détiennent auprès d'elles et via d'autres opérations monétaires.

Les réserves des banques ont augmenté fortement au cours des années qui ont suivi la crise et une réduction trop marquée pourrait se traduire par des fluctuations plus marquées des taux à court terme sur les marchés.

Ces annonces signifient que la Fed met à l'arrêt les deux moteurs du resserrement de sa politique monétaire afin d'adapter cette dernière au ralentissement de la croissance mondiale et à la dégradation de certains indicateurs économiques aux Etats-Unis.

Les nouvelles prévisions économiques de la banque centrale intègrent la perspective d'un chômage légèrement plus élevé qu'estimé initialement, d'une inflation un peu plus faible et d'une croissance moins dynamique.

La Fed a ainsi ramené sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis pour cette année de 2,3% à 2,1% et la prévision d'inflation à 1,8% contre 1,9%. Le taux de chômage, lui, est attendu à 3,7%, légèrement au-dessus du niveau attendu il y a trois mois. Reuters 21 mars 2019

Haut de page

Le 22 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Pourquoi n'essayerions-nous pas la révolution, le socialisme ? Ceux qui l'évoquent ne sont pas forcément ceux auxquels on pense.

J'ai créé le cinquantième dossier pour classer les nouveaux fichiers.

- Au format pdf (13 pages)

Le régime a instauré l'état de siège contre le peuple travailleur, il lui a déclaré la guerre !

Interdictions de manifester, marquage des manifestants avec des produits chimiques, drones de surveillance, unités mobiles anti-casseurs et appel à l'armée...

- Le colonel Guillaume Thomas, porte-parole adjoint de l'état-major des armées : Il n'y a "jamais eu de problème avec des manifestants ou des 'Gilets jaunes'". Reuters 21 mars 2019

L'Union européenne est la négation de la démocratie, ils le disent eux-mêmes. Boycott !

“Il ne peut y avoir de choix démocratique contre des traités européens” Jean-Claude Juncker, Président de la commission européenne “Vous devez comprendre lentement mais sûrement qu'il n'y a plus de politique intérieures nationales, il n'y a plus que des politique intérieures européennes”. Viviane Reding, commissaire européen s'adressant à l'Assemblée Nationale française.

Il chasse le manifestant, l'opposant, le contestataire, le réfractaire, le résistant, le rebel, le Gilet Jaune : Chassons Macron !

- La réponse de Frédéric Lordon à Emmanuel Macron l'invitant au grand débat - Le blog de Paeonia 18.03

Extrait.

En réalité, sur la manière dont vous utilisez le langage pour « débattre » comme vous dites, nous sommes assez au clair depuis longtemps. C'est une manière particulière, dont on se souviendra, parce qu'elle aura fait entrer dans la réalité ce qu'un roman d'Orwell bien connu avait anticipé il y a 70 ans très exactement – au moins, après la grande réussite de votre itinérance mémorielle, on ne pourra pas dire que vous n'avez pas le sens des dates anniversaires. C'est une manière particulière d'user du langage en effet parce qu'elle n'est plus de l'ordre du simple mensonge.

Bien sûr, dans vos institutions, on continue de mentir, grossièrement, éhontément. Vos procureurs mentent, votre police ment, vos experts médicaux de service mentent – ce que vous avez tenté de faire à la mémoire d'Adama Traoré par experts interposés, par exemple, c'est immonde. Mais, serais-je presque tenté de dire, c'est du mensonge tristement ordinaire.

Vous et vos sbires ministériels venus de la start-up nation, c'est autre chose : vous détruisez le langage. Quand Mme Buzyn dit qu'elle supprime des lits pour améliorer la qualité des soins ; quand Mme Pénicaud dit que le démantèlement du code du travail étend les garanties des salariés ; quand Mme Vidal explique l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants étrangers par un souci d'équité financière ; quand vous-même présentez la loi sur la fake news comme un progrès de la liberté de la presse, la loi anti-casseur comme une protection du droit de manifester, ou quand vous nous expliquez que la suppression de l'ISF s'inscrit dans une politique de justice sociale, vous voyez bien qu'on est dans autre chose – autre chose que le simple mensonge. On est dans la destruction du langage et du sens même des mots.

Si des gens vous disent « Je ne peux faire qu'un repas tous les deux jours » et que vous leur répondez « Je suis content que vous ayez bien mangé », d'abord la discussion va vite devenir difficile, ensuite, forcément, parmi les affamés, il y en a qui vont se mettre en colère. De tous les arguments qui justifient amplement la rage qui s'est emparée du pays, il y a donc celui-ci qui, je crois, pèse également, à côté des 30 ans de violences sociales et des 3 mois de violences policières à vous faire payer : il y a que, face à des gens comme vous, qui détruisent à ce point le sens des mots – donc, pensez-y, la possibilité même de discuter –, la seule solution restante, j'en suis bien désolé, c'est de vous chasser.

Il y a peu encore, vous avez déclaré : « Répression, violences policières, ces mots sont inacceptables dans un Etat de droit ». Mais M. Macron, vous êtes irréparable. Comment dire : dans un Etat de droit, ce ne sont pas ces mots, ce sont ces choses qui sont inacceptables. À une morte, 22 éborgnés et 5 mains arrachées, vous vous repoudrez la perruque et vous nous dites : « Je n'aime pas le terme répression, parce qu'il ne correspond pas à la réalité ». La question – mais quasi-psychiatrique – qui s'en suit, c'est de savoir dans quelle réalité au juste vous demeurez.

Des éléments de réponse nous sont donnés par un article publié il y a de ça quelques jours par le Gorafi sous le titre : « Le comité de médecine du ministère de l'intérieur confirme que le LBD est bon pour la santé ». On peut y lire ceci : « Christophe Castaner s'est réjoui des résultats des tests du comité de médecins et a aussitôt signé une ordonnance qualifiant de rébellion et outrage à agent toute personne qui mettrait en cause la fiabilité de cette étude ». M. Macron, voyez-vous la minceur de l'écart qui vous tient encore séparé du Gorafi ? Vous êtes la gorafisation du monde en personne. Sauf que, normalement, le Gorafi, c'est pour rire. En réalité, personne ne veut vivre dans un monde gorafisé. Si donc le macronisme est un gorafisme mais pour de vrai, vous comprendrez qu'il va nous falloir ajuster nos moyens en conséquence. Et s'il est impossible de vous ramener à la raison, il faudra bien vous ramener à la maison.

Tous les glapissements éditorialistes du pays sur votre légitimité électorale ne pourront rien contre cette exigence élémentaire, et somme toute logique. En vérité, légitime, vous ne l'avez jamais été. Votre score électoral réel, c'est 10%. 10% c'est votre score de premier tour corrigé du taux d'abstention et surtout du vote utile puisque nous savons que près de la moitié de vos électeurs de premier tour ont voté non par adhésion à vos idées mais parce qu'on les avait suffisamment apeurés pour qu'ils choisissent l'option « ceinture et bretelles ».

Mais quand bien même on vous accorderait cette fable de la légitimité électorale, il n'en reste plus rien au moment où vous avez fait du peuple un ennemi de l'État, peut-être même un ennemi personnel, en tout cas au moment où vous lui faites la guerre – avec des armes de guerre, et des blessures de guerre. Mesurez-vous à quel point vous êtes en train de vous couvrir de honte internationale ? Le Guardian, le New-York Times, et jusqu'au Financial Times, le Conseil de l'Europe, Amnesty International, l'ONU, tous sont effarés de votre violence. Même Erdogan et Salvini ont pu s'offrir ce plaisir de gourmets de vous faire la leçon en matière de démocratie et de modération, c'est dire jusqu'où vous êtes tombé.

Mais de l'international, il n'arrive pas que des motifs de honte pour vous : également des motifs d'espoir pour nous. Les Algériens sont en train de nous montrer comment on se débarrasse d'un pouvoir illégitime. C'est un très beau spectacle, aussi admirable que celui des Gilets Jaunes. Une pancarte, dont je ne sais si elle est algérienne ou française et ça n'a aucune importance, écrit ceci : « Macron soutient Boutef ; les Algériens soutiennent les Gilets Jaunes ; solidarité internationale ». Et c'est exactement ça : solidarité internationale ; Boutef bientôt dégagé, Macron à dégager bientôt.

Commentaire d'internaute

- Non, on vit un cauchemar. Si la droite, c'est le capitalisme et la haine contre le peuple, alors Macron et sa bande (Castaner, Griveaux, etc.) ne sont pas d'extrême droite, mais d'ultra-droite. Et ils sont suivis par l'électorat bourgeois de l'ex-UMP.

- Je ne veux pas nourrir une querelle sémantique, mais extrême droite veut dire pour moi:
- une politique économique entièrement tournée vers les plus riches(sans commentaires)
- un politique extérieure de pillage et de colonialisme(soutien total aux USA)
- un racisme social (sans commentaires)
- un racisme ethnique….(voir le reportage du Média sur Briançon et faire un tour sur la méditerranée…)
- Une légitimation de la violence

Cocher les cases correspondantes et comparons Lepen et Macron…

Vive la révolution prolétarienne et socialiste !

LVOG- Le pays est au bord de l'explosion sociale ou de la révolution. Non, on n'a pas lu cela dans un éditorial d'un parti du mouvement ouvrier, ce n'est pas vraiment leur ligne politique.

Après nos dirigeants expliqueront que les conditions ne sont pas favorables à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou que c'est très compliqué, voire quasiment impossible pour justifier leur bilan nul sur cette question déterminante ou leur incurie légendaire. Et leurs militants les croient ! Il y a quelque temps déjà un militant m'avait écrit que la situation était révolutionnaire en France et que je ne le voyais pas.

En fait rien ne permettait de me convaincre dans son argumentation qu'une révolution pourrait se déclencher en France, je devais le croire sur parole, or je ne fonctionne pas ainsi. Je sais par expérience que les conditions des masses peuvent être autrement plus épouvantables dans de nombreux pays sans qu'il y ait pour autant de révolution. Donc je suis très circonspect ou prudent sur cette question et bien d'autres, et je ne me fie pas aux apparences ou je ne pratique pas l'autosuggestion ou encore, je ne prends pas mes désirs pour la réalité.

J'ai répété une multitude de fois qu'il avait toujours existé des millions de travailleurs pauvres en France et leurs familles pour en être issu, pour avoir vécu cette condition pendant toute mon enfance et mon adolescence chez mes parents, c'était une de mes tantes et ma grand-mère maternelle qui permettaient à mes parents de finir les fins mois ou de nous nourrir entre les années 50 à mi 75, de ma naissance à mes 20 ans lorsque je quitta la demeure familiale pour vivre ma propre expérience de jeune travailleur pauvre, misérable. Une fois j'irai travailler trois jours sans avoir pris un seul repas, c'est pour dire que je connais ce genre de situation. Et ici en Inde, n'en parlons pas, je ne parle pas de ma condition qui est relativement confortable, mais dans mon entourage, mon village, où régulièrement je nourris des affamés qui ne pensent pas à la révolution autant dire, ils ignorent même ce qu'est une classe sociale...

Mes souvenirs de jeunesse quand j'habitais Paris, au 6 rue Joubert, ce sont des clochards partout dormant sur les trottoirs, je les enjambais quand j'allais à l'école, sous le porche qui donnait sur la cour, puis un peu plus loin à côté de la librairie, en face devant un hôtel de passe, plus loin sous les arcades des Grands Magasins, dans le passage de Havre, puis sur les grilles du métro aux abords de la gare Saint-Lazare, dans les couloirs de la gare ils étaient encore plus nombreux, et évidemment dans le métro pour se réchauffer.

La réaction est de toute évidence plus capable d'analyser la situation et davantage lucide que nos dirigeants empêtrés dans leur dogmatisme, leurs contradictions et un déni permanent de la réalité.

- Dégoût, colère, envie de révolution... : l'étude exclusive qui révèle la très sombre humeur des Français relativement aux autres Européens. - atlantico.fr 20.03.2019

Un sondage Ifop en exclusivité pour Atlantico en partenariat avec cinq autres instituts en Europe montre notamment que 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution. Nous publions aujourd'hui la partie un de cette enquête en quatre volets.

Atlantico : Selon un sondage IFOP pour Atlantico, 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution, tandis que 50% d'entre eux considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes. Comment expliquer cette situation comparativement aux autres pays européens ?

David Nguyen : La première chose à dire est qu'il s'agit d'un chiffre absolument spectaculaire. Quatre Français sur dix considèrent qu'une révolution serait une bonne solution : même si nous ne savons pas exactement ce qu'ils mettent derrière ce mot, c'est la marque d'une radicalité très présente au sein de la société. Ce qui nous permet de dire que cela est un taux important c'est que ce chiffre est beaucoup plus élevé que dans tous les autres pays européens que nous avons testé. On observe 39% de révolutionnaires potentiels en France contre 20% en Allemagne, 14% en Autriche, 13% en Espagne, 28% en Italie et 14% parmi les Polonais. Dans ces pays, l'attachement à une logique réformiste est plus élevée qu'en France et la propension à la révolution plus faible. Même si le réformisme reste dominant dans notre pays avec 50% des français qui ne veulent pas en passer par une révolution mais plutôt par des réformes, ce résultat indique un désir de changement particulièrement intense.

Ne peut-on pas voir un décalage entre la perception du gouvernement qui semble parier sur un tassement du mouvement et le résultat de ce sondage ?

David Nguyen : Effectivement. L'adhésion à une logique révolutionnaire chez une grosse minorité des Français indique un niveau de tension politique élevé. Il faut préciser de surcroit que notre enquête a été réalisée au milieu du mois de février, quand la situation s'était en apparence un peu calmée. Nous étions en plein grand débat avec une forme de reconnexion de l'exécutif avec une partie des Français et une remontée d'Emmanuel Macron dans les sondages. Or, ce sondage montre que la colère était encore là et était prête à exploser à la moindre étincelle. C'est ce qui s'est produit lors de ce dernier samedi, probablement avec un effet

de contraste avec un président sur les pistes de ski qui n'a pas dû arranger les choses. On voit bien que, malgré un grand débat presque terminé, le niveau de radicalité n'a pas du tout baissé. Pour les jours à venir, il faut rappeler que nos dernières mesures établissaient un aggloméré de 54% des Français qui soutenaient ou avaient de la sympathie pour le mouvement des gilets jaunes. Il est possible que l'on assiste à une baisse de ce soutien global après un acte 18 particulièrement violent, mais ce sera le "ventre mou" qui aura un peu bougé, et nous aurons encore probablement plus de 40% des Français qui auront une opinion positive, malgré la dramatisation des violences. Le gouvernement ne peut donc a priori pas miser sur un grand basculement de l'opinion vis-à-vis des gilets jaunes, tout simplement parce que leurs demandes sociales sembleront toujours légitimes à toute une partie de la population.

Quelles sont les différences de ce caractère révolutionnaire selon des orientations politiques des Français ?

David Nguyen : Les électorats majoritairement révolutionnaires se trouvent du côté de la France insoumise que du Rassemblement national : 57% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon de 2017 et 66% des électeurs de Marine Le Pen 2017 pensent qu'il faut passer par une révolution pour changer les choses en France (contre 13% pour les électeurs d'Emmanuel Macron). Lorsqu'on regarde les intentions de vote pour les européennes de 2019, on passe à 67% des électeurs de la FI soit 10 points de plus de radicalité révolutionnaire et 71% des électeurs du RN, soit 5 points de plus. On voit donc que les révolutionnaires potentiels se trouvent d'abord dans les formations les plus opposées au gouvernement actuel et que cette radicalité s'est renforcée depuis le début du quinquennat. Cela veut dire que les électorats de ces deux formations, qui n'ont jamais été au pouvoir, considèrent qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre institutionnel actuel. A ce stade on ne sait donc pas si une alternance régulière avec Jean-Luc Mélenchon ou Marine Le Pen serait suffisante aux yeux de ces électorats, ou s'il faudrait aller plus loin en mettant à bas les institutions actuelles. Il y a en tout cas une appétence pour un changement radical. A ce titre, il ne faut pas oublier que le livre d'Emmanuel Macron qui avait lancé sa campagne s'intitulait "Révolution". Si évidemment tous les Français n'y ont pas cru, et que tout le monde a bien compris qu'il ne s'agissait pas de renverser totalement le système en place, nous avions vu dans nos études qu'il y a eu une vraie séduction qui s'était opérée en début de quinquennat auprès de certaines catégories même parmi les plus populaires, sur l'idée d'un changement radical, de quelqu'un qui allait faire ce que les autres n'avaient jamais fait, qui avait renvoyé dans leurs cordes les anciens responsables politiques. On peut penser que ce désir de révolution et de radicalité a été d'autant plus déçu pour ces populations, qui ont pu avoir l'impression d'être finalement face à un pouvoir encore plus éloigné d'eux qu'auparavant.

Selon un sondage IFOP pour Atlantico, 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution, tandis que 50% d'entre eux considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes. Comment expliquer cette situation comparativement aux autres pays européens?

Christophe Boutin : Effectivement, les Français se distinguent, avec un score de 11 points de plus que celui des deuxièmes « révolutionnaires » européens, les Italiens (28%), et de près du double de celui des Allemands (20%) ou du triple de celui des Espagnols (13%).

Il serait tentant de faire un détour par les traditions politiques de ces différents peuples, et de s'interroger sur la place qu'ont eu les phénomènes révolutionnaires dans leur histoire, comme sur la connotation consécutive qu'a pour eux le mot de « révolution ». Or la France, on l'a assez dit, est une nation volontiers révolutionnaire, dont l'histoire récente a été agitée de soubresauts de ce type : 1789, 1830, 1848, 1958… et quand la transition entre deux régimes a pris une autre forme, c'est simplement qu'un coup d'État ou une défaite militaire le permettait, et non qu'il s'agissait d'une transition « pacifiée » (Thermidor, Brumaire, 1814, 1870, 1940, 1944). Dans les autres nations considérées dans le sondage, on trouve dans la même période des guerres dynastiques ou des guerres d'unification, plutôt que des révolutions – même si, effectivement, la crise des nationalités secoua toute l'Europe du XIXe siècle.

Ajoutons à cette première spécificité que notre mystique républicaine, ce « roman national » de propagande, non seulement, fait volontiers d'une révolution, celle de 1789, l'acte de naissance véritable de notre nation, gommant sans vergogne des siècles d'histoire et l'œuvre de nos rois, mais qu'elle exalte volontiers les autres révolutions que nous avons connues, dans lesquelles, comme dans le célèbre tableau de Delacroix, la liberté est toujours censée guider le peuple. On en est au point dans notre pays où, cinquante ans après l'événement, les « révolutionnaires » de1968 peuvent utiliser dans les médias et les salons le capital de sympathie acquis en bravant les CRS de Charles De Gaulle, tant être « révolutionnaire » vaut en France brevet d'intelligence et de courage, quelle qu'ait pu être la réalité.

Or on trouve moins de fascination pour les aventures révolutionnaires chez les autres peuples évoqués dans le sondage. Les Italiens, deuxièmes on l'a dit, n'oublient peut-être pas que leur Risorgimento, préparé par les carbonari, fut – un temps – révolutionnaire, et se souviennent peut-être de leurs pulsions garibaldiennes. Mais les Allemands savent que leur gouvernement socialiste mata dans le sang la révolution communiste de Liebknecht et Luxemburg, et que le pays paya ensuite de n'avoir pas su écraser à temps la révolution national-socialiste ; les Espagnols se souviennent qu'ils ont payé bien cher les excès de leur aventure révolutionnaire ;et les Polonais ont trop entendu le mot de « révolution » dans la bouche de commissaire-politiques venus de pays frères pour ne pas hésiter à l'employer.

Mais l'histoire des mentalités n'est pas tout, et, une fois évoqué cet éventuel atavisme, encore faut-il se poser la question de l'impact de la situation actuelle sur la réponse donnée. Quel Français se sent plus particulièrement révolutionnaire ? Si l'on en

croit votre sondage, un Français ayant entre 25 et 34 ans (45% privilégient la révolution sur les réformes), appartenant aux catégories populaires (50%) - mais pas chômeur (34%) -, ayant un CAP ou un BEP (50%), habitant une ville de province (41%) et se sentant pauvre (69%). Le portrait-type de ces « Gilets jaunes » du début du mouvement, de cette France périphérique des ronds-points.

Alors, certes, les « laissés pour compte » de la mondialisation existent bien dans les autres pays sondés, mais pas de la même manière. D'abord, parce que certains de ces pays tirent mieux leur épingle du jeu européen que la France, l'Allemagne, bien sûr, mais aussi une Espagne très largement aidée dans les précédentes décennies, ou une Pologne qui l'est de nos jours, autant d'éléments financiers qui peuvent tempérer la sensation d'exclusion. Pourtant, ce n'est pas tant là qu'est la différence que dans la capacité qu'ont ces exclus de se faire entendre. Prenons les pays sondés : en dehors d'une Allemagne toute puissante, en Pologne, en Italie et en Autriche des populistes et/ou nationalistes sont au pouvoir, et en Espagne les révoltés, de gauche ou de droite, jouent un rôle, au moins sur la scène très décentralisée de leurs régions. Il n'y a finalement qu'en France que la contestation du système est à ce point stigmatisée pour ne pas être entendue, que des millions d'électeurs n'ont quasiment pas de représentants, et que les réformes mises en oeuvre depuis quarante ans vont à rebours de leurs attentes clairement exprimées.

Quant aux proximités politiques des révolutionnaires potentiels du sondage, on notera que si les électeurs de La France Insoumise sont 60% à privilégier l'action révolutionnaire, ils sont 61% chez ceux de Debout La France et 73% chez ceux du Rassemblent national. La droite est donc actuellement plus farouchement révolutionnaire que la gauche… ce qui peut nous interroger sur le sens de la révolution envisagée. Deux des fameux « non-conformistes des années 30 », Robert Aron et Arnaud Dandieu, écrivaient en 1933, dans leur ouvrage La révolution nécessaire : «Quand l'ordre n'est plus dans l'ordre, il faut qu'il soit dans la révolution ». Nous y sommes.

De la colère au dégoût en passant par déception, les sentiments des Français à l'égard de la situation du pays sont largement négatifs. Comment analyser cette situation ?

David Nguyen : C'est très préoccupant parce que ces sentiments négatifs sont encore plus partagés en France que dans les autres pays européens. Notamment le sentiment de la colère qui est a priori le moteur principal d'un esprit révolutionnaire. Sur ce point, les Français se distinguent de nouveau des autres pays européens avec 32% des citations pour ce sentiment de colère, contre 19% en Allemagne, 18% en Autriche, 23% en Espagne. On voit de nouveau que l'intensité de la défiance est plus forte en France. Ce qu'il faut également noter, c'est que même si tous les pays ont la même hiérarchie des sentiments négatifs, et que l'espoir et la confiance sont partout en bas de tableau, l'intensité de la colère est également moins forte en Italie alors même que le pays est dirigé par un pouvoir dit populiste. On peut donc penser qu'une partie de la population italienne se retrouve dans le changement politique opéré en Italie et qu'elle considère que, quels que soient les résultats socio-économiques ou sur le front de l'immigration, il y a eu au moins un vrai changement. On peut voir dans ce contraste entre la France et l'Italie une forme d'avant/après le passage du populisme, avec une France dans une situation decocotte-minute sous pression maximale, quand bien même le président a lâché 10 milliards de dépenses sociales et a organisé le grand débat national. Malgré cela, le pays est au bord de l'explosion sociale. Alors qu'un pays comme l'Italie, qui est souvent présenté dans une situation de chaos, manifeste un sentiment de tension moins élevé, malgré des craintes très élevées notamment sur le front de l'emploi. Dans le détail et pour revenir à la France, les catégories qui expriment d'abord l'idée de déception sont les professions intermédiaires, c'est à dire le gros des troupes de la France du travail. C'est certainement cette France qui a cru en Emmanuel Macron et son discours sur la valeur travail et sur l'idée du redémarrage du pays. Il est inquiétant de voir que la déception est forte chez eux, et cela est certainement le stade qui précède la colère qui concerne déjà les catégories les plus populaires, les ouvriers notamment. Quand on en est à ce stade, on est effectivement moins dans une logique d'alternance démocratique et plus vers quelque chose de radical et de renversement du pouvoir.

De la colère au dégoût en passant par déception, les sentiments des Français à l'égard de la situation du pays sont largement plus négatifs que dans les autres pays considérés. Faut-il voir ici, comparativement à d'autres pays, l'expression d'un décalage perçu entre le statut du pays et la réalité vécue par la population?

Christophe Boutin : « Déception » (38% des sondés), « colère » (32%) et « dégoût » (28%) sont en effet les trois items qui, dans cet ordre, arrivent en tête en France. À noter que la «déception » est en tête dans l'esprit de tous les citoyens pays sondés, et que les Allemands, avec 40%, sont plus « déçus » encore que les Français par la situation de leur pays. C'est en fait avec la « colère » que la France remporte la palme sur ses pairs, puisque les Polonais sont encore plus« dégoûtés » que les Français de la situation de leur pays.

On retrouve donc ici l'ambiance révolutionnaire, et plus encore quand on examine les items positifs : les Français sont ceux qui ressentent le moins de « l'espoir » (7%, mais autour de 20%dans la plupart des autres pays), et disputent aux Espagnols le plus faible sentiment de «confiance » (3%). On comprend que ces mêmes Français, qui ressentent plus de « tristesse »pour la situation de leur pays que tous les autres peuples sondés, soient les plus gros consommateurs de psychotropes du monde !

On est parfois surpris par contre par la ventilation de ces items entre les différentes catégories de Français. Socialement, ce sont par exemple les 35/49 ans, et ceux qui ont fait des études supérieures (ces derniers n'ayant d'ailleurs guère « d'espoir »), qui sont le plus « déçus ». Et si les 25/34 ans sont en « colère », les 50/64 ans le sont tout autant, et l'on trouve côte à côte dans ce péché capital les CPA/BEP comme les Bac+2…

Politiquement ensuite, pour reprendre les trois items arrivés en tête, les plus « déçus » sont les électeurs du Parti Socialiste (47%) et d'Europe Écologie Les Verts (50%) – mais il est vrai que La République en Marche a taillé des croupières à ceux qui ne s'y sont pas ralliés. Les plus en «colère » - et nous retrouvons bien l'aspect révolutionnaire - sont les électeurs de La France Insoumise et du Rassemblement national. Mais les plus « dégoûtés » viennent notamment de l'Union des Démocrates et des Indépendants et de Debout La France…

On peut tirer de ces ventilations la difficulté de savoir ce que recouvrent véritablement ces items. Les « dégoûts » ou les « colères », même partagés, n'ont en effet peut-être pas les mêmes causes : un UDI pourra par exemple être « dégoûté » par une manifestation violente de « Gilets jaunes », qui pourra aussi mettre « en colère » un 50/64 ans, quand ce « dégoût » et cette «colère » n'auront que peu à voir avec ceux qu'expriment les manifestants.

Quant à la question est de savoir s'il y aurait un décalage entre la réalité du pays et le sentiment des Français, soulignons, d'abord, qu'on fait de la politique avec des sentiments autant qu'avec des faits, et que ces derniers passent même souvent en second en termes d'effets. Etre connaissons ensuite qu'il y a une forte propension à nier crûment certains faits pour tenter de faire disparaître le sentiment : il n'y aurait ainsi pas d'insécurité en France, mais un « sentiment d'insécurité », pas d'immigration croissante, mais un « sentiment d'immigration », et donc pas de décadence de notre nation, en fait riche et puissante, mais un « sentiment » d'où naîtraient, bien injustement, « déception », « colère » et « dégoût ». Hélas pour nos spécialistes et consultants, les Français sortent dans la rue et doivent payer leur baguette de pain, un choc avec la réalité toujours problématique.

Le mouvement des Gilets jaunes a pu mettre en évidence une rupture entre peuple et élite qui s'affirme au travers de ce sondage, 81% des Français estiment ainsi que l'opposition entre peuple et élite sera forte à court terme. Comment analyser un tel chiffre ?

David Nguyen : Encore une fois la France se distingue de ses voisins européens. Il y a donc une logique dans ce sondage, une cohérence des résultats. On voit une France au bord de l'implosion. 81% des Français pensent qu'il y a une opposition entre peuple et élites qui est forte et même 41% qui la considèrent très forte, ce qui est très élevé. Cela rejoint totalement le concept de sécession des élites qui a été exposé par Jérôme Fourquet dans son livre "L'archipel français" avec l'idée d'une élite qui s'est autonomisée par rapport aux classes populaires. S'il y a toujours eu une opposition et une distinction, la différence est que le poids de l'élite dans la société a explosé avec le renforcement de l'éducation supérieure. On peut donc observer aujourd'hui des bulles assez larges avec des populations urbaines et métropolitaines qui vivent en vase clos, s'expatrient à travers le monde, loin des assignés à résidence des catégories populaires qui ont le sentiment d'être complètement en dehors du film national. Ce qui est terrible, c'est que concernant ce sentiment d'opposition élite/peuple, nous n'avons pas de clivage social ou de clivage politique. C'est à dire qu'il y a une unanimité du constat selon lequel l'opposition peuple/ élites est très forte. On peut le voir d'un point de vue positif, en pensant qu'il s'agit d'une prise de conscience, alors que nous avons au début de la crise des gilets jaunes une forme de sidération des élites. Mais on peut également le voir sous un angle négatif avec une forme d'acceptation de cet état de fait de la sécession des élites.

Christophe Boutin : Premier élément, le terme d'élite est fort mal choisi, car il s'agit en fait, dans l'esprit des sondés, d'oligarchies, c'est à dire justement de fausses élites, d'élites dirigeantes sans véritable légitimité. De vraies élites, il y en aura en effet toujours, dans tous les domaines, dans tous les milieux, élites politique ou ouvrière, artisanale ou paysanne, militaire ou intellectuelle – et sans que ces termes ne soient aucunement exclusifs les uns des autres. Ce à quoi nous assistons, c'est à la fermeture sur elle-même d'une caste oligarchique, interdisant justement la « circulation des élites », la « méritocratie républicaine », « l'ascenseur social », autant de termes qui recouvrent une simple et même chose, l'application de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 selon lequel : « Tous les citoyens (…) sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ». Il n'y a donc pas de rupture entre le peuple et l'élite, mais seulement une rupture entre le peuple et l'oligarchie. (Et avec l'élite dont l'auteur de cet article doit faire partie. Vous savez pourquoi ? Il dira plus loin que l'élite peut porter les "revendications" du "peuple", pure imposture. - LVOG)

Intéressante ensuite est la répartition des pourcentages entre les différents peuples sondés : la France est ainsi en tête quand il s'agit de voir à terme une « forte opposition » entre peuple et élite (81%), tous ces peuples ne répondent pas forcément pour les mêmes raisons. La notion «d'élite » a en effet un sens différent selon les pays : très lié au politique dans certains – dont la France, pour des raisons historiques – elle déborde largement sur l'économique dans d'autre pays – l'Allemagne par exemple, où le sentiment d'opposition n'est que de 66%. Il faut aussi tenir compte des possibilités d'expression actuelles du peuple, de sa possibilité de voir des dirigeants (donc l'élite) porter ses revendications. Et la France, bloquée sur ce point nous l'avons dit, est ainsi logiquement largement devant des pays qui ont, par exemple, un gouvernement conservateur, comme l'Autriche (64%) ou la Pologne (50%).

Enfin, tous les pays sondés pensent majoritairement que cette opposition sera forte dans les temps qui viennent, ce qui veut dire qu'il est politiquement indispensable de renouer le lien entrele peuple et les élites, les véritables élites. Or la politique prévue par l'oligarchie pour sortir de la crise des « Gilets jaunes » consiste purement et simplement à accentuer ce clivage, et à dériver la colère qui la vise contre les véritables élites, en jouant sur les armes redoutables que sont le sentiment d'envie et un

égalitarisme niveleur qui ne la concerne pas, placée trop haut et trop loin.

Derrière ce constat de déception et de colère, quels sont les enseignements à tirer des principaux problèmes listés par les Français ?

David Nguyen : On le voit assez clairement, c'est la crise des Gilets jaunes qui impose l'agenda des préoccupations prioritaires en France aujourd'hui. Dans l'ordre, il s'agit du niveau faible des salaires et du pouvoir d'achat, du creusement des inégalités sociales, et les flux migratoires en troisième position. Il est intéressant de noter que la France se distingue de l'Allemagne et de l'Autriche, où les questions migratoires sont beaucoup plus en avant qu'en France. Le premier enseignement est que le chômage n'arrive plus en tête des préoccupations comme cela était le cas sous le quinquennat de François Hollande, alors même que nous avons un niveau de chômage qui reste élevé en France. On peut y voir une mécanique de sortie de la crise débutée en 2008. Les Français peuvent avoir le sentiment que la question du chômage, tout en restant importante, est moins intense. Dès lors il s'agit que chacun ait sa part du redémarrage économique, que chacun puisse en bénéficier en termes de pouvoir d'achat. L'autre enseignement concerne le relèvement du niveau des salaires qui arrive bien avant la question des inégalités sociales, ce qui montre que derrière le mouvement des gilets jaunes, il y a peut-être moins une logique égalitariste qu'une logique d'accès à la société de consommation et à l'élévation sociale. Ce qui est demandé, c'est plus d'argent pour survivre pour certains, et pour d'autres, pour pouvoir correspondre au modèle de la classe moyenne avec une maison dont on est propriétaire et une capacité d'offrir des loisirs à sa famille. On voit donc davantage une logique consumériste et statutaire qu'égalitariste puisque la question du pouvoir d'achat se place bien avant celle des inégalités sociales.

Au regard de la hiérarchie des priorités des Français, ne pourrait-on pas voir un "manque" dans l'offre politique française, respectant les attentes de la population ? Quelle serait-elle ?

Christophe Boutin : Ces priorités révèlent un double besoin. Le premier est un besoin de protection, sociale d'abord - augmentation du pouvoir d'achat, diminution de la fiscalité, lutte contre le chômage, garantie des retraites et de la protection de la santé -, physique ensuite - lutte contre l'insécurité et le terrorisme, mais aussi protection de l'environnement. Le second est un besoin de cohésion sociale, au sein d'une même génération - lutte contre les inégalités sociales, contre la pauvreté, question des flux migratoires et des migrants, encadrement de la finance -, mais aussi intergénérationnelle - gestion de la dette publique, question de l'environnement. (Il a oublié le principal : le besoin de démocratie ! On comprend pourquoi en lisant le dernier paragraphe. - LVOG)

Satisfaire ces priorités suppose de mener une politique à la fois nationale et sociale, une politique conservatrice au plein sens du terme, c'est-à-dire une politique de transmission qui s'inscrive dans la durée, dans l'histoire, et une politique de souveraineté et de décision – le contraire en fait de ce que peut être la gouvernance progressiste. Une politique de réconciliation française, qui mêlerait, par exemple, les noms de René de La Tour du Pin ou de Philippe Seguin, et retrouverait l'élan du gaullisme. Les Français veulent reprendre leur destin en main, ils veulent être à nouveau cette communauté qui pourra perdurer dans son être et non se dissoudre au fil des reniements. Et devant le refus qui leur est signifié, ils sont, effectivement, en colère et pensent à la révolution…

Un non-évènement institutionnel.

- Affaire Benalla : les sénateurs font vaciller l'Elysée - leparisien.fr 21 mars 2019

La décision du bureau du Sénat, ce jeudi, de saisir la justice du cas de trois hauts collaborateurs d'Emmanuel Macron, Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée et indispensable bras droit du chef de l'État, Patrick Strodza, directeur de cabinet et le général Lavergne, chef du Groupe de sécurité de la présidence, est un coup redoutable porté au chef de l'État.

Partout au sein de la macronie, le même cri de colère : il s'agit d'une manœuvre « politique politicienne ».

LVOG - Et de lâcher le morceau.

Le Parisien - Comment, dans pareille ambiance, faire avancer la réforme des institutions, reportée pour cause de crise des Gilets jaunes ?

Pour mener à bien sa réforme des institutions, le président a un atout maître dans sa manche : une large majorité à l'Assemblée. Ce jeudi, ses proches étaient nombreux à rappeler que « la loi organique, qui permet de revoir le nombre de parlementaires et les modalités de l'élection, ne nécessite pas l'accord des deux assemblées ». Un coup de semonce. Ou comment sous-entendre que si les sénateurs veulent la guerre, ils vont l'avoir. leparisien.fr 21 mars 2019

Acte XIX

- Manifestation interdite samedi à Marseille par crainte de heurts - Reuters 21 mars 2019

La préfecture de police des Bouches-du-Rhône a annoncé vendredi l'interdiction de toute manifestation samedi prochain dans le centre-ville de Marseille par crainte de heurts entre militants d'extrême gauche et d'extrême droite. Reuters 21 mars 2019

A nice également...

- "Gilets jaunes": Castaner exige l'"impunité zéro" - Reuters 21 mars 2019

"Je vous demande de faire en sorte que la doctrine de maintien de l'ordre soit effectivement et résolument mise en oeuvre sans hésitation ni demi-mesure", a déclaré Christophe Castaner lors de la cérémonie d'installation du nouveau préfet.

"Samedi, sur les Champs-Elysées, il n'y avait pas de manifestants, il n'y avait que des haineux, des ultras, des factieux, des gens venus pour casser, pour détruire, pour agresser, car on ne peut pas se prétendre simple spectateur de ceux qui défigurent Paris, de ceux qui balafrent la France", a-t-il expliqué.

"M. le préfet de police, je vous demande donc une impunité zéro. La place des blacks blocs est en prison, pas sur les Champs-Elysées", a continué Christophe Castaner. (Pas dans les tribunaux puisqu'ils y sont également absents, étrange, non ? Non, normal. - LVOG)

Didier Lallement, 62 ans, aura sous ses ordres 45.800 femmes et hommes, dont 27.500 fonctionnaires de police.

Il a notamment été conseiller au cabinet du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement sous un gouvernement de gauche à la fin des années 1990. (Ils sont tous Macron compatible. - LVOG)

En famille. Plus royaliste que le roitelet !

- "Gilets jaunes": Royal favorable au déploiement des militaires - Reuters 21 mars 2019

C'est une constante chez eux depuis août 1914 !

- Une intelligence artificielle au pouvoir? 1 Français sur 4 serait d'accord - Le HuffPost 21 mars 2019

Alors que les démocraties occidentales traversent une crise de représentativité majeure, un Français sur quatre serait prêt à laisser une intelligence artificielle (IA) prendre les décisions importantes pour l'avenir du pays. Le HuffPost 21 mars 2019

Le HuffPost est un clone du Washington Post, ils prennent leurs rêves pour la réalité en pleine crise de démence...

Ah, vous nous pourrissez la vie à la fin, vous avez gâché notre week-end à la neige !

- "Gilets jaunes": Brigitte Macron appelle à "l'arrêt de la violence" - AFP 21 mars 2019

"On veut arrêter cette violence parce qu'il n'y a pas de vie possible, pas de réconciliation possible avec cette violence", a plaidé l'épouse du chef de l'Etat. AFP 21 mars 2019

Totalitarisme En Marche. Ils osent tout. Ce sont des monstres qui nous gouvernent.

- France : le gouvernement utilise pour la première fois des marqueurs chimiques et des nano-particules sur des manifestants - par Strategika 51 - publié par le Comité Valmy 20 mars 2019

A leur insu, des Gilets Jaunes et des passants sont devenus des cobayes pour la première expérimentation mondiale sur des humains de nano-particules et de marqueurs chimiques dont l'effet sur les organismes biologiques est encore très mal connu.

Pour le gouvernement français, il s'agit de « produits de marquage chimique codé » inoffensifs qui imprègnent la peau, les cheveux et les vêtements des personnes visées pour une durée variant entre plusieurs semaines et des dizaines d'années.

Officiellement cette technologie floue n'a jamais été utilisée contre des êtres humains.

Cependant, des informations précises recueillies auprès de certains professionnels de la sécurité indiquent que lors de l'Acte XVIII des Gilets jaunes, des canons à eau et des gaz contenant des marqueurs d'ADN et des nano-particules ont été utilisés contre les manifestants sans que ces derniers n'en aient été avertis au préalable.

Outre les marqueurs chimiques et les nano-particules dont on connaît très mal les effets sur la santé humaine, l'adjonction de nouvelles substances psychotropes aux gaz CS s'assimile à une véritable expérimentation à grande échelles de nouvelles techniques de contrôle social similaires à celles des pires dystopies des films et romans de science-fiction.

Ces « armes à ADN » développés en Grande-Bretagne et largement utilisés en Israël contiennent des substances chimiques et biologiques dont la nocivité sur la santé humaine a été délibérément ignorée, notamment en Israël ou des détenus palestiniens affirment avoir contracté divers types de cancers suite à leur marquage ADN ou l'usage d'autres techniques de contrôle impliquant des nano-particules susceptibles d'avoir endommagé le matériel génétique des cellules de leurs organismes.

Le gouvernement français a reconnu avoir utilisé des marqueurs chimiques sur des manifestants à titre d'expérimentation lors des manifestations du 01er mai 2018. Or les populations auraient du être averties qu'elles allaient faire l'objet d'expériences interdites.

Pour les défenseurs de tels procédés, les produits de marquage ADN ou ARN ne représentent aucun danger mais leurs propos ne sont étayés par aucune évidence scientifique.

On sait que l'impact de la plupart des produits biochimiques utilisées par ou sur l'homme ne peut être décelé qu'après des années puisque la plupart des études non positives sont systématiquement censurées par les grandes compagnies de l'industrie chimique.

L'usage des substances psychotiques pour le contrôle des manifestations et des émeutes urbaines s'est révélé bien plus dangereux sûr le terrain.

En 2014, les forces de maintien de l'ordre en Ukraine ont expérimenté des bombes à gaz contenant du LSD fournies par une société israélienne sur des manifestants à Kiev et le résultat fut catastrophique : les manifestants ciblés sont devenus bien plus agités et violents et certains ont commencé à avoir des convulsions violentes avant de se lancer à corps perdus vers les véhicules de police, nécessitant l'usage de balles réelles pour les arrêter.

Au Brésil, la police a expérimenté dès 2016 des substances chimiques sensées calmer les émeutiers mais l'expérience tourna mal et la police avait fini par réduire les violences par l'usage d'armes de guerre. En réalité, la substance utilisée ressemblait à une drogue neurotoxique extrêmement dangereuse qui avait un impact direct sur le système nerveux.

En Israël, certains gaz utilisés contre les manifestants contiennent outre des perturbateurs endocriniens, des substances hallucinogènes et du LSD afin de rendre les manifestants plus violents par effet recherché afin de justifier l'usage des snipers et des tirs de très haute vélocité (balles en alliage spécial pouvant avoir une vitesse initiale de 1200 m/seconde).

Les gaz utilisés en France pour le maintien de l'ordre incluent le CS ((2-chlorobenzylidene malononitrile), des irritants mais depuis peu des neurotoxiques pouvant profondément altérer les capacités de perception et de conscience.

D'autres types de nano-particules sont de plus en plus utilisés dans le maintien de l'ordre mais leur usage reste secret car même les policiers qui les utilisent ne savent pas toujours la nature de l'arme non-létale qu'ils utilisent.

Avec les marquages chimiques des individus, nos sociétés viennent de franchir un pas supplémentaire dans le contrôle totalitaire de l'individu, jusqu'aux racines de ses cheveux et son ADN. (Strategika 51 le 20 mars 2019)

LVOG - Le recours à de telles armes démontre que nous sommes en présence d'un régime qui est prêt à exterminer par n'importe quel moyen ses opposants, qu'on caractérisera de despotique ou totalitaire, bien qu'il n'ait pas encore déployer tout son savoir-faire dans l'art de réprimer toute contestation.

Alors, on les extermine ou on fait avec ces despotes fanatiques, enragés qui constituent une menace sérieuse pour la civilisation humaine dont ils se sont exclus eux-mêmes ? Si la question de la nécessité historique d'un changement de régime ne se posait pas maintenant, c'est qu'on ne la posera jamais.

Se radicaliser doit signifier demeurer fidèle au socialisme qui est la seule alternative existante et cohérente au capitalisme, car en utilisant de tels moyens pour nous combattre, c'est notre "viabilité" qui est en cause, ce qui confirme bien que nos ennemis mènent une lutte à mort contre les exploités et les opprimés, c'est donc à ce niveau que l'on doit situer notre combat, dans la perspective de l'éradication du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme de la surface de la terre. Cela signifie qu'on doit s'engager résolument dans la voie favorisant la disparition du capitalisme et ses institutions, quitte à devoir consentir des sacrifices pour y parvenir, à côté desquelles le destin qu'il nous a réservé sera pire que tout ce qu'on a pu imaginer en terme de cruauté ou de barbarie. Mais pour atteindre cet objectif, il faut au préalable s'emparer du pouvoir politique, réussir notre révolution, vaincre nos ennemis, et cela ne s'improvise pas. Malheur à ceux qui refuseraient de l'admettre ou qui tarderaient à prendre conscience !

Si vous laissez passer l'opportunité d'une révolution prolétarienne, voilà ce qui vous attend.

- Pays-Bas : percée de la droite populiste au Sénat, revers pour Rutte - AFP 21 mars 2019

Une jeune formation anti-immigration et eurosceptique est entrée en force au Sénat des Pays-Bas, où elle est désormais le plus grand parti après avoir détrôné celui du Premier ministre Mark Rutte, mis en difficulté trois jours après une fusillade "terroriste" à Utrecht.

Présent dans la chambre basse mais absent jusque-là du Sénat, le parti Forum pour la démocratie (FvD) de Thierry Baudet, 36 ans, est sorti grand vainqueur des élections provinciales qui servent à désigner les représentants à la chambre haute du parlement.

Le FvD, un parti existant depuis seulement deux ans, sera désormais le plus important au Sénat avec 13 sièges, suivi de près par le VVD de M. Rutte, qui en conserve 12 après le décompte de 98,5% des votes, ont rapporté jeudi la télévision publique NOS et l'agence de presse néerlandaise ANP.

Mark Rutte, qui a joué un rôle-clé dans les négociations sur le Brexit entre l'Union européenne et Londres, est au pouvoir depuis huit ans. Mais ce revers le rend vulnérable en l'obligeant à obtenir le soutien de partis extérieurs à la coalition. Il n'exclut pas une éventuelle collaboration avec le FvD "sur certains sujets", a-t-il déclaré à des journalistes lors d'un déplacement à Bruxelles.

Le VVD, formation de centre-droit de M. Rutte, et les trois autres partis de la coalition n'ont plus que 31 sièges - contre 38 avant les élections - sur les 75 que compte le Sénat.

"Nous allons devoir nous mettre au travail", a-t-il déclaré à ses sympathisants à l'issue du scrutin. "Nous allons devoir discuter avec d'autres partis pour faire en sorte de continuer à bien diriger ce pays".

Conscient qu'il va devoir travailler avec des partis situés plus à gauche de la coalition, dont les écologistes de GroenLinks, M. Rutte sait aussi qu'il va devoir tourner la tête à droite. Il a déclaré qu'il n'écartait pas la possibilité de travailler avec M. Baudet "sur certains sujets".

"Ce que j'espère, c'est que le FvD, maintenant qu'il est devenu si grand, même le plus grand de ces élections, soit préparé à aider à consolider la base de la gestion politique des Pays-Bas", a-t-il dit à des journalistes en marge d'un déplacement pour le sommet de l'UE à Bruxelles. AFP 21 mars 2019

Ces braves démocrates du VVD et les trois autres partis avec lesquels il s'est allié sont prêt à "travailler" avec le parti d'extrême droite FvD. En France RN soutient LREM, Macron et le gouvernement de l'extérieur...

L'Empire anglo-saxon-sioniste : Une menace mondiale.

- Corée du Nord: Les Etats-Unis sanctionnent deux compagnies maritimes chinoises - Reuters 21 mars 2019

- Le Hezbollah, menace pour la stabilité du Moyen-Orient, selon Pompeo - Reuters 21 mars 2019

Reçu par le président israélien Reuven Rivlin à Jérusalem, le chef de la diplomatie américaine a dit considérer le Hezbollah, le mouvement palestinien Hamas et la milice yéménite des Houthis - qui bénéficient tous du soutien de Téhéran - comme "des entités représentant des risques pour la stabilité du Moyen-Orient et pour Israël".

"Ils sont résolus à rayer ce pays de la carte et nous avons l'obligation morale et politique d'empêcher que cela advienne. Vous devez savoir que les Etats-Unis s'y tiennent prêts", a dit Mike Pompeo lors de son entretien avec le président israélien. Reuters 21 mars 2019

- Trump soutient la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan - AFP 21 mars 2019

Le président américain Donald Trump s'est prononcé jeudi en faveur de la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, une décision en rupture avec la position des Etats-Unis depuis des décennies.

Israël a conquis une grande partie du Golan, soit 1.200 km2, lors de la guerre des Six Jours en 1967 et l'a annexée en 1981, mais la communauté internationale n'a jamais reconnu cette annexion.

"Après 52 ans, il est temps pour les Etats-Unis de reconnaître pleinement la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, qui a une importance stratégique pour l'Etat d'Israël et la stabilité régionale", a tweeté le président américain au moment où son chef de

la diplomatie Mike Pompeo se trouvait à Jérusalem.

"Le président Trump vient d'écrire une page d'histoire", a insisté le Premier ministre israélien lors d'un dîner avec M. Pompeo.

Fin 2017, Donald Trump avait déjà rompu avec le consensus international en reconnaissant unilatéralement Jérusalem comme la capitale d'Israël. La partie orientale de la Ville sainte a été conquise par Israël en 1967 et annexée en 1981.

La communauté internationale juge illégale cette annexion, et renvoie le statut final de la ville à des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens. AFP 21 mars 2019

Totalitarisme. Le règne de la terreur appliqué aux enfants.

LVOG - Vous comprenez pourquoi ils veulent formater le cerveau de nos enfants ou petits-enfants dès l'école primaire en France.

- Burundi : des lycéennes en prison pour le gribouillage du portrait du président Nkurunziza - Franceinfo 21 mars 2019

Accusées d'avoir gribouillé dans un manuel scolaire la photo du président Pierre Nkurunziza, trois adolescentes ont été arrêtées et écrouées en attendant leur procès.

Les élèves, âgées de 15, 16 et 17 ans, sont poursuivies pour "outrage au chef de l'Etat" et risquent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et une amende de 250 euros.

Elles ont été arrêtées le 12 mars 2019, en même temps que quatre autres camarades après la découverte du délit : des gribouillages sur la photo du président Pierre Nkurunziza dans leurs livres d'école.

Alerté très probablement par le directeur du lycée, le procureur de la région s'est aussitôt saisi de l'"affaire". Après une première vérification, quatre élèves, dont un garçon âgé de 13 ans, ont été innocentés et libérés. Trois autres filles ont été, elles, envoyées à la maison d'arrêt pour mineures où elles sont encore sous le choc et terrifiées, selon leurs familles.

Ce n'est pas la première fois que des mineurs sont poursuivis en justice pour ce genre d'histoires. En 2016, plusieurs élèves avaient été condamnés jusqu'à 20 ans de prison pour "outrage au chef de l'Etat" et "atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat". Franceinfo 21 mars 2019

Haut de page

Le 25 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Vous ne pourrez pas dire qu'on n'a pas de suite dans les idées ou qu'on traite les problèmes que l'actualité sociale et politique nous soumet par dessus la jambe.

Je n'ai pas le temps d'aller au fond des choses en une seule causerie ou en une seule fois, aussi c'est sous forme d'épisodes qu'on y arrive, je ne lâche jamais une question qui n'a pas été résolue ou avant qu'elle ne soit épuisée, temporairement, et surtout je ne pratique pas l'autocensure.

Il y en a qui s'étonne de mon endurance, qui se demandent où je vais puiser mon énergie pour continuer le combat de mon trou en Inde et totalement isolé, sauf des masses les plus pauvres puisque je baigne dedans, cela aide, je vais leur répondre : Des faits ou de la réalité qui stimulent mon imagination et de mon aspiration à la justice et à la liberté que j'ai conservée intacte depuis ma jeunesse. Et puis je veux croire que l'homme ne s'est pas élevé à ce niveau de civilisation ou de conscience pour sombrer définitivement dans la barbarie, ce serait trop absurde. Donc je crois en la lutte de classe des exploités et des opprimés pour résoudre les contradictions auxquelles la civilisation humaine est confrontée. C'est tout ? Oui, et c'est l'essentiel !

Bonne semaine à tous, bon courage et gardez le moral, il n'est pas dit que la médiocrité et la cruauté l'emporteront, on les vaincra !

- Au format pdf (21 pages)

PREMIERE PARTIE

Voilà le genre de conneries que certains croient et colportent, quelle misère !

1- Sans rire, voilà nous dit-on comment une jeune fille d'un lycée suédois parviendrait à s'adresser et à mobiliser (avec beaucoup moins de succès qu'espérer) l'ensemble de la jeunesse d'Europe et du monde pour sauver le climat, un vrai conte de fées ! Et ce sont des bac +5 ou plus qui croient un truc pareil. A ce niveau-là ce n'est plus de la crédulité, mais de l'imbécillité pure et simple. Et dire qu'ils croient le plus sérieusement du monde avoir développé un esprit critique ! C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils sont mûrs pour croire vraiment n'importe quoi. Dès lors quelle légitimité ont-ils pour parler en notre nom ? Aucune.

- Le mouvement « Friday for Future » est parti de Suède, à l'initiative de la lycéenne Greta Thunberg, qui, depuis le mois d'août dernier, sèche les cours tous les vendredi pour exiger que les gouvernements prennent des mesures face à l'urgence climatique. (Sur le mouvement pour le climat "Friday for Future" - Tendance Claire du NPA)

LVOG - Que la question climatique soit pilotée depuis le début par l'oligarchie et ses serviteurs ne les dérange pas le moins du monde. C'est une machination montée de toutes pièces mais ils s'en moquent, ils font comme s'ils n'étaient pas au courant. Ils se font instrumentaliser et manipulent à leur tour travailleurs et militants sans que cela leur pose le moindre problème, puisqu'une fois embringués dans cette opération ils ne peuvent plus faire marche arrière sous peine de devoir avouer qu'ils ont été abusés ou qu'ils se sont trompés, impensables. Car voyez-vous, ces gens-là sont parfaits et ne commettent jamais d'erreurs, d'où notamment leur manque d'audace et d'imagination. Ils ne pensent que par procuration finalement au point de s'en remettre à l'argumentation de nos ennemis, sous-entendant qu'ils leur arriveraient d'être animés de bonnes intentions, alors de là à penser que s'ils ne font pas ce qu'il faut pour résoudre telle ou telle question, c'est sans doute parce qu'ils ont de bonnes raisons ou ils n'y sont pour rien, c'est en tout cas ce que le travailleur lambda pourra en déduire. Voilà où conduit ce genre de compromissions honteuses.

2- Manon Aubry, la tête de liste LFI aux européennes, a reproché à Castener de ne pas "*interpeller les casseurs*" qui pourrissent les manifestations des Gilets Jaunes et du mouvement ouvrier, sous-entendant qu'il en était le complice, ce qui est exact. Cependant, en déclarant : "*Je pense que le maintien de l'ordre en sortirait bien grandi*", elle commit l'erreur ou elle eut la légèreté de dévoiler ses réelles intentions ou son véritable rôle de gardienne de l'ordre établi.

Mais contrairement à toute attente ou logique de la part d'anticapitalistes, de révolutionnaires, ce n'est pas sur ce passage de son discours que la Tendance Claire du NPA va l'attaquer. Elle va lui reprocher d'avoir demandé à Castener d'"*arrêter les casseurs*", ce qui n'est en aucune manière le rôle d'une militante censée représenter les travailleurs qu'il soit dit en passant, ce qui n'était pas dénué de sens puisque cela concernait les black blocs et autres provocateurs professionnels (Flics ou d'extrême droite) s'infiltrant dans les manifestations pour y perpétrer des violences envers les forces de l'ordre et commettre des destructions, qui évidemment déclenchent une réponse policière violente contre les manifestants qui eux défilent tranquillement.

Certes, si la sortie de madame Aubry fut à bien des égards maladroite et a trahi la nature de son engagement politique que l'on ne partage pas, il n'en demeure pas moins que la plupart des militants ouvriers pensent et partagent ce qu'elle a dénoncé, à savoir la bienveillance des forces de l'ordre et du pouvoir judicaire envers les casseurs, qui pourrissent les manifestions des Gilets Jaune et du mouvement ouvrier pour les décrédibiliser et les assimiler à des voyous, et servent de prétexte à renforcer l'arsenal répressif de l'Etat ou à restreindre le droit de manifester, étendre encore la législation liberticide...

Comme vous avez pu l'observer, ces briseurs de manifestations n'opèrent pas systématiquement. Ils sont mis en scène toujours à un moment crucial de la mobilisation des travailleurs pour briser son élan, parfois ils interviennent tout au début pour briser dans l'oeuf un mouvement social, quand le pouvoir craint qu'il se propage ou s'installe dans la durée, parfois plus tard selon la tournure que prennent les évènements, l'agenda constitutionnel, etc. afin de siffler la fin de la partie. Peu importe qui les composent, ils servent de milices d'appoint au régime pour que l'ordre règne. Ils ne participent pas aux mobilisations des travailleurs ou du mouvement ouvrier, ils se regroupent et manifestent séparément, dont d'eux-mêmes ils s'excluent du mouvement ouvrier. Dès lors, rien ne justifie de leur accorder un traitement de faveur ou de les soutenir, au contraire, dès qu'ils apparaissent aux abords d'une manifestation ouvrière, il faut les chasser ou les maintenir à l'écart par n'importe quel moyen, puisqu'ils agissent en briseur de manifestations en renfort des forces de l'ordre, ce que des gauchistes dégénérés ne peuvent pas concevoir évidemment.

3- Après s'être insurgée contre le vote à l'assemblée de la loi anti-casseurs, Manon Aubry, tête de liste LFI aux européennes, estime que « l'arsenal juridique est suffisant . » Rejoignant les positions de la droite, elle reproche au Ministère de l'intérieur de ne pas mieux utiliser ses capacités de répression. Une attitude à l'opposé des traditions du mouvement ouvrier.

Interrogée sur France info à propos des « violences », la tête de liste aux élections européennes, Manon Aubry, estime que disposant de « l'arsenal juridique suffisant » le ministère de l'intérieur devrait interpeller les casseurs. « Arrêtez-les ». Renvoyant en boomerang à Castaner, qui affirme « connaître les casseurs », ses propres déclarations, elle va même jusqu'à lui donner le mode opératoire : « Dès qu'ils cassent une vitrine, arrêtez-les. Je pense que le maintien de l'ordre en sortirait bien grandi. Il ne faut pas laisser agir les casseurs. ». (Quand la tête de liste de LFI donne des conseils de répression au gouvernement - revolutionpermanente.fr (NPA) - publié par la Tendance Claire du NPA)

LVOG - Le gauchisme étant caractérisé par son manque d'imagination ou son incapacité d'analyser la situation, sur le plan politique cela va se traduire par une fièvre opportuniste dans laquelle il va confondre ses désirs et la réalité pour finalement le conduire à tous les renoncements. Là cela va prendre la forme d'une illusion formulée en direction des syndicats entièrement sous le contrôle de bureaucrates corrompus :

4- Nous devons mener un combat déterminé pour que les directions syndicales cessent tout dialogue et toute collaboration avec ce gouvernement, et appellent à une énorme manifestation pour la défense des libertés publiques. (id)

LVOG -On leur fera remarquer que sous les régimes de Franco, Mussolini, Hitler, Pinochet ou Videla, etc. le dialogue avec les syndicats était rompu puisqu'ils étaient interdits, sans que cela les empêchent de gouverner et d'appliquer leur politique antisociale... Apparemment, ces militants qui se prennent pour des dirigeants vivent sur une autre planète que la nôtre, ils n'ont semble-t-il pas encore enregistré que les travailleurs s'étaient détournés des syndicats (et des partis ouvriers) et qu'ils estimaient qu'ils n'étaient pas dignes de représenter leurs intérêts, contrairement aux militants qui combattent quotidiennement à leur côté et qui sont impuissants à inverser l'orientation réactionnaire des syndicats et à chasser leurs dirigeants. Bref, avec une telle ligne politique s'ils ne rament par pour eux, ils vouent les travailleurs à l'impuissance.

- Ce dont nous avons besoin, c'est d'un plan d'action crédible pour stopper ce gouvernement. (On vous en proposerait un que vous le rejetteriez sous des prétextes divers. - LVOG) C'est la condition pour que la masse des travailleurs/ses se lancent dans la bataille. (Vous rêvez! - LVOG) L'objectif doit être de bloquer l'économie, de bloquer les profits. Il faut une grève générale, et le rôle des directions syndicales est de mettre en branle leur appareil pour la préparer et l'organiser. (Vous pouvez attendre indéfiniment ! - LVOG) Et notre rôle est de mener la bataille contre ceux qui protègent le gouvernement et empêchent que notre force collective potentielle puisse se déployer pleinement ! (Comment, "*potentielle*", c'est marrant, moi je croyais qu'elle existait réellement, mais bon ceci explique sans doute cela, on ne peut pas défendre une politique en laquelle on ne croit même pas ! - LVOG) (Destruction des libertés: Une mobilisation unitaire et vraiment massive est urgente ! - Tendance Claire du NPA)

LVOG - C'est pitoyable !

En défense de "***la liberté de penser, fondement de notre République et de notre Constitution***", tout un programme. Non, ce n'est pas un canular, lisez.

5- Marx évacué des programmes de philo ! Défendons les programmes de philosophie !

Extrait - Alors que les nouveaux programmes de philosophie de terminale ont été communiqués aux professeurs, une jeune chercheuse lance une pétition contre la suppression de certains thèmes comme le travail et l'inconscient. Elle redoute la mise à mort de la pensée critique. (Alors que le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle lui fait déjà cruellement défaut, la suite en témoigne. - LVOG)

Dans la liste présentée par le Conseil supérieur des programmes (CSP) à l'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public (APPEP) du nouveau programme de philosophie de terminale, le Travail, infrastructure collective ainsi que l'Inconscient, preuve de l'irréductibilité de la conscience au mécanisme, disparaissent au profit d'un thomisme bigot et d'une phénoménologie apologète de l'ineffable (c'est-à-dire l'impensable) et de l'instant présent. (La philosophie, c'est la cour de récréation des penseurs imbus de leur ignorance, où l'idée et la spéculation, le sophisme règnent en maître à penser en rond. C'est de la masturbation intellectuelle pour fainéant, courtisan méprisant ou fuyant le réel au profit de chimères. C'est l'art d'amalgamer idéalisme et matérialisme dans une bouillie indigeste, de privilégier le verbe, de partir d'une idée pour discourir sans fin sur l'état du monde au, lieu de partir des actes ou des faits qui ont contribué à transformer le monde. - LVOG)

Exit Marx et Freud, le matérialisme historique et la psychanalyse introspective, bonjour Saint-Augustin et Saint-Thomas ! (C'est à croire que l'enseignement du matérialisme historique au lycée n'a jamais servi à rien, non ? - LVOG) La scolastique médiévale et le culte d'une transcendance impensable d'un côté, le behaviorisme de l'autre. Voilà qui promet ! En d'autres termes, le futur bachelier deviendra un cadre d'entreprise rompu à la rhétorique, qui se pique de mysticisme pour pallier son défaut de conscience politique et idéologique – et donc un allié de choix pour l'ordre établi. (N'était-ce pas ce qu'il est déjà devenu depuis longtemps... peut-être à cause des cours de philosophie, qui sait ? - LVOG)

Ce scandale politique, social et culturel est non seulement régressif et indigne des héritiers des Lumières que nous sommes : il met en péril la liberté de penser, fondement de notre République et de notre Constitution. (On vous les laisse volontiers ! - LVOG) La supercherie ne doit pas être passée sous silence, mais exhibée en plein jour sur la place publique et réduite à néant. (Qu'on se le dise, citoyen ! - LVOG)

Vous pouvez signer la pétition d'Andreea-Maria Lemnaru-Carrez. marianne.net publié par la Tendance Claire du NPA.

LVOG - Si votre pétition est destinée comme vous le dites à défendre le "fondement de notre République et de notre Constitution", celle antidémocratique de la Ve République, vous nous permettrez de ne pas la signer. Vous voudriez peut-être aussi qu'on enseigne le socialisme ou le marxisme au lycée ? Délirant d'opportunisme !

La mystification qui fonctionne parce qu'elle est cautionné jusqu'à l'extrême gauche.

Nous avons effectué le décompte des invitations de représentants du RN dans les radios et chaînes de télévision du 1er janvier au 17 mars 2019, sur la base de la liste des interventions médiatiques recensées sur le site du RN.

Les médias recensés sont : BFM-Business, BFM-TV, C8, CNews, Europe 1, France 2, France 24, France 3, France 5, France Bleu, France Culture, France Info, France Inter, I24, LCI, LCP, Paris Première, Public Sénat, Radio Classique, RCF, RFI, RMC, RT, RTL, Sud Radio, TV5 Monde.

On compte un total de 233 invitations médias sur 76 jours, soit une moyenne de 3 invitations par jour sur l'ensemble des médias concernés. Ce palmarès est largement dominé par BFM-TV (71) et CNews (60) y compris en comparaison avec d'autres chaînes d'information en continu (14 pour LCI). Acrimed 19-03-2019

Parole d'internaute

1- "Tout l'intérêt du système européiste, atlantiste et capitaliste est de lepéniser la moindre idée dissidente, pour la neutraliser, et pour porter les agents du Medef à l'Élysée. Ça tombe bien, la famille Le Pen est disponible.

Frexit ? C'est Le Pen.
Sortir de l'euro ? Le Pen.
Sortir de l'OTAN ? Le Pen.

Ici, nous savons bien que ces assimilations sont fausses, mais qu'importe : interrogez le Français moyen, l'électeur moyen, il a assimilé ces équivalences martelées par les médias. Merci BFM, merci CNews."

LVOG - Le "Français moyen" est passif, il n'a pas de conscience de classe, il ne participe pas à la lutte de classes, sauf quand il vote à droite ou à l'extrême droite, il s'en fait même un devoir, encouragé en cela par la gauche corrompue et l'extrême gauche qui lui colle aux basques...

2- Stratégie en deux temps:

1er temps : on dédiabolise pour faire monter dans les sondages et obtenir comme d'hab le RN au deuxième tour.

2ème temps : juste avant le deuxième tour , on ressort les zeures les plus sombres de la bête immonde et on flingue le RN pour laisser passer un tocard dont personne n'aurait voulu.

Qui a dit ?

- "*Soldats, n'obéissez qu'à des ordres conformes à l'honneur de votre engagement et de votre devoir d'obéissance à la patrie*" Réponse : Mélenchon, en terme de servilité au régime, qui plus est impérialiste, il en connaît un rayon le bougre ! Misérable. A défaut de pouvoir devenir le Premier ministre de Hollande ou de Macron, il aurait pu faire un excellent ministre de la Défense ! De la patrie ! Vive la République et vive la France ! Quelle horreur !

Dans les nuages.

Il s'en trouve encore pour s'étonner que LREM ait obtenu une majorité écrasante à l'Assemblée nationale en 2017, aussi aurait-il été préférable de se compromettre en votant ou en élisant Mélenchon qui aurait poursuivi la politique de ses prédécesseurs.

Quels que soient les intentions de ces gens-là, qui n'en doutons pas sont bourrés de principes auxquels ils font référence tant qu'ils ne sont pas exposés concrètement à l'épreuve du feu de la réalité, la question est davantage de savoir comment on a pu en arriver là, quel rôle ont joué les différents acteurs politiques et les différents facteurs économiques qui possèdent suffisamment de pouvoir pour influencer l'orientation de la société, et nous nous apercevrions au premier coup d'oeil qu'elle coïncidait avec les intérêts du capitalisme et qu'ils en étaient tous les représentants de RN à LFI en passant par LREM, LR, l'UDI, le MoDem, le PS, Générations, le PCF.

Pour qualifier cette collusion d'intérêts que le peuple travailleurs ignorent, quoique de moins en moins, on va employer un mot prohibé ou hors la loi, un gros mot, en affirmant qu'on est en présence d'un véritable complot, dans la mesure où ils participent tous à cette sinistre comédie en parfaite connaissance de cause, en se répartissant les rôles de manière à berner les ignorants ou les naïfs, en se camouflant derrière des étiquettes, dès lors il est ridicule de leur demander de l'assumer ou de s'étonner de quoi que ce soit, à moins d'y trouver son compte ou d'être d'une mauvaise foi incurable.

Au-delà, cela signifie que les masses sont en proie à une grande confusion ou que leur niveau de conscience politique n'a pratiquement pas évolué depuis 40 ans, il a même régressé à défaut de progressé, comment, en s'éparpillant, en se disloquant. Cependant si elles ne sont pas demeurés figées, elles ont déblayé le terrain et se retrouvent aujourd'hui face à un grand vide entièrement occupé par la pire réaction, LREM ou l'extrême centre, certains l'appellent l'ultra droite, le parti de l'oligarchie triomphante.

Ce vide sidérant, paralysant, désespérant, effrayant même, témoigne de leur incapacité à se doter d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti dans lequel elles se reconnaîtraient, de dirigeants qui leur inspireraient confiance, en somme de toute réelle opposition organisée face au régime, en mesure de les mobiliser ou tout du moins de les organiser sur la base d'une perspective politique révolutionnaire.

On en arrive à se demander si les travailleurs et parmi eux les plus évolués ou instruits, ne seraient pas d'incurables idiots incapables de faire preuve de discernement et de logique pour enrayer ce processus infernal qui conduit à l'instauration d'un régime autoritaire ou totalitariste. Personnellement je ne le pense pas, mais c'est ce qu'on nous invite à croire, y compris les dirigeants qui avaient la responsabilité ou le mandat de construire ce parti, de recruter les éléments les plus avancés de la classe ouvrière et des classes moyennes pour ne tirer aucun enseignement de ce constat, de leur bilan ou de leur échec.

Il fut une époque ou la IIIe Internationale stalinisée était toute puissante, puis elle se disloqua, pour autant la construction de la IVe Internationale fut un échec dès la disparition de Trotsky, ses différents courants sombrant dans le crypto-stalinisme ou le crypto-social-démocratisme sans que personne n'en tirent des enseignements, à commencer par leurs dirigeants qui refusèrent d'assumer leur reniement ou trahison, on ne pouvait pas en attendre davantage de leur part. Par la suite, toute l'avant-garde s'est structurée idéologiquement sur cette base faussée, ce qui devait la conduire inévitablement à de nouvelles scissions, à son émiettement, à sa dislocation.

Une fois suffisamment dégénérés et affaiblis par des purges successives ou des démissions en cascades, leur direction resserrée et leur appareil contrôlant d'autant plus facilement la totalité de leurs instances, les dirigeants de ces partis décidèrent de les "ouvrir" à des éléments ne partageant ni leurs objectifs, ni leur programme, ni leur méthode, pour céder une plus grande place encore au réformisme en pratique ou en guise de ligne politique, tandis que le socialisme ou la révolution socialiste mondiale n'était plus qu'une référence désuète ou était vouée aux oubliettes. Et quel en fut le résultat ? Nul, comme il aurait fallu s'y attendre évidemment, puisque pendant ce temps-là la situation évoluait en sens inverse ! Vous avouerez que comme preuve de leur incurie politique ils auraient pu difficilement faire mieux.

Mais leurs militants n'en ont cure, ils s'en foutent complètement. Ils sont eux-mêmes sous influence, pris dans l'engrenage infernal de l'immédiateté ils sont incapable de penser au-delà ou de discerner que ce qui se passe sous leurs yeux préfigure le modèle de société que les despotes au pouvoir entendent instaurer, que tous les éléments d'une effroyable dictature sont en train de se mettre en place. Au mieux, ils sont soudain amnésiques et nostalgiques d'un passé définitivement révolu qu'ils estimaient autrefois détestable, comme s'il serait préférable à la situation actuelle, ceux qui l'ont vécu apprécieront. Après s'être écartés du processus historique et s'être coupés des masses, les voilà qui soutiennent à nouveau des théories foireuses où finalement elles seraient absentes, puisque si elles demeurent inorganisées et sans parti révolutionnaire absolument rien n'en sortira jamais ! Finalement personne ne veut se poser la question de savoir pourquoi après 70 ans de lutte de classe à laquelle ont participé des millions et millions de travailleurs, il n'existe pas même l'embryon d'un parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays, qui au moment même où les rapports entre les classes se tendent à l'extrême pourrait constituer un pôle de regroupement des couches les plus déterminées de la classe ouvrière et des classes moyennes, quand des millions de travailleurs manifestent et cherchent une issue à la crise du capitalisme. Cela demeurera totalement incompréhensible pour les militants du POID, du POI, du NPA ou de LO et d'autres formations politiques d'extrême gauche, qui ne conçoivent pas que leurs discours soient inaudibles, leur méthode et leur rapport à ces classes inadaptés quand bien même les faits le prouveraient quotidiennement.

Quand le lien est rompu.

Dans un article récent, des scientifiques à l'origine de cet outil constatent même que leur technologie démontrerait la théorie du langage proposée par le philosophe du XXe siècle Ludwig Wittgenstein. Selon sa conception philosophique, les mots ont un sens contextualisé, en lien avec leur utilisation, qui domine leur signification individuelle. Quand l'algorithmique donne raison à Wittgenstein, c'est le monde entier de la linguistique qui s'agite !

La phrase « *Le ciel est nuageux* » exprime un fait, un état en lien avec le ciel, avant d'expliciter la notion même de ciel. Wittgenstein propose donc que la théorisation du langage suive cette logique du sens contextualisé pour pouvoir représenter au mieux le sens des mots dans la réalité. LePoint.fr 22 mars 2019

Non, « *le ciel est nuageux* » n'exprime pas un état en lien avec le ciel, mais l'état du ciel tel qu'une personne peut le percevoir en l'observant à un moment donné, c'est un fait et il n'y a rien à ajouter. Le ciel, abstraction faite de ce qui le compose n'existe pas tout simplement. Les nuages se forment dans le ciel et n'existent nulle part ailleurs, il n'y a donc aucune raison de placer un lien entre le ciel et les nuages où il n'en existe pas, sauf à vouloir compliquer les choses à l'infini pour finalement vouloir les

rendre incompréhensibles, la raison d'être de la philosophie nihiliste cher aux néolibéraux.

Acte XIX : Etat de guerre. Paris occupé. Le pouvoir retranché.

LVOG - C'est à Montpellier, Bordeaux et Toulouse où les manifestants ont été les plus nombreux après Paris, que les black blocs ont encore sévi.

- Acte XIX des gilets jaunes: sur les Champs-Élysées, un impressionnant dispositif de sécurité
- huffingtonpost.fr 23.03

Sur décision du nouveau préfet de police, Didier Lallement, aucun "gilet jaune" n'était autorisé à défiler sur et autour de la célèbre artère, ni sur la place de l'Étoile, ni dans un périmètre incluant le palais de l'Élysée et l'Assemblée nationale.

Au total, près de 6.000 membres des forces de l'ordre seront engagés à Paris, selon la préfecture de police. Des unités anticasseurs baptisées BRAV (brigades de répression de l'action violente) ont été déployées, en remplacement des précédents DAR (détachement d'action rapide). Deux drones survoleront également la capitale pour diriger plus efficacement les policiers et gendarmes sur les zones à risques et des produits marquants pourront être utilisés afin d'aider à l'identification des "émeutiers".

Des policiers en faction sur le toit de l'Arc de Triomphe, des fouilles et des contrôles systématiques de la circulation et des brigades de patrouille secteur par secteur, libres d'agir en cas de violence, sans attendre les ordres de la préfecture... Le nouveau dispositif de sécurité donne aux Champs-Élysées un air "post-apocalyptique" comme l'observe un touriste italien, en visite. "On dirait que la ville est morte", réagit-il au micro du HuffPost. huffingtonpost.fr 23.03

- "Gilets jaunes": 40.500 manifestants en France sans débordement - AFP 24 mars 2019

Environ 40.500 personnes, dont 5.000 à Paris, ont manifesté samedi pour l'acte 19 des "gilets jaunes" en France, où les "consignes de fermeté" données "ont permis de maintenir l'ordre et d'éviter des débordements", a déclaré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Du côté des "gilets jaunes", qui ont établi leur propre mode de comptage et contestent celui des autorités, on affichait 127.212 manifestants dans tout le pays.

233 interpellations ont eu lieu dans toute la France, 172 placements en garde à vue et 107 personnes verbalisées pour avoir tenté de prendre part à des rassemblements interdits.

Sur l'ensemble du territoire, 65.000 policiers et gendarmes étaient mobilisés, ainsi que 30.000 sapeurs-pompiers. A Paris, "8.545 contrôles préventifs ont été réalisés", a indiqué le ministre. Selon la préfecture de police, 96 personnes ont été interpellées et 53 verbalisées.

Notant que les manifestations autorisées s'étaient déroulées sans heurts notables, il a conclu que c'était "une preuve nouvelle que le problème n'est pas la manifestation mais bien les émeutiers et leurs complices".

A Paris, découragés par un imposant quadrillage policier sur les Champs-Elysées, jalonnés de fourgons bleus, les "gilets jaunes" ont préféré défiler dans le calme entre la place Denfert-Rochereau (sud) et la basilique du Sacré-Coeur (nord).

La situation était nettement plus tendue en région.

A Montpellier, qui n'avait pas été soumise samedi à des restrictions de manifester, des échauffourées ont éclaté environ deux heures après le départ d'un cortège rassemblant 4.500 personnes selon la préfecture. Entre 400 et 500 casseurs ont infiltré le cortège. Vers 16H00, les forces de l'ordre ont fait des sommations puis procédé à des tirs nourris de grenades lacrymogènes, alors que des manifestants leur jetaient canettes et bouteilles de bière, a constaté une journaliste de l'AFP. Des tensions étaient palpables dans plusieurs villes, où les manifestations avaient été interdites dans les lieux emblématiques et traditionnels points de rassemblement de "gilets jaunes".

A Lyon, où les forces de l'ordre tentaient d'empêcher les cortèges d'entrer dans les quartiers commerçants, policiers et "Gilets jaunes" s'échangeaient aussi jets de projectiles et gaz lacrymogène.

A Nice, des heurts ont éclaté dans l'après-midi lorsque quelques centaines de manifestants ont tenté de pénétrer dans le périmètre interdit aux rassemblements, déclenchant des tirs nourris de gaz lacrymogène. Au total, 26 personnes ont été interpellées, selon la préfecture, et une manifestante blessée dans la ville où les présidents chinois et français sont attendus dimanche et lundi.

A Bordeaux, place forte du mouvement, des tensions se sont fait sentir en centre-ville, là aussi interdit de manifestation, avec l'arrivée de militants des "black blocks" en milieu d'après-midi, a constaté une journaliste de l'AFP. La foule était ailleurs moins nombreuse que d'habitude dans la ville où beaucoup n'avaient pas enfilé leur traditionnel gilet. "C'est pour éviter de me faire tirer dessus par des flash balls. Et comme ça, je pourrai partir plus facilement si ça dégénère", expliquait une quinquagénaire. Près de 2.000 personnes, selon des sources policières, ont défilé sans violence aux cris de "Macron, démission".

Marseille 1.500 personnes ont participé aux manifestations, aucun incident n'était à signaler selon la police.

A La Rochelle, la police a fait usage de gaz lacrymogènes contre des manifestants qui leur lançaient des projectiles aux abords du vieux port, interdit d'accès, a constaté un correspondant de l'AFP. L'ultragauche, présente en force à Paris samedi dernier, "veut se mobiliser mais en privilégiant les manifestations régionales", avait estimé une source policière avant cette journée d'action.

A Nantes, 400 manifestants se sont élancés vers 14H00, pour une manifestation en périphérie de la ville qui s'est tendue quand les gendarmes ont voulu faire reculer les manifestants qui refusaient d'obtempérer.

A Toulouse, au chant de "on est là même si Macron le veut pas", quelques milliers de "gilets jaunes" ont manifesté en début d'après-midi dans le centre-ville. Véronique, retraitée de l'Education nationale, voulait toutefois que les manifestants défient l'interdiction. "Il faut aller sur la place, on n'est pas dans la rue pour rien mais pour défendre nos droits" affirmait cette "gilet jaune".

Les forces de l'ordre ont fini par charger pour disperser quelques milliers de "gilets jaunes" dans le périmètre entourant la place du capitole où les manifestations ont été interdites, et interpellé au mois trois personnes, selon une journaliste de l'AFP. Les forces de l'ordre ont notamment tenté d'interpeller des jeunes massés derrière une banderole rouge et noire, et qui, pour certains, avaient le visage dissimulé par un foulard. AFP et Reuters 23 mars 2019

A quoi leur servent les black blocs ?

- Marine Le Pen dénonce "une société livrée à l'ensauvagement" - AFP

- "Black blocs" et "gilets jaunes": convergence radicale en jaune et noir - AFP

Militants radicaux des "black blocs" et "gilets jaunes" se sont retrouvés côte à côte samedi dernier sur les Champs-Elysées dans une brutale démonstration de force commune, aux motivations diverses, mais qui semble désormais acceptée par certains manifestants et inquiète les autorités. AFP

- Quand la connivence Mélenchon-Le Pen devient visible - Le HuffPost

- Acte XIX: les soldats de Sentinelle pourraient ouvrir le feu - Le HuffPost

Quand la syphilis européeenne se teinte de jaune.

- Européennes : des gilets jaunes lancent une nouvelle liste - L'Express.fr 22 mars 2019

"Jaunes et citoyens" est la deuxième liste gilets jaunes à se lancer officiellement pour les élections européennes. Alors qu'Ingrid Levavasseur a renoncé à conduire la liste RIC, Jean-François Barnaba, une autre figure médiatique du mouvement, a annoncé vendredi le lancement sa propre liste pour les élections du 26 mai.

"Les Français aspirent à une nouvelle séquence" et la "pression de la rue finit par desservir la cause que le mouvement des gilets jaunes défend par l'infiltration de groupes ultra-violents", a expliqué le fonctionnaire territorial au micro de Sud Radio. L'Express.fr 22 mars 2019

- Le "gilet jaune" Benjamin Cauchy rejoint la liste de Nicolas Dupont-Aignan pour les européennes - Franceinfo 22 mars 2019

Il est cadre commercial...

Pour l'heure, une petite dizaine de projets de liste gilets jaunes ont été annoncées pour les Européennes. Franceinfo 22 mars 2019

En défense de la Constitution de la Ve République antidémocratique.

- 350 universitaires se déclarent "complices" des gilets jaunes - lundi 22 mars 2019

« Prenant acte de cette aggravation exponentielle des tendances autoritaires du pouvoir et des institutions, nous enjoignons toutes et tous les ami.es de la liberté à ne pas céder un pouce de terrain face à la répression et à s'organiser pour y faire face. »

Universitaires, nous nous déclarons « complices » des gilets jaunes face aux dérives autoritaires du pouvoir

Le 18 mars 2019, au moment où 65 personnalités intellectuelles participaient à un simulacre de débat avec le président de la République, et après avoir limogé un préfet de Paris jugé encore trop avare en LBD et grenades (malgré de nombreux blessés dont un nouvel éborgné ce jour-là), le Premier ministre annonçait une série de mesures répressives sans précédent. Non content d'interdire administrativement de manifestation des individus supposés dangereux, le gouvernement entend maintenant empêcher les rassemblements dans des zones entières, créer des "unités anticasseurs" aux pouvoirs renforcés et utiliser des drones et des moyens de marquage chimique des manifestants.

Plus encore, il veut faire de tous les relais et soutiens aux rassemblements des Gilets jaunes des « complices » potentiel·les des délits qui y seraient commis. Le même jour, le syndicat « Synergie Officiers », rassemblant plus de 40% de voix aux élections professionnelles, publiait un communiqué fascisant ciblant les « nervis d'extrême gauche », décrits comme « des essaims de cloportes » et des « graines d'assassins ». Deux jours plus tard, le 20 mars, le gouvernement annonçait vouloir faire appel à l'armée pour protéger les bâtiments officiels, ce qui ne s'était pas produit depuis plus de 50 ans. Tout cela contre des manifestantes et manifestants réclamant justice sociale et démocratie, et faisant face, depuis maintenant plus de 4 mois, à une répression policière et judiciaire d'une ampleur inégalée.

Face à cette dérive grave d'un pouvoir incapable d'offrir une réponse politique à la contestation des gilets jaunes, alors que pleuvent depuis des semaines les condamnations internationales des violences policières contre le mouvement (Conseil de l'Europe, Nations Unies, Parlement européen), nous, universitaires pour beaucoup spécialistes des questions de mouvements sociaux, de maintien de l'ordre et de violence politique, alertons solennellement la population des graves dangers que la nouvelle politique du gouvernement, de la majorité parlementaire, de la police et de la justice, font peser sur les libertés publiques et les droits humains. Nous nous déclarons par avance toutes et tous complices des prochains rassemblements que les gilets jaunes organiseront, avec ou sans l'autorisation de la préfecture. Nous condamnons fermement l'ensemble des violences que les forces de police infligent aux manifestantes et manifestants, comme celles que les jeunes des quartiers populaires subissent depuis des décennies, et demandons instamment l'arrêt de l'utilisation des armes de guerre (LBD et grenades) dans des opérations de maintien de l'ordre. Prenant acte de cette aggravation exponentielle des tendances autoritaires du pouvoir et des institutions, nous enjoignons toutes et tous les ami.es de la liberté à ne pas céder un pouce de terrain face à la répression et à s'organiser pour y faire face. (Publié par la Tendance Claire du NPA)

LVOG- "*Face à cette dérive grave d'un pouvoir incapable d'offrir une réponse politique à la contestation des gilets jaunes*", mais n'êtes-vous pas également "*incapable de proposer une réponse politique*" à la crise du capitalisme aux Gilets Jaunes ou à l'ensemble des travailleurs de ce pays, pourquoi rejetez-vous celle qu'on vous propose qui inclut la rupture avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, l'UE ?

Ne serait-ce pas la question que chacun devrait se poser ? Ne serait-ce pas la clé de la situation sociale et politique, la seule issue possible, viable et souhaitable ? Quand on s'interdit de la poser, sachant que c'est la seule issue possible, on prend délibérément le parti de collaborer avec le régime en place que l'on prétend combattre, on le cautionne alors que ses représentants sont minoritaires et illégitimes, jusqu'à l'absurde puisqu'on en arrive à exiger qu'ils mettent en oeuvre une politique contraire aux intérêts de la classe dont ils sont les dépositaires.

C'est comme si on demandait à un capitaliste de se résoudre à rompre avec ses privilèges, à un policier ou un militaire de retourner son arme contre sa hiérarchie, franchement ce n'est pas sérieux.

Ils osent nous demander de "*ne pas céder un pouce de terrain*", alors que cela fait 40 ans sans interruption que le régime en place impose une régression sociale généralisée à toutes les couches de travailleurs de ce pays, s'attaque violemment à leurs conditions de travail et d'existence avec la collaboration des partis et des syndicats dits ouvriers, on croit rêver en entendant ce discours. Ma foi, ils doivent ignorer que cela ne date pas d'hier que des millions de travailleurs n'avaient aucune raison de vouloir "*céder un pouce de terrain*" pour ne rien avoir à céder du tout ! A croire qu'ils s'en sont toujours accommodés comme le reste ou l'ordre établi.

Il existe des partis (POI, POID) qui proposent aux travailleurs de s'organiser dans des comités ou des structures politiques souples pour combattre la politique du gouvernement sur la ligne de la rupture avec les institutions de la Ve République et du capitalisme, de l'UE, etc. Eh bien rejoignez ces comités ou ces structures politiques ! Participez à l'organisation des masses au lieu de brasser du vent ou de vous contentez de déclaration sans lendemain.

Vendu !

- Révélations sur le salaire de Philippe Martinez à la CGT - lentreprise.lexpress.fr 22.03

C'est peu connu : la CGT gère aussi des "filiales", comme une entreprise privée. La puissante fédération des métallos - dont est issu son secrétaire général, Philippe Martinez - possède ainsi la maternité parisienne des Bluets et trois centres de réadaptation professionnelle (CRP). Ces quatre établissements sont gérés au travers de l'association Ambroize Croizat (AAC), présidée par un proche du chef de file de la CGT, Yves Audvard.

Les crises financières s'y succèdent et la gestion de la maison mère va souvent à l'encontre de ce que prône la CGT au niveau national. Les établissements étaient au bord du gouffre financier fin 2018. La directrice générale de l'AAC, Jacqueline Garcia, évoquait un risque de redressement judiciaire, voire de liquidation. Un plan social a été mis en oeuvre et on a demandé aux salariés de se serrer la ceinture.

Le loyer de l'hôpital finance la CGT

La faillite a été évitée grâce à l'agence régionale de santé (ARS) qui a injecté un million d'euros dans les caisses de l'hôpital fin 2018 et lui aurait concédé une avance de trésorerie de 1 657 000 euros le 1er mars. Cette perfusion d'argent public ne passe pas auprès des équipes des Bluets. Selon ces dernières, la mauvaise santé financière de la maternité est la conséquence du coût trop élevé du loyer reversé au propriétaire des murs, la fédération des métallos : plus d'un million d'euros par an.

La controverse n'est pas nouvelle : le montant élevé du loyer était déjà dénoncé il y a quelques années par l'ARS alors qu'elle soutenait financièrement l'hôpital. Mais la CGT refuse de le revoir à la baisse. Et pour cause, "[ce loyer] contribue au financement de plusieurs postes de permanents de la fédération pour l'activité syndicale", relève l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) dans un rapport au vitriol sur la gestion de la maternité par l'association Ambroize Croizat.

"Un salaire déraisonnable"

Cette situation comptable alarmante n'empêche pas les militants du syndicat détenant des postes clés dans les structures d'AAC de s'octroyer de jolis salaires. Également directrice du Centre de réadaptation professionnelle (CRP) Jean-Pierre Timbaud à Montreuil (93), Jacqueline Garcia touchait 6853 euros brut par mois en 2018, alors que l'établissement affichait un résultat comptable négatif de près d'un million d'euros en 2017. "Un salaire déraisonnable", s'étrangle un cadre de la maison. À titre de comparaison, le salaire médian d'un directeur d'EHPAD, un poste équivalent, est de 3750 euros brut.

Directrice du CRP Suzanne Masson depuis 2015, la compagne de Philippe Martinez, Nathalie Gamiochipi, percevait, elle, 6021 euros brut mensuels en 2018. Cette rémunération fait grincer des dents en interne. "Quand elle est arrivée, elle disait ne rien connaître aux finances et qu'elle 'attend[ait] que ses collaborateurs lui apprennent', se souvient, amer, un employé de l'établissement. Elle n'a rien à faire, ce sont les cadres qui font tout." La preuve selon lui ? Lors du départ brutal du directeur de l'hôpital des Bluets, elle a assuré la transition avec la nouvelle direction tout en continuant à suivre une formation continue deux jours par semaine : "Si elle avait vraiment été occupée, elle n'aurait pas pu."

6000 euros de bonus pour Philippe Martinez

Plus surprenant, si l'on se fie au rapport de l'Igas, la maternité financerait donc indirectement le salaire du secrétaire général de la CGT lui-même, Philippe Martinez, en lice pour un nouveau mandat. Selon la centrale syndicale, il a touché 4230 euros brut mensuels sur 13 mois en 2018, soit au total 55 000 euros sur l'année, 6000 euros de plus que l'année précédente.

Selon cette dernière, la différence entre 2017 et 2018 s'explique "par les primes que l'entreprise Renault verse ou non à ses salariés". Employé par Renault, Philippe Martinez est payé par la fédération des métallos, qui se ferait rembourser par la confédération nationale. "La CGT a l'habitude de rémunérer ses représentants en calquant la politique salariale de l'entreprise à laquelle ils sont rattachés", explique un observateur. Chez Renault, un ETAM (employé, technicien et agent de maîtrise) "moyen" - le statut de Philippe Martinez - qui travaille au technocentre toucherait entre 5500 et 6000 euros de primes : 3000 à 3500 euros d'intéressement groupe, 1200 euros d'intéressement local, entre 500 et 1000 euros liés à la performance individuelle et 300 euros venant de la récente prime défiscalisée. Philippe Martinez aurait donc également bénéficié de la prime Macron ! lentreprise.lexpress.fr 22.03

Novlangue. Ils ont mis leurs hordes de barbares en stand by.

- Macron salue la victoire de la coalition contre l'EI en Syrie - Reuters 23.03

Emmanuel Macron a salué samedi la "détermination" des armées de la coalition internationale qui a permis de faire tomber le "dernier bastion de Daech" mais a précisé que la lutte contre les groupes terroristes devait continuer. Reuters 23.03

- Quand les Américains qualifiaient Daech d'«atout stratégique»: La guerre de l'ombre en Syrie par

Ian Hamel (Oumna.com) - Mondialisation.ca, 21 mars 2019

Les États-Unis et l'Europe n'ont pas toujours considéré Daech comme un ennemi. Ils l'ont, au contraire, largement financé et armé, raconte le journaliste indépendant Maxime Chaix dans La guerre de l'ombre en Syrie, fruit de cinq années de recherches.

Maxime Chaix, traducteur de plusieurs ouvrages du Canadien Peter Dale Scott, auteur notamment d'American War Machine (« La machine de guerre américaine »), n'est surtout pas un complotiste. A partir de sources ouvertes, il raconte que les Américains et les Saoudiens, dans leur obsession à vouloir faire tomber rapidement Bachar el-Assad, ont largement aidé les djihadistes en Syrie à partir de 2011. Pour tromper l'opinion publique, ils baptisaient « rebelles modérés » le Front al-Nostra, la branche syrienne d'al-Qaïda. Daech est né en 2013 d'une scission du Front al-Nostra. Ce n'est que bien plus tard, conscients d'avoir favorisé un monstre, que les Occidentaux ont déclaré la guerre à l'État islamique, proclamé par Abou Bakr al-Baghdadi.

Le 11 février 2015, l'ancien commandant de l'Otan, le général Wesley Clark, explique tranquillement sur CNN, et donc à des millions de téléspectateurs, que « Daech [avait] été créé grâce aux financements de nos amis et alliés [au Moyen-Orient], car ils vous diront que si vous voulez des hommes qui combattent le Hezbollah [chiite] jusqu'à la mort, vous ne placardez pas une affiche de recrutement du genre… "Rejoignez nos rangs, on va construire un monde meilleur !" Vous allez plutôt soutenir [en secret] ces fanatiques religieux, ces fondamentalistes [sunnites] ».

Un milliard de dollars par an

Dès octobre 2011, Barack Obama autorise David Petraeus, le directeur de la CIA, à lancer une guerre secrète en Syrie, baptisée Timber Sycamore, impliquant une quinzaine d'autres services spéciaux, notamment des services européens, en particulier britanniques et français. « Au fil des ans, cette campagne devint gigantesque au point que le Washington Post la décrivit en juin 2015 comme "l'une des plus vastes opérations clandestines" de l'histoire de la CIA, dont le financement avoisinait alors le milliard de dollars annuels », écrit Maxime Chaix, dont toutes les informations sont corroborées par une multitude notes de bas de pages.

Un gigantesque réseau d'approvisionnement en armes destinées à la rébellion est ainsi mise en place par David Petraeus, puis par John Brennan, son successeur à la tête de la CIA, « en coordination avec leurs alliés turcs, pétromonarchiques, européens et israéliens ». Ce qui fait dire à Christopher Davidson, qui a mené des recherches sur Timber Sycamore, dans son livre Shadow Wars, que « Daech n'était pas considéré comme un ennemi par le cabinet Obama et ses principaux partenaires, mais comme un turbulent "atout stratégique" »

« La guerre de l'ombre en Syrie » n'épargne pas non plus les grandes puissances européennes. L'ouvrage raconte ainsi que les services britanniques surveillent depuis leur base militaire à Chypre les mouvements des troupes syriennes et en informent les rebelles. Quant à Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères, il n'hésite pas à déclarer que le Front al-Nostra a fait du « bon boulot ». Alors qu'il s'agit de la branche al-Qaïda au Levant ! La scission entre al-Nostra et Daech est intervenu au printemps 2013. Le Front al-Nostra a été rebaptisée Jabbat Fateh al-Sham en juillet 2016, puis Hayat Tahrir al-Sham en janvier 2017.

En décembre 2015, le député LR Alain Marsaud, ancien juge antiterroriste, interviewé dans ce livre, rappelle qu'il a eu « l'occasion de montrer à l'Assemblée nationale des photos de combattants d'al-Nostra en possession de fusils d'assaut français ». Quant au député socialiste Gérard Bapt, il reconnaît que l'aide française aux rebelles dans ce pays « et plus généralement le soutien occidental en leur faveur, se sont poursuivis y compris après les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Casher, pourtant revendiqués par al-Qaïda ». Mondialisation.ca, 21 mars 2019

En complément.

- Au Golan occupé par Israël, des Druzes manifestent contre les propos de Trump - AFP 23 mars 2019

Des Druzes du plateau du Golan ont manifesté samedi contre la déclaration du président américain Donald Trump en faveur d'une reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur ce territoire occupé depuis 1967.

Des dizaines de milliers de Syriens ont fui ou ont été expulsés lorsqu'Israël a conquis une grande partie du Golan en 1967 lors de la guerre des Six Jours, avant de l'annexer en 1981. La communauté internationale n'a jamais reconnu cette annexion.

D'autres sont restés dans la partie contrôlée par Israël où vivent aujourd'hui environ 23.000 Druzes --une branche hétérodoxe de l'islam chiite-- aux côtés de 25.000 colons israéliens.

Une vaste majorité de ces Druzes se considèrent comme Syriens et refusent d'acquérir la nationalité israélienne.

Samedi, des hommes, femmes et enfants druzes se sont rassemblés dans la ville de Majdal Shams, à proximité de la zone tampon onusienne séparant la partie occupée et non occupée du Golan syrien.

Ils ont brandi des drapeaux druzes et syriens, des portraits du président syrien Bachar al-Assad et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire, en arabe, "Le Golan est syrien" ou "Nous sommes ceux qui décidons de l'identité du Golan".

Pour Wasef Khatar, un représentant de la communauté kurde, Donald Trump a pris des engagements sur des "terres arabes, syriennes, mais pas israéliennes".

"Nous rejetons la décision du président américain Trump car il parle de quelque chose qui ne lui appartient pas", a déclaré M. Khatar. AFP 23 mars 2019

- Le Liban rejette les propositions de Mike Pompeo Réseau Voltaire 22 mars 2019

En voyage officiel au Liban, le 22 mars 2019, le secrétaire d'État US Mike Pompeo a rencontré les trois présidents : celui de l'Assemblée nationale (le musulman chiite Nabih Berri), celui du gouvernement (le musulman sunnite Saad Hariri) et celui de la République (le chrétien Michel Aoun).

- Sur les questions énergétiques, il a proposé que l'État reconnaisse la ligne tracée par l'ambassadeur Frederic Hof partageant les zones maritimes israélienne et libanaise de manière à faciliter l'exploitation des réserves de gaz. Ses interlocuteurs ont refusé car cette idée qui fait passer un sixième des eaux territoriales libanaises sous contrôle israélien.

- Sur la question syrienne,

- il a d'abord tenté d'obtenir le ralliement du Liban à la position du « petit groupe » (Arabie saoudite, États-Unis, France, Jordanie, Royaume-Uni). Les Libanais lui ont rappelé s'être engagés en juin 2012 —à la demande de Washington— à la neutralité de l'État (déclaration de Baabda) et ne pas pouvoir changer cette position sans une large concertation ;

- il a également demandé de garder les réfugiés syriens de manière à les utiliser comme moyen de pression sur la Syrie, mais ils s'y sont opposés. Il n'y a pas de raison de les conserver au Liban alors que les combats ont cessé dans presque toute la Syrie où l'on a besoin d'eux. Réseau Voltaire 22 mars 2019

DEUXIEME PARTIE

Le sionisme date du XVIIe siècle. Abandonné, il renaîtra à la fin du XIXe siècle.

LVOG - Le sionisme (Banquiers, négociants, commerçants), les oripeaux des monarchies européennes et le développement du capitalisme jusqu'au néolibéralisme sont liés depuis plus de trois siècles.

- À propos du sionisme, de l'antisionisme et de l'antisémitisme par Daniel Gluckstein (POID)

La Tribune des Travailleurs, le 27 février 2019, publié le 13 mars 2019 sur Internet

Le projet politique appelé « sionisme » est né à la fin du XIXe siècle. L'antisionisme est presque aussi vieux. Dès 1901, le Bund – Parti social-démocrate juif, majoritaire parmi les masses juives opprimées par l'empire des tsars – « devient antisioniste » jusqu'à décréter : « Que ce soit dans les organisations économiques (caisses) ou politiques (sections bundistes), il ne faut pas admettre les sionistes » (1).

Jusqu'à l'extermination massive des juifs par les nazis, le sionisme constitue un courant minoritaire au sein du prolétariat juif d'Europe de l'Est. L'antisionisme y domine très largement : en particulier, le Bund majoritaire et les organisations communistes se fixent de faire triompher l'aspiration des masses juives à l'égalité et à l'émancipation politique et sociale là où elles vivent (2).

Telle est la réalité historique : né au sein des populations juives d'Europe de l'Est et de leurs organisations ouvrières, l'antisionisme peut difficilement être taxé d'antisémitisme, surtout pour qui a en mémoire que l'immense majorité de ces communautés juives de Pologne, d'Ukraine, de Lituanie sera exterminée par les nazis !

Après la Seconde Guerre mondiale, ce fut par une décision commune de Staline et des impérialismes britannique, américain, français, que fut créé l'État d'Israël, non pas d'abord comme réponse à l'extermination des juifs, mais d'abord et avant tout comme instrument de la politique de l'impérialisme dans la région. Depuis sa création, cet État poursuit la logique du sionisme, expulsant les Palestiniens de leurs terres, les privant de tous leurs droits, à commencer par le droit au retour.

Depuis des décennies, les sionistes arguent de la montée (réelle ou supposée, selon les cas) de l'antisémitisme pour tenter de convaincre les juifs du monde entier de rejoindre leur prétendue patrie. Ici réside l'échec patent du sionisme : malgré la propagande déployée, et quelle que soit leur sympathie plus ou moins grande pour l'État d'Israël, le fait est que, dans leur très grande majorité, les juifs et les personnes d'origine juive dans le monde entier choisissent de rester dans les pays où ils vivent et non de rejoindre Israël.

De courant principalement juif à l'origine, l'antisionisme est, depuis 1947, le point de ralliement du peuple palestinien confronté à l'injustice, la discrimination, la persécution et de tous ceux qui s'identifient dans le monde entier à la cause palestinienne.

Que, craignant de tomber sous le coup de la loi Gayssot (3), certains camouflent leur antisémitisme sous un prétendu antisionisme, le procédé n'est pas nouveau. Comme toute manifestation d'antisémitisme, quel que soit son camouflage, celle-ci doit être combattue et condamnée (4).

Cela ne saurait justifier le discours de Macron qui, le 20 février (5), a osé déclarer : « L'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme », dénonçant « derrière la négation même de l'existence d'Israël, la haine des juifs la plus primaire. » En annonçant une loi punissant l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme, Macron se rend coupable de révisionnisme historique, de dérive totalitaire et d'incitation à l'antisémitisme.

Révisionnisme historique pour les raisons indiquées plus haut : né parmi les masses juives en réaction au sionisme, l'antisionisme ne saurait être antisémite. Dérive totalitaire : la République reconnaît la liberté de penser à tous ses citoyens, liberté gravement remise en cause par l'interdiction de dire que l'État d'Israël procède d'un projet discriminatoire (restriction de liberté qui va de pair avec la répression policière contre les manifestants et la nouvelle loi restreignant le droit de manifester).

C'est aussi une incitation de fait à l'antisémitisme. Si ce projet de loi passait, les Français d'origine juive se verraient contraints à une solidarité obligée avec l'État d'Israël, puisque leur sort en serait indissociable ! N'en déplaise à M. Macron, nombreux sont nos concitoyens, d'origine juive ou non, qui refusent toute solidarité avec un État fondé sur la discrimination, et qui revendiquent, en Palestine comme en France, l'égalité des droits de tous, quelles que soient l'origine, la religion, la langue. Ils sont nombreux à revendiquer avec le peuple palestinien le droit à la terre, le droit à la nation et le droit au retour sur les terres dont ils ont été chassés.

Ancien président de Médecins sans frontières, le Dr Rony Brauman, s'exprimant « en tant que juif et citoyen français », a déclaré ce 22 février : « Les deux populations vivent de facto dans un seul État, sous une même autorité, mais l'une a tous les droits, l'autre n'en a aucun. Je pense que c'est le démantèlement de ce système d'apartheid qui est à l'ordre du jour. »

Que cela plaise ou non à MM. Macron et consorts, c'est le droit de chacun, d'origine juive ou non, de combattre pour « le démantèlement de ce système d'apartheid ». C'est un objectif de liberté, d'égalité, de justice et de paix entre tous les peuples.

(1) Henri Minczeles, Histoire générale du Bund : un mouvement révolutionnaire juif, 1995.

(2) « Là où nous vivons, là est notre pays », proclame une affiche électorale (en yiddish) du Bund en 1926.

(3) Ce qui montre au passage les limites de la tentative d'interdire le racisme ou l'antisémitisme par une loi… Mais c'est un autre débat.

(4) Voir le communiqué du POID* publié dans le précédent numéro de La Tribune des travailleurs.

(5) Lors du dîner du Crif, le 20 février.

- Qui est l'ennemi ? - Réseau Voltaire 4 août 2014

Extrait.

Qu'est ce que le sionisme ?

Au milieu du XVIIe, les calvinistes britanniques se regroupèrent autour d'Oliver Cromwell et remirent en cause la foi et la hiérarchie du régime. Après avoir renversé la monarchie anglicane, le « Lord protecteur » prétendit permettre au peuple anglais de réaliser la pureté morale nécessaire pour traverser une tribulation de 7 ans, accueillir le retour du Christ et vivre paisiblement avec lui durant 1 000 ans (le « Millenium »). Pour ce faire, selon son interprétation de La Bible, les juifs devaient être dispersés aux confins de la terre, puis regroupés en Palestine et y reconstruire le temple de Salomon. Sur cette base, il instaura un régime puritain, leva en 1656 l'interdiction qui était faite aux juifs de s'installer en Angleterre et annonça que son pays s'engageait à créer en Palestine l'État d'Israël [4]

La secte de Cromwell ayant été à son tour renversée à la fin de la « Première Guerre civile anglaise », ses partisans tués ou exilés, et la monarchie anglicane ayant été rétablie, le sionisme (c'est-à-dire le projet de création d'un État pour les juifs) fut abandonné. Il ressurgit au XVIIIe siècle avec la « Seconde Guerre civile anglaise » (selon la dénomination des manuels d'Histoire du secondaire au Royaume-Uni) que le reste du monde connaît comme la « guerre d'indépendance des États-Unis » (1775-83). Contrairement à une idée reçue, celle-ci ne fut pas entreprise au nom de l'idéal des Lumières qui anima quelques années plus tard la Révolution française, mais financée par le roi de France et conduite pour des motifs religieux au cri de « Notre Roi, c'est Jésus ! ».

George Washington, Thomas Jefferson et Benjamin Franklin, pour ne citer qu'eux, se sont présentés comme les successeurs des partisans exilés d'Oliver Cromwell. Les États-Unis ont donc logiquement repris son projet sioniste.

En 1868, en Angleterre, la reine Victoria désigna comme Premier ministre, le juif Benjamin Disraéli. Celui-ci proposa de concéder une part de démocratie aux descendants des partisans de Cromwell de manière à pouvoir s'appuyer sur tout le peuple pour étendre le pouvoir de la Couronne dans le monde. Surtout, il proposa de s'allier à la diaspora juive pour conduire une politique impérialiste dont elle serait l'avant-garde. En 1878, il fit inscrire « la restauration d'Israël » à l'ordre du jour du Congrès de Berlin sur le nouveau partage du monde.

C'est sur cette base sioniste que le Royaume-Uni rétablit ses bonnes relations avec ses anciennes colonies devenues États-Unis à l'issue de la « Troisième Guerre civile anglaise » —connue aux États-Unis comme la « guerre civile américaine » et en Europe continentale comme la « guerre de Sécession » (1861-65)— qui vit la victoire des successeurs des partisans de Cromwell, les WASP (White Anglo-Saxon Puritans) [5]. Là encore, c'est tout à fait à tort que l'on présente ce conflit comme une lutte contre l'esclavage alors que 5 États du Nord le pratiquaient encore.

Jusqu'à la presque fin du XIXe siècle, le sionisme est donc exclusivement un projet puritain anglo-saxon auquel seule une élite juive adhère. Il est fermement condamné par les rabbins qui interprètent la Torah comme une allégorie et non pas comme un plan politique.

Parmi les conséquences actuelles de ces faits historiques, on doit admettre que si le sionisme vise à la création d'un État pour les juifs, il est aussi le fondement des États-Unis. Dès lors, la question de savoir si les décisions politiques de l'ensemble sont prises à Washington ou à Tel-Aviv n'a plus qu'un intérêt relatif. C'est la même idéologie qui est au pouvoir dans les deux pays. En outre, le sionisme ayant permis la réconciliation entre Londres et Washington, le remettre en cause, c'est s'attaquer à cette alliance, la plus puissante au monde.

L'adhésion du peuple juif au sionisme anglo-saxon

Dans l'Histoire officielle actuelle, il est d'usage d'ignorer la période XVIIe-XIXe siècle et de présenter Theodor Herzl comme le fondateur du sionisme. Or, selon les publications internes de l'Organisation sioniste mondiale, ce point est également faux.

Le vrai fondateur du sionisme contemporain n'était pas juif, mais chrétien dispensationaliste. Le révérend William E. Blackstone était un prêcheur états-unien pour qui les vrais chrétiens n'auraient pas à participer aux épreuves de la fin des temps. Il enseignait que ceux-ci seraient enlevés au ciel durant la bataille finale (le « ravissement de l'Église », en anglais « the rapture »). À ses yeux, les juifs livreraient cette bataille et en sortiraient à la fois convertis au Christ et victorieux.

C'est la théologie du révérend Blackstone qui a servi de base au soutien sans faille de Washington à la création d'Israël. Et ceci bien avant que l'AIPAC (le lobby pro-Israélien) soit créé et prenne le contrôle du Congrès. En réalité, le pouvoir du lobby ne vient pas tant de son argent et de sa capacité à financer des campagnes électorales que de cette idéologie toujours présente aux USA [6].

La théologie du ravissement pour aussi stupide qu'elle puisse paraître est aujourd'hui très puissante aux États-Unis. Elle représente un phénomène en librairie et au cinéma (voir le film Left Behind, avec Nicolas Cage, à paraître en octobre).

Theodor Herzl était un admirateur du diamantaire Cecil Rhodes, le théoricien de l'impérialisme britannique et fondateur de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie (auquel il donna son nom) et de la Zambie (ex-Rhodésie du Nord). Herzl était juif, mais pas israélite et n'avait pas circoncis son fils. Athée comme beaucoup de bourgeois européens de son époque, il préconisa d'abord d'assimiler les juifs en les convertissant au christianisme. Cependant, reprenant la théorie de Benjamin Disraéli, il arriva à la conclusion qu'une meilleure solution était de les faire participer au colonialisme britannique en créant un État juif, dans l'actuel Ouganda ou en Argentine. Il suivit l'exemple de Rhodes dans la manière d'acheter des terres et de créer l'Agence juive.

Blackstone parvint à convaincre Herzl de joindre les préoccupations des dispentionnalistes à celles des colonialistes. Il suffisait pour cela d'envisager de créer Israël en Palestine et de multiplier les références bibliques. Grâce à cette idée assez simple, ils parvinrent à faire adhérer la majorité des juifs européens à leur projet. Aujourd'hui Herzl est enterré en Israël (sur le Mont Herzl) et l'État a placé dans son cercueil La Bible annotée que Blackstone lui avait offerte.

Le sionisme n'a donc jamais eu comme objectif de « sauver le peuple juif en lui donnant une patrie », mais de faire triompher l'impérialisme anglo-saxon en y associant les juifs. En outre, non seulement le sionisme n'est pas un produit de la culture juive, mais la majorité des sionistes n'a jamais été juive, tandis que la majorité des juifs sionistes ne sont pas israélites. Les références bibliques, omniprésentes dans le discours officiel israélien, ne reflètent la pensée que de la partie croyante du pays et sont avant tout destinées à convaincre la population états-unienne.

C'est à cette période que l'on créa le mythe du peuple juif. Jusque-là, les juifs se considéraient comme appartenant à une religion et admettaient que leurs membres européens n'étaient pas des descendants des juifs de Palestine, mais de populations converties au cours de l'Histoire [7].

Blackstone et Herzl ont artificiellement fabriqué l'idée selon laquelle tous les juifs du monde seraient des descendants des juifs antiques de Palestine. Dès lors, le mot juif s'applique non seulement à la religion israélite, mais désigne aussi une ethnie. En se fondant sur une lecture littérale de La Bible, ils sont devenus les bénéficiaires d'une promesse divine sur la terre palestinienne.

Le pacte anglo-saxon pour la création d'Israël en Palestine

La décision de créer un État juif en Palestine a été prise conjointement par les gouvernements britannique et états-unien. Elle a été négociée par le premier juge juif à la Cour suprême des États-Unis, Louis Brandeis, sous les auspices du révérend Blackstone et fut approuvée aussi bien par le président Woodrow Wilson que par le Premier ministre David Llyod George, dans le sillage des accords franco-britanniques Sykes-Picot de partage du « Proche-Orient ». Cet accord fut progressivement rendu public.

Le futur secrétaire d'État pour les Colonies, Leo Amery, fut chargé d'encadrer les anciens du « Corps des muletiers de Sion » pour créer, avec deux agents britanniques Ze'ev Jabotinsky et Chaim Weizmann, la « Légion juive », au sein de l'armée britannique.

Le ministre des Affaires étrangères Lord Balfour adressa une lettre ouverte à Lord Walter Rotschild pour s'engager à créer un « foyer national juif » en Palestine (2 novembre 1917). Le président Wilson inclut parmi ses buts de guerre officiels (le n°12 des 14 points présentés au Congrès le 8 janvier 1918) la création d'Israël [8]

Par conséquent, la décision de créer Israël n'a aucun rapport avec la destruction des juifs d'Europe survenue deux décennies plus tard, durant la Seconde Guerre mondiale.

Durant la conférence de paix de Paris, l'émir Fayçal (fils du chérif de La Mecque et futur roi d'Irak britannique) signa, le 3 janvier 1919, un accord avec l'Organisation sioniste, s'engageant à soutenir la décision anglo-saxonne.

La création de l'État d'Israël, qui s'est faite contre la population de Palestine, s'est donc aussi faite avec l'accord des monarques arabes qui furent les premiers leaders sionistes musulmans. En outre, à l'époque, le chérif de La Mecque, Hussein ben Ali, n'interprétait pas le Coran à la manière du Hamas. Il ne pensait pas qu'« une terre musulmane ne peut être gouvernée par des non-musulmans ».

La création juridique de l'État d'Israël

En mai 1942, les organisations sionistes tinrent leur congrès à l'hôtel Biltmore de New York. Les participants décidèrent de transformer le « foyer national juif » de Palestine en « Commonwealth juif » (référence au Commonwealth par lequel Cromwell remplaça brièvement la monarchie britannique) et d'autoriser l'immigration massive des juifs vers la Palestine. Dans un document secret, trois objectifs étaient précisés : « (1) l'État juif embrasserait la totalité de la Palestine et probablement la Transjordanie ; (2) le déplacement des populations arabes en Irak et (3) la prise en main par les juifs des secteurs du développement et du contrôle de l'économie dans tout le Moyen-Orient ».

La presque totalité des participants ignoraient alors que la « solution finale de la question juive » (die Endlösung der Judenfrage) venait juste de débuter secrètement en Europe.

En définitive, alors que les Britanniques ne savaient plus comment satisfaire à la fois les juifs et les arabes, les Nations unies (qui ne comptaient alors que 46 États membres) proposèrent un plan de partage de la Palestine à partir des indications que les Britanniques lui fournirent. Un État binational devait être créé comprenant un État juif, un État arabe et une zone « sous régime international particulier » pour administrer les lieux saints (Jérusalem et Bethléem). Ce projet fut adopté par la Résolution 181 de l'Assemblée générale [9].

Sans attendre la suite des négociations, le président de l'Agence juive, David Ben Gourion, proclama unilatéralement l'État d'Israël, immédiatement reconnu par les États-Unis. Les arabes du territoire israélien furent placés sous la loi martiale, leurs déplacements furent limités et leurs passeports confisqués. Les pays arabes nouvellement indépendants intervinrent. Mais sans armées encore constituées, ils furent rapidement battus. Au cours de cette guerre, Israël procéda à un nettoyage ethnique et contraint au moins 700 000 arabes à fuir.

L'Onu envoya comme médiateur, le comte Folke Bernadotte, un diplomate suédois qui sauva des milliers de juifs durant la guerre. Il constata que les données démographiques transmises par les autorités britanniques étaient fausses et exigea la pleine application du plan de partage de la Palestine. Or, la Résolution 181 implique le retour des 700 000 arabes expulsés, la création d'un État arabe et l'internationalisation de Jérusalem.

L'envoyé spécial de l'Onu fut assassiné, le 17 septembre 1948, sur ordre du futur Premier ministre, Yitzhak Shamir.

Furieuse, l'Assemblée générale des Nations unies adopta la Résolution 194 qui réaffirme les principes de la Résolution 181 et, en outre, proclame le droit inaliénable des Palestiniens à retourner chez eux et à être indemnisés des préjudices qu'ils viennent de subir [10].

Cependant, Israël ayant arrêté les assassins de Bernadotte, les ayant jugés et condamnés, fut accepté au sein de l'Onu sur la promesse d'en honorer les résolutions. Or tout cela n'était que mensonges. Immédiatement après les assassins furent amnistiés et le tireur devint le garde du corps personnel du Premier ministre David Ben Gourion.

Depuis son adhésion à l'Onu, Israël n'a cessé d'en violer les résolutions qui se sont accumulées à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Ses liens organiques avec deux membres du Conseil disposant du droit de veto l'ont placé en dehors du droit international. C'est devenu un État off shore permettant aux États-Unis et au Royaume-Uni de feindre respecter eux-mêmes le droit international alors qu'ils le violent depuis ce pseudo-État.

Il est absolument erroné de croire que le problème posé par Israël ne concerne que le Proche-Orient. Aujourd'hui, Israël agit partout militairement dans le monde en couverture de l'impérialisme anglo-saxon. En Amérique latine, ce sont des agents israéliens qui ont organisé la répression durant le coup d'État contre Hugo Chavez (2002) ou le renversement de Manuel Zelaya (2009). En Afrique, ils étaient partout présents durant la guerre des Grands lacs et ont organisé l'arrestation de Mouamar el-Kadhafi. En Asie, ils ont dirigé l'assaut et le massacre des Tigres tamouls (2009), etc. Chaque fois, Londres et Washington jurent n'y être pour rien. En outre, Israël contrôle de nombreuses institutions médiatiques et financières (telle que la Réserve fédérale états-unienne).

[1] « Extension de la guerre du gaz au Levant », par Thierry Meyssan, Al-Watan/Réseau Voltaire, 21 juillet 2014.

[2] « Réunion du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient et l'offensive israélienne à Gaza », Réseau Voltaire, 22 juillet 2014.

[3] « Déclaration du Président du Conseil de sécurité sur la situation à Gaza », Réseau Voltaire, 28 juillet 2014.

[4] Sur lhistoire du sionisme, on se reportera au chapitre correspondant (« Israël et les Anglo-Saxons ») de mon livre L'Effroyable imposture 2, Manipulations et désinformations, Edition Alphée, 2007. Les lecteurs y trouveront de nombreuses références bibliographiques.

[5] The Cousins' Wars : Religion, Politics, Civil Warfare and the Triumph of Anglo-America, par Kevin Phillips, Basic Books (1999).

[6] Voir notamment American Theocracy (2006) de Kevin Phillips, un historien exceptionnel qui fut un des conseillers de Richard Nixon. [7] Une synthèse des travaux historiques sur ce sujet : Comment le peuple juif fut inventé, par Shlomo Sand, Fayard, 2008.

[8] La formulation du point 12 est particulièrement sibylline. Ainsi, lors de la conférence de paix de Paris, en 1919, l'émir Fayçal l'évoqua pour revendiquer le droit des peuples anciennement sous le joug ottoman à disposer d'eux-mêmes. Il s'entendit répondre qu'il avait le choix entre une Syrie placée sous un ou sous plusieurs mandats. La délégation sioniste fit valoir que Wilson s'y était engagé à soutenir le Commonwealth juif à la grande surprise de la délégation états-unienne. En définitive, Wilson confirma par écrit qu'il fallait entendre le point 12 comme un engagement de Washington pour la création d'Israël et la restauration de l'Arménie. « Les quatorze points du président Wilson », Réseau Voltaire, 8 janvier 1918.

[9] « Résolution 181 de l'Assemblée générale de l'Onu », Réseau Voltaire, 29 novembre 1947.

[10] « Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU », Réseau Voltaire, 11 décembre 1948.

- 14 décembre 1655. Cromwell accueille les juifs - croirepublications.com 14.12.2015

Extrait.

Le décret de 1290 avait expulsé la communauté juive d'Angleterre

En 1655, on décide l'ouverture en Angleterre d'une conférence à Whitehall sur la réadmission des Juifs en Angleterre, sous l'égide d'Oliver Cromwell.

Manassé Ben Israël est invité en Angleterre et est reçu avec tous les honneurs. La Conférence se déroule du 4 au 18 décembre 1655. Elle commence par affirmer qu'il n'existe pas d'obstacle juridique à la réadmission des Juifs en Angleterre. L'on discute ensuite de l'opportunité d'une telle réadmission. Le débat divise alors profondément libéraux et conservateurs. Cromwell assiste à chaque séance et s'exprime en faveur de la réadmission des Juifs. Mais la plupart des membres du comité lui résiste. Toutefois, deux juges affirment que la loi n'interdit pas les Juifs à s'installer en Angleterre.

En ce jour, le 14 Décembre 1655, il était évident que le comité ne parviendra jamais à une décision. Cromwell disperse la conférence sans qu'aucune décision n'y ait été prise, mais ses membres savent que Cromwell a l'intention d'admettre les Juifs officieusement si nécessaire.

Tout le comité élabore un document recommandant que si les Juifs étaient réadmis en Angleterre, il faudrait les empêcher de diffamer le christianisme et de travailler le dimanche. D'acquérir certaines charges, d'employer serviteurs chrétiens ou de chercher à convertir les chrétiens au judaïsme. Rien de tout cela n'est devenu une loi.

A partir de1656, les juifs sont venus en Angleterre en nombre croissant et leur population a atteint jusqu'à un quart de million. Les Juifs de Grande-Bretagne ont été la plupart du temps bien traités. On leur accorda tous les droits que l'on pouvait leur accorder, c'est à dire tous les droits qui ne nécessitaient pas de prêter un serment chrétien, et les Juifs prirent part à la vie de la cité. croirepublications.com 14.12.2015

K. Marx : La Question juive

LVOG - Je rappelle que Marx était issu d'un milieu bourgeois juif et qu'il était le mieux placé pour l'observer et l'analyser, donc impossible de le taxer d'antisémitisme.

En lisant ces extraits, vous comprendrez pourquoi l'oligarchie défend férocement l'existence d'Israël, pourquoi à l'heure du néolibéralisme, de la finance triomphante, pourquoi Israël occupe une place politique aussi importante, pourquoi chacun devrait se prosterner devant le marché et adopter l'argent comme seul valeur ou idéal. Mais aussi pourquoi l'antisionisme leur est intolérable et ils l'assimilent à l'antisémitisme, parce que "*L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme*, c'est l'émancipation du règne du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme que combattent les sionistes, les oligarques.

Extraits.

Considérons le Juif réel, non pas le Juif du sabbat, comme Bauer le fait, mais le Juif de tous les jours. Ne cherchons pas le secret du Juif dans sa religion, mais cherchons le secret de la religion dans le Juif réel. Quel est le fond profane du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son Dieu profane ? L'argent. Eh bien, en s'émancipant du trafic et de l'argent, par conséquent du judaïsme réel et pratique, l'époque actuelle s'émanciperait elle-même.

Une organisation de la société qui supprimerait les conditions nécessaires du trafic, par suite la possibilité du trafic, rendrait le Juif impossible. La conscience religieuse du Juif s'évanouirait, telle une vapeur insipide, dans l'atmosphère véritable de la société. D'autre part, du moment qu'il reconnaît la vanité de son essence pratique et s'efforce de supprimer cette essence, le Juif tend à sortir de ce qui fut jusque-là son développement, travaille à l'émancipation humaine générale et se tourne vers la plus haute expression pratique de la renonciation ou aliénation humaine.

Nous reconnaissons donc dans le judaïsme un élément antisocial général et actuel qui, par le développement historique auquel les Juifs ont, sous ce mauvais rapport, activement participé, a été poussé à son point culminant du temps présent, à une hauteur où il ne peut que se désagréger nécessairement.

Dans sa dernière signification, l'émancipation juive consiste à émanciper l'humanité du judaïsme.

Le Juif s'est émancipé déjà, mais d'une manière juive. « Le Juif par exemple, qui est simplement toléré à Vienne, détermine, par sa puissance financière, le destin de tout l'empire. Le Juif, qui dans les moindres petits états allemands, peut être sans droits, décide du destin de l'Europe. »

« Tandis que les corporations et les jurandes restent fermées aux Juifs ou ne leur sont guère favorables, l'audace de l'industrie se moque de l'entêtement des institutions moyenâgeuses. » (B. Bauer, La Question juive, p. 114.)

Ceci n'est pas un fait isolé. Le Juif s'est émancipé d'une manière juive, non seulement en se rendant maître du marché financier,

mais parce que, grâce à lui et par lui, l'argent est devenu une puissance mondiale, et l'esprit pratique juif l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés dans la mesure même où les chrétiens sont devenus Juifs.

« Les habitants religieux et politiquement libres de la Nouvelle-Angleterre, rapporte par exemple le colonel Hamilton, sont une espèce de Laocoon, qui ne fait pas le moindre effort pour se délivrer des serpents qui l'enserrent. Mammon est leur idole qu'ils adorent non seulement des lèvres mais de toutes les forces de leur corps et de leur esprit. La terre n'est à leurs yeux qu'une Bourse, et ils sont persuadés qu'ils n'ont ici-bas d'autre destinée que de devenir plus riches que leurs voisins. Le trafic s'est emparé de toutes leurs pensées, et ils n'ont d'autre délassement que de changer d'objets. Quand ils voyagent, ils emportent, pour ainsi dire, leur pacotille ou leur comptoir sur leur dos et ne parlent que d'intérêt et de profit; et s'ils perdent un instant leurs affaires de vue, ce n'est que pour fourrer leur nez dans les affaires de leurs concurrents. »

Bien plus ! La suprématie effective du judaïsme sur le monde chrétien a pris, dans l'Amérique du Nord, cette expression normale et absolument nette : l'annonce de l'Évangile, la prédication religieuse est devenue un article de commerce, et le négociant failli de l'Évangile s'occupe d'affaires tout comme le prédicateur enrichi. Tel que vous voyez à la tête d'une congrégation respectable a commencé par être marchand; son commerce étant tombé, il s'est fait ministre. Cet autre a débuté par le sacerdoce -, mais , dès qu'il a eu quelque somme d'argent à sa disposition, il a laissé la chaire pour le négoce. Aux yeux d'un grand nombre, le ministère religieux est une véritable carrière industrielle. » (Beaumont, p. 185-186.)

Si nous en croyons Bauer, nous nous trouvons en face d'une situation mensongère : en théorie, le Juif est privé des droits politiques alors qu'en pratique il dispose d'une puissance énorme et exerce en gros son influence politique diminuée en détail. (La Question juive, p. 114.)

La contradiction qui existe entre la puissance politique réelle du Juif et ses droits politiques, c'est la contradiction entre la politique et la puissance de l'argent. La politique est théoriquement au-dessus de la puissance de l'argent, mais pratiquement elle en est devenue la prisonnière absolue.

Le judaïsme s'est maintenu à côté du christianisme non seulement parce qu'il constituait la critique religieuse du christianisme et personnifiait le doute par rapport à l'origine religieuse du christianisme, mais encore et tout autant, parce que l'esprit pratique juif, parce que le judaïsme s'est perpétué dans la société chrétienne et y a même reçu son développement le plus élevé. Le Juif, qui se trouve placé comme un membre particulier dans la société bourgeoise, ne fait que figurer de façon spéciale le judaïsme de la société bourgeoise.

Le judaïsme s'est maintenu, non pas malgré l'histoire, mais par l'histoire.

C'est du fond de ses propres entrailles que la société bourgeoise engendre sans cesse le Juif.

Quelle était en soi la base de la religion juive ? Le besoin pratique, l'égoïsme.

Le monothéisme du Juif est donc, en réalité, le polythéisme des besoins multiples, un polythéisme qui fait même des lieux d'aisance un objet de la loi divine. Le besoin pratique, l'égoïsme est le principe de la société bourgeoise et se manifeste comme tel sous sa forme pure, dès que la société bourgeoise a complètement donné naissance à l'état politique. Le dieu du besoin pratique et de l'égoïsme, c'est l'argent.

L'argent est le dieu jaloux, d'Israël, devant qui nul autre dieu ne doit subsister. L'argent abaisse tous les dieux de l'homme et les change en marchandise. L'argent est la valeur générale et constituée en soi de toutes choses. C'est pour cette raison qu'elle a dépouillé de leur valeur propre le monde entier, le monde des hommes ainsi que la nature.

L'argent, c'est l'essence séparée de l'homme, de son travail, de son existence; et cette essence étrangère le domine et il l'adore.

Le dieu des Juifs s'est sécularisé et est devenu le dieu mondial. Le change, voilà le vrai dieu du Juif. Son dieu n'est qu'une traite illusoire.

L'idée que, sous l'empire de la propriété privée et de l'argent, on se fait de la nature, est le mépris réel, l'abaissement effectif de la religion, qui existe bien dans la religion juive, mais n'y existe que dans l'imagination.

Ce qui est contenu sous une forme abstraite dans la religion juive, le mépris de la théorie, de l'art, de l'histoire, de l'homme considéré comme son propre but, c'est le point de vue réel et conscient, la vertu de l'homme d'argent. Et même les rapports entre l'homme et la femme deviennent un objet de commerce ! La femme devient l'objet d'un trafic.

La nationalité chimérique du Juif est la nationalité du commerçant, de l'homme d'argent.

La loi sans fondement ni raison du Juif n'est que la caricature religieuse de la moralité et du droit sans fondement ni raison, des rites purement formels, dont s'entoure le monde de l'égoïsme.

Le judaïsme atteint son apogée avec la perfection de la société bourgeoise; mais la société bourgeoise n'atteint sa perfection que dans le monde chrétien. Ce n'est que sous le règne du christianisme, qui extériorise tous les rapports nationaux, naturels, moraux et théoriques de l'homme, que la société bourgeoise pouvait se séparer complètement de la voie de l'État, déchirer tous les liens génériques de l'homme et mettre à leur place l'égoïsme, le besoin égoïste, décomposer le monde des hommes en un monde d'individus atomistiques, hostiles les uns aux autres.

Le christianisme est issu du judaïsme , et il a fini par se ramener au judaïsme.

Par définition, le chrétien fut le Juif théorisant le Juif est, par conséquent, le chrétien pratique, et le chrétien pratique est redevenu juif.

Ce n'est qu'en apparence que le christianisme a vaincu le judaïsme réel. Il était trop élevé, trop spiritualiste, pour éliminer la brutalité du besoin pratique autrement qu'en la sublimant, dans une brume éthérée.

Le christianisme est la pensée sublime du judaïsme, le judaïsme est la mise en pratique vulgaire du christianisme; mais cette mise en pratique ne pouvait devenir générale qu'après que le christianisme, en tant que religion parfaite, eut achevé, du moins en théorie, de rendre l'homme étranger à lui-même et à la nature.

Ce n'est qu'alors que le judaïsme put arriver à la domination générale et extérioriser l'homme et la nature aliénés à eux-mêmes, en faire un objet tributaire du besoin égoïste et du trafic.

L'aliénation, c'est la pratique du dessaisissement. De même que l'homme, tant qu'il est sous l'emprise de la religion, ne sait concrétiser son être qu'en en faisant un être fantastique et étranger, de même il ne peut, sous l'influence du besoin égoïste, s'affirmer pratiquement et produire des objets pratiques qu'en soumettant ses produits ainsi que son activité à la domination d'une entité étrangère et en leur attribuant la signification d'une entité étrangère, l'argent.

Dans la pratique parfaite, l'égoïsme spiritualiste du chrétien devient nécessairement l'égoïsme matériel du Juif, le besoin céleste se mue en besoin terrestre, le subjectivisme en égoïsme. La ténacité du Juif, nous l'expliquons non par sa religion, mais plutôt par le fondement humain de sa religion, le besoin pratique, l'égoïsme.

C'est parce que l'essence véritable du Juif s'est réalisée, sécularisée d'une manière générale dans la société bourgeoise, que la société bourgeoise n'a pu convaincre le Juif de l'irréalité de son essence religieuse qui n'est précisément que la conception idéale du besoin pratique. Aussi ce n'est pas seulement dans le Pentateuque et dans le Talmud, mais dans la société actuelle que nous trouvons l'essence du Juif de nos jours, non pas une essence abstraite, mais une essence hautement empirique, non pas en tant que limitation sociale du Juif, mais en tant que limitation juive de la société.

Dès que la société parvient à supprimer l'essence empirique du judaïsme, le trafic de ses conditions, le Juif est devenu impossible, parce que sa conscience n'a plus d'objet, parce que la base subjective du judaïsme, le besoin pratique, s'est humanisée, parce que le conflit a été supprimé entre l'existence individuelle et sensible de l'homme et son essence générique.

L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme. K. Marx : La Question juive

Haut de page

Le 29 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Cela fait 4 mois et 12 jours que les masses ont eu de multiples occasions de se mobiliser contre la politique de Macron, et pourtant elles ne les ont pas saisies. Pourquoi ? Quelle en est la signification politique ?

- Au format pdf (27 pages)

LES DERNIERES INFO (avant-hier)

Ils osent tout. Petit précis de novlangue à des enfants par Emmanuel Macron.

Quand la fabrication du consentement s'attaque à des enfants de 10 ans.

Après la répression policière n'existe pas en France, Macron a encore franchi un cran supplémentaire dans l'ignominie en se servant d'enfants pour distiller son venin à l'encontre des travailleurs qui se sont mobilisés depuis le 17 novembre 2018 et ceux qui les soutiennent, soit la majorité de la population.

Pour lire sa prestation et rendre compte de la situation réelle, quand il parle en général (on, il, ils) il faut traduire ou inverser cause et conséquence, retourner chaque accusation, employer la forme affirmative au lieu de la forme négative et vive versa. En revanche quand il parle à la première personne du singulier (je) ou il emploie le subjonctif, il n'y a rien à changer puisqu'il exprime sa réelle volonté ou une nécessité pour la classe qu'il représente.

Vous remarquerez que dans les passages qu'ont retenus les médias, c'est l'expression casser ou casseur qui revenait le plus souvent, comme s'il avait voulu terroriser ces enfants. En se livrant à un exercice d'infantilisme aussi grotesque, ce schizophrène a sans doute cru qu'ils pourraient influencer leurs parents ou faire oublier son absence d'empathie.

Quand Emmanuel Macron explique sa vision des Gilets jaunes à des enfants - Le Parisien 28.03

«On a vu arriver des gens hyper violents. Il n'y a rien dans une République qui justifie de tout casser. On n'est pas dans une tyrannie [...] Quand on est minoritaire, on n'a pas le droit de dire qu'on peut tout casser parce qu'on n'est pas d'accord. Eux, ce sont les gilets jaunes que je n'aime pas [...] Il faut que ces gens comprennent que leur cause n'en est pas une.» Des protestataires « ont mis un gilet jaune pour tout casser ». Ils « s'en fichent que ça aille mieux, ils veulent juste que ce soit leur règle qui s'impose aux autres ». « Casser, attaquer les forces de l'ordre, ne pas être respectueux avec les gens, insulter… il n'y a aucune cause qui justifie ça ». « Les casseurs, je voudrais qu'ils arrêtent le plus vite possible » car « leur cause n'en est pas une » et « il faut que les gens les soutiennent de moins en moins ». (Source : Le Parisien 28.03)

- La démocratie n'a pas d'ennemie plus redoutable que la démagogie. (Alfred Croiset, Démocraties antiques, p. 335.)

Un autre exercice de démagogie appliquée.

- "C'est le moment de vous bouger!": Mélenchon secoue ses électeurs - AFP 28 mars 2019

Les enquêtes d'opinion continuent en effet d'être mauvais pour LFI, qui ne dépasse plus les 8% d'intentions de vote, loin des 19,58% de la présidentielle.

"J'ai dit de ne pas attendre les consignes car les gens savent ce qu'il y a à faire. Mais là je vous le dis, il faut se bouger car c'est la même bataille qui fait déferler les "gilets jaunes" et celle qui nous mène au scrutin, c'est la même séquence historique", a-t-il dit.

"Nous croyons dans la démocratie. Avec la violence ce n'est jamais nous qui gagnons. Nous ne pouvons gagner que si la grande masse s'implique dans la décision".

Pour tenter de résoudre le paradoxe, existant peut-être chez des électeurs, d'appeler à voter pour des représentants au sein d'une Union européenne que l'on critique, il a expliqué: "Nous sommes 17 députés au sein de la Ve République que nous désapprouvons. La représentation politique fait partie de la démarche." (Participer, c'est collaborer, par exemple au sein des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, collaborer, c'est cautionner, et cautionner c'est trahir ses engagements. - LVOG)

Manon Aubry avait plus tôt, à l'issue d'un plaidoyer pour la sauvegarde des services publics de santé, résumé l'argumentaire: "Faites d'un bulletin de vote trois coups: sanctionnez Emmanuel Macron, envoyez des parlementaires de combat, construisez l'alternative!" (Pures inanités ! - LVOG) AFP 28 mars 2019

Acte XX. Ils instaurent l'état de siège.

- Avignon en état de siège pour l'acte XX des "gilets jaunes" - Reuters 28 mars 2019

Le préfet du Vaucluse a interdit la manifestation des "Gilets jaunes", pressentie d'ampleur nationale samedi à Avignon (Vaucluse) à l'occasion de la 20e journée d'action du mouvement et placé la ville dans un quasi-état de siège.

"Ce sont des mesures de police préventives. Ce sera une manifestation importante avec des conséquences sur l'activité humaine et économique de la ville", a dit jeudi à la presse le préfet du Vaucluse, Bertrand Gaume.

Plusieurs milliers de "Gilets jaunes" sont attendus à Avignon pour un acte XX d'ampleur nationale, selon les appels lancés sur les réseaux sociaux. "Le caractère national de cet événement risque de provoquer un afflux de manifestants dépassant le cadre départemental et régional", a prévenu Bertrand Gaume.

"Cette manifestation lancée sur les réseaux sociaux n'existe pas en droit. Elle n'est pas déclarée", a-t-il dit. "L'arrêté qui a été pris ne porte donc pas atteinte au droit de la libre circulation".

Le périmètre d'interdiction de "toute manifestation" pris par la préfecture concerne le coeur d'Avignon et une partie des boulevards à l'extérieur des remparts de la ville.

Les principaux parkings de la Cité des papes seront fermés, de même que la gare centrale et le stationnement des bateaux sera interdit sur le port fluvial. Des monuments, le pont d'Avignon et le Palais des papes, seront également interdits au public, de même que les musées et parcs de la ville.

Des précautions ont été prises pour sécuriser les chantiers en déplaçant les engins et en sécurisant le matériel susceptible d'être utilisé comme une arme par les manifestants. Deux marchés de la ville ont été annulés et de nombreuses manifestations festives ont été reportés comme les portes ouvertes sur le campus d'Avignon.

L'important dispositif de sécurité, dont les contours n'ont pas été précisés, sera composé de forces de l'ordre du Vaucluse et de renforts extra-départementaux, dont le nombre était jeudi "encore en cours d'arbitrage".

"Ce sera le dispositif le plus important de ces vingt dernières semaines. On sait bien que depuis le début du mouvement il y a une forme d'émulation sur les réseaux sociaux. On s'y prépare en conséquence", a affirmé le préfet du Vaucluse. Reuters 28 mars 2019

PREMIERE PARTIE

Autisme ou déni.

Réaliser l'unité de la gauche (Volontairement sans guillemets) ou des opportunistes, créer un rapport de forces, oeuvrer à une meilleure répartition des richesses, autant de mots d'ordre qui ont signifié la faillite du mouvement ouvrier et de son avant-garde, mais auxquels ils s'accrochent désespérément comme si de rien n'était.

Quelques sujets de réflexion.

1- Un internaute. Nouvelle devise orwelienne (une de plus) en macronie : La sagesse c'est la soumission.

Samedi 23 mars, Geneviève Legay, militante d'Attac, septuagénaire a été grièvement blessée à Nice lors d'une manifestation de gilets jaunes. Emmanuel Macron lui souhaite "un prompt rétablissement, et peut-être une forme de sagesse".

LVOG - Personnellement, j'ai conseillé à mon épouse vivant (A Aubagne) avec deux prothèses cardiaques, de ne pas sortir les jours où se déroulent des manifestations car elles peuvent dégénérer à tout moment.

2- Le montant de la dette publique mondiale s'élève désormais à 63.000 milliards de dollars (55.000 milliards d'euros). (sputniknews.com 27.03.2019)

LVOG - Elle rapporte par an aux banques privées des milliers de milliards de dollars extorqués le plus légalement du monde à tous les peuples. Légitimité la dette publique, c'est légitimité le pillage et la rente des banquiers. Un gouvernement ouvrier l'annulerait sur le champ, ainsi que la dette que les travailleurs ont contracté auprès d'une banque ou un organisme financier.

3- Lu dans un article. Les casseurs endurcis évoqués par le gouvernement le 16 mars, que le gouvernment n'a ni identifiés ni arrêtés, n'ont pas donné signe de vie. Cela soulève à nouveau avec force la question de l'identité des éléments qui se sont rendus responsables des actes de pillage le 16, vu le rôle documenté d'éléments des forces de l'ordre dans le pillage. Le soupçon existe toujours que des forces au sein de l'appareil d'État ont donné leur accord, du moins tacitement, à une provocation.

4- Macron, l'État terroriste - Reporterrre 22 mars 2019

Extrait - Le recours à l'armée et l'annonce que le LBD sera employé sans limite sont l'expression nouvelle d'une politique de

terreur employée par les gouvernants à l'encontre des contestations populaires. Il faut nommer les choses pour ce qu'elles sont, et résister. Il importe de qualifier le régime politique dans lequel nous sommes, et qui n'est plus une démocratie, malgré ce que serinent jour après jour les chiens de garde. « Quelque chose glisse », observe Daniel Schneidermann, « que les médias peinent à nommer ». Il s'agit bien d'une oligarchie, mais la violence qu'elle exerce pour maintenir sa domination exprime une qualité particulière que le terme de « dérive autoritaire » ne suffit plus à qualifier. Régime autoritaire, sans doute. Mais ce qui se joue en ce moment est plus dangereux encore. Le mot d'État terroriste m'est venu. Il s'agit bien de terroriser la révolte sociale qui s'est levée depuis quatre mois. Dans une émission de radio en mars 2018, le philosophe Geoffroy de Lagasnerie disait que « Macron essaye d'instaurer un gouvernement de la terreur » : en affaiblissant les dispositifs de protection des personnes (ce que fait la politique néolibérale), expliquait M.de Lagasnerie, Emmanuel Macron rend les travailleurs soumis aux patrons, par terreur du licenciement, les chômeurs soumis aux contrôleurs, les migrants à la police, etc. Une observation comparable a été faite par l'avocate Judith Krivine : « Les gouvernements qui se succèdent privent les salariés de leurs droits et leur rendent l'accès au juge plus difficile, ce qui rend les recours de plus en plus décourageants. »

Ainsi, la violence blessante voire meurtrière des forces d'État est le volet le plus apparent d'une politique généralisée de la peur dans tous les rapports sociaux au profit des puissants. L'État terroriste de M. Macron et de la classe dont il est l'instrument n'annonce pas seulement qu'il est prêt à tuer les Gilets jaunes. Il leur refuse toute concession, et entend poursuivre sans fléchir sa politique nous entraînant dans le chaos climatique et social.

Mais quand on règne par la peur, on n'a plus d'autorité, on ne suscite plus aucune adhésion. Il ne reste que le pouvoir, dans la froide férocité du rapport de force. La bêtise criminelle des possédants dont la macronie est aujourd'hui l'expression ne doit cependant pas générer la peur par laquelle ils veulent nous paralyser, mais le simple et âpre sentiment qu'aujourd'hui, il n'est d'autre attitude digne que la résistance. Reporterrre 22 mars 2019

LVOG - Résister c'est bien mais insuffisant, voire inopérant. Il est préférable de passer à l'offensive en préparant les conditions qui nous permettrons de renverser le régime ou de nous emparer du pouvoir politique pour liquider les institutions de la Ve République et le capitalisme.

Les masques tombent. Glucksmann le manipulateur otanien de Maïdan ou le "***coup de force***" permanent.

- Coup de gueule d'un fondateur de Place publique : "Glucksmann a manipulé tout le monde" - nouvelobs.com 25 mars 2019

Raphaël Glucksmann a réagi aux accusations de Farid Benlagha qui l'a apostrophé au Grand Jury de RTL, le 24 mars. "Je n'ai jamais traité les 'gilets jaunes' de fascistes, jamais, jamais, jamais !", a répondu l'essayiste. Farid Benlagha lui répond et développe ici ses arguments.

J'ai décidé de cofonder le mouvement Place publique, PP, à la suite de plusieurs réunions parisiennes. Tout a commencé au début de l'été 2018. Je reçois alors un appel. Un groupe a commencé à travailler, avec la perspective de créer un nouveau mouvement politique, avec comme approche de mettre en valeur des porteurs de causes. Occupé par mes activités [production artistique, NDLR], je ne rejoins ce groupe qu'au début du mois de septembre. L'affaire Benalla et la première grande crise de la macronie, suivie peu de temps après par l'érosion de l'image de Mélenchon, offrent à la gauche l'opportunité de formuler une nouvelle offre avec un espace qui s'élargit donc.

Après plusieurs réunions, ce petit groupe d'une trentaine de personnes grossit peu à peu. J'y rencontre quelques personnes de qualité. Notamment Thomas Porcher, Lucas Chancel, Nayla Ajaltouni. Je me laisse convaincre. En octobre la date de lancement est fixée : ça sera le 7 novembre. Les efforts pour réussir ce lancement sont admirables, et j'y prends toute ma part. Certains signaux troublants

Cependant très vite, je perçois certains signaux troublants. Fin octobre, lors d'une réunion dite de "stratégie" j'assiste à une drôle de partie. Tout d'abord je découvre que ceux qui sont réellement aux manettes sont d'anciens militants socialistes, dont je comprends très vite le positionnement, de centre gauche, bien éloigné du mien. Profils quasiment tous identiques. Des bobos parisiens, tous "blancos", au parcours scolaire balisé.

J'écoute les stratégies proposées. Toutes très classiques, sans audace. Je propose alors une autre approche. Il faut impacter le débat politique très vite et très fort. Proposer une ligne politique claire et identifiable. On me propose de définir par quels moyens. Une "méthode fonctionne toujours : l'actualité". Profiter de sujets forts qui ponctuent régulièrement la vie d'un pays ou du monde. C'est alors qu'à leur demande, j'indique avoir détecté un sujet qui risque de monter, et qui devrait avoir un écho important dans la société.

J'évoque la date du 17 novembre 2018 comme le début d'un nouveau mouvement social en gestation sur les réseaux sociaux depuis 2, 3 semaines : les "gilets jaunes". Raphaël Glucksmann se retourne alors vers moi, et me répond de manière catégorique : "Ah, non Farid, ça, on en a entendu parler, c'est un truc de fascistes et de lepénistes."

Je reste ébahi par cette réponse. Tout y est. Le mépris de classe, l'aveuglement, l'absence de connaissance de ce pays,

la déconnexion totale avec la diversité de la population française. Les semaines suivantes ne feront que confirmer ce flash. Malgré cette stupéfiante réponse je m'accroche. Le mouvement Place publique sera lancé dans quelques jours. Le succès du lancement aidant, je m'efforce de me projeter sur le premier meeting de PP prévu le 15 novembre.

La bourgeoisie blanche parisienne

Je découvre alors son organisation et son déroulé. Nouveau choc. Une liste d'intervenants comme un tableau de cette bourgeoisie blanche parisienne. J'envoie donc le 11 novembre un mail salé à toute la "direction" de Place publique. La réaction est timide mais semble tout de même aller dans mon sens. La tension n'aidant pas à esquiver mes injonctions, je constate donc un recul, mais sans lendemain. Je le comprends d'ailleurs très vite.

Le 17 novembre l'acte 1 des "gilets jaunes" marque les esprits. Je signale l'urgence d'une réaction, d'un positionnement fort à prendre, sans chercher aucune récupération, et d'autant plus facile à faire que PP est naissant et donc vierge. Mais le groupuscule autour de Gluksmann qui noyaute déjà le mouvement bloque tout. Le 24 novembre l'acte 2 des "gilets jaunes" frappe de nouveau les esprits. Je suis déjà sur le terrain. Je ressens déjà toute l'originalité et la puissance de ce mouvement, pour les bons et mauvais côtés. Mais deux jours plus tard, on découvre alors en interne qu'une tribune a été écrite dans le dos des militants et d'une partie des cofondateurs.

Une tribune qui affilie politiquement Place publique à la CFDT.

Les "gilets jaunes" sont déjà en train de modifier l'Histoire de France, avec une forme de rejet d'un grand nombre d'institutions, et nous ne trouvons pas une meilleure méthode que de pondre une simple tribune, d'un ancien monde. Je ne retiens alors plus mes mots. Et j'envoie une réponse cinglante sur le fil telegram de l'AG de PP.

Certains camarades acquiescent. Mais ce fameux groupuscule autour de Glucksmann est déjà en marche, et fait bloc. Il ne cessera d'agir ainsi, foulant progressivement toutes les promesses. Après l'acte 3 des "gilets jaunes", ma décision est prise. Tout mon temps libre sera consacré aux "gilets jaunes". Je prends donc progressivement mes distances avec PP. Je garde cependant certains bons contacts, notamment avec Thomas Porcher, que j'embarque dans une réunion de "gilets jaunes" en décembre, pour tenter un dialogue entre "gilets jaunes et intellectuels". Il s’avérera être le seul au sein de PP à avoir compris ce mouvement et prit position publiquement.

Aucune ligne politique claire

En janvier 2019 le deuxième meeting occupe l'activité de PP. Toujours aucune ligne politique claire. Je sens le vide. Tels des enfants disciplinés, le petit groupuscule travaille en coulisses. De mon côté je multiplie mes participations aux différents actes le samedi, et certaines actions et conférences qui ponctuent les semaines. Le fossé se creuse, et deviendra insurmontable lorsque j'apprends que les tractations avec le PS ont déjà bien abouti. Je le signale une nouvelle fois dans le fil Telegram de PP. Je subis un front violent du groupuscule glucksmannien. La promesse d'un vote qui entérinerait une éventuelle participation de PP dans une quelconque liste tente de réduire à néant mes propos. Je n'y crois pas un mot, mais je suis déjà désintéressé.

Le vide absolu s'installe en février jusqu'à mi-mars au sein de PP. Ce silence cachait un coup de force. Une forme de putsch interne. Du jour au lendemain nous apprenons que Raphaël Glucksmann sera tête de liste d'une union PP et PS. Même la coprésidente de PP apprend la nouvelle via la presse. Aucune information interne. Aucun dialogue. Aucun vote interne. Un déni total de démocratie. Fomenté par un petit quarteron de bobos en mal de reconnaissance politique, ce coup de force choque en interne. De nombreux référents et cofondateurs le font savoir. Certains claquent la porte, comme Thomas Porcher et moi-même. Raphaël Glucksmann aura donc manipulé tout le monde, servi aucune autre cause que la sienne : se garantir un placement privé. nouvelobs.com 25 mars 2019

LVOG - La décision de créer Place publique n'a pas été prise par le clone de son père ou de BHL. Elle s'inscrit sans doute dans le cadre d'une stratégie à long terme spécifiquement imaginée pour la France par les idéologues de l'oligarchie. Peut-être craignent-ils que l'instrumentalisation de RN finisse par s'enrayer ou perdre en efficacité, ou plus certainement, ils savent que Macron est grillé et qu'il leur faut fabriquer son clone qu'ils présenteront comme son concurrent, s'ils veulent conserver les privilèges exorbitant qu'ils se sont octroyés depuis près de 40 ans, et le RN connoté à l'extrême droite ne pourrait remplir cette fonction.

LR est toujours en convalescence après le passage d'un boucher et une machination médiatico-judiciaire plus tard. Ils ont pulvérisé le PS, cependant ils peuvent être tentés de réanimer son cadavre encore fumant, mais l'opération s'avère délicate, car contrairement à l'époque du congrès d'Epinay il n'y a plus rien à gratter pour lui donner un semblant d'air progressiste, ce qui d'une certaine manière vaut également pour LR, ces deux partis ont épuisé leur potentiel institutionnel.

Quant à Générations, il sert de caution au cadavre puant du PS, et sans s'allier avec EELV il est voué à connaître le même sort. On peut penser qu'ils auraient pu être tentés de jouer cette carte comme en Allemagne, d'où leur acharnement à monter en épingle la question climatique. A ceci près que la France n'est pas l'Allemagne, d'autant plus qu'après avoir porté au pouvoir le représentant de l'oligarchie ou des multinationales et instaurer un régime autoritaire, ils ont manifesté clairement leur intention de ne céder

sur aucune revendication qui serait contraire à leurs besoins, y compris sur la question climatique ou plutôt bien au contraire, puisqu'ils comptaient l'instrumentaliser pour justifier les nouveaux sacrifices qu'ils exigeraient des masses et dont la révolte des couches les plus défavorisées des campagnes fut la réaction, fermant du même coup la porte à ce scénario au profit de la question sociale qui demeure déterminante pour l'ensemble des travailleurs.

Maintenant, après avoir créé un parti de toutes pièces à partir de rogatons ou transfuges du PS, de LR, du MoDem, donc disons de la gauche, de la droite et du centre, de fait en brassant tellement large qu'ils ont épuisé la source institutionnelle où ils pourraient puiser pour créer un second parti qui serait le clone de LREM en l'affublant d'une étiquette progressiste ou démocratique ou même de gauche, du coup ils n'ont plus d'autres solutions que fabriquer médiatiquement un autre parti à partir d'intellectuels acquis à leur cause auquel le PS devrait servir de caution pour donner un semblant de légitimité à cette démarche pour le moins périlleuse. D'autant plus qu'après Sarkozy et Hollande, la volonté affichée par Macron de ne rien céder brise nette toute tentative de recomposition politique dans le cadre des institutions de la Ve République, ce qui vaut pour le PG, le PCF, LFI puisqu'ils se soumettent également à ce cadre ou ils ne peuvent envisager de rompre avec le capitalisme, et d'une certaine manière pour l'extrême gauche pour ne pas renouer avec le programme de la révolution socialiste à l'ordre du jour, bien que toutes les conditions ne soient pas réunies pour qu'elle puisse se produise et encore moins triompher, l'un n'infirmant pas l'autre.

Quand on veut aller de l'avant et qu'on se retrouve face à un obstacle infranchissable qui stoppe notre progression, dès lors on a le choix entre abandonner notre objectif et rebrousser chemin (régresser), autrement dit on se fait à l'idée de devoir vivre sous un véritable carcan le reste de notre existence, ou alors on envisage de se doter des instruments qui nous permettrons plus tard de le franchir ou de l'abattre en les construisant patiemment pièce par pièce.

Réforme sociale ou révolution, le néolibéralisme a tranché définitivement : Ce sera la révolution. Depuis quand ?

Quand sous Mitterrand le PS adopta la politique d'austérité et rallia officiellement "l'économie de marché", il signifia par là non seulement qu'il abandonnait définitivement le socialisme pour le capitalisme, mais qu'il n'y aurait plus de place pour des réformes sociales dans l'avenir, donc que le règne de la réaction sur toute la ligne avait sonné, et que désormais il marquerait profondément de son emprunte l'ensemble des rapports qui existaient dans la société, que dans son sillage il entraînerait dans la décadence, la médiocrité, le chaos, la violence ou le règne de la terreur, la putréfaction jusqu'à la rendre méconnaissable, détestable, nauséabonde, insupportable, asociale, inhumaine, juste pour qu'une infime minorité de psychopathes fortunés conservent leurs privilèges et leur pouvoir sur le reste de la population.

Tandis que la réaction se radicalisait, les deux principaux courants du trotskysme adopteront l'attitude inverse en se dissolvant dans des partis de type "ouvert" au réformisme, NPA et PT, puis POI et POID, histoire de bien montrer que leurs dirigeants étaient incapables d'analyser la situation et encore moins son évolution à venir ou qu'ils étaient corrompus par l'idéologie de la classe dominante.

Quand bien même on les priverait de présenter des candidats, il faut qu'ils cautionnent l'Union européenne au lieu de boycotter l'élection du 26 mai prochain.

- Européennes: pas de liste pour le NPA faute de moyens AFP 26 mars 2019

Le Nouveau parti anticapitaliste de Philippe Poutou et Olivier Besancenot n'a pas "les moyens financiers" de présenter une liste pour les élections européennes, a annoncé le parti d'extrême gauche, qui appelle à voter pour Lutte Ouvrière.

"Le coût de la seule impression des bulletins de vote et des professions de foi est en effet estimé à un million d'euros, une somme considérable pour le NPA, qui ne bénéficie d'aucun financement public", poursuit le parti, crédité d'environ 1% d'intentions de vote dans les sondages, bien en-dessous du seuil du remboursement des frais de campagne (3%).

Les porte-parole du NPA Philippe Poutou, Olivier Besancenot et Christine Poupin feront tout de même campagne sur la "lutte contre l'austérité et les traités européens, la liberté de circulation et d'installation pour les migrants", la défense des "gilets jaunes" et la "justice sociale et climatique". AFP 26 mars 2019

LVOG - Les "problématiques de la campagne européenne" du NPA sont conformes au mirage réformiste sur lequel viennent se greffer ceux qui sont pilotés directement par l'oligarchie.

- la "lutte contre l'austérité" pour hypothétiquement récolter des miettes de la main droite aussitôt reprises par la main gauche ;
- les "traités européens" mais pas la rupture avec l'UE ;
- "la liberté de circulation et d'installation pour les migrants" made in Otan, tandis que quelque 60% des habitants de la planète se voient interdire l'accès à un visa vers les puissances occidentales ;
- la "justice sociale et climatique" qui est un amalgame macronien pour détourner les travailleurs de la question de l'Etat ou du pouvoir.

L'orientation politique du NPA, je cite ce qui figurait dans leur communiqué du 25 mars 2019 : Modifier radicalement le rapport

de forces face au gouvernement Macron, pour en finir avec sa politique au service des riches et des grands groupes capitalistes. Autrement dit, une autre politique serait possible avec ou sans Macron dans le cadre du capitalisme et ses institutions.

Nous nous disons, seul le soulèvement révolutionnaire des masses exploités permettrait d'inverser le rapport de forces entre les classes, préparons-le : Dehors Macron, hors la loi les institutions de la Ve République et le CAC40 !

Totalitarisme. Quand les anti-racistes sont des opposants fanatiques à la liberté d'expression.

- La Sorbonne dénonce l'annulation d'une pièce d'Eschyle jugée raciste par des militants - sputniknews.com 27.03

La direction de la Sorbonne a dénoncé ce mercredi l'annulation de la pièce de théâtre Les Suppliantes d'Eschyle dont la présentation a été empêchée par un groupe de militants antiracistes.

Les individus qui ont fait irruption le 25 mars à l'université de la Sorbonne pour empêcher par la force la présentation d'une pièce de théâtre d'Eschyle dont la mise en scène leur a semblé raciste est «une atteinte très grave et totalement injustifiée, à la liberté de création», a déclaré mercredi l'université de la Sorbonne.

«Sorbonne Université dénonce solennellement les événements qui se sont déroulés hier soir à la faculté des Lettres de Sorbonne Université. Empêcher, par la force et l'injure, la représentation d'une pièce de théâtre est une atteinte très grave et totalement injustifiée, à la liberté de création […]. Les accusations de racisme ou de "racialisme" sont révélatrices d'une incompréhension totale», lit-on dans le communiqué de la Sorbonne Université avant de promettre de tout faire «pour que cette pièce puisse être jouée dans des conditions sereines».

La pièce Les Suppliantes d'Eschyle devait être jouée dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne dans le cadre du festival du théâtre antique Les Dionysies. Pendant ce spectacle, mis en scène par Philippe Brunet, directeur du théâtre Démodocos et professeur de grec ancien à l'université de Rouen, les acteurs et actrices portent des masques noirs et blancs selon les usages de l'époque.

Selon les militants de la Ligue de défense noire africaine (LDNA), de la Brigade anti-négrophobie et du Conseil représentatif des associations noires (CRAN), les masques et maquillages noirs que les acteurs devaient utiliser pour personnifier les Danaïdes, s'apparentent à «blackface».

Le metteur en scène Philippe Brunet a lui aussi publié une déclaration suite à l'annulation du spectacle.

«Il y a une différence d'ethnie géographique, pas de race. Aucun racialisme là-dedans, aucun racisme encore moins de notre part. L'an dernier, ne disposant pas de masques, nous avons maquillé les peaux blanches des comédiennes européennes ou asiatiques. Sinon, l'opposition dépeinte par le texte d'Eschyle n'est pas manifeste […]. Le théâtre est le lieu de la métamorphose, pas le refuge des identités. Le grotesque n'a pas de couleur», a-t-il noté.

Le festival Les Dionysies se poursuit à Paris jusqu'au 30 mars. Le théâtre Démodocos doit jouer trois spectacles d'Eschyle à l'université de Jussieu: Ulysse chez Circé et Agamemnon le 27 mars et Les Choéphores-Les Euménides le 28 mars, ainsi que la trilogie L'Orestie d'Eschyle le 30 mars à la Bibliothèque nationale de France (BNF). sputniknews.com 27.03

Novlangue. Quand les médias-oligarques se charge "***de veiller à la déontologie de l'information***".

- Feu vert pour un "conseil de la presse", mais seulement avec "des médias volontaires" - huffingtonpost.fr 28.03

La création d'une instance d'autorégulation chargée de veiller à la déontologie de l'information, en débat depuis des années en France, est "souhaitable" et "possible", estime un rapport confié à l'ancien PDG de l'AFP Emmanuel Hoog, rendu public mercredi 27 mars.

Chargé l'an dernier d'une mission par le gouvernement, Emmanuel Hoog a remis mardi 26 mars son rapport au ministre de la Culture Franck Riester.

Réagissant à la remise du rapport Hoog, le ministre de la Culture Franck Riester a jugé que "la réflexion autour d'une telle instance est légitime et utile, tant à la profession qu'à notre démocratie".

Lors des Assises du journalisme, organisées ce mois-ci à Tours, Franck Riester avait souligné qu'un organisme de ce genre "ne peut fonctionner que si c'est la profession elle-même qui s'en saisit, parce que ça ne peut pas être une administration, ça ne peut pas être une instance politique, ça doit être une instance des professionnels pour les professionnels". huffingtonpost.fr 28.03

Commentaire d'internaute.

1- Le plus remarquable à mes yeux n'est pas tant le bidonnage de l'information que le soutien de la hiérarchie à son caniche-tête-de-gondole. On n'est pas près dans ces conditions d'avoir un "comité d'éthique" des journalistes en France, totale impunité à partir du moment où tu fais de l'audimat.

2- Hé oui. Tous les pseudos journalistes marqué du saut de "l'intouchabilité" comme Cohen, Haziza, Demorand, Lapix, Salamé… sont des chiens de garde et sont les premiers à faire ce qu'ils reprochent sans cesse aux autres. Je pose la question : quel est vraiment le rôle de ces journalistes dans notre pays ? Quels sont leurs liens avec les sphères de pouvoir, car oui, ils ne sont pas neutres. Pour qui et pour quels intérêts ils agissent ? Les réponses à ces questions sont interdites et vous savez très bien pourquoi. Seuls les mieux informés et éclairés le savent. Appelons un chat, un chat. Cessons la langue de bois. Ces gens devront rendre des comptes un jour, à moins qu'ils ne s'exilent tous dans la seule démocratie "du monde".

Ils ont gagné un ticket pour la maison close de l'Europe.

- Bernard Guetta et Stéphane Bijoux, ces journalistes sur la liste LREM - huffingtonpost.fr 27.03

Deux journalistes, le premier spécialiste des questions internationales sur France Inter, le deuxième, patron des rédactions TV de France O et d'Outre-mer 1ère qui devraient, sauf très mauvaise surprise pour la formation présidentielle, être élus au Parlement européen.

Tous deux ont officié pendant de nombreuses années sur le service public. De quoi alimenter les soupçons et la défiance de nombreux opposants qui fustigent depuis plusieurs mois -avec plus ou moins de constance- une presse complaisante avec Emmanuel Macron.

Ces deux-là ne sont d'ailleurs pas les seuls professionnels des médias à figurer sur la liste LREM. Jamais citée par les responsables de l'opposition, Catherine Chabaud , diplômée de l'Institut pratique du journalisme, y figure aussi en bonne place (5e). Navigatrice, elle a notamment dirigé la revue "Thalassa" et collaboré avec Europe 1 pendant cinq ans. huffingtonpost.fr 27.03

Commentaire d'internaute.

- De l'autre côté de l'Atlantique, le russiagate fait piteusement naufrage après deux ans de (fausses) déclarations fracassantes de la presse MSM sur la collusion Trump/Kremlin. Mueller sort de sa longue enquête les mains vides et les démocrates entament une longue et pénible période de gueule de bois après l'ivresse du début largement entretenue par une presse partiale, partisane et décérébrée.

Jeff Zucker, le patron de CNN, affirme que sa chaîne a officié dans les règles : "Nous ne sommes pas des enquêteurs. Nous sommes des journalistes, et notre travail consiste à rapporter les faits tels que nous les connaissons, ce que nous avons précisément fait". Il passe pudiquement sur la mauvaise foi crasse qui a étayé ces deux années d'agitation médiatique qui ont profondément faussé le débat démocratique de son pays, parangon autoproclamé en la matière.

https://www.zerohedge.com/news/2019-03-26/we-are-not-investigators-cnns-jeff-zucker-unapologetic-perpetual-russia-hoax

Notre presse, un business malsain qui couche avec les pouvoirs. Il faudrait mieux l'encadrer, comme dans nos belles contrées du nord : les journalistes en vitrine, avec de jolie lampes rouges pour indiquer publiquement leur raison d'être.

Fabrication du consentement. Ils y travaillent inlassablement à grande échelle.

- Royaume-Uni : l'université de Cambridge et le ministère de la Défense ont travaillé sur un programme de guerre psychologique
- Source : TV5 Monde 22-03-2019

Après le scandale Cambridge Analytica — entreprise accusée d'avoir utilisé les données de millions de comptes Facebook pour influencer les électeurs de la présidentielle américaine tout comme ceux du référendum sur le Brexit —, la révélation du quotidien étudiant en ligne Varsity reprise par le Guardian sur le programme d'influence militaire britannique vient confirmer un phénomène inquiétant : l'intérêt croissant de nombreux acteurs pour l'utilisation des sciences sociales et de la cognition, croisées avec les outils numériques… à des fins d'influence psychologique.

La cyberguerre du futur sera peut être moins axée sur le piratage des réseaux électriques que sur le piratage des esprits en façonnant l'environnement dans lequel se déroule le débat politique. Tim Stevens checheur au Kings College London, spécialiste de la "cyberguerre", interrogé pour The Guardian en 2016.

Utiliser les recherches en sciences humaines, sur le fonctionnement du cerveau, pour développer des outils de manipulation psychologique de masse n'est pas entièrement nouveau, mais le développement des usages numériques, de l'intelligence artificielle et du traitement des données en masse (big data) allié aux neurosciences donne à ces outils une efficience insoupçonnée. Au point que des laboratoires militaires, comme celui du ministère britannique de la Défense, en fassent leur priorité et aillent jusqu'à tenter de passer des partenariats avec des entreprises privées et des instituts publics de recherche ?

Comprendre et influencer le comportement humain

C'est un article du quotidien local étudiant Varsity qui a mis l'université de Cambridge sur la sellette en février 2019. Le journal en ligne dévoilait alors le programme "Capacité de recherche en sciences sociales humaines (HSSRC)" — en partenariat avec le ministère de la Défense — qui avait comme objectif "la manipulation ciblée de l'information dans les domaines physiques et virtuels pour façonner les attitudes et les croyances dans le domaine cognitif".

Le "Laboratoire des sciences et technologies de la défense (DSTL)" du ministère de la Défense britannique, a donc travaillé au moins un an dans les locaux de l'université de Cambridge dans un local baptisé "Centre des stratégies futures". Plus d'une dizaine de chercheurs ont été séléctionnés dans des domaines aussi variés que l'architecture, la psychiatrie, les neurosciences ou la sociologie. Un document du ministère de la Défense indique clairement les grandes orientations du "laboratoire d'influence militaire"

L'approche globale stipulée dans ce document indique comme objectifs "la manipulation ciblée de l'information et l'utilisation coordonnée de tout l'éventail des capacités nationales y compris militaires, non militaires, déclarées et secrètes".

Comment définir ce qui a été engagé en 2017 par l'armée britannique dans le" Centre des stratégies futures" de l'université de Cambridge ? L'expression la plus adaptée semble être "laboratoire de propagande"… Mais un laboratoire de propagande d'un genre particulier puisqu'utilisant les techniques de pointe d'influence en sciences cognitives, et une fois encore, en lien avec le scandale Cambridge Analytica.

Les sciences cognitives au centre de l'influence

Les universitaires signataires de la lettre ouverte soulignent des risques particulièrement graves, compte tenu du débat public sur les travaux du Docteur Aleksandr Kogan, neuroscientifique à Cambridge… et impliqué dans le scandale Cambridge Analytica, mettant en jeu des méthodes de "manipulation de l'information". Au-delà de cette liaison déjà douteuse entre recherche universitaire et "entreprise d'influence électorale", le problème de la manipulation de l'opinion — telle qu'elle a été effectuée par Cambridge Analytica aidée de Kogan — reste un sujet peu mis en avant, surtout lorsqu'il concerne des administrations d'État.

The Guardian révélait pourtant en mars 2014 un "programme d'influence des esprits" développé par le ministère de la Défense britannique, sans qu'ensuite la légalité de telles pratiques soit mise en question : "Le ministère de la Défense élabore actuellement un programme de recherche secret de plusieurs millions de livres sterling sur l'avenir de la cyberguerre, notamment sur la manière dont les technologies émergentes telles que les médias sociaux et les techniques psychologiques peuvent être utilisées par l'armée pour influencer les convictions de chacun", expliquait le quotidien en ligne à l'époque.

Cinq ans plus tard, les technologies émergentes sont matures. Et les techniques psychologiques dénoncées en 2014 par The Guardian ont été testées à grande échelle. Les sciences cognitives sont au cœur de l'activité de l'influence psychologique via les technologies numériques et sont en cours de structuration, voire d'industrialisation, tant par des groupes privés que des acteurs publics comme des structures militaires étatiques. L'élection Kenyane de 2017 a été elle aussi l'instrument de ces pratiques, comme TV5Monde l'a relaté :

Ce que révèle l'affaire du programme d'influence de l'armée britannique est avant tout la volonté de faire émerger de nouvelles formes de gouvernance basées sur des techniques de propagande silencieuses et insidieuses, scientifiquement calculées pour orienter les populations. Modifier l'opinion publique. Cette capacité à la "gouvernance algorithmique d'influence" émerge alors que les populismes rencontrent un succès de plus en plus grand dans le monde. Que peut-il se passer, alors que les populismes sont accusés officiellement de remporter les élections et de gouverner grâce aux "Fake News", à la désinformation et la manipulation de l'opinion, si les Etats les dénonçant se retrouvent pris eux-mêmes à tenter de manipuler leurs opinions de façon massive et… scientifique ? Source : TV5 Monde 22-03-2019

Propagande xénophobe et machination foireuse.

- Quand les cosaques saccageaient les Champs-Élysées - Le Parisien 24 mars 2019

- Pas de preuve d'un délit commis par Trump, dit le département de la Justice - Reuters 24 mars 2019

Le procureur spécial Robert Mueller n'a pas trouvé de preuve permettant de dire que Donald Trump s'est rendu coupable de

collusion avec la Russie lors de la campagne présidentielle de 2016, a déclaré dimanche le secrétaire à la Justice William Barr... Reuters 24 mars 2019

Régime médiatico-financier-policier.

- Cnews accusée d'avoir caché une scène montrant la blessée de Nice «poussée par la police» - sputniknews.com 27.03

Arrêt sur images affirme détenir la preuve que «contrairement aux propos d'Emmanuel Macron», un policier a poussé la septuagénaire Geneviève Legay blessée à Nice en marge de l'acte 19 des Gilets jaunes. Cnews, qui a filmé toute la scène, aurait négligé la séquence.

Suite à la polémique autour de Geneviève Legay, manifestante septuagénaire blessée à Nice lors de l'acte 19 des Gilets jaunes, il s'est avéré que Cnews avait filmé la quasi-totalité de la scène en direct, sans le mentionner dans ses émissions, constate le site Arrêt sur images.

Cnews a diffusé en direct, vers midi, la charge des policiers à Nice au cours de laquelle Geneviève Legay apparaît sur les images avant et après s'être retrouvée par terre.

La septuagénaire blessée ce samedi à Nice «est dans le coma», selon son avocat «L'endroit où se tient la septuagénaire juste avant la charge, devant le poteau qu'elle va heurter en tombant, est très exactement celui où, dans l'autre image, on distingue une personne poussée par un membre des forces de l'ordre avec ses mains», précise l'auteur de l'article.

Il poursuit que «c'est encore sur ce coin précis de la rue qu'on voit peu après Geneviève Legay étendue par terre, visage ensanglanté», ajoutant qu'elle «tenait à la main son gilet jaune juste avant la charge» et que «c'est bien une personne tenant un gilet jaune à la main qui est poussée par le policier».

«Cet enchaînement d'images suggère que, contrairement aux propos d'Emmanuel Macron (Geneviève "n'a pas été en contact avec des policiers"), c'est bel et bien un membre des services de police qui l'a poussée», constate l'auteur.

L'auteur dénonce le fait que Cnews ne se soit pas servi de sa propre séquence pour en savoir plus sur la nature de la blessure de Geneviève Legay, affirmant que la chaîne a quasiment passé sous silence cet incident. sputniknews.com 27.03

Totalitarisme En Marche ou le règne de la terreur policière et judicaire

- "Gilets jaunes": 800 peines de prison fermes depuis novembre - Reuters 24 mars 2019

Environ 800 peines de prison ferme ont été prononcées depuis le début du mouvement des "Gilets jaunes", dont près de la moitié ont donné lieu à des mandats de dépôt, a déclaré dimanche la ministre de la Justice Nicole Belloubet.

Les forces de l'ordre ont procédé à près de 9.000 interpellations depuis le "premier acte" du mouvement, à la mi-novembre.

"Il y a eu 2.000 jugements qui sont déjà intervenus. Il y en a à peu près 1.800 qui doivent encore intervenir", a précisé la garde des Sceaux sur BFMTV, ajoutant : "Sur les 2.000, 40% sont des peines d'emprisonnement fermes et 60% sont d'autres types de sanctions, par exemple des travaux d'intérêt général, des sursis...".

Et sur ce dernier total, "il y a eu à peu près 390 mandats de dépôts qui ont été prononcés, des gens qui sont allés en prison, qui y sont", a-t-elle ajouté. Reuters 24 mars 2019

- Des street medics victimes de violences policières lors de l'acte 19. - sputniknews.com 25.03

Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux montrent des street medics ayant été victimes de violences policières ou ayant été empêchés de porter secours aux blessés lors de l'acte 19 à Montpellier et à Nice. Certains d'entre eux rappellent que c'était les street medics qui avaient pris en charge le policier ayant fait un malaise à Paris.

Plusieurs vidéos mises en ligne suite à l'acte 19 des Gilets jaunes le 23 mars, montrent des scènes de violences policières à l'encontre de street medics.

Une vidéo tournée à Montpellier et diffusée sur le compte twitter Street Medic France dévoile un gendarme en train de disperser avec du gaz un groupe de médecins volontaires.

Une gazeuse à la main, il s'approche de medics pourtant facilement identifiables avec leurs casques et leurs tee-shirts blancs. Il gicle ensuite du gaz dans leur direction avant de frapper l'un d'eux au visage.

Sputnik a contacté la personne qui a diffusé ces images afin d'obtenir plus de détails et attend actuellement une réponse.

Ces violences contre les médecins bénévoles qui portent secours aux blessés pendant les manifestations des Gilets jaunes ne sont pas les seules du genre.

Une secouriste de Nice a partagé sur son compte Facebook une vidéo dans laquelle elle affirme avoir été blessée au genou «à cause des CRS». Elle affirme avoir été matraquée par des CRS alors qu'elle portait secours à une dame qui était en insuffisance cardiaque.

Dans une autre séquence, un homme qui se présente comme Thierry Paysant, street medic de Nice, raconte que les forces de l'ordre l'ont empêché de porter secours à une femme blessée. «On était loin de la manif parce que le but d'un secouriste ce n'est pas d'être dans la manif puisque si on se fait prendre à partie, on ne peut pas intervenir», explique-t-il.

Selon lui, alors qu'un gendarme a appelé à laisser passer les secouristes, l'un de ses collègues ne lui a pas permis de s'approcher de la blessée et les a placés en garde à vue. sputniknews.com 25.03

- Choc, traumatisme crânien, ITT… un youtubeur blessé par un LBD lors de l'acte 19 - sputniknews.com 25.03

Un message du YouTubeur Cemil, dans lequel il annonce avoir reçu le 23 mars un tir de LBD en pleine tête à Lyon, a été publié samedi sur Twitter. Sputnik a contacté l'homme blessé afin de vérifier cette information et d'obtenir des détails. Comme Cemil étant à ce moment-là hospitalisé, l'un de ses proches a expliqué ce qui s'était passé.

Après la manifestation des Gilets jaunes à Lyon ce samedi 23 mars, le YouTubeur Cemil a affirmé sur son compte Twitter avoir «reçu un tir de LBD à la tempe droite» et avoir été hospitalisé.

Contacté par Sputnik, l'un de ses proches a mis en lumière ce qui s'était passé.

«Il a reçu un projectile (balle de LBD) dans la tempe droite hier, alors qu'il était visible et identifiable, visage découvert et pacifique. Une manifestante l'ayant reconnu (c'est un artiste vidéaste connu par les manifestants) sur sa gauche, elle l'a salué et lui a fait tourner la tête au moment où le tir est parti, lui évitant un impact frontal qui aurait été dramatique. Il s'en sort avec un choc post-traumatique, une plaie de quelques centimètres, un traumatisme crânien et 6 jours d'ITT», a confié à Sputnik un proche de Cemil.

Selon l'interlocuteur de l'agence, «avant l'incident, tout était calme et le cortège voulait juste avancer, marcher vers les quais de Saône depuis la place Bellecour».

Selon les publications Twitter de Cemil, une plainte sera déposée à sa sortie de l'hôpital. sputniknews.com 25.03

Et pendant ce temps-là les massacres continuent.

- Une douzaine de civils tués par des frappes aériennes en Afghanistan - Reuters

Des frappes aériennes ont coûté la vie samedi à une douzaine de civils de la province de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, a-t-on appris dimanche auprès des autorités locales. Reuters

- Des bombardements de la coalition saoudienne signalés à Sanaa - Reuters

La coalition sous commandement saoudien a bombardé samedi plusieurs positions des rebelles chiites Houthis à Sanaa, capitale du Yémen, rapporte Al Arabiya. Reuters

La vraie nature des ONG et d'EELV ou pour qui roulent-ils.

- Européennes : Pascal Canfin quitte WWF pour la liste LREM - Le Parisien

Pressenti depuis plusieurs jours pour rejoindre la liste LREM aux élections européennes, Pascal Canfin a décidé de quitter son poste de directeur général du WWF France, a annoncé ce lundi l'ONG. Le Parisien

- La Chine construit "un projet politique de fracturation" de l'UE, selon Jadot (EELV) - AFP

La Chine construit "un projet politique de fracturation de l'Union européenne", s'est inquiété lundi Yannick Jadot, tête de liste EELV pour les élections européennes, alors que le président chinois Xi Jinping entame une officielle en France.AFP

Les enjeux du "***Grand débat national***".

Permettre à Macron d'appliquer son programme ultra réactionnaire.

- Fonction publique: 120.000 postes en moins est un objectif "tenable", selon Guerini - AFP

- Retraites: le départ à la retraite à 65 ans est "inéluctable", selon Pécresse - AFP

Le départ à la retraite à 65 ans "est inéluctable", a estimé lundi la présidente de la région Ile-de-France Valérie Pécresse (LR), disant avoir "du mal à comprendre pourquoi le gouvernement ne le dit pas". AFP

... et porter atteinte au droit de manifester contre.

- Manifestation interdite samedi sur les Champs-Elysées - Reuters 28 mars 2019

Le nouveau préfet de police de Paris a pris mercredi un arrêté interdisant toute manifestation se revendiquant des "Gilets jaunes" sur les Champs-Elysées et place de l'Etoile, samedi.

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a pour sa part fait un point sur la réponse judiciaire donnée depuis le 17 novembre aux violences qui ont émaillé les manifestations de "Gilets jaunes".

"A ce jour (...), environ 9.000 personnes ont été placées en garde à vue depuis le début du mouvement", a-t-elle dit.

Ces gardes à vue ont été suivies d'un peu plus de 150 relaxes, environ 1.800 classements sans suite, environ 1.800 alternatives aux poursuites (essentiellement des rappels à la loi), un peu moins de 4.000 renvois devant les tribunaux.

Sur ces 4.000 affaires, environ 1.800 sont encore en attente de jugement et 2.000 condamnations ont été prononcées dont 40% de peines de prison ferme, de quelques mois à trois ans, avec 400 mandats de dépôt, et 60% de peines de prison avec sursis et d'amendes.

"De nombreuses enquêtes sont encore en cours", a ajouté la garde des Sceaux, selon qui 290 plaintes ont par ailleurs été déposées à l'encontre des forces de l'ordre.

"Dans la majorité des cas, les investigations ont été confiées (...) à l'IGPN (la "police des polices")", a-t-elle ajouté. "A ce jour, la quasi-totalité de ces enquêtes est toujours en cours, donc aucune poursuite à l'encontre des forces de l'ordre n'a été portée à la connaissance du ministère de la justice", et 17 ont été classées sans suite. Reuters 28 mars 2019

Une analyse sur la stratégie américaine.

- La nouvelle Grande stratégie des États-Unis par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire, 26 mars 2019

Il est d'usage aux États-Unis de croire que le pays n'a plus de Grande stratégie depuis la fin de la Guerre froide.

Une Grande stratégie, c'est une vision du monde que l'on tente d'imposer et que toutes les administrations doivent respecter. Ainsi, si l'on perd sur un théâtre d'opération particulier, il se poursuit sur d'autres et finit par triompher. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Washington choisit de suivre les directives fixées par l'ambassadeur George Keenan dans son célèbre télégramme diplomatique. Il s'agissait de décrire un prétendu expansionnisme soviétique pour justifier d'un endiguement de l'URSS (containment). Effectivement, bien qu'ils aient perdu les guerres de Corée et du Vietnam, les États-Unis finirent par triompher.

Il est très rare de parvenir à penser une Grande stratégie, même s'il y en a eu d'autres dans la période, notamment avec Charles De Gaulle en France.

Au cours des dix-huit dernières années, Washington est progressivement parvenu à se fixer de nouveaux objectifs et de nouvelles tactiques pour les atteindre.

1991-2001 : une période d'incertitude

Lors de la disparition de l'Union soviétique, le 25 décembre 1991, les États-Unis de Bush père ont considéré qu'ils n'avaient plus de rival. Le président victorieux par défaut a démobilisé 1 million de soldats et a imaginé un monde de paix et de prospérité. Il a libéralisé les transferts de capitaux pour que les capitalistes puissent s'enrichir et, croyait-il, ainsi enrichir ses concitoyens.

Cependant le capitalisme n'est pas un projet politique, mais un moyen de gagner de l'argent. Les grandes entreprises US —pas l'État fédéral— se sont alors alliées au Parti communiste chinois (d'où le fameux « voyage vers le Sud » de Deng Xiaoping). Elles ont délocalisé leurs entreprises à faible valeur ajoutée d'Occident vers la Chine où les travailleurs n'étaient pas éduqués, mais où les salaires étaient en moyenne 20 fois moindre. Le long processus de désindustrialisation de l'Occident commençait.

Pour gérer ses affaires transnationales, le Grand capital a déplacé ses avoirs dans des pays à fiscalité réduite où il a découvert qu'il pouvait échapper à ses responsabilités sociales. Ces pays, dont la fiscalité dérogatoire et la discrétion sont indispensables au commerce international, se trouvèrent soudain embarqués dans une gigantesque optimisation fiscale, voire dans une fraude massive, dont ils bénéficièrent en silence. Le règne de la Finance sur l'Économie débutait.

Stratégie militaire

En 2001, le secrétaire à la Défense et membre permanent du « gouvernement de continuité » [1], Donald Rumsfeld, créa un Bureau de transformation de la force (Office of Force Transformation) qu'il confia à l'amiral Arthur Cebrowski. L'homme, qui avait déjà informatisé les armées, modifia alors leur mission.

Le monde sans l'Union soviétique était devenu unipolaire, c'est-à-dire gouverné non plus par le Conseil de sécurité, mais par les seuls États-Unis. Pour maintenir leur position dominante, ils devaient « faire la part du feu », c'est-à-dire diviser l'humanité en deux. D'un côté, des États stables (les membres du G8 —Russie incluse— et leurs alliés), de l'autre le reste du monde considéré comme un simple réservoir de ressources naturelles. Washington ne considérait plus l'accès à ces ressources comme vital pour lui, mais entendait qu'elles ne soient accessibles aux États stables qu'en passant par lui. Dès lors, il convenait de détruire préventivement toutes les structures étatiques dans ce réservoir de ressources, de sorte que personne ne puisse un jour ni s'opposer à la volonté de la première puissance mondiale, ni se passer d'elle [2].

Cette stratégie a été mise en œuvre depuis sans discontinuer. Elle a débuté au Moyen-Orient élargi (Afghanistan, Irak, Liban, Libye, Syrie, Yémen). Toutefois, contrairement à ce qui avait été annoncé par la secrétaire d'État Hillary Clinton (Pivot to Asia), elle ne s'est pas prolongée en Extrême-Orient du fait du développement militaire chinois, mais dans le Bassin des Caraïbes (Venezuela, Nicaragua).

Stratégie diplomatique

En 2012, le président Barack Obama reprit le leitmotiv du Parti républicain et fit de l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste par fracturation hydraulique une priorité nationale. En quelques années, les États-Unis multiplièrent leurs investissements et devinrent le premier producteur mondial d'hydrocarbures, renversant les paradigmes des relations internationales. En 2018, l'ancien directeur de l'équipementier pétrolier Sentry international, Mike Pompeo, devint directeur de la CIA puis secrétaire d'État. Il créa un Bureau des ressources énergétiques (Bureau of Energy Resources) qu'il confia à Francis Fannon. C'était le pendant de ce qu'avait été le Bureau de transformation de la force au Pentagone. Il mit en place une politique entièrement tournée vers la prise de contrôle du marché mondial des hydrocarbures [3]. Pour cela il imagina un nouveau type d'alliances comme celle de la région Indo-Pacifique libre et ouverte (Free and Open Indo-Pacific). Il ne s'agit plus de créer des blocs militaires, comme les Quads, mais d'organiser ces alliances autour d'objectifs de croissance économique fondés sur un accès garanti à des sources d'énergie.

Ce concept s'intègre à la stratégie Rumsfeld/Cebrowski : il ne s'agit pas de s'approprier les hydrocarbures du reste du monde (Washington n'en a plus du tout besoin), mais de déterminer qui pourra en avoir pour se développer et qui en sera privé. C'est une rupture complète avec la doctrine de la raréfaction du pétrole promue par les Rockfeller et le Club de Rome depuis les années 1960, puis par le Groupe de développement de la politique énergétique nationale (National Energy Policy Development Group) du vice-président Dick Cheney. Désormais, les États-Unis estiment que non seulement le pétrole n'a pas disparu, mais malgré l'augmentation drastique de la demande, l'humanité en dispose pour un siècle au moins.

Sous des prétextes divers et variés, Pompeo vient de bloquer l'accès de l'Iran au marché mondial, puis du Venezuela, et enfin de maintenir des troupes à l'Est de la Syrie pour empêcher que l'on y exploite les champs que l'on y a découverts [4]. Simultanément, il exerce des pressions sur l'Union européenne pour qu'elle renonce au gazoduc russe Nord Steam 2 et sur la Turquie pour qu'elle renonce à Turkish Stream.

Stratégie commerciale

En 2017, le président Donald Trump tente de rapatrier une partie des emplois délocalisés des États-Unis en Asie et dans

l'Union européenne. S'appuyant sur les conseils de l'économiste de gauche Peter Navarro [5], il mit fin au Partenariat trans-pacifique et renégocia l'Accord de libre-échange nord-américain. Simultanément, il instaura des droits de douane prohibitifs sur les voitures allemandes et la plupart des produits chinois. Il compléta le tout avec une réforme fiscale encourageant le rapatriement des capitaux. Cette politique a déjà permis d'améliorer la balance commerciale et de relancer l'emploi.

Le dispositif est désormais complet au plan militaire, économique et diplomatique. Chaque volet est articulé l'un à l'autre. Chacun sait ce qu'il doit faire.

La force principale de cette nouvelle Grande stratégie est qu'elle n'a pas été comprise par les élites du reste du monde. Washington dispose donc de l'effet de surprise, renforcé par la communication délibérément chaotique de Donald Trump. Si l'on observe les faits, et pas les tweets présidentiels, on constate l'avancée des États-Unis après la période d'incertitude des présidents Clinton et Obama.

[1] Le Gouvernement de continuité est une instance états-unienne créée par le président Eisenhower durant la Guerre froide et toujours effective. Elle a pour mission d'assurer la continuité de l'État en cas de vacance de l'Exécutif, c'est-à-dire de décès du président, du vice-président et des présidents des assemblées lors d'une guerre nucléaire. Sa composition exacte est en principe secrète bien qu'il dispose de moyens très importants.

[2] Cette stratégie a été popularisée par l'assistant de Cebrowski, Thomas Barnett. The Pentagon's New Map, Thomas P. M. Barnett, Putnam Publishing Group, 2004.

[3] "Mike Pompeo Address at CERAWeek", by Mike Pompeo, Voltaire Network, 12 March 2019.

[4] Hier soir, le département US du Trésor a émis une mise en garde contre toute forme de commerce de pétrole avec l'Iran ou avec la Syrie : "Sanctions Risks Related to Petroleum Shipments involving Iran and Syria", Voltaire Network, 25 March 2019.

[5] Death by China, Peter Navarro, Pearson, 2011. Crouching Tiger : What China's Militarism Means for the World, Prometheus Books, 2015.

Le fascisme assumé.

- 55 ans après le coup d'état US au Brésil, le nouveau président élu Bolsonaro ordonne la célébration du putsch - Mondialisation.ca, 26 mars 2019

Extrait. Brésil : 55 ans après le coup d'État des militaires du 31 mars 1964 et le renversement du président Joao Goulart, le nouveau président d'extrême-droite, Jair Bolsonaro a ordonné une célébration du coup d'État militaire de 1964. Il est important de revenir sur le soutien actif du gouvernement des États-Unis, de la Banque mondiale et du FMI aux militaires qui ne fait pas l'ombre d'un doute. Le 2 avril 2014, une organisation non gouvernementale aux États-Unis, le National Security Archive (NSA !) a rendu public une série impressionnante de documents officiels déclassifiés faisant la preuve de la complicité de Washington avec les militaires brésiliens qui ont renversé 50 ans plus tôt le régime démocratique de Joao Goulart.

Le FMI et la Banque mondiale n'hésitent pas à appuyer des dictatures quand ils (et d'autres grandes puissances capitalistes) le trouvent opportun. Les auteurs du Rapport mondial sur le développement humain réalisé par le PNUD (édition 1994) l'écrivent noir sur blanc : " De fait, l'aide versée par les États-Unis pendant les années 1980 est inversement proportionnelle au respect des droits de l'homme. Les donateurs multilatéraux ne semblent pas non plus encombrés de telles considérations. Ils semblent en effet préférer les régimes autoritaires, considérant sans ciller que ces régimes favorisent la stabilité politique et sont mieux à même de gérer l'économie. Lorsque le Bangladesh et les Philippines ont mis fin à la loi martiale, leur part respective dans l'ensemble des prêts de la Banque mondiale a diminué " Mondialisation.ca, 26 mars 2019

- Italie : une coalition droite/extrême-droite remporte l'élection en Basilicate - euronews 25 mars 2019

Selon des résultats portant sur plus de 95% des sièges électoraux, le candidat de cette coalition régionale qui réunit principalement la Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia (FI), le parti de Silvio Berlusconi, remporte 41,9% des voix.

Au niveau national, la Ligue gouverne avec le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème), tandis que FI et les petits partis de la coalition sont dans l'opposition.

Mais au niveau local, dans de nombreuses villes et régions, la coalition FI-Ligue se maintient et a remporté six des sept dernières élections régionales.

Le centre gauche, en difficulté dans tout le pays depuis sa défaite lors des législatives de mars 2018, perd la région malgré un

bon score (33,3%), qui en cache cependant un très mauvais: au sein de cette coalition, le Parti démocrate (PD), pilier du centre gauche en Italie, n'obtient que 7,8% des voix.

Prochain test le 26 mai pour les élections européennes où ce sera chacun pour soi.

A l'heure actuelle, les sondages au niveau national donnent la Ligue en tête avec environ 32% des intentions de vote, suivie par le M5S et le PD, au coude à coude, le premier estimé à 22% et le deuxième à 20%, loin devant FI, crédité de 10%. euronews 25 mars 2019

Totalitarisme planétaire.

- Venezuela: Les preuves de l'implication de Juan Guaidó dans le terrorisme contre le pays - albaciudad.org publié par Mondialisation.ca, 25 mars 2019

Samedi, le vice-président de secteur de la Communication, de la culture et du Tourisme, Jorge Rodríguez, a donné des détails sur le plan de recrutement, d'entraînement et la méthode d'opération d'un groupe de terroristes financés et organisés par Juan Guaidó et des membres de Volonté Populaire qui envisageaient d'assassiner des dirigeants politiques et de déstabiliser la paix et la tranquillité de la République.

Rodríguez a dénoncé le fait que des groupes paramilitaires entraînés en Colombie ont réussi à entrer au Venezuela après le 23 février : « Ces assassins ont été déplacés vers la Colombie pour entrer au Venezuela par ses frontières. » La formation de groupes de 8 à 10 équipes de tueurs à gages en provenance du Nicaragua, du Honduras et du Salvador, des groupes de 8 personnes, qui étaient entraînés en Colombie pour entrer en territoire vénézuélien et réaliser des actes terroristes. »

« A la suite de la fermeture de la frontière, tous les groupes de tueurs à gages n'ont pas réussi à entrer au Venezuela mais au moins la moitié de ces assassins ont réussi à entrer, » a déclaré le ministre. Il a souligné que les autorités vénézuéliennes recherchent ce groupe de tueurs à gages : « Nous avons identifié certains paramilitaires qui sont entrés au Venezuela, nous les recherchons par les airs, la mer et la terre. »

Jorge Rodríguez a précisé que les conversations trouvées sur le téléphone de Roberto Marrero (l'intermédiaire entre Guaidó et les tueurs à gages) qui a été récemment arrêté par le SEBIN ont mis en évidence qu'il conspirait avec Guaidó pour gérer le financement d'actes terroristes.

Parmi les actes planifiés par cette cellule terroriste, il y a des assassinats sélectifs de dirigeants politiques (il y avait même une liste de ceux qu'ils devaient assassiner), de nouveaux attentats, des explosions de rames du métro de Caracas, des attaques du téléphérique de Caracas, la création de faux positifs, l'organisation d'une grève générale, une attaque du Palais de Miraflores et des actes terroristes planifiés par « El Agricultor, » déjà identifié par les autorités.

Le financement de ces paramilitaires provient de fonds de l'Etat vénézuélien gelé par la banque internationale dans différents pays sur ordre du Gouvernement des Etats-Unis. Dans les chats trouvés sur son téléphone portable, on trouve en particulier le cas de Refidomsa PDV Caraïbes. Rodríguez a rappelé que les humoristes russes Vovan et Lexus, en se faisant passer pour le président de la Suisse, ont fait reconnaître à Guaidó qu'il avait sur l'un de ses comptes l'argent de comptes de l'Etat vénézuélien.

Rodríguez a aussi mentionné un chat entre Roberto Marrero et une personne identifiée comme "Rosana de Cúcuta" qui lui dit que l'argent pour engager les tueurs à gages n'est pas suffisant et il s'engage à payer entre 500 000 et 700 000 dollars par jour pour engager ces personnes.

Ces objectifs ont été définis par ce qu'on appelle « l'Etat major des terroristes » composé par Gavilán (Leopoldo López), Carlos Vequio Fernando Martínez Motola, Freddy Guevara (chef de la propagande de Guaidó), Juan Andrés Mejia, Roberto Marrero, Alias Roxana (qui opérait de Cúcuta) et Sergio Vergara, parmi d'autres membres de Volonté Populaire qui, avec Juan Guaidó, planifiaient les actions évoquées précédemment.

Arrestation de "Neco", le chef des tueurs à gages liés à Volonté Populaire

Après sa conférence de presse, Rodríguez a fait savoir dans un message publié sur son compte Twitter qu'un citoyen de nationalité colombienne lié aux plans terroristes que la droite cherchait à appliquer dans les prochains jours au Venezuela avait été arrêté.

« A propos de la précédente dénonciation, nous informons qu'un chef paramilitaire parmi les plus recherchés Colombie: Wilfrido Torres Gómez, alias Neco, a été arrêté. C'est l'un des chefs des tueurs à gages que l'extrême-droite a fait entrer de Colombie. Recherché par Interpol avec un code bleu pour homicide et assassinats commandités, » a écrit Rodríguez qui a joint des photos du registre d'identification du chef paramilitaire. Mondialisation.ca, 25 mars 2019

- Les USA inventent la « réciprocité d'accès » - Réseau Voltaire 27 mars 2019

Le Congrès a adopté la loi sur la réciprocité d'accès au Tibet (Reciprocal Access to Tibet Act — H.R.1872) que le président Trump a promulguée le 19 décembre 2018.

Ce texte a été présenté par le représentant James McGovern (Démocrate) à la suite d'une campagne de l'acteur Richard Gere et de l'International Campaign for Tibet (ICT). Il prévoit d'interdire l'accès aux États-Unis des fonctionnaires chinois qui refuseraient à des citoyens états-uniens celui au territoire tibétain.

Les États-Unis eux-mêmes pratiquent une politique très restrictive d'accès à leur territoire et se donnent le droit de refouler à leur frontière tout étranger, même disposant d'un visa.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang (photo), a déclaré le 26 mars 2018 que ce texte était un mauvais message dans la mesure où les États-Unis n'ont pas à interférer dans la vie d'une province chinoise. Il a rappelé que compte tenu des particularités géographiques de ce territoire, il était indispensable d'en réguler l'entrée aux étrangers.

Les États-Unis entendent étendre progressivement ce dispositif de « réciprocité d'accès » à d'autres régions dans le monde, de sorte que tout citoyen US puisse se rendre n'importe où dans le monde. Réseau Voltaire 27 mars 2019

- Trump reconnaît la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan - Reuters 26 mars 2019

Le président américain Donald Trump a signé lundi un décret par lequel les Etats-Unis reconnaissent la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, un geste immédiatement dénoncé par Damas.

Le plateau du Golan a en partie été occupé par l'armée israélienne lors de la guerre des Six-Jours en 1967, qui en a chassé les forces syriennes. Il a depuis été annexé par l'Etat hébreu.

De son côté, la Syrie s'est indignée de la position américaine. « Dans ce qui constitue une violente attaque contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, le président des Etats-Unis a reconnu l'annexion du Golan syrien », a déclaré une source du ministère des Affaires étrangères à l'agence de presse officielle syrienne Sana.

« Trump n'a pas le droit ni l'autorité légale pour légitimer l'occupation » israélienne, a estimé une source du ministère des Affaires étrangères syrien, à l'agence de presse officielle syrienne Sana. Le soutien illimité de Washington à Israël fait des Etats-Unis « le premier ennemi des Arabes », a-t-elle encore affirmé.

Sur Twitter, le chef de l'opposition syrienne, Nasr Hariri, a estimé que la décision américaine allait «provoquer plus de violence et d'instabilité et aurait des répercussions négatives sur les efforts en vue de la paix dans la région».

« L'intention des Etats-Unis de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan conduit à une violation grossière du droit international, entrave la résolution de la crise syrienne et aggrave la situation dans tout le Proche-Orient », a averti lundi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov lors d'un entretien téléphonique avec son homologue américain Mike Pompeo avant la signature du décret.

Le Kremlin craint « une nouvelle vague de tensions dans la région du Proche-Orient », a averti la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova.

Au Caire, le secrétaire général de la Ligue arabe, une organisation qui regroupe les Etats arabes, Ahmed Aboul Gheit, a jugé la décision de Donald Trump «nulle et non avenue dans le fond et la forme ».

La Turquie a fermement condamné cette décision de la Maison blanche la qualifiant de "malheureuse" et estimant que "l'approche" de Washington "continue à être une partie du problème plutôt qu'une partie de la solution au Moyen-Orient", a indiqué le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué.

« Pour le secrétaire général (Antonio Guterres), il est clair que le statut du Golan n'a pas changé. La politique de l'ONU à l'égard du Golan vient des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et cette politique, à nouveau, n'a pas changé », a souligné le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric lors de son point-presse quotidien. Reuters et Le Parisien 26 mars 2019

- Les Etats-Unis isolés à l'ONU pour défendre une souveraineté d'Israël sur le Golan - AFP 28 mars 2019

Les Etats-Unis ont défendu mercredi au Conseil de sécurité la décision de Donald Trump de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le Golan, une position unanimement condamnée par leurs 14 partenaires de l'ONU lors d'une réunion convoquée en urgence à la demande de la Syrie. AFP 28 mars 2019

- La Syrie repousse une attaque aérienne israélienne près d'Alep (Sana) - AFP 28 mars 2019

La défense syrienne a repoussé mercredi soir une attaque aérienne israélienne près d'Alep (nord), a annoncé l'agence officielle de presse syrienne Sana.

Il s'agit du premier bombardement israélien depuis l'annonce par le président Donald Trump de la reconnaissance par les Etats-Unis de la souveraineté israélienne sur la plateau syrien du Golan, dont l'annexion n'est pas admise par la communauté internationale. AFP 28 mars 2019

- Un secouriste palestinien tué par des tirs israéliens dans un camp de réfugiés - Le HuffPost 27 mars 2019

Un secouriste palestinien de 17 ans a été tué mercredi 27 mars par des tirs des forces israéliennes lors d'affrontements dans un camp de réfugiés près de Bethléem, en Cisjordanie occupée, a annoncé le ministère palestinien de la Santé.

Selon un porte-parole du ministère de la Santé, Sajid Muzher travaillait comme secouriste lorsqu'il a été tué par des tirs israéliens dans le camp de Dheisheh. L'armée israélienne n'a pas répondu aux questions de l'AFP pour l'instant.

"L'assassinat par (les forces d') occupation d'un secouriste avec des tirs à balles réelles dans l'abdomen est un crime de guerre", a dénoncé le ministre palestinien de la Santé Jawad Awad dans un communiqué. Sur les réseaux sociaux, la photo de Sajid Muzher a été largement relayée par des défenseurs de la cause palestinienne.

L'armée israélienne pénètre régulièrement dans les camps de réfugiés en Cisjordanie, territoire occupé par Israël depuis plus de cinquante ans, pour procéder notamment à des arrestations, provoquant souvent des affrontements avec les habitants. Le HuffPost 27 mars 2019

SECONDE PARTIE

Si nos aspirations sont légitimes, le régime est illégitime et doit disparaître.

Qu'on appartiennent à n'importe quelle couche de la classe ouvrière ou des classes moyennes, on partage le même réflexe, la même habitude, le même rapport à la société ou aux rapports qui en sont à l'origine, à savoir qu'au moment d'aller se coucher le soir ou de se lever le matin, à aucun moment il nous vient à l'esprit de les remettre en cause ou d'imaginer tout simplement qu'on pourrait avoir une toute autre vie.

Notre niveau de conscience est si bas, qu'il ne nous viendra pas à l'esprit de nous poser cette question qui porte en elle notre émancipation. Dès lors tout ce qu'on vous proposera qui pourrait y conduire, vous apparaîtra utopique ou farfelu, pas sérieux ou dénué d'intérêt et vous vous en détournerez.

C'est une question somme toute élémentaire, dont on fait abstraction parce qu'on n'y a jamais pensé auparavant ou tout du moins, depuis notre adolescence ou l'époque de notre vie de jeune adulte pénétrant dans le monde du travail, qui a été conçue en quelque sorte comme une machine infernale destinée à broyer toutes nos aspirations, de manière à ce que l'idée de notre émancipation ne nous viennent pas à l'esprit.

Qu'on ne puisse pas imaginer une autre organisation de la société, c'est grave et préfigure des jours sombres.

L'ordre établi règne en maître !

Jusqu'à quand ?

C'est notre condition qui nous amène à nous poser des questions et à développer une conscience de classe, qui se traduira par notre engagement politique. Ce processus présente la particularité de ne pouvoir se réaliser qu'en identifiant notre condition à celle de notre classe, à nos semblables partout dans le monde, autrement dit, dès lors qu'on cesse d'être indifférent à notre condition ou plutôt qu'on décide de le prendre en mains, notre intérêt va s'étendre ou intégrer le sort de l'ensemble des exploités et des opprimés.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit hier soir, après m'être demandé comment peut-on vivre sans conscience politique, en pensant aux travailleurs que j'observe quotidiennement, et en repensant au comportement de tous ceux que j'avais croisés un jour, mais aussi aux différentes périodes de ma vie pendant lesquelles cette conscience avait été absente, et j'ai relevé que dans ces cas-là on avait une vision de l'existence singulièrement étroite, dans le sens où notre attention ou nos intérêts ne dépassaient pas le stade de notre propre expérience quotidienne, au-delà de laquelle tout ce qui existait nous laissait indifférent ou nous ne parvenions pas à nous le représenter clairement.

Ce qu'on peut constater, c'est que dans la situation que je viens de décrire, on se couchera le soir et on se lèvera chaque matin sans se demander pourquoi on doit subir cette vie-là, ou sans jamais imaginer qu'elle pourrait être radicalement différente et meilleure, recroquevillé sur nous-même pour être doté d'un état d'esprit étroit, et quand bien même cela nous viendrait à l'esprit lors d'un instant de lucidité fugitif, on s'interdirait d'y penser par crainte de se faire des illusions inutilement ou de rendre notre condition encore plus insupportable. Du coup on s'enferme dans un cercle vicieux suicidaire d'où il sera extrêmement difficile de sortir.

Dès lors, la seule question qui mériterait d'être posée, ne devrait-elle pas être celle de savoir comment ou par quel moyen on pourrait parvenir à rompre ou à sortir de ce cercle infernal, sinon en prenant conscience que ce sont les rapports sociaux de production existant qui déterminent à la fois notre condition et la structure, l'organisation, le fonctionnement de l'ensemble de la société, de sorte qu'il demeurera impossible de réaliser nos aspirations (démocratiques) ou de pouvoir satisfaire nos besoins (sociaux) aussi longtemps qu'ils existeront ou que nous les subirons sans réagir en demeurant isolé, sans nous organiser, et que c'est uniquement cette prise de conscience individuelle mise en pratique collectivement qui permettrait de changer la société pour avoir une vie meilleure débarrassée de toutes ces souffrances inutiles et injustes.

Nous n'avons aucun intérêt à nous raconter des histoires ou à idéaliser la moindre réaction ou mobilisation des travailleurs, dans laquelle on a pris l'habitude de voir l'irruption ou le témoignage d'une conscience de classe, qui en réalité n'existera pas aussi longtemps qu'elle ne s'inscrira pas dans la perspective de leur émancipation du capitalisme, et contribuera au contraire à mieux les asservir.

Nous ne nous livrons pas ici à un exercice ou à une fixation d'ordre doctrinaire, car pour concevoir cette libération il faut au préalable avoir à l'esprit qu'on pourrait ou qu'on devrait pouvoir vivre autrement, être convaincu de la légitimité de nos aspirations, or c'est ce qui fait le plus défaut chez les travailleurs et les militants qui s'accommodent du capitalisme. On ne peut pas concevoir notre émancipation du capitalisme, quand on n'est pas absolument convaincu de la légitimité de nos aspirations, quand on y a renoncé ou elles ne nous viennent même pas à l'esprit. Si je prends ma propre expérience en exemple, je peux affirmer que c'est parce que ces aspirations ne m'ont jamais quitté que j'ai conservé intactes les mêmes convictions politiques depuis 43 ans.

Or, on peut observer également que ces aspirations ne figurent pas dans les revendications du mouvement ouvrier, en réalité, soit elles ont été de fait abandonnées, soit elles apparaissent sous des termes génériques tellement flous ou accessoires, qu'on est spontanément porté à croire qu'elles seraient en option et personne n'y prête attention ou ne les prend au sérieux, ce qui dès lors ne sert strictement à rien, alors qu'elles contribuent à légitimer notre engagement politique, qui s'inscrit dans le cadre d'un processus historique dont justement il s'agit de prendre conscience, pour être parvenu à un stade de développement où il est enfin possible de les réaliser, d'entrevoir le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté.

C'est la raison pour laquelle je mets en avant ces aspirations en les reliant au socialisme, puisque c'est uniquement dans ce cadre-là qu'elles pourraient se réaliser.

Non, travailler une ou deux années de moins ne changerait rien à notre condition, non, travailler une ou deux heures de moins par jour ne changerait rien à notre condition, non, obtenir une augmentation de salaire de quelques pourcents ne changerait rien à notre condition, non, commencer à aller à l'école dès l'âge de 3 ans ne changerait rien à notre condition, etc. dans tous ces cas de figures aucune de nos aspirations ne seraient satisfaites, nous travaillerions toujours trop et trop longtemps, nous continuerions à vivre pour travailler au lieu de travailler pour vivre, nous continuerions à n'avoir aucune liberté, y compris une fois à la retraite puisse finalement ce serait la société telle qu'elle existe qui dicterait encore notre comportement ; si vous croyez que cela m'amuse de passer mes journées devant un écran d'ordinateur au lieu de profiter de la vie, on devrait pouvoir imaginer passer son temps ou consacrer ses vieux jours à autres choses de plus agréables, non ?

Quand le mouvement ouvrier s'est développé et organisé vers la fin du XIXe siècle, immédiatement il revendiqua un changement de régime et de société et ce discours passait très bien auprès des ouvriers. Ils ne voulaient pas se contenter d'une amélioration substantielle de leur condition, ils voulaient tout ou vivre comme les bourgeois qui étaient les seuls à profiter vraiment de la vie, c'est ce facteur autant que la rudesse de leur condition qui fit le succès du socialisme à cette époque, parce qu'il ne se contentait pas de répondre aux besoins immédiats des travailleurs, il s'inscrivait aussi dans une perspective historique.

Cette conception de la lutte de classe a fait ses preuves, mais nous l'avons abandonnée. Il est donc urgent de renouer avec elle, mais pas n'importe comment. Si la majorité des travailleurs bénéficient de conditions sans comparaison ou presque avec celles d'autrefois, en revanche leur mode de vie et les rapports au sein de la société n'ont cessé de se dégrader rapidement depuis près de 40 ans, au point de devenir médiocres et détestables sans laisser le moindre espoir d'une amélioration future, ce qui ne peut les laisser indifférents pour y être confrontés quotidiennement quel que soit leur statut individuel, leur niveau de rémunération.

Donc tout en défendant quotidiennement avec acharnement tous nos droits sociaux, en ne cédant rien sous aucun prétexte à nos ennemis, c'est sur ce facteur qu'il faut s'appuyer ou qu'il faut mettre en avant, car il incarne la spoliation de leur aspirations légitimes les plus profondes qui sont irrémédiablement incompatibles avec l'existence du capitalisme (et ses institutions), qui par conséquent doit être désigné comme l'ennemi à abattre. Le choix qu'ils doivent avoir ne doit plus être vivre plus ou moins mal en régime capitaliste, mais abattre le capitalisme pour réaliser leurs aspirations.

Dans quelle société vivons-nous ?

Ils n'en ont strictement rien à foutre de votre condition !

1- Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, repéré par la presse people sur un dance floor, à la veille d'une mobilisation des "gilets jaunes" qui allait s'avérer particulièrement violente. Le couple présidentiel, en tenue de sports d'hiver, sur un télésiège, dans une station pyrénéenne, quand, au même moment, les forces de l'ordre en décousent avec les black blocs.

Ils sont en "état de guerre" contre "un ennemi intérieur" : Le peuple travailleur qui exige la démocratie.

2- Dans un entretien à France Bleu Touraine [1], le député LREM de la deuxième circonscription d'Indre-et-Loire, Daniel Labaronne.

« On peut pas les arrêter ces gens-là avant qu'ils n'arrivent sur les Champs-Élysées ? On peut pas mener des arrestations préventives ? » « Oui, on devrait pouvoir ».

« Le problème, c'est qu'on est dans un état de droit ».

« Nous sommes un peu en état de guerre, là, nous sommes face à un ennemi intérieur. » larotative.info 21.03

Dans quel monde voulons-nous vivre demain ? Pas dans le leur !

- "Smombies" : la Corée du Sud agit contre les zombies du téléphone - euronews 27 mars 2019

Les yeux rivés sur le téléphone, les pouces qui s'activent sur le petit écran tactile, rien d'autre ne compte ! Le smartphone a transformé l'être humain en "zombie du téléphone", en

"smombie" comme on l'appelle maintenant . Cet usage compulsif provoque notamment des accidents de la route.

En 2017, malgré les campagnes de prévention contre les dangers du téléphone en voiture, les Européens continuaient d'utiliser leur précieux bijou de technologie au volant. Selon la Fondation Vinci Autoroutes , ils étaient 43% à téléphoner (avec le Bluetooth) et 24 % à écrire et/ou lire des SMS ou des mails .

La Corée du Sud lutte contre les "smombies"

Selon les dernières statistiques de 2017, les chiffres sont impressionnants en Corée du Sud. Cette année-là, environ 94% des Sud-coréens détenaient un portable et 1 600 piétons ont été tués dans des accidents de la route. En cause notamment, le manque de vigilance dû à l'utilisation du smartphone. Afin de limiter le nombre d'accidents, des concepteurs sud-coréens ont décidé de créer un système pour avertir les piétons et les automobilistes scotchés à leur smartphone.

Kim Jong-Hoon , chercheur à l'Institut de Génie Civil et Technologie du Bâtiment (KICT), a participé à l'élaboration du système : " Après qu'un capteur radar et une caméra thermique ont détecté un véhicule et un piéton, explique le chercheur , les feux de la route commencent à clignoter et l'application du smartphone envoie un message d'avertissement pour prévenir les accidents de smombie ". Un concept seulement déployé sur un seul carrefour d' Uslan , une ville de banlieue au nord de Séoul, la capitale.

LED, faisceaux laser, à l'approche du carrefour en question, c'est un véritable défilé de lumières colorées qui s'animent sur le passage à niveau équipé. Le système représente plus de 11 000€ d'investissement .

La Corée du Sud n'est pas le seul pays à tester des dispositifs pour réduire les accidents dus à l'utilisation du smartphone, l'Allemagne et Israël essaient également des systèmes similaires.

La nomophobie, le mal du siècle ?

Ne plus pouvoir se passer de son smartphone n'est plus seulement un phénomène de mode, mais une véritable pathologie.

Cette angoisse viscérale et de plus en plus répandue, à tel point que "la nomophobie" a été élue "mot de l'année" en 2018 par le Cambridge Dictionary . Les principaux concernés sont les jeunes adultes âgés de 18-25 ans. Ces derniers finissent donc par être dépendants de leur compagnon électronique. euronews 27 mars 2019

LVOG - La survie du capitalisme présente bien une grave menace pour la civilisation humaine.

Opportunisme tout azimut.

L'horizon indépassable du capitalisme.

- Les éléments de cadrage sur la fiscalité et les dépenses publiques mis en ligne sur le site du Grand Débat présentent de nombreux biais qui induisent les citoyens en erreur. Loin de tirer le constat du mécontentement social pour remettre en question les priorités de sa politique économique, le gouvernement les pose comme un contexte inébranlable : la France, championne des dépenses publiques, vit au-dessus de ses moyens et les Français ne veulent plus payer d'impôt. Il faut donc réduire les uns et les autres. On demande alors seulement aux citoyens quels impôts supprimer et quelles dépenses couper. Nous souhaitons ici dénoncer quelques idées reçues et rétablir quelques vérités. Loin d'être une charge pour la société, les dépenses publiques constituent autant de revenus pour les entreprises et les ménages tout en assurant des services collectifs essentiels. Les comparaisons internationales se fondant sur les seuls ratios comptables ne sont pas pertinentes car elles ne comparent pas la même chose.

La Poste agence de renseignement.

- Une entreprise française sait beaucoup de choses sur vous : où vous habitez, quand vous déménagez, de combien de membres se compose votre famille, quel type de colis vous recevez et de qui… Cette entreprise, c'est La Poste, déjà connue pour revendre des fichiers d'adresses à des entreprises pour leurs prospections commerciales. Un nouveau cap pourrait être franchi : La Poste a racheté une start-up grenobloise spécialisée dans l'intelligence artificielle, qui permet de collecter et d'organiser des milliards de données personnelles.

Racket de l'Empire.

- En dix ans, les entreprises européennes ont versé plus de 20 milliards de dollars aux agences américaines chargées de lutter contre la corruption et les violations d'embargos. En France, ce sont les amendes record infligées à BNP Paribas et à Alstom en 2014 qui ont alerté les autorités.

Il faut sauver ces emplois !

La France achète, vend et utilise des armes de guerre : les grenades GLI F4, les grenades de désencerclement... La France achète et utilise des munitions qui mutilent : les cartouches à destination des Lanceurs de balles de défense de 40 et 44 mm (Flash Ball SuperPro et SuperPro2, LBD 40, Kann 44, Riot Penn Arms). larotative.info 21 mars 2019

VERNEY CARRON : fabrique pistolets Flash-ball, grenades de désencerclement - 54 Boulevard Thiers, 42002 Saint-Étienne

NOBEL : fabrique grenades lacrymogènes - 5 Rue du Squiriou, 29590 Pont-de-Buis-lès-Quimerch

SAPL : fabrique grenades de désencerclement, gazeuses, matériels de maintien de l'ordre – La Ferté Fresnet, Le Biot, 61550 La Ferté-en-Ouche

REDCORE : fabrique lanceurs de balles de défense, grenades de désencerclement - Technellys Bât C - 165 rue de la Montagne du Salut, 56600 Lanester

BGM : distributeur des lanceurs de 40 mm (LBD40 et lanceurs multicoups Penn Arms) - 15, Route de Meaux, Le Bois-Fleuri, 77410 Claye-Souilly

MSA : fabrique matériels de maintien de l'ordre (casques, boucliers…) - ZI Sud, 01400 Chatillon sur Chalaronne

PROTECOP : fabrique matériels de maintien de l'ordre - 2194 Route de Thiberville, 27300 Bernay

RIVOLIER : commercialise et importe les armements étrangers en France - Z.I. Les Collonges, 42173 Saint-Just-Saint-Rambert

SECURITE TIR EQUIPEMENT : commercialise et importe les armements étrangers et français destinés au maintien de l'ordre -

477, Chemin de l'Avenir, 13300 Salon de Provence

CENTRE D'EXPERTISE ET D'APPUI LOGISTIQUE : test et homologation des armes destinées au maintien de l'ordre – 168 rue de Versailles, 78150 Le Chesnay

BANC NATIONAL D'EPREUVE ET D'HOMOLOGATION : test et homologation des armes destinées au maintien de l'ordre – ZI Molina Nord, 5 rue de Méons, 42002 Saint Etienne

ETABLISSEMENT LOGISTIQUE DE LA POLICE : ZI Buxerolles, 1 rue Faraday, 87000 Limoges

NOBEL : siège social – 57 rue Pierre Charron, 75008 Paris : fabrique les système de mise à feu des grenades lacrymogène

BRÜGER & THOMET : fabrique les lanceurs de balles de défense de 40 mm – Tempelstrasse 6, CH-3608 Thun

Pour une meilleure répartition des richesses. Il n'y a que les écervelés ou les charlatans pour y croire encore. Expropriation sans indemnités !

- "La meilleure rentabilité depuis 2011" - euronews 25 mars 2019

- Les entreprises du CAC 40 ont dégagé 88,5 milliards de profits en 2018 - Les Echos 21.03

Record manqué. Alors que l'on pensait que les plus grandes entreprises françaises cotées avaient la capacité de battre leur précédent plus haut de 2007 , elles affichent, au titre de 2018, une baisse de 5,4 % de leurs profits, à 88,498 milliards d'euros, selon les chiffres compilés par EY. Ce que laissait déjà entrevoir les résultats du premier semestre (-6,8 % à 48 milliards d'euros).

Malgré tout, pour Marc Lefèvre, , associé chez EY, « si l'on n'a pas atteint les 100 milliards de profits comme on pouvait l'espérer, il ne faut pas oublier que 2018 marque la deuxième meilleure année en termes de grandeur » depuis dix ans, après les 93,58 milliards de 2017. « 88,5 milliards de profits, c'est aussi un chiffre qui reste nettement supérieur à la moyenne des 10 dernières années », qui est de 68 milliards d'euros par an.

Car la diminution de la rentabilité du CAC 40 ne doit pas masquer les deux bonnes nouvelles de 2018. D'abord le chiffre d'affaires, qui a augmenté de 2,4 %. « L'activité a été soutenue », constate Sonia Bonnet-Bernard, qui rappelle que cette croissance intervient « après une excellente année 2017 », avec hausse des ventes supérieure à 5 %. « En absolu, c'est donc un bon chiffre, car ce n'était pas évident après la croissance soutenue de 2017. C'est un élément très positif de cette année. »

Surtout, à 1.305,73 milliards d'euros, il s'agit « du chiffre d'affaires le plus élevé du CAC 40 depuis 2007 », note Marc Lefèvre, qui rappelle aussi que « cette croissance de 2,4 % est supérieure à la moyenne de ces dernières années ». Une performance d'autant plus remarquable, que les effets de change négatifs ont pesé à hauteur de 0,9 % sur le chiffre d'affaires des entreprises du CAC 40 qui publient leurs comptes en dollar (ArcelorMittal, STMicroelectronics, TechnipFMC et Total) et que la sortie de LafargeHolcim et de Solvay du CAC a aussi eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires global (en revanche, l'entrée d'Hermès et Dassault Systèmes a eu un impact positif en termes de bénéfices).

Ensuite, la marge d'exploitation a continué de s'améliorer, passant de 6,8 % du chiffre d'affaires à 7,3 %. Et hors secteur financier, elle grimpe même à 8,5 %, « soit la meilleure rentabilité depuis 2011. C'est un autre signe positif de la santé des fleurons de l'économie française », selon EY.

En 2018, le palmarès du CAC 40 a été pas mal chamboulé avec la sortie de Sanofi et d'AXA du Top 5, remplacé par Crédit Agricole (4e avec 4,4 milliards de profits) et par ArcelorMittal (5e avec 4,36 milliards). Total reprend sa place de plus gros contributeur aux profits du CAC 40, profitant de la reprise du prix du pétrole, avec 9,69 milliards de bénéfices, devant BNP Paribas (7,52 milliards) et LVMH (6,35 milliards), qui monte sur le podium (5e en 2017). Ensemble, le Top 5 pèse 32,3 milliards de profits, soit plus du tiers du total (36,53 %) contre 35,1 milliards pour le Top 5 de 2017 (37,54 % du total).

Total est l'entreprise dont le bénéfice a le plus augmenté, en valeur, en 2018, à 2,05 milliards d'euros. En pourcentage, c'est STMicroelectronics (+464 % à 1,09 milliard d'euros) Les Echos 21.03

La rouleau compresseur En Marche vers le totalitarisme.

- Fonctionnaires: la réforme en Conseil des ministres, des agents dans la rue - AFP 27 mars 2019

Le projet de loi sur la fonction publique franchit une étape décisive avec sa présentation en Conseil des ministres mercredi, jour choisi pour des rassemblements partout en France contre une réforme rejetée par l'ensemble des syndicats de fonctionnaires.

Défendu par le gouvernement comme une nécessité pour rendre la fonction publique "plus attractive et plus réactive" face aux "nouvelles attentes" des citoyens, le texte s'inscrit dans un objectif de suppression de 120.000 postes d'ici à 2022, sur 5,5 millions d'agents dans les trois versants (Etat, hospitalière, territoriale).

Il est rejeté par les neuf syndicats (CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, FA-FP, CFE-CGC, CFTC), qui accusent le gouvernement de vouloir une fonction publique alignée sur les règles du secteur privé, au détriment du statut de fonctionnaire et de l'indépendance des agents à l'égard du pouvoir.

Des rassemblements sont prévus devant les préfectures mercredi, après la présentation dans la matinée du projet de loi en Conseil des ministres. Celui de Paris aura lieu à la mi-journée, place Chassaigne-Goyon, à proximité de l'Elysée.

Ces actions sont le prélude à une mobilisation unitaire afin "d'informer, de sensibiliser et de faire monter le rapport de force contre ce projet de loi" mais aussi de "défendre la qualité du service public", selon Jean-Marc Canon, de la CGT, pour qui "les possibilités de dialogue social avec le gouvernement sont épuisées".

Sept syndicats ont appelé à une journée nationale d'action et de grève le 9 mai, une date à laquelle FO et la CFDT ne se sont pas encore ralliées.

"Cela fait plus d'un an que nous dénonçons les orientations prises par le gouvernement (...). Nous continuons de dire qu'elles tournent le dos aux principes de la fonction publique et vont encore plus dégrader les services publics et les conditions de travail des agents dont nous demandons au contraire une hausse des rémunérations", avait dénoncé Bernadette Groison, de la FSU, lors de l'annonce de cette mobilisation.

Après son passage en Conseil des ministres, le projet de loi doit être adopté par le Parlement "d'ici à la fin du premier semestre", selon le gouvernement.

Il prévoit une refonte, comme dans le privé, des instances de dialogue social, un recours accru aux contractuels et aux contrats, la possibilité de ruptures conventionnelles ainsi que des mesures pour "favoriser la mobilité" des agents qui instaurent "un détachement d'office". Il pourrait donner lieu à une dizaine d'ordonnances.

Les syndicats dénoncent aussi bien le contenu du texte que la méthode utilisée. Luc Farré (Unsa) évoque à titre d'exemple la "rupture conventionnelle", prévue par le texte mais "jamais présentée, ni citée durant toute l'année 2018", au cours de laquelle syndicats et gouvernement se sont rencontrés à une cinquantaine de reprises, les premiers boycottant plusieurs fois ces rencontres, qualifiées par certains d'entre eux de "dialogue de sourds".

"La population doit comprendre que ce projet de loi est une des pierres angulaires qui permet de casser l'ensemble de la fonction publique", fait valoir Gaëlle Martinez (Solidaires), regrettant des "attaques répétées du gouvernement qui s'agrègent contre les missions de service public".

Les syndicats des finances publiques (Solidaires, CGT, FO, CFDT, CFTC), qui maintiennent la pression depuis janvier, appellent de leur côté à une nouvelle journée de grève jeudi, après celle du 14 mars.

L'administration fiscale a perdu 25.000 effectifs et 1.200 trésoreries depuis dix ans, selon les syndicats, qui s'opposent à "la refonte sans précédent des missions et du maillage territorial" de la Direction générale des finances publiques (DGFiP) souhaitée par le gouvernement. AFP 27 mars 2019

- La refonte du système de santé votée par les députés - Reuters 27 mars 2019

La loi réformant le système de santé français, dont le but premier est de remédier aux "déserts médicaux" en réorganisant le système de soins, a été adoptée par les députés mardi à l'Assemblée nationale au terme d'un vote solennel.

Une des principales mesures du projet, la suppression, dès la rentrée de septembre 2020, du "numerus clausus" et du concours qui plafonnent le nombre d'élèves admis en deuxième année pour les aspirants médecins, dentistes, kinésithérapeutes et sages-femmes, a suscité une large adhésion.

Il y a également eu consensus autour de la suppression du concours d'entrée à l'internat de médecine (ECN), que les étudiants passent à la fin de la sixième année. Ce concours est très décrié parce que réputé favoriser le bachotage au détriment des projets de recherche des futurs médecins.

En revanche, ce qui remplacera ces deux concours n'a pas encore été annoncé par le gouvernement.

Afin de libérer du "temps médical", la loi crée le métier d'assistant médical. Le contour de cette nouvelle profession doit être défini par la négociation entre les syndicats de médecins libéraux et la Sécurité sociale. L'objectif est de créer 4.000 postes d'assistants médicaux d'ici à 2022.

Seuls les médecins travaillant en coordination avec d'autres professionnels de santé auront le droit d'avoir un assistant médical, signale Stéphanie Rist. Travailler en réseau "fait gagner du temps" et permet de mieux prendre en charge les patients, souligne cette rhumatologue.

Ces réseaux, appelés communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), intégreront tous les professionnels d'un territoire donné (médecins, pharmaciens, kinés, infirmières, etc.). L'objectif est d'en créer un millier d'ici 2022 et à terme de mailler tout le territoire.

Toujours pour recruter davantage de médecins dans les "déserts médicaux", le système permettant de rémunérer au smic (1.200 euros par mois) des étudiants en médecine qui acceptent de travailler en zone tendue une fois diplômés a été étendu aux Praticiens à diplômes hors Union européenne (PADHUE).

Toujours pour alléger les tâches des médecins, les pharmaciens seront habilités à délivrer sans ordonnance des médicaments qui en nécessitent une. Les infirmiers pourront pour leur part modifier certaines posologies de traitement.

Très controversés, les hôpitaux dits de proximité ne pratiqueront pas d'accouchements ni de chirurgie lourde, mais pourront offrir des services d'urgence, de gériatrie, de radiologie et de biologie.

Le gouvernement veut "labelliser" 500 à 600 hôpitaux de proximité, en lieu et place des 250 hôpitaux locaux actuels.

"Le principe de ces hôpitaux de proximité, c'est que les médecins de ville travaillent dans l'hôpital. (...) Parce qu'il y a des jeunes qui veulent bien s'installer en ville à condition qu'ils puissent encore faire des choses intéressantes à l'hôpital. (...) Pour les rendre attractifs, il y aura un investissement sur la biologie et la radiologie", explique Stéphanie Rist.

Dans un but de rationalisation, la loi officialise la création de l'espace numérique de santé qui contient le dossier médical du patient, un accès à son compte Assurance-maladie, d'éventuelles applications santé, ainsi que ses ordonnances.

Le soin à distance, jusqu'ici autorisé pour les médecins (télémédecine) sera ouvert aux autres professionnels de santé. Ainsi, en l'absence d'un orthophoniste près de chez lui, un patient pourra consulter à distance celui d'une grande ville. Reuters 27 mars 2019

Parole d'internaute

1- Comme les fameuses “théories du complot”, les “fake news” sont devenues des mots à la mode pour tuer dans l’œuf toutes critiques envers les com. officielles. Ces mots, autrefois utilisés pour des théories ou des nouvelles complètement farfelues, permettent maintenant de décrédibiliser, voir de ridiculiser une critique ou une déclaration gênante. Et ça marche. Car à notre époque de la presse “fast-food”, l’accroche est essentielle, il suffit de mettre ces mots dans un titre, et le tour est joué. C’est tellement simple… Pourquoi s’en priver.

2- À chaque époque ses termes de novlangue pour décrédibiliser ou tuer médiatiquement celui qui ne pense pas “Charlie” ou celui qui ne pense pas “LREM”. Cela a commencé il y a quelques années avec le terme “conspirationniste” ou “complotisme” utilisé à tout va dés les années 2005 environ. Les journalistes chien de garde adoraient partir sur ce terrain avec ceux avec qui ils n’étaient pas d’accord… Ils sont nombreux à avoir utilisé ce terme pour donner de la consistance à leurs propos vides. Ensuite il y a eu la “mode Dieudonné” sous Valls ou la on ajoutait en plus de conspirationniste le terme négationniste ou révisionniste. Autant dire que le mec était frappé du sceau du Démon en personne. On vous mettait 6 pieds sous terre en deux mots. Est venu ensuite le terme antisémite pour dénoncer quiconque ose critiquer Israël où certaines personnalités juives peu recommandables mais tellement valorisées dans les médias. Et vient ensuite, puisque toute cette manipulation et cette chasse aux sorcières n’a pas fonctionnée, on a décidé de parler de “fake News” la, c’est le top pour la doxa. Déjà le terme est international et son écho aussi. Quasi a la même époque on parle de fake News aussi bien en Allemagne qu’aux USA etc … (Posons nous les bonnes questions, qui sont les propagateurs de ces termes ?) le terme Fakenews permet de dire à son interlocuteur : ce que tu me dis est faux.

3 - Le contrôle des médias est beaucoup plus simple et plus efficace. Quand vous controlez l’AFP, vous contrôlez 90% de l’information qui parvient aux Français.

LVOG - Qui contrôle l'AFP ? L'Etat et l'oligarchie. Qui contrôle l'Etat ? L'oligarchie, Qui contrôle les médias ? L'oligarchie. Qui contrôle l'oligarchie ? Personne !

4 - C’est le propre des pervers narcissiques d’analyser le comportement humain. Comme ils ne ressentent aucune empathie et ne la comprennent pas, ils analysent, manipule et détruisent pour essayer de comprendre ou de dominer ce qu’ils sont incapables de ressentir.

Nous sommes gouvernés par des psychopathes, et beaucoup de choses concernant notre société s’expliquent très bien en lisant des livres sur la psychiatrie.

LVOG - Le sommet de la classe dominante sait que le capitalisme n'étant ni destiné ni en mesure de satisfaire les besoins de l'humanité, et qu'elle y était contrainte partiellement bon gré mal gré même ou à un niveau élémentaire du fait du fait de ses propres besoins ou de la lutte de classe des exploités et des opprimés ou de leurs aspirations incontournables et pressants à une vie meilleure, si elle allait se servir de la croissance exponentielle de la démographie mondiale au cours du XXe siècle pour étendre la division du travail à l'échelle mondiale, ainsi que la création de nouveaux besoins, ce qui allait se traduire par la mise en concurrence des exploités du monde entier, l'augmentation en volume de la main d'oeuvre mondiale, la création d'une importante classe moyenne, le tout par le biais de l'exportation massive de capitaux et le transfert de technologies et de pans entiers de la production permettant de créer de nouveaux marchés, du même coup elle allait raviver la concurrence inter impérialiste menant fatalement à des guerres, alimenter la surproduction mondiale tout en maintenant dans la pauvreté et la précarité l'immense majorité de la population, qui allait refusé de subir ce triste sort, après qu'on lui eut fait miroiter un avenir meilleur et exiger son dû, ce qui d'une part ne correspondait pas à la raison d'être du capitalisme, et d'autre part entrait en collision avec ses lois de fonctionnement, de telle sorte qu'il lui serait de plus en plus difficile d'en conserver le contrôle et d'éviter un effondrement du capitalisme mondial accompagné de révolutions sociales.

Cette perspective s'avérant incontournable à terme, au lieu d'assister passivement à cet effondrement et de subir cet affrontement de tous les dangers, elle a conçu un modèle de société de type totalitaire, des lois destinées à favoriser l'emprise et le pouvoir de l'oligarchie financière sur l'ensemble de l'économie mondiale et de la société, ses institutions, de s'émanciper des contradictions du capitalisme, ce qui devait nécessité de neutraliser le mouvement ouvrier, la lutte de classe des exploités et des opprimés, les Etats et leurs institutions nationales, de placer sous surveillance l'ensemble de la société soumise à un régime de terreur policière et judiciaire, de disposer de puissants instruments de communication destinés à formater les consciences de manière à ce que plus personne ne puisse contester son pouvoir.

Haut de page

Le 30 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Ils ont Daesh à l'extérieur, les black blocs à l'intérieur...

Ce sera la dernière causerie du mois de mars.

Dimanche chez nous à Trichitrumbalum, à 10 kilomètres de Pondichéry, dans l'Etat du Tamil Nadu au sud de l'Inde.

Il fait 40°C à l'ombre, temps radieux, un peu chaud quand même, le bref hiver est terminé et la nature si généreuse, flamboyante, luxuriante, explose littéralement. On en a ainsi jusqu'au mois d'octobre, en espérant avoir un peu de pluie entre temps en mai et en juillet, qui se transformera en inondation parce que le sol sera trop sec et trop dur. Terminés les virus, place aux insolations ! Quelle vie tout de même !

Au fait, personne n'a répondu à la question que j'avais posée, elle poserait des problèmes politiques à certains ? Ici les conditions de travail et d'existence sont mille fois plus dures qu'en France et les travailleurs indiens s'y sont adaptés, et absolument rien ne permet d'envisager la moindre amélioration dans les années ou décennies à venir.

Chacun vaque à ses occupations quotidiennes et évite de penser à son destin ou à son avenir, vaut mieux pas, et puis on est déjà trop accaparé par notre propre survie pour être voué à une précarité généralisée, la politique se réduit à un bulletin de vote (obligatoire) pour un des partis corrompus qui se relaient au pouvoir. On subit notre triste sort et la vie passe ainsi. C'est démoralisant n'est-ce pas ? Moi ce qui m'étonne, c'est que cela ne fasse même pas réagir les lecteurs. Vos conditions sont meilleures, vous vivez sur la rente de la lutte de classe du passé, mais elle s'épuise rapidement et c'est le pire qui vous attend, personne n'y échappera. Pas besoin de posséder un don pour observer que les travailleurs les mieux nantis ou les plus évolués sont aussi inconscients que les plus défavorisée ou les plus arriérés, mais cela on refuse de l'admettre en France.

Moi parfois cela me porte sur les nerfs parce que je partage le lot des travailleurs indiens, et si nombreux sont ceux qui ont un revenu supérieur au mien, on supporte tous les conséquences des conditions que le régime semi-féodal-ultra libéral nous impose,

là non plus, personne n'y échappe. Je le vis moins bien que les Indiens parce que j'ai vécu autre chose en France, et quand je vois que tout se délite en France sans que le mouvement ouvrier ou notre classe réagisse massivement, hormis des militants à la marge et quelques couches de travailleurs, j'ai du mal à contenir ma colère, car je ne sais que trop bien vers quoi nous allons. Je sais surtout que si les travailleurs du monde entier ne peuvent pas compter sur le mouvement ouvrier français et ses homologues en Europe, leur tradition révolutionnaire pour renouer avec le socialisme, il arrivera un jour où nous serons tous logés à la même enseigne, et ce ne sera pas vraiment une partie de plaisir vous pouvez me croire. J'ignore si vous imaginez l'énorme responsabilité qui pèse sur vous, pour un peu c'est le sort de l'humanité entière qui est entre vos mains. Non, ce n'est pas une déclaration du désespoir, disons un cri d'alarme.

A force de sous-estimer la capacité des exploités et des opprimés de s'adapter aux conditions d'existence les plus précaires ou extrêmes, on finit par en oublier qu'ils possèdent aussi la faculté de s'élever au-dessus de cette condition pour changer la société, et tout ce qu'on trouve à leur proposer consiste à améliorer leur quotidien pour mieux supporter leur condition comme s'ils y étaient condamnés à perpétuité, au lieu de leur permettre d'entrevoir l'espoir et la possibilité de changer radicalement la société et de mettre ainsi un terme définitif au sort infâme qu'on leur avait réservé, dès lors qu'ils prennent en mains leur destin ou qu'ils s'organisent.

Notre intervention dans la lutte des classes, notre conception de la lutte de classe devrait être subordonnée à cet unique objectif, qui a lui seul exprime toutes les contradictions de la situation actuelle, le défit auquel fait face la civilisation humaine, qui n'est plus de développer les forces productives pour permettre aux hommes de s'émanciper du règne de la nécessité, mais de faire prendre conscience aux exploités que les conditions objectives étant remplies pour y parvenir, ils ne pourront véritablement conquérir leur émancipation ou entrevoir le règne de la liberté aussi longtemps qu'ils ne se seront pas emparés du pouvoir politique pour orienter la société dans cette direction.

Cela fait déjà longtemps que j'ai affirmé que la construction du parti et élever le niveau de conscience politique des masses devraient être nos priorités absolues, qu'aucune concession sur ces objectifs ne devrait être admis, qu'aucun raccourci n'existerait pour y parvenir, qu'il faudrait compter uniquement sur nos forces et notre détermination pour vaincre nos ennemis. J'ai fourni des indications sur les moyens à employer pour atteindre ces objectifs, mener une lutte féroce contre l'oligarchie sur tous les plans, social, politique, idéologique, psychologique, ne jamais lui laisser le champ libre, le moindre répit, en armant les masses du glaive tranchant du matérialisme dialectique, méthode coïncidant avec le processus historique inconscient qui se déroule sous leurs yeux et qu'elles doivent saisir pour interpréter leur condition, la situation, pour cesser de subir l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui les conduit à la passivité, et finalement parvenir à rompre avec le capitalisme et ses institutions.

On peut soumettre n'importe quelle revendication ou n'importe quel objectif aux travailleurs, leur tenir un discours radical, s'il leur manque la méthode pour les interpréter sur un plan historique, jamais ils ne s'en saisiront ou alors ils les abandonneront à la première occasion, cela donnera des partis passoires tels qu'on les a connus jusqu'à présent.

Adopter un nouveau mode de penser prend du temps, beaucoup de temps en général, l'apprentissage est long, mais il peut être raccourci si on analyse chacune de nos idées ou de nos expériences, tout ce qui est soumis à notre réflexion sans concession, et pour pouvoir l'enseigner il faut le maîtriser à un haut niveau et faire preuve d'une intransigeance ou d'une rigueur absolue qu'on s'applique à soi-même, ce qui requiert beaucoup de modestie pour reconnaître nos propres erreurs ou faiblesses.

On concevra qu'en adoptant un mode de penser idéaliste, métaphysique, théologique, existentialiste, moraliste, empiriste, nihiliste, etc. on demeurera éternellement incapable d'interpréter la société ou le monde tels qu'ils existent réellement ou d'en prendre conscience, et donc d'agir pour les transformer.

Au départ, notre mode de penser est une combinaison de tous ces modes de penser, qui sont le produit de notre ignorance ou de notre inconscience, et la société est ainsi faite que nous allons être amenés à les cultiver tout au long de notre vie pour notre plus grand malheur. Cependant on peut en changer, car il n'existe dans ce domaine pas plus de fatalité que dans d'autres, puisqu'il suffit de remonter à l'origine des faits et de cerner dans quels rapports ils s'inscrivent, pour que leur enchaînement logique nous apparaissent aussi clairement que leur orientation sur laquelle nous pourrons agir. C'est ce qu'a théorisé le marxisme, d'où la haine que lui vouent nos ennemis.

L'ensemble de la matière et le comportement (y compris leurs idées) des hommes et des sociétés étant régis par les mêmes lois du mouvement, il suffit de les découvrir pour observer ensuite comment elles s'appliquent pour pouvoir modifier son propre comportement, ceux des hommes ou l'orientation de la société. Si l'homme est l'espèce ou la créature la plus évoluée de la matière, il lui reste encore à le prouver, et au stade de développement auquel il est parvenu, il est impératif qu'il en prenne conscience ou qu'il disparaisse.

On admet volontiers que pour accomplir certaines tâches il a fallu que le niveau de conscience des hommes progresse, mais dès qu'on veut appliquer ce principe aux conditions politiques, on nous rétorque que ce serait inutile ou que ce serait impossible, autant dire tout de suite que notre combat serait perdu d'avance ou que nous serions voués à l'esclavagisme ou au totalitarisme éternellement, ce qu'on se refuse d'admettre.

La situation actuelle se compose d'un ensemble de violentes contradictions poussées à l'extrême qui tendent à briser net le carcan qui nous étouffe, et pour peu qu'on les exploite, elles pourraient tourner à notre avantage, car elles conduisent à entrevoir la nécessité de faire table rase du passé dont la société nauséabonde est le produit.

- Au format pdf (12 pages)

Mystification internationale.

Les lumières s'éteignent à travers le monde pour l'"Earth Hour" - AFP 31 mars 2019

De l'Opéra de Sydney à la Tour Eiffel en passant par l'Acropole, de nombreux monuments à travers le monde ont été plongés dans l'obscurité pendant une heure samedi pour l'"Earth Hour", opération planétaire désormais rituelle d'extinction des lumières destinée à mobiliser contre le changement climatique et pour la sauvegarde de la nature.

180 pays ont éteint les uns après les autres leurs feux entre 20h30 et 21h30 locales, au fil des fuseaux horaires.

Organisée par le WWF, cette mobilisation citoyenne, qui propose aussi à tout un chacun de faire la même chose, célèbre sa 13e édition. AFP 31 mars 2019

LVOG - Quand une ONG propose, les Etats de 180 pays s'exécutent ! Oui, parce qu'on ne peut pas imaginer que quelqu'un d'autre que le chef de l'Etat donnerait l'autorisation d'éteindre la Tour Eiffel, on est bien d'accord n'est-ce pas ? C'est dire le pouvoir qu'ont acquis certaines ONG, qui ne sont rien d'autres que des officines de l'oligarchie.

Qui a dit ?

- "*L'Europe ne doit pas être plus un machin technocratique mais un nouveau centre démocratique. C'est là où les combats doivent se mener. On doit se doter de combattants qui vont se battre pour défendre les libertés publiques, se confronter aux députés du FN, de la Ligue du Nord (en Italie), d'Orban (en Hongrie), aux nationalistes slovaques*".

Réponse : Raphaël Glucksmann, le supporter fanatique de l'Euromaïdan et intime de BLH, le coup d'Etat réalisé par l'Otan et des milices néonazis. Il est sur la même longueur d'onde que Macron, l'extrême centre d'extrême droite.

- Européennes : Place publique, le pari citoyen de Raphaël Glucksmann - Le Parisien 29 octobre 2018

Avec Raphaël Glucksmann pour prendre la tête d'une liste aux européennes ? « Ce n'est pas du tout le sujet », balaie-t-on dans son entourage. Le Parisien 29 octobre 2018

Raphaël Glucksmann poison pilote de la pire réaction, l'Etat profond qui complote contre tous les peuples.

Rappel.

- Raphaël Glucksmann a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce. Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- « Ce qui m'a toujours plu chez Bernard (BHL - ndlr), comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (La Croix, 18/09/2012)

- L'essayiste André Glucksmann a annoncé son ralliement à la candidature présidentielle de Nicolas Sarkozy. Celui qui débuta sa carrière comme militant maoïste, avant de rejoindre Raymond Aron et de collaborer à Exchange (un pseudopode de la CIA), bascule une nouvelle fois de la gauche vers la droite. (Le coeur de la campagne présidentielle - Le Réseau Voltaire - 6 février 2007)

- Des chroniques, telle que « Et pourtant, je voterai Macron, par Raphaël Glucksmann » font flores, justifiant sa démarche de « stigmatiser » le « ni-ni » aujourd'hui, comme lors qu'il était « l'apanage d'une partie de la droite ». Sputnik 28.04.2017

- M. Glucksmann est un ancien membre du Cercle néoconservateur de l'Oratoire, tout comme Pierre-André Taguieff, ou aussi comme Bruno Tertrais ou Frédéric Encel. Ce Cercle a disposé, entre 2006 et 2008, d'une revue intitulée Le Meilleur des Mondes, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak (des visionnaires ces gens là !). Et en 2008, elle a fait appel à un jeune contributeur, sorti de l'école 4 ans auparavant, pour "débattre" avec Pierre-André Taguieff : un certain

Rudy Reichstadt. (...) c'était aussi un contributeur de la revue ProChoix de Caroline Fourest. (anticons.wordpress.com/ et wikipedia.org/wiki/Le_Meilleur_des_mondes_(revue)

Biographie sommaire ou effets d'arme de cette ordure masquée, consulter la causerie du 9 novembre 2018 : Qui est réellement Raphaël Glucksmann ? Un ultra réactionnaire déguisé en intellectuel de gauche.

- A Clermont-Ferrand, la première réunion publique de Glucksmann attise curiosité et sympathie - AFP 30 mars 2019

200 personnes selon l'AFP, combien en réalité ? Le club du 3e âge du PS ou la vieillesse est un naufrage.

- Rémi Villebessaix, militant PS de 75 ans
- Pascale Ressouche, sympathisante socialiste de 55 ans
- Une professeur d'allemand à la retraite
- Jean-Pierre, un autre retraité de 63 ans
- une autre dame âgée

Parmi le public l'AFP a quand même réussi à en dégoté un de 42 ans, Xavier Lebrun, un nom prédestiné !

Après avoir appelé à voter Macron et fustigé ceux qui s'y refusaient...

- Edwy Plenel à Emmanuel Macron : « Il faut descendre » (dans la rue - LVOG) LePoint.fr 30 mars 2019

C'est presque un appel à la révolution que lance Edwy Plenel dans son livre La Victoire des vaincus. Interrogé ce samedi 30 mars sur le plateau des Terriens du samedi, l'émission de Thierry Ardisson, « la moustache qui fait trembler la République » comme le présente le programme s'offre surtout une magnifique tribune. L'occasion pour lui de livrer sa vision du mouvement des Gilets jaunes comme de l'enquête menée par Mediapart sur l'affaire Alexandre Benalla.

L'ancien militant trotskiste, qui a commencé sa carrière dans la revue de la Ligue communiste révolutionnaire, est-il content de voir les Gilets jaunes battre le pavé chaque samedi depuis novembre ? « Je suis content, mais (...) je pense que si on croit ce qu'on raconte et ce que vous racontez toutes les semaines sur la catastrophe climatique (...) que le tout-vivant du monde est menacé, si on croit ce qu'on croit sur l'impossibilité d'un monde commun quand il y a une captation des richesses à ce point par une toute petite minorité, si on croit la nécessité, non pas de pouvoir autoritaire comme il y a de plus en plus un peu partout, y compris issus des urnes, mais d'une délibération démocratique, si on croit tout ça, comment on va l'obtenir ? » interroge Edwy Plenel. Une question à laquelle il répond en légitimant le mouvement. « On va pas l'obtenir parce qu'ils vont nous le donner. On va l'obtenir parce qu'[il y aura] des gens dans la rue, le plus massivement possible. »

Pour lui, le parallèle est à chercher de l'autre côté de la Méditerranée, dans le mouvement de contestation mené en Algérie contre Abdelaziz Bouteflika. « Ce qu'il faut souhaiter, c'est que les Gilets jaunes fassent comme le peuple algérien, avec autant d'humour, le plus massivement possible. » LePoint.fr 30 mars 2019

Bienvenu ! Un numéro d'illusionnisme du fakir Ruffin que Macron et ses conseillers devrait apprécier.

- "Monsieur Macron pourrait être le bienvenu", a lancé François Ruffin

"Si on a un président de la République responsable, qui a la forme de sagesse qu'il demande aux manifestants, il doit négocier, être médiateur".

"Monsieur Macron pourrait être le bienvenu", a lancé François Ruffin, visiblement soucieux de trouver une issue aux attentes des gilets jaunes.

Le député de la Somme a insisté: "Il faut négocier, trouver des compromis et des solutions permettant de rétablir la paix dans ce pays le samedi et les autres jours. Je ne suis pas de ceux qui sont heureux que des Français tapent sur des Français tous les samedis, qu'ils portent un gilet jaune ou l'uniforme".

"Il faut sortir de ça par des discussions et pas par de l'humiliation d'un camp ou de l'autre", a-t-il jugé. "C'est la position de médiateur que je réclame, que je souhaite et que je joue ici". Le HuffPost29 mars 2019

François Ruffin est un charlatan. Tous les "Français" se valent selon lui quelle soit la classe à laquelle ils appartiennent ou qu'ils représentent, "qu'ils portent un gilet jaune ou l'uniforme", ce serait du pareil au même en somme, c'est ainsi que "l'humiliation d'un camp ou de l'autre" n'aurait aucune raison d'être, entre celui qui s'emploie à pourrir et briser des millions de

vies innocentes et celui de leurs victimes aussi injustement et violemment traités, on ne pouvait guère trouver mieux comme justification à la collaboration de classes de LFI, "rétablir la paix dans ce pays", préserver l'ordre établi voilà ce que valent en dernière analyse leurs intentions.

« L'Ère du peuple » ou la démagogie éventée.

- Jean-Luc Mélenchon gagné par le doute - Le Parisien 30 mars 2019

La crise des Gilets jaunes révèle les contradictions du leader de la France Insoumise.

Que sont devenus les 7 millions d'électeurs convaincus par Mélenchon au premier tour de la présidentielle ? « C'est sûr qu'il nous faut renouer avec le message politique qui nous a permis d'atteindre près de 20 % des voix en 2017 », reconnaît le jeune député LFI, Ugo Bernalicis. La belle dynamique d'alors, autour du tribun Mélenchon, serein, brillant et sûr de l'utilité de son combat semble avoir fait long feu. Une vague brisée sur ce qui aurait pu constituer la mère de toutes les batailles pour La France Insoumise et son leader, la révolte des Gilets jaunes.

Le surgissement inattendu du « peuple » au cœur de la « lutte des classes » n'aurait-il pas dû marquer l'ultime étape d'une conquête du pouvoir amorcée il y a onze ans, lors de la rupture d'avec le Parti socialiste puis la création du Parti de gauche ? Jean-Luc Mélenchon, lui-même, n'avait-il pas théorisé dans « L'Ère du peuple » le rôle clé de cette classe moyenne auprès de la classe ouvrière ? Le Parisien 30 mars 2019

On aurait presque envie d'en rire tellement c'est grotesque. On a parfois eu la faiblesse d'être encore trop bon envers cet histrion du régime et son mouvement de bras cassés. Comme quoi il est préférable de s'en tenir fermement à nos principes au lieu de se fier à des militants un peu trop enclins à la conciliation.

L'épisode des Gilets Jaunes aura au moins eu le mérite de clarifier la situation et de confirmer mon analyse, à laquelle j'aurais mieux fait de me tenir en toute circonstance.

Parfois on nous adresse le reproche suivant : A quoi cela vous avance-t-il d'avoir raison tout seul, hein, dites-nous, à rien, c'est ridicule, bref, à les entendre il vaudrait mieux faire des concessions pour rejoindre le club des nuls, selon lesquels la révolution aurait été imminente pendant des décennies pour ensuite l'abandonner à force de ne rien voir venir, pour ensuite nous la ressortir quand finalement ou en réalité elle semble renvoyer à un futur indéterminé. Au lieu d'être le meilleur moyen de s'y préparer et d'y préparer les masses, en colportant de cruelles illusions qui allaient se traduire par un scepticisme et une démoralisation généralisée des masses, nous ne pouvions espérer atteindre un autre objectif.

Bravo collectivement de nous avoir conduit à la situation actuelle, vous avez fait preuve d'une perspicacité étonnante, d'une prédiction remarquable ! Si, si, d'ailleurs loin de moi l'idée d'essayer de vous convaincre du contraire, là aussi on est en pleine novlangue, vous avez le droit d'assumer ce pitoyable bilan et de considérer que c'est un grand succès, ce sera la seule chose que je vous accorderai.

Novlangue. Chacun à "la possibilité de choisir sa vie", c'est bien connu... quand on fait partie des nantis!

La régression sociale ou la précarité généralisée, le chômage de masse, la pauvreté, l'allongement du temps de travail, la détérioration des conditions de travail, les déserts médicaux, industriels, les atteintes aux libertés individuelles et collectives, les LBD et les grenades de désenclavement, la répression policière et judiciaire féroce, la déconstruction du savoir ou la médiocratie, la décadence des moeurs et la prostitution servant d'échelle sociale à la méritocratie, la désinformation, la démagogie ou l'imposture en continue, la corruption, la guerre, etc. sont progressistes, révolutionnaires, et tout ce qui s'y oppose est archaïque, populiste, nationaliste, extrémiste, antisocial, antirépublicain, tyrannique...

- Européennes : On a demandé aux militants LREM ce que veut dire être "progressiste" - Le HuffPost 30.03

"Progressiste, c'est mieux que archaïque!"

« Le progressisme, c'est un objectif, une condition et une méthode. L'objectif de donner à chacun la possibilité de choisir sa vie. La condition, c'est de le faire ensemble. La méthode, c'est de toujours impulser le changement par la base », selon David Amiel ex-conseiller d'Emmanuel Macron.

"Le progressisme, c'est reconnaître que les choses ont changé. Et voir ces changements non pas comme quelque chose de dangereux, mais comme un fait qu'il faut prendre avec optimisme!", résume Jean François-Pontet, coordinateur LREM Europe dans le Lot-et-Garonne, petit-fils de l'ex-ministre des Affaires étrangères du même nom et sans aucun doute le plus enthousiaste "progressiste" que nous ayons rencontré. Le HuffPost 30.03

La macronnie entre doute et grand délire.

- La Macronie redoute les conclusions du grand débat national - Le Parisien 31 mars 2019

« Il ne faut pas que ce qui s'est passé après le 10 décembre se reproduise ! » s'alarme un député LREM en vue. À l'approche de la conclusion du grand débat mi-avril, l'appréhension gagne une partie des rangs de la majorité. Et si les « crânes d'œuf » et autres « experts » de la haute administration passaient les annonces du chef de l'Etat à la moulinette, comme cela avait failli être le cas après son intervention télévisée à 10 milliards d'euros du 10 décembre ?

Un ministre se souvient de réunions où les « technos » avaient critiqué l'augmentation de 100 euros promise par Emmanuel Macron aux smicards, la jugeant trop coûteuse et inapplicable sur le plan juridique : « C'était : il est bien gentil lui, mais il fait de la politique. Techniquement, ce n'est pas faisable ! »

À l'aube des annonces censées doucher la révolte des Gilets jaunes, un ministre – qui espère « des mesures un peu radicales et qu'on renverse la table » – redoute donc le pire : « La technostructure va chercher comment contre-arbitrer le président ». Un conseiller ministériel lâche même, clinique : « C'est dur de transformer le pays quand on a une opposition interne ».

Mais encore ? Certains épinglent le directeur de cabinet du Premier ministre, Benoît Ribadeau-Dumas, que ses détracteurs surnomment… « le Vatican ». « C'est lui le souci. Il ne comprend pas les gens, il pense que tous les Gilets jaunes sont à enfermer. Il trouve tout dangereux, c'est l'anti-macronisme par excellence », fustige un fidèle de Macron.

Un « textoteur du soir » du président embraye : « Ce n'est pas le Premier ministre le problème. Mais autour de lui, c'est la caricature de la haute fonction publique, pire qu'à l'Elysée ! » Certains macronistes en viennent même à regretter l'époque où Alexandre Benalla, chargé de mission au Palais, faisait appliquer les ordres du « patron » quand un conseiller de l'exécutif procrastinait…

Proche du chef de l'Etat, Daniel Cohn-Bendit balaie ces craintes : « Macron a été élu pour ne pas se soumettre à la technostructure, inchallah ! Il y a eu une erreur après le 10 décembre, c'est une leçon qu'il a comprise ». « Il va y veiller de toutes ses forces, il veut aller loin dans les mesures », promet le patron des sénateurs LREM et macroniste de choc, François Patriat.

« Emmanuel est persuadé qu'il va trouver les moyens de faire de la pédagogie. Il croit profondément que la raison va l'emporter, achève un intime. Il réfléchit et, le jour où il aura décidé, ce sera un Warrior. » 31 mars 2019

LVOG - Comment caractériser un type qui vous sort que plus il croit à ce qu'il pense, plus il aura de chance de l'imposer, alors qu'au même moment des indices sérieux et bien réels indiquent exactement le contraire ? C'est le type même du détraqué mental, du psychopathe.

Grâce à Macron et à LREM, nous allons tous faire des progrès rapides en psychologie pour mieux les combattre, c'est merveilleux.

L'alliance du sabre et du coffre-fort.

- Macron et Sarkozy, un duo bien au-delà de la photo - Le HuffPost 30 mars 2019

Luc Rouban voit dans cet ouvrage la confirmation de ce qu'il écrivait l'an passé. "Le macronisme est la combinaison d'un programme libéral classique avec une vision managériale de la politique", dit-il. Mais il voit une réelle distinction avec Nicolas Sarkozy. "Il s'assumait vraiment comme un homme de droite alors qu'une des limites du macronisme c'est que c'est devenu une politique de droite qui ne s'assume pas", analyse-t-il.

"Macron ne fait pas du Sarkozy: il applique jusqu'au bout ce qu'aurait dû faire le Sarkozy de 2007. C'est pour cela que je soutiens sa politique et ses arbitrages économiques, même si l'on n'est pas d'accord sur tout", salue Frédéric Lefebvre.

"La partie est plus simple pour Emmanuel Macron qui a des oppositions très affaiblies face à lui alors que Nicolas Sarkozy avait une gauche qui était encore très puissante", reprend Luc Rouban. Il pointe cependant un écueil: le clivage gauche droite finissant toujours pas réapparaître, le chef de l'État va devoir finir par s'afficher clairement. "On peut être pragmatique mais pour légitimer ses décisions, il faut s'appuyer sur des valeurs. Or, sur le terrain éthique, sur l'immigration ou le rapport à l'autorité, on ne peut pas être de gauche et de droite. Il faut faire un choix et la loi anticasseurs a montré qu'il s'est aligné sur la droite", conclut-il. Le HuffPost 30 mars 2019

LVOG - Ils avaient tout intérêt à avoir "*une gauche qui (...) encore très puissante*"... pour prendre le relais, sachant que Sarkozy serait honni des masses, la politique a horreur du vide dit-on. Hollande se chargerait de préparer le terrain à Macron en liquidant avec Valls le PS, mission accomplie, félicitation.

Ils ne sont plus à une supercherie ou un mensonge près.

- L'Elysée a tenté de disculper Benalla avec un montage vidéo trompeur - L'Express.fr 30 mars 2019

La présidence, et notamment Ismaël Emelien, aurait fait diffuser sur les réseaux sociaux deux vidéos dont l'une ne montrait pas le couple interpellé par Benalla.

Le Monde a révélé vendredi qu'Ismaël Emelien, qui a récemment démissionné de l'Elysée pour faire la promotion de son livre Le progrès ne tombe pas du ciel, aurait été partie prenante de la diffusion, dans la foulée des révélations du 18 juillet 2018, un montage vidéo trompeur pour disculper Alexandre Benalla. L'Express.fr 30 mars 2019

- Quand Benalla rafraîchit la mémoire d'Alexis Kohler ! - LePoint.fr 30 mars 2019

D'après des éléments réunis par Le Point, tout laisse penser qu'Alexis Kohler a effectivement omis une partie de la vérité. Contrairement à ce qu'il a affirmé au Sénat, Alexis Kohler a été averti dès le 2 mai par Alexandre Benalla des violences commises la veille. LePoint.fr 30 mars 2019

Gilets jaunes : acte XX.

Manifestation des "gilets jaunes" : le point sur la mobilisation en France, région par région - Franceinfo 30.03

Les «gilets jaunes» sont retournés dans la rue ce samedi 30 mars pour leur vingtième journée de mobilisation, en dépit des 27 arrêts d'interdiction de manifester dans plusieurs villes de France, face à la crainte de heurts.

Les "gilets jaunes" étaient de nouveau dans la rue, samedi 30 mars. Au total, 33 700 personnes ont manifesté partout en France, d'après le ministère de l'Intérieur. Ce chiffre est en baisse par rapport aux 40 500 manifestants recensés le 23 mars. Les mobilisations ont fait 10 blessés légers parmi les forces de l'ordre et les manifestants, soit 13 fois moins que samedi 16 mars. A 17 heures, les forces de l'ordre avaient procédé au total à 103 interpellations, donnant lieu à 56 gardes à vue. Le point sur la mobilisation, région par région.

Île-de-France

A Paris, 4 000 "gilets jaunes" ont défilé, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. La manifestation s'est déroulée dans le calme malgré quelques tensions au moment de la dispersion du cortège, au Trocadéro. Sur la totalité de la mobilisation, 37 interpellations ont eu lieu, indique la préfecture de police de Paris. Les forces de l'ordre ont dressé 21 verbalisations pour tentative de pénétration dans le périmètre interdit. Par ailleurs, 14 485 contrôles préventifs ont été menés dans la capitale.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

A Avignon (Vaucluse), 250 manifestants ont tenté de rentrer dans le centre-ville, après avoir été repoussés en début d'après-midi au-delà des remparts. Au moins deux manifestants ont été légèrement blessés dans des affrontements avec les forces de l'ordre. La police a procédé à plusieurs interpellations. Des armes, des armes par destination (battes de baseball, machettes, lance-pierres...) et du matériel de défense (masques de hockey, casques...) ont été saisis.

A Nice, dans les Alpes-Maritimes, une marche a été organisée en soutien à Geneviève Legay, la militante d'Attac grièvement blessée samedi dernier place Garibaldi. Entre 200 et 300 personnes se sont dirigées vers l'hôpital Pasteur pour soutenir la militante qui y est toujours en soin.

Nouvelle-Aquitaine

En Gironde, à Bordeaux, 5 000 "gilets jaunes" ont bravé l'interdit en se rendant place de la Victoire. Des projectiles ont été lancés contre les forces de l'ordre dans le centre-ville, qui ont répliqué avec des tirs de gaz lacrymogène. En fin d'après-midi, le cortège, où se mêlaient des dizaines de black blocs, se diluait en petits groupes jouant au chat et à la souris avec les forces de l'ordre, tentant de se regrouper dans une place non loin du centre-ville.

Bourgogne-Franche-Comté

A Dijon (Côte-d'Or), des "gilets jaunes" ont bloqué la gare SNCF. Plusieurs dizaines de personnes cagoulées et masqués faisaient partie du cortège. Plus d'une trentaine de minutes de retard ont été enregistrées pour certains trains. Il y a eu une interpellation.

Auvergne-Rhône-Alpes

Dans la Loire, à Saint-Etienne, 3 500 manifestants ont défilé. Des dégradations ont été constatées le long du cortège.
Les manifestants ont mis le feu à un conteneur de chantier. Les forces de l'ordre ont bouclé le centre-ville de Saint-Étienne et la cité du Design. Un incendie a été allumé le long des voies de la ligne SNCF vers Firminy. Des casseurs s'en sont pris à une zone de chantier. La police a répliqué avec des tirs de LBD et de grenades lacrymogènes. Il y a eu 44 interpellations dont 11 gardes à vue. Quatre personnes ont été blessées dont un policier, touché à la main.

Bretagne

A Rennes (Ille-et-Vilaine), les "gilets jaunes" ont été pris en tenaille par les forces de l'ordre. Quelques moments de tensions ont eu lieu mais aucun débordement.

Grand-Est

A Epinal, dans les Vosges, 2 000 manifestants environ se sont rassemblés. Des "gilets jaunes" ont dressé des barricades et mis le feu à des poubelles. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène.

A Strasbourg, une poignée de "gilets jaunes" ont accompagné les 1 500 enseignants et parents d'élèves qui défilaient contre le projet de loi Blanquer.

Normandie

A Caen (Calvados), des "gilets jaunes" ont monté des barricades au pied du château.

À Lille, la préfecture du Nord avait interdit samedi, par arrêté, les «manifestations et rassemblements» de «gilets jaunes» dans «certaines rues du centre-ville». Malgré cela, entre 1000 et 2000 «gilets jaunes» ont défilé à Lille, empruntant un «itinéraire alternatif». Franceinfo et Le Figaro 30.03

- "Gilets jaunes" : les banques appellent à la fin des violences contre leurs agences - Franceinfo 30.03

Au total, plus de 760 établissements bancaires ont subi des dégradations depuis le début du mouvement de contestations des "gilets jaunes". Franceinfo 30.03

- Gilets jaunes: Éric Drouet annonce la poursuite du mouvement en avril - Le HuffPost 30 mars 2019

L'acte XX du mouvement des gilets jaunes ne sera visiblement pas le dernier. Interrogé lors de la manifestation à Bordeaux, ce samedi 30 mars, Éric Drouet a annoncé que d'autres rassemblements auraient lieu durant le mois d'avril.

"Tout le mois d'avril, ça va se passer comme ça, je crois qu'il y a un appel le 6 ou 7 avril à Lille aussi, après le 13 ou le 14 c'est à Toulouse, ensuite le 20 [ce sera à nouveau] Paris, etc", a indiqué la figure du mouvement de contestation.

[Le mouvement] durera le temps qu'il faudra", a-t-il complété. "Le temps que l'État réponde enfin à nos revendications. J'espère qu'il sera condamné pour toutes les fautes qu'il a commises depuis le début du mouvement, tant judiciaires, les violence policières même les jugements [qui ont eu lieu]". Le HuffPost 30 mars 2019

On se croirait au Brésil ! (lire pourquoi plus loin)

- Manifestante blessée à Nice: Avec «de nouvelles images», le procureur admet qu'un policier est responsable de la chute de Geneviève Legay - 20minutes.fr 29 mars 2019

Lundi, il affirmait que Géneviève Legay, la militante blessée à Nice samedi, n'avait « pas été touchée, par un agent de sécurité » avant sa chute. Ce vendredi après-midi, le procureur de la République de Nice a finalement admis le contraire, « après visionnages de nouvelles images, notamment de la vidéosurveillance, et leur analyse pixel par pixel ».

« Un fonctionnaire de police isolé et dépourvu de bouclier avait écarté du bras vers sa droite [Geneviève] Legay, provoquant ainsi la chute de cette dernière, a précisé Jean-Michel Prêtre. Ce policier qui avait déjà été entendu en début de semaine dans le cadre de l'enquête a rectifié ce [vendredi] matin son témoignage en admettant que la personne qu'il avait écartée de son chemin n'était pas un homme comme il l'avait déclaré initialement ». 20minutes.fr 29 mars 2019

- Manifestante blessée à Nice : le policier "n'a agi que dans le strict respect des ordres donnés", selon son avocat - franceinfo 30.03

L'avocat rappelle qu'il y a eu "trois sommations" pour que les manifestants se dispersent. "La charge policière qui s'en est suivie s'est déroulée très rapidement et mon client n'a pas utilisé d'arme", a-t-il précisé. Adrien Verrier affirme que son client n'a à aucun moment tenté de "dissimuler ses actes ni l'identité de la personne avec laquelle il a été en contact". Le policier est "très affecté par les blessures causées à madame Legay", a-t-il précisé. franceinfo 30.03

Ils ont déjà cloné Macron.

- Zuzana Caputova, la Macron slovaque, élue présidente de son pays - Le Parisien 31 mars 2019

La militante anti-corruption obtient 58,38% des voix, selon les résultats portant sur 99,84% des bureaux de vote. Son rival Maros Sefcovic, commissaire européen soutenu par le pouvoir actuel, est crédité de 41,61% des voix.

Les analystes comparent Mme Caputova au président français Emmanuel Macron, un outsider arrivé au pouvoir en 2017 avec un programme réformiste.

"Une histoire similaire s'est déroulée à la dernière élection présidentielle en France, où le représentant d'une nouvelle tendance politique et un nouveau mouvement politique ont triomphé" lors de l'élection, a déclaré à l'AFP Aneta Vilagi.

« Cette campagne a montré que des valeurs telles que l'humanisme, la solidarité et la vérité sont importantes pour notre société », a déclaré Zuzana Caputova peu avant la publication du sondage, remerciant ses partisans et les membres de son équipe.

Les promesses électorales de la candidate, divorcée et mère de deux enfants, incluent la protection de l'environnement, le soutien aux personnes âgées et une réforme de la justice qui priverait "les procureurs et la police de toute influence politique".

Le président slovaque ne gouverne pas, mais il ratifie les traités internationaux et nomme les plus hauts magistrats. Il est aussi le commandant en chef des forces armées et dispose du droit de veto. Le Parisien 31 mars 2019

Brésil : Un coup d'Etat par jour.

- Brésil: une juge interdit la commémoration du coup d'Etat militaire de 1964 - AFP 29.03

Une juge brésilienne a interdit vendredi au gouvernement du président d'extrême droite Jair Bolsonaro de célébrer le 55e anniversaire du coup d'Etat militaire de 1964, indiquant que l'initiative était "incompatible" avec la Constitution.AFP 29.03

Dès le lendemain.

- Brésil : l'interdiction des commémorations du coup d'Etat de 1964 annulée en appel - Franceinfo 30.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

- Le Hezbollah salue l'unité retrouvée des Libanais face aux USA - Réseau Voltaire 28 mars 2019

Dans un discours télévisé, le 26 mars 2019, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a salué la position ferme des dirigeants libanais face aux États-Unis.

Le secrétaire d'État US, Mike Pompeo, s'était rendu au Liban, le 22 mars. Il avait rencontré les trois présidents et diverses autres personnalités. Il avait tenté d'obtenir leur appui pour un partage de la zone maritime d'exploitation pétrolière avec Israël, pour l'intervention de l'Etat dans le conflit occidentalo-syrien et bloquer le retour des réfugiés syriens chez eux. Or, pour la première fois depuis la fin de la guerre civile et les accords de Taëf (1989), les dirigeants libanais de toutes tendances avaient fait

front commun et défendu les intérêts de leur pays. Cette remarque vaut aussi bien pour le président chiite de l'Assemblée nationale Nabih Berri, pour le président sunnite du gouvernement Saad Hariri et pour le président chrétien de la République Michel Aoun, que pour les criminels de guerre Walid Jumblatt et Samir Geagea.

M. Nasrallah s'est félicité de l'intérêt porté par Washington à la Résistance libanaise. Il y a vu l'hommage du vice à la vertu. Il a démonté une à une toutes les accusations des États-Unis contre son mouvement.

Il a souligné deux faits nouveaux : - l'abandon par les États-Unis des mercenaires des Forces démocratiques syriennes ; une trahison qui conduit les alliés de Washington dans la région à réfléchir sur le sort qui leur est réservé. - le reniement du vote des États-Unis au Conseil de sécurité sur la souveraineté syrienne du plateau du Golan ; un revirement qui atteste désormais de l'impuissance de l'Organisation des Nations unies à dire le droit international.

En complément. Le massacre continue.

- Gaza : manifestations massives à la frontière israélienne, quatre morts - Le Parisien 30 mars 2019

Algérie

- Les Algériens dans la rue après un appel au départ du président par ses fidèles - AFP 29 mars 2019

Les Algériens ont à nouveau défilé en masse vendredi, jugeant insuffisante la proposition du chef d'état-major d'écarter le président Abdelaziz Bouteflika, dernière tentative en date du régime de calmer plus d'un mois de contestation en Algérie.

A Alger, une foule immense, scandant notamment "le peuple veut que vous partiez tous!", a saturé les rues du centre-ville sur plusieurs kilomètres, en ce premier jour de week-end, devenu jour de manifestations massives depuis le 22 février.

Pour ce sixième vendredi consécutif, les Algériens - hommes et femmes de tous âges - ont également manifesté très nombreux, parfois en famille, dans le reste du pays, selon les images diffusées à la télévision nationale et sur les réseaux sociaux.

Aucun chiffre officiel n'est disponible mais des sources sécuritaires ont fait état de "centaines de milliers de manifestants" à Alger et recensé des marches d'ampleurs diverses dans 44 des 48 wilayas (préfectures) du pays.

La mobilisation a été sensiblement similaire à celles des trois semaines précédentes, jugées exceptionnelles par les analystes et les observateurs.

Les cortèges se sont dispersés, sans incident signalé, en fin d'après-midi.

Mardi, le général Gaïd Salah, personnage-clé du pouvoir, a proposé la mise en oeuvre de mécanismes constitutionnels pour écarter le chef de l'Etat, dont il est un fidèle indéfectible depuis que l'intéressé l'a nommé en 2004 chef d'état-major de l'armée.

Il a entraîné dans son sillage nombre de figures du camp présidentiel.

Mais le général Gaïd Salah est lui-même devenu vendredi la cible directe des manifestants qui, interrogés par l'AFP, disent souhaiter le départ de l'ensemble du régime et pas seulement celui du chef de l'Etat.

"Gaïd Salah, complice du système", indiquait une affiche. "Bouteflika tu partiras, emmène Gaïd Salah avec toi!", ont également scandaient les manifestants à Alger, ou "FLN dégage", en référence au Front de libération nationale, formation du président Bouteflika et ancien parti unique qui domine la vie politique depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962.

Le président du Conseil de la Nation (chambre haute du Parlement), Abdelkader Bensalaha, appelé à assurer l'intérim si M. Bouteflika quitte le pouvoir, est lui aussi devenu une tête de turc des manifestants, dont certains brandissaient son portrait souligné de l'injonction "Dégage!".

Amine, 45 ans, a pris la route aux aurores depuis Béjaïa (180 km à l'est d'Alger) pour manifester dans la capitale. "Nous sommes là pour lancer un dernier appel à ce pouvoir: Prenez vos bagages et partez!", dit-il.

Les dirigeants algériens "nous prennent pour des cons", estime de son côté Samir, vétérinaire de 40 ans. "Après chaque manifestation, on nous sort un nouveau truc pour essayer de nous calmer. Mais nous on veut qu'ils partent tous, il n'y a que ça pour nous calmer."

Le cortège, où dominaient comme chaque vendredi les couleurs du drapeau national --vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant rouges--, chantait en choeur l'hymne national, mais aussi le refrain de "La liberté", chanson du rappeur algérien Soolking, dédiée au mouvement populaire.

Durant la semaine, Ahmed Ouyahia --encore Premier ministre il y a moins d'un mois-- et son Rassemblement national démocratique (RND), pilier de la majorité présidentielle au côté du FLN, ont lâché sans scrupule M. Bouteflika, suivis d'Abdelmadjid Sidi Saïd, secrétaire général de la principale centrale syndicale, l'UGTA, forte de millions d'adhérents.

Sans rompre publiquement son allégeance, le patron des patrons algériens, Ali Haddad, proche du chef de l'Etat, a démissionné de la présidence du Forum des chefs d'entreprises (FCE), principale organisation patronale devenue au fil des ans un instrument de soutien politique au chef de l'Etat.

Aux côtés du FLN, le RND, l'UGTA et le FCE avaient bruyamment fait campagne durant des mois pour que le chef de l'Etat brigue un 5e mandat à la présidentielle initialement prévue le 18 avril, une candidature qui a poussé des millions d'Algériens à sortir dans la rue. Seul le FLN n'a pas encore déserté, mais les dissidences s'y font de plus en plus entendre, à un mois de l'expiration - le 28 avril - du mandat de M. Bouteflika, alors que la présidentielle a été reportée sine die.

Plusieurs soutiens de la contestation, comme l'avocat Mustapha Bouchachi ou la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), s'opposent à la mise en oeuvre, proposée par le général Gaïd Salah, de l'article 102, activé en cas de démission ou de "maladie grave et durable" du chef de l'Etat.

Le processus prévoit des délais trop courts pour garantir une présidentielle libre et transparente, explique notamment la LADDH, qui dénonce un "ultime subterfuge" du pouvoir "pour perpétuer le système décrié et rejeté par le peuple".

A Alger, un manifestant brandissait une affiche où il était écrit: "102, ce numéro n'est plus en service, veuillez contacter le peuple", une boutade fidèle à l'humour dont font preuve les manifestants depuis le début de la contestation.

Sur une grande banderole, on pouvait aussi lire: "Nous demandons l'application de l'article 2019. Vous partez tous!". AFP 29 mars 2019

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie de mars est disponible au format pdf, 175 pages.

- Au format pdf (13 pages)

Parole d'internaute

- "*Le cinéma est un outil de propagande pour faire accepter le modèle de société de ceux qui le financent en général.*"

LVOG - Pour un peu on pourrait en dire de même de toute la production intellectuelle et artistique labellisée, plus encore de nos jours qu'autrefois...

Le "***en même temps***" de Macron, c'est la double pensée décrite par Orwell.

A quoi sert-elle ? A substituer à la réalité présente ou passée celle que fabrique le déséquilibré mental ou le tyran qui recourt à ce procédé qui va bien au-delà de la démagogie ou du déni, puisqu'il s'en sert pour déconstruire ou détruire tout rapport avec la réalité, toute connaissance, pour finalement les réduire à ses propres fabulations qu'il sera impossible de contester une fois tout repère, tout lien avec la réalité effacé.

C'est une sorte de combinaison entre le nihilisme et la sophistique ayant un puissant pouvoir amnésique semblable à un lavage de cerveau ou à une lobotomie. Et on comprend pourquoi elle est destinée en priorité aux éléments les plus évolués de la classe ouvrière et des classes moyennes qui constituent une menace pour le régime.

Orwell 1984. Extraits.

- Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie. Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore. Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de

l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

LVOG - La haine de Sarkozy, Hollande et Macron pour les prolétaires s'inscrit parfaitement dans cette logique (de classe).

- ...le Parti enseignait que les prolétaires étaient des inférieurs naturels, qui devaient être tenus en état de dépendance, comme les animaux, par l'application de quelques règles simples. En réalité, on savait peu de chose des prolétaires. Il n'était pas nécessaire d'en savoir beaucoup. Aussi longtemps qu'ils continueraient à travailler et à engendrer, leurs autres activités seraient sans importance. Laissés à eux-mêmes, comme le bétail lâché dans les plaines de l'Argentine, ils étaient revenus à un style de vie qui leur paraissait naturel, selon une sorte de canon ancestral. Ils naissaient, ils poussaient dans la rue, ils allaient au travail à partir de douze ans. Ils traversaient une brève période de beauté florissante et de désir, ils se mariaient à vingt ans, étaient en pleine maturité à trente et mouraient, pour la plupart, à soixante ans. Le travail physique épuisant, le souci de la maison et des enfants, les querelles mesquines entre voisins, les films, le football, la bière et, surtout, le jeu, formaient tout leur horizon et comblaient leurs esprits. Les garder sous contrôle n'était pas difficile. Quelques agents de la Police de la Pensée circulaient constamment parmi eux, répandaient de fausses rumeurs, notaient et éliminaient les quelques individus qui étaient susceptibles de devenir dangereux. On n'essayait pourtant pas de les endoctriner avec l'idéologie du Parti. Il n'était pas désirable que les prolétaires puissent avoir des sentiments politiques profonds. Tout ce qu'on leur demandait, c'était un patriotisme primitif auquel on pouvait faire appel chaque fois qu'il était nécessaire de leur faire accepter plus d'heures de travail ou des rations plus réduites. Ainsi, même quand ils se fâchaient, comme ils le faisaient parfois, leur mécontentement ne menait nulle part car il n'était pas soutenu par des idées générales. Ils ne pouvaient le concentrer que sur des griefs personnels et sans importance. Les maux plus grands échappaient invariablement à leur attention. La plupart des prolétaires n'avaient même pas de télécrans chez eux. La police civile elle-même se mêlait très peu de leurs affaires. La criminalité, à Londres, était considérable. Il y avait tout un État dans l'État, fait de voleurs, de bandits, de prostituées, de marchands de drogue, de hors-la-loi de toutes sortes. Mais comme cela se passait entre prolétaires, cela n'avait aucune importance. Pour toutes les questions de morale, on leur permettait de suivre leur code ancestral. Le puritanisme sexuel du Parti ne leur était pas imposé. L'inversion sexuelle n'était pas punie, le divorce était autorisé. Entre parenthèses, la dévotion religieuse elle-même aurait été autorisée si les prolétaires avaient manifesté par le moindre signe qu'ils la désiraient ou en avaient besoin. Ils étaient au-dessous de toute suspicion. Comme l'exprimait le slogan du Parti : « Les prolétaires et les animaux sont libres. »

LVOG - Du moment qu'ils travaillent et font acte de soumission, peu importe comment vivent les prolétaires, quels rapports ils ont entre eux, les souffrances qui les accablent et l'épouvantable destin qui leur est réservé. Mais c'est déjà le lot de bien des peuples dans le monde, de l'immense majorité de l'humanité. Il leur reste encore à briser ceux qui utilisent encore la lutte de classe pour faire valoir leurs droits, qu'ils s'emploient à diviser pour mieux les broyer, et le pire, c'est que la majorité des formations politiques qui se réclament du mouvement ouvrier y participent, tandis que ceux qui s'y opposent farouchement sont marginalisés et considérés comme des diviseurs, des traîtres ou des ennemis, le comble de la confusion ou du ridicule.

Effectivement, ce procédé qui dissout tout ce qu'il touche, aboutit aux pires confusions, à de terribles méprises, au chaos dans les têtes, qui de fait ne savent plus quoi penser, se retrouvent pour ainsi dire paralysés, impuissants, donc dans l'impossibilité de combattre efficacement le régime.

J'avais déjà remarqué que chaque fois que je proposais une analyse où je faisais ressortir l'essentiel pour ne pas nous disperser ou nous distraire, éviter de nous écarter de nos objectifs politiques, mes correspondants s'employaient systématiquement à focaliser leur attention sur un détail insignifiant, un facteur secondaire, c'était chez eux une sorte de manie, de fixation inconsciente, au point désormais de s'identifier avec elle et ne rien vouloir entendre à côté, rendant dès lors toute discussion impossible ou inutile.

Dans mes causeries je me suis évertué à éviter cet écueil, en vain je dois l'avouer. Il semblerait que tous les esprits soient maintenant entrés dans une phase de désagrégation, de remise en cause de tous les enseignements de la lutte de classe du passé, qui interdit de penser et d'agir collectivement, ce que j'attribue au fait qu'on a été incapable de saisir l'évolution et l'orientation du capitalisme et de la société au cours du XXe siècle et qu'on refuse de l'admettre. "*Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer.*", on est en plein dedans, semble-t-il, non ? Vous me direz peut-être que j'en porte en partie la responsabilité.

Pourquoi ne suis-je pas organisé, alors que je ne cesse de répéter le parti, encore le parti, toujours le parti ? Je m'en suis expliqué, comment s'organiser dans des partis à la traîne de la réaction, comment s'organiser dans des partis crypto-stalinien ou cryto- social-démocrate, comment s'organiser dans des partis qui ont renoncé aux enseignements de la révolution russe de 1917, comment s'organiser dans des partis caméléons, comment s'organiser dans des partis dont les dirigeants recourent à des méthodes déloyales, scélérates, de type bureaucratique pour imposer leur ligne politique, faire taire dans leurs rangs leurs opposants, les virer, dites-moi un peu, estimez-vous qu'après cela ils pourraient servir efficacement notre cause, qu'ils seraient dignes de notre confiance, dites-moi, ce n'est pas sérieux, n'est-ce pas ?

Dites-vous bien qu'aucun n'aurait accepté dans ses rangs un militant qui aurait poursuivi ces causeries, qui aurait continué de s'exprimer librement, qui aurait adopté et défendu des positions opposées aux leurs, qui aurait publié des documents qu'eux-mêmes censurent, pendant des décennies ils en ont exclu ou conduit à la démission de leur parti pour beaucoup moins que cela, considérant que toute tendance organisée s'opposant à leur politique était incompatible avec le fonctionnement de leur

parti, alors qu'il est inscrit dans leurs statuts, hormis quand une tendance présente déjà les stigmates de la décomposition, dans ce cas-là elle ne présente aucun danger pour eux, ils l'instrumentalisent et la vireront quand ils décideront qu'ils n'en ont plus besoin ou jugeront qu'elle est devenue trop embarrassante ou remuante.

J'ai réfléchi mille fois à cette question durant la dernière décennie, et j'en suis arrivé à la conclusion que servir l'embryon d'un parti corrompu - autrefois ils avaient au moins la modestie de s'appeler une organisation quand ils n'organisaient que quelques milliers de militants ou adhérents, mais ce temps-là est révolu depuis près de 40 ans - ce serait une perte de temps et d'énergie puisque sur de telles bases il demeurerait impossible de construire le parti et de rassembler autour de lui des centaines de milliers de sympathisants dans une structure plus souple, car quand un parti est traversé par des contradictions et ses dirigeants traînent derrière un passé peu flatteur, un jour ou l'autre de nombreux militants profitent de l'occasion qu'ils surgissent pour rompre avec leur parti, j'irai même jusqu'à dire que certains le savent et n'attendent que ce prétexte pour s'en aller sur la pointe des pieds, histoire d'avoir bonne conscience ou qu'on ne les accuse pas de déserter, je tiens cela de mon expérience personne et de témoignages de militants.

Les articles suivants prouvent si nécessaire que la fiction imaginée par Orwell est plus proche de la réalité que de l'utopie, et qu'y faire référence n'a rien à voir avec le réflexe compulsif d'un théoricien ou d'un adepte de la théorie du complot, bien au contraire puisqu'Orwell avait décrypté les mécanismes psychologiques destinés à contrôler et orienter le mental et le comportement de la population pour mieux l'asservir et instaurer un modèle de société totalitaire, ce à quoi nous assistons quotidiennement et cela de plus en plus ouvertement, donc les descriptions qu'en a fournies Orwell peuvent nous aider à mieux comprendre comment fonctionnent ces mécanismes, comment ils s'articulent pour mieux les démonter et les combattre.

Personnellement, j'estime que la lutte contre la guerre idéologique et psychologique que mène l'oligarchie contre les masses exploités à l'échelle mondiale fait partie intégrante de conception de la lutte de classe du prolétariat, et que c'est notre devoir de mener cette guerre contre l'oligarchie sur ces plans-là également, pour aider les travailleurs à se doter d'une conscience de classe, condition sans laquelle il est déplacé de leur attribuer la moindre indépendance de classe, et par conséquent leur lutte de classe sur les plans social et politique ne peut être orientée que dans une direction qui ne leur permettra jamais d'entrevoir leur émancipation du capital.

Quand des despotes s'autoproclament dépositaires de la vérité.

- Elections européennes : Bruxelles lance ses «Décodeurs» contre les fake-news - Le Parisien 2 avril 2019

Pour la campagne des élections du 26 mai, la Commission européenne vient de créer un site anti-fake-news pour enter de battre en brèche les rumeurs et, chiffres à l'appui, corriger les idées reçues.

Qu'on se le dise : non, l'Europe ne décide pas de la taille des étiquettes des soutiens-gorge ! Pas plus d'ailleurs que celle des concombres. Et elle ne veut pas non plus interdire les frites en Belgique, ou les crayons de couleur au Royaume-Uni - pour le temps qu'il lui reste à passer avec nous. Tous ces bobards, drôles ou inquiétants, fleurissent régulièrement sur les réseaux sociaux, ou dans le discours des politiques europhobes, sans oublier bien sûr les comptoirs de zinc où se propagent les rumeurs.

Mais voilà, à la veille d'élections aux enjeux cruciaux, la Commission européenne, lasse de ces mensonges ou caricatures qui visent à décrédibiliser l'UE, a décidé de rendre coup pour coup.

« Dans ce but, nous lançons notre site anti-fake-news, Les décodeurs de l'Europe, annonce Isabelle Jégouzo, cheffe de la Représentation de la Commission européenne en France. Sans nous mêler de politique, nous voulons informer les citoyens, rétablir l'équilibre entre factuel et désinformation ». Pas toujours facile car, admet la représentante de l'UE, il y a toujours un fond de réalité dans ces rumeurs. Exemple, précise-t-elle, « la Commission s'est attaquée, pour protéger la santé des consommateurs, à la règlementation des composants textiles des soutiens-gorges et au bannissement du plomb des crayons de couleurs, que mâchonnent les enfants ». Mais elle n'a pas fourré son nez plus loin que cela.

Voilà le genre de rectifications que l'on trouvera sur le site. Il s'agit aussi de corriger des idées reçues qui, à force, usent un sentiment d'adhésion à l'Europe déjà ultra-fragile.

Afin de réparer ces oublis et ces offenses, la dizaine de membres de la cellule politique de la Représentation permanente, sise boulevard Saint-Germain à Paris (VIIe), va plancher sur le site. Objectif, être le plus réactif possible, à l'écoute des matinales des radios, à scruter les réseaux sociaux… Une intox, une info en contre. Mais, surtout, en cette période de pré-campagne électorale, pas de politique ! Ce n'est pas le rôle de la Commission, organe bruxellois qui doit rester neutre. Le Parisien 2 avril 2019

Quand "***la précarité devient émancipation, l'insécurité devient audace, et l'aliénation devient indépendance***".

- Quand la Pub fait l'éloge de la précarité par Edouard Vuiart - Les Crises.fr 1 avril.2019

Extrait.

Parmi ses nombreux effets pervers, l'hégémonie du néolibéralisme est parvenue à répandre un discours plutôt étrange dans l'air du temps : l'éloge de précarité. Dérive d'un système dont la dernière émanation constitue le profond déclassement des jeunes diplômés, la précarité est peu à peu passée du statut d'injustice sociale à celui de norme qu'il convient d'accepter ; cette fameuse « vraie vie » (« La vraie vie c'est ça », nous dit-on) que la jeunesse devrait saisir à pleine main et avec le sourire, au lieu de se plaindre de la destruction d'acquis sociaux qui – on finira bien par nous le dire – relèvent d'un « âge d'or désormais révolu ».

L'emploi ? Précaire. L'entreprise ? Précaire. La santé ? Précaire. Et comme si tout cela ne suffisait pas, la rhétorique néolibérale nous réclame non seulement d'accepter cette précarité (comme le fait de devoir cumuler trois petits boulots pour pouvoir vivre décemment), mais aussi de l'aimer, car elle nous éloignerait de « la routine », nous donnerait « la maîtrise de nos parcours », et nous rendrait « profondément libres ». Et c'est votre banque qui vous le dit !

En effet, depuis plusieurs mois, la banque en ligne Hello Bank diffuse une nouvelle campagne publicitaire à travers deux spots intitulés « Et toi, t'arrives à suivre ? »

Ces spots mettent en scène deux jeunes, l'un « hyperactif » et l'autre « passionnée », au quotidien « varié et intense », et dont la banque « fait tout pour les suivre »...

Hello Bank nous propose donc de découvrir « l'Hyperactif » et « la Passionnée » dont le parcours est décrit comme « freestyle » (parce que cela sonne bien mieux que « précaire »). Le clip se termine par une question pleine de suffisance (« Et toi, t'arrives à suivre ? »), qui revient à assimiler la jeunesse précaire à une bande de hipsters dont la servitude volontaire aurait un temps d'avance sur tout le monde.

Hello Bank réalise donc le tour de force de faire passer la condition précaire pour un mode de vie « tendance ». Nous découvrons ainsi une passionnée « journaliste, apprenti chef et chanteuse » qui « ne connait pas la routine », ainsi qu'un hyperactif qui préfère « ne pas avoir un métier mais trois : danseur, photographe et serveur ». Dans les deux cas, les réalités sociales et humaines qu'impliquent de telles situations professionnelles sont totalement évacuées. Le quotidien de nos deux précaires apparait ainsi, non pas comme le miroir de l'esclavage moderne, mais comme le résultat heureux d'un choix de vie libre et assumé. Ce discours publicitaire fait de la précarité non pas une injustice sociale que notre altruisme d'animal social inciterait à réparer, mais bien un état de fait, une réalité, une norme qu'il conviendrait d'accepter. Ainsi, ce ne serait pas à la précarité de disparaître face aux évolutions de la société, mais ce serait à la société elle-même de s'adapter pour accueillir cette nouvelle norme sociale.

Jouant ingénument sur les mots, notre passionnée nous dépeint un mode de vie « entre boulot, fourneaux et micro », refusant ainsi de voir le caractère profondément aliénant de ce qui doit être lu comme « boulot, boulot et boulot ». Des expressions comme « être là où on ne m'attend pas », « bouger quand je veux », « partir sur un coup de tête » ou encore « bien loin du métro, boulot, dodo », travestissent complètement la réalité précaire de nos deux protagonistes, et assimilent l'aliénation totale de l'individu à la quintessence de la liberté. En moins de deux minutes, la précarité devient émancipation, l'insécurité devient audace, et l'aliénation devient indépendance. Nous voici donc dans un univers parfaitement orwerllien où « la Liberté c'est l'Esclavage ». « Dynamique » et « épanouie », la jeunesse à trois boulots serait donc l'exemple à suivre. La modernité nous enjoindrait à préférer l'insécurité et la « flexibilité », et à délaisser la condition sociale qu'on nous présente comme dépassée.

Ce tableau s'avère fort éloigné de la réalité. Aussi, quelques chiffres ne sont jamais de trop pour illustrer une situation bien trop peu analysée. Dans une étude publiée le 11 octobre 2018, l'Observatoire des Inégalités soulignait un creusement des situations de précarité en France, dont plus de la moitié concernent des jeunes de moins de 30 ans [Source]. « On oublie les jeunes adultes de 20 à 29 ans, dont 11,8% sont pauvres, souvent les peu diplômés en difficulté d'insertion professionnelle », précise le rapport. D'autre part, depuis le milieu des années 1980, la part des jeunes précaires sortis depuis moins de cinq années du système éducatif a été multipliée par deux, passant de 17% à 35,5% des jeunes en emploi, selon l'Insee [Source].

57% des jeunes sans-diplôme sont concernés par la précarité. Mais la situation des jeunes diplômés est loin d'être idéale. En trente ans, la part de jeunes précaires ayant quitté l'enseignement supérieur depuis moins de cinq ans a plus que doublé, passant de 13% à 28% [Source]. Fortement déclassés par rapport à la situation qu'ont connue leurs aînés, leurs attentes professionnelles n'ont désormais plus rien à voir avec la réalité sociale.

Ces chiffres méconnus en disent beaucoup sur la situation réelle des jeunes en France. Au-delà de leurs rémunérations souvent très faibles, leur situation précaire génère de lourdes conséquences au quotidien : elle se répercute sur leurs conditions de vie et les confronte à une insécurité qui rend difficile l'accès au logement, la réalisation de projets personnels, la pratique d'activités régulières (loisirs, engagements, culture, congés, etc.), mais surtout leur projection dans l'avenir. « Et toi, t'arrives à suivre ? »…

Au-delà du profond travestissement de la réalité, cet éloge publicitaire de la précarité se fonde sur un contresens à la fois historique et philosophique. Ainsi, bien que la vie des Hommes soit ontologiquement semée d'incertitudes et de risques, le sens même de la civilisation consiste à pouvoir substituer à cet état précaire un minimum d'équilibre et de stabilité, seul à même de permettre

aux êtres humains de se construire. Dès lors, faire l'éloge de la précarité, c'est raisonner à l'envers. C'est en effet oublier que l'empathie humaine conduit depuis toujours à aider les plus faibles non pas seulement à survivre mais à vivre. Ainsi, contrairement aux messages que laissent entendre ces spots publicitaires, le rôle de la société humaine n'est pas de se contenter d'aider les plus faibles à survivre dans la précarité, mais de les aider à vivre HORS de la précarité.

L'aliénation individuelle et la misère sociale ne doivent être ni une fatalité, encore moins un projet de société. La vie des sociétés modernes ne peut se réduire à un nihilisme résigné qui amène à niveler toujours plus par le bas. À moins de baptiser « mobilité » la pure et simple régression sociale de toute une classe d'âge de la population française… Les Crises.fr 1 avril.2019

Commentaire d'un internaute.

- "Autre effet de la publicité, peut être un peu plus tabou : la sexualisation des enfants. En effet dans les publicités les adolescents sont automatiquement représentés en animaux avides de sexe. À terme, cela conduit à ce qu'une fillette de 12-13 ans porte une pancarte "Bouffe moi le clito plutôt que le climat" ou "Encule moi plutôt que le climat" lors de la récente manif écologiste. Voir ici https://www.google.com/amp/s/amp.purebreak.com/news/marche-pour-le-climat-les-slogans-les-plus-oses-et-improbables/172384

Orwell aurait écrit "La Décadence, c'est le Progrès". La publicité fabrique de façon certaine des pédophiles.

J'aurais un tas d'exemple pour étayer mon propos et il serait intéressant à ce titre de créer une sorte d'observatoire de la publicité."

Mystification. Sauver la planète. "***Ce réseau a été créé de toutes pièces par le Forum économique mondial en 2011***".

Extrait de *Le capitalisme vert utilise Greta Thunberg* - reporterre.net 09.02.2019

La belle histoire de Greta Thunberg commence le 20 août 2018. Ingmar Rentzhog cofondateur de la start-up We Don't Have Time (Nous n'avons pas le temps) croise Greta Thunberg devant le Parlement suédois et publie un post émouvant sur sa page Facebook. Nous sommes le 1er jour de la grève commencée par Greta. Le 24 août, sort en librairie une autobiographie mêlant crise familiale et crise climatique, Scener ur hjärtat, corédigée par Malena Ernman la mère de Greta, Svante Thunberg son père, Beata, sa soeur, et Greta. Les parents artistes - chanteuse lyrique et acteur - sont très connus en Suède ; Greta, pas encore.

En fait Ingmar Rentzhog et la famille de Greta se connaissent déjà et ont participé ensemble à une conférence sur le climat le 4 mai 2018. Peu de place au hasard donc, dans la rencontre à Stockholm, sur le trottoir devant le Parlement entre Ingmar et Greta.

En mai 2018, Ingmar Rentzhog est recruté comme président-directeur du think tank Global Utmaning, faisant la promotion du développement durable et se déclarant politiquement indépendant. Sa fondatrice n'est autre que Kristina Persson, fille du milliardaire et ex-ministre social-démocrate chargée du développement stratégique et de la coopération nordique entre 2014 et 2016. Via l'analyse des tweets du think tank, on observe un engagement politique fort, à l'aube des élections européennes, envers une alliance qui irait des sociaux-démocrates à la droite suédoise. L'ennemi étant « les nationalismes » émergeant partout en Europe et dans le monde. Des idées qui ne déplairaient pas à notre cher président Macron.

Le 16 janvier 2019, Global Utmaning était fière d'annoncer sur les réseaux sociaux sa nouvelle collaboration avec Global Shapers, une communauté de jeunes dirigeants de 20 à 30 ans « dotés d'un grand potentiel pour jouer un rôle dans l'avenir de la société et qui travaillent à améliorer la situation des populations autour d'eux ». Ce réseau a été créé de toutes pièces par le Forum économique mondial en 2011. Ses leaders entendent bien sauver la planète tout en maintenant la croissance économique et en réclamant encore plus de mondialisation. Tout un programme.

Je résume. Nous avons d'un côté une plateforme numérique en construction, We Don't Have Time, qui a pris un réel essor il y a quelques mois grâce à Greta Thunberg, « jeune conseillère » de la fondation dirigeant cette plateforme. J'ai oublié de préciser au passage que les centaines de milliers d'adresses mail collectées par Rentzhog valent de l'or. Et de l'autre, nous avons une famille de milliardaires comptant une ex-ministre qui investit dans cette start-up, puis qui embauche Ingmar Rentzhog dans un think tank développant les thèmes de la croissance verte, de l'économie circulaire, bref, de greenwashing.

Ce greenwashing qui permet au capitalisme de perdurer... reporterre.net 09.02.2019

LVOG - Et il ne viendrait pas un instant à l'esprit de ces crétins de Reporterre que pour que l'oligarchie puisse appliquer sa politique tournée contre les peuples, elle a absolument besoin d'un minimum de soutien populaire, et qu'elle est prête à le fabriquer si spontanément elle ne correspond pas à l'état d'esprit de la population, c'est ainsi qu'elle recourt aux réseaux dits sociaux ensuite relayés par les médias et les différents acteurs politiques pour y parvenir.

Dès lors toute formation politique qui participe à une telle machination sert directement les intérêts de l'oligarchie, et peu importe les états d'âme de leurs dirigeants ou leurs bonnes intentions, car seul compte les faits ou le résultat : Ils collaborent avec l'oligarchie et participent à la mise en oeuvre de sa stratégie ultra réactionnaire.

Vous nous permettrez de ne pas en être, et de dénoncer ce complot puisqu'évidemment 99,99% des gens qui se retrouvent embringués dans ce genre d'opérations ignorent totalement leur origine et leurs réels objectifs économiques ou politiques. S'ils font ainsi étalage de leur absence de conscience de classe, force est d'en arriver à la même conclusion à propos des militants et partis qui y participent également.

Raphaël Glucksmann : L'autre extrême centre d'extrême droite.

LVGO - Pourquoi revenir sur ce sujet ? Parce que cette fois il a été abordé par un média du régime, bien que de manière déformée, mais cela on ne peut pas y couper. Et ce qu'il apporte de plus n'est pas vraiment à l'avantage de cette ordure.

Lu dans un article de Francetvinfo.fr du 2 avril.

- Raphaël Glucksmann, qui décide, à 39 ans, de se lancer dans le grand bain de la politique, sans jamais avoir été élu nulle part ?

- Les fées se sont penchées sur son berceau.

- Venu de la gauche, "Glucks" – le surnom d'André – se rapproche progressivement des néoconservateurs américains et soutient l'invasion de l'Irak décidée, en 2003, par le président américain George W. Bush. Les premiers engagements de son fils, après des études à Sciences Po, s'inscrivent dans ce sillage.

- Dans le même élan, Raphaël Glucksmann devient un candidat éphémère pour un parti confidentiel et ultralibéral, Alternative libérale, aux législatives de 2007.

- Dans une vidéo datant de 2006 exhumée par Libération, Raphaël Glucksmann justifie d'ailleurs cet engagement par la volonté de changer la "politique étrangère de la France", jugée trop favorable à la Russie de Poutine et aux "dictateurs" arabes ou africains.

- Donner en Europe une bonne image de la Géorgie, selon Le Monde. "J'étais chargé de coordonner les réformes et la politique qui permettait l'accord d'association de la Géorgie avec l'Union européenne.

- Toujours sur le front anti-Poutine, il s'enflamme, fin 2013 et début 2014, pour les manifestations pro-européennes de la place Maïdan, en Ukraine, qui déboucheront sur la révolution de février et la destitution du président Viktor Ianoukovitch.

- Sa seule expérience en entreprise se traduit par un échec. - Le Monde : "Quand on demande à Raphaël Glucksmann quel est, au juste, son métier, il répond en souriant : 'C'est la pire question pour moi, j'ai toujours été porté par les décisions de l'instant'."

- Son temps libre lui offre néanmoins le loisir de la réflexion.

- "Emmanuel Macron n'est que le dernier avatar de l'aveuglement des élites occidentales sur les causes de la crise que traversent nos démocraties. Raphaël Glucksmann dans "Les Enfants du vide"

- "Si vous vendez plein de livres et que vous avez la chance de pouvoir en vivre, c'est super confortable."

- "On risque d'avoir deux cents nationalistes dans le prochain Parlement européen qui vont essayer de revenir sur les libertés publiques et de fermer les frontières. Il faut agir"

- Les esprits malicieux, eux, ne se privent pas de pointer les revirements d'un homme s'acoquinant aujourd'hui avec un PS qu'il pourfendait hier. Sur Twitter, des internautes exhument ainsi un message de l'essayiste proclamant, au lendemain des législatives de 2017 : Pour que le neuf advienne, le vieux doit accepter de mourir. Pourquoi la refondation de la gauche passe par la fin du PS.

- "Le PS se cache pour mourir", raille l'analyste politique Gaël Brustier dans La Croix. Même analyse du côté de Génération.s, pour qui le coup de peinture ne change rien à l'affaire : "C'est une très vieille entreprise qui a racheté une start-up pour renouveler la façade." La start-up, pour l'instant, peine à galvaniser les électeurs : la liste emmenée par Raphaël Glucksmann oscille entre 5% (seuil nécessaire pour obtenir des élus) et 7% des intentions de vote. Francetvinfo.fr 02.04

Commentaire d'internaute.

1- Bobo socialo-opportuniste ultralibéral de gauche, quel programme... plus fort que Macron!

2- C'est quand même fou, un anti-nationaliste revendiqué qui a pourtant soutenu Sakhachvili , un nationaliste géorgien qui a voulu éradiquer la minorité ossète de son territoire. Mais je suis sûr que nos journalistes ne vont pas l'interroger là-dessus.

3- Bobo chéri des médias, liens familiaux obligent, courant tous les combats à la mode, convictions à géométrie variable...bref le PS s'est trouvé un BHL qui fait neuf!

4- C'est la néo-aristocratie républicaine dans laquelle nous vivons et les pseudo-philosophes de pacotille tels BHL ou Glucksman sont les nouveau marquis, les nouveaux comtes de ce temps. Raphaël Glucksmann est philosophe comme je suis astronaute, il est simplement bien né et au sein de cette caste, de cette élite, de cette petite oligarchie on fait des miracles qui relèvent de la monarchie héréditaire de droit divin c-à-d que si vous êtes en l'occurrence le fils d'un "philosophe" vous héritez de ce titre et de ce statut à votre naissance... La vie est bien faite, le prolo se reproduit mais le philosophe prolonge sa lignée. Personne ne sait vraiment ce que ce Raphaël Glucksmann a écrit ou dit, il n'a pas de magister moral particulier, pas de travail concret à son actif, juste un titre: philosophe, comme on était duc de père en fils sous l'ancien régime.

Ils osent tout. Ils sont vertueux !

- Aphatie va porter plainte contre la France insoumise après sa parodie - Le HuffPost 2 avril 2019

"Exactement, la France insoumise c'est le Venezuela." Voici ce que la formation politique anti-système fait dire à Jean-Michel Aphatie dans une série de courtes vidéos parodiant des éditorialistes de plusieurs médias. Une façon de tourner Patrick Cohen, Christophe Barbier ou encore Nathalie Saint-Cricq en ridicule tout en faisant la promotion de leur campagne de dons lancée à cette occasion pour les élections européennes de 2019.Le HuffPost 2 avril 2019

LVOG - Parodier : Imiter (qqn) de façon grotesque ou dérisoire. Être grotesque en imitant, imiter de façon imparfaite et ridicule. (Le Grand Robert de la langue française) En totalitarisme, c'est un crime !

- Brexit : Macron refuse que l'UE soit «otage» de la crise britannique - Le Parisien 02.04

Lundi encore, les députés britanniques ont voté contre toutes les solutions alternatives au plan de Theresa May pour une sortie en douceur de l'Union européenne. Le Parisien 02.04

- Bruxelles somme Londres de ponctionner des multinationales - LePoint.fr 02.04

La Commission européenne a, en partie, invalidé une exemption fiscale accordée à certaines multinationales. Un impôt que le Royaume-Uni doit récupérer. LePoint.fr 02.04

LVOG - Quand on sait que ce sont les multinationales qui contrôlent la Commission européenne et le Parlement européen...

- Européennes: Une campagne du gouvernement bloquée par sa loi fake news - Le HuffPost 02.04

Une campagne du ministère de l'Intérieur incitant à voter aux élections européennes a été refusée par Twitter, qui avance le risque d'enfreindre la nouvelle loi française contre les fausses nouvelles ("fake news") Le HuffPost 02.04

LVOG - Qu'est-ce que cela peut bien foutre puisque l'immense majorité des électeurs dont ceux qui s'abstiennent n'utilisent pas Twitter ! En revanche, ce cas pourrait servir de jurisprudence pour censurer par la suite certains comptes ou propos qui dérangent le gouvernement.

- Démission d'Abdelaziz Bouteflika : "L'Algérie est prête pour aller vers un système démocratique"
- Franceinfo 1 avril 2019 LVOG - Qui y croit ? Absolument personne en Algérie !

Une lutte de classes à mort.

Lu dans un article du huffingtonpost.fr du 02 avril.

- Le "grand débat a permis d'asphyxier une partie de la crise des gilets jaunes"
- Une "opération de déminage de la crise des gilets jaunes"
- Asphyxié la contestation des gilets jaunes. huffingtonpost.fr 02.04

LVOG - Le bougre, ils lui auront fait payer cher son accession au trône, car rien ne permet d'affirmer ni que cette contestation va cesser ni comment le roitelet va finir...

Acte XX. Une mobilisation qui demeure très basse quoiqu'il en soit.

- Participation à l'acte 20: le patron de Sud Radio dénonce des «chiffres bidonnés» - sputniknews.com 02.04

En direct sur Facebook, Didier Maïsto a déclaré qu'on continuait à «essayer de mentir aux gens».

«Lors de cet acte 20, j'ai vu d'abord à Paris énormément de monde: 15.000 à 20.000 personnes […]. Et toutes les personnes qui étaient là ont fait les Facebook live de différents angles et on se rend compte, effectivement, qu'il y avait au bas mot, minimum, 15.000 personnes. Comme d'habitude à 14h les chiffres tombent. J'ai cru d'abord à une plaisanterie de mauvais goût. Et je vois 1.800 personnes à Paris et 5.600 personnes en France. Les bêtises continuent, on continue à essayer de mentir aux gens. Et ce chiffre était rajusté entre 16h et 17 h à 4.000 personnes à Paris», a déclaré le patron de Sud Radio.

Les Gilets jaunes se sont réunis à travers toute la France samedi 30 mars pour participer à l'acte 20 du mouvement. Les chiffres des participants diffèrent en fonction des sources. Selon le ministère de l'Intérieur, 33.700 personnes dont 4.000 à Paris ont pris part à la mobilisation, en baisse par rapport à la semaine précédente.

Un autre chiffre, donnant 120.000 manifestants, a été avancé par Policiers en colère. Enfin, d'après l'estimation de la page Facebook Le Nombre jaune, le mouvement a rassemblé en tout 102.713 personnes. sputniknews.com 02.04

Le meilleur casting : Chassons-les tous !

- Remaniement : Macron ou la fenêtre refermée sur son monde - LePoint.fr 1 avril 2019

Nommer les « siens », réflexe primaire de celui qui doute et décline LePoint.fr 1 avril 2019

- Pour le remaniement, Macron puise dans son premier cercle Lexpress.fr 1 avril 2019

Emmanuel Macron a ainsi choisi Sibeth Ndiaye, sa conseillère presse depuis la campagne, au poste de porte-parole du gouvernement, Cédric O, son conseiller pour le numérique et ex-trésorier de campagne, au secrétariat d'Etat au numérique, et la députée Amélie de Montchalin, porte-voix de la Macronie à l'Assemblée, au secrétariat d'Etat aux Affaires européennes.

Macron a-t-il épuisé ses réserves ?

Dix membres du gouvernement ont quitté leurs fonctions depuis le début du quinquennat, une concentration de départs inédite en début de mandat. Emmanuel Macron a-t-il épuisé ses réserves de soutiens ?

"C'était déjà le problème durant la campagne : on n'arrivait pas à attirer de figures politiques de poids. Mais ça ne s'est pas amélioré, on est toujours trop isolés", déclarait récemment un poids lourd de la majorité au Monde. Lexpress.fr 1 avril 2019

LR + PS = LREM

- Remaniement : un casting qui fâche - Le Parisien 01.04

Certains parlementaires LREM n'hésitant pas à afficher leur stupéfaction.

Comme le début d'un vent de fronde en macronie ? Vingt-quatre heures après le nouveau remaniement, la colère et la stupéfaction de certains marcheurs tranchaient singulièrement ce lundi avec les mots aimables et les sourires auxquels on a pu assister lors des différentes passations de pouvoir.

« Hollande, plus il avançait dans le quinquennat, plus il se recroquevillait sur ses proches. Nous sommes en train de vivre la même chose avec Macron. On est dans la hollandisation », attaque ainsi un parlementaire LREM, « déçu » par ce nouveau casting. Et il n'est pas le seul à faire part de ses états d'âme : « On sort d'une crise majeure où les Français ont dénoncé l'entre-soi des politiques et le poids des élites. Eh bien là, je pense qu'on est totalement dedans », persifle un autre qui va jusqu'à parler de « République des copains ». Quand une députée, après un gros soupir, finit par lâcher : « Je n'ai même plus envie de me mettre dans la tête d'Emmanuel Macron… ça me fatigue. »

La pilule est visiblement amère. Non pas qu'il soit reproché aux trois entrants de manquer de compétences pour leurs nouvelles fonctions. « Mais à un moment donné, la politique, cela nécessite de se reposer sur des sensibilités, des territoires, des expériences et aussi une légitimité élective. Là, on n'y est pas », glisse en écho un ministre qui redoute que cela donne l'image d'un gouvernement encore plus déconnecté. Le Parisien 01.04

Des clones de Macron issus de la banque ou du PS.

- Amélie de Montchalin affiche un CV allant des grandes écoles à la banque et l'assurance: HEC, Harvard, économiste à BNP Paribas, prospective et suivi des politiques publiques chez Axa jusqu'aux législatives.

Cette catholique pratiquante, qui défend "une laïcité de liberté", a résumé son parcours dans un discours en 2017 en Belgique devant "la grande famille jésuite", rejointe "au début de sa vie étudiante". AFP 01.04

Une précision d'un internaute : Amélie de Montchalin fait partie de la promotion 2018 des “Young Leaders”, ces citoyens français qui sont en réalité formés, formatés, pour devenir les relais des Etats-Unis en France.

- Sibeth Ndiaye, 39 ans, auparavant, elle avait tenu ce rôle auprès de Claude Bartolone, alors président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, puis auprès d'Arnaud Montebourg à Bercy sous le mandat de François Hollande. Cet engagement à gauche prend racine à l'Unef, où elle milite au début des années 2000. Elle a également été encartée au Parti socialiste, en réaction à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002.

Elle a aussi, comme beaucoup de piliers de la campagne d'Emmanuel Macron, participé à la campagne de Dominique Strauss-Kahn pour les primaires socialistes en 2006. C'est là qu'elle a notamment rencontré Cédric O, qui vient d'entrer lui aussi au gouvernement, Stanislas Guerini, futur délégué général de LREM, Ismaël Emelien, futur (et désormais ex) conseiller d'Emmanuel Macron à l'Elysée, ou encore Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement jusqu'à jeudi dernier.

Patrice Roques, son époux, directeur général adjoint d’une société de HLM, le mari de Sibeth N’Diaye a en effet été éduqué dans les valeurs du Parti Socialiste. Lexpress.fr avec AFP et Voici 01.04

- Cédric O, diplômé de HEC, cet ancien militant socialiste a fait ses classes pendant la campagne 2006 de Dominique Strauss-Kahn, aux côtés d’autres historiques de l’aventure En Marche!, dont Benjamin Griveaux et Stanislas Guérini. Un temps collaborateur de Pierre Moscovici, membre de l’équipe de campagne de François Hollande en 2012, il a été responsable de production au sein du groupe Safran. HuffPost 31.03

Quelle belle époque tout de même quand on nous appelait à l'unité avec le PS !

En complément. Censurer, c'est réguler la liberté d'expression.

- Réguler internet ? Cédric O est "100% d'accord" avec Zuckerberg - L'Express.fr 01.04

Le nouveau secrétaire d'État au Numérique a salué ce lundi l'envie de Facebook de renforcer la collaboration avec les États pour améliorer la régulation des contenus diffusés sur le net. L'Express.fr 01.04

Quel chienlit leur vieux monde !

- Missiles russes ou avions américains: Washington durcit le ton contre Ankara - AFP 1 avril 2019

Les Etats-Unis ont à nouveau sommé lundi la Turquie de choisir entre le système antimissiles russe S-400 et les avions de chasse américains F-35. Mais cette fois, ils sont allés plus loin en suspendant la livraison d'équipements à Ankara. AFP 1 avril 2019

- Brexit: Aucune des motions votées lundi aux Communes n'a obtenu la majorité - Reuters 1 avril 2019

Aucune des quatre motions mises aux voix lundi soir à la Chambre des communes dans le cadre de "votes indicatifs" n'a obtenu la majorité. Reuters 1 avril 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Préparation d'attentats terroristes à Caracas - Réseau Voltaire 31 mars 2019

Le Service bolivarien du Renseignement national (Sebin) a perquisitionné, le 21 mars 2919, le domicile du député Sergio Vergara à la recherche du directeur de cabinet de Juan Guaidó, l'avocat Roberto Marrero (photo). Ce dernier a finalement été arrêté dans la résidence mitoyenne.

Au cours de la perquisition, des agents du Sebin ont plaqué au sol le député, violant ainsi quelques instants son immunité parlementaire.

Le Groupe de Lima, une association d'États américains favorables à Juan Guaidó, a immédiatement publié un communiqué exigeant le respect de l'immunité parlementaire de Sergio Vergara et la libération de l'avocat Roberto Marrero.

Roberto Marrero dirigeait le recrutement de mercenaires au Guatemala, au Honduras et au Salvador. Ces hommes étaient transférés en Colombie pour y être formés aux actions commandos. Ils devaient être commandés par le mafieux colombien, Wilfrido Torres Gómez —alias « Neco » selon sa fiche Interpol— qui vient d'être également arrêté.

Selon des écoutes téléphoniques, Roberto Marrero disposait d'un budget quotidien de 500 000 à 700 000 $ prélevé sur les avoirs du Venezuela à l'étranger saisis par les États-Unis et le Royaume-Uni.

Lors d'une conférence de presse, le vice-président Jorge Rodríguez a révélé que l'avocat Roberto Marrero et ses hommes de main préparaient des attentats contre le métro et le téléphérique de Caracas.

Il a également diffusé un extrait distrayant d'un sketch au cours duquel des humoristes ont téléphoné à Juan Guaidó en se faisant passer pour le président suisse Ueli Maurer. Ils lui ont proposé de transférer les avoirs de la République bolivarienne du Venezuela en Suisse sur un compte personnel ouvert à son nom, ce que le président autoproclamé du Venezuela a bien sûr approuvé. Réseau Voltaire 31 mars 2019

- Juan Guaidó a commencé à piller les avoirs vénézuéliens - Réseau Voltaire 31 mars 2019

Le président de l'Assemblée nationale du Venezuela, Juan Guaidó, n'a pas présenté de justificatifs du coût de ses déplacements à l'étranger comme la Constitution lui en fait l'obligation.

Devant son refus, le contrôleur général de la République, Elvis Amoroso, a saisi la Justice qui a prononcé sa suspension de ses fonctions de député et 15 ans d'inéligibilité pour corruption.

Il a réalisé plus de 91 voyages hors du territoire pour un coût supérieur à 310 millions de bolivars (environ 94 000 dollars US) sans en justifier le financement. Celui-ci aurait été réalisé avec l'argent saisi par les États-Unis et le Royaume-Uni sur les avoirs vénézuéliens à l'étranger.

Juan Guaidó —qui ne s'estime plus président de l'Assemblée nationale, mais s'est autoproclamé président de la République — considère que le mandat du contrôleur général n'est plus valide et s'est donc opposé à sa requête. Ses représentants personnels ont pris le contrôle des avoirs nationaux saisis par les États-Unis et le Royaume-Uni avec lesquels ils financent une mini-administration en exil et le recrutement de commandos au Guatemala, au Honduras et au Salvador. Réseau Voltaire 31 mars 2019

- La guerre électromagnétique est déclarée - Réseau Voltaire 31 mars 2019

Des spécialistes militaires russes sont venus inspecter le système de production et de distribution d'électricité du Venezuela dont les pannes à répétition paralysent le pays depuis le 6 mars.

Ils auraient confirmé l'usage de bombes électromagnétiques pour endommager les installations couplé avec des sabotages manuels.

Ce type de bombe est une déclinaison des travaux du physicien soviétique Andreï Sakharov, dans les années 50. Il semble que plusieurs États en disposent aujourd'hui, notamment les États-Unis.

Alors que le président Maduro a directement accusé les États-Unis d'être responsables de ces pannes, le conseiller de Sécurité nationale US, John Bolton, a dénoncé le recours du Venezuela à des forces militaires étrangères pour le maintenir au pouvoir. En application de la « doctrine Monroe », il a mis en garde toute puissance extérieure au continent d'y déployer des forces militaires.

Craignant une action russe de rétorsion, le président US, Donald Trump, a promulgué un décret (Executive Order) pour préparer

son pays à une possible attaque électro-magnétique [1].

[1] “Executive Order on Coordinating National Resilience to Electromagnetic Pulses”, by Donald Trump, Voltaire Network, 26 March 2019.

Ukraine

- Présidentielle en Ukraine: Le comédien Zelenski vire en tête - Reuters 1 avril 2019

Le comédien Volodimir Zelenski, favori des sondages, a remporté le premier tour de l'élection présidentielle dimanche en Ukraine avec 30,4% des voix, selon les résultats d'un sondage sortie des urnes.

Il devance le président sortant, Petro Porochenko, crédité de 17,8%.

Avec 14,2%, l'opposante et ex-Première ministre Ioulia Timochenko sera éliminée de la course si les résultats du scrutin confirment cette tendance.

Un second tour aura lieu le 21 avril prochain pour départager les deux candidats arrivés en tête dimanche.

Mais en Ukraine, le rejet des élites est encore plus vif qu'ailleurs. Selon un sondage Gallup publié ce mois-ci, la cote de confiance du gouvernement sortant n'est que de 9%, un "record" mondial (en 2018, la moyenne planétaire était de 56%). Quant à la corruption, 91% des personnes interrogées parlent d'un phénomène généralisé.

La participation définitive n'est pas encore connue. Mais à 15h00 (12h00 GMT), à cinq heures de la fin des opérations de vote, 45% des inscrits avaient accompli leur devoir électoral, contre 40% à la même heure lors du scrutin de 2014.

Zelenski s'est engagé à respecter les engagements pris vis-à-vis du Fonds monétaire international, qui a octroyé sous conditions plusieurs milliards de dollars à l'Ukraine. Reuters 1 avril 2019

Algérie

- Le président algérien Abdelaziz Bouteflika démissionne - Reuters 3 avril 2019

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a démissionné de ses fonctions mardi, sous la pression de la rue, après avoir passé 20 ans à la tête du pays.

Des centaines de personnes sont descendues dans les rues de la capitale Alger, mardi soir à l'annonce de la démission du président. Des jeunes gens ont fêté l'événement, agité des drapeaux algériens et circulé en convois de voiture à travers le centre-ville, là même où avaient commencé le 22 février les manifestations contre le vieux dirigeant.

Le président de la chambre haute du parlement, Abdelkader Bensalah, doit assurer désormais l'intérim de la présidence de l'Etat pendant une durée de 90 jours, jusqu'à la tenue d'élections.

Bouteflika a annoncé sa décision dans un court communiqué puis une lettre publiés par l'agence de presse officielle APS.

"J'ai pris cette décision afin de mettre fin aux querelles actuelles", déclare-t-il dans une lettre, son principal moyen de communication depuis cinq ans.

"J'ai pris les mesures appropriées, dans l'exercice de mes prérogatives constitutionnelles, pour les besoins de la continuité de l'Etat et du fonctionnement normal de ses institutions durant la période de transition", ajoute-t-il.

"La décision de Bouteflika (de démissionner avant la fin de son mandat) ne changera rien", a dit à Reuters mardi Moustapha Bouchachi, avocat et l'un des dirigeants des manifestations.

A ses yeux, la nomination par Bouteflika d'un nouveau gouvernement vise à perpétuer le système politique en place.

"Ce qui est important, à nos yeux, c'est que nous n'acceptons pas le (nouveau) gouvernement. Les manifestations pacifiques vont continuer", a-t-il dit. Reuters 3 avril 2019

Haut de page

Le 10 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (13 pages)

Quelques réflexions.

1- Samdei 6 avril 2019 à 18H30, la Préfecture de police de Paris recensait 14.919 contrôles préventifs pour seulement 3.500 manifestants, à croire qu'ils les ont contrôlés 4 fois ou qu'ils étaient au moins 4 fois plus nombreux, toujours est-il que c'est extrêment faible comme mobilisation.

2- Sauver la planète, c'est sauver le capitalisme en faillite !

3- La transition écologique, c'est la transition néolibérale ! C'est le brun repeint en vert !

4- Les conspirateurs sont ceux qui refusent de répondre aux questions qu'on leur pose.

5- L'épisode des Gilets Jaunes semble dans une impasse ou s'enlise, ce que nous avions prévu depuis le début, tandis que la majorité végète inlassablement ou refuse de se mobiliser, ce qui confirme notre analyse. D'après ce que j'ai lu dans un de leurs textes, les quelques 800 délégués de la deuxième Assemblée des Assemblées qui s'est réunie à Saint-Nazaire ne représentaient que 10.000 Gilets Jaunes dans tout le pays, c'est insignifiant. On veut bien croire que leur détermination est intacte et qu'ils gagnent en matûrité, et on sait que les gesticulations de Macron n'ont rien changé aux conditions de ceux qui n'en peuvent plus de ce régime. Mais pour autant, cela ne constitue ni une orientation politique ni une issue à la crise du capitalisme ni un instrument ou un guide pour avancer dans cette voie, car cela ne s'improvise pas ou ne peut pas jaillir en dehors ou en niant le processus historique dont fait partie la lutte de classe et ses enseignements.

La mayonnaise n'a pas pris manifestement. Quoique l'on propose aux travailleurs ne les intéresse pas en terme d'engagement politique, c'est à croire qu'autre chose les intéresse ou fait obstacle à leur mobilisation. Bien entendu, de préférence on ne cherchera à l'identifier, ce serait trop compromettant. Apparemment ni leur condition ni l'interprétation qu'ils en font ne correspondent à ce qu'en disent les uns et les autres, ceci expliquerait cela mais personne ne veut l'admettre. Cela dit, la décomposition de la société s'accélère et tout le monde ou presque semble s'y adapter ou se faire une raison. Elle peut pourrir sans provoquer la moindre réaction de masse, c'est tout du moins ce qu'on peut observer et n'est pas nouveau. Le niveau de conscience des masses n'a progressé nulle part dans le monde, il a même eu tendance à régresser ou à se désagréger. A quoi cela est-il dû ? A plusieurs facteurs, cela se manifeste par l'absence de conscience de classe entretenue par le mouvement ouvrier corrompu, qui se porte garant de la pérennité du capitalisme ou collabore avec lui au lieu de le combattre.

La médiocrité dans tous les domaines est devenue la norme que chacun a adoptée et à laquelle chacun est prié de se conformer sans autre perspective et encore moins d'idéal. Le culte rendu au pouvoir en place est si profondément ancré dans les esprits, qu'il peut se livrer à tous les excès sans entraîner la moindre réaction ou presque, qui demeurera somme toute ultra minoritaire et sans conséquences. C'est comme si l'homme croulant sous le poids de ses faiblesses avait oublié qu'il possédait la qualité d'être perfectible, la capacité de résoudre les contradictions auxquelles il est confronté pour s'élever au-dessus de sa condition d'esclave et s'en délivrer. Au lieu de cela, il s'y complaît et il va même jusqu'à le justifier au comble de l'absurde ou de l'ignorance.

Si tout est fait pour qu'il en soit ainsi, tout devrait être entrepris pour qu'il n'en soit plus ainsi, résolument, sans faille, sans compromission, sinon toute tentative s'avèrera stérile ou vaine. On a du mal à concevoir qu'une rupture et un changement d'orientation puisse constituer le prolongement logique d'un processus historique et déboucher sur un avenir meilleur. En fait, on est fâché avec la dialectique. On n'a pas assimilé que l'homme n'aurait jamais pu franchir les différentes étapes depuis l'époque de la barbarie ou de la sauvagerie jusqu'à la civilisation humaine sans ruptures brutales, soudaines, généralement violentes, sans sacrifices pour accéder à une condition meilleure. A ceci près que jusqu'à présent seule une minorité profita essentiellement de ces meilleures conditions, parce que ce fut toujours une minorité d'exploiteurs qui détenait les moyens de production et le pouvoir politique depuis que les classes et l'Etat existent, tandis que l'amélioration de la condition des exploités était conditionnée par les besoins du mode de production en vigueur ou leur lutte de classe, et donc susceptible de régresser. Il existe aujourd'hui en France des travailleurs qui subissent des conditions d'existence aussi épouvantables qu'au début du XXe siècle.

Si seule une rupture avec le mode de production capitaliste permettrait d'y mettre un terme définitivement, trop accablés par

de multiples difficultés cette perspective est hors de leur portée, tandis que ceux qui ont de meilleures conditions s'en contentent, quitte à abandonner leurs aspirations les plus profondes qui justement coïncideraient avec un changement radical et démocratique de société, leur temps de cerveau disponible étant occupé à autres choses ou à se distraire au lieu de penser à prendre leur destin en mains. Délivrer des préoccupations matérielles, ils devraient reporter leur attention sur les aspirations démocratiques dont ils sont frustrés, mais tel n'est pas le cas, tout du moins pas spontanément ou alors elles font l'objet d'une ignoble instrumentalisation de la part de l'oligarchie, qui s'en sert pour s'attaquer à l'ensemble des droits sociaux des exploités et les enterrer ou leur ôter de l'esprit qu'une société plus juste et meilleure pourrait exister. Du coup ils se replient sur leur condition, qui dans la mesure où elle leur permet encore de satisfaire leurs besoins élémentaires, ils s'en contentent, laissant ainsi la société continuer de dégénérer comme s'ils n'étaient pas concernés.

L'homme a la capacité de s'adapter à des conditions extrêmes, et plus il s'en éloigne, moins il sera apte à saisir le moment où il s'en rapproche, ensuite il sera trop tard. Au lieu d'aider les travailleurs à s'y préparer pour l'éviter ou pour l'affronter si malgré tout il était inévitable, on a fait exactement le contraire, on les a confortés dans leurs illusions et on a flatté leur ignorance rendant toute issue politique impossible. Entre ceux qui prétendent que tout serait possible sans se soucier des conditions existantes, et ceux qui affirment que rien ne serait possible quoiqu'on fasse, nous voilà bien lotis ou bien avancé!

Il semblerait qu'on n'ait pas compris que l'évolution des conditions matérielles précédait l'élévation du niveau de conscience des hommes, et au lieu de s'atteler à combler le fossé qui existait entre les deux on s'est évertué à le conforter ou à l'accroître encore.

Défense du marxisme.

Voici, plus précisément, comment Marx lui-même situait, dans une lettre à Joseph Weydemeyer datée du 5 mars 1852, sa contribution à l'étude de l'histoire :

«Marx à Joseph Weydemeyer (à New York), Londres, 5 mars 1852.

- ...En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes, et à une société sans classes...» (K. Marx, F. Engels, Oeuvres choisies, Tome premier, Éditions du progrès, Moscou, 1976, p. 549.)

Rafraîchissant, non ?

Les forces productives ont atteint un niveau de développement permettant de satisfaire tous les besoins de l'homme concomitamment, mais du fait que ce développement s'est effectué dans le cadre d'un processus historique inconscient ou d'un mode de production et de répartition des richesses basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, il devait conduire à la concentration des richesses et du pouvoir politique entre les mains d'une infime minorité au détriment des besoins du reste de la population mondiale toujours plus nombreuses qui exigeraient qu'ils soient satisfaits, de telle sorte que cette contradiction se caractériserait par une crise permanente et généralisé aussi bien sur le plan social que politique, qui portée à son paroxysme se traduirait par des conséquences sociales chaque jour plus intolérables pour les exploités et les opprimés et une situation politique de plus en plus imprévisible ou incontrôlable alimentant la lutte des classes, posant directement la question de l'orientation de la société ou du pouvoir, donc de l'Etat, dont l'issue ou la réponse dépendrait de la classe qui détiendrait le pouvoir politique, répressive, policière, liberticide, antidémocratique, totalitaire si l'oligarchie conservait le pouvoir et le mode de production capitaliste n'était pas aboli, sociale et démocratique si au contraire c'était les classes exploités et opprimés qui s'emparaient du pouvoir et instauraient une République sociale.

Comme chacun sait, le progrès social ne peut pas se concevoir sans développement économique, mais ce qu'on a tendance à oublier, c'est que le progrès social est l'expression d'une prise de conscience élémentaire des exploités qui sont à l'origine des richesses produites, et qui exigent la satisfaction de tous leurs besoins sociaux ou de toutes leurs aspirations démocratiques légitimes, ce qui évidemment constituent une menace permanente et fatale pour le régime en place s'ils parvenaient à la théoriser et à s'organiser pour s'emparer du pouvoir. C'est la raison pour laquelle la réaction concentre dorénavant tous ses efforts à la guerre idéologique et psychologique qu'elle mène comme les masses exploitées pour dévoyer ou corrompre la lutte de classe des exploités, et faire en sorte que leur niveau de conscience régresse ou ne parvienne jamais à la compréhension du processus historique dont ils sont les principaux acteurs, afin qu'elles se soumettent docilement au modèle de société totalitaire qu'elle a conçue ou qu'elles soient impuissantes pour s'y opposer.

Force est de constater que jusqu'à présent la réaction a réalisé d'énormes progrès dans cette direction-là. Cependant, si elle détient le pouvoir d'imposer aux travailleurs des conditions de travail ou d'existence de plus en plus insupportables, elle ne peut pas empêcher que les procédés grossiers qu'elle emploie pour manipuler les consciences demeurent inopérants sur des couches entières d'exploités, et surtout, elle est impuissante à transformer le plomb en or ou elle ne peut pas empêcher les

travailleurs d'interpréter leurs conditions à leur juste valeur, injuste et détestable, au point qu'ils en viennent à chercher une issue politique pour y mettre un terme, qui au départ se manifestera maladroitement, c'est inévitable, mais qui nourrit de leurs propres expériences et défaites gagnera en maturité pour peu qu'on les aide à en tirer les enseignements dans le cadre du processus historique qui doit les conduire à s'emparer du pouvoir politique pour changer de fond en comble la société en liquidant le capitalisme et ses institutions.

Ce n'est pas là une vue de l'esprit ou un voeux creux de militant dogmatique, c'est la dialectique telle qu'elle s'applique au système économique et à la lutte des classes dont on tarde à prendre conscience. Elle conduit infailliblement à un affrontement direct entre les classes que les gesticulations ou vociférations belliqueuses et haineuses de la réaction tentent de retarder, mais elle peut aussi conduire à la dégénérescence totale de la civilisation humaine si la réaction parvenait à imposer à tous les peuples une gouvernance mondiale totalitaire, ce qui équivaudrait à sa disparition.

Au milieu du XIXe siècle l'idée que le capitalisme rimait avec progrès social infini fut battue en brèche pour ressurgir un peu plus tard, puis elle retomba sous le bruit des canons pour rejaillir à nouveau entre deux guerres, une révolution tenta de lui porter un coup décisif, mais son camp était trop faible ou mal préparé pour en venir à bout. Du coup, une nouvelle fois elle refit surface plus virulente que jamais. On eut pu croire qu'une seconde guerre mondiale lui serait fatale, mais il n'en fut rien. Bien au contraire, elle envahit littéralement le mouvement ouvrier trahit par ses dirigeants, et pendant les trois décennies suivantes elle en devint même la coqueluche sur le plan idéologique. La mystification fut tellement parfaite, que lorsque l'oligarchie sifflera la fin de la récréation quelque temps plus tard, personne ne comprendra vraiment ce qui était en train de se passer pour s'être laissé corrompre par cette illusion les décennies précédentes. D'un coup le mirage s'était évanoui, ce qui n'empêcha pas la confrérie des opportunistes réunis de s'y accrocher puisque c'était le seul os qui leur restait à ronger après avoir tourné le dos au socialisme, mais cette fois hypothétiquement puisque l'époque de réformes progressistes était définitivement révolue, ce qui allait se traduire progressivement par la remise en cause du mouvement ouvrier de la part des travailleurs qui le désertaient ou s'en détournaient massivement. Le mouvement ouvrier n'incarnerait plus que le corporatisme et les couches qui s'y organiseraient encore seraient récompensées par le régime en échange de leur collaboration de classe, ce qui permettait de tenir artificiellement en vie cette funeste et dramatique illusion. Mais ce que nos dirigeants n'imagineront pas, c'est que même cette illusion devenait néfaste pour la réaction et qu'il fallait la faire disparaître à son tour, de gré ou de force. Pour être plus précis, c'est la réaction qui dorénavant se chargerait de la faire vivre, en ne permettant à personne d'autres de se mêler de ses affaires, autrement dit, l'heure de faire disparaître le mouvement ouvrier et toute opposition au régime avait sonné pour acheter la liquidation des droits sociaux et politiques acquis par la classe ouvrière depuis la fin du XIXe siècle.

Ainsi le régime et sa véritable nature apparaissait plus nu et laide que jamais à la stupéfaction de tous ceux qui en avaient fait leur idéal ou qui s'y étaient ralliés. Une fois le socialisme totalement déformé, renié, puis jeté à la poubelle, et le mouvement ouvrier marginalisé ou réduit à l'impuissance, totalement corrompu, la réaction et le capitalisme demeureraient seuls maîtres à bord. Il ne leur resterait plus qu'à dévoyer ou briser les dernières résistances, d'une part en les associant à ses campagnes de type identitaire ou communautariste pour mieux les diviser et les détourner du régime, d'autre part en les soumettant quotidiennement à une propagande hystérique, à un matraquage médiatique frénétique relayé par les réseaux dits sociaux destiné à les faire douter de leurs propres convictions et les induire en erreur, ce qui jusqu'à maintenant à parfaitement fonctionné il faut bien le reconnaître, puisque quand bien même un profond mouvement populaire verrait le jour et perdurerait pendant des mois, somme toute très minoritaire, ils ont été incapables d'adapter leurs discours en conséquence, et d'expliquer pourquoi l'immense masse des travailleurs et jeunes ont refusé d'y participer pour chasser Macron et sa politique ultra réactionnaire, ce qui signifie à ce stade que personne n'en tirera des enseignements politiques.

Le brouillon d'un courriel jamais envoyé.

Le président Trump s'est fait élire sur la promesse de renverser le capitalisme financier, écrivez-vous. Je comprends bien qu'il ne s'agisse que d'une promesse, mais tout de même, qu'il me soit permis d'en douter fortement. Apparemment vous y croyez, or cela pose de nombreuses questions.

J'ai consulté la presse américaine sur Internet et je me suis aperçu que Trump bénéficiait du soutien de Larry Fink, le PDG de BlackRock, l'institution financière la plus puissante au monde gérant plus de 6 000 milliards de dollars d'actifs.

Votre affirmation pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses, et compte tenu de l'enjeu du sujet, il me semble qu'il faille le creuser pour trouver les bonnes, sous peine en ce qui vous concerne, de laisser vos lecteurs dans l'expectative à défaut de savoir sur quel pied danser, dit autrement, vous en dites trop ou pas assez et cela ne sert à rien.

Je n'ai pas les moyens dont vous disposez pour étudier ce sujet avec la rigueur qui s'impose malheureusement, ou alors je devrais y consacrer tout mon temps pendant une longue période. Aussi je me contenterai de vous fournir quelques éléments de réflexion.

- Il va de soi que la guerre des clans à laquelle se livre le sommet de l'oligarchie à quelque chose à voir avec la crise du capitalisme...qui devient de surcroît une crise de la civilisation humaine...

- Nous savons que les lois de fonctionnement du capitalisme contiennent des contradictions qu'il ne suffit pas de nier ou de

contourner pour qu'elles cessent d'exister, ce que les oligarques ont parfaitement compris.

- Le développement du système économique capitaliste conduit à toujours plus d'accumulation du capital, ce qui se traduit par la concentration de la richesse entre quelques mains, 1% de la population dit-on. Tandis que la population mondiale et ses besoins ne cessent d'augmenter, ainsi que la pauvreté dans le monde, entre autres conséquences néfastes, explosives et insoutenables à terme.

- Parmi ces contradictions, on trouve aussi la baisse tendancielle du taux de profit qui ne peut être compensée qu'en produisant et consommant toujours davantage, en augmentant le volume du profit réalisé au détriment des conditions dans lesquelles il a été réalisé. Quant à la main d'oeuvre à bas coût, qui est une solution temporaire pour réaliser plus de profit, elle ne fait que renforcer cette tendance ou accélérer l'accumulation du capital qui conduit à la crise ou à l'effondrement du capitalisme. Ces deux facteurs se nourrissent l'un de l'autre...

- En 2008, bien avant en réalité, le capitalisme mondial aurait dû se disloquer, or il fut sauver par les gangsters qui se sont appropriés la planche à billets (dollar notamment), qui ainsi se sont joués des contradictions du capitalisme qui le mènent à la faillite, car ce système économique est bel et bien en faillite depuis des lustres maintenant...

- Il existe donc une mafia financière qui possède le statut de faux monnayeur et qui peut agir à sa guise en toute impunité sur les places boursières du monde entier, puisque c'est elle aussi qui fixe les taux de change entre les monnaies, les matières premières, etc. ou la valeur des actions, obligations, etc. bref, qui fixe la règle du jeu en étant juge et partie, c'est un unique personnage qui endosse le rôle du gendarme et du voleur.

- C'est la crise du capitalisme et la manière de l'affronter qui divise les oligarques...

- Le capitalisme financier est présent dans ces deux clans, et Wall Street finance les deux candidats qui s'affrontent à l'élection présidentielle...

- Parmi le capitalisme financier, il faut distinguer ceux qui ont accès à la Fed et profitent de sa générosité, et ceux qui n'en ont que les retombés, les membres des différents cercles intermédiaires ou inférieurs de l'oligarchie en fonction de leur fortune ou leur pouvoir...

- Tous les oligarques investissent à la fois dans la finance et l'industrie, ensuite quel usage ou quel profit ils comptent en tirer est variable, c'est sans doute l'un des aspects les plus difficile à cerner, parce que parfois ou souvent viennent se greffer dessus des intérêts extérieurs, politique par exemple.

- La stratégie néolibérale correspond au stade du développement du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, aux besoins de ce système économique pour assurer sa survie. Elle en est la traduction ou l'interprétation, et si elle viole ses lois de fonctionnement en recourant à des méthodes financières mafieuses, c'est parce qu'elle n'a pas le choix. (Je rajoute : Pour être plus précis, le néolibéralisme est la réponse à la crise insoluble du capitalisme qui ne peut aller qu'en s'amplifiant. Compte tenu qu'elle n'a pas d'issue hormis le conduire à son effondrement aux conséquences imprévisibles et difficiles à contrôler, le néolibéralisme qui se destine de remplacer le capitalisme par un régime totalitaire, se doit de l'accompagner dans sa chute ou même provisoirement de le sauver si nécessaire paradoxalement. Et c'est cette contradiction qui nourrit les courants souverainistes ou populistes.)

- On perçoit clairement qu'à la concentration du capital ou du pouvoir économique correspond son pendant politique, la tentation de se réunir en cercle restreint et clos pour décider du sort de tous les peuples à leur place... Toutes les institutions supranationales ou internationales reconnues ou opaques tendent à jouer ce rôle en étant toute orientées dans la même et unique direction, qui justement correspond à la conception néolibérale de la société ou du monde...

- On en est arrivé au point où l'oligarchie détient absolument tous les pouvoirs économique, politique, judiciaire, militaire, médiatique, institutionnels, constitutionnel, sans qu'aucune trace d'alternative ne se dessine à l'horizon, ce qui renforce l'impression qu'elle serait toute puissante ou son pouvoir inaliénable...

- Son point faible, outre les 7,4 milliards qui frappent à la porte avec impatience pour que leurs besoins soient satisfaits, figure le niveau inégal du développement du capitalisme dans le monde, certains pays demeurant sous-développés, tandis que d'autres ont atteint différents stades de développement, pendant que les plus développés sont entrés en putréfaction, à l'instar des Etats-Unis où les superstructures du pays ont atteint un niveau de délabrement avancé ou inquiétant, ou encore de l'Italie comme on vient de le voir...

- Ces inégalités de développement se traduisent par des inégalités sociales importantes d'un pays à un autre, il n'est donc pas possible de les traiter de la même manière sur le plan politique, or c'est ce que préconise l'oligarchie financière. Il faut préciser que dans les pays les plus développés, l'heure est à la lutte de classe chez les exploités pour tenter de conserver les droits

sociaux qu'ils avaient acquis lors des périodes antérieures et qui sont attaqués de toute part, tandis que dans les autres pays ils se mobilisent pour obtenir leur part du développement en cours.

Dans les premiers se mettent en place des régimes populistes, centriste ou d'extrême droite, voire des coalitions aux relents d'union nationale, de Front populaire, qui demeurent tous subordonnés à l'oligarchie ou à ses institutions, FMI, Banque mondiale, l'UE, etc. Dans les seconds, du fait qu'ils continuent d'être rackettés ou pillés par les multinationales des premiers, qu'ils subissent le chantage du FMI, leur développement demeure largement entravé ou il se réalise dans des conditions d'exploitation telles que le sort de la population laborieuse demeure précaire ou exécrable, et la pauvreté est omniprésente.

Les uns gagnent en sécurité au détriment de leur liberté, tandis que les autres sont davantage exploités pour consommer plus, le miracle de la "démocratie" pour les uns, celui de la "croissance" pour les autres ! Bref, les deux ne peuvent que s'enfoncer dans le chaos et la violence.

Où va se nicher l'opportunisme. Le dogmatisme conduit au pire aveuglement ou à croire des "***contes de fées***".

- Sur le mouvement pour le climat "Friday for Future" - Tendance Claire du NPA 12 mars 2019

Le mouvement « Friday for Future » est parti de Suède, à l'initiative de la lycéenne Greta Thunberg, qui, depuis le mois d'août dernier, sèche les cours tous les vendredi pour exiger que les gouvernements prennent des mesures face à l'urgence climatique. En décembre 2018, elle a tenu un discours lors de la COP23, appelant les lycéens et lycéennes du monde entier à se mobiliser.

- Les jeunes, plus chauds que le climat: Échos de l'AG inter-facs de Jussieu - Tendance Claire du NPA 16 février 2019

La COP 24 a donné à voir, jusque dans les médias dominants, la légitime révolte de la jeunesse mondiale face à la crise écologique – révolte incarnée notamment par la lycéenne Greta Thunberg.

LVOG - Pour un peu, demain ils seront invités par le forum de Davos pour lancer leur appel à la révolution socialisme mondiale ! Quel délire !

J'ai publié le 3 avril un article de Reporterre intitulé *Le capitalisme vert utilise Greta Thunberg* datant du 9 février 2019. J'en ai publié des extraits dans la causerie du 3 avril, au passage, j'ai supprimé les deux paragraphes que j'avais copiés en double. Pour ceux qui ne l'ont pas lu, une jeune Suédoise autiste de 16 ans aurait mobilisé la terre entière pour sauver le climat, sauf que derrière ce conte de fées se trouve à l'origine un réseau d'oligarques qui a été créé de toutes pièces par le Forum économique mondial (Davos) en 2011.

Personnellement, dès que les médias ont annoncé que la mobilisation des jeunes pour le climat répondait à l'appel d'une jeune fille de 16 ans, échaudé par les manipulations de cadavres de gosses syriens pour justifier le bombardement de la Syrie, je n'ai pas seulement trouvé cela suspect, spontanément je me suis dit que c'était encore une opération pourrie montée de toutes pièces par l'oligarchie, bingo, sans mérite tellement cette histoire était invraisemblable et ridicule.

Qu'à l'extrême gauche la palme de l'opportunisme ou du crétinisme revienne au NPA ne surprendra pas nos lecteurs. Mais là ils se sont surpassés. Pourquoi je relate cette pitoyable histoire, parce qu'elle met en relief le degré d'abrutissement ou de décomposition politique qu'on peut atteindre tout en se réclamant du marxisme, du socialisme, du trotskysme.

Et on n'est pas en présence d'arriérés ou d'illettrés qui se feraient manipuler à la première occasion, non, ce sont des professeurs d'université ou de l'école normale supérieure qui manifestement ont perdu toute notion de discernement ou de logique, et qui plus est se prennent pour des dirigeants d'un courant d'extrême gauche. En fait, ces militants participent à la manipulation des masses par l'oligarchie et le gouvernement. Dès lors, quelle crédibilité peut avoir un tel courant ou parti, aucune.

Ces professeurs confondent pédagogie et démagogie.

Ils volent au secours de n'importe quelle cause sans se soucier de savoir à qui elle doit profiter, n'importe quel attrape-nigaud fera l'affaire, et le plus pitoyable encore, c'est qu'ils passent leur temps à accuser les autres courants d'extrême gauche ou de leur propre parti de se laisser influencer par l'idéologie de la classe dominante, à raison d'ailleurs, leur dernière accusation en date est récente, elle date du 4 avril, où ils dénonçaient un texte manifestement "réformiste" signé par des membres du NPA (Et de LFI, du PCF, Attac, de la Fondation Copernic [PS], de Podemos, du CADTM, notamment), intitulé *Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe*, pour finalement faire guère mieux de leur côté ! Pour dire deux mots de ce "*manifeste*" que j'ai parcouru en diagonal, il repose sur un "*gouvernement populaire élu*" qui ne verra jamais le jour et qui surtout ne devrait pas rompre avec le capitalisme, dès lors toutes les propositions qu'il contient sont caduques, c'est un couteau sans lame, un tour d'illusionnistes.

Donc avant de rejoindre un parti politique, il est préférable de ne pas s'emballer, de ne pas se laisser séduire par de beaux

discours qui généralement correspondent à ce que vous vouliez entendre pour obtenir votre adhésion, je n'irais pas jusqu'à dire pour vous embobiner, bien que cela puisse se produire aussi. Quand un parti, ses dirigeants et ses militants en arrivent à se situer sur le terrain de classe de l'oligarchie au lieu de demeurer strictement sur celui de la classe ouvrière, d'emblée vous êtes en droit de vous dire qu'il n'y absolument rien à en attendre ou que vous n'y avez pas votre place, à moins bien sûr que vous souhaitiez collaborer avec l'oligarchie pour l'influencer.

Si on peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui, on peut envisager de mener des actions ou de participer à des combats, mais pas avec n'importe qui, surtout quand il s'agit de cautionner une entreprise qui finalement ne profitera qu'à la réaction, on s'abstiendra de se corrompre.

Ces gens-là sont fâchés avec la dialectique et la réalité sur lesquels repose le socialisme, du coup ils ne savent plus quoi faire ou inventer pour justifier leur étiquette d'extrême gauche. Ils en arrivent à se comporter en vulgaires aventuriers, il suffit à l'oligarchie de sortir sa plaquette anti-mouches pour les attraper au vol ! Et ça marche à tous les coups comme j'ai pu l'observer pendant 19 ans, car évidemment ils croient les versions officielles après chaque évènement intervenu dans le monde, qu'elles proviennent de gouvernements ou de médias.

C'est d'ailleurs ce qui me distingue d'absolument tous les partis, car je ne crois rien aveuglément et je ne me marche dans aucune opération pourrie commanditée par l'oligarchie, mieux, je les dénonce et les combats. Je m'en tiens strictement aux faits, et quand je ne suis pas en mesure de savoir ce qui s'est réellement passé, de préférence je m'abstiens ou j'avoue mon ignorance contrairement à tous ces gens chez lesquels la vérité est innée, même dans la bouche de G.W. Bush par exemple!

Si j'ai retenu les leçons de mes erreurs passées en la matière, il faut bien avouer que personne n'est à l'abri d'une manipulation, puisqu'on prend connaissance des détails d'une affaire que progressivement, aussi nous arrive-t-il encore face à l'urgence de la situation ou selon les développements qu'elle prend, d'adopter une version ou une position qu'il faudra modifier par la suite, et par les temps qui courent où la désinformation de la part des médias est systématique, on peut prendre la précaution de recouper certaines informations provenant de différentes sources et se faire abuser malgré tout, parce que toutes reproduiront celle fournie initialement qui était délibérément fausse, j'ignore si le diable se cache dans le détail, pour les faussaires assurément ! Wait and see, it's the best.

Pas de quoi devenir paranoïaque pour autant. Soyons modeste, c'est indispensable pour rester lucide et mentalement équilibré.

Une autre mystification désuète.

- Grand débat: la défiance des Français s'accroît encore - Le HuffPost 3 avril 2019

Tandis qu'Emmanuel Macron mise sur ce grand débat pour en finir avec la crise des gilets jaunes, 61% des Français interrogés par YouGov estiment que les propositions qui émaneront des débats n'infléchiront pas la politique du gouvernement.

Tandis que les manifestations du samedi se poursuivent tant bien que mal, plus d'un Français sur deux déclare toujours soutenir le mouvement (54%, 2 points de moins qu'en mars). Un score remarquable pour une mobilisation qui dure désormais depuis plus de quatre mois.

Même constat concernant la légitimité des gilets jaunes: la part de Français jugeant la mobilisation justifiée reste très similaire au mois dernier (68%, -1 point). Le HuffPost 3 avril 2019

Selon un sondage Elabe pour BFMTV paru mercredi, 79% des Français estiment que le "grand débat national" ne résoudra pas la crise politique ("9 points en un mois), 68% que les points de vue exprimés ne seront pas pris en compte ("5 points) et 62% qu'Emmanuel Macron et son gouvernement tiendront compte des points de vue exprimés (+7 points). AFP 3 avril 2019

LVOG - Non, non, vous avez bien lu ! Si 68% expriment un point de vue et que 62% expriment un point de vue contraire, cela signifie que forcément près de la moitié pensent tout et son contraire, cela dépasse le délire, c'est de la folie pure ! C'est cela, on va les rendre fous.

Quand la supercherie tourne au grotesque.

- La synthèse du grand débat sera biaisée, mais il y en aura des dizaines d'autres- Le HuffPost 08 avril

- Plusieurs organisations (GIS Démocratie et Participation, l'ICPC et le CEVIPOF) ont lancé un "observatoire des débats".

- Cartolabe (Inria et CNRS) accessible en ligne, permet ainsi de se balader dans les contributions du grand débat comme dans une galaxie.

- David Chavalarias, directeur de recherche au CNRS, a réalisé un travail similaire en réutilisant Politoscope,

- La société Atlas Semantiques, fondée par des linguistes, travaille elle aussi à analyser de manière automatisée les contributions en ligne du grand débat.

- Trois spécialistes en informatique anonymes ont lancé Witted, une page web proposant une synthèse des contributions en ligne du grand débat.

- Marion Bendinelli et Virginie Lethier, du laboratoire ELLIADD, ont par exemple analysé un cahier de doléances d'une petite ville de Franche-Comté.

- Le laboratoire Pacte a lancé une grande enquête sur ce mouvement, grâce à un questionnaire diffusé depuis décembre 2018 sur les groupes Facebook locaux de gilets jaunes. Le HuffPost 08 avril

Quand l'espoir ne fait plus vivre, c'est que le dénouement approche !

- Sondage : l'Europe ne fait plus rêver les Français, seuls 29% y voient "une source d'espoir" - Franceinfo 4 avril 2019

L'enquête Odoxa-Dentsu consulting pour franceinfo et "Le Figaro".

Mais il y en a encore qui y tiennent mordicus. Qui a dit plus d'UE que moi tu meurs ?

- "*Le Brexit nous alerte avant tout sur cet éloignement de l'UE de ses peuples.*"

LVOG - Un aveu, un regret, un grand malheur !

Réponse : Manon Aubry (LFI), jeudi soir sur le plateau de France 2. Elle est digne de son homonyme du PS.

Pour qui roule LFI, vous avez la réponse.

Parole d'internaute

1- "On va pas refaire le match du procès en jaunitude des syndicats mais bon si vous y tenez.. Arnaud Montebourg faisait remarquer récemment que les Gilets Jaunes avaient obtenus plus choses en quelques mois que les syndicats en cinq ans. Ils n'ont pas obtenu grand chose et pourtant c'est vrai… Je baigne dans les vestiges d'un monde qui reste assez syndiqué. Syndiqué moi même j'ai des amis proches délégués syndicaux. Aucun n'a compris ce qui se passait le 17 novembre. Aucun n'a participé. Finalement certains on fini par rejoindre le mouvement à titre personnel. Et encore sous l'insulte des directions.

Les syndicats sont indispensables (sinon c'est les corporations comme avant la révolution ou pire… rien). Mais comment nier qu'ils se sont complètement décrédibilisés par des années de stratégies perdantes (pour les gentils, "méchants" ?

Les Gilets Jaunes ont entièrement raison de rejeter les syndicats actuels. Les gilets jaunes sont l'occasion de refonder le mouvement syndical comme tout le reste."

LVOG - Refonder le mouvement ouvrier...

2- "Pour parler en termes marxistes, on peut dire que les syndicats ont été progressivement intégrés à l'Etat bourgeois et en sont aujourd'hui plus à défendre leurs rentes plutôt que l'intérêt du prolétariat."

LVOG - A défendre le régime.

3- "L'un des mérites du mouvement des Gilets Jaunes est d'avoir accéléré la mise à nue du visage hideux de la classe dirigeante française et le lâche conformisme des "bons élèves" désormais réduits à s'indigner de l'indulgence du maître pour les "cancres", les "beaufs", les "analphabètes", les "sans-dent", transformés en "factieux" pour l'occasion afin de justifier leur mise à mort économique sans que cela ne cause trop de dissonance cognitive pour les bourreaux et leurs alliés. Le souci c'est que sur le plan intellectuel même, censé être la justification contemporaine de la pyramide social sur le plan concret et symbolique, on s'aperçoit que cette classe dirigeante ne vaut finalement pas grand chose, et on peut remercier les partisans de LAREM pour en faire tous les jours la démonstration éclatante."

4- "Une des conséquences les plus inattendues et les plus éprouvantes des gj a été pour moi de prendre conscience plus en profondeur de nombreux événements historiques que je “savais” (livresquement) sans les “connaître” (les éprouver). Nous en avons ici un exemple.

J’avais beau admettre la réalité de l’Holocauste des juifs et des tsiganes, c’était une réalité relativement conceptuelle. La majorité des Allemands avait elle laissé faire ou véritablement approuvé? Et cela était du passé. Rien dans mon quotidien et surtout pas l’antisémitisme résiduel (et encore moins l’instrumentalisation du mot) ne pouvait raccrocher ce passé au présent. L’épouvantail du rappel des heures sombres et des divers “plus jamais ça” n’étaient que des pitreries vides de sens tant il était évident qu’on n’en était pas là. Personne n’allait faire de pogroms de juifs ni mettre d’Arabes à la mer en France pour de vrai.

Et tout d’un coup cette haine autorisée. Cette haine déversée à grand jets dans les médias. Cette haine institutionnelle qui rend le pire possible. Tout s’éclaire. On comprend le passé car son fantôme a brusquement surgit. Oui cela s’est bien passé “facilement” drancy et le reste. Le danger n’est pas le discours de haine en soi. Le danger c’est la haine d’etat augmenté de la lâcheté ou la corruption de la police et de la magistrature. Nous y venons."

5- "Vous mettez en lumière, à partir de votre expérience (que je partage), un des apports fondamentaux de ce mouvement: un grand nombre de citoyen et particulièrement tous ceux qui participent aux GJ, ont vu et vécu la “vérité” de ce pouvoir, oligarchique,manipulateur, répressif, propagandiste, autoritaire. Ils ont vu de leurs yeux les “connivences” affairistes, médiatico-politiques, intellectuelles. Ils perçoivent le fond antidémocratique de cette Vème république.Ils voient et pour les milliers d’interpellés ils vivent ” la haine d’état, augmenté de la lâcheté ou la corruption de la police et de la magistrature”. Pour beaucoup tout cela n’est plus une abstraction conceptuelle, une approche scolaire ou des livres d’histoire.Cette conscientisation de la réalité socio-politique de notre pays, réalisée par le corps (on pense avec le corps), restera un acquit quelque soit le résultat de cette “séquence historique” (encore un concept qui prend corps), car comme vous le dites :”On comprend le passé car son fantôme a brusquement surgit.” Et comprendre le passé c’est préparer l’avenir…"

6- "Contrairement à vous, peut-être une affaire d’imagination désordonnée de ma part, je n’avais pas le même problème pour me rendre compte de la noirceur et de la volonté manifeste de la cruauté, de l’inculture ou de la cupidité sans nom des gens du passé en ce qui concerne les événements dont vous parlez. Mais je vous rejoins quand même au moment où je vois sur les vidéos une élite mentir délibérément aussi et des forces de l’ordre insulter et frapper, délibérément aussi. Moi aussi je me dis “on y est”."

7- "« Le danger c’est la haine d’état augmentée de la lâcheté ou la corruption de la police et de la magistrature. Nous y venons. »

Le peuple apprend. Douloureusement, souffrant, attaqué, battu, mutilé, méprisé, diabolisé, rejeté, ignoré, ses institutions manifestement corrompues puis en ruine (c’est tout un!), il s’éveille, devenu et traité sans contredit tel l’ennemi intérieur. — Ce n’est pas peu dire…

Courage donc, indomptables unissons-nous, restons inébranlablement unis contre ce qui nous tue, il le faut, nous y sommes!"

8- "En l’occurrence, il s’agit bien de haine, haine du peuple (non pas du populisme, précisons-le!) . Après des mois de haine, une répression soutenue, répétitive, non seulement haineuse mais toujours plus barbare, après toutes ces plus diverses tentatives indignes d’anéantir le soulèvement des Gilets Jaunes, on ne peut parler avec justesse et en toute justice que de haine.

Des centaines d’heures d’enregistrement en continu des manifestations, de diffusion sur les médias traditionnels, de discussions insensées, d’accusations grotesques, de procès d’intentions ignobles, de diabolisation incessante, de déni invraisemblable et de quoi encore… l’attestent. On ne s’y trompe donc pas. «Haine » est le seul mot juste qui désigne le sentiment sous-jacent dominant au Pouvoir, et qui s’exprime publiquement, jour après jour, sans aucune retenue.

Orwell ne s’y trompait pas davantage.

« Les 2 minutes (et la semaine) de la Haine dans 1984, de George Orwell »

Dans le cas qui nous occupe, ce ne sont ni des minutes, ni une semaine, mais bien des mois de haine hargneuse, fondée sur des décennies de haine profonde, haine de classe, haine de privilégiés, haine de faux «méritants » et d’imposteurs, aussi arrogants que corrompus, qui désormais se fait jour dans la plus totale indécence."

LVOG - Faut-il encore inscrire toutes ces expériences dans le cadre du processus historique inconscient dans lequel le capitalisme et la lutte des classes se sont développés depuis plus de 3 siècles, pour en tirer des conclusions théoriques et pratiquent et les traduire en terme organisationnel permettant à l'humanité de se débarrasser des obstacles au progrès social et à la démocratie : le capitalisme et ses institutions. Tout le reste n'est que baratin.

Quand le ministère de la Propagande change de dimension sans changer de nature...

- Claude Lelouch et une vingtaine de cinéastes interpellent Macron sur la future loi audiovisuelle - Le HuffPost 7 avril 2019

Costa Gavras, Claude Lelouch, Olivier Nakache et Éric Toledano interpellent Emmanuel Macron dans une tribune “Soyons à la hauteur!” Une vingtaine de cinéastes interpellent le président Emmanuel Macron sur la future loi audiovisuelle, demandant à ce que le modèle français ne soit pas “sacrifié sur l’autel” de l’“ultralibéralisme”, dans une tribune publiée par le Journal Du Dimanche ce 7 avril.

Ce texte intitulé “60e anniversaire du ministère de la Culture : le combat continue ?” est signé notamment de Claude Lelouch et Radu Mihaileanu, présidents de l’ARP (Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs).

Olivier Nakache, Éric Toledano, Éric Lartigau, Nathalie Marchak, Philippe Le Guay, Costa Gavras et Pierre Jolivet figurent également parmi les signataires.

Tous déplorent que les géants américains (Disney-Fox, Netflix, Amazon, Apple, Facebook) “accentuent une hégémonie que nous étions parvenus jusqu’ici à limiter grâce à l’exception culturelle” et “déploient de véritables stratégies de prédation économique pour inonder les territoires européens de contenus américains”.

“Ils ébranlent les écosystèmes vertueux que nous avons mis tant d’années à construire”, regrettent-ils, estimant que “si ce modèle vertueux doit être modernisé à l’ère numérique, il ne peut en aucun cas être sacrifié sur l’autel d’un ultralibéralisme déjà en partie responsable de la dégradation de nos sociétés et de la poussée des extrémismes”.

Pour les cinéastes, “c’est malheureusement cette voie qu’a privilégiée l’Autorité de la concurrence dans son récent rapport relatif à la prochaine loi audiovisuelle”qui doit être présenté cet été en Conseil des ministres par le ministre de la Culture. Le HuffPost 7 avril 2019

BFMTV de l'appareil répressif de l'Etat.

- Violences policières : la colère des policiers après les propos d'un haut-gradé de la gendarmerie - AFP 08.06

Alors que la mobilisation des "gilets jaunes" dure depuis cinq mois, BFMTV a diffusé lundi soir 8 avril une enquête intitulée "Police : au cœur du chaos".

La chaîne revient notamment sur l'acte III de la mobilisation, qui s'est déroulé le 1er décembre dernier. Une journée d'action particulièrement violente, marquée par le saccage des Champs-Élysées et notamment de l'Arc de Triomphe.

Le documentaire consacre également un chapitre sur la polémique des violences policières. La chaîne revient notamment sur l'épisode des "gilets jaunes" matraqués par des CRS dans le Burger King de l'avenue de Wagram à Paris, à proximité du rond-point de la place de l'Étoile. À l'époque une vidéo postée sur Youtube par l'agence Hors-Zone Press avait fait beaucoup de bruit. Devant les caméras de BFMTV, le colonel de gendarmerie Michael Di Meo, qui commandait ce jour là les gendarmes mobiles dans la capitale, l'affirme : "Ce sont des violences policières". (La spontanéité avait valeur ici de constat ou d'aveu. - LVOG)

Une déclaration qui a fait réagir le directeur général de la Police nationale, Éric Morvan. "'Violences policières' suggère un système, sciemment organisé. C'est évidemment faux", a-t-il dénoncé sur Twitter. "S'il y a fautes ou manquements à la déontologie, justice et inspections interviennent et sanctionnent. J'appelle certains commentateurs, fussent-ils gendarmes, à respecter le temps des enquêtes", poursuit-il.

Le syndicat de policiers Synergie-Officiers est également monté au créneau. Dans un tract, le syndicat déplore "une stratégie de dénigrement de la part de la gendarmerie", qui "devient systématique en l'absence de réaction des plus hautes autorités". Il exige une condamnation de ces propos par le ministère de l'Intérieur lui-même, en plus d'un "rappel à l'ordre" de la gendarmerie, "qui n'est pas la directrice de conscience des policiers". (En effet, c'est le ministère de l'Intérieur qui est directement responsable des violences policières. - LVOG)

Patrice Ribeiro, le patron du syndicat Synergie a estimé au micro de France Inter que c'était "scandaleux" qu'un colonel de gendarmerie prononce une telle "sentence morale". "Nous n'avons pas de leçon à recevoir des gendarmes", a-t-il assuré.

Du côté de la Gendarmerie nationale, l'heure est à l'apaisement. "Face à toute plainte, seules les inspections enquêtrices et la justice saisies établiront les responsabilités. Rien ne saurait opposer nos deux forces", a assuré son directeur Richard Lizurey, dans un tweet posté par la porte-parole de la Gendarmerie nationale.

"La réponse des policiers et gendarmes est toujours proportionnée", a de son côté affirmé le secrétaire d'État à l'Intérieur

Laurent Nuñez, invité à débattre sur le plateau de BFMTV après la diffusion du documentaire. (Mais les travailleurs n'ont pas le droit de recourir à une réponse proportionnée aux violences qu'ils subissent quotidiennement de la part de l'Etat. Dès lors les travailleurs ont le choix entre aller se coucher ou opter pour une réponse au niveau supérieur qui peut aller jusqu'à appeler à l'insurrection, mais on n'en est pas là. - LVOG) AFP 08.06

Ils osent tout.

- L'Assemblée vote l'instauration de la taxe sur les géants du numérique - AFP 9 avril 2019

L'Assemblée nationale a voté (par 55 voix contre 4 et 5 abstentions - ndlr) lundi soir en première lecture l'instauration d'une taxe sur les géants mondiaux du numérique, qui doit faire de la France un des pays pionniers en la matière. AFP 9 avril 2019

LVOG - Plus de 500 députés ont estimé inutile de se déplacer pour entériner cette grotesque supercherie.

- Philippe: les 80 km/h décidés pour "sauver des vies" et non "remplir les caisses" - AFP 9 avril 2019

Le Premier ministre Édouard Philippe a regretté lundi la "défiance" manifestée au moment de l'instauration de la limitation de vitesse à 80 km/h, une mesure impopulaire décidée pour "sauver des vies" et non pour "remplir les caisses" de l'Etat. AFP 9 avril 2019

- "Parapluies" de Hong Kong: des figures de la démocratie reconnus coupables - AFP 9 avril 2019

Des figures du mouvement prodémocratie de Hong Kong risquent la prison après avoir été reconnues coupables mardi pour leur rôle dans des manifestations monstre, un procès qui sonne l'alarme pour les libertés de l'ex-colonie britannique confrontée à l'emprise de plus en plus affirmée de Pékin... AFP 9 avril 2019

LVOG - Ce mouvement est piloté par la NED/CIA. J'ai mis antérieurement en ligne des documents qui le prouvent...

- Trump accuse de "terrorisme" les Gardiens de la Révolution, l'Iran riposte - AFP 9 avril 2019

Les Etats-Unis ont placé lundi les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique du régime iranien, sur leur liste noire des "organisations terroristes étrangères"... AFP 9 avril 2019

LVOG - L'article suivant éclaire cette décision.

- Londres a délibérément laissé un réseau criminel financer le jihad - Réseau Voltaire 8 avril 2019

Selon le Sunday Times [1], les administrations britanniques ont laissé un réseau criminel détourner 8 milliards de livres pour financer le jihad, sans intervenir.

Le journal assure que le MI5 n’a pas été informé de ces activités, mais ne dit pas qui a protégé les financiers du jihad.

Cette information confirme l’enquête de Thierry Meyssan sur le soutien apporté depuis un demi-siècle par la Couronne à la Confrérie des Frères musulmans et au terrorisme islamique [2].

L’hebdomadaire évoque des transferts de fonds observés par l’administration des douanes vers Al-Qaïda, ainsi que des liens avec les auteurs des attentats de Londres du 7 juillet 2005. Un fonctionnaire assure même avoir vu un des responsables du réseau en conversation avec le Premier ministre Tony Blair lors de la guerre contre l’Iraq. Réseau Voltaire 8 avril 2019

Notes.

[1] “Taxman kept quiet while £8bn fraud helped fund Osama bin Laden”, Tom Harper, The Sunday Times, March 30, 2019.

[2] Sous nos yeux. Du 11-Septembre à Donald Trump, Thierry Meyssan, éditions Demi-Lune, 2017.

En complément. La France n'est pas en reste.

Sputnik - Dans une interview accordée le 6 avril à la chaîne italienne Sky TG24, le président du Parlement européen s’est prononcé sur l’aggravation de la situation en Libye. Il a notamment accusé l’ancien Président français, Nicolas Sarkozy, d’être derrière le meurtre de Mouammar Kadhafi.

En commentant la déclaration de Matteo Salvini sur les intérêts économiques et commerciaux qui pourraient pousser certains pays à promouvoir une intervention militaire en Libye, le président du Parlement européen, Antonio Tajani, s'en est pris à la France et, en particulier, à son ancien Président, Nicolas Sarkozy.

«Nous disions depuis toujours que la France avait des intérêts différents de ceux italiens en Libye si bien que [Nicolas] Sarkozy était l'un des protagonistes de la chasse à [Mouammar] Kadhafi et de son meurtre avec les Américains et les Britanniques», a-t-il déclaré dans une interview accordée le 6 avril à la chaîne Sky TG24. Sputnik 09.04

Haut de page

Le 11 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (6 pages)

Nouvelles du bled (Inde)

Courriel reçu du consulat de France à Pondichéry.

Le calendrier des élections législatives nationales indiennes (pour élire au scrutin uninominal à un tour 543 des 545 députés nationaux (MPs) de la chambre basse du Parlement indien, la Lok Sabha – les 2 autres, représentant les « Anglo-Indians », étant nommés par le Président) prévoit sept phases (sept jours de scrutin) dans les 29 états indiens et les sept territoires de l'union, entre le 11 avril et le 19 mai.

La proclamation des résultats est attendue le 23 mai. Aucun décompte ni aucune annonce ne seront faits avant cette date.

LVOG - Où j'habite dans l'état du Tamil Nadu, à 7 kms du territoire de Pondichéry, 10 kms du centre ville, nous sommes à une semaine du scrutin et les affiches son rares, pratiquement aucune trace de campagne électorale, pour un peu on se demanderait s'il y a vraiment des élections, il faut dire que pour les travailleurs indiens elles ne présentent absolument aucun intérêt puisque depuis plus d'un demi-siècle les mêmes partis se relaient au pouvoir sans qu'il leur ait été concédé la moindre réforme sociale.

En dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises, les travailleurs ne disposent d'aucun droit. L'immense majorité de la classe ouvrière est très hétérogène ou atomisée. Aussi longtemps que l'économie demeurera sous-développée, on devrait peut-être plutôt dire éclatée ou anarchique, ce qui se traduit par une réglementation du commerce quasi inexistante, l'adoption d'une législation sociale demeurera hypothétique, inapplicable ou inutile. Par exemple, un gouvernement pourrait adopter la semaine de travail de 5 jours que cette mesure ne serait pas appliquée puisque l'immense majorité des travailleurs ont le statut de journalier, y compris quand ils sont mensualisés, c'est-à-dire que leur salaire mensuel dépend du nombre de jours travaillés et varie d'un mois sur l'autre, et dans bien des entreprises si leur présence quotidienne est exigé, chaque mois ils restent des jours sans travailler et ces jours ne sont pas payés, il arrive même très souvent que lorsque les patrons n'ont pas de travail à leur donner, ils les renvoient chez eux et ils les recontactent quand ils ont obtenu des commandes, en fait tous les cas de figure sont possibles, ils sont taillables et corvéable à merci. C'est l'économie ubérisée ou néolibérale avant l'heure à laquelle ils sont soumis.

Dans un secteur d'activité aussi important que le bâtiment, ce sont réellement des journaliers, et ils restent parfois des semaines sans travailler, il en va de même dans les transports. Ils partagent le lot des ouvriers agricoles dont la précarité est absolue et n'a pas changé depuis un siècle. Ici n'importe qui peut se livrer à une activité commerciale sans être soumis à la moindre réglementation. Il faut qu'un bail ait été signé ou avoir pignon sur rue pour y être soumis, et encore, à condition de commercialiser des marchandises provenant d'entreprises soumises à la TVA, ce qui n'est pas le cas de tous les marchandises produites dans le cadre de l'économie informelle où la comptabilité n'existe pas, la corruption généralisée se chargeant de faire disparaître toute trace de mesures coercitives, de telle sorte que c'est l'anarchie qui prédomine. Dans ces conditions les très petites entreprises et les commerces ou échoppent pullulent. Pour contrôler l'ensemble de l'économie il faudrait embaucher des centaines de milliers de fonctionnaires, or l'heure est plutôt à en supprimer comme partout dans le monde.

L'ensemble de l'économie indienne est à l'image de la fiscalité, où plus des trois quart des Indiens ne paient pas d'impôts sur le revenu, soit parce qu'ils ne sont pas déclarés ou ils sont trop faibles. On retrouve la même proportion chez ceux qui possèdent un deux-roues à moteurs, soit les huit ou neuf dizièmes des Indiens, qui roulent sans permis et environ la moitié sans assurance...

Une précision.

Il y a un truc très important que j'ai oublié de préciser aux lecteurs depuis peut-être le début des causeries.

Quand je m'exprime, c'est soit le simple travailleur en mettant de côté ma conscience politique, soit le militant conscient, si les deux discours se rejoignent, ils ne se déclament pas de la même manière, ils ne font pas appel à la même sensibilité, le simple travailleur peut s'épancher ou avoir des états d'âme comme chacun peut en avoir, par exemple Engels s'exclamant : A quoi bon ! Tandis que le militant fera preuve d'optimisme basé sur une lucidité rationnelle, au lieu d'une lucidité formelle que l'on retrouve à toutes les époques, qui conduit à s'adapter au capitalisme, puis à l'adopter, à l'opposé de la lucidité rationnelle qui conduit à rompre avec le capitalisme, à le rejeter. On le déclare hors la loi ou on le laisse faire sa loi.

Je ne veux être ni martyr, ni esclave : Je veux être libre. Un militant qui ne serait pas libre n'a rien à enseigner ou à dire aux travailleurs. Mais être libre, si c'est être conscient, cela ne se décrète pas, cela se mérite, cela s'acquiert à force d'études et de recherches, de persévérance et de détermination, de pratique. Ce n'est pas un idéal qu'on pourrait atteindre du jour au lendemain ou qui tomberait du ciel, et cela n'a rien à voir non plus avec un quelconque niveau intellectuel ou statut social comme chacun a eu l'occasion de le constater au cours de son existence. Etre conscient, c'est avoir adopté un mode de penser conforme à la dialectique ou aux lois générales du mouvement qui régissent la pensée des hommes et la société, et dont les faits et leur enchaînement constituent la matière première...

D'où l'importance déterminante d'avoir accès aux faits ou à l'information, qu'ils ne soient pas censurés. Je viens de brocarder un blog qui a décidé de rendre payant l'accès à certains articles. Ceux qui font aujourd'hui le commerce de l'information ne peuvent pas se réclamer de la vérité, puisqu'elle est incompatible avec toutes formes de marchandisation, je dirais même qu'elle en est la négation. Les données ou les idées dont on dispose ne nous appartiennent pas, dès lors de quel droit devrait-on nous les approprier pour en faire du commerce ? J'entends dans le domaine politique et de nos jours avec l'existence d'Internet.

Quand à notre époque des données ou des analyses sont destinées à un club restreint d'abonnés, c'est qu'on ne tient pas à ce qu'elles soient partagées par le plus grand nombre, partant de là on ne peut pas prétendre oeuvrer à leur bien-être ou à je ne sais quelle cause supérieure qui manifestement ne correspond pas avec nos réelles intentions, on est quelque part en présence d'une entreprise malhonnête ou aux objectifs inavouables.

On ne devrait pas payer pour accéder à des données ou des analyses, on devrait payer pour les partager avec le plus grand nombre, la démarche ou l'engagement politique ne sont pas du tout les mêmes ou ne correspondent pas au même niveau de conscience. Dit autrement, on ne devrait pas payer pour pouvoir lire un journal ou un article, on devrait payer pour qu'ils soient accessibles à tous ou que chacun puisse les lire, l'idéal étant qu'ils soient en accès libre, gratuit ou payant selon le support où ils se présentent, laissant à chacun en fonction de ses moyens ou de son niveau de conscience politique le choix d'y participer ou non financièrement.

En famille avec Macron et LREM. La déclaration infâme à côté de laquelle nous étions passés qui cautionne Macron et le régime.

LVOG - Alors que Macron, son gouvernement et LREM sont ultra minoritaires et illégitimes, rejetés par l'immense majorité des travailleurs, nulle part cette caractérisation n'apparaîtra dans la déclaration suivante.

- Déclaration unitaire contre les mesures autoritaires du gouvernement Macron-Philippe - par Collectif vendredi 22 mars 2019

Un nouveau seuil a été franchi dans la dérive autoritaire du gouvernement. Après l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun, l'adoption du projet de loi « anti-manifestant·e·s » qui accroît les mesures liberticides vis-à-vis des manifestant·e·s et des Gilets Jaunes, nous apprenons que l'exécutif souhaite mobiliser les militaires de l'opération Sentinelle pour intervenir face aux mobilisations sociales.

Un État de droit, une démocratie, la République ne sauraient accepter que l'armée se retrouve face au peuple, comme s'il était un ennemi, comme si la guerre civile était déclarée.

L'ONU a déjà mis en garde la France, pays de la déclaration des Droits de l'Homme, pour ses manquements à ses engagements pour les libertés fondamentales. Beaucoup connaissent l'aggravation de cette situation depuis longtemps, que ce soient les migrant·e·s, les quartiers populaires, qui ont été le champ d'expérimentation d'un maintien de l'ordre souvent en dehors des principes de l'État de droit. La situation prend cependant une gravité inédite. La pénalisation du mouvement social, écologiste et syndical, le mépris au regard des contre-pouvoirs, est une façon d'empêcher tout dialogue, toute issue positive aux crises de notre époque.

Face aux destructions de bâtiments ou autres actes de violence, le gouvernement ne doit pas jouer aux pompiers pyromanes mais faire preuve de responsabilité. Il est temps de penser les conditions de la désescalade. Pour cesser de nourrir la tension, l'État

a le devoir d'en finir avec les provocations et le recours à un arsenal sécuritaire aussi exponentiel qu'inefficace, comme il le fait depuis des semaines vis-à-vis des gilets jaunes. Il est intolérable que des armes dangereuses, dont nous réclamons l'interdiction, aient tant blessé, estropié de manifestant·e·s. Le bilan est déjà tragique et historique. Le droit fondamental de manifester se trouve maintenant clairement menacé. Nous refusons cette menace, y compris dès le samedi 23 mars.

La baisse des tensions que nous souhaitons suppose également que les pouvoirs publics répondent concrètement aux aspirations qui s'expriment largement dans le pays pour la justice sociale, pour une vie digne pour chacune et chacun, pour la lutte contre le mortifère réchauffement climatique.

Nous appelons toutes les forces vives progressistes du pays, attachées aux libertés publiques, à faire cause commune pour que le gouvernement change de ton et de réponse, pour que la démocratie ne soit pas bafouée mais renforcée, pour le retrait de la loi anti manifestants, et l'annulation des mesures liberticides annoncées ce lundi 18 mars par le Premier ministre.

Nous prenons date en ce jour pour une nouvelle réunion plus large encore jeudi 28 mars afin d'y prendre ensemble des initiatives.

ANV-COP 21 ;
ATTAC ;
Comité Justice pour Adama ;
Coopérative Ecologie Sociale ;
Le DAL ;
EELV ;
Ensemble ;
Génération.s ;
L'Humanité ;
L'UNEF ;
L'Union Nationale Lycéenne ;
La Chapelle Debout ;
La France insoumise ;
La FSU ;
Le groupe parlementaire de la Gauche démocrate et Républicaine ; Le groupe parlementaire de la France Insoumise ;
Le Mouvement National Lycéen ;
Le Parti Communiste Français ;
Le Nouveau Parti Anticapitaliste ;
Le Parti communiste des ouvriers de France ;
Le Parti de Gauche ;
Le Parti Ouvrier indépendant ;
Le Parti Ouvrier indépendant démocratique ;
Le SNES ;
Le Syndicat de la Magistrature ;
Le Syndicat des avocats de France ;
Regards ;
Solidaires ;
Sud Postes 92 ;
Union Syndicale Solidaires ;

GMI - Ces pitoyables pacifistes se gardent bien de réclamer la fin de la répression policière et judiciaire, de revendiquer la dissolution des corps de répression et encore moins d'organiser l'autodéfense. Avec une telle opposition, le gouvernement, quoiqu'affaibli, peut matraquer et reprendre son offensive contre la classe ouvrière.

LVOG - "Un État de droit, une démocratie, la République ne sauraient accepter que l'armée se retrouve face au peuple, comme s'il était un ennemi, comme si la guerre civile était déclarée", mais elle l'est, c'est l'Etat, le régime antidémocratique, les institutions de la Ve République qui ont déclaré la guerre au peuple exploité et opprimé, et voilà qu'ils s'en portent garants en voulant faire croire le contraire. Pourquoi ? Mais parce que les signataires de cet appel n'ont jamais eu l'intention de les affronter.

Et d'appeler l'ONU à la rescousse, quelle ignominie, autant en appeler à Trump !

Et de dénoncer "le mépris au regard des contre-pouvoirs, est une façon d'empêcher tout dialogue, toute issue positive aux crises de notre époque", quelle malheur ! La collaboration de classes bien huilée à laquelle participent tous les signataires est mise à mal par la crise du capitalisme et du régime en place, quel aveu ! Au passage ou l'air de rien, il existerait une "issue positive aux crises de notre époque", donc conforme aux besoins des travailleurs qui serait compatible avec l'existence du régime, mieux, et il reviendrait à l'oligarchie au pouvoir de la mettre en oeuvre, incroyable !

Et d'appeler le gouvernement à "faire preuve de responsabilité", mais il ne fait que cela ! Ils le légitiment une fois de plus, bravo ! Et de rappeler l'Etat à son "devoir", comme quoi ils le partagent ou ils en sont bien complices ! Extraordinaire !

Pire encore, il faudrait voyez-vous que "les pouvoirs publics répondent concrètement aux aspirations qui s'expriment largement dans le pays pour la justice sociale, pour une vie digne pour chacune et chacun", autrement dit, ils s'en remettent à Macron et son gouvernement, à son à Parlement fantoche qui pourraient exprimer les "aspirations" des travailleurs, se portant garant de la volonté de ce régime antidémocratique de procurer "une vie digne" à chaque travailleur, pour les désarmer et les trahir on ne pouvait imaginer une meilleure formule, autant dire qu'ils s'en foutent totalement de leur sort ou ils combattent pour une autre cause que la leurs.

Le point de chute ne pouvait être partant de là qu'un hymne en l'honneur du régime affaibli qu'ils appellent à renforcer quand ils appellent à ce que : "la démocratie ne soit pas bafouée mais renforcée", avec de tels opposant, Macron et les oligarques peuvent dormir tranquilles.

Voilà où en sont rendus le mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde, l'arrière garde du régime en place. Nous n'avons cessé d'affirmer et de démontrer qu'ils avaient lié leur sort à celui du régime, en voici une parfaite illustration. Qu'en pensez-vous ?

Qui a dit ?

-"*Heureusement qu'on a le Sénat pour sortir toutes les affaires*".

Réponse : Alors que la suppression du Sénat était l'une des revendications sur les ronds-points, Éric Drouet a affirmé mardi son soutien pour la chambre haute. Le HuffPost 9 avril 2019

LVOG - La nouvelle égérie de Mélenchon ! Vive le Sénat et la Ve République ! Et l'UE !

Les avocats du diable ou du capitalisme, des institutions de la Ve République !

Marion Mazauric (Au Diable Vauvert, éditeur de Juan Branco) : "Ce livre n'est pas anticapitaliste (...) Il est républicain". Ouf, encore un procapitaliste présenté comme un opposant de gauche radical, supercherie !

Le Figaro - ...la révolution qu'il appelle de ses vœux "ne passera pas par un coup d'État", ni par "une forme autoritaire", parce qu'ils doivent être réservés à la classe des capitalistes et interdits à la classe ouvrière, au moins on sait dans quel camp se situe cet aventurier, un de plus !

(Source : Crépuscule: succès fulgurant pour le livre de l'avocat Juan Branco - Le Figaro 09.04)

Les impostures font long feu.

LVOG - Leurs contradictions les minent ou les rongent, et le développement de la situation contribue à les rendre explosives...

- La présidente du Média, Aude Lancelin, dénonce un "putsch" et démissionne - Franceinfo 9 avril 2019

La journaliste, qui avait pris la direction du Média en juillet 2018, annonce son départ, mardi 9 avril, dans un communiqué publié sur Twitter. Alors qu'une assemblée générale doit élire, mardi soir, un nouveau bureau, Aude Lancelin accuse une "coalition" d'avoir préparé une "prise de contrôle extérieure" et préfère donc se retirer. "Cette coalition a pour but avoué, exposé devant témoins, de renverser l'actuelle direction", poursuit-elle.

"Le résultat est connu d'avance. Celui-ci a été imposé par une écrasante majorité de personnages n'appartenant pas à notre équipe et dont, à une exception près, aucun n'est journaliste", écrit-elle.

Sans citer aucun nom, elle évoque "un ou deux collaborateurs partis en mauvais terme, des militants politiques et des anciens associés de Sophia Chikirou (prédécesseure de Aude Lancelin, ndlr) qui avaient déjà conspiré au départ de cette dernière" ainsi qu'un journaliste qui "contestait (...) l'orientation à ses yeux 'pro-gilets jaunes'" du site d'informations.

Tout en se félicitant du "succès" de la saison 2 et des audiences "multipliées par dix pour certains programmes", Aude Lancelin affirme ne pas pouvoir travailler "sous la tutelle d'une coalition illégitime" et qui a agi "sans avoir consulté notre équipe." Franceinfo et Le HuffPost 9 avril 2019

Un aveu

- Les Français s'intéressent peu à l'Europe, et quand ils s'y intéressent, c'est bien souvent pour jeter sur l'Union Européenne... -

Le HuffPost 10.04

LVOG - Vous aurez deviné la suite...

Ils osent tout.

- Nathalie Loiseau : «Je veux que l'Europe rime avec le mot social !» - Le Parisien 10.04

Vive la guerre !

- Très forte baisse des exécutions dans le monde en 2018 - LeFigaro.fr 9 avril 2019

Dans son rapport annuel publié ce mercredi, Amnesty International relève une diminution de 31% des exécutions à travers le monde. Il s'agit du chiffre le plus faible enregistré au cours des dix dernières années. LeFigaro.fr 9 avril 2019

LVOG - Alors, il n'est pas beau le monde que vous a réservé le capitalisme et l'oligarchie, hein, souriez !

- Entretien Trump-Mohammed ben Salman sur l'Iran, les droits de l'homme - Reuters 10 avril 2019

Le président américain Donald Trump s'est entretenu mardi par téléphone avec le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salman, pour évoquer l'Iran et "l'importance de la question des droits de l'homme", a déclaré la Maison blanche. Reuters 10 avril 2019

- Cisjordanie: Pompeo refuse de s'opposer à une éventuelle annexion israélienne des colonies - AFP 10 avril 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a refusé mardi de dire si les Etats-Unis s'opposeraient à une éventuelle annexion des colonies de Cisjordanie par Israël, promise par le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

- Israël: Netanyahu en route vers un cinquième mandat - AFP 10 avril 2019

Benjamin Netanyahu est sur la voie d'un cinquième mandat de Premier ministre israélien après le dépouillement de la presque totalité des votes aux législatives de mardi qui le montre nettement mieux placé pour former le prochain gouvernement.

Les projections établies par les médias à partir du comptage de 97% des bulletins créditent le parti de M. Netanyahu d'autant de sièges (35) que la liste Bleu-blanc (centre droit) de Benny Gantz. Mais elles anticipent autour de M. Netanyahu une majorité potentielle de droite de 65 mandats sur les 120 de la prochaine Knesset.

Dans une telle configuration, il semble hautement improbable que le président Reuven Rivlin confie dans les prochains jours à un autre que M. Netanyahu la tâche de former une coalition de gouvernement.

Quelque 6,3 millions d'électeurs étaient appelés à élire leurs 120 députés...

Au total, 67,9% des électeurs ont pris part au vote, contre 71,8% lors des précédentes élections législatives en 2015.

La gauche sort laminée. L'historique Parti travailliste est crédité de 6 sièges et l'une de ses dirigeantes, Shelly Yachimovich, s'est dite "sous le choc". AFP 10 avril 2019

Haut de page

Le 16 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

Avant-hier c'était le Nouvel An tamoul tombé en désuétude. Après-demain ce sera férié pour cause d'élections à Pondichéry et au Tamil Nadu, sans intérêt.

Rien à ajouter.

- Au format pdf (pages)

Défense du marxisme.

LVOG - A l'heure où la question politique de l'Etat est posée, une mise au point s'impose pour éviter toute aventurisme.

Lenine - L'Etat et la révolution, 1917

- La lutte pour soustraire les masses laborieuses à l'influence de la bourgeoisie en général, et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés opportunistes à l'égard de l'"Etat". (...)

L'Etat est l'organisation spéciale d'un pouvoir; c'est l'organisation de la violence destinée à mater une certaine classe. Quelle est donc la classe que le prolétariat doit mater ? Evidemment la seule classe des exploiteurs, c'est-à-dire la bourgeoisie. Les travailleurs n'ont besoin de l'Etat que pour réprimer la résistance des exploiteurs : or, diriger cette répression, la réaliser pratiquement, il n'y a que le prolétariat qui puisse le faire, en tant que seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, seule classe capable d'unir tous les travailleurs et tous les exploités dans la lutte contre la bourgeoisie, en vue de la chasser totalement du pouvoir.

Les classes exploiteuses ont besoin de la domination politique pour maintenir l'exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts égoïstes d'une infime minorité, contre l'immense majorité du peuple. Les classes exploitées ont besoin de la domination politique pour supprimer complètement toute exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts de l'immense majorité du peuple contre l'infime minorité des esclavagistes modernes, c'est-à-dire les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Les démocrates petits-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte des classes leurs rêveries sur l'entente des classes, se représentaient la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve sous la forme, non point du renversement de la domination de la classe exploiteuse, mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches. Cette utopie petite-bourgeoise, indissolublement liée à la notion d'un Etat placé au-dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts des classes laborieuses, comme l'a montré, par exemple, l'histoire des révolutions françaises de 1848 et 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation "socialiste" aux ministères bourgeois en Angleterre, en France, en Italie et en d'autres pays à la fin du XIXe siècle et au début du XXe.

Toute sa vie, Marx a lutté contre ce socialisme petit-bourgeois, ressuscité de nos jours en Russie par les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik. Marx a développé d'une façon conséquente la doctrine de la lutte des classes pour aboutir à la doctrine du pouvoir politique, à la doctrine de l'Etat.

La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les couches petites-bourgeoises, elle groupe, unit et organise le prolétariat. Etant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de toutes les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte indépendante pour leur affranchissement.

La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées. Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploiteurs que pour diriger la grande masse de la population — paysannerie, petite bourgeoisie, semi-prolétaires — dans la "mise ne place" de l'économie socialiste.

En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. Au contraire, l'opportunisme régnant éduque, dans le parti ouvrier, des représentants des travailleurs les mieux rétribués qui se détachent de la masse : ils "s'accommodent" assez bien du régime capitaliste et vendent pour un plat de lentilles leur droit d'aînesse, c'est-à-dire qu'ils abdiquent leur rôle de chefs révolutionnaires du peuple dans la lutte contre la bourgeoisie.

"L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante", — cette théorie de Marx est indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature prolétarienne, la domination politique du prolétariat.

Second extrait.

- On conçoit la portée immense qui s'attache à la lutte du prolétariat pour l'égalité et au mot d'ordre d'égalité, à condition de comprendre ce dernier exactement, dans le sens de la suppression des classes. Mais démocratie signifie seulement égalité formelle. Et, dès que sera réalisée l'égalité de tous les membres de la société par rapport à la possession des moyens de production, c'est-à-dire l'égalité du travail, l'égalité du salaire, on verra se dresser inévitablement devant l'humanité la question d'un nouveau progrès à accomplir pour passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle, c'est-à-dire à la réalisation du principe : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins."

Par quelles étapes, par quelles mesures pratiques l'humanité s'acheminera-t-elle vers ce but suprême, nous ne le savons ni ne pouvons le savoir. Mais ce qui importe, c'est de voir l'immense mensonge contenu dans l'idée bourgeoise courante suivant laquelle le socialisme est quelque chose de mort, de figé, de donné une fois pour toutes, alors qu'en réalité c'est seulement avec le socialisme que commencera dans tous les domaines de la vie sociale et privée un mouvement de progression rapide, effectif, ayant véritablement un caractère de masse et auquel participera d'abord la majorité, puis la totalité de la population.

La démocratie est une forme de l'Etat, une de ses variétés. Elle est donc, comme tout Etat, l'application organisée, systématique, de la contrainte aux hommes. Ceci, d'une part. Mais, d'autre part, elle signifie la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'Etat et de l'administrer. Il s'ensuit donc qu'à un certain degré de son développement, la démocratie, tout d'abord, unit le prolétariat, la classe révolutionnaire anticapitaliste, et lui permet de briser, de réduire en miettes, de faire disparaître de la surface de la terre la machine d'Etat bourgeoise, fût-elle bourgeoise républicaine, l'armée permanente, la police, la bureaucratie, et de les remplacer par une machine d'Etat plus démocratique, mais qui n'en reste pas moins une machine d'Etat, sous la forme des masses ouvrières armées, puis, progressivement, du peuple entier participant à la milice.

Ici, "la quantité se change en qualité" : parvenu à ce degré, le démocratisme sort du cadre de la société bourgeoise et commence à évoluer vers le socialisme. Si tous participent réellement à la gestion de l'Etat, le capitalisme ne peut plus se maintenir. Et le développement du capitalisme crée, à son tour, les prémisses nécessaires pour que "tous" puissent réellement participer à la gestion de l'Etat.

LVOG - Quelle leçon de dialectique appliquée à la lutte des classes !

En complément. Il faut dissoudre les peuples par la force !

- Les manifestants soudanais ne veulent pas du conseil militaire - Reuters

- Face aux militaires, les Algériens refusent de rendre les armes - LeFigaro.fr

Faites tomber les masques. Négationnisme ou le naufrage de l'extrême gauche.

Cet article a été publié dans le blog de la tendance Claire du NP le 14 avril 2019

- Comment les intox sur Rothschild alimentent l'antisémitisme - Agitations le 10 avril 2019

https://agitationautonome.com/2019/04/10/comment-les-intox-sur-rothschild-alimentent-lantisemitisme

LVOG - En consultant ce blog, je me suis aperçu qu'on était encore en présence d'une officine anonyme, et aucun des trois articles que j'ai téléchargés n'est signé.

Dans l'article consacré aux Rothschild, ils vont s'employer à réécrire les passages les plus déterminants et les moins flatteurs de leur biographie qui sont de notoriété publique. Gageons que la famille Rothschild leur témoignera sa gratitude empressée.

Que les banquiers fassent l'objet de fantasmes de la part d'illuminés, c'est un fait, et non seulement nous n'y accordons aucun intérêt, nous ne nous livrons à aucune manipulation pour occulter les aspects criminels ou montrueux de leurs activités, car si nous procédions autrement nous nous décrédibiliserions auprès de nos lecteurs qui peuvent librement accéder à ces données sur le Net ou ailleurs.

On est en présence d'idiots utiles. Utile à qui ? A Macron, au Crif, au sionisme, à l'impérialisme américain.

En réalité, l'extrême droite est davantage colonialiste que raciste, comme le sont le Crif, le sionisme, Israël et les Etats-Unis. Et comme chacun a pu le constater, l'antisémitisme et le traitement hystérique dont il fait l'objet de la part des médias-oligarques, leur focalisation sur un phénomène somme toute marginal sert de prétexte à leur discours anti-Arabe qui coïncide avec celui

de Washington et sa politique. Ceux qui s'en saisissent sans en montrer la signification politique sont finalement leurs meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier.

Les plus puissants banquiers occidentaux y compris juifs auraient financé le régime nazi, ce qui est exact... sauf les Rothschild !

Fake news n°1 : « Rothschild a financé Hitler»
Fake news n°2 : « Les Rothschild possèdent des banques centrales » :
Fake news n°3 : La « loi Pompidou-Rothschild » ?

LVOG - Et quelques perles ou fausses informations :

- "*L'antisémitisme a en effet joué un rôle prépondérant dans la concentration d'une partie du capital financier et industriel occidental.*"

LVOG - En réalité, il se trouve qu'au sommet du capital financier se tenaient de puissants banquiers juifs qui participèrent logiquement au développement "*industriel occidental*", voilà tout.

La formulation employée ici est d'autant plus grotesque qu'elle relève de la théorie du complot qu'elle est censée dénoncer, car elle tend à accorder à l'antisémisme une importance démesurée ou supérieure aux lois de fonctionnement du capitalisme, rien que cela.

- "*Si, depuis les années 1960, le racisme dans les institutions financières semble se résorber*"

LVOG - Ce qui signifie que l'oligarchie financière qui contrôle le pouvoir économique et politique n'aurait rien à voir avec la propagande raciste ou communautariste déguisée orchestrée par les puissances occidentales et relayée par leurs médias ou réseaux sociaux, vous y croyez vous ? Le dogmatisme et la crédulité, l'ignorance du gauchiste rend aveugle et idiot.

- "*Les banques centrales sont des institutions publiques*".

LVOG - Il est bien connu que la Fed et la BCE notamment sont des "institutions publiques", donc indépendantes des banquiers ou de l'oligarchie financière auxquels elles dicteraient leur politique, voilà à quoi en arrivent nos faussaires. Dans la rubrique économie du portail figurent des documents relatifs à la création des banques centrales depuis le début du XVIIe siècle.

Vous pouvez aussi consulter ou télécharger le document suivant :

Le cartel de la réserve fédérale: les huit familles - Mondialisation.ca, 03 juin 2011

https://www.mondialisation.ca/le-cartel-de-la-r-serve-f-d-rale-les-huit-familles/25107

- Le "*traité de Maastricht (...) abroge cette fameuse loi de 1973*".

LVOG - En réalité, le traité de Maastricht l'a étendue ou généralisée à tous les pays de la zone euro par l'intermédiaire de la BCE dépouillant tous les Etats de leur pouvoir monétaire, et donc budgétaire...

- "*Il ne s'agit pas de défendre la place d'une famille bourgeoise qui a longtemps tenu des positions réactionnaires*".

LVOG - Mais c'est tout à fait à votre honneur, ne vous reniez pas puisqu'elle aurait donc cessé d'être réactionnaire, ouf, la voici réhabilitée, bravo ! Depuis elle doit oeuvrer au bien-être des travailleurs, et nous idiots que nous sommes nous l'ignorions. C'est beau la famille, n'est-ce pas ?

Les Rothschild font de la politique dans tous les pays où ils sont présents... sauf en France !

- "*La famille française ne s'implique que peu dans les affaires politiques, elle est très rapidement remarquée du fait de son ascension sociale fulgurante et d'une politique paternaliste qui l'amène à faire du mécénat et à investir dans des œuvres caritatives.* "

LVOG - Il fallait oser l'écrire après avoir propulsé Macron chef de l'Etat, encore un philanthrope !

Extrait d'un autre texte.

- Marx et la critique de l'économie politique (épisode 1) - Agitations 15 janvier 2019

- "*Que la monnaie soit une marchandise ou non, elle opère toujours de la même manière.*"

LVOG - Argument à l'emporte-pièce d'autant plus ridicule qu'une monnaie est forcément une marchandise, qui plus est parce qu'elle permet d'en acquérir. C'est comme si on disait qu'il existerait des marchandises qui renfermeraient de la plus-value et d'autres qui n'en renfermeraient pas. De deux choses l'une, soit elles en contiennent et ce sont des marchandises, soit elles n'en contiennent pas et ce ne sont pas des marchandises, quel sophisme ! Pour qu'une monnaie ne soit pas une marchandise, il faudrait qu'elle n'ait aucune valeur d'échange. Qu'est-ce qui n'aurait pas de valeur d'échange? Quelque chose qui n'aurait pas de valeur d'usage. Est-ce que cela existe sous le régime capitaliste mondialisé ? Vous connaissez la réponse, hormis l'air que nous respirons qu'ils ne sont pas encore parvenus à marchandiser.

Chassons les casseurs du pouvoir !

- Loi anticasseurs : 51 associations demandent l'abrogation d'un texte "dangereux" - Lexpress.fr 11.04

- Droit de manifester et loi anti-casseur : la carte des mobilisations du 13 avril par Collectif 11 avril 2019

Si la loi est votée par le Parlement au nom du peuple français, elle ne peut et elle ne doit pas porter atteinte à la libre expression du peuple. La loi adoptée par l'Assemblée nationale qui prétend encadrer le droit de manifester reste, malgré la censure partielle du Conseil constitutionnel, une atteinte grave aux libertés publiques et à l'équilibre des pouvoirs.

Les violences contre les personnes, les biens, les institutions qui ont eu lieu ne peuvent justifier qu'un exécutif s'arroge des pouvoirs exorbitants. Participer à une manifestation ne saurait signifier le risque pour chacun et chacune d'entre nous d'être poursuivi, fiché et condamné pénalement comme financièrement.

Soumettre les participants et les participantes à une manifestation à une fouille systématique, faire d'un visage en partie couvert un délit, persister dans l'usage d'armes qui mutilent, voici l'esprit et la lettre de mesures qui sont autant d'empêchements à l'exercice d'un droit essentiel en démocratie : celui de manifester publiquement, collectivement et pacifiquement son opinion.

Cette loi de circonstance porte un lourd risque d'arbitraire des gouvernements d'aujourd'hui comme de demain, nous en demandons l'abrogation. C'est pourquoi nous appelons à manifester partout en France le samedi 13 avril 2019.

Paris, le 8 avril 2019

Signataires : Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat) ; Amnesty international France ; Association des Tunisiens en France (ATF) ; Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH) ; Agir ensemble pour les droits de l'Homme ; Association France Palestine solidarité (AFPS) ; Attac ; Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid) ; Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) ; Confédération générale du travail (CGT) ; Confédération paysanne ; Confédération nationale du logement (CNL) ; Droit solidarité ; Emmaüs France ; EuroMed Droits ; Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) ; Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR) ; Fédération française des motards en colère (FFMC) ; Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) ; Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) ; Fédération nationale de la Libre pensée ; Fédération nationale des Francas ; Fédération syndicale unitaire (FSU) ; Femmes Egalité ; France Nature Environnement (FNE) ; Gilets jaunes de Commercy ; Gilets jaunes signataires ; Greenpeace ; La Cimade ; La Quadrature du Net (LQDN) ; Le Planning familial ; Les Amis de la Terre France ; Les Effronté-e-s ; Ligue de l'enseignement ; Ligue des droits de l'Homme (LDH) ; Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) ; Mouvement national lycéen (MNL) ; Mouvement pour une alternative non-violente Ile-de-France (MAN) ; Oxfam France ; Pas sans nous ! ; Réseau Euro-Maghrébin citoyenneté et culture (REMCC) ; SOS Racisme ; Syndicat de la magistrature (SM) ; Syndicat des avocats de France (SAF) ; Syndicat national des journalistes (SNJ) ; Syndicat national des personnels de l'éducation et du social (SNPES PJJ/FSU) ; Union juive française pour la paix (UJFP) ; Union nationale des étudiants de France (Unef) ; Union nationale lycéenne (UNL) ; Union des Tunisiens pour l'action citoyenne (UTAC).

LVOG - Ce texte ne nous pose aucun problème, contrairement à la "*déclaration unitaire contre les mesures autoritaires du gouvernement Macron-Philippe*" signée par une trentaine de partis et organisations le 18 mars (?) (causerie du 11 avril 2019) qui légitimait Macron ou n'était qu'un hymne en l'honneur du régime.

Question : Pourquoi les signataires de la déclaration précédente ne s'y sont-ils pas associés, alors que les revendications étaient identiques ? Je suis sûr que les chantres de l'unité ont une explication à nous fournir.

Totalitarisme. La fabrique du consentement

LVOG - Comment associer encore plus étroitement les travailleurs à la politique antisociale de Macron, à l'Etat, aux

institutions antidémocratiques de la Ve République. Mode d'emploi.

- Patrick Bernasconi : «Créons une Chambre de la société civile» - Le Parisien 14.04

Dans une tribune au Parisien – Aujourd'hui en France, Patrick Bernasconi, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) appelle à la création d'une nouvelle organisation, afin que l'avis des Français soit pris en compte avant de présenter une loi.

LVOG - Voici en quoi doit constituer cette association capital-travail.

- Rassembler en un même lieu les représentants de la société civile afin qu'ils se parlent, arrivent à des propositions communes

- Le projet de réforme constitutionnelle donne la possibilité à la société civile organisée, donc aux associations, ONG, syndicats, chefs d'entreprise, agriculteurs et artisans, défenseurs de l'environnement et aux jeunes, c'est-à-dire aux représentants de ces milliers de structures qui sont le quotidien de l'engagement des Françaises et des Français, de donner leur avis préalablement à la présentation de la loi.

- ...cela permettrait au pouvoir législatif de jouer encore plus et mieux son rôle

- ...tirons au sort des citoyens qui, participant à ce travail, confronteront leur vécu, leur avis de terrain à celui des représentants des organisations : créons une assemblée qui associe les citoyens en permanence, permettant ainsi à la société civile dans son ensemble de donner son avis et aux pouvoirs exécutif et législatif de disposer d'une photographie afin de mieux cibler leur action.

- Bref, créons ensemble cette Chambre de la société civile efficace qui associe les citoyens au service d'une démocratie représentative à la confiance retrouvée. » Le Parisien 14.04

LVOG - La "société civile", c'est le corporatisme.

Acte XXII et Gilets Jaunes.

"Gilets jaunes" : le point sur la mobilisation à Paris et en région - franceinfo 13.04

Les gilets jaunes étaient une nouvelle fois dans la rue partout en France pour manifester, et également pour dénoncer la loi anti-casseurs entrée en vigueur jeudi. Au total, 31 000 personnes rassemblées dans le pays en fin de journée, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Globalement la situation était plutôt calme avec quelques tensions dans plusieurs villes de France.

Auvergne-Rhône-Alpes

À Lyon, un arrêté préfectoral avait interdit les manifestations dans une partie de l'hyper-centre de la ville. Quelques échauffourées ont éclaté. Sur place, les forces de l'ordre ont eu recours à l'utilisation de gaz lacrymogènes.

À Roanne (Loire), selon France Bleu Saint-Etienne Loire, c'était agité : au moins 650 personnes ont manifesté avec des tensions notamment au niveau de Palais de Justice. Là, les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogène. Plus tôt dans l'après-midi, un adolescent de 15 ans a été blessé. Le jeune homme a été touché au visage par des débris de verre après le jet d'une pierre qui a fait exploser un abribus. À noter qu'un hélicoptère a survolé la zone de rassemblement des manifestants.

Bourgogne-Franche-Comté

Environ 600 personnes ont manifesté à Besançon (Doubs) au rythme des "Révolution", "Anticapitalisme" et autre "Arrêtez de regarder, rejoignez-nous", scandés par les manifestants, selon France Bleu Besançon.

Centre-Val de Loire

À Châteauroux, une centaine de personnes ont manifesté ce samedi matin devant la préfecture de l'Indre pour marquer leur opposition à la loi anti-casseurs.

À Tours, 400 "gilets jaunes" et syndicats ont défilé "main dans la main" notamment contre la loi anticasseurs. Des associations étaient également présentes et quelques partis politiques, selon France Bleu Touraine.

Grand-Est

À Nancy (Meurthe-et-Moselle), quatre personnes ont été interpellées pour avoir été en possession d'une arme (une fronde), les autres pour "outrages, rébellion et menaces de morts sur personne dépositaire de l'autorité publique". Par ailleurs, 42 autres personnes ont été verbalisées pour avoir participé à un rassemblement interdit, rapporte France Bleu Sud Lorraine. Environ 300 personnes étaient présentes autour puis dans le centre-ville de Nancy. Aucun blessé, ni dégradations ne sont à déplorer. C'est également à Nancy que des "gilets jaunes" ont dû être repoussés deux fois du centre-ville par les forces de l'ordre, où ils n'avaient pas le droit de se rassembler.

À Reims, environ 100 "gilets jaunes" se sont mobilisés pour cette nouvelle journée de manifestation.

A Besançon, les manifestants se sont élancés vers 15 heures. Certains scandaient "une seule solution : la révolution."

Hauts-de-France

Dans le Nord-Pas-de-Calais, on a fait cause et route commune pour cette 22e journée de mobilisation. Une marche s'est élancée à 5 heures du matin, depuis le cinéma Pathé de Liévin, à côté de Lens. Les manifestants se sont rendus à pied à Lille, pour rejoindre le cortège qui partira de la Place de la République à 14 heures. Les gilets jaunes se dirigeront directement vers la rue Nationale, les boulevards Montebello et Victor Hugo avant de revenir par la rue Solférino. La préfecture a interdit les manifestations dans l'hyper-centre, vers le quartier des gares et de la Grand place. C'est une première à Lille.

Île-de-France

À Paris, aucun problème n'est à signaler. 5 000 personnes ont manifesté selon les chiffres du ministère de l'Intérieur.

Les rassemblements étaient interdits sur les Champs-Elysées et les rues perpendiculaires. Des cortèges ont défilé pour "la défense du droit de manifester" et l'abrogation de la loi anticasseurs. En tout, 27 interpellations ont eu lieu dans la capitale et 9 473 contrôles préventifs, d'après la préfecture de police contactée par franceinfo.

Normandie

À Rouen, peu avant midi, ils étaient environ 70 "à manifester dans les rues, dans une ambiance calme et détendue." Une autre manifestation était prévue à Rouen aux environs de 14h dans les jardins de l'Hôtel de Ville.

Au Havre (Seine-Maritime), plus de 300 personnes ont manifesté dans la matinée. "Des 'gilets jaunes' pour la plupart mais aussi quelques 'gilets rouges' de la CGT", précise France Bleu Normandie. Toujours selon France Bleu, le parcours qui a duré "deux heures" a été "effectué dans une ambiance festive et sans accrochage avec les forces de l'ordre."

À Caen (Calvados), d'après France Bleu Normandie, la nouvelle journée de mobilisation s'est déroulée dans le calme. La préfecture du Calvados avait de nouveau pris un arrêté pour interdire les manifestations dans l'hyper-centre-ville. Environ 500 "gilets jaunes" ont défilé le long du périmètre, sans accrochage avec les forces de l'ordre.

Nouvelle-Aquitaine

À Bordeaux, ils étaient environ 2 000 dans les rues, une "faible" mobilisation selon France Bleu Gironde. Aucune dégradation matérielle ce samedi mais six personnes ont été interpellées. Une autre mobilisation avait lieu pour manifester contre la loi anticasseurs, promulguée ce jeudi. Entre 200 et 300 y ont participé.

À Pau, France Bleu Béarn indiquait quelque 150 "gilets jaunes" à 10h45.

À Limoges, une centaine de "gilets jaunes" - 60 selon la police - se sont rassemblés sur le rond-point de la Valoine pour une opération escargot sans heurts.

Occitanie

À Montauban dans le Tarn-et-Garonne, le préfet du département avait interdit le centre-ville aux "gilets jaunes" dimanche 14 avril.

À Dions dans le Gard, les gilets jaunes étaient de retour sur la nationale 106 depuis le début de la matinée. Environ 80 manifestants ont mis en place un barrage filtrant pour les voitures et bloquant pour les camions, selon la préfecture du Gard. Une déviation avait été mise en place par les services de l'état pour permettre le passage des camions et des transports en commun.

À Toulouse, où plusieurs milliers de personnes ont défilé, la situation était plus tendue. La ville avait été désignée "capitale" de la mobilisation. Alors que la manifestation avait débuté dans le calme, en début d'après-midi la tension est montée entre "gilets jaunes" et forces de l'ordre, qui se sont affrontés tout l'après-midi, selon les informations de France Bleu Occitanie. D'après la préfecture de la Haute-Garonne, 14 blessés sont en urgence relative ce samedi soir : un blessé parmi les forces de l'ordre, 12 parmi les manifestants et deux "personnes tierces" (passants). La préfecture ajoute que 37 personnes ont été interpellées en centre-ville notamment pour "jets de projectiles", "dégradation" ou "port d'armes". A noter également, entre autres, qu'un engin de chantier a été incendié et qu'une agence d'intérim a été saccagée par des manifestants cagoulés. Le maire de la ville a par ailleurs confirmé sur franceinfo la présence de blacks blocs dans le cortège.

À Montpellier, près de 2 000 personnes ont manifesté dans le calme. Une vingtaine d'organisations, associations, syndicats, partis politiques faisaient partie du cortège, pour protester notamment contre la loi anticasseurs. France Bleu Hérault précise qu'aucun gaz lacrymogène n'a été utilisé par les forces de l'ordre.

Pays de la Loire

À Laval (Mayenne), ils étaient plus de 250 à défiler, d'après les estimations de France Bleu Mayenne. Le cortège s'est divisé devant la gare où certains manifestants sont descendus sur les voies. Finalement, tout le monde a rejoint le point de départ de la manifestation sans accroc.

Au Mans, plus de 250 personnes étaient rassemblées pour dire "stop aux atteintes au droit de manifester", après les nombreux arrêtés pris dans plusieurs villes de France par les préfectures.

À Nantes, A Nantes aussi, une personne a été blessée : bousculé par un policier, le manifestant est tombé et s'est violemment cogné la tête. Inconscient un temps, il a finalement repris connaissance avant d'être pris en charge par les pompiers. Il est finalement reparti tout seul, précise France Bleu Loire Océan. franceinfo 13.04

Précisions.

- Comparativement à l'acte précédent, le ministère de l'Intérieur a annoncé une mobilisation en hausse lors de l'acte 22 des Gilets jaunes avec 31.000 participants à travers le pays, dont 5.000 à Paris. Les chiffres officiels sont nettement surpassés par ceux du syndicat Policiers en colère (lequel comptabilise 90.000 Gilets jaunes) et par Le nombre Jaune qui a recensé 80.504 manifestants dans toute la France. sputniknews.com 14.04

- Acte 22 à Toulouse: la BAC a chargé et frappé des journalistes étrangers présumés sputniknews.com 14.04

Des agents de la BAC ont mis à terre, puis frappé avec des matraques et donné des coups de pied à deux journalistes présumés d'un média étranger portant des casques de presse alors qu'ils couvraient l'acte 22 des Gilets jaunes à Toulouse, samedi 13 avril. Un manifestant a filmé la scène et l'a partagée sur les réseaux sociaux.

La scène a eu lieu samedi 13 avril au cours de l'acte 22 des Gilets jaunes à Toulouse. Une vidéo filmée par l'utilisateur de Facebook Lelly Gijabet LIVE montre les violences des forces de l'ordre envers deux individus identifiés comme journalistes.

Ainsi, on voit dans la séquence des manifestants en train de tenir une banderole pour se protéger contre les agents de la brigade anti-criminalité (BAC) qui avançaient vers eux.

Quelques secondes plus tard, on aperçoit un journaliste portant un casque avec l'inscription «presse» (en veste beige et avec un sac à dos) courir avec une caméra vers sa collègue (avec une capuche claire) mise à terre à côté d'un agent de la BAC.

Le premier journaliste fait alors un signe de la main à l'agent de la BAC pour demander de relâcher sa collègue (à la fin de la vidéo, on apprend qu'il s'agit d'une femme).

L'agent de la BAC prend ensuite les affaires de la journaliste qui essaie de les récupérer.

Soudainement, deux agents de la BAC la poussent, elle tombe au sol et subit des coups de matraque et de pied des forces de l'ordre qui ont en outre retiré et jeté son casque.

Son collègue tente de nouveau de lui venir en aide mais il se retrouve aussi dos au sol et frappé par la BAC.

À cet instant, une voix féminine répète derrière la caméra:

«C'est la presse. Ils sont en train de frapper la presse. S'il vous plaît…»

Contacté par Sputnik, l'auteur de la vidéo a confirmé que la séquence a été filmée durant la manifestation des Gilets jaunes à Toulouse, le 13 avril, en ajoutant que les journalistes agressés travaillaient pour un média étranger. sputniknews.com 14.04

- «Une ambiance de guerre» à Toulouse lors de l'acte 22 des Gilets jaunes sputniknews.com 14.04

Toulouse, «capitale» des Gilets jaunes en ce samedi 13 avril, a vécu une journée de mobilisation très tendue, marquée par des heurts entre les forces de l'ordre et les manifestants. Des bombes de gaz lacrymogène et des canons à eau ont été utilisés à plusieurs reprises pour éparpiller les manifestants.

Plusieurs milliers des manifestants du mouvement des Gilets jaunes se sont rassemblés samedi 13 avril à Toulouse, capitale de la révolte lors de cet acte 22, a annoncé France 3.

Le départ du cortège était prévu à 12h depuis la place Jean Jaurès. 800 policiers et gendarmes, ainsi que quatre compagnies de CRS, ont été mobilisés, a affirmé la chaîne de télévision.

Le rassemblement a été émaillé par des tensions violentes entre manifestants et forces de l'ordre qui ont commencé à faire usage de gaz lacrymogène vers 14h. Afin de disperser les manifestants, des grenades lacrymogènes et assourdissantes ont été lancées à plusieurs reprises dans la journée comme l'attestent plusieurs images et vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Vers la fin de l'après-midi, le quartier du monument aux morts était couvert de gaz lacrymogène et des manifestants ont largement utilisé des masques à gaz pour se protéger.

Maxime Nicolle, une des figures du mouvement venu pour soutenir les Gilets jaunes à Toulouse, a commenté les affrontements auprès de l'AFP: «Vous avez vu: tout se passait bien et ils nous gazent».

Selon le témoignage d'un manifestant sur Twitter, il était impossible de rejoindre le cortège des Gilets jaunes pour certains participants à cause des actions des forces de l'ordre censées repousser les manifestants. «C'est une ambiance de guerre», a-t-il conclu.

La police a également utilisé des canons à eau pour disperser les manifestants et réduire le périmètre de la manifestation, interdite dans le centre et sur la place de la Capitole.

À l'issue de la manifestation, des dégâts ont été constatés dans la ville. Une agence d'intérim, une agence immobilière et une banque ont été saccagées, selon France 3.

Vers 18h, 23 personnes ont été interpellées dans le centre de Toulouse pour cause de jets de projectiles, port d'arme et dégradation, a déclaré la préfecture de Haute-Garonne. sputniknews.com 14.04

À Toulouse sous les gaz, un homme inconscient et «tout le monde en train de vomir» sputniknews.com 14.04

À Toulouse, dans les rues brumeuses de gaz, un homme visiblement touché par le gazage et possiblement blessé a été filmé gisant inconscient à terre. Une manifestante en larmes s'adresse aux forces de l'ordre, leur reprochant le recours actif au gaz, alors que tous les manifestants se sentent déjà mal.

Ce 22e samedi de mobilisation des Gilets jaunes à Toulouse a été émaillé de tensions. Des nuages de gaz lacrymogène ont été partagés en images par des témoins, ceux qui se sentaient mieux que les autres. Après l'utilisation massive de ce procédé, un homme a été filmé inconscient par terre dans l'une des rues de la ville, vraisemblablement blessé et intoxiqué.

«Ouvre les yeux!», lui dit-on, tentant de lui faire reprendre conscience. Vaguement, l'homme remue les mains, mais est apparemment très faible.

Dans le même temps, un cordon de forces de l'ordre ne laisse pas passer les manifestants qui tentent de quitter le lieu du gazage.

«Vous nous gazez, vous voulez qu'on fasse comment? Regardez, tout le monde est en train de vomir», s'écrie, en désespoir de cause, une femme en larmes.

«On n'a plus le droit de manifester», constate un homme.

Sur les réseaux sociaux, nombreux ont été les utilisateurs qui ont évoqué une «répression violente» sans précédent et des «scènes de guerre», et ce, quelques jours après l'entrée en vigueur de la loi anticasseurs.

La mobilisation de quelque 4.500 Gilets jaunes ressemblés à Toulouse, selon la police, a été marquée par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, alors que la Ville rose était proclamée «capitale» du mouvement pour son 22e acte.

Toulouse Acte 22 — Les ordres ont été donnés: Répression! Matraquages, lacrymo, intimidations et une volonté de n'en finir avec la manifestation.

Les manifestants s'y sont heurtés à des barrages des forces de l'ordre qui ont fait mouvement pour les encercler, tirant gaz lacrymogènes et grenades assourdissantes.

Des «individus habillés en noir, masqués ou cagoulés, équipés, ont pris à partie les forces de l'ordre avec de multiples jets de projectiles et feux d'artifices», a affirmé la préfecture, chiffrant à «plusieurs centaines de personnes les profils violents».

Ceux qui dégradent et cassent, insultent les journalistes et les policiers, pénalisent les commerçants et les toulousains se couvrent de honte. Ils desservent la cause des manifestants sincères, qui ont le droit de s'exprimer dans le calme et le respect, sans répression. sputniknews.com 14.04

On ne mélange pas les torchons et les serviettes.

Dans le texte final adopté par l'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes qui s'est tenue à Saint-Nazaire du 5 au 7 avril 2019, était formulé l'objectif suivant : "*nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme*". (Source Reporterre 8 avril 2019)

LVOG - On ne peut que saluer cette prise de position.

Vous avez pu constater que les acteurs du mouvement ouvrier qui se réclament, soit du combat pour l'abolition de la Ve République, soit du combat pour en finir avec le capitalisme, étrangement ils ne trouvent pas utile de lier les deux objectifs, or c'est indispensable.

Le plus déterminant des deux ou la tâche historique à accomplir est évidemment la rupture avec le capitalisme, prélude à la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, car on peut très bien imaginer se passer de la Ve République (et de l'UE) sans que cela ne change quoi que soit, tout comme on peut se passer des présidents saoudien, algérien, tunisien, égyptien, etc. sans que rien ne change ou sans qu'aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs ne voie le jour. Mais cela ne doit pas escamoter le fait, qu'on ne pourra pas s'attaquer au capitalisme sans s'emparer au préalable du pouvoir politique, donc sans se doter des instruments d'organisation ou des organismes politques indépendants pour atteindre cet objectif.

La question est de savoir dans quelle orientation sociale on situe la rupture avec les institutions de la Ve République, car c'est uniquement son contenu social qui déterminera son contenu politique, et qui par conséquent doit constituer l'axe de combat contre le régime pour le renverser. Autrement dit, si on envisage sérieusement d'en finir avec les institutions de la Ve République cela doit être conçu uniquement pour nous permettre de s'attaquer aux fondements du capitalisme, tout autre objectif consistant à le ménager ou à le préserver, à ne rien changer en somme.

Voyez la situation au Venezuela où l'oligarchie n'a pas été expropriée. En réalité, c'est elle qui continue de détenir le pouvoir et qui s'en sert pour harceler sans cesse Maduro qui incarne le pouvoir politique, qui se retrouve ainsi amputé du pouvoir de changer la société et doit en permanence composé avec la réaction et l'armée.

Ce ne sont pas les institutions nationales ou supranationales qui exploitent les travailleurs ou leur imposent une politique antisociale, leur pourrisse la vie, c'est le capitalisme en crise et ses besoins qui leur imposent, ces institutions lui fournissent un cadre légal et juridique pour assurer son fonctionnement et sa pérennité. Si l'exploitation de l'homme par l'homme coïncida avec l'apparition des classes sociale et plus tard de l'Etat avec ses institutions, leur extinction débutera quand on portera un coup décisif au capitalisme.

Faites tomber le masque du corporatisme.

- Grand débat: Jacline Mouraud suggère la création d'un "porte-parolat du citoyen" AFP 13 avril 2019

Jacline Mouraud, figure des "gilets jaunes", a suggéré samedi la création d'un "porte-parolat du citoyen" pour "faire remonter la température des régions" et favoriser davantage de démocratie participative, dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron transmise à l'AFP.

"Je vous ai proposé de favoriser la création de comités citoyens au niveau des communes, des départements et des régions, animés par un comité citoyen national, afin de favoriser l'émergence d'une société politique juste, solidaire et participative. Le temps est venu de créer un porte-parolat du citoyen, au même titre que celui du gouvernement ou de l'Elysée", écrit la fondatrice du parti "Les Emergents".

Comment fonctionnerait ce porte-parolat? Il serait composé de quatre ou cinq personnes "impliquées dans des associations ou des ONG" et recrutées selon un "tirage au sort" par zone géographique, "pourquoi pas celles de l'indicatif téléphonique", a-t-elle expliqué à l'AFP. AFP 13 avril 2019

Quand la parodie de démocratie se confronte à la dure réalité, ses heures sont comptées.

- Restitution biaisée du grand débat : "Une polémique inutile qui n'est pas fondée" pour Emmanuelle Wargon - Franceinfo

- Grand débat: une garante admet qu'il faudra un "toilettage" des chiffres de restitution - AFP

Une des garantes du grand débat, Isabelle Falque-Pierrotin, a admis vendredi qu'il faudra un "toilettage" des chiffres de sa restitution, par endroits sous-estimés et par d'autres surestimés. AFP

- Nombre de participants gonflé, approximations, analyse partielle... les petits arrangements du grand débat - Franceinfo

Après la restitution de la consultation lancée pour répondre aux "gilets jaunes", les documents de synthèse montrent que le nombre de contributeurs a été surestimé, et que plus de la moitié des contributions n'ont pas pu être prises en compte. Franceinfo

En macronnie.

Sauver le soldat Macron et son "quinquennat".

- Social et écologie: Hulot et Berger appellent à un "sursaut politique" - AFP 14 avril 2019

L'ancien ministre Nicolas Hulot, Laurent Berger (CFDT) et une quinzaine de responsables associatifs appellent à "un profond sursaut politique pour que ce quinquennat" ne soit pas "perdu pour la transition écologique et la justice sociale", dans une tribune publiée par le Journal du dimanche. AFP 14 avril 2019

Macron corrupteur et corrompu.

- Vente de Rafale à l'Inde: Paris a effacé la dette fiscale d'un proche de Modi - AFP 14.04

La France a annulé en 2015 un redressement fiscal visant une entreprise appartenant à un homme d'affaires proche du Premier ministre indien, Narendra Modi au moment où se négociait la vente de 36 avions de combat Rafale à l'Inde, affirme samedi Le Monde. AFP 14.04

UE à hue et à dia.

Ils sont à la peine.

- Les élections européennes 2019 peinent à mobiliser les foules - Le HuffPost 14.04

Même pas deux millions de téléspectateurs pour un débat en prime time sur France2, des salles qui peinent à se remplir, la concurrence d'un grand débat qui n'en finit pas... A six semaines du scrutin et alors que la campagne bat son plein, les élections européennes peinent toujours à passionner les foules, laissant craindre un nouveau pic d'abstention dans les urnes le 26 mai. Le HuffPost 14.04

Un "fan club" déjà fané.

- Européennes : Place publique en pleine hémorragie ? - Le Parisien 14.04

Sévère hémorragie à Place publique, le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann en novembre dernier et en vue du scrutin européen. Déçus par un fonctionnement « pyramidal » et l'alliance avec le PS, près de la moitié des 22 signataires de « l'acte de naissance » auraient déserté au cours du mois écoulé, comme le confirment plusieurs d'entre eux.

Farid Benlagha, l'un des fondateurs, qui avait fait suivre son départ en mars d'une tribune au vitriol, pointe une « organisation dont le seul objectif était de mettre en valeur un homme », Raphaël Glucksmann.

En écho aux critiques de Thomas Porcher qui avait regretté mi-mars dans le JDD un pacte avec le PS « pris en deux semaines par un petit cercle », Farid Benlagha accuse un « groupuscule » formé autour de Raphaël Glucksmann et ses proches d'avoir pris seul toutes les décisions. « Une forme de putsch », assène-t-il.

« D'un mouvement polyphonique, on est passés à un fan-club de Raphaël Glucksmann », ajoute une source anonyme au sein du parti, pour qui « les pouvoirs ont été concentrés entre les mains » de l'essayiste lors du congrès de Metz, les 22 et 23 février. Un déficit démocratique ayant mené à une alliance avec le seul PS que beaucoup de fondateurs n'auraient pas validée s'ils avaient été consultés. Le Parisien 14.04

L'UE valait bien La Pen.

- Européennes: Marine Le Pen veut "tout remettre sur la table" sans quitter l'euro - AFP 14.04

Marine Le Pen présente lundi son manifeste et ses propositions en vue des élections européennes pour "tout remettre sur la table" sans sortir de l'euro, entérinant un virage pris après la présidentielle. AFP 14.04

En complément. Dis, t'as pas 100 balles, c'est pour sauver le régime. Cela ne vous rappelle-t-il rien ?

- Finlande: Antti Rinne, d'ancien syndicaliste à probable Premier ministre - AFP 15 avril 2019

Il a promis aux Finlandais de mettre fin à l'austérité et améliorer l'Etat-providence: Antti Rinne, dont le Parti social-démocrate est arrivé de justesse en tête des législatives dimanche, est un ancien syndicaliste surtout connu pour son intransigeance.

A 56 ans, ses cheveux gris et son gabarit imposant ne sont pas étrangers aux Finlandais puisque le probable futur chef de gouvernement est aussi l'ancien ministre des Finances (2014-2015) sous deux coalitions droite-gauche.

"Nous devons trouver des moyens équitables de rendre la société finlandaise durable", assurait-il au journal Helsingin Sanomat.

Avocat de formation, Antti Rinne a oeuvré comme président de plusieurs syndicats dans les années 2000, jusqu'en 2014.

Il entend améliorer les conditions de vie des personnes âgées, en promettant d'augmenter de 100 euros par mois les retraites les plus basses. AFP 15 avril 2019

Quand l'oligarchie anglo-saxonne dicte sa loi au monde entier.

- Un ex-général vénézuélien arrêté à Madrid à la demande des Etats-Unis - AFP

L'ex-général vénézuélien Hugo Carvajal, ancien directeur des services secrets militaires sous la présidence de Hugo Chavez, a été arrêté vendredi à Madrid à la demande des Etats-Unis, qui le réclament pour trafic de drogue, ont déclaré à l'AFP des sources policières. AFP

- Julian Assange compte contester et combattre la demande d'extradition des Etats-Unis - euronews

C'est le début d'un long "combat" judiciaire pour le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, qui vient de passer sa première nuit en détention et risque d'être extradé vers les Etats-Unis qui le considèrent comme une menace pour leur sécurité et veulent le juger. euronews

- Les juges de la CPI refusent d'ouvrir une enquête sur l'Afghanistan - Reuters

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont rejeté vendredi à l'unanimité la demande du procureur d'ouvrir une enquête pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre en Afghanistan, ce dont Donald Trump s'est félicité... Reuters

L'Organisation militaire internationale de l'oligarchie financière où l'état de guerre permanent.

Contre-célébration à Florence du 70ème anniversaire de l'Otan par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 10 avril 2019

Les dirigeants politiques de l'Otan se sont réunis pour en célébrer l'anniversaire, en l'absence du président Trump. Au même moment, celui-ci, contre l'avis de l'Alliance, proposait à la Chine et à la Russie un désarmement nucléaire partiel. De leur côté quelques militants de la paix appelaient à la sortie de l'Otan ; une position paradoxalement proche de celle de Donald Trump.

Manlio Dinucci - Le 70ème anniversaire de l'Otan a été célébré par les 29 ministres des Affaires étrangères réunis non pas au quartier-général de l'Otan à Bruxelles, mais dans celui du Département d'État à Washington. Maître de cérémonie : le Secrétaire général de l'Otan Jens Stolten-berg, qui s'est limité à annoncer le discours d'ouverture prononcé par le secrétaire d'État Michael Pompeo.

L'Otan —explique le Département d'État— est importante parce que, grâce à elle, « les États-Unis peuvent mieux faire face, militairement et politiquement, aux menaces globales contre leurs intérêts : l'Otan reste fondamentale pour les opérations militaires des USA dans la région transatlantique (c'est-à-dire en Europe) et dans d'autres régions stratégiquement critiques, comme le Moyen-Orient et l'Asie Méridionale ». C'est donc le Département d'État même qui nous dit clairement que l'Otan est un instrument des États-Unis. Aucune réaction politique en Italie.

La seule réponse est venue du Colloque qui, organisé par le Comitato No Guerra No Nato et par Global Research, centre de recherche dirigé par Michel Chossudovsky (Montréal), a réuni au cinéma-théâtre Odeon de Florence le 7 avril environ 600 participants.

Les conclusions sont exposées dans la Déclaration de Florence, pour un front international pour la sortie de l'Otan.

Le risque d'une vaste guerre qui, avec l'emploi des armes nucléaires, pourrait signer la fin de l'Humanité, est réel et croissant, même s'il n'est pas perçu par l'opinion publique tenue dans l'ignorance du danger imminent.

S'engager fortement à sortir du système de guerre est d'une importance vitale. Cela pose la question de l'appartenance de l'Italie et d'autres pays européens à l'Otan.

L'Otan n'est pas une Alliance. C'est une organisation sous commandement du Pentagone, dont l'objectif est le contrôle militaire de l'Europe Occidentale et Orientale.

Les bases USA dans les pays membres de l'Otan servent à occuper ces pays, en y conservant une présence militaire permanente qui permet à Washington d'influencer et de contrôler leur politique et d'empêcher de réels choix démocratiques.

L'Otan est une machine de guerre qui opère pour les intérêts des États-Unis, avec la complicité des plus grands groupes européens de pouvoir, en se rendant coupable de crimes contre l'humanité.

La guerre d'agression conduite par l'Otan en 1999 contre la Yougoslavie a ouvert la voie à la mondialisation des interventions militaires, avec les guerres contre l'Afghanistan, la Libye, la Syrie et d'autres pays, en violation complète du droit international.

Ces guerres sont financées par les pays membres, dont les budgets militaires sont en augmentation continue au détriment des dépenses sociales, pour soutenir des programmes militaires colossaux comme celui du nucléaire étasunien de 1.200 milliards de dollars.

Les USA, violant le Traité de non-prolifération, déploient des armes nucléaires dans 5 États non-nucléaires de l'Otan, sous le faux prétexte de la "menace russe". Ils mettent ainsi en jeu la sécurité de l'Europe.

Pour sortir du système de guerre qui cause de plus en plus de dégâts et nous expose au risque imminent d'une vaste guerre, il faut sortir de l'Otan, en affirmant le droit d'être des États souverains et neutres.

Il est de cette façon possible de contribuer au démantèlement de l'Otan et de toute autre alliance militaire, à la reconfiguration des structures de toute la région européenne, à la formation d'un monde multipolaire dans lequel se réalisent les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale.

Nous proposons la création d'un front international NATO EXIT dans tous les pays européens de l'OTAN, en construisant un réseau organisationnel à un niveau de base capable de soutenir la très dure lutte pour arriver à cet objectif vital pour notre avenir. Réseau Voltaire 10 avril 2019

LVOG - "*La mondialisation des interventions militaires*", le "*système de guerre*", c'est ce qui caractérise l'impérialisme stade suprême du capitalisme, donc il est utopique ou opportuniste de vouloir "*sortir de l'Otan*" ou de prôner le "*démantèlement de l'Otan*" sans envisager de se débarrasser du capitalisme et des institutions supranationales du capital telles que l'Union

européenne ou "*l'Otan économique*", l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, etc.

Nous appelons les initiateurs et les signataires de cette déclaration à être cohérents et sérieux à appeler à rompre avec le capitalisme, condition sans laquelle "*les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale*" demeureront un voeux pieux indéfiniment. Cessez d'agiter le hochet du droit international qui a été conçu par l'impérialisme américain pour pérenniser son hégémonie économique, politique et militaire sur le reste du monde.

- Les 70 ans de l'Otan: de guerre en guerre - mondialisation.ca 11.04

Le 70èmeanniversaire de l'Otan a été célébré par les 29 ministres des Affaires étrangères réunis non pas au quartier-général de l'Otan à Bruxelles, mais dans celui du Département d'État à Washington. Maître de cérémonie : le Secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, qui s'est limité à annoncer le discours d'ouverture prononcé par le secrétaire d'État Michael Pompeo.

L'Otan -explique le Département d'État- est importante parce que, grâce à elle, "les États-Unis peuvent mieux faire face, militairement et politiquement, aux menaces globales contre leurs intérêts : l'Otan reste fondamentale pour les opérations militaires USA dans la région transatlantique (c'est-à-dire en Europe) et dans d'autres régions stratégiquement critiques, comme le Moyen-Orient et l'Asie Méridionale". C'est donc le Département d'État même qui nous dit clairement que l'Otan est un instrument des États-Unis. Aucune réaction politique en Italie.

La seule réponse est venue du Colloque qui, organisé par le Comitato No Guerra No Nato et par Global Research, centre de recherche dirigé par Michel Chossudovsky (Montréal), a réuni au cinéma-théâtre Odeon de Florence le 7 avril environ 600 participants.

Les conclusions sont exposées dans la Déclaration de Florence, pour un front international Nato Exit

Le risque d'une vaste guerre qui, avec l'emploi des armes nucléaires, pourrait signer la fin de l'Humanité, est réel et croissant, même s'il n'est pas perçu par l'opinion publique tenue dans l'ignorance du danger imminent.

S'engager fortement à sortir du système de guerre est d'une importance vitale. Cela pose la question de l'appartenance de l'Italie et d'autres pays européens à l'Otan.

L'Otan n'est pas une Alliance. C'est une organisation sous commandement du Pentagone, dont l'objectif est le contrôle militaire de l'Europe Occidentale et Orientale.

Les bases USA dans les pays membres de l'Otan servent à occuper ces pays, en y conservant une présence militaire permanente qui permet à Washington d'influencer et de contrôler leur politique et d'empêcher de réels choix démocratiques.

L'Otan est une machine de guerre qui opère pour les intérêts des États-Unis, avec la complicité des plus grands groupes européens de pouvoir, en se rendant coupable de crimes contre l'humanité.

La guerre d'agression conduite par l'Otan en 1999 contre la Yougoslavie a ouvert la voie à la mondialisation des interventions militaires, avec les guerres contre l'Afghanistan, la Libye, la Syrie et d'autres pays, en violation complète du droit international.

Ces guerres sont financées par les pays membres, dont les budgets militaires sont en augmentation continue au détriment des dépenses sociales, pour soutenir des programmes militaires colossaux comme celui du nucléaire étasunien de 1.200 milliards de dollars.

Les USA, violant le Traité de non-prolifération, déploient des armes nucléaires dans 5 États non-nucléaires de l'Otan, sous le faux prétexte de la "menace russe". Ils mettent ainsi en jeu la sécurité de l'Europe.

Pour sortir du système de guerre qui cause de plus en plus de dégâts et nous expose au risque imminent d'une vaste guerre, il faut sortir de l'Otan, en affirmant le droit d'être des États souverains et neutres.

Il est de cette façon possible de contribuer au démantèlement de l'Otan et de toute autre alliance militaire, à la reconfiguration des structures de toute la région européenne, à la formation d'un monde multipolaire dans lequel se réalisent les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale.

Nous proposons la création d'un front international NATO EXIT dans tous les pays européens de l'OTAN, en construisant un réseau organisationnel à un niveau de base capable de soutenir la très dure lutte pour arriver à cet objectif vital pour notre avenir. mondialisation.ca 11.04

LVOG - Il ne peut pas exister "*des États souverains et neutres*", des "Etats libres" disent d'autres, sans avoir anéanti la capacité de nuisance de l'oligarchie financière, sans rupture avec le capitalisme, donc sans avoir réduit son pouvoir politique à néant par une révolution sociale et démocratique détruisant les institutions nationales dans chaque pays, tâche que seule la classe ouvrière associée aux couches inférieures des classes moyennes peut accomplir.

Haut de page

Le 24 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai eu quelques problèmes informatiques et personnels, de plus il fait une chaleur à crever, ce qui explique pourquoi je n'ai pas actualisé le portail plus tôt. Rien ne pressait ! Et puis il faut s'occuper des gosses pendant les vacances scolaires, les parents travaillent, et ici la seule solution c'est de les caser chez les grands-parents, donc je joue mon rôle de grand-père avec l'une des petites-filles de ma compagne Selvi. Le jardin donne plus de boulot aussi, le nettoyage quotidien est plus long et il faut arroser tous les jours.

On ignore toujours quand et à quelle occasion les masses vont déferler par millions pour abattre le régime. Le développement de la situation va-t-il y contribuer ? Le mouvement ouvrier va-t-il encore longtemps constituer un obstacle à leur mobilisation ? Quels enseignements politiques en tirent les travailleurs ?

Apparemment tout le monde se complait dans le mode de vie qui nous a été imposé, aucun parti ne le remet réellement en cause, tout au plus s'emploient-ils à l'embellir à la marge, aucun ne propose un autre modèle de société, franchement, obtenir 100 balles de plus ou partir à la retraite un ou deux ans plus tôt, et tout le reste est à l'avenant, qu'est-ce que cela change, est-ce que cela vaut vraiment la peine de se mobiliser pour si peu ?

On a l'impression qu'il n'existe plus de véritables opposants au capitalisme.

Plus personne ne défend le socialisme car personne ne propose la retraite à 50 ans, voire 45 ans, la réduction de la semaine de travail à 24 ou 28 heures, l'éradication immédiate du chômage, la gratuité des transports en commun (Bus, train et métro), des autoroutes, de la santé, de l'école et de l'université, le smic, la retraite minimum, l'allocation chômage, vieillesse ou handicapée à 2.000 euros, la réduction des loyers par 2 ou 3, du prix du gaz et de l'électricité, de l'eau, de l'essence, des assurances, la suppression de la TVA, de la CSG et de la taxe audiovisuelle, l'expropriation sans indemnité de tous les oligarques, des capitalistes ou actionnaires du CAC 40, des 2.000 grandes entreprises, la confiscation de tous leurs biens ou avoirs, la dissolution de l'appareil répressif (policier et judiciaire) de l'Etat, de l'armée, de la Bourse, des médias de la réaction, des instituts de sondages, etc.

- Au format pdf (25 pages)

PREMIERE PARTIE

Coïncidence ?

LVOG - Je viens juste de m'équiper en achetant un récepteur Wifi multi carte Sim Huawei, et cela fonctionne à merveille, je vais gagner environ une heure par jour, 7 heures par semaine, 28 heures par mois, plus de 300 heures par an ! Cela m'a coûté 2600 roupies, 32 euros environ.

Et puis dorénavant je peux visualiser toutes les vidéos, donc je vais pouvoir être au plus près de la situation. J'en ai regardé une hier sur l'Acte XXIII à Paris, impressionnante la violence policière, harnachés comme ils sont, on voit immédiatement que Macron a mobilisé les forces de l'ordre pour aller à l'affrontement, rien que leur présence est une provocation.

- Huawei : forte croissance au premier trimestre 2019 - euronews 22 avril 2019

Carton plein pour Huawei. Dans un communiqué, le géant chinois des télécoms dévoile des chiffres de vente excellents.

Entre janvier et mars, il a vendu 59 millions de smartphones dans le monde. La firme a enregistré une hausse de 8% de ses bénéfices net. Autre chiffre important : Huawei a généré un chiffre d'affaires global de près de 27 milliards de dollars, en hausse de 39% par rapport à l'année précédente.

Huawei s'impose comme le numéro 2 mondial du smartphone devant Apple pour le troisième trimestre consécutif. Le Chinois ne compte pas s'arrêter là. Il espère voler la première place au coréen Samsung l'année prochaine.

Pour y arriver, Huawei veut surfer sur le développement du réseau 5G. Le groupe investit pour prendre le maximum de parts de marché. Selon la direction, des smartphones Huawei compatibles 5G seront disponibles l'année prochaine à des prix concurrentiels, 300 dollars l'appareil. euronews 22 avril 2019

Mais c'est pire que chez moi en Inde !

- Paris envahi par les rats, des bénévoles à la rescousse de la mairie du 17e - Franceinfo 15 avril 2019

Le rat est un important vecteur de maladies, notamment la dangereuse leptospirose. Il se reproduit très rapidement. Dans des conditions optimales une femelle qui est arrivée à maturité sexuelle à l'âge de quelques semaines peut susciter une descendance de 1000 individus par an. Chacun vivra environ 18 mois.

Se nourrissant de tout ce qu'il trouve, il prolifère dans les espaces riches en déchets alimentaires comme les décharges sauvages, les égouts, les locaux à poubelles mal entretenus, les sous sols de restaurants. On estime la population de rats dans la capitale à quatre millions d'individus, soit presque deux par habitant.

Pourtant tout le monde n'est pas d'accord pour lutter contre cette infestation. Lorsqu'en 2016 la mairie de Paris a lancé une grande campagne de dératisation, une pétition lancée par une défenseuse des animaux a recueilli plus de 26 000 signatures au cri de "Stoppez le génocide des rats". Elle réagit notamment à l'interdiction de nourrissage des pigeons qui profite indirectement aux rats. Franceinfo 15 avril 2019

LVOG - On ne s'était pas trompé en constatant que le niveau de conscience de la population évoluait plus lentement que le développement économique, mais on ignorait que l'écart entre les deux pouvait être de plusieurs siècles ! Voilà ce qui arrive quand les pigeons sont gavés, ils subissent une atrophie du cerveau ! Cela dit, en vivant en Inde depuis le début des années 90, cela fait près de 30 ans, date (1991) de l'accélération brutale et à marche forcée du développement économique, j'ai pu observer, en fait je constate quotidiennement à quel point les mentalités évoluent très lentement ou n'évoluent pas du tout. Je n'ai pas le temps de m'étendre sur ce sujet, et pas tellement envie pour être honnête parce qu'en subir les conséquences n'est pas une partie de plaisir mais plutôt un cauchemar !

Suite de l'article du 16 avril consacré aux gauchistes faussaires qui se sont entichés des Rothschild.

(Source : https://reseauinternational.net ; https://en.wikipedia.org ; https://www.investopedia.com)

Investopedia estime la richesse totale de la famille Rothschild à plus de 2 trillions (1000 milliards) de dollars en actifs et en avoirs, y compris certaines des plus anciennes sociétés vivantes du monde (Fawkes: si l'on s'en tient juste aux fortunes personnelles, on arrive déjà à 350 milliards) :

À plus de 2 trillions de dollars, la richesse déclarée de la famille est 5 fois plus élevée que la richesse combinée des 8 premiers milliardaires individuels au monde, ce qui signifie que la famille Rothschild à elle seule contrôle plus de richesses que peut-être trois quarts ou plus de la population totale du monde.

Et nous sommes encore très loin du compte car si l'on se réfère à Hongbing Song, chercheur en économie et ancien consultant pour les fonds de pension américains Freddie Mac et Fanny Mae :

« Les dynasties familiales les plus fortunées ne sont pas référencées dans le classement Forbes (The World's Billionaires List). Et pour cause… La fortune d'un Bill Gates (76 Milliards de Dollars US) ferait pâle figure comparée ne serait qu'aux actifs et avoir de la famille Rothschild (Amschel) qui fut estimée à 50 000 Milliards de Dollars US en 2012 (en comparaison, la même année, le PIB mondial fut évalué à 71 830 Dollars US).

LVOG - Cela me semble exagéré ou mérite de plus amples détails pour retenir cette estimation.

- En 2016, la famille Rothschild est une dynastie d'une richesse inimaginable qui parvient à la dissimuler en grande partie, sans jamais être publiquement reconnue comme la famille la plus riche et la plus influente au monde. En divisant leur capital et leurs avoirs parmi les nombreux membres de la famille, y compris de nombreux descendants et héritiers, il arrive que seulement un

membre de la famille apparaisse sur la liste des individus les plus riches du monde, mais la famille représente la plus grande fortune depuis toujours.

Commentaire d'un internaute

- "Il n'y a jamais de Rothschild ni de Rockefeller dans le classement, c'est un peu bizarre."

- "Forbes est propriété des Rockefeller."

LVOG - Fortune (AT&T - Time Warner - WarnerMedia) est également un magazine américain consacré à l'économie établissant un classement des grandes fortunes, racheté par Verizon à AOL en 2015 (Huffington Post, Neuf Cegetel, SFR). Parmi les principaux actionnaires on retrouve JPMorgan Chase et BlackRock Institutional Trust Company.

Investopedia coté en bourse est une référence en terme de données économiques.

- On Feb 26, 2019, Investopedia released it's 2019 Best Online Brokers Awards.[11] The awards featured 12 categories including Best Overall Online Brokers, Best Stock Trading Apps, Best for Options Trading, Best Brokers for Low Costs, and more.[12] (Source : Wikipédia en anglais)

Investopedia créé en 1999 (28 millions de visiteurs sur le Net) est propriété de IAC/InterActive Corp (NASDAQ-100) depuis 2013, 7000 salariés (2016), chiffre d'affaires de 4,65 milliards dollars (2016), possède une quarantaine d'entreprises. (en.wikipedia.org)

Vaut mieux avoir de la suite dans les idées.

Il y a déjà 10 ans ou plus, j'ai oublié, j'avais affirmé qu'un soulèvement révolutionnaire ou le déclenchement d'une révolution ne suivrait pas le schéma classique des deux derniers siècles compte tenu de l'évolution du capitalisme, des conditions des classes exploitées et opprimées, des rapports entre les classes, et qu'elle serait d'emblée politique en posant directement ou pratiquement immédiatement la question du pouvoir et de l'Etat, et c'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui en France et partout ailleurs dans le monde, qu'il s'agisse du RIC ou de "dégager le système" comme en Algérie par exemple.

Evidemment, puisque aucun parti ne partageait cette analyse de la situation, aucun ne pouvait y être préparé et y avoir préparé les travailleurs, c'est ce que chacun a pu constater depuis le 17 novembre 2018. Autant dire que leurs tactiques et stratégies ne pouvaient être qu'erronées, ce qui les conduisit à se marginaliser ou à se couper un peu plus des masses, alors qu'ils les justifièrent en expliquant qu'ils les avaient adoptées pour justement éviter de tomber dans ce travers.

Ils ont juste oublié que la concentration des richesses et du pouvoir politique par l'oligarchie financière devait se traduire non seulement par l'accroissement des inégalités sociales, mais par la radicalisation politique de la classe dominante la conduisant au refus catégorique de tout compromis social qui jusque là avait servi de vernis ou de caution démocratique au régime, de sorte qu'il allait apparaître ouvertement antidémocratique, despotique pour ne plus laisser place qu'à deux comportements possibles pour les exploités et les opprimés, subir et se soumettre en silence au sort qui leur avait été réservé ou s'y refuser et se dresser contre le régime, partant de là il était parfaitement prévisible que les deux attitudes se manifesteraient un jour ou l'autre, encore fallait-il se demander comment ou de quelle manière.

Nos dirigeants ont sous-estimé ou ignoré le tournant adopté par l'oligarchie financière sur le plan économique à l'échelle mondiale au début des années 70, qui allait rapidement se concrétiser sur le plan politique pour pouvoir poursuivre leur offensive généralisée contre le prolétariat, continuant d'entonner les mêmes discours jusqu'à nos jours, appelant la confrérie des opportunistes et traîtres à se mobiliser pour faire reculer le gouvernement et obtenir des concessions ou des réformes sociales, ne comprenant manifestement pas que cette période était révolue, ou que cette étape de la lutte des classes correspondait à un stade du développement du capitalisme mondial qui dorénavant appartenait définitivement au passé, et que c'était l'heure de l'affrontement direct ou violent entre les classes qui avait sonné et à laquelle il fallait préparer les travailleurs...

Déjà 25 ans plus tôt, ils n'avaient guère davantage compris que le stalinisme au faîte de sa gloire augurait des jours sombres pour la classe ouvrière, cela se traduisit rapidement par la dislocation de l'embryon de IVe Internationale ou ce qu'il en restait. Depuis l'avant-garde du mouvement ouvrier ne s'en est jamais remise. Peu leur importera, l'heure était à la reconstruction du capitalisme, pas seulement pour les capitalistes, mais aussi pour la social-démocratie et le stalinisme qui livrèrent le mouvement ouvrier à la réaction.

La capitulation de la social-démocratie ouvrit la voie à la Première Guerre mondiale du XXe siècle, le stalinisme ouvrit celle de la Seconde Guerre mondiale, et leur alliance contre-révolutionnaire préfigurait la suivante contre le prolétariat mondial à laquelle nous assistons en ce moment, signification politique à côté de laquelle nos dirigeants passèrent en cherchant sans cesse à leur faire jouer un rôle politique au côté des travailleurs, alors qu'ils étaient engagés au côté de la réaction. Bien que les masses aient rompu ou se soient détournés de la social-démocratie et des staliniens, ils continuent de tenir le même discours en voulant

les associer à une issue politique, c'est là qu'on s'aperçoit qu'on est en présence de partis ouvriers bureaucratiques privilégiant les rapports entre appareils, au lieu de s'en tenir aux rapports que le parti devait tisser avec les travailleurs.

Et il en est de même avec les syndicats contrôlés par les staliniens et la social-démocratie ou des dirigeants qui partagent leur idéologie depuis 1945, à ceci près qu'au cours de la période politique ouverte depuis le 17 novembre 2018 les syndicats vont être amenés à jouer un rôle déterminant dans l'offensive de la classe ouvrière pour abattre le régime, parce qu'ils sont le seul cadre organisé dans lequel les travailleurs peuvent se rassembler sur une ligne politique de rupture avec les institutions de la Ve République et au-delà avec le capitalisme, ce n'est pas le moindre des paradoxes de la situation actuelle mais s'explique très bien par le fait que les syndicats n'organisent que des travailleurs contrairement aux Gilets Jaunes, autrement dit les travailleurs pourraient réinvestir les syndicats ou les soutenir sur la base des principes qui ont été à l'origine de leur création, le combat pour l'émancipation du capital, donc de ses institutions politiques, submergeant ou balayant sociaux-démocrates et staliniens. Quant au mouvement initié par les Gilets Jaunes il pourrait emprunter la même voie une fois purgée de ses éléments de droite ou d'extrême droite. Et c'est seulement une fois les deux processus parvenus à maturité que l'affrontement direct entre les masses et le régime pourrait intervenir. Son issue dépendra de la capacité de l'avant-garde du mouvement ouvrier à exprimer consciemment ce processus et à y participer, période particulièrement favorable à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. A suivre.

Opportunisme et gauchisme.

Lu dans un article.

- "*Qu'est-ce que ça veut dire être autonome dans sa vie ? Il y a tout de suite un sens économique à l'autonomie, essayer d'être le plus indépendant possible économiquement, de sorte que l'on puisse construire sa vie, organiser sa vie librement, après j'explore aussi l'autonomie spirituelle, intellectuelle, moral.*"

LVOG - Il y en a qui naïvement rêvent de gravir les échelons de l'échelle sociale pour obtenir un statut supérieur, devenir chef d'entreprise, riche et considéré, respecté ou puissant, appartenir aux classes supérieures ou partager leur mode de vie est leur seul idéal. Pour ceux qui sont de droite et l'assument, cela ne posera aucun problème de conscience puisqu'ils sont prêts à tout sacrifier pour y parvenir, y compris leur dignité. Quant à ceux qui se prétendent de gauche, leur bonne conscience servira à justifier tous leurs reniements idéologiques

L'autonomie n'est pas donnée à tout le monde, c'est une quête ou un idéal de petits-bourgeois individualistes de gauche ou d'extrême gauche sans conscience de classe, qui rêvent parce qu'ils en auraient les moyens de s'affranchir de certaines contraintes ou conséquences néfastes liées à la survie du capitalisme, pendant que l'immense majorité continueraient de les subir. Voilà pour la véritable nature de leur engagement politique qui est étrangère au socialisme quelle que soit l'étiquette qu'ils arborent.

- Faut-il avoir peur des black blocs ? comptoir.org 9 avril 2019

Extraits.

Le hasard a voulu que « Les black blocs », ouvrage de référence sur le sujet écrit par Francis Dupuis-Déri, soit réédité en France au moment même où le mouvement des Gilets jaunes, auxquels des militants « d'ultra-gauche » vêtus de noir et cagoulés participent désormais régulièrement, bat son plein. (Quel heureux "*hasard*" pour Macron ! - LVOG) Ces militants n'ont pas bonne presse : des sommets de l'État jusqu'aux organisations de la gauche institutionnelle en passant par les manifestants non-violents, ils font l'objet d'une réprobation quasi-unanime. « Violents », « vandales », « sauvages », « terroristes », ils discréditeraient les mouvements auxquels ils participent aux yeux de l'opinion publique et contribueraient à légitimer leur répression. Vraiment ? (Ils ont oublié provocateurs, rôle habituellement dévolu à des agents du régime, policiers ou barbouzes, ainsi que d'autres acteurs issus d'officines où sont présents des éléments infiltrés des services de renseignement, qui servent à instrumentaliser leurs membres ou les incitent à passer à l'action à un moment déterminé. - LVOG)

- "Des hommes en noir des cortèges de tête."

LVOG - Hors cortèges, venus uniquement pour provoquer les forces de police qui répliqueront en gazant et matraquant les manifestants sans distinction.

L'argumentation de ses supporters des black blocs repose sur un déni. Ils refusent d'admettre que le recours à des provocations et des violences, des destructions lors de manifestations est contre-productif dès lors que la majorité ne les soutiennent pas ou n'y participent pas, et servent les intérêts du gouvernement.

Ils expliquent que, parce que l'Etat fait preuve de violence envers les travailleurs en leur imposant des conditions de vie indigne, il serait légitime qu'ils recourent à la violence contre l'Etat en n'importe quelle circonstance, donc sans tenir compte de l'attitude

des travailleurs, qui eux ne se livrent pas à des violences contre l'Etat ou les condamnent. Selon eux, il ne faudrait pas tenir compte de l'état d'esprit de la majorité des travailleurs, autrement dit, ils tentent de se substituer à eux ou agissent en dehors du cadre du mouvement ouvrier organisé et ils s'en excluent eux-mêmes. C'est le créneau classique des anarchistes et des gauchistes, les idiots utiles du régime.

Leur méthode consistent à adopter "*des formes de militantisme plus discrètes, visant justement à transformer en profondeur les rapports sociaux (ZAD, habitats partagés, remise en cause des relations hiérarchiques sous toutes leurs formes, etc.)*", actions qui ne modifieront en rien les rapports sociaux établis entre les classes comme chacun peut le constate et n'y contribueront pas non plus.

On retrouve ici la même méthode employée par ceux qui s'attaquent aux préjugés archaïques des masses et voudraient leur imposer d'autres rapports sociaux au sein de la société, sans que ne soient modifiés les rapports existant entre les classes qui en sont à l'origine, et qui se déclinent sous la forme de dominants à dominés, rapports qui ne pourront être inversés que par un soulèvement révolutionnaire des masses menant au renversement de l'ordre établi...

On peut observer que cette méthode conduit à un affrontement entre une minorité et la majorité des exploités qui devraient s'y soumettre, rapport, qui vous l'aurez remarqué, reproduit fidèlement celui existant entre les classes, et s'il leur sert de modèle, c'est parce qu'ils n'entendent pas le changer, comment pourrait-il en être autrement à partir d'une infime minorité.

Ce qu'ils appellent une "tactique" est obsolète depuis les révolutions de 1848 et 1871 en France, et qui plus est de 1905 et 1917 en Russie. Voilà des gens qui n'ont tiré aucun enseignement de la lutte des classes depuis un siècle et demi. Finalement ce sont des individualistes hystériques, là encore c'est à la mode, qui entendent se faire justice eux-mêmes en ignorant le reste de la société, à commencer par la classe ouvrière.

Une analyse toujours valable un siècle plus tard.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine 1916

- ...le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus "large" et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple "tonte des coupons". (Les principales puissances occidentales, plus la Russie et la Chine de nos jours. - LVOG) (...)

On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. (De nos jours, et cela depuis très longtemps, il ne s'agit plus seulement d'une "*couche d'ouvriers*" mais de la majorité des travailleurs, ce qui évidemment complique notre combat. Certes, s'ils se sont embourgeoisés, il n'en demeure pas moins que leur sort relève de plus en plus souvent de la roulette russe, et que ce cauchemar associé à la décomposition accélérée de la société qu'ils supportent de moins en moins, constituent de puissants facteurs de rejet du capitalisme et ses institutions. Il faudra encore faire preuve d'un peu de patience avant qu'ils passent à l'action. - LVOG) Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux cotés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards". (Les différents lignes de fractures au sein des Gilets Jaunes témoignent si nécessaire que la guerre civile est inévitable, sans parler de l'attitude purement répressive du pouvoir qui en est déjà l'expression. - LVOG)

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. (C'est ce que je me suis employé à expliquer plus haut. L'origine de la dégénérescence de la social-démocratie ainsi que le stalinisme, leur idéologie était avant tout économique et liée au capitalisme mondial dont ils sont devenus les agents ou porte-parole... - LVOG)

Une analyse de la situation mondiale.

- La stratégie du chaos dirigé par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 16 avril 2019

Extrait. Comme un rouleau compresseur, les États-Unis et l'Otan étendent au monde la stratégie Rumsfeld/Cebrowski de

destruction des structures étatiques des pays non-intégré à la globalisation économique. Pour ce faire, ils utilisent les Européens auxquels ils font croire à une prétendue « menace russe ». Ce faisant, ils encourent le risque de provoquer une guerre générale.

Manlio Dinucci - Le président roumain, Klaus Iohannis, déclare ouvertes les manœuvres de l'Otan « Bouclier de la mer 2019 ».

Tous contre tous : c'est l'image médiatique du chaos qui fait tâche d'huile sur la rive sud de la Méditerranée, de la Libye à la Syrie. Situation devant laquelle même Washington semble impuissant. En réalité Washington n'est pas l'apprenti sorcier incapable de contrôler les forces mises en mouvement. C'est le centre moteur d'une stratégie —celle du chaos— qui, en démolissant des États entiers, provoque une réaction en chaîne de conflits à utiliser selon l'antique méthode du « diviser pour régner ».

Sortis vainqueurs de la Guerre froide en 1991, les USA se sont auto-proclamés « le seul État avec une force, une portée et une influence en toute dimension —politique, économique et militaire— réellement mondiales », se proposant d' « empêcher qu'une quelconque puissance hostile ne domine une région —l'Europe Occidentale, l'Asie Orientale, le territoire de l'ex-Union Soviétique et l'Asie Sud-Occidentale (le Moyen-Orient)— dont les ressources suffiraient à générer une puissance mondiale ».

Depuis lors les États-Unis et l'Otan sous leur commandement ont fragmenté ou démoli par la guerre, un à un, les États considérés comme un obstacle au plan de domination mondiale —Irak, Yougoslavie, Afghanistan, Libye, Syrie et autres— tandis que d'autres encore (parmi lesquels l'Iran et le Venezuela) sont dans le viseur.

Entre dans la même stratégie le coup d'État en Ukraine sous conduite des USA et de l'Otan, afin de provoquer en Europe une nouvelle Guerre froide pour isoler la Russie et renforcer l'influence des États-Unis en Europe.

Pendant qu'on concentre l'attention politico-médiatique sur le conflit en Libye, on laisse dans l'ombre le scénario de plus en plus menaçant de l'escalade de l'Otan contre la Russie. Réseau Voltaire 16 avril 2019

Sur l'Union européenne.

L'Union européenne, c'est le régime supranational-socialiste.

- Un citoyen de l'Union européenne sur six était en situation de pauvreté en 2017, selon l'Insee - franceinfo 16.04

Premier enseignement de cette étude : elle précise les fortes disparités à l'intérieur de l'Union européenne. En effet, le niveau de vie moyen annuel est de 3 060 euros en Roumanie, contre 41 560 au Luxembourg. La France se situe un peu au-dessus de la moyenne européenne (située à près de 20 000 euros), avec 25 610 euros annuel par habitant.

Ces disparités se constatent également si on observe la pauvreté monétaire, qui correspond aux habitants dont les revenus sont inférieurs à 60% du revenu médian de leur pays. Cela concerne 17,3% de la population européenne (soit 87 millions de personnes) mais les chiffres font le grand écart : de 9,7% de Tchèques touchés, on passe à 25,3% en Roumanie. La France se classe en 6e position des taux les plus bas. En revanche, il est possible de retrouver une pauvreté monétaire conséquente dans des pays au niveau de vie élevé, comme au Luxembourg par exemple.

Si la mesure de la pauvreté monétaire permet de constater de fortes différences entre pays de l'UE, "l'amplitude des écarts entre les taux de pauvreté monétaire est bien inférieure à celle observée pour les taux de privation matérielle et sociale", précise cependant l'Insee. La privation matérielle et sociale est évaluée via un questionnaire et mesure la part de la population qui ne parvient pas à couvrir certaines dépenses (loyer, factures, chauffage, vacances...).

L'écart est frappant : seuls 3% de la population suédoise sont touchés contre 50% en Roumanie. Plus généralement, cette privation est plus fréquente dans les pays les moins aisés. Ainsi, on peut distinguer une fracture géographique au sein de l'UE : "Le taux de privation matérielle et sociale de l'Europe du Nord et de l'Ouest est inférieur de moitié à celui de l'Europe du Sud et de l'Est", écrivent Julien Blasco et François Gleizes dans leur étude. Par exemple, 37,5% des citoyens européens affirment ne pas pouvoir faire face à une dépense inattendue, contre 31,9% dans l'Europe de l'Ouest et du Nord et 44,2% dans l'Europe du Sud et de l'Est.

En effet, beaucoup de pays ont vu leurs taux de pauvreté augmenter entre 2007 et 2012, du fait de la crise économique. De la même manière, alors que le taux de privation matérielle est reparti à la baisse en 2013 dans un grand nombre de pays, ils ont été nombreux à voir leur pauvreté monétaire augmenter jusqu'en 2016.

Dans la majorité des pays de l'UE, on constate que "les populations exposées à l'un ou l'autre type de pauvreté sont relativement similaires du point de vue du statut d'activité, de la profession et de la configuration familiale". Ainsi, les familles monoparentales ont trois fois plus de chances d'être touchées par la pauvreté et les chômeurs quatre fois plus. De la même manière, les indépendants et les agriculteurs sont plus sujets à la pauvreté monétaire qu'à la privation matérielle et sociale.

Les 16-24 ans sont eux plus exposés à la pauvreté monétaire. De la même manière, les personnes touchées par la privation matérielle et sociale ont "un niveau de vie bien inférieur à celui du reste de la population".

L'étude réalisée par Julien Blasco et François Gleizes permet aussi d'avoir une idée plus fine de la notion de pauvreté dans chaque pays. En effet, elle révèle que, selon la définition de pauvreté retenue, les résultats peuvent différer. Concrètement, cela signifie qu'une partie de la population européenne peut gagner plus de 60% du revenu médian et ne pas pouvoir se payer une semaine de vacances par an hors de son domicile. Ainsi, en Estonie la pauvreté monétaire est beaucoup plus élevée que la privation sociale et matérielle alors que c'est l'inverse en République Tchèque. Au sein même d'un pays, on peut retrouver ces divergences. Par exemple, les retraités en France ont le taux de pauvreté monétaire le plus bas d'Europe du Nord et de l'Ouest mais la plus forte privation matérielle et sociale. Généralement, "la part de personnes en situation de privation matérielle et sociale semble être largement déterminée par la richesse du pays", affirme l'étude.

"Au sein d'un même pays, les populations pauvres définies par ces deux indicateurs ne se recoupent que partiellement", explique également l'Insee. Cependant, certains citoyens européens cumulent ces deux handicaps : ils sont 5,5% en France, 10% en Finlande et un peu plus de 33% en Roumanie. franceinfo 16.04

LVOG - Ceci explique cela, n'est-ce pas ? Quoi ? Vous savez très bien de quoi il s'agit.

- Élections européennes : Juncker promet de lutter contre la désinformation - L'Express.fr 23.04

Le président de la Commission européenne "répondra" aux pays qui travestissent la réalité de l'UE. La Hongrie, en conflit latent avec Jean-Claude Juncker, semble visée. L'Express.fr 23.04

Comme prévu, ils relances le traité de libre échange USA-UE (TTIP)

- Commerce: Feu vert des membres de l'UE aux négociations avec les USA -

Les Etats membres de l'Union européenne ont donné leur accord définitif à l'ouverture de négociations commerciales avec les Etats-Unis, malgré l'opposition de la France à cette initiative.

Les gouvernements européens ont voté lundi à une écrasante majorité en faveur du mandat de négociations proposé par la Commission européenne. Seule la France a voté contre, tandis que la Belgique s'est abstenue.

La commissaire au Commerce, Cecilia Malmström, s'est dite convaincue de pouvoir parvenir à un accord avec Washington avant la fin du mandat du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, le 31 octobre prochain.

Elle doit prendre contact avec le représentant américain au Commerce Robert Lighthizer.

"Je pense que cela peut aller assez vite. Nous sommes absolument déterminés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour terminer (les négociations) pendant la Commission Juncker", a-t-elle déclaré.

Les Etats-Unis sont les premiers partenaires commerciaux de l'Union européenne et inversement. Les échanges entre les deux entités représentent 30% du commerce mondial.

Selon des diplomates, l'Allemagne est à l'inverse pressée de voir les négociations démarrer pour tenter de mettre ses constructeurs automobiles à l'abri d'une hausse des droits de douane aux Etats-Unis, dont Donald Trump a plusieurs fois brandi la menace. Reuters 15 avril 2019

Quand l'oligarchie anglo-saxonne dicte sa loi au monde entier.

- De nouvelles sanctions américaines contre La Havane - Reuters 18 avril 2019

Le conseiller américain à la sécurité nationale, John Bolton, a dévoilé mercredi un nouvelle série de sanctions visant Cuba. Reuters 18 avril 2019

- Syrie : l'oncle de Bachar al-Assad va être jugé en France - Le Parisien 18 avril 2019

- Pétrole iranien : la Turquie et la Chine déplorent le retour des sanctions - euronews 23.04

LVOG - La réaction de l'Inde dépendra du résultat des élections générales qui ont lieu en ce moment, qui sera connu le 23 mai.

DEUXIEME PARTIE

Qui a dit ?

- Je suis "*sidéré*" devant un "*immense malheur*". "*La cathédrale de Notre-Dame incarne quelque chose de l'avancée multiséculaire de l'esprit humain (...) Notre-Dame c'était le lieu où les Français se sont retrouvés en toute circonstance quelle que soit leur foi (...) Ce bâtiment est un membre de notre famille à tous*"

Réponse d'un bénitier en famille (LREM, LR, PS, RN, etc.) : Jean-Luc Mélenchon.

LVOG - La nostalgie de l'esclavagisme féodal ou monarchique valait bien l'union nationale, l'occasion était trop belle pour que cet illusionniste la loupe ! Travailleurs, camarades, votez LFI si vous croyez aux miracles !

Macron a loupé sa vocation.

- Jean-Louis Georgelin, un général pour "reconstruire" Notre-Dame - AFP 18 avril 2019

Nommé mercredi "Monsieur reconstruction" de la cathédrale Notre-Dame, le général d'armée (cinq étoiles) Jean-Louis Georgelin, 70 ans... AFP 18 avril 2019

Ne vous excusez pas, LREM et RN sont compatibles, voilà tout.

- Loiseau, sur une liste d'extrême droite dans sa jeunesse, n'a "pas perçu" sa couleur politique - AFP 23.04

LVOG - Vous comprenez comment on peut se retrouver un jour avec un gouvernement d'extrême droite...

La France, un pays en guerre dans l'indifférence générale.

- La France et les Émirats bombardent la Libye - Réseau Voltaire 19 avril 2019

Des drones français et des avions émiratis bombardent, depuis le 4 avril 2019, les forces du Gouvernement d'union nationale libyen de Fayez el-Sarraj (soutenues par les Nations unies).

La France est prétendument neutre en Libye et œuvre à réconcilier les différentes parties,… quoique ses forces spéciales appuient le général Khalifa Haftar.

Officiellement, la France n'a pas de drones armés. Cependant, elle a acheté, en 2013 aux États-Unis, 16 drones MQ-9 Reaper. Elles les a armés, en début d'année, en signant un accord avec General Atomics pour des missiles AGM-114 Hellfire.

De leur côté, les Émirats arabes unis ont installé une base à al-Khadim où, selon Jane's qu'ils ont armé de six IOMAX AT-802i BPA états-uniens, deux drones chinois CAIG Wing Loong, et deux hélicoptères états-uniens UH-60 Black Hawk.

Il semble que ce soient les Émirats qui ont bombardé Wadi al-Rabi'a et Tajoura. Réseau Voltaire 19 avril 2019

- Des armes françaises sont bien utilisées au Yémen, selon une note "confidentiel Défense" - Franceinfo 15 avril 2019

"Je n'ai pas connaissance du fait que des armes [françaises] soient utilisées directement au Yémen", affirmait la ministre des Armées, Florence Parly le 20 janvier 2019, sur France Inter. Et pourtant : elles sont présentes sur terre, sur mer et dans les airs, si l'on en croit un rapport de 15 pages classé "confidentiel Défense" de la Direction du renseignement militaire (DRM), daté du 25 septembre 2018, révélé par Disclose et la cellule investigation de Radio France.

Ce document précise que des armes françaises vendues à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, sont bien utilisées dans la guerre que mènent les deux pays au Yémen, contre les rebelles houthis, une minorité chiite soutenue par l'Iran.

Chars Leclerc, obus flèche, Mirage 2000-9, radar Cobra, blindés Aravis, hélicoptères Cougar et Dauphin, frégates de classe

Makkah, corvette lance-missiles de classe Baynunah ou canons Caesar : dans cette note, le renseignement militaire français établit une liste détaillée de l'armement fourni aux Saoudiens et aux Émiriens qui serait impliqué dans le conflit.

Ce document confidentiel intitulé "Yémen - Situation sécuritaire" a été transmis au chef de l'État, Emmanuel Macron, à Matignon, mais aussi à la ministre des Armées, Florence Parly, et au ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, lors du conseil de défense restreint consacré à la guerre au Yémen, qui s'est tenu le 3 octobre 2018, à l'Élysée.

Il vient contredire la version des autorités françaises d'une situation "sous contrôle" et d'une utilisation uniquement "défensive" de l'armement français au Yémen.

Depuis le début de la guerre, une batterie de canons Caesar est déployée le long de la frontière saoudo-yéménite. Fabriqué à Roanne (Loire) par l'entreprise Nexter, détenue à 100% par l'État français, le canon Caesar, monté sur un châssis de camion, peut tirer six obus par minute, dans un rayon de 42 kilomètres. La Direction du renseignement militaire précise que ces canons déployés le long de la frontière avec le Yémen sont au nombre de "48", ajoutant qu'ils "appuient les troupes loyalistes, épaulées par les forces armées saoudienne, dans leur progression en territoire yéménite". Autrement dit : les tirs de canons français ouvrent la voie pour les blindés et les chars déployés au Yémen.

Donc pas uniquement dans le cadre d'une action défensive.

S'appuyant sur une carte baptisée "Population sous la menace des bombes", le renseignement militaire français estime par ailleurs que "436 370 personnes" sont "potentiellement concernée par de possibles frappes d'artillerie." Y compris donc par les tirs de canons français.

Bien qu'étant informé de ces risques, l'État français poursuit ses livraisons. Ainsi, 147 canons devraient être expédiés vers le royaume saoudien d'ici 2023. Disclose a remonté la piste d'une de ces livraisons expédiée en septembre 2018 : 10 canons Caesar chargés depuis le site de production de Nexter à Roanne (Loire). Direction : Le Havre. Avant d'être embarqués dans les cales du Bahri Jazan, un cargo de la compagnie saoudienne Bahri. Le navire lève l'ancre le 24 septembre 2018, puis arrive à destination 19 jours plus tard, dans le port de Jeddah, en Arabie saoudite.

Par ailleurs, toujours selon nos informations, un contrat secret baptisé ARTIS, signé en décembre 2018, par Nexter avec l'Arabie saoudite, prévoit la livraison de véhicules blindés Titus (la dernière génération des blindés Nexter), mais aussi de canons tractés 105LG.

Ces informations contredisent là encore la version officielle des autorités françaises. Interrogée le 20 janvier 2019 sur France Inter, Florence Parly affirmait : "Nous n'avons récemment vendu aucune arme qui puisse être utilisée dans le cadre du conflit yéménite." Après avoir dit trois mois auparavant le 30 octobre 2018, sur BFM TV : "Nous n'avons pas de négociations avec l'Arabie saoudite."

L'équipement français fourni à la coalition engagée au Yémen ne s'arrête pas là. Il concerne aussi les chars de combat. "À ma connaissance, les équipements terrestres vendus à l'Arabie saoudite sont utilisés non pas à des fins offensives mais à des fins défensives, à la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite", expliquait la ministre des Armées, le 4 juillet 2018, devant la Commission de la Défense nationale.

La note de la Direction du renseignement militaire datée du 25 septembre 2018 indique pourtant, là encore, que le char Leclerc, vendu dans les années 90 aux Émirats arabes unis, est bien utilisé sur le champ de bataille au Yémen.

Pour le comprendre, il faut entrer dans le détail de cette note de 15 pages. Si la DRM écrit qu'"aucun élément ne permet de conclure à la présence de matériel français sur les fronts actifs" du conflit, elle précise plus loin que de l'armement français se retrouve bien dans certaines zones de cette guerre.

Selon le renseignement militaire, 70 chars de combat Leclerc sont ainsi mobilisés dans le cadre d'un "engagement principalement défensif". "Dans le cadre des opérations loyalistes et de la coalition vers la ville portuaire d'al-Hudaydah, les Leclerc émiriens ne sont pas observés en première ligne", peut-on lire. Mais le document ajoute cette précision d'importance : "Ils sont néanmoins déployés sur l'emprise d'al-Khawkhah, à 115 kilomètres d'al-Hudaydah."

Sur une carte intitulée "Matériels terrestres de la coalition au Yémen", la DRM identifie quatre zones du Yémen où des chars français sont présents : à al-Khawkhah et Mocha, deux localités le long de la Mer rouge, ainsi qu'à Ma'rib, à l'intérieur du pays, et à Aden ; dans ces deux derniers cas, la DRM se fait plus prudente en notant : "Leclerc possible".

Dans un tableau récapitulatif, le renseignement militaire français écrit au sujet de ces chars Leclerc ont pu être observés "au Yémen et déployé en position défensive", ou pour certains "en attente de déploiement au Yémen".

D'après les recherches effectuées par Disclose à partir d'images tournées sur les lignes de front, puis recoupées par des vues satellites, les chars Leclerc ont participé à plusieurs grandes offensives de la coalition, à l'image de l'assaut qui s'est déroulé entre juin et décembre 2018 sur la côte ouest. En novembre 2018, les chars français sont au cœur de la bataille d'Al-Hodeïda qui a fait 55 victimes civiles, selon l'Acled.

Quant aux munitions, "les [chars] Leclerc n'emploieraient que des munitions françaises, les munitions chinoises n'ayant pas été qualifiées", estime le renseignement français : des "obus flèches et [des] obus explosifs." "La maintenance des véhicules émiriens, dont les Leclerc, est réalisée, après rapatriement par mer, aux EAU [Émirats arabes unis]", précise encore la note.

Le renseignement français reconnait aussi ses limites. À plusieurs reprises, la DRM admet qu'elle ne dispose d'"aucune information sur [l']emploi au Yémen ou à la frontière saoudo-yéménite" de "mortier de 120 mm" ou de "missile[s] antichar Milan 3" de fabrication française. Dans un passage consacré aux "unités blindées mécanisées appuyées par l'artillerie", la DRM écrit qu'elle n'est "pas en mesure d'évaluer de manière précise le dispositif saoudien actuel à la frontière, du fait d'un manque de capteurs dans la zone."

Un système de guidage laser français

Dans cette guerre, ce sont les attaques aériennes qui sont les plus meurtrières. "Ryad conduit depuis mars 2015 une campagne de frappes aériennes massive et continue contre les territoires tenus par la rébellion houthie au Yémen : elle réalise en moyenne 120 sorties aériennes quotidiennes", écrivent les analystes du renseignement militaire français. Depuis 2015, la coalition aurait "réalisé environ 24 000 frappes, dont 6 000 au cours de l'année 2018", précise la DRM.

"Nous ne fournissons rien à l'armée de l'air saoudienne. Il vaut mieux que les choses soient dites de manière définitive pour éviter qu'il y ait de la répétition sur le sujet", affirmait le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 13 février 2019.

Pourtant, quatre mois plus tôt, la note de la DRM, adressée notamment au cabinet du ministre, précise que certains avions de chasse saoudiens sont bien équipés du dernier cri de la technologie française en matière de guidage laser : le pod Damoclès, fabriqué par Thales. Fixé sous les avions de combat, ce dispositif permet aux pilotes de guider tous les types de missiles, y compris le missile américain Raytheon qui, selon une enquête de la chaîne CNN, a tué 12 enfants et trois adultes yéménites, le 20 septembre 2016, dans le district d'Al-Mutama, dans le nord du Yémen.

Cette technologie française figure dans un tableau de la DRM intitulé : "Principaux matériels saoudiens engagés dans le cadre du conflit yéménite", même si le document nuance plus loin : "pourrait être employé au Yémen".

Les pods Damoclès équipent aussi des avions de combat émiriens vendus par la France, comme le Mirage 2000-9 au sujet duquel la DRM n'a aucun doute : il "opère au Yémen" (sans préciser avec quel missile) depuis une base militaire, en Erythrée.

Des éléments confirmés par un rapport britannique de la Chambre des communes qui a enquêté sur les licences d'exportation de composants de pods Damoclès à destination de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.

Mais la liste ne s'arrête pas là. L'hélicoptère de transport d'assaut AS-532 A2 Cougar chargé du transport des troupes saoudiennes fait également partie du matériel militaire français utilisé au Yémen, tout comme l'avion ravitailleur A 330 MRTT, capable de ravitailler en kérosène plusieurs chasseurs de la coalition en même temps.

"C'est la priorité de la France que la situation humanitaire s'améliore et que l'aide humanitaire puisse passer", déclarait la ministre des Armées, Florence Parly, le 30 octobre 2018, sur BFM TV.

Pourtant, là encore si l'on en croit la note, deux navires de fabrication française "participe[nt] au blocus naval" de la coalition. Ce qui empêche l'aide humanitaire de nourrir et de soigner 20 millions de Yéménites. Selon le document, la frégate saoudienne de classe Makkah (Naval Group) et la corvette lance-missiles émiratie de classe Baynunah (Constructions Mécaniques de Normandie, CMN), participent à ce blocus. La corvette Baynunah appuierait même "des opérations terrestres menées sur le littoral yéménite", précise le renseignement militaire. Autrement dit : des bombardements sur la côte.

Une troisième frégate al-Madinah de fabrication française a également participé à ce blocus, estime la DRM, avant d'être la cible d'une attaque des rebelles houthis, en janvier 2017.

Officiellement, les navires saoudiens et émiratis font respecter l'embargo de l'ONU sur les armes à destination des Houthis en inspectant les chargements suspects. Mais tout porte à croire qu'ils bloquent l'accès à la nourriture, au carburant et aux médicaments, dans ce qui peut s'apparenter à une véritable stratégie militaire.

Une situation qui peut constituer "un crime de guerre" selon le groupe d'experts des Nations unies qui a enquêté sur place. "Le

risque juridique existe, c'est clair et net", affirmait en février 2019 le président de ce groupe d'experts, Kamel Jendoubi, à la cellule investigation de Radio France.

Interrogé sur le sujet en janvier 2019, Naval Group nous précisait qu'en tant qu'industriel son action s'inscrit dans le strict cadre de la règlementation française en matière de vente d'armes à l'exportation.

Fin 2017, les Émirats arabes unis ont acquis deux corvettes françaises Godwind 2500. "Ce contrat vient consolider notre relation en matière navale et compléter une coopération très forte ces dernières années sur toutes les armes", déclarait le président français, Emmanuel Macron, lors de sa visite officielle à Abou Dabi, le 9 novembre 2017.

Depuis 2014, la France est signataire du Traité sur le commerce des armes (TCA) qui contraint le gouvernement français à "n'autoriser aucun transfert d'armes" dès lors que celles-ci pourraient servir à commettre "des attaques contre les civils ou des biens de caractère civil (…) ou d'autres crimes de guerre". "Nous sommes complètement fidèles dans les ventes d'armes au traité du commerce international des armes que nous respectons totalement", affirmait le ministre de l'Europe et des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, devant la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 13 février 2019.

La note de la Direction du renseignement militaire fissure désormais cette version officielle.

Après avoir contacté la présidence de la République, Matignon, le ministère des Armées ainsi que le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, nous avons reçu une réponse du cabinet du Premier ministre "au titre de la CIEEMG [Commission interministérielle pour l'exportation du matériel de guerre] placée auprès de Matignon". Le cabinet du Premier ministre, Edouard Philippe, explique que les "exportations de matériels militaires" avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis "ne se sont pas interrompues en bloc après 2015, mais [que] leur autorisation au cas par cas fait naturellement l'objet d'une vigilance renforcée."

Matignon précise que "la coalition arabe lutte aussi contre Daech et al-Qaïda dans la Péninsule arabique, qui sont présents au Yémen et qui représentent une menace pour notre propre sécurité" et que "des actions offensives sont régulièrement menées depuis le Yémen vers le territoire de nos partenaires de la région."

"Les risques pour les populations civiles sont évidemment en tête des critères d'examen pris en compte [dans l'exportation de matériel de guerre]", ajoute le cabinet du Premier ministre, insistant sur "l'importance que les armées [françaises] accordent au droit international humanitaire dans la conduite de nos opérations. Ce sont des exigences que nous faisons valoir auprès de nos partenaires émiriens et saoudiens, auxquels incombent la responsabilité de les respecter."

"À notre connaissance, les armes françaises dont disposent les membres de la coalition sont placées pour l'essentiel en position défensive, à l'extérieur du territoire yéménite ou sur des emprises de la coalition, mais pas sur la ligne de front, conclut Matignon. Nous n'avons pas connaissance de victimes civiles résultant de leur utilisation sur le théâtre yéménite."

L'enquête de Disclose est publiée sur le site Made in France. Disclose est un média d'investigation à but non lucratif dont la cellule investigation de Radio France est partenaire. Franceinfo 15 avril 2019

- Les États-Unis et la France sont co-responsables de la famine au Yémen - Réseau Voltaire 16 avril 2019

Une note du Renseignement militaire français, datée d'octobre 2018, atteste que des armes françaises sont très largement utilisées par l'Arabie saoudite contre le Yémen. Il s'agit de « chars Leclerc, obus flèche, Mirage 2000-9, radar Cobra, blindés Aravis, hélicoptères Cougar et Dauphin, canons Caesar… ».

Les cartes de cette note ont été présentées au président Emmanuel Macron lors d'un conseil restreint de Défense à l'Élysée, le 3 octobre 2018.

Ce document, révélé par Disclose le 15 mars 2019, s'ajoute aux révélation du Figaro qui, le 16 juin 2018, avait confirmé la présence des Forces spéciales françaises aux côtés de l'armée saoudienne, lors de la bataille d'Hodeïda.

Le gouvernement français persiste pourtant à prétendre que ses armes et ses troupes ne participent pas aux opérations offensives, mais se trouvent uniquement en position défensive à la frontière saoudienne.

Aux États-Unis, le représentant démocrate Bernie Sanders est parvenu, le 13 mars 2019, à faire voter par sa chambre un texte de loi interdisant toute participation de son pays dans la guerre au Yémen. Ce texte, qui avait déjà été adopté dans les mêmes termes par le Sénat avant les élections de mi-mandat, devrait être confirmé par le nouveau Sénat. La Maison-Blanche a annoncé que le président Trump y opposera son veto.

La stratégie choisie par l'état-major commun israélo-saoudien (auquel les Émirats arabes unis, les États-Unis et la France sont associés) prévoit désormais de vaincre en affamant la population yémenite.

Au moins un tiers des cibles de cette coalition sont civiles et non pas militaires. Ces attaques, conduites par Riyad, ont déjà provoqué la mort par la faim d'au moins 50 000 enfants. Réseau Voltaire 16 avril 2019

Quand voter est devenu le devoir du condamné.

- "*Je suis venue faire mon devoir en votant*"

(Pavlina Gosheva, 53 ans, infirmière à Skopje en Macédoine du Nord.)

Après un ex-cow-boy, un clown, un acteur de téléréalité, un produit de marketing : Un comédien...

- Comédie à l'ukrainienne - Le Parisien 23.04

Cela pourrait ressembler à une farce, mais ce n'est pas le cas. Les Ukrainiens ont bel et bien élu comme président un comédien. Le Parisien 23.04

- Ukraine : le comédien Zelensky élu président avec 73% des voix L'Express.fr 21.04

Le comédien novice en politique Volodymyr Zelensky a remporté ce dimanche une victoire écrasante à la présidentielle en Ukraine face au président sortant Petro Porochenko, reflétant l'ampleur de la défiance des électeurs à l'égard du pouvoir en place, selon un sondage sortie des urnes.

L'humoriste de 41 ans a obtenu 73,2% des suffrages au second tour de la présidentielle contre 25,3% pour son rival de 53 ans, selon ce sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote par le consortium "Exit Poll National" réunissant trois instituts. L'Express.fr 21.04

- Présidentielle en Macédoine du nord: faible participation, second tour indécis - AFP 22 avril 2019

Les candidats de droite et de gauche, s'affronteront dans un second tour indécis à la présidentielle en Macédoine du nord le 5 mai, à l'issue d'un premier tour marqué dimanche par une partipation historiquement faible, signe de la défiance des citoyens de ce pays des Balkans.

L'accord historique avec la Grèce qui a entraîné le changement de nom du pays en "Macédoine du nord", a suscité l'enthousiasme de l'Occident. Beaucoup moins celui des 1,8 million d'électeurs, puisque selon la commission électorale, à peine plus de quatre sur dix se sont déplacés (41%), le plus faible taux depuis l'indépendance de l'ex-République yougoslave en 1991.

Après le dépouillement de la quasi totalité des bulletins, Stevo Pendarovski, 56 ans, soutenu par les sociaux-démocrates au pouvoir (SDSM), et la candidate de l'opposition de droite Gordana Siljanovska-Davkova, 62 ans, sont au coude à coude (42,63% et 42,39%)

Celui qui finira en tête dans deux semaines n'est toutefois pas assuré de succéder au nationaliste Gjorge Ivanov, adversaire résolu du changement de nom qui ne pouvait se représenter après deux mandats à ce poste largement honorifique.

Il faudra en effet atteindre encore la barre de 40% de participation, quorum requis pour valider le scrutin.

Un échec sur ce point plongerait le pays balkanique dans l'incertitude politique.

Mais le débat sur le nom ne suffit plus à mobiliser des électeurs usés par le marasme économique, la corruption, le népotisme et le clientélisme.

Mais les préoccupations des électeurs sont plus prosaïques: le taux de chômage officiel dépasse les 20%, le salaire moyen stagne à 400 euros, et l'émigration, notamment de la jeunesse, s'apparente à un exode. AFP 22 avril 2019

En famille.

- Législatives en Finlande : vers une coalition gauche-droite pour écarter l'extrême droite - AFP 15 avril 2019

La percée des Vrais Finlandais aux législatives de dimanche en Finlande devrait conduire à une grande coalition gauche-droite menée par les sociaux-démocrates arrivés en tête, afin de tenir le parti d'extrême droite à l'écart du pouvoir.

Vingt ans après leur dernière victoire aux législatives en 1999, les sociaux-démocrates ne devancent que d'une très courte tête leur adversaire eurosceptique, dans un contexte de montée des partis nationalistes en Europe à un mois des européennes.

Conduits par l'ancien ministre des Finances et probable futur Premier ministre Antti Rinne, les sociaux-démocrates obtiennent 40 sièges sur 200 au Parlement et les Vrais Finlandais 39, selon les résultats définitifs. Seulement 0,2 point sépare les deux partis.

Dans un entretien avec l'AFP, Antti Rinne envisage "des possibilités de travailler au côté du Parti de la coalition nationale" ou "le Parti du centre" du Premier ministre sortant Juha Sipilä, arrivé quatrième dimanche, même s'il a pris position pendant la campagne contre les mesures de rigueur imposées par ce dernier.

"Un paysage politique fragmenté rend plus difficile la formation d'un gouvernement et les pays deviennent plus difficiles à diriger. Lorsque les populistes gagnent, l'UE devient aussi plus difficile à gouverner", a-t-il déclaré à la télévision publique Yle.

La Finlande, qui pratique le scrutin proportionnel, a une culture politique du consensus qui porte au pouvoir des coalitions hétéroclites.

Pour Mme Korpinen, la Finlande se dirige donc vers une alliance gauche-droite composée des sociaux-démocrates, du Parti de la coalition nationale (38 sièges), mais aussi des Verts (20 sièges), de l'Alliance de gauche (16 sièges) et du parti populaire suédois (libéraux, 9 sièges).

Le pays nordique se retrouverait, selon la chroniqueuse, dans une situation similaire à celle qu'il a connue entre 2011 et 2014 sous la houlette du conservateur Jyrki Katainen. Alors chef d'une coalition gauche-droite qui a compté jusqu'à six partis, M. Katainen avait été désavoué en 2014 face à son absence de résultats. AFP 15 avril 2019

LVOG - Dans de plus en plus de pays, ce sont des coalitions qui sont obligées de gouverner parce qu'aucun parti de l'ordre ou ses supplétifs ne parviennent à obtenir suffisamment de voix pour gouverner seul.

On peut donc en déduire qu'en haut ils ne peuvent plus gouverner comme avant, ce qui caractérise une crise politique, mais comme en bas la majorité continue encore de vivre comme avant au lieu que cette crise politique se transforme en crise révolutionnaire et se radicalise à gauche ou à l'extrême gauche, elle se radicalise à droite ou à l'extrême droite.

Après voter ne sert à rien, une autre découverte qui dure... depuis plus de 90 ans.

- Le congrès de la CGT en route vers un basculement conforme à l'idéologie dominante ? - 20 avril 2019

Jean-Pierre Page, ancien responsable du département international de la CGT, et Pierre Lévy, ancien responsable CGT au sein d'un groupe de la métallurgie.

La CGT s'apprête à tenir son congrès confédéral. Sur nombre de points, le document préparatoire tourne le dos à des principes majeurs qui ont fondé son existence et son action.

Certes, des abandons, des révisions et des reculs avaient déjà été opérés depuis deux décennies. (Seulement ? - LVOG) Mais les actuelles propositions marquent désormais un véritable basculement.

En réalité, la CGT ne manque pas de forces, d'intelligence et d'esprit critique pour résister à cette dérive en forme de rupture. (Si c'était le cas, cela se saurait depuis le milieu des années 20. - LVOG) Et pour renouer avec la cohérence des combats pour la justice sociale, la paix, et pour un véritable internationalisme. (Ne parlez pas de ce que vous ignorez. - LVOG) 20 avril 2019

La liquidation du système de retraite par répartition et la privatisation du système des retraites qualifiée de "reculs des droits".

- Force ouvrière claque la porte des concertations sur les retraites - Reuters 18 avril 2019

Force ouvrière, le troisième syndicat de France, a annoncé mercredi qu'il suspendait sa participation aux concertations sur la réforme des retraites pour ne pas "cautionner de nouveaux reculs des droits".

Yves Veyrier dit refuser "une réforme des retraites mettant à bas l'existant pour un système universel à points, refus qui nous a conduits aujourd'hui à stopper notre participation à la concertation, ne voulant pas cautionner de nouveaux reculs des droits".

Force ouvrière avait dès le début des concertations au printemps 2018, fait connaître son opposition à la mise en place d'un système unique en points, tel qu'annoncé par le président de la République. Reuters 18 avril 2019

Qui a dit ?

- «*Nous avons menti, nous avons triché, nous avons volé*».

Réponse : Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, au cours de son intervention devant les étudiants de l'université A&M du Texas, évoquant son expérience au poste de directeur de la CIA de 2017 à 2018.

LVOG - Assassiner, fomenter des guerres, participer à tous les coups tordus possibles et inimaginables contre la démocratie, etc. inutile de l'avouer puisque c'est dans la nature de la CIA.

- «*Israël est un Etat d'apartheid*»

Réponse : Gérard Araud qui a quitté la fonction d'ambassadeur de France aux Etats-Unis qu'il exerçait depuis 2014.

- « [Les Israéliens] ne feront pas d'eux [les Palestiniens] des citoyens d'Israël, a expliqué l'ancien diplomate de 66 ans, qui a représenté la France dans ce pays du Proche-Orient de 2003 à 2006. Donc ils vont devoir officialiser la situation qui est, nous le savons, une situation d'apartheid. »

« Le problème est que la disproportion de pouvoir est telle entre les deux parties que la plus forte peut conclure qu'elle n'a aucun intérêt à faire des concessions, a souligné celui qui avait pris ses fonctions en 2014. Le statu quo est extrêmement confortable pour Israël. » leparisien.fr 22.04

LVOG - Cela vaut également entre les Etats-Unis et ses vassaux.

Cela doit être la fréquentation des sionistes qui lui a inspiré cette sortie.

- "Nous pouvons pardonner" la Shoah, juge le président brésilien Jair Bolsonaro - L'Express.fr 15 avril 2019

Après avoir déclaré que le nazisme était "sans aucun doute" de gauche, le président brésilien suscite à nouveau la polémique à la suite de propos déplacés sur la Shoah.

Jeudi, le chef d'État d'extrême droite a estimé devant un parterre de pasteurs évangéliques que "nous pouvons pardonner, mais nous ne pouvons pas oublier" la Shoah. L'Express.fr 15 avril 2019

LVOG - Ils n'arrêtent pas de nous emmerder avec l'antisémitisme et la Shoah, si Éric de Rothschild n'était pas le président de la Fondation de Rothschild et du Mémorial de la Shoah (source : Wikipédia), on se demanderait d'où cela pourrait-il provenir.

Sur la situation au Soudan.

- Le Soudan est passé sous contrôle saoudien - Réseau Voltaire 20 avril 2019

Nous avons appris que le président Omar el-Béchir n'a pas été renversé par le général Ahmed Awad Ibn Auf, comme nous l'avions écris : celui-ci étant en réalité son beau-frère [1]. Tout cela n'était qu'une mise en scène.

Nul n'a vu le chef d'État en prison. Il semble que lui et sa famille ont été exfiltrés, peut-être en Ouganda, sous la protection des États-Unis (qui officiellement l'accusent de génocide, mais officieusement n'ont jamais cessé de le soutenir).

Le nouveau chef d'État, le général Abdel Fattah Abdelrahmane al-Burhan (photo), —auquel la famille d'Omar el-Béchir a transmis pacifiquement le pouvoir— n'est pas un des principaux leaders militaires, mais il fut le chef des forces soudanaises qui se battent aux côtés des Saoudiens contre les Yéménites.

Désormais le Soudan, qui était sous perfusion économique du Qatar, a été récupéré par l'Arabie saoudite ; une perte supplémentaire pour les Frères musulmans et la Turquie (qui dispose d'une base militaire sur l'île de Suakin). Réseau Voltaire 20 avril 2019

Confirmation.

- L'Arabie saoudite et Abu Dhabi volent au secours du Soudan - LePoint.fr 21 avril 2019

La difficile transition dans laquelle le Soudan semble s'enliser après la destitution du président Omar el-Béchir ne rassure ni l'Arabie saoudite ni les Émirats arabes unis. De quoi les conduire à annoncer ce dimanche le déblocage de trois milliards de dollars. Le soutien saoudo-émirati prend la forme d'un dépôt de 500 millions de dollars à la Banque centrale soudanaise et d'une somme de 2,5 milliards destinée à financer les besoins du peuple soudanais en produits alimentaires, médicaments et produits pétroliers, a indiqué l'agence officielle saoudienne SPA.

Riyad n'a pas précisé s'il s'agissait de dons ou de prêts et s'ils avaient déjà été effectués.

« Conscients de la nécessité d'aider le peuple soudanais frère [...] et en soutien à la République du Soudan, les deux pays [Arabie saoudite et Émirats arabes unis] ont décidé de leur apporter conjointement cette aide », a écrit l'agence. Elle a précisé que le dépôt à la Banque centrale soudanaise était destiné à soutenir la livre soudanaise, à atténuer les pressions qu'elle subit et à stabiliser son taux de change. La valeur de la livre soudanaise s'est fortement renforcée dimanche sur le marché noir, le renversement du président Béchir laissant envisager un afflux de dollars dans ce pays confronté depuis plusieurs années à des pénuries de devises étrangères. Depuis le départ de M. Béchir le 11 avril, la livre soudanaise n'a cessé de se renforcer face au dollar. Dimanche sur les marchés parallèles, elle a bondi face au billet vert, à 45 livres pour un dollar contre 72 livres la semaine dernière. LePoint.fr 21 avril 2019

TROISIEME PARTIE

En Marche vers le totalitarisme.

Le ministre des "***casseurs***" vous informe.

"Gilets jaunes": les "casseurs" de retour, prévient Castaner - AFP 19.04

Plus de 60.000 policiers et gendarmes seront mobilisés en France samedi pour l'acte 23 des "gilets jaunes", annonce Christophe Castaner, qui affirme que les "casseurs seront à nouveau au rendez-vous". AFP 19.04

LVOG - Il paraît que des policiers vêtus tout de noir comme les Black blocs étaient présents lors des manifestations sans leur brassard, ce qui signifie que rien ne les distinguait, partant de là on peut en déduire ce qu'on veut...

Acte XXIII

Déroulement.

Dans le cadre de l'acte XXIII des "gilets jaunes", dont la mobilisation est repartie à la hausse à Paris, 21.070 contrôles préventifs et 249 interpellations ont été effectués par les forces de l'ordre. 60.000 gendarmes et policiers avaient été mobilisés.

Après plus de cinq mois de mobilisation, des milliers de "gilets jaunes" sont redescendus dans la rue samedi pour un acte 23 marqué par un regain de tension à Paris avant les réponses d'Emmanuel Macron au grand débat, attendues jeudi 25 avril. Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre de manifestants a reculé sur l'ensemble du pays (27.900 contre 31.100 la semaine précédente) mais a quasiment doublé dans la capitale (9.000). Selon leurs estimations, les "gilets jaunes" ont comptabilisé plus de 100.000 manifestants en France.Réunies pour lancer un nouvel "ultimatum" à Emmanuel Macron, plusieurs milliers de personnes ont marché à Paris au départ de Bercy, dans le sud-est de la capitale, sous un grand soleil. Les premières échauffourées ont éclaté en début d'après-midi près de Bastille, avant de se concentrer sur la place de la République, point d'arrivée du cortège. Pendant l'après-midi, la place a été régulièrement plongée dans un nuage de gaz lacrymogènes tandis que des manifestants jetaient bouteilles et autres projectiles en direction des forces de l'ordre. Plusieurs enseignes ont été vandalisées, a constaté une journaliste de l'AFP.

A Toulouse, les forces de l'ordre ont tiré les premières grenades lacrymogènes vers 14h30 dans la rue de Metz, non loin de la préfecture, scindant le cortège qui s'est ensuite reconstitué dans la rue d'Alsace-Lorraine. Le défilé, qui compte 3.500 personnes selon la police, à repris dans le calme.

Des centaines de motards avaient ouvert la marche, avec une grande banderole portant l'inscription "Macron démission".

Un cortège de 1.500 à 2.000 manifestants, selon les estimations de Reuters, défilaient à Bordeaux en début d'après-midi depuis la place de la Bourse et en direction de la gare Saint-Jean. Quelque jets de gaz lacrymogène ont été lancés pour empêcher certains "Gilets jaunes" de s'introduire dans le centre, interdit à la manifestation.

Comme pour les semaines précédentes, les forces de police ont mis en place des contrôles préventifs aux péages, sur les autoroutes et sur les routes départementales.

De nombreuses villes de province comme Nantes, Lille, Bordeaux ou encore Toulouse avaient interdit la manifestation dans certaines zones. AFP et Reuters 20.04

- Acte XXIII des gilets jaunes: deux journalistes interpellés - huffingtonpost.fr 21.04

Auprès de Libération, des journalistes témoins de la scène ont décrit une “interpellation ciblée”. Le photoreporter Maxime Reynié raconte que Gaspard Glanz a pris à partie les forces de l’ordre après un projectile évité. “Il s’est énervé et s’est mis à gueuler qu’il voulait voir le commissaire. Ils l’ont bien repoussé, puis deux flics sont revenus pour l’interpeller, en le plaquant au sol. Quand ils l’ont attrapé, on a tous protesté en criant: ‘c’est un journaliste”, mais ils nous ont ignorés’”, a-t-il indiqué à CheckNews, le service de vérification du quotidien.

Le parquet a indiqué à Libération que le journaliste a été placé en garde à vue pour “participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations” et “outrage sur personnes dépositaires de l’autorité publique”.

L’autre journaliste interpellé est Alexis Kraland. Contributeur occasionnel sur Le HuffPost, le jeune homme est également connu pour sa couverture des conflits sociaux et a déjà eu affaire avec les forces de l’ordre en marge de manifestations précédentes. Sur Twitter, le photographe Maxime Reynié avait indiqué à la mi-journée l’arrestation du journaliste à la Gare du Nord.

D’autres incidents avec des journalistes ont été signalés ce samedi. Un journaliste du Figaro a publié des images montrant l’un de ses collègues du quotidien conservateur recevoir un coup de pied d’un policier. L’intégralité de la scène a été mise en ligne sur le site du Figaro. Notre reporter sur place était quant à lui ”à deux doigts” de recevoir des coups de matraque alors qu’il filmait des échauffourés entre policiers et manifestants.

Cette situation a provoqué l’inquiétude du Syndicat National des Journalistes. “Qu’est-ce qui justifie d’interpeller des reporters, si ce n’est pour les empêcher de travailler?”, s’est interrogé le syndicat, appelant le ministre de l’Intérieur et la préfecture de police de Paris à “respecter la liberté d’informer”.

Les journalistes ont également reçu le soutien l’Ordre des avocats de Paris. “Le barreau de Paris condamne les arrestations et les agressions de journalistes lors des manifestations d’aujourd’hui. La liberté de la presse, comme celle de manifester, sont fondamentales et doivent être respectée ”, a tweeté l’organisation. huffingtonpost.fr 21.04

En complément.

- Irlande du Nord: hommage à la journaliste tuée à Londonderry - AFP 21.04

Des anonymes rendent hommage à la journaliste Lyra McKee, tuée par balle lors d'émeutes à Londonderry, un drame rappelant les heures sombres des "Troubles" qui ont ensanglanté la province britannique. AFP 21.04

-Gilets jaunes : une importante page Facebook désactivée, son administrateur confie sa surprise - RT 19 avr. 2019

La page Facebook nommée «La France en colère - Carte des rassemblements» réunissant 360 000 membres a été désactivée ce 19 avril. Ses administrateurs assurent n'avoir rien laissé passer d'extrême qui puisse justifier cette mesure.

- «Le combat, c'est fini» ? Des Gilets jaunes de retour sur les ronds-points de France - RT 21.04

Loin des rassemblements urbains qui ont marqué le 23e acte de la mobilisation des Gilets jaunes, les actions locales refont surface avec la venue des beaux jours. Plus de cinq mois après le début du mouvement, les ronds-points ont de nouveau la cote.

Des manifestants qui s'essoufflent, un mouvement qui faiblit, des actes qui peinent à rassembler... Depuis le début de la mobilisation, les Gilets jaunes n'ont pas toujours bénéficié de l'optimisme des observateurs, médiatiques ou politiques.

Pourtant, plus de cinq mois après son lancement, le mouvement est loin d'avoir disparu, malgré l'accumulation d'éléments dissuasifs à chaque rassemblement : risques physiques, coût des déplacements ou encore mises en garde de l'exécutif.

En dépit de ces freins à la mobilisation, à l'occasion de l'acte 23, entre autres marqué par des tensions à Paris et à Toulouse, des Gilets jaunes ont choisi de reprendre les actions locales, se positionnant notamment sur des ronds-points, lieux emblématiques de la genèse du mouvement. Dès le début de celui-ci, la mobilisation des ronds-points avait rapidement irrité le camp Macron, au sein duquel certains hauts responsables n'avaient pas hésité à faire appel à la manière forte. «Le combat, c'est fini», déclarait ainsi Richard Ferrand au mois de décembre 2018, réclamant l'intervention des forces de l'ordre sur les ronds-points.

Qu'à cela ne tienne, avec le début des beaux jours, des actions locales ont repris sous le soleil, comme en témoignent des publications de la presse quotidienne régionale ainsi que celles d'internautes sur les réseaux sociaux.

Ainsi, dans le département du Nord, des Gilets jaunes se sont par exemple rassemblés sur des ronds-points d'Avesnes-sur-Helpe ou encore de Leers. Dans cette dernière commune de 10 000 habitants, des citoyens vêtus de jaune s'étaient déjà réunis au rond-point de l'Egalité le 18 avril, en amont de l'acte 23, envisageant d'y revenir, chaque samedi soir, après les manifestations à Lille.

Toujours dans le nord de la France, à Glisy, dans la Somme, Le Courrier Picard rapporte qu'«une quarantaine de Gilets jaunes [...] étaient réunis ce samedi» sur l'un des ronds-points occupés pendant des semaines cet hiver. «Ce samedi, pendant que certains distribuaient des tracts aux automobilistes, d'autres, venus en famille, préparaient un barbecue révolutionnaire», décrit le quotidien régional.

Près d'une centaine de Gilets jaunes se sont retrouvés sur le rond-point de Rochefort-sur-Nenon dans le Jura, explique de son côté Le Progrès, qui décrit une ambiance joviale avec «barbecue, kermesse et musique».

A Montbéliard, dans le Doubs, plusieurs dizaines de Gilets jaunes se sont positionnés aux abords du principal rond-point de la zone commerciale du Pied des Gouttes.

Après la destruction de leur cabane par les forces de l'ordre le 17 avril, des Gilets Jaunes de Clermont-Ferrand ont de nouveau réinvesti le rond-point du Brézet, «pacifiquement», précise France-Bleu Auvergne, qui a publié plusieurs photos et vidéos de cette action locale. L'une d'entre elles montre des Gilets Jaunes se regrouper autour du rond-point à l'arrivée de la police. «Les Gilets jaunes ont fait le tour du rond-point en marchant, avant d'effectuer une chaîne humaine», explique l'antenne locale de France Bleu.

Dans le Morbihan, en Bretagne, des Gilets jaunes de Lorient ont réinvesti leur rond-point, comme en témoigne le syndicaliste Gérard Filoche, présent sur place. «Les Gilets jaunes c'est l'avenir, c'est la révolution» a-t-il tweeté.

«Le mouvement des Gilets jaunes du pays de Lorient a repris pied, le mercredi 17 avril 2019» rapportait Ouest-France quelques jours plus tôt.

En Loire-Atlantique, au nord de Nantes, à Orvault, des citoyens vêtus de jaune se sont relayés sur le rond-point du Croisy comme le rapporte le quotidien régional Presse Océan. «On ne lâchera pas, on n'a pas le choix. On informe les gens qui réagissent très bien. On est là pacifiquement», témoigne l'un des participants au rassemblement.

Non loin de Nantes toujours, des Gilets jaunes étaient présents au rond-point de Grandlieu. «Depuis des mois, les gens viennent nous rencontrer, on discute, et il y a un climat de confiance avec les gendarmes» témoigne Philippe, l'un d'entre-eux, comme le rapporte le quotidien régional.

Au sud-ouest de Toulouse, dans la Haute-Garonne, une action locale a été menée sur le rond-point d'Estancarbon, rassemblant quelques dizaines de Gilets jaunes au cours de la journée.

En tout état de cause, si la succession des actes en ville a permis aux Gilets jaunes de maintenir la pression de «la rue» sur le gouvernement, les rassemblements ruraux apportent une image pacifiste à la mobilisation citoyenne, les médias se focalisant régulièrement sur les violences récurrentes qui émaillent les cortèges urbains. RT 21.04

- Gilets jaunes : les hôpitaux ont-ils transmis les noms des blessés au ministère de l'intérieur? - RT 17 avr. 2019

Lors de l'acte 18 de la mobilisation, les hôpitaux parisiens ont inscrit le nom des Gilets jaunes blessés dans le fichier SI-VIC, qui est transmis place Beauvau, selon Le Canard enchaîné. Une «dérive grave» selon le porte-parole des urgentistes.

Dans son édition du 17 avril, Le Canard enchaîné rallume une polémique qui secoue les hôpitaux parisiens depuis quelques semaines, et qui n'est pas près de s'éteindre. Selon les informations de l'hebdomadaire, l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) a bel et bien donné pour consigne le 16 mars, à l'occasion de l'acte 18 de la mobilisation des Gilets

jaunes, d'inscrire l'identité des blessés dans un fichier. Et celui-ci a atterri dans les locaux du ministère de l'Intérieur, place Beauvau.

Le Canard Enchaîné révèle ainsi la teneur d'un e-mail envoyé par «l'administrateur de garde», au siège des hôpitaux parisiens et à tous ces homologues. «Il est indispensable de saisir les identités des victimes en temps réel dans le SI-VIC», est-il écrit en gras et souligné, en référence au fichier en question. Créé en 2015, ce fichier baptisé SI-VIC devait initialement être utilisé pour faciliter l'identification des victimes d'attentats, mais son application a été élargie en 2016, et il peut désormais être utilisé en cas de «situation sanitaire exceptionnelle».

La consigne, on ne peut plus claire, vient contredire de façon criante les propos du directeur de l'AP-HP, Martin Hirsch, qui avait fait son possible pour se montrer rassurant le 14 avril, en niant tout fichage des Gilets jaunes : «On peut faire remonter le nombre de blessés dans le cadre des manifestations, mais on ne transfère rien de nominatif.»

«Activer ce fichier pour des manifestations à caractère social, c'est une dérive grave et une menace pour les libertés individuelles», s'insurge dans les colonnes du Canard Christian Prudhomme, porte-parole des médecins urgentistes. «C'est un scandale ! On n'est pas là pour fliquer et dénoncer des Gilets jaunes», déplore pour sa part le médecin urgentiste Gérald Kierzek, consultant pour LCI. RT 17 avr. 2019

Totalitarisme. Vive la banalisation de la répression policière ! Proposez-leur l'euthanasie !

- "Gilets jaunes": Enquête après des appels au suicide de policiers - Reuters 21 avril 2019

LVOG - Le contexte.

Le matin les manifestants criaient "*ne vous suicidez pas, rejoignez-nous*", mais l'après-midi sous une pluie de gaz lacrymogènes et de LBD désormais ils crient "*suicidez-vous*". Le Media. (http://lesgiletsjaunes.fr/acte-23-la-peur-change-de-camp/#more-10976 ou https://www.youtube.com/watch?v=rxP7nLRVNIM)

Cela signifie que tous ceux qui ont condamné ou retenu que le "*suicidez-vous*" sont des ordures ou ils ignoraient le contexte.

Reuters - Le parquet de Paris a annoncé dimanche avoir ouvert une enquête après que des manifestants ont scandé samedi le slogan "Suicidez-vous!" à des membres des forces de l'ordre dans le cortège parisien lors de la 23e journée de mobilisation des "Gilets jaunes".

L'enquête, ouverte du chef d'outrage à personne dépositaire de l'autorité publique commis en réunion, a été confiée à la sûreté territoriale de Paris.

Des syndicats de policiers avaient réclamé des poursuites judiciaires au lendemain de ces propos tenus par certains manifestants sur la place de la République, selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Des personnalités politiques de tous bords ont également condamné ces discours, alors qu'une trentaine de suicides de policiers sont intervenus depuis le début de l'année.

Le secrétaire national CRS du syndicat Unsa Police, David Michaux, a réclamé dimanche sur France info que les auteurs de ces slogans "inadmissibles" soient "identifiés, interpellés et condamnés".

"Il faut une réponse forte à ce qui s'est passé", a-t-il dit. "Je rappelle que c'est punissable d'une peine (...) de trois ans de prison et 45.000 euros d'amende", a-t-il ajouté.

Dans un communiqué diffusé samedi soir, le syndicat Alternative Police CFDT avait déjà appelé les autorités à "faire preuve de la plus grande fermeté et engager toutes les poursuites qui pourront être introduites" à l'encontre des auteurs de ces slogans qui constituent "un véritable appel à la haine des policiers".

Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a dénoncé ces faits samedi soir dans un message publié sur Twitter. "Honte à ceux qui se sont livrés à une telle ignominie Soutien total à nos forces mobilisées, et à leurs familles. L'immense majorité des Français sait ce qu'elle leur doit", a-t-il écrit.

Le directeur général de la police nationale (DGPN), Eric Morvan, a quant à lui critiqué dimanche, également sur Twitter, "la bêtise crasse de certains slogans haineux (qui) ne mérite même pas notre indignation".

De nombreuses personnalités politiques ont fait part de leurs critiques tout au long du week-end.

Sur Twitter, samedi, la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen, a dénoncé des propos "honteux", tandis que François-Xavier Bellamy, tête de liste des Républicains (LR) pour les élections européennes, a estimé "qu'aucun de ceux qui ont crié cela ne doit rester impuni".

"Condamnons ensemble ces paroles révoltantes", a dit samedi dans un message publié sur Twitter la tête de liste de La République en marche (LaRem) pour les européennes, Nathalie Loiseau.

Selon la maire socialiste du Xe arrondissement de Paris, Alexandra Cordebard, interrogée dimanche matin sur CNEWS, "c'est parfaitement ignoble que d'entendre de tels propos".

"C'est inadmissible (...) c'est indéfendable, c'est insupportable, c'est immonde de dire ça et de chanter ça", a déclaré dimanche sur BFM TV Raphaël Glucksmann, tête de liste du Parti socialiste et de Place publique aux élections européennes.

L'association "Mobilisation des policiers en colère" (MPC), qui se veut indépendante des syndicats, évoque dans le bilan diffusé sur son site internet, dont la dernière actualisation date de jeudi dernier, un total de 29 suicides et trois morts en service depuis le début de l'année dans la police nationale.

Sur l'ensemble de l'année 2018, 35 policiers s'étaient donnés la mort, selon le service d'information et de communication de la police (SICoP).

Selon un rapport sénatorial publié en juin dernier, le taux de suicide dans la police est supérieur de 36% à celui observé dans la population générale. Reuters 21 avril 2019

- Après les "Suicidez-vous", Ludosky et Rodrigues dénoncent les chants anti-policiers - Le HuffPost 22 avril 2019

“Nous apportons notre soutien total aux familles des vingt-huit policiers et des deux gendarmes qui ont mis fin à leurs jours.” Dans un communiqué commun publié ce dimanche 21 avril, Priscillia ludosky, Philippe Pascot, Nathanaël Ramphft, Hakim Lowe et Jérôme Rodrigues dénoncent “avec vigueur” les chants anti-policiers qui ont émaillé l’acte XXIII de leur fronde sociale.

Et si ces visages connus de la mobilisation font front commun c’est parce que les images de manifestants appelant les forces de l’ordre à se suicider ont fait le tour des réseaux sociaux et ont indigné une grande majorité d’internautes. “Nous dénonçons avec vigueur les propos invitant les policiers à se suicider, entendus très marginalement et pour la première fois lors de l’acte XXIII des Gilets Jaunes, après plus de cinq mois de mobilisation”, écrivent-t-il dans ce long texte publié sur les réseaux sociaux.

Dans les paragraphes consacrés à cet épisode, les contestataires expliquent que leur “compassion” va “aux fonctionnaires qui subissent, comme [nous], au quotidien, les politiques de destruction du service public.” “Nous savons que les policiers et les gendarmes sont fatigués, que les fortes chaleurs à venir seront éprouvantes pour eux, et que leur hiérarchie craint plus que tout qu’ils fraternisent avec leurs compatriotes, unis dans le plus formidable mouvement social qui soit apparu en France depuis plus de cinquante ans”, ajoutent-ils.

Et s’ils estiment ”évident que des propos malheureux peuvent, et pourront encore surgir ici ou là”, ces gilets jaunes dénoncent l’attitude d’Emmanuel Macron qui, selon eux, “instrumentalise sans vergogne des forces de l’ordre déjà mises à rude épreuve.”

Ils s’en prennent également aux médias et aux responsables politiques qui “se sont saisis des propos d’une petite poignée d’individus” pour “diaboliser une fois encore les gilets jaunes.” Et les quatre responsables d’insister sur “les violences policières constatées de manière répétée” depuis le début de leur fronde. “L’État assume en effet une trajectoire autoritaire dans l’indifférence générale des grands médias, si prompts à s’émouvoir par ailleurs”, écrivent-ils avant de conclure, sans trop de surprise: “Notre détermination est intacte, et nous resterons mobilisés autant qu’il le faudra.” Le HuffPost 22 avril 2019

- Devant le commissariat, des manifestants appellent à libérer le journaliste Gaspard Glanz - RT 22.04

Interpellé à Paris lors de l'acte 23 des Gilets jaunes, le journaliste engagé Gaspard Glanz a été mis en garde à vue au commissariat du XIIe arrondissement. Des dizaines de personnes ont répondu à l'appel, lancé sur les réseaux sociaux.

Plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées ce 22 avril devant le commissariat du XIIe arrondissement de Paris, où le journaliste engagé Gaspard Glanz (par ailleurs fiché S) a été placé en garde à vue le 20 avril. Il avait été interpellé sur la place de la République à Paris en marge de l'acte 23 des Gilets jaunes pour «participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations» et «outrage sur personnes dépositaires de l’autorité publique».

Gaspard Glanz s'est vu remettre une convocation pour être jugé le 18 octobre au tribunal de Paris, selon son avocat. Le

journaliste, qu'on voit notamment faire un doigt d'honneur aux forces de l'ordre après avoir été poussé par un policier sur une vidéo prise lors de la manifestation, sera jugé pour «outrage sur personne dépositaire de l'autorité publique».

D'ici cette date, il a pour interdiction de paraître à Paris tous les samedis et le 1er mai, conformément aux réquisitions du parquet.

Parmi les personnes mobilisées pour la libération du journaliste engagé, des figures médiatiques ont fait le déplacement. Sur place, l'économiste Thomas Porcher a par exemple déclaré : «Au-delà de ce qu'on pense de Gaspard Glanz c'est la liberté de la presse qui a été attaquée ce samedi. Il faut qu'un maximum de monde se mobilise parce qu'on touche à un principe fondamental de toute démocratie.»

Etaient également présents, le scénariste Bruno Gaccio ou encore l'animateur de télévision Yvan Le Bolloc'h.

Depuis son interpellation, les proches de Gaspard Glanz déplorent l'absence d'information à son sujet. Son père, particulièrement actif sur le réseau social Twitter, a par exemple lancé une pétition pour faire libérer son fils ainsi que pour «le retrait de sa fiche "S"». Le texte avait été signé par plus de 10 000 personnes dans l'après-midi du 22 avril. Dans la soirée du 21 avril, il écrivait : «Je viens d'avoir confirmation à l'instant de la prolongation de 24h de la GAV de Gaspard Glanz, au motif que... il n'y a pas de motif.» Et de dénoncer «un acte totalement arbitraire et révoltant». RT 22.04

- Trois militaires de l'opération Sentinelle arrêtés après avoir agressé des boulistes - Reuters 21 avril 2019

Trois soldats hors service de l'opération Sentinelle ont été placés en garde à vue à Paris après avoir agressé des boulistes près du jardin des Tuileries, rapporte La Chaîne Info sur son site web.

Selon LCI, vendredi 19 avril, vers 19h30, deux amis qui étaient en train de jouer à la pétanque place des Pyramides ont été approchés par «trois hommes visiblement ivres», dont l'un s'est emparé de leur cochonnet avant de le projeter au loin. En réaction, l'un des joueurs lui a fait un doigt d'honneur.

Les trois suspects se sont alors rués sur les boulistes et les ont roués de coups de poing et de pied. Des policiers sont rapidement intervenus pour interpeller les agresseurs, identifiés ensuite comme des membres de l'opération Sentinelle, affectés au 3e régiment Parachutistes d'infanterie de Marine.

Les deux boullistes, couverts d'ecchymoses au visage et au corps, ont porté plainte contre les militaires, placés en garde à vue après un passage par la cellule de dégrisement.

Les premières conclusions du "Grand débat national".

- Aurore Bergé défend la suppression d'un nouveau jour férié - L'Express.fr 21 avril 2019

Un second jour férié sera-t-il prochainement supprimé ? L'hypothèse prend corps, alors que la députée et porte-parole LREM Aurore Bergé affirme, dans un entretien accordé ce 21 avril au Journal du Dimanche, qu'il s'agit d'un "premier pas nécessaire" pour "trouver d'autres ressources".

"Nous avons comme principe de n'augmenter ni la dette publique ni les impôts. Il faut donc trouver d'autres ressources. [...] Cela peut passer par la création d'une nouvelle journée de solidarité pour financer la prise en charge de la dépendance et du grand âge", avance Aurore Bergé.

"Je suis persuadée que les Français sont d'accord pour travailler plus si on explique que 100 % des recettes de la journée de solidarité sont consacrées à la baisse de leurs impôts ou au financement des Ehpad", soutien l'élue. L'Express.fr 21 avril 2019

- Un peu plus de la moitié des Français sont opposés à l'idée de "travailler plus", selon un sondage - Franceinfo 21 avril 2019

Les disparités sont importantes également selon l'âge des répondants. En dessous de 35 ans, 56% sont opposés à l'idée de travailler plus, une proportion sensiblement la même que dans la population de 35 ans et plus (53% contre). Mais les différences s'accentuent au sein de ce deuxième sous-groupe : parmi les 50-64 ans, l'opposition à l'idée de travailler plus grimpe à 65%, tandis qu'à l'inverse parmi les 65 ans et plus, 67% des personnes interrogées sont pour.

55% des artisans et commerçants sont favorables au fait de travailler plus, le taux tombe à 29% chez les ouvriers. Les dirigeants d'entreprises approuvent l'idée à 61%, mais ils ne sont que 39% parmi les salariés du privé, 35% parmi ceux du public et 26% parmi les chômeurs. Franceinfo 21 avril 2019

LVOG - Le but était de faire croire que près de la moitié serait d'accord pour travailler plus... Cela procède aussi de la guerre psychologique.

Ils osent tout.

- GAFA: les politiques sifflent la fin de la récré - Slate.fr

L'ère du Far West numérique est peut-être en train de s'achever: partout, les politiques veulent imposer de nouvelles régulations aux géants du net. La tendance était sensible dès 2018, elle se renforce ces dernières semaines. Sans doute quelque peu ébaudis par les pratiques douteuses des GAFA... Slate.fr

LVOG - Parce que ceux qui les jugent seraient animés de bonnes intentions, dont l'Union européenne...

- Violences éducatives : « C'est dur d'être parent (...) il faut les former » - Franceinfo

L'association StopVEO lance une campagne d'information, en attendant que les fessées et autres punitions soient interdites par la loi. Franceinfo

LVOG - Que cherchent-ils ? Tout le monde ne bénéficie pas de conditions favorables ou requises matérielles et intellectuelles pour élever des enfants sans avoir besoin de recourir à la violence. J'ai été un enfant battu et je n'ai jamais lever la main ou élever la voix sur ma fille, donc je peux en parler tranquillement.

Il faut comprendre que lorsque des parents ne disposent pas d'autres moyens que "*les fessées et autres punitions*" pour garder le contrôle de leurs enfants, si on leur retire, qu'est-ce qui va se passer, leurs enfants pourront faire n'importe quoi sachant que leurs actes demeureront impunis, leurs rapports deviendront infernals. C'est la théorie du chaos transposée au sein des familles. Voilà qui devrait leur pourrir un peu plus l'existence, même s'ils ont du fric ou un statut supérieur, aiguiser leur haine de cette société et vouloir en changer l'orientation.

- Indonésie: élection test pour la troisième plus grande démocratie au monde - AFP 16.04

Les Indonésiens s'apprêtent à voter mercredi pour choisir entre le président sortant, Joko Widodo, et un ex-général au passé très controversé, dans un scrutin test pour la solidité de la troisième plus grande démocratie au monde. AFP 16.04

- Enquête russe : la démocrate Elizabeth Warren appelle à destituer Donald Trump - Le Parisien

- Guaido appelle à "la plus grande manifestation de l'histoire" du Venezuela le 1er mai - AFP

- Notre-Dame: le dessin d'une Equatorienne qui a ému les réseaux sociaux - AFP

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 5 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Macron, Philippe, Castaner et Cie. : Osez un geste humanitaire collectif, suicidez-vous, un acte de salut public !

J'ai retiré la rubrique *Tribune libre* qui ne servait à rien.

La causerie d'avril est disponible au format pdf, 60 pages seulement, c'est bien assez ! Et j'ai hésité à actualiser le portail aujourd'hui, je me suis demandé si je ne devrais pas l'actualiser une fois par mois uniquement pour ceux que cela intéresse vraiment.

Personnellement en Inde je suis déconnecté de cette course effrénée ou hystérique à l'immédiateté, qui selon mes observations à tendance à déstabiliser ou perturber gravement la faculté d'analyse de ceux qui s'y adonnent et davantage encore, puisqu'elle influe sur leur comportement en général, on en a la preuve ici si besoin est.

Je crois qu'on va s'en tenir à ce rythme, deux ou trois actualisations par mois. Le reste du temps je suis occupé 24h/24, je n'arrête jamais. Je consacre un peu plus de temps au sommeil, j'ai des dizaines d'années de retard en la matière, juste pour avoir les idées plus claires. C'est indispensable ici plus qu'ailleurs, car si chez vous en France la situation se dégrade gravement, ici elle a atteint un degré de pourriture que vous ne soupçonnez même pas encore, j'ai une longueur d'avance sur vous, et je dois dire que c'est assez éprouvant, il en faut des ressources pour tenir le coup ou garder le moral, vaut mieux être blindé contre l'adversité.

Ce mois-ci cela fera 17 ans que je n'ai pas mis les pieds en France et cela ne me manque pas. J'ai eu un échange avec ma fille institutrice par le biais de Skype. Elle m'a écrit qu'elle avait trouvé "*spontanée*" ma compagne Selvi, et que c'était "*sympa*", cela change de tous ces gens susceptibles ou bourrés de complexes, d'a priori et je ne sais quoi encore, qui ont la tête farci, la grosse tête, qui se prennent très au sérieux et vous méprisent discrètement ou ouvertement. Qu'on fasse un usage aussi médiocre des connaissances qu'on a acquises ou des expériences qu'on a vécues, révèle un niveau de conscient en perdition, au ras des pâquerettes. Selvi n'a aucune mauvaise pensée, c'est une femme formidable.

Avec ma fille je m'exprime librement et elle fait de même, et quand on ne se comprend pas, on s'explique, on laisse tranquillement chacun s'exprimer, sans animosité, nos relations sont dénuées d'arrière-pensées, au-delà de la tendresse, si on peut partager quelque chose ensemble, on s'en contente ou on est comblé. Les relations les plus simples sont généralement les plus saines. En vivant avec des femmes indiennes peu évoluées ou carrément très arriérées issues de familles très pauvres depuis plus de 30 ans, vous comprendrez pourquoi en règle générale l'idée ou l'intention de changer quoi que ce soit à leur comportement ne m'ait pas effleuré l'esprit sous peine de les tyranniser et de faire notre malheur, je ne suis pas aussi stupide que le pense la plupart de mes lecteurs.

Pour savoir à qui on a affaire, il suffit d'observer si la personne qui est en face de vous vous laisse parler et vous écoute ou non, ensuite, si elle s'en tient à vos propos ou si elle s'emploie à les déformer systématiquement. Et si elle vous demande des précisions, c'est bon signe, car l'art de la communication c'est d'être imparfaite, donc forcément il y a toujours quelque chose que l'on n'a pas compris dans le discours de l'autre ou on ne perçoit pas où il voulait en venir.

Si vous vous retrouvez en présence d'une personne qui vous laisse parler, et qui aussitôt enchaîne en débitant son propre discours, vous pouvez vous dire qu'elle ne vous a pas écouté ou qu'elle n'en avait rien à foutre de vous. C'est généralement l'attitude des Indiens qui sont hyper individualistes, mais c'est leur condition épouvantable qui veut cela.

En France on ne peut pas se prévaloir de cet argument. On a cultivé trop de valeurs ou de principes qu'on n'ignore pas, cette attitude témoigne qu'on les a abandonnés ou qu'on ne les a jamais réellement adoptés pour finalement sombrer inconsciemment sous la pression de l'idéologie dominante.

C'est utile et agréable d'avoir des relations saines, on peut juste regretter qu'elles soient si rares.

Je pensais que les gens recherchaient la compagnie de personnes équilibrées, mais apparemment ce n'est pas le cas ou cela ne les intéresse pas, ce qui les ravalent au niveau de nos Indiens.

- Au format pdf (45 pages)

PREMIERE PARTIE

Rien de nouveau, on a envie de dire, rien à ajouter.

Dans cette causerie réalisée au cours des 8 derniers jours, je fournis des éléments d'analyse sur la situation que viennent corroborer les infos que je publie.

Si vous voulez savoir ce qui vous attend, observez comment a évolué la société aux Etats-Unis, et vous en aurez un aperçu assez précis. Globalement effrayant, n'est-ce pas ? Encore un argument qui justifie la nécessité impérieuse de rompre avec le capitalisme.

La question que doivent se poser certains militants et à laquelle on ne leur a proposé aucune réponse sérieuse.

Ce samedi matin au réveil, je me suis dit que le truc qui clochait ou éveillait le scepticisme pour ne pas dire le rejet quand on évoquait la rupture avec le capitalisme ou un changement de régime, résidait dans le fait que plus on avance dans la mondialisation plus on s'oriente vers un régime totalitaire mondial sur le plan politique mais aussi économique, qui dans ces conditions ne laisserait aucune chance à un Etat qui tenterait de s'engager sur la voie du socialisme. Il verrait aussitôt se dresser contre lui l'ensemble des Etats et des institutions internationales de la planète pour l'étouffer. Il se retrouverait immédiatement placé au ban de l'économie mondiale ou déclaré hors la loi de sorte que le commerce mondial lui serait interdit. Dès lors des pans entiers de son économie ne seraient plus alimentés et s'effondreraient du jour au lendemain, ce qui se répercuterait sur le niveau de vie des masses qui se dégraderait rapidement, et contribuerait à la désorganisation de l'ensemble de la société, ce qui se traduirait par la détérioration du moral des masses, qui à terme pourraient se retourner contre la nouvelle République sociale...

Aussi, pour palier au plus pressé ou pour écarter cette menace, dans un premier temps l'Etat décrèterait prioritaire la satisfaction des besoins élémentaires des quelque 20 millions de travailleurs qui font face à des difficultés quotidiennes, en prenant des mesures d'urgence telles que l'annulation de leurs dettes, porter le revenu (ou retraite, AAH, etc.) minimum à 2.000 euros nets mensuel, loger décemment les 3,5 à 4 millions de personnes mal logées ou à la rue, diviser les prix des loyers par 2 ou 3, rendre gratuit les transports en commun, l'école, l'université et l'accès à la santé, l'ensemble des terres et des entreprises laissés à l'abandon seraient confisquées par l'Etat qui les administreraient en recrutant la totalité des chômeurs ou des travailleurs à temps partiel imposé, qui pallieraient ainsi à la baisse de production imposée par l'embargo mondial. Et quant aux moyens de production existant encore dans le pays, outre que toutes les grandes entreprises seraient socialisées, le fonctionnement de l'ensemble des entreprises du pays serait rationalisé au maximum de manière à économiser le plus de matières premières et d'énergie, dans la mesure du possible tout ce qui pourrait être recyclé le serait, les technologies les plus avancées seraient mises à contribution pour produire des biens durables ou quasi inusables en employant les matériaux adéquates...

Cela étant, ne pouvant plus s'approvisionner sur le marché mondial en matière première, d'énormes difficultés surgiraient très rapidement, un grand nombre de marchandises ne pourraient plus être produites telles quelles, il faudrait donc envisager de se passer de toutes celles qui ne correspondraient pas à un besoin absolu, et modifier la composition de celles dont l'usage

serait indispensable...

Si toutes ces mesures et biens d'autres contribueraient à stabiliser provisoirement la situation politique, pour autant la rationalisation de l'ensemble de l'économie prendrait du temps et ne suffiraient pas à empêcher les masses de devoir consentir des sacrifices ou de modifier leur mode de vie, ce que les couches et classes privilégiées dans le passé refuseraient. Privé de pétrole, de gaz et d'uranium ainsi que bien d'autres matières premières, des restrictions de tout ordre seraient inévitables en attendant que les masses d'autres pays se soulèvent et s'emparent du pouvoir... L'accès aux monnaies internationales étant impossible, une monnaie nationale serait créée par l'Etat, peu importe quelle en serait la valeur puisqu'elle n'aurait pas d'autre fonction que de continuer à assurer les échanges à l'intérieur du pays et d'éviter la paralysie de l'économie, la spéculation ou la fuite des capitaux seraient réduites à néant de ce fait.

Les conditions de travail et le mode de vie seraient profondément modifiés pour que chaque citoyen participe à la vie de la collectivité et profite de la vie, au lieu d'être conduit à consommer toujours davantage inutilement et en tirer une satisfaction éphémère ou dérisoire, fort coûteuse et qui hypothèque leur futur. Le capitalisme a créé une multitude de besoins inutiles que la population a adoptés et dont elle pense ne plus pouvoir se passer. En vivant en Inde et en n'étant pas bien riche, je suis parvenu à me passer de la plupart d'entre eux depuis plus de 20 ans sans qu'ils me manquent, j'arrive à vivre confortablement avec environ 250 euros par mois.

La mondialisation coïncide avec le stade du développement des forces productives permettant d'entrevoir la satisfaction des besoins de l'humanité entière une fois débarrassée du capitalisme qui en constitue le seul obstacle, sans pratiquement avoir besoin d'augmenter la production ou même en la diminuant compte tenu du gigantesque gaspillage auquel se livre le capitalisme à l'échelle mondiale, en réduisant la consommation de matière première pour peu que la démographie mondiale cesse de croître ou diminue pour renouer avec le niveau des années 40, soit environ 3 milliards d'habitants.

Le but du socialisme, c'est de réaliser à l'échelle de la planète ce qui est à la portée du capitalisme mondialisé, mais qui est incompatible avec sa nature, sa raison d'être, les rapports sociaux sur lesquels il repose. Au-delà, il ouvre la voie à la fin du règne de la nécessité, qui inconsciemment a façonné la société et le comportement des hommes, l'ensemble des rapports que nous connaissons aujourd'hui qui disparaîtront avec lui.

En attendant, les hommes n'en sont pas seulement dépendants, ils l'entretiennent et s'y accrochent, ils lui vouent même un culte, parce qu'ils ignorent qu'il correspond uniquement à un stade de développement, et le danger qui les menace, c'est qu'ils ne parviennent pas à percevoir qu'ayant atteint les limites de son développement il se transforme qualitativement pour produire le meilleur ou le pire ; Le meilleur si les hommes en prennent conscience et décident d'y mettre un terme, le pire s'ils laissaient les capitalistes produire plus pour consommer toujours plus en saccageant au passage la planète et épuisant ses ressources.

Comme on ne peut pas envisager de mettre fin d'un coup au capitalisme à l'échelle mondiale, il faut bien commencer quelque part, quitte à en supporter les désagréments, on n'a pas le choix, encore faut-il en avoir conscience pour l'expliquer aux travailleurs afin qu'ils s'engagent dans cette voie au lieu de s'en servir comme prétexte pour s'accommoder du capitalisme.

La question est de savoir s'ils estiment ou non légitimes leurs aspirations à vivre dans une société meilleure ou plus juste, qui ne verra jamais le jour tant qu'ils n'auront pas renverser le régime en place.

De nos jours les capitalistes et leurs représentants ont renoué avec la haine que vouaient ouvertement à la classe ouvrière leurs prédécesseurs au XIXe siècle. Pourquoi ? Parce qu'ils estiment à juste titre que le mouvement ouvrier a régressé de plus d'un siècle ou qu'il est impuissant pour les affronter. Mais alors direz-vous, cela justifie la stratégie de nos dirigeants.

Pas vraiment, car la condition ouvrière est sans commune mesure avec celle de la fin du XIXe siècle ou du premier quart du XXe siècle. Or, c'est celle-ci qui détermine le comportement des travailleurs, ainsi que la société et l'ensemble des classes, le capitalisme qui ont subi de profondes transformations depuis cette époque, ce dont nos dirigeants s'acharnent à ne pas tenir compte. Bref, ils ont pris le problème à l'envers et ils ne risquaient pas de le résoudre. C'est ce que j'avais voulu dire dans une autre causerie en affirmant qu'on ne s'adressait pas de la même manière à des ventres vides (ou des poches vides) et des ventres pleins, cela vaut pour les cerveaux puisqu'on est passé d'une classe en grande partie illettrée à une classe ayant été scolarisée ou plus évoluée.

En Algérie la majorité a les poches vides, au Soudan la majorité à les ventres vides, en France la majorité à les deux qui sont pleins, ici des millions dans la rue menacent les régimes en place, là quelques dizaines ou centaines de milliers qui ne menacent rien du tout.

L'amélioration partielle de leur condition ou les avantages sociaux qu'ils ont obtenus ou qui leur ont été concédés au lieu de servir de tremplin à leur émancipation du capital, sont devenus des obstacles à leur combat politique. Quand on refuse obstinément de l'admettre, on bute forcément sur les mêmes obstacles et on n'avance pas vers notre objectif, et à force on finit par ne plus y croire et par l'abandonner, ce qu'évidemment on refuse d'avouer ou maquille maladroitement.

L'idéologie de la classe dominante a gagné tous les esprits, reste à savoir comment l'en chasser.

"*Comme toujours, à force de répétition la propagande devient évidente pour tous au point que l'on se demande si les États-Unis sont encore capables de distinguer ce qu'ils prétendent de la réalité*." (Réseau Voltaire)

Cela vaut pour la plupart de ceux qui prétendent parler en notre nom.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable, sauf quand on est sous influence, point de suspension.

Dans son dernier éditorial (Tribune des travailleurs), Daniel Gluckstein (POID) a été jusqu'à s'autocensurer : "*Les réactions des travailleurs et des jeunes au discours de Macron sont unanimes : il se f… de nous !*", comme si écrire il se fout de nous constituait un gros mot, une épouvantable vulgarité passible d'une sévère condamnation de la part des chiens de garde du régime, ce qui signifie qu'il porte davantage d'importance à leur jugement plutôt qu'à ce que pensent les travailleurs. Le diable se cache dans le détail.

Dans le même registre, commentaire d'un internaute sur Noam Chomsky dans le blog Les Crises.fr.

- "*pour dérober aux riches leur propriété, ce qui serait injuste*" : Même Noam Chomsky peut révéler une part de conditionnement … et la relayer. Par antithèse, citons Balzac "Derrière toute grande fortune se cache un grand crime.

- "*Une très bonne partie du capital accumulé par les riches ces 40 dernières années est indû*" : Ce n'est pas une très bonne partie et il ne s'agit pas de 40 ans; c'est la quasi-totalité et depuis toujours.

LVOG - La citation de Chomsky : "*Le problème de la démocratie (...) avait été reconnu longtemps auparavant par Aristote dans un texte fondateur de la politologie, Politique. Après avoir passé en revue divers régimes politiques, le philosophe y concluait que la démocratie est le meilleur d'entre eux (ou en tout cas le moins mauvais). Il y décelait cependant une faille : la grande masse des pauvres pourrait utiliser son droit de vote pour dérober aux riches leur propriété, ce qui serait injuste.*" Les Crises.fr

Si "*dérober aux riches leur propriété*" est une faille de la démocratie, c'est que cette propriété est incompatible avec la démocratie. Entre "*la grande masse des pauvres*" et "*la démocratie*" d'un côté et la "*propriété*" des riches, Chomsky se place au côté de ces derniers.

Entre nous, cela montre que Chomsky est un imposteur ou un opposant d'opérette dès lors qu'il s'agit de s'attaquer à la sacro-sainte propriété privée des moyens de production ou au régime capitaliste. Les Crises.fr se réclame de Chomsky, tout est dans l'ordre des choses.

Tous des camés !

- ...en Angleterre, vous pouvez vous faire prescrire un antidouleur appelé diamorphine, l'autre nom sophistiqué de l'héroïne. De même, (...) un médicament anti-obésité, le Desoxyn, n'est rien d'autre que de la méthamphétamine en pilule. Et que l'Adderall, un traitement populaire du TDAH, est chimiquement et physiologiquement très similaire à la méthamphétamine. Si vous avez subi une opération de la gorge, des dents ou du nez, l'anesthésiste s'est peut-être servi de cocaïne pour engourdir vos sens, car la substance restreint l'afflux sanguin mieux que tout autre anesthésique local... LePoint.fr 27 avril 2019

Et Le Point d'appeler à "*légaliser les drogues psychédéliques*", cela ne s'invente pas.

La France est par ailleurs championne du monde par habitant en matière de consommation de psychotropes et autres antidépresseurs. On est donc en droit d'en déduire qu'il ne suffit pas d'avoir un revenu ou un mode de vie relativement confortable pour s'épanouir. C'est l'argument sur lequel repose en partie la stratégie que j'ai proposée d'adopter, en vain évidemment.

L'anthropophagie sauvera-t-elle le capitalisme ?

- Le compost humain pourrait bientôt être légalisé dans l'État de Washington - Le HuffPost 24 avril 2019

Le compost humain pourrait bientôt être légalisé dans l'Etat de Washington. Une loi autorisant ce procédé a été votée par l'organe législatif et il ne manque plus que la signature du gouverneur démocrate Jay Inslee pour que le texte entre en vigueur.

Le "compost humain", aussi appelé humusation, est un procédé qui consiste à couvrir un corps de paille ou de copeaux de bois pour en accélérer la décomposition. Selon Katrina Spade, la fondatrice d'une entreprise de compostage humain aux États-Unis, il

ne faut que 3 à 7 semaines pour que le corps se décompose en compost.

Un corps pourrait donc permettre de produire en moyenne un mètre cube de compost et, si le texte entre en vigueur, les membres de la famille du défunt pourrait le conserver pour, par exemple, planter un arbre sur une propriété privée.

Selon les défenseurs de cette méthode, elle présente plusieurs avantages. D'abord, elle émet moins de CO2 dans l'atmosphère que la crémation. Par ailleurs, elle nécessite moins de surface de terre que l'enterrement et ne pollue pas les nappes phréatiques.
Le HuffPost 24 avril 2019

Marchands d'espoir.

- La chute de l'aigle est proche par Bruno Guigue - Mondialisation.ca 23 avril 2019

Première phrase du premier paragraphe : Aurions-nous atteint ce moment crucial où l'hyperpuissance en déclin se met à douter d'elle-même ?

Nous n'en serons pas plus ou nous ne serons pas plus avancé au dernier paragraphe :

- Certes, les USA bénéficient d'une rente de situation exceptionnelle. Le dollar est encore la monnaie de référence pour les échanges internationaux et pour les réserves des banques centrales. Mais ce privilège n'est pas éternel.

L'espoir fait vivre mais pas éternellement, la vie est courte !

La théorie du capital de placement financier et les points du système financier mondial où se prépare la crise à venir par François Chesnais - Alencontre le 26 avril 2019

Même constat.

En début d'article.

- On voit que le ratio a atteint aujourd'hui le deuxième niveau le plus élevé de son histoire, plus haut qu'en 1929 ! (Ratio dit de Shiller, un ratio cours / bénéfice calculé en divisant le prix actuel d'une action par son bénéfice moyen (dividendes) ajusté en fonction de l'inflation au cours des dix années précédentes.)

LVOG - L'effondrement du capitalisme serait-il à l'ordre du jour ? Difficile de le dire en fin d'article, pas de bol décidément :

- Les frontières du système financier parallèle (celui du shadow banking) sont encore plus difficiles à tracer qu'en 2008...

- Dans le même temps les banques centrales ont continué leur politique d'injection de liquidité (quantitative easing)...

LVOG - Et voilà comment l'espoir s'envole ! Peu importe, on fera comme si on ne le savait pas en guise de conclusion :

- La question politique qui peut se poser dans un ou plusieurs pays européens selon les circonstances est un nouveau sauvetage des banques par l'Etat et la « socialisation des pertes » aux dépens des salarié·e·s qui l'accompagne en pareil cas. Autant se préparer à en faire un axe de combat.

LVOG - Je sens que cela va motiver des millions de travailleurs, pas vous, non, vous avez raison.

Plus sérieusement, selon Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) :

- L'expression « guerre économique » a été galvaudée durant des décennies pour désigner une compétition exacerbée. Il ne s'agit pas du tout de cela aujourd'hui, mais d'une vraie guerre pour tuer.

- ...les débats sur les avantages respectifs du libre-échange et du protectionnisme n'ont plus de raison d'être, puisque nous ne sommes plus en paix et qu'il n'y a plus de choix.

LVOG - Moins sérieusement en guise de conclusion : - ...ses membres (de l'UE - Ndlr) doivent s'affranchir des Traités européens et du commandement intégré de l'Otan.

LVOG - Là encore l'espoir fait vivre... mais pas indéfiniment ! En effet, il n'y a "*plus de choix*" pour ceux qui s'accrochent désespérément au capitalisme...

LREM repère de maoïstes repentis.

- Européennes : Daniel Cohn-Bendit appelle à voter LREM - L'Express.fr 28.04

Dans une tribune publiée dans le JDD, il assure que la liste conduite par Nathalie Loiseau est la seule qui permet de "s'opposer à la vague nationale-populiste". L'Express.fr 28.04

C'est celui de l'Otan !

Européennes : pourquoi LREM n'a toujours pas présenté de programme - L'Express.fr 2 mai 2019

La liste Renaissance doit dévoiler son programme pour les élections européennes le 9 mai, un choix surprenant à moins d'un mois du scrutin. L'Express.fr 2 mai 2019

Amalgame ordurier de l'extrême droite sioniste.

Élections européennes : "Il faut que les gens se mobilisent" contre les extrêmes, sinon "on va à la catastrophe", alertent les Klarsfeld

Serge, Beate et Arno Klarsfeld ont appelé, jeudi dans "Le Figaro", les électeurs à se mobiliser contre les extrêmes lors des élections européennes.

Le totalitarisme En Marche. Liberté sous surveillance.

- Insécurité à Paris : Mounir Mahjoubi propose 240 drones et 20 000 «boutons bleus» - Le Parisien 28.04

Des drones, des boutons bleus et des caméras de vidéo sécurité. Le Parisien 28.04

La démocratie divisée par 33 = 0 !

- Européennes 2019 : il y aura 33 listes le 26 mai - Le Parisien 4 mai 2019

Les candidats avaient jusqu'à vendredi soir pour déposer leur liste pour les élections européennes.

Dites 33 ! Les tables de présentation de bulletins seront chargées le 26 mai prochain pour le scrutin des européennes puisqu'il y aura au total 33 listes.

L'arrêté fixant ces listes de candidats est paru ce samedi matin au journal officiel. Il s'agit de celles qui ont été « régulièrement enregistrées ». Les candidats avaient jusqu'à vendredi 18 heures pour les déposer. Chaque liste comprend 79 candidats, soit le nombre de sièges attribués à la France dans le nouveau Parlement européen, et respecter la parité entre hommes et femmes. Aucune candidature ne peut être retirée une fois la liste déposée.

L'ordre des listes, pour l'attribution des panneaux d'affichage, a été tiré au sort. Numéro un, la France insoumise et en dernière position, l'Union démocratique pour la liberté, égalité, fraternité (UDLEF). Le Parisien 4 mai 2019

Elle bouge encore.

Soudan: une foule immense déferle à Khartoum pour réclamer un pouvoir civil - AFP

Algérie: dixième vendredi consécutif de manifestations contre le régime - AFP 27 avril 2019

Au Chili, les étudiants en colère descendent dans les rues de Santiago - euronews 26 avril 2019

Tunisie: Manifestation à Sidi Bouzid après la mort de douze ouvrières agricoles - Reuters 29 avril 2019

La lutte des classes, qui n'avait jamais cessé, est de retour dans toutes les discussions, voilà qui devrait redonner un peu d'espoir à ceux qui en manquaient.

J'avais émis l'idée qu'elle reviendrait en force une fois Sarkozy élu, je m'étais trompé parce que j'avais encore sous-estimé le degré de corruption du mouvement ouvrier et du rejet dont il faisait l'objet de la part des masses, ceci expliquant en partie cela. Evidemment cela ne risquait pas de se produire sous Hollande, le président de gauche du mouvement ouvrier, sans rire ! Ce seront finalement les couches les plus défavorisées des campagnes (mais pas seulement) qui la porteront soudainement sur le devant de la scène politique.

Sans direction ni orientation politique, la mobilisation initiée le 17 novembre 2018 était vouée à l'enlisement et à la dislocation, à l'échec, parce que combattre un ennemi organisé disposant de tous les pouvoirs, cela ne s'improvise pas. A ce jour, toutes les tentatives de structurer ce mouvement populaire ont avorté ou ne sont pas parvenues à constituer des pôles de regroupement pour les masses demeurées en retrait. De la même manière la multitude de grèves ou de mouvement sociaux ne sont pas parvenus à se structurer pour frapper ensemble le régime. Le degré de mobilisation est demeuré trop faible pour submerger les appareils pourris des syndicats qui la contrôlent et protègent ainsi le régime. L'ensemble des appareils et des instances des syndicats jusqu'aux délégués syndicaux pour la plupart d'entre eux sont corrompus par le capitalisme, les travailleurs n'ont donc rien à en attendre, ce qu'il était inutile de préciser puisqu'ils se chargent eux-mêmes de leur faire savoir. Ceux parmi nous qui refusent de l'admettre cautionnent les appareils et se coupent ainsi des masses.

Chacun en est resté à ses revendications démocratiques bourgeoises, catégorielles ou alimentaires, sur une orientation purement trade-unioniste ou réformiste, alors que l'ensemble de la situation ou des rapports entre les classes posait directement la question du pouvoir et de l'Etat, dans quelle société nous voulions vivre. Qu'aucune perspective de progrès social ne soit envisageable depuis 40 ans dans le cadre du régime en place devait conduire à la conclusion qu'il fallait s'en débarrasser ou se soumettre à son carcan. Force est d'observer que les travailleurs et le mouvement ouvrier ont adopté l'idéologie capitaliste, ils ont abandonné la perspective de changer la société, et ils se complairont dans leur condition aussi longtemps qu'ils pourront satisfaire leurs besoins élémentaires ou ils tireront certaines satisfactions ou compensations en échange des sacrifices qu'exige leur mode de vie d'esclave obéissant et servile.

Allons plus loin, et quand bien même ils seraient réduits à la précarité absolue, rien ne permet d'affirmer qu'ils envisageraient d'y mettre un terme ou qu'ils entreverraient l'espoir de vivre dans une société meilleure. Leur imagination étant plus féconde pour s'adapter à de rudes et injustes conditions plutôt que pour s'en délivrer, par la force des choses il faut bien se débrouiller pour survivre, tant qu'aucune perspective politique se fixant pour objectif de changer radicalement la société ne leur paraîtra crédible ou sérieuse.

Cette situation peut durer indéfiniment, aussi longtemps que les couches moyennes et supérieures de la classe ouvrière et les couches inférieures et moyennes des classes moyennes, qui sont mieux loties mais sont vouées à vivre dans la même société nauséabonde, ne prennent pas conscience de la nécessité de rompre avec le capitalisme, ne saisissent pas les occasions qui se présentent à elles de renverser l'ordre établi en entraînant derrière elles l'immense masse des travailleurs les plus défavorisés. Or, il s'avère que ce sont ces couches privilégiées qui sont le moins enclines à remettre en cause le régime en place, dès lors la situation semble inextricable ou sans issue. Quant au mouvement ouvrier acquis au capitalisme, il n'organise plus qu'une infime minorité de la classe ouvrière parmi les couches les plus favorisées qui ne se mobilisent que pour défendre leurs statuts sur une base corporatiste, après avoir définitivement abandonné le socialisme ou la perspective d'en finir avec le capitalisme, cela vaut pour ce qu'on appelle l'avant-garde du mouvement ouvrier, dont la conception de la lutte de classe n'a pas évolué depuis un siècle, et pas davantage leur analyse du capitalisme qui ramène au XIXe siècle.

Une pure mystification pour gagner du temps, un non évènement.

Macron a annoncé qu'il allait garder le cap et ne rien concéder en réponse à ceux qui se sont mobilisés dans tout le pays depuis le 17 novembre 2018, qui ne l'avait pas anticipé ? J'ignore si Macron à tort de douter de rien, j'observe qu'il applique sa politique ultra réactionnaire depuis qu'il a été élu, et qu'il n'existe aucune opposition organisée pour l'affronter, ceci explique cela sans qu'on entrevoie à l'horizon le moindre changement dans ce rapport.

Il s'est écoulé plus ou moins un siècle depuis que les partis ouvriers traditionnels et les syndicats ont adopté le capitalisme au détriment du socialisme, et tout ce qu'on trouve à opposer à Macron et à la classe des capitalistes, c'est l'unité de ces partis et des syndicats inféodés au capitalisme au côté de la classe ouvrière "*pour faire reculer Macron*". Cruelle illusion sans cesse renouvelée dans un contexte qui dure déjà depuis près d'une quarantaine d'années, au cours desquelles Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande ont scrupuleusement appliqué le programme antisocial qui leur avait été dicté par l'oligarchie, démontrant l'inanité ou la fausseté d'une telle orientation politique plus que son impuissance, parce qu'en dernière analyse elle s'est traduite par l'incapacité de construire un nouveau parti ouvrier, le seul objectif politique dont on aurait dû être comptable.

LVOG - Macron vous a entendu contrairement à ce que vous affirmez, mais vous ne voulez toujours pas en tenir compte.

L'extrême gauche embourbée dans ses contradictions inextricables.

NPA - Ce n’était pas une conférence de presse, mais un véritable appel pour descendre à nouveau dans la rue ces prochains

jours : à commencer par ce samedi 27 avril, lors d'une manifestation de convergences entre militantEs syndicaux de la CGT, Gilets jaunes, associations et partis politiques. Puis, après la journée de mobilisation du 1er mai, le 9 mai, journée de grève de toute la fonction publique, qui marquera une nouvelle étape dans la mobilisation, pour qu'enfin notre colère et nos revendications soient entendues et que Macron remballe toute sa politique. NPA 25 avril 2019

POI - « C'est unis, tous ensemble, par la grève massive, que nous parviendrons à bloquer, à les faire reculer, à défaire ce gouvernement et sa politique », concluait l'appel adopté le 30 mars dernier par les délégués des comités de résistance et de reconquête. Cette recherche, c'est bien la question du moment.

POID - Aujourd'hui les grèves se multiplient. Dans les entreprises, du public comme du privé, et dans les syndicats à tous les niveaux, le mot revient de plus en plus souvent : grève, grève unie qui imposera le rapport de force pour faire reculer Macron et sauver nos régimes de retraite.

LO - Nathalie Arthaud : "Nos idées font du chemin" - franceinfo 29.04

"Les sondages me donnent 1% ou 1,5% des voix. C'est toujours bien plus que mes temps de passage à la télévision, y compris sur le service public", note-t-elle, en assurant : "Nos idées d'élection en élection cheminent, l'idée que les travailleurs doivent se battre par eux-mêmes, comme l'illustre le mouvement des "gilets jaunes".

"Il n'y aura pas d'Europe sociale s'il n'y a pas de mobilisation puissante. L'argent existe. Un milliard d'euros ont été mobilisés pour Notre-Dame de Paris. Cet argent doit servir aux Ehpad, aux urgences hospitalières, à augmenter les salaires...", lance-t-elle.

42% des Français expriment un intérêt pour les élections européennes. "J'ai envie de dire aux ouvriers, retraités et chômeurs sans illusion que ce scrutin est le moyen de mettre en avant l'augmentation du smic, des retraites et une meilleure répartition du travail", conclut Nathalie Arthaud, porte-parole de LO. franceinfo 29.04

La nouvelle (vieille) gauche institutionnelle déjà en état de survie artificielle.

Le recyclage permanent des opportunistes.

- Après les européennes, Mélenchon proposera une "fédération populaire" - Le HuffPost 24.04

Le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon veut "assumer sa responsabilité" pour unir la gauche dans une "fédération populaire" si les élections européennes lui "en donnent la force", dit-il dans un entretien à Libération à paraître ce mercredi 24 avril.

Cette "fédération populaire" doit unir "les classes populaires et les classes moyennes plus favorisées qui n'appartiennent pas à l'oligarchie" et ne consiste pas en une "guirlande des sigles de partis", prévient-il, arguant que, contrairement aux années 70 où François Mitterrand avait réussi l'union de la gauche, "le champ politique s'est effondré".

"A l'Assemblée nationale, les députés à la gauche de l'hémicycle votent ensemble les neuf dixièmes du temps. Pourquoi est-ce possible à l'Assemblée et impossible dès qu'on arrive devant un journaliste?", interroge-t-il. Le HuffPost 24.04

La chute annoncée.

- "Ne nous laissez pas tomber" aux européennes, demande Mélenchon à Bordeaux - AFP 29.04

"Ne nous laissez pas tomber": le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a exhorté lundi en meeting à Bordeaux ses électeurs de 2017 à ne pas s'abstenir aux européennes, ce qui reviendrait selon lui à dire "Continuez" à Emmanuel Macron.

"Ne le laissez pas croire que vous êtes d'accord" avec les annonces de M. Macron jeudi, a-t-il ajouté. AFP 29.04

- Cher Jean-Luc Mélenchon, oui, mon appel à l'union de la gauche est sincère, et le tien? par Luc Carvounas - huffingtonpost.fr 03.05

Luc Carvounas, député du Val-de-Marne, fondateur de la Gauche Arc-en-Ciel. huffingtonpost.fr 03.05

Achevons-les !

- Ce sondage pour les européennes 2019 va faire cauchemarder le PS - Le HuffPost 30 avril 2019

C'est le scénario catastrophe que voulaient éviter les dirigeants socialistes en ouvrant leur liste à la société civile. Confier la place de numéro un à l'essayiste Raphaël Glucksmann, fondateur du mouvement Place publique, devait éloigner le PS du danger d'un score inférieur à 5% lors des européennes.

Car sous cette barre le 26 mai prochain, il n'y aurait aucun élu socialiste français dans le prochain hémicycle, ce qui n'est jamais arrivé depuis que le Parlement européen existe.

Une enquête Elabe pour BFMTV place la liste PS-Place Publique en sixième position (ce qui est presque toujours le cas) mais avec seulement 4% des intentions de vote. Que l'étude soit réalisée avec ou sans liste de gilets jaunes, le score famélique est le même et il se fait notamment au profit de la France insoumise qui reste cependant derrière EELV.

Le parti pourrait même se retrouver derrière Benoît Hamon et sa liste Générations qui est crédité lui aussi de 4%. Le danger ultime est de tomber sous les 3%, plancher qui permet le remboursement des frais de campagne. Le HuffPost 30 avril 2019

- La France insoumise: Charlotte Girard va se retirer de la coordination du programme - AFP 29 avril 2019

LVOG - On va faire l'idiot pour ceux qui détiennent la vérité : C'est quand même étonnant le décalage qui existe entre le rejet de Macron et sa politique par l'immense masse des travailleurs et le peu de soutien dont bénéficient la nouvelle gauche institutionnelle et l'extrême gauche, quel mystère, c'est à ne rien y comprendre ! Vraiment ?

Mélenchon a même été jusqu'à prêter à Macron une vertu dont il est permis de douter : "*Il ne s'est pas rendu compte qu'en jouant le pourrissement pendant des semaines, il a contribué à élever le niveau de conscience populaire*". En fait, il lui a juste fourni l'occasion de s'exprimer sans qu'on discerne la moindre progression, dans le cas contraire on ne voit pas où ou comment elle se serait traduite. Que les travailleurs aient été amenés à se poser davantage de questions depuis le 17 novembre 2018 ne signifie nullement qu'ils auraient trouvé les réponses correspondant aux tâches politiques qu'ils ont à accomplir...

Macron a joué dans le même registre que Sarkozy et Hollande, l'inflexibilité, l'imposture ou le déni, renforçant l'idée que le régime serait inébranlable ou tout puissant, ce qui est plutôt démoralisant ou démobilisateur en l'absence de toute issue politique au-delà du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Qui Macron représente-t-il ? Sur quoi repose sa légitimité ? 1,2% de la population.

- Présidentielle 2017 : 800 personnes auraient financé 50% des fonds levés par Macron - Lexpress.fr 03.05

L'étiquette de "candidats des riches" colle à la peau d'Emmanuel Macron, et les chiffres du financement de sa campagne 2017 risquent de ne pas l'aider à s'en défaire. France inter, qui a eu accès aux données de la commission des comptes de campagne (CNCCFP), dévoile ce vendredi que près de la moitié des dons reçus pour la campagne (15 994 076 euros au total) proviennent de 1212 dons de 4500 euros et plus. Autrement dit, 1,2% des dons ont représenté 48% du montant total récolté.

Près de la moitié des dons a aussi été collectée auprès d'habitants de Paris intra-muros (qui ne représentent que 3% de la population française, comme le rappelle France inter), et particulièrement dans trois arrondissements (6e, 7e et 16e), qui ont donné à eux seuls plus que tous les donateurs étrangers (2,4 millions d'euros). Indispensable en début de campagne

Ces chiffres accréditent l'idée que les gros donateurs ont représenté une part essentielle du financement de la campagne d'Emmanuel Macron, surtout au début. En effet, comme l'explique France inter, la campagne n'aurait "jamais pu commencer" sans quelques généreux donateurs des débuts : en novembre 2016, 8 mois après le lancement d'En marche!, Emmanuel Macron a levé 3,6 millions d'euros, dont 2,2 millions qui viennent de "seulement" 300 personnes. A cette date, environ 10 000 personnes avaient pourtant déjà fait des dons, et le candidat se félicitait d'une "très grande majorité [...] de petits dons autour de 40, 50 euros".

France inter souligne également que la stratégie de levée de fonds de l'équipe d'En marche! a été tourné vers les grands donateurs dès les balbutiements de la campagne. Les règles de financement des partis politiques et des campagnes électorales autorisent un particulier à donner jusqu'à 7500 chaque année à un parti politique, et jusqu'à 4600 euros à un candidat à une élection.

L'équipe de campagne d'Emmanuel Macron aurait ainsi ciblé d'emblée environ un millier de dons à 7500 euros, comme en témoigne ce mail interne de Christian Dargnat, ancien banquier spécialiste de la gestion d'actifs et président de l'association de financement d'En marche! (Afema), daté de septembre 2016 :

"Quand on sait que les dépenses de campagne présidentielle sont limitées à 22 millions d'euros et que nous pourrions contracter un prêt bancaire (à hauteur de 9 millions) remboursé si le candidat dépasse le seuil des 5 % aux élections, il nous reste donc à 'trouver' 13 millions. Si l'on arrondit à 10 millions le budget à trouver, il faut donc obtenir des dons de 1333 personnes à 7 500

euros chacune."

Selon les données de la CNCCFP, certains donateurs auraient ainsi donné 7500 euros à En marche! en 2016 puis en 2017, ainsi que 4600 euros au candidat Macron lui-même en 2017, le tout parfois deux fois (en leur nom, puis au nom de leur conjoint).
En prenant en compte ces doublons, France inter estime ainsi que les 1212 dons d'au moins 4500 euros ont été émis par 800 grands donateurs. Lexpress.fr 03.05

La fabrique du consentement est enrayée.

- 71% des sondés qui ont suivi cette allocution de près ou de loin expliquent ne pas avoir été "rassurés". - franceinfo 26.04

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo.

- 6 Français sur 10 n'ont pas été convaincus par Macron - L'Express.fr 25.04

Selon un sondage Harris Interactive/agence Epoka réalisé pour LCI, RTL et LeFigaro.

- ...ces mesures ne répondent pas à la crise et ne marquent pas le virage annoncé par Emmanuel Macron pour les Français : seuls 39% d'entre eux estiment que les mesures proposées constituent une modification importante de la politique menée depuis mai 2017. 65% soutiennent qu'elles ne répondent pas à leurs attentes. Et que le président ne se berce pas d'illusions, 80% des sondés estiment que le mouvement des Gilets jaunes va se poursuivre. RT 26.04

- Les annonces de Macron ne règlent pas la crise des gilets jaunes pour 74% des Français - Le HuffPost 30.04

Selon une enquête YouGov réalisée en exclusivité pour Le HuffPost et CNews...

LVOG - Dans l'immense majorité des pays dans le monde, depuis toujours les travailleurs subissent des conditions de travail et d'existence mille fois pires que celles qui existent en France, ils sont forcés de s'y adapter pour survivre, pire encore, ils considèrent que tel est leur destin, cela dans un contexte où ceux qui sont censés représenter leurs intérêts sont acquis au régime en place, du coup ils se retrouvent atomisés et sans défense, sans moyens pour se mobiliser pour faire valoir leurs droits. Et quand bien même une nouvelle mesure serait la goutte qui ferait déborder le vase, sans direction hormis les traîtres ou les corrompus qui s'expriment en leur nom, leur mobilisation est vouée systématiquement à une impasse ou un échec, au mieux une révolution de palais.

Evidemment la classe dominant sait tout cela et elle l'a intégré dans sa stratégie. Elle sait que les masses exploitées ne disposent d'aucune expression organisée pour la combattre, elle n'a donc aucune raison de ralentir son offensive ou de reculer à la moindre alerte, somme toute un pétard mouillé. L'absence d'un parti et d'une Internationale ouvrière révolutionnaire, d'une issue politique, lui laisse quasiment le champ libre.

Toutes les luttes qui témoignent de la résistance des travailleurs à la remise en cause de leurs droits ou conditions demeurent éparpillées ou disloquées, sans liens entre elles, parce que le mouvement ouvrier s'emploie à les diviser, à les empêcher de se fédérer ou de se rassembler contre le capitalisme et ses institutions, bref, c'est un puissant facteur contre-révolutionnaire au service du gouvernement et du régime. Dans ces conditions toute tentative de renforcer le mouvement ouvrier ne peut contribuer qu'à renforcer le pouvoir de nuisance de ses appareils dont l'unique raison d'être est de le conduire à l'impuissance. Si les partis ouvriers traditionnels furent déclarés non réformables après avoir servi la cause de nos ennemis, ce qui justifia la création de nouveaux partis ouvriers, il devrait en être de même des syndicats. Aux Etats-Unis, une fois la social-démocratie et le stalinisme quasiment disparus, les syndicats qu'ils contrôlaient continuèrent de pourrir au point de devenir marginaux ou sans aucune influence sur la politique de tous les gouvernements qui se succédèrent pendant des lustres, les travailleurs se retrouvèrent sans représentation politique et syndicale, laissant le soin à l'oligarchie financière d'orienter la société et de décider de leur destin. L'idéologie adoptée par les syndicats fut la même que partout ailleurs dans le monde, réformiste ou apolitique, donc compatible, soumise au régime en place...

Quand une minorité détient tous les pouvoirs, le droit ne peut pas incarner la démocratie. Mais on va s'efforcer de vous faire croire le contraire.

Le droit est essentiellement l'expression ou la retranscription en termes juridiques des rapports sociaux (ou économiques) existant entre les classes. Le droit est intégré à la Constitution qui en est l'expression achevée en définissant les institutions qui seront chargées de le faire respecter, dont l'appareil judiciaire et policier de l'Etat.

Le droit est établi par et pour la classe qui détient le pouvoir économique afin de préserver son hégémonie de classe.

Si son orientation subit l'influence de la lutte des classes, en aucun cas elle ne peut être inversée ou remettre en cause les fondements des rapports sociaux sur lesquels reposent le droit et l'existence du système économique capitaliste. L'exercice du droit demeure fondamentalement soumis à cette exigence.

Pour changer l'orientation du droit et de la société, il faut parvenir impérativement à inverser les rapports sociaux au profit des classes exploitées sur le plan politique, il faut une révolution ou que les exploités et les opprimés s'emparent du pouvoir politique, détruisent l'Etat de fond en comble, abolissent la Constitution de la Ve République pour instaurer une République sociale.

- Le droit est-il en train d'étouffer la démocratie ? Par Olivia Dufour - Les Crises.fr

Source : La gazette du palais, Olivia Dufour, Bertrand Mathieu, 12-09-2017

Entretien avec Bertrand Mathieu, professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1), vice-président de l'association internationale de droit constitutionnel, ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature

Certes inséparable de la démocratie, le droit n'est-il pas en train de se dresser contre elle au risque de la détruire ? C'est la question stimulante que pose le constitutionnaliste Bertrand Mathieu dans son essai Le droit contre la démocratie ? Ce livre poursuit la réflexion entamée par l'auteur en 2015 sur l'évolution de nos institutions dans Justice et politique : la déchirure ?

Gazette du Palais : Le titre de votre dernier livre,Le droit contre la démocratie ?, interpelle. En quoi le droit peut-il être opposé à la démocratie ?

Bertrand Mathieu : L'idée de ce livre est ancienne et part de la volonté de comprendre la désaffection qui frappe la démocratie. Les citoyens oscillent entre révolte et désintérêt parce qu'ils s'aperçoivent que le vote n'embraye plus sur la décision politique. Le droit est la condition de la démocratie et il détermine les modalités de son exercice mais il peut, en cas de dérive, l'encadrer et la contraindre de telle manière qu'elle soit étouffée.

Gaz. Pal. : Pourquoi et comment ce déséquilibre s'opère-t-il ?

B. Mathieu : L'une des causes est le développement du droit supranational. Il ne s'agit pas d'un jugement de valeur à l'égard de l'Union européenne – je suis au demeurant convaincu de l'intérêt de l'Europe –, mais d'un simple constat. On estime que près de 80 % de la législation nationale est directement ou indirectement contrainte par le droit européen. Or, contrairement à une idée reçue, ce droit n'est pas produit démocratiquement. Une démocratie suppose en effet l'existence d'un peuple, sur un territoire, doté d'un État au sein duquel l'exercice des pouvoirs est organisé sous une forme démocratique. Or, il n'y a pas d'État européen, pas plus que de peuple qui prendrait des décisions. Certes, le Parlement européen est élu mais cela ne suffit pas à faire de l'Union européenne une démocratie. Plus largement, les citoyens ont très bien compris que les décisions, voire les choix de société, sont prises par des oligarchies juridictionnelles (notamment la Cour européenne des droits de l'Homme), économiques ou financières dépourvues de légitimité démocratique. En d'autres termes, la règle de droit à laquelle nous nous soumettons est le produit de puissances non démocratiques. Et le même phénomène peut être observé au niveau national avec le développement des autorités administratives indépendantes qui, elles aussi, édictent des normes en dehors du cadre démocratique.

Gaz. Pal. : Dans votre livre, vous dénoncez surtout l'hypertrophie des droits de l'Homme. Pourtant, plus les droits individuels s'élargissent et gagnent en intensité plus cela incite à considérer qu'une démocratie est saine et évoluée…

B. Mathieu : Mais c'est en réalité le contraire ! Aucune société ne se bâtit durablement sur l'individualisme. Une erreur courante consiste à considérer que démocratie et droits de l'Homme forment un tout indissociable. En réalité, les droits fondamentaux sont simplement les valeurs sur lesquelles les démocraties libérales ont décidé de s'appuyer. Poussés à l'extrême, ils mènent nécessairement à l'éclatement de la notion d'intérêt général. À partir du moment où une société est fondée sur des individus pour lesquels tout désir devient un besoin et tout besoin devient un droit, on n'arrive plus à formuler un intérêt général. Or la formulation de l'intérêt général est l'objet même du jeu démocratique. Les droits fondamentaux tels qu'ils sont interprétés font prévaloir jusqu'à l'absurde la primauté de l'individu sur le collectif. Et ces droits entrent en conflit les uns avec les autres. Plus vous étendez la liberté de la presse, plus vous réduisez le droit au respect de la vie privée et inversement. La notion de progrès est donc largement illusoire puisque les avancées obtenues par les uns pèsent sur les autres. Les rapports sociaux ne s'insèrent plus dans une dimension collective, historique et institutionnelle, mais se réduisent à des relations interindividuelles et les institutions ne sont plus que des prestataires de services et de droits individuels. De fait, la démocratie ne parvient plus à assurer la stabilité et un certain bien-être collectif. Mais comme les individus ont toujours besoin de se retrouver ensemble, ils reforment des communautés à l'intérieur de la communauté nationale qui s'est désagrégée, c'est le communautarisme. Et le paradoxe final, on le voit bien avec l'Islam politique, c'est qu'une communauté peut mettre en cause la conception même des droits de l'Homme. Le système débouche sur une impasse. Il est incapable de gérer le rapport individu, communauté, intérêt collectif. Il perd toute cohérence.

Gaz. Pal. : Vous allez même plus loin en évoquant une véritable idéologie des droits de l'Homme dressée contre la démocratie…

B. Mathieu : Cette conception quasi religieuse des droits de l'Homme aboutit à limiter la liberté d'expression, pourtant indispensable à la démocratie. Les lois mémorielles, la pénalisation de certaines opinions, la pression du politiquement correct constituent une nouvelle forme de censure qui, sous couvert de protéger les droits fondamentaux, ne fait que conforter l'idéologie d'une élite intellectuelle et politique auto-proclamée. Les droits de l'Homme dont l'objectif à l'origine consiste à protéger les individus contre l'État sont devenus un outil d'un totalitarisme d'autant plus dangereux qu'il s'insinue progressivement sous la forme d'une police de la pensée.

Gaz. Pal. : Le juge en tant que gardien de ces droits hypertrophiés devient lui-même un facteur de déstabilisation de la démocratie, estimez-vous…

B. Mathieu : La fonction du juge est d'abord d'appliquer la loi, mais il devient aujourd'hui presque exclusivement le défenseur du citoyen contre l'État. Et ça aussi, c'est un élément d'affaiblissement de la démocratie dans la mesure où la justice est en principe un pouvoir de l'État et non un pouvoir dans l'État. On l'a vu lors des dernières élections présidentielles. L'affaire Fillon a soulevé deux questions essentielles liées au respect de la séparation des pouvoirs. D'abord la justice est intervenue au sein de l'Assemblée nationale sans obtenir l'autorisation de son bureau. Ensuite, s'il est vrai qu'aucune règle n'impose aux juges une retenue en période électorale, une suspension du temps judiciaire en période électorale relève de la logique même de la séparation des pouvoirs. Cette situation a conduit à une exacerbation du conflit entre les pouvoirs qui n'est pas satisfaisante. La justice est en passe de devenir un contre-pouvoir à l'État. Or, la conception d'un juge bras armé de la société, ou de l'individu, contre l'État est profondément anti-démocratique.

Gaz. Pal. : La démocratie participative pourrait-elle être la solution ?

B. Mathieu : En théorie, c'est une belle idée puisqu'il s'agit d'associer le peuple aux décisions. Mais en pratique, le plus souvent, ça ne marche pas car ce sont les militants, les lobbys, qui s'expriment et non pas le peuple dans son ensemble. On l'a vu à l'occasion d'une question sur la fin de vie. Qui s'est exprimé ? Les pro et les anti-euthanasie. Ce qui nous ramène à un système oligarchique dans lequel s'expriment uniquement ceux qui savent et d'où sont exclus ceux qui ne vont ni sur internet ni aux conférences citoyennes. En revanche, cette participation peut éventuellement fonctionner au niveau local.

Gaz. Pal. : Mais alors, comment remettre la démocratie sur les rails ?

B. Mathieu : Je suis globalement assez pessimiste, mais on peut quand même tenter d'imaginer des solutions. Je crois à la nécessité de l'Union européenne mais il faut clarifier ce qui relève de la compétence de l'Union et ce qui appartient aux États afin que les électeurs sachent clairement lorsqu'ils votent ce que la personne qu'ils élisent aura le pouvoir de faire concrètement. Une autre solution consiste à raviver le référendum, à condition bien sûr que la question soit dépourvue d'ambiguïté et que l'on tienne compte du résultat du vote, ce qu'on a refusé plusieurs fois de faire pour Notre-Dame-des-Landes, la Grèce, ou encore la construction européenne. À l'inverse, je ne crois pas que la pétition constitue réellement un remède en raison de son manque de transparence, ce qui nous ramène au problème de la démocratie participative et donc à l'oligarchie.

Totalitarisme et délation.

- Les libertés fondamentales en danger, dit le président de la CNCDH - Reuters 29 avril 2019

Les libertés fondamentales sont mises en danger en France au nom de la sécurité, estime lundi le nouveau président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), dans un entretien au Monde.

"Nous n'avions pas besoin de nouvelles lois pour mettre en prison des terroristes. Et ça n'est pas plus le cas aujourd'hui", estime Jean-Marie Delarue, nommé ce mois-ci pour trois ans à la tête de la commission. Il cite les législations antiterroristes (la dernière en date l'an dernier), mais aussi la loi "anticasseurs" adoptée en mars sur fond de contestation des "Gilets jaunes".

Créée en 1947, la CNCDH est une autorité administrative indépendante, accréditée auprès des Nations unies, qui s'assure notamment du respect des engagements internationaux de la France en matière de droits de l'homme.

"Par ces lois nouvelles, on installe une distinction entre le Français ordinaire, qui a tous les droits, et le Français suspect, qui a droit à des procédures particulières, à des juges particuliers (...) Cette dernière catégorie ne cesse de s'élargir", poursuit le conseiller d'Etat.

"Désormais, il suffit de se trouver dans les environs d'une manifestation pour devenir un Français suspect faisant l'objet de mesures extraordinaires, comme des fouilles", dit-il visant plus particulièrement la loi "anticasseurs".

"Il est par ailleurs très inquiétant de voir des gouvernements donner toujours raison à leur police", ajoute-t-il, déplorant un manque d'intérêt dans l'opinion. "C'est grave! Comme si toutes ces lois successives avaient fini par tétaniser la protestation, comme si tout cela n'intéressait pas l'opinion". Reuters 29 avril 2019

- Une directrice d'école du Havre sanctionnée pour avoir critiqué la réforme Blanquer : des enseignants envahissent la mairie - franceinfo 30 avril 2019

Une centaine d'enseignants se sont invités lundi au conseil municipal du Havre, rapporte France Bleu Normandie mardi 30 avril. Une de leurs collègues, directrice d'école, a été sanctionnée pour avoir contesté la réforme Blanquer. Ils estiment que l'équipe municipale a une part de responsabilité dans cette sanction.

Cette enseignante a envoyé un mail, il y a plus d'un mois, à des parents d'élèves pour les tenir informés des problèmes liés, selon elle, au projet de loi "pour une école de la confiance", porté par Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Education. Mais l'enseignante a envoyé cet e-mail au sein de l'école et via son adresse professionnelle, celle donc de l'Éducation nationale. Un mail transféré à l'inspection, qui a décidé de sanctionner l'enseignante à double titre le vendredi 26 avril, à l'issue d'une commission : un blâme et l'obligation de demander une mutation avant le vendredi 3 mai.

Les manifestants estiment que la sanction est "disproportionnée" et que la mairie est coupable de "délation", ce que conteste l'adjointe à l'Education, Florence Thibaudeau-Rainot. Pour elle, les sanctions prises contre la directrice n'ont rien à voir avec la municipalité havraise. "C'est une assemblée municipale, on prend des décisions municipales", plaide-t-elle.

L'Éducation nationale réfute le terme de "mutation forcée". Joint par France Bleu Normandie, le directeur académique de Seine-Maritime Olivier Wambeck assure qu'il n'y a qu'une sanction administrative. Il évoque ainsi un blâme et assure que la directrice a accepté la mutation qui lui était proposée.

Si nous étions dans le cadre d'un déplacement d'office nous serions effectivement dans le cadre d'une sanction. Mais cela eût été soit un blâme soit un déplacement d'office. Il n'y a pas de double sanction.Olivier Wambeck, directeur académique de Seine Maritimeà France Bleu Normandie

Mais pour le syndicat SNUIpp interrogé par franceinfo, qui considère que la sanction est "disproportionnée", l'Éducation nationale a "maintenu l'obligation pour cette enseignante de quitter son poste". Il y a donc bien eu une double sanction. Pour Thomas Audigier, du SNUIpp, ces sanctions sont "disproportionnées" car l'enseignante "n'a mis aucun élève en danger". Elle se trouve dans une "situation personnelle dramatique" avance-t-il. Pour lui, "il s'agit de faire un exemple et de faire taire les enseignants" qui s'opposent à la réforme Blanquer. franceinfo 30 avril 2019

Quand les défenseurs de la liberté d'expression sont des despotes.

- Washington déplore la condamnation des journalistes birmans - Reuters 24 avril 2019

Les Etats-Unis ont déploré mercredi la confirmation mardi de la condamnation de deux journalistes birmans travaillant pour l'agence Reuters et exprimé leurs doutes sur le respect de la liberté d'expression. Reuters 24 avril 2019

- Armes françaises au Yémen: Trois journalistes convoqués par la DGSI - Reuters 24 avril 2019

Trois journalistes sont convoqués le 14 mai par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) dans le cadre d'une enquête pour "atteintes au secret de la défense nationale", a-t-on appris mercredi auprès d'un de leurs avocats.

Une enquête préliminaire sur des soupçons de "compromission par personne dépositaire et compromission par un tiers" a été ouverte dès le 13 décembre dernier et confiée à la DGSI à la suite d'une plainte du ministère des Armées, précise-t-on par ailleurs de source judiciaire.

Deux de ces journalistes, Mathias Destal et Geoffrey Livolsi, sont des co-fondateurs du média d'investigation Disclose, qui a publié la semaine dernière un rapport émanant de la Direction du renseignement militaire sur l'utilisation d'armes de fabrication françaises dans la guerre du Yémen.

Le troisième est Benoît Collombat, de la cellule investigation de Radio France, qui a publié l'enquête de Disclose avec quatre autres partenaires en France et à l'étranger.

"Nous estimons que ces journalistes ont fait leur travail et qu'on essaye de porter atteinte à leurs sources", a déclaré à Reuters Me Virginie Marquet, avocate de Disclose. "Nous serons très fermes sur la protection des sources de nos journalistes." Reuters 24 avril 2019

Quand le régime impérial américain se fait totalitaire.

- Le chef de la diplomatie vénézuélienne sanctionné par Washington, Moscou proteste - AFP 25.04

- L'embargo américain sur le pétrole vénézuélien entre en vigueur - AFP

- A l'ONU, Berlin, Londres et Paris rudoyés par leur vieil allié américain - AFP 2 mai 2019

- Carnival, première cible devant la justice américaine de Cubains spoliés en 1959 - AFP 2 mai 2019

Leur vieux monde craque de partout.

- GB: Impliqué dans le dossier Huawei, le ministre de la Défense a été limogé - Reuters

- Le Premier ministre portugais menace de démissionner après une fronde - Reuters 04.05

- Démission du ministre chypriote de la Justice, fragilisé par une affaire de tueur en série - Reuters

Une architecture internationale de sanctions imposée au nom de la sécurité des Etats-Unis - RT 24 avril 2019

Plus d'une vingtaine de pays et des dizaines de milliers de personnes et entités sont frappées de sanctions américaines. Administrées par le Trésor, celles-ci sont justifiées par des menaces supposées contre la sécurité des Etats-Unis.

Les sanctions extraterritoriales décidées par les Etats-Unis concernent une vingtaine de pays répartis dans quatre continents, Amérique, Afrique, Europe et Asie. Dans le cas de certains pays ou régions, elles interdisent toute transaction commerciale sans licence spéciale, c'est-à-dire autorisation d'une entité gouvernementale des Etats-Unis.

C'est le cas de de la Corée du Nord, de Cuba, de la Crimée, de l'Iran, du Soudan et de la Syrie. En général elles ciblent, à l'intérieur de ces pays, des personnes physiques ou morales avec lesquelles elles interdisent toute transaction et dont elles tentent aussi, dans certains cas, de geler les avoirs. Les noms des personnes et entités concernées sont consignés dans un annuaire de près de 1 300 pages, la liste SDN (Specially Designated Nationals and Blocked Persons List) tenue et mise à jour par le Bureau de contrôle des actifs étrangers (Office of Foreign Assets Control-OFAC), qui dépend du Trésor des Etats-Unis.

Dans la majorité des cas, les sanctions sont décidées au nom de la sécurité des Etats-Unis. Elles peuvent être portées par une loi fédérale ou un simple executive order, équivalent d'un décret présidentiel. Dans ce cas, est systématiquement invoquée, entre autres, la Loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux (International Emergency Economic Powers Act - IEEPA).

Adoptée en 1977, elle autorise le président à réglementer le commerce extérieur après avoir déclaré une situation d'urgence nationale. Selon les explications d'une étude récente du service de recherche du Congrès «l'IEEEPA, à l'instar de la loi de 1917 sur le commerce avec l'ennemi (TWEA) dont elle dérive, se trouve au cœur du régime de sanctions américain moderne».

Cuba, doyen des pays sous sanctions

Les plus anciennes sanctions visent Cuba. Elles ont été décidées dès 1958 lors de la révolution contre le régime de Fulgencio Battista soutenu par les Etats-Unis et concernaient d'abord exclusivement les ventes d'armes. Elles se sont progressivement étendues jusqu'à constituer un embargo commercial total contre Cuba. Néanmoins le principe des autorisations spéciales fait que les Etats-Unis demeurent le sixième fournisseur de Cuba. Ces sanctions ont été condamnées par de nombreuses résolutions non contraignantes de l'Assemblée générale des Nations unies qui les ont, dans certains cas, qualifiées de violation de la Charte des Nations unies.

La vague ininterrompue de sanctions contre l'Iran remonte à 1979, date du plus ancien décret présidentiel signé contre la république islamique. Signé par Jimmy Carter, il ordonnait le blocage ou la saisie «de tous les biens et intérêts du gouvernement iranien, de ses institutions et entités contrôlées et de la Banque centrale d'Iran qui sont ou deviennent assujettis à la juridiction des Etats-Unis».

En 1996, le Congrès a adopté une loi qui concernait également la Libye : l'Iran and Libya Sanctions Act (ILSA). A la demande des plus grandes entreprises des Etats-Unis qui voulaient reprendre pied en Libye, en particulier dans les secteurs de l'exploration et de l'exploitation pétrolières, la Libye a été retirée de cette loi devenue en 2006 simplement Iran Sanctions Act (ISA).

L'ISA, qui a une durée limitée, est régulièrement renouvelée par le Congrès des Etats-Unis. Sa dernière mouture de 2016 a été prolongée pour dix ans. Les sanctions contre l'Iran sont multiples, elles ont fait l'objet de plus de vingt décrets présidentiels et sont complétées par des dispositions figurant dans la Loi pour contrer les adversaires de l'Amérique par des sanctions (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act –CAATSA) adoptée en 2017 et visant également la Corée du Nord et

la Russie. Contre l'Iran, le Congrès a également adopté l'Iran Freedom and Support Act (loi pour soutenir la liberté en Iran) qui autorise les Etats-Unis à financer des «groupes d'opposition» dans le but de «soutenir une transition démocratique en Iran» selon l'intitulé exact du texte législatif.

72 actes législatifs de sanctions contre la Russie depuis 2012

Contre la Russie 72 textes ou amendements ont été signés depuis 2012 portant diverses formes de sanctions contre des entités ou personnes russes ou liées à la Russie et sous une large variété de prétextes. Les plus anciennes relèvent de la loi dite Magnistky adoptée fin 2012 après la mort en prison à Moscou en 2009 de l'avocat fiscaliste russe Sergueï Magnitsky, qui travaillait pour l'homme d'affaires américain Bill Browder.

Les plus récentes constituent de simples ajouts, en mars, de personnes et entités sur la liste SDN (voir plus-haut) et sont liées à l'incident entre les flottes russes et ukrainienne en octobre 2018 au large de la péninsule de Crimée dans des eaux territoriales contestées. En 2018, les Etats-Unis avaient aussi ajouté sur leur liste de personnes et entités sanctionnées plusieurs entreprises russes et iraniennes pour leur soutien au gouvernement syrien.

Peu avant l'entreprise russe Volasys Silver Star, filiale d'une entreprise chinoise de génie logiciel, avait été sanctionnée pour violation des restrictions commerciales imposées à la Corée du Nord. La Russie, à travers des individus ou entreprises, a également fait l'objet à plusieurs reprises de sanctions au titre d'une «interférence» dans les élections des Etats-Unis et d'activités de cybercriminalité.

Les conclusions récentes du rapport Mueller reconnaissant l'absence de preuve d'une collusion entre la Russie et l'équipe de campagne de Donald Trump en 2016 n'ont pour le moment pas donné lieu à la levée de sanctions contre la Russie basées sur ces allégations.

Des justifications d'un cynisme parfois extrême

A chaque fois, les sanctions font l'objet d'un communiqué de presse officiel publié le plus souvent par le Département du Trésor des Etats-Unis. Leur contenu atteint parfois des sommets de cynisme comme dans celui du 5 novembre 2018 intitulé «Le gouvernement des Etats-Unis réintroduit pleinement les sanctions contre le régime iranien dans le cadre d'une campagne de pression économique sans précédent aux Etats-Unis».

Justifiant un ensemble de sanctions économiques qui ne peuvent avoir d'autres résultats que d'affecter de façon très négative l'économie iranienne avec des effets graves sur la vie quotidienne de sa population, le Trésor ne craint pas d'écrire : «Alors que le peuple iranien souffre d'une mauvaise gestion budgétaire et d'un rial en chute libre, le régime iranien abuse du système bancaire du pays pour enrichir son élite et financer des institutions étatiques répressives.»

L'Otan force de «paix et de stabilité»

En juin 2001, Georges W. Bush publie un décret présidentiel de «Blocage des biens des personnes qui menacent les efforts internationaux de stabilisation dans les Balkans occidentaux». Dans le texte du décret on apprend que du point de vue de Washington, l'OTAN fait partie des «organisations internationales tentant d'apporter paix et stabilité à la région». Donald Trump a renouvelé par décret en juin 2017 ces sanctions justifiées, selon le président des Etats-Unis, par «des actes de violence extrémiste et des activités d'obstruction, [qui] continuent de représenter une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis». Parmi les personnes visées, on trouve Milorad Dodik alors président de la République serbe de Bosnie.

En 2006, des sanctions sont décidées contre un certain nombre de responsables politiques de Biélorussie, au motif que les élections qui ont eu lieu en mars dans ce pays n'ont pas été jugées démocratiques par les Etats-Unis.

Le Venezuela fait, lui, l'objet d'une multitude de sanctions depuis une quinzaine d'années que les Etats-Unis justifient par une large panoplie de motifs qui vont du «manque de coopération dans la lutte contre le terrorisme» à des actions «antidémocratiques» et «liées à la corruption». Ces sanctions visent plus d'une centaine de personnalités vénézuéliennes ainsi que l'ensemble de la société pétrolière publique PDVSA et de nombreuses autres entreprises publiques.

Les plus récentes accompagnent et suivent de près la tentative de coup d'Etat organisée par les Etats-Unis avec l'aide du président auto-proclamé Juan Guaido. Par exemple, l'arrestation de son chef de cabinet Roberto Marrero accusé de «terrorisme» par les services de sécurité vénézuéliens le 21 mars, a immédiatement déclenché une nouvelle salve de sanctions contre Bandes, la Banque de développement économique et social du Venzuela ainsi que plusieurs de ses filiales. L'action des Etats-Unis contre le Venezuela est d'ailleurs enrichie de sanctions contre divers pays comme la Russie ou Cuba auxquels il est reproché d'avoir apporté une aide économique sous une forme ou une autre au Vénézuela ou, selon la terminologie étasunienne officielle, au «régime illégitime de Maduro».

Des «contras» aux sanctions

En Amérique latine, Cuba et le Venezuela n'ont pas le privilège des sanctions américaines, celles-ci s'abattent aussi sur le Nicaragua, troisième membre de ce que les néo-conservateurs américains comme le conseiller à la sécurité nationale John Bolton, désignent sous le nom de «Troïka de la tyrannie» ou encore «Triangle de la terreur s'étirant de la Havanne à Caracas et Managua».

Les Etats-Unis qui ont longtemps financé les tristement célèbres «contras», groupes terroristes d'extrême droite, pour y renverser le gouvernement sandiniste, accusent aujourd'hui le gouvernement de «soutien au terrorisme». Et, comme dans le cas de Cuba et du Venezuela, les Etats-Unis ne cachent pas que les sanctions décrétées contre ce pays, ses instituions et entreprises publiques ont pour but ultime de renverser le gouvernement, ce qui a été à plusieurs reprises dénoncé comme une violation de la charte des Nations unies.

En Asie, la Birmanie a rejoint récemment le club des pays frappés de sanctions américaines qui comprend déjà la Corée du Nord et l'Iran. Ces sanctions qui concernent des hauts responsables militaires et même deux régiments entiers ont été motivées par des «campagnes violentes contre les minorités ethniques à travers la Birmanie», en référence aux actions du gouvernement contre la rébellion des Rohingyas et d'autres ethnies parmi lesquelles les Kachins, minorité chrétienne.

En Afrique, une dizaine de pays sont également concernés par les sanctions américaines. Parmi eux, on trouve la République démocratique du Congo, la République Centrafricaine, le Yémen, les deux Soudans, la Somalie, le Zimbabwe et même le petit Burundi. Deux ministres, un général et une quatrième personne ont été frappés de sanctions ciblées à la suite de la répression, en avril 2015, de manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, lors desquelles deux personnes ont trouvé la mort.

Dans un décret signé le 22 novembre 2015 Barack Obama expliquait que «la situation au Burundi, marquée par des meurtres et violences contre les civils…, constitu[ait] une menace inhabituelle contre la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis». RT 24 avril 2019

Ils osent tout.

- Impôts : "Le travail doit continuer à payer", lance Bruno Le Maire - Franceinfo 30.04

- France: L'Académie de médecine veut des mesures fortes contre l'alcool - Reuters 30.04

- Serbie: pas de solution sans les Etats-Unis selon le président kosovar - AFP 30.04

- Venezuela: Guaido revendique le soutien de soldats, le pouvoir dénonce une "tentative de coup d'Etat" - AFP

- 130 pays au chevet de la nature si vitale pour l'humanité - AFP Scientifiques et diplomates de 130 pays se réunissent à partir de lundi à Paris pour adopter la première évaluation mondiale des écosystèmes depuis près de 15 ans, un sombre inventaire de la nature vitale pour l'humanité. AFP

- Albright et le goût perdu de la liberté - L'Express.fr

L'ex-secrétaire d'Etat américaine Madeleine Korbel Albright met en garde contre le populisme et l'illibéralisme. L'Express.fr

- Joe Biden lance sa campagne dans un vieux bastion ouvrier de Pennsylvanie - AFP

L'ancien vice-président américain Joe Biden, l'un des favoris démocrates dans la course à la Maison Blanche, se rend lundi à la rencontre de travailleurs et de syndicalistes, premier acte de terrain de la longue campagne pour l'investiture de son parti. AFP

- En Floride, les professeurs pourront bientôt venir armés en classe - LeFigaro.fr

- L'Opep veut dépolitiser le pétrole, dit son secrétaire général - Reuters

- Chine: HRW dénonce la surveillance quotidienne au Xinjiang grâce à une application - AFP

Les autorités chinoises utilisent une application de téléphonie mobile pour surveiller les musulmans du Xinjiang et taxent de suspectes des conduites quotidiennes "totalement légales", assure un rapport de l'ONG Human Rights Watch rendu public jeudi. AFP

- Ghana : le fléau de la prostitution des enfants et des adolescentes - Franceinfo

Des dizaines de milliers de mineures se prostituent au Ghana. Parmi elles, des enfants de moins de 10 ans. Sans que les autorités n'interviennent alors que la loi ghanéenne réprime ce genre de crime. Franceinfo

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- Egypte: La réforme constitutionnelle adoptée à près de 90% des voix - Reuters 24 avril 2019

Les électeurs égyptiens ont approuvé à 88,8% des voix les amendements constitutionnels adoptés par le Parlement qui pourraient permettre au président Abdel Fattah al Sissi de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2030, a annoncé mardi soir la commission électorale.

La participation électorale à ce référendum organisé sur trois jours, de samedi à lundi, ressort à 44,33% des quelque 61 millions d'électeurs inscrits.

La réforme constitutionnelle, approuvée la semaine dernière par 531 voix contre 22 au Parlement, fait passer la durée du mandat présidentiel de quatre à six ans et exclut de la règle de limitation des mandats ceux que Sissi a déjà accomplis, ce qui lui permettrait de rester au pouvoir jusqu'en 2030.

Un amendement confère par ailleurs au président de nouvelles prérogatives en matière de nomination des juges et des procureurs; d'autres prévoient que l'armée a le devoir de protéger "la Constitution, la démocratie, la cohésion fondamentale du pays et sa nature civile" et élargissent les compétences des tribunaux militaires.

Les soutiens de Sissi considèrent que les changements proposés sont indispensables pour que le président puisse parvenir à boucler des projets de développement majeurs ainsi que les réformes économiques. Ses détracteurs y voient une bascule vers un régime autoritaire. Reuters 24 avril 2019

Soudan

Soudan : la contestation rejette l'aide financière de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis - franceinfo 23.04

"Nous ne voulons pas de l'aide de l'Arabie saoudite, même si l'on ne doit manger que des fèves ou des fallafels." C'est en chanson que les manifestants soudanais ont clamé leur refus du soutien financier annoncé le 21 avril 2019 par Ryad et Abou Dhabi.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont fait don dimanche d'une aide de 3 milliards de dollars au Soudan.

Ce soir à Khartoum, les manifestants scandent "nous ne voulons pas du soutien saoudien..."

Le jour même, le chef du Conseil militaire de transition révélait que les services de sécurité soudanais avaient saisi plus de 113 millions de dollars en liquide dans la résidence d'Omar el-Béchir à Khartoum, alors que les responsables de la contestation annonçaient de leur côté "la suspension des discussions avec le Conseil militaire" de transition.

Au Soudan, les manifestants ont rompu les discussions avec l'armée. Que s'est-il passé ?

Explication avec Dora Gombo, journaliste membre de l'Association des professionnels soudanais, à la tête du mouvement de contestation au de Nadia Bletry

"Nous considérons le Conseil militaire comme un prolongement du régime", a déclaré Mohamed al-Amine, un porte-parole du mouvement, appelant à "poursuivre et intensifier les manifestations jusqu'à ce que nos demandes soient satisfaites", a-t-il dit.

Face aux protestataires qui continuent de camper jour et nuit devant le quartier général de l'armée, malgré l'exigence d'une levée

des barrages par cette dernière, les deux ténors du Golfe s'inquiètent des conséquences de l'instabilité soudanaise sur leurs intérêts.

"Conscient de la nécessité d'aider le peuple soudanais frère (...) et en soutien à la République du Soudan, les deux pays (Arabie saoudite et Emirats arabes unis) ont décidé de leur apporter conjointement cette aide", a indiqué l'agence officielle saoudienne SPA.

Après plusieurs semaines de silence sur la crise politique au Soudan, le royaume saoudien et son allié émirati avaient brièvement réagi le 14 avril à la chute du président Béchir, appelant à la "stabilité" et à une "transition pacifique".

Ryad et Abou Dhabi se sont finalement résignés à la chute d'el-Béchir, mais craignent une descente aux enfers du pays, qui déstabiliserait la Corne de l'Afrique et nuirait à leurs intérêts dans la région, selon des analystes cités par l'AFP. L'Arabie saoudite et les Emirats sont très méfiants à l'égard des bouleversements incontrôlés comme ceux qui ont plongé en 2011 la Libye dans le chaos ou abouti à la montée des Frères musulmans, leur "bête noire", en Egypte.

Ils n'ont pas hésité à s'engager militairement au Yémen voisin lorsque la transition a dérapé et permis aux rebelles houthis, jugés proches de l'Iran, de s'emparer de larges portions du pays, dont la capitale Sanaa. Dans la guerre au Yémen en particulier, ils ont obtenu sur le terrain le soutien de l'armée soudanaise, décidé par le président déchu, dans le cadre de la coalition militaire sous commandement saoudien qui intervient dans ce pays depuis 2015.

Le Conseil militaire de transition soudanais avait confirmé dans la nuit du 15 au 16 avril que les troupes soudanaises resteraient engagées au Yémen "jusqu'à ce que la coalition atteigne son but". Mais tout cela reste tributaire de l'évolution de la situation intérieure soudanaise. Certes, le général Abdel Fattah al-Burhane, le chef du Conseil de transition, a affirmé à la télévision son "engagement à remettre le pouvoir au peuple", mais il a fait également monter la tension en prévenant : "Cela ne peut plus continuer, parce que la sécurité est de la responsabilité de l'Etat", a-t-il dit.

De son côté, le parti al-Oumma, première formation de l'opposition, a accusé le 22 avril "certains membres du Conseil militaire" de vouloir "recycler le régime renversé". Dans un communiqué, il réclame que le pouvoir soit confié à l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations contestataires. L'ALC, qui avait prévu d'annoncer la veille la formation d'une instance civile censée remplacer le collège d'officiers supérieurs à la tête du pays, a finalement fait savoir qu'elle le ferait "dans quelques jours". franceinfo 23.04

Soudan: "accord" entre militaires et civils, aux contours encore vagues - AFP 25 avril 2019

Le Conseil militaire au pouvoir au Soudan a annoncé sans le préciser "un accord sur la plupart des exigences" présentées par les leaders de la contestation lors d'une réunion mercredi, qui s'est achevée avec la démission de trois membres de ce Conseil.

"Nous avons un accord avec la plupart des exigences présentées dans un document de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC)", a indiqué à la presse le général Shamseddine Kabbashi, porte-parole du Conseil militaire de transition, à l'issue d'une réunion entre les militaires et l'opposition, qui réclame un transfert du pouvoir à une autorité civile.

Un des leaders de la contestation présents à la réunion, Ahmed al-Rabia, a ajouté que les deux parties avaient également convenu de former un conseil conjoint, sans développer.

Quelques minutes après, dans un communiqué, le Conseil militaire a annoncé la démission de trois de ses membres, les lieutenants-généraux Omar Zain al-Abdin, Jalaluddin Al-Sheikh et Al-Tayieb Babikir.

Interrogé avant la réunion lors d'une conférence de presse sur les actions prévues en cas de refus du Conseil militaire d'accéder aux revendications des manifestants, l'un des leaders de la contestation, Siddiq Farouk, a menacé d'une "escalade". "Nous nous préparons à une grève générale" à travers le pays, a-t-il affirmé.

Ahmed al-Rabia, figure de l'Association des professionnels soudanais (SPA), fer de lance de la contestation, a lui appelé à une "marche d'un million de personnes pour jeudi".

Ayman Ali Mohamed, un manifestant, a indiqué mercredi qu'il prendrait part à cette marche. "Nous avons peur que le Conseil militaire nous vole la révolution, donc nous devons participer (aux manifestations) jusqu'à ce que que le transfert à un pouvoir civil soit achevé", a-t-il dit.

Un million de Soudanais réunis à Khartoum pour maintenir la pression sur les militaires - Le Figaro 02.05

«Une marche d'un million» de Soudanais s'est tenue ce jeudi devant le QG de l'armée à Khartoum afin de maintenir la pression sur les militaires. La foule réclame un transfert du pouvoir aux civils depuis qu'elle a poussé vers la sortie Omar-el-Béchir en avril

dernier. Depuis, le pays est gouverné par un Conseil militaire de transition que les Soudanais ne veulent pas voir s'installer à la tête de l'État.

Les ponts et les rues menant au complexe militaire, situé dans le centre de Khartoum, sont noirs de monde, selon des correspondants de l'AFP sur place. Dans une ambiance festive, des chants révolutionnaires résonnent à travers des enceintes sur le lieu du sit-in, où campent depuis le 6 avril des milliers de Soudanais. «Que tu chutes ou non, nous resterons», scandent les contestataires, en référence au Conseil militaire de transition. Les deux camps se sont jusqu'à présent mis d'accord pour établir un Conseil conjoint militaro-civil, appelé aussi Conseil souverain, pour remplacer le Conseil militaire mais les négociations achoppent sur le nombre de membres et sa composition, chaque partie insistant pour être majoritaire dans cet organe.

«Si le Conseil militaire a la majorité dans le conseil souverain, les droits des civils ne seront pas garantis (...) Mais si le sit-in se poursuit encore longtemps, des divisions apparaîtront qui serviront les objectifs des militaires», note Hassan Rabeh, un manifestant de Gadaref. L'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations du mouvement de protestation, a présenté jeudi au Conseil militaire un document proposant d'établir une administration civile, avec des organes exécutif, législatif et judiciaire. Satea al-Haj, un des chefs du mouvement, a déclaré à des journalistes que l'ALC voulait une réponse du Conseil à cette demande d'ici «72 heures».

Dans un communiqué, le Conseil militaire a indiqué qu'il examinerait le document. «Nous poursuivrons notre dialogue avec l'Alliance», a-t-il souligné. Mardi, le général Salah Abdelkhalek, membre du Conseil militaire, a annoncé que le chef de cette instance, Abdel Fattah al-Burhane, serait «le chef du (futur) Conseil souverain». Fer de lance de la contestation, l'ALC a alors accusé les militaires de «ne pas envisager sérieusement de céder le pouvoir au peuple» et appelé «à une marche d'un million» de manifestants jeudi pour réclamer un pouvoir civil. La situation s'est d'autant plus tendue que les militaires ont annoncé mardi la mort de six membres des forces de sécurité, tués dans des heurts avec les manifestants à travers le pays. Le Conseil militaire a prévenu qu'il ne laisserait pas le chaos s'installer, exhortant les manifestants à retirer les barricades installées et à rouvrir les routes et ponts bloqués aux alentours du QG de l'armée.

Dans un entretien mercredi à l'AFP, Sadek al-Mahdi, le leader de l'opposition, a mis en garde les meneurs de la contestation contre toute tentative de provoquer les militaires. «Si nous provoquons (...) les forces armées qui ont contribué au changement, cela revient à chercher les ennuis», a-t-il ajouté. Cet ancien premier ministre, évincé du pouvoir en 1989 par le coup d'État mené par Omar el-Béchir avec le soutien des islamistes, a assuré que le Conseil militaire n'allait pas tarder à transférer le pouvoir aux civils.

De son côté, le général Chamseddine Kabbachi, porte-parole du Conseil militaire, a fait état de «pillages, de violences sur des citoyens, de routes bloquées, d'attaques contre les forces de sécurité». «Les forces armées doivent rester au sein du Conseil souverain» en raison des tensions que traverse le pays, a affirmé mardi Chamseddine Kabbachi. Le Conseil militaire de transition a jusque-là résisté aux appels à céder le pouvoir et les manifestants, qui ont reçu le soutien de Washington, l'ont accusé de ne pas être si différent de l'ancien régime.

Brésil

Les Indiens manifestent à Brasilia contre l'avis de Bolsonaro - huffingtonpost.fr 24.04

Quelque 2000 représentants de tribus indigènes du Brésil ont commencé à s'installer mercredi 24 avril en plein cœur de Brasilia pour leur mobilisation annuelle, bien décidés à faire valoir haut et fort leurs droits face à un gouvernement Bolsonaro ouvertement hostile.

Jusqu'à vendredi, ils doivent camper devant les centres emblématiques du pouvoir de la capitale brésilienne, participant à ce "Camp de la terre libre" ("Acampamento Terra Livre") qui rassemble chaque année plusieurs centaines d'indigènes depuis 2004.

Les forces de l'ordre étaient particulièrement nombreuses mercredi dans le centre de Brasilia, où des cordons de sécurité ont été mis en place dans la crainte de troubles, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Des indigènes en tenue traditionnelle, corps tatoués et masques de plumes multicolores, chantaient. Sur des bannières on pouvait lire: "Nos terres sont sacrées. Pas d'extractions minières sur nos territoires", ou "Nous exigeons les démarcations de nos terres".

"Nous sommes venus ici pour une cause importante", a expliqué Camila Silveiro, étudiante indigène de 22 ans. "Cela a été très difficile pour nous de conquérir nos droits et ils diminuent peu à peu. Nous sommes ici pour demander davantage de respect".

Le ministre de la Justice et de la Sécurité publique Sergio Moro a ordonné la mobilisation de la Force nationale sur l'Esplanade des ministères et de la Place des Trois pouvoirs où sont situés le gouvernement, le Congrès et la Cour suprême. Il a pris cette mesure après une demande du général Augusto Heleno, chef du cabinet de la Sécurité institutionnelle, soucieux "d'empêcher les actes de violence de la part des manifestants".

“Notre camp se tient depuis plus de 15 ans de manière pacifique, dans le but de donner de la visibilité à nos luttes quotidiennes”, s’est offusquée la Coordination des peuples indigènes du Brésil (APIB) dans un communiqué.

“Si le général Augusto Heleno prétend empêcher les actes de violence, qu’il s’occupe des grands propriétaires terriens qui envahissent nos territoires et tuent nos familles”, a ajouté l’APIB. “Pas les bienvenus”

“2019 a commencé dans un contexte très lourd”, selon l’appel au rassemblement de l’APIB, qui attend au total quelque 5.000 représentants indigènes de tout le pays. “Comme toujours, nous continuerons de résister”, a affirmé à l’AFP la coordinatrice de l’APIB, Sonia Guajajara.

Le président d’extrême droite Jair Bolsonaro, qui a pris ses fonctions le 1er janvier 2019, a envoyé au début du mois un message aux indigènes leur signifiant qu’ils n’étaient pas les bienvenus à Brasilia.

“Nous souhaitons le meilleur aux indigènes du Brésil, qui sont autant des êtres humains que n’importe qui d’autre ici (...), mais cette fiesta va devoir cesser sous notre gouvernement”, a lancé l’ex-capitaine, critiquant de supposées utilisations de fonds publics. “Dix mille indigènes sont attendus ici à Brasilia”, a-t-il dit sur Facebook, “et qui va payer la facture pour ces 10.000 indiens qui vont venir? Vous !”.

Une allégation réfutée par l’APIB, qui a assuré que le rassemblement était financé sur ses propres ressources.

La liste des doléances des populations autochtones ne cesse de s’allonger depuis l’élection de Jair Bolsonaro. Dès son entrée en fonction, il a retiré à la Funai, organisme public chargé des questions indigènes, ses attributions en matière de démarcation des terres et d’octroi de licences environnementales, au profit d’un ministère de l’Agriculture totalement acquis à la cause de l’agro-négoce.

Selon de nombreuses ONG et associations, les invasions de terres indigènes se sont multipliées sous le gouvernement Bolsonaro.

Quelque 800.000 indigènes et 305 ethnies vivent au Brésil, pays-continent de 209 millions d’habitants.

La Constitution leur accorde le droit d’usage exclusif de leurs terres mais leur délimitation est de plus en plus menacée par l’expansion de l’agriculture, les extractions minières et la déforestation illégale.

“Pourquoi laisser les indigènes isolés dans leurs réserves, comme des animaux dans un zoo?”, avait lancé Jair Bolsonaro, peu après son élection. “Comme nous, ils veulent évoluer, avoir des médecins, des dentistes, l’accès à internet et prendre l’avion”. huffingtonpost.fr 24.04

Arabie saoudite

Exécutions en Arabie saoudite : 36 décapitations, un crucifiement et un cadavre exposé en public - RT 24 avril 2019

Le 23 avril, Riyad a procédé à l'exécution groupée la plus importante de ces trois dernières années en tuant 37 citoyens, en majorité chiites, accusés de terrorisme.

Le chiisme est une branche de l'islam minoritaire en Arabie saoudite, et majoritaire en Iran, pays ennemi du royaume wahhabite. Comme le rapporte l'agence de presse AP, un des corps, celui d'un individu présenté comme un extrémiste sunnite, a été exposé sur la place publique en guise d'avertissement.

Selon un communiqué de l'ONG Amnesty international, 11 des hommes exécutés auraient été jugés coupables d'espionnage pour le compte de l'Iran et au moins 14 autres auraient été condamnés à cause de leur participation à des manifestations antigouvernementales dans les zones du pays peuplées majoritairement de chiites entre 2011 et 2012. L'écrivain saoudien et défenseur des droits de l'homme Fuad Ibrahim affirme pour sa part que 32 des 37 condamnés étaient des militants chiites de l'opposition.

L'un des prisonniers exécutés était Abdulkareem al-Hawaj, un jeune chiite qui n'avait que 16 ans lorsqu'il a été arrêté et condamné pour participation à des émeutes anti-gouvernementales.

Dans sa déclaration, le ministère saoudien de l'Intérieur a déclaré que les personnes exécutées avaient adopté «des idéologies extrémistes» et constitué des cellules terroristes dans le but de «semer le chaos» et de «provoquer des conflits sectaires». Conformément à la loi en vigueur dans ce pays allié clé des Etats-Unis, les citoyens reconnus coupables ont été décapités, ou crucifié selon les cas, sur décision du tribunal pénal de Riyad, spécialisé dans les procès pour terrorisme. L'exécution a également été ratifiée par un décret du roi Salmane. En comptant les exécutions du 23 avril, plus d'une centaine de personnes

ont été mises à mort dans le pays depuis début 2019, d'après un décompte établi sur base de communiqués officiels. RT 24 avril 2019

Espagne

Espagne: Sanchez remporte les élections marquées par l'émergence de l'extrême droite - AFP 28.04

Le Premier ministre socialiste espagnol Pedro Sanchez a remporté dimanche les élections législatives mais devra, faute de majorité absolue, chercher des alliés pour gouverner un pays divisé où l'extrême droite va entrer au parlement, plus de 40 ans après la fin de la dictature de Francisco Franco.

Le scrutin pourrait déboucher sur une poursuite de l'instabilité qui marque la politique espagnole depuis la fin du bipartisme conservateurs-socialistes en 2015, avec un Parlement fragmenté et des divisions exacerbées par la tentative de sécession de la Catalogne en 2017.

"Le futur a gagné et le passé a perdu", a lancé Pedro Sanchez en proclamant sa victoire devant les militants au siège de son parti à Madrid.

Après le dépouillement de 99% des bulletins de vote, le Parti socialiste a recueilli près de 29% des voix et 123 députés, nettement plus que les 85 remportés aux législatives de 2016, mais loin de la majorité absolue de 176 sur 350 à la chambre.

Pedro Sanchez, arrivé au pouvoir en juin dernier en renversant le conservateur Mariano Rajoy dans une motion de censure, sera donc obligé de bâtir une coalition difficile pour continuer à gouverner.

En face, les partis de droite seront bien en mal de l'en empêcher, malgré l'irruption du parti d'extrême droite Vox, qui remporte d'un coup 24 députés.

Les conservateurs du Parti populaire (PP) ont en effet perdu la moitié de leurs sièges, et retombent à 66 députés, contre 137 en 2016. Les libéraux de Ciudadanos ont réussi une belle percée, passant de 32 à 57 députés.

Mais même en s'alliant à Vox (10% des voix et 24 élus - ndlr), le PP et Ciudadanos ne pourraient pas rééditer au niveau national le succès qu'ils ont obtenu en décembre aux élections régionales d'Andalousie, où ils ont chassé les socialistes de leur fief.

Après une campagne tendue, le taux de participation a été de 75,78 %, neuf points de plus qu'en 2016, selon le ministère de l'Intérieur.

Pedro Sanchez pourra compter sur l'appui de Podemos, qui remporte 42 sièges, contre 67 en 2016, mais devrait avoir besoin de celui de partis régionalistes et donc, a priori, des indépendantistes catalans.

Mais le socialiste préférerait éviter d'avoir de nouveau besoin de ces derniers, qui l'ont contraint à convoquer ces élections anticipées en refusant de voter son budget.

Reste l'hypothèse d'une alliance avec Ciudadanos dont le chef Albert Rivera avait pourtant juré de "chasser Sanchez du pouvoir". Ensemble, le PSOE et Ciudadanos franchissent le seuil magique de la majorité absolue.

Mais les militants, qui saluaient sa victoire, l'ont mis en garde contre cette tentation en scandant "pas avec Rivera".

Dans son éditorial de lundi, le quotidien libéral madrilène El Mundo appelle M. Sanchez à "tendre la main à Rivera et envisager la formation d'un gouvernement modéré -qui serait sans aucun doute bien vu en Europe- pour garantir la stabilité" du pays.

Le quotidien de gauche El Pais souligne pour sa part la "grave responsabilité" de Ciudadanos, dont le "refus de principe" de gouverner avec les socialistes "transformera son cri d'alarme pour l'unité de l'Espagne en prophétie autoréalisatrice". AFP 28.04

LVOG - Austérité, avec 75,78 % de participation, les Espagnols en redemandent !

Bénin

- Bénin: abstention massive aux législatives en signe de protestation - AFP 28 avril 2019

Le Bénin, pays réputé pour être un exemple de démocratie en Afrique de l'Ouest, a voté dimanche pour élire ses députés lors d'un scrutin historique où l'opposition n?a pas été autorisée à se présenter, marqué par une abstention massive et une coupure

totale de l'internet, marquant un tournant autoritaire du président Patrice Talon.

La radio nationale a appelé en vain les 5 millions d'électeurs béninois à "accomplir leur devoir de citoyen" et à se rendre aux urnes pour élire leurs 83 députés.

Mais l'opposition, privée de candidats à la suite d'une révision de la loi électorale, avait appelé ses partisans à ne pas aller voter, en signe de protestation.

Les Béninois, mécontentent de la situation dans leur grande majorité, ne sont pas desendus dans les rues pour manifester mais ont signifié leur désaccord en boudant les urnes en masse.

Dans les bureaux de vote, les électeurs ont défilé "au compte-gouttes", expliquait à la mi-jouréne Kpleli Glele Marius, président d'un bureau de vote de Seme-Podji, région de l'opposant en exil Sébastien Ajavon.

Dans la dizaine de bureaux de vote visités par l'AFp à Seme-Podji, aucun n'a dépassé les 35 votants sur plus de 400 inscrits.

Les représentants de la Commission électorale (Céna) ainsi que les observateurs des partis étaient atterrés et fatigués par des heures d'attente "On n'a jamais vu ça", confiait l'un d'eux au moment du dépouillement. "La population n'est pas sortie".

Dans la région d'Allada, la participation moyenne des bureaux visités dépassait difficielement les 20%.

En effet, il semble que même les partisans du président ne se sont pas rendus aux urnes. "Je ne suis pas un opposant farouche. A vrai dire, je supporte le président Talon", explique à l'AFP Wilfrid Pokini. "Mais je ne soutiens pas cette élection. Une élection sans opposition, c'est quoi ça?" s'interroge ce commerçant de Porto Novo. "Ca va trop loin".

Le Parlement a approuvé fin 2018 la mise en place d'un nouveau code électoral pour simplifier le paysage politique et empêcher la prolifération des partis (plus de 250 dans un pays de 12 millions d'habitants).

Toutefois, même les principaux mouvements de l'opposition ne sont pas parvenus à remplir les conditions imposées par la Céna et n'ont pu présenter leur liste.

Cinq millions de Béninois étaient inscrits sur les listes électorales et ont eu jusqu'à 16h00 (15H00 GMT) pour choisir entre le Bloc Républicain et l'Union Progressiste, deux mouvements proches du président Patrice Talon. AFP 28 avril 2019

Bénin - Législatives : la participation au plus bas, à 22,99 % - LePoint.fr 30.04 C'était le chiffre le plus attendu depuis dimanche : celui de la participation. Premier enseignement : c'est historiquement le taux le plus bas depuis l'avènement de la démocratie au Bénin en 1990. LePoint.fr 30.04

Algérie

Algérie: l'armée oppose une fin de non-recevoir aux revendications des manifestants - AFP 30 avril 2019

Le chef d'état-major de l'armée algérienne a opposé mardi une fin de non-recevoir aux revendications des manifestants en Algérie, qui réclament la mise en place d'institutions de transition ad hoc pour gérer l'après Abdelaziz Bouteflika, poussé à la démission le 2 avril.

La présidentielle prévue le 4 juillet en Algérie --dans les délais prévus par la Constitution-- pour élire un successeur à M. Bouteflika, est la "solution idéale pour sortir de la crise", a affirmé mardi le général Ahmed Gaïd Salah dans un discours.

Les manifestants exigent depuis le 22 février le départ de l'ensemble des figures du "système" au pouvoir en Algérie, en tête desquelles le chef de l'Etat par intérim Abdelkader Bensalah et Premier ministre Noureddine Bedoui, deux anciens proches de M. Bouteflika.

Le parti au pouvoir, le Front de libération nationale (FLN), a pour sa part élu mardi un nouveau secrétaire général. Le député et homme d'affaires Mohamed Djamiai, 50 ans, remplace Moad Bouchareb, désigné par M. Bouteflika l'année dernière.

Alors que, comme chaque mardi depuis le début du mouvement de contestation, des milliers d'étudiants ont défilé dans le centre d'Alger et dans plusieurs villes d'Algérie, M. Bensalah a appelé à "instaurer un climat de sérénité et d'entente".

Dans un message à l'occasion de la fête du travail, il a exhorté le peuple algérien à chercher des "solutions consensuelles"

pour satisfaire "ses revendications légitimes à une vie décente et son aspiration résolue à un changement radical avec le régime, pratiques et symboles", selon l'agence APS.

Mais les contestataires refusent que les structures et personnalités de l'appareil hérité de M. Bouteflika organisent la présidentielle, alors que ses vingt années de pouvoir ont été marquées selon eux par des fraudes électorales. Ils réclament un processus de transition hors des institutions et délais prévus par la Constitution, gérée par des structures spécialement mises en place et chargées de mener le pays vers une IIe République.

Pilier du régime durant 15 ans et devenu de facto l'homme fort de l'Algérie depuis qu'il a lâché M. Bouteflika, rendant sa démission inéluctable, le général Gaïd Salah a souligné mardi exclure que l'armée permette une transition hors du cadre constitutionnel.

Il a réitéré "l'attachement profond du commandement de l'armée (...) à la Constitution" et a martelé "la détermination" de l'armée "à ne pas s'écarter de la voie constitutionnelle, quelles que soient les conditions et les circonstances".

Le général Gaïd Salah a également assuré que l'armée veillerait à ce que les enquêtes judiciaires ouvertes sur des dossiers de corruption visant des personnalités liées au régime soient préservées des "pressions ou diktats".

La justice enquêtera "sans exclure aucun dossier et en se gardant de toute mesure arbitraire ou de règlement de comptes", a-t-il précisé.

"Plusieurs dossiers lourds de corruption" concernant "des faits de spoliation des fonds publics avec des chiffres et des montants faramineux" ont été transmis à la justice par "les services de sécurité", a-t-il également indiqué, promettant que "l'opération" anticorruption ne fait que commencer et assurant que l'Algérie sera "assainie définitivement de la corruption et des corrupteurs".

Depuis le départ du pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika le 2 avril, la justice a ouvert une série d'enquêtes pour corruption visant des personnalités. Cinq puissants et richissimes hommes d'affaires, dont quatre proches de M. Bouteflika et de son frère et conseiller Saïd, ont été placées en détention provisoire.

Le général Gaïd Salah a récemment appelé la justice à "accélérer la cadence" des enquêtes, une demande assimilée à une "injonction" par ses détracteurs.

Certains observateurs craignent que, tout en étant une réponse à la contestation qui dénonce les liens entre le pouvoir et les "oligarques" --des hommes d'affaires ayant fait fortune grâce à des contrats publics--, ces enquêtes servent de levier de "purge" interne.

Mardi, le parquet d'Alger a entendu durant plusieurs heures Ahmed Ouyahia, quatre fois Premier ministre depuis 1995, dont trois fois sous la présidence de M. Bouteflika, en lien, selon la télévision nationale, avec des dossiers de "dilapidation de fonds publics et d'avantages indus".

M. Ouyahia a quitté le tribunal dans l'après-midi sans faire de déclaration, conspué par une foule qui l'a traité de "voleur".

Très impopulaire, M. Ouyahia a été limogé en mars par M. Bouteflika, dans l'espoir --vain-- d'apaiser la contestation.

Il avait été précédé devant le Parquet d'Alger lundi par l'actuel ministre des Finances Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque centrale entre 2016 et sa nomination fin mars au gouvernement.

La justice avait annoncé le 20 avril convoquer MM. Ouyahia et Loukal, sans préciser si elle souhaitait les entendre comme témoins ou suspects, ni sur quels faits portent les dossiers. AFP 30 avril 2019

DEUXIEME PARTIE

La question qui tue celui qui la pose.

Interdit d'interdire : Les sondages nuisent-ils à la démocratie ? - Les Crises 30.04

LVOG - La question sous-entend que nous vivrions en démocratie. C'est à partir de cette escroquerie politique que les

opportunistes vont construire toute leur argumentation destinée à justifier leur soumission au régime en place, qui va consister à faire croire qu'il serait doté de vertus cachées ou insoupçonnées en s'enfermant dans un déni permanent de la réalité. Autrement dit leur méthode n'a rien à envier à celle employée par ceux qui nous gouvernent.

Les sondages, la propagande, la publicité, la société du spectacle sont des instruments (des représentations idéologiques) qui servent à fabriquer le consentement de la population au capitalisme et à la politique du gouvernement qui incarne les intérêts de l'infime minorité d'oligarques et de capitalistes, ils ne peuvent que nuire à la démocratie, ils en sont la négation.

Les sondages sont une escroquerie, même quand ils semblent anodins ou desservir leurs commanditaires. Comment cela ? Par exemple, à l'issue d'un sondage 75% des personnes interrogées rejettent la politique de Macron. Le naïf va rétorquer : Vous voyez qu'ils peuvent sortir des sondages honnêtes, vous les diabolisez, vous faites dans l'outrance doctrinaire, vous n'êtes pas crédible. Effectivement, on peut arriver à cette conclusion si on se fie aux apparences. Mais réfléchissez un peu, qu'est-ce que cela signifie seraient-ils 99% que cela ne changerait ou ne servirait strictement à rien, autrement dit il est inutile de s'y opposer ou d'espérer quoi que ce soit dans ces conditions-là, attendons des jours meilleurs, et pendant ce temps-là Macron applique tranquillement son programme ultra réactionnaire.

Quand on vous dit que l'immense majorité rejette la politique de Macron et que simultanément cela ne se traduit pas en termes politiques, vous êtes porté à penser qu'il est impossible de s'y opposer ou qu'il n'existe aucune alternative, et c'est bien ce à quoi nous assistons, non ?

Dites-vous bien que le sondage le plus anodin soit-il a une signification politique destinée à être exploitée par les représentants du régime, un parti politique ou une entreprise. Ne les prenez pas pour des demeurés, ne croyez pas qu'ils ne sauraient pas ce que les masses pensent, ne les confondez pas avec nos lamentables dirigeants, quand ils commandent un sondage ils ont toujours une intention précise inavouable dans la tête.

Et il ne faut pas oublier qu'il leur arrive de ne pas communiquer les résultats de sondages ou ils les refont jusqu'à tant qu'ils obtiennent les résultats escomptés, ils le font pour les référendums, alors pensez bien que pour de vulgaires sondages qu'ils fabriquent sans le moindre contrôle, ils ne vont pas se gratter, ce ne sont pas des questions de principe sur leur honnêteté qui va les arrêter.

L'impossible recyclage du stalinisme. Ils sont des leurs.

« Ne vous suicidez pas ! Rejoignez-nous ! » : le slogan oublié par les géants du journalisme par Frédéric Lemaire et Henri Maler (Acrimed) - Les Crises 29.04

Bravo ! Pas si vite, lisez plus loin comment ils rejoignent la meute de chiens enragés du régime :

- "Les éminences de l'éditocratie purent, tout à loisir, condamner ce qui est condamnable" Les Crises 29.04

Comprenez, ces braves "éminences de l'éditocratie" auraient commis une faute de ne pas "condamner" ce slogan. Vous vous demandiez encore comment des blogs ou des portails réalisés par des inconnus pouvaient devenir célèbres ou gagner en popularité du jour au lendemain, vous avez là la recette. Tout s'explique.

Le commentaire que j'ai envoyé au blog Les Crises et qui a été publié. L'art de tout dire et son contraire passe inaperçu.

Il est bien connu qu'il existe de bons et de mauvais patrons, de bons et de mauvais curés, de bons et de mauvais policiers, etc. en existerait-il qu'un seul de bon qu'on justifierait de les défendre, car ce n'est pas le fait qu'ils soient bons ou mauvais qu'on retiendra mais que leur existence est légitime, peu importe que par définition ou nature un patron soit un exploiteur, et qu'un policier ou un curé soit à son service, bref on ne loupera pas une occasion de manifester notre servilité envers le régime en place qu'on prétend combattre par ailleurs.

D'une part : « Ne vous suicidez pas ! Rejoignez-nous ! » : le slogan oublié par les géants du journalisme…

D'autre part : "les éminences de l'éditocratie purent, tout à loisir, condamner ce qui est condamnable".

Voilà l'air de rien comment on cautionne les arguments avancés par les procureurs des tribunaux d'exception du régime.

Personnellement, opposant résolu au régime, par principe, oui cela existe encore, jamais je ne joindrai ma voix à celles qui défendent un représentant du régime, quand bien même serait-il maltraité injustement, parce qu'à aucun moment il ne cesse d'incarner l'ordre établi.

Ceux qui dénoncent ”l’éditocratie” n’ont finalement rien à lui envier, hélas !

Faites tomber les masques. Touchez pas à la police !

"Gilets jaunes": Coquerel (LFI) condamne les slogans "Suicidez-vous" - AFP 23 avril 2019

Le député LFI Eric Coquerel a condamné mardi les slogans "Suicidez-vous" lancés aux forces de l'ordre samedi à Paris lors de l'acte 23 des "gilets jaunes", tout en estimant que l'"escalade voulue par l'Etat" crée un contexte "pas sain".

"Chaque mouvement de ce type, à un moment donné, suscite des slogans qu'on ne revendique pas par la suite", a-t-il relevé sur Europe 1 en notant que celui de "CRS=SS" en mai 1968 n'était "pas d'une intelligence folle".

Samedi ce sont "quelque dizaines de personnes sur des milliers qui ont des slogans, que je condamne, que je n'accepte pas", a-t-il poursuivi.

Emmanuel Maurel, fondateur de la Gauche républicaine et socialiste et numéro 6 sur la liste LFI aux européennes, a également condamné les slogans lancés samedi, qualifiant sur Public Sénat leurs auteurs d'"abrutis", de "provocateurs qui d'ailleurs cherchent à discréditer un mouvement qui, dans son immense majorité, est pacifique". AFP 23 avril 2019

Pardi, après avoir entendu Coquerel il faut croire que oui !

- Le macronisme peut-il être «en même temps» de gauche? - Slate.fr 29.04

Quand l'avenir, c'est le corporatisme ou en route vers Moyen-Âge !

Le municipalisme est l’avenir des Gilets jaunes - reporterre.net 27.04

Comment le mouvement des Gilets jaunes pourrait-il durer ? Le municipalisme libertaire serait une voie féconde, selon l’auteur de cette tribune, pour qui ce modèle de société démocratique et écologique est « une stratégie de lutte pensée pour l’atteindre ».

Depuis le Moyen-Âge, l’organisation en communes autonomes est le mode d’organisation privilégié des mouvements politiques qui cherchent à contourner le piège de la représentation et à préserver l’autonomie locale contre la capture du pouvoir par une minorité de technocrates. reporterre.net 27.04

Conseil de participation citoyenne : "C'est révolutionnaire, il aura énormément de pouvoir" affirme Stanislas Guerini - franceinfo 29.04

Ce conseil, annoncé par Emmanuel Macron jeudi doit rassembler 150 citoyens, tirés au sort, pour faire des choix sur l'écologie.

"Je crois que c'est un grand pas pour la rénovation de la vie démocratique dans notre pays qui est franchi, poursuit-il. L'idée c'est de faire en sorte que nous prenions des choix collectifs et que ces choix soient mieux appliqués sur le terrain."

"Ces 150 citoyens vont se mettre ensemble et dire quelles sont les décisions à prendre de façon extrêmement précise." Il s'agira pour eux, précise le patron de LREM, de s'exprimer par exemple sur "la rénovation thermique des bâtiments, comment est-ce qu'on met la pression sur les propriétaires, quelle est la fiscalité carbone qu'on est capable d'accepter ou de ne pas accepter et sous quelles conditions". "On a du mal à entraîner toute la société, c'est ça le drame, et c'est ça qu'on va essayer de résoudre", a-t-il conclu. franceinfo 29.04

Qui complote contre les peuples ? La Commission européenne n'a de compte à rendre qu'à ses maîtres.

- Brexit : cette mystérieuse réunion entre Soros, Blair et Moscovici qui embarrasse l'UE - RT 29 avril 2019

Selon le site d'information EUobserver, spécialisé dans les actualités de l'Union européenne (UE), la Commission européenne aurait volontairement occulté, en partie, le contenu d'une rencontre ayant eu lieu lors du 49e Forum économique mondial de Davos entre le milliardaire George Soros, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair et le commissaire européen Pierre Moscovici. Les trois protagonistes se seraient rencontrés au sujet d'«un second référendum sur le Brexit».

Après avoir demandé, fin janvier 2019, l'accès au contenu de cette discussion, le site EUobserver explique en effet s'être heurté à un refus partiel de la Commission européenne, celle-ci ayant répondu par courriel deux mois et demi plus tard. Citant dans un tweet la réponse de l'exécutif européen, le site d'information a ainsi écrit le 25 avril : «La nécessité de protéger le processus de décision

de l'UE est plus importante que tout intérêt public, dans ce qui a été discuté à propos du Brexit.»

De fait, dans sa réponse adressée à EUobserver, la Commission européenne s'est opposée au fait de divulguer «certaines parties d'un document [qui] pourraient affaiblir le processus décisionnel de l'institution». Les trois hommes en question n'ont jamais caché leur position quant au choix des citoyens britanniques de quitter l'UE, allant même parfois jusqu'à jouer un rôle particulièrement actif dans la campagne anti-Brexit, qui persiste malgré le référendum de juin 2016. RT 29 avril 2019

Passage en force

- Gouvernement : « Notre objectif, aller le plus vite possible ! », insiste Lecornu - Le Parisien 29.04

- "Conseil de défense écologique": une "bonne idée" à condition d'agir sans attendre, selon Hulot - AFP 29.04

Mimétisme. Leur humanisme est la politesse des salauds...

Le Parlement britannique déclare «l'urgence écologique et climatique» - LeFigaro.fr 2 mai 2019

Le vote du Parlement intervient après une série d'actions de blocages organisées par le mouvement Extinction Rebellion (XR) dans la capitale britannique. LeFigaro.fr 2 mai 2019

L'écocide, nouveau crime contre l'humanité qui tente de s'imposer en France - Le HuffPost 2 mai 2019

D'après Valérie Cabanes, juriste internationale et cofondatrice de "Notre affaire à tous", l'urgence est immense. Au micro du HuffPost, elle explique l'aspect inédit de l'enjeu juridique: "On est face au plus grave des crimes, au crime premier, c'est la vie de tous les êtres humains qui est menacée". Un crime plus condamnable que le génocide donc. Le HuffPost 2 mai 2019

Le capitalisme, c'est la guerre à la démocratie sur tous les continents à tous les peuples.

Monde: Les dépenses militaires à leur plus haut niveau depuis 1988 - Reuters

Les dépenses militaires ont atteint l'an dernier leur plus haut niveau dans le monde depuis 1988, dopées par des hausses sensibles des budgets de la défense aux Etats-Unis et en Chine, les deux premières puissances économiques.

Dans son rapport annuel, rendu public lundi, le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) écrit que les dépenses militaires dans le monde ont totalisé 1.820 milliards de dollars en 2018, soit une hausse de 2,6% par rapport à 2017.

Les dépenses militaires des Etats-Unis ont progressé de 4,6% l'an dernier, à 649 milliards de dollars, ce pays continuant, de loin, à faire la course en tête avec des dépenses militaires équivalant à 36% du total des dépenses militaires mondiales l'an dernier.

La Chine se classe deuxième. Ses dépenses militaires, en hausse pour la 24e année consécutive, ont progressé de 5,0% l'an dernier, à 250 milliards de dollars.

"En 2018, les Etats-Unis et la Chine ont représenté la moitié des dépenses militaires mondiales", déclare Nan Tian, chercheur au SIPRI.

Les autres grands pays, en termes de dépenses militaires, sont, dans l'ordre décroissant, l'Arabie saoudite, l'Inde, la France, la Russie, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Corée du Sud. L'Arabie, qui dirige une coalition panarabe en lutte contre les miliciens houthis au Yémen, a eu l'an dernier les plus fortes dépenses militaires au monde par tête d'habitant, juste devant les Etats-Unis.

Le Royaume-Uni et la France ont consacré respectivement 1,8% et 2,3% de leur PIB aux dépenses militaires l'an passé. Reuters

A priori. Hommage à l'esclavage.

Aux États-Unis, 20% des plus de 65 ans travaillent encore - Slate.fr

Bien que les deux situations soient incomparables, il y a fort à parier que nombre d'analystes et de politiques, dans une France dont le gouvernement aimerait inciter les individus à travailler plus longtemps, scrutent ce chiffre avec attention. Selon les résultats du Bureau of Labor Statistics, du Census Bureau et du Centre for Disease Control, analysés et mis en perspective par la firme United Income, 20% des Américain·es de plus de 65 ans conservent une activité salariée ou désirent en trouver une.

Comme le rapporte Bloomberg, ces 20% représentent 10,6 millions de personnes. La masse de seniors au travail est au plus haut depuis cinquante-sept ans et a doublé par rapport à 1985, date à laquelle elle a été au plus bas. En France, selon l'Insee, la proportion est quatre fois moindre -seuls 5% de la classe des personnes âgées de 65 à 74 ans occupent un emploi.

Dans un système mixte où les salarié·es ou leurs employeur·euses sont appelés à compléter leurs pensions publiques par des investissements et plan privés, de trop faibles revenus ou une épargne insuffisante pourraient expliquer un tel phénomène. Mais elles ne sont qu'un facteur, explique un analyste de United Income, Lincoln Pews.

Car à y regarder de plus près, c'est dans la catégorie a priori la plus à l'abri d'éventuels besoins que cette proportion d'actif·ves âgé·es a grimpé le plus vite. «La part des adultes qui ont 65 ans ou plus, qui travaillent et qui disposent au minimum d'un diplôme de niveau universitaire est passée de 25% en 1985 à 53% en 2019», est-il écrit dans le rapport de United Income. «Ceci a fait augmenter le revenu véritable de ces travailleurs âgés de 63% sur cette même période, passant de 48.000 à 78.000 dollars» [de 43.000 à 70.000 euros].

L'autre facteur est un classique, repris dans nombre de discours: toujours selon les analyses de United Income, si les gens aiment prendre leur véritable retraite plus tard qu'auparavant, c'est parce qu'ils s'en sentent capables. «Une meilleure santé a été un facteur-clé dans cette participation croissante à la force de travail. 78% des Américains de 65 ans ou plus disent se sentir en bonne santé, contre 73% en 1997 et 69% en 1985. [...] 77% expliquent ne connaître aucune limitation quant au type d'emploi qu'ils peuvent occuper, contre 71% en 1997.»

Le rapport concède tout de même que ces salarié·es agé·s se concentrent surtout sur des tâches de «col blanc ou dans la distribution», contrairement aux plus jeunes qui, eux, prennent en charge des jobs physiquement plus demandeurs.

Le Medef, qui souhaite repousser en France l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans d'ici 2028, est sans doute tout ouïe. Haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye pense quant à lui que si l'équilibre budgétaire du régime se trouve entre 63 et 64 ans, il ne faut pas toucher à l'âge actuel de 62 ans pour un départ à la retraite. Qui, a priori, ne se ferait alors plus à taux plein: les débats restent ouverts et promettent d'être houleux. Slate.fr

Les trafiquants d'esclaves (et d'armes) sont à Paris, Londres, Rome, Berlin, Madrid...

Libye: Salamé (Onu) bat en brèche le "mythe européen" des migrants - Reuters 29 avril 2019

L'envoyé spécial de l'Onu pour la Libye, Ghassan Salamé, a battu en brèche lundi "le mythe européen" selon lequel ce pays d'Afrique du Nord serait un "corridor pour l'arrivée massive" de migrants venus d'Afrique subsaharienne et désireux de rejoindre l'Europe à tout prix.

"Ces réfugiés, ce ne sont pas ceux qu'on imagine à Paris ou à Rome, ils n'ont pas tous envie de passer la Méditerranée, ils cherchent du travail en Libye qui a employé parfois 2 à 3 millions d'expatriés", a-t-il déclaré sur France Inter. "Ils veulent que la paix se réinstalle en Libye et ils veulent y travailler, ils y feront beaucoup plus d'argent légalement qu'en tentant de traverser la Méditerranée à leurs risques et périls".

"Ce ne sont pas gens qui sont à l'affût d'aller en Europe", a-t-il insisté. Ceux-là ne représentent qu'"une partie minoritaire, je dirais à peine 5% des 700.000" étrangers répertoriés en Libye.

Pour Ghassan Salamé, "c'est un vrai mythe européen de croire que la Libye n'est qu'un corridor pour l'arrivée massive des Africains en Europe".

Plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye a été qualifiée ces dernières années par plusieurs capitales européennes, notamment par Rome et Paris, de "plaque tournante" du trafic de migrants d'Afrique subsaharienne cherchant à gagner l'Europe.

Après un pic en 2016, la route de la Méditerranée centrale entre la Libye et l'Italie - l'une des trois routes d'arrivées de migrants en Europe - a connu ces deux dernières années une baisse des flux migratoires.

En 2018, 23.485 arrivées en Europe via cette route ont été recensées, soit une baisse de 80% en un an, selon l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex. Reuters 29 avril 2019

Le capital ou plus vulgairement "***la théorie du vol d'oies sauvages***"

L'industrialisation est-elle la seule chance de l'Afrique? - francetvinfo.fr 04.05

Une étude publiée par l'agence économique Bloomberg prône une industrialisation de l'Afrique afin de créer un marché de l'emploi capable de répondre aux besoins. Cette préconisation peut sembler évidente, mais elle est loin d'être partagée par l'ensemble des observateurs, certains estimant qu'elle n'est pas nécessaire en Afrique.

L'étude publiée dans la rubrique Opinion de Bloomberg, signée par Noah Smith, éditorialiste de l'agence et ancien économiste, s'intitule Le seul espoir de l'Afrique est l'industrialisation. La question de l'industrialisation du continent africain est un débat récurrent entre économistes. Certains estimant que ce n'est pas la solution, quand d'autres affirment qu'il ne peut y avoir de croissance sans cela. Il est vrai que de nombreux exemples d'industrialisation non maîtrisée, souvent étatiques et répondant à des ambitions idéologiques, ont été de véritables échecs sur le continent.

Mais l'analyse de Bloomberg ne met pas en avant les investissements industriels réalisés par les Etats, qui souvent se sont perdus dans les sables de la mauvaise gestion ou de l'inutilité. Elle part du fait que l'Asie – et tout particulièrement la Chine –, devenue l'atelier du monde, a besoin de délocaliser une partie de sa production en raison de l'évolution de son industrie vers des produits à plus forte valeur ajoutée.

"La hausse des coûts de main d'œuvre en Chine et la menace des restrictions commerciales américaines incitent les fabricants à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement. Certaines de leurs usines iront au Vietnam et au Bengladesh, deux étoiles montantes du monde en développement. Mais ces pays ne seront pas assez grands pour remplacer la Chine, ce qui signifie que si les fabricants veulent vraiment réduire les coûts, beaucoup devront se tourner vers l'Afrique", écrit Noah Smith.

Les "oies sauvages" se posent-elles sur l'Afrique ?

L'analyse de Bloomberg s'appuie sur des exemples concrets. Les investissements massifs de la Chine dans les grandes infrastructures africaines sont connus et largement commentés. Ce qui l'est moins, d'après lui, c'est l'importance des investissements privés. "En 2017, l'équipe d'Irene Yuan Sun (chercheuse de McKinsey & Co) a estimé qu'il y avait environ 10 000 usines (nées d'investissements chinois) sur le continent, et (que) leur nombre est sans doute plus élevé maintenant. Le Nigeria, la Zambie, la Tanzanie et l'Ethiopie ont les plus fortes concentrations, mais de nombreux autres pays sont concernés. Bien que la Chine investisse moins en Afrique que dans d'autres régions, elle rattrape rapidement son retard", note-t-elle.

Selon cet article, "la seule chose qui semble pouvoir transformer de manière fiable les pays pauvres en pays riches semble être la théorie dite du vol d'oies sauvages". Cette analyse, décrite dans les annés 30 par le Japonais Akamatsu, montre comment un pays initie son processus d'industrialisation sur des produits à faible technicité. Après en être devenu producteur, il en devient exportateur, puis l'abandonne pour un produit à plus haute valeur ajoutée. Cet abandon permet à un autre pays d'entamer son propre processus d'industrialisation.

Part de l'Afrique à la valeur ajoutée manufacturière mondiale : 1,6%

Ce phénomène paraît s'être produit en Asie, du Japon à la Chine, en passant par la Corée... L'auteur semble penser que ce processus fonctionne maintenant vers l'Afrique et que malgré les progrès dans l'automatisation, "rien n'indique que celle-ci ait rendu obsolètes les fabrications à forte intensité de main-d'œuvre. En d'autres termes, tout indique que le processus qui a permis à l'Europe et à l'Asie de sortir de la pauvreté commence à porter ses fruits en Afrique."

Les "oies sauvages" se posent elles pour autant sur l'Afrique ? A voir certains exemples comme l'Ethiopie, où se construit une véritable industrie textile exportatrice initiée par la Chine, la théorie semble devenir réalité.

Pour autant, cette industrialisation reste extrêmement embryonnaire : "La contribution de l'industrie africaine à la valeur ajoutée manufacturière mondiale (VAM) est de 1,6%. C'est dérisoire. Ce qui est une hérésie, compte tenu de l'énorme potentiel du continent", note Jonathan Le Henry, directeur stratégie de PwC-Conseil en Afrique francophone. Surtout que le continent doit être en mesure de créer des emplois par millions : "La population africaine en âge de travailler devrait passer de 705 millions de personnes en 2018 à près d'un milliard d'ici 2030", note la Banque africaine de Développement (BAD), selon qui "les économies africaines se sont prématurément désindustrialisées, car la réallocation de la main-d'œuvre s'est orientée vers des services à faible niveau de productivité, limitant le potentiel de croissance du secteur manufacturier". Une façon de critiquer ceux qui voient le développement des services (même à travers la hightech) comme solution pour la croissance sur le continent.

Dans cette phase d'investissement, l'Afrique doit jouer sur ses capacités "à exploiter son avantage comparatif et à protéger ses frontières", estime Adama Wade, directeur de publication de Financial Afrik. Il n'est pas sûr que cela soit dans l'air du temps, même si l'ouverture à tout crin du marché mondial a du plomb dans l'aile depuis l'élection de Donald Trump.

Dans un précédent rapport, la BAD notait le manque d'infrastructures (réseaux électriques, transports...) comme principale entrave au développement de l'industrie en Afrique. Il n'est pas sûr que la théorie du "vol d'oies sauvages" suffise, malgré l'enthousiasme de Bloomberg : "L'industrialisation africaine achèvera la grande transformation, amorcée il y a plus de deux siècles en Grande-Bretagne : le mouvement de l'humanité allant de l'indigence à la sécurité matérielle. C'est la dernière frontière de la

réduction de la pauvreté." francetvinfo.fr 04.05

LVOG - Il y a déjà quelque temps j'avais émis l'hypothèse que la fin du cycle du capital serait atteinte et le passage au socialisme s'imposerait comme une nécessité et vaincrait, quand l'Afrique serait industrialisée, autrement dit, quand il n'existerait plus de réservoirs d'esclaves au capitalisme dans le monde...

TROISIEME PARTIE

1er mai.

- Défilés du 1er mai partout en France, tensions à Paris - Reuters 1 mai 2019

Entre 151.000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, et 310.000 personnes, selon la CGT, ont défilé mercredi partout en France à l'occasion du 1er-Mai, marqué à Paris par des heurts entre forces de l'ordre et militants radicaux.

Les 7.400 policiers mobilisés dans la capitale ont été confrontés à des centaines d'activistes "black blocs" et de manifestants "Gilets jaunes" radicalisés, infiltrés parmi les 16.000 manifestants comptabilisés par les autorités.

Ailleurs en France, des centaines de défilés rassemblant des militants syndicaux et des "Gilets jaunes", qui ont profité de la Fête du travail pour organiser leur 25e journée d'action depuis novembre, se sont pour la plupart déroulés dans le calme.

Avant et pendant le défilé intersyndical parisien, des journalistes de Reuters ont constaté la présence dans le quartier du Montparnasse de dizaines d'hommes au visage dissimulé, pour la plupart vêtus de noir. Certains étaient rassemblés derrière une banderole où l'on pouvait lire : "Colère noire. Ni oubli ni pardon".

"On ne lâche rien", "Révolution, c'est notre projet", pouvait-on lire sur d'autres pancartes.

Les CRS, déployés en grand nombre, ont fait usage de gaz lacrymogène. Des journalistes de Reuters ont vu quelques personnes blessées parmi lesquelles deux policiers dont un CRS touché au visage; du mobilier urbain et quelques véhicules ont été dégradés.

La CGT a dénoncé une "répression inouïe et sans discernement" dont son secrétaire général, Philippe Martinez, a été victime. "Nos camarades présents, y compris notre secrétaire général, se font gazer et reçoivent des grenades", a écrit la confédération dans un communiqué. La préfecture de police de Paris a démenti avoir pris la CGT pour cible.

"On est très satisfaits de l'ampleur de la mobilisation", a déclaré Philippe Martinez à la presse après avoir brièvement quitté le cortège. "C'est une manifestation de travailleurs et de travailleuses qui disent au gouvernement et au président de la République : il faut changer de politique."

Selon un décompte de la préfecture de police de Paris établi à 17h00, les forces de l'ordre ont procédé à plus de 15.300 contrôles préventifs et 288 interpellations. A 17h30, le parquet de Paris recensait 220 gardes à vue.

Selon la CGT, "près 250 manifestations" organisées dans tout le pays se sont déroulées "dans le calme".

A Bordeaux, 6.400 manifestants dont 1.300 "Gilets jaunes" selon la préfecture - 10.000 selon la CGT -, ont marché dans le centre-ville dont une partie leur était interdite par un arrêté préfectoral. Parti de la place de la République, le cortège des organisations syndicales était cette fois précédé de "Gilets jaunes", de jeunes porteurs de drapeaux noirs, de manifestants de la Confédération nationale du travail (CNT).

A Marseille, 30.000 personnes ont manifesté selon la CGT, 5.500 personnes dont 1.200 "Gilets jaunes" d'après la police.

"Ce qui est nouveau cette année, c'est la jonction entre le mouvement ouvrier, traditionnel, syndical et le mouvement spontané, insurrectionnel, des Gilets jaunes", a déclaré sur place le leader de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon. "Jusqu'à quel point, dans quelles proportions, comment tout cela se mélange bien ou mal, c'est ça la grande question politique dans laquelle est plongé notre pays et à laquelle sont confrontés tous les dirigeants responsables, y compris nous", a ajouté Jean-Luc Mélenchon, qui était accompagné par Manon Aubry, la tête de liste LFI pour les élections européennes du 26 mai.

La CGT a défilé aux côtés de la FSU, Solidaires et des organisations étudiantes Unef et UNL.

Force ouvrière n'avait pas lancé d'appel national et a laissé ses antennes locales organiser leurs propres rassemblements ou se joindre aux actions d'autres syndicats.

La CFDT, la CFE-CGC et la Fage s'étaient pour leur part donné rendez-vous place de l'Odéon à Paris, où le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a rappelé l'attention portée par son organisation au mouvement des "Gilets jaunes".

D'autres rassemblements importants ont eu lieu à Toulouse, Lyon ou encore Strasbourg, où environ 2.000 personnes, selon un journaliste de Reuters, se sont retrouvées.

Une manifestation pour le climat s'est déroulée entre la place du Panthéon et Montparnasse. Reuters 1 mai 2019

LVOG - 151.000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, et 310.000 personnes, selon la CGT, coupons la poire en deux et disons 200.000 manifestants, un succès ?

Décidément, on ne saura jamais pourquoi les travailleurs dont les conditions de travail et d'existence se dégradent continuellement ne se mobilisent pas ou ne se sentent pas concernés. Nous ne dirons pas attendons des jours meilleurs, entendez pires pour le savoir, puisque ce jour-là la majorité d'entre eux adopteront sans doute la même attitude comme c'est parti. Vous n'en êtes pas convaincu, vous ne voulez pas entendre cet argument, il vous gêne, n'est-ce pas, vous préférez faire l'autruche ou demeurer dans le déni, continuer de prendre vos désirs pour la réalité, c'est navrant, dommage. Je ne connais rien de plus démoralisant, je vous plains sincèrement.

Pitié-Salpêtrière : Ils sont les champions des fake news !

Intrusion à la Pitié-Salpêtrière: Mélenchon accuse Castaner d'être un "menteur" - AFP 2 mai 2019

"Monsieur Castaner est un menteur, en plus d'être un incompétent", a lancé jeudi le chef de file des Insoumis Jean-Luc Mélenchon, accusant le ministre de l'Intérieur d'avoir "inventé" l'attaque de l'hôpital parisien de la Pitié-Salpétrière en marge de la manifestation du 1er mai.

Christophe Castaner "s'est précipité hier soir sur les plateaux de télévision pour faire croire à une attaque d'un hôpital. Le mot "attaque", c'est très grave, ça veut dire que des gens délibèrent de prendre d'assaut un hôpital. Naturellement, ce n'est pas vrai", a poursuivi le député de Marseille.

Le ministre de l'Intérieur "invente des informations pour discréditer les gens, pour créer du trouble, des tensions, un mauvais état d'esprit", a poursuivi Jean-Luc Mélenchon, interrogé dans la cité phocéenne, où il avait défilé la veille.

Le parquet de Paris a ouvert mercredi une enquête à la suite de l?intrusion de plusieurs dizaines de personnes à la Pitié. 32 personnes sont en garde à vue pour attroupement en vue de commettre des dégradations ou des violences. F

"Il y a eu des gens qui ont couru à l'endroit où ils pouvaient se réfugier" pour fuir les nasses policières et les gaz lacrymogènes, selon Jean-Luc Mélenchon. "Les gens se sont précipités là où ils pouvaient aller" et "la police a reçu l'ordre de pourchasser les gens dans l'hôpital", a-t-il poursuivi.

"Personne n'a attaqué cet hôpital. Le ministre a donc menti sciemment, délibérément, pour salir les manifestants qui étaient des braves gens", a-t-il ajouté, expliquant comprendre que le personnel hospitalier "pris totalement par surprise (...) ait pu être choqué par la situation".

"M. Castaner ferait bien de faire autre chose au gouvernement. Ministre de ce qu'il veut, mais pas de l'Intérieur parce que c'est vraiment pas son truc. Depuis qu'il est là, 20 éborgnés, cinq mains arrachées, 2.000 blessés, 1.000 parmi les policiers... Il n'y a pas de pire bilan d'incompétence que le sien", a-t-il conclu. AFP 2 mai 2019

Pitié-Salpêtrière : "Une tentative de manipulation de l'information" de Christophe Castaner qui "ne peut plus rester ministre" selon Benoît Hamon - Franceinfo 3 mai 2019

"Les vidéos sont très parlantes", souligne Benoît Hamon. "Je ne comprends pas que le ministre de l'Intérieur, à l'heure où tout est observé, filmé, n'ait pas compris que, très vite, la version fallacieuse qu'il a donnée allait être démentie." Selon lui, "il suffit de regarder la vidéo pour comprendre qu'il n'y a pas d'attaque, il n'y a pas de violence. Il y a des gens qui cherchent à se réfugier".

Pour l'ancien candidat à la présidentielle, il y a "au sommet de l'Etat, une tentative de manipulation de l'information pour essayer de disqualifier globalement un mouvement social, pour essayer d'éteindre la mobilisation, là où le gouvernement n'y répond pas

par des mesures sociales satisfaisantes. C'est extrêmement grave."

Benoît Hamon estime que "des lignes jaunes sont franchies". "Le gouvernement ne peut pas faire la guerre aux fake news et produire du mensonge." Il attend maintenant des "preuves" de ce que le ministre de l'Intérieur a affirmé. "Si le gouvernement ne produit pas la preuve de ce qu'il affirme, je pense que le ministre de l'Intérieur ne peut plus rester ministre de l'Intérieur."

Benoît Hamon ne souhaite pas attendre "six mois de commission parlementaire", comme le demande l'écologiste Yannick Jadot. "Le président de la République devrait prendre la seule décision qui s'impose, c'est de démettre de ses fonctions le ministre de l'Intérieur parce qu'il a délibérément construit une histoire qui n'existait pas." Franceinfo 3 mai 2019

Pitié-Salpêtrière : l'équipe médicale dérangée "n'est pas du tout choquée" - BFMTV 2 mai 2019

À la Pitié-Salpêtrière, des soignants écartent le scénario d'une attaque - Le HuffPost 2 mai 2019

Leur témoignage était très attendu. Au lendemain de la manifestation du 1er mai, plusieurs soignants de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ont expliqué ce qu'ils ont vu et fait alors que des personnes étaient entré dans l'enceinte de l'établissement.

Membres du service de réanimation, ils confirment l'intrusion de manifestants mais leur témoignage écarte le scénario d'une "attaque", terme employé mercredi soir par le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. Dans la vidéo visible en tête d'article, ils évoquent plutôt un incident "très court", "sans danger".

"On ne sait pas sentis en danger plus que cela. [...] Cela s'est calmé très vite. Les forces de l'ordre ont été efficaces. On n'a pas senti plus d'agression que cela. Sur le moment, c'est l'effet de masse qui a été la surprise au début. Très vite, il y a même eu des gens qui ont essayé de calmer le jeu", a par exemple témoigné au micro du HuffPost l'aide-soignante Gwenaelle Bellocq. Elle appelle à bien faire la distinction entre ce qu'il s'est passé à l'entrée du service de réanimation et ce qu'il se passait dehors. Le HuffPost 2 mai 2019

Pitié-Salpêtrière: la séquence minute par minute qui démonte le scénario d'une "attaque" - Le HuffPost 03.05

Est-ce une "attaque", comme l'a qualifiée le ministre de l'Intérieur, ou bien un mouvement de panique de manifestants fuyant la police qui a conduit entre trente à cinquante d'entre eux à tenter de pénétrer dans l'enceinte... Le HuffPost 03.05

Affaire de la Pitié-Salpêtrière : le cas Christophe Castaner - Le Parisien 4 mai 2019

Rétropédalage toute ! Face à la polémique qui n'a cessé de s'amplifier depuis mercredi soir et ses propos accusateurs après l'intrusion de manifestants dans l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris, XIIIe), Christophe Castaner a dû sérieusement corriger le tir vendredi. Dans un exercice de contrition, le ministre de l'Intérieur s'est appliqué à déminer le terrain. « J'entends le reproche qui m'est fait d'avoir utilisé le mot attaque. Je souhaite qu'aucune polémique n'existe sur ce sujet et le voyant l'être, je me dis que je n'aurais pas dû l'employer », a-t-il rétropédalé en marge d'un déplacement à Toulon (Var).

Une rectification sur la forme, devenue obligatoire tant ses déclarations le 1er Mai avaient mis le feu aux poudres. « Des gens ont attaqué un hôpital, des infirmières ont dû protéger le service de réanimation », assurait alors sans ciller le locataire de Beauvau. Le lendemain, ses affirmations étaient remises en cause par une série de vidéos et de témoignages qui démontraient qu'il ne s'agissait pas d'une « attaque ». Le Parisien 4 mai 2019

Le totalitarisme vert En Marche. Instrumentalisation et récupération.

La marche pour le climat, "un mouvement qui se pérennise" - france24.com 02.05

Ses organisateurs — Youth for Climate France (En détail dans la causerie du 1er mars 2019 : Youth for climate change, Qu'est-ce que c'est ? Une officine de l'ONU sponsorisée notamment par le British Council (créer en 1940 par le gouvernement britannique) et des oligarques, ayant lié des partenariats avec d'autres ONG brassant au total des milliards de dollars. Cette ONG fait partie d'une nébuleuse comportant des milliers d'associations à travers le monde.)

France24 - Alors que la marche pour le climat a réuni seulement 1 000 personnes à Paris le 1er-Mai, ses organisateurs et soutiens se veulent optimistes quant à la suite du mouvement, avec en ligne de mire la prochaine échéance internationale le 24 mai, une grande marche pour le climat à l'étranger et en France à l'appel du mouvement FridaysForFuture.

Des initiatives en matière climatique existent cependant, comme la récente annonce de la création d'une Convention citoyenne sur le climat – qui pourrait donner lieu à un référendum en 2020, selon le ministre de la Transition écologique, François de Rugy. "Cette conférence de citoyens qui va réfléchir au problème du climat, c'est bien, mais ce sujet devrait être plus urgent",

estime François Dubreuil, du collectif Unis pour le climat, joint par France 24. france24.com 02.05

FridaysForFuture, qu'est-ce que c'est ?

La voix de l'oligarchie ! (En détail dans la causerie du 25 mars 2019)

Reporter (reporterre.net) publiait un article sur le même sujet signer Demosphère

Demosphère, qu'est-ce que c'est ?

- Manifestation. « Cortège climatique social et démocratique » - paris.demosphere.net

Le pragmatisme, face aux défis climatiques, environnementaux et sociaux, c'est de demander (A Macron - ndlr):

- Organiser la codécision, négociation ou concertation autour des politiques publiques, des stratégies des grandes entreprises, notamment dans le cadre d'un dialogue social et sociétal sectoriel. Il s'agit de construire les outils démocratiques permettant d'articuler économie social et environnement au service de tous.

LVOG - Le corporatisme en somme puisqu'il est nulle part question d'inverser le rapport entre classe dominante et classe dominée ou d'expropriation de l'oligarchie... et son contraire pour duper ou instrumentaliser les naïfs.

Lu dans leur portail.

- Cortege Écologie Sans Transition

On veut nous faire marcher derrière le slogan "Pas de profit sur une planète morte"? Nous ne voulons pas sauver le profit, il n'est pas compatible avec le vivant. Le capitalisme vert n'existe pas. Ce n'est pas d'une transition dont la planète a besoin, mais d'une rupture. LVOG - Mais surtout pas avec le capitalisme !

Acte XXV

- Faible mobilisation pour le 25e samedi d'action des "Gilets jaunes" - Reuters 4 mai 2019

Quelques milliers de manifestants "Gilets jaunes" se sont mobilisés samedi en France pour une 25e journée d'action qui survient trois jours après celle du 1er-Mai, émaillée de heurts à Paris, et dix jours après les annonces d'Emmanuel Macron en réponse à ce mouvement.

A 14h00, le ministère de l'Intérieur a recensé 3.600 manifestants, dont un millier à Paris, un chiffre en baisse par rapport à samedi dernier qui avait vu défiler à la même heure 5.500 personnes, dont 2.600 à Paris.

Comme chaque semaine depuis près de six mois, des rassemblements ont été organisés sur des ronds-points ou dans les centres-villes à Château-Thierry (Aisne), La Roche-sur-Yon (Vendée), Metz ou encore Montpellier. Quelques dizaines de personnes ont aussi manifesté dans l'aéroport parisien de Roissy-Charles-de-Gaulle.

A Bordeaux, plusieurs centaines de personnes ont défilé selon Reuters contre au moins 2.000 la semaine précédente. Interdits de pénétrer dans le centre-ville, les manifestants ont marché sur le long de la Garonne puis en direction de la place de la Victoire dans une ambiance festive malgré la pluie.

A Paris, une manifestation s'est élancée dans le calme des abords de l'hôpital Lariboisière, dans le Xe arrondissement, en direction de la place de la Nation.

"La répression en marche, soutien aux blessés et incarcérés", "Dégageons Castaner", "Mensonges Castaner" pouvait-on lire sur certaines banderoles à destination du ministre de l'Intérieur, en première ligne depuis le début d'un mouvement marqué par des polémiques sur le comportement des forces de l'ordre, de certains manifestants et sur l'attitude du locataire de la place Beauvau lui-même.

La moindre mobilisation constatée samedi à Paris n'a pas étonné Hervé, manifestant retraité interrogé par Reuters sur le boulevard de Magenta.

"Il y a beaucoup de gens qui ont été affolés par le traitement et la répression de mercredi dernier, donc ce n'est pas étonnant de

voir qu'aujourd'hui, ça patine un petit peu au niveau de la mobilisation", a-t-il dit.

"Ce n'est pas un signe d'arrêt. On a connu des périodes comme ça, Noël, jour de l'An, où il y avait eu de monde dans les rues, c'est tout à fait normal." Pour Luc, autre retraité croisé à Paris, la mobilisation dans les villes ne doit pas faire oublier celle, plus discrète, sur les ronds-points. "Les mouvements nationaux se maintiennent et, à côté, il y a beaucoup de manifestations qui se développent", estime-t-il.

Cette nouvelle journée d'action montre que le mouvement de protestation sans leader ni structure apparu mi-novembre en France continue, malgré les annonces faites le 25 mai par Emmanuel Macron, qui ont étoffé le programme de travail du gouvernement jusqu'à l'automne.

"On ne peut pas continuer comme ça", a considéré samedi sur LCI Florence Berthout, maire les Républicains du Ve arrondissement. "Il va bien falloir parler à ce peuple." Reuters 4 mai 2019

Violences policières envers les journalistes: plus de 350 médias et journalistes signent une tribune - RT 1 mai 2019

Plus de 350 médias, journalistes, photographes, indépendants ou travaillant pour des rédactions ont signé une tribune dénonçant les violences policières subies par la profession depuis le début du mouvement des Gilets jaunes.

L'interpellation et la garde à vue du journaliste indépendant Gaspard Glanz lors de la manifestation des Gilets jaunes le 20 avril a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Plus de 350 médias, journalistes, photographes, indépendants ou affiliés à des rédactions, avec ou sans carte de presse, dénoncent, dans une tribune publiée sur France Info, «les multiples violences d'Etat» qu'ils subissent.

Avec son désormais célèbre «Allo Place Beauveau» sur Twitter, le journaliste David Dufresne décompte au moins 95 agressions visant spécifiquement les journalistes parmi les 736 signalements qu'il a recensés depuis le début du mouvement des Gilets jaunes.

Parmi les violences subies, les signataires citent : «mépris, tutoiement quasi systématique, intimidations, menaces, insultes. Mais également : tentatives de destruction ou de saisie du matériel, effacement des cartes mémoires, coups de matraque, gazages volontaires et ciblés, tirs tendus de lacrymogènes, tirs de LBD, jets de grenades de désencerclement, etc.» Ils dénoncent également la confiscation du matériel de protection (masque, casque, lunettes).

En plus d'interpeller directement le gouvernement qui n'a pas, dans une démocratie à décider de la «façon de travailler» des journalistes, les signataires s'adressent également à la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP) qui délivre la carte de presse. «Devenue extrêmement compliquée à obtenir» pour les plus précaires, la carte de presse est en effet systématiquement demandée par les forces de l'ordre lors des manifestations. «Pour rappel, le journalisme n'est pas une profession réglementée», peut-on lire dans la tribune.

De ce fait, les pétitionnaires exigent du gouvernement qu'il prenne «les mesures nécessaires pour que les forces de l'ordre cessent de [les] harceler et [les] laissent travailler librement». D'autre part, ils invitent la CCIJP à tenir compte de l'évolution des métiers de la presse et à faciliter l'obtention du fameux sésame. «En nous attribuant une carte de presse, la CCIJP marquerait sa solidarité avec les plus précaires d'entre nous et ferait un geste politique fort en faveur de la liberté de la presse en France», écrivent-ils. RT 1 mai 2019

Des artistes soutiennent les Gilets jaunes

- Binoche, Béart, Cantet… des artistes soutiennent les Gilets jaunes et dénoncent le gouvernement - Le Parisien 4 mai 2019

Alors que ce samedi a lieu l'acte 25 des Gilets jaunes, une tribune signée par plusieurs personnalités du monde de la culture leur apporte son soutien. Dans un texte publié par Libération, Juliette Binoche, Emmanuelle Béart, les cinéastes Robert Guédiguian et Laurent Cantet et l'écrivain Edouard Louis notamment saluent un mouvement « sans précédent dans l'histoire ».

Surtout, ces personnalités protestent contre l'attitude du gouvernement. Leur tribune intitulée « Nous ne sommes pas dupes » dénoncent « les ficelles usées à outrance pour discréditer les Gilets Jaunes, décrits comme des anti-écologistes, extrémistes, racistes, casseurs… » Une possible allusion à la phrase du ministre Christophe Castaner, très critiqué pour avoir qualifié d'« attaque » l'intrusion de manifestants à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

« La manœuvre ne prend pas, insistent les signataires. Ce récit ne colle pas à la réalité même si médias grand public et porte-paroles du gouvernement voudraient bien nous y faire croire. Comme cette violence qu'ils mettent en exergue chaque samedi. Pourtant, la violence la plus alarmante n'est pas là. » Ils soulignent que « la violence la plus menaçante est économique

et sociale ».

Ces artistes, parmi lesquels on trouve également l'écrivaine Annie Ernaux ou l'auteur de BD Franck Margerin, s'en prennent également aux violences policières et évoquent « un décès (ndlr : une octogénaire a été mortellement blessée par une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait ses volets), 248 blessé.e.s à la tête, 23 éborgné.e.s, 5 mains arrachées chez les manifestant.e.s ». « C'est indigne de notre république », insistent-ils.

« Nous sommes révolté.e.s par la répression, la manipulation et l'irresponsabilité de ce gouvernement à un moment si charnière de notre histoire », insistent-ils encore. Ces artistes appellent encore à « affronter collectivement la crise écologique et trouver des solutions justes et efficaces, afin de laisser un monde vivable à nos enfants ». Le Parisien 4 mai 2019

Acte XXIV.

- Acte XXIV des gilets jaunes : ce qui est prévu samedi 27 avril - huffingtonpost.fr 26.04

L'attention sera portée sur Strasbourg pour ce nouvel acte, où un appel national et international à se rassembler, en vue des européennes, a été lancé sur les réseaux sociaux.

Dans la capitale, une manifestation partira du quartier de Montparnasse à 13h sous le mot d'ordre de "Riposte générale", à l'appel notamment de la CGT. Celle-ci a le soutien de La France insoumise, du PCF, du NPA, et devrait opérer une jonction avec les gilets jaunes "pour concrétiser la convergence des luttes et des mobilisations en cours".

Une "marche sur les médias", déclarée, est aussi prévue dans la capitale, mise en avant via l'événement Facebook "Acte 24 - Pour un traitement médiatique impartial" (200 participants, 1000 intéressés). Le cortège doit passer devant les rédactions de Radio France, TF1, CNews, France Télévisions, BFMTV et le CSA. huffingtonpost.fr 26.04

L'acte XXIV des gilets jaunes répond timidement à Emmanuel Macron - HuffPost 27.04

Selon un décompte du ministère de l'Intérieur, 23.600 personnes ont défilé dont 2600 à Paris, ce qui fait de la mobilisation de ce samedi 27 avril, une des plus faibles depuis le mois de novembre. Mobilisation des gilets jaunes Infogram

Les gilets jaunes ont pour leur part comptabilisé "60.132 manifestants minimum", selon un décompte provisoire. La semaine dernière, le ministère avait comptabilisé 27.900 manifestants, dont 9000 dans la capitale.

À un mois des élections européennes, les gilets jaunes ont voulu se rassembler à Strasbourg pour donner un caractère international à cette mobilisation. Ils étaient 2000, selon la préfecture du Bas-Rhin à avoir défilé, la manifestation ayant été émaillée d'incidents.

Dans les rues de la capitale, c'est une autre échéance qui était dans les têtes: le 1er mai et ses traditionnels défilés syndicaux. Environ 2000 personnes avaient revêtu leurs gilets jaune pour protester après l'allocution présidentielle. À ce cortège, 3000 autres personnes se sont ajoutées, venues à l'appel de syndicats et de mouvements politiques de la gauche de la gauche. Jean-Luc Mélenchon et Olivier Besancenot étaient notamment présents. "C'est la première fois qu'il y a un appel de cette nature, c'est-à-dire des organisations syndicales, des associations et des mouvements politiques. Donc je crois que c'est un événement en soi ce type d'événement, de mobilisation et de fédération populaire", s'est félicité le chef de file de la France insoumise sur BFMTV. HuffPost 27.04

LVOG - Macron en tremble déjà !

Au total, 2.600 "Gilets jaunes" ont défilé dans la capitale, un chiffre auquel il faut ajouter les 3.500 personnes qui se sont jointes au cortège, plus traditionnel, de la CGT, selon le décompte du ministère de l'Intérieur. Reuters 27 avril 2019

Un mouvement sans direction voué à se disloquer.

Des "Gilets jaunes" appellent à poursuivre le mouvement - Reuters 26 avril 2019

Plusieurs figures du mouvement des "Gilets jaunes" ont appelé vendredi à poursuivre la mobilisation au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron visant à éteindre cette contestation mais jugées insuffisantes et floues par une partie des manifestants.

"Je salue le travail réalisé, c'est un fait, ils ont planché sur le sujet", a réagi Jacline Mouraud dans un communiqué. "Mais les grands oubliés de la nation sont les travailleurs pauvres, les agriculteurs, les temps partiels, les précaires, tous les ubérisés de la société."

Priscillia Ludosky, à l'origine de la pétition contre la hausse des taxes sur le carburant qui a déclenché le mouvement de contestation en novembre, a quant à elle publié sur Twitter à l'issue du discours du chef de l'Etat les prochaines dates des manifestations pour les samedis à venir jusqu'au 25 mai - journée du 1er-mai comprise.

Sur Franceinfo, l'ancienne "gilet jaune" et fondatrice des associations Eclosion démocratique et Racines positives, Ingrid Levavasseur, a pour sa part estimé que les réponses du chef de l'Etat ne sont "absolument pas ce dont on avait envie."

"Je ne pense pas que ça (la mobilisation) va s'éteindre. Au vu de ce qui se passe sur les réseaux et de ce que j'entends et, évidemment, de l'insatisfaction des Français, je pense que ça ne va pas s'éteindre, c'est une évidence", a-t-elle ajouté.

"Gilets jaunes": Eric Drouet, figure du mouvement, annonce faire une "pause" - AFP 24 avril 2019

Eric Drouet, figure emblématique du mouvement des "gilets jaunes" a annoncé se mettre "en pause (...), voire plus peut-être" dans une publication Facebook, évoquant des "menaces" sur sa famille, des "insultes" et une grande fatigue.

"Mode pause pour moi voire plus peut-être, trop de menaces sur ma famille, trop de haineux, trop de foulards rouges, trop de mépris, trop d'insultes, je suis fatigué, désolé", a écrit le chauffeur routier de Seine-et-Marne sur son mur Facebook mardi soir. AFP 24 avril 2019

Européennes : à son tour, le gilet jaune Thierry Paul Valette jette l'éponge - L'Express.fr 26 avril 2019

Après Ingrid Levavasseur, nouvel abandon chez les gilets jaunes. Thierry Paul Valette, issu du collectif des "gilets jaunes citoyens", qui comptait emmener une liste pour les élections européennes, a jeté l'éponge vendredi en appelant les gilets jaunes à s'unir, au lendemain de la conférence d'Emmanuel Macron.

Le chef de l'État "a manqué le rendez-vous crucial qu'il avait avec les citoyens. [...] De nos cinq mois de mobilisation, il n'a rien retenu. Aucune réponse politique n'a été apportée", a déploré Thierry Paul Valette dans un communiqué, en estimant que "le mouvement des gilets jaunes doit donc se maintenir" et "se structurer".

Estimant que sa candidature est "désormais obsolète", il dit avoir "décidé de ne plus [se] porter candidat à l'élection européenne et appelle tous les gilets jaunes à l'unification", tous ceux "sur des listes européennes à [le] rejoindre et à renoncer à l'élection européenne à des fins partisanes", et "toutes les figures médiatiques à se réunir autour d'un projet commun".

"L'impasse faite sur la plupart de nos revendications est un déni de la crise sociale que traverse la France", a-t-il ajouté, fustigeant un "président de l'obstination et du mépris social". L'Express.fr 26 avril 2019

Européennes: une liste "gilets jaunes" rejoint la liste de Florian Philippot - AFP 30 avril 2019

La liste pour les élections européennes du mouvement "Jaunes et citoyens" conduit par Jean-François Barnaba a rejoint celle de Florian Philippot, partisan d'une sortie de la France de l'UE, ont annoncé mardi les deux formations.

"Le mouvement "Les Patriotes" et l'association "Jaunes et citoyens" sont parvenus à un constat commun. Leurs revendications, largement partagées (plus de pouvoir d?achat, plus de démocratie directe, plus de justice fiscale et sociale), ne sont possibles que si la France sort du carcan de l'Union européenne et de l?euro", expliquent les deux formations.

Joint par l'AFP, M. Barnaba a expliqué que "certains de notre liste avaient trouvé l'initiative intéressante mais d'autres nous ont laissés parce qu'ils n'étaient pas d'accord" avec M. Philippot. AFP 30 avril 2019

"Gilets jaunes": Francis Lalanne prend la tête d'une liste "Alliance jaune" - AFP 1 mai 2019

Cette liste, déposée mardi au ministère de l'Intérieur, est le fruit d'une alliance avec les représentants de la liste "Ralliement d'initiative citoyenne", dite "RIC", a précisé le chanteur lors d'une conférence de presse. Jérémy Clément, meneur du "RIC", sera numéro 3 de la liste, derrière Sophia Albert-Salmeron, avocate à Avignon ayant défendu plusieurs "gilets jaunes".

La liste bénéficie d'une caution financière de 800.000 euros assurée par Jean-Marc Governatori, président de l'Alliance écologiste indépendante et soutien de la liste EELV menée par Yannick Jadot. M. Governatori avait confirmé à l'AFP le 6 avril se porter caution pour une liste incluant Francis Lalanne.

Européennes 2019 : le Gilet jaune Christophe Chalençon dépose sa liste - Le Parisien 2 mai 2019

Il est une des figures, quoique controversée, des Gilets jaunes. Christophe Chalençon a déposé ce jeudi matin sa liste au ministère de l'Intérieur, en vue des élections européennes du 26 mai.

Le forgeron figure en première position sur cette liste « Evolution citoyenne », qui n'est « pas une liste Gilets jaunes » mais est entièrement composée de personnes « issues de la société civile », un « panel de citoyens de gauche à droite », a précisé Christophe Chalençon.

Christophe Chalençon avait été au coeur d'une polémique début février lorsqu'il avait rencontré en France Luigi di Maio, vice-président du Conseil italien et dirigeant du Mouvement 5 étoiles, ce qui avait entraîné le rappel par Paris, pour une semaine, de l'ambassadeur français en Italie.

« Nous ne sommes pas pour sortir de l'Europe, nous sommes pour une Europe des nations fortes », a expliqué Christophe Chalençon. S'il est élu, il entend organiser des « assemblées citoyennes » au cours desquelles les participants pourront s'exprimer sur les lois soumises au vote du Parlement européen.

Totalitarisme. La France est devenue un Etat policier.

Un "Gilet jaune" jugé en juillet pour slogan haineux envers la police - Reuters 23 avril 2019

Un homme de 69 ans, membre des Gilets jaunes, sera jugé le 12 juillet prochain par le tribunal correctionnel de Montauban (Tarn-et-Garonne) pour avoir affiché des slogans hostiles à la police sur son véhicule, a-t-on appris mardi de source judiciaire.

Dimanche, des passants ont signalé aux forces de l'ordre la présence d'un fourgon stationné dans la commune de Caussade, qui affichait sur la lunette arrière une pancarte "Flic suicidé, à moitié pardonné. Les autres vous mutilent".

Un slogan hostile et haineux envers les forces de l'ordre qui ont déjà subi des insultes telles que "suicidez-vous" le 20 avril, lors de l'"acte 23" du mouvement à Paris. Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour "outrage à personne dépositaire de l'autorité publique commis en réunion".

Le propriétaire du fourgon, domicilié à Caussade, s'est présenté de lui-même dimanche aux gendarmes, qui l'ont placé en garde à vue.

L'homme a été déféré mardi devant le tribunal de grande instance de Montauban, a indiqué le parquet de la ville, après le dépôt d'une plainte par un officier de la compagnie de gendarmerie de Montauban.

Le sexagénaire a été remis en liberté et est convoqué par le procureur de la République le 12 juillet prochain pour des faits d'outrages à personne dépositaire de l'autorité publique.

Dans l'attente de ce jugement, il a été placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction de participer aux manifestations des "Gilets jaunes" et obligation de pointer à la gendarmerie. Reuters 23 avril 2019

Faites preuve de compassion, accordez-leur le droit à l'euthanasie !

«Suicidez-vous !» aux policiers : un Gilet jaune condamné à huit mois de prison avec sursis - RT 30 avril 2019

«Suicidez-vous ! suicidez-vous !» : un homme, jugé pour avoir participé aux appels au suicide lancés aux policiers lors de l'acte 23 des Gilets jaunes, a été condamné le 30 avril à huit mois de prison avec sursis par le tribunal de Paris.

Ce cuisinier au chômage, âgé de 49 ans, devra également accomplir 180 heures de travail d'intérêt général, avec obligation de trouver un travail et de verser 500 euros à chacun des deux policiers qui ont porté plainte au titre du préjudice moral. RT 30 avril 2019

Devoir de mémoire. Oublier : Jamais !

Pour Jean-Michel Fauvergue "il faut oublier l'affaire Malik Oussekine" - Le HuffPost 30.04

Jean-Michel Fauvergue n'est pas que député LREM. Il est également ex-patron du Raid. Un passé au sein des forces de l'ordre... Le HuffPost 30.04

Macron au Touquet : deux gilets jaunes bientôt jugés pour participation à un attroupement - L'Express.fr 23 avril 2019

Ils avaient voulu profiter de la présence du chef de l'État dans la station balnéaire, le week-end de Pâques, pour signifier leur mécontentement. Deux gilets jaunes ayant "tenté de manifester" dimanche soir dans le centre-ville du Touquet, lors du séjour privé d'Emmanuel Macron, seront jugés en août pour attroupement interdit, a-t-on appris du parquet de Boulogne-sur-Mer.

Cet homme et cette femme seront jugés pour "une infraction de participation à un attroupement sans arme après sommation de se disperser", a précisé le procureur de la République Pascal Marconville, confirmant des informations de la presse locale. Selon le magistrat, une vingtaine de personnes ont "subitement revêtu un gilet jaune et ont tenté de manifester dans le centre-ville du Touquet" dimanche soir.

"Cette manifestation non déclarée a fait l'objet de sommations de se disperser. Seules deux personnes ont refusé obéissance à la loi et ont été arrêtées pour ces faits", a-t-il ajouté. Elles sont sorties de garde à vue lundi soir.

À l'occasion de cette visite privée, la sécurité avait été renforcée aux alentours de la maison du couple présidentiel, devant laquelle plusieurs manifestations de gilets jaunes ont eu lieu ces derniers mois. Des barrières avaient été installées et de nombreux gendarmes mobiles étaient arrivés en renfort à partir de 18 heures environ à chaque coin de rue autour de la villa Monéjan, où le président de la République a passé le week-end de Pâques en famille.

Ils filtraient le périmètre en contrôlant les sacs et parfois les identités, en comparant les documents d'identité avec un trombinoscope imprimé. L'audience des deux gilets jaunes aura lieu le 27 août à 8 h 30. L'Express.fr 23 avril 2019

Des manifestants frappés et enfermés par la police dans un commerce à Paris - sputniknews.com 02.05

Lors d'un rassemblement à l'occasion du 1er-Mai, des policiers ont poussé violemment plusieurs personnes qu'ils ont ensuite enfermées dans un bureau de tabac, situé face à l'église Notre-Dame-des-Champs, dans le 6e arrondissement de Paris. La scène a été filmée et postée sur YouTube par Street News.

Sur la séquence en question, on voit de nombreuses personnes et des policiers près d'un bureau de tabac. Plusieurs personnes — on en ignore le nombre exact- se trouvent déjà à l'intérieur. D'autres, dont un homme, se tiennent immobiles à l'extérieur.

Pour des raisons inconnues, un agent de police s'approche de cet homme et le frappe violemment au visage. La foule hurle. Par la suite, d'autres agents commencent à repousser des gens à l'intérieur du magasin, dont une femme âgée. Finalement, ils réussissent à enfermer tout le monde en abaissant le rideau métallique de la devanture. Lequel résonne bientôt des coups portés depuis l'intérieur. sputniknews.com 02.05

Un policier manie sa matraque télescopique dans le pantalon d'un manifestant à Paris sputniknews.com 03.05

Difficile de dire pour quelle raison ces policiers ont interpellé cet homme lors des manifestations du 1er-Mai à Paris, mais les images de son arrestation partagées en ligne donnent à voir qu'il a été fouillé d'une manière assez particulière. En effet, un membre des forces de l'ordre a introduit sa matraque télescopique à l'arrière de son pantalon.

À en juger par cette vidéo mise en ligne par le journaliste David Dufresne et réalisée boulevard du Montparnasse au cours d'une manifestation du 1er-Mai à Paris, un policier a glissé pendant quelques secondes sa matraque télescopique dans le fond du pantalon d'un manifestant plaqué au sol par ses collègues. sputniknews.com 03.05

Le crâne d'une jeune femme «enfoncé» par les forces de l'ordre à Marseille - Sputnik 30.04

Une jeune femme a déposé plainte pour tentative d'homicide, le 30 avril, après que des policiers lui ont infligé de graves blessures lors d'une manifestation des Gilets jaunes en décembre dernier à Marseille, indique Mediapart. Elle a d'abord été blessée par un tir de LBD, puis matraquée et frappée au sol, au point que son crâne soit fracassé.

Une jeune femme de 19 ans, a été opérée en urgence après avoir été violemment maltraitée par les forces de l'ordre, lors de la manifestation des Gilets jaunes du 8 décembre 2018 à Marseille. Là, elle a été blessée par un tir de LBD à la cuisse, est tombée par terre et a été sévèrement matraquée et frappée à coups de pied dans la tête, a indiqué Mediapart. Son cerveau a été endommagé.

Opérée en urgence pour «un traumatisme cranio-facial droit par coup de matraque et embarrure frontale droite en regard avec contusion cérébrale», elle n'a pu reprendre sa vie normale qu'en avril. Vu son «état de stress aigu», elle reste suivie par un psychiatre.

L'avocat de la jeune femme, Brice Grazzini, a déposé plainte ce mardi 30 avril auprès du parquet de Marseille pour

«tentative d'homicide» contre «personnes non-dénommées, cependant identifiées comme exerçant la fonction de policier». Parmi d'autres chefs d'accusation figurent «violences volontaires aggravées», «non-assistance à personne en danger» et «non-obstacle à la commission d'une infraction».

Contactée par Mediapart, la jeune femme affirme n'avoir «rien compris» lorsque les forces de l'ordre «ont chargé», après quoi elle a été blessée par un tir de LBD.

«Je n'ai jamais manifesté et j'ai eu très peur. J'ai couru vers la première rue perpendiculaire, la rue de la Glace, mais j'ai reçu un tir dans la jambe. J'ai crié parce que j'avais très mal à la jambe. Je suis tombée par terre.»

Au sol, elle explique s'être vue encerclée par des policiers et les témoins observent «plus de dix agents de police en jean, casqués, matraque à la main et brassard à l'épaule arriver en courant et mettre chacun à leur tour des coups de matraque et de pied à la personne clouée au sol». Elle a eu alors «le crâne enfoncé et ensanglanté», des traces de sang étaient partout.

«Tout est allé très vite. Des policiers ont surgi sur moi et j'ai reçu des coups dans la tête puis j'ai senti de la chaleur. J'étais tellement choquée. Les coups ont continué. Puis je me suis sentie partir lorsque des gens sont venus m'aider.»

La victime a de son côté reconnu «avoir bêtement fait péter des pétards sur le sol. […] Mais si c'est ça le problème, je ne comprends pas, parce que sur le moment on ne nous a rien dit.»

L'IGPN, plus connue sous le nom de la «police des polices», saisie le 19 décembre , ne l'a toujours pas auditionnée depuis, a affirmé Brice Grazzini. Sputnik 30.04

Un policier lançant ce qui semble être un pavé contre les manifestants filmé à Paris sputniknews.com 02.05

Une vidéo relayée sur Twitter après les manifestations du 1er-Mai à Paris montre un membre des forces de l'ordre lancer un morceau de trottoir ou un pavé en direction de manifestants. Le journaliste David Dufresne - qui a partagé la vidéo sur son compte - fait remarquer que cette «arme» ne figure pas dans l'arsenal habituel du maintien de l'ordre.

Selon l'indication accompagnant une vidéo, les faits ont eu lieu à Paris ce 1er mai 2019. Sur la séquence on voit plusieurs personnes, certaines avec des caméras et appareils photo, placées derrière les forces de l'ordre agencées en une ligne face aux manifestants. Quand la caméra pivote, l'un des policiers «renvoie un pavé» en le lançant en directions des manifestants, indique d'ailleurs LinePress. Dans un Tweet postérieur, cette source précise que les événements ont eu lieu devant le 46 boulevard de l'Hôpital à 17h41. sputniknews.com 02.05

Haut de page

Le 13 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Affirmer que j'aspirais à une toute autre vie est un euphémisme, même si je ne suis pas le plus à plaindre, d'ailleurs je ne me plains pas hormis de l'existence du capitalisme qui nous pourrit l'existence. J'ai de quoi satisfaire l'essentiel de mes besoins matériels, tout en ayant en permanence à l'esprit que ce n'est pas le cas de milliards de travailleurs et leurs familles dans le monde. Quant au reste ou à mes autres besoins, à tout le reste et c'est considérable, c'est misérable ou cauchemardesque, on s'efforce de s'en tenir à nos principes pour demeurer digne de notre idéal, c'est lui qui nous en donne la force.

Comme dans bien des cas au lieu de considérer l'ensemble de nos besoins et aspirations, on les traite séparément, quand pire encore on les oppose les uns aux autres, cautionnant au passage la société détestable dans laquelle on vit ou pour se donner bonne conscience, témoignant qu'on n'a pas réellement saisi les rapports qui existent entre les deux et qui ont pour origine commune la survie du capitalisme.

Toutes les questions matérielles ramèneraient au capitalisme, et toutes les autres seraient du domaine individuel et devraient être traitées sous un angle philosophique ou autres, alors que toutes ramènent à la même idéologie.

Quand on est viscéralement anticapitaliste, les conditions matérielles d'existence qui incluent ou dépendent des conditions de travail (ou de rémunération), sont inséparables de notre mode de vie, de notre destin, du pouvoir d'en décider librement, de tous les rapports que nous avons avec les autres membres de la société et ses institutions, le perdre de vue ou ne pas en avoir suffisamment conscience nous conduit à l'impuissance pour combattre le capitalisme, cela peut même nous amener à

lutter contre notre propre cause au côté de nos ennemis ou à faire preuve d'indifférence envers ceux qui sont moins bien lotis que nous ici ou ailleurs dans le monde, c'est le lot peu enviable de tous ceux qui refusent de rompre avec le capitalisme. Le ménager, c'est comme laisser prospérer la vermine qui s'est infiltrée dans un sac de riz, finalement elle finira par le contaminer entièrement. J'en mange tous les jours donc j'y suis très attentif, qui plus est au regard de la pauvreté ou de la misère qui m'entoure, c'est la moindre des choses.

On nous dit que la pauvreté aurait reculé dans le monde, si sur le plan matériel la condition des masses s'est partiellement améliorée, en revanche sur tous les autres plans, y compris le taux d'exploitation, la situation ou tous les rapports dans la société n'ont cessé de se détériorer pour devenir nauséabonds. En dehors des riches, tout le reste de la population a un mode de vie vraiment contraint, débile, insupportable de la naissance jusqu'à la mort. Alors à quoi bon avoir un revenu meilleur ou bénéficier d'un statut supérieur pour vivre dans des conditions pareilles ?

Quand on évoque la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses (et des militants), on pense avant tout à cette question déterminante, qui ne peut pas être résolu sans remettre en cause les fondements de la société et du capitalisme.

- Au format pdf (19 pages)

Dans quel monde vivons-nous ? L'orientation de la société, votre destin : Ce n'est pas votre affaire !

La World Policy Conference (WPC) ou la Conférence sur la politique mondiale est une conférence annuelle, fondée en 20081, par Thierry de Montbrial. (Bilderberg, Commission Trilatérale, la French-American Foundation, Le Siècle, la Revue des deux mondes, l'IFRI - ndlr)

En 2017, la World Policy Conference est classée 3ème meilleure conférence de think tank mondiale selon le classement des think tanks de l'Université de Pennsylvanie, Etats-Unis.

La World Policy Conference (WPC) est une organisation indépendante, dont l'objectif est de contribuer à améliorer la gouvernance dans tous ses aspects afin de promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère, plus juste et respectueux de la diversité des États et des nations.

Sa réunion annuelle s'articule autour de débats qui rassemblent des dirigeants politiques et économiques, des diplomates, des représentants de la société civile, des experts et des journalistes du monde entier.

Fondements

La World Policy Conference (WPC) a été fondée en accord avec trois principes majeurs.

La nature de la mondialisation

La World Policy Conference (WPC) s'inscrit dans un contexte de mondialisation de plus en plus marqué où l'interdépendance des différents pays, que ce soit sur le plan politique, économique ou environnemental, n'a jamais été aussi forte. L'année de sa création, en 2008, la WPC avait ainsi pu aborder le sujet de la crise des subprimes qui venait d'éclater aux États-Unis et qui n'a depuis épargné aucun continent.

Les relations internationales restent centrées sur les relations entre les États

Malgré les phénomènes de mondialisation, le monde reste structuré autour des unités politiques que sont les États, caractérisés par un territoire, une population et un gouvernement, organisés autour d'une culture, de valeurs communes et d'institutions propres, et délimités par des frontières qui restent bien marquées.

La construction du nouveau système international – ou plutôt de sa gouvernance – n'est pas seulement l'affaire des États.

Dans le but d'assurer une bonne gouvernance mondiale, les États doivent se réformer et coopérer. Mais ils ne doivent pas être les seuls à aller dans ce sens. Les ONG ainsi que les think tanks, dont l'Ifri, ont également pour mission de participer au processus. Il convient de passer par des instances de décision où chaque membre a voix au chapitre et influe sur les choix qui s'opèrent. Enfin, les institutions mondiales (ONU), régionales (Union africaine, Ligue des États arabes), ou encore spécialisées (FMI, Banque mondiale, Agence internationale de l'énergie, Organisation mondiale de la santé) doivent s'adapter à la nouvelle configuration mondiale et trouver les solutions adéquates. (wikipedia.org)

LVOG - Le blog Les Crises.fr qui se présente comme un "*espace d'autodéfense intellectuelle* a cru bon de publier un article faisant l'apologie de Thierry de Montbrial idéologue du néolibéralisme. (Un clinicien nommé Montbrial se porte au chevet du

monde. Par Jean Daspry)

Les Crises.fr ont publié mon commentaire (soutenu par 30 lecteurs) :

Quand la réalité vous rattrape.

Biographie volontairement incomplète.

Thierry de Montbrial, un "*des rares penseurs qui osent encore s'exprimer à contre-courant de la doxa et des éléments de langage, nouvelle religion des temps modernes*", on s'étrangle en lisant cela !

Thierry de Montbrial, c'est le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, la French-American Foundation, Le Siècle, l'IFRI, etc. j'ignorais que Les Crises était compatible avec le néolibéralisme, ou non je le savais…

Mémoire déficiante ou sélective et ses ravages.

George Orwell (1984) - « Le mensonge passe aux archives, devient vérité permanente. (…) De telles pratiques ne semblaient pas l'horrifier. Elle ne sentait pas l'abîme s'ouvrir sous ses pieds à la pensée que des mensonges devenaient des vérités. »

C'est le monde dans lequel nous vivons depuis toujours, et le plus étonnant ce sont ceux qui ne s'en aperçoivent seulement aujourd'hui ou qui font mine de le découvrir. Et encore, car selon eux ce serait une nouveauté ! Pourquoi ? Parce qu'ils n'en ont tiré aucune conclusion pratique dans le passé. Ils se sont laissé abuser ou ils se sont fourvoyés à croire des énormités parce que cela les arrangeait.

En réalité, ce qu'ils ne supportent pas ou les indisposent, c'est moins le fait qu'on ne les écoute pas ou qu'on leur dise de se taire, que de ne plus pouvoir continuer à colporter impunément ces mensonges avec lesquels leurs théories s'accommodaient sans pouvoir en changer, ce qui révèle leur inconsistance et leur opportunisme.

Le problème réside dans le fait que ceux qui sont censés transmettre des faits ou des connaissances ignorent la dialectique qui en était à l'origine ou le processus dialectique dans lequel ils s'inscrivaient, ce qui les conduit à se conformer au mode de penser en vigueur ou à l'idéologie adoptée par la majorité d'où ils tirent leur légitimité ou leur statut privilégié. Sans peine on conçoit que cette rente de la pensée obtenue à bon compte ou sans effort est somme toute plus confortable et stable, qui plus est elle ne présente aucun risque puisqu'elle est partagée par ceux qui détiennent le pouvoir...

Les mêmes causes produisent souvent les mêmes effets.

On peut être bourré d'illusions et mener un combat politique, mais on ne peut pas vaincre. Les meilleures intentions du monde n'ont jamais remplacé un programme et des objectifs politiques, il faut l'admettre et rectifier le tir ou encore en tirer rapidement les enseignements théoriques et pratiques, sinon on se condamne indéfiniment à l'échec.

Ce qui advient au mouvement initié le 17 novembre 2018 dit des Gilets Jaunes est comparable à ce qui arriva au mouvement ouvrier ou plus largement à la classe ouvrière. Durant la période d'après-guerre jusqu'aux années 80 les éléments les plus avancés et des couches entières de la classe ouvrière ainsi que des classes moyennes se tournèrent vers des partis (PCF et PS) qui prétendaient défendre leurs intérêts, alors qu'en réalité ils incarnaient ceux des capitalistes, cruelle illusion dont ils ne prendront jamais réellement conscience ou dont l'origine leur échappera, de telle sorte qu'ils n'en tireront aucune leçon pour la suite de leur combat, ce qui se traduira notamment par l'incapacité de se doter d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti ouvrier. Voilà de quoi est issu le mouvement dit des Gilets Jaunes, dès lors il ne pouvait rien en sortir. Croire qu'on pourrait aller de l'avant en faisant abstraction des tâches que le mouvement ouvrier avait été incapables de résoudre allait fatalement aboutir au même résultat.

Pendant des décennies on a fait croire aux travailleurs qu'ils pourraient se servir du PCF et du PS pour faire avancer leur cause, parce qu'une fraction d'entre eux se tournaient vers ces partis, on a fait croire aux militants que cette orientation ou stratégie politique était juste parce qu'elle permettrait de lutter contre les illusions que les masses avaient placées dans ces partis, alors qu'en réalité c'était uniquement l'évolution de la crise du capitalisme et ses conséquences sur la condition des masses qui en auraient raison ou les entraîneraient à s'éloigner ou à rompre avec ces partis contre-révolutionnaires dans la mesure où ils se démasqueraient eux-mêmes.

Ce constat, qui porte sur la période actuelle depuis les années 80, c'était 40 ans plus tôt qu'il aurait fallu le faire. Pendant plus de 50 ans et même encore de nos jours, on nous explique qu'il était erroné parce qu'il aurait conduit à se couper des masses et à s'interdire de construire le parti, parlons-en, il n'existe pas et vous êtes coupés des masses.

L'union ou le tandem d'extrême droite LaRem et RN, le coup d'Etat permanent.

Cela ne s'invente pas. Même l'extrême droite à son "*aile gauche*".

Lu dans un article de FranceInfo : Brigitte Bourguignon, ex-socialiste du Pas-de-Calais, figure de l'aile gauche du groupe LREM.

Hier c'était le gaullisme (UDR-UMP-LR) qui avait son "aile gauche", la social-démocratie (PS) aussi, ne rigolez pas nombreux sont ceux qui l'ont cru, pas étonnant que ce mélange des genres ait donné LREM...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Macron commémore l'abolition de l'esclavage - AFP 10.05

Propagande de guerre. Otan en emporte Loiseau.

- Européennes : le jeu vidéo où Loiseau affronte Mélenchon représenté en insecte russe - Le Parisien 10.05

Le but était de faire parler de la campagne de Nathalie Loiseau, et c'est réussi. Le Parisien 10.05

Il y a ceux qui combattent pour des idées, pour une cause, et il y a ceux qui en vivent...

Le mouvement ouvrier et son avant-garde ont vécu sur la rente de la révolution d'Octobre jusqu'au début des années 90, date à laquelle elle fut coupée et ils commencèrent à se disloquer parce qu'ils ne s'étaient jamais renouvelés.

La révolution d'Octobre fut le produit d'un concours de circonstances exceptionnelles et de la rencontre d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire avec les masses exploitées et opprimées, c'est la combinaison de ces deux facteurs qui leur permit de vaincre. Aucun évènement comparable, aucune situation similaire ne se reproduira par la suite jusqu'à nos jours, et pour peu qu'il en ait existé un depuis, jamais aucun parti ouvrier authentiquement socialiste ou révolutionnaire y survivra...

On est passé de la lutte contre le capitalisme à la lutte avec le capitalisme...

Tous acceptent le joug, la dictature du capitalisme et de son Etat.

Affirmer que les syndicats sont des "organisations constituées par les salariés pour défendre leurs intérêts particuliers (matériels et moraux)", c'est exact, affirmer que leurs intérêts sont "opposés aux intérêts des capitalistes", c'est à la fois vrai et faux, conclure en affirmant que ce serait "en totale indépendance vis-à-vis d'eux et du gouvernement", c'est commettre un faux grossier, puisque si c'était le cas ils avanceraient des revendications correspondant à leurs aspirations ou besoins sans se soucier de savoir si elles sont ou non compatibles avec l'existence du régime capitaliste, et ils poursuivraient le combat jusqu'à leur satisfaction ou son renversement, ce qui n'est le cas d'aucun syndicat.

S'agissant des syndicats de fonctionnaires, c'est encore plus flagrant dans la mesure où la satisfaction de leurs revendications butant sur l'obstacle que constitue l'Etat, leur employeur, s'ils étaient réellement indépendants ils mettraient en avant la nécessité de substituer à l'Etat des capitalistes un Etat ouvrier qui seul pourrait satisfaire leurs revendications, or cela ne figure au programme ou dans les statuts d'aucun syndicat de fonctionnaires.

Parole d'internaute

- "Le changement de société passe par une réappropriation de l'information, car on a beau être intelligent, si on ne raisonne pas sur des informations justes, on raisonne faux."

LVOG - Un juste constat. Après on doit s'interroger sur ce que signifie "être intelligent", parce qu'apparemment même parmi les personnes les mieux informés on peut observer qu'elles n'ont pas vraiment le comportement de personnes intelligentes en adoptant l'idéologie de la classe dominante ou en justifiant l'existence du capitalisme et tous ses crimes.

Le règne de la terreur. Un regard fatal. Cela ne serait jamais produit autrefois.

Une personne âgée tuée par «un groupe de jeunes» car elle regardait des enfants jouer - sputniknews.com 08.05

Un octogénaire qui regardait des enfants jouer dans la cour d'une école maternelle à Villeurbanne a été agressé le 30 avril par un «groupe de jeunes gens», qui l'ont accusé de tendances pédophiles avant de le bousculer violemment, rapporte Le Progrès.

Le vieil homme a fait une mauvaise chute qui a occasionné un important traumatisme crânien. Il a succombé deux jours plus tard à l'hôpital.

L'un des jeunes suspects, qui ne serait pas le principal auteur selon le parquet de Lyon, a été arrêté lundi. Une information judiciaire a été ouverte pour «violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner en réunion». sputniknews.com 08.05

Voilà quelle ignominie criminelle a atteint leur société pourrie. Peut-être que ce petit vieux observait ces enfants jouer en pensant à ses petits-enfants ou à ceux qu'il n'avait jamais eu, personne ne le saura, parole d'un grand-père. Heureusement qu'on n'a pas ce problème là en plus en Inde où je vis.

Qui a dit ?

- "La seule régulation internationale que l'on peut admettre c'est celle de l'ONU".

Réponse : Mélenchon dans une interview accordée à la chaîne YouTube Thinkerview le 6 mai.

LVOG - Les Palestiniens apprécieront, notamment. L'ONU qui a couvert toutes les guerres de l'impérialisme américain, britannique, français, etc.

- Les Arabes israéliens commémorent la "catastrophe" de l'exode des Palestiniens en 1948 AFP 10 mai 2019

Des milliers d'Arabes israéliens et de Palestiniens ont manifesté jeudi pour commémorer la "Nakba" ou la "catastrophe" qu'a représentée pour eux la création d'Israël et qui a été synonyme d'exode pour des centaines de milliers de Palestiniens.

Les juifs israéliens célèbrent parallèlement jeudi le "jour de l'Indépendance", anniversaire de la proclamation de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948 qui tombe cette année, selon le calendrier juif, le 9 mai.

Après cette proclamation, plus de 760.000 Palestiniens ont été poussés à l'exode ou chassés de chez eux et plus de 400 localités ont été rasées par les forces israéliennes. Ils réclament depuis le droit au retour.

Israël refuse, faisant valoir qu'autoriser même une fraction d'entre eux à revenir reviendrait à proclamer sa propre fin en tant qu'Etat juif.

Les Arabes israéliens sont les descendants de Palestiniens restés sur leurs terres après 1948. Ils représentent environ 17,5% des près de 9 millions d'Israéliens. Ils soutiennent en majorité la cause palestinienne. AFP 10 mai 2019

Juan Branco : Aventurier.

A l'époque, le jeune étudiant se cherche un peu politiquement. Après s'être présenté sur une liste des Verts aux municipales en 2008 à Paris, il crée à la fin de sa deuxième année le "think tank" Jeune République, identifié comme proche de Dominique de Villepin. "Sur les idées, il y a toujours eu une certaine cohérence, par contre je me suis cherché sur la façon de les défendre", explique-t-il.

En 2012, à 22 ans, il devient collaborateur parlementaire d'Aurélie Filippetti. Du moins, sur le papier. En réalité, il travaille pour la campagne présidentielle de François Hollande au pôle "culture, audiovisuel et médias" dirigé par la députée socialiste de Moselle.

Après cette première expérience politique, tout s'enchaîne très vite. Il travaille pendant un an au Quai d'Orsay comme collaborateur extérieur, "avec le conseiller spécial de Fabius sur les discours et les droits de l'homme." (Pour rappel : Fabius porte-parole des barbares d'Al-Nosra en Syrie... - LVOG) Il termine ses études à l'ENS et part à Yale en 2013, en tant que chercheur invité.

Juan Branco, à propos de La France insoumise à franceinfo - Idéologiquement parlant, ça me semble toujours être l'offre politique la plus intéressante. Mais je suis convaincu que ce n'est pas à l'intérieur du système qu'on trouvera la solution. francetvinfo.fr 07.05

LVOG - Formule pour le moins ambigue, "*je suis convaincu que ce n'est pas à l'intérieur du système qu'on trouvera la solution*", or c'est justement là qu'elle est... pour en sortir ! Je veux dire par là une fois parvenu à la conclusion qu'il faut le liquider, ce qui ne peut venir que de l'extérieur, des masses révolutionnaires...

Collaboration de classes sous un régime aux relents totalitaires. Le SAV du "Grand débat national" ou comment aider Macron à appliquer son programme.

Mobilisation pour l'emploi: Philippe change sa "méthode" avec les partenaires sociaux AFP 6 mai 2019

Inaugurant une "nouvelle méthode", Edouard Philippe a reçu lundi à Matignon syndicats, patronat ou encore associations d'élus pour lancer sa "mobilisation générale" pour l'emploi et l'écologie, et tenter ainsi de renouer après plusieurs mois de crise sociale avec les corps intermédiaires.

"Il faut que tout le monde se mette ensemble pour trouver la solution concrète et pratique à un problème concret et pratique", a résumé le Premier ministre à l'issue de plusieurs heures de réunion, autour d'une dizaine de ministres, et de 57 délégations regroupant des élus, des représentants des organisations syndicales et patronales ou encore des associations.

L'exécutif, soucieux de la "mise en oeuvre" de ses réformes, avait dégagé cinq sujets qu'il estimait "consensuels" pour donner le coup d'envoi de cette "mobilisation nationale et territoriale autour de la formation, l'emploi, et des grandes transitions écologique et numérique", voulue par Emmanuel Macron en réponse à la crise des "gilets jaunes".

CFDT, Laurent Berger : "Mon appréciation est simple, la porte est entrouverte et il faut mettre le pied dans la porte pour pousser nos sujets". "Comme d'habitude la CFDT jugera sur pièces mais (...) objectivement les thèmes qui sont portés sont de bons sujets", a-t-il poursuivi

Unsa, Laurent Escure : "C'est un bon début car on a le sentiment que l'on va pouvoir s'exprimer sur tous les sujets". "Maintenant l'expression qui préside c'est dire: on verra bien. On a dit au Premier ministre qu'il fallait des éléments concrets qui montrent que les discussions ont servi à quelque chose et que la parole des salariés a été entendue", a-t-il ajouté.

Force ouvrière, Michel Beaugas : Il a de son côté regretté "le grand absent de la présentation initiale: l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat". "Si le gouvernement (..) obligeait le patronat et lui-même en tant qu'employeur à relever les salaires, cela permettrait de résoudre des problèmes", a-t-il dit.

Yves Veyrier (FO) : “On n’a pas l’intention de s’inscrire dans une démarche de communication politique, on y va pour rappeler nos revendications”.

Après Solidaires, c’est la CGT qui a annoncé son boycott quelques minutes avant l’ouverture du rendez-vous.

“La CGT ne participera pas à cette nouvelle réunion dont les objectifs sont loin de correspondre au mécontentement et à la colère du monde du travail et de ceux qui en sont exclus”, peut-on lire dans un communiqué. (Mais la CGT ne les condamne pas. - LVOG)

La veille, le secrétaire général Philippe Martinez avait dit qu’il envisageait de ne pas s’y rendre en raison d’un ordre du jour trop flou. “ (Comme si Macron pouvait prendre des mesures favorables aux travailleurs, qui sait ? - LVOG) Avec le président de la République c’est toujours pareil : ‘je vous invite, mais voilà de quoi on va discuter’” AFP et Le HuffPost 6 mai 2019 (De quoi vous allez "discuter" ? Mais des besoins exprimés par les capitalistes, le Medef, de quoi donc voudriez-vous discuter avec eux et Macron, leur représentant ? - LVOG)

Notre position : Boycott, aucune relation avec Macron et son gouvernement, les élus LREM, LR, MoDem, UDI, RN, PS.

A l'heure où chaque manifestation ouvrière contre Macron et sa politique fait l'objet de provocations et de violentes répressions causant de nombreux blessés parmi les manifestants ou de simples passants, agrémentée de contrôles d'identité, de fouilles, d'arrestations arbitraires, de jugements injustes expéditifs donnant lieu à des condamnations à la prison ferme, ces scélérats acceptent de se rendre à une invitation du petit dictateur aux ordres de l'oligarchie, tandis que ceux qui s'en abstiennent quand ils n'entretiennent pas des illusions criminelles sur ses intentions, ils refusent de rompre leurs relations avec le pouvoir et les institutions de la Ve République et d'appeler l'ensemble des travailleurs à se mobiliser pour affronter le régime.

- Les syndicats de fonctionnaires dans la rue contre le gouvernement - Reuters 9 mai 2019

Les syndicats de fonctionnaires, unis pour la première fois depuis près d'un an, ont lancé jeudi une journée de grève et de manifestations pour dénoncer la réforme gouvernementale qui prévoit, entre autres, un recours élargi aux contractuels.

La mobilisation était toutefois en baisse par rapport au 22 mai 2018 - dernière journée d'action unitaire portée par la CGT, CFDT, CFTC, FO, CFE-CGC, FAFP, FSU, Solidaires, et UNSA - mais en hausse chez les enseignants en colère contre les réformes de l'Education nationale.

Le taux de participation à la grève était de 5,6% dans la fonction publique territoriale, contre 6,57% le 22 mai en fin de journée, et de 6% dans la fonction publique hospitalière contre 7,5%, un an plus tôt, selon le ministère de l'Action et des Comptes publics.

Ce taux était en revanche légèrement en hausse dans la fonction publique d'Etat, à 10,87% contre 10,29%, portée par la mobilisation des professeurs d'écoles. Près de 17,59% des enseignants du primaire étaient en grève, tout comme 11,68% des enseignants du secondaire.

Le ministère de l'Intérieur a dénombré 108.900 participants sur le territoire dont 18.000 à Paris. Un an plus tôt, la mobilisation avait rassemblé 139.000 personnes sur le territoire.

"La Confédération FO se félicite de l'importante mobilisation des fonctionnaires et agents de la Fonction publique", écrit le secrétaire général de Force ouvrière, Yves Veyrier par communiqué.

"Celle-ci exprime le rejet de l'ensemble des syndicats de la Fonction publique et doit alerter d'urgence le gouvernement sur la nécessité d'entendre l'expression syndicale et d'ouvrir, (...) une véritable négociation."

Globalement, le gouvernement n'a aucune intention d'enterrer son projet de loi de "transformation de la fonction publique", selon la terminologie officielle.

"Cette réforme est attendue par les agents, elle est attendue par les agents qui veulent de la mobilité, qui veulent accéder à la formation, qui veulent maîtriser leur carrière", a jugé sur CNEWS le secrétaire d'Etat chargé du dossier, Olivier Dussopt. Reuters 9 mai 2019

Acte 26.

Après bientôt 6 mois de mobilisation, les "gilets jaunes" s'essoufflent - AFP 12 mai 2019

Après bientôt six mois de mobilisation, le mouvement des "gilets jaunes" a de nouveau peiné à mobiliser pour son acte 26, marqué par des heurts à Nantes et Lyon, épicentres des manifestations du jour.

Selon le ministère de l'Intérieur, ils étaient 18.600 manifestants en France, dont 1.200 à Paris, soit la plus faible mobilisation depuis le début du mouvement le 17 novembre. Un décompte contesté par les "gilets jaunes" qui ont comptabilisé environ 37.500 manifestants (60000 sur RT - ndlr).

A Nantes, où Maxime Nicolle dit "Fly Rider" avait fait le déplacement parmi quelque 2.200 manifestants, la manifestation s'est rapidement tendue.

Des tirs de projectiles ont entraîné une riposte notamment par tirs de LBD. Un journaliste de la chaîne d'information CNews assure avoir été touché au niveau du bas ventre mais il va "bien", sa "ceinture abdominale ayant permis d'atténuer le choc". Quelque 26 manifestants ont été interpellés.

Les forces de l'ordre ont par ailleurs sorti leur arme face à un automobiliste qui tentait de forcer un barrage. Une enquête de police a été ouverte.

A Toulouse (Haute-Garonne), où la police a dénombré 1.500 personnes, le cortège était encadré par plus de 500 policiers. Des lacrymogènes ont été tirés dans l'après-midi.

A Lyon, où il y avait environ 2.000 personnes, gendarmes mobiles et CRS ont été l'objet de jets de bouteilles, pierres ou pétards, entraînant de nombreux tirs de gaz lacrymogènes. Des heurts qui ont fait 22 blessés côté forces de l'ordre, 2 côté manifestants et ont conduit à 9 interpellations, selon la préfecture.

Ailleurs, les manifestations se sont déroulées dans le calme. A Bordeaux, ex-bastion du mouvement, la mobilisation a continué de baisser avec 700 "gilets jaunes". A Montpellier, ils étaient 1.300.

À Orléans (Loiret), environ 300 "gilets jaunes" ont manifesté. Sous surveillance policière, ils ont choisi de rendre hommage, à leur manière, à Jeanne d'Arc. L'une des manifestantes, habillée d'une chasuble floquée d'une croix médiévale, défile à cheval.

À Caen (Basse-Normandie), entre 400 et 600 "gilets jaunes" ont défilé hors du périmètre interdit par la préfecture du Calvados.

À Rouen (Haute-Normandie), environ 400 personnes ont manifesté en dehors du périmètre de sécurité du centre-ville. Aucun débordement n'est à signaler.

A Nice, où une centaine de "gilets jaunes" seulement ont défilé en présence du chanteur engagé dans les européennes

Francis Lalanne, le député LR Éric Ciotti a été pris à partie et traité de "collab", a constaté l'AFP. AFP 12 mai 2019

Union européenne minoritaire et illégitime.

Pourquoi les élections européennes intéressent-elles si peu ? - leparisien.fr 06.05

Moins de trois semaines avant le jour J ! Et pourtant, les élections européennes du 26 mai prochain ne semblent pas encore passionner les foules. Selon plusieurs sondages, la participation ne devrait pas dépasser… 45 voire 40 %.

Certes, ce scrutin 2019 n'est pas une exception, car l'abstention aux élections européennes est toujours très élevée. En 2009 et en 2014, moins d'un électeur sur deux s'était rendu aux urnes (respectivement 40,63 et 42,43 %). leparisien.fr 06.05

93 % des Français en âge de voter inscrits sur les listes électorales - LePoint.fr 07.05

À l'approche des élections européennes, qui se tiendront le 26 mai prochain, 47,1 millions d'électeurs sont inscrits sur les listes électorales françaises, selon les données publiées par l'Insee ce mardi 7 mai. Ce sont donc 93 % des Français en âge de voter qui étaient inscrits en avril 2019 – contre 88 % l'an passé – ainsi que 331 000 étrangers ressortissants de l'Union européenne (UE), qui ont le droit de voter en France aux élections européennes et municipales.

Le taux d'inscrits grimpe à 97 % chez les moins de 30 ans. Un chiffre très élevé qui s'explique par la procédure d'inscription d'office des jeunes à leur majorité. Le baby-boom de l'an 2000 a, par ailleurs, contribué à ces bons scores : 756 000 jeunes ayant eu 18 ans ont été inscrits sur les listes en seulement un an. LePoint.fr 07.05

Européennes: les handicapés mentaux pourront voter grâce à ce langage simplifié - Le HuffPost 11.05

Auparavant, une personne en situation de handicap psychique ou intellectuel pouvait se voir retirer son droit de vote sur décision d'un juge de tutelle. Depuis le 23 mars, les citoyens sous tutelle ont le droit de participer à l'ensemble des scrutins. Le HuffPost 11.05

À 2% dans un sondage, Hamon trouve encore des raisons de se réjouir - Le HuffPost 08 mai 2019

Benoît Hamon, il y a un mois encore, se vantait de réaliser de meilleures intentions de vote dans les sondages que certains de ses adversaires politiques. Le HuffPost 08 mai 2019

Européennes: 34 listes finalement validées pour le scrutin du 26 mai - AFP 10 mai 2019

Un nombre record de 34 listes a finalement été validé pour les élections européennes du 26 mai en France, après l'officialisation d'une 34e liste vendredi par le ministère de l'Intérieur.

Intitulée "Une Europe au service des peuples", elle s'ajoute aux 33 listes déjà publiées au JO le 4 mai.

Émanation de l'"Union des démocrates musulmans français", la liste supplémentaire est conduite par le président de cette organisation, Nagib Azergui, et compte, comme les autres listes, 79 candidats. AFP 10 mai 2019

CETA. Victoire de la Commission européenne des multinationales.

CETA : la justice européenne entérine le mécanisme d'arbitrage entre États et entreprises - latribune.fr 30.04

La justice européenne a estimé, ce mardi 30 mai, que le volet sur le système de règlement des litiges entre firmes et États prévu dans l'accord de libre échange entre l'UE et le Canada était conforme au droit européen.

C'est fait. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a donné son feu vert au chapitre le plus controversé de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Canada (CETA), en validant le système de règlement des litiges entre firmes et États (Investment Court System, ICS). A l'automne 2016, la Wallonie, région francophone belge, par l'intermédiaire de son ministre-président Paul Magnette (socialiste), s'était battue becs et ongles contre cette mesure inclue dans le CETA, bloquant la signature de l'accord par l'UE. En cause, la crainte que ce mécanisme d'arbitrage octroie un pouvoir trop important aux multinationales sur les choix légitimes des Etats en matière de santé ou d'environnement.

De fait, pour désamorcer la crise, le gouvernement fédéral belge (dont les socialistes wallons ne font pas partie) s'était engagé à saisir la Cour européenne de justice sur l'ICS. "La Cour a écarté les dernières préoccupations juridiques", a déclaré, ce mardi, le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, fervent défenseur du CETA, qui s'est également dit "ravi", dans

un communiqué.

La requête portait donc sur le système de règlement des litiges entre firmes et Etats prévu dans le traité de libre-échange entre l'UE et le Canada (ICS). Ce système offre la possibilité à une multinationale investissant à l'étranger de porter plainte contre un Etat qui adopterait une politique publique contraire à ses intérêts, afin de demander réparation.

Il est très critiqué par les opposants au CETA, les ONG, les Verts et les socialistes de Wallonie. Ce mécanisme avait par exemple permis à Philip Morris d'attaquer l'Uruguay pour sa politique anti-tabac ou au géant minier Oceanagold de poursuivre le Salvador pour lui avoir refusé un permis d'exploitation pour raison environnementale.

Dans sa décision rendue ce mardi, la CJUE lève les craintes d'une justice d'exception qui porterait atteinte au droit européen du fait de garanties, suffisantes à ses yeux, introduites dans l'accord pour éviter qu'une sentence arbitrale rendue par l'ICS ne remette en cause les choix démocratiques des Etats. Cette décision attendue depuis dix-huit mois constitue une victoire pour les promoteurs du CETA, et en particulier pour la Commission européenne. Le CETA est entré en vigueur de manière provisoire dans sa quasi-totalité depuis un an et demi. latribune.fr 30.04

LVOG - Si la Cour de justice de l'Union européenne estime les "*garanties*" fournies par les Américains "*suffisantes à ses yeux*", c'est qu'elles n'existent que pour les multinationales...

Totalitarisme. Ministère de la Vérité. Propagande et censure.

Le PDG de Facebook Mark Zuckerberg invité vendredi à l'Elysée lexpress.fr 06.05

Le patron de Facebook comme le président français promeuvent en ce moment l'idée d'une régulation "intelligente" d'internet. Une équipe de fonctionnaires français travaille avec Facebook pour comprendre comment le géant américain procède pour filtrer ses contenus, et s'appuyer sur cette expérience pour proposer des pistes en matière de régulation publique. lexpress.fr 06.05

Européennes : comment Facebook tente de lutter contre les "fake news" - Franceinfo 10.05

Le réseau social a mis en place une "war room" européenne censée lutter contre les fausses informations.

Quand la fiction devient réalité ou "Big Brother is watching you".

- Reconnaissance faciale : l'appli Ever accusée de piocher dans vos photos - LePoint.fr 10.05

L'application de stockage en ligne de photos se sert des 13 milliards de clichés de ses utilisateurs sans les prévenir, révèle NBC.

L'expression « Big Brother is watching you » prend ici tout son sens. Selon NBC, l'application de stockage de photos Ever aurait utilisé les dizaines de millions de clichés de ses utilisateurs pour améliorer son logiciel de reconnaissance faciale. La technologie développée par Ever est vendue à des compagnies privées, à la police et même à l'armée.

Le secret a été bien gardé depuis le lancement de l'application, en 2013. Doug Aley, le PDG de l'entreprise américaine, a tenté de se défendre auprès de NBC en affirmant que les photographies stockées dans ses serveurs n'étaient jamais partagées avec ses clients et que seule la technologie de reconnaissance faciale était proposée à la vente. À chaque nouveau cliché mis en ligne sur le cloud géant d'Ever, le logiciel de reconnaissance faciale se met en route afin d'emmagasiner le plus d'informations et de renforcer la base de données de la technologie.

Mais le cas d'Ever interpelle. L'application utilise sa propre base de données alimentée chaque jour par ses millions d'utilisateurs. Plusieurs personnes utilisant Ever ont été contactées par NBC et toutes ont assuré n'avoir jamais été mises au courant du système mis en place. Ever aurait décidé il y a deux ans et demi de se lancer dans la reconnaissance faciale pour générer une nouvelle source de revenus à l'entreprise.

Et les résultats sont probants : selon un test effectué par l'agence américaine NIST, la technologie proposée par Ever aurait une précision de 99,85 %, la plaçant en haut du classement des meilleures compagnies développant un système de reconnaissance faciale. Ever ne semble pas près de vouloir renoncer à cette mine d'or d'informations et n'a pour le moment pas décidé de changer ses habitudes. LePoint.fr 10.05

LVOG - 99,85 % de précision, à condition qu'ils disposent d'une photo de vous récente, cela signifie qu'ils pourraient vous identifier n'importe où dans le monde, je vous laisse imaginer la suite...

Commentaire d'un internaute.

- "Irresponsable...

Pourquoi donc stocker ses photos sur le "Cloud" (vrai passoire), quand un HD d'un teraoctet coûte moitié moins qu'un Iphone ?

Il y en a qui cherche toujours le bâton pour se faire battre !

Comme de confier à Facebook tous ses états d'âmes et y faire des confidences les plus intimes...

Avec ces groupes rien n'est perdu, tout se transforme... En dollars !

Les données deviennent la matière première de ces nouvelles industries, et les mines regorgeant de ce nouvel or noir, c'est nous ! Sans avoir vendu de concessions. On le leur donne gratuitement. Où plutôt ils se servent sans vergogne...

Nous avons souvent tremblés en pensant aux fichiers des préfectures dont ce sont servis les nazis pour traquer les juifs.

Je n'ose imaginer une dictature qui utiliserait les forums de la presse (celui du Point entre autres...) pour traquer les "déviants" et "subversifs".

Nous serions un certain nombre à nous faire embastiller, voire coller au poteau !"

- Une ONG américaine accuse Facebook de créer involontairement des contenus extrémistes Franceinfo 10.05

Cette organisation (National Whistleblowers Center - ndlr) a étudié pendant cinq mois les pages Facebook de 3 000 utilisateurs qui avaient "aimé" ou étaient liés à des organisations considérées comme terroristes par les autorités américaines. D'après le National Whistleblowers Center, les groupes jihadistes Etat islamique et Al-Qaïda étaient "ouvertement" actifs sur le réseau, dont les systèmes automatiques n'identifient pas toujours tous les contenus problématiques.

Les algorithmes peuvent ainsi créer automatiquement des contenus, comme par exemple les petits montages "souvenirs" qui reprennent des publications des groupes en question. Pour l'ONG, Facebook crée alors sans le vouloir des contenus extrémistes, qu'il s'attache pourtant à chasser de sa plateforme. Le réseau social "promeut des contenus (de ce type) via sa technologie", assure le National Whistleblowers Center. Franceinfo 10.05

- Singapour adopte une législation drastique contre les infox, malgré les critiques - AFP 8 mai 2019

Le gouvernement de la cité-Etat, critiquée de longue date pour les entraves à la liberté d'expression, a expliqué que ces mesures étaient nécessaires afin de lutter contre les fausses informations qui, selon lui, menacent la sécurité nationale et peuvent semer la division au sein de ce pays multi-ethnique de 5,6 millions d'habitants. AFP 8 mai 2019

Encore une loi liberticide du PS.

- "Une limite a été passée" après le rappel à l'ordre d'un enseignant qui a critiqué le projet de loi Blanquer - francetvinfo.fr 07.05

Le 11 mars dernier, Sébastien Rome, directeur d'école à Lodève, a cosigné une tribune dans Le Monde appelant les sénateurs à s'opposer au projet de loi défendu par le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer. Il a ensuite été invité sur France Bleu Hérault pour expliquer son désaccord avec le texte. Quinze jours après son passage radio, il a été convoqué par l'inspection académique puis a reçu "une lettre d'admonestation", rapporte France Bleu Hérault.

Pour Stéphane Crochet, secrétaire général du syndicat d'enseignants Unsa, il y a, avec ce courrier, "une limite qui a été passée et qui ne doit pas être passée".

L'article 1 du projet de loi Blanquer inquiète

Le syndicat est opposé à de nombreux aspects du projet de loi "pour une école de la confiance" proposé par Jean-Michel Blanquer et actuellement examiné au Sénat. Stéphane Crochet mentionne ainsi que l'article 1 prévoit de rappeler et renforcer le devoir de réserve des professeurs. "Même s'il ne vient pas modifier la loi, c'est un très mauvais signal politique envoyé à la profession, rappelant à tout le monde de bien rester dans le cadre", s'inquiète-t-il.

Le devoir de réserve imposé aux professeurs est défini par la loi de 1983 sur les droits et obligations des fonctionnaires. Elle pose

les principes de "neutralité", de "discrétion professionnelle" et de "devoir de réserve". "Dans le cadre de nos fonctions, donc dans l'enceinte de l'école ou de l'établissement, nous sommes soumis au devoir de réserve. En dehors de l'établissement scolaire, nous défendons la liberté d'expression citoyenne de chacun", souligne Stéphane Crochet.

Ce n'est pas la première fois que des professeurs sont rappelés à l'ordre de cette manière. En 2018, une professeure d'un lycée de Dijon avait été convoquée pour avoir critiqué le président de la République dans une tribune. francetvinfo.fr 07.05

Ils sont en guerre permanente contre tous les peuples ou quand le capitalisme est devenu une arme de destruction massive à abolir.

La dépense militaire mondiale —selon les estimations du Sipri, le 29 avril [1]— a dépassé les 1 800 milliards de dollars en 2018, avec une augmentation en termes réels de 76 % par rapport à 1998. Selon cette estimation, on dépense chaque minute dans le monde environ 3,5 millions de dollars en armes et armées. (La locomotive US de la dépense militaire mondiale par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 7 mai 2019)

Les vases communicants.

L'impôt sur le revenu, qui rapporte chaque année près de 75 milliards d'euros à l'Etat, est actuellement payé par 16,8 millions de foyers fiscaux sur un total de 38,3 millions, soit moins de 45% des contribuables.

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, avait déclaré la semaine dernière vouloir faire profiter près de 15 millions de foyers fiscaux de cette baisse d'impôts sur le revenu, avec un gain de 180 à 350 euros par an, selon les ménages concernés.

Selon Gérald Darmanin, la baisse d'impôts de cinq milliards d'euros promise, qui vient s'ajouter à une série de mesures en faveur du pouvoir d'achat décidées sous la pression des "gilets jaunes", sera compensée par des économies équivalentes. "Nous tenons notre cap de sérieux budgétaire et nous serons encore autour de 2% de déficit l'année prochaine, comme prévu", promet le ministre. Ce dernier confirme auprès du Parisien que les niches fiscales pour les entreprises seront réduites, pour financer en partie la baisse d'impôt.

En parallèle, "des réformes comme celles de la Fonction publique, de l'assurance-chômage, de l'audiovisuel public ou encore des mesures qui incitent à travailler plus longtemps nous permettront de ne pas creuser le déficit", assure Gérald Darmanin. franceinfo 08.05

LVOG - 180 à 350 euros par an pour parvenir à leurs fins, ce n'est pas cher payé...

Démystification.

1- "On est plutôt habitué à battre des records de fortes températures avec des températures qui augmentent d'année en année (…). Les records de minimales, c'est beaucoup moins courant." (Météo : des records de froid pour un mois de mai battus de l'Oise jusqu'à la Corse. FranceInfo et AFP 06.05)

2- Pierre Palmade - "Les gays, ce sont des gens qui mangent gay, qui vivent gay, qui rient gay, qui parlent gay, qui font des films gay. Les homos, ce sont des gens qui sont homos, mais ce n'est pas marqué sur leur front. On ne le sait pas quand ils parlent, on ne le sait pas quand ils vivent. On ne le sait que quand on va dans leur chambre à coucher."

Ce distinguo a entraîné des réactions hostiles sur les réseaux sociaux, dont celle de Joël Deumier, coprésident de SOS Homophobie et de Guillaume Mélanie, coprésident de l'association Urgence Homophobie qui refuse toutefois de taxer l'humoriste d'homophobe. "On peut avoir des paroles homophobes sans l'être foncièrement, on peut tenir des paroles homophobes, sans s'en rendre compte", explique-t-il.

L'humoriste, qui ne cache pas son homosexualité, a tenu à réagir à la polémique sur Facebook. "Je m'amuse à distinguer les homos extravertis et communautaires des homos réservés qu'on appelle 'hors milieu', sans aucun jugement de valeur, en précisant que je suis passé d'un groupe à l'autre toute ma vie, et y a quelques hystériques qui supposent que ce serait de l'homophobie ?" ("Il y a les homos et les gays" : les propos de Pierre Palmade font polémique - franceinfo 06.05)

Le système économique est devenu mafieux.

Un internaute - L'optimisation fiscale est une fraude, ce n'est pas parce qu'elle est encadrée de "lois" que ça n'en est pas une, évidemment, ils sont en capacité de faire des "lois" pour encadrer la fraude, là est la différence. Ce n'est pas la première fois que d'une pratique mafieuse on passe à un truc "légitime", tout est du même acabit. Cela pourrait être une loi si elle apportait à tous, mais elle n'apporte qu'à ceux qui ont largement assez et plus qu'assez pour vivre luxueusement

Comment je fais de l'"optimisation fiscale" avec 1000 euros ? (Dany Boon porte plainte contre Mediapart après une enquête sur des pratiques présumées d'optimisation fiscale - France 3 19-04-2019 - publié par Les Crises.fr)

LVOG - Ce qu'on a du mal à imaginer ou qu'on refuse d'admettre malgré les preuves matérielles existantes, c'est qu'ils ont conçu un système financier et une stratégie politique applicable à l'échelle mondiale sur les mêmes principes mafieux.

Ils osent tout.

- Marlène Schiappa: «Les Français ont besoin d'entendre le président» - LeFigaro.fr

- Philippe: le "pouvoir d'achat moyen" par habitant va progresser de "plus de 2%" en 2019 - AFP

Le "pouvoir d'achat moyen" par habitant va progresser de "plus de 2%" en 2019, soit "la plus forte augmentation" depuis 12 ans, a annoncé mardi le Premier ministre Edouard Philippe. AFP

- Faut-il rendre plus de vaccins obligatoires ? - Capital

La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a rendu onze vaccins obligatoires, contre trois auparavant, pour tous les enfants nés à partir du 1er janvier 2018. À l'exception des contre-indications médicales, aucune exemption ne sera possible. Capital

- Soudan: pour les militaires, la charia doit rester source de la législation - AFP

Le Conseil militaire au Soudan a affirmé mardi que la loi islamique (charia) devait rester la source de la législation, reprochant aux chefs civils de la contestation d'avoir omis de la mentionner dans leurs propositions sur une période de transition.AFP

- L'Afrique australe veut revenir en partie sur l'interdiction du commerce de l'ivoire - Franceinfo 10.05

Quatre chefs d'Etat d'Afrique australe se sont prononcés le 7 mai 2019 pour que l'interdiction du commerce de l'ivoire soit allégée. Franceinfo 10.05

Les Etats-Unis totalitaires

Les USA approuvent le déploiement de missiles Patriot au Moyen-Orient - Reuters 10.05

Le secrétariat américain à la Défense a approuvé un nouveau déploiement de missiles Patriot au Moyen-Orient, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable américain qui s'exprimait sous le sceau de l'anonymat.

Cette décision intervient après celle d'envoyer un groupe aéronaval et des bombardiers dans la région, afin de signaler clairement à Téhéran que toute attaque contre les intérêts de Washington ou de ses alliés serait sanctionnée, expliquait dimanche le conseiller américain à la Sécurité nationale John Bolton. Reuters 10.05

Les USA imposent de nouvelles sanctions à l'Iran - Reuters 08 mai 2019

La présidence américaine a annoncé mercredi l'instauration de nouvelles sanctions contre Téhéran, visant le secteur iranien des métaux industriels et cherchant à assécher encore les recettes de la république islamique. Reuters 08 mai 2019

Moyen-Orient et Afrique du Nord : plus de 52 millions de personnes sous-alimentées - Le Parisien 08 mai 2019

Plus de 52 millions de personnes souffrent de « sous-alimentation » au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Mena). Ce triste constat est publié mercredi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Près de 34 millions habitent dans les pays directement frappés par un conflit, comme l'Irak, la Libye, le Soudan, la Syrie et le Yémen. Le Parisien 08 mai 2019

LVOG - Avec son cynisme habituel *Le Parisien* a cru bon de préciser que "*les conflits n'expliquent pas tout*" exonérant les fomenteurs de guerres, en particulier les Etats-Unis et ses alliés...

Uber, leur modèle d'exploitation et de société.

La société Uber fait son entrée en Bourse avec une valorisation de 82 milliards de dollars - Franceinfo 10.05

En termes de valorisation boursière, Uber se retrouve ainsi, selon le cabinet Dealogic, dans les mêmes montants que Facebook à son entrée en Bourse, en mai 2012 : plus de 80 milliards de dollars.

Il s'agit de l'entrée en Bourse la plus attendue de l'année – et l'une des plus importantes de l'histoire. Uber va faire son entrée à Wall Street, vendredi 10 mai, au prix de 45 dollars (40 euros) l'action, valorisant l'entreprise à quelque 82 milliards de dollars (73 milliards d'euros), selon un communiqué.

A ce prix, sa valorisation est en-deçà des chiffres circulant ces derniers mois. Uber avait caressé l'idée d'une valorisation autour de 100 milliards de dollars (89 milliards d'euros), voire davantage, avant de revoir ses ambitions à la baisse à la suite de la déconvenue boursière de son rival, Lyft.

Uber se retrouve ainsi, selon le cabinet Dealogic, dans les mêmes montants que Facebook à son entrée en Bourse en mai 2012, en termes de valorisation boursière. L'opération permet au groupe américain de VTC, qui sera coté au New York Stock Exchange sous le symbole UBER, de lever 8,1 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros) d'argent frais. Comme le veut la tradition, son patron, Dara Khosrowshahi, devrait sonner la cloche d'ouverture de la séance boursière vendredi matin à Wall Street.

Un moment décisif pour Uber

Après des années de croissance rapide mais très mouvementée, marquée par des scandales qui ont durablement terni son image, l'arrivée à Wall Street d'Uber est extrêmement attendue dans les milieux financiers, mais aussi dans le secteur des véhicules de tourisme avec chauffeur (VTC). La société est leader du secteur, et une marque célèbre dans de nombreuses régions du monde.

Dans les documents boursiers publiés récemment dans le cadre de cette IPO ("Initial public offering"), Uber avançait une prévision de chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de dollars au premier trimestre 2019, et une perte proche de 1 milliard de dollars. Uber cherche ainsi à se diversifier vers des activités plus rentables : livraison de repas, trottinettes, vélos... Son nouveau credo : devenir l'Amazon des transports.

Parmi les nombreux "risques" financiers actuels et futurs détaillés par Uber : la concurrence, les menaces légales et réglementaires et... les chauffeurs, qui se sont mis en grève et ont manifesté dans plusieurs villes américaines mercredi. Ces derniers affirment que l'entrée en Bourse d'Uber va enrichir de riches actionnaires, sans qu'eux-mêmes en tirent un centime. Franceinfo 10.05

Esclavagisme moderne. 23 euros par mois.

Éthiopie : le chemin de croix des travailleurs du textile - lepoint.fr 08.05

Alors que les marques internationales poursuivent leur quête incessante de lieux de confection de vêtements toujours moins chers, l'Éthiopie est devenue la dernière frontière de la mode rapide. Plusieurs facteurs ont concouru à faire de l'Éthiopie un lieu de production convoité, notamment des coûts de main-d'œuvre peu élevés, un accès commercial préférentiel aux marchés américain et européen, des incitations fiscales généreuses du gouvernement éthiopien et un important afflux d'investissements étrangers, principalement chinois.

Les parcs industriels rapportent 103 millions de dollars de devises

Entre-temps plusieurs parcs industriels sont sortis de terre, à Bole Lemi, Mekele et Adama partiellement en fonction tandis que le parc industriel de Hawassa est pleinement opérationnel, situé à quelque 270 km de la capitale. Dans les années à venir, l'Éthiopie espère disposer de 30 parcs industriels au total, dans le cadre d'une stratégie visant à accroître les recettes en devises et les investissements directs étrangers. Et le pays d'accroître ainsi ses recettes en devises : jusqu'à 103 millions de dollars des exportations générées au cours des neuf derniers mois, selon la Commission éthiopienne des investissements (EIC). Cela représente une augmentation de 40 % par rapport à la performance de l'année dernière pour la même période. Abebe Abebayehu, commissaire éthiopien à l'investissement, a annoncé que les chaussures et autres articles en cuir, ainsi que les textiles et les vêtements avaient été exportés vers l'Europe, les États-Unis, l'Asie et d'autres destinations. D'après lui, les parcs industriels du pays ont créé plus de 70 000 emplois, et l'Éthiopie a pu attirer 2,5 milliards de dollars d'investissements étrangers directs au cours de ces neuf mois.

Des conditions de travail qui se dégradent

De très bons résultats qui ne sauraient cacher les graves inégalités que révèlent le dernier rapport du Centre Stern pour les affaires et les droits de l'homme de l'université de New York. Les auteurs n'y vont pas par quatre chemins : « le plan de l'Éthiopie pour

devenir un grand pays exportateur de vêtements repose en grande partie sur l'hypothèse selon laquelle les travailleurs accepteraient le salaire de base extrêmement bas de 26 dollars par mois, ce qui ne suffit pas, même en Éthiopie », a déclaré Paul Barrett, directeur adjoint du de l'organisme américain.

En effet, selon cette étude, intitulée « Fabriqué en Éthiopie : les défis de la nouvelle frontière de l'industrie du vêtement », les salariés des usines de vêtements d'Éthiopie, qui travaillent pour des marques comme Guess, H&M ou Calvin Klein, sont les moins bien payés au monde, avec seulement 26 dollars (23 euros) par mois. En comparaison, les salariés du Bangladesh, notoirement mal payés, gagnent 95 dollars par mois, ceux du Kenya 207 et ceux de Chine 326 dollars. « Plutôt que la force de travail docile et bon marché promue en Éthiopie, les fournisseurs basés à l'étranger ont rencontré des employés qui sont malheureux de leur rémunération et de leurs conditions de vie, et qui veulent de plus en plus protester en cessant le travail ou même en démissionnant », a ajouté Paul Barrett.

« Dans leur empressement à créer une marque made in Ethiopia, le gouvernement, les marques mondiales et les fabricants étrangers n'ont pas prévu que le salaire de base était tout simplement trop faible pour que les travailleurs puissent en vivre. ». L'étude s'est penchée sur le parc industriel d'Hawassa (sud), l'un des cinq centres industriels inaugurés par le gouvernement depuis 2014, qui emploie 25 000 personnes et fabrique des vêtements pour des marques du monde entier. À terme, environ 60 000 personnes devraient y travailler. Des entreprises chinoises, indiennes et sri-lankaises ont ouvert des usines dans ce parc.

Aliénation, manque de formation : les maux des employés éthiopiens

L'Éthiopie n'a pas instauré de salaire minimum dans le secteur privé. Selon le rapport, les salariés de la confection, parmi lesquels de nombreuses femmes, ont du mal à s'en sortir, sont très peu formés et des conflits culturels les opposent aux dirigeants des usines, originaires d'Asie. Le gouvernement espère que les exportations de vêtements, qui représentent actuellement 145 millions de dollars par an, vont grimper à environ 30 milliards. Un objectif qui « paraît irréaliste », selon le rapport, ne serait-ce que parce que les bas salaires ont entraîné une productivité médiocre, des grèves à répétition et un fort turn-over.

Compte tenu du peu de formation (parfois de deux semaines à peine), la frustration suscitée par le salaire des travailleurs, combinée au mal du pays et à d'autres aspects défavorables de la vie de l'usine, a entraîné un sentiment d'aliénation et un manque de volonté de travailler de manière productive. Les travailleurs, dont beaucoup viennent de petits villages ruraux, ne reçoivent pas une formation suffisante à la culture de la vie en usine. Les différences culturelles exacerbent des conditions de travail déjà frustrantes.

Pas de syndicat

Les syndicats n'ont joué aucun rôle dans la syndicalisation des travailleurs ou dans la revendication d'une meilleure rémunération ou de meilleures conditions de travail à Hawassa. La loi éthiopienne, en théorie, garantit la liberté d'association, mais le pays possède un mouvement syndical faible, qui n'a pas tenté d'organiser les employés de la zone industrielle. Au lieu de la représentation syndicale traditionnelle, les « comités d'entreprise » sont censés promouvoir les intérêts des employés d'usine à Hawassa. Vu sous cet angle, fabriquer un tee-shirt basique à Hawassa coûte plus cher qu'un fournisseur bangladais, a déclaré un expert au Centre. La main-d'œuvre éthiopienne s'est avérée considérablement plus coûteuse que ce que le gouvernement avait initialement annoncé.

« Les marques peuvent atténuer ces difficultés pour les fournisseurs et leurs employés en alignant les pratiques commerciales sur les réalités en Éthiopie », a déclaré Dorothée Baumann-Pauly, directrice de la recherche au Centre Stern. « Des engagements à long terme, des investissements dans la formation initiale et continue et la fourniture d'avantages non financiers tels que des subventions pour les repas, le transport et le logement peuvent contribuer à accroître les niveaux d'efficacité actuellement faibles et éventuellement conduire à des salaires plus élevés. » lepoint.fr 08.05

LVOG - Cet argument devrait suffire pour rompre avec le capitalisme et briser la bonne conscience de ceux qui s'y refusent. En Inde, à Pondichéry, dans une usine textile (Baradi mill ou Anglo-French textile) le salaire minimum est environ de 100 euros par mois, plus quelques avantages sociaux... Il y a déjà quelques années ces usines avaient perdu leurs principaux clients à l'exportation pour cause de main d'oeuvre trop chère, mais avec un marché intérieur de 1,4 milliards d'Indiens à vêtir cela n'entraîna aucune perte d'emplois...

- Une institutrice américaine, malade du cancer, contrainte de payer le salaire de son remplaçant
- Franceinfo 10 mai 2019

Malade, elle doit payer près de 200 dollars (environ 180 euros) par jour à celui qui la remplace. En Californie (Etats-Unis), des parents d'élèves d'une école de San Francisco ont organisé une collecte de fonds pour aider financièrement une institutrice malade du cancer, tenue par la loi de rembourser le salaire de son remplaçant dans l'établissement scolaire.

Cette situation "n'est pas propre au district ou à San Francisco", assure à l'AFP la porte-parole du district scolaire. D'après elle, l'obligation de remboursement s'applique dans toutes les écoles de Californie, conformément au code de l'éducation en vigueur dans cet Etat depuis 1976.

En vertu de l'accord conclu entre le district et les organisations syndicales à San Francisco, chaque enseignant a droit à dix jours de congés maladie payés chaque année. Les jours non pris peuvent se cumuler d'année en année. Une fois ces jours épuisés, les enseignants malades peuvent encore bénéficier de 100 jours de congés prolongés, durant lesquels ils reçoivent cependant "l'intégralité de leur salaire moins le coût de leur remplaçant", explique la porte-parole.

Près de 14 000 dollars récoltés

Enseignante en deuxième année de maternelle, l'institutrice exerce dans l'école depuis dix-sept ans. Elle souffre d'un cancer du sein et a demandé aux nombreux médias s'intéressant à son cas de protéger son anonymat.

"C'est une enseignante super, ce n'est pas juste. C'est fou !", a réagi une parent d'élèves sur des télévisions locales. La collecte de fonds organisée sur internet par les parents de l'école élémentaire Glen Park a permis de lever près de 14 000 dollars (environ 12 450 euros) et est désormais close.

Les syndicats ont assuré vouloir renégocier ce système. Mais "nous travaillons dans le cadre d'un système éducatif public qui est financièrement atone", a estimé le président de l'association des enseignants de Californie. franceinfo avec AFP 10 mai 2019

LVOG - On retiendra que cet accord scélérat a été "*conclu entre le district et les organisations syndicales à San Francisco*". Un véritable syndicat ouvrier refuserait de signer un tel accord et mobiliserait les enseignants pour son abrogation.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

Venezuela : comment le directeur du SEBIN a manipulé la CIA par Valentin Vasilescu - Réseau Voltaire 7 mai 2019

Après quatre mois de pression exercée par les espions de la CIA, les généraux de l'armée vénézuélienne restent toujours fidèles au président légitime, Maduro. Tous ont été approchés et ont participé à des discussions avec des espions de la CIA (déguisés en représentants de l'opposition). On leur a promis des sommes énormes pour trahir. Sous les ordres de Nicolás Maduro, la Russie coordonne les services de renseignement du Venezuela. Par peur des Russes ou par fidélité, les généraux vénézuéliens leur ont rapporté tous les détails et leur ont appris quoi et comment ils devaient faire ce qu'on attendait d'eux. Même le général Manuel Ricardo Cristopher Figuera, directeur du SEBIN (les services de Reneseignement), a déserté avec l'approbation des Russes, car son épouse était prise en otage par les États-uniens. Quand Washington a cru que Maduro avait été trahi par les chefs de l'armée, il a organisé la comédie du coup d'État. Ce fut un fiasco total de la part de l'espionnage états-unien.

En 1989, les généraux de l'armée roumaine subissaient les mêmes pressions que leurs homologues soviétiques. C'est le cas par exemple du premier sous-ministre de la Défense, le lieutenant général Athanasie Stanculescu, formé par l'espionnage britannique. C'est lui qui a organisé le coup d'État suivi de l'exécution des époux Ceausescu. C'est lui qui a inventé la comédie sanglante avec les terroristes. Donc, pour les généraux vénézuéliens, il y a déjà eu un modèle en Roumanie.

Sans rien demander à personne, le président Trump a admis qu'après cet échec il avait appelé Poutine, pour parler du Venezuela, de l'Ukraine et de la Syrie. Trump a insinué que l'utilisation de l'Ukraine comme monnaie d'échange aurait persuadé Poutine de laisser le Venezuela aux mains des États-Unis. Ce qui est un autre énorme mensonge. Tout comme quand les États-Unis ont menti à la Russie en affirmant qu'après l'unification de l'Allemagne, l'Otan ne s'étendrait pas jusqu'à ses frontières.

Les mensonges de Trump n'était pas destiné à tromper Poutine, mais les généraux du Venezuela. Il reste à voir si les généraux vénézuéliens vont trahir leur président légitime, en passant du côté d'un agent US, ou bien conserver leur dignité d'officier. Réseau Voltaire 7 mai 2019

Levée des sanctions US contre un général vénézuélien en rupture avec Maduro - Reuters 8 mai 2019

Le vice-président américain, Mike Pence, a annoncé mardi que les Etats-Unis levaient l'ensemble des sanctions qui pesaient sur le général Manuel Cristopher Figuera, ancien chef des services de renseignement du Venezuela, qui est passé la semaine dans le camp des opposants au président Nicolas Maduro.

"Nous espérons que cette mesure encouragera d'autres personnes à suivre l'exemple du général Cristopher Figuera et d'autres militaires", a dit Mike Pence dans un discours préparé pour une conférence au département d'Etat. Reuters 8 mai 2019

Venezuela — Erratum - Réseau Voltaire 11 mai 2019

Le Venezuela a été le théâtre d'un coup d'État improvisé, le 30 avril et le 1er mai 2019 [1]. Le directeur du SEBIN (Servicio Bolivariano de Inteligencia Nacional), le général Manuel Ricardo Cristopher Figuera, qui était en relation avec la CIA depuis plus d'un an, et allait être arrêté a tenté le tout pour le tout.

Selon ses propres déclarations, il conserverait son amitié pour le président Nicolás Maduro, mais aurait tenté de « sauver » son pays de l'influence de son entourage. C'est lui qui a prétendu, à tort, que plusieurs haut-fonctionnaires s'étaient retournés contre le régime constitutionnel.

Une cinquantaine de sous-officiers, d'officiers supérieurs et généraux, aurait fait défection. Ils ont été arrêtés ou ont pris la fuite.

Le fiasco de cette tentative de putsch a provoqué une vive tension entre le conseiller national de sécurité US, John Bolton, qui l'avait guidée, et le président Donald Trump, qui était opposé une action pouvant conduire les États-Unis à la guerre.

La seule analyse qui reste juste, est celle formulée par Thierry Meyssan sur Russia Today, il y a deux ans : le Pentagone mène une opération de destruction des structures étatiques du Bassin des Caraïbes, sans lien avec la nature des divers gouvernements de cette région. Pour ce faire, il a recours à des combattants Latino-Américains, mais n'a aucune intention d'entrer lui-même en guerre.

Nous avons publié en plusieurs langues deux articles erronés à propos des événements du 30 avril [2]. Contrairement à ce que nous indiquions, les services de Renseignement russes, qui forment actuellement leurs équivalents locaux, n'ont pas de rôle décisionnaire au Venezuela. Selon nos informations, toutes les décisions sont prises personnellement par le président Maduro, bien qu'il n'ait pas de formation spécialisé en la matière. Réseau Voltaire 11 mai 2019

[1] « Coup d'État hollywoodien au Venezuela », Réseau Voltaire, 1er mai 2019.

[2] « Venezuela : comment le directeur du SEBIN a manipulé la CIA » et « Venezuela : comment le SEBIN a piégé la CIA ».

Afrique du Sud.

Afrique du Sud: la victoire aux législatives de l'ANC officialisée - AFP 11 mai 2019

La Commission électorale sud-africaine (IEC) a confirmé samedi le succès en demi-teinte du Congrès national africain (ANC) aux élections législatives, qui offre un mandat fragile au président Cyril Ramaphosa pour sortir le pays de la crise.

Après dépouillement de l'ensemble des 22.925 bureaux de vote du pays, l'ANC l'a nettement emporté avec 57,5% des suffrages exprimés qui lui assurent une majorité absolue de 230 des 400 sièges de l'Assemblée nationale.

Ce résultat est le plus mauvais jamais réalisé par le parti historique de Nelson Mandela en vingt-cinq ans de pouvoir. En 2014, l'ANC avait obtenu 62,1% des voix et 249 députés.

Il a devancé l'Alliance démocratique (DA, centre) de Mmusi Maimane, qui cède du terrain avec 20,7% des suffrages et 84 députés (22,2% et 89 députés en 2014).

Sur la troisième marche du podium, les Combattants pour la liberté économique (EFF, gauche radicale) de Julius Malema réalisent une forte progression avec 10,7% des voix et 44 députés (6,3% et 25 députés en 2014).

S'exprimant en tant que chef de l'Etat, Cyril Ramaphosa a salué une "victoire de la démocratie". "Notre peuple s'est prononcé clairement et fermement. Il s'est prononcé pour une Afrique du Sud unie, pour une société plus équitable", a-t-il ajouté.

Cyril Ramaphosa, syndicaliste sous l'apartheid avant de devenir l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays, il répète depuis qu'il va éradiquer la corruption et relancer l'économie.

Le parti au pouvoir a également sauvé les meubles dans les élections régionales en gardant la majorité dans huit des neuf provinces du pays, dont celle emblématique du Gauteng (Johannesburg et Pretoria) d'extrême justesse (50,19%). AFP 11 mai 2019

Haut de page

Le 20 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Pour mesurer avec précision le taux de fréquentation du portail, j'ai décidé de ne publier les causeries qu'au format pdf (Adobe Reader), et en fonction du résultat je continuerai ou j'arrêterai. Je consulterai les statistiques dans quelques jours.

Stop ou encore ? Un siècle plus tard, ceux qui cautionnent ce discours trahissent le syndicalisme ouvrier.

Quand Philippe Martinez appella à voter Macron au second tour de l'élection présidentielle de 2017, c'était évidemment pour défendre l'indépendance de la CGT...

Quand la direction de la CGT, dont fait partie son secrétaire général Philippe Martinez, affirmait dans son document préparatoire au 52e congrès de ce syndicat que « l'Europe doit être identifiée comme protectrice et pas comme une menace pour les travailleurs », que « la CGT, avec d'autres au sein de la CES, porte un socle social harmonisant les droits (...) », qu'il faut « casser cette idée 'Union européenne [égale] casse du service public' », c'était manifestement pour témoigner son indépendance du capitalisme, de l'Etat et de l'UE...

Quand malgré tout plus de 90% (90,65%) des congressistes réélisent Philippe Martinez secrétaire général de la CGT, après le doute n'est plus permis : La CGT est réellement un syndicat indépendant... de la classe ouvrière, du socialisme. (A lire dans cette causerie)

Comment doit-on caractériser ceux qui s'emploient à faire croire aux travailleurs et aux militants qu'il existerait encore en France des syndicats indépendants du capitalisme, de l'Etat et de l'UE, qu'ils représenteraient les intérêts des exploités ?

On appelle les délégués du 52e congrès de la CGT qui ont refusé de voter Martinez avec leurs collègues d'autres syndicats qui partagent leur ligne politique, à créer un nouveau syndicat ouvrier situant strictement son combat dans la perspective de l'émancipation du capitalisme.

- Au format pdf (23 pages)

Haut de page

Le 21 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai signé la pétition en ligne exigeant la libération de Louisa Hanoune et j'invite les lecteurs à en faire autant.

- Algérie : accusée de complot, Louisa Hanoune reste en détention - jeuneafrique.com 21 mai 2019

La justice militaire algérienne a refusé lundi de remettre en liberté de la cheffe du Parti des travailleurs (PT, trotskiste), Louisa Hanoune, inculpée pour « complots » contre l'État et l'armée, a annoncé un de ses avocats.

« La chambre d'accusation a confirmé le mandat de dépôt » délivré le 9 mai par le juge d'instruction du tribunal militaire de Blida, à une quarantaine de km au sud d'Alger, contre Louisa Hanoune, a déclaré Me Mokrane Ait-Larbi, un des avocats de la patronne du PT.

Les motivations de la décision n'ont pas été communiquées dans l'immédiat à la défense, a précisé Me Ait-Larbi, qui a annoncé qu'une demande de remise en liberté de Louisa Hanoune serait déposée dans un mois. Le tribunal militaire n'a pas communiqué. jeuneafrique.com 21 mai 2019

Wikipedia.org

- ... lors de l'élection présidentielle de 2014, elle propose notamment d'exclure toute relation avec Israël, de rompre les accords d'associations avec l'Union européenne ainsi que de rejeter l'adhésion de l'Algérie à l'OMC. Abdelaziz Bouteflika est réélu dès le premier tour et Louisa Hanoune se classe quatrième, avec 1,37 % des voix. Wikipedia.org

La libération immédiate et inconditionnelle de Louisa Hanoune SG du PT

Texte de la pétition à l'initiative du Comité National pour la libération de Louisa Hanoune constitué de militants des droits de l'Homme, de syndicalistes, de moudjahidines, d'universitaires, de journalistes , de citoyens...

Le texte:

Nous militantes, militants politiques, syndicaux, associatifs, des droits de l'Homme, personnalités nationales, universitaires, anciens combattants, citoyennes et citoyens…indignés par l'arrestation arbitraire de Louisa Hanoune, Secrétaire générale du parti des travailleurs, militante de la démocratie, des droits de femmes, de la souveraineté populaire, de la souveraineté nationale et contre toutes les formes d'ingérence extérieure et sa mise en détention provisoire par le Tribunal militaire de Blida depuis le 9 mai 2019 et mise dans un état d'isolement total, privée de toute visite, sans aucune information officielle sur les charges retenues contre elle, dénonçons cette incarcération qui touche un responsable politique et ce, quelque soit notre point de vue sur la politique du parti des travailleurs et de sa Secrétaire générale. Décidons de nous constituer en comité national pour la libération immédiate et inconditionnelle de Louisa Hanoune.

Cet acte antidémocratique qui criminalise l'action politique est dirigé aussi contre les millions d'algériennes et d'algériens engagés dans une révolution inédite pour le départ du système.

Nous appelons toutes les organisations et militants attachés à la démocratie de s'associer à cette initiative et/ou à prendre d'autres initiatives pour mettre fin à cette injuste et illégitime incarcération.

Comité national pour la libération de Louisa Hanoune

Alger ; le 11 Mai 2019

Rappel

Le 9 mai.

Louisa Hanoune a été placée en détention provisoire par le juge d'instruction près le tribunal militaire de Blida. Elle est accusée de "complot contre l'Etat" et "atteinte à l'autorité de l'armée", selon plusieurs chaines de télévision privées.

https://www.alg24.net/urgent-louisa-hanoune-placee-mandat-de-depot/

Algérie – La Secrétaire générale du Parti des Travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a été placée en détention provisoire par le Juge d'instruction militaire près le tribunal militaire de Blida, a appris ALG24 de source sûre.

Elle a été transférée dans le centre pénitentiaire civil de Blida. Louisa Hanoune avait été entendue « dans le cadre de la l'enquête ouverte contre Athmane Tartag, Mohamed Mediène et Said Bouteflika ». Ces derniers sont poursuivis pour « atteinte à l'autorité de l'Armée et complot contre l'autorité de l'Etat ». Mme Hanoune avait été ainsi convoquée pour être entendue concernant les faits.

Pour rappel, le juge d'instruction militaire près le tribunal militaire de Blida a ordonné le 5 mai courant, le placement en détention provisoire de Athmane Tartag, Mohamed Mediène et Said Bouteflika.

https://www.jeuneafrique.com/772462/politique/algerie-louisa-hanoune-entendue-dans-lenquete-sur-said-bouteflika-et-les-generaux-toufik-et-tartag/

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a été placée jeudi 9 mai sous mandat de dépôt par le tribunal militaire de Blida. Elle avait répondu le matin à une convocation du juge d'instruction dans le cadre de l'enquête pour « complot » impliquant Saïd Bouteflika et les généraux Toufik et Tartag.

Louisa Hanoune a été placée jeudi en fin d'après-midi sous mandat de dépôt par le juge d'instruction du tribunal militaire de Blida, avoir été longuement auditionnée depuis le matin. « On ignore les motifs de son incarcération. Le bureau du juge nous a simplement demandé de lui ramener ses médicaments », confie Ramdane Taazibt, député du parti.

La patronne de ce parti d'opposition avait reçu mercredi une convocation du juge d'instruction pour se rendre au tribunal en qualité de témoin, a appris Jeune Afrique de sources internes au PT. « Elle a été convoquée comme témoin et non comme prévenue, explicitait un député du parti qui a souhaité garder l'anonymat. Elle a été appelée à témoigner en sa qualité de responsable politique. » « Elle s'y est rendue sereine », confiait un parlementaire de sa formation qui l'a accompagnée à Blida.

Saïd Bouteflika, frère cadet et conseiller de l'ex-président Bouteflika, ainsi que les généraux et ex-patrons du renseignement Mohamed Mediène, dit Toufik, et Athmane Tartag, alias Bachir, ont été placés sous mandat de dépôt ce week-end par le tribunal militaire de Blida, et inculpés pour « atteinte à l'autorité de l'armée » et « complot contre l'autorité de l'État ». Témoin des discussions sur le report de l'élection

La convocation de Hanoune a-t-elle un lien direct avec l'inculpation de Saïd, Toufik et Tartag ? « Louisa Hanoune se trouve jusqu'à présent [13h40 heure d'Alger] au tribunal militaire de Blida, où elle est entendue comme témoin, selon ce qui a été indiqué sur sa convocation », a confirmé en début d'après-midi un communiqué du PT. Une source proche de la Secrétaire générale (SG) précise que son audition est liée aux discussions qui avaient eu lieu en décembre dernier au sommet du pouvoir autour du report de l'élection présidentielle d'avril 2019, et de l'idée de prolonger le quatrième mandat du président Bouteflika.

https://www.algeriepatriotique.com/2019/05/09/le-pt-qualifie-larrestation-de-louisa-hanoune-dune-derive-gravissime/

Par Mounir Serraï – Le Parti des travailleurs (PT) a réagi à la mise en détention provisoire de Louisa Hanoune, dans l'affaire de Toufik, Tartag et Saïd Bouteflika.

Dans un communiqué sanctionnant la réunion du secrétariat permanent du bureau politique, le PT dénonce «une dérive gravissime, un acte de criminalisation de l'action politique indépendante et l'expression d'une volonté de mise au pas des militants et activistes par le pouvoir de fait». «Il s'agit là, ajoute le PT, d'une mesure contre le peuple algérien et sa mobilisation révolutionnaire entamée depuis le 22 février 2019». Le PT appelle à «l'abandon de toutes les charges retenues contre elle et à sa libération inconditionnelle».

Il en appelle «à toutes les Algériennes et à tous les Algériens, à ceux qui partagent ou non nos positions, pour s'opposer à cet acte antidémocratique qui est dirigé contre la révolution du 22 février». Pour le PT, «avec cette arrestation, c'est une nouvelle étape qui s'ouvre».

Cette formation politique précise que «Louisa Hanoune est mise en détention provisoire par le Tribunal militaire de Blida, aujourd'hui, après avoir répondu à une convocation du juge d'instruction comme témoin».

«Tous les Algériennes et Algériens savent que le Parti des travailleurs a combattu depuis sa fondation, en 1990, pour l'Assemblée constituante souveraine pour l'avènement de la démocratie véritable et pour la souveraineté populaire. Il n'a jamais dévié de cette ligne directrice de sa politique», ajoute ce parti qui rappelle s'être prononcé contre «le cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika».

Le PT souligne aussi avoir décidé de «faire démissionner son groupe parlementaire de l'Assemblée populaire nationale», tout en s'exprimant «contre toutes les manœuvres visant à contourner la révolution populaire, exigeant le départ du système dont la prétendue transition qu'ils veulent faire déboucher sur la présidentielle du 4 juillet 2019». «C'est donc cela qui est reproché à Mme Louisa Hanoune», conclut le PT.

Sous couvert d'opposition virulente, Mme Hanoune a été accusée par ses détracteurs, dont une partie du mouvement actuel de contestation populaire contre le régime, de faire le jeu du « système » en participant aux élections, jugées largement frauduleuses, et en ménageant ses critiques contre le président Bouteflika. ouest-france.fr 10.05

Algérie : appel pour la libération de Louisa Hanoune

Le placement en détention provisoire le 9 mai dernier de Louisa Hanoune suscite de vives réactions à l'étranger, notamment en France. - Le Point Afrique (avec AFP) 17.05

Une « arrestation arbitraire qui suscite une légitime émotion ». C'est avec ces mots qu'un millier de personnalités françaises, militants politiques et syndicaux, défenseurs des droits de l'Homme, universitaires, ont signé un appel réclamant « la libération immédiate » de la cheffe d'un petit parti d'opposition algérien, Louisa Hanoune, inculpée de « complots » dans son pays, selon un communiqué. Cet appel a été signé notamment par l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le patron de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon, le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez et le président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, maître Henri Leclerc.

« Louisa Hanoune est connue partout depuis des années pour ses prises de position et son combat intransigeant en défense de la démocratie, des libertés, des droits des femmes et toujours du côté des peuples et des opprimés. Que l'on soit d'accord ou pas avec ses positions politiques, rien ne peut justifier sa mise en détention. NOUS DEMANDONS SA LIBÉRATION IMMÉDIATE », écrivent-ils.

La justice militaire a placé le 9 mai Mme Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT, trotskiste) en détention provisoire, après l'avoir inculpée de complots contre l'armée et l'État, dans un dossier visant Saïd Bouteflika et les ex-patrons des services secrets, les généraux Mohamed « Toufik » Mediene et Athmane « Bachir » Tartag, inculpés des mêmes chefs.

Frère cadet du président Abdelaziz Bouteflika, Saïd Bouteflika est accusé, lui, d'avoir renforcé ses pouvoirs depuis plusieurs années à mesure de la dégradation de l'état de santé de son frère, dont il était le « conseiller spécial », au point d'apparaître comme un « président bis ». La défense de Mme Hanoune a admis qu'elle avait participé à une réunion avec Saïd Bouteflika et « Toufik » le 27 mars, au lendemain d'une déclaration du chef d'état-major de l'armée demandant publiquement le départ du pouvoir du chef de l'État.

Députée depuis 1997, Mme Hanoune a été candidate aux trois dernières présidentielles algériennes, remportées au premier tour avec plus de 80 % des voix par M. Bouteflika. Ses détracteurs – dont une large part du mouvement de contestation actuel – accusent Mme Hanoune d'avoir fait durant 20 ans le jeu du « système », notamment en ménageant ses critiques contre Abdelaziz Bouteflika. Le Point Afrique (avec AFP) 17.05

https://www.dzvid.com/2019/05/20/incarceration-de-louisa-hanoune-le-pt-appelle-a-la-solidarite/

Le Secrétariat permanent du Bureau politique du Parti des travailleurs (PT), réuni ce lundi suite au refus du Tribunal de Blida de libérer Mme Louisa Hanoune, a lancé un appel aux Algériennes et aux Algériens dont voici le texte :

Le Tribunal militaire de Blida vient de rejeter, ce lundi 20 mai 2019, la demande de libération provisoire de Louisa Hanoune.

Louisa Hanoune est la première responsable d'un parti politique emprisonnée depuis l'avènement du multipartisme dans notre pays. Ce qui est reproché à Louisa Hanoune, c'est de vouloir « changer le régime ». Elle est emprisonnée pour des raisons politiques, pour ses positions politiques. Elle est donc une emprisonnée politique.

Des millions et des millions d'Algériennes et d'Algériens manifestent depuis le 22 février dans les 48 wilayas du pays et dans l'immigration pour changer le régime. Le maintien de Louisa Hanoune en détention est une menace contre tous ceux qui veulent changer le régime. Le régime en crise manœuvre et réprime en cherchant à se préserver, pour se maintenir.

La nouvelle demande de libération ne sera examinée que dans un mois par le tribunal militaire. Pas un jour de prison de plus pour Louisa Hanoune. Plus que jamais nous exigeons la libération de Louisa Hanoune. C'est là le moyen pour s'opposer à la répression et aux menaces contre les libertés.

Le Parti des travailleurs réaffirme son soutien à sa secrétaire générale Louisa Hanoune. C'est pourquoi nous appelons les Algériennes et les Algériens, les Partis politiques, les organisations syndicales, les organisations de défense des droits de l'homme, les associations et les militants de défense des libertés et de la démocratie… à intensifier la campagne pour la libération de Louisa Hanoune.

Le Secrétariat permanent du Bureau politique Alger, le 20 mai 2019

Haut de page

Le 25 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'actualiserai plus tard la rubrique *Documents d'actualité*.

- Au format pdf (16 pages)

Mystification, imposture, escroquerie politique, instrumentalisation, populisme, attentat, ils ont sorti le grand jeu !

Quand on compare le niveau de conscience des penseurs Marx et Engels il y a deux siècles à une vingtaine d'années près avec celui de nos contemporains les plus évolués, on se dit qu'approximativement 99% d'entre eux n'ont décidément pas progressé, ce qui devrait nous questionner, mais non, tout le monde ou presque s'en moque.

Marx, tout en reconnaissant les faiblesses de l'homme, affirma à juste titre qu'il était perfectible, autrement dit qu'il n'était pas parfait mais qu'il pouvait progresser, restait à savoir s'il en aurait la volonté et si aucun obstacle ne viendrait la contrecarrer, a fortiori il semblerait que ce soit le cas dès lors que sa condition s'était amélioré, force est de constater que ses faiblesses reprirent le dessus, oubliant d'où il venait et ignorant toujours où il allait, ignorant quelles en seraient les conséquences néfastes pour son avenir qui s'annonçait forcément des plus sombres. Quant à ceux dont la condition était épouvantable à travers le monde ou devant sa porte, il s'en foutrait ! Constat accablant et effrayant.

Dans la situation inextricable dans laquelle nous sommes, il semble normal ou naturel d'aborder ce genre de sujets, aussi pénible et triste que ce soit.

A l'époque de Marx cette volonté s'exprima parce que le capitalisme remplissait une fonction historique progressiste, depuis que cette période s'est achevée, elle s'est ramollie au point de devenir inconsistante, et son destin se confond désormais avec celui du capitalisme voué à la déchéance ou à disparaître.

L'homme n'est pas parvenu à prendre conscience que sa condition était le produit d'un processus dialectique matérialiste historique, dont l'issue dépendrait de son orientation conditionnée par l'idéal qu'il portait, s'enrichir au détriment de la majorité, profiter à titre individuel des avantages ou du statut privilégié que la société lui concédait ou réaliser le bien commun de la collectivité humaine pour que chacun puisse s'épanouir individuellement, ce qu'on appelle aussi le socialisme.

Trente ans après la dislocation de l'URSS, plus individualiste que jamais, il a lié son sort au capitalisme avec son lot de médiocrités, d'hypocrisies, de malheurs, de souffrances injustes, inutiles et sans fin.

Toute tentative de plaquer à la réalité de la seconde moitié du XXe siècle et du début du XXIe siècle les enseignements du marxisme était vouée infailliblement à l'échec. Ce n'est pas le marxisme qui a failli, mais ceux qui s'en réclamaient.

Et si c'était l'inverse ? par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs 22 mai 2019

C'est entendu : l'abstentionniste devra rendre compte. Quel que soit le résultat des élections européennes, son manque de sens civique et son ignorance de la démocratie en porteront la responsabilité. Ainsi accusent, en un remarquable consensus, tous les dirigeants politiques institutionnels, qui, de l'extrême droite à l'extrême gauche, s'accordent, comme dans la fable de La Fontaine, pour crier : « Haro sur le baudet ! »

Et si c'était l'inverse ? Et si les abstentionnistes du 26 mai faisaient preuve d'une remarquable aspiration démocratique ?

Les médias, on le sait, ne sont pas en reste dans la croisade contre l'abstention. Journal capitaliste pourtant réputé sérieux, Les Échos consacrent deux pages à dresser « le bilan, solide, de la dernière législature du Parlement européen ».

Le lecteur y apprend qu'« à défaut de disposer d'un pouvoir d'initiative législative – réservé par les traités à la Commission européenne – le Parlement peut demander à la Commission qu'elle présente une proposition sur un sujet qui agite la société civile », à l'exception des domaines réservés que sont la fiscalité et la politique extérieure.

L'enjeu du vote du 26 mai consisterait donc à élire des gens dont le pouvoir se limite à demander sagement à d'autres personnages – les commissaires européens – de bien vouloir « présenter des propositions ». Lesquels commissaires européens sont libres de répondre ou non à cette sollicitation, selon qu'ils la jugent conforme ou non aux traités européens. Cerise sur le gâteau : selon Les Échos, le Parlement européen est « l'institution la plus démocratique du système européen » !

Faut-il dès lors s'étonner qu'une majorité de travailleurs, de jeunes, de chômeurs, de retraités s'abstienne ?

D'où la question : et si c'était l'inverse ? Et si l'abstention massive du 26 mai était porteuse d'une aspiration démocratique, consciente ou non* ?

Chacun le sait : à l'instar de ce qui se passe en Algérie, mûrit dans notre pays l'exigence « Macron, dégage ! », mais aussi « Système, dégage ! ». Que demain soient convoquées des élections à une Assemblée constituante souveraine ; que cette assemblée, élue à la proportionnelle intégrale, ait tous pouvoirs, par exemple, de bloquer les privatisations et de rétablir les monopoles publics des chemins de fer, de l'énergie et de La Poste ; et de rouvrir les classes fermées dans les écoles et les services dans les hôpitaux ; et d'abroger les contre-réformes des retraites, de la santé, de Blanquer et de la fonction publique… Et alors, on verra si l'abstention restera massive, ou si, convaincus de désigner des délégués porteurs d'un mandat conforme à leurs intérêts, les travailleurs et les jeunes ne seront pas alors les premiers à se mobiliser, y compris par le vote.

Telle est l'issue démocratique pour laquelle agissent les militants engagés dans la construction d'un parti ouvrier, le POID.

* Aspiration démocratique portée tout autant par ceux qui, contre Macron, iront voter quand même et sans illusions pour des listes issues du mouvement ouvrier et démocratique.

La mascarade de l'Union européenne par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 mai 2019

Extraits.

Pour Thierry Meyssan, les Européens sont aveugles parce qu'ils ne veulent pas voir. Ils persistent à croire que l'Union européenne, c'est la paix et la prospérité, malgré les échecs incontestables dans ces deux domaines. Ils s'imaginent une opposition intérieure entre patriotes et populistes, alors que ces deux groupes se placent sous la protection du Pentagone contre la Russie. La stratégie internationale de l'après-Deuxième Guerre mondiale se poursuit à leur détriment, sans qu'ils en aient conscience.

Thierry Meyssan - Les États-Unis ont décidé de confier la présidence de la Commission à Manfred Weber avec la mission de saboter l'approvisionnement de l'Union européenne en hydrocarbures russes. Sa première bataille sera pour faire stopper les travaux de construction du pipe-line Nord Stream 2, malgré les milliards d'euros déjà engagés et malgré les milliards qu'il permettrait d'économiser.

Pour que le Parlement élise démocratiquement Weber, il n'est pas nécessaire qu'il soit soutenu par une majorité de parlementaires. Il suffit que son groupe, le PPE, arrive en tête. Washington a donc préparé une assemblée dominée par le Parti populaire européen (PPE) puis, en seconde position, par l'Europe des nations et des libertés (ENL).

Steve Banon a été envoyé pour conseiller Matteo Salvini et créer une poussée des partis identitaires (mais pas des indépendantistes). Il a veillé à ce que l'ENL ne puisse emporter la majorité.

- Pour cela, malgré les efforts de Salvini, le parti polonais Droit est Justice a été persuadé de rester au sein des Conservateurs et réformistes européens (CRE) en échange d'une augmentation « significative » des soldats US sur son sol.

- Donald Trump a reçu, le 13 mai, le Hongrois Viktor Orbán à la Maison-Blanche et l'a enjoint de maintenir son parti au PPE en échange d'armes et de gaz naturel.

- Enfin une vidéo a fuité à la presse allemande. Elle montre Heinz-Christian Strache, le chef du Parti de la liberté autrichien (FPÖ) se faire corrompre. Cette vidéo est ancienne, elle a été mise en scène et filmée par une femme se présentant comme une agente russe, mais qui selon toute vraisemblance est une agente de la CIA.

Contrairement à ce que ressasse la presse, il n'y a aucune opposition sur le fond entre le Parti populaire européen (PPE) et l'Europe des nations et des libertés (ENL). Tous s'entendent sur la tutelle de l'Otan, laquelle implique l'essentiel des décisions politiques. Il y a juste une répartition des rôles.

La propagande officielle pour la tenue de l'élection ne cesse de répéter que « L'Europe, c'est la paix et la prospérité ». Or, ce slogan est incompatible avec la mission anti-Russe de l'Union européenne.

- En fait de paix, l'Union n'a pas été capable de libérer Chypre, toujours occupée depuis 1974 (mais qui n'a adhéré à l'Union qu'en 2004). L'armée turque occupe un tiers du territoire et a créé une autorité de collaboration sous le nom de « République turque de Chypre-Nord ». Les Chypriotes qui y vivent n'ont pas pu être inscrits sur les listes électorales du Parlement. Non seulement Bruxelles ne moque de leur sort, mais déroule le tapis rouge au président turc, Recep Tayyip Erdogan, qu'il arrose de milliards de subvention. Il est vrai que la Turquie est membre de l'Otan.

- En fait de prospérité, l'Union —qui n'a pas attendu l'affaire de Nord Stream 2— a déjà tellement bien appliqué la stratégie US que l'Union stagne quand le reste du monde se développpe. Durant la décennie ayant suivie la crise financière de 2018, la Chine a connu une croissance de +139%, l'Inde de +96%, les États-Unis de +34%, mais l'Union européenne a décru de -2%.

La campagne électorale se poursuit à l'échelle des États-membres puisqu'il n'y a toujours pas de sentiment européen. Il n'y a donc pas de parti politique à l'échelle européenne, mais des unions de partis politiques de chaque État. Il n'y a pas non plus de journée électorale unique, mais des élections distinctes sur 4 jours selon les traditions nationales.

L'abstention devrait être massive, les électeurs ayant le sentiment diffus que tout cela n'est ni clair, ni honnête. Plus de la moitié des électeurs boycotteront les urnes (bien que dans certains pays le vote soit obligatoire). Par conséquent, même si les procédures

de vote sont parfaitement démocratiques, le résultat ne pourra pas représenter la volonté de l'ensemble du corps électoral. Il ne sera donc pas démocratique. Manfred Weber sera élu par une minorité du Parlement, lui-même élu par une minorité des électeurs. Réseau Voltaire 24 mai 2019

LVOG - Les eurodéputés qui seraient élus en obtenant 20% des suffrages exprimés, sur la base d'une abstention de 60%, en réalité ils ne représenteraient que 8% de l'ensemble des électeurs ou moins encore en comptant les votes blancs et nuls, ceux qui auraient obtenu 10% seraient en fait à 4%, et quant à ceux qui seraient élus au tour de 5%, ils auraient été élus - démocratiquement, sans rire, par 2,5% du corps électoral.

C'est ainsi que le Parlement européen représentera en tout état de cause une infime minorité de la population, et il n'aura aucune légitimité pour statuer sur le sort des peuples de l'Union européenne.

Il fallait dire clairement que cette élection était une funeste mascarade destinée à associer les travailleurs de l'UE aux mesures antisociales et liberticides qui seront adoptées contre eux par la Commission européenne, via l'oligarchie anglo-saxonne ou le Pentagone, et que l'ensemble des chefs d'Etat des 27 ou 28 pays de l'UE appliqueront à la lettre sous peine de sanctions.

Climat. En famille. Mysification et instrumentalisation.

Marches mondiales pour le climat - euronews 24.05

Des marches pour le climat étaient organisées ce vendredi un peu partout dans le monde, de Sidney à Paris en passant par Bruxelles et Rome. euronews 24.05

A J-3 des Européennes, Macron réunit le premier "Conseil de défense écologique" - AFP 23.05

"Sur l'écologie, le temps n'est plus à la parole", a déclaré Emmanuel Macron en ouvrant jeudi le premier Conseil de défense écologique (CDE), dénoncé par une partie de l'opposition comme une tentative d'attirer les électeurs à trois jours des élections européennes.AFP 23.05

Mélenchon: "Il faut déclarer l'état d'urgence climatique" - AFP 23.05

Le leader de La France Insoumise Jean-Luc Mélenchon dit qu'il "faut déclarer l'état d'urgence climatique", lors d'un passage à Marseille pour dénoncer le tourisme de masse et la pollution qu'il engendre. AFP 23.05

Otan de la tyrannie.

Theresa May: un mauvais casting pour une mission impossible - AFP 24.05

Theresa May démissionnera le 7 juin - Reuters 24.05

UE : Sauve qui peut en famille !

Macron et BHL, le déjeuner-surprise - LePoint.fr 20.05

Ce mardi 21 mai, Emmanuel Macron recevra à déjeuner à l'Élysée une douzaine d'écrivains. Tous ont signé en janvier le manifeste des patriotes européens rédigé par Bernard-Henri Lévy et intitulé « Il y a le feu à la maison Europe » : « Attaquée de l'intérieur par des mauvais prophètes ivres de ressentiment et qui croient leur heure revenue, lâchée, à l'extérieur, outre-Manche et outre-Atlantique, par les deux grands alliés qui l'ont, au XXe siècle, deux fois sauvée du suicide, en proie aux manœuvres de moins en moins dissimulées du maître du Kremlin, l'Europe comme idée, volonté et représentation est en train de se défaire sous nos yeux », peut-on lire dans ce texte paru dans le journal Libération. LePoint.fr 20.05

Mimétisme

Européennes: Bernard Henri-Lévy fustige les "caïds populistes" - Reuters 21.05

Ferrand et d'ex-présidents de l'Assemblée fustigent "les populistes" - Reuters 21.05

Européennes : Macron appelle à la "mobilisation générale" contre l'abstention - L'Express.fr 22.05

Chacun doit dire "autour de soi qu'il faut aller voter", a lancé le président de la République en Conseil des ministres, rapporte

Sibeth Ndiaye. L'Express.fr 22.05

Edgar Morin : « Il faut sauver notre baraque européenne ! » - LePoint.fr 22.05

À quelques jours du scrutin, le sociologue et ancien résistant appelle à un sursaut face à la montée des anti-européens. LePoint.fr 22.05

Par "devoir citoyen", des détenus de Fleury-Mérogis vont voter en prison - AFP 22.05

"Ça prouve qu'on n'est pas mis de côté": par "devoir citoyen", des détenus votaient jusqu'à mercredi à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) comme dans les autres prisons françaises, une grande première à l'occasion des européennes. AFP 22.05

Une application aide les indécis à choisir pour qui voter aux européennes - L'Express.fr 22.05

Les programmes des partis et mouvements politiques engagés dans la campagne ont été passés au peigne fin pour vous aider à faire le tri. L'Express.fr 22.05

En famille. Quand les syndicats cautionnent l'Union européenne à l'origine des mesures antisociales qu'ils prétendent combattre.

Européennes : CGT et CFDT appellent à faire "barrage à l'extrême droite" - Reuters 23.05

La CGT appelle à voter aux Européennes - AFP 21.05

La CGT a appelé mardi les électeurs à voter le 26 mai aux élections européennes et, sans donner de consigne précise de vote, "à ne pas se laisser duper" par les partis d'extrême droite. (Par LREM passe encore, puisque la CGT ne le caractérise pas d'extrême droite. - LVOG)

"La lutte revendicative, l'exigence sociale et le combat pour un monde de justice et de paix doit se traduire dans les urnes", ajoute-t-elle, affirmant que "s'abstenir, c'est laisser d'autres et, en premier lieu le patronat et les tenants du libéralisme économique, continuer d'inscrire l'Europe et notre avenir dans la spirale de la régression sociale et économique". (Le double langage habituel. Et puis, il faut rappeler que le Parlement européen n'a pas le pouvoir de proposer et encore moins celui d'adopter une loi, c'est la Commission européenne et le Conseil de l'Europe, donc les chefs d'Etat qui détiennent ce pouvoir. L'élection au Parlement européen sert à cautionner les futures décisions que prendra la Commission européenne des banquiers et des multinationales. - LVOG)

La semaine dernière, Laurent Berger, le numéro un de la CFDT, première organisation syndicale de France en termes de représentativité, avait appelé à la mobilisation le 26 mai.

"Nous ne donnerons pas de consigne de vote si ce n'est celle de combattre les replis nationalistes et xénophobes", avait-t-il dit. "Nous rejetons toutes ces listes qui prônent une sortie de l'Europe".

Laurent Escure, le secrétaire général de l'Unsa, l'Union nationale des syndicats autonomes, a aussi appelé les salariés à participer aux élections européennes pour "défendre la construction d'une Europe démocratique, sociale et écologique" et "dire non aux replis nationalistes ou aux choix haineux qui, en défaisant l'Europe, sacrifieraient les travailleurs". AFP 21.05

LVOG - Des syndicats ouvriers ? Les syndicats se situent ouvertement au côté de la réaction contre les travailleurs. Dès lors comment doit-on les caractériser ? Quelle doit en être la signification politique ? Quel enseignement politique en tirer ? Aucun, répondront nos dirigeants aussi corrompus. Dans ces conditions le pire est encore à venir ou il n'y a rien à espérer dans un avenir proche, ni même au-delà, puisque tout le monde semble s'en accommoder.

L'UE : Un cauchemar totalitaire.

«L'impression d'être dans 1984» : des youtubeurs parlent du «voyage d'étude» organisé par l'UE - RT 22 mai 2019

La Commission européenne organisait au mois d'avril 2019 un «voyage d'étude» auquel étaient conviés des influenceurs du net, parmi lesquels plusieurs youtubeurs spécialisés dans l'actualité politique.

Comme le rapporte Marianne, la Commission européenne cherchait ainsi à convaincre ces figures des réseaux sociaux de «parler davantage d'Europe» et surtout de porter un «récit positif» autour de l'Union européenne. Au menu : visite des

institutions européennes et séminaires visant à «déconstruire» les idées reçues sur l'UE...

Tatiana Ventôse et Tommy Lasserre, deux représentants de la chaîne YouTube «Le fil d'actu» (qui a publié un reportage à charge sur cette aventure), figurent parmi les participants qui ont pu goûter à cette expérience européenne. Ils ont accepté de livrer leur témoignage à RT France.

«J'avais l'impression d'être dans 1984 ou en URSS sur la fin, où des fonctionnaires armés de bonnes intentions [...] nous expliquaient que "la désinformation, ce sont des faits avérés et réels, utilisés pour porter un propos politique qui va à l'encontre des politiques promues l'Union européenne"», décrit Tatiana Ventôse, avant de relater l'argumentaire de ses interlocuteurs, qui lui auraient expliqué que «tout ça [était] organisé par la Russie».

Tommy Lasserre rapporte pour RT un autre élement, concernant le discours européen sur la concurrence au sein de l'UE : «L'idée reçue qu'ils ont essayé de défaire, c'est pas que l'Europe met en place la concurrence à l'échelle globale», faisant au contraire valoir que «la concurrence c'est bien». RT 22 mai 2019

Il y a 39 ans, la mystification ou l'escroquerie politique avait déjà pris fin...

Le clivage gauche-droite n'est pas mort, la preuve ! - LePoint.fr 22 mai 2019

Sa récusation est pourtant ancienne, si l'on en croit une importante étude dédiée aux valeurs de la France : de 1980 à 1991, entre 55 % et 60 % des Français estimaient que ce clivage n'était pas pertinent.

L'étude indique également que les jeunes se positionnent un peu plus à gauche. Le positionnement à droite augmente avec le niveau de revenu. LePoint.fr 22 mai 2019

LVOG - Pour ne pas avoir voulu en tenir compte, voilà ce qui est advenu... Et ne dites pas que vous le ne saviez pas, cela s'adresse à nos braves dirigeants...

La stratégie du chaos et de la terreur.

Aux États-Unis, 60% des managers hommes ont peur de travailler avec des femmes - slate.fr 20 mai 2019

Un an et demi après le début du mouvement #MeToo, les organismes LeanIn.org et SurveyMonkey viennent de publier une étude sur les relations entre hommes et femmes sur leur lieu de travail dans les mois ayant suivi cette vague de libération de la parole.

Les résultats sont sans appel: 60% des supérieurs masculins se disent mal à l'aise dans la collaboration, la socialisation ou l'interaction avec des collègues féminines. Une augmentation de 32% par rapport à l'an dernier. Les hommes interrogés déclarent avoir peur que leur comportement soit jugé inconvenant ou d'être accusés à tort de harcèlement ou d'agression sexuelle. En parallèle, le harcèlement sexuel reste omniprésent sur le lieu de travail, 57% des femmes déclarant en avoir été victimes depuis le début de leur carrière. slate.fr 20 mai 2019

Ils osent tout.

Macron défend son bilan et appelle à voter dimanche - Reuters 20.05

A six jours des élections européennes, Emmanuel Macron défend son bilan dans une interview à paraître mardi et appelle les Français à aller voter pour contrer ceux "qui ne veulent que détruire", ciblant une nouvelle fois les partis nationalistes dont il souligne la "connivence" avec "des intérêts étrangers".

"Quand je regarde les choses, le chômage est au plus bas depuis dix ans, le pouvoir d'achat n'a jamais augmenté de cette manière depuis douze ans, l'investissement productif repart, les emplois industriels sont recréés... il n'y a pas à rougir de notre bilan, même s'il faut aller plus loin", ajoute-t-il. Reuters 20.05

Raphaël Glucksmann : "On sera à beaucoup plus de 5%" - Yahoo actu 20.05

Roland Ries : « Il faut ré-enchanter l'Union européenne » - LePoint.fr 24.05

Le maire socialiste de Strasbourg déplore que l'Europe de demain ne soit pas abordée et appelle les nations à retrouver la dimension politique originelle de l'Union. LePoint.fr 24.05

La finance, mon ennemi !

Yannick Jadot (EELV) : "L'écologie que je porte, elle combat le capitalisme financier" - Franceinfo 20.05

Eux aussi ils nous refont le même coup !

Européennes: Mélenchon et Aubry (LFI) veulent "passer devant LR" pour "ouvrir une alternative" - AFP 20.05

Un attentat avant chaque élection ou adoption d'une loi liberticide, étrange coïncidence, non ?

Européennes: la campagne se termine, bousculée par l'explosion à Lyon - AFP 24.05

L'attaque de Lyon en toile de fond de l'ultime meeting de LaRem - Reuters 24.05

Après l'explosion à Lyon, Castaner annonce un renforcement de la sécurité - Le HuffPost 24.05

Journalistes convoqués par la DGSI: Macron invoque la sécurité nationale - Le HuffPost 24.05

République tchèque: le Premier ministre milliardaire favori aux Européennes - AFP 24.05

Bardella appelle les électeurs de LR, de LFI et de Dupont-Aignan à voter RN - AFP 24.05

La Russie s'est bien immiscée dans les dernières élections européennes - Slate.fr 24.05

La culture de la haine est innée chez eux !

Et si les parents n'avaient pas d'influence sur leurs enfants - LePoint.fr 20.05

On prête à l'éducation des enfants par les parents une influence qu'elle n'a pas : notre personnalité est en effet en grande partie le fruit de nos gènes.

LePoint.fr- Ce n'est tout simplement pas une bonne politique personnelle que de partir du principe que toutes les personnes que vous croiserez dans votre vie vous voudront du bien. LePoint.fr 20.05

LVOG - De la part de gens qui vous veulent du mal, c'est logique !

Les prédateurs l'ont décrété.

Journée mondiale des abeilles : une espèce fortement menacée - euronews 20.05

Parole d'esclavagistes

Cuba accusée d'esclavagisme devant la CPI - LePoint.fr 20.05

Deux ONG dénoncent les conditions de travail de centaines de milliers de travailleurs cubains, dont beaucoup de médecins, envoyés en mission à l'étranger. LePoint.fr 20.05

Multirécidivistes.

Syrie: Washington soupçonne Damas d'attaque chimique, menace de représailles - AFP 21.05

Bienvenue chez les "***sadiques***".

Vincent Lambert : la cour d'appel ordonne la reprise des soins - euronews 20 mai 2019

Coup de théâtre dans l'affaire Vincent Lambert : la cour d'appel de Paris, saisie par les parents du malade, a ordonné ce lundi soir le rétablissement des traitements visant à le maintenir en vie , traitements qui avaient été interrompus lundi matin.

La cour d'appel a finalement suivi l'avis du Comité international des droits des personnes handicapées , qui s'était prononcé le 3 mai pour le maintien de l'alimentation et l'hydratation de Vincent Lambert, tétraplégique est en état végétatif.

Un rassemblement s'est tenu ce week-end aux abords du CHU de Reims pour réclamer son maintien en vie.

La famille même de Vincent Lambert s'est déchirée sur la question , qui a incarné tout un débat sur l'euthanasie en France depuis dix ans. Sa mère parlait ce lundi soir d'une "très grande victoire", tandis que son neveu François qualifiait lui la décision de "sadisme pur". euronews 20 mai 2019

La colère de la mère de Vincent Lambert après l'arrêt des soins: "Ce sont des monstres!" - BFMTV 20.05

Affaire Vincent Lambert : mobilisation contre l'arrêt programmé des soins - euronews 20.05

En France, une manifestation était organisée ce dimanche après-midi à Reims, devant l'hôpital qui accueille Vincent Lambert. Les personnes présentes s'opposent à l'arrêt des soins prodigués à cet homme, victime d'un accident de la route, et qui se trouve dans un état végétatif depuis... euronews 20.05

Jordan Bardella "choqué" par l'arrêt des soins de Vincent Lambert - AFP 20.05

La tête de liste RN aux élections européennes Jordan Bardella s'est dit lundi "choqué" par la décision de justice prévoyant cette semaine l'arrêt des soins de Vincent Lambert, patient dans un état végétatif depuis dix ans. AFP 20.05

Vincent Lambert: Marion Maréchal sort de sa réserve et dénonce une "euthanasie" - Le HuffPost 20.05

Vincent Lambert : "Il n'y a pas de vie indigne d'être vécue", estime François-Xavier Bellamy - Franceinfo 20.05

LVOG - Alors que ces salopards sont complices de millions de morts à travers le monde causés par leurs guerres ou la pauvreté... Leur humanisme est bien la politesse des salauds, et le mot est faible !

Le "point de rupture" de la civilisation humaine a été atteint, va-t-elle sombrer définitivement dans la barbarie ?

«Un point de rupture jamais atteint» : le président de SAMU-Urgences de France écrit au gouvernement - RT 22 mai 2019

François Braun, le président de SAMU-Urgences de France, a écrit ce 21 mai une lettre adressée à Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, dans laquelle il lui demande de prendre des engagements en faveur des services urgentistes, en particulier à l'approche de la période estivale, ne cachant pas ses inquiétudes.

«Les structures de Médecine d'urgence (services des urgences, Samu-Centre 15, Smur) sont à un point de rupture jamais atteint», explique l'auteur de la lettre avant de dresser un sombre tableau de la situation, dénonçant notamment une «saturation des services et des personnes».

Contacté par RT France, Jean-Marie Godard, auteur du livre Bienvenue aux urgences édité en mars 2019, étaye ces engagements attendus par la profession. «Il faut arrêter de fermer des lits», explique par exemple le journaliste. Il évoque une situation courante : «Il arrive que des urgentistes passent deux heures au téléphone pour trouver un lit d'hospitalisation dans leur établissement [...] Le problème du service des urgences c'est qu'il prend l'impact de tout ce qui dysfonctionne dans les prises en charge des autres services», raconte-t-il. «Il y a aussi des demandes d'embauche de personnel, d'augmentation des salaires et de primes», ajoute Jean-Marie Godard.

Dans sa missive, le président de SAMU-Urgences de France appelle les personnels urgentistes à un arrêt symbolique du travail «pendant cinq minutes le 28 mai», pour témoigner de l'exaspération de la profession, «conscient[e] de [ses] responsabilités envers les patients».

Jean-Marie Godard commente l'aspect symbolique d'une action qui mécaniquement, ne pourra être menée que par du personnel en mesure de prendre une pause. «Les personnels urgentistes, excepté le personnel administratif, ne peuvent pas arrêter le travail sans mettre en danger la population», explique-t-il pour contextualiser ce qu'il qualifie de «grèves sparadrap».

Témoin des conditions de travail difficiles qui caractérisent la profession, l'auteur de Bienvenue aux urgences juge que les personnels urgentistes souffrent généralement d'un manque d'anticipation à grande échelle. Il rappelle alors que le 16 janvier dernier, quelque 14 chefs de service hospitalier avaient publié une tribune à ce sujet afin de réclamer «un grand plan pour les urgences pour mieux gérer le flux des patients».

Après les appels de plusieurs syndicats dans le milieu hospitalier, les grèves aux urgences se sont multipliées sur le territoire français. Plusieurs rassemblements ont par exemple eu lieu le 19 mai, dont un devant la mairie de Paris. RT 22 mai 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie saoudite

L'Arabie saoudite était informée à l'avance des attentats au Sri Lanka - Réseau Voltaire 21 mai 2019

La police du Sri Lanka a arrêté un prédicateur wahhabite, Mohamed Aliyar, directeur du Centre de guidance islamique de Kattankudy, ville de l'Est à majorité musulmane.

Il serait lié à Zahran Hashim, le chef de l'opération conduite par Daesh à Pâques et qui a coûté la vie à près de 270 personnes et blessé plus de 500.

Le Centre de guidance islamique, que fréquentait le chef local de Daesh, est financé par les dons des camarades de classes islamiques à Riyad de Mohamed Aliyar.

Le journal libanais, édité par le Hezbollah, Alahed News, a publié le fac-similé d'un câble du ministre des Affaires étrangères saoudien à son ambassadeur au Sri Lanka. Il est daté du 17 avril 2019. On peut y lire :

« Urgent — Top secret

À Son Excellence l'ambassadeur Abdul Nasser bin Hussein al-Harethi

Vous devez prendre immédiatement les mesures suivantes :

- 1° Vous devez supprimer tous les documents, les données informatiques et la dernière correspondance avec des membres et des groupes nationaux et étrangers, vous devez en plus imposer un couvre-feu pour le personnel de l'ambassade sauf si [un voyage] est nécessaire ;

- 2° Vous devez informer tous ceux qui se rattachent au Royaume d'Arabie saoudite, notamment les conseillers, les forces de sécurité et les services de Renseignement, d'éviter toute présence dans des lieux publics et surpeuplés, notamment des églises au cours des trois prochains jours, en particulier celui de Pâques chrétien ;

- 3° Vous devez envoyer régulièrement des nouvelles écrites à propos des autorités sri-lankaises et de leurs points de vue à ce ministère.

Signé : Ibrahim bin Abdul Aziz al-Assaf, ministre des Affaires étrangères »

Les attentats ont eu lieu le 21 avril 2019.

La chaîne de télévision officielle saoudien, Al-Arabiya, avait annoncé le 1er février 2014, que Daesh était dirigé par le prince Abdul Rahman al-Faiçal (frère du ministre des Affaires étrangères de l'époque).

Suite au discours de Riyad du président Donald Trump, l'Arabie saoudite avait retiré son soutien aux organisations jihadistes. Cependant, on avait vu avec l'affaire du « Mouvement pour la Foi », dénommé par la propagande britannique « Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan », que l'Arabie saoudite dirigeait le terrorisme rohingya au Myanmar, en 2017. Depuis lors, de nombreuses informations non vérifiées font état d'une reprise en main des jihadistes par Riyad. Réseau Voltaire 21 mai 2019

Inde

LVOG - Un ex-milicien nationaliste d'extrême droite va continuer de gouverner l'Inde.

Les nationalistes hindous de Modi consolident leur emprise sur l'Inde - AFP 24 mai 2019

Le Premier ministre indien Narendra Modi a remporté une victoire écrasante jeudi qui a confirmé la domination de son parti nationaliste hindou à l'issue des élections législatives.

Selon des chiffres actualisés dans la soirée au fil du dépouillement encore en cours, le BJP de M. Modi était en passe d'accentuer encore sa victoire avec 303 sièges - une majorité absolue - sur 543 députés élus pour 5 ans à la chambre basse du Parlement, à l'issue d'un scrutin gigantesque étalé sur six semaines.

Principale formation d'opposition, le Congrès devrait remporter seulement une cinquantaine de circonscriptions, une douche froide pour ce parti clé de la politique indienne depuis l'indépendance en 1947. Son leader Rahul Gandhi a reconnu la défaite et félicité M. Modi

Le BJP détenait précédemment 284 sièges, et ce sera la première fois en cinq décennies qu'un Premier ministre sortant sera reconduit avec une majorité renforcée.

Pratiquant une ultra-personnification du pouvoir et doté d'un sens politique aiguisé, Narendra Modi avait fait de ces législatives un quasi-plébiscite. Cet adepte d'une gouvernance par coups d'éclat (bombardement au Pakistan, démonétisation surprise de billets...) avait axé sa campagne sur un discours sécuritaire anxiogène, s'érigeant en défenseur de la nation.

"Il a amené le programme nationaliste hindou dans chaque foyer. Il a dit que le pays était en danger à cause du Pakistan et les gens l'ont cru", analyse Hemant Kumar Malviya, professeur de sciences politiques à l'université hindoue de Varanasi.

67% des 900 millions d'électeurs indiens se sont exprimés pour ces 17e législatives depuis l'indépendance. (Alors que le vote est quasi obligatoire en Inde. - LVOG)

Le BJP a infligé au Congrès l'une des pires défaites de son histoire, cinq ans après l'humiliation de 2014, qui risque de plonger la formation fondée en 1885 dans une nouvelle crise.

Preuve du séisme: Rahul Gandhi a même perdu la circonscription familiale d'Amethi, dans l'Uttar Pradesh (nord), l'un des bastions traditionnels des Nehru-Gandhi. Il siégera tout de même au Parlement car il se présentait en parallèle dans une circonscription du Kerala (sud).

Le Congrès avait fait de la lutte contre la pauvreté un des grands axes de sa campagne électorale. Il promettait notamment un revenu minimum garanti pour 50 millions de foyers s'il remporte les législatives.

Rahul Gandhi "semble s'accrocher aux idées socialistes de sa grand-mère (Indira Gandhi) et ne réalise pas que les gens ont changé, même les pauvres ont changé", estime à cet égard le commentateur politique Parsa Venkateshwar Rao. AFP 23 et 24 mai 2019

LVOG - En Inde aussi la majorité des classes moyennes et des couches supérieures de la classe ouvrière ont viré à l'extrême droite.

Le revenu minimum garanti que Rahul Gandhi s'était engagé à adopter devait concerner au total en comptant les composantes d'un foyer indien incluant au minimum deux enfants et deux parents âgés à charge entre 300 et 400 millions de travailleurs indiens parmi les plus pauvres. Dans mon entourage, je ne connais personne qui ait voté pour le parti de Modi qu'ils honnissent.

Algérie

En Algérie, l'armée dit "non" aux principales demandes de la contestation - AFP 20.05

Homme fort de facto de l'Algérie, le chef d'état-major de l'armée a opposé lundi une fin de non-recevoir aux deux principales revendications du mouvement de contestation: le report de la présidentielle et le départ des figures du "système politique" en place.

Bien que légalement dénué de tout pouvoir décisionnaire, le général Ahmed Gaïd Salah est considéré par les observateurs comme celui qui donne le "la" depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika, sous la pression conjuguée de la rue et de l'armée.

Ses interventions régulières, qui contrastent avec le mutisme et la transparence médiatique du chef de l'Etat par intérim Abdelkader Bensalah et du Premier ministre Noureddine Bedoui, sont scrupuleusement écoutées.

Le chef d'état-major de l'armée a également appelé à "accélérer la création et l?installation de l'instance indépendante pour l'organisation et la supervision" du scrutin, prévue par la Constitution.

Replacée au centre du jeu politique, l'armée appelle depuis au respect de ces délais constitutionnels alors que le mouvement de contestation exige avant tout scrutin la mise sur pied d'institutions de transition ad hoc pour réformer le pays, ainsi que le départ de l'ensemble des acteurs du "système".

"L'exigence du départ collectif de tous les cadres de l?Etat, sous prétexte qu'ils représentent les symboles du système" est "une revendication (...) irraisonnable, voire dangereuse et malveillante, qui vise à déposséder les institutions de l'Etat de ses cadres", a affirmé le général.

Un temps vu comme un allié de la contestation pour son rôle dans le départ de M. Bouteflika, après en avoir été un soutien indéfectible durant 15 ans, le général Gaïd Salah est depuis plusieurs semaines la cible des manifestants pour son refus de sortir du cadre de la Constitution.

"La tenue des élections est le seul moyen de garantir la pérennité du système" au pouvoir en Algérie, a expliqué à l'AFP Mohamed Hennad, ancien enseignant en sciences politiques à l'Université d'Alger, pour qui "le système est prêt à aller droit dans le mur".

De sérieuses interrogations subsistent sur la viabilité d'un scrutin dont les électeurs manifestent chaque semaine pour en demander le report. Aucun candidat d'envergure ne s'est publiquement manifesté à quelques jours de la date-limite du dépôt des dossiers, pas même au sein des partis de la coalition ayant soutenu M. Bouteflika.

Seuls trois petits partis ont pour l'heure retiré des dossiers de candidatures, selon le ministère de l'Intérieur.

"Il est impossible d'organiser ces élections: le socle électoral est dans la rue" et "celui qui se présente à une présidentielle organisée" par le pouvoir actuel "est fini" politiquement, estime Moussaab Hammoudi, chercheur doctorant à l'Ecole des Hautes études en Sciences sociales (EHESS) à Paris.

Les personnalités sollicitées par le pouvoir pour se présenter ont toutes décliné, selon plusieurs observateurs.

Le général Gaïd Salah "s'entête dans cette solution", probablement "poussé par son entourage, les autres généraux", qui s'accrochent aux délais pour ne pas tomber dans "la configuration du coup d'Etat si les échéances passent", ajoute le chercheur.

L'armée "a peur d'une période de transition" réclamée par les protestataires car, alors, elle "va devoir rendre le pouvoir aux civils" et "sortira du jeu politique", poursuit M. Hammoudi.

Difficile de savoir de quelle marge de manoeuvre dispose l'armée si la présidentielle ne pouvait pas être organisée: "On ne sait pas (...) s'il (Gaïd Salah) donne des ordres ou des conseils. Donner des ordres au peuple ne fait pas partie de ses compétences, quant aux conseils il peut les donner directement aux personnes visées", souligne M. Hennad.

Lundi, le chef d'état-major a appelé à faire "émerger de vrais représentants" qui transmettront "les revendications populaires dans le cadre d?un dialogue (...) avec les institutions de l?Etat". Un dialogue dont l'armée ne sera pas "partie prenante", a-t-il assuré.

Algérie: les étudiants dans la rue, nouvelles mises en garde de l'armée - AFP 21 mai 2019

Etudiants et enseignants ont manifesté mardi en Algérie contre la tenue le 4 juillet de l'élection présidentielle, soutenue par le chef d'état-major de l'armée qui a mis en garde la contestation contre les auteurs de "plans pernicieux".

A Alger, un fort déploiement policier a empêché les manifestants de se rassembler sur le parvis de la Grande Poste, point de ralliement de la contestation dans le centre de la capitale, et de se diriger vers l'Assemblée nationale et le tribunal, étapes prévues du cortège.

Les étudiants se sont donc rendus devant le Palais du gouvernement, siège des services du Premier ministre et du ministère de l'Intérieur, bouclé par les forces de l'ordre.

Devant le bâtiment, de brèves échauffourées ont éclaté entre étudiants et policiers qui ont fait usage de matraques et gaz lacrymogène. Les manifestants ont finalement fait demi-tour et ont défilé jusqu'en milieu d'après-midi dans les rues du centre d'Alger, selon un journaliste de l'AFP.

"Pas d'élections, bande de mafieux", "un Etat civil, pas un Etat militaire", ont-ils notamment scandé. Plusieurs slogans ont visé directement le chef d'état major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, appelé à "dégager" ou qualifié de "traître".

Selon plusieurs médias algériens, dont l'agence de presse officielle APS, des étudiants ont aussi manifesté dans au moins une douzaine de villes universitaires, notamment à Oran et Constantine, 2e et 3e villes du pays.

Devenu de facto l'homme fort du pays depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika après 20 ans au pouvoir, sous les pressions de la rue et de l'armée, le général Gaïd Salah a appelé les Algériens à faire corps avec l'armée pour empêcher l'"infiltration" du mouvement de contestation dont l'Algérie est le théâtre depuis le 22 février.

Le peuple algérien se doit "de faire preuve d'une extrême vigilance, de s'unir avec son armée et de ne pas permettre aux instigateurs de plans pernicieux de s'infiltrer dans les rangs du peuple", a estimé le général Gaïd Salah dans ce deuxième discours prononcé en deux jours lors d'une visite sur le terrain.

La veille, il avait à nouveau opposé une fin de non-recevoir aux deux principales revendications du mouvement de contestation, en demandant la tenue de la présidentielle le 4 juillet pour élire un successeur à M. Bouteflika et en estimant "irraisonnable" et "dangereux" la revendication d'un départ préalable des personnalités du "système" au pouvoir --dont il fait lui-même partie.

La tenue du scrutin empêchera un "vide constitutionnel" porteur de "dangers (...) aux conséquences désastreuses", avait-il estimé en mettant déjà en garde contre "l'infiltration" d'individus "ayant des plans suspects" et qui "utilisent les manifestations (...) pour transmettre certaines revendications irrationnelles" telles que le départ des "symboles du système".

Le général Gaïd Salah a également défendu mardi les nombreuses procédures judiciaires ouvertes dans des affaires de corruption et visant surtout contre des personnalités et des hommes d'affaires liés à Abdelaziz Bouteflika et son entourage.

Elles sont "fondées sur des informations précises et confirmées et sur de nombreux dossiers (...) aux preuves irréfutables", a-t-il martelé, alors que ses détracteurs l'accusent d'influencer la justice.

De nombreux observateurs craignent que ces procédures servent le double objectif d'offrir des "têtes" à la contestation --qui fustige les "voleurs" à la tête de l'Etat-- tout en facilitant une purge dans le cadre de luttes de clans au sein du pouvoir. AFP 21 mai 2019

Alger bouclé et arrestations pour le 14e vendredi de manifestations massives - AFP 24 mai 2019

Malgré des dizaines d'arrestations et une capitale bouclée par la police, une foule massive a défilé sans incident à Alger pour un 14e vendredi consécutif de manifestations afin de réclamer le départ du "système" et l'annulation de la présidentielle du 4 juillet.

La fatigue accumulée pendant le mois de ramadan, qui laissait craindre un affaiblissement, n'a pas non plus entamé la mobilisation à travers l'Algérie, après 19 jours de jeûne du lever au coucher du soleil.

Les rues du centre d'Alger étaient noires de monde vendredi, selon un journaliste de l'AFP. La plupart des manifestants ont quitté la rue dans le calme en fin de journée à l'exception de quelques irréductibles que la police a dispersés en chargeant. Au moins 19 ont été arrêtés, selon un journaliste de l'AFP.

D'importantes manifestations ont aussi eu lieu dans plusieurs autres villes, dont Oran et Constantine, 2e et 3e villes d'Algérie selon les médias et réseaux sociaux.

L'agence de presse officielle APS en a recensé dans au moins 25 des 48 régions et d'autres sont prévues en soirée dans plusieurs zones du Sud, où les températures sont élevées dans la journée.

Dans la matinée à Alger, "la police interpellait systématiquement toute personne portant une banderole", a raconté un manifestant, Mehenna Abdeslam, enseignant d'université, à un journaliste de l'AFP qui a assisté à l'interpellation d'une femme.

TSA a fait état d'"arrestations massives" à Alger tandis que Samir Larabi, militant du Parti socialiste des Travailleurs (PST) a écrit dans la matinée sur Facebook, photo à l'appui, être "en compagnie d'une vingtaine de citoyens dans un fourgon cellulaire".

La Radio nationale algérienne a constaté "une présence policière accrue" à Alger, évoquant des "vérifications de papiers et des interpellations par endroits", ainsi que des "confiscations de matériel d'enregistrement de journalistes".

Dans un communiqué, le Front des Forces socialistes (FFS), plus vieux parti d'opposition a dénoncé une "véritable rafle" et un "état de siège à peine voilé (...) propre d'une dictature naissante".

Entravé par le déploiement policier inhabituellement massif dans les rues qu'il emprunte chaque semaine, le cortège s'est en partie rendu sur la Place des martyrs, vaste esplanade en contrebas du quartier de la Casbah, à environ 1,5 kilomètre de son itinéraire habituel.

Toute la journée, véhicules de police et cordon de forces anti-émeutes ont empêché les manifestants de s'approcher de la Grande Poste, bâtiment emblématique du centre d'Alger et épicentre des manifestations depuis le premier vendredi de contestation, le 22 février.

"Territoire" symbolique que s'est approprié la contestation, les marches du bâtiment, que la police avait vainement tenté de défendre durant plusieurs heures le vendredi précédent, ont été ceintes dans la semaine de palissades, officiellement pour des raisons de sécurité.

Comme les précédentes semaines, les slogans ont visé le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée, de fait l'homme fort du pays depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika sous les pressions conjuguées de la rue et de l'armée.

"Ce peuple ne veut pas du pouvoir de l'armée", "Y en a marre des généraux!" et "Gaïd Salah dégage!", ont scandé les manifestants à Alger, mais aussi "pas d'élections, bande de mafieux!".

Les réseaux sociaux ont relayé des appels à préserver le caractère pacifique du mouvement de contestation et aucun incident n'a été signalé.

Chaque semaine, les manifestants continuent de réclamer le démantèlement du "système" au pouvoir et le départ de ses figures, en tête desquelles, outre le général Gaïd Salah, le président par intérim Abdelkader Bensalah et le Premier ministre Noureddine Bedoui, tous anciens fidèles du président Bouteflika.

Ils exigent également l'annulation de la présidentielle prévue le 4 juillet, estimant que les structures et personnalités toujours en place du régime déchu ne peuvent garantir un scrutin libre et équitable.

A la veille de l'expiration du délai de dépôt des candidatures, aucune personnalité ne s'est déclarée et le rejet massif du scrutin laisse craindre une participation étique, suscitant de plus en plus d'incertitudes sur la tenue de la présidentielle.

Alors que MM. Bensalah et Bedoui sont aux abonnés absents, le général Gaïd Salah s'est dans la semaine exprimé trois fois en trois jours.

Lundi, il a d'abord opposé une fin de non-recevoir aux revendications de la contestation, estimant "irraisonnable voire dangereux" le départ des figures du "système" et appelant à accélérer les préparatifs de la présidentielle afin d'éviter un "vide constitutionnel" et de juguler "ceux qui veulent faire perdurer la crise".

Mardi, il a appelé les manifestants à "s'unir" avec l'armée afin de déjouer "l'infiltration" des manifestations par les "instigateurs de plans pernicieux" et mercredi il s'est senti obligé d'assurer n'avoir "aucune ambition politique".

Le retour au centre de l'échiquier politique de l'armée --considérée comme le réel détenteur du pouvoir jusqu'à l'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika-- fait craindre à certains observateurs un possible scénario "à l'égyptienne".

En Egypte, le chef de l'armée Abdel Fattah al-Sissi s'est fait élire président après un coup d'Etat militaire en 2013 contre le président élu Mohamed Morsi et après avoir avait assuré que l'armée "resterait éloignée de la politique". AFP 24 mai 2019

Soudan

Soudan : vers la grève générale après l'échec des pourparlers avec les militaires - franceinfo 21 mai 2019

L'espoir aura été de courte durée au Soudan. Les négociations entre les généraux au pouvoir et les chefs du soulèvement contre Omar el-Béchir se sont achevées sans accord sur le conseil de transition. La contestation lance sa riposte.

Les chefs de la contestation au Soudan ont annoncé le 21 mai 2019 leur intention d'organiser, à une date indéterminée, une "grève générale", en raison de l'impasse dans les négociations avec les militaires au pouvoir sur la transition politique.

Les deux camps avaient pourtant réussi dans la semaine à s'entendre sur la durée de cette transition, fixée à trois ans, et la composition d'une assemblée législative, dont les deux tiers des 300 membres désignés viendraient de l'Alliance pour la liberté et

le changement (ALC), qui regroupe les principales formations contestataires.

"Afin de parvenir pleinement à la victoire, nous appelons à une grande participation à une grève politique générale", a annoncé l'Association des professionnels soudanais (SPA) dans un communiqué, sans fixer de date pour cette grève.

Acteur clé de l'ALC, fer de lance du mouvement de protestation déclenché en décembre 2018, la SPA a qualifié cette grève de "devoir révolutionnaire", appelant les manifestants à "la désobéissance civile".

Depuis le 6 avril 2019, des milliers de Soudanais participent à un sit-in devant le QG de l'armée pour réclamer le transfert du pouvoir aux civils. La poursuite de ce mouvement est "une garantie fondamentale pour réaliser les objectifs de la révolution", a ajouté la SPA.

Madani Abbas, un responsable de l'ALC, a indiqué que les dates des mouvements de grève et de désobéissance civile seraient "annoncées plus tard". Il a ajouté que l'ALC doit se réunir "pour discuter des développements après la réunion avec le Conseil militaire". franceinfo 21 mai 2019

Afrique du Sud

Afrique du Sud : licenciement de plus de 600 mineurs grévistes - Franceinfo 21 mai 2019

Des mineurs du site de Mototolo, dans la province du Limpopo (nord), avaient cessé le travail le 12 mai 2019 malgré une décision de justice le leur interdisant, a expliqué Anglo American Platinum (AAP) dans un communiqué (lien en anglais). AAP a donc décidé de licencier 643 personnes, "soit environ la moitié du personnel travaillant sous terre", selon le groupe.

Le syndicat Giwusa, à l'origine du mouvement de grève, a affirmé, lui, que 947 mineurs avaient été congédiés.

Les salariés de Mototolo dénoncent le changement de leur couverture médicale à la suite du rachat de la mine par AAP en novembre 2018. De son côté, Anglo American affirme que la nouvelle assurance médicale présente "les mêmes avantages" que la précédente. "Si la couverture médicale était identique, il n'y aurait pas besoin de faire grève", a réagi le responsable de Giwusa dans le Limpopo, Teddy Thobakgale, interrogé par l'AFP.

Les grévistes ont fait appel de leur licenciement.

La mine Mototolo (lien en anglais) a produit 26 800 onces de platine au premier trimestre de 2019 (1 once = 28 grammes), en hausse de 53% par rapport au trimestre précédent, ainsi que 57 700 onces de métaux du groupe du platine (PGM), en hausse de 51% par rapport au trimestre précédent. Franceinfo 21 mai 2019

Sahara occidental

Les efforts de l'émissaire de l'Onu pour le Sahara occidental Köhler ont été «sabotés par la France et les États-Unis» - Sputnik 24.05

S'exprimant sur la démission de Horst Köhler, envoyé personnel du SG de l'Onu pour le Sahara occidental, le Polisario a affirmé à Sputnik qu'en plus «des raisons de santé» évoquées, le diplomate rencontrait des obstacles, dressés notamment par Paris et Washington. L'Onu, Rabat, le Polisario et Alger ont regretté son départ.

Horst Köhler, envoyé du secrétaire général de l'Onu pour le Sahara occidental, a démissionné mercredi 22 mai de son poste «pour des raisons de santé», informe un communiqué des Nations unies. L'Onu, l'Algérie, le Front Polisario et le Maroc ont exprimé à l'unisson leurs regrets à l'annonce de la démission du diplomate onusien. Ils lui ont rendu hommage pour les efforts qu'il a déployés dans la résolution du conflit au Sahara occidental.

Dans un entretien à Sputnik, Mhamed Khadad, membre de la direction et responsable des relations extérieures du Front Polisario, a confirmé que le diplomate onusien avait effectivement démissionné pour des problmes de santé, ajoutant que d'autres facteurs avaient également pesé dans sa prise de décision.

«Effectivement, il y a les raisons de santé que M.Köhler a mentionné dans sa lettre d'adieu aux deux parties du conflit au Sahara occidental [le Maroc et le Front Polisario, ndlr] et à leurs voisins [l'Algérie et la Mauritanie, ndlr]. Cependant, il faut bien signaler que depuis sa nomination au poste d'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu beaucoup d'obstacles ont été érigés sur sa route», a-t-il déclaré.

Tout en affirmant que Horst Köhler avait toutes les qualités et les compétences nécessaires pour réussir sa mission, notamment son expérience diplomatique et sa connaissance du continent africain et de ses problèmes, M.Khadad a signalé que dès sa prise

de fonction, le diplomate «a insisté pour que l'Union africaine et l'Union européenne soient parties prenantes de la solution du conflit au Sahara occidental».

«Dans ce sens, il a visité l'Afrique plusieurs fois, Addis-Abeba et Kigali. Il s'était également rendu à deux-trois reprises à Bruxelles», a-t-il ajouté.

Selon M.Khadad, l'envoyé personnel du secrétaire général de l'Onu a rencontré beaucoup d'entraves dans l'accomplissement de sa mission aux Nations unies et à l'Union européenne.

«Malheureusement son travail a été entravé et carrément saboté par l'attitude du gouvernement français qui à New York [aux Nations unies, ndlr] ne voulait pas que le mandat de la Minurso [la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, ndlr] soit réduit à six mois», a-t-il affirmé.

Sur la même lancée, le responsable sahraoui a ajouté qu'«également à Bruxelles, Paris a tout fait pour saboter les efforts de M. Köhler et ce n'est pas sans raisons qu'il n'a d'ailleurs jamais été reçu par les hautes autorités françaises durant son mandat». Sputnik 24.05

Haut de page

Le 29 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Chaque élection est une expérience particulièrement éprouvante pour les nerfs, parce que chaque fois on a le droit au même spectacle pitoyable mettant en lumière la profonde ignorance de la majorité du peuple qu'il vote ou non...

En attendant l'actualisation du portail d'ici un jour ou deux, disons pour que les plus fragiles ne soient pas tentés de détester la terre entière ou se réconcilient avec la civilisation humaine ou ce qu'elle produit encore de meilleur, un message d'espoir et de réconfort pour vous remonter le moral ou vous armer de courage, pour mieux supporter cette période pénible de réaction sur toute la ligne :

C'est quoi ? What is it ?

Absolutely beautiful, wonderful, pure magic, brilliant, incredible, phenomenal, perfection, fantastic, magnificent,100% amazing, genius : 2CELLOS.

Ils parviennent à concilier ou réconcilier musique classique et rock ou hard rock, alors pourquoi ne pourrions-nous pas en faire autant avec le socialisme quel que soit notre statut social?

- 2CELLOS - "Back to the Roots" - FULL CONCERT 2015 (classical)
- 2CELLOS - Live at Sydney Opera House 2016
- 2CELLOS - Live at Arena di Verona 2016 FULL CONCERT

Un remède ou un conseil d'ami contre la médiocrité et la dépression : Visez toujours plus haut, cela vous évitera de tomber toujours plus bas !

Haut de page

Le 31 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Alors, génial 2CELLOS ? Et en plus ce sont des gars simples et sympathiques. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'ils ont commencé leur carrière en 2011 à environ 25 ans, et depuis ils n'ont pas cessé de progresser. Et ils jouent tous leurs morceaux de musique classique sans partition, c'est carrément phénoménal !

Pour l'occasion je vais vous raconter une petite histoire personnelle, je crois en avoir déjà parlé brièvement.

A l'âge de 8 ans j'habitais avec mes parents dans une minuscule chambre de bonne au 6ème étage au 6 rue Joubert à une encablure de l'Opéra de Paris, ma grand-mère maternelle habitait au 5ème étage au 13 rue Mogador encore plus près de l'Opéra. Elle avait fait la connaissance du professeur de chant de l'Opéra de Paris, un vieux monsieur à l'air très sérieux portant un long manteau gris et un chapeau, et toujours tiré à quatre épingles. Elle vint à lui parler de moi. Il lui proposa de me faire passer une audition pour voir si par hasard j'avais de la voix, et éventuellement m'intégrer à son cours si je passais avec succès cette épreuve. En fait il s'agissait du prestigieux centre d'apprentissage de l'Opéra de Paris où étaient recrutés des enfants de toute la France destinés plus tard à rejoindre les choeurs de l'Opéra ou mieux, à devenir solistes pour les plus talentueux. Bref, s'il m'acceptait à son cours, c'était une chance inouïe d'accéder à un statut supérieur pour un fils de menuisier destiné à finir à l'usine ou sur un chantier, d'avoir une vie extraordinaire. Je fus admis à son cours qui durait chaque fois quarante cinq minutes ou une heure maximum. Nous étions une douzaine d'élèves tout au plus. J'allais à l'Opéra plusieurs fois par semaine après l'école. On avait une partie solfège et une partie chant. Tous les soirs je noircis des cahiers entiers de notes, il nous donnait des devoirs que je m'appliquais à faire rigoureusement, à l'école j'étais parmi les premiers de la classe.

Quand j'atteins les 10 ans, un jour il vint à avoir une conversation avec ma grand-mère concernant la suite de mes études de musique. J'avais atteint l'âge où je devais prendre une décision capitale pour mon avenir, soit intégrer un cursus école-musique, soit abandonner cette carrière fabuleuse. Mes parents qui étaient très arriérés et bornés considérèrent que chanteur n'était pas vraiment un métier, et ils s'opposèrent à l'option qu'avait proposée mon professeur, c'est ainsi que d'un coup ils ruinèrent ma vie.

Ils ne comprirent pas qu'en étant intégré au centre d'apprentissage de l'Opéra à l'issue de ma formation, si tout se passait normalement, je serais directement intégré au choeur de l'Opéra, et donc que mon avenir professionnel était assuré, qu'ils n'avaient rien à craindre pour mon avenir sur le plan matériel. Ils ne voulurent rien entendre, hélas ! Six ans plus tard je rejoignais le centre d'apprentissage de la RNUR (Renault) à Boulogne Billancourt pour devenir mécanicien !

Comme mes parents me battaient pour ainsi dire tous les jours la plupart du temps sans raison, ils m'inspiraient une telle crainte que je tirai un trait sur ce triste épisode sans jamais plus y penser jusqu'à récemment, après m'être engueulé au téléphone avec ma mère (84 ans) qui s'est crue autorisée à me parler sur un ton autoritaire, alors que j'ai 63 ans, critiquant violemment mon orientation politique, aussi incroyable que cela puisse être. Il ne me fallut pas longtemps pour me souvenir depuis quand elle m'avait empêché de m'exprimer ou d'avoir ma propre personnalité, puisque cela fut toujours le cas, et c'est là que me revint à l'esprit ce passage de ma vie.

J'étais très timide du fait des mauvais traitements que m'infligeaient mes parents, avant de prendre ces cours de musique je rentrai directement à la maison et je n'en sortais plus. Je n'avais pas de copains avec qui jouer, et ma vie était terne et monotone, triste même, alors ces cours furent pour moi une formidable occasion de m'évader, de sortir de cet enfermement qui bridait littéralement mon imagination, et c'est passionnément que j'abordai cette nouvelle phase de ma vie de gamin que malheureusement mes parents allaient faire avorter, ce qui expliquera pourquoi plus tard je manquerai cruellement d'imagination, devant me contenter de celles de mes parents qui étaient aussi pauvres que leur condition.

Cela me fera cruellement défaut au cours de ma scolarité, et me vaudra des notes médiocres en rédaction, car j'étais incapable de puiser dans mon imagination précocement asséchée pour développer une idée, et plus tard en mathématiques, en ne comprenant pas les données d'un problème, alors que j'avais appris par coeur les théorèmes et autres règles, ce qui fit de moi un idiot ou un crétin fini jusqu'à l'âge avancé de 19 ans. Si j'eus conscience de cette lacune, j'ignorai d'où elle venait, tout ce que je sais c'est que mon imagination était seulement entrée en hibernation, car à peine deux ans après arrêté les cours de chant je devins fan de Jimi Hendrix (et des Beatles), un cauchemar pour mes parents évidemment !

D'Hendrix à 2CELLOS la transition est toute trouvée, puisqu'ils ont repris Purple Haze. Elton John, qui est un de leurs fans inconditionnels, leur a rendu somptueux hommage en déclarant qu'il n'avait jamais "*vibré*" de la sorte depuis qu'il avait entendu Hendrix pour la première fois dans les années 60. S'ils ont réveillé en moi ces vieux souvenirs un peu amers, en les écoutant je les ai vite remisés au musée des reliques du passé, paix à leur âme et à celle de mes parents. Ils m'ont pourri la vie par ignorance, vous comprendrez ainsi pourquoi pour moi le combat contre l'ignorance des masses est une priorité. Ils tenaient absolument à ce que je leur ressemble, et je me suis juré de ne jamais leur ressembler, ce que je crois avoir réussi à faire.

Pour clore cette petite histoire, avec ma première épouse nous mîmes au piano notre fille de 5 ans, 3 ans plus tard elle déchiffrait des partitions assez élaborées et elle se produisit en public. Malheureusement cette expérience prit fin lors de notre divorce, j'espère seulement qu'elle ne le regrettera pas un jour ou qu'elle ne nous en voudra pas.

Pendant qu'on y est, j'ai une autre histoire à vous raconter, en Inde cette fois et d'actualité, pas plus gaie que la précédente, hélas !

Depuis trois jours mon nouveau beau-frère, Kumar, l'époux d'une de ses soeurs, les trois fils de ses autres soeurs sont en prison. Le voisin de la maison que vient d'achever Kumar (avec l'argent que je lui ai prêté) a obstrué le passage, une impasse publique menant à la maison de Kumar. A deux reprises précédemment, avec plusieurs personnes il avait déjà agressé physiquement Kumar qui a libéré ce passage. Il y a trois jours à 5 heures du matin il a débarqué avec 7 voyous armés de couteaux

ou manches de pioche et ils ont agressé à nouveau Kumar, ils ont endommagé la maison d'une de ses soeurs habitant à côté, ils l'ont frappée également. La police est intervenue et elle a envoyé tout le monde en prison mercredi soir.

Le cadastre est une preuve indiscutable que Kumar est dans son droit, mais ici la police est corrompue. Il se trouve que son voisin participe aux meetings d'un parti politique et il est protégé par un élu qui a dû soudoyer la police. Ils devaient passer au tribunal aujourd'hui et être libérés dans la soirée.

J'ai hésité à me rendre au commissariat de police, car me connaissant je leur aurais dit tout ce que je pensais et j'aurais été rejoindre Kumar en tôle, aussi j'ai eu la sagesse de m'abstenir tout en enrageant d'être impuissant face à cette injustice. Et puis j'étais plus utile en liberté, j'ai donné de l'argent à ma compagne Selvi et soeur de Kumar pour acheter de la nourriture, ils n'avaient plus une roupie, j'ai aussi apporté des gâteaux à ses trois gosses, plus un cari que j'avais cuisiné, j'ai lavé à la machine tout leur linge.

L'Inde est un pays pourri par la corruption, à commencer par la police, ensuite les juges, les élus, les fonctionnaires qui sont en relation avec le public. C'est devenu leur mode de penser, ils ne peuvent pas penser autrement, ils n'ont connu que cela, du coup on est impuissant à faire valoir nos droits, c'est le cauchemar des Indiens.

Vous comprendrez l'état d'esprit dans lequel j'étais au moment de rédiger cette causerie.

Tous ces gens en France qui rechignent à caractériser tel ou tel parti politique ou dirigeant, régime ou institution, qui se réfugient dans un déni permanent, qui trafiquent la réalité, manipulent, instrumentalisent les faits, qui se camouflent derrière une étiquette, on n'en peut plus, on n'en veut plus ! Vous imaginez ce qu'on vit ici au quotidien, c'est l'enfer, alors arrêtez de nous emmerder avec vos conventions ou théories à la con, dites-le à vos dirigeants. En France avec Macron vous n'en pouvez plus, et je le comprends parfaitement, imaginez un peu ce qui vous attend si vous continuez à cautionner des partis qui n'en valent pas la peine, cessez d'avaler des couleuvres, elles finiront par vous étouffer. Assez de malhonnêteté intellectuelle, de couardise, d'hypocrisie !

On a perdu 74 ans en tergiversations, conciliations, compromissions, à ménager les uns et les autres, etc. pour quoi, pour quel résultat vous voulez me le dire, le bilan parle pour lui-même, il est nul et chacun le connaît. Cela vous emmerde qu'on vous mette face à la réalité ou vous ne le supportez pas, ici on ne nous demande pas notre avis, on se la prend en pleine gueule quotidiennement, c'est peut-être pour cela qu'on est bien ou mieux placé pour y réfléchir, et bien faites de même sans attendre et vous verrez qu'on s'en portera tous mieux rapidement, même si nous sommes impuissants à changer le cours des choses, au moins on aura fait le premier pas dans la bonne direction, et le reste suivra si on est déterminé à ne rien lâcher sur nos principes.

En Inde, disons pour simplifier les choses, on est déjà arrivé au bout du rouleau, on n'a plus aucun espoir, le seul raisonnable qu'on puisse avoir, c'est de nous tourner vers vous qui avez une longue tradition de lutte de classe, reste à renouer avec ce qu'elle avait de meilleur pour imaginer la suite en partant de la réalité, car c'est là qu'est la clé ou la solution, l'issue à la crise du capitalisme.

Bon, il fallait que ça sorte, je me suis soulagé. Tous les jours en allant chez Kumar je passe devant le commissariat de police et je me dis, j'y vais ou j'y vais pas et je continue ma route, c'est à devenir fou !

Je viens de recevoir un coup de fil de l'épouse de Kumar m'annonçant qu'il serait libéré vers 18 heures, par contre j'ignore si le problème est définitivement réglé avec son salopard de voisin.

- Au format pdf (21 pages)

C'est par ici que cela se passe.

Europe, climat au menu de la réunion Bilderberg cette semaine en Suisse - AFP 28.05

Le groupe Bilderberg, qui réunit chaque année en toute discrétion des personnalités politiques et économiques européennes et nord-américaines, se retrouvera dès jeudi dans la ville suisse de Montreux pour parler notamment de l'Europe et du climat.

Parmi les participants figurent notamment cette année Jared Kushner, le gendre et conseiller du président américain Donald Trump, ainsi que le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, la ministre allemande de la Défense Ursula von der Leyen, le ministre français de l'Economie Bruno Le Maire, la directrice général de l'Unesco Audrey Azoulay, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg et l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger. Ajoutez le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney et l'ex-PDG de Google Eric Schmidt, le PDG de Microsoft Satya Nadella, Clément Beaune (FRA), Adviser Europe and G20, Office of the President of the Republic of France, François Godement (FRA), Senior Adviser for Asia, Institut Montaigne, Dominique Nora (FRA), Managing Editor, L'Obs, Thomas Buberl (FRA), CEO, AXA, Patrice Caine (FRA), Chairman and CEO, Thales Group, Janis Sarts (INT), Director, NATO StratCom Centre of Excellence, Darren Walker (USA),

President of Ford Foundation...

"La 67ème Rencontre Bilderberg se tiendra du 30 mai au 2 juin 2019 à Montreux, Suisse. Environ 130 participants de 23 pays ont confirmé leur participation", ont annoncé mardi les organisateurs dans un communiqué.

Le roi des Pays-Bas Willem-Alexander sera également présent à cette réunion.

Du côté des chefs d'entreprise, seront présents notamment le PDG du groupe français Total, Patrick Pouyanné, et le patron de Credit Suisse Tidjane Thiam.

Le programme de la réunion est constitué de 11 thèmes, dont la stabilité mondiale, l'avenir de l'Europe et le Brexit, le changement climatique, les cyber-menaces, la Chine, la Russie, l'avenir du capitalisme ou encore l'éthique et l'intelligence artificielle.

Environ deux tiers des participants viennent d'Europe et le reste d'Amérique du nord.

La réunion se déroule sous la règle de Chatham House: les participants sont libres d'utiliser les informations collectées à cette occasion, mais ils ne doivent révéler ni l'identité, ni l'affiliation des personnes à l'origine de ces informations. AFP 28.05

Les faits sont les faits.

De deux choses l'une, pour envisager sérieusement le renversement du régime, soit c'est possible sans attendre que la majorité des masses soient réduites à la pauvreté, à la précarité généralisée, à l'indigence du fait d'une guerre, d'une crise économique, d'un krach boursier, de l'explosion du capitalisme mondial, soit c'est impossible et dans ce cas-là il faut arrêter de faire croire le contraire aux travailleurs et aux militants ou de leur raconter des inepties. Plus loin vous lirez qu'on y croit toujours, mais pas à n'importe quelle condition.

On doit préciser que bien des peuples subissent ces conditions d'existence ordinairement ou pendant de longues périodes, sans pour autant envisager la nécessité d'un changement de régime, on entend par là mettre un terme aux rapports économiques en vigueur entre exploiteurs et exploités, et non une révolution de palais colorée, fleurie ou parfumée !

Dans les pays occidentaux ou dans les pays où le capitalisme est le plus développé, en fait dans pratiquement tous les pays du monde de nos jours, les besoins élémentaires de la majorité des masses sont satisfaits au prix de lourds sacrifices en terme d'exploitation et de conditions d'existence, auxquelles elles se sont adaptées de gré ou de force, dans la mesure où par rapport aux générations précédentes leur condition actuelle présentent sur le plan matériel une amélioration ou leur procurent un confort relatif auquel elles sont attachées, n'envisageant nullement de retourner un jour aux conditions des générations précédentes, ce qui est légitime ou naturel. Elles sont ainsi solidement amarrées au char du capitalisme.

Elles interprètent habituellement tout discours axé contre le capitalisme comme une tentative de vouloir les ramener à leur condition antérieure, et elles le rejettent. En règle générale, que leur condition sociale se détériore ou régresse ne se traduira pas par une remise en cause du capitalisme, elles préfèreront encore subir de nouveaux sacrifices en travaillant plus et en se privant davantage.

Dans les vieux pays capitalistes la majorité des masses bénéficient de conditions privilégiées, elles constituent la majorité de la population sur laquelle repose la stabilité du pouvoir politique en place et le régime. Elles sont indifférentes au sort des autres couches d'exploités. Ces couches privilégiées disposent de revenus supérieurs, d'importantes économies, et quand elles ne sont pas propriétaires de leur habitation, elles vont hériter de celle de leurs parents, ce qui les mettra à l'abri de difficultés matérielles ou financières pendant encore un certain temps. Les moins bien lotis d'entre elles vont se paupériser ou vont devoir réduire drastiquement leur mode de vie pour s'en tirer.

Parmi ces couches privilégiées qui ont bénéficié des acquis de la lutte de classe des trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, un grand nombre y participèrent, tandis que les générations suivantes vécurent sur cette rente en se mobilisant de moins en moins pour la défendre, les dernières se contentant d'en tirer profit ou de la consommer jusqu'à épuisement, dans la plus parfaite insouciance qu'elle n'était pas inépuisable ou que les nouvelles générations en seraient privé, ce qui montre à quel point elles ont intégré l'idéologie dominante.

Pour assurer la paix sociale et écarter tout risque de révolution, les capitalistes conçurent après-guerre avec leurs alliés social-démocrates et staliniens, qu'ils devraient concéder d'importantes concessions ou réformes sociales à la classe ouvrière et aux classes moyennes en échange de la reconstruction de l'Etat et de l'appareil productif... Les générations de travailleurs nées au cours des années 40-50 qui devaient bénéficier directement ou indirectement de ces avancées sociales, après un dernier sursaut en 1968 et une fois intégrées dans le monde du travail, finirent progressivement par se contenter de leur condition et s'intégrer dans la société capitaliste qu'ils ne devaient plus jamais envisager de changer jusqu'à nos jours, au détour ou conforter par l'implosion de l'URSS au début des années 90 qu'ils interprèteront conformément à la propagande de la réaction comme la

faillite du socialisme ou du communisme, qui précipitera la complète dégénérescence du mouvement ouvrier dorénavant acquis entièrement ou presque au capitalisme ou à l'économie de marché.

Ainsi s'acheva la période ouverte par la Première Guerre mondiale, suivie par la révolution russe de 1917 et la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle le prolétariat mondial parvint à inverser le rapport de forces en sa faveur et à imposer d'importantes défaites à ses ennemis, sans toutefois en venir à bout du fait de la faiblesse du niveau de conscience politique et d'organisation des masses, qui par la suite, donc pendant 74 ans, ne parviendront jamais à combler ces faiblesses une fois embourgeoisées ou corrompues par le capitalisme qui demeure ce 31 mai 2019 leur seul horizon. Vous pouvez le nier, cela n'en demeure pas moins la réalité.

Si l'avènement du mode de production capitaliste correspond bien à un certain stade du développement des forces productives, si le passage à un mode de production supérieur pour libérer les forces productives du carcan du capitalisme qui les étouffe demeure une nécessité historique, rien n'indique qu'une fois entré en putréfaction, parce que la classe ouvrière a échoué à faire sauter ce carcan, l'humanité ne serait pas amenée à connaître le même destin. Autrement dit, bien que la pertinence du socialisme soit incontestable sur le plan historique, rien ne certifie qu'il se réalisera ou que la civilisation humaine ne serait pas condamnée à disparaître ou conduite à rimer avec la pire barbarie ou soit livrée à un régime mondial totalitaire qu'il serait pratiquement impossible de renverser.

Sur le plan politique, compte tenu des conditions objectives qui prévalaient au milieu du XIXe siècle jusqu'à la moitié du XXe siècle, la pertinence du socialisme s'imposa face à toutes les autres théories, mais une fois ces conditions objectives ayant connu de profondes transformations (à l'échelle mondiale), le processus de maturation des conditions subjectives qu'elles avaient contribué à alimenter s'estompa ou se dilua au fil du temps jusqu'à devenir un obstacle à la prise de conscience des masses de la nécessité de liquider le capitalisme, ce que nous fûmes incapables de comprendre et de surmonter.

La division internationale du travail poussée à l'extrême n'a pas eu pour seule conséquence de mettre en concurrence les travailleurs du monde entier ou leurs conditions d'exploitation, les capitalistes s'en sont servis dans chaque pays pour accentuer les antagonismes qui existaient entre toutes les couches de travailleurs, afin qu'elles s'affrontent entre elles, pendant qu'ils allaient parvenir à concentrer tous les pouvoirs entre quelques mains, à confisquer le pouvoir politique au profit d'une autocratie et d'un parti unique bicéphale en faisant disparaître toute trace d'expression démocratique, de manière à museler littéralement les véritables opposants à leur politique ultra libérale ou ultra réactionnaire totalement marginalisés, et du même coup à écarter du processus institutionnel les couches des masses qui rejetaient leur politique, du processus politique tout court, ce qui leur laisserait le champ libre pour instaurer un régime de plus en plus totalitaire.

Tous les dirigeants du mouvement ouvrier et de son avant-garde partagent le même constat, ils s'accordent à dire que la société devait emprunter fatalement cette orientation et que rien ni personne n'y pouvait rien, leurs points de vue divergent uniquement sur la part de responsabilité qui leur revient respectivement, mais aucun ne nous explique comment en sortir ou pourquoi ce processus ne devrait-il pas se poursuivre indéfiniment en l'absence d'une guerre, de l'effondrement du capitalisme ou d'une crise économique mondiale jusqu'à la désagrégation totale de la société, à moins que la planète finisse par fondre sur place, en attendant cela a plutôt pour effet de ramollir les cerveaux, scénarios qui également aurait dû se réaliser depuis longtemps et que les représentants de l'oligarchie s'emploient à colporter histoire de créer un climat de terreur destiné à maintenir tranquille le peuple. Force est de constater également que la diminution du temps de travail et de la durée du travail, les congés payés et les jours fériés, le temps libre dont dispose les travailleurs en France n'a pas contribué à favoriser l'élévation de leur niveau de conscience, bien au contraire.

Il faut donc convenir qu'en dehors de ces scénarios extrêmes, prompts à briser les conditions objectives derrière lesquelles se retranchent les masses pour s'accommoder du capitalisme et qui contribueraient à accélérer le processus de maturation des conditions subjectives ou de leur conscience de classe, on ne voit guère quel facteur pourrait les contraindre à se mobiliser pour renverser le capitalisme, puisqu'apparemment elles sont hermétiques à toute démonstration ou argumentation logique, préférant se soumettre aux conditions d'existence qu'on leur impose en abandonnant leurs légitimes aspirations à vivre autrement ou dans une société plus juste et meilleure, croyant que le pire leur sera épargné, cruelle illusion qui associée à leur propre déchéance les a déjà conduits à cautionner des gouvernements qui ont armé des hordes de barbares massacrant des peuples innocents et détruisant des pays entiers, ou à témoigner leur indifférence au sort de leurs semblables qui se comptent pas millions voués au chômage, à la précarité, à la misère, comme si en échange de leur servilité ceux qui les gouvernaient leur en seraient gré, c'est bien mal les connaître ou se méprendre sur les conséquences à venir de l'avilissement complet de la société qui n'épargnera absolument personne, pas même les oligarques rendus au stade peu envieux de parias ou qui n'inspirent que la haine !

S'il devait réellement en être ainsi, cela signifierait que les faiblesses des hommes devaient l'emporter sur leurs qualités, ce qu'on refuse d'admettre parce qu'on n'a pas d'autres choix.

Manifestement il ne suffit pas d'être parvenu individuellement à prendre conscience du processus dialectique matérialiste et historique inconscient qui préside au développement de la civilisation humaine, il faut parvenir à le partager avec le plus grand nombre, ne serait-ce que ses éléments de base qui doivent servir de base théorique pour les traduire sur le plan organisationnel et parvenir à entraîner le reste des masses pour venir à bout du capitalisme.

Lors de l'élection européenne, une nouvelle fois on a pu constater à quel point la propagande de la réaction avait une influence sur le comportement des masses, certains diront une partie seulement des masses, effectivement celle qui sert à cautionner la légitimité du régime, mais il n'en demandait pas davantage, et ses tenants se foutent éperdument des abstentionnistes réduits au silence ou à l'impuissance.

Ceux qui seraient tentés d'instrumentaliser les abstentionnistes sont les mêmes qui vous ont raconté des balivernes pendant des décennies ou plus d'un demi-siècle, à les entendre ce seraient des opposants potentiels à Macron, alors qu'en réalité ils se détournent de la politique, ils se moquent de l'orientation de la société, seuls leurs intérêts individuels les intéressent, leur prêter la moindre conscience de classe serait commettre une terrible méprise ou une grave erreur politique.

Election, piège à cons, la formule pour le moins lapidaire a prouvé ici qu'elle était justifiée en certaines circonstances : en famille, les partis de droite ou d'extrême droite, les partisans de l'UE-Otan qui étaient les seuls à pouvoir obtenir des élus l'ont emporté, l'oligarchie peut savourer sa victoire.

Permettez-moi la formule, les cons ça osent tout, et c'est même à cela qu'on les reconnaît, on vient d'en avoir une magistrale et énième démonstration.

La propagande fanatique des représentants et des porte-parole du régime oligarchique qu'incarne l'UE a fonctionné à merveille, carton plein, ils avaient donné le tiercé gagnant dans l'ordre ou le désordre peu importe, mieux ils ont réduit au silence leurs éventuels opposants, qui d'ailleurs et à juste titre ne participaient pas à cette mascarade grotesque, le scénario idéal. La question essentielle n'est pas là, mais bien plutôt comment on a pu en arriver à une telle situation qui ferme toute perspective de changer de régime ou de société et augure du pire.

Le constat est accablant pour tous ceux qui portaient un idéal humaniste et qui apparemment n'en étaient pas digne.

On ne peut même pas en dire autant du mouvement ouvrier pour avoir appelé à participer à ce suicide collectif des valeurs portées par la civilisation humaine, son avant-garde hébétée étant réduite à compter les points ou à jouer un rôle de figurants impuissants dans leur cour de récréation.

Les tenants du capitalisme avaient bien réussi à rallier tout un peuple ou presque au régime nazi. 8 décennies plus tard, ils ont réussi le tour de force à le faire participer à sa propre déchéance programmée.

Tout s'achète, même une conscience !

A quoi cela a-t-il servi que le peuple soit scolarisé, qu'il puisse accéder à l'enseignement supérieur, qu'il dispose d'une multitude de sources d'information ? A porter au pouvoir des régimes despotiques constituant une grave menace pour la survie de la civilisation humaine.

A quoi a servi la lutte de classe des 74 dernières années ? A strictement rien, la conscience de classe des exploités et des opprimés n'a pas progressé d'un millimètre, elle a même régressé. Leur ignorance les rapproche un peu plus de leur funeste destin.

Ceux qui croient que le malheur des uns peut favoriser le bonheur des autres ou le leur ou qu'ils pourront s'en tirer individuellement, se trompent lourdement car le pire des cauchemars les attends également.

En attendant, vive le totalitarisme, puisqu'il n'existe aucune force organisée pour s'y opposer !

Voilà à quoi conduit la dilution de la lutte de classes ou de la démocratie, la mystification droite-gauche : Au totalitarisme !

La cruelle dissolution d'une illusion démocratique En Marche. Mon Dieu, mon Dieu, c'est à ne plus rien y comprendre s'exclament plus d'un militant, on compatit à leur détresse mais qu'ils ne comptent pas sur nous pour les ménager, à chacun ses responsabilités.

Vous avez encore en tête le début de la précédente causerie, sinon consultez là avant de lire la suite.

N'écoutez pas les commentateurs qui une nouvelle fois vont faire leur choux gras de l'abstention, parce qu'elle n'a pratiquement aucune signification politique dont on pourrait tirer profit pour envisager la suite de notre combat, sachant que les abstentionnistes n'ont de manière générale pas plus de conscience politique que le reste des électeurs.

Otez-vous de l'esprit toute illusion pour ne plus ressembler à ces prophètes mégalomanes de malheur, ces fossoyeurs du socialisme, qui de conjectures en conjecture n'ont cessé de prédire la chute du régime pendant des décennies ou plus d'un demi-siècle. Soyons lucide, affrontons la réalité telle qu'elle se présente et faisons preuve d'un optimisme raisonnable

Finalement, les représentants du régime ont réussi une nouvelle fois à faire voter plus de 20 millions de Français à l'élection d'une institution qui incarne un régime totalitaire, cela devrait donner à réfléchir, non ? Comme quoi leur machine à fabriquer le consentement est performante. Voilà qui explique la relative stabilité du régime. Et dès dimanche soir, l'entourage de Macron s'est empressé de faire savoir qu'il comptait "*intensifier l'acte 2 de son quinquennat*" et ne fera "*pas de changement de cap*" (AFP 26.05). Bref, rien de nouveau, c'est une confirmation, on le rappelle à l'intention de ceux qui le nient ou refusent de regarder la réalité en face.

Il va de soi que pour analyser les résultats de cette élection et en tirer des enseignements, tous les commentaires comparant les chiffres des élections européennes à ceux des législatives et de la présidentielle sont nuls ou ne présentent aucun intérêt.

La lutte de classe, la guerre de classe ne peut se mener et encore moins se remporter à coup de démagogie, d'hypocrisie et de mensonges, c'est suicidaire.

LFI visait "*l'électorat traditionnel de gauche*" (Marianne) embourgeoisé et corrompu par le capitalisme, il n'y a donc rien à attendre de ces générations.

Et ne parlons pas de ceux qui sont au crépuscule de leur vie et qui sont passés à côté, ils sont en majeure partie réactionnaire et irrécupérables.

Quant aux jeunes sans expérience et facilement manipulables, si la majorité d'entre eux se sont abstenus, le reste s'est laissé berner par la propagande officielle sur la transition écologique, ce qui explique le succès relatif et inespéré de la vermine (EELV), qui ne représente pas plus de 10.000 adhérents en France, l'allié objectif du régime au même titre que l'ensemble de ce qu'ils appellent la gauche et la gauche de la gauche qui n'ont fait que multiplier les gages de soumission en direction de l'UE ou l'Otan économique.

Pour finir, l'extrême-centre et l'extrême droite ont raflé la mise, comme pour signifier que la société et la civilisation humaine étaient vouée à être à leur image hideuse, cruelle et monstrueuse ou appeler à connaître un tragique destin, le pire restant à venir. On devrait peut-être insister et dire pire que le pire, car bien des gens ne s'imaginent pas ce que le pire signifie réellement, ce que par exemple nous vivons en Inde quotidiennement, mais vous n'en avez pas idée, disons une situation où personne n'a l'espoir d'une société meilleure ou plus juste, vous ne pouvez pas savoir à quel point s'est suffoquant.

On allait oublier le mouvement dit des Gilets jaunes qui est bien bel et bien mort.

RT - 12 500 Gilets jaunes ont manifesté en France, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Le Nombre jaune a quant à lui dénombré 35 104 manifestants, selon une première estimation rendue publique en fin d'après-midi. RT 25.05

Les réseaux dits sociaux ont fourni une lisibilité aux illusions de couches des masses exploitées, qui parvenues au stade du désespoir, démontrèrent qu'elles étaient incapables de le traduire en termes politiques conscients, et devaient demeurer sans lendemain. Renier les enseignements de la lutte de classes ou s'en détourner ne pouvait qu'aboutir à de nouvelles cruelles désillusions.

Et le socialisme dans tout cela ? Renvoyé aux calendes grecques à défaut d'une guerre ou de l'effondrement du capitalisme que vous pouvez attendre indéfiniment depuis que l'oligarchie a mis en place un système financier mafieux qu'elle est la seule à contrôler. Le socialisme demeure la seule alternative historique au capitalisme qu'on le veuille ou non. A défaut de passer au socialisme, la putréfaction du capitalisme entraînera dans son sillage la civilisation humaine, il n'existe pas de "*troisième voie*".

La rupture avec le capitalisme, ses représentants et ses institutions doit être notre axe de combat politique.

La seule faille dans la stratégie de nos ennemis que nous pourrions exploiter, réside dans le pourrissement de tous les rapports dans la société qui va finir par la rendre irrespirable au plus grand nombre, qui en arrivera à se demander par quels moyens il serait possible de renverser le régime en place, encore faudrait-il qu'ils cessent d'être sous l'emprise de l'idéologie dominante, d'où notre tâche de leur fournir des arguments pour combattre la guerre idéologique et psychologique que leur mène la réaction, afin que des couches entières de la classe ouvrière et des classes moyennes rompent avec le capitalisme et décident de s'organiser et de l'affronter...

Il faut ajouter la détérioration des superstructures de la société, comme aux Etats-Unis par exemple ; on peut être nanti ou millionnaire ou pauvre, quand on emprunte le réseau routier, ferré, aérien ou maritime, quand on doit se faire soigner, quand on envoie ses enfants à l'école ou à l'université, on est confronté aux mêmes difficultés, aux mêmes angoisses, même si les moyens pour les affronter diffèrent ; quand on passe sur un pont, on peut rouler en Rolls ou en 2CV, s'il s'écroule le sort sera le même pour tout le monde, sans parler de la violence omniprésente dans la société, du nombre de plus en plus grand de schizophrènes ou de détraqués en tous genres qu'elle génère, des ravages produits par l'alcool, les drogues, les psychotropes, les opiacés,

la dérégulation des moeurs favorisant ou encourageant toutes les perversions, etc. L'homme aspire à un autre idéal.

Bref, le capitalisme pourrissant pourrit absolument tout ou presque sur son passage au point que tout simplement vivre devient une corvée, un fardeau qu'on a de plus en plus de mal à supporter au quotidien, affirmer que la vie n'a aucun sens ou ne présente aucun intérêt est un euphémisme, pourquoi étudier ou travailler pour une telle société, quand on s'endort le soir ou quand on se réveille le matin, chaque fois le même cauchemar ressurgit à nous rendre fou, nous n'avons rien fait pour mériter un tel sort, alors pourquoi vivons-nous dans une société aussi inégale et injuste, qui n'aurait pas envie d'en sortir, qui ?

Au lieu de verser dans l'ouvriérisme ou de flatter l'ignorance des masses, au lieu de les ménager, on ferait bien mieux de les amener à partager elles-mêmes ce constat, pour ensuite aborder la question de comment y mettre un terme...

Les résultats officiels de l'élection européenne en France. (Source : francetvinfo.fr 27.05)

LVOG - Compte tenu du taux d'abstention, des votes blancs et nuls, il faut diviser par 2 les pourcentages ou le nombre de voix obtenus par chaque liste.

RN - ENL : 23.31%
LREM-Modem - Divers : 22.41%
EELV - Verts/ALE : 13.47%
LR - PPE : 8.48%
LFI - GUE/NGL : 6.31%
PS - Place publique - S&D : 6.19%
Debout la France: 3.51%
Génération.s - S&D : 3.27%
UDI - ADLE : 2.5%
PCF - GUE/NGL : 2.49%
Le parti animaliste) : 2.17%
Urgence écologie 1.82%
UPR : 1.17%
Lutte ouvrière : 0.78%
Les Patriotes : 0.65%
Alliance jaune (Francis Lalanne) : 0.54%
Les oubliés de l'Europe (Mené par un chef d'entreprise): 0,23%
Le parti pirate : 0,14%
L'Union des démocrates musulmans de France : 0,13%
L'Espéranto : 0,08%
Le parti fédéraliste européen : 0,06%
A voix égales (liste féministe) : 0,05%
Décroissance 2019 (Mené par une enseignante): 0,05%
Allons enfants (Mené par une jeune diplômée de Sciences Po) : 0,04%
Le parti des citoyens européens (Mené par un professeur d'anglais): 0,03%
Le mouvement pour l'initiative citoyenne (Mené par un chef d'entreprise en Ille-et-Vilaine): 0,03%
L'UDLEF (Mené par un chef d'entreprise breton) : 0,02% La liste de la Reconquête (extrême droite) : 0,02%
Démocratie représentative (Hadama Traoré) : 0,02%
L'Alliance royale : 0,01%
Neutre et actif : 0,01%
Evolution citoyenne (Gilets jaunes) : 0,01%
La ligne claire (extrême droite) : 0,01%
Parti révolutionnaire communistes (ex-PCF): 0,01%

Un zéro significatif ou plein d'espoir.

Résultats des élections européennes 2019 : ces 177 communes qui n'ont accordé aucune voix à La République en marche - francetvinfo.fr 27.05

La liste soutenue par le président de la République est arrivée en deuxième position au niveau national. Mais au niveau local, 177 communes affichent zéro voix pour celle-ci. francetvinfo.fr 27.05

Sondage Elabe sur la sociologie du vote.

(https://elabe.fr/comprendre-elections-europeennes)

L'abstention n'est pas uniforme, loin s'en faut : 30% des moins de 35% ont voté, contre 69% des plus de 65 ans. Les

catégories supérieures ont voté à 55%, contre 41% des catégories les moins aisées.

Sur la sociologie des électorats :

- "En marche" et les Verts ont un électorat aisé. Les Verts font 18% chez les cadres, 7% chez les ouvriers. LREM fait 37% chez les cadres, 11% chez les ouvriers. Les électorats "En marche" et "Verts" se distinguent en fait surtout sur l'âge. En marche cartonne chez les retraités (30%), beaucoup moins chez les actifs (moins de 20%).

- Les Républicains sont presque inexistants chez les actifs (environ 5%). Leur électorat est très vieux (15% chez les retraités)

- La France insoumise fait de plus gros scores dans les catégories populaires (9%) que chez les cadres (5%).

- Générations a un électorat centré sur les professions intermédiaires. Le PCF, à un très bas niveau, fait le même score que les catégories populaires que dans les catégories aisées.

- L'électorat du FN est centré sur les catégories populaires : 50% (!) chez les ouvriers, 10% chez les cadres

La vieillesse est un naufrage politique ! Mais on peut être vieux dès 18 ans !

Taux de participation à l'élection européenne en France. (même source)

18-24 32%
25-34 30%
35-49 50%
50-67 60%
65 ans et plus 69%

CSP+ 55%
CSP- 41%
Retraités 69%

Comme quoi rien n'est figé définitivement.

- 42% se sont décidés la semaine du vote.

Question : Pour quelle(s) raison(s) vous n'irez pas voter lors des élections européennes ? (même source)

LVOG - L'immense majorité des abstentionnistes rejettent les partis et les institutions en place.

- Pour des raisons pratiques (vous habitez trop loin du bureau de vote, vous n'êtes pas chez vous ce week-end, ne savez pas où voter, etc.) 32%
- Aucune des listes ne vous convient 26%
- La politique ne vous intéresse pas 20%
- Cela ne sert à rien de voter 16%
- Vous ne vous intéressez pas à l'Union européenne 14%
- Sans opinion 1%

Ils s'y voyaient déjà ou ils osent tout. Tartufferie générale. Quel délire !

LFI - "Notre objectif clair est de passer devant Les Républicains, nous voulons nous poser comme la voix qui déjouera le duo formé" par LREM et le RN en tête des sondages (au-delà des 20%), avait déclaré la tête de liste Manon Aubry lors d'une conférence de presse, dimanche 19 mai. A cette occasion, elle avait assuré que LFI pouvait atteindre "12, 13 ou même 14%" des voix lors de ces élections... Franceinfo 26 mai 2019

Dans la rubrique ils osent tout : Jean-Luc Mélenchon a estimé dimanche soir sur BFMTV qu'Emmanuel Macron semblait "avoir perdu le match qu'il avait voulu installer" avec le Rassemblement national. (Au contraire, il est réussi puisque LREM et RN sont les deux faces... de l'extrême droite. - LVOG)

PCF - Deux semaines avant le scrutin européen, Ian Brossat se montrait confiant quant à son issue. "J'attaque la dernière ligne droite avec de l'ambition pour notre résultat, la conviction que nous pouvons dépasser la barre des 5%", confiait-il lors d'un meeting

à Toulouse, le 11 mai, selon L'Humanité. Franceinfo 26 mai 2019

PP-PS - Olivier Faure, le premier secrétaire du PS s'était fixé un objectif ambitieux, être "la première force à gauche à l'issue du scrutin"... Franceinfo 26 mai 2019

Génération.s - Fin juin 2018, Benoît Hamon, à la tête de son tout jeune parti Génération.s, donnait une interview au Parisien dans laquelle il affirmait que "l'objectif" de ces élections européennes était de terminer dans "le tiercé de tête". Franceinfo 26 mai 2019

LR - Le parti des Républicains avait pour principal objectif de devenir la principale force d'opposition face à La République en marche. "Les jeux ne sont pas faits", défendait ainsi la tête de liste, François-Xavier Bellamy...Franceinfo 26 mai 2019

Debout la France - "On sera la surprise de ce scrutin !", pronostiquait début janvier un Nicolas Dupont-Aignan confiant. Franceinfo 26 mai 2019

EELV - "C'est une vague verte européenne dont nous sommes les acteurs", a jugé M. Jadot... "En 2009, nous avons fait 16% alors que nous étions à 8% la semaine d'avant, soulignait-il. J'espère capitaliser sur nos solutions... (Sachant que le Parlement européen n'a aucun pouvoir, un escroc professionnel ou le porte-parole de l'oligarchie. - LVOG)

LVOG - Le corporatisme vert.

"Nous réunirons les acteurs de la société civile, les syndicats, les scientifiques, les entreprises et les citoyens, afin qu'ensemble nous évaluions en permanence le travail des institutions européennes", a précisé M. Jadot. Franceinfo 26 mai 2019

Fabrication du consentement. Diversion et mystification. Leur dernière victime : La jeunesse.

- Europe, climat au menu de la réunion Bilderberg cette semaine en Suisse - AFP 28.05

- Européennes : la jeunesse française de plus en plus verte - Le Parisien 28.05

La jeunesse française ne cesse de verdir. Le Parisien 28.05

LVOG - Au lieu de mûrir, c'est mauvais signe !

- Aux européennes, la jeunesse française s'est mobilisée pour l'écologie - L'Express.fr 28.05

D'après un sondage Ipsos publié dimanche soir.

Le regain de participation des jeunes semble avoir profité à EELV, alors qu'il s'agit traditionnellement d'un électorat où l'abstention est importante. La participation a ainsi grimpé de 13 points chez les moins de 35 ans entre les élections européennes de 2014 et 2019, pour passer de 27 % à 40 %.

Les écologistes ont ainsi obtenu leurs meilleurs scores chez les 25-34 ans (28 %) et les 18-24 ans (25 %), alors que leurs plus mauvais scores ont été réalisés chez les 60-69 ans (9 %) et les 70 ans et plus (5 %).

Par ailleurs, le vote écologiste semble avoir peu varié selon le revenu, mais considérablement selon le niveau d'études. EELV ainsi fait 20 % chez les titulaires d'un diplôme de niveau bac+3 contre 6 % chez les électeurs sans le bac. L'Express.fr 28.05

EELV cet appendice du PS ou de la réaction.

- Il y a quelque chose de thatchérien chez Yannick Jadot. - Le Point.fr 27.05

S'il a pu faire grincer des dents en interne en se disant « pour l'économie de marché, la libre entreprise et l'innovation » dans un interview donnée au Point, force est de constater que le rafraîchissement idéologique d'EELV a fonctionné et permet d'ouvrir une assise des fondations électorales. Quelques jours avant le scrutin, un fidèle de Yannick Jadot croyait en ses chances : « le fait d'apparaître plus modéré et moins gaucho-marxistes comme à une époque va nous faire gagner des points ».

« Nous sommes les porte-parole d'une société écologiste en Europe et en France qui n'est ni de droite ni de gauche », résume l'eurodéputée Karima Delli. Celle qui a été réélue ce dimanche au Parlement européen l'admet : « Ces trucs de ni droite ni gauche, c'est de la communication politique un peu facile, mais nous en faisons une réalité. Nous sommes sans doute à l'aube d'une reconstruction politique à laquelle vont participer des Français qui font de l'écologie tous les jours, que ce soit

des citoyens, des ONG ou des entreprises. » Le Point.fr 27.05

Et de lâcher le morceau.

- Européennes : le PS et LREM voient la vie en vert après le bon score des écologistes - Franceinfo 28.05

Gilets Jaunes - Les "gilets jaunes" ont mobilisé dans la rue, pas dans les urnes. Les deux listes issues du mouvement de contestation sociale qui a provoqué la plus grande crise du quinquennat n'ont mobilisé ensemble que 0,5% des électeurs dimanche, selon les premières estimations.

Sur quelles listes s'est déporté le vote "gilet jaune"? Selon un sondage Ifop publié vendredi, 44% des personnes se sentant "gilet jaune" avaient indiqué voter pour le Rassemblement national, contre 4% pour La République en marche.

"Le débouché politique du mouvement des "gilets jaunes" dans ces élections européennes, c'est très clairement le RN", analysait alors Jérôme Sainte-Marie, président de PollingVox.

Pourtant, chez des figures des "gilets jaunes", le vote semble beaucoup plus éclaté. Thierry Paul Valette, qui avait constitué une liste avant d'abandonner, a appelé à voter pour la liste LREM soutenue par Emmanuel Macron avant de finalement s'abstenir. Ingrid Levavasseur, un temps sur la liste Alliance jaune, a glissé un bulletin EELV dans l'urne, a-t-elle indiqué à l'AFP.

Jacline Mouraud a elle décidé de voter blanc. Hervé Giacomoni, porte-parole des "gilets jaunes" de l'Aube, s'est rangé du côté de l'UPR pour soutenir le Frexit.

"On parle de "gilets jaunes", ça tend à unifier le groupe mais ce qui les caractérise c'est que justement, il y a des gens qui sont très différents", analyse Emmanuelle Reungoat, maîtresse de conférences à l'université de Montpellier.

"Ce qui les rassemble c'est plutôt la défiance à l'égard de la représentation", ajoute-t-elle. AFP 26 mai 2019

- Manifestations clairsemées et ronds-points délaissés, les "gilets jaunes" s'estompent - AFP 29 mai 2019

Il reste pourtant des ronds-points jaunes à travers la France. Dans le Nord, une "petite dizaine" sont occupés, selon Alexandre Chantry, figure des "gilets jaunes" lillois.

Dans l'Ouest, les ronds-points du Croisic, de Pornic, sont toujours occupés, et une cabane a été reconstruite près du rond-point de l'aéroport de Nantes-Atlantique.

En Bourgogne, dans le Rhône ou en Isère, à l'inverse il n'y a plus de ronds-points occupés en permanence, selon les forces de l'ordre, mais certains "gilets jaunes" continuent de se réunir sur des terrains, privés ou prêtés par la mairie, comme à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), à Givors et à Genay (Rhône) ou à Meximieux (Ain).

Michèle Riot-Sarcey, historienne, et Maxime Gaborit, sociologue, se sont penchés sur le mouvement depuis ses débuts. Tous deux estiment qu'un "noyau dur", "déterminé" ne s'estime pas vaincu, mais s'est recentré sur le local.

Les ""gilets jaunes" ne viennent plus le samedi, et restent dans des "fédérations" comme à Saint-Nazaire, à Clermont-Ferrand ou à Commercy", avance l'historienne, quand M. Gaborit observe encore "une forte détermination sur les ronds-points" dans l'Oise, son terrain de recherche, "même s'il y a de moins en moins de personnes à certains endroits". AFP 29 mai 2019

LFI, le grand écart ou pourquoi ne pas "***construire des passerelles***" avec les partisans officiels du régime ?

Après la débâcle, l'amorce de la discorde à La France insoumise - AFP 29 mai 2019

Chez LFI, malgré un score tombé à 6,31% dimanche, loin des 19,58% de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2017, rien n'a filtré de la réunion du groupe parlementaire du mardi matin, le principal lieu de discussion stratégique.

"Ca s'est bien passé, chacun a pu s'exprimer sur ce qu'il pensait de la campagne", se contente de dire à l'AFP le député Eric Coquerel, par ailleurs coordinateur du Parti de gauche, composante fondatrice de LFI.

La députée Clémentine Autain a pourtant ouvert le débat, dès dimanche soir puis les jours suivants: "Ce qui est en cause, c'est la ligne politique de LFI", a-t-elle attaqué dans les médias. Elle a aussi déploré "la récurrence de formulations" visant à "cliver", ainsi que "des murs" dressés "là où il aurait davantage fallu chercher à construire des passerelles".

"A mon sens c'est évidemment un problème de ligne, de profil politique, de ce qu'on a donné à voir depuis deux ans. Ma conviction c'est que nous gagnons quand nous sommes du côté de l'espérance et pas quand nous sommes du coté du ressentiment ou de la haine", a-t-elle ajouté.

Un "discours qui peut être dans le clash permanent" a "clivé avec une partie de notre électorat qui se trouve du coup pas considéré, qui ne comprend plus tout à fait quelle est la ligne du mouvement", a-t-elle poursuivi. "On a perdu une partie des nôtres sans réussir à aller chercher un autre électorat c'est ça qui s'est produit".

Le député Alexis Corbière a déploré que Clémentine Autain soit "allée à la radio avant qu'on ne se réunisse", taclant: "Ca ne sert à rien de chercher à tirer son aiguille personnelle".

LFI n'a certes "pas su montrer à ceux qui souffrent du système que l'enjeu était tel qu'il fallait se déplacer et voter pour nous", mais "c'est une élection qui est très dure pour nous, où notre électorat populaire s'abstient considérablement", a déclaré Eric Coquerel.

"C'est du pipeau! C'était un scrutin national, un point de passage vers la présidentielle", cingle François Cocq, ancien orateur national LFI congédié d'un tweet par Jean-Luc Mélenchon en janvier, mais qui entend continuer à militer. Il critique la stratégie d'ouverture à gauche de LFI, qui a par exemple accueilli à l'automne une partie de l'aile gauche du PS: "On a préféré, en vue des élections locales à venir, retourner à la tambouille. Les municipales vont être une pagaille incroyable pour LFI qui sera illisible". Reuters 28 mai et AFP 29 mai 2019

L'extrême gauche "***dans l'impasse***".

NPA - L'Union européenne dans l'impasse (Vraiment ? - LVOG)

NPA (Tendance Claire) - A deux jours des élections européennes, un rapide tour d'horizon des listes de "gauche" en France (LFI, EELV, PP-PS, PCF) (Ils y tiennent à leur saloperie de gauche ! - LVOG)

LO - Communiqué sur les élections européennes du 26 mai 2019

Au temps où fonctionnait le système de l'alternance entre la droite et la gauche, cette dernière bénéficiait d'un passé qui la reliait encore au mouvement ouvrier. (La corde autour du cou, le noeud coulant devait se resserrer pour l'étrangler, LO en est nostalgique, ils n'ont rien compris décidément. - LVOG)

Au-delà du rejet que la gauche provoque aujourd'hui dans l'électorat populaire, c'est tout le système de la démocratie bourgeoise qui est mis en cause, tant il apparaît que les élections, au lieu de permettre le changement, ne servent qu'à masquer le fait que rien ne change. (C'est l'histoire du parlementarisme bourgeois qui est une imposture, à laquelle LO n'a cessé de participer et ils sont loin d'être les seuls dans ce cas-là. - LVOG)

La bourgeoisie des grandes puissances impérialistes a trouvé avec le parlementarisme un système qui lui permet de dissimuler sa mainmise sur la société, en donnant à la population l'illusion que c'est d'elle et de ses votes que dépend la vie sociale, alors qu'en réalité, elle est soumise à la dictature impitoyable du grand capital. Mais cette illusion ne fonctionne que tant qu'elle est crédible. C'est de moins en moins le cas. (...) (Vraiment, en l'absence de toute alternative politique conforme aux besoins des travailleurs, cette illusion atteint son point culminant de nos jours. Au passage, pas un mot sur le "*système*" despotique qu'est l'Union européenne, courroie de transmission de la stratégie néolibérale de l'oligarchie anglo-saxonne, destiné à instaurer un régime totalitaire à l'instar de ce qui existe déjà aux Etats-Unis. L'UE devait en être la copie conforme et le vassal, force est de constater qu'ils sont parvenus à leurs fins. - LVOG)

La gauche, tant qu'elle avait un certain crédit parmi les travailleurs, a été un moyen d'enchaîner le mouvement ouvrier au système institutionnel de la bourgeoisie. Cet instrument s'est brisé en remplissant cette tâche, et tous ceux qui veulent le réparer trompent les travailleurs alors que la société est poussée vers le précipice. (...) (Pourquoi avez-vous toujours tromper les travailleurs en leur faisant croire que le PS et le PCF étaient de gauche ? - LVOG)

Aussi restreint que soit le nombre de ceux qui se retrouvent dans les idées de la lutte de classe, ce sont eux qui représentent l'avenir. (...) (Cela nous fait une belle jambe sachant ce qu'ils représentent. Au fait, pourquoi l'extrême gauche et assimilés sont-ils aussi insignifiants dans la société ? - LVOG)

La classe ouvrière a la force et les moyens de mettre fin à la dictature du grand capital sur la société. Il lui manque la conscience de ses formidables possibilités. Cette conscience ne peut s'incarner que dans un parti ayant pour objectif de mener la révolution sociale jusqu'au bout, un parti communiste révolutionnaire. L'avenir de l'humanité et peut-être même sa survie en dépendent. (Vous en doutez ? On comprend pourquoi. - LVOG)

POI-POID - Quand on lit les communiqués du POI et du POID suite à l'élection européenne, on s'aperçoit immédiatement qu'ils se sont livrés à une lecture des résultats qui fait disparaître une partie déterminante de la réalité et empêche du même coup de comprendre la situation politique.

A savoir qu'à l'issue de ce scrutin, il ressort que les partis partisans de l'Union européenne et de l'Otan ont raflé la totalité des postes d'eurodéputés, ce qui signifie que la victoire de la réaction est totale. Or, en instrumentalisant l'abstention le POI et le POID veulent vous fait croire le contraire.

Quelqu'un a dit à juste titre, que si seulement 10% des électeurs inscrits s'étaient déplacés pour aller voter, et que LREM aurait obtenu la majorité, Macron aurait célébré sa victoire, et il se serait empressé d'annoncer qu'il allait continuer d'appliquer son programme ultra réactionnaire sans rencontrer pratiquement d'obstacles, du fait que l'opposition à sa politique était disloquée ou impuissante à s'y opposer. Mais cela est hors de portée de ces dirigeants qui le nient. Ils sont enfermés dans leur dogmatisme qui les empêche de percevoir la réalité telle qu'elle est, du coup il leur faut absolument la déformer pour qu'elle coïncide avec leur théorie foireuse, c'est pitoyable !

La Ve République ou le coup d'Etat permanent.

- Pourquoi LREM et le RN ont fait un coup de force symbolique aux européennes - huffingtonpost.fr 29.05

Les deux partis revendiquent une nouvelle bipolarisation de la vie politique dont ils sont les leaders. Pourtant, le 26 mai, plus de 50% des électeurs ont refusé d'entrer dans la dichotomie néo-libéraux versus populistes.

Affirmer que le système politique est bipolarisé est un coup de force symbolique. Il s'agit d'une entreprise menée avec constance par les deux impétrants leaders en France des européennes du 26 mai 2019, soit LREM et le RN. Ce constat de bipolarisation est aussi repris dans des interprétations qui se veulent analytiques, du scrutin.

Ces analyses se diffusant, elles participent d'une interprétation fermée de la réalité, qui de proche en proche car réitérée (comme la notion polysémique de "vote utile"), devrait finir par avoir une influence... huffingtonpost.fr 29.05

LVOG - "*Une interprétation fermée de la réalité*", qui "*devrait finir par avoir une influence*" sur le comportement des travailleurs, qui en douterait encore à part les négationnistes d'extrême gauche et associés ?

- Emmanuel Macron veut remplacer des hauts fonctionnaires pas assez loyaux - Le Parisien 29.05

- Assemblée nationale : la majorité propose une réduction de temps de parole, les députés en colère - Le Parisien 29.05

C'est un pur hasard ou on n'y est pour rien, ils osent tout !

- LREM et le RN polarisent la France qui vote - Slate.fr 28.05

- Une présidentielle opposerait de nouveau Macron et Le Pen - Reuters 29.05

Emmanuel Macron et Marine Le Pen s'opposeraient de nouveau, avec des scores supérieurs à ceux de 2017, si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, selon un sondage Ifop-Fiducial pour Paris Match, Cnews et Sud Radio publié mercredi.

Interrogée à ce sujet après le conseil des ministres, la porte-parole du gouvernement a évoqué un clivage "imposé" et désormais "ancré" dans le paysage politique français.

"C'est un clivage qui s'est imposé à nous à travers l'élection présidentielle de 2017, puisque c'est le choix que les Français ont fait", a dit Sibeth Ndiaye. "Ce n'est pas de notre fait; c'est une recomposition du champ politique français qui fait qu'aujourd'hui nos concitoyens ne se reconnaissent plus dans le traditionnel clivage entre la droite et la gauche et cette recomposition, elle perdure, elle est ancrée."

"Année après année, cet ancrage malheureusement a continué dans un certain nombre de territoires et beaucoup de nos concitoyens considèrent que le Front national est un parti comme un autre", a ajouté la porte-parole... Reuters 29.05

L'aveu

- Macron demande à ses ministres de ne pas oublier l'électorat de gauche - Le Parisien 29.05

Et pour cause...

Elections européennes : 72% des Français réclament un changement fondamental de politique après la défaite du parti présidentiel, selon un sondage - franceinfo 27.05

Pour 72% des personnes interrogées, Emmanuel Macron doit changer de cap plutôt que de persévérer voire de s'obstiner dans la voie engagée depuis deux ans, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro réalisé lundi 27 mai. franceinfo 27.05

Et le Parlement européen de l'Otan

Résultats européennes 2019 : voici à quoi va ressembler le nouveau Parlement - Le Parisien 26 mai 2019

Le Parti populaire européen (PPE) garde le plus gros groupe avec 173 élus, selon les premières estimations du Parlement. Il perd toutefois beaucoup de terrain puisqu'il avait 217 eurodéputés dans la mandature précédente. C'est loin de la majorité.

L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S & D) perd elle aussi des sièges. Elle en obtiendrait 147 sièges, contre ses 186 précédemment. Les centristes de l'ALDE progressent et auraient 102 élus (contre 68 précédemment). Les Verts sont la 4e force du Parlement avec 71 eurodéputés. Ils avaient jusqu'alors 52 élus. Le Parisien 26 mai 2019

Rappel.

Extrait; Pour que le Parlement élise démocratiquement Weber(à la présidence de la Commission européenne), il n'est pas nécessaire qu'il soit soutenu par une majorité de parlementaires. Il suffit que son groupe, le PPE, arrive en tête. Washington a donc préparé une assemblée dominée par le Parti populaire européen (PPE)...

Contrairement à ce que ressasse la presse, il n'y a aucune opposition sur le fond entre le Parti populaire européen (PPE) et l'Europe des nations et des libertés (ENL). Tous s'entendent sur la tutelle de l'Otan, laquelle implique l'essentiel des décisions politiques. Il y a juste une répartition des rôles. (La mascarade de l'Union européenne par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 mai 2019)

Macronie acte II, c'est parti.

- Assemblée: le projet de loi fonction publique adopté malgré les critiques - AFP 28 mai 2019

L'Assemblée a donné son feu vert mardi en première lecture au projet de loi sur la fonction publique qui entend donner plus de "souplesse" à un secteur souvent "victime de rigidités", avec notamment un recours accru aux contractuels vivement critiqué dans l'opposition.

Recueillant peu de suffrages en dehors des élus LREM-MoDem, le texte a été adopté par 351 voix contre 156 et 53 abstentions. Les trois groupes de gauche, PS, PCF et LFI, ont voté contre, comme LR très majoritairement. L'UDI-Agir s'est majoritairement abstenu, Libertés et Territoires étant partagé. Les élus RN se sont abstenus.

Le projet, qui concerne les 5,5 millions d'agents dans les trois versants (Etat, Territoriale et Hospitalière), vise selon le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt à "moderniser" le statut de fonctionnaire et l'adapter aux "attentes" de la société.

Cela passe notamment par l'élargissement du recours aux contractuels (déjà au nombre d'un million) qui doit rendre l'administration "plus attractive et plus réactive", mais aussi par des mobilités facilitées, un dispositif de rupture conventionnelle, un "contrat de projet" sur le modèle du privé ou encore un dialogue social "simplifié" avec une refonte des instances.

Malgré les critiques des oppositions, les députés ont aussi adopté un amendement gouvernemental de dernière minute pour imposer les 35 heures effectives dans la fonction publique, où le temps de travail est parfois inférieur.

Le projet de loi sera examiné le 18 juin au Sénat. Le gouvernement souhaite le faire adopter définitivement avant l'été pour une application au 1er janvier 2020. AFP 28 mai 2019

Leurs chers barbares ou le véritable visage du régime (et du PS).

- Paris tente d'éviter la peine de mort à ses ressortissants en Irak, déclare Le Drian Reuters 28.05

Paris s'efforce d'éviter la peine capitale à ses quatre ressortissants que la justice irakienne a condamnés à mort pour appartenance au groupe Etat islamique (EI), a déclaré mardi le chef de la diplomatie française. Reuters 28.05

LVOG - A une autre époque, ils avaient bien gracié ou réhabilité la plupart des vichystes et des nazis...

- Mobilisation d'associations pour des djihadistes français condamnés à mort - Reuters 28.05

Le Collectif des familles unies, qui rassemble des parents d'hommes ou de femmes partis faire le djihad en Syrie ou en Irak, a également demandé au gouvernement français "d'empêcher ce sinistre scénario d'exécutions capitales" et de faire en sorte qu'ils soient jugés en France.

"Nous appelons le gouvernement français à bloquer toute velléité de nouveaux transferts de ressortissants français vers l'Irak", lit-on dans son communiqué, qui rappelle que 12 d'entre eux ont été ainsi transférés en février de Syrie, où ils avaient été faits prisonniers.

"Leur transfert en Irak n'a pas pu se faire sans l'assentiment des autorités française. De ce fait les autorités françaises ont livré des ressortissants français à un pays pratiquant la peine de mort", déplore ce collectif.

"Aucune vérité ne sort de ces procès, sans témoins, expédiés à la va-vite, où même les actes d'accusation ne sont pas rendus publics, où aucune preuve n'est produite, où aucun témoin ne comparaît, où les aveux peuvent avoir été extorqués sous la torture et où les droits de la défense sont inexistants." Reuters 28.05

Franceinfo - Français condamnés à mort en Irak : cette peine est "barbare et n'aura aucune conséquence en termes de prévention"

Guillaume Denoix De Saint-Marc, directeur de l'Association française des victimes du terrorisme (AFTV), souhaite que leur peine de mort soit "commuée en prison à vie". Franceinfo 29.05

En complément.

- Soudan : les islamistes font le choix des militaires pour préserver la charia - Franceinfo 28.05

Les mouvements islamistes soudanais apportent leur soutien au Conseil militaire dans son bras de fer avec la contestation... Franceinfo 28.05

Ils osent tout.

Brexit : Boris Johnson convoqué par la justice pour "mensonges" - Franceinfo

LVOG - Alors qu'ils sont tous aussi menteurs !

Le Défenseur des droits veut que la France fasse cesser les "traitements inhumains" des enfants de jihadistes en Syrie - Le HuffPost

LVOG - Il ne pouvait évidemment pas s'agir des "*traitements inhumains*" infligés par les "*jihadistes*" français aux enfants syriens...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

Après ses mauvais résultats aux européennes, Tsipras annonce des législatives anticipées - lexpress.fr 27.05

"Après le second tour des élections locales (le 2 juin), je demanderai au président d'organiser immédiatement des élections nationales", a déclaré le Premier ministre grec Alexis Tsipras dans une allocution télévisée. Dimanche, son parti a été lourdement sanctionné aux élections européennes et locales.

Son parti Syriza a été devancé de plus de 8 points par le principal parti d'opposition, la Nouvelle Démocratie (droite). Avec seulement 25 % des suffrages se portant sur Syriza (contre 33,5 % à ND), Alexis Tsipras a visiblement échoué à capitaliser sur les succès dont il se targuait, en particulier le retour de la Grèce sur les marchés financiers et la sortie des programmes de rigueur dictés par les créanciers, UE et FMI, pour parer à la crise de la dette.

Au pouvoir depuis quatre ans, Alexis Tsipras, 44 ans, avait fait du scrutin européen un vote de confiance à l'égard de sa politique, alors que son mandat expire au mois d'octobre et que des élections législatives étaient prévues à cette échéance.

Malgré la reprise de l'économie depuis 2017 et l'amélioration des résultats macroéconomiques, les Grecs peinent à se remettre d'une profonde récession et pâtissent d'un taux de chômage de 18 %, le plus élevé de la zone euro. Le train de mesures visant à alléger la pression fiscale et venir en aide aux retraités n'a visiblement pas suffi pour séduire un électorat lassé de la politique de rigueur.

Aux élections locales également, les premiers résultats montrent une avance de ND. Aux municipales d'Athènes et de Thessalonique, organisées également dimanche, les candidats de droite arrivent en tête pour le second tour du 2 juin.

Élu pour la première fois en janvier 2015, Alexis Tsipras, qui se revendiquait alors de la gauche radicale, est accusé par ses opposants d'"avoir trahi" son électorat après avoir été contraint d'abandonner ses promesses préélectorales sur "la fin de l'austérité". lexpress.fr 27.05

Israël

Devant l'impasse politique, Israël retournera voter une 2e fois en cinq mois - AFP 29.05

Le Parlement israélien a voté pour sa propre dissolution mercredi soir moins de deux mois après avoir été élu, et les électeurs seront à nouveau appelés aux urnes le 17 septembre, scénario inédit dans l'histoire du pays. AFP 29.05

Soudan

Grève générale au Soudan pour faire pression sur les généraux au pouvoir - AFP 28 mai 2019

Des milliers de Soudanais ont observé mardi une grève générale à l'appel de la contestation, paralysant plusieurs secteurs d'activités, pour accroître la pression sur l'armée, qui refuse de transférer le pouvoir aux civils plus de six semaines après l'éviction d'Omar el-Béchir.

Les fonctionnaires, employés des banques et d'entreprises du privé ont répondu à cet appel d'une grève générale de deux jours - mardi et mercredi-, insistant sur le fait que seul un gouvernement civil est en mesure de sortir le Soudan de la crise politique.

"Cette grève est la première étape. Si nos revendications ne sont pas satisfaites, nous irons vers une désobéissance civile", a averti un employé de banque, Youssef Mohamed, alors qu?il scandait des slogans avec ses collègues devant cet établissement bancaire de Khartoum.

"Nous avons essayé un gouvernement militaire, mais cela n'a pas fonctionné", a-t-il ajouté.

Dans différents secteurs de Khartoum, des employés grévistes ont protesté en pleine rue, des voitures klaxonnant en solidarité avec eux.

Des centaines de travailleurs de Port-Soudan (est), un pôle économique vital, ont aussi rejoint la grève de 48 heures.

En milieu de journée, des hommes de l'armée régulière et des paramilitaires de la Force de soutien rapide (RSF) ont entouré les locaux de la Banque centrale à Khartoum.

"Cette force militaire a essayé d'imposer au personnel de reprendre le travail", a dénoncé l'Association des professionnels soudanais (SPA), acteur majeur du mouvement de contestation.

Des centaines de passagers ont été bloqués à l'aéroport de Khartoum. Beaucoup d'employés ont porté des insignes sur lesquels était écrit: "nous sommes en grève".

Les compagnies soudanaises Badr, Tarco et Nova ont suspendu leurs vols mardi. EgyptAir a également annulé ses liaisons avec Khartoum pour la journée, avant d'annoncer leur rétablissement.

Des centaines de passagers ont aussi été bloqués à la gare routière de la capitale, où les employés en grève ont affirmé qu'il n'y aurait pas de bus mardi et mercredi.

Après avoir demandé le soutien de l'armée contre le président Béchir, les manifestants réclament désormais le départ des généraux qui ont pris le pouvoir après avoir évincé le chef de l'Etat le 11 avril.

Face au refus persistant des militaires de céder le pouvoir, l'ALC a décidé d'utiliser l'arme "inévitable" de la grève générale.

En cas d'absence de réaction des militaires, Wajdi Saleh, membre de l'ALC, a menacé lundi soir de faire "monter la pression d'un cran vers une grève générale indéfinie". "Nous espérons ne pas en arriver là", a-t-il ajouté.

La grève de deux jours a pour objectif d'envoyer un message clair au monde: le peuple soudanais souhaite un changement réel et n'acceptera pas de laisser le pouvoir aux mains des militaires", a déclaré à l'AFP Siddiq Farouk, un des leaders de l'ALC.

Mais cet appel a aussi révélé des dissensions au sein du mouvement de contestation.

L'historique parti d'opposition al-Oumma, dirigé par l'ancien Premier ministre Sadek al-Mahdi et membre de l'ALC, a rejeté dimanche cette action, évoquant un "désaccord sur son calendrier et sa préparation".

"Une grève générale est une arme qui ne devrait être utilisée qu'après avoir fait l'objet d'un consensus" au sein de l'ALC, a argué al-Oumma.

Ce parti a toutefois appelé à maintenir "l'unité" et défendu le "droit" des travailleurs à faire grève.

M. Mahdi, ex-chef de gouvernement élu qu'Omar el-Béchir avait renversé lors d'un coup d'État soutenu par les islamistes en 1989, avait déjà appelé les manifestants à ne pas "provoquer" les militaires.

Le Parti du congrès soudanais, autre composante importante de l'ALC, a de son côté annoncé son adhésion à la grève, en dénonçant "le mur d'intransigeance du Conseil militaire". AFP 28 mai 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Argentine

Argentine: grève générale contre l'inflation et la perte de pouvoir d'achat - AFP 29.05

L'opposition au président de centre droit Mauricio Macri a lancé mercredi une grève de 24 heures en Argentine, paralysant l'activité économique pour protester contre l'incapacité du gouvernement à réduire l'inflation qui a atteint 55% sur un an.

Métros, autobus et trains de banlieue étaient à l'arrêt, tous les vols étaient annulés dans les aéroports du pays, banques, écoles et administrations fermées, et la plupart des commerces avaient également le rideau baissé, faute de transports en commun pour les employés.

"La grève est suivie car il n'y a eu aucune réponse, ni réaction du gouvernement aux revendications", a déclaré Hugo Moyano, un des leaders les plus influents du mouvement syndical argentin.

Le pouvoir d'achat des 44 millions d'Argentins est en chute libre du fait de la hausse des prix, la pauvreté augmente, l'économie est en récession, et le gouvernement mène une politique de rigueur budgétaire, sous la pression du FMI.

Les syndicats demandent des hausses salariales alignées sur l'inflation.

"Il y a un grand mécontentement contre le gouvernement. De nombreux travailleurs ont voté pour ce gouvernement car il allait supprimer l'impôt sur le revenu, ils leur ont fait confiance mais cette fois, ils ne vont pas se tromper de nouveau", a souligné Hugo Moyano, en référence à l'élection présidentielle du 27 octobre.

Le patron du syndicat des routiers, un des plus puissants de ce pays grand comme 5 fois la France, soutient le ticket présidentiel de gauche formé par l'ex-présidente Cristina Kirchner et son ex-chef du gouvernement.

"Les gens sont otages du fonctionnement des transports en commun. Lors de la précédente grève générale, certains transports fonctionnaient et les gens sont allés travailler", a dénoncé le ministre argentin des Transports Guillermo Dietrich.

C'est la cinquième grève générale du mandat de Mauricio Macri, applaudi par les grandes puissances pour son réformisme mais très critiqué en Argentine. Arrivé au pouvoir fin 2015, il brigue un second mandat de quatre ans, et se trouve affaibli par la crise économique qui frappe le pays depuis 2018.

Pour stabiliser la troisième économie d'Amérique latine, il a sollicité un prêt du FMI, qui a débloqué en 2018 le versement de 56 milliards de dollars sur trois ans. En contrepartie, les coupes budgétaires exaspèrent la population.

Forts du succès de la grève de mercredi, les syndicats tirent à boulets rouges sur le président, en mauvaise posture dans les sondages à cinq mois du scrutin.

"Le mouvement ouvrier réitère son appel à des actions immédiates pour freiner la décadence politique, sociale et économique", a lancé Hector Daer, un dirigeant de la CGT, le plus puissant des syndicats d'Argentine.

Les rues de Buenos Aires, une agglomération de 13 millions d'habitants, étaient inhabituellement calmes mardi, sans taxis, ni autobus.

"Nous ne voulons plus d'ajustements. Ni de licenciements, il faut les interdire. On ne veut plus voir des gens qui ont faim. On veut que la situation change complètement", dit Gustavo Michel, un ouvrier d'une raffinerie, près de Buenos Aires.

"De nombreuses entreprises ferment, se désole-t-il. Des familles se retrouvent à la rue. C'est terrible car il n'y plus de travail".

D'après les syndicats, 290.000 emplois ont été perdus en trois ans.

ECONOMIE

Chine

La Chine dévoile un projet de train pouvant aller jusqu'à 600 km/h - LePoint.fr 28 mai 2019

La course pour créer la prochaine génération de train ultra-rapide est lancée. La société d'État China Railway Rolling Stock Corporation (CRRC) a annoncé le développement d'un prototype de train à lévitation magnétique capable d'atteindre la vitesse de 600 km/h, explique BFM TV. Effectuer un trajet sur les rails en moitié moins de temps qu'actuellement pourrait devenir une réalité. L'entreprise contrôlée par le gouvernement chinois planche sur une technologie de sustentation magnétique.

La compétition fait rage entre la Chine et le Japon qui semblent être les plus avancés. Les deux pays se sont chacun engagés dans la bataille pour la meilleure technologie. À titre de comparaison, le TGV français ne dépasse pas les 350 km/h. Il a cependant déjà effectué une pointe à 574,8 km/h en 2007, mais il lui est impossible de maintenir cette vitesse pendant plusieurs minutes. LePoint.fr 28 mai 2019

Malaisie

- La Malaisie retourne des déchets à l'envoyeur, en France et ailleurs - Reuters 28 mai 2019

La Malaisie va renvoyer 3.000 tonnes de déchets plastiques dans leurs pays d'origine, notamment en France et aux Etats-Unis, a annoncé mardi la ministre de l'Environnement.

La Chine ayant décidé de refuser les arrivages de déchets plastiques l'an dernier, la Malaisie a pris le relais et des usines de recyclage ont vu le jour par dizaines. Beaucoup fonctionnent sans licence d'exploitation avec des conséquences néfastes pour les riverains.

Le plastique impropre au recyclage est brûlé, ce qui libère des produits chimiques toxiques dans l'atmosphère, ou bien il finit dans des centres d'enfouissement, ce qui peut contaminer le sol et les nappes phréatiques.

Dans ce contexte, 60 conteneurs d'ordures importés illégalement seront retournés à l'envoyeur, a déclaré mardi à la presse la ministre malaisienne de l'Energie, de la Technologie, de la Science, de l'Environnement et du Changement climatique, Yeo Bee Yin.

"Ces conteneurs ont été introduits illégalement dans le pays avec de fausses déclarations entre autres infractions, en violation patente de notre législation sur l'environnement", a déclaré la ministre après une visite à Port Klang, dans la banlieue de la capitale, Kuala Lumpur.

"Nous demandons instamment aux pays développés de revoir leur gestion des déchets plastiques et de cesser d'expédier des déchets vers les pays en développement", a-t-elle ajouté.

Quatorze pays sont concernés par ces retours à l'envoyeur, notamment les États-Unis, le Japon, la France, le Canada, l'Australie et la Grande-Bretagne. Cinq conteneurs de déchets plastiques contaminés ont été renvoyés à l'Espagne.

Les Philippines, qui ont le même problème, ont décidé la semaine dernière de faire appel à une société de transport maritime privée pour renvoyer 69 conteneurs de déchets au Canada qui tardait à reprendre une cargaison illégale. Reuters 28 mai 2019

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 6 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie d'ici un ou deux jours. En attendant on va se farcir EELV : La vermine de l'Otan économique (l'UE).

- Au format pdf (26 pages)

PREMIERE PARTIE

Qu'est-ce que c'est l'écologie politique à laquelle Yannick Jadot a été formée ? Vous verrez que ceci explique cela.

- C'est quoi l'ONG Solagral dans laquelle s'engagea Jadot en 1995, quelle idéologie véhiculait son président Pierre Castella lié au Ministère des Affaires étrangères (MAE) ?

- Solagral. Avec l'appui du ministère français de la Coopération...

- Du GATT à l'Organisation mondiale du commerce?

Page 51. La création d'une véritable institution du commerce mondiale (OMC - Ndlr) est cependant un premier pas important franchi. (www.persee.fr)

Extraits.

En dépit de sa discrétion, la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (FPH) est devenue ces dernières années un acteur important dans les débats sur l'agriculture.

Placé en Bourse et dans l'immobilier, le capital de la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'homme s'élève à quelque 225 millions d'euros. Le très chic Domaine de Villarceaux, dont la famille Calame est propriétaire, constitue son joyau. Il comprend un château, un golf et une exploitation agricole de plus de 400 hectares (la ferme de la Bergerie), convertie en bio en 1997 et gérée par Matthieu Calame. Grâce aux revenus de ses placements financiers, la FPH peut afficher un budget bisannuel de 17 millions d'euros, dont environ la moitié est consacrée au financement d'associations et de projets en France et ailleurs. Jusqu'en 1989, les aides accordées par la fondation étaient essentiellement destinées à des projets ponctuels. Depuis, la FPH

a décidé de privilégier« la construction de réseaux internationaux à dominante thématique ». Ceci a permis la création d'une série de nouvelles associations militantes, comme Inf'OGM(1) ou la Fondation Sciences citoyennes.

Son opposition à la politique productiviste ne concerne pas seulement l'agriculture. De manière plus générale, Pierre Calame remet en cause l'héritage gaulliste de l'après-guerre, qui a permis à la France de devenir une puissance industrielle et agricole. Son fils Matthieu, qui regrette que « l'après-guerre gaulliste [ait] ouvert la voie à une politique de recherche volontariste », est plus explicite : «Alors que Pétain pensait que la puissance d'une nation reposait sur sa force morale, de Gaulle et les communistes étaient persuadés que l'industrie fait la puissance d'une nation ». A choisir, Matthieu préfère visiblement la force morale de Pétain à la puissance industrielle souhaitée par de Gaulle ! Un brin nostalgique, il rappelle que « la Troisième République, elle, avait fait le pari que son soutien le plus sûr, c'était les petits paysans propriétaires, et que pour assurer la stabilité et la force de la nation, il fallait maintenir et protéger les petits paysans ». Paradoxalement, cette défense des « petits paysans » contre une agriculture moderne et mécanisée, typique de la droite conservatrice des années trente, permet à la FPH d'exercer une influence importante au sein des mouvements altermondialistes.

Les amis de Pierre Calame

Parallèlement au soutien qu'elle apporte aux associations militantes anti-OGM et altermondialistes, la FPH est curieusement engagée dans un travail d'influence beaucoup plus institutionnel. Celui-ci implique des acteurs presque tous issus de l'administration française ou de la fonction publique. Il est vrai que contrairement à Pierre Vuarin, Pierre Calame n'est pas vraiment un ancien militant du Larzac ! Polytechnicien de formation et ancien secrétaire général de Sacilor, il a été au service de l'Etat avant de diriger la FPH. Ses positions sont d'ailleurs souvent éloignées des slogans proférés dans les rues de Seattle en 1999. Pierre Calame se fait volontiers l'avocat de l'OMC, n'hésitant pas à crier « Vive l'OMC dans son principe ! » et à traiter de « romantisme de pacotille » le fait de se réjouir de l'échec de l'OMC à Cancun. Il estime même que « l'intuition fondatrice de Davos était bonne », tout en lui reprochant d'avoir confondu « mondialisation (le fait irréversible de nos interdépendances) et globalisation économique ». Bref, le patron de la FPH ne rejette pas la mondialisation, mais la « globalisation économique sans frein », l'« intégrisme des marchés » et surtout l'« innovation technologique sans contrôle ».

Une gouvernance technocratique

Bien moins radical que celui de José Bové, le discours de Pierre Calame est partagé par tout un courant de l'administration française proche de la pensée du fédéraliste Jean Monnet. Au sein de ce courant, certains souhaitent instaurer une « gouvernance mondiale » qui réponde à des critères – a priori très nobles – « éthiques, solidaires et écologiques ». Cependant, estime Pierre Calame, cette «gouvernance » ne peut être assurée par les Etats. Rejetant clairement ce qu'il appelle la « fiction » de l'Etat-nation souverain, il précise que « l'architecture de la gouvernance mondiale ne peut se concevoir sans une refondation des Etats nationaux eux-mêmes, sans une redéfinition de leur rôle [et] de leurs modalités de fonctionnement ». Pour repréciser ces fonctions, le patron de la FPH s'inspire de la construction européenne, qu'il considère comme un véritable modèle. Le 5 mars 1996, il organise ainsi une rencontre avec six acteurs majeurs des débuts de la construction européenne, dont Georges Berthoin, ancien secrétaire de Jean Monnet, Stéphane Hessel, ancien ambassadeur à l'Onu et Jean Ripert, ancien numéro deux de l'Onu et autre collaborateur de Monnet. Ces pionniers expliquent comment ils ont bâti l'Europe : « C'est de façon parfaitement consciente que l'on a créé des instances "technocratiques", faites de gens sans mandat politique et parlant au nom de l'Europe ». Pour eux, le principal problème des Etats réside dans le poids du jeu démocratique. Les élus étant trop sensibles aux aléas des élections et à une opinion publique volatile, il est indispensable de libérer le processus politique du fardeau parlementaire. Ceci a l'avantage de favoriser le travail d'influence directe des Commissions : « Le coup de génie des créateurs de l'Europe a été d'investir la Commission européenne du monopole de proposition. C'est par rapport à ces propositions que les représentations nationales doivent se prononcer». « Sans cette Europe technocratique, il n'y aurait pas eu d'Europe du tout », résume Pierre Calame. Contrairement à son « allié » José Bové, il s'est clairement prononcé en faveur de l'Europe de Maastricht, de l'euro et du Traité constitutionnel.

(...)

La FPH a su saisir une autre occasion de diffuser ses idées, cette fois-ci dans les bureaux de l'administration française, et en particulier ceux de la Coopération au sein du MAE (Ministère des Affaires étrangères). Pour des raisons budgétaires, une partie importante du travail de prospective des ministères a en effet été externalisée et confiée à des ONG, qui se présentent comme des bureaux d'études.

Parmi ces ONG figurent deux associations militantes de réputation bien plus modérée que Greenpeace ou les Amis de la Terre : Solagral (dont les activités ont cessé en 2003) et le Groupe d'échange et de recherche technologiques (Gret). Toutes deux entretiennent des liens étroits avec la FPH.

De Solagral…

Comme la Fondation pour le progrès de l'homme, Solagral était favorable à une réforme en profondeur de l'agriculture européenne. Elle entendait mettre fin au « face-à-face entre pouvoirs publics et professionnels », et ouvrir « la discussion aux

autres acteurs concernés : les consommateurs, les associations locales, les organisations de solidarité internationale, les organisations écologistes… bref, la société civile ». Longtemps présidée par Pierre Castella, un ancien de la Coopération au MAE et un collaborateur régulier de la FPH, Solagral était une ONG ouvertement engagée, financée entre autres par la FPH. On y retrouvait également des personnalités plus militantes comme Yannick Jadot, son délégué général (aujourd'hui responsable des campagnes de Greenpeace) ou Anne Chetaille, son « experte sur les questions internationales » (actuellement membre du conseil d'administration d'Inf'OGM). En dehors de la FPH, la principale source de revenus de Solagral était la rédaction d'études, commanditées et financées par le MAE. Celles-ci ont permis aux militants de Solagral d'influencer les positions de la France sur des questions clés comme les OGM ou la politique française en matière de développement de l'agriculture dans le tiers-monde. Grâce à ses liens étroits avec la fondation de Pierre Calame, Solagral a largement servi de relais à la FPH. En 2003, certaines personnes ont commencé à s'interroger sur les liens unissant Solagral et le MAE. Ce dernier a donc dû arrêter de passer des commandes à l'association de Pierre Castella. Faute de financement, Solagral a été contraint de mettre un terme à ses activités.

(https://www.agriculture-environnement.fr/2006/12/28/letrange-fondation-de-la-famille-calame)

- Au-delà, Jadot est aussi un produit du mouvement altermondialiste, du Forum social mondial depuis Porto Alegre. Directeur des campagnes de Greenpeace, proche de Daniel Cohn-Bendit.

- En 2005, il prend position pour le « oui » au référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe.

- EELV annonce une liste autonome aux européennes 2019.

Il présente sa liste comme n'étant « ni de droite, ni de gauche », affirmant : « L'écologie, c'est pas la gauche. L'écologie veut occuper une place centrale dans le débat politique. L'écologie, c'est bien plus que la gauche ». (Une "place centrale" : c'est l'extrême-centre de Macron ou LREM - LVOG) (Source : wikipedia.org)

EELV a été créée pour évincer "les gauchistes", la "gauche marxiste", pendant des années ils resteront dans le sillage des sociaux-libéraux du PS, et quand à son tour le PS sera rejeté par les classes moyennes et les couches de la classe ouvrière qui votaient encore pour ses candidats aux élections, ils adopteront le " « ni de droite, ni de gauche » qui est la marque de fabrique de l'extrême-centre, Macron et LREM avec lesquels ils sont compatibles.

Tant que le PS fut dans l'opposition parlementaire, il se fit passer pour un parti socialiste ou de gauche en se dotant d'un programme qu'évidemment l'UDR ou le parti officiel de l'ordre ne pouvait pas appliquer, et quand il parvint au pouvoir en 1981, il s'empressa de renier son programme et de se fondre complètement dans les institutions de la Ve République pour appliquer une politique conforme aux besoins du capitalisme déjà en crise. En guise d'hors d'oeuvre, il lâchera quelques réformes progressistes, pour mieux faire passer le plat de résistance qui consistera à se rallier officiellement à l'économie de marché et justifier par la suite les sacrifices qu'il imposera à la classe ouvrière (politique d'austérité, privatisations, etc.) qui finiront par s'en détourner totalement ainsi que des couches de plus en plus importantes des classes moyennes, pour finalement quasi disparaître et céder la place au représentant officiel de l'oligarchie, Macron et LREM.

Faire disparaître le PS qui au sein des institutions incarnait la gauche, c'était une étape, mais il fallait achever le travail en évinçant le parti qui incarnait la droite au sein des institutions, de sorte que les partis qui incarnaient la lutte des classes même de façon déformée disparaissent au profit d'un parti unique, autrement dit leur objectif était la liquidation de la lutte des classes au profit d'un régime totalitaire, qui, agenda électoral oblige serait bicéphale comme aux Etats-Unis, restait à le fabriquer ou à le mettre en selle s'il existait déjà, et coup de bol, ils avaient EELV sous la main qu'ils s'étaient employés à purger ces dernières années de ses impuretés réformistes dites de gauche ou marxisantes, sans rire, une fois LR laminé lors des élections de 2017, il ne restait plus qu'à lui porter le coup de grâce lors des européennes de 2019 pour propulser la vermine réactionnaire en haut de l'affiche, pari gagné, bravo !

Entre nous, ils sont moins cons que nous, dites-le à vos dirigeants, ils le méritent !

Je n'ai pas le temps de retracer toute la chronologie de l'écologie politique ou de rappeler toutes les étapes par lesquelles cette mystification est passée depuis la Conférence de Rio sur le climat, en 1992 si je ne me trompe pas, les Cap 20 à 25, peu importe, j'en donne un aperçu ci-dessous. Les Verts ont connu les mêmes mutations que le PS pour atterrir dans le giron de l'oligarchie ou du néolibéralisme que EELV s'emploie à cautionner en employant la même méthode que le PS, en se déclarant non pas ennemi du capitalisme mais de ses excès, tout en proposant des mesures, qui parce qu'elles sont incompatibles avec les besoins du capitalistes ne verront jamais le jour tant que le capitalisme n'aura par été renversé par une révolution prolétarienne et socialiste, ce qu'ils se passeront bien de préciser parce qu'ils y sont évidemment opposés, ce qui leur permet dors et déjà de se faire passer pour des opposants au néolibérale auprès des naïfs ou ignorants qui les soutiennent ou tout simplement cautionne la "transition écologique" ou "énergétique, la propagande officielle de l'oligarchie.

Cette imposture prendra fin lorsqu'ils arriveront au pouvoir et appliqueront la même politique que Macron ou LREM, mais là il sera trop tard pour réagir ou faire marche arrière ou chercher une branche à laquelle se raccrocher car elles auront toutes été

coupées depuis longtemps, et il ne restera plus aux exploités et aux opprimés, à nos braves dirigeants, cadres et militants de l'avant-garde du mouvement ouvrier qu'à sortir un grand mouchoir pour essuyer leurs larmes et la morve (la morgue aussi) qui coulera de leur nez jusqu'à ce que mort s'en suive, car elle ne s'en remettra pas, avec un peu de chance, si la civilisation humaine était destinée à connaître des jours meilleurs un jour, il faudrait attendre les générations suivantes de militants pour espérer sortir un jour de l'enfer dans laquelle elle aura été plongée pendant de très longues décennies, demandez à nos rares petits camarades américains comment cette lèpre a fini par ronger la quasi totalité de leur mouvement ouvrier et la classe ouvrière, et comme il est difficile de la stopper.

Vous serez témoins également que depuis le début des causeries en 2008, depuis toujours en réalité, j'ai combattu sans relâche l'écologie politique, et il m'est même arrivé de prévoir son avenir glorieux, et le pire c'est que je ne plaisante pas, hélas puisqu'on me prend pour un farfelu ou un détraqué ! Au cours des dix dernières années, bien des militants ou lecteurs m'ont tourné le dos parce que j'avais eu l'audace de proposer des analyses qui sortaient des sentiers battus ou des dogmes auxquels ils se raccrochaient désespérément, et les faits m'ont donné raison la plupart du temps, en vain, encore hélas, ne comptez tout de même pas sur moi pour m'excuser, soyons sérieux s'il vous plaît, vous ne voudriez tout de même pas que je me renie à mon tour pour partager les théories foireuses qui nous ont conduits où nous en sommes, n'est-ce pas ?

J'ai lu de nombreux commentaires désespérés dans des blogs sur Internet, c'est bien triste, et j'ai constaté à quel point ils étaient bourrés de contradictions, incohérents, au point que je me suis dit qu'on ne pouvait même pas leur en vouloir tellement ils sont aveuglés par leur propre ignorance, et qu'il ne servirait à rien de leur exposer en long et en large ou en profondeur tellement ils sont fermés à toute argumentation, et reproduisent justement la méthode qu'ils dénoncent chez les idéologues, porte-parole, experts, journalistes, dirigeants psychopathes acquis à l'idéologie néolibérale, ce qui témoigne à quel point ils subissent son influence et ne s'en aperçoivent pas eux-mêmes.

Une telle absence de logique chez des gens soi-disant évolués, la plus élémentaire notez bien, n'est pas de nature à permettre d'envisager une discussion sereine avec eux, sauf à perdre son temps ou s'illusionner soi-même. J'adopte la même attitude qu'un psychothérapeute ou un psychanalyste en présence d'un cas clinique à traiter. A moins d'un choc violent qui les toucherait personnellement ou constituerait une menace sérieuse sur leur mode vie confortable, je ne vois pas comment ils pourraient réagir et sortir de l'état de léthargie intellectuelle dans lequel ils sont plongés.

Epilogue.

L'option EELV présente au moins deux inconvénients majeurs. Le premier c'est son ancrage historique à gauche même s'il est frauduleux, qui ne permettra pas ou très difficilement le ralliement d'acteurs de droite hormis du MoDem et du PS. Le second c'est son idéologie axée sur l'écologie, même là encore si en réalité elle est de nature économique et une version du capitalisme.

Ce parti ayant un nombre de militants insignifiants, autour de 5.000 tout au plus, il est donc entièrement ou presque à construire ou à reconstruire sur la base de l'extrême-centre, tâche périlleuse qui n'est pas gagné d'avance, tant son discours et ses actes présentent des contradictions qui mettent en lumière sa véritable nature de droite ou réactionnaire, une fois au pouvoir elle éclaterait au grand jour et déclencherait une crise politique très compromettante pour le camp de l'oligarchie ou aux conséquences incontrôlables, à la hauteur de cette énorme imposture.

Isolé, à ce jour, il n'aurait aucune chance de parvenir au niveau de LREM et de constituer une alternance d'extrême-centre susceptible de parvenir au pouvoir, la seule alternance que l'oligarchie pourrait envisager. Avec une coalition du type "union de la gauche", EELV-PP-PS-Générations-LFI, toutes ses composantes se déchireraient et se disloqueraient avant même sa formation, le pays serait ingouvernable. Il faut donc apparemment écarter cette hypothèse, j'y reviendrai plus loin. L'oligarchie pourrait alors recourir au parti de droite issu de la dislocation de LR, en reconstituant en quelque sorte l'UMP avec l'UDI et d'autres débris centristes qui quitteraient LREM, de manière à pouvoir envisager une alternance d'extrême-centre plus fiable et présentant moins de risques que EELV. Cette hypothèse correspond notamment aux derniers développements politiques.

- Mamère, Rivasi et d'autres écologistes mettent en garde EELV contre "le péché d'isolement" - AFP 6 juin 2019

Plusieurs personnalités écologistes et de gauche, dont des membres d'EELV, ont mis en garde Yannick Jadot et la direction du parti, mercredi, dans Libération, contre le "péché d'orgueil et d'isolement" après leur bon résultat aux élections européennes.

"Les écologistes, comme dans plusieurs pays européens, réalisent une poussée significative (...). Pour autant, ils doivent prendre garde au péché d'orgueil et d'isolement", écrivent 160 personnalités dans une tribune, dont l'ancien d'EELV Noël Mamère et l'eurodéputée EELV Michèle Rivasi, qui figurait en deuxième position sur la liste de Yannick Jadot aux européennes.

"Chaque élection est différente, nous le constaterons rapidement pour les élections municipales qui se profilent", ajoutent-ils. "Une hirondelle de 13,5% de voix ne fait pas le printemps de la transformation sociale et écologique et ne met personne en capacité de peser sérieusement dans le débat public et de représenter une alternative au capitalisme néolibéral".

La tribune vise des déclarations de la direction d'EELV, et les propos de la tête de liste Yannick Jadot au lendemain des élections européennes. Tout en disant vouloir "rassembler, rassembler, rassembler", il confiait qu'il ne ferait "pas demain ce qu('il) n'a pas fait pendant les dix mois" de campagne, "se mettre autour d'une table entre anciens partis du XXè siècle pour faire des accords, des machins, des trucs".

Selon les auteurs de la tribune, EELV "doit plus que jamais être à la hauteur des enjeux, participer activement à la reconstruction d'un grand mouvement populaire, écologiste et social, engager une démarche qui s'adresse aux forces politiques de la gauche d'émancipation et plus largement à toutes celles et ceux qui veulent s'engager dans un tel projet".

Ils estiment que "plutôt que les méfiances, les rancoeurs, nous devons confronter avec bienveillance nos points de vue et abandonner l'esprit de clocher ou d'hégémonie". "Cela ne peut plus durer, écoutons-nous, bâtissons, convergeons", concluent-ils. (C'est à croire qu'ils ont complètement oublié le processus de droitisation engagé depuis 2009 au sein des Verts et dont EELV et Jadot sont le produit achevé. A moins qu'ils lui reprochent de ne pas s'être aperçu qu'ils avaient suivi la même orientation ultra droitière! - LVOG)

Parmi les autres signataires, figurent des élus EELV comme le maire du IIè arrondissement de Paris, Jacques Boutault, le secrétaire national adjoint EELV, Alain Coulombel, mais aussi l'Insoumise Clémentine Autain - qui a elle-même appelé cette semaine à un "big bang" à gauche -, le maire PCF de Montreuil, Patrick Bessac, et le coordinateur de Générations, Guillaume Balas. AFP 6 juin 2019

LVOG - L'oligarchie aux manettes n'a pas propulsé EELV pour qu'il constitue "une alternative au capitalisme néolibéral", quelle confusion, quel délire ! Réflexion faite, à défaut de vouloir éventuellement le porter au pouvoir, EELV doit uniquement servir à affaiblir ou à pomper les voix de LFI qui constituait pour elle la seule menace en 2017. Mais au profit de qui si Macron était complètement grillé et l'abstention baissait ?

L'oligarchie craint de ne pas pouvoir renouveler aussi facile en 2022 le hold-up de 2017 en s'appuyant sur le FN-RN. Elle sait que Macron usé au-delà de la corde en 2022, il serait aventureux de compter uniquement sur sa réélection. Elle doit aussi envisager sérieusement son élimination au premier tour de la présidentielle, et quel candidat et parti adopter au second tour contre Le Pen, en dehors de EELV ou LR refondé, il n'en existe pas d'autres à ce jour, à moins de descendre le FN-RN pour porter EELV et la nouvelle mouture de LR au second tour qui ferait le plein des voix de LREM, ce qui risquerait d'être insuffisant, cette hypothèse est donc à écarter, on peut en déduire que dans tous les cas de figure ils miseront sur Le Pen et peut-être Pécresse au second tour après avoir mené une campagne médiatique hystérique contre EELV, LFI ne s'étant jamais remis de ses défaites et dont les voix auront été siphonnées par EELV. AFP 6 juin 2019

- Valérie Pécresse quitte LR, qui s'enfonce dans la crise - AFP 6 juin 2019

En visant la présidentielle de 2022? "Si vous voyez en moi l'héritière de Nicolas Sarkozy, je ne peux qu'approuver", a-t-elle glissé mercredi soir sur France 2. AFP 6 juin 2019

LVOG - Pécresse (et Fillon) avait participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013 qui fait les présidents et les Premiers ministres...

- Nicolas Sarkozy, le meilleur leader pour incarner la droite selon un sondage - L'Express.fr 6 juin 2019

L'ancien chef de l'État reste la personnalité la plus populaire auprès des sympathisants Les Républicains, d'après une étude Elabe. L'Express.fr 6 juin 2019

LVOG - Il lui manqua peu de voix pour être réélu en 2012...

DEUXIEME PARTIE

Un argumentaire reposant sur les faits pour démonter et combattre la mystification de l'écologie politique ou EELV.

Introduction.

- EELV, c'est l'écologie de marché, l'écolo-néolibéralisme, l'extrême-centre écologique, la réaction décomplexée.

- EELV est à l'écologie politique, ce que wahhabisme est à l'islam politique.

- LREM est au parti républicain, ce que EELV est au parti démocrate.

- LREM et EELV ont en commun notamment, de se composer d'éléments venus du PS et du MoDem ou partageant leur idéologie.

- On doit avouer qu'on n'avait pas vu arriver cette dernière machination.

On se demandait qu'est-ce qu'ils pourraient mettre face à Macron et LREM sachant que le coup foireux de RN ne marcherait pas indéfiniment et présentait trop d'inconvénients, et LR et le PS n'étant pas près de s'en remettre, quoique tout soit possible, on ne les voyait pas fabriquer un second parti, mais après tout pourquoi pas. C'est ce que j'avais avancé dans une causerie en repensant à Macron et LREM qui n'existait pas deux ans auparavant, comme quoi nous avons encore sous-estimé la puissance de leur machine médiatique infernale capable d'influencer la majorité des électeurs pour parvenir à leurs fins.

- Le développement durable, c'est le capitalisme durable !
- EELV : 9,7% aux européennes en 1999 (1,7 million)
- EELV : 7,4% aux européennes en 2004 (1,3 million)
- EELV : 16,3% aux européennes en 2009 (2,8 million)
- EELV : 8,9% aux européennes en 2014 (1,7 million)
- EELV : 13,47% aux européennes en 2019 (3 052 406)

- EELV : 5,4% aux législatives en 2012
- EELV : 4,30% aux législatives en 2017

- Aucun député après les législatives de 2017

Représentation

Députés : 0 / 577

Sénateurs : 3 / 348

Députés européens : 9 / 74

Conseillers régionaux : 65 / 1 758

Conseillers départementaux : 32 / 4 108

Maires de communes de plus de 60 000 habitants : 1 / 88

Avant-propos.

- L'écologie politique est le produit de la putréfaction du mouvement ouvrier parvenu à maturité dans les années 60-70. Elle est également le produit de la putréfaction du capitalisme dont elle exploite les conséquences pour détourner la classe ouvrière et les classes moyennes du combat politique contre le régime. Elle fut dès le départ l'allié objectif de la social-démocratie dégénérée poursuivant le même but. Elle instrumentalise les conséquences nuisibles de la survie du capitalisme pour justifier des mesures ou des taxes qu'auront à supporter la classe ouvrière et les classes moyennes à défaut d'affronter le capitalisme

Elle fut conçue pour pervertir et vampiriser le mouvement ouvrier et le détruire, ainsi elle figure parmi les ennemis du socialisme et de la classe ouvrière principalement.

- Toutes les ONG à caractère écologique sont liées aux multinationales, à l'oligarchie, à l'ONU, à l'UE, aux Etats qui les financent en échange des services qu'elles leur rendent.

- Les écologistes et toutes les ONG à caractère écologique ne combattent pas les privatisations ou les politiques d'austérité tournées contre les travailleurs, elles ont pour mission de les accompagner pour que les travailleurs réduits à l'indigence ou les plus vulnérables en supportent mieux les conséquences.

Un hold up ou un scénario annoncé de longue date.

Dans la causerie du 12 juin 2012

Le MoDem évaporé, (...) il ne reste plus pour ainsi dire que deux partis ou plutôt deux coalitions capitalistes ou se réclamant de l'économie de marché au Parlement, l'UMP et le PS-EELV.

Le hold-up sur la démocratie à l'américaine se précise.

EELV sur les traces du PS destiné à devenir le clone de LREM.

Le 6 avril 2015

EELV appendice du PS. Sa survie dépend de son soutien inconditionnel au régime.

Son existence est artificielle, il la doit uniquement au PS. Le PS se présente dorénavant comme un parti néolibéral populiste .

EELV n'a pas d'autre alternative que d'adopter sa politique, toute sa politique ultra réactionnaire. Il est donc normal que ses dirigeants qui acceptent d'emblée cette soumission totale montent au créneau, en somme ils n'ont jamais fait autre chose.

EELV ni droite ni de gauche comme Macron et LREM.

Le 14 novembre 2010

Daniel Cohn-Bendit lors des Assises nationale du rassemblement des écologistes au palais des congrès de Lyon, le 13 novembre 2010

"Nous ne sommes pas de droite nous ne sommes pas de gauche, nous sommes pour l'écologie politique intransigeante sur les droits de l'homme.» (Libération.fr 13.11.2010)

Hier un rejeton moisi du PS...

Le 16 juin 2014

La gauche ou la suprême imposture qui a pourri le mouvement ouvrier.

Où commence-t-elle ? En y associant le PS et accessoirement EELV dont l'origine est cependant intéressante.

EELV est dès l'origine un parti bourgeois. Le Mouvement d'écologie politique (MEP) dont il est issu avait pour fondateur un ex-militant du Parti radical et franc-maçon, René Dumont, et Brice Lalonde, le rejeton d'une riche famille d'industriels, la famille Forbes, dont la mère est la tante du milliardaire américain que vous connaissez bien, John Kerry, le secrétaire d'Etat d'Obama.

Que EELV soit devenu un satellite du PS n'a dès lors rien d'étonnant pour compter dans ses rangs plus encore de bourgeois et grands bourgeois, ils se retrouvent en famille.

...aujourd'hui de LREM.

Le 4 mai 2017

Voter Macron pour la République, sans illusions – Par "Une cinquantaine de personnalités" - Libération 02.05

Parmi les premiers signataires Esther Benbassa, sénatrice EELV, universitaire, Pierre Serne, conseiller régional EELV d'Île-de-France, ancien responsable de la fédération des associations LGBT européenne, David Cormand, secrétaire national d'EELV, Denis Crouzet, professeur universitaire, Cécile Duflot, ancienne ministre, députée EELV de Paris, Eva Joly, députée européenne EELV

Ils l'ont réclamé, Macron l'a fait

Le 10 février 2014

- EELV réclame « un pacte de responsabilité écologiste et social » - LeMonde.fr 09.02

Il fallait deux ans supplémentaires pour que cette pourriture soit à point ou que la propagande prenne.

Le 8 juin 2017

- EELV "n'a pas eu le même culot" que Macron, déplore Cohn-Bendit - AFP 07.06

Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

Le 25 mai 2019

La finance, mon ennemi !

Yannick Jadot (EELV) : "L'écologie que je porte, elle combat le capitalisme financier" - Franceinfo 20.05

EELV "l'alternative à Macron" dans le cadre du néolibéralisme.

EELV a-t-il pris la grosse tête? La réponse de David Cormand - Le Huffington Post 04.06.2019

Pour le patron des écolos, "l'outil parti EELV doit se métamorphoser" pour confirmer son bon score aux européennes. Et s'affirmer comme l'alternative à Macron.

Vous prônez désormais le “dépassement d’EELV” pour bâtir un grand mouvement de l’écologie politique. C’était précisément ce qu’aurait dû être EELV à sa création en 2009...

Ce qui a changé par rapport à 2009, c’est que nous avons tiré les leçons de l’échec d’Europe Écologie-Les Verts, dont l’ambition initiale n’a pas franchement été couronnée de succès. Désormais, nous savons que l’unité est notre bien le plus précieux.

LVOG - A la question posée : Justement, quelle est la ligne portée par EELV aujourd’hui? Cormand n'a pas de réponse, il évite soigneusement d'y répondre. Son discours est creux, volontairement évasif répétant qu'il veut appliquer "l’écologie politique" sans en préciser le contenu, et pour cause puisqu'il s'agit de justifier la politique néolibérale que l'oligarchie entend imposer à l'échelle planétaire.

"Les conditions sont prêtes pour qu’émerge de façon indépendante l’écologie politique" ou encore "c’est l’affirmation de l’écologie politique comme une offre politique en soi". Il affirme que c'est "une offre politique qui est différente" des autres courants politiques sans qu'on sache en quoi et qui se résume à "un nouvel espoir politique", plus démagogue tu meurs !

Il apporte tout de même quelques précisions sur la nature et l'orientation de leur engagement politique quand il dit "nous ne voulons pas nous adresser seulement à ceux qui se sentent orphelins de la gauche", on s'en serait douter, merci, mieux, "il y a des gens qui ont pu voter à droite et qui sont perdus face aux offres de droite. Nous voulons également les convaincre", certainement pas en proposant une véritable politique de gauche qui romprait avec le capitalisme, la Ve République et l'UE, mais bien l'inverse, là le réactionnaire se dévoile un peu, il y est bien obligé à un moment donné. La suite va le confirmer.

A la question suivante : Eric Piolle, le maire écolo qui gère Grenoble avec la France insoumise, parle “d’arc humaniste”. C’est un modèle? Il répond : "La leçon que je tire de son action, c’est que sans les citoyennes et les citoyens rien ne sera possible.", la principale leçon qu'a tiré Macron en organisant son Grand débat nationale, ainsi que les différentes initiatives qu'il a annoncées qui se situent dans son prolongement, afin d'associer "les citoyennes et les citoyens" à la mise en oeuvre de sa politique, bref le corporatisme ou à l'échelle locale comment appliquer la politique définie par Macron.

Je n'invente rien, il le dit lui-même "Si l’écologie porte une vision et des solutions globales, nous avons toujours pensé que notre projet implique d’agir localement pour construire des alternatives", ou encore "C’est aux femmes et aux hommes qui agissent et réfléchissent sur le terrain de dire comment on fait au niveau local pour construire des territoires résilients qui pensent et font la transition, bâtir du municipalisme et ainsi faire vivre la démocratie et la citoyenneté" dans le cadre des institutions en place et du capitalisme.

Quand on lui demande si "localement, des militants EELV pourront s’allier avec des macronistes...", il ne peut que répondre que négativement pour ne pas éventer leur escroquerie politique, bien entendu leur "projet politique ne peut rien avoir à faire avec les droites ou des libéraux", soit qu'il en sera la copie conforme maquillée, soit il consistera à proposer des mesures inapplicables sans renverser le capitalisme ou rompre avec le régime, et comme ce n'est pas leur objectif, elles demeureront à l'état végétatif

à l'instar de LFI et Cie. Et ils auront le beau rôle d'ajouter qu'il faudrait qu'il soit au pouvoir pour se donner les moyens de les appliquer, bref ils n'y seront pour rien ou personne ne pourra leur reprocher, les bonnes intentions faisant oublier qu'on est en présence d'illusionnistes ou d'agents du régime et le tour sera joué, c'est en tout cas ce qu'il pense ou espère.

Pour que l'imposture perdure, il termine en affirmant que "l'écologie sera la clef des prochaines municipales et pas seulement à Paris. Nos villes et nos villages ont besoin de prendre le virage de l'écologie" au lieu de celui du socialisme qu'il est censé faire oublier, raison de plus pour démasquer ces agents de la réaction et faire la propagande en faveur du socialisme, qui est la seule alternative au capitalisme.

Le Huffington Post 04.06.2019

Quelques causeries et infos en bref depuis 2009 sur EELV.

Un précédent. Un produit du marketing médiatique.

Le 9 juin 2009

(Au lendemain des élections européennes)

Comment mieux ancrer la petite bourgeoisie et la jeunesse au char du capitalisme en putréfaction ?

"Europe écologie : un vote "apolitique". ", il faudrait dire un vote "manipulé" par le biais d'un film sur l'environnement (Home) diffusé 48h avant le scrutin, les médias qui ont fait un tapage sur le très réactionnaire Daniel Cohn-Bendit présenté comme un progressiste, et les amis du Président et de l'UMP, Yann Arthus-Bertrand et Nicolas Hulot en tête dont les activités sont financées par... des multinationales !

Le 13 avril 2010

Le ver était déjà dans le fruit, suite.

1- Qui a dit : "...soyons francs : sans les médias, Europe Écologie n'aurait pas pu exister".

Réponse : Cohn-Bendit interrogé par lepoint.fr le 12 avril.

2- D'où viennent les Verts : "L'idée d'une 'coopérative écologiste' avancée par Daniel Cohn-Bendit est juste quand elle permet de rappeler notre héritage tiré du mouvement autogestionnaire", selon Mme Duflot dans une lettre publiée lundi sur le site du "Monde". (AP 12.04)

Le 21 août 2010

Le ver du capitalisme était dans le fruit.

1- Vendredi, Daniel Cohn-Bendit lors des Journées d'été d'Europe Ecologie. "La réalité est complexe, et les slogans sont bêtes. Dire que nous sommes anticapitalistes, par exemple, c'est bête." (Reuters 20.08)

2- Gabriel Cohn-Bendit, président des Amis d'Europe Ecologie.

Lefigaro.fr : Selon vous, quelle forme le futur rassemblement doit-il adopter ?

Pour moi, il devra d'abord s'appeler Europe Ecologie. Les Verts doivent comprendre qu'il faut ouvrir une nouvelle page. Parmi eux, certains répètent sans cesse qu'il ne faut pas mélanger la gauche et la droite, qu'il faut se déclarer anti-capitaliste… Nous, nous leur disons : «Qu'est-ce que la gauche aujourd'hui ? Qu'est-ce que cela signifie de se dire anti-capitaliste ?» Aujourd'hui, ces clivages et ces slogans sont dépassés. Nous devons en finir avec ces petites phrases qui ne veulent plus rien dire. En Île-de-France, un militant Vert sur deux n'a pas renouvelé sa carte afin de rejoindre Europe Ecologie. Cela montre une évolution.

Lefigaro.fr : Jusqu'où le rassemblement peut-il s'étendre ?

Au moment des européennes, j'avais dit qu'on pouvait très bien aller de José Bové à quelqu'un comme Nathalie Kosciusko-Morizet, en passant par le MoDem. Mais la question n'est pas de savoir si Europe Ecologie doit s'ouvrir aux gens de gauche ou aux gens de droite. Si NKM aurait à mon sens sa place à Europe Ecologie, d'autres à l'UMP ou chez les villepinistes ne l'auraient

évidemment pas. (Lefigaro.fr 20.08)

3- Corinne Lepage, présidente de Cap 21.

Le Point.fr : Les Verts-Europe Écologie sont-ils toujours capables d'ouverture ?

Corinne Lepage : C'est la question que je leur pose : "Est-ce que vous êtes prêts à un grand arc républicain ?" Mais j'ai le sentiment que les Verts ont gagné la bataille. Ils vont prendre l'appareil. C'est pour ça que Dany Cohn-Bendit râle. Le problème, c'est qu'Europe Écologie n'est pas une force organisée face à l'appareil des Verts, très organisé, lui, et extrêmement dur. Si les Verts ont accepté la fusion, c'est pour mettre leur structure à disposition d'EE. Ça n'a plus grand-chose à voir avec le rassemblement que voulait Dany.

Le Point.fr : Que pensez-vous d'une ligne "anticapitaliste", prônée par certains Verts ?

Je ne suis clairement pas anticapitaliste. Le capital, ce n'est pas un gros mot. Il faut arrêter ! On a besoin d'un capitalisme entreprenarial. De même qu'il faut se pencher sur les questions de sécurité. (Lepoint.fr 20.08)

Le 21 septembre 2010

(...) En clair, le futur mouvement écolo sera un parti politique classique ouvert à toutes les personnes partageant ses idées sans pour autant avoir pris leur carte de membre.

"A la différence du NPA où il y avait un verrou de la part des militants LCR, nous avons choisi de lier le fonctionnement démocratique d'un parti à l'ouverture d'un réseau. Il y a une dynamique collective", précise Jean-Vincent Placé.

"Des postes-clés à la direction iront à des non-Verts", explique encore Yannick Jadot, proche de Daniel Cohn-Bendit. Pour l'instant, il existe un texte, encore à débattre, qui fixe la ligne du mouvement. Ce texte fustige tant le "libéralisme économique" que le "socialisme étatique".

(...) Yannick Jadot dit lui que les écolos ne sont "pas dans le ni-ni" mais dans "une troisième voie" entre le libéralisme et le socialisme.

Non. Si Yannick Jadot dit "refuser le bipartisme", il affirme que ses alliances "sont à gauche" tout en adoptant une "pensée autonome". (Lepost.fr 20.09) (...)

Le 11 juin 2011

Ce sont donc un peu moins de 33 000 sympathisants écologistes qui pourront départager les quatre candidats à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts qui se tient courant juin par Internet et par courrier (...)

Ils seront environ "32 900" à pouvoir participer à la primaire, dont 15 000 adhérents, 16 000 "coopérateurs" EELV (sympathisants non adhérents) et 600 militants venus du Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter, a indiqué Alexis Braud, responsable de la commission primaire à EELV. (...)

En 2009, les écologistes ne comptaient que 8000 adhérents. Ils étaient 15 000 militants et seulement 2000 "coopérateurs" il y a encore un mois. (lexpress.fr 10.06)

Le 26 juillet 2012

Depuis le début de l'année, soutiennent-ils, «EELV a perdu 50 % de ses adhérents et 80 % de ses coopérateurs», ces derniers ayant adhéré en 2011 au mouvement pour pouvoir choisir le candidat à la présidentielle.

(...) Placé estime qu'à la fin de l'année, EELV «devrait se stabiliser au-delà de 10.000 adhérents.» (lefigaro.fr 25.07)

Le 17 novembre 2013

Les 10 000 adhérents d'EELV étaient invités à choisir samedi entre les sept motions et étaient appelés à désigner les 600 délégués au congrès qui prendront les décisions finales à Caen (30 novembre et 1er décembre). Selon plusieurs sources, "moins de 50 %" des adhérents se sont déplacés pour voter. La direction n'était pas en mesure samedi de donner les chiffres exacts. lemonde.fr 16.11

Le 6 avril 2015

EELV appendice du PS. Sa survie dépend de son soutien inconditionnel au régime. Son existence est artificielle, il la doit uniquement au PS. Le PS se présente dorénavant comme un parti néolibéral populiste .

EELV n'a pas d'autre alternative que d'adopter sa politique, toute sa politique ultra réactionnaire. Il est donc normal que ses dirigeants qui acceptent d'emblée cette soumission totale montent au créneau, en somme ils n'ont jamais fait autre chose.

- Placé: EELV donne "une mauvaise image", est "en mort clinique" - AFP

(...) - Pour Noël Mamère, "le logiciel de la gauche traditionnelle est périmé" - Francetv info

"Ce n'est pas le logiciel de Manuel Valls qui est périmé, c'est le logiciel de la gauche traditionnelle", assène Noël Mamère en écho aux critiques formulées par sa consoeur Cécile Duflot à l'encontre du Premier ministre. Invité de l'émission "C Politique" sur France 5, dimanche 5 avril, le député écologiste a fustigé "une gauche archaïque", "qui s'obstine" à mener une politique faite pour "les Trente Glorieuses". Francetv info 05.04

- Jadot "effaré d'appartenir" à EELV qui "donne la pire image" - AFP

Selon lui, Europe Ecologie-Les Verts est "agité par deux sensibilités: il faudrait être soit pro-Hollande, soit aspiré dans la gauche radicale".

"Les histoires d'appareil, de politique politicienne, ça dégoûte les gens", a-t-il estimé.

M. Jadot, qui a pointé une "haine des socialistes" au sein d'une partie d'EELV.

Aux régionales de décembre, "il faudra faire un accord (avec le PS) sur des coalitions de projet au second tour", à part dans "une ou deux régions où la menace (du FN) est telle" qu'il faudra selon lui s'entendre dès le premier. AFP 05.04

Le 14 juin 2016

Vert est mon business

- EELV élit son nouveau patron, espère un nouveau départ - Reuters

David Cormand a été élu samedi secrétaire national d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) au cours d'un congrès qui devait offrir un "nouveau départ" à la formation écologiste, d'après son porte-parole, Julien Bayou.

David Cormand, dont la motion a reçu 60,05% des voix, occupait ce poste par intérim depuis le départ d'Emmanuelle Cosse pour le gouvernement, le 11 février dernier.

"C'est un nouveau départ", a déclaré à Reuters Julien Bayou, qui a été confirmé samedi dans son rôle. "C'est un congrès qui acte une clarification sur une rupture très claire avec le gouvernement", a-t-il ajouté.

Divisé entre les "réformistes" pro-gouvernement et les "contestataires" favorables à une rupture claire avec le Parti socialiste, EELV a traversé en 2015 une année noire, marquée par le départ de plusieurs de ses responsables.

L'entrée d'Emmanuelle Cosse au gouvernement, où elle est désormais ministre du Logement, a achevé de plonger le parti dans la crise. Puis EELV a perdu fin mai son groupe à l'Assemblée nationale, après le départ de six de ses membres vers le groupe socialiste.

Dans un entretien au Point samedi, le député François de Rugy, ex-EELV, estime que le parti "s'enfonce dans une dérive gauchiste basée sur l'éthique protestataire".

"On est dans le registre du suicide politique", ajoute-t-il.

Une analyse que rejette Julien Bayou. "On est plutôt phénix que suicidaire", assure-t-il.

Fort de sa nouvelle équipe, EELV entend soutenir une candidature écologiste à l'élection présidentielle de 2017, qui pourrait émaner de la société civile comme de son mouvement, indique son porte-parole. Reuters 13.06

Le 4 septembre 2018

Sondage truquée ou fabriquée.

Par un sondage BVA diffusé vendredi 31 août commandé par Orange, RTL et La Tribune, le plus sérieusement du monde, on apprend que la popularité de l'ensemble des partis politiques est à la baisse à l'exception notamment d'EELV qui gagne 1% à 35%.

Or ce micro-parti de moins de 10.000 adhérents ne dépasse pas 5% sur le plan électoral, et s'il a une poignée d'élus c'est uniquement dû à des alliances avec le PS, le PCF ou LFI. Bref, il est quasiment inexistant.

Le résultat de ce sondage est donc assimilable à une fausse nouvelle (fake news). Sans avoir besoin de le vérifier, on devine que la question était posée de telle sorte que les personnes interrogées devaient se prononcer davantage sur l'écologie plutôt que sur les écologistes d'EELV. (...) (Source : AFP 31 août 2018)

Le "ni libéral ni productiviste"

Le 16 juin 2009

Pour un peu on croirait que le PS serait mort, bonne nouvelle, sauf que la relève est déjà assuré par les réactionnaires d'Europe écologie !

(...) Les petits-bourgeois illusionnistes sont "ailleurs", dans le camp du corporatisme.

Devant le conseil national des Verts, samedi 13 juin, à Paris, Cécile Duflot a dit "notre objectif est simple : faire mieux en construisant une nouvelle force dépassant les clivages traditionnels".

Les mots sont lâchés : il s'agit de s'appuyer sur le succès électoral pour dépasser les Verts, petit parti marginal, rendu incapable par ses divisions et ses postures radicales de "jouer dans la cour des grands". Mais aussi de tourner la page de son histoire commune avec la gauche. Les régionales de 2010 donneront l'occasion de tester la formule. Les Verts entendent se placer au centre pour négocier au mieux, convaincus qu'ils sont désormais "force pivot". "Il n'y a plus d'alliés naturels mais des alliés potentiels qui doivent rejoindre les solutions écolos", a lancé Jean-Paul Besset, député européen du Centre et ancien bras droit de Nicolas Hulot.

La formule va "tout à fait" à M. Placé : "Nous présenterons un maximum de listes de rassemblement des écolos. On va voir qui porte les propositions de la gauche", assure-t-il. "Ni libéral ni productiviste, on se situe à équidistance du Front de gauche, du PS et du MoDem", résume M. Jadot.

La nouvelle posture a séduit les cadres des Verts qui ont voté - fait exceptionnel - à l'unanimité la résolution politique comme celle sur les régionales. Les écolos se veulent désormais "ailleurs". Seul Noël Mamère, député de Gironde, a fait part de son désaccord : "L'objet politique que nous sommes en train de construire n'est pas fini. Mais nos valeurs sont celles de la gauche, notre camp est celui de la gauche." (Le Monde 15.06)

Le PS étant totalement discrédité, il faut bien qu'un parti prenne la place pour continuer d'entretenir l'illusion que les classes sociales n'auraient plus d'intérêts distincts pour fournir une majorité au régime et tenter d'assurer sa stabilité.

Le 11 octobre 2009

Le président du MoDem, François Bayrou, se déclare ouvert à un accord avec les Verts dans certaines régions à l'occasion des élections régionales de mars 2010 en France.

"Le choix que j'ai fait depuis longtemps, c'est celui du rassemblement. Être soi-même, et en même temps faire tomber les murs, dépasser les frontières", déclare dans un entretien au Monde daté de dimanche.

"Mon idée de l'ouverture est exactement le contraire (de celle de Sarkozy - Ldc): la situation de la France est tellement grave qu'il sera impératif de traiter la crise sous forme d'une union nationale", ajoute le leader centriste. (Reuters 10.10)

Le 26 octobre 2019

Complément à la causerie de ce matin que vous trouverez plus loin.

Il y a huit jours environ dans une causerie, j'avais indiqué qu'on pouvait peut-être se servir des propos contradictoires de N. Hulot et Y. Arthus-Bertrand, et bien c'était une erreur. Pour tout vous dire, j'ignorais totalement jusqu'à dimanche après-midi quelle proportion avait pris la propagande en faveur du "capitalisme vert", cette nouvelle mouture du néo-capitalisme. Je m'en explique.

(...) J'en étais resté à Ushuaïa, à l'exposition de Y. Arthus-Bertrand aux abords du jardin du Luxembourg à Paris, à ses photos et son dernier Home, sans oublier le Grenelle de l'environnement de Sarkozy, le rôle qu'a joué la liste Europe écologie aux dernières élections européennes et tout dernièrement la taxe carbone.

Cependant je pensais à tort que cette question était restée marginale. Je savais bien que la fondation d'Hulot était directement ou indirectement financée par TF1, j'ignorais qu'il bénéficiait gracieusement de financement de toute une flopée de multinationales. Je ne pouvais pas deviné qu'ils passaient leur temps dans les allées du pouvoir, qu'on les voyait toutes les semaines à la télé, qu'ils étaient omniprésents dans la presse, c'est seulement cet dimanche 25 octobre que je me suis rendu compte de l'ampleur que cette question avait prise grâce à un camarade qui m'a envoyé l'adresse d'un portail critique sur l'action d'Hulot et son équipe (http://www.pacte-contre-hulot.org). J'ai manqué de curiosité ou je n'ai pas été suffisamment vigilant.

Ils nous refont le coup du néo capitalisme, comme au début des années 90, mais cette fois le capitalisme serait "vert", donc plus acceptable au moment ou sévit la plus formidable crise de l'histoire du capitalisme, à croire qu'ils n'étaient pas capables d'inventer mieux pour tromper les masses.

Je ne comprends pas qu'on ne tire pas à boulets rouges dessus, qu'on n'y consacre pas des articles chaque semaine pour informer travailleurs et militants, je me demande comment il faut qualifier ce non-dit. Cette question est importante et la négliger relève de l'irresponsabilité, elle fait partie de la stratégie du capitalisme pour nous asservir davantage, elle s'adresse en priorité aux petits bourgeois qui voudrait bien vivre mieux en s'en foutant d'être sous un régime capitaliste, du moment qu'il peut encore satisfaire la plupart de ses besoins sans être trop exigeant. En même temps, il le ponctionne ou l'amarre plus solidement au capitalisme, c'est le revers de la médaille et le réservoir des voix du régime. Pire, ils n'hésitent pas à utiliser nos enfants pour tenter de nous culpabiliser, alors que le pourrissement de notre environnement est avant tout le produit de l'anarchie de la production capitaliste et la soif insatiable des exploiteurs de réaliser des profits par n'importe quel moyen.

Dorénavant, en plus du combat contre le régime et les institutions, contre l'opportunisme et le centrisme, il faut mener le combat contre cette tentative de redorer le blason du capitalisme en le parant d'une étiquette "écologique". (...)

Le 12 novembre 2010

3- Verts-Europe Écologie.

3.1- Poubelle recyclable. De "l'entre-soi" à l'entrejambe UMP-PS-MoDem.

Interview du Figaro du député Verts Yves Cochet, extraits.

Question : En attendant, ce nouveau parti semble être fait pour les militants. Ne craignez-vous pas d'oublier les nouveaux électeurs d'Europe Écologie venus de divers horizons ? Réponse :Bien au contraire ! L'entre-soi a été le drame des Verts durant des années. Notre nouvelle organisation est donc moins partisane que nous ne l'étions. Plus de la moitié de nos organes, comme ceux de la Coopérative, est ouverte aux non-adhérents. L'appartenance à un autre parti, que ce soit l'UMP, le PS ou le MoDem, est même possible pour les coopérateurs ! C'est dire si nous sommes ouverts…

(...) 3.2- La décomposition de la société comme modèle.

Le député européen Daniel Cohn-Bendit a affirmé dans Le Parisien de jeudi que «le sectarisme n'a pas disparu chez les Verts». «L'idée avec cette fusion, c'est d'organiser un parti de réseau, une coopérative politique», a-t-il expliqué sur RTL.

«La construction est encore devant nous».

Le 14 novembre 2010

(Lors des Assises nationale du rassemblement des écologistes au palais des congrès de Lyon, le 13 novembre 2010)

1.2- Ils sont tout simplement des adeptes du capitalisme.

«Nous ne sommes pas de gauche, nous ne sommes pas de droite. Nous sommes nous, intransigeants avec les productivistes qu'ils soient de gauche ou de droite.» Et l'ex-leader de 68 de réclamer un droit d'inventaire sur le clivage droite/gauche:

«Si on prend la pauvreté, l'inégalité, il y a un vrai clivage traditionnel. Si on prend les problèmes sociaux, l'écologie politique se place sur le terrain de la gauche et contre la droite qui fait grandir les inégalités» a-t-il lancé.

En revanche «si on prends la lutte pour la démocratie et les droits de l'homme, le clivage ne veut plus rien dire. Rappelez-vous tous ceux de gauche qui ont soutenu je ne sais quel totalitarisme de gauche. Nous ne sommes pas de droite nous ne sommes pas de gauche nous sommes pour l'écologie politique intransigeante sur les droits de l'homme.» (Libération.fr 13.11)

(...) 1.4- Institutionnaliser la collaboration de classes qui profite toujours à la classe dominante. Entretien avec l'eurodéputé Jean-Paul Besset, proche de Nicolas Hulot, pressenti pour présider le parlement du nouveau parti.

Q. Quel est le sens de la présence de Nicolas Hulot à Lyon samedi ? (Hulot grand "ami" de Chirac, Bouygue et Cie.,)

R. (...) Il connaît l'histoire de ce mouvement et sait que son action n'est pas pour rien dans sa naissance. Dès ce jour du baptême d'Europe Ecologie-les Verts, il s'agit pour lui de rappeler la nécessité d'un dialogue permanent entre cette nouvelle force de l'écologie politique et les représentants de la société civile, les ONG et les associations.

Q. Pourquoi avoir claqué la porte au nez de Corinne Lepage ? (ex-ministre de l'Environnement d'un gouvernement de droite (1995-1997))

R. Beaucoup de militants de Cap 21 sont déjà avec nous. On veut que ce soit un mouvement souple et ouvert sur la société. Tout le monde est là. Antoine Waechter sera là. Je ne comprends pas que Corinne Lepage préfère rester dans son huis-clos.

Q. Cette maison de l'écologie est-elle à gauche ?

R. Le défi, c'est de constituer une force d'influence à partir du projet de transformation écologique de la société. Qui ne se définit pas par rapport à la gauche et à la droite. L'enjeu est de confirmer l'existence de l'autonomie stratégique et programmatique de l'écologie politique. Comme c'est le cas en Allemagne ou au Brésil. Ensuite, on passe des alliances et des partenariats. (...)

Face au ronron binaire gauche-droite, on compte faire entendre un rythme à trois temps.

Le 14 juin 2011

(...) José Bové est le leader de l'aile altermondialiste au sein de la coopérative d'Europe Ecologie - les Verts (EE-LV). Il explique pourquoi il soutient Nicolas Hulot à la primaire écologiste. (quoi de plus naturel : l'altermondialisme et Hulot sont financés par des multinationales !)

Pourquoi choisissez-vous Nicolas Hulot ?

Dans le contexte de 2012, il est le candidat le mieux à même de représenter la diversité de l'écologie. A partir des européennes de 2009, nous avons entamé une évolution qui a permis, à l'initiative de Dany Cohn-Bendit et avec le soutien de Cécile Duflot, d'élargir le champ politique de l'écologie. Rassembler des gens qui étaient membres de partis et issus du mouvement associatif ou social, comme Eva Joly, Yannick Jadot ou Sandrine Bélier, a permis de montrer que tous ces engagements allaient dans le même sens, même s'ils avaient pris des chemins différents (en se situant tous à droite, puisqu'aucun n'entend rompre avec le capitalisme) . Ce mouvement s'est renforcé aux régionales avec Robert Lion à Paris, Philippe Meirieu à Lyon ou Laurence Vichnievsky à Marseille. A chaque fois, on a démontré notre capacité à ouvrir et à élargir. Si on veut être fidèle à cette dynamique, c'est avec Nicolas Hulot comme tête de liste. (Fidèle à l'idéologie qu'ils partagent)

On vous attendait plus du côté d'Eva Joly, l'ex-juge en lutte contre les puissants, qu'avec Hulot, à l'image plus consensuelle…

J'ai dit pendant des mois que le meilleur candidat, c'était Eva Hulot ou Nicolas Joly. Je ne les oppose pas. Eva fait déjà partie de la grande famille de l'écologie. Si aujourd'hui on veut être capable de faire un saut qualitatif de plus pour permettre à des tas de gens de voter pour la première fois écologiste (détourner les travailleurs des questions politiques déterminantes au profit de questions de sociétés que le capitalisme pourrait régler, une escroquerie politique de fait, autrement dit ils roulent pour le capital) , à mon sens, c'est avec Nicolas. Il peut incarner les nouveaux électeurs d'EE-LV grâce à son parcours : il a été animateur de télé, sa fondation a été subventionnée par de grands groupes, mais il est arrivé à un engagement clair dans la famille écologiste. Et il est pour l'heure impératif de renforcer le vote écologiste au premier tour, afin d'aboutir non pas une alternance, mais une alternative politique en 2012. (l'opération consiste à la fois a attiré les jeunes électeurs qui pourraient être tentés de voter FG, NPA ou LO, et à détourner les couches moyennes attentives aux questions environnementales qui seraient tentées de voter PS, bref d'affaiblir tous ces partis pour le compte du candidat de l'UMP qui risquerait sinon de ne pas passer le 1er tour, autrement dit ils roulent pour le candidat officiel du capital, Sarkozy.)

Qu’il ait envisagé un duo avec Jean-Louis Borloo ne vous chiffonne pas ?

Il n’a jamais caché avoir rencontré Borloo et en avoir tiré la conclusion qu’il n’y avait pas de possibilité de ce côté-là d’avancer vers la mutation écologique à laquelle il aspire. Et il a refermé la porte. A La Rochelle, il a joué la transparence, et un mauvais procès d’intention lui a été fait. Le même avait été intenté avant les européennes à Eva Joly, quand certains s’étaient offusqués qu’elle ait eu des contacts avec Bayrou.

(Le seul fait de rencontrer deux représentants du capital suffit à comprendre quels intérêts représentent EE-LV : ceux du capital auxquels ont lié leur sort les couches de la petite bourgeoisie qu'EE-LV représente.)

En 2007 vous étiez candidat «antilibéral», comme Olivier Besancenot. Vous vous êtes recentré à Bruxelles ? Moi, j’ai l’impression de ne pas avoir changé. Il est vrai que quand on se regarde, on trouve que ça va toujours ! (autrement dit, derrière sa fausse modestie, il reconnaît faire partie du club des imbéciles heureux !) La vraie rupture c’est ce qu’il s’est passé en 2009 : la capacité à proposer une alternative globale avec l’écologie, tout en étant pragmatique dans la façon d’y parvenir. J’ai toujours dit qu’il fallait être radical et pragmatique. Je ne change pas. Et Nicolas Hulot dit la même chose, à sa manière. Dans son dernier film, le Syndrome du Titanic, il est dans une critique globale et sans ambiguïté du mode de développement.

(on sent poindre chez Bové l'impatience vulgaire du petit bourgeois qui est prêt à tout pour arriver à ses fins, ici pragmatique à même valeur qu'éclectisme, et chez lui dans la pratique le pragmatisme l'emporte sur la radicalité qui n'est qu'une posture, une forme d'opportunisme, c'est ce que prouve son soutien à Hulot qui n'a pas changé dit-il, l'ami des Bouygue et du gang du Fouquet's, merci au passage pour cette précision qui ne s'imposait pas. En fait, on a à faire à l'idiot du village qui estime que pour faire avancer les valeurs auxquelles on croit, on devrait saborder nos principes, notre idéologie et notre morale et adopter ceux de la classe dominante, car les leurs seraient finalement compatibles avec nos valeurs, un non-sens de toute évidence, sur le plan politique une capitulation ou un ralliement au capitalisme.)

Le 13 juillet 2011

Verte est l'illusion "au-delà des frontières politiques"

Eva Joly a remporté une victoire assez large face à Nicolas Hulot à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts, avec 58,16% des voix. "Eva Joly a fait une campagne interne très axée sur la gauche identitaire, maintenant son salut pour la campagne présidentielle c'est d'être ouverte et se servir de la complémentarité avec Nicolas Hulot", souhaite Virginie Votier, récemment passée du MoDem à EELV, qui milite pour une écologie "au-delà des frontières politiques". (liberation.fr 12.07)

Le 1er octobre 2011

En famille

Interview de Cohn-Bendit au Monde.fr:

C'est vrai que les Grünen ont toujours dit que leur indépendance, leur autonomie, leur permettaient, au cas par cas, des alliances avec les chrétiens-démocrates [qui sont à droite]. Mais dans ce pragmatisme que vous soulignez, le système politique joue un rôle majeur. Grâce à la proportionnelle, les Grünen sont présents dans toutes les villes, toutes les régions d'Allemagne, et cela permet de faire émerger des majorités différentes. Les Verts allemands travaillent avec la gauche à Francfort, avec la droite à Hambourg.

Le système électoral français est simplificateur et dommageable pour la démocratie. Car les Verts français se trouvent amarrés à gauche, mais qui peut affirmer sans rire que, localement, des majorités constituées de Verts, de centristes et d'une partie de la droite modérée ne fonctionneraient pas ? (...)

Il y aura peut-être, sans doute, une recomposition du paysage politique en France. Et à ce moment-là, il faudra m'expliquer en quoi on ne peut pas travailler avec un Michel Barnier [membre de l'UMP et commissaire européen au marché intérieur et aux services], avec une Nathalie Kosciusko-Morizet [ministre de l'écologie].

En Allemagne, l'expérience nous montre que le partage du pouvoir fonctionne mieux avec la CDU [Union chrétienne démocrate] qu'avec le SDP [Parti socialiste démocrate, classé à gauche]. Avec les sociaux-démocrates, on aboutit très vite à un accord, mais dès lors, les embrouilles commencent. Avec la droite, c'est long de signer un accord, mais ensuite, ça marche plutôt mieux. (...)

Les Grünen ont en effet voté ce qu'on appelle ici la "règle d'or". Nous, en allemand, on parle de "frein à la dette". Parler de "règle d'or", c'est du mysticisme ! Mais il ne faut pas faire passer les Verts français pour les laxistes qu'ils ne sont pas : Eva Joly souhaite réduire la dette publique de 1 point de PIB par an. Il est donc faux de dire que les Verts français n'ont pas tiré

de conséquences de la crise. Mais il leur faut aller plus loin. (...)

Mais, comme l'ont fait les Grünen en acceptant un allongement de la durée du travail, les Verts français doivent évoluer, en particulier sur les retraites, dossier sur lequel je les trouve totalement bloqués. (...)

C'est toujours la même histoire. Il faut s'adapter pour arriver au pouvoir et y rester, mais pas trop. (lemonde.fr 29.09)

Il a raison, au pouvoir ou dans l'opposition, quand on est bien placé cela rapporte autant ou presque ! Quel réactionnaire celui-là !

Le 8 août 2012

EELV. Ils décrochent la palme de la mystification en déclarant que le TSCG serait "apolitique".

«Ce traité, c'est quoi au juste? C'est un texte qui faire disparaître la politique budgétaire de la France. En tant que fédéraliste, les transferts de souveraineté ne me posent pas de problèmes. Mais, dans ce cas précis, je constate que l'Europe n'a pas de politique économique à proposer. Ce traité est apolitique.» Jean-Vincent Placé, président du groupe Europe Ecologie-Les Verts (EELV) au Sénat, fait partie des écolos qui ne voteront pas le traité européen. (lefigaro.fr 06.08)

L'oligarchie financière, Draghi, Barroso, Merkel, Monti, Rajoy, Sarkozy, etc. auraient concocté ou ratifié un traité européen "apolitique", vaut mieux en rire qu'en pleurer, ils sont vraiment complètement dégénérés à EELV.

Le 28 août 2014

En famille à la mangeoire. Un clonage n'est jamais parfait.

- De Rugy, Placé, Lambert : ces écologistes coincés entre EELV et le PS - Francetv info 27.08

- De Rugy quitte les Verts: «Les écologistes ont besoin du PS pour exister» - 20minutes.fr 27.08 - De Rugy quitte EELV et sa "dérive gauchiste", scission des écologistes enclenchée - AFP 27.08

François de Rugy, l'un des leaders d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), a claqué la porte de son parti en l'accusant de "dérive gauchiste", aggravant la crise qui touche un mouvement écologiste profondément divisé sur la participation au gouvernement et l'alliance avec le Front de gauche aux régionales.

"Son positionnement, c'est pas entre gauchisme et écologie, mais entre écologie et François Hollande, et finalement (de Rugy) a choisi", a taclé David Cormand, proche de Cécile Duflot. AFP 27.08 (...)

Le 30 août 2014

En famille. Quand on est de droite, il faut l'assumer jusqu'au bout en prenant exemple sur Hollande, Valls, Fabius et Macron.

Tout comme le réformisme, l'écologisme politique est une mystification. Ils ont comme fond commun : la soumission à l'ordre établi à défaut de l'affronter.

Il y a un penchant qui ne "dévie" pas : Celui pour la gamelle des affairistes !

- Jean-Vincent Placé quitte à son tour Europe Ecologie-Les Verts - Reuters

- EELV en plein délitement avec le départ de Placé et Rugy - AFP

"On voit bien que la dérive qui est à l'oeuvre chez EELV c'est une dérive où l'écologie se perd dans la gauche radicale, etc.

Aujourd'hui nous allons pouvoir refonder un mouvement authentiquement écologiste", a encore déclaré M. Placé, promettant de "rassembler". AFP 28.08

Il y a ceux qui assument leur imposture, et il y a ceux qui estiment qu'il faut la pousser encore plus loin en la renouvelant sans cesse. (...)

Le 22 septembre 2014

Opération diversion ou quand la Vert-mine fait la retape pour le compte des chefs d'Etat

- Nouveau record des émissions de CO2 en 2013 - LeMonde.fr

- Marche pour le climat à Paris : « Chefs d'Etat, agissez ! » - LeMonde.fr

La « Marche du peuple pour le climat » s'est tenue à Paris dimanche 21 septembre. Aux côtés de personnalités comme l'écologiste Nicolas Hulot ou le chanteur Patrice, les manifestants – qui étaient entre 5 000, selon la police et 25 000, selon les organisateurs – ont défilé pour lancer un appel aux chefs d'Etat qui se réuniront lors d'un sommet extraordinaire de l'ONU sur le changement climatique, mardi 23 septembre.

« Cette marche est un signal de la société civile pour appeler le gouvernement français à faire preuve d'un leadership fort sur le climat", explique Marie Yared, chargée de campagne d'Avaaz, l'ONG à l'origine de la mobilisation. LeMonde.fr 21.09

Qui est Avaaz ? (Lire en détail, plusieurs pages, dans la causerie du 22 septembre 2014)

Le 7 janvier 2016

Toujours plus à droite.

- Besset, cofondateur d'EELV, claque la porte du parti écologiste - AFP

Jean-Paul Besset, ancien député européen et cofondateur d'Europe Ecologie-Les Verts, claque la porte du parti écologiste, en évoquant un "devoir de retrait" d'un parti selon lui en proie à une "marginalisation groupusculaire", des "discours doctrinaires", des "caprices de star" et des "stratégies tordues".

Dans une longue tribune publiée dans Libération, ce proche de Nicolas Hulot retrace l'histoire de ce parti créé fin 2010 après le succès de l'alliance entre Les Verts et Europe Ecologie aux européennes de 2009 puis aux régionales de 2010, création à laquelle il avait participé au côté de Daniel Cohn-Bendit.

"A cette époque, les lignes avaient bougé au sein de la conscience collective", rappelle M. Besset, évoquant une "dynamique inattendue", une "maturation culturelle et sociale autour de l'impératif écologique", avec notamment le pacte écologique de Nicolas Hulot et le Grenelle de l'environnement.

"Las!", poursuit-il, "les figures imposées d'un parti dont la culture militante rangea vite ce qui le distinguait - l'écologisme - au rang d'accessoire eurent tôt fait de reprendre le dessus". "A peine né, le parti de l'écologie politique redevint Les Verts et se referma sur le pré carré des affrontements binaires, surjouant les réflexes d'appartenance à un camp plutôt que le dépassement et la convergence vers les nouveaux enjeux de l'intérêt général", analyse-t-il.

Pour lui, EELV s'est "inféodé à un "ancrage à gauche" nostalgique, se déchirant ad nauseam entre gauche vociférante ou gauche agonisante", dans une allusion au débat qui a agité le parti l'été dernier entre défenseurs d'un rapprochement avec le Front de gauche et partisans d'un retour dans le gouvernement de Manuel Valls. AFP 06.01

Le camp de la réaction.

Le 12 novembre 2009

Les Verts : un parti du capital.

Après le scrutin régional du 30 août, la Sarre aurait dû devenir le premier Land de l'ouest du pays à réaliser l'union de la gauche : les résultats avaient dégagé une nette majorité pour le bloc formé par le Parti social-démocrate (SPD), les Verts et la gauche radicale Die Linke, d'Oskar Lafontaine. Mais les écologistes sarrois ont tourné casaque.

Le ministre-président sortant, le chrétien-démocrate (CDU) Peter Müller, a été réélu, mardi 10 novembre, à la tête d'un nouveau gouvernement régional rassemblant les conservateurs, les Verts et les libéraux (FDP).

La CDU sarroise, quant à elle, se félicite du ralliement des Verts qui lui permet de rester au pouvoir malgré une perte de 13 points aux régionales.

Ils gouvernent la ville-Etat de Hambourg avec la CDU depuis 2008. (Le Monde 11.11)

Le 28 novembre 2009

Le ver était dans le fruit.

Après la Paca et le Languedoc-Roussillon, la Haute-Normandie est la troisième région où les adhérents de Cap 21, mouvement politique présidé par Corinne Lepage et vice présidente du MoDem, ont annoncé, mercredi 26 novembre, leur ralliement à la liste Europe Ecologie pour les régionales de mars. (Lexpress.fr 28.11)

Le 25 février 2011

C'est Cohn à dire !

Daniel Cohn-Bendit a indiqué ce jeudi sur LCI qu'il était "pour Dominique Strauss-Kahn" dans le cadre de la primaire PS. (Lexpress.fr 24.02)

Europe Ecologie-Les Verts (EELV) est assurément de "gauche", comme le FMI quoi !

Le 28 septembre 2011

En famille.

Jean-Vincent Placé, élu dimanche sénateur Europe Ecologie-Les Verts de l'Essonne, a souhaité lundi 26 septembre que la présidence de la commission des finances du Sénat soit confiée à la droite après le basculement à gauche du palais du Luxembourg.

Sur Public Sénat, M. Placé a proposé 'que la présidence de la commission des finances revienne à l'opposition', c'est-à-dire à la droite. Les écologistes veulent appliquer le même principe au Sénat qu'à l'Assemblée, où la présidence de la commission des Finances a été confiée à Jérôme Cahuzac (PS). (lemonde.fr 26.09)

Le 3 octobre 2013

Il est loin le temps où la CDU qualifiait les Verts de dangereux extrémistes. "Nous n'avons pas plus de différences avec les Verts qu'avec le SPD", a ainsi déclaré au magazine Focus Armin Laschet, vice-président de la CDU et membre de son aile progressiste. (...)

Les Verts ont en outre voté toutes les mesures présentées par Angela Merkel pour lutter contre la crise de l'euro. En au niveau local, les Verts ont déjà travaillé avec le camp conservateur. Ils ont dirigé Hambourg avec la CDU jusqu'en 2011. Reuters 07.10

Le 20 juin 2014

- Environnement: "Habemus Papam ecologicum", EELV salue l'encyclique du pape - AFP

Le 6 juillet 2014

EELV n'est pas en reste et vole au secours de l'UE.

- Grèce: Cosse accuse Hollande de n'avoir "pas été à la hauteur de l'enjeu" - AFP

Elle a fustigé "chaque dirigeant européen qui préfère cultiver son petit égoïsme national plutôt que de se battre pour que l'Europe reste l'Europe". "Nous voulons que la Grèce reste dans l'euro", a lancé Mme Cosse. AFP 05.07 (...)

Le 31 décembre 2015

- Jean-Vincent Placé déplore qu'EELV soit "le parti des Roms et de la Palestine" - Francetv info 18.12

Antisocial, anti-ouvrier.

Le 19 août 2011

Au diable le social, «l'urgence, aujourd'hui, est financière» !

Laurence Vichnievsky, porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts, estime que «la réduction de la dette nous oblige à revoir notre projet», qualifiant de «lubie» le retour à la retraite à 60 ans défendu par Eva Joly, des propos qui posent «souci» à Cécile Duflot, patronne d'EELV.

«Aujourd'hui, la réduction de la dette s'impose à nous comme un rappel au principe de réalité. Elle nous oblige à revoir notre projet, non dans ses principes, mais dans sa mise en oeuvre», écrit Mme Vichnievsky dans une tribune libre parue dans Libération jeudi.

«Le retour à l'âge légal de la retraite à 60 ans est une lubie, les créations d'emplois publics doivent être gagées par des suppressions de postes, les investissements publics doivent être financés, non par des économies à venir qu'ils sont censés générer ou par une affectation autoritaire sur l'épargne, mais par des recettes budgétaires concomitantes, les dépenses du système de santé et des collectivités locales doivent être maîtrisées», détaille l'ex-juge d'instruction et conseillère régionale EELV en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Certaines de ces propositions vont à l'encontre du programme de la candidate EELV à l'élection présidentielle, Eva Joly, qui demande par exemple «le retour de la retraite à 60 ans», contre 62 ans depuis la réforme de 2010. «Les marges dont nous disposons résident dans le choix d'une fiscalité plus écologique et plus juste», ajoute Mme Vichnievsky.

«Les revenus du capital et du travail doivent être taxés de manière égale et progressive. Les inégalités de fortune doivent être limitées par un impôt frappant l'ensemble du patrimoine, sans exonération, lui aussi progressif».

«L'urgence, aujourd'hui, est financière», conclut-elle. Interrogée sur cette tribune en marge des Journées d'été d'EELV à Clermont-Ferrand, Cécile Duflot, patronne d'EELV, a jugé «l'analyse de Laurence Vichnievsky étonnante», «elle n'est pas du tout en phase avec ce qui fait le corpus des écologistes». «Il y a un souci», a-t-elle ajouté. (...) (liberation.fr 18.08)

Le 5 avril 2012

Jean-Vincent Placé. "Nous (à EELV) quand on va voir les différents syndicats, on essaie de dire: 'C'est compliqué... On va réfléchir, on peut pas injecter de l'argent (...)'". (lexpress.fr 04.04)

Le 10 avril 2012

Daniel Cohn-Bendit critique le raisonnement du Front de gauche, qui "vient de signer un texte contre la décentralisation" et "prône la renationalisation de l'ensemble du secteur de l'énergie, qui serait donc placé sous la tutelle de l'Etat".

"Une sottise", aux yeux de Daniel Cohn-Bendi, qui estime que "pour amorcer la transition énergétique, il y a une chose à faire: casser le monopole d'EDF", et l'engager au niveau européen. Pour lui, les marges de manoeuvre pour réaliser les investissements nécessaires sont "au niveau de l'Europe". (AFP 09.04)

Le 13 juillet 2012

(A propos de PSA)

EELV. "Il faut que la politique change, que les pouvoirs publics financent une industrie qui pense l'avenir, que les ouvriers et les ingénieurs dans cette industrie-là pensent également à leur reconversion", a fait valoir le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Pascal Durand...

Le 15 janvier 2014

(A propos du Pacte de responsabilité de Hollande)

Europe Ecologie-Les Verts (EELV). Il faudrait que les partenaires sociaux soient associés" , a confié à l'AFP, dans les couloirs de l'Assemblée, Barbara Pompili, coprésidente des députés écologistes.

Le 1er mai 2014

Les soutiens au programme de stabilité sont venus, sans surprise, d'EELV et du PS.

« La France a besoin de réformes, nous sommes prêts à vous suivre, mais sans les politiques industrielles du passé », a souligné Jean-Vincent Placé (écologiste).

- EELV ne votera "pas contre" le nouveau gouvernement à l'Assemblée, dit Placé - AFP

Le 12 mai 2014

Quand la Vert mine liberticide passe à l'offensive.

- Jean-Vincent Placé souhaite une proposition de loi contre les injures et diffamations sur les réseaux sociaux - 20minutes.fr

Jean-Vincent Placé, le président du groupe écologiste au Sénat très actif sur Twitter, envisage de déposer une proposition de loi pour faciliter les procédures contre les insultes et diffamations sur les réseaux sociaux. «On ne peut plus laisser faire, laisser tous ces gens insulter, diffamer sur les réseaux sociaux», a-t-il dénoncé au Forum de Radio J. «Cette espace de liberté formidable (...) ça ne veut pas dire la liberté d'insulter, de diffamer et d'injurier», a-t-il fait valoir au micro de Frédéric Haziza, journaliste ciblé par des attaques antisémites sur internet. «J'avais soutenu ce qu'avait fait Manuel Valls à propos de Dieudonné, à un moment ça suffit!», s'est emporté Jean-Vincent Placé. «Je souhaite qu'on ait une organisation entre police et justice pour qu'à un moment, le parquet s'auto-saisisse» en cas de dérapages, a-t-il ajouté. Pour lui, «il n'est pas acceptable que sur le territoire national, on ait des blogs comme celui de (Alain) Soral», l'essayiste d'extrême droite proche de l'humoriste Dieudonné. «Je souhaite qu'on légifère, qu'on agisse», jugeant qu'une proposition de loi était «une bonne idée». Jean-Vincent Placé va se «tourner vers (ses) collègues» parlementaires pour préparer éventuellement un texte. 20minutes.fr 11.05

Le 20 mai 2014

La Vert-mine au secours de l'UE.

- Eva Joly: «L'austérité nourrit l'euroscepticisme, mais n'est pas inhérente à l'Europe» - 20minutes.fr D'ailleurs qu'est-ce qui pourrait justifier de rejeter l'UE ? Rien.

Le 14 octobre 2014

Quand la vermine s'emmêle.

- Violences à Air France: François de Rugy «choqué» par les réactions de certains politiques - 20minutes.fr (...)

François de Rugy, qui a claqué la porte d'EELV en août, se démarque. Il a estimé mardi que les incidents lors du comité central d'entreprise d'Air France le 5 octobre étaient des «violences inacceptables» et s'est dit «choqué» par les déclarations de certains «leaders politiques».

Plus généralement sur la situation d'Air France, François de Rugy a souhaité qu'«il y ait du dialogue social dans cette entreprise». «Il faut que cette entreprise gagne en compétitivité, qu'elle ait des coûts moins lourds par rapport à ses concurrents européens», a poursuivi l'ancien co-président du groupe écologiste à l'Assemblée. 20minutes.fr 13.10

C'est bien la fonction du dialogue social, il est réac et il a tout compris, bravo !

Traduisez: le dialogue social doit être mis au service de l'entreprise pour qu'elle "gagne en compétitivité", autrement dit les salariés devront accepter de nouveaux sacrifices.

Liberticide (Charlie évidemment !)

Le 14 janvier 2015

La vermine ne manque assurément pas de "repères" : les institutions, le capitalisme néolibéral. «Au-delà de l'amélioration du renseignement, qui fait consensus, il faut se demander quel processus amène une partie de nos jeunes à être en telle perte de repères», a dit, Barbara Pompili, l'autre coprésidente du groupe EELV à l'Assemblée nationale. 20minutes.fr 13.01

Cela ne risque pas de leur arriver, la soupe est trop bonne...

Le renseignement a failli, pratique pour l'exonérer par avance de toute complicité dans ces attentats.

Le 14 mars 2015

La vert mine la démocratie.

- Le vote va-t-il devenir obligatoire ? - Francetv info

François de Rugy, député EELV, souhaite rendre le vote obligatoire pour chaque élection, sous peine de sanctions financières. Francetv info 13.03

L'art de se compromettre au nom de la démocratie.

Le 29 décembre 2009

Gérard Onesta, ancien vice-président (Verts) du Parlement européen : "Strasbourg est une fabuleuse école de démocratie. On y pratique l'art du compromis permanent, mais pas de la compromission." (Lexpress.fr 28.12) Ben voyons !

Le 28 janvier 2010

Le ver était déjà dans le fruit, suite : Quand Cohn-Bendit se voit bien "cohabiter" avec Sarkozy.

"... en 2012, les jeux seraient faits : «Nicolas Sarkozy a de grandes chances de gagner la présidentielle, mais il va perdre les législatives» , se hasarde Daniel Cohn-Bendit. La raison pour laquelle, dit-il, «il faut faire émerger un nouveau partenariat à gauche, dans la perspective d'une cohabitation intelligente» ."

Le 13 novembre 2010

La grande famille.

Après Yves Cochet qui expliquait avant-hier que l'appartenance à l'UMP n'était pas incompatible avec l'adhésion à Europe Écologie (voir la causerie d'hier), c'était au tour hier du numéro 2 des Verts d'embrayer sur le même registre.

"Ce n'est pas la même écologie que celle que nous portons, mais je ne suis pas pour la politique du pire et si, effectivement, Alain Juppé est nommé et qu'il relance la politique par un Grenelle III ou un Grenelle IIbis, eh bien j'en serai très content", a lancé sur LCI le n°2 des verts, Jean-Vincent Placé. (Lexpress.fr 12.11)

Le 9 mai 2012

Un parti bourgeois de plus au gouvernement.

Ce n'est pas vraiment une surprise. Après avoir signé un accord électoral et programmatique avec le PS, Europe écologie-Les Verts vient de voter sa participation à un gouvernement socialiste, si François Hollande les appelle. «Plus de 75% des quelques 200 membres présents» au Conseil fédéral de mardi ont voté oui à cette proposition, souligne Lefigaro.fr. (20minutes.fr 07.05)

Le 20 juillet 2012

1- Allemagne

(...) Comme toujours ou presque depuis le début de la crise de la dette, les partis d'opposition, sociaux-démocrates (SPD) et Verts, ont rejoint la majorité conservatrice et libérale de la chancelière. (AFP 19.07)

Le 23 août 2014

En famille à la mangeoire avec la vermine

- Parti de gauche, Cap21, Nouvelle Donne…: Pourquoi se sont-ils alliés à EELV pour les régionales? - 20minutes.fr 22.08 (...)

Le 7 décembre 2014 (...) Sandrine Bélier, candidate EELV pour la région Grand Est face à Florian Philippot a, elle, appelé à une « union démocrate » de gauche et de droite. lepoint.fr 06.12

Le 10 décembre 2015

- Régionales : la sénatrice Leila Aichi suspendue par EELV pour son soutien à Pécresse - LeParisien.fr

Dans le camp de l'Otan et de la guerre impérialiste.

Le 6 septembre 2013

Les masques tombent.. Le ver était dans le fruit dès le départ disions-nous. C'était entièrement justifié.

Les Verts sont des réactionnaires, mieux, vous lirez plus loin qu'ils le revendiquent.

- Placé justifie le soutien des Verts à une intervention - lefigaro.fr

A la surprise générale, les écologistes se révélèrent les plus motivés des va-t-en-guerre.

François Hollande n'aura en effet pas eu longtemps à attendre avant d'obtenir le soutien des Verts pour l'opération militaire qu'il souhaite engager à Damas. Dès le début de la semaine, le sénateur écolo Jean-Vincent Placé l'assurait: «Nous soutenons le président dans une réponse proportionnée et ferme.»

Jusqu'alors, les Verts étaient plutôt réputés pour leur engagement pacifiste et antimilitariste. Mais ils font désormais partie de la majorité présidentielle, disposent de deux ministères et sont, à ce titre, tenus à la solidarité gouvernementale.

Et à en croire le patron des sénateurs EELV, l'ensemble de l'appareil écolo souscrit à ce raisonnement qui les amène à soutenir l'idée d'une intervention militaire en Syrie: «notre secrétaire national, Pascal Durand, les présidents des groupes dans les trois Assemblées, Daniel Cohn-Bendit, Barbara Pompili, François de Rugy, moi-même, Eva Joly, notre candidate à l'élection présidentielle, Noël Mamère, qui a parfois une parole plus libre, l'ensemble du bureau exécutif du mouvement», a énuméré le sénateur.

Noël Mamère, justement, expliquait mercredi qu'en Syrie la communauté internationale était «aujourd'hui dans un piège». «Oui, il faut une intervention, a martelé le député Vert sur BFMTV, mais, comme dans toute intervention, il faut préparer le jour d'après.»

Unanimité suspecte des écolos à bombarder la Syrie? En fait, les Verts se sont beaucoup plus souvent engagés à soutenir des opérations militaires que ne peut le laisser penser leur image de pacifistes en claquettes. En 1999, ils avaient déjà soutenu l'intervention militaire au Kosovo. Plus récemment, en 2011, Noël Mamère et François de Rugy avaient même voté pour la prolongation des opérations militaires en Libye engagées par Nicolas Sarkozy. «On nous reproche souvent ce côté droitde- l'hommistes, mais cela nous amène justement à être interventionnistes», explique le patron des députés écolos à l'Assemblée nationale.

Avec l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit, il s'apprête à prendre une initiative forte pour appeler les écolos à soutenir l'idée d'une intervention militaire en Syrie. lefigaro.fr 05.09

Le 26 février 2014

En famille. Union nationale néo coloniale !

- Conflit. Les députés UMP ont voté avec le PS la prolongation de l’intervention en Centrafrique. - AFP

Le 13 décembre 2016

Soutien aux barbares d'Al-Nosra.

- Trois députés français à Alep pour "affirmer un soutien à la population" - L'Express.fr

Dimanche, Cécile Duflot (EELV), Hervé Mariton (LR) et Patrick Mennucci (PS) devraient se rendre en Syrie avec le maire d'Alep-Est, Brita Hagi Hasan pour "affirmer [leur] soutien à la population" et alerter sur la situation de la ville martyre d'Alep. L'Express.fr 10.12

Ils ont soutenu le coup d'Etat néonazi de l'Otan en Ukraine.

Le 3 mars 2014

Dans quel camp sont-ils vraiment ?

Cette rubrique sur l'Ukraine est à lire en ayant à l'esprit le contenu chronologique des fait, l'intervention et le rôle des différents acteurs, l'évolution de la situation en Ukraine depuis 1990, l'ensemble relaté dans les dizaines d'articles mis en ligne dans notre portail.

as si sûr que cela...

- Les écologistes ne servent à rien - Slate.fr

... la preuve, ils servent à l'extrême droite...

- EELV à Kiev "condamne toute tentative d'intimidation du nouveau pouvoir" - AFP

Europe Ecologie-Les Verts (EELV), dont une délégation séjourne à Kiev, "condamne fermement toute violence en Ukraine et toute tentative d'intimidation du nouveau pouvoir" après l'autorisation donnée par le parlement russe à un "recours aux forces armées" dans le pays.

Une délégation d'EELV "vient d'arriver à Kiev pour apporter son soutien aux manifestants pacifistes et pro-européens" et exprimer "son attachement à l'intégrité territoriale de l'Ukraine", a annoncé la formation écologiste dans un communiqué publié samedi. AFP 01.03

Jadot la marionnette de l'Otan économique et militaire

Le 29 mars 2019

- La Chine construit "un projet politique de fracturation" de l'UE, selon Jadot (EELV) - AFP La Chine construit "un projet politique de fracturation de l'Union européenne", s'est inquiété lundi Yannick Jadot, tête de liste EELV pour les élections européennes, alors que le président chinois Xi Jinping entame une officielle en France.AFP

Haut de page

Le 8 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps de terminer la causerie du jour qui sera encore volumineuse. Ce sera pour demain ou lundi.

La question qui tue les opportunistes : Quand 50% (ou même moins) de la population participe à une élection initiée par une officine de nature totalitaire (L'UE par exemple), donc cautionnent l'existence de cette institution, cette dernière n'est-elle pas en droit de s'estimer légitime, pourquoi ne devrait-elle pas abuser de ce pouvoir, sachant que les 50% (ou plus) qui n'y ont pas participé n'ont nullement l'intention de se mobiliser pour s'y opposer ?

On peut spéculer à l'infini sur les causes de cette situation, il n'en demeure pas moins qu'elle manifeste l'ignorance ou le niveau de conscience misérable de l'immense majorité qui englobe ceux qui ont participé à cette mascarade et ceux qui se sont abstenus d'y participer, qui permet à toute entreprise totalitaire de s'imposer contre la volonté et les intérêts de la majorité.

Vous pouvez retourner la situation dans tous les sens, triturer les faits comme il vous plaira ou chercher d'autres explications à l'aide d'un microscope, vous ne pourrez pas escamoter cette réalité qui s'impose à tous, y compris vous ou malgré vous. Et si vous continuez à la nier ou si vous refusez obstinément à l'affronter comme par le passé, ne vous étonnez pas des conséquences dramatiques qui en découleront. Cessez de pleurnicher ou de vous lamenter, s'il vous plaît, un peu de dignité, ne serait-ce que par respect pour ceux qui en France et à travers le monde vivent déjà l'enfer auquel vous êtes dorénavant promis. J'ai toujours l'art de me faire des amis parmi mes lecteurs, n'est-ce pas ?

En attendant, je vous propose un autre plat de résistance à déguster lentement, c'est du lourd je vous préviens, sous peine de vous étouffer !

- Au format pdf (4 pages)

Fabrication du consentement. Attali ou l'art et la manière de se faire passer pour ce qu'on n'est pas pour que vos lecteurs partagent votre analyse.

A propos de l'article de Jacques Attali publié par L'Express le 5 juin : *Gauche, droite, des concepts démodés ?*

D'emblée, il faut distinguer dans le discours, l'interprétation des faits qui peuvent être falsifiés, les intentions qui peuvent être maquillées pour être inavouables, les objectifs affichés des réels qu'il faudra découvrir si on ne les connaît pas déjà, bref les apparences trompeuses, des faits et de la réalité, sinon on sera facilement victime d'une terrible méprise, confusion ou pire, compromission.

Ce qui permet de distinguer les conservateurs des progressistes au cours du déroulement de l'histoire, repose sur la nature de leurs rapports au régime en place. Sous l'Ancien Régime la monarchie était conservatrice et la bourgeoisie progressiste ou libérale, la bourgeoisie le demeurera pendant la période d'ascension du capitalisme, et depuis que cette période prit fin au détours du XXe siècle, à la faveur de la transformation du capitalisme en impérialisme, depuis que le monopole a supplanté la concurrence, la finance a fusionné et domine l'industrie, de libérale elle est devenue conservatrice, de révolutionnaire elle est devenue réactionnaire, et au stade avancé de pourrissement que nous connaissons de nos jours ou de la crise du capitalisme devenue permanente et globale, réactionnaire sur toute la ligne, c'est-à-dire qu'elle est devenue réfractaire ou opposée à tout progrès social et incompatible avec l'expression la plus infime de la démocratie, qu'elle interprète comme une menace mortelle qu'il faut discréditer, censurer, criminaliser, réprimer, écraser par tous les moyens que l'Etat met à sa disposition.

C'est donc le développement économique au cours de son évolution qui va déterminer la nature de chaque classe, ou les rapports de chaque couche au sein de chaque classe en fonction de la place qu'ils occupent au sein du processus de production et de répartition des richesses, qui inclut donc le pouvoir politique qu'ils ont acquis ou qui en découle.

On a vu que l'orientation qui détermine la nature d'une classe pouvait être modifiée et s'inverser en fonction du stade auquel sont parvenues les forces productives dans le cadre du mode de production en vigueur. Cette interprétation qui repose sur des faits matériels ou objectifs est conforme au processus dialectique matérialiste et historique. Tant qu'une classe n'a pas épuisée son rôle historique, elle est censée remplir une fonction progressiste, elle est dite libérale, mais dès lors qu'elle a épuisé ce rôle ou qu'elle ne peut plus remplir cette fonction, elle devient conservatrice, rétrograde, décadente, réactionnaire.

Maintenant, il en est tout autrement sur le plan idéologique, qui peut donner lieu à toutes sortes de manipulations et d'escroqueries possibles et inimaginables, de manière à camoufler le plus longtemps possible la véritable nature à laquelle est parvenue une classe ou la couche qui la domine, nature qui va coïncider avec ses réelles intentions ou objectifs inavouables s'agissant des capitalistes ou de l'oligarchie plus précisément, puisque c'est elle qui mène cette danse macabre.

Leurs idéologues, dont la sournoiserie, la filouterie ou l'art de la dissimulation est une seconde nature, vont s'employer plus ou moins adroitement à dénaturer la nature de chaque classe ou de chaque couche au sein de chaque classe en occultant les rapports économiques qui en sont à l'origine, de manière à faire passer les pires réactionnaires pour des progressistes en se livrant à des spéculations dignes des sophistes les plus vicieux, de sorte que les rapports dialectiques entre le particulier et le général, les causes et leurs conséquences, seront complètement brouillés ou faussés au profit d'une confusion qui bénéficiera à la réaction ou sera destinée à justifier son orientation économique et politique, pour que la majorité y adhère ou à défaut n'ait aucune autre orientation économique ou politique à lui opposer ou à laquelle se raccrocher, ce qui lui laissera le champ libre pour parvenir à ses fins ou gouverner à sa guise.

C'est ainsi par exemple qu'ils qualifient de conservateurs les acquis sociaux qui ont accompagné le développement de la civilisation humaine et de la lutte des classes des exploités et des opprimés, et dans un accès de fièvre fanatique ils iront même jusqu'à remettre en cause les lois de fonctionnement du capitalisme, sans toutefois toucher à ses fondements évidemment, les rapports sociaux de production basés sur les inégalités entre les classes, entre dominants et dominés,, l'exploitation de l'homme par l'homme dont le capitalisme tire profit ou ce qui est sa raison d'être, leur philanthropie légendaire n'allant pas jusque là ! Ce qui les amènera à qualifier de libérale ou progressiste la liquidation de tous les progrès sociaux réalisés au cours des siècles ou des millénaires passés. Mieux encore, ils vont proclamer qu'ils constituent des obstacles au bien-être des peuples, tandis que la monstrueuse fortune que l'oligarchie est parvenue à concentrer entre ses mains et le pouvoir politique exorbitant qu'elle a accaparé ou confisqué, son extraordinaire pouvoir de nuisance sur la société, seraient pour ainsi dire le produit de la fatalité, d'un processus naturel ou un don divin que personne ne devrait dorénavant contester sous peine d'être traité de conservateur ou d'être livré aux pires injustes traitements.

L'exercice, auquel se livre l'idéologue néolibéral et banquier Attali dans l'article qui suit, ne consiste pas à opposer d'emblée les tenants du capitalisme à ses véritables opposants, ceux qui luttent pour son abolition, il ne s'y risquerait pas car l'exercice s'avèrerait beaucoup trop périlleux et révélateur, bien que ce soit eux qu'ils visent, et il est très important de l'avoir à l'esprit pour comprendre son argumentation particulièrement tordue ou fourbe. Il en fait la démonstration quand il se livre à un amalgame entre les vrais opposants luttant pour le socialisme qu'il prend soin de ne pas nommer et les faux opposants

au capitalisme parmi lesquels figurent les opposants institutionnels, officiels, sélectionnés parmi les élites acquises au capitalisme, tous corrompus ou vendus, qu'il va qualifier de conservateurs en les faisant passer pour des ennemis du progrès scientifique et technologique ou encore de la mondialisation, autrement dit du développement des forces productives à l'échelle mondiale, alors qu'en réalité ils n'y sont pas plus opposés qu'au capitalisme en général, ce qui permet au passage de faire passer les vrais opposants au capitalisme pour d'épouvantables réactionnaires, misant sur le fait que la plupart des gens ne font pas la distinction ou la différence entre les vrais et les faux opposants au capitalisme, pour finalement les ranger au côté de l'extrême droite, il n'est pas pour rien le mentor de Macron!

Ce qu'il reproche finalement aux faux opposants au capitalisme, c'est de ne pas montrer plus d'engouement pour le néolibéralisme ou de critiquer ses dérives ou excès, alors que c'est le moins qu'ils puissent faire pour sauver les apparences, ce dont Attali ne se soucie guère depuis que les oligarques ont décrété qu'il ne devait exister qu'une seule idéologie, la leur. Mais après tout il n'a pas tort, d'une certaine façon il leur adresse le message suivant : laissez-nous gouverner comme on l'entend, n'empiétez pas sur nos prérogatives, encore moins sur notre pouvoir, contentez-vous de partager notre idéologie et de faire diversion ou d'amuser la galerie avec les thèmes sociétaux ou communautaristes que nous vous servons sur un plateau, détournez-vous des questions sociales que nous sommes assez grands pour gérer tout seul, nous vous avons démontré la puissance de feu de notre machine infernale de propagande en vous propulsant où vous êtes, profitez-en, soyez loyal envers nous jusqu'au bout, sacrifiez tout ce qui vous est le plus cher si nécessaire et nous ne serons pas ingrats avec vous, ce qui n'est pas toujours le cas et ils l'apprendront assez tôt à leurs dépens

Ce que vous allez lire est un formidable tour d'illusionniste prompt à désarçonner ou berner les plus rompus à l'analyse critique. Imaginez un instant le tour de force, l'un des plus fervents partisans du "ni de droite ni de gauche" de Macron "ne pense pas que la division entre la droite et la gauche soit dépassée", quelle entourloupe magistrale !

En dernière analyse, il doit exprimer le regret que ce qui distingue et oppose irréductiblement les classes sociales entre elles n'ait pas encore disparu, et que Macron ainsi que LREM soient rejetés par l'immense masse de la classe ouvrière et des classes moyennes. Par dépit ou dans ces conditions vaut mieux avoir deux fers au feu et entretenir l'illusion de l'opposition entre droite et gauche institutionnelle ou parlementaire qui a rendu tant de services à sa classe, celle des capitalistes, carte du PS en poche !

Attali est assurément un démagogue accompli, on doit lui rendre hommage sur ce point, ne soyons pas injuste. Va-t-il parvenir à vous bluffer ? Je serais bien curieux de voir votre réaction après cette lecture.

- Gauche, droite, des concepts démodés ? par Jacques Attali - L'Express 05.06

Les clivages politiques sont en train d'être redéfinis par les enjeux contemporains mais ils ne s'effacent pas pour autant.

Depuis deux siècles au moins, la bataille politique oppose, dans la plupart des démocraties, les conservateurs et les progressistes. Elle se joue entre ceux qui veulent maintenir les situations acquises et ceux qui veulent les remettre en cause. Entre ceux qui privilégient la stabilité et ceux qui veulent bouleverser ce qui a été construit par les générations précédentes. Naturellement, ces distinctions sont partout pleines de nuances, pour tenir compte de l'histoire, des mentalités, du contexte géopolitique et des clivages sociaux de chaque pays. (Les "nuances" sont comme les exceptions qui confirment la règle très souvent. - LVOG)

Aujourd'hui, ce clivage se complexifie encore : faut-il ranger parmi les conservateurs ceux qui veulent protéger la nature, et parmi les partisans du changement ceux qui veulent encourager et accepter toutes les innovations technologiques et industrielles ? Cela remiserait à droite les partis écologistes et à gauche les tenants de l'économie libérale. (Ne vous fiez pas au conditionnel, traduisez au mode indicatif et vous aurez la pensée réelle ou les véritables intentions d'Attali. - LVOG)

Faut-il vraiment classer à droite les partisans de la défense des territoires ruraux, et à gauche les apôtres des grandes villes ? Et faut-il cataloguer à droite ceux qui plaident pour une identité nationale et à gauche ceux qui veulent s'ouvrir au monde ? La laïcité, qui est au coeur de l'identité française, n'est-elle pas au contraire une conquête de la gauche ? Et l'ouverture au monde n'est-elle pas une idée des tenants de l'économie de marché, qu'on rangerait plutôt à droite ? (Je rappellerai au passage que le socialisme a été conçu à l'échelle mondiale par ses fondateurs Marx et Engels. - LVOG)

Il est clair que ces concepts évoluent, que les grilles de lecture se mêlent, que des combats nouveaux surgissent, qui ne recoupent pas les anciens. Et il est de plus en plus difficile de réduire le débat politique à deux camps simplistes. Il est clair aussi qu'il y a des conservateurs et des modernistes tant à droite qu'à gauche. (Tous les hommes sont mortels, quel profondeur d'esprit ! - LVOG)

Cela donne à certains le droit de dire que la division gauche-droite est morte. (Il ferait presque oublier qu'il en a été un des farouches artisans ! N'y voyez pas un regret, un doute peut-être. - LVOG)

La division droite-gauche prend des formes nouvelles. (Ouf ! - LVOG)

Faut-il pour autant y renoncer ? Et dire que le combat d'aujourd'hui est en fait entre progressistes et conservateurs ?

La distinction entre "ouvert" et "fermé" prend, certes, de plus en plus d'importance. Ceux qui prônent la fermeture sont tous ceux qui défendent une identité et un patrimoine, culturel et naturel. Si on suit ce critère, on devrait voir se créer une coalition entre l'extrême droite et les écologistes, qui n'existe pourtant presque nulle part.

Ce n'est donc pas une division pertinente. Parce qu'en réalité on ne peut défendre son environnement en se fermant : le climat n'a pas de frontières ; et ce n'est pas, par exemple, parce qu'on améliore la situation des forêts dans un pays que le statut de la forêt mondiale n'empire pas. (Bref, l'oligarchie est internationaliste, humaniste, etc. pleine de qualité qu'on ignorait sots qu'on est ! - LVOG)

Je ne pense pas que la division entre la droite et la gauche soit dépassée. Elle prend seulement des formes nouvelles. Jamais les inégalités de revenus, de fortune, d'espérance, de mobilité sociale n'ont été aussi grandes. Jamais le combat pour plus de justice sociale n'a été plus justifié. (Le comble du cynisme ! - LVOG) Justice entre individus, entre générations, entre groupes sociaux, entre territoires. Et c'est ce combat qui permet de rassembler tous ceux qui veulent défendre les plus faibles où qu'ils soient, dans les usines, les territoires ou les générations à venir. (L'idéologie néolibérale au service des plus faibles, comme quoi ils ne reculent devant rien, c'est cela qu'on a du mal à saisir tellement ils ne nous ressemblent pas, ce sont des fous furieux, c'est à quel monstre de cruauté on a affaire. - LVOG)

Pour réunir ces divers concepts, il me semble qu'il faut établir une distinction entre ceux qui pensent qu'il ne faut s'occuper que de soi, et ceux pour qui la meilleure façon de s'occuper est de prendre soin des autres. (S'occuper de soi avant de s'occuper des autres, c'est ce que fait chaque patron ! - LVOG) Entre égoïsme et altruisme. (Entendez par altruisme, se dévouer à la classe qu'il représente. Il le confirme juste après. - LVOG)

L'altruisme l'emportera s'il peut convaincre qu'il est aussi la forme la plus intelligente, la plus efficace de l'égoïsme. (On se disait bien qu'il y avait une forme d'intelligence chez ces oligarques philanthropes, priez pour eux à Notre Dame de Paris ! - LVOG) S'il peut convaincre que c'est en aidant les territoires ruraux qu'on défend le mieux les urbains ; que c'est en aidant au développement de l'Afrique qu'on protégera au mieux les intérêts des Européens (On se disait bien qu'ils n'avaient pas d'amis mais que des intérêts. - LVOG) ; et que c'est en se battant pour les générations futures qu'on préparera le mieux son propre avenir. (Surtout que leur avenir est déjà largement hypothéqué ! - LVOG) L'Express 05.06

Vous en pensez quoi ? Etonnant, non ? De quoi tomber à la renverse, n'est-ce pas ? Il faut être complètement cinglé pour écrire un truc pareil, en s'appelant Attali j'entends.

On est en présence d'un détraqué, qui parce qu'il présente les traits de la normalité, s'avère particulièrement dangereux, après avoir participé à l'élaboration d'une école de pensée dont s'inspire les élites au pouvoir. Son discours est de la propagande pure, celle de la pire réaction.

Haut de page

Le 10 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

A lire absolument :

- DOCUMENT. Étude sur la nature des mouvements écologistes... (1999)

Extrait. (page 114)

Il n'y a pas d'influence discernable de l'homme sur le climat –

La phrase la plus citée du rapport 1995 du Groupement intergouvernemental d'étude sur le climat (GIEC) a été reprise dans toute la littérature écologiste et dans la majorité des articles parus autour de la conférence de Kyoto. C'est sur elle que la plupart s'appuient pour exiger des mesures drastiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. « *L'ensemble des données suggère que l'on peut discerner une influence de l'homme sur le climat mondial* ». Sans cette phrase, le rapport 1995 aurait été « politiquement inutile » puisqu'il reconnaissait, encore plus que le premier rapport du GIEC, l'étendue des incertitudes. L'histoire de cette phrase et la façon dont elle a été rajoutée au rapport est donc extrêmement intéressante. C'est à son propos que

Frederick Seitz avait fait cette terrible déclaration : « *En soixante années de participation à la recherche scientifique américaine, y compris en tant que président de l'Académie des sciences et de la Société américaine de physique, je n'ai jamais eu à connaître une corruption du processus de relecture aussi inquiétante que pour ce rapport du GIEC.* »

Que dénonce Seitz et, avec lui, tous les « dissidents » ? Le fait que l'on ait apporté des changements de dernière minute au texte du rapport, changements visant presque tous à éliminer les bémols que rajoutent de nombreux scientifiques lorsque l'on parle de « changement climatique ». Or si les rapports du GIEC font autorité, bien qu'il s'agisse d'une institution gouvernementale autant que scientifique, c'est qu'ils sont soumis au processus de relecture habituelle dans les revues scientifiques : chaque article est soumis à d'autres spécialistes de la discipline, lu, discuté et modifié, parfois plusieurs fois. Pourtant, le rapport 95 du GIEC a été modifié par un seul auteur, Ben Santer, du laboratoire Lawrence Livermore, et ce après ce processus de relecture. La plupart des modifications ont eu lieu dans quinze parties du chapitre 8, celui qui traite de la question clef de l'éventuelle influence humaine sur le climat.

Voici trois phrases qui existaient dans le rapport approuvé par deux mille scientifiques, mais qui furent retirées par Santer, « auteur principal » du chapitre 8 : « *Aucune des études citées ci-dessus n'a montré une preuve claire qui puisse nous faire attribuer les changements [climatiques] observés à la cause spécifique des accroissements de gaz à effet de serre.* » On sait en effet que, s'il y a bien eu un réchauffement au cours du dernier siècle, il a eu lieu surtout dans la première moitié. Pas ou très peu de réchauffement au cours des cinquante dernières années, pendant lesquelles on a émis 70 % du total des gaz effet de serre. Autre phrase supprimée : « *Aucune étude à ce jour n'a pu attribuer tout ou partie [du changement climatique observé] à des causes anthropogéniques [d'origine humaine].* » Ou encore : « *Toute affirmation prétendant détecter un changement climatique significatif restera probablement controversée jusqu'à ce que l'on ait réduit les incertitudes dans la variabilité naturelle totale du système climatique.* » (...)

Nous sommes allés très loin dans les détails, pour montrer à quel point on est loin de la science et proche de la politique. Santer lui-même a révélé plus tard, dans une lettre à Nature, que le département d'État américain lui avait fortement « *recommandé* » de modifier le contenu du chapitre 8 afin que celui-ci soit cohérent avec le résumé exécutif, destiné aux politiques et aux journalistes.

- Au format pdf (36 pages)

Pour changer la société et le mode de vie insupportable qui en découle, pour mettre un terme à tous les maux qui nous accablent, pour mettre fin à toutes les guerres, pour affronter les aléas climatiques et stopper le saccage de notre planète : Il faut abolir le capitalisme. Voilà de quoi il faut partir. Tout autre stratégie ou objectif est vouée à l'échec.

Le travail lui-même est nuisible et funeste non seulement dans les conditions présentes, mais en général, dans la mesure où son but est le simple accroissement de la richesse. Manuscrits de 1844, Karl Marx

---

ACTUALITÉ EN BREF

Record mondial : 307 millions d'absentéistes en Inde !

- Narendra Modi débute son deuxième mandat à la tête de l'Inde - AFP 30 mai 2019

LVOG - 67% seulement des 900 millions d'électeurs indiens ont voté en avril-mai pour ces 17e législatives depuis l'indépendance.

En complément.

Lu dans un article

- "*les abstentionnistes à 44 % des inscrits à quoi il faudrait rajouter les 12 % de non-inscrits. Dans ce cadre, le FN ne représente qu'un citoyen sur 10 et LREM encore moins. Qui peut oser encore dire qu'il a gagné…C'est surtout la démocratie qui recule et qui perd. Voilà l'enseignement politique majeur de ce scrutin.*"

LVOG - Vous vous trompez ou vous n'êtes pas assez précis. Ce n'est pas "*la démocratie qui recule et qui perd*", mais l'absence de démocratie qui progresse et qui a gagné, puisque les représentants de la minorité peuvent dorénavant gouverner pour la minorité en étant toujours plus minoritaire, et en ayant réduit au silence ses opposants. A l'étape suivante on pourrait imaginer qu'elle pourrait gouverner en se passant d'organiser des élections... C'est le cas en Algérie par exemple...

Acte 29 et 30

10 300 manifestants ont été recensés dans toute la France, dont 1 100 à Paris à 18H selon le ministère de l'Intérieur. Selon une première estimation du Nombre jaune, proche des manifestants, 19 654 personnes ont été recensées à travers la France.

Selon Le Nombre jaune, proche des manifestants, il y aurait eu 23 537 manifestants minimum en France pour l'acte 29 du mouvement la semaine dernière. Le ministère de l'Intérieur en a lui recensé 9 500. RT 08.06

Avoir la foi n'est pas une croyance, c'est "apprendre pour comprendre et comprendre pour agir" (Lénine)

- Arrêt du site “LesGiletsJaunes.fr” - lesgiletsjaunes.fr 30.05

Arrêt du site, sortie des groupes, arrêt de Facebook , Twitter, etc.

Le site reste pour l’instant en ligne , mais il ne sera plus mis à jour. lesgiletsjaunes.fr 30.05

L'illusion démocratique ou récupération sous la Ve République ou le régime totalitaire de Macron.

- Loin du Grand débat «vertical» de Macron, le «Vrai débat» invite les citoyens à légiférer eux-mêmes - RT 31 mai 2019 LVOG - Rival ou complémentaire ?

Le «Vrai débat» lance des assemblées citoyennes délibératives pour permettre aux Gilets jaunes et aux citoyens en général d'élaborer leur propre processus démocratique indépendant. L'objectif étant d'aboutir à des propositions citoyennes de loi.

Rival citoyen du grand débat national, organisé par le gouvernement pour tenter de répondre à la crise sociale en cours depuis le 17 novembre 2018, le «Vrai débat», lancé par des collectifs de Gilets jaunes, mène depuis plusieurs mois «une contre-offensive» pour recueillir les doléances des citoyens. Son but : élaborer de réelles propositions de loi.

L'aventure du «Vrai débat» a commencé avec la mise à disposition d'un outil participatif, l'application Cap collectif, qui s'est trouvée être la même plateforme que celle du grand débat organisé par le gouvernement.

Pour autant, le «Vrai débat» ne lésine ni sur le sérieux ni sur la rigueur dans son travail. Le traitement des données recueillies sur la plateforme a été effectué par des chercheurs. «Pour ce qui est du travail de synthèse [à l'issue de la consultation], il était très important pour nous d'avoir des entités indépendantes de nous pour traiter les revendications déposées par les gens sur la plateforme», explique l'un des organisateurs.

Pour ce faire, des laboratoires de recherche universitaire dont ceux de l'université Lyon2, de l'ENS et le laboratoire Triangle, ou encore le CNRS ont été mis à contribution.

LVOG - Avec la caution du gouvernement.

Les assemblées citoyennes délibératives étaient prévues par les préconisations de la Commission nationale du débat public (CNDP), l'organisme qui a assuré le suivi du grand débat national initié par le gouvernement. Contactée par RT France, Ilaria Casillo, vice-présidente de la CNDP, explique : «Nous soutenons ce type d’initiative citoyenne, comme tout type d'initiative favorisant la participation et appuierons cette démarche comme toutes celles qui souhaiteront mobiliser les garants de la CNDP, dans le strict respect du cadre légal.»

La CNDP et ses 250 garants, sélectionnés et formés pour garantir les procédures de concertation obligatoires ou facultatives sur l'ensemble du territoire national, vont donc accompagner le «Vrai débat». «Comme nous l’avons fait également pour la mission du grand débat mené par le gouvernement, nous leur avons assuré notre disponibilité à leur fournir les contacts des garants présent sur cette liste nationale», détaille Ilaria Casillo. RT 31 mai 2019

LVOG - Chantal Jouanno est la présidente de la CNDP... La suite est à l'avenant pour qui sait lire attentivement, le dernier paragraphe en est la preuve :

RT - La question de la légitimité démocratique qu'il conviendra de donner à toutes ces initiatives se posera très certainement aux participants du «Vrai débat» à l'issue de ces cycles d'assemblées. Par quel biais vont-ils faire voter leurs propositions de loi ? Vont-il interpeller les députés pour qu'ils soient leurs porte-voix ? Ou tenteront-ils d'autres procédés ? Tout cela sera décidé en assemblée d'ici l'automne.

LVOG - Au passage, RT qui relaie généreusement cette tartufferie, un ennemi de Macron, vraiment ?

Guerre idéologique et psychologique de nos ennemis.

- Quand ils ont un sexe à la place du cerveau.

- New York va dédier un monument à deux femmes transgenres, une première - AFP

- En Indonésie, les LGBT+ ne peuvent plus faire sans Grindr, malgré les risques - Slate.fr

- En Russie, des scènes de sexe homosexuelles retirées du biopic sur Elton John - L'Express.fr

Amnesty International dénonce un cas de "censure" qui "déshumanise les relations homosexuelles".L'Express.fr

- Burkina Faso : « Un jour historique pour les droits sexuels et reproductifs » - LePoint.fr

Et pendant ce temps-là :

- Au Burkina Faso, une urgence humanitaire sans précédent - Sputnik 31.05

Lire l'article plus loin.

Instrumentalisation du réchauffement climatique

- Greta Thunberg reçoit le prix le plus prestigieux d'Amnesty International - AFP

L'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty International a annoncé vendredi décerner son prix le plus prestigieux à l'adolescente suédoise Greta Thunberg, égérie du combat pour le climat. AFP

- Greta Thunberg mise à l'honneur dans une impressionnante peinture murale à Bristol - Le HuffPost

- Nakabuye Hilda Flavia, cette jeune activiste climatique qui interpelle Museveni - LePoint.fr

- "La plus grande épidémie animale jamais vue" : des experts alertent sur la peste porcine africaine qui fait rage en Asie - Franceinfo

- Les trois quarts des fruits non bio sont contaminés aux pesticides - Franceinfo

- Alerte sur la présence de toxines dans les moules - Franceinfo

- Alerte aux toxines dans des coquillages de la Méditerranée avec un possible "risque sanitaire" - Franceinfo

- Les humains ingèrent des dizaines de milliers de microparticules de plastique par an, selon un rapport - Franceinfo

- Méditerranée : WWF appelle à "stopper le torrent de plastiques" - euronews

- À la plage, à table, au quotidien... les gestes qui peuvent encore sauver nos océans - Le Parisien

- Alerte sur la composition du maquillage pour enfants - Franceinfo

L'art de la médiocrité. Et oiseau de malheur ou le communautarisme à l'honneur.

- Au Festival de Cannes, la politique s'invite à la cérémonie de clôture - huffingtonpost.fr 25.05

- Une jeune Canadienne autochtone reprend "Blackbird" des Beatles dans sa langue traditionnelle et ravit McCartney - Franceinfo

- Qui est BTS , le phénomène K-pop qui remplit le Stade de France deux soirs ce week-end ? - Franceinfo

- William Lebghil et Philippe Katerine tournent dans le métro un clip de rap hilarant pour annoncer le film "Yves" de Benoît Forgeard - Franceinfo

- Patrick Bruel à Lyon : 6000 fans au rendez-vous de son "Tour 2019" - Franceinfo

LVOG - C'est le Mossad qui assure la sécurité de ses concerts?

- 75e anniversaire du Débarquement : les comédiens de "Band of Brothers" de retour sur les plages de Normandie - Franceinfo

- Les meilleurs jeux vidéo français seront récompensés par les trophées Pégase, sur le modèle des César, à partir de 2020 - Franceinfo

- King Kong est de retour dans un bel album illustré par Christophe Blain - Franceinfo

---

LEUR VIEUX MONDE GROUILLE DE VERMINE

Ils ont des "***relations fantastiques***", qui en doutait ?

- Mike Pompeo : "L'UE et les États-Unis ont des relations fantastiques" - euronews 6 juin 2019

- Candidat à la commission européenne, Manfred Weber fait un appel du pied aux Verts - AFP 6 juin 2019

Candidat de la droite conservatrice pour la présidence de la Commission européenne, l'Allemand Manfred Weber a fait mercredi un appel du pied aux Verts européens afin d'obtenir les soutiens nécessaires pour son élection par le Parlement européen.

Le successeur de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission devra être accepté par le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernements des 28 pays membres et sa désignation sera au coeur de leur prochain sommet les 20 et 21 juin. Il prendra ses fonctions le 1er novembre 2019 pour un mandat de 5 années. AFP 6 juin 2019

Pour rappel : Manfred Weber est le candidat désigné par l'Otan, donc le Pentagone, la Fed et le groupe Bilderberg.

L'effet Bilderberg et la fabrication du consentement.

- La popularité de Macron baisse et celle de Jadot s'envole, selon notre sondage - L'Express.fr 30.05

Après un succès inattendu aux européennes, la cote du leader d'EELV bondit de 20 points au classement des personnalités qui suscitent l'adhésion des Français. L'Express.fr 30.05

LVOG - Depuis ils ont fabriqué et sorti d'autres sondages où Macron monte ou baisse comme la grenouille en fonction de la météo, à moins que le baromètre du régime soit détraqué, inquiétant !

- Yannick Jadot et l'écologie au top de notre palmarès de popularité - Le HuffPost 07.06

Qui a dit ?

- Les jeunes nous ont donné un mandat "*pour agir concrètement sur le climat*" ?

Réponse : Le maître du système solaire, de la galaxie, de l'univers : Yannick Jadot dans un entretien au Monde mercredi. (Source : AFP 05.06)

Mégalomane débridé, psychopathe fanatisé...

Qui a dit ?

- La social-démocratie qui représentait "*l'alternative aux droites*" et "*avait le leadership pour contrer ce projet-là*", c'est maintenant à "*l'écologie politique*" d'assumer ce rôle.

Réponse : Le secrétaire national d'EELV, David Cormand.

LVOG - Quand une illusion criminelle en chasse une autre.

"L'écologie politique est le modèle du XXIe siècle qui va inventer et pouvoir faire gagner une alternative à ça. Notre travail politique en tant qu'écologistes c'est de consolider cette offre politique", a-t-il expliqué.

Il faudra ensuite "construire un arc progressiste, humaniste, pour prendre le pouvoir, mais ça ne sera pas les écologistes tous seuls", a-t-il assuré.

Avec qui y travailler ? Ceux issus de la gauche "sensibles aux valeurs des Lumières, de solidarité", ceux qui ne se sont "jamais fixés entre la droite et la gauche", "et même d'ailleurs ceux qui ont pu voter à droite par le passé et ne se sentent pas à l'aise ni avec l'offre libérale d'Emmanuel Macron ni avec le repli xénophobe, nationaliste, de l'extrême droite".

M. Cormand a précisé qu'EELV comptait aujourd'hui "autour de 6.000" adhérents. AFP 7 juin 2019

LVOG - De 10.000 ils sont subitement passés à 6.000 adhérents, demain on va apprendre que c'était en réalité un groupuscule ! En fait, c'est comme avec le PS ou le PCF, vous soustrayez les élus et les morpions qui s'y fixent et il ne reste plus personne. Quand on pense qu'il y en a qui en avaient fait les bases de leur stratégie, on se demande où ils avaient vraiment la tête, pas vraiment tournée vers le socialisme...

Ils "***sont politiquement compatibles avec le centre gauche comme le centre droit.***"

- Après leur percée aux Européennes, les Verts à l'heure des choix - AFP 27 mai 2019

"Cette recomposition n'est pas juste interne à la gauche : en Allemagne, une partie de la droite a voté écolo, cela a à voir avec une compréhension générationnelle", selon Sébastien Treyer, directeur de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Cette poussée verte en Europe a "à voir à la fois avec une ouverture des frontières et un attachement à nos écosystèmes, ou à un régionalisme : on est en train de voir quelque chose qui transforme notre boussole politique", estime M. Treyer.

Les membres du groupe Verts au Parlement ont bonne réputation, et connaissent les processus, les alliances et le travail en groupe transfrontalier entre Etats membres.

Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques Delors, souligne ainsi leur "sérieux au Parlement européen". "Ils sont très organisés en groupe".

"Traditionnellement, ce groupe a utilisé le Parlement européen où les autres étaient beaucoup moins assidûs pour faire des percées assez étonnantes vu leur faible nombre", commente-t-il. "Ca leur donne un avantage comparatif dans la négociation sur les grands accords politiques qui vont devoir être trouvés sur la Politique agricole commune et les grandes politiques de mises en oeuvre du budget de l'UE", ajoute M. Treyer.

"Les Verts allemands s'y sentent à l'aise parce qu'ils retrouvent un fonctionnement qu'ils ont déjà au niveau national", analyse Mme Jérome. En Allemagne, les Verts sont politiquement compatibles avec le centre gauche comme le centre droit. Ils sont présents dans de nombreux gouvernements régionaux, qu'ils soient de gauche (à Berlin par exemple) ou de droite comme dans le Bade-Wurtemberg. AFP 27 mai 2019

La boboïtude parisienne le confirme.

- Européennes: LaRem et Les Verts font un carton à Paris - Reuters 27 mai 2019

La République en marche et les écologistes sont les principaux bénéficiaires des élections européennes à Paris, où le parti présidentiel fait presqu'aussi bien qu'en 2017 tandis que les Verts frôlent les 20%, à un an des municipales.

Avec 19,89% des voix, Europe Ecologie-Les Verts dépasse de six points son score national et arrive même en tête dans les quartiers populaires du Nord et de l'Est : Xe, XVIIIe, XIXe et XXe arrondissements. Reuters 27 mai 2019

Jadot : Le clone (clown) vert de Macron ou du "***ni de gauche, ni de droite***"

- Européennes : après son succès, EELV va-t-il se recentrer ? - lexpress.fr 27.05

Le bon score des Verts aux européennes - 12%, 3e place - entérine-t-il la ligne de Yannick Jadot ? Une ligne décrite comme plus libérale que celle des Verts canal historique, souvent critiquée - y compris en interne - notamment après deux interviews cet hiver où l'ancien directeur des programmes de Greenpeace louait "l'économie de marché, la libre entreprise, l'innovation" et se posait défenseur d'une écologie "ni de gauche, ni de droite" dans les colonnes du Figaro en mars.

La formule sonne très Macron-compatible. Dans une interview au Point, Yannick Jadot défend même un "protectionnisme vert" tout en ne fermant pas la porte à un éventuel rapprochement avec le PPE, les libéraux et les sociaux-démocrates au Parlement européen, sous réserve que le programme proposé améliore "substantiellement" le fonctionnement de l'UE.

"Il y a des macronistes convaincus à la tête d'EELV. L'espace dans lequel se construit EELV était "Hollando-compatible", il est Macron-compatible. Quand on vote EELV, on a une chance sur deux d'élire un macroniste" étrillait, en avril dernier, dans Regards, Sergio Coronado, ex-député EELV, candidat LFI aux européennes.

"Oui, Yannick Jadot a mené une candidature assez indépendante vis-à-vis de la gauche. Il a dressé le constat d'une impasse dans laquelle Cécile Duflot ou Emmanuelle Cosse notamment ont mené le parti, un parti d'alliance, et il a voulu en sortir, explique à L'Express l'historien spécialiste d'histoire politique Jean Garrigues. "Mais son tournant libéral, ce sont des idées reçues. Yannick Jadot n'a pas un discours libéral, mais il y a une intégration dans l'économie de marché et c'est vrai que dans les termes employés, il y a une volonté d'échapper à la dichotomie droite/gauche".

Au PS, en tout cas, le député européen Éric Andrieu assure à L'Express qu'EELV reste un partenaire. "Il faut que Yannick Jadot nous dise ce qu'il entend par 'ni de droite, ni de gauche'. Et la question c'est aussi de savoir sur quelle base on discute."

Esther Benbassa, sénatrice EELV : "On ne deviendra pas LREM, on ne deviendra pas ultralibéraux, ce n'est pas notre objectif". lexpress.fr 27.05

LVOG - Et pour cause, ils le sont déjà ! La preuve, si nécessaire, qu'on est bien en présence de psychopathes.

Ecologiste, ongiste, féministe, homosexuel, il cumule les qualités du parfait représentant de la décadence du régime

- David Belliard, 41 ans, a été désigné samedi tête de liste EELV pour les municipales de 2020 à Paris.

Le bac en poche, après une prépa HEC à Nancy, il file à l'EDHEC, école de commerce lilloise.

Ex-directeur général adjoint du Sidaction, "il a gardé cette fibre de pouvoir dialoguer avec des gens très différents et les écouter", selon son amie de 15 ans Alix Béranger, membre de son équipe pour 2020 baptisée "Faisons Paris" et féministe comme lui.

Dimension qu'il évalue "importante" dans son parcours, David Belliard ne cache pas son homosexualité.

En 2002, il débarque au sein d'Europe Ecologie-Les Verts (...). D'abord "militant de base", il participe à la campagne européenne de 2009 sans vouloir se présenter à des élections ensuite. Dix ans plus tard, après avoir été élu conseiller de Paris dans le XIe arrondissement puis conseiller métropolitain, le ton du président du groupe Ecologiste de Paris a changé. Désormais, il lâche : "je pense être tout à fait en capacité d'embrasser le rôle de maire de Paris". AFP1 juin 2019

Le corporatisme ou le totalitarisme ne sont "***ni de droite ni de gauche***" : D'extrême droite !

Le Point.fr - « Nous sommes les porte-parole d'une société écologiste en Europe et en France qui n'est ni de droite ni de gauche », résume l'eurodéputée Karima Delli. Celle qui a été réélue ce dimanche au Parlement européen l'admet : « Ces trucs de ni droite ni gauche, c'est de la communication politique un peu facile, mais nous en faisons une réalité. Nous sommes sans doute à l'aube d'une reconstruction politique à laquelle vont participer des Français qui font de l'écologie tous les jours, que ce soit des citoyens, des ONG ou des entreprises. » Le Point.fr 27.05

Qui a dit ?

- "*L'écologie n'est la propriété d'aucune formation politique. C'est elle, la grande gagnante de cette élection.*"

Réponse : Matthieu Orphelin, député ex-LREM, proche de Nicolas Hulot (lepoint.fr 08.06)

Le Point - Pensez-vous vraiment que des coalitions soient possibles entre LREM et EELV par exemple ?

Orphelin - Pourquoi pas, oui, mais dans des coalitions plus larges regroupant tous ceux qui veulent plus d'écologie et plus de solidarité et pas à n'importe quelle condition.

La responsabilité de l'écologie, c'est aujourd'hui de rassembler" (Derrière Macron et LREM - LVOG)

A tout seigneur tout honneur, 2022 est déjà réservé à Macron.

Orphelin - ...l'écologie au pouvoir, cela ne doit pas être 2022 et la présidentielle qui se jouent déjà ! C'est d'abord dans les territoires que cela va se passer. L'urgence des trois prochaines années, c'est de dire comment on arrive effectivement à faire de l'écologie et de la solidarité un moteur de l'avenir de la politique pour améliorer la vie des gens, sur les territoires, aux élections municipales puis régionales et départementales. Parce que la société est prête, elle l'a montré avec les élections, elle l'a montré il y a quelques mois avec les marches pour le climat, avec l'affaire du siècle, elle l'a montré avec des mobilisations diverses, dont celles, magnifiques et enthousiasmantes, de la jeunesse…" lepoint.fr 08.06

LVOG - Alors que toutes ces campagnes ont été un bide retentissant ou ne mobilisant qu'une infime partie de la population et de la jeunesse, sauf pour les médias-oligarques...

Les Gilets jaunes et LFI aussi veulent se "*recentrer*" sur les territoires, le local, les communes, bref, descendre toujours plus bas, à ce rythme-là ils vont finir dans un cul-de-basse-fosse, dommage !

Les opposants au "***virage de la transition écologique***" porteront-ils bientôt une étoile jaune ?

- Loi mobilités : des associations appellent les députés à "inscrire dans l'Histoire le virage de la transition écologique et sociale" franceinfo 04.06

Alors que l'examen de la loi d'orientation des mobilités a démarré lundi 3 juin à l'Assemblée nationale, plusieurs associations dont la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, publient mardi 4 juin une tribune que franceinfo s'est procurée et dans laquelle ils exhortent les députés "à inscrire dans l'Histoire le virage de la transition écologique et sociale".

Cette tribune, écrite et signée par Alain Grandjean, de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme (FNH), Philippe Portier, secrétaire national de la CFDT et Olivier Schneider, président de la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB), s'intitule "Loi mobilité : y aller à fond !".

"Voilà 30 ans que nous attendons une loi mobilité. Elle arrive à point nommé", se félicitent d'abord les signataires. "Alors que tous les voyants sont au rouge, non, les petits pas ne suffiront pas, c'est d'audace dont nous avons besoin", continue la tribune. Elle liste les solutions déjà connues pour tenter de limiter le réchauffement climatique : "La programmation de la fin de vente des voitures essence et diesel, la contribution des camions et des avions à la lutte contre la pollution et le dérèglement climatique, le forfait mobilité durable pour tous, les zones à faibles émissions, les équipements et stationnements vélo, la modernisation du train, les bornes de recharge pour voitures électriques..."

Les associations estiment que "le contexte n'a jamais été aussi favorable"

Mais "le temps presse", préviennent les signataires, qui regrettent que les objectifs de la France voient trop loin. Horizon 2040 pour la fin des ventes de véhicules essence et diesel. "D'après les experts du GIEC, il nous reste une douzaine d'années, tout au plus, pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et maintenir le réchauffement climatique en deçà de 2°C. Reporter la responsabilité à plus tard, nier les recommandations des scientifiques, serait une condamnation ! C'est maintenant qu'il faut se projeter. La politique gestionnaire et de court terme n'a plus de pertinence face à l'urgence écologique et sociale qui caractérise notre époque."

"On le voit, le contexte n'a jamais été aussi favorable et la société française aussi réactive", concluent les associations et organisations signataires en référence au bon score des écologistes aux élections européennes (13,47% pour EELV en France). "Chers députés, saisissez cette opportunité pour donner tout son sens à la loi mobilité. C'est une occasion unique d'inscrire dans l'histoire le virage de la transition écologique et sociale." franceinfo 04.06

"***Les partis verts ne portent aucune véritable rupture***".

6 Européennes : le vert ne fait pas tout. Par Aurélien Bernier - Les Crises 7 juin 2019

Source : Marianne, Aurélien Bernier, 29-05-2019

Extrait.

L'essayiste Aurélien Bernier décortique le positionnement des Verts en France et dans le reste de l'Union européenne. D'après lui, leurs ambiguïtés à l'égard du libéralisme et du libre-échange les condamnent à l'impuissance.

C'est essentiellement la forte mobilisation de la jeunesse et des classes moyennes intellectualisées, en écho aux marches et aux grèves pour le climat, qui explique cette progression. (...)

A gauche, mais pas trop...

Alors que dans la rue, les manifestants appellent à "changer le système, pas le climat", les verts européens sont pourtant plus que jamais positionnés au centre de l'échiquier politique. Depuis les tout débuts de l'écologie politique, la question se pose aux partis de cette mouvance : faut-il revendiquer une approche "ni droite ni gauche", un ancrage au sein de la gauche de transformation ou bien (ce qui est très différent) de la social-démocratie ?

Pour ce qui est de la gauche de transformation, la chose semble entendue. Les écologistes les plus à gauche, comme Jutta Ditfurth en Allemagne ou Martine Billard en France ont quitté le mouvement vert, laissant la place aux modérés. Pour ces derniers, la gauche de transformation est plutôt infréquentable. Les nouveaux dirigeants verts français se sont maintes fois déchaînés contre le Front de gauche puis la France insoumise. Ils critiquent tantôt l'attachement de ces formations aux régimes progressistes d'Amérique latine, tantôt leur positionnement sur la Russie, ou encore le côté "soviétique" de la planification écologique voulue par Jean-Luc Mélenchon.

L'ancrage "à gauche" des Verts a toujours été, dans les faits, un ancrage à la social-démocratie. Leur participation à la "gauche plurielle" en France de 1997 à 2002 est venue (tout comme celle du PCF de Robert Hue d'ailleurs) cautionner les nombreuses privatisations opérées par le gouvernement Jospin, ainsi que les somptueux avantages accordés aux actionnaires. En Allemagne, les Grünen comptent trois ministres au gouvernement lorsque le social-démocrate Gerhard Schröder fait adopter (à partir de 2003) les lois Hartz de dérégulation du marché du travail. En France à nouveau, des ministres verts sont présents au sein des deux premiers gouvernements Hollande, de 2012 à 2014.

Dans l'actuel contexte de débâcle de la social-démocratie, les verts, qui ne souhaitaient pas être entraînés dans la chute, ont logiquement opté pour un réalignement "ni droite ni gauche". "L'écologie politique n'est pas à marier" affirmait Antoine Waechter en 1986 dans sa motion majoritaire, alors que l'Assemblée nationale basculait à droite. Un discours réhabilité par Yannick Jadot et ses colistiers aujourd'hui. "Nous sommes les porte-parole d'une société écologiste en Europe et en France qui n'est ni de droite ni de gauche", assure l'eurodéputée Karima Delli au magazine Le Point.

Mais ces déclarations d'"indépendance" cachent une tout autre réalité : les écologistes ont besoin d'alliances aussi bien au niveau local que national et européen. En Belgique, le coprésident des verts wallons Jean-Marc Nollet s'y dit prêt, au niveau fédéral, à "une coalition avec l'ensemble des partis en dehors de la N-VA [l'extrême-droite]". En Allemagne, les Grünen vont jusqu'à former des "coalitions noires-vertes" avec la droite, comme celle en place dans la région de Bade-Wurtemberg depuis 2016. Au parlement européen de Strasbourg, les verts disent vouloir être « pragmatiques », c'est-à-dire travailler tant avec la droite qu'avec les sociaux-démocrates.

Le "ni-ni" de Yannick Jadot ou des Grünen n'est donc pas un "ni droite ni gauche". C'est un "en même temps". Ni totalement arrimé à la social-démocratie, ni totalement arrimé à la droite, le mouvement vert européen se réserve la possibilité de choisir la meilleure alliance en fonction des pays, des circonstances, et d'en changer si besoin. Bien qu'il s'en défende souvent, il s'aligne de fait sur les politiques libérales conduites aussi bien par les droites européennes (traditionnelles comme la CDU ou rénovées comme la République en marche) que par les forces dites socialistes. Des politiques qui n'offrent comme perspective que l'avènement d'un capitalisme "vert", dont l'un des grands ambassadeurs en Allemagne n'est autre que Joschka Fischer, ancien ministre fédéral et vice-chancelier, écologiste… et aujourd'hui conseiller des multinationales BMW, Siemens ou RWE.

...les partis verts ne portent aucune véritable rupture. Ni avec l'Union européenne, qu'ils rêvent comme beaucoup d'autres de changer de l'intérieur, ni avec l'ordre économique, qu'ils rêvent en fait de moraliser. C'est précisément ce refus de la cohérence qui mène l'écologie politique de victoires européennes ou locales en défaites nationales. Et, plus grave, c'est ce refus de l'affrontement avec les grandes puissances financières qui explique l'échec environnemental de l'écologie politique : malgré plusieurs décennies de "verdissement" du capitalisme, jamais les indicateurs n'ont été aussi rouges. Les Crises 7 juin 2019

Commentaires d'internautes.

1- Les ecolos sont les idiots utiles de notre système démocratique. Au même titre qu'un RN, constamment utilisé à des fins de victoire électorale. Les dés sont pipés et le couple Jadot sent l'arnaque à des kilomètres.

2- Marche « pour le climat » (et pourquoi pas des marches « pour le relief »), enseignement scolaire obligatoire du « changement global », alarmisme météo sans cesse renouvelé : les esprits étaient bien conditionnés pour faire monter la vague verte au plus haut, comme en 2009 avec la diffusion du documentaire de Yann Arthus-Bertrand quelques jours avant… les

élections européennes.

Cela marche en ville, un peu moins bien à la campagne où on n'est pourtant pas dénué de conscience écologique, et pour cause. Dans ma commune, la liste Jadot atteint 4,8 %, à une ou deux voix derrière les listes Glucksmann ou Dupont-Aignan.

Les Verts arriment définitivement les « socialistes » à droite, au néolibéralisme, s'il en était besoin.

3- Il y a une erreur dans cette phrase :

"en écho aux marches et aux grèves pour le climat, qui explique cette progression."

En effet il fallait écrire "en écho à la couverture médiatique surabondante aux marches…"

En effet ce sont essentiellement les médias qui font l'élection. Sur les 34 listes, 3 ont été promues jusqu'à plus soif par les journalistes, RN, LREM et EELV. D'où leurs bons scores. Il y a en effet une corrélation significative entre temps de présence médiatique et résultats électoraux.

4- Ces écolos n'ont rien de gauchiste, à part le passé des plus vieux d'entre eux. Ce sont des néo-libéraux qui croient ou font semblant de croire que la préservation de l'environnement est compatible avec la société de marché. C'est toute l'arnaque…

5- C'est grâce aux Verts que l'Allemagne otanisée a bombardé la Yougoslavie en 1999, comme au bon vieux temps (1941). Joschka Fischer, a joué un rôle essentiel à cet égard. Il dénonçait volontiers le « fascisme » serbe.

6- Ce même individu a également eu ces propos formidables: "L'Union Européenne apportera enfin à l'Allemagne la place qui lui a injustement été refusée après deux guerres mondiales". Quand tu penses que ce sont des politiques Allemands 'modérés', on ne se demande plus pourquoi l'UE soutient totalement les néonazebroques Azov, Zvoboda et Pravi sektor…

En France, on a Yves Cochet, député d'oreiller EELV, qui préconise la stérilisation de force des français, par suppression des allocs, au motif konpolutro et que bon, faut quand même faire de la place aux "nouveaux arrivants".

Sans oublier la maboule qui veut laisser crever les malades de plus de 70 piges, il me semble qu'elle sort de la même étable.

La véritable extrême droite est là, ultralibérale, malthusienne, totalitaire, brutale, basse de plafond et bouffie d'orgueil. Quand on peint un drapeau en bleu ou en vert, on peut vraiment faire passer n'importe quoi derrière.

Vive la nécrocratie.

7- ELV, pour moi et à jamais, c'est l'aveuglement et le mépris politiques et européistes, depuis leur immonde communiqué de presse suite à la signature du mémorandum tsipras en 2015 qui a enfoncé le peuple grec dans un véritable sociocide néo-libéral bien au-delà de ce qu'avait osé faire la droite depuis 2010, en "tuant" la gauche et les écolos grecs au passage : "On ne peut pas jouer aux dés 60 ans de construction européenne pour un désaccord sur quelques points de TVA sur la restauration des les îles Grecques" – quand on sait ce qu'ont été les mesures de punition et d'humiliation qui ont été infligées à ce pays, on en reste sidérée par tant de bêtise politique…(ici : https://eelv.fr/grece-ne-jouons-pas-aux-des-la-construction-europeenne/)

8- L'urgence écologique absolue c'est le réchauffement climatique du aux gaz à effet de serre issus de l'énergie carbonée (charbon gaz fioul). Les énergies renouvelables ne sont pas des alternatives à l'énergie carbonée. Elles sont additionnelles. Elles représentent un marché alimenté par les subventions publiques en même temps qu'un écran de fumée pseudo-écologique pour masquer la poursuite du cramage de la planète. La diminution nécessaire de l'énergie carbonée se heurterait frontalement aux intérêts des multinationales qui en vivent, et qui constituent le noyau dur du pouvoir capitaliste mondial. Donc il n'y a pas d'écologie politique pertinente dans le contexte du système "démocratique" contrôlé par les maîtres de l'Univers. Le faire croire relève de la collusion. Il n'y a d'écologie que radicale et révolutionnaire.

9- Comment peut-on se dire écolo et partisan de cette UE du libre échange intégral, de l'économie de marché et de la concurrence libre quand on sait que c'est totalement incompatible ? Pour ça , Il faut s'appeler Jadot et ses électeurs pour croire à ces mensonges, l'euronouillerie rend aveugle.

10- Ouest France : " Européennes. Le candidat EELV Yannick Jadot jugé « le plus convaincant » par le Medef"

Le Medef a convié les candidats aux européennes à un grand oral devant une assemblée de chef d'entreprise, le 25 avril. Selon des informations de Franceinfo, c'est l'intervention de Yannick Jadot, tête de liste EELV, qui a été jugée la plus convaincante.

LFIN ?

(Oublié dans les causeries précédentes.) Qui a dit ? (Après l'explosion à Lyon d'un colis piégé)

- ...l'«acte odieux», est l'œuvre d'un individu qui veut «peser sur le vote de dimanche». «Répondons à ceux qui nous menacent en faisant vivre notre démocratie. La tête haute, allons voter pour des jours heureux !? (RT 25.05)

Réponse : Le député LFI Adrien Quatennens.

"*Allons voter pour des jours heureux*", peut-on colporter pire criminelle illusion ?

LVOG - Cela fait penser aux "*jours heureux*" du CNR, de la "*Libération*"... avec ses tickets de rationnement jusqu'en 1949, l'appel de l'abbé Pierre de 1954 face à la crise catastrophique du logement, la grève des mineurs de 1963, la grève générale de 1968, quel bonheur ces années-là pour des millions de travailleurs en France ! Nous, monsieur le député, le bonheur, on ne connaît pas, on y a goûté si peu qu'il nous a laissé un goût amer de trop peu...

Néostalinisme. Il faut écarter "***une logique du clash, de rupture***" avec le régime, avec ses représentants.

Clémentine Autain (Ensemble, ex-PCF - LVOG) réitère que, selon elle, "un tournant a été pris" depuis deux ans, à savoir celui du "eux et nous", le peuple contre les élites, une "logique du clash, de rupture". Elle reproche à son mouvement d'avoir "misé sur le désespoir plus que sur l'espoir, le négatif plutôt que le positif".

BFMTV - Ce fossé, entre la ligne consistant à fédérer la gauche et celle, populiste et souverainiste, visant à fédérer "le peuple", n'a cessé de s'élargir depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

LVOG - Les deux sont opportunistes et suicidaires !

Tous pour un ou une!

- Une des figures de La France insoumise Charlotte Girard quitte le mouvement - AFP 08.06

Ancienne porte-parole de LFI pendant la présidentielle de 2017, Charlotte Girard exprime sa "défiance" à l'égard du mouvement, dont elle critique "l'inefficacité" et le "manque de démocratie". "La désorganisation que je ne suis pas seule à déplorer produit une telle perte d'énergie que c'en est désespérant. Or les voies pour y remédier demeurent opaques et difficiles à emprunter", écrit Mme Girard.

Pour elle, il "n'y a pas de moyen de ne pas être d'accord" au sein de LFI.

Charlotte Girard, auteur du programme originel de LFI en 2016 avec l'économiste Jacques Généreux, dénonce enfin "l'écart que nous n'avons pas comblé entre le monde militant institutionnel et les gens". Constatant que "la jonction n'a pas eu lieu" avec le mouvement des "gilets jaunes", elle estime que LFI est "trop tourné vers l'exercice institutionnel du pouvoir, en l'occurrence l'exploitation du seul contre-pouvoir parlementaire". AFP 08.06

LVOG - LFI s'est fondue dans les institutions de la Ve République et la souricière s'est refermée, fermez le banc.

EN MACRONIE

Après la béatification, c'était dans l'ordre des choses.

- La résurrection d'Emmanuel Macron - LePoint.fr 01.06

Le « tous contre Macron » s'est retourné contre ses instigateurs et permet au président de rester maître du jeu. LePoint.fr 01.06

LVOG - Il ne manque plus que la multiplication des pains, pardon, c'est déjà fait au CAC40 !

Non, sans blague ! La pompe à fric !

- Comment Macron a aspiré l'électorat de droite - Le Parisien 01.06

À l'occasion de ces élections européennes, le vivier électoral d'Emmanuel Macron semble avoir clairement basculé à droite. Le Parisien 01.06

LREMRN

- La droite mieux incarnée par Le Pen ou Macron que par Wauquiez, selon un sondage - L'Express.fr 02.06

Un sondage Ifop pour le JDD vient écorner un peu plus la stature du patron de LR, déjà fragilisé par le résultat aux européennes. L'Express.fr 02.06

En famille. Macron n'a pas d'ennemis à droite et à gauche. Ajoutons : Pas même à l'extrême droite.

- Gilles Boyer (LREM) s'excuse après avoir parlé des "ennemis du Président" - Le HuffPost 01.06

Cet impair a fait bondir aussi bien à gauche (Olivier Faure, patron du PS) qu'à droite (Jean Léonetti, numéro 2 de LR). Le HuffPost 01.06

On ne va pas les contredire !

- « Macron est le meilleur président de droite qu'on ait eu depuis un certain temps » - LePoint.fr

Emmanuelle Mignon, l'ex-conseillère de Nicolas Sarkozy.

A droite toute !

- Plusieurs maires de droite appellent à soutenir Macron - Le HuffPost

C'est une tradition chez les Rothschild !

- L'hommage très politique de Macron à Pompidou - Le Parisien

Rappel. Macron et Pompidou ont servi chez les Rothschild...

Totalitarisme rime avec négationnisme ou comment ils réécrivent le passé ou le font disparaître.

- 75e anniversaire du Débarquement des Alliés : "La Résistance française a joué un rôle déterminant" en Normandie - Franceinfo

Sans les renseignements fournis par la Résistance française, "le débarquement ne se serait peut-être pas déroulé en Normandie ou il aurait peut-être échoué", explique l'historien Dominique Lormier. Franceinfo

- Le Débarquement en Normandie «n'a pas eu d'influence décisive» selon la Russie - Le Parisien 5 juin 2019

La Russie a appelé mercredi à ne pas « exagérer » l'importance du Débarquement allié du 6 juin 1944 en Normandie, dont sera fêté jeudi le 75e anniversaire, et à ne pas « minorer » ainsi le rôle de l'URSS dans la défaite d'Adolf Hitler.

« L'apport des Alliés dans la victoire sur le Troisième Reich est clair. Mais il ne faut pas l'exagérer et minorer par là même la signification des efforts titanesques de l'Union soviétique, sans laquelle cette victoire n'existerait tout simplement pas », a déclaré aux journalistes la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

Tout en « rendant hommage à tous ceux qui sont tombés », la diplomate a dénoncé une « réécriture catastrophique de l'Histoire » donnant selon elle, notamment dans les films et les articles de presse, aux Etats-Unis et à leurs alliés un rôle prédominant dans la défaite allemande.

Selon elle, « le Débarquement en Normandie n'a pas eu d'influence décisive sur l'issue de la Seconde guerre mondiale […] déjà déterminée par la victoire de l'Armée rouge, avant tout à Stalingrad et Koursk ».

Les autorités russes et le président Vladimir Poutine, qui ne sera pas présent aux commémorations, dénoncent depuis de nombreuses années l'oubli dans lequel sont tombés selon eux en Occident les considérables sacrifices et les 27 millions de morts des Soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale. Le Parisien 5 juin 2019

LVOG - Le débarquement 200.000 soldats britanniques, américains et canadiens, 10.000 morts environ. URSS, 27 millions de morts...

- La face cachée du débarquement en Normandie: Ce qui resta tabou par Chems Eddine Chitour
- Mondialisation.ca, 08 juin 2019

Extrait. (Cet article a été d'abord publié le 5 juin 2014.)

L'apport « réel » de la résistance lors du débarquement : Un tabou ?

La doxa officielle a toujours présenté la « Résistance » comme étant la cheville ouvrière de la réussite du débarquement. Qu'en est-il de l'apport de la résistance (Forces françaises de l'Intérieur)?.

Dans la publication suivante, nous verrons que l'apport est beaucoup plus discret que l'histoire officielle ne l'a présenté. Nous lisons: «Le mythe des maquisards qui auraient joué un rôle très important dans la victoire des Alliés a la vie dure. Dans son ouvrage: «La Résistance expliquée à mes petits-enfants», La résistante Lucie Aubrac déclare: «Dans cette prison qu'était devenue la France, la Résistance a renseigné efficacement les Alliés, a contribué avec peu d'armes à vaincre l'occupant, a libéré seule une partie de notre pays, a aidé les Alliés sur le sol français, a poursuivi avec eux l'armée allemande jusqu'à sa totale défaite, a débarrassé la Patrie du régime de collaboration» (…) Dans son livre intitulé: Les F.T.P.,l'ancien commandant en chef des Francs-Tireurs et Partisans français, Charles Tillon, va même plus loin: il attribue la réussite du Débarquement aux FFI qui, dans les premières heures du 6 juin 1944, auraient apporté à l'opération des moyens… deux fois supérieurs à ceux des Alliés.
Sa démonstration vaut la peine d'être exposée. L'auteur s'appuie tout d'abord sur une note du QG allié en 1944 selon laquelle la force des FFI «représentait l'équivalent en hommes de quinze divisions» (…)» (4)

«L'auteur «oublie» toutefois: -que les premières vagues d'assaut anglo-américaines n'étaient pas seules; elles reçurent l'appui décisif de la marine et de l'aviation qui pilonnèrent-que les «quinze divisions» FFI étaient non seulement peu armées, L. Aubrac avoue que la Résistance avait «peu d'armes» mais surtout, qu'elles n'étaient pas regroupées en Normandie pour attaquer Les forces allemandes présentes sur les lieux. Dans l'ouvrage d'Eisenhower, le satisfecit décerné à la Résistance arrive au seizième chapitre: Eh bien, dans ces 74 pages, seules… onze lignes sont consacrées à l'appui que pourrait fournir la Résistance. Et voici ce que D. Eisenhower écrit: «Notre plan reposait sur l'appoint considérable que nous escomptions de la part des mouvements des maquis en France. On savait qu'ils étaient particulièrement nombreux en Bretagne, et dans les montagnes et les collines proches de la côte méditerranéenne. […] Nous désirions particulièrement que, le Jour J, le général De Gaulle s'adressât avec moi par radio à la population française afin qu'elle ne se soulève pas et ne s'expose pas à des sacrifices inutiles qui n'avaient pas encore d'intérêt mais qu'elle se réservât pour le moment où nous lui demanderions son appui.» C'est net: pour débarquer, les Anglo-américains n'avaient nullement besoin de l'aide de la Résistance. Ils n'en voulaient pas. Ils considéraient que ce serait des «sacrifices inutiles». Les actions de harcèlement n'ont nullement pesé sur le cours des opérations.» (4)

A l'occasion du soixantième anniversaire du Débarquement, la question suivante a été posée à Jean Vanwelkenhuyzen, un historien de référence: «La résistance a-t-elle vraiment représenté un appoint pour les armées régulières?» Il a répondu: «Il y a une légende dorée française qui a été une manière de gommer la défaite de 1940. Les maquis locaux ont pu fournir des renseignements qui échappaient à la reconnaissance aérienne et aussi jouer un rôle dans certains combats. Mais dire que cela a changé les opérations, non».» (4) Mondialisation.ca, 08 juin 2019

Note

4. http://forumfrance-en-guerres.clicforum.fr/t2110-Le-mythe-de-la-Resistance-qui-aurait-permis-le-Debarquement-allie-en-Normandie.htm

En complément

- L'Ukraine reçoit le soutien de l'UE et de l'OTAN - euronews 05.06

Ce n'est pas un hasard si le nouveau président ukrainien a choisi Bruxelles pour sa première visite officielle. La capitale belge, abrite en effet le siège des institutions européennes et de l'OTAN et ces dernières soutiennent l'Ukraine depuis l'annexion de la Crimée par la Russie. euronews 05.06

EN MARCHE VERS LE TOTALITARISME

Un régime toujours plus liberticide.

- Paris va interdire la cigarette dans 52 parcs et jardins - Le HuffPost 30.05

Ceux qui voudront s'en griller une au soleil devront faire preuve de vigilance. Ce jeudi 30 mai, franceinfo rapporte que la mairie de Paris a prévu de bannir la cigarette dans 52 parcs et jardins de la capitale, à l'occasion de la journée mondiale sans tabac, samedi 8 juin.

- Schiappa salue l'action "de lanceuses d'alerte des Femen sur les féminicides" - Le HuffPost 31.05

Les barbares d'Ei ou Daesh ont coupé des mains, Nuñez les a arrachées et il en est tout aussi fier!

- "Gilets jaunes" : "Pas de regret" sur la gestion de l'ordre public dit Nuñez - AFP 02.06

Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur a déclaré dimanche ne pas "avoir de regret" sur la gestion des manifestations de "gilets jaunes", estimant que "ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un oeil a été éborgné" qu'il y a eu faute des forces de l'ordre. AFP 02.06

A défaut ou en attendant de pouvoir les interdire, la tentation est si grande qu'elle doit s'exprimer.

- Gilets jaunes : Sibeth Ndiaye considère que les manifestations «n'ont plus lieu d'être» RT - 2 juin 2019

Beaucoup de choses ont été réalisées depuis le début du mouvement», fait ainsi valoir Sibeth Ndiaye, qui prend pour exemple le grand débat national d'Emmanuel Macron, ou encore, les «mesures pour le pouvoir d'achat». «Aujourd'hui, je considère que ces manifestations n'ont plus lieu d'être», juge-t-elle au lendemain de l'augmentation de 5,9% du prix de l'électricité, et alors même que les tarifs à la pompe sont plus élevés qu'au début du mouvement.

En tout état de cause, «il n'y a plus de débouchés politiques» au mouvement, estime Sibeth Ndiaye. Pourtant, beaucoup de Gilets jaunes concentrent désormais leurs efforts sur l'élaboration de leur propre processus démocratique, indépendant. Des assemblées délibératives citoyennes vont ainsi se tenir un peu partout en France (la première aura lieu à Toulouse le 8 juin), au cours desquelles seront traitées les revendications issues de la plateforme en ligne du Vrai débat, le débat alternatif lancé par des collectifs de Gilets jaunes pour recueillir les doléances des citoyens. Des propositions de lois citoyennes devraient émerger à cette occasion sur les sujets chers aux manifestants, à l'instar du référendum d'initiative citoyenne.

Par ailleurs, d'autres voix au sein même du mouvement, offrent une autre piste d'explication à la faible mobilisation constatée lors des dernières manifestations du samedi. «Ça devient un carnaval, c'est du n'importe quoi, on se retrouve là, à jouer du tam-tam dans Paris avec deux-trois manifestations dans [la capitale]», expliquait ainsi Eric Drouet le 1er juin. Appelant à davantage d'unité, le Gilet jaune prônait un retour aux actions traditionnelles telles que «des blocages, des opérations escargot, des opérations "péages gratuits", des blocages [de] raffinerie». RT - 2 juin 2019

Le régime de Macron est compatible avec les néonazis.

- Pourquoi le Sénat français invite-t-il un terroriste néo-nazi…et l'assure-t-il de son soutien ? - investigaction.net - 31 Mai 2019

Extrait. Ce mercredi 29 mai 2019, la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française, recevait une délégation de vénézuéliens, avec à leur tête Lorent Saleh.

Qui est Laurent Saleh ?

Lorent Saleh est un activiste politique vénézuélien et fondateur du groupe ultra-radical Juventud Activa Venezuela Unida (JAVU). Ce groupuscule a été formé par les serbes de l'organisation Canvas (ex Otpor) aux techniques de coup d'Etat soft, théorisé par Gene Sharp. Ayant quitté Javu pour créer une autre officine (Operación Libertad), Lorent Saleh fut responsable d'actions insurrectionnelles réalisées dans l'Etat central de Carabobo. Actes pour lesquels il écopera d'une condamnation sans incarcération en 2010, mais avec l'obligation de se présenter au commissariat. Selon des révélations du Ministère de l'Intérieur vénézuélien, il participe, dès 2011, à des camps d'entrainement dans le but d'agresser le gouvernement d'Hugo Chávez.

Le 6 juillet 2013, Mr. Saleh a participé, en Colombie, au lancement d'un mouvement politique (Alliance Nationaliste pour la Liberté) aux cotés de militants néo-nazis du groupe Troisième Force. Le positionnement politique de Lorent Saleh n'est pas un délit, cependant il nous paraît étonnant que le Sénat français déroule le tapis rouge à des représentants de cette idéologie.

Photo - Lorent Saleh et Diego Cubillos, du groupuscule nazi colombien Tercera Fuerza

Photo - Les amis colombiens de Lorent Saleh (Faisant le salut nazi à la tribune d'une réunion ou d'un meeting, brassards et drapeaux nazis. - LVOG)

En 2014, il participe à des guérillas urbaines dans le but de renverser le gouvernement vénézuélien. Bilan : 41 morts, 608 blessés, dont la plupart sont imputables aux amis de Mr Saleh. Durant les mois qui suivirent ces violences, le jeune vénézuélien s'initiera à cette diplomatie parallèle en parcourant plusieurs pays dans le but de conquérir des soutiens dans sa lutte contre le gouvernement du Venezuela.

Au cours de cette année, il retournera en Colombie et sera arrêté par les autorités colombiennes pour avoir participer à des actions violentes à Bogota, et avoir tenter d'infiltrer l'Ecole de Guerre de ce pays.

Durant sa détention en Colombie, le journal colombien El Tiempo, publiera des photos compromettantes de Lorent Saleh dont une, où il apparait armé d'un fusil Galil, de fabrication israélienne. El Tiempo relèvera pudiquement que l'activité de Lorent Saleh allait bien au delà de ce que son visa de coopération lui permettait. Au vu des révélations de cet organe de presse peu susceptible de complaisance avec la Révolution Bolivarienne, on peut se demander ce qui justifie l'invitation d'une telle personnalité dans les institutions de notre République.

Photo - Docteur Lorent et Mister Saleh. A gauche, lors de son audition au Sénat de la République Française, à droite armé d'un fusil Galil, prêt à commettre des activités terroristes au Venezuela

Pire encore, la même année, un échange skype entre Laurent Saleh et un mystérieux interlocuteur révèle le caractère mercenaire de l'invité du Sénat. Durant la conversation, que chacun peut découvrir, Lorent Saleh découvre les contours d'une opération terroriste qu'il a lui même contribué à planifier.

«Il faut commencer à monter des camps d'entrainement, ici en Colombie. Que nos gens apprennent à manier les armes et les explosifs, à faire de l'auto-défense et du parachute » dit l'invité de la République française. Puis il continue « nous possédons déjà des explosifs et du C4, mais nous devons avoir aussi des gilets pare-balles et de l'armement, et une façade diplomatique avec Opération Liberté [son ONG, NDT]». (https://www.youtube.com/watch?v=OfhrHAUX49w)

En septembre 2014, la Colombie finira par extrader ce terroriste en herbe au Venezuela, et lui interdira l'accès à son territoire durant 10 ans. Rapatrié dans son pays, il sera jugé, arrêté, mis sous les verrous, puis libéré en 2018, dans le cadre de négociations entre le gouvernement vénézuélien et des diplomates européens.

Le 26 février 2019, trois jours après l'échec du gouvernement des Etats-Unis de violer la souveraineté du territoire vénézuélien, nous retrouvons Lorent Saleh en Colombie. L'interdiction d'entrer sur ce territoire, émise par la justice cinq ans auparavant, avait été levé pour 90 jours par le gouvernement d'Ivan Duque. Ce soir là, il fut arrêté par la police colombienne. Les interprétations sur les causes de cette arrestation divergent. Certaines sources révèlent que Lorent Saleh aurait essayé d'abuser de deux femmes dans un bar de nuit, la police de Colombie informera quelques jours plus tard qu'il s'agissait d'un contrôle de routine. Il sera finalement libéré. (https://www.investigaction.net/fr/pourquoi-le-senat-francais-invite-t-il-un-terroriste-neo-nazi-et-lassure-t-il-de-son-soutien)

Reporters Sans Frontières récompensé pour service rendu, c'est dans l'ordre des choses.

- Reporters Sans Frontières reçoit le prix du régime assassin de journalistes (The Electronic Intifada) - legrandsoir.info 2 juin 2019

Extrait. Reporters Sans Frontières est vivement critiquée pour avoir accepté un prix d'un régime qui assassine des journalistes.

Le groupe, souvent connu sous son sigle RSF, a reçu le prix Dan David pour la "défense de la démocratie" plus tôt ce mois-ci lors d'une cérémonie à l'Université de Tel Aviv en présence du président israélien Reuven Rivlin.

Christophe Deloire, directeur de RSF, a reçu le prix au nom du groupe.

Hélène Le Gal, ambassadrice de France à Tel-Aviv, a qualifié la remise du prix de " belle soirée " :

En février, une commission d'enquête indépendante de l'ONU a constaté que des tireurs d'élite israéliens avaient "

intentionnellement tiré " sur des journalistes palestiniens couvrant les manifestations de la Grande Marche du retour à Gaza l'année précédente.

Deux ont été tués - Yaser Murtaja et Ahmed Abu Hussein.

Le Comité pour la protection des journalistes a qualifié les assassinats de Murtaja et d'Abou Hussein d'" éléments d'un schéma ", notant que personne n'a jamais été tenu responsable de ces assassinats et d'autres assassinats de professionnels des médias par Israël.

L'organisation de défense des droits humains Al Mezan, basée à Gaza, a documenté plus de 230 attaques contre des journalistes pendant la Grande Marche du retour, dont 100 à balles réelles, et un nombre similaire causées par des grenades lacrymogènes.

Hamza Abu Eltarabesh, un collaborateur fréquent de Electronic Intifada, a récemment déclaré à The Electronic Intifada Podcast qu'il avait cessé de porter un gilet marqué PRESSE lorsqu'il couvrait les manifestations à Gaza et qu'il avait juste essayé de se fondre dans la foule parce que l'armée israélienne visait délibérément tant de journalistes.

Plus tôt ce mois-ci, des avions de combat israéliens ont pris pour cible et détruit les bureaux de l'agence de presse turque Anadolu à Gaza City.

"Le fait que Reporters sans frontières ait reçu ce prix nuit malheureusement à sa crédibilité", a déclaré l'Agence Média Palestine.

En effet, recevoir un prix pour la " démocratie " en présence de Reuven Rivlin, président du régime israélien qui a adopté en juillet dernier la loi de l'Etat-nation instituant officiellement l'apartheid, ne favorise pas la démocratie, bien au contraire ".

L'Agence Média Palestine a accusé Reporters sans frontières d'avoir participé à un exercice de propagande visant à réhausser l'image d'Israël.

Les militants palestiniens ont appelé les lauréats précédents à refuser d'accepter le Prix Dan David.

En 2010, par exemple, PACBI, la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël, a dit à la célèbre auteure canadienne Margaret Atwood que son acceptation du prix appuierait une "campagne bien huilée pour blanchir les graves violations par Israël du droit international et des droits humains fondamentaux".

L'auteur de The Handmaid's Tale a ignoré les appels palestiniens et accepté le prix de 1 million de dollars.

Le Prix Dan David est administré par l'Université de Tel Aviv, elle-même largement complice du système d'occupation, du colonialisme des colons et de l'apartheid israéliens.

Le jury du Prix Dan David comprend Henry Kissinger, l'homme d'État américain notoire pour une série de crimes horribles, dont le coup d'État militaire de 1973 au Chili et le bombardement génocidaire du Cambodge qui a tué 1,7 million de personnes. legrandsoir.info 2 juin 2019

Dans la France de Macron aussi...

- "J'ai peur qu'ils entrent et tirent sur tout le monde" : au Soudan, les militaires poursuivent les manifestants jusque dans les hôpitaux. Franceinfo

Ils ont trouvé leur modèle de démocratie.

- Le chef de la transition soudanaise rencontre Sissi au Caire - Reuters 25.05

- En Thaïlande, le chef de la junte conserve son poste de Premier ministre - AFP

- Opérations de l'armée française dans le Gourma malien et au Burkina - AFP

ILS OSENT TOUT

- François Hollande : "Vive le social-humanisme !" - L'Express.fr

LVOG - Vaut mieux faire disparaître la démocratie, c'est cohérent, mais une supercherie tout de même !

- Aurélien Pradié (LR) : «Le social c'est l'ADN de la droite» - LeFigaro.fr

LVOG - Même Hollande le dit...

- Laurianne Rossi (LREM): «Il faut renouer avec l'électorat de gauche» - LeFigaro.fr

LVOG - Qu'ils n'ont jamais conquis !

- Yves Cochet : "L'humanité pourrait avoir disparu en 2050" - Le Parisien

LVOG - Heureusement qu'il aura disparu avant !

- Antoine Frerot : "L'air intérieur est souvent plus pollué qu'à l'extérieur" - Franceinfo 05.06

Invité de Jean-Paul Chapel dans "l'éco", Antoine Frerot, PDG de Véolia, est venu parler du recyclage des déchets et de la pollution de l'air à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement.

LVOG - Les déchets dans son genre ne sont pas recyclables !

- "Gilets jaunes" : qui est l'abbé Michel, dans la tourmente après avoir entonné un chant anti-Macron à la fin d'une messe ?
- Franceinfo 05.06

Le préfet de l'Eure a saisi la procureure de la République d'Evreux pour outrage envers le chef de l'Etat et pour violation de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Franceinfo 05.06

LVOG - Amen, dixit le chanoine de Latran Macron !

- « Je veux voir Maduro devant la CPI » - LePoint.fr 05.06

Lorent Saleh, prix Sakharov en 2017...

LVOG - Il a bien mérité son prix de la honte délivré par l'UE !

- En Colombie, Angelina Jolie plaide pour les enfants apatrides de migrants vénézuéliens - AFP

- Liao Yiwu : « La complaisance de l'Occident vis-à-vis de la Chine est criminelle » - LePoint.fr 05.06

- Danemark : une campagne centrée sur l'immigration - euronews 05.06

La candidate sociale-démocrate, convertie au rigorisme migratoire, est donnée favorite. euronews 05.06

Et elle l'a emporté ! Vive l'Otan et la guerre !

DANS QUEL MONDE VIVONS-NOUS ? TRIBUNE LIBRE

Contre-analyse des dernières élections européennes.

Par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 05 juin 2019

Extraits.

- ... l'augmentation relative de participation dont on nous a parlé s'explique en partie par le fait que dans plusieurs Etats étaient organisés des scrutins régionaux voire nationaux, comme en Belgique, Espagne, Grèce, Irlande, Lituanie et Roumanie. Si ces scrutins intérieurs n'avaient pas été couplés aux élections européennes, on peut raisonnablement penser que l'abstention à ces dernières eût été plus forte.

- A force de répéter sans discontinuer des mensonges sur les ondes, ceux-ci rentrent lentement dans l'inconscient collectif et devient 'vérité'. C'est une technique vieille comme le monde qui fait toujours recette. D'autant plus aujourd'hui, à l'ère des réseaux sociaux et de la surinformation. Or cette info est complètement fausse

- Voyez les budgets des Ministères de la Défense qui en réalité s'appuient là-aussi sur des mensonges. Non, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, la Palestine, le Yémen, le Soudan, l'Iran, la Russie, la Chine, la Corée du Nord ne nous menacent pas, bien au contraire, par nos méthodes néocoloniales beaucoup de ces pays participent, malgré eux, à notre propre confort. Mais le lobby de l'armement agite des menaces inexistantes sur base de 'fake news' répétées, là aussi en boucle, dont on finit par voir l'imposture. En attendant, nos Etats 'ruinés' multiplient taxes et impôts pour financer ces budgets guerriers au profit d'une poignée de nantis qui s'engraissent sur les cadavres d'innocents, bien éloignés de leurs lieux de vie !

Cette orientation débridée vers un libéralisme à tout crin, sans prendre garde aux effets collatéraux d'élus se liant de la sorte aux principaux acteurs financiers – puisque là aussi, les campagnes électorales voient affluer des donations privées – est d'une dangerosité extrême : vous voulez notre argent, faites tourner nos usines, et de préférence à moindre coût. Si la boucle semble ainsi bouclée, ces politiques mettent véritablement la vie de tous les citoyens en danger. Parce qu'à terme, la réponse des pays que ces politiques dévastent finira par nous revenir en pleine figure.

Ce n'est pas un scénario pessimiste, c'est ce que l'Histoire nous enseigne. Mais comme le résume très justement Bruno Guigue : « Avec le totalitarisme dans les médias, difficile d'avoir la démocratie dans les urnes ».

Fait à noter : cette droite dure qui s'affirme ouvertement a la particularité d'être en parfaite symbiose avec l'actuel gouvernement du régime d'apartheid israélien. Ce qui d'une part, illustre l'esprit qui anime ce beau monde, et d'autre part présage que rien ne sera fait au niveau européen pour empêcher l'occupant sioniste qui se sent, avec l'appui inédit du gouvernement de D. Trump, les coudées décidément franches pour poursuivre le démantèlement de ce qui reste de la Palestine historique.

Les analyses de ces 'euroïnomanes' proclamés sont donc étranges voire amusantes à lire, avant de devenir sans doute dramatiques dans le quotidien des citoyens qui par manque de lucidité et de réflexion se seront fait berner, une fois de plus ! Mondialisation.ca, 05 juin 2019

«Choc des civilisations» ou crise de civilisation?

Par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 31 mai 2019 Asia Times 17 mai 2019

La perspective des dirigeants occidentaux actuels suggère que l'humanité aura de la difficulté à survivre au 21ème siècle

Extraits.

Beijing a accueilli cette semaine la Conférence sur le dialogue des civilisations asiatiques.

Dans son discours liminaire, le dirigeant chinois a essentiellement insisté sur le fait qu'une civilisation forçant une autre est « stupide » et « désastreux ». Dans le concept de dialogue des civilisations de Xi, il a fait référence à l'Initiative des Nouvelles routes de la soie ou Belt and Road (BRI), en tant que programme « qui a élargi les canaux pour les échanges et la communication ».

Le calme et la rationalité de Xi constituent un message saisissant et contrasté face à la campagne « Make America Great Again » du président des États-Unis, Donald Trump.

L'Ouest contre l'Est et le Sud

Comparez – et notez le contraste – les commentaires de Xi et ce qui s'est passé lors d'un forum sur la sécurité à Washington un peu plus de deux semaines auparavant, lorsqu'un bureaucrate du nom de Kiron Skinner, directeur de la planification des politiques au département d'État, a qualifié la rivalité américano-chinoise de « choc des civilisations » et de « lutte avec une civilisation et une idéologie vraiment différentes de celles des États-Unis. »

Et ça a empiré. Cette civilisation était « non caucasienne » – une résurrection, au XXIesiècle, du peu subtil « péril jaune » – rappelons-nous : le Japon « non caucasien » de la Seconde guerre mondiale était le « péril jaune » original.

L'adage Diviser pour régner, pimenté de racisme, explique le mélange toxique qui imprègne le discours hégémonique américain depuis des décennies. Le mélange se réfère au livre de Samuel Huntington, The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order [Le choc des civilisations et le remaniement de l'ordre mondial], publié en 1996.

La pseudo-théorie de Huntington, venant de quelqu'un qui ne connaissait pas grand-chose de la complexité multipolaire de l'Asie, sans parler des cultures africaine et sud-américaine, a été impitoyablement discréditée à travers de vastes étendues du Sud global. En fait, Huntington n'a même pas inventé le concept original et imparfait. C'est le travail de l'historien et commentateur anglo-américain Bernard Lewis, qui passe aux États-Unis pour un gourou du Moyen-Orient

Diviser, gouverner, conquérir

Comme Alastair Crooke, fondateur du Conflicts Forum, l'a souligné, Lewis a toujours prêché la division pour régner – avec une touche marquée de racisme – dans les États islamiques. Il était fervent partisan du changement de régime en Iran et sa recette pour traiter avec les Arabes était de « les frapper entre les deux yeux avec un gros bâton » parce que, selon lui, la seule chose qu'ils respectent est le pouvoir.

Crooke nous rappelle que depuis les années 1960, Lewis maîtrise parfaitement les vulnérabilités des « différences religieuses, de classe et ethniques comme moyen de mettre fin aux États du Moyen-Orient ». Lewis est un héros dans un certain milieu – celui qui inclut l'ancien vice-président américain Dick Cheney et le secrétaire d'État américain Mike Pompeo.

Nous vivons à l'ère d'un « Lewis revisité ». Dans la mesure où le monde islamique [sunnite] est en grande partie maîtrisé, en proie à la torpeur ou au chaos, le choc des civilisations concerne essentiellement, à une échelle réduite, la maîtrise et/ou la destruction de l'Iran chiite.

Pendant ce temps, le véritable affrontement – comme le souligne le département d'État – a lieu avec la Chine.

Huntington, le sous-Lewis, n'incluait pas la Russie dans « l'Occident ». Le département d'État US, révisionniste, le fait. Sinon, comment justifier le qualificatif « Nixon à l'envers » ?

« Nixon à l'envers », rappelons-le, est la recommandation de Kissinger au président Donald Trump : essayez de diviser la Russie et la Chine, mais cette fois, en séduisant la Russie.

Un révisionniste du Pentagone a également mis au point le concept « Indo-Pacifique ». La seule justification de l'amalgame est que ces deux zones doivent mener une politique étrangère soumise à l'hégémonie américaine.

La logique est toujours diviser pour régner en affrontant les civilisations – les divisions provoquant le chaos dans toute l'Eurasie.

Mais cette stratégie est appliquée dans le contexte d'un tournant historique crucial : le moment où la Nouvelle route de la soie BRI s'installe comme feuille de route pour l'intégration eurasienne progressive.

Ce que nous vivons maintenant n'est pas un choc de civilisations ; c'est une crise de civilisation.

Si le paradigme selon lequel la plus grande partie de l'humanité survit à peine n'est pas changé – et il y a peu de signes qu'il change – il ne restera plus aucune civilisation à affronter. Mondialisation.ca, 31 mai 2019

La suprématie occidentale est en voie de disparition

Par Dr. Paul Craig Roberts - Mondialisation.ca, 31 mai 2019

Le 28 mai, j'ai écrit que Le monde occidental s'effondre si vite que je craignais d'avoir à vivre sa disparition. Mon article traitait de l'aggravation de la diabolisation des Blancs, qui leur fait perdre la confiance en eux. La culpabilité qui leur est inculquée, les incite à accepter d'être discriminés au profit des migrants arabes, africains et hispaniques, que les dirigeants d'entreprises cupides et les politiques aveugles ont introduit dans le pays. La politique identitaire du parti démocrate avantage les migrants à peau plus sombre qui se présentent en victimes du visage pâle agresseur. De la même manière que les Juifs ont découvert l'avantage d'intoxiquer les Gentils en leur inculquant de la culpabilité, les Arabes, les Africains et les Hispaniques l'ont fait aussi.

Le naufrage psychologique et émotionnel n'est pas la seule forme d'écroulement en cours aux États-Unis et dans le monde occidental en général. Il y a aussi la débâcle économique et sociale, en particulier aux États-Unis. Aujourd'hui, en grande partie à cause de la délocalisation, les grandes villes étasuniennes jadis industrielles, comme Détroit, Saint-Louis, Cleveland, Flint dans le Michigan, Gary dans l'Indiana, ont perdu 20% de leur population.

La déliquescence sociale est manifeste dans la montée du nombre de sans-abri. Los Angeles, San Francisco et Seattle comptent d'importantes populations de sans-abri qui campent dans les rues, les parcs et les quartiers huppés des villes, comme Venice Beach. [NdT : À San Francisco, comme les SDF se soulagent à même la chaussée, depuis que la municipalité de gauchistes à-la-Clinton ferme les toilettes publiques le soir, la ville sent franchement le caca.]

À Los Angeles, les étrons et les ordures qui encombrent les rues, ont provoqué une invasion de rats et de puces. Les conditions sanitaires périlleuses font que les autorités médicales prévoient là-bas pour cet été une grande épidémie de maladie infectieuse. Craignant une épidémie de typhus à cause de l'infestation des rats, les tapis de l'hôtel de ville infestés de puces sont enlevés.

Pour les contribuables déjà pressurés, les coûts explosent. Ainsi, à Los Angeles en 2016, les électeurs avaient accepté de financer 1,2 milliard de dollars 10 000 logements pour sans-abri. Il y a trois ans, le coût prévu s'élevait à 140 000 dollars par logement. Maintenant, c'est 500 000 dollars l'unité. Comme l'a rapporté un journal, dépenser un demi-million de dollars pour construire un logement locatif basique, afin de permettre à une famille sans abri de s'abriter de la pluie, ne paraît pas être une idée viable.

Parmi les solutions à l'étude, il y a les camps de réfugiés et la refonte de la politique d'accueil des millions de gens venus de pays pauvres et instables. Nous sommes en train de nous appauvrir sans alléger la pauvreté dans le monde. Pour chaque personne accueillie aux États-Unis, des dizaines de milliers restent. Déjà, des régions ressemblent aux Indes d'il y a 100 ans.

L'assistance aux sans-abri profite au moins aux organisations libérales et progressistes, qui amassent fric et pouvoir pour lutter contre ce problème aux dépens des contribuables.

Autre signe de déliquescence sociale, la montée de la violence. Au cours du week-end du Memorial Day, 42 zèbres ont été flingués à Chicago. MS-13, le gang de voyous formé à l'origine par des migrants salvadoriens et honduriens, a développé son activité depuis la Californie jusqu'à Long Island, et il envahit maintenant les Hamptons. Pour se protéger, les résidents installent des fenêtres à l'épreuve des balles, des portes d'acier et des pièces sécurisées dans leurs maisons.

Autre signe de déliquescence sociale, les problèmes croissants liés à l'eau. Le problème de Flint dans le Michigan est bien connu, mais beaucoup d'autres ont bénéficié de moins de publicité. L'Hôpital Henry Ford et le Département de la santé de Detroit font état d'une augmentation considérable du nombre de maladies transmises par l'eau.

Ce n'est qu'un avant-goût de l'accélération de la déliquescence sociale. Les lecteurs vont écrire pour demander pourquoi je n'ai pas inclus ceci, cela et la débâcle des soins de santé. La réponse est que ceci n'est qu'un article, pas un livre.

Ce que nous vivons, c'est l'échec du gouvernement sur tous les plans. Des sommes énormes sont dépensées dans les guerres et pour les fomenter, pendant que Los Angeles est face à une épidémie de typhus. Pendant deux décennies, pour le compte d'Israël, les États-Unis ont dépensé des milliers de milliards de dollars dans les guerres au Moyen-Orient. Washington les appelle 'guerre au terrorisme' pour dissimuler ses véritables intentions et la motivation de la barbarie qui a tué, mutilé, rendu orphelin et déplacé des millions de gens. L'une des conséquences de ces guerres insensées a été de radicaliser les Musulmans contre les Occidentaux, alors même que les États-Unis et l'Europe faisaient venir dans leurs pays des millions de ces gens déplacés.

Les pays dont la population est hétérogène sont déjà désavantagés par la désunion, mais c'est de la folie de faire venir un nombre considérable de gens qui ont toutes les raisons de vous haïr. Une fois là, la politique identitaire transforme la haine en arme contre la population blanche.

Si un pays décidait de se suicider, il ferait exactement ce que font les États-Unis et l'Europe. C'est ce problème qui est grave, et non pas l'Iran, la Corée du Nord, le Venezuela, la Syrie, la Russie ou la Chine. Il est probable que la politique identitaire est à présent si ancrée dans les institutions, comme dans l'enseignement élémentaire de New York, que la désunion est désormais une spécificité acquise des États-Unis.

Les problèmes largement non identifiés qu'affrontent les États-Unis, submergeraient même un pays unifié. Mais pour un pays aussi désuni, il est difficile d'envisager un dénouement favorable.

Article original en anglais : Western Supremacy Is On Its Way Out, le 29 mai 2019 Mondialisation.ca, 31 mai 2019

La Chine salue la victoire de Modi en Inde. Voici pourquoi

Par M. K. Bhadrakumar - Mondialisation.ca, 06 juin 2019

La Chine n'a pas été particulièrement troublée par le fait que l'Inde a renforcé ses relations avec les États-Unis ou que son

non-alignement est en grand danger. Cette opinion a été renforcée après le sommet informel de Modi avec le président chinois Xi Jinping en avril à Wuhan et avec le président russe Vladimir Poutine un mois plus tard à Sochi. On peut raisonnablement considérer que Xi et Poutine ont côtoyé Modi de très près, intimement, et ont décidé de faire affaire avec lui, même dans les nouvelles conditions de la guerre froide.

En fait, dans un geste extraordinaire de camaraderie, le Kremlin a annoncé la décision de conférer à Modi le prix national le plus prestigieux de Russie, après le début des élections indiennes.

Un commentaire de l'Observer dans le journal du parti communiste chinois Global Times du 20 mai révèle de manière éloquente le soulagement de savoir que Modi sera à la barre des affaires à Delhi à un moment critique de la géopolitique dans la région. Les extraits suivants sont intéressants :

1. « La réélection de Modi stabilisera et améliorera davantage les relations sino-indiennes. Pendant le mandat de Modi, les relations entre l'Inde et la Chine ont témoigné d'une tendance au développement soutenu. La rencontre entre le président Xi Jinping et Modi en 2018 a ouvert un nouveau chapitre pour les relations bilatérales des deux pays et jeté les bases des relations futures. »

2. Certes, les actions de Modi ont également suscité la controverse en Chine – comme sa bonhomie initiale avec la direction tibétaine basée à Dharamsala, ses trois visites à l'État du Arunachal Pradesh ou la montée du nationalisme hindou qui « restreignait en quelque sorte la politique de Modi à l'égard de la Chine ». Mais c'étaient là des actes en direction de la politique intérieure de l'Inde dans le but de « rallier du soutien » au parti Bharatiya Janata, alors que « de manière générale, la politique de Modi était saine ».

3. « Modi a séparé les conflits politiques de la coopération économique, un geste judicieux qui produit des résultats réciproques pour les deux pays – Inde et Chine. Modi sait que les relations tendues avec la Chine ne vont pas dans le sens des intérêts de l'Inde. »

4. « L'Inde a rejoint la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures bien que les États-Unis et le Japon s'y soient fermement opposés… L'Inde a maintenu sa politique de non-alignement et n'a pas ajusté ses politiques chinoises conformément à la stratégie de Washington pour Beijing. Ce sont toutes des réalisations diplomatiques positives de l'administration Modi. »

5. À l'avenir, « Ces politiques se poursuivront si Modi est réélu… La réélection de Modi est bénéfique pour la continuité de ses politiques à l'égard de la Chine et la confiance mutuelle des deux pays ».

6. « Le conflit entre l'Inde et le Pakistan est un facteur important qui influence les relations entre la Chine et l'Inde. La Chine encourage toujours les deux pays à établir une confiance réciproque par le biais d'une coopération dans les domaines du commerce, de l'économie, de la lutte contre le terrorisme et dans d'autres domaines. Comme le Pakistan et l'Inde sont tous deux membres de l'Organisation de coopération de Shanghai, ils auront davantage de coopération dans ce cadre ».

PAROLE D'INTERNAUTE

1- Georges Orwell avait été probablement initié à la « Société Fabienne » et 1984 est une critique du type de « socialisme » que cette institution promouvait.

Le « socialisme » de la Fabienne était (est toujours) ouvertement et activement fondé sur le principe d'une technocratie pratiquant « l'ingénierie sociale. » pour orienter « positivement » les masses incapables de prendre en main leur destin. https://fr.wikipedia.org/wiki/Fabian_Society

L'Angleterre pré -seconde guerre mondiale était en effet à la pointe des recherches sur la manipulation des masses (via notamment la Clinique Tavistock qui deviendra après guerre Institut Tavistock). Le flambeau fut progressivement repris par les États-Unis (on se souvient du sinistre programme MK Ultra). Mais il y a de beaux restes (Cambridge analytical?).

C'est ça que Orwell dénonce dans son roman que l'on interprète hypocritement aujourd'hui comme une critique de l'Union Soviétique (que Orwell ne connaissait quasiment pas…)

Le néo-libéralisme, dont l'Union Europénne se réclame (l'économie sociale de marché, c'est a dire le néo-libéralisme allemand) est directement lié à l'idée, prévalante au sein de la société Fabienne ou de l'institut Tavistock, que les masses sont incapables de prendre positivement en main leur destin et qu'il faut donc les manipuler pour les faire avancer dans le bon sens.

Il suffit pour s'en convaincre d'étudier la biographie de Walter Lippmann et de son rôle pendant la première guerre mondiale auprès du président Wilson

2- En 2017, le PS est passé à Macon ; en 2019, c'est l'UMP qui a rallié le candidat des banquiers. Macron, c'est l'UMPS personnifiée.

3- Ce que vous dites est très juste et fort triste. Une grande partie des Français manque de connaissances politique et économique. Beaucoup de Français manquent surtout d'esprit critique. Impossible d'avoir une discussion politique sérieuse avec eux. Ils bloquent la discussion et se ferment. Beaucoup sont dogmatiques et votent pour le moindre mal (après avoir été bien manipulés par les médias grand public par désintérêt de la chose politique).

Pourtant, comme disait Hannah Arendt, ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal.

4- Laissons parler René Chiche, professeur de philosophie de son état :

« La vie politique française du début du vingt-et-unième siècle est d'une telle tristesse, d'une telle platitude, d'une telle pauvreté de pensée et d'une telle vulgarité que je comprends de mieux en mieux le vif intérêt des demi-instruits pour un tel néant. »

Il est en effet, impressionnant, voire même très inquiétant, de voir la puissance de manipulation des esprits via les médias de masse dans ce que l'on nomme encore démocratie. Le résultat de la dernière élection européenne en est la dernière illustration en date. Avec pour corollaire une abstention qui représente bon an, mal an, la moitié du corps électoral : une population qui se désintéresse de la chose publique ou considère que ses aspirations ne pourront trouver de débouchés par la voie des urnes.

Ce qui au final permet aux "grands fauves" de se perpétuer au pouvoir…

5- Cela fait déjà pas mal de temps que je vois venir le totalitarisme pseudo-écologique qui se profile de plus en plus nettement. Un écologisme politique qui n'est pas seulement compatible avec le capitalo-libéralisme, mais en parfaite synergie avec. Cet écologisme est le cheval de Troie idéal pour les politiques anti-sociales à venir, où l'hystérie climatique qui fait écran à des enjeux écologiques bien plus immédiats et concrets est elle-même le cheval de Troie idéal de l'autre.

Le public avait été préparé à la servitude volontaire, il est maintenant préparé pour renoncer au peu de pouvoir démocratique qu'il lui restait encore (comme en témoignent de nombreux sondages), afin de "sauver la planète", ce qui est la mission sacrée des occidentaux réduits à l'état de "citoyens du monde" qui ne savent plus qui ils sont, nient la nature tout en prétendant la défendre, et ainsi de suite. C'est un spectacle consternant où les bons sentiments font moins défaut que la lucidité, émotions instrumentalisées par "l'urgence climatique" pour court-circuiter la pensée critique qui devient interdite et hérétique, car de toute façon, si vous voyez les enjeux écologiques, sociaux et planétaires ailleurs, c'est que vous méritez à peine de vivre. "Pendez les blancs" et "lynchez les climato-sceptiques" seront en revanche des slogans compatibles avec ce capitalo-libéralisme en marche repeint en vert, en parfaite négation avec la renaissance à laquelle il prétend pour l'Europe.

6- Qu'est-ce qui distingue l'éco-fascisme du fascisme tout court ?

On pourrait commencer par lister ce qu'ils ont en commun :

– mépris pour l'etre humain (on justifie le meurtre et/ou l'exploitation de quantité d'individus au nom d'un bien collectif supérieur : la nation dans le cas du fascisme traditionnel, l'environnement et la survie du genre humain dans cet environnement pour l'eco-fascisme)

– Subversion de la légitimité démocratique afin d'instaurer la dictature avec le consentement des masses (un petit groupe tyrannique prétend exercer le pouvoir au nom du peuple et arrive au pouvoir en s'affublant des oripeaux de la démocratie)

– support zélé par les élites économiques (0,1%) qui y voient l'occasion rêvée de supprimer les bouches inutiles à leurs profits (et également un moyen facile de neutraliser les râleurs et autres empêcheurs de tourner en rond)

On pourrait aussi lister les convergences dans les méthodes d'exercice du pouvoir (la çà prendrait beaucoup de temps)

Et aussi essayer de déterminer dans quelle mesure nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation de pré-écofascisme.

7- Ce n'est pas parce que le capitalisme est anti-écologique qu'on ne peut pas faire entrer la pseudo-écologie dans le cadre d'un capitalisme totalitaire, par le biais du greenwashing et de la propagande pour instrumentaliser l'écologie…

Cela porte même un nom : le "développement durable". Par ailleurs, il faut différencier écologie (discipline scientifique) et écologisme (écologie politique ou plutôt, écologie politisée et orientée selon des intérêts qui sont économiques bien avant d'être écologiques). Vous parlez de la classe moyenne, or c'est précisément celle-ci qui est ciblée prioritairement par le matraquage pour une pseudo-écologie bobo.

- Oui, il faut aussi faire très attention avec le subvertissement du terme « décroissance » qui a été je crois popularisée par le « club

de Rome » dans les années 70 et qui si on y regarde bien correspond aux idées malthusiennes portée par la classe des nantis par horreur des pauvres depuis le XIXe siècle.

Prôner la décroissance sans avoir au préalable réformé la propriété privée et réduit drastiquement le gap qui existe entre les riches et les pauvres (la société sans classe?) revient à ouvrir une voie royale à l'eugénisme et au « genocide social » de pans entiers de la population.

Des hommes riches, (sauf les saints parmi eux, qui existent certainement) ne peuvent pas abandonner leur mode de vie confortable pour sauver quelques « ploucs » imbéciles – surtout si on les persuade qu'ils doivent leurs richesses à leur mérite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Chine-Russie

- Voici de quoi ont discuté à Moscou Xi Jinping et «son ami le plus proche» Vladimir Poutine - sputniknews.com 05.06

«Cela est ma huitième visite en Russie depuis 2013», a annoncé Xi Jinping.

«Nous avons noué des relations de travail étroites avec le Président Poutine ainsi qu'une profonde amitié personnelle. Au cours des six dernières années, nous nous sommes rencontrés presque 30 fois. La Russie pour moi est le pays étranger le plus visité, le Président Poutine est mon meilleur ami et un bon collègue», a-t-il avancé.

«Mentalité de la guerre froide»

Dans une déclaration commune, les deux Présidents ont appelé les dirigeants des puissances nucléaires à abandonner la «mentalité de la guerre froide». Pour ce faire, ont-ils indiqué, il faut mettre fin au développement de systèmes de défense antimissile, réduire le rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité nationale tout en diminuant de la sorte le menace de guerre nucléaire.

La Russie et la Chine ont également souligné leur position de principe jugeant «inadmissible» la destruction du système actuel d'accords dans le domaine du contrôle des armements, du désarmement et de la non-prolifération, y compris, par exemple, le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ou le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN).

L'architecture de contrôle des armes en danger?

Moscou et Pékin se sont dits préoccupés par les actions entreprises par certains pays en matière de contrôle des armements.

«La Russie et la Chine notent avec inquiétude les actions extrêmement dangereuses de certains États qui, en se basant sur leurs propres avantages géopolitiques et même commerciaux, détruisent ou adaptent l'architecture existante de contrôle des armes et de non-prolifération des armes de destruction massive», indique le document.

Les parties ont noté qu'en cherchant une supériorité dans la sphère militaire, «de tels États détruisent sans ménagement les mécanismes permettant de maintenir la stabilité».

Pas d'alternative à la résolution pacifique de la question nord-coréenne

Les positions de la Russie et de la Chine sont similaires en ce qui concerne le règlement de la question coréenne, ont indiqué les deux Présidents prônant une résolution diplomatique à la crise.

«Nous partons du fait qu'il n'y a pas d'alternative à la résolution pacifique et diplomatique des problèmes de la région, y compris nucléaire», a souligné Vladimir Poutine après les négociations.

Le nucléaire iranien

Selon le Président russe, les deux pays se manifestent en faveur de la réalisation du Plan d'action global commun (JCPOA) et

sa préservation.

Vladimir Poutine a également annoncé l'intention de poursuivre le renforcement de la coopération entre la Russie et la Chine dans le cadre des organisations internationales.

Lors des négociations entre Vladimir Poutine et Xi Jinping tenues le 5 juin à Moscou, les deux chefs d'État ont abordé, entre autres, la question du règlement des échanges commerciaux en devises nationales, traçant la route à la dédollarisation.

«La Russie et la Chine ont l'intention de développer les paiements des transactions en devises nationales. Des accords intergouvernementaux viennent d'être conclus, dans le but de développer davantage l'utilisation du rouble et du yuan dans les échanges bilatéraux, ainsi que d'assurer des services bancaires ininterrompus pour les transactions dans des conditions d'instabilité des marchés mondiaux», a expliqué Vladimir Poutine.

Les échanges entre les deux pays ont atteint 100 milliards de dollars, a déclaré après les négociations le dirigeant chinois.

«Nous notons avec satisfaction qu'avec les efforts conjoints des parties dans tous les domaines, notre coopération se développe de manière dynamique et fructueuse. Le commerce bilatéral a déjà battu un nouveau record historique et passé la barre des 100 milliards de dollars. La qualité de notre coopération s'améliore. Les projets stratégiques dans les domaines de l'énergie, des investissements, de l'espace et de l'aviation se réalisent avec succès», a exposé Xi Jinping. sputniknews.com 05.06

Danemark

- Danemark: victoire des sociaux-démocrates aux législatives face à la droite sortante - AFP 5 juin 2019

Le Danemark a choisi l'alternance: les sociaux-démocrates ont remporté mercredi des législatives marquées par une poussée "verte" et l'effondrement des populistes anti-immigration, principal allié du Premier ministre libéral sortant qui remettra jeudi la démission de son gouvernement.

Donnés favoris du scrutin, les sociaux-démocrates enregistrent un léger repli par rapport à 2015, mais sortent toujours en tête avec 25,9% des suffrages, selon des résultats quasi définitifs.

Ils bénéficient en outre de la progression d'autres partis de gauche, qui offre au "bloc rouge" une majorité absolue de 91 sièges sur 179, contre entre 79 ou 80 pour les partis de droite, selon les projections.

"Vous avez choisi une nouvelle majorité et un nouveau cap", a lancé la probable future Première ministre, Mette Frederiksen, à ses supporteurs en saluant "la première élection climatique" du pays.

La dirigeante sociale-démocrate, énergique quadra plusieurs fois ministre, a dit vouloir diriger un gouvernement minoritaire, avec le soutien au parlement de forces d'appoint.

L'une de ces forces, le Parti populaire socialiste, a doublé sa représentation parlementaire, avec un score 7,7%. Principal parti écologiste danois, la formation profite de l'urgence climatique devenue la priorité numéro un des électeurs danois, devant la dégradation du système de santé et le contrôle de l'immigration.

"Il semble que les Danois ont voté en faveur de l'espoir, du climat, des enfants et de l'avenir", s'est félicité la présidente du parti, Pia Olsen Dyhr.

Le parti libéral, à la tête du gouvernement danois 14 des 18 dernières années, a réalisé un très bon score, en hausse de quatre points par rapport à 2015, avec 23,4% des suffrages. Mais il est derrière les sociaux-démocrates et ses alliés de droite perdent du terrain.

"Nous avons fait une bonne élection mais il y a une alternance", a reconnu le Premier ministre Lars Løkke Rasmussen. Il compte en tirer les conséquences immédiatement, mais a indiqué que les libéraux chercheraient une alternative de gouvernement avec d'autres partis au centre, y compris de gauche, si Mme Frederiksen échouait à former le sien.

Lars Løkke Rasmussen avait vanté au cours de la campagne son bilan économique (croissance robuste, finances publiques saines, quasi plein-emploi), mais subi l'effondrement du Parti populaire danois (DF).

Force charnière de l'échiquier politique danois depuis le début des années 2000, cette formation populiste, eurosceptique et anti-immigration enregistre un cinglant revers, perdant plus de la moitié de ses sièges au Folketing, le parlement monocaméral, à 18 mandats.

Après avoir dicté au Danemark sa politique migratoire pendant vingt ans, ce parti qui a rejoint le groupe du Rassemblement national français au Parlement européen séduit moins aujourd'hui les électeurs protestataires. Il enregistre son plus mauvais résultat depuis 1998.

Deux partis classés à l'extrême droite se présentaient pour la première fois. Le plus radical, Ligne dure, qui prône l'interdiction de l'islam et dont le fondateur a organisé des autodafés du Coran en public, n'a finalement pas franchi le seuil des 2% des suffrages requis pour entrer au Parlement.

Ces résultats signent une victoire d'autant plus nette pour la gauche que la participation a été très élevée, à près de 85% des électeurs.

Les sociaux-démocrates vont devoir forger des alliances au cas par cas, essentiellement avec les partis de gauche, mais aussi avec la droite sur l'immigration.

Le morcellement du paysage politique pourrait toutefois les contraindre à nouer des alliances plus pérennes pour assurer la stabilité de l'exécutif et les tractations pourraient durer plusieurs semaines.

Les partis de gauche "vont s'affirmer face à Mette Frederiksen et la presser sur tous les fronts", prédit le quotidien conservateur Jyllands-Posten dans un éditorial.

Adossés à une conjoncture économique favorable, les sociaux-démocrates veulent mettre fin aux coupes budgétaires dans la santé et l'éducation.

Cette défense de l'Etat-providence va de pair avec la poursuite d'une politique restrictive à l'égard des résidents d'origine étrangère, qui représentent 10% de la population.

Usant d'une sémantique désormais courante dans le royaume scandinave, Mme Frederiksen a même présenté l'an dernier un projet de réforme prévoyant de renvoyer les migrants "non occidentaux" dans des camps africains en attendant le traitement de leur demande d'asile.

"Avec sa ligne dure sur les étrangers, Mette Frederiksen a anesthésié DF", estime l'analyste Anja Westphal, de la télévision publique DR. AFP 5 juin 2019

Soudan

- Soudan: la contestation rejette le dialogue, au moins 108 morts dans la répression - AFP 6 juin 2019

Les chefs du mouvement de contestation au Soudan ont rejeté mercredi l'offre de dialogue des généraux au pouvoir, dans un pays plongé dans l'instabilité après la répression des manifestants qui a fait au moins 108 morts depuis lundi selon un comité de médecins.

Durant la journée, des coups de feu ont été entendus dans les rues de la capitale Khartoum, où des paramilitaires, les Forces de soutien rapide (RSF), ont été déployés ainsi que dans d'autres villes du pays en proie à une contestation inédite depuis décembre qui a abouti à la destitution du président Omar el-Béchir le 11 avril.

Considérées comme issues des anciennes milices des Janjawid accusées d'atrocités durant le conflit au Darfour dans l'ouest soudanais, ces forces sont accusées par les chefs de la contestation d'être les principaux auteurs de la dispersion brutale des rassemblements, principalement le sit-in devant le QG de l'armée lundi, qualifiée de "massacre".

Un dernier bilan du comité central des médecins a fait état d'au moins 108 civils tués et de plus de 500 blessés en trois jours, la grande majorité dans la dispersion du sit-in. Parmi les morts, 40 ont été retrouvés dans les eaux du Nil, a dit cette source sans donner d'autre détail.

En raison de l'insécurité, la capitale a ressemblé à une ville fantôme en ce jour de célébration de la fête musulmane du Fitr, marquant la fin du ramadan: boutiques au rideau de fer baissé, circulation très réduite, seules quelques personnes se sont aventurées dans la rue.

L'internet mobile n'est plus accessible depuis lundi, alors que les réseaux sociaux jouent un rôle majeur dans le mouvement de contestation.

Faisant craindre un conflit ouvert, les chefs de la contestation, qui réclament depuis la chute de M. Béchir le transfert du pouvoir aux civils, ont rejeté l'offre de dialogue du Conseil militaire de transition qui a succédé au président déchu et est accusé d'avoir ordonné la répression.

"Le peuple soudanais n'est ouvert ni aux négociations, ni à ce Conseil militaire qui tue des gens", a indiqué à l'AFP Amjad Farid, porte-parole de l'Association des professionnels soudanais, l'une des formations clés de la contestation.

Les négociations entre les deux camps ont été suspendues le 20 mai, chaque camp refusant de céder. Et les milliers de manifestants au sit-in qui était en place devant le QG de l'armée depuis le 6 avril, exigeaient le transfert du pouvoir aux civils.

Les généraux nient avoir "dispersé par la force" le sit-in, évoquant une "opération de nettoyage" à proximité qui a mal tourné.

Dans un discours télévisé plus tôt dans la journée, le chef du Conseil militaire, Abdel Fattah al-Burhane, a dit "regretter ce qu'il s'est passé" à Khartoum lundi. Il a affirmé être "ouvert" "aux négociations sans restriction", mettant en avant "l'intérêt national" et appelant à ouvrir "une nouvelle page".

Les généraux avaient décidé mardi d'annuler tous les points sur lesquels ils étaient tombés d'accord avec les chefs de la contestation durant les négociations, et appelé à la tenue d'élections dans un délai de neuf mois.

Les représentants des manifestants avaient eux aussi annoncé la rupture de "tout contact" avec les militaires et rejeté l'appel à des élections par le Conseil qualifié de "putschiste".

Mercredi, le chef adjoint du Conseil militaire, Mohamad Hamdan Daglo, un ancien chef des Janjawid et chef des RSF, a prévenu qu'il ne permettrait pas le "chaos" au Soudan. "Il faut imposer l'autorité de l'Etat par le droit", a-t-il dit dans une allocution devant ses hommes, retransmise par la télévision nationale.

Il faisait référence aux barricades de fortune, faites d'amoncellements de pierres, de troncs d'arbres ou de pneus enflammés, érigées par les manifestants qui disent vouloir se protéger des RSF et contester l'autorité du pouvoir en place.

A Omdourman, ville jumelle de Khartoum, les forces de sécurité patrouillent à bord de véhicules notamment équipés de mitrailleuses et canons anti-aériens.

Les RSF, d'ordinaire cantonnées à d'autres régions en conflit au Soudan, sont accusées par de nombreux Soudanais et des organisations de défense des droits humains d'avoir commis de graves exactions au Darfour. AFP 6 juin 2019

- Soudan : le général Abdel Fattah al-Burhan a l'aval de Ryad, Abou Dhabi et Le Caire pour maintenir la stabilité - Franceinfo 5 juin 2019

Les forces de sécurité soudanaises ont déclenché le 3 juin 2019, à l'aube du dernier jour du Ramadan, le démantèlement par tirs à balles réelles du campement pacifique des opposants devant le quartier général de l'armée à Khartoum. C'est-à-dire quelques heures après le retour du général Abdel Fattah al-Burhan d'Arabie saoudite où il s'était rendu pour un triple sommet, arabe, du Golfe et islamique, convoqué par le prince héritier Mohamed Ben Sultan pour resserrer les rangs face à l'Iran.

Le nouveau chef de la junte qui vient d'annuler les accords laborieusement négociés avec la contestation rentrait d'une tournée-express auprès des pays alliés du Soudan dans la région. Arrivé le 25 mai au Caire pour un premier déplacement impromptu de quelques heures, Abdel Fattah al-Burhan a été reçu par son homonyme Abdel Fattah al-Sissi qui l'a assuré du soutien de l'Egypte... Franceinfo 5 juin 2019

République tchèque

- Prague : 120 000 Tchèques dans la rue pour exiger la démission du Premier ministre - Le Parisien 05 juin 2019

La plus grande manifestation depuis des décennies. Quelque 120 000 personnes ont manifesté mardi à Prague pour réclamer la démission du Premier ministre tchèque, Andrej Babis, soupçonné de fraudes.

Depuis la fin avril, les manifestations sont régulières ; elles visent Andrej Babis et sa ministre de la Justice, Marie Benesova, que les protestataires soupçonnent de vouloir freiner les poursuites judiciaires à l'encontre du chef de gouvernement.

Le milliardaire populiste est soupçonné de fraude aux subventions européennes et se trouverait en situation de conflit d'intérêts, selon un projet de rapport d'audit de la Commission européenne qui a fuité dans la presse praguoise.

Deuxième fortune du pays, Babis, selon ce rapport d'audit, tire toujours des bénéfices de la holding Agrofert qu'il avait fondée et dont il s'était formellement séparé en 2017 par les biais de fonds fiduciaires surveillés, entre autres, par son épouse. Bruxelles réclamerait à la République tchèque le remboursement de 17,4 M€.

Selon le site d'investigation tchèque Neovlivni, la Commission européenne préparerait un autre rapport d'audit, rédigé par la direction générale de l'agriculture et du développement rural (DG AGRI). Ce rapport concernerait des subventions agricoles d'un montant d'environ 78 M€ versées à sa holding.

Babis, 64 ans, nie avec véhémence se trouver dans une situation de conflit d'intérêts. « Cet audit est une attaque contre la République tchèque. Les fonctionnaires européens méprisent les lois tchèques », a-t-il affirmé devant les députés mardi, peu avant cette manifestation. Mais il n'a rien dit des montants en cause.

Le Premier ministre fait également face à une inculpation dans une affaire de détournement présumé de deux millions d'euros de fonds européens remontant à 2007-2008, liée à son complexe hôtelier de luxe « Nid de Cigogne » près de la capitale. En dépit de cette affaire, il avait remporté les élections législatives en octobre 2017. Le Parisien 05 juin 2019

Grèce

- Grèce : victoire écrasante de la droite aux élections locales - AFP 2 juin 2019

L'opposition de droite Nouvelle-Démocratie (ND) a remporté dimanche les mairies d'Athènes et de Thessalonique ainsi que la quasi-totalité des régions grecques, confirmant sa victoire écrasante des Européennes sur la gauche du Premier ministre d'Alexis Tsipras.

Malgré une abstention estimée à 60% par les analystes, les scores élevés réalisés par les candidats soutenus par la ND donnent un net avantage à la grande formation des conservateurs cinq semaines avant les législatives anticipées du 7 juillet.

A Athènes, Costas Bakoyannis, 41 ans, ancien gouverneur de la région du centre du pays, a rassemblé 65% des voix contre son rival de gauche Nassos Iliopoulos, selon les résultats de 99% des bureaux de vote.

Dans la région d'Attique, la plus grande du pays qui entoure la capitale, le conservateur Yiorgos Patoulis devient gouverneur avec 65% des voix.

Bastions habituels de la droite, Athènes et Thessalonique avaient rompu avec cette tradition en 2010 et 2014 en élisant des maires soutenus par le centre-gauche, Giorgos Kaminis et Yannis Boutaris.

C'était l'époque de la contestation des grands partis, ND et le parti socialiste du Pasok, tenus alors pour responsables de la crise.

Giorgos Kaminis sera candidat pour les législatives avec le Kinal (ex-Pasok), une décision de la dirigeante de ce parti Fofi Gennimata, qui avait provoqué la vive réaction d'Evangelos Venizelos, ancien chef du Pasok, qui a quitté samedi son parti.

Après son effondrement lors de la crise (2010-2017), le Kinal a vu son score s'améliorer lors des Européennes, troisième parti après la ND et Syriza. AFP 2 juin 2019

Algérie

- En Algérie, la présidentielle du 4 juillet annulée - AFP 2 juin 2019

Le Conseil constitutionnel en Algérie a annulé de facto dimanche l'élection présidentielle prévue le 4 juillet après avoir invalidé les dossiers des deux seuls candidats, préconisant le prolongement du mandat du président par intérim qui se termine le 9 juillet.

Ce scrutin était censé permettre l'élection d'un successeur au président Abdelaziz Bouteflika, qui a démissionné le 2 avril, sous la pression de la rue et de l?armée.

"Le Conseil constitutionnel rejette les deux dossiers de candidature déposés" et annonce par conséquent "l'impossibilité de tenir le présidentielle le 4 juillet", a indiqué l'institution dans un communiqué.

Le Conseil a précisé qu'il revenait au chef de l'Etat par intérim de "convoquer de nouveau le corps électoral et de parachever le processus électoral jusqu'à l'élection du président de la République et la prestation de serment".

Cette institution suggère ainsi la prolongation du mandat du président par intérim, Abdelkader Bensalah, nommé le 9 avril après la démission de M. Bouteflika.

Selon la Constitution, M. Bensalah assume la charge de chef de l'Etat pendant "90 jours maximum", avant de transmettre ses pouvoirs au nouveau président élu dans l'intervalle.

M. Bensalah, dont la principale mission est d'organiser à la présidentielle, est maintenu de facto à son poste au-delà des délais prévus par la Constitution.

La présidentielle du 4 juillet était massivement rejetée par les manifestants algériens, qui ont continué de protester après avoir obtenu la démission de Bouteflika, réclamant désormais le départ du "système" au pouvoir.

"Dès lors que la Constitution prévoit que la mission essentielle dévolue à celui investi de la charge de chef de l'Etat est d'organiser la présidentielle, il y a lieu de réunir les conditions adéquates pour l'organisation de cette élection dans la transparence et la neutralité", a expliqué le Conseil constitutionnel.

"Le report de cette élection est une victoire pour la rue, mais une victoire à haut risque", a estimé Hasni Abidi, directeur du Centre d?études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen à Genève.

"Avec cette décision, le pouvoir s'engage dans une voie dont il n'aura plus le contrôle. L'armée veut montrer qu?elle a fait preuve de bon sens et fait une concession face une rue intransigeante", a-t-il expliqué à l'AFP.

C'est "un défi pour le hirak (mouvement de contestation) et la classe politique, qui sont ainsi privés d'un facteur de taille pour se mobiliser", a estimé M. Abidi.

Le report de cette élection était l'une des principales revendications du mouvement de contestation, qui refuse tout scrutin organisé par l'appareil hérité des 20 ans de présidence de M. Bouteflika.

Les manifestants réclament au préalable le départ des dirigeants actuels ayant participé au régime de M. Bouteflika, parmi lesquels le général Ahmed Gaid Salah, chef d'état-major de l'armée depuis 2004.

Devenu le véritable détenteur du pouvoir depuis le départ de M. Bouteflika, le général Gaïd Salah a réclamé la semaine dernière des "concessions mutuelles" dans le cadre d'un "dialogue" dont il n'a pas défini les formes, et une présidentielle "dans les plus brefs délais", sans évoquer la date du 4 juillet.

Pour Smail Maaraf, professeur de droit à l'Université d'Alger, "le scrutin du 4 juillet était le plan A des autorités ou plutôt de Gaïd Salah". Mais "son rejet par la rue et l'absence de candidats ont contraint le pouvoir à reporter ce scrutin", a-t-il précisé à l'AFP.

Le pouvoir parie sur "un essoufflement" du mouvement de contestation durant les vacances d'été, a estimé M. Maaraf.

Selon lui, les autorités espèrent que "cela ouvrira la voie au retour des partis politiques qui ont été éclipsés par le hirak et à des candidatures traditionnelles", comme celle d'Ali Benflis, principal adversaire de M. Bouteflika aux présidentielles de 2004 et 2014.

Le plus ancien parti d'opposition du pays, le Front des forces socialistes (FFS) a estimé que "ce recul significatif des décideurs (était) la consécration de plusieurs semaines de mobilisation et de détermination populaires". AFP 2 juin 2019

- Algérie: 1er vendredi de manifestations depuis l'annulation de la présidentielle - AFP 8 juin 2019

Les Algériens se sont à nouveau massivement mobilisés pour un 16e vendredi consécutif, le premier depuis l'annulation de la présidentielle qu'ils rejetaient en bloc et au lendemain de déclarations du président par intérim réaffirmant sa volonté d'organiser néanmoins un scrutin à très court terme.

Un impressionnant déploiement policier dès la matinée dans le centre d'Alger n'a pas empêché une foule massive de converger après la grande prière musulmane hebdomadaire, en début d'après-midi, aux abords de la Grande Poste, point de ralliement de la contestation dans la capitale, où plusieurs centaines de personnes étaient déjà rassemblées en chantant "Y en a marre de ce pouvoir".

Les manifestants ont crié "dégagez!" à Abdelkader Bensalah, président par intérim, et au général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée devenu de facto l'homme fort du pays depuis la démission du président Abdelaziz Bouteflika, le 2 avril, sous la pression de ce mouvement de contestation inédit.

Difficile à évaluer avec précision, faute de comptage officiel, la mobilisation a semblé intacte à Alger où plusieurs artères du centre débordaient de manifestants, selon des journalistes de l'AFP. Le cortège s'est dispersé dans le calme en fin d'après-midi.

Des manifestants ont également défilé à nouveau massivement dans de nombreuses autres villes du pays, selon des médias et les réseaux sociaux.

Burkina Faso

- Au Burkina Faso, une urgence humanitaire sans précédent - Sputnik 31.05

Depuis 2018, la situation humanitaire au Burkina Faso a pris une ampleur inédite. Dans le pays, en proie à des attaques meurtrières dans ses parties nord et Est, le nombre de personnes déplacées a doublé en moins d'un an et l'insécurité alimentaire menace des millions de personnes.

Depuis 2015, ces attaques armées, attribuées à des groupes djihadistes par les autorités burkinabè, ont fait plus de 300 morts. Elles touchent essentiellement le nord et l'Est du pays, et sont devenues particulièrement fréquentes et meurtrières à partir de 2018. Tant les forces de défense et de sécurité, les civils, que les communautés religieuses sont les cibles d'hommes armés, le plus souvent non identifiés.

D'avril à mai 2019, cinq attaques ont notamment ciblé la communauté chrétienne catholique.

Le 12 mai, le prêtre célébrant et cinq fidèles de l'église catholique de Dablo, une commune de la province du Sanmatenga, à environ 200 kilomètres au nord de Ouagadougou, ont été abattus en pleine messe. Le lendemain de cette attaque, ce sont quatre personnes d'une procession en l'honneur de la vierge Marie qui ont péri dans une embuscade à Zimtenga, dans la région du Centre-nord. Le 26 mai, quatre fidèles ont été tués pendant la messe dans une église de Toulfé, un village de la région du Nord.

Toutes ces attaques, et les menaces qui les accompagnent généralement, occasionnent des déplacements massifs de populations. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) estime à plus de 160.000 le nombre actuel des personnes déplacées. Ces derniers ont trouvé refuge dans des communautés hôtes ou sur des sites dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre-Nord.

«Plusieurs personnes pourraient voir leur situation alimentaire et sanitaire se détériorer à l'approche de la période de soudure et de la saison des pluies. Également, le manque d'abris pour plusieurs milliers de famille reste une préoccupation majeure. L'accès aux services sociaux de base reste préoccupant pour les déplacés et les familles d'accueil.

En plus des personnes déplacées, près de 147.000 personnes dans les régions où les centres de santé sont fermés ou n'assurent qu'un service minimum ont besoin de soins médicaux et services de santé», s'inquiétait OCHA dans une note publiée à la mi-mai.

Par ailleurs, en raison de l'insécurité, un millier d'écoles sont actuellement fermées au Burkina, une situation qui prive environ 146.000 enfants d'accès à l'éducation.

La situation humanitaire au Burkina, en particulier dans le nord, est d'autant plus alarmante que le pays abrite depuis 2012 plus de 20.000 réfugiés maliens qui ont fui leur pays, en proie à une crise humanitaire encore plus préoccupante. Ces derniers vivent pour la plupart dans des camps dans la région du Sahel.

«Les réfugiés maliens et les personnes déplacées internes, ce sont des problématiques difficiles qui se superposent. Pour les réfugiés, nous concernant, on œuvre quand ils ont ce type de besoins, à assurer le rétablissement du contact avec leur famille restée au Mali», déclare à Sputnik Steven Anderson.

Au 12 mai 2019, le plan d'urgence de 100 millions de dollars lancé par les Nations unies pour l'assistance humanitaire à 900.000 personnes dans le besoin n'était financé qu'à 35%, selon OCHA. Et à cette date, aucune somme sur les 14,1 millions de dollars prévus pour assister les réfugiés n'a été perçue. Sputnik 31.05

Palestine occupée

- Israël a le "droit" d'annexer une partie de la Cisjordanie, dit l'ambassadeur américain - AFP 9 juin 2019

Israël a le droit d'annexer "une partie" de la Cisjordanie occupée, a affirmé samedi l'ambassadeur américain dans l'Etat hébreu, des propos susceptibles de renforcer l'opposition des Palestiniens à un plan de paix de Washington que les Etats-Unis n'ont pas encore dévoilé.

Les Palestiniens ont rejeté ce plan de paix avant même de le connaître tant l'administration du président américain Donald Trump s'est discréditée à leurs yeux par ses mesures hostiles à leur cause et foncièrement pro-israéliennes selon eux, comme le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem en mai 2018.

"Sous certaines circonstances (...) je pense qu'Israël a le droit de conserver une partie, mais pas toute, de la Cisjordanie", territoire palestinien occupé par Israël depuis plus de 50 ans, a déclaré l'ambassadeur américain en Israël, David Friedman, dans une interview publiée samedi dans le quotidien américain New York Times.

Aucune date n'a encore été fixée pour l'annonce du plan de paix, mais il ne devrait pas répondre aux principales revendications des Palestiniens, comme l'instauration d'un Etat souverain.

Soutenant avec ferveur les colonies israéliennes, M. Friedman a également déclaré que le plan de paix américain était destiné à améliorer la qualité de vie des Palestiniens, mais sans procurer de "résolution permanente du conflit".

La colonisation par Israël de la Cisjordanie occupée et de Jérusalem-Est annexée, illégale au regard du droit international, s'est poursuivie sous tous les gouvernements israéliens depuis 1967.

Plus de 600.000 colons israéliens y mènent une coexistence souvent conflictuelle avec près de trois millions de Palestiniens.

Lors de la campagne pour les législatives d'avril, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait promis, en cas de réélection, d'annexer des colonies israéliennes en Cisjordanie.

Ayant échoué à former une coalition après les élections, M. Netanyahu a dû faire voter par le Parlement sa dissolution afin d'éviter que le président ne confie à un autre le soin de former une coalition sans lui. De nouvelles élections auront lieu le 17 septembre.
AFP 9 juin 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

LVOG - Racket avec la complicité des syndicats qui participent à la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

- Les prix de l'électricité augmenteront de 5,9% le 1er juin, malgré les gilets jaunes - Le HuffPost 31.05

Gilets jaunes ou pas, les tarifs réglementés de l'électricité vont progresser comme prévu de 5,9% TTC en moyenne dès le samedi 1er juin, selon une décision publiée ce jeudi 30 mai au Journal officiel. Une augmentation qui devrait être suivie d'une autre en août, liée aux coûts de transport de l'électricité, mais que la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a promis de "limiter à 1%"

Les tarifs "sont fixés conformément à (...) la proposition de la Commission de régulation de l'énergie du 7 février" pour une entrée en vigueur dès ce samedi 1er juin, selon la décision des ministères de la Transition écologique et solidaire et de l'Economie.
Le HuffPost 31.05

Brésil

- Brésil : nouvelle mobilisation d'ampleur des étudiants contre Bolsonaro - AFP

Les Brésiliens protestant contre les coupes budgétaires du gouvernement Bolsonaro dans l'éducation ne désarment pas: deux semaines après des défilés monstres, ils étaient encore des dizaines de milliers jeudi à manifester dans une centaine de villes. AFP

ECONOMIE

France

- Le propriétaire allemand de deux sucreries françaises veut les fermer pour faire remonter les cours - RT 23.05

Le groupe allemand Südzucker refuse de vendre deux des quatre usines de sa filiale française Saint Louis promises à la fermeture. Objectif : réduire la capacité de production en Europe pour faire remonter les cours, quitte à sacrifier 130 emplois.

«Saint Louis Sucre ne vendra pas ses sites de production. Nous n'arrêtons pas la production de sucre pour la proposer à d'autres acteurs, mais bien pour retirer des capacités du marché», a asséné le président du directoire de Südzucker, Wolfgang Heer, dans un communiqué publié ce 23 mai.

Les prix du sucre européen ont chuté d'environ 30% sur l'année, dans le sillage de la baisse des cours mondiaux du sucre qui a suivi la levée des quotas sucriers en Europe fin 2017. Südzucker, propriétaire de Saint Louis Sucre qui a publié ses résultats annuels le 16 mai, enregistre pour sa branche sucre une perte de 239 millions d'euros sur l'exercice 2018/19.

«Le projet de reprise des sites de Cagny [Calvados] et d'Eppeville [Somme] débattu dans la presse par la CGB (association des planteurs de betteraves) ne résoudra pas le problème de surproduction», ajoute Südzucker dans son communiqué.

La semaine passée, après une séance de négociation avec les planteurs d'Allemagne du Sud (VSZ), qui détiennent une participation majoritaire (57%) au capital de Südzucker, le président de l'association des planteurs de betteraves avait assuré à la presse que la porte n'était pas fermée à une reprise des deux sucreries Saint Louis Sucre.

«Südzucker a accepté de recevoir notre offre de reprise par écrit. Nous proposons 30 millions d'euros pour la reprise des deux usines», avait indiqué le président de la CGB, Franck Sander. Les betteraviers français espéraient ainsi maintenir 130 emplois dans les deux sucreries ainsi que la culture de la betterave dans les bassins de production autour de ces sites, où travaillent 2 300 planteurs. Mais le président de VSZ, Hans-Jörg Gebhard, avait déclaré à l'issue de cette rencontre qu' «il serait irresponsable, pour Saint Louis Sucre, de céder des sites», fermant la porte à des négociations.

Selon la CGB, le rachat aurait permis à Südzucker d'économiser 100 millions d'euros sur les 200 millions qu'il dit avoir provisionnés pour couvrir la fermeture, le plan social et la dépollution de cinq sites appelés à fermer en Europe (les deux en France, ainsi qu'un en Pologne et deux en Allemagne).

Filiale depuis 2001 de Südzucker, premier sucrier européen qui possède 29 usines en Europe, Saint-Louis Sucre emploie 770 salariés en France et travaille avec 4 733 planteurs de betterave sucrière. Il a prévu de conserver ses sucreries françaises à Etrépagny (Eure) et à Roye (Somme), et ne va pas fermer totalement les sites de Cagny et d'Eppeville, dont il juge essentiel de maintenir les capacités de stockage afin de «renforcer la situation de Saint Louis Sucre pour l'avenir », selon le communiqué.

Les salariés accusent le groupe de faire une restructuration en arrêtant totalement la production de sucre, mais en gardant juste du stockage dans les usines, afin de contourner la loi Florange, qui impose à tout employeur d'une entreprise d'au moins 1 000 salariés qui envisage de fermer un établissement et de procéder à des licenciements économiques de rechercher un repreneur. RT 23.05

Haut de page

Le 11 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

A lire absolument :

- DOCUMENT. Étude sur la nature des mouvements écologistes... (1999)

J'ai adressé un courriel à son auteur.

- Au format pdf (3 pages)

Suite de la causerie d'hier sur l'instrumentalisation du réchauffement climatique. Nous allons voir aujourd'hui que cette imposture était programmée de longue date par l'oligarchie et ses idéologues.

L'écologie politique ou la théorie de la négation de la démocratie au profit du nouvel ordre mondial totalitaire.

Une forme de terrorisme en remplace une autre.

L'écologie politique était amenée à jouer le même rôle que l'islam politique, l'imposture du réchauffement climatique imputé à l'activité humaine, celui du terrorisme fabriqué et armé par les puissances impérialistes occidentales.

Attention, on ne nie pas le réchauffement climatique, on affirme seulement qu'il n'est pas dû à l'activité humaine.

Qui nie ou refuse de prendre en compte la stratégie de notre ennemi ne peut le combattre efficacement, et ne peut que s'embourber dans des contradictions inextricables qui le conduiront à l'impuissance ou pire encore.

J'imagine que les militants et les lecteurs ignoraient l'existence de ce document, et donc son contenu explosif qui réduit à néant la théorie du réchauffement climatique imputé à l'activité humaine. Quel parti dit ouvrier va le publier ou en publier les extraits les plus significatifs ? J'imagine aucun, dans le cas contraire je rectifierais.

Il faut souligner et cela me semble capital : L'immense majorité de la population, pour ne pas dire la totalité ou presque, ignore totalement l'origine de cette théorie, qui tire les ficelles et dans quels buts. Et dire que parmi nous il y en a encore qui estiment que cela n'aurait aucune importance, le dogmatisme rend aveugle et impuissant !

Les tenants de cette théorie mettent au défit la logique la plus élémentaire, qui fait hélas le plus défaut à tous les peuples. Notre devoir est de leur enseigner.

J'étais parvenu à la même conclusion sans avoir eu à fournir trop d'efforts. Et pour cause, sachant que 75% de la surface de la terre est recouverte d'eau ou constituée d'océans ou de mers, que l'espace sur lequel vivent les hommes et celui dont ils exploitent les ressources ne représentent qu'environ 10 à 15% de la superficie totale de la planète, on ne voyait pas comment leurs activités auraient pu contribuer à modifier le climat, d'autant plus qu'elles ne pouvaient avoir qu'un impact infini décimal sur les différentes couches de l'atmosphère qui entourent la terre, le réchauffement de la planète ou son refroidissement à d'autres époques ayant été uniquement le produit de phénomènes intervenus en dehors ou au-delà de la terre dans le système solaire ou dus à l'activité du soleil.

Il existe bien d'autres phénomènes qui se produisirent dans le passé qui auraient dû nous alerter sur cette gigantesque supercherie. Par exemple le fait qu'il ait été constaté que le trou dans la couche d'ozone avait augmenté ou avait diminué au cours des décennies antérieures, d'ailleurs plus personne ou presque n'en parle parce qu'il a diminué, sans parler des hausses ou des baisses de température enregistrées à la surface de la terre au cours des derniers millénaires sans qu'on puisse les imputer à l'activité humaine ; mais qui sait, depuis que Ben Laden du fin fond d'une caverne en Afghanistan aurait piloté les "*attentats*" du 11 septembre 2001, l'activité de Cro-Magnon ou du yéti, l'abominable homme des neiges, aurait pu contribuer à la modification du climat de la terre ! Et il y en a, et pas qu'un peu, pour croire cela ! Ceci explique cela. C'est bien cela le plus incroyable et auquel il faut nous attaquer.

- "*L'environnement global, un substitut à la Guerre froide pour parvenir à un gouvernement mondial.*"

Après les développements politiques intervenus lors des deux décennies qui ont suivi ce texte (1999), il faudrait dire en reprenant la terminologie de l'auteur : L'environnement global, un substitut ou un complément à la guerre contre le terrorisme dans le cadre de la nouvelle Guerre froide pour parvenir à un gouvernement mondial.

Extrait de l'*Étude sur la nature des mouvements écologistes...* publié en1999.

Qui a dit ?

« *Ne nous faisons pas d'illusions. La communauté des nations doit faire pression ou même utiliser la contrainte contre les pays dont les installations menacent l'environnement. Les instruments internationaux doivent être transformés en instruments de coercition, de sanction, de boycott et, d'ici quinze ans peut-être, de confiscation pure et simple de toute installation dangereuse. Pour parler franchement, ce que nous voulons, c'est légitimer le contrôle de l'application des décisions internationales.* »

« *Il nous faut une véritable autorité mondiale qui aura en charge le suivi des décisions internationales telles les traités signés (...) Cette autorité doit avoir la capacité de faire exécuter ses décisions. Il lui faut des moyens de contrôle et de sanction. Je connais l'appréhension de certains pays quand ils considèrent que leur souveraineté est menacée. Mais nous ne traitons pas de problèmes nationaux. Il s'agit de problèmes internationaux. La pollution ne connaît pas de frontières et le niveau de la mer ne peut varier en un endroit sans varier également ailleurs. (...) Évidemment, cette autorité supranationale devra être une autorité mondiale. C'est précisément ce caractère international qui favorisera les pays les plus pauvres en les faisant bénéficier de ressources supplémentaires.* »

Dans un communiqué de presse à l'occasion du sommet de Rio, Michel Rocard (PS), membre du groupe de Bilderberg et animateur de la « deuxième gauche » française fit ces déclarations fracassantes.

Par rapport à ces institutions, la démocratie est un obstacle. La Commission trilatérale avait consacré un rapport entier à ce sujet (La crise de la démocratie, Samuel Huntington, Michel Crozier, Joji Watanuki, 1975) :

« *Nous en sommes venus à reconnaître qu'il existe des limites potentiellement désirables à l'extension de la croissance économique. Il y a aussi des limites désirables à l'extension illimitée de la démocratie politique. Un gouvernement qui souffre d'un manque d'autorité et qui s'est engagé dans des programmes intérieurs [pour répondre aux demandes de sa « base »] aura peu de moyens, à moins d'une crise cataclysmique, d'imposer à la population des sacrifices pouvant être nécessaires.*»

C'est quasiment le même discours que tient le Club de Rome dans Halte a la croissance ? :

« *A toutes ces difficultés s'en ajoutera une, majeure, dans la pratique : l'homme politique normal et même l'homme d'État n'agit en général qu'en fonction d'horizons purement électoraux ; ces horizons sont naturellement très en deçà des périodes sur lesquelles, face à certaines évolutions, devraient porter notre réflexion et nos actions. Il y a là une contradiction fondamentale dont il convient d'être conscient et qui ne sera surmontée qu'au prix de changements profonds dans les comportements et dans la nature et l'exercice de certains pouvoirs.* »

Alexander King fut le deuxième président du Club de Rome, prototype du technocrate international, déclarant n'avoir « plus de nationalité », il a dirigé les affaires scientifiques de l'OCDE. Il estime que ce sont des gens comme lui qui doivent remplacer les gouvernements démocratiques :

« *[Les technocrates internationaux] sont les éminences grises de 'plusieurs gouvernements'. Leur existence permet de résoudre le problème constitutionnel classique : comment concilier le pouvoir d'une indispensable mais ésotérique élite d'experts avec les droits des hommes et des parlementaires au sein d'un gouvernement démocratique » [citant Niger Calder, Technopolis, Mac Gibbon, 1969] De plus, échappant aux pressions politiques nationales [c'est-à-dire n'ayant pas de compte à rendre aux électeurs], il [le technocrate international] peut être influent [et] faciliter une coordination des différentes politiques nationales.* »

Les technocrates internationaux qui officient au sein de l'OCDE, du PNUE, de la CE (L'Union européenne - ndlr), des secrétariats des divers traités internationaux sur la protection de l'environnement global et de bien d'autres institutions correspondent effectivement à ce qu'Alexander King attend. Ils peuvent, d'un trait de plume, après des manipulations de couloir, décider que telle substance est cancérigène, qu'il faudra appliquer telle limite aux émissions de tel produit, voire interdire complètement la production et la commercialisation de certaines molécules chimiques. Sauf dans les rares cas où une industrie nationale particulière a su mobiliser ses représentants nationaux et leur faire comprendre l'importance vitale de ce qui peut apparaître comme un détail technique, les réunions internationales au cours desquelles on procède au vote se résument souvent à entériner des décisions déjà prises en petit comité.

Qui fut le premier président du WWF ?

Le prince Bernhard de Hollande, ancien officier nazi.

J'ai découvert ce blog destiné aux scientifiques qui traite de cette question, je n'ai pas eu le temps de lire les articles qu'il a publiés.

http://www.pensee-unique.fr

Haut de page

Le 15 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

Un rendez-vous à ne pas manquer.

Le 20 juin à 18 heures, rassemblement devant l'ambassade d'Algérie à Paris, Journée internationale pour la libération de Louisa Hanoune.

- Au format pdf (17 pages)

A propos du document sur le mouvement écologique

J'ai publié ce document, uniquement parce qu'il montrait comment l'écologie politique s'inscrivait dans le cadre de l'idéologie politique du clan dominant de l'oligarchie et sa stratégie pour l'instauration d'un gouvernement mondial.

Cela dit, je ne partage pas les positions adoptées par son auteur sur le nucléaire, les OGM, la surpopulation mondiale, notamment. J'y reviendrai dans une autre causerie. J'ai pris le temps de lire attentivement la totalité ou presque de son document, et j'ai pris de nombreuses notes, donc je n'ai pas pu me consacrer à autres choses. Je dois encore réfléchir aux nombreuses questions qu'il pose pour y apporter des réponses, en fait c'est beaucoup plus facile de les trouver que de les rédiger de manière claire et cohérente pour les partager.

Ce samedi matin, après avoir passé une bonne nuit, c'est assez rare, j'ai eu les idées plus claires pour vous proposer un premier jet des réflexions qui me sont venues à l'esprit à la lecture de ce document.

L'auteur de ce document en est resté, je cite, à "*la vision judéo-chrétienne qui a donné naissance à la civilisation industrielle*", donc à une interprétation métaphysique ou philosophique, idéaliste, moraliste, à une forme d'humanisme béat, du développement de la civilisation humaine dont le développement des forces productives et la lutte des classes furent les deux principaux facteurs, ce qui devait l'amener infailliblement à se placer sur le plan du capitalisme, interprétation archaïque et incohérente qui se manifeste notamment dans le refuse d'assumer les conséquences catastrophiques pour l'espèce humaine et notre planète de la survie du capitalisme, l'horizon indépassable de la plupart des intellectuels limités ou bornés qui n'ont jamais étudié les travaux de Marx et Engels et n'ont jamais assimilé les lois générales du mouvement ou la dialectique qui régit la matière, la nature, les idées, la société...

C'est ainsi qu'il oppose, je cite, "*le concept d'État-nation souverain, né de l'humanisme de la Renaissance européenne et se fondant sur la liberté et la responsabilité de l'individu*", concept qui devait être amenée à voler en éclats sous la pression de la mondialisation du capitalisme ou une fois atteint le stade de l'impérialisme, liberté de l'individu qui devait être supplantée par la lutte du prolétariat pour obtenir des droits démocratiques ou politiques collectifs, à "*la conception féodale de l'empire avec ses sous-produits, des satrapies semi-indépendantes aux plus petites communautés autarciques*", les monarques et la noblesse qui constituaient l'aristocratie sous l'Ancien Régime devait s'entourer d'une importante cour ou d'une pléiade d'élites soumises et loyales pour gouverner leurs sujets, la répartition des rôles était ainsi réglée pour assurer à la fois la prospérité de l'oligarchie et la stabilité du régime.

De nos jours, c'est le développement du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant et ses contradictions ayant atteint leurs limites, qui conduisent ceux qui détiennent réellement le pouvoir, l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale, à définir les différentes orientations que selon eux la société et le monde devraient emprunter selon leurs intérêts, dans un contexte qui leur est imposé ou avec lequel ils doivent composer, notamment l'existence d'une population mondiale de 7,4 ou 7,5 milliards d'hommes et de femmes avec leurs besoins ou aspirations spécifiques ou incontournables, qui au-delà de la menace perpétuelle qu'ils font peser sur leur hégémonie de classe, constituent un réel danger pour leur propre survie tout court, car au rythme où s'est accrue la population mondiale entre le début et la fin du XXe siècle, passant de 1 à plus de 7 milliards, ils ont pris conscience qu'elle atteindrait 15 milliards à la fin du XXI e siècle, 30 milliards à la fin du XXIIe siècle, ce qui rendrait toute vie sur terre infernale ou impossible, qui peut en douter un seul instant, n'est-ce pas ?

Et ce qu'il y a d'extraordinaire chez ce genre d'intellectuels, c'est qu'il le nie ! Pourquoi un tel aveuglement ? Parce que les solutions préconisées par les idéologues de l'oligarchie pour réduire la population mondiale sont monstrueuses de cruauté, on est au moins d'accord sur ce point, au-delà, parce qu'il ne peut pas envisager que ce défit ne pourrait pas être réglé de manière juste et humaniste sous un autre régime que le régime capitaliste. Que propose l'auteur de ce document comme solution pratique pour régler ce problème ? Absolument aucune !

Vous voyez où conduit la soumission au capitalisme, le refus d'adopter le socialisme. Voilà qui devrait faire réfléchir nos chers lecteurs. A suivre.

De nouveaux dévelloppements confirment la tendance de l'oligarchie (monarchie) figurant dans ce document.

- Le fonds souverain norvégien prend ses distances avec les industries polluantes - huffingtonpost.fr 12.06

Le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde avec plus de 1.000 milliards de dollars d'actifs, va devenir sensiblement plus vert en se désengageant davantage, mais pas totalement, des énergies fossiles, a décidé mercredi 12 juin le Parlement norvégien.

Le fonds va probablement devoir se désinvestir de géants miniers fortement présents dans le charbon comme le suisse Glencore, l'australien BHP Billiton et l'américain Anglo American, et d'énergéticiens ayant largement recours à cette énergie fossile comme l'allemand RWE et l'italien Enel.

C’est la conséquence d’un vote des députés qui ont adopté, sans surprise, une proposition présentée début avril par le gouvernement de droite en vue de durcir les critères de gestion du fonds. 5,2 milliards d’euros de parts vont devoir être vendues

Celui-ci était jusqu’alors censé se tenir à l’écart des compagnies minières ou producteurs d’énergie dont plus de 30% de l’activité est liée au charbon, mais de gros acteurs du secteur passaient à travers les mailles du filet parce qu’ils disposent d’autres activités importantes.

Désormais, le fonds devra cesser d’investir dans les entreprises produisant plus de 20 millions de tonnes de charbon par an ou plus de 10.000 MW d’électricité à partir de cette énergie fossile. Selon plusieurs groupes de défense de l’environnement, cette décision devrait l’obliger à vendre ses parts, d’une valeur de près de 5,2 milliards d’euros fin 2018, dans huit entreprises.

“C’est bien de voir que la Norvège se désinvestit de certains des plus gros ennemis de l’Accord de Paris sur le climat”, a commenté la cheffe de l’ONG Urgewald, Heffa Schuecking, en regrettant toutefois que cette mesure ne s’applique pas aux entreprises projetant la construction de nouvelles centrales à charbon.

Les députés ont aussi entériné la proposition du gouvernement visant à bannir certaines compagnies pétrolières, celles exclusivement tournées vers l’exploration et la production d’hydrocarbures. Cette mesure devrait toucher des groupes comme l’américain Chesapeake, le chinois CNOOC ou le français Maurel et Prom, mais épargner les majors parce que celles-ci ont généralement d’autres activités, notamment dans les énergies renouvelables.

Elle répond à des considérations strictement financières: plus gros producteur d’hydrocarbures d’Europe de l’ouest, la Norvège cherche à limiter l’exposition de ses finances publiques à un secteur de plus en plus remis en cause, y compris chez les investisseurs, par la lutte contre le changement climatique.

“La grande question économique liée à l’énergie dans la décennie à venir sera la prise d’assaut des bastions de combustibles fossiles par des sources d’énergie renouvelable moins chères à construire et à exploiter, nettement plus propres et aussi beaucoup plus faciles et rapides à déployer”, a noté Mark Lewis, responsable de la recherche sur le changement climatique chez BNP Paribas. huffingtonpost.fr 12.06

La banane, espèce en voie d'extinction - slate.fr 12 juin 2019

A priori, pas de quoi s'inquiéter. Sauf que toutes ces bananes sont en fait une seule et même banane. Elle s'appelle la Cavendish et si cette variété disparaît, ce sont toutes les bananes de notre consommation qui s'en vont avec elle.

La Cavendish n'est pas la seule banane au monde. En tout, il existe plus de 1.000 variétés. Mais celle qu'on importe dans tous les pays occidentaux, c'est elle –et à l'échelle globale, elle représente tout de même près de la moitié de la production. Qu'elle soit bio ou pas, sa composition génétique ne change pas. Pire, puisqu'elle a trois chromosomes, elle ne peut pas s'adapter génétiquement aux modifications de son environnement telles que les épidémies. Autrement dit, si une banane Cavendish a une maladie, toute l'espèce dans les plantations du monde entier se retrouve menacée. Et c'est précisément ce qui est en train de se passer.

LVOG - Dernier paragraphe de l'article :

- Pour être sauvée, la banane devra dans tous les cas sortir d'une monoculture intensive.

LVOG - En réalité, ce qui risque de disparaître figurait dans le sous-titre de cet article :

- Adeptes de la crêpe Nutella-banane, prenez garde. La banane telle que nous la connaissons est sur le point de disparaître et c'est de notre faute.

LVOG - Qu'est-ce qu'on en a à foutre que vous ne puissiez plus vous goinfrer, franchement ?

Les bananes seront réservées au marché local, au lieu d'être exportées dans le monde entier après avoir subi des traitements chimiques pour ralentir leur maturation, on ne peut que s'en réjouir. Elles sont cueillies vertes ou pas tout à fait mûres, et les traitements qui lui sont infligés servent à la conserver en bonne condition jusqu'au moment où elles finissent sur les étales des vendeurs ou des grandes surfaces, bref, un produit frelaté et souvent sans grande saveur, farineux et bourré de produits chimiques.

Vous mangerez des pommes, des poires, des prunes, des abricots, des fraises, des cerises, des melons, etc. et vous n'en crèverez pas ! Pourquoi aux quatre coins du monde devrait-on pouvoir consommer les fruits ou légumes et bien d'autres

marchandises produites ailleurs et qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour atterrir dans notre assiette ?

C'est un truc d'individualiste petit-bourgeois capricieux et obsédé, misérable, qui ne conçoit pas que ses désirs soient contrariés ou ne soient pas satisfaits à tous prix.

J'ai écrit ce passage après avoir coupé il y a trois jours l'unique régime de bananes arrivé à maturité dans le jardin. On l'a entreposé dans la maison en attendant que toutes les bananes soient mûres, car elles ne mûrissent pas toute en même temps. Des petits écureuils (c'est la variété ici) ont déjà boulotté 9 bananes qui étaient mûres, c'est comme cela à chaque fois qu'on s'aperçoit qu'elles sont mûres ! Et puis le régime est situé à 3 mètres de haut...

Non, les bains de foule, c'est mieux !

Les «bains de forêts» aident-ils vraiment à se sentir mieux? - slate.fr

---

L'écologie politique, c'est l'idéologie du capital.

K . Marx : Le Capital.

C’est pourquoi l’idéologue du capital, l’économiste politique, ne considère comme productive que la partie de la consommation individuelle qu’il faut à la classe ouvrière pour se perpétuer et s’accroître, et sans laquelle le capital ne trouverait pas de force de travail à consommer ou n’en trouverait pas assez. Tout ce que le travailleur peut dépenser par-dessus le marché pour sa jouissance, soit matérielle, soit intellectuelle, est consommation improductive12. Si l’accumulation du capital occasionne une hausse de salaire qui augmente les dépenses de l’ouvrier sans mettre le capitaliste à même de faire une plus large consommation de forces de travail, le capital additionnel est consommé improductivement13. En effet, la consommation du travailleur est improductive pour lui-même; car elle ne reproduit que l’individu nécessiteux; elle est productive pour le capitaliste et l’Etat, car elle produit la force créatrice de leur richesse14.

Au point de vue social, la classe ouvrière est donc, comme tout autre instrument de travail, une appartenance du capital, dont le procès de reproduction implique dans certaines limites même la consommation individuelle des travailleurs. En retirant sans cesse au travail son produit et le portant au pôle opposé, le capital, ce procès empêche ses instruments conscients de lui échapper. La consommation individuelle, qui les soutient et les reproduit, détruit en même temps leurs subsistances, et les force ainsi à reparaître constamment sur le marché. Une chaîne retenait l’esclave romain ; ce sont des fils invisibles qui rivent le salarié à son propriétaire. Seulement ce propriétaire, ce n’est pas le capitaliste individuel, mais la classe capitaliste.

Notes.

12 James Mill, l. c., p. 238 et suiv

13 « Si le prix du travail s’élevait si haut, que malgré l’accroissement de capital il fût impossible d’employer plus de travail, je dirais alors que cet accroissement de capital est consommé improductivement. » (Ricardo, l. c., p. 163.)

14 « La seule consommation productive dans le sens propre du mot c’est la consommation ou la destruction de richesse (il veut parier de l’usure des moyens de production) effectuée par le capitaliste en vue de la reproduction... L’ouvrier est un consommateur productif pour la personne qui l’emploie et pour l’Etat, mais, à vrai dire, il ne l’est pas pour lui-même. » (Malthus, Definitions, etc., p. 30.)

Parole d'internaute

1- "« On ne peut pas résoudre un problème avec les modes de pensée qui l’ont engendré. » (Einstein)

Nos chères « élites » ont tellement foi dans le capitalisme qu’elles pensent que celui-ci a tous les pouvoirs, même des supers-pouvoirs, par exemple celui de régler les problèmes qu’il a lui-même engendré. « Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes » (Bossuet : c’est matinée citation, ça fait intelligent).

Les exemples pullulent du fait que pour elles (les « zélites »), il est plus facile d’imaginer la fin de l’humanité que la fin du capitalisme. D’ailleurs je finis par me demander si à choisir, elles ne préfèreraient que l’humanité disparaisse plutôt qu’elle survive au capitalisme.

Comme elles sont gagnantes dans ce système, je peux comprendre qu'elles le chérissent. Mais si chacun peut avoir la foi en ce qu'il veut, personne ne peut obliger autrui à partager sa foi."

2- "D'ailleurs le : "il est plus facile de d'imaginer la fin de l'humanité que la fin du capitalisme" est également une formule du philosophe Slavoj Zizek citée dans l'article "The shift project, un lobby éco-capitaliste" de la page 5 du numéro de Juin 2019 du journal la décroissance..."

3- "« D'ailleurs le : "il est plus facile de d'imaginer la fin de l'humanité que la fin du capitalisme" est également une formule du philosophe Slavoj Zizek »

Je l'avais déjà entendue cette phrase, mais dans la bouche d'une copine. Comme quoi…"

LVOG - Rompre avec le capitalisme, une idée qui fait son chemin, lentement, souterrainement dans la tête des travailleurs... Comme quoi il ne faut pas désespérer.

Au passage, ce genre de commentaires (blog Les Crises.fr qui n'a rien de révolutionnaire) justifie l'orientation politique que j'ai proposée, et qui malheureusement n'a été soutenue ou qui a été partagé à ce jour par aucun des lecteurs de *La voix de l'Opposition de gauche*, lecteurs qui à mon avis sont rongés par un scepticisme inavouable ou inconscient. Vous me direz qu'on le serait à moins en observant l'orientation des partis ouvriers se réclamant du socialisme existant de nos jours qui constitue un puissant facteur de démoralisation ou de découragement...

En famille Pour "***une transformation complète du modèle économique, politique et social du pays***" ou "***un changement de modèle global***" sous l'égide de l'oligarchie.

LVOG - L'écologie politique n'a pas pour objet de rendre la vie des peuples meilleure ou plus supportable, son but est uniquement de favoriser l'instauration d'un régime mondial totalitaire.

M. Le Gendre, LREM - "Nous avons une vision très différente de l'écologie, nous considérons qu'elle doit entraîner une transformation complète du modèle économique, politique et social du pays. C'est une approche globale",

"Les écologistes d'avant ne regardent que le mot écologique. Nous voulons absolument regarder le mot transition, faire en sorte que cette transformation se fasse. Ce n'est pas tout tout de suite, mais c'est très vite, très profond et surtout très complet", a-t-il ajouté. franceinfo 12.06

Mimétisme.

David Cormand, eurodéputé et secrétaire national d'EELV, jeudi sur franceinfo.

David Cormand - Nicolas Hulot l'avait dit quand il a quitté le gouvernement : l'action écologique qu'il faut mener est incompatible avec le modèle économique global que défend le gouvernement. C'est-à-dire que la vision productiviste libérale de l'économie percute la question du maintien de la vie sur Terre, la question écologique par essence.

Après, encore une fois, il y a besoin d'un changement de modèle global. C'est à ça que l'on travaille. franceinfo 13.06

Rappel à l'ordre des maîtres à leurs zélés disciples, chaque chose en son temps...

- Lecornu: les écologistes oublient la "transition sociale" - AFP 14 juin 2019

Le ministre chargé des Collectivités territoriales Sébastien Lecornu a défendu vendredi une transition écologique à "un rythme raisonnable", car elle s'accompagne d'une "transition sociale"...

"Vous ne ferez pas l'écologie contre les gens en situation de pauvreté, les salariés de la filière diesel, c'est pas vrai, faut pas mentir aux gens", a insisté le ministre. AFP 14 juin 2019

Qui a dit ?

- "*Aller expliquer aux gens de voter LFI plutôt que PCF ou les Verts, c'est vachement compliqué*".

Réponse : François Ruffin sur Europe 1 (AFP 14 juin 2019)

LVOG - De quels gens parle-t-il ? A qui s'adresse-t-il sachant que 98% n'iront pas voter PCF et 90% ou plus n'iront pas voter Verts ?

L'écoterrorisme, "ça fait un peu peur" ! Le formatage des esprits au totalitarisme commence dès l'école.

- Climat : les enfants du Maine-et-Loire se projettent dans 50 ans - Le Parisien 14 juin 2019

« Ce film nous oblige à nous imaginer dans cinquante ans, ça fait un peu peur », ajoute d'une voix timide Louise, 10 ans, tout de bleu vêtue.

Selon Elisabeth Csajaghy, professeure des écoles, l'expérience est très concrète : « Nous avons reçu à l'école des scientifiques qui nous ont informés sur notre consommation énergétique. Nous avons aussi visité un centre de tri de déchets d'ordures ménagères avant de travailler sur le scénario. » Le Parisien 14 juin 2019

Et le matraquage, le harcèlement est quotidien.

- L'homophobie est désormais un crime au Brésil - L'Express.fr

Les actes d'homophobie sont temporairement considérés comme équivalents aux actes de racisme, et peuvent donc être punis d'un à trois ans de prison, ou d'amendes. L'Express.fr

- A Rennes, un chant féministe pendant un match de Coupe du monde - euronews

" Levons-nous femmes esclaves. Et brisons nos entraves. Debout, debout, debout ! ". L'Hymne des femmes , chanson créée en mars 1971 par les militantes du Mouvement de libération des femmes (MLF)... euronews

- Aurélie Jean - Vous voulez changer le monde ? Allez donc à l'école ! - LePoint.fr 13.06

Greta Thunberg arrête l'école pour se consacrer à son combat écologique. Un caprice à l'heure où près d'un enfant sur cinq n'a pas accès à l'éducation. LePoint.fr 13.06

LVOG - Elle aura un précepteur comme chez les gosses d'aristocrates sous l'Ancien Régime

---

Acte II du national-socialisme En Marche.

- Macron veut un acte II plus "humain" - Le HuffPost 14.06

Place aux questions sociales et environnementales. Le chef de l'Etat promet ainsi plus "d'humanité" et de "proximité" pour la deuxième moitié de son quinquennat.

L'entretien s'est finalement terminé sur une note plus détendue, lorsque le journaliste s'est mis à questionner Emmanuel Macron sur son film préféré d'Audiard et le président de citer notamment: "On peut prétendre à l'audace sans connerie".

« Les cons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît. » Quand EmmanuelMacron , en fin d'interview, revendique son amour d'Audiard, « qui ne cède rien au politiquement correct ou au conformisme ». Le HuffPost 14.06

LVOG - La connerie, c'est parfois un luxe qu'il confond avec l'audace !

Acte II du national-socialisme En marche. (suite)

Hitler avait déclaré la guerre à l'aristocratie financière qui avait financé et favorisé la montée du nazisme, Hollande dont elle avait fait son candidat allait affirmé que la finance était son ennemi, et Macron qui en est le produit achevé se pose en pourfendeur du capitalisme "devenu fou" : C'est la même méthode, la même idéologie, celle de l'extrême droite avançant masquée pour le compte de l'oligarchie financière internationale.

- Emmanuel Macron dénonce les «dérives d'un capitalisme devenu fou» - Le Parisien 12 juin 2019

Emmanuel Macron a dénoncé mardi devant l'Organisation internationale du travail à Genève les dérives d'un « capitalisme devenu fou » au sein d'organisations comme le FMI ou l'OMC, qui privilégient les ajustements économiques aux droits sociaux.

Plus globalement, il a réclamé le retour à une « économie sociale de marché où chacun trouve sa part », au lieu d'une « captation des richesses par quelques-uns ». Sinon « on nourrit les extrêmes », a-t-il expliqué, comme l'an dernier au Forum de Davos.

« Quelque chose ne fonctionne plus dans ce capitalisme qui profite de plus en plus à quelques-uns. Je ne veux plus que nous considérions que le sujet d'ajustement économique et de la dette prévaut sur les droits sociaux », a lancé Macron.

« Quand le peuple ne trouve plus sa part de progrès », il peut être « attiré par l'autoritarisme, qui dit : la démocratie ne vous protège plus contre les inégalités de ce capitalisme devenu fou. Nous allons faire des murs, des frontières, sortir de ce multilatéralisme, il est mou. »

« On ne peut pas défendre ce que je dis à l'OIT et dire ensuite au FMI ou autour de la table du Conseil européen : vous allez vous ajuster face à la crise financière et réduire vos droits sociaux. Ça doit être terminé », a-t-il insisté, plaidant la cohérence.

« Ou dire à l'OMC : c'est formidable le commerce, il faut négocier des accords avec tout le monde, quelle que soit leur sensibilité sociale et environnementale. Et vive le dumping, ça ira mieux, ça enrichit tout le monde », a-t-il ajouté, se défendant de tenir un discours « crypo-marxiste » à l'OIT et libéral en France.

Le chef de l'Etat a souhaité que le G7 organisé fin août à Biarritz appelle tous les pays à se doter d'ici 2030 d'un système de protection sociale pour tous. Il a aussi appelé à un « ordre public social » incluant un salaire minimum, comme la France le défend au niveau européen, et la création d'un « fonds à impact social et environnemental ». « La crise que nous vivons peut conduire à la guerre et à la désagrégation des démocraties », a-t-il averti. Le Parisien 12 juin 2019

En Marche vers le totalitarisme avec le parti unique ou de l'extrême centre à l'extrême droite "***peu importe la provenance de vos idées***".

- "Quelque chose de totalitaire": les socialistes accusent Marlène Schiappa de vouloir un parti unique - RT 9 juin 2019

Le 8 juin, dans une tribune parue dans le Journal du dimanche, la secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes Marlène Schiappa, ainsi que les députés La République en marche (LREM) Laurent Saint-Martin et Olivia Grégoire, ont appelé les députés issus de divers bords politiques à faire «passer leur pays avant leur parti». Pour les trois signataires, la défaite des partis de gauche et de droite traditionnels lors des récentes élections européennes, témoigne du désir des Français de recomposition du paysage politique.

«Le traditionnel clivage gauche-droite doit être dépassé pour une majorité de nos concitoyens, et cela ne date ni des européennes ni de la dernière présidentielle. Voilà des années que déçus et délaissés de la politique se prononcent en faveur de l'abstention ou des partis extrêmes», déclarent-ils. Et d'ajouter : «Si affirmer simplement "nous sommes de droite" avait encore un sens, alors François-Xavier Bellamy aurait gagné les élections européennes. Si déclarer "nous sommes de gauche" suffisait à convaincre les électeurs de gauche, alors Raphaël Glucksmann aurait largement dépassé les 20%.»

«Etes-vous prêts à porter et défendre des idées, peu importe leur provenance, au service des Français ? Si oui, alors venez marcher avec nous. Nous ne serons pas d'accord sur tout?: c'est ce qui fait (encore) la beauté du débat d'idées. Mais nous serons rassemblés sur une destination», concluent-ils. RT 9 juin 2019

Le parti unique, il est déjà en place.

- Philippe obtient avec 363 voix une large confiance de l'Assemblée - AFP

- Banlieues: critiqué il y a un an, le gouvernement défend son bilan - AFP

- Discours de politique générale : «Sur l'écologie, une progression notable», note Matthieu Orphelin - Le Parisien

- Retraites : Olivier Faure "pas hostile par principe" à un système universel par points - Franceinfo

- Belloubet veut un seuil d'irresponsabilité pénale à 13 ans - AFP

La ministre de la Justice Nicole Belloubet a annoncé jeudi sa volonté d'établir un seuil d'irresponsabilité pénale à 13 ans, un "progrès" salué par les syndicats de magistrats... AFP

- Mali : trois civils tués par un tir de l'armée française sur un véhicule jugé suspect - Le Parisien

Trois civils tués au Mali. L'Armée française fait état ce mercredi d'un incident mortel dans le cadre de l'opération Barkhane. Le Parisien

LVOG - A bas l'occupation du Mali par l'impérialisme français !

Et ils comptent bien y rester (en place).

- Macron, cap sur la présidentielle de 2022 - Le Parisien 11 juin 2019

Un second mandat en 2022 ? Y penser toujours, n'en parler jamais ! Dès la présidentielle de 2017, Emmanuel Macron a conçu son action sur dix ans. Deux quinquennats, donc. (Le Parisien s'en réjouit déjà ! - LVOG)

Un cadre haut placé de la macronie regrette de voir les partis traditionnels, comme LR et le PS, si affaiblis : « J'aimerais autant qu'il y ait des amortisseurs entre nous et le RN… ». « La démocratie, c'est la circulation du pouvoir. Un jour, nous perdrons les élections. N'accréditons pas nous-mêmes l'idée que la seule alternative, ce serait le RN. Ce serait dangereux, déplore aussi le député LREM Hugues Renson. Il est important que d'autres formations politiques existent ! Soyons vigilants. » Le Parisien 11 juin 2019 LVOG - Encore faudrait-il que leurs dirigeants partagent votre idéologie, hors cela prend du temps pour les former et les sélectionner, écarter les brebis galeuses ou détecter ceux qui ne sont pas fiables ou loyaux et les éliminer...

Le recrutement ou la sélection est en cours...

- Qui sont les 72 élus de droite et du centre qui ont signé la tribune en soutien au gouvernement ? - Franceinfo 10.06

- La présidente du groupe Les Républicains à la mairie de Paris quitte le parti - Franceinfo 10.06

Et rejoint LREM.

Les déchets sont inévitables et poussés vers la sortie..

- La députée Sandrine Josso quitte LREM pour être « en accord avec ses valeurs » - Le Parisien 11 juin 2019

Il y a quatre jours, Aina Kuric, élue de la Marne, avait justifié de la même manière son départ du parti LREM, partageant sa « honte » et sa « déception ». Elle est toutefois restée apparentée au groupe parlementaire LREM.

La députée Sandrine Josso, qui, elle, quitte à la fois le mouvement et le groupe LREM de l'Assemblée, siégera désormais au groupe « Libertés et Territoires ».

Ce n'est pas la première élue macroniste à rejoindre ce groupe, regroupant pêle-mêle des députées corses, centristes ou de gauche. On y trouve en effet François-Michel Lambert et Paul Molac, jamais inscrits chez LREM, mais aussi les démissionnaires Jean-Michel Clément et M'jid El Guerrab. Ce dernier avait dû quitter le groupe et parti présidentiel après sa violente altercation violente avec un élu socialiste dans les rues de Paris.

Frédérique Dumas, issue du groupe UDI-Agir, a également rejoint Libertés et Territoires ce mardi. Ce groupe créé en octobre 2018 et qui se revendique indépendant, passe donc de 16 à 18 membres. Le Parisien 11 juin 2019

D'autres font du zèle. Déshumanisation et désocialisation En Marche.

- "C'est elle ou nous" : deux députés menacent de quitter LREM si le parti n'exclut pas Agnès Thill après ses propos sur la PMA - francetvinfo.fr 10.06

Agnès Thill explique (notamment) que la loi bioéthique, qui prévoit l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes, "restera dans l'histoire comme celle qui aura évincé les pères de la naissance et de l'éducation des enfants".

Raphaël Gérard et Laurence Vanceunebrock-Mialon, et de l'Allier :

Raphaël Gérard, députés LREM de Charente-Maritime : Sous couvert de naïveté, elle dit des choses absolument terribles. Si vous décryptez bien, elle sous-entend que le modèle hétérosexuel est supérieur à tous les autres, qu'il y aurait une minorité (les personnes LGBT) qui chercherait à imposer un mode de vie...

Notre position n'est plus tenable, on ne peut pas continuer comme ça. La ligne rouge a déjà été franchie depuis longtemps. Si on n'est pas capables de l'exclure, c'est nous qui prendrons la porte. francetvinfo.fr 10.06

Et dire que l'extême gauche partage la même idéologie que LREM !

Fabrication du consentement et numéro d'équilibrisme.

Un Français sur deux approuve les mesures annoncées par Édouard Philippe - L'Express.fr 14.06

Seule la création d'un "âge d'équilibre pour les retraites", qui instaure une décote sur les pensions de retraite avant 64 ans, a été mal reçue (66% de mécontents).

Un discours très peu suivi

Les nouvelles ne sont pourtant pas toutes bonnes pour le gouvernement. Outre les sympathisants de LREM (96%), seuls ceux des Républicains ont répondu positivement au discours du Premier ministre (56%).

Surtout, l'intervention d'Édouard Philippe a été très peu regardée : un Français sur cinq seulement l'a suivie, même indirectement, et seulement un sur deux (54%) en a au moins vaguement entendu parler. Ce qui laisse près d'un Français sur deux (46%) n'ayant absolument pas entendu parler de ce discours et de son contenu - le niveau d'exposition le plus bas pour une intervention de l'exécutif jamais enregistré par Odoxa. L'Express.fr 14.06

LVOG - Vivre pour travailler jusqu'à en crever !

Retraites : "Tout le monde devra travailler un peu plus", affirme Sibeth Ndiaye - Franceinfo 13.06

L'âge pivot ne fait pas consensus ? "Il y a encore des discussions, mais ce que l'on constate aujourd'hui c'est que les Français ont un âge légal pour partir à la retraite, qui est de 62 ans, mais la plupart d'entre eux partent à 63 ans, 63 ans et demi. Aujourd'hui c'est important d'avoir une baisse de référence, mais il faut aussi comprendre que tout le monde devra travailler un peu plus pour une bonne raison, parce que l'on vit un peu plus longtemps", indique la porte-parole du gouvernement. Franceinfo 13.06

LVOG - Je vous ai épargné la déclaration de Martinez (CGT), contrairement au POID, vous aurez deviné pourquoi, n'est-ce pas ? On ne sert pas la soupe à cette pourriture.

Au fait, cette décote scélérate, elle existe déjà, j'ai vu ma retraite (générale) amputée de 37% pour être réduite à 242, 97 euros, alors que j'ai cotisé 20 ou 21 annuités, la moitié de ce qui est requis pour percevoir une retraite à taux plein, et cela ne vous a pas empêché monsieur Martinez (et ses prédécesseurs et collèges des autres syndicats) de continuer à arpenter les allées du pouvoir, vous n'en avez rien à foutre des retraités ou des travailleurs en général, n'est-ce pas ?

Avec leur calcul pourri, si j'avais cotisé 42 annuités j'aurais eu une retraite entre 666 et 800 euros, attention, en continuant de bosser jusqu'à au moins 70 ans ! Comme quoi j'ai eu raison de diviser par deux et de prendre ma retraite à 35 ans en Inde ! L'art de la politique, c'est prévoir, de survivre aussi !

Stratégie du chaos, destabilisation des Etats. Manipulation des consciences, intoxications et provocations.

Chine

La peur de l'extradition vers la Chine plonge Hong Kong dans des violences sans précédent - AFP 13 juin 2019

Les affrontements faisaient écho à l'immense "Mouvement des parapluies" en faveur de la démocratie de l'automne 2014...

LVOG - Qui pilotait ce "*Mouvement des parapluies*" ? Réponse : la NED/CIA (lire la causerie de 2014)

Qui a pris la défense de ces manifestations ? De grands humanistes forcément :

- Trump qui a dit mercredi espérer que les manifestants soient "capables de trouver une solution avec la Chine"...

- Jeremy Hunt, le ministre britannique des Affaires étrangères a appelé Hong Kong à "écouter les inquiétudes" de ses citoyens.

- L'Union européenne en a rajouté une couche en appelant au "respect" des droits des protestataires, tout en soulignant "partager plusieurs" de leurs inquiétudes.

- Amnesty Internationale qui en a profité pour se livrer à une manipulation en affirmant que la police "a profité des actes violents d'une petite minorité pour en tirer prétexte et recourir à un usage excessif de la force contre la vaste majorité des manifestants pacifiques".

- Hong Kong est ébranlé par les pires violences politiques depuis sa rétrocession à la Chine - AFP 13 juin 2019

- La police usant de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène contre les manifestants... AFP 13 juin 2019

LVOG - Que dire de la France de Macron (après Hollande) avec les LBD, GMD et Cie. ? La répression, où en France, cela n'existe ni pour Macron ni pour son Agence Française de propagande...

- 40 000 nouvelles grenades à main pour les forces de sécurité intérieure - RT 12 juin 2019 Le ministère de l'Intérieur étoffe l'équipement de ses effectifs de police et de gendarmerie en attribuant à l'entreprise Alsetex, le 2 mai, l'appel d'offres appelant à livrer pour ses forces intérieures 40 000 nouvelles grenades à main à effet assourdissant (GMD) utilisées en matière de maintien de l'ordre.

Cet appel d'offres pesant 1,84 million d'euros et lancé le 25 août 2018 était antérieur aux polémiques liées à cette arme qui a occasionné de graves blessures au cours des opérations de maintien de l'ordre, lors de la crise sociale des Gilets jaunes. Toutefois, comme le relève le site d'investigation indépendant Bastamag, la commande de cette arme classée «matériel de guerre de catégorie A2» tombe très mal, après des dizaines de cas de blessures graves, voire de mutilations, impliquant l'usage de ces grenades.

Par ailleurs, depuis le début de cette crise sociale, le ministère de l'Intérieur a enregistré 4 952 jets de GMD. En 2016, Beauvau n'en avait comptabilisé que 866 pour toute l'année.

Déjà, au mois de décembre 2018, une polémique avait éclaté lorsque le ministère de l'Intérieur avait passé commande de plus de 1 000 lanceurs de balle de défense (LBD) pour la gendarmerie, et la police nationale alors que l'arme avait été impliquée dans des cas d'éborgnements en marge de manifestations des Gilets jaunes. RT 12 juin 2019

Pour la cheffe de l'IGPN, il n'y a pas eu de «violences policières» - Sputnik 14.06

Dans une interview accordée au Parisien, Brigitte Jullien, la cheffe de la «police des polices», l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), a commenté les enquêtes ouvertes depuis le début du mouvement des Gilets jaunes et visant des membres des forces de l'ordre. Elle a «totalement» réfuté le terme de «violences policières».

«Je réfute totalement le terme de violences policières. Il y a eu des blessures commises à l'occasion de manifestations durant lesquelles la police a fait usage de la force. Notre travail est de chercher à savoir si cet usage était légitime et proportionné», a-t-elle précisé. Sputnik 14.06

Russie

- La marche en soutien au journaliste Golounov réprimée par la police à Moscou - AFP 13 juin 2019

Au lendemain de la libération surprise du journaliste russe Ivan Golounov...

LVOG - Qui a pris la défense de cette manifestation ? Les mêmes que pour la Chine, normal.

- Le Conseil de l'Europe a appelé à respecter "le droit de réunion".

- Amnesty International a dénoncé le "mépris" des autorités russes pour "la solidarité et les droits", exigeant la "libération immédiate et sans conditions" des personnes interpellées...

- Reporters sans frontières (RSF) AFP 13 juin 2019

- L'AFP a "oublié" de préciser que cette manifestation était interdite (Source : RT 12 juin 2019)

LVOG - Un coup tordu monté de toutes pièces contre Poutine ?

Les autorités ont fait savoir que deux hauts responsables de la police avaient d'ores et déjà été limogés. La justice russe est désormais chargée d'évaluer «la légalité des actions des policiers qui ont interpellé» Ivan Golounov. RT 12 juin 2019

Et l'intox de l'Otan/CIA fonctionne à fond, la preuve, il y en a qui la soutiennent.

latribunedestravailleurs.fr (POID)

- 12 juin 2019 – A Hong Kong, des milliers de manifestants se sont à nouveau réunis aux abords du Parlement rejetant une loi du gouvernement pro Pékin visant à faciliter les extraditions vers la Chine continentale. Des barricades ont été érigées afin de bloquer le trafic routier. L'examen du texte est ajourné.

11 juin 2019 – En Russie, un journaliste indépendant, Ivan Golounov, accusé de trafic de drogue, a été disculpé après une mobilisation « historique ». Partie des rédactions des journaux moscovites, la mobilisation s'est vite répandue avec par exemple des centaines de personnes qui faisaient la queue depuis vendredi pour manifester, seules, devant le siège de la police. L'association Reporters sans frontières (RSF) a salué une « mobilisation historique de la société civile (…) Désormais, ceux qui ont essayé de monter ce coup contre lui doivent être jugés. Nous restons mobilisés pour les autres journalistes détenus en Russie ».

Et ce n'est pas tout. Quand le POID fait dans le social-patriotisme.

Daniel Gluckstein dans son éditorial du 12 juin 2019 intitulé *L'indépendance de classe : un enjeu*, consacré à la défense du statut privilégié de l'aristocratie ouvrière (CAC 40) et des fonctionnaires, il va regretter que les entreprises du CAC 40 qui réalise plus de profits et suppriment des emplois.

Daniel Gluckstein - Dans une note intitulée « Nouveau record pour les dividendes » (4 juin), le pôle économique de la CGT nous apprend qu'en 2018 les actionnaires du CAC 40 ont touché 51 milliards d'euros de dividendes, 10 % de plus que l'année précédente.

Cette progression des dividendes, à défaut d'être juste socialement, est-elle au moins « un indice du renouveau industriel français » ? interroge la note. Réponse négative : entre 2010 et 2017, les entreprises du CAC 40 ont versé à leurs actionnaires des dividendes en augmentation de 44 % et supprimé 20 % de leurs effectifs en France ! Ainsi, des centaines de milliers d'emplois sont sacrifiés (et des milliards d'euros de ce fait soustraits à la Sécurité sociale et à l'impôt en France) pour permettre à ces groupes d'augmenter leurs effectifs « dans des pays où la protection des salariés est réduite à son minimum » et ainsi de rétribuer encore plus grassement actionnaires et spéculateurs !

Indiscutablement, la CGT est dans son rôle en publiant des chiffres qui sont autant d'accusations contre le système capitaliste. Fin de l'extrait.

LVOG - Décidément , quels anticapitalistes ces dirigeants de la CGT ! Voyons plutôt de quoi il s'agit.

Les Echos - 72 %. C'est la part du chiffre d'affaires des entreprises du CAC 40 réalisée hors de France.

La croissance des sociétés de l'indice phare entre 2008 et 2011 provient ainsi pour la quasi-totalité (86 %) de la progression de leur chiffre d'affaires hors de nos frontières.

Certaines sociétés se sont distinguées ces dernières années : en particulier, quatre entreprises de l'indice phare ont vu leur chiffre d'affaires à l'étranger augmenter de plus de 30 %, depuis 2008, souligne Ernst & Young. En tête, Safran (avec une hausse

de 146 %)... BNP Paribas (+ 70 %), LVMH (+ 41 %) et Danone (+ 32 %) arrivent derrière le groupe d'aéronautique et défense. (Source : Les Echos 23/12/12)

lerevenu.com - Les entreprises du CAC 40, réalisent 57% de leurs ventes en Europe (dont la France), 15% aux États-Unis, 23% dans les pays émergents (dont 2% en Chine) et 5% dans le reste du monde.

Parmi les sociétés françaises de l'indice Stoxx 600, Accorhotels réalise 72% de son activité hors France, Air France-KLM 68%, Alstom 81%, Arkema 92%, Atos 82%, Axa 78%, Bic 92%, BNP Paribas 67%, Capgemini 80%, Danone 90%, Dassault Systèmes 84%, Faurecia 85%, Hermes International 86%, Imerys 83%, JC Decaux 81%, Lagardère 70%, L'Oréal 90%, LVMH 90%, Michelin 91%.

Pour Pernod Ricard c'est 93% de ses ventes hors France, Peugeot 75%, Plastic Omnium 90%, Rémy Cointreau 98%, Renault 77%, Rexel 81%, Safran 79%, Saint-Gobain 75%, Sanofi 93%, Schneider Electric 93%, Scor 97%, Sodexo 85%, STMicroelectronics 98%, Suez 64%, Thales 76%, Total 78%, Valeo 92%, Veolia 71%. (Source : lerevenu.com 14/11/2017)

multinationales.org - Au 31 décembre 2017, les groupes du CAC40 avaient plus de 5 millions de salariés dans le monde entier. Que pèse exactement la France dans leur effectif ? Sept firmes de l'indice boursier ne publient pas de chiffres précis à ce sujet. Pour les autres, la proportion de salariés français dans l'effectif mondial à la fin de l'année dernière était de 26%. Un chiffre en nette baisse, puisque cette proportion était encore de 35% en 2010. Cette baisse n'est pas liée à une réduction d'activité, bien au contraire. Entre 2010 et 2017, le chiffre d'affaires cumulé des groupes du CAC40 (composition actuelle) a augmenté de 10%. Et leur effectif mondial a augmenté de 2,44%. Pourtant, leur effectif en France - pour les groupes qui publient ces chiffres - a baissé de près de 20% (ou de « seulement » 15,6% si l'on enlève Engie et Kering, qui ont connu des cessions ou changements de périmètre particulièrement importants).

Seules neuf entreprises du CAC sur quarante ont vu leur effectif en France augmenter sur la période.

Le phénomène paraît particulièrement accentué dans le secteur de l'industrie. Renault a vu son chiffre d'affaires augmenter de 51% entre 2010 et 2017, son effectif mondial de 48%, mais son effectif français baisser de 12%. Même constat chez Michelin qui a vu son chiffre d'affaires croître de 22%, mais son effectif en France décroître dans les mêmes proportions (avec un effectif mondial en légère augmentation). Danone a vu son chiffre d'affaires augmenter de 45% sur la période, avec un effectif mondial en légère hausse de 3,8%, mais son effectif en France a baissé de 9%.

D'après les chiffres disponibles, seules sept entreprises du CAC40 ont vu leur effectif français évoluer plus favorablement que leur effectif global entre 2010 et 2017. Dans quatre de ces cas, l'effectif a seulement baissé moins rapidement en France qu'au niveau global ; dans les trois autres cas (Axa, Pernod et Société générale) il est en augmentation modeste. Il n'y a que trois groupes (Société générale, ST et Vivendi) dont l'effectif en France ait évolué plus favorablement entre 2010 et 2017 que leur chiffre d'affaires, lequel a baissé dans les trois cas. (...)

En ce qui concerne les données financières cette fois, la situation est beaucoup plus nébuleuse. (...)

En ce qui concerne la localisation – beaucoup plus sensible – des bénéfices et des impôts versés, les données sont encore plus rares et encore plus à prendre avec des pincettes.

Sur les 30 firmes du CAC40 qui donnent des détails à ce sujet, une petite dizaine affiche une part du chiffre d'affaires en France inférieure à 10%. Cette part descend à 1,5% dans le cas de STMicro, 3,8% pour Solvay, et entre 6,6 et 6,8% pour Sanofi, Schneider Electric et LafargeHolcim. À l'autre extrémité, on trouve les entreprises du BTP et de l'immobilier : Bouygues (63,8%), Vinci (58,8%), Unibail (55,2%). Réalisent également une part significative de leur chiffre d'affaires en France certaines banques (Crédit agricole, Société générale) ainsi que Carrefour et Orange.

Parmi le tout petit nombre de firmes qui déclarent la part de leurs bénéfices en France, Orange est la seule où celle-ci (69%) est supérieure à la fois à la part de la France dans le chiffre d'affaires (43,9%) et dans l'effectif (39,3%). (Source : multinationales.org 20 juin 2018)

LVOG - Faut-il encore commenter ?

Il est clair que plus une entreprise réalise son chiffre d'affaires dans un pays hors de France, plus elle a intérêt à y délocaliser son activité ou à produire sur place les marchandises destinées au marché local, au lieu de payer des frais de transport inutiles et onéreux à la fois en matières première vers ses unités de production, puis expédier les produits finis vers le marché destinataire qui peut être à des milliers de kilomètres, c'est logique ou dans l'ordre des choses de la mondialisation.

Le capitalisme est le capitalisme, dès lors, soit on l'affronte ou on veut le faire passer pour autre chose en faisant naître des illusions dans la tête des travailleurs, à ma connaissance, ce n'est pas le meilleur moyen de le combattre et de gagner des militants

au socialisme, non ?

Il faudrait qu'on nous explique pourquoi les marchandises consommées dans un pays devraient être fabriquées dans un autre pays, pourquoi dans ce cas précis la production et ce qui en découle en terme d'emplois, devrait être réservé à certains pays au détriment de ceux auxquels cette production est destinée, ce qui signifie que certains pays auraient le droit de produire et d'accaparer le marché du travail, tandis que d'autres seraient tout juste bons à consommer, ce qui est le meilleur moyen de les maintenir sous la dépendance des pays capitalistes économiquement les plus développés ou de les empêcher de se développer tout court. C'est la logique du colonialisme pratiqué par l'impérialisme que nous combattons ou que nous devrions combattre, puisque apparemment nous ne sommes pas tous d'accord.

Alors quelle position adoptée face à ce phénomène implacable qui devrait s'amplifier ?

Certainement pas celle qui consiste à s'opposer à toute réduction d'emplois ou fermeture d'unités de production des entreprises du CAC 40 ou exportatrices en expliquant que c'est pas beau ou injuste, d'une part parce que cela ne servirait à rien, ces emplois seraient de toutes manières supprimés ou ces unités de production fermées que les travailleurs se mobilisent ou non, leur faire croire le contraire est criminel, d'autre part parce que les travailleurs qui bénéficieront de ces créations d'emplois ou de l'ouverture de nouvelles usines s'en réjouiront, même si c'est au détriment de leurs collègues situés parfois à l'autre bout de la terre, sauf à vouloir les opposer les uns aux autres ou estimer que les uns auraient des droits supérieurs aux autres.

Il est donc préférable de s'y opposer en expliquant aux travailleurs visés par ces suppressions d'emplois qu'ils sont victimes du développement du capitalisme, et que c'est le capitalisme lui-même qu'ils doivent condamner ou avec lequel ils doivent rompre pour les gagner au socialisme, que c'est la seule voie pour en finir avec le chômage qui guette un jour ou l'autre n'importe quel travailleur du secteur privé ou marchand, car seul un Etat ou un gouvernement ouvrier ne les abandonnerait jamais au triste sort que leur réserve le capitalisme et son Etat, en cas de suppression d'emplois ou de fermeture d'usines auxquelles il ne s'opposerait pas forcément si elles étaient justifiées, il leur allouerait une allocation équivalente à leur revenu en attendant qu'ils retrouvent un emploi équivalent à celui qu'ils occupaient antérieurement ou il leur procurerait un autre emploi à leur convenance. Il en irait de même des métiers ou des emplois inutiles ou parasites qui disparaîtraient, dans le secteur bancaire, des assurances, de la publicité, de l'armée, la police, etc.

La logique de Gluckstein conduit à un affrontement non pas avec le capitalisme, mais à dresser les travailleurs du monde entier les uns contre les autres, en cela il rend un fier service aux capitalistes, dès lors que leurs intérêts ne peuvent qu'apparaître opposés dans le cadre du capitalisme, au lieu de les situer au-delà du capitalisme dans la perspective du socialisme. Quand on a abandonné cet objectif, on tombe fatalement dans l'opportunisme.

En complément à la propagande de l'Otan.

- Une pétition de 80 000 soutiens pour Pia Klemp, l'activiste allemande poursuivie en Italie pour avoir aidé des migrants en mer
- Franceinfo 12.06

La capitaine de navires de sauvetage est accusée d'avoir secouru illégalement des migrants en mer Méditerranée, de 2016 à 2017.

Ils osent tout.

- Kosovo: Clinton en invité d'honneur pour fêter "vingt ans de liberté" - AFP 12 juin 2019

Le Kosovo a invité l'ancien président américain pour fêter mercredi le 20e anniversaire de l'intervention de l'Otan, qui avait de facto mis un terme à la tutelle de Belgrade sur son ancienne province méridionale. AFP 12 juin 2019

- Soudan: Emissaire américain pour inciter au dialogue entre militaires et contestataires - AFP 10.06

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Hôpital: les syndicats tentent d'étendre la grève - AFP11 juin 2019

Encouragés par la colère des services d'urgence qui dure depuis trois mois et a poussé Agnès Buzyn à de premières concessions

la semaine dernière, des personnels hospitaliers se sont mobilisés mardi, jour du vote de la loi Santé au Sénat.

A Paris, en fin de matinée, une centaine de manifestants se sont rassemblés devant le ministère, dont une majorité de militants CGT, FO et SUD, a constaté une journaliste de l'AFP. Les syndicats avaient appelé à cette journée de mobilisation pour "élever le rapport de force" face à la ministre de la Santé.

A leurs côtés se trouvaient des membres du collectif Inter-Urgences, à l'origine du mouvement parti de la capitale mi-mars et qui n'a cessé de s'étendre depuis, avec selon le collectif 95 services d'urgences en grève dimanche.

Reçus à Paris par le directeur adjoint de cabinet de Mme Buzyn, les représentants syndicaux n'ont pas caché leur déception. "Nous ne sommes pas entendus, il va falloir nous montrer plus agressifs, plus virulents", a affirmé l'urgentiste Christophe Prudhomme, de la CGT-Santé.

"Le mouvement de grève est illimité, tant qu'on n'aura pas ce qu'on veut on n'arrêtera pas", a ajouté Candice Laparge du collectif Inter-Urgences.

Mme Buzyn avait déjà tenté jeudi dernier, alors que plus de 200 urgentistes manifestaient à Paris, de désamorcer la crise en promettant une "stratégie d'ensemble" mêlant primes pour les personnels, crédits pour les travaux nécessaires et commande d'un rapport pour l'automne.

Des mesures qu'elle a rappelées mardi mais qui ont été jugées "insuffisantes" par le collectif Inter-Urgences et les syndicats.

Plusieurs actions ont également eu lieu en régions.

Les urgentistes du centre hospitalier de Valence (Drôme) ont débrayé pendant cinq minutes. "On ne retrouve plus l'essence du métier qui était de prendre soin, prendre le temps", s'est désolée Mélanie Chambre, infirmière ici depuis 7 ans.

Ils étaient plusieurs dizaines (soignants, techniciens, agents administratifs...) à se réunir à Lille devant l'agence régionale de santé. "Les urgences vont très mal, les secteurs gériatrique et psychiatrique souffrent, les personnels n'en peuvent plus", a fait valoir Christophe Zauwers, militant CGT et agent de l'hôpital de Denain (Nord).

A Nice, pour la première fois depuis l'annulation de nombreuses opérations en septembre au CHU (environ 8.000 salariés), le doyen de la faculté de médecine Patrick Baqué est sorti du rang pour se joindre au personnel mobilisé devant l'hôpital.

"Il n'y a pas d'écoute, pas de dialogue", a-t-il affirmé, déplorant "une gestion autoritaire voire autoritariste de l'hôpital qui aboutit à un sentiment d'abandon et d'humiliation de plusieurs catégories de personnel".

La ministre de la Santé a de son côté défendu son action, qui "ne peu(t) pas se réduire à ce (qu'elle a) annoncé la semaine dernière", a-t-elle affirmé à Libération.

"Les urgences payent lourdement tous les problèmes d'organisation" et "il n'y a pas de mesures miracles qui permettraient d'éteindre le feu rapidement", a-t-elle ajouté.

Mme Buzyn a assuré que son projet de loi Santé visait notamment à "améliorer l'accueil en ville en amont" et à "ne pas laisser les urgences seules faire face à l'afflux de patients" dans les établissements.

Le texte, adopté fin mars par les députés, a été adopté en première lecture mardi par le Sénat.

Sur le terrain, cette réforme semble bien éloignée des préoccupations immédiates. "J'ai vu l'hôpital se dégrader parfois, mais là c'est la dégringolade", raconte Andrée, aide-soignante depuis 38 ans à Gien (Loiret).

Ces deux dernières semaines, le mouvement de grève a franchi un palier avec la recrudescence d'arrêts de travail pour échapper aux assignations: à Lons-le-Saunier, puis à Paris (Saint-Antoine, Lariboisière), des médecins et des infirmiers se sont faits porter pâles, poussant les autorités sanitaires à recourir aux réquisitions ou au volontariat des autres soignants.

Pour contenir cette poussée de fièvre, le directeur de l'AP-HP, Martin Hirsch, a promis "des réponses fortes", à commencer par une hausse des effectifs de ses services d'urgence "parallèlement au nombre de patients", et ce "maintenant, en 2019".

Ces renforts se feront via "des embauches supplémentaires, on ne les prend(ra) pas dans certains hôpitaux", a-t-il affirmé sur France Info. Rappelant sur BFMTV qu'il s'agissait "d'une centaine de postes qu'on a proposé de rajouter aux urgences", il a insisté

sur le fait que la direction de l'AP-HP "s'engage dans la durée, dès maintenant et pour les années qui viennent".

ECONOMIE

Russie

- Pourquoi l'accord entre l'opérateur russe MTS et Huawei effraie les USA - sputniknews.com 14.06

Washington considère la compagnie Huawei comme une menace à la sécurité nationale des USA, et l'accord entre le géant chinois et l'opérateur russe MTS pour le développement de la technologie 5G inquiète sérieusement les experts américains. «Huawei permettra à la Russie de devancer l'Amérique», met en garde la chaîne CNN.

L'accord de développement des technologies 5G en Russie a été signé par Huawei et MTS à la veille du Forum économique international de Saint-Pétersbourg 2019. La cérémonie officielle s'est déroulée au Kremlin en présence des chefs d'État Vladimir Poutine et Xi Jinping.

L'opérateur russe a fait part de son intention d'investir en cinq ans plus de 20 milliards de roubles, soit près de 273 millions d'euros, dans les réseaux de 5e génération. MTS et le gouvernement russe ont signé un accord sur la mise en place de la 5G à Moscou, prévoyant des essais de cette technologie au Centre des expositions VDNKh dans les mois à venir. Le lancement des réseaux commerciaux est prévu pour 2022.

Les experts ont déjà déclaré que l'accord entre Huawei et MTS était une preuve de grande confiance mutuelle entre Pékin et Moscou. Pendant que les analystes tentent de deviner comment la Chine remerciera la Russie pour cet accès au marché, la coopération entre les deux pays pour le développement des technologies 5G a semé la panique en Occident.

«Alors même que les USA s'efforcent de persuader leurs alliés que Huawei représente une immense menace à la sécurité, la Russie a confié aux Chinois la mise en place de la technologie sans fil de future génération», constate le quotidien The New York Times.

Washington a interdit aux entreprises américaines d'utiliser les équipements de Huawei, accusant cette compagnie d'espionnage technologique et de récolte d'informations secrètes dans différents pays. Cette décision a constitué l'une des principales raisons de l'aggravation des relations Chine-USA et de la rupture des négociations sur un nouvel accord commercial bilatéral.

Sous la pression de la Maison-Blanche, les plus grandes compagnies technologiques américaines, notamment Google, Microsoft, Intel, ARM, Qualcomm et Broadcom, ont refusé de fournir des logiciels, des technologies et des équipements au géant chinois. On cherche également à repousser la compagnie du marché européen des communications. En mars, Washington a menacé Londres et Berlin de réduire l'échange de renseignements si les Britanniques et les Allemands permettaient aux Chinois de mettre en place sur leur territoire des systèmes de communication mobile de 5e génération.

Huawei est le troisième plus grand producteur de smartphones derrière la compagnie sud-coréenne Samsung et l'américaine Apple.

L'administration américaine a reconnu à plusieurs reprises que la compagnie chinoise représentait «une menace pour [notre] leadership dans la course pour la création des technologies mobiles du futur».

Comme le souligne la chaîne CNN, la Chine et la Russie ne font que renforcer ces craintes: leur coopération permettra aux deux pays de faire un bond dans le domaine des technologies internet.

«L'interdiction de Huawei risque de ralentir la mise en place des réseaux 5G dans le pays, et l'Amérique risque de prendre du retard sur la Chine. Désormais, même la Russie, qui ne fait généralement pas partie des leaders dans le domaine des hautes technologies, pourrait passer en tête», avertit CNN.

En février, l'ex-conseiller du président américain à la sécurité nationale James Jones avait parlé du retard sur les Chinois en matière de réseau 5G. Or le leadership dans ce secteur est crucial: l'internet mobile à très haut débit va entraîner une révolution dans l'économie numérique.

«De toute évidence, la 5G deviendra la technologie la plus révolutionnaire du siècle, et la Chine a toutes les chances de remporter la victoire dans cette compétition. Tous ceux qui éviteront de coopérer avec Huawei risquent également de prendre du retard parce que le monde avance vers la prochaine étape des communications numériques», avait souligné James Jones.

Les USA craignent également une autre menace découlant de la coopération Huawei-MTS: l'apparition d'un «rideau de fer» sur internet, c'est-à-dire d'une séparation du Web mondial en plusieurs réseaux nationaux.

«De plus en plus de pays, Chine en tête, se révoltent contre le principe de l'internet ouvert, les gouvernements protègent fermement les frontières de leurs propres réseaux internet, forcent les concurrents étrangers à stocker les données localement et à y garantir un accès aux organes de sécurité intérieure», indique CNN.

La scission imminente de l'internet a été également évoquée l'an dernier par l'ex-directeur général de Google, Eric Schmidt. D'après ce dernier, nous nous dirigerions vers «un internet dirigé par la Chine et un internet non-chinois avec les USA en tête».

Cette tendance s'est développée pendant une longue période grâce à Pékin, qui exportait volontiers ses technologies et son expertise afin d'aider ses partenaires à créer leurs propres réseaux internet fermement contrôlés. Mais, précise CNN, en menant une campagne agressive contre la Chine, l'Iran et la Russie, Washington a significativement renforcé la tendance à la scission de l'internet. L'apparition de différentes normes et règles nationales encadrant les réseaux informatiques est une perspective de plus en plus réelle, ce qui risque, selon la chaîne, de «faire disparaître l'internet auquel nous nous sommes habitués».
sputniknews.com 14.06

Haut de page

Le 17 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

Au moins on ne s'emmerde pas sur ce portail, n'est-ce pas ? On a abordé un tas de sujets tabous depuis bientôt 11 ans, ce qui nous a permis de progresser, contrairement à tous ceux qui sont restés bloqués sur leurs dogmes, on les plaint sincèrement. Je n'ai pas toujours été à la hauteur des questions que l'actualité nous imposait, parce que je n'y étais pas préparé.

Il a fallu étudier un tas de sujets en se débarrassant de tout a priori. Evidemment les premiers jets ne furent pas toujours très heureux, on rectifia par la suite, d'où l'intérêt de revenir sans cesse sur notre ouvrage pour l'améliorer ou parvenir à quelque chose de satisfaisant et de cohérent.

Le plus grand défi quand on est isolé, c'est de détecter nos erreurs pour les corriger, surtout quand à l'origine on n'est pas un intellectuel. Cela nécessite une discipline et une attention de chaque instant, et il arrive parfois qu'on soit distrait ! Et puis on ne peut pas épuiser un sujet en une seule fois, comme on ne peut pas tout dire dans un article, ce qu'oublient souvent les lecteurs et moi aussi parfois.

Bref, on essaie toujours d'arriver à une analyse ou à dégager des positions qui soient conformes au socialisme ou au marxisme, démarche qui n'a rien de dogmatique, dans la mesure où nous devons pratiquement l'imaginer ou l'adapter au quotidien en prenant en compte les conditions générales. Là aussi il peut arriver qu'on s'en écarte un peu, mais je crois qu'en général on s'en aperçoit très rapidement et on réajuste.

On pourrait me faire le reproche d'avoir des principes ou des positions trop tranchées, rigides ou radicales qui frisent le sectarisme, alors qu'en fait ils sont uniquement conçus pour que les lecteurs ne soient pas tentés de verser dans l'opportunisme. Car je n'ignore pas que dans la réalité ils doivent parfois faire l'objet de certaines adaptations ou certains compromis, reste encore à savoir jusqu'à quelle limite on peut aller. C'est une question dialectique délicate pour beaucoup de travailleurs ou de militants, tout dépend s'ils ont la capacité d'en mesurer les conséquences pour éviter tout dérapage ou compromission. Soit, ce n'est pas un drame ou on peut tous un jour ou l'autre se faire manipuler par ignorance, encore faut-il qu'on en prenne conscience, que cela ne devienne pas quelque chose qui s'ancre profondément dans notre cerveau ou une habitude, et finisse par modifier durablement notre comportement, donc nous détourne de nos objectifs politiques...

J'ai donc la responsabilité d'éviter autant que possible aux lecteurs de se fourvoyer en lisant mes causeries, à défaut de pouvoir les rencontrer ou d'échanger avec eux, je dois m'entourer d'un maximum de précautions, d'où ma fermeté ou parfois mes exagérations. Je pense que les lecteurs sont suffisamment intelligents pour m'en être gré de vouloir ainsi les protéger, peut-être inutilement pour certains d'entre eux, plutôt que d'agir en dilettante, comme quoi la considération ou le respect que je leur porte, va bien au-delà de ce qu'ils ont pu imaginer. Je ne leur en veux pas du tout, ils ont parfaitement raison d'être méfiants, personnellement je préfèrerais le terme de vigilance, mais cela implique déjà d'avoir acquis une longue expérience ou un esprit critique aiguisé.

On va continuer sur le même thème que les derniers jours, mais davantage sur le terrain de la lutte de classes. Je n'ai pas pris connaissance de l'actualité depuis samedi, pas le temps, j'ai dû rechercher un tas de documents et les lires, y réfléchir.

Bonne semaine à tous.

- Au format pdf (7 pages)

Précision et mise en garde.

Dans ce portail et ce courant politique, on se fout des théories du complot, on se fout des jugements portés sur tel acteur ou ouvrage par les médias-oligarques ou par les ignorants ou corrompus qui sont sous l'influence de la propagande des idéologues de l'oligarchie, on privilégie les faits, les informations qui permettent de mieux comprendre dans quel monde nous vivons. Si on devait écarter tous ceux ou toutes celles qui proviennent de personnages infréquentables, Marx et Engels n'auraient jamais pu écrire la plupart de leurs ouvrages.

Je le précise à l'attention de ceux qui voudraient nous faire un procès pour avoir mis en ligne un document dont l'auteur est apparemment infréquentable, en fait ils voudraient nous faire taire pour qu'on adhère à la pensée unique qui ont envahi leurs esprits ou qu'on demeure dans l'ignorance de ce qui se trame dans notre dos, et bien qu'ils ne comptent pas qu'on capitule sur ce plan comme sur l'ensemble de nos principes.

Je ne pratique pas l'auto-censure.

Pour vous montrer l'absolue sincérité de ma démarche, j'ai découvert samedi après-midi la personnalité de l'auteur du document sur le mouvement écologique mis en ligne il y a déjà quelques jours, auparavant il ne m'était pas venu à l'esprit de faire cette recherche sur Internet. Et comme je ne partage pas la quasi-totalité de ses positions, par exemple, sur le nucléaire civil, sur les OGM, la surpopulation, il sera difficile de m'accuser de collusion avec ce journaliste.

Il existe au sein de la réaction une multitude de courants qui se livrent à une guerre farouche, dont on peut tirer profit à travers leurs révélations ou leurs études sans se compromettre le moins du monde, ne pas les utiliser serait assurément une grave erreur, d'autant plus que personne ne nous oblige à partager leurs conclusions qui sont évidemment diamétralement opposées aux nôtres, ou quand bien même elles se rejoindraient, elles ne seraient pas destinées à produire les mêmes effets du fait qu'elles s'inscriraient dans une toute autre perspective politique.

Ne vous laissez pas abuser par les inquisiteurs qui sévissent sur Internet et ailleurs, qui balancent des anathèmes en se passant bien de citer le moindre passage de cet ouvrage ou tout du moins, ceux qui dévoilent (ou rappellent) la véritable nature réactionnaire de l'écologie politique à laquelle ont adhéré Macron et Jadot notamment.

Dites-vous bien que quand l'ensemble des médias-oligarques et les élites au service de l'oligarchie s'attaquent à un ouvrage (ou à son auteur), c'est qu'il comporte quelque chose qui ne doit pas être porté à la connaissance des travailleurs ou des opposants au capitalisme.

Dans la vie en général ou en politique, il faut faire preuve d'un minimum de curiosité, d'audace, de courage, de perspicacité ou de logique pour s'en sortir en conservant sa dignité ou pour progresser, et malheur à ceux qui en manquent cruellement !

Personnellement, je n'ai jamais soutenu les écologistes, je n'ai jamais participé à une de leurs actions, je n'ai jamais voté pour un de leurs candidats. La question n'est pas de savoir s'il existe ou non de véritables écologistes à la manière des romantiques, mais quelle idéologie ils ont adoptée, celle des capitalistes ou celle de la classe ouvrière, le socialisme. En participant aux gouvernements Jospin et Hollande, en s'étant alliés avec le PS, quand ils n'en sont pas issus, en participant à toutes les campagnes mondiales orchestrées par l'oligarchie ou ses officines (ONU, etc.) les écologistes se sont définitivement disqualifiés pour représenter les intérêts des travailleurs. Leur refus de rompre avec le capitalisme et ses institutions est par conséquent dans l'ordre des choses.

Le capitalisme : Stop ou encore ?

C'est le capitalisme qui est à l'origine de la surpopulation mondiale, et compte tenu qu'il est également à l'origine de tous des maux dont souffre quotidiennement l'humanité, il est disqualifié pour régler l'ensemble de ces questions ou y apporter des réponses conformes aux besoins et aux aspirations des peuples, qui constituent les principes sur lesquels repose le socialisme.

Dès lors vous comprendrez immédiatement pourquoi nous mettons les écologistes, le Club de Rome, le GIEC, le MIT, l'ONU, l'UE, etc. et leurs détracteurs dans le même panier de crabes pourris, parce qui ni les uns ni les autres qui ont adopté le capitalisme, ne peuvent davantage affronter et résoudre ce gigantesque défit qui est posé à la civilisation humaine.

Qu'ils dénoncent ou non la surpopulation, ils sont tous d'accord sur au moins un point essentiel : Pas touche au capitalisme, ce qui

les classe tous dans le camp de la réaction, des ennemis de la classe ouvrière, du progrès social et du développement de la civilisation humaine.

Il faut bien comprendre ou conserver à l'esprit que le contrôle, la limitation ou la diminution de la population mondiale, ainsi que de la production, se fera au détriment des plus faibles, des plus nombreux, des exploités, et non des exploiteurs et des élites qui les servent. Que cela soit ces derniers qui sonnent la sirène d'alarme de "*l'effondrement*" (Limite de la croissance, rapport du Club de Rome) de la civilisation humaine, signifie simplement qu'ils n'entendent pas en être les victimes ou en supporter les conséquences, abandonner le système économique qui est à l'origine de leurs privilèges et de leur pouvoir.

Cet effondrement est celui du capitalisme, de sa faillite, de son incapacité historique à résoudre les contradictions qu'a engendré son propre développement et d'assurer le bien-être de l'humanité, pour la bonne raison que cet objectif est contradictoire avec ses fondements et sa nature qui consistent à favoriser et satisfaire uniquement les besoins d'une minorité au détriment du reste de la population, il revient donc à une autre classe de s'emparer du pouvoir politique pour les résoudre pour le compte de la population toute entière, la classe ouvrière.

Sur le plan politique, les plus dangereux sont ceux qui sont au pouvoir ou les plus proches du pouvoir ou qui pourraient y accéder, en l'occurrence les écologistes de EELV en France, et non les membres de groupuscules ou de groupes d'influence au pouvoir limité provenant de la droite officielle ou de l'extrême droite.

Les plus dangereux que nous devons dénoncer et combattre en priorité parce qu'ils avancent masqués, ce sont les écologistes de EELV et consorts, parce que leur idéologie s'inscrit dans le cadre de celle de l'oligarchie financière qui détient tous les pouvoirs et oriente la destinée de l'humanité en l'entraînant vers la décadence, le chaos, le règne de la terreur ou de la barbarie, le totalitarisme à l'échelle mondiale.

EELV au même titre que tous les partis du mouvement ouvrier ayant adopté le capitalisme, constitue un puissant facteur destiné à détourner la jeunesse et les travailleurs de la lutte de classe contre le capitalisme et ses institutions, qui contribue à la dislocation du mouvement ouvrier et à dresser les classes moyennes contre la classe ouvrière pour le compte du régime en place. EELV et l'idéologie écologique est une entreprise fondamentalement réactionnaire qui doit être caractérisée comme telle sous peine de se retrouver à ses côtés à combattre la classe ouvrière.

Ce qui caractérise l'opportunisme en général, c'est la contradiction qui existe entre les objectifs qu'il se fixe, et les moyens qu'il préconise pour les atteindre, qui non seulement ne permettront jamais de les atteindre, mais favoriseront ou permettront d'en atteindre d'autres inavouables situés à l'opposé de ceux qu'il affiche ou défend publiquement. C'est une imposture ou une escroquerie politique uniquement destinée à tromper les naïfs ou les ignorants. Or sachant que le régime capitaliste repose en grande partie sur ce facteur ou l'ignorance des masses, on comprend immédiatement dans quel camp les opportunistes se situent ou pour qui ils roulent.

Chez EELV ou les écologistes en général, à quelques exceptions près qui confirme la règle ou qui jouent un rôle insignifiant, la dénonciation des excès du capitalisme est très sélective, elle est conçue de sorte qu'elle ne doit jamais remettre en cause les fondements du capitalisme ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, pire peut-être encore ou plus pernicieux, elle sert directement les besoins du capitalisme.

On en a la preuve, si besoin était, en constatant que c'est l'oligarchie qui a pris la tête du soi-disant combat contre le réchauffement climatique, dont elle se sert en réalité comme moyen de pression, y compris coercitif, contre tous les Etats qui résistent ou refusent de s'adapter à sa stratégie politique destinée à assurer sa suprématie sur tous les peuples à l'échelle mondiale ou à instaurer une gouvernance mondiale qu'elle contrôlerait.

C'est ainsi que tous ceux qui participent à cette formidable mystification deviennent à des degrés divers des agents de l'oligarchie, qu'ils ne pourront jamais combattre efficacement par ailleurs, puisque idéologiquement ils auront adopté celle de leur ennemi.

Il est stupéfiant de constater que certains accordent le moindre crédit à la théorie du réchauffement climatique que défendent les multinationales, les banquiers, les oligarques et leurs institutions financières et politiques internationales, les chefs d'Etat qui gouvernent conformément à leurs besoins, c'est à croire qu'ils n'ont jamais tiré le moindre enseignement de leurs multiples et monstrueux méfaits et mensonges, du développement de la situation et de la lutte des classes.

Il est vrai que lorsqu'on lit *Les limites de la croissance* (The limits to growth) encore appelé Rapport Meadows publié en 1972, on se dit au premier abord que ces gens du Club de Rome sont merveilleux, plus que des philanthropes, ce sont pratiquement des saints qui veulent sauver l'humanité du triste sort que lui a réservé le capitalisme, mais quand on prend connaissance des personnalités qui en font partie, dont des dirigeants de multinationales, des hommes d'affaires, des dirigeants politiques comme Jacques Delors par exemple, là cela commence à se gâter sérieusement, un vilain doute nous envahit, et quand on aborde l'idéologie qu'ils ont adoptée ou quelle politique ils ont appliquée tout au long de leur carrière, là cela sent franchement mauvais, et finalement quand on lit leurs déclarations dans lesquelles ils livrent leurs véritables intentions, il s'en dégage une odeur pestilentielle

tellement suffocante, qu'elle entraîne chez nous un violent rejet qu'on pourrait mettre sur le compte de l'instinct de survie naturel de l'homme.

Je n'ai pas le temps de m'étendre sur ce sujet. J'ignore si leur projet eugéniste était sérieux ou non, un fantasme ou un caprice de nantis contrariés de ne pas disposer de suffisamment de pouvoir pour influencer ou orienter davantage l'évolution de la société humaine, ou encore destiné à s'inscrire dans le cadre de la stratégie adoptée par l'oligarchie anglo-saxonne pour établir une gouvernance mondiale, toujours est-il qu'il a été conçu par et pour les 10% de la population mondiale qui concentrent les richesses et devraient conserver le même mode et niveau de vie, il devrait se réaliser au détriment des 90% restant, qui eux verraient les leurs singulièrement baisser ou régresser ou ne pourraient jamais accéder au bien-être social.

Quoiqu'il en soit, en affirmant que le développement économique qui est à l'origine des progrès sociaux serait la cause du réchauffement de la planète, on est en présence d'une théorie qui coïncide avec le néolibéralisme et ses objectifs, et qui lui sert de caution afin de contraindre les exploités à y adhérer ou à la subir en silence ou sans broncher, là rien n'est moins sûr !

Car dans la réalité, elle est confrontée à une contradiction qui provient du développement inégal du capitalisme à l'échelle mondiale, qui la rend quasiment inapplicable, hormis dans les pays économiquement les plus développés où la pauvreté et la précarité devraient encore s'étendre, bien qu'ils seront obligés de les subventionner pour qu'elle ne deviennent pas un facteur social explosif. Bref, ces deux facteurs ruinent à eux seuls leur théorie, parce que la lutte de classe du prolétariat international va continuer sur son propre terrain de classe ou sans tenir compte de leurs considérations ou avertissements aussi alarmistes qu'ils soient.

Les travailleurs ont raison de mettre au second plan les questions relatives à l'environnement, parce que par exemple, pour eux la question capitale n'est pas de savoir si l'eau est polluée ou non, si elle se raréfie ou non, etc. mais comment faire en sorte de pouvoir accéder à de l'eau potable, autrement dit de disposer des moyens (publics et collectifs ou individuels et économiques) pour se la procurer ou ne pas en manquer, besoin élémentaire qu'ils ne peuvent pas satisfaire s'ils sont trop pauvres, tandis que cette question n'effleurera même pas l'esprit des riches ou des puissants qui auront toujours les moyens de se la procurer à n'importe quel prix et de la gaspiller au passage.

Donc la question qui est posée aux exploités, c'est celle de la production et du contrôle de l'eau, au même titre que l'ensemble de l'économie ou de la production qui doit être planifiée en fonction des besoins de la population et passer sous sa direction ou son contrôle, ce qui nécessite qu'ils chassent du pouvoir la classe des capitalistes ou qu'ils s'emparent du pouvoir politique...

Quant à la question de la surpopulation qui est bien réelle, il sera très facile de la résoudre, car on a constaté que lorsque le niveau économique des masses progresse, leur niveau de conscience tend à croître et le taux de naissance à baisser. Donc sous un régime véritablement socialiste, où l'ensemble des besoins et aspirations de la population seraient satisfaits, la démographie tendrait naturellement à diminuer pour atteindre un point d'équilibre permettant d'assurer la survie de l'espèce humaine dans de bonnes conditions pour les millénaires à venir, ainsi que notre planète.

Et puis, quand on sait qu'ils ont inventé des matériaux aux propriétés extraordinaires, inusables, incassables, indéformables, qui se régénèrent automatiquement, qui résistent à toutes les températures, impossible à rayer, etc. on se dit qu'en les utilisant à l'échelle industrielles, on économiserait au moins 50 à 70% des matières premières nécessaires pour produire toutes les marchandises dont l'humanité aurait besoin, sans parler du recyclage généralisé, on économiserait les ressources de la terre au lieu de les épuiser, y compris l'eau, une fois mis fin à l'anarchie de la production capitaliste qui constitue un des principaux facteurs avec la course effrénée au profit du gaspillage des ressources de la planète.

Et les hommes travailleraient beaucoup moins qu'aujourd'hui. Ils auraient un mode de vie équilibré, ainsi leurs besoins alimentaires diminueraient naturellement, ce qui permettrait de nourrir l'ensemble de la population sans avoir à recourir à des moyens de production agricole contre-nature, sans recourir à des procédés coercitifs ou des campagnes de propagandes infâmes pour les forcer à consommer moins, puisque l'idéal du bien-être ne serait plus une utopie mais une réalité qui rythmerait leur comportement ou leur mode de vie, car l'ensemble de ce processus s'accompagnerait d'une formidable prise de conscience des hommes, dès lors qu'ils y participeraient directement et librement.

En attendant ces jours meilleurs, il faut impérativement éradiquer le capitalisme de la surface de la planète, il n'existe pas d'autres voies ou alternatives.

Malthus : Essay on the principle of population, livre IV, ch. VI, pp. 531-532. Seconde édition 1803 (traduction Guillaumin, 1845). (Extrait de La situation de la classe ouvrière en Angleterre - F. Engels 1844)

- « Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit à la plus petite portion de nourriture et, en fait, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert pour lui. Elle lui commande de s'en aller et elle mettra elle-même promptement ses ordres à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du festin. Si ces convives se lèvent et lui font place, d'autres intrus se présentent immédiatement et demandent la même faveur. Le bruit qu'il

existe des aliments pour tous ceux qui arrivent remplit la salle de nombreux quémandeurs. L'ordre et l'harmonie du festin sont troublés, l'abondance qui régnait auparavant se change en disette et le bonheur des convives est détruit par le spectacle de la misère et de la gêne qui règnent dans toutes les parties de la salle et par les clameurs importunes de ceux qui sont justement furieux de ne pas trouver les aliments qu'on leur avait laissé espérer. Les convives reconnaissent trop tard l'erreur qu'ils ont commise en enfreignant les ordres stricts à l'égard des intrus, donnés par la grande maîtresse du banquet, laquelle désirait que tous ses hôtes fussent abondamment pourvus et, sentant qu'elle ne pouvait pourvoir un nombre illimité de convives, refusait par un souci d'humanité d'admettre des nouveaux venus quand la table était déjà remplie.»

F. Engels : la situation de la classe ouvrière en Angleterre.

Extraits.

- Cependant la plus brutale déclaration de guerre de la bourgeoisie au prolétariat c'est la Théorie malthusienne de la population et la nouvelle loi sur les pauvres qui s'en inspire directement. Il a déjà été plusieurs fois question de la théorie de Malthus. Résumons une fois de plus sa conclusion essentielle : la terre est constamment surpeuplée, et par conséquent, il est fatal que règnent la misère, la détresse, la pauvreté et l'immoralité; c'est le sort de l'humanité et sa destination éternelle que d'exister en trop grand nombre et par conséquent d'être divisée en différentes classes, dont les unes sont selon lui plus ou moins riches, cultivées, morales, et les autres plus ou moins pauvres, misérables, ignorantes et immorales. D'où il s'ensuit, du point de vue pratique - et ces conclusions c'est Malthus lui-même qui les tire - que la bienfaisance et les caisses de secours ne sont que des non-sens puisqu'elles ne servent qu'à maintenir en vie et faire se multiplier la population surnuméraire dont la concurrence pèse sur le salaire de l'autre fraction de la population, qu'il est tout aussi absurde de la part de l'administration de l'Assistance de donner du travail aux pauvres car - puisque seule une quantité déterminée de produits fabriqués peut être consommée - chaque ouvrier en chômage qu'on occupe met au chômage un ouvrier jusqu'alors occupé et ainsi l'industrie privée subit un préjudice du fait de l'industrie de l'Assistance publique; la question n'est donc point de nourrir la population surnuméraire mais de la limiter autant que possible d'une manière ou d'une autre.

En quelques formules sèches Malthus déclare que le droit à l'existence, jusqu'alors reconnu à chaque homme qu'il y a au monde, est un pur non-sens. Il cite les paroles d'un poète : le pauvre vient à la table de la Nature parée pour le festin et ne trouve point de couvert mis pour lui - et il ajoute - et la Nature lui ordonne de filer (she bids him to be gone) « car il n'a pas demandé à la société avant de naître, si elle voulait de lui. » Cette théorie est maintenant la théorie préférée de tout bourgeois anglais authentique et c'est bien naturel, car elle représente pour lui le lit de paresse le plus agréable et aussi parce qu'elle contient beaucoup de vrai dans les conditions actuelles. Si donc il ne s'agit plus d'exploiter la « population surnuméraire », de la transformer en population utilisable, mais simplement de laisser les gens mourir de faim le plus doucement possible et de les empêcher en même temps de mettre trop d'enfants au monde, c'est une bagatelle - à supposer que la population excédentaire prenne conscience de sa propre superfluité et trouve quelque goût à mourir de faim. Mais en dépit des efforts les plus tenaces de la bourgeoisie humanitaire pour inculquer ces vérités aux ouvriers, il ne semble pas qu'elle ait actuellement quelque chance de succès. Les prolétaires se sont au contraire mis en tête, que c'étaient eux, avec leurs mains laborieuses, qui étaient précisément indispensables, et que c'étaient ces Messieurs les riches capitalistes, qui ne font rien, qui étaient à vrai dire les superflus.

Mais comme les riches ont encore le pouvoir, force est bien aux prolétaires d'admettre que la loi les déclare eux, réellement superflus - même s'ils ne veulent pas l'admettre de bonne grâce...

- La bourgeoisie en tant que classe organise une discrimination sociale défavorable aux travailleurs, élabore la théorie malthusienne de la population et les contraint à subir les cruautés de la Nouvelle Loi sur les Pauvres, loi malthusienne de 1834 qui les force à entrer dans les ateliers de charité - ces « bastilles de la loi sur les pauvres » - lorsqu'ils demandent à être secourus, et sépare hommes, femmes et enfants; il s'agit de rendre l'assistance si horrible que le travailleur préférera accepter le premier emploi, si rebutant soit-il, que lui offrira le capitaliste.

- Pour parler français (157) : le travailleur est, en droit et en fait, l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie; il en est l'esclave au point d'être vendu comme une marchandise et son prix monte et baisse tout comme celui d'une marchandise. Si la demande de travailleurs augmente, leur prix monte; si elle vient à baisser, leur prix diminue; si elle baisse au point qu'un certain nombre de travailleurs ne sont plus vendables et « restent en stock », ils sont laissés pour compte et comme ce n'est pas une occupation qui fasse vivre son homme, ils meurent de faim. Car, pour parler la langue des économistes, les sommes dépensées à leur entretien ne seraient pas « reproduites », ce serait de l'argent jeté par les fenêtres et nul ne gaspille son capital de la sorte. Et, dans cette mesure, la théorie de la population de M. Malthus est parfaitement juste. Toute la différence par rapport à l'esclavage antique pratiqué ouvertement, c'est que le travailleur actuel semble être libre parce qu'il n'est pas vendu tout d'une pièce, mais petit à petit, par jour, par semaine, par an, et parce que ce n'est pas un propriétaire qui le vend à un autre, mais bien lui-même qui est obligé de se vendre ainsi; car il n'est pas l'esclave d'un particulier, mais de toute la classe possédante.

Par contre, la bourgeoisie se trouve beaucoup plus à son aise dans ce système que dans le cas de l'esclavage antique; elle peut congédier ses gens lorsque l'envie l'en prend sans perdre pour autant un capital investi et de plus elle obtient du travail à bien meilleur compte qu'on ne peut l'obtenir d'esclaves ainsi que le lui démontre A. Smith pour la consoler (158).

Il s'ensuit également qu'Adam, Smith a pleinement raison de poser le principe 159 :

Tout comme pour n'importe quel autre article, c'est la demande des travailleurs qui règle la production des travailleurs, la quantité des êtres humains mis au monde, accélérant cette production lorsqu'elle est trop lente, la stoppant quand elle est trop rapide.

Exactement comme pour n'importe quel autre article commercial. S'il y en a trop peu, les prix montent, c'est-à-dire ici le salaire; les travailleurs vivent mieux, les mariages se font plus nombreux, on met au monde davantage d'êtres humains, il grandit un plus grand nombre d'enfants, jusqu'à ce qu'ait été produit un nombre suffisant de travailleurs; s'il y en a trop, les prix baissent, le chômage survient, avec la misère, la disette et par suite les épidémies qui balaient « l'excédent de population ». Et Malthus qui développe la formule de Smith citée plus haut a lui aussi raison à sa manière quand il prétend qu'il y a toujours une population excédentaire, toujours trop d'individus sur terre. Il a simplement tort d'affirmer qu'il y a constamment plus d'hommes sur terre que n'en peuvent nourrir les subsistances disponibles. La population excédentaire est au contraire engendrée par la concurrence que se font les travailleurs entre eux et qui contraint chaque travailleur à travailler chaque jour autant que ses forces le lui permettent. Si un industriel peut employer les ouvriers neuf heures par jour il peut, si les ouvriers travaillent dix heures par jour, se contenter d'en employer neuf et le dixième est mis en chômage. Et si, à une époque où la demande d'ouvriers n'est pas très forte, l'industriel peut contraindre sous peine de renvoi, les neuf ouvriers à travailler une heure de plus chaque jour pour le même salaire, il renverra le dixième et économisera son salaire. Ce qui se passe ici à petite échelle se passe dans une nation, à grande échelle. Le rendement de chaque ouvrier porté au maximum par la concurrence des ouvriers entre eux, la division du travail, l'introduction du machinisme, l'utilisation des forces naturelles mettent en chômage une foule d'ouvriers. Mais ces chômeurs sont perdus pour le marché; ils ne peuvent plus acheter et par conséquent la quantité de marchandises qu'ils demandaient ne trouve plus preneur, n'a donc plus besoin d'être produite; les ouvriers antérieurement occupés à les fabriquer sont mis à leur tour en chômage; ils disparaissent eux aussi du marché et ainsi de suite, toujours selon le même cycle - ou plutôt, il en serait ainsi si d'autres facteurs n'intervenaient pas. La mise en service des moyens industriels cités plus haut et qui permettent d'accroître la production, entraîne en effet à la longue une baisse des prix et par suite une consommation accrue, de sorte qu'une importante fraction des travailleurs en chômage trouve enfin à se placer dans de nouvelles branches de travail, bien sûr après une longue période de souffrances. S'il vient s'y ajouter, comme ce fut le cas en Angleterre au cours des soixante dernières années la conquête de marchés étrangers qui provoque une augmentation continuelle et rapide de la demande de produits manufacturés, la demande en travailleurs - et avec elle la population - croît dans les mêmes proportions. Ainsi, au lieu de diminuer, la population de l'Empire britannique s'est accrue avec une rapidité considérable, s'accroît encore constamment - et bien que l'industrie ne cesse de se développer et, au total, la demande de travailleurs de croître, l'Angleterre connaît cependant, de l'aveu de tous les partis officiels - (c'est-à-dire des Tories, des Whigs et des Radicaux), un excès, un excédent de population; et malgré tout au total la concurrence des travailleurs entre eux reste plus importante que celle des patrons pour se procurer des ouvriers.

D'où vient cette contradiction ? De la nature même de l'industrie et de la concurrence ainsi que des crises économiques qui en résultent. Étant donnée l'anarchie de la production actuelle et de la répartition des biens de consommation qui n'ont pas pour fin la satisfaction immédiate des besoins mais au contraire le profit, étant donné le système où chacun travaille et s'enrichit sans se soucier d'autrui, il est inévitable qu'à tout instant un engorgement se produise.

157 - Engels a écrit bien sûr deutsch gesprochen, m.à in. « pour parler allemand ».

158 (« On a dit qu'un esclave s'use aux frais de son maître, tandis qu'un travailleur libre s'use à ses propres frais. Mais l'usure de ce dernier est aussi supportée financièrement par son maître. Le salaire payé aux journaliers, serviteurs, etc... de toutes sortes doit en effet être suffisamment élevé pour permettre au peuple des journaliers et serviteurs de se reproduire selon la demande croissante, stationnaire ou décroissante en gens de cette sorte que formule la société. Mais bien que l'usure d'un travailleur libre soit aussi aux frais du maître, elle lui coûte en règle générale beaucoup moins que celle d'un esclave. Le fonds destiné à réparer ou remplacer l'usure d'un esclave est géré habituellement par un maître négligent ou par un surveillant inattentif, etc. » A. SMITH : Wealth of Nations (La richesse des Nations), 1, 8, p. 133 de l'édition Mac Culloch en 4 volumes. (F. E.)

159 - Op. cit., p. 133.

LVOG - Au passage, vous aurez remarqué qu'Engels a cité abondamment Malthus qui était un personnage pour le moins cynique et infréquentable, il y a même donné raison par endroits.

Comme quoi, ceux qui voudraient me faire un procès pour avoir publié ce document sur le mouvement écologique, sont des dogmatiques à l'esprit borné qui ne progresseront jamais. Ce sont aussi en général des donneurs de leçons, des petites gens imbues de leur personne qui n'ont pas pris la peine d'étudier grand chose ou de réfléchir en profondeur aux questions que nous avons à résoudre. Ici on ne propose que des pistes de réflexion, qui constituent aussi les bases de notre programme et de notre orientation politique, nul n'est forcé de les partager.

Haut de page

Le 22 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

Racket mondial de Big Brother.

Après le 14 janvier 2020 le système d'exploitation fonctionnant sur les trois quarts des ordinateurs dans le monde, Windows 7 de Microsoft, sera obsolète. Donc, les utilisateurs devront acquérir la version 10, payante évidemment, et dans bien des cas (dont le mien) augmenter la mémoire de leur ordinateur ou en changer pour pouvoir continuer à utiliser les mêmes applications.

Lu dans le portail de Microsoft

Acheter un nouveau PC

Très peu d'anciens ordinateurs sont en mesure d'exécuter Windows 10, la dernière version de Windows. Si votre PC actuel ne peut pas exécuter Windows 10, le moment est peut-être venu d'en acheter un nouveau.

Découvrez notre magnifique sélection de nouveaux PC.

Au niveau de la configuration initiale, l'ordinateur doit disposer au strict minimum de 4 Go de RAM.

LVOG - Changer de carte mère et de microprocesseur, installer une mémoire supplémentaire, passer de Windows 7 à Windows 10, sont des opérations délicates ou compliquées qui nécessitent de faire appel à un informaticien dont les services sont coûteux. Les lecteurs concernés ont un peu plus de 6 mois pour trouver dans leur entourage une personne qui pourrait réaliser gratuitement ce service, et obtenir une copie de Windows 10 au lieu de l'acheter, le philanthrope Bill Gates est assez riche !

Autre problème de taille à prévoir pour bien des personnes, il paraît que la version Windows 10 est très différente de Windows 7 ou 8 (qui sera obsolète l'année suivante ou un peu plus tard), au point qu'elle nécessite un véritable apprentissage ou temps d'adaptation, ce qui réservera bien des surprises et des tracas à plus d'un, crise de nerf en perspective !

Personnellement, mon nouveau beau-frère connaît un super informaticien qui va me régler cela en deux coups de cuillère à pot, hormis son service que je paie 500 roupies (6 euros environ), il faudra débourser pour une mémoire, et peut-être l'achat d'un troisième ordinateur, car j'entends garder le mien qui fonctionne (sous XP) comme une horloge (carte mère Intel) depuis bientôt 10 ans, le portable (Dell) qui a 8 ans et que j'utilise en dépannage ou uniquement pour télécharger des concerts, des films ou des documentaires sera uniquement actualisé. Il est connecté à l'écran de télévision et ne sert qu'à visionner des films en tamoul le soir pour ma compagne, tandis que dans une autre pièce je me contente de l'écran plus petit de l'ordinateur de bureau, injustice intolérable remarquez bien, je déconne !

Dans cette causerie (Deuxième partie), la démystification du réchauffement climatique due à l'activité humaine pour les nuls.

Une théorie basée sur des "estimations" de leur fabrication (L'anthropologue Margaret Mead), à "la recherche d'un nouvel ennemi" de leur fabrication (Le Club de Rome) toujours plus menaçant, dans quel but, notamment : "pour restructurer les investissements" (La Commission Brundtland), mais pas seulement "créer un organisme supranational" (François Mitterrand), aussi faudra-t-il "procéder à des modifications politiques et institutionnelles sur une échelle inconnue depuis la Deuxième Guerre mondiale." (La Commission Trilatérale) et la boucle du totalitarisme est bouclée.

- Au format pdf (29 pages)

PREMIERE PARTIE.

Nous vivons une période particulièrement médiocre.

Ce qui est frappant également, c'est le tarissement de plus en plus précoce de l'imagination, de l'inspiration, de l'audace, de la passion, sans lesquelles aucun idéal ne peut jaillir ou survivre. Et tout ce qui subsiste est frelaté, systématiquement déformé, détourné, pour finir inconsistant, incohérent, venimeux, cruel, monstrueux.

Les intentions les meilleures ou les plus généreuses sont instrumentalisées pour servir des intérêts inavouables ou contraire à ceux qui les ont formulées. Quand on ne se pose pas suffisamment de questions, quand on manque cruellement d'esprit critique, de logique, on en arrive à cautionner le pire en espérant être épargné.

Luttons au côté des multinationales et des oligarques et nous aurons une vie merveilleuse ! Et il y en a pour y croire dur comme fer, après de longues années d'études ils finissent décérébrés ou lobotomisés.

Quand on refuse d'admettre que le régime est une dictature, non seulement on ne combattra pas pour la renverser, mais dans tous nos actes quotidiens on s'emploiera à la conforter.

Sauvons la Terre... pour sauver le capitalisme, le système d'exploitation de l'homme par l'homme !

Quand on refuse de reconnaître qu'on vit en esclavage, on ne peut pas lutter pour son émancipation ou la liberté !

Il ressort de cela que c'est la situation, les rapports entre les classes, ainsi que la nature du régime qui vont déterminer notre comportement, dont nos idées, et dès lors qu'on ne parvient pas ou qu'on se refuse à caractériser très précisément chacun des facteurs, on ne comprendra pas grand chose ou rien, et on sera en proie à l'opportunisme.

L'opportunisme, c'est d'ailleurs ce qui caractérise le mieux l'attitude des gens en général dans la vie, car on ne se contente pas de faire avec la société telle qu'elle est, on fait avec ce qu'on est comme si ni l'un ni l'autre ne devaient progresser, dans ces conditions il ne faut pas s'étonner qu'ils soient voués à régresser.

J'ai entendu dans une vidéo que j'ai regardée avant-hier, à propos du comportement des élites et des artistes pendant la Seconde Guerre mondiale, que c'était parce qu'ils ne s'étaient pas posés de questions qu'ils s'étaient finalement accommodés du régime nazi et de Vichy ou avaient collaboré avec eux, continuant de vivre comme avant comme si ne s'était passé ou pire encore dans certains cas somme toute assez nombreux, juste pour préserver leur statut social privilégié.

C'est l'attitude qu'adoptent les gens de manière générale, parce qu'ils n'ont acquis aucune conscience de classe ou politique, à ceci près que les travailleurs ne côtoient pas les sommets de l'Etat ou ceux qui détiennent du pouvoir, donc ils ignorent quelles sont leurs réelles intentions, et il leur est très difficile de le savoir autrement puisque tous les moyens de communication qui existent s'emploient à leur cacher et à les tromper. C'est donc uniquement leur participation à la lutte de classes ou au contact de militants du mouvement ouvrier qu'ils peuvent avoir l'occasion d'en prendre conscience.

Mais comme la plupart du temps leur orientation politique est également opportuniste, les masses retombent dans le même travers et ces expériences ne leur auront pas permis de progresser. Une fois passé l'époque immédiate d'après-guerre, Arletty, Maurice Chevalier, Edith Piaf, Sacha Guitry et bien d'autres personnalités du spectacle furent à nouveau adulés, tout comme les collaborateurs directs de Vichy et résistants de la dernière heure qui furent réhabilités par de Gaulle.

La SFIO (PS) et le PCF s'en accommodèrent sans peine, après avoir tissé des liens étroits ou organiques avec les gaullistes au cours de la guerre au sein du CNR, et ce sont eux ou cette collaboration qui devait présider à l'avènement de la Ve République. Quoi de plus naturel puisqu'ils partageaient la même idéologie, la répartition des rôles en fonction de leur nature originelle ou des classes qu'ils étaient censés représenter, devait les amener à adopter des objectifs différents toutefois compatibles avec le régime en place, ce qui leur permettra de sauver les apparences et de conforter le régime.

Tout n'aura été qu'opportunisme là-dedans quand on y regarde de très près. Qui dit opportunisme dit hypocrisie, mensonge, lâcheté, collusion, compromission, trahison, qui rythme la vie quotidienne sur fond d'ignorance en ce qui concerne les masses, et cela à chaque époque, alors de là à penser que le pire devrait en advenir il n'y a pas loin. C'est un peu comme les gens qui vont contracter une grippe que leur docteur (allopathique) va soigner à l'aide de remèdes, mais comme il va laisser intact le terrain qui a favorisé le développement de ce virus au lieu de s'y attaquer, chaque hiver ils tomberont malade.

C'est ainsi que l'opportunisme se répète (ou se recycle, change de masque, etc.) indéfiniment ou a encore de beaux jours devant lui, hélas ! Mais comme toute histoire heureuse ou malheureuse, l'opportunisme comportera une fin, malheur à ceux qui n'y croient pas car ils courent à leur propre perte !

C'est à cela que nous devons oeuvrer avec acharnement et une détermination sans faille, aussi ingrate que soit cette tâche, car au cours de cet âpre combat, pendant longtemps on se fera plus d'adversaires ou d'ennemis que d'amis, on aura l'impression désagréable de ramer dans le désert, à contre-courant de la majorité, puis malgré la chape de plomb qui se sera abattue sur nous surgiront des occasions qui constitueront autant de fissures et d'éclaircies qu'il faudra saisir et exploiter à fond pour nous renforcer, et enfin viendra le moment tant attendu, où le cours des choses s'inversera enfin et nous deviendra favorable, où on récoltera le produit de ce qu'on aura semé patiemment, et pour s'en être tenus strictement aux faits, ce sont les faits qui nous donneront raison, sinon il ne faudra pas compter réunir les conditions pour porter un coup décisif à l'opportunisme, la reconnaissance sera notre ultime récompense de notre vivant ou après, peu importe quand on a adopté l'idéal humaniste le plus élevé et le plus digne que l'homme pouvait concevoir, l'émancipation de l'espèce humaine du règne de la nécessité, donc du capitalisme, de l'exploitation et de l'oppression, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il n'existe pas d'autres alternatives au capitalisme que le socialisme.

- « Gilets jaunes » : faible mobilisation pour l'acte XXXI - lemonde.fr 15 juin 2019

Le mouvement des « gilets jaunes » a faiblement mobilisé samedi 15 juin en France pour l'acte XXXI, avec toutefois près d'un millier de manifestants à Paris et à Toulouse où le cortège a été dispersé par les forces de l'ordre quelques minutes après son départ. Selon le ministère de l'intérieur, ils étaient quelque 7 000 manifestants sur l'ensemble du territoire — contre 10 300 la semaine dernière —, soit la plus faible mobilisation nationale enregistrée depuis le début du mouvement le 17 novembre. Les « gilets jaunes » contestent les chiffres officiels. lemonde.fr 15 juin 2019

Au niveau national, le ministère de l'Intérieur a comptabilisé 7000 personnes, soit la mobilisation la plus faible depuis le début du mouvement, là où les gilets jaunes se sont comptés plus de 20 000. actu.fr/occitanie 15 juin 2019

La gauche, cette escroquerie politique qui a fait et continue de faire le lit de l'extrême droite, du fascisme.

Marie-Paule (A Denain -Nord) - « J'ai voté Mélenchon au premier tour de la présidentielle et je me suis abstenue au second. J'ai tout de suite senti que Macron pensait comme un banquier et ne serait pas à notre écoute. C'est pendant la campagne des législatives, après avoir rencontré Sébastien Chenu, l'avoir vu sur le terrain et écouté les solutions qu'il proposait à nos problèmes quotidiens que j'ai pris ma carte au RN », explique cette aide-soignante de 59 ans, salariée dans un Ehpad et membre de la CGT après en avoir été déléguée syndicale. « C'est la crise financière des années 2008-2009, puis les attentats terroristes qui m'ont changée », raconte cette mère de famille, qui ne veut pas se faire prendre en photo pour « ne pas gêner » ses filles et ne pas envenimer ses relations avec la CGT, devenues très tendues depuis son adhésion au RN. « Beaucoup de gens autour de moi, qui étaient pour le PC, le PS ou la France Insoumise, votent aujourd'hui RN mais n'osent pas le dire », confie Marie-Paule. Et d'expliquer sa conversion : « Le RN, on le voit sur le terrain, la gauche, c'est seulement pendant les élections. » leparisien.fr 07.06

Les fossoyeurs du socialisme roulent pour la réaction qui s'en régale, elle aurait tort de se gêner.

- Ces Insoumis tentés par le Rassemblement national - Le Parisien18 juin 2019

- «La France insoumise et le RN s'adressent aux mêmes électeurs» : le constat d'un militant LFI - Le Parisien18 juin 2019

Comme quoi ils n'ont rien compris ou ils ont une conception de la lutte de classe obsolète, élitiste.

Réunions de quartiers, participation au carnaval, au Téléthon, au Son et Lumière de la fin de l'été, aux opérations du don du sang, aides aux jeunes sortis de prison, accueil aux réfugiés dans la ville proche de Somain… À la permanence, on met en relation les voisins pour aider une vieille dame à tondre son gazon ou à ramasser les déchets verts… On aide une jeune de Denain à partir étudier au Canada, on conseille des commerçants dans leurs démarches administratives… « Le RN, ici, c'est le service après vente de la mairie, du département, de la région », sourit Julien, 28 ans, collaborateur parlementaire de Sébastien Chenu. « Le social, c'est notre priorité, se réjouit la cégétiste Marie-Paule. Les socialistes vendent du rêve. Tandis que les anciens ouvriers d'Usinor, eux, savent concrètement ce que c'est que la mondialisation sauvage et pourquoi nous voulons la combattre. »

Shéhérazade (LFI). « On nous fournit des tracts et des affiches, mais on n'a pas de local où accueillir les gens. On doit faire du tractage, du porte à porte. » Nous devons encore expliquer aux électeurs en quoi les migrants ne sont pas un danger, martèle Shéhérazade.

« Nous devons militer autrement, estime Johann, étudiant et militant à la France Insoumise. On a beaucoup misé sur les réseaux sociaux, mais il faut aussi privilégier les contacts physiques, faire plus de café débats… » Le Parisien18 juin 2019

LVOG - Insoumis en parole, et soumis en acte, voilà ce que leur enseigne Mélenchon !

La gauche réactionnaire qui a fait le "***choix de la construction européenne comme espace nécessaire de régulation***".

- Une centaine d'élus de gauche lancent un appel à l'unité sur les "territoires" - AFP 17 juin 2019

Une centaine d'élus ou ex-élus, écologistes ou de gauche, emmenés par le sénateur Ronan Dantec (ex-EELV), appellent élus et citoyens à se retrouver localement, "en dehors des jeux d'appareils nationaux", dans un texte intitulé "Ensemble sur nos territoires".

Les signataires affirment se retrouver, au-delà de leurs histoires et étiquettes, sur "la lutte contre toutes les fractures territoriales, urbaines et rurales", "l'urgence de la transition écologique", "une véritable politique d'accueil des migrants", le "renforcement de la démocratie participative", le "choix de la construction européenne comme espace nécessaire de régulation".

Parmi les signataires, outre M. Dantec, figurent : l'ancienne députée européenne EELV Sandrine Bélier, deux adjoints EELV de

la maire de Paris, Célia Blauel et Christophe Najdovski, le sénateur PS Jérôme Durain, la sénatrice Générations Sophie Taillé-Polian, le co-président de Place publique Jo Spiegel, le député Générations Régis Juanico, et le climatologue Jean Jouzel. AFP 17 juin 2019

En famille. Ils sont prêts à fréquenter les clubs de golf !

Référendum ADP : L'appel de Ruffin aux militants de droite pour faire signer la pétition jusque sur les golfs - Le HuffPost 18 juin 2019

ADP - “Sur ce thème, il ne doit pas y avoir de concurrence”. Plusieurs personnalités et élus de gauche ont lancé ce mardi 18 juin à Paris la campagne pour un référendum concernant la privatisation des aéroports de Paris (ADP). François Ruffin, appelant à une campagne “pluraliste”. Baptisée “signez comme vous êtes”, chacun pourra y apporter sa signature pour ses “raisons”.

À ses côtés, les députés Sébastien Jumel (PCF) et Boris Vallaud (PS), la militante écologiste Claire Nouvian (Place Publique), ainsi que le maire de Grenoble Éric Piolle (EELV) avaient fait le déplacement.

Mais si ces derniers sont tous issus de la gauche, ce n’est pas pour autant que la droite n’était pas concernée par le sujet du jour. En effet, cette pétition n’aurait jamais vu le jour sans une union improbable entre la gauche et une partie de la droite parlementaire. Début avril, le vote de 248 députés et sénateurs de LFI à LR en passant par le PS avait pu déclencher cette rare procédure démocratique.

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d’article, le député picard François Ruffin a donc eu aussi un mot pour les militants de droite qui voudraient rejoindre la campagne sur le terrain. “Même le peuple de droite est d’accord pour dire son mot là-dessus”, a rappelé l’élu.

"À la fin, ils voteront peut-être pour le oui à la privatisation d’ADP, mais si on demande aux gens : ‘est-ce que vous voulez avoir davantage votre mot à dire dans les affaires publiques ou pas ", ils répondent oui massivement, indépendamment des appartenances partisanes”, a ajouté François Ruffin.

Si jamais il y a des militants de droite qui font les golfs, tant mieux, je m’en fous. Si ça signe au Rotary Club, allons-y! - François Ruffin. Le HuffPost 18 juin 2019

- Contre la privatisation d'ADP, la droite rejoint la gauche en meeting à Saint-Denis - Le HuffPost 20 juin 2019

“Je ne suis pas devenu marxiste, mais...”. Des élus issus de tout “l’arc républicain” se sont retrouvés mercredi 19 juin à Saint-Denis (93) pour une réunion publique “peu banale”, par son éclectisme politique, destinée à lancer la collecte des signatures contre la privatisation d’Aéroport de Paris (ADP).

“Nous sommes dans une réunion peu banale, avec des parlementaires de toutes ces sensibilités, des parlementaires centristes, des parlementaires de droite, on est dans une configuration assez inhabituelle”, a relevé le député PCF Stéphane Peu, organisateur de l’événement, en introduisant le meeting.

Assis sur la scène de la Bourse du travail, devant environ 250 personnes dont quelques syndicalistes agitant à l’occasion des drapeaux CGT : les députés LR Gilles Carrez et François Cornut-Gentille, les députés LFI Clémentine Autain et Eric Coquerel, le premier secrétaire du PS Olivier Faure, le secrétaire national du PCF Fabien Roussel, notamment.

Dans la salle se trouvaient également les sénateurs Philippe Dallier (LR), Esther Benbassa (EELV) et Sophie Taillé-Polian (Générations), le patron des sénateurs PS Patrick Kanner ou encore le député Boris Vallaud (PS).

Auprès de la presse, Eric Coquerel a salué un meeting “historique”, disant n’avoir jamais participé à une réunion avec des élus issus d’horizons politiques si différents, de surcroît dans une Bourse du travail. À ses côtés, les élus de droite s’étaient déplacés pour une cause “qui va bien au-delà des organisations politiques”.

Les uns comme les autres ont souligné qu’il n’y avait pas de “débouché politique” à ce rapprochement de circonstances, et qu’il ne s’agissait pas de faire un “référendum anti-Macron”. Le HuffPost 20 juin 2019

LVOG - Macon peut dormir tranquille, le voilà rassuré !

Parole d'internaute

1- "C’est une erreur de sous-estimer le pouvoir des médias !

Notre société est basée sur ce pouvoir. Leur vrai pouvoir n'est pas de convaincre avec un débat d'idée ou ce genre de truc, leur vrai pouvoir est un pouvoir d'imprégnation, et "l'élection" de Macron en est une illustration lumineuse : Pour exister il faut être présent partout. On l'a vendu comme un baril de lessive, il l'a avoué lui-même, dans une campagne de com' monumentale qui a propulsé un inconnu des élection au rang d'acteur incontournable tout en faisant oublier qu'il n'était pas un inconnu mais un ministre qui a fait passer les saloperies dont (presque) personne ne veut.

La primo-exposition, "dites du mal il en restera toujours quelque chose", l'imprégnation du vocabulaire (le RÉGIME Maduro pour un pays reconnu pour la transparence de ses élection par un ancien président US) … Notre société n'existerait pas telle qu'est est sans la propagande, la com', qu'elle soit publicitaire, économique ou politique.

Les humains ne sont pas des animaux logiques et rationnels, et ils sont très influençables en tant que groupes indépendamment des cas individuels par des procédés très élémentaires quand on y pense. Ne se préoccuper que de la dialectique sans penser à ces dynamiques de groupe c'est se planter totalement."

LVOG - Mais l'inverse est vrai également...

2- "Dans les dictatures, il y a le culte du chef, avec des statues et des portraits de 20m de haut partout et les slogans qui vont avec, rabâchés a toutes occasions.

En occident on a trouvé un système de propagande infiniment plus pernicieux et extrêmement efficace. Il s'infiltre partout, nous l'avons sous les yeux et dans les oreilles du levé au couché. Cette propagande se nomme la publicité.

Elle est le pilier centrale de l'idéologie capitaliste et du néolibéralisme."

LVOG - Disons que les mêmes processus psychologiques sont à l'oeuvre qui poursuivent le même but...

Abroger les Constitutions nationales pour instaurer la République sociale universelle.

- Algérie: le chef de l'armée met en garde contre une destruction des fondements de l'Etat - AFP 19 juin 2019

Ceux qui "tentent sciemment d'outrepasser, voire geler, l'application des dispositions de la Constitution, réalisent-ils que cela signifie la suppression de toutes les institutions de l'Etat et s'engouffrer dans un tunnel obscur dénommé le vide constitutionnel?", a interrogé mardi le général Gaïd Salah.

Le vide constitutionnel, c'est "la destruction des fondements de l'Etat national algérien et penser à construire un autre Etat avec d'autres standards, d'autres idées et d'autres projets idéologiques, auxquels seront consacrés des débats sans fin", a-t-il déclaré, dans un 2e discours en deux jours, à l'occasion d'un déplacement à Béchar (ouest), selon l'agence officielle APS.

"Il est impensable de procéder au nom du peuple, à la destruction de la réalisation du peuple algérien, qui est (...) la Constitution", a affirmé le général Gaïd Salah, estimant que les principes qu'elle contient "n'ont nul besoin de quelque forme que ce soit de révision ou de changement". AFP 19 juin 2019

En complément.

- Soudan : l'opposition lance "la troisième vague" de la révolution - Franceinfo 18 juin 2019

Stratégie du chaos du complexe militaro-industriel-financier.

Chine

LVOG - La meute enragé des médias-oligarques se déchaîne.

- Joshua Wong, libéré, rejoint la mobilisation contre l'exécutif hongkongais - AFP 17 juin 2019

- "Nous demandons le retrait total de cette loi diabolique" : à Hong Kong, deux millions de manifestants déferlent contre les autorités - Franceinfo 17 juin 2019

- La Chine soutient la dirigeante de Hongkong, affaiblie par les appels à la démission - Le Parisien 17 juin 2019

- Carrie Lam, impopulaire cheffe de l'exécutif hongkongais - LeFigaro.fr 17 juin 2019

- Hong Kong : chronique d'une autonomie toujours plus menacée par Pékin - euronews 17 juin 2019

Le POID veut en être aussi.

La Tribune des travailleurs (Internet):

17 juin – A Hong Kong, le Front civil des droits de l'homme (CHRF), organisateur de la manifestation qui a rassemblé deux millions de participants dimanche pour le retrait total du projet de loi d'extradition, appelle désormais à la grève générale pour obtenir le départ de la chef de l'exécutif, Carrie Lam. -

16 juin 2019 – 23h10 – Hong Kong : Ce sont près de deux millions de manifestants qui déferlent dans Hong Kong, déclarent les organisateurs à l'Agence France Presse. (Lire nos informations de la journée.) La cheffe du gouvernement pro-Pékin présente ses « excuses » pour avoir semé le trouble. Un parti d'opposition annonce la libération lundi du leader étudiant Joshua Wong, 22 ans, figure du mouvement prodémocratie de l'automne 2014. -

16 juin 2019 – 12h30 – Hong Kong : Des centaines de milliers de personnes défilent dans les rues, rapporte l'agence de presse Reuters. (Lire notre information de ce matin.) -

16 juin 2019 – Hong Kong : Une nouvelle manifestation est attendue malgré la décision du gouvernement de suspendre le projet de loi visant à autoriser les extraditions vers la Chine continentale. Les organisateurs réclament le retrait définitif de ce projet. Ils exigent en outre la démission de la cheffe de l'exécutif pro-Pékin de Hong Kong et ses excuses pour la répression des manifestations par la police ces derniers jours. À Pékin, un communiqué du ministère des Affaires étrangères de la Chine continentale, évoque la nécessité de « restaurer le calme au plus vite » à Hong Kong. Dans un autre communiqué, l'agence chinoise chargée des relations avec Hong Kong redit que la loi sur l'extradition est « nécessaire et justifiée ». -

15 juin 2019 – A Hong Kong, le quotidien South China Morning Post et plusieurs chaines de télévision, citant tous des sources gouvernementales, annoncent que l'administration projette de reporter l'adoption par le parlement du texte controversé qui a pour objectif d'autoriser les extraditions vers la Chine continentale. -

Rappel.

Le 2 octobre 2014

CAUSERIE

Stratégie du chaos.

- Crise à Hong Kong: une "affaire intérieure" chinoise selon Pékin - AFP
- À Hongkong, Pékin va miser sur le «pourrissement» de la situation - LeFigaro.fr
Comme Hollande-Valls avec les pilotes d'Air France par exemple.
- Hong Kong : Pékin renforce la censure du Net - LePoint.fr
- A Hongkong, des étudiants menacent d'envahir le siège du gouvernement - Liberation.fr

Sortez votre parapluie, la réaction éructe.

- Mouvement pro-démocratie à Hong Kong : la "révolution des parapluies" s'intensifie - Atlantico.fr
- Solidarité avec les parapluies de Honk Kong - LeMonde.fr -
- Hong Kong : les manifestants plus déterminés que jamais en ce jour de fête nationale - Francetv info Hong Kong: les manifestants pro-démocratie conspuent la fête nationale chinoise - L'Express.fr
- En Chine, l'écho étouffé des événements de Hongkong - LeMonde.fr
- Craignant pour sa sécurité, Pékin aurait organisé des fouilles anales sur les pigeons - L'Express.fr

Le 8 octobre 2014

CAUSERIE

Sous les parapluies percés... de Washington.

Désinformation.

- Dialogue difficile entre manifestants et autorités à Hong Kong - Reuters

- A Hongkong, le mouvement de liberté est là pour durer en dépit d'une éventuelle répression - LeMonde.fr

Information.

- L'art de la guerre - Hong Kong, sous les parapluies - Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 07.10

Extrait. Le mouvement étudiant né à Hong Kong pour demander que l'élection du chef de gouvernement soit directe et non conditionnée par Pékin, est formé de jeunes appartenant généralement aux couches sociales avantagées par la croissance économique. Sur ce fond se pose la question : pourquoi, alors qu'on ignore des centaines de millions de personnes qui dans le monde entier luttent chaque jour dans des conditions bien pires pour les plus élémentaires droits humains, transforme-t-on quelques milliers d'étudiants de Hong Kong, au-delà de leurs propres revendications, en icône mondiale de lutte pour la démocratie ? La réponse doit être cherchée à Washington. Les inspirateurs et les chefs de ce qui est défini comme « un mouvement sans leader » -d'après une ample documentation- sont reliés au Département d'Etat et à ses émanations sous forme d' « organisations non-gouvernementales », en particulier la « Donation nationale pour la démocratie » (Ned) et l' « Institut démocratique national » (Ndi) qui, dotées de fonds très conséquents, soutiennent des « groupes démocratiques non-gouvernementaux » dans une centaine de pays. Deux exemples parmi tant d'autres. Benny Tai, l'enseignant de Hong Kong qui a lancé le mouvement « Occupy Central » (voir le South China Morning Post du 27 septembre), est devenu influent grâce à une série de forums financés par ces « ONG ». Martin Lee, fondateur du « Part démocrate » de Hong Kong, a été envoyé à Washington par la Ned et, après un briefing télétransmis (le 2 avril), a été reçu à la Maison Blanche le 7 avril par le vice-président Biden.

De ces faits et de nombreux autres émerge une stratégie, analogue à celle des « révolutions colorées » dans l'Est européen, qui, en instrumentalisant le mouvement étudiant, vise à rendre Hong Kong ingouvernable et à créer des mouvements analogues dans d'autres zones de la Chine habitées par des minorités nationales. Mondialisation.ca 07.10

Le 26 octobre 2014

CAUSERIE

Déstabilisation de la Chine par les Etats-Unis.

- Parapluie contre matraque : les manifs de Hong Kong en jeu vidéo - Francetv info 25.10.2014

Pour en savoir plus.

L'échec de la prière "révolution colorée" - Tienanmen, 20 ans après - Réseau Voltaire 09.06.2009 http://www.voltairenet.org/article160446.html

Ou encore.

Les manifestations de Hong Kong : Les raisons profondes de ce mouvement pour la « démocratie ». (mondialisation.ca) (23.10.14)

Russie.

Attentat sous faux drapeau.

- Vol MH17 abattu en Ukraine : les enquêteurs devraient dévoiler des noms de suspects - AFP 18.06

Le lendemain, quel suspens !

- Vol MH17 abattu en Ukraine : qui sont les quatre suspects? - AFP 19 juin 2019

LVOG - Comme par hasard !

AFP - Quatre hauts gradés des séparatistes prorusses de l'est de l'Ukraine à l'époque du crash du vol MH17, dont l'un de leurs chefs de guerre les plus connus, ont été désignés par l'équipe internationale d'enquêteurs comme suspects dans cette tragédie.

- Igor Guirkine (Russe) - Il vit en Russie.
- Sergueï Doubinski (Russe) - Il vit en Russie.
- Oleg Poulatov (Russe) - Il réside actuellement en Russie.
- Leonid Khartchenko (Ukrainien) - Il se trouve actuellement dans les territoires sous le contrôle des séparatistes dans l'est de l'Ukraine.

La Russie a réagi en dénonçant des "accusations gratuites" : "une fois de plus, des accusations tout à fait gratuites sont avancées contre la partie russe et visent à discréditer la Fédération de Russie devant la communauté internationale", a dénoncé le ministère des Affaires étrangères. AFP 19 juin 2019

A lire :

- Vol MH17- Le gouvernement malaisien : «Ils accusent la Russie, mais où sont les preuves?» - Mondialisation.ca, 01 juin 2019

Extrait.

Le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a exprimé ses doutes sur les résultats de l'enquête sur le crash du vol MH17 de la Malaysia Airlines. « Ils accusent la Russie, mais où sont les preuves ? Nous savons que le missile qui a abattu l'avion est un missile de type russe, mais il pourrait également être fabriqué en Ukraine », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Selon lui, « ce pourrait être commis par les rebelles en Ukraine » ou le « gouvernement ukrainien car eux aussi, ils possèdent le même missile ».

Monsieur Mohamad a souligné que la Malaisie devait participer à l'examen des boîtes noires, mais pour « certaines raisons » avait été exclue du processus.

« Nous ne savons pas pourquoi nous avons été exclus de l'examen, mais dès le début, nous constatons trop de politique et l'idée n'était pas de savoir comment cela s'est passé, mais d'être concentré sur le fait d'essayer de l'attribuer aux Russes. Ce n'est pas un type d'examen neutre », a-t-il déclaré.

Ce n'est pas pour la première fois que la Malaisie dénonce les méthodes groupe d'enquête conjoint (JIT), chargé d'étudier les circonstances du crash du Boeing MH17 à l'Est de l'Ukraine le 17 juillet 2014. Il y a une année, le ministre malaisien des Transports, Anthony Loke avait déclaré que les preuves recueillies par les enquêteurs internationaux ne confirmaient pas l'implication de la Russie dans le crash du vol MH17. Ces propos concordent avec les opinions de plusieurs experts internationaux qui estiment que le travail du JIT, chargé d'étudier les circonstances du crash du Boeing MH17, est très politisé. Mondialisation.ca, 01 juin 2019

- L'avion MH17 de Malaysia Airlines abattu par des avions militaires ukrainiens (20 novembre 2014)
- Mondialisation.ca, 02 juin 2019

Le compte rendu d'un contrôleur aérien espagnol sur Twitter [traduit de l'espagnol]

Un des premiers comptes rendus (en temps réel) indiquant la présence de deux avions militaires ukrainiens a été révélé par des messages Twitter du contrôleur aérien espagnol le jour des attaques. (C'est l'auteur qui souligne.)

11:48 – 17 juillet 2014

« L'avion B777 volait escorté par des chasseurs ukrainiens deux minutes avant de disparaître du radar »

11:54 – 17 juillet 2014

« Si les autorités de Kiev veulent dire la vérité, 2 avions de chasse volaient très près quelques minutes avant, n'a pas été abattu par un combattant »

12:00 – 17 juillet 2014

« L'avion B777 de Malaysia Airlines vient juste de disparaître et les autorités militaires de Kiev nous ont informé de l'attentat, comment pouvaient-ils savoir? »

12:00 – 17 juillet 2014

« 7:00 minutes après [la disparition de l'avion], l'attentat a été annoncé, plus tard, du personnel étranger a pris le contrôle de notre tour, ils ont encore ici »

12:01 – 17 juillet 2014

« Tout cela est enregistré dans les radars, pour les incrédules, abattu par Kiev, ici nous le savons et les contrôleurs aériens de l'armée le savent aussi »

13:15 – 17 juillet 2014

« Ici, les commandants militaires sont en charge et admettent que l'armée suit peut-être d'autres ordres, mais pas les pro-russes »

13:29 – 17 juillet 2014

« Le ministre de l'Intérieur savait ce que les chasseurs faisaient dans la région, pas le ministre de la Défense »

13:31 – 17 juillet 2014

« L'armée confirme que c'était l'Ukraine, mais ne sait toujours pas d'où venait l'ordre » (Spanish Air Controller @ Kiev Borispol Airport: Ukraine Military Shot Down Boeing MH#17, Global Research News, 18 juillet 2014)

Le compte Twitter du contrôleur aérien espagnol a été fermé par Twitter. Ce compte-rendu de la circulation aérienne de Kiev a été rejeté par les grands médias comme étant « une théorie du complot ». Les enregistrements audio des communications entre la tour de contrôle et l'avion n'ont pas été rendus publics.

Le rapport du pilote allemand Peter Haisenko

Dans une analyse novatrice, le pilote allemand Peter Haisenko a indiqué la présence de ce qui semblait être des trous de balle et n'auraient pas pu être causés par un missile Buk :

« La cabine de pilotage présente des traces de tirs d'artillerie. On peut voir les trous d'entrée et de sortie. Le bord d'une partie des trous est plié vers l'intérieur. Ce sont les plus petits trous, ronds et bien définis, montrant des points d'entrée, fort probablement ceux d'un projectile de calibre 30 mm. » (Revelations of German Pilot: Shocking Analysis of the "Shooting Down" of Malaysian MH17. "Aircraft Was Not Hit by a Missile", Peter Haisenko, 9 septembre 2014)

Censure du reportage de la BBC sur des témoins oculaires

Dans un reportage tourné dans l'est de l'Ukraine peu après l'incident (retiré par la suite), la BBC a présenté des témoignages selon lesquels le MH17 avait été abattu par un avion militaire. La BBC a censuré son propre reportage. Ce dernier, incluant la vidéo ont été supprimés par la BBC :

Les habitants des villages voisins sont convaincus d'avoir vu des avions militaires dans le ciel peu avant la catastrophe. Selon eux, ce sont les chasseurs qui ont abattu le Boeing.

Le gouvernement ukrainien rejette cette version des faits. Ils croient que le Boeing a été abattu à l'aide d'un missile lancé par un système « BUK » provenant de Russie.

La reporter de la BBC Olga Ivshina et la productrice Oksana Vozhdayeva ont décidé de trouver l'endroit où le missile aurait été lancé […]

Témoin n ° 2 : … Et il y avait un autre avion, un avion militaire, à ses côtés. Tout le monde l'a vu.

Témoin n ° 1 : Oui, oui. Il volait en dessous de lui, parce qu'on pouvait le voir. Il volait en dessous, de l'avion civil.

Reportage vidéo original de la BBC : conservé dans la mémoire-cache de Google

[La vidéo originale de la BCC ainsi que son reportage ont été supprimés de la mémoire-cache de Google]

Le rapport de Michael Bociurkiw, observateur de l'OSCE

Michael Bociurkiw, chef du groupe d'observateurs de l'OSCE, a confirmé à la fin juillet dans une entrevue télé à la CBC (qui n'a pas été censurée) la présence de trous de mitrailleuses dans le fuselage (ce qui porte à croire qu'un avion militaire plutôt que d'un missile était en cause). Dans le reportage de la CBC l'observateur de l'OSCE Michael Bociurkiw mentionne la présence de trous de balles dans le MH17, mais dit n'avoir toujours pas trouvé de missile.

https://www.cbc.ca/news/world/malaysia-airlines-mh17-michael-bociurkiw-talks-about-being-first-at-the-crashsite-1.2721007?cmp=rss&partner=skygrid

Source originale: http://www.cbc.ca/news/world/malaysia…– L'observateur de l'OSCE Michael Bociurkiw mentionne la présence de trous de balles dans le MH17, mais dit n'avoir toujours pas trouvé de missile. Mondialisation.ca, 02 juin 2019

Commentaires d'internautes (Abonnées au Figaro)

1- Premier constat: quand c'est l'US Navy qui abat un Airbus 300 au dessus de l'Iran, ça ne pose aucun problème! Deuxième constat, le Tribunal de La Haye s'est couché devant les US il y a peu quand il s'est agit de la litanie de crimes de guerre US en Afghanistan. Troisième constat, la Hollande est avec la Pologne le plus proche allié US du continent. Quatrième constat, le Tribunal n'a aucune preuve alors que les Russes leur ont communiqué des tonnes d'éléments sur le missile en question, le tracé radar etc.. et qu'ils ne prennent même pas en compte. J'imagine donc que dans ses statuts, le Tribunal de La Haye n'est pas contraint à examiner toutes les preuves, comme celui de Nuremberg (voir les incroyables article 18,19,20 et 21de sa Charte!)
Le 20/06/2019 à 10:18

2- Le figaro n'est pas obligé de ré-avaler sans mâcher la basse propagande Atlanto-Otanienne. Pourquoi ne pas aller interviewer le premier ministre Malaysien par exemple ? Le son de cloche risque d'être un peu différent...

3- Il semble qu'aujourd'hui, le journalisme n'implique plus de se poser des questions.

La Russie n'utilise plus ce genre de missile alors qu'on en trouve encore massivement dans les dépôts militaires ukrainiens. La Russie a fourni les documents prouvant que le missile avait été livré à l'Ukraine mais ils ont été écartés par les enquêteurs. Pourquoi?

De plus, pourquoi l'Ukraine ne fournit-elle pas les conversations de ses aiguilleurs du ciel qui ont laissé l'avion survolé une zone où 2 de ses chasseurs avait été abattu? Et surtout, pourquoi l'Ukraine a-t-elle été autorisée à participer à l'enquête avec un droit de veto alors que la Russie a été écartée?

4- "La Russie, sur le banc des accusés"? Mais la Russie a été immédiatement et depuis le début accusée d'être responsable de cette catastrophe dont personne ne pouvait initialement dire objectivement si elle résultait d'un tir visant intentionnellement et délibérément un avion civil, ou d'une erreur, soit des séparatistes, soit des forces ukrainiennes elles-mêmes. Peu importe, la Russie est coupable et condamnée d'avance, c'est le bon Obama qui nous l'avait annoncé. "L'enquête" n'a apporté aucune preuve, et le procureur hollandais, à quelques mois du procès, lance un appel à témoins, et évoque des photos publiées sur les réseaux sociaux. Dans le même temps, les accusations s'aggravent, ce sont à présent des accusations de meurtre. Vacuité et partialité de l'enquête, absence de preuves, et à présent, surenchères dans les accusations et les poursuites. Ceci n'a rien à voir avec la justice et le droit, c'est un simple procédé de propagande. C'est ce qui me gêne.

5- Le verdict est conforme aux ordres reçus le premier jour . Rappelez-vous, le jour même sur Facebook il y avait une vidéo montrant un soi-disant séparatiste se glorifier de la destruction de l'avion. En parallèle dans une autre affaire accusant l'Iran, nous avons une vidéo montrant soi disant le retrait d'une mine qui n'aurait pas explosé à côté d'un trou béant dans la coque du bateau japonais. En plus pour faire plus vrai les EU ont des empreintes digitales, et bientôt nous aurons droit à des aveux signés par les gardiens de la révolution. Les grosses ficelles se suivent et se ressemblent.

6- Très partial comme article. Si le missile avait été de fabrication américaine, aurait-on écrit dans ce journal que l'Oncle Sam est responsable? J'en doute. Mais quand il s'agit de la Russie, tout est permis.

7- Vous pouvez renouveler vos articles sur le sujet, ça reste du pipeau.

Le Premier ministre de Malaisie, pays intéressé au premier chef dans cette tragédie, répète qu'il n'y a pas l'ombre d'une preuve et qu'on ne sait toujours pas qui, des Ukrainiens ou des séparatistes, a fait le coup.

Mais ça, vous le passez évidemment sous silence...

8- Les lecteurs du Figaro (ou plutôt 90% des lecteurs du Figaro) ont bien raison. les conclusions de cette enquête sont un scandale.

9- Et ça continue. TOUT est fait pour poursuivre les sanctions contre la Russie. On a eu Skripal... Avant il y a eu la Crimée. Les

USA et les mondialistes ne supportent pas l'affront fait en Syrie, puis en Corée du Nord, puis au Venezuela, maintenant en Iran. Tout est mensonge manipulation et propagande. Pour déclencher des guerres du pétrole. Les millions de morts les pays dévastés les cultures anéanties la nature ravagée tout ça n'a aucune importance face à cette folie meurtrière qui anime certains dirigeants américains et certains lobbies de l'ombre derrière eux...

Iran.

Propagande et fabrication du consentement par les va-t-en-guerre.

LVOG - Il existe des précédents célèbres en terme d'attentats commis sous faux drapeaux, une multitude en fait puisque la plupart ont été commis par des Etats, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël principalement, le plus célèbre d'entre eux étant celui du 11 septembre 2001. Dans le même registre, celui du golfe du Tonkin en 1964, l'attaque de Pearl Harbor après que les services de renseignement américain aient percé le mode de cryptage des Japonais et feint de l'ignorer, pour justifier le carnage et l'entrée en guerre des Etats-Unis contre le Japon et l'Allemagne...

- Attaques de l'Iran : quelles sont les preuves américaines ? - LePoint.fr

- L'Iran tétanisé par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 18 juin 2019

Avant-propos - La montée des tensions dans le Golfe est un jeu dangereux qui peut déraper à tout instant. Les sabotages non revendiqués de tankers peuvent être le fait de presque toutes les parties, y compris des États-Unis habitués des opérations sous faux drapeau. Cependant une analyse rationnelle montre que Téhéran n'est pas du tout aujourd'hui dans cette disposition d'esprit. Dans un autre article, Manlio Dinucci explique l'incident en le replaçant dans le cadre de la politique énergétique globale de Washington.

Thierry Meyssan - Les États-Unis et le Royaume-Uni accusent l'Iran du sabotage de six pétroliers dans le Golfe sans en fournir la moindre preuve, sinon une vidéo US illisible. Selon eux, une embarcation des Gardiens de la Révolution y récupérait l'aimant d'une mine-ventouse non explosée sur la coque d'un des tankers, alors même que les marins assurent que leur bâtiment a été frappé par un drone ou un missile.

Le duel irano-US a changé de nature depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, en janvier 2017, mais la réaction iranienne ne peut être comprise qu'en fonction des épisodes précédents et de leurs retournements.

Le président George Bush avait tout fait ce qui était en son pouvoir pour lancer une guerre contre l'Iran à la suite de celle contre l'Iraq. Il entendait poursuivre la destruction systématique des structures étatiques du « Moyen-Orient élargi », conformément à la stratégie Rumsfeld/Cebrowski. Cependant une première fois la Commission Baker-Hamilton (2006) l'en empêcha. La classe dirigeante US ne trouvait pas assez vite son retour sur investissement pour soutenir une « Guerre sans fin ». Une seconde fois, le commandant du CentCom, l'amiral William Fallon, qui avait commencé à discuter avec Mahmoud Ahmadinejad de la stabilisation de l'Iraq, s'y opposa (2007-08). En définitive, le vice-président Dick Cheney donna instruction à Israël de louer des aéroports géorgiens de manière à pouvoir bombarder directement l'Iran sans avoir à réapprovisionner d'avions en vol. Mais ce fut la Russie qui cloua au sol les bombardiers israéliens dès les premières heures de la guerre d'Ossétie du Sud (août 2008).

À son arrivée à la Maison-Blanche, Barack Obama tenta de poursuivre la même stratégie, mais de manière moins brutale. Comme Bush et Cheney, il était persuadé qu'il fallait agir vite pour s'emparer du pétrole iranien alors que cette ressource allait bientôt manquer à l'économie mondiale (théorie du « pic pétrolier »). Plutôt que de lancer une nouvelle guerre dont le public US ne voulait pas, il amplifia des manifestations pour renverser son homologue iranien (2009). Constatant l'échec de cette « révolution colorée » face à Mahmoud Ahmadinejad, il mena à Oman des discussions avec les partenaires habituels de Washington depuis la Révolution de l'imam Rouhollah Khomeini, c'est-à-dire le clan d'Hachemi Rafsandjani (mars 2013) et plus particulièrement cheikh Hassan Rohani qui avait été le premier contact iranien lors de l'affaire Iran-Contras. Lorsque ce dernier fut élu (2013), il débuta immédiatement des négociations d'État à État pour partager le Moyen-Orient entre Saoudiens et Iraniens sous couvert de lutte contre la prolifération nucléaire. Un traité fut négocié en présence des grandes puissances en Suisse, mais il ne fut signé qu'en 2015. L'Iran obtint le droit d'exporter à nouveau son pétrole pour redémarrer son économie.

Progressivement, les relations entre les deux États se normalisèrent, jusqu'à ce que Donald Trump devienne président US (2017). Son objectif était complétement différent : la Maison-Blanche ne croyait plus que le pétrole allait manquer, mais était au contraire persuadée qu'il y en avait trop sur le marché ; elle ne poursuivait plus la politique impériale de ses prédécesseurs, mais se préoccupait uniquement de faire de l'argent. Plutôt que d'organiser sa domination du Moyen-Orient, elle entendait limiter l'approvisionnement du marché mondial de manière à pouvoir maintenir les prix du brut au niveau de la rentabilité du pétrole de schiste US. Les États-Unis encouragèrent des manifestations contre la classe politico-religieuse (2017-18), puis abrogèrent l'accord sur le nucléaire (2018).

Depuis lors, l'Iran parait tétanisé. À la différence des politiques, les religieux sont rigides et ne savent pas faire leur auto-critique. Dieu, qu'ils représentent sur terre, ne saurait se dédire. C'est pourquoi, contrairement à une idée répandue, la théocratie iranienne

est excellente commerçante, mais piètre diplomate.

L'Iran refuse toute offre de négociation avec les États-Unis et attend désespérément le retour des Démocrates au pouvoir à Washington ; un pari dangereux dans la mesure où Donald Trump pourrait être réélu pour 4 ans et que l'économie iranienne est au bord du précipice.

Cette paralysie empêche l'Iran de planifier des provocations comme celle que Washington et Londres lui attribuent, d'autant que des attaques contre les intérêts occidentaux compromettraient ses futures relations avec les Démocrates US.

Contre toute attente, la méthode Trump n'aboutira pas dans ce cas. La culture perse est celle des miniatures. Elle a ceci de particulier que les Iraniens sont le peuple le plus capable d'endurer de très longs tourments pour triompher. Réseau Voltaire 18 juin 2019

Totalitarisme En Marche.

- Pour Blanquer, la grève le 1er jour du bac n'est "pas très acceptable" - Le HuffPost 17.06

- Municipales à Paris : l'organisation d'une primaire LREM est «exclue» pour Alain Richard - Le Parisien17.06

- Les adversaires de Benjamin Griveaux se révoltent à Paris - Le HuffPost17.06

- Crise au sein de LREM dans le Nord - Le Parisien17.06

En Marche ou le temps des miliciens du parti unique.

- Cette vidéo du Service national universel inspire (et indigne) les internautes Le HuffPost - 17 juin 2019

"Flippantes", "effrayantes"... sur les réseaux sociaux, les premières scènes du Service national universel (SNU) ne sont pas passées inaperçues. Nombreux sont les internautes à s'indigner de voir des adolescents en uniforme au garde-à-vous chanter la Marseillaise.

On peut voir sur ces vidéos publiées en masse par les ministres et autres comptes liés à l'action du gouvernement, des jeunes en tenue réglementaire en train d'entonner l'hymne national, de passer une visite médicale ou encore de hisser le drapeau tricolore. La tenue n'est pas encore revêtue mais les jeunes volontaires sont prêts pour leur séjour.

Mais ce sont les scènes de chants collectifs -aux accents militaires- qui ont visiblement dérangé. "Je suis le seul que ça fait limite flipper?", commente l'un, quand d'autres s'indignent de l'âge de ces adolescents. "Décidément c'est bien les années trente et c'est ultra flippant", renchérit un autre.

Un uniforme, un logo martial, une jeunesse volontaire.

Décidément c'est bien les années trente et c'est ultra flippant. Le HuffPost 17 juin 2019

Antisocial.

Haro sur les chômeurs ! Ils instaurent les travaux forcés !

LVOG - Bientôt pour avoir le droit aux allocations chômages dont sont déjà exclus plus de la moitié des chômeurs, il faudra avoir travaillé 6 mois... au cours des 6 derniers mois !

Ce que prévoit la réforme de l'assurance-chômage pour économiser 3,4 milliards d'euros - Franceinfo 18 juin 2019

Conditions d'accès à l'indemnisation, dégressivité des allocations, accompagnement des chômeurs, système de bonus-malus pour les entreprises ayant recours aux contrats courts... De l'avis général, la réforme de l'assurance-chômage, présentée mardi 18 juin à Matignon par le Premier ministre, Edouard Philippe, et la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, s'annonce explosive. (Un pétard mouillé ! - LVOG)

L'objectif annoncé par le chef du gouvernement : réduire de 150 000 à 250 000 le nombre de demandeurs d'emploi pour atteindre 3,4 milliards d'euros d'économies sur la période 2019-2021. Voici les principales mesures qui sont contenues dans cette réforme déjà critiquée de toutes parts et qui fera l'objet d'un décret publié "le plus rapidement possible d'ici la fin de l'été", a précisé le

Premier ministre.

Des conditions durcies pour ouvrir et prolonger ses droits au chômage

Le gouvernement prévoit de durcir les conditions d'entrée dans le régime. A partir du 1er novembre, il faudra avoir travaillé l'équivalent de six mois durant les 24 mois écoulés pour bénéficier des allocations chômage et non plus quatre mois sur les 28 mois précédents. Le régime se rapprocherait de celui en vigueur au Royaume-Uni. (Le but est d'exclure un maximum de chômeurs des allocations chômage. - LVOG)

Selon Les Echos, cette mesure concernerait 236 000 personnes, soit 11% des allocataires, et permettrait de réaliser une économie de 160 millions d'euros.

Les conditions de "rechargement" des droits seront également durcies : il faudra avoir travaillé six mois au lieu d'un pendant sa période de chômage pour voir son indemnisation prolongée d'autant. (Idem - LVOG)

La base de calcul de l'allocation chômage revue

Les règles d'indemnisation seront revues à partir du 1er avril 2020 de façon à ce qu'il ne soit plus possible de bénéficier d'une indemnisation chômage supérieure à la moyenne des revenus du travail, un phénomène qui toucherait, selon le ministère, un chômeur sur cinq. Un chiffre contesté par les syndicats.

Les indemnités chômage seront donc calculées sur le revenu mensuel moyen du travail, et non sur les seuls jours travaillés comme aujourd'hui. Elles ne pourront toutefois jamais être inférieures à 65% du salaire net mensuel moyen. (Cela va entraîner une baisse systématique des indemnités chômage. - LVOG)

Un montant d'indemnisation réduit pour les cadres

Selon le ministère du Travail, qui se base sur des chiffres de Pôle emploi, les cadres qui perçoivent les indemnisations chômage les plus élevées (plus de 5 000 euros) sont ceux qui restent le plus longtemps au chômage (575 jours). Pour éviter la prolongation de ces périodes, les salariés qui avaient un revenu du travail supérieur à 4 500 euros brut par mois verront, à partir du 1er novembre, leur allocation réduite de 30% au début du septième mois d'indemnisation, avec un plancher fixé à 2 261 euros. (Ils vont se mettre à dos les couches supérieures de la classe ouvrière, ce qui facilitera l'unité de la classe. - LVOG)

Les salariés âgés d'au moins 57 ans ne seront pas concernés par cette mesure. Actuellement, les allocations chômage ne sont pas dégressives mais plafonnées à 7 700 euros brut par mois. Seule une infime minorité des indemnisés (environ 0,03%, selon l'Unédic) sont concernés par ce plafonnement.

Le cas des démissionnaires et indépendants

Conformément à ce que le gouvernement avait prévu dans sa première réforme en 2018, les salariés démissionnaires et les travailleurs indépendants pourront bénéficier de l'assurance-chômage à partir du 1er novembre 2019.

Les démissionnaires concernés seront les salariés avec au moins cinq ans d'ancienneté dans leur entreprise, qui ont un projet professionnel. Ils bénéficieront des mêmes droits que les autres chômeurs. (Cela ne devrait concerner qu'une infime minorité. - LVOG)

Pour les travailleurs indépendants, l'indemnité sera de 800 euros par mois pendant six mois. L'activité professionnelle devra avoir généré un revenu minimum de 10 000 euros par an sur les deux dernières années, avant liquidation judiciaire. (Comment survivre avec 800 euros ? Une misère. - LVOG)

Un bonus-malus pour l'usage de contrats courts

Un système de bonus-malus faisant varier les taux de cotisation chômage de 3% à 5% sera instauré à partir du 1er janvier 2020 pour les entreprises de plus de onze salariés afin de lutter contre l'enchaînement des CDD ou des missions d'intérim. Ce taux est déterminé en fonction du nombre de ruptures de contrats de travail. Ainsi, plus le nombre de salariés qui s'inscrivent à Pôle emploi après avoir travaillé pour une entreprise est important par rapport à son effectif, plus une entreprise paiera de cotisations patronales à l'assurance-chômage. (La déréglementation du Code du travail offre tellement de facilités pour se débarrasser d'un employé en CDI, il suffira aux patrons de transformer certains CDD en CDI, puis au fur et à mesure de leurs besoins de les virer ou les pousser la démission, et ainsi de suite, ils échapperont ainsi à ce terrible ou ruineux malus de 2% ! Ils pourront aussi se rabattre sur les stagiaires ou les apprentis. - LVOG)

Ce dispositif ne concernera que les sept secteurs qui génèrent le plus de contrats courts (notamment la restauration, l'agroalimentaire ou l'hébergement). Deux gros secteurs utilisant beaucoup de CDD échappent à la mesure : le bâtiment et la santé. (Ouf ! - LVOG)

Les CDD d'usage (des contrats renouvelables indéfiniment, sans délai de carence), qui ont explosé depuis leur création en 1982, se verront appliquer une taxe forfaitaire de dix euros, pour inciter les entreprises qui en abusent à proposer des contrats d'une semaine ou d'un mois plutôt que de quelques heures chaque jour. (Dix euros, quelle punition insoutenable ! - LVOG)

Les employeurs de salariés intermittents du spectacle ne seront pas concernées par cette mesure, mais conserveront la cotisation patronale supplémentaire de 0,5% introduite par la convention de mars 2017.

Les effectifs de Pôle emploi renforcés

Plus de 1 000 nouveaux conseillers Pôle emploi seront recrutés pour mettre en place de nouveaux services d'accompagnement, a aussi annoncé la ministre du Travail, mettant ainsi fin à trois années de diminution des effectifs de l'organisme public. (Pôle emploi, tout comme le Caf, se transforment de plus en plus en milices appliquant la politique du régime ou traquant les fraudeurs. - LVOG)

A partir du 1er janvier 2020, les conseillers vont par ailleurs proposer deux demi-journées d'accompagnement intensif aux demandeurs d'emploi qui le souhaitent dans les quatre premières semaines qui suivent leur inscription à l'organisme. (On leur conseillera vivement d'y participer avec enthousiasme, même s'ils n'en pensent pas moins, histoire de montrer leur bonne volonté aux agents de Pôle emploi dont dépend en grande partie leur sort, puisqu'ils détiennent le pouvoir d'interpréter la situation et le comportement des chômeurs qui déterminera s'ils bénéficieront ou non d'allocations chômage. Là, c'est un devoir d'être hypocrite, menteur, etc. comme avec les patrons ou les flics en somme. - LVOG Franceinfo 18 juin 2019

Même s'alimenter en milieu de journée quand on travaille va devenir un crime.

- Espagne : les pauses des salariés coûtent trop cher aux entreprises - LePoint.fr 17 juin 2019

Les travailleurs espagnols prennent-ils trop de pauses ? Selon un rapport d'Adecco, dévoilé par Les Échos, le temps passé par les salariés à ne pas travailler lorsqu'ils sont au bureau coûte 3,3 milliards d'euros par an aux entreprises d'Espagne. L'enquête menée dans 30 000 structures affirme que les pertes de temps d'un salarié vont de 53,8 heures à 161,3 heures par an, pour un coût moyen de 3 224 euros. En Espagne, le temps de travail hebdomadaire est de 40 heures, pour des journées d'une durée de neuf heures au maximum. LePoint.fr 17 juin 2019

Le Point. - Parmi les pays de l'OCDE, la France est celui où les personnes ayant un emploi passent le moins de temps au travail au cours de l'année, avec 1 472 heures travaillées. Comme le rappelle BFM TV, les salariés français apprécient également les pauses puisque 39 % des travailleurs affirment prendre au moins 30 minutes pour déjeuner pendant leur journée de travail. LePoint.fr 17 juin 2019

LVOG - Et pour aller se soulager, avez-vous fait le calcul ? Scélératesse !

Au fait, pourquoi vont-ils travailler à une heure ou une heure et demie de chez eux , pourquoi sont-ils obligés d'emprunter les transports en commun ou leur voiture pour aller travailler, quand ils existent les mêmes emplois à 10 minutes de chez eux ? Ah, si c'est à cause de l'anarchie du capitalisme, pas question qu'on aborde ce sujet, écolo-capitalisme oblige !

Totalitarisme. Au temps des faussaires en tout genre.

LVOG - Monnaie, infos, témoins, journalistes, historiens, experts, scientifiques, constats, analyses, etc. tout est faux ou faussé, sonne faux, mais ne dites surtout pas qu'ils conspirent en toute impunité contre les peuples qui ignorent ce qu'ils manigancent derrière leurs dos, puisque c'est pour leur bien...

- Libra: Tout savoir sur la cryptomonnaie de Facebook qui veut «réinventer» le cash - 20minutes.fr 18.06

Cette monnaie électronique devrait être lancée avant la mi-2020 et placée sous le contrôle d'une organisation indépendante basée à Genève (Suisse) et composée d'entreprises comme Mastercard et Visa (cartes bancaires) ou PayPal (système de paiement). (Dont les patrons participent au groupe Bilderberg. - LVOG)

LVOG - Comment fabriquer des faux témoignages sur mesure.

- Facebook crée une IA capable de copier la voix de n'importe qui - Les Crises 19 juin 2019

Un nouveau synthétiseur vocal, capable de copier la voix de n'importe qui au monde, vient de voir le jour. Ce petit bijou technologique est le fruit des équipes de recherche de la division IA de Facebook. Une machine appelée MelNet, qui ouvre le spectre d'une nouvelle ère des contenus audio.

Au lieu de se servir de formes d'ondes audio, les deux chercheurs ont utilisé des spectrogrammes pour former leur réseau de neurones profonds. L'avantage des spectrogrammes, c'est qu'ils enregistrent tout le spectre des fréquences audio et leur évolution dans le temps. L'information audio est bien plus dense et permet donc de se rapprocher d'un rythme et d'une intonation réels.

Les résultats sont impressionnants, MelNet est capable de reproduire la voix de n'importe qui.

Récemment, une équipe de recherche de l'Université du Zhejiang et le Fuxi AI Lab de NetEase, mettait au point un système très intéressant, qui permet de générer une animation faciale à partir d'une piste audio. Aujourd'hui avec l'invention de Facebook AI, la combinaison de ces deux intelligences artificielles pourrait nous emmener beaucoup plus loin. Les Crises 19 juin 2019

Ils osent tout.

- Valls accuse Ciudadanos, ses ex-alliés, de pactiser avec l'extrême droite - Le HuffPost 19.06

- Un artiste crée des gilets pare-balles pour enfants contre les fusillades aux États-Unis - Le HuffPost

- L'ONU dénonce des "discours de haine toujours plus virulents" - AFP 19 juin 2019

"Alors que le discours de haine a toujours existé, la nouveauté vient des communications numériques et plus particulièrement des réseaux sociaux. Ils rendent le discours de haine plus virulent que jamais, l'amplifient et lui permettent de se répandre plus rapidement et plus loin". (Heureusement qu'ils existent ou qu'ils les ont créés ! - LVOG)

"Dans de nombreux conflits entre communautés, pour des raisons ethniques ou religieuses, les discours haineux jouent un rôle et bien sûr plus une société est connectée (à l'internet) et plus leur impact est important", a relevé le patron de l'ONU. (Mais pas de raisons économiques, non, le capitalisme ne peut être mis en cause... - LVOG) AFP 19 juin 2019

- Chine: un rapport dénonce la poursuite de prélèvements forcés d'organes - AFP 18 juin 2019

- En Égypte, libéraux et islamistes pleurent la mort de Mohamed Morsi - LePoint.fr

Le seul président élu démocratiquement en Égypte est mort en plein tribunal. L'islamiste était à nouveau jugé dans une affaire d'espionnage. LePoint.fr

LVOG - Les fanatismes se rejoignent, Le Point où BHL déverse son venin sur le monde, témoigne sa proximité avec les Frères musulmans et leur idéologie rétrograde et barbare, normal.

- Khashoggi: une experte de l'ONU tient pour responsable l'Arabie saoudite - AFP

LVOG - Maintenant que l'Arabie saoudite a rejoint le club fermé des régimes qui se tapent des résolutions de l'ONU, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et Israël, quelle audace !

INFOS EN BREF

Mexique

- Le Mexique ratifie le nouveau traité de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada AFP 19 juin 2019

Le Mexique a ratifié mercredi le nouvel accord de libre-échange nord-américain (AEUMC) avec le Canada et les Etats-Unis, devenant le premier pays à donner son feu vert à ce traité, malgré les récentes tensions avec Washington sur l'immigration.

Le texte a été approuvé par le sénat mexicain par 114 voix contre quatre, et trois abstentions, envoyant "un message clair en

faveur d'une économie ouverte et d'une intégration économique approfondie dans la région", s'est félicité le ministère de l'Economie dans un communiqué.

"Cela signifie des investissements étrangers au Mexique, des emplois au Mexique, un accès au marché américain pour nos produits" a commenté le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador.

Le président américain Donald Trump a félicité son homologue mexicain pour ce vote. "Félicitations au président Lopez Obrador. Le Mexique a voté pour ratifier l'AEUMC par une large majorité. C'est le moment pour le Congrès de faire pareil ici", a tweeté M. Trump.

Ce nouveau traité doit remplacer l'accord de libre-échange nord-américain (Alena), en vigueur depuis 1994 mais vivement critiqué par le président américain Donald Trump. Il doit permettre aux trois pays de continuer de s'échanger des milliards de biens et services sans droits de douane. AFP 19 juin 2019

DEUXIEME PARTIE

Conspiration et théorie de la peur imaginée par l'oligarchie et ses idéologues pour imposer leur nouvel ordre mondial totalitaire.

- La fin de l'humanité commence en 2030! par Jean-Paul Alonso Saintes - mediapart.fr 15 nov. 2018

LVOG - Parce que sans déconner, après il sera trop tard !

Extraits.

Qu'on se le dise, si les maîtres du monde en perdition l'ont proclamé.

- Et aujourd'hui, le climat est devenu la priorité des priorités.

LVOG - La priorité, c'est plutôt d'éradiquer le capitalisme de la surface de la terre, pour que la civilisation humaine puisse faire face aux défis que son développement a engendrés et s'adapter aux aléas climatiques dus essentiellement à l'activité du soleil.

L'eugénisme est le corollaire ou l'un des buts de l'écologie politique intégrée à l'idéologie néolibérale.

- Le réchauffement climatique va faire s'effondrer la population vers 2030

LVOG - A moins que ce ne soit l'effondrement du capitalisme qui fasse "*s'effondrer la population*" en empruntant les moyens les plus injustes et cruels, cela va de soi.

Ils formulent un voeu. Le réchauffement climatique comme arme coercitif entre les mains des puissances impérialistes occidentales.

- La première Conférence de l'ONU sur le climat (COP01), en mars 1995 à Berlin, et toutes celles qui ont suivi chaque année jusqu'à nos jours, n'ont pas réussi à mettre en place un instrument juridique pour contraindre les pays à respecter l'environnement et les climats.

LVOG - Aligné sur le rapport des faussaires du GIEC (ONU).

- L'atmosphère se réchauffe à une vitesse de +0,2°C par décennie, qui s'ajoute à la surchauffe de +1°C déjà produite au siècle dernier.

LVOG - Plutôt à la fin du siècle dernier, car au milieu des années 50, période de ma naissance et de mon enfance, la température en hiver à Paris était descendue nettement en dessous de - 10°C, les aiguillages étaient bloqués par les congères et la glace et les trains étaient paralysés. Donc cette accélération du réchauffement climatique s'est réalisée en si peu de temps, qu'il ne peut pas être attribuée à l'activité humaine...

La culpabilisation des peuples.

- Vous êtes, vous les Européens, les Américains, etc., les plus gros émetteurs de CO2.

- Je vous invite à corriger chacun de vos gestes inconsidérés, car si l'on considère l'effet papillon dans la théorie du chaos, chacun d'eux peut déclencher l'emballement climatique et provoquer l'extinction de l'humanité.

- Ne pas perdre de vue que les émissions de GES et la surchauffe climatique dépendent essentiellement de notre consommation.

Il ne faut pas s'opposer à l'exode planifié et contrôlé par l'Otan des populations du Sud vers le Nord.

- Une longue chaîne de solidarité humaine entre le Nord et le Sud devra empêcher les murs de continuer à se dresser aux frontières des États pour empêcher les populations en perdition d'immigrer.

Les solutions qu'ils préconisent devraient affecter le niveau de vie de la population, hormis les nantis, s'il vous plaît !

- Le développement personnel représente une priorité sans laquelle l'humain reste prisonnier de ses envies, qui sont stimulées et exploitées par les publicistes pour faire surconsommer tout et n'importe quoi.

- Il faut donc apprendre la sobriété et éviter de renouveler nos appareils inconsidérément. Tant qu'ils fonctionnent conservez-les, faites les réparer. Faites durée vos produits... (Et l'obsolescence programmée ? La fabrication d'une multitude de produits à partir matériaux fragiles qui en font des articles jetables, réalisés à faible coût pour réaliser un maximum de profit ? - LVOG)

- Faites durée le plus longtemps possible vos produits, tout en réduisant leur utilisation au maximum, fermez vos box Internet la nuit par exemple, baissez votre chauffage, levé le pied en voiture, faites les petits trajets en vélo, etc.

- Une manière simple de réduire ses dépenses énergétiques, est de réduire son usage d'Internet, des communications et transactions électroniques, de supprimer tous les mails, fichiers et autres informations dont vous n'avez plus l'usage et de vider les corbeilles numériques.

- D'autres gestes, comme payer en espèces pour éviter la monétique, éteindre les box Internet quand elles ne servent pas (nuit, heures d'absence ou autre), idem pour tout ce qui est connecté au réseau électrique, hertzien, optique, etc.

- Pour absorber le carbone (CO2) de l'atmosphère, il faut planter des arbres autant qu'on peut, éviter l'artificialisation des sols et privilégier l'habitat collectif tout en recherchant l'autonomie alimentaire et énergétique localement pour limiter les transports. (

LVOG - "*Planter des arbres*", pendant que les Etats qui pratiquent la déforestation à grande échelle ne sont pas inquiétés ; "*privilégier l'habitat collectif*" pendant que les nantis vivent ou se font construire de gigantesques villas ou châteaux ; "*limiter les transports*", alors que les nantis se déplacent en jets privés ou en yachts géants! -

- Ne restez surtout pas dans les grandes villes.

LVOG - Comme si les travailleurs avaient le choix de vivre et de travailler où ils le désiraient !

- Produire ou acheter des aliments biologiques. (50 à 100% plus chers, parole de nantis ! - LVOG)

- Quand des milliards d'individus appliqueront cette sobriété (Allez raconter cela aux milliards pour qui "*sobriété*" rime au quotidien avec frustration, privation, précarité absolue, scélérat ! - LVOG) , nous aurons peut-être la chance d'éviter des souffrances à nos enfants et petits-enfants. (Ce n'est pas le capitalisme qui serait responsable du soi-disant réchauffement dû à l'activité humaine, non, c'est uniquement les peuples. - LVOG)

Nos ennemis ont de la suite dans les idées.

LVOG - L'écologie, l'environnement, le climat : Une arme de guerre contre tous les peuples.

Extrait du document sur le mouvement écologique mis en ligne dans le portail.

- Le rapport que la Commission trilatérale fit paraître en 1991, juste avant le Sommet de la Terre de Rio, va reprendre les idées maîtresses de la « Montagne de fer » (Jim MacNeill, Pieter Winsemius, Taizo Yakushiji, Beyond interdependance, New York, Oxford University Press, 1991) :

« La crainte d'un conflit nucléaire, qui a exercé une pression psychologique considérable à une époque, s'est traduite par un soutien politique à l'effort de défense, est en train de s'estomper. Mais certaines menaces environnementales pourraient finir par exercer la même pression dans l'esprit des peuples. Tout comme l'arme nucléaire, certaines formes de dégradation environnementale constituent des menaces mortelles, l'une comparable à une attaque cardiaque, l'autre à un cancer. Les négociations environnementales pourraient ressembler aux négociations en matière de désarmement. Mais elles différeront au moins sur un point fondamental. Une nation ne peut utiliser l'arme nucléaire comme moyen de pression politique que si elle est forte dans les domaines militaire, technologique et économique. Un pays n'a pas besoin d'être riche ou puissant pour se servir des questions environnementales comme moyen de pression [en refusant de coopérer]. » (C'est nous qui soulignons.)

« En résumé, les années 90 seront moins favorables à la coopération entre les pays de la Trilatérale que ne le furent les années 70 et 80. En l'absence d'une menace extérieure suprême, facilement dramatisée, les citoyens des pays démocratiques auront naturellement tendance à se préoccuper des affaires intérieures et à aborder les problèmes dans une perspective paroissiale. Mais la Commission trilatérale peut aider à dramatiser les coûts d'un manque de coopération trilatérale et d'une division de l'économie mondiale en blocs séparés. »

Et Albert Gore, vice-président américain, popularisera ce thème dans son livre Earth in the Balance (Houghton Mifflin Company, Boston, 1992) :

« De plus en plus de gens se joignent au mouvement de résistance [à la destruction écologique], mais le temps est venu de faire de cette lutte le principe organisateur central de la civilisation mondiale. (...)

« J'ai la conviction que nous devons choisir une ligne d'action sans équivoque, il nous faut faire de la sauvegarde de l'environnement l'épine dorsale de notre civilisation. » (C'est nous qui soulignons.)

Le clone français d'Albert Gore, Michel Barnier, ancien ministre et commissaire européen, reprend aussi la thématique trilatérale :

« [L'ampleur du désastre écologique révélé par la faillite de l'empire soviétique] justifierait un véritable "plan Marshall" de l'écologie, financé essentiellement par l'Europe occidentale, les États-Unis et le Japon. »

Et le Club de Rome, dans son rapport Question de survie (1991), entérine l'adoption définitive par les malthusiens de cette stratégie :

« A la recherche d'un nouvel ennemi qui nous ferait nous unir contre lui, nous en sommes venus à penser que la pollution, la menace du réchauffement de la Terre, la pénurie d'eau, la famine et le reste étaient les bons candidats. Tous ensemble, avec en plus leurs interactions, ces phénomènes constituent effectivement la menace commune qui appelle la solidarité de tous les peuples. »

En fait, de tous ces facteurs, c'est la protection de l'atmosphère qui s'est révélé le facteur le plus efficace en termes d'impact médiatique.

Dès 1975 une conférence intitulée « L'atmosphère menacée et menaçante » fut organisée par l'anthropologue Margaret Mead. Cette dernière expliqua que « c'est la croissance sans précédent de la population mondiale qui a certainement l'influence la plus déstabilisante pour la biosphère ». La conclusion était évidemment la nécessité de réduire la population humaine et son activité industrielle.

Pour que l'opinion publique accepte cette réduction, Margaret Mead proposa ce qui suit :

« Ce que nous demandons aux scientifiques, ce sont des estimations présentées avec suffisamment de conservatisme et de plausibilité. (...) C'est ce qui nous permettra de commencer à construire un système d'alerte artificielle, mais d'alerte efficace, le genre d'alerte qui pousse les animaux à fuir avant le cyclone. (...) Il faut rendre clair que les peuples de toutes les nations sont physiquement interdépendants. Ce n'est que comme cela que nous parviendrons à obtenir les sacrifices dont les hommes sont capables. (...) Il faut donc concentrer toute notre attention sur les dangers qui concernent l'humanité dans son ensemble. (...) [Les chercheurs en] sciences de la nature doivent donc développer des manières de décrire le danger qui nous menace d'une façon qui soit plausible entre eux ». Autrement dit, la vérité scientifique n'a pas d'importance, seules comptent les explications plausibles sur lesquelles se met d'accord un « club » qui détermine ce que doit croire la population.

La menace du réchauffement climatique une fois établie dans les esprits, suite à diverses manipulations, on peut passer à l'étape suivante : la création d'institutions supranationales. C'est ce qu'affirme en 1987 la Commission Brundtland (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Notre avenir à tous, Montréal, Ed. du fleuve, Les publications du Québec, 1989) :

« L'important n'est pas vraiment de savoir si ces avenirs énergétiques plus modérés et efficaces sont tout à fait réalisables selon le calendrier prévu. Il s'agit plutôt d'opérer de profonds remaniements politiques et institutionnels pour restructurer les investissements afin de pouvoir se lancer sur cette voie. »

Mais la Commission trilatérale, dans Beyond Interdependance, avertit « [qu'il] faudra du courage et une vision politique pour surmonter ces obstacles et procéder à des modifications politiques et institutionnelles sur une échelle inconnue depuis la Deuxième Guerre mondiale. »

Et les hommes d'État n'hésitent pas à approuver, tel François Mitterrand :

« Je crois, en effet, qu'il est nécessaire de créer un organisme supranational qui sera seul capable de veiller efficacement au respect des réglementations internationales qui devront être édictées dans ce but [la protection globale de l'atmosphère]. (Changements climatiques, ce qu'en pensent les hommes d'État, OMM, Genève, 1991.)

Laissons la conclusion à Paul Crutzen, spécialiste de l'atmosphère, codétenteur du prix Nobel pour ses travaux sur la couche d'ozone. C'est donc un des pères scientifiques du Protocole qui s'exprime (Le Monde du 30 janvier 1997) :

« Lorsque des prévisions apocalyptiques furent avancées, on ne connaissait pas exactement l'ampleur de la détérioration de la couche d'ozone. Maintenant on sait que les dégâts sont très faibles. La démonstration a été faite que la couche d'ozone se détériore à un rythme fort ralenti. »

LVOG - Cet article date un peu, mais j'ai lu depuis des articles qui le confirmaient, j'ignore ce qu'il en est en juin 2019.

La "***transition énergétique et sociale***", c'est la transition vers l'austérité généralisée.

- La population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards de personnes en 2050, selon un rapport de l'ONU - Franceinfo 18 juin 2019

Deux milliards d'êtres humains en plus en 30 ans. La population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards de personnes en 2050, contre 7,7 milliards aujourd'hui, avec notamment un doublement des habitants de l'Afrique subsaharienne, selon un rapport de l'ONU publié lundi 17 juin.

D'ici à 2050, plus de la moitié de la croissance projetée de la population mondiale se concentrera dans neuf pays, précise le rapport "Perspectives de la population dans le monde". Les Etats concernés sont l'Inde, le Nigeria, le Pakistan, la République démocratique du Congo, l'Ethiopie, la Tanzanie, l'Indonésie, l'Egypte et les Etats-Unis.

Plus de la moitié de la croissance démographique dans le monde d'ici à 2050 aura lieu en Afrique, un continent dont la population augmentera d'environ 1,3 milliard d'habitants au cours de la période", précise l'organisation internationale. Proportionnellement, c'est la région du monde qui devrait connaître la plus forte évolution démographique. Et les Nations unies de préciser : "les perspectives tablent sur un boum démographique notamment parce qu'un grand nombre de jeunes atteindront l'âge adulte dans les années à venir et seront en âge de procréer."

Cinq pays africains figurent parmi les neuf Etats du monde où la population croît le plus. Premier, le Nigeria, suivi de la République démocratique du Congo (RDC), l'Ethiopie, la Tanzanie et l'Egypte (à côté de l'Inde, du Pakistan, de l'Indonésie et des Etats-Unis d'Amérique). Actuellement, le Nigeria est le seul état africain se trouvant parmi les pays les plus peuplés. Selon les données du Fonds des Nations unies pour la population, cet Etat le plus peuplé d'Afrique compte 201 millions d'habitants.

La plupart des populations à la croissance la plus rapide se trouvent dans les pays les plus pauvres", observe le secrétaire général adjoint de l'ONU aux Affaires économiques et sociales, Liu Zhenmin, cité par le communiqué onusien.

Dans le même temps, au niveau mondial, on constate un vieillissement de la population. "En 2050, une personne sur six dans le monde aura plus de 65 ans (16%) (...). En 2018, pour la première fois de l'histoire, les personnes âgées de 65 ans et plus étaient plus nombreuses que les enfants de moins de cinq ans dans le monde", précise l'ONU. Un mouvement qui devrait notamment concerner l'Afrique du Nord, où "la part des personnes âgées (pourrait) doubler dans les 30 prochaines années". Curieusement, cette dernière information figure dans le communiqué en anglais, mais pas dans celui en français...

Parmi ses prévisions, l'ONU prévoit une population qui pourrait atteindre près de 11 milliards d'individus en 2100. Le rapport confirme par ailleurs le vieillissement de la population mondiale, en raison d'une espérance de vie croissante et d'une baisse de la fécondité.

Un niveau de fécondité en recul dans le monde

Le nombre de pays connaissant une réduction de taille de la population augmente néanmoins, note aussi le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'où est issu le rapport. Depuis 2010, 27 pays ou territoires ont connu une réduction d'au moins 1% de la taille de leurs populations, une baisse due à des faibles niveaux de fécondité. Dans ses prédictions, l'ONU

prévoit notamment que la population en Chine devrait diminuer de 31,4 millions, soit environ 2,2% entre 2019 et 2050.

L'indice de fécondité global, qui a baissé de 3,2 naissances par femme en 1990 à 2,5 en 2019, devrait encore diminuer pour s'établir à 2,2 en 2050. Ce dernier taux s'approche du niveau de fécondité de 2,1 naissances par femme, nécessaire pour assurer le remplacement des générations et éviter le déclin de la population à long terme en l'absence d'immigration, indique le communiqué de l'ONU. Franceinfo 18 juin 2019

LVOG - Quand on évoque la population mondiale, immigration ou non, elle demeure la même, à moins que se produise une immigration en provenance d'une autre planète !

Ici, au Tamil Nadu, Etat du sud de l'Inde, la plupart des femmes n'ont plus que 2 enfants et de plus en plus rarement 3 pour essentiellement des raisons économiques ou le manque d'espace, l'exiguïté de leur habitation qui rend toute idée de confort superflue. Autrefois, en fait il n'y pas si longtemps encore, il y a 30 ans environ, les familles d'origine paysanne pour l'immense majorité d'entre elles disposaient de terres qu'elles partageaient ensuite avec leurs enfants, une fois leurs enfants devenus adultes et mariés, il n'y a plus rien à partager, les générations suivantes sont obligées de rester longtemps chez leurs parents, puis elles doivent louer une habitation hors de prix du fait de la surpopulation, ce qui les incite à faire moins d'enfants.

Autre facteur. Les familles qui se saignent pour envoyer leurs deux enfants dans des écoles privées qui leur promettent un avenir fabuleux, n'auraient pas les moyens de régler la scolarité d'un troisième enfant. Cela aussi du fait que leurs charges incompressibles augmentent sans cesse, plus vite que les salaires, ainsi que l'inflation. A l'arrivée, ils ont dorénavant accès à la plupart des biens d'équipement, quoique, au prix de la dégradation de leur mode de vie ou de lourds sacrifices ; Je veux dire par là pour l'observer quotidiennement autour de moi ou dans la famille de ma compagne, ils sacrifient l'alimentation, la santé, l'hygiène, et leurs enfants n'ont toujours pas de jouets ou ils n'ont accès à aucun loisir.

Et pour prouver que je sais de quoi je parle, depuis trois jours les deux enfants (3 et 4 ans) de Srida (la fille de la soeur de ma compagne (Selvi) qui habite à 200 mètres de chez nous) vont venir tous les jours chez nous de 15h45 à 18h15 après l'école. Ils ont faim et soif évidemment, il faisait 43°C à l'ombre hier. On leur donne un jus de mangue (du jardin), des gâteaux secs et des bananes (également du jardin), et les quelques jouets que j'ai toujours à disposition pour les enfants de passage. Ils passent l'après-midi avec Selvi qui nettoie le jardin (une tâche quotidienne qu'on se partage), ensuite elle leur fait prendre une douche avant que leur mère arrive. Elle, elle revient du boulot éreintée par la chaleur, et elle va devoir entamer sa deuxième journée de travail, car ici les hommes ne font strictement aucune corvée ménagère, dès qu'ils ont un peu de temps libre, c'est pour faire une sieste ou retrouver leurs copains et/ou aller picoler !

Pendant un mois et demi (le temps des vacances scolaires) on a hébergé la petite fille (4 ans) de ma compagne, parce que les deux parents travaillent. Elle était maigre le premier jour, aussi maigre que les gosses de Srida, en partant elle avait pris deux kilos et elle avait même pris un peu de ventre, ce qui était un sujet de plaisanterie parce qu'elle me concurrençait, pas tout à fait, que je ne raconte pas de blague, quoique j'ai perdu 5 kilos depuis le début des grosses chaleurs ! Et puis il n'y a pas de télévision chez nous, donc il faut tout le temps s'occuper des gosses, parler avec eux, ils sont très bavards, jouer avec eux, ça c'est mon domaine réservé, je fais le pître quoi, et ils rient aux éclats, c'est merveilleux un enfant qui rit aux larmes, n'est-ce pas ? On en oublie un instant le monde épouvantable et impitoyable qui les attend plus tard. Au passage, je leur transmets des bribes d'éducation. Leur donner un peu de bonheur nous fait du bien, et quand on le lit dans leurs yeux nous sommes comblés aussi de bonheur. Dommage qu'il n'en soit pas ainsi avec mes lecteurs, mais bon, ils sont trop exigeants ou ils ont peut-être oubliés aussi qu'ils avaient été des enfants, sans doute gâtés, trop ? Peu importe.

Ici, comme ailleurs, il est inconcevable qu'un couple n'ait pas d'enfants, au minimum deux, si possible un garçon et une fille, ils sont tentés d'avoir un troisième enfant quand ils ont eu deux filles, la guigne à cause de la dote qui réduira à néant leurs petites économies ou les endettera pendant de longues années. La mère de mon épouse dont je suis séparé avait eu 10 enfants dont seulement 7 avaient survécu, celle de ma compagne Selvi en a eu 8 dont également 7 ont survécu, du coup une fois devenus adultes, ils sont devenus tous aussi pauvres ! Selvi a eu 3 enfants, du coup il a fallu que son frère et trois autres de ses soeurs en ait au moins 3 !

A propos des arguments ou idées reçues que les écologistes et leurs experts colportent.

Il paraîtrait que les Indiens (notamment) allaient consommer beaucoup plus de viande entre autres, parce que leur niveau de vie s'améliorait... En fait, pas du tout, puisque le poste alimentaire passe en dernier. Ensuite, ils sont très conservateurs, donc ils n'ont nullement envie de changer de régime alimentaire. Et pour finir, ils n'en ont pas les moyens, parce que les prix de la viande et du poisson ont explosé ou ils ont considérablement augmenté, au point que même moi je m'en passe depuis des années, je parle du thon, du requin, du mouton ou du porc, ce sont des produits de luxe ici, 3 à 5 fois plus cher que le poulet ou les sardines, on se rabat sur les oeufs ! Même les lentilles qui entrent dans le menu quasi quotidien des tamouls sont très chères. Et je ne parle pas des produits importés, hors de prix !

Ils ont produit des fanatiques qui sapent tous leurs efforts...

- Repentez-vous, le châtiment climatique est proche ! - LePoint.fr17.06

Toute une partie du mouvement écologiste prend aujourd'hui des accents millénaristes, aux dépens, malheureusement, d'actions réellement utiles. LePoint.fr17.06

Sans "***honte***", c'est "***très beau***" tout de même les multinationales.

- Contamination radioactive «anormalement élevée» de la Loire à Saumur - leparisien.fr 18 juin 2019

Le temps des miliciens et des justiciers.

- Eric Piolle, maire de Grenoble : «On n'est qu'au début de la justice climatique» - leparisien.fr 18 juin 2019

Total compte parmi les vingt plus grands émetteurs de gaz à effets de serre. Il faut que l'article 2 de la COP 21, qui indique que nous devons rester sous les 2 degrés et si possible sous 1,5 degré s'impose aussi aux très grandes entreprises. Par ailleurs, je trouve que c'est un très beau projet d'entreprise que de se mettre à contribuer à l'avenir de l'humanité, particulièrement quand on travaille dans l'énergie. Cette action permet de mobiliser, cela fait partie du « name and shame » (NDLR : nommer et couvrir de honte).

La justice a un pouvoir très large. Elle est parfois utilisée à l'encontre de l'environnement au nom de traités de libres-échanges. (Qu'il ne remet pas en cause ou n'entraînera pas sa rupture avec le capitalisme et ses institutions, bien au contraire puisqu'il réclame l'application de l'article 2 de la COP 21. - LVOG) Il est temps que les défenseurs du climat s'en emparent aussi. On en est qu'au début de la justice climatique.

L'idée est de monter une équipe juridique à la disposition des maires qui veulent engager notamment des recours contre les États qui ne respectent pas l'accord de Paris. leparisien.fr 18 juin 2019

- Le Groenland fond à vue d'oeil - euronews 18 juin 2019

Commentaire d'un internaute.

- "*Le réchauffement climatique est un phénomène naturel dont l'activité de l'Homme n'est pas responsable et sur lequel elle a peu d'influence. En fait, comme pour les fois précédentes, la fin de l'actuelle période interglaciaire (10-15 000 ans) connaît un paroxysme de température avant le début de la prochaine ère glaciaire de 100 - 150 000 ans.*

Si la lutte contre le réchauffement climatique est illusoire - et dispendieuse et polluante, avec les voitures électriques, éoliennes et autres panneaux solaire - cela ne signifie pas qu'il ne faut pas se préparer dès maintenant à faire face aux problèmes causés par ce phénomène. Secourir les populations qui en seront victimes pour éviter les guerres liées aux déplacements de population devrait être une évidence, qui suppose en premier lieu de renoncer aux gaspillages de la société de consommation et du capitalisme. Ce dernier a échoué, et épuise pour rien les ressources naturelles : rien ne pourra se faire d'utile sans une économie dirigiste subordonnant la décision de produire à l'intéret général."

LVOG - Mission historique qui revient à la classe des producteurs, la classe ouvrière, son gouvernement, son Etat, de se débarrasser du capitalisme...

Un autre record à mettre au compte du capitalisme.

- Un record de plus de 70 millions de réfugiés et déplacés fin 2018 dans le monde LeFigaro.fr 20 juin 2019

Parmi ces déplacés, le HCR différencie les 25,9 millions de réfugiés (dont 20,4 millions sont sous son autorité), des 41,3 millions de déplacés internes, et des 3,5 millions de demandeurs d'asile (qui demandent le statut de réfugié). En 2018, 13,6 millions de personnes ont dû quitter leur foyer, soit 37.000 par jour. Une augmentation, en partie compensée par les retours et les décès, qui explique le chiffre de 70,8 millions de déracinés recensés en 2018 par le HCR. Cette année présente le chiffre le plus important depuis la création de l'agence de l'ONU il y a 70 ans. «Cela représente le double du nombre de personnes déracinées il y a 20 ans ainsi que 2,3 millions de personnes supplémentaires par rapport à l'an dernier. Ce chiffre représente une population qui se situerait entre celle de la Thaïlande et de la Turquie», écrit le HCR.

Reste que ces chiffres sont sous-estimés, d'abord parce que les chiffres du HCR ne présentent que les personnes enregistrées par l'agence, mais aussi du fait que certaines crises récentes et notamment celle du Venezuela sont difficilement quantifiables par l'agence de l'ONU.

Sur les dix pays qui accueillent le plus de réfugiés, un seul compte parmi les pays dits développés: l'Allemagne, qui occupe la 4ème place et accueille 1,1 million de réfugiés. La France vient en 15e position avec 368.400 réfugiés sur son sol en 2018.

Le reste des pays les plus concernés par l'accueil des réfugiés sont voisins des foyers de crises qui initient les départs. La Turquie, pays voisin de la Syrie, accueille ainsi 3,7 millions de réfugiés sur son sol et occupe la première position du classement. Le Liban, lui aussi limitrophe de la Syrie vient en 7ème position, mais il présente la part de réfugiés dans sa population la plus importante de la planète. Ce petit pays de 6 millions d'habitants abrite près d'un million de réfugiés, soit un résidant sur six.

De nombreux conflits s'enlisent et avec eux la précarité des réfugiés forcés de quitter leurs foyers. Lorsque plus de 25.000 réfugiés d'une même nationalité vivent depuis plus de cinq ans dans un pays donné, la situation est considérée comme «prolongée» par l'agence des Nations unies. 46 pays sont aujourd'hui en situation d'accueil prolongé de réfugiés selon ces critères. Parmi eux, l'Iran qui accueille plus de 500.000 réfugiés Afghans sur son sol depuis près de trente ans.

Selon les chiffres présentés par le rapport du HCR, le nombre de réfugiés en situation prolongé était de 15,9 millions en 2018, soit 78% des 20,4 millions de réfugiés recensés par le HCR. Neuf pays sont entrés dans cette catégorie et notamment le Kenya, le Soudan et l'Ouganda qui accueillent désormais plus de 25.000 Sud-Soudanais depuis cinq ans. LeFigaro.fr 20 juin 2019

- Cinq pays concentrent 67 % des réfugiés - LeFigaro.fr 20 juin 2019

Commentaire d'un internaute.

- "*Le graphique montre que les réfugiés viennent de zones de guerre. Qui cause les guerres, qui les entretient ? Par exemple pourquoi y-a-t-il la guerre en Syrie, au Soudan et en Afghanistan d'où viennent la majorité des réfugiés ?*

Le graphique montre aussi que les réfugiés s'entassent principalement dans les pays voisins. Pourquoi n'en dit-on jamais rien ? "

LVOG - Les peuples doivent demeurer dans l'ignorance de leurs réelles intentions tournées contre eux, pour qu'ils puissent appliquer leur stratégie afin de mieux les asservir, leur ôter tous leurs droits ou les réduire en esclavage. Les peuples doivent adhérer à leur politique qui creusent leurs propres tombes...

France. Corporatisme ou comment légitimer un pouvoir et un régime illégitime.

- Ecologie et pauvreté : 43 organisations réclament au gouvernement "des actes concrets" - franceinfo 07.06

Symptômatique de leur ancrage idéologique.

Elles demandent, entre autres, d'interdire "*la location de logements indignes*" et "*de passoires énergétiques*", mais elles ne demandent pas d'interdire la construction de gigantesques villas dévoreuses d'énergie ou de les confiquer pour en faire des logements sociaux, les plus pauvres ou miséreux peuvent habiter dans la rue ou sous des ponts, dans des squatts ou dans des hangars désafectés, des usines abandonnées, des abris de fortune...

En famille. Institutionalisation de la tyrannie.

- Projet de loi énergie: les députés décrètent "l'urgence écologique et climatique" - AFP 19 juin 2019

Les députés ont inscrit mardi soir à l'unanimité "l'urgence écologique et climatique" dans le projet de loi relatif à l'énergie et au climat lors de son examen en commission, le ministre François de Rugy saluant une "déclaration politique".

Au premier jour de l'examen du texte en commission des Affaires économiques, les députés ont adopté une série d'amendements portés par des élus de divers bords, dont des "marcheurs" pour inscrire cette urgence à l'article 1er du projet de loi.

C'est "un appel à l'accélération" a observé l'ex-"marcheur" Matthieu Orphelin, qui portait notamment la mesure au nom du Collectif de députés transpartisan pour le climat "Accélérons". "Plus qu'un symbole, c'est un appel à renforcer très fortement les actions et à adopter une nouvelle grille de lecture de nos politiques publiques", a-t-il tweeté.

Dominique Potier (PS) y a aussi vu un "gouvernail" pour les action à venir, tandis que Célia Delavergne (LREM) a vanté un geste "à la fois symbolique et à la fois fort".

Le ministre de la Transition écologique François de Rugy a donné un avis "favorable" aux amendements. "C'est une déclaration, mais c'est une déclaration politique de considérer qu'on se situe dans une situation d'urgence", a-t-il affirmé, rappelant que le

Premier ministre Edouard Philippe l'avait affirmé dans sa déclaration de politique générale la semaine dernière.

"J'imagine que cela signifie qu'au delà de la déclaration (...) cela vaut également mobilisation notamment de la part des députés de l'opposition sur les mesures lorsqu'elles sont prises", a-t-il ajouté, observant que "dès qu'on met en place la moindre solution, c'est la polémique politique qui reprend le dessus".

Plaidant pour "que ce soit l'urgence et la cohérence", M. Rugy a notamment dit s'être senti "un peu seul" pour défendre une fiscalité écologique plus forte "en dehors des députés de la majorité".

Tout en soutenant les amendements, l'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho a observé que la disposition législative n'avait "aucune portée autre que symbolique" et que "depuis des années dans le domaine de l'écologie, les mots sont repris mais pas les actes".

"Ce sont des mots et ce qui importe ce sont des actes", a aussi affirmé François Ruffin (LFI).

"Le pape et le secrétaire général de l'ONU ont tous deux déclaré que nous étions confrontés à une urgence climatique, il est donc bon de voir que le nouveau projet de loi français sur l'énergie et le climat reflète ce nouveau sentiment d'urgence", s'est félicitée dans un communiqué Laurence Tubiana, ex-négociatrice pour la France lors de la COP21. AFP 19 juin 2019

En famille. Le capitalisme Vert cannabis.

- Cannabis: 70 personnalités appellent à légaliser au nom du "pragmatisme" - AFP 19 juin 2019

Plus de 70 personnalités, dont les ex-têtes de liste aux européennes Yannick Jadot et Raphaël Glucksmann, appellent les pouvoirs publics "à agir vite" pour légaliser le cannabis au nom du "pragmatisme", dans une tribune publiée mercredi dans l'Obs.

"Il faut en finir avec le statu quo. La France doit légaliser le cannabis, qu'il soit utilisé à des fins thérapeutiques comme récréatives, pour les consommateurs de plus de 18 ans", réclament les signataires, parmi lesquels figurent notamment des élus de gauche, trois députés LREM (5 LREM, Delphine Bagarry, Annie Chapelier, Hubert Julien-Laferrière, Pierre-Alain Raphan et Cécile Rilhac. - lexpress.fr - Ndlr), des chercheurs, des médecins et les anciens ministres Bernard Kouchner et Daniel Vaillant.

"C'est précisément parce qu'il est nocif pour la santé, particulièrement celle des mineurs, qu'il faut en contrôler la production et la distribution", estiment-ils.

Les autres signataires de la proposition de loi, qui sera formellement déposée jeudi, sont Sylvia Pinel, Paul Molac, Jean-Michel Clément, Jeanine Dubié, Frédérique Dumas, François Pupponi (Libertés et territoires), Régis Juanico (app. PS), ainsi qu'Éric Coquerel, Loic Prud'homme (LFI) et Sébastien Nadot (non-inscrit).

"La politique de forte répression est un échec complet", juge François-Michel Lambert, lui-même ex-LREM issu des rangs écologistes et porte-parole de l'UDE (Union des démocrates et des écologistes). Le cannabis "peut s'apparenter à de l'alcool ou du tabac sur les enjeux de toxicomanie", estime-t-il.

La vente, par les buralistes, serait interdite aux mineurs. Un arrêté du ministre de la Santé fixerait le taux autorisé de THC, principale substance psychoactive de la plante.

Les auteurs regrettent notamment que la France soit "à la traîne" par rapport à ses voisins qui ont "tous assoupli leur législation" ou à certains pays du continent américain qui ont eux déjà "légalisé la substance".

Interrogée sur cette tribune à l'issue du Conseil des ministres, la porte-parole du gouvernement a répété qu'une telle légalisation n'était pas à l'ordre du jour. "La position du gouvernement n'est pas d'aller vers une légalisation du cannabis", a déclaré Sibeth NDiaye, concédant simplement qu'il pouvait y avoir des "réflexions" sur un usage thérapeutique.

Récemment, le Canada ainsi que plusieurs Etats américains ont suivi l'exemple de l'Uruguay, premier pays du monde à avoir légalisé le cannabis récréatif en 2013.

Près d'un Français sur deux s'était dit favorable à une légalisation du cannabis dans une étude publiée par l'Observatoire français des drogues et toxicomanies (OFDT) mi-avril.

Mardi, des députés de tout bord ont transmis une proposition de loi prônant une "légalisation contrôlée" de cette substance. AFP 19 juin 2019

LVOG - Par principe je suis contre toute prohibition, interdiction, législation répressive.

Mais force est d'admettre sur la base de ce qu'on peut observer quotidiennement, que le règne de l'exploitation et de l'oppression qui caractérise le capitalisme, concourt à maintenir l'immense masse de la population dans l'ignorance et à accroître sa vulnérabilité, en engendrant tant d'inégalités et de frustrations qui conduisent à des comportements incohérents et violents, destructeurs contre lesquels la société ou chaque citoyen doit être protégé et se protéger lui-même pour ne pas en être un jour injustement la victime.

Légaliser le cannabis reviendrait à le mettre à la portée de tous ceux qui jusqu'à présent n'y ont pas eu accès, parce que c'était trop compliqué ou risqué pour ceux qui étaient tentés d'en user, et cela pourrait encourager ceux qui en consommaient déjà à en consommer davantage ou à toute occasion, donc sans modération, ce qui aurait pour conséquence d'agir sur leur comportement et leur mental, au moment même où la classe dominante mène une guerre psychologique et idéologique sans répit contre les masses apte à générer un penchant schizophrène, auquel contribue également l'emprise des médias institutionnels et des réseaux dits sociaux sur les esprits les plus faibles, de sorte qu'en dehors d'une prise de conscience des effets de cette drogue, elle pourrait encore accentuer ce penchant ou cette menace qui pèse sur ses consommateurs, notamment les plus jeunes.

Pour en avoir consommer pendant près de 40 ans, maintenant de manière irrégulière, je suis bien placé pour en parler. J'ai déjà abordé en détail ce sujet dans d'autres causeries. Je n'ai pas d'idée arrêtée sur la question de la légalisation du cannabis, cela brasse tellement de facteurs et de situations différentes qu'il est difficile de se prononcer. Quand on a acquis un certain niveau de conscience, il ne peut être nocif pris modérément, il est bénéfique sur les plans intellectuel et mental ou psychologique, dans le cas contraire qui est celui du plus grand nombre, il peut avoir des conséquences incontrolables ou produire des effets imprévisibles ou négatifs à moyen ou long terme qu'on ne soupçonnera pas, de sorte qu'il peut influencer le cours de notre vie, mais pas forcément dans la direction qu'on aurait souhaité qu'elle prenne, pour parfois le regretter le restant de nos jours puisqu'on ne peut pas revenir sur le passé. Je tiens cela de ce que j'ai pu observer autour de moi autrefois et même plus récemment.

Personnellement j'en ai tiré le maximum de profit, sans avoir eu à en subir les effets négatifs, puisque je m'en suis relativement bien tiré. Il m'a permis d'éviter de me radicaliser à l'excès et de mieux supporter mon sort ou la société, sans émousser ma volonté ou ma combattivité contre le capitalisme. Comme il m'a accompagné tout au long de mon parcours atypique pendant près de 40 ans, je ne peux pas honnêtement lui reprocher de m'avoir rendu de fiers services ni condamner son usage ni légitimer sa prohibition.

Il ne présente pas plus de danger que l'alcool ou la cigarette également accessibles aux jeunes, on pourrait même dire moins sur le foi, les poumons et le cerveau ou encore le pancréas, mais plus sur le plan psychologique qui est une faiblesse des hommes mais aussi sa principale qualité quand ils parviennent à se connaître ainsi que la société, l'un et l'autre devant être indissociables pour parvenir à progresser dans la vie et trouver la voie qui mène à une société plus juste ou le socialisme. Mais bon, je dois faire partie des très rares exceptions qui existent dans ce domaine pour ne pas généraliser. Je l'ai traité à la manière d'un dialecticien qui n'a pas grand chose à craindre. Personne ne doit se sentir obliger de consommer ou non de l'alcool, une drogue ou de fumer, de manger ou de s'abstenir de manger tel ou tel aliment. En régime socialisme, ce genre d'interdiction n'existerait pas évidemment.

Qui a dit ?

- “*Rien ne va fondamentalement changer*”

Réponse : Joe Biden, le candidat à l’investiture démocrate pour 2020 aux États-Unis

Comme le rapportent nos confrères du HuffPost américain, l’ancien vice-président de Barack Obama s’adressait à des riches donateurs au très chic hôtel Carlyle. Et pour les convaincre de miser sur lui, il a tenu à dissiper tout malentendu lié à son discours portant sur la lutte contre les inégalités : lui président, il ne menacera pas leur train de vie.

“Nous ne voulons pas diaboliser quiconque ayant gagné de l’argent”, a-t-il déclaré, jurant que “personne ne sera puni” par sa politique. “Personne ne verra son train de vie changer, rien ne va fondamentalement changer”, a insisté Joe Biden, promettant à ses interlocuteurs qu’il ne les laisserait “pas tomber” en cas de victoire. Le HuffPost20 juin 2019

LVOG - Trump non plus !

Haut de page

Le 24 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai ajouté 2 documents dans la rubrique "Documents d'actualité".

Je suis trop crevé pour actualiser le site, je n'ai pas dormi à cause d'un problème de courant et pas de climatisation. Alors juste une info.

Qui a dit ?

- "*Comme c'est une nouvelle forme en politique, on avance en marchant, on construit en marchant.*"

Réponse : Macron ? Non, Éric Coquerel (LFI), sur franceinfo, dimanche matin.

LVOG - Vous allez peut-être estimer que mon ironie est déplacée, attendez de lire la suite.

Éric Coquerel - On ne va pas s'allier avec des gens d'En marche ! (Heureusement qu'il le précise ! - LVOG) On va se garantir aussi de ne pas s'allier avec des gens qui ont délégué des services publics au privé dans les mandats précédents. Il y a comme ça un certain nombre de conditions. francetvinfo.fr 23.06

Vraiment ?

Rappel cruel.

Mélenchon, ministre délégué à l'Enseignement professionnel du 27 mars 2000 au 6 mai 2002 sous Lionel Jospin

- Quel gouvernement a le plus privatisé depuis 30 ans ? - Le Figaro 05/10/2018

Arrivé à Matignon en juin 1997, en cohabitation avec Jacques Chirac, Lionel Jospin poursuit les privatisations et cède pour un total d'environ 30 milliards d'euros des parts de nombreuses entreprises, selon les chiffres de l'AFP. Le même chiffre a donc été avancé par Bruno Le Maire mercredi. L'État de la France de 2001 estime à 210 milliards de francs l'ensemble des privatisations sur la période 1997-2002.

Ces privatisations concernent notamment France Telecom, Thomson-CSF, Air France ou Eramet ainsi que les banques CIC, Société marseillaise de crédit et Crédit lyonnais. Les assureurs Gan et CNP sont également totalement ou partiellement cédés. Ouverture du capital d'Aérospatiale (qui devient EADS). Mars 2002 : mise en bourse de 49 % du capital d'ASF. (Source : Le Figaro 05/10/2018 et Wikipédia)

Elle est bien bonne celle-là, n'est-ce pas ? Vous avez bien lu : "*On va se garantir aussi de ne pas s'allier avec des gens qui ont délégué des services publics au privé dans les mandats précédents.*" Ils osent tout décidément !

Vont-ils virer Mélenchon, ex-ministre sous Chirac (RPR-UMP-LR) ?

Haut de page

Le 26 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (24 pages)

Démystification. Testez votre capacité à résister à l'endoctrinement officiel ou à la schizophrénie climatico-néolibérale aggravée.

climato-realistes.fr - En réalité la teneur de l'air en CO_2 est une conséquence des températures de la zone intertropicale de dégazage, il n'y a dans l'air que 6% de CO_2 qui vienne des combustibles fossiles (le reste vient des dégazages naturels des océans et des sols), et la teneur de l'air en CO_2 n'a aucun effet car les émissions infrarouge thermique du globe qui refroidissent la surface et la troposphère sont à 90% celles de la vapeur d'eau et des nuages: la teneur en vapeur d'eau de la haute troposphère (là où devrait se voir un effet de plus de CO_2) a, comme observé depuis 40 ans, diminué et le rayonnement infrarouge du globe augmenté

… sans que l'on voie la moindre trace du forçage radiatif par plus de gaz à effet de serre qui suppose a priori que la vapeur d'eau aille croissant dans la haute troposphère.

Rappelons encore que le cumul des émissions de CO2 venant de combustibles fossiles depuis 1751 représente 1% (un pour cent) du carbone qui circule entre les océans l'air et la végétation et les sols (440 Gt-C (fin 2018) pour 42000 Gt-C). https://www.climato-realistes.fr 13 mai 2019

LVOG - Vous avez bien lu, tout cela pour 1% ! Ce 1% doit vous rappelez un autre, n'est-ce pas ? Bravo, vous avez trouvé l'origine de cette gigantesque mystification, et ceux qui destinés à en profiter, les mêmes.

Les canicules d'avant la canicule au cours du XXe siècle - contrepoints.org 25 juin 2019

Année 1900

Le mois de juillet est le plus chaud à Paris depuis 1859. Longue période de fortes chaleurs avec des températures atteignant 40 degrés à Châteaudun. Paris manque d'eau.

Année 1911

En France, juillet août et septembre sont très chauds et les températures dépassent fréquemment 35°. On dénombra 40 000 morts dus à cette canicule, aussi bien des personnes âgées que des enfants en bas âge.

Année 1921

Après la sécheresse qui a commencé à l'automne 1920, le 1er janvier 1921 la vague de douceur se poursuit : 19,4° à Bordeaux, 16,5° à Châteauroux, et s'aggrave en février. Mars et avril sont toujours exceptionnellement secs et ensoleillés.

Du 14 au 17 avril, il neige fréquemment sur presque toute la France – un orage déverse 20 cm de grêle sur le Languedoc dans la soirée du 14 avril.

En juin, la sécheresse devient dramatique, aucune goutte de pluie n'est observée dans l'Oise, la Somme et le Languedoc-Roussillon ; à Paris, c'est le mois de juin le plus sec depuis 1810, une vague de chaleur exceptionnelle se produit entre le 24 et le 28 juin ; le 28 juin, un orage de grêle ravage les Deux-Sèvres avec des grêlons de 125 grammes.

Un été caniculaire s'abat sur la Lorraine. Le déficit de pluie atteint des records. Les récoltes s'annoncent faibles ; les prés, pâturages et parcs sont « grillés » comme les arbres qui « se laissent déplumer » par le vent brûlant.

Juillet reste extrêmement sec, absolument sans pluie dans la Beauce, le pays de Caux et la Picardie ; du 22 mai au 11 juillet, il ne tombe que 2 mm à Paris.

Cette sécheresse concerne également les Pays-Bas et l'Angleterre (le débit de la Tamise est réduit au 1/10eme de la moyenne) – La sécheresse perdure en Angleterre. On y dénombre de nombreux décès dus à la chaleur. Record de chaleur depuis 40 ans.

Aux USA, les températures élevées perdurent depuis août 1920, avec des températures mensuelles supérieures de 3,4° (F) supérieures à la moyenne. Le mois de mars vit une température supérieure à 10,8° (F)

Le 13 juillet, on observe également une chaleur torride et un maximum de 44,8° aurait été mesuré à Bourg (il s'agit de la valeur non officielle la plus élevée mesurée à l'ombre, en France).

La vague de chaleur atteint son maximum les 28 et 29 juillet où l'on mesure des températures supérieures à 38° sur les trois quarts de la France (40 à 42° à Vesoul, Besançon, Albertville, Bourg en Bresse et Moulin)

En août, la grande sécheresse en Europe, combinée avec des températures élevées, est la cause d'une fonte rapide des glaciers alpins.

Le déficit de pluie atteint des records. Début août, les mirabelles se font rares et comme la terre des jardins des maraîchers est brûlée, les légumes « ont pour ainsi dire disparu. Un pied de salade très dure se paie à des prix inconnus. On n'arrive presque plus à obtenir le bouquet nécessaire au pot-au-feu », peut-on lire dans les comptes-rendus de l'époque. Les prés, pâturages et parcs sont « grillés » comme les arbres qui « se laissent déplumer » par le vent brûlant.

Octobre est le plus chaud et le plus sec depuis 1757. Une vague de chaleur exceptionnelle se produit du 1er au 20 octobre. Au cours de la première semaine, les températures dépassent partout les 30° -le 5 octobre, on atteint même 36° dans les Basses Pyrénées.

Le 4 novembre 1921 voit enfin le retour de la pluie, mettant fin à la sécheresse mais le beau temps dominera pratiquement jusqu'à Noël.

Du 4 au 7 décembre, les gelées restent très fortes. Les 28 et 29 décembre, sont à l'inverse très doux, les températures dépassent 15° sur presque tout le pays.

L'année 1921 aura été la plus chaude et la plus sèche à Paris depuis le début des observations météo (1851) ; au total, il ne tombe que 270 mm d'eau contre 625 mm en moyenne.

Année 1934

USA : Pratiquement l'ensemble du pays subit une sécheresse sévère. En juin, on relève des températures supérieures à 100°F (38° C)dans 48 états. Le Texas, l'Oklahoma et le Kansas sont l'objet d'une véritable catastrophe, qui provoque l'exode majoritairement définitif de 3 millions d' habitants vers des cieux plus cléments.

Chine : vague de chaleur inhabituelle. Dans certains endroits, on relève des températures de 40 à 45° entraînant de nombreux décès. Les récoltes sont ruinées.

France : vague de chaleur torride et sécheresse au printemps et en été. Mi-avril, la température atteint près de 30°. Mi-septembre, 36° à Clermont-Ferrand. En décembre, la température moyenne est supérieure de 5° à la normale. contrepoints.org 25.06

Nouvelles d'Inde (chez moi).

LVOG - Bienvenue au club ! J'ai appris que la température allait ou avait grimpé jusqu'à 40°C ou plus en France, 48°C en Algérie. Avant-hier j'ai été privé d'électricité, donc de climatisation et j'ai passé une nuit blanche, ma compagne indienne a dormi paisiblement avec un ventilateur, comme quoi nous sommes différents.

Après plus de 22 ans en Inde, je ne m'y habituerai jamais, et en vieillissant cela ne s'améliore pas ! Au-delà de 25 ou 26°C, je ne peux plus dormir. En revanche la journée cela ne me gêne pas, je m'active du matin au soir, y compris en plein soleil, je bois 4 à 5 litres d'eau par jour et je change trois fois de short, je ne porte que cela, sauf pour sortir en ville évidemment. Cela m'a aidé à perdre 6 kilos en deux mois environ et je me sens beaucoup mieux. Quant au sommeil, avec la climatisation pendant quelques heures, c'est un tel soulagement de retrouver un peu de fraîcheur, que je m'endors au bout de quelques minutes tant je suis claqué.

J'ai encore lu un article débile de 20Minutes dans lequel ils affirmaient que d'ici 2050 il y aurait 1 milliard de climatiseurs en Inde, alors qu'en 2019 le nombre de foyers ayant les moyens d'acquérir un climatiseur, puis de l'entretenir, et ensuite payer les factures d'électricité ne doit pas dépasser 120 à 150 millions en étant généreux, ici le prix de l'électricité est progressif, plus on consomme et plus le prix du kilowatt/H est élevé, c'est dissuasif. Sans compter que la plupart des installations électriques ne sont pas conçues pour supporter ce genre d'appareil

- "C'est vraiment des conditions critiques pour la vie" : un scientifique alerte sur la chaleur extrême en Inde - franceinfo 21.06

Ces derniers jours, le thermomètre est monté jusqu'à 50 °C. "On passe quand même de quelque chose qui est difficilement supportable, assure-t-il, autour de 40, 42 °C, à quelque chose qui est plus proche de 50 °C. C'est vraiment des conditions très critiques pour la vie."

La mousson tarde à arriver, "ce qui fait que les conditions chaudes sont anormalement longues par rapport aux années habituelles", explique le chercheur. Les vents et l'augmentation de la vapeur d'eau dans l'atmosphère – due aux gaz à effets de serre – piègent la chaleur et accentuent le réchauffement de ces régions.

Depuis quelques années, le gouvernement indien met en place des programmes pour lutter contre ces vagues de chaleur. "Il y a une conscience beaucoup plus aiguë de ce que peut représenter le danger des changements climatiques, indique Pascal Terray. Mais ils ne sont pas forcément prêts à sacrifier leur développement économique." franceinfo 21.06

LVOG - Pourquoi, les Indiens devraient y renoncer ?

Commentaire d'un internaute

- "Ben oui ! Vu le modèle capitaliste on en est réduit à choisir entre rester en vie et se développer économiquement. Ca craint."

LVOG - Dites donc, chez vous en France, en Europe, le développement économique il est terminé depuis belle lurette, alors qu'attendez-vous pour vous débarrasser du capitalisme et nous en débarrasser du même coup ?

- Inde: dans Chennai à court d'eau, la quête obsessionnelle de l'or bleu - AFP 22 juin 2019

Dans le grincement de pouliEs et les splashs d'éclaboussures, des habitants tirent du plus vite qu'ils peuvent le fond d'eau de leur puits pour remplir leurs bidons du précieux liquide, devenu rare dans la ville indienne de Chennai.

Des précipitations insuffisantes depuis dix-huit mois ont plongé cette grande métropole du sud de l'Inde dans un stress hydrique appelé à durer des semaines encore. Dans cette agglomération de dix millions d'âmes, l'eau est devenue une obsession quotidienne.

Capitale du riche État du Tamil Nadu, Chennai dispose en temps normal de 830 millions de litres d'eau par jour. À l'heure actuelle, les autorités n'arrivent à fournir que 60% de cet approvisionnement. Les réservoirs sont à sec, les nappes phréatiques toujours plus basses.

"Nous n'arrivons pas à dormir la nuit car nous avons peur que ce puits s'épuise", confie à l'AFP Srinivasan V, un électricien de 39 ans venu à l'aube y chercher le quota autorisé par son quartier, proche de l'aéroport international. Les seaux s'enfoncent à une vingtaine de mètres de profondeur, dans l'obscurité, avant d'enfin rencontrer la nappe liquide.

Face à la pénurie, les gérants de ce point d'eau ont posé un verrou dessus et n'autorisent les 70 familles qui en dépendent à n'en tirer chacune que trois pots de 25 litres par jour. Une quantité insuffisante qui oblige les résidents à trouver d'autres sources pour compléter, ou à acheter au prix fort de l'eau à des sociétés privées.

Comme lors des précédentes sécheresses dans la région, qui n'avaient toutefois pas atteint un tel stade critique, ce puits fait l'objet d'un tirage au sort pour déterminer l'ordre de passage des habitants. Aux premiers une eau claire et abondante, aux derniers le raclement du fond et un liquide couleur de terre.

Srinivasan V passe près de cinq heures par jour à chercher de l'eau. Il consacre ces derniers temps 2.000 roupies par mois (25 euros) à acheter de l'eau en bonbonne ou à cotiser pour la venue d'un camion citerne privé, une fortune au vu de son salaire mensuel de 15.000 roupies (190 euros). (Plus du double du salaire minimum. - LVOG)

Pour les bourses modestes comme la sienne, cette dépense prioritaire rogne le reste de son budget: "j'ai plusieurs emprunts, notamment pour la maison, je n'ai pas pu payer les échéances", raconte-t-il.

La ville tout entière vit aujourd'hui à l'heure de l'eau rare.

Certains restaurants préfèrent servir la nourriture sur les traditionnelles feuilles de bananier, pour économiser l'eau dépensée en vaisselle d'assiettes. Des habitants se lèvent en pleine nuit pour ouvrir les robinets capricieux et attendre, des heures durant, que les récipients se remplissent, goutte à goutte.

Le matin, les enfants se chamaillent pour savoir qui aura le droit de se laver ce jour-là. Dès l'aube dans la rue, des files d'attente de gens aux faibles revenus s'étirent devant des pompes, où l'eau est gratuite.

Les nerfs sont à vif. Des disputes éclatent souvent, parfois violentes. Dans une autre ville du Tamil Nadu, une famille a battu à mort un activiste qui l'accusait de prendre trop d'eau.

Pendant que leur mari est au bureau, les épouses peuvent passer près de six heures par jour à faire la queue à la pompe, trois heures le matin et trois heures le soir. "Trouver de l'eau et la porter jusqu'à la maison, c'est un travail à plein temps pour nous", explique Nagammal Mani, une femme patientant dans une file d'attente.

Chennai tire habituellement le gros de son eau de quatre grands lacs-réservoirs voisins. La mauvaise mousson de l'année dernière ne les ayant pas régénérés, ceux-ci ne présentent plus que l'aspect de déserts craquelés, où pourrissent des cadavres de poissons morts.

Si les précipitations défaillantes sont les principales responsables de la situation, les experts soulignent que la crise est aggravée par le faible taux de récupération d'eau de pluie en Inde, société de plus en plus urbanisée et dont les besoins hydriques vont croissants.

"Au lieu de dépenser 5.000-10.000 roupies dans l'urgence pour faire venir une citerne d'eau privée, les gens auraient pu dépenser cet argent pour un système de récolte d'eau de pluie, ils pourraient alors être indépendants", note Pradeep John, un blogueur très suivi au Tamil Nadu pour ses prévisions météorologiques. (Quand on sait qu'il ne pleut que trois à quatre fois par an, on se demande bien à quoi servirait de récupérer l'eau de pluie, au bout de 8 jours elle serait épuisée ! Ridicule ! Notez au passage les connaissances ou la perspicacité du correspondant ou du journaliste de l'AFP en Inde ! - LVOG)

Pour son malheur, Chennai n'attend pas de retour à la normale dans l'immédiat. Tous les regards sont tournés vers la prochaine mousson, qui sévit dans cette région à partir d'octobre et lui fournit le gros de ses pluies annuelles.

"Si l'eau ne vient pas, les gens n'auront plus que du sang à la place des larmes pour pleurer", redoute la femme au foyer Parvathy Ramesh. AFP 22 juin 2019

LVOG - Au fait, pourquoi l'Inde ne se dote-t-elle pas d'usines de désalinisation d'eau de mer pour procurer de l'eau potable en quantité illimitée aux habitants des grandes villes situées le long du littoral ?

Dans mon village situé à environ 15 kilomètres de la mer, l'eau est disponible de 5h à 5h30 le matin, et de 16h à 16h30 l'après-midi, soit une heure par jour, elle provient du réservoir du village, l'eau est pompée à environ 100 mètres de profondeur à l'aide d'un moteur électrique.

J'en dispose d'un plus modeste à 70 mètres de profondeur dans mon jardin, car l'eau de village n'arrivait pas jusque chez moi, cela m'a coûté 65.000 roupies, soit environ 800 euros. J'ai installé un réservoir de 2.000 litres sur la terrasse de la maison, chaque soir systématiquement je le remplis.

Pourquoi l'eau n'est-elle pas disponible en permanence ? Parce que le réservoir n'y suffirait pas et les Indiens gaspilleraient l'eau si précieuse, ils n'ont absolument aucun sens civique ou des responsabilités, ce qu'un occidental a du mal à imaginer, bien que dans les cas extrêmes, il n'est pas mal non plus !

France24 - La pénurie d'eau à Madras (Chennai - LVOG) conduit à des décisions drastiques. Les écoles, les hôtels et les commerces sont fermés. Les hôpitaux ont ajourné les opérations chirurgicales non urgentes. euronews 23 juin 2019

Une crise qui génère des tensions dans le pays. Mercredi 19 juin, les habitants de la ville de Coimbatore, dans le sud-ouest de l'Inde, ont manifesté devant le bâtiment du gouvernement municipal pour dénoncer la négligence des autorités, donnant lieu à plus de 500 arrestations. Des camions d'approvisionnement en eau auraient été détournés, et leurs chauffeurs attaqués, selon l'ONG indienne Force. Le parti de l'opposition Dravida Munnetra Kazhagam appelle à une nouvelle manifestation le 22 juin. france24.com 22.06

Les Echos - Selon les experts, plus de 40 % du territoire est menacé par une sécheresse, alors que l'Inde fait déjà face à une grave crise de l'eau.

À l'instar de Bhagat Ram Dal, ils sont en Inde plus de 600 millions - soit près de la moitié de la population - à avoir difficilement accès à l'eau, selon un rapport publié l'année dernière par NITI Aayog, le think tank du gouvernement. Et dans ce quartier défavorisé situé dans le sud de Delhi, beaucoup n'ont même pas l'eau courante et dépendent entièrement des camions-citernes acheminés par la municipalité. « Lorsque nous n'avons pas beaucoup d'eau, nous ne nous douchons pas pour que nos enfants puissent se laver », explique Devindri, une mère de famille qui attend plusieurs fois par semaine le camion-citerne pour remplir ses seaux et ses réservoirs. Et en été, il se fait plus rare.

Cette pénurie a contribué au développement d'une « mafia de l'eau » dans la capitale indienne, où près de 20 % des ménages n'ont pas accès à l'eau courante. Grâce à de nombreux forages illégaux, le précieux liquide est directement prélevé dans le sous-sol avant d'être revendu. Une pratique qui accélère l'assèchement de la nappe phréatique, l'une des plus importantes sources d'eau en Inde. « Il faut aller de plus en plus en profondeur pour trouver de l'eau, au début, on la trouvait à 60 mètres sous terre, maintenant, il faut aller jusqu'à 150/180 mètres », explique un transporteur du marché noir ayant préféré garder l'anonymat. D'ici à 2020, c'est-à-dire dans six mois, 21 villes indiennes, dont New Delhi, auront épuisé leurs ressources d'eau souterraine, selon NITI Aayog.

« La sécheresse n'est pas l'unique facteur : moins de 10 % des villes possèdent des infrastructures de traitement partiel des eaux, nous ne récupérons que 6 % de l'eau de pluie et nos cultures agricoles nécessitent une irrigation intensive », énumère l'environnementaliste Vimlendu Jha. L'agriculture consomme en effet 83 % des ressources, contre 5 % pour l'usage domestique. « Le blé, le riz, la canne à sucre ou encore le coton sont gourmands en eau et beaucoup de ces produits sont exportés, ce qui revient à dire que nous exportons de l'eau », explique Nirma Bora, porte-parole de l'ONG Wate-rAid.

Pour tenter de faire face à l'ampleur du problème, l'Inde s'est dotée, à la fin du mois de mai, d'un ministère de l'Eau avec

l'ambitieux objectif d'installer un robinet dans tous les foyers d'ici à 2024. « Mais faut-il encore que de l'eau puisse couler de ces robinets », pointe Vimlendu Jha. lesechos.fr 13.06

- Inde : face à la chaleur et au manque d'eau, des villages entiers se vident de leur population - lesechos.fr 19.06

Si le mois de juin est chaque année particulièrement dur pour l'Inde, la situation se détériore année après année du fait du réchauffement climatique. Lundi dernier, Delhi a enregistré son plus haut pic pour un mois de juin, à 48°C. Et dans la région du Rajasthan, la ville de Churu est momentanément devenue l'endroit le plus chaud de la planète lorsque le mercure a affiché 50,8°C.

Résultat : des centaines de villages sont désertés par leurs habitants face au manque d'eau, notamment dans la région de Bombay, la capitale économique du pays, rapporte le correspondant du « Guardian » en Inde dans un article poignant.

« Selon des estimations, près de 90 % de la population de la région aurait fui, laissant les malades et les personnes âgées se débrouiller seuls face à une crise de l'eau qui ne montre aucun signe de ralentissement », relève le journaliste sur place. De son côté, le « Times » rapporte que des dizaines de milliers de personnes ont également fui leurs villages dans le nord du pays, notamment dans les Etats de l'Uttar Pradesh et du Bihar.

« C'est toute la problématique des réfugiés climatiques qui commence à se poser », commente Françoise Vimeux, climatologue à l'Institut de Recherche pour le Développement. Selon les estimations de la Banque mondiale, plus de 140 millions de personnes pourraient être forcées de migrer d'ici à 2050 à cause du réchauffement climatique.

600 millions de personnes, soit la moitié de la population indienne, ne disposent pas d'un accès direct à l'eau. lesechos.fr 19/06

- Au Maharashtra, des dizaines de milliers de villages n'ont plus d'eau, et des restrictions sont en cours à Bombay. - lemonde.fr 05.06

Deux bidons de 35 litres, pas plus. Voilà la quantité d'eau à laquelle a droit Nasreen Sayyed ces jours-ci, à Bombay, pour assurer les besoins domestiques quotidiens de son foyer – pas de mari, mais deux parents et trois enfants. En attendant les pluies de la mousson, annoncées au mieux pour la mi-juin, cette mère de famille subit avec colère la pénurie d'eau qui frappe la capitale commerciale de l'Inde. Femme de ménage, elle vit à la pointe sud de la mégapole péninsulaire, à Geeta Nagar, un bidonville de 2 000 habitants qui borde les jardins très chics du lotissement militaire de la Navy. « La municipalité envoie de l'eau au robinet collectif au milieu de la nuit, et tous les soirs je fais la queue dans la rue, avec mes voisines », raconte-t-elle, épuisée par ses allées et venues.

Depuis la fin mai, ce n'est que vers 2 heures du matin que Mme Sayyed arrive à remplir ses bidons. « Je n'ai pas intérêt à rater le créneau horaire, car on passe par groupes de dix et on se fait dégager au bout de trente minutes », précise-t-elle, rageuse. En temps normal, le créneau dure une heure et elle est autorisée à remplir trois bidons, pas deux.

Bombay, comme tout le centre du sous-continent, est frappée par une sécheresse d'une rare intensité. Exception faite de 2012, c'est « la pire depuis les années 1950 », indique le service météorologique indien, qui avance deux explications : le bilan pluviométrique désastreux de la mousson de l'été 2018, et la recrudescence du phénomène El Niño dans l'océan Pacifique, qui se traduit traditionnellement, en Inde, par un déficit de pluie au printemps, durant les mois qui précèdent la mousson.

Dans les sept lacs artificiels qui alimentent la ville, le niveau est préoccupant, au point que la municipalité dit ignorer ce qu'il adviendra s'il ne pleut pas assez d'ici à la mi-juillet. Le 28 mai, le gouvernement régional du Maharashtra, à court d'idées, a pris la décision de provoquer des pluies artificielles. Cet été, des avions pulvériseront, dans les airs, de la glace susceptible de se transformer en nuages et en précipitations. lemonde.fr 05.06

Quand travailler est source de dérèglement mental.

Ce moment de détente susceptible de favoriser l'équilibre mental des lecteurs (ou un rafraîchissement neuronal salutaire !), vous est offert par Sputnik.

Le portail de l'agence de presse (officielle) russe Sputnik traite pêle-mêle actualité et faits divers au point souvent de confondre les deux, ce qui donne des articles loufoques notamment, où ressort également la culture officielle ou l'état d'esprit de ses élites. Les lecteurs français ou francophones ignorent le contexte dans lequel ces articles ont été rédigés ou ce qui a motivé leurs rédacteurs, s'ils ne suivent pas quotidiennement ou régulièrement l'actualité sociale et politique russe.

En voici un exemple, où le plus sérieusement du monde Sputnik a relayé un lieu commun d'une banalité ridicule qui semble-t-il a échappé à son rédacteur.

Pour étayer les propos tenus le 11 juin 2019 par le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, lors de la session plénière de la Conférence internationale du Travail (OIT) au Palais des Nations à Genève, le journaliste a cru bon de publier les résultats d'une étude de scientifiques de l'université de Cambridge qui allaient dans le sens des propos de Dmitri Medvedev, qui avait estimé que "la réduction hebdomadaire du temps de travail était inéluctable" et plaidé "pour la semaine de travail de quatre jours" (Spunik 13 juin).

LVOG - Si un jour ça suffit, alors pourquoi en rajouter, franchement !

Combien faut-il travailler de jours par semaine pour améliorer sa santé mentale? - Sputnik 23.06

LVOG - Qu'il s'agisse du corps en général ou du cerveau en particulier, quand on aborde leur état, on parle couramment de bonne ou de mauvaise santé traduisant un équilibre ou un déséquilibre biologique (chimique) ou psychologique en rapport avec une alimentation, une hygiène et des conditions de vie et de travail. La santé ou la maladie ne sont pas des états en soi qui existeraient tels quels, ce sont les conséquence des rapports ou traitement que l'on fait subir ou imposent au corps à un moment donné ou tout au long de la vie (vieillesse). Vous allez tout de suite comprendre pourquoi cette précision.

Sputnik - Bien que le fait d'être au chômage aggrave la santé mentale, il est possible d'améliorer son état de santé en ne travaillant qu'un seul jour par semaine, ont affirmé des scientifiques de l'université de Cambridge.

LVOG - Alors pourquoi travailler au-delà ! A entendre ces "scientifiques", notre "santé mentale" serait déficiente en permanence et s'aggraverait quand on se retrouve au chômage, comme quoi au passage le travail peut être nuisible, mais là n'est pas l'essentiel.

On se demande comment ou sur quels critères ils évaluent ce qu'ils appellent "la santé mentale", si la traduction de l'anglais en français du journaliste de Sputnik est correcte. Il y a fort à parier qu'ils doivent considérer en bonne santé mentale ou équilibrées sur le plan psychologique les personnes qui se fondent dans le moule de la société telle qu'elle existe ou s'y adaptent sans manifester de comportements excessifs, bref qui adoptent le formalisme de rigueur, étant entendu qu'en règle générale la société actuelle est une source de bien-être et de bonheur partagés.

En fait, c'est tout le contraire, elle est fondée sur des rapports sociaux déséquilibrés (inégalités entre les classes sociales) qui entraînent toutes sortes de réactions violentes, que l'on impute hâtivement aux individus qui en sont en réalité les victimes. Donc sans doute inconsciemment, ces "scientifiques" sont parvenus à la conclusion que c'était la société soumise au capitalisme qui était à l'origine de tous les maux de la société et des hommes.

Sputnik - Les scientifiques ont recueilli et analysé les données sur la santé mentale et la situation professionnelle de plus de 71.000 personnes âgées d'entre 16 et 64 ans en deux ans. L'étude a été publiée dans la revue Social Science and Medicine.

Il s'est trouvé que le passage du statut de chômeur à celui de salarié baissait le risque d'aggravation de sa santé mentale de 30%. Il ne suffit que de huit heures de travail par semaine pour avoir un effet positif sur la santé.

LVOG - Ils confirment ici qu'il ne suffit pas de travailler pour être en bonne "santé mentale". Comment pourrait-il en être autrement quand en travaillant (ou non d'ailleurs) on est soumis à un régime d'exploitation et d'oppression, ce serait l'inverse qui serait très inquiétant.

Sputnik - Cependant, une autre analyse a permis d'établir que travailler plus longtemps ne présentait aucun avantage supplémentaire, affirment les chercheurs, alors que le fait de travailler moins de 36 à 40 heures par semaine ne provoque pas une dégradation de la santé mentale.

LVOG - Mais peut présenter un "avantage supplémentaire" tel par exemple que l'augmentation du taux d'exploitation, ce que Medvedev avait justement rappelé à la tribune de l'OIT, Sputnik le 13 juin : "Le Premier ministre a cité l'exemple de l'industriel américain Henry Ford, qui avait décidé il y a un siècle de ramener la semaine de travail de 48 à 40 heures, obtenant une augmentation de la productivité du travail."

Chacun sait que l'augmentation de la productivité se traduit le plus souvent par des conditions de travail dégradées, qui vont pourrir la vie des travailleurs et influer sur leur mental, mais de cela il ne sera pas question ici, normal.

L'idéal pour le capitalisme, c'est d'augmenter à la fois la productivité et la durée du travail... qui va alimenter la crise du capitalisme ou préparer les conditions de la prochaine crise, un cercle vicieux en somme dû aux contradictions du capitalisme...

Sputnik - «Il est bien mieux de réduire les heures de travail pour tout le monde que d'augmenter le chômage de certaines personnes», a déclaré Brendan Burchell, co-auteur de l'étude.

LVOG - Vaut mieux pour le capitalisme maintenir une armée de réserve importante pour faire pression sur les salaires à la baisse, et faire accepter à ceux qui ont un emploi n'importe quelles conditions de travail sous peine d'être viré...

Sputnik - Mike Slade, professeur de rétablissement de la santé mentale et d'inclusion sociale à l'université de Nottingham, a déclaré: «C'est une étude très importante qui démontre l'importance de ces rôles socialement valorisés tels que l'emploi», ajoutant que la recherche a mis en évidence l'importance de soutenir ceux qui souffrent de problèmes de santé mentale et qui cherchent à retourner au travail. Sputnik 23.06

LVOG - En conclusion, les travailleurs au chômage sont traités comme des malades mentaux par ces "scientifiques", alors que les capitalistes et leurs représentants qui les privent d'emploi, les psychopathes qui gouvernent ne méritent pas ce traitement. Cette société produit d'innombrables maux dont ces "scientifiques" se repaissent. Ils lui doivent leur statut privilégié, par conséquent ils n'ont aucune raison de s'attaquer à leur origine, le capitalisme. Pour eux, le chômage c'est comme le cholestérol !

Tout cela pour nous dire que le chômage serait nuisible ! Vous comprendrez pourquoi on a un peu élargi la discussion.

En complément. Peut-on ou doit-on travailler en période de canicule ?

- Peut-on faire du sport en période de canicule ? - LePoint.fr 25.06

Parole d'internaute. Le capitalisme en état de survie artficielle. Pour combien de temps encore ?

1- Les intelligences artificielles sont tout sauf intelligentes, ce sont juste des algorithmes pas plus intelligents qu'une pelle ou un rouleau de PQ. Cette appellation héritée du globish est un hymne à la novlangue à elle toute seule.

2- Non, non, il n'y a rien d'intelligent dans les IA. En fait l'expression "intelligence artificielle" est une traduction bête de l'anglais "artificial intelligence", où "intelligence" est plutôt à prendre au sens du I de CIA: c'est de la compilation de renseignements automatisée. Les techniques de base pour ça n'ont pas changé depuis des décennies. Ce qui a changé par contre, c'est la quantité de renseignements disponibles. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant que les progrès faits dans ce domaine aient été faits par les plus gros compilateurs de données que sont Google et Facebook. Mais les algos sous-jacents sont quasiment les mêmes que ceux utilisés dans les années 80, et n'ont rien d'intelligent, vraiment…

3- S'il y a bien une caractéristique de la novlangue, c'est de désigner quelque chose par un mot signifiant son exact contraire. Par exemple nommer « démocratie » un régime oligarchique… ou bien nommer « intelligent » un objet inanimé.

Pour l'instant et jusqu'à preuve du contraire, qui dit intelligence dit vie. On ne connaît rien d'intelligent qui ne soit pas vivant. Nommer « intelligence artificielle » des machines est une des plus belle entourloupes de l'histoire humaine. Rien que le fait d'accoler les mots « intelligence » et « artificielle » est un procédé qui en dit long : cela signifie en creux que l'homme serait capable de fabriquer de l'intelligence, ce qui sous-entend fabriquer de la conscience, pour ne pas dire de la vie. C'est le trip de l'homme démiurge qui se prend pour Dieu, qui prétend vivre indéfiniment en tuant la mort, bref, toute l'idéologie du transhumanisme résumée en une simple expression : « IA ».

Pour l'instant on ne sait pas ce qu'est l'intelligence, et encore moins la conscience. Difficile d'imaginer fabriquer quelque chose dont on ignore la nature. Les ingénieurs et les neuros travaillant sur l' « IA » partagent tous la même croyance implicite que plus les algos et les réseaux de neurones seront complexes, plus la probabilité de voir une conscience émerger sera forte, sans avoir la moindre idée de comment une telle chose pourrait se produire. C'est magique. Mais cette croyance-là, basée sur la croyance que le cerveau produit la conscience, personne ne la remet jamais en question.

Acte 32 et Gilets Jaunes

- "Gilets jaunes" : le point sur les manifestations en France samedi - Franceinfo 22 juin 2019

Nouvelle journée de mobilisation des "Gilets jaunes", samedi 22 juin, dans plusieurs villes de France : franceinfo fait le point sur les mobilisations.

À Charleville-Mézières (Ardennes), où un appel national avait été lancé, près de 400 manifestants ont défilé dès la fin de matinée. Ils ont commencé à se rassembler place de l'Hôtel-de-ville, un secteur qui leur était interdit. Ils se sont ensuite dirigés vers le centre-ville, dans le calme. La situation s'est légèrement tendue vers 15 heures, lorsque les CRS ont chargé pour repousser les manifestants. Une grosse partie des manifestants ont été dispersés. Une vitrine d'un bar-tabac a été caillassée et une quinzaine de personnes ont été interpellées.

À Belfort (Territoire de Belfort), une centaine de "gilets jaunes" ont rejoint la mobilisation de soutien aux salariés de General Electric, touchés par un plan social. Au total, 5 000 personnes ont manifesté.

À Saint-Avold (Moselle), un automobiliste a forcé un barrage de "gilets jaunes", samedi matin. Le conducteur, qui roulait à faible allure, a forcé par deux fois le barrage mis en place sur un rond-point devant un centre commercial. Au second passage, il a renversé un manifestant sur la chaussée. Ce dernier, âgé de 38 ans, a été transporté à l'hôpital pour des blessures légères à la jambe. L'automobiliste a été interpellé et placé en garde à vue.

À Laxou (Meurthe-et-Moselle), une cinquantaine de manifestants ont mis en place un barrage filtrant à l'entrée d'un centre commercial, après avoir fait une opération escargot sur l'A31.

À Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), des "gilets jaunes" ont bloqué l'entrée de la gare maritime, provoquant de gros bouchons et des problèmes de circulation en fin de matinée. Certains automobilistes qui voulaient traverser la Manche sont restés coincés pendant près de trois heures, jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre qui ont délogé les manifestants.

À Paris, plusieurs centaines de personnes ont défilé. Le cortège est parti de Bercy pour arriver place d'Estiennes-d'Orves, dans le 9e arrondissement. Aucun incident n'est à signaler.

À Marseille (Bouches-du-Rhône), 300 "gilets jaunes" ont manifesté selon la police, alors qu'un appel national à s'y rassembler avait aussi été lancé.

À Nîmes (Gard), ils étaient une quarantaine sur un barrage filtrant ce samedi matin, avant d'être délogés par les autorités. Un "Gilet jaune" a été interpellé pour entrave à la circulation.

A Bordeaux (Gironde), la préfecture a compté 750 "gilets jaunes" qui ont défilé sur un itinéraire non autorisé dans les rues du centre, sans incident signalé. Franceinfo 22 juin 2019

- Gilets jaunes: la mobilisation en hausse par rapport à l'acte 31, selon l'Intérieur - sputniknews.com 22.06

Selon les estimations du ministère de l'Intérieur 11.800 Gilets jaunes ont pris part à la mobilisation ce samedi à travers la France, soit une hausse par rapport à l'acte 31 qui, d'après la même source, n'avait rassemblé que 7.000 manifestants.

Pour sa part, le Nombre jaune évoque 25.553 manifestants, contestant ainsi le chiffre donné par le ministère. sputniknews.com 22.06

- Gilets jaunes: plusieurs figures médiatiques s'unissent pour créer "un socle commun" - huffingtonpost.fr 22 juin 2019 - huffingtonpost.fr 22 juin 2019

Le communiqué de presse a été publié quelques heures avant une journée cruciale pour l'avenir des gilets jaunes, ce samedi 22 juin.

Jérôme Rodrigues a partagé sur les réseaux sociaux un long texte de trois pages, co-signés par plusieurs ledaers du mouvement. Une sorte de manifeste jetant les bases d'un "socle commun", ou l'embryon d'une structuration inédite pour ce mouvement.

Inédite car elle regroupe plusieurs personnalités ayant émergé médiatiquement de cette fronde. Des leaders qui ne veulent toutefois pas en avoir le nom ni le statut. On retrouve au bas de cette page Maxime Nicolle, Priscillia Ludosky, Jérôme Rodrigues ou encore Julien Parente, dans une liste "non-exhaustive" de signataires, comme le précise le document.

Leur but? Créer un "puissant organe de contestation collectif" pour devenir des acteurs incontournables du débat public.

Des actions sont listées jusqu'au 17 novembre 2019, qui marquera la date du premier anniversaire du mouvement.

Mais la grande nouveauté réside donc dans cette volonté apparente de se réunir autour d'un "socle commun". Il est notamment question de créer leurs "propres médias", leurs "propres circuits d'approvisionnement alimentaire" ou encore leurs "propres établissements d'épargne éthique". "Nous allons créer un socle commun (...) qui ne pourra être ignoré et défendra les intérêts des citoyens et les biens communs de tous", écrivent-ils.

Difficile à savoir pour l'heure quelles seront les conséquences précises de cette initiative. D'autant que les précédentes tentatives de structuration se sont toutes soldées par des échecs. On pense notamment au micro-parti fondé par Jacline Mouraud, à la liste présentée par Francis Lalanne lors des européennes ou encore à la candidature éphémère d'Ingrid Levavasseur. huffingtonpost.fr 22 juin 2019

C'est le capitalisme et ses représentants qui sont à l'origine de toutes les violences.

- Pour Macron, les gilets jaunes ne sont pas "de simples citoyens qui manifestent" - huffingtonpost.fr 24.06

À l'occasion d'un long portrait publié dans le magazine américain The New Yorker, intitulé "Emmanuel Macron peut-il endiguer la marée populiste", le président de la République revient sur les derniers mois écoulés, marqués notamment par la crise des gilets jaunes.

Interrogé sur les violences policières qui ont été maintes fois dénoncées, expression tout autant contestée par le gouvernement que par la police, Emmanuel Macron rejette la responsabilité sur les manifestants.

"Non", il n'est pas satisfait de certaines actions de la police, "mais il faut voir ce que nous avons vécu : pour la première fois, nous avions un mouvement social avec un très haut degré de violence. Quelque chose d'unique", justifie-t-il.

"J'ai décidé de ne pas décréter de situation particulière, ni d'interdire ces manifestations. J'ai fait cela car je ne voulais pas réduire le niveau de liberté dans ce pays. Je pense que ça aurait été une erreur", poursuit le locataire de l'Elysée, avant de donner son avis sur les manifestants vêtus de fluo qui se mobilisent samedis après samedis: "penser que nous avions affaire à de simples citoyens en train de manifester, c'est du pur 'bullshit'".

"Ce qui est très compliqué à gérer, c'est que beaucoup de personnes en ont assez de la violence des manifestants, qui pourrait être synonyme d'une sorte de laxisme. Et en même temps, d'autres sont en colère face à tous ces blessés, qui sont synonyme d'autoritarisme", ajoute Emmanuel Macron.

À noter que ces propos ne devraient pas manquer de faire réagir dans l'Hexagone. Le journaliste David Dufresne, qui documente les violences policières depuis le début du mouvement des gilets jaunes, a commenté les déclarations du chef de l'État, considérant que celles-ci relevaient du "déni". Selon le décompte fait par le journaliste indépendant, 138 personnes ont été blessées à la tête lors des manifestations. huffingtonpost.fr 24.06

Fabrication du consentement. Comment être rejeté par 90% des électeurs inscrits et obtenir 35 à 40% d'opinions favorables lors de sondages ?

- Sondages : la popularité de Macron et Philippe en forte hausse - L'Express.fr 25.06

Emmanuel Macron et Édouard Philippe progressent notamment auprès des plus de 65 ans, selon une enquête pour Orange, RTL et La Tribune.

Dans une première enquête BVA, le chef de l'État progresse de 3 points par rapport à fin mai pour atteindre 35% d'opinions favorables et retrouve son niveau de l'été 2018. Le Premier ministre gagne pour sa part 4 points à 40%.

Emmanuel Macron comme Édouard Philippe progressent notamment auprès des plus de 65 ans (+12 pour le chef de l'État, +11 pour le Premier ministre), selon cette enquête pour Orange, RTL et La Tribune.

Les deux-tiers des personnes interrogées (65%, -3) jugent toutefois négativement l'action du chef de l'État et 60% (-3) celle du chef du gouvernement.

Selon un autre sondage Odoxa également diffusé ce mardi, le président de la République gagne en effet 6 points pour atteindre 36% d'opinions positives, sa plus forte progression en un mois depuis son élection.

Édouard Philippe progresse pour sa part de 3 points à 37% et retrouve son niveau d'octobre 2018, avant la crise sociale, selon cette enquête pour France Inter, La Presse régionale et L'Express.

Là encore, 64% (-6) des Français interrogés jugent négativement l'action d'Emmanuel Macron et 62% (-3) celle d'Édouard Philippe. L'Express.fr 25.06

De droite et de gauche.

Le parti de l'ordre fait du zèle.

- Valérie Pécresse : "La droite doit être le parti de l'ordre" - LePoint.fr 22 juin 2019

Je vous fais grâce de son interview dans lequel elle affirmait vouloir aller au bout du programme de Macron et au-delà.

Le projet de loi de transformation de la fonction publique présenté par le gouvernement :

- Là encore, il ne va pas assez loin. Le gouvernement a renoncé à baisser le nombre de fonctionnaires. Sans cela, on ne pourra jamais réduire la dépense publique.

La France a besoin d'une revue drastique de ses politiques publiques

La délinquance explose en Île-de-France. La sanction est la grande oubliée de la politique d'Emmanuel Macron. Un élève violent est exclu de l'école. Cela ne suffit pas, il faut mettre en place de vraies sanctions éducatives. Un clandestin doit être expulsé. Il faut revoir l'échelle des sanctions pour les rendre efficaces : interdire l'accès aux transports aux harceleurs ou aux pickpockets multirécidivistes, par exemple. La droite doit être le parti de l'ordre.

La France a besoin d'un plan banlieue vigoureux. Le Danemark en a fait un projet national, sans tabou : il veut doubler les peines dans les lieux de trafic, développer la mixité en interdisant plus de 30 % de logements sociaux par quartier, et plus de 30 % d'enfants issus de l'immigration par école. On en est loin ! LePoint.fr 22 juin 2019

Plus bête tu meurs !

- Vincent Cerutti de TF1 rejoint LREM - Le HuffPost 22.06

Animateur le jour, politique la nuit. Ou les deux en même temps. Comme l'a annoncé Ouest-France, le présentateur du "Grand Bêtisier" sur TMC Vincent Cerutti se lance en politique. Le HuffPost 22.06

Tout est dans "***le non-dit***".

- Municipales: le PS prone la fermeté face à LREM - LeFigaro.fr 22 juin 2019

À la Maison de la Chimie à Paris samedi matin, devant un Conseil national socialiste quelque peu clairsemé, Olivier Faure s'est voulu très clair sur la stratégie de son parti aux municipales: «Nous ne soutiendrons à aucun endroit de France un maire qui soutiendrait la politique gouvernementale d'Emmanuel Macron».

Dans une résolution adoptée à l'unanimité par les participants, il est précisé que le PS «n'investira ou ne soutiendra aucune tête de liste soutenant la politique gouvernementale du gouvernement». Et encore, «aucun accord (…) ne sera validé par les instances nationales» en dehors de ceux conclus avec «le rassemblement le plus large possible de toute la gauche et des écologistes». Les choses sont dites, mais le non-dit n'est pas moins clair: un maire ou un candidat socialiste pourra lui, être soutenu par des membres de son équipe qui ne seraient pas issus de la gauche ou des écologistes, qu'il s'agisse du MoDem ou de LREM.

Dans de nombreuses villes de France, à Lille chez Martine Aubry, à Dijon chez François Rebsamen, au Mans chez Stéphane Le Foll, à Metz et ailleurs, de nombreux maires ont des adjoints MoDem dans leur équipe. A priori, ils ne comptent pas s'en priver. Si la fédération de Seine-Saint-Denis a ainsi déclaré l'exclusion immédiate du maire PS de Clichy-Sous-Bois Olivier Klein, investi par LREM, il ne semble pas que la direction nationale soit sur une ligne aussi raide. «Après tout, il se revendique toujours socialiste, même s'il a le soutien de LREM», indique ainsi un sénateur présent au Conseil national. Reste à savoir si Olivier Klein fera ou non allégeance à la politique du gouvernement.

Lors du Conseil national, en tribune, le président du groupe PS au Sénat, Patrick Kanner est monté au créneau pour dénoncer «des tentatives de débauchages organisées au plus haut niveau de l'État». «Cela vient directement de l'Élysée», a-t-il ajouté en marge alors qu'il y a huit jours au Sénat, dix sénateurs PS, sur le groupe de 70, se sont abstenus sur le vote de confiance au gouvernement. Leur profil est divers mais parmi eux, le premier fédéral des Hauts-De-Seine, Xavier Iacovelli, ne cache pas ses divergences avec la direction du parti. Il est avec d'autres à l'origine d'un texte qui circule actuellement «sur la social-démocratie et sur la nécessité de sortir de l'hypocrisie». «Il n'est pas question de se rallier à Macron, se défend le sénateur PS, mais de construire la social-démocratie du XXIe siècle, sans exclusive, en discutant donc avec ceux du MoDem ou de LREM qui ont le même objectif». Iacovelli pense aussi important de «peser pour que le gouvernement engage plus de mesures sociales et écologiques». Au PS, on se dit convaincu que le texte ne sortira pas. LeFigaro.fr 22 juin 2019

Nébuleuse ou météorite ?

- EELV affiche ses ambitions pour les municipales... et la présidentielle - AFP 22 juin 2019

Réuni en Conseil fédéral à Paris, au sortir d'élections européennes réussies, EELV a affiché samedi "son incroyable ambition" pour les municipales de 2020, mais aussi, déjà, la présidentielle de 2022.

Pour les municipales, M. Cormand a une nouvelle fois clairement écarté toute alliance avec le parti présidentiel: "Le projet de

La République en marche n'est pas compatible avec le projet de l'écologie (...) Nous sommes clairement dans l'opposition à la majorité actuelle", a-t-il affirmé.

La ligne d'EELV n'est "pas le ni droite ni gauche", mais "l'écologie affranchie" des "complexes", des "étiquettes" comme des "vieilles cosmogonies", a-t-il expliqué.

Réuni en conseil national samedi matin, le PS a adopté une résolution où il s'engage à travailler partout en France "à la constitution de listes d'union et de rassemblement le plus large possible de toute la gauche et des écologistes ".

Le parti a lui aussi tracé une ligne jaune vis-à-vis de la République en marche, en affirmant qu'il "n'investira(it) ou ne soutiendra (it) aucune tête de liste soutenant la politique libérale du gouvernement".

"Ne soyez pas tristes, la gauche est une fête", a lancé à ses camarades le premier secrétaire Olivier Faure en conclusion de son discours. AFP 22 juin 2019

En complément. Soutien inconditionnel aux mineurs allemands!

- Allemagne : des militants écologistes ciblent une mine à ciel ouvert - euronews 22.06

Des milliers de jeunes manifestent en Allemagne, non loin de la mine à ciel ouvert de Garzweiler ce samedi. Le lieu est devenu un foyer de protestation pour le climat notamment depuis que la société qui y extrait de la lignite, un dérivé du charbon, menace de couper une forêt voisine. euronews 22.06

Déliquescence.

- La France Insoumise en thérapie collective à Vincennes - Le HuffPost 22.06

L'objectif numéro un est de remettre les troupes en ordre de bataille en vue des prochaines échéances municipales, qui s'annoncent encore plus compliquées pour les mélenchonistes.

"La commune est le berceau de la démocratie. En gagnant des mairies et des intercommunalités, nous allons reprendre le contrôle de nos vies et préparer un avenir en commun", se fixe pour ambition le texte programmatique.

Ce samedi, hors du regard de la presse, la FI a justement planché sur la révision de son mode de gouvernance, autour d'un texte intitulé pudiquement "La France insoumise, outil au service du peuple et de sa révolution citoyenne", mais aussi en faisant donc prendre du galon à Adrien Quatennens.

Si le bilan des européennes qui figure dans le document est sombre, le texte conclut malgré tout que le "mouvement est la forme adaptée aux tâches qu'il nous faut accomplir". Autrement dit, pas question de transformer la France insoumise en parti classique avec des votes internes, des motions, voire des sensibilités synonymes "d'affrontements de courants" et de "batailles internes que connaissent les partis politiques".

L'objectif de LFI, explique Manuel Bompard, est d'avancer par "la construction du consensus", par "synthèses successives", avec des "groupes locaux jouissant d'une grande liberté d'initiative" pour aider à "l'auto-organisation populaire" et une "participation individuelle" via des votes d'approbation sur la plateforme numérique, plutôt qu'au moyen "de débats structurés par des sections, fédérations, motions et courants". Le HuffPost 22.06

- Manon Le Bretton quitte La France insoumise - Le HuffPost 24 juin 2019

Coresponsable de l'école de formation de LFI.

Matraquage communautaire quotidien.

- Après #MeToo, la rue est toujours un danger pour les femmes - Slate.fr

- À Singapour, les lesbiennes mènent la lutte pour les droits LGBT+ - Slate.fr

- Nommer des rues en hommage à des personnalités LGBT+, un petit geste qui veut dire beaucoup - Slate.fr

- Exposition «Champs d'amours» à Paris: Notre visite guidée de 100 ans de cinéma LGBT - 20minutes.fr

- Gay Pride monstre à Sao Paulo - euronews

- «Conséquences»: Comment ce film slovène s'attaque à l'homophobie en Europe de l'Est - 20minutes.fr

- Manque de femmes ingénieures : Bercy veut plus de mixité dans les jouets - Le Parisien

- Sur Wikipédia, les rédactrices sont victimes de harcèlement - Slate.fr

- Burkini : des femmes envahissent une piscine à Grenoble - Atlantico.fr

- Huile de palme: 5 produits ciblés par une nouvelle enquête de l'ONG Foodwatch - BFMTV

- Pourquoi la France n'agit pas assez contre le réchauffement climatique - BFMTV

Ils osent tout

- Une éditorialiste américaine affirme avoir été violée par Trump dans les années 1990 - Le Parisien 23.06

Une éditorialiste (75 ans) renommée de la version américaine du magazine « Elle » affirme, dans un entretien au « New York magazine » publié vendredi, avoir été violée par Donald Trump en 1995 ou 1996 dans un grand magasin de luxe new-yorkais.

Il lui aurait demandé d'essayer de la lingerie dans une cabine d'essayage, ensuite il se serait enfermé avec elle dans cette cabine, avant de l'embrasser de force puis de la violer. Après s'être débattue, en vain, durant plusieurs secondes, E. Jean Carroll aurait fini par se défaire de son agresseur et s'enfuir.

Elle rappelle que 15 femmes ont déjà accusé publiquement Donald Trump de les avoir agressées sexuellement, ce que l'intéressé a réfuté. Le Parisien 23.06

LVOG - J'ignorais que les cabines d'essayage était aussi spacieuse et aussi bien isolée aux Etats-Unis...

- Maduro, l'impossible interview : ses 10 fake news les plus fréquentes - LePoint.fr 22.06

À toutes les questions gênantes en interview télévisée, Maduro répond par des éléments de langage et parfois des mensonges assumés. LePoint.fr 22.06

LVOG - Il doit être le seul dirigeant dans le monde dans ce cas-là...

- Inde : la diplomatie du yoga de Narendra Modi - LePoint.fr 21.06

Le Premier ministre indien a glorifié la pratique du yoga, dont les promesses d'harmonie véhiculent aussi des enjeux idéologiques et diplomatiques.

Les Indiens n'ont pas attendu l'arrivée au pouvoir, en 2014, du parti nationaliste hindou du BJP (Parti du peuple indien) pour pratiquer le yoga.

En ce 21 juin qui célèbre la Journée mondiale du yoga, l'Inde a donc pris les festivités très à cœur. LePoint.fr 21.06

LVOG - Je n'en connais pas un seul qui le pratique ! A quelques exceptions près, je ne connais pas non plus d'Indiens végétariens. Bon, je vis avec "*le peuple d'en bas*", mon milieu, ma famille.

Stratégie du chaos et de la guerre, déstabilisation des Etats par la dictature impériale américaine.

Chine.

- Guerre commerciale : 5 firmes technologiques chinoises sanctionnées par les États-Unis - L'Express.fr

En réaction, la Chine a annoncé la création de sa propre liste noire d'entreprises étrangères "non fiables". L'Express.fr

Iran.

- Le chef de la diplomatie iranienne publie la carte de l'itinéraire du drone US abattu - sputniknews.com 22.06

Les Américains insistant sur le fait que leur drone n'a pas violé l'espace aérien de l'Iran, le ministre des Affaires étrangères de la République islamique a publié sur ses réseaux sociaux une carte retraçant l'itinéraire de l'appareil états-unien.

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, a publié sur son compte Twitter une carte montrant le trajet du drone américain récemment abattu par la République islamique.

Sur ses images, des détails de l'itinéraire de l'appareil sans pilote ainsi que les coordonnées de son emplacement à tel ou tel moment sont précisés. Il est possible de voir où se trouvait l'appareil au moment des sommations envoyés par l'Iran et au moment où il a été détruit par des missiles tirés par Téhéran.

«Il ne peut y avoir aucun doute sur où l'appareil était quand il a été abattu», a-t-il fait noter, sous-entendant que malgré les affirmations américaines disant que le drone n'avait pas violé la frontière aérienne iranienne, il l'avait quand-même fait.

Plus tôt dans la journée, les militaires iraniens avaient exposé des débris du drone qui, assurent-ils, ont été retrouvés dans les eaux territoriales de la République islamique.

Le 20 juin, les Gardiens de la révolution islamique ont annoncé avoir abattu un drone espion américain qui «était entré dans l'espace aérien iranien» dans la province d'Hormozgan, qui borde le détroit d'Ormuz. Un responsable états-unien a confirmé l'attaque contre un appareil américain, affirmant que celui-ci se trouvait dans l'espace international.

Malgré le fait que Donald Trump ait évoqué une grosse erreur, en réagissant sur son compte Twitter à la destruction par les Gardiens de la révolution islamique d'un drone américain, plus tard dans la journée il a déclaré ne pas exclure l'hypothèse que le tir en question ait pu être une «erreur humaine».

Le lendemain, l'Iran a déclaré qu'il aurait également pu abattre un avion de reconnaissance américain. Quant à Donald Trump, il a affirmé qu'il était revenu sur sa décision de frapper des cibles iraniennes à 10 minutes seulement de l'attaque. sputniknews.com 22.06

- Trump promet de nouvelles sanctions "majeures" contre l'Iran - AFP 22.06

- Les Etats-Unis ont lancé des cyberattaques contre l'Iran, selon des médias - AFP 22.06

Les Etats-Unis ont lancé cette semaine des cyberattaques contre des systèmes de lancement de missiles et un réseau d'espionnage iraniens, après la destruction par Téhéran d'un drone américain, ont rapporté samedi des médias américains.

- Iran: Washington vise la tête du régime et sanctionne le Guide suprême - AFP 24 juin 2019

Les Etats-Unis ont annoncé lundi de "dures" sanctions contre le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, et plusieurs hauts gradés des Gardiens de la Révolution, frappant la tête de la République islamique pour faire encore monter la pression sur Téhéran.

Le président américain Donald Trump, qui accuse l'Iran de chercher à se doter de l'arme nucléaire et d'être un "parrain du terrorisme", a signé un décret empêchant "le Guide suprême, son équipe et d'autres qui lui sont étroitement liés d'avoir accès à des ressources financières essentielles".

Egalement visé, le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif, visage de la politique iranienne de détente avec l'Occident, considéré comme un modéré et abhorré des ultraconservateurs.

Il sera placé sur la liste des sanctions "plus tard cette semaine", a indiqué le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin, annonçant également que Washington allait geler des "milliards de dollars" d'actifs iraniens supplémentaires, sans autre précision.

Huit hauts gradés des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique du régime, ont aussi été sanctionnés, quatre jours après la destruction d'un drone américain par un missile iranien dans la région stratégique du Golfe. AFP 24 juin 2019

LVOG - Ce n'est pas un hasard si les 9 derniers paragraphes de cet article étaient consacrés aux positions américaines et

israélienne. C'est cela l'AFP.

Russie

- La Russie s'attaque au secteur touristique géorgien - euronews 23 juin 2019

Des manifestations anti-Moscou se sont déroulées samedi à Tbilissi, pour le troisième jour consécutif. Des milliers de personnes arboraient des pancartes contre "l'occupant russe", en référence à la présence militaire de Moscou en Ossétie du Sud et en Abkhazie, deux régions séparatistes soutenues par la Russie.

Les protestations ont été déclenchées jeudi par le discours polémique d'un député russe au Parlement géorgien.

Des manifestations dénoncées par Moscou qui évoque une provocation russophobe. Le Kremlin a annoncé l'interdiction des vols d'avion entre les deux pays à partir du 8 juillet.

Vladimir Poutine a également recommandé aux agences de voyages russes de suspendre leurs visites en Géorgie et a ordonné au gouvernement de rapatrier ses ressortissants déjà présents dans le pays. Ils sont plus d'un million à passer leurs vacances en Géorgie chaque année. euronews 23 juin 2019

Katelina Dartford, Euronews : "Merci de nous rejoindre aujourd'hui sur Euronews. Nous évoquons ce rassemblement anti-russe massif qui a eu lieu à Tbilissi. Comprenez-vous la raison de la colère de ces manifestants ?"

Salomé Zourabichvili, présidente de la Géorgie : "Je pense que la réaction de la population est tout à fait naturelle..." euronews 22 juin 2019

- Géorgie : des milliers de manifestants malgré les promesses du gouvernement - AFP 24 juin 2019

Des milliers de manifestants antigouvernementaux se sont rassemblés lundi soir dans la capitale géorgienne pour la cinquième journée consécutive de protestations, malgré les promesses du parti au pouvoir de réformer en profondeur le système électoral.

Plus tôt lundi, après quatre jours de manifestations, l'oligarque et chef du parti au pouvoir Bidzina Ivanichvili a annoncé une "réforme politique de grande ampleur" applicable dès les élections législatives de 2020. Il cède ainsi à une des revendication des manifestants qui se rassemblent quotidiennement depuis la semaine dernière dans ce pays du Caucase.

L'homme le plus riche du pays a ajouté qu'il n'y aurait pas de seuil minimum requis pour entrer au Parlement, qui sera élu au scrutin proportionnel. "Tous les acteurs politiques existants seront représentés", a-t-il assuré.

Pour l'opposition, le système électoral actuel favorise le parti du Rêve géorgien, fondé par M. Ivanichvili et au pouvoir depuis 2012.

Si le milliardaire répond là à une demande de l'opposition, qui mène les manifestations depuis jeudi, il n'a visiblement pas réussi à totalement apaiser les protestataires, qui réclament aussi la tenue de législatives anticipées et la démission du puissant ministre de l'Intérieur.

"Nous avons arraché des mains d'Ivanichvili de premières concessions mais ce n'est que le début. Notre but est la fin des oligarques en Géorgie", a déclaré à l'AFP Chota Nodia, un libraire de 45 ans.

"Un ministre de l'Intérieur qui ordonne des tirs de balles en caoutchouc sans sommation sur des manifestants pacifiques et des adolescents doit démissionner et en répondre devant la justice", a déclaré un autre manifestant, Anton Aladachvili, un ingénieur de 59 ans. (Mais pas Castaner en France, n'est-ce pas l'AFP ? C'est là qu'on s'aperçoit de l'orientation politique d'un article, à la manière dont il traite un évènement. Si l'AFP manifeste de la sympathie pour ces manifestations, c'est que leurs objectifs est pourris quelque part, ensuite il faut attendre d'en savoir plus pour dire précisément quoi au juste et pourquoi. Pas question de les soutenir en ce qui me concerne partant de là. - LVOG)

Eléné Khochtaria, dirigeante de l'un des principaux partis d'opposition, "Géorgie européenne", s'est félicitée des "premiers résultats" obtenus par les manifestants, mais a maintenu que le ministre de l'Intérieur Guiorgui Gakharia devait quitter son poste.

Un autre parti d'opposition, le Mouvement national uni de l'ex-président éxilé Mikheïl Saakachvili, a demandé également la "libération de tous les prisonniers politiques". (On avance. L'AFP fait passer ces partis de l'opposition pour de grands démocrates, donc c'est plus que suspect, ça pue en réalité la manipulation. - LVOG)

Les manifestations ont commencé après le discours polémique d'un député russe devant le Parlement géorgien, alors que les relations sont toujours très tendues entre Tbilissi et Moscou, plus de dix ans après la brève guerre entre les deux pays en août 2008. (Ah, on progresse, Moscou est cité. - LVOG)

Les manifestations ont continué les jours suivants et se sont transformées en un mouvement de colère contre Bidzina Ivanichvili et le président russe Vladimir Poutine, les protestataires dénonçant la proximité entre l'homme d'affaire géorgien et la Russie. (On y est, c'est directement la Russie et Poutine qui sont visés. Encore un coup tordu de l'Otan, des Américains, de Soros et Cie ? - LVOG) AFP 24 juin 2019

LVOG - Et sans que cela ne soit un hasard, la suite et fin de cet article, soit quatre paragraphes, étaient tournés contre la Russie. C'est cela l'AFP.

Les dernières nouvelles de l'Empire.

- Mark Esper prend les commandes du Pentagone en zone de turbulences - AFP 22 juin 2019

Appelé par Donald Trump à prendre les commandes du Pentagone, Mark Esper va immédiatement devoir gérer le regain de tensions avec l'Iran et les relations complexes entre Washington et ses partenaires de l'Otan.

Jusqu'ici secrétaire à l'armée de terre, il a été nommé vendredi par le président au poste de ministre de la Défense, mais il lui reste à obtenir le feu vert du Sénat.

Il arrive à la tête d'une institution déstabilisée par la ronde de ses dirigeants depuis six mois, alors que la première puissance militaire mondiale est engagée dans deux guerres, en Syrie et en Afghanistan, et en plein bras de fer avec Téhéran.

En décembre, le ministre Jim Mattis avait démissionné en étalant ses profonds désaccords avec Donald Trump sur le retrait des troupes américaines de Syrie. Son numéro deux Patrick Shanahan, qui avait immédiatement assuré l'intérim, devait le remplacer formellement.

Mardi, il a à la surprise générale renoncé à briguer la confirmation du Sénat, alors que ressurgissaient des accusations de violences conjugales mutuelles avec son ex-femme.

Son adjoint en charge de l'armée de terre Mark Esper, un ancien militaire de 55 ans qui a fait un long passage dans l'industrie de la Défense, doit reprendre lundi les rênes du Pentagone.

Mark Esper connaît le Moyen-Orient: il a combattu en Irak lors de la guerre du Golfe en 1991. Il faisait partie de la célèbre 101e division aéroportée de l'armée américaine.

Il est aussi un proche du chef de la diplomatie Mike Pompeo, aux côtés duquel il a étudié à la prestigieuse académie militaire de West Point. Les deux hommes en ont été diplômés la même année, en 1986. Sur le plan politique, il maîtrise les rouages du Congrès pour y avoir conseillé plusieurs sénateurs, notamment le républicain Chuck Hagel, devenu ensuite ministre de la Défense. Cela pourrait faciliter son processus de confirmation, même si ses liens avec l'industrie de la défense font grincer certaines dents.

Mark Esper était effectivement cadre dirigeant du groupe de défense Raytheon depuis sept ans lorsque Donald Trump l'a choisi en 2017 pour diriger l'armée de terre. AFP 22 juin 2019

LVOG - Il leur faut un ennemi pour justifier leur gigantesque budget militaire et terroriser les peuples pour appliquer leur politique ultra libérale.

- L'Otan estime «possible» une guerre entre l'Alliance et la Russie - sputniknews.com 22.06

Un rapport du Collège de défense de l'Otan indique qu'un conflit militaire entre cette organisation et la Russie est peu probable, sans écarter pour autant une telle possibilité.

Un conflit militaire entre la Russie et l'Alliance est peu probable mais demeure possible, selon un rapport du Collège de défense de l'Otan publié le mardi 18 juin et intitulé «Pourquoi les pays baltes ont de l'importance. La protection de la frontière nord-est de l'Otan».

D'après celui-ci, il est nécessaire d'envoyer davantage de troupes américaines dans les pays baltes, puisque, selon l'auteur du rapport, ils peuvent devenir «un moyen de saper l'architecture de la sécurité européenne».

«Au cours des dix dernières années, la Fédération de Russie a démontré son intention de saper l'architecture de la sécurité européenne. Le risque de conflit militaire entre l'Otan et la Russie est faible, pourtant il doit être considéré comme possible. Pour réduire les risques, il faut renforcer le potentiel de dissuasion de l'Alliance dans les Républiques baltes par l'envoi de troupes américaines sur le territoire baltique. Le déploiement des militaires devrait complémenter les accords existants sur l'augmentation [du nombre, ndlr] des éléments avancés», précise l'auteur.

Mercredi 19 juin, le Congrès US a proposé d'accorder des prêts aux États membres de l'Otan afin de réduire leur «dépendance» envers Moscou, car nombreux sont ceux continuant à utiliser des équipements soviétiques, ce qui les «force» à acheter des pièces et des services à la Russie.

Les politiciens occidentaux, y compris des responsables de l'Otan, abordent constamment le thème de «la menace russe» alors que Moscou souligne en permanence que la Russie n'a pas l'intention d'attaquer qui que ce soit.

La Russie a par ailleurs été désignée comme la principale «menace» aux yeux de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, l'Alliance. sputniknews.com 22.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Proche-Orient: Washington donne pour la première fois des détails sur son plan de paix - AFP 22 juin 2019

Les Etats-Unis ont rendu public samedi le volet économique de leur plan de paix pour le Proche-Orient, qui doit être présenté la semaine prochaine à Bahreïn - en l'absence des Palestiniens - et vise à lever plus de 50 milliards de dollars en une décennie.

Les Palestiniens ont aussitôt rejeté ce plan économique, estimant que Washington devait d'abord oeuvrer à mettre fin au "vol par Israël" des terres palestiniennes.

Donnant pour la première fois des détails sur ce plan promis de longue date, l'administration de Donald Trump a précisé vouloir attirer d'énormes investissements internationaux au profit des Palestiniens et améliorer les infrastructures et la gouvernance en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La conférence de mardi et mercredi à Manama, emmenée par le gendre et conseiller du président américain Jared Kushner, sera l'occasion de présenter cette initiative, qui inclura plus tard un volet politique selon des responsables.

Mais l'Autorité palestinienne boycotte cet atelier intitulé "De la paix à la prospérité", estimant que l'administration Trump, qui affiche son plein soutien à Israël, cherche à acheter les Palestiniens et à les priver d'un Etat indépendant. La Maison Blanche présente le plan, qui doit être discuté à Bahreïn avec des responsables financiers de riches Etats arabes du Golfe, comme étant historique.

Il "représente l'effort international le plus ambitieux et le plus complet pour le peuple palestinien jusqu'ici", dit la Maison Blanche dans un document rendu public samedi.

"Il peut transformer la Cisjordanie et Gaza de manière fondamentale et ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire palestinienne, un chapitre défini non par les épreuves et les pertes, mais par la liberté et la dignité", selon l'exécutif américain.

L'objectif est de lever plus de 50 milliards pour les Palestiniens au cours de la prochaine décennie et de doubler leur PIB.

Selon la Maison Blanche, l'initiative peut transformer l'économie palestinienne en créant plus d'un million d'emplois.

Au risque de provoquer la colère des dirigeants palestiniens, l'exécutif américain indique que l'argent levé sera géré par une banque de développement internationale, afin d'assurer une meilleure gouvernance et d'éviter la corruption.

Qui va payer la facture? Ce n'est pas encore clair. On ne sait pas non plus si les Etats arabes du Golfe - qui se sont trouvé des points communs avec Israël en raison de leur hostilité commune envers l'Iran - vont se montrer prêts à participer avant même qu'un accord politique soit conclu.

Selon Jason Greenblatt, un conseiller de M. Trump qui a travaillé aux côtés de M. Kushner, le volet politique pourrait n'être dévoilé qu'en novembre.

Le plan a déjà été retardé en raison des élections israéliennes en avril. Le pays doit à nouveau se rendre aux urnes après que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a échoué à former une coalition.

Les dirigeants palestiniens sont extrêmement suspicieux à l'égard de Jared Kushner, un ami de la famille Netanyahu, et du président Trump qui a souvent affiché son soutien à Israël, notamment en reconnaissant Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu.

Des responsables américains ont laissé entendre que le plan de paix complet pourrait ne pas mentionner la création d'un Etat palestinien indépendant, rompant avec la ligne suivie par la diplomatie américaine ces dernières décennies.

"Notre présence à Manama ne servirait qu'à être utilisée pour légitimer l'initiative américaine qui vise à nous priver de nos droits et à changer la formule historique de "la terre contre la paix" à "de la paix à la prospérité"", selon un communiqué palestinien publié avant l'annonce des derniers détails.

Le mouvement islamiste palestinien Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, a aussi catégoriquement rejeté la conférence de Manama. L'un de ses dirigeants, Ismaïl Haniyeh, a estimé que l'atelier visait à transformer "la cause palestinienne d'une cause politique en une cause économique".

Bien que le volet économique ne mentionne pas directement le Hamas, il dit chercher à aider la bande de Gaza, par exemple en mettant à niveau pour 590 millions de dollars la principale centrale électrique de Gaza. AFP 22 juin 2019

Albanie

- Albanie: l'opposition manifeste sans incident contre le Premier ministre - AFP 22 juin 2019

Des milliers de personnes ont, dans une rare manifestation sans incident, réclamé une nouvelle fois vendredi à Tirana que le Premier ministre socialiste Edi Rama quitte le pouvoir.

"L'heure de la vérité est venue, le départ de Rama et de ceux qui ont manipulé les résultats des élections n'est pas négociable", a déclaré à la foule le leader du Parti démocratique (opposition) Lulzim Basha.

L'opposition réclame depuis des mois le départ du Premier ministre, qu'elle accuse de corruption et d'être lié au milieu.

La droite refuse par ailleurs des municipales prévues le 30 juin. "Il n'y aura pas d'élections le 30 juin, la bataille va se poursuivre dans chaque ville, chaque localité jusqu'au départ de Rama", a dit M. Basha.

Les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles était écrit notamment "il n'y a pas d'élections sans l'opposition", ainsi que des drapeaux américains, allemands, albanais et de l'UE.

Depuis mardi, des militants de l'opposition de droite entreprennent d'entrer de force dans les bureaux de vote, souvent installés dans les écoles, pour y détruire le matériel électoral.

Le 8 juin, le président Ilir Meta a annulé ce scrutin au nom de la stabilité du pays. Mais le Parlement a déclaré cette décision "anticonstitutionnelle" et entrepris de le destituer, décision qui devrait être validée par une Cour constitutionnelle qui n'est plus fonctionnelle. Un seul de ses juges a passé avec succès le processus de vérification du patrimoine et de la probité des magistrats prévu dans le cadre d'une réforme judiciaire.

Les accusations contre le pouvoir ont redoublé cette semaine après la publication dans les médias d'écoutes téléphoniques entre des fonctionnaires et de hauts dirigeants socialistes, y compris Edi Rama.

Datant de 2016, elles démontrent aux yeux de l'opposition la corruption, les pressions sur l'administration et la fraude électorale dont se serait rendu coupable le pouvoir.

"Une grande salade de mots où il n'y a rien", a répondu Edi Rama, qui réfute tout fait délictuel et accuse l'opposition de mettre en péril l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne. AFP 22 juin 2019

Ethiopie

- Ethiopie: le chef d'état-major de l'armée blessé par balle - AFP 22.06

Le chef d'état-major de l'armée éthiopienne a été blessé par balle, a annoncé dimanche le Premier ministre Abiy Ahmed, dont les services ont également dénoncé une tentative de "coup d'Etat" dans une région du nord-ouest du pays.

Le chef d'état-major de l'armée éthiopienne a été blessé par balle, a annoncé dimanche le Premier ministre Abiy Ahmed, dont les services ont également dénoncé une tentative de "coup d'Etat" dans une région du nord-ouest du pays.

Le Premier ministre est apparu en uniforme militaire à la télévision nationale pour annoncer l'attentat contre le général Seare Mekonnen, mais n'a pas donné de détails sur son état de santé, a rapporté un correspondant de l'AFP.

L'ambassade des Etats-Unis à Addis Abeba a lancé des alertes, recommandant à son personnel de se mettre à l'abri après des informations faisant état de tirs dans la capitale et de violences dans l'Etat régional d'Amhara (nord-ouest).

Internet était coupé en Ethiopie, et aucune information supplémentaire sur l'attentat contre le haut responsable militaire n'était disponible.

Samedi soir, le gouvernement éthiopien avait annoncé qu'une tentative de "coup d'Etat" avait été perpétrée par un "groupe armé" en Amhara, la deuxième région la plus peuplée du pays, sans non plus fournir de détails sur ces violences.

"La tentative de coup dans l'Etat régional d'Amhara est contraire à la Constitution et vise à saborder la paix chèrement acquise dans la région", avait déclaré dans un communiqué le bureau du Premier ministre.

"Cette tentative illégale doit être condamnée par tous les Ethiopiens et le gouvernement fédéral a toutes les capacités pour vaincre ce groupe armé", avait-il ajouté.

Depuis son arrivée au pouvoir en avril 2018 après deux ans de troubles en Ethiopie, le Premier ministre réformateur Abiy Ahmed s'est efforcé de démocratiser le pays.

Il a notamment légalisé des groupes dissidents, amélioré la liberté de la presse et réprimé les atteintes aux droits humains en arrêtant des dizaines de responsables de l'armée et des services de renseignement.

Il s'est également lancé dans un programme de réformes économiques et a fait la paix avec l'Erythrée après plus de vingt ans de conflit.

Mais il doit faire face à des tensions interethniques récurrentes, généralement liées à la possession des terres et à l'utilisation des ressources, qui dégénèrent souvent en violences dans ce pays de plus de 100 millions d'habitants.

Plus d'un million de personnes ont été déplacées par ces violences interethniques, que les analystes attribuent également à l'affaiblissement du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF), le parti au pouvoir autrefois tout-puissant, et à divers groupes qui profitent de la phase actuelle de transition politique pour essayer d'imposer leurs intérêts.

En juin 2018, une attaque à la grenade au cours d'un meeting auquel participait M. Abiy avait fait deux morts. Le procureur général éthiopien avait indiqué qu'un officier de renseignement non identifié était soupçonné de cet attentat. AFP 22.06

- Ethiopie: le général tenu responsable des assassinats de samedi a été tué par balle AFP 24 juin 2019

Le chef de la sécurité éthiopienne de la région Amhara, le général Asaminew Tsige, considéré comme responsable des assassinats samedi du chef d'état-major de l'armée nationale et de hauts responsables de cette région du nord-ouest, a été tué par balle lundi.

Le général Asaminew, selon la télévision EBC, proche du pouvoir, "qui était en fuite depuis le coup d'Etat manqué de ce week-end, a été tué par balle dans le quartier Zenzelma de Bahir Dar", ville du nord-ouest de l'Ethiopie. Arrêté pour un présumé complot remontant à 2009, le général Asaminew avait été amnistié et libéré en 2018. AFP 24 juin 2019

ECONOMIE

Zambie

- Zambie : bataille autour du cuivre - franceinfo 24.06

Deuxième producteur de cuivre d'Afrique et septième mondial, la Zambie a déclaré la guerre à l'actionnaire de sa principale mine, la société Konkola Copper Mines, au point de mettre en danger l'économie du pays. Mais avec l'idée d'augmenter les recettes tirées de l'exploitation de ses richesses.

En mai 2019, la justice zambienne a ordonné la liquidation judiciaire pure et simple de Konkola Copper Mines (KCM), le premier producteur de cuivre zambien, à la demande insistante du gouvernement d'Edgar Lungu, le président du pays depuis 2015.

A l'origine de cette décision, une féroce bataille entre les deux actionnaires de KCM, le groupe indien coté à Londres Vedanta Resources (79,4%) et l'Etat zambien (20,6%). Ce dernier reproche à son partenaire d'avoir violé le code minier et, surtout, de ne pas avoir payé tous ses impôts.

"Les investisseurs qui sont en Afrique pour piller, sans payer ce qu'ils doivent, ne sont pas bons pour la Zambie et ne doivent pas être autorisés à y rester", a récemment martelé le président Lungu. "Tout le monde dans la Copperbelt (région du cuivre) souhaite le départ de Vedanta". Et de citer en exemple de nombreux fournisseurs locaux non payés ou le procès pour pollution intenté à Londres contre le groupe par des habitants de la région.

Le conflit dure depuis plusieurs mois. "En janvier 2019, l'organisme chargé de la régulation du secteur des mines, la Zambia Revenue Authority (ZRA), a réclamé des arriérés dus à l'Etat par des compagnies minières exerçant dans le pays, à la suite d'une opération d'audit qu'il a menée, exacerbant à l'occasion les tensions entre les différentes parties", rappelle La Tribune Afrique .

Vedanta conteste formellement ces allégations et reproche à Lusaka de vouloir "l'exclure de façon déloyale" de KCM. Le groupe dit avoir investi plus de 3 milliards de dollars en Zambie depuis 2004 - sans faire de bénéfice ces dernières années - et dénonce des "accusations infondées". "Vedanta défendra fermement ses droits", a fait savoir son PDG, Srinivasan Venkatakrishnan, "nous espérons rencontrer bientôt le gouvernement pour discuter d'une solution". Croissance en berne

Etranglée par une forte dette (dont une partie vis-àvis de la Chine ne serait pas comptabilisée, selon certaines sources), la Zambie, deuxième producteur africain de cuivre, a décidé de frapper son secteur minier au portefeuille en remplaçant, à partir du 1er juillet, l'actuelle TVA par une nouvelle taxe. Les compagnies étrangères ont toutes averti que cet impôt, qu'elles jugent excessif, pourrait les pousser à quitter le pays.

"La nouvelle taxe sera appliquée", a répliqué Edgar Lungu, "que ceux qui n'en veulent pas s'en aillent". Le départ de KCM, souhaité par le président zambien, s'annonce toutefois risquée pour son pays, dont le cuivre fournit jusqu'à 70% de ses recettes en devises étrangères.

Après des taux de plus de 10% dans les années 2000, la croissance zambienne a nettement ralenti récemment, victime de la chute des cours du cuivre. Selon le FMI, elle devait encore reculer pour passer de 3,7% en 2018 à 2,3% cette année.

Dans ce contexte, le conflit minier apparaît dangereux pour le pays. La société KCM emploie 13 000 personnes et sa fermeture serait une catastrophe. Ce conflit pèse aussi sur la confiance suscitée par la Zambie. "La protection des investissements paraît de plus en plus vulnérable", insiste un analyste, Nick Branson, du cabinet Verisk Maplecroft. De son côté, "le groupe de pression minier du pays a averti le gouvernement que les hausses de taxes pourraient entraîner une chute de la production de cuivre de 100 000 tonnes cette année, par rapport à un record de 861 946 tonnes en 2018", précise Bloomberg.

L'opposition voit dans cette affaire une occasion de dénoncer à nouveau la corruption. "La liquidation vise à bénéficier à un certain nombre d'escrocs", accuse Chishimba Kambwili, chef du Congrès démocratique national (NDC). Le Royaume-Uni a suspendu l'an dernier son aide à la Zambie en raison "d'inquiétudes" sur des détournements de fonds.

Malgré ces critiques, Edgar Lungu semble déterminé à se débarrasser de Vedanta. Cette semaine, il a assuré être en contact avec de nombreux repreneurs potentiels et qu'un repreneur de KCM pourrait être trouvé "d'ici un mois".

Certains parlent déjà d'investisseurs chinois, qui sont déjà très actifs dans le pays, y compris dans l'exploitation minière.
franceinfo 24.06

En complément.

23 juin 2019 – La grève entamée il y a dix jours par les mineurs de cuivre de Chuquicamata dans le nord du Chili se poursuit. Les 3.200 adhérents des syndicats, sur les 4.600 mineurs que compte l'entreprise, ont rejeté les propositions de Codelco, la

plus grande entreprise de cuivre au monde. - La Tribune des travailleurs.

Haut de page

Le 27 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

Ici à 15 kilomètres de Pondichéry (Inde du Sud), la température a baissé depuis trois jours et on a même eu quelques gouttes de pluie, on en voudrait bien davantage, il ne fait que 38°C à l'ombre, normal quoi.

A part un soir un énorme scorpion noir (20 centimètres de long!) juste devant la porte d'entrée de la maison, et le même soir un mille-pattes tout aussi énorme et venimeux cette fois dans la maison, mortel en moins de 30 minutes, rien à signaler ! Un petit serpent qui a pris la fuite quand j'ai failli marcher dessus ! C'est la lumière qui doit les attirer le soir ? Ah si, j'oubliais, deux peacocks, des pans qui ont fait irruption un après-midi sur le mur du jardin, j'en oublie le français ! J'ai mis un récipient d'eau à la disposition des oiseaux et des petits écureuils, qui viennent se désaltérer ou se baigner pour les oiseaux. Comme les arbres ont bien poussé, cela attire toute sorte d'oiseaux, un vrai bonheur.

On a récolté environ une centaine de mangues dont on a fait du jus, on en a donné un certain nombre aussi, suspendues dans le jardin, on pouvait difficilement les cacher, et puis cela entretient les relations, même s'il ne faut pas en attendre des miracles, surtout ici.

- Au format pdf (6 pages)

Bientôt le Portugal au ban des nations ! Pas de quoi en faire une dépression !

- Le Portugal épargné par les fortes chaleurs - euronews 26 juin 2019

Alors que l'Europe entière transpire à grosses gouttes, le Portugal est épargné par les fortes chaleurs. En effet, une dépression recouvre une partie de l'océan Atlantique et le nord-ouest de la péninsule ibérique.

Des températures inférieures à 20 degrés.

La plage de Matosinhos, près de Porto, est normalement bondée à cette époque de l'année, mais sans soleil et avec des températures inférieures à 20 degrés, on n'y voit que des surfeurs et des promeneurs qui n'ont pas mis leurs maillots de bain.

A partir de ce jeudi, la pluie devrait cesser et le mercure devrait augmenter. Mais les températures resteront inférieures à 30 degrés, bien moins que dans le reste de l'Europe. euronews 26 juin 2019

Totalitarisme En Marche. De la police de la pensée à la police du climat

La règne de la terreur écolo-néolobérale se met en place envers les plus défavorisés. LVOG - Vous ne vouliez pas changer de bagnole, vous n'en aviez pas les moyens, on va vous y forcer !

- La circulation différenciée en vigueur ce mercredi en Île-de-France - Le HuffPost 25 juin 2019

Avis aux automobilistes. En raison de la canicule qui engendre un niveau de pollution très important, la préfecture de police de Paris a décidé d'interdire certains véhicules en Île-de-France ce mercredi 26 juin, a annoncé Le Parisien suivi de plusieurs médias.

La circulation différenciée (qui a remplacé la circulation alternée) s'appliquera pour la première fois aux voitures équipées de vignettes Crit'Air 3 et toujours à celles Crit'Air 4 et 5. Elles n'auront pas le droit de circuler dans un périmètre situé à l'intérieur de l'A86 à partir de 5h30 et jusqu'à minuit. Par ailleurs, la vitesse est réduite de 20 km/h sur tous les axes.

Ce mardi matin, le ministre de la Transition écologique et solidaire François de Rugy avait précisé qu'un nouveau dispositif de déclenchement de la circulation différenciée sera bientôt opérationnel. Elle sera désormais déclenchée "automatiquement" si le seuil d'information sur un polluant est dépassé pendant deux jours au moins, ou dès que le seuil d'alerte est atteint. Jusqu'à présent, la décision relevait du pouvoir des préfets.

L'entourage du ministre précisait qu'environ un tiers du parc automobile est concerné dès lors que les vignettes Crit'Air 3 sont concernées. Le gouvernement table sur une réduction de la pollution d'environ deux-tiers. Le HuffPost 25 juin 2019

Avec le soutien de FLI

- "*On ne va pas pouvoir se contenter d'épisode caniculaire en épisode caniculaire de quelques mesures*", Adrien Quatennens sur le plateau des "4 Vérités" de France 2, mercredi 26 juin. Et l'imposteur en rajoute une grosse couche : "*Nous faisons face, non pas à un épisode météorologique, mais à un changement climatique profond*". (Source : francetvinfo.fr)

LVOG - Pourtant le Portugal n'est pas loin, mais plus loin que le bout de son nez...

- Les véhicules les plus polluants interdits dans le Grand Paris - AFP 26 juin 2019

Les véhicules les plus polluants ne devront plus circuler dans 47 communes du Grand Paris autour de la capitale à partir de lundi, une mesure sans sanction jusqu'en 2021 afin de laisser passer la période sensible des élections municipales.

A partir de lundi, tous les véhicules classées Crit'Air 5 ou non classés, c'est-à -dire les véhicules diesel de plus de 18 ans et essence de plus de 21 ans seront donc interdits de circuler dans une Zone dite "à faible émission" (ZFE), située Ã l'intérieur de l'A86, qui forme une boucle autour de Paris.

"Environ 30.000 véhicules, sur 5,5 millions d'habitants" sont potentiellement concernés, selon le président de la MGP M. Ollier.

Et aucune sanction n'est prévue avant 2021, a assuré M Ollier. "Il y aura une période de pédagogie", avec des contrôles aléatoires, "et ensuite une période de sanction, Ã partir de 2021", après les élections municipales de mars 2020, a-t-il dit, reconnaissant que certains maires pouvaient être "réticents" à mettre en place un dispositif pénalisant pour leurs administrés.

"Nous ne voulons pas une écologie imposée, mais une écologie acceptée et issue de la concertation", a-t-il expliqué. Un calendrier progressif doit ensuite étendre cette interdiction aux autres vignettes, pour atteindre en 2030 l'objectif de 100% de "véhicules propres" en circulation.

Selon une étude d'Airparif, la ZFE permettra de réduire dès la première étape (crit'air 5) les émissions de pollution (-3% pour le dioxyde d'azote par exemple). AFP 26 juin 2019

LREMilitarisé.

Agnès Thill étrille LREM après son exclusion, un "parti unique" et "sectaire", une "pensée unique" - Le HuffPost 26 juin 2019

Exclue de La République en Marche, Agnès Thill n'entend pas se laisser faire. La députée de l'Oise, farouche opposante au projet gouvernemental d'étendre la PMA à toutes les femmes, a fini par être débarquée ce mercredi 26 juin du parti de la majorité, en raison de "propos polémiques" et "pernicieux", sanction qu'elle a jugé "scandaleuse".

"C'est uniquement mes pensées différentes sur la PMA pour toutes qui valent mon exclusion. Et que l'on ne vienne pas me dire: 'Non c'est la façon dont vous le dites'", estime l'ancienne directrice d'école qui tire à boulets rouges depuis des mois sur l'ouverture de la PMA aux couples lesbiens et aux femmes seules, une promesse du candidat Macron.

"On a un parti un peu unique car on n'a pas franchement d'opposants. Et en plus à l'intérieur on a une pensée unique", a-t-elle déploré en jugeant la situation "dramatique." Le HuffPost 26 juin 2019

Quand l'extrême droite sioniste fait la loi en France (et ailleurs).

- L'Assemblée se prononcera «début octobre» sur le lien entre l'antisionisme et l'antisémitisme lefigaro.fr 26.06

Cette fois, c'est la bonne. Et c'est Richard Ferrand lui-même qui l'assure. Selon le président du Palais Bourbon, contacté par Le Figaro, «les députés se saisiront de la proposition de résolution (de Sylvain Maillard) sur l'antisémitisme dès les tout premiers jours du mois d'octobre». Rédigé en février dernier - au lendemain de l'agression d'Alain Finkielkraut par des «gilets jaunes» - par le groupe d'étude sur l'antisémitisme de l'Assemblée nationale, le texte vise notamment à adopter la définition de l'antisémitisme telle qu'elle est présentée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). En clair, il s'agit de reconnaître l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme.

De quoi rassurer notamment Serge et Beate Klarsfeld qui, comme l'a révélé Le Figaro ce mercredi matin, ont apporté leur soutien à Sylvain Maillard et à sa proposition de résolution. Le député leur en a d'ailleurs remis un exemplaire en mains propres.

Que la proposition de résolution soit votée ou non, la position d'Emmanuel Macron vis-à-vis de l'antisionisme et de l'antisémitisme semble déjà arrêtée. Avant de se rendre au «Dîner du Crif» pour y prononcer un discours, le 20 février dernier, le président de la République a en effet passé un coup de fil au premier ministre israélien, Benjamin Netanyahou. Selon les informations d'i24News, confirmées à l'époque par l'Élysée, il lui a alors fait part de son intention d'endosser la définition de l'IHRA. L'entourage du chef de l'État avait toutefois souligné avec insistance le refus du président de modifier la législation ou la jurisprudence pour pénaliser l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme. lefigaro.fr 26.06

Commentaires d'internautes (abonnés au Figaro).

1- « En clair, il s'agit de reconnaître l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme. » Les députés qui voteront ce texte commettront une forfaiture. Le sionisme est une idéologie politique. Assimiler toute critique de cette politique à une haine des Juifs est extrêmement dangereux pour la liberté d'expression. LREM devient de plus en plus antidémocratique et doit donc être combattue et, si possible, éliminée de l'échiquier politique.

2- Donc si on critique la politique d'Israël on est un fasciste antisémite et on va en taule

3- On va nous dire ce qu'il faut penser de manière officielle. Ou plutôt, on va nous délivrer la bonne pensée : la pensée officielle.

4- L'antisémitisme comme tous les racismes est Intolérable !

Le sionisme comme tous les fascismes est intolérable !

5- Tout cela est très curieux puisqu'il existe des juifs opposés au sionisme, principalement pour des raisons religieuses.

Mais bon... pas grave.

Pendant que vous y êtes, décidez aussi que toute critique de la politique du gouvernement israélien, de droite, de gauche ou du centre, est aussi une forme d'antisémitisme.

6- Finalement, il y a ceux qui ont le droit de l'ouvrir, et puis tous les autres, ceux qui n'ont que le droit de la fermer.

7- A la vitesse où va la France, il serait bien mieux de couper la langue à tous les nourrissons. On sera ainsi certain qu'ils ne prendront jamais la parole pour exprimer une opinion différente de ce que le régime veut. Je suis content de m'être barré de ce pays qui ressemble vraiment de plus en plus à une dictature. La liberté d'expression doit être totale…… et oui, on blesse forcément des gens en utilisant la liberté de parole.

8- On a vu le président du CRIF brandir victorieusement le bras girouette d'Emmanuel Macron et on a compris qui contrôle qui.

9- Oui, il est grand temps de mettre fin à l'occupation de la Palestine par les israéliens.

10- On peut être contre la politique de l'Iran et de l'Arabie saoudite sans être islamophobe et contre la politique d'Israël qui ne respecte pas le droit international sans être antisémite.

11- On commence à légiférer sur l'opinion.

12- Quelle absurdité de mêler d'aussi près la politique et la religion, le mépris de croyants avec le mépris d'une politique (et encore là il s'agit plus d'une critique d'une politique)

Cela démontre un jugement sans nuance. ce qui est justement à l'origine de l'intolérance.

13- Comment alors classer les Neturei Karta ? Il s'agit d'un groupe de juifs haredim (ultra-orthodoxes) radicalement antisioniste prônant le « démantèlement » de l'État d'Israël.

Sont ils antisémites ?

14- Sommes nous encore en démocratie ? l'article du dessus nous annonce qu'une élu de Macron a été exclue car elle

voulait défendre son point de vue sur la PMA. Maintenant on confond antisémite et antisioniste. Criminaliser la haine sur internet dire qu'un païen est différent d'un croyant c'est de la haine, dire que l'homosexualité est anormal c'est de la haine. 2 millénaires d'histoire qui ont façonné notre société jeter aux oubliettes. La dictature est en marche. Seule la pensée unique aura droit de cité.

15- Condamner un homme pour sa race est toujours à condamner.....mais condamner une politique doit toujours être possible ou alors on nie la démocratie

16- Le champ des interdits s'étend.

17- Le sujet est extrêmement délicat et risque de faire fausse route, car il revient à confondre l'appartenance à une religion et un projet politique.

L'antisionisme est le refus d'accepter une nation pour le peuple juif (Israël). L'antisémitisme est l'opprobre dont pâtissent les juifs, parce qu'ils sont juifs, où qu'ils soient.

La première position peut se discuter, en toute sérénité, la deuxième est insupportable et doit être combattue.

18- Stupide !

Cette loi interdirait de critiquer l'Etat d'Israël...

L'antiracisme interdit-il de critiquer les Etats d'Afrique ou d'Asie (ou d'Europe) ?

19- Je pense que c'est une erreur intellectuelle majeure: confondre une culture, un peuple, tout à fait respectables, avec une structure étatique dont les pratiques sont peu recommandables (colonialisme, par exemple), c'est grave; cela ne servira qu'à alimenter l'antisémitisme.

Fascisme ordinaire. Quand Le Ministère de la Vérité veut "***retirer l'agrément de tel ou tel canard***", donc les interdire.

- Le secrétaire d'Etat au Numérique souhaite la création d'un "Conseil de l'ordre des journalistes", sinon "l'Etat s'en chargera" - Franceinfo 26 juin 2019

Pour lutter contre les "fake news" et la désinformation, l'actuel secrétaire d'Etat au numérique du gouvernement est (lui aussi) favorable à la création d'un Conseil de déontologie pour les journalistes. Il l'a dit dans une interview accordée à l'agence de presse Reuters, mardi 25 juin. "Je considère qu'il doit y avoir un Conseil de l'ordre des journalistes, des journalistes entre eux, qui prennent des décisions et qui disent à l'Etat : "Vous devez retirer l'agrément de tel ou tel canard, mettre des avertissements"", explique Cédric O.

Cédric O considère que des médias comme Russia Today (RT) ou Sputnik, sous influence russe, fragilisent volontairement la démocratie "pour aboutir à l'arrivée au pouvoir de tel ou tel parti politique". "Et cela marche. Aujourd'hui, sur YouTube, la chaîne qui a le plus de visibilité ce n'est pas BFM, ce n'est pas CNews, c'est RT", ajoute le secrétaire d'Etat, selon qui "les 'gilets jaunes' ne s'informent que par RT".

Un rapport commandé par le gouvernement français prône la création d'un Conseil de déontologie qui serait toutefois dépourvu de pouvoir de sanction. Il propose que, face à un contenu journalistique qu'il juge critiquable, un citoyen aura un autre recours que la saisine du juge ou de l'éditeur. Ce rapport propose aussi qu'en cas de manquement éthique ou déontologique, le même conseil pourra émettre "des avis qui pourraient être rendus publics". Toutefois, ce Conseil n'aurait pas de pouvoir de sanction. Il jouerait davantage le rôle de médiateur.

Cette proposition de créer un "Conseil de l'ordre des journalistes" avait déjà été évoquée pendant la campagne présidentielle de 2017... par Aymeric Merleaud, un élu du Front national. "On souhaite créer un ordre des journalistes, un peu comme l'ordre des médecins, avec des journalistes à l'intérieur, avec des élections (...) en tout cas qui pourrait sanctionner des pratiques mauvaises", avait proposé le conseiller régional à l'époque.

Emmanuel Macron, alors candidat, s'était dit contre cette idée. Celui qui allait devenir président de la République avait même comparé cette proposition à l'Italie fasciste. "Je n'avais pas croisé cette idée depuis l'Italie des années 30", avait-il réagi sur BFMTV. Franceinfo 26 juin 2019

Comment procéder "***au licenciement des salariés protégés (...) sans passer par l'inspection du travail***" et sans

être "***avisés des motifs complets***" de leur licenciement.

- Communautarisme dans les services publics : «C'est un phénomène de plus en plus prégnant» - leparisien.fr 26 juin 2019

Deux députés, Éric Diard (LR) et Éric Poulliat (LREM), ont mené une mission d'information sur les services publics face au communautarisme et à la radicalisation. Le Parisien - Aujourd'hui en France dévoile, en exclusivité, ce rapport qui sera présenté, ce mercredi matin, à l'Assemblée nationale. Éric Diard, pour qui la situation « n'est pas alarmiste », mais nécessite de la « vigilance », partage les grandes lignes de son rapport.

Quelle situation avez-vous découverte ?

Elle n'est pas alarmiste. Je parlerais plutôt d'une nécessaire vigilance. Les chiffres indiquent que le nombre de fonctionnaires concernés est relativement faible.

Il faut faciliter la révocation des agents radicalisés. La question n'est pas simple car se radicaliser n'est pas un délit. Mais certaines attitudes sont incompatibles avec l'exercice d'une fonction au service du public. En guise de preuve, l'État produit des notes blanches, plus ou moins étayées car il est impératif de protéger les sources (si une personne radicalisée est dénoncée par un membre de sa famille, il ne faut pas qu'elle soit au courant).

Les juges administratifs y sont plus ou moins sensibles. Mais les services de renseignement nous ont indiqué qu'ils étaient embêtés par la transmission de ces notes. C'est pourquoi on pourrait imaginer, comme en Angleterre, une procédure contradictoire asymétrique où les fonctionnaires visés par une procédure de licenciement ne seraient pas avisés des motifs complets de celle-ci, pour des raisons de sécurité.

Mais c'est une rupture totale du respect des droits de la défense, qui plus est dans un domaine où l'opacité est déjà de mise…

Oui, c'est une rupture. Cette mesure, je le sais, ne ferait pas consensus. Mais il s'agit d'ouvrir le débat. Tout comme nous sommes favorables au licenciement des salariés protégés radicalisés sans passer par l'inspection du travail. leparisien.fr 26 juin 2019

Les pires prédateurs sont au pouvoir. Ce sont des enragés, supprimons-les !

- Renard, putois, geai des chênes**...** Dix animaux sur la liste des «nuisibles» - Le Parisien 26 juin 2019

L'arrêté qui détermine la liste des animaux considérés comme « nuisibles » et pouvant être prélevés par les chasseurs arrive à échéance dimanche prochain, 30 juin. Le ministère de la Transition écologique va prendre dans la foulée un nouvel arrêté pour la période allant de 2019 à 2022.

Selon le projet d'arrêté soumis aux internautes, la liste des animaux visés est inchangée : la belette, la fouine, la martre, le putois, le renard, le corbeau freux, la corneille noire, la pie bavarde, le geai des chênes et l'étourneau sansonnet. La dénomination utilisée pour qualifier ces animaux, elle, est modifiée. Les dix espèces ne sont plus considérées comme « nuisibles » mais comme « susceptibles d'occasionner des dégâts ».

Le nombre de départements où chaque espèce peut être chassée évolue également. À titre d'exemple, la fouine reprend ses droits dans onze départements, tandis que la pie bavarde est non grata dans cinq nouveaux départements.

Concernant le geai des chênes, « il n'y a aucun dégât avéré, pas de présence significative de l'espèce dans les départements en question », selon la l Ligue de protection des oiseaux. « Le geai des chênes est pourtant le premier "forestier" de France par le nombre d'arbres plantés (cet oiseau a l'habitude de cacher les graines et d'en oublier un certain nombre) ». Le Parisien 26 juin 2019

Ils osent tout.

- Birmanie: la Cour pénale internationale va ouvrir une enquête sur les Rohingyas - LeFigaro.fr 26 juin 2019

- Migrants : "L'humanité est en train de quitter l'Union européenne", s'alarme France terre d'asile - Franceinfo 26 juin 2019

LVOG - Comment ils cautionnent l'UE... Infâmes manipulateurs, tiers-mondistes écervelés ! N'oubliez pas que j'ai aussi la nationalité indienne...

Raymond Devos dans un sketch, en substance : Un type est xénophobe, il déteste les étrangers en général, mais quand il va en vacances à l'étranger, c'est lui l'étranger, donc il se déteste lui-même !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie de juin est en ligne au format pdf, 128 pages. Et si on s'accordait un peu de repos ?

Après l'URSS, le terrorisme, ils ont fabriqué un nouvel ennemi encore plus insaisissable : Le réchauffement climatique !

Et ça marche du tonnerre de dieu ! Pendant combien de temps ? Voyez ce qui se passe au Soudan, en Algérie, au Honduras.

La macération risque encore d'être longue avant de retrouver la voie du socialisme scientifique, mais il ne faut jamais désespérer.

Déjà que nombreux sont ceux qui ont sombré dans le pessimisme, dans l'opportunisme ou qui ont carrément cessé le combat, et qui doivent parfois se demander où ils en sont ou pourquoi quand ils observent le résultat, on imagine que le jour où l'heure de passer à l'assaut du régime aura sonné, ils vont se demander comment ils ont pu être aveuglés ou se laisser manipulés aussi longtemps, eux seuls connaissent la réponse puisqu'ils sont hermétiques à toute explication.

Comme disait Engels (dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, je crois), on ne combat pas des personnes mais une classe sociale, celle des capitalistes, un système économique, le capitalisme et ses institutions, toutes ses représentations idéologiques, aussi je ne vise ou ne juge personne en particulier. Ceux qui me feraient ce procès, en réalité ce sont ceux qui refusent de participer à une discussion loyale.

L'idéologie du réchauffement climatique due à l'activité humaine fait souffler un air torride de réaction sur l'humanité. A entendre ses porte-parole, le capitalisme devrait se réformer et cela aurait un prix, rien que pour la France il devrait débourser plus de 500 milliards d'euros, or chacun sait qu'il n'en a pas les moyens puisqu'il est déjà en faillite.

En attendant, c'est un excellent prétexte pour justifier d'en faire payer au moins une partie à la classe ouvrière et aux classes moyennes, dont les jours sont dorénavant comptés avec ce foutu réchauffement climatique. Et comme les pays dominés dits aussi émergents ou sous-développés disposent encore moins de moyens pour régler une telle addition ou se conformer au diktat du GIEC ou de l'ONU, c'est un excellent moyen pour freiner leur développement ou mieux le contrôler pour en tirer davantage de profits, de sorte que l'hégémonie des puissances impérialistes occidentales et leurs multinationales ne soit pas remise en cause ou contestée.

Non, le capitalisme ne va pas se saborder ou se suicider, cette imposture est justement faite pour l'éviter. Ils n'ont rien trouvé d'autres que se livrer à une gigantesque destruction planétaire de forces productives et de marchandises déjà produites pour

le sauver, équivalente aux destructions qu'auraient causé une nouvelle guerre mondiale, à laquelle hélas ils ont dû renoncer jusqu'à présent, puisque cela trotte quand même dans la tête des fous furieux de l'Otan et du Pentagone ou encore de la Fed, leur maître à tous.

En réalité ces destructions ne seront pas suffisantes et trop lentes à réaliser, d'où la nécessité de nous imposer aussi la régression de notre niveau de vie ou de nos besoins. Aussi, plus que jamais l'abolition du capitalisme est à l'ordre du jour, la révolution socialiste au cours de laquelle les exploités et les opprimés s'empareront du pouvoir politique pour décider eux-mêmes leur destin, l'organisation et l'orientation de la société.

- Au format pdf (32 pages)

La "***transition écologique***", c'est l'instrument de la transition vers le totalitarisme.

L'air de rien, nos ennemis ont testé grandeur nature à l'échelle mondiale l'influence et la capacité de nuisance de leur formidable machine de propagande de guerre tournée contre tous les peuples, et avec un certain succès il faut bien l'admettre, il vaut mieux le reconnaître que faire dans le déni pour mieux la combattre.

Un argument choc à opposer aux dictateurs en herbe, aux fanatiques, aux hystériques de la "*transition écologique*" :

- Cela ne vous gêne-t-il pas de demander à ceux qui nous pourrissent la vie au quotidien de la mettre en oeuvre, parce que vous croyez vraiment qu'ils en ont quelque chose à foutre de notre bien-être ? Ma parole, vous êtes tombés sur la tête, vous vous êtes laissé manipuler sur cette question comme sur bien d'autres d'ailleurs. Réagissez et réservez vos coups au régime, au capitalisme, à Macron, aux institutions pour les abattre et qu'ils cessent de nuire définitivement à nos intérêts et à la planète.

"***Si l'on ne veut pas voir toute la société périr.***" (F. Engels)

Dans la causerie du 19 mai 2007

- Dans *Anti-Dühring*, Engels écrivait : "*Si, pour croire au bouleversement en marche du mode actuel de répartition des produits du travail, avec ses contradictions criantes de misère et d'opulence, de famine et de ripailles, nous n'avions pas de certitudes meilleure que la conscience de l'injustice de ce mode de répartition et que la conviction de la victoire finale du droit, nous serions bien mal en point et nous pourrions attendre longtemps.*"

Engels ne croyait pas si bien dire ! La seule conscience de l'injustice et des inégalités croissantes ne suffit pas. Il expliquait ensuite que l'abolition du capitalisme et l'avènement du socialisme n'était pas une lubie ou un caprice, mais une "*nécessité irrésistible*" issue du développement du capitalisme lui-même, "si l'on ne veut pas voir toute la société périr." Et il terminait ainsi : "*c'est sur ce fait, et non dans des idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste que se fonde la certitude de la victoire du socialisme moderne.* " (Editions sociales, page 186) Vaincre ou périr, socialisme ou barbarie. Au diable ou au charbon les théoriciens (c'est la même chose pour eux !) et leurs certitudes véreuses qui nous ont menés où nous en sommes !

C'est toujours difficile d'enchaîner après Engels ou Marx, personnellement je crains toujours de ne pas être à la hauteur et de dire une connerie, cependant un exemple me vient à l'esprit pour illustrer ce qui vient d'être dit. Quand les travailleurs apprennent qu'un actionnaire empoche des millions d'euros alors qu'ils perçoivent des salaires de misère, la question n'est pas de savoir si c'est injuste et dégueulasse, cela l'est et il est inutile d'en discuter, par contre, ce qui est intéressant de mettre en évidence, c'est le fait qu'ils participent activement à la production par leur travail, à la création de richesses, alors que l'actionnaire en est totalement étranger, c'est uniquement un parasite qui est juste là pour leur pourrir la vie et empocher des millions d'euros et dont on pourrait très bien se passer. Si l'on reprend la méthode d'Engels et Marx, on peut aider à faire progresser le niveau de conscience politique du prolétariat et construire un parti. Expliquer simplement la nécessité de passer au socialisme, cela n'a rien de sorcier à ma connaissance, cela vaut bien des centaines d'éditoriaux et de tracts où l'on répète sans cesse la même chose, non ?

Quelques remarques sur le ***Projet de programme d'action politique pour la classe ouvrière*** du POID.

Quand il affirme que "*la rupture avec la Ve République* était naguère "*la position commune de tous les partis de « gauche »*", par expérience on serait en droit d'en déduire qu'un programme n'engage visiblement à rien, hormis ceux qui y croient, cette mention est plutôt malheureuse et peut se retourner contre leurs auteurs. Le PS et le PCF maintiendront jusque dans les années 80 des références au marxisme ou au socialisme dans leurs programmes, pour entretenir le plus longtemps possible l'illusion qu'ils n'avaient jamais rompu avec leur origine ouvrière lors du premier quart du XXe siècle, et détourner les travailleurs des courants politiques qui luttaient pour le socialisme.

Ils profitèrent du nouveau cycle du capital entamé après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que du développement de la lutte des classes qui était alors favorable à la classe ouvrière, deux facteurs qui devaient s'accompagner d'importantes concessions de la part des capitalistes à la classe ouvrière ou de réformes sociales, qui eurent surtout pour fonction de désarmer le

mouvement révolutionnaire et de permettre la reconstruction de l'Etat et de la machine capitaliste en partie détruite pendant la guerre, au point de faire oublier leur reniement ou trahison du socialisme... La combinaison de ces facteurs allait être fatale au mouvement ouvrier, dès lors qu'aucun courant politique ne parviendrait à s'en extirper.

A notre époque, celle de l'impérialisme pourrissant virant au totalitarisme, on ne peut dissocier la rupture avec le capitalisme de celle avec les institutions nationales (notamment), et finalement peu importe qu'un parti participe ou non aux institutions puisque, c'est son orientation ou sa position par rapport au capitalisme qui est en dernier ressort l'élément déterminant ou qui permet de le caractériser. Tous les partis qui n'expriment pas la nécessité de rompre avec le capitalisme, que ce soit dans un programme ou des déclarations à l'Assemblée nationale, doivent être caractérisés d'opportunistes et nous appelons les travailleurs et les militants à s'en détourner.

Revenons au début de cet article.

Cette mention est d'autant plus inappropriée que la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses ne figure nulle part dans ce programme. Or, quand un travailleur a participé à la lutte de classes, qu'il a fait grève, participé à une réunion, un meeting, une manifestation, l'instant d'après il retombe sous la coupe de la machine de propagande infernale de la classe dominante et il en oublie de tirer les leçons de cette expérience qui auraient pu lui servir par la suite. Si on demandait où se situe le point de rupture entre le parti et les masses, il ne faut pas chercher ailleurs.

Les lecteurs ou les militants qui sont habitués à fréquenter ce portail ne se retrouvent pas dans cette situation désagréable, du fait qu'on mène la guerre de classe sur tous les fronts à la fois sans exception, ainsi, en principe, on leur fournit la possibilité de demeurer en permanence sur le terrain de la classe ouvrière, on ne tolère aucune faille, ou alors c'est moi qui ait failli ou qui par distraction ait manqué de perspicacité, ce qui peut toujours arriver évidemment, mais en règle générale, je crois qu'on tient bien la barre fixée sur notre objectif et qu'on n'en dévie pas, tout du moins telle est notre farouche volonté.

Dès lors qu'on ne désigne pas et qu'on ne combat pas les instruments qui concourent à influencer les masses, il ne faut pas s'étonner si les travailleurs manifestent des réticences à vous suivre après avoir exprimé leur accord avec votre programme ou son orientation générale. La propagande officielle fonctionne comme un puissant repoussoir qui incite les travailleurs à ne pas s'engager. Comment ? En flattant insidieusement leurs faiblesses que vous refuser d'admettre, mais que nos ennemis connaissent et cultivent quotidiennement non sans un certain succès comme on peut le constater.

Tout le monde se demande comment on a bien pu en arriver à cette situation-là, mais personne ne souhaite réellement se pencher sur cette question, donc forcément les réponses qui découlent de ce déni n'aboutissent à rien, hormis mettre en évidence l'impuissance de ceux qui les ont formulées.

On va me rétorquer que j'y tiens absolument à ma théorie de l'embourgeoisement des masses, je dirais que combiné aux instruments aussi multiples que sophistiqués que les capitalistes ont inventés pour conditionner les masses, force est d'observer qu'ils semblent s'imposer, non ?

Il me semble indispensable de faire le lien ou plutôt de mettre en lumière le lien qui existe entre cette guerre idéologique et psychologique avec les mesures antisociales et liberticides élaborées par les gouvernements successifs depuis près de 40 ans pour pouvoir les adopter plus facilement, tout en divisant et disloquant le mouvement ouvrier, cela va s'en dire.

Il faut bien comprendre que si les travailleurs prenaient conscience de ce lien, il constituerait une sérieuse menace pour le régime, ou tout du moins il participerait à leur maturation ou à leur radicalisation politique, il favoriserait leur indépendance de classe, leur degré d'ignorance du fonctionnement de la société sur lequel repose en grande partie la survie du régime s'en trouverait réduit, ce qui ne manquerait pas de renforcer leur détermination à ne plus accepter le moindre sacrifice supplémentaire ou à passer à l'action.

Un programme d'action politique qui ne prendrait pas en compte ce facteur déterminant, ne servirait à rien en conclusion, c'est tout du moins celle à laquelle je suis parvenu en observant le comportement des masses.

Les détracteurs de ma théorie m'accuse de porter un jugement injuste sur les masses, alors qu'en réalité je ne fais que rendre compte de leurs comportements, tels que chacun peut l'observer à condition de faire preuve d'un minimum d'honnêteté.

Si telles étaient mes intentions, je me demande comment j'aurais fait pour supporter de vivre 24h/24 parmi les couches indiennes les plus arriérées et les plus influençables de la classe ouvrière sans me livrer à au moins un homicide par jour ! Et les couches supérieures ou les classes moyennes ne sont pas meilleures, pire, elles justifient et participent à la corruption... qu'elles dénoncent de préférence !

Un peu de sérieux, s'il vous plaît, la situation est déjà suffisamment insupportable, menaçante et dramatique pour qu'on n'en rajoute pas. Moi, c'est cela qui m'exaspère le plus.

Hormis cette lacune, on peut partager le programme du POID, ce qui ne signifie pas que je cautionnerais ses faiblesses, disons que l'essentiel y figure et cela nous convient.

Une fois ramené l'homme à sa juste place.

En admettant que la température globale de la terre augmente, il n'en demeurerait pas moins qu'elle serait dû à des phénomènes naturelles, et non à l'activité des hommes ou au développement économique dont l'incidence reste au demeurant insignifiante, moins de 10%.

Cette propension à accorder à l'activité humaine plus d'importance ou d'effet qu'elle en a sur le climat, est manifestement devenue contagieuse et dangereuse. Même les personnes les mieux intentionnées sont sujettes à se laisser influencer par cette théorie comme j'ai pu l'observer, apparemment parce qu'elles ignorent les véritables données en la matière, tout du moins c'est ce que l'on veut croire à défaut d'autres explications.

Du coup, elles en arrivent à réclamer des mesures radicales pour faire baisser la température ou la contenir au niveau actuel, reprenant ainsi à leur compte le discours de l'oligarchie relayée par tous les gouvernements occidentaux, qui eux comptent en faire payer le prix lourd à tous les peuples, à commencer par leurs couches les plus défavorisées ou les plus nombreuses, tandis que les nantis seront épargnés, comme toujours. Ils tombent donc à pieds joints dans cette supercherie qui est destinée à préserver l'hégémonie des puissances impérialistes occidentales sur le reste du monde, et plus particulièrement sur le prolétariat.

Leur confusion les amène à prôner une "rupture anticapitaliste révolutionnaire" (Daniel Tanuro) pour parvenir à réaliser les objectifs définis par le GIEC, tout en donnant à leur discours un contenu diamétralement opposé à celui des écologistes conforme au socialisme. En voici un exemple :

- "*Une chose est de mettre en avant des revendications partielles, correspondant au niveau de conscience, dans le but d'amorcer un processus de radicalisation par la lutte, et de commencer ainsi à jeter un pont sur le gouffre ; autre chose est de faire croire que la concrétisation de ces revendications partielles par un gouvernement quelconque suffirait à empêcher que la catastrophe se transforme en cataclysme. Car ce n'est pas vrai. Pour avoir une chance sur deux de rester sous 1,5° C de réchauffement sans recourir à des technologies d'apprentis-sorciers, il faut que les émissions mondiales nettes de CO2 diminuent de 58 % d'ici 2030, de 100 % d'ici 2050, et soient négatives au-delà de cette date. Il est rigoureusement impossible d'atteindre ces objectifs, et même de s'en approcher, sans rupture anticapitaliste révolutionnaire.*" (Daniel Tanuro : « Collapsologie : toutes les dérives idéologiques sont possibles » - Entretien inédit pour le site de Ballast - www.revue-ballast.fr)

Rappelons pour ceux qui ne l'ont pas lu ou qui ne l'ont déjà plus à l'esprit un extrait de la causerie du 29 juin qui démontait l'argument auquel se référait Daniel Tanuro dont j'ignorais l'existence jusqu'à hier :

climato-realistes.fr - En réalité la teneur de l'air en CO2 est une conséquence des températures de la zone intertropicale de dégazage, il n'y a dans l'air que 6% de CO2 qui vienne des combustibles fossiles (le reste vient des dégazages naturels des océans et des sols), et la teneur de l'air en CO2 n'a aucun effet car les émissions infrarouge thermique du globe qui refroidissent la surface et la troposphère sont à 90% celles de la vapeur d'eau et des nuages: la teneur en vapeur d'eau de la haute troposphère (là où devrait se voir un effet de plus de CO2) a, comme observé depuis 40 ans, diminué et le rayonnement infrarouge du globe augmenté … sans que l'on voie la moindre trace du forçage radiatif par plus de gaz à effet de serre qui suppose a priori que la vapeur d'eau aille croissant dans la haute troposphère.

Rappelons encore que le cumul des émissions de CO2 venant de combustibles fossiles depuis 1751 représente 1% (un pour cent) du carbone qui circule entre les océans l'air et la végétation et les sols (440 Gt-C (fin 2018) pour 42000 Gt-C). https://www.climato-realistes.fr 13 mai 2019

Cela dit cet écosocialiste (Daniel Tanuro) se distingue radicalement de Mélenchon et ses semblables, quand il estime que l'éradication du capitalisme est une nécessité impérieuse et urgente, jusque là nous sommes d'accord avec lui, mais on ne peut pas le suivre quand il attribue au capitalisme la responsabilité du réchauffement climatique.

Extraits.

- Une rupture radicale avec l'idée que le socialisme serait nécessaire pour « libérer les forces productives matérielles des entraves capitalistes » et permettre ainsi leur « développement illimité », condition de l'émancipation humaine par la « domination de la nature ». Il est vrai que, chez Marx, chercheur à la pensée ouverte, les formules prométhéennes sont soit encadrées, soit contrebalancées ailleurs par un naturalisme sincère et une analyse qui met à nu le caractère destructeur du capitalisme. Dans Le Capital, il écrit que « la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés, gèrent rationnellement leur échange de matière avec la nature et le fassent dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine ». John Bellamy Foster voit dans cette formule la marque d'une « écologie de Marx ».

Mais, premièrement, cette « écologie » est un chantier collatéral à peine entamé par Marx lui-même. Deuxièmement, et surtout, les marxistes ultérieurs ont abandonné ce chantier pour retomber dans les formules stéréotypées et mécanistes sur « le progrès ». Il y a quelques exceptions — Walter Benjamin est la plus remarquable —, mais elles sont restées marginales. La dégénérescence stalinienne ne suffit pas à expliquer cette réalité. La critique doit creuser plus profond. Il faut, sans anachronisme mais sans complaisance, débusquer les conceptions qui ont encombré le marxisme de « scories productivistes », comme disait Daniel Bensaïd. Ce travail a acquis aujourd'hui une importance considérable, pour la simple raison qu'une réponse socialiste non productiviste est la seule alternative à la catastrophe écologique qui grandit sous nos yeux. (...)

En effet, les conceptions « productivistes » ont été historiquement hégémoniques à gauche. Encore faut-il s'accorder sur le terme. Le système soviétique doit sans aucun doute être considéré comme productiviste, mais il s'agissait d'un productivisme bureaucratique absurde : il était ancré dans la défense des privilèges parasitaires de la caste au pouvoir, pas dans les rapports de production. Ce productivisme n'a pas plus à voir avec la pensée de Marx que l'Inquisition n'a à voir avec le message de Jésus Christ. Dès les premières pages du Capital, sa comparaison des deux mouvements M-A-M et AM- A'5 amène Marx à la conclusion que le second, qui définit le capital, implique forcément une tendance au développement sans fin. Cette tendance est au coeur du capitalisme puisqu'elle découle de son objectif fondamental — la production de (sur)valeur abstraite6. Logiquement, y substituer la production de valeurs d'usage doit donc y mettre fin. Dans ses Théories sur la plus-value, Marx revient sur la question par un autre biais, plus technique : la concurrence pour le profit conduit à une augmentation fantastique du capital fixe, donc à un « lock-in7 » technologique de long terme, donc à une obligation despotique de produire — le « lock-in » du capital dans le système énergétique fossile est d'ailleurs un bel exemple. Concluant le raisonnement, il évoque la tendance du capital à « produire pour produire, qui implique aussi de consommer pour consommer ». « Produire pour produire » pourrait être une bonne définition du productivisme.

À cette aune, Marx n'est pas productiviste, en dépit de ses ambiguïtés prométhéennes. Mais, à cet égard, on peut douter qu'aucun·e marxiste l'ait été : n'avaient-ils et elles pas tous et toutes pour but l'instauration d'une économie axée sur la satisfaction des besoins humains réels par la production de valeurs d'usage ? On voit ainsi que la question n'est pas si simple. En fait, l'emprise productiviste à gauche ne renvoie pas au « produire pour produire » mais à l'idée stratégique que le capital, en développant les forces productives, rapproche l'humanité de l'émancipation socialiste, du règne de la liberté. Or au-delà d'un certain point, c'est le contraire qui est vrai. Il serait dès lors peut-être utile de distinguer le productivisme de ce qu'on pourrait appeler l'idéologie productiviste de domination sur la nature, ou l'idéologie instrumentale du progrès technique sans bornes. Selon moi, c'est cette idéologie qui est hégémonique à gauche depuis deux siècles. Mais elle n'est pas facile à combattre, car elle s'enracine non seulement dans la logique économique du capital mais aussi dans la situation schizophrénique que cette logique impose aux exploité·e·s, contraint·e·s de vendre leur force de travail pour survivre. Cette dure réalité fonde le productivisme dans la social-démocratie gestionnaire et dans les organisations syndicales réformistes, pour lesquelles l'emploi dépend de la croissance. En tant qu'écosocialistes, nous sommes dans la continuité du Marx écologiste quand nous y opposons l'idée qu'il faut d'urgence produire moins et partager plus, notamment partager le travail nécessaire.

LVOG - Ici, en Inde et dans tous les pays encore en voie de développement, il faut produire plus pour pouvoir élever le niveau social et de conscience politique des masses... Des marxistes ont en effet soutenu cette idée mécaniste que la dynamique d'accumulation conduirait automatiquement à un écroulement du capitalisme. Ce fut notamment le cas dans l'entre-deux guerres d'un auteur allemand, Henryk Grossman, qui en avait fait un véritable dogme. Il y a effectivement des similitudes fortes entre cette théorie et celle de l'effondrement écologique inévitable de la « société thermo-industrielle », qui est défendue aujourd'hui par certains courants verts. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard qu'un petit courant « marxiste collapsiste » a fait sa réapparition récemment dans le monde hispanophone, en Amérique latine notamment. Les écosocialistes pour leur part refusent ce fatalisme de l'effondrement. Que la situation soit gravissime, c'est l'évidence même. Mais le capitalisme ne s'écroulera pas de lui-même, ni sous le poids de ses contradictions internes, ni du fait de la crise écologique. Sa logique pousse au contraire des secteurs des classes dominantes à envisager des moyens néo-malthusiens, barbares, pour se sauver et sauver leurs privilèges. Face à cette menace très concrète, je crains que le fatalisme de l'effondrement inévitable sème la résignation. Or, nous avons urgemment besoin de lutte, de solidarité, et d'espérance.

LVOG - La suite est beaucoup plus confuse et pleine de contradictions, même s'il prend la précaution de préciser que : "*Si les géologues sont cohérents avec leurs critères de géologues, alors le changement d'ère n'intervient pas avant la deuxième moitié du XXe siècle, ce qui signifie que les interprétations misanthropiques du terme « Anthropocène » sont contrées : ce n'est pas l'espèce humaine qui est responsable mais son mode historique de production. Cet aspect est décisif, car le danger d'une misanthropie essentialiste basée sur une pseudo-science est très réel aujourd'hui, et se développe dans le sillage de la barbarie capitaliste montante.*"

Il se fourvoie notamment quand il reprend à son compte la propagande officielle : "*Il faut impérativement, pour rester dans les clous écologiques, réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre, donc l'extraction, le transport et la transformation de matières, donc la consommation d'énergie*" ou encore, il faudrait se résigner à "*l'absolue nécessité de réduire la production matérielle et les transports pour atteindre les niveaux nécessaires de réduction des émissions de gaz à effet de serre.*"

Cela l'amène à formuler des voeux pieux dans le cadre du régime en désespoir de cause : "*...c'est vers ces « solutions » d'apprenti-sorcier que le « capitalisme vert » s'oriente aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que la seule manière rationnelle d'équilibrer l'équation climatique est intolérable pour lui. En quoi consisterait-elle ? Il faudrait décréter une mobilisation générale, dresser un inventaire de toutes les productions inutiles ou dangereuses, de tous les transports inutiles, et les*

supprimer purement et simplement — sans indemnités pour les actionnaires — jusqu'à atteindre les réductions d'émissions nécessaires. Il va de soi que cette opération requiert des mesures draconiennes, notamment la socialisation des secteurs de l'énergie et du crédit, la réduction massive du temps de travail sans perte de salaire, la reconversion des personnels dans des activités utiles avec garantie du revenu, et le développement de services publics démocratiques."

LVOG - Mais qui pourrait adopter ces "*mesures draconiennes*" (sinon un gouvernement ouvrier), à l'issue de quel processus politique (sinon une révolution liquidant les institutions de la Ve République) ? Pas de réponse.

Cela dit il est plus proche du socialisme que la plupart de ceux qui s'en réclament à gauche et à l'extrême gauche ou des écologistes en général : "*Si on n'identifie pas la responsabilité historique majeure du capitalisme, comment faire prise, où est l'issue possible ? Pour certains, il n'y en a pas, la Terre souffre d'une maladie qui s'appelle humanité et n'en guérira qu'avec l'élimination de cette engeance.*"

LVOG - C'est bien beau d'identifier "*la responsabilité historique majeure du capitalisme*" en admettant la théorie selon laquelle il serait responsable de la hausse de la température, ce que nous rejetons, estimant qu'elle est le produit d'un phénomène naturel, mais il ne nous propose rien pour mettre un terme au capitalisme. Il n'est pas le premier à faire le procès du capitalisme, preuve que cela n'engage à rien les sociaux-démocrates et les staliniens l'avaient fait également bien avant lui, on connaît la suite.

On retrouve là le numéro d'illusionnisme des opportunistes qui dénoncent les méfaits du capitalisme et étalent leur impuissance ou leur refus de le combattre, en ne proposant aucun moyen et aucune alternative politique pour y mettre un terme, contrairement au POID par exemple.

La seule "*issue possible*" à la crise du capitalisme, c'est la transition socialiste, l'éradication du capitalisme de la surface de la planète, l'instauration d'une République sociale universelle qui mettrait un terme à l'exploitation et à l'oppression, ainsi qu'au saccage de notre planète, ce qui passe par la construction d'un parti socialiste révolutionnaire dans chaque pays et la fondation d'une Internationale dont les participants partageraient ces objectifs.

Quelques aphorismes pour se mettre en condition, les âmes sensibles vont en avoir besoin !

- Ceux qui font une fixation sur l'homosexualité, en fait, ils ne parlent jamais de sexualité, c'est à croire qu'ils ont un problème avec leur propre identité sexuelle qu'ils n'ont jamais réussi à assumer.

- Autrefois on disait que les goûts et les couleurs ne se discutaient pas, cela signifiait que chacun était libre d'avoir les siens. Dorénavant dans tous les domaines on cherche à nous en imposer.

- Le comble de l'intolérance, ce n'est pas de s'en prendre à ceux qui sont différents de nous, c'est de nier ces différences pour imposer une norme unique.

Pschitt ! Les médias dégazent.

LVOG - Poutine n'a pas un comportement normal, il est dingue et dangereux ce type, quand on vous le dit, hein ? Mais quand Macron manifeste un caprice de monarque, c'est tout à fait normal, puisqu'on vous le dit.

Peur d'être empoisonné ? Vladimir Poutine vient avec sa tasse au G20 - Le Parisien 29 juin 2019

Peur d'être empoisonné ou simple lubie d'amateur de thé ? Le président russe Vladimir Poutine a apporté sa propre tasse vendredi au dîner clôturant la première journée du G20... Le Parisien 29 juin 2019

Emmanuel Macron : ce petit luxe surprenant prévu par l'Élysée lorsqu'il se déplace - Gala.fr 28 juin 2019

« Les gens de l'Élysée se déplacent avec leur vaisselle », confie Christophe Monnereau président de la SNSM dans les colonnes de Libération. Gala.fr 28 juin 2019

NOUS Y VOILA !

Malthusianisme et eugénisme.

- Qui plaide pour la création d'un "*organisme mondial de la démographie*" pour "*définir ce que devrait être une planification de la démographie de la planète*", à ses yeux l'un des défis majeurs du 21e siècle.(AFP 27 juin 2019)

Réponse : Nicolas Sarkozy livre, dans "Passions" (Éditions de L'Observatoire) qui paraît ce jeudi.

LVOG - Après avoir relayé L'effroyable imposture (Thierry Meyssan) du 11 septembre 2001, après avoir repris la théorie du mondialisme ou la stratégie néolibérale de l'oligarchie destinée à instaurer un nouvel ordre mondial ou un régime totalitaire planétaire, après avoir évoqué la mise en place d'un système financier mafieux anglo-saxon destiné à empêcher notamment l'effondrement du capitalisme, on devrait plutôt dire, l'accompagner pour atteindre le but politique cité ci-dessus, voilà que ces derniers jours l'auteur de ce portail a publié un document de 1999 sur le mouvement écologiste malthusien, relayant la théorie d'un complot eugéniste destinée à réduire de force ou à son insu la population mondiale des deux tiers ou des trois quart ou plus encore selon ses idéologues...

Bref, Tardieu s'éloigne de plus en plus de la lutte de classes, il sombre résolument dans le marais du complotisme, il a rompu avec le marxisme et le socialisme, patati patata, et j'en passe et des meilleurs. Ainsi le veulent mes contradicteurs dogmatiques ou éclectiques jusqu'au fanatisme c'est selon, à l'esprit bornés ou étroit, pour justifier leur opportunisme, versant en permanence dans le déni de la réalité ou se détournant des faits pour finalement étaler leur impuissance à inverser le cours de la lutte de classes.

Mais voilà, les faits me donnent raison généralement, pas forcément immédiatement, quelque temps plus tard

LFIN

- Le député François Ruffin, électron libre qui s'est parfois montré ambigu sur son propre rôle dans la présidentielle, a déclaré au Point jeudi: "*En 2022, il n'est pas évident que notre famille politique doive absolument présenter un candidat. Les choses ont changé : LFI n'est plus hégémonique à gauche. Si une autre candidature semble meilleure pour défendre le progrès social, il faudra peut-être s'y rallier.*" AFP 28.06

LVOG - Ces gens-là n'ont pas de principes ou ils sont prêts à les brader à la première occasion, comme quoi ils ne sont pas dignes de confiance.

En route... vers l'Ancien Régime ou la monarchie oligarchique absolue.

- "*Il y a une effervescence dans le monde de la pensée, dans le monde éditorial, avec des recherches théoriques, parce que si la planète est un peu hors de contrôle aujourd'hui, il est temps de se demander comment on en est arrivé là. Et de repenser un certain nombre de nos visions du monde qui ont dominé notre modèle de développement depuis deux ou trois siècles*". L'historien des sciences, directeur de recherche au CNRS, Christophe Bonneuil. francetvinfo.fr 27.06

LVOG - Autant dire que nous arriverions à des conclusions diamétralement opposées aux siennes, puisqu'elles consistaient dans cet article à nier le processus dialectique matérialiste et historique qui est à l'origine de la transformation ou de l'évolution de l'homme et de la société, de la nature ou de la matière en générale.

Le CNRS regorge de négationnistes qui ont adopté l'idéologie nihiliste, qui consiste à déconstruire le savoir pour favoriser le chaos dans lequel seule la classe dominante peut tirer son épingle du jeu...

Le réchauffement climatique, un élément de chantage économique. Macron la menace.

Les Echos précise que pour les chefs d'Etat et de gouvernement du G20, la lutte contre le réchauffement climatique et le maintien des objectifs de l'accord de Paris constitue une « ligne rouge » à ne pas franchir : la mention d'« irréversibilité » de l'accord de Paris signé en 2015, qui prévoit de contenir le réchauffement climatique bien en dessous de +2°C, voire +1,5°C, d'autant plus que "la posture est d'importance après la poussée des verts aux élections européennes du mois dernier" (Les Echos)

Les Echos - Le chef de l'Etat français en fait même l'une des conditions sine qua non pour donner son feu vert à un éventuel accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mersosur que les deux partenaires continuent de négocier à Osaka en marge de ce sommet du G20.

« Si le Brésil quittait l'accord de Paris, nous, on ne pourrait pas signer des accords de commerce avec lui », a averti Emmanuel Macron. Les lignes rouges sont simples : « l'accord doit affirmer les règles environnementales européennes, comporter des assurances de préservation de la filière bovine européenne et française et mentionner explicitement l'Accord de Paris », indique l'Elysée. Les Echos 28.06

Les plus grands trafiquants de came : L'armée et les services de renseignements, les banquiers blanchisseurs.

- Brésil: «Aerococa», l'affaire qui embarrasse Jair Bolsonaro - LeFigaro.fr 27 juin 2019

La police espagnole a arrêté mardi à Séville un sergent de l'armée de l'air brésilienne qui transportait à bord d'un avion officiel 39 kg de cocaïne. Le chef de l'État, qui devait atterrir quelques heures plus tard en Espagne avant de rejoindre le G20 au Japon, a été sommé de réagir.

L'affaire embarrasse jusqu'au sommet de l'État brésilien. Lors d'un contrôle douanier réalisé mardi à l'aéroport San Paul de Séville, la police espagnole est tombée sur une valise remplie de 39 kg de cocaïne, emballés dans 37 paquets, a indiqué mercredi la Garde civile. Or le propriétaire présumé de cette valise n'est autre qu'un des membres de l'équipage de l'avion militaire qui transportait l'équipe avancée du président brésilien, Jair Bolsonaro, au sommet du G20 au Japon.

L'avion qui transportait le président brésilien a quant à lui dévié de sa route, faisant finalement escale à Lisbonne au lieu de Séville. Aucune explication officielle n'a été fournie pour justifier ce changement. LeFigaro.fr 27 juin 2019

LVOG - Des internautes ont fait remarquer à juste titre que ce genre de trafic de l'armée existait avant l'élection de Bolsonaro.

Je rappelle l'anecdote du second (un colonel ?) de la base aérienne de Villacoublay en 1975, qui m'avait dit que lorsque les mirages revenaient de mission au Liban, ils étaient bourrés de cannabis. Il avait décidé sur la cinquantaine de ne pas rempiler et de reprendre des études universitaires. Pendant les 12 jours de mon service militaire passé à l'infirmerie, régulièrement il viendra me rendre visite et m'apportera des gâteaux, chocolats et des fraises. Il m'a dit que j'avais raison de détester l'armée et de vouloir être réformé.

En complément. La CIA et le Pentagone veillent sur vos cultures.

- La production de cocaïne au plus haut dans le monde - Les Echos 26.06

Avec 1.976 tonnes produites en 2017, la production de cocaïne a connu un bond de 25 % par rapport à 2016, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans un rapport publié ce mercredi.. Cet essor est notamment lié à l'extension des cultures en Colombie, ainsi qu'à la hausse de la demande au niveau mondial.

Cet essor de cette drogue absorbée principalement par les marchés d'Amérique du Nord et d'Europe est notamment lié à l'extension des cultures et des capacités de production en Colombie, souligne encore l'ONUDC.

Dans ce pays assurant quelque 70 % de la production mondiale, les surfaces d'arbres à coca ont progressé de 17 % en 2017.

A l'inverse, la production d'opium s'est effondrée pour la première fois en deux décennies, avec un recul de 25 % en 2018, à 7 790 tonnes, relève l'ONUDC. Celui-ci s'explique notamment par une baisse de 17 % des surfaces de pavot cultivées en Afghanistan, un pays qui assure plus de 80 % de la production mondiale.

Ce recul doit toutefois être relativisé, car il intervient après un bond de 65 % de la production d'opium en 2017. Elle avait alors atteint son plus haut niveau depuis les premières estimations de l'ONUDC, au début des années 2000.

Au total, quelque 585 000 décès ont été répertoriés en 2017 dans le monde en lien avec la consommation de drogues, contre 450 000 en 2015. Cette progression est liée en partie à une meilleure prise en compte statistique dans certains pays comme l'Inde et le Nigeria. Elle n'inclut toutefois pas la Chine. Au total, plus de 270 millions de personnes consomment de la drogue chaque année, le cannabis se taillant la part du lion avec 188 millions d'adeptes, selon l'ONUDC. Les opioïdes affectent 53,4 millions de consommateurs. Le Monde et Les Echos 26.06

MYSTIFICATION. ILS SOUFFLENT LE CHAUD EN ÉTÉ, LE FROID EN HIVER.

- À quand la fin de la canicule en Europe ? - euronews 30 juin 2019

A Londres aussi, il a fait près de 35 degrés. Dernière journée de canicule pour les Londoniens : dix degrés de moins sont attendus ce dimanche sur la capitale britannique.

La fin de la canicule pour lundi ?

Les températures doivent également baisser en France, essentiellement en début de semaine. euronews 30 juin 2019

Paroles et témoignages d'internautes.

1- On nous a expliqué la semaine dernière qu il allait faire très chaud à cause d'une masse d'air provenant du Sahara...

Celle-ci est passée sur notre territoire, il a fait chaud... et actuellement elle est train de se déplacer et de perdre en intensité...nous le constatons par une diminution notable des températures...

Faut vraiment que cette psychose collective et démesurée passe elle aussi...

2- 10 km au nord de St Nazaire et 300 m de la mer, pourquoi les médias ne parle pas de chez moi en ce moment 13° avec flotte et tantôt 22° maxi?

3- Figurez-vous que ce matin au sud de la Libye il fait 13° et tenez-vous bien seulement 8° à Ialwahat en Egypte !

4- Pointe Finistère :

Lundi 24 juin, 16°, j'ai remis le chauffage, trop froid !

- Jeudi, vendredi, samedi matin, du vent, de la pluie, un petit 18°, une brume à couper au couteau, visi de moins d'un demi mille.

- samedi 15:00- enfin qq rayons de soleil, pour 21°

Sommes-nous en France ? Ou est-ce que BFMTV a été piratée ?

5- J'étais à Londres la semaine dernière, il faisait 18/20 et en fin de journée ça caillé il fallait le pull voir plus le vent fort et froid, des fois il n'y avait que 16 avec le vent le ressenti pas terrible, mais au moins c'était bien respirable.

6- Miami: 28°C. La canicule doit être un truc très Français de France. Va falloir que les médias fassent un plus gros effort.

7- Pourquoi ce catastrophisme, ne serait ce pas pour nous faire "avaler" le réchauffement climatique?

8- Je suis en Europe au Portugal et on a que 26°.

9- À Biarritz, il fait 18 degrés C.

10- En Vendée, un jour de canicule, aujourd'hui 25°, ciel couvert ! Et ça fait du bien.

11- Chez moi j'ai eu seulement 2 jours de chaud, 33 et 36°, aujourd'hui ça caille, 21° à 18h.

12- Venez du côté de Perros Guirrec vous ne serez pas déçu il fait à cette heure 19` On annonce 13degres pour demain matin !

13- Actuellement, 19 degrés à Ribadeo dans le Nord de l'Espagne.

14- Il fait chaud .. on nous dit jamais où sont placés les thermomètres... Je connais quelqu'un en Provence son thermomètre est monté à 48° sur sa terrasse carrelée à l'ombre d'un toit. Mais une dizaine de mètres en biais en face se trouve l'unité extérieure d'une grosse clim qui souffle dare dare... Alors les records de températures c'est du pipo pour fixer sur du papier et intoxiquer la France profonde et surtout les enfants (une honte) ..

15- Et à Moscou il fait 11 degrés Celsius en ce moment.

Plus le mensonge est gros mieux c'est. Sauf que c'est publié par un journal censé être de référence. Je pense qu'à un tel stade de propagande écologiste alarmiste, je vais supprimer mon abonnement au Figaro qui a définitivement perdu toute crédibilité sur ce sujet en quelques années. Curieuse évolution, il faudrait creuser sans doute du côté de l'actionnariat ?

16- Seul l'est de la France et en particulier Rhône Alpes verra sa moyenne en hausse de 2°C alors que l'ouest sera dans la norme.

Le mois de mai étant à-1°C comparé à la moyenne des mois de mai, en effet, ce dernier mois de mai fut particulièrement froid.

17- Mais il y a en même temps une vague de froid sur l'Atlantique et l'Europe de l'est (12° max à Moscou aujourd'hui - plus de 10° en dessous de la moyenne). Ca s'appelle la variabilité du climat. Que les agriculteurs s'en soucient on peut comprendre, mais de là à en faire quasi une affaire d'état...

Quand ces psychopathes versent dans le catastrophisme.

LVOG - Ils partent d'un faux constat qu'ils ont fabriqué sur lequel ils brodent ou spéculent...

- Le chef de l'ONU appelle à une action urgente pour éviter une "catastrophe" climatique - AFP 30 juin 2019

"Le dérèglement climatique a lieu maintenant (...) Il progresse même plus vite que ce que prévoyaient les meilleurs scientifiques mondiaux" et "devance nos efforts pour lutter contre", a affirmé le chef de l'ONU.

"Le changement climatique va plus vite que nous", a prévenu M. Guterres, qui a convoqué un sommet à New York le 23 septembre car des pays ne respectent pas certaines dispositions de l'accord de Paris de 2015 visant à limiter le réchauffement à "2°C d'ici la fin du siècle.

"Nous savons que même si les promesses de (l'accord de) Paris sont pleinement tenues, nous serons toujours confrontés Ã au moins "3°C d'ici la fin du siècle, une catastrophe pour la vie telle que nous la connaissons", s'est alarmé M. Guterres.

La situation continuera à se dégrader à moins que "nous agissions maintenant avec ambition et urgence", a-t-il ajouté.

Le groupe d'experts de l'ONU sur le climat (Giec) a rendu en 2018 un rapport choc démontrant que le fait de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C plutôt qu'à "2°C permettrait de réduire fortement les impacts négatifs.

Limiter la hausse des températures globales à "1,5°C impliquerait de réduire de près de 50% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2010, ont calculé les experts du GIEC, et donc de réduire drastiquement et rapidement le recours aux énergies fossiles. AFP 30 juin 2019

LVOG - Rappel : quand on sait que par rapport à la totalité des gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère, ceux provenant de l'activité humaine ne représentent que quelques pourcents, les réduire de 50% ne servirait strictement à rien ou n'aurait aucun impact, c'est juste grotesque !

Les ONG toujours à la pointe de la réaction

- À Madrid, les défenseurs des mesures antipollution se mobilisent - euronews 30 juin 2019

« Madrid Central », c'est le nom du dispositif antipollution que connaît Madrid depuis novembre dernier. Un dispositif remis en cause par le nouveau maire, José Luis Martinez-Almeida, au grand dam de milliers de résidents qui ont manifesté samedi. La droite, qui succède à la gauche, suspend à partir de ce lundi les amendes pour les voitures les plus polluantes qui entrent dans la zone de restriction. Un non-sens pour les militants écologistes. euronews 30 juin 2019

« L'Organisation mondiale de la santé estime qu'en Espagne, chaque année, 8900 personnes meurent prématurément à cause du dioxyde d'azote, explique Paco Segura, de l'ONG Écologistes en action. Madrid Central a été mis en place pour faire baisser le niveau de dioxyde d'azote et a permis de le réduire de moitié dans certains endroits. Et Madrid est l'endroit le plus pollué au dioxyde d'azote dans toute l'Espagne, ce qui veut dire qu'une bonne partie de ces 8900 décès ont lieu dans cette ville. »

La capitale espagnole est aussi en délicatesse avec les règles européennes sur la qualité de l'air et risque des sanctions, raison pour laquelle cette zone de restriction avait été instaurée dans le centre historique. Or comme ailleurs dans le sud de l'Europe, la pollution est accentuée par la vague de chaleur. euronews 30 juin 2019

LVOG - Ici le lézard est aussi gros qu'un caïman, l'OMS serait en mesure de déterminer que 8900 personnes seraient mortes "*prématurément à cause du dioxyde d'azote*", voyez-vous cela, ils ont dû tous les interroger post mortem pour connaître leur mode de vie pour en arriver à cette conclusion ubuesque.

Matraquage et répression.

- Rugy justifie l'évacuation des militants pour le climat, "le temps n'est plus aux manifs" - Le HuffPost 30 juin 2019

En famille. Union nationale contre les mineurs. Ecologie politique : l'écosocialisme compatible avec l'éconéolibéralisme.

- Loi énergie et climat: vers la fermeture des dernières centrales à charbon - AFP 28 juin 2019

L'Assemblée nationale a donné son feu vert jeudi soir pour permettre au gouvernement de procéder à la fermeture des

quatre dernières centrales à charbon d'ici 2022, lors de l'examen du projet de loi énergie et climat.

La mesure, adoptée par 48 voix et 5 abstentions, prévoit qu'un décret plafonnera les émissions de gaz à effet de serre émises par les installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles situées en métropole "et émettant plus de 0,550 tonne d'équivalents CO2 par heure".

Cela "conduira les exploitants des centrales à cesser l'exploitation des tranches fonctionnant au charbon".

Est également prévu: un accompagnement spécifique pour les salariés des centrales concernées et leurs sous-traitants, environ 670 emplois directs et 740 indirects selon l'étude d'impact accompagnant le texte.

Deux des centrales à charbon appartiennent à EDF et sont situées à Cordemais (Loire-Atlantique) et au Havre (Seine-Maritime). Les deux autres, propriétés de l'Allemand Uniper, se trouvent à Gardanne (Bouches-du-Rhône) et Saint-Avold (Moselle). Le groupe EDF a annoncé début juin qu'il fermera celle du Havre au printemps 2021.

"C'est un choix important en matière énergétique de tourner une page (...) et c'est concrètement la transition énergétique", a affirmé le ministre de la Transition écologique François de Rugy.

Le charbon représente "1,8%" de la part de production d'électricité, "mais c'est 35% des émissions que nous allons réduire", a souligné Célia de Lavergne, responsable du texte pour LREM, en se félicitant d'accomplir "un grand pas vers la neutralité carbone en 2050".

Hubert Wulfranc (PCF) s'est abstenu. Matthieu Orphelin (non inscrit), proche de Nicolas Hulot, a salué "une avancée majeure".

L'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho (non inscrite) a, comme le groupe socialiste et les Insoumis, réclamé en vain la fermeture des centrales en 2022 sans passer par la voie réglementaire. AFP 28 juin 2019

Matraquage quotidien.

Le 28.

- Canicule: comment faire face au terrible problème des testicules qui suent - Le HuffPost 28.06

Qu'on leur coupe, la langue, les mains et la tête avec !

Le 29.

- Les canicules et les évènements climatiques extrêmes se multiplient et sont les conséquences du dérèglement climatique. - Le HuffPost 29.06

Le 30.

- Urgence climatique: il faut agir sur le logement pour sauver la planète - Le HuffPost 30 juin 2019

LVOG - Mais ils s'accommodent de tous les bouges insalubres dans lesquels croupissent des centaines de milliers de travailleurs, des ghettos dans lesquels des millions d'autres ont été parqués comme des animaux, et j'en passe.

Quand ils avouent ignorer les causes du réchauffement climatique.

- "45 degré, zéro engagement" du gouvernement, dénonce Greenpeace - AFP 30 juin 2019

"45 degrés, zéro engagement" : au lendemain d'une journée de canicule exceptionnelle qui a vu des records absolus de température, Greenpeace France continue samedi à bloquer un cargo de soja à Sète (Hérault) pour dénoncer l'absence d'engagement du gouvernement sur les causes du réchauffement climatique.

"Quand parlera-t-on enfin des causes et pas uniquement des conséquences de cette canicule ?", interroge Cécile Leuba, chargée de campagne Forêt chez Greenpeace France.

LVOG - L'importation du soja en Europe ne représente que 0,5%!

Derrière le soja, explique Mme Leuba, "se cachent de la déforestation et des émissions massives de gaz à effet de serre qui réchauffe notre planète !"

LVOG - Dites donc, elles sont où vos forêts primaires en France et en Europe ?

Le cargo bloqué contient 50.000 tonnes de soja, en provenance du port de Salvador au Brésil. 89% du soja exporté par ce port provient du Cerrado, une des zones les plus détruites par la déforestation au Brésil et ces cargaisons servent principalement à nourrir des animaux d'élevage industriel, souligne l'organisation.

LVOG - Dites donc pendant plus d'un demi-siècle et encore de nos jours, vous et vos semblables, on ne vous a jamais entendu dénoncer le capitalisme qui était responsable de l'accroissement exponentiel de la population qu'il fallait bien dès lors nourrir d'une manière ou d'une autre, des conséquences dramatiques qu'elle causerait à terme, n'est-ce pas ? D'ailleurs à Greenpeace, une officine de l'oligarchie, on ne peut pas dire que vous vous soyez engagé un jour à lutter pour en finir avec le capitalisme, n'est-ce pas ?

"L'accord de Paris, il ne suffit pas de le mentionner, il faut surtout l'appliquer", souligne Cécile Leuba. "Ce sera impossible pour la France sans mettre un terme à cette déforestation importée, comme on le voit dans ce cargo, et sans réduire sa production de viande, d'oeufs et de produits laitiers et opérer la transition vers un élevage écologique". AFP 30 juin 2019

LVOG - "Sans réduire sa production de viande, d'oeufs et de produits laitiers", voudrait-elle réduire ceux qui en consomment à l'état de ceux qui peinent à en consommer faute d'un revenu décent ?

Je ferai "***en sorte que les citoyens adhèrent*** à cette imposture.

- Nicolas Hulot appelle à l'unité dans la "guerre" pour le climat - AFP 30 juin 2019

L'ancien ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot, a appelé à l'unité par-delà les clivages politiques afin d'affronter la "guerre" contre le dérèglement climatique, dans un entretien à paraître dans Dimanche Ouest-France.

Nous devons absolument nous rassembler, au-delà de toutes nos barrières politiques, religieuses pour changer nos modes de vie. En temps de guerre, on est capable de s'unir sur l'essentiel. Et nous sommes en guerre!", estime M. Hulot dans le journal.

Nicolas Hulot, qui a démissionné du gouvernement en septembre 2018, se dit "prêt" à apporter son "soutien à un gouvernement qui fera la démonstration qu'il veut véritablement faire rentrer l'écologie dans la modernité". "Je ne serai pas avec lui politiquement, mais je serai derrière en appui pour faire en sorte que les citoyens adhèrent. C'est beaucoup plus important que de reprendre une posture partisane", explique-t-il. AFP 30 juin 2019

Quand ils s'accommodent de l'apartheid imposé aux Palestiniens.

- Le monde instaure un "apartheid climatique" - euronews 28 juin 2019 euronews 28 juin 2019

Les changements climatiques affectent et affecteront tout le monde. Ça on le sait.

Ils affectent et affecteront davantage les populations les plus pauvres. Ça, on le sait aussi. (Qui peut croire que cette pourriture se soucie des plus pauvres ? - LVOG)

Mais ce qu'on ne mesure pas encore, c'est l'ampleur de ces inégalités. (Comme s'ils s'en souciaient au quotidien ! - LVOG)

Or, un rapport vient nous éclairer sur ce sujet, de manière abrupte : on est en train d'instaurer un " apartheid climatique ", avec d'un côté les plus riches qui peuvent à peu près s'adapter, et de l'autre les plus pauvres qui, eux, affrontent le pire. (Alors qu'ils pillent les pays dits du sud depuis deux siècles ! - LVOG)

Ce constat alarmiste émane de Philip Alston, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains.

Il explique que " ceux qui ont les moyens pourront échapper aux canicules, à la faim et aux conflits, alors que le reste du monde est abandonné à ses souffrances ". (C'est leur lot quotidien sans que cela le gêne plus que cela. - LVOG)

Le paradoxe, souligne ce rapport, c'est que les pays en développement ne sont pas ceux qui sont les plus polluants. Et pourtant, ce sont eux qui paient le plus les conséquences de cette pollution. (Normal ! - LVOG)

Autre chiffre qui devrait interpeller : la moitié de la population mondiale ne génère que 10% des gaz à effet de serre, alors que les 10% le plus riches au monde sont responsables de la moitié de ces gaz à effet de serre. (Normal ! - LVOG)

Selon cet expert, l'apartheid climatique menace de défaire les progrès réalisés ces 50 dernières années en matière de lutte contre la pauvreté.

Seule lueur d'espoir, la mobilisation de la société civile, qui semble opérer une profonde prise de conscience, à l'instar du mouvement initié par la jeune militante suédoise Greta Thunberg. (Cette petite peste ignare ! - LVOG)

Le rapport de Philip Alston est très critique vis-à-vis des gouvernements, pas à la hauteur des enjeux. En témoigne le sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris, décidé par le président américain Donald Trump, envoyant par là un signal très négatif dans la lutte contre les changements climatiques.

Enfin, cet expert épingle l'Organisation des Nations Unies toujours prompte à instaurer des groupes de travail et à produire des rapports qui " exhortent les autres à faire plus sans rien faire eux-mêmes ". Reste à savoir si ce nouveau rapport ne risque pas de finir lui aussi au fond d'un tiroir. euronews 28 juin 2019 (Souhaitons-le ! - LVOG)

EN FAMILLE. ILS SE LACHENT DEPUIS QUE L'EXTREME-CENTRE EST AU POUVOIR

- Un pas de plus vers la banalisation de l'extrême droite - Le Parisien 27.06

- Une quinzaine d'élus LR ont rencontré l'ex-députée FN Marion Maréchal. - Franceinfo 27.06

"Avoir le renfort, éventuellement, de Marion Maréchal est une très bonne chose", estime l'un des sénateurs LR présents au dîner avec l'ancienne députée FN. Franceinfo 27.06

- Le Medef invite Marion Maréchal à son université d'été - Franceinfo 27.06

C'est la première fois qu'une personnalité issue de l'extrême droite est conviée au rendez-vous estival de l'organisation patronale. D'autres personnalités politiques, de La France insoumise aux Républicains, en passant par LREM, ont aussi été invités.

LVOG - Finalement au regard de la polémique qui suivit cette annonce, le Medef a annulé son invitation à Marion Maréchale et à La France insoumise. C'était l'intention qui comptait, chacun l'aura compris.

- Parti unique, pensée unique.

- Conseil de l'ordre des journalistes: Cédric O fait marche arrière - Le HuffPost 27 juin 2019

“J’ai eu des paroles un peu malheureuses dans les termes choisis, ‘conseil de l’ordre’ ce n’était pas le bon terme, et quand j’ai dit ‘l’État le fera’, ce n’était pas du tout ni une menace ni un souhait”, a déclaré ce jeudi 27 juin sur France Culture le secrétaire d’État au numérique. Le HuffPost 27 juin 2019

LVOG - Là aussi, c'était l'intention qui était révélatrice de l'état d'esprit fascisant de LREM...

- Affaire Benalla: pas de poursuites pour "faux témoignage" contre le directeur de cabinet de Macron - AFP 27 juin 2019 LVOG - Ah ben, il n'aurait plus manqué que cela !

EN FAMILLE. ILS PARTAGENT LA MEME IDÉOLOGIE CAPITALISTE.

Pas un "***défi idéologique***", mais surtout "***électoral***".

- Clémentine Autain lance son appel au «big bang de la gauche» - Le Parisien 28 juin 2019

La députée insoumise Clémentine Autain réunit des personnalités de tous horizons ce dimanche à Paris. Avec l’espoir de

déclencher un sursaut de la gauche au-delà des seuls partis.

L'un, Christian Paul, veut « construire des ponts et faire tomber les murs entre citoyens et politiques, gauche et écologie, gauche et couches populaires. » L'autre, Clémentine Autain, ambitionne que « les murs renversés deviennent des ponts. » Une citation d'Angela Davis, la militante américaine des droits de l'Homme dans les années 1960, que la députée insoumise de Seine-Saint-Denis voudrait bien voir flotter sur le chapiteau du cirque Romanès, porte Maillot à Paris. Avec plusieurs mouvements de la société civile, politique, sociale et culturelle, elle y organise ce dimanche 30 juin son « big bang dans la gauche écologiste ».

Christian Paul, ex-député socialiste pendant le quinquennat de François Hollande, un ancien « frondeur » proche de Martine Aubry, veut lui aussi réunir « toutes les facettes de la gauche ». Ce sera les 5, 6 et 7 juillet prochains, à la Charité sur Loire (Nièvre), terre ô combien mitterrandienne, pour un « Festival des Idées ». Objectif : « montrer que la gauche n'est pas morte bien que dispersée ».

Au-delà des appareils partisans

Deux initiatives qui ont pour point commun de mobiliser les forces de gauche au-delà des appareils partisans. Ces derniers « ne peuvent plus à eux seuls apporter des réponses à l'ensemble des citoyens », justifie Clémentine Autain, qui n'a récemment pas ménagé ses critiques envers le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon.

Plusieurs personnalités politiques seront présentes à Paris ce week-end, puis à la Charité sur Loire. Au Festival des Idées, se croiseront ainsi Najat Vallaud-Belkacem (ex-ministre de Hollande) et son mari Boris Vallaud (député PS des Landes), Raphaël Glucksmann (ex-tête de liste PS/Place publique aux Européennes), les insoumises Clémentine Autain et Manon Aubry ou encore Guillaume Balas (Génération. s).

A Paris, le raout sera moins socialiste. On y croisera la députée communiste des Hauts-de-Seine Elsa Faucillon, l'écologiste Noël Mamère, le même Balas et Olivier Besancenot (NPA). « Toutes ces personnalités viendront en leur nom, pas mandatées par leur parti », souligne Clémentine Autain.

A leurs côtés, seront conviés des représentants syndicaux comme Philippe Martinez, le patron de la CGT, ou des militants associatifs à l'instar d'Aurélie Trouvé d'Attac. « Il y a un vrai besoin de se parler, de se mettre en mouvement car il y a urgence, martèle la députée de Seine-Saint-Denis. Le pire serait de continuer comme avant. »

Si le « parterre » au Cirque Romanès s'annonce beaucoup plus à gauche – « écologiste et populaire » insiste Autain - que le « Festival des Idées » de Christian Paul (« une gauche de gouvernement », juge la même), les deux initiatives partagent le même but : trouver, au-delà des seuls partis, les meilleures voies pour occuper le paysage politique à gauche. « Il faut qu'on déjoue ce scénario infernal qui consisterait à n'avoir pas d'autre choix qu'entre la Macronie et l'extrême droite », fulmine Clémentine Autain. Un défi idéologique mais aussi électoral, avec les municipales de 2020 comme prochain test. Le Parisien 28 juin 2019

En complément. Les opportunistes aux prises avec leurs contradictions

AFP - En parallèle, le JDD a publié une tribune d'une quarantaine d'élus et membres de La France insoumise, où ils critiquent "l'union de la gauche, la gauche plurielle ou même le Front de Gauche (qui) appartiennent au passé", comme un tacle à Clémentine Autain.

"Nous sommes de cette génération insoumise qui ne veut pas d'un retour aux vieilles formules réchauffées mais qui s'efforce de construire un chemin à la hauteur de nos adversaires et des défis qui s'avancent", proclament les signataires, parmi lesquels les députés Mathilde Panot et Adrien Quatennens, et les eurodéputés Manuel Bompard et Leïla Chaibi. AFP 30 juin 2019

Autain "***veut***" où la nouvelle égérie des porte-parole du régime.

- Autain veut l'émergence d'"une gauche écologiste populaire" - AFP 30 juin 2019

Clémentine Autain, députée LFI de Seine-Saint-Denis, a appelé à l'émergence d'"une gauche écologiste populaire", dimanche, lors d'un meeting pour un "big bang à gauche" au cirque Romanès à Paris.

"Il faut créer une dynamique" autour d'un "big bang" de la gauche politique, associative et culturelle, a-t-elle lancé devant environ 400 personnes.

Avant elle, Elsa Faucillon, députée PCF de Seine-Saint-Denis, avait appelé à la constitution de "comités big bang, partout, pour débattre. Les 7 et 8 décembre, il y aura un moment national, pas forcément à Paris".

La députée Insoumise a affirmé qu'elle allait mettre en place "une plateforme collaborative dès septembre".

D'ici à la fin de l'année, trois rendez-vous sont programmés, l'un sur la démocratie, l'autre sur "l'écologie", le troisième sur "le travail". "Ensuite il y aura les élections municipales. L'idée est de faire des listes en moins, pas en plus", a précisé celle qui envisage de "fédérer" à gauche. Mais "il n'y a pas de solution si on ne respecte pas le pluralisme. Il faut faire un archipel de citoyens où l'on est respectueux de l'identité de chacun".

Très critique envers La France Insoumise, qui a subi une lourde défaite aux européennes (6,31%), Mme Autain a toutefois affirmé au Journal du dimanche du 30 juin qu'elle ne voulait pas, à ce stade, quitter son parti.

"Quitter LFI serait un acte de rupture" et "pour l'instant, notre démarche (ndlr pour un "big bang") est raillée par la direction insoumise. Mais le débat ne fait que commencer: notre porte est ouverte", a-t-elle dit.

Plusieurs intervenants se sont succédé lors du meeting, notamment Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, qui a reproché au président Emmanuel Macron d'"essayer d'écarter les syndicats", ou Olivier Besancenot.

Le porte-parole du NPA, qui avait appelé début juin à la création d'une "coordination permanente de la gauche en lutte", a déploré "le grand rendez-vous manqué de la gauche radicale" avec les "gilets jaunes". "Quand on loupe" de tels rendez-vous, "on loupe les rendez-vous politiques qui viennent après", a-t-il ajouté, en allusion aux maigres résultats des européennes.

Le philosophe Etienne Balibar, qui n'a pu se rendre au meeting, a envoyé un message vidéo de soutien, ainsi que l'ex-député EELV Noël «l Mamère. AFP 30 juin 2019

LVOG - Elle est prête (avec Martinez et Besancenot) à se rabibocher avec toutes les ordures du PS ou issus de ce parti, bon, il faut dire qu'ils ne manquaient déjà pas à LFI !

A bas la gauche et l'extrême gauche, à bas l'écologie, vive le peuple révolutionnaire, vive le socialisme !

Sans rire, Cambadélis lui a déjà répondu !

- Cambadélis "pardonne tout" à la gauche, et ça ne passe pas - Le HuffPost 30 juin 2019

Tout est pardonné, maintenant réconcilions-nous, car il y a urgence. Voilà, en résumé, le message qu'a voulu faire passer l'ancien patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, dans une tribune publiée dans leJDD du 30 juin. Et ça ne passe pas du tout. Le HuffPost 30 juin 2019

ACTE 33 DES GILETS JAUNES.

- Malgré la canicule, des milliers de gilets jaunes défilent pour l'Acte 33 - lemonde.fr

Présents malgré la chaleur. Quelques milliers de « gilets jaunes » ont bravé la canicule, samedi 29 juin, et ont défilé, surtout à Paris, pour l'acte 33 de leur mobilisation.

Dans les rues de la capitale, ils étaient au moins un millier, a constaté une journaliste de l'AFP. Partie de la porte de Clichy, dans le nord de Paris, la manifestation a pris un tour festif avec sous-marin jaune en guise de char et artistes donnant de la voix.

Cette manifestation avait pour thème la dénonciation des violences policières. Juché sur le char sous-marin, Alain, 54 ans, ex-militaire, a arraché ses médailles qui n'ont pour lui « plus aucune valeur ». Blessé à la gorge le 1er décembre par un lanceur de balles de défense (LBD), « à 2 millimètres de la carotide », comme en témoigne sa cicatrice, il a fait « neuf heures de voiture » depuis le Haut-Jura pour venir manifester samedi et ne veut « rien lâcher ».

La manifestation s'est déroulée dans le calme, les manifestants se ravitaillant en eau dans les supérettes, et pour quelques-uns se rafraichissant avec des pistolets à eau.

A Bordeaux, moins de 200 personnes ont manifesté, selon la police, sous un soleil de plomb dans le centre historique de la ville.

« C'est lamentable, tout ça pour ça »

Un « gilet jaune » découragé a déploré l'essoufflement du mouvement : « c'est lamentable, tout ça pour ça, c'est toujours les mêmes têtes, on n'arrive plus à mobiliser parce que la télé ne parle plus de nous, mais il y a aussi les amendes qu'on prend tous les samedis, faut les débourser les 135 euros... »

A Toulouse, ils étaient entre 100 et 200 à manifester et vu les presque 40 degrés de l'air ambiant, beaucoup n'avaient pas revêtu leur gilet. Ils étaient une centaine à Montpellier.

Par ailleurs, quelque 600 « gilets jaunes » de toute la France se retrouvent pendant tout le week-end à Montceau-les-Mines pour leur troisième « Assemblée des assemblées » qui devait se pencher sur les suites à donner au mouvement.

« En personnes actives, il nous reste à peu près 10% de ceux qui étaient là au début du mouvement », estime Eric Morin, 37 ans, venu d'Auriol (Bouches-du-Rhône) pour cette troisième « Assemblée des assemblées ». « Les gens qui sont toujours là sont ceux qui vont rester jusqu'à la fin. » Mais « les gens vont redescendre dans la rue » à la rentrée, assure-t-il, tablant sur « les mouvements sociaux de septembre ».

« Les gens attendent la suite »

Si personne ne conteste le déclin de la mobilisation dans les manifestations du samedi, attribué par beaucoup à la « répression policière », ils espèrent donner un nouveau souffle au mouvement. « Les gens attendent la suite », affirme Sylvia Fischbach, 35 ans, hôtesse de caisse administrative à Forbach (Moselle). « Manifester tous les samedis, marcher, chanter, j'aime bien. Mais on avait une vie avant le 17 (novembre 2018), on aimerait bien avoir une vie après aussi », poursuit-elle. La prochaine étape pourrait être, selon elle, « d'investir les mairies et les municipales ».

Une idée partagée par Christophe Prévost, 51 ans. « On va essayer de rassembler un maximum de monde, parler aux déçus de la politique, leur proposer de venir sur une liste citoyenne, pas forcément étiquetée "gilets jaunes" », suggère ce chargé d'affaires dans l'immobilier de Bagnols-sur-Cèze (Gard). Mais attention, cette liste sera « interdite aux figures politiques », lance-t-il devant un groupe de travail sur les « assemblées citoyennes ». Certains désapprouvent. « On a intérêt à ce que tout le monde adopte les règles démocratiques que l'on propose », répond une « gilet jaune » de Lyon. lemonde.fr

- Gilets Jaunes, Acte XXXIII - secoursrouge.org (tendanceclaire.org)

Ce samedi 29 juin, les manifestations des Gilets Jaunes en France ont rassemblé près de 6 000 personnes selon le ministère de l'intérieure et plus de 10 200 selon les Gilets Jaunes.

A Paris, plus de 1300 personnes ont manifesté dans l'après-midi où la manifestation avait pour thème la dénonciation des violences policières.

A Lille, environ 500 Gilets jaunes ont manifesté, une gilet jaune a été blessée et cinq personnes ont été interpellées et placées en garde à vue,

A Reims, où les manifestations avaient été interdites, 18 personnes ont été interpellées dont 9 placées en garde à vue.

À Rennes, plusieurs centaines de "gilets jaunes" ont manifesté, dont certains ont tenté de pénétrer dans le centre où les manifestations avaient été interdites. Trois personnes ont été interpellées pour des jets de projectiles ou des outrages.

D'autres manifestations se sont tenues entre autre à Bordeaux, Toulouse, Montpellier...

Ce week-end, plus de 600 Gilets jaunes de toute la France se réunissaient à Montceau-les-Mines pour leur troisième "Assemblée des assemblées" pour discuter sur les suites à donner au mouvement.

- Montceau-les-Mines: des gilets jaunes de toute la France réfléchissent à la suite du mouvement - france3-regions.francetvinfo.fr

Le mouvement des "gilets jaunes" né en novembre 2018 est toujours là, même s'il s'essouffle. Après des mois de manifestations tous les samedis pour demander davantage de justice sociale, il y a moins de monde dans les rues.

Mais, un noyau d'irréductibles résiste. Ils ont décidé de se réunir à Montceau-les-Mines pour tenir la troisième "Assemblée des assemblées" des "gilets jaunes" samedi 29 et dimanche 30 juin 2019. "Le mouvement couve, les braises sont encore là. On voudrait faire en sorte que le mouvement reste bien vivant pour qu'il soit un garde-fou des politiques", explique Pierre-Gaël Laveder, un des "gilets jaunes" de l'échangeur du Magny, à Montceau.

Après Commercy en janvier et Saint-Nazaire en avril, c'est la troisième fois que les "gilets jaunes" se retrouvent pour réfléchir à l'avenir du mouvement né il y a huit mois, quand la décision d'augmenter les taxes sur les carburants avait provoqué un embrasement social inédit, né sur les réseaux sociaux.

L'été, ce sont les vacances, mais il y aura de nouvelles manifestations à la rentrée de septembre, assurent les "gilets jaunes" réunis au gymnase du Pouloux pour deux jours. Environ 250 délégations de l'Hexagone sont présentes.

Au programme : des ateliers où l'on débat entre autres du capitalisme ou encore du RIC, le référendum d'initiative citoyenne tant souhaité. Parfois, la présence des journalistes n'est pas souhaitée.

Une quatrième "Assemblée des assemblées" est prévue. La date et le lieu choisi pour ce prochain rendez-vous devraient être connus dimanche. france3-regions.francetvinfo.fr

---

MYSTIFICATION TOUT AZIMUT. DÉMOCRATIE ET LA JUNGLE DU MARCHÉ LIBRE SONT-ILS COMPATIBLES ?

- La moitié de la population mondiale estime ne pas vivre en démocratie - lefigaro.fr 28.06

Un vaste sondage réalisé auprès de 175.000 personnes à travers 54 pays révèle que la moitié seulement des habitants de la planète jugent que la démocratie est respectée dans leur pays. Cette proportion tombe à 20% au Venezuela, et culmine à 78% en Suisse. Près de 80% des sondés estiment qu'il est important de vivre dans un pays démocratique (ce taux atteint 92% en Grèce). Enfin, 41% de la population souhaiteraient davantage de démocratie dans leur pays.

L'étude, conduite par l'institut Dalia Research et la fondation Alliance of Democracies, traduit l'attachement du public au système démocratique, même si celui-ci subit critiques et attaques. En Europe de l'Est, certains chefs d'État populistes sont accusés de porter atteinte à des institutions démocratiques essentielles, notamment Viktor Orban en Hongrie ou le parti PiS en Pologne. En mai dernier, tous deux ont toutefois largement remporté les élections européennes dans leurs pays.

Le niveau d'attachement à la démocratie est relativement bas en Russie et en Chine, deux pays dirigés par des chefs d'États qui sont régulièrement critiqués pour leur exercice autoritaire du pouvoir. En Russie, seulement 45% de la population souhaitent davantage de démocratie. En Chine, ils ne sont que 19%. En Iran, 55% de la population estime que la démocratie est importante. En 2018, une étude de l'Ifop pour Ouest-France indiquait que quatre Français sur dix seraient prêts à confier la direction du pays à un pouvoir autoritaire. Ces données semblent illustrer un recul de l'idéal démocratique.

«La perception du public est que la démocratie est en déclin parce que les gens veulent moins de démocratie, nuance Anders Fogh Rasmussen, ancien premier ministre danois et fondateur de la fondation Alliance of Democracies. Or cette étude montre le contraire: les gens veulent avoir plus d'influence sur la manière dont les décisions sont prises. Les dirigeants politiques doivent entendre cet appel et montrer aux peuples que leurs voix comptent toujours dans les couloirs du pouvoir» .

Environ 45% de la population qui vit en démocratie pense que leur pays n'est pas démocratique, explique Nico Jaspers, directeur général de Dalia Research. «Lorsque vous interrogez les citoyens du monde sur l'état de la démocratie dans leur pays, il devient vite évident que la crise que vivent les démocraties dans le monde n'est pas un cri contre la démocratie. C'est un cri pour plus de démocratie».

Cette demande a récemment été mise en lumière par le mouvement des «gilets jaunes», dont l'une des principales revendications est de participer plus activement à la prise de décision - notamment par le biais du référendum d'initiative citoyenne. En France, l'étude révèle que 41% de la population juge le pays démocratique, et que 48% de la population souhaiterait davantage de démocratie.

Ces résultats ont été publiés à la veille du sommet organisé par la fondation Alliance of Democracy, qui s'achève ce vendredi à Copenhague, au Danemark. La capitale danoise accueille plus de 500 personnes dont des journalistes, universitaires, personnalités politiques et chefs d'entreprise issus de près de 40 États différents afin de débattre de la démocratie et de la technologie, de l'influence américaine ou de la démocratie européenne. lefigaro.fr 28.06

L'Otan garante de la démocratie ou quand l'ONU doit passer sous le joug de l'Otan.

Une étude évaluant les perceptions globales de la démocratie, l'indice de perception de la démocratie, a été publiée aujourd'hui et montre que les citoyens des alliés américains traditionnels ressentent négativement l'impact du leadership américain sur la démocratie mondiale. "J'aimerais que cette étude serve de sonnette d'alarme aux États-Unis: le protectionnisme et l'isolationnisme réduisent à néant un ordre fondé sur des règles démocratiques qui a apporté la prospérité et la paix à notre monde moderne", a déclaré Anders Fogh Rasmussen, ancien Premier ministre danois. Ministre et fondateur de la Fondation

Alliance des Démocraties.

Qu'est-ce que la fondation Alliance of Democracy ?

Une ONG de l'Otan !

"La fondation Alliance of Democracies est une organisation à but non lucratif vouée à la promotion de la démocratie et aux marchés libres à travers le monde. Il a été créé en décembre 2017 par l'ancien secrétaire général de l'OTAN et ancien Premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen ..." dénonçant les "autocrates comme Vladimir Putin, Kim Jong-un, et Bashar al-Assad". Cette ONG est destinée à avoir de l'influence sur les Etats présents à l'ONU : " Selon Rasmussen, la nouvelle alliance des démocraties ne serait pas une nouvelle ONU mais plutôt une organisation qui la compléterait. "

Son premier sommet en 2018 accueillit d'ex-Premier ministres des puissances occidentales ou la fine fleur de la réaction, dont Tony Blair :

- "The first annual Copenhagen Democracy Summit took place in Copenhagen on July 22, 2018. Among those who attended were current Danish Prime Minister Lars Løkke Rasmussen, Joe Biden, Tony Blair, Stephen Harper, Felipe Calderón, José María Aznar, and former Estonian President Toomas Ilves."

La Transatlantic Commission on Election Integrity en fait également partie, elle a été fondée par les mêmes personnalités, Anders Fogh Rasmussen, Michael Chertoffwhich, Joe Biden, et comptant parmi ses membres Nick Clegg, Toomas Ilves, and Felipe Calderón.

Son objectif : "renforcer les défenses des démocraties occidentales contre les ingérences extérieures" , concrètement : "La Commission souhaite que lors des 20 prochaines élections dans les pays de l'UE et de l'OTAN entre 2018 et le prochain concours présidentiel américain en novembre 2020, elles proposent une approche plus collective pour lutter contre l'ingérence électorale."

Membres fondateurs.

Coprésidents:

Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN (2009-2014), fondateur de la fondation Alliance of Democracies, Rasmussen Global

Michael Chertoff, secrétaire américain à la Sécurité intérieure (2005-2009)

Membres:

Joe Biden, vice-président des États-Unis (2009-2017)

Felipe Calderon, président du Mexique (2006-2012)

Eileen Donahoe, directrice exécutive, Global Digital Policy Incubator, Centre Stanford pour la démocratie, le développement et la règle de droit

Toomas Ilves, président de l'Estonie (2006-2016)

Natalie Jaresko, directrice exécutive du Conseil de surveillance et de gestion financières de Porto Rico, ministre des Finances de l'Ukraine (2014-2016)

Tanit Koch, rédactrice en chef du magazine Bild (2016-2018)

Jeanne Meserve, présentatrice et correspondante pour ABC News et CNN (1984-2011), chercheuse principale au Centre pour la cyber-sécurité et la sécurité intérieure de l'Université George Washington (2011-2017).

Victor Pinchuk, homme d'affaires et philanthrope ukrainien, fondateur de la Fondation Victor Pinchuk

Marietje Schaake, membre du Parlement européen pour D66 (ALDE), vice-présidente de la délégation du Parlement européen aux États-Unis

Joanna Shields, membre du Parlement européen pour D66 (ALDE), vice-présidente de la délégation du Parlement européen aux États-Unis

John Negroponte, secrétaire d'État adjoint des États-Unis (2007-2009), directeur du renseignement national (2005-2007)

Et quand sur Google vous tapez : Alliance of Democracies Foundation, vous atterrisez sur le portail de la NED, une vitrine de la CIA ! Vous pouvez le vérifier : https://www.demdigest.org/tag/alliance-of-democracies-foundation/

https://mailchi.mp/allianceofdemocracies/democracy-index-united-states

Dalia Research - L'étude publiée par Dalia Research et l'Alliance of Democracies Foundation a demandé aux répondants d'indiquer s'ils estimaient que les États-Unis avaient eu un effet positif ou négatif sur la démocratie dans le monde. Il est à noter que certains des alliés traditionnels les plus proches des États-Unis étaient les plus critiques: l'Autriche (négatif à 66%), l'Allemagne (62%), le Danemark (59%), la Suisse (58%) et le Canada (58%).

Les résultats montrent également que les démocraties occidentales ont généralement tendance à considérer les plateformes de médias sociaux et le secteur financier mondial comme des menaces pour la démocratie. D'autre part, le reste du monde a tendance à considérer ces menaces comme des menaces moins critiques pour la démocratie. À l'échelle mondiale, la plupart des citoyens estiment que la démocratie est la forme de gouvernement la plus efficace, mais ils ne pensent pas qu'il en existe assez dans leur pays.

Les pays où les médias sociaux ont le plus gros impact négatif sur la démocratie sont les suivants: Autriche (43% de négatifs), Canada (43%), États-Unis (42%), Pays-Bas (41%) et Australie (41%).).

Les pays où les gens pensent que les banques et le secteur financier ont eu l'impact le plus négatif sur la démocratie sont: la Grèce (64% négatif), l'Italie (61%), l'Allemagne (56%), la France (55%) et la Belgique 53%. .

La majorité des personnes interrogées dans chaque pays (79% en moyenne) pensent qu'il est important d'avoir la démocratie dans leur pays et 41% dans le monde pensent qu'il n'y a pas assez de démocratie dans leur pays.

À propos de Dalia Research.

Fondée en 2013 et basée à Berlin, Dalia est une startup technologique en plein essor qui vise à donner aux agences de recherche, marques, bureaux d'études, universités, institutions publiques et autres organisations l'accès à des données de marché et d'opinion de grande qualité à l'échelle mondiale. Exploitant l'économie des applications et combinant la science des données de pointe avec les technologies de ciblage et d'attribution en temps réel, le moteur de connaissances de Dalia distribue des millions de micro-enquêtes dans le monde entier pour recueillir et analyser des données en temps réel sur les attitudes des consommateurs, l'opinion publique et les tendances du marché. A la recherche des tendances futures dans le secteur des informations, Dalia se consacre à l'amélioration de la qualité et de la précision de la recherche grâce à des méthodologies statistiques de pointe. Dalia Research 25 juin 2019

Vous voulez en savoir plus sur leur tentaculaire instrument de propagande mondiale ? Attention, estomac fragile, ce n'est pas comestible !

DemDigest ou Democracy digest est une coalition d'officines dont l'idéologie est dictée par la NED, soit le clan de l'oligarchie anglo-saxonne le plus fanatique.

Quelques extraits d'articles, où vous retrouverez les sujets à l'ordre du jour de la propagande mondiale de l'oligarchie et qui font l'actualité quotidienne depuis des mois ou des années, et qui figuraient à l'agenda de la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2019 ou encore des réunions de l'Otan, une pure coïncidence évidemment !

Développer la démocratie avec urgence et résolution - DemDigest 18 juin 2019

Dans son témoignage, le président de NED, Carl Gershman (à gauche), a expliqué en quoi l'approche fondée sur les subventions de NED lui permet d'être «agile… en agissant rapidement, de manière flexible et efficace, en fournissant une assistance vitale aux militants travaillant dans les environnements les plus difficiles».

Les démocraties "pas assez démocratiques", beaucoup dans l'Ouest considèrent les banques et les médias sociaux comme des menaces politiques - DemDigest (NED) 25 juin 2019

Adversaire ou ennemi? Il est «peu probable que la Chine s'effondre» - DemDigest 16 mai 2019

Depuis que Xi Jinping est arrivé au pouvoir en 2012, la Chine s'est comportée de façon de plus en plus néfaste. Sur le plan intérieur, il est passé d'un régime de parti unique à un régime unique et est devenu un État de surveillance qui enferme des centaines de milliers de personnes innocentes dans des camps de concentration. À l'étranger, il fouille, vole, kidnappe, trompe, pollue, mine, corrompt, prolifère et fait de l'intimidation. … La Chine représente également un danger sous-estimé. À bien des égards, il a déjà atteint un sommet. Son économie est en train de glisser; sa dette explose; sa population vieillit; ses effectifs diminuent; et ses citoyens les plus prospères s'en vont. Les puissances montantes peuvent attendre leur heure. Ceux qui sont en déclin - du moins ceux qui sont autoritaires - ont tendance à tenter leur chance.

Sous la direction du président Xi Jinping, la Chine déploie à une échelle sans précédent un réseau de surveillance omniprésent qui exploite les technologies émergentes - y compris l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique - pour éliminer les dissensions politiques internes et optimiser le contrôle politique du Parti communiste chinois (PCC). De manière alarmante, la Chine exporte ce modèle de contrôle social impulsé par la technologie vers des pays du monde entier, contribuant à une résurgence internationale de l'autoritarisme dans de nombreuses démocraties émergentes.

L'approche programmatique de NED visant à contrer l'influence de la Chine sur le monde, qui menace les normes, institutions et institutions démocratiques, est ancrée dans trois composantes interdépendantes: développer et accélérer la capacité des groupes de réflexion, de la société civile et des journalistes d'étudier et d'analyser l'influence chinoise sur la politique, l'économie et les médias. société; renforcer la capacité de ces acteurs, y compris ceux travaillant dans le domaine de la technologie civique, à réagir de manière appropriée et stratégique; et relier les efforts au niveau des pays avec des homologues engagés dans un travail similaire dans le monde entier.

- Quelles démocraties combattent le mieux la désinformation russe? - DemDigest 11 mai 2018

Certaines démocraties résistent plus que d'autres aux campagnes de déstabilisation russes, selon un nouveau rapport du think tank European Values, écrit par Alandete pour El Pais:

Valeurs européennes… passe en revue les 28 États membres de l'Union européenne et leurs alliés une année sur l'autre et évalue leur réaction à la menace que représentent les campagnes de désinformation russes. Les pays les moins au courant sont la Hongrie, l'Autriche, le Portugal et l'Italie.

L'Espagne figure pour la première fois dans le même groupe que la France, la Roumanie, l'Allemagne, la Finlande, la République tchèque, le Danemark et le Danemark et la Pologne…une place derrière le Royaume-Uni, la Suisse, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie, considérés comme la ligne de front contre les tentatives de la Russie de déstabiliser les démocraties de l'Europe.

La semaine dernière, l'OTAN a reconnu les valeurs européennes pour son travail consistant à exposer les activités de subversion de la Russie en Europe de l'Est, a ajouté Alandete. Des sources de l'OTAN affirment que "la Russie est aujourd'hui la plus grande menace contre l'Occident" [et] ont averti que "le gouvernement russe est intéressé à attiser les conflits patriotiques et religieux. Il est également de plus en plus actif en Méditerranée et exploitera sans aucun doute nos faiblesses dans ce domaine. "

L'intervention de la Russie n'est pas nouvelle, mais elle est plus agressive et plus répandue que jamais, écrit Josh Rogin du Washington Post:

Les dirigeants de sociétés ouvertes aux perspectives politiques différentes doivent mettre de côté leurs vieux désaccords et s'unir pour partager des informations, renforcer les défenses et éduquer notre public. Sans cela, la Russie continuera de saper nos systèmes démocratiques, de susciter l'instabilité et de nourrir le nationalisme des côtés gauche et droit du spectre politique. Si cela est autorisé, les démocraties libérales vont laisser tomber leur propre peuple et ne serviront plus de modèle pour ceux qui vivent dans des systèmes autocratiques aujourd'hui.

https://www.demdigest.org/recommended-reads/#blogs

- À l'époque d'une résurgence autoritaire et d'une régression démocratique, Democracy Digest est un atout vital, alliant informations et analyses pour informer et inspirer la lutte pour la liberté. Un article à lire absolument et bienvenu dans toute boîte de réception. (Amanda Schnetzer - Directrice des initiatives mondiales à l'Institut George W. Bush)

ILS OSENT TOUT.

- Les dons affluent pour Carola Rackete, la capitaine du "Sea-Watch", arrêtée après avoir secouru des migrants en Méditerranée - Franceinfo 30.06

- Dans la médina de Tunis, des touristes confiants malgré le double attentat - AFP 28.06

- Missouri: la dernière clinique d'IVG de l'État menacée de fermeture - LeFigaro.fr 28.06

- Venezuela: condamnations et appels à l'ONU après la mort d'un soldat en détention - AFP 30.06

- Le Japon reprend la chasse commerciale à la baleine après trente ans d'interruption - Franceinfo 30.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Soudan

- Derrière le nouvel homme fort du Soudan, Mohamed Hamdan Daglo, l'Arabie Saoudite ? - Franceinfo 28 juin 2019

Près de 30 000 soldats soudanais combattent aux côtés de la coalition saoudienne au Yémen, a déclaré le chef adjoint du conseil militaire au pouvoir au Soudan. Dans un discours prononcé à Abri, dans la banlieue de la capitale Khartoum, Mohamed Hamdane Daglo, vice-président du Conseil militaire de transition (TMC), homme fort du nouveau pouvoir, a déclaré que les forces soudanaises étaient la plus importante des forces de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis au Yémen, a rapporté l'agence turque Anadolu.

Mohamed Hamdan Daglo, dit "Hemetti", le "leader de facto du pays" , selon le Financial Times, réaffirmait ainsi les liens qui unissent le pouvoir militaire soudanais avec l'Arabie Saoudite et les Emirats qui mènent une guerre sanglante au Yémen. D'ailleurs, au lendemain de la destitution d'Omar el-Béchir, le 11 avril 2019, il avait notamment "décidé de maintenir sa participation à la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis au Yémen", rappelle Jeune Afrique.

Le chef des RSF (Forces de soutien rapide), "une unité paramilitaire formée à partir des vestiges des redoutables milices à cheval Janjawid au Darfour" s'est ainsi rendu en Arabie Saoudite. Il a construit une véritable relation avec l'Arabie en s'occupant, sous le règne d'Omar el-Béchir, le président déchu, du déploiement des forces soudanaises au Yémen dans la coalition dirigée par Riyad. "En retour, le général Hamdan a gagné d'importants nouveaux amis, dont le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, en plus d'une rémunération généreuse pour ses troupes. Les salaires saoudiens ont contribué à redorer le blason du général Hamdan dans son Darfour natal, où certains habitants des communautés qu'il avait terrorisées ont constaté des avantages lors de son accession au pouvoir", écrit le Financial Times.

Le général au passé sulfureux (il est accusé de massacres au Darfour) a réussi son ascension. Selon le New York Times, "la guerre a enrichi le général Hamdan, qui possède des intérêts dans les mines d'or, la construction et même une société de location de limousines. Parmi ses clients, Mohammed ben Salmane, prince héritier de l'Arabie Saoudite."

C'est ce même homme qui a mené la sanglante repression le 3 juin contre les manifestants à Khartoum. Le responsable des RSF "conserve un soutien régional, voire international. Ses forces sont appuyées à la fois par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis, qui souhaitent les voir continuer à participer à la guerre catastrophique du Yémen", rapporte Al Jazeera.

Dans ce conflit yéménite qui concrétise toutes les divisions du Proche-Orient, le Soudan, frontalier de l'Egypte, est devenu un élément important que l'Arabie n'entend pas perdre. Tout comme le président Sissi au Caire, allié de l'Arabie. Dans un article du 15 juin, Le Monde prête à Mohamed Hamdan Daglo "Hemetti" l'intention d'envoyer certains de ses ex-miliciens en Libye… aux côtés des forces du maréchal Haftar, grand allié du maréchal Sissi… et donc de l'Arabie Saoudite. Franceinfo 28 juin 2019

- Soudan: sept morts lors de manifestations massives - AFP 30.06

Sept personnes ont été tuées dimanche au Soudan lors de manifestations massives pour réclamer aux militaires un transfert du pouvoir aux civils, selon l'agence de presse officielle, la contestation ayant réussi le pari de la mobilisation malgré le déploiement des forces de l'ordre. AFP 30.06

Albanie

- En pleine crise politique, seuls 20% des Albanais ont voté ce dimanche - euronews 30.06

Les Albanais ont voté dimanche mais très peu se sont déplacés jusqu'aux urnes. La participation n'atteignait pas 20% à l'heure de la fermeture des bureaux. Ces élections municipales divisent un pays englué dans une crise politique depuis février et la démission du parlement des députés de droite pour obtenir le départ du premier ministre socialiste Edi Rama.

Le report initial de ce scrutin municipal a renforcé la position de Rama. Le parlement, acquis à sa cause, a engagé une procédure de destitution du président Ilir Meta et confirmé la tenue des élections.

L'opposition a déjà prévenu qu'elle ne reconnaitrait pas les résultat du vote. De nombreuses manifestations ont ainsi paralysé Tirana toute la journée. En Europe, la situation est observée très attentivement. L'Etat des Balkans aspire à entrer dans l'Union Européenne, une adhésion qui sera discutée cet automne par les Etats-membres. euronews 30.06

Honduras

- Au Honduras, la pire crise politique depuis le coup d'Etat de 2009 - AFP28 juin 2019

Saigné par une émigration massive, miné par la corruption et secoué par de violentes manifestations réclamant la démission du chef de l'Etat Juan Orlando Hernandez, le Honduras s'enfonce dans la crise, dix ans après le coup d'Etat contre le président de gauche Manuel Zelaya.

Blocages de rues dans la capitale et plusieurs grandes villes, manifestants par milliers pour réclamer "la destitution immédiate" du président de droite : le petit pays d'Amérique centrale (9 millions d'habitants) connaît depuis un mois une vague de protestations contre le gouvernement de Juan Orlando Hernandez, au pouvoir depuis 2014.

Médecins et enseignants, soutenus par les étudiants et de nombreux habitants, sont à l'origine de cette mobilisation contre deux décrets gouvernementaux qui, selon eux, privatisent la santé et l'éducation.

L'arrestation en novembre de Tony Hernandez, le fère du président, aux Etats-Unis où il doit être jugé pour trafic de drogue, a également cristallisé le mécontentement de la population.

Lundi, la tension est encore montée d'un cran lorsque la police militaire a tiré sur une manifestation d'étudiants à Tegucigalpa, blessant au moins quatre personnes, alors que la répression policière a déjà fait trois morts et des dizaines de blessés.

D'autres manifestations, à l'appel de l'opposition, sont prévues vendredi à l'occasion du dixième anniversaire du coup d'Etat militaire contre le président Zelaya, aujourd'hui à la tête du parti Liberté et Refondation (gauche).

- "JOH dehors !" -

Le 28 juin 2009, après trois ans au pouvoir, Manuel Zelaya était arrêté chez lui et expulsé vers le Costa Rica, accusé de vouloir instaurer au Honduras le "socialisme du XXIe siècle", promu à l'époque par le Vénézuélien Hugo Chavez (1999-2013), avec lequel le chef de l'Etat avait opéré un rapprochement inédit.

Quelques mois plus tard, le candidat du Parti national (PN, droite), Porfirio Lobo, est élu à la présidence. Lui aussi du PN, Juan Orlando Hernandez lui succède en 2013, puis devient le premier président réélu pour un second mandat de quatre ans, après une réforme constitutionnelle.

Dix ans après le coup d'Etat, Porfirio Lobo lui-même estime que le pays traverse une crise pire qu'en 2009, avec un président "honni" par la population et auquel il recommande de démissionner.

"JOH dehors!" est devenu le mot d'ordre des manifestants, en référence aux initiales du chef de l'Etat. Un slogan surgi au sein de l'opposition de gauche qui n'a cessé d'accuser le président de fraudes électorales.

Pour l'ex-pésident Lobo, le gouvernement n'a pas été en mesure de s'attaquer aux problèmes économiques et au chômage qui poussent chaque année des dizaines de milliers de Honduriens à émigrer vers les Etats-Unis, parfois dans de spectaculaires "caravanes" cheminant à pied.

Mardi, le président Hernandez a exclu de démissionner. "Je vais faire (mon travail) jusqu'au dernier jour de mon mandat" en janvier 2022, a-t-il déclaré Ã la télévision.

- Pourrissement -

De son côté, Manuel Zelaya considère que la situation n'a cessé de se détériorer depuis 2009 : "Dix ans après, le peuple est dans la rue, les entreprises de transport sont en grève, il y a des soulèvements au sein même de la police", dénonce-t-il.

A deux reprises, les forces spéciales ont fait grève pour protester contre leurs journées de travail exténuantes depuis le début des manifestations antigouvernementales.

"Le peuple est dans la rue (pour réclamer) une baisse des prix de l'électricité, de l'eau, de l'essence", constate l'ex-président.

Récemment, l'Eglise catholique, très influente dans le pays, s'est prononcée contre le gouvernement. "Dans certains cas, (ils) sont la cause du problème", a déclaré la Conférence Épiscopale, dénonçant une gestion des problèmes par le pourrissement "qui ne fait qu'aiguiser les conflits".

Victor Meza, directeur de l'ONG Centre de documentation du Honduras, juge une telle prise de position encore impensable il y a quelques mois. Selon lui, "Hernandez est de plus en plus affaibli au sein de son propre parti et plus il s'affaiblit, plus sa dépendance à l'égard de ses soutiens, les Etats-Unis et les forces armées, est grande".

Le 20 juin, M. Hernandez a rencontré à Washington le vice-président américain Mike Pence, une réunion destinée à "renforcer la relation étroite" entre les deux pays, selon la Maison Blanche. AFP 28 juin 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Une énième crise des déchets plonge Rome en apnée - LeFigaro.fr 28.06

La Ville Éternelle devient pestilentielle. Depuis trois semaines, le concours de la photo de poubelle la plus dégoûtante est lancée sur les réseaux sociaux. Les habitants de certains quartiers de Rome (Italie) rivalisent de clichés de leurs rues devenues des dépotoirs en plein air. Le 16 juin, la maire Virgina Raggi -Mouvement 5 Étoiles- a estimé que «la nouvelle d'une prétendue urgence ne trouve heureusement aucune base».

Voila dix ans que Rome souffre d'une puanteur qui s'immisce partout. L'affaire surgit sur la scène publique en 2013 quand le plus grand site d'enfouissement d'Europe, Malagrotta, au sud-ouest de la ville, est définitivement fermée. Depuis plusieurs années, son fonctionnement, en plus d'être opaque, laissait grandement à désirer: les déchets étaient envoyés en centre de tri sans être correctement traités. Restaient les décharges de Rocca Cencia, à l'est, et celle de Via Salaria au nord. La première, régulièrement surchargée, a été incendiée en mars dernier ; la seconde est partie en fumée en décembre 2018. Deux sites de traitement biologique existent encore à Malagrotta, mais des travaux de maintenance ont réduit son activité depuis le mois d'avril. Sans alternative, les Romains étouffent.

Rats, mouettes, asticots qui grouillent au sol et grandissent jusqu'à devenir des mouches... Ces nuisibles ont trouvé un nouveau foyer dans les poubelles des Romains, contraints de laisser leurs ordures se putréfier sous les fortes chaleurs.

Un phénomène vient s'ajouter au marasme ambiant. Excédés par les montagnes de déchets, les Romains ont décidé de résoudre le problème par le feu. Plus de 300 sites ont été incendiés en trois ans, avait indiqué en octobre dernier Sergio Costa, ministre de l'Environnement, proche du Mouvement 5 Étoiles. C'est d'ailleurs sur ce point que la maire Virginia Raggi a privilégié sa communication ce mois-ci. Sur Facebook, l'édile, en plus de faire la chasse aux «zozzone», les ''sagouins'' qui déposent leurs ordures à côté des poubelles, dénonce des «actes de sabotage». Ces incendies criminels, estime-t-elle, sont un «véritable attentat à la santé», les fumées dégagées étant toxiques,, ainsi qu' «aux poches des contribuables», rappelant «que chaque benne coûte environ 800 euros. Ces dernières années, nous avons donc "brûlé" un peu moins d'un million d'euros que nous aurions pu investir pour la ville». Or, signe du manque de considération sur ce sujet, la municipalité romaine n'a plus de conseiller environnement depuis des mois.

Qui est responsable? Pour Raggi, il faut se tourner vers la région Latium. Et pour son président, Nicola Zingaretti issu du parti d'opposition démocrate, la région n'est pas «obligée de recevoir les déchets provenant de la capitale». Quand l'un fait une proposition, l'autre s'y oppose et vice-versa. Mais ce bras de fer politique confine à l'immobilisme, que les riverains indisposés peinent à comprendre.

Face à la crise des déchets, le navire Rome prend l'eau de toutes parts. Et chaque nouvel accroc vient alourdir un système déjà exsangue. Depuis début 2019, la capitale produit 5 000 tonnes de déchets par jour, soit plus de 1,8 million de tonnes par an.

Les équipes de ramassage de la société AMA sont trop peu nombreuses pour quadriller correctement toute la ville.

Les usines TMB sont peu nombreuses, vétustes et s'enrayent à la moindre anicroche. Les déchets recyclables et non-recyclables doivent être séparés. Normalement, ces derniers quittent la ville pour d'autres destinations: décharges régionales, incinérateurs ou usines d'exploitation étrangères. Or la quantité de déchets reçue est bien plus élevée que la capacité d'accueil initale des usines. De fait, celles-ci qui ne devaient être qu'un point de passage dans le vaste cycle de recyclage ou de destruction des déchets, sont devenues d'authentiques lieux de stockage. En plus des incendies d'usines, la pression s'est accentuée quand un contrat -controversé- avec l'Autriche est arrivé à terme fin 2018, sans qu'aucune alternative ne soit proposée. Cet engagement prévoyait l'acheminement de 70.000 tonnes d'ordures romaines par an vers des incinérateurs autrichiens, qui alimentaient ensuite 170 000 familles en électricité. LeFigaro.fr 28.06

ECONOMIE

UE - Mercosur

LVOG - Pourquoi exporter à l'autre bout du monde ce qu'on peut produire et consommer sur place ?

Parce qu'avec le capitalisme on ne produit pas pour satisfaire les besoins de la population mais uniquement pour faire du profit. On produit au-delà de nos besoins locaux ou nationaux, voire continentaux, et on exporte le reste. On encombre les océans, les routes et les airs, on pollue et gaspille un maximum d'énergie fossile, les produits sont conditionnés et maltraités, ils passent par plein d'intermédiaires et sont plus chers à l'arrivée, peu importe, seul le profit compte, tel le veut la logique du capitalisme.

- Commerce: après 20 ans de discussions, accord "historique" entre UE et Mercosur - AFP 29 juin 2019

L'Union européenne et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) ont annoncé vendredi s'ére entendus sur un vaste traité de libre-échange, touchant près de 770 millions de consommateurs, qu'ils négociaient depuis 20 ans.

"Je mesure mes paroles avec soin car c'est un accord réellement historique", a réagi le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, depuis le Japon où il participait au sommet du G20.

La conclusion de ce pacte envoie "un réel message en soutien à un commerce ouvert, équitable, durable", a-t-il insisté. "Cela montre que dans ces temps turbulents (...), des compromis peuvent être trouvés".

Derrière lui, avaient pris place, pour la photo, l'ensemble des dirigeants européens et du Mercosur - dont la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron -, comme pour symboliser leur union face au courant protectionniste.

Le président argentin Mauricio Macri a aussi salué à Osaka un "jour historique", tandis que le Brésil se félicitait de l'engagement des deux blocs, à une époque "de tensions et d'incertitudes dans le commerce international, en faveur de l'ouverture économique".

Les négociateurs étaient entrés mercredi soir à Bruxelles dans la dernière ligne droite des discussions, avec l'objectif de s'entendre enfin sur ce texte, dans un contexte mondial déstabilisé par la politique commerciale offensive du président américain, Donald Trump.

Cet accord permettra d'éliminer de nombreux droits de douane entre les deux parties au niveau industriel et agricole, mais concerne aussi les services, les marchés publics, les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires et la propriété intellectuelle.

Le PIB de l'UE et du Mercosur représente un quart de celui de la planète, soit 18.000 milliards d'euros. L'accord, un des plus vastes jamais conclus par les 28, suscite cependant la profonde inquiétude des agriculteurs européens, qui craignent une concurrence jugée déloyale, ainsi que des ONG, préoccupées par ses conséquences pour le climat.

Le compromis négocié par la Commission devra être approuvé par les 28 Etats membres, un parcours qui s'annonce délicat, puis par le Parlement européen.

Les Européens ont obtenu de dernières avancées du côté du Mercosur en matière d'indications géographiques: 357 seront finalement protégées. Et surtout l'ouverture de leur secteur automobile, les droits élevés du Mercosur sur les voitures (35%) et les pièces détachés (jusqu'à 18%) devant à terme être éliminés.

A l'inverse, les Sud-Américains obtiennent un accès accru au marché européen pour leur production agricole, en particulier leur boeuf.

Les agriculteurs européens n'ont cessé de protester ces derniers mois contre ces discussions.

Le compromis comporte "certains défis pour les agriculteurs européens et la Commission européenne sera à leur disposition pour les aider", a concédé le commissaire à l'Agriculture Phil Hogan. Il leur promet "une aide financière" jusqu'à un milliard d'euros "en cas de perturbation du marché".

"Pour que cet accord soit gagnant-gagnant, nous ne nous ouvrirons aux produits agricoles du Mercosur qu'avec des quotas soigneusement gérés qui garantiront qu'aucun produit ne risque d'inonder le marché européen", a-t-il insisté.

L'accord permettra au Mercosur d'exporter 99.000 tonnes de viande bovine en Europe sans droit de douane chaque année.

Les négociations ont aussi été attaquées dans une lettre ouverte par 340 ONG européennes et sud-américaines, dont Greenpeace et Friends of the Earth, sur deux autres fronts: l'environnement et les droits de l'Homme.

Ces organisations, déà opposées pour certaines aux précédentes négociations commerciales de l'UE avec les Etats-Unis ou le Canada, condamnent "la détérioration des droits humains et de la situation écologique au Brésil" depuis l'investiture en janvier du président d'extrême droite, Jair Bolsonaro.

Bruxelles met en avant que l'accord inclut un chapitre sur le développement durable, qui couvre "la conservation des forêts, le respect des droits des travailleurs et la promotion d'un comportement responsable des entreprises".

"Les normes de sécurité alimentaire de l'UE resteront inchangées et toutes les importations devront être conformes" à ces règles, comme c'est déjà le cas actuellement, ajoute aussi la Commission.

L'UE et le Mercosur ont échangé en 2018 pour près de 88 milliards d'euros de marchandises. Les pays d'Amérique du Sud ont essentiellement exporté leurs produits agricoles, et les Européens des produits industriels et pharmaceutiques. AFP 29 juin 2019

- À peine conclu, l'accord UE-Mercosur ulcère les agriculteurs (même macronistes) - Le HuffPost 29 juin 2019

“Concurrence déloyale et tromperie totale.” L’accord de libéralisation commerciale entre l’UE et les quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay) annoncé vendredi 28 juin au soir est jugé “inacceptable” par les agriculteurs français, y compris par l’éleveur et nouveau député macroniste Jérémy Decerle.

“Quelques semaines après l’élection européenne, inacceptable signature d’un accord Mercosur-UE qui va exposer les agriculteurs européens à une concurrence déloyale et les consommateurs à une tromperie totale”, a tweeté la patronne du premier syndicat agricole français FNSEA, Christiane Lambert sur le slogan “n’importons pas l’agriculture et l’alimentation que nous ne voulons pas chez nous”. Le HuffPost 29 juin 2019

UE - Vietnam

- L'UE et le Vietnam signent un accord de libre-échange - sputniknews.com 30.06

Signé ce dimanche à Hanoï, en présence de la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström et du ministre vietnamien de l'Industrie et du Commerce Tran Tuan Anh, l'accord de libre-échange prévoit la suppression de 99% des droits de douane entre l’Union européenne et le Vietnam.

Lorsque l'accord entrera en vigueur, l'UE lèvera 85% de ses droits de douane sur les produits vietnamiens, réduisant progressivement le reste au cours des sept prochaines années.

Pendant ce temps, le Vietnam lèvera 49% de ses droits d'importation sur les exportations de l'UE. Le reste sera éliminé au cours des 10 ans à venir.

Le Vietnam est le deuxième partenaire commercial de l'UE en Asie du Sud-Est, avec un chiffre d'affaires de 56 milliards de dollars pour l'an dernier. sputniknews.com 30.06

Cédéao

- Cédéao : en attendant la monnaie unique… - franceinfo 28.06

Un nom circule depuis des années, Eco. Une date de naissance : 2020. Les conclusions de la conférence des Chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qui se tient le 29 juin 2019 à Abuja (Nigeria), donneront un nouvel indice sur la concrétisation de cet ambitieux projet monétaire. Et par conséquent sur la solidité de la volonté politique à y parvenir, bien qu'elle n'ait cessé d'être réaffirmée depuis le sommet de décembre 2017, dont le principal ordre du jour a été la création d'une monnaie unique.

Dans le communiqué final, les pays membres réitéraient "leur ferme volonté à œuvrer à l'atteinte des objectifs des pères fondateurs de la (Cédéao) de doter la région d'une union monétaire en vue d'accélérer la construction d'un espace de prospérité et de solidarité."

"La Cédéao, c'est 15 pays, 335 millions d'habitants, un PIB de 637 milliards de dollars, une superficie de 5,1 millions de km², 3 langues officielles et plus de 1000 langues locales." Momodou Saho - Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest

La convergence économique a été longtemps un frein à la création de la monnaie unique. Notamment parce que la Cédéao est une organisation qui a un profil monétaire particulier. Huit Etats (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) constituent déjà l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa) qui utilise le franc CFA, autrefois arrimé au franc français et aujourd'hui à l'euro. Les sept autres (le Cap-Vert dont la monnaie a aussi une parité fixe avec l'euro, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Nigeria et la Sierra Leone) ont chacun leur monnaie.

L'un des critères de convergence requis est lié à l'inflation. Les experts soulignent qu'il est complexe de chercher à harmoniser les taux d'inflation des pays de l'Umoa, associés à une économie forte – celle des pays développés de l'Union européenne –, avec ceux des autres membres de la zone Cédéao, des pays en voie de développement, dont les structures économiques diffèrent. Pragmatiques, les Etats ont fini par jouer la carte de la flexibilité sur cette question afin de se donner une chance d'atteindre leur objectif. "Il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à une convergence macroéconomique soutenue", soulignait en 2018 Momodou Saho, directeur général de la l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest (Amao).

Mais un autre obstacle, politique cette fois-ci, se dresse. Les sept pays, jaloux de leur souveraineté monétaire, craignent une ingérance française, par le biais des pays de la zone franc CFA. Le Nigeria, le géant sous-régional qui a toujours appelé à éviter toute précipitation dans le processus de mise en place de la future monnaie, l'a encore récemment souligné. "Si nous prenons une décision sur notre monnaie, elle doit être prudente, pour ne pas mettre notre économie en difficulté. C'est très important et c'est pourquoi les responsables de notre banque centrale ont été très précautionneux sur la question", confiait Musa Nuhu, le chef de la cellule nationale Cédéao au ministère nigérian des Affaires étrangères dans les colonnes du journal nigérian Vanguard en mai 2019.

En évoquant les pays francophones qui utilisent le CFA, il a déclaré : "Le problème qui se pose, c'est que la Banque centrale du Nigeria leur demande de dissocier le CFA de la Banque de France. La valeur de ce franc CFA est déterminée par la Banque de France, qui conserve leurs réserves et fixe également son taux de change."

"Pour le naira (la monnaie nigériane), a poursuivi le responsable nigérian, nous ne nous cachons pas derrière les institutions (...) nos réserves sont en dollars américains, en euros et récemment en (yuan) chinois, nous sommes donc seuls. Si une monnaie se cache derrière une autre, on ne peut pas apprécier sa valeur réelle". Histoire d'en finir avec le CFA

Alors que le débat autour du CFA fait rage dans les pays concernés, le projet de l'union monétaire de la Cédéao s'apparente à une porte de sortie offerte aux pays de la zone Franc. Néanmoins, souligne l'économiste togolais Kako Nubupko, "la perspective de la monnaie Cédéao ne peut pas empêcher de faire les réformes en zone Franc, parce que l'on ne sait pas quand elle sera effective. Le projet a été déjà reporté quatre fois. Les Etats seront-ils prêts pour 2020 (date de lancement prévue) ? Les relations avec le Nigeria sont-elles suffisamment claires pour se lancer dans cette monnaie ? (...) Il y a beaucoup de questions auxquelles nous n'avons pas encore de réponses."

Quels que soient les obstacles, selon un rapport de la BAD publié en 2016, l'achèvement de l'intégration monétaire de l'Afrique de l'Ouest souhaitée depuis les années 80 (le Programme de coopération monétaire de la Cédéao, PCMC) a été adopté en 1987) passe par la création d'une monnaie unique. D'autant qu'elle offrirait "aux pays d'Afrique de l'Ouest une opportunité de résoudre plus efficacement les nombreux problèmes monétaires auxquels ils sont actuellement confrontés" et qu'aucun d'eux ne peut résoudre seul.

Pour de nombreux observateurs, il est peu probable que les citoyens de la zone Cédéao tiennent dans leurs mains la monnaie commune en 2020, puisqu'il n'y a pas encore de banque centrale établie pour l'émettre (mais la possibilité que l'Agence monétaire ouest-africaine en devienne une est sur la table). Dans les prochains mois, l'Eco devrait plus s'apparenter à une unité de compte ou à une monnaie de référence au sein de la Cédéao. Une étape cruciale car les espèces sonnantes et trébuchantes de la monnaie commune ne relèveraient alors plus du virtuel. franceinfo 28.06

Etats-Unis - Pétrole de schiste.

- Le pétrole de schiste américain creuse des dettes abyssales - 2000watts.org 12 Juin 2019

Le pétrole de schiste américain creuse des dettes abyssales

Le pétrole de schiste a souvent été présenté comme l'eldorado énergétique du futur capable de rassasier l'Economie mondiale. Avec 8,5 millions de barils/jours, le schiste US pourrait encore augmenter d'un million b/j d'ici à la fin de l'année.

Cependant, dans les coulisses, le tableau est moins rose. Les faillites s'accumulent et le manque de retour sur investissement exaspère Wall Street. Un sondage sur 29 compagnies pétrolières actives dans le schiste montre qu'elles ont perdu 2,5 milliards $ durant le premier trimestre de cette année. 174 faillites et le compteur tourne

Cette même dream-team avait déjà publié des pertes de 2,1 milliards durant le dernier trimestre 2018. Paradoxalement, ces performances négatives sont réalisées alors qu'elles ont diminué de 16% leurs investissements afin de réduire leurs coûts.

Globalement, les producteurs de schiste ont atteint un cash flow négatif de 184 milliards $ depuis 2010. Il est difficile de trouver une industrie qui jongle avec autant de pertes.

Depuis la crise pétrolière de 2014, 174 entreprises de pétrole et de gaz de schiste ont demandé l'ouverture de faillites afin de restructurer plus de 100 milliards $ de dettes. Pour le premier trimestre 2019, la tendance continue avec 8 faillites et une ardoise de 3 milliards $.

Il n'y a que quelques jours, Weatherford a demandé la protection d'une mise en faillite afin de restructurer sa dette de 6,7 milliards $. Avec un baril dans la zone des 55$, la contamination va se propager.

A touché le fonds, mais...

Le génie américain du pétrole de schiste a reposé sur deux facteurs : A) une communication portée par les présidents Obama et Trump afin de donner l'illusion d'abondance énergétique et B) d'avoir réussi à financer son développement et ses pertes par les fonds de pensions étrangers (européens et asiatiques) ainsi que par les Banques Nationales comme la BNS Suisse.

Les entreprises de schiste ont peut être touché le fonds, mais elles creusent encore! 2000watts.org 12 Juin 2019

Haut de page

Le 6 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

Nouvel emmerdement informatique : Je ne peux plus utiliser FillZilla pour télécharger (FTP) les fichiers dans le serveur du portail. Heureusement que j'avais un autre logiciel en remplacement en cas de coup dur.

Bonne lecture et bon week-end.

- Au format pdf (pages)

Il peut rester des fautes de code telles que celles que l'on trouve dans de nombreux articles de l'AFP, exemple: "GaÃ¯d Salah dÃ©gage", "GaÃ¯d Salah est avec les traÃ®tres" pour : "Gaïd Salah dégage", "Gaïd Salah est avec les traîtres". C'est pénible, car je dois faire des dizaines de corrections lors de chaque causerie, ce sont les lettres accentuées qui présentent une erreur d'encodage du texte.

Un internaute - Un gouvernement est la partie divertissement du lobby militaro industriel (Franck Zappa.)

PREMIERE PARTIE

Une vidéo

Jean Ziegler : Pourquoi il faut détruire le capitalisme ?

https://www.youtube.com/watch?v=sIJd1kuR2Ps

Je n'ai pas eu le temps de la visionner.

Manipulation des consciences, les faussaires ne chôment pas en été.

Stable, en hausse ou en baisse, au choix!

La confiance en Emmanuel Macron et Édouard Philippe en forte hausse - L'Express.fr 2 juillet 2019

Le chef de l'État gagne au total 9 points depuis le mois d'avril et retrouve son niveau de l'été 2018, avant la crise des gilets jaunes.

Un sondage Ifop-Fiducial réalisé pour Paris Match et Sud Radio et diffusé mardi.

Avec 38% de jugements favorables sur son action et 62% (-6) des personnes interrogées d'un avis contraire, le chef de l'État gagne au total 9 points depuis le mois d'avril et la fin du grand débat.

Il progresse notamment auprès des retraités (46%, +4)...

Plusieurs sondages diffusés ces dernières semaines ont donné Emmanuel Macron en hausse de 3 à 5 points, un autre le donnait stable à 30%. L'Express.fr 2 juillet 2019

Sondage: l'embellie aura été de courte durée pour Emmanuel Macron - LeFigaro.fr 4 juillet 2019

Baromètre FIG MAG - KANTAR-onepoint Sofres de Juillet 2019 publié par LeFigaro.

Emmanuel Macron n'aura connu qu'un court répit. L'embellie entrevue le mois dernier, à la faveur du résultat des élections européennes, n'aura pas duré. La cote de confiance du président de la République rechute de 2 points (à 27% - ndlr). Simple correction après l'euphorie électorale ou déception plus grande d'une partie des Français? Toujours est-il que le chef de l'État entame l'acte II de son quinquennat avec une cote de confiance trop faible.

Il a réussi à se détacher du plancher atteint par François Hollande (16 %) mais n'arrive pas à remonter au niveau de Nicolas Sarkozy (38 %).

Niveau qui avait permis à celui-ci de continuer ses réformes malgré des millions de manifestants dans les rues. Qu'en sera-t-il pour Emmanuel Macron qui a programmé la réforme des retraites avant les municipales de mars prochain? Le seul élément positif pour l'exécutif reste la faiblesse de ses opposants. LeFigaro.fr 4 juillet 2019

La popularité d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe stagne autour de 26%, selon un nouveau sondage - Franceinfo 5 juillet 2019

La popularité d'Emmanuel Macron est en léger rebond (+1) à 26% d'opinions favorables, tandis que celle d'Edouard Philippe, au même niveau, est en baisse (-1), selon un sondage YouGov diffusé vendredi 5 juillet. Franceinfo 5 juillet 2019

LVOG - Bref, monsieur 10% batifole entre 26 et 38%, n'importe quoi ! Ce qu'il y a de bien avec tous ces sondages, c'est qu'ils s'annulent réciproquement ! Ce n'est pas seulement la crédibilité des instituts de sondages qui s'en trouve entamée, mais aussi la confiance dans ceux qui les commandent ou les médias officielles.

Les médias fers de lance de la propagande officielle et des fausses nouvelles.

Tartuffe chez les europhobes - Le Parisien 2 juillet 2019

Même quand ils se peinturlurent d'un vernis de respectabilité, les populistes finissent toujours par tomber le masque et se montrer sous leur vrai jour. Ils l'ont encore prouvé par leur attitude... Le Parisien 2 juillet 2019

Michelle Bachelet, la meilleure amie des populistes - LePoint.fr 2 juillet 2019

La responsable des droits de l'homme à l'ONU fait la leçon à la France pour la deuxième fois. Une récidive très ambiguë et toxique. LePoint.fr 2 juillet 2019

Quand ils confondent journalisme d'investigation et investigation policière.

Radio France renforce son dispositif contre le harcèlement sexuel après une enquête de Télérama - 20minutes.fr 3 juillet 2019

LVOG - Des journalistes accomplissant une mission de police au sein d'une radio, on n'est plus loin du temps des miliciens...

Faites le savoir, c'est encore le meilleur moyen de les miner...

Fausses nouvelles : 37% des Français font confiance à la télévision, 36% à la presse écrite - RT 5 juillet 2019

Un Français sur deux juge que les journaux et les magazines colportent souvent de fausses informations et seuls 37% des personnes interrogées affirment avoir confiance en la télévision et la radio. Ce chiffre chute à 36% pour les journaux.

Près d'un Français sur deux (48%) pense que journaux et magazines véhiculent fréquemment des fausses informations, proportion qui monte à 52% pour la télévision et la radio, selon une étude Ipsos menée dans 27 pays et publiée ce 5 juillet.

Selon cette étude Ipsos global advisor réalisée en ligne du 25 janvier au 8 février auprès de 19 541 personnes (dont environ 1 000 en France), la majorité de la population (52% en moyenne) dans le monde estime que la presse écrite diffuse «une large proportion» de fausses informations. En queue de peloton, la Serbie (82% de la population), la Hongrie (78%) et la Russie (68%) ne font pas confiance aux médias écrits.

En ce qui concerne télévision et radio, la moyenne mondiale reste inchangée, tout comme le trio de queue. Les Américains sont 61% à estimer que ces médias véhiculent fréquemment des fausses informations (contre 55% pour la presse écrite).

Comme d'autres études parues récemment, l'étude souligne la défiance particulière des Français dans les médias, seuls 37% affirmant avoir confiance dans la télévision et la radio, et 36% dans les journaux et les magazines. L'étude souligne aussi que la confiance à l'égard des médias s'est particulièrement dégradée ces cinq dernières années, quel que soit le support, papiers (-21% de score de confiance en 5 ans), comme audiovisuels (-28%).

La seule source d'information qui inspire encore confiance se trouve dans les relations de proximité : plus d'un Français sur 5 (26%) reconnaît faire davantage confiance à une information délivrée par une personne qu'il connaît personnellement.

«Alors qu'il n'a jamais été aussi facile d'accéder à l'information, où qu'elle soit dans le monde, ce sont finalement les règles de la proximité qui s'appliquent, comme si seul le bouche à oreille, au sens propre, pouvait inspirer confiance : seules les relations personnelles ont gagné en fiabilité au cours des cinq dernières années», remarque Yves Bardon, directeur de la prospective chez Ipsos cité dans un communiqué. RT 5 juillet 2019

CNN dévisse.

LVOG - J'ai trouvé par hasard cette info dans un portail relayant un article du portail américain d'extrême droite Breitbart daté du 3 juillet 2019 :

- CNN est arrivée en 15e position aux heures de grande écoute au cours du trimestre précédent et a perdu près de 20 pour cent de son audience

Dans la démographie très importante (pour les tarifs publicitaires) des 25-54 ans aux heures de grande écoute, FOX comptait en moyenne 373 000 téléspectateurs, MSNBC 252 000, et CNNLOL seulement 188 000.

Par rapport au même trimestre de l'année dernière, dans la démo de l'âge, FOX a baissé de 21% et MSNBC de 27%, mais CNNLOL a encore réussi à s'humilier avec une chute incroyable de 37% de jeunes téléspectateurs en prime time.

Avec seulement deux autres distributeurs en concurrence, pas un seul programme de CNNLOL ne s'est hissé parmi les 20 premiers.

La meilleure performance de CNN a été l'échec de Cuomo Prime Time, qui a atteint la place numéro 25.

Ils sont ultra minoritaires et illégitimes, mais ils légifèrent et sévissent toujours.

LVOG - Enseignants, collégiens, parents d'élèves, fonctionnaires, chômeurs et futurs chômeurs potentiels, agriculteurs et éleveurs, etc. Macron et son gouvernement, les députés LREM sont vos ennemis (pas les seuls), organisez-vous, mobilisez-vous dans l'unité pour les chasser du pouvoir !

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi sur l'école - AFP 2 juillet 2019

400 écoles rurales vont fermer contrairement à la promesse de Macron - Le HuffPost 1 juillet 2019

Nous ne fermerons pas d'écoles primaires à la rentrée, c'est la première fois qu'un gouvernement s'engage à cela, rendez-vous compte, c'est énorme", déclarait Jean-Michel Blanquer en avril sur Franceinfo (voir la vidéo plus bas), reprenant une promesse d'Emmanuel Macron pour répondre à la crise des gilets jaunes. Vraiment?

En fait, cette promesse était assortie d'un petit astérisque en bas de page: "pas de fermeture sans l'accord des maires". Et les élus locaux ne se sont pas privés. Par ailleurs, des fermetures d'écoles ont tout de même été décidées par le gouvernement. De quoi largement relativiser "l'énormité" de cet engagement du gouvernement.

Selon une enquête du ministère de l'Éducation nationale, reprise par Le Parisien ce lundi 1er juillet, environ 400 écoles vont disparaître à la rentrée de septembre. Parmi elles, 150 fermetures ont été décidées par l'Éducation nationale et 250 par les élus locaux dans le cadre de projets de fusions et regroupements d'écoles, concernant en première ligne les établissements ruraux.

Ces fermetures sont principalement liées à une vaste refonte de la carte scolaire qui tend au regroupement des écoles de village dans des RPC (Regroupements pédagogiques concentrés), plus modernes, mieux équipés et surtout plus faciles et moins chers à gérer. Ces grosses structures qui peuvent accueillir jusqu'à plusieurs centaines d'élèves poussent par dizaines en zones rurales.

La promesse du gouvernement se heurte donc à cette reforme en cours qui, pas à pas, sonne le glas des petites écoles de campagne. Lors de son interview sur Franceinfo, le ministre de l'Éducation nationale avait pourtant mis en avant leurs résultats "meilleurs que la moyenne", leur "caractère très humain" et leur intérêt pour "la vie des villages".

"On est en train de casser la relation sociale de nos villages avec ces cartes scolaires qui servent d'abord à remplir les classes", déplore Dorothée Farcy, enseignante dans une école primaire et membre du bureau du syndicat Snuipp de la Somme, interrogée par Le Parisien. Avec 30 fermetures d'écoles, dont 27 dans le cadre de regroupements, son département est parmi les plus touchés en France.

Selon le syndicat SNUipp-FSU, 808 classes ont déjà fermé lors de la dernière rentrée en zones rurales. C'est l'une des doléances des gilets jaunes: la disparition progressive des services publics près de chez eux les obligeant à prendre, toujours plus loin et plus souvent, leur voiture. AFP 2 juillet 2019

Le gouvernement maintient le gel de la rémunération des fonctionnaires - RT 5 juillet 2019

Depuis 2010, le point d'indice qui sert de base à la rémunération des fonctionnaires a été gelé sauf entre 2017 et 2018. Selon la CGT le nombre de fonctionnaires au SMIC a doublé en 10 ans.

Bercy s'est contenté d'annoncer, dans un communiqué, la poursuite, en 2020, du dispositif «parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR), mis en place par le précédent gouvernement et qui vise à revaloriser les carrières des agents publics en échange de leur allongement. Des groupes de travail sur la «rémunération au mérite» des agents publics devraient par ailleurs être mis en place dès la rentrée.

Bercy a également prévu la réévaluation de l'indemnité compensatrice de la hausse de la CSG, mais pour la seule année 2020, ainsi que celle des frais de repas et du chèque emploi service universel dédié à la garde d'enfants, autant de mesures qui n'ont «rien à voir avec des mesures salariales», a estimé Jean-Marc Canon (CGT).

Outre le gel du point d'indice, les syndicats dénoncent la «non-compensation» de la hausse de la CSG pour les fonctionnaires au-

delà de 2020 et la réinstauration du «jour de carence».

Selon des chiffres attribués par la CGT à la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), 1,1 million d'agents publics – sur 5,5 millions – sont dans une précarité accrue aujourd'hui, avec une rémunération égale au SMIC ou de seulement 10% plus élevée, soit deux fois plus qu'il y a 20 ans. RT 5 juillet 2019

La réforme de l'assurance chômage pourrait pénaliser plus de 1,2 million de personnes - L'Express.fr 4 juillet 2019

Combien de demandeurs d'emploi vont être pénalisés par la réforme de l'assurance chômage ? Selon un document de travail de l'Unédic que s'est procuré RTL, le nombre de personnes impactées serait bien plus important qu'envisagé initialement.

Au moment de la présentation de la réforme mi-juin, le ministère du Travail avait évoqué entre 600 000 et 700 000 personnes touchées par la réforme. Mais, d'après le document de travail de l'Unédic consulté par RTL, ils seraient en fait bien plus nombreux. L'organisme détaille ainsi trois effets.

Tout d'abord, les demandeurs d'emploi ayant travaillé moins de six mois au cours de 24 derniers mois, ajoutés à ceux ayant recommencé à travailler sur de petites périodes, mais sans accumuler six mois, seront touchés par une ouverture de droits retardée ou tout simplement annulée. L'Unédic estime leur nombre à 500 000 chaque année.

Ensuite, l'éventuelle modification de 28 à 24 mois de la période de référence d'affiliation (PRA), permettant de calculer la durée d'indemnisation, conduirait à une réduction de la durée des droits d'environ 250 000 allocataires, estime l'Unédic.

Enfin, la baisse de l'allocation journalière pour les personnes ayant travaillé de manière discontinue toucherait près de 1,2 million de personnes, jauge l'association dans son document de travail. L'Unédic précise néanmoins que les personnes concernées par ces différents effets ne peuvent être additionnées, dans la mesure où certains allocataires pourraient être touchés par plusieurs d'entre eux à la fois. L'Express.fr 4 juillet 2019

La réforme de l'assurance-chômage pourrait léser 1,2 million de chômeurs - Le HuffPost 5 juillet 2019

Les syndicats y ont vu un nouveau coup de canif social, le Medef saluant pour sa part une réforme “extrêmement courageuse”. Le HuffPost 5 juillet 2019

LVOG - Un "*canif* pour affronter un bulldozer. Le Medef a raison de saluer le courage de Macron !

CETA : le gouvernement français a adopté l'accord commercial avec le Canada L'Express.fr 3 juillet 2019

Une nouvelle étape est franchie. Le gouvernement français a approuvé ce mercredi l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada (CETA) que l'Assemblée nationale devra ratifier le 17 juillet prochain, a indiqué le secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne au terme du conseil des ministres. L'Express.fr 3 juillet 2019

Corruption : Cela n'existe pas en France !

Détournement de fonds publics: le président de la métropole de Lille en garde à vue - AFP

La fortune secrète de Raymond Barre découverte en Suisse - LePoint.fr

L'ex-Premier ministre aurait dissimulé quelque 11 millions de francs suisses à Bâle, révèle « Le Canard enchaîné ». Une fortune découverte par le fisc français. LePoint.fr

Pour se partager 530 millions d'euros payés par nos impôts et taxes. Nouvel appel à la délation.

Féminicides : la Fondation des femmes réclame "un Grenelle des violences faites aux femmes" - Franceinfo 1 juillet 2019

L'association souhaite que le dossier des féminicides soit remonté "en haut de la pile" du gouvernement.

Alors que la Fondation des femmes a réclamé sur France Inter un "Grenelle des violences faites aux femmes" et qu'un collectif

de familles et de proches de victimes de féminicides dans une tribune publiée dimanche dans Le Parisien, appelle à un rassemblement le 6 juillet prochain à Paris.

Lundi 1er juillet sur franceinfo Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les hommes et les femmes : "Ça veut dire qu'il doit y avoir un ressaisissement de toute la société dans son ensemble" sur la question des violences conjugales, "y compris des témoins qui doivent pouvoir alerter..."

"Quand vous êtes témoin, vous pouvez contacter la police ou la gendarmerie. Quand vous êtes témoin d'une violence conjugale, appelez la police. Allez au commissariat déposer des témoignages, ça aidera ces femmes et c'est pour ça qu'on a créé cette plateforme de dialogue avec les policiers et les policières", a insisté Marlène Schiappa.

Elle est revenue sur le budget consacré à ces violences, "il y a 530 millions [d'euros] sur l'égalité femmes-hommes, au global et pas uniquement contre les violences, on a augmenté les subventions des associations de façon très forte et ça n'a pas fait réduire mécaniquement le nombre de meurtres." Franceinfo 1 juillet 2019

La corruption des âmes ou des bonnes consciences n'a pas d'avenir.

- Recul de la religion musulmane dans le monde arabe - Réseau Voltaire 5 juillet 2019

L'Arab Barometer a publié le 24 juin 2019 un sondage effectué auprès de 25 000 arabes, répartis dans 12 pays [1]. C'est la quatrième fois depuis 2006 qu'il procède à cette étude d'opinion.

Le plus frappant est le recul de l'appartenance religieuse. Depuis les « Printemps arabes », le nombre de personne se déclarant « non religieuse » est passé de 8 à 13 %. Il atteint même 18 % chez les moins de 30 ans.

Cette évolution marque l'échec des imams face aux Frères musulmans et au jihadisme : en déclarant qu'ils allaient expliquer le « vrai Islam » pour contrer l'« Islam politique », ils ont fait fuir une partie de la jeunesse.

Si les imams continuent à refuser de discuter ce qu'ils ont compris de leur religion, celle-ci ne cessera de reculer. En effet, ils agissent exactement comme ceux qu'ils veulent contredire : ils prétendent savoir et ne tolèrent aucune remise en question.

Comment en est-on arrivé là ? Rappelons que Mahomet a été élevé par des judéo-chrétiens qu'il a toujours protégés, qu'il buvait de l'alcool et qu'il n'a jamais demandé à une femme de se voiler. Réseau Voltaire 5 juillet 2019

LVOG - On ne peut que se féliciter de la disparition progressive de cet endoctrinement, de ce dogmatisme malsain, qui n'est plus depuis des lustres qu'une représentation de l'idéologie dominante.

Propagande. Stratégie de la tension. Ethnicisme ou communautarisme.

"Cela a été un massacre total" : une indienne Pemón témoigne de la torture au Venezuela - Franceinfo 5 juillet 2019

À la frontière entre le Venezuela et le Brésil, les Pemóns sont les premières victimes de l'oppression de l'armée vénézuelienne. Franceinfo 5 juillet 2019

L'ONU dénonce l'"érosion" de l'Etat de droit au Venezuela - AFP 5 juillet 2019

Comment Pékin étend sa mainmise sur le Xinjiang - LeFigaro.fr 5 juillet 2019

Au nord-ouest de la Chine, le Xinjiang est la terre des Ouïghours, une minorité musulmane. Il y a dix ans, des affrontements intercommunautaires ont signé une première étape dans le renforcement de la répression chinoise dans cette région hautement stratégique pour Pékin. LeFigaro.fr 5 juillet 2019

Emeutes au Xinjiang: 10 ans après, les tensions ethniques persistent - AFP 5 juillet 2019

Habitants poignardés, tabassés, voire brûlés vifs: les émeutes interethniques ayant fait près de 200 morts il y a 10 ans au Xinjiang sont aujourd'hui inimaginables dans cette région chinoise, devenue un véritable Etat policier. AFP 5 juillet 2019

Ils osent tout.

- Nicolas Sarkozy "reste un recours" pour la France, affirme Claude Guéant - Franceinfo 1 juillet 2019

- Inauguration de la place de Jerusalem à Paris - AFP 1 juillet 2019

- Londres menace Pékin de "conséquences" en cas de non respect des libertés à Hong Kong - Franceinfo 1 juillet 2019

- Sea-Watch : la capitaine Carola Rackete va porter plainte contre le ministre Matteo Salvini - Franceinfo 5 juillet 2019

- En Gambie, le peuple marche contre les violences sexuelles - Franceinfo 5 juillet 2019

- Ghana : le projet de construction d'un nouveau Parlement à 200 millions de dollars fait scandale - Franceinfo 5 juillet 2019

- Tunisie : des "dizaines de milliers" de caméras de surveillance pour lutter contre l'insécurité - Franceinfo 4 juillet 2019

DEUXIEME PARTIE

Quelques réflexions politiques et autres...

1- Une femme au pouvoir, c'est déjà un abus de pouvoir ! Alors deux, cela donne une histoire belge ou le troisième larron adoubé par Bilderberg ! Et quand elles ne sont pas fanatiques, elles sont soumises, et si elles cumulent les deux, cela donne des tyrans ! Une femme soumise est une femme faible, dépressive, qui, quand elle en prend conscience, s'émancipe en devenant despotique. Je parle par expérience, hélas !

Plus généralement, dans cette société malheureusement, où nous sommes tous en concurrence les uns ou les unes avec les autres tous les rapports tournent au rapport de forces ou sont conçus comme tels, de sorte que l'un ou l'autre doit dominer ou faire preuve de soumission, et comme souvent cela se passe mal, cela se termine mal aussi ou prématurément. Les idéologues du régime l'ont bien saisi en montant chacune des composantes, couches, communautés de la société les unes contre les autres, ce qui crée un climat peu propice au rassemblement ou à l'unité, c'est fait pour.

C'est la raison pour laquelle on doit prendre comme seul point de repère la lutte des classes, et ne jamais quitter ce terrain dès qu'il s'agit d'affrontement entre différentes couches d'exploités ou d'opprimés.

Quoiqu'on fasse, on subit ces rapports détestables et on en est aussi l'instrument, parce qu'on ne peut pas faire autrement, tous les jours on y est confronté malgré nous, car on ne peut pas échapper à l'emprise du capitalisme qui rythme tous les rapports, même un anarchiste! Même quand on a acquis un niveau de conscience supérieur, on ne détient pas le pouvoir de remettre en cause les rapports qui existent. Paradoxalement, ce n'est pas forcément souhaitable tant que les conditions ne sont pas réunies, il est même dangereux de donner du pouvoir à des gens qui n'ont pas conscience de ces rapports ou en useront à mauvais escient.

C'est la raison pour laquelle ils ont promu les réseaux sociaux, afin de créer les conditions d'un affrontement généralisé et permanent entre exploités, de manière à ce qu'ils ne se retrouvent pas sur leur terrain de classe pour affronter le régime.
Les inventeurs (et financiers) des réseaux sociaux sont les principaux responsables de la propagation de la haine et de l'intolérance à tous les niveaux dans la société.

2- Comment on en est arrivé là ?

La moitié de la population, en majorité issue de la classe ouvrière, boycotte chaque élection, laissant la voie à ceux qui votent à droite issus de toutes les classes. Les candidats de droite sont élus avec 5 à 25% des voix des électeurs inscrits. Ils sont ultra minoritaires et illégitime, peu importe c'est suffisant pour gouverner. Voilà le miracle accompli du parlementarisme bourgeois dont on a continué à nous gaver les mérites depuis l'avènement de la Ve République.

Appeler au boycott était considéré comme déviant, révisionniste ou gauchiste. Voyez-vous, il ne fallait pas se couper des masses, pour finalement se retrouver dans une situation où ce sont les masses qui se sont coupées du mouvement ouvrier, quelle preuve de perspicacité ! Sans oublier de mentionner les militants, qu'on n'idéalise pas, qui malgré tout continuent de se

battre quotidiennement au côté des masses qui se mobilisent pour défendre leurs droits ou acquis.

3- Qu'en est-il du productivisme dont on accuse le marxisme ?

Le capitalisme produit pour produire du profit, qu'une infime minorité confisque et concentre entre ses mains au détriment des besoins du reste de la population et de l'environnement qu'il saccage.

Le socialisme produit pour produire des marchandises et des services correspondant aux besoins de la population en respectant l'environnement.

Le capitalisme rime avec valeur d'échange, business, fric, pouvoir, guerre...

Le socialisme rime avec valeur d'usage, besoins, aspirations, bien-être collectif, épanouissement personnel, paix...

Quelle idéologie choisir ? Pourquoi, ce serait compliqué ? Pure mauvaise foi ou hypocrisie.

Quand le groupe Bilderberg dirige l'Union européenne ou l'Otan militaire et économique réunis.

Liste des membres du groupe Bilderberg nominés :

- Christine Lagarde (2010, 2013) ; Présidence de la BCE

- Ursula von der Leyen (2015, 2019) ; Présidence de la Commission européenne

- Charles Michel (2018) ; Présidence du Conseil européen

Cela doit bien servir à quelque chose...

- En 2010, l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Willy Claes, invité deux fois à la conférence, avait déclaré la chose suivante sur l'émission de radio de Koen Fillet à propos de ces réunions:

Willy Claes: « Eh bien, vous voyez, il n'y a pas beaucoup de secret à ce sujet. Il y a un ordre du jour qui traite des problèmes les plus importants auxquels le monde est confronté mais qui est discuté et cette discussion est faite selon une discipline stricte. Donc, vous avez toujours un rapporteur qui est nommé à l'avance et qui n'a que dix minutes pour faire l'introduction. Les interventions sont également strictement limitées. Que ce soit Kissinger ou quelqu'un d'autre, il est bloqué quand il dépasse sa limite de temps de parole. Mais ce sont des thèmes très importants. »

Koen Fillet: « Dites, M. Claes, que se passe-t-il après que tout le monde a eu ses dix minutes de temps de parole, y a-t-il un vote, est-ce que des décisions sont prises ? »

Willy Claes: « Non, il n'y aura jamais de vote, aucune résolution ne sera mise sur papier … »

Koen Filet: « Quoi alors? »

Willy Claes: « … mais bien sûr, le rapporteur essaie toujours de faire une synthèse, et tout le monde est censé faire usage de ces conclusions dans l'environnement où il a une influence. » express.live 8 juin 2018

LVOG - Et les plus zélés seront amenés à être promus...

Avec le concours de la machine à fabriquer le consentement...

- Sondage : près des deux-tiers des Français saluent la nomination de Christine Lagarde à la tête de la BCE - Franceinfo 5 juillet 2019

63% des Français interrogés ont une "bonne opinion" de l'ancienne ministre des Finances. Franceinfo 5 juillet 2019

LVOG - Ils les ont choisi au sein des 10% de LREM et 4% de LR, cela devrait faire aux alentours de 8,5% !

... qui peine de plus en plus à convaincre décidément...

- L'Europe peine à convaincre - LeFigaro.fr 4 juillet 2019

D'après un sondage Odoxa-Dentsu consulting pour Le Figaro et Franceinfo, l'Europe n'est «source d'espoir» que pour 30 % des sondés, alors qu'elle l'était encore pour 61 % d'entre eux en 2003.

Parmi les plus optimistes: les cadres (52 %), les foyers percevant au moins 3500 euros nets par mois (48 %), les plus de 65 ans (43 %), les habitants de l'agglomération parisienne (37 %) ou encore les 18-24 ans (35 %). Témoignage d'une certaine fracture sociologique, puisque un peu moins d'un quart des habitants vivant en zone rurale et 16 % seulement des employés et ouvriers croient en l'Europe. LeFigaro.fr 4 juillet 2019

Le bal des pantins.

Les quatre nouveaux visages de l'Europe - Le Parisien 2 juillet 2019

Josep Borrell, Christine Lagarde, Charles Michel et Ursula von der Leyen ont été choisis pour diriger les quatre institutions clés de l'Union européenne.

Fumée blanche ! Après une nuit de marchandages stériles entre dimanche et lundi et des pourparlers interrompus lundi, les dirigeants européens se sont entendus mardi sur leur casting pour diriger l'UE, qui verra deux femmes aux postes clés : une ministre allemande, Ursula von der Leyen, à la Commission, et la Française Christine Lagarde à la BCE.

Présidence de la Commission : Ursula von der Leyen

L'Allemande Ursula von der Leyen, 60 ans, membre de la CDU, est une proche de la chancelière Angela Merkel, qui l'a nommée ministre dans chacun de ses quatre gouvernements (2005-2019) et dont elle fut un temps désignée comme la dauphine potentielle. Ursula von der Leyen fut tour à tour ministre de la Famille, du Travail et des Affaires sociales et aujourd'hui ministre de la Défense.

Première femme désignée pour présider la Commission européenne, médecin de formation, l'actuelle ministre de la Défense allemande connaît bien la région Bruxelles-Capitale pour être née, à Ixelles, il y a 60 printemps.

Ursula von der Leyen baigne dans le monde politique depuis qu'elle est enfant. Elle est née le 8 octobre 1958 à Bruxelles, où elle passe son enfance. Son père, un baron de la CDU, le Parti chrétien-démocrate, officie alors auprès du commissaire à la Concurrence de la Communauté économique européenne (CEE). La petite Ursula grandit dans la capitale bruxelloise, fréquente l'école européenne et y apprend le français. De retour en Allemagne, « Röschen » (NDLR : petite rose) comme la surnomment les Allemands, suit des études de médecine, à Hanovre avant d'entreprendre un cursus d'économie, dans la prestigieuse université américaine de Stanford.

Cette mère de sept enfants est francophile et appréciée par Paris, notamment en raison d'une bonne coopération sur les questions de défense franco-allemande. Son bilan au ministère de la Défense, qu'elle occupe depuis près de six ans, est néanmoins controversé.

Une série de scandales ont notamment éclaboussé la Bundeswehr et son ministère : matériel obsolète, sous-investissements, experts surpayés, essor de l'extrême droite dans les rangs… Si bien que le verdict des Allemands est dur : selon un sondage récent du quotidien Bild, elle est considérée comme l'une des deux ministres les moins compétents du gouvernement.

Ursula von der Leyen, chrétienne-démocrate, est la seule ministre à avoir fait partie de tous les gouvernements Merkel depuis 2005. Elle fut tour à tour ministre de la Famille, du Travail et de la Défense. Elle n'a jamais été élue. Le Point 3 juillet 2019

Elle a contribué à accroître l'implication de son pays dans des opérations militaires extérieures, notamment au Mali. Ce qui lui vaut des louanges des partenaires de l'Allemagne, comme la France...

L'ancien président du parlement européen, Martin Schulz, s'est étonné ce mercredi du choix de la « ministre la plus faible » du gouvernement allemand pour occuper le poste à Bruxelles.

« Ursula von der Leyen est pour moi une très bonne candidature, je l'ai défendue avec beaucoup de force. J'ai pu apprécier ces dernières années son courage et sa détermination sur des sujets difficiles y compris en Allemagne. Elle a permis la mise en œuvre de nos projets de défense j'ai vu son efficacité, sa capacité à faire », a fait savoir le président Emmanuel Macron.

L'ancien président du parlement européen, Martin Schulz, s'est étonné ce mercredi du choix de la « ministre la plus faible » du gouvernement allemand pour occuper le poste à Bruxelles. Le Parisien 3 juillet 2019

Présidence du Conseil européen : Charles Michel

Charles Michel, actuel Premier ministre belge de 43 ans, est un libéral francophone. Après une arrivée précoce en politique dans l'ombre de son père, l'ex-commissaire européen Louis Michel, il a rapidement gravi les échelons : ministre à 25 ans, Premier ministre à 38, et choisi pour la présidence du Conseil européen à 43 ans.

En Belgique, où la situation politique est bloquée depuis les législatives du 26 mai, rendant son avenir incertain, cet avocat de profession a marqué les esprits en acceptant de gouverner il y a cinq ans en coalition avec la N-VA, un parti nationaliste flamand qui prône dans ses statuts l'indépendance de la Flandre. Du jamais-vu jusqu'alors pour un responsable politique francophone.

Tenace, adepte du compromis, ce père de trois enfants a réussi à diriger cet attelage pendant plus de quatre ans. Sa coalition quadripartite (incluant aussi libéraux et démocrates-chrétiens flamands) s'est effondrée en décembre 2018, quand la N-VA a refusé d'être associée au soutien du pacte de l'ONU sur les migrations.

Au plan international, dans les sommets européens, Charles Michel s'est beaucoup affiché depuis 2017 aux côtés du président français Emmanuel Macron, de la même sensibilité politique pro-UE.

Chef de la diplomatie européenne : Josep Borrell

Le socialiste espagnol Josep Borrell est un Catalan fermement anti-indépendantiste. Peu adepte de la langue de bois, Borrell a été très actif ces derniers mois sur le dossier vénézuélien et s'est montré régulièrement critique de l'administration Trump, accusée notamment de jouer les « cow-boys » dans le pays latino-américain.

En étant choisi mardi pour le poste de Haut représentant pour les affaires étrangères de l'UE, Josep Borrell, 72 ans, revient au premier plan sur la scène européenne où il avait rebondi il y a quinze ans en prenant la présidence du parlement européen de 2004 à 2007. Ministre espagnol des Travaux publics et des Transports et de l'Environnement (1991), des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération (2018).

En mai 1999, un scandale de fraude fiscale impliquant deux de ses anciens collaborateurs au secrétariat d'Etat aux Finances, un poste occupé de 1984 à 1991, l'avait écarté de son destin national. Borrell, amateur de trekking qui s'est souvent défini comme « un coureur de fond », s'était converti aux questions européennes.

L'an dernier, il avait signé son retour aux affaires comme ministre des Affaires étrangères du socialiste Pedro Sanchez, après plusieurs années passées loin de la politique. Né d'un père boulanger, titulaire de prestigieux diplômes, ce père de deux enfants issus d'un premier mariage avec une Française est en couple depuis vingt ans avec l'actuelle présidente du parti socialiste espagnol, Cristina Narbona.

- Josep Borrell occupe une position dans l'UE. - elconfidencialdigital.com 30.05.2019

Les sources consultées par ECD ont décrit le refus de Sánchez de participer au conclave (Réunion annuelle du groupe Bilderberg - LVOG) comme une "erreur". Les soi-disant "maîtres du monde" traiteront de questions telles qu'un ordre stratégique stable; Quelle est la prochaine pour l'Europe? Changement climatique et durabilité; La Chine; La Russie; L'avenir du capitalisme; Brexit et cyber menaces.

Mais ils soulignent qu'un autre des sujets qui seront discutés, avec une certitude absolue, est la désignation de postes de direction dans l'UE (...) dans les prochaines semaines et dans lesquels l'Espagne (et Borrell) jouent beaucoup. elconfidencialdigital.com 30.05.2019

Présidence de la BCE : Christine Lagarde

La Française Christine Lagarde, 63 ans, a déjà brisé plusieurs plafonds de verre : première femme à piloter le prestigieux cabinet d'avocats d'affaires Baker McKenzie, première à occuper le poste de ministre français de l'Economie et des Finances (2007-2011) sous la présidence de Nicolas Sarkozy, elle fut aussi la première femme à être nommée, en 2011, directrice générale du Fonds monétaire international. Le nom de Lagarde était déjà dans les tuyaux depuis quelque temps. Elle-même a consulté le comité d'éthique du FMI avant les annonces de sa nomination pour huit ans à ce poste inamovible.

Consacrée troisième femme la plus puissante au monde selon Forbes en 2018, Christine Lagarde, reconnaissable à ses cheveux courts argentés, ses vêtements haute couture et son large sourire, va devenir la première femme à prendre la tête de

la prestigieuse BCE pour huit ans.

En tant que directrice générale du FMI, elle a plaidé pour l'orthodoxie financière aux quatre coins du globe, et spécialement en Grèce, quitte à froisser ses anciens partenaires européens. Son franc-parler sera aussi à l'origine d'un tollé quand elle appellera les Grecs, essorés par les plans d'austérité, à payer tous « leurs impôts » ou quand elle reprochera implicitement aux autorités de ne pas se comporter en « adultes ».

C'est d'ailleurs d'Athènes que sont venues les attaques les plus virulentes contre l'action du FMI, accusé d'avoir une « responsabilité criminelle » dans la situation du pays. Mais avec ce mandat, renouvelé en juillet 2016, sa carrière a également pris une nouvelle dimension.

Son CV exemplaire est seulement entaché par une décision de la justice française qui l'a déclaré coupable en décembre 2016 d'une « négligence » très coûteuse pour les deniers publics quand elle était ministre, dans un dossier mêlant l'homme d'affaires Bernard Tapie et la débâcle du Crédit lyonnais. Par égard pour sa « réputation internationale », elle a été dispensée de peine.
Le Parisien 2 juillet 2019

Elle n'a pas plus de pouvoir que Macron.

- BCE : Christine Lagarde, woman of power ! - LePoint.fr 3 juillet 2019

Végétarienne, sportive, féministe, médiatique...

Chaque parole prononcée par Mario Draghi pendant la crise monétaire pesait des milliards d'euros en Bourse. Christine Lagarde, qui lui succédera en octobre, est beaucoup plus diserte que l'Italien et présente un visage mille fois plus glamour de l'institution. LePoint.fr 3 juillet 2019 LVOG - Un "glamour" plutôt défraîchi ! Depuis que Barbie accompagne le roitelet, ils versent aisément dans la gérontologie ! La BCE a le pouvoir que lui accorde la Fed et rien de plus.

Qui a dit ?

- "*C'est toujours une bonne nouvelle quand il y a des femmes à des postes de pouvoir, mais la question, c'est évidemment : pour quoi faire ?*"

Réponse : Manon Aubry, eurodéputée La France insoumise sur franceinfo mercredi 3 juillet.

LVOG - Pour quoi faire ? Quel mystère ? Pardi, comme si on ne le savait pas, bref, elle s'en fout !

Union des droites.

D'ici au 15 juillet, les quatre groupes proeuropéens – PPE, S & D, Renew et Verts – s'efforceront de bâtir ensemble un contrat de coalition, avec notamment l'Italien David Sassoli, élu à la présidence du Parlement. « Plus exactement un mandat, nuance Loiseau, qui exprime les attentes du Parlement à l'égard de la Commission et du Conseil Le Parisien 3 juillet 2019

Commentaires d'internautes.

1- Il faut noter qu'aucun de ces quatre présidents qui vont gouverner les européens pendant 5 ans n'a été élu par les électeurs européens lors des dernières élections.

Mieux, aucun ne s'y est même présenté.

Quelqu'un peut me dire à quoi ont servi ces élections dites démocratiques?

2- Ursula von der Leyen :

« Je n’imagine pas l’Europe de mes enfants ou de mes petits-enfants comme une union libre d’États pris au piège des intérêts nationaux. »

3- Et à la fin du match, c'est l'Allemagne qui gagne....

C'est comme au foot, il y a une certaine époque

Macron s'est opposé au candidat de l'Allemagne pour accepter à la fin une candidate allemande

Le président de la commission européenne a du poids, c'est ce que voulait l'Allemagne qui ne revendiquait pas la présidence de la banque européenne, celle-ci se trouvant déjà en Allemagne à Francfort. Christine Lagarde gère la monnaie, ce n'est pas rien, mais cela n'impacte aucune politique budgétaire, industrielle ou autre.

Macron a obtenu un poste purement technique, tandis que l'Allemagne a obtenu un poste politique.

Comme au foot, c'est l'Allemagne qui a encore gagné à la fin de ce match des nominations.

4- Pour Madame Lagarde et pour mémoire "L'ex-ministre de l'économie a été condamnée lundi pour « négligence » et en particulier dans l'attribution de 405 millions d'euros d'argent public"

5- Christine Lagarde, une Française formatée made in US.

Etudes dans un lycée du Maryland.

Stage au Capitole en tant qu'assistante parlementaire.

Diplômée de l'IEP d'Aix en Provence

Deux maîtrises, anglais et droit des affaires Paris X Nanterre

Avocate au barreau de Paris , bureau parisien de Backer McKenzie cabinet US de droit des affaires, qu'elle finit par diriger.

Ce qui lui vaut d'être acceptée par les Américains au FMI, et maintenue dans ses fonctions malgré quelques broutilles judiciaires en France.

L'empire américain de la finance peut dormir tranquille.

6- Des femmes pour faire plaisir aux bobos. Des vrais volontés de mondialisation sans fin pour faire plaisir aux patrons.

Des accords de libres échanges anti-écologiques pour faire plaisir aux vrais riches. Et pour le peuple, quelques pubs pro européenes. Les Français sont des veaux.

7- La construction européenne est une création américaine pour avoir l'Europe à sa main.

Le FMI est l'institution mise en place à Bretton Woods pour asseoir la domination du dollar et faire financer les guerres américaines par les autres pays.

La BCE en est presque une succursale.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Afrique du Sud : le charbon à la vie, à la mort - francetvinfo.fr 3 juillet 2019

eMalahleni, "le lieu du charbon" en langue Nguni, est une petite ville d'Afrique du Sud située à une heure de route à l'est de Pretoria. 100 000 habitants et une richesse, le charbon, comme son nom l'indique. La région assure 83% de la production nationale.

Une richesse, mais aussi son pire cauchemar. Car le charbon, abondant en Afrique du Sud, est le principal combustible utilisé dans les centrales électriques. Et des centrales, la région d'eMalahleni en compte douze. Ajoutez-y une usine de liquéfaction du charbon et une raffinerie de pétrole et vous obtenez l'air le plus pollué de tout le pays.

Selon l'ONG Groundwork, cette pollution a été responsable de 300 à 650 décès prématurés en 2016. Aussi Groundwork associée à Vukani, une autre association de défense de l'environnement, viennent d'attaquer en justice le gouvernement pour avoir "violé le droit" constitutionnel des habitants à respirer un air sain.

Mais eMalahleni n'est pas un cas isolé en Afrique du Sud. Selon le quotidien Mail & Guardian, "l'air de nos villes nous tue". Le journal avance le chiffre de 54 morts par jour liés à la pollution de l'air, soit 20 000 par an.

Mail & Guardian rappelle aussi que la pollution est de la responsabilité de tous, que ce soit des détritus brûlés en plein air ou du charbon ou le bois pour se chauffer et cuisiner, faute de moyens pour se fournir en électricité. Le journal jette un pavé dans la mare et n'hésite pas à affirmer : "Si les plus grands pollueurs diminuaient leur pollution, les niveaux de toxines dangereuses seraient encore trop élevés." francetvinfo.fr 3 juillet 2019

LVOG - Que ces saloperies d'ONG ne viennent pas foutre les pieds à la centrale à charbon de Nelvelli située à une centaine de kilomètres de chez moi, car pour le coup j'irais soutenir les mineurs et le gouvernement indien. Comprenez, avec environ 40°C ou plus tous les jours pendant plusieurs mois, on a besoin impérativement d'électricité, déjà qu'on subit des coupures de courant ou des baisses de tension importantes tous les jours qui nous pourrissent la vie, surtout la nuit parce que la climatisation est coupée...

Quand une officine de l'oligarchie a les mains vertes, ça pue le souffre !

- Planter 900 millions d'hectares d'arbres, la solution contre le réchauffement climatique ? - euronews 6 juillet 2019 Qui sème des arbres, lutte contre le changement climatique : c'est à peu près la conclusion d'une nouvelle étude menée par des chercheurs suisses, basés à Zurich. Aujourd'hui, la Terre compte près de 3 milliards d'hectares d'arbres. Si 900 millions d'hectares supplémentaires étaient plantés, ils pourraient, à terme, stocker deux tiers des émissions de carbone qui se sont rajoutés à l'atmosphère depuis la fin du 19ème siècle avec le début de l'ère industrielle.

Cela représente la taille du territoire des Etats-Unis. A titre de comparaison, entre 1990 et 2015, la planète a perdu 240 millions d'hectares de forêts , selon WWF .

"Cette solution est dix fois meilleure que n'importe quelle autre" , explique Tom Crowther . "Si nous atteignons au moins 10% de cet objectif, cela aurait déjà un impact significatif. Et avec le mouvement qui se développe dans le monde, je suis optimiste quant à l'idée de dépasser cet objectif intermédiaire."

Mais cette solution prendrait du temps, car il faut des décennies aux arbres pour pousser et parvenir à une maturité suffisante pour absorber le dioxyde de carbone issu des activités humaines.

La moitié des zones ainsi reboisables, selon l'étude, se trouvent dans six pays : la Russie, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Brésil et la Chine.

L'étude a néanmoins suscité des critiques de plusieurs spécialistes. "Les nouvelles forêts peuvent jouer un rôle pour éponger l'excès d'émissions de carbone, mais la seule façon de stabiliser le climat est de faire baisser à zéro les émissions de gaz à effet de serre" , écrit Simon Lewi s, professeur à l'University College London, dans un commentaire publié par le Science Media Centre au Royaume-Uni. Quant aux arbres, l'idée fait son chemin... L'Australie a prévu de planter un milliard d'arbres d'ici à 2050 . Le Pakistan, quant à lui, compte en planter dix fois plus. euronews 6 juillet 2019

- La déforestation de l'Amazonie a augmenté de 88% en un an - euronews 4 juillet 2019

La déforestation de la plus grande forêt tropicale humide du monde a grimpé de plus de 88 % en juin, par rapport au même mois il y a un an. C'est aussi le deuxième mois consécutif de destruction des forêts sous la présidence de Jair Bolsonaro. euronews 4 juillet 2019

Qu'est-ce que c'est le WWF ?

Extraits de l'*Étude sur la nature des mouvements écologistes...*mise en ligne récemment dans le portail.

Le Fonds mondial de la nature (à l'époque World Wild Life Fund) a été fondé en 1961 dans le but explicite de lever des fonds destinés à financer les activités de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Celle-ci avait été créée en 1948 en Suisse, suivant des statuts rédigés par le Foreign Office britannique. Elle peut se targuer aujourd'hui d'être la plus grande organisation « professionnelle » de conservation à l'échelle internationale, puisque y adhèrent 103 organismes gouvernementaux et plus de 640 ONG.

Sous prétexte de protéger la nature avec sa politique de « parcs naturels » – véritables enclaves coloniales dans lesquelles les indigènes n'ont pas le droit de rentrer – le WWF-UICN poursuit en réalité deux objectifs centraux : la réduction de la population mondiale, notamment dans les pays du Sud, et la concentration des matières premières du monde dans les mains de quelques multinationales, surtout anglo-hollandaises.

Depuis sa création, le WWF est dominé par le prince Philip, prince consort de la reine d'Angleterre Elisabeth II. Que la monarchie britannique dirige le WWF ne doit pas nous étonner car, après tout, le WWF-UICN est la création de deux grandes institutions impériales du Royaume-Uni : la Société eugénique et la Société pour la préservation de la faune de l'Empire (aujourd'hui FFPS, Fédération pour la préservation de la faune et de la flore, sous le patronage de la reine) qui jeta les bases de la création de parcs naturels dans toute l'Afrique.

L'idéologie de ces institutions est très bien reflétée dans les idées du cofondateur du WWFUICN, Sir Julian Huxley. Il était obsédé par l'explosion démographique, considéré par lui comme le « problème de notre ère ». De 1937 A 1944, il fut vice-président de la Société eugénique et en était président au moment de fonder le WWF en 1961. Il était également viceprésident du FFPS.

La philosophie de ces deux institutions, et par extension du WWF, a été inspirée par les idées de sir Francis Galton, qui inventa le terme « eugénisme ». Il essaya d'appliquer au domaine humain le concept de « la loi du plus fort », appelé « sélection naturelle » par son cousin Charles Darwin. L'objectif de son « Mouvement pour l'amélioration de la race » fut explicitement de « créer une nouvelle race supérieure, à l'aide de l'eugénisme », sous-entendu en « triant » les plus faibles.

Nommé premier directeur général de l'Unesco en 1946, Julian Huxley resta fidèle à ses idées eugéniques. Il écrivait dans le document fondateur :

« Même s'il est vrai qu'il sera impossible pour des raisons politiques et psychologiques de réaliser une politique eugénique radicale pour de nombreuses années, il est important que l'Unesco (...) fasse en sorte que l'opinion publique soit informée des enjeux afin que beaucoup de ce qui est impensable maintenant puisse devenir au moins pensable. »

Un gouvernement mondial était la solution selon Huxley, et la « conservation de la faune » devait constituer un moyen d'arriver à cette fin. Huxley affirmait que « la propagation de l'homme doit céder la place a la conservation d'autres espèces ».

En 1960, alors que de nombreux pays africains préparaient leur indépendance, Julian Huxley, alors âgé de 74 ans, fit une tournée de trois mois sur le continent noir pour expliquer que les nouvelles nations ne seraient pas capables de conserver la faune. Il fallait donc que quelqu'un d'autre s'y consacrât. Quelques mois plus tard, avec l'aide du prince Philip, le WWF fut créé.

Qui finance le WWF ?

Le Club 1001, fondé en 1971 pour financer le WWF, par le prince Bernhard des Pays-Bas, conjoint de la reine Juliana de la Maison d'Orange, est restreint tout moment à 1001 membres et seulement sur invitation. Le Club a fait don d'un immeuble dans la ville suisse de Gland, qui abrite actuellement le siège central du WWF et de l'Union mondiale pour la nature (UICN). Les premiers membres ont été personnellement choisis par le prince Bernhard et le prince Philip, duc d'Édimbourg. Voici un choix de membres actuels et anciens du Club.

Le prince Bernhard des Pays-Bas. En 1934, à l'université de Berlin, Bernhard fut recruté par les services secrets nazis et ensuite affecté chez IG Farben (le géant de la chimie qui maintint des relations d'affaire avec les Industries chimiques impériales de Grande-Bretagne pendant la guerre et produisit Zyklon-B pour les chambres à gaz). En raison de ses antécédents nazis, le mariage de Bernhard avec la reine Juliana créa un scandale aux Pays- Bas. En 1953, Bernhard fonda le groupe de Bilderberg, qui parraine chaque année une conférence secrète réunissant des représentants de l'élite "mondialiste" nord-américaine et européenne. Bernhard fut cofondateur du WWF en 1961. En 1976, lorsqu'il fut révélé qu'il avait accepté un pot-de-vin de 1,1 million de dollars de la part de la société Lockheed, il dut démissionner (formellement) de la direction générale du groupe de Bilderberg, du WWF international et du Club 1001.

Le prince Henrik, président du WWF au Danemark.

Le prince Juan Carlos fut membre fondateur et président d'honneur du WWF Espagne, avant de devenir roi d'Espagne.

Le prince Sadruddin Aga Kahn. Le titre « Altesse » lui fut conféré par la reine Elisabeth II en 1957, alors qu'il était rédacteur de Paris Review, publication cofondée par John Train.

Le prince Johannes Von Thurn und Taxis (décédé). Héritier de l'une des plus puissantes « familles princières » du Saint Empire Romain Germanique. Sa famille possède d'énormes propriétés en Bavière, au Portugal, en Italie et au Brésil. Son père, Max, hébergea pendant longtemps le quartier général de l'Allgemeine SS dans son château de Ratisbonne en Bavière.

Bertold Beitz. Directeur de la Fondation Alfred Krupp Von Bohlen et Halbach. En 1953, il prit la direction de Krupp Industries.

Conrad Black, P-DG de la société Hollinger, conglomérat de presse avec de nombreux journaux en Grande-Bretagne, au Canada, aux États-Unis, en Israël et en Australie. La Hollinger se nommait d'abord l'Argus Corporation et était issue après la Deuxième Guerre mondiale de la War Supplies Ltd, une société écran du renseignement britannique pendant le conflit. Empire de presse

au service de la maison Windsor, Hollinger a pris la tête des campagnes de presse contre le président américain Bill Clinton.

Le baron Aubrey Buxton d'Alsa. Vice-président du WWF-Royaume-Uni. La famille Buxton dirige la Barclays Bank.

Peter Cadbury. Président des Preston Publications et du George Cadbury Trust. L'empire du chocolat des Cadbury a une influence dominante sur les économies d'Afrique occidentale. Le Dr Luc Hoffmann. Vice-président du WWF-International et de l'UICN (1966-1969) ; directeur de Hoffmann-Laroche, la société pharmaceutique suisse.

Alexander King. Cofondateur avec Aurelio Peccei du Club de Rome en 1968, et co-auteur du livre Halte à la croissance ? qui remit en valeur l'argument malthusien en faveur d'une réduction drastique de la population mondiale.

Jonkheer John H. Loudon. Fait chevalier des familles royales britanniques et hollandaises. Choisi personnellement par le prince Bernhard en 1977 pour lui succéder à la présidence du WWF-International, il est l'ancien P-DG du groupe Royal Dutch Shell.

Sir Peter Scott (décédé). Chevalier de l'Empire britannique. Président du WWF depuis ses débuts en 1961. Président de la Commission du service de survie de l'UICN depuis 1963. Fondateur du Wildfowl Tust (fonds du gibier d'eau) en 1964.

Maurice Strong. Vice-président du WWF-International jusqu'en 1975. Premier directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) jusqu'en 1975, et avant cela, secrétaire général de la Conférence sur l'environnement humain de l'Onu pendant deux ans. Président du bureau de l'UICN, sous-secrétaire général des Nations unies (1985- 1987), il fut chargé de diriger le sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Nommé par le gouvernement canadien président de Petro-Canada (1976-1978) ; président d'Ontario Hydro.

Gustavo Cisneros. Millionnaire vénézuélien proche de milieux blanchissant l'argent de la drogue. Début 1994, la banque dirigée par sa famille, la Banco Latino, fit faillite et fut saisie par le gouvernement vénézuélien. Son frère Ricardo, directeur de la Banco Latino est depuis lors en fuite. Gustavo dirigeait la principale organisation écologiste du pays (BIOMA), jusqu'à ce que celle-ci fût fermée pour avoir fait réaliser un film truqué dénonçant le massacre des dauphins.

D.K. Ludwig (décédé). Homme d'affaire qui a fait fortune en détruisant les forêts humides d'Amazonie. Il aida par la suite Meyer Lansky, le parrain du syndicat du crime organisé, à établir son empire de blanchiment de narcodollars dans les Bahamas.

Fred Meuser. L'homme qui transmit le pot de vin de 1,1 million de dollars de la société Lockheed au prince Bernhard.

Tibor Rosenbaum (décédé). Premier chef de la logistique du Mossad. Sa Banque du crédit internationnal (BCI) a été qualifiée par le magazine Life en 1967 de « blanchisserie » pour Meyer Lansky.

Louis Mortimer Bloomfield (décédé). Cofondateur du WWF - Canada, il fut un agent de renseignement britannique affecté au FBI américain pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il présida ensuite à Montréal la société Permindex, société que le procureur du district de la Nouvelle-Orléans, Jim Garrison, accusa d'avoir joué un rôle dans l'assassinat du président Kennedy. Les services secrets français établirent que Permindex avait recyclé 200 000 dollars à travers la BCI dans le but de financer diverses tentatives d'assassinat contre le général de Gaulle. Permindex fut expulsé de France et d'Italie.

Robert Vesco, fugitif international, considéré comme la « connexion américaine » du cartel de Medellin.

Anton Rupert, cofondateur du Club 1001 et président du WWF-Afrique du Sud. Propriétaire du tabac Rembrandt et protégé de sir Stewart Menzies, chef du MI-6 britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Henry Keswick, président de Jardine Matheson, la société britannique créée par Lord Palmerston pour s'occuper du trafic d'opium en Extrême-Orient au XIXe siècle. Son frère, John Keswick, est directeur de la Banque d'Angleterre et président de la Hambros Bank, laquelle soutient le WWF.

Edmond Safra, président de la Safra Bank, ancien propriétaire de l'American Express. Soupconné de blanchir de l'argent sale, il a fait l'objet d'enquêtes de la part des gouvernements suisse et américain.

Ce que pensent les dirigeants du WWF

Quelques citations choisies du prince Philip, duc d'Edimbourg.

Rapporté par l'agence de presse Deutsche Press Agentur, en août 1988 :

« Au cas où je serais réincarné, je souhaiterais l'être sous la forme d'un virus mortel afin d'apporter ma contribution au problème de la surpopulation. »

Introduction au chapitre sur le « facteur démographique » de son livre Down to the Earth, 1988 :

« Ce que l'on entend par « l'équilibre de la nature », c'est simplement le système naturel d'autolimitation. La fécondité et la reproduction réussie créent des excédents, une fois les pertes remplacées. Le système des prédateurs, les variations climatiques, la maladie, la famine et dans le cas du mal nommé « homo sapiens » –la guerre et le terrorisme constituent les principaux moyens par lesquels la quantité des populations est restreinte.

«Abstraction faite des passions, il doit être évident que la population humaine du monde est devenue si nombreuse qu'elle menace son propre habitat ; et elle a déjà réussi à provoquer la disparition d'un grand nombre d'espèces de faune et de flore. Certaines ont été tout simplement tuées. D'autres ont disparu discrètement parce que des activités humaines avaient occupé ou perturbé leurs habitats. »

Préface du même livre :

« Je ne prétend pas m'intéresser spécialement à l'histoire naturelle mais, lorsque j'étais petit, on a attiré mon attention sur les fluctuations annuelles de la quantité de gibier et sur la nécessité de fixer le nombre d'animaux à supprimer en fonction de la population excédentaire. »

Lors de la réception d'un diplôme honoraire de l'université de l'Ontario (Canada) le 1er juillet 1983 :

« Le projet de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) destiné à éliminer la malaria au Sri Lanka dans les années après la guerre, a réalisé son objectif. Mais le problème, c'est que le Sri Lanka doit aujourd'hui nourrir trois fois plus de bouches, trouver trois fois plus d'emplois, tripler les logements, l'énergie, les écoles, les hopitaux et les terres habitables, afin de maintenir les mêmes niveaux. II n'est guère étonnant que l'environnement naturel et la faune dans ce pays en aient souffert. Toujours est-il que (...) les programmes d'aide les mieux intentionnés sont, au moins en partie, responsables de ces problèmes. »

Discours devant la réunion conjointe du Groupe de la population et du développement et de la Commission de conservation de tous les partis à Londres le 11 mars 1987:

« Je crois que (...) la pression exercée par la population humaine – le simple nombre de gens sur cette planète – est la cause la plus importante de la dégradation de l'environnement naturel (...) Tout ceci a été rendu possible par la révolution industrielle et le développement explosif de la science qui a été propagé dans le monde entier par la nouvelle religion économique du développement. »

- Un entretien avec Thomas Lovejoy

L'entretien suivant a été accordé en 1983 à un représentant des Éditions Alcuin par M. Thomas Lovejoy, à l'époque dirigeant du WWF des États-Unis et P-DG de la compagnie d'assurance Metropolitan Life Co.

Thomas Lovejoy : Je veux clarifier les choses d'emblée : il y a des gens qui font circuler des histoires très sales selon lesquelles le WWF essaye d'empêcher le moindre investissement dans le secteur en voie de développement, qu'il rejette toute industrie, que nous ne nous intéressons qu'aux animaux et aux plantes... C'est un mensonge...

Mais le WWF n'a-t-il pas pris le parti des petits animaux et des plantes exotiques contre le développement industriel et le développement des ressources dans certains endroits ? Thomas Lovejoy : Certes. Mais cela ne veut pas dire que nous nous opposons à tout développement. Nous nous opposons à tout développement désordonné et négligent. Je veux que cela soit clair, parce qu'autrement il y a des gens importants qui vont en tirer une mauvaise impression. Savez-vous qui je suis ? Savez-vous vraiment qui je suis ? Je suis le président du Comité exécutif du conseil d'administration de la Metropolitan Life. Savez-vous qui est vraiment Russel Train [Président du WWF américain et ancien officier de l'Otan] ? Il est membre du conseil d'administration d'Union Carbide. Qui croyez-vous, nom d'un chien, qui fait les investissements dans le secteur en voie de développement ? Qui profite ? Regardez donc le conseil de direction du WWF et vous y trouverez les dirigeants du monde des affaires industrielles et financières. C'est nous qui faisons les investissements. Nous faisons les profits et nous voulons continuer... tout en protégeant les petits animaux... Le problème numéro un, ce sont ces satanés secteurs publics et nationaux des pays en voie de développement. Ces pays pensent qu'ils ont le droit de développer leurs ressources comme ils l'entendent. Ils veulent devenir des puissances, des États souverains et ils s'affairent... Nous pensions que nous pourrions mieux contrôler tout cela en raisonnant leurs dirigeants, ces crétins nationalistes. Mais nous avons surestimé la capacité que nous avons de contrôler ces gens-là, nous allons devoir ajuster le tir. L'ajustement sera certainement très douloureux. Le véritable problème, c'est ce stupide nationalisme et les plans de développement auquel il conduit.

Comment en venir à bout ?

Thomas Lovejoy : Ce n'est pas facile. Avant tout, il faut commencer par contrôler le ministère du Plan dans ces pays-là, surtout dans les grands pays. La crise de la dette est particulièrement opportune. Elle présente des risques mais aussi des promesses. Elle va imposer des coupes claires, des choix pénibles. Il devrait être possible de briser certains de ces grands combinats nationaux, comme l'industrie pétrolière mexicaine, parce qu'ils sont inefficaces et gros dévoreurs de capitaux.

Comment ferez-vous pour changer le programme d'investissement ? Ce n'est pas facile...

Thomas Lovejoy : C'est vrai, mais ce n'est pas impossible. Nous suggérons que si vous faites usage des considérations écologiques que nous soulevons, cela permet de retracer le plan des stratégies de développement. Prenez le Brésil, il y a d'ambitieux programmes de développement de l'aluminium. L'idée est excellente, mais on ne peut pas le faire sans une énorme quantité d'énergie. C'est là que les problèmes commencent. Les Brésiliens – je suis au courant, j'ai dix-sept ans d'expérience avec eux ? pensent que s'ils développent l'Amazone, ils deviendront une superpuissance. Ils se montent la tête avec tout ça. Alors, il faut être prudent. On peut les acheter avec moins. Laissez-les développer leur bauxite et d'autres choses, et pendant ce temps-là, restructurez les plans afin de diminuer le développement du secteur énergétique, pour des raisons écologiques. A ce moment-là, nos amis du ministère du Développement s'exclament que c'est vraiment une très bonne idée...

Et qui fera les profits sur les développements de la bauxite ?

Thomas Lovejoy : Les fonds pour investir viendront de tous côtés et les profits seront largement répartis, et les amis du WWF seront au beau milieu de tout ça. C'est pour cela que je dis qu'il est absurde de nous présenter comme opposés au développement. Nous avons un problème avec les nations, et certes les nations en tant qu'institutions font obstacle à toutes sortes de choses ? font obstacles aux projets profitables et écologiquement sains. Mais c'est un mensonge hystérique de nous accuser d'être antidéveloppement.

Un autre extrait.

De ces considérations naquit en 1961 le World Wildlife Fund (WWF) qui devait opérer parallèlement à son organisation soeur, l'UICN. Le président sera l'un des initiateurs, le prince Bernhard de Hollande. Nous avons déjà vu qu'outre le groupe de Bilderberg, celui-ci présidait aussi la Fondation culturelle européenne, à laquelle il avait donné naissance. Bernhard de Hollande a joué un rôle crucial au sein de l'oligarchie européenne pour opérer un changement de phase : l'ennemi n'est plus tant le communisme international ou l'empire soviétique, mais bien « le progrès technique, industriel et économique, de même que le développement social et politique [qui] menacent la nature dans toutes les régions du monde (...) La pollution sera un danger plus grand que la possibilité d'un conflit a l'échelle mondiale. » (Discours pour l'inauguration de la branche allemande du WWF, en 1964.)

Voilà donc l'ennemi clairement identifié : le progrès technique industriel économique et social et le développement social et politique. Pour le prince Bernhard, la nature n'est qu'un prétexte et ce qu'il cherche en réalité à défendre, c'est bien la permanence d'une structure sociale oligarchique, l'ordre établi. Cette même vision se retrouve chez des naturalistes comme Robert Hainard ou Teddy Goldsmith.

En 1977, John Hugo Loudon, Knight Commander de l'Ordre impérial britannique, directeur de la Royal Dutch Shell, gérant de la fondation Ford, principal conseiller de la Chase Manhattan Bank, etc., succède à la présidence du WWF, remplaçant ainsi le prince Bernhard devenu trop encombrant après son implication dans le scandale Lockheed. Peu après, c'est une autre tête couronnée, le prince Philip d'Angleterre, qui reprend les destinée du WWF, devenu entre temps le Worldwide Fund for Nature (voir au sujet du WWF en p.56).

L'un des buts fondamentaux du WWF est de « fournir des informations à la presse mondiale et aux médias de masse, ce qui, vu l'influence de ses dirigeants, signifie un véritable ordre de marche pour une diffusion plus intense des idées écolo-malthusiennes. (...)

Jean-François Terrasse, directeur scientifique du WWF France, préface la deuxième édition de Et la nature ? Un groupe de réflexion intitulé symboliquement « Diogène » rassemble les partisans de Robert Hainard de 1970 à 1973. On y retrouve des militants écologistes comme Antoine Waechter et Solange Fernex, mais aussi des technocrates internationaux comme Jacques Delors et Denis de Rougemont.

Leurs prochains ennemis.

Un "Festival des idées" pour faire "tomber les murs" à gauche - AFP 5 juillet 2019

Les députés insoumis lancent une campagne contre les punaises de lit - AFP 3 juillet 2019

Les punaises de lit, qui se "nourrissent de sang humain la nuit", sont "malheureusement très peu traitées comme un problème politique" alors qu'elles font vivre "un enfer à des centaines de milliers de familles", a affirmé la vice-présidente des députés LFI Mathilde Panot, au cours d'une conférence de presse.

Evoquant "des problèmes de sommeil, parfois des allergies", l'élue du Val-de-Marne a mis en avant une "souffrance extrêmement grande" qui "pourtant n'est pas reconnue comme un problème de santé publique".

Elle s'exprimait en présence de membres de plusieurs organisations, dont le Droit au Logement (DAL), l'association CLCV ou la Confédération nationale du logement (CNL) ainsi que le collectif marseillais La Cabucelle, qui s'est notamment mobilisé à la suite de l'infestation d'une école primaire.

Plusieurs représentants des associations ont pointé dans la foulée le caractère "exponentiel" du phénomène alors que les punaises avaient pratiquement été éradiquées dans les années 1950.

Pointant un problème à la fois social et écologique, Mme Panot a réclamé notamment un "plan d'urgence national d'éradication" et un plan de prévention, alors que certaines personnes ont "honte d'en parler", associant à tort ces insectes à un problème d'hygiène. AFP 3 juillet 2019

LVOG - Certains supporter de LFI doivent se pincer, pardon, se gratter, non, non, ce n'est pas une blague, c'est bien un article de l'AFP.

Ce sont des parasites sans principes.

- Après des années à la critiquer, Sophia Chikirou rejoint BFMTV - Le HuffPost 5 juillet 2019

Un retournement de veste notable de la part d'une femme qui n'a eu de cesse de critiquer les médias en général, avec un attachement tout particulier à la condamnation de BFMTV. Le HuffPost 5 juillet 2019

- "On recrute quelqu'un qui nous a craché dessus" : l'arrivée de Sophia Chikirou sur BFMTV fait grincer des dents à la rédaction de la chaîne - Franceinfo 5 juillet 2019

Et les parasites, ce n'est pas cela qui manquent !

- Pièges, sprays… attention aux vraies fausses solutions contre les moustiques-tigres - Le Parisien 3 juillet 2019

En 2030, la totalité de la métropole sera sans doute colonisée par les moustiques-tigres. Et les villes ne seront pas épargnées. Pièges, répulsifs, bracelets… l'offre est vaste, mais est-elle... Le Parisien 3 juillet 2019

- Zika, dengue… les brigades à l'assaut des moustiques-tigres dès qu'un cas est déclaré - Le Parisien 3 juillet 2019

Aux premières heures ce mardi, tout le quartier de l'hôpital de Bergerac (Dordogne) a été pulvérisé d'insecticide pour éradiquer le moustique-tigre. Le Parisien 3 juillet 2019

Pourquoi donnent-ils la parole à des détraqués et amplifient-ils l'impression qu'ils sont plus nombreux qu'on ne le croit ? La réponse est dans la question.

- Ces bruits du quotidien qui désormais dérangent - LeFigaro.fr 3 juillet 2019

Coassement des grenouilles, chant des coqs et des cigales, cloches des vaches et des églises... Sonorités typiques pour certains, nuisances sonores pour d'autres, qui n'hésitent plus à saisir la justice pour obtenir le silence. LeFigaro.fr 3 juillet 2019

- Le coq Maurice a-t-il le droit de chanter le matin? À la justice de trancher - LeFigaro.fr 3 juillet 2019

Ce 4 juillet se tient à Rochefort (Charente-Maritime) le procès de la propriétaire d'un gallinacé jugé trop bruyant par ses voisins, un couple de retraités possédant une résidence secondaire sur l'île d'Oléron. LeFigaro.fr 3 juillet 2019

LVOG - Le matin quand je coupe la climatisation, à 5h30, malgré le concert des oiseaux qui saluent bruyamment le jour nouveau, je me rendors en quelques secondes, il faut dire qu'il me manque encore 3 heures de sommeil. En fait, sauf exception, les oiseaux se relaient le jour comme la nuit, parfois j'ai l'impression d'être au beau milieu d'une forêt tropicale et j'apprécie au point que je les siffle. J'ai pris quelques photos, mais c'est compliqué, dès qu'on s'approche ils fuient. Malgré tout je me suis fait quelques compagnons parmi eux, ils viennent jusqu'à frapper aux vitres de la pièce principale ou danser devant ! Les fenêtres sont fermées la journée et il y a une moustiquaire à chaque fenêtre, sinon on serait envahi d'insectes, d'oiseaux, d'écureuils, mais aussi de serpents et autres petits scorpions qui grimpent au mur, j'en ai tués 3 en deux semaines. On vit dangereusement partout et pas de quoi devenir parano !

L'Assemblée nationale vous présente Les 2 minutes de la Haine. (G. Orwell - 1984)

- La création d'un "observatoire de la haine en ligne" votée par l'Assemblée - Le HuffPost 5 juillet 2019

L'Assemblée nationale a voté ce jeudi 4 juillet au soir la création d'un "observatoire de la haine en ligne", avant d'achever l'examen de la proposition de loi de Laetitia Avia (LREM), qui fera l'objet d'un vote solennel en première lecture mardi.

Les députés ont adopté par 33 voix (sans vote contre, mais avec 3 abstentions) un amendement du gouvernement qui créé un tel observatoire, chargé d'assurer "le suivi et l'analyse de l'évolution des contenus" haineux que les plateformes internet et moteurs de recherche doivent retirer en 24 heures, conformément à la proposition de loi. Le HuffPost 5 juillet 2019

L'ONU, une officine de l'impérialisme américain.

- Libye : les Etats-Unis bloquent une résolution pour condamner le carnage dans un centre pour migrants - Franceinfo 3 juillet 2019

- Libye: Au moins 44 migrants tués après une frappe aérienne, l'ONU s'indigne mais ne condamne pas - 20minutes.fr 3 juillet 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie

- A Alger, les manifestants refusent massivement l'appel au dialogue du pouvoir - AFP 5 juillet 2019

Une foule immense a défilé dans les rues d'Alger malgré la chaleur et un important dispositif policier, lors du 20e vendredi de manifestations contre le pouvoir, rejetant une proposition de sortie de crise du président par intérim.

Mercredi, le président par intérim Abdelkader Bensalah a proposé la création d'une instance de dialogue pour organiser le scrutin, promettant que l'Etat et l'armée en seront absents.

Mais dès la fin de la prière hebdomadaire musulmane, les rues d'Alger ont été envahies par une foule dense, qui a marqué son rejet de cette proposition.

"Gaïd Salah dégage", "Gaïd Salah est avec les traîtres", ont scandé les manifestants à l'adresse de celui qui a maintes fois refusé leurs revendications.

Criant "Partez, libérez l'Algérie", les manifestants à Alger ont forcé un cordon de policiers à quelques maîtres de l'esplanade de la Grande poste, bâtiment emblématique des rassemblements, a constaté un journaliste de l'AFP. Des témoins ont rapporté une dizaine d'arrestations parmi les manifestants.

Alors que le délai de 90 jours prévu par la Constitution pour l'intérim expire théoriquement le 9 juillet, M. Bensalah a dit qu'il resterait à son poste jusqu'à l'élection d'un nouveau président. AFP 5 juillet 2019

Soudan

LVOG - Marché de dupes : Les militaires restent au pouvoir. L'AFP exulte !

- Célébrations au Soudan après un accord de transition entre militaires et contestataires - AFP 5 juillet 2019

Un nouveau souffle d'espoir a envahi les rues de Khartoum vendredi après un accord entre le pouvoir et la contestation sur une instance de transition, premier signe de sortie de crise après des mois de tensions au Soudan.

Après deux nuits de négociations, le Conseil militaire, au pouvoir depuis la destitution du président Omar el-Béchir le 11 avril, et les meneurs du mouvement de protestation se sont accordés sur le principe d'une présidence alternée à la tête de la future instance appelée à diriger la transition pendant trois ans.

Cétait le principal point de discorde qui avait abouti à la suspension des discussions en mai.

Dans la rue, les Soudanais continuent toutefois de réclamer un "gouvernement civil" et sur les réseaux sociaux, beaucoup disent ne pas faire confiance aux militaires.

C'est grâce à des médiateurs éthiopiens et de l'Union africaine (UA) que les deux camps ont repris le dialogue mercredi.

"Les deux camps se sont mis d'accord sur l'instauration d'un Conseil souverain, avec une alternance entre les militaires et les civils, pour une période de trois ans ou un peu plus", a dit le médiateur de l'UA, Mohamed El-Hacen Lebatt, lors d'une conférence de presse.

L'accord final, qui va être rédigé par un comité d'experts, doit être prêt pour sa signature dès lundi, selon un communiqué de l'Association des professionnels soudanais (SPA), acteur majeur de la contestation.

Les militaires vont d'abord présider la transition pendant 21 mois et les civils prendront la relève durant 18 mois, pour une période totale de trois ans et trois mois, d'après le texte.

Le Conseil souverain sera composé de six civils, dont cinq issus de l'ALC, et de cinq militaires, selon un leader de la contestation, Ahmed Rabie. AFP 5 juillet 2019

LVOG - Je vous ai fait grâce des multiples témoignages triés sur le volet de Soudanais satisfaits de cet accord que contenait cet article de l'Agence Française de Propagande. Elle ne s'y est pas avisée avec l'Algérie, trop près de la France, trop sensible, trop risqué...

ECONOMIE

Etats-Unis

- Wall Street atteint des records avec l'espoir des baisses de taux - AFP 4 juillet 2019

Les trois principaux indices de Wall Street ont battu des records mercredi, les marchés concentrant leur attention sur une baisse de taux de la Banque centrale qu'ils estiment acquise.

Loin de l'euphorie, la séance a pourtant été marquée à l'ouverture par la publication de statistiques économiques américaines plutôt moroses.

Pour lutter contre les statistiques américaines décevantes qui se sont accumulées ces dernières semaines, "le marché s'est focalisé sur le fait que la Banque centrale (Fed) adoptera un ton accommodant lors de sa prochaine réunion", a affirmé Peter Cardillo de Spartan Capital.

Les membres de cette institution se réuniront les 30 et 31 juillet, et il est quasiment acquis aux yeux des marchés qu'ils baisseront les taux d'au moins un quart de point.

Les baisses de taux sont toujours accueillies positivement à Wall Street car elles suggèrent davantage d'huile dans les rouages

de l'économie américaine à travers un coût du crédit moins élevé pour les ménages et les entreprises. AFP 4 juillet 2019

Haut de page

Le 16 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie a été réalisée du 6 au 16 juillet sans les infos du 15. Le formatage ou la mise en page m'a pris plus de 4 heures en comptant le temps pour corriger quelques passages et trouver des titres. Je fatigue et je n'ai toujours pas terminé les travaux de ma maison. Si l'actualité le permet, je vais ralentir le rythme jusqu'à fin août.

Je sais ce que vous vivez en France, alors imaginez un instant ce qu'on vit dans un pays comme l'Inde. J'ai vraiment l'impression de vivre dans un autre monde que le vôtre, ce que je ne vous souhaite pas et vous allez comprendre tout de suite pourquoi.

Quand les conditions sont relativement satisfaisantes pour parler avec un Indien, en fin de journée ou le dimanche, j'en profite pour lui glisser quelques connaissances ou conseils amicaux, tout du moins j'essaie, car en réalité cela ne se passe pas très bien. Chaque fois et quel que soit le sujet je tiens à le préciser, au bout de 20 à 30 secondes tout au plus il décroche, il se met à regarder ailleurs ou il n'est plus là, il a les bras ou les jambes qui s'agitent ou qui le démangent comme s'il avait envie de prendre la poudre d'escampette, son attention ne va pas au-delà, il est incapable de se concentrer sur quelque chose ou alors, il faut lui répéter plusieurs fois en insistant lourdement en le questionnant à plusieurs reprises pour s'assurer qu'il suit, ce qui fait que parfois je ne sais plus moi-même ou j'en étais et j'abandonne, en pleine phrase je m'arrête et on se dit au revoir, non mais il faut le vivre pour le croire, cela se passe réellement ainsi. Et par la suite, jamais la personne ne vous reparlera de ce que vous aviez causé la dernière fois.

Du coup je me demande à quoi bon leur adresser la parole, bonjour, bonsoir, ça va et c'est tout. C'est terriblement frustrant pour quelqu'un comme moi qui aime partager ses expériences et réfléchir à celles des autres. Eux en revanche, quand ils sont partis à vous raconter une histoire, vous êtes prié de les écouter attentivement. Et attendez, cela n'en finit pas, d'ailleurs bien souvent ils en viennent à vous raconter des trucs qui n'ont rien à voir avec leur histoire au point que je me demande où ils voulaient en venir ou pourquoi ils me l'ont racontée, quand ils ne vous l'ont pas déjà racontée plusieurs fois auparavant, mais ils ne s'en souviennent pas ! Je les écoute poliment, puis je bafouille un truc insignifiant, puisque généralement leurs histoires sont d'une banalité à mourir ou je les connais par coeur, et ils sont contents ! Et le pire, c'est que cela m'épuise de les écouter et là je ne plaisante pas, cela doit provenir de l'âge ou de mon état de fatigue permanente.

Parfois cela va plus loin encore, ils me prennent à témoin et attendent mon avis. Mais je n'en ai pas, tellement l'histoire qui leur était arrivée était stupide ou banale, qu'est-ce que j'y peux, rien, pas plus qu'eux. Je sais qu'ils sont accablés par le mauvais sort et je ne peux rien y changer malheureusement. Pour leur donner un conseil je dois me mettre à leur place, ce qui n'est pas bien difficile puisque je suis issu du milieu ouvrier pauvre, mais leur condition est tellement précaire ou ils ont tellement peu d'emprise sur leur propre existence, que je n'en trouve pas à leur donner et j'en suis désolé pour eux autant que pour moi, ce qui a l'art de m'accabler et de me mettre de mauvaise humeur, car je mesure là notre impuissance face à cette société pourrie, pour ensuite partir dans des considérations politiques dans ma tête seulement, parfois je leur en cause deux mots pour les soulager, car ils n'y sont pour rien à leur niveau, au moins ils voient qu'il y a quelqu'un qui essaie de les comprendre et qui ne les juge pas, je leur glisse que c'est là tout le sens de mon combat politique contre l'injustice sociale dont ils sont victimes, ils approuvent en esquissant un sourire généralement.

Si j'ai épousé la misère du monde en allant m'installer en Inde, je pense être bien placé en partageant le quotidien des travailleurs indiens parmi les plus pauvres, pour affirmer que ce ne serait pas une bonne chose pour l'avenir de la civilisation humaine qu'elle se déverse dans les pays où cette misère du monde avait commencé à être éradiquée au cours de la lutte de classe des deux derniers siècles, sauf à vouloir à tout prix partager notre triste sort, ce qui ne vous mènerait strictement à rien ou à connaître pire condition encore, je pense sérieusement que cela mérite réflexion, non ?

Vous le savez ou vous ne le savez pas, ici le meilleur et le pire se côtoient chez tous les hommes et toutes les femmes, et comme la société leur a réservé le pire, vous pouvez imaginer que chez eux c'est aussi souvent le pire qui domine, comment pourrait-il en être autrement, n'est-ce pas ? Aussi quand malgré tout on s'emploie à cultiver le meilleur conformément à notre idéal ou à notre conception de la société, on va forcément de déconvenues en désillusions pour finalement connaître très peu de moments de satisfaction aussitôt gâchés ou rattrapés par le pire. On ne dit pas pour rien bête et méchant. Alors quand des personnes pour lesquelles vous avez fait preuve de générosité jusqu'à vous priver vous-même pour les aider vous réclament encore plus, et que vous leur refusez parce que vous ne pouvez pas faire davantage pour elles, ce qu'elles ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre, elles en deviennent mauvaises avec vous, ce qui est bien triste.

Bref, c'est très difficile à vivre en réalité, et entre nous, c'est là que vous pouvez estimer à sa juste valeur la puissance du

socialisme, car sans lui je crois bien que je ne serais plus qu'une loque humaine. Ici peut-être plus qu'ailleurs, ce qu'on a de plus cher, c'est ce qu'il y a de plus rare, ce qui nous manque le plus : La liberté.

- Au format pdf (27 pages)

Lu dans un article.

- "*Il n'y a pas d'espoir sans crise. C'est la leçon paradoxale et « dialectique » du marxisme.*"

C'est un enseignement du fonctionnement du capitalisme et de la lutte des classes.

Une note d'espoir.

- De nos jours les mystifications les plus savamment planifiées durent le temps d'une éclipse ou disons de moins en moins longtemps pour ne pas pécher par excès d'optimisme. Ce qui n'empêche pas leurs auteurs de remettre le couvert, puisque c'est le seul moyen qui reste à leur disposition pour gouverner. La ficelle est tellement grosse, qu'on a le droit de traiter de crétins indécrottables tous ceux qui marchent dans leur combine ou ne se posent pas de questions.

- Enfin, on a eu trois grosses pluies, la seconde fois depuis novembre 2018. On en redemande bien sûr. Du coup la température a brutalement chuté, à peine 23°C samedi matin à 6h30. Elle va remonter, normal. Dans le nord de l'Inde, au Bangladesh et au Népal il y a eu des pluies torrentielles, qui comme toujours ont causé de gros dégâts matériels et malheureusement quelques dizaines de morts parmi les plus pauvres, cela va de soi. Toujours est-il qu'on ne manquera pas d'eau.

Quelle audace ! Le POID comme on l'aime.

Lu dans le dernier éditorial de La tribune des travailleurs (POID)

- "Les régimes totalitaires ont toujours besoin d'un ministère de la propagande. Régime bonapartiste caricatural marchant à grands pas vers le totalitarisme, la Ve République s'est déjà dotée d'un ministère de la propagande sans scrupule."

LVOG - D'où la nécessité de lutter aussi sans répit et sans faille contre ce ministère de la propagande.

Dans la lutte des classes comme dans la vie en général, les facteurs subjectifs et objectifs entretiennent des rapports étroits ou se combinent pour déterminer l'orientation de la société ou de notre existence.

Quand on a conscience de ces rapports dialectiques, on peut agir et modifier le cours des choses, dans le cas contraire on sera réduit à l'impuissance ou à subir passivement notre sort. Cette passivité servira en politique nos ennemis, qui eux agissent quotidiennement pour satisfaire leurs besoins au détriment des nôtres. D'où la nécessité de passer à l'action, de traduire en actes politiques nos aspirations, de s'organiser...

L'alchimie du totalitarisme En Marche.

Cela commence avec l'agriculture et l'élevage bourrés de produits chimiques, engrais, pesticides, herbicides, hormones, etc. cela continue avec l'industrie agro-alimentaire où tous les produits qui en sont issus sont aussi bourrés de produits chimiques en tous genres, adjuvants, conservateurs, colorants, etc. et cela se termine par les trusts pharmaceutiques qui n'ont rien à envier à ceux de la chimie.

Bref, on nous empoisonne en toute légalité par les deux bouts, par tous les bouts. Et pour que personne ne puisse y couper, Macron vient de décréter hors la loi l'homéopathie. Va-t-il relancer la chasse aux herboristes ? Quelques mois plus tôt étaient parus des articles de presse qui dénigraient les compléments alimentaires. Parallèlement ils encourageaient la consommation de fruits et légumes bourrés de saloperies chimiques, et après le déremboursement de nombreux médicaments, on apprenait que plus de 500 médicaments de la médecine allopathique étaient en rupture de stock, tandis qu'ils avaient rendu obligatoire des vaccins, et des maladies qui avaient été éradiquées au cours du XXe siècle ressurgissaient.

Bref, la régression En Marche sur toute la ligne dans ce domaine vital.

J'ai visionné l'interview de Jean Ziegler à Thinkerview.

La critique qui suit ne doit pas occulter sa prise de position en faveur de "la destruction du capitalisme". Interrogé sur la nécessité d'une révolution pour mettre fin au capitalisme, il répondra qu'il est fort probable qu'elle sera violente, comme toutes

les révolutions qui l'avaient précédée puisque les oligarques n'ont jamais cédé le pouvoir pacifiquement dans le passé, précisera-t-il. Il martèlera qu'il n'est pas réformable. On peut donc le caractériser de gauche malgré ses faiblesses ou contradictions.

Ziegler rabâche pour sombrer à la fin dans une sorte de guévarisme libertaire sans issue.

C'est un pur produit du régime. Il n'aurait jamais accédé aux fonctions qu'il a occupées à l'ONU s'il avait présenté une réelle menace pour le capitalisme, en fait toute sa vie il n'a fait que les cautionner au nom du marxisme auquel il n'a pas compris certains aspects, par exemple lorsqu'il réprouve l'exclusion par Marx et Engels de Bakounine de la Première Internationale ou quand il dénonce le traitement que Lénine infligea aux anarchistes au cours de la révolution russe d'octobre 1917 et des quatre années de guerre civile. Cela peut se comprendre de la part d'un intellectuel ayant évolué au sein de la social-démocratie.

Monsieur Ziegler n'a jamais pu trancher entre le mouvement ouvrier et les institutions du capital.

On pourra lui reprocher son idéalisation ou ses illusions dans l'ONU à laquelle il s'en remet toujours. Monsieur Ziegler et ses semblables ne se rendent pas compte, semble-t-il, qu'ils en sont la bonne conscience, ils rendent service aux capitalistes en leur exposant fidèlement les conséquences de leurs méfaits sur les peuples, de telle sorte qu'ils puissent peaufiner leur stratégie ou adapter leur politique (et leur propagande) aux conditions réelles afin d'assurer la pérennité du capitalisme, de leur domination de classe. Et ce n'est pas un hasard si tous ceux qui encensent Ziegler ou ses semblables sont sur la même longueur d'onde opportuniste.

Pour comprendre comment ils fonctionnent, on pourrait prendre l'exemple de la surpopulation mondiale.

Pour Ziegler elle n'existe pas ou elle ne constitue pas réellement un problème, puisque selon la FAO, la production mondiale pourrait nourrir 12 milliards d'habitants, sans se demander ni comment ni avec quoi, car si vous posiez ces questions vous arriveriez fatalement à une conclusion inverse de la sienne. Il n'y a rien donc rien de scientifique dans la démarche de Ziegler. Quand un tel aveuglement fait office de phare chez les intellectuels progressistes, on est en droit de penser que l'humanité est plongée dans une profonde pénombre dont elle va avoir beaucoup de mal à sortir.

Il a cru bon également de s'étendre sur la spoliation par les banquiers helvétiques des milliards de francs suisses ou de dollars que des juifs fortunés allemands, industriels et autres, avaient transférés en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, se félicitant du rôle positif joué par le Congrès juif mondial et Bill Clinton, sans jamais se poser la question de savoir d'où provenaient ces fortunes accumulées, voilà concrètement les limites de l'anticapitalisme de Jean Ziegler.

Son éternelle indécision à se ranger résolument au côté des exploités et des opprimés témoigne de l'influence qu'exerce sur lui la réaction, ce qui va se traduire par de multiples contradictions, confusions ou erreurs d'appréciation, qui vont l'amener à se placer sur le même terrain que les opportunistes...

La civilisation humaine à la croisée des chemins.

LVOG - Si on ne peut pas confier l'avenir de l'humanité au capitalisme, on peut encore moins envisager la réduction de la population mondiale tant qu'il n'aura pas été éradiqué de la surface de la planète. C'est au socialisme que reviendra cette tâche ou plutôt aux peuples qui adopteront démocratiquement, consciemment et librement les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif de manière à assurer le bien-être des générations futures.

- L’évolution de la démographie mondiale - Le Figaro 11 juillet 2019

Nous sommes aujourd’hui 7,7 milliards d’individus sur Terre. En 2050, nous serons 9,7 milliards et 10,9 milliards en 2100 selon le dernier rapport de l’Organisation mondiale des Nations-Unies.

Alors que la fécondité - c’est-à-dire le nombre d’enfants par femme en âge d’avoir des enfants - baisse dans la plupart des pays du monde, la population continue de croître, certes à un rythme plus lent. L’allongement de la durée de la vie partout dans le monde et un nombre de naissances en Afrique subsaharienne, toujours largement plus élevé qu’ailleurs, expliquent ce phénomène. Le taux de fécondité y est de 4,6 par femme pour 2,1 dans le monde et 1,8 en France en 2019.

Selon les prévisions de l’ONU, l’Afrique subsaharienne (au sud du Sahara) comptera à elle seule plus d’un milliard de personnes en 2050. Globalement, les 47 pays les moins développés dans le monde sont ceux où la population augmente le plus vite.

La hausse mondiale est portée par seulement une dizaine de pays dont la croissance sera particulièrement forte: l'Inde, dont la population dépassera même celle de la Chine en 2027, l'Égypte, le Pakistan, l'Indonésie, les États-Unis seul pays très développé à conserver une croissance très soutenue, et de nombreux pays d’Afrique subsaharienne comme le Nigéria, le Congo, l'Éthiopie et la Tanzanie.

En Afrique, même si la fécondité reste forte, les femmes ont, comme partout, moins d'enfants. Cette baisse pourrait même avoir un effet positif sur l'économie de ces pays, à condition qu'ils créent de l'emploi et investissent dans l'éducation. Les 25-64 ans, en âge de travailler, seront alors les plus nombreux. Une aubaine que les démographes appellent «dividende démographique».

À l'inverse, l'Europe devient le foyer des pays qui se dépeuplent. À cause d'un taux de fécondité très bas, la Lituanie et la Bulgarie vont perdre plus de 20% de leur population. Même chose pour de nombreux pays d'Europe de l'Est. En Asie, le Japon va lui aussi perdre presque 20% de sa population. Quant à la France, sa population augmenterait d'un million d'ici 2050, à 68 millions.

Au niveau mondial, outre la faible fécondité, les pertes de populations s'expliquent par des migrations, économiques (Venezuela ou Bangladesh par exemple) ou environnementales, ou encore les guerres, comme en Syrie ou au Soudan.

Dans tous les pays, la durée de vie des hommes comme des femmes s'allongent, même si les femmes conservent leur avance. On vit aujourd'hui 72,6 ans dans le monde, soit 8 ans de plus qu'en 1990. L'ONU prévoit que cette durée de vie atteigne 77,1 ans en 2050. L'espérance de vie s'améliore également dans les pays les plus pauvres, même si l'écart reste de près de 14 ans avec les pays riches. Cette différence s'explique par une forte mortalité des enfants et des jeunes mères dans les pays pauvres, la violence de certains conflits et la persistance de l'épidémie de Sida.

Signe aujourd'hui de ce fort vieillissement, les personnes âgées de plus de 65 ans sont dans le monde plus nombreuses que les enfants de moins de 5 ans. Selon les projections de l'ONU, le monde comptera, pour la première fois, plus de personnes de 65 ans et plus, que de 15-24 ans, en 2050. Le nombre d'octogénaires et plus - 143 millions aujourd'hui - devrait tripler en 2050 et atteindre 426 millions. Le Figaro 11 juillet 2019

LVOG - Vivre plus vieux pour travailler plus longtemps, quelle injuste et cruelle perspective !

Le besoin morbide d'appartenir à la majorité fabriquée par ceux qui l'exploitent.

Dans 500 ans peut-être, il faut espérer avant, les hommes se demanderont peut-être comment leurs ancêtres ont-ils pu être assez écervelés pour courir après une balle ou un ballon ou frapper dedans, le pire étant encore les spectateurs beaucoup plus nombreux qui n'avaient manifestement rien d'autres de mieux à faire durant leur temps libre, à croire qu'ils en avaient trop !

Et que dire du temps libre qu'ils passaient à regarder des films, assister à des pièces, lire des livres, écouter des chansons, participer à des cultes qui leur rappelaient sans cesse leur triste sort ou les ramenaient à d'autres époques encore plus sordides, un peu comme si leur propre malheur quotidien ne leur suffisait pas, il fallait rajouter celui des autres, un soulagement particulièrement malsain quand on sait qu'ils demeuraient indifférents ou ignoraient les drames qui se déroulaient sous leurs yeux. A moins qu'ils prirent du plaisir à vivre des fictions teintées de romantisme, à défaut d'imagination une fois leurs aspirations au bonheur et à la liberté envolées. Toujours est-il qu'ils reproduisaient sans cesse les mêmes rapports qui leur empoisonnaient l'existence.

Qui plus est, ils avaient été instruits, tous ou presque avaient été scolarisés, ils disposaient d'une multitude de moyens de communication et d'information, presse écrite, presse illustrée, radio, télévision, cinéma, théâtre, Internet, ils bénéficiaient de plus en plus de temps libre, la durée du travail avait été réduite d'un quart ou plus, les congés payés couvraient cinq semaines, les jours fériés étaient encore nombreux, ils se déplaçaient de plus en plus également, y compris en avion pour visiter d'autres pays, bref, ils n'étaient plus les gueux illettrés travaillant 12 à 16 heures par jour dès l'âge de 12 ans ou beaucoup moins, vivant entassés dans des taudis infâmes...

Et pourtant, leur niveau de conscience n'avait pas progressé depuis cette époque ou si, mais tout comme le progrès social il avait servi à les corrompre, pour finalement se complaire dans leur médiocre condition dès lors qu'ils trouvaient le moyen d'en tirer quelques satisfactions éphémères et superficielles, qui à leur tour servaient à justifier l'insouciance, l'indifférence ou la passivité dans laquelle ils allaient se vautrer et qui devait les condamner à vivre dans une société rendue nauséabonde par tous les bouts où on la prenait.

On encouragea leurs illusions, on flatta leur ignorance, on décréta qu'ils n'étaient responsables de rien, bref, on fit tout minutieusement pour qu'ils ne changent rien et s'enfoncent un peu plus, cela les arrangeait car réduits à cet état insignifiant il allait de soi qu'ils ne pourraient pas être les acteurs du changement de la société que certains leur proposaient et qui les effrayait plutôt qu'autres choses. Dès lors il leur fut infligé toutes sortes de mauvais traitements, d'humiliations, on les infantilisa, on les rabaissa, on les complexa pour bien leur faire comprendre qu'ils n'étaient rien, qu'ils n'étaient pas dignes ou ne possédaient pas les qualités requises pour décider de l'orientation de la société, et qu'ils devaient s'en remettre aux puissants qui détenaient le pouvoir et gouvernaient pour le bien commun.

Ils rechignèrent et tentèrent de résister, quoique, de telle manière qu'ils finirent par tout accepter. Comme cela ne suffisait pas encore on leur trouva des excuses, on les plaignit, on les encensa une fois de plus, quelle meilleure preuve de bravoure ils pouvaient donner en faisant acte de soumission en présence d'un despote au pouvoir. Dans un acte suicidaire collectif, ils

rendirent hommage à la médiocrité qui devint le pendant de la méritocratie pavant la voie du fascisme ou du totalitarisme.

On ne les juge pas, on ne les blâme pas, on s'en tient au constat que le développement de la civilisation humaine ou les formidables progrès qu'elle a réalisés au cours des millénaires passés n'auraient jamais eu lieu sans la lutte de classe des exploités et des opprimés. Il n'existe pas davantage de bons prétextes pour refuser d'y participer, que de justifications aux inégalités et aux injustices sociales.

Dans quel monde vivons-nous ?

Pornographie, prostitution et pédophilie déguisées et légaux.

- Ce que dit la sexualisation des adolescentes de la société japonaise - Slate.fr 11 juillet 2019

Disons-le une bonne fois pour toutes: le Japon n'a pas le monopole de l'exploitation et de la sexualisation des enfants à des fins mercantiles. Parmi les exemples les plus criants, citons les compétitions de mini-miss qui mettent en scène des petites filles grimées en adultes, dans des postures parfois aguicheuses. Inventés aux États-Unis, ces concours de beauté ont été tardivement interdits (2014) en France aux moins de 13 ans, mais ils subsistent sur internet.

Par ailleurs, l'immense succès d'artistes comme Britney Spears et Alizée, 16 ans à l'époque des très suggestifs «Baby One More Time» et «Moi… Lolita», illustre nettement le pouvoir de fascination des adolescentes érotisées auprès des adultes.

Mais il y a un tabou. «On ne s'autorise pas, en Occident, à admettre que les nymphettes exercent une emprise réelle sur le grand public», estime Agnès Giard, anthropologue, membre de l'équipe de recherche EMTECH à l'Université libre de Berlin et autrice de L'imaginaire érotique au Japon. Au pays du Soleil-Levant, toutefois, la possibilité de fantasmer sur des enfants paraît plus assumée, tolérée, et donc visible, du fait de plusieurs spécificités culturelles et sociologiques.

Aujourd'hui, d'innombrables bandes dessinées, dessins animés ou jeux vidéo mettent en scène des collégiennes ou des lycéennes de manière sexualisée, de manière frontale ou anodine. En France, deuxième pays consommateur de mangas derrière le Japon, il est aisé de se procurer des œuvres grand public où les poitrines généreuses d'adolescentes bondissent et où les petites culottes moulantes ne cessent d'être entraperçues. La passion des vieux pervers pour les sous-vêtements portés par des jeunes filles est un gag récurrent dans Dragon Ball et Ranma ½, dont les adaptations animées ont été vues par les millions de téléspectateurs et de téléspectatrices du «Club Dorothée» dans les années 1990.

Cette fascination pour les nymphettes serait-elle uniquement de nature sexuelle? Pour l'anthropologue Agnès Giard, il s'agit aussi d'un idéal esthétique et philosophique. «La shôjo (jeune fille) incarne au Japon une idée du beau très particulière, celle de la fleur en train d'éclore… et sur le point de périr.»

Forte d'une industrie culturelle foisonnante et très imaginative, le Japon permet à ses citoyen·nes de nourrir leurs fantasmes, même les plus crus. Encore aujourd'hui, la pédopornographie virtuelle –images de synthèse, dessins, textes, reproductions en silicone, etc.– reste tout à fait légale, probablement pour ne pas pénaliser économiquement les entreprises et ne pas punir les consommateurs.

Néanmoins, lorsque le fantasme fait intervenir de véritables enfants, la problématique n'est plus du tout la même. Et bien que la diffusion de contenus pédopornographiques réels –photos et vidéos faisant intervenir de véritables enfants– ait été interdite dès 1999, la possession, elle, n'est devenue illégale que très récemment. «Jusqu'à 2015, posséder de la pornographie enfantine n'était pas un délit au Japon. La loi a été modifiée, mais les intéressés ont eu droit à un an de grâce pour se débarrasser de leurs collections, affirme Jake Adelstein, journaliste américain installé au Japon et spécialisé dans la traite d'êtres humains(5), dans une interview à Marie Claire. Sans ce délai, tout le monde aurait fini en prison. L'économiste Paul Seabright, auteur du livre Sexonomics, a estimé qu'un Japonais sur dix possédait ou avait regardé de la pornographie enfantine.»

Terminons avec le phénomène du JK business (de joshi kôsei, lycéennes), en plein essor d'après Mutsumi Ogaki, criminologue à l'Université d'État de Californie. Il s'agit pour des lycéennes de proposer des promenades, discussions ou autres activités en théorie anodines à des hommes plus âgés, en échange d'argent ou de cadeaux.

Mais derrière cette pratique parfaitement légale se cache souvent de la prostitution, notamment lorsque des réseaux mafieux s'en mêlent. «Presque toutes les filles sont issues de foyers conflictuels, ou se sentent isolées à l'école», témoigne Yumeno Nito, une ancienne fugueuse qui aide ces adolescentes à sortir de la rue, dans le cadre du reportage de Vice «Schoolgirls for Sale in Japan». Selon elle, «ce problème ne sera pas résolu tant que des adultes qui achètent et vendent [ces services] n'auront pas disparu». Slate.fr 11 juillet 2019

It's so easy ! (C'est si facile !) Bienvenue chez les faux-monneyeurs, les "zombies" qui marchent "sur la tête".

Sputnik - Afin d'éviter une paralysie de l'économie, la BCE a sorti l'artillerie lourde. En 2015, elle lançait un vaste programme de

rachat d'actifs (dette publique et privée) ou «quantitative easing» dans la langue de Shakespeare –ou plutôt le jargon globish des analystes financiers. Elle a ainsi injecté jusqu'à décembre 2018 environ 2.600 milliards d'euros dans l'économie. Durant son mandat, Mario Draghi a aussi proposé deux TLTRO pour «Targeted long-term refinancing operations» ou «opérations ciblées de refinancement à long terme». Le but? Octroyer aux banques des prêts sur plusieurs années à des taux proches de zéro. Les montants de ces opérations en 2014 et 2016 se sont chiffrés en centaines de milliards d'euros. Pour finir, le taux auquel se refinancent les banques auprès de la BCE est de 0% depuis mars 2016. «Super Mario», comme il est appelé dans le milieu, a donc ouvert en grand les vannes de l'argent pas cher. Pour éviter les réflexes de rentier des banques, il a également baissé le taux de dépôt à - 0,40% en juin 2014.

Le problème pour les banques demeure que ce taux négatif rogne leurs marges, de plus en pleine période de taux de crédit très bas qui ne leur offrent que peu de rentabilité.

«Les banques de la zone euro reçoivent des paiements d'intérêt faible sur les crédits» et «tout ceci conduit inexorablement au recul» de leur rentabilité. Tout comme au Japon, «on peut donc considérer qu'il s'agit de banques zombies, fortement affaiblies par les taux d'intérêt bas», estiment dans une note les experts de Natixis.

«Nous allons étudier si la préservation des effets favorables des taux d'intérêt négatifs pour l'économie requiert d'atténuer leurs effets secondaires possibles, s'il y en a, sur l'intermédiation bancaire», déclarait «Super Mario».

À la même époque et selon nos confrères des Échos, Luis de Guindos, vice-président de l'institut basé à Francfort, mettait en avant d'autres difficultés des banques de la zone euro, comme «le niveau élevé de leurs coûts, une concurrence excessive ou encore l'impact des créances douteuses». Concernant ce dernier point, la situation de la Deutsche Bank est assez révélatrice. L'établissement allemand a annoncé la suppression de 18.000 postes et la mise en place d'une «bad bank» visant à se débarrasser de 74 milliards d'euros de créances douteuses.

«La faible rentabilité des banques va clairement au-delà de l'impact potentiel des taux d'intérêt négatifs. Je pense que la faible rentabilité des banques en Europe a à voir avec des facteurs structurels», déclarait Luis de Guindos en avril dernier.

La politique non conventionnelle de la BCE a également des effets très importants sur l'immobilier. Les taux historiquement bas de la Banque centrale européenne permettent aux banques de prêter à des taux, qui, eux aussi, évoluent à des niveaux jamais vus. Selon le courtier Empruntis, il est désormais possible d'obtenir en France un crédit immobilier à 1% sur 20 ou 25 ans. Une aubaine pour acheteurs? Oui et non. Car cet argent pas cher alimente également une spéculation sur l'immobilier qui voit littéralement exploser les prix dans plusieurs villes d'Europe.

L'économiste Jean-Yves Archer voyait même plus loin en 2016. Alors qu'il mettait sa plume au service du Figaro, il exprimait ses craintes de voir la politique monétaire non conventionnelle de la BCE mener à une érosion déflationniste:

«Bien évidemment, sur le papier, le citoyen lambda se dit que financer un appartement à 1% de taux d'intérêt est une aubaine. À condition qu'une érosion déflationniste ne vienne pas tirer à la baisse la valeur de son bien, comme c'est le cas au Japon.»

Le plus inquiétant reste que la BCE ne semble pas être en mesure de sortir de ce type politique. Les craintes sur la croissance en zone euro lui ont vite fait abandonner ses velléités de normalisation monétaire. Son programme de rachat d'actifs a été clos en décembre dernier et voici que selon La Banque postale Asset Management (LBPAM) citée par Boursorama, «le marché va se passionner sur l'écho des débats concernant la possibilité d'actionner un certain nombre d'instruments: de la forward guidance au quantitative easing, en passant par une baisse des taux directeurs».

Concernant un nouveau TLTRO, c'est déjà fait. La BCE a annoncé une troisième salve de son programme visant à venir en aide aux banques. Les TLTRO III seront lancés en sept vagues entre septembre prochain et mars 2021. Les échéances des prêts seront de deux ans et les taux oscilleront entre -0,30% à + 0,10%. La quantité de crédits redistribués par chaque banque dans l'économie fera office de juge.

«Entre le TLTRO III et l'usage de taux négatifs, le dispositif à l'œuvre démontre que nous sommes encore très loin d'une normalisation des conditions monétaires», a souligné Thomas Prince, responsable de la gestion monétaire chez Groupama Asset Management.

La politique extrêmement accommodante de la BCE au cours des dernières années a mené à une situation inédite sur le marché obligataire. Aujourd'hui, plusieurs pays européens tels l'Allemagne ou la France empruntent à 10 ans à taux négatif. En zone euro, «la dette souveraine en territoire négatif vient d'atteindre le montant de 5.000 milliards d'euros, soit l'équivalent de 64% du montant total», souligne Christopher Dembik, responsable de la recherche économique chez Saxo banque.

S'il garde son titre jusqu'à échéance, le prêteur se verra rembourser moins qu'il a prêté. Mais pourquoi payer pour prêter? Pourquoi une telle «aberration intellectuelle» comme la qualifie Éric Bourguignon, directeur général délégué de Swiss Life

Asset Management France?

«L'investisseur nous confie son argent comme s'il louait un coffre-fort», explique Anthony Requin, patron de l'Agence France Trésor, chargée de placer la dette française sur les marchés. Il estime que les taux négatifs s'apparentent à des frais de location.

«Il s'agit en outre de savoir quelle est la limite quand les taux n'en sont plus une», s'interroge pour sa part Geoffroy Lenoir, responsable des taux souverains en euros pour Aviva Investor. Une source de marché qui s'est confiée à l'AFP s'est montrée plus affirmative:

«Tout le monde sait que nous marchons sur la tête.»

Christine Lagarde remettra-telle l'église de l'orthodoxie monétaire au milieu du village européen? Ses prises de position alors qu'elle était à la tête du FMI (Fonds Monétaire International) permettent d'en douter. Sputnik 09.07

La démocratie est avant tout une affaire de don...

Le point sur la primaire démocrate aux Etats-Unis, voici ce qu'on reçut en dons entre avril et juin 2019 quelques candidats de ce parti de gauche, ils sont une vingtaine au total, sans rire :

Pete Buttigieg = 24,8 millions de dollars
Joe Biden = 21,5 millions de dollars
Elizabeth Warren = 19 millions de dollars
Bernie Sanders = 18 millions de dollars
Kamala Harris = 12 millions de dollars

Et durant la même période chez les républicains :

Donald Trump = 105 millions de dollars

C'est ce qui fait dire aux lecteurs du Figaro qu'il sera sans doute réélu...

Commentaire d'internaute.

- "Les néocons ont choisi Creepy Kamala, elle sera désignée avec l'aide des médias. Évidemment elle n'a aucune chance, et Trump gagnera de toute façon. Cette primaire n'a aucun intérêt."

Schizophrénie collective et stupidité humaine.

Au fait, fait-il toujours chaud en été en France ?

Tiens donc, la fin du monde n'a duré que quelques jours et pas partout...

... quel dommage :

- Ventilateurs, brumisateurs, glaces... Les ventes de ces produits ont connu un coup de chaud pendant la canicule - Franceinfo 08.07

Le chiffre d'affaires généré par les achats de ventilateurs et de climatiseurs a bondi de 533% durant la semaine du 24 au 30 juin par rapport à la même période en 2018. Franceinfo 08.07

Il y a ceux qui brassent du vent et dont c'est la profession, et d'autres qui brassent de l'eau, mais attention à trop en dire, on se ridiculise. En attendant ceux qui brassent de l'argent se régalent !

- Olivier Dufourneaud, directeur de la politique des Océans de l'Institut Océanographique de Monaco l'invité de franceinfo - franceinfo- 08.07

Cette canicule ne s'est pas accompagnée ensuite d'un coup de vent qui aurait permis de "brasser" les eaux de surface et de profondeur. Donc on a gardé une couche de surface très chaude qui, heureusement, n'est pour l'instant pas très épaisse. J'ai plongé hier matin et à une vingtaine de mètres, on passe en-dessous des vingt degrés. (...) Cette situation peut encore évoluer. Il suffit d'un coup de mistral qui ferait remonter des eaux un peu plus profondes pour qu'on perde quelques degrés très rapidement.

LVOG - Quel scénario catastrophe ! Et c'est grâce aux océans qu'on aurait échappé au pire :

"...l'océan a capté 93% de la chaleur excédentaire. Cela nous a fait gagner du temps sur le réchauffement de la planète." Pourvu que le niveau des océans ne baisse pas, cela tombe bien puisqu'il paraît qu'il aurait plutôt tendance à augmenter...

Le noyau de la terre constitué de fer liquide ou en fusion se refroidit, du coup le champ magnétique ainsi créé qui protège la Terre des bombardements cosmiques en provenance du soleil se serait affaibli, ce qui expliquerait en grande partie le réchauffement climatique de la Terre, mais personne ne sait pourquoi le noyau de la terre se refroidit, très très lentement rassurez-vous.

Sinon, il y a encore le terrorisme, les communistes, les xénophobes, les misogynes, les racistes, le sida, la grippe, le cancer et même l'homéopathie.

Le soleil est responsable de la majorité de l'évolution du climat, auquel il faut ajouter le noyau de notre planète qui joue un rôle énorme puisque c'est lui qui produit le magnétisme terrestre qui détourne la plupart des rayons solaires de la terre, et sans lequel la terre perdrait son eau et son atmosphère et deviendrait invivable ou une planète morte.

- Une canicule de courte durée et très localisée - climato-realistes.fr 03.07

Annoncée à cor et à cri plusieurs jours à l'avance, cette canicule aura donc duré une semaine (du 24 juin au 01 juillet 2019) et culminé le 28 juin.

On remarque que les pics de chaleur ont été enregistrés dans un périmètre géographique réduit centré sur le Gard et l'Héraut, (carte)

De la météorologique au climat

Cette vague de chaleur fut classique dans sa configuration météorologique : une arrivée d'air très chaud provenant du Sahara apportée par un vent d'altitude résultant d'une dépression sur le proche Atlantique et d'un anticyclone sur le nord de l'Europe. En même temps que la masse d'air saharienne recouvrait l'Europe occidentale, une masse d'air froid s'est écoulée vers le sud et l'est de l'Europe, (carte)

Cette carte montre l'ampleur des variations météorologiques naturelles (jusqu'à 25° C), comparée à l'anomalie (supposée climatique) de température moyenne mondiale qui n'était selon le Dr Roy Spencer que de +0,3 °C pour ce mois de juin.

L'histoire climatique est mouvementée mais la mémoire des événements naturels est courte.

(Les canicules de 1911, 1947,1976, 1983, 2003 - ndlr)

Températures réelles et températures ressenties

Un taux d'humidité élevé est venu accentuer la sensation de chaleur dans certaines régions de France. Une nouvelle unité de mesure (dérivée de l'indice Humidex) s'est ainsi imposée dans certains médias : la température ressentie. Une carte, diffusée par La Chaîne Météo et BFM TV dimanche 23 juin, montrait le nord de la France, Paris incluse, recouvert de noir, avec la mention « 48 ° C ».

Explications de Pascal Scaviner, chef du service prévisions de la Chaîne Météo :

« Si l'on prend une température moyenne de 36 °C l'après-midi […] avec un air sec, c'est-à-dire un taux d'humidité de 30 %, votre corps va ressentir une température de 40 degrés. Par contre, si l'on prend la même température avec une humidité beaucoup plus élevée, de 60 %, votre corps va ressentir une température de 50 degrés, un inconfort maximal, un véritable danger pour la santé ».

Sébastien Léas prévisionniste à Météo France est heureusement venu corriger la présentation racoleuse de la chaîne Météo :

« Les prévisionnistes de Météo France ont « déjà des doutes et des incertitudes sur le niveau des températures de la semaine ». « Si on n'a pas de certitude sur les températures, vous imaginez bien que nous n'en avons encore moins sur l'indice humidex ».

Températures réelles et températures mesurées

Les températures enregistrées par une station météorologique, aussi professionnelle soit elle, ne doivent pas nécessairement être inscrites dans le marbre, sinon Météo-France ne procéderait pas régulièrement à l'homogénéisation des températures, un traitement statistique qui a pour but de détecter et corriger les biais présents dans les séries de données observées qui peuvent être du même ordre de grandeur que le signal climatique que l'on cherche à mesurer. Le dernier jeu de séries homogénéisées de référence date de 2014.

Il est donc permis de questionner le nouveau record de 45.9°C enregistré le 28 juin 2019 à Gallargues-le-Montueux par une station du réseau secondaire de Météo-France. Car il se trouve qu'une station du réseau collaboratif Info Climat située à un autre emplacement sur cette même commune donne une valeur bien différente : 44,1°C.

Le site meteo-paris.com indique que les stations de Météo-France sont classées sur une échelle de 1 à 5 : un site de classe 1 est considéré comme un site de référence, tandis qu' il est déconseillé d'effectuer des mesures météorologiques sur un site de classe 5. La station Météo-France de Gallargues est de classe 3. Il n'est donc pas interdit de penser que le franchissement de ce seuil symbolique de 45°C ne soit qu'un artefact des mesures.

L'effet d'îlot de chaleur urbaine

Sous l'effet d'îlot de chaleur urbaine la température en ville est plus élevée que dans les zones rurales alentour, en particulier la nuit. En région parisienne cet écart est de l'ordre de 2 à 3 °C en moyenne annuelle. Selon Météo France, lors de la conjonction de paramètres météorologiques (notamment en période de fortes chaleurs) l'effet d'îlot de chaleur urbaine peut atteindre près de 10 ° C en Île-de-France.

A cet égard il serait intéressant de savoir combien parmi les 554 stations météorologiques du réseau RADOME de Météo-France (une tous les 30 km) sont affectées par l'effet dit d'îlot de chaleur urbaine.

Ajoutons à cela que la vague de chaleur de juin 2019 est survenue peu de temps après le solstice d'été au moment où les journées sont les plus longues. Or, c'est justement durant la nuit que le mercure baisse. Ainsi, plus les nuits sont courtes, moins les températures ont le temps de se rafraîchir.

La fréquence des canicules augmente t-elle ?

Il est logique que dans un monde qui se réchauffe même de façon minime (entre 0,8°C et 1,2°C depuis le début de l'ère industrielle selon le GIEC), et quelle que soit la cause, naturelle ou anthropique de ce réchauffement, la fréquence des épisodes caniculaires puisse aller en augmentant.

Dans un article du 01 juillet, la Chaine Météo fournit un visuel qui compare les canicules en fonction de leur durée et de leur intensité.

On voit que 2019 se situe bien derrière les canicules de 1911, 1947 et 2003.

Mais l'été 2019 ne fait que commencer. climato-realistes.fr 03.07

- Climat : une pétition à contre-courant en Italie - climato-realistes.fr 6 juillet 2019

Nous publions la pétition sur le climat préparée par le professeur Uberto Crescenti – Professeur titulaire de géologie appliquée à l'Université G. d'Annunzio de Chieti ; il a été Recteur de l'Université G. d'Annunzio de 1985 à 1997, président de la Société italienne de géologie de 1999 à 2005, fondateur et président de l'Association italienne de géologie appliquée et d'environnement de 1999 à 2005, fondateur et président en 2001 de l'Association italienne « géologie et tourisme », et des scientifiques de renommée internationale, afin d'encourager un débat sérieux sur l'avenir de notre planète, fondé sur les connaissances scientifiques et sans contraintes politiques.

PÉTITION SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ANTHROPIQUE

Nous soussignés, citoyens et hommes de science, invitons avec force les décideurs politiques à adopter des politiques de protection de l'environnement qui soient compatibles avec les connaissances scientifiques. En particulier, il est urgent de lutter contre la pollution là où elle se produit, comme l'indiquent les meilleures données scientifiques. A cet égard, il est regrettable que les connaissances mises à disposition par le monde de la recherche soient utilisées trop tard pour réduire les émissions anthropiques de polluants très répandus dans les systèmes environnementaux tant continentaux que marins.

Cependant, il faut être bien conscient que le dioxyde de carbone lui-même n'est pas un polluant. Au contraire, il est indispensable à la vie sur notre planète.

Au cours des dernières décennies, s'est répandue une hypothèse selon laquelle le réchauffement de la surface de la terre d'environ 0,9°C observé depuis 1850 serait anormal et dû aux activités humaines, en particulier à l'émission dans l'atmosphère de CO2 venant de l'utilisation des combustibles fossiles.

C'est là la thèse du réchauffement climatique anthropique promue par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies, dont les conséquences seraient des changements environnementaux si graves qu'ils feraient craindre des dommages énormes dans un avenir proche, à moins que des mesures drastiques et très coûteuses soient adoptées immédiatement. De nombreuses nations du monde ont adhéré à des programmes de réduction des émissions de dioxyde de carbone et une propagande de plus en plus virulente les invite à adopter des programmes toujours plus exigeants dont la mise en œuvre, très onéreuse pour les économies de ces Etats, serait, prétend-on, nécessaire à la maîtrise du climat et au « salut » de la planète.

L'origine anthropique du réchauffement de la planète est cependant une conjecture non prouvée, déduite uniquement de certains modèles climatiques, c'est-à-dire de programmes informatiques complexes, appelés modèles de circulation générale.

Au contraire, la littérature scientifique a, mis en évidence l'existence d'une variabilité climatique naturelle que les modèles ne sont pas capables de reproduire, variabilité naturelle de mieux en mieux vérifiée.

Cette variabilité naturelle explique une part importante du réchauffement climatique observé depuis 1850.

La responsabilité anthropique du changement climatique observée au siècle dernier est donc exagérée de façon injustifiée et les prévisions catastrophiques sont irréalistes.

Le climat est le système le plus complexe sur notre planète : nous devons donc l'aborder avec des méthodes appropriées et adaptées à son niveau de complexité. Les modèles de simulation climatique ne reproduisent pas la variabilité naturelle observée du climat et, en particulier, ne reconstituent pas les périodes chaudes des 10 000 dernières années. Celles-ci se sont répétées environ tous les mille ans : on y trouve la période médiévale chaude, bien connue, la période romaine chaude, et généralement de grandes périodes chaudes pendant l'Optimum holocène [Il y a 8000 ans].

Ces périodes passées étaient plus chaudes que la période actuelle, bien que la concentration de CO2 y ait alors été inférieure à la concentration actuelle ; elles sont liées aux cycles millénaires de l'activité solaire. Ces effets ne sont pas reproduits par les modèles.

Rappelons que le réchauffement observé de 1900 à nos jours a, en fait, commencé en 1700, c'est-à-dire au minimum du Petit Âge glaciaire, qui est la période la plus froide des 10 000 dernières années, et qu'il correspond à un minimum millénaire de l'activité solaire que les astrophysiciens appellent minimum solaire de Maunder. Depuis, l'activité solaire, suivant son cycle millénaire, a augmenté et réchauffé la surface de la Terre.

De plus, les modèles ne parviennent pas à reproduire les oscillations climatiques bien connues de période 60 ans environ. Celles-ci ont été responsables, d'une période de réchauffement (1850-1880) suivie d'une période de refroidissement (1880-1910), puis d'une période de réchauffement (1910-1940), d'une période de refroidissement (1940-70) et d'une nouvelle période de réchauffement (1970-2000) semblable à celle observée 60 ans auparavant.

Les années suivantes (2000-2019) ont vu non pas l'augmentation prévue par les modèles, d'environ 0,2°C par décennie, mais une nette stabilité climatique sporadiquement interrompue par les oscillations naturelles rapides de l'océan Pacifique équatorial, appelées El Niño Southern Oscillation (ENSO), telles que celle qui a amené un réchauffement temporaire en 2015 et 2016.

Les médias affirment également que les événements extrêmes, tels qu'ouragans et cyclones, ont augmenté de façon inquiétante. Non ! Ces événements, sont , comme de nombreux systèmes climatiques, modulés par le cycle de 60 ans que l'on vient de signaler. Voyons, par exemple, les données officielles depuis 1880 sur les cyclones tropicaux atlantiques qui ont frappé l'Amérique du Nord : elles montrent une forte oscillation de 60 ans, corrélée à l'oscillation thermique de l'océan Atlantique appelée Atlantic Multi-decadal Oscillation (AMO). Les pics observés pendant dix ans sont comparables pour les années 1880-90, 1940-50 et 1995-2005. De 2005 à 2015, le nombre de cyclones a diminué, suivant le cycle susmentionné.

Ainsi, sur la période 1880-2015, il n'y a pas de corrélation entre le nombre de cyclones, qui oscille et le CO2 qui augmente de façon monotone.

Le système climatique n'est pas encore suffisamment bien compris. S'il est vrai que le CO2 est un gaz à effet de serre, la sensibilité du climat à son augmentation dans l'atmosphère est, selon le GIEC lui-même, encore extrêmement incertaine. Un doublement de la concentration atmosphérique de CO2, d'environ 300 ppm avant l'ère industrielle à 600 ppm, pourrait, dit-on, faire monter la température moyenne de la planète d'au moins 1°C à au plus 5°C.

Cette incertitude est énorme. Cependant, de nombreuses études récentes fondées sur des données expérimentales estiment que

la sensibilité du climat au CO2 est nettement moindre que celle estimée par les modèles du GIEC.

Il est donc scientifiquement irréaliste d'attribuer à l'homme la responsabilité du réchauffement observé de 1900 à nos jours. Les prédictions alarmistes ne sont donc pas crédibles, puisqu'elles sont basées sur des modèles dont les résultats sont en contradiction avec les données observées.

Tout porte à croire que ces modèles surestiment la contribution anthropique et sous-estiment la variabilité climatique naturelle, en particulier celle induite par le soleil, la Lune et les oscillations océaniques.

Enfin, les médias ont fait passer le message qu' il y aurait un consensus quasi unanime parmi les scientifiques sur la cause anthropique de l'actuel changement climatique et que le débat scientifique serait donc clos. Et pourtant, nous devons tout d'abord être bien conscients que la méthode scientifique exige que ce soient les faits, et non le nombre de croyants qui d'une conjecture font une théorie scientifique consolidée.

Quoi qu'il en soit, même ce supposé consensus n'existe pas. Les opinions des spécialistes – climatologues, météorologues, géologues, géophysiciens, astrophysiciens – sont très variables et nombre d'entre eux reconnaissent l'importance de la contribution naturelle au réchauffement planétaire observée depuis la période préindustrielle et même au réchauffement de l'après-guerre à aujourd'hui.

Il y a également eu des pétitions signées par des milliers de scientifiques qui ont exprimé leur désaccord avec l'hypothèse du réchauffement climatique anthropique. Notamment celle lancée en 2007 par le physicien F. Seitz, ancien président de l'American National Academy of Sciences, et celle lancée par le Groupe d'experts International Non Gouvernemental sur l'évolution du climat (NIPCC), dont le rapport 2009 conclut que » la nature, et non l'activité humaine, gouverne le climat « .

En conclusion, vu l'importance cruciale des combustibles fossiles pour l'approvisionnement énergétique de l'humanité, nous suggérons de refuser d'adhérer à des politiques de réduction des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère sous le prétexte illusoire de gouverner le climat. climato-realistes.fr 6 juillet 2019

Les modèles qui servent à fabriquer leurs impostures.

LVOG - Rappelons que pour justifier la thèse officielle du 11 septembre 2001 présentée par G.W. Bush, la commission mise en place par l'administration américaine s'était appuyée sur des modèles informatiques à défaut de s'en tenir aux faits, qui en partie furent censurés quand ils révélaient les contradictions et incohérences de cette démarche.

A propos du réchauffement climatique, on est en présence du même procédé qui a consisté à recourir à des modèles climatiques contestés par des dizaines de milliers de scientifiques dans le monde.

- Le climatologue : Jean Jouzel - Les Armes de la Transition - Le vent se lève 17 mars 2019

Extraits.

Il faut bien voir que, d'un côté on peut reconstituer les climats passés, de l'autre, on n'a quand même pas dans les climats du passé un analogue de ce vers quoi nous allons. Il y a eu des climats plus chauds qu'aujourd'hui, bien évidemment, pour des raisons tout à fait naturelles, mais ce n'étaient jamais vraiment pour les mêmes raisons.

Donc, si on veut regarder vers le futur, la seule façon de le faire c'est d'utiliser des modèles climatiques. Bien sûr, on peut les valider, sur des conditions différentes comme celles du passé, mais l'approche quasi obligatoire c'est la modélisation, donc je m'y suis intéressé.

Si on veut regarder ce qui se passe actuellement avec une orbite circulaire, il faut aller voir ce qui s'est passé il y a 400 000 ans et là, c'est clair : la période chaude a duré 20 à 30 000 ans. On a de la chance, d'ailleurs, que notre civilisation se soit développée dans une période chaude qui, de façon interglaciaire, de façon naturelle, durera ou durerait (le réchauffement climatique risque encore d'empêcher le passage à la prochaine ère glaciaire, si on le faisait intelligemment). En tout cas, on est dans une période qui, naturellement, serait une période chaude pendant 15 000 années supplémentaires.

Et donc, cette idée qui prévalait dans les années 70 d'un prochain passage à l'ère glaciaire était fausse.

LVOG - Rien ne dit que la prochaine période chaude sera aussi longue que par le passé, en réalité il n'en sait rien et nous non plus, personne n'en sait rien. Tout comme on ignore pourquoi lentement le noyau de la terre se refroidit et le champ magnétique qui en découle faiblit. Quant au pôle magnétique il s'est inversé à plusieurs reprises depuis 4,5 milliards d'années.

Maintenant si la période chaude doit encore durer 15 000 années supplémentaires, tout est dans l'ordre des choses et nous sommes bien en présence d'une mystification, somme toute, personne ne peut prédire jusqu'à quelle température de manière naturelle va s'élever la surface de la Terre ou l'atmosphère qui l'entoure.

Et ce climatologue de décréter :

Le véritable problème c'est notre activité sur le climat.

Une construction idéologique mais pas seulement, une lubie antiscientifique relevant du fanatisme, promotion et distinctions en prime.

- Jean Jouzel est glaciologue-climatologue, pionnier dans l'étude du changement climatique. Il a été vice-président du groupe scientifique du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) lorsque ce dernier a reçu le Prix Nobel de la Paix en 2007. La liste de ses responsabilités est impressionnante. Il a plus récemment rejoint le Haut Conseil pour le Climat.

Après les années 80, je me suis impliqué dans le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat), et j'ai contribué au 2ème et 3ème rapport. À partir de 1994, j'étais chargé de rédiger la partie dédiée au climat du passé, et à partir du 4ème rapport, de 2002 à 2015, je me suis impliqué au niveau de l'organisation elle-même du GIEC, de son bureau, comme vice-président du groupe scientifique.

Quand on regarde l'Accord de Paris, il s'appuie complètement sur le cinquième rapport du GIEC, donc on a rempli notre mission.

J'ai participé au premier Débat sur l'Energie, en 2005, dans lequel est inscrit l'objectif de division par 4 de nos émissions, ensuite j'ai participé à la préparation de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, au Grenelle de l'Environnement dans lequel ça a été réaffirmé.

Une de mes activités c'est de m'impliquer dans la mise sur pied du Pacte Finance/Climat avec Pierre Larrouturou.

J'ai été beaucoup impliqué dans la réflexion qui a précédé la mise sur pied de la loi sur la transition énergétique, la loi pour la croissance verte ; et encore depuis, avec François Hollande et depuis avec Emmanuel Macron, il y a aussi des réunions.

Je suis au Conseil Economique Social et Environnemental (CESE), j'ai été co-rapporteur d'un premier avis, avec Catherine Tissot-Colle sur la loi de transition énergétique, et j'ai aussi été dans la loi T.C.E.V.

J'ai été, par exemple, 5 ans Président du Haut-Conseil de la Science et de la Technologie, qui ne s'intéressait pas au climat, mais à l'ensemble de la recherche en France.

J'ai été aussi pendant 8 ans directeur de l'Institut Pierre Simon Laplace et je me suis beaucoup impliqué dans cette modélisation future du climat..

Je suis président de Météo et Climat. Je suis Directeur de Recherche émérite au C.E.A..

J'ai aussi beaucoup de contacts avec les politiques, bien sûr, je suis assez proche de Nicolas Hulot, mais quand François de Rugy a pris le Ministère, il m'a aussi invité à le rencontrer. De même, j'ai rencontré ensuite Emmanuelle Wargon à son invitation, Brune Poirson également, on a discuté de projets sur le forum Météo/Climat.

Jean Jouzel : Des certitudes que notre communauté scientifique a construites, et auxquelles j'adhère, sont très claires.

LVOG - Avant de lire la suite rappelons que : le cumul des émissions de CO2 venant de combustibles fossiles depuis 1751 représente 1% (un pour cent) du carbone qui circule entre les océans l'air et la végétation et les sols (440 Gt-C (fin 2018) pour 42000 Gt-C). https://www.climato-realistes.fr 13 mai 2019

Comme je l'avais supposé logiquement dans une précédente causerie, l'activité humaine ramenée à sa modeste proportion par rapport aux phénomènes naturelles proportionnellement gigantesques joue un rôle minime. Mais la modestie n'est visiblement pas une valeur reconnue par ce climatologue, c'est le moins qu'on puisse dire !

Jean Jouzel - Premièrement, par nos activités, nous avons modifié la composition de l'atmosphère en gaz à effet de serre : les quantités de gaz carbonique ont augmenté de plus de 40 %, plus que doublé pour le méthane, + 20 % pour le protoxyde d'azote ; avec une conséquence très claire : cette augmentation d'effet de serre augmente la quantité d'énergie disponible pour chauffer l'atmosphère, les glaces, l'océan, et les surfaces continentales. Et d'ailleurs de cette chaleur additionnelle, va

dans l'océan. C'est une première certitude, ce sont nos activités qui ont modifié la composition de l'atmosphère.

La deuxième certitude, c'est que le réchauffement est sans équivoque. C'est une certitude qui s'est construite à travers les rapports du GIEC, et pas simplement sur le fait que les températures dans l'atmosphère augmentent. De fait, les quatre dernières années ont été les plus chaudes qu'on ait connues en France depuis 150 ans. C'est 2018 qui a été l'année la plus chaude.

« Est-ce que les activités humaines sont à l'origine du réchauffement climatique, une fois qu'on a admis la réalité du réchauffement climatique ? »

En fait, la réponse s'est modifiée, a évolué. Dans le premier rapport du GIEC, on ne sait pas… Dans le deuxième rapport du GIEC En 95, la réponse c'est « peut-être »… Et ça a joué un rôle très important, en fait, dans le Protocole de Kyoto. C'est très prudent, mais c'est suffisant. Des gens comme Al Gore utilisent ce résultat et je crois que sans ce rapport du GIEC, sans ce lien qui commence à s'établir entre activité humaine et réchauffement, le Protocole de Kyoto n'aurait pas été mis en place. Ensuite, de « peut-être », on passe à « probablement, plus de 2 chances sur 3 » dans le troisième rapport, « très probablement, plus de 9 chances sur 10 » dans le quatrième, et le cinquième rapport nous dit de façon très claire que le réchauffement climatique des 50 dernières années (depuis les années 50, en gros) est lié déjà aux activités humaines. En fait, que les causes naturelles du réchauffement climatique, que l'ensemble de l'activité solaire, l'activité volcanique, ne peuvent expliquer au mieux qu'un dixième de degré d'un réchauffement qu'on estime à peu près à 8 dixièmes de degrés depuis les années 50. lvsl.fr 17 mars 2019

LVOG - Admirez le montage : De "on ne sait pas", ils sont passés à "peut-être", puis à "probablement", de là à "très probablement", pour finir là où ils avaient décidé d'en venir : le réchauffement climatique est lié aux activités humaines, conclusion qui rejoint celle du Club de Rome, simple coïncidence évidemment.

Tout va bien. Macron peut dormir tranquille.

- Gilets jaunes : seulement quelques centaines de manifestants pour l'acte 34 - Le Parisien 6 juillet 2019

- Les premiers bouchons sur la route des vacances - AFP 7 juillet 2019

- Brossat (PCF) sermonne Jadot: "Rappelle-toi que tu es de gauche!" - AFP 7 juillet 2019

- François Baroin trouve "rassurant", "réconfortant" que les Français aiment leurs maires - Franceinfo 8 juillet 2019

Lobbyisme et stratégie de la terreur. Le climat, l'espace : Leurs ennemis, la menace !

"Fiers parce que vous protégez la nation, parce que vous êtes notre souveraineté, ce qui permet de nous défendre comme de défendre nos alliés. Et cela, ça n'a pas de prix", a conclu Emmanuel Macron.

L'espace comme "enjeu de sécurité nationale"

"Pour assurer le développement et le renforcement de nos capacités spatiales, un grand commandement de l'espace sera créé en septembre prochain", a annoncé Emmanuel Macron samedi, lors d'un discours à la veille du défilé du 14-Juillet.

Une annonce qui rappelle la "Space Force" voulue par le président Donald Trump aux Etats-Unis. Celle-ci serait l'égale des autres corps d'armée américains et regrouperait l'ensemble des personnels militaires et civils qui travaillent dans le domaine spatial au sein du Pentagone.

Pour Emmanuel Macron, l'espace est devenu un "véritable enjeu de sécurité nationale, par la conflictualité qu'il suscite".

"Ce que nous avons constaté, c'est que l'espace est devenu un terrain de conflictualité", a indique Florence Parly sur France Inter. "Il faut pouvoir protéger ce qui est vital pour le fonctionnement de nos systèmes de transport, nos systèmes aériens, nos hôpitaux". Et "l'effort budgétaire pour notre défense sera tenu", a assuré Emmanuel Macron samedi. lejdd.fr 14 juillet 2019

La légion ou l'honneur perdu.

- Plus de 400 personnes distinguées pour la promotion du 14-Juillet de la Légion d'honneur - francetvinfo.fr 14.07

Thierry de Montbrial, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, président de l'Institut français des relations internationales (Ifri), est élevé à la dignité de grand officier. francetvinfo.fr 14.07

Qui est Thierry de Montbrial ? Un idéologue de la gouvernance mondiale oligarchique.

En 1976, il prend part à la création de la French-American Foundation.

En février 1978, il fait partie des membres fondateurs du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés.

En 1979, il crée l'Institut français des relations internationales (Ifri)

Le 1er octobre 1992, il prend la présidence du comité éditorial de la Revue des deux mondes.

En 2008, il lance la World Policy Conference (WPC), rencontre annuelle autour des questions de gouvernance mondiale réunissant des personnalités du monde politique, économique et social.

Membre du comité de rédaction de la revue Foreign Policy. (Source : Wikipédia.org)

Les "lacunes" de Wikipédia :

Il est membre du club "Le siècle", de la Commission Trilatérale, membre du comité directeur du groupe Bilderberg (1976-2012), il a continué de participer aux réunions annuelles sans que son nom n'apparaisse toujours, comme c'est le cas d'autres participants, Bill Gatts par exemple.

- ...il a introduit en 1979 la notion de think tank dans son pays, en créant l'Institut français des relations internationales (Ifri), aujourd'hui classé parmi les plus influents dans le monde. Pour lui, les think tanks ont un rôle majeur à jouer au XXIe siècle pour donner chair à l'idée encore embryonnaire de société civile mondiale. thierrydemontbrial.com

- Thierry de Montbrial (...) a été pendant quarante ans un des "papes" du Bilderberg. "J'ai été nommé au steering committee [comité directeur] en 1974, à l'âge de 31 ans, en remplacement de Wilfrid Baumgartner, ancien gouverneur de la Banque de France, qui y siégeait avec le baron Edmond de Rothschild, raconte cet ancien professeur d'économie à Polytechnique passé par le Quai d'Orsay. A part Kissinger ou Rockefeller, je crois que je suis un de ceux qui ont participé au plus grand nombre de réunions." lejdd.fr 2 décembre 2017

Rappelons que le secrétaire général adjoint de l'Elysée, un certain Emmanuel Macron a été invité à participer entre le 29 mai et le 1er juin 2014 à la 62è réunion annuelle du groupe Bilderberg.

A peine deux mois plus tard, fin août 2014, Arnaud -Montebourg alors ministre de l'Economie était viré, Hollande le remplacera par Macron, qui trois ans plus tard deviendra président de République. Pure coïncidence encore une fois.

Réhabilitation pour service rendu et fidélité à Macron.

- Sarkozy-Kadhafi, les coulisses d'une machination - lejdd.fr 13 juillet 2019

Ou comment ils réécrivent l'histoire au jour le jour...

Madame Lagarde a "permis le détournement de fonds publics (...) mais ce n'est pas elle la fraudeuse", ouf !

- Tapie relaxé : "Nous sommes très étonnés", dit le président d'Anticor - Franceinfo 9 juillet 2019

Invité sur franceinfo, mardi 9 juillet, Jean-Christophe Picard, le président d'Anticor, l'association de lutte contre la corruption en politique :

S'il y a une fraude, il y a des fraudeurs. À un moment donné, il faut qu'on nous explique qui a fraudé. Ce n'est pas madame Lagarde car madame Lagarde n'a été condamnée que pour négligence ayant permis le détournement de fonds publics, mais ce n'est pas elle la fraudeuse. Donc, qui a fraudé ? Il faut bien qu'on réponde à cette question. S'il y une fraude, il y a des fraudeurs, c'est assez facile à comprendre.

...le problème de cet arbitrage, c'est qu'il a été soupçonné d'être très partial. L'accusation disait : 'cet arbitrage a été organisé pour faire en sorte que la décision soit favorable à monsieur Tapie'. C'est la partialité de l'arbitrage qui était en cause. Les montants qui ont été par la suite annoncés étaient délirants, 45 millions de préjudice moral, ça ne s'est jamais vu. C'est d'ailleurs pour ette raison que Christine Lagarde a été condamnée pour négligence, elle ne s'était pas opposée à cette décision.

Dans cette affaire, on sait très bien que ce sont les contribuables qui vont beaucoup payer. C'est ça le problème. Et surtout, ça

n'est pas très dissuasif pour l'avenir. Si ce n'est plus une fraude, c'est au moins un fiasco. Et finalement je remarque que personne n'est responsable, si ce n'est le contribuable qui paye. Franceinfo 9 juillet 2019

Qui a dit ?

- Il a réclamé du gouvernement qu'il mène "*un rapport de forces*" face aux menaces de représailles émises par le président américain. "*Il ne faut pas que la France baisse pavillon devant Donald Trump et les Etats-Unis, ajoute le député. De la même manière que sur l'Iran où il empêche les entreprises françaises d'exporter en Iran, on ne doit pas baisser pavillon. On ne doit pas se laisser faire quand bien même c'est notre allié américain.""On va voir quelle est la vigueur du combat [d'Emmanuel Macron], mais même s'il fait payer [les géants du numériques], ce ne sera qu'un tout petit peu*".

Bref, vive la France, vive les multinationales françaises, vive LREM, vive Macron !

Réponse : Le fakir, François Ruffin (LFI) vendredi 12 juillet, invité de Franceinfo.

Il a aussi félicité la majorité parlementaire LREM pour avoir adopté une taxe Gafa, tandis que les Gafa continuent de pratiquer l'optimisation fiscale et de faire transiter des sommes colossales dans des paradis fiscaux...

Nous, nous n'attendons rien de ces représentants de l'oligarchie. Si vous vous demandiez ce qui distingue la gauche de la droite, vous avez là la réponse. Décidément, ils ne loupent pas une occasion pour légitimer Macron et son gouvernement ultra réactionnaires, minoritaires et illégitimes, et bien moi je ne rate pas une occasion pour dénoncer leur imposture et pour les étriller, montrer en somme quelle est leur véritable nature contre-révolutionnaire.

- Le député François Ruffin (LFI) reprend "La Marseillaise" (mais en version punk) - Franceinfo 12 juillet 2019

Parole d'internaute.

Benalla
Bayrou
Nyssen
Castaner
Blanquer
Kohler
Penicaud
Flessel
Borloo
Le général de Villiers
Emelien
Ferrand
Etc.

Les affaires d'Etat s'accumulent dans la macronie.

En complément. La vieille République des affaires...

Discours du 1er mai 2017 d'Emmanuel Macron dans un meeting à la Porte de la Villette de Paris.

- "*Voilà, mes amis, cette France nouvelle, cette République nouvelle que je veux avec vous construire*"

- Emmanuel Macron veut un gouvernement irréprochable. - francetvinfo.fr 17.05.2017

Chantre d'une "*république irréprochable*", il fera adopté une loi de "*moralisation de la vie publique*".

Les médias du parti de l'ordre ont adopté la stratégie du chaos.

- «Taisez-vous ou je vous bute tous» : le coup de sang d'un prof en plein partiel à Marseille - leparisien.fr 6 juillet 2019

Un éminent agrégé de droit est accusé d'avoir agrippé par le col un étudiant qu'il accusait d'insolence. Les étudiants présents dénoncent une «humiliation inacceptable». leparisien.fr 6 juillet 2019

L'intégralité de l'article du Parisien était à charge contre ce prof.

L'éducation qu'ont reçue les élèves des écoles primaires, les collégiens, les étudiants, leur état d'esprit au contact d'une société en pleine décomposition posent de sérieux problèmes aux enseignants, notamment le manque de respect, les provocations incessantes ou l'indiscipline en général, parfois ou de plus en plus souvent la violence, j'en ai fait l'expérience et ma fille est institutrice. Pendant un temps elle fut tentée d'enseigner au secondaire, puis déjà en butte à des comportements asociaux ou difficiles à l'école primaire, finalement elle préférera se rabattre sur la maternelle.

Echo de la vermine.

En famille. "Tout le monde est pour l'économie de marché".

- Municipales: Jadot (EELV) appelle au "pragmatisme" - AFP 6 juillet 2019

Le dépué européen Yannick Jadot a appelé samedi à La Charité-sur-Loire (Nièvre) au "pragmatisme" pour les élections municipales, n'excluant pas des alliances avec des élus sans étiquette ou divers droite.

"Dans des municipalités où vous avez des gens qui sont sans étiquette ou même divers droite qui font du 100% bio dans les cantines, des jardins partagés, de la rénovation urbaine, qui appliquent ce qu'on a envie de faire", il faudra "prendre nos responsabilités", a poursuivi M. Jadot.

Prenant l'exemple du maire divers droite de Ferrette en Alsace, qui a accueilli des migrants, il a demandé s'il pouvait "dire à ce monsieur "vous êtes le mal"" parce qu'il est de droite.

"Je suis écologiste !", a rétorqué Yannick Jadot mardi sur France 2: "J'en ai marre que l'écologie ait à se situer par rapport au paysage politique du 20e siècle; c'est au paysage politique du 20e siècle, qui n'a pas lutté contre le dérèglement climatique, gauche ou droite, qui n'a pas lutté contre les pesticides, la pollution de l'air (...) C'est à eux de se positionner par rapport à l'écologie !", a-t-il lancé.

Quant à "l'économie de marché", il remarque que "tout le monde est pour l'économie de marché", en demandant: "vous voulez que les paysans bio vendent dans les sovkhozes ? Vous voulez l'économie Maduro ?"

Lundi, M. Jadot, Delphine Batho (Génération écologie), Antoine Waechter (MEI) et François Darmeval (Cap 21) ont scellé leur alliance en vue du scrutin municipal et de l'élection présidentielle de 2022 . AFP 6 et 9 juillet 2019

Quand le ver du "ni de gauche ni de droite" était déjà dans le fruit pourri des écologistes des années 1980.

- Les écologistes scellent leur rassemblement à Ivry-sur-Seine - AFP 8 juillet 2019

Yannick Jadot (EELV), Delphine Batho (Génération écologie), Antoine Waechter (MEI), et François Darmeval (Cap 21), ont scellé lundi leur alliance en vue des municipales et de la présidentielle lors d'un déplacement Ã Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

A leurs côtés se trouvaient également Jean-Marc Governatori (AEI) et François Bechieau (Mdp)...

Les six partis, répartis sur deux listes aux européennes, ont rendu public un texte où ils appellent "au rassemblement de toutes les forces écologistes qui veulent gouverner", et évoquent la "naissance à terme d'une nouvelle organisation collective".

La députée Delphine Batho, qui a soutenu la liste Urgence écologie (1,8%), a salué "un évènement politique important dans l'histoire de l'écologie politique en France".

"Il y a une nouvelle espérance qui est en train de se lever en France et en Europe autour de l'écologie. Le rassemblement d'aujourd'hui (...) est important pour faire grandir cette espérance d'abord aux élections municipales (...) et ensuite pour le dire clairement pour préparer 2022", a-t-elle souligné.

"Pendant toutes ces années nous avons placé la barre trop bas. Cette barre, elle consistait pour l'essentiel à créer un rapport de force pour que nos idées soient portées par le pouvoir en place ou éventuellement à s'introduire au pouvoir, mais on a bien vu que ça ne donnait pas grand-chose (...) Il n'y aura pas de politique écologiste sérieuse sans que les écologistes aient le pouvoir", a renchéri Antoine Waechter, chantre dans les années 1980 d'une écologie "ni de gauche ni de droite".

Interrogé sur sa stratégie aux municipales, M. Jadot a redit sa volonté d'être "pragmatique". "Le premier tour c'est l'écologie. Au second tour (...) on verra qui se réunit autour de nous", a-t-il répondu. AFP 8 juillet 2019

ACTUALITÉ DU JOUR

Totalitarisme. Réaction sur toute la ligne en famille. Retour à l'ordre de Vichy.

LVOG - Ce serait commettre une terrible erreur ou méprise que de leur accorder la moindre empathie, de leur reconnaître des bonnes intentions vis-à-vis de la population en général qu'ils n'ont jamais eu.

Haro sur l'homéopathie !

- Homéopathie, Macron a choisi - Journal du Dimanche 7 juillet 2019

La décision est prise : les produits homéopathiques seront déremboursés. Les experts le préconisaient ; la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, le voulait ; les fabricants et nombres d'élus, eux, s'y opposaient ; et Emmanuel Macron hésitait. Le chef de l'Etat a mis fin au suspense il y a quelques jours. L'annonce doit être effectuée à la fin de la semaine. Elle marquera un tournant. Restent à arbitrer les modalités de l'opération. A ce stade, deux options semblent envisagées :

La première prévoit le déremboursement total, mais en le différant (peut-être d'un an) pour permettre aux laboratoires concernés de se préparer à cette perte de revenus. La seconde consisterait en un déremboursement partiel : actuellement pris en charge par l'Assurance maladie à hauteur de 30%, les granules homéopathiques ne le seraient plus qu'à 15%.

Cette solution n'aurait rien de disruptif : en 2003, le remboursement de ces produits était déjà passé de 65 à 35% ; puis en 2011, de 35 à 30%. Mais elle exposerait l'exécutif au risque de fâcher à la fois les partisans et les détracteurs de l'homéopathie.
Autre inconvénient : elle priverait Bercy d'une source d'économie importante (le coût des remboursements avoisine 127 millions d'euros par an), au moment où le gouvernement cherche à réduire la dépense publique. De fait, Edouard Philippe et Gérald Darmanin ont eux aussi plaidé à l'Élysée pour le déremboursement. Journal du Dimanche 7 juillet 2019

- L'homéopathie totalement déremboursée à partir de 2021, annonce Buzyn - L'Express.fr 9 juillet 2019

Le remboursement, c'est bientôt fini. C'est la ministre de la Santé elle-même qui l'annonce ce mardi soir au Parisien. Elle précise que l'homéopathie sera totalement déremboursée à partir de 2021, et que ce déremboursement débutera dès 2020.

Le gouvernement a donc décidé de suivre les conclusions de la Haute Autorité de santé (HAS) de dérembourser à 100 % les produits homéopathiques.

Les laboratoires Boiron, qui réalisent 60 % de leurs ventes en France sur les produits homéopathiques remboursables, avaient par exemple alerté sur des possibles conséquences sur l'emploi, comme la suppression de quelque 1 000 postes, voire 2 500 selon 20 Minutes.

Le prochain débat devrait se porter sur la profession d'homéopathe. L'Ordre des médecins sera saisi en octobre prochain pour prendre une décision sur la reconnaissance de cette discipline a indiqué le président Patrick Bouet, mercredi 3 juillet lors d'une conférence de presse. L'Express.fr 9 juillet 2019

Du ministère de la propagande à celui de la haine.

- Lutte contre la haine en ligne : l'Assemblée adopte le projet de loi controversé - lexpress.fr 09.07

L'Assemblée nationale a approuvé ce mardi la proposition de loi LREM de lutte contre la haine sur internet. Elle contraint les plateformes à agir malgré leurs réticences, et hérisse certains élus d'opposition en raison de l'autorité qui leur est donnée.

Le texte de la députée de Paris Laetitia Avia a été validé en première lecture par 434 voix pour, 33 contre et 69 abstentions. Il passera à la rentrée au Sénat, en vue d'une adoption définitive rapide.

Une des mesures phares, sur le modèle allemand : plateformes et moteurs de recherche auront l'obligation de retirer les contenus "manifestement" illicites sous 24 heures, sous peine d'être condamnés à des amendes allant jusqu'à 1,25 million d'euros. Sont visées les incitations à la haine, la violence, les injures à caractère raciste ou religieux.

Le tout sera contrôlé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Et Cédric O, secrétaire d'État au Numérique, de lancer : "Nous avons une obligation de résultat, car être capable de protéger les Français, en ligne comme hors ligne, c'est la mission première de l'État".

Confier aux Gafa (Google, Amazon, Facebook et Apple) le soin de réguler "ne va pas dans le bon sens", mais que la France se saisisse du sujet est "une avancée", selon le porte-parole PCF Sébastien Jumel. Alors que l'Hexagone se veut à la pointe du mouvement mondial de régulation, Cédric O juge l'équilibre "atteint" entre liberté d'expression et "efficacité".

Dans une lettre ouverte, la Ligue des droits de l'Homme, la présidente du Conseil national du numérique et encore la présidente du Conseil national des barreaux ont plaidé que "le juge doit être au coeur tant de la procédure de qualification des contenus que de la décision de leur retrait ou blocage".

Un parquet et une juridiction seront spécialisés dans la lutte contre la haine en ligne, a aussi fait ajouter le gouvernement, à la satisfaction des députés de tous bords voulant remettre la justice au centre. lexpress.fr 09.07

Nouvel appel à délation.

- Stades de foot : la LFP et la Licra annoncent le fichage des actes racistes, sexistes et homophobes - RT 9 juillet 2019

Ce dispositif doit «permettre à toute personne présente dans nos stades, témoin ou victime, de signaler un acte discriminant (raciste, antisémite, homophobe, sexiste, ou autre)». «Tout signalement déclenchera une procédure définie en étroite collaboration entre la LFP et la Licra», fait également savoir un communiqué diffusé par la Ligue. RT 9 juillet 2019

- Le gouvernement lance la chasse au mégot de cigarette - Journal du Dimanche 10 juillet 2019

Les dates de péremption et l'obsolescence programmée pas concernées.

- Brune Poirson au JDD : "La loi antigaspillage marquera un vrai tournant écologique" - Journal du Dimanche 7 juillet 2019

Consigne, principe du pollueur-payeur pour le BTP, 100% de plastiques recyclés en 2025 : la secrétaire d'Etat à la transition écologique, Brune Poirson, présente mercredi en Conseil des ministres sa loi antigaspillage. Journal du Dimanche 7 juillet 2019

Tout cela pour adopter une nouvelle taxe.

- Les billets d'avion taxés en 2020 : "Un premier pas symbolique" pour l'écologiste Delphine Batho - Journal du Dimanche 9 juillet 2019

Une écotaxe (de 1,50 à 18 euros sur les billets d'avion - ndlr) sur tous les vols au départ de la France à partir de 2020, c'est déjà ça de pris pour l'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho. L'annonce faite mardi par le gouvernement "donne raison aux jeunes qui se mobilisent pour le climat et aux électeurs qui votent pour les listes écologistes", salue pour le JDD la députée ex-PS, aujourd'hui présidente de Génération écologie.

Une mesure qui sera intégrée au projet de loi de finances 2020 et qui devrait rapporter 180 millions d'euros. Ils seront destinés, selon le gouvernement français à financer de nouvelles infrastructures de transport, plus écologiques, et en particulier, le transport ferroviaire. Journal du Dimanche et euronews 9 juillet 2019

Un comportement pathologique à traîter en urgence.

- Un «état d'urgence climatique» annoncé à Paris - sputniknews.com 09.07

Un «état d'urgence climatique» a été déclaré ce 9 juillet à Paris par les élus du conseil de la ville, après que la capitale française a connu une canicule sans précédent.

Un groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution sera formé, un «Giec parisien». Il sera composé d'experts, de climatologues, d'urbanistes et de sociologues qui prendront part au développement des politiques publiques.

En supposant que la génération actuelle peut être la dernière à pouvoir changer le climat, dans son tweet, la maire de Paris a souligné qu'il s'agissait d'un «moment historique» et qu'il était maintenant «temps de l'action concrète».

Paris déclare l'urgence climatique. Nous sommes à un moment historique. La révolution des consciences a lieu, aujourd'hui, personne ne nie plus l'urgence. Vient le temps de l'action concrète. sputniknews.com 09.07

Comment mieux dresser les femmes contre les hommes et vice versa.

- Marlène Schiappa : "Nous allons organiser un Grenelle des violences conjugales" - Journal du Dimanche 7 juillet 2019

Le gouvernement lance une "mobilisation nationale" contre les violences conjugales. La secrétaire d'Etat Marlène Schiappa annonce dans le JDD la tenue d'un Grenelle. Journal du Dimanche 7 juillet 2019

- Comment faire reculer la violence des hommes contre les femmes ? - LePoint.fr 9 juillet 2019

Longtemps, la police a fermé les yeux sur des « différends privés », les voisins ont détourné les yeux, les femmes ont eu peur. Comment changer les mentalités ? LePoint.fr 9 juillet 2019

LVOG - C'est là qu'on s'aperçoit que leur propagande a non seulement un contenu idéologique, mais fonctionne comme un instrument destiné à influencer les consciences afin que chacun s'adapte à la société monstrueuse qu'ils sont de mettre en place et en devienne un agent.

On peut même y arriver en y mettant le prix, suivez le guide.

"Bla-bla-bli, bla-bla-bla..." : Clémentine Autain (LFI) se moque des propositions de Marlène Schiappa contre les féminicides - Franceinfo 9 juillet 2019

On est dans une opération de pure communication. Ce que nous attendons, ce sont des mesures sonnantes et trébuchantes qui permettent de passer un cap dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Clémentine Autain à franceinfo. Franceinfo 9 juillet 2019

Ils osent tout

- Défilé du 14 Juillet : la France honore ses héros - Le Parisien

- Le député François Ruffin (LFI) reprend "La Marseillaise" (mais en version punk) - Franceinfo 12 juillet 2019

- « Les chefs d'entreprise doivent voir l'immigration comme une extraordinaire opportunité » - LePoint.fr 12 juillet 2019

- Migrants : deux capitaines du "Sea Watch 3" vont être décorées par la Ville de Paris - Franceinfo 13 juillet 2019

- Festival d'Avignon : Laurent Gaudé ranime la belle idée européenne avec François Hollande en guest-star ! - Franceinfo

- Pourquoi les jeunes Africains se mobilisent peu pour le climat - Franceinfo

- L'économie du bien-être en discussion à Bruxelles - euronews

- Grèce : victoire de la droite et retour à la normalité - LePoint.fr

- Trump est «incompétent» selon l'ambassadeur britannique à Washington - 20minutes.fr 06.07

- Washington veut une mission internationale après un nouvel incident dans le Golfe - AFP 12 juillet 2019

- Brésil: Bolsonaro songe à nommer un de ses fils ambassadeur aux Etats-Unis - AFP 12 juillet 2019

- Afghanistan: Washington salue des pourparlers "productifs" avec les talibans - AFP 06.07

- Marvel confirme un super-héros gay «assez prochainement» - Le Parisien 06.07

- Dans l'Oise, c'est la folie des fêtes médiévales - Le Parisien 06.07

- Ukraine : Tchernobyl devient officiellement un site touristique - LePoint.fr

- Ethiopie : Addis Abeba, une capitale sans moto - francetvinfo.fr 06.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

- Retour éclatant de la droite en Grèce - LeFigaro.fr 7 juillet 2019

Arrivé en tête avec 39,8 % des suffrages, le parti de droite Nouvelle Démocratie (ND) détiendra 158 des 300 sièges que compte la Vouli, le parlement grec, selon les résultats officiels portant sur 94 % des bureaux de vote. Syriza, le parti de gauche d'Alexis Tsipras, qui a obtenu 31,5 % des voix, ne conservera quant à lui que 86 des 144 sièges qu'il avait dans l'assemblée sortante, les Grecs ayant sévèrement sanctionné cette formation, coupable à leurs yeux d'avoir « trahi » ses promesses et d'avoir imposé l'austérité.

Le taux de participation s'est élevé à près de 58 %.

Troisième parti dans le nouveau Parlement, le Kinal né sur les cendres du Pasok (socialiste), remporte 22 sièges (8,3 % des voix), devant les communistes du KKE (5,3 % - 15 sièges), le parti nationaliste de la Solution grecque (10 sièges) et le parti MeRa25 de l'ancien ministre des finances de M. Tsipras, Yanis Varoufakis (3,4 % des voix - 9 sièges). Le parti d'extrême-droite Chryssi Avghi (Aube dorée) devrait recueillir 2,96 % des voix, échouant à entrer au parlement pour la première fois depuis ses débuts aux élections nationales de 2012.

"Nous nous sommes battus et nous avons fait beaucoup, toujours la tête haute" , a néanmoins déclaré Alexis Tsipras , dans son allocution après l'annonce de sa défaite.

"Nous avons appliqué une politique des finances impopulaire et pro-bancaire, une recette qui conduit à l'usure", a confié Nikos Xydakis, ex-député du Syriza et ancien ministre de la Culture. lemonde.fr, lexpress.fr, LeFigaro.fr et .xinhuanet.com 7 et 8 juillet 2019

Grèce : « Il y a 35 % de pauvres et 1 salarié sur 3 gagne 317 euros » - LePoint.fr 7 juillet 2019

Le marché du travail grec a été libéralisé dans le cadre des programmes d'ajustement économique.

Concernant le marché du travail, tous les nouveaux emplois créés sont surtout temporaires ou à temps partiel : ce sont des emplois précaires faiblement rémunérés. Aujourd'hui, un salarié grec sur trois travaille à temps partiel pour un salaire net de 317 euros, inférieur à l'allocation de chômage de 360 euros. Et la pauvreté reste la plus élevée de la zone euro, avec 34,8 % de la population exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, selon les dernières données d'Eurostat (2017).

Kyriakos Mitsotakis (le nouveau Premier ministre - ndlr) peut lancer des réformes favorables au marché (telles que la réduction de la bureaucratie et les privatisations), inspirer une confiance accrue aux marchés, attirer les investissements privés (nationaux et étrangers) et augmenter le taux de croissance potentielle. LePoint.fr 7 juillet 2019

Algérie

- Algérie : 21e semaine, et la mobilisation ne faiblit pas - Le Point 13.07

Les Algériens ont encore manifesté en très grand nombre vendredi, pour la 21e semaine consécutive contre le régime, à l'issue d'une longue nuit de célébrations de la qualification de l'équipe nationale pour les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2019). Après avoir obtenu le départ de tous les caciques de l'ancien régime, les manifestants réclament celui du général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major, ministre de la Défense et désormais véritable patron du pays.

À Alger et dans les autres wilayas, la mobilisation est forte...

Ce vendredi de manifestations massives était le premier depuis l'expiration, le 9 juillet, du délai d'intérim à la tête de l'État, confié par la Constitution, durant 90 jours maximum, au président de la Chambre haute Abdelkader Bensalah. Celui-ci a fait savoir qu'il resterait néanmoins chef de l'État par intérim, hors du cadre constitutionnel, jusqu'à l'élection d'un nouveau président à une date indéterminée, la présidentielle convoquée le 4 juillet pour élire un successeur à Abdelaziz Bouteflika ayant été annulée faute de candidats.

Mercredi, le chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, véritable homme fort du pays depuis la démission de M. Bouteflika le 2 avril, a réaffirmé le soutien du haut commandement militaire au président Bensalah et souhaité l'organisation d'une présidentielle « dans les plus brefs délais » via un « dialogue national ».

Une partie de la nuit, de nombreux Algériens ont fêté la qualification de leur pays en demi-finale de la CAN 2019. Jeudi soir, un immense cri de joie a retenti dans Alger, à la fin de la séance des tirs au but contre la Côte d'Ivoire, auxquels ont rapidement succédé klaxons et youyous dans divers quartiers de la ville.

Malgré cette nuit de fête et un impressionnant quadrillage policier dès les premières heures de la journée, une foule immense a envahi les rues du centre d'Alger, noires de monde tout l'après-midi.

Des manifestations massives ont également eu lieu à Oran, deuxième ville du pays, à Béjaia et Tizi-Ouzou (Kabylie, Nord), selon des journalistes locaux, ainsi qu'à Constantine (3e ville d'Algérie), selon les médias algériens et les réseaux sociaux. À Alger, les manifestants ont répondu au chef d'état-major en réclamant à nouveau « un État civil, pas militaire » – faisant fi des mises en garde du patron de l'armée contre ce « slogan mensonger » – et en affirmant n'avoir « pas confiance » en lui.

Pour un passant ironique, « Alger la Blanche » (traditionnel surnom tiré de la couleur des immeubles du centre-ville) était devenue, vendredi, « Alger la Bleue », couleur de la police. Des files ininterrompues de camionnettes des forces de l'ordre sont restées garées des deux côtés des rues – et parfois même sur les trottoirs –, empruntées par le cortège, réduisant sérieusement l'espace pour les manifestants.

De l'huile de moteur a également été versée sur des escaliers, des parapets de bouches de métro ou des lampadaires sur lesquels ont l'habitude de se jucher des manifestants, selon des journalistes de l'AFP, qui ont également vu, comme à plusieurs reprises les semaines précédentes, une dizaine de personnes être interpellées dans la matinée, sans motif apparent.

Sur Twitter, Saïd Salhi, vice-président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), a dénoncé un « dispositif sécuritaire » montrant « une volonté manifeste d'empêcher les marches pacifiques à Alger ». « Barrages filtrants », « policiers en civils », « fouilles des passants », « interpellations », a-t-il détaillé.

Tentative de muselage ?

Le cortège algérois a commencé à se disperser dans le calme en fin d'après-midi. Aucun incident n'a été signalé à travers l'Algérie.

Parmi les manifestants d'Alger, Aïcha Sahli, la soixantaine, s'est dite « exaspérée par un gouvernement qui s'impose au peuple », alors que le délai d'intérim est dépassé. « Le pouvoir doit comprendre que nous refusons des élections avec les rois de la fraude », a-t-elle expliqué à l'AFP.

Le « Hirak » (mouvement de contestation) refuse que les anciens hauts responsables de la présidence Bouteflika, M. Bensalah et le général Gaïd Salah en tête, organisent le scrutin et il exige leur départ du pouvoir et la mise en place d'institutions de transition avant toute élection. Une revendication catégoriquement rejetée par les autorités.

Abdelkader Bensalah a proposé début juillet la création d'une instance de dialogue pour préparer la présidentielle, sans participation des autorités civiles et militaires, mais son cadre flou laisse sceptique les manifestants.

Pour Abdelhak, chauffeur de taxi, les dirigeants algériens « gagnent du temps en cherchant comment faire pour nous faire avaler des couleuvres ». De précédentes propositions de « dialogue » formulées par le pouvoir ont été rejetées par les figures de la contestation, qui dénoncent essentiellement l'organisation de la présidentielle imposée et non négociable. Le Point 13.07

- Algérie : le FLN et le RND donnent la présidence de l'Assemblée aux Frères musulmans - Réseau Voltaire 11 juillet 2019

Alors que la population conteste la légitimité de la totalité des personnalités ayant exercé de hautes fonctions sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika, le président de l'Assemblée nationale populaire Mouad Bouchareb a cédé et démissionné le 2 juillet.

Pour lui succéder, les partis majoritaires (le Front de libération nationale et le Rassemblement national démocratique), se sont ralliés à la candidature du Frère Slimane Chenine. Il était présenté par une coalition de partis islamistes (Ennhada, Adala et El Bina) ultra-minoritaire.

Les six autres candidats (dont ceux du FLN et du RND) se sont retirés.

Contrairement au principe démocratique, le vote a eu lieu à main levée.

Slimane Chenine est un illustre inconnu. Il a débuté sa carrière politique avec Abbasi Madani (fondateur du Front islamique du salut) au sein de la Ligue de prédication islamique de Mahfoud Nahnah.

Pour sa part, le président par intérim de la République algérienne, Abdelkader Bensalah, dont le mandat s'achevait le 9 juillet et qui fait partie des personnalités contestée, reste à son poste en l'absence d'élection. Réseau Voltaire 11 juillet 2019

Brésil

- Au Brésil, le président Bolsonaro défend le travail des enfants - 20minutes.fr 7 juillet 2019

« Regardez, en travaillant à la ferme à 9 ou 10 ans, cela ne m'a pas du tout desservi. Quand un enfant âgé de 9 ou 10 ans travaille quelque part, il y a plein de monde pour dénoncer le "travail forcé" ou le "travail des enfants". Mais s'il est en train de fumer du crack, personne ne dit rien », a déclaré jeudi le président d'extrême droite Jair Bolsonaro. « Le travail donne de la dignité aux hommes et aux femmes, peu importe l'âge », a-t-il poursuivi lors de son émission hebdomadaire en direct sur Facebook.

Le lendemain, lors d'un acte officiel, il a ajouté : « J'ai travaillé depuis l'âge de 8 ans en plantant du maïs, en cueillant des bananes (…) tandis que j'étudiais, en parallèle. Et aujourd'hui, je suis qui je suis. Ce n'est pas de la démagogie, c'est la vérité ».

Dans le cadre de cette polémique, les médias brésiliens ont ressorti ces jours-ci une interview au magazine Crescer datant de 2015 où la mère et le frère de Jair Bolsonaro, Olinda et Renato, contredisent le chef de l'Etat. « Mon père avait son style bohème, mais il n'a jamais laissé un de ses fils travailler, car il pensait qu'ils devaient étudier », y déclare Renato Bolsonaro.

Vendredi matin, la ministre de la Femme et des Droits de l'Homme, l'ancienne pasteur évangélique Damares Alves, a tenté de mettre un terme à la polémique.

« Regardez, notre génération a travaillé tôt, j'ai travaillé très tôt, nos parents ont travaillé très tôt, mais cela ne signifie pas que nous allons décriminaliser (le travail des enfants) (…) Nous sommes certains que le travail des enfants est une violation des droits, qu'il ne peut pas être autorisé », a-t-elle déclaré.

La législation brésilienne interdit le travail des moins de 16 ans, excepté pour les apprentis, qui peuvent commencer à 14 ans. Mais selon les données de l'Institut national de statistiques (IBGE), près de 2,5 millions de mineurs âgés de 5 à 17 ans travaillent au Brésil.

Iran

- Royaume-Uni/Iran : « Grace 1 » et « British Heritage » - Réseau Voltaire 11 juillet 2019

Le Grace 1, un pétrolier iranien battant pavillon panaméen, a été arraisonné au large de Gibraltar par la Royal Navy, le 4 juillet 2019. Cette opération viole le droit international assurant la liberté de circulation dans les détroits.

- Le Royaume-Uni justifie son action par ses soupçons selon lesquels l'Iran achemine du pétrole en Syrie malgré l'interdiction de l'Union européenne (dont il fait encore partie).

- Le conseiller national de sécurité US, John Bolton, a qualifié cette opération d'« excellente nouvelle ».

- L'Iran a dénoncé un « acte de piraterie ».

- L'Espagne (qui ne reconnaît pas la légitimité britannique sur sa colonie de Gibraltar) a dénoncé une opération commanditée par les Etats-Unis (ce que Londres a démenti) et « examine les conséquences qu'elle pourrait avoir sur sa souveraineté ».

L'ancien commandant des Gardiens de la Révolution, Mohsen Rezaei, a appelé son pays à prendre une mesure de rétorsion équivalente contre un navire britannique.

Le président Hassan Rohani semble lui avoir emboité le pas, lors d'une intervention télévisée, le 10 juillet.

Quelques heures plus tard, quatre embarcations des Gardiens de la Révolution ont stoppé un navire britannique de la BP, le British Heritage, dans le détroit d'Ormuz. Ils ne l'ont pas arraisonné et n'ont pas violé le droit international, mais uniquement menacé de le faire. Ils ont laissé le pétrolier suivre son chemin après que la frégate britannique d'escorte, le HMS Montrose, se

soit déclarée prête au combat. Réseau Voltaire 11 juillet 2019

Etats-Unis

- Pour les anciens soldats américains, les guerres au Moyen-Orient "n'en valaient pas le coup" - AFP 11 juillet 2019

Une majorité d'anciens soldats américains estiment que la guerre en Afghanistan, qui dure depuis près de 18 ans, "ne valait pas le coup d'être menée" et 64% tirent les mêmes conclusions sur la guerre en Irak, selon un sondage publié mercredi par le Pew Research Center.

"Pour une majorité des anciens soldats (58%) et du grand public (59%) la guerre en Afghanistan n'en valait pas le coup" tandis qu'à peu près 40% pensent l'inverse, estime le think tank américain dans ses conclusions.

Et 55% d'entre eux ont le même avis sur l'intervention américaine en Syrie contre le groupe Etat islamique.

"Les points de vue ne difèrent pas selon le grade militaire ou l'expérience", précise le Pew Research Center. D'après une récente analyse de l'université Brown, 6.951 militaires américains sont morts en opération entre 2001 et 2018.

Beaucoup d'anciens soldats reviennent en souffrant de stress post-traumatique (PTSD).

Plus de 6.000 vétérans de l'armée américaine se sont suicidés chaque année entre 2008 et 2016, selon un rapport du ministère des Anciens combattants publié fin 2018.

Haut de page

Le 24 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

Causerie du 16 au 22 juillet 2019, je n'ai pas eu le temps de prendre connaissance des infos de la veille.

On a encore eu un peu de pluie et la température en journée est tombée en dessous de 30°C, du jamais vu depuis 1990 en cette saison. Qui sait, le climat pourrait jouer un très vilain tour en s'inversant du nord au sud, hypothèse non vérifiée à ce jour...

Les hommes ont entrepris l'exploration de l'espace, mais ils ignorent toujours en grande partie ce qu'il y a sous leurs pieds. Les nantis cherchent peut-être une autre planète où émigrer quand la vie sur la Terre sera devenue impossible ou quand ils l'auront détruite ou rendue invivable. C'est l'ignorance des hommes qui les aura anéantis.

La quatrième partie de cette causerie porte sur Games of Thrones, que je n'ai ni lu ni vu, et je n'ai rien loupé. Voici ce qu'en disait J. Attali en 2014 avec son cynisme habituel :

- ...le succès de Games of Thrones est incomparable. Trois éléments l'expliquent : d'abord, les moyens financiers inédits dont cette série dispose, grâce au caractère mondial de son marché, lui permettent d'avoir des scénaristes, des effets spéciaux, des acteurs, de très haut niveau. Ensuite, l'utilisation des réseaux sociaux démultiplie son impact : ainsi, le 9ème épisode de la saison 3 a entraîné plus de messages tweeter qu'aucun autre évènement mondial et une vidéo culte sur YouTube montre les réactions des spectateurs du monde entier en la regardant. Au point même que nul ne lutte plus contre ses téléchargements illégaux, par Netflix ou tout autre logiciel, car ils contribuent à sa renommée. Enfin, et sans doute surtout, parce que son scenario renvoie très précisément à ce que notre planète va bientôt vivre : une sorte de nouveau Moyen-Age, plein de violences, de désordres, de catastrophes naturelles, de seigneurs de la guerre, de querelles de pouvoir aux rebondissements très rapides. Games of Thrones décrit le monde qui s'annonce après la fin de l'Empire américain, un nouveau Moyen Age flamboyant où aucun pouvoir n'est stable, où tout devient possible.

On peut refuser la globalisation. On peut vouloir s'enfermer dans son petit univers. Heureusement, ou malheureusement, c'est impossible : le nouveau Moyen-Age est là. Il nous fascine. Il est plein de belles histoires et de promesses ; plein de barbaries aussi. Il nous attend ; à nous d'en faire le meilleur usage.

LVOG - Il est vrai que depuis au moins le 11 septembre 2001, l'orientation du monde est fascinant "*plein de belles histoires et de promesses ; plein de barbaries aussi*", dont ses amis ont su "*faire le meilleur usage*, plus cruel tu meurs !

On a la fâcheuse habitude de faire débuter l'histoire là où on la prend ou en sélectionnant une période, généralement coïncidant avec celle que l'on est en train de vivre, alors que si on la prend dans ses enchaînements (dialectiques) on en aura une toute autre perception beaucoup plus proche de la réalité, mais cela nécessiterait un effort supplémentaire que la plupart des gens ne sont pas prêts à faire, et surtout parce que cela remettrait en cause leurs propres analyses qui ne servent qu'à justifier leurs idées ou leur comportement passif ou insouciant, dilettante, en présence d'un monde détestable, ce qui ne date pas d'hier évidemment.

- Au format pdf (29 pages)

PREMIERE PARTIE

Une source d'information irremplaçable.

Voltairenet.org est en danger - Réseau Voltaire 18 juillet 2019

Chers amis,

Nous traversons une grave crise financière susceptible de nous contraindre à fermer ce site avant la fin août.

Nous ne vous avons pas sollicité depuis 8 ans. Nous vous demandons de nous soutenir financièrement alors même que nous savons la période peu propice à ce genre de démarche.

Nous avons ouvert une cagnotte en espérant que vous serez généreux.

Nous ne sommes pas un portail reproduisant les meilleurs articles disponibles, mais une source d'informations vérifiées et d'analyses originales.

Nous avons besoin de vous de toute urgence.

Thierry Meyssan LVOG - Exceptionnellement, j'ai décidé de verser quelques dizaines d'euros au Réseau Voltaire et j'invite les lecteurs à en faire de même.

Quand le NPA est sous l'influence de l'Otan.

L'article que j'ai refusé de diffuser, et vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

Extrait.

Plus de 20.000 manifestants à Moscou pour réclamer des élections locales libres - lexpress.fr 21.07

"C'est de toute évidence le plus grand meeting d'opposition de ces dernières années", a affirmé sur Twitter l'opposant au Kremlin et blogueur anticorruption Alexeï Navalny, présent sur place avec ses alliés, indiquant n'avoir pas participé à un événement de cette taille depuis 2012. lexpress.fr 21.07

Article publié intégralement et gracieusement par la tendance Claire du NPA, la plus décomposée de cette organisation. Libre à eux de faire les poubelles de l'Otan et de cautionner ainsi sa politique.

J'ai aussi refusé de publier celui sur Honk Kong, sachant que la NED/CIA est également derrière les manifestations qui s'y déroulent.

Pourquoi ? Parce que si je publie ce genre d'articles qui relèvent de la propagande de l'Otan, qui relatent des évènements télécommandés par l'Otan, il va obligatoirement falloir que j'explique ce qui se passe réellement dans un tas de pays, qui est qui, qui fait quoi, qui manipule qui, etc. cela va prendre beaucoup de temps et j'en manque cruellement. C'est la raison pour laquelle généralement je me borne à publier les titres dans la rubrique Ils osent tout ou celle intitulée Stratégie du chaos et de la déstabilisation.

Ne craignez-vous pas d'apparaître comme un agent de Poutine ou de Xi, vous demanderez-vous peut-être?

Pour qu'il en soit ainsi il faudrait que je relaie les manifestations pro régime en Russie ou en Chine, or je leur inflige exactement le même traitement.

En complément. Ils osent tout.

- Nouvelle manifestation monstre anti-Pékin dimanche à Hong Kong - AFP 22 juillet 2019

Une nouvelle manifestation monstre anti-Pékin a dégénéré en fin de journée dimanche à Hong Kong, la police tirant des balles en caoutchouc et faisant usage de gaz lacrymogène. AFP 22 juillet 2019

Dans le portail de la NED la propagande anti-chinoise (ou anti-russe, anti-vénézuélienne, etc.) est quasi quotidienne ou hebdomadaire.

- Does the China Model challenge democracy's global appeal? - demdigest.org July 18, 2019

Extraits.

- La Chine pose un défi intellectuel, technologique, politique, diplomatique et militaire aux États-Unis.

- La puissance chinoise a un impact corrosif manifeste sur les démocraties vulnérables, selon une influence récente de l'influence maligne chinoise et de la corruption de la démocratie (ci-dessus), publiée dans le cadre de l'initiative BRIDGE de l'International Republican Institute (IRI) , financé par le National Endowment for Democracy.

- How China's 'malign influence' is corroding democracies - demdigest.org July 17 2019

- 'China is not an enemy'? Barefoot lawyer's death puts focus on CCP regime - demdigest.org July 15 2019

- China 'normalizing and enabling' global authoritarianism - demdigest.org July 11 2019

- A strategy for recovering democratic momentum, countering autocrats' political warfare - demdigest.org July 10 2019

- Time to sanction mastermind of China's crackdown on the Uighurs - demdigest.org July 9 2019

- The Specters Hanging over Hong Kong – and Communist China - demdigest.org June 27 2019

Extraits.

Mais le peuple de Hong Kong, qui a été élevé dans la liberté et les droits individuels dans un système de common law britannique avec des tribunaux indépendants, ne sera pas rassuré par ces tactiques grossières. En effet, le retrait du projet de loi sur les restitutions n'atténuerait pas leur profonde inquiétude face à l'avenir, car Hong Kong se dirige, apparemment de façon irrévocable, sur la trajectoire politique totalitaire de la Chine.

Le bail sur la liberté actuellement en vigueur à Hong Kong expire en 2047, à la fin de la période de 50 ans au cours de laquelle son système politique et économique actuel est autorisé à coexister avec celui de la partie continentale. Les récentes manifestations - proportionnellement, les plus importantes de l'histoire politique moderne - sont les manifestations d'un peuple légalement emmené en captivité. Qui plus est, les Hongkongais savent que leur liberté est progressivement atteinte, bien avant la date limite. Des personnalités fidèles à Pékin contrôlent le Conseil législatif. Les libertés civiles ont été érodées, comme en témoignent les emprisonnements, les expulsions et les enlèvements d'indésirables politiques. Les dirigeants chinois sont réputés pour leur vision à long terme, mais Xi Jinping n'attend apparemment pas que 2047 réalise le rêve d'absorber Hong Kong en Chine, un rêve partagé par des millions de personnes qui ressentent encore profondément sa saisie et sa colonisation par les Britanniques au 19ème siècle.

Les manifestations, qui vont au-delà du danger de la restitution, vont probablement continuer et la confrontation pourrait bien évoluer en une lutte à perpétuité opposant la liberté à Hong Kong à la survie même du régime du Parti communiste en Chine. (...)

De nombreux membres de l'élite politique et économique de Beijing craignent également les tribunaux chinois, sympathisent avec les aspirations des manifestants de Hong Kong et pourraient s'enhardir devant le retrait du régime devant des citoyens exigeants en matière de liberté, le premier depuis la place Tiananmen. La bataille pour Hong Kong se déplaçant maintenant sur le continent et devenant une bataille pour la Chine, le silence officiel de ces derniers jours peut laisser penser à une lutte de pouvoir.

Le résultat pourrait être tragique. (...) L'ethno-nationalisme chinois s'est épanoui, alimenté par l'ascendance du pays en tant que puissance mondiale et par le «fascisme aux caractéristiques chinoises» de Xi. Sentant l'érosion de son pouvoir et soucieux d'éviter les erreurs de Gorbatchev, Xi pourrait ordonner une répression militaire vision à long terme que la Chine peut et

doit surmonter une tempête de condamnation afin de préserver son héritage. (...)

Comment les Hongkongais pourraient-ils vivre dans un tel système? Il est difficile d'éviter de conclure que, dans le cadre du conflit actuel, Hong Kong libérera la Chine ou sera écrasée par celle-ci.

Compte tenu de son histoire unique, de ses relations politiques ponctuelles avec la Chine continentale et de sa proximité avec la Chine continentale, Hong Kong est inévitablement devenue une ligne de front de la guerre des valeurs du XXIe siècle opposant la Chine autocratique au monde libre. Les démocraties du monde ne peuvent pas se permettre de regarder avec les bras croisés. demdigest.org June 27 2019

LVOG - Propos bellicistes et intentions assumées... On se doute qu'ils ne restent pas les "bras croisés" !

Quand vous lisez un article de l'AFP ou de la presse nationale ou régionale, vous retrouvez exactement le contenu et l'orientation des articles publiés par la NED. Idem pour l'ensemble des médias, radios, chaînes de télé.

Si vous le publiez tel quel, vous devenez un de leurs agents, vous relayez leur propagande, c'est aussi simple que cela.

Il faut absolument lire Sous nos yeux de Thierry Meyssan pour avoir une petite idée de quoi ils sont capables. Vous vous apercevrez alors que tout ce qu'on nous raconte à côté est relativement insignifiant, car les choses sérieuses se passent ailleurs et autrement.

Finalement chacun a le choix entre savoir ce qui se passe réellement ou s'y refuser et prendre le risque de se faire manipuler et de colporter la propagande de nos ennemis.

Au fait, puisque tout cela est publié sur le Net, il n'est nullement question de théorie du complot, on ne pourra pas nous opposer cet argument.

Parole d'internaute.

1- "Bien sûr qu'il est opérationnel, ce bon vieux clivage que nous chérissons.

Si vous vous classez à gauche, vous voterez Chirac en 2002, et Macron en 2017, pour « faire barrage à l'extrême droite ».

Si vous vous classez à droite, vous refuserez coûte que coûte de voter Mélenchon en 2017, et vous encouragerez Macron et Castaner à réprimer sans faiblesse la révolte des Gilets jaunes.

Je connais même un militant socialiste historique, un vrai homme du peuple, qui m'a confié qu'il avait voté Macron dès le premier tour en 2017… parce qu'il ne croyait pas dans les chances de Benoît Hamon.

Bref : ce clivage ne sert plus qu'à canaliser les votes des braves gens vers les agents de l'oligarchie, du Medef, de l'UE, de l'OTAN. Et là, il est parfaitement opérationnel.

Young Leaders de droite et de gauche, unissez-vous !"

LVOG - Depuis que la IIe et la IIIe Internationales sont passées de l'autre côté de la barricade lors du premier quart du XXe siècle, ce "clivage" était une escroquerie politique. Il est d'autant plus difficile de l'admettre et de la combattre qu'elle a été entretenue pendant près d'un siècle par toutes les composantes du mouvement ouvrier. Pour beaucoup ou la plupart des militants cela signifie qu'ils doivent accepter l'idée qu'ils se seraient fourvoyés tout au long de leur combat politique ou de leur vie, et rare à ce jours sont ceux qui sont prêts à l'assumer, sans qu'on les en juge responsable ou qu'on les accuse de quoi que ce soit, notez bien.

2- "Pour ou contre le capitalisme. Cette question est aujourd'hui plus d'actualité qu'elle ne l'était hier, face à une bourgeoisie ayant fait sécession du reste de la société, une classe politique à la solde du Capital (et pas toujours celui de leur pays, comme le démontre le cas Alstom), des entreprises jouissant d'une impunité totale et un système économique et de production qui, à terme, condamne notre espèce.

Le clivage gauche/droite a donc tout son intérêt."

LVOG - A condition d'être sans concession avec le capitalisme, ses institutions et ses représentants, de rompre avec eux, avec leur idéologie, et agir ou s'organiser pour les combattre et les vaincre. Tous ceux qui ne remplissent pas ces conditions ne sont pas de gauche, c'est la seule définition que nous pouvons accepter ou retenir en référence à ce clivage ou pour caractériser la nature

de notre engagement politique.

La fabrication du consentement et grenouillage.

La popularité de Macron et Philippe en légère progression à 32% - AFP 21 juillet 2019

La popularité d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe a légèrement progressé ("2 points) en juillet par rapport à juin, à respectivement 32% et 36%, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche.

La popularité du chef de l'Etat telle que mesurée par le JDD a été à son plus bas en décembre 2018 (23%), au plus fort de la crise des "gilets jaunes". Elle a commencé de se redresser en janvier (27%) et poursuit lentement depuis dans cette tendance: 28% d'opinions positives en février, 29% en mars et en avril, 30% en mai et en juin, 32% en juillet. AFP 21 juillet 2019

...cependant...

Près de sept Français sur dix (68 %) restent cependant mécontents de l'action du président de la République, et six sur dix (62 %) de celle de son chef de gouvernement (+1 point pour chacun). Tous les sondés ont un avis concernant le président, alors que 3 % ne se prononçaient pas le mois dernier, et la part d'indécis concernant le chef du gouvernement a réduit aussi. AFP 21 juillet 2019

Acharnement contre les plus pauvres et racket.

Le gouvernement veut taxer davantage les cigares et le tabac à rouler - Journal du Dimanche 21 juillet 2019

Le tabac à rouler, les cigarillos et les cigares pourraient voir leurs prix augmenter plus vite que prévu. Le gouvernement étudie la possibilité de relever très fortement les taxes sur ces trois produits.

Pour le ministère de la Santé, il s'agit de répondre à un objectif de santé publique - les derniers chiffres officiels établissent que le tabac tue chaque année 75.000 personnes en France.

"On se demande s'il n'y a pas un effet de report des cigarettes vers ces produits moins chers. On a lancé des études pour voir si cet effet existe bien" indique-t-on au ministère de la Santé.

Si l'hypothèse se vérifiait, les autorités tenteraient de limiter la différence de prix pour enrayer le phénomène de substitution. Journal du Dimanche 21 juillet 2019

LVOG - "*Le tabac tue chaque année 75.000 personnes en France*, pure invention, c'est la combinaison d'un ensemble de facteurs nuisibles à leur santé qui les tuent, et encore, quand ils ont un âge avancé, c'est normal. C'est comme avec le cancer, il serait dû au mode de vie de ceux qui en sont victimes, alors qu'en Inde au début du XXe siècle ou même récemment (dans la famille de mon épouse), lorsque des Indiens n'avaient jamais été exposés à la moindre pollution, au moindre produit chimique dans leur alimentation, il y en avait qui étaient atteints d'un cancer. En fait, le cancer a toujours existé et ils l'instrumentalisent comme tout le reste...

"Deux-roues motorisés à Paris : le stationnement doit devenir payant" - 19 juillet 2019

Leur pouvoir tentaculaire.

LVOG - Quand la CIA place ses pions en Ukraine ou renforce ses positions, ou comment ils ont fait élire un misérable saltimbanque, Volodymyr Zelensky, qui nommera leur agent Premier ministre, Sviatoslav Vakartchouk.

Vakartchouk: rocker, physicien et étoile montante de la politique en Ukraine - AFP 21 juillet 2019

Superstar du rock et diplômé en physique qui a étudié les sciences politiques dans les prestigieuses universités américaines de Yale et Stanford, Sviatoslav Vakartchouk est aussi le leader d'un tout jeune parti qui a réussi dimanche à entrer au Parlement ukrainien.

LVOG - L'université américaine de Stanford est le laboratoire de la CIA et du néolibéralisme depuis plus de 60 ans...

La preuve : Pour nous, l'essentiel est que l'Ukraine se rapproche de l'Europe" et intègre l'UE et l'Otan, a-t-il assuré.

Pour accentuer son image de nouvelle génération politique, sa formation a banni les députés sortants de sa liste et trié au volet

ses candidats - entrepreneurs, experts, militants dont beaucoup ont fait leurs études en Occident.

Une stratégie similaire à celle de l'actuel chef de l'Etat, ancien comédien Volodymyr Zelensky qui misait lui aussi sur l'espoir de changement.

Le parti présidentiel, Serviteur du peuple, quasiment inexistant en 2018, est arrivé largement en tête des législatives avec 44% des suffrages et M. Zelensky a d'ores et déjà proposé à M. Vakartchouk des négociations en vue de composer une coalition qui nommera le gouvernement.

Pourtant, c'était M. Vakartchouk qui était largement pressenti comme candidat à la présidentielle. Malgré des appels incessants, il ne s'est finalement pas présenté et le vote a été remporté par M. Zelensky.

Au bout d'un an à peine, il a abandonné son mandat parlementaire, se disant déçu par les intérêts cachés, selon lui, de la politique ukrainienne.

Néanmoins, M. Vakartchouk a soutenu avec passion la Révolution pro-occidentale du Maïdan en 2014, qui s'est soldée par la chute d'un président prorusse et sa fuite en Russie.

En 2015, il a participé à un programme international à Yale puis, en 2018, a rejoint l'université de Stanford en tant que chercheur invité pour étudier les sciences politiques et le leadership. AFP 21 juillet 2019

Quand l'AFP recrute des barbares.

Syrie: un journaliste citoyen parmi 18 civils tués à Idleb - AFP 22 juillet 2019

Anas Dyab, photographe et vidéaste de 22 ans ayant collaboré avec l'AFP, a péri dans des raids russes sur la ville de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idleb, a indiqué l'OSDH.

"La Défense civile syrienne pleure la chute du héros Anas al-Dyab", ont annoncé sur Twitter les Casques blancs, dont il était un des bénévoles. (Complice, partisan, partageant leur idéologie monstrueuse. - LVOG)

"C'est une grande perte pour nous", a déploré auprès de l'AFP le directeur des Casques blancs, Raëd Saleh.

Les Casques blancs, soutenus par l'Occident, ont été nominés pour le prix Nobel de la paix en 2016. Mais Moscou et Damas accusent le groupe de complicité avec les rebelles et les jihadistes. AFP 22 juillet 2019

Maccarthysme à la Bolsonaro au Brésil.

La "guerre culturelle" fait rage dans le Brésil de Bolsonaro - AFP 21 juillet 2019

"Créer une machine de guerre culturelle": c'est la mission de Roberto Alvim, choisi par le président d'extrême droite Jair Bolsonaro pour diriger le principal organe public qui régit le spectacle vivant au Brésil.

Nommé fin juin à la tête du Centre des Arts de la scène de la Fondation National des Arts (Funarte), ce metteur en scène réputé est déterminé à mener une "croisade" contre les idées progressistes.

Pour cela, il a publié sur les réseaux sociaux un appel aux professionnels du secteur "alignés avec les valeurs conservatrices" à s'unir pour contrecarrer ce qu'il considère comme une offensive d'artistes accusés de propager le "marxisme culturel".

"Je n'ai pas inventé la guerre culturelle. Elle a été menée de façon brutale par la gauche depuis au moins 30 ans", explique le metteur en scène de 46 ans dans un échange de messages sur Whatsapp avec l'AFP.

"On peut dire que c'est un combat similaire à celui des croisades. Nous nous battons pour notre civilisation judéo-chrétienne, contre sa destruction par les forces progressistes", résume cet admirateur du philosophe sulfureux Olavo de Carvalho, le "gourou" du président Bolsonaro.

La vague ultra-conservatrice qui a permis l'élection au Brésil de ce chantre de la dictature militaire (1964-1985) a également submergé les milieux artistiques.

Le ministère de la Culture a tout simplement disparu, réduit au rang de simple département de celui de la Citoyenneté. AFP 21

juillet 2019

DEUXIEME PARTIE

Parole d'internaute.

(A la suite de l'article : Un planétaire Moyen-Age par J. Attali - attali.com 7 avril 2014)

- "Ah enfin !

Monsieur Attali admet enfin que la mondialisation heureuse qu'il a défendu et promu de tout son être n'est que la mise en place d'un féodalisme à l'échelle planétaire!

Que cette "mondialisation heureuse" qu'on nous a présentée n'était là que pour faire avaler la pilule à tous les CSP+ imbus de leurs diplômes, de leur convictions d'être indispensables aux rouages de ce nouveau monde, alors qu'il allait à moyen terme les détruire eux aussi.

Que le pouvoir est désormais entre les mains de grands seigneurs qui contrôlent aujourd'hui des multinationales, des banques, des organismes financiers, des chaînes de médias qui ont aujourd'hui plus de pouvoir que les Etats, qui peuvent faire la loi pratiquement où elles le souhaitent sur Terre (du moins dans toutes les zones qui se sont tournées vers le libre échange). Qui n'ont que faire des peuples et de leur libre arbitre à se déterminer eux-mêmes, de leur démocratie...

Et bien oui, voilà le résultat du travail de sape qui a été orchestré pour réduire a néant les nations, de "peopleiser" les hommes d'états, d'affaisser l'enseignement de la culture générale, d'affaiblir les états, de transformer les citoyens en consommateurs aveugles qui sont incapable de penser la complexité des problèmes et sont conditionnés par des médias inféodés à réagir à des stimulus émotionnels.

Voilà vers où l'on va.

Et si monsieur Attali qui aime bien les séries authentiques souhaite avoir un avant gout de ce que sera le moyen age et la barbarie du XXIe siècle dans un contexte plus réaliste que (l'excellent) Game of Thrones, je lui recommande la série US: "Sons of Anarchy".

Nous en France, nous n'avons que des niaiseries du style "Poubelle la Vie", qui sont là pour laver le cerveau des gens et leur faire croire que tout va aller mieux!"

Tension au sein du clan de la réaction. La ficelle était un peu trop grosse à avaler... ou à camoufler.

- Libre-échange : Hulot demande aux députés d'avoir «le courage de dire non» au CETA - Le Parisien 22 juillet 2019

Nicolas Hulot demande aux députés de réfléchir avant de céder aux « éléments de langage » qui voudraient faire à croire à la nécessité de ratifier le traité.

« Le plan d'action, que j'ai moi-même endossé à l'automne 2017, n'a pas produit les résultats escomptés et les attentes légitimes n'ont pas été comblées. Nous avons échoué à apporter les garanties nécessaires sur le veto climatique, les farines animales, les nouveaux OGM, la sauvegarde du principe de précaution à l'européenne… Nous avons échoué à réformer la politique commerciale européenne. Ce n'est pas faute d'avoir essayé », dit-il.

« La convergence vers le haut a du plomb dans l'aile », déplore-t-il. Concrètement, la différence de normes entre les produits qui viendront du Canada et ceux fabriqués sur le sol européen va aboutir, selon Hulot, à accepter des taux de LMR, limites maximales de résidus, bien supérieurs à ce qu'ils étaient. Hulot prend en exemple la clothianidine, « un pesticide néonicotinoïde interdit en Europe, utilisé au Canada sur les pommes de terre ». Et de dénoncer le travail de lobbying - Hulot avait, lors de sa démission, vivement mis en cause les pressions des lobbies. « Quand tous les lobbys essayent déjà d'enfoncer la porte, pourquoi leur donner un bélier avec le CETA ? Demain, ces firmes qui ont toutes des filiales au Canada pourront menacer de recourir directement à l'arbitrage. Mais alors pourquoi et pour qui ratifier le CETA ? Pourquoi maintenant ? Pas pour notre santé, pas pour nos agriculteurs ni pour le climat, on l'aura compris », conclut-il. Le Parisien 22 juillet 2019

LVOG - Hulot qui est un pure produit des lobbies...

45 députés de tout bord disent "non au déremboursement de l'homéopathie" dans une tribune publiée par Le Journal du Dimanche - AFP 20 juillet 2019

"L'homéopathie répond à un réel besoin médical. Elle contribue indéniablement à diminuer la consommation médicamenteuse et ainsi à combattre l'antibiorésistance, reconnue comme un problème majeur en termes de santé humaine et animale au niveau international"

"S'Il est difficile d'accepter l'idée selon laquelle cette pratique, qui a longtemps été reconnue par les autorités et la communauté médicale, exercée pendant plus de deux cents ans par des médecins formés, et inscrite à la pharmacopée française en 1965, puisse soudainement être reléguée au rang de "fake médecine""

"Face aux prises de positions virulentes qui ont émergé ces dernières semaines dans le débat public, alors que des millions de Français affirment constater des bienfaits, il est intéressant de se demander pourquoi l'homéopathie dérange".

"Le déremboursement total de l'homéopathie entraînera inévitablement un fort pourcentage de report vers la médecine traditionnelle, plus coûteuse et présentant également davantage de risques d'effets indésirables et secondaires". AFP 20 juillet 2019

LVOG - Bref, une régression sociale de deux cents ans ! C'est la modernité ! "45 députés de tout bord" qui par ailleurs soutiennent Macron, il ne faut pas l'oublier...

Climat. Mystification, infantilisme et mise en scène grotesque.

LVOG - Youth for Climate, c'est la French-American Foundation (FAF) en culotte courte ou le programme Young Leaders.

Changement climatique : Greta Thunberg mardi à l'Assemblée pour réveiller les élus - Journal du Dimanche 21 juillet 2019

Mardi, l'égérie suédoise de la lutte pour le climat Greta Thunberg et de jeunes militants français prendront la parole face à des députés. Le but : réveiller les élus.

Même s'il a conscience de l'enjeu, du haut de ses 18 ans, -Virgile -Mouquet n'a pas la voix qui tremble. "C'est l'occasion d'être enfin entendu par les élus, apprécie ce bachelier bordelais, figure locale du mouvement Youth for Climate qui, depuis -février, a souvent manifesté pour protéger le climat. C'est la première étape, ce qu'on attend depuis des mois." Mardi, de 12 heures à 13h45, à l'initiative du groupe de députés Accélérons la transition écologique et solidaire, il est invité à l'Assemblée nationale, avec deux jeunes femmes de son mouvement âgées de 17 et 19 ans, à prendre la parole devant un parterre de députés sur le thème de l'urgence climatique.

Sont également conviées au débat, Valérie Masson-Delmotte, coprésidente d'un groupe de travail du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), et surtout l'égérie de cette jeunesse européenne en lutte contre le changement climatique, la Suédoise de 16 ans Greta Thunberg.

"On voulait avoir les regards croisés de la science, des politiques et surtout de la jeunesse sur ces questions", avance Matthieu Orphelin, député instigateur de cette rencontre.

Diffusé en direct, l'événement, porté par Greta Thunberg, devrait faire parler de lui. Plus de 150 députés de tous bords (sauf du RN) seront présents et une cinquantaine de médias du monde entier ont été accrédités. Une quarantaine de jeunes et des associations prendront part à une séance de questions-réponses en fin de débat. "C'est tout sauf un coup de com centré sur Greta, assure -Matthieu Orphelin. Ce doit être la journée de l'éveil de la conscience écologiste portée par la jeunesse." Journal du Dimanche 21 juillet 2019

Greta Thunberg a reçu ce dimanche à Caen (Calvados) le prix Liberté 2019, en présence de vétérans du Débarquement de Normandie. Porté par les valeurs du Débarquement allié de 1944 en Normandie, ce prix récompense ceux qui se sont engagés dans le combat pour la liberté partout dans le monde. francetvinfo.fr 21.07

LVOG - A propos de Greta Thunberg, lire la causerie très détaillée du 3 avril 2019 ou encore le 10 juin 2019.

Quand la nature remplace la lutte de classes ou l'agenda du totalitarisme.

Les poupées russes :

- Occupy movement

- Compassionate Revolution

- Rising Up !

- Extinction Rebellion (XR)

(https://www.compassionate-revolution.net/draft-manifesto.html)

Extinction Rebellion en action à Londres, et ce n'est que le début - euronews 19 juillet 2019

https://extinctionrebellion.fr/qui-sommes-nous/

Extinction Rebellion est un mouvement mondial de désobéissance civile en lutte contre l'effondrement écologique et le réchauffement climatique lancé en octobre 2018 au Royaume-Uni.

En mobilisant 3,5% de la population(2), seuil à atteindre pour déclencher un changement de système - en utilisant des idées comme celle de « Momentum-driven organizing »(3).

2 - La notion de "3,5% de la population" est expliquée dans le Tedx de Erica Chenoweth : The success of nonviolent civil resistance (en anglais) Erica Chenoweth, Ph.D., est professeure en Politiques publiques à la Harward Kennedy School et au Radcliffe Institute for Advanced Studies aux USA.

3- « Momentum-driven organizing » est un concept développé dans le livre This is an uprising , co-écrit par Mark & Paul Engler. C'est un modèle d'organisation hybride qui combine la puissance explosive et à court terme des mobilisations de masse qu'il cherche à produire (type Occupy ou Nuit debout), avec la capacité à prendre des décisions collectives et à soutenir la lutte dans le temps qu'ont les structures classiques (types ONG). Ce type de mouvement est la clé de la stratégie globale d'Extinction Rebellion.

Qui est Erica Chenoweth ?

Erica Chenoweth dirige le Program on Terrorism and Insurgency Research (Programme de recherche sur le terrorisme et l'insurrection) de l'université de Denver, aux USA, et est également une chercheuse au PRIO, Peace Research Institute Oslo (Institut de recherche sur la paix d'Oslo). Pour comprendre et/ou anticiper ce qui va suivre, précisons que le PRIO est financé par la Banque mondiale, l'UE et différentes fondations privées (des organisations toutes plus révolutionnaires les unes que les autres, n'est-ce pas). Avec Maria J. Stephan — une spécialiste des affaires étrangères qui a travaillé pour le Département d'État des USA et pour l'OTAN avant de travailler pour le U.S. Institute of Peace (Institut des États-Unis pour la paix, une institution fondée par le Congrès des États-Unis en 1984), et qui est membre permanente d'un des Think Tank les plus influents et tristement célèbres de Wall Street, le Council on Foreign Relations (CFR), quatre autres organisations particulièrement subversives et révolutionnaires, n'est-ce pas — elle a co-écrit un livre sur la résistance civile (Why Civil Resistance Works) qui prétend que la non-violence est la meilleure manière de lutter.

Parmi les grands succès de la non-violence, Erica Chenoweth et Maria Stephan font souvent référence au renversement de Milosevic. Une aberration pour au moins deux raisons. La première, c'est que le mouvement qui a détrôné Milosevic, entre autres via l'organisation Otpor!, a en partie été financé et organisé par les USA, par la CIA[1], et par diverses fondations privées[2]. Ainsi, comme pour nombre des soi-disant « mouvements populaires » cités par nos deux propagandistes de la non-violence, l'aspect « populaire » est ici plus que discutable.

https://www.partage-le.com/2018/06/erica-chenoweth-ou-quand-letat-et-les-banques-promeuvent-la-non-violence-par-nicolas-casaux/

LVOG - Là vous avez la totale : Banque mondiale, l'UE et différentes fondations privées, Département d'État des USA et l'OTAN, le Congrès des États-Unis, Wall Street, le Council on Foreign Relations (CFR). Vous vous voyez lutter au côté de ces gens-là avec le pedigree et les sponsors idéologiques qu'ils ont ?

Together with Maria J. Stephan of the U.S. Department of State, Chenoweth co-wrote the book, Why Civil Resistance Works.

In 2012 Why Civil Resistance Works won the American Political Science Association's Woodrow Wilson Foundation Award for "the best book published in the U.S. during the previous calendar year on government, politics, or international affairs."

In December 2013, Foreign Policy named Chenoweth one of the Top 100 Global Thinkers of the year "for proving Gandhi right," noting her work on providing evidence for the efficacy of nonviolent political movements.

In 2013, Erica also won the Karl Deutsch Award (International Relations) for being "judged to have made the most significant contribution to the study of International Relations and Peace Research by the means of publication."

Vous pouvez vérifier ici sa collaboration à Foreign Policy

https://foreignpolicy.com/author/erica-chenoweth/

https://inthesetimes.com/community/profile/321928

Quand vous cliquez sur le lien about us (qui sommes-nous?) dans le portail Foreign Policy vous atterrissez sur celui de Foreign Affairs (créé en 1922), une officine du Council on Foreign Relations (CFR) " Foreign Affairs can do more to guide American public opinion"

https://www.foreignaffairs.com/about-foreign-affairs

Qui sont Mark & Paul Engler ?

Mark Engler is a senior analyst with Foreign Policy In Focus

Qui financent Foreign Policy In Focus ?

Notamment la Fondation Ford et l'ONU.

https://fpif.org/governance-and-funding/

thisisanuprising.org

Bill McKibben: Nonviolent Direct Action in the 21st Century - November 8, 2017

Editor’s note: Bill McKibben, 350.org founder and author of The End of Nature, has written a new foreword for paperback edition of Mark and Paul Engler’s This Is an Uprising, released in fall 2017.

By Bill McKibben

Nonviolent direct action was the greatest technology invented in the 20th century—Gandhi, King, and the like were Einsteins of political science, uncovering deep new forces hitherto barely guessed at. But the synthesis of that work has been slow in coming. The noble work of Gene Sharp in compiling the history of these techniques has been invaluable, of course. But now, with This Is an Uprising, the Englers have put it all in a well-written and superbly readable volume.

LVOG - Bill McKibben fait l'apologie de la non-violence employée par Gandhi tout en détournant Einsteins, et théorisée par Gene Sharp qui nous ramène à la CIA, au parti républicain, à l'oligarchie.

Qui est Gene Sharp ?

En 1983, Gene Sharp a également fondé l'Institution Albert Einstein, une organisation à but non lucratif consacrée aux études et à la promotion de l'utilisation de l'action non-violente dans les conflits mondiaux. L'institution Albert Einstein a reçu des fonds de la Fondation Ford, de l'Institut républicain international, du National Endowment for Democracy, tandis que certains anciens directeurs venaient de RAND Corporation et de la Fondation Ford . Wikipedia.org

- Le 25 janvier 2011, c’est-à-dire une semaine après la fuite du président Ben Ali, la fête nationale égyptienne se transforme en manifestation contre le Pouvoir. Les protestations sont encadrées par le dispositif traditionnel US des révolutions colorées : les Serbes formés par Gene Sharp (théoricien de l’Otan spécialisé dans les changements de régime en douceur, c’est-à-dire sans recours à la guerre [3]) et les hommes de la NED. Leurs livres et brochures traduits en arabe, y compris les consignes pour les manifestations, sont largement distribués dès le premier jour. La plupart de ces espions seront ultérieurement arrêtés, jugés, condamnés, puis expulsés. Les manifestants sont principalement mobilisés par les Frères musulmans, qui disposent d’un soutien de 15 à 20 % dans le pays, et par Kifaya (Ça suffit !), un groupe créé par Gene Sharp. C’est la « révolution du Lotus » [4].

Notes.

[3] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 juin 2007.

[4] The International Dimensions of Democratization in Egypt : The Limits of Externally-Induced Change, Gamal M. Selim, Springer (2015).

Lire aussi : « Sous nos yeux » (5/25) - Les Frères musulmans comme membres du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 12 juillet 2019)

Extinction Rebellion. Qui sommes-nous ?

Vers une Culture Régénératrice

(c'est-à-dire une culture ouverte, bienveillante et résiliente)

Vision

« Un monde beau et sain, où l'individualité et la créativité sont encouragées, où nous travaillons et résolvons des problèmes ensemble, où chacun·e trouve du sens, avec courage, force et amour. Cela reposera sur des cultures enracinées dans le respect de la nature, de véritables libertés et la justice sociale. »

Illustration de la culture régénératrice

Une culture humaine régénératrice est une culture ouverte, bienveillante et résiliente. Elle se soucie de la planète et du vivant, sans eux l'humanité-même est en péril. Une culture régénératrice s'affine d'année en année, en prenant de petites mesures pour se soutenir et s'améliorer, à tous les niveaux : chez les individus, comme dans les communautés, en privilégiant toujours la santé de notre sol, notre eau et notre air. Plus qu'un réseau de « militants », nous cherchons à trouver des façons de faire et d'être qui accompagneront un changement positif.

LVOG - En fait de "justice sociale", elle est réduite au "vivant", au "système", nulle part dans leur document ne figure de références aux multinationales, à l'oligarchie, qui ne sont pas leurs ennemis, et pour cause, leurs objectifs coïncident avec les leurs et leurs actions consistent à les aider à les atteindre en affaiblissant les Etats ou les gouvernements qui s'y opposeraient.

- Nos principes

Nous nous remettons nous-mêmes en question, autant que ce système toxique

LVOG - Cette remise en cause correspond au constat et aux conclusions du rapport du GIEC ou du club de Rome, de la COP, des accords de Paris destinée à imposer une régression du mode de vie à tous les peuples des pays développés et à interdire aux peuples des pays sous-développés d'accéder à un mode de vie meilleur, tandis que les nantis continueraient de vivre comme avant.

Wikipédia - Revendications du mouvement

L'organisation demande la reconnaissance par l'exécutif de la "vérité" sur l'état de la crise écologique, la réduction des émissions de CO2 afin d'atteindre la neutralité carbone en 2025, l'arrêt de la destruction des écosystèmes océaniques et terrestres et la création d'une assemblée citoyenne chargée de mettre en oeuvre la transition écologique. Wikipédia

LVOG - Le "système toxique" qu'ils dénoncent n'est rien d'autre que le développement économique et la lutte de classe du prolétariat qui ont permis à l'humanité de réaliser des progrès sociaux au cours du XIXe et XXe siècle. Ils partagent le même ennemi que l'oligarchie : le progrès social.

Comme tout mouvement qui se veut apolitique et non violent ou pronant la désobéissance civile, il est foncièrement réactionnaire et il est destiné à servir les intérêts de la réaction, c'est sa seule raison d'être.

LVOG - Extinction Rebellion : Communautarisme et corporatisme sont complémentaires.

- Prenons soin de nos tribus / communautés au sens plus large et de la Terre qui assure notre survie. Concevoir et organiser nos sociétés pour protéger, soutenir et célébrer le vivant.

Une culture régénératrice est essentiellement une culture qui engendre une vie saine et épanouissante pour chaque individu,

chaque groupe d'individus et pour la communauté dans son ensemble, ainsi que pour l'écosystème dans lequel se retrouve.

Dans le portail dailymail.co.uk 16 avril 2019

Le co-fondateur, Simon Bramwell, 46 ans, est un ancien architecte.

Tasmin Osmond, 35 ans, petite-fille du baronnet Sir Thomas Lees, du vétéran militant Roger Hallam et de l'ex-employée de l'ONU Laura Reeves, vétéran d '«actions directes», telle que «Occupy London».

La mère de Wiltshire, Gail Bradbrook, 47 ans, est l'un des administrateurs de Compassionate Revolution, une société à responsabilité limitée, qui a organisé et financé en partie XR.

Mme Bradbrook, qui a deux fils âgés de 10 et 13 ans, s'est envolée pour le Costa Rica il y a quelques années pour prendre une dose d'ibogaïne, un arbuste hallucinogène poussant en Afrique de l'Ouest.

La mère, titulaire d'un doctorat en biophysique moléculaire, a également essayé l'ayahuasca, une potion extrêmement toxique et hallucinante fabriquée par des chamanes de la jungle amazonienne.

Elle a déclaré que la drogue lui avait «rebranché» le cerveau et lui avait donné «les codes du changement social». Ensuite, elle a mis fin à son mariage et a commencé son activisme dans XR.

Au sein de XR, elle organise des cercles de lune mystiques avec des collègues femmes dans un tipi, au cours duquel ils ingèrent une autre drogue «naturelle», l'armoise, utilisée par les anciens Celtes.

Mme Bradbrook a averti que le réchauffement de l'Arctique pourrait provoquer "l'effondrement du système alimentaire" dans seulement trois ans - une conviction à laquelle aucun scientifique ne souscrit.

Roger Hallam, âgé de 52 ans, co-fondateur, il est un manifestant professionnel qui effectue des recherches sur un doctorat dans le cadre d'une campagne radicale efficace.

Il a commencé à s'intéresser au changement climatique à l'âge de 40 ans quand une ferme biologique qu'il dirigeait au Pays de Galles a fait faillite à cause des conditions climatiques extrêmes.

Stuart Basden, 36 ans, cofondateur de XR, écrivain de la classe moyenne de Bristol.

George Barda, 43 ans, estime que le «gouvernement britannique britannique» est à l'origine du changement climatique. Il est étudiant de troisième cycle au King's College de Londres et est le fils du photographe de musique classique et de théâtre Clive Barda. Il est aujourd'hui directeur de Compassionate Revolution, société mère de XR, et apparaît régulièrement sur Russia Today. dailymail.co.uk 16 avril 2019

Démystification. Les modèles sont à la science, ce que les sondages sont à la réalité.

La température est montée de l'ordre de 1°C depuis le début du siècle dernier. Mais le GIEC évite de rappeler qu'elle est montée une première fois de l'ordre de 0,6°C de 1910 à 1945 alors que les émissions de CO_2 étaient 6 à 10 fois inférieures à ce qu'elles sont aujourd'hui, car ce serait reconnaître une hausse essentiellement naturelle. Depuis 1945, la température n'est montée que de 0,4°C en trois quarts de siècles, ce qui n'apparait pas franchement le signe avant-coureur d'une catastrophe, et ce en dépit des émissions galopantes. La Terre largement colorisée en rouge à la fin de l'article de l'AFIS pour refléter l'évolution durant les 50 dernières années (période qui entre parenthèse commence comme par hasard durant le minimum observé dans la figure précédente) a connu la même amplitude d'évolution de 1910 à 1945, à une époque où les émissions étaient très inférieures à ce qu'elles sont aujourd'hui.

« Les modèles du GIEC reproduisent non seulement la hausse des températures en surface, mais aussi leurs variations dans la stratosphère » prétend Monsieur Bréon.[4] Non, nous venons de voir qu'en surface, en dehors de la période sur laquelle ils ont été ajustés, les modèles ne sont validés ni durant la période précédente (35 ans), ni dans la période postérieure (20 ans après prolongations). (...)

Là où il est encore plus difficile de faire confiance aux modèles, c'est vers la tropopause sous les tropiques. Les modèles y prévoient un « point chaud ». Mais les mesures montrent là encore une platitude désespérante qui ne risque pas de les valider. (...)

Quant au « dénialisme », qu'est-ce qui est dénié ? Que le climat change ? Non. Il a toujours changé. Rappelons qu'ont été qualifiées « d'optimum » des périodes plus chaudes aux époques médiévales ou minoénnes. Que les émissions de CO_2 contribuent à

une variation de température ? Non, comme le confirment les titres de mes travaux publiés sur le sujet.[5] Dans quelles proportions toutefois ? Toute la controverse est là. Le dernier rapport AR5 du GIEC lui-même reconnait des incertitudes considérables sur la température et sur la hausse du niveau des océans dans son tableau SPM.2. Ce qui en revanche est effectivement dénié c'est que les velléités de politiques de réduction massive des émissions françaises de CO2 changeront quoi que ce soit de mesurable à la température de notre planète. En effet, le taux de CO2 dans l'air est passé de 0,03 % à 0,04 % en un siècle, chiffres qu'il convient constamment de rappeler car même des enseignants l'ignorent. Grâce à cette augmentation, la biomasse végétale s'est accrue de l'ordre de 20 % entraînant un verdissement de la Planète, observé en particulier par satellites, l'équivalent d'un sixième continent vert de 18 millions de kilomètres carrés.[6] La France n'est responsable que de 0,9 % de ce 0,01 % supplémentaire. En reprenant la valeur basse, 1°C, de la sensibilité climatique transitoire (échauffement au moment d'un doublement du taux de CO2 dans l'air) fournie par le GIEC, réduire de 20 % les émissions française comme c'était l'objectif initial du paquet climat européen éviterait à la Planète de se réchauffer de l'ordre de 20 % x 0,01 %/0,04 % x 0,9 % x 1°C = 0,0004°C.

Même si l'on prend la valeur haute de la fourchette d'incertitude du GIEC, 2,5°C, sans doute exagérée si l'on se réfère à l'écart grandissant des projections des modèles face aux observations depuis 20 ans, le réchauffement évité resterait de l'ordre de 20 % x 0,01 %/0,04 % x 0,9 % x 2,5°C = 0,001°C. (...)

N'y a-t-il pas matière à dénier ? Et surtout à tempérer l'anxiété dangereusement propagée en particulier auprès de la jeune génération ? Tout débat est précieux, surtout quand il est mené de bonne foi. (François Gervais répond aux critiques de François-Marie Bréon - climato-realistes.fr 17.07

LVOG - Tout cela pour 0,001°C, 0,0004°C, 0,01 %, faites-le savoir.

Après le réchauffement climatique et la canicule, la sécheresse.

- Canicule aux États-Unis: records de chaleur battus et au moins six morts - Le HuffPost 22 juillet 2019

- Vice-présidente de France nature environnement (FNE), Florence Denier-Pasquier est spécialiste du droit de l'eau et a participé aux dernières Assises de l'eau qui ont réuni l'ensemble des acteurs du secteur de janvier à juin.

Une projection pour 2070 anticipe plus de sécheresses longues, sur plusieurs années. Il faut dès à présent s'y préparer. leparisien.fr 16 juillet 2019

LVOG - Alors qu'ils ne sont pas foutus de prévoir le temps qu'il fera demain !

Si ce sont les scientifiques sélectionnés par les porte-parole de l'oligarchie qui le disent, raison de plus pour ne pas les croire.

Seul un « changement de système » peut éviter un changement climatique catastrophique, nous disent les scientifiques. Par Nafeez Ahmed - Les Crises 16 juillet 2019

Si on veut que le monde ait une chance sérieuse de limiter le réchauffement de la planète à 2°C pendant ce siècle, limite convenue au niveau international, la transition vers les énergies renouvelables devrait se faire beaucoup plus rapidement que ce qui est prévu par les efforts actuels, selon une nouvelle étude dans la revue Science.

Cette étude, réalisée par des scientifiques des universités de Manchester, Sussex et Oxford, et publiée le 22 septembre, conclut que pour respecter les engagements pris en matière d'émissions de carbone en vertu de l'Accord de Paris, les gouvernements du monde entier doivent initier des changements rapides et simultanés dans des secteurs clés comme l'électricité, les transports, le chauffage, l'industrie, les forêts et l'agriculture.

Sans cette « sortie rapide et radicale des énergies fossiles », conclut l'article, nous ne pourrons pas maîtriser assez rapidement l'augmentation prévue des émissions mondiales de carbone. (...)

L'étude reconnaît qu'une accélération de la transition n'ira pas sans une acceptation sociale sans réserve. Cela signifie qu'il faut sensibiliser les gens aux avantages sociaux, économiques et culturels considérables qui découleraient d'une transition bas carbone.

Malheureusement, dans la pratique, il s'agit d'un domaine où les progrès semblent presque inexistants. L'an dernier, un sondage Pew a révélé que le nombre d'Américains qui croient que l'activité humaine est à l'origine des changements climatiques était minoritaire, soit 48 %, niveau pratiquement inchangé par rapport à il y a six ans. (...) (Ah le bon sens populaire, quelle poisse décidément ! Les Américains sont dorénavant minoritaires à croire la fable du 11/9 de G. Bush. - LVOG)

Les gouvernements devraient être plus volontaristes en soutenant leurs engagements par une législation concrète.

Les décideurs peuvent, par des mesures politiques intransigeantes, imposer par la contrainte que les technologies obsolètes et dangereuses soient progressivement abandonnées. Les Crises 16 juillet 2019

LVOG - On nous dit que les articles de Nafeez Ahmed sont publiés notamment par Foreign Policy, qui a été racheté par le Washington Post en 2009, pilier du groupe Bilderberg avec le New York Times, pas étonnant.

La mystification du réchauffement climatique de nature anthropique ou créé par l'activité humaine ne suffisait pas, fallait-il encore trouver le moyen d'imposer un changement radical et brutal de mode de vie aux peuples récalcitrant, aussi cet idéologue au service de cette imposture encourage-t-il les gouvernements à passer en force, à recourir à la contrainte.

Afrique du Sud : l'industrie craint le pire avec la toute nouvelle taxe carbone - francetvinfo.fr 18.07

LVOG - Un puissant levier pour justifier licenciements en masse, fermeture de mines ou d'usines, liquidation de concurrents gênant, etc.

- Dans les mines, un secteur déjà en crise, "6 800 emplois directs et indirects" seront supprimés dans les deux prochaines années à cause du nouvel impôt, prévient la Chambre nationale des mines. A compter de 2023, la situation va encore se détériorer avec "environ 6 000 emplois perdus par an". La puissante organisation patronale Busa (Business Unity South Africa) dénonce, quant à elle, une taxe qui va "décourager les investissements étrangers et nationaux" dans un contexte déjà difficile de "chômage, pauvreté et inégalités".

"La taxe carbone : trop peu pour l'environnement ; trop pour le business", twittait la fédération patronale le 18 juillet 2019, affirmant s'inquiéter pour les "jobs". En Afrique du Sud, au moins 27% de la population active est sans emploi. Un taux qui dépasse 50% chez les jeunes. Pour l'entreprise Transalloys, fabricant d'alliages de fer qui emploie 400 personnes, réduire les émissions de CO2 est tout simplement impossible, affirme son PDG Theo Morkel. "Pour moi, la seule façon de les faire baisser est de fermer mes fourneaux", assure-t-il à l'AFP, très en colère.

Il reste qu'en dépit de la forte résistance des gros émetteurs de CO2, l'Afrique du Sud, 14e pollueur au monde selon Greenpeace, est devenu le 1er juin 2019 le premier pays du continent à introduire une taxe carbone, entièrement à la charge des entreprises. Cet impôt, qui existe déjà dans de nombreux pays comme le Canada, la Colombie, la France ou la Suède, non sans remous, vise à réduire les gaz à effet de serre, responsables du réchauffement de la planète.

Les ONG environnementales, comme le Fonds mondial pour la nature (WWF), ont salué "une première étape significative", très rare dans un pays émergent. Néanmoins, ils ont immédiatement regretté la faiblesse de la taxe. Son montant a été fixé à 120 rands (8 euros) par tonne de CO2 émise. Mais compte tenu d'abattements fiscaux pouvant aller jusqu'à 95%, son montant variera entre 6 et 48 rands (de 0,4 à 3 euros). Très loin des 40 à 80 dollars d'ici à 2020 recommandés pour se conformer aux objectifs de l'accord de Paris.

"La taxe carbone est plutôt faible, mais très importante symboliquement", reconnaît lui-même Ismail Momoniat, directeur général adjoint du Trésor, qui promet déjà sa réévaluation à partir de 2023.

Telle quelle, selon les ONG, la taxe carbone ne va probablement pas permettre de réduire significativement les émissions de CO2. "On a l'impression qu'on va perdre trois ans, ce qu'on ne peut pas se permettre" compte tenu de l'urgence à agir, juge même Noëlle Garcin, de l'organisation African Climate Reality Project. "Le fardeau va reposer encore plus sur la prochaine génération... et je ne sais même pas si on peut encore parler de prochaine génération". Face aux inquiétudes de l'industrie, elle appelle à penser autrement, et à voir dans le défi climatique de "splendides opportunités" pour l'économie.

Les syndicats, certes "soucieux" de l'impact de la taxe carbone sur l'emploi mais surtout des "conséquences de la pollution sur les travailleurs les plus pauvres", ne disent pas autre chose.

Le changement climatique offre "une opportunité parfaite" de créer des emplois, assure ainsi Matthew Parks, de la Cosatu, la principale centrale syndicale en Afrique du Sud. Et de citer la construction de voitures propres ou le développement de l'énergie solaire dans un pays qui abrite de nombreuses usines automobiles et bénéficie d'un ensoleillement exceptionnel.

Problème, selon M. Parks : "les entreprises, qui ne pensent qu'au profit, sont très réticentes au changement" tandis que le gouvernement "ne pense qu'à taxer sans proposer un juste plan de transition".

Le chantage n'a pas tardé. francetvinfo.fr 18.07

Stratégie du chaos et de la peur pour gouverner... et devenir l'homme le plus riche du monde !

En cassant les prix de ses caméras de surveillance Ring, Amazon pousse à la parano - Slate.fr 19 juillet 2019

«La peur triomphe de plus de gens que n'importe quoi d'autre dans le monde», disait Ralph Waldo Emerson, philosophe américain. Amazon l'a bien compris. La société Ring -acquise par l'entreprise du e-commerce en 2018- fabrique des sonnettes connectées et différentes sortes de caméras de sécurité.

Les images filmées peuvent ensuite être affichées sur Neighbors, une application gratuite de surveillance de quartier permettant aux gens d'afficher des messages sur la criminalité, la sécurité, les personnes dites suspectes, les étrangers des environs, etc.

Dans le cadre de son Prime Day, Amazon a offert un rabais de 30% sur certaines productions de Ring et de 39% sur huit accessoires de la même marque. Une belle manière d'inciter les Américain·es à se procurer ces systèmes de sécurité et de les enfermer dans l'écosystème Amazon -dès le Prime Day de 2018, la sonnette Ring d'Amazon avait été le best-seller des ventes.

Dans une récente interview, la société Ring a affirmé encourager ses client·es «à mentionner toute forme de discrimination à l'aide de l'outil signalement».

Pourtant, les personnes de couleurs sont encore surreprésentées au sein des vidéos étiquetées crimes dans l'application Neighbors, ainsi que dans les commentaires décrivant de potentiels criminels errant dans le quartier. Les utilisateurs et utilisatrices de l'application sont encouragé·es à partager leurs vidéos et leurs suspicions avec les forces de l'ordre. De quoi envenimer les relations entre la police et les personnes afro-américaines.

«Ces applications [...] reflètent simplement les préjugés des gens, qui criminalisent les personnes de couleur, les SDF et les autres communautés marginalisées», a expliqué à Vox Stevens Renderos, directeur du Center for Media Justice.

Cette nouvelle mode peut également avoir des effets négatifs pour la santé mentale d'une population, au point de la rendre parano. En multipliant les ventes de ses alarmes intelligentes, Amazon fait pénétrer sa clientèle dans un univers de fantasmes et de terreur.

Concentrant l'attention des citoyen·nes sur le crime de proximité, cet appareillage sécuritaire alimente l'impression que le danger est partout, y compris devant chez soi, et qu'il est en nette progression.

C'est pourtant faux: si les Américain·es déclarent percevoir une hausse de la criminalité, le service statistique du FBI et le Bureau of Justice Statistics dévoilent eux une réalité différente ainsi qu'un taux en baisse.

Une instauration de la terreur qui n'aide au final qu'un acteur: Amazon. Les vidéos postées sur Neighbors sont principalement consacrées aux vols de colis de la firme, un phénomène assez courant aux États-Unis. Au-delà de la mise en place de ce business de la peur, dont Amazon tire profit, le géant du e-commerce à également intérêt à ce que ces caméras se vendent pour se dédouaner en cas de commande non reçue... Slate.fr 19 juillet 2019

Life360, l'application qui flique (et agace) les ados - Slate.fr 19 juillet 2019

Aux États-Unis, les parents surveillent leurs ados par smartphone. Une surveillance extrême qui exaspère les jeunes et permet la récolte de leurs données personnelles.

Sur le réseau social favori de la jeunesse, TikTok, les jeunes Américain·es s'en plaignent ouvertement en vidéo: leurs vacances d'été sont ruinées par Life360 et leurs parents devenus surprotecteurs.

Une vidéo appréciée plus de 30.000 fois montre le fondateur de Life360, Chris Hulls, sur fond de l'extrait sonore d'une chanson de rap aux paroles simples et directes: «Balance! Balance! T'es qu'une balance!»

D'autres ados partagent des astuces pour stopper le partage de leur position et pour s'offrir un peu de tranquillité. Au total, les vidéos avec le hashtag #life360 comptabilisent plus de 14 millions de vues.

La guerre est donc déclarée et les quelques ados interviewé·es anonymement se sentent démuni·es face à cet excès de surveillance. Car Life360 scrute aussi les déplacements en voiture –et le moindre appui sur l'accélérateur est notifié.

«Si je dépasse la limitation de vitesse sur l'autoroute, mes parents flippent», raconte une adolescente californienne de 16 ans. Un autre de 18 ans se voit interdit de s'arrêter en chemin pour s'acheter une glace.

Anxiété pour tout le monde

Psychologues et experts s'inquiètent de l'impact sur la jeunesse de ces applications. «Ces sociétés ne font que peu de recherches sur le développement de l'enfant», pointe Sarita Yardi Schoenebeck professeure à l'université du Michigan et directrice de l'organisation Living Online Lab.

Or, pour Michael Stora, de l'Observatoire des mondes numériques en sciences humaines, interviewé sur le site Laurence Pernoud, cette surveillance permanente «développe l'inquiétude parentale et l'anxiété de l'enfant».

Elle fait aussi perdre des notions fondamentales: «Si les enfants n'apprennent pas les règles de base de la vie privée, ils ne sauront pas mettre de barrières, de limites, dans la leur.»

Même son de cloche pour Lisa Damour, psychologue, qui insiste dans le New York Times pour que cette surveillance ne soit pas faite en cachette. L'ado s'en aperçoit toujours, ce qui crée des tensions dans la famille. Et après tout, est-ce qu'un jeune adulte devrait accepter une surveillance que ses parents refuseraient pour eux-mêmes?

Capitalisme de surveillance

D'autant qu'avec 18 millions d'utilisateurs et d'utilisatrices actives, cette surveillance représente un véritable vivier de données personnelles pour Life360. Les inscrit·es sont encouragé·es à partager l'adresse de leur travail, de l'école, de la maison, de la salle de sport –ce qui sert à proposer du contenu publicitaire ciblé ou des partenariats.

Par exemple, comme la firme connaît exactement les habitudes de conduite, elle partage ces infos avec Arity, (propriété d'un géant de l'assurance, Allstate) qui propose alors des tarifs d'assurance auto calculés sur les risques pris.

Près d'un quart des revenus de Life360 proviennent de ces données, le reste des abonnements. Comme le note Sarita Yardi Schoenebeck, «Life360 est plus inspirée par l'économie et le capitalisme que par le bien-être des familles.» Slate.fr 19 juillet 2019

Le monopole du pétrole et des principales matières premières, c'est l'affaire de l'oligarchie anglo-saxonne.

Le pétrolier iranien reste immobilisé 30 jours de plus à Gibraltar - euronews 19.07

Le pétrolier iranien Grace 1 va rester immobilisé trente jours de plus à Gibraltar. Ainsi en a décidé la Cour Suprême du territoire britannique. Téhéran continue de nier qu'il transportait du brut à destination de la Syrie et ce, en violation des sanctions internationales contre le régime de Bachar al-Assad.

Le tanker iranien a été arraisonné début juillet au large de Gibraltar, avec à son bord deux millions de barils de brut. Téhéran dénonce un acte de piraterie. euronews 19.07

L'Iran a saisi un tanker étranger soupçonné de "contrebande" - AFP 19.07

L'Iran a annoncé jeudi détenir "un tanker étranger" et son équipage soupçonnés de se livrer à de la "contrebande" de carburant dans le Golfe, après une succession d'incidents impliquant des pétroliers dans cette région sous haute tension depuis plus de deux mois. AFP 19.07

Selon l'Iran, Trump et les États-Unis ont abattu "leur drone" - Le HuffPost 19.07

La veille Donald Trump a assuré que les États-Unis avaient abattu un appareil iranien dans le détroit d'Ormuz.

Dans un message en anglais sur Twitter, le ministre des Affaires étrangères adjoint iranien Abbas Araghchi a ainsi fait savoir: “Nous n’avons perdu aucun drone dans le détroit d’Ormuz ou ailleurs. J’ai peur que l’USS Boxer ait abattu un de leurs propres [drones] par erreur.

Une affirmation a nouveau asséné ce vendredi matin par le général de brigade et porte-parole des forces armées iranienne auprès de l’agence de presse Tasnim... Le HuffPost 19.07

LVOG - Au lieu de présenter les deux versions de manière impartiale, celle américaine et celle iranienne, Le HuffPost a préféré évoquer les "dénégations de Téhéran", autrement dit éthimologiquement, Téhéran refuse de reconnaître l'exactitude d'une affirmation ou Washington dit forcément la vérité et vous êtes priés de croire les Américains sur parole.

TROISIEME PARTIE

Leur vieux monde est toujours "plus juste". Les preuves.

- ... le droit anglo-saxon se distingue de toutes les autres formes de Justice dans le monde. Il prévoit que deux parties opposées sur un délit pénal peuvent clore l'affaire lors d'une transaction qui ignore le droit local. Au plan national, c'est une Justice de classe, au plan international, c'est la loi du fort. (Comment Donald Trump aborde-t-il la question israélo-palestinienne ? - Réseau Voltaire, 16 juillet 2019)

Avec Macron l'oligarchie se gave toujours plus.

Bernard Arnault deuxième fortune mondiale devant Bill Gates - AFP 17 juillet 2019

Forbes, qui publie sur son site internet des évaluations en temps réel de la fortune des milliardaires, évaluait mercredi à la mi-journée celle de Bernard Arnault, 70 ans, à 105,1 milliards de dollars contre 103,7 milliards pour Bill Gates. Le fondateur d'Amazon est toujours l'homme le plus riche du monde avec une fortune estimée à 164,8 milliards de dollars.

Selon Bloomberg, le Français a une fortune de 108 milliards de dollars, avec un gain de 39 milliards depuis le début de l'année, soit le profit le plus important chez les 500 personnes les plus riches de la planète en 2019.

Dans les deux listes, l'investisseur Warren Buffett et le patron de Facebook Mark Zuckerberg complètent le top 5. AFP 17 juillet 2019

"C'est un système plus juste", assure Jean-Paul Delevoye en présentant son rapport sur les retraites - Franceinfo 19.07

Ce document a été remis au Premier ministre, jeudi 18 juillet, puis exposé dans ses grandes lignes lors d'une conférence de presse.

La refonte du système doit mettre en place un système de cotisation par points et non plus par annuités. "Les points s'accumuleront tout au long de la carrière, sur un seul compte, et seront transformés en retraite", a expliqué le haut-commissaire, assurant : "Chaque point est visible, monétisable, lisible et augmentera la pension. Il n'y aura plus de trimestre inutile. Aucun point ne sera perdu."

Ce système par points, qui doit être mis en place en 2025 remplacera les 42 régimes de retraite actuels.

Concernant l'âge de départ, "nous gardons un âge plancher à 62 ans, mais si tout le monde part à 62 ans, le régime est déséquilibré", a-t-il fait valoir pour justifier un système de décote introduit pour les personnes qui partiraient avant "l"âge d'équilibre", fixé à 64 ans. Cet âge "évoluera comme l'espérance de vie", précise-t-il.

L'idée serait d'instaurer un "âge d'équilibre" à 64 ans pour la génération de 1963, assorti d'un système de décote/surcote pour encourager les cotisants à travailler le plus longtemps possible. Techniquement, l'âge de départ resterait fixé à 62 ans mais induirait une pension plus faible qu'actuellement.

"Nous avions deux possibilités : soit garder la durée individuelle de cotisation, soit proposer un âge à taux plein collectif. (...) On a voulu éviter une solution plutôt de droite, un peu comptable mais inégale socialement, et la solution plutôt de gauche, d'allonger la durée de cotisation, pour arriver à un âge d'équilibre à taux plein collectif, à 64 ans", a-t-il détaillé.

Ceux qui partiront avant cet âge-pivot de 64 ans, vivement contesté par plusieurs syndicats, verront ce rendement diminuer de 5% par année d'écart, quand ceux qui prolongeront leur activité au-delà bénéficieront d'un rendement majoré de 5% par an.

Ce qui est certain, c'est que les dirigeants syndicaux vendus continuent de collaborer avec Macron et Delevoye.

Le secrétaire général de FO Yves Veyrier : "Vers une retraite plus incertaine" - Journal du Dimanche 21 juillet 2019

Le secrétaire général de Force ouvrière (FO), Yves Veyrier, a lancé la mobilisation contre la future réforme des retraites en appelant à manifester le 21 septembre prochain et, "s'il le faut", à "cesser le travail", a-t-il explique sur Europe 1.

"Les controverses récentes ont conduit le gouvernement à assurer que le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) 2020 ne contiendrait pas de -mesures paramétriques : accélération de l'allongement de la durée de cotisation, recul de

l'âge de départ à la retraite, mise en œuvre d'un bonus-malus. Mais le projet de système universel de retraite, basé sur le rapport présenté jeudi par le haut--commissaire Jean-Paul Delevoye, est en lui-même une -réforme paramétrique permanente aux mains des gouvernements à venir.

Supprimant au passage les 42 régimes existants, ce système unique sera assis principalement sur la valeur d'acquisition des points, que chacun devra acheter tout au long de sa carrière, et sur la valeur de service (valeur de conversion des points en pension). La retraite de base ne sera plus, comme aujourd'hui dans le secteur privé, calculée sur les 25 meilleures années. Il sera donc aisé de 'jouer' sur les valeurs du point à l'achat comme à la conversion pour agir sur le montant de la pension. L'âge d'ouverture des droits (62 ans) deviendra de fait virtuel si le montant de la pension ne suffit pas et contraint à poursuivre son activité pour acquérir des points supplémentaires. Cela sera d'autant moins une liberté que le haut-commissaire préconise d'ajouter un système de malus qui amputera la pension de 10% pour ceux qui, y ayant pourtant droit, voudraient partir à 62 ans.

L'âge d'équilibre, donnant droit au taux plein sans décote, est fixé à 64 ans 'au démarrage de la -réforme et en l'état des hypothèses actuelles'. Mais il est aussitôt précisé que 'l'âge du taux plein sera un levier de pilotage'. Le haut--commissaire avait dans un premier temps évoqué 63 ans. On est déjà passé, en moins de trois mois, à un an de plus ! Et le rapport préconise, pour le pilotage, le respect d'une règle d'or révisée ensuite tous les cinq ans…

Ce système universel décidément très modulable sera entièrement livré aux gouvernements : il supprime le régime Agirc-Arrco qui, géré par la voie de la négociation collective entre organisations de salariés et d'employeurs, assure une pension complémentaire aux 13 millions de salariés retraités bénéficiaires. Le rapport est à cet égard explicite : le gouvernement, précise-t-il, fixera le cadre du pilotage et 'sera toujours libre de proposer tout projet de réforme ayant des incidences sur les équilibres financiers du système de retraite'.

En fait de retraite 'plus simple et plus juste', le système universel risque surtout de se traduire par une retraite incertaine. Tant pour le niveau de la pension que pour l'âge de départ effectif, pour tous et au fil du temps." Journal du Dimanche 21 juillet 2019

LVOG - Alors que c'est une certitude, bref, il s'en tape !

Pillage. Une guerre néocoloniale de rapine.

Les États-Unis et Israël vont piller le pétrole de la Syrie occupée - Réseau Voltaire 16 juillet 2019

Les États-Unis ont autorisé leurs mercenaires kurdes présents au Nord de la Syrie à y exploiter le pétrole et à le vendre à Israël.

Le quotidien libanais Al-Akhbar a publié la lettre de mission de l'homme d'affaire israélien Mordechai Kahana. Dans un premier temps, les portes-parole du gouvernement fantoche du « Rojava » ont nié l'information. Puis Mr Kahana l'a confirmé dans la presse israélienne (et non pas US), spécifiant qu'il n'agissait pas en tant qu'Israélien, mais qu'États-unien. Au demeurant, si tel était le cas, le Pentagone violerait les Conventions de Genève qui interdisent à toute puissance occupante de piller les ressources du pays qu'il occupe (ce qu'avaient fait Daesh et la Turquie auparavant).

Si les réserves découvertes d'hydrocarbures couvrent toute la Syrie, 90 % des puits de pétrole en état de fonctionner se trouvent dans la zone occupée par les troupes états-uniennes et françaises.

Le « Rojava » est un pseudo-Kurdistan situé en territoire syrien et en dehors de l'espace attribué par la Commission King-Crane de 1919 et approuvé par le Traité de Sèves de 1920. Durant l'agression occidentale contre la Syrie, les États-Unis ont procédé à un nettoyage ethnique, expulsant les populations chrétiennes et arabes et encourageant l'immigration kurde de Turquie et d'Iraq.

Mordechai Kahana a participé à l'émigration de juifs syriens durant l'agression occidentale de 2011. Il a financé les voyages du sénateur John McCain en Syrie et restauré des synagogues dans le pays.

Selon la presse libanaise, il était un des responsables du programme israélien de création d'une zone tampon à la frontière israélo-syrienne. Il s'agissait d'instituer un « Druzistan » autour du major syrien Khaldoun Zeineddine sur le modèle du « Kurdistan » au Nord du pays. Mais ce projet n'a jamais vraiment fonctionné faute de Collaborateurs. Réseau Voltaire 16 juillet 2019

LVOG - Le gouvernement fantoche du « Rojava » est vénéré par les gauchistes du NPA notamment (Dans le blog de sa tendance Claire), qui cautionnent ainsi un nettoyage ethnique au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est beau les principes tout de même, tout comme ils ont été amenés à soutenir les barbares d'Al-Qaïda (Daesh, Al-Nosra, etc.) supplétifs de l'Otan et du Pentagone au nom d'une révolution populaire inventée à Washington, Londres et Paris, au détriment du peuple syrien auquel ils ont refusé le droit de se prévaloir de ce principe.

Quand des prostitués décident de la légalité d'un mariage.

Opération anti-mariages forcés dans les aéroports britanniques - AFP

A l'aéroport londonien de Heathrow, une famille indienne est interceptée par des officiers britanniques, qui la soupçonnent de venir à Londres pour marier de force deux jeunes femmes. AFP

LVOG - En Inde, dans plus de 90% des cas les mariages sont forcés ou arrangés entre les familles sans le consentement des futurs époux. Ce n'est pas aux inquisiteurs britanniques d'imposer aux Indiens de renoncer à ce principe auquel adhèrent encore la plupart des jeunes indiens ou indiennes.

Dans le petit village où j'habite depuis 5 ans et demi, deux couples ont divorcé, ce qui est extrêmement rare, ils avaient fait un mariage d'amour dit-on. Je connais deux autres couples qui n'arrêtent pas de se foutre sur la gueule et qui sont dans le même cas, sauf qu'ils ne divorceront pas parce qu'ils ont eu trois enfants.

En Inde, la précarité est absolue et ceux qui y échappent savent qu'elle leur pend au nez à la première occasion funeste. Par ailleurs le niveau de conscience en général des Indiens n'est pas très développé et quelque part ils le savent, ce n'est que tardivement, disons parvenu à l'âge mur, au-delà de 40 ou 45 ans qu'ils deviennent plus ou moins adultes, or les mariages ont lieu très tôt, aux alentours de 20 ans, alors autant dire qu'à cet âge-là les jeunes garçons et filles sont encore des enfants et les parents le savent puisqu'ils sont passés par là, d'où leur réticence à laisser leurs enfants choisir librement leur futur compagne ou compagnon.

Quand on ignore le contexte dans lequel les gens vivent, on a tendance à raconter n'importe quoi, pire, à vouloir leur imposer un mode de vie pour lequel ils ne sont pas préparés. S'aiment-ils par la suite, sont-ils heureux ? Quelle question déplacée quand on est voué à demeurer pauvre ! Parfois oui, parfois non, pas davantage qu'en occident ou chacun est libre de vivre avec qui il l'entend et de se séparer à la première occasion, il n'y a pas de recette miracle en la matière, sinon cela se saurait depuis le temps.

Moi je me contente d'indiquer aux Indiens, que s'ils placent des bouteilles d'eau dans leur réfrigérateur ou dans le compartiment du congélateur, cela permettra de maintenir la température basse en cas de coupure de courant prolongée, et cela leur fera faire des économies d'électricité, pour le reste, cela ne me concerne pas, je ferme ma grande gueule ! C'est une question de respect, principe ignoré des tiers-mondistes.

Le mauvais exemple vient toujours d'en haut...

LVOG - Dans le panier de homards de LREM : Tous des abrutis, des fils de pute, des couilles molles !

Municipales: quand Griveaux qualifie d'"abrutis" ses anciens rivaux LREM - AFP 17 juillet 2019

Benjamin Griveaux a qualifié d'"abrutis" ses rivaux pour l'investiture LREM aux municipales à Paris, parmi d'autres propos peu amènes rapportés mercredi par Le Point, une fuite de "conversation privée" aussitôt déplorée par l'entourage du candidat auprès de l'AFP.

"Il y a un abruti chaque jour qui dit qu'il veut être maire de Paris", (Hugues) "Renson c'est un fils de p...., on le sait depuis le premier jour. Mounir (Mahjoubi) ... bon... no comment": l'hebdomadaire publie un florilège de propos que le candidat aurait tenus il y a quelques semaines, sans préciser le contexte ni les interlocuteurs.

Finaliste malheureux dans la course à l'investiture, Cédric Villani est également étrillé selon ces propos rapportés: "Cédric, il n'a pas les épaules pour encaisser une campagne de cette nature. Il ne verra pas venir les balles, il va se faire désosser !"

Alors que la presse disait le chef de l'Etat attentif à la campagne du médaillé Fields, M. Griveaux aurait assuré, toujours selon Le Point, qu'"Emmanuel [Macron] (lui) envoie des SMS en disant : "Cédric n'a pas compris ce que je lui ai dit"".

"Benjamin Griveaux déplore qu'une conversation privée se retrouve dans la presse", a réagi auprès de l'AFP son entourage, qui assure que "dès qu'il en a pris connaissance, il a appelé les personnes citées pour s'excuser auprès d'elles".

"Le sujet est clos", a-t-on ajouté de même source, indiquant que l'ancien porte-parole du gouvernement est désormais "pleinement concentré sur la préparation de son meeting jeudi soir".

Sur son concurrent Pierre-Yves Bournazel, élu de centre-droit à Paris et membre d'Agir, M. Griveaux aurait déclaré: "Qui tient Bournazel par les c... depuis le début, si ce n'est moi ? Pourquoi est-ce qu'on fait entrer (Franck) Riester (d'Agir) au gouvernement ? Pour tenir les mecs d'Agir, tout cela n'est pas le fruit du hasard !", selon Le Point.

Les municipales à Paris, "c'est pas la cantonale de Vesoul ! Vous croyez quoi, qu'on tricote ?", a également déclaré M. Griveaux, affirme Le Point. AFP 17 juillet 2019

LVOG - On ne va pas les contredire, on est poli !

Quand ils cautionnent une ordure, il ne faudra pas s'étonner ensuite qu'il serve de modèle dans la société.

Municipales: après la polémique, LREM serre les rangs autour de Griveaux en meeting - AFP 19.07

Et en plus c'est un chiasseux !

Griveaux prend la fuite, rattrapé par une polémique embarrassante - Le HuffPost 20 juillet 2019

Premiers couacs dès le premier meeting. Le “rassemblement de campagne” autour de Benjamin Griveaux, organisé jeudi 18 juillet, n’a pas tenu toutes ses promesses. Loin s’en faut.

La révélation des propos virulents tenus en privé par le candidat parisien LREM aux municipales contre ses rivaux a laissé des traces, ces derniers ayant tous boycotté la réunion de famille. Faute d’un véritable “rassemblement” et plombé par une polémique embarrassante, le candidat Griveaux a carrément pris la fuite au moment de répondre aux journalistes, laissant ses soutiens affronter le feu des questions. Le HuffPost 20 juillet 2019

LVOG - Quand des insultes deviennent des "propos virulents" anodins...

"Vous êtes tous des cons !"

Griveaux, un mirliflore à Paris - LePoint.fr 22 juillet 2019

Pourquoi Benjamin Griveaux sonne-t-il faux ? Pourquoi son ambition, loin de le grandir, le rend si antipathique.

Une attitude. Entre arrogance et condescendance. Un cocktail de morgue et de dédain. Un je-ne-sais-quoi qui semble dire : vous êtes tous des cons ! LePoint.fr 22 juillet 2019

Rappel : "Ce qui se dit en circo, je n'en ai rien à foutre" : le député LREM Bruno Bonnell embarrasse ses camarades - Franceinfo 2 avril 2018

On lave plus blanc que blanc en famille.

- François de Rugy va récupérer sa place de député en août - Journal du Dimanche 19.07

- Dîners fastueux: Rugy dédouané par l'enquête de l'Assemblée nationale - AFP 20.07

Le quinquennat maudit.

François de Rugy est le 11e ministre à démissionner depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron - Franceinfo 16 juillet 2019

Ils sont onze au total, en 798 jours au pouvoir : Richard Ferrand, François Bayrou, Sylvie Goulard, Marielle de Sarnez, Nicolas Hulot, Laura Flessel, Gérard Collomb, Benjamin Griveaux, Mounir Mahjoubi, Nathalie Loiseau et, donc, François de Rugy.

Quatre ministres et secrétaires d'Etat ont par ailleurs été écartés du gouvernement à l'occasion du remaniement d'octobre 2018 : Françoise Nyssen, Stéphane Travert, Jacques Mézard et Delphine Gény-Stephann. Franceinfo 16 juillet 2019

LVOG - Sans parler de la valse des conseilleurs et autres personnels du château qui ont été virés...

Un ministère toxique.

Le successeur de François de Rugy sera le 7e ministre de l'Écologie en sept ans - Le HuffPost 16 juillet 2019

En dictature ce sont les plus médiocres et démagogues qui sont promus.

Kebab vs homard : Sibeth Ndiaye est-elle « complètement à côté de la plaque » ? - lepoint.fr 17.07

La porte-parole du gouvernement a déclaré que les Français mangeaient « bien souvent plutôt des kebabs » que des homards.

Le Point a enquêté pour vérifier si ce plat créé à Berlin dans les années 1970 était ainsi « bien souvent » consommé par les Français. Et les spécialistes sont implacables : la fidèle d'Emmanuel Macron se trompe !

Déjà parce que le kebab est loin de plaire à tout le monde. « C'est la génération Z qui consomme des kebabs. Ceux qui ont entre 15 et 22 ans. Et les femmes en consomment peu. C'est un plat de niche, contrairement aux pizzas, burgers ou sandwiches que tout le monde consomme », analyse Bernard Boutboul, président du cabinet Gira Conseil, spécialiste du marché de la consommation alimentaire.

« Sibeth Ndiaye est complètement à côté de la plaque ! Elle fait de la démagogie de bas étage. Elle veut se faire jeune, alors elle évoque les kebabs au lieu de parler de steak-frites, de potée auvergnate ou de choucroute », s'insurge, quant à lui, le célèbre nutritionniste Jean-Michel Cohen.

Les 360 millions de kebabs écoulés en 2018, selon Gira , arrivent en effet loin derrière les 2,4 milliards de sandwiches, les 1,2 milliard de burgers et le milliard de pizzas vendus en 2018, explique encore Bernard Boutboul

Pire, « le kebab, qui a fait son apparition après la guerre, est en train de se faire rattraper par le bagel (300 millions en 2018) », explique Bernard Boutboul. Le sandwich garni de viande accompagnée de sauce blanche, algérienne ou samouraï, est tout de même plus consommé que les sushis (45 millions de plats en 2018), le taco, qui a fait une récente entrée fracassante sur le marché (50 millions en 2018), ou la crêpe (60 millions en 2018).

Par ailleurs, si les kebabs pèsent souvent sur l'estomac, ses ventes ne pèsent pas très lourd dans le chiffre d'affaires global de la restauration. En 2018, le célèbre sandwich n'a généré que 1,2 milliard d'euros sur un marché des plats préparés estimé à 95 milliards, selon Gira Conseil, ce qui s'explique par le faible coût du sandwich : un kebab avec des frites se vend aux alentours de 5 euros. En outre, il y a en France 10 000 restaurants de kebabs sur les 340 000 points de vente, soit un total de 2,9 %. Ce qui n'est pas énorme. lepoint.fr 17.07

LVOG - C'est déjà trop ! C'est à croire qu'on est ce qu'on mange, et que cela ne va pas en s'arrangeant en France dans ce domaine comme dans tous les autres, tout s'explique.

Comment ont-ils fait pour calculer que 2,4 milliards de sandwiches avaient été consommés en France en 2018 ? C'est impossible évidemment.

Je dois faire partie des millions ou dizaines de millions de Français qui n'ont jamais mangé du homard et qui n'en mangeront jamais. Et puis plus on réfléchit à sa condition, plus on se pose de questions, moins on a envie de gaspiller le peu d'argent qu'on a dans des aliments hors de prix et inutiles.

En fait, il suffit de peu de choses et de cuisiner pour avoir une alimentation équilibrée, saine et savoureuse. Pour peu qu'on sache apprécier la saveur d'un cornichon aurait dit André Breton, aliment dont je me passe puisqu'importé et trop cher en Inde. Je rappelle que c'est moi qui cuisine à la maison, sauf le déjeuner, c'est ma compagne qui prépare la salade de crudités quotidienne pendant que je suis à l'ordinateur, au passage, c'est pour cela qu'on mange souvent très tard, entre 14 et 15 heures, tout dépend de l'actualité ou si je suis parti à écrire un truc.

C'est aussi la recette pour garder le moral en toute occasion, sauf en cas extrême bien sûr. On n'imagine pas à quel point les choses les plus simples ou les expériences apparemment dénuées d'intérêt peuvent procurer une grande satisfaction ou sont riches d'enseignements. Quand on passe à côté, on en arrive rapidement à se compliquer inutilement l'existence et à ne plus rien y comprendre. C'est la réflexion que je me fais quotidiennement en lisant dans des blogs un tas d'articles et commentaires tarabiscotés ou qui n'ont ni queue ni tête. Je m'aperçois à quel point c'est abrutissant tant leurs auteurs ont l'esprit tordu ou superficiel, ce dont ils ont nullement conscience. Ce qui leur fait le plus défaut après la logique, c'est l'imagination, ce qui me fait dire qu'ils doivent avoir les intestins dans le même état ou noués, ce que je ne souhaite pas aux lecteurs que j'épargne en ne publiant pas ces articles.

La "génération Z", c'est celle qu'ils ont décidé de sacrifier, d'empoisonner, de lobotomiser, Z pour la dernière ?

Ils osent tout.

- Selon François Hollande, seul le PS peut remettre la gauche «aux responsabilités» - LeFigaro.fr

- François Hollande : « Le socialisme a la vie longue, a la vie dure ! » - LePoint.fr 19.07

LVOG - Dommage que la sienne ne soit pas plus courte !

- "Nous les arbres", une exposition autour d'un point de vue inédit à la Fondation Cartier - Franceinfo

- Les arbres seraient-ils intelligents ? Franceinfo

LVOG - On ne leur posera pas la question, non, pas aux arbres, à Franceinfo !

- Oise : le propriétaire d'un coq condamné à verser 500 euros d'indemnités à sa voisine qui se plaignait du bruit - Franceinfo

Après le coq Maurice, le coq Coco... Ses "cocorico", près d'un par minute, est venu à bout de la patience de la voisine, une hôtesse de l'air, qui n'arrivait plus à récupérer de ses horaires décalés. Franceinfo

LVOG - Elle ferait mieux de s'envoyer en l'air ! Il y en a qui ont le cerveau décalé !

- Arrêtés sur les pesticides dans le Nord : l'Etat menace les maires d'actions en justice - Le Parisien

Ils étaient cinq maires du Nord à avoir pris des arrêtés pour encadrer l'utilisation des pesticides sur leur commune. Le Parisien

LVOG - L'ordre des lobbies empoisonneurs doit régner !

- Tunisie : Daech intensifie son offensive médiatique au Maghreb - Franceinfo

Une vidéo signée du bureau de presse de l'Organisation Etat islamique en Tunisie montre des jihadistes renouveler leur allégeance au calife autoproclamé Abou Bakr al-Baghdadi et appelle à de nouvelles attaques contre les touristes. Franceinfo

LVOG - Tiens donc, les vidéos des barbares continuent d'être diffusées par les réseaux sociaux ?

- Pétrolier "confisqué": Washington dénonce la "surenchère de la violence" de l'Iran - AFP

- Des chefs de l'armée birmane sanctionnés par Washington pour "nettoyage ethnique" - AFP 16 juillet 2019

- Washington prête main-forte à l'Argentine sur l'attentat antisémite - AFP

- Trump accusé de racisme par la Chambre des représentants - AFP 16 juillet 2019

Pour Joe Biden, vice-président sous Barack Obama et candidat à l'investiture démocrate pour 2020, aucun président dans l'histoire américaine "n'a été aussi ouvertement raciste que cet homme". AFP 16 juillet 2019

LVOG - Sous aucun président hormis Barack Obama il y a eu autant d'Afro-américains assassisés par la police aux Etats-Unis...

- Venezuela: l'UE menace Maduro pour débloquer les négociations - AFP 16 juillet 2019

- L'épidémie d'Ebola est une "urgence" sanitaire mondiale, décrète l'OMS - L'Express.fr

---

QUATRIEME PARTIE

Comment préparer psychologiquement les masses au règne de la terreur que l'oligarchie est en train d'instaurer.

Comment préparer psychologiquement les masses à l'avènement d'un régime mondial qui tiendrait de la monarchie absolue.

Game of Thrones : au commencement de la politique était la peur - Le Figaro 23/08/2016

Les interprétations sont en effet variées: feuilleton féministe pour les uns, série sexiste pour les autres, plaidoyer pour une politique progressiste ou reflet de la Realpolitik néoconservatrice etc.

...série surdimensionnée - en termes de moyens, de spectacle mais aussi de violence et de sexualité explicites - dont le style visuel navigue entre réalisme cru et kitsch du péplum?

Game of Thrones peut en effet être vue comme une concentrée de toute l'horreur possible.

...la plupart des protagonistes de Game of Thrones ne sont pas de fins politiques, encore moins des cyniques, ce sont des êtres primaires qui agissent par pur instinct.

Corruption, fanatisme religieux, liberté et esclavage, déficits, crises financières et légitimité du pouvoir, l'ensemble est riche et hétéroclite.

...la narration (...) recherche avant tout l'effet dramatique et le spectacle.

«(Est-il) suicidaire et finalement inutile de vouloir faire le bien?»

Ici sont les dragons. En vérité, ces créatures monstrueuses sont partout dans Game of Thrones et ils sont là pour nous faire peur. Une peur plus primaire que politique. Le Figaro 23/08/2016

5 leçons que nous enseigne la série Game of Thrones - Contrepoints 4 août 2017

Parce que les idées libérales sont largement basées sur l'action humaine, certains thèmes libéraux sont également abordés dans la série.

La dette publique est la ruine

L'État c'est le vol

Les frontières étanches sont l'antithèse de la liberté

...ils sont réfugiés ou envahisseurs

Les allégeances sont dangereuses en politique

... de nombreux Américains basent leurs opinions politiques sur le parti, démocrate ou républicain, auquel ils ont prêté allégeance... Contrepoints 4 août 2017

« Game of Thrones » au prisme de la théorie politique - La Tribune 15/04/2019

Game of Thrones semble renvoyer à des interrogations sur la nature des institutions politiques de l'Occident et exprimer les angoisses contemporaines quant à la stabilité de l'ordre mondial. La série met en scène un monde imaginaire où règne le chaos et où la violence est quotidienne. Alors que la mort peut survenir à chaque instant, les principaux protagonistes de la série sont unis par un même dessein : mettre fin à ce climat de désordre en montant sur le « trône de fer ».

La série décrit au fil des saisons la lente et sanglante sortie du féodalisme pour advenir à la constitution d'un pouvoir central assez fort pour tenir en respect les ambitions de chacune des « Maisons » (autrement dit les différentes familles en présence).

La pensée politique s'attachant à expliquer la formation de l'État s'est employée à décrire la sortie du féodalisme, caractérisé par un émiettement du pouvoir et un ensemble de liens hiérarchiques fondés sur la dépendance entre les vassaux et les seigneurs.

La vie d'autrui représente peu de choses face à ce rouleau compresseur moral : le sacrifice de celle-ci n'est plus un obstacle si la finalité l'exige. Sa quête de pouvoir personnel n'est tempérée par aucune valeur.

L'art de s'emparer et d'exercer le pouvoir est celui de la mise en balance des moyens et des fins. Il ne fait donc pas bon ménage avec les absolus moraux. (Qui n'existent que pour être violés par ceux qui s'en réclament. LVOG)

Game of Thrones mettrait donc en scène le conflit entre la pureté morale prémoderne et antipolitique et un

conséquentialisme confinant au cynisme selon lequel la fin vaut les moyens.

Participent-elles d'une version positive de la raison d'État et d'un bon usage de l'art politique ? Concept apparaissant au Moyen Âge, la raison d'État pose les jalons d'une autonomie du politique : gouverner est un art spécifique qui obéit à ses propres règles morales.

Réinterpréter l'histoire politique La Tribune 15/04/2019

Analyse politique de Game of thrones - Agoavox 9 mai 2014

Pour Jacques Attali, « son scenario renvoie très précisément à ce que notre planète va bientôt vivre : une sorte de nouveau Moyen Âge, plein de violences, de désordres, de catastrophes naturelles, de seigneurs de la guerre, de querelles de pouvoir aux rebondissements très rapides ». "Games of Thrones" décrit d' après lui « le monde qui s'annonce après la fin de l'Empire américain, un nouveau Moyen Âge flamboyant où aucun pouvoir n'est stable, où tout devient possible (…) le nouveau Moyen Âge est là. Il nous fascine. Il est plein de belles histoires et de promesses ; plein de barbaries aussi. Il nous attend ».

« Game of Thrones » est un manuel de science politique, qui nous parle du pouvoir, comment le prendre, comment le garder.

« Game of Thrones » se déroule dans un royaume imaginaire dont le fonctionnement correspond à peu près à celui d'un système féodal

L'autorité royale, qui joue un rôle d'arbitre dans la compétition entre les maisons, contribue à centraliser le pouvoir. Cette « logique de maison » conduit à la compétition entre les différentes maisons pour l'accumulation du pouvoir, de richesses matérielles et symboliques. Cette lutte de toutes contre toutes entraîne un processus de monopolisation du pouvoir comparable à celui qui résulte de la compétition de firmes sur un marché : à terme, une maison se retrouve en position dominante.

Cette position centrale du pouvoir royal ne va pas sans avantage.

Dans « Game of Thrones », le pouvoir royal est systématiquement un pouvoir faible...

Ces rois faibles sont incapables de jouer le rôle de « maître du jeu » qui est celui du roi, en tant qu'incarnation de l'Etat.

De prime abord, la conception du pouvoir véhiculée par « Game of Thrones » semble être extrêmement caricaturale : la violence, la contrainte physique apparaissent comme l'unique fondement du pouvoir politique.

Il n'y a pas dans Game of Thrones une vérité politique absolue, tout ne semble être que constructions sociales et illusions. Les couronnes et titres ne sont que des mythes.

Les attributs du pouvoir ne sont que des impostures et les fondements sur lesquels ils reposent ne sont que des illusions et mystifications : ainsi, même l'Histoire n'est qu'un mythe, une construction sans valeur absolue.

Le mal, le bien, le royaume, ne sont que des mythes, des constructions, seul le pouvoir est lui bien réel...

Il est donc important d'élaborer des systèmes d'alliance pour préserver un certain équilibre des puissances pour conserver le pouvoir.

La série scelle en effet le triomphe de la real politik internationale, des pragmatiques « aux mains prestes et aux nerfs glacés » selon l'adage.

Pour tirer son épingle du jeu, mieux vaut en effet faire fi de toute considération morale ou idéologique susceptible d'influer sa prise de décision : seule la poursuite rationnelle de l'intérêt personnel ou familial permet de l'emporter, les valeurs et principes moraux n'étant que des freins qui précipitent la chute de ceux qui s'y soumettent.

Tous les protagonistes prisonniers de considérations autres qu'un pur réalisme politique échouent...

On assiste ainsi à une déconcentration du pouvoir. Comme le décrit Elias, le roi devient dépendant de ses dépendants à mesure que son pouvoir s'accroît et devient moins contrôlable. Le pouvoir passe des mains de quelques individus à un nombre croissant de puissants, détenteurs de principes de puissance différents – religieux, bureaucratique, juridique, économique, qui forment un réseau d'interdépendance à l'origine des décisions étatiques.

Les luttes de pouvoir ne sont plus des luttes frontales – sauf guerres civiles – mais des luttes pour le contrôle du monopole étatique, dans les couloirs du palais. C'est précisément ce « jeu du pouvoir » qui donne son titre à « Game of Thrones », et c'est

à l'aune de leur capacité ou de leur volonté à « jouer le jeu » que sont jugés les puissants.

On retrouve grossièrement deux catégories parmi les fonctionnaires :

Les premiers, souvent issus de basses classes, ils doivent tout au royaume, qui peut obtenir en retour d'eux un grand dévouement. S'il a autant intérêt à l'Etat, au royaume, c'est qu'il est partie lié à lui, que son existence dépend de lui.

Si la première catégorie de fonctionnaire est une incarnation de la « raison d'Etat » sorte de garant du « jeu », la seconde symbolise à l'inverse l'excès et la soif de pouvoir...

Les choses sont donc bien plus complexes que le complotisme (qui voudrait qu'un grand complot explique tout depuis des siècles) et l'anti-complotisme...

La réalité est intermédiaire à ces deux visions du monde : l'histoire n'est pas le produit d'une action structurée, qui a été déployée comme prévu, et a atteint ses objectifs comme prévu, il est souvent le fait d'une collision, d'un chaos, d'un enchaînement de faits non programmés.

Par contre il y' a des processus historiques qui peuvent s'appréhender sociologiquement et qui expliquent les complots, les organisations, les concertations d'oligarchies tantôt alliée tantôt ennemie mais toujours rivales dans la course pour le contrôle du pouvoir.

On constate que tous les personnages de game of thrones sont prit dans une dynamique holistique qui les dépasse, personne n'a le contrôle …

Il n'y a pas de gentils et il n'y a pas de méchants, les personnages bons sont capables de cruautés et les personnages cruels sont capables d'actes bonté.

Et comme il est mentionné dans cette bande annonce « il est tentant de voir son ennemi comme le diable mais il y' a du bon et du mauvais dans chaque camp de toute guerre ». Agoavox 9 mai 2014

Commentaires d'internautes.

1- Notre époque, contrairement à ce que d'aucuns peuvent s'imaginer, est entrée de nouveau dans les temps féodaux. La puissance régnante d'aujourd'hui a organisé autour d'elle un puissant réseau de vassaux pour conquérir le monde à travers le prisme de la fin des états-nations et du transfert de la souveraineté à une entité globalisée.

2- Il me semblait déjà connaître la conclusion de toute cette série au premier ou deuxième épisode : le plus pourri finira par gagner. La conclusion de cette série se réduit-elle à ça ? J'espère que non, parce que j'appelle ça du nihilisme.

3- C'est pour cela que M. Attali adore cette vision. Elle nous fait peur pour que nous supportions la société actuelle. Quel bonheur pour lui ! Inutile de dire que les historiens sérieux disent tous que le Moyen-Age était très exactement le contraire de ce que décrit ce film qui est financé mais c'est un hasard, par des amis de M. Attali.

Haut de page

Le 25 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf - 7 pages)

Faisons le point.

Je me suis encore posé la question de savoir pourquoi j'avais évolué à partir de 19 ans, alors que mes semblables n'avaient pas progressé. J'ai bien trouvé des réponses ou des explications, mais aucune ne m'a réellement satisfait ou convaincu.

Je ne sais pas pourquoi, mais je me dis que quelque part c'est là que réside la réponse à la même question qu'on se pose à propos des masses ou tout du moins leurs couches les plus évoluées, qui toutefois ne sont pas parvenues à rompre

complètement avec l'idéologie capitaliste.

En y réfléchissant à nouveau pour la énième fois, bien qu'à l'époque j'ignorais que Marx et Engels aient existé, j'en suis arrivé au constat que ma démarche isolée avait été comparable à celle d'un réformiste qui se serait bien contenté d'une amélioration substantielle de sa condition, réflexe que partagent l'ensemble des travailleurs, abandonnant au passage mes aspirations à la liberté.

Au départ j'attribuerai ma condition à une injustice révoltante et je refusai de reproduire le mode de vie de mes parents, ce fut un tel cauchemar que cela me força à réfléchir et à trouver les moyens de m'en sortir, en vain sur le plan matériel et bien au-delà, car en même temps j'avais constaté que ceux qui s'en étaient bien sortis sur ce plan-là avaient une mentalité épouvantable que je ne souhaitais pour rien au monde imiter aussi, ce qui compliqua grandement mon existence, et partant de là il n'existait aucune solution à mon problème, et j'allais être voué à rester en bas de l'échelle sociale, toute en étant confronté à la précarité et à connaître une situation instable et pleine de menaces tout au long de ma vie.

Bien sûr, ce fut une grossière erreur de jeunesse de penser qu'obligatoirement si je m'en sortais sur le plan matériel, j'adopterais le mode de penser infâme du petit bourgeois, il faut dire qu'il me faisait tellement horreur que complètement démuni sur le plan théorique ou politique, c'était le seul moyen que j'avais trouvé pour éviter de lui ressembler, ce qui était louable sur le fond, mais stupide dans la forme, ce que j'ignorais évidemment. En fait, j'étais parti du principe que je voulais devenir un homme bien ou bon mais par à n'importe quel prix, et ce principe n'a cessé de m'animer depuis, à ceci près qu'à l'époque je ne comprenais pas que se frotter aux contradictions de la société et accepter de passer des compromis avec elle ne signifiait pas forcément se compromettre ou renier ses principes. Du reste c'était stupide, puisque de toutes manières la société m'imposerait des compromis.

Cette attitude révélait un manque de confiance en moi qui me poursuivra encore longtemps, mais pas seulement, car ce n'était pas seulement le destin auquel j'étais promis que je refusai, mais aussi le comportement et les idées de mes parents qui témoignaient leur profonde arriération ou ignorance, à cette époque j'ignorai que j'allais passer le reste de mon existence à la combattre. Ce qui me choqua le plus et me marqua profondément, ce fut leur acharnement à demeurer tel quel, à refuser toute idée de progrès autre que celui imposer de l'extérieur et me déniant le droit d'y jouer un rôle ou de prendre conscience de ma condition. Un tel aveuglement était si morbide, que j'en fus effrayé au point de devenir une obsession chez moi. C'était un peu comme si vous saviez qu'une route menait tout droit dans un précipice, et que malgré tout vous décidiez de la suivre jusqu'au bout. Cela dépasse l'entendement ou l'explication se trouve ailleurs.

Quand on repense aux hommes jadis à l'état primitif et qui ont évolué au fil du temps, on oublie que déjà à cette époque ils étaient inégaux ou ils n'étaient pas tous destinés à progresser au même rythme bien qu'ils aient vécu les mêmes expériences, et depuis rien n'a changé. De tous temps des hommes se sont distingués des autres par leur sens aigu de l'observation ou leur dextérité manuelle. Au passage, ce fait historique justifie si nécessaire les conclusions des travaux de Marx et Engels ou la nécessité de construire un parti rassemblant les éléments les plus conscients des masses exploitées pour changer de société... Nier cette nécessité politique, c'est nier ce fait et le processus dialectique historique et ses enseignements. Cela justifie aussi la nécessité d'une représentation politique des masses, à l'heure où les porte-parole de l'oligarchie à travers les réseaux sociaux et les gauchistes flattent l'ignorance des masses et privilégient leur expression individuelle ou la représentation directe.

C'est l'une des nombreuses faiblesses de l'homme au cours de sa préhistoire, période qui n'est pas terminée, le fait qu'une minorité évolue davantage ou plus rapidement que la majorité, ce qui s'est traduit suite au développement des forces productives par l'avènement d'une classe minoritaire détenant le pouvoir économique et politique lors du passage aux différents modes de production. On est donc bien en présence d'un fait historique incontestable.

Maintenant, c'est la nécessité pour les hommes de satisfaire leurs besoins élémentaires qui servit de levier aux progrès de la civilisation humaine, d'où la lutte des classes qui en découla plus tard et jusqu'à nos jours. Ainsi se trouve vérifier les conclusions de Marx et Engels. Cela étant, on peut constater que les besoins élémentaires de tous les hommes n'ont jamais été satisfaits depuis qu'une minorité de la société détient tous les pouvoirs, et les inégalités entre eux n'ont jamais été aussi importantes, sans qu'on parvienne à remédier à cette situation. Cela s'explique du fait que le développement économique s'est réalisé inconsciemment, et parce que la majorité de la population est toujours demeurée dans l'ignorance de ce processus historique. On doit préciser que le développement économique, qui s'est traduit par des progrès sociaux, a toujours précédé l'élévation du niveau de conscience des masses, qui lui évoluera au rythme de la lutte des classes. On doit noter ensuite, que si ces progrès sociaux ont participé à leur tour au développement économique, ce processus allait être entravé par les limites imposées par les contradictions du capitalisme, et la satisfaction des besoins élémentaires (et bien au-delà) des masses allait se transformer en obstacles à une nouvelle prise de conscience sans laquelle aussi bien sur le plan économique ou social tout progrès futur se trouverait hypothéqué ou impossible, faisant peser la menace sérieuse d'une régression sociale sans fin, c'est là que nous en sommes aujourd'hui.

Il se trouve que dans la vie, la majorité des hommes réfléchissent, se posent des questions, apprennent quelque chose ou progressent, modifient leur comportement ou passent à l'action généralement pour ne pas dire uniquement quand ils sont confrontés à des difficultés pour survivre ou pour satisfaire ses besoins élémentaires, dans le cas contraire, ils laissent la minorité gouverner à leur place ou décider de leur destin. Si la condition ouvrière n'avait pas été aussi abominable au XIXe siècle et au cours des deux guerres mondiales du XXe siècle, le mouvement ouvrier ne serait jamais développé et le socialisme

scientifique n'aurait jamais vu le jour. Si maintenant des couches entières de la classe ouvrière se retrouvent de nos jours confrontées à des difficultés dignes de celles rencontrées par le prolétariat au XIXe siècle et pendant la première moitié du XXe siècle, la situation ou les rapports entre les classes ne se présentent plus exactement de la même manière. D'une part la majorité peut encore satisfaire ses besoins élémentaires et bien au-delà, tandis que les classes moyennes bénéficient encore d'un traitement privilégié. Or, ce sont elles qui ont été à l'origine de l'organisation du mouvement ouvrier et qui ont entraîné le prolétariat au combat politique. Il en découle que, dès lors que la majorité de la classe ouvrière et des classes moyennes s'estiment satisfaites de leur condition, le combat engagé par la minorité est sans issue ou n'a aucune chance d'aboutir.

Le drame des exploités et des opprimés, c'est qu'ils n'ont jamais pris conscience que leur combat passé s'inscrivait dans le cadre d'un processus historique inconscient, dont l'issue pouvait leur être favorable ou déboucher sur la pire réaction, et nous y sommes, quoique le pire reste à venir. Partant de là ils allaient se retrouver complètement désarmés politiquement pour défendre leurs intérêts ou acquis sociaux, d'autant plus qu'il n'existait aucune condition objective comparable à celles d'autrefois susceptible de réveiller la majorité, après avoir abandonné la perspective de pouvoir satisfaire ses aspirations à la liberté, son émancipation du capital ou le socialisme, vivant confortablement ou dans l'insouciance mais au prix de quelles sacrifices, de la rente laissée par les générations de combattants passées, qui n'est pas inépuisable évidemment, laissant leur destin entre les mains de chefs d'Etat plus scélérats et réactionnaires les uns que les autres.

Merci pour cette analyse que vous nous avez déjà servi, certes quelque peu affinée, mais pour autant nous ne sommes pas davantage avancés, penserez-vous peut-être et vous auriez raison, parce que je n'ai pas mis suffisamment en lumière que l'aspect oppressif du régime supplantait dorénavant ou depuis déjà de nombreuses décennies son aspect exploiteur, plus particulièrement pour la majorité de la classe ouvrière et des classes moyennes dans les pays où le capitalisme était le plus développé.

Pour mieux comprendre les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes tels qu'ils se sont développés et cristallisés depuis plus d'un demi-siècle, on pourrait considérer que les besoins élémentaires des masses se rattachent à l'aspect exploiteur du régime, tandis que leurs aspirations démocratiques bafouées et réprimées de plus en plus souvent violemment concernent son volet oppressif. Si ces deux facteurs se combinent, ils ne se présentent pas de la même manière dans chaque classe et couche des exploités, l'un ou l'autre domine selon qu'on appartient aux couches les plus défavorisées ou les mieux nantis, ce qui va déterminer les tâches politiques que les masses doivent se fixer en articulant revendications sociales et politiques où domineront ces dernières, puisque leurs objectifs politiques seront susceptibles d'être partagés par toutes les couches d'exploités.

Bien entendu la caractère oppressif du régime (et de tous ceux qui l'ont précédé) est omniprésent, même lorsqu'il est relégué au second plan ou on a tendance à l'oublier ou encore on s'en accommode quand nos besoins élémentaires sont satisfaits, de sorte qu'il peut survivre ou sévir encore longtemps ainsi. Cela nous ramène à la véritable nature, à l'origine du régime capitaliste, qui relève de la confiscation du pouvoir ou d'un abus de pouvoir exercé par une infime minorité ou l'exercice du pouvoir par la force en recourant à l'appareil répressif de l'Etat à son service.

Donc, privilégier cet aspect des rapports établis entre les classes permet de mettre en relief les liens qui existent entre la situation politique actuelle et les fondements antidémocratiques du régime.

Si la lutte de classe des exploités et des opprimés a permis de concourir à l'amélioration de la condition des masses en général en portant des coups à l'aspect antidémocratique du régime, pour autant elle n'a jamais été suffisamment consciente, organisée et puissante pour atteindre ses fondements, à partir desquels il va trouver les moyens d'assurer sa survie. L'arrivée au pouvoir de Sarkozy, puis Hollande, et enfin Macron, témoignera que l'oligarchie avait décidé de passer à l'offensive politique contre les masses, sans qu'on en prenne réellement la mesure.

Les conséquences qui allaient en découler allait être catastrophique pour les masses, le mouvement ouvrier, et plus particulièrement son avant-garde qui avaient refusé de partager ce constat, que de mon côté j'avais établi, en vain. L'épilogue récent des Gilets jaunes et la féroce répression dont ils ont été victimes, témoigne après coup que ce constat correspondait bien à la réalité ou au tournant politique effectué par l'oligarchie, à l'accélération brutale de la destruction de tous nos acquis sociaux, et à la confiscation ou au détournement de tous nos droits politiques, de telle sorte que nous soyons réduits à l'impuissance ou dans l'incapacité de contester son pouvoir, ce qui allait agir comme un facteur supplémentaire de démoralisation, de démobilisation, de dislocation du mouvement ouvrier et de son avant-garde.

C'est dans ce cadre-là que je replace la scission du POI qui a donné naissance au POID, dont l'orientation politique se rapproche de celle que j'ai proposée, non sans contradictions qui nécessitent une clarification politique, mais c'est un autre sujet.

Avec Macron et LREM, l'aspect dictatorial, totalitaire du régime ploutocratique explose à la figure de tout le monde, c'est un fait en passe d'être partagé par la majorité des masses. C'est en même temps un formidable défi lancé aux masses qui se traduit ainsi : Capituler totalement ou se soulever pour renverser le régime en place.

Si Hollande s'était employé à déconstruire ou pourrir tous les rapports établis dans la société, avec Macron on atteint le stade suprême de l'imposture, de la médiocrité, de la régression sociale, de la nausée, si bien que chacun en arrive à se demander à

quoi cela sert-il d'étudier, de travailler, de participer à une société aussi détestable, cauchemardesque, ne serait-il pas temps d'en finir une bonne fois pour toute, puisque vivre ainsi ou sans idéal ne vaut vraiment pas la peine, surtout sachant que ceux qui gouvernent nous promettent pire encore avec le réchauffement climatique, qui entre nous, n'est qu'une monstrueuse escroquerie politique.

En s'attaquant à l'ensemble des classes et couches de la société, Macron contribue à mettre à nu les fondements du régime, sans qu'ils soient réellement menacés puisque le mouvement ouvrier est trop faible ou désorganisé. En revanche, cela devrait contribuer à la radicalisation politique des masses et offrir une formidable opportunité aux éléments les plus avancés pour prendre conscience de sa nature et rompre avec lui, ce qui ouvre une perspective politique pour construire le parti ouvrier socialiste révolutionnaire.

Guerre psychologique. Greta Thunberg ou l'égérie de Davos

Rappel.

On ignore si le réchauffement climatique est réel ou non tant les analyses sont contradictoires, en revanche ce que l'on sait, c'est qu'il n'aurait rien à voir avec les activités humaines ou le développement économique.

Rappel (causerie 3 avril 2019). Qui est Greta Thunberg ?

Le 4 mai 2018, la famille de Greta Thunberg rencontre Ingmar Rentzhog lors d'une conférence sur le climat.

En mai 2018, Ingmar Rentzhog est recruté comme président-directeur du think tank Global Utmaning, faisant la promotion du développement durable et se déclarant politiquement indépendant. Sa fondatrice n'est autre que Kristina Persson, fille du milliardaire et ex-ministre social-démocrate chargée du développement stratégique et de la coopération nordique entre 2014 et 2016. Via l'analyse des tweets du think tank, on observe un engagement politique fort, à l'aube des élections européennes, envers une alliance qui irait des sociaux-démocrates à la droite suédoise.

Le 20 août 2018, Ingmar Rentzhog cofondateur de la start-up We Don't Have Time (Nous n'avons pas le temps) rend visite à Greta Thunberg à Stockholm qui en est « jeune conseillère », à l'occasion du 1er jour de la grève qu'elle a entamée.

Le 16 janvier 2019, Global Utmaning était fière d'annoncer sur les réseaux sociaux sa nouvelle collaboration avec Global Shapers, une communauté de jeunes dirigeants de 20 à 30 ans « dotés d'un grand potentiel pour jouer un rôle dans l'avenir de la société et qui travaillent à améliorer la situation des populations autour d'eux ». Ce réseau a été créé de toutes pièces par le Forum économique mondial en 2011. Ses leaders entendent bien sauver la planète tout en maintenant la croissance économique et en réclamant encore plus de mondialisation. (Source : Reporterre)

En complément.

Tous les médias l'ont martelé du matin au soir, plus encore que le sacre de la reine de Suède, donc j'imagine que c'était de toutes les conversations et pas seulement dans les bistrots.

Hier j'ai été faire un tour sur plusieurs blogs de formations politiques d'extrême gauche ou assimilés, absolument rien sur Greta Thunberg ou l'imposture du réchauffement du climat de nature anthropique martelé du matin au soir par les médias, une nouvelle fois ils ont tous désertés ! Ils ont tous peur de prendre position, soit qu'ils s'alignent sur la position officielle et seront traités de vendus, soit qu'ils la récusent sans recourir aux arguments qui permettent de démontrer qu'on est en présence d'une énième mystification et ils passeront pour des complotistes. Quel courage, quelle détermination !

Le mieux ou le plus confortable, conformément à nos principes, la meilleure attitude était encore de relayer les faits tels qu'ils sont sans se soucier de ce qu'en penseront les uns et les autres. Quand des dirigeants ou des militants n'osent pas dire ce qu'ils pensent, il y a de quoi se poser des questions, non ?

Ils osent tout. De l'inceste royal à la crise d'infantilisme aiguë et obscurantiste ou la prostitution des mineurs légalisée.

On titrait dans la causerie du 23 juillet : Climat. Mystification, infantilisme et mise en scène grotesque.

Le lendemain on en avait une démonstration éclatante :

Greta Thunberg à l'Assemblée nationale : "*Après tous nous ne sommes jamais que des enfants*" (AFP 24.07)

LVOG - Alors chacun à sa place, va jouer à la poupée dans ta chambre ou ferme-la ! Au passage, c'est un déni de démocratie de donner la parole à des ignorants. Nous sommes les otages d'imposteurs scélérats, qui ne parvenant pas à imposer leur monstrueuse idéologie, n'hésitent plus à manipuler des enfants (ou la jeunesse) pour parvenir à leurs fins.

Alors qu'ils auraient refusé d'accorder le droit d'asile à Assange et Snowden.

- Brune Poirson : «On a besoin de lanceurs d'alerte comme Greta Thunberg» - Le Parisien 23 juillet 2019

"Le seul problème que j'ai, ce n'est pas avec Greta, qui est brillante, intelligente et engagée", explique au HuffPost Sébastien Jumel, député du PCF. Huffington Post 23 juillet 2019

LVOG - On s'en serait douté ! Bref, elle aurait toutes les qualités qui font défaut aux dirigeants du PCF, mais cela aussi on le savait !

Lu dans le blog de la tendance Claire du NPA :

Aurélien Barrau : "La science est du côté de Greta Thunberg. L'attitude des députés est scandaleuse !" - 24 juillet 2019

https://www.franceculture.fr/emissions/linvite-des-matins-dete/catastrophe-environnementale-peut-encore-etre-modere

Aurélien Barrau - "...la science, le sérieux, la raison sont précisément du côté de Greta."

LVOG - Comme si elle en était capable, quel délire !

Quand l'oligarchie fait la promotion des fanatiques écervelés qui relaient sa propagande.

- L'été militant d'Extinction Rebellion - Slate.fr 24 juillet 2019

Lire aussi la causerie du 22 à propos d'Extinction Rebellion, une ONG en relation avec, excusez du peu : La Banque mondiale, l'UE et différentes fondations privées, le Département d'État des USA et l'OTAN, le Congrès des États-Unis, Wall Street, le Council on Foreign Relations (CFR)...

Hystérie. Ils veulent vous rendre fou !

- Températures record et alerte rouge en Europe occidentale - AFP 24 juillet 2019

Ceta ou l'art de tout dire et son contraire.

- Ceta : oui, le Canada pourra exporter en France des bovins nourris avec un type de farine animale - lejdd.fr 24 juillet 2019

L'accord sur le Ceta va permettre au Canada d'exporter en France des bovins ayant consommé un type de farine animale.

Malgré les dénégations initiales du gouvernement, c'est une des conséquences de l'application de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (CETA).

L'information n'est pas anodine, les farines animales ont mauvaise presse en Europe depuis la crise de la vache folle. Selon un sondage de l'Ifop pour Fakir, 81% des Français n'accepteraient pas que, dans le cadre de ce traité, de la viande nourrie aux farines animales soit importée du Canada.

Interrogé début juillet par Le Monde, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères Jean-Baptiste Lemoyne se veut catégorique : "Lorsque Nicolas Hulot dit que des animaux nourris avec des farines animales pourront être exportés en Europe, ce n'est pas vrai. Les viandes issues de farines animales sont et demeurent interdites à l'importation et à la consommation en Europe."

Dans le cadre de cet accord, certaines farines animales sont ainsi interdites. "Quand on parle de farines animales, on fait référence aux farines de ruminants, qui ont été à l'origine de la maladie de la vache folle", explique le ministère de l'Agriculture, interrogé par l'AFP. "L'utilisation de toute protéine animale de ruminants est strictement interdite" dans l'UE "pour l'alimentation des ruminants", confirme la Commission européenne.

En revanche, au niveau international, ce sont les règles de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) qui prévalent, ce

qui signifie que les bovins peuvent "effectivement être nourris, au Canada, avec des 'sous-produits animaux'". "Mais ces produits n'ont strictement rien à voir avec les 'farines animales'" qui ont pu entraîner la maladie de la vache folle, précise Bruxelles, "c'est pour cela que l'OIE ne les interdit pas".

Concrètement, comme l'a relevé Le Monde, les éleveurs canadiens peuvent nourrir leurs boeufs avec des farines de sang, du gras ou de la gélatine, qui sont des protéines animales transformées (PAT) issues de ruminants. "Un trou dans la législation autorise en fait les éleveurs canadiens à nourrir leurs bœufs avec des farines produites à partir de ce qu'il reste de leurs congénères une fois découpés à l'abattoir – le sang, les poils, le gras – et à les envoyer sur le sol européen sans que le consommateur en soit informé", affirme le journal. Jacques Maire, député En marche, chargé du dossier Ceta dans la majorité, l'a également écrit dans son rapport.

L'information a également été confirmée par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) au site spécialisé Agrapresse. "Malgré une interdiction de principe de l'alimentation des ruminants à base de farines issues de ruminants, la législation canadienne autorise l'utilisation de certaines protéines, comme les farines de sang et la gélatine." lejdd.fr 24 juillet 2019

Quand on vous disait que le féminisme était un bordel ou un repère de prostitués !

- Une émission de strip-tease débarque sur TF1 - GQ 22 juillet 2019

Who Bares Wins, émission dans laquelle 16 célébrités (8 hommes et 8 femmes) se préparent pendant une semaine pour réaliser sur scène un strip-tease à des fins caritatives, débarque en France, sur TF1. GQ 22 juillet 2019

Encore un cas de prostitution assumée.

- Municipales à Lille: l'ex-PS Violette Spillebout investie par LREM - AFP 24 juillet 2019

L'ancienne directrice de cabinet de Martine Aubry, Violette Spillebout (ex-PS), a été investie mercredi par La République en marche tête de liste pour les élections municipales de Lille en mars prochain. AFP 24 juillet 2019

Ce sont bien les Etats qui sont à l'origine des fake news.

Corée du Sud : Séoul annonce des tirs de semonce contre un avion militaire russe Le Parisien 23 juillet 2019

Séoul a annoncé avoir procédé à des tirs de semonce contre un avion militaire russe intercepté dans son espace aérien, au large de sa côte orientale. Le Parisien 23 juillet 2019

LVOG - Démenti du côté russe.

- « Deux bombardiers Tu-95MS des forces armées russes ont effectué un vol planifié au-dessus des eaux neutres de la mer du Japon », a indiqué le ministère russe de la Défense dans un communiqué, affirmant par ailleurs qu' « aucun coup de semonce » n'avait été tiré par la Corée du Sud. Le Parisien 23 juillet 2019

"Réseau de la CIA" démantelé en Iran: 17 arrestations, des condamnations à mort - AFP 22 juillet 2019

- Donald Trump dément que l'Iran ait arrêté des espions américains - L'Express.fr 22 juillet 2019

Ils osent tout.

- Dédouané par des enquêtes, Rugy s'estime "blanchi" - AFP 24 juillet 2019

Rugy : "Je n'ai jamais douté un instant que je réussirais à prouver mon honnêteté".

LVOG - Et pour cause, des "enquêtes" ou quand LREM est juge et partie. Ils osent tout...

- Mélenchon dénonce "la violence" du mur à la frontière américano-mexicaine - AFP

Le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon s'est rendu mardi à la frontière américano-mexicaine, à Tijuana, lors d'un déplacement au Mexique où il a dénoncé ce "symbole de violence" que constitue le mur. AFP

LVOG - Voudrait-il se racheter aux yeux des médias qui le harcèlent ? Ce mur est le produit de la survie du capitalisme avec lequel Mélenchon ne veut pas rompre, donc il a cautionné sa construction, le reste est du baratin.

- Les exilés ouïghours du Kazakhstan craignent le bras long de l'État policier chinois - AFP

LVOG - Votre vieux monde est devenu un Etat policier...

- L'opposant russe Navalny renvoyé en prison en pleine grogne électorale - AFP

Haut de page

Le 27 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

Il a encore plu et il fait doux ici au Tamil Nadu. Un vrai bonheur, c'est si rare en cette saison. En France aussi paraît-il !

Pendant ce temps-là, l'air de rien ou comme une lettre à la poste ils viennent d'adopter les contre-réformes sur la santé et contre les services publics, le CETA, j'en ai peut-être oubliés, et ils préparent celle contre les retraites.

Manque de bol, de RN-FN à LFI ils ont tous repris en choeur la propagande sur le changement climatique anthropique, une belle union nationale ! Ils pensaient peut-être qu'ils allaient se déchirer à l'intérieur de chaque parti, même pas, trop chaud sans doute ! Du coup Macron a pu partir tranquille en vacances.

- Au format pdf - 13 pages)

Et si on faisait un peu de politique ?

POID - Contre le piège corporatiste, pour l'unité ouvrière Par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs 24 juillet 2019

LVOG - Piège : Artifice, moyen détourné qu'on emploie pour faire dire ou faire faire à une personne ce qu'on veut, pour la mettre dans une situation périlleuse ou désavantageuse; danger caché où l'on risque de tomber par ignorance ou par imprudence. (Le Grand Robert de la langue française)

Question : Qui ignore les intentions de Macron et son gouvernement ? Personne. Donc il n'y a pas de piège !

- Devant les organisations syndicales s'ouvre le piège du corporatisme.

LVOG - Elles ont déjà les deux pieds dedans depuis des lustres... volontairement il faut préciser sinon on se contredit, comme quoi il faut toujours aller au bout de ses analyses.

- Rien n'est joué, tout commence.

LVOG - Question : Qui peut le croire ? Personne. Cela dit, le combat pour le retrait du projet Macron-Delevoye doit être mené, mais ce n'est pas en faisant croire qu'on pourrait le gagner que vous gagnerez en crédibilité, ce serait même le contraire que vous seriez en droit d'attendre, car les militants et les travailleurs n'aiment pas qu'on les prennent pour des imbéciles ou qu'on leur serve ce genre d'illusions au-delà de l'effet dévastateur sur leur moral.

Tout est joué si ce combat n'a pas pour seul objectif de construire le parti. A l'entendre on devrait être comptable des résultats de cette bataille perdue d'avance menée par les appareils corrompus des syndicats. Dans ces conditions, tout ne commence pas mais se termine !

Construire le parti est le seul objectif à notre portée, dès lors qu'on s'en écarte ou qu'on ne subordonne la tactique à la stratégie, tout est joué, rien commence.

Dommage, on pouvait partager la première partie de son éditorial, mais tout est gâché à la fin.

LTT- Ouest France est le quotidien le plus diffusé en France. C'est aussi depuis trois quarts de siècle la propriété de la famille Hutin qui revendique la « démocratie chrétienne » comme principale source d'inspiration de sa ligne éditoriale. En clair : c'est l'Église faite journal.

En matière de doctrine sociale, l'Église s'en tient à l'encyclique Rerum Novarum promulguée en 1891 par le pape Léon XIII. Laquelle appelle au respect des inégalités : « L'homme doit accepter cette nécessité de la nature qui rend impossible l'élévation de tous au même niveau. » Bien sûr, l'Église se préoccupe du sort des plus démunis, mais « le premier principe sur lequel doit se baser le relèvement des classes inférieures est l'inviolabilité de la propriété privée ». La lutte des classes ? « L'erreur capitale est de croire que les deux classes sont ennemies. » Au contraire : « Les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement dans un parfait équilibre. » C'est pourquoi l'encyclique prône la mise en place de « corporations » unissant patrons et ouvriers sous l'égide de l'État pour contrer les syndicats ouvriers fondés sur la lutte de classe. On sait ce qu'il est advenu des régimes corporatistes s'inspirant de cette encyclique dans les années 1930…

LO - Extrait d'un article paru dans Lutte de Classe n°201 - juillet-août 2019.

- Le mouvement ouvrier est très affaibli, il faut reconstruire le parti communiste révolutionnaire dont la classe ouvrière, et finalement toute la société, ont un besoin vital pour sortir de l'impasse dans laquelle les a placées le système capitaliste. Reconstruire sur des ruines, alors que la plupart des gens se désintéressent de la politique, ne croient plus en la capacité du monde ouvrier de redresser la tête, ce n'est pas une mince affaire!

LVOG - Nous oserons leur poser la question qui tue : Pourquoi, sachant pertinemment qu'ils sont incapables de s'en tenir aux faits qui par ailleurs les accablent.

Pourquoi les gens se désintéressent-ils de la politique, pourquoi ne croient-ils plus "*en la capacité du monde ouvrier de redresser la tête*" ? Il doit bien exister des explications à cette situation autres que les balivernes débitées sans cesse depuis plus d'un demi-siècle par des dirigeants qui pensent à la place des travailleurs, pour être plus précis, qui à force de penser à la place des travailleurs ont fini par leur ressembler pour s'éloigner toujours un peu plus du socialisme.

Pourquoi les travailleurs s'accommodent-ils de leur condition, de la société dans laquelle ils vivent, du mode de vie qu'elle leur impose ? Chacun sait que lorsque quelqu'un est prêt à consentir des sacrifices ou accepte des compromis, c'est généralement parce qu'il y trouve son compte ou son intérêt, sinon cela n'aurait pas lieu d'être, n'est-ce pas ? On pèse le pour et le contre, les avantages et les inconvénients, pas dans n'importe quelle condition puisqu'elle nous est imposée, on n'a pas vraiment le choix à ce stade, donc de gré ou de force on a spontanément tendance à se soumettre et à accepter ce qu'on estime être la solution du moindre mal, toujours préférable à l'aventure dont on ignore l'issue ou les conséquences qui pourraient être pires encore.

Il y a ce qu'on vit qu'on interprète à notre manière ou à celle qui nous arrange de préférence, et il y a ce qu'on nous demande de croire, parce qu'on n'a pas atteint un niveau de conscience politique ou de classe suffisamment développé pour qu'il en soit autrement, qui à ce stade relève davantage de l'hypothétique, de la théorie, de l'utopie tant que cela ne s'est pas réalisé.

Qu'est-ce que la conscience, sinon l'inconscience réalisée ou parvenue à maturité. Un exercice dialectique.

De la même manière que les éléments organiques ou les organismes vivants sont issus de la matière inorganique, soit une combinaison physico-chimique à l'origine de tout ce qui existe dans l'univers, si on ne part pas des conditions auxquelles sont soumis les travailleurs qui sont le produit du processus dialectique matérialiste et historique inconscient qui préside au développement de la civilisation humaine, il ne faut pas s'attendre à ce que leur niveau de conscience puisse progresser.

Or, c'est exactement ce que font tous ces dirigeants. Ont-ils mauvaise conscience pour éviter d'aborder cette question , ou sont-ils incapables d'y répondre en demeurant fidèle au socialisme et il ne faudrait pas que cela se sache ?

On a estimé que le processus dialectique matérialiste et historique inconscient (et la lutte de classe) devait se dérouler d'une certaine manière pour que l'humanité franchise un pas décisive vers son émancipation du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, or, si ce processus s'est effectivement poursuivi, il ne s'est pas présenté exactement tel qu'on l'avait imaginé au XIXe siècle. Et du coup nous voilà perdus parce qu'on s'y accroche désespérément, au lieu d'observer comment il a évolué pour ensuite intégrer toutes les transformations qu'il a subi, pour finalement réussir à en prendre conscience, ce qui n'est pas gagné d'avance ou fait manifestement défaut à nos dirigeants.

Ce n'est pas "*le système capitaliste*" qui vous (LO notamment) a conduit à une "*impasse*", mais votre incapacité ou votre refus de saisir la combinaison ou les rapports qui existaient entre l'évolution du capitalisme et la lutte des classes.

Cela vaut pour tous les militants qui un jour se sont connectés à ce portail, et qui s'en sont détournés, parce qu'ils refusaient de prendre en compte ces rapports, sans doute après avoir confondu une observation ou un constat avec une interprétation destinée à étayer mon analyse ou mes positions, et le fait qu'ils ne se soient pas davantage souciés de l'orientation politique dans lequel

cette observation se situait et que je croyais partager avec eux, je parle de l'orientation politique, me fait dire qu'il n'en était rien non plus.

Vieux monde. Leur ennemi : L'espèce humaine, la civilisation humaine, le progrès social.

La voix de la réaction sur toute la ligne.

Plus ils dénoncent les fausses nouvelles, plus ils complotent contre tous les peuples car ils leur mentent effrontément, ils trafiquent la réalité, ils leur cachent la vérité.
Plus ils prétendent vous informer, plus ils déforment la réalité ou censurent certains faits.
Plus ils se posent en défenseur de la liberté d'expression, plus ils sont liberticides.
Plus ils se présentent en progressistes, plus la régression sociale s'amplifie.
Plus ils se posent en humanistes, plus ils sont cruels et barbares.
Plus ils prétendent oeuvrer pour la paix, plus ils financent des guerres.
Plus ils se prétendent démocrates, plus ils sont despotiques.
Plus ils dénoncent les excès du capitalisme, plus ils sont fascistes.

Variation climatique contre changement climatique : La transition écologique ou la dernière arnaque de l'oligarchie.

La transition écologique, c'est la transition vers le totalitarisme à l'échelle mondiale.

N'ayez pas peur, ne vous sentez pas coupable, ne vous laissez pas manipuler !

Démystification du réchauffement climatique anthropique.

L'effet de serre est créé principalement par la vapeur d'eau en suspension dans l'atmosphère, facteur essentiel que le GIEC a pratiquement censuré.

La température de la terre est stable globalement depuis près de 20 ans, en réalité elle a même tendance à baisser depuis 1975.

Le CO^2 est indispensable et irremplaçable à la croissance des végétaux.

Le niveau du CO^2 dans l'atmosphère suit les variations de la température à environ 11 mois d'intervalle et non l'inverse.

Le CO^2 présent dans la composition de l'air est passé en un siècle de 0,03 à 0,04%.

La température a augmenté de 0,6°C durant les périodes 1910-1945 et 1945-1980, alors que le CO^2 dû à l'activité humaine ou économique a considérablement augmenté, ce qui signifie qu'elle a des conséquences insignifiantes sur la température ou l'effet de serre, et qu'elle devrait augmenter de 0,6°C maximum d'ici 2100.

Malgré la déforestation, la couverture végétale de la Terre a augmenté au cours des dernières décennies.

A certains endroits les plages s'érodent, à d'autres elles ont gagné du terrain sur la mer et le solde ressort positif.

Le nombre de cyclone aux Etats-Unis notamment a régressé au cours de la dernière décennie.

Un business très lucratif pour sauver le capitalisme en crise.

Le rendement des énergies renouvelables est si faible par rapport à leur coût, que le prix de l'électricité pour les consommateurs ou leur facture est le double de celui produit à partir d'énergies fossiles.

Selon La Banque mondiale, d'ici 2030 il faudrait investir 89000 milliards de dollars pour faire face au réchauffement climatique.

Etc.

Ce qu'ils ne vous diront pas.

- Jakobshavn, le plus grand glacier du Groenland regagne du terrain - climato-realistes.fr 31 mars 2019

Des chercheurs de la NASA ont découvert que le glacier Jakobshavn (à l'origine de l'iceberg responsable du naufrage du Titanic) qui s'amincissait depuis 20 ans a fait une volte-face inattendue : le glacier s'écoule maintenant plus lentement, s'épaississant et avançant vers l'océan au lieu de reculer.

Cette découverte a fait l'objet d'une étude publiée le 25 mars dans Nature Geoscience [1], par des chercheurs du Jet Propulsion Laboratory de la NASA. Elle est basée sur les données de la mission Oceans Melting Greenland (OMG) ainsi que sur d'autres observations.

Le glacier Jakobshavn qui est situé sur la côte ouest du Groenland, draine environ 7 % de l'inlandsis de l'île. En raison de sa taille et de son importance pour l'élévation du niveau de la mer, les scientifiques de la NASA et d'autres institutions l'observent depuis de nombreuses années. Le retrait rapide du glacier avait commencé au début des années 2000 avec la perte du plateau de glace, une extension flottante du glacier qui ralentit son écoulement.

L'inversion de tendance s'est produite parce qu'un courant océanique apporte de l'eau plus fraîche depuis 2016. La température de l'eau à proximité du glacier est maintenant plus froide qu'elle ne l'était depuis le milieu des années 1980. Cette source d'eau plus froide a été localisée dans l'océan Atlantique Nord à plus de 966 kilomètres (600 milles) du glacier. (...)

Jusqu'à présent, on pensait qu'une fois que les glaciers avaient commencé à se rétracter, rien ne pouvait les arrêter. Cette étude montre qu'il n'en est rien. Cela devrait être considéré comme une bonne nouvelle ; que nenni, les scientifiques affirment que cette inversion de tendance n'est pas durable, et que rapidement, avec la bascule de la NAO en phase chaude, le glacier Jakobshavn reprendra son déclin rapide.

On relève aussi que si les records de chaleur en Alaska ont été largement commentés par la presse française, celle ci (à l'exception de Ouest-France) n'a pas fait mention du redressement du glacier Jakobshavn. climato-realistes.fr 31 mars 2019

Note.

[1] Interruption of two decades of Jakobshavn Isbrae acceleration and thinning as regional ocean cools https://www.nature.com/articles/s41561-019-0329-3

Quelques articles à télécharger ou lire.

- Le réchauffement du 21ème siècle est pour moitié dû à El Niño 31 mai 2019 - Par Roy W. Spencer, Ph. D

- Cycle du carbone, l'éclairage de trois nouvelles publications - 11 septembre 2018

- Les forêts de l'hémisphère nord absorbent de plus en plus de CO2 selon une récente étude publiée dans la revue Nature - 18 avril 2019

Les forêts de l'hémisphère nord absorbent de plus en plus de CO2 produit par l'Homme, contribuant ainsi à ralentir le réchauffement climatique. C'est la bonne nouvelle annoncée par une équipe internationale de chercheurs menée par Philippe Ciais, directeur de recherche au laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement (LSCE) à Gif sur Yvette. Leurs résultats publiés dans le journal Nature le 3 avril 2019 expliquent que ce phénomène est lié à la croissance des forêts ces dernières décennies.

Cette publication a fait l'objet d'un communiqué de presse du CEA, assorti d'une Video explicative.

- CO2 et climat : les puits de carbone à l'épreuve du temps

Contribution. "***La personne moyenne est plus intelligente que ne le suspectent les experts et les élites.***"

Une conversation avec John Christy. - climato-realistes.fr 19 juillet 2019

John Christy est climatologue à l'Université de l'Alabama à Huntsville (UAH). Ses principaux domaines de recherche sont la télédétection par satellite des températures mondiales. En février 2019, il a été nommé membre du conseil consultatif scientifique de l'agence pour l'environnement américaine (EPA). Cette interview a été conduite en anglais par Grégoire Canlorbe journaliste indépendant qui en a réalisé la traduction en français.

Extraits.

John Christy : Nous devrions appliquer la méthode scientifique aux affirmations faites par les scientifiques (et d'autres) sur le climat. Dans ce cas, j'ai téléchargé les résultats de 102 modèles de simulation du climat utilisés par le GIEC et comparé la température troposphérique depuis 1979 entre les modèles et différentes données d'observation, en incluant les données satellite que nous générons. Les modèles, en moyenne, réchauffaient l'atmosphère à une vitesse nettement supérieure à celle observée. C'est un résultat de test à partir duquel on peut affirmer que les modèles ont échoué, et donc on ne devrait pas se fonder sur la sortie de modèle pour caractériser le climat futur.

John Christy : Les résultats des observations satellitaires montrent très clairement que la Terre a connu un « verdissement » considérable au cours des 20 dernières années, donc cela indique que le CO2 supplémentaire que nous avons rejeté dans l'atmosphère a un impact très positif sur la biosphère. Il convient de noter que la plupart des êtres vivants qui nous entourent se sont développés il y a des millions d'années dans une atmosphère contenant quatre à dix fois plus de CO2 qu'aujourd'hui.

Donc, les déserts n'augmentent pas, mais se contractent. C'est là que la méthode scientifique est si importante – lorsqu'une personne fait une déclaration à propos d'un changement dans le climat ou le système terrestre, d'autres doivent la vérifier par des observations réelles. Aujourd'hui malheureusement, les médias préfèrent souvent annoncer la nouvelle dramatique d'un changement terrible sans vérifier les faits.

John Christy : Je pense que le cours naturel du climat a été changé, en particulier dans les zones urbaines où l'environnement naturel a été radicalement modifié. Les températures sont plus chaudes (surtout la nuit) dans ces zones urbaines. À l'échelle mondiale, l'impact du CO2 supplémentaire sur le climat est, je crois, moins important que le signal de réchauffement urbain dans nos grandes villes. Il convient de noter que les peuples du monde s'acheminent vers la modernisation et que cela est accompli grâce à une énergie abordable – qui provient aujourd'hui de la combustion de combustibles à base de carbone. À l'avenir, d'autres sources d'énergie abordables seront déployées et ce prétendu problème du « changement climatique » disparaîtra.

Il est important de noter que nous n'avons pas quitté l'âge de pierre parce que nous étions à court de pierres. Nous avons quitté l'âge de pierre parce que quelque chose de mieux a été découvert par l'ingéniosité humaine. Nous quitterons l'âge du carbone, non pas parce que nous sommes à court de carbone, mais parce qu'une source d'énergie différente et plus abordable sera développée. Pour le moment, les énergies renouvelables traditionnelles ne sont pas la solution, parce qu'elles elles fournissent trop peu d'énergie par rapport à la superficie qu'elles couvrent et ne sont pas en mesure de fournir de l'énergie « à la demande » comme le requiert une économie moderne.

John Christy : (...) Je dirais qu'il faut regarder les données finales – le monde augmente ses émissions de carbone à mesure qu'il travaille à éradiquer la pauvreté. Ainsi, alors que le monde a été réprimandé pendant 25 ans par les élites d'organismes scientifiques ou universitaires, ou celles des gouvernements socialistes, rien n'a vraiment changé. Les gens rechercheront ce qui est dans leur intérêt – une vie longue, saine et épanouissante – et une énergie abordable rend cela possible.

John Christy : J'ai examiné cette question et nous voyons l'impact de la variabilité solaire sur nos données de température stratosphérique. Cependant, dans la troposphère (où nous vivons), il est très difficile de tirer des conclusions, parce que notre ensemble de données est seulement de 40 ans et que d'autres perturbations majeures ont confondu la capacité de détecter un cycle de onze ans (éruptions volcaniques, El Niños, etc.). Il doit certainement exister une relation entre la variabilité solaire et le climat, et j'observe avec intérêt le travail de ceux qui étudient la connexion des rayons cosmiques directement liée aux variations solaires. Peut-être que des preuves encore plus nombreuses viendront bientôt dans ce domaine.

John Christy : (...) Il n'est pas dans notre intérêt de faire appel aux sentiments religieux lorsqu'il s'agit de questions pouvant faire l'objet de tests scientifiques. Comme le sait l'individu moyen, il existe aujourd'hui une multitude d'opinions religieuses, mais un test scientifique devrait aboutir à des résultats que tous les gens rationnels, qu'ils soient religieux ou non, devraient pouvoir reconnaître.

Je pense aussi que le citoyen moyen a une expérience considérable en ce qui concerne les affirmations relatives à un avenir dangereux émanant de soi-disant experts, ce qu'il sait être simplement des exagérations. Et la personne moyenne sait que ces experts veulent faire passer des lois qui enlèvent une partie de la vie que la personne moyenne veut et dont elle a besoin. Les récentes élections dans le monde entier démontrent que le citoyen moyen reconnaît ces fausses déclarations de calamité et veut vivre sans porter le fardeau des taxes et des redevances plus élevées qui, de fait, n'auront guère d'impact sur le climat (comme nous l'avons montré avec des tests scientifiques). La personne moyenne est plus intelligente que ne le suspectent les experts et les élites. climato-realistes.fr 19 juillet 2019

Vidéo. Arguments pour démonter leur machination néomalthusienne.

- François Gervais : En matière de réchauffement climatique, on a pris une conséquence pour une cause

- COP21 - Le carbone innocent ? - Entretien avec François Gervais (2015)
- Pr François Gervais : Le climat réel valide-t-il les modèles de climat virtuel ? (2015)
- Réchauffement climatique le GIEC ne sait plus comment mentir
- François Gervais - L'urgence climatique est un leurre

Comment faire en sorte que la réalité coïncider avec une théorie. Mode d'emploi.

A vrai dire : la canicule est-elle liée au réchauffement climatique ? - francetvinfo.fr 25.07

Une canicule ne fait pas le réchauffement climatique mais les scientifiques commencent à démontrer que la répétition de ce qu'on appelle les "phénomènes météorologiques extrèmes" est directement causée par cette augmentation de la température moyenne. (Une généralisation ou plutôt spéculation à partir d'abstractions. "les scientifiques commencent à démontrer", donc ils n'ont encore rien démontrer, peu importe, les médias et autres serviteurs zélés de l'oligarchie passe outre. - LVOG)

- Pour la deuxième fois cette année, des températures records affectent toute l'Europe occidentale et relancent les discussions sur le climat et son réchauffement. Ces vagues de chaleur exceptionnelles n'ont pourtant rien de nouveau. (Alors pourquoi en faire tout un plat ? - LVOG)

- Dans son 5ème rapport, publié en 2014, le GIEC expliquait ne pas pouvoir établir de lien formel, mais depuis les travaux s'accumulent et la position du Groupe évolue. (Encore un petit effort et leurs conclusions coïncideront avec leurs intentions... - LVOG)

- Une branche de la climatologie apparu voilà seulement 10 ans se développe :" l'attribution". Ainsi, le projet World Weather Attribution tente de décrypter ces phénomènes en temps réel ou presque. ("Tente", donc ils n'y sont pas encore arrivé, "ou presque", on est loin de la rigueur scientifique. - LVOG)

- "Nous observons les phénomènes météo extrèmes comme les sécheresses, les vagues de chaleur ou les pluies torrentielles et nous essayons de déterminer si le réchauffement d'origine humaine - ce que les gens appellent changement climatique - a accru leur fréquence. (Le postulat de départ est faux, le réchauffement d'origine humaine, le reste sera à l'avenant. Ils ne retiennent des variations climatiques que les extrêmes. Ce sont eux les dangereux extrémistes, les fanatiques qui terrorisent les populations avec leurs allégations à l'emporte-pièce- LVOG)

- Pour son sixième rapport, prévu en 2021, le GIEC veut explorer ce lien de cause à effet. (Et sans attendre, ils en sont déjà aux conclusions ! - LVOG)

- Mais d'ores et déjà et meme si les prévisions sont faillibles, on sait que dans les années à venir devrait se multiplier les canicules, comme d'autres phenomènes extremes . Les populations, les villes, les Etats devront s'y adapter, en bref notre vie va devoir un peu changer. francetvinfo.fr 25.07 (On y est, voilà leur objectif : nous imposer un changement de mode de vie sur la base de prévisions "faillibles" produites par les serviteurs d'un régime failli, malheur à ceux qui en attendent autres choses ! - LVOG)

Après des enfants, une présentatrice de télévision étale sa science !

Chloé Nabédian, présentatrice météo à France Télévisions.

- Certains (départements. - LVOG) ne sont pas en orange, mais en jaune (l'Aude et le Gard) et ça change tout. Il faut savoir que dans l'Hérault, on a des températures finalement assez classiques pour la saison. (Et demain ou après-demain ceux en rouge passeront en orange puis en jaune ! - LVOG)

(Rajouté le lendemain matin ou confirmation)

AFP 26.07 - L'Europe respire à nouveau vendredi grâce à la baisse sensible du mercure...

L'alerte "rouge canicule" a cependant été levée vendredi matin dans les derniers départements et la vigilance "orange" subsiste dans moins de la moitié des départements concernés (31 contre 60).

Les services météo britanniques ont par ailleurs noté une bizarrerie dans la région de Lincolnshire (est): en l'espace d'une heure jeudi, la température a gagné puis reperdu dix degrés, de 22°C à 32°C - et retour. AFP 26.07

LVOG - Et l'Agence Française de Propagande qui n'a plus rien à envier au ministère de la propagande nazi de conclure :

- Ces vagues de chaleur sont appelées à se multiplier et à s'intensifier sous l'effet du réchauffement climatique provoqué par les activités humaines. AFP 26.07

- Effectivement, contrairement à la canicule de juin dernier, ce n'est pas le Sud-Est qui est concerné mais tout le reste du pays. Un flux marin s'est mis en place sur les côtes méditerranéennes et limite la hausse des températures. (Quel dommage, damné "flux marin" ! - LVOG)

- Cette canicule de fin juillet 2019 est devenue plus intense que celle de 2003, puisqu'elle bat de nombreux records. Cette nuit a été la plus chaude de l'histoire à l'échelle nationale, battant le 5 août 2003. En revanche, elle n'a rien de comparable en terme de durée et de conséquences sanitaires et sociales. Celle de 2003 avait duré une quinzaine de jours. (Pourvu que celle-ci soit aussi longue, sinon... Spéculation et conclusion hasardeuses sur la base de 1 ou 2°C supplémentaires pendant quelques jours. La science des ânes ! - LVOG)

- Vendredi, la canicule va s'arrêter dans l'Ouest, mais il faudra attendre samedi dans l'Est. On va perdre une quinzaine voire une vingtaine de degrés localement, mais nous reviendrons juste dans les normales de saison. (Pour un peu il y aura de quoi se peler avec 15 ou 20°C en moins ! - LVOG)

- La pluie ne sera malheureusement pas suffisante pour aider les agriculteurs. Le risque est que les sols sont très secs, ce qui pourrait même provoquer par endroits une inondation des cultures. (C'est marrant, en Inde où je vis à la campagne en partie entouré de champs, après plus de 6 mois sans pluie, comme tous les ans en général, où tout simplement dans mon jardin, quand il tombe soudainement des trombes d'eau pendant des heures, l'eau commence par stagner, puis elle s'infiltre lentement dans le sol, et quelques heures plus tard il n'y en a plus de traces, et trois ou quatre jours plus tard à cause de la chaleur le sol redevient dur et sec, les cultures ne pourrissent pas. - LVOG)

- Si aujourd'hui l'Atlantique ne nous aide pas à tempérer les températures, c'est parce que le vent ne vient pas de l'ouest mais du sud/sud-est. Il n'y a donc pas d'air océanique qui arrive, mais de l'air saharien. (Encore un qui n'en fait qu'à sa tête, bon, heureusement qu'ils l'ont quand même ! - LVOG)

- Les chercheurs de Météo France ont aujourd'hui certaines certitudes en ce qui concerne les vagues de chaleurs en 2050. (Eux qui ne peuvent pas prévoir le temps qu'il fera 48 heures à l'avance, alors en 2050, quel délire mégalomaniaque ! On est vraiment en présence d'enragés. Et puis ils confondent allègrement température et pression atmosphérique, le thermomètre et le baromètre. - LVOG)

Qui a dit ? Au secours on va tous mourir, c'est la fin du monde !

- "*La pérennité de la vie humaine sur Terre est menacée, nous sommes au pied du mur*"

Réponse : Adrien Quatennens (LFI), sur France 2 jeudi 25 juillet 2019.

Quand LFI adopte la propagande ou le discours et les conclusions du GIEC sur le réchauffement climatique.

"Quand on vote un accord de libre-échange comme le Ceta [...] qui augmente les émissions de gaz à effet de serre, on aggrave le changement climatique, quand on continue de subventionner, comme Monsieur Macron le fait, les énergies fossiles, on aggrave le changement climatique", a-t-il argumenté. L'Express.fr 25 juillet 2019

Le lendemain Alexis Corbière sur RTL a rivalisé de zèle en réclamant des ministres "des actions qui limitent" le réchauffement climatique, les réprimandant parce qu'avec Macron "ils ne mènent pas une rupture pour aller vers la transition écologique", (Source : AFP 26 juillet 2019)

C'est la stratégie adoptée par l'oligarchie financière pour justifier la régression sociale ou du mode de vie de la majorité de la population dont l'origine est la crise ou la faillite du capitalisme avec lequel Corbière est incapable de rompre, on voit ici à quel point il est corrompu. Vous aurez compris que les furieux populistes de LFI voulaient en être de cette ridicule escroquerie. Ils ont obtenu quelque 3% des voix des électeurs inscrits à l'élection européenne, c'était justifié.

Quand les médias mènent une guerre psychologique. Franceinfo ou le matraquage.

LVOG - Titres relevés en seulement 24 heures il y a quelques jours.

- Canicule : dans le BTP, "on est obligés de travailler, c'est la période où on a des chantiers à faire" - Franceinfo

- Casquettes solaires, végétalisation... Les solutions d'un expert pour protéger les bâtiments de la chaleur - Franceinfo

- Trains ralentis, crèches fermées, piscines gratuites... Les conséquences de la canicule pour votre quotidien - Franceinfo

- "C'est impossible de décaler" : les usagers de la SNCF ont tous une bonne raison de ne pas modifier leur billet malgré la canicule - Franceinfo

- Canicule : "Les installations ferroviaires ne sont pas dimensionnées pour résister à ce genre d'aléas" - Franceinfo

- Canicule : "Le changement climatique implique une formation différente des médecins" - Franceinfo

- Canicule : de nouveaux parcs sont ouverts pour la nuit à Paris - Franceinfo

- Canicule : on vous liste les applications utiles pour vivre ces jours de forte chaleur - Franceinfo

- Crèches, personnes âgées, SDF... En pleine canicule, la mairie de Paris met "sous très haute surveillance" les plus fragiles - Franceinfo

- Sécheresse : 77 départements concernés par des restrictions d'eau, dont 29 en situation de crise - Franceinfo

- Bouchons qui sautent, patinoire qui fond, poissons qui étouffent... Cinq preuves (étonnantes) qu'il fait vraiment très chaud - Franceinfo

- "Ce n'est pas parce qu'on transpire plus qu'on gagne plus" : étouffant sous la canicule, les livreurs à vélo racontent leurs conditions de travail - Franceinfo

- Que faire de mes médicaments pendant la canicule ? - Franceinfo

Avec les compliments de l'Otan. Instrumentalisation des enfants, des animaux, tout ce qui bouge encore, quoi.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

L'émouvante histoire d'un enfant migrant ouvre la 37e édition du Festival Mimos à Périgueux - Franceinfo 25 juillet 2019

Mo et le ruban rouge est l'histoire d'un migrant, un garçon de 8 ans obligé de fuir son pays. Inspiré d'une histoire vraie, ce spectacle a ouvert le Festival Mimos en Dordogne qui prend fin le 27 juillet. Franceinfo 25 juillet 2019

Condition animale : « L'heure est à la mobilisation générale ! » - LePoint.fr 25.07

Algues vertes: "On n'est pas du tout à la hauteur des enjeux" - AFP 25.07

L'Otanazi mériterait un régime spécial et radical : L'euthanasie forcé et immédiat.

- Le vivier Otan de néonazis en Ukraine par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 23 juillet 2019

À ceux qui douteraient de la persistance du réseau stay behind italien de l'Otan, le Gladio, la saisie d'un arsenal d'armes de guerre à Turin apporte un démenti cinglant. Le réseau de néonazis travaillant avec l'Alliance atlantique contre la Russie est opérationnel en Ukraine.

Les enquêtes se poursuivent sur les arsenaux modernes découverts en Piémont, Lombardie et Toscane, de véritable matrice néonazie comme le montrent les croix gammées et les citations de Hitler trouvées avec les armes. Mais pas de réponse

par contre à la question : s'agit-il de quelque nostalgique du nazisme, collectionneur d'armes, ou bien sommes-nous devant quelque chose de bien plus dangereux ?

Les enquêteurs —d'après le Corriere della Sera— ont enquêté sur des « extrémistes de droite proches du bataillon Azov », mais n'ont découvert « rien d'utile ». Pourtant il y a depuis des années des preuves amples et documentées sur le rôle de cette formation armée ukrainienne, et d'autres avec elle, composées de néonazis entraînés et utilisés dans le putsch de Place Maïdan en 2014 sous régie USA/Otan, et dans l'attaque contre les Russes d'Ukraine dans le Donbass.

Il faut préciser avant tout que l'Azov n'est plus un bataillon (comme le définit le Corriere) de type paramilitaire, mais a été transformé en régiment, c'est-à-dire en unité militaire régulière de niveau supérieur. Le bataillon Azov fut fondé en mai 2014 par Andriy Biletsky, connu comme le « Führer blanc » en tant que soutien de la « pureté raciale de la nation ukrainienne, empêchant que ses gènes ne se mélangent avec ceux de races inférieures », assurant ainsi « sa mission historique de conduite de la Race Blanche mondiale dans sa croisade finale pour la survie ».

Pour le bataillon Azov, Biletsky recruta des militants néonazis qui étaient déjà sous ses ordres en tant que chef des opérations spéciales de Pravy Sektor. L'Azov se distingua immédiatement par sa férocité dans les attaques contre la population russe d'Ukraine, notamment à Mariupol.

En octobre 2014 le bataillon fut incorporé dans la Garde nationale, dépendant du Ministère de l'intérieur, et Biletsky fut promu colonel et décoré de l'« Ordre pour le courage ». Retiré du Donbass, l'Azov a été transformé en régiment de forces spéciales, doté de chars d'assaut et de l'artillerie de la 30ème Brigade mécanisée. Ce qu'il a conservé dans cette transformation est l'emblème, calqué de celui des SS Das Reich, et la formation idéologique des recrues modelée sur celle nazie.

Comme unité de la Garde nationale, le régiment Azov a été entraîné par des instructeurs états-uniens et par d'autres venant de l'Otan. « En octobre 2018 —lit-on dans un texte officiel— des représentants des Carabiniers italiens ont visité la Garde nationale ukrainienne pour discuter de l'expansion de la coopération dans différentes directions et signer un accord sur la coopération bilatérale entre les institutions ». En février 2019 le régiment Azov a été déployé en première ligne dans le Donbass.

L'Azov n'est pas seulement une unité militaire, mais un mouvement idéologique et politique. Biletsky —qui a créé en octobre 2016 son propre parti, « Corps national »— reste le chef charismatique en particulier pour l'organisation de jeunesse qui est éduquée, avec son livre « Les paroles du Führer blanc », dans la haine contre les Russes et entraînée militairement.

Simultanément, Azov, Pravy Sektor et d'autres organisations ukrainiennes recrutent des néonazis de toute l'Europe (Italie comprise) et des USA. Après avoir été entraînés et mis à l'épreuve dans des actions militaires contre les Russes du Donbass, on les fait rentrer dans leurs pays, en conservant évidemment des liens avec les centres de recrutement et d'entraînement.

Ceci se passe en Ukraine, pays partenaire de l'Otan, déjà de fait membre, sous étroit commandement USA. On comprend donc pourquoi l'enquête sur les arsenaux néonazis en Italie ne pourra pas aller jusqu'au bout. On comprend aussi pourquoi ceux qui en ont plein la bouche de l'antifascisme restent muets face au nazisme renaissant au cœur de l'Europe. Réseau Voltaire 23 juillet 2019

LVOG - Macron, LREM, LR, MoDem, UDI, PS, EELV, tous les gouvernement occidentaux et Israël, l'UE, toutes les instititutions internationales ont collaboré avec Porochenko et le président néonazi du parlement ukrainien, et il n'y a pas lieu de penser qu'il y aura du changement dans le futur. Vous avez le droit d'en tirer des leçons politiques.

En complément

- L'Ukraine arraisonne un tanker russe dans un port de la mer Noire - Franceinfo 25 juillet 2019

"S'il s'agit d'une prise en otage des Russes", Moscou a prévenu Kiev que "les conséquences ne se feront pas attendre" . Franceinfo 25 juillet 2019

Belliqueux. Ils ne nous auront rien épargné.

La France va doter ses satellites de moyens de "défense active", annonce Parly - Le HuffPost 25.07

Au programme également dès 2023, des moyens de "défense active" des satellites français avec notamment des "nano-satellites" capables de riposter à des agressions dans l'espace grâce à des lasers".

"Si nos satellites sont menacés, nous envisagerons d'éblouir ceux de nos adversaires. Nous nous réservons le moment et les moyens de la riposte: cela pourra impliquer l'emploi de lasers de puissance déployés depuis nos satellites ou depuis nos

nano-satellites patrouilleurs", a détaille Florence Parly. "Nous développerons des lasers de puissance. C'est un domaine dans lequel la France a pris du retard. Mais nous le comblerons." Le HuffPost 25.07

- Florence Parly a déclaré que "*l'espace devient un enjeu majeur de sécurité nationale*", le discours de Bush et Obama qui justifiaient toutes leurs guerres et les budgets qui allaient avec au nom de la "*sécurité nationale*".

À Cherbourg, livraisons en catimini de navires de guerre à l'Arabie Saoudite - Le Parisien 24.07

Totalitarisme mondial en marche.

Royaume-Uni: Priti Patel, la nouvelle ministre de l'intérieur ultra-conservatrice - huffingtonpost.fr 25.07

Ultra-conservatrice sur les sujets de société, elle a notamment voté contre le mariage des personnes homosexuelles et a un temps soutenu la peine de mort avant de faire machine arrière.

Cette femme de 47 ans fait son retour au gouvernement près de deux ans après avoir été limogée, accusée d'avoir mené une diplomatie parallèle avec Israël.

Partisane du libéralisme en économie, Priti Patel ne cache pas son admiration pour Margaret Thatcher. La bannière de son compte twitter est d'ailleurs illustrée d'une photo de la "Dame de Fer" aux côtés du président américain Ronald Reagan dans les années 1980. huffingtonpost.fr 25.07

Le Royaume-Uni va-t-il trop loin avec la sécurité routière? - slate.fr 25.07

Le Royaume-Uni souhaite aller encore plus loin dans la protection routière de ses concitoyens: interdiction pour les jeunes de conduire la nuit, de transporter des enfants et mise en place d'un permis progressif. Pourtant, le pays fait déjà partie des champions de la sécurité routière en Europe. Il est le premier pays le plus sûr d'Europe devant la Suède en nombre de morts par kilomètre parcouru.

Une place acquise grâce à un arsenal réglementaire très sévère: des amendes pouvant aller jusqu'à 2.500 livres (2.830 euros) et un territoire jalonné de radars –5.460 contre 4.700 en France. Ces décisions ont fait baisser le nombre d'accidents de 6% en 2018, selon le Department for Transport. Pourtant quelque chose continue de titiller la rigueur des autorités anglaises. Selon leurs chiffres, un cinquième des automobilistes novices seraient impliqués dans un accident au cours de leur première année au volant.

Le gouvernement veut interdire la conduite de nuit pour les jeunes car elle serait plus dangereuse. En France, le trafic nocturne représente 10% des déplacements mais il concentre deux personnes tuées sur cinq et un tiers des personnes blessées hospitalisées (plus de 24 heures). Le risque d'endormissement, la visibilité ainsi que l'alcool –généralement consommé en fin de journée– en sont les principales causes.

Les responsables anglais souhaitent aussi mettre en place une période de rodage afin de mieux encadrer les débuts des apprentis et leur interdire de transporter de jeunes enfants.

Ces nouvelles décisions ont de quoi faire enrager les jeunes. A fortiori quand leur résidence se situe en périphérie des grandes villes ou en cas d'enfant à charge. Ces règles rendront leur accès aux grandes villes plus difficile. Donc aux emplois et aux études. Il se pourrait même que certain·es soient obligés de frauder pour y accéder.

Le Department for Transport examine également la possibilité de mettre en place un régime de délivrance graduelle du permis de conduire. «Nous voulons examiner avec plus de détails comment le permis de conduire progressif [...] peut aider les nouveaux conducteurs à rester en sécurité», a déclaré le ministre de la Sécurité routière Michael Ellis.

La France, qui présente des résultats bien moins bons –deux fois plus de morts– devrait-elle prendre exemple sur la rigueur anglaise? slate.fr 25.07

En Chine, une montre pour surveiller les enfants - slate.fr 25.07

Les élèves de 60 écoles primaires de Canton ont reçu ce nouveau gadget baptisé «Safe Campus SmartWatches». Les montres envoient en temps réel leur position sur les smartphones de leurs parents et leur permettent d'appeler en cas d'urgence.

Explication du gouvernement: c'est pour aider les parents à assurer la sécurité de leurs rejetons. Pour l'heure, l'usage de ces petites espionnes se fait sur la base du volontariat. À ce jour, 8.000 personnes ont déjà enregistré leur montre en ligne. Le projet prévoit d'en émettre bientôt plus de 30.000, ainsi qu'un bracelet de sécurité similaire pour les personnes âgées.

Ce n'est pas la première innovation mise en place pour surveiller ces chers bambins. En décembre 2018, plus de dix écoles de provinces du Guizhou et du Guangxi ont demandé à leurs élèves de porter des «uniformes intelligents» dotés de puces électroniques. Ces vêtements suivent les mouvements des et déclenchent une alarme s'ils sèchent des cours. Comment? Grâce à deux petites puces placées au niveau des épaules, scannées chaque matin en entrant à l'école. L'alarme retentira également si l'enfant s'endort en cours.

La reconnaissance faciale a également fait son entrée à l'école. En mai 2019, celle de Hangzhou y a eu recours pour vérifier la qualité de l'attention des élèves en classe. Leurs expressions sont observées par trois caméras placées au-dessus du tableau et peuvent capter sept émotions différentes: la neutralité, la joie, la tristesse, la deception, la colère, la peur et la surprise. Si la machine identifie qu'un élève est distrait en classe, elle enverra directement l'information sur le smartphone de l'enseignant·e qui prendra ensuite les mesures nécessaires. slate.fr 25.07

Ils osent tout.

- Loi "Stop Soros" en Hongrie: Bruxelles saisit la justice européenne - euronews

LVOG - Soros le parrain de Bruxelles la mafieuse...

- Festival de Deauville 2019 : les huit saisons de "Game of Thrones" seront projetées sur grand écran - Franceinfo

- Afrique du Sud : comment venir à bout de la violence dans les townships ? - Franceinfo

- Egypte : Human Rights Watch dénonce un durcissement des attaques du régime Sissi contre les défenseurs des droits de l'Homme - Franceinfo

- Le bronzage seins nus n'a plus la cote et ne séduit plus que "à peine 22%" des femmes", selon une étude Ifop - Franceinfo

- Un extracteur de sperme pour les donneurs trop timides - Franceinfo

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

Sanchez échoue à se faire reconduire à la tête de l'Espagne, des élections anticipées se profilent - Le Parisien 25 juillet 2019

Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a échoué jeudi à obtenir la confiance de la Chambre des députés pour rester au pouvoir, faute d'être parvenu à un accord de coalition avec la gauche radicale de Podemos. Ce vote rapproche l'Espagne de nouvelles élections anticipées, qui seraient les quatrièmes en quatre ans.

Avec 124 voix pour, celles de son parti et d'un député régionaliste, 155 contre et 67 abstentions, le socialiste n'a pas obtenu la majorité simple qui lui suffisait pour être réinvesti. Arrivé au pouvoir il y a un an à la faveur d'une motion de censure, Pedro Sanchez devient le premier candidat à échouer à deux reprises à se faire élire chef du gouvernement.

Vainqueur des législatives d'avril avec seulement 123 sièges sur 350, le chef du gouvernement sortant avait absolument besoin d'alliances pour rester au pouvoir.

Mais Podemos, à qui les socialistes ont reproché de n'avoir discuté que de portefeuilles ministériels et pas d'un programme, s'est finalement abstenu alors que ses votes étaient indispensables pour investir Pedro Sanchez.

Pedro Sanchez, qui continue à expédier les affaires courantes, a maintenant jusqu'au 23 septembre pour retenter de former

un gouvernement, faute de quoi les Espagnols devront retourner aux urnes en novembre. Le Parisien 25 juillet 2019

ECONOMIE

Japon

Nissan va supprimer 12 500 emplois à travers le monde d'ici 2022 - Franceinfo 25.07

Le chiffre d'affaires du constructeur japonais a considérablement baissé ces derniers mois, le poussant à une restructuration de son activité.

Situation de crise pour Nissan. Le constructeur automobile japonais a annoncé, jeudi 25 juillet, la suppression de 12 500 emplois après la dégringolade de ses profits. Cette diminution d'effectifs s'accompagne d'une réduction de la production de 10% d'ici à 2022 ou 2023. Les mesures de restructuration ont commencé dans huit sites et seront poursuivies dans six autres. Pour l'instant, aucune indication n'a été donnée sur les sites concernés.

Entre avril et juin 2019, le partenaire nippon de Renault a vu son bénéfice net diminuer de près de 95%, à 52 millions d'euros. Son chiffre d'affaires a également enregistré une baisse de 12,7%, dans un contexte de ralentissement aux Etats-Unis et en Europe.

"Le groupe n'a pas le choix, il est acculé par la stratégie d'expansion à marche forcée menée par Carlos Ghosn", a précisé Hiroto Saikawa, PDG du constructeur japonais. Les profits ont aussi été affectés par "des facteurs extérieurs tels que les coûts des matières premières, les fluctuations de taux de change" et de lourds investissements dans le domaine technologique et pour répondre au durcissement des règlementations environnementales, souligne Nissan. Franceinfo 25.07

Haut de page

Le 31 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

Il a encore plu avant-hier, et la température à 5h30 du matin était tombée à 22°C, une température hivernale ! A 12h30 aujourd'hui il ne fait que 37°C à l'ombre, normal, je vais en profiter pour finir la taille des manguiers. Je dois aller en ville acheter du compost, c'est la saison des semis qui commence. On doit attendre que les nuits soient plus fraîches, sinon les semis montent en tige et périssent.

Je vais aussi pouvoir terminer la peinture de la terrasse et effectuer quelques réparations. J'ai également changé le moteur d'un ventilateur. Bricolage et jardinage, mais aussi cuisine, on a fait germer du soja pour agrémenter nos crudités et préparer des plats vietnamiens, thaïs ou chinois. On n'a pas les moyens de dépenser du fric dans des restos dont les prix sont exorbitants. S'il m'arrive d'acheter des ingrédients assez chers pour cuisiner, c'est uniquement parce que le coût est réparti sur plusieurs repas, je ne cuisine jamais pour un seul repas, je n'en ai pas le temps.

Passons aux choses sérieuses.

Après avoir financé le nazisme, déclenché les krachs de 1929 à nos jours ainsi que les deux guerres mondiales du XXe siècle, quasiment toutes les guerres, fabriqué l'ONU et l'UE, le FMI, la Banque mondiale, les Talibans, Al-Qaïda, Daesh, le terrorisme à grande échelle, dont Charlie, Macron, ainsi qu'un tas de mythes identitaires, alimenté le marché de l'alcool, des cigarettes, de la drogue, de la pornographie, du sport, des jeux vidéos, de la sous-culture cinématographique, musicale et populaire, des distractions abrutissantes, mais aussi toutes les formes de discriminations dans la société, etc. bref, cela relève en soit de l'exploit, au point de se dire que si cela a si bien fonctionné jusqu'à nos jours pourquoi ne pas envisager de s'attaquer à ce qui jusque là semblait inatteignable, le climat, géniale trouvaille omniprésente qui n'a d'équivalent que Dieu et sa religion, le capital.

Comme au temps de l'inquisition, il suffira de déclarer hérétiques tous ceux qui s'opposeront à leur dernière machination pour qu'elle s'impose à tous. Il suffira de déclarer que nier le réchauffement climatique anthropique c'est équivalent au péché originel pour diaboliser, censurer, exclure, excommunier tous les opposants à la transition écologique ou énergétique. A l'appel des gouvernements et des médias-oligarques, des élites compromis par le néolibéralisme, au sein des peuples et des réseaux sociaux, les brebis porteurs du message divin du capital qui se répandra se multiplieront comme par miracle dans l'ultime croisade devant mener à l'instauration d'un régime totalitaire mondial, ainsi soit-il, amen.

Tel est leur schéma simpliste, mais efficace il faut bien le reconnaître. A nous de le démonter et de le combattre sans répit.

A quoi bon ajouter quelque chose quand les faits parlent d'eux-mêmes. Encore faut-il faire le lien entre cause et effet et savoir ce qui en est à l'origine, observer comment les choses évoluent, ensuite seulement ils deviendront véritablement accessibles et compréhensibles au plus grand nombre... pour agir. On ne fait pas partie des gens qui se contentent des apparences, des rumeurs, du discours dominant qu'on tient absolument à nous imposer, désolé.

Pourquoi vous acharnez-vous ainsi? Parce que face à leur construction idéologique qu'ils substituent à la réalité, si on ne la démonte pas pièce par pièce, elle remplira un rôle d'obstacle rendant notre idéologie inaccessible aux travailleurs. D'après vous, quelle autre fonction pourrait-elle remplir ? Ne remplit-elle pas déjà parfaitement son rôle ? Observez attentivement ceux qui participent à leur construction idéologique, qui collaborent avec les représentants du régime, ne constituent-ils pas des obstacles à la mobilisation des travailleurs, à la prise de conscience que cette idéologie est contraire à leurs intérêts ?

Pour les tenants de l'écologie politique, leurs ennemis ce sont tous les peuples et non le capitalisme.

Ce n'est pas le climat qui pourrit l'existence de tous les peuples, c'est le capitalisme !

Nous avons vu lors de la précédente causerie que l'augmentation de la température n'avait rien à voir avec l'activité humaine, puisqu'elle était demeurée inchangée avant et pendant la période intense d'industrialisation ou entre 1910-1945 et 1945-1980. Par contre depuis 2003 la température de notre planète a commencé à diminuer et globalement depuis la température moyenne de la Terre n'augmente plus. Vous trouverez sur Internet de quoi le vérifier si nécessaire.

Cela étant posé, nous n'allons pas perdre notre temps à vouloir prouver que l'activité humaine n'est pas à l'origine des variations climatiques puisque c'est déjà fait, sauf à parodier des scientifiques pour se faire passer pour de grands savants, ce n'est pas notre genre.

La théorie du changement climatique de nature anthropique s'inscrit dans le cadre de la stratégie politique néolibérale. C'est à la fois un lobbying très juteux et un moyen de détruire d'énormes masses de forces productives, qui, comme après chaque guerre destructrice permet à la fois de recourir à de nouveaux moyens de production (de l'énergie notamment) et d'accroître le taux d'exploitation, les profits que les capitalistes empocheront... J'ai lu ou entendu quelque part que le coût de production des énergies renouvelables était supérieur aux énergies fossiles et leur rendement inférieur, peu importe pour les capitalistes, ils en produiront davantage et ce sont les consommateurs qui paieront ce surcoût, comme en Allemagne ou en Norvège (je crois) où le tarif est le double de celui pratiqué en France par exemple.

Maintenant tout le monde ou presque ignore ce qui se trame derrière, comment des dizaines ou des centaines de milliards de dollars ont été transférés dans des secteurs industriels ou économiques et financiers hautement lucratifs en rapport avec ce qu'ils appellent la transition écologique ou énergétique, qui tirent les ficelles et qui s'enrichissent avec ce business. Pour en avoir un aperçu il faut aller aux Etats-Unis, là où le capitalisme est le plus développé, logique, et c'est d'autant plus intéressant ou révélateur, que les différents acteurs ne se cachent pas ou étalent leurs intentions. Il suffit de lire, c'est écrit en toutes lettres et chiffré. Ben oui ! si cela rapporte tant, il faut qu'on sache à quel taux pour que cela devienne alléchant. Et puis c'est une gigantesque bulle spéculative destinée à être alimentée notamment par les peuples ou des taxes imposées par les Etats.

- Au format pdf - 12 pages)

L'AFP : Un virus à éradiquer.

Syrie: le drame de 3 fillettes saisi par une photo devenue virale - AFP 26 juillet 2019

La photo ne cesse de tourner sur les réseaux sociaux

Capturée par le photographe Bachar el-Sheikh, du média local en ligne SY24.

https://en.sy-24.com/article/they-were-screaming-and-crying-at-the-top-of-their-lungs-sy24-correspondent-recounts-terrifying-details-about-children-trapped-under-rubble-in-rural-idlib/

Lu dans ce blog :

- Tawfik Kattan faisait partie des secouristes des Casques blancs qui sont intervenus mercredi à Ariha après le raid aérien...

Mais, raconte-t-il à l'AFP...

LVOG - Via l'AFP, c'est confirmé, Bachar el-Sheikh et SY24 relaient la propagande des barbares en Casques blancs ou ils en font partie, CQFD.

AFP - Le nombre d'enfants tués à Idleb ces quatre dernières semaines dépasse désormais le bilan recensé sur l'ensemble de l'année 2018, a déploré jeudi l'ONG "Save the Children".

LVOG - Il ne manquait plus que cette saloperie d'ONG !

Le totalitarisme en phase verte.

Europe : les orages chassent la canicule - euronews 28.07

En France, la grêle qui s'est violemment abattue sur le Tour a pris de court les supporters comme les cyclistes, dans la Vanoise. Mais partout dans l'hexagone, la canicule a été balayée par une dépression qui fait chuter le mercure ce samedi : dix degrés de moins en à peine 24 heures...

L'alerte "rouge canicule" a été levée vendredi matin dans les derniers départements français concernés. En fin de journée, seuls 27 départements, sur un total de 101, étaient encore en vigilance "orange" canicule ou orage, ce qui devrait être levé d'ici à samedi. euronews 28.07

Après les fortes pluies au Pays basque, la mairie de Biarritz "espère que les plages commenceront à rouvrir samedi matin" - Franceinfo 28.07

"On joue tellement gros dans les 18 prochains mois" : le dérèglement climatique proche du point de non retour - Franceinfo 28 juillet 2019

Il y a urgence. La succession de vagues de chaleur caniculaire et d'inondations qui frappent l'Europe et d'autres continents cet été ne sont sans doute qu'une préfiguration de ce que sera le monde de demain si les hommes persistent à ne pas relever le défi du changement climatique, alertent les scientifiques.

Ces évènements dramatiques agissent comme une piqûre de rappel alors que les négociations sur les moyens de mettre en œuvre les engagements pris en 2015 par les Etats signataires de l'Accord de Paris sur le climat entrent dans une phase décisive. "On joue tellement gros dans les 18 prochains mois", estime Sue Reid, vice-présidente de l'ONG américaine Ceres, qui incite les entreprises et les investisseurs à adopter des pratiques durables.

"Nous entrons dans une période cruciale pour que les responsables politiques comme le secteur privé inversent réellement la courbe des émissions carbone", déclare-t-elle.

Face à l'inaction des Etats, certains préfèrent se préparer à l'effondrement du monde actuel. "Soit nous transformons radicalement notre mode de vie collectif en renonçant aux énergies fossiles, soit, et c'est plus probable, le changement climatique précipitera la fin de la civilisation capitaliste mondiale alimentée par les énergies fossiles", écrivait l'auteur américain Roy Scranton dans une tribune publiée en avril dans la MIT Technology Review. "Révolution ou effondrement. Dans les deux cas, la belle vie d'avant n'est plus viable." Franceinfo avec Reuters 28 juillet 2019

LVOG - Franceinfo a donné la parole à une ONG américaine, Ceres, voyons ce qu'il y a derrière et plus encore. Ils jouent "*gros*" assurément !

Mais heureusement les entreprises philanthropiques veillent.

LVOG - Pour la traduction, je me suis servi du traducteur de Google. Je n'ai pas eu le temps de corriger les quelques erreurs sans conséquence sur la compréhension de ces articles.

Ceres et sa présidente, qu'est-ce que c'est ?

Les investisseurs gagnent de l'argent avec les énergies renouvelables - forbes.com 20 mars 2012.

Mindy Lubber est PDG et présidente de Ceres, intervenante au Forum sur l'innovation durable de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2015.

Elle dirige également le Réseau des investisseurs sur les risques climatiques (INCR), un réseau de 100 investisseurs institutionnels représentant un actif d'environ 10 000 milliards de dollars, qui coordonne les réponses des investisseurs américains

aux risques financiers et aux opportunités offertes par le changement climatique. (worldbusiness.org)

Elle est également consultante experte auprès de l'équipe B Team.

Lubber travaille au développement de stratégies commerciales qui créent de la valeur à travers les spectres environnemental, social et économique. Utilisant le développement durable comme moteur d'innovation, elle a été reconnue pour son travail au sein de plusieurs multinationales telles que Nike et American Electric Power. (Wikipedia.org)

L'équipe B Team est une initiative mondiale à but non lucratif co-fondée par Sir Richard Branson (Le millliardaire britannique fondateur de Virgin - Ndlr) et Jochen Zeitz (Puma, Harley Davidson, Kering. - Ndr), qui réunit un groupe de dirigeants mondiaux du monde des affaires, de la société civile et des gouvernements, afin de susciter une meilleure façon de faire des affaires, d'accorder la priorité au bien-être de la planète.

Zeitz a reçu de nombreux prix au cours de sa carrière professionnelle, notamment "Entrepreneur de l'année", "Stratégiste de l'année" trois années de suite dans le Financial Times, "Trendsetter de l'année" et "Best of European Business Award 2006". . En 2010, la Fondation allemande pour la durabilité a décerné à Zeitz un prix pour ses stratégies futures les plus durables. Zeitz a reçu le German Image Award 2012 et a également été nommée «visionnaires» de Conde Nast Traveller 2012 et l'un des «10 joueurs les plus importants de la société Rio» lors de la conférence Rio +20 ». En 2004, le président fédéral allemand lui a attribué la Croix fédérale du mérite de la République allemande. (naturalcapitalforum.com)

Ceres est une organisation à but non lucratif dédiée au développement durable, qui collabore avec les investisseurs et les entreprises les plus influents afin de renforcer son leadership et de proposer des solutions dans l'ensemble de l'économie.

Les investisseurs font de l'argent avec les énergies renouvelables - Forbes.

Lorsque Prudential Capital Group a financé pour 121 millions de dollars un projet d'énergie solaire en Arizona plus tôt cette année et que General Electric a franchi la barre des 1,4 milliard de dollars de projets d'énergie solaire dans lesquels il a investi de manière cumulative, ils ne spéculaient pas dans des projets technologiques risqués de développement précoce. . Ils investissaient dans des projets d'infrastructure de base avec des marges brutes élevées et des revenus fixes sur 20 à 25 ans; «Des centrales électriques sans frais de carburant», selon Bill Green, directeur général de Macquarie Capital à New York. Selon Green, des investisseurs tels que Prudential, Google et GE interviennent généralement lorsque la quasi-totalité du risque a été structurée au moyen d'accords à long terme conclus avec de grandes entreprises de services publics qui acceptent d'acheter l'électricité produite par ces projets de production d'énergie renouvelable. Ces projets offrent un taux de rendement (TRI) stable et faible, à deux chiffres, tout en offrant généralement un rendement annuel compris entre 6 et 8%.

Cette opportunité d'investissement attrayante risque de surprendre ceux qui ont connu une forte baisse du cours des actions des sociétés qui fabriquent le matériel informatique utilisé par les projets d'énergie renouvelable. Les fabricants mondiaux d'éoliennes et de panneaux solaires ont été confrontés à la vive concurrence des fabricants chinois. Mais la chute du prix de cet équipement a été une aubaine pour les développeurs de projets d'énergie renouvelable, dont les coûts d'installation ont considérablement diminué.

Malheureusement, la faillite de Solyndra, fabricant de cellules solaires à couches minces, a effrayé les investisseurs qui regroupent souvent des investissements dans l'énergie propre aussi divers que les voitures électriques et les parcs éoliens, alors qu'ils appartiennent à différentes classes d'actifs. Green ne parle pas de capital d'amorçage pour des technologies qui pourraient ou non se révéler viables, mais plutôt d'investissements dans des projets de production d'énergie utilisant des technologies éprouvées fournies par des sociétés multinationales. Ces projets solaires, éoliens et à biomasse sont évalués strictement en fonction de leurs avantages en tant qu'actifs générateurs de trésorerie dans lesquels les risques et les rendements reposent uniquement sur la viabilité de ce projet.

Sur l'ensemble des opportunités en matière d'énergie propre, les investissements ont atteint le niveau record de 260 milliards de dollars en 2011 et, pour la première fois depuis 2008, les États-Unis ont dépassé la Chine en matière d'investissement dans les énergies propres. Une part non négligeable de ces investissements dans les énergies propres se produit dans l'arène de financement de projets d'énergies renouvelables dans laquelle Macquarie Capital de Green est active.

Plus tôt ce mois-ci, G.E. Le PDG Jeffrey Immelt, dont la société investit énormément dans les énergies renouvelables au Brésil, au Canada, au Kenya et aux États-Unis, a décrit l'opportunité à un groupe de dirigeants du secteur de l'énergie: «Ces choses vont et viennent à la mode, d'un point de vue politique ou social et les gens qui peuvent voir à travers les creux… vont gagner beaucoup d'argent dans les énergies renouvelables ».

Bien que le Congrès ait récemment porté un coup dur au secteur de l'énergie éolienne en ne prolongeant pas le crédit d'impôt à la production qui avait permis de stimuler les investissements et la production d'énergie éolienne et en rendant son prix concurrentiel par rapport aux sources d'énergie carbonique, Immelt reste optimiste pour les énergies renouvelables.

Les investissements dans les énergies propres aux États-Unis continueront d'être motivés par les «normes de portefeuille renouvelable» (RPS) dans 29 États et dans le District de Columbia. Les RPS sont des cibles et des mécanismes d'application permettant d'atteindre un pourcentage fixe de l'ensemble des sources d'énergie électrique d'un État à partir d'énergies renouvelables. À l'heure actuelle, 4% de l'électricité du pays provient d'énergies renouvelables non hydroélectriques et devrait doubler d'ici à 2025, à mesure que les services publics s'efforceront d'atteindre les objectifs accrus en matière de RPS. Macquarie's Green estime que des investissements de plusieurs centaines de milliards de dollars dans des projets de production d'énergie renouvelable seront nécessaires d'ici 2030 pour atteindre les objectifs RPS actuellement en vigueur. Si les normes RPS sont renforcées, ce montant sera encore plus élevé.

Selon Green, ces investissements constituent «la solution la plus concrète que nous puissions faire aujourd'hui avec le capital pour répondre à la fois au souhait de rendements stables et au besoin d'énergie à faible émission de carbone». Augmentation du pourcentage d'énergies renouvelables dans le bouquet énergétique du pays fournit également aux services publics la diversification indispensable de l'approvisionnement, une protection contre la volatilité des prix des combustibles fossiles qui peut contribuer à stabiliser les tarifs de l'électricité à long terme.

Les RPS disposent également de mécanismes permettant de limiter les répercussions sur les contribuables si le coût des énergies renouvelables et du gaz naturel (la combinaison actuellement privilégiée) commence à avoir une incidence sur le prix que les consommateurs paient pour leur électricité. Avec la montée en puissance du secteur des énergies renouvelables, les prix deviendront encore plus compétitifs: Clean Edge, qui suit l'évolution des marchés des énergies propres, estime que le coût d'installation de systèmes solaires photovoltaïques chutera de près des deux tiers au cours de la prochaine décennie. .

Résultat: pour les investisseurs à la recherche d'investissements sains sur le plan financier, respectueux de l'environnement et respectueux du climat, le financement de projets liés aux énergies renouvelables mérite une attention toute particulière. forbes.com 20 mars 2012

A propos de Ceres..

En 2007, le CERES était considéré comme l'un des cent acteurs les plus influents dans la gouvernance des entreprises par le magazine Directorship. Le CERES a reçu en 2006 une récompense de la Skoll Foundation pour l'entrepreneuriat social, ainsi qu'en 2008 une récompense de la Fast Company Social Capitalist.

Le 27 janvier 2016, aux Nations Unies à New York, Ceres et la Fondation des Nations Unies ont organisé le septième Sommet des investisseurs sur le risque climatique, qui a réuni plus de 110 investisseurs institutionnels représentant collectivement plus de 22 000 milliards d'actifs, dans le but de doubler le investissement dans les énergies propres d'ici 2020.

Ses membres comprennent Deutsche Asset Management, State Street Global Advisors et TIAA-CREF, ainsi que les fonds de pension de la Californie, de la Floride et de New York. (Wikipedia.org)

La Skoll Foundation est basé dans la Silicon Valley, à Palo Alto en Californie, créée par le milliardaire Jeff Skoll qui a bâti sa fortune en tant que premier président d'eBay de 1995 à 2001. Auparavant il avait obtenu un diplôme de commerce de l'Université de Stanford en 1993. Il est également producteur de cinéma (Participant Media). Wipedia.org

Rôle de la philanthropie.

C'est le temps d'un nouveau mythe de l'entrepreneur social - skoll.org 23 juillet 2019

L'impact de la crise climatique sur la santé humaine et les dégâts environnementaux est maintenant évident. Nous vivons à l'époque biblique, avec des incendies, des inondations, la peste, la sécheresse et des réfugiés dispersés à travers le monde. Je lutte pour retenir l'énormité de cette souffrance sans que cela ne m'écrase. Je lutte pour garder un cœur ouvert et répond avec puissance, pour m'ancrer dans l'intégrité et la féroce compassion. skoll.org 23 juillet 2019

Je vous fais grâce du reste de cet article...

Si Ceres le dit...

Ceres transforme l'économie pour bâtir un avenir durable pour les populations et la planète.

Grâce à nos réseaux puissants, nous travaillons avec des investisseurs et des entreprises influents pour intégrer des pratiques environnementales, sociales et de gouvernance dans les stratégies commerciales essentielles et saisir les opportunités offertes par l'économie de l'énergie propre.

Un instrument politique.

Dans le cadre de ces initiatives, nous travaillons avec des investisseurs et des entreprises influents pour renforcer le leadership et plaider en faveur de mesures et de solutions politiques audacieuses en matière de changement climatique, d'énergie propre et d'eau.

Qui est à l'origine de cette fantastique machination et qui doit en tirer profit, suivez le guide.

Ceres 2020 à New York 23 au 26 mars 2020, Sheraton Times Square. - ceres.org

Réservez cette date! Les inscriptions s'ouvriront plus tard cette année.

Ceres 2020 à New York mobilisera les leaders du marché des capitaux les plus influents au monde pour accélérer et développer les solutions aux défis les plus pressants en matière de développement durable. Ces cadres dirigeants définiront les prochaines étapes pour renforcer l'action des investisseurs et des entreprises en matière de développement durable dans divers secteurs de l'économie.

Ceres Conference 2020

C-Suite executives from many influential consumer brands and Fortune 500 companies and other capital market leaders will take the stage at Ceres Conference 2020 to underscore that a just and sustainable low-carbon economy is possible, necessary and urgent. The program will focus on how every sector — from energy to transportation to agriculture — can and must transform to limit global temperature rise to 1.5-degrees Celsius and avoid the worst impacts of climate change. ceres.org

LVOG - Avec ce portail, vous vous posez des réponses et on vous propose des réponses. C'est utile pour se forger des convictions et les tremper pour qu'elles deviennent incorruptibles.

À propos de Greentech Capital Advisors

Notre mission est de responsabiliser les entreprises et les investisseurs qui créent une infrastructure mondiale plus efficace et durable. Nous sommes conçus pour que nos clients réussissent. Nous avons des banquiers expérimentés qui sont des experts du secteur et comprennent les secteurs et les besoins de nos clients. Nous atteignons un vaste réseau mondial d'acheteurs, de sociétés en croissance, de propriétaires d'actifs et d'investisseurs, offrant ainsi à nos clients davantage de moyens de réussir grâce à un réseau de relations approfondi. Nous avons une expérience des transactions directement pertinente qui nous permet de trouver des structures et des solutions créatives pour clôturer des transactions. Nous sommes une équipe experte de 65 professionnels travaillant sans faille pour le compte de nos clients à New York, Zurich et San Francisco et dans le cadre d'un partenariat stratégique au Japon. Notre équipe de banquiers expérimentés fournit des conseils sans conflit et des solutions réfléchies et innovantes. greentechcapital.com

Qu'est-ce que Le Global Reporting Initiative (GRI) ?

LVOG - Une officine où sont corédigées par des multinationales, des banquiers, l'ONU et des ONG des directives destinées aux entreprises du monde entier.

Le Global Reporting Initiative (GRI) a été établi vers la fin 1997 avec comme mission de développer les directives applicables mondialement en matière de développement durable, ainsi que de rendre compte des performances économiques, environnementales et sociales, initialement pour des sociétés puis, par la suite, pour n'importe quelle organisation gouvernementale ou non gouvernementale. Rassemblée par la coalition pour les économies environnementalement responsables (CERES) en association avec le programme d'environnement des Nations unies (PNUE), le GRI incorpore la participation active des sociétés, des O.N.G., des organismes de comptabilité, des associations d'hommes d'affaires, et d'autres parties prenantes du monde entier. La version GRI actuellement en vigueur (depuis 2013) se nomme G4. Elle est appelée à remplacer progressivement les lignes directrices G3 et G3.1.

En 2008, 24 organisations françaises appliquaient la GRI : Aéroports de Paris, AG2R, Air France KLM, Airbus, BNP Paribas, Carrefour, Danone, Desjardins, EDF, Essilor International, France Télécom, Gaz de France, Imerys, La SNET, LaFarge, L'Oréal, Neuf Cegetel, Office National des Forêts, Orange, PSA Peugeot Citroën, Rhodia, Sanofi-Aventis Group, Technip, Veolia, Vivendi. Selon le référentiel dans sa version G3, aucune organisation n'arrive encore au niveau d'application classé A qui implique la publication des 49 indicateurs de base. Wikipedia.org.

Greentech Capital Advisors: nous avons besoin d'une carte de pointage pour les investissements durables - cnnmoney.ch 31 août 2018

L'investissement durable se transforme en une industrie de plusieurs milliards de dollars. Jeff McDermott, associé directeur chez Greentech Capital Advisors, lance un appel en faveur de nouveaux référentiels mondiaux de reporting et de normes comptables pour réguler le secteur en pleine expansion. "Je pense que vous allez voir de réels progrès dans les 12 prochains mois", a-t-il déclaré à Martina Fuchs lors de l'émission Going Green de cette semaine. McDermott a déclaré que les investissements tenant compte des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance des Nations Unies dans la gestion des déchets, le recyclage et les matériaux de substitution devraient générer les plus gros bénéfices. cnnmoney.ch 31 août 2018

Les vrais leaders 100 entreprises les plus performantes 2019 - Real Leaders 9 janvier 2019

Real Leaders est le premier magazine au monde sur le développement durable des entreprises et du leadership, motivant les gens à #InspireTheFuture. Disponible dans les principaux kiosques à journaux et distribué à 27 000 PDG de 130 pays, qui gèrent des dépenses de 9 000 milliards de dollars. La société est une société certifiée B, et signataire des objectifs de développement durable des Nations Unies, qui respecte les normes les plus strictes en matière de transparence, de responsabilité et de performance.

The Real Leaders 100 Top Impact Companies, en collaboration avec Big Path Capital et B Lab, constitue le premier classement des entreprises à impact positif. Les prix classent les meilleures entreprises appliquant le capitalisme pour plus de profit et plus de bien. Ces sociétés sont au cœur d'un segment dynamique de l'économie et portent une nouvelle vision du capitalisme qui démontre que chaque transaction est une opportunité à la fois pour la croissance et pour un monde meilleur.

Compte tenu de la pléthore de listes publiées qui existent déjà - les personnes les plus riches, les célébrités les plus sexy, les entreprises à la croissance la plus rapide, les plus grandes organisations ou les startups les plus populaires - un groupe de visionnaires partageant les mêmes idées, y compris Real Leaders, s'est rendu compte que ce dont le monde a vraiment besoin est une liste de entreprises qui sont une force pour le bien dans le monde. Pas une liste réconfortante, cumbayah, granola non plus; plutôt, une liste de sociétés réelles qui ont montré une croissance économique réelle en incluant le plus grand bien dans leur mission et leurs stratégies commerciales.

The Real Leaders 100 Top Impact Companies est exactement cela: une première liste mondiale qui prouve que les entreprises peuvent prospérer en tant que force du bien. Alors, comment avons-nous finalement mesuré les affaires en tant que force du bien? Nous avons trouvé une formule simple. Si vous avez déjà étudié la science, vous saurez que la formule de la force est la masse multipliée par l'accélération. La formule Real Leaders 100 pour Business For For Good est donc la suivante: Revenu X Taux de croissance X B Analyse d'impact = Force For Good. Nous espérons que vous serez inspiré par les entreprises présentées ici et postulez en 2019 pour être reconnu internationalement comme notre nouvelle liste des 100 meilleurs entreprises Real Leaders 100. Real Leaders 9 janvier 2019

Le plus grand problème pour l'humanité : C'est le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme que cautionne EELV.

"Le plus grand problème pour l'humanité, c'est la dette écologique" pour David Cormand - AFP 29 juillet 2019

Le secrétaire national d'EELV David Cormand s'est inquiété lundi que le "jour du dépassement" arrive de plus en plus tôt dans l'année et estime que "le plus grand problème pour l'humanité, c'est la dette écologique".

"On parle souvent du fait qu'on vit à crédit au niveau financier, en réalité, le plus grand problème pour l'humanité, ce n'est pas la dette financière, c'est la dette écologique parce que l'argent, c'est une construction sociale mais les limites de la nature, c'est extrêmement concret", a ajouté M. Cormand. AFP 29 juillet 2019

Etat et banquiers mafieux. Seules l'oligarchie et les élites à son service (sa milice idéologique) seront épargnés.

La Suisse livre à la France 40 000 fraudeurs - Le Point.fr 27.07

Selon la Direction générale des finances publiques françaises, 40.000 auraient caché au fisc autour de 10 milliards d'euros, elles sont soupçonnés de « comportement illicite ».

Le Tribunal fédéral, la plus haute juridiction suisse, estime que la France, à juste raison, considère que ces 10 000 clients d'UBS possèdent des comptes « non déclarés auprès des autorités fiscales ». Il s'agit de comptes ouverts entre 2006 et 2008. Le Point.fr 27.07

LVOG - Donc un redressement fiscal entre 250.000 et 1 million d'euros qui ne concerne pas les plus grandes fortunes qui n'avaient pas attendu 2006 pour ouvrir des comptes en Suisse ou dans d'autres paradis fiscaux moins exposés.

Antisocial. Par décret en pleine période de vacances Macron s'attaque aux indemnités chômages.

Les nouvelles règles d'indemnisation de l'assurance chômage entrent en vigueur à partir du 1er novembre - francetvinfo.fr 28.07

Un décret publié dimanche 28 juillet au Journal officiel précise les nouvelles conditions d'indemnisation pour les demandeurs d'emploi. La réforme s'appliquera à partir du 1er novembre, sauf le mode de calcul de l'allocation qui entrera en vigueur au 1er avril. Voici ces nouvelles règles.

Un durcissement des conditions d'entrée

Pour ouvrir des droits à indemnisation, il faudra désormais avoir travaillé six mois ("130 jours ou 910 heures") sur les 24 derniers mois ("la période de référence"). Aujourd'hui, cette condition est de quatre mois sur les 28 derniers (sauf pour les plus de 53 ans où la période de référence restera de 36 mois).

En conséquence, la durée minimale d'indemnisation passe aussi de quatre à six mois. La durée maximale reste de deux ans pour les moins de 53 ans, deux ans et demi pour les 53-55 ans, trois ans pour les plus de 55 ans.

Le seuil permettant un rechargement des droits, lorsqu'on travaille pendant sa période de chômage, sera également de six mois (910 heures) contre un mois (150 heures) aujourd'hui.

Une diminution de l'allocation mensuelle pour les "intermittents". Actuellement, la durée d'indemnisation est calculée sur le nombre de jours travaillés pendant la période de référence

(multipliés par 1,4 pour obtenir des jours calendaires, c'est-à-dire les sept jours de la semaine). Au 1er novembre, cette durée sera égale au nombre de jours calendaires, travaillés ou non, à partir du premier jour d'emploi pendant la période de référence jusqu'au terme de celle-ci.

Conséquence, les personnes qui ont travaillé de manière fractionnée pendant leur période d'affiliation (en alternant CDD courts et inactivité) auront une indemnisation potentiellement plus longue mais aussi d'un montant mensuel plus faible. En effet, à partir du 1er avril, le "salaire journalier de référence", base de calcul de l'allocation chômage, sera obtenu en divisant les salaires de la période de référence par l'ensemble des jours à partir du premier jour d'emploi, et non plus les seuls jours travaillés.

Pour un même travail, ce salaire journalier sera donc désormais identique entre une personne ayant travaillé en continu et une personne ayant alterné contrats courts et inactivité, alors qu'il était jusqu'ici plus favorable à la deuxième. "A travail égal, allocation égale", selon le gouvernement. Selon le gouvernement, l'allocation chômage sera toujours comprise entre 65 et 96% du salaire net mensuel moyen de la période de référence.

Une dégressivité pour les hauts revenus

Les salariés qui avaient un revenu du travail supérieur à 4 500 euros brut par mois verront leur indemnisation réduite de 30% au début du 7e mois d'indemnisation, avec un plancher à 2 261 euros net. Les salariés âgés de 57 ans ou plus ne seront pas concernés par la mesure. Le plafond de l'indemnisation maximale restera de 6 615 euros net.

Des droits pour les démissionnaires et indépendants

Promesse de campagne du candidat Macron, l'indemnisation sera ouverte aux démissionnaires ayant travaillé dans la même entreprise au cours des cinq dernières années. Elle sera conditionnée à "un projet de reconversion professionnelle nécessitant le suivi d'une formation ou un projet de création ou de reprise d'une entreprise".

Ce projet sera évalué par "la commission paritaire interprofessionnelle" (qui succède aux Fongecif) de la région du salarié qui jugera notamment de la "cohérence du projet de reconversion", la "disponibilité et la pertinence de la formation identifiée, la pertinence des modalités de financement envisagées". En cas d'acceptation, le salarié aura six mois pour déposer une demande d'allocation de chômage.

Les indépendants bénéficieront eux d'une allocation forfaitaire (800 euros par mois pendant six mois) en cas de liquidation judiciaire. L'activité professionnelle devra avoir généré un revenu minimum de 10 000 euros par an sur les deux dernières années avant la liquidation. francetvinfo.fr 28.07

LVOG - Voilà le bilan du "dialogue social". Scélérat !

Totalitarisme En Marche. Ils sont hors de contrôle.

Le “gilet jaune” Jérôme Rodrigues en garde à vue, soupçonné de violences conjugales - Les Crises.fr 29 juillet 2019

Extrait.

Jérôme Rodrigues avait été placé en garde à vue, dimanche 28 juillet, dans une affaire de violences conjugales envers sa compagne, qui a affirmé de son côté n’avoir subi aucune violence. Le parquet prendra une décision ultérieurement après examen du dossier.

Entendu depuis 10h30 par les enquêteurs dans une affaire de violences conjugales envers sa compagne, la garde à vue de Jérôme Rodrigues, figure emblématique du mouvement des “gilets jaunes“, a été levée en milieu de soirée, ce dimanche 28 juillet. Une altercation l’aurait opposé à sa compagne enceinte.

Le procureur a précisé que les faits se sont déroulés sur la commune de Thorigny, en Vendée, près de La-Roche-sur-Yon, et que les gendarmes sont intervenus. Cette version a été contredite par sa compagne Jenni elle-même : “J’ai fait une crise d’angoisse suite à cela et j’ai décidé d’appeler les pompiers pour qu’ils viennent me chercher”.

Après avoir été hospitalisée environ deux heures, elle a affirmé que “le procureur de la République a décidé de faire son coup de pub en plaçant Jérôme en garde à vue. Quand je suis sortie de l’hôpital, on m’a auditionnée, on a tenté de me faire dire un tissu de mensonges, dont celui d’avoir subi des violences conjugales“. En attendant, la garde à vue de Jérôme Rodrigues peut durer 24 heures et être prolongée de la même durée pour une éventuelle mise en examen.

“Le parquet prendra une décision ultérieurement après examen du dossier”, a indiqué le procureur de la République Hervé Lollic dans un communiqué, en précisant que les déclarations de sa compagne avait varié au cours de la journée.

Source : RTL, Nicolas Scheffer, AFP

La compagne de M. Rodrigues a démenti les violences

Le Procureur a alors rédigé un communiqué de presse.

Outre le niveau de détail, on appréciera particulièrement la phrase “le comportement décrit par M. Rodrigues et confirmé pour partie par les propos tenus apparaît correspondre à la définition légale” [sic], surtout quand on le rapporte à l’article 11 du Code de Procédure Pénale :

Article 11

Sauf dans le cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l’enquête et de l’instruction est secrète.

Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines des articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Toutefois, afin d’éviter la propagation d’informations parcellaires ou inexactes ou pour mettre fin à un trouble à l’ordre public, le procureur de la République peut, d’office et à la demande de la juridiction d’instruction ou des parties, rendre publics des éléments objectifs tirés de la procédure ne comportant aucune appréciation sur le bien-fondé des charges retenues contre les personnes mises en cause. Les Crises.fr 29 juillet 2019

LVOG - Pour un peu on se croirait en Inde ! Cela dit, la "*crise d’angoisse*" de monsieur Rodrigues au point d'appeler les pompiers confirme tout le bien qu'on pensait des dirigeants autoproclamés des Gilets Jaunes. La lutte de classe ne s'improvise pas, elle nécessite un parti (et un programme) de militants conscients aux convictions et aux nerfs aussi trempés que l'acier, inoxydables, incorruptibles... Vive le parti, encore le parti, toujours le parti de la révolution socialiste !

La ploutocratie anglo-saxonne vous informe.

- Hong Kong: tirs de gaz lacrymogène sur une manifestation interdite - AFP

LVOG - En France, non !

- À Hong Kong, cette dame âgée s'oppose courageusement à de nouvelles violences - Le HuffPost

LVOG - Inconscience ou provocation ou les deux...

- L'opposition russe manifeste sous la menace d'une "répression massive" - AFP

LVOG - Quelle horreur, car en France il n'y a pas de répression policière (Macron)...

- Amende record pour Russia Today en Grande-Bretagne, la Russie contre-attaque et menace - L'Express.fr

200 000 livres. Le régulateur britannique des médias a infligé ce vendredi une amende record à la chaîne russe RT, à qui il reproche son traitement partial de l'empoisonnement d'un ex-agent double russe à Salisbury et du conflit en Syrie. L'Express.fr

LVOG - Autant avouer qu'il n'existe pas un seul média britannique ou occidental qui rend compte de manière impartiale de la situation...

- Russie: Paris demande à Moscou de libérer Navalny et les manifestants arrêtés - Le HuffPost

LVOG - Y aurait-il un gouvernement qui ait demandé la libération des personnes emprisonnées après avoir participé en France aux manifestations depuis le 17 novembre 2018 ?

Ils osent tout

- Municipales: Cormand (EELV) exclut des alliances avec des maires de droite - AFP 29 juillet 2019

LVOG - Donc avec ceux de gauche ! Comme quoi le "clivage" droite-gauche est toujours utile...

- Toulouse : la mairie a donné son feu vert à la construction de la Tour Occitanie - Franceinfo

- Le retour de l'émission Strip-Tease sur RMC Story fait polémique - Yahoo Actualités

- Visite de Le Drian au Brésil : "La diplomatie française a toujours été très pragmatique face aux régimes autoritaires" - Franceinfo

- La diplomatie explosive de Poutine qui menace les Etats-Unis - Le HuffPost

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie

A Alger, les manifestants fustigent le "panel de médiation" - AFP 26 juillet 2019

Une foule compacte a défilé vendredi à Alger pour la 23e semaine consécutive, au milieu d'un important dispositif policier, et contesté toute légitimité au "panel" désigné la veille par le pouvoir pour mener un "dialogue" sur les modalités d'une présidentielle rejetée par la contestation.

Dans les rues quadrillées par les forces de l'ordre, les manifestants ont scandé "le Peuple veut l'indépendance", ou "y en marre des généraux", en référence à la place centrale occupée par l'armée dans l'appareil de pouvoir depuis l'indépendance.

Son chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, est en outre devenu le véritable homme fort du pays depuis la démission le 2 avril, après 20 ans à la tête de l'Etat, du président Abdelaziz Bouteflika, confronté à un mouvement de contestation inédit.

Impossible à évaluer précisément en l'absence de comptage officiel, la mobilisation est restée forte vendredi, mais était moins massive que lors des gigantesques cortèges des premiers mois de contestation, déclenchée le 22 février.

Désigné jeudi au sein du "Panel de médiation", Karim Younes, ex-président de la Chambre basse et ancien ministre de M. Bouteflika, a rejoint le général Gaïd Salah et le président par intérim Abdelkader Bensalah parmi les cibles des manifestants qui ont notamment scandé: "Karim Younes, dégage".

Discrets dans la matinée, les barrages routiers de gendarmerie, installés pour bloquer ou ralentir l'accès à Alger les jours de manifestations, sont réapparus à la mi-journée, selon des manifestants.

Et dans le centre-ville, le déploiement policier semblait aussi imposant que les semaines précédentes.

Le cortège algérois s'est dispersé sans incident en fin d'après-midi, comme les manifestations recensées dans plus de la moitié des 47 autres régions du pays par l'agence de presse officielle APS. AFP 26 juillet 2019

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

Sacrée sécheresse et canicule !

Le temps est encore couvert, c'est à croire qu'il va encore pleuvoir. Et la température ne dépasse pas 33°C au lieu de 40°C au Tamil Nadu. Cela fait 8 ans je crois qu'on n'a pas eu de cyclone et de tremblement de terre. Bon, chacun son tour, dites-le au GIEC, non, ils sont incurables, sevrés au néolibéralisme !

Pour vous donnez un avant-goût de la causerie du jour, une info que je n'ai pas encore traitée parce qu'il est trop tôt.

- L'humanité au défi de nourrir 10 milliards de personnes sans ravager la planète - AFP 2 août 2019

Comment nourrir une population toujours plus importante sans détruire la nature, dont nous dépendons? Cette question cruciale pour la survie de l'humanité est au coeur de discussions qui démarrent vendredi à Genève.

Le rapport spécial du groupe d'experts de l'ONU sur le climat (Giec) consacré au "changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres", qui doit être rendu public la semaine prochaine à l'issue de ces rencontres à huis clos, sera l'analyse scientifique la plus complète à ce jour sur le sujet. AFP 2 août 2019

Tout sonne faux :

- "*sans détruire la nature*" : Comme s'ils ne s'y employaient pas déjà quotidiennement !

- "*la survie de l'humanité*" : Comme si c'était vraiment la préoccupation de ces va-t-en-guerre !

- "*changement climatique*", etc. : Autant de phénomènes qui ont ou peuvent avoir des origines différentes ou n'ayant pas forcément des liens de causes à effets entre eux, peu importe, cet amalgame a été conçue pour parvenir à leurs fins.

- "*ces rencontres à huis clos*" : Surtout ne les suspectez pas de comploter dans notre dos, qu'ont-ils de si important à cacher ?

- "*l'analyse scientifique la plus complète*" : Ce sont qui le disent et il est fortement de ne pas les croire, en réalité ils

censurent systématiquement toutes les données qui contredisent leurs conclusions.

Et de nous annoncez à l'avance que ce rapport sera approuvé par l'ONU, franchement, qui en douterait un seul instant.

AFP - Les conclusions de ce rapport sont condensées dans un résumé que les délégations d'environ 195 états réunies à Genève examineront de près à partir de vendredi, avant d'en approuver une version définitive. AFP 2 août 2019

Je vous fais grâce de la suite qui relevait de la spéculation ou de voeux pieux, car ils ne pourront pas imposer un tel carcan à l'échelle mondiale. A suivre.

- Au format pdf - 19 pages)

On peut parfois partir de constats identiques et parvenir à des conclusions différentes, en fonction des objectifs qu'on se fixe ou de l'orientation qu'on entend donner à la société, et qui peuvent se situer aux antipodes l'une de l'autre.

On peut parfois partir de constats différents et parvenir à des conclusions semblables, encore que il faille distinguer les moyens que préconisent les uns et les autres pour atteindre un même objectif, pour autant qu'il s'agisse bien du même objectif, ce qui déterminera ceux qui en seront bénéficiaires et ceux qui en seront victimes selon les moyens adoptés.

C'est le capitalisme, qui fut à l'origine du malthusianisme au XIXe siècle, et sa survie avec ses conséquences effroyables sur les peuples et notre planète du néo-malthusianisme à notre époque.

Ceux qui critiquent le néo-malthusianisme et qui appartiennent aux mêmes classes sociales que ses partisans, sont les mêmes qui vantent les qualités du capitalisme et dénoncent ses excès.

On retrouve là le mécanisme de la double pensée décrit par Orwell dans 1984 qui repose sur un constat tronqué ou falsifié de la réalité, et dont les conclusions apparaîtront de ce fait monstrueuses, alors que de nos jours un constat impartial ne parviendrait pas seulement à de toutes autres conclusions, mais valideraient également en partie celles du malthusianisme.

Du coup, parmi nous ou dans les rangs du mouvement ouvrier, par aveuglement dogmatique ou pour ne pas être accusés de néo-malthusianisme, où va se nicher la bonne conscience, ceux qui dénoncent à juste titre le néo-malthusianisme de l'écologie politique manquent eux aussi singulièrement d'impartialité, de logique, quand ils rejettent l'ensemble du constat et des conclusions du malthusianisme en refusant d'admettre que les conditions objectives, l'accroissement exponentiel de la population mondiale depuis le milieu du XIXe siècle pose un gigantesque défi à la civilisation humaine, les justifient de nos jours et les justifieront davantage encore dans l'avenir, car on ne peut pas concevoir que la vie serait supportable avec 10,15, 20 milliards d'êtres humains ou plus encore, cette perspective est tellement aberrante et effroyable, qu'on se demande où ils ont vraiment la tête ou s'ils ne l'ont pas perdue. Car apparemment il leur a échappé qu'en adoptant une telle position, ils se discréditent et laissent ainsi le champ libre aux partisans fanatiques du néo-malthusianisme ainsi que ses conclusions monstrueuses pour tous les peuples.

La question n'est pas de savoir si la surpopulation est réelle ou non, puisque si on le nie aujourd'hui à terme elle se posera obligatoirement, il faut donc partir de ce constat. Ensuite la seconde question qui se pose à nous, est de savoir si on doit s'en remettre pour la régler aux tenants du capitalisme qui ont entraîné la civilisation humaine au bord du gouffre, ou si il faut se débarrasser au préalable du capitalisme pour la régler de la manière la plus humaine et rationnelle possible, sachant que les enragés du malthusianisme et du capitalisme préconisent des méthodes brutales et radicales pour réduire la population mondiale dont tous les peuples feraient les frais.

Je crois que c'est là la seule manière correcte et humaniste de poser le problème en restant sur le terrain de la lutte de classes, en prenant en compte l'ensemble des facteurs qui composent la réalité ainsi que leur évolution.

Il ne faut jamais oublier que le développement du capitalisme est le produit d'un processus dialectique inconscient, dont les conséquences échappent à la plupart des gens, qui ne comprennent pas ses contradictions et confondent leurs conséquences avec leurs origines, ce qui expliquent pourquoi ils les subissent et sont impuissants à agir dessus pour modifier l'orientation de la société.

Le développement des forces productives, la prise de conscience de certains besoins liés à la nature humaine et leur satisfaction aurait dû permettre à la communauté des hommes de s'émanciper du règne de la nécessité, or tel n'a pas été le cas jusqu'à présent, du coup elle se retrouve empêtrée dans des contradictions qui menacent à terme son existence.

Le capitalisme constitue la dernière étape du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme, dont on ne parvient pas à sortir ou à dépasser, et pendant ce temps-là les conséquences des contradictions sur lesquelles repose ce processus dialectique

inconscient continuent de s'amplifier ou de se tendre à l'extrême. Les capitalismes n'étant pas prêts à céder le pouvoir aux masses exploitées et opprimées pour réorganiser la société sur d'autres bases, des bases humanistes, de progressiste à parasite, le capitalisme n'est pas devenu seulement rétrograde, il en arrive à mettre en péril les bases mêmes de l'existence de la civilisation humaine en semant la haine, la violence, la désolation, la barbarie à tous les stades de la société ou à travers le monde.

Personne ne peut imaginer un instant que les mesures que prendraient les représentants du capitalisme pour réduire la population mondiale auraient pour objectif le bien-être, le développement individuel, la vie harmonieuse et la paix entre tous les peuples, d'où la nécessité de l'éradiquer de la surface de la Terre le plus tôt possible et de passer au socialisme, dont l'idéal humaniste coïncide avec cet objectif.

Si c'est bien l'idéologie capitaliste qui a produit cette monstrueuse théorie malthusienne, si c'est bien le capitalisme qui l'a mise à l'ordre du jour après avoir épuisé son rôle historique, ce n'est pas lui qui sera chargé de l'appliquer puisqu'il faudra pour commencer l'appliquer à lui-même, dès lors en recourant à de toutes autres méthodes définies par les peuples eux-mêmes une fois qu'ils auront pris leur propre destin entre leurs mains ou ils se seront emparés du pouvoir politique, pour régler librement ou trouver les meilleures solutions aux défis posés par le développement de la civilisation humaine en tenant compte évidemment des exigences de notre planète qu'ils s'emploieront à respecter, de la même manière que les besoins ou aspirations de chaque homme ou femme sans aucune distinction de classe ou autres.

Ce n'est pas pour rien qu'on affirme que le socialisme ou le communisme représente l'idéal humaniste le plus élevé que l'homme ait pu concevoir. Vous comprendrez pourquoi nous y sommes tant attachés.

La question qui tue ceux à qui on la pose.

Comment peut-on croire un instant des gens qui passent leur temps à nous tromper ou mentir, surtout quand ils se lancent dans une propagande frénétique dont ils sont destinés à être les bénéficiaires?

Maintenant il faut reconnaître qu'ils ont de la chance, car ceux qui contestent les modèles du GIEC et ses conclusions nient la surpopulation, pensent que les hommes pourraient faire face aux défis qui vont se présenter à eux rapidement en conservant ou en s'en remettant au régime capitaliste, mais comme la surpopulation est un fait avéré, ou parfaitement prévisible ou encore qui finira par s'imposer un jour ou l'autre et que la survie du capitalisme engendre le chaos et la barbarie à travers le monde, ils se discréditent et leurs arguments aussi juste soient-ils perdent en efficacité ou peineront à rivaliser avec la théorie officielle, tout au plus ils seront reçus avec bienveillance par les esprits critiques qui hésiteront à les partager. Il sera facile à leurs détracteurs de dénoncer leurs contradictions (ou compromission) en leur reprochant de ne pas assumer les conséquences de la surpopulation et de la survie du capitalisme, pour finalement les accuser d'en être les responsables.

Dit autrement, le numéro d'illusionnisme consistant à lier le réchauffement climatique à la fois à la surpopulation et au développement économique ou industriel présente l'avantage de diviser et d'épurer la communauté scientifique, en écartant tous ceux qui refusent de se soumettre à la théorie officielle, qui parce qu'elle se situe sur le plan idéologique ou politique ne leur permet pas de se défendre, puisqu'ils sont tous acquis au capitalisme et sont incapables dès lors de proposer des solutions cohérentes, disons humaines ou démocratiques pour résoudre les problèmes auxquels la civilisation humaine doit ou devra faire face dans l'avenir.

L'arnaque du réchauffement climatique de nature anthropique a pour origine la crise du capitalisme ou la contradiction poussée à l'extrême qui existe entre la concentration des richesses et du pouvoir entre les mains d'une infime minorité de nantis, et les besoins des 7,6 milliards d'exploités qui exigent qu'ils soient satisfaits sur le champ, ainsi que leurs revendications démocratiques, ce qui évidemment est incompatible avec l'existence du capitalisme.

La gigantesque destruction de forces productives qu'ils préconisent à l'échelle mondiale d'ici une ou trois décennies, chiffrée à 89.000 milliards de dollars par la Banque mondiale, est en dernière analyse l'objectif de leur machination, qui combine baisse du coût de la force de travail et instauration d'un régime totalitaire pour l'imposer, qui serait justifié par la menace permanente que fait peser le changement climatique sur la vie des hommes.

Pourquoi évoquer la baisse du coût de la force de travail, qu'est-ce que cela vient faire là-dedans ? C'est simple à comprendre à partir de définition de la valeur. La valeur de toute marchandise est déterminée par la force de travail qu'elle renferme ou qui est nécessaire à sa production, et la valeur de la force de travail correspond à ce qui est nécessaire à son renouvellement ou aux besoins du travailleurs dont les plus élémentaires. Or ce sont eux auxquels le GIEC et les adeptes de la décroissance veulent s'attaquer, par exemple quand ils veulent imposer une modification du mode alimentaire de la population ou une réduction de la consommation de viande, de produits laitiers, etc. ainsi que les contraindre à renoncer à certains biens d'équipement et services qui correspondent à des besoins élémentaires. Le coût du renouvellement de la force de travail comprend la viande que consomme un travailleur, imaginons que pour une raison ou une autre on le force à s'en passer, le coût de la force de travail diminuera d'autant, et s'il n'a pas les moyens de s'acheter une voiture électrique, il devra s'en passer.

Plus fort encore, cela c'est le schéma de base qu'ils ont retenu pour justifier par la suite la stagnation ou la baisse des salaires, car

en réalité, sauf contraint par la force des choses ou par manque de moyen financier, chacun continuera à consommer comme avant, alors que les prix de ses produits se seront envolés pour soi-disant dissuader la population d'y recourir et sauver la planète et le tour est joué !

Notez bien que la surconsommation de viande ou de tout autre marchandise est une autre question, qui leur sert uniquement de prétexte pour mieux assujettir les masses exploitées à leur régime totalitaire. Personnellement j'estime que le mode de vie de la plupart des gens est aberrant, inconscient comme tout le reste ou presque, tout en étant le produit du capitalisme qui les maintient dans l'ignorance ou ne procède que par décrets ou mesures autoritaires.

Qui a dit ou bienvenue chez les fondus de LFI.

- "*Les extrémistes, c'est ce gouvernement. C'est eux qui sont des fous, des illuminés, des sectaires du libre-échange qui se disent on s'en fout on va foutre en l'air la planète*" dénonce (celui) qui condamne les violences contre les permanences LREM.

- "*Le libre-échange participe au grand déménagement de la planète qui fait lui-même fondre la glace via le réchauffement climatique et modifie le climat!*"

Réponse : Alexis Corbière (LFI) invité de la matinale de FranceInfo le mardi 30 juillet.

Que LFI volent au secours de LREM et soit de cette machination n'étonnera personne, tous les partis présents à l'Assemblée nationale y participent.

Vous lirez dans les documents figurant dans la page d'accueil du portail ou dans les causeries que la glace fond à certains endroits du globe et épaissis depuis deux décennies à d'autres endroits, lieux précis et mesures ou chiffres à l'appui. De la même manière que la température monte ou descend ici ou là. Mais ces faussaires ne retiennent que les endroits où la glace fond et la température augmente. De la même manière, ces manipulateurs se focalisent sur des inondations ou des ouragans, mais ils oublient de préciser qu'il y en a toujours eu et qu'ils régressent depuis plusieurs décennies. Et tout le reste est à l'avenant.

La différence entre ces gens-là et nous, c'est que nous respectons les personnes auxquelles on s'adresse, alors qu'eux non. De nos jours plus que jamais, on doit absolument vérifier et revérifier chaque info pour ne pas se faire manipuler et se transformer en agent de la propagande officielle. A

ux travailleurs on doit tenir un discours direct et si besoin employé un langage populaire, autrement dit, il faut leur dire qu'on les prend littéralement pour des cons une fois de plus, ce qu'ils n'apprécient pas en général, cela devrait réveiller spontanément en eux des souvenirs assez récents, ne serait ce que l'élection de Macron, travailler plus pour gagner moins, sacrifier le peu de liberté qu'ils ont pour être plus en sécurité, alors que les auteurs des lois liberticides sont à l'origine de toutes les violences.

Point de friction, point de rupture, non, juste un réchauffement En Marche

Un député En marche à l'université d'été des Insoumis - Journal du Dimanche 31 juillet 2019

Pour leur université d'été, les "Amfis", du 22 au 25 août à Toulouse, les troupes de Jean-Luc Mélenchon compteront parmi leurs invités… un député de La République en marche (LREM). L'élu de la Haute-Vienne Jean-Baptiste Djebbari participera à une conférence-débat, intitulée "Quelle écologie face à l'urgence?", aux côtés de sa collègue LFI Mathilde Panot, et du secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), David Cormand.

C'est l'Insoumise Mathilde Panot qui l'a invité. "L'idée est de montrer à quel point l'urgence écologique a transformé le paysage politique, explique celle qui siège avec Djebbari au sein de la commission du développement durable à l'Assemblée nationale. Une nouvelle rupture se forme sur la question du libéralisme, qui pour nous n'est pas compatible avec l'urgence écologique. Or c'est un grand point de désaccord avec En marche." Journal du Dimanche 31 juillet 2019

LVOG - Vous voyez bien que lorsqu'on les traite de corrompus on n'exagère pas, on est même en dessous de la réalité...

Au nom de l'égalité des droits, du multiculturalisme, les gauchistes et opportunistes soutiens de l'Otan hurlent au scandale.

La burqa et le niqab bannis dans les lieux publics aux Pays-Bas - AFP 1 août 2019

Le port du voile intégral, tel que la burqa ou le niqab, est interdit aux Pays-Bas depuis jeudi dans les écoles, les hôpitaux, les bâtiments publics et les transports en commun, conformément à une nouvelle loi dont l'application fait débat.

La loi concerne, selon les estimations, entre 200 et 400 femmes qui portent la burqa ou le niqab, dans un pays qui compte 17 millions d'habitants. Dès l'entrée en vigueur jeudi, son application suscitait des critiques au sein de l'opinion publique.

Après une quinzaine d'années de tergiversations politiques sur le sujet, le parlement néerlandais -- dominé par une coalition centriste -- a finalement voté la loi en juin 2018, plusieurs années après leurs voisins belges et français.

Le port du voile reste toutefois autorisé dans la rue, contrairement à la législation en vigueur depuis 2010 en France, où la burqa et le niqab sont interdits dans tous les espaces publics. La Belgique, le Danemark et l'Autriche ont adopté une législation similaire.

"Dans ces endroits, il est important pour la sécurité publique et pour le bon fonctionnement des services publics que tout le monde puisse se reconnaître et se regarder", estime le ministère de l'Intérieur. Il est donc interdit dans ces lieux de porter des vêtements rendant le visage méconnaissable, comme un casque intégral, une cagoule ou une burqa. AFP 1 août 2019

En macronie.

Ils emploient la même méthode avec Macron qu'avec le climat, sauf que cela ne fonctionnera qu'à très court terme.

Sondages. La popularité moyenne d'Emmanuel Macron a atteint 33% en juillet - Journal du Dimanche 31.07

La cote de popularité d'Emmanuel Macron est restée globalement stable en juillet, en hausse d'un demi-point, à 33,42% de satisfaction moyenne. Journal du Dimanche 31.07

LVOG - Si elle est en hausse un jour et baisse le reste du temps, pas de problème, la moyenne sans tenir compte de la durée permettra de rattraper le coup, et par un tour de passe-passe on fera croire qu'on moyenne elle était en hausse et le tour sera joué ! Il n'y a que les crédules ou les nantis pour les croire encore.

Avec 28% des personnes interrogées qui lui font confiance pour affronter les problèmes du pays, le chef de l'État perd le bénéfice des européennes. L'Express.fr 01.08

LVOG - Personnes essentiellement sélectionnées ou triées parmi les 10% qui ont voté Macron sur la base de son programme. Autant dire qu'on n'accorde aucune valeur à ce genre de sondages.

En complément. Fake news immonde et intéressée.

- Avec 32 % du vote des employés et 47 % de celui des ouvriers à ces élections européennes, le RN demeure le premier parti populaire de France... Huffington Post 31.07

Alors que les employés ou ouvriers se sont abstenus massivement lors des élections européennes... Rappel : Le FN-RN n'a obtenu que 10% environ des voix des électeurs inscrits.

Pourquoi ne risquent-ils pas de se soulever contre le régime ?

Intéressement, participation: les montants d'épargne salariale en nette hausse - bfmtv.com 02.08

Le montant des primes d'intéressement, de participation ou d'épargne salariale versées aux salariés a augmenté de 6,6% au titre de l'exercice comptable 2017. Il atteint désormais 19 milliards d'euros.

Près de 19 milliards d'euros de primes d'intéressement et de participation ou d'épargne salariale ont été accordées par les entreprises à leurs salariés au titre de l'exercice comptable 2017 (versements en 2018 pour la plupart). Un montant en hausse de

6,6% à champ constant par rapport à l'exercice comptable de 2016, selon une étude du ministère du Travail publiée jeudi.

49,9% des salariés du privé (hors secteur agricole) soit 8,8 millions de salariés ont eu accès à au moins un dispositif. Parmi eux, 7,5 millions ont ainsi bénéficié d'un complément de rémunération: prime de participation ou d'intéressement ou abondement de l'employeur sur un plan d'épargne entreprise ou un plan d'épargne collectif.

Le plan d'épargne entreprise, qui couvre 42,8% des salariés, demeure le plus répandu des dispositifs, devant la participation (37,9% des salariés) et l'intéressement (32,9%). Toutefois, pour la première fois, on compte autant de bénéficiaires de l'intéressement que de la participation, soit cinq millions pour chaque dispositif (sur un total de 14,3 millions de salariés).

2512 euros en moyenne de compléments de rémunération

La participation, qui permet de redistribuer aux salariés une partie des bénéfices, est obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés dégageant un bénéfice suffisant. L'intéressement est laissé à la convenance de l'entreprise, en fonction des résultats ou performances.

Participation et intéressement peuvent être perçus directement par le salarié sous forme de prime, ou versés sur des supports financiers comme les plans d'épargne salariales (PEE ou Perco). Le montant moyen perçu au titre de ces compléments de rémunération représente 2512 euros dans les entreprises de dix salariés ou plus. Il progresse de 151 euros à champ constant, soit +6,4%, alors que le nombre de bénéficiaires est stable. La somme des primes représente 6,5% de la masse salariale des salariés bénéficiaires.

Ces dispositifs sont plus répandus dans les grandes entreprises: ils touchent 11,2% des salariés dans les entreprises de un à neuf salariés mais 86,3% de celles de 1000 salariés ou plus.

Certains secteurs sont plus généreux que d'autres: les entreprises aux salaires les plus élevés comptent davantage d'épargne salariale. La cokéfaction-raffinage (94,4% de salariés couverts par un des dispositifs), et la fabrication de matériels de transport (92,3%) ont la plus forte proportion de salariés couverts par ces dispositifs. À l'inverse, les salariés travaillant dans l'hébergement restauration (24,5%) ou l'enseignement privé, la santé humaine et l'action sociale (15,5%) sont moins bien lotis. bfmtv.com 02.08

LVOG - Si on ajoute à une partie de ces 8,8 millions de salariés, une partie des 5 millions de fonctionnaires, des 14 millions de retraités, des 2 millions d'étudiants ou jeunes âgés de 18 à 20 ans qui ne travaillent pas encore, les quelques 3 millions de patrons, on atteint ou on dépasse déjà le nombre d'électeurs aux élections européennes ou le socle électoral sur lequel repose la stabilité du régime.

Comment fonctionne l'économie capitaliste.

Le capitalisme financier déréglé: taux d'intérêt extrêmement bas et bulles des prix par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 30 juillet 2019

Extrait.

…les gouvernements et les banques centrales peuvent être tentés d'abaisser artificiellement les taux d'intérêt afin d'alléger le fardeau du service de la dette (essentiellement les paiements d'intérêts sur les obligations d'État). Cela équivaut à prélever une taxe d'inflation sur les avoirs des épargnants et des créanciers.

En effet, c'est effectivement ce que la Fed a fait. En abaissant artificiellement les taux d'intérêt au-dessous du taux d'inflation et de la prime de risque, elle a fait en sorte que le Trésor américain a pu payer des taux d'intérêt réels négatifs sur la dette publique. Quand le taux d'inflation est supérieur au taux d'intérêt nominal payé, le gouvernement des États-Unis se trouve à jouir d'un avantage budgétaire aux dépens de ses créanciers.

Si les taux d'intérêt devaient tomber à zéro, par exemple, ou même au-dessous de zéro, (comme c'est actuellement le cas au Japon, un pays qui est aux prises depuis vingt ans avec des taux d'intérêt négatifs, et dans certains pays européens aujourd'hui, tels que la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France, la Suède, etc.), les épargnants, les retraités, les fonds de pension, les compagnies d'assurance et les prêteurs en général sortent grands perdants.

Ainsi, dans les pays où les obligations d'État à dix ans, par exemple, génèrent un rendement nul ou négatif, cela signifie que le principe de l'intérêt composé a de facto été aboli pour les investisseurs. Cela pourrait avoir de graves conséquences pour

les épargnants, les retraités et les fonds de pension.

Cependant, lorsque c'est la banque centrale qui achète des obligations d'État, en émettant de la nouvelle monnaie, on parle alors d'une opération de « monétisation de la dette ». Si cela se fait à grande échelle, cela peut éventuellement conduire à une inflation galopante, voire à une hyperinflation.

Il convient également de noter que lorsque les banques centrales abaissent les taux d'intérêt à des niveaux extrêmement bas ou à des niveaux négatifs, les investisseurs n'ont d'autre choix que d'acheter des actifs offrant des rendements positifs, tels que des actions de sociétés ou des titres de propriété immobilière. On doit alors s'attendre à ce que des bulles de prix se forment sur les marchés boursier et immobilier. De tels investissements deviennent un refuge et une protection contre les rendements négatifs sur les titres à revenu fixe. Au cours de l'histoire, lorsque cela s'est produit, des Krachs boursiers et des paniques financières ont suivi. Mondialisation.ca, 30 juillet 2019

Il s'est noyé, il est donc mort de cause naturelle, dixit l'IGPN.

Le décès de Steve Maia Caniço n'est pas un accident, puisque 14 autres personnes ont atterri dans la Loire en même temps que lui, aveuglés par les gaz lacrymogènes et effrayés par la violence de la répression policière. Et puis 15 faits similaires se produisant au même moment ne relèvent pas du hasard ou de la coïncidence.

Steve Maia Caniço: à Nantes, les rassemblements interdits ce samedi - Le HuffPost 01.08

Le préfet de Loire-Atlantique a décidé d'interdire tout rassemblement samedi 3 août dans le centre-ville de Nantes alors que plusieurs appels en ce sens avaient été diffusés sur les réseaux sociaux pour rendre hommage à Steve Maia Caniço.

Steve Maia Caniço: Gilles Le Gendre (LREM) "pas favorable" à une enquête parlementaire - Le HuffPost 01.08

Le propos d'un internaute.

- "Il n'y a pas de "justice de classe", il n'y a que de l'injustice de classe. L'avidité criminelle des classes supérieures fait que, en l'absence d'un "populisme" fort et organisé (exemple, les communistes à 30%), ils conspirent pour accaparer progressivement toutes les richesses et tout le pouvoir, ne laissant que des miettes pour les serfs.

La forme pyramidale de la société fait que plus ils sont en haut, moins ils sont nombreux donc se connaissent et font acte de connivence, rendant leurs méthodes criminelles légales (par la conspiration), et l'opposition à leurs crimes illégale (loi contre la "haine")."

En complément.

Qui sème la haine...

Castaner compare les dégradations de permanence LREM à des "attentats" - Le HuffPost 01.08

L'Espagne sous surveillance.

Espagne: des drones pour sanctionner les conducteurs imprudents - AFP 2 août 2019

Pas en France !

Crise à Hong Kong: des manifestants poursuivis en justice - AFP 31.07

Russie : « On nous traite comme si on n'existait pas. Pourtant, on existe. » - LePoint.fr 31.07

Made in USA, leur modèle de société.

Le modèle états-unien de gouvernement « souverainiste » par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 30 juillet 2019

Extrait.

- En ce qui concerne « la liberté et l'égalité des citoyens », il suffit de rappeler que les citoyens états-uniens sont aujourd'hui encore recensés officiellement sur la base de la « race » —blancs (divisés entre non-hispaniques et hispaniques), noirs, indiens américains, asiatiques, indigènes hawaïens— et que les conditions moyennes de vie des noirs et des hispaniques (latino-américains appartenant à toutes « races ») sont de très loin les pires.

En ce qui concerne la « défense des droits fondamentaux de la personne », il suffit de rappeler qu'aux USA plus de 43 millions de citoyens (14 %) vivent dans la pauvreté et environ 30 millions n'ont pas d'assistance sanitaire, tandis que de nombreux autres en ont une insuffisante (par exemple, pour payer une longue chimiothérapie contre une tumeur). Et toujours concernant la « défense des droits de la personne », il suffit de rappeler les milliers de noirs sans armes assassinés impunément par des policiers blancs.

En ce qui concerne la « souveraineté démocratique » il suffit de rappeler la série de guerres et coups d'État effectuée par les États-Unis, de 1945 à nos jours, dans plus de 30 pays asiatiques, africains, européens et latino-américains, provoquant 20 à 30 millions de morts et des centaines de millions de blessés (voir la recherche de James Lucas présentée par le professeur Michel Chossudovsky sur le site Global Research [1]). Réseau Voltaire 30 juillet 2019

[1] "The Loss of Life, From World War I to World War III. What Would Happen if a Third World War Were to Break Out ?", Michel Chossudovsky, Global Research, November 20, 2018.

Ils osent tout.

Des balançoires roses installées à la frontière américano-mexicaine pour rapprocher les enfants des deux pays - Franceinfo 31.07

"Gay Boy OK": un rappeur singapourien fait son coming out en chanson - AFP 31.07

Hong Kong: des banquiers se rassemblent pour soutenir la contestation - AFP 01.08

Des centaines d'employés du secteur des finances se rassemblent sous la pluie dans le quartier de Central pour montrer leur soutien au mouvement de contestation contre le gouvernement local. AFP 01.08

Les États-Unis sanctionnent le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif -

L'administration américaine a décidé de s'en prendre à celui qu'elle considère comme la voix du président iranien Hassan Rohani. L'Express.fr 01.08

Washington appelle à la libération du cyberdissident chinois Huang Qi - AFP 01.08

Les Etats-Unis ont appelé jeudi à la libération immédiate du fondateur d'un site internet chinois, condamné lundi à 12 ans de prison en Chine pour "divulgation de secrets d'Etat". AFP 01.08

Pas aux Etats-Unis qui réclament l'extradition de J. Assange, notamment...

Parole d'internaute.

- "Depuis 1945 les médecins [des sachants labellisés sciences expérimentales et en qui on pouvait avoir "confiance" aveugle] disaient: "Je vous soigne votre grippe avec des antibiotiques!".

Début des années 2000 on révèle que les antibiotiques ne sont pas efficaces pour une grippe. Pire on a cassé l'efficacité des antibiotiques : les bacilles se sont renforcés par ce fait!"

LVOG - Autrefois, ils préconisaient de faire dormir les bébés sur le ventre, puis après une étude américaine dans les années 40, dans les années 90 en France, ils ont décidé de revoir leur copie et de le faire dormir sur le dos, du coup ils ont constaté que le nombre de bébés morts pendant leur sommeil avait diminué de 40% à 50%, 75% en France depuis 1990.

Vous me croirez ou non, c'est que j'ai fait des recherches sur le Net pour vous le confirmer, je le savais mais je manquais de repères. Ne croyez pas que je perds mon temps, je vous en fais gagner, c'est l'essentiel, non ?

Le bébé peut s'étouffer en dormant sur le ventre pour peu que sa respiration soit coupée, c'est élémentaire. C'est là qu'on se pose des questions sur le niveau de conscience de ces bac +10 qui nous imposent un mode de vie qui ne correspond pas à nos aspirations les plus élémentaires.

Médecins, avocats, économistes, enseignants, scientifiques ou chercheurs, historiens, cadres supérieurs, etc. à peine foutu de faire cuire un oeuf à la coque ou de changer une ampoule électrique, de raccommoder un bouton, et c'est à eux qu'on devrait confier notre destin, trop peu pour nous !

Réchauffement idéologique du climat.

A ne jamais oublier.

- Prenons le GIEC, présenté comme l'autorité en la matière. En réalité, il s'agit d'un groupement intergouvernemental, c'est-à-dire que la nomination de ses membres est politique, et ne répond pas à des critères scientifiques. (Marcel Leroux, professeur en climatologie)

Parole d'internaute.

1- "En fait toutes ces discussions ne sont pas des faits établis dans la mesure où le paradigme de base inventé par le GIEC est faux.

Très simplement, la rétroaction du rayonnement infrarouge est fausse et viole les lois de la thermodynamique et de la mécanique quantique (je n'invente RIEN, c'est ce que disent les cours de Thermodynamique):

- les gaz dits à effet de serre, absorbent le rayonnement infrarouge dans quelques étroites bandes de longueur d'onde (15 micromètre pour CO2), idem pour H2O dans des bandes plus nombreuses ...etc ...Cela est vrai!

- MAIS l'énergie du rayonnement infrarouge est trop faible pour provoquer des sauts d'énergie au niveau atomique (niveau d'énergie pour les électrons avec renvoi vers la terre et l'espace de 2 photons infrarouges par désexcitation --> quanta); c'est pourtant cette fausse hypothèse qui est exploitée par tous ceux qui reproduisent ce simpliste diagramme des divers rayonnements reçus ou émis par la Terre ...C'est la Mécanique quantique qui chiffre ces niveaux d'énergie ...donc c'est sans appel.

- Alors ce rayonnement infrarouge absorbé par le CO2 (et par H20) il fait quoi? Là encore, la Thermodynamique dit que cette faible énergie électromagnétique se couple au mouvement vibrationnel propre à ce type de molécule dissymétrique, elle entre en résonance et accroît donc l'énergie vibrationnelle de la molécule (existence de quanta) ...ce sont les cours de Thermodynamique qui le disent (principes utilisés en

Mon message a été tronqué (> 1500 c) ...

En fait beaucoup d'articles contestent cette rétroaction pour des raisons de non conformité à la Thermodynamique MAIS je n'ai jamais trouvé d'explication simple à ce phénomène qui contredit les observations; c'est le plus étonnant car j'ai trouvé ces informations QUANTIFIEES dans des cours de Spectroscopie: le rayonnement infrarouge émis par la Terre accroit l'énergie interne des molécules de CO2 par couplage au niveau de l'énergie vibrationnelle (tout le monde est d'accord là dessus) et selon les niveaux d'énergie il ne peut y avoir d'autre phénomène comme prétendu par le GIEC; cette absorption énergétique ne signifie pas non plus qu'il y ait échauffement de la molécule ...et là on voit dans les articles qu'il y a des incompréhensions ...le supplément d'énergie interne est transporté par les GES qui homogénéisent la température par chocs entre elles ...Je cherche des publications sur ce point fondamental (si la rétroaction n'existe pas les modèles sont à jeter) en vain, tout le monde est sur les modèles ...si vous trouvez je suis preneur ...

2- Je viens de consulter un site pro GIEC arborant fièrement les courbes de Tglobale. Il y a un bizarre décrochement des pentes au raccordement des courbes de températures sol/sattellites plus ou moins masqué par le raccordement en 1980. Quelqu'un a-t-il fait une régression linéaire ?

A vu de nez, il y a un écart de 30% sur la pente des courbes. En corrigeant Tglobal, on obtiendrait un magnifique prolongement de la pente de la moyenne séculaire, c'est à dire aucun accroissement du réchauffement au cours du siècle en lissant les oscillations pluri-décénales.

Ca voudrait dire évidemment qu'il y a eu une arnaque délibérée, ce que je me refuse à penser.

3- Allons une théorie, basée sur des modèles, propagée depuis 1995 n'a pas besoin de 50 ans, pire c'est 100 ans maintenant! Un échantillon de 20 ans n'est plus un échantillon : c'est 40% du parcours. Ou en sommes nous? Les prédictions, les modèles ont ils été confronté à l'expérimentation de ces 20 premières années?

On n'en demande pas plus, juste la méthode et la rigueur scientifique!

Ah ben on se demande bien pourquoi !

Pourquoi le réchauffement climatique est-il en veilleuse depuis 15 ans? - slate.fr 23 septembre 2013

Le problème, c'est que la courbe de la température, dont la pente suivait sensiblement celle du pourcentage de CO2 dans l'atmosphère jusqu'en 1998, a décroché depuis. Elle est presque plate depuis près de quinze ans alors que le taux de CO2, lui, continue à progresser sur la même pente.

Le CO2 étant la signature de l'activité humaine, via la combustion du pétrole ou du gaz, on comprend que ce décrochage fasse mauvais effet face aux climatosceptiques qui contestent justement la responsabilité de l'homme dans le réchauffement. slate.fr 23 septembre 2013

LVOG - Le GIEC s'est empressé d'enterrer ces données ou de les détourner parce qu'elles ne collaient pas avec leur théorie fumeuse et foireuse...

La nouvelle religion : Un modèle d'imposture "***scientifique***".

Un Entretien avec Marcel Leroux - agriculture-environnement.fr 8 novembre 2004

Marcel Leroux, professeur en climatologie à l'université Jean Moulin de Lyon III et directeur depuis 1986 du Laboratoire de Climatologie, Risques, Environnement (CNRS), est l'auteur du premier livre de climatologie en français traduit en anglais, La Dynamique du temps et du climat (éditions Dunod, 1996). Après la parution de The Meteorology and Climate of tropical Africa, aux Editions Springer en 2001, il a achèvé son troisième ouvrage, Global Warning, myth or reality, disponible depuis décembre 2006.

Pour ce climatologue iconoclaste, qui conteste la validité des modèles informatiques actuels, les variations climatiques s'expliquent tout naturellement, lorsque l'on prend en compte ce qu'il appelle les anticyclones mobiles polaires (AMP), vastes lentilles d'air glacial de 1500 mètres d'épaisseur et de 2.000 à 3.000 km de diamètre, générées quotidiennement par les pôles et se déplaçant vers l'équateur.

Les modèles ne prévoient-ils pas pourtant une augmentation de la température de 2 à 6°C d'ici l'an 2100 ?

On n'a pas besoin de modèle pour faire une telle prédiction. Le chimiste suédois Svante Arrhénius (1859-1927) avait déjà « prédit » exactement la même chose en 1903 ! Il avait appliqué une règle de trois entre le taux de CO2 de son époque, celui du futur et la température correspondante. C'est exactement ce que font les modèles informatiques en insistant sur l'effet de serre. Un modèle n'est qu'un super calculateur qui dépend entièrement des données qu'on lui fournit et de la démarche qu'on lui impose pour traiter ces données. Il ne faut pas prêter aux modèles des vertus « magiques », d'autant plus qu'ils ne donnent qu'une vision très incomplète et déformée de la réalité météorologique. En particulier, ils ne tiennent pas compte de la circulation générale de l'atmosphère, de son organisation et de son mouvement. Pour ces modèles, les discontinuités, pourtant présentes partout dans la nature, ne sont tout simplement pas prises en considération. Les modèles utilisés pour la prédiction climatique sont fondés sur les mêmes principes que ceux utilisés pour la prévision météorologique. Or, ces derniers se trompent constamment : ils n'ont pas été capables de prévoir les tempêtes de 1999, les inondations de Nîmes ou Vaison la Romaine, la canicule de 2003 et l'été pourri de 2004. Comment pourraient-ils être fiables à l'horizon de 2100 ? D'ailleurs, comme le rappelle l'océanographe Robert Stevenson, ces modèles prévoyaient une augmentation de la température de 1,5° pour l'an 2000 ; or, c'est six fois plus que ce que l'on a observé.

Pourquoi parle-t-on alors de réchauffement climatique ?

Parce ce que tout le monde accorde foi à la courbe de température globale publiée tous les ans par l'OMM

(Organisation Météorologique Mondiale) et le GIEC (Groupe intergouvernemental sur le changement climatique). Or, cette courbe n'est autre qu'une moyenne des températures mesurées dans 7.000 stations de la planète, traitées à l'Université d'East Anglia, à Londres, sous la direction de Philipp Jones. L'augmentation serait de 0,6° de 1860 à nos jours, soit la différence de température qu'on observe à l'échelle moyenne annuelle entre Nice et Marseille. Quel extraordinaire bouleversement ! Une telle valeur, donnée avec une fourchette de précision de plus ou moins 0,2° sur un siècle et demi, est ridicule, car elle est de l'ordre de la précision de la mesure. Cette courbe n'est d'ailleurs pas validée par les mesures récentes effectuées par les capteurs de satellites qui, depuis 1978, ne montrent au contraire aucune évolution notoire, pas plus que les mesures issues de millions de radio-sondages.

En outre, comment parler de moyenne à l'échelle globale en mélangeant des températures marines, continentales, urbaines et surtout des températures de régions qui se refroidissent alors que d'autres se réchauffent ? Par exemple, l'Arctique occidental (au nord du Canada) se refroidit, alors que l'Arctique au nord de la mer de Norvège se réchauffe. Que fait-donc alors vraiment l'Arctique ? On ne peut pas du tout dire avec certitude que la terre se réchauffe.

Pourtant, il y a unanimité chez les climatologues pour dire que le réchauffement est une réalité **...**

Non, on insiste sur un prétendu consensus chez les climatologues, alors que celui-ci n'existe pas. Ensuite, il y a plusieurs sortes de « climatologues ». Prenons le GIEC, présenté comme l'autorité en la matière. En réalité, il s'agit d'un groupement intergouvernemental, c'est-à-dire que la nomination de ses membres est politique, et ne répond pas à des critères scientifiques. D'ailleurs, la grande majorité de ses membres ne sont pas climatologues, à l'instar de Michel Petit, ingénieur en télécommunications, ou bien Jean Jouzel, qui est un excellent chimiste glaciologue, mais dont les connaissances scientifiques sur le climat sont limitées. Depuis l'avènement de l'informatique, nombre de ceux qui s'autoproclament « climatologues » sont en réalité des informaticiens-modélisateurs, qui accordent de très loin la préférence à la statistique et aux téléconnexions, sans se préoccuper des liens physiques réels. Il existe toutefois des climatologues météorologues, comme le spécialiste suédois de l'élévation du niveau de la mer Nils-Axel Mörner, ou encore le météorologiste canadien Madhav Khandekar, qui en revanche se préoccupent en priorité de l'observation des phénomènes réels et des principes physiques qui les relient. C'est aussi, naturellement, le souci premier de notre laboratoire. Ces derniers sont loin d'être convaincus par les résultats des modèles. Même parmi les modélisateurs, certains, comme l'Américain Richard Lindzen, restent très sceptiques concernant l'hypothèse du réchauffement climatique. Le problème du GIEC, comme d'ailleurs de Météo France, c'est que depuis les années 1980, ces organismes sont dominés par les modélisateurs, vedettes des médias. Les climatologues réellement soucieux de l'analyse du temps se sont d'ailleurs regroupés en association, dont l'une particulièrement active est intitulée « climat sceptics ».

Le rôle nocif sur le climat des gaz à effet de serre est quand même une donnée objective ?

Il n'y a rien de moins objectif qu'une telle affirmation ! Mettre l'accent sur les gaz à effet de serre donne une vision très simpliste du climat, alors que d'autres facteurs sont beaucoup plus importants ; en particulier, ceux qui déterminent la dynamique de l'atmosphère, les transferts méridiens d'air et d'énergie, et pour faire simple, les transferts d'air froid et d'air chaud. Chacun est capable d'observer que la température est fonction de ces brusques changements, et qu'elle n'évolue pas de façon linéaire. L'important, c'est d'abord de savoir pourquoi et comment des masses d'air froid se forment et se déplacent ; pourquoi elles remplacent ou sont remplacées par de l'air chaud – autrement dit de préciser le mécanisme de la machine atmosphérique. Le temps dépend au jour le jour de ces changements de masses d'air ; en revanche, sur le long terme, la variation dépend de l'activité solaire (tâche, magnétisme, éruption et vent solaires), des projections volcaniques, de la turbidité de l'air, des paramètres astronomiques, etc… Comment voulez-vous que leur responsabilité dans le climat puisse être mise en évidence dans des modèles qui ne prennent tout simplement pas en compte l'ensemble de ces paramètres ? L'effet de serre est donc totalement marginal, sinon même insignifiant, d'autant plus que le principal effet de serre n'est pas réalisé par le CO_2 ou le CH_4, mais par la vapeur d'eau. Or, même la part réelle de la vapeur d'eau dans l'effet de serre n'est pas considérée à sa juste valeur dans les modèles.

On n'observe rien, car il n'y a pas de « climat global ». En revanche, on connaît parfaitement l'évolution des climats régionaux qui suivent des évolutions fort dissemblables. D'ailleurs, il est très révélateur de constater que, de l'aveu même du GIEC, leurs modèles sont incapables de restituer ces variations régionales ! Dans son deuxième rapport de 1996, le GIEC écrit : «Les valeurs régionales des températures pourraient être sensiblement différentes de la moyenne globale, mais il n'est pas encore possible de déterminer avec précision ces fluctuations. » Cela signifie que les modèles du GIEC seraient capables de donner une valeur moyenne sans connaître les valeurs régionales qui permettent d'établir précisément cette moyenne ! Ce n'est pas très sérieux !

Vous voulez dire qu'il n'y a pas de fonte des calottes glaciaires ?

C'est un fait incontestable ! Cependant, évitons de généraliser : dans le détail, la glace de mer fond au nord de la mer de Norvège ou dans la région des Aléoutiennes dans le Pacifique nord, où arrivent de l'eau marine et de l'air chauds. En revanche, la banquise ne varie pas au Nord du Canada. Comme l'écrit correctement M. Postel-Vinay, rédacteur de la revue La Recherche, « le gros de la calotte antarctique n'a pas fondu depuis sa formation, voici 60 millions d'années. » L'observation satellitale montre même qu'au cours de la période 1979-1999, qui est celle de la plus forte hausse supposée de la température, la surface de la banquise a globalement augmenté autour du continent antarctique. Au Groenland, certaines régions fondent, notamment sur les pourtours,

mais la masse de glace augmente au centre de l'île, comme la masse de la plupart des glaciers scandinaves. Le refroidissement des pôles a atteint 4 à 5°C pendant la période 1940-90 – c'est-à-dire plus de la moitié, mais en négatif, de la valeur prévue pour 2100 ! C'est le démenti le plus flagrant apporté aux prévisions des modèles. Il est d'ailleurs surprenant que ceux-ci aient pu concevoir un tel réchauffement alors qu'il n'y a aucune raison physique qui puisse le justifier ! Est-ce seulement pour faire peur aux gens avec une prétendue montée des eaux qui en résulterait ?

En revanche, ce qui est sûr, c'est que comme les pôles se refroidissent, la puissance et la fréquence des AMP augmentent, les contrastes de températures s'élèvent, les confrontations entre l'air froid et l'air chaud sont plus vigoureuses et le temps devient de plus en plus violent et de plus en plus contrasté dans nos latitudes. Il devient aussi toujours plus irrégulier, avec des périodes étendues de froid puis de chaud, des pluies abondantes et des sécheresses. Des records de chaleur comme de fraîcheur sont d'ailleurs constamment dépassés.

Par exemple, le Canada a subi la pire tempête de verglas de son histoire en 1998, et la Mongolie a connu deux hivers successifs tellement rigoureux que l'Etat a dû faire appel à l'aide internationale. Il serait donc plus judicieux de tenir compte de cette évolution réelle, plutôt que d'un hypothétique scénario à l'horizon 2100, pour assurer, par exemple, une meilleure gestion de l'eau, notamment dans le domaine agricole. La France n'est pas plus épargnée qu'une autre région du monde. Nous avons déjà eu des chutes de neige sur la forêt méditerranéenne, en 2002. La canicule de l'été 2003 est encore un autre exemple, bien qu'elle ait été présentée comme la preuve du réchauffement climatique par M. Besson, Président de Météo France. Cette erreur de jugement est à la base de la mise en place du plan anti-canicule pour l'été 2004, canicule qui n'a bien sûr pas eu lieu. J'avais pourtant adressé, en août 2003, une note rectificative aux principaux médias écrits et audiovisuels pour expliquer les causes de la canicule. Il s'agissait tout simplement d'une hausse de pression, elle-même conséquence d'une augmentation de fréquence des AMP, visibles sur les images satellitales, mais dont les modélisateurs ne veulent pas entendre parler !

Comment expliquez-vous une telle désinformation sur ce sujet ?

Prédire le temps a toujours été une passion. Or, prédire que rien d'alarmant ne va se produire n'est pas très intéressant. Au début du XXe siècle, les prédictions alarmistes étaient déjà très à la mode.

Cependant, elles n'ont jamais réussi à s'imposer, car tous les faits les contredisaient. C'est seulement à partir des années 1985 que sont réapparus, lorsque la climatologie a été monopolisée par les informaticiens, les scénarios les plus catastrophistes. Oubliant tout simplement la météorologie, les modélistes ont appliqué des calculs en vérité extrêmement simplistes dans des modèles super sophistiqués pour imposer leurs concepts. Mais les hypothèses sur le réchauffement climatique n'ont jamais été vérifiées par l'observation, pas plus au début du XXe siècle qu'au début du XXIe. La fameuse courbe du GIEC n'est qu'un artefact, constamment démenti par les mesures et les observations satellitaires.

En réalité, le problème dit du climat est en permanence confondu avec celui de la pollution, deux domaines pourtant bien séparés, qui ne seront bien traités l'un et l'autre que lorsqu'ils seront dissociés. Il sert également de prétexte pour imposer une restriction à l'activité humaine, considérée à tort comme à l'origine du réchauffement climatique. La connexion d'intérêt qui s'est établie entre certains laboratoires, plusieurs institutions internationales et certains hommes politiques, a imposé la notion de réchauffement global. Suivre aveuglément les « recommandations pour décideurs » du GIEC fait passer à côté des phénomènes réels, dépenser vainement des sommes colossales pour des réunions par définition inutiles, et n'autorise pas des mesures de prévention efficaces contre les véritables aléas climatiques que nous allons connaître. A quoi sert de préparer l'économie d'un pays à un réchauffement, alors que tous ses thermomètres signalent un refroidissement ?

Finalement, le réchauffement climatique revêt de plus en plus un caractère de manipulation, qui ressemble vraiment à une imposture « scientifique », et dont les premières victimes sont les climatologues qui ne perçoivent de financements que lorsque leurs travaux vont dans le sens du GIEC. agriculture-environnement.fr 8 novembre 2004

En complément.

Vers trente années de refroidissement du climat ? agriculture-environnement.fr 8 février 2010

En anglais.

Summary of Non-Evidence of CO2 Global Warming - claesjohnson.blogspot.com 9 mars 2013
http://claesjohnson.blogspot.com/search/label/radiative%20forcing

LVOG - C'est très technique et inabordable pour la plupart des gens...

Confirmation. Les terroristes islamistes partout lié à l'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord (Otan).

LVOG - Difficile après de dire qu'on ne savait pas, cela s'adresse à tous les dirigeants et cadres du mouvement ouvrier.

Révélations sur les attentats de 2004 et 2017 en Espagne - Réseau Voltaire 30 juillet 2019

Les récentes révélations sur les attentats survenus à Barcelone et à Cambrils en 2017 —comme celles antérieures sur l'attentat de 2004 à Madrid— ouvrent exactement les mêmes questions légitimes que celles posées dans d'autres pays à propos d'autres attentats. Pourquoi, partout, les terroristes islamistes apparaissent-ils liés à l'Otan ?

Par Thierry Meyssan

Le 15 juillet 2019, le quotidien républicain espagnol, Público, publiait, sous la signature de Carlos Enrique Bayo, le début d'une enquête en quatre parties sur les relations entre le cerveau des attentats de Catalogne de 2017 et les services secrets espagnols [1].

En Espagne, l'espionnage et le contre-espionnage ressortent d'une unique institution, le CNI (Centro Nacional de Inteligencia— Centre national du Renseignement). Bien qu'il dépende administrativement du ministère de la Défense, son directeur a rang protocolaire de ministre.

Les documents publiés par le quotidien attestent que, contrairement à la version officielle, l'imam de Ripoll, le Marocain Abdelbaki Es-Satty,

- était radicalisé depuis longtemps ;

- qu'il avait été recruté comme informateur par les services de Renseignement ;

- que ceux-ci avaient falsifié son dossier en Justice pour lui éviter l'expulsion à l'issue de sa condamnation pour trafic de drogue ;

- qu'une « boite aux lettres morte » lui avait été affectée pour discuter avec son officier traitant ;

- et que les téléphones de ses complices étaient écoutés.

Surtout, ils attestent que :

- le CNI suivait pas à pas les terroristes ;

- connaissait les cibles des attentats ;

- et poursuivait toujours sa surveillance au moins quatre jours avant la commission des crimes.

Pourquoi le CNI n'a-t-il pas empêché ces attentats ?

Pourquoi a-t-il caché ce qu'il savait ?

Pourquoi avait-il déjà en 2008 —c'est-à-dire avant le recrutement d'Abdelbaki Es-Satty comme informateur — caché des éléments à la Garde civile afin de le protéger de l'enquête sur l'attentat de Madrid du 11 mars 2004 (dit « 11-M ») ?

En effet, Es-Satty était déjà impliqué dans l'« Opération Chacal » ce qui le reliait aux attentats de Casablanca du 16 mai 2003 [2] ainsi qu'à un autre encore en Iraq contre les forces italiennes [3].

Ces révélations rappellent à la mémoire les événements du 11-M, le plus gigantesque attentat survenu en Europe après le 11 septembre 2001, qui fit près de 200 morts et 2 000 blessés. Or, si l'on a bien jugé les exécutants de cette opération, on ignore toujours qui en sont les commanditaires.

- Il se trouve que la plupart des exécutants étaient des informateurs de la police ;

- L'Otan a secrètement réalisé à Madrid la veille de l'attentat un exercice dont le scénario était le même que celui de l'attentat [4] — scénario que ne pouvaient pas connaître les terroristes bien qu'ils l'aient suivi ;

- Une importante équipe de la CIA a précipitamment quitté l'Espagne le lendemain de l'attentat [5].

On avait alors attribué cet attentat d'abord aux indépendantistes basques d'ETA, puis à des islamistes.

Nous avions publié une enquête de Mathieu Miquel à ce sujet. Il y montrait la solidité de l'hypothèse d'une opération de l'Otan sous faux-drapeau [6].

Bien involontairement, celle-ci a été confirmée par le très atlantiste ancien Premier ministre José-Maria Aznar. Au début du « printemps arabe », il révélait que le chef d'Al-Qaïda en Libye, Abdelhakim Belhaj, était impliqué dans l'attentat du 11-M, mais n'avait pas pu être arrêté et jugé [7]. Or celui-ci est devenu avec l'aide de l'Otan le gouverneur militaire de Tripoli. Puis, selon le quotidien monarchiste espagnol ABC, il se « déplaça en Syrie pour "aider" la révolution », en fait pour créer l'Armée syrienne libre pour le compte de la France [8] ; Selon l'ambassadeur russe au Conseil de sécurité, Vitali Tchourkine, Belhaj et ses hommes avaient été transportés de Libye en Turquie par l'Onu sous couvert d'assitance aux réfugiés ; Selon une requête du procureur général d'Égypte, Hichem Baraket, à Interpol, il devint l'émir de Daesh pour le Maghreb en 2015 [9]. Il gouverne aujourd'hui l'Est de la Libye avec le soutien militaire de la Turquie et du Qatar et celui, politique, des Nations unies.

Rappelons que les historiens ont établi la responsabilité de l'Otan durant la Guerre froide d'assassinats, d'attentats et de coups d'État dans les États membres de l'Alliance [10]. Selon la littérature interne de l'Alliance, les services secrets de l'Otan étaient placés sous la responsabilité conjointe du MI6 britannique et de la CIA états-unienne.

Revenons aux attentats de Catalogne. Selon les documents de Público, l'imam de Ripoll, Abdelbaki Es-Satty, était radicalisé depuis longtemps, ce qu'avait dénié jusqu'ici le CNI. Il militait au sein d'Ansar al-Islam, un groupe qui s'est progressivement fondu dans l'État islamique en Irak, lui-même devenu Daesh.

Or, Ansar el-Islam était dirigé par le Kurde Mullah Krekar. Celui-ci est aujourd'hui assigné à résidence en Norvège. Or, selon le quotidien kurde turc Özgür Gündem (aujourd'hui fermé sur ordre du président Erdogan), la CIA a organisé une réunion secrète à Amman (Jordanie) pour planifier la conquête de l'Iraq par Daesh [11]. Le journal a publié le compte-rendu qu'en ont fait les services secrets turcs que le PKK leur avait subtilisé. Il apparait que Mullah Krekar, alors en détention, y avait participé. Il était venu de Norvège en avion spécial de l'Otan, puis était sagement retourné dans sa prison.

Cette affaire fait grand bruit en Espagne où le Parlement de Catalogne a créé une commission d'enquête sur les attentats et où Ensemble pour la Catalogne (le parti indépendantiste de Carles Puigdemont) a assailli de questions le gouvernement de Pedro Sánchez au Congrès des députés.

Les indépendantistes catalans laissent entendre que le Gouvernement espagnol a délibérément laissé commettre l'attentat contre la population catalane. C'est surement habile politiquement, mais ce n'est qu'une conjecture diffamatoire.

Les faits —et nous nous y tenons— sont que dans ces attentats en Espagne comme dans un très grand nombre d'attentats islamistes, en Occident et dans le monde arabe : - généralement des éléments de l'appareil d'État étaient très précisément informés à l'avance ; - toujours les terroristes étaient liés à l'Otan.

Bien sûr, tout ceci n'est peut-être que pures coïncidences, mais depuis 2001 elles se reproduisent à chaque fois, quels que soient le lieu et les protagonistes. Réseau Voltaire 30 juillet 2019

Notes.

[1] « La verdad sobre el imán de Ripoll » 1- « El cerebro de la masacre de Las Ramblas fue confidente del CNI hasta el día del atentado », 2- « El CNI escuchaba los móviles de los asesinos de Las Ramblas cinco días antes de la matanza », 3- « El CNI fichó a Es Satty en 2014 a cambio de no ser deportado y le ayudó a ser imán en Ripoll », 4- « El CNI quiso poner al imán en Barcelona pero el jefe local se negó a que lo controlara Madrid », Carlos Enrique Bayo, Público, 15, 16, 17 y 18 de Julio de 2019.

[2] Les attentats de Casablanca et le complot du 11 septembre, Omar Mounir, Marsam, 2004.

[3] "The Road to Las Ramblas", Zach Campbell, The Intercept, September 3, 2018.

[4] « La OTAN simuló un atentado en Europa con 200 muertos », Carlos Segovia, El Mundo, 14 de marzo de 2004.

[5] « La investigación halla en los vuelos de la CIA decenas de ocupantes con estatus diplomático », Andreu Manresa, El País, 15 de noviembre de 2005.

[6] « 11 mars 2004 à Madrid : était-ce vraiment un attentat islamiste ? », « Attentats de Madrid : l'hypothèse atlantiste »,

Mathieu Miquel, Réseau Voltaire, 11 octobre et 6 novembre 2009.

[7] « Spain's Former Prime Minister Jose Maria Aznar on the Arab Awakening and How the West Should React », CNBC.com, December 9, 2011.

[8] « Islamistas libios se desplazan a Siria para "ayudar" a la revolución », Daniel Iriarte, ABC, Red Voltaire, 17 de diciembre de 2011.

[9] « Selon Interpol, Abdelhakim Belhaj est le chef de Daesh au Maghreb », Réseau Voltaire, 25 février 2015.

[10] NATO's secret armies : operation Gladio and terrorism in Western Europe, Danile Ganser, Routledge, 2005. Version française : Les Armées Secrètes de l'OTAN, Demi-Lune, 2004.

[11] « Yer : Amman, Tarih : 1, Konu : Musul », Akif Serhat, Özgür Gündem, 6 juillet 2014.

LVOG - Après cela je n'ai plus besoin de justifier ma participation financière au Réseau Voltaire.

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Etats-Unis

La Fed baisse ses taux pour la première fois en 11 ans - AFP 1 août 2019

La Banque centrale américaine, sous la pression constante de Donald Trump pour stimuler l'économie, a réduit ses taux d'intérêt pour la première fois en 11 ans ce mercredi 31 juillet mais a eu du mal à justifier ce retour à une politique accommodante alors que l'économie américaine se porte bien.

Le patron de l'institut d'émission, Jerome Powell, a expliqué que la banque prenait une "assurance" sur l'avenir face aux "incertitudes" pesant sur l'économie mondiale mais aussi la faiblesse "persistante de l'inflation". La Fed a réduit les taux directeurs d'un quart de point de pourcentage pour les fixer dans la fourchette de 2% à 2,25%.

Donald Trump, qui mardi encore avait réclamé une baisse des taux "forte", a très vite réagi dans un tweet à la décision de la Fed qu'il ne trouve pas satisfaisante.

"Powell nous a encore déçus comme d'habitude", a affirmé le dirigeant américain. "Ce que les marchés voulaient entendre de Jay Powell (...) était que c'était le début d'un long cycle agressif de baisses des taux pour pouvoir rivaliser avec la Chine et l'Europe (...)", a-t-il ajouté.

D'une façon générale, la bourse apprécie les baisses des taux d'intérêt car les actions deviennent plus rémunératrices que les obligations.

La Fed avait resserré le loyer de l'argent quatre fois l'année dernière mais elle considère maintenant que la faiblesse de la croissance mondiale et que l'inflation résolument basse exigent une politique monétaire plus accommodante.

Mais tout en défendant son indépendance, la Fed agit finalement dans le sens de ce que n'a cessé de réclamer le président Trump. Car le locataire de la Maison Blanche, qui brigue un deuxième mandat, veut des taux bas qui favorisent le consommateur, diminuent le coût de la dette et dopent le Dow Jones à Wall Street.

La décision de la Fed n'a pas fait l'unanimité au sein du Comité monétaire. Deux membres de la Fed se sont prononcés contre la décision, Esther George de la Fed de Kansas City et Eric Rosengren de celle de Boston. Ils auraient préféré maintenir les taux en l'état. Et c'est la première fois, depuis que Jerome Powell est à la tête de l'institution depuis début 2018, que le Comité monétaire est si divisé.

Si l'inflation est stagnante à 1,4%, la croissance de l'économie américaine est encore solide à 2,1% au 2e trimestre et le taux de chômage est proche de son plus bas niveau depuis cinquante ans (3,7%).

Onze ans après la crise financière, la Banque centrale américaine rejoint ainsi les autres grandes banques centrales du monde dans leur politique accommodante.

La Banque centrale européenne, qui a maintenu les taux à zéro, a ouvert la voie la semaine dernière à une série de remèdes anti-crise, allant d'une ou plusieurs baisses de ses taux à une possible reprise de ses rachats de dette, en brossant un tableau sombre des perspectives économiques en zone euro. AFP 1 août 2019

Zone euro.

Zone euro: coup de frein pour la croissance au deuxième trimestre - AFP 31 juillet 2019

La croissance en zone euro a ralenti au deuxième trimestre, tout comme l'inflation en juillet, confirmant l'atonie de l'économie malgré le recul du chômage, selon des chiffres publiés mercredi qui devraient pousser la BCE à agir.

D'avril à fin juin, le Produit intérieur brut (PIB) a crû de 0,2%, contre +0,4% au premier trimestre, selon une première estimation.

L'inflation a elle aussi décéléré, atteignant 1,1% en juillet (contre 1,3% en juin), selon un chiffre provisoire d'Eurostat.

Ce taux s'éloigne encore un peu plus de l'objectif de la BCE, pour qui le signe de bonne santé de l'économie est une inflation très légèrement inférieure à 2,0% sur un an.

Dans sa dernière réunion avant les congés d'été, le 25 juillet dernier, la BCE avait brossé un sombre tableau des perspectives en zone euro.

Elle avait déjà ouvert la voie à une série de remèdes anti-crise pour la rentrée allant d'une ou plusieurs baisses de ses taux à une possible reprise de ses rachats de dette.

Sur le front de la croissance, "les chiffres disponibles mercredi montrent que l'atonie de la conjoncture, auparavant concentrée en Allemagne et en Italie (respectivement première et troisième économie de la zone euro, ndlr), s'est étendue à la France, l'Espagne (numéro deux et quatre de la zone), l'Autriche et la Belgique", a remarqué M. Allen-Reynolds, analyste de Capital Economics..

Ce n'est pas de bon augure. D'autant que côté inflation, une analyse dans le détail n'est guère plus rassurante.

L'inflation sous-jacente (hors énergie, produits alimentaires, boissons alcoolisées et tabac, qui exclut par conséquent les produits particulièrement volatiles) a elle aussi reculé en juillet: 0,9%, contre 1,1% en juin.

C'est seulement sur le front de l'emploi que l'horizon continue de s'éclaircir pour l'instant: le chômage était au plus bas depuis 11 ans à 7,5% en juin.

En outre, le taux de chômage des jeunes était toujours à un niveau élevé: 15,4%, contre 15,6% en mai.

Et il est également très inégalement réparti entre les pays: l'Allemagne affiche le taux le plus faible de la zone euro: 3,1%, tandis que la Grèce et l'Espagne ont le plus élevé: 17,6% pour la première en avril (dernier chiffre disponible) et 14% pour la seconde. AFP 31 juillet 2019

LVOG - A lire ou télécharger : Le capitalisme financier déréglé: taux d'intérêt extrêmement bas et bulles des prix.

https://www.mondialisation.ca/le-capitalisme-financier-deregle-taux-dinteret-extremement-bas-et-bulles-des-prix/5635721

Haut de page

Le 5 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai mis en ligne une copie (pdf) plus lisible de l'article du climatologue Marcel Leroux : *Le réchauffement climatique est un mythe !*.

Vous verrez dans cette causerie pourquoi il faut même se méfier des "*petites ONG*".

- Au format pdf - 20 pages)

Par la révolution sociale !

230 ans après, la révolution fiscale de la nuit du 4 août doit encore être achevée - Le HuffPost 3 août 2019

Rectificatifs concernant le financement du Réseau Voltaire - Réseau Voltaire 3 août 2019

1 - Nous avons créé une collecte sur PayPal accessible ici : https://www.paypal.com/pools/c/8h1X...

2 - Nous avons envoyé par erreur à certains de nos abonnés un RIB erroné du compte créé par Alain Benajam exclusivement pour notre collecte. Vous pouvez envoyer vos dons par virement bancaire à Intitulé : Alain Benajam

IBAN : FR76 1659 8000 0113 8513 8000 182

BIC : FPELFR21

RIB : 16598 00001 13851380001 82

3 - L'e-mail que nous avons indiqué à utiliser pour nous contacter en cas de vol de vos virements au Pot Commun ne fonctionne plus. Vous pouvez désormais écrire à Sergio Da Rimini :

Toutes ces données ont été corrigées sur le texte récapitulatif « Qui veut tuer le Réseau Voltaire ? », Réseau Voltaire, 2 août 2019. Nous invitons tous ceux qui ont relayé ce texte d'y apporter ces corrections.

https://www.voltairenet.org/article207204.html

Dossier sur l'arnaque du réchauffement climatique

Le NPA n'a d'yeux et d'oreilles que pour les institutions internationales du capital dont le GIEC.

Le NPA partage les objectifs climatiques du GIEC et devient de ce fait un agent de l'ONU.

- Pour moi, la réussite de la transition écologique repose sur la responsabilisation de chacun (...) l'essentiel est dans notre capacité à changer notre façon de vivre et de consommer.

Sonia Krimi, députée de la Manche (affiliée LREM), membre du Collectif "Accélérons!" de 162 députés pour accélérer la transition écologique. huffingtonpost.fr 02.08

L'air de rien, le rapport du GIEC flatte l'instinct le plus bas de l'homme ou l'individualisme primaire, effréné, enragé qui le porte à croire qu'il serait plus puissant que la nature et au-delà, si puissant qu'il pourrait imposer sa volonté à l'humanité entière.

Comme son nom l'indique, le GIEC (Groupe intergouvernemental sur le changement climatique) a été mis en place par des chefs d'Etat, qui comme chacun sait sont apolitiques, indépendants du pouvoir économique et financier, donc forcément ils seront animés des meilleures intentions du monde, et les rapports que concocteront les experts qu'ils auront désignés ne subiront aucune espèce d'influence politique ou seront d'une impartialité à toute épreuve...

Qui peut croire une stupidité pareille. Le NPA et il est loin d'être le seul en la matière. Le NPA partage le constat du GIEC qui comporte deux volets, l'augmentation de la température moyenne de la Terre qui aurait une origine essentiellement anthropique ou due à l'activité humaine, industrielle ou économique. Du coup les uns et l'autres sont également d'accord sur les objectifs qui en découlent, et ils divergent seulement sur les moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre. On assiste donc au développement d'une psychopathie collective, qui quelque part a quelque chose de plus terrifiante que les variations climatiques constatées par ailleurs. J'ignore si les lecteurs en ont vraiment conscience.

Vous avez là le même schéma qui préside à la collaboration de classes ou au dialogue social à partir d'un constat partagé entre gouvernement et patronat d'un côté, et syndicats dits ouvriers de l'autre, qui aboutit systématiquement à la remise en cause des droits ou acquis sociaux des travailleurs. En conséquence ou logiquement, si cela veut encore dire quelque chose de nos jours, on est porté à penser que dans tous les cas de figue le traitement que le GIEC réserve aux travailleurs sera identique. Donc adopter le constat du GIEC, c'est cautionner les mesures qu'il préconisera qu'on les condamne ou non par ailleurs n'y changeant absolument rien, surtout quand à l'instar du NPA on ne dispose pas des moyens politiques pour influencer ou contrecarrer les propositions du GIEC. L'essentiel pour le GIEC et ses commanditaires de l'oligarchie, c'est que son rapport fasse consensus et que toute critique soit balayée, voilà à quoi participent le NPA et tous ceux qui adoptent aveuglément ou par ignorance le rapport du GIEC.

Questions :

- Qu'est-ce qu'on est en droit d'attendre d'un constat erroné (ou fabriqué) élevé au rang de dogme ?

- Qu'est-ce qu'on est en droit d'attendre de ceux qui partagent ce constat, à quoi cela mène-t-il au juste ?

- Que fait-on quand on prétend développer une stratégie révolutionnaire, et que dans le même temps on donne des gages aux ennemis de la révolution sociale ?

Réponse : Prisonnier de ses propres contradictions qui conduisent à une confusion inextricable, on s'enfonce un peu plus dans l'opportunisme ou la charlatanerie, et on en arrive à servir les intérêts de l'ennemi qu'on est censé combattre.

Voilà ce qui arrive quand on prend ses désirs de petits bourgeois pour la réalité.

S'il est exact que la jeunesse n'a rien à attendre du capitalisme, en revanche cela ne signifie pas pour autant qu'elle aurait atteint ce niveau de conscience politique, loin s'en faut. Dès lors, on se demande comment elle pourrait y parvenir en participant à des campagnes qui ont été initiées par l'oligarchie, et qui ont pour seul objectif de servir ses propres intérêts, et d'empêcher la jeunesse d'intervenir sur le terrain de la lutte de classes au côté du prolétariat. D'autant plus qu'à l'heure actuelle, le mouvement ouvrier en proie à une décomposition sans fin n'est pas en mesure de rivaliser avec les organisations mises en place, créées ou/et financées par l'oligarchie, qui orientent toutes ces campagnes dans une direction qui ne coïncide pas vraiment avec les aspirations de la jeunesse ou de la classe ouvrière.

Le NPA n'en tient pas compte, et il n'est pas le seul dans ce cas-là. Il participe ainsi à cette épouvantable manipulation de la jeunesse par l'oligarchie. Qu'il nous soit permis de ne pas en être et de la combattre.

"La mobilisation massive de la jeunesse" dont on nous dit qu'elle "n'a rien à attendre du capitalisme", est une appréciation qui manifestement n'est pas partagée pas la jeunesse, qui manipulée par "le mouvement « Fridays for Future » et « Green Fridays »" a conduit "le 15 mars, des centaines de milliers de jeunes (...) dans la rue dans différentes villes du monde dans le cadre d'une grève étudiante contre le changement climatique", grève initiée par la nouvelle égérie de l'oligarchie financière invitée du Forum économique mondial à Davos en 2018, Greta Thunberg, qui loin d'ouvrir "la possibilité de débattre d'une stratégie révolutionnaire pour mettre fin à la cause du changement climatique et de la dévastation environnementale : le système capitaliste" sert au contraire de caution morale aux promoteurs de la "transition énergétique" et de l'instauration d'un régime totalitaire mondial.

Le NPA reprend à son compte le constat et les objectifs du GIEC, c'est son droit, encore faut-il qu'il l'assume, ce qui n'est pas le cas ici.

Le NPA se comporte comme le GIEC et ses commanditaires de l'oligarchie, quand il affirme que "l'establishment mondial est divisé entre le négationnisme du changement climatique, les réformes cosmétiques promouvant le « capitalisme vert » adoptées lors des sommets et les paris sociaux-démocrates sur un « New Deal vert » entre les États et les grandes entreprises pour arrêter la détérioration environnementale et la prédation des ressources."

En traitant de "négationnisme du changement climatique" les scientifiques du monde entier et tous les citoyens qui rejettent le constat et les conclusions du GIEC sur la base des faits ou des données que le GIEC n'a pas cru bon d'examiner ou de retenir, et qui permettaient d'arriver à des conclusions différentes ou inverses des siennes, le NPA interdit d'emblée toute discussion loyale et sérieuse sur ce sujet, dont acte qui ne nous étonne pas du tout. La preuve, dans l'article qui suit ne figure délibérément aucun élément retenu par les opposants au rapport du GIEC que j'ai publiés dans les causeries des dernières semaines. Un exemple avec "la fonte des glaciers ou à la fonte partielle des calottes polaires" retenue par le GIEC et son agent, le NPA qui ne désavouera pas cet article d'Euronews :

- Inquiétant record de fonte glaciaire au Groenland - euronews 03.08

C'est un chiffre qui résume des semaines de canicule dans diverses régions du monde. En un seul jour, le 1er août, 11 milliards de tonnes de glace ont fondu au Groenland. euronews 03.08

- Jakobshavn, le plus grand glacier du Groenland regagne du terrain - climato-realistes.fr 31 mars 2019

Extrait. - Des chercheurs de la NASA ont découvert que le glacier Jakobshavn (à l'origine de l'iceberg responsable du naufrage du Titanic) qui s'amincissait depuis 20 ans a fait une volte-face inattendue : le glacier s'écoule maintenant plus lentement, s'épaississant et avançant vers l'océan au lieu de reculer.

Cette découverte a fait l'objet d'une étude publiée le 25 mars dans Nature Geoscience [1], par des chercheurs du Jet Propulsion Laboratory de la NASA. Elle est basée sur les données de la mission Oceans Melting Greenland (OMG) ainsi que sur d'autres observations. climato-realistes.fr 31 mars 2019

[1] Interruption of two decades of Jakobshavn Isbrae acceleration and thinning as regional ocean cools https://www.nature.com/articles/s41561-019-0329-3

Extrait d'un entretien avec Marcel Leroux, professeur en climatologie.

Marcel Leroux, professeur en climatologie à l'université Jean Moulin de Lyon III et directeur depuis 1986 du Laboratoire de Climatologie, Risques, Environnement (CNRS), est l'auteur du premier livre de climatologie en français traduit en anglais, La Dynamique du temps et du climat (éditions Dunod, 1996). Après la parution de The Meteorology and Climate of tropical Africa, aux Editions Springer en 2001, il a achèvé son troisième ouvrage, Global Warning, myth or reality, disponible depuis décembre 2006.

Vous voulez dire qu'il n'y a pas de fonte de la calotte glaciaire ?

Marcel Leroux - C'est un fait incontestable ! Cependant, évitons de généraliser : dans le détail, la glace de mer fond au nord de la mer de Norvège ou dans la région des Aléoutiennes dans le Pacifique nord, où arrivent de l'eau marine et de l'air chauds. En revanche, la banquise ne varie pas au Nord du Canada. Comme l'écrit correctement M. Postel- Vinay, rédacteur de la revue La Recherche, « le gros de la calotte antarctique n'a pas fondu depuis sa formation, voici 60 millions d'années. » L'observation satellitale montre même qu'au cours de la période 1979-1999, qui est celle de la plus forte hausse supposée de la température, la surface de la banquise a globalement augmenté autour du continent antarctique. Au Groenland, certaines régions fondent, notamment sur les pourtours, mais la masse de glace augmente au centre de l'île, comme la masse de la plupart des glaciers scandinaves. Le refroidissement des pôles a atteint 4 à 5°C pendant la période 1940-90 – c'est-à-dire plus de la moitié, mais en négatif, de la valeur prévue pour 2100 ! C'est le démenti le plus flagrant apporté aux prévisions des modèles. Il est d'ailleurs surprenant que ceux-ci aient pu concevoir un tel réchauffement alors qu'il n'y a aucune raison physique qui puisse le justifier ! Est-ce seulement pour faire peur aux gens avec une prétendue montée des eaux qui en résulterait ?

En revanche, ce qui est sûr, c'est que comme les pôles se refroidissent, la puissance et la fréquence des AMP augmentent, les contrastes de températures s'élèvent, les confrontations entre l'air froid et l'air chaud sont plus vigoureuses et le temps devient de plus en plus violent et de plus en plus contrasté dans nos latitudes. Il devient aussi toujours plus irrégulier, avec des périodes étendues de froid puis de chaud, des pluies abondantes et des sécheresses. Des records de chaleur comme de fraîcheur sont d'ailleurs constamment dépassés.

LVOG - Prenons un autre exemple, la hausse des températures et la sécheresse dans certaines régions.

Marcel Leroux - ...lors de toute période chaude, à l'échelle paléoclimatique comme à l'échelle récente, les pluies tropicales sont plus abondantes. Ce qui veut dire que paradoxalement, si le réchauffement était effectif, la sécheresse cesserait dans le Sahel !

Mais malheureusement, ce n'est pas le cas.

LVOG - Pas de bol non plus pour le GIEC et le NPA ! Et tout le reste est à l'avenant. Par exemple, le GIEC mélange notamment les relevés de température des océans avec ceux des centres des grandes métropoles pour déterminer quelle est la température moyenne de la Terre, ce n'est pas scientifique, ce n'est pas sérieux. L'article du climatologue Marcel Leroux est disponible (pdf) dans le portail.

Capitalisme, changement climatique et stratégie socialiste - revolutionpermanente.fr (NPA)

Le 15 mars, des centaines de milliers de jeunes sont descendus dans la rue dans différentes villes du monde dans le cadre d'une grève étudiante contre le changement climatique. A Madrid, Berlin, Vienne, Rome et dans d'autres villes, les manifestations ont été massives.

Le mouvement est né le 20 août 2018, lorsque la jeune militante suédoise du climat Greta Thunberg s'est présentée devant le parlement suédois avec une banderole portant le slogan « Student Climate Strike ». Inspiré par cette action, le mouvement « Fridays for Future » et « Green Fridays », dans lequel des étudiants et des lycéens manquent des cours et manifestent contre la crise environnementale mondiale sous le slogan « We don't have a planet B », a depuis pris de plus en plus d'ampleur. Surtout après le discours percutant de Thunberg lors du dernier sommet sur le climat (COP 24) à Katowice, en Pologne.

(Sainte Greta Thunberg : Une marionnette maniaco-dépressive entre les mains d'oligarques psychopathes, flattée par des ignares corrompus et autres schizophrènes décomposés qui les assistent. - LVOG)

« Notre civilisation est sacrifiée pour qu'un petit nombre de personnes ait la possibilité de continuer à gagner des sommes d'argent énormes. Notre biosphère est sacrifiée pour que les riches des pays comme le mien puissent vivre dans le luxe. C'est la souffrance de beaucoup qui paie le luxe de quelques-uns (...) Nous devons laisser les combustibles fossiles dans le sol et nous devons nous concentrer sur l'équité. Et si les solutions au sein du système sont si impossibles à trouver, peut-être devrions-nous changer le système lui-même », a déclaré cette Suédoise de 15 ans sous le regard condescendant des représentants politiques présents au sommet.

(Elle a fait 3.200 kms en train de Suède en Suisse pour se rendre au Forum économique mondial à Davos, au lieu de prendre l'avion et d'économiser 29 heures de son temps libre, c'est assurément un "luxe" et une "souffrance" qu'elle peut se permettre, mais pas nous et on ne se les souhaite pas non plus ! Si on l'écoutait, la civilisation humaine ferait un bon en arrière de mille ans au moins ! Les adeptes de la décroissance, qui accusent le marxisme de productivisme jubilent et on comprend pourquoi. Vous me direz que cela coïncide avec l'instauration d'une monarchie absolue ou le retour à l'Ancien Régime auquel on assiste avec Macron en France notamment, où les potentats locaux tels des seigneurs feraient leur loi et régner la terreur, on y vient. - LVOG)

Pendant ce temps, l'establishment mondial est divisé entre le négationnisme du changement climatique, les réformes cosmétiques promouvant le « capitalisme vert » adoptées lors des sommets et les paris sociaux-démocrates sur un « New Deal vert » entre les États et les grandes entreprises pour arrêter la détérioration environnementale et la prédation des ressources.

Dans ce contexte, la mobilisation massive de la jeunesse, qui n'a rien à attendre du capitalisme si ce n'est l'inégalité, la précarité et la destruction de la planète, ouvre la possibilité de débattre d'une stratégie révolutionnaire pour mettre fin à la cause du changement climatique et de la dévastation environnementale : le système capitaliste.

(Ils ne voient pas qu'ils s'en prennent à ce qui a présidé au développement du capitalisme et du progrès social, et qu'ainsi ils sapent les bases d'une révolution sociale, qui ne pourrait pas se produire si l'humanité était réduit littéralement en esclavage. - LVOG)

« Les prochaines années sont probablement les plus importantes de notre histoire ». La citation est de Debra Roberts, co-présidente du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) [1] qui a présenté le 8 octobre dernier le rapport spécial 1,5ºC sur le réchauffement climatique.

(Et de nous citer une voyante, de mieux en mieux ! - LVOG)

Aujourd'hui, la grande majorité des scientifiques du monde considère que le changement climatique est aussi tangible qu'inévitable. (...)

Mais qu'est-ce que le changement climatique et qu'est-ce qui en est la cause ? (Jamais ils ne parleront de variations climatiques qui se déroulent sans cesse. - LVOG)

Le climat de la Terre est régulé par un processus naturel appelé « effet de serre », par lequel certains gaz présents dans les couches inférieures de l'atmosphère (dioxyde de carbone, méthane, oxyde nitreux, hydrofluorocarbures, etc.) absorbent une partie du rayonnement solaire que la Terre émet sous forme de chaleur, formant une véritable « serre globale ». Dans le cas de la planète Terre, l'équilibre naturel de ce phénomène est ce qui a permis le développement de la vie telle que nous la connaissons. Mais lorsque la concentration de gaz à effet de serre augmente dans l'atmosphère, cet équilibre se modifie et donne naissance à ce que l'on a appelé le « changement climatique ».

(Ils ont oublié la vapeur d'eau qui participe à plus de 80% à la formation de l'effet de serre, et ils ne vous diront pas non plus que le CO^2 présent dans l'air ne représente qu'une infime partie des éléments chimiques qui la composent à côté de l'oxygène, de l'azote, etc, et que le taux de CO^2 est passée seulement de 0,3 à 0,4%... - LVOG)

La majorité des scientifiques s'accorde à dire que ce changement est principalement lié à l'augmentation vertigineuse des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, produits par les activités anthropiques, c'est-à-dire par l'action humaine. Cependant, il ne s'agit pas d'une action humaine « en général », abstraite. C'est une activité générée dans le cadre d'un certain mode de production, le capitalisme.

(Ils ne vous diront pas que le GIEC a systématiquement écarté ou minimisé l'activité du soleil, des volcans, d'El Nino, sans parler du noyau de la terre ou ce qui se passe sous nos pieds que le GIEC a totalement ignoré. - LVOG)

En effet, depuis la révolution industrielle, la super-concentration de ces gaz dans l'atmosphère, notamment en raison de la combustion d'énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz), mais aussi de la déforestation (qui a progressivement éliminé d'énormes puits de carbone) et d'autres activités productives capitalistes comme l'élevage intensif, a eu pour effet d'élever la température moyenne mondiale - qui avoisine actuellement 15°C - avec des conséquences insoupçonnées (et catastrophiques) sur l'environnement et la biodiversité. Cette dynamique a eu tendance à s'accroître de façon exponentielle avec le développement du capitalisme moderne, en particulier lors de sa dernière phase néolibérale.

(Là le NPA se fait faussaire. Rappelons qu'entre 1910-1945 et 1945-1980 la température n'a augmenté que de 0,6°C, donc avant et pendant la période d'industrialisation disons mondialisée, réfutant ainsi le rapport entre la hausse moyenne de la température avec l'augmentation du taux de CO^2 dans l'air.

A propos de la déforestation.

La 3ème étude publiée par Nature [10] intitulée « Changement dans l'utilisation des sols de 1982 à 2016 », a analysé 35 années de données satellitaires et établi un bilan complet de la dynamique mondiale des changements d'usage des sols au cours de la période 1982-2016. Elle montre que contrairement à une opinion dominante, la couverture arborée augmente (2,24 millions km2, soit + 7,1% par rapport au niveau de 1982). [10] Global land change from 1982 to 2016 (https://www.nature.com/articles/s41586-018-0411-9) - Cycle du carbone, l'éclairage de trois nouvelles publications - Usbek - climato-realistes.fr 11 septembre 2018) - LVOG)

Bien que les différents sommets sur le climat aient tiré la « sonnette d'alarme » sur le changement climatique, d'importantes organisations scientifiques mettaient en garde contre ces changements depuis des décennies. Du GIEC à des revues scientifiques prestigieuses telles que Science, elles ont présenté des recherches qui dessinent de véritables scénarios de catastrophes, soutenant que si les niveaux actuels d'émissions de CO2 se maintiennent, « le monde sera confronté au taux de changement climatique le plus rapide des 10 000 dernières années, modifiant la circulation des courants océaniques et des régimes climatiques » [2]. (Pures élucubrations catastrophiques ! - LVOG)

Les projections du GIEC indiquent que la température moyenne mondiale à la surface de la Terre pourrait augmenter de 2 à 5°C [3] et que le niveau des océans pourrait augmenter de 18 à 59 centimètres au cours des prochaines décennies, tout en avertissant que les émissions passées et futures de dioxyde de carbone (CO2) continueront au réchauffement pendant plus d'un millénaire. Dans le même temps, on a récemment appris que les niveaux de CO2 dans l'atmosphère ont dépassé 400 parties par million (ppm), et pourraient même atteindre dans les décennies à venir des niveaux supérieurs à 500 ppm, des niveaux jamais atteints auparavant dans l'histoire humaine. (Ils ont raison de ne pas remonter plus loin que "l'histoire humaine", et pour cause, les données infirmeraient leurs spéculations foireuses. - LVOG)

Pour qui que ce soit, ces estimations peuvent passer pour de simples abstractions statistiques. Cependant, elles prennent forme lorsque leurs conséquences se font sentir : expansion de phénomènes climatiques extrêmes tels que tempêtes, cyclones tropicaux, typhons et ouragans, chaleur excessive, déplacement des zones climatiques vers les pôles et réduction de l'humidité du sol, mais aussi élévation du niveau de la mer due à la fonte des glaciers ou à la fonte partielle des calottes polaires, avec pour conséquence la salinisation des terres arables et des eaux souterraines côtières. (Faux, tous ces phénomènes sont globalement en régression ou ils se sont déplacés. Ne pas en tenir compte relève sciemment de la manipulation. - LVOG)

Depuis 1880, la température moyenne de la surface de la terre a augmenté de 1°C selon le GIEC. Un changement drastique qui a déjà des conséquences dévastatrices, avec le renforcement de tous les phénomènes catastrophiques liés au climat, sa permanence dans le temps et l'accélération de ses rythmes. Il s'agit notamment de la récurrence d'ouragans et de tornades de plus en plus virulents en Amérique centrale, comme celui qui a dévasté Porto Rico et d'autres pays des Caraïbes il y a quelques mois, ou le cyclone qui a fait plus de 1 000 morts au Mozambique. La multiplication des incendies incontrôlables qui ont dévasté des villes entières dans le monde entier, la propagation de vagues de chaleur extrême (qui frappent déjà 30% de la population mondiale), les inondations massives - qui touchent déjà 41 millions de personnes en Asie du Sud - ou les sécheresses catastrophiques - comme celles qui ont provoqué le déplacement forcé de 760 000 personnes en Somalie. (...) (Le produit du développement anarchique y compris démographique sous le capitalisme... - LVOG)

Comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) l'a récemment reconnu, si la tendance actuelle se poursuit, les conséquences du changement climatique pourraient entraîner 250 000 décès supplémentaires chaque année entre 2030 et 2050, selon une estimation pourtant minimale [5]. (...) (Au secours, on va tous mourir ! - LVOG)

La nécessité de lutter contre le changement climatique par des mesures radicales est indéniable. Selon le dernier rapport du GIEC, les émissions de gaz polluants devraient être réduites de 45 % d'ici 2030 - en moins de 12 ans - pour éviter de dépasser le seuil critique de réchauffement de 1,5°C, au-dessus duquel l'élévation du niveau de la mer, les phénomènes

météorologiques extrêmes et les pénuries alimentaires se généraliseraient. (Quand le NPA adopte les conclusions du GIEC qui justifient toutes les attaques à venir contre les peuples... - LVOG)

Un scénario qui ne laisse aucune place à des mesures partielles ou « réformistes ». Le réchauffement climatique n'est qu'une des manifestations, peut-être l'une des plus dévastatrices, de la nature destructrice du système capitaliste. (...) revolutionpermanente.fr

LVOG - La suite était à l'avenant. Au passage, pour nous la manifestation la plus dévastatrice du système capitaliste demeure l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression qui l'accompagne quotidiennement et que rien ni personne ne peut justifier.

John Christy, chef du département des sciences de l'atmosphère de l'Université de l'Alabama.

...récemment, le scientifique australien Barry Marshall a renoncé au traitement accepté pour les ulcères en suggérant qu'ils n'étaient pas causés par le stress, mais par une infection bactérienne. Aujourd'hui, le traitement standard contre les ulcères est un antibiotique. (https://www.climatedepot.com/2019/02/23/climatologist-dr-john-christy-rejects-green-new-deal-the-world-is-not-spiraling-off-into-some-dangerous-territory-of-climate)

John R. Christy est un climatologue américain.

Il a été un des auteurs principaux du rapport du GIEC de 2001, mais il en a démissionné au vu des manipulations nombreuses menées pour imposer l'idée d'un consensus scientifique pourtant inexistant sur la théorie de l'origine humaine du réchauffement climatique.

Ayant constaté par lui même les dérives du GIEC, il s'oppose avec force à l'instrumentalisation de la science menée par cette organisation et James Hansen; il déclara ainsi sur CNN le 2 mai 2007 que le but recherché par les auteurs était, non de refléter la réalité de la connaissance scientifique, mais de cultiver l'alarmisme pour forcer les États-Unis à signer le protocole de Kyoto. Lui-même critique de la thèse de l'origine humaine du réchauffement climatique, il rappelle que c'est à tort que le GIEC soutient qu'il y a consensus sur le sujet parmi les scientifiques.

Pour Christy, un environnement plus propre ne peut pas venir d'une logique de décroissance et de contrainte étatique, mais uniquement du développement économique et du progrès. wikiberal.org

Parole d'internaute.

1- Manfred Petritsch, par exemple, a repris un de ces scénarios dans son article du 10 juin 2019 : Jusqu'à l'automne 2018, les visiteurs du centre du parc national de Glacier aux Etats-Unis étaient confrontés à un panneau portant l'inscription suivante : « Adieu Glacier : En raison du changement climatique dû à l'homme, les simulations numériques montrent que les glaciers « disparaîtront » tous d'ici 2020. » Cette « disparition d'ici 2020 » a été largement rapportée dans le New York Times, le National Geographic et de nombreux autres médias internationaux. Sur Wikipedia, on peut lire tout un essai sur le recul des glaciers du parc national.

Mais maintenant les équipes de recherche de l'Université Lysander Spooner, qui visitent le parc tous les mois de septembre et mesurent les glaciers, ont révélé ce qui suit : Les glaciers les plus célèbres du parc, comme les glaciers Grinnell et Jackson, se sont même développés depuis 2010 et n'ont en aucun cas diminué ! Tous les autres glaciers sont encore là. Donc ce qui s'est réellement passé est exactement le contraire de ce qui avait été si horriblement prédit.

"Manfred Petritsch écrit : [Voix off:] « Au lieu d'informer les visiteurs que les glaciers n'avaient pas disparu, contrairement à leur pronostic, mais qu'ils s'étaient même développés, l'administration du parc n'a rien communiqué mais a simplement retiré le panneau. Les médias n'ont pas été informés non plus. L'administration du parc n'admet pas son erreur. »"

2- Qui de l'œuf ou de la poule?……

Selon certain, c'est la hausse des températures qui précède la libération de CO_2 principalement d'origine océanique…..

Selon d'autre, c'est la poule!

Lorsque Philippe Verdier, chef météo France 2 a contesté le GIEC, il s'est fait viré:

https://www.youtube.com/watch?v=t3gWPzs_O1w

Il y a quelque décennie, alerte, la mer monte et des îlots vont se faire engloutir mais pourtant rien ne se produit.

Il n'y a pas de hausse significative du niveau des océans voir ici:http://refmar.shom.fr/fr/evolution-niveau-marin-brest

Pourtant:https://www.liberation.fr/planete/2019/07/31/en-europe-la-france-fait-partie-des-pays-les-plus-menaces-par-la-submersion-marine_1741624

Qui croire? L'article de Libé ou le SHOM (Service Hydrographique et Océanographique de la Marine)

J'ai plus confiance aux relevés. Mais quand Libé affirme "L'élévation du niveau de la mer s'accélère : elle est désormais de 3,2 millimètres par an en moyenne (pour la période 1994-2014), alors que pendant les trois derniers millénaires, le rythme d'élévation se situait autour de 0,5 millimètre par an." c'est une fake news.

3- GES ? avec un taux qui est passé de 0,03% à 0,04% , pas de quoi fouetter un chat

Pourquoi les températures ont-elles baissé des années 40 aux années 70 en plein 30 glorieuses alors que les émissions de CO2 étaient en augmentation constante ? (même chose fin du XIX ème siècle ?)

4- Pour le reste , les astrophysiciens découvrent des trucs intéressants : https://www.nature.com/articles/s41598-019-45584-3 , cycles de 1000 ans .. avec un point bas au XVIIème siècle et une remontée des températures depuis .

Le CO2 ? même pas utile dans leurs conclusions.

5 - Et où en sont toutes les stations de ski de moyenne altitude qui devaient fermer, déjà en 2005? Et bien elles se portent si bien que Tony Parker a décider d'en racheter une !

Il y a les articles, les études, les graphiques, de plus en plus compliqués pour faire sérieux, et il y a la réalité. Si nous battons un record de 1947, c'est qu'il a fait très chaud en 1947. Nul doute que nous battrons aussi des records de froid comme nous l'avons déjà fait dernièrement.. Il ne peut y avoir de changement climatique, car le climat change tout le temps. Marre des devins qui envahissent les médias comme a la Rome antique. Aucun d'entre eux ne sera la dans 100 ans pour répondre de ses écris, alors ça y va! L'avenir nous est a tout jamais inconnu.

6- Non, le GIEC ne compile pas toute la littérature , il compile ce qui l'intéresse et va dans le sens de ses objectifs.

En lisant le rapport AR5 , on constate que le GIEC a isolé un ensemble de modèles très divergent , les graphiques montrent que la réalité (courbes des observations) ne correspond pas aux modèles mathématiques. La réalité doit être fausse.

Les comités de lecture ne garantissent pas la véracité de ce qui est écrit.

7- Cet article est juste hallucinant. On va continuer longtemps comme cela a se moquer de nous ?

Le graphique de reconstruction du "taux de réchauffement" des 2000 dernières années est impossible. On a des milliers et des milliers de sources historiques qui attestent d'un optimum climatique romain et d'un optimum médiéval. Des centaines (ou plus) d'historiens (Le Roy Ladurie en tête) ont reconstruit à travers ces sources les grandes variations climatiques (je parle de tendances pas à la précision au ° près) donc si nous ne voyons pas distinctement ces 2 périodes sur un graphique sensé reproduire l'évolution du climat sur les 2000 dernières années c'est qu'il est faux.

Il y a un livre récemment sorti de l'historien Kyle Harper très bien documenté qui approche la fin du monde romain sous l'aspect climatique. On peut critiquer la causalité entre effondrement et climat, en revanche les sources sont nombreuses et précises aussi bien historiques que plus récentes de climatologie (dendrologie etc) et il n'y a aucun doute sur l'existence de cet optimum romain (phénomène dont on a des traces aussi bien en Chine qu'en Amérique du nord).

Il est donc parfaitement scandaleux d'avoir des graphiques où l'on ne voit pas clairement sur les 2000 dernières années l'optimum romain et médiéval qui sont des phénomènes attestés depuis des siècles dans toutes les grandes civilisations de ces époques.

8- Et si la panique autour du changement climatique était une "stratégie du choc" comme une autre, nécessaire pour faire avaler au bon peuple les réformes structurelles nécessaires pour que tout change afin que rien ne change ?

9- De 300 ppm d'avant la période pré- industrielle à env. 400 ppm aujourd'hui, soit de 1 molécule de CO2 anthropique sur 10'000

en plus contribuant à effet de serre. En présence de 2.5% de molécules de vapeur d'eau soit 250 molécules sur 10'000.

Elle change quoi cette molécule de CO2 anthropique sur 250 de H2O vapeur?

Il semble qu'une molécule H2O contribue à l'effet de serre comme 10 molécules de CO2. Quelqu'un peut-il confirmer?

Hier comme aujourd'hui, rappel, souvenir, mémoire, enseignement. Tout est une question de degré, de circonstance, l'idéologie est la même.

Dictature clé en main dans les rues de Washington. Par Ray McGovern - Les Crises 2 août 2019

- Gerry Condon, Président de Veterans for Peace [Les Vétérans pour la Paix, NdT], fut conspué et traîné dans la boue, ce mercredi soir pour avoir tenté d'apporter de la nourriture aux personnes confinées dans l'ambassade vénézuélienne à Washington. Les militants postés en son sein, dont certains ont vécu dans l'ambassade des semaines durant avec la permission du gouvernement vénézuélien, protègent les locaux, face à des manifestants qui soutiennent le président auto-déclaré Juan Gaido.

Avec la permission tacite de la police de Washington et des services secrets, les manifestants ont réussi à bloquer toute entrée de nourriture dans l'ambassade. Ce mercredi soir, l'électricité fut coupée dans l'immeuble. Un militant ayant jeté une miche de pain vers une fenêtre avait auparavant été arrêté pour usage de « missile ». Et maintenant, Condon se fait malmener et coincer pour avoir lancé un concombre.

Nous en arrivons au stade qu'Edward Snowden qualifiait de « dictature clef en main ». Et ce mercredi soir, on a tourné cette clef dans la serrure de manière spectaculaire. Jusqu'à maintenant, on assistait à un processus progressif et imperceptible, comme dans la fable de la grenouille dans l'eau bouillante.

Bien sûr, cela s'est déjà produit par le passé. Je citais ces mots dans un article que j'écrivais pour Consortium News le 27 décembre 2007 :

« Il y a peu de choses aussi étranges que l'indifférence calme et hautaine avec laquelle moi et mes semblables observions les débuts de la révolution nazie en Allemagne, comme depuis une loge au théâtre… Peut-être bien que cette bizarrerie peut se comparer avec celle d'aujourd'hui, des années après… »

Ces mots sont ceux de Sebastian Haffner (nom de plume pour Raimund Pretzel), qui, en tant que jeune avocat à Berlin pendant les années 1930, a vécu la prise de pouvoir des nazis, et en fit un témoignage de première main. Son fils découvrit son manuscrit après sa mort, en 1999, et le publia l'année suivante sous le titre Geschichte eines Deutschen (en français, Histoire d'un Allemand).

Le livre devint immédiatement un best-seller et fut traduit dans pas moins de 20 langues – en anglais comme « Defying Hitler » (« Défier Hitler »).

J'ai récemment appris de sa fille Sarah, une artiste berlinoise, que l'on fête aujourd'hui le centenaire de la naissance d'Haffner. Après avoir trouvé un de mes anciens articles, où je citais son père, elle m'a envoyé un mail me demandant « d'en écrire plus à propos de ce livre et de sa comparaison avec l'Amérique de Bush. … C'en est presque incroyable. »

Voici donc plus d'informations sur le livre d'Haffner.

(...)

Les Nazis et les Collabos

Pas besoin d'être un nazi. Il vous suffit d'être un mouton.

Dans son journal, Sebastian Haffner pointe du doigt ce qu'il nomme « la docilité du troupeau », autrement dit la façon dans les Allemands ont réagi à un événement à rapprocher du 11 Septembre : l'incendie du Parlement allemand, le Reichstag, le 27 février 1933.

Haffner fut frappé de ce qu'aucune de ses connaissances « ne soit saisie par le fait que, dès lors, on puisse écouter ses discussions téléphoniques, ouvrir ses lettres, fouiller son bureau ».

Mais c'est aux hommes politiques lâches qu'Haffner réserve sa plus véhémente condamnation. Voyez-vous maintenant le parallèle qu'on peut établir avec ce que l'on vit aujourd'hui ?

Lors des élections du 4 mai 1933, peu après l'incendie du Reichstag, le parti nazi totalisa seulement 44 % des voix. Seule la « lâche traîtrise » des sociaux-démocrates et des autres partis, auxquels 56 % des Allemands avaient accordé leur voix, ont permis aux nazis de s'emparer du pouvoir. Haffner ajoute :

« En dernière analyse, c'est seulement cette trahison qui peut expliquer l'inexplicable : qu'une si grande nation, qui n'est pas constituée de couards, ait pu sombrer dans l'ignominie sans lui opposer la moindre résistance. »

Les leaders sociaux-démocrates ont trahi leurs électeurs. Ils étaient, « pour la plupart des individus convenables et sans envergure ». En mai, ces leaders chantaient l'hymne nazi ; en juin, le Parti Social-Démocrate était dissous.

Le parti catholique Zentrum, des classes moyennes, a rendu les armes en moins d'un mois, et a, en fin de compte, donné aux nazis les voix nécessaires pour atteindre la majorité de deux tiers qui a permis de « légitimer » le dictateur Hitler.

Et il en a été de même pour la droite allemande, qu'elle soit conservatrice comme nationaliste : « Mon Dieu », s'exclame Haffner, « quel spectacle déshonorable et veule que celui qu'ont joué leurs responsables à partir de 1933 […]. Ils suivaient les nazis où qu'ils aillent : dans la terreur, la persécution des Juifs […]. Ils n'ont même pas eu l'air préoccupés lorsque leur propre parti fut dissout et leurs propres membres jetés en prison »

En résumé : « Il n'y avait pas un seul exemple de défense énergique, de courage ou de principe. Il n'y a eu que panique, fuite et désertion. En mars 1933, des millions de personnes étaient prêtes à combattre les nazis. Du jour au lendemain, elles se sont retrouvées sans chefs. … Au moment de vérité, alors que d'autres nations se soulèvent spontanément, les Allemands, collectivement et mollement, s'effondrent. Ils ont cédé et capitulé, atteints de dépression nerveuse. … Le résultat en est aujourd'hui le cauchemar du reste du monde. »

Voilà ce qui arrive quand pratiquement tous sont terrorisés.

Nos Pères fondateurs ne se sont pas montrés aveugle à cela ; c'est ainsi que James Madison a écrit :

« Je crois qu'il y a plus de cas d'atteinte à la liberté du peuple par des empiétements progressifs et silencieux du pouvoir que par des usurpations violentes et soudaines. … Les moyens de défense contre les dangers venus de l' étranger sont historiquement devenus les instruments de la tyrannie chez nous. »

Nous ne pouvons pas dire que nous n'avons pas été prévenus.

Ray McGovern travaille pour Tell the Word, une maison d'édition de l'Église œcuménique du Sauveur dans le centre-ville de Washington. Il a été analyste de la CIA pendant 27 ans, puis conseiller présidentiel et cofondateur de Veteran Intelligence Professionals for Sanity.[VIPS, NdT]

Source : Consortium News, Ray McGovern, 09-05-2019

Commentaire d'un internaute.

- "Comparaison audacieuse, mais assez justifiée, de Ray McGovern entre l'incendie du Reichstag et les attentats du onze septembre, entre la « Loi pour la protection du Peuple et de l'État » qui abroge explicitement les libertés définies par la Constitution allemande de 1919 et l'USA Patriot Act. Dans les deux cas, allemand et américain, la stratégie du choc permet la mise en place d'une dictature dans l'indifférence générale."

https://fr.wikipedia.org/wiki/Reichstagsbrandverordnung

LVOG - Le commentaire que j'ai adressé au blog Les-Crises.fr qui a été publié.

"Sont-ils tous complices ?"

Quelle naïveté réelle ou feinte ! Décidément ces expériences passées n'auront servi à rien à tous ceux qui continuent de s'en remettre au "clivage" droite-gauche, parce qu'ils y trouvent leur intérêt dans le cadre du régime capitaliste, l'horizon indépassable qui justifie toutes les corruptions ou qui en est la cause.

Avant le 27 février 1933, il y avait eu les 3 et 4 août 1914 où “la « lâche traîtrise » des sociaux-démocrates” s’était déjà manifestée de manière grandiose, non ? Et depuis plus d’un siècle elle n’a jamais cessé. Et qui la cautionna durant cette longue période comme s’ils ne le savaient pas, si ce n’est principalement les classes moyennes, les intellectuels, les classes supérieures qui y trouvaient un intérêt politique pour assurer la stabilité du régime honni par la majorité des ouvriers.

Ajoutons que l’Internationale communiste stalinisée dès le milieu des années 20, participa à cette « lâche traîtrise » et à toutes celles auxquelles les sociaux-démocrates se livrèrent ensuite.

Si le rejet qu’ils inspirent de nos jours à l’immense majorité des classes populaires est amplement justifié, reste à reconstruire le mouvement ouvrier sur les bases saines du combat politique classe contre classe en bannissant la collaboration de classes (Dont le “dialogue social”), car c’était bien de cela qu’il s’agissait en 1914, 1933 ou de nos jours.

Les éléments les plus conscients des classes moyennes ont un rôle important à jouer au cours de ce processus, mais force est de constater que ce n’est pas encore le cas, cela viendra n’en doutons pas, et alors on pourra sérieusement envisager un changement de régime qui passera par la rupture avec le capitalisme, la Ve République et l’UE, l’Otan, notamment.

Le régime répressif de Macron-Philippe-Castaner est responsable de la mort de Steve Maia Caniço.

Clémentine, 25 ans, interrogées par l'AFP.

Tout en précisant avoir "des gendarmes et des militaires" dans sa famille, cette jeune Nantaise entend, par sa présence, "protester contre les violences policières". "On matraque des gens qui s'amusent, on leur envoie des lacrymos, on envoie des chiens (...) Moi, je respecte les policiers mais leur métier, c'est de maintenir les gens en sécurité, pas de les mettre en danger". "Là, on parle d'une répression des mouvements sociaux qui s'étend à la vie quotidienne et ça prend une toute autre ampleur", considère-t-elle. AFP 3 août 2019

Mort de Steve : des secouristes décrivent une intervention de la police "totalement disproportionnée" le soir du drame - Franceinfo 3 août 2019

Appelés sur place pour un malaise, ils racontent un "mouvement de panique impressionnant" après l'emploi de gaz lacrymogène, et disent avoir vu des personnes à l'eau.

Interrogés par l'IGPN, ils ne comprennent pas le récit que celle-ci fait dans le rapport de cette dernière. Plusieurs secouristes de la protection civile racontent au Monde et à Presse-Océan ce qu'ils ont vu de l'intervention de la police sur le quai Wilson à Nantes, dans la nuit du 21 au 22 juin, le soir où a disparu Steve Maia Caniço. Une intervention que l'un d'eux juge "totalement disproportionnée".

"Un mouvement de panique impressionnant"

Les deux journaux ont interrogé un groupe de quatre secouristes, qui témoignent anonymement. Ils expliquent être intervenu à 4h13, cette nuit-là, auprès d'une personne victime d'un malaise sur le quai Wilson. Ils décrivent une ambiance d'abord "très calme", sans agressivité, et un niveau sonore qui leur permettait de "se parler sans crier".

Ces secouristes disent ne pas avoir vu les policiers avant de sentir les premières odeurs de gaz lacrymogènes. Ils décrivent une deuxième salve, peu après 4h25, qui a provoqué un nuage "très impressionnant" : "On a perdu en visibilité. Comme lorsque cela pète sur les grosses manifs dans le centre-ville de Nantes".

L'un d'eux décrit alors au Monde et à Presse-Océan "un mouvement de panique impressionnant". "On entendait des explosions. Des gens criaient et couraient, désorientés", poursuit-il. Après avoir entendu des voix faisant état de chutes dans la Loire, plusieurs de ces secouristes se sont, selon leur récit, rapprochés de la rive et ont vu des personnes dériver dans l'eau, prévenant alors "les secours adéquats".

Ces quatre secouristes ont fini par quitter les lieux en ambulance. "Ce qui ressemble à une grenade de désencerclement a explosé sous la voiture", raconte l’un d’eux.

Ils affirment aux deux quotidiens ne pas comprendre la façon dont la police à agi ce soir-là. "L’intervention me paraît totalement disproportionnée. Un tel déploiement de grenades juste pour de la musique, dans un secteur sans habitation, me paraît incroyable", juge l'un d'eux.

Ils ont par ailleurs le sentiment que le rapport de l'IGPN, pour lequel ils ont été interrogés, les positionne plus loin des lieux qu'ils ne l'étaient vraiment, et ne rend pas compte de leurs observations critiques. "Je ne sais pas quelle est la définition du mouvement de foule pour l'IGPN mais j'aimerais comprendre. Si c'est un grand nombre de personnes qui fuient rapidement un nuage de gaz lacrymogène, alors oui, il y en a eu un", commente l'un d'eux.

Interrogée par les deux médias, la communication de la police nationale répond que "tous les rapports transmis par la protection civile figurent dans l'enquête administrative", dont seule une synthèse a été rendue publique. Elle rappelle également que ces secouristes pourront, s'ils le souhaitent, "apporter un complément (...) dans le cadre de l'enquête judiciaire". Franceinfo 3 août 2019

LVOG - On aura noté que cette dizaine de jeunes qui faisaient tranquillement la fête ne gênaient personne, puisqu'ils étaient éloignés de toute habitation, on est donc en présence d'une répression policière violente encouragée par les enragés Macron, Philippe et Castaner...

FO Police attaque sévèrement le rapport de l'IGPN - francetvinfo.fr

Philippe Boussion, secrétaire régional du syndicat Unité SGP Police FO Pays-de-la-Loire, a réagi après la publication du rapport de l'IGPN sur la mort de Steve Maia Caniço.

"C'est tellement grossier dans la volonté de disculper la police que ça va être inacceptable pour beaucoup de gens", a expliqué jeudi 1er août sur franceinfo, Philippe Boussion, secrétaire régional du syndicat Unité SGP Police FO Pays-de-la-Loire. Il réagissait après la publication du rapport de l'IGPN sur la mort de Steve Maia Caniço à Nantes. Le rapport ne fait pas de lien entre l'action de la police et la mort du jeune animateur périscolaire de 24 ans. "C'est juste inaudible de dire qu'il y a aucun lien", a-t-il avancé.

"Le rapport lui-même dessert la police nationale. Je le dis clairement. Et surtout les policiers de terrain", a-t-il regretté. Selon lui, "l'IGPN par grand miracle disculpe tout le monde dans la hiérarchie, charge la mairie, les petits policiers de terrain. Franchement ce n'est pas sérieux".

franceinfo : Le rapport de l'IGPN dit qu'il n'y a pas de lien entre l'action de la police et la noyade de Steve Maïa Caniço lors de la fête de la musique à Nantes. Cela vous semble plausible ?

Philippe Boussion : De toute façon juridiquement on ne pourra jamais prouver que l'action de la police a provoqué ce drame. Je pense que le rapport de l'IGPN est inaudible pour bon nombre de gens et pour une partie des proches de ce jeune, qui sont anti-policiers. Le rapport dessert avant tout dans la forme. Je pense qu'il y aurait pu y avoir un temps entre le moment où on venait de découvrir que c'était bien le corps de Steve Caniço et le moment où il paraît. Pour la famille on aurait pu avoir un temps de recueillement, plutôt que d'être tout de suite dans la polémique. Je ne suis pas sûr qu'il était judicieux de rendre le rapport public ce jour-là. D'ailleurs mes pensées vont à ses [Steve Maia Caniço] proches.

Quel est votre sentiment sur ce rapport de l'IGPN ?

Le rapport lui-même dessert la police nationale. Je le dis clairement. Et surtout les policiers de terrain. C'est grossier dans le sens, où nous-mêmes on avait pris position et on n'a pas été auditionnés. Il y a plein de choses qui paraissent très légères par rapport à ce qui a été rendu comme conclusion. C'est juste inaudible, même pour des gens modérés. C'est juste inaudible de dire qu'il y a aucun lien. Certifier qu'il n'y aucun lien entre l'action de la police et le fait que des jeunes tombent à l'eau. La concomitance des faits où les jeunes tombent à l'eau au moment de l'intervention de la police, interroge. C'est tellement grossier dans la volonté de disculper la police que ça va être inacceptable pour beaucoup de gens. Ce rapport dessert la police et avant tout mes collègues. D'ailleurs l'IGPN par grand miracle disculpe tout le monde dans la hiérarchie, charge la mairie, les petits policiers de terrain. Franchement ce n'est pas sérieux.

D'où vient cette volonté de "disculper tout le monde dans la hiérarchie" selon vous ?

Elle vient peut-être de l'IGPN qui a voulu bien faire. En tout cas, ce n'est pas acceptable quand on lit le rapport. Ça travaille qu'à charge pour mes petits collègues qui ont mis deux coups de matraque. Dans cette affaire si l'IGPN maintient qu'il y a eu deux coups de matraque de trop, on est complètement à côté de la plaque. L'inspection générale de la police nationale devrait s'interroger sur une question : Est-ce qu'il était pertinent oui ou non d'intervenir ? Est-ce qu'il était légitime d'intervenir ? Oui, on veut faire éteindre la musique, force doit rester à la loi. Légitiment et en droit, on avait le droit de faire éteindre la musique. Oui la police était dans son rôle de dire, maintenant ça suffit. La décision qui a été prise était légitime, mais est-ce qu'elle était pertinente ? Non. Elle n'était pas pertinente pour la finalité, parce qu'on était sur des jeunes qui font la fête de la musique. On n'est pas sur des casseurs ni sur des "gilets jaunes". Est-ce qu'il y a eu, 10, 30 grenades, la question n'est pas là. Les collègues étaient pris à partie, ils ont riposté. Est-ce-que l'usage de la force était légitime ? Oui. francetvinfo.fr

LVOG - Ce salopard justifie l'usage de la force à l'encontre de jeunes qui s'amusaient tranquillement et ne dérangeaient personne.

Pas en France !

Hong Kong : la police tire des gaz lacrymogènes sur les manifestants - AFP 03.08

Une nouvelle manifestation de l'opposition réprimée à Moscou - AFP 03.08

Au nom de la démocratie.

Deux fusillades de masse en moins de 24 heures aux Etats-Unis - euronews

Russie : OVD-info, la petite ONG qui tente de venir en aide aux opposants - LePoint.fr 4 août 2019

L'OVD-info, né il y a 8 ans, a été monté par deux personnes, tous deux membres de l'intelligentsia moscovite : le journaliste Grigori Okhtine et le programmiste Daniil Beïlinsson.

Ils sont 27 à être dans l'équipe et encore quelque 100 bénévoles formés pour intervenir lors des grandes manifestations. LePoint.fr 4 août 2019

Qu'est-ce OVD-Info ? Une officine de Soros !

OVD-Info est un mouvement bénévole né à la fin de l'année 2011 après la manifestation spontanée du 5 décembre à Tchistye Proudy. courrierinternational.com 23.06.2017

Le portail OpenDemocracy héberge les articles d'OVD-info, vous pouvez le vérifier à l'adresse suivante :

https://www.opendemocracy.net/en/author/ovd-info/

(Traduit en français par Google-LVOG)) OVD-Info a été lancé par des volontaires en 2011 afin de contrôler rapidement les arrestations lors de manifestations de masse. Il s'est transformé en un projet analytique à grande échelle traitant des questions d'application de la loi en Russie. Découvrez comment vous pouvez aider ici.

OpenDemocracy par Wikipédia, disponible en anglais et traduit en français (Google-LVOG) .

- OpenDemocracy est un site Web politique basé au Royaume-Uni. OpenDemocracy, fondée en 2001, affirme que, par le biais de reportages et d'analyses de problèmes sociaux et politiques, elle cherche à "défier le pouvoir et à encourager le débat démocratique" dans le monde entier. (...) Les fondateurs du site ont été impliqués dans les médias établis et l'activisme politique. Il a été financé par la Fondation Charles Stewart Mott parmi d'autres organisations, notamment l'Open Society Foundation, le National Endowment for Democracy, la Ford Foundation et le Joseph Rowntree Charitable Trust. [1]

Yanis Varoufakis, député de Caroline Lucas, Peter Oborne, Paul Mason, Owen Jones, John Berger, Chantal Mouffe, Étienne Balibar, Chuka Umunna, Kofi Annan et George Soros (l'un de leurs plus importants bailleurs de fonds), Ayaan Hirsi Ali, Shirin Ebadi, Sidney Blumenthal, Peter Hain, Pierre Bourdieu, Manuel Castells, Fred Halliday et David Blunkett.

OpenDemocracy appartient et est publié par une fondation à but non lucratif. Il a été financé par un certain nombre d'organisations philanthropiques, notamment l'Open Society Initiative de George Soros pour l'Europe, la Fondation Mott, le Joseph Rowntree Charitable Trust, la Fondation Ford, la Fondation David et Elaine Potter, Lush, Andrew Wainwright Trust et le Network for Social Change. [4]

En parcourant les documents de cette ONG on en a découvert une autre, Rights in Russia, créée le 19 janvier 2010, où, devinez, en Grande-Bretagne également.

Qu'est-ce que Rights in Russia ? Une antenne de Soros et de la CIA.

Droits en Russie est un organisme de bienfaisance enregistré au Royaume-Uni (n ° 1147245), créé le 19 janvier 2010

Le 14 mai 2012, Rights in Russia est enregistré en tant qu'organisation caritative auprès de la UK Charity Commission. Notre numéro d'enregistrement d'organisme de bienfaisance est 1147245.

Leur adresse postale :

Rights in Russia, The Treasurer, 6, Stoford Place, Broadway, Ilminster, Somerset, TA19 9RZ, UK.

http://www.rightsinrussia.info/about/registration-certificate

Parmi ses contributeurs cette ONG compte Andreas Umland :

Senior Fellow à l'Institut de coopération euro-atlantique de Kiev, CertTransl (Leipzig), AM (Stanford), MPhil (Oxford), DipPolSci, Dr Phil (FU Berlin), PhD (Cambridge). Boursiers ou conférences à l'Université de Stanford... Membre du conseil consultatif universitaire du Comité de l'intégration européenne du Parlement ukrainien. huffingtonpost.fr

Halya Coynash, une journaliste qui est membre de l'ONG Kharkiv Human Rights Group qui fait la promotion du coup d'Etat de l'Otan en Ukraine, vous pouvez le vérifier à l'adresse suivante : http://euromaidanpress.com/author/halya/

Qu'est-ce qu'Euromaidan?

Avec Euromaidan, la société ukrainienne a fait le choix de quitter définitivement l'ère soviétique et de faire partie du monde libre et démocratique. La rébellion contre la tyrannie était guidée par le rêve d'une société régie par le droit et la justice. Sur cette page, nous vous proposons un aperçu de la révolution et de ce qu'elle signifie pour l'Ukraine et la région. euromaidanpress.com

De là on atterrissait à Hanno Gundert, directeur général de N-Ost, the Network for Reporting on Eastern Europe.

https://www.n-ost.org/about-us

Supporters (Extrait)

- BMW fondation

- Open Society fondations (Soros)

- NED (CIA)

Sarah Hurst participe à l'ONG StopFake.org

https://www.stopfake.org/fr/a-propos-de-nous/

Le site de vérification des faits StopFake.org a été lancé le 2 mars 2014 dans le but de vérifier les faits avancés par la propagande du Kremlin.

Beaucoup de personnes ayant rejoint le projet, qu'ils soient journalistes, rédacteurs, programmeurs ou interprètes, sont préoccupés par l'avenir de l'Ukraine et de son peuple depuis le début de l'occupation de la Crimée et des actions militaires dans le Donbass.

En 2015, une aide financière a été attribuée par le Fond International «Renaissance», par la «Fondation nationale pour la démocratie», par le Ministère des affaires étrangères Tchèque, ainsi que par l'Ambassade du Royaume-Uni en Ukraine et par le Sigrid Rausing Trust. stopfake.org

Wikipedia.org - L'International Renaissance Foundation, ou IRF (en ukrainien : ??????????? ???? « ??????????? », littéralement « Fondation internationale « Renaissance » »), est une organisation non gouvernementale ukrainienne créée en avril 1990, intégrée au sein de l'Open Society Foundations, toutes deux créées par George Soros et financées en grande partie par le congrès américain, via la National Endowment for Democracy (La CIA - LVOG). Wikipedia.org

LVOG - Inutile d'aller plus loin.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Aux Etats-Unis, la santé des animaux de compagnie n'a pas de prix - AFP 3 août 2019

Etats-Unis : des pompiers libèrent un raton-laveur coincé dans une grille d'égouts - Franceinfo 3 août 2019

LVOG - Excusez-moi les pompiers, j'avais cru lire des policiers...

Ocean Viking : "On ne peut pas sacrifier la vie des gens sur l'autel de la politique intérieure de tel ou tel pays", affirme SOS Méditerranée - Franceinfo 3 août 2019

Ils vous les livrent à domicile maintenant.

Migrants : l'Open Arms et le Alan Kurdi, deux bateaux en attente - euronews 3 août 2019

La troïka, un cercle très fermé.

La numéro 2 de la Banque mondiale candidate européenne au FMI - euronews 02.08

C'est la Bulgare Kristalina Georgieva qui sera la candidate européenne pour briguer la tête du FMI. Après un vote inédit - aucun candidat n'arrivait à obtenir le consensus nécessaire- celle qui a été retenue c'est Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale depuis 2017, après avoir été commissaire européenne. euronews 02.08

Il faut bien faire vivre le complexe militaro-industriel-financier.

Fin du traité INF, Washington va développer de nouveaux missiles - AFP 02.08

Washington prêt à déployer rapidement de nouveaux missiles en Asie - L'Express.frt 02.08

A lire : Le Traité FNI enterré, les nouveaux euromissiles arrivent, par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 03.08

La Nouvelle Guerre froide vient de commencer pour de bon. Il ne s'agit plus d'un affrontement militaire entre les Etats-Unis et l'URSS, mais entre les Etats-Unis d'un côté et le bloc Russie-Chine de l'autre. L'abrogation du Traité FNI et l'annonce de prochains pourparlers à trois met un terme aux années d'incertitude que nous venons de vivre. Cette évolution renvoie l'Europe occidentale et centrale à son statut durant la Première Guerre froide : celui de champ de bataille. Réseau Voltaire 03.08

https://www.voltairenet.org/article207207.html

Ils ont un sexe à la place du cerveau...

"Vogue": Claudia Schiffer pose nue pour les 25 ans de sa première couverture - Le HuffPost 02.08

LVOG - La prostitution de ces femmes, une rente à vie ! Jusqu'à quel âge ? Demandez à l'assureur ci-dessous.

Pour s'endormir, la masturbation: le conseil d'une assurance allemande - Le HuffPost 02.08

LVOG - Heureusement qu'il existe mieux ! Ces gens-là nous dégoûtent, et je suis très loin d'être puritain. Ils n'aiment pas les femmes, ils n'aiment que le cul et le fric, le pouvoir, eux-mêmes, ils doivent se violer pour y arriver tellement ils sont détestables.

Les Etats n'ont pas d'amis ils n'ont que des intérêts, dit-on, eux aussi, tout est dans l'ordre des choses.

Ils osent tout.

La France "condamne" les arrestations d'opposants samedi à Moscou - AFP 03.08

Affaire Rugy : des parlementaires réclament la création d'un "déontologue du gouvernement" - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Soudan

LVOG - Contrairement au titre et à ce que voudrait faire croire l'AFP, les militaires conserveront le pouvoir au Soudan.

Au Soudan, le pouvoir civil formé le 18 août après des mois de contestation - AFP 5 août 2019

Une autorité civile chargée de piloter la transition politique au Soudan sera formée le 18 août, une étape cruciale dans ce pays gouverné durant 30 ans par un régime autoritaire et secoué ces derniers mois par une contestation populaire inédite.

"Les membres du Conseil souverain seront désignés le 18 août, le Premier ministre le 20 août et les membres du gouvernement le 28 août", a déclaré à l'AFP un des meneurs de la contestation Monzer Abou al-Maali en marge de la cérémonie.

La première réunion entre le Conseil souverain et le gouvernement aura lieu le 1er septembre, selon lui.

"Notre gouvernement est civil", "Révolution, révolution", ont chanté des dizaines de Soudanais rassemblés à l'extérieur du bâtiment où a eu lieu la cérémonie pour parapher cet accord accueilli par un concert de klaxons.

A l'intérieur de la salle, les membres de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation, se sont embrassés en pleurant de joie.

"Les membres du Conseil souverain seront désignés le 18 août, le Premier ministre le 20 août et les membres du gouvernement le 28 août", a déclaré à l'AFP un des meneurs de la contestation Monzer Abou al-Maali en marge de la cérémonie.

La première réunion entre le Conseil souverain et le gouvernement aura lieu le 1er septembre, selon lui.

"Notre gouvernement est civil", "Révolution, révolution", ont chanté des dizaines de Soudanais rassemblés à l'extérieur du bâtiment où a eu lieu la cérémonie pour parapher cet accord accueilli par un concert de klaxons.

A l'intérieur de la salle, les membres de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation, se sont embrassés en pleurant de joie. (Gageons qu'ils collaboreront efficacement avec l'armée qui ne sera pas ingrate envers eux... - LVOG)

Le Conseil souverain, obtenu de haute lutte, sera composé de cinq militaires et de six civils, et devra mener, avec un Parlement et un gouvernement, la transition pendant un peu plus de trois ans.

Le Premier ministre sera désigné par la contestation et confirmé par le Conseil souverain, selon Ibtissam al-Sanhouri, une des négociatrices des protestataires. La contestation disposera de 201 sièges sur les 300 du Parlement.

L'Arabie saoudite, le Qatar, Bahreïn et le Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont également salué l'accord intersoudanais. AFP 5 août 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne

Espagne : pour la première fois de son histoire, le pays compte plus d'athées et non-croyants que de catholiques pratiquants - Franceinfo 2 août 2019

Une première en Espagne. Pour la première fois dans l'histoire du pays, il y a plus d'athées, agnostiques et non-croyants que de catholiques pratiquants, pointe le dernier rapport du Centre de recherche en sociologie espagnol (CIS), publié mardi 30 juillet.

Deux tiers des Espagnols se déclarent catholiques, mais seulement 22,7% de ces croyants disent aller à la messe ou se confesser régulièrement. Ce chiffre chute à 10,9% en Catalogne, alors que La Rojia, au sud du Pays basque, compte encore 40% de catholiques pratiquants. De manière générale, cette sécularisation de la société espagnole touche principalement les régions les plus industrialisées et où les cutlures se mélangent davantage comme la Catalogne, Madrid ou le Pays basque.

L'Espagne suit finalement la tendance européenne, où la majorité des catholiques sont non-pratiquants. Alors que le Vieux continent est le berceau du christianisme, l'Europe occidentale est de plus en plus laïque. Franceinfo 2 août 2019

LVOG - La plupart des Espagnols sont faits catholiques dès leur naissance sans leur demander leur avis, comme chez les musulmans, les hindous, etc. C'est déjà un abus de pouvoir, notez bien.

Afrique du Sud

Afrique du Sud : le chômage atteint le niveau record de 29% - Franceinfo 3 août 2019

"Le taux officiel du chômage est en hausse de 1,4% à 29%" au second trimestre 2019 par rapport au premier trimestre, a annoncé Stats SA. "Il s'agit du niveau le plus élevé enregistré depuis 2008", année où a été introduite la publication de données trimestrielles, précise le département de statistiques du pays. On compte ainsi 6,7 millions de chômeurs.

La situation est encore plus préoccupante si on y inclut le nombre des "demandeurs d'emploi découragés" ("discouraged"), qui ont abandonné toute recherche pour trouver un travail : ce nombre s'élève à 2,864 millions de personnes. Résultat : en tenant compte de ces "discouraged", le taux de chômage s'élève alors à quelque 41% ! 49 000 emplois ont été perdus au second trimestre, notamment parmi les "Private households", qu'on appelerait en français les "jobs" familiaux, mais aussi dans les transports (42 000), les mines (36 000), l'industrie (21 000). Parallèlement, "la population en âge de travailler a augmenté de 150 000 personnes", rapporte le communiqué de Stats SA.

31,3% des femmes en âge d'avoir un travail (15-64 ans) en sont dépourvues, précise l'étude détaillée de Stats SA. Les hommes dans la même situation sont 27,1%.

Fait notable : les Noirs sont les premiers touchés par le chômage, avec un taux de 32,7%. Chez les Blancs, ce taux s'élève à 7,4% (en baisse de 0,6%). Constatation qui s'impose : un quart de siècle après le démantèlement du régime raciste de l'apartheid, les énormes disparités sociales qui en sont issues demeurent.

Dans le même temps, les sans-emploi sont peu qualifiés. Seulement 2,2% d'entre eux sont diplômés.

Autre caractéristique, les jeunes sont particulièrement touchés. 40,3% des 15-34 ans (qui représentent globalement une population de 20,4 millions de personnes) n'ont pas de travail.

L'économie sud-africaine traverse une mauvaise passe. Le Produit intérieur brut (PIB) sud-africain a reculé de 3,2% en rythme annuel au premier trimestre 2019, son plus fort recul sur trois mois enregistré ces dix dernières années, notamment en raison des rationnements d'électricité, mais aussi de la faiblesse des investissements et des dépenses des ménages. Franceinfo 3 août 2019

Haut de page

Le 6 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

La rubrique *Réchauffement climatique entre mystification et instrumentalisation* a été actualisée avec de nouveaux documents. A lire absolument celui de la Banque mondiale.

La suite demain.

Haut de page

Le 7 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf - 15 pages)

J'ai reçu un texte assez court d'un militant (ex-OCI) qui s'interroge sur les raisons de la dislocation ("atomisation") de l'avant-garde du mouvement ouvrier, et plus particulièrement du courant politique (trotskyste lambertiste) auquel il appartenait, depuis la fin des années 80.

Selon lui et d'autres camarades, "*la question sur la distinction entre classe ouvrière et prolétariat*" serait une mauvaise piste de réflexion : "*on peut débattre à l'infini sur la composition organique de la classe ouvrière, et sur son évolution même depuis Marx (ce qui n'est pas du tout inintéressant), mais le lièvre ne gît pas là*", de même il serait inutile de revenir sur "1968", et nous devrions "*partir, pour analyser la situation actuelle, de ce qui s'est modifié profondément dans le rapport de forces entre les deux classes fondamentales de la société depuis cette période, ainsi que les raisons de ces modifications*", comme si il y a 41 ans les rapports qui prévalaient entre les classes et à l'intérieur des classes n'avaient pas été forgés précédemment, ce qui est incompréhensible comme argument.

Puis il s'est embarqué dans une spéculation oiseuse portant sur le mouvement des Gilets Jaunes, qui, "*s'il avait bénéficié de la puissance de l'unité ouvrière -organisations comprises-, il aurait pu mettre directement en danger le pouvoir bourgeois*", tu parles, comment peut-on l'affirmer sans tenir compte des rapports établis entre la classe ouvrière et le capitalisme et ses institutions qui montraient à quel point elle y était subordonnée et elle allait y être encore plus solidement amarrée au cours des décennies suivantes, constat qui était déjà valable AVANT 1968, fait qu'on évacue une nouvelle fois par un tour de passe-passe en 2019.

Plus loin à propos des défaites et des reculs que la classe ouvrière avait subis depuis des décennies, selon lui "*Il est impossible (qu'ils) n'aient pas altéré pour un temps et profondément la "conscience de classe", et la confiance que le prolétariat et sa jeunesse peuvent avoir dans leur capacité de vaincre la bourgeoisie*", c'est là leur attribuer des qualités qu'à mon avis "*le prolétariat et sa jeunesse*" n'avaient pas développées ou alors selon une orientation opportuniste ou qui allaient évoluer vers le corporatisme tel qu'on peut le constater depuis plusieurs décennies.

Je crois qu'on a là les deux facteurs à l'origine de la situation actuelle et de la confusion à laquelle nous assistons, d'une part le refus d'analyser à nouveau de quelle manière les rapports entre les classes ont évolué du début du XXe siècle jusqu'aux années 70-80, ainsi que le capitalisme et ses institutions à l'échelle mondiale, mais aussi la société dans son ensemble, et le fait de prêter un niveau de conscience politique aux masses qu'elles n'ont jamais eu en réalité ou qui n'avait pas dépassé le stade des revendications alimentaires ou immédiates, y compris démocratiques, ce qu'on retrouve justement dans les rapports entre les classes de nos jours et qui expliqueraient l'atomisation de l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Selon lui, nous n'aurions pas assimilé "*la nouvelle période historique dans laquelle l'humanité était entrée avec la chute de l'URSS*", alors que c'est la période antérieure qui fit l'objet d'une grande confusion, et qui se traduisit par cette incompréhension, disons supplémentaire, et qui a abouti au "*vide*" actuel, le prolétariat se retrouvant sans direction.

En conclusion : "*Comment faire renouer les mouvements actuels du prolétariat en France et ailleurs avec le marxisme, comment "aider" (comme nous disions) ces mouvements à tracer leur chemin jusqu'au renversement de la bourgeoisie et à son expropriation ? Pour s'attaquer à ce grave et profond problème, il faut d'abord, j'en suis convaincu, être le plus possible au clair sur la réalité de la situation actuelle de la classe avec laquelle on veut se battre.*"

En repartant de la manière dont il présente les choses, on se demandera qu'est-ce qui distingue ou qu'est-ce qu'il y a de comparable entre la situation ou les conditions dans lesquelles se trouvaient les différentes classes dont principalement la classe ouvrière et le capitalisme lorsque Le manifeste du parti communiste a été publié en 1847, et notre époque, en revisitant évidemment les 172 années de lutte de classes qui se sont écoulées ? Qu'est-ce qui a changé ? Comment ? Pourquoi ? Dans quelle direction ? Qu'est-ce qui a disparu ? Qu'est-ce qui a vu le jour ? Pour donner naissance à quoi ? Etc.

Si maintenant on prétend vouloir résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés en refusant d'aborder ces questions, soit, dans ce cas-là ce sera sans moi ou plutôt, à ma manière dans les causeries j'y ai apporté des réponses qui valent ce qu'elles valent, mais à mon avis elles méritent d'être examinées. Et cela ne sert à rien ou s'est encore se fourvoyer que d'en appeler au "*respect de points de vue différents, voire divergents*" quand ils portent sur l'essentiel, ce serait reproduire ce qui existe chez LFI ou au NPA par exemple, une telle méthode ne permettrait jamais de construire le parti.

Les conclusions auxquelles je suis parvenu et les propositions que j'ai soumises, s'appuyaient sur le constat que les besoins élémentaires de l'immense majorité des masses avaient été satisfaites en comparaison de la situation qui prévalait entre la moitié du XIXe et du XXe siècle, en revanche leurs aspirations démocratiques ne l'ont jamais été ou partiellement ou encore à la marge seulement, sinon il faudrait qu'on nous explique pourquoi la question des droits des minorités ou des femmes ressurgissent régulièrement. De nos jours, et ce constat était déjà valable il y a plus de 50 ans en arrière, du fait de l'amélioration du sort de la classe ouvrière, l'axe du combat politique contre le régime aurait dû être modifié et porter sur ses aspirations démocratiques qui sont incompatibles avec l'existence du régime en place, qu'on pourrait résumer au droit de décider de notre propre sort ou de la manière dont on va mener notre existence de notre naissance jusqu'à notre mort, ce qui nécessite une réorganisation ou plutôt une restructuration complète de la société, pour qu'on travaille pour vivre plutôt que vivre pour travailler.

Cela ne signifie pas qu'il faudrait abandonner le combat pour améliorer le sort des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, ce que j'ai voulu mettre en lumière, c'est que cet aspect du combat politique n'intéresse pas la majorité des travailleurs qui ont encore les moyens de supporter ou d'amortir les conséquences de la crise du capitalisme et de la politique d'austérité mise en oeuvre par les gouvernements successif depuis 40 ans, donc ils ne se mobiliseront pas pour ces revendications, ils ne se mobiliseront que lorsque l'enjeu sera vital pour eux, quand leur statut sera remis en cause ou quand ils seront menacés de perdre leur emploi par exemple, le reste du temps ils adopteront une position de neutralité pour ne pas dire indifférente ou demeureront passifs.

En revanche, leur condition de travail s'est gravement dégradée, leur condition d'existence également plus généralement dans une société devenue nauséabonde, où la délation, la suspicion, la haine et l'intolérance, etc. sous le règne de l'inquisition que mène les chiens de garde du régime, pourrissant littéralement toutes les relations après avoir dressé toutes les générations, couches ou communautés de la société les unes contre les autres. Vous avez beau avoir de quoi vivre comme avant ou vous en sortir sur le plan matériel ou financier, à côté de cela la société ne vous inspire que la peur, l'angoisse, rien que d'y penser est un véritable cauchemar, et vous conduit à adopter des comportements paranoïaques ou schizophrènes, où toute notion de bonheur est pour ainsi dire exclue, on peut le nier évidemment mais cela ne résiste pas à une introspection sincère lorsqu'on se retrouve seul avec soi-même à penser à son destin, on peut mentir aux autres ou faire semblant d'être heureux, mais dans notre fort intérieur on sait que ce n'est pas le cas, comment le pourrait-on entourer de tant de malheur, d'injustice.

Il faut vraiment se forcer pour trouver dans la société une source de satisfaction tellement elle est devenue médiocre. Il y a là de quoi vous ronger le moral, car elle n'offre à l'horizon aucune perspective, en réalité toujours pire quand on y pense honnêtement, de toutes manières, on s'emploie à vous le rappeler quotidiennement pour que cela s'ancre profondément dans votre cerveau et vous décourage d'agir pour changer de société.

Et bien, c'est justement sur ce levier qu'il faut agir pour répondre aux aspirations légitimes des masses de vivre autrement, dans une autre société après avoir balayé celle en place, le régime capitaliste et ses institutions. Je sais ce que certains vont rétorquer : mais la stratégie que vous proposez s'inscrit en contradiction avec le marxisme... Oui assurément quand on est resté bloqué deux siècles en arrière, ou quand on n'a pas intégré depuis les profondes transformations qu'a connues la société, le capitalisme, les différentes classes, dans ce cas-là on ne peut qu'avoir un dialogue de sourds.

Hormis au milieu des années 30 et la courte période qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, jamais les conditions objectives n'ont été réunies pour une révolution prolétarienne. Alors je voudrais qu'on m'explique comment des militants ont-ils pu croire le contraire pendant tant d'années ou décennies, j'en ai fait partie, mais ce n'est plus le cas. C'est cette réflexion qui m'a amené à revoir ma copie, je les invite fraternellement à en faire autant. Vous savez, on n'en meurt pas, je dirai même en attendant des jours meilleurs qu'on mourra moins idiot sans avoir renier notre idéal !

Rectificatif.

Attention : la Financière des paiements électroniques suspend le compte Réseau Voltaire - Réseau Voltaire 6 août 2019

La Financière des paiements électroniques, détentrice du compte ouvert par Alain Benajam, vient de suspendre les encaissements de dons en soutien à Voltairenet.org en attendant d'éclaircir cette « opération atypique ».

Nous vous prions de stopper provisoirement l'envoi de vos dons par virement. il est par contre possible de continuer à utiliser PayPal. Réseau Voltaire 6 août 2019

Provocation - Réaction - Répression.

Dans l'« affaire Steve », la présomption d'innocence doit s'appliquer à tous - LePoint.fr 5 août 2019

Personne ne sait encore ce qui s'est passé le soir de la mort de Steve Maia Caniço à Nantes. Dès lors, chacun devrait se garder de porter des accusations. LePoint.fr 5 août 2019

LVOG - Face à l'abus de pouvoir de la police ou des moyens démesurés qu'elle emploie face à des manifestants sans arme, la "présomption d'innocence" se transforme en impunité des criminels.

Légitime évidemment :

- ... les deux responsables de l'IGPN interrogés dans Libération restent sur leur ligne, justifiant un usage légitime de la force "en réaction à des jets de projectiles", comme le précise Brigitte Jullien. La directrice de l'IGPN ajoute d'ailleurs ne pas porter de "jugement sur les consignes de la préfecture d'aller éteindre la musique à 4 heures du matin". franceinfo 05.08

Qui a publié cela ? L'Otan, le Pentagone, la CIA, l'AFP, FranceInfo, Le Monde ? Vous n'y êtes pas!

- "*En septembre 2011 (...) la révolution entrait dans « une situation tragique, prédisposée à la destruction ». Les premières manifestations pacifiques du printemps avaient été durement réprimées par la dictature de Bachar al-Assad et ont débouché au cours de l'été sur un soulèvement armé.*"

Réponse : La tendance Claire du NPA qui relaie depuis 2011 la propagande de guerre des puissances occidentales contre la Syrie.

(https://npa2009.org/actualite/international/syrie-un-regime-de-plus-en-plus-tribal-sectaire-capitaliste)

Ce propos est extrait d'un entretien qu'a eu le 3 août 2019 Joseph Daher (?) avec la Plateforme altermondialiste, un collectif québécois de militants qui ont pour "projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme. (...) dans le but de construire un groupe spécifique de réflexion, un « think tank ». " (http://alter.quebec/a-propos)

Mimétisme ou quand réfléchir demeure un exercice hors de portée.

Le paragraphe qui conclut la plupart des articles de l'AFP ou des médias reproduisant les dépêches de l'AFP depuis 2011 :

- Déclenchée en 2011 par la répression par le régime de Bachar al-Assad de manifestations prodémocratie, la guerre en Syrie a fait plus de 370.000 morts et déplacé des millions de personnes.

Un autre exemple.

Juillet 2019 est le mois le plus chaud jamais mesuré dans le monde - publiée le 6 août 2019

(https://www.anti-k.org/2019/08/05/juillet-2019-est-le-mois-le-plus-chaud-jamais-mesure-dans-le-monde)

« Avec la poursuite des émissions de gaz à effet de serre et l'impact sur l'augmentation mondiale des températures, des records continueront à être battus », prévient le programme européen Copernicus.

Franceinfo avec AFP : "Avec la poursuite des émissions de gaz à effet de serre et l'impact sur l'augmentation mondiale des températures, des records continueront à être battus", a-t-il indiqué. (le chef du service Jean-Noël Thépaut dans un communiqué du service européen Copernicus sur le changement climatique, publié lundi 5 août. - LVOG)

Ah vous aviez cru que c'était un article qu'ils avaient rédigé eux-mêmes ! Mais alors qui en est à l'origine, d'où leur vient leur inspiration, quelle idéologie véhiculent-ils ?

NPA (Anti-K).

- Le mois de juillet a notamment été marqué par une canicule courte mais très intense en Europe de l'Ouest, où plusieurs pays, comme l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas, ont battu leur record absolu de chaleur. Le programme européen souligne également que les températures ont été au-dessus de la normale en Alaska, au Groenland et dans certaines parties de la Sibérie, ainsi qu'en Asie centrale et certaines régions de l'Antarctique.

(https://www.anti-k.org/2019/08/05/juillet-2019-est-le-mois-le-plus-chaud-jamais-mesure-dans-le-monde - publié aussi par https://tendanceclaire.org/breve.php?id=35610)

Franceinfo avec AFP.

- Le mois de juillet a notamment été marqué par une canicule courte, mais très intense, en Europe de l'Ouest, où plusieurs pays comme l'Allemagne, la Belgique ou les Pays-Bas, ont battu leur record absolu de chaleur. Selon Copernicus, les températures ont également été au-dessus de la normale en Alaska, au Groenland et dans certaines parties de la Sibérie, ainsi qu'en Asie centrale et certaines régions de l'Antarctique.

LVOG - Je ne m'approprie jamais les articles rédigés par d'autres personnes, et même quand je cite ne serait-ce qu'une expression, généralement je fournis la source ou l'auteur ou au minimum je la mets entre parenthèse pour montrer que je n'en suis pas l'auteur.

J'ai même poussé le scrupule jusqu'à me refuser d'écrire sur des sujets après que d'autres l'eurent fait pour ne pas être accusé de plagiat, préférant reproduire des articles ou extraits d'articles en faisant figurer en exergues mes propres analyses ou commentaires comportant des données supplémentaires ou des rectifications.

Je ne suis pas un dirigeant, je ne suis pas un intellectuel, je ne cherche pas à me faire passer pour ce que je ne suis pas, y compris dans les moindres détails, c'est une question de principe et d'honnêteté, et j'y tiens absolument.

On vit dans un monde dominé par des psychopathes, des faussaires ou escrocs, des illusionnistes, des mégalomanes, des gens chez qui le pouvoir leur est monté à la tête, et qui sont prêts à tout pour l'exercer, ce n'est pas mon cas ou je m'y refuse, ce qui n'est pas sans conséquence, puisque la plupart des gens et des militants sont davantage attirés par ce genre de personnages auxquels je ne leur souhaite pas de ressembler.

La plupart des gens se font une idée d'eux-mêmes qui n'est pas justifiée ou qu'ils ne méritent pas, qui ne correspond pas davantage à la réalité telle qu'ils se la représentent, alors de là à la tordre sans scrupule, où est le problème franchement. Ce n'est pas là un discours moralisateur, c'est simplement le rappel de quelques principes élémentaires dont j'estime on doit respecter pour être digne de l'idéal qu'on prétend représenter.

Dans le cas de figure oser écrire : "*Les brèves publiées dans cette rubrique « Informations et analyses » le sont à titre d'information et n'engagent pas la Tendance CLAIRE*", c'est fouler aux pieds ces principes et indigne de notre idéal.

Partant de là, plus rien ne s'oppose à toucher le fond en publiant le 5 août cet article infâme : Lettre ouverte aux forces de l'ordre encore dignes de leurs fonctions: réagissez!

Chaud devant ! Machination, désinformation, propagande. Catastrophisme ou la stratégie de la peur.

Quand ce n'est pas dû à l'activité humaine, c'est de la faute à Trump.

Quand ils confondent sciemment température et climat.

Juillet 2019 est le mois le plus chaud jamais mesuré dans le monde, selon le programme européen Copernicus - franceinfo 05.08

Lors de la canicule à la fin du mois, des records de chaleur ont été battus dans plusieurs pays.

Le mois de juillet 2019 a été le mois le plus chaud jamais mesuré dans le monde, juste au-dessus du mois de juillet 2016, selon un communiqué du service européen Copernicus sur le changement climatique, publié lundi 5 août.

Un écart toutefois faible avec juillet 2016 Selon les données de Copernicus, le mercure est monté en juillet 0,04°C plus haut que le précédent record de juillet 2016, année marquée par l'influence d'un puissant el Niño.

Cet écart est tellement faible qu'il est possible que d'autres organismes de référence, qui collectent et analysent les données de façon un peu différente, ne parviennent pas à la même conclusion, note le communiqué. L'Agence atmosphérique américaine NOAA n'a pas encore publié ses conclusions pour le mois de juillet.

Le mois de juillet a notamment été marqué par une canicule courte, mais très intense, en Europe de l'Ouest, où plusieurs pays comme l'Allemagne, la Belgique ou les Pays-Bas, ont battu leur record absolu de chaleur. Selon Copernicus, les températures ont également été au-dessus de la normale en Alaska, au Groenland et dans certaines parties de la Sibérie, ainsi qu'en Asie centrale et certaines régions de l'Antarctique.

"Avec la poursuite des émissions de gaz à effet de serre et l'impact sur l'augmentation mondiale des températures, des records continueront à être battus", a déclaré le chef du service Jean-Noël Thépaut dans un communiqué. franceinfo avec AFP 05.08

LVOG - Des "*records continueront à être battus*"... de froid aussi, ici ou ailleurs ? Chut !

Manipuler la jeunesse, les couches de la population les plus faibles ou sensibles.

Sommets pour le climat : la mobilisation des jeunes "est doublement importante" pour le climatologue Jean Jouzel - Franceinfo 6 août 2019

Selon l'ancien vice-président du Giec, les jeunes d'aujourd'hui devraient être les premiers à subir les conséquences du réchauffement climatique.

Le climatologue, ancien vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), réagit alors que la Suisse accueille deux sommets majeurs sur le climat : le sommet "Smile for Future" avec Greta Thunberg à l'université de Lausanne jusqu'au 9 août, et la réunion du Giec à Genève sur le changement climatique et les terres, jusqu'au 8 août.

Si nous ne faisons rien pour lutter contre le réchauffement climatique, il y a ce risque que le Groenland ne fonde complètement, à échéance de quelques siècles. Cela représenterait sept mètres d'élévation supplémentaire du niveau de la mer. L'Antarctique est lui aussi assez fragile, de même que tous ces glaciers continentaux, comme les glaciers des Alpes. Nous verrons à la fin de l'été, mais le bilan risque d'être très négatif pour "nos" glaciers. Franceinfo 6 août 2019

Commentaires d'internautes.

1- Antarctique : la calotte polaire se reformerait depuis plus 10 000 ans

https://www.nationalgeographic.fr/environnement/antarctique-la-calotte-polaire-se-reformerait-depuis-plus-10-000-ans

Imaginez la tête de nos Cassandre écologiques si cet hiver il faisait -40 à Paris !

2- En Antarctique, on peut dire que tout va bien. -63°C hier à la station russe de Vostock.

Du côté des manchots, c'est moins certain. La pluie tue les poussins dont le duvet ne peut les protéger, la fonte en surface éloigne le point de contact avec la mer, ce qui provoque des distances plus longues pour pêcher et des morts par famine.

Le raisonnement par taquet, ne retenir qu'un maximum pour valider une moyenne trouve ses limites rapidement.

La moyenne de Juillet à Roissy (relevé pro) est inférieure à celle de 2018.

La thermodynamique dit que 2 fluides de température différente ne se mélangent pas, la connaissance des courants marins dont ceux dits fossiles, est imparfaite.

Il y a autant d'énergie dans l'atmosphère que dans les 3 mètres sous la surface.

Greta va vous expliquer tous les calculs pour fabriquer un modèle mathématique.

3- L'homogénéisation ne concerne, sauf erreur de ma part, que le déplacement d'une station d'un emplacement à un autre. Si la moyenne de la température du deuxième lieu est différente, il est possible d'ajuster la température pour que la deuxième station soit la même. La normalisation consiste à ajuster la température d'une station en tenant compte des stations dans un rayon plus ou moins large autour de la station. Pour donner un exemple: http://berkeleyearth.lbl.gov/locations/45.81N-72.69W pour la ville de Trois-Rivières, à mi-chemin entre Québec et Montréal. (Descendez vers le milieu de la page.) Vous verrez qu'ils ont utilisé plus

de 4000 stations dans un rayon de 2000 km pour calculer la température de la ville. L'ajout ou le retrait de stations peut donc faire en moyenne augmenter ou diminuer la température de celle-ci. (Certaines stations de Berkeley affichent d'ailleurs une baisse importante, disons de plus d'un degré C, à cause d'un refroidissement de la température moyenne des stations dans quelques régions.)

Cependant, rien n'est fait à ma connaissance pour ajuster régionalement les données si une station ouvre ou ferme tout simplement.

Enfin, rien ne dit que le nouvel emplacement continuera, même ajusté, de fournir des données bien corrélées avec l'ancien site. La station de la ville de Québec est un bon exemple. Jusqu'aux années 1950, elle était dans le plus ancien parc industriel de la ville, dont les alentours étaient tous construit. Elle a ensuite été déplacée vers le nouvel aéroport de Québec, qui était alors en plein champs agricoles. Aujourd'hui, cela commence à se construire autour. De plus, l'augmentation du trafic fausse les données. Ces messieurs de la météo n'ont rien trouvé de mieux que d'installer la station du côté au vent de la piste, rabattant les gaz brûlés des avions directement sur le thermomètre. (Piste principale orientée Sud-Ouest / Nord-Est; le vent vient 40% du temps du Sud-Ouest; thermomètre à l'extrémité Nord-est de la piste.) Depuis le début des années 2000, l'achalandage a triplé, et la chaleur dissipée par un seul décollage est suffisante pour faire augmenter d'un degré C la température sur une épaisseur de 50 mètres sur une superficie de 4000 à 40000 m². Quid de la continuité?

4- Carl-Stéphane Huot, Diplômé en génie mécanique et industriel, U. Laval, Québec

Cher Monsieur Alexandre P. (du 4/08 à 10h54) «…ne serait-il pas temps de changer de point de vue? » questionnez-vous.

Adoptant le propos d'un ami, il me plait de mentionner ici Romain Rolland, un écrivain et humaniste au regard pénétrant, probablement tombé dans l'oubli : https://fr.wikipedia.org/wiki/Romain_Rolland

Celui-ci écrivait : « Une discussion est impossible avec quelqu'un qui prétend ne pas chercher la vérité mais déjà la posséder ». Propos de littéraire du 19 siècle qui vaut avec pertinence en notre contexte actuel ? Par ailleurs une maxime à laquelle vous adhérez.

Changer quel point de vue, en effet ? Serait-ce celui attribué aux courants politico-scientifiques « convenus » d'IPCC-GIEC (en laquelle des versions successives de leurs rapports) ? Voire la conviction d'activistes à peine masqués, en arrière-plan d'une gamine de 16 ans dont les tuteurs-coaches attribuent une capacité de « voir le CO2 » (sans toutefois nous en préciser sa variété et l'origine, sinon de ne le voir qu'anthropique) ? Faut-il céder aux articles incendiaires de journalistes « spécialisés dans les choses dites environnementales » ? Pis que pendre, faut-il confondre des faits météorologiques extrêmes et ceux de la science naissante et toute aussi complexe qu'est encore à ce stade la « climatologie » ? Devrions-nous retomber à l'époque de l'Inquisition ecclésiastique de Galileo ou d'une quelconque dictature mentale ? Certains sont affirmatifs (et nettement politisés) ; d'autres se permettent de douter. J'en sais gré à ces derniers.

Votre énumération de phénomènes (régionaux à l'échelle du globe) semble s'appuyer sur les puissants relais médiatiques qui jouent d'influence vers l'opinion publique. Du matraquage où parfois/souvent on a du mal à discerner ce qui relève d'une science ou fait exact… ou d'une volonté d'intoxiquer notre mental. La méthode n'est pas originale. L'histoire fourmille de cas vécus où des régnants et gros financiers – sinon ceux aspirant à le devenir – usèrent de procédés douteux pour préserver un pouvoir sur les masses présumées ignorantes ou malléables. Usant d'une notoriété acquise en leur discipline favorite (liste?), beaucoup de notables publics se réfèrent eux-mêmes aux « nouveaux dogmes ». Ainsi, sous le titre lu récemment : « Déracinés, les hommes cherchent une Terre habitable », un magazine belge se targue d'interviewer un philosophe mû par la certitude. Le même auteur n'hésitant pas à pointer les « climatosceptiques » en arguant d'être sur la défensive ? Où swallons-nous dirait un vieux sage !

Actuellement, nous observons la narration – concomitante – d'une foultitude de faits alarmistes. Serait-ce pour mieux nous imposer une « façon globale, unique » de penser ou vouloir dicter aux foules un mode de vie « de conformiste nouveau » ?

Je vous le donne à réfléchir, bien cordialement.

Quid est veritas? Si d'aucuns préfèrent une variante latine.

5- D'abord merci de nous lire avec attention.

Votre commentaire s'inscrit dans celui du 1/08

(http://www.science-climat-energie.be/2019/07/09/etendue-de-la-glace-arctique-actualisation-juin-2019/#comments).

A nouveau il ne s'agit pas de critiquer 'pour critiquer' les études scientifiques, il s'agit simplement d'exercer son droit à les analyser et d'en estimer ou démontrer leur bien fondé. C'est en tous cas le 'core business' normal de tout scientifique digne de ce nom.

Dans le cas qui nous occupe, SCE a procédé il n'y a pas très longtemps (http://www.science-climat-energie.be/2019/03/14/exagerations-climatiques-extremes/) à une analyse critique des sujets que vous abordez (canicules et sécheresses notamment) à partir du rapport AR5 (GIEC) publié en 2013. Vous y verrez que ce rapport de 94 pages sur les événements climatiques extrêmes aboutit à une partie du résumé de 30 pages (Résumé 'SPM' pour les décideurs) qui oriente ou accentue la synthèse dans une option volontairement(?) catastrophiste et néglige presque entièrement la substance du rapport de 94 pages qui met en avant le caractère local des événements. Inutile de vous dire que les médias, politiques et souvent scientifiques relaient quasi-instantanément ce catastrophisme mondial, et montrent par la même occasion qu'ils n'ont pas lu le rapport original qui ne démontre pas cela.

Alors oui faites attention aux manipulations et vérifiez par vous-même.

Autre point important : SCE n'a de cesse de répéter qu'il ne faut pas confondre climat et pollution, et finalement modes de vie. Tout peut se discuter, mais il faut d'abord éviter les amalgames et ne pas se laisser confisquer le débat, à défaut de la pensée, par ceux qui nous annoncent sans cesse la fin du monde pour demain, par ceux dont les nombreuses prédictions se sont avérées fausses.

Enfin pour réfléchir, voici une personne qui a apparemment repris en main sa pensée (égarée ?) : https://www.quora.com/Why-did-you-change-your-views-on-climate-change/answer/Chris-Boyd-50?ch=10&share=a2211cae&srid=mSk86

Pour les canicules, voyez également ce reportage du 17 juillet 1852

http://www.science-climat-energie.be/wp-content/uploads/2019/08/Canicule-juin-2019.pdf

et aussi : https://belgotopia.com/2019/04/02/les-epouvantables-consequences-du-rechauffement-climatique/

Enfin jusqu'où peut aller le catastrophisme? https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/ici-je-suis-pret-on-a-rencontre-yves-cochet-l-ex-ministre-de-l-environnement-qui-se-prepare-au-jour-ou-tout-s-ecroulera_3557789.html#xtor=EPR-51-%5Bici-je-suis-pret-on-a-rencontre-yves-cochet-l-ex-ministre-de-l-environnement-qui-se-prepare-au-jour-ou-tout-s-ecroulera_3564337%5D-20190804-%5Bbouton%5D

Enfin, pour terminer, à quelles études scientifiques montrant que la Sibérie brûle ou l'Inde subit la canicule faites-vous allusion?

Dites-moi quelles sont vos intentions, chiffrées de préférence, je vous dirai ce que vaut votre théorie du réchauffement climatique ou hold up à 90 mille milliards de dollars.

https://www.banquemondiale.org/fr/topic/climatechange/overview

Changement climatique

Le changement climatique constitue une grave menace pour le développement et le combat engagé afin de mettre fin à la pauvreté dans le monde. Faute de mesures immédiates, 100 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté.

Le besoin de financement pour assurer une transition ordonnée vers une économie mondiale décarbonée et résiliente se chiffre désormais en milliers de milliards de dollars.

Au cours des 15 prochaines années, le monde va devoir consentir de lourds investissements dans les infrastructures, évalués à environ 90 000 milliards de dollars d'ici 2030 (a), mais le surcoût pour rendre ces infrastructures compatibles avec les objectifs climatiques n'est pas conséquent.

Les mesures de lutte contre le changement climatique offrent de véritables possibilités pour parvenir à un développement mondial durable et relancer la croissance économique. Leurs effets sont déjà tangibles, en termes d'emplois créés, d'économies réalisées, de gains de compétitivité et de nouveaux débouchés commerciaux mais aussi d'amélioration du bien-être dans le monde avec, en perspective, une hausse des investissements, toujours plus d'innovation et de nouveaux leviers de croissance. banquemondiale.org

LVOG - Bref, comment sauver le capitalisme en faillite ou justifier l'instauration d'un régime totalitaire mondial...

Tournons la page de la canicule et de la sécheresse : Au secours il va y avoir des orages, du vent, de la grêle et de la pluie !

Six départements du Centre-Est en vigilance orange aux orages - franceinfo 06.08

Les départements concernés sont la Haute-Loire, la Loire, le Rhône, l'Ain, le Jura et le Doubs.

Il tombera de 30 à 50 mm d'eau en une heure, ce qui peut engendrer un risque de ruissellement et d'inondations locales. Des chutes de grêle, des grosses averses orageuses et des rafales de vent pouvant dépasser les 90 km/h sont à prévoir dans l'après-midi. La vigilance court pour l'instant jusqu'à demain matin 6 heures. franceinfo 06.08

LVOG - Pas assez de pluie, puis trop de pluie, trop chaud, puis trop froid, décidément le climat n'en fait qu'à sa tête, à défaut de pouvoir lui commander on va commencer par mater les récalcitrants aux mesures qu'on veut leur imposer pour leur bien...

La surpopulation n'existe pas, et si hélas, la preuve!

Près d'un quart de la population mondiale menacée par une pénurie en eau, selon un rapport - franceinfo 06.08

Près d'un quart de la population mondiale est en situation de pénurie hydrique grave, proche du "jour zéro" lors duquel plus aucune eau ne sortira du robinet, selon un rapport (en anglais) rendu public mardi 6 août. La carte établie par l'institut World resources mesure les risques de pénurie en eau, de sécheresse et d'inondations fluviales.

"L'agriculture, l'industrie, et les municipalités absorbent 80% de la surface disponible et des eaux souterraines lors d'une année moyenne" dans les 17 pays concernés, principalement situés au Moyen-Orient et au nord de l'Afrique, écrit l'institut. Ceux-ci sont le Qatar, Israël, le Liban, l'Iran, la Jordanie, la Libye, le Koweït, l'Arabie saoudite, l'Erythrée, les Emirats arabes unis, Saint Marin, Bahreïn, le Pakistan, le Turkménistan, Oman, le Botswana et l'Inde, deuxième pays le plus peuplé du monde.

"La plus grande crise dont personne ne parle"

"La pénurie en eau est la plus grande crise, dont personne ne parle. Ses conséquences prennent la forme d'insécurité alimentaire, de conflit, de migration, et d'instabilité financière", a indiqué Andrew Steer, PDG de WRI.

"Lorsque la demande rivalise avec les réserves, même de petits épisodes de sécheresse –qui vont augmenter avec le changement climatique– peuvent provoquer de terribles conséquences", comme les récentes crises à Cape Town, Sao Paulo ou Chennai, détaille l'institut. Vingt-sept autres pays figurent sur la liste des pays présentant une "pénurie hydrique élevée". franceinfo avec AFP 06.08

LVOG - Si c'est réellement "*l'agriculture, l'industrie, et les municipalités (qui) absorbent 80% de la surface disponible et des eaux souterraines lors d'une année moyenne*", cela signifie que la population excède les ressources en eau de la planète.

Ou alors et dans une certaine mesure, c'est la concentration de la population dans les zones urbaines qui posent problème, or c'est là que se trouvent les emplois, les infrastructures et les services, et il est inimaginable qu'il en soit autrement sous le régime capitalisme, raison de plus pour l'éradiquer de la surface de la planète.

En réalité tous les ans des milliers de boutiques ferment et des milliers ouvrent comme la température qui monte et qui descend.

Les nouvelles taxes de Trump pourraient accélérer la crise du commerce de détail - slate.fr 05.08

Plus de 7.500 boutiques ont déjà fermé aux États-Unis en 2019, et la situation risque de ne pas aller en s'arrangeant.

Année noire

Le New York Times note que ce chiffre excède d'ores et déjà celui de l'an passé, qui avait vu 5.854 commerces cesser leur activité.

En mai, la banque UBS estimait que la première salve de taxation à 25% risquait d'obliger 12.000 magasins à mettre la clé sous la porte.

Si les nouvelles taxes ont l'effet dramatique suggéré par UBS, 2019 pourrait battre le record établi en 2017, année durant laquelle plus de 8.000 magasins avaient baissé le rideau. slate.fr 05.08

Décidément pour des raisons politiques ils manipulent tout...

Totalitarisme. L'étau se resserre.

Bientôt la fin du cash? L'argent liquide a de moins en moins la cote - sputniknews.com 06.08

Le célèbre magazine The Economist (Rothschild - LVOG) plaide pour que les pays riches se préparent à un futur sans cash alors que les moyens de paiement électroniques prennent une part de plus en plus importante dans les transactions. Une éventualité qui inquiète certains observateurs.

«L'institution prévoit que les paiements en billets pourraient reculer, en valeur, de plus de 20% d'ici à 2025. Ils passeraient de 153 à 122 milliards d'euros entre 2018 et 2025. En volume, le nombre de billets remontant du public vers les professionnels de la filière fiduciaire pourrait baisser de plus d'un quart sur la même période.»

Le Monde révélait en mars dernier un document interne de la Banque de France qui dessinait un avenir économique où le cash aura de moins en moins de place. Le développement des moyens de paiement électroniques ne connaît pas d'arrêt dans les pays riches. Selon la Banque de France, les paiements par carte bancaire représentaient 53% des transactions en 2018 dans l'Hexagone. Les paiements sans contact ont, quant à eux, connu une forte progression de 82% en volume et 89% en valeur. Si les téléphones mobiles restent peu utilisés, le nombre de transactions effectuées par ce moyen a plus que doublé entre 2017 et 2018.

Et la tendance se vérifie dans de nombreux pays. Aux États-Unis, moins d'un tiers des paiements se font encore en liquide. En Suède, les paiements en cash ont reculé de 80% en dix ans. En Chine, les transactions numériques ont connu une augmentation de 34% en 2017. Un tableau qui a poussé le célèbre The Economist a publié un appel à ce que les pays riches se préparent à «un futur sans cash».

«Pour le magazine de référence sur l'économie, l'essoufflement de l'argent liquide s'explique par deux facteurs. D'une part, la demande. Les jeunes consommateurs veulent des systèmes de paiement rapide et qui s'intègrent dans leur quotidien digitalisé. D'autre part, la monnaie physique représente un coût trop élevé (distributeurs de billets, camion de transport sécurisés…) pour les compagnies financières», expliquent nos confrères des Echos.

En 2016 lors du Forum mondial de Davos, John Cryan, qui officiait à la tête de la Deutsche Bank lançait: «Le cash, je pense, n'existera probablement plus dans 10 ans. Ce n'est pas quelque chose qui est nécessaire, c'est terriblement inefficace et cher.»

«On est un peu pris de court par la modernisation des moyens de paiement, mais on n'arrêtera pas le mouvement. L'argent liquide a toujours son importance dans les achats quotidiens. Le plus important, c'est la protection des données qui est absolument essentielle et beaucoup moins évidente sur les nouveaux moyens de paiement. On fait beaucoup de prévention auprès des consommateurs», expliquait récemment à Corse-Matin Odile Leturcq, présidente de la branche marseillaise de l'UFC-Que choisir.

L'économiste Philippe Herlin verrait dans la disparition totale du cash «une atteinte à la liberté et à la vie privée».

«Si le cash disparaît, la banque, l'État et le fisc peuvent retracer la totalité de vos ressources. Ensuite, je pense que si l'État supprimait le cash, les gens basculeraient sur les cryptomonnaies. Or, quand on fait un paiement en bitcoins par exemple, ça va directement du portefeuille bitcoin à l'autre, sans passer par la banque donc sans contrôle. C'est anonyme et gratuit, décentralisé car il n'existe pas de banque centrale dédiée. C'est comme du cash sur Internet», expliquait-il à nos confrères de Corse-Matin.

En Suisse, pays très attaché au cash, l'idée de renoncer aux billets et pièces a aussi des détracteurs. «L'intérêt du cash, c'est que vous pouvez être anonymes. On ne peut pas tracer vos transactions, ce qui est très important pour la sphère privée», analysait récemment pour RTS Sophie Michaud Gigon, secrétaire générale de la Fédération romande des consommateurs (FRC). Elle voit un intérêt pour les banques à la disparition de l'argent liquide:

«Diminuer l'accès au cash permet d'augmenter toutes les transactions qu'on fait via les cartes de crédit ou de débit. Or, elles sont accompagnées de commissions qui rapportent de l'argent aux banques.»

Ce sont justement ces frais qui freinent plusieurs commerçants dans leur chemin vers le tout électronique. Nombre d'entre eux n'acceptent pas les paiements en carte bancaire en dessous d'un certain montant par exemple. «Sur CB, c'est variable, mais à l'heure actuelle, ils varient de 0,30 à +1%», lançait récemment à Corse-Matin Frédéric Jeanjean, secrétaire général de l'Umih 13, un syndicat présent dans le secteur de l'hôtellerie-restauration. sputniknews.com 06.08

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Castaner se montre ému aux larmes pour son hommage au pilote Franck Chesneau - Le HuffPost 06.08

Pendant la canicule, l'enfer caché que subissent les animaux d'élevage - Le HuffPost 06.08

Ils osent

L'émissaire américain salue "d'excellents progrès" dans les négociations avec les talibans - AFP 6 août 2019

Iran : Londres rejoint la mission américain dans le Golfe - AFP 6 août 2019

Israël approuve la construction de 2.300 logements dans les colonies - AFP 6 août 2019

Washington utilisera "tous les outils adaptés" pour stopper la "dictature" de Maduro au Venezuela - AFP 6 août 2019

Une ville suédoise exige un "permis" pour mendier dans ses rues - euronews 6 août 2019

A partir du 1er octobre, mendier dans la ville d'Eskilstuna pourra valoir une amende de 4000 couronnes, soit 370 euros. euronews

Coca-Cola lance une pub pro-LGBT en Hongrie et se fait boycotter - Le HuffPost 6 août 2019

Mounir Baatour, le premier candidat gay à la présidence en Tunisie - Slate.fr 6 août 2019

713 contraventions pour "outrage sexiste" dressées en un an - Le HuffPost 5 août 2019

Marlène Schiappa sapiosexuelle? Quand l'attirance sexuelle dépend de l'intelligence - Le HuffPost 5 août 2019

LVOG - La sapiosexualité est le fait d'être sexuellement et/ou sentimentalement attiré par des personnes intelligentes, instruites ou charismatiques. (Yahoo)

LVOG - Il y en a au gouvernement, à LREM ?

Colombie: la production de cocaïne en hausse de 5,9% en 2018, selon l'ONU - AFP 6 août 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Révocation d'autonomie au Cachemire: Washington appelle au "respect des droits" - AFP 6 août 2019

Washington a appelé lundi au "respect des droits individuels" et au "maintien de la paix et de la stabilité" après la révocation par l'Inde de l'autonomie constitutionnelle du Cachemire indien, une région revendiquée par le Pakistan.

Le gouvernement indien a annoncé lundi la révocation de l'autonomie constitutionnelle de l'Etat du Jammu-et-Cachemire (nord), ainsi que sa dislocation. Une décision explosive qui vise à placer sous une tutelle plus directe de New Delhi cette région rebelle revendiquée par le Pakistan.

Ces mesures sans précédent, préparées dans le plus grand secret par les nationalistes hindous du Premier ministre Narendra Modi, sont susceptibles de provoquer un soulèvement sanglant de la vallée à majorité musulmane de Srinagar. Nombre d'habitants de cette région himalayenne sont hostiles à l'Inde et attachés à leur autonomie qui prévalait depuis les débuts de la république fédérale indienne il y a sept décennies.

En prévision de possibles troubles, les autorités indiennes avaient déployé ces dix derniers jours plus de 80.000 paramilitaires supplémentaires dans cette zone déjà hautement militarisée. Les Cachemiris étaient totalement coupés du monde lundi, les moyens de communication ayant tous été bloqués, les déplacements et rassemblements interdits et les écoles fermées.

L'article 370 de la Constitution indienne conférait un statut spécial au Jammu-et-Cachemire et autorisait le gouvernement central de New Delhi à légiférer seulement en matière de défense, affaires étrangères et communications dans la région, le reste relevant de l'assemblée législative locale.

Le Pakistan a condamné cette révocation et indiqué qu'il fera "tout ce qui est en son pouvoir pour contrer les mesures illégales" liées au litige territorial entre les deux puissances nucléaires d'Asie du Sud, qui se sont livré deux guerres au sujet du Cachemire.

Les partisans du Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi et les chaînes de télévision nationalistes ont salué une décision "historique" qui marque, selon eux, l'intégration complète du Cachemire à l'Inde.

Responsables politiques cachemiris et d'opposition ont pour leur part dénoncé un "jour noir pour la démocratie indienne", s'inquiétant notamment de cette réécriture de la Constitution sans débat parlementaire ou public.

Le gouvernement de Narendra Modi a également présenté au Parlement un projet de loi pour diviser le Jammu-et-Cachemire, dont sera séparée la partie orientale, le Ladakh à majorité bouddhiste.

Le Jammu-et-Cachemire restant, qui comprendra les plaines à majorité hindoue de Jammu au sud et la vallée de Srinagar à majorité musulmane dans le nord, va perdre le statut d'État fédéré, pour être rétrogradé au statut de "territoire de l'Union". Cela signifie que la région sera sous l'administration directe de New Delhi et n'aura presque plus aucune autonomie.

Ce projet de loi doit encore être approuvé par le Parlement indien, où le BJP et ses alliés ont cependant la majorité absolue. Tout le processus devrait être achevé d'ici mercredi, date de fin de la session parlementaire de mousson.

La révocation de l'autonomie du Cachemire était une vieille promesse de campagne des nationalistes hindous de Narendra Modi, qui a été triomphalement réélu au printemps pour un deuxième mandat.

Le Cachemire est divisé de fait entre l'Inde et le Pakistan depuis la partition de l'empire colonial britannique des Indes en 1947, qui le revendiquent tous deux.

Une insurrection séparatiste fait aussi rage depuis 1989 au Cachemire indien et a coûté la vie à plus de 70.000 personnes, principalement des civils. New Delhi accuse son voisin de soutenir en sous-main les groupes armés à l'œuvre dans la vallée de Srinagar, ce que le Pakistan a toujours démenti. AFP 6 août 2019

Turquie

La Turquie prépare une invasion du Nord de la Syrie - Réseau Voltaire 5 août 2019

L’armée turque se prépare à envahir le Nord de la Syrie à l’Est de l’Euphrate. Le président Erdogan a présidé un Conseil de Défense le 1er août et nommé de nouveaux officiers généraux en vue de cette opération.

Le gouvernement turc a rejeté, le 3 août 2019, la proposition états-unienne d’un contrôle conjoint de la zone occupée dite « Rojava » ; celle-ci étant censée être gouvernée par une population kurde nouvellement arrivée.

Durant les années 80, la Turquie considérait les Kurdes comme une minorité destinée à être « turquisée » de force. Des centaines de milliers d’entre eux, attachés à leur culture, fuirent vers la Syrie où ils bénéficièrent de l’asile politique. Cependant, après l’arrestation de leur chef, Abdhullah Öcallan, leurs organisations furent progressivement pénétrées par les États-Unis et Israël.

Au contraire, la Turquie d’après-le coup d’État manqué de 2016 exige le patriotisme de ses citoyens. Elle considère comme ennemies les populations, y compris kurdes, devenues mercenaires du Pentagone. Ainsi, Ankara n’hésite pas à nommer à des postes à responsabilité des Turcs d’ethnie kurde qui lui sont fidèles, mais n’hésite pas non plus à massacrer ceux qui ont fait allégeance à un État étranger, fut-il allié au sein de l’Otan.

Bien sûr, les réfugiés turcs ne croient pas à la sincérité de ce changement idéologique d'Ankara. Mais, réciproquement, Ankara ne croit pas à l'évolution du PKK, passé du jour au lendemain du marxisme-léninisme pur et dur à l'anarchisme soft.

L'état-major turc entend imposer une zone frontalière, d'environ 30 km de profondeur, en territoire syrien qu'elle occuperait. Elle entend y relocaliser les réfugiés syriens actuellement résidant en Turquie.

Dans les années 2000, la Syrie avait exigé le désarmement des réfugiés turcs d'ethnie kurde et autorisé l'armée turque à poursuivre les éléments qui l'attaqueraient depuis son territoire. L'armée turque pouvait pénétrer dans une zone de 30 kilomètres de profondeur, calculée en fonction de la portée de l'artillerie de l'époque.

La Syrie a toujours craint que cette facilité soit exploitée par la Turquie pour annexer le territoire beaucoup plus important, incluant Alep, que revendiquent les Kémalistes depuis la dissolution de l'Empire ottoman. Réseau Voltaire 5 août 2019

Venezuela

Conférence internationale pour la démocratie au Venezuela, sans les alliés de Maduro - AFP 6 août 2019

Une conférence internationale réunissant une soixantaine de pays se tient mardi à Lima pour tenter de trouver une solution pacifique à la crise politique au Venezuela, en l'absence des alliés du président Nicolas Maduro.

Convoquée par le Groupe de Lima, composé d'une douzaine de pays latino-américains et du Canada, la conférence accueillera une délégation américaine de haut rang envoyée par le président Donald Trump, menée par le secrétaire au Commerce Wilbur Ross et le conseiller à la sécurité nationale John Bolton.

Pour accentuer la pression sur le dirigeant socialiste que Washington souhaite voir quitter le pouvoir, Donald Trump a ordonné un gel total des biens aux Etats-Unis du gouvernement vénézuélien, a fait savoir lundi soir la Maison Blanche.

Toute transaction avec les autorités vénézuéliennes est également interdite.

Selon le Wall Street Journal, il s'agit là des premières mesures d'un embargo économique total décrété par Washington contre Caracas. Cela mettrait le Venezuela au même niveau que des pays comme la Corée du Nord, l'Iran, la Syrie et Cuba.

Quelques heures plut tôt, John Bolton avait prévenu que les Etats-Unis allaient annoncer durant la conférence des "étapes radicales" pour avancer vers "une transition du pouvoir de Maduro vers Juan Guaido", l'opposant reconnu par une cinquantaine de pays comme président par intérim du Venezuela.

Assisteront notamment à la conférence de Lima des délégués du Vatican, de France, d'Allemagne, du Royaume-Uni, d'Australie, de Corée du Sud, d'Israël, des Emirats arabes unis, d'Afrique du Sud et de 18 pays latino-américains. Ont décliné l'invitation la Chine, Cuba, le Russie et la Turquie. AFP 6 août 2019

ECONOMIE

Chine

La Chine suspend l'achat de produits agricoles américains - franceinfo 05.08

Cette décision intervient quatre jours après les annonces inattendues de Donald Trump sur l'instauration de droits de douane additionnels sur les importations chinoises.

Le bras de fer commercial s'intensifie entre la Chine et les Etats-Unis. Les entreprises chinoises ont cessé d'acheter des produits agricoles américains, a annoncé lundi 5 août l'agence officielle Chine nouvelle. Cette décision fait suite à la menace de Donald Trump d'imposer des droits de douane supplémentaires à la quasi-totalité des importations chinoises à compter du 1er septembre.

La Chine "n'écarte pas temporairement la possibilité d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les produits agricoles américains pour les transactions conclues après le 3 août, et les compagnies chinoises concernées ont cessé d'acheter des produits agricoles américains", a rapporté Chine nouvelle, citant le ministre du Commerce et la Commission nationale du développement et des réformes. Instabilités sur les marchés

La valeur des produits agricoles américains susceptibles d'être la cible de nouveaux droits de douane n'est pas précisée par Pékin. La Chine est, entre autres, le premier acheteur mondial de soja, principal produit agricole américain à l'exportation. franceinfo avec AFP 05.08

Haut de page

Le 11 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

A qui profite le crime ?

Un casse à 150.000 milliards de dollars.

Nombreux sont ceux qui ont tout intérêt à ne pas tuer cette poule aux oeufs d'or ! Selon la Banque mondiale, la lutte contre le changement climatique impliquerait de multiplier la dette souveraine du monde (60.000 milliards de dollars) par 2,5. contrepoints.org 01.07.2019

- Au format pdf - 19 pages)

En 2007 j'avais publié un article au sujet du réchauffement climatique où je me fiais aveuglément aux rapports du GIEC. Pourquoi ? Il y a plusieurs explications à cela.

Tout d'abord parce que j'étais isolé. Ensuite, j'ignorais tout ou presque sur ce sujet. Enfin, il ne m'était pas venu à l'esprit qu'il fallait absolument tout vérifier, j'avais la naïveté de croire tout ou partie de ce que les médias dominants publiaient ou disaient, or c'était une grave erreur. En fait, il ne m'était pas venu à l'esprit qu'ils oseraient tout et n'hésiteraient pas à manipuler absolument tous les sujets qu'ils traitaient. Je dois avouer que je n'avais pas perçu, qu'il existait un rapport de cause à effet entre la crise du capitalisme et leur intention d'instaurer un régime totalitaire mondial ou leur stratégie politique, et la manière dont ils traitaient la question climatique. Maintenant que le lien est clairement établi, j'en ai pris conscience.

Mais pour aborder cette question, cela nécessite un lourd investissement, un travail colossal ou un temps très long de tout vérifier quasi systématiquement, de recouper chaque fait ou donnée... Je ne m'imaginais pas devoir faire un tel travail d'investigation, de recherche pour ainsi dire quotidiennement, or c'est devenu obligatoire pour ne pas se faire manipuler, d'autant plus que les partis dits ouvriers s'alignent presque systématiquement sur la propagande officielle ou adoptent leurs théories.

Pire encore, et c'est le cas plus que jamais avec cette histoire de changement climatique, en lisant chaque article il faut repérer ou démêler le vrai du faux qui s'y trouve en fonction des intérêts de leurs auteurs ou des lobbies qu'ils représentent ou de leurs inclinaisons idéologiques, du coup leurs argumentations peuvent s'avérer correctes ou paraître comme telles concernant certains facteurs, et fausses ou fabriquées concernant d'autres facteurs, leurs démonstrations ou plutôt une partie de leurs démonstrations peuvent être justes et leurs conclusions ou une partie de celles-ci erronées, soit involontairement ou sciemment.

Bref, se lancer là-dedans est épuisant et prend un temps considérable parce qu'il faut essayer de tout garder en mémoire ou tout relire ou presque pour tenter de venir à bout d'un facteur, pour comprendre ce qui se passe réellement, car tout est embrouillé ou fait l'objet d'affirmations partisanes. Qui plus est, comme de nombreux facteurs entretiennent des rapports entre eux, c'est l'ensemble qu'il faut avoir en tête en permanence pour essayer d'y voir plus clair. Et puis la vérité leur importe que lorsqu'elle correspond uniquement à leurs a priori ou à leurs intérêts, à leur idéologie, et le reste du temps ils la violent sans scrupule. Non mais vous imaginez le truc, j'ai lu plus de 120 articles sur ce sujet en trois semaines. C'est le produit de ce travail ingrat et de mes réflexions que je vous livre dans cette causerie.

Un conseil, ne vous arrêtez pas aux chiffres qui y figurent qui peuvent beaucoup varier selon les auteurs ou sources, vaut mieux se faire une idée ou retenir la tendance générale qui s'en dégage.

Je sais qu'il aurait été plus simple ou économique de se demander à qui profite le crime, et d'y répondre de manière définitive sans prendre le moindre risque après avoir lu l'article de la Banque mondiale à 90.000 milliards de dollars, plus que le PIB mondial, mais je ne suis pas sûr que cela aurait été le meilleur procédé pour répondre aux interrogations des militants et des travailleurs. J'ai pensé qu'il serait plus efficace de démonter pièce par pièce l'escroquerie du GIEC, ainsi les militants ou travailleurs peuvent apprendre beaucoup de choses sur le fonctionnement de notre planète et son environnement, point par point ils disposeront d'arguments pour répondre aux partisans de la théorie officielle.

La machination du business climato-totalitaire.

Ils osent tout ou ils ne sont pas à une contradiction près.

Les mêmes, les chefs d'Etat du Canada et de l'UE, qui figurent parmi ceux qui ont mis en place le GIEC, viennent de signer le CETA. Vous avez le droit d'ajouter la totalité des médias institutionnels et d'autres.

Un glissement sémantique pas anodin, mais jamais relevé ou presque. Pourquoi ?

Du réchauffement climatique, ils sont passés au changement climatique. Pourquoi ?

Parce que la température moyenne de la Terre est demeurée inchangée au cours des 18 ou 20 dernières années selon les sources.

Qui est à l'origine du GIEC ou quand ils confondent météorologie et climatologie.

Extrait du portail de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

- L'Organisation météorologique mondiale est une institution spécialisée des Nations unies.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) est une organisation intergouvernementale qui compte actuellement 193 États et territoires Membres. (...) Le Secrétariat, dont le siège se trouve à Genève, est dirigé par le Secrétaire général. Le Congrès météorologique mondial est l'organe suprême de l'Organisation.

Dans le cadre de la réforme de la structure de gouvernance des organes constituants de l'OMM approuvée par le Dix-huitième Congrès météorologique mondial en juin 2019, le nombre de commissions techniques va passer de huit à deux.

Président de l'OMM : Gerhard Adrian. public.wmo.int

LVOG - C'est un météorologiste, le monsieur météo de l'ONU !

Quelques précisions dans Wikipedia.

- Les états développés profitent donc de la conjoncture économique pour appuyer le développement des initiatives de l'OMM en matière de détection et d'attribution du changement climatique. En 1979 a ainsi lieu la première conférence mondiale sur le climat à Genève, sur la proposition du PNUE et de l'OMM. Cette conférence se contente d'en appeler à un renforcement des observations ; elle ouvre d'ailleurs le programme climatologique mondial de l'OMM.

Les réflexions sur le climat mondial ouvrent le voie à de nombreux débats dans les années 1980 sur les possibilités de limiter le bouleversement climatique. L'OMM est un élément moteur de ces démarches. Elle invite les services nationaux à se préparer à l'intégration de nouveaux éléments dans leur périmètre d'activités, et met en place une série de nouveaux programmes liés à l'étude de l'environnement : convention sur l'ozone, pollutions atmosphériques, changement climatique. À la même époque est créé le GIEC (1988), conjointement avec le PNUE.

Les statuts de l'OMM sont définis par la convention du 11 octobre 1947. Les représentants des services météorologiques nationaux réunis à Washington décident de la création d'une organisation destinée à "coordonner, standardiser, améliorer les activités météorologiques mondiales et encourager un échange efficace d'informations entre les pays". wikipedia.org

Sponsorisée par le GIEC ou l'ONU et une monarchie.

Greta Thunberg et des centaines de jeunes Européens unis pour le climat à Lausanne - lexpress.fr 09.08

Le climatologue belge Jean-Pascal van Ypersele, ancien vice-président du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), a encouragé ces jeunes, qui devaient manifester dans l'après-midi à Lausanne, à "continuer leur bon travail".

Ce mouvement de jeunesse, comme celui de "Youth for Climate", est né après l'initiative de la jeune Greta Thunberg d'entamer une grève de l'école hebdomadaire pour le climat.

Greta Thunberg va traverser l'Atlantique en bateau. L'égérie de la lutte contre le réchauffement climatique entend en effet participer au sommet mondial sur le climat organisé à New York par le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres le 23 septembre.

Le bateau, dirigé par le skipper allemand Boris Herrmann et le fondateur monégasque de l'équipe Malizia, Pierre Casiraghi, hissera pour l'occasion une voile barrée du slogan "#Fridays for future" ("Les vendredis pour l'avenir"), du nom du mouvement lancé de la jeune militante.

"J'ai décidé d'essayer de prendre une année sabbatique et de voyager dans différents endroits, par exemple du nord au sud de l'Amérique où j'ai reçu plusieurs invitations pour assister à des sommets", avait-elle confié en juin.

L'adolescente doit également se rendre à la COP25 au Chili en décembre, un voyage confirmé plus tôt dans l'année par son entourage. Aux États-Unis, il s'agira du premier déplacement de la jeune fille sur le sol américain depuis le lancement de son mouvement "Fridays For Future". lexpress.fr avec AFP 09.08 et 29.07.

LVOG - Fera-t-elle un discours à la Fed ou à Wall Street ?

Qui est Pierre Casiraghi ?

Pierre Casiraghi est le troisième rejeton de la princesse Caroline de Monaco et vice-président du Yacht Club de Monaco.

Le GIEC en guise de rigueur scientifique : Erreurs grossières, faux, manipulations, mensonges, etc. le tout avéré ou confirmé sur fond de scandales.

mediapart.fr 10 janvier 2016 - Depuis sa création le GIEC publie tous les six ans environ un épais rapport de plusieurs milliers de pages, ainsi qu'un « résumé pour les décideurs » de 20 à 40 pages servant de base aux négociations climatiques internationales. Le cinquième et dernier rapport date de 2014. Au fil des ans, ces résumés sont devenus de plus en plus illisibles.

Les trois premiers rapports du GIEC restaient prudents. En 1995, le GIEC concluait en disant qu'aucune des études n'avait apporté la preuve que le changement climatique puisse être attribué aux gaz à effet de serre. En 2001, le GIEC soulignait qu'en matière de modélisation du climat, ils étaient face à un « système chaotique couplé et non linéaire » et que les prédictions à long terme s'avéraient impossibles.

Mais dés le 4 ème rapport (AR4), fin 2007, sans aucune donnée nouvelle, le GIEC affirme que la réalité et l'ampleur du réchauffement climatique sont « sans équivoque ». L'effet de serre du CO2 serait la cause d'un réchauffement pouvant atteindre 6,4° en 2100 si rien n'était fait; cela provoquerait aridité, désertification, catastrophes climatiques et montée des océans. Des prédictions avec un écart allant de 0,2° à 6,4°! Une marge d'incertitude invalidant leurs conclusions.

AR4 affirmait entre autres que les glaciers de l'Himalaya pourraient disparaître en 2035 voire avant. Le GIEC dût démentir en 2010 suite aux protestations des scientifiques. Des études ont confirmé qu'il n'y avait aucun recul inquiétant des glaciers en Himalaya et plusieurs scientifiques et ex-experts du GIEC démissionnèrent pour exprimer leurs désaccords quant aux méthodes de travail et ses conclusions.

En tant que vice-président dans l'administration Clinton, Al Gore aida à promouvoir le protocole de Kyoto en 1997, traité international visant à réduire les émissions de CO2.

En 2006, dans son film « une vérité qui dérange », Al Gore se met en scène pour expliquer la future catastrophe planétaire liée aux activités humaines. Ce film quasi hollywoodien très médiatisé, avec ses images d'apocalypse et sa courbe impressionnante « en crosse de hockey » pour illustrer le réchauffement depuis la période industrielle, eut un retentissement international.

Mais cette courbe était fausse ! (et ce n'était pas la seule erreur). Elle avait été sciemment falsifiée. Ce mensonge scandaleux à des fins idéologiques aurait dû entraîner la dissolution du GIEC. Mais non, le GIEC admit son «erreur», la courbe disparut du rapport suivant et le film reçut 5 prix, 2 nominations et le prix Nobel de la paix fut attribué en 2007 au GIEC et à Al Gore !!

Puis il y eut en 2009, peu avant le sommet de Copenhague, la « Climategate », autre affaire très grave. Des hackers avaient diffusé plus de 5000 e-mails de hauts membres du GIEC. Dans ces échanges apparaissaient clairement les manipulations des données scientifiques pour les faire coller à leur théorie réchauffiste, ainsi que des rapports de scientifiques censurés « comme non conforme » à la version officielle du GIEC. On y vit aussi leurs méthodes d'intimidation contre ces scientifiques « dissidents ».

Le président du GIEC, Rajendra Pachauri, faisant l'objet d'une plainte pour harcèlement sexuel, dût démissionner le 24 Février 2015. Ce n'était pas le seul scandale le concernant; il était également visé par des accusations de conflits d'intérêts et d'enrichissement personnel.

Dans le 5ème et dernier rapport (2014), sans nouvelles données scientifiques, le GIEC devient plus affirmatif encore : le réchauffement du système climatique est dû aux activités humaines (probabilité de plus de 95 %) et il faut mettre fin à l'utilisation des énergies fossiles, principales responsables. (...)

Le CO2 suit les changements de températures. Il est une conséquence et non une cause. Quand il fait froid, les océans absorbent plus de CO2, et quand il fait chaud, c'est l'inverse, ils en rejettent davantage. Le taux de CO2 d'origine anthropique dans l'atmosphère serait d'environ 5 %.

Les océans représentent la majeure partie de la surface du globe et constituent un immense réservoir de CO2 contenant 60 fois sa quantité dans l'atmosphère. Depuis 2003, 3000 balises Argo sont installées sur tous les océans du globe et leurs données sont transmises par satellite. Ces capteurs ne constatent aucune évolution significative de la température des océans depuis leur mise en place.

Depuis le début du XXIème siècle, les instituts spécialisés parlent de « pause », le GIEC emploie le mot « hiatus ». Le taux de réchauffement durant la période 1970-1998 était d'environ 0,17°C par décennie, alors que durant 1998-2012, ce taux est passé à environ 0,04°C par décennie (chiffres du MET Office, un des 3 plus importants centres de météorologie mondiale, utilisés par le GIEC). Des records de température sont toujours observés, ce qui n'est pas en contradiction avec l'ambiance de fond qui elle est quasi stationnaire. Il y a aussi le phénomène El Nino qui est à l'origine de phénomènes météo exceptionnels perturbant le climat planétaire. Il est particulièrement puissant en 2015-début 2016. Son influence reste faible en Europe.

Des prédictions peu scientifiques ...

Les mesures récentes, en particulier celles provenant des satellites et des balises Argo, sont trop éloignées des projections du GIEC pour valider leur théorie. De plus leurs modélisations ne concordent pas avec les cycles du passé. Comment pourraient-ils faire des prédictions justes pour l'avenir !?

Un rapport très complet datant de 2009, signé par 37 spécialistes internationaux concluaient par : les causes anthropiques du changement climatique restent marginales devant les causes naturelles.

Le soleil sortirait d'un cycle d'environ 60 ans d'activité intense et la tendance pourrait s'inverser et amener alors un refroidissement jusqu'en 2030.

De nombreux facteurs ont une influence sur le climat : les cycles solaires, le rayonnement cosmique (c'est à dire les particules chargées d'énergie qui pénètrent dans l'atmosphère terrestre), la formation des nuages, la dynamique des océans, le volcanisme et d'autres encore. Les phénomènes météorologiques sont de nature chaotique et d'une prédiction aléatoire. La prévision climatique est complexe. Personne n'est en mesure de savoir vers quoi évoluera le climat d'ici la fin du XXIème siècle.

Que penser de tout ça ?

Tout d'abord, les différentes affaires, erreurs et mensonges montrent qu'il n'y a aucune rigueur scientifique dans les travaux du GIEC, une structure pourtant censée synthétiser les travaux de qualité de nombreux scientifiques. Nous subissons une effroyable propagande idéologique. Il est d'ailleurs politiquement très incorrect de contester leurs thèses et tout est fait pour discréditer les contradicteurs en les raillant ou en censurant leur travail. D'où les départs de scientifiques du GIEC (comme Judith Curry, une des climatologues les plus emblématiques)

Et surtout, il apparaît clairement qu'il y a de graves problèmes bien plus urgents à se préoccuper que cet éventuel réchauffement climatique futur.

Le matraquage permanent des médias autour de ce « global warming » anthropique sert à tout justifier : une inondation inédite, une tornade comme jamais auparavant, des sécheresses dévastatrices de plus en sévères, des ouragans plus puissants que jamais, et même des truffes en baisse et des chenilles processionnaires en plus ! Diantre, vivrions nous les débuts de l'apocalypse ! Tout est pain béni pour servir ce dogme.

Face au GIEC, certains « climato-sceptiques » ont des intérêts politiques et financiers aussi peu louables. L'enjeu climatique oppose l'industrie pétrolière et l'industrie nucléaire. S'y ajoute le récent enjeu des énergies renouvelables et les affrontements entre multinationales sont impitoyables. Cette fixation sur le CO2 est aussi un moyen de tenir à distance l'émergence économique des nouvelles puissances.

Le nucléaire produit aujourd'hui à peine plus de 10% de l'électricité mondiale et ne représente que 1,8% de la consommation mondiale d'énergie. Malgré l'alibi d'être une « énergie décarbonée » pouvant lutter contre le réchauffement climatique, un nouvel essor de l'énergie nucléaire semble peu probable. La France se trouve donc dans une impasse avec des centrales dangereuses et vieillissantes qui fournissent 77 % de son énergie électrique.

Mais une nouvelle économie repeinte en vert se porte bien et mise sur de juteux profits futurs grâce aux thèses du GIEC. Les cabinets et consultants sur « l'empreinte carbone » prospèrent. La vente des voitures électriques espère décoller.

De nombreuses institutions environnementalistes (WWF, Réseau Action Climat, Greenpeace, Réseau Sortir du nucléaire,…) se sont bien sûr ralliées au discours dominant et à cette croisade, rejoignant ainsi pronucléaires et autres lobbies malpropres, et détournant les militants écologistes des vrais combats à mener. WWF et Greenpeace ont été associés au GIEC dès sa création.

Le matraquage autour de ce réchauffement idéologique a réussi à formater la pensée de nombreux militants qui sont devenus les relais zélés de cette propagande. Les personnes contestant ce dogme, ont vite droit à des insultes et se voient même traiter de révisionnistes !

Le capitalisme industriel fait des ravages sur la planète et de vraies catastrophes sont devant nos yeux.

Le danger de la science comme de la religion est de faire d'une théorie une grille de lecture unique et imposée. Les croyances ne devraient pas avoir leur place dans une étude scientifique.

Cette propagande sur une catastrophe climatique à venir permet de laisser dans l'ombre les catastrophes mondiales bien réelles, catastrophes à la fois humaines et environnementales : les guerres et la faim dans le monde, la pollution de l'air, des sols, des mers et des rivières (par des composants chimiques plus problématiques que le CO2), l'appauvrissement de la biodiversité, les déchets nucléaires, ...

Le GIEC devrait être dissous. Rester aussi influent sur la scène internationale après une telle accumulation de mensonges, d'erreurs et de manipulations, montre la puissance des lobbies et forces politiques qui sont derrière cette structure.

Si l'ONU et ses agences se démenaient autant pour le bienfait de l'humanité qu'elles le font pour le monde des affaires, nous pourrions être confiants dans l'avenir.

Les multinationales ont pris le pouvoir et mènent le monde. Les dirigeants ne sont que des marionnettes pour les servir et nous endormir. Ils se plient aux impératifs du monde économique et délaissent les vrais problèmes de notre siècle.

Il est urgent de remettre en cause nos sociétés occidentales, qui tirent le monde vers le pire, et de revoir radicalement leur fonctionnement (production, consommation, distribution)

Parler du temps permet souvent de ne pas aborder les choses essentielles ! mediapart.fr 10 janvier 2016

Vous êtes-vous "***demandé pourquoi il est difficile de prédire la météo sous nos latitudes à plus de quelques jours alors qu'il serait possible de prévoir le climat à l'échéance de plusieurs siècles***" ?

« Réchauffement climatique : Le pavé dans la marre ! » (Jean-Marc Bonnamy) - palingenesie.com 8 février 2019

Ancien élève de l'Ecole polytechnique, Jean-Marc Bonnamy a successivement été ingénieur des travaux publics, expert climatologue pour la FAO, directeur de département à l'Institut français du pétrole. Spécialiste de l'Asie du Sud-Est, il y a dirigé des filiales de sociétés françaises et créé sa propre entreprise de conseil avant de rejoindre l'ONU pour le Développement industriel dont il a dirigé les représentations au Vietnam, au Sri Lanka et en Inde, avant d'entamer une carrière de consultant pour les Nations Unies et la Communauté européenne.

- Si vous vous êtes demandé pourquoi il est difficile de prédire la météo sous nos latitudes à plus de quelques jours alors qu'il serait possible de prévoir le climat à l'échéance de plusieurs siècles, voire seulement quelques dizaines d'années, sur la terre entière, Jean-Marc Bonnamy vous rassure : vous avez raison de vous interroger et il explique pourquoi dans Réchauffement climatique : Le pavé dans la marre ! », innocentant au passage le CO2 de toute responsabilité dans un « réchauffement » – ou « changement », ou « dérèglement »… – de la planète, à l'encontre des allégations du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, créé en 1988 pour se pencher sur la question.

La question du rôle du CO2 est emblématique de la tournure politique, idéologique, quasi-religieuse du débat climatique. Dans la foulée du GIEC, les réchauffistes interprètent la corrélation statistique entre la courbe de l'élévation des températures et celle de la teneur en CO2 de l'atmosphère comme une loi physique de cause à effet, le CO2 provoquant cette élévation. Ne pourrait-on pas en déduire l'inverse, à savoir que la teneur en CO2 de l'atmosphère augmente en fonction de l'élévation de la température ? Une corrélation ne peut à elle seule servir de preuve. D'ailleurs, comment s'expliquent les périodes de décorrélation entre températures et teneurs en CO2 dans les données dont fait état le GIEC lui-même ?

Jean-Marc Bonnamy résume la thèse du GIEC comme suit : la terre se réchauffe, ce réchauffement entraînera des catastrophes, il est dû à l'effet de serre du CO2 et ce dernier résulte du développement de l'activité humaine. Et, il entreprend de démontrer, dans les premiers chapitres de son livre, qu'un phénomène physique de saturation de l'effet de serre, que personne ne nie, exonère le CO2, au-delà de ce qu'il accomplit déjà, de toute incidence dans un quelconque réchauffement climatique au sens dans lequel le GIEC l'entend et que, si tant est qu'il y a réchauffement de la terre, c'est ailleurs qu'il faut en chercher la raison. L'auteur en propose quelques pistes de réflexion dans Réchauffement climatique : Le pavé dans la marre ! ». palingenesie.com 8 février 2019

Réchauffement climatique : Le pavé dans la marre ! » (Jean-Marc Bonnamy), 164 pages, Editions L'Harmattan.

Vous devrez bannir de votre alimentation : La viande, le lait et les produits laitiers, les fruits et les légumes dont les tomates et les choux, les bananes et les fraises, les avocats, le riz et le soja ainsi que le lait d'amande, etc.

Rapport du GIEC : ces aliments "sains" sont une catastrophe pour l'environnement - Yahoo Actualités 8 août 2019

Les habitudes alimentaires des humains ont un impact extrêmement négatif sur la planète. Si certains en ont déjà conscience et tentent d'adapter leur alimentation, les alternatives choisies ne sont pas toujours les bonnes.

Ce jeudi, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a rendu public un rapport sur la dégradation des sols, qui est notamment liée à notre façon de consommer. Parmi les enjeux évoqués, les dégâts causés par notre manière de nous nourrir.

Plus inquiétant encore, les experts assurent que plus le réchauffement climatique s'amplifie, et plus il est difficile de nourrir la population. Un cercle vicieux dont il faut se sortir rapidement.

Certaines mauvaises habitudes sont déjà connues des consommateurs, qui tentent de les modifier… mais pas toujours de la meilleure des façons.

Avocats et tofu : bons pour vous, mais pas pour la planète

Il est déjà bien connu que la viande rouge est très mauvaise pour la planète. Les vaches, les agneaux et les chèvres notamment, produisent beaucoup de méthane, d'oxyde nitreux et entraînent une grande déforestation, nécessaire pour leur offrir des pâturages.

Certains consommateurs ont donc cherché des alternatives. Les sites, blogs et comptes Instagram se sont mis à distiller des conseils, assurant qu'il était possible de remplacer la viande rouge par des légumes, des féculents et des substituts comme le tofu.

Mais contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas forcément une bonne idée. Le soja - utilisé pour faire le tofu - est loin d'être un bon élève. Ses champs sont à l'origine d'une partie de la déforestation de l'Amazonie.

Souvent considéré comme un aliment sans danger, le riz n'est pourtant pas si innocent. Il est très consommateur en eau - ce qui appauvrit aussi bien les sols que les nappes phréatiques - et dégage également du méthane.

Les produits laitiers sont également décriés. Selon Greenpeace, il faudrait réduire sa consommation à 33 kg par personne et par an, alors que les Français en consomment actuellement 260 kg en moyenne. Mais leurs remplaçants n'ont pas forcément un meilleur bilan carbone.

Les laits de soja et de riz ne sont pas des modèles, à l'instar des produits dont ils sont issus. Le lait d'amande ne s'en sort pas beaucoup mieux car il impose une énorme consommation d'eau.

La méfiance est également de mise du côté des fruits et légumes. Les avocats sont ainsi source de déforestation. Quant aux bananes, tomates, fraises et autres choux, ils sont très gourmands en eau et viennent parfois de loin, ce qui ne fait qu'augmenter leur empreinte carbone.

Heureusement, le rapport du GIEC propose des solutions pour sortir du cercle vicieux. Cela passe notamment par une consommation et une agriculture moins intensive, et une réduction drastique du gaspillage. Yahoo Actualités 8 août 2019

LVOG - "Heureusement, le rapport du GIEC propose des solutions pour sortir du cercle vicieux" fabriqué de toutes pièces. Ils osent tout les tyrans !

En complément. Toujours plus fort !

- Franceinfo a interrogé Jean-François Soussana, rapporteur du Giec et vice-président pour l'international de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra)

500 millions de personnes sont exposées à la désertification. Franceinfo 08.08

LVOG - 500 millions de personnes sont exposées à la hausse du niveau des océans, 1 milliard de personnes sont exposées à la baisse des nappes phréatiques, 1 milliard de personnes sont exposées à la hausse des températures ou des canicules de plus en plus fréquentes, 1 milliard de personnes sont exposées à des phénomènes climatiques extrêmes de plus en plus violents, inondations, ouragans, cyclones, froids intenses, tremblements de terre, 1 milliard de personnes sont victimes de la faim ou de la sous-alimentation, 2 milliards de personnes disposent de moins de 2 dollars par jour vivre : Au secours on va tous mourir !

Comment justifier la hausse des prix des produits alimentaires, pétroliers, de l'électricité, de l'immobilier, des loyers, des véhicules à moteur, etc. ?

L'étau ou le carcan se resserre. Aux contraintes liées au numérique que ne serrent de s'accroître, il faut ajouter celles liées à cette machination liée aux variations climatiques.

Maintenant il ne faut pas s'emballer ni dans un sens ou l'autre. Ce qu'ils décrivent comme un réchauffement climatique concerne essentiellement l'hémisphère nord là où le capitalisme est le plus développé. Leurs gouvernants sont aux prises avec des contradictions qui éclatent au grand jour, par exemple lorsqu'ils sont pro migrants du Sud un jour ou dans les médias, et un autre jour ils dressent des murs de législations (ou de fils barbelés) pour les contenir ou les renvoyer dans leur pays d'origine ; Lorsqu'ils vont délocaliser la production de marchandises destinées à leur propre marché, etc.

A l'anarchie du capitalisme vient s'ajouter en quelque sorte celle du climat qui n'en fait qu'à sa tête, en l'admettant pour notre démonstration. Trop c'est trop, et cela pourrait être un mauvais tour que le climat réserverait à l'histoire du capitalisme, confiné telle une forteresse assiégée derrière des frontières que les capitaux ou les marchandises sont autorisés à franchir pour ainsi dire librement, mais pas les hommes, surtout les plus pauvres qui doivent demeurer confinés dans des pays livrés à la guerre, à la pauvreté, à la famine, à des régimes despotiques en général.

Le défi de satisfaire les besoins de 7,6 milliards d'habitants dans des conditions climatiques aléatoires ou qui peuvent évoluer défavorablement pour assurer la survie des hommes, est incompatible avec l'existence du capitalisme à l'échelle mondiale, de ces frontières, de ces Etats entravant la libre circulation des hommes, y compris à l'intérieur de ces Etats, c'est l'ensemble des sociétés telles qu'elles sont établies, la répartition des hommes et les rapports entre la ville et la campagne qui sont remis en cause, quand des régions entières viennent à se désertifier, à manquer cruellement d'eau, subissent des hausses brutales de température, tandis que d'autres voient les leurs baisser, leurs précipitations augmenter et leurs déserts reverdir.

La Terre n'en devient pas inhabitable pour autant, sauf quand le capitalisme constitue une entrave au déplacement des populations. Si catastrophe il y a à craindre quelque part, c'est uniquement dans la survie du capitalisme qu'il faut en chercher l'origine et nulle part ailleurs.

Quelques points de repères.

- Pourquoi entre 1910-1945 et 1945-1980 l'augmentation de la température a été la même, + 0,6°C, puis a baissé pendant que le taux de particule de CO^2 dans l'atmosphère doublait ou plus encore ?

- De 1945 à 1980, 5 Etats ont réalisé plus de 2000 essais nucléaires dans le monde, dont 516 ont été atmosphériques, 17 en haute altitude, et 4 sous-marins. (Source Wikipedia.org)

- Le coupable, c'est indubitablement l'Homme, à l'exclusion de toute autre cause possible, même si l'Homme ne compte en définitive, le GIEC lui-même le reconnaît, que pour 4 % des émissions globales de CO^2 ! contrepoints.org 01.07.2019

- La concentration actuelle de CO^2 dans l'air est de 0,04 %, j'ai peut-être écrit par erreur ailleurs 0,4%.

- En fait, relève François Gervais, la combustion des ressources fossiles a entraîné une augmentation du taux de CO2 dans l'air de 0,03 % à 0,04 % en volume, c'est-à-dire que, « parmi 10 000 molécules d'air sec, on compte à peu près 7808 molécules d'azote, 2096 molécules d'oxygène, 92 atomes d'argon, gaz qualifié de rare, et seulement 4 molécules de gaz carbonique. » Le fait de passer de 3 à 4 molécules de CO2, une molécule supplémentaire parmi 10 000 molécules d'air sec ou 10 500 molécules d'air humide justifie-t-il un tel émoi ?

Quand bien même la quantité de CO2 doublerait, sa contribution à l'effet de serre passerait seulement de 19,6% à 20,9%, elle

serait donc insignifiante. Depuis le début de l'ère industrielle, le CO2 est passé de 280 à plus de 400 ppm, soit 120 ppm d'augmentation. Si la température était uniquement fonction du CO2, la hausse moyenne des températures devrait être de 12°C.

LVOG - En réalité, si hausse de la température il y avait, elle viendrait d'ailleurs, voilà ce qu'il faut en déduire logiquement.

Leur arnaque repose sur deux leviers, le premier, la hausse de la température moyenne de la terre qui en fait demeure contenue ou est hypothétique, le second la crainte liée à l'augmentation du CO^2 dans l'air qu'ils agitent pour terrifier la population, après avoir présenté le CO^2 comme un polluant, alors qu'il ne constitue pas un danger pour la santé ou la nature, bien au contraire.

- Le problème de cette théorie fumeuse est que depuis plus de 18 ans, la « température moyenne » de notre terre n'a pas augmenté d'un iota ! Durant cette période, plus d'un tiers du CO2 total émis depuis le début de l'ère industrielle a été relâché dans l'atmosphère. Si ce gaz était vraiment responsable d'un quelconque réchauffement climatique anthropique, on s'attendrait à tout le moins à observer une hausse vigoureuse des températures. Rien de tout cela ne se produit. (István E. Markó, chimiste, président de l'European Chemical Society, professeur à l'Université catholique de Louvain.)

- Compte-tenu de ce que le transport ne représente que 2 % des émissions de CO^2 d'origine humaine, soit huit dix-millièmes des émissions globales de CO^2, le prélèvement d'une taxe sur le transport aérien est du racket (Source : contrepoints.org 01.07.2019)

- Parole d'internaute. (Suite à un article publié par le blog Les-Crises.fr)

- " Il reprend la propagande qu'on nous sert journellement: Le réchauffement est dû à l'homme! Il nous sert aussi la solution à laquelle le GIEC nous prépare : Vive le nucléaire! Un peu d'histoire: le GIEC a été fondé sous l'égide de Madame Thatcher pour qui le CO2 était un ennemi personnel lié à ses démêles avec les mineurs. Plus actuel, les dirigeants français du GIEC: Jouzel et Masson Delmotte sont des salariés du CEA. Personnellement je crains beaucoup plus le nucléaire que le CO2. En France , aucune de nos centrales nucléaires n'est installée dans une zone de sécurité (à plus de 250 km des villes). Nous léguons à nos enfants un pays avec des centrales nucléaires vieillies, des monceaux de déchets (Bure, La Hague)"

Les grands mythes du réchauffement climatique : le CO2 est tout, sauf un polluant ! - objectifliberte.fr 04 décembre 2009

Extraits.

La toxicité : Le CO2 n'est jamais toxique pour les humains aux concentrations observables.

Tout un chacun sait que l'air que nous expirons est plus riche en CO2 que celui que nous inspirons: le CO2 est un produit "d'échappement" de l'activité physique. Ce gaz coule dans nos veines, et traverse nos poumons.

Tout est question de degré, une substance peut être parfaitement inoffensive à des taux "ordinaires" et empoisonnante au delà. Ne risquons nous pas de "polluer" l'atmosphère en y augmentant le taux de CO2 ?

Et bien non. Les concentrations de CO2 "rencontrables" hors expériences de laboratoire ne sont en aucun cas toxiques, et les seuils de mortalité sont purement théoriques. Les données qui suivent sont traduites du guide en ligne des inspecteurs de sécurité des bâtiments aux USA:

Tout d'abord, une convention d'écriture 1,000,000 ppm d'un gaz = 100 % de concentration de ce gaz, et 10,000 ppm d'un gaz dans l'air=1% de concentration.

La concentration actuelle du CO2 est de 385 ppm, soit 0,038%. (Un peu plus de 400 ppm en 2018, soit 0,040% - LVOG)

Une maison fermée renferme, selon la qualité de son aération, de 600 à 800ppm, liés à la respiration des êtres vivants qui s'y trouvent. Soit 0,06/0,08%. Ces concentrations sont celles qui pourraient être rencontrées dans l'atmosphère au siècle prochain selon les estimations les plus pessimistes du GIEC.

Un auditorium fermé et moyennement ventilé peut atteindre 1200 ppm,0,12% . Aucune personne ne sera incommodée par le CO2 lui même, ceci dit, la mauvaise ventilation aura d'autres effets pervers. Les normes de sécurité considèrent qu'au dela de 1200ppm, une pièce présente un défaut de ventilation potentiellement gênant, mais pas à cause du CO2.

A 1%, soit 10 000 ppm, soit 25 fois plus que dans l'air ambiant extérieur, et 14 fois plus que dans une maison, ce qui n'est concevable que dans un auditorium de grande contenance et très mal ventilé, où la même foule resterait plusieurs heures sans aération (!), des occupants sont susceptibles de ressentir une somnolence.

C'est à partir de 20 000ppm, soit 2%, que des problèmes de nature médicale peuvent survenir: lourdeurs de poitrine et essoufflement. Ce niveau ne peut pas se rencontrer en situation naturelle, les effets de telles concentrations ont été étudiés en laboratoire.

A 3%, la respiration devient deux fois plus rapide que la normale. A 5%, quatre fois plus. à 5% (50 000 ppm, 125 fois les niveaux actuels), le CO2 est directement toxique voire mortel, par détresse respiratoire principalement.

On le voit, avant que le CO2 ne devienne un"polluant direct", il y a une marge énorme: le GIEC prévoit 560ppm à la fin du 21ème siècle dans l'atmosphère. Le CO2, à l'état naturel, quelle que soit sa concentration, n'est pas un problème pour la vie humaine, et d'une façon générale pour les mammifères. Je n'ai pas de données de toxicité pour les autres espèces (oiseaux, insectes...), mais même les sites alarmistes sont assez peu prolixes sur la question. S'il y avait le moindre risque, nous serions bombardés de messages plus pessimistes les uns que les autres, soyez en sûrs. Ce n'est pas une preuve, juste une indication.

LVOG - Dans cet article figurait une longue démonstration ou les observations et les conclusions étaient quasi-identiques pour la vie marine à celles des végétaux.

Plus de CO2 = plus de plantes !

Tout élève de CM2 sait que le CO2 est le gaz capté par les plantes par photosynthèse pour assurer leur croissance. Mais les niveaux actuels de CO2 atmosphériques sont ils les meilleurs pour favoriser la pousse des plantes ? L'agriculture, ou les forêts, se porteraient-elles mieux ou moins bien si, toutes choses égales par ailleurs, les taux de CO2 atmosphériques venaient à augmenter ?

Le phénomène est documenté depuis longtemps par une abondante recherche, car le milieu agricole est depuis longtemps sensible à ces questions. Et la conclusion est absolument sans appel: plus de CO2 implique une meilleure pousse des végétaux.

A tel point que les serres (les vraies !) sont souvent équipées d'injecteurs de CO2, quelques exemples de ces dispositifs figurent ci dessous.

Co2-injection

L'expérience agricole montre que des niveaux de CO2 sous serre de 750 à 1000ppm produisent des pousses végétales bien plus abondantes (une augmentation de 300ppm / au taux atmosphérique produit en moyenne une surpousse de 33%), et parfois qualitativement supérieures (plus de sucre dans les fruits, plus de couleurs dans les fleurs, etc...).

Le site Co2science maintient une très impressionnante base de données de centaines d'études et observations qui corroborent cette affirmation, espèce par espèce.

Pour ceux qui souhaiteraient une synthèse plus complète sur cette question, le désormais indispensable Papy Jako a publié un résumé d'une note de synthèse du ministère de l'agriculture canadien qui dit en substance que:

- En dessous de 340 ppm, le taux est trop faible, cette valeur constituant un seuil de carence préjudiciable à la bonne croissance des plantes. Autrement dit, notre concentration atmosphérique actuelle est juste légèrement supérieure à ce seuil de carence !

- Selon le type de plantes, la concentration de CO2 au delà de laquelle une augmentation n'a plus d'impact sur la croissance des plantes ("point de saturation") est de l'ordre de 1000 à 1300 ppm, soit 2,6 à 3,2 fois les concentrations actuelles. Si l'augmentation du CO2 atmosphérique devait se produire au même rythme qu'actuellement, il faudrait plus de 400 ans pour atteindre 1000ppm.

Pour les curieux, la note détaillée du ministère canadien :

(http://www.omafra.gov.on.ca/french/crops/facts/00-078.htm)

Plus de CO2 dans l'atmosphère promet donc un monde plus vert et des rendements agricoles meilleurs, ce qui devrait réjouir ceux qui s'inquiètent des problèmes de faim dans le monde. Pourquoi alors sont-ce souvent les mêmes qui crient au loup face à l'augmentation du CO2 ?

Et le climat, alors ?

A ce stade, nous voyons que le CO2 ne pose aucun problème direct de nature biologique ni pour la vie terrestre, ni pour la vie

marine, et ce, même à des concentrations trois à quatre fois supérieures à celles que nous observons actuellement.

Bref, il ne reste comme possibilité de classer le CO2 comme "polluant" qu'une très éventuelle implication de ce gaz dans l'augmentation des températures terrestres. Or, là aussi, les publications qui remettent en cause ce dogme abondent. (...)

La corrélation entre CO2 et températures semble difficile à établir dans le temps !

Rappelons en outre que les hypothèses de persistance du CO2 retenues par le GIEC ont été établies à partir de modèles informatisés. Mais le GIEC a pris pour hypothèse que le temps de persistance d'une molécule de CO2 dans l'atmosphère était de 100 années. Il ignore en cela une petite quarantaine de recherches estimant, par plusieurs méthodes différentes, ce temps de rémanence entre 5 et 20 ans, avec une moyenne autour de 10. Oh, et faut il le préciser, ces 37 recherches, dont les mesures ont été effectuées par plusieurs méthodes différentes, datent toutes d'avant 1997, date à laquelle un article de Segalstadt, de l'université d'Oslo, les a recensées. Il y a pu en avoir d'autres depuis. Segalstadt, déjà, en déduisait que les hypothèses du GIEC relèvent du dogme et non de la science, et explique les fautes de raisonnement du GIEC qui conduisent à prendre en compte des durées erronées.

Un catastrophisme injustifié

Ajoutons également que malgré les dires du GIEC, il n'est pas évident qu'une température un poil plus élevée serait maléfique pour la planète. Après tout, alors que la tendance depuis les années 70 est au réchauffement, on a vu ni hausse inconsidérée des niveaux marins, et les déserts d'Afrique tropicale ont plutôt eu tendance à reverdir, la chaleur augmentant la condensation et les précipitations. De même, dans cette vidéo, le professeur Reiter, de l'institut Pasteur, un des meilleurs spécialistes des maladies tropicales au monde, affirme que le GIEC, dont il a claqué la porte, ment effrontément (il ne dit pas "se trompe"...) pour faire croire qu'un accroissement des températures signifierait un retour de la malaria sous les latitudes européennes, alors que le moustique a longtemps aussi sévi en Sibérie ou dans les pays nordiques, signe que ce n'est pas une maladie des tropiques, mais une maladie du manque d'hygiène né de la pauvreté. Il existe de nombreuses réfutations des allégations du GIEC sur le niveau des mers (Notamment par Nils Axel Morner), et sur la plupart des catastrophes attribuées à une mer chaude. Je n'en ferai pas la litanie ce soir, car l'article est déjà long, mais j'y reviendrai ultérieurement.

En clair, le GIEC, à partir de courbes de températures fausses car ouvertement trafiquées, d'hypothèses surprenantes sur la durée de vie du CO2 dans l'atmosphère, et d'assomptions totalement infondées sur les conséquences éventuelles d'une variation des températures, nous affirme que le CO2 est le "principal facteur de réchauffement climatique porteur de calamité". Et voilà comment on transforme un gaz vital en épouvantail pour populations que l'on espère ainsi manipuler.

Pourquoi tant de haine ?

On se perd en conjectures sur l'intérêt de certains groupes à vouloir à tout prix que ce gaz indispensable à la vie, et même bénéfique, soit combattu, jusqu'à vouloir dépenser des sommes astronomiques pour l'enfouir sous terre. Si ces groupes se préoccupaient sérieusement de l'état environnemental de la planète, ne devraient-ils pas se féliciter de ce que l'on découvre que le CO2 a des impacts positifs pour elle ? Ne devraient-ils pas prôner l'abandon de la lutte contre ce gaz vital pour dégager des ressources pour traiter d'autres problèmes écologiques autrement plus importants ?

La réaction anti CO2 des militants écologistes de diverses mouvances, parmi lesquels on trouve bon nombre de ces scientifiques d'un genre nouveau, "les scientifiques d'opinion", relayée par nos politiques rendus aveugles, ne peut que nous interroger sur ses motivations réelles.

Ne s'agit-il pas d'un moyen habile trouvé par ceux qui n'aiment pas les sociétés occidentales, de les mettre à mal, en sabrant leurs économies, dont la combustion des énergies fossiles est pour un temps encore le pilier, et plus encore en sapant dans l'esprit des populations l'appétence au progrès, en persuadant nos contemporains que toute marche vers plus de progrès technologique, plus de croissance économique, sont nuisibles ? objectifliberte.fr 04 décembre 2009

Comment ont évolué les températures du XXème siècle ?

Temperatures-1850-2000

Sur le graphique ci-dessus, tiré du rapport 2007 du GIEC à l'intention des décideurs politiques, on observe deux phases de réchauffement. L'une va de 1910 à 1940, l'autre de 1975 à 2000. Pour la première phase, l'explication ne peut se trouver dans les émissions humaines de CO2, l'industrialisation et l'automobile étant peu développées à l'époque, réservée à quelques pays d'Amérique du Nord et d'Europe. De 1945 à 1975, on observe une légère baisse des températures, à une époque où, au contraire, les concentrations en CO2 s'élevaient constamment.

C'est donc essentiellement sur la phase 1975-2000 qu'il faut nous pencher.

Réchauffement 1975-2000 : ce n'est pas l'effet de serre ! (J'ai perdu la source de ces données. - LVOG)

Propagande ou fabrication du consentement.

La concentration en CO2 n'a jamais été aussi élevée depuis 3 millions d'années - Article de Futura avec l'AFP-Relaxnews paru le 08/04/2019

La concentration dans l'atmosphère du CO2, principal gaz à effet de serre responsable du réchauffement climatique en cours, est au plus haut depuis trois millions d'années, rendant inéluctable la hausse dramatique de la température de la Planète et du niveau des océans en quelques siècles, mettent en garde des chercheurs.

LVOG - Je vous fais grâce de l'article. Retenons le meilleur :

- Ces analyses sont corroborées par un nouveau modèle climatique...

- Le rythme de ces périodes glaciaires reste un mystère...

- Cet éclairage sur les deux derniers millions d'années de l'atmosphère apporte donc des réponses mais pose aussi de nouvelles questions...

LVOG - Voilà pour leurs preuves irréfutables.

Origine de la récente augmentation du CO2 dans l'atmosphère - skyfall.fr 06.07.2016

LVOG - Tout dépend de quelle manière on interprète des mesures, quand, où, comment elles sont réalisées...

- Toutes les mesures effectuées à travers tout le globe montrent avec des preuves éclatantes que les humains causent le plus gros de l'augmentation récente du CO2 dans l'atmosphère.

Mais…

Que les humains soient la cause de l'augmentation récente du CO2 ne dit rien à propos de l'influence du CO2 en augmentation sur la température !

LVOG - On pense, mais on n'en sait rien, on n'a aucune certitude.

- Dans ce cas, on pense que la végétation des forêts tropicales souffrent de l'élévation des températures...

LVOG - Ils ne comprennent pas de quoi ils parlent, mais leurs conclusions sont affirmatives... Ils ne comprennent pas ce qui se passe et le disent eux-mêmes, et il faudrait adhérer à leurs conclusions.

- Plusieurs discussions m'ont révélé qu'il est difficile de comprendre les deux mécanismes différent qui règlent le sort du CO2 anthropique dans l'atmosphère : le sort de molécules individuelles, réglé par le taux d'échange (« turnover ») et le sort d'un accroissement du total de CO2, réglé par les taux d'absorption (capacité du puits).

LVOG - Presque, mais pas impossible, donc tout est possible !

- Donc il est presque impossible que les émissions naturelles aient été responsables de l'augmentation du CO2...

LVOG - Sur la base d'estimations valable ou réfutées par la suite, peu importe...

- Les estimations récentes du taux de rotation dans l'atmosphère

LVOG - Cela ne prouve rien...mais si quand même !

- Cela ne prouve pas directement que tout l'accroissement de CO2 dans l'atmosphère provident de l'usage de combustible fossile, mais...

LVOG - Vous retrouvez le "*en même temps*" de Macron, c'est la même idéologie.

Quand la mémoire sélective engendre la sélection climatique.

Sécheresse : "Il y a des secteurs en France qui n'ont pas eu une seule goutte d'eau ces deux derniers mois" - franceinfo 08.08

- "La situation est assez grave dans certains secteurs", a expliqué sur franceinfo Emma Haziza, hydrologue, experte en adaptation face au changement climatique.

LVOG - Ils ne sont plus à un superlatif près ou quand "*assez grave*" devient "*l'un des plus graves*" avec FranceInfo.

FranceInfo - cet épisode de sécheresse est l'un des plus graves que le pays ait connu...

- Il y a des secteurs en France...

- Entre Bordeaux et Limoges, il n'y a pas eu de pluie du tout. franceinfo 08.08

LVOG - Mais il y en a eu entre Bordeaux et Toulouse, peu importe...

Flagrant délit, le énième.

Les épisodes de pluies intenses n'augmentent pas en France - Association des climato-réalistes 20 juin 2019

Les épisodes de pluies torrentielles se multiplient-ils ? Sont-ils de plus en plus violents ? Pour le savoir, France-Info a interrogé un climatologue du CNRS (le 17.06.2019). Voici sa réponse : « On sait que dans le Sud de la France, les pluies intenses se sont intensifiées (sic) d'environ 20% depuis 50 ans dues au changement climatique ».

En cherchant un peu, cependant, nous avons trouvé ce mauvais Français, là où on le l'attendait guère: à France Météo. Sur le site de cette institution publique qui collecte les données sur les précipitations, on lit en effet : « En l'état actuel de l'analyse des observations, on ne note pas de tendance marquée à l'augmentation du nombre d'épisodes de pluies diluviennes dans le Sud-Est de la France (Figure 1) depuis qu'on peut les recenser de manière précise (à partir de 1958) ».

Le chroniqueur de France-Info qui chasse le vrai du faux pourrait peut-être appliquer son talent aux déclarations de sa propre chaîne, et y débusquer le faux qui se cache parfois dans le vrai qu'elle débite. Association des climato-réalistes 20 juin 2019

Ils ne sont plus à une conclusion près bâclée.

Le Sahel reverdit - Usbek 20 mai 2017

Selon une étude publiée en juin 2015 dans la revue Nature Climate Change [1] le Sahel reverdit grâce à une pluviosité en augmentation depuis les années 80.

La pluviométrie à l'origine de ce verdissement

Il y a un consensus sur le fait que le Sahel gagne en couverture végétale par rapport aux années 1980. Ce verdissement est dû aux à la pluviométrie comme le montre le graphique ci-dessous : la pluviométrie qui avait nettement régressé entre 1950 et 1980 a recommencé à augmenter depuis 1985 jusqu'à nos jours retrouvant le niveau des années 1910-1920.

Il est piquant de constater que l'étude de Nature Climate Change ne concède ce verdissement qu'en l'attribuant au réchauffement climatique anthropique ! Selon ses auteurs en effet, la reprise des précipitations au Sahel est due à une hausse continue des émissions des gaz à effet de serre. Rowan Sutton, professeur au Centre national pour les sciences atmosphériques à l'Université de Reading et co-auteur l'indique en ces termes :

Les quantités de précipitations ont récupéré sensiblement. Ce fut une surprise que l'augmentation de l'effet de serre semble avoir été le facteur dominant.

L'amélioration des pratiques agricoles pourrait accentuer cette tendance Certains auteurs soutiennent que bien que les précipitations aient évidemment augmenté au cours des trois dernières décennies, ce verdissement n'aurait pas pu être obtenu sans un changement dans l'utilisation des terres et des pratiques agricoles. Une étude publiée dans la revue Land attribue une partie du verdissement au déplacement de certaines espèces d'arbres vers une flore plus tolérante aux conditions arides.

Les agriculteurs sahéliens au Burkina Faso et au Niger ont modifié ingénieusement leurs pratiques d'agro foresterie, d'eau et de gestion des sols pour obtenir plus de cultures. C'est aussi l'avis du « Stockholm Resilience Centre » [2] citant une étude selon laquelle les agriculteurs ont géré leurs terres d'une manière qui améliorent leur productivité.

[1] Nature Climate Change (01 June 2015) : « Dominant role of greenhouse-gas forcing in the recovery of Sahel rainfall »

[2] Stockholm Resilience Centre : « A tree paradox in a greener Sahel »

En complément.

LVOG - Quand l'effet de serre est constitué de 75 à 80% de vapeur d'eau, azote, méthane, et parmi les 20 à 25% de CO^2 qui y participent, seulement 4% est attribuable à l'activité humaine (Chiffre retenu par le GIEC), les 96% restants proviennent de la végétation et des océans qui couvrent les trois quarts de la surface de la Terre. Selon un processus d'absorption et de rejet dont les taux et la composition varient en fonction de certains paramètres, dont la température, la saison.

AFP - L'agriculture, l'exploitation forestière et d'autres activités liées à l'utilisation de la terre représentent, sur la période 2007-2016, quelque 23% des émissions nets de gaz à effet de serre liées à l'activité humaine. En y ajoutant les industries de transformation des aliments, cette part monte à 37%. AFP 08.08

LVOG - Quand on lit leurs articles, on s'aperçoit qu'il y a deux facteurs qu'ils occultent notamment : le nucléaire civil et militaire, les essais nucléaires du passé, et les OGM... dont la promotion s'impose.

Ils passent sous silence que la Terre est globalement davantage boisée malgré la déforestation.

AFP - Les changements alimentaires ont affecté les sols et la biodiversité...

AFP - Réhabiliter et restaurer les sols avec une gestion durable...

LVOG - Pire encore, selon eux ce serait les régimes alimentaires de la population qui seraient responsables de la détérioration des sols et de la biodiversité, régimes alimentaires qu'ils ont promus en multipliant les besoins ou les produits manufacturés, préconisant de revenir sur les méthodes de l'agriculture extensive et de l'élevage intensif qu'ils ont eux-mêmes encouragés et financés au détriment des sols et de la santé de la population.

Totalitarisme. Quand le hors la loi devient légitime.

Sur franceinfo, Grégoire Leclercq, co-fondateur de l'Observatoire de l'ubérisation, également président de la fédération nationale des auto-entrepreneurs - franceinfo 07.08

Il y aurait selon lui 11 500 livreurs à travailler pour le compte de la plateforme Deliveroo en France.

Chez Deliveroo, les décisions sont-elles unilatérales ?

Dans une entreprise plus classique, on aurait à faire à des salariés, on aurait une négociation annuelle qui est obligatoire dans le droit français. Le problème est que les plateformes ne relèvent pas du droit du travail, elles relèvent du droit du commerce, du droit fondamental de l'entreprise. Tout donneur d'ordres peut fixer les conditions générales de vente, d'utilisation, la tarification, le prix auquel il paiera son sous-traitant et ce de manière unilatérale. C'est un peu biaisé dans le modèle parce qu'en réalité, la plateforme l'impose à ses sous-traitants parce que ces sous-traitants ne sont pas en mesure de négocier, comme d'ailleurs des agriculteurs face à la grande distribution ou des sous-traitants de l'aéronautique face aux grands constructeurs d'avion. C'est toujours la même logique du rapport de force.

Les syndicats peuvent-ils trouver leur place dans ce modèle ?

Il est très difficile pour les syndicats traditionnels, de personnels ou patronaux, de trouver leur place dans cette économie. D'abord parce qu'elle est très nouvelle et que globalement, les syndicats vont quand même assez lentement dans cette compréhension des nouveaux acteurs et du nouveau phénomène économique. Ces indépendants, ces micro-entrepreneurs, ces auto-entrepreneurs que nous défendons depuis 10 ans, sont un peu des ovnis.

Ce ne sont ni vraiment des salariés, ni vraiment des patrons. Ils ne relèvent pas du Code du travail et des statuts de la plupart

des syndicats de salariés qu'on connaît en France. Ils ne sont pas vraiment patrons non plus, puisque ce ne sont pas des entrepreneurs au sens de créateurs d'activités et d'employeurs, ils ne sont donc pas vraiment représentés par le Medef et la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME). On est dans un flou total. franceinfo 07.08

En complément.

Le projet d'un hypermarché sans caissiers le dimanche à Angers fait polémique - francetvinfo.fr 08.08

Ce Géant Casino, installé dans le quartier angevin de la Roseraie, ouvrira à partir du 25 août les dimanches après-midi avec à disposition des caisses automatiques de ses clients, pour scanner et régler les articles, "une première pour un hypermarché", selon la communication des enseignes Casino.

Cette grande surface de 5 000 m2 qui compte un total de 115 salariés, "proposera un service en mode automatique à partir de 13 heures, et jusqu'à 21 heures", précisent les enseignes Casino qui affirment répondre à une demande des clients.

Si, localement, élus et syndicats se montrent réservés, les enseignes Casino affirment qu'il n'y a pas d'opposition chez les salariés. L'accueil sera assuré l'après-midi et le soir par des vigiles, et "une à deux animatrices de caisses". "Ce sont des prestataires extérieurs, pas des salariés de Casino. Nos salariés travailleront le dimanche jusqu'à 13 heures, on est dans les règles" du travail dominical, assure-t-on. francetvinfo.fr 08.08

Comment faire diminuer le coût de la force du travail ? Mode d'emploi par ses promoteurs.

Les niveaux de salaires en Chine atteignent voire dépassent ceux de certaines régions d'Europe - Les Crises 08.09

Forbes - Les salaires mensuels médians de la Chine à Shanghai (1 135 $), Beijing (983 $) et Shenzen (938 $) sont plus élevés que ceux du plus récent membre de l'Union européenne, la Croatie. Le salaire net médian en Croatie est de 887 $ par mois. Elle a rejoint l'UE en 2013.

Les salaires médians à Shanghai, en particulier, sont également supérieurs à ceux de deux des plus récents membres de la zone euro dans les pays baltes : La Lituanie (956 $) et la Lettonie (1 005 $), avec l'Estonie, qui a adhéré à l'euro en 2011, enregistrant un revenu médian de 1 256 $ par mois, selon les chiffres officiels pour 2016.

Au cours des dix dernières années, l'Europe s'est efforcée d'intégrer dans l'Union européenne le bassin de main-d'œuvre qualifiée et bon marché d'Europe de l'Est. En 2002, la Chine s'est mieux intégrée au marché mondial de la main-d'œuvre en adhérant à l'Organisation mondiale du commerce. La combinaison, en matière de main d'œuvre, de ces deux bassins d'emploi considérables a ouvert la voie à la stagnation des salaires chez les travailleurs peu qualifiés et sur les chaînes de montage du monde entier.

Dans le jargon économique, ce phénomène est décrit comme « l'aplanissement de la courbe de Phillips » [les salaires tendent à baisser lorsque la disponibilité de main d'oeuvre augmente, NdT], explique Neil MacKinnon, économiste de VTB Capital.

« L'impact de la mondialisation et l'entrée de la Chine à l'OMC en 2002 ont considérablement accru l'offre mondiale de main-d'œuvre », dit-il. L'offre excédentaire de main-d'œuvre chinoise et l'afflux de produits chinois à bas prix dans l'économie mondiale ont favorisé les consommateurs mondiaux, mais cela signifie aussi que certains produits qui étaient fabriqués en Europe orientale – et les emplois associés – allaient devoir faire concurrence à une Chine à bas prix. Outre les chaînes d'approvisionnement et les marchés, le coût le plus important pour une entreprise est sa main-d'œuvre. La main-d'œuvre chinoise est enfin payée. Les salaires comparables à ceux des Chinois d'Europe de l'Est sont tout à fait d'actualité dans un monde où la devise est devenue : tout ce que vous pouvez faire, la Chine peut le faire à moindre coût.

La Chine fixe le prix de la main-d'œuvre dans l'industrie et, à l'avenir, le fixera dans la logistique liée au commerce en ligne. Si certains Européens désirent pour eux-mêmes une augmentation de leur salaire brut, ils doivent espérer la poursuite de la hausse des salaires en Chine.

La part de la Chine dans le commerce mondial (la moyenne entre les exportations et les importations) est passée d'un peu moins de 2 % en 1990 à près de 15 % aujourd'hui, selon la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Au cours de cette période, les circuits économiques chinois se sont intégrés à l'économie mondiale, principalement grâce à sa main-d'œuvre, avec un ratio capital/travail inférieur aux standards mondiaux. La Chine commence à peine à se moderniser.

L'intégration de l'Europe de l'Est au sein du monde occidental est souvent passée sous silence.

L'intégration de la Chine et de l'Europe de l'Est dans l'économie mondiale a mis à parité les salaires des nouveaux pays de l'UE avec ceux de la Chine. Dans la course aux salaires, la Chine rattrape son retard tandis que l'Europe de l'Est est loin de progresser autant, les deux bassins d'emploi faisant désormais partie d'un système mondial qui fixe le coût de la main-d'œuvre peu qualifiée. Source : ONU.

Sur la même période, soit depuis les années 1990, les pays d'Europe de l'Est ont quitté l'orbite soviétique et se sont rapprochés de l'occident. Avant la chute du communisme, ces pays étaient plus ou moins isolés. La main-d'œuvre était abondante et bien formée, mais les capitaux et la capacité d'encadrement étaient limités. Une telle combinaison a porté ses fruits : L'Europe de l'Ouest fournissait les fonds et l'encadrement, l'Europe de l'Est une main-d'œuvre à bas coût.

Les chiffres relatifs à l'intégration de la Chine et de l'Europe de l'Est sont stupéfiants. Si l'on ne compte que la main-d'œuvre potentielle, la population active en Chine et en Europe de l'Est entre les âges de 20 et de 64 ans était de 820 millions en 1990 et atteignait 1,2 milliard en 2015. La population active disponible dans les pays industrialisés d'Europe était de 685 millions d'habitants avant l'éclatement de l'Union soviétique en 1990 et a atteint 763 millions en 2014. La main-d'œuvre totale disponible a ainsi d'un coup augmenté de 120%, ce qui a entravé les salaires des travailleurs les moins qualifiés, selon la BRI. [Ces chiffres interrogent, notamment pour la population active européenne, puisque la population totale européenne (Russie d'Europe comprise) n'atteint que 742,4 millions en 2013, les 763 millions corespondent peut-être à la population active occidentale, il en va de même pour l'augmentation de 120 %, NdT]

Si l'on prend ces trois villes chinoises comme référence, les salaires médians de leurs employés sont supérieurs à ceux dans la partie la plus pauvre de l'Europe, celle des Balkans ex-communistes.

A deux pas de la frontière de la riche Italie, de l'autre côté de l'Adriatique, se trouve un bassin d'emploi qui rappelle la Chine. Avec, en fait, un coût encore plus bas. Les travailleurs chinois de Shanghai, Shenzhen et Beijing gagnent en moyenne plus que ceux de l'Albanie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Slovaquie et du Monténégro, nouveau membre de l'OTAN, dont le revenu médian est de seulement 896 $ par mois.

Les salaires médians à Shanghai sont comparables à ceux de la Pologne, soit 1 569 $. Il en va de même pour la République tchèque, avec son salaire médian à Prague, sa ville la plus riche, qui se situe autour de 1 400 $. Le salaire brut moyen en Hongrie est équivalent à celui à Shanghai, à 1 139 $ par mois.

La croissance des salaires en Chine est impressionnante. Tant mieux pour les Chinois. Néanmoins, ceux-ci ont limité la croissance des salaires dans de nombreux États d'Europe où les revenus sont faibles. Ces chiffres montrent que le rôle de la Chine en tant que plaque tournante du secteur manufacturier a jeté les bases de toute hausse future des salaires, en particulier pour les travailleurs peu qualifiés du secteur manufacturier, mais bientôt aussi pour des secteurs émergents comme celui du e-commerce.

Source : Forbes, Kenneth Rapoza, 16-08-2017

Dans un monde toujours plus liberticide...

En Belgique, il est désormais interdit de fumer en voiture en présence d'un enfant - LeFigaro.fr 09.08

La Belgique interdit de fumer en voiture en présence de mineur de moins de 16 ans. Les contrevenants risquent une amende de 130 à 1000 euros. LeFigaro.fr 09.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Après la révocation de l'autonomie du Cachemire, le Pakistan expulse l'ambassadeur indien - Franceinfo 8 août 2019

Le Pakistan a annoncé mercredi 7 août qu'il expulsait l'ambassadeur indien à Islamabad et suspendait le commerce bilatéral avec l'Inde, deux jours après la révocation par New Delhi de l'autonomie constitutionnelle de la partie du Cachemire qu'elle contrôle.

Le gouvernement a également annoncé qu'il abaissait le niveau des relations diplomatiques avec l'Inde et suspendait le commerce avec son voisin. Cette deuxième mesure est avant tout symbolique, les échanges étant déjà très limités entre les deux pays. Ces décisions ont été annoncées après une nouvelle réunion du comité de sécurité nationale, à laquelle ont participé les principaux ministres et généraux pakistanais. Franceinfo 8 août 2019

Algérie

Pour le 25e vendredi consécutif, les Algériens dans la rue contre le pouvoir - AFP 9 août 2019

Les Algériens ont manifesté vendredi pour la 25e semaine consécutive, appelant à la "désobéissance civile" et rejetant le dialogue proposé par le pouvoir pour mettre fin à la crise politique née de la contestation inédite en février.

Impossible à évaluer en l'absence de comptage officiel, la mobilisation reste importante, sous un soleil de plomb, en ce début de long week-end et à deux jours de la célébration de l'Aïd al-Adha.

"Soit nous soit vous, on n'arrêtera pas", "Etat civil pas militaire", "La désobéissance civile est en route", ont scandé les manifestants pour appeler les dirigeants proches de M. Bouteflika à quitter le pouvoir.

Les protestataires ont également conspué Karim Younes, le coordonnateur de l'Instance nationale de dialogue et de médiation, formée par le président par intérim Abdelkader Bensalah pour mener des consultations sur les modalités de la future présidentielle.

Cette instance est contestée par les protestataires et plusieurs personnalités ont refusé de la rejoindre.

Mercredi, l'Instance nationale s'est réunie pour la première fois pour discuter avec des personnes présentées comme des militants de la contestation. La majorité des intervenants ont jugé que la présidentielle devait se tenir rapidement et sans intervention du gouvernement de Noureddine Bedoui, accusé d'être un "représentant de la fraude".

Le mouvement de contestation réclame le départ de tous les anciens proches de M. Bouteflika avant une élection. "Pas de dialogue avec les gangs", ont scandé les manifestants.

"Le pouvoir va finir par nous écouter et répondre à nos revendications qui sont très simples: le départ des figures du système de Bouteflika, on ne peut pas organiser des élections avec les fraudeurs qui lui ont permis de rester 20 ans au pouvoir", a déclaré Hassan, un fonctionnaire de 57 ans.

En fin d'après-midi, les manifestants se sont dispersés dans le calme et il n'y pas eu d'arrestations.

Comme ces dernières semaines, de nombreux véhicules de police ont été garés à Alger des deux côtés des principaux axes du centre-ville empruntés par le cortège.

Les manifestants sont également descendus dans la rue dans d'autres villes du pays comme à Constantine et Annaba, 3e et 4e villes du pays. Les manifestations se sont déroulées sans incident. AFP 9 août 2019

Haut de page

Le 12 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai dégoté le dossier le plus complet sur Greta Thunberg et leur machination climato-néolibérale.

- L'économie politique du complexe industriel à but non lucratif. (18.07.19)
- La vérité dérangeante derrière l'embrigadement des jeunes. (20.07.19)
- La vérité la plus dérangeante « le capitalisme est en danger d'effondrement ». (22.07.19)
- La maison est en feu ! & le sauvetage à 100 billions de dollars. (24.07.19)

- Le New Deal vert est le cheval de Troie de la financiarisation de la nature. (26.07.19)

- Une décennie de manipulation sociale pour la captation de la nature par les grandes entreprises. (31.07.19)

Haut de page

Le 18 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

A peine 22°C au petit matin à 10 kms de Pondichéry dans mon village, 18 heures de pluie, une belle mousson : Au secours le changement climatique, on va tous mourir ! Et même qu'on a de l'électricité, c'est merveilleux !

Pas pour ma jeune voisine qui est moins bien lotie que moi avec sa minuscule maison, alors j'ai accepté de lui faire deux machines à laver, sympa, non ? C'est pour que ses deux gosses aient des vêtements propres et secs pour aller à l'école demain matin. Elle bosse toute la semaine (6j/7) et elle est crevée. A midi, elle m'a apporté du carry de poulet qu'elle a cuisiné, c'est sympa.

Depuis la semaine dernière, comme elle s'est engueulée avec sa belle-mère, c'est moi qui récupère les gosses pour les faire manger à quatre heures, elle m'a confié la clé de sa maison, elle ne l'aurait pas confiée à ses voisines indiennes, avec moi elle sait qu'il n'y a pas de risque d'embrouilles. Enfin quelqu'un qui m'estime à ma juste valeur !

Ma compagne est encore absente pour la semaine, elle est partie aider une de ses soeurs suite au décès d'un membre de la famille de son époux. Entre nous, cela me fait des vacances, j'aime bien être seul et je bosse davantage, y compris dans le jardin. Et puis on est toujours heureux de se retrouver.

Son frère qui bosse dans une exploitation agricole organique m'a filé 50 kilos de compost, alors j'ai semé un peu, j'ai aussi commencé un compost, j'ai de quoi faire après avoir taillé les manguiers, orangers, etc. Je vais essayer de faire pousser des champignons de Paris. Désormais, le midi on agrémente les crudités de soja germé, une de ses soeurs l'a gratuitement. J'ai téléchargé un tas de recettes chinoises et autres pour préparer de nouveaux plats, j'ai acheté des noodles ou spaghettis et les ingrédients nécessaires, on varie la cuisine, ma compagne adore cela, surtout que c'est moi qui suis de service !

Ah on ne s'emmerde pas, pas le temps !

Après le dernier épisode climatique de l'oligarchie, je me demande bien qu'est-ce qu'elle pourrait trouver d'autres dans le futur pour mener le peuple en bateau, rien j'espère, du coup j'arrêterais là. Elle peut toujours réactiver le terrorisme ou la xénophobie anti-russe, chinoise, arabe, musulmane, mais c'est plutôt foireux et dangereux à la longue, elle pourrait provoquer une nouvelle crise financière, c'est bien comme truc puisque personne n'y comprend quoi que ce soit ou tout le monde marche dans leur combine, qui sait ? Bon, c'est vrai que si ici on a déjà un avant-goût de l'hiver, ce n'est pas encore le cas chez vous, pour un peu j'allais oublier qu'on n'était qu'au mois d'août, comme quoi je deviens plus Indien que Français, à force c'est normal.

Cela a fait 23 ans le 16 août que je suis installé en Inde, 17 ans que je n'ai pas mis les pieds en France, et 11 ans que j'ai commencé ces causeries. Cela ne me rajeunit pas ! On fatigue. Je comprends que personne ne m'écrive, puisque je suis apparemment le seul à avoir une vision globale de la situation, c'est très préoccupant en vérité.

Comme je ne suis pas sur le terrain en France, je laisse le soin à d'autres de relayer ce qui s'y passe, je suis cela de près. Je m'intéresse tout autant ou davantage à ce que mijote l'oligarchie et à ce que pense les travailleurs, à leur manière de réagir aux différents évènements. Les militants et les partis qui vivent dans leur bulle ou les systèmes qu'ils se sont forgés m'intéressent moins, ils pratiquent l'entre soi et sont heureux ainsi, qu'est-ce qu'on peut y faire, rien apparemment, c'est dommage et bien triste, quel gâchis !

L'oligarchie voudrait bien réaliser un hold-up à plus de 1000 milliards d'euros sur les organismes de retraite pour alimenter leur Green New Deal si prometteur en profits, chacun devrait comprendre que les deux facteurs sont liés, eh bien non, nos dirigeants ont décidé qu'il n'en était rien ou qu'il ne fallait pas les traiter ensemble. Du coup personne n'y comprendra rien et les deux passeront comme une lettre à la poste, on prend les paris ? Au moins personne ne pourra dire qu'il ne le savait pas, je ne parle pas des travailleurs en général puisqu'ils ignorent l'existence de ce portail unique en son genre, à peine 1 ou 2 sur 1 million s'y connectent environ, je pense aux partis et groupes auxquels j'ai communiqué l'adresse des articles qui figuraient dans la causerie du 12, resté sans réponse évidemment, le dédain ou l'indifférence habituelle qui confirme tout le bien qu'on en pense.

Malgré tout j'ai encore proposé une analyse et des pistes de réflexion dans cette causerie, j'espère qu'elles profiteront aux lecteurs ou aux militants les plus conscients. Etant abonné au 11, j'aurais 64 ans le 11 septembre prochain, j'en profiterais peut-être pour mettre un terme à ces causeries, généralement le 11 est prolifique ou synonyme de changement dans ma vie. A suivre.

On changera plus tard ou demain le photomontage de la page d'accueil.

Qu'est-ce qui caractérise le mieux le "*en même temps*" de Macron ? La droite et la gauche, les côtés pile et face du capitalisme depuis plus d'un siècle.

- Au format pdf - 24 pages)

Nous aussi on a de la suite dans les idées.

Cette causerie a été rédigée tout au long des 6 derniers jours. Son plan réalisé au fur et à mesure et plusieurs fois modifiés n'est pas aussi rigoureux qu'on pourrait le souhaiter, je m'en excuse et je n'ai plus le temps de le retoucher.

Ce qui est tout à fait remarquable, c'est que ce sont une poignée d'oligarques qui sont à l'origine de la destiné de la société, de l'humanité et de la planète, et c'est seulement maintenant qu'on commence à découvrir comment ils s'y sont pris tout au long du XXe siècle, plus particulièrement depuis la seconde moitié du XXe siècle, où on a assisté à une accélération du processus conduisant à leur emprise presque totale sur tout ce qui pousse ou respire et même bien au-delà sur Terre, incroyable n'est-ce pas ?

Personnellement je l'ai découvert au fil des 15 dernières années, car avant j'avais été délibérément maintenu dans l'ignorance, je parle des années pendant lesquelles je lisais encore les publications du mouvement ouvrier où j'étais en contact avec de nombreux militants.

Guerre, coup d'Etat, génocide, "printemps arabe", "révolution des fleurs" ou de "couleur", 11 septembre 2001, déstabilisation des Etats, actes terroristes, Al-Qaïda, famine et sous-alimentation, les mouvements féministe, homophile, LGTB, PMA-GMA, écologiste et le Green new deal, l'antiraciste, l'antifasciste, l'indépendantisme, la libéralisation de la drogue, la pornographie accessible à tous via Internet, les réseaux sociaux, le néolibéralisme, le nihilisme élevé au rang de mode de penser idéal, la censure ou l'autocensure, les krachs boursiers, les privatisations (santé, éducation, transport, communication, bref, des services publics...), les délocalisations, la vidéosurveillance, les lois liberticides, le cyberterrorisme, la corruption des élites, l'emprise sur les médias, les instituts de sondages, le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne, les banques centrales dont la Fed et la BCE, l'euro, l'Otan, le Pentagone, le complexe militaro-industriel, les multinationales, trusts et holdings, les banques et les institutions financières, les Bourses, les compagnies d'assurances, tous les secteurs clés de l'économie, les ONG, les OGM, la recherche sur le génome humain et les plantes, etc. non seulement tout est lié, mais est relié ou remonte à quelques oligarques ou familles les plus fortunées, puissantes ou influentes (royales ou anglo-saxonnes) du monde, qui disposent d'institutions qu'ils ont créées, afin de dicter aux Etats et aux décideurs qui sont sous leur contrôle ou acquis à leur cause la marche du monde, dont le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale et le Council Foreign Relation constituent le sommet de la pyramide, qui fonctionne comme un gouvernement mondial quasi invisible, hors d'atteinte, illégitime et antidémocratique...

J'entends déjà ceux qui ont réponse à tout ou qui détiennent la vérité, asséner qu'il s'agit là d'un lieu commun, alors qu'en réalité ces liens leur avaient échappés ou ils n'en ont jamais tenu compte, leurs stratégies politiques l'ont suffisamment démontré pour qu'il soit inutile d'y revenir.

Ensuite, sauf à se contredire, ce qui ne les gêne pas plus que cela en général, ils auront du mal à affirmer que cela tiendrait de la théorie du complot, d'autant plus que ces faits sont davantage de notoriété publique de nos jours qu'hier, ils sont facilement accessibles sur le Net pour peu qu'on soit curieux ou qu'on se livre à des recherches, encore faut-il être capable d'interpréter correctement ce qu'on découvre et en tirer des leçons politiques, ce qui n'est pas vraiment donné à tout le monde où sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Et effectivement, le citoyen lambda, le travailleur, l'étudiant, le collégien, eux ils l'ignorent, submergés par le matraquage idéologique des médias et leurs "experts", des réseaux sociaux, des médias dits alternatifs, de tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche corrompue, de l'ensemble des institutions et des acteurs sociaux qui leur tiennent à peu de choses près le même discours, comment pourrait-il en être autrement dans ces conditions ?

Mais dites-nous, quel serait l'intérêt de le savoir ou d'en prendre conscience ?

D'après vous, comment réagissent un homme ou une femme normalement constitués ou en possession de toutes leurs facultés mentales, quand ils apprennent que quelqu'un à passer son temps à leur cacher la vérité, dépenser son énergie pour les tromper délibérément, après le choc ou la surprise qu'une telle découverte produira sur eux, ils fulmineront ou enrageront, ils décideront sur le champ de rompre avec cette personne ou institution, ils ne voudront plus jamais en entendre parler, ils seront prêts à rompre avec son idéologie dans le cas qui nous occupe ici, et les plus déterminés d'entre eux s'engageront à

la combattre.

Voilà à quoi cela peut servir ou à quelle conclusion on pouvait en venir.

On évoque volontiers le capitalisme et ses institutions, l'oligarchie, la concentration des richesses et du pouvoir politique, l'explosion des inégalités sociales, la confiscation de la démocratie ou sa violation délibérée, le saccage de notre planète, etc. et quand on aborde l'analyse de la situation ou la conception de la lutte de classe qu'on devrait adopter, bizarrement (Je fais l'idiot!) on s'aperçoit qu'elles se réduisent à des interprétations occultant des pans entiers de la réalité dont un certain nombre de représentations idéologiques, pour finalement coïncider avec des dogmes ou une vision étriquée qui ne permet ni de comprendre dans quel monde on vit ni de le combattre efficacement, non pas pour terrasser les affreux capitalistes, mais pour construire le parti ouvrier révolutionnaire, puisqu'il n'existe pas d'autres objectifs à notre portée ou dont nous serions comptables dans la perspective d'un changement de régime et de société.

Si les idéologues de la réaction ont déterminé qu'il suffisait que 3,5% de la population se mobilisent pour parvenir à leurs fins, on est en droit de penser qu'environ 1,5 à 2 millions de travailleurs et jeunes rassemblés à Paris et décidés à n'en pas bouger jusqu'à la chute du régime et l'élection d'une Assemblée constituante souveraine pourrait être un objectif politique qu'un tel parti pourrait se fixer et atteindre, encore faudrait-il qu'il existe et qu'il compte des dizaines de milliers de militants.

Ma contribution s'inscrit uniquement dans cette perspective politique.

Divers aspects de la situation.

- En France, 8 millions de personnes (personnes seules ou en couple) vivent sous le seuil de pauvreté fixé à 855 euros. AFP.

LVOG - En nombre de personnes adultes, cela signifie que quelque 36 ou 37 millions de personnes parviennent encore à s'en sortir dans une société devenue irrespirables, nauséabonde, sans idéal...

- Un récent sondage a révélé que seulement 18 % des Allemands estiment pouvoir s'exprimer librement en public. Plus de 31 pour cent ne se sont même pas sentis libres de s'exprimer en privé avec leurs amis. Seulement 17 pour cent des Allemands se sentaient libres de s'exprimer sur Internet, et 35 pour cent ont déclaré que la liberté d'expression est limitée à de petits cercles privés. C'est ce qu'on appelle un effet paralysant, et c'est cela qu'il faut craindre. Source : The Hill, Jonathan Turley, 06-07-2019 - Les Crises.fr 06-07-2019)

LVOG - Psychose collective et règne de la terreur... Raison de plus pour dire ou écrire ce qu'on pense...

- La méthode la plus efficace pour condamner des idées ou des actes appartenant au passé et qui parfois continuent d'avoir cours, consiste à les extraire du contexte dans lequel ils ont vu le jour ou bien où ils se sont développés, puis de les juger en les soumettant à des principes ou critères issus du présent ou qu'on a sélectionnés pour l'occasion...

Le Green New Deal ou la New Climate Economy appelée encore la Quatrième révolution industrielle est arrivé.

Avez-vous lu les derniers articles mis en ligne sur le Green New Deal ? Quel gigantesque réseau tentaculaire, une vraie mafia, n'est-ce pas ? Et dire qu'ils ont lentement tissé leur toile pendant des décennies, et que c'est seulement maintenant qu'on le découvre.

C'est déconcertant, comme quoi l'autocensure fonctionne bien dans nos rangs. Quels militants en tireront des enseignements ? On n'ose même plus poser la question ! C'est à se demander dans quel monde nous vivons.

Les oligarques et leurs représentants veulent sauver la faune et la flore, toutes les espèces vivantes, la biodiversité, sans rire, même les hommes, la civilisation humaine, la planète, l'adage selon laquelle leur humanisme est la politesse des salauds n'aura jamais été aussi approprié.

Comme quoi il ne faut jamais dire que c'est impossible.

Avec la taxe carbone, ils sont parvenus à taxer l'air qu'on respire. Mais pour que leur oeuvre totalitaire soit parfaite ou que personne n'y échappe, il fallait qu'on ne puisse plus respirer quel que soit l'endroit où nous nous trouverions sur cette planète, alors

ils ont conçu un Green New Deal ou une New Climate Economy appelée encore la Quatrième révolution industrielle, où la privatisation-marchandisation-financiarisation de la totalité de la nature deviendrait réalité. Ensuite ils pourraient en faire ce que bon leur semble ainsi que la colonie d'esclaves qui la peuplent.

La privatisation de la nature ou de la terre, elle a commencé aux alentours du passage au néolithique, accompagnant la privatisation des moyens de production dont la force de travail, les trois modes de production qui se succédèrent ensuite la poursuivirent, et parvenu à la fin du règne de la nécessité ou au stade pourrissant de l'impérialisme, elle fut peaufinée ou s'amplifia avec l'avènement des OGM qui précéda cette emprise sur la totalité de la surface de notre planète, on devrait plutôt dire du volume total de la Terre allant des tréfonds de la couche terrestre aux couches atmosphériques en passant par le fond des océans et les sommets montagneux, exploiter les territoires qu'ils s'étaient appropriés ne leur suffisait plus, il leur fallait faire main basse sur la planète entière à des fins purement mercantiles.

Toutefois, contrairement aux apparences leur machination climatique peine à prendre. J'en veux pour preuve leur propre affirmation, selon laquelle la mobilisation de 3,5% de la population suffirait à modifier l'orientation politique d'un gouvernement. Or, après avoir mobilisé leur armada médiatique, leurs réseaux sociaux et leurs ONG, à ce jour les mobilisations observées en France et dans le monde n'atteignent même pas le quart ou le cinquième de cet objectif, c'est donc un échec.

Mieux encore, à force de beaucoup trop en faire pour obtenir le consentement de la population, comme chaque fois ils se grillent eux-mêmes ou leurs intentions deviennent louches, leur rhétorique soudainement humaniste paraît suspecte aux yeux des citoyens lambdas, ce qu'on appelle aussi le bon sens populaire qui lui se trompe rarement.

Cela dit, il faut prendre très au sérieux ce facteur apparemment arrivé à maturité sur fond de crise généralisée du capitalisme. Un exemple pour l'illustrer :

Le 26 septembre 2018.

« *La Commission européenne a proposé de consacrer 25% de son prochain budget (2021-2027), soit 320 milliards d'euros à des objectifs liés au climat et prévoir un soutien financier à des investissements dans des infrastructures durables à travers le programme « InvestUE », dont il est espéré qu'il générera plus de 150 milliards d'euros.* » (Source : entelekheia.fr)

Les Américains n'étant pas en reste évidemment ou plutôt ayant déjà devancé l'UE, ce sont ainsi des sommes colossales qui sont déjà et qui vont être détournées et investies dans des dépenses inutiles cependant à haute valeur ajoutée, au détriment de programmes sociaux. Les principaux bénéficiaires seront les multinationales, l'oligarchie, qui accroîtra encore sa fortune et son pouvoir sur le reste du monde. Et ils n'en sont même pas encore au hors d'oeuvre...

Voilà où nous en sommes rendus pour avoir été incapables de les arrêter avant. Pourquoi ?

Chacun à sa petite explication pour répondre à la question comment avons-nous pu en arriver là, dont aucune n'est ni cohérente ni convaincante, donc forcément inefficace pour inverser le cours des choses, pour chaque fois verser dans le déni d'une part plus ou moins importante de la réalité ou de la situation, car ce n'est pas la vérité ou le sort de l'humanité qui préside à l'engagement politique des opposants autoproclamés au capitalisme ou simplement à son orientation monstrueuse, mais des intérêts individuels plus ou moins bien camouflés ou inconscients qui ne correspondent nullement aux intentions qu'ils affichent, et qui suffisent à tromper les naïfs ou les ignorants, qui s'épuisent dans un activisme insensé pour finalement se retrouver réduits à l'impuissance, embrigadés dans une voie menant à une impasse ou pire encore, quand ils en arrivent à combattre au coté de leurs ennemis pour des causes qui dès lors ne peuvent pas être les leurs.

On ne va pas s'apitoyer sur notre sort, nous sommes les otages de dirigeants prétentieux, ignares ou corrompus ou les trois à la fois, qui portent la terrible responsabilité de nous avoir conduit à la situation actuelle. A leur manière, qui est également celle de nos ennemis, ils monopolisent dans nos rangs le pouvoir et les moyens pour interdire le développement d'une véritable opposition de gauche, qui ne prétend pas rivaliser avec eux ou ne cherche en aucun cas à les détrôner, mais juste à faire entendre loyalement sa voix. Je n'invente rien, la dislocation et le degré de putréfaction auxquels sont parvenus le mouvement ouvrier et son avant-garde en témoignent suffisamment ou encore, l'absence d'une nouvelle direction capable d'organiser et de guider les exploités et les opprimés vers le socialisme.

Ce triste constat ne peut être abordé ou être compréhensible qu'à partir du moment où on le relie au développement général de la situation et à son orientation.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que tout le monde ou presque se réclamant du socialisme, dirigeants, cadres, militants, adhérents, sympathisants, auxquels il faut ajouter les simples contestataires, révoltés, opposants dits de gauche dénonçant les excès ou les méfaits du capitalisme, etc. s'enferment dans un déni borné et suicidaire. Tous détiennent une parcelle de la vérité et croient qu'elle se réduirait à cette portion congrue élevée au rang d'intérêt supérieur, de priorité absolue ou de facteur déterminant, ce que ne peuvent que contester tous ceux qui ne la partagent pas, et quand on a à l'esprit le nombre important de facteurs qui composent la situation, on en arrive à une situation inextricable où toute discussion devient impossible ou se réduit

à des monologues, des dialogues de sourds, où les uns aux autres s'opposent et se déchirent sans jamais parvenir à construire quoi que ce soit pour l'avenir.

On devrait s'en foutre qu'un travailleur ou un militant ait ou non des préjugés archaïques, qu'il croie ou non à telle ou telle théorie, qu'il ait vécu telle ou telle expérience, qu'il adopte un comportement qu'on ne partage pas, qu'il ait des idées qui ne nous viendraient pas à l'esprit, qu'il fréquente telle ou telle personne ou tel ou tel lieu, etc. du moment qu'il s'engage sincèrement ou loyalement dans le combat pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, ce qui d'une manière ou d'une autre contribuera à sa propre progression ou à maîtriser le matérialisme dialectique ou le socialisme pour peu qu'on les mette à sa portée, et si cela n'était pas le cas, parce que la vie est ainsi faite, d'autres travailleurs ou militants le remplaceraient et ainsi de suite.

Il y a deux façons d'agir avec les travailleurs ou les militants, celle qui consiste à vouloir leur imposer des idées ou des comportements qu'ils ne partagent pas, à les dénigrer ou à s'en moquer sans vouloir le reconnaître, donc malhonnêtement, c'est ce qui se pratique en général, et celle qui consiste à employer nos connaissances à bon escient en remontant à l'origine ou à la source de tous les rapports qui existent dans la société, de sorte qu'ils puissent comprendre par eux-mêmes comment les choses se sont déroulées, et pourquoi ils se comportent de telle ou telle manière sans prononcer le moindre jugement évidemment.

Non, quand on tente d'imposer nos idées aux autres, en le niant de préférence, on ne les respecte pas, et cela ne peut pas fonctionner ou pas très longtemps. C'est le genre de question auquel on ferait bien de réfléchir rapidement, mais sérieusement. Si je ne me l'étais pas posé à moi-même, je n'en parlerais pas.

Quand on retrouve les mêmes institutions, les mêmes officines, les mêmes ONG, et les mêmes acteurs.

Dans le Green New Deal on retrouve notamment les mêmes institutions, les mêmes officines, les mêmes ONG, et les mêmes acteurs qui étaient déjà derrière les révolutions colorées ou des fleurs, toutes les campagnes à caractère communautaire ou identitaire, la promotion de la pornographie, de la drogue, de la violence et de la guerre, etc. des mouvements LGTB, féministes, antiracistes, antifascistes, qui ont servi à cautionner ou à accompagner toutes les guerres de l'impérialisme américain depuis le 11 septembre 2001, ou qui sont à l'origine de la déstabilisation d'Etats comme le Venezuela, l'Iran, la Chine, la Russie de nos jours.

Quand il y en a qui progressent, d'autre régressent.

Tous ceux qui apportent leur soutien ou font preuve de bienveillance envers les manifestations qui se déroulent en ce moment à Moscou ou à Hong Kong et dont les mêmes officines ou acteurs sont à l'origine le savent-ils, comment pourraient-ils l'ignorer ? Si on admettait qu'ils pourraient l'ignorer, cela signifierait qu'ils seraient mal informés ou qu'ils se désintéresseraient de facteurs qui déterminent l'orientation de la société et du monde, dans ce cas-là leurs analyses ne pourraient pas être conformes à la situation, ce qui expliquerait pourquoi ils adopteraient ces positions opportunistes. Ce qui est curieux, c'est une façon de parler, et vous aller tout de suite comprendre pourquoi, c'est que

personnellement, il y a de cela déjà quelques années, par ignorance j'avais cru un bref moment qu'il fallait s'impliquer dans ces manifestations, argumentant que des travailleurs y participaient de bonne foi, vilipendant ceux qui s'y refusaient, et qui somme tout avaient parfaitement raison... Or, aujourd'hui les mêmes soutiennent ces manifestations, l'extrême gauche et apparentée pour ne pas les citer, se retrouvant ainsi au côté de la réaction qui les manipule.

Les manifestations qui se déroulent à Moscou ou à Hong Kong n'ont pas pour objectif de satisfaire les aspirations démocratiques de ces peuples, mais uniquement de servir l'agenda ou la stratégie de l'oligarchie anglo-saxonne et internationale. Partant de ce constat, elles ne nous concernent pas. Nous ne soutenons ni Poutine ni Xi, ni ces manifestations organisées depuis Washington. Entre la peste et choléra on ne choisit pas.

S'ils le reconnaissent eux-mêmes, c'est uniquement parce qu'ils ne peuvent plus le taire.

- "Ils sont manipulés": les manifestations pro-démocratie à Hong Kong divisent - AFP 12 août 2019

- Les Britanniques et la « révolution colorée » à Hong Kong - Réseau Voltaire 10 août 2019

Depuis le transfert de souveraineté de l'Empire britannique à la République populaire de Chine, Hong Kong est —avec Macao— une des deux Régions administratives spéciales chinoises. Conformément aux accords de 1997, Beijing a installé la démocratie occidentale à Hong Kong qui ne l'avait jamais connue auparavant. Pour la première fois, le Parlement a été élu par la population.

Cependant, si la rétrocession de Hong Kong à Chine a marqué une amélioration des conditions de vie de la population, celle-ci est restée culturellement plus britannique que chinoise. Ce qui ne manque pas d'étonner les voyageurs.

Les démonstrations massives actuelles doivent d'abord être comprises comme le constat de l'impossibilité culturelle de l'unification chinoise. Elles sont attisées par le Royaume-Uni et les États-Unis, dont une « diplomate » a rencontré et coaché les leaders des manifestations. On a vu l'élément le plus en pointe des protestations, le Mouvement pour l'indépendance de Hong Kong, brandir l'ancien drapeau colonial en pleine conférence de presse. Le même phénomène avait été observé en Libye et en Syrie où le Conseil national de transition a adopté le drapeau du roi Idriss et l'Armée syrienne libre celui du mandat français. Réseau Voltaire 10 août 2019

Affaiblir des pays en manipulant la démocratie - Réseau Voltaire 13 août 2019

C'est désormais systématique : lorsque des gens, quels qu'ils soient, expriment leur opposition au pouvoir de leur pays (sauf dans les « Cinq yeux » [1]), quel qu'il soit, des groupes affiliés à la NED prennent le contrôle des manifestants à leur insu.

Cette stratégie n'a aucun rapport avec les situations particulières des pays impactés, ni avec la légitimité ou l'illégitimité des revendications.

- À Hong Kong, le Mouvement pour l'indépendance a choisi le drapeau de l'ancienne puissance coloniale, l'Empire britannique.

- En Russie, à Moscou, les gens utilisant Google sur leur téléphone portable ont reçu des messages non-sollicités les invitant à participer à des manifestations interdites et leur détaillant les lieux de rencontre.

- En France, le Mouvement des Gilets jaunes est infiltré par un groupe affilié à la nébuleuse de George Soros et prenant la suite de « Nuit debout ! » : « Cerveaux non disponibles ».

Tous les soutiens ne sont pas bons à prendre. Ces groupes visent uniquement à affaiblir ces pays et non pas à faire triompher les revendications de ces manifestants. Réseau Voltaire 13 août 2019

Note :

[1] Les Cinq yeux sont une alliance militaire, fondée en 1942 autour de la Charte de l'Atlantique. Ils comprennent l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. Cette alliance est surtout connue pour gérer le système Echelon d'interception satellitaire des communications téléphoniques mondiales. La National Endowment for Democracy (NED), créée par Ronald Reagan en 1983, est une agence US dont le budget est voté par le Congrès dans l'enveloppe du département d'État et qui est organiquement liée à des agences similaires dans chaque pays des Cinq yeux.

Hong Kong: L'ingérence occidentale la main dans le sac! par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 15 août 2019

La main dans le sac ! Lorsque la presse chinoise a publié la photo de quatre dirigeants du mouvement de protestation hongkongais en compagnie du chef du département politique du consulat des Etats-Unis, on a senti comme un trou d'air dans la rhétorique anti-Pékin. (Pour lire la suite, télécharger l'article dans la page d'accueil du portail)

La stratégie de la déstabilisation des Etats ou du chaos mise en oeuvre par les Etats-Unis en Russie ou en Chine ou ailleurs ne peut servir que la cause des ennemis de la démocratie.

La vérité sur le mouvement de protestations de Moscou par Andrew Korybko - Eurasia Future 5 août 2019 - Mondialisation.ca, 14 août 2019

Le récent mouvement de protestations de Moscou constitue de toute évidence une tentative de déclencher des violences de Révolution de Couleur en Russie, mais considérer tous les participants au mouvement comme des « agents de la CIA » revient à faire abstraction de leurs critiques objectivement valides quant à la situation actuelle du pays.

LVOG - Andrew Korybko a raison sur ce point. Il faut distinguer les manifestants qui ont conscience d'être manipulés par les Américains, et ceux qui l'ignorent et se mobilisent de bonne foi ou pour une cause que nous partageons. Mais à mon avis l'essentiel est ailleurs, il réside dans l'agenda ou les objectifs politique que servent ces manifestations à court ou long terme d'ailleurs, nos ennemis ont de la suite dans les idées et n'abandonnent jamais.

Dans le reste de son article il s'en est pris à juste titre aux "médias alternatifs" qui déforment la réalité en vouant un culte à la Russie ou à Poutine. Lui il l'épargne, ce n'est pas mieux !

En complément. Quand l'Otan étend sa toile...

- L'Australie pourrait adhérer à l'Otan - Réseau Voltaire 15 août 2019

L'Alliance atlantique va déployer des missiles nucléaires à moyenne portée autour de la Chine. C'était le sens profond du retrait des États-Unis du Traité INF qui n'avait été signé que par la Russie et pas par la Chine.

Le secrétaire US à la Défense, Mark T. Esper, et son collègue secrétaire d'État, Mike Pompeo, se sont rendus du 3 au 6 août en Australie. Ils y ont été rejoints par le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, qui y était présent du 6 au 8 août.

Tous ont discuté à Canberra d'une éventuelle adhésion de l'Australie à l'Otan [1].

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'Alliance atlantique ne se limite plus à la sécurité de l'espace transatlantique face à la Russie, mais entend maintenir la Pax Americana dans l'ensemble du monde.

L'éventuelle adhésion de l'Australie modifiera profondément la composition et le sens de l'Alliance jusqu'ici réservée aux deux rives de l'Atlantique-Nord. Elle ouvrira la voie à une adhésion du Japon et à une division du monde en deux blocs, l'un dominé par Washington, l'autre autour de Moscou et de Beijing.

Dominion de l'Empire britannique, l'Australie dispose d'un bureau au siège de l'Otan à Bruxelles. Depuis 2005, ses troupes sont présentes sous commandement de l'Alliance en Afghanistan et en Iraq. Elles participent également à l'opération Sea Guardian.

En février, la France a signé un contrat de 50 milliards de dollars avec l'Australie afin de construire 12 sous-marins de nouvelle génération. En avril, Ursula van der Leyen a été la première ministre de la Défense allemande à se rendre à Canberra. Toujours en avril, l'Australie a organisé les manœuvres Indo-Pacific Endeavour avec l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, le Sri Lanka, la Thaïlande et le Vietnam, puis en juin d'autres encore avec le Japon. Réseau Voltaire 15 août 2019

Note :

[1] "China rückt näher", Till Fähnders, Michael Stabenow, Frankfürter Allgemeine Zeitung, 12. August 2019.

Le Green New Deal : C'est la même arnaque politique.

- Changer la vie au lieu de changer de société, ça ce fut en 1968.

- Changer de mode de vie pour changer le climat, ça c'est en 2019.

- Changer de mode de production pour changer la société, ça c'est le socialisme, cela attendra...

En admettant d'une part la hausse de la température moyenne de la Terre, et d'autre part qu'elle aurait une origine anthropique ou due à l'activité humaine, dans ce cas-là, ce ne serait pas le développement économique à l'origine du progrès social qu'il faudrait condamner mais la manière dont il a été réalisé, c'est-à-dire mû dans le seul objectif de réaliser un maximum de profit afin d'enrichir une poignée de nantis au détriment de ses principaux acteurs, les producteurs de richesses, la classe ouvrière, l'ensemble des exploités, ainsi que notre planète.

Ce qui serait en cause figure au programme du combat pour le socialisme qui repose sur un constat bien réel : L'anarchie de la production qui entraîne un gigantesque gaspillage de matières premières et de force de travail, la création sans cesse de nouveaux besoins pour alimenter la machine à produire de la plus-value qui finira dans l'escarcelle des capitalistes, des actionnaires, des banquiers, des oligarques, et servira également à corrompre et engraisser les élites, processus qui se traduit également par la destruction en masse de forces productives, le saccage de la nature.

C'est le règne de la nécessité poussé au paroxysme qui engendre des conditions de travail et d'existence intolérables pour tous les peuples et conduit l'humanité au chaos et à la barbarie, menace la survie de la civilisation humaine ainsi que de notre planète.

Notre mode de vie ou tous les rapports qui existent dans la société sont le produit des rapports établis entre les classes qui sont à l'origine du capitalisme. Dit autrement, notre mode de vie ou tous les rapports qui existent dans la société sont influencés ou sont la reproduction de ces rapports fondamentaux. Et c'est l'inégalité entre les classes, entre dominants et dominés, exploiteurs

et exploités, qui caractérise la nature de ces rapports fondamentaux qui structure l'ensemble de la société. Et comme ce sont les dominants, les exploiteurs, ceux qui possèdent les moyens de production, qui concentrent toutes les richesses (et le pouvoir politique) entre leurs mains, qui dictent leur loi au reste de la société ou du monde, qui façonnent le modèle de société dans laquelle nous vivons, eux seuls portent la responsabilité des conséquences de la manière dont ce processus se déroule, et non les opprimés ou les peuples qui les subissent pour ne détenir aucun pouvoir.

Quand on dit qu'on est en présence d'un processus dialectique matérialiste et historique inconscient, cela ne signifie pas que les capitalistes et leurs représentants seraient inconscients des conséquences de leurs actes, dont ils entendent reporter la responsabilité sur les exploités et les opprimés, qui eux ignorent comment opèrent ce processus historique, puisque tout a été fait pour qu'ils ne parvienne jamais à en prendre conscience, auquel cas ils pourraient trouver la voie de leur émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et commencer par mettre un terme au capitalisme.

Quand ils font le procès du mode de vie du peuple ou de ses comportements archaïques, ce n'est pas pour lui rendre service ou pour qu'il se porte ou comporte mieux, c'est uniquement pour qu'il s'adapte aux nouvelles conditions qu'ils veulent lui imposer qui correspondent à un nouveau stade de la crise générale du capitalisme, dont évidemment ils comptent bien lui faire payer les conséquences en exigeant de lui de nouveaux sacrifices.

Parvenus à court d'arguments et aux abois en présence de 7,6 milliards d'exploités qui exigent que leurs besoins soient satisfaits, aux prises à des contradictions inextricables qui menacent leur domination de classe, ils n'ont rien trouvé de mieux que leurs élucubrations climatiques pour le contraindre à les accepter. Ce n'est pas gagné d'avance monsieur Warren Buffett !

Ils ont fabriqué ce nouvel ennemi après avoir usé jusqu'à la corde ceux du communisme et du terrorisme, et surtout après s'être autoproclamés dépositaires de la liberté d'expression qu'en réalité ils ont confisquée à leur profit exclusif par le biais des médias qu'ils contrôlent et des élites corrompues qui relaient leur discours, de telle sorte qu'il ne devrait plus exister qu'une seule idéologie, une seule version idéologique que tous les membres de la société devraient adopter sous peine d'être traités de fous, de falsificateurs, d'ignorants, de traîtres, de conspirateurs.

Si assurément leur comportement en général ou plus particulièrement leur divagation sur le climat tiennent de la démence, il n'en demeure pas moins qu'ils ont parfaitement conscience d'agir conformément à une idéologie, aux besoins du capitalisme en crise, dans le cadre d'une stratégie politique, et de contribuer à l'instauration d'une société totalitaire, contrairement aux masses exploitées et opprimées qui l'ignorent, et qui de ce fait se retrouvent désarmés pour les combattre.

Nos ennemis liés par ce consensus ont constitué une coalition aux ramifications tentaculaires composée des médias contrôlés par des oligarques, des institutions politiques ou financières nationales ou internationales, des gouvernements, des réseaux sociaux, des ONG, des partis politiques allant de l'extrême droite à l'extrême gauche, des syndicats ouvriers et patronaux, des think-tank néolibéraux et apparentés, des banquiers et des plus importants actionnaires des multinationales, n'ai-je oublié personne ?

Ne nous laissons pas démoraliser par ce genre de discours :

- Dans les mouvements et révolutions manufacturés du 21ème siècle, les « leaders » d'aujourd'hui (fabriqués par des médias détenus et financés par des entreprises) ne sont plus les ennemis de l'establishment. Au contraire, ils organisent des événements ensemble – avec des personnalités telles que le maire de New York, Bill de Blasio, qui adulent nos nouveaux « révolutionnaires », les taggent et tweetent leurs louanges. Quand l' establishment lui-même adore nos mouvements et nos « visages du futur » – nous savons que nous avons déjà perdu la bataille de l'avenir. (entelekheia.fr)

LVOG - Cherchez ailleurs, tournez-vous vers le mouvement ouvrier, vous y trouverez peut-être des militants aussi déterminés que nos ennemis, et qui armés théoriquement proposent une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme. Qu'ils ne courent pas les rues ou soient difficilement discernables, on leur accorde volontiers, puisque ces militants sont éparpillés et n'osent pas se faire connaître, mais ils existent, la preuve...

Les variations climatiques ne suivent pas l'histoire des hommes, elles la devancent ou la font.

Réchauffement climatique : "À l'échelle 2050-2100, il faut s'attendre à ce que tous ces glaciers aient quasiment disparu" - francetvinfo.fr 12.08

Onze milliards de tonnes de glace ont fondu en un jour au Groenland - Usbek - climato-realistes.fr 12 août 2019

Comment une information vraie devient spécieuse lorsqu'elle n'est pas contextualisée.

Une publication de la CNN du 2 août 2019 intitulée « Greenland's ice sheet just lost 11 billion tons of ice – in one day » a été reprise en chœur par la presse française. Le Monde du 03 août titrait : « En une journée, onze milliards de tonnes de glace ont

fondu au Groenland », et en sous-titre : « La calotte glaciaire fond trois fois plus vite qu'en temps normal, impactée par le réchauffement climatique ». Il s'agit de la journée du jeudi 1er août 2019.

Commençons par rectifier une erreur du journal Le Monde : la tonne états-unienne équivaut à 0,907185 tonne métrique, de sorte que le chiffre exact de glace perdue est de 10 milliards de tonnes.

Selon l'Organisation mondiale météorologique la calotte a perdu 160 milliards de tonnes de glace par la fonte de surface, soit 160 kilomètres cubes pour le seul mois de juillet. C'est certes beaucoup, mais par rapport au volume total de glace du Groenland qui est de 2,85 millions de kilomètres cubes [1], la perte de juillet ne représente que 0,0056 %. A ce rythme, la calotte glaciaire aura fondu dans 1484 années.

Climat ou météo ?

« Il est important de rappeler qu'au Groenland chaque jour de chaque année, le budget de masse de glace résulte en grande partie de la météo, même si une tendance de fond climatique peut l'affecter » a twitté le glaciologue Ruth Mottram à propos de cet événement. En l'occurrence comme l'indique André Heitz dans Contrepoints, « il s'agit d'un épisode de fonte très exceptionnel dû à une vague de chaleur très exceptionnelle dont on ne pourra dire que dans quelques années, voire décennies, si elle résulte ou non des changements climatiques » .

La presse a surréagi à un événement météorologique, considérant la seule journée du 01 août 2019. L'examen de l'évolution du bilan de masse de neige au Groenland sur les trois dernières années fournit un éclairage bien différent.

Pour lire la suite :

https://www.climato-realistes.fr/onze-milliards-de-tonnes-de-glace-fondue-en-un-jour-au-groenland/

Quand un "consensus" basé "sur des modèles climatiques" était foireux, un de plus.

Réserves d'eau souterraine : l'Afrique subsaharienne pas si mal en point - lepoint.fr 16.08

C'est une étude d'hydrogéologues consacrée au continent africain qui le dit. Publiée dans « Nature », elle pointe la résilience de l'eau souterraine face aux variations du climat.

La richesse en or bleu est-elle sous-estimée en Afrique subsaharienne ? La question se pose à la lecture d'une étude publiée dans la revue Nature, qui établit que les réserves d'eau douce stockées dans les nappes phréatiques sont bien plus importantes que ce qu'on imaginait, et notamment dans les régions plus arides. Jusque-là, le consensus sur une baisse des ressources en eau dans cette région du globe reposait surtout sur des modèles climatiques, que les chercheurs peinaient à confronter à des mesures hydrogéologiques sur le terrain. Ces données, en règle générale, sont lacunaires sont le continent. Mais les 32 auteurs de cette publication ont pu recueillir des relevés des stocks d'eaux souterrains dans 9 pays – et sur une période d'au moins 20 ans –, ce qui leur permet aujourd'hui d'apporter un contrepoint à ces prévisions baissières. D'après leurs résultats, les ressources en eau souterraine affichent une certaine résilience face aux variations du climat. Et une baisse de la pluviométrie, par exemple, ne se traduit pas forcément par une diminution des réserves d'eau souterraines. Une nouvelle plutôt réjouissante, dans un contexte de pression démographique, et de besoins croissants en eau potable et en irrigation pour l'agriculture.

Un consortium panafricain de 32 chercheurs

Tout est parti d'un colloque sur les eaux souterraines à Marrakech, en 2014. S'est ensuivie la création d'un consortium de 32 scientifiques, principalement africains, et dont les travaux ont été coordonnés par des chercheurs de l'University College London, de Cardiff University et de l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Pourquoi cet intérêt pour les eaux souterraines ? Rappelons que l'eau de pluie – dont la plus grande partie s'évapore – alimente aussi bien les eaux souterraines (nappe phréatique), que les eaux de surface (rivières, lacs, mers). Il s'agissait au départ, explique Jean-Michel Vouillamoz, hydrogéologue à l'IRD et cosignataire de l'article, de « répondre à un paradoxe ». « Alors que l'eau souterraine est la ressource est la plus utilisée en Afrique subsaharienne pour répondre notamment à des besoins domestiques, elle constitue le parent pauvre des études sur le climat, qui sont davantage centrées sur l'évolution des précipitations ou sur leur impact sur les eaux de surface ». Et de souligner qu'entre 60 et 90 % de la population selon les régions d'Afrique subsaharienne dépendent de cette ressource en eau, car « très peu d'eaux de surface sont pérennes ».

L'étude s'est déroulée dans 13 zones de neuf pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Niger, Ghana, Tanzanie, Ouganda, Zimbabwe, Namibie, Afrique du Sud). L'intérêt pour les scientifiques était de combiner des mesures dans des climats variés (d'humide à très aride)… Mais cela correspond aussi et surtout aux endroits où ils pu recueillir un maximum de relevés hydrogéologiques auprès des instituts de recherche africains. Car s'interroger sur la variation des réserves d'eau souterraines en fonction du climat nécessite de s'inscrire dans le temps long (plusieurs décennies). Or, les chroniques de longue

durée des eaux souterraines ne sont pas monnaie courante sur le continent.

Les zones arides pas si mal pourvues en eaux souterraines

L'analyse de ces données a permis de mieux comprendre le processus de renouvellement des eaux souterraines. « Deux mécanismes majeurs contrôlent le rechargement des eaux souterraines. D'abord, la recharge directe. C'est par exemple ce que l'on voit dans les zones humides, et typiquement au Bénin : l'eau de pluie s'infiltre directement dans le sous-sol. Ensuite, dans les zones arides ou semi-arides, l'eau de pluie ne s'infiltre pas directement. Elle s'accumule dans des bas-fonds, des rivières, et c'est à partir de ces écoulements temporaires que se renouvelle la nappe phréatique », résume Jean-Michel Vouillamoz. Ce deuxième point est particulièrement important. D'une part, parce qu'il permet de compléter, et éventuellement d'ajuster la connaissance – les simulations informatiques ne prennent pas en compte ce mode de renouvellement des réserves d'eau douce, d'où les prévisions plus inquiétantes sur la raréfaction de la ressource en eau dans les régions sèches.

D'autre part, l'étude fait ressortir que dans certaines régions arides ou semi-arides, par exemple en Tanzanie, l'intensité des pluies (et non la quantité) permet d'alimenter de façon significative les nappes phréatiques. « On peut avoir des années sèches avec une faible quantité de pluie, mais durant lesquelles, pourtant, le renouvellement des eaux souterraines est plus élevé la moyenne, en raison d'événements extrêmes comme de fortes pluies ou des inondations », décrypte le chargé de recherche à l'IRD. Ce constat peut permettre d'orienter les stratégies d'adaptation au changement climatique. « Si on confirme que c'est l'intensité des pluies qui contrôle les volumes d'eau dans les zones arides ou semi-arides, on va alors pouvoir s'appuyer sur des prédictions climatiques pour élaborer des modèles d'irrigation », poursuit Jean-Michel Vouillamoz. Les fortes pluies ou inondations pourraient en effet être amplifiées par les événements climatiques extrêmes tels qu'El Niño et La Niña. Des phénomènes prévisibles (jusqu'à 9 mois à l'avance), permettant d'envisager une gestion plus raisonnée et durable des réserves d'eau souterraine.

Réserves d'eau sous-exploitées

« De façon générale, ce type de recherche peut aider à réfléchir de façon plus rigoureuse à la question du développement de l'irrigation à partir de l'eau souterraine, avance l'hydrogéologue et géophysicien. Au Bénin, nous estimons les volumes d'eau souterraine stockés à 500 litres d'eau par mètre carré, et que ce stock-là peut se maintenir six ans. Il y a de quoi augmenter les prélèvements pour les besoins domestiques ou agricoles, qui sont de l'ordre d'un litre par mètre carré si on se projette dans les 50 prochaines années avec une croissance démographique constante », ajoute-t-il. Pour ce faire, les mesures hydrogéologiques doivent aussi se multiplier et s'inscrire dans la durée, afin de pouvoir anticiper une éventuelle évolution des modes de renouvellement des nappes d'eau. « Nous avons encore de nombreuses questions à étudier, sur les paramètres climatiques, géologiques, anthropiques qui interagissent avec la recharge des stocks d'eau », conclut Jean-Michel Vouillamoz, qui parie sur la pérennité du réseau panafricain de scientifiques. lepoint.fr 16.08

LVOG - Pour l'occasion, on n'osera pas remettre en cause l'impartialité du Point et de cet hydrogéologue à l'IRD !

Quand le PG et LFI plus zélés que le GIEC adoptent le Green New Deal de l'oligarchie.

Aller sauver chaque dixième de degré - PG 10 octobre 2018

Le nouveau rapport du GIEC, commandé à l'occasion de la Cop21, est donc sorti ce lundi.

LVOG - Le programme de l'écosocialisme ! Ils en rajoutent une grosse couche, de quoi ? Devinez !

PG - On y apprend que le seuil de « +1,5°C », considéré comme un point de bascule à ne pas dépasser, le sera dès 2030 au rythme actuel. Dans douze ans.

Le GIEC nous dit également qu'il peut encore être évité – en changeant tout, tout de suite. C'est une version optimiste qui fonctionne peut-être sur le papier, basée sur des chiffres et des considérations géophysiques, mais qui fait délibérément abstraction des aspects politiques. Or ceux-ci, au lieu d'agir comme facteurs de solution, sont aujourd'hui essentiellement des éléments d'aggravation. Ainsi des engagements de la Cop21, dit « accord de Paris » : même si ceux-ci étaient tenus, ils nous entraîneraient vers un réchauffement de +3°C, or ils ne le sont pas. Ajoutez à cela le hors-jeu des États-Unis, l'effet d'inertie du système et le poids des lobbies : il est de plus en plus probable que le +1,5°C soit atteint bien avant 2030.

LVOG - Le PG porte-parole de l'ONU.

PG -Le caractère très hypothétique de la victoire du « +1,5°C » ne doit pas pour autant nous faire abandonner le combat.

LVOG - Fanatisme au "dixième de degré" près ! Alarmisme consommé.

PG -Ce serait oublier un peu vite qu'au-delà de ce chiffre, c'est chaque dixième de degré qu'il va falloir aller sauver. Car chaque dixième de degré supplémentaire sera pire que le précédent et causera davantage de victimes, d'injustice sociale et de dégâts irrémédiables sur les écosystèmes.

LVOG - Et ces tartufes osent tout.

PG - Il s'agit de faire preuve de lucidité. La politique n'est pas affaire d'espoir ou d'optimisme. Nous devons aux citoyens un discours d'honnêteté.

LVOG - Le GIEC, honnête ? Les fondations Rockefeller, Gates, Soros, JP Morgan, la Banque mondiale, le FMI, etc. honnêtes ?

PG - Face à cette situation, nous avons besoin de trouver de nouveaux alliés, d'accélérer la mobilisation, et de nous organiser collectivement.

LVOG - L'oligarchie y pourvoie déjà depuis au moins 1982 ou la création du Club de Rome en 1968

PG - Après (...) le succès des marches pour le climat du 8 septembre, il s'agit d'organiser la convergence.

LVOG - Marches organisées par les mêmes ONG mises en place par l'oligarchie. Et de nous lancer un avertissement digne de Big Brother ou de despotes. Que chacun se le dise et surveille son comportement, ses moindres gestes :

PG - ...nous rentrons désormais dans une phase de « tolérance zéro »...

LVOG - Ces enragés sont effrayants. Ces charlatans devrait-on dire, lisez :

PG - Nous continuerons également à dénoncer l'hypocrisie de ceux qui surfent sur la vague de mobilisation, les « champions de la Terre » du capitalisme vert et des odes au point de croissance du PIB, ceux qui ne sont pas prêts à sortir des traités et de l'austérité alors que s'approchent les échéances européennes. Nous n'oublions pas surtout que les plus précaires de la planète sont toujours les premières victimes, et que les vrais coupables : l'oligarchie, les lobbies et ceux qui les financent, doivent être nommés et ciblés.

LVOG - Ils ne "*surfent*" pas "*sur la vague de mobilisation*", ce sont eux qui l'ont initiée, on a vraiment affaire à des abrutis ou des manipulateurs cyniques de la pire espèce ! Quand à rompre avec le vrai coupable, le capitalisme, si vous les écoutez... vous attendrez indéfiniment.

Une initiative que les agents de la supercherie climatique devrait saluer.

Le boeuf banni d'une université londonienne pour sauver la planète - lexpress.fr 13.07

Dès la rentrée, fini hamburgers, lasagnes et spaghettis à la bolognaise pour les étudiants de l'université Goldsmiths de Londres.

Dès la rentrée, l'université Goldsmiths va interdire la vente de tous les produits contenant de la viande de boeuf afin de lutter contre le changement climatique.

Cette interdiction à la vente de tous les produits en contenant entrera en vigueur dans les commerces du campus à la rentrée de septembre, a annoncé cette université du sud-est de la capitale britannique dans un communiqué, l'élevage de bovins étant accusé d'être très consommateur d'eau et source de déforestation.

"L'appel mondial de plus en plus insistant à ce que les organisations prennent au sérieux leurs responsabilités afin de stopper le changement climatique est impossible à ignorer", a expliqué la nouvelle directrice de Goldsmiths, qui a pris ses fonctions en août. "Le personnel et les étudiants sont déterminés à contribuer au changement radical nécessaire pour réduire drastiquement notre empreinte carbone, aussi vite que possible", a-t-elle ajouté.

Un rapport du groupe d'experts de l'ONU sur le climat (Giec) rendu public jeudi dernier souligne que modifier les habitudes de consommation et de production alimentaires est un des leviers pour agir contre le réchauffement climatique, sans pour autant préconiser de passer à un régime végétarien ou végétalien. lexpress.fr avec l'AFP 13.07

Un autre exemple de manipulation.

Argentine. Quand un péroniste remporte un scrutin face à un péroniste, il s'en trouve à l'extrême gauche (NPA notamment) en

France pour crier victoire !

Dimanche 11 août, l'ex-chef du gouvernement et péroniste Alberto Fernandez et sa colistière Cristina Fernandez de Kirchner, l'ancienne présidente du pays, ont remporté les élections primaires face au tandem composé de Mauricio Macri et du dirigeant péroniste Miguel Angel Pichetto.

Alberto Fernandez, chef du gouvernement de Nestor puis de Cristina Kirchner entre 2003 et 2008, a fait campagne en jurant avoir rompu avec les politiques de gauche suivies par le passé et s'être recentré.

A la surprise générale car elle était en tête des sondages, Mme Kirchner avait annoncé le 18 mai son retrait, laissant M. Fernandez briguer le fauteuil de président qu'elle a occupé de 2007 à 2015. (Source : AFP12 août 2019)

LVOG - Alberto Fernandez a juré "*avoir rompu avec les politiques de gauche suivies par le passé et s'être recentré*", voilà de quoi crier victoire ! Vous voulez faire quoi avec de tels dirigeants, franchement ?

Macron : Un cas qui relève bien de la psychiatrie.

Emmanuel Macron ne gouverne pas les Français, il les soumet - huffingtonpost.fr 14.08

Par Roland Gori, psychanalyste, professeur émérite de psychopathologie clinique à l'Université d'Aix-Marseille

L'autre pour Emmanuel Macron n'est qu'un autre lui-même. Il veut les Français à son image, à l'image des clones qui l'entourent et l'adorent.

Que l'on s'en réjouissance ou qu'on le déplore (Réjouissance pour réjouisse, attention dans cet article notre psychanalyste pratique la masturbation ! - LVOG) , il est bien un héros de notre temps, "personnalité sociale" de cette nouvelle élite qui a rompu le pacte de solidarité républicain. (On a les "*héros*" qu'on peut. - LVOG) Emmanuel Macron s'avance en conquérant pour qui ne compte que la performance, la réussite. (De ses parrains ! Réussite, de la part d'un raté, il y a de quoi s'interroger sur la santé mentale du "*professeur émérite*". - LVOG)

Il descend dans l'arène de l'opinion publique témoigner de ses convictions, élans de ses conquêtes, causes de ses succès. C'est ainsi disait Freud que s'avance le conquérant porté par un narcissisme maternel qui fait que rien ne lui résiste: "quand on a été le favori incontesté de la mère, on en garde pour la vie ce sentiment conquérant, cette assurance du succès, dont il n'est pas rare qu'elle entraîne effectivement après soi le succès." (Notion du "*succès*" plutôt sordide en ce qui concerne Macron. Et puis, le "*narcissisme maternel*" il l'a épousé au point de le rendre carrément fou pour de bon. - LVOG)

Cette formule freudienne, on la croirait taillée sur mesure pour notre Président. (Le vôtre, on vous l'accorde, pas le nôtre. - LVOG) La passion maternelle pour son enfant idéalisé induit une confiance à toute épreuve chez celui qui en reçoit le privilège. Elle lui donne une force et une confiance inébranlables qui facilitent ses conquêtes (Sauf féminines ! - LVOG), et fait qu'il ne peut que s'aimer davantage. C'est ce narcissisme qui confère au conquérant un pouvoir de séduction incontestable. Le conquérant fascine comme fascinent les grands fauves ou les people. La fascination n'est pas du même registre que l'amour ou le dialogue fraternel. Bien au contraire, le conquérant rêve debout, enveloppé dans son repli narcissique, sans contestation possible. À chaque objection de ses interlocuteurs, Emmanuel Macron aime répliquer: "Non! Je vais vous expliquer". Il y croit et feint de croire qu'on va le croire. L'autre pour Emmanuel Macron n'est qu'un autre lui-même, un Macron qui s'ignore et dont il faut, tel Socrate, savoir l'accoucher. (Bref, c'est un psychopathe ! - LVOG)

On lui reproche un manque d'empathie. Le diagnostic est à la fois cruel et juste. À condition de préciser que l'empathie est identification à l'autre, qu'elle suppose une capacité authentique d'en adopter le point de vue. Il faut pour cela non consommer l'effusion sentimentale, la fusion affective, la ferveur des émotions, mais se déplacer là où se trouve l'autre tout en restant soi-même. Il n'est pas sûr que notre monarque y parvienne. C'est pourquoi lorsqu'il dit qu'il est lui aussi "un gilet jaune", nous pourrions craindre que des cris de détresse et de colère il n'entende que l'écho de son propre message dont le Grand Débat fut, à plus d'un titre, la caisse de résonance. Au fond, il se révèle comme l'enfant émerveillé par le château de sable qu'il construit avec le matériau de la France. Il veut les Français à son image, il les façonne de son parcours, les maçonne de ses illusions, les étourdit de ses imprécations. (Au point qu'ils le haïssent ! - LVOG)

Cet homme croit à la fable des abeilles besogneuses dont il convient d'écarter les frelons, tous ces fainéants qui "coûtent un pognon de dingue", qui "ne sont rien parce qu'ils ne font rien". Il croit au destin d'un Etat entrepreneurial et d'une Nation start-up. Il croit à ce qu'il dit, il croit à ce qu'il fait, avec l'acharnement de l'évangéliste, avec l'audace de l'aventurier, avec le courage du centurion, il construit avec le sable français les châteaux de son Empire. (Il détruit plutôt tout ce qu'il touche. - LVOG) Emmanuel Macron n'a pas fait don de sa personne à la France, il lui a fait don de sa croyance, "délire sectorisé", nouveau

corps mystique du pouvoir. Il nous veut tous à l'image de la "bande" de clones qui l'entoure et l'adore dans l'effusion des religions saint-simoniennes. Plus que de Jupiter, c'est de Pygmalion qu'il suit l'exemple. Il burine la France et le peuple français pour sculpter sa statue. Il l'aime cette statue, c'est son œuvre, sa création, le fruit de ses croyances. Aucun frelon, jaune, rouge ou vert, ne saurait le détourner de sa doxa. Il est "entrepreneur" de sa politique comme il souhaite que chacun le devienne de son existence. (En fait, il est "*entrepreneur*" de rien du tout, il est un simple et docile exécutant des basses oeuvres de l'oligarchie. - LVOG)

Mais ce conquérant est aussi le héros nihiliste de la tragédie de notre époque, celle qui fait de la conquête le moyen d'assouvir le "caractère destructeur" du capitalisme globalisé. Ce capitalisme, qui fait de la destruction la nouvelle source de profit, détruit aussi celui qui se place à son service. Ce caractère destructeur, il convient de le comprendre au sens du philosophe Walter Benjamin[1] qui en dresse le portrait: "Le caractère destructeur ne connaît qu'un seul mot d'ordre: faire de la place; qu'une seule activité: déblayer. Son besoin d'air frais et d'espace libre est plus fort que toute haine." Les débris humains, peuples et gouvernants, et écologiques qui en résultent sont recyclés pour de nouveaux profits. (Comme quoi ils ont parfaitement conscience de leur oeuvre destructrice ou de la servir en ce qui concerne l'auteur de cet article qui n'y voit qu'un sens philosophique et non antisocial. - LVOG)

À distance de toute attaque ad hominem c'est ainsi, je crois, qu'il convient de comprendre le destin des conquérants actuels dont Emmanuel Macron est l'exemple. Leur destin, comme celui des peuples qu'ils soumettent plus qu'ils ne les gouvernent, procède de ce même principe destructeur. Les gouvernants ne cherchent pas à être compris ou aimés de leurs peuples, tout juste consentent-ils à les faire témoins de leur efficacité. Ils savent que plus rien dans l'environnement d'aujourd'hui n'est durable, et qu'ils doivent en conséquence devancer la nature pour ne pas en subir le rythme, la simplifier pour mieux la liquider et la transformer en profits. (Qu'il prenne ses distances avec "*toute attaque ad hominem*" visant Macron, c'est bien naturel, on l'avait compris chez ce psychanalyste nihiliste et démagogue, maniant le "*en même temps*" en reprenant à son compte l'idéologie de Macron ("*plus rien dans l'environnement d'aujourd'hui n'est durable*", ben voyons, on ne lui a pas soufflé à part cela !) tout en visant plus loin le profit. - LVOG)

C'est bien pourquoi leur politique ne saurait être écologique ou humaniste. Détruire efface les traces du temps et de l'histoire. Brecht l'avait annoncé: la modernité efface les traces, elle est sans mémoire, mais non sans commémorations. (Orwell aurait dit à juste titre que "*la modernité efface les traces*" du passé quand elle est synonyme de régression et de réaction sur toute la ligne. - LVOG) La langue même est affectée par ce caractère destructeur, elle ne révèle plus, elle n'autorise plus que la communication, et trouve dans le numérique le moyen fabuleux de son déclin. (Parlez pour vous ou les eunuques du cerveau ! Ici on respecte la langue, tout du moins on essaie. A l'entendre ce serait une fatalité, autrement dit il considère comme déjà acquis les objectifs que Macron s'est fixé. - LVOG) Ce caractère destructeur ne relève pas de la psychologie mais procède ici de l'économie politique, de la culture, de nos sociétés. (Nous sommes tous responsables, que pèse un seul homme face à la multitude, rien, alors pourquoi faire le procès de Macron... et le sien ainsi que leur idéologie ! - LVOG) C'est ainsi qu'il faut comprendre les violences que nous avons connues ces derniers temps, moins comme des accidents de parcours que comme des symptômes durables de cette nouvelle pathologie de masse produite par le "caractère destructeur" d'un capitalisme métamorphosé dont les fascismes du siècle passé n'étaient que les archétypes. (En réalisé, si le capitalisme s'est "*métamorphosé*", c'est pour mieux demeuré fidèle à lui-même, puisque ses fondements sont demeurés les mêmes, c'était l'objet même de cette métamorphose, se survivre à lui-même quitte à tout détruire sur son passage... Ah le "*en même temps*" ! - LVOG) huffingtonpost.fr 14.08

En macronie, pas de répression policière. La question qui tue celui (Franceinfo) qui la pose après la mort de Steve Maia Caniço.

franceinfo 10.08 - L'opération de police a-t-elle contribué à ces multiples chutes ? C'est ce que plusieurs enquêtes doivent notamment déterminer.

Pas besoin d'enquêtes : Sans l'intervention violente des forces de l'ordre il n'y aurait pas eu de chutes dans la Loire, donc pas de noyade. Ce sont les forces de l'ordre ou plus précisément le préfet, le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre et Macron qui sont responsables de la mort de ce jeune.

Ils sont dans le déni permanent ou ils ne cessent de refabriquer la réalité ou le passé pour qu'elle coïncide avec leur idéologie ou leurs intérêts.

Ils ont tiré 33 grenades lacrymogènes (MP7), dix grenades de désencerclement et douze balles de défenses (LBD) dans la nuit du 21 au 22 juin sur "des gamins en short".

"Ils n'étaient pas face à une situation insurrectionnelle. En face, c'était des gamins en short. A quel moment avaient-ils besoin d'utiliser de tels moyens ? - Marianne Rostan, avocate à franceinfo. franceinfo 10.08

1984-2019. En Marche vers le totalitarisme. Milicien, délateur, justicier, inquisiteur, procureur, dictateur...

- Une adjointe du ministre de l'Agriculture tacle Greta Thunberg en détournant "Martine" - Le HuffPost

- Tritium : l'écologiste Julien Bayou accusé d'avoir répandu une "fake news" - Le HuffPost 12.08

- Polémique après la participation de deux ministres à une corrida, dont celui chargé du bien-être animal - Journal du Dimanche

- Sarkozy-Kadhafi : Eric Ciotti demande à Nicole Belloubet une enquête sur le juge Tournaire - Journal du Dimanche 12.08

- Affaire Epstein: la justice sommée d'ouvrir une enquête sur de possibles "liens" avec la France - AFP 12.08

- Une photo d'Eric Woerth, en pleine "ascension" sur le massif du Mont-Blanc, déclenche l'hilarité sur Twitter - Franceinfo 12.08

- Les quartiers résidentiels se big-brothérisent - slate.fr 15.08

Logiciels de reconnaissance faciale, capteurs de mouvement et autres gadgets sophistiqués infiltrent les voisinages.

Être observé dans la rue par l'œil d'une caméra perchée sur un poteau semble être devenu normal. Derrière elle, vous imaginez un policier à moitié endormi par l'ennui de sa tâche, assis devant un écran dans un centre situé à plusieurs kilomètres de là. Mais s'il s'agissait plutôt de votre voisin?

Contrairement à l'Asie, la surveillance en Europe ou en Amérique était généralement d'ordre public, mise en place par la police ou le gouvernement. Mais la récente démocratisation des technologies de reconnaissance faciale ou d'identification de plaques d'immatriculation permet aux particuliers de se procurer des outils de moins en moins difficiles à utiliser.

Objets connectés et logiciels d'intelligence artificielle sont en pleine irruption dans les rues résidentielles, à l'entrée des maisons ou dans les petits magasins de quartier.

Souriez, vous êtes filmé! (Admirez le cynisme. - LVOG)

Des caméras qui repèrent les mouvements inhabituels ou reconnaissent les visages sont désormais inclues dans les sonnettes intelligentes. Des logiciels d'intelligence artificielle permettent de repérer des actions spécifiques comme fumer.

Il leur est aussi possible de détecter ce type de comportement en analysant, sans assistance humaine, des heures et des heures d'enregistrements dans des bases de données. Ces technologies ne coûtent souvent pas plus que quelques centaines d'euros et sont très simples à installer.

«Nous constatons une hausse de l'adoption des technologies de sécurité pour la maison dans un souci de surveillance du voisinage», remarque, pour Axios, Mana Azarmi, conseillère au Center for Democracy and Technology. «Les stalkers, les criminels et les époux suspicieux peuvent en abuser.»

L'Amérique en pointe

Aux États-Unis, à Denver, plus de dix quartiers ont acheté des lecteurs de plaques d'immatriculation pour traquer les entrées et sorties de tous les véhicules et placé des caméras qui enregistrent les visages des passants.

Dans tout le pays, des maisons sont équipées de caméras de surveillance qui alertent la police de violations des règles de voisinage, des collisions de voitures dans les parkings ou de dépôts de poubelles illégaux. Des propriétaires utilisent également ces technologies pour surveiller leurs locataires dans les milieux les plus défavorisés.

Les experts s'inquiètent notamment car ces bases de données privées sont plus facilement accessibles aux forces de l'ordre que les images prises par le gouvernement dans l'espace public. «La police a accès à une incroyable quantité de mouvements des Américains dans le temps et l'espace et sur, potentiellement, des années», s'inquiète Nathan Freed Wesslet, un avocat de l'Union américaine pour les libertés civiles.

Ses inquiétudes reposent désormais sur des certitudes: fin juillet, il était révélé que Ring, propriété d'Amazon, pouvait transmettre sans mandat ni question des vidéos à la police américaine. slate.fr 15.08

Fake news ou présentation trafiquée de la réalité. Un avant-goût de l'escroquerie du Green New Deal

L'électrification en Afrique subsaharienne est plus rapide que la croissance démographique - francetvinfo.fr 12.08

Le développement du hors-réseau, grâce au solaire, explique cette accélération de la fourniture électrique.

L'affirmation vient de la Banque Mondiale. Et cela, alors que la croissance démographique est particulièrement forte. "Avec une population qui a été quasiment multipliée par cinq, pour passer de 227 millions d'habitants en 1960 à plus d'un milliard en 2018, l'Afrique subsaharienne est la région qui a enregistré la plus forte croissance démographique."

A l'heure des grands projets hydro-électriques sur les fleuves africains, c'est le hors-réseau qui permet cette révolution de l'électrification, tirée par la production autonome d'électricité. Car 600 millions de personnes en Afrique subsaharienne ne sont toujours pas raccordées à un réseau électrique. En une dizaine d'années, parti de zéro, le hors-réseau fournit aujourd'hui de l'énergie à des millions de personnes.

L'évolution technologique a permis cette expansion, en proposant des produits non seulement plus performants mais aussi moins coûteux. La Banque mondiale (BM) a même élaboré un label pour garantir un équipement en matériel de qualité. En 2010, seulement six produits étaient conformes à ce label. Il y en a 150 aujourd'hui, écoulés à 40 millions d'exemplaires.

Selon l'institution financière, 500 millions de dollars ont été investis dans le secteur ces deux dernières années. "Au cours des deux dernières années, de plus en plus d'investisseurs privés sont entrés sur ce segment, motivés par les perspectives de rendement financier", explique la banque mondiale.

Son programme "Lighting Africa" ambitionne de fournir une énergie électrique hors réseau à 250 millions de personnes d'Afrique subsaharienne d'ici 2030. La BM a ainsi ouvert une ligne de crédit de 140 millions de dollars dans le cadre du projet ROGEP. Il s'agit de fournir des matériels de production d'électricité solaire dans 19 pays et d'atteindre 1,7 million d'habitants. De petites unités de 20 à 350 KW pour équiper les ménages, les entreprises et les établissements publics comme les écoles.

Même un géant comme EDF est de la partie. La société française, déjà présente dans le hors-réseau au Maroc ou en Afrique du sud, a lancé une offre en Côte d'Ivoire, associée à une jeune pousse américaine. En 2017, 7000 kits ont été placés comprenant le panneau solaire, l'onduleur, des lampes, des chargeurs, parfois même une télévision pour des prix s'échelonnant de 140 000 à 420 000 CFA (de 200 à 600 euros environ) selon les modèles. Le succès est au rendez-vous.

La population qui dispose de l'énergie électrique ne cesse donc de croître, et l'équipement va donc à terme concerner tout le continent. Une bonne nouvelle pour le développement. francetvinfo.fr 12.08

LVOG - Où est le lézard ?

EDF et ses semblables sont des philanthropes comme chacun sait, "*7000 kits ont été placés*", gratuitement ? De combien ces familles ont-elles dû s'endetter, à quel taux d'intérêt ? Ici aussi en Inde les Indiens s'équipent en deux-roues à moteur, réfrigérateur, etc... à des taux usuriers ! Ou pour inscrire leurs enfants dans des écoles privées? J'en suis le témoin direct. Les banques passent dans les villages et proposent des prêts allant jusqu'à 50.000 roupies, à l'arrivée, ils auront remboursé le double du capital emprunté.

Les batteries doivent être renouvelées tous les 4 ans au mieux et elles coûtent l'équivalent du prix des panneaux solaires, c'est d'ailleurs pour cette raison que j'y ai renoncé (en Inde). Raccordé au réseau électrique public, en raison des fréquentes coupures, dont une de 24h chaque mois, j'ai opté pour un convertisseur de courant et deux batteries.

Ensuite, ce qu'on ne vous dit pas, c'est que pour ce prix là, vous ne pourrez pas avoir de réfrigérateur, de machine à laver le linge, encore moins la climatisation, il faudrait invertir trois fois plus !

Bref, en dehors de quelques ampoules, un ventilateur, un écran de télévision ou d'ordinateur, ces Africains devront continuer indéfiniment et désespérément de manquer des biens d'équipement qui distinguent ceux qui profitent du progrès social et ceux qui devront s'en passer.

Ils osent tout.

- Le bien-être animal devrait-il avoir son propre ministère? - Le HuffPost

LVOG - Ils pensent enfin à nous !

- "Plus belle la vie" : un acteur trisomique rejoint le casting de la série de France 3 - Franceinfo

- "Ils nous ont sauvés" : des rescapés du Bataclan publient une tribune pour soutenir la BRI - Franceinfo

- L'ONU interpelle la France sur le transfèrement "illégal" des jihadistes français condamnés à mort en Irak - Franceinfo

LVOG - Macron livrent ses barbares au bourreau, quel ingrat ! L'ONU veut sauver ses mercenaires...

- Maroc : la Banque mondiale critique une stratégie de croissance trop dépendante du secteur public - Franceinfo

- La traque de ceux qui sont la Russie libre ne peut que nous inquiéter - Le HuffPost

- Pas d'argent, pas de moutons : des menaces pèsent sur la fête de l'Aïd au Cachemire - AFP

- Le régime syrien avance dans Idleb, 61 combattants tués - AFP 12 août 2019

LVOG - Les barbares rebaptisés combattants... Dans l'article il s'agira du "groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda) et des groupes rebelles".

- Des canots de sauvetage de migrants transformés en sacs à Berlin - AFP

- Après les fusillades d'El Paso, Dayton et Gilroy, Lady Gaga va financer 162 classes d'école - Le HuffPost

- «Œil pour œil»: les manifestants de Hongkong dénoncent les violences policières - LeFigaro.fr

- Facebook reconnaît avoir écouté et transcrit des conversations privées d'usagers - Franceinfo

- Le Luxembourg veut légaliser le cannabis, une première en Europe - LeFigaro.fr

- Le jeu vidéo bac-à-sable "Roblox" dépasse les 100 millions d'utilisateurs - Franceinfo

- Le Japon envisage de déverser l'eau radioactive de Fukushima dans le Pacifique - L'Express.fr

- Plus d'un milliard de litres d'eau contaminée pourrait ainsi se retrouver dans l'océan. L'Express.fr

- ASAP Rocky condamné à de la prison avec sursis pour violences - Le HuffPost

- Une victime présumée de Jeffrey Epstein attaque en justice ses héritiers - AFP

- Accusé de harcèlement sexuel, Placido Domingo lâché par ses pairs - euronews

Aux Etats-Unis, plusieurs salles prestigieuses ont décidé de lâcher Placido Domingo, confronté à des accusations de harcèlement sexuel. L'opéra de San Francisco et l'orchestre de Philadeplhie ont annulé sa venue, prévue dans les prochaines semaines. euronews

- Japon: le nouvel empereur exprime de "profonds remords" pour la guerre - AFP

Vive la paix sociale sous un régime totalitaire !

15 dollars: les restaurants new-yorkais ont doublé le salaire minimum et se portent très bien - slate.fr 13.08

À l'image de nombreux économistes et observateurs, qui établissent un lien direct entre niveau des émoluments et activité

ou chômage, la plupart des restaurateurs new-yorkais étaient vent debout contre la hausse du salaire minimum pour l'ensemble des salarié·es de l'État, annoncée en 2015 par le gouverneur Andrew M. Cuomo.

Apocalypse salariale

Celle-ci a fait passer l'équivalent du Smic de 7,25 dollars de l'heure (6,5 euros) à 15 dollars en 2018 (13,4 euros). Très dépendante de ses armées de petites mains aux bas salaires, la restauration est souvent présentée comme le secteur le plus fragile en cas de hausse de la masse salariale.

Étaient promises une inflation des notes payées par les clients, une baisse de l'activité voire des faillites et, finalement, des personnels mis sur le carreau. Une récente étude, menée par The New School et le think tank National Employment Law Project, a pourtant découvert tout l'inverse.

Selon ses observations, non seulement le secteur de la restauration à New York n'a traversé aucune des apocalypses prophétisées par les adversaires de la mesure, mais il vit de très beaux jours. «Lors de cette période où l'État a connu une hausse historique du salaire minimum, la croissance à New York a dépassé la moyenne nationale», est-il ainsi analysé, avec force détails chiffrés.

Cette résistance peut notamment s'expliquer par les bonnes performances économiques générales de l'État de New York, ainsi que par les récentes mutations du secteur –le surgissement de la restauration en livraison a offert un coup de jeune à de nombreux établissements.

Dans une nation où le plein emploi crée de fortes tensions mais où les salaires continuent à stagner, cette étude peut être une nouvelle bienvenue pour les salariés. Et le fait qu'un géant comme Amazon tente de tirer la concurrence vers le haut en fixant un salaire minimum deux fois plus élevé qu'au niveau national laisse à penser qu'un changement de paradigme est en cours. slate.fr 13.08

LVOG - Le correcteur orthographique a supprimé l'orthographe inclusive de cet article, il ne le supportait pas et moi non plus !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne.

La droite conserve la région de Madrid grâce à l'extrême droite - AFP 14 août 2019

Les conservateurs du Parti populaire, qui ont perdu le pouvoir en Espagne en 2018 après un scandale de corruption, se sont assurés mercredi de la présidence de la région de Madrid avec les voix de l'extrême droite, conservant un fief important malgré une série de revers électoraux.

Concurrencé par Ciudadanos (centre-droit) et par Vox (extrême droite), le PP, éjecté du gouvernement national par une motion de censure en juin 2018, a obtenu aux législatives d'avril, puis aux municipales et régionales de mai, des scores historiquement faibles, bien qu'il reste la première force à droite.

Mais en passant des accords avec ces deux partis, il a maintenu pratiquement intact son pouvoir territorial, reprenant même à la gauche les mairies de Madrid et de Saragosse.

Après deux mois de négociations, la candidate du PP Isabel Diaz Ayuso a été investie à la tête de la région de Madrid, la plus riche d'Espagne, forte de 6,6 millions d'habitants, avec les voix de Ciudadanos et de Vox.

Elle devient la troisième conservatrice à gouverner une région grâce aux voix de l'extrême droite, après Juan Manuel Moreno arrivé au pouvoir en Andalousie (sud) en janvier, et Fernando Lopez-Miras, réélu en juillet président de la petite région de Murcie (sud-est).

Comme ses deux homologues, Isabel Diaz Ayuso gouvernera en coalition avec Ciudadanos, tandis que Vox, dont les élus lui sont indispensables pour avoir une majorité, reste hors de l'exécutif.

La dirigeante de Vox, Rocio Monasterio, a assuré que son parti ne les soutiendrait pas dans tous les cas : "Nous ne reculerons

pas d'un millimètre dans la défense de nos électeurs", a-t-elle promis devant l'assemblée régionale. "Notre engagement avec le Parti populaire et Ciudadanos se termine là où commence le vôtre avec nous, c'est-à-dire après ce vote", a ajouté la porte-parole du parti ultraconservateur, créé en 2014 par des déçus du PP et qui s'est installé ces derniers mois dans le paysage politique espagnol.

Mme Diaz Ayuso a elle mis l'accent sur les points communs entre leurs deux partis.

"Rien que voir les réactions que vos mots suscitent à gauche (...) me démontre que vous et moi sommes plus unies qu'ils ne le souhaiteraient", lui a-t-elle répondu.

Elle a promis d'importantes baisses d'impôts dans la région que son parti dirige sans interruption depuis 24 ans, et où des scandales de corruption ont emporté plusieurs de ses prédécesseurs. AFP 14 août 2019

Guatemala

Guatemala: le candidat de droite Alejandro Giammattei élu président - AFP 12 août 2019

Le candidat de droite Alejandro Giammattei a été élu dimanche à la présidence du Guatemala, a annnoncé le tribunal électoral en faisant état de résultats préliminaires du second tour du scrutin "notoirement irréversibles".

Avec 95% des bulletins dépouillés, le Dr. Giammattei était crédité de 58,7% des suffrages, selon le décompte communiqué par le Tribunal suprême électoral (TSE). Le parti de son adversaire sociale-démocrate Sandra Torres a reconnu sa défaite.

Alejandro Giammattei a promis de combattre les criminels et les trafiquants de drogue à coup de "testostérone", et de rétablir la peine de mort. Comme son adversaire sociale-démocrate, il s'est prononcé contre le mariage homosexuel et la légalisation de l'avortement.

Se déplaçant à l'aide de béquilles en raison d'une maladie vieille de 40 ans, le médecin conservateur en est à sa quatrième candidature depuis 2007, à chaque fois pour des partis différents.

Elu sous les couleurs du parti de droite Vamos (Allons-y), M. Giammattei est redouté pour ses colères intempestives et incontrôlables.

Ancien directeur de l'administration pénitentiaire, il a lui-même connu la prison pendant 10 mois en 2010. Accusé dans une affaire d'exécution extrajudiciaire de huit détenus en 2006, il a été libéré faute de preuves mais est resté, dit-il, profondément marqué par cette expérience d'incarcération.

Le scrutin a été marqué par une forte absention, de plus de 55%, selon les résultats préliminaires.

Brésil

A Brasilia, 100.000 femmes du monde rural manifestent contre Bolsonaro - AFP 14 août 2019

Une centaine de milliers de femmes du monde rural ont participé mercredi à Brasilia, selon les organisateurs, à la traditionnelle "Marche des marguerites", qui a pris cette année la forme d'une protestation contre le président Jair Bolsonaro.

Cette "Marche des marguerites" a lieu tous les quatre ans en défense du monde paysan et des droits des femmes, dans un pays très affecté par les violences domestiques. Elle a aussi été l'occasion d'appels à la libération de l'ex-président Lula, emprisonné pour corruption.

Ces femmes ont protesté en matinée contre la politique gouvernementale d'extension de l'usage des pesticides et l'intention affirmée par Jair Bolsonaro d'autoriser l'exploration minière sur des terres indigènes ou dans des zones protégées.

Des femmes membres de tribus autochtones de tout le Brésil qui avaient manifesté la veille dans la capitale pour dénoncer les "politiques génocidaires" du président d'extrême droite se sont jointes à la marche mercredi.

Il s'agit de la troisième manifestation à Brasilia en deux jours, un mouvement de protestation ayant également eu lieu mardi dans la capitale contre les coupes budgétaires dans l'éducation et la réforme des retraites, parallèlement à la manifestation des femmes indigènes. AFP 14 août 2019

Algérie

Algérie: 26e vendredi de manifestations contre le régime - AFP 17 août 2019

Les Algériens ont manifesté à nouveau massivement dans les rues du centre de la capitale, quadrillé par la police, pour un 26e vendredi consécutif d'un mouvement de protestation qui s'apprête à clore son 6e mois sans avancée vers une solution à la crise.

Malgré la forte chaleur estivale, la mobilisation, difficile à estimer précisément en l'absence de comptage officiel, a semblé aussi importante que ces dernières semaines.

Amoindrie par les vacances scolaires par rapport aux premières semaines du "Hirak" (le mouvement de contestation né le 22 février), la mobilisation est restée forte à Alger, où comme chaque vendredi, hommes, femmes et enfants de tous âges étaient au rendez-vous dès le début de l'après-midi et se sont dispersés sans incident après plusieurs heures de marche.

Des manifestations ont également eu lieu dans les principales villes du pays, selon les sites d'information et les réseaux sociaux.

Alors que le mouvement de contestation, qui s'apprête à fêter son 6e mois le 22 août, ne semble pas s'essouffler, aucune solution à la crise politique dans laquelle est plongée l'Algérie ne se profile.

De leur côté, plusieurs partis politiques et organisations de la société civile ont été contraints de reporter une réunion prévue samedi, faute d'avoir obtenu - comme le veut la loi - une autorisation préalable des autorités.

"Au moment où le pouvoir fait la promotion de son offre de dialogue, la réalité est tout autre", s'insurgent les organisateurs dans un communiqué, dénonçant "le verrouillage du débat public, des médias, du dialogue dans la société". AFP 17 août 2019

Zimbabwe

Zimbabwe : le régime interdit les manifestations contre les pénuries alimentaires - Franceinfo 16 août 2019

Redoutant une forte répression policière, le principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) a finalement préféré annulé la manifestation prévue ce vendredi 16 août 2019.

Ce qui n'a pas empêché certains de ses sympathisants à descendre dans les rues de la capitale. Ils ont été immédiatement violemment dispersés à coup de bâtons et de gaz lacrymogène.

Un appel à manifester avait été lancé par 21 groupes d'opposition pour protester contre la politique économique du gouvernement et les nombreuses pénuries que connaît le pays.

Un porte-parole de la police avait interdit les manifestations et indiqué que tout contrevenant commettrait un crime. Le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) avait pourtant déclaré que les manifestations seraient pacifiques.

En janvier 2019, des manifestations contre la hausse des carburants avaient déjà été violemment réprimées par la police. Franceinfo 16 août 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

LVOG - Quand le "*taux*" baisse, le "*halo*" augmente. Bref le chômage de masse se porte à merveille !

Le taux de chômage poursuit sa baisse à 8,5%, son niveau le plus bas depuis 10 ans - lejdd.fr 14 août 2019

Voilà quatre ans que le chômage a entamé sa lente décrue.

L'Insee indique mercredi que le taux de chômage a reculé de 0,2 point au deuxième trimestre, pour s'établir à 8,5% de la population active en France. Il s'agit d'un plus bas niveau depuis début 2009, souligne l'Insee, comme au trimestre précédent. Sur la seule France métropolitaine, le taux de chômage baisse aussi de 0,2 point et s'établit à 8,2%, ce qui représente 2,4 millions de chômeurs, soit 66.000 chômeurs de moins sur le trimestre.

Le "halo autour du chômage", lui, est en forte hausse

En revanche, après avoir nettement baissé au 1er trimestre, le "halo autour du chômage" est en forte hausse au 2e trimestre. Ces personnes qui souhaitent travailler mais qui ne sont pas comptabilisées parce qu'elles ne cherchent pas activement ou ne sont pas disponibles immédiatement ont vu leur nombre augmenter de 63.000 (-80.000 au 1er trimestre). Ce halo concerne environ 1,5 million de personnes. Enfin, le taux d'emploi, c'est-à-dire la proportion des 15-64 ans qui travaillent, reste quasi stable pour s'établir à 66% (-0,1 pt), à noter qu'il diminue pour les 15-24 ans (-0,3 pt) et qu'il augmente pour les seniors (+0,2 pt). lejdd.fr 14 août 2019

LVOG - 66.000 en moins, 63.000 en plus = 3.000 en moins, entrés en stage, en apprentissage... à moins que ce soit en plus en comptant les DOM-TOM !

ECONOMIE

Médias

Médias : Viacom et CBS fusionnent vers un géant mondial du divertissement - euronews 14 août 2019

Le groupe pèserait 28 milliards de dollars de chiffre d'affaires. euronews 14 août 2019

Chine

La Chine continue ses investissements en Ethiopie - francetvinfo.fr 15.08

L'Éthiopie et la Chine doivent établir un partenariat en vue de constituer un nouveau parc industriel représentant une valeur de 300 millions de dollars dans ce pays d'Afrique de l'Est, selon l'Agence Chine Nouvelle.

Ce nouveau parc industriel doit s'implanter dans la ville d'Adama, à une centaine de km au sud-est d'Addis-Abeba, la capitale. Environ 85 % des financements nécessaires pour bâtir ce parc industriel seront couverts par des prêts à taux bonifiés du gouvernement chinois, tandis que les 15 % restants seront fournis par le gouvernement éthiopien, selon Pékin.

"Couvrant une superficie de 100 hectares, ce parc industriel devrait générer des opportunités d'emploi pour près de 25 000 Éthiopiens et il s'inscrit dans le cadre du grand plan de l'Éthiopie pour transformer son économie, majoritairement agraire, en une économie industrialisée d'ici à 2025", précise l'agence Chine nouvelle.

Ces parcs industriels devraient au total être une douzaine. Neuf d'entre eux sont implantés à proximité de la ligne de chemin de fer électrifiée de 756 km reliant l'Ethiopie à Djibouti… construite par les Chinois.

Ces zones créées par l'Etat sont destinées à employer une importante main d'oeuvre. Les industriels qui s'y établissent "sont exemptés d'impôt sur le revenu durant les cinq premières années et exonérés de droits ou de taxes sur l'importation de biens d'équipement et de matériaux de construction", explique un article de Bloomberg. Face à la montée des salaires en Asie (et en Chine en particulier), de nombreuses entreprises chinoises sous-traitent en Ethiopie une partie de leur production, dans le secteur textile notamment.

Ce nouvel investissement chinois en Ethiopie montre la prépondérance de Pékin dans l'économie du deuxième pays le plus peuplé d'Afrique (derrière le Nigéria). Selon une étude citée par la BBC, "depuis 2000", Addis Abeba lui "a emprunté plus de 12 milliards de dollars", faisant de ce pays le deuxième plus gros destinataire de prêts chinois vers l'Afrique (après l'Angola). francetvinfo.fr 15.08

Haut de page

Le 26 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

Il y a quelques jours, j'ai eu un malaise qui m'a forcé à me reposer un peu. Cette causerie ne me satisfait pas, comme très

souvent d'ailleurs, par manque de temps ou à cause de la fatigue. J'essaie de faire en sorte que ce que je vis quotidiennement n'influence pas trop mes analyses, bien que les conditions d'existence très difficiles que subissent les travailleurs indiens fassent partie de la situation mondiale.

On arrive encore à survivre, nous en sommes tous là ici. Quand quelqu'un vient vous voir, c'est parce qu'il fait face à un énorme problème à régler en urgence. Les gens ne parlent que de cela, car tous rencontrent d'énormes difficultés au quotidien, c'est général et je n'abuse pas, je parle d'Indiens qui travaillent et pas d'oisifs. Mais bon, je vais vous épargner les multiples histoires que je pourrais vous raconter, elles sont à pleurer de tristesse ou démoralisante au possible. Moralement et mentalement c'est très dur, certains craquent et on assiste à leur détresse ou chute impuissant.

Si on se doit de ne pas sombrer dans le pessimisme, il est difficile d'être optimiste, c'est presque inconvenant ou choquant, même une parole encourageante paraît déplacée, un geste généreux, insignifiant, car toujours insuffisant, vous comprenez, mais on n'a pas le choix. On vit en permanence on the edge, sur le fil du rasoir, un peu comme sur un fil suspendu au-dessus du vide et sans filet, c'est très éprouvant nerveusement.

Notre seul espoir repose sur la lutte de classe dans les pays les plus développés économiquement, dont la France en particulier, d'où hélas ne nous parvient aucune bonne nouvelle. Patience.

Le montage photo de la page d'accueil n'est pas bon, il est réservé aux connaisseurs.

- Au format pdf - 28 pages)

Il y en a qui rêvent d'une nouvelle union de la gauche, d'un nouveau Front populaire, d'autres de l'unité des syndicats contrôlés par les partis de cette hypothétique union de la gauche, et qui (les syndicats) sont intégrés à l'Etat depuis qu'ils siègent au Conseil économique et social et environnemental, au conseil d'administration d'entreprises gérées par l'Etat, ou dans les organismes sociaux au côté du patronat et du gouvernement; notamment, autant dire qu'ils nous prennent tous pour des cons pour le faire à la Audiard ou Mocky.

Car il faudrait qu'on nous explique comment des acteurs impliqués jusqu'au cou dans la mise en oeuvre de lois ou de mesures anti-ouvrières au côté des représentants de l'Etat des capitalistes et le patronat pourraient-ils lutter contre ces lois ou mesures iniques ou injustes en toute indépendance, poser la question, c'est y répondre, impossible évidemment. Là on n'est pas dans le cadre de compromis arrachés de haute lutte, mais de compromissions ou de complicité active délibérément entretenues dans le cadre de la collaboration de classes devenue permanente depuis des lustres, et à ce titre un des piliers du régime que nous combattons.

Qu'ils signent ou non des accords, qu'ils siègent ou non autour d'une table en compagnie des représentants de l'Etat et du patronat, peu importe puisque leurs rapports demeurent identiques, mieux, ils sont gravés dans le marbre au point que leur inversion est inenvisageable quel que soit le niveau de la lutte de classe des masses exploitées, ils resteront fidèle au capitalisme jusqu'au bout. Il n'y a qu'une révolution qui pourrait en chasser les dirigeants, mais d'ici là ils ne peuvent que remplir un rôle contre-révolutionnaire pour le compte du régime en place puisque telle est leur nature. Jusqu'à preuve du contraire, nos dirigeants n'ont cessé de s'en accommoder ou pire encore.

Les travailleurs qui ne partagent pas les mêmes intérêts que les uns et les autres ne les ont pas imités, ils s'en sont détournés par millions, sans que nos dirigeants en mesure la signification politique ou rectifient leur orientation politique, et en viennent à poser la question de la nécessité de créer un nouveau syndicat ouvrier de lutte de classe et non plus de collaboration de classe. Jamais à bout d'arguments tant ils sont de mauvaise foi, ils vous expliqueront que cela aurait contribué à affaiblir davantage ou à diviser encore plus le mouvement ouvrier, alors qu'en réalité c'est l'existence de ces syndicats ouvriers-patronaux qui est à l'origine de sa faiblesse ou de sa division.

Evidemment les sociaux-démocrates et les staliniens partagent leur conception du syndicalisme dont l'origine ne peut être qu'idéologique, la preuve étant que même sans militant encarté au PS ou PCF ou un de leurs satellites la même idéologie domine dans les syndicats. Pour qu'il en soit autrement ou affronter les agents du capital qui ont fait main basse sur les syndicats, cela reviendrait à affronter ce qu'on a appelé faussement la gauche, qu'ils ont porté au pouvoir en 1981 ou avec laquelle ils n'ont cessé de se compromettre pendant plus d'un demi-siècle, autant dire que c'est inimaginable.

Jamais à court d'argument pour nous berner, ils évoqueront la faiblesse de leurs partis qui ne permet pas d'avancer dans cette voie, oubliant de préciser qu'il fut une ou des époques où leurs partis comportaient beaucoup plus de militants et de syndicalistes, où les conditions pour créer un nouveau syndicat étaient réunies ou tout du moins étaient plus favorables qu'aujourd'hui.

Un exemple personnel parmi des centaines de milliers d'autres en guise d'épilogue.

Les syndicats cogèrent les organismes sociaux, la Sécurité sociale et les organismes de retraites, à ce titre ils portent la

responsabilité de la retraite misérable de moins de 400 euros que je perçois mensuellement après avoir cotisé à mi-temps, parce qu'il m'a été imposé en plus une décote de 37,5%, la double peine. Voilà ce que les uns et les autres ont cautionné et cautionnent toujours. Si vous estimez que ce n'était pas là se compromettre, c'est que vous jugez juste le traitement qui m'a été infligé et à bien d'autres travailleurs, dans ce cas-là, vous ne méritez pas qu'on vous reconnaisse le statut de militants ouvriers.

La dialectique est implacable ou cruelle, elle rappelle sans cesse à ceux qui l'ignoreraient, surtout quand cela les arrange, que l'accumulation d'expériences ou de faits va influer sur la nature de ceux qui en ont été les acteurs ou la révéler, c'est incontournable et c'est très bien ainsi, puisque cela va nous aider à mieux comprendre où nous en sommes vraiment.

Une autre réflexion politique.

L'ennemi de tous peuples exploités, c'est le capitalisme au stade pourrissant de l'impérialisme et du totalitarisme. Alors comment faire pour qu'ils s'en détournent ? En leur désignant d'autres ennemis ou en les fabriquant. Cela les occupera un bon moment pendant qu'ils continueront de vaquer à leurs occupations très lucratives. Pour se faire ils diabolisent la Russie et la Chine avec lesquelles cependant ils passent des compromis sur les plans économique et politique, ce qui permet aux uns et autres de conserver leur hégémonie sur le reste du monde.

Voilà ce qu'a résumé assez bien la Chambre de commerce américaine en réponse à la dernière sortie de Trump enjoignant aux entreprises américaines de quitter la Chine : "Nous ne voulons pas d'une nouvelle détérioration des relations sino-américaines", explique t-elle dans un communiqué, qui souligne que "40 ans de relations commerciales entre nos deux pays ont été pour l'essentiel productives, constructives et mutuellement bénéfiques". (Source : francetvinfo.fr 23.08)

Et puis cela permet de justifier l'augmentation des budgets militaires au détriment des budgets sociaux. Après tout, ils rognent bien déjà sur les libertés pour davantage de sécurité, alors pour préserver la paix et la démocratie aucune dépense n'est de trop, propagande matraquée sans cesse qui viendra se greffer profondément dans le cerveau d'une population rendu amorphe ou schizophrène à force.

Les régimes américain, russe et chinois, ainsi que ceux de toutes les puissances occidentales sont relativement stables ou ne sont pas menacés par une puissante opposition organisée. Il n'y a donc pas lieu de briser cet équilibre qui sert l'agenda de l'oligarchie ou lui permet d'accroître encore sa gigantesque fortune et son pouvoir politique. Quant aux conséquences de la crise du capitalisme, rien n'interdit d'en faire porter le chapeau aux uns ou aux autres, tout en les instrumentalisant de manière à ce qu'elles ne deviennent pas hors de contrôle, car aucun n'aurait intérêt à ce qu'elles se traduisent par une radicalisation politique des exploités et opprimés.

Au-delà de la concurrence ou de la guerre commerciale acharnée à laquelle ils se livrent pour assurer leur développement futur, un pacte les lie contre tous les peuples.

De notre côté, à ce niveau, nous n'avons rien à leur opposer puisque le mouvement ouvrier n'est pas parvenu à se débarrasser de l'idéologie qui a contribué à son affaiblissement et l'a conduit à la dislocation, la même idéologie que partagent les capitalistes, et tant qu'il en sera ainsi, la civilisation humaine sera condamnée à régresser ou la lutte de classe des exploités et des opprimés servira pour ainsi strictement à rien ou accompagnera cette descente aux enfers, au mieux elle freinera ce processus sans jamais pouvoir l'inverser ou empêcher l'oligarchie d'atteindre pas à pas ses objectifs.

Bien que chaque jour qui passe les travailleurs et les militants soient informés des crimes monstrueux commis par le capitalisme quelque part dans le monde, force est de constater que leur bonne conscience s'en accommode, qu'ils y sont indifférents en croyant qu'ils ne les concernent pas directement. Leur faculté d'analyse critique est quasiment nulle, corrompue, et leur capacité à réagir est neutralisée ou détournée.

Si le développement économique n'est pas forcément synonyme de progrès social, il ne l'est pas non plus concernant l'élévation du niveau de conscience des travailleurs. Plus la crise du capitalisme s'approfondissait, plus la lutte de classe du prolétariat aurait dû être intense et se radicaliser, sauf qu'on a assisté au phénomène inverse, témoignant que son niveau de conscience était demeuré superficiel et prêt à s'effondrer dès que la réaction passerait à l'offensive. La crise du capitalisme est demeurée sous contrôle ou elle n'a pas débouché sur un effondrement général, du coup le mouvement ouvrier put d'autant moins en tirer profit qu'il s'était solidement amarré au char du capitalisme. Quant à ceux qui le redoutaient en souhaitant éviter de nouvelles souffrances aux travailleurs, c'est à se demander s'ils ne redoutaient pas plutôt leur réaction, ce qui est étrange puisque c'était la condition pour qu'ils s'orientent vers le socialisme, mais peut-être le craignaient-ils, qui sait ?

Partant de là, à tous les niveaux les rapports dans la société sont voués à continuer de se déliter jusqu'à extinction de toute trace de civilisation, la consommation, la propriété, la marchandisation et la financiarisation globale : La règle, le principe, l'unique valeur et idéal.

Leur morale et la nôtre ou leur humanisme est la politesse des salauds...

Le très fortuné américain sioniste Jeffrey Epstein dirigeait depuis Paris un réseau international de prostitutions impliquant des dizaines de personnes parmi le gratin des banquiers, hommes d'affaires, élus, etc. dans de nombreux pays dont les Etats-Unis et Israël, se livrant à des débauches ou des actes pédophiles.

En choeur les autorités et les médias ont affirmé qu'il s'était suicidé en prison, or, selon le constat d'experts médicaux indépendants dont le Washington Post avait obtenu le rapport, il aurait plutôt été suicidé ou assassiné. C'est aussi ce que porte à croire la déclaration de son avocat, qui indiqua qu'une semaine auparavant il n'avait pas l'attitude d'un désespéré au bord du suicide, au contraire, il conservait le moral et il était très combatif.

On a appris que la porte-parole du médecin légiste en charge de l'annonce du rapport officiel d'autopsie concluant à la pendaison ou au suicide, était un certaine Aja Worthy-Davis, une fonctionnaire de New York qui retweetait le lobby sioniste AIPAC.

G7. Ils représentent uniquement "l'économie de marché".

Entre aveux d'impuissance à maîtriser les conséquences issues des contradictions du capitalisme, et appel à resserer les rangs des différents acteurs impliqués dans la survie du capitalisme.

Macron - "*...le modèle qu'on doit inventer n'est pas de fermer l'économie de marché*". "*Mais ce modèle s'est enrayé, parce que la démocratie s'est déréglée, parce que le capitalisme s'est déréglé et est devenu fou, parce qu'on produit nous-mêmes des inégalités qu'on ne sait plus réguler*".

Devant qui Macron a-t-il tenu ce discours, où et quand ?

Le chef de l'État s'est exprimé à l'Élysée dans le cadre d'une journée de "dialogue" avec des acteurs de la société civile (ONG et entrepreneurs), à quelques heures de l'ouverture du G7 à Biarritz. lexpress.fr 23.08

- "*Le modèle qu'on doit inventer n'est pas de fermer l'économie de marché*" = Cela tombe bien, ils lui sont tous acquis et c'est leur horizon indépassable...

- "*Ce modèle s'est enrayé*", "*le capitalisme s'est déréglé et est devenu fou*" = Un exercice obligé qui ne coûte rien puisque émis par son représentant et partagé par son auditoire de déséquilibrés...

- "*La démocratie s'est déréglée*" = Alors que Macron est l'expression achevée de sa négation, ce que personne ne relèvera, puisque toutes les personnes présentes étaient dans le même cas lui, illégitimes pour parler au nom des besoins des peuples. Du coup quand il dit : "*on produit nous-mêmes des inégalités qu'on ne sait plus réguler*", il les appelle à s'impliquer davantage, non pas pour combattre ces inégalités et encore moins les faire disparaître, mais pour les faire assumer à tous les peuples exploités et opprimés.

Je ne croyais pas si bien dire la veille en rédigeant ces lignes :

- Emmanuel Macron veut impliquer les Français dans le G7 - LeFigaro.fr 24.08

ONG7.

Le G7 "favorise les inégalités", selon Oxfam - franceinfo 22.08

Oxfam déplore que le groupement des superpuissances mondiales "ne parvient pas à prendre des mesures concluantes pour combler le fossé entre riches et pauvres".

Oxfam dénonce "une mainmise sur les politiques publiques" par les grandes fortunes et les entreprises, ainsi que "la priorité aux actionnaires" du modèle de capitalisme néolibéral, imposé par le G7 "dans le monde entier".

Pour réduire effectivement les écarts entre les riches et les pauvres, l'ONG réclame "des plans concrets avec une date butoir claire", "l'introduction d'un taux effectif d'imposition minimum dans tous les pays, fixé à un niveau ambitieux" et des investissements "dans des services universels publics et gratuits". L'association souhaite également "des mesures concrètes pour la justice climatique" avec "des réductions des émissions beaucoup plus élevées". franceinfo 22.08

Pourquoi Oxfam n’ira pas déjeuner avec Emmanuel Macron en amont du G7 - liberation.fr 22.08

Par Cécile Duflot, Directrice générale d'Oxfam France et Winnie Byanyima, Directrice générale d'Oxfam International qui co-présida le Forum économique mondial de Davos en janvier 2015.

- Depuis des mois, nous avons transmis nos idées pour que ce G7 contribue réellement à la lutte contre les inégalités. Le temps des discours est terminé. Il est plus que temps que le G7 agisse.

Le G7 doit réinventer une économie «humaine» mondiale, une économie qui protège les peuples et leur offre des opportunités et la sécurité, une économie durable sur le plan écologique. Pas celle qui exige la croissance économique avant tout. Le G7 pourrait commencer par s'assurer que les personnes et les sociétés les plus riches paient leur juste part d'impôt et l'investissent dans les services sociaux tels que la santé et l'éducation, et dans la lutte contre le changement climatique. liberation.fr 22.08

Oxfam financée notamment par l'oligarque Bill Gates et différents gouvernements.

https://www.oxfamfrance.org/nos-finances/

Subventions et autres concours publics :

Cette rubrique comprend les financements de la Coopération suédoise (sur la transparence financière des banques), du ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (Centre de Crise) et de l'Agence française pour le Développement, ainsi que des collectivités territoriales pour le Trailwalker et le Wintertrail Oxfam.

Cette rubrique est en hausse par rapport à l'année précédente et représente 29% de nos ressources.

Autres fonds privés :

(...) Ce poste comprend aussi le financement de fondations privées comme la Fondation Gates (sur l'accès à la santé et l'efficacité de l'aide publique au développement), la Charity Aid Fondation et la Fondation Ensemble. oxfamfrance.org

Un cran au-dessus

"Le WWF ira au déjeuner avec le président de la République" annonce l'organisation de protection de l'environnement - franceinfo 23.08

Le WWF ira au déjeuner avec le président de la République" vendredi 23 août, annonce sur franceinfo dans la matinée Pierre Cannet, co-directeur des programmes de l'organisation de protection de l'environnement - France, porte-parole sur le G7. WWF participera-t-elle donc au sommet du G7 qui débute samedi à Biarritz ? "Ce n'est pas encore sûr" a-t-il répondu.

LVOG - Peu importe, l'essentiel est ailleurs, en tant qu'un des instruments principaux de la fabrication du consentement, les limites à la contestation de façade sont vite atteintes ou relayées au second plan face au consensus organique qui existe entre ces différents acteurs. Leur positionnement dépend de ce que l'oligarchie est en droit d'attendre lors de chaque expérience, réunion ou conférence.

Pierre Cannet - Au-delà de ces enjeux logistiques, de ces problèmes d'invitation de la société civile au sein du G7, il y a des vrais sujets qui sont au cœur de nos actions. franceinfo 23.08

LVOG - Il s'agit bien de lier les peuples aux objectifs ou aux décisions annoncées lors du G7 (ou ailleurs) de manière à ce qu'ils se divisent et ne soient plus en état de les combattre.

Au lieu de compter exclusivement sur les traîtres ou charlatans qui contrôlent le mouvement ouvrier et peuvent subir l'influence de leurs bases, et par conséquent exiger en retour des compensations pour se couvrir, vaut mieux s'en remettre à des ONG que l'oligarchie a fabriqué elle-même ou qu'elle contrôle, sachant qu'elles lui seront loyales en toute circonstance sans exiger quoi que ce soit.

En complément pour rappel.

- Qui est derrière OSIWA l'ONG américaine qui finance Y'en a marre ? - oeildafrique.com 14 Mai 2015

Il y a quelques jours Œil d'Afrique avait épinglé le mouvement « Y'en a marre » dans une publication qui présentait le millionnaire Américain, Georges Soros, en compagnie des jeunes activistes Sénégalais. Répondant à notre article via une interview,

le journaliste Fadel Baro, coordinateur et fondateur du mouvement a essayé de sauver ce qu'il pouvait encore l'être tant la photo en compagnie de Soros est explicite.

Voici ce que affirme Fadel Baro : « Avec Soros comme avec les autres, nous discutons d'égal à égal. Des ONG sont venues vers nous, OXFAM, Open Society Institute de Georges Soros, OSIWA, pour nous accompagner dans la réalisation de nos programmes. Mais ce qui doit être clair, et j'y accorde beaucoup d'importance, c'est que cet argent qui est remis par ces ONG au Mouvement « Y en a marre », ce ne sont pas les membres du Mouvement qui le touchent directement. Pour garder notre indépendance, parce que déjà nous n'avons pas la bureaucratie pour gérer cet argent, nous avons signé un contrat avec Enda Lead Afrique francophone, une entité de Enda tiers monde, afin qu'ils gèrent ces fonds-là. » affirme le coordinateur et fondateur de Y'en a marre. Mais qui est OSIWA (Open Society Initiative for West Africa)?

Voici ce que écrivait l'analyste des questions géostratégiques Patrick Mbeko à ce sujet :

Basée à Dakar, OSIWA fait partie du réseau mondial d'ONG parrainées par le spéculateur américain, qui se présente lui-même comme un « philanthrope politique » affirmant souffrir d'une drôle de pathologie : la « surextension impériale ». Elle est présente dans plusieurs pays de la CEDEAO (Communauté des États d'Afrique de l'Ouest), en Afrique centrale (Tchad et Cameroun) et en Mauritanie. Comme toutes les organisations chapeautées par Soros, elle a comme leitmotiv « la démocratie et les droits de l'homme ». On la croit sans problème. Mais comment démêler, dans les investissements de Georges Soros, l'action de l'homme d'affaire et celle du « philanthrope politique » alors qu'il règne sur un empire mondial où la rhétorique sur la démocratie et les droits humains sert de faux nez dissimulant les menées de divers intérêts occidentaux sur le continent africain?

On se rappellera du rôle joué par l'OSI de Soros et le gouvernement américain dans ce que les médias occidentaux ont baptisé le « printemps arabe » et dans les « révolutions de couleur » en Europe de l'Est, afin d'intégrer les États ciblés à une mondialisation fondée sur les exigences du capitalisme financier international.

Il y a quelques temps, Georges Soros et les responsables d'OSIWA ont été reçus par le mouvement « Y'en a marre ». Le groupe d'activistes sénégalais « a sollicité des financements pour un certain nombre de projets dont la mise sur pied de l'Observatoire national de la démocratie et des droits humains. » On ne peut douter des nobles intentions de ce groupe d'activistes qui a mobilisé le peuple sénégalais pour barrer la route au président Abdoulaye Wade. Mais la démarche est sans rappeler la stratégie mise en place en Afrique du Nord par l'OSI et d'autres organisations américaines de « promotion de la démocratie » les années précédant le « printemps arabe ». Le modus operandi est toujours le même : s'appuyer sur les revendications légitimes des peuples opprimés et révoltés pour avancer des politiques chères à la démocratie du marché. Pour ce faire, on fait des yeux doux à des groupes de la « société civile » ayant pignon sur rue; un merveilleux travail de cooptation est entrepris pour gagner les cœurs et les esprits de certains activistes ciblés.

Ce n'est donc pas un hasard si le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius a, en marge de sa rencontre avec le président sénégalais Macky Sall à Dakar, rendu visite au mouvement de jeunes contestataire «Y'en a marre».

En effet, Fadel Barro, devenu un leader d'opinion respecté au Sénégal, avait reçu la visite de M. Fabius, le 29 juillet 2012 à Dakar. Quelques temps après, le président Obama lui a marqué son soutien, en même temps qu'à dix autres représentants de la société civile parmi lesquels figurent l'historienne et militante féministe Penda Mbow, le représentant de l'ONG Enda Tiers-Monde Emmanuel Ndione et Moussa Mbaye, du Forum civil, la section sénégalaise de Transparency International. La rencontre s'est tenue pendant une demi-heure dans une ambiance décontractée au Gorée Institute, une autre ONG de promotion de la paix et de la démocratie en Afrique fondée en 1992 à Dakar.

En apportant leur concours financier à différentes associations ou mouvements africains, les fondations de Georges Soros et certaines ONG occidentales mènent de facto des actions d'ingérence dans la vie socio-politique et économique des pays dans lesquels elles opèrent en vue d'orienter les décisions en fonction de leurs intérêts.

Même si certains gouvernements africains ont démissionné de leur mission régalienne, une prise de conscience du côté africain est urgente. Dans un contexte international de crise, de plus en plus incertain et agressif, et au moment où la politique de la canonnière est remise au goût du jour par les « enseignants de la démocratie », les mouvements africains se réclamant de la société dite « civile » comme « Y'en a marre », le Forum civil, Filimbi etc., quelque soit par ailleurs la sincérité de leurs militants, doivent se méfier de toutes ces « organisations-pièges » qui donnent aux puissances occidentales une légitimité pour les coopter, les dominer et les instrumentaliser afin d'atteindre d'inavouables objectifs dans nos pays. Ces organisations occidentales, qui n'ont d'« internationales » que le nom, sont l'incarnation d'un colonialisme de type nouveau.

La lutte contre la pauvreté et les injustices, l'aspiration à la paix et à la dignité, l'élaboration d'une perspective de développement durable sur le continent africain implique que les peuples d'Afrique résistent à cet ordre cannibale nouveau incarné par des mercenaires de l'humanitaire, sous-traitants officieux d'un système qui ne peut plus assurer les exigences indispensables à la dignité humaine et à la créolisation du monde. Il est grand temps que les Africains ouvrent les yeux et privilégient avant tout leurs intérêts. Comme nous le rappelle cette grande figure noire de la lutte anti-apartheid, Steve Biko : «l'arme la plus puissante dans les mains des oppresseurs, est la mentalité des opprimés! » oeildafrique.com 14 Mai 2015

Un business au service du contrôle de la population.

L'alcool, nouvelle plaie de l'Afrique, poursuit sa progression sur le continent - franceinfo 22.08

La consommation d'alcool en Afrique ne cesse de s'accroître et inquiète autorités locales et instances internationales. Même si, comme le dit l'Agence Ecofin, "contrairement aux idées reçues, l'Afrique, dans son ensemble, n'est pas un continent très porté sur la bouteille. Bien moins que les Européens."

En effet, quand la moyenne européenne se situe à 10/12 litres d'alcool pur par an et par habitant, le champion africain, le Gabon, ne consomme "que 9 litres". Mais, premier bémol, si on exclut les populations abstinentes, notamment pour des critères religieux, le chiffre s'emballe. Du coup, les pays musulmans deviennent de mauvais élèves. Il y a peu de buveurs, mais de très gros buveurs. Au Tchad, cela frôle les 34 litres par personne non abstinente.

L'alcoolisme en Afrique est totalement ignoré. On parle d'Ebola, du sida, du paludisme, mais très peu des risques de la consommation d'alcool. Et l'industrie l'a bien compris qui fait du continent un marché à conquérir. Une zone de développement dans un marché mondial qui stagne. A côté de programmes de responsabilisation sociale, les brasseurs créent des gammes "low-cost" ou des bières moins alcoolisées. La filière met en avant des bières locales, jouant ainsi sur la corde sensible du nationalisme.

Ainsi en 2017, la croissance du secteur de la bière a été trois fois plus élevée en Afrique que dans le reste du monde. Cette année-là, Heineken, associé au distributeur CFAO, investit 150 millions d'euros à Abidjan (Côte d'Ivoire) dans une immense brasserie, prévue pour produire à terme 1,6 millions d'hectolitres. Le marché ivoirien est porteur.

"L'Afrique est notre source principale de croissance à l'avenir avec le développement de la classe moyenne", explique à l'époque le président Afrique du groupe néerlandais, Roland Pirmez. Ajoutez à cela la jeunesse de la population, le faible coût de la publicité et la réglementation assez lâche, vous avez un terrain idéal de développement.

Face à cela, les enjeux de santé publique semblent peser bien peu. Ainsi, dans les années 2010, plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et centrale ont vu se développer la vente d'alcool en sachet. Des doses de 5 ml de whisky, vodka ou gin sont vendues entre 100 et 150 francs CFA (entre 0,15 et 0,22 euros) à la porte des établissements scolaires. Selon plusieurs médias, les lycéens consomment entre deux cours. Accoutumance garantie, les alcooliers préparent ainsi le terrain.

La plupart des pays ont réagi en interdisant la vente de ces produits. Au Cameroun, l'interdiction remonte à 2014. C'est l'un des premiers pays à avoir réagi face à cette menace d'addiction. Pourtant à en croire le site internet Actu Cameroun, "cinq ans après cet arrêté ministériel, la vente de ces produits se porte toujours bien."

Les professionnels avaient deux ans pour écouler leur stock. Force est de constater, selon les journalistes sur place, que les produits sont toujours disponibles. "Il n'y a pas de contrôle", explique une vendeuse du marché de Yaoundé à Géraldine Ivaha, de Cameroon-info.net. Si des salariés du ministère du commerce passent, "on leur fait savoir qu'on n'est pas au courant de l'interdiction et s'ils insistent on s'arrange et ils s'en vont."

Le Sénégal également a interdit la vente de l'alcool en sachet. Et ici aussi, la consommation continue. Pour Alioune Samb, le chef du service régional du commerce de Thiès (ouest), il s'agit d'un trafic à petite échelle. Une revente d'alcool en bouteille reconditionné dans des sachets afin de toucher un public jeune. Selon Alioune Samb, cela ne constitue pas "une production industrielle". Sans doute pas une production industrielle, mais en tout cas un véritable trafic. franceinfo 22.08

Réfexion politique. Sujet tabou.

En lisant dans un blog des discussions entre des militants issus de l'OCI et de la LCR, j'ai eu la désagréable impression de me retrouver 40 ans en arrière en réunion de cellule.

J'en ai conclu que la réflexion de ces militants n'avait jamais progressé, parce qu'ils refusaient de renier les dogmes qu'ils avaient adoptés dans le passé, bien qu'ils sentent plus qu'ils ne comprennent, qu'il est dorénavant ridicule de s'en réclamer ou de continuer à tenir les mêmes discours, qui le moins qu'on puisse dire n'ont mené à strictement rien en terme d'organisation, pour finalement avouer eux-mêmes qu'ils ne savent plus où ils en sont et quoi faire.

On a envie de leur répondre qu'il ne faut pas chercher ailleurs l'origine du problème qu'ils ne parviennent pas à résoudre, ce qui concerne l'ensemble des formations politiques et des militants qui se réclament encore du socialisme.

On a voulu utiliser les vieilles recettes ou les enseignements du marxisme qu'on n'avait jamais réellement assimilés, qui concernaient une toute autre époque que la nôtre, disons à partir de 1945 ou même plutôt, fatale erreur qui nous conduisit dans une dramatique impasse politique, dont apparemment nous ne sommes pas près de sortir, puisque tout le monde s'obstine à camper sur ses positions et à refuser de se donner la peine d'analyser à nouveau sereinement et rigoureusement comment évoluèrent les différents facteurs et rapports qui composèrent la situation au XXe siècle jusqu'à nos jours ainsi que leur orientation.

Si à mon niveau je me bornerai à fournir des pistes de réflexion sans être fermé à l'examen de tout autre argument ou fait que j'aurais pu sous-estimer ou surestimer ou négliger, il va de soi que je privilégie les conditions sociales, ce qui présente l'avantage de partir de faits concrets

Les conditions sociales et politiques qui prévalaient entre le milieu du XIXe siècle et le milieu du XXe siècle, période pendant laquelle se développa la lutte de classes (et le capitalisme (1)), n'allaient plus rien avoir affaire avec celles de notre époque, et au lieu d'en tenir compte, on l'ignora superbement transformant et avilissant le marxisme et le socialisme en un dogme impuissant.

A aucun moment on se demandera quels sont les facteurs ou les rapports sur lesquels s'appuyait le régime pour assurer sa survie. On évitera soigneusement d'analyser comment ont évolué ces facteurs au cours du siècle passé, les différentes classes et leurs rapports, à l'Etat, aux institutions, au capitalisme également.

D'une certaine manière, c'était estimer que c'était du pareil au même que travailler 16,12 ou 10 heures par jours 6 jours sur 7 sans bénéficier du moindre avantage social, ou travailler 8 ou 7 heures par jours 5 jours sur 7 en bénéficiant de 5 semaines de congés payés plus d'autres jours fériés, de bénéficier ou non d'une protection sociale (Sécurité sociale, retraite, allocations en tout genre, etc.), de bénéficier dans le pire des cas d'un revenu minimum garanti, au lieu d'être taillable et corvéable à merci, de bénéficier de deux revenus au lieu d'un dans un ménage, de bénéficier d'habitation plus digne que les bouges insalubres et surpeuplés d'autrefois, de profiter d'une multitude de loisirs ou divertissements qui n'existaient pas avant, etc.

Bref, bien que les conditions sociales des travailleurs aient évolué au cours du XXe siècle, plus particulièrement à partir de la seconde moitié du XXe siècle, on a fait comme si rien ne s'était passé. On a aussi occulté le développement des classes moyennes, le sort privilégié des fonctionnaires, des salariés des entreprises du CAC40 ou des grandes entreprises, au point que les militants qui en faisaient partie ne s'en sont jamais rendus compte, c'est pour dire à quel degré d'aveuglement on était parvenu.

Si autrefois la condition ouvrière ou de la majorité de la population était si épouvantable qu'elle ne laissait aucune place à des réflexions sur les bienfaits du capitalisme, il n'en fut plus de même quand elle s'améliora considérablement jusqu'à nos jours. Bien entendu, il y a toujours des pans entiers de la classe ouvrière qui sont laissés pour compte ou qui continuent de vivre dans des conditions misérables, mais ce qui a changé avec autrefois, c'est qu'ils sont désormais minoritaires et éclatés, et ils ne pèsent plus rien ou presque sur le plan politique, ce qu'on a pu vérifier avec l'épisode des Gilets jaunes, et pour cause tous les partis ouvriers les avaient ignorés ou s'en étaient détournés.

Les conditions sociales qui prévalaient au XIXe siècle furent à l'origine de la création des partis ouvriers et des syndicats. Ces conditions étaient si détestables qu'elles devaient déboucher sur la remise en cause du système économique en vigueur, le capitalisme, et la théorisation du combat que devait mener le prolétariat pour en finir avec ce régime, dont la plus achevée fut le marxisme ou le socialisme.

La condition de la classe ouvrière était tellement précaire que son combat politique s'inscrivait dans cette perspective, puisque même l'adoption de réformes sociales ou démocratiques laissait en suspens un grand nombre de besoins ou d'aspirations qui demeuraient insatisfaites, autrement dit l'amélioration substantielle de la condition des masses exploitées était loin de faire le compte, ce qui favorisera le développement du mouvement ouvrier et sa radicalisation.

Comme chaque fois au cours d'un processus dialectique, il arriva un moment où la quantité se transforma en qualité, et où l'ensemble des réformes sociales et démocratiques adoptées influencèrent la manière dont la classe ouvrière devait interpréter sa condition, pour finalement encouragée par la social-démocratie et le stalinisme se contenter d'améliorations partielles dans le cadre du capitalisme avec lequel elle allait s'accommoder.

Si la classe ouvrière put ainsi supporter davantage sa condition, le régime d'exploitation et d'oppression demeurait en place et lui préparait des jours plus sombres au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'approfondirait, son mode de vie était voué à se dégrader gravement, alors que la condition matérielle ou financière de la majorité permettrait d'en amortir les conséquences. C'est l'une des contradictions de la situation actuelle, et la raison pour laquelle elle est dans l'état insoluble. Dans une causerie j'avais schématisé en rappelant qu'on ne pensait pas de la même manière le ventre plein ou le ventre vide.

Cependant, cette dégradation du mode de vie allait affecter à la fois l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes dans le collimateur des capitalistes sur un autre plan tout aussi déterminant, car personne n'échapperait aux conséquences de la décomposition de tous les rapports dans la société, qui allaient découler de la stratégie mise en oeuvre par la classe dominante pour les diviser pour mieux régner ou appliquer sa politique ultra réactionnaire.

L'atmosphère allait devenir nauséabonde, irrespirable, au point de ne plus oser exprimer ses idées en public, sur son lieu de travail ou en présence d'inconnus par crainte que parmi eux se trouve un inquisiteur pour les juger ou les dénoncer. Pendant toute une période les réformes sociale adoptées ont été accompagnées de droits démocratiques qui pouvaient laisser supposer ou donner l'illusion que le régime était démocratique ou sur la voie de la démocratie, alors qu'en réalité, ces droits tout en grande partie ses réformes servaient l'intérêt du capitalisme, pour ceux qui refusent d'admettre ce constat, disons qu'ils étaient compatibles avec l'existence du capitalisme qui fit avec et n'en est pas mort.

Chacun est forcément sensible au pourrissement de la société et à l'orientation de la situation mondiale. Cela a de quoi briser le moral des plus optimistes, et l'individualisme le plus forcené qui pourrait tendre à le faire oublier, se traduit par un avilissement tout aussi insupportable, où on finit par se détester soi-même, secrètement de préférence, sans idéal, sans espoir de vivre un jour dans une société meilleure et plus juste, cela tourne au cauchemar, on en devient hystérique, paranoïaque ou schizophrène. Alors évidemment un grand nombre de travailleurs de toute condition cherchent à résister à cette tendance morbide, réfléchissent et se posent de nouvelles questions, cherchent à comprendre ce qui se passe réellement, ce qui est à l'origine de ce dérèglement, pourquoi la société régresse et pourquoi il est impossible d'inverser cette tendance qui préfigure des jours encore plus sombres. Moralement et mentalement pour un esprit développé, c'est forcément difficile à vivre au quotidien, de vivre dans une société rongée par l'imposture, la corruption, l'hypocrisie, le mensonge, le cynisme, la violence, qui flatte la médiocrité et les parasites, les puissants. Sur ce plan-là, la posture de Macron, qui en est le produit le plus achevé, constitue une provocation permanente insupportable pour eux.

On serait donc en droit de penser que parmi ces travailleurs issus de la classe ouvrière ou des classes moyennes, un certain nombre en arrive à remettre en cause l'existence du capitalisme. Vous me direz qu'il en a toujours été ainsi, et je ne vous dirai pas le contraire (3), à ceci près qu'on ne peut pas tenir un discours aux travailleurs qui ne tiendrait pas compte de l'évolution de leur condition ou de leur classe au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours (4). De fait, on ne peut pas aborder la lutte de classes en 2019 de la même manière qu'autrefois ou il y a un siècle en arrière.

Pendant toute une période on a cru que parce qu'on tenait un discours qui correspondait à ce que certaines couches de travailleurs voulaient entendre, ce discours était forcément juste ou reposait sur une analyse correcte, alors que ce n'était pas le cas. Malgré leur radicalité en apparence, il était tout autant teinté d'illusions, cela permit à certains courants politiques de recruter des milliers de militants avant qu'ils ne s'effondrent sous le poids de leurs contradictions et opportunisme. Et le tournant politique adopté par la classe dominante dans les années 70-80 allait leur être fatal, pour s'être détournés des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière qui en quelque sorte étaient les garantes du combat pour le socialisme, dans la mesure où leur condition devait les pousser à rejeter ou rompre avec le capitalisme, contrairement aux couches les plus favorisées qui constituaient la majorité qui bénéficiaient de conditions meilleures et qui étaient acquises aussi bien au réformisme qu'au capitalisme.

Oui effectivement, c'est l'absence d'un tel parti ouvrier qui pousse dans les bras de l'opportunisme les travailleurs les plus évolués ou un grand nombre d'intellectuels qui se livrent à un procès radical ou impartial du capitalisme.

J'ai volontairement laissé de côté la situation mondiale, qui malgré tout figure en toile de fond ou en filigrane dans tout ce qui vient d'être évoqué. Je le dis à l'attention des esprits critiques critiques enclins à tout contester à coups de mais ceci, mais cela, mais vous n'avez pas tenu compte de tel ou tel aspect de la situation, pour finalement ne pas se donner la peine d'examiner les arguments ou les faits que j'ai exposés, car seuls les leurs vaudrait le coup qu'on s'y intéresse. C'est à mon avis le meilleur moyen de passer à côté de l'essentiel, que je me suis contenté d'exposer sommairement en essayant de ne rien oublier tout en laissant chaque chose à leur place.

Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que ces miitants n'aient rien à nous proposer, tout comme les formations politiques qui se réclament du socialisme.

On a envie de leur dire que le marxisme tel qu'ils le rabâchent, a été conçu pour papa et grand-papa, et qu'il est en partie obsolète depuis plus de 70 ans (2), et c'est un admirateur passionné de Marx et Engels qui leur dit.

Notre malheur ou plutôt celui du prolétariat à travers le monde qui ne bénéficie pas du mode de vie supérieur qui existe en France, c'est qu'on a été incapable d'écrire la suite ou d'assurer la relève, parce qu'on s'est laissé corrompre inconsciemment par les bienfaits du développement du capitalisme, et de la lutte de classe du mouvement ouvrier ayant adopté le réformisme au détriment du socialisme. Dans ces conditions, il allait être impossible de doter la classe ouvrière d'une nouvelle direction.

Notes :

1 - On alla jusqu'à nous expliquer que le capitalisme ne se développerait plus, les forces productives ayant cessé de croître définitivement, contrairement à ce qu'affirmèrent Lénine et Trotsky, que le marché mondial n'était plus en expansion, les faits ont amplement démontré le contraire.

C'est important de le souligner, car toute la stratégie des trotskystes reposa sur ce facteur ou cette analyse erronée.

2 - Une fois constaté que les conditions dans lesquelles se déroulait la lutte des classes avaient été profondément modifiées, il aurait fallu adapter en conséquence notre conception de la lutte de classe, mais comme cela venait heurter les théories que nos dirigeants avaient édifiées et érigées en dogme, cela allait être rendu impossible, tous ceux qui les contesteront seront éliminés. Et sur le plan pratique ou organisationnel cela allait se traduire par la lassitude ou la démoralisation d'un grand nombre de militants qui feront défection.

3 - Quand on est jeune ou encore adolescent, on aspire spontanément à la liberté, à s'émanciper de la tutelle envahissante des parents, puis de la société qui a déjà contribué à nous formater, et qui par bien des aspects constitue une entrave à la réalisation de nos aspirations encore grossières ou mal définies, en nous imposant un mode de vie que nous n'avons pas choisi et qui ne correspond pas vraiment à ce qu'on est en droit d'attendre de la vie tant il est oppressant, contre-nature et violent à bien des égards, préfigurant ce qui nous attend dans le monde implacable du travail, où l'expression même de ces aspirations sera étouffée. Si les jeunes sont si sensibles aux injustices en général, c'est avant tout parce qu'ils ont l'impression légitime d'en être les principales victimes.

Leurs aspirations à la liberté les porteront à refuser de se soumettre à cette injustice et à se révolter contre la société capitaliste. C'est ce qui m'amena comme beaucoup d'autres adolescents à découvrir le marxisme et le socialisme, parce que je ne pouvais pas me résoudre au sort qui m'était destiné par cette société ou à reproduire le mode de vie aliénant et cauchemardesque de mes parents. Et depuis je n'ai pas évolué, c'est mon côté conservateur, je l'avoue et je le revendique parvenu au stade de la vieillesse, pas seulement parce que ces aspirations étaient parfaitement légitimes, mais surtout parce qu'elles correspondaient à la réalisation du stade supérieur du processus historique auquel nous participions, qui coïncidait avec la réalisation de cet idéal débarrassé du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme à l'origine de toutes les formes d'oppression, contrairement à la plupart de mes semblables que le monde du travail broiera littéralement.

Et il en est ainsi à toutes les époques. Et qu'on ne vienne pas me dire que je prendrais mon cas pour une généralité, pour la bonne raison qu'issu d'un milieu ouvrier très défavorisé, si quelqu'un n'était pas destiné à s'élever au-dessus de la médiocrité ambiante, c'était bien moi. A 18 ans, j'avais le niveau de conscience du lecteur et fan de Spirou ou Mickey pour vous donner un ordre d'idée d'où je viens. C'est choquant, cela fait peur, n'est-ce pas ? Un tel crétinisme était humiliant surtout. Vous comprendrez pourquoi depuis que j'en ai pris conscience je mène sur tous les plans un combat acharné et sans répit contre l'ignorance.

Ayant abandonné la scolarité trop tôt pour quitter le plus vite possible l'ambiance irrespirable de la maison familiale, j'allais commencer à progresser par procuration grâce à des copains qui avaient eu la chance d'aller jusqu'en terminale et de suivre les cours de philosophie. J'allais partir de là pour aboutir au marxisme deux ans plus tard ; si la philo s'accommode très bien des paradis artificiels du cannabis, en revanche pour changer la société elle est inopérante ou nulle !

Après quelques lectures purificatrices ou qui allaient enfin mettre de l'ordre dans mes idées ou répondre aux questions pratiques que je m'étais posé, j'en arriverai à la conclusion que je devais m'organiser. Mais là je n'allais pas être au bout de mes peines, car les militants de l'OCI que je contacterai (A Surennes dans les Hauts-de-Seine) refuseront catégoriquement que je les rejoigne. Le militant, qui avait tenté de me décourager tout en m'accordant deux ou trois entretiens dans son atelier de petite mécanique, se nommait Albert, un ami de vieille date de feu Pierre Lambert.

Mes copains m'ayant dit que c'était le courant politique le plus sérieux, je persisterai et après une période d'un an de purgatoire et de sacrifices, au profit d'un déménagement à Clichy-sur Seine je finirai par être admis dans le clan ou la secte des trotskystes lambertistes. Devenu un activiste forcené, responsable de cellule, puis de rayon et de secteur par intérim, j'y demeurerai trois ans et je n'en conserverai pas un bon souvenir. Et pour cause, du jour au lendemain avec mon épouse qui avait également rejoint l'OCI, pas un seul militant parmi ceux que nous avions côtoyé quotidiennement ne nous rendra visite ou cherchera à savoir pourquoi nous avions soudainement démissionné comme si nous étions devenus des parias, pour un peu, nous serions morts que pas un militant ne s'en serait soucié, cela donne à réfléchir plus tard sur cette expérience. Pour autant, et bien que je cesserai de militer pendant une vingtaine d'années, jamais mes aspirations d'adolescent ne me quitteraient, d'ailleurs je ne vois pas pourquoi il aurait dû en être autrement puisqu'elles étaient légitimes, mais surtout je crois que cela tient au fait que j'étais venu au marxisme avant de rejoindre cette organisation, par mes propres moyens, en partant de mes propres expériences de la vie sous le régime capitaliste, et non à l'issu d'un processus idéologique ou purement intellectuel, et comme ma condition n'avait pas changé, par conséquent je ne voyais pas pourquoi j'aurais dû remettre en cause les conclusions auxquelles j'étais parvenu ou celles de Marx et Engels qui demeuraient valables, bien que la société dans laquelle je vivais n'avait plus grand chose à voir avec celle de leur époque, leur analyse parcourant l'ensemble du processus dialectique matérialiste et historique dans lequel allait s'insérer la période qui me restait à vivre jusqu'à mon dernier souffle, s'en éloigner sans jamais pouvoir le réfuter aurait été suicidaire, et puis après être passé autrefois par les différents stades de l'idéalisme, je ne voyais pas quel autre mode de penser que la matérialisme dialectique j'aurais pu adopter, qui devait un jour ou l'autre me ramener sur la voie du militantisme et du socialisme dont je m'étais écarté, en ce qui me concerne le 11 septembre 2001, une telle crise de conscience ne s'invente pas !

Tout cela pour en arriver à la conclusion que ces aspirations démocratiques sommeillaient chez chaque travailleur, demeuraient profondément enfouies sous un fatras d'illusions inconsistantes dont ils ne tiraient que des satisfactions illusoires

ou éphémères, qui ne demandaient qu'à se volatiliser pour peu qu'on les aide à s'en délivrer pour renouer avec leurs aspirations à la liberté et à la justice sociale. C'est ma profonde conviction.

Dites-moi, connaissez-vous beaucoup de travailleurs qui sincèrement soient satisfaits de leur mode de vie, beaucoup de jeunes qui envisagent leur avenir sans être saisi par une terrible angoisse, personnellement je n'en connais pas et je n'en ai jamais rencontrés.

Si évidemment on doit continuer de mener la lutte de classe en défendant tous les acquis ou droits sociaux qu'il nous reste ou pour en obtenir davantage, on doit partir du constat que les conditions matérielles de la majorité des travailleurs ne constituent plus leur préoccupation principale ou elles ne sont pas dégradées au point qu'ils se mobilisent par millions et millions, ou elles ne sont pas de nature à les pousser à se soulever pour abattre le régime, contrairement aux théories foireuses colportées par nos dirigeants pendant plus d'un demi-siècle qui n'en tinrent pas compte, et auxquelles par ignorance nous avions adhéré, ce sont davantage les conditions politiques dans lesquelles ils vivent quotidiennement ou l'état de putréfaction avancée de la société qui peut les conduire à envisager de balayer le vieux monde pourri du capitalisme.

Dans le cas contraire ou si on contestait cette analyse et les conclusions pratiques que je viens de vous soumettre, ce qui est le droit de chacun évidemment, je voudrais bien qu'on m'explique sur quoi pourrait s'appuyer le combat politique pour changer de société ou pour justifier encore le socialisme. Jusqu'à présent, tout ce qu'on nous a proposé conduisait à abandonner la perspective du socialisme, y compris ou surtout chez ceux qui s'en défendaient, qui se réfugient dans le déni permanent ou refusent d'examiner les éléments que j'ai pris en compte dans mon analyse.

Si vous avez lu un jour les programmes des partis ouvriers ou les résolutions adoptées par les congrès des Internationales, vous avez pu constater qu'ils commençaient tous par une longue et exhaustive analyse de la situation nationale et mondiale comportant un état de chaque classe et de leurs rapports, en relation avec l'évolution de la situation économique qui constituaient la toile de fond sur lesquels allait se greffer leur stratégie pour mener leur combat ou pour se construire.

Donc avant d'évoquer la rédaction d'un nouveau programme ou la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, il faudrait peut-être commencer par concentrer nos efforts sur l'analyse de la situation, et là on n'est pas au bout de nos peines hélas ! Car dans l'état actuel des choses cela s'avère totalement impossible, puisque chacun se réfugie dans un monologue ou joue à celui qui sera le plus dogmatique que moi tu meurs, certains en sont même à se faire des politesses pour ne pas froisser la susceptibilité à fleur de peau de leurs petits camarades par crainte qu'ils rompent la discussion avec eux, procédé misérable qui ne peut aboutir qu'à un résultat tout aussi misérable quand on manque d'arguments, de faits ou d'expériences pour étayer sa théorie.

Personnellement je m'en tiens à ce que j'ai évoqué dans ce texte, aux faits, à savoir les conditions d'existence matérielles de l'immense majorité des travailleurs, et les conditions politiques auxquelles ils sont soumis ou l'état délétère de la société dans laquelle ils doivent vivent quotidiennement et qui est voué à empirer, rendant de plus en plus urgent ou prégnant la nécessité de faire table rase. Je tiens à préciser que ce discours s'adresse en priorité aux couches les plus défavorisées de la classe ouvrière.

4 - J'ai eu le privilège d'arriver en Inde peu de temps avant le libéralisme économique du début des années 90, qui en réalité allait décoller quelques années plus tard.

Si je devait comparer la situation sociale à cette époque avec celle qui prévaut de nos jours en Inde, je dirais qu'entre 1991 et 2019 ou déjà vers 2010, il s'est produit autant de changements qu'en France entre le milieu du XIXe siècle et les dernières décennies du XXe siècle, pour dire à quel point le développement économique s'est réalisé à marche forcé, forcément plus vite que les mentalités qui sont demeurées loin en retrait ou n'ont guère eu le temps d'évoluer, sans révolution évidemment et sans que la lutte des classes y contribue. Cela permet de comprendre pourquoi nous vivons sous un régime semi-féodal corrompu et favorisant le népotisme, où les travailleurs sont livrés sans défense à la surexploitation. Cela eut pour conséquence la détérioration accélérée de tous les rapports sociaux.

Par exemple, jusqu'au début des années 90, généralement ou pour ne pas dire dans la quasi totalité des cas deux ou trois générations vivaient sous le même toit, une fable occidentale veut que les Indiens fassent beaucoup d'enfants pour compenser l'absence de retraite, donc pour assurer leurs vieux jours comptant sur leurs enfants pour subvenir à leurs besoins quand ils seront vieux.

Or il se trouve que non seulement chaque génération ou chaque membre adulte d'une famille vit séparément dorénavant, et très souvent ils refusent d'héberger leurs parents, ils les traitent comme des animaux dont il n'y a désormais plus aucun profit à attendre, sauf évidemment quand il reste encore une part d'héritage à se partager, ce qui est de plus en plus rarement le cas, puisqu'avec la démographie galopante il a été dispersé depuis longtemps ou se sont les générations intermédiaires qui en ont déjà bénéficié.

Quand aux membres d'une même famille, généralement nombreuses, la solidarité d'autrefois a pratiquement totalement disparu, cela est dû essentiellement au nombre croissant de besoins qu'ils doivent satisfaire et qui évidemment n'existaient pas 20 ou 30 ans auparavant, de telle sorte qu'ils ne sont plus en mesure de venir en aide à leurs frères ou soeurs, que ce soit justifié ou

non importe peu, puisque la plupart pour ne pas dire tous font face à de graves difficultés matérielles ou financières tout en étant endettés, j'en sais quelque chose pour en dépanner chaque mois quand leur situation devient critique ou dangereuse, car ce n'est pas rare non plus qu'ils en viennent aux mains ou au suicide.

L'insouciance et la bonhomie légendaire des Indiens qu'il ne fallait tout de même pas idéaliser, allaient céder la place en une seule génération à des rapports quasiment féroces entre eux, aiguisant leur individualisme au point de disloquer littéralement toutes les familles, même si très hypocritement et pour respecter les traditions elles se réunissent encore lors d'évènements familiaux, retirez-leur la religion et demain ils s'ignoreront totalement ou deviendront des étrangers.

En 1990, un revenu mensuel suffisait à couvrir les besoins d'une famille de 8 à 10 personnes enfants inclus. En 2019, deux revenus ne suffisent plus à satisfaire les besoins d'un jeune couple endetté avec deux enfants en bas âge. Le bonheur de l'expansion du capitalisme est résumé ici.

J'ai assisté au rapide changement des mentalités, j'en ai surtout été victime pour ne pas l'avoir toujours saisi au bon moment mais après coup par la force des choses. Jusque là la majorité des Indiens étaient pauvres et ils s'en faisaient une raison, ils s'étaient adaptés à cette situation et tiraient ailleurs des compensations à leur oisivement forcé puisque le chômage était le lot de la plupart d'entre eux, ce qui expliquait leur relative jovialité ou insouciance comme je l'ai rappelé plus haut. Sous l'emprise de la fatalité et d'une mentalité qui n'avait guère évolué depuis des siècles, leurs rapports étaient plus sains qu'aujourd'hui.

Bien sûr qu'à cette époque la roupie (la monnaie indienne) était très présente dans leurs conversations, mais c'était uniquement parce qu'elle était rare et précieuse, alors que maintenant qu'elle coule en abondance, elle n'est jamais suffisante pour satisfaire les multiples besoins qu'on leur a imposés et dont ils ne peuvent plus se passer, ce qui a contribué à ravager leur mode de vie et à leur ôter le peu de liberté dont ils bénéficiaient encore, car dorénavant en travaillant 6 jours sur 7, 12 mois sur 12, ils n'en ont plus du tout, et en cas d'accident ou de maladie, c'est la misère noire qui les attend, et ils en ont conscience, je crois même pouvoir dire que c'est la seule chose dont ils aient pris conscience ou le seul bienfait que leur ait procuré le développement économiques des 3 dernières décennies. Ne leur demandez pas s'ils le regrettent, puisqu'ils ont déjà oublié les conditions qui prévalaient lors de leur enfance, ou ils sont tombés sous le charme de ce qu'on appelle communément la société de consommation. Et quant aux dernières générations, elles ne les ont jamais connues, donc elles ignorent ce qu'elles ont perdues et qu'elles ne sont pas prêtes de les retrouver, elles idéalisent naïvement les pays riches, sans savoir que le peu de liberté qui y règne encore à une saveur très amère faite également de sueur et de larmes.

Je vis depuis 5 ans et demi dans un petit village d'environ 400 familles ou maisons séparées (Ils ont souvent des liens de parentés et j'ignore au juste combien de familles vraiment différentes habitent le village), et bien je peux vous dire que je n'en connais pas une qui ne corresponde pas à la description que je viens de vous faire, hormis les quelques agriculteurs riches qui vivent dans une partie séparée du village et qui snobent la partie pauvre du village où je vis. La même remarque vaut pour la famille de mon épouse Magueswary où tous les frères ont fini par se haïr, et me voler, mais c'est une autre histoire. Par chance, les frères et soeurs de ma nouvelle compagne Selvi ont de meilleurs rapports, un peu forcés je dois dire ou pour sauver les apparences, je ne suis pas dupe et je ne les juge pas.

On constatera que tout au long du développement du capitalisme, le progrès social se traduira par une amélioration de la condition individuelle des travailleurs au détriment de leurs rapports collectifs, parce que seulement une minorité participera à la lutte de classes, et quand ces rapports collectifs finiront par devenir complètement pourris, donc graduellement génération après génération, cela sonnera l'heure de la régression sociale sans fin. Les générations de la lutte de classe des années 30 et d'après-guerre ont disparu, celle de la fin des années 60 a dépassé l'âge de la retraite, il ne reste plus que celles qui ont vécu de la rente des précédentes sans en comprendre ni l'origine ni la signification politique, et pour lesquelles le socialisme est quelque chose d'incompréhensible ou de totalement étranger.

En Inde le processus fut différent, puisqu'on leur imposa ce qu'on appelle de manière inappropriée ou uniforme le progrès social, les travailleurs indiens ne le conquirent pas au cours de leur lutte de classe, il leur fut importé avec les capitaux de l'oligarchie des pays les plus riches. En fait de progrès social, ils auront dorénavant le droit d'être davantage exploités pour consommer davantage et faire tourner la machine à profit du capitalisme, ce sera le seul droit qui leur sera consenti par les esclavagistes modernes réalisant la seule oeuvre philanthropique dont ils soient capables. A suivre.

En voici quelques aspects parmi des milliers d'autres ou leur humanisme est la politesse des salauds...

On devrait enfermer ces enragés jusqu'à ce qu'ils en crèvent.

Vidéo de L214 dans un élevage de lapins : "Si les normes de densité sont respectées, la cage n'est pas forcément un mauvais outil d'élevage" - franceinfo 20.08

"La législation doit prendre en compte de façon beaucoup plus sérieuse la question du bien-être animal", a estimé mardi 20 août sur franceinfo Éric Andrieu, député européen PS, membre de la commission agriculture et vice-président du groupe des sociaux-démocrates. L'association L214 dénonce un nouveau cas de maltraitance animale dans un élevage de lapins à Nueil-

les-Aubiers (Deux-Sèvres). La vidéo montre notamment des cages minuscules où les lapins sont entassés, ainsi que des boîtes d'antibiotiques et d'hormones servant à optimiser l'insémination artificielle.

Éric Andrieu - La cage, du point de vue sanitaire, dès lors qu'on règle le problème de la surpopulation, est un outil d'élevage qui permet de garantir l'aspect sanitaire. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de maltraitance par rapport au lisier en particulier, et donc en termes de salubrité. Dans la mesure où les normes de la densité sont respectées, la cage n'est pas forcément un mauvais outil d'élevage. franceinfo 20.08

LVOG - Dans son cas et celui de ses semblables il n'existe pas de bons outils d'élevage car il n'est pas souhaitable qu'ils se reproduisent...

Un conseil, n'en consommez pas pour ne pas finir comme ces malheureux lapins.

Quand ils vous traitent aussi comme du bétail pour réaliser toujours plus de profit.

Prendre l'avion va devenir de plus en plus inconfortable - slate.fr 31.07

Pour beaucoup, prendre l'avion est devenu un réel test d'endurance physique, qui consiste à rester assis pendant de nombreuses heures sur de petits sièges, les genoux recroquevillés et touchant le siège de devant.

Si vous trouvez cette position inconfortable aujourd'hui, sachez que la situation risque de s'empirer: l'industrie de l'aviation cherche à réduire au minimum l'espace mis à disposition des passagers.

La demande de vols explose partout dans le monde, et notamment en Asie, où cent millions de personnes prennent tous les ans l'avion pour la première fois.

Pour absorber cette nouvelle demande, les compagnies aériennes pourraient simplement agrandir leur flotte. La plupart d'entre elles esquivent pourtant cette option –pas pour des motifs écologiques, mais en raison de la pénurie de pistes et afin d'éviter de verser des droits d'atterrissage supplémentaires.

Dans ce contexte, les transporteurs préfèrent trouver des astuces pour faire rentrer toujours plus de monde dans leurs avions. «L'objectif est de serrer le plus grand nombre de passagers possible. Ça ne fera qu'empirer au cours de la prochaine décennie», prévient Mathieu De Marchi, un consultant en aviation civile basé à Bangkok.

En juin 2019, Cebu Air, le plus gros transporteur aérien low-cost des Philippines, a annoncé que ses nouveaux A330neos compteraient bientôt 460 sièges, soit vingt de plus qu'aujourd'hui.

La compagnie asiatique n'est pas la seule à vouloir nous entasser. Ryanair avait déjà eu l'idée en 2014, en commandant à Boeing Co. des avions haute densité disposant de huit sièges de plus que la version standard du 737.

Cathay Pacific Airways Ltd, une compagnie autrefois traditionnelle, a quant à elle ajouté en 2017 une assise supplémentaire dans chaque rangée de ses Boeing 777-300.

Cette baisse de confort n'a pas que des inconvénients: pour les touristes, elle est synonyme de baisse du prix des billets.

La concurrence des transporteurs low-cost a forcé les compagnies aériennes à proposer des tarifs plus avantageux, quitte à facturer des services autrefois gratuits. Évidemment, le surplus d'espace figure parmi les nouveaux extras proposés. slate.fr 31.07

LVOG - Il n'y a pas de petits profits... Heureusement que je ne prends plus l'avion, quelle horreur ! 10 heures sans pouvoir bouger, c'est une véritable torture !

Le touriste, c'est le temps de cerveau... le cerveau en moins... J'ai toujours essayé d'éviter les foules de touristes qui perturbaient la vie quotidienne des gens. En meutes, ils ne respectent rien et cela est contraire à mes principes. Chez les frustrés, c'est-à-dire l'immense majorité des gens qui ne disposent d'aucun pouvoir et ne l'assument pas ou difficilement et inconsciemment, le tourisme de masse leur sert de défouloir souvent aveugle et bruyant, répugnant.

Comment, elle n'est pas pou-belle la vie ou l'immondice du vieux monde.

Indonésie : Bangun, un "village poubelle" envahi par le plastique - franceinfo 20.08

Des montagnes de déchets, loin des paysages paradisiaques de certaines îles indonésiennes. Dans la province de Java Oriental (Indonésie), les rues de plusieurs villages pauvres se retrouvent de plus en plus saturées par des déchets en plastique, arrivant chaque jour de l'étranger pour être triés. Bangun est l'un de ces "villages poubelles", devenu malgré lui un lieu de recyclage des déchets.

Chaque jour, plus de 40 camions y déversent du plastique à recycler. Mais ces déchets ne viennent ni d'Indonésie, ni des pays voisins. Ils sont importés de pays occidentaux, tels que les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou la Belgique, mais également du Moyen-Orient. Depuis que la Chine a interdit l'importation de certains déchets, en janvier 2018, d'autres pays d'Asie du Sud-Est ont pris le relais, devenant des destinations privilégiées pour le recyclage du plastique.

Deux villageois sur trois vivent du tri

A la fin de l'année 2018, l'Indonésie recevait 35 000 tonnes de déchets en plastique par mois, contre 10 000 un an auparavant. Face à autant d'ordures s'amoncelant dans les rues de Bangun, le traitement des déchets a fini par faire vivre une partie du village. Aujourd'hui, les deux tiers de sa population gagnent de l'argent grâce au tri du plastique.

"Pour les habitants, les ordures sont un trésor", explique Keman, qui vit à Bangun. "Pourquoi ? Parce qu'après les avoir séchées le matin et les avoir triées, elles sont converties en argent l'après-midi."

Mais ce travail n'est pas sans risques pour la santé et l'environnement. Les déchets sont en effet triés à mains nues, avec un simple masque en tissu en guise de protection. Selon plusieurs organisations de défense de l'environnement, des déchets en plastique non recyclables sont brûlés dans la nuit, entraînant des rejets toxiques pour les habitants… et l'arrivée de microplastiques dans les voies d'eau. franceinfo 20.08

LVOG - La bonne conscience de l'occidental consiste à dire qu'il n'y ait pour rien ou qu'il n'a rien à se reprocher, d'ailleurs c'est son comportement habituel ou généralisé.

Les ouvriéristes, qui se foutent de son état de conscience misérable, le flattent et le défendent pour qu'on n'ait rien à leur reprocher non plus. Vous n'y êtes pour rien puisque vous êtes rien, cela ne vous rappelle-t-il pas un certain discours qu'ils ont brocardés, les opportunistes ne sont pas à cela près... Après ils s'étonnent qu'on ne les prennent pas au sérieux.

L'Etat sioniste à la pointe de l'industrie du totalitarisme, s'ils le disent eux-mêmes...

Ces logiciels espions qui prouvent qu'Orwell avait raison - slate.fr 28.06

Des dizaines de sociétés se targuent de pouvoir pirater téléphones et ordinateurs pour le compte des gouvernements.

En mai 2019, le Financial Times a dévoilé que WhatsApp, propriété de Facebook, avait été victime d'une attaque très sophistiquée, menée grâce à une faille exploitée par une start-up israélienne de cybersécurité. À en croire le quotidien londonien, le groupe NSO basé à Tel Aviv était à la manœuvre.

Ce fabricant d'équipements de surveillance, bien connu des services de renseignements de nombreuses nations, est notamment accusé d'aider plusieurs gouvernements à épier journalistes et militants, avec des conséquences parfois funestes.

Un récent recours en justice affirme ainsi que sa technologie du nom de Pegasus a été utilisée pour retrouver la trace du dissident saoudien Jamal Khashoggi, ensuite assassiné. Interrogée Fast Company, la société israélienne a nié toute implication dans ce meurtre ou ce qui lui a précédé.

Israël au cœur du business

NSO n'est que l'une des multiples firmes qui vendent de tels outils logiciels. Israël en abrite une multitude. Parmi elles, on peut compter Ability, Verint et Elbit Systems, qui disposent d'une clientèle répartie aux quatre coin du globe, écrit Fast Company.

Au cours de ces derniers mois, une nouvelle alliance d'entreprises publiques et anonymes a même lancé Intellexa, un consortium qui espère défier NSO Group et Verint sur le marché en plein essor des interceptions légales.

Ability, de son côté, vend un système dit d'interceptions illimitées (ULIN) qui permet de court-circuiter les communications GSM, UMTS, LTE et réseaux CDMA pour espionner le smartphone d'une cible.

Parmi ses plus gros clients, on compte le Mexique, qui a dépensé 42 millions de dollars en 2016, soit près de 37 millions d'euros. L'entreprise propose également ses services à la Chine, Singapour, à la Birmanie ou encore à la République

tchèque, toujours selon l'enquête de Fast Company. slate.fr 28.06

S'ils le disent eux-mêmes, après l'avoir nié et traité de complotistes ceux qui l'affirmaient.

« Les Frères musulmans gardent des contacts étroits avec les terroristes » - LePoint.fr 23.08

L'Émirati Abdul Rahman Khalifa Salem Sobeih Al Suwaidi a passé 35 ans dans la Confrérie. Il accuse cette société secrète de vouloir dominer l'Occident.

Son livre s'intitule Ken Penjar. Mon histoire avec l'organisation des Frères musulmans. « Ken Penjar », c'est le mot que lui a lancé un jour un policier de l'île indonésienne de Bata et qu'on peut traduire par « Jetez-le en prison ». Le Frère musulman Abdul Rahman Khalifa Salem Sobeih Al Suwaidi a fui les Émirats arabes unis, en passant notamment par Oman, le Yémen, la Turquie, la Thaïlande, la Malaisie. En 2015, il est arrêté en Indonésie en possession de faux papiers. La Confrérie, à laquelle il a consacré toute son énergie depuis son adolescence, l'abandonne à son triste sort. « J'ai compris que j'avais fait fausse route et j'ai demandé pardon à Dieu », explique cet homme de 55 ans, tout de blanc vêtu, que nous rencontrons dans un hôtel à Dubaï. C'est ici qu'il vit. Il y est né en 1964, dans une famille de neuf enfants, son père travaillant pour le gouvernement.

Accompagné de deux hommes qui ne se présentent pas faisant partie de sa garde rapprochée, l'ex-Frère, très prudent, préfère parler dans une chambre de l'établissement, à l'abri des regards. « Je me suis fait insulter sur les réseaux sociaux depuis la publication de mon livre. Mais je ne crains pas vraiment pour ma vie aux Émirats », dit-il. Le jour de l'entretien, trois autres Frères musulmans émiratis annonçaient qu'ils lâchaient à leur tour la Confrérie. « Comme les Frères musulmans sont persécutés dans beaucoup de pays musulmans, en particulier en Égypte, l'Europe est devenue une base arrière essentielle pour cette société secrète. Une grande partie des dirigeants de l'organisation internationale [le Tanzim al-dawli] sont d'ailleurs établis à Londres. Pour la plupart inconnus des services secrets occidentaux, ils agissent à partir de structures, de sociétés, parfaitement légales », révèle l'ancien responsable de la Confrérie, qui participait aux campagnes d'aide et secours dans le monde entier.

Marche, escalade et Kalachnikov

Dans son livre, il cite le cas d'un certain Hassan El Dokki, un Frère musulman qui incitait de jeunes musulmans à partir combattre en Syrie. « Officiellement, le conseil de la Choura de la Confrérie – qui est un conseil consultatif – l'a exclu, car nous ne devons surtout pas montrer vis-à-vis de l'extérieur que nous sommes des extrémistes. Mais c'était de la comédie. J'ai découvert que Saïd Nasser Al-Taniji, membre du conseil de la Choura, était toujours en contact avec Hassan El Dokki », raconte l'ex-Frère musulman. Oussama Ben Laden, comme son mentor en Afghanistan, le Palestinien Abdullah Azzam, étaient « eux aussi Frères musulmans », ajoute-t-il en énumérant les « contacts étroits avec les terroristes » que conserve la Confrérie.

L'auteur de Ken Penjar a lui-même suivi un entraînement militaire au Pakistan. Le programme comprenait de l'escalade, de la marche, des exercices physiques, ainsi que le maniement de la Kalachnikov et « nous apprenions la manière de se déplacer de jour comme de nuit, de porter les blessés, de se cacher, de se camoufler », raconte-t-il. Officiellement, le plus radical des Frères, l'Égyptien Sayyid Qutb (pendu au Caire en 1966) a été désavoué par la Confrérie. L'Émirati nous dévoile que Qutb est toujours enseigné aux Frères qui franchissent la deuxième barrière de confidentialité de l'organisation, rejoignant une structure appelée « le cercle de la Mosquée ». En s'arrogeant le pouvoir de considérer qu'un autre musulman peut être un mauvais musulman, ce qui donne le droit de le tuer, Sayyid Qutb est l'un des maîtres à penser de Daech.

12,5 % de l'aide humanitaire ponctionnés

En partant de sa propre histoire, Abdul Rahman Khalifa Salem Sobeih Al Suwaidi explique comment la complexité de la structure hiérarchique de la Confrérie lui a permis de résister depuis des décennies, malgré les interdictions, les persécutions. À tous les niveaux, certains Frères sont sélectionnés pour participer à d'autres activités et reçoivent l'ordre de ne pas en informer les autres. L'organisation secrète se préoccupe également de la vie privée de ses membres. À 20 ans, l'ancien Frère a reçu une enveloppe « contenant une liste de femmes qui pourraient [lui] convenir », se rappelle-t-il. Toutes ces femmes étant des Sœurs, membres de l'organisation féminine de la Confrérie.

Durant trente-cinq ans, il a œuvré dans des projets caritatifs dans le monde entier. Car la Confrérie tire sa force de l'humanitaire. Chaque catastrophe, chaque inondation, chaque tremblement de terre ou famine lui offre l'occasion de se faire apprécier des populations secourues et de renforcer son implantation. « Chaque opération permet aussi de générer des profits. En se basant sur une fatwa [un avis juridique selon la loi islamique, NDLR], la Confrérie soustrait pour elle très exactement 12,5 % des sommes recueillies », précise-t-il.

L'Union européenne subventionne les Frères

Mais comment freiner l'influence grandissante des Frères musulmans ? « Ils n'agissent jamais à visage découvert. Les

Frères adhèrent à des associations tout à fait légales qui n'appartiennent pas à la Confrérie. Comme ce sont des militants très actifs, ils prennent rapidement d'importantes responsabilités, ce qui leur permet d'influencer les décisions de l'association. Puis cette association humanitaire parasitée en Europe se met ensuite en contact avec une association humanitaire également parasitée au Mali ou au Pakistan pour lui proposer une aide », raconte l'auteur de Ken Penjar. Mon histoire avec l'Organisation des Frères musulmans.

Résultat, les Nations unies, l'Union européenne, coopèrent, subventionnent des associations tenues en sous-main par la Confrérie. « C'est le cas de l'Unicef au Yémen qui s'est choisi comme partenaire l'association Islah », raconte-t-il. « L'Égypto-Qatari Youssef al-Qaradhawi, que j'ai rencontré, le dit clairement : l'ambition de la Confrérie est d'établir un État islamique sur toute la terre. Les Européens ne se rendent même pas compte du danger, de l'activisme conjoint du Qatar et de la Turquie », déclare-t-il encore, avant de se lever et de clore l'entretien : c'est l'heure de la prière. LePoint.fr 23.08

C'est la crise alors vous devrez travailler plus longtemps pour une retraite réduite.

L'orgie insupportable de l'oligarchie.

A 513,8 milliards de dollars, les dividendes mondiaux battent un nouveau record - Les Echos 19.08

Quelque 513,8 milliards de dollars ont été versés par les entreprises à leurs actionnaires sous forme de dividende au cours du deuxième trimestre. Un montant en hausse par rapport à l'année précédente, selon l'étude de référence de la société de gestion de fonds Janus Henderson Investors (JHI).

Pour leur part, les actionnaires français tirent leur épingle du jeu, les entreprises tricolores s'étant montrées à nouveau très généreuses avec eux. La France est « de loin le plus grand payeur de dividendes en Europe » (+3,1 %, à 51 milliards de dollars).

La région Asie-Pacifique hors Japon 43,2 milliards de dollars...

Outre-Atlantique, le montant des dividendes ressort en hausse de 4,4 % à 132,9 milliards de dollars.

Pour l'année 2019, Janus Henderson maintient ses prévisions inchangées. Tablant sur un montant record de 1.430 milliards de dollars de dividendes, soit une hausse annuelle de 4,2 %. Les Echos 19.08

Fabrique du consentement au service de la contre-réforme des retraites. Le sophisme en guise de mode de gouvernance totalitaire.

- ...depuis le début de l'année 2019, les 14 Français qui apparaissent dans l'index des milliardaires de Bloomberg ont vu leur richesse globale augmenter de 78 milliards de dollars. liberation.fr 22.08

Réforme des retraites: Buzyn annonce une "consultation citoyenne" - Le Huffington Post 21.08

"Ce sera probablement moins lourd que la consultation citoyenne du grand débat qui a mobilisé énormément de monde et de financement", commence-t-elle avant de rebondir sur une question du journaliste: "cela pourra se faire sur internet, dans les mairies, via des associations et via des syndicats. Tout cela va être mis sur la table au mois de septembre et nous attendons les retours de nos concitoyens sur les propositions qui ont été faites".

Sibeth Ndiaye (...) précisant que "l'objectif de la consultation" est de "détailler la réforme aux Français et de les faire réagir".

Échaudés par les mois de contestation des "gilets jaunes", Emmanuel Macron et son gouvernement vont tenter à partir de septembre de mieux faire accepter une série de réformes délicates.

La réforme des retraites, présentée au début de l'été, a été unanimement rejetée par les syndicats. Le gouvernement veut se donner du temps en ouvrant une nouvelle phase de concertation, mais FO et la CGT se mobiliseront les 21 et 24 septembre. Le Huffington Post 21.08

LVOG - Président des banquiers, des compagnies d'assurance, des fonds de pension, Macron est ultra minoritaire et illégitime pour adopter la moindre mesure ou gouverner. Cette contre-réforme comporte trois axes : allonger la durée du travail, réduire les pensions, livrer les cotisations retraites au marché pour spéculer et financer l'escroquerie du Green new deal. Aucun de ces objectifs ne peut être conforme aux besoins des travailleurs.

Quand Macron affirme qu'il serait normal de travailler plus longtemps ou de prendre sa retraite plus tard, à 64 ans ou au-delà, parce qu'on vit plus vieux qu'autrefois, sur fond de chômage de masse il faut le rappeler, que dit-il sinon qu'on devrait consacrer toute notre existence à travailler pour engraisser des actionnaires, rentiers ou oisifs, et autres parasites, que c'est la fatalité et qu'il faut s'y résigner.

Acte 40 et les dérives gauchistes.

En été et sous la pluie «l'acte XL» rassemble seulement quelques centaines de Gilets jaunes - RT 17 août 2019

Le quarantième acte des Gilets jaunes s'est tenu 9 mois après le début du mouvement social, avec des manifestations de faible ampleur et souvent sous la pluie comme à Paris, où quelques centaines de manifestants ont défilé.

À Paris, un défilé d'environ 300 personnes s'est tenu sous la pluie entre la place des fêtes [place excentrée du 19e arrondissement] et la place de la République. RT 17 août 2019

Cette mini manifestation vue par la Tendance Claire du NPA (http://tendanceclaire.npa.free.fr

- Acte 40. Toulouse : Les gilets jaunes toujours présents (17/08)

- Acte 40. Paris : Belle mobilisation en plein mois d'août et sous la pluie (17/08)

LVOG - Le plus démoralisant pour les militants, ce n'est pas que les travailleurs ne se mobilisent pas contre le régime, mais d'avoir des dirigeants aussi misérables ou qui font dans l'autosatisfaction qui tient de la démagogie...

Ouvriéristes par ci, tiers-mondistes ou communautaristes par là.

Inde-Cachemire. «Transformer l'Inde en un Etat hindou» - tendanceclaire.org 18 août 2019

(https://alencontre.org/asie/inde/inde-cachemire-transformer-linde-en-un-etat-hindou.html)

LVOG - Avec plus de 200 millions de musulmans sur une population totale de 1,4 milliards d'Indiens, c'est grotesque. On peut ajouter quelque 30 millions de chrétiens, 20,8 millions de sikhs, 8,4 millions de bouddhistes et 4,4 millions de jaïns.

Autre chose.

Quand l'AFP écrit : "*Le Jammu-et-Cachemire (...) va perdre le statut d'État fédéré, pour être rétrogradé au statut de "territoire de l'Union*". Cela signifie que la région sera placée "*sous l'administration directe de New Delhi et n'aura presque plus aucune autonomie*", ce qui n'est pas la pire chose qui pouvait lui arriver si j'en juge par la situation qui prévaut dans les territoires de l'Union (dont Pondichéry) qui est bien meilleure que dans celles des 26 ou 27 Etats de l'Inde qui leur envient.

Par exemple, parce qu'on ne peut pas affirmer quelque chose sans preuve, jusqu'à présent et malgré de multiples tentatives avortées, le gouvernement central de New Delhi n'est jamais parvenu à imposer aux habitants du Territoire de Pondichéry d'être intégrés à l'Etat du Tamil Nadu parce que l'immense majorité y étaient farouchement opposés. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient conscience de bénéficier d'un statut spécial présentant de nombreux avantages qu'ils ne voulaient pas abandonner. Cela dit j'ignore ce que compte entreprendre New Delhi au Jammu-et-Cachemire.

L'Inde entière est rongée par la corruption et le népotisme sur fond d'obscurantisme religieux, où se mêle développement économique inégal et anarchique, ainsi que des rapports sociaux semi-féodaux.

Les Etats comptant des dizaines de millions d'habitants, 60 millions environ au Tamil Nadu où je vis (à 10 kms de Pondichéry), autant dire que les partis politiques qui les dirigent exercent le pouvoir en dehors de tout contrôle ou de manière discrétionnaire sur une population illettrée ou dont le niveau de connaissance ou de conscience politique demeure très élémentaire ou quasi inexistante, et qui ne dispose d'aucun moyen indépendant de faire entre sa voix ou ses revendications, dans ces conditions ce sont les élus, les lobbies ou les potentats locaux qui font leurs lois dans chaque district.

Mais pas n'importe comment.

Cela va très loin, puisque par exemple, et j'en ai fait l'expérience à de nombreuses reprises depuis 1990, d'un district à l'autre la même loi ou la Constitution sera interprétée différemment par ceux qui en sont les dépositaires, sans que personne ne puisse le contester. Cela signifie que la population est littéralement livrée sans défense à ces féodaux corrompus ou oppresseurs érigés

en législateurs. Pour vous attirer les bonnes grâces de ces seigneurs ou espérer vous faire entendre, vous devez vous incliner devant eux, adopter un air humble ou inférieur, les flatter ou de préférence leur graisser la patte, à moins qu'ils puissent tirer profit de votre statut quand vous en avez un, ou encore si vous n'avez rien à leur donner en échange parce que vous êtes trop misérable, que vous vous engagiez à vanter leurs mérites autour de vous, de manière à favoriser leur popularité jusqu'aux prochaines élections par exemple.

Autant dire que toute expression de la démocratie politique n'existe pas dans ces Etats. En revanche, les territoires sont beaucoup plus petits en superficie et en population, ce qui en favorise l'exercice. Si vous voulez, c'est un peu comme dans une commune en France ou les élus ne peuvent pas faire n'importe quoi sans que la population finisse par le savoir et réagisse où les sanctionne lors du prochain scrutin. Le pouvoir et les structures de l'Etat sont plus proches des citoyens. Dans un Etat, vous ne bénéficierez pas des mêmes services, selon le parti politique pour lequel vous êtes cencé proche ou avoir voté lors des dernières élections. Si maintenant vous êtes prêt à en changer, vous aurez toutes les chances que votre requête soit prise en considération et satisfaite. A Pondichéry c'est différent, soit cela se passe naturellement, soit vous versez un bakchich pour faire accélérer votre dossier.

J'ignore dans quel cas de figure se trouvait jusqu'à présent la région autonome du Jammu-et-Cachemire, mais d'après ce que j'ai lu, j'ai cru comprendre qu'elle bénéficiait davantage du statut d'un Etat plutôt que celui d'un territoire, notamment sur le plan financier, car ce qui distingue ces deux statuts, c'est qu'un territoire bénéficie d'une importante dotation financière de New Delhi, sa dépendance envers New Delhi est plus importante qu'un Etat. New Delhi peut asphyxier l'économie d'un territoire mais pas d'un Etat très développé, en fonction des partis qui sont au pouvoir à New Delhi et dans chaque territoire, et si nécessaire les déstabiliser politiquement en alimentant une crise sociale. Par exemple à Pondichéry, tant que le parti du Congrès était au pouvoir à Delhi et à Pondichéry, tout allait pour le mieux, mais quand le Chief minister a fait défection pour créer son propre parti, New Delhi a commencé à fermer le robinet, du coup le gouvernement de Pondichéry a réduit le nombre pléthorique de fonctionnaires qu'il ne pouvait plus payer en ne renouvelant plus les départs à la retraite, en liquidant purement et simplement certains secteurs économiques, par exemple les magasins publics du genre supérette, l'usine de compost, etc. Apparemment, si j'en juge par la multiplication des travaux dans la ville même, les autorités de Pondichéry se seraient rapprochées de New Delhi depuis que Modi est Premier ministre, l'ennemi juré du parti du Congrès. Le financement très coûteux des infrastructures dépend toujours de Delhi.

J'en conclus provisoirement que le gouvernement central a modifié le statut du Jammu-et-Cachemire pour mieux en reprendre le contrôle financier et politique, au détriment ou au bénéfice de la population de cette région, il est trop tôt pour le dire. Contrairement à ce que voudrait faire croire certains, les Indiens de toutes confessions ou athées se côtoient quotidiennement, même lorsqu'il existe des quartiers ou l'une ou l'autre confession domine. Quand je vais au marché central de Pondichéry, j'ai pu constater qu'indistinctement les femmes musulmanes, hindoues ou chrétiennes faisaient leurs courses chez les mêmes commerçants. Bien qu'il existe 10 hindous pour 2 musulmans en Inde, ils sont intégrés dans le pays. La haine qui existerait entre eux est uniquement alimentée par la classe dominante ou les partis au pouvoir pour mieux les diviser et affaiblir leur résistance à l'exploitation et à l'oppression.

C'est accordé beaucoup trop d'importance au slogan électoral de Modi qui d'ailleurs n'a jamais été pris au sérieux, Modi qui soit est issu d'une milice hindouiste fanatique d'extrême droite, que de prétendre qu'il envisagerait de «transformer l'Inde en un Etat hindou», c'est ridicule, cela n'a pas de sens, c'est faire le jeu de ceux qui se servent de cette question pour faire pression sur l'Inde ou la déstabiliser, alimenter le communautarisme, inutile de vous faire un dessin pour que vous deviniez qui y aurait intérêt, les mêmes qui sont entrés en action à Moscou ou Hong Kong ou encore Caracas notamment.

L'inde est le premier ou le second client des marchands d'armes sur le marché mondial, donc tout ce qui peut servir à le justifier est bon à prendre. Je crois que c'est plutôt de ce côté-là qu'il faut chercher pour comprendre la décision de Modi.

Quand on devient un agent des GAFAM.

YouTube agit à son tour contre la propagande de Pékin sur Hong Kong - AFP 23.08

Après Twitter et Facebook, la plateforme vidéo YouTube a annoncé jeudi avoir agi à son tour contre une vaste campagne de propagande menée par les autorités chinoises sur les réseaux sociaux pour discréditer la mobilisation en faveur de réformes démocratiques à Hong Kong. AFP 23.08

LVOG - YouTube a été racheté en 2005 par Google qu'on ne présente plus.

Twitter, Facebook et YouTube, donc Google, n'ont pas agi contre la campagne de propagande menée par les Etats-Unis et ses alliés contre les autorités chinoises, estimant sans doute qu'elle est légitime de la part de ces démocratie ! Que penser, comment caractériser les partis dits ouvriers et les militants qui participent à cette campagne via leurs publications ? Je vous laisse deviner.

Green new deal.

Propagande du Green new deal ou de la théorie du réchauffement climatique à usage spéculatif et politique.

Au secours il y a des orages, il pleut !

Douze départements en alerte orange aux orages, de la grêle dans l'est de la France - francetvinfo.fr 18.08

Des grêlons impressionnants sont tombés sur l'est de la France dimanche 18 août. Douze départements de l'est de la France, de la Loire à L'Alsace, ont, en effet, été placés en vigilance orange en raison d'un risque d'orages "violents" jusqu'à lundi matin, a indiqué Météo-France dimanche 18 août.

L'autoroute A6 était sous les eaux au péage de Villefrance Limas.

Le temps lundi sera encore nuageux et pluvieux dans l'est, douze départements de l'est de la France, de la Loire à L'Alsace... francetvinfo.fr 18.08

A quoi mesure-t-on la superficie de la supercherie du "réchauffement climatique"?

LVOG - Islande. Superficie : 103 000 km². Environ 10 % de l'île est recouverte de glaciers. (Wikipédia.org)

10% de 103 000 km2, cela fait 10.000 km².

Le glacier Okjökull qui a disparu avait une superficie de 16 km2 en 1890, soit 0,16% de la superficie totale des glaciers, on est bien d'accord. Et si on prend sa superficie un siècle plus tard cela donne 0,016%.

Voyez quel pataquès en ont fait les idéologues du changement climatique d'origine anthropique, c'est du délire !

"C'est un appel au futur et à l'action" : l'Islande honore son premier glacier fondu à cause du réchauffement climatique - francetvinfo.fr 18.08

Les scientifiques et chercheurs, qui dévoilent cette plaque commémorative, veulent alerter le monde sur la fonte des glaciers, due au changement climatique.

Okjökull n’est en effet plus considéré comme un glacier car la glace, aujourd’hui quasi-inexistante, fondait plus vite qu’elle ne s’accumulait. La glace, qui recouvrait encore 16 km2 de surface en 1890, n'était plus que de 0,7 km2 en 2012, selon un rapport de l'université d'Islande publié en 2017. Le glacier a donc perdu son statut en 2014, une première sur l’île volcanique.

C'est la première commémoration dans le monde réalisée en l'honneur d'un glacier disparu à cause des changements climatiques. "C'est important de trouver des moyens de se connecter au monde dans lequel nous vivons aujourd'hui", analyse Dominic Boyer, professeur d'anthropologie à l'université Rice. francetvinfo.fr 18.08

En complément.

- Juillet 2019 n’a pas été le mois le plus chaud jamais enregistré - 20 août 2019 (climato-realistes.fr/juillet-2019-na-pas-ete-le-mois-le-plus-chaud-jamais-enregistre)

Ca commence à tanguer à trop charger la barque !

La très polluante traversée de l'Atlantique de Greta Thunberg - LePoint.fr 17 août 2019

...comme l'a expliqué au journal allemand Die Tageszeitung le porte-parole du skipper Boris Herrmann, cinq membres d'équipage du Malizia II vont voyager jusqu'à New York en avion pour ramener le navire.

Le Parisien précise par ailleurs que si la jeune activiste suédoise de 16 ans et son père avaient rallié New York en avion, la pollution émise par leur voyage aurait été moindre. Cela n'aurait en effet nécessité que deux billets d'avion, contre six au final, puisque le skipper de l'embarcation reviendra des États-Unis par les airs, lui aussi. Pour ce qui est du retour, l'adolescente et son père rentreront probablement en Europe via un bateau porte-conteneurs, ce qui n'engendrera pas, ou presque, de

pollution supplémentaire. LePoint.fr 17 août 2019

Franceinfo ou le média de l'Elysée vogue à son secours.

Le voyage de Greta Thunberg en bateau est-il vraiment plus polluant que si elle avait pris l'avion ? - Franceinfo 18 août 2019

LVOG - Quelle connerie ! J'ai parcouru les commentaires sur le Net, et j'ai constaté qu'ils avaient tellement gavé les gens avec leur égérie aux allures de despote qu'ils la vomissent ! Mais attention, c'est juste pour amuser la galerie, les choses sérieuses sonnantes et trébuchantes se passent ailleurs...

Les mains sales du Green new deal pas invitées au festin ?

G7: Macron reçoit la société civile à l'Elysée, des ONG boycottent - AFP 22 août 2019

Emmanuel Macron recevra vendredi des représentants de la société civile, à la veille de l'ouverture du G7, que plusieurs ONG (Réseau action climat (RAC)) ont décidé de boycotter, en regrettant d'être laissées "à l'écart" du sommet.

La présidence met aussi en avant l'organisation d'une journée "de dialogue" qui se tient vendredi, de 10H00 à 18H00, à l'Elysée...

(il y aura) un déjeuner avec des responsables d'ONG autour des droits de l'Homme, de la démocratie et de la protection de l'environnement. Devraient notamment être représentés Human Rights Watch (HRW), RSF, Amnesty International, Care, Coordination Sud, WWF et la Fondation européenne pour le climat, selon l'Elysée. AFP 22 août 2019

LVOG - Par ailleurs j'ai lu cette info : EELV assure compter désormais un peu plus de 7.000 membres au lieu de 5.000 en mai dernier.

Le Green new deal passe par le greenwashing auquel participe l'ONU ou l'OMS.

Les microplastiques, inoffensifs dans l'eau que nous buvons, selon l'OMS - euronews 22 août 2019

Que contient l'eau que nous buvons ? Notamment des microplastiques. Est il dangereux de les ingérer ? L'Organisation Mondiale de la Santé répond que non, selon les études actuelles, mais ajoute qu'il faut encore approfondir les recherches.

"Il n'y a aucun doute, explique Bruce Gordon, coordinateur à l'OMS, il y a bien des microplastiques dans l'eau potable, et en effet dans l'eau douce, et dans les sources qui alimentent l'eau que l'on boit, comme les eaux souterraines. Maintenant, quand on pense aux risques potentiels qu'ils posent et à leurs voies de pénétration, il s'agit d'une particule, une particule inerte (le plastique ne réagissant pas chimiquement) qui pénètre dans le corps et peut éventuellement causer des dommages aux organes et tissus. Le message principal c'est que la grande majorité des microplastiques passeraient de manière inoffensive à travers le corps".

Si le premier vecteur de microplastique est l'eau, surtout en bouteille, on en trouve aussi en quantité dans les fruits de mer, la bière et le sel.

Selon un rapport de l'ONG WWF du mois de juin, qui s'appuie sur une étude d'une université australienne, un individu moyen pourrait ingérer jusqu'à 5 grammes de plastique chaque semaine, c'est le poids d'une carte de crédit.

WWF comme l'OMS alertent sur les dangers à venir : si le plastique augmente dans l'environnement au rythme actuel, les microplastiques pourraient être terribles pour les écosystèmes aquatiques d'ici un siècle, ce qui ne devrait pas être sans conséquence sur notre santé.

L'OMS rappelle enfin un danger bien plus grand pour deux milliards d'habitants sur la terre : la qualité très mauvaise de l'eau dans de nombreux pays qui provoque un million de morts par an. euronews 22 août 2019

LVOG - Voilà que cette O(oligarchie)NG totalement impliquée dans cette supercherie au côté de Greenpeace serait sensible à notre santé...dans un siècle ! Et l'OMS ou l'Organisation des maladies sexuellement transmissible de l'ONU de se pencher sur le sort des deux milliards d'habitants qui ne disposent pas d'eau potable de qualité, c'est très touchant, n'est-ce pas ?

Réaction d'un internaute.

- "Quand on lit dans le rapport 2017 de cette association la phrase suivante « … le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts dirigeants bénévoles ou salariés ne peut être communiqué car cela consisterait à communiquer une rémunération individuelle », on ne peut que constater :1- un/une bénévole ne touche normalement rien ; 2- que c'est faux car

un montant global n'est pas individuel ; 3- que beaucoup d'autres organisations le font…. Et donc en déduire que les rémunérations et avantages en nature sont tellement dorés, qu'il faut absolument les cacher… pourquoi donc ne pas aussi aller dans des soirées huppées..."

LVOG - Un homard m'a tué...

Quand on disait qu'ils veulaient nous rendre fou, exagérions-nous tant que cela ? La preuve que non.

L'Oregon pourrait légaliser les champignons thérapeutiques - Slate.fr 17 août 2019

Les effets bénéfiques des psychotropes sur la santé mentale sont de plus en plus étudiés.

L'Oregon, grand État du nord-ouest des États-Unis, a souvent été précurseur dans la législation sur les drogues. Dès 1973, c'est le tout premier État à décriminaliser la possession de petites quantités de cannabis. En 2014, il faisait partie des premiers territoires à légaliser son usage récréatif.

Après le cannabis, une autre substance longtemps prohibée pourrait elle aussi devenir légale: les champignons hallucinogènes. En mai, la ville de Denver, au Texas, a dépénalisé leur possession, usage et culture. L'Oregon l'avait devancé en mettant au vote pour 2020 une proposition similaire.

Mais l'État ira peut-être même plus loin. Le bureau du procureur général de l'Oregon a enregistré une pétition demandant la légalisation de la psilocybine, la substance psychoactive contenue dans les «champis», en tant que médicament.

Cette évolution irait dans le sens d'études qui suggèrent que cette molécule pourrait notamment être efficace pour combattre les dépressions sévères. Slate.fr 17 août 2019

LVOG - La psilocybine est un puissant et dangereux hallucinogène à bannir sans réserve, comme toutes les autres drogues, hormis le cannabis qui est ni plus ni moins nocif que l'alcool ou le tabac.

Et pendant ce temps-là...

Des médecins hospitaliers s'inquiètent de pénuries de médicaments "vingt fois plus nombreuses qu'en 2008" - francetvinfo.fr 18.08

Une vingtaine de médecins et professeurs hospitaliers s'inquiètent, dimanche 18 août, dans une tribune au JDD, de récentes pénuries de médicaments en France. Ils appellent à imposer aux laboratoires la constitution de stocks pour les remèdes les plus cruciaux.

"Très rares il y a une dizaine d'années, les pénuries de médicaments se multiplient", affirment les 26 signataires, qui s'inquiètent que 868 "signalements de tensions ou de ruptures d'approvisionnement" aient été relevés en 2018 dans les hôpitaux, soit "vingt fois plus qu'en 2008".

Or "les malades sont les premières victimes" de ces pénuries, qui concernent "des médicaments du cancer, des antibiotiques, des corticoïdes, des vaccins, des traitements de l'hypertension, des maladies cardiaques, du système nerveux...". Dans le reportage ci-dessous, un patient explique ainsi avoir dû interrompre un traitement contre le cancer de la vessie en raison d'une pénurie de médicament.

"Ces pénuries ne touchent pas les très chères innovations thérapeutiques mais des médicaments peu coûteux qui, bien qu'anciens et tombés dans le domaine public, constituent toujours l'essentiel de la pharmacopée", ajoutent les signataires.

Les plans anti-pénuries encore "dérisoires"

S'ils saluent les mesures mises en place ces dernières années, notamment l'obligation imposée aux laboratoires pharmaceutiques de mettre en place des plans de gestion des pénuries, les médecins et professeurs estiment que "l'efficacité de ces mesures apparaît jusqu'alors dérisoire". "Ces plans visent à gérer les pénuries et non à les prévenir", ajoutent-ils.

Les signataires demandent donc que soient imposées aux laboratoires pharmaceutiques titulaires de l'autorisation de mise sur le marché "la constitution et la gestion de stocks" de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur.

Ils appellent également à ce que "soit rapatriée en Europe la production des principes actifs" et demandent la création d'un "établissement pharmaceutique à but non lucratif, si possible européen". Une telle structure permettra "de prévenir les pénuries et sera la garante de la qualité des médicaments et de prix justes et pérennes", assurent-ils. francetvinfo.fr 18.08

Les parasites. Le panier de crabes LFI-PCF-PS-Place publique-PRG-Générations-EELV-Génération écologie-LR-LREM qui cautionnent le régime.

Les gauches font leur rentrée - AFP 20 août 2019

Alors que les partis de gauche font cette semaine leur rentrée politique avec leurs traditionnelles "universités d'été", les regards seront particulièrement tournés vers Europe Ecologie Les Verts, sorti renforcé des européennes et qui affiche une posture conquérante à l'approche des municipales.

Le parti écologiste, qui a créé la surprise le 26 mai en arrivant troisième de l'élection avec 13,5% des suffrages, promet une édition "mémorable par son affluence", avec environ 2.000 personnes attendues de jeudi à samedi à l'Université du Mirail de Toulouse, soit "le double de l'année dernière", selon le secrétaire national, David Cormand.

De nombreuses personnalités seront présentes, parmi lesquelles le député européen Raphaël Glucksmann (Place publique), les députés François Ruffin (LFI), Delphine Batho (Génération écologie) et Frédérique Dumas (ex-LREM), le coordinateur de Générations Guillaume Balas, ou encore le Haut-commissaire à la réforme des retraites Jean-Paul Delevoye.

La France insoumise se réunira également à Toulouse, de jeudi à dimanche. Le coordinateur du parti, Adrien Quatennens, assure qu'environ 1.000 personnes se presseront au centre de congrès Pierre Baudis, soit le même étiage que les années précédentes. Après un score décevant aux européennes (6,3%), ces "Amfis" doivent ouvrir une "nouvelle saison" pour le parti, promet-il.

Invités remarquables, les "gilets jaunes" François Boulo et Jérôme Rodrigues, mais aussi l'animateur-producteur Thierry Ardisson, proche de l'Insoumise Raquel Garrido. David Cormand et les députés Elsa Faucillon (PCF), Luc Carvounas (PS) et Jean-Baptiste Djebarri (LREM) participeront à des débats, preuve de la volonté d'ouverture de LFI, selon M. Quatennens.

M. Mélenchon, qui doit comparaître en septembre devant le tribunal de Bobigny pour actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire, rébellion et provocation, prononcera une "conférence" sur le thème de la "révolution citoyenne" vendredi soir.

Réuni à Aix-en-Provence, le PCF compte lui aussi rassembler "autour du millier" de participants.

L'université d'été du PS, dont la dernière édition remonte à 2015, fera son retour à La Rochelle (Charente-Maritime), sous un format renouvelé... et en l'absence de nombre de ses grandes figures. François Hollande et Bernard Cazeneuve effectueront leur rentrée plus tard, aux Journées parlementaires du PS à Avignon (4 au 6 septembre), tandis qu'Anne Hidalgo est retenue par la commémoration de la Libération de Paris.

Le secrétaire national Maxime des Gayets, en charge de l'organisation, espère 2.000 participants, sensiblement moins qu'aux "grandes heures" de l'événement --en 2014, jusqu'à 6.000 personnes avaient afflué à l'Espace Encan, dans un contexte où les "frondeurs" avaient particulièrement mobilisé leurs troupes, assure le premier secrétaire d'alors Jean-Christophe Cambadélis.

Des représentants des autres partis de gauche seront là aussi présents: l'eurodéputé Younous Omarjee (LFI), le maire de Montreuil Patrice Bessac (PCF), le président du PRG Guillaume Lacroix... Convié par le premier secrétaire Olivier Faure, qui avait espéré au soir du 26 mai que La Rochelle soit "un rendez-vous pour l'ensemble de la gauche", David Cormand a décliné l'invitation. "Je ne vois pas l'histoire que ça raconte", commente-t-il auprès de l'AFP.

Porté par son bon score du 26 mai, et gargarisé par l'afflux de nouveaux militants --ils sont désormis plus de 7.000, contre un peu moins de 5.000 fin décembre-- EELV entend bien poursuivre sa stratégie d'autonomie vis-à-vis de l'ancien grand frère socialiste. "Soyons conquérants pour les élections municipales. Le temps des écologistes est venu !", clame le député européen Yannick Jadot dans la brochure de présentation des Journées d'été.

Pour tous les partis, ces universités d'été seront l'occasion de se mettre en ordre de bataille, à un peu plus de six mois des municipales. Avec ici ou là d'inévitables couacs: à Paris, la compagne de M. Jadot, la journaliste Isabelle Saporta, a annoncé lundi son ralliement à l'ancien conseiller en communication de François Hollande, Gaspard Gantzer, qui affrontera entre autres le candidat EELV David Belliard au premier tour des municipales.

Une initiative qui n'engage pas M. Jadot, assure un responsable d'EELV. "Yannick (Jadot) soutient David Belliard, il le dira", a affirmé cette source. Interrogée mardi soir sur BFMTV Paris, Mme Saporta a reconnu que sa décision n'était "pas forcément la chose qui arrangeait le plus" M. Jadot.

LVOG - EELV rejoint l'extrême-centre LREM et l'extrême droite RN qui sont à la fois de droite et de gauche ou plutôt ils exposent leur vrai nature.

Qui a dit ?

- "À travers cet échange entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine, "*on pèse peu dans la situation et la réalité. C'est ce qu'illustre cet échange, on ne se fait pas De Gaulle en un clin d'œil.*""

Réponse : Un gaulliste "*historique*", non, un élu LR, non, de l'UDI, non, du MoDem, non, de LREM, non vous n'y êtes pas : Éric Coquerel député LFI de Seine-Saint-Denis. Encore un gaulliste, pardon, un gauchiste de 68 ! (Source : Franceinfo20 août 2019)

Il a aussi déploré que l'impérialisme français "*pèse peu*" sur la scène internationale (Nos amis maliens, syriens, etc. appécieront. - LVOG) , précisant au nom des intérêts du patronat française "*que la Russie n'est pas notre adversaire, elle l'est peut-être de monsieur Trump, mais ce n'est pas notre adversaire, quoi qu'on pense du régime de Vladimir Poutine*." Qu'il aille donc raconter cela aux travailleurs russes...

Voilà ce qui arrive aux philistins quand ils se mettent à la place de Macron ou entendent parler en son nom. Et qui se trompe de camp. (Source : Le HuffPost 20 août 2019)

De Gaulle (et la Ve République) aussi avait un penchant monarchiste.

Voir un auditorium rempli d'Insoumis applaudir Thierry Ardisson (le monarchiste) dès son arrivée dans la salle mérite de prendre quelques secondes pour se faire à l'idée... lepoint.fr 24.08

Tous des rats !

Crise politique en Italie : pour "construise l'Europe", Matteo Renzi favorable à une alliance avec le M5S - Franceinfo 21 août 2019

Il y a encore quelques mois, Matteo Renzi, membre du Parti démocrate (PD, centre-gauche) considérait le M5S comme un parti "dangereux et extrêmiste". Franceinfo 21 août 2019

Ils osent tout.

- Emmanuel Macron retrouve sa popularité d'il y a un an - Journal du Dimanche

- "Pour une démocratie vraiment ascendante" - Journal du Dimanche

- Cachemire indien. Macron : la France "attentive" aux intérêts et droits des populations - AFP

- Un emblème de la lutte anti-esclavage restauré à Liverpool - euronews

- "Nous ne pouvons pas laisser la France s'habituer à la violence", affirme Richard Ferrand - L'Express.fr

- Macron appelle les Français à se "réconcilier" et fustige la "résignation" - L'Express.fr

- Jadot (EELV): les écologistes "jamais aussi crédibles pour gouverner" - AFP

LVOG - Ils ne sont plus à un coup d'Etat près !

- La Banque mondiale tire la sonnette d'alarme sur la pollution de l'eau, "une crise invisible" - AFP

LVOG - C'est fou le nombre de crises invisibles qui peuvent exister de nos jours, alors que les causes sont bien visibles...

Soudan. Un pouvoir civil. Vraiment ?

LVOG - On nous dit que "*le Conseil souverain sera d'abord dirigé par un général pendant 21 mois*". Que voulez-vous, il faut croire que "*l'opposition soudanaise*" porte aussi des galons !

C'est comme l'histoire de la droite et la gauche, la main gauche sur le coeur et la droite sur le portefeuille...

Soudan: militaires et contestation signent un accord historique vers un pouvoir civil - AFP 18 août 2019

AFP- Si les militaires sont minoritaires au sein du Conseil souverain, il sera d'abord dirigé par un général pendant 21 mois.

Lorsqu'il est sorti de la salle de conférence après la signature de l'accord, le général Mohammed Hamdan Daglo a été accueilli par une foule hostile.

Des membres des forces paramilitaires qu'il dirige l'ont vite fait entrer dans sa voiture, alors que la foule autour de lui criait: "Sang pour sang".

Le chef de l'opposition soudanaise, Sadek al-Mahdi a, lui, parlé d'une "journée de transition vers un pouvoir civil qui aboutira à la paix et au changement démocratique".

Mais beaucoup de Soudanais et d'observateurs doutent encore de la capacité des institutions de transition à limiter le pouvoir de l'élite militaire. AFP 18 août 2019

LVOG - Pour moi qui vit en Inde depuis si longtemps, ce que j'adore c'est quand ils parlent d'imposer la démocratie dans des pays où la population est hyper arriérée et ignore de quoi il s'agit ou n'y croit pas, parce qu'elle est échaudée ou elle a la mauvaise habitude d'exiger des preuves, ce qu'on est incapable de leur montrer évidemment.

Les masses les plus arriérées sont très pragmatiques, alors les discours ne les intéressent pas au grand dam de ceux qui leur racontent des balivernes sur la démocratie...

En langage populaire, ce n'est pas parce que quelqu'un est con qu'il ne comprendrait rien, c'est se faire des illusions sur son compte et lui manquer de respect.

Haut de page

Le 29 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai publié quelques articles dans deux rubriques figurant dans cette page, et qui méritent d'être lus attentivement et diffusés largement.

Evidemment cela devrait questionner tous ceux qui refusent de se faire manipuler, tous ceux qui prétendent lutter pour que la vérité triomphe car elle est révolutionnaire.

On se demandera non sans une certaine inquiétude ou angoisse, comment est-ce possible que ceux qui nous gouvernent puissent ainsi se livrer impunément et quasi quotidiennement à de telles grossières impostures. Bénéficient-ils de complicités ? Elles sont nombreuses et diverses. Lesquelles ? Ceci n'explique-t-il pas cela ?

Qui aide les travailleurs à en prendre conscience ? Qui dénoncent ces impostures ? De la réponse à ces questions dépend largement l'avenir du mouvement ouvrier et de la société toute entière, parce qu'on ne peut pas faire l'économie de ces questions ou les nier, et prétendre lutter pour changer de société, vaincre le capitalisme.

A mon niveau je mène inlassablement ce combat, et j'appelle les lecteurs à me contacter s'il le partage, juste histoire de se compter, et éventuellement partager fraternellement le produit de nos réflexions ou expériences pour aller de l'avant.

Moi ce qui me préoccupe le plus, c'est tout du moins ce que j'ai constaté, il n'existe aucune formation ou aucun courant politique, aucun support médiatique dit alternatif totalement digne de confiance, car ici ou là il faut qu'ils se fourvoient, qu'ils versent dans l'opportunisme ou diffusent la propagande officielle à propos de tel ou tel évènement et cela quel que soit le sujet traité, à croire que c'est plus fort qu'eux ou que quelque chose les y oblige que les lecteurs ignorent évidemment. Du coup leurs sympathisants potentiels seront amenées à s'en détourner ou hésiteront à se fier aux informations qu'ils auront publiées, quand ils n'en tiendront pas compte tout bonnement, alors que cela sera injustifié dans bien des cas. On en arrive ainsi à la situation absurde où on va se détourner de la réalité, uniquement parce que la ou les personnes qui sont censées la porter à notre connaissance ne sont pas digne de confiance.

Cela va donc très loin, car les lecteurs seront induits en erreur, non pas parce qu'ils auraient manifesté une méfiance excessive ou maladive envers ces acteurs (politiques ou autres), mais parce que ces derniers auront commis des erreurs d'appréciation ou d'analyse tellement énormes, qu'il est impensable qu'ils ne s'en soient pas aperçus eux-mêmes, ce qui signifie qu'ils ont publié des faits ou des conclusions erronées délibérément, la plupart du temps parce qu'ils privilégiaient leurs intérêts personnels au détriment de la vérité, sachant pertinemment que d'autres acteurs les contrediraient ou rétabliraient les faits un jour ou l'autre.

Dans le cas d'un parti politique, cela aura des conséquences carrément catastrophiques, car partant de là on doutera des capacités de ses dirigeants, dont à tout moment on pourra contester le statut, la ligne politique ou la stratégie, y compris l'honnêteté. Dans ces conditions, comment voulez-vous construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, comment voulez-vous que des travailleurs s'y engagent, comment voulez-vous que des militants demeurent fidèles à un parti, quand ils s'aperçoivent qu'on les trompe sur un tas de sujets ou ils ont honte des positions adoptées par leurs dirigeants.

Et pourtant, avec les instruments de communication dont nous disposons de nos jours, pour peu qu'on en ait la volonté, il est relativement facile et rapide de savoir ce qui s'est réellement passé n'importe où dans le monde. Sur Internet on trouve tout et n'importe quoi, certes, mais on trouve absolument tout si on s'en donne la peine. Si j'y parviens en étant isolé dans mon trou en Inde et en faisant ce travail absolument seul, donc non sans de lourds sacrifices, pourquoi personne d'autres à ma connaissance n'y arrive, aucun parti ?

Quand par exemple j'ai lu le titre de l'éditorial de Daniel Gluckstein du dernier numéro de la Tribune des travailleurs (POID) *Bluff et mensonge : Macron apprend vite auprès de Trump*, je me suis dit spontanément, quelle connerie, mais où a-t-il été cherché cela sinon chez les éditocrates de Libération, du Parisien ou consorts, comme si bluff et mensonge n'étaient pas justement la marque de fabrique du sociopathe Macron. Du coup, quand on lit cet éditorial articulé autour de plusieurs sujets, on s'aperçoit qu'il passe systématiquement à côté de l'essentiel, c'est à croire qu'il l'a fait exprès, ce n'est pas possible autrement.

Par exemple, il faut être très fort pour évoquer indirectement la déforestation en Guyane à propos de l'Amazonie, sans dévoiler que les incendies actuels font l'objet d'une énième énorme imposture, ce qui revient à la couvrir. J'ignore par ailleurs si cet aspect est traité dans ce numéro de la Tribune des travailleurs, par expérience je serais porté à en douter, en tout cas le lecteur qui se contentera sur Internet de cet éditorial sera en droit d'en arriver à cette conclusion amère ou qui ne le satisfera pas et il aura parfaitement raison.

Hélas, on serait en droit de se demander qui a appris le plus vite auprès de Trump ! C'est pitoyable en somme. La question essentielle à se poser aurait plutôt été, comment avons-nous pu en arriver là, où les dirigeants du vieux monde et leurs porte-parole médiatiques peuvent se permettre de prendre ouvertement les peuples exploités et opprimés pour des abrutis finis sans craindre leur réaction. Maintenant on peut concevoir qu'il soit difficile de poser cette question, quand on partage la responsabilité de la situation actuelle.

Macron et Trump tiennent un double langage, soit. Question : Nos dirigeants nous ont-ils habitué à autres choses au cours des 5 ou 7 décennies passées ? La plupart des militants y sont tellement habitués, qu'ils ne s'en rendent même plus compte les malheureux. Personnellement, je n'y ai aucun intérêt et je m'y refuse obstinément, car rien ne permettrait de le justifier selon mes principes, ce qui me vaut leur inimitié ou hostilité, mais moi au moins je ne manipule personne et je demeure digne de la cause que je défends.

Un dernier mot.

J'avais envoyé à plusieurs partis l'adresse des articles consacrés à *La fabrication de Greta Thunberg et du Green new deal* (http://www.entelekheia.fr), j'ai reçu avant-hier un courriel de remerciement de Lutte ouvrière. J'ignore s'ils en feront un bon usage. Les autres ne m'ont pas répondu. Des camarades peuvent-ils me dire de quelle manière le POI, le POID et le NPA (ou d'autres partis) ont traité ces questions, en quelques mots cela suffira, les ont-ils occultées, etc. Merci d'avance.

Un dernier mot très vite.

J'ai constaté qu'il restait de nombreuses fautes d'orthographe dans les causeries, parce que mon correcteur n'est pas adapté, c'est une version anglaise piratée de Word. Je me relis rapidement et je ne vois pas tout, il faut dire que je suis épuisé, j'ai encore

fait un malaise faute de sommeil, je deviens vieux, je m'en excuse !

La causerie et infos en bref demain ou après-demain. Elle sera encore assez dense.

- Au format pdf - 2 pages)

Haut de page

Le 30 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

Quel boulot pour un mois d'août !

- Au format pdf - 16 pages)

Le développement de la civilisation humaine, pour ne pas remonter beaucoup plus loin dans le temps, correspond à un processus dialectique matérialiste et historique inconscient, dont les forces productives et la lutte des classes sont les deux principaux facteurs ou moteurs. Que l'un des deux (ou les deux à la fois) stagne, soit paralysé ou neutralisé et la civilisation humaine ou le progrès social qui y est associé est vouée à régresser.

Maintenant, s'agissant d'un processus inconscient, personne ne peut ignorer de nos jours qu'il puisse prendre une tournure particulièrement cruelle et monstrueuse, au point de constituer une grave menace pour la survie de la civilisation humaine, les générations futures, ou une entrave à son développement à venir, dans la mesure où l'humanité demeure incapable d'en prendre conscience pour en modifier l'orientation ou plus précisément, d'agir consciemment pour en modifier l'orientation.

Autrement dit, libérer les forces productives, pas pour faire n'importe quoi, afin qu'elles ne servent strictement qu'au bien-être de la population sans gaspiller, épuiser ou détruire inutilement les ressources de notre planète ou la nature, et instaurer dans un premier temps un régime politique aussi démocratique que possible ou qui soit meilleur et plus juste pour la majorité des exploités et des opprimés, sachant que seule une minorité aura plus ou moins conscience au départ de ce processus et y participera activement.

Pourquoi introduire une telle restriction ? Pardi, mais parce qu'elle s'impose à nous, parce qu'il ne peut pas en être autrement dans l'état actuel des choses. On part des faits, on tient compte de la réalité, c'est aussi simple que cela. Il suffit d'ouvrir ses yeux ou ses oreilles pour en arriver au constat que les masses exploitées sont très loin d'être mûres pour passer à une société sans classe, sans Etat, sans frontière, sans monnaie ou banque ou encore ce qu'on appelle le communisme.

Elles ne peuvent pas parvenir à saisir d'un coup l'ensemble de ce processus historique, même au cours d'une révolution ou les années suivantes, personne en réalité. D'autant plus, quand elles sont soumises à une machine sophistiquée à propagande, qui censure les faits ou les déforme systématiquement pour empêcher que leur niveau de conscience progresse, ainsi elles se retrouvent privées des conditions qui pourraient déterminer leur volonté de passager à l'action à un moment donné.

Je crois qu'il existe une grande confusion dans notre interprétation des rapports qui existent entre le verbe, la pensée ou la conscience et l'action. On a pu apprendre par coeur la formule selon laquelle l'action précède le verbe sans vraiment la comprendre.

Quand au commencement jadis nos ancêtres recoururent aux outils les plus rudimentaires, par exemple en s'emparant d'une pierre pour frapper sur une noix, la briser ou l'ouvrir pour en consommer le contenu. Ils n'avaient absolument aucune conscience de ce qu'ils faisaient. Ils reproduisirent ce qu'ils avaient observé attentivement dans la nature accidentellement, une noix se détacha d'une branche et éclata au contact d'une pierre quelques mètres plus bas, et encore auront-ils dû l'observer de multiples fois avant de se livrer à cette expérience, qui fit à son tour l'objet de nombreux essais infructueux avant d'arriver à leur fin... On peut évidemment imaginer d'autres scénarios aboutissant au même effet. Nous avons retenu celui-là pour notre démonstration.

Dites-moi, comment peut-on caractériser leur observation, était-elle de nature conceptuelle ou plutôt comportementale ou étaient-elles liées ? Ils se servirent de leurs yeux comme d'un outil pour saisir ce qui se passait dans la nature, et une fois qu'ils furent plus évolués, soit des dizaines ou centaines de milliers d'années plus tard, ils tireront immédiatement une réflexion ou un enseignement pratique d'une simple observation.

Et bien quand on prend connaissance d'un fait directement à l'aide de notre cerveau, on est en présence du même processus auquel on accordera ou non de l'attention. Si cet hominidé primitif n'avait pas prêté une attention particulière à cette noix tombée

d'un arbre et qui s'était fracassée en frappant violemment une pierre, il n'aurait jamais été motivé pour saisir une pierre. On peut donc en tirer comme conclusion, qu'observer (ou écouter) ce qui se passe autour de nous relève autant de l'action que se servir de ses mains pour accomplir une tâche, que cette observation débouche ou non sur une action.

Ensuite la question à se poser, c'est de découvrir pourquoi ou dans quelles conditions cette observation sera suivi d'effets, conscients ou inconscients. Et c'est là qu'on peut facilement se fourvoyer, en considérant qu'elle pourrait se traduire par aucun effet. Or, c'est impossible, car cela serait nier cette expérience ! C'est comme lorsque notre regard se porte sur un tas de choses au cours de la journée sans qu'on les remarque, il n'en demeure pas moins qu'on les a observées, et que ce regard concourt à notre comportement, ne serait-ce que par l'indifférence qu'on lui porte, car être indifférent à quelque chose, c'est déjà adopter une attitude envers quelque chose. Pourquoi ? Mais parce que le monde extérieur n'a pas besoin de nous pour exister, sauf à se prendre pour le maître de l'univers !

Adopter une attitude neutre ou passive par rapport à tout ce qui se passe dans la société, n'en demeure pas moins une attitude qui va contribuer à influencer l'orientation de la société, qu'on le veuille ou non. En électricité, le neutre et la phase sont actifs, déconnectez l'un ou l'autre et vous n'avez plus de courant ! Il en va de même des atomes, donc de la matière dont nous sommes composés.

L'immense majorité des travailleurs ne participent pas à la lutte de classe ou ignorent ce qui se passe réellement. Pour autant, leur attitude influencera la lutte des classes et l'orientation de la société. Pourquoi n'y participent-ils pas ? Notamment parce qu'ils n'ont pas conscience de leur condition, ils en ignorent les origines parce qu'ils se fient à ce qu'on leur raconte et ils s'accommodent de leur mode de vie médiocre.

De nos jours, quand on affirme que les hommes sont plus évolués que jadis, on veut uniquement dire qu'ils interprètent le plus souvent inconsciemment ou à leur insu ce qu'ils observent, le progrès qu'ils ont réalisé ne va guère au-delà, et c'est se leurrer gravement que de leur prêter un niveau de conscience supérieur pour qu'ils réalisent des tâches (politiques) qui ne correspondent pas aux capacités qu'ils ont acquises.

Pour qu'ils progressent à nouveau et que l'humanité franchisse une étape décisive vers son émancipation ou la liberté, il faudrait qu'ils admettent qu'ils doivent commencer par apprendre à observer et à écouter ce qui se passe dans la société, pour ensuite éventuellement agir ensemble pour la changer.

Mes détracteurs prétendent qu'un aveugle ou un sourd et muet peut très bien se débrouiller seul en étant dépourvu des moyens pour trouver son chemin ou s'orienter dans la société. Marche et tu trouveras ton chemin aurait dit saint Pierre ou je ne sais plus qui ! Si l'immense majorité des travailleurs ne participent pas à la lutte de classe ou ignorent ce qui se passe réellement, eux ne chercheront pas à savoir pourquoi, cela pourrait signifier qu'ils l'ignorent eux-mêmes, effectivement c'est plausible, ils les inviteront à y participer comme si de rien n'était, parce qu'apparemment ils ont une conception de l'action antérieure à la préhistoire. Jusqu'où régresseront-ils ? A suivre.

Macron toujours en quête de légitimité.

G7 : Emmanuel Macron gagne son « brevet d'homme d'État » - LePoint.fr

Au lendemain du G7, les éditorialistes saluent le caractère offensif d'Emmanuel Macron, qui a renforcé sa stature sur la scène internationale. LePoint.fr

... mais la ficelle était un peu trop grosse ou visible...

Au G7, comment Emmanuel Macron a tenté en vain de manipuler Donald Trump - Le HuffPost

Si on commence par la conférence de presse commune entre Donald Trump et Emmanuel Macron, on reste sur une sensation étrange où la flagornerie semble l'avoir disputé à l'ambiguïté. Le HuffPost

... allant jusqu'à la faute...

Sommet Trump-Rohani : pourquoi Macron s'est trop avancé - Le HuffPost

...et cerise sur le gâteau, le tartuffe ridiculisé dans la foulée...

Trump et Bolsonaro se congratulent sur la gestion des feux en Amazonie - Le HuffPost 28 août 2019

En faisant l'éloge de la façon dont Jair Bolsonaro gère le dossier amazonien, Donald Trump prend le contre-pied du président

français Emmanuel Macron, qui a ouvertement déploré l'attitude du président brésilien face à cette crise.

Lors du sommet du G7 à Biarritz, en France, Emmanuel Macron s'est interrogé sur l'opportunité de conférer un statut international à la forêt amazonienne, au cas où les dirigeants de la région prenaient des décisions nuisibles pour la planète. Le HuffPost 28 août 2019

LVOG - Evo Morales en campagne électorale cède à la pression du lobby écolo-néolibéral.

- Lundi, La Paz a accepté la proposition de Paris de former une "Alliance pour l'Amazonie". Le président bolivien a également annoncé une suspension provisoire dans les régions amazoniennes des achats et ventes de terres, afin d'éviter que les surfaces dévastées par les feux ne soient utilisées pour créer des zones de culture ou d'élevage. Comme Jair Bolsonaro, Evo Morales est la cible de critiques des écologistes sur sa gestion des incendies en Bolivie et parce qu'il encourage la pratique de la culture sur brûlis pour l'extension des activités agricoles intensives. Le HuffPost 28 août 2019

...ce qui ne les empêche pas d'en remettre une couche...

Jair Bolsonaro, le "capitaine tronçonneuse" qui fait honte au Brésil - Le HuffPost

... et de faire une découverte incroyable...

Afrique subsaharienne : ses forêts brûlent aussi - LePoint.fr 27 août 2019

Totalitarisme et militarisation.

La militarisation de la Commission européenne ou l'Otan économique.

Sylvie Goulard à la Commission européenne, une désignation déjà entourée de polémiques - LeFigaro.fr 28 août 2019

Le président Emmanuel Macron a désigné l'ancienne ministre des Armées pour intégrer la future Commission européenne, malgré des affaires en cours. LeFigaro.fr 28 août 2019

Quand ils en arrivent à détruire les institutions qu'ils ont forgées pour asservir le peuple travailleur au profit d'un régime totalitaire.

L'exécutif avance à pas de loup sur la réforme des institutions - AFP 28 août 2019

L'exécutif a présenté mercredi une version sans surprise de sa réforme des institutions qui comprend notamment une réduction de 25% du nombre de parlementaires, sans se prononcer encore sur la date de son examen au Parlement, qui dépendra d'intenses tractations avec le Sénat.

Les trois projets de loi (constitutionnel, organique et ordinaire) présentés en Conseil des ministres par la Garde des Sceaux Nicole Belloubet sont tels qu'attendus. Pomme de discorde, le volet organique comporte bien une "diminution des effectifs qui aboutit à une réduction de 25%, en fixant à 433 le nombre de députés et à 261 le nombre de sénateurs", dixit Mme Belloubet. Actuellement, ils sont 577 députés et 348 sénateurs à siéger à l'Assemblée nationale et au Sénat.

L'introduction d'une dose de proportionnelle aux législatives, à hauteur de 20%, a également été confirmée, tout comme la limitation à trois mandats identiques et consécutifs pour les parlementaires, les présidents d'exécutifs locaux et les maires des communes à partir de 9.000 habitants. AFP 28 août 2019

LVOG - Vous aurez noté que nulle part je défendrais l'existence des institutions de la Ve République, puisque nous combattons pour leur abolition.

Numéro d'illusionnisme pour justifier la fin des partis politiques ou leur mise hors la loi au profit de l'oligarchie.

Le tirage au sort peut-il sauver la démocratie? - slate.fr 25 août 2019

La montée de l'abstentionnisme est patente dans les démocraties représentatives, et en particulier en France. Quelque 10%

des Français en âge de voter –soit 4,3 millions de personnes– ne sont pas inscrits sur les listes électorales.

Il ne faut pas non plus négliger l'ampleur de la crise du capitalisme financier et des politiques publiques –de droite comme de gauche– menées depuis la crise économique de 2008, et leurs effets sur le partage des richesses.

Dans ce contexte de crise de la représentation politique, la distanciation, la dénonciation et la protestation repérables dans l'ensemble des pays européens sont moins les signes d'un déficit démocratique que d'une demande de démocratie.

«Dans son principe comme dans son origine historique, la représentation est le contraire de la démocratie», a écrit le philosophe Jacques Rancière. Cela rejoint, de manière certes contre-intuitive, ce que certains penseurs des Lumières avançaient: tout système représentatif est aristocratique.

Dans L'Esprit des lois, Montesquieu l'exprime ainsi: «Le suffrage par le sort est de la nature de la démocratie; le suffrage par le choix est de celle de l'aristocratie.» Le principe de l'élection de représentants implique un choix, et donc l'établissement de distinctions entre les citoyens.

Ainsi, la représentation est une idée d'origine aristocratique s'opposant à celle, démocratique, d'égale compétence de chacun à prendre les décisions collectives. Dans la Grèce et la Rome antique, «est démocratique le gouvernement auquel tous participent» –même s'il ne faut pas oublier que tout individu n'est pas citoyen dans l'Antiquité.

Dans Principes du gouvernement représentatif, le philosophe Bernard Manin montre que les pères fondateurs des républiques modernes voulaient une aristocratie élective (censitaire - LVOG), ce pourquoi ils ont rejeté le tirage au sort, associé depuis Platon et Aristote à la démocratie directe.

Disparu de la scène politique avec les révolutions modernes, bien qu'utilisé par la démocratie athénienne ou par les cités italiennes de la Renaissance, telles Venise et Florence, et ancré dans la tradition politique historique suisse, le tirage au sort redevient aujourd'hui une expérience politique et un objet de discussion chez les spécialistes.

La demande de démocratie directe s'exprime par l'utilisation du tirage au sort en politique, de manière nationale ou plus locale, mais aussi par des exemples de démocratie participative.

(Le chaos en guise de démocratie... - LVOG)

Mais ce sont surtout les exemples de démocratie participative et d'engagement citoyen comme nouveaux espaces d'élaboration politique qui plaident pour une rupture radicale: de Nuit debout aux Indignés, de Luttopia à Montpellier (pour un autre accès à la culture) à l'Appel des jours heureux, en passant par Alternatiba (un mouvement alternatif politique pour le climat), les expériences de fab labs et, évidemment, le débat ouvert par les «gilets jaunes».

(Autant de "débats" immédiatement clos ou sans lendemain pour n'avoir jamais franchi ou envisagé d'abattre l'obstacle de la Ve République. - LVOG)

Le tirage au sort en politique est aussi de retour au niveau théorique, avec Barbara Goodwin, Jon Elster, Peter Stone, Anja Röcke, Gil Delannoi, Oliver Dowlen, Alexander Guerrero, Manuel Cervera-Marzal, Yohan Dubigeon, Yves Sintomer, Loïc Blondiaux ou Paul Le Fèvre. Travaux de recherche, ouvrages récents, colloques traitent de cette question, notamment sous l'angle des effets potentiels dans une logique une pluralisation des voies de la légitimité politique.

Par-delà les multiples difficultés de mise en œuvre, par-delà les inconvénients que le sens commun est prompt à développer, par-delà les écueils réels, les effets potentiels méritent au moins d'être cités, à défaut de les analyser en détail: simplicité, économie, impartialité caractérisent le tirage au sort.

Celui-ci permet également une suppression de la compétition dans le domaine politique et la fin de sa monopolisation par les partis politiques. Dès lors, conflits d'intérêts et corruption ont moins de risques de se produire.

(Du moment que l'immense majorité de la population partage l'idéologie capitaliste, ils n'ont rien à craindre, de leur pochette surprise sortira toujours une majorité de représentant acquis à leur cause. Une révolution prolétarienne serait menée au début par une minorité, donc elle serait déclarée non démocratique sur le plan politique, tandis qu'elle exprimerait les intérêts de la majorité et serait démocratique sur le plan historique. - LVOG)

Par un tel exercice de citoyenneté commune, chacun se voit reconnue la compétence à décider, agir et gouverner, ce qui favorise le développement d'une culture civique. La délibération politique commune facilite l'expression régulée des désaccords, et donc la cohésion sociale. slate.fr 25 août 2019

LVOG - Traduisons le dernier paragraphe.

Par un tel exercice d'unité nationale, l'oligarchie se voit reconnue la compétence à décider, agir et gouverner, ce qui favorise le développement d'une culture esclavagiste. La délibération politique commune exclut l'expression régulée des désaccords, et donc facilite le totalitarisme au détriment de la démocratie.

"Ce n'est bien sûr pas une situation comparable à une dictature mais..." cela y ressemble quand même.

Critique à l'égard de la police, Sebastian Roché évincé de l'école des Commissaires - lexpress.fr 28.08

Depuis 1993, Sebastian Roché enseignait dans la prestigieuse École nationale supérieure de la police (ENSP). Également directeur de recherche au CNRS, ce sociologue était jusqu'alors en charge d'une quinzaine d'heures de cours au sein de l'école, rappelle Le Parisien.

Mais dans une lettre reçue le 20 août dernier, le spécialiste apprend soudainement que cette collaboration est terminée. "Pour l'année universitaire 2019-2020, le cours [...] ayant trait à l'analyse de la sécurité est confié à un autre intervenant", explique le courrier. Signé par William Marion, le directeur adjoint de l'ENSP, le texte informe qu'"eu égard aux axes stratégiques de la police nationale", l'école a décidé d'une "refonte des orientations de certains contenus pédagogiques", relate Libération. Sebastian Roché, lui, y voit surtout "une décision politique". "L'école reste dans un système dirigé par le ministre de l'Intérieur, je pense que j'ai déplu au prince", déplore-t-il dans le journal.

Remise en cause de la stratégie policière

Et pour cause. Spécialiste des relations entre police et population, Sebastian Roché s'est avéré très critique envers le comportement de la police durant le mouvement des gilets jaunes. Le sociologue s'est largement exprimé dans les médias, pour mettre en garde contre la stratégie des forces de l'ordre qui, selon lui, engendrait de nombreux blessés. Il a également critiqué le manque d'indépendance de l'IGPN, et a dénoncé plusieurs fois un usage disproportionné de la force de la part des agents de police.

Dans une récente interview à Libération, il estimait par exemple que les violences policières durant le mouvement des gilets jaunes constituaient un "tournant" : "Ce n'était jamais arrivé en France à cette échelle. Une partie de la population, des journalistes, des avocats, des universitaires estiment que c'est illégitime. La défiance vis-à-vis de la police est alimentée par sa violence, mais aussi parce que de tels actes sont présentés comme légaux."

Des déclarations qui n'avaient pas manqué de faire réagir les principaux intéressés, comme le Syndicat des commissaires de la police nationale, qui avait déclaré dans la foulée que les critiques du sociologue étaient "malvenues", et qu'il était "temps de passer la main".

C'est désormais chose faite, puisque l'ENSP précise dans son courrier "qu'un autre intervenant qualifié, en l'occurrence un docteur de la police nationale", serait chargé de remplacer Sebastian Roché pour ses cours. Selon Libération, le fameux remplaçant n'a pour l'instant toujours pas été recruté.

"Dans les moments de tension, le ministère de l'Intérieur se crispe. Il a tendance à confondre ce qui relève du débat public et du sabotage de la police", analyse le sociologue dans Le Parisien. "Mon départ est peut-être aussi l'indication que la relation entre la police et la population n'est pas un sujet très important pour le ministère", ajoute-t-il dans Libération. "Ce n'est bien sûr pas une situation comparable à une dictature mais, mis bout à bout, il y a un ciblage des personnes qui ont un regard critique sur la police. Le ministre de l'Intérieur n'a pas la maturité démocratique pour le débat, elle n'est pas complètement absente mais elle est très fragile. Par moments elle se développe, il y a des gens courageux qui veulent dialoguer, mais ce n'est pas structurel". lexpress.fr 28.08

Climat. Apocalypse now ou la science des corrompus, des ignorants, des médiocres, des malfaisants.

De qui s'agit-il ?

- "Mon cerveau ne fonctionne plus bien", s'est-elle excusée alors qu'elle bafouillait brièvement lors de la conférence presse.

Réponse : Greta Thunberg, diagnostiquée autiste Asperger à l'âge de 12 ans, à son arrivée à New York à bord du voilier Malizia II appartenant à Pierre Casiraghi, fils de la princesse Caroline de Monaco. AFP 29 août 2019

L'imposture du changement climatique d'origine anthropique ou du Green new deal. Fric-frac en milliers de milliards de dollars

Fabrication du consentement, mode d'emploi. Entre "être efficace et être honnête", ils n'ont même pas eu besoin de réfléchir !

« Nous avons besoin de l'appui du public, et pour cela, capter l'attention des médias. Nous devrons donc présenter des scénarios effrayants, faire des déclarations dramatiques simplistes et taire tous les doutes que nous pourrions avoir.. Chacun de nous doit décider quel est le bon équilibre entre être efficace et être honnête ». Stephen Schneider – Lead Author GIEC – Discover magazine 10/1989.

A quelle machination financière veulent-ils associer les peuples. Quelques sponsors en diront plus que de longs discours :

BlackRock, The Chase Manhatan Bank, JP Morgan, les GAFAM, Bloomberg, Avaaz (Soros), Al Gore, Richard. Branson (Kingfisher), Unilever, Johnson and Johnson, les fondations Rockefeller, Ford, Coca Cola, Nestlé, ainsi qu'Eni, Shell, Roche, Kering, Lafarge Holcim, Ikea, Reliance, Tata, etc.

La Banque mondiale, le FMI, le Forum économique mondial (Davos), le Council Foreign Relation (CFR), l'ONU, l'UE, etc.

Climate Action 100+, l'une des importantes officines américaines qui coordonnent les prédateurs du Green new deal dont le capital se monte à 34.000 milliards de dollars.

https://www.ceres.org/initiatives/climate-action-100

Launched in December 2017 at the One Planet Summit, with 225 investors with $26 trillion in assets under management, Climate Action 100+ is now backed by more than 360 investors with more than $34 trillion in assets under management, including 87 North American investors.

Parole d'internaute.

- "Contrairement à ce que prétendent les prophètes de l'apocalypse l'Amazone n'est pas le poumon de la planète. L'Amazone est une forêt secondaire (et non primaire) qui est mature et donc produit plus de CO2 qu'elle n'en absorbe.

A l'échelle du globe, il n'y a actuellement pas d'augmentation de surface de forêt détruite annuellement.

Les incendies font partie du cycle normal de vie des forêts. Ils sont indispensables pour la régénérer et pour le maintien de la biodiversité.

Les cultures et les prairies absorbent plus de CO2 que les forêts matures.

A l'échelle du globe la tendance est à l'augmentation des surfaces forestières. Singulièrement dans les zones tempérées qui sont les zones les plus efficaces pour l'absorption du CO2 la surface de forêt n'a jamais été aussi grande depuis le XIXe siècle.

Le CO2 n'est pas un gaz polluant mais un gaz indispensable à la vie.

Les études montrent que l'augmentation de CO2 non seulement favorise le développement des plantes, mais aussi suit toujours l'élévation de température et non l'inverse.

Les algorithmes du GIEC prévoient des évolutions climatiques très discordantes et tous sont incapables de reconstruire le climat passé et récent. En un mot, ils n'ont aucune validité scientifique. Notez que les rapports (pas la synthèse à l'intention des médias et des politiques) du GIEC le reconnaissent. Olivier Montulet

LVOG - Au passage, vous retrouvez la méthode du "*en même temps*" adoptée par Macron et par les idéologues de l'extrême-centre. Le GIEC reconnaît que personne ne comprend et ne peut prévoir les évolutions climatiques dans ses rapports, mais dans ses conclusions à l'intention des médias et des politiques il passe outre.

Ceux qui gouvernement admettent que les inégalités sociales exorbitantes posent problèmes, et quand ils passent à l'exercice pratique ou législatif au lieu de s'attaquer à ses origines, ils s'en prennent à ceux qui en sont victimes et les aggravent. C'est la même méthode. Les problèmes de sécurité ou de violence ont pour origine l'absence de liberté ou le non respect des droits

de la majorité de la population, et en conclusion ils vont réduire encore ces droits et restreindre les libertés. Ils ne peuvent pas traiter des problèmes dont ils sont partie prenante, il faut donc commencer par les chasser du pouvoir...

La stratégie de la terreur

Un climat de peur par Jo Moreau 20/05/2019

Une peur quasi-religieuse et obsessionnelle d'une apocalypse inéluctable, instillée dans nos populations, et surtout parmi la jeunesse, par les prédicateurs d'une nouvelle Eglise au discours à caractère oppressif. Et l'angoisse qu'elle génère est portée presque journellement par l'ensemble des acteurs de notre société, depuis les enseignants en passant par les médias, le monde politique et une partie du monde scientifique. Cette peur paralyse de plus en plus les différents vecteurs de son dynamisme et de son développement. (...)

Heureusement, on a inventé le merveilleux et hyper-populiste « principe de précaution », destiné à préserver nos malheureuses populations de toutes ces inventions du diable et des innombrables catastrophes qui en sont les conséquences inévitables. Et qui permet au monde politique de surfer sur la vague électoralement rentable de la sécurité à tout prix et du sauvetage de la planète. Si certaines recherches fondamentales se poursuivent malgré tout, c'est presque honteusement et en toute discrétion.

Menaces ouvertes sur les écrits giecosceptiques par Jo Moreau 15/07/2019

Il apparaît qu'un réseau social bien connu a mis en place l'équivalent d'un « Ministère de la Vérité » tel que décrit par Georges Orwell dans son roman 1984.

En effet, ma page « belgotopia » (comme d'autres pages équivalentes) y a fait l'objet de menaces de non-diffusion, et même de radiation pure et simple si je continuais à promouvoir des « fake news ».

Quel est mon crime ?: Avoir voulu partager une étude développée par Jirky KAUPPINEN, – PhD – Physicien – Professeur à l' université de Turku (Finlande), et contresignée par Pekka J. MALMI, PhD, Dept Physics and Astronomy – de la même université. (1)

Sans aucun doute deux plaisantins ignares !

Les accusations de « fake news » reposent sur deux arguments :

– L'article n'a pas fait l'objet d'une parution dans une revue à comité de lecture (peer-review).

– En bref, il est en contradiction avec la science officielle diffusée par le GIEC, seul détenteur de la Vraie Vérité...

Les publications scientifiques sont truffées d'erreurs et de falsifications.

Le peer-review, irréprochable ? par Jo Moreau 17/07/2019

Randy SCHEKMAN, prix Nobel de médecine, déclare que son équipe n'enverra plus de document de recherche à NATURE, SCIENCE ou CELL dans la mesure où ces revues à comité de relecture faussent le processus scientifique, et constituent une tyrannie qui doit être brisée.

Il les accuse ces de sélectionner les études qu'elles publient, par exemple en fonction du fait que soit ces articles « représentent la bonne science », ou les refusent parce qu'ils sont « provocateurs ». D'autres chercheurs de son laboratoire émettent un avis semblable, mais reconnaissent que sans ces articles, ils auraient des problèmes pour ouvrir les bonnes portes dans leur carrière future, ou pour l'obtention de crédits de recherche. (1)

Richard HORTON, rédacteur en chef de la revue britannique « THE LANCET » , a déclaré de son côté que : « Les éditeurs et les scientifiques insistent sur l'importance cruciale de l'évaluation par les pairs. Nous la dépeignons au public comme si c'était un processus quasi-sacré qui aide à faire de la science notre accès le plus objectif à la vérité. Mais nous savons que le système d'évaluation par les pairs est biaisé, injuste, non fiable, incomplet, facilement truqué, souvent insultant, souvent ignare, parfois bête, et souvent erroné » . Fichtre !

Pierre MARAGE, vice-recteur à l'Université Libre de Bruxelles et Vincent YZERBYT, son équivalent à l'Université Catholique de Louvain ainsi que Nicolas TAJJEDINE également de l'UCL insistent également sur leur importance. « Publier ? c'est ça qui assure les carrières scientifiques. Et à tous les niveaux d'ailleurs. Pour un jeune, publier est essentiel parce que cela lui permet d'enrichir son CV, de poursuivre une carrière, d'être reconnu par ses pairs. Pour quelqu'un de plus expérimenté, c'est

le principal critère pour obtenir des financements et faire prospérer son laboratoire. (…)A partir du moment où vous travaillez dans une institution publique, c'est de l'argent de la collectivité dont il est question. Il est donc légitime qu'à un moment donné, les pouvoirs subsidiants puissent contrôler ce qu'il se fait et attendre des résultats. On peut difficilement donner à des chercheurs des masses gigantesques d'argent sans attendre un retour sur investissement. » (2)

Le nombre d'articles publiés dans les revues NATURE et SCIENCE constitue ainsi un critère important dans le classement des meilleures universités dans le monde.

On réalise immédiatement la pression qui pèse sur les épaules des chercheurs, et le pouvoir écrasant qui se trouve dans les mains d'un éditeur de revue scientifique.

On comprend aussi combien il est important de se retrouver dans le cocon d'une pensée conformiste d'un « consensus scientifique » tellement vanté.

La grande majorité des chercheurs l'ont bien compris, et on peut citer William BRIGGS, PhD, statisticien climatique « J'ai entendu des histoires scandaleuses de la part de collègues qui ont essayé de faire publier des thèses en désaccord avec les vues du GIEC. Il y avait un comportement totalement contraire à l'éthique de la part de certains éditeurs », de Gérard BODIFEE , astrophysicien « Quasi tous les scientifiques sont aujourd'hui pieds et poings liés à des fonds sans lesquels ils ne peuvent fonctionner. Ils doivent publier. Or, on n'a plus accès aux revues scientifiques si on ne participe pas à la pensée dominante », Cliff OLLIER, PhD, géologue « Il devient de plus en plus difficile d'obtenir des crédits si on ne s'affirme pas en faveur des thèses du réchauffement climatique dû à l'homme », ou encore Jim STEELE, biologie de l'environnement « La blague dans la plupart des départements de biologie universitaire pour les chercheurs qui cherchent du financement, est «comment puis-je lier ma recherche au réchauffement climatique ?».

Là-dessus, s'ajoute le fait que pour être considéré comme chercheur à priori fiable, il est hautement préférable de ne pas remettre en cause les croyances de ses pairs, et d'en tenir compte dans un processus de peer-reviewing.

Le « peer review » n'est pas une garantie contre la manipulation ou la fraude.

Je ne reviendrai pas sur le cas « SERALINI », dont l'étude sur la toxicité des OGM a été retirée de la revue « Food and Chemical Toxicology ». La controverse qui l'accompagne démontre à suffisance l'ampleur de l'influence idéologique et politique qui transparaît dans la discussion scientifique et risque de la polluer, de quelque bord qu'elle provienne d'ailleurs.

De nombreux cas de fraudes ont eux été clairement établis, et je ne citerai que celle commise par Diederick STAPEL, chercheur et professeur à l'Université de Tilburg, qui pendant une dizaine d'années a publié plus de 137 articles dans des revues à relecture, dont 55 au minimum contiennent des données inventées ou falsifiées. (4)

Dans le domaine climatique, que nous a appris en son temps le « Climategate » ?

En 2009, la divulgation de mails échangés entre des chercheurs du CLIMATIC RESEARCH UNIT (CRU), grand pourvoyeur de données au GIEC, a brièvement secoué le monde scientifique avant d'être enfoui dans un oubli confortable. Les chercheurs incriminés furent ensuite blanchis par une commission du Parlement britannique (donc des politiques et non des scientifiques).

Quelques phrases relevées dans certains de ces mails :

Je ne veux voir aucun de ces papiers repris dans le prochain rapport du GIEC. Kevin et moi les écarterons, même si nous devons redéfinir ce qu'est la littérature peer-review. » (5)

« C'est le danger de toujours reprocher aux sceptiques de ne pas publier dans la littérature « peer reviewed ». De toute évidence, ils ont trouvé une solution à cela : infiltrer un journal. Alors, que faisons-nous à ce sujet? Je pense que nous devons cesser de considérer « Climate Research » comme une revue à prendre en référence. Nous devrions peut-être encourager nos collègues dans le milieu de la recherche climatique à ne plus prendre cette revue en considération. Nous devrions aussi attirer l'attention de nos collègues plus raisonnables qui actuellement siègent au comité de rédaction … » (6)

« Hans VON STORCH est en partie à blâmer (pour la publication d'articles sceptiques dans Climate Research). Cela encourage la publication d'inepties scientifiques. Nous devrions prendre contact avec les éditeurs et leur montrer que leur journal est perçu comme faisant de la désinformation. J'emploie le terme 'perçu', que cela soit vrai ou non c'est la perception à l' extérieur qui compte. Nous devrions pouvoir rassembler un groupe d'environ 50 scientifiques pour signer une telle lettre ». (7)

Dans une autre suite de mails (8), les scientifiques du CRU réagissent à la parution d'un article de McIntyre dans Geophysical Research Letters, oû ils expriment leurs préoccupations au vu des relations du rédacteur en chef du journal

James SAIERS, avec l'Université de Virginia (et probablement Pat Michaels). « Si Saiers est un sceptique, alors il doit être éjecté via les canaux officiels du Journal. » (Saiers a effectivement été évincé).

Voilà qui doit permettre à chacun de se faire sa propre idée sur les pressions auxquelles sont soumis les éditeurs de journaux à comité de relecture. Et accessoirement sur la déontologie des champions de la Vraie Science du CRU. Et enfin sur l'opportunité de blanchir ces personnages comme l'a fait le Parlement britannique, qui -notons-le – avait à juger ses propres compatriotes agissant au sein de la prestigieuse université East Anglia.

D'autres anomalies …

Le professeur Paul BROOKES, professeur agrégé à l'Université de Rochester- Medical Center a prononcé l'évaluation la plus accablante, concentrant ses flèches sur Nature Publishing Group (NPG): «Vous pouvez avoir tous les poids lourds (scientifiques) de votre côté, mais si vous contestez quelque chose qui a paru dans un Journal du NPG, vous aurez à vous battre d'abord pour entrouvrir la porte, suivi par une bataille rangée pour obtenir que quelque chose soit publié. NPG n'aime pas quand vous trouvez des erreurs qui auraient échappé à l'examen par les pairs ». Le professeur Brookes avait sous un pseudo, créé un site web : science-fraud.org qui avait pour but de dénoncer des documents suspects dans la littérature scientifique. En six mois, il avait répertorié environ 500 articles, et son site comptait plusieurs milliers de visiteurs quotidiens. Lorsque sa véritable identité fut découverte, des e-mails furent envoyés aux scientifiques concernés pour les inciter à déposer plainte pour diffamation, qualifiant son site comme étant « un site de haine et constituant une menace pour la communauté scientifique (!) ». Cette dénonciation fut également envoyée à ses supérieurs académiques, aux éditeurs qui l'avaient publié ainsi qu'à ses collègues qui auraient aussi pu être des « peer reviewers ». Son site fut fermé à la suite de cette cabale. (9)

« (…) les relecteurs des revues scientifiques ont souvent encouragé des pratiques irrégulières ainsi qu' « une incitation à passer sous silence les résultats n'allant pas dans le bon sens ou les expériences n'ayant pas mis en évidence l'effet escompté, comme si cette absence de résultat n'était pas un résultat en soi ! « Il n'était pas rare que les revues plaident fortement en faveur de sujets intéressants, élégants, concis et irrésistibles, sans doute aux dépens de la rigueur scientifique. » (10)

Conclusion

Alors, toutes les revues scientifiques sont-elles à mettre à la poubelle, et tous les relecteurs sont-ils pourris ? Evidemment non, et je m'en voudrais de suivre le même cheminement intellectuel qu'affectionnent les partisans du GIEC à l'encontre de leurs contradicteurs. J'ai simplement voulu montrer les multiples failles d'un système en définitive très humain, soumis à des pressions en tous genres, intellectuelles ou financières auxquelles il est parfois difficile de résister, mais dictatorial dans sa finalité.

Il fallait bien que la gauche scélérate se distingue.

Le pari du Green New Deal à 16.300 milliards de dollars de Bernie Sanders - slate.fr 26.08

Quelques mois après la proposition d'un Green New Deal par la représentante Alexandra Ocasio-Cortez et le sénateur Edward John Markey, Bernie Sanders la reprend à son compte en lui apportant de profondes modifications au passage.

L'objectif semble insensé. Il vise une énergie propre à 100% pour l'activité des industries de l'énergie et du transport d'ici à 2030 et une économie décarbonée dans son intégralité vingt ans plus tard.

Le changement climatique deviendrait une «urgence nationale»; des investissements massifs dans la recherche et le développement ou dans les énergies renouvelables seraient effectués; l'achat de véhicules électriques serait subventionné significativement; 200 milliards de dollars seraient alloués à une aide au développement vert.

La fracturation hydraulique serait bannie, tout comme les imports et exports d'énergies fossiles ou les nouvelles autorisations d'exploitation. Les activités, firmes et grandes fortunes liées aux énergies qui ne respectent pas les critères pour être qualifiées de vertes seraient massivement taxées et un travail serait effectué avec la Securities and Exchange Commission (SEC) pour rediriger les investissements vers des fonds écologiques.

Au sein même de son camp, certaines personnes estiment que ces mesures sont tout à fait irréalistes. «Le plan Sanders semble gros, mais ce n'est pas sérieux», a par exemple déclaré au New York Times Joshua Freed, vice-président du think tank vert et démocrate Third Way.

D'autres, en revanche, louent la force symbolique du projet. Même si on le juge inapplicable, le Green New Deal de Bernie Sanders pourrait pousser les autres candidat·es à présenter des propositions plus osées. slate.fr 26.08

En complément.

Italie: le centre gauche et le M5S s'entendent pour un gouvernement Conte 2 - AFP 29 août 2019

Le Mouvement 5 Etoiles (antisystème) et le Parti démocrate (centre gauche) se sont entendus mercredi pour former un gouvernement sous la houlette du Premier ministre sortant Giuseppe Conte mais des incertitudes demeurent sur sa mise en place qui n'interviendra que dans les prochains jours.

Un "accord politique a été trouvé avec le PD" pour former une nouvelle majorité de gouvernement, a annoncé le chef du Mouvement 5 Etoiles (M5S), Luigi Di Maio, après avoir rencontré le président Sergio Mattarella.

Le nouvel exécutif sera de nouveau dirigé par M. Conte, et ce "sera une garantie" pour le M5S, a précisé M. Di Maio... AFP 29 août 2019

Hong Kong. Un flagrant délit qui passe mal. Les manipulations de masse à des fins inavouables n'existeraient pas selon les idéologues de l'oligarchie.

LVOG - La très prolifique et bienveillante couverture médiatique et institutionnelle de ces manifestations aurait dû mettre la puce à l'oreille de nos dirigeants sur leurs origines et leurs intentions inavouables car malveillantes, pensez-vous ! Comme ils n'ont rien à se mettre sous la dent en France pour maintenir le moral de leurs troupes et faire oublier leur incurie politique légendaire, n'importe quoi fera l'affaire quitte à les manipuler. Où va se nicher l'opportunisme.

Paranoïaque, Pékin voit l'ombre de la CIA à tous les coins de rue - slate.fr 26.08

Comme l'a souligné un porte-parole du département d'État dans une interview accordée au New York Times, «il n'est pas crédible de penser que des millions de personnes seraient manipulées afin de défendre une société libre et ouverte».

Sauf que Pékin a de bonnes raisons de recourir à des tactiques aussi manifestement maladroites. À l'instar du président américain Donald Trump, le pouvoir chinois a compris depuis longtemps que des déclarations farfelues peuvent mettre votre adversaire sur la défensive et détourner au moins partiellement son attention des questions de fond.

Au lieu d'analyser les véritables causes premières des manifestations en faveur de la démocratie et de se tenir au fait des événements sur le terrain, le consulat des États-Unis à Hong Kong va devoir passer un certain temps à réfuter le conspirationnisme ambiant et redoubler de vigilance lorsqu'il cherchera à maintenir le contact avec des Hongkongais de toutes obédiences politiques.

Nul doute que nombre de personnes qui lisent la presse et regardent la télévision chinoise ont cru aux mensonges sur Eadeh. Et ont dès lors vu sous un jour beaucoup moins positif les déclarations des gouvernements occidentaux affirmant les droits fondamentaux à la liberté de réunion et d'expression des manifestants.

La grande question est de savoir si le Parti croit aux mensonges qu'il raconte. slate.fr 26.08

LVOG - Slate croit-il aux siens ? Question stupide, ces manipulateurs professionnels s'en foutent assurément...

Téléchargez les articles disponibles dans la page d'accueil du portail sur ce sujet.

En guise de rappel pour les militants amnésiques (de mauvaise foi) ou les travailleurs qui l'ignoraient.

Dans la causerie du 2 octobre 2014

Stratégie du chaos.

- Crise à Hong Kong: une "affaire intérieure" chinoise selon Pékin - AFP

- Hong Kong : Pékin renforce la censure du Net - LePoint.fr

- A Hongkong, des étudiants menacent d'envahir le siège du gouvernement - Liberation.fr

- Mouvement pro-démocratie à Hong Kong : la "révolution des parapluies" s'intensifie - Atlantico.fr

- Solidarité avec les parapluies de Honk Kong - LeMonde.fr -

- Hong Kong : les manifestants plus déterminés que jamais en ce jour de fête nationale - Francetv info

- Hong Kong: les manifestants pro-démocratie conspuent la fête nationale chinoise - L'Express.fr

- En Chine, l'écho étouffé des événements de Hongkong - LeMonde.fr

- Craignant pour sa sécurité, Pékin aurait organisé des fouilles anales sur les pigeons - L'Express.fr

Dans la causerie du 4 octobre 2014

Mouvement social ou manipulation politique des tenants de la stratégie du chaos ?

- Hong Kong: Les manifestants se heurtent aux habitants exaspérés - 20minutes.fr

- Hong Kong: les étudiants rompent le dialogue après de violents heurts - AFP

- Violences à Hong Kong, les manifestants menacent - Reuters

- Manifestations à Hong Kong : vers un nouveau Tian'anmen ? - Le Monde

Dans la causerie du 8 octobre 2014

- L'art de la guerre - Hong Kong, sous les parapluies - Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 07.10.2014

Extrait.

Le mouvement étudiant né à Hong Kong pour demander que l'élection du chef de gouvernement soit directe et non conditionnée par Pékin, est formé de jeunes appartenant généralement aux couches sociales avantagées par la croissance économique. Sur ce fond se pose la question : pourquoi, alors qu'on ignore des centaines de millions de personnes qui dans le monde entier luttent chaque jour dans des conditions bien pires pour les plus élémentaires droits humains, transforme-t-on quelques milliers d'étudiants de Hong Kong, au-delà de leurs propres revendications, en icône mondiale de lutte pour la démocratie ?
La réponse doit être cherchée à Washington. Les inspirateurs et les chefs de ce qui est défini comme « un mouvement sans leader » -d'après une ample documentation- sont reliés au Département d'Etat et à ses émanations sous forme d' « organisations non-gouvernementales », en particulier la « Donation nationale pour la démocratie » (Ned) et l' « Institut démocratique national » (Ndi) qui, dotées de fonds très conséquents, soutiennent des « groupes démocratiques non-gouvernementaux » dans une centaine de pays. Deux exemples parmi tant d'autres. Benny Tai, l'enseignant de Hong Kong qui a lancé le mouvement « Occupy Central » (voir le South China Morning Post du 27 septembre), est devenu influent grâce à une série de forums financés par ces « ONG ». Martin Lee, fondateur du « Part démocrate » de Hong Kong, a été envoyé à Washington par la Ned et, après un briefing télétransmis (le 2 avril), a été reçu à la Maison Blanche le 7 avril par le vice-président Biden.

De ces faits et de nombreux autres émerge une stratégie, analogue à celle des « révolutions colorées » dans l'Est européen, qui, en instrumentalisant le mouvement étudiant, vise à rendre Hong Kong ingouvernable et à créer des mouvements analogues dans d'autres zones de la Chine habitées par des minorités nationales. Mondialisation.ca 07.10.2014

Dans la causerie du 26 octobre 2014

Déstabilisation de la Chine par les Etats-Unis.

- Parapluie contre matraque : les manifs de Hong Kong en jeu vidéo - Francetv info 25.10.2014

Pour en savoir plus.

L'échec de la prière "révolution colorée" - Tienanmen, 20 ans après - Réseau Voltaire 09.06.2009

http://www.voltairenet.org/article160446.html

Ou encore.

Les manifestations de Hong Kong : Les raisons profondes de ce mouvement pour la « démocratie ». (mondialisation.ca) (23.10.14)

http://www.luttedeclasse.org/dossier26/Hong_Kong_NED_231014.pdf

Liste non exhaustive, j'en ai d'autres en magasin si cela vous intéresse.

Ils osent tout.

Au G7, Macron "est plutôt en position de force", estime Raffarin - AFP

Manifestations: Macron veut "éradiquer progressivement la grande violence" - AFP

Gilets jaunes: Pour Macron, il n'y a pas eu de violence "irréparable" - Le HuffPost

Traité du Mercosur : Gilles Le Gendre remet en cause "la sincérité" et "l'honnêteté" du Brésil - Franceinfo

Marlène Schiappa veut "multiplier par 5" les amendes pour les partis politiques sans parité - Le HuffPost

Bruno Le Maire au JDD : "Je mesure les effets de notre crédibilité retrouvée" - Journal du Dimanche

Transparence : "Savoir qui inspire le législateur est un progrès" - Journal du Dimanche

LVMH et Leonardo DiCaprio vont donner des millions pour l'Amazonie - Le HuffPost

Ille-et-Vilaine : l'arrêté anti-pesticides du maire de Langouët suspendu par le tribunal administratif - Franceinfo

Comment rester positif quand tout va mal ? - LePoint.fr 26.08

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 4 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

On constata que durant les périodes entourant la fin des guerres impérialistes à la fin du XIXe siècle et au XXe siècle, les exploités et les opprimés s'étaient mobilisés pas seulement pour exiger la paix ou la fin de la guerre, mais aussi pour obtenir une amélioration de leur condition, alors que la situation économique ne s'y prêtait pas. Ces mouvements populaires ou révolutionnaires dépassèrent donc le cadre des rapports entre les classes fixés par la guerre et qui étaient à leur désavantage, et ils obtinrent en partie ou partiellement satisfaction...

De nos jours au contraire, lorsque nos acquis sociaux sont menacés, on se recroqueville sur nous-mêmes en espérant ainsi pouvoir sauver ce qui pourrait l'être encore, au lieu de nous projeter audacieusement dans l'avenir, comme s'il était déjà hypothéqué ou comme si nous n'en aurions pas quoi qu'il arrive, et du coup c'est effectivement ce qui est en train de se passer ou ce qui nous pend au nez, en adoptant cette attitude défensive au lieu de passer à l'offensive contre notre ennemi de classe.

Si on croit qu'il nous ménagera pour autant ou que ce serait le meilleur moyen d'entraîner les masses au combat, au lieu de soi-disant les effrayer avec un programme révolutionnaire, on commet là une lourde erreur politique ou on baigne en pleine confusion, car en empruntant cette voie jamais le mouvement ouvrier et son avant-garde ne pourront se reconstruire sur une base saine ou renouer avec le socialisme.

- Au format pdf - 19 pages)

A l'heure où la médiocrité envahit les esprits.

Il existe des musiciens qui sont à la fois des virtuoses et des génies, mais ils sont exceptionnellement rares. Il existe des centaines de virtuoses dans chaque instrument à travers le monde, mais peu ont développé la sensibilité qui associée à l'imagination font le génie créateur.

En écoutant hier David Garrett au violon avec ses musiciens et différents orchestres symphoniques, et Luka Sulic et Stjepan Hauser (2Cellos) au violoncelle interpréter les mêmes morceaux, en un éclair dès les premières notes, j'ai perçu que le virtuose David Garrett était dépourvu du génie qui habitait Luka et Stjepan. J'en ai été saisi au point d'être littéralement transporté en écoutant cette prestation digne d'un idéal qui aurait été atteint ou réalisé. Cela m'a rempli d'un bonheur indicible qui m'a fait penser aux plus grands penseurs qui nous inspirent, comme s'ils appartenaient à la même famille ou à l'élite qui incarne le meilleur que l'homme puisse produire.

Et le plus étonnant, c'est qu'ils parviennent encore à se surpasser ou à progresser, bien qu'ils ne soient pas toujours au même niveau, ce qui est impossible puisque ce ne sont que des hommes. Les musiciens de génie n'interprètent pas avec la même sensibilité la partition d'un autre compositeur. Les meilleurs parviennent, dit-on, à se rapprocher de la sensibilité du compositeur, à moins que ce ne soit la leur qu'ils nous transmettent ou qu'elle se confonde avec la nôtre.

C'est comme un don merveilleux que la nature nous offrirait ou qui nous réconcilierait avec elle. C'est peut-être le seul art qui traverse intact les siècles avec la même générosité et abnégation, où l'artiste incarne la perfection qui habite chacun des hommes, mais que peu d'élus parviennent à percevoir en eux, pour tenter de s'en rapprocher à défaut de pouvoir l'atteindre.

Cet hommage était dédié à l'espèce humaine, et au meilleur qu'elle est capable d'accomplir pour peu que l'occasion lui en soit donnée. C'est tout le mal que je vous souhaite, et que je me souhaite au passage puisque mon 64e anniversaire est dans une semaine, il ne faut jamais oublier personne !

Bon, vous aurez compris qu'on est loin d'être déprimé, dépressif ou aigri, mentalement et moralement on se maintient, il n'y a que physiquement que cela se dégrade, c'est la nature ! Heureusement que notre horizon se situe au-delà du monde dans lequel nous vivons, soumis au régime capitaliste qui s'emploie à nous pourrir l'existence ou tout ce qu'il touche. Sinon nous serions terriblement malheureux.

Maintenant que j'y pense, cela aurait très bien pu être un hymne à la liberté qui nous est si chère. Elle est si rare, qu'on a tendance à croire qu'elle n'existerait pas, parce qu'elle est enfouie sous un fatras de croyances qui nous la rendent inaccessible. Alors débarrassons-nous en une fois pour toute et tout le monde s'en portera mieux !

En attendant malheureusement force est de constater à ma connaissance que ceux qui prétendaient lutter pour nous en débarrasser ont renoncé ou se sont se sont laisser corrompre par l'idéologie dominante en se vautrant dans la pire imposture depuis le 11 septembre 2001, je veux parler de la théorie du réchauffement climatique de nature anthropique ou dû à l'activité humaine à laquelle ils se sont tous ralliés. Du coup, il est permis de se dire qu'il est une nouvelle fois minuit dans le siècle, pire encore qu'il y a 80 ans en arrière.

La seule chose qu'on puisse espérer, c'est que l'hémisphère nord soit balayé prochainement par un hiver particulièrement long et glacial qui paralyse et détruise une partie de l'économie, de manière à réveiller ou secouer les consciences de la torpeur dans laquelle elles ont sombré.

Rappelons que 95% du CO^2 présent dans l'atmosphère provient des océans et de la végétation, et que seulement 5% provient de l'activité humaine, et que le taux de CO^2 d'origine anthropique présent dans l'effet de serre représente seulement entre 0,5 et 0,7% de l'ensemble des éléments qui compose l'effet de serre, proportion insignifiante qui n'a aucune influence sur la température de la Terre.

J'ignore si les lecteurs ont conscience de l'ampleur et de la profondeur du désastre et de l'infamie que signifie le déni de la réalité ou la manipulation des faits, auxquels il a fallu se livrer pour croire que l'activité humaine serait responsable du réchauffement de notre planète, tellement les éléments démontrant le contraire sont évidents ou à la portée du plus imbécile des hommes, C'est cela qui est stupéfiant et le plus préoccupant, car cela révèle qu'on ne peut avoir confiance dans absolument aucun courant politique qui se réclame du mouvement ouvrier ou qui gravite autour, je pense ici aux animateurs des médias dits alternatifs ou progressistes, qui se prétendent aussi indépendants et qui démontrent ici qu'ils ne le sont pas en réalité, c'est consternant, pitoyable, pathétique.

Chacun comprendra qu'un tel comportement relève forcément d'un choix adopté délibérément de tromper les personnes auxquelles ils s'adressent, et qu'ils ne peuvent invoquer une quelconque carence ou défaillance intellectuelle. On n'a pas fini d'en subir les conséquences dramatiques, surtout si auparavant on ignorait à qui on avait affaire ou on refusait un tel constat tellement cela paraissait impensable, parfois par souci de modestie, sauf qu'il ne faut pas se fier aux apparences mais s'en tenir strictement aux faits en toute circonstance aussi dure que puisse être la réalité, sinon on se laisse facilement embarquer dans des manipulations qui nous serons un jour fatales, et notre impuissance à inverser le cours des choses prouve suffisamment que nous en sommes arrivés à ce stade de dégénérescence. Reste à savoir si elle serait irréversible et que tout serait foutu, mon témoignage était juste destiné à démontrer le contraire, et j'ose croire ou espérer que je ne suis pas le seul dans ce cas-là.

Qu'il nous soit permis d'espérer mieux.

L'homme a continué de se reproduire comme un animal sauvage et de coloniser la terre de manière anarchique, comme si les variations climatiques relevées depuis des siècles et dues essentiellement à l'activité du soleil et du rayonnement cosmique n'existaient pas ou n'auraient aucune conséquence sur son existence dans l'avenir, ce qui relève de la part des classes dominantes qui portent la responsabilité de l'orientation de la société, de la plus parfaite inconscience et du plus complet cynisme qu'on puisse imaginer.

Que les représentants de la classe ouvrière fassent preuve de la même ignorance ou inconscience relève de l'imposture.

Il fut une époque ou les populations pouvaient migrer lorsqu'elles étaient menacées par les aléas du climat ou après avoir subi une catastrophe. On en est arrivé au point ou changer d'emploi et de lieu de travail ou déménager est devenu quasiment impossible ou présente d'énormes risques, alors qu'on nous l'impose très souvent. Des centaines de millions de personnes dans le monde sont contraintes de continuer de vivre dans des conditions épouvantables ou extrêmes dans des lieux quasi insalubres, surpeuplés, pollués, etc. sans espoir d'en sortir un jour. Et ceux qui bénéficient d'un meilleur traitement, n'osent pas non plus bouger par crainte que leur mode de vie privilégié se détériore. Il en va de même pour les plus nombreux qui se situent entre les deux, qui peinent à survivre, l'angoisse du lendemain au ventre ou qu'un banal accident ou une maladie soudaine ferait sombrer dans la misère noire.

De nos jours, il existe des hommes primitifs qui vivent mieux ou plus heureux dans des forêts, que les hommes modernes qui vivent dans des villes, parce qu'ils bénéficient encore de libertés qui chez nous ont pratiquement totalement disparu, ce qui se traduit par une vie routinière à mourir d'ennui ou abrutissante, un mode de vie insignifiant, oppressant, auquel on peine en vain à donner un sens.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces peuples primitifs ont davantage conscience de leur condition et de l'environnement naturel dans lequel ils sont parfaitement intégrés, que les hommes modernes qui n'ont rien compris au développement économique dont ils sont les produits, et qui, lorsqu'ils ne se sentent pas exclus de la société, ne saisissent pas l'occasion d'agir pour la changer au risque de la laisser s'enliser ou dépérir avec elle.

Quand le système financier mafieux domine le monde.

La Toile d'Araignée: Le Second Empire Britannique - 2018

https://www.youtube.com/watch?v=hizj_6EH34M

Cette vidéo devrait figurer au programme de formation des militants socialistes.

On y explique et démontre comment la Citi de Londres, la Banque d'Angleterre, la monarchie et les institutions parlementaires britanniques ont mis en place un système financier illégal et mafieux, qui consiste à organiser l'évasion fiscal de capitaux à l'échelle mondiale du particulier au banquier, et à blanchir l'argent du crime qu'il soit de nature individuel ou organisé à l'échelle internationale.

Autrement dit, comment la Grande-Bretagne est devenue la première place financière mondiale en servant de couverture politique aux paradis fiscaux qu'elle a créés dans les années 60-70 ou dans la foulée de la décolonisation à cette fin. Bien entendu, tous les membres des gouvernements dans le monde le savent, en sont complices et en profitent en échange de leur silence ou de leur inaction pour mettre un terme à cette activité illégale et mafieuse.

Ce qui est intéressant dans cette vidéo, qui sans cela n'aurait pas pu exister, c'est que ce sont des transfuges de la finance britannique ou d'ex-employés de haut niveau (mais pas seulement) qui ont travaillé dans ces paradis fiscaux qui en révèlent le fonctionnement. Les sommes colossales dont il est question ici, il est évoqué à un moment donné le chiffre de 50.000 milliards de dollars, suffisent à nous faire comprendre où se situe le pouvoir de nos jours, qui concentre le pouvoir et qui concourt à l'orientation du monde dans lequel nous vivons.

Où cela pose problème, c'est que nos dirigeants (du mouvement ouvrier) le nient ou n'en tiennent pas compte dans leurs analyses et leurs stratégies. Ils estiment que les travailleurs en aient ou non conscience n'aurait pas d'importance ou d'influence sur l'interprétation de leur condition ou de la situation. C'est ce qu'un militant trotskyste m'avait affirmé il n'y a pas si longtemps, en m'expliquant que je perdais mon temps ou que je me fourvoyais en accordant trop d'importance à ce facteur, alors qu'en réalité je m'efforçais de porter à la connaissance des travailleurs ou militants comment fonctionne réellement la société, sachant que s'ils ne le comprenaient pas, ils ne pourraient jamais agir efficacement pour la changer, compte tenu que ce facteur avait le pouvoir de déterminer l'orientation de la société ou qu'il était responsable de leur condition.

On comprend mieux aussi qui a avantage au Brexit ou pourquoi quand on sait que pour que cette industrie financière mafieuse fonctionne, elle doit demeurer opaque et n'avoir de compte à rendre à personne, n'être soumis à aucune réglementation d'où qu'elle vienne, y compris l'Union européenne ou le Parlement européen. La plaque tournante britannique de la finance mafieuse internationale doit demeurer hors contrôle, totalement indépendante de toute institution, de tout pouvoir politique, à l'instar de celle américaine à laquelle elle a servi de modèle et que soutient l'oligarque Trump fervent partisan du Brexit.

La crise du capitalisme a pris une telle ampleur dans le monde, que de plus en plus de voix se sont élevées, non pas pour abolir ce système économique, mais pour réclamer plus de réglementation, un droit de regard sur son fonctionnement, or c'est

totalement impensable sachant qu'il est essentiellement illégal, mafieux ou criminel. Donc le seul moyen d'échapper à cette tentative de contrôle, c'était encore à cet Etat voyou de se déclarer indépendant de l'UE.

Et le plus navrant ou le plus pitoyable, on a envie de dire comme d'habitude tellement c'est devenu un lieu commun, c'est qu'en choeur l'ensemble du mouvement ouvrier s'est engouffré comme un seul homme dans le Brexit dont les travailleurs britanniques n'avaient rien à attendre de bon, bien au contraire. Entre la peste et le choléra, entre la livre sterling et l'euro, nos dirigeants ont estimé qu'ils devaient choisir !

Au passage, vous comprendrez mieux pourquoi je n'ai jamais soutenu le Brexit. Je ne connaissais pas tous les dessous de cette opération, qui ont cependant transpiré au compte-gouttes au fil du temps, indiquant qu'il s'agissait sans doute d'un coup pourri qui avait été orchestré au plus haut niveau, donc celui de la finance britannique, constatant que ça sentait franchement mauvais de ce coté-là et n'ayant aucun attrait particulier pour les mauvaises odeurs ni aucun lien avec cette caste, par prudence, je m'étais dit qu'il valait mieux s'abstenir que de se compromettre en attendant d'en savoir davantage, et je ne le regrette pas puisque les faits m'ont donné raison. Pour déconner, je crois que finalement je n'aurais pas fait un si mauvais dirigeant que cela ou je n'aurais pas fait pire que les nôtres !

Je ne sais plus si c'était avant ou juste après l'élection de Macron, j'avais indiqué dans une causerie qu'on devrait se concentrer contre l'oligarchie qui trône à la tête du capitalisme, car en la décapitant, c'est le capitalisme qu'on liquiderait du même coup. A condition d'achever le boulot, évidemment, d'aller jusqu'au bout, de s'emparer de tous les rouages essentiels de l'économie.

En guise d'épilogue.

« Dieu et mon droit » (en français dans le texte) est la devise de la monarchie britannique depuis l'époque d'Henri V (1413, 1422). Cette devise ferait référence au droit divin des rois, et aurait été utilisée comme mot de passe. (Comme quoi ils ont de la suite dans les idées ! - LVOG)

L'équivalent latin serait « Deus meumque ius » utilisé par la maçonnerie française de rite écossais, avec le symbole de l'aigle à deux têtes. (Source : Wikipédia.org) (La même boutique ! - LVOG)

En complément.

Les décomposés du NPA n'en loupent pas une.

La Tendance Claire a cru bon de publié un article de Marianne intitulé *Existe-t-il un "Etat profond", formule employée par Macron lors du G7 ?*, comme si ce n'était pas évident !

Dans cet article l'auteur s'emploie à attribuer cette formule à l'extrême droite pour la discréditer ou faire le jeu de l'oligarchie qui tire les ficelles, pour finalement conclure que la France serait épargnée par ce phénomène, ouf les oligarques français et les actionnaires du CAC40 peuvent dormir tranquille. Si vous vous engagez dans le NPA, au moins vous saurez quels intérêts vous servirez.

Au point où ils en sont, les maîtres du monde d'hier et d'aujourd'hui osent tout.

Tollé en Allemagne: l'ancienne famille impériale veut récupérer ses châteaux confisqués - lefigaro.fr 01.09

Or «il y a un débat entre historiens autour du lien controversé du Kronprinz (le prince héritier, arrière-grand-père de Georges-Frédéric) avec le nazisme. La plupart d'entre eux estiment tout de même qu'il existait un lien très fort entre le NSDAP et le Kronprinz, bien qu'il n'ait jamais été membre du parti», explique l'historien Stephan Malinowski. «En 1932, le Kronprinz appelle à voter pour Hitler lors de l'élection présidentielle», ajoute-t-il. Élection qui sera remportée une nouvelle fois par le maréchal Hindenburg. lefigaro.fr 01.09

Les positions adoptées par tous les partis dits ouvriers face à la contre-réforme des retraites de Macron sont scandaleuses.

Aucun ne défendra le droit à la retraite au plus tard à 50 ans à taux plein et sans condition, ni même à 55 ans ou à 60 ans, tous s'alignent sur le droit existant qui est profondément injuste. Je vais avoir 64 ans dans 10 jours, je suis passé par 50 ans et je sais qu'à cet âge-là j'étais déjà diminué physiquement, alors autant dire qu'au-delà de 60 ans c'est un martyr de continuer à travailler comme avant. Tout comme forcer des gosses à se lever chaque matin à 6 ou 6h30 pour aller à l'école de l'esclavage.

Tous ces partis se contentent de défendre un système profondément injuste, sous prétexte que celui que Macron propose serait pire encore. Mais quel travailleur va avoir envie de défendre un système de retraite sachant qu'il est profondément injuste, aucun à part les nantis de l'aristocratie ouvrière qui bénéficient d'un statut privilégié et constituent les piliers du régime en place ?

Voilà ce que défendent en réalité ces partis, le régime qu'ils n'ont nullement l'intention d'affronter.

Dites-moi qu'est-ce qui distingue les conditions de travail d'un guichetier de la RATP ou de la SNCF d'une caissière d'un supermarché qui est amenée à travailler jusqu'à 22h et les jours fériés ? Qu'est-ce qui distingue un chauffeur de bus de la RATP d'un chauffeur de car d'une entreprise privée? Absolument rien ne justifie qu'ils bénéficient d'un traitement différent. Or, ce n'est pas l'avis de nos dirigeants.

Où sont donc passées la revendication légitime pour une baisse de la durée du travail pour l'ensemble des travailleurs ? A la trappe, elle ne serait pas ou plus d'actualité compte tenu du contexte politique dans lequel nous vivons, qui se caractérise par la réaction sur toute la ligne, autrement dit à ce compte-là on finira par ne plus défendre aucun besoin social ou aspiration démocratique.

On nous fait croire qu'on vivrait mieux qu'autrefois, mais à bien y regarder était-ce vraiment le cas ?

Autrefois on travaillait 10 heures par jour 6 jours sur 7 en habitant à 10 minutes de son lieu de travail ou quasiment sur place. De nos jours en moyenne on travaille entre 39 et 40 heures par semaine réparties sur 5 jours en ayant en moyenne entre 2 et 3 heures de transport quotidiennement. Avez-vous fait le calcul de la différence que cela représente au bout d'un siècle ? Non, évidemment, moi je l'ai fait, cela représente une diminution de 8 à 13 heures ou de 7 à 9 heures hebdomadaire au bout d'un siècle, alors que le taux de productivité (ou d'exploitation) a été multiplié par 100 au moins. Et il y en a qui osent appeler cela un progrès social, mais de qui se foutent-ils ?

Mais direz-vous, cette revendication est incompatible avec l'existence du régime capitaliste, ce n'est pas sérieux. Si au contraire, c'est d'y renoncer parce qu'elle n'est pas compatible avec l'existence du régime capitaliste qui n'est pas sérieux, car nous revendiquons également l'abolition de ce système économique.

Ces partis ont renoncé à cet objectif, c'est pourquoi ils ne peuvent pas reprendre à leur compte cette revendication légitime. Vous auriez une autre explication à nous fournir, n'hésitez pas à nous la faire connaître.

Retraites. Fabrication du consentement.

Sondage. Retraites : ce que veulent les Français - lejdd.fr 31.08

Selon notre sondage Ifop/JDD* publié dimanche, seulement un tiers des Français (34%) leur font confiance pour réformer les retraites, contre deux tiers (66%) qui y sont opposés.

Interrogés sur leur "orientation privilégiée" dans ce dossier, 41% des Français jugent qu'une réforme des retraites n'est pas nécessaire.

Selon ce sondage, 36% des Français considèrent qu'il faut allonger la durée de cotisation des actifs, le levier traditionnellement utilisé par les politiques en la matière. Parmi les autres options proposées, 16% des Français optent pour une augmentation des cotisations des actifs et 7% pour une baisse des pensions des retraités, selon ce sondage. Seulement 2% des retraités sont favorables à cette dernière option.

Plus engageant pour le gouvernement, les deux tiers des Français (66%) sont favorables à une harmonisation des différents régimes "au nom de l'égalité entre les cotisants", alors que 34% des Français veulent conserver des régimes de retraites différents compte tenu des spécificités de certains métiers ou professeurs, selon ce sondage. lejdd.fr 31.08

LVOG - Lire professions au lieu de "*professeurs*". J'en profite pour prévenir les lecteurs, que depuis quelque temps les médias laissent passer de plus en plus de fautes dans leurs articles, je les corrige la plupart du temps.

Les deux tiers de la population estiment que Macron et son gouvernement sont illégitimes pour réformer les retraites, tout le reste ne sert qu'à la cautionner.

Cela dit le système actuel de retraites est très inégalitaire ou injuste.

Quand la hausse de l'espérance de vie est pour 2/3 en mauvaise santé, quel progrès !

L'espérance de vie en bonne santé, grande absente du débat sur la reforme des retraites - francetvinfo.fr 30.08

Avec l'allongement de la vie, la retraite est devenue une véritable deuxième vie : l'espérance de vie à la naissance a atteint 79,5 ans pour les hommes et 85,4 ans pour les femmes en 2018 en France métropolitaine, selon l'Insee. Au cours des 60 dernières années, les hommes comme les femmes ont gagné 14 ans d'espérance de vie en moyenne.

Selon les dernières données disponibles, l'espérance de vie en bonne santé est de 64,9 ans pour les femmes et 62,5 ans pour les hommes. Elle est restée stable ces dix dernières années. La part des années vécues sans incapacité est stable elle aussi, autour de 80 % pour les hommes et de 75 % pour les femmes : ces dernières déclarent en effet davantage de limitations fonctionnelles, légères ou fortes, dans les activités du quotidien.

Mais comme dans le cas de l'espérance de vie à la naissance, les chiffres mis en avant ne sont que des moyennes qui recouvrent des situations très différentes. Il est probable que les incapacités surviennent plus rapidement dans les classes sociales les moins favorisées où les travaux physiques sont plus courants, la prévention et les soins moins bons. Mais aucune étude n'est jamais vraiment venue objectiver des inégalités dans le "bien vieillir". "Les enquêtes sont menées sur des échantillons représentatifs de la population française, mais l'espérance de vie en bonne santé n'est pas un indicateur que l'on décline par origine sociale. Sur cette question, nous n'avons aucunes données", admet Muriel Moisy. "Il y a seulement eu, il y a une quinzaine d'années, une étude d'Emmanuelle Cambois qui montrait que non seulement les ouvriers vivaient moins longtemps, mais qu'en plus ils vivaient plus longtemps en mauvaise santé." (La "double peine" des ouvriers : plus d'années d'incapacité au sein d'une vie plus courte), ndlr)

De ces données, les gouvernements -actuels et passés- en tiennent-ils compte pour nourrir leurs réflexions sur la réforme des retraites ? Ils en prennent, en tout cas, connaissance. "L'espérance de vie sans incapacité compte parmi les indicateurs de richesse. Le conseil des retraites nous le demande tous les ans début octobre, indique la socio-démographe. Ce qui l'intéresse c'est de savoir combien d'années en bonne santé vivent les gens après 65 ans. Et avec quel degré de limitation : en effet, avec une déclaration de limitation légère, on pourrait imaginer que ce sont des personnes encore capables de travailler."

Selon Frédéric Bizard, économiste spécialiste des questions de protection sociale et de santé, ces données ne sont pas du tout prises en compte dans le débat sur les retraites. "Certains syndicats peuvent les prendre en considération mais le font pour nourrir leur opposition à tout report de l'âge de la retraite. Mais pas les gouvernements. En tout cas, le sujet n'est pas officiellement abordé." Un tort, toujours à en croire l'économiste. "C'est une erreur : la hausse de l'espérance de vie est pour 2/3 en mauvaise santé. Mais le gouvernement, n'a pas envie d'aborder le sujet parce qu'il est plutôt défavorable au travail au-delà de 62 ans. Pour lui ce serait se tirer une balle dans le pied." francetvinfo.fr 30.08

LVOG - Et ne comptez sur aucun acteur politique pour lui tirer une balle dans la tête !

« Et en même temps » quand la vieillesse est un naufrage... qui vient souvent de loin.

Après Arlette, Emmanuel Macron, la nouvelle coqueluche d'Alain Souchon - lepoint.fr 30.08

« Et en même temps... c'est drôle, ces parcours. C'est émouvant, ces parcours. Ces gens si brillants, si intelligents, si cultivés, qui se retrouvent si jeunes là... C'est un roman. De toute façon, c'est romanesque, la vie de nos présidents. Que ce soit Mitterrand, Chirac, Hollande... Ce sont des gens tellement brillants... » a poursuivi le chanteur invité de RTL...

Alain Souchon concède qu'il a « parfois trouvé » le président « arrogant sur la politique ». « Bien sûr, c'est parce qu'il est jeune. Mais c'est assez magnifique de voir ce jeune garçon à la tête d'un État important comme ça », estime l'artiste de 75 ans, qui s'est justifié de son discours laudatif : « Vous savez aujourd'hui, la politique, c'est difficile de faire des compliments. François Hollande, on disait : "Qu'il s'en aille, qu'il s'en aille !" Moi, j'étais là du temps du général de Gaulle et tout le monde disait aussi : "Qu'il s'en aille, il est vieux, il nous fait chier." Et maintenant, tout le monde l'apprécie. La politique, c'est spécial... ». lepoint.fr 30.08

En complément.

L'épouvantail issu du PCF qui va effrayer les patrons !

Monique Pinçon-Charlot, une marxiste chez les grands patrons - lepoint.fr 29.08

S'ils le disent eux-mêmes: Point de salut en dehors du néolibéralisme ou la version la plus débridée du capitalisme.

"La droite française comme la gauche de gouvernement doivent composer avec un modèle néo-libéral" - huffingtonpost.fr 01.09

Extrait. La réalité sous-jacente est plus prosaïque: la confrontation de deux capitalismes brutaux, en lutte pour la plus-value, avec leurs clientèles, leurs financiers et leurs réseaux. D'un côté le complexe militaro-industriel et pétrolier des "néo-cons" qui s'est résigné à devoir accepter comme leader un Donald Trump rabatteur de classes populaires isolées dans les États les plus enclavés. De l'autre la Silicon Valley, le monde tertiaire et le réseau des universités, ouverts sur les océans et le flux du monde, qui se nourrissent de l'éparpillement individualiste des multitudes pour vendre. (Le courant politique auquel se sont convertis le PS et EELV notamment, ce qu'ils appellent la gauche, le parti démocrate aux Etats-Unis. - LVOG)

Les deux forces s'appuient sur des héritages d'idées différents, issus de l'histoire des États-Unis: conservatisme religieux d'une part, pensée libertarienne de l'autre. Mais néo-libérales chacune à leur sauce, elle n'ont pas le moindre intérêt pour la défense des sociétés.

Trump rejette le dogme libre-échangiste de Ronald Reagan et l'aventurisme militaire de George W. Bush. Mais il n'y a pas rupture avec le libéralisme économique et l'idéologie néo-conservatrice. En réalité, l'administration Trump ne fait que lever des barrières protectionnistes pour développer plus de "néo-libéralisme dans un pays", et redonner un soutien populaire au capitalisme financier de Wall Street. Au prix pour ses idéologues de tordre même la pensée du philosophe anglais Edmund Burke, qui s'insurgeait pourtant au XVIIIème siècle contre l'impérialisme économique britannique. (Effectivement, il n'y a pas de rupture entre le capitalisme libéral et le néolibéralisme, c'est la même idéologie revue ou corrigée pour s'adapter aux conditions ou aux besoins actuelles du capitalisme en crise. La supercherie de la gauche ou de la gauche de la gauche consiste à le nier pour mieux masquer son adaptation au capitalisme. - LVOG)

Libertaire, nationaliste, conservatrice, selon les circonstances, il s'agit toujours pour la droite de prolonger le néo-libéralisme. Le socialisme a muté en progressisme (...). (Traduire : Ses représentants officiels se sont adaptés et sont devenus de vulgaires agents du néo-libéralisme. - LVOG)

...la droite française comme la gauche de gouvernement doivent composer avec un modèle néo-libéral de consanguinité et de service réciproque avec des grands groupes économiques solidaires de réseaux mondialisés. (La gauche a-t-elle fait autre chose depuis un siècle, composer avec le capitalisme, franchement ? Et que dire de l'extrême gauche qui s'était encanaillée avec la gauche. Ne parlons pas de l'extrême droite avec la droite, puisque c'est naturel chez elle. - LVOG)

(Par Régis Passerieux Professeur à l'école des hautes études internationales et politiques, ancien secrétaire national aux relations internationales du PS - huffingtonpost.fr 01.09)

LVOG - Notre avenir devrait dépendre des entreprises transnationales ou des multinationales, voilà résumé le programme de la gauche de gouvernement du PS à LFI. Il existe cependant une alternative, un unique espoir pour l'humanité, le socialisme que cet idéologue néolibéral ne pouvait évidemment pas mentionner.

Qui a dit ?

Interrogé au sujet de la jeune activiste Greta Thunberg, il décrit une jeune fille "très intéressante", devenue "le visage de cette jeunesse qu'on n'attendait pas se mêler de manière aussi forte et radicale de la question climatique". "Mais ce qui importe, c'est le diagnostic qu'elle pose". francetvinfo.fr 01.09

Réponse : Le député populiste LFI Adrien Quatennens.

Ce charlatan devait être le seul à en attendre autres choses !

francetvinfo - Il se dit "très déçu des conclusions du G7".

LVOG - Sa rhétorique le trahit, l'amateurisme ou le dilettantisme transpire dans son discours autant que l'opportunisme, par exemple quand il vole au secours de Macron et le ménage en s'en prenant à Bolsonaro qui "*déforeste l'Amazonie*" sans préciser que Macron fait la même chose en Guyane pour le compte de multinationales.

Quand un militant attend quelque chose des représentants de 7 puissances impérialistes, c'est qu'il milite dans le camp de nos ennemis.

francetvinfo - ...il se montre très critique envers Jair Bolsonaro, le président brésilien, déplorant son "comportement" et les "mots" adressés à Emmanuel Macron et à sa femme Brigitte. Il critique en outre la "politique détestable" de Jair Bolsonaro,

"ce monsieur qui s'accommode du travail des enfants, qui déforeste l'Amazonie dans des proportions inconsidérées". francetvinfo.fr 01.09

Le Parlement européen dans le rôle zélé de la blanchisseur au service de l'autocratie.

Emplois fictifs: Sylvie Goulard blanchie par le Parlement européen - AFP

La candidate de la France pour siéger à la Commission européenne, Sylvie Goulard, a été blanchie par le Parlement européen dans le cadre d'une affaire d'emplois fictifs présumés, a indiqué vendredi le service du presse du Parlement européen. AFP

Qui est Nicolas Berggruen, le milliardaire « philanthrope » qui a financé Sylvie Goulard ? - ruptures-presse.fr 28 juin 2017

Extraits. L'information était disponible depuis 2014, mais Le Journal du dimanche l'a actualisée et mise sur le devant de la scène le 25 juin dernier : Sylvie Goulard a reçu de l'Institut Berggruen plus de 10 000 euros par mois d'octobre 2013 à janvier 2016, période au cours de laquelle elle était députée européenne (voir notre article). Dans la rubrique « Mon parcours » de son site personnel, l'éphémère ministre des Armées présente ainsi son activité au service du think tank américain : « Conseillère spéciale du Council for the Future of Europe [Conseil pour l'avenir de l'Europe] », un groupe de réflexion qui dépend du « Nicolas Berggruen Institute for Governance [Institut pour la gouvernance] ».

Sylvie Goulard précise ensuite qu'il s'agit d'une « association à but non lucratif visant à promouvoir une meilleure gouvernance mondiale et européenne. » Elle ajoute que le Conseil pour l'avenir de l'Europe « est présidé par Mario Monti » et qu'il « comporte des personnalités de sensibilités politiques diverses telles que, notamment, Jacques Delors, Guy Verhofstadt, Pascal Lamy, Romano Prodi ou Jean Pisani-Ferry. » On imagine les débats enflammés entre ces anticonformistes que tout oppose…

Un milliardaire « philanthrope » de plus

Basé en Californie, l'Institut Berggruen a été fondé en 2010 par le milliardaire américano-allemand – qui a grandi en France – Nicolas Berggruen, fils du richissime collectionneur et marchand d'art Heinz Berggruen (décédé en 2007). Le magazine Forbes évalue la fortune personnelle du golden boy à 1,81 milliard de dollars. (...)

Financier à la réputation d'excentrique se piquant de « philanthropie » et d' « idées », Nicolas Berggruen reste avant tout un homme d'affaires. Avec sa holding personnelle, qui fait des investissements immobiliers et financiers dans le monde entier, il est l'actionnaire majoritaire du premier groupe de médias espagnol Prisa (qui possède notamment le quotidien El País). Ce géant des médias présent dans 23 pays détient 15 % du groupe Le Monde. D'après Mediapart, M. Berggruen « siège au conseil d'administration du Monde ». On peine à comprendre la discrétion du « journal de référence » sur un si prestigieux compagnonnage. (...)

Le portrait au cirage de Nicolas Berggruen brossé par L'Obs serait incomplet si l'irremplaçable Jacques Attali n'y avait pas apporté sa touche : « C'est un garçon étrange, extrêmement gentil, extrêmement cultivé et extrêmement curieux, dans tous les sens du terme ». Et le grand mage médiatique surenchérit : « C'est un honnête homme au sens du XVIIIe siècle. Quelqu'un qui a décidé de mettre son argent au service de l'intérêt général. Je le crois sincère dans sa démarche. » (...)

Fort de quelques cours particuliers de philosophie (on imagine le salaire des deux professeurs…), Nicolas Berggruen a écrit avec le journaliste Nathan Gardels un livre intitulé Gouverner au XXIe siècle : La voie du milieu entre l'Est et l'Ouest (Fayard, 2013). Cet ouvrage en appelle à une « gouvernance intelligente » faisant la synthèse entre la « démocratie libérale occidentale » et le « modèle chinois ». Ce must-read des élites transnationales comporte une préface de Jacques Attali et un avant-propos d'Alain Minc. Dans lesquels, on le soupçonne, les Dupond et Dupont du mondialisme néolibéral doivent insister sur les « réformes indispensables ». « Je dirais même plus, les indispensables réformes… »

Le dessein intellectuel et politique de Nicolas Berggruen est assez facile à cerner à travers la fadeur cyber-patronale de ses propos : il s'agit de ripoliner l'incontournable capitalisme à coups de nouvelles technologies, de « gouvernance » et de « démocratie participative ». Dès lors on comprend son attachement à l'intégration européenne à la sauce digitale. Une visite du compte Twitter de ce ravi de la crèche mondiale donne un aperçu de sa « pensée profonde ». Il écrit par exemple le 24 mai 2017 : « Le paradoxe de la démocratie : afin de sauver la démocratie, nous devrons peut-être en avoir moins. » Précisons qu'il ne s'agit pas d'une citation de 1984. (...)

À noter que notre financier-philosophe, via son Institut, a fondé avec le Huffington Post un nouveau média en 2014 : le WorldPost, une publication dédiée aux « enjeux mondiaux ». Il y (co)signe lui-même des articles, comme celui-ci ; le titre laisse deviner un point de vue résolument iconoclaste : « Le "président start-up" de la France est exactement ce dont l'Europe a besoin pour

redémarrer ».

Comme on peut aisément s'en douter, ce membre éminent de l'oligarchie est un détracteur féroce du nouveau président français. Ses tweets en attestent : « Macron écrit l'histoire pour la France et l'Europe – un leadership nouveau, post-parti » (7 mai) ; « La France célèbre ses francs-tireurs : le Roi-Soleil, Napoléon et maintenant, Macron » (12 juin) ; « Le gouvernement d'Emmanuel Macron offre une aube nouvelle à la France, à l'Europe et à la civilisation occidentale » (19 juin). (...)

Qui sont les modèles de Nicolas Berggruen ? Sans surprise, les milliardaires mécènes William Gates (Bill pour les intimes) et Warren Buffet. Mais aussi George Soros, à propos duquel il déclare en 2010 : « Il m'impressionne beaucoup parce qu'il est à la fois généreux et engagé. » Toutefois, comme M. Berggruen se réclame de la « post-idéologie » – une fumisterie capitaliste –, il nuance quelques années plus tard : « J'ai un grand respect pour lui, pour ce qu'il a fait. Mais l'Institut [Berggruen] n'a pas de parti pris idéologique [sic]. Nous ne sommes pas là pour dire à des pays arabes par exemple : la démocratie libérale à l'occidentale est le meilleur système. Il faut tout changer et être comme nous. » (...) ruptures-presse.fr 28 juin 2017

Green new deal. Stratégie de la terreur. Au pif, du simple au double

Les prévisions dramatiques pour les océans et les glaciers (rapport de l'ONU sur le climat) - euronews 29 août 2019

C'est un nouveau rapport qui nous alerte sur le sort de la planète, et notamment sur l'état des océans. Il émane du GIEC, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat . Il sera présenté officiellement le 25 septembre à Monaco. (Un paradis fiscal ! - LVOG)

Le niveau des océans aura augmenté d'au moins 43 centimètres environ d'ici à la fin du siècle, dans le meilleur des scénarios. Cela pourrait atteindre près d'un mètre selon les prévisions les plus dramatiques.

Les petits atolls du Pacifique ne seront pas les seuls touchés. De très nombreuses villes côtières auront les pieds dans l'eau.

Le GIEC prédit que près de 280 millions de personnes auront à s'installer ailleurs, rendant bien réelle la notion de "réfugiés climatiques ".

Autre conséquence du réchauffement des océans : les réserves de poissons vont décliner encore plus vite qu'aujourd'hui, certaines espèces ne s'adaptant pas à des mers plus chaudes, plus acides et moins salées.

Enfin, le rapport s'inquiète du dégel du permafrost, cette couche du sol théoriquement gelée toute l'année.

En fondant, le permafrost libère les énormes quantités de dioxyde de carbone qu'il renferme. Et cela ne fait qu'accélérer le réchauffement climatique. euronews 29 août 2019

LVOG - Vous aurez remarqué que dans cet article ils ont soigneusement évité de mentionner le réchauffement climatique selon eux de nature anthropique.

De mon côté, j'ignore si le niveau des océans a fluctué au cours des siècles derniers, sans doute si j'en crois ma propre expérience ou ce que j'ai pu constater quand j'habitais sur une plage (pendant 11 ans, de 2000 à 2011) à 5 kilomètres de Pondichéry. Après que le gouvernement de Pondichéry eut entrepris de creuser en amont le bassin qui servait de port de pêche et commercial, la cote s'étendant vers le nord fit l'objet d'une profonde modification. La mer se mit à avancer inexorablement chaque année de telle sorte que le rivage recula de plus de 100 mètres détruisant des dizaines d'habitations et en menaçant davantage, y compris la mienne. A cette occasion dans mon village de pêcheurs, la mer mit au jour les piliers en pierre où autrefois les bateaux étaient amarrés, ce qui signifiait qu'à une autre époque le niveau de la mer avait été beaucoup plus élevé, ce que confirmèrent les anciens du village. Je n'en déduis rien, c'est juste un constat. Je vais faire des recherches sur ce sujet et je vous tiendrai au courant de mes découvertes.

Je précise que ce phénomène se produisit indépendamment du tsunami qui ravagea la côte et ma maison. D'ailleurs si ce matin-là la mer pénétra dans les terres d'environ une centaine de mètre au-delà de ma maison, qui s'est retrouvée dans la mer, dix minutes plus tard ou un peu plus, j'avoue ne pas avoir fait attention, j'étais bloqué à l'intérieur de la maison avec de l'eau jusqu'au cou sans pouvoir en sortir, elle se retira et elle reprit sa place habituelle, le rivage n'en fut pas modifié.

Au passage, je reviens de très loin, alors vous comprenez pourquoi je me contrefous de ce qu'on peut penser de moi depuis. Et puis, vivre en Inde, c'est un peu risquer sa peau au quotidien, on s'y habitue !

Non, sans blague, sous un régime tropical la faune croît très rapidement, ah ben en voilà une découverte de chercheur !

Incendies en Amazonie : "Pour que la forêt revienne en l'état, il faut plusieurs années" - Franceinfo 29 août 2019

Des feux ravagent la forêt amazonienne depuis le début du mois d'août. S'il juge leurs conséquences terribles pour cette zone tropicale, Jérôme Chave, directeur de recherche au CNRS, estime qu'elles ne sont pas irréversibles.

Franceinfo - Est-ce irréversible ? Est-ce que ce qui a brûlé sera perdu à jamais ?

Jérôme Chave - Non. C'est une échelle de temps. La forêt brûle en quelques jours, mais pour qu'elle revienne en l'état, il faut plusieurs années.

LVOG - Merci pour cette précision !

En réalité, elle commence à se régénérer très rapidement et la pousse des arbres est encore plus rapide. Dans une telle forêt en région tropicale, donc ensoleillée, chaude et humide toute l'année, le sol est recouvert de feuilles fanées tombées des arbres et de branchages secs qui en se décomposant vont constituer un excellent compost naturel, qui favorisera la croissance de nouvelles plantes ou de nouveaux arbres.

En Inde du sud où j'habite, dans mon jardin j'ai planté des graines ou de minuscules arbustes il y a 5 ans et certains (les flamboyants) ont déjà un tronc de 40 cms de diamètres et une taille de 8 mètres de haut environ, et j'ai dû tailler des orangers et des manguiers qui dépassaient 5 mètres de haut. Alors j'imagine que dans la forêt amazonienne où les conditions sont meilleures leur taille serait au moins le double. Derrière chez moi, un agriculteur a planté dans un champ de cailloux une sorte d'épicéa il y a 3 ans, ils atteignent déjà 6 mètres environ, sans épandage d'engrais. Et dans un autre terrain où des eucalyptus avaient été rasés il y a 2 ou 3 ans, ils dépassent déjà 6 mètres de haut. Alors quand ce directeur de recherche au CNRS raconte qu'"*il faut plus de soixante ans, parfois une centaine d'années*" pour régénérer une forêt, mais que "*néanmoins, déjà, au bout d'une vingtaine années, on se rend compte que des arbres ont poussé*" il se fout du monde, bien avant ils atteindront 15 ou 20 mètres de haut ou beaucoup plus pour certaines espèces, c'est à croire qu'il n'a jamais vu pousser un arbre autrement que dans des livres !

Jérôme Chave - Pour l'Amazonie, les données actuelles suggèrent que cette année pourrait être parmi les plus intenses depuis 2001. Mais on ne sait pas si ça va être vraiment exceptionnel, car on est seulement au début de la saison sèche, qui s'achève fin novembre. Le pic est attendu en septembre-octobre. Franceinfo 29 août 2019

LVOG - Quand on ne sait pas, vous savez ce qu'on fait : On la ferme !

Pourquoi ne prend-il pas comme référence les années 2002 à 2007 et 2010 qui furent "*vraiment exceptionnelles*" où le double environ de la surface actuelle brûla ? Ah ben parce que dans ce cas-là ce ne serait plus "*exceptionnel*" et personne n'en parlerait, il faut bien faire peur aux gens avec le changement climatique pour qu'ils supportent le Green new deal...

Les limites de la désinformation...

Une nouvelle fois, les cartes satellites sont parlantes : en ce moment, il y a plus d'incendies en Afrique subsaharienne et à Madagascar, qu'en Amazonie. Bloomberg a fait le décompte pour la période du 22 au 24 août : on dénombrait 6.902 incendies en Angola au cours des dernières 48 heures, contre 3.395 en République démocratique du Congo et 2.127 au Brésil.

...il faut bien constater sur les cartes de la NASA que les incendies sont proportionnellement tout aussi nombreux au Pérou ou en Bolivie (...) D'autre part, les incendies au Brésil ne se limitent pas à l'Amazonie et touchent aussi de façon importante le sud du pays… rtbf.be 29 août 2019

LVOG - Les Africains, les Asiatiques, les habitants d'Amérique du Sud devraient absolument préserver la nature, la biodiversité, la faune et la flore, etc. que les puissances impérialistes occidentales ou l'ensemble des pays européens ont dû passer à la hache, au bulldozer, à l'explosif, parfois ravagé ou saccagé, pour assurer leur développement au cours des siècles derniers, autrement dit, il serait normal que les habitants et l'économie de tous ces continents demeurent sous-développé.

On nous rétorquera qu'ils sont davantage victimes du pillage des puissances impérialistes occidentales, comme si cela n'avait pas été le cas autrefois des populations en Europe, aux Etats-Unis, en Australie, oubliant au passage le sort épouvantable que leurs capitalistes leur avaient réservé.

Toujours le même déni, la même hypocrisie.

Il est significatif que les bonnes consciences qui se penchent sur le sort de ces populations, hébergent ceux qui pillent leurs richesses ou s'en accommodent en général, parce qu'ils en tirent profit, ne serait-ce que pour maintenir leur niveau de vie supérieur. Commencez donc par vous débarrasser du capitalisme, et tous les peuples de la planète ne pourront que s'en porter mieux.

Amazonie: Bolsonaro minimise la gravité des incendies et s'en prend à la presse - AFP 30 août 2019

Le président brésilien Jair Bolsonaro a de nouveau minimisé jeudi la gravité des incendies qui sévissent en Amazonie, alors qu'est entrée en vigueur l'interdiction temporaire des brûlis agricoles dans tout le pays.

Il "n'est pas vrai" que la forêt amazonienne soit "en feu", a affirmé M. Bolsonaro en direct sur Facebook, tout en assurant que "les incendies cette année sont inférieurs à la moyenne de ces dernières années". Il a accusé la presse brésilienne de "nourrir" l'inquiétude internationale à ce sujet.

Au Japon, le secrétaire général de l'ONU a souhaité "une réunion dédiée à la mobilisation de soutiens" à l'Amazonie en marge de l'Assemblée générale, du 20 au 23 septembre.

"La situation en Amazonie est, clairement, très grave", a déclaré Antonio Guterres. "La communauté internationale doit se mobiliser avec force pour soutenir les pays d'Amazonie afin de mettre fin aux incendies aussi rapidement que possible, par tous les moyens possibles, et mener ensuite une politique complète de reforestation".

"Le secrétaire général de l'ONU n'a pas parlé de cette affaire avec le gouvernement brésilien, nous se sommes pas au courant", a déclaré le ministère des Affaires étrangères, interrogé par l'AFP. "Il serait important que les autorités étrangères connaissent mieux la politique du Brésil en matière d'environnement (...) et qu'elle s'informent (...) de la situation en Amazonie et des mesures prises pour combattre les incendies, avant de proposer de nouvelles initiatives". AFP 30 août 2019

LVOG - Le POID a commis l'exploit dans une vidéo d'aborder les incendies de l'Amazonie sans mentionner pourquoi ils avaient été montées en épingle, c'est-à-dire préparer l'opinion publique à des mesures coercitives contre les Etats qui n'adopteraient par le Green new deal justifier par la théorie falsifiée du changement climatique d'origine anthropique. Par son silence, le POID la cautionne et rejoint la "communauté internationale" qui participe à cette machination pour sauver le capitalisme. Il n'est pas le seul dans ce cas-là comme nous l'avons signalé au début de cette causerie, toutes les formations politiques se réclamant du mouvement ouvrier sont alignés sur la propagande officielle, à ma connaissance je précise, s'il existait des exceptions, on voudrait bien les connaître.

Vidéo. Science contre prophètie et idéologie.

Attention, dans ces vidéos, si le commentateur adopte un ton neutre en apparence, en réalité il distille à petite dose la propagande officielle, sinon il ne serait pas journaliste à Arté !

La Propagande Écolo 1
https://www.youtube.com/watch?v=6pgcSAyCk44

La Propagande Écolo 2
https://www.youtube.com/watch?v=x1QeiAiD6gQ

La Propagande Écolo 3
https://www.youtube.com/watch?v=UsKhYfwW5lY

La Propagande Écolo 4
https://www.youtube.com/watch?v=-t7JBQGUorc

La Propagande Écolo 5
https://www.youtube.com/watch?v=j22rXqp6qHE

La Propagande Écolo 6
https://www.youtube.com/watch?v=3va8xq2tsLE

La Propagande Écolo 7
https://www.youtube.com/watch?v=ABMu_MK7Abc

Bienvenue en régime totalitaire qui s'étend à l'espace.

Condamné à vie pour avoir volé 50 dollars, un détenu de l'Alabama vient d'être libéré - slate.fr 30 août 2019

Alvin Kennard a passé toute sa vie d'adulte en prison, de ses 22 ans à ses 58 ans. En 1983, armé d'un couteau, il a dérobé 50 dollars dans la caisse d'une boulangerie et a été condamné à la perpétuité.

L'Alabama a des lois particulièrement strictes en matière de récidive, et deux ou trois délits mineurs non violents peuvent mener à la prison à vie. C'était le cas pour Kennard, qui avait auparavant été inculpé pour effraction dans une station-service. Il avait 18 ans au moment du premier incident et avait écopé de trois ans d'emprisonnement avec sursis.

C'est une association légale locale, l'Alabama Appleseed Center for Law and Justice, qui a obtenu la réduction de peine de Kennard. Son avocate, Carla Crowder, a précisé qu'il avait été un détenu exemplaire et qu'il avait trouvé la foi en prison.

Carla Crowder a déclaré que des centaines de détenus dans des situations similaires étaient toujours en prison, car ils n'avaient pas d'avocat. «C'est incroyablement injuste que des centaines de personnes en Alabama soient en prison à perpétuité pour des crimes non violents», a-t-elle insisté. slate.fr 30 août 2019

LVOG - Précision. En anglais on emploie le mot crime à propos de n'importe quel forfait, un vol à l'étalage par exemple.

En état de guerre perpétuelle pour justifier un budget militaire monstrueux.

Trump lance un commandement de l'espace face aux menaces de guerre des étoiles - AFP 29 août 2019

Donald Trump veut être prêt en cas de guerre des étoiles: le président américain a lancé jeudi un commandement militaire de l'espace, qui sera chargé d'assurer la domination des Etats-Unis, menacée par la Chine et la Russie, sur ce nouveau terrain de guerre.

"C'est un moment historique, un jour historique, qui reconnaît que l'espace est au centre de la sécurité nationale et de la défense de l'Amérique", a affirmé le président lors d'une cérémonie à Washington.

Ce commandement, baptisé "Spacecom", "s'assurera que la domination américaine dans l'espace ne soit jamais remise en question ou menacée car nous savons que la meilleure façon d'empêcher les conflit, c'est de se préparer à la victoire", a-t-il ajouté.

Pour M. Trump, il s'agit de combattre les ennemis des Etats-Unis qui s'attaquent aux "satellites américains qui sont si importants pour les opérations sur les terrains de guerre et pour notre style de vie".

Le "Spacecom" devient le 11e commandement militaire du Pentagone, équivalent par exemple au Centcom, chargé des opérations militaires américaines au Moyen-Orient.

Après le Spacecom, M. Trump a confirmé la prochaine création d'une "Force de l'espace" qui deviendra une sixième branche de l'armée américaine, aux côtés de l'armée de Terre, l'US Navy, l'US Air Force, le corps des Marines et celui des garde-côtes.

La mission du Spacecom est multiple: dissuader, défendre, offrir une capacité efficace de combat spatial et former des combattants pour la guerre dans l'espace, selon le Pentagone.

Le Spacecom travaillera avec les alliés traditionnels de Washington: le groupe des "Five Eyes" qui réunit les services de renseignement américain, néo-zélandais, britannique, canadien et australien, ainsi qu'avec l'Allemagne, le Japon et la France, qui a déjà annoncé la création prochaine d'un commandement dédié à l'espace.

"Historiquement, nous n'avions pas besoin d'alliés dans l'espace, qui était un domaine secondaire. C'est devenu très important aujourd'hui", a-t-il dit. AFP 29 août 2019

Sous la barbe et la moustache : La troïka !

Le Premier ministre ukrainien, un jeune juriste au profil discret - AFP 29 août 2019

Oleksiï Gontcharouk, qui est devenu jeudi à 35 ans le plus jeune Premier ministre ukrainien, est un ancien avocat partisan de

réformes économiques libérales, peu connu et avec trois mois d'expérience à peine au sein du pouvoir.

Barbu et moustachu, M. Gontcharouk a dirigé pendant quatre ans le centre d'analyse BRDO à Kiev, financé par l'Union européenne et dont les activités visent à améliorer le climat des affaires en Ukraine.

"Les changements pour le mieux vont bientôt s'accélérer considérablement (...) Restez à l'écoute!", a-t-il écrit sur sa page Facebook la semaine dernière en publiant une photo de sa poignée de main avec le président de la Banque mondiale, David Malpass, alors en visite à Kiev.

Considéré comme partisan d'une politique économique libérale, M. Gontcharouk a plaidé en faveur de la poursuite de la coopération avec le Fonds monétaire international, dont l'aide financière est cruciale et conditionnée à l'application de mesures très impopulaires, comme la hausse de la facture du gaz.

Il "ne pourra pas être un Premier ministre indépendant, même s'il le souhaite, faute de disposer de sa propre base politique", résume l'analyste politique Volodymyr Fessenko. AFP 29 août 2019

LVOG - C'est bien pour cela qu'il a été nommé à ce poste, bravo pour votre perspicacité !

Ils osent tout ou leur humanisme est la politesse des salauds...

Capitalism : No future !

- "Elle sera un super modèle pour mon bébé" : à New York, une manifestation pour le climat... et pour voir Greta Thunberg - Franceinfo

- Incendies en Amazonie : "Vous qui venez d'autres mondes, aidez-nous !", implorent les indigènes de la tribu des Karitiana - Franceinfo

- Australie : les perspectives désormais "très mauvaises" pour la Grande Barrière de corail - Franceinfo

- L'association Les Ailes du Petit Prince fait voler de petits enfants handicapés dans l'esprit de Saint-Exupéry - Franceinfo

- A New York, dix statues de femmes installées sur une avenue pour lutter contre le sexisme - Franceinfo

- Plus de trois millions d'enfants réfugiés à travers le monde ne sont pas scolarisés - Franceinfo

- En Israël, la religion prend de plus en plus de place à l'école - LePoint.fr

- En burkini, des militantes provoquent la fermeture d'une piscine à Paris - sputniknews.com

Massacre de masse ordinaire.

- Frappe de la coalition au Yémen: la Croix-Rouge évoque un bilan supérieur à 100 morts - AFP 01.09

Une frappe de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite sur un centre de détention tenu par les rebelles Houthis a fait plus de 100 morts au Yémen, a estimé dimanche la Croix-Rouge internationale, affirmant s'efforcer de fournir une "aide médicale urgente" aux victimes. AFP 01.09

LVOG - Récemment ils avaient bombardé un mariage faisant plus de 80 morts.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie.

- Les États-Unis bombardent Al-Qaëda à Idleb - Réseau Voltaire 1er septembre 2019

Les États-Unis ont bombardé le quartier général d'Al-Qaëda à Idleb, le 31 août 2019. Selon la coalition internationale contre Daesh, ils auraient tué une quarantaine de personnes.

En agissant ainsi, les États-Unis prêtent main forte à l'armée arabe syrienne qui, depuis deux mois, libère le gouvernorat d'Idleb, occupé par Al-Qaëda.

Jusqu'à présent, Washington prétendait que le gouvernorat d'Idleb était le refuge des « opposants au régime Assad » et déniait qu'il soit occupé par Al-Qaëda. Il accusait la Syrie et la Russie de « faire du gouvernorat un enfer » sous le « faux prétexte » de la lutte contre le terrorisme. Réseau Voltaire 1er septembre 2019

Et l'interprétation médiatique destinée à l'opinion publique.

- À Idleb, la Russie accuse les États-Unis d'avoir "compromis" la trêve - Le HuffPost 2 septembre 2019

La Russie a accusé ce dimanche 1 septembre les États-Unis d'avoir "compromis" le maintien du cessez-le-feu dans la province syrienne d'Idleb, où Washington a mené samedi une frappe contre des chefs jihadistes.

Selon l'armée russe, les États-Unis ont frappé la région "sans en notifier à l'avance la Russie et la Turquie", qui disposent toutes deux de troupes au sol. Elle a qualifié la frappe d'"utilisation aveugle de l'aviation" militaire. Le HuffPost 2 septembre 2019

LVOG - Si les Américains ont frappé la région "*sans en notifier à l'avance la Russie et la Turquie*", c'est qu'ils savaient qu'ils ne viseraient pas les "*troupes au sol*" russes ou turques.

Allemagne.

Forte poussée de l'extrême droite en ex-RDA - AFP 1 septembre 2019

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui pourfend la politique d'accueil de centaines de milliers de migrants par la chancelière ces dernières années, obtient 22,5% dans le Brandebourg, le Land qui entoure Berlin, contre 12,2% en 2014, et 27,5% en Saxe, dans le sud-est (9,7% en 2014), selon des estimations des médias allemands.

L'Est de l'Allemagne confirme son statut de bastion électoral de l'AfD, nettement plus faible à l'Ouest du pays. Une illustration de la césure persistante en Allemagne trois décennies après sa réunification.

Quelque 5,5 millions de personnes étaient appelées aux urnes pour élire leurs nouveaux parlements régionaux.

S'il ne s'agit que d'environ 12% du corps électoral allemand, ces scrutins, complétés par un troisième en Thuringe, autre région de l'ex-RDA, le 27 octobre, sont scrutés à la loupe.

Dans le Brandebourg, le parti social-démocrate, partenaire minoritaire de la coalition gouvernementale de Mme Merkel à Berlin, parvient à sauver sa première place avec 27,5%, selon les estimations.

En Saxe voisine, les conservateurs d'Angela Merkel, dont ce Land constitue un fief, arrive certes en tête avec plus de 32%, devançant l'AfD de 5 points environ dans cette région berceau du mouvement islamophobe Pegida. Mais avec un net repli depuis 2014 (39,4%).

Les partis établis, en particulier la CDU, ont d'ores et déjà prévenu qu'ils ne formeraient pas de coalition avec l'AfD, qui présentaient de surcroît dans ces régions des figures issues de sa frange la plus radicale.

Ces Länder pourraient ainsi se trouver gouvernés par de larges alliances hétéroclites associant droite et gauche, au risque d'attiser un peu plus les mécontentements.

Dans des régions où nombre de jeunes continuent d'émigrer chaque année vers l'Ouest de l'Allemagne et ses salaires plus alléchants, les Allemands de l'ex-RDA souffrent d'un sentiment de déclassement, malgré une forte baisse du chômage depuis 10 ans.

Plus d'un électeur sur deux (54% en Saxe, 51% dans le Brandebourg) juge ainsi que les habitants de l'Est sont traités comme des "citoyens de seconde zone", selon un sondage diffusé dimanche par la première chaîne de ARD.

Devenu le deuxième parti à l'échelon fédéral, selon les sondages, les Verts ratent eux en partie le coche dans ces deux Länder industriels. Avec un score autour de 9% dans chacun des scrutins, ils sont en deçà des 14% promis par d'ultimes sondages.

Avec 10% dans les deux Länder, le parti de gauche radicale Die Linke perd lui autour de 8 points par rapport à 2014. AFP
1 septembre 2019

LVOG - "Ces Länder pourraient ainsi se trouver gouvernés par de larges alliances hétéroclites associant droite et gauche", SPD et/ou Verts ou Die Linke, ne serait-ce pas ce qui alimente l'extrême droite ? Chut !

Haut de page

Le 10 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

En tombant pas hasard sur un documentaire dédié à Léonard de Vinci, il y a quelques jours, j'ai été sidéré de constater que l'idée que j'en avais conservée depuis ma scolarité, était très éloignée de la réalité ou de l'image qui a été colportée depuis cinq siècles à travers le monde.

En fait de génial inventeur, il fut surtout un plagiaire doué d'un sens aiguisé de l'observation et d'une imagination exubérante, facultés qui lui permirent de perfectionner les inventions d'autres chercheurs de son époque. Pour concevoir celles qu'on lui attribue, il eut l'idée de se servir ou de rapprocher les avancées de son époque dans les différents secteurs de la recherche ou scientifiques, notamment en mathématiques et en physique, c'est essentiellement pour cette raison qu'on le présente comme un visionnaire, et sur quoi reposa à l'époque sa réputation, qu'on serait peut-être tenté de justifier après coup, mais qui laissa un goût amer à ses employeurs, qui constatèrent que la plupart de ses inventions ne leur étaient d'aucune utilité ou ne fonctionnaient pas.

Quant au peintre, sa technique, dont personne n'a réussi à percer le secret jusqu'à nos jours, était tellement complexe qu'elle était inadaptée à la réalisation de fresques, la plupart de celles dans lesquelles il se lança demeurèrent inachevées, ainsi qu'un grand nombre de tableaux qui ont été détruits ou qui ont disparu par la suite, ce qui explique qu'à peine une vingtaine de ces tableaux parvinrent jusqu'à nous. Il travaillait excessivement lentement est-il rapporté. J'ignore s'il rivalisa de talent avec ses maîtres et les peintres de son époque. Là où il excella, ce fut dans la reproduction d'anatomies humaines ou animalières, ainsi que la description de mécanismes qu'il réalisa avec une précision exceptionnelle.

Pour terminer, l'histoire du personnage, son mode de vie, ses fréquentations, son comportement en général, absolument rien de ce que sa biographie a révélé ne méritait des éloges ou qu'on le hisse au rang d'icône. Avantagé par son physique d'esthète, de nos jours on dirait qu'il fut toute sa vie d'adulte un pédophile vivant avec un garçon d'une dizaine d'année au visage d'ange, recherchant sans cesse la présence de très jeunes garçons avec lesquels il aura des relations sexuelles. Extravagant, perpétuellement en quête de reconnaissance, il se mettra au service de nobles cruels ou tyranniques, fort peu recommandables, qui lui permettront de mener une vie de seigneur, et qu'il n'hésitera pas à trahir. Bref, passons sur les détails qui n'étaient pas davantage en sa faveur, hormis son talent indéniable d'ingénieur et de peintre, c'est surtout à son ambition débordante et à son individualiste exacerbé auxquels il doit sa renommée. De là à en faire un génie ou le plus grand peintre de tous les temps, ce serait exagéré et injustifié.

Plus prosaïquement, je me demande jusqu'où on nous a enseigné un tas de conneries à l'école ou raconté des histoires qui étaient très éloignées de la réalité, et pas seulement à l'école. Là je fais l'idiot, parce que cela fait de très nombreuses années que j'en étais arrivé à cette conclusion.

Mais remarquez bien, que si on m'avait interrogé sur Léonard de Vinci avant de regarder ce documentaire, ne m'étends jamais penché à nouveau sur ce sujet depuis ma scolarité, j'aurais débité comme un âne ce que j'avais été sommé d'apprendre par coeur autrefois, et je serais passé pour un crétin, ce que je déteste, mais est encore possible, la preuve, comme quoi aussi il vaut mieux être modeste dans la vie en général.

Donc quand vous lirez certains passages de cette causerie, ne vous empressez pas de soulever les épaules en signe de désapprobation, essayez plutôt de réfléchir aux raisons qui m'ont conduit à émettre certaines idées, hypothèses ou scénarios, à première vue totalement déconnectés de la réalité ou farfelus, mais qui ne le sont peut-être pas tant que cela. Et dites-vous bien que j'ai eu la même attitude ou surprise que vous, car quand on cherche, on ignore ce qu'on va découvrir, après la question qu'on se pose, c'est de savoir qu'est-ce qu'on va pouvoir en faire, à vous de voir, chacun est libre.

- Au format pdf - 26 pages

Sur l'orientation économique du capitalisme.

Cette causerie sert de complément à la vidéo que je vous propose plus loin. J'ignorais les questions que j'allais devoir aborder et qui troubleront plus d'un lecteur.

On commencera par la fin ou la modification du rôle de l'Etat ou des rapports entre l'Etat et les différentes classes, l'Etat servant dorénavant exclusivement de caution politique à la mafia financière, en endossant la responsabilité de la dérégulation totale de l'économie au profit de la finance et au détriment de l'ensemble de la population, après avoir transféré ses prérogatives économiques ou financières aux banques centrales détenues ou entièrement contrôlées par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale (via le FMI, la Banque mondiale), et ses prérogatives politiques à des institutions supranationales telles l'Union européenne, ou militaires, à l'Otan.

C'est la distinction établie entre ce que certains économistes appellent l'économie sociale de marché et l'économie purement de marché, qui permet de comprendre comment le capitalisme est passé du libéralisme appelé également Etat providence au néolibéralisme. Dans l'économie sociale de marché l'Etat joue un rôle de régulateur social entre les classes, ce qui se traduit par une répartition des richesses entre toutes les classes Dans l'économie purement de marché, l'Etat abandonne ce rôle, ce qui se traduit par une explosion des inégalités sociales et l'enrichissement à outrance d'une infime minorité de prédateurs financiers ou oligarques.

Quant à la question de savoir quand cette transition eut lieu ou a été amorcée, cela remonte, soit à l'indépendance des banques centrales (Japon, les tigres et dragons asiatiques, les pays de la zone euro, etc.), soit à la décision politique de leur accorder le pouvoir de décider quelle masse de monnaie serait en circulation ou de prendre le contrôle de l'économie d'un pays (Etats-Unis).

Tant que la création monétaire était adossée à l'or ou correspondait à des actifs, elle demeurait limitée ou encadrée, c'était la loi de l'offre et de la demande ainsi que la lutte des classes qui servaient de régulateur, mais lorsque cette garantie disparue ou la création monétaire fut libéralisée et détournée du secteur productif ou marchand au profit du secteur financier ou de la spéculation, elle contribua à la formation de bulles financières qui en éclatant déclenchèrent une récession accompagnée d'une contraction monétaire pour l'accentuer davantage, ce qui se traduisit par des centaines de milliers de faillites et un chômage de masse dont les Etats furent rendus responsables pour justifier l'adoption de réformes structurelles que Washington par l'intermédiaire du FMI réclamait, afin que l'économie de tous ces pays bascule vers le néolibéralisme ou adoptent la même politique économique que les Etats-Unis.

Ce scénario savamment orchestré par l'oligarchie financière anglo-saxonne a fini par s'imposer dans tous les pays capitalistes industrialisés.

Ce que ne dit pas la vidéo exceptionnelle que je vous propose de visualiser très attentivement tellement elle est instructive et claire, c'est que le développement du capitalisme ou l'économie sociale de marché conduisait inexorablement à une crise incontrôlable du capitalisme ou à son effondrement, car aussi généreux qu'il pouvait paraître en apparence à plus ou moins longue échéance les contradictions sur lesquelles reposaient ses fondements le rattraperaient, car il est impossible à terme de distribuer plus de richesses qu'il n'en est produit sans aboutir à la faillite ou à la remise en cause de ce système économique, sachant que les capitaux investis dans la production allaient s'accroître, tandis que la plus-value présente dans les richesses produites allaient au contraire diminuer du fait de l'augmentation de la productivité, il était donc prévisible qu'il arriverait un moment où ce processus atteindrait ses limites et qu'il faudrait y mettre un terme d'une manière ou d'une autre, et de prendre le risque de laisser la lutte des classes décider de son issue, et qui sait, de parvenir à abattre ce système économique, ce qui du point de vue de l'oligarchie était inconcevable évidemment.

L'oligarchie anglo-saxonne décida donc de casser la règle du jeu qui prévalait au sein du capitalisme depuis son avènement, en empêchant la lutte des classes de continuer à jouer son rôle historique de moteur du développement de la civilisation humaine, pour la plonger dans le chaos et la barbarie que nous connaissons aujourd'hui. Elle parvint assez facilement à la neutraliser, dans la mesure où précédemment l'économie sociale de marché (ou "l'Etat providence") s'était montrée particulièrement généreuse envers les classes exploitées qu'elle était ainsi parvenue à corrompre, ainsi que l'ensemble du mouvement ouvrier qui devait se détourner du socialisme.

L'oligarchie financière anglo-saxonne, puis petit à petit internationale, ne finassa pas, disons à partir du début des années 70, elle n'hésita pas à adopter des mesures illégales et mafieuses pour parvenir à ses fins, que l'ensemble des chefs d'Etat ou de gouvernement devaient couvrir, et qu'évidemment les travailleurs devaient ignorer, jusqu'au moment où mise devant le fait accompli et par la force des choses, en en subissant les brutales conséquences, du fait qu'ils s'étaient accommodés du capitalisme et que le mouvement ouvrier avait abandonné la perspective du socialisme, ils se retrouveraient impuissants pour les combattre, jusqu'à quand, c'est la seule question qui reste de nos jours en suspens.

Dans de précédentes causeries, j'avais déjà abordé cette question déterminante ou analysé comment et pourquoi nous en

étions arrivés à la situation actuelle inextricable ou apparemment sans issue politique à court terme, à ceci près que nous n'étions peut-être pas parvenus à mettre suffisamment en relief les différentes étapes par lequel ce processus économique était passé, et les liens qui reliaient chacun des acteurs politiques autant que leur rôle au cours de ce processus qui a duré des décennies...

J'avais expliqué que la neutralisation de la lutte de classe du prolétariat était un objectif déterminant que l'oligarchie s'était donnée d'atteindre. On m'a alors ri au nez, cela paraissait tellement évident. Mais ce qui l'était beaucoup moins, c'était comment le libéralisme économique allait précisément servir cet objectif pendant toute une époque, car déformé par la formation politique que j'avais reçue, je croyais que le progrès social ne pouvait provenir que de la lutte de classe des exploités, je ne pouvais pas concevoir que l'oligarchie imaginerait une stratégie dans laquelle, dans un premier temps elle favoriserait le progrès social, pour ensuite s'en servir pour atteindre d'autres objectifs cette fois financiers, ce qui inclurait la liquidation de ce progrès social. On peut affirmer qu'elle s'est servie du mouvement ouvrier pour pouvoir passer tranquillement au néolibéralisme, et que ses dirigeants en portent la terrible responsabilité.

On peut ajouter que l'élimination à la tête des institutions nationales des différents Etats de tous les partis politiques dits de droite ou de gauche qui ont participé à ce processus, était inscrite dans ce processus ou y conduisait inexorablement. Donc Macron et LREM ne sont pas tombés un jour du ciel, non, ils constituent à ce stade le point d'achèvement de ce processus de destruction des bases sur lesquelles reposait le capitalisme et la lutte des classes depuis le XVIIe siècle, qui notez bien n'ont pas disparu pour autant, contradiction que l'oligarchie va avoir bien du mal à gérer dans l'avenir, une faille ou une faiblesse qui constitue notre seul espoir de l'abattre et de passer au socialisme.

Venons-en à cette vidéo.

Richard Werner, dont j'ai découvert l'existence avant-hier, est réputé pour être le plus fameux professeur d'économie actuellement en vie.

Le contenu de cette vidéo est exceptionnelle par sa clarté, elle est accessible à tous ou presque. C'est à cela qu'on reconnaît si quelqu'un maîtrise parfaitement son sujet et c'est le cas ici. Il y est décrit étape par étape comment le sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne est parvenue à étendre son pouvoir à l'économie mondiale à partir des années 50. Cette vidéo mérite d'être visionnée plusieurs fois, afin de retenir chacune de ces étapes et les rôles qu'ont tenu chacun des acteurs ou facteurs qui y figurent.

Tout militant, cadre ou dirigeant qui tient à demeurer digne de son engagement politique, devrait être en mesure spontanément de les énumérer à l'issue de ce visionnage, histoire de montrer qu'il a bien compris l'orientation du capitalisme, sinon, ce ne serait même pas la peine qu'il se livre à une analyse de la situation qui serait forcément embrouillée ou confuse.

Je crois qu'à un moment donné il faut être sérieux et arrêter de raconter des conneries aux travailleurs, non ? Si chacun ne s'efforce pas de progresser, à son rythme bien entendu, on ne s'en sortira jamais. Car toute argumentation qui comporte des failles ou des contradictions ne vaut rien, votre interlocuteur s'engouffre dedans et vous perdez votre temps, ou pire, vous allez le manipuler parce que vous ne savez même pas de quoi vous lui causez, et vous êtes susceptible d'être manipulé aussi.

Princes of the Yen: Central Bank Truth Documentary

https://www.youtube.com/watch?v=p5Ac7ap_MAY

Présentation.

«Les princes du yen: les banques centrales et la transformation de l'économie» explique comment la société japonaise a été transformée pour répondre aux priorités et aux souhaits de puissants groupes d'intérêts, et comment les citoyens ont été totalement ignorés à ce sujet. D'après un livre du professeur Richard Werner, chercheur à la Banque du Japon pendant le krach des années 90, au cours duquel le marché boursier a chuté de 80% et les prix des logements de 84%. Le film dévoile la véritable cause de cette période extraordinaire de l'histoire récente du Japon. Tirant largement parti des images d'archives et des apparitions télévisées de Richard Werner à l'époque, le spectateur est guidé vers une nouvelle compréhension de ce qui fait bouger le monde. Et découvre que ce qui s'est passé au Japon il y a près de 25 ans se répète à nouveau en Europe (En réalité partout dans le monde - LVOG). Pour comprendre comment, pourquoi et par qui, regardez ce film. «Princes of the Yen» est un défi sans précédent pour le système de croyance idéologique dominant d'aujourd'hui, ainsi que pour les leviers de contrôle qui le sous-tend. Morceau par morceau, la réalité est déconstruite pour révéler le monde tel qu'il est et non pas comme ceux au pouvoir voudraient nous faire croire qu'il est. "Parce que seul le pouvoir qui est caché est le pouvoir qui dure."

LVOG - Je voudrais rajouter un mot sur les limites de l'économie sociale de marché tant vantée par Richard Werner.

Pour que ce processus se poursuive indéfiniment comme le suggérait Richard Werner, il aurait fallu que tous les Etats développés l'adoptent ou que le marché soit en expansion indéfiniment, or ce n'était pas le cas et ne le sera jamais, sinon

le capitalisme ne connaîtrait plus de crise, et les oligarques n'auraient eu aucun intérêt à saborder un système économique qui aurait été aussi parfait. Sans même ouvrir en grand le robinet du crédit bon marché, il serait forcément arrivé un moment où la solvabilité des emprunteurs aurait atteint une limite, ou une fois satisfait leurs besoins ils se seraient épuisés, la surproduction aurait entraîné une chute de la valeur des actifs et conduit à la faillite un grand nombre d'entreprises et à une crise sociale aux conséquences incontrôlables, de la même manière qu'avec une bulle financière. Le capitalisme qui n'a rien de philanthropique ne fait pas de miracles, contrairement à la croyance qu'entretient notre professeur d'économie.

Ce qu'il faut aussi retenir, c'est que c'est bien un système financier illégale et mafieux qui s'est mis en place ou qui domine l'orientation de l'économie mondiale, dont les banques centrales sont les principaux instruments, puisque ce sont elles qui dictent leur loi et leur droit à tous les acteurs économiques (et politiques) qui ont le devoir de les respecter ou de s'y plier sous peine d'être éliminés ou ruinés. Elles contrôlent la masse monétaire en circulation et tous les leviers financiers, elles peuvent s'en servir à tout moment pour déstabiliser un secteur économique ou un Etat. Elles agissent comme un gang de malfaiteurs qui détrousseraient légalement la population en toute impunité. C'est donc une mafia financière, qui avec l'aval des dirigeants politiques des différents Etats, est responsable de tous les maux dont souffrent tous les peuples, il est donc légitime de la qualifier d'organisation criminelle.

Le plus exaspérant (au XXIe siècle), c'est de constater le gouffre qui existe entre la perception qu'en a la majorité de la population et la plupart des militants, et cette réalité cynique et despotique si difficile à admettre tellement elle est invraisemblable et monstrueuse, car on peine à croire qu'elle puisse exister réellement, et pourtant, c'est hélas le cas ! Il n'y a pas lieu de s'en faire une raison pour autant, mais de la regarder en face et de la combattre pour renverser ce régime immonde, je vous laisse le soin de le qualifier comme il vous plaira.

Un jour, un militant m'a dit que je déraillais ou que j'étais sous l'emprise d'une théorie du complot, quand j'affirmais que les banques centrales créaient de la monnaie sans équivalent ou à partir de rien, et qu'on était en présence de faux-monnayeurs, parce que si cela avait été le cas, elles en distribueraient à la population sans compter... Or c'est ce qu'elles firent aux Etats-Unis, puis beaucoup plus tard au Japon. Et qu'est-ce qui s'est passé ? Cela devait contribuer à produire une bulle financière qui devait finir par exploser fatalement pour les raisons que nous avons évoquées plus haut. Il ignorait que cela avait existé et conduit à une longue récession, à des ruines en cascades et des millions de chômeurs, parce que le système capitaliste était incompatible avec de telles règles tout simplement.

Une République sociale et démocratique, un gouvernement ouvrier, se retrouveraient face à des difficultés économiques et un dilemme.

En régime socialiste, c'est l'Etat qui contrôlerait la banque centrale, la création et la masse monétaire en circulation, qui déciderait des taux d'intérêt ou de les annuler, du niveau des salaires, des prix, etc. c'est un gouvernement ouvrier qui déterminerait le budget de l'Etat, mais il serait rapidement confronté à une énorme difficulté, la reconnaissance de sa monnaie sur le marché mondial, et il y a fort à parier qu'aucun Etat ou aucune banque centrale n'en voudrait pour réaliser des transactions commerciales, il resterait alors le troc, mais là encore il essuierait un refus catégorique, il ferait l'objet d'un boycott ou d'un blocus économique mondial. Alors que faire ? Permettre à l'ancienne monnaie de continuer à avoir cours, cela ne changerait pas forcément grand chose, et précipiterait une crise économique qui entraînerait la chute de la nouvelle République sociale.

Les réformes sociales ne réaliseraient pas plus de miracles dans une économie dépendant du marché mondial dominé par le capitalisme, surtout dans un pays aussi petit que la France ou les autres Etats européens. Soit le prolétariat d'autres pays développés se soulèveraient, et notre Etat socialiste bénéficierait d'un répit en attendant que d'autres les imitent et ainsi de suite, soit ce scénario serait reporté à une échéance ultérieure et la menace de son étranglement se ferait de plus en plus pressante, dans ce cas-là que faire une fois de plus, que pourrait-on envisager ? Capituler, adopter des mesures artificielles pour retarder l'heure de l'effondrement fatal ?

Après tout la République sociale détiendrait tous les pouvoirs et pourrait s'adresser directement à la population pour lui suggérer un autre scénario inédit, auquel je n'ose même pas penser, mais auquel elle pourrait adhérer, et si je vous le soumets, c'est parce que je n'en ai pas trouvé d'autres qui permettrait de nous sauver : On décrèterait la monnaie et les rapports sociaux à l'origine du règne de la nécessité et donc du capitaliste hors la loi, de telle sorte qu'il n'existerait plus aucune entrave au développement économique ainsi libéré du carcan qui menaçait de l'étouffer, y compris de l'extérieur, puisque la valeur d'échange aurait été abolie, et toute tentative de revenir à l'ancien régime serait vaine ou vouée à l'échec, puisque ses fondements auraient complètement disparu et le mode de vie de la population aurait été transformé de fond en comble.

Pour autant notre problème d'approvisionnement en matières premières et d'exportations ne serait pas résolu. Un peu de patience, on y vient.

On peut acheter ou compromettre quelqu'un avec de l'argent en lui promettant monts et merveilles, mais quand il en a déjà fait l'expérience ou qu'il observe ce qui se passe dans les pays où un autre modèle de société basé sur l'argent sévit, il n'aura pas envie de les imiter. Qui plus est, la nouvelle société sécrèterait tellement d'enthousiasme, de liberté et de vocation créatrice, que plus personne ne se porterait aussi mal qu'autrefois ou en 2019. Tout ce qui poussait jusque là les gens à se haïr, à la violence ou à manquer de respect envers les autres aurait disparu, seule demeurerait la fraternité entre les hommes. Le bien commun ou

le bien-être partagé serait ce qu'ils auraient de plus cher, et pour rien au monde ils n'envisageraient d'y renoncer, chacun trouverait sa place dans la société, personne ne serait laissé pour compte, dans ces conditions les rapports sociaux seraient apaisés et tous les peuples en prendraient conscience précipitant l'éradication du capitalisme de la surface de la Terre.

Pour autant d'autres problèmes urgents surgiraient pratiquement immédiatement et il faudrait leur apporter des réponses.

Et comme ce processus n'irait pas de soi malgré tout, compte tenu de l'ignorance dans laquelle a été maintenue si longtemps la population, il serait farfelu d'imaginer que les comportements formatés au cours des milliers d'années d'exploitation et d'oppression changeraient du jour au lendemain. On peut imaginer le choc qu'une telle brutale transition produirait sur bien des gens. C'est la raison pour laquelle ce scénario se réaliserait progressivement, selon des règles que les institutions véritablement démocratiques qui auraient été fondées au cours du processus révolutionnaire adopteraient, de manière à ce que chacun puisse s'adapter à la nouvelle société, et d'intervenir pour proposer des solutions en présence de comportements anarchiques ou inappropriés qui seraient inévitables dans un premier temps ou pendant un certain temps. L'Etat ne subsisterait pas tel que nous le connaissons aujourd'hui, il serait en voie d'extinction, dans tous les cas de figure il ne servirait plus à opprimer une classe ou la majorité, il la protègerait en attendant que l'ensemble des citoyens constituent une collectivité humaine ou sociale coïncidant avec l'épanouissement individuelle de chacun de ses membres.

Ce que je propose ici, n'est ni plus ni moins que la négation ou l'opposé du modèle de société qu'on nous impose ou dans lequel nous sommes sinon condamnés à vivre indéfiniment qui est basé sur l'argent ou la monnaie, le profit... Si on parvient au constat ou à se faire à l'idée qu'un modèle de société aussi monstrueux que le néolibéralisme soit parvenu à s'imposer, pourquoi on ne pourrait pas envisager que sa négation puisse exister ? Cela n'aurait aucun sens ou serait stupide.

Je sais ce qu'on va nous rétorquer : Les gens n'y sont pas préparés, ils ne le seront jamais, patati et patata. A ce compte là, autant abandonner tout de suite cette perspective et accommodons-nous du régime en place. Si on attend que les masses soient prêtes en restant les bras croisés, effectivement on pourra attendre indéfiniment. Il ne faut pas les sous-estimer, placées dans des conditions particulièrement favorables, sachant qu'elles ont acquis la capacité d'évoluer très rapidement, même si cela ne saute pas eux yeux, si elles n'ont pas d'autre choix que la liberté ou le retour de l'ancien régime honni, gageons qu'elles en feront un bon usage.

Je vous mets au défi de trouver dans la société, un seul membre de la classe ouvrière ou des classes qui ne trouverait pas génial de vivre dans une société débarrassée de la monnaie, même s'il ajouterait aussitôt que ce serait utopique, ce qui serait tout à fait normal ou prévisible, puisqu'il ne percevrait pas le processus politique qui permettrait de réaliser cette utopie ; c'est d'ailleurs le même argument auquel recourt les ennemis du socialisme ou du communisme.

Quant à ceux qui seraient tentés de se contenter de l'illusion du "socialisme du XXIe siècle" dans le cadre du capitalisme, voyez de quelle manière elle se conclut chaque fois. Rien ne change fondamentalement en réalité pour les exploités et les opprimés.

Personne à ma connaissance n'a osé avancer dans la voie que je propose ici, où figurent plusieurs scénarios, notez bien, en fonction du développement de la situation politique dans le monde. A aucun moment j'ai affirmé qu'il fallait axer notre politique sur la suppression de la monnaie, qu'on ne déforme pas ce que j'ai proposé. J'ai seulement indiqué qu'il fallait concevoir qu'à un moment donné on pourrait être amené à envisager cette solution parce qu'il n'en existerait pas d'autres, c'est tout.

On vous parle de gouvernement ouvrier, d'Etat ouvrier, d'Assemblée constituante souveraine, de communisme, on vous dit qu'il faut s'emparer du pouvoir politique, abolir les institutions de la Ve République, rompre avec l'UE et les institutions financières ou politiques internationales du capital et j'en passe, mais personne n'ose aborder en pratique les difficultés auxquelles nous nous retrouverions confrontés dans un tel cas de figure ; Rétablir le franc et abandonner l'euro, etc. c'est bien beau sur le papier, mais qui en voudra de votre franc, absolument personne sur le marché mondial sous peine de représailles de Washington, de l'Otan, de Bruxelles, etc.

Que proposent-ils en échange des lourds sacrifices que temporairement la population devraient subir suite à l'embargo, au blocus mondial dont notre République sociale ferait l'objet ? Des réformes sociales en veux-tu en voilà, mais elles seraient très loin de faire le compte. Réfléchissez un peu, si vous n'aviez plus de pétrole, plus de gaz, plus d'uranium, plus de café, de thé, de cacao, de sucre, etc. toutes ces marchandises importées qui participent à la vie quotidienne des Français, vous devriez vous en priver ou leur trouver des alternatives très rapidement, quand cela serait possible, si elles existaient. Imaginez un instant quels changements radicaux et brutaux en découleraient pour la population, et vous croyez qu'elle pourrait les accepter de gaité de coeur, à quoi cela lui servirait-il de bénéficier de hausses de salaire si dans le même temps elle ne pourrait plus satisfaire ses besoins les plus élémentaires ou si cela s'avèrerait plus compliqué encore que par le passé, de vivre tout simplement, il en faudrait beaucoup plus pour qu'elle accepte d'y renoncer même temporairement. Vous feriez face à des émeutes sanglantes quotidiennes et des pillages alimentées par les membres de l'ancien régime, qui déboucheraient sur une guerre civile que vous ne pourriez pas contrôlée, puisque ce serait les masses elles-mêmes qui en seraient à l'initiative ou y participeraient, d'autant plus que les inégalités sociales n'auraient pas disparu, loin de là, je ne donnerais pas chère de votre République sociale qui volerait en éclats en un temps record, c'est une certitude.

Alors qu'avec la suppression de la monnaie, les inégalités sociales que l'on croyait devoir disparaître progressivement, n'auraient plus cours immédiatement. C'est la totalité de la population qui serait impliquée dans l'organisation, la planification, la gestion de la production et de la société, la répartition des richesses disponibles, de telle sorte que personne n'aurait intérêt à semer le désordre sous peine de se priver elle-même des marchandises dont elle aurait besoin ou d'aggraver la situation ou la pénurie de certaines matières premières, chacun serait conscient des difficultés passagères à affronter, et donnerait le meilleur de lui-même pour les résoudre au mieux véritablement équitablement entre tous les membres de la société.

La suppression de la monnaie entraînerait spontanément un profond changement de comportement de la population. Tous ceux qui croyaient qu'ils allaient subir jusqu'à leur dernier souffle le sort épouvantable que le capitalisme leur avait réservé, réaliseraient soudain qu'ils en seraient désormais définitivement libérés, et que pour conserver cette liberté ou en contrepartie ils devraient accomplir de nouvelles tâches ou consentir certains sacrifices en attendant des jours meilleurs, ce qui vaudrait toujours mieux que de vivre éternellement sous un régime qui les exploitait et les opprimait.

Finies l'angoisse ou la crainte du lendemain, des fins de mois, de la faim, du patron, du contremaître, du chômage, de l'expulsion, de la saisi, de l'huissier, du fisc, du banquier, de la traite arrivant à échéance, du crédit usuraire, des impôts à payer, de l'augmentation des prix, de la panne imprévue, des discriminations, de la persécution policière, de l'arbitraire judiciaire, de l'humiliation permanente, de la justice de classe, des injustices, etc.

On comprend que ceux qui ne sont pas vraiment confrontés à ces difficultés de nos jours, aient du mal à se sentir concernés ou ne parviennent pas à imaginer un seul instant, ce que cette avancée démocratique représenterait pour la population, un progrès inestimable, hors de prix.

Que nous proposent nos détracteurs ? Rien, hormis rabâcher des formules creuses apprises par coeur ou sans lendemain dont ils se gargarisent. Ce sont uniquement des agitateurs incapables d'apporter la moindre réponse aux questions que les travailleurs sont légitimement en droit de se poser, quand on leur propose de changer de société ou de les embarquer dans une aventure dont ils ignorent tout, les inconvénients et les avantages.

Vous me direz qu'on est encore loin d'en être rendu là. Certes, et ce n'est pas en s'en tenant à des lieux communs ou en enfonçant des portes ouvertes qu'on risque de s'en rapprocher, en tenant un discours aux travailleurs digne du XIXe siècle. J'ai envie de dire, qu'ils ont encore trop à perdre de nos jours pour ne pas se soucier du service après-vente, au cas où ils adopteraient la marchandise qu'on cherche à leur fourguer à tout prix. C'est un peu vulgaire, mais c'est ainsi qu'ils perçoivent souvent le militantisme, et je crois que l'épisode des Gilets jaunes l'a suffisamment illustré pour ne pas avoir à insister sur la défiance qu'ils manifestent envers le mouvement ouvrier.

Je crois qu'il faut commencer par là, et c'est seulement au cas où la discussion serait suffisamment avancée avec certains travailleurs ou militants, qu'on pourrait leur exposer les différents scénarios qui se présenteraient à nous pour conserver le pouvoir une fois qu'on l'aurait conquis, précaution sans laquelle nous passerions pour des farfelus, des gauchistes ou des anarchistes, ce que nous ne sommes pas. A suivre.

Grande-Bretagne. Les gangsters de la City en action.

La motion permettant au Parlement de reprendre le contrôle sur l'agenda du Brexit a été adoptée par 328 voix contre 301.

Les adversaires de Boris Johnson ont en effet fait leur le slogan des partisans du Brexit en 2016, «reprendre le contrôle», en l'appliquant au Parlement. Pour eux, il s'agit de restaurer le contrôle des députés sur le Brexit, afin de pouvoir empêcher un «no deal». lefigaro.fr 04.09

LVOG - Pendant toute la campagne électorale, on nous a fait croire qu'il existait deux camps, les pro et les anti-Brexit, depuis ils ne se donnent même plus la peine de camoufler que tous les partis institutionnels étaient en réalité alignés sur la City à l'origine du Brexit. Il n'y a que les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier en France pour continuer à alimenter cette mystification.

Nous, nous avions compris que ce n'était pas notre affaire ou que nous n'avions pas à être pro-Brexit ou adopter une position conforme aux besoins exprimés par la City, la première place financière mondiale, ou être anti-Brexit au profit du maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne puisque nous combattons pour l'abolition de l'UE.

On a envie de dire que le mouvement ouvrier est si affaibli, divisé, disloqué, décomposé qu'il est devenu incapable d'adopter une position indépendante ou de se situer sur son propre terrain de classe. C'est d'ailleurs ce qu'on a pu observer une multitude de fois au cours des dernières décennies, au mieux, il se retrouve exclut de la scène politique ou il ne peut plus y jouer aucun rôle. 75 ans de collaboration de classes devait entraîner son effondrement, à défaut d'être parvenu à se doter d'une nouvelle direction indépendante pour se reconstruire sur des bases saines ou renouer avec le socialisme.

Par conséquent, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, il n'y avait pas de fatalité ou nous ne devions pas forcément

en arriver à la situation actuelle, les conditions objectives permettaient d'entrevoir une autre perspective politique que nos dirigeants n'ont pas été capables de saisir, ce qu'ils refusent d'admettre évidemment. Si dans la foulée de la révolution russe de 1917 tous les mouvements révolutionnaires en Europe ont échoué, ce n'était pas particulièrement parce que le prolétariat aurait été trop arriéré ou inorganisé, mais parce qu'ils furent dirigés par des dirigeants incompétents ou qui les trahirent, hormis une poignée qui demeurèrent fidèles au socialisme, et qui trop faibles ou marginalisés ne purent peser sur l'orientation du mouvement ouvrier, quand ils ne furent pas éliminés, y compris physiquement.

Déjà à cette époque, au début du XXe siècle, le mouvement ouvrier a été incapable de se doter d'une puissante avant-garde, et depuis il n'a jamais résolu ce problème. Avec tout le respect que l'on doit aux dirigeants qui tentèrent sincèrement de demeurer fidèle au socialisme, force est de constater qu'aucun ne compris réellement le développement de la situation en Russie et l'orientation politique adoptée par Lénine ou les dirigeants bolcheviks qu'ils condamnèrent parfois violemment.

---

11 septembre 2001 ou l'effroyable imposture.18 ans de mensonges, de désinformation, de censure.

DOC CENSURE 11 septembre/2001 " Le Complot" COMPLET - Par reopen911.info - 2013

https://www.youtube.com/watch?v=VGjFCCCF0AA

Cette vidéo comporte beaucoup de faiblesses hélas, nous les mettrons volontairement de côté. On retiendra l'essentiel, les preuves matérielles indiscutables que les faits ont été sciemment falsifiés ou occultés. Par exemple la présence dans la poussière récoltée de billes d'acier fondu comportant du souffre et d'autres composants chimiques n'entrant pas dans la fabrication de poutres en acier, indique de manière irréfutable que les tours du Word Trade Center et la tour n°7 ont fait l'objet d'une démolition contrôlée à partir d'explosifs militaires, sans parler qu'elles se sont effondrées à la vitesse de la chute libre d'un corps, en 10 secondes, pour 400 mètres de haut pour les 2 tours du WTC et 47 mètres pour la tour n°7.

Malgré tout, il y en a encore pour le nier farouchement, parmi lesquels Michel Collon (Investig'Action), qui vient de publier dans son blog un article sur l'Amazonie, dans lequel on peut lire que le réchauffement climatique serait de nature anthropique (moins de 5% du CO^2 présent dans l'atmosphère), alors que c'est tout aussi impossible que de faire fondre comme du beurre des poutres en acier (point de fusion 1600° environ) de 10 centimètres d'épaisseur avec du kérosène (température maximum inférieure à 1000°), des matériaux de construction, du matériel de bureau ou du papier !

Quand on s'adresse à des gens ou qu'on veut rendre compte de faits, quand on est honnête, avant d'affirmer quoi que ce soit, le minimum est d'essayer de savoir qu'est-ce qui s'est réellement passé. On se renseigne, on fait des recherches, on compare les différentes versions si nécessaires, on recoupe les éléments portés à notre connaissance, on étudie le sujet si on en ignorait tout, et si on ne parvient pas à un résultat satisfaisant ou si on a un doute, et bien on le dit tout simplement, et entre nous, on n'en meurt pas !

Maintenant il y a des gens qui s'enfoncent dans le déni, peut-être parce qu'ils se sont précipités sur la première version et qu'ils craignent de se contredire par la suite, mais à ma connaissance, c'est permis de se tromper, cela nous arrive à tous un jour ou l'autre, ce qui est inexcusable, c'est de refuser de l'admettre et de corriger ses erreurs. Ces gens-là se discréditent eux-mêmes et c'est parfois dommage.

J'avoue ne pas comprendre comment on peut vivre ainsi dans le mensonge, et quelle satisfaction on peut en tirer. Il faut croire que l'intérêt qu'ils portent à leur petite personne se situe au-delà de l'intérêt qu'ils portent à ceux auxquels ils s'adressent, je ne vois pas d'autres explications. Aussi doit-on se méfier de la fausse modestie qu'ils affichent généralement.

Il ne faut jamais rien croire ni personne sur parole, il faut toujours exiger des faits, des preuves matérielles, des témoignages, les vérifier si possible, des réponses aux questions qu'on pose, aux objections qu'on oppose, aux hypothèses qu'on soulève, aux contradictions qu'on relève, aux arguments qu'on avance, etc. Vous me direz que c'est être très ou trop exigeant... Non, c'est une réaction tout à fait normal et salutaire, quand on ne veut pas croire n'importe quoi ou qu'on ne tient pas à se faire manipuler et à manipuler les autres par la suite, quand on veut progresser aussi.

Comment voulez-vous orienter votre vie, si vous avez un tas de conneries dans la tête, dites-moi ? Il faut savoir ce qu'on veut dans la vie et s'y tenir, sinon il ne faut pas se plaindre ensuite qu'elle ne vaille pas grand chose, puisqu'on en est en grande partie responsable. Je dirais même que c'est pratiquement la seule liberté dont on dispose réellement dans cette société pourrie, alors si on ne l'exploite pas, on mérite le statut d'esclave que nous réserve l'oligarchie.

Encore un truc qui me vient à l'esprit.

Avez-vous observé comment les différents acteurs politiques de gauche ou d'extrême gauche et autres "personnalités" démocrates

ou progressistes en sont venus au cours des dernières décennies à adopter servilement ici ou là le discours dominant, et je ne parle même pas de leur interprétation des évènements qui ont marqué les 7 premières décennies du XXe siècle, elle est calquée généralement sur le catéchisme des manuels scolaires ou universitaires ou encore des historiens officiels.

C'est plus fort qu'eux apparemment, et c'est plutôt déconcertant ou cela demeure d'autant plus inexplicable, si on ne s'aperçoit pas que tous ces gens qui se disent de gauche ou d'extrême gauche ont calé leurs positions sur la gauche officielle, le PS et ses satellites, la plus corrompue, réactionnaire, par crainte sans doute d'être trop marginalisés ou de se retrouver sous les feux croisés de la critique à la fois de la droite et de cette gauche pourrie, ce qui par ailleurs n'a pas empêché les éditocrates de les amalgamer à l'extrême droite ou de les traiter de conspirateurs...

C'était comme si leur respectabilité ou leur survie en dépendait, croyant sans doute que leur démagogie mettrait un certain temps avant d'être percée ou que personne n'y prêterait attention, prenant vraiment les travailleurs ou les militants pour des cons. On a du mal à saisir quel besoin ils avaient de s'avilir ainsi. Si c'était pour justifier leur étiquette de gauche ou d'extrême gauche auprès des travailleurs, le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est plutôt raté, vous voyez à quoi je fais allusion ici.

Comme le communisme, le socialisme, le marxisme, bref, les enseignements de la lutte de classe ne pouvaient plus être invoqués comme caution, sans rire, ni même le PS ou le PCF qu'ils portèrent si longtemps à bout de bras, après les élus et les braves petits patrons on eut le droit aux homosexuels, aux LGTB, aux fumeurs de cannabis, aux femmes battues, harcelées, violées, aux couples stériles, aux médias-oligarques persécutés, aux Roms, aux immigrés, aux migrants, tous idolâtrés ou devant disposer d'un statut supérieur, aux animaux maltraités, au malheureux capitalisme malmené par de riches égoïstes, aux tristes djihadistes décapiteurs gazés ou bombardés par d'horribles tyrans, sans parler de l'Etat-nation cruellement sacrifié sur l'autel de l'UE, et dernièrement le climat mis à mal par notre mode de vie de nantis, pour un peu on aurait presque honte d'avoir lutté pour le progrès social pendant tant d'années, souhaitant à ceux qui n'y ont jamais eu accès sur tous les continents de s'en abstenir, pour leur bien évidemment, amen !

Sans blague, comment voulez-vous qu'un travailleur normalement constitué et ayant acquis un début de conscience politique puisse prendre au sérieux ces gens-là, avec toutes les gamelles qu'ils traînent derrière eux ? Et je vous ai épargné toutes les théories foireuses qui prétendaient au cours du XXe siècle qu'on allait prendre le pouvoir incessamment sous peu.

Après il y en a encore pour s'étonner de la débâcle du mouvement ouvrier et de son avant-garde. Qu'ils demandent donc à leurs dirigeants pourquoi ils refusent obstinément de faire l'inventaire de la lutte de classe du XXe siècle, pourquoi ils refusent d'examiner les arguments que j'avance. Il y a toujours une explication à tout, je crois qu'il faut partir de ce principe pour tenter de la découvrir, sinon on a aucune chance d'y parvenir. Là encore, il faut savoir ce qu'on veut dans la vie.

Quelle est la stratégie de notre ennemi, quelle analyse fait-il de la situation, de quelle manière les présentent-ils, quelles difficultés rencontrent-ils, de quels moyens dispose-t-il pour avancer son agenda, etc. ?

La militarisation du monde made in USA au service de la démocratie expliquée par ses propagandistes.

DemDigest est le ou l'un des portails de la NED/CIA, et signifie la démocratie en résumé ou en aperçu, et non au sens alimentaire ou anatomique comme je l'avais écrit un peu trop vite dans une autre causerie, en me laissant influencer par la présentation trompeuse qu'ils en font, pour rendre leur version comestible ou présentable afin d'intoxiquer les peuples et les soumettre à leur dictature.

- La politique étrangère américaine aurait trop tardé pour un rééquilibrage, qui freinerait les déploiements militaires dans plus de 100 pays et relancerait une approche plus multidimensionnelle visant à renforcer la démocratie et à rendre le monde plus sûr, selon le New York Times. (...)

Ce ne sont pas seulement l'USAID, le département d'État et l'Institut républicain international qui sont importants ici. Il existe de nombreuses autres organisations, telles que le National Endowment for Democracy (NED), qui permettent de tirer le maximum de profit. (...) Voulons-nous maintenir l'ordre démocratique international dirigé par les États-Unis au XXIe siècle? (Source : https://www.demdigest.org/150-years-of-data-proves-autocrats-are-bad-for-the-economy/)

LVOG - La politique de la canonnière a ses limites regrette amèrement le New York Times, mais combinée à la manipulation des consciences à l'aide d'instruments toujours plus sophistiqués, l'oligarchie financière espère parvenir à conserver son hégémonie sur le monde et à l'étendre encore...

Quand les plus farouches ennemis de la démocratique s'en emparent, le totalitarisme progresse.

Voyez combien d'articles la NED/CIA y a consacré sur son portail Internet du 19 août au 4 septembre 2019.

- How to cultivate democratic resilience - DemDigest September 4, 2019

- Labor movement ‘winning the war of ideas’ for democracy? - DemDigest September 4, 2019

- Advancing democracy – a resilient element of U.S. foreign policy? - DemDigest August 30, 2019

- Capitalism vs democracy: Europe’s hard problem – or source of resilience? - DemDigest August 29, 2019

- Can democracy survive if the media fail? - DemDigest August 29, 2019

- Restoring civility for a healthy democracy and decent civil society - DemDigest August 29, 2019

- 'Nakedly populist move’ jolts the world’s most stable democracy - DemDigest August 28, 2019

- Tribalism threatens reversible democratic experiment - DemDigest August 28, 2019

- 'How To Hack A Democracy’: Are disruptive populists the new normal? - DemDigest August 28, 2019

- How corruption undermines democratic institutions - DemDigest August 28, 2019

- When democracy is not enough: Can technology ‘revolutionize’ Latin America - DemDigest August 28, 2019

- ‘Daunting challenges’ face Sudan’s democratic transition - DemDigest August 27, 2019

- Is a ‘democratic depression’ around the corner? - DemDigest August 27, 2019

- China snuffs out rare beacon of economic liberalism and democracy - DemDigest August 27, 2019

- Not too late to strengthen the democracy that undergirds Afghan state - DemDigest August 26, 2019

- Exporting digital authoritarianism: How to build democratic resilience - DemDigest August 26, 2019 How liberal democracies can demonstrate capacity for reinvention & renewal - DemDigest August 21, 2019 Have liberal democratic model’s geopolitical limits been reached? - DemDigest August 21, 2019

- China vs. Democracy DemDigest August 20, 2019

- ‘Unprincipled cut-and-run’ would betray Afghanistan’s fragile democratic process - DemDigest August 20, 2019

- Why equality is essential to a successful democracy - DemDigest August 20, 2019 Japan & South Korea should ‘lead the charge’ for democracy in Asia, but…. - DemDigest August 20, 2019

- At hinge in history, democracies need renewal to survive - DemDigest August 19, 2019

Comment en pratique ils appliquent leur stratégie au quotidien ou façonnent l'orientation du monde. Quelques exemples.

Hong Kong’s ‘Water Revolution’ spiraling out of control? DemDigest September 3, 2019

Diamond, co-éditeur du Journal of Democracy du NED:

Il ne reste peut-être pas beaucoup de temps pour éviter une tragédie. Les États-Unis, le Royaume-Uni et d’autres grandes démocraties doivent faire comprendre aux dirigeants chinois (notamment par le biais de chaînes privées) que la répression violente à Hong Kong aura des conséquences graves et durables. Au minimum, nous devrions utiliser le Global Magnitsky Act pour imposer des sanctions ciblées… Les dirigeants de Pékin doivent savoir qu’une répression violente à Hong Kong empêcherait toute possibilité de retour à une relation plus normale avec les démocraties occidentales. Et nous devons nous préparer maintenant à mener une bataille pour que l'opinion publique mondiale fasse payer un lourd tribut à la RPC si elle recourait à la force pour réprimer des manifestants pacifiques à Hong Kong.

Dans le même temps, compte tenu du temps qui reste, nous devrions rejoindre divers éléments du mouvement en faveur de la démocratie à Hong Kong, appelant à un strict respect de la non-violence et à une volonté de négociation et de compromis, suggère-t-il.

https://www.demdigest.org/hong-kongs-water-revolution-spiraling-out-of-control/

LVOG - On retiendra : "Nous préparer maintenant à mener une bataille pour que l'opinion publique mondiale fasse payer un lourd tribut à la RPC (République populaire de Chine)", autrement dit manipuler les consciences pour que les peuples adhèrent à la propagande xénophobe de leurs gouvernants contre la Chine, ou justifier des sanctions contre ce pays ou sa population.

Vous aurez noté également qu'ils appellent leurs agents à rejoindre la fraction non-violente de ce mouvement, à croire qu'ils étaient engagés dans la fraction violente jusqu'à présent ou qu'ils la supportaient, mais cela ils ne vous le diront pas aussi ouvertement.

Labor movement ‘winning the war of ideas’ for democracy? DemDigest September 4, 2019

Le mouvement ouvrier «gagne-t-il la guerre des idées» pour la démocratie?

Les syndicats ont exprimé leur solidarité avec les militants démocrates de Hong Kong cette semaine, alors que la Confédération syndicale internationale a appelé l'Union européenne à montrer la voie en veillant à ce que les droits de l'homme ne soient plus érodés dans la région, sous la pression politique accrue de Pékin. Rapports EURACTIV.

L’année dernière, le taux de syndicalisation des États-Unis est tombé à un nouveau plus bas historique de 10,5%. Parmi les travailleurs du secteur privé, le taux de chômage était de 6,4%. La résilience des travailleurs gouvernementaux a longtemps empêché le mouvement syndical en général de rester en vie. Mais en 2018, la majorité conservatrice de la Cour suprême a vidé la capacité de ces travailleurs de collecter les cotisations syndicales. Maintenant, le taux de syndicalisation dans le secteur public diminue plus rapidement que dans le secteur privé - et les travailleurs syndiqués sont en train de perdre la guerre des classes.

Et pourtant, le mouvement syndical est simultanément en train de gagner la «guerre des idées», écrit l'analyste Eric Levitz pour New York Magazine.

Les syndicats ont contribué à créer une nation plus juste et plus démocratique: en soulevant des millions de travailleurs et en donnant une voix plus forte aux Américains moyens et non fortunés en politique, déclare l'ancien journaliste du New York Times Steven Greenhouse, auteur du nouveau livre «Beaten Down, Worked Up : Le passé, le présent et l’avenir du travail américain ».

Comme l’a observé le philosophe Sidney Hook, «la démocratie n’est pas simplement un concept politique, mais un concept moral. C'est la démocratie en tant que mode de vie. »En tant que tel, il s'étend au-delà de l'arène politique pour couvrir tous les domaines, y compris le lieu de travail. Les syndicats sont souvent les groupes de la société civile les plus importants et les plus représentatifs du pays, avec une base de membres qui ajoute des références démocratiques et une légitimité que la plupart des ONG ne peuvent que leur envier.

Les syndicats ont joué un rôle central dans les transitions démocratiques en Corée du Sud, en Afrique du Sud et en Pologne. Les travailleurs et les syndicats ont souvent figuré parmi les manifestants les plus anciens et les plus énergiques dans les États africains confrontés à des manifestations démocratiques, écrit Jon Kraus dans Syndicats dans le renouveau démocratique et les transitions en Afrique.

Les syndicats ont toujours été non seulement des défenseurs politiques des travailleurs, syndiqués ou non, affirme Peter Cole, professeur d'histoire à la Western Illinois University et chercheur associé à la Society, Work and Development Institute de la University of the Witwatersrand en Afrique du sud. Le travail organisé fournit également un moyen de contrôle ou un pouvoir compensateur contre les entreprises ou d’autres intérêts particuliers qui capturent et corrompaient la démocratie, écrit-il pour le magazine TIME.

Un syndicalisme robuste était autrefois considéré comme un fondement essentiel de la démocratie, écrivait John Nichols pour The Nation:

Immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, les Américains prêchaient à partir d'un évangile qui considérait les droits du travail comme des droits de l'homme. Pendant l'occupation du Japon après la guerre, le général Douglas MacArthur et ses collaborateurs ont collaboré avec les citoyens japonais pour élaborer une constitution qui servirait de cadre à la démocratie. Conscients que de puissants syndicats indépendants constituent une défense contre l'autoritarisme, ils ont

notamment précisé explicitement que "le droit des travailleurs de s'organiser, de négocier et d'agir collectivement est garanti".

Les États-Unis avaient l'habitude de dire au monde que les syndicats forts constituaient un rempart contre le fascisme. Nous devrions suivre nos propres conseils et consacrer le droit de s'organiser, soutient Nichols.

Les principales tendances et perturbations modifient le monde qui nous entoure. Menaces contre les défenseurs des droits de l'homme et des droits des travailleurs, fermeture de l'espace civique, impact de l'automatisation sur l'avenir du travail et les conditions sous-jacentes au mouvement #MeToo constituent de véritables défis pour assurer une économie mondiale juste et qui profite à tous. Toutefois, pour faire face à ces menaces, des efforts importants sont en cours pour renforcer le pouvoir, établir des normes et, finalement, assurer la justice économique et sociale dans les communautés du monde entier, note le Solidarity Center, un institut de base du National Endowment for Democracy:

Des femmes incroyables sont aux premières lignes de ce combat et préparent le terrain pour des réformes du droit, des politiques et des pratiques. Ces dirigeants comprennent que pour que tout soit correct, nous devons créer du pouvoir et travailler en collaboration. Cet événement célébrera à la fois leurs réalisations et réfléchira sur ce qui a fonctionné - et sur ce qui a besoin de plus de soutien - dans la lutte pour la justice, la démocratie et un travail juste pour tous.

Le Centre de solidarité, les fondations Open Society Foundations (G. Soros - LVOG), la Fondation Ford, le Fonds pour la liberté, la Fundación Avina, la Fondation C & A, Humanity United et AFL-CIO, le Solidarity Center et Global Labour Justice vous invitent à participer à une discussion le mardi 24 septembre 2019 à partir de 3: De 00h00 à 17h00 intitulé:

Building Power: Le leadership des femmes dans la lutte pour la justice, la démocratie et le travail équitable

Building Power: Women's Leadership in the Fight for Justice, Democracy and Fair Work, in New York City on Tuesday, September 24, 2019 from 3 p.m. – 5 p.m.

https://www.demdigest.org/labor-movement-winning-the-war-of-ideas-for-democracy/

LVOG - On retiendra qu'en s'associant aux officines de l'oligarchie, les syndicats se compromettent et ne peuvent pas être indépendants, et la lutte qu'ils mènent n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs. Qui ne le savait pas déjà ?

Quand ceux qui ont conçu l'Union européenne en arrivent à affirmer que "l'UE n'est pas un État démocratique" est un "argument (...) respectable".

The United Kingdom of Absurdistan: Britain's 'Enemy of the People' DemDigest September 4, 2019

Royaume-Uni le pays de l'absurde : l'Ennemi du peuple britannique.

En écrasant le Parlement dans l'un des débats politiques les plus importants du siècle, le Premier ministre britannique Boris Johnson pose les mêmes dangers pour la démocratie libérale que les agitateurs populistes pour la République romaine, écrit Ian Buruma dans Enemy of the People, de Grande-Bretagne:

La campagne autour du Brexit comporte de nombreux aspects peu recommandables: peurs exacerbées des immigrés, délires de grandeur nationale, etc. L'argument le plus respectable tournait autour de la question de la souveraineté. L'UE n'est pas un État démocratique. L'adhésion à l'UE signifie que certaines lois sont proposées et promulguées par des personnes qui n'ont pas été directement choisies lors d'élections nationales. Il existe un argumentaire puriste selon lequel une démocratie libérale ne peut déléguer des pouvoirs législatifs à des institutions supranationales sans affaiblir sa souveraineté nationale.

Alors que d'autres populistes sombrent dans l'autoritarisme, Johnson "se dissimule dans une sorte de nihilisme insouciant", écrit Fintan O'Toole pour The New York Review of Books.

L'une des vertus de la braderie de Johnson est qu'il a certainement fait comprendre à ses compatriotes ce que les étrangers peuvent voir: le système dans lequel tout cela est possible est une démocratie construite autour d'un solide noyau de féodalisme, a-t-il déclaré dans le Irish Times. (La NED critique aveuglément Johnson, car en obtenant l'aval de la reine, il n'a pas remis en cause le "solide noyau de féodalisme" sur lequel repose le régime britannique. C'est confirmé deux paragraphe plus loin. - LVOG)

Les plébiscites sont considérés dans les systèmes fermés comme une forme de «démocratie directe», alors que la volonté du peuple trouve sa plus pure expression dans la volonté d'un grand dirigeant, écrit Buruma pour Project Syndicate:

Mais l'intérêt de la démocratie parlementaire, dont la Grande-Bretagne est l'un des exemples les plus anciens et les plus fiers, est qu'elle est indirecte. L'idée d'un Etat représentant la volonté du peuple est une notion jacobine française, qui a toujours été

rejetée par les conservateurs britanniques, à commencer par Edmund Burke. Le «peuple» n'existe pas dans une démocratie parlementaire, encore moins une volonté populaire ou une seule voix populaire. (Là, c'est on ne peut plus clair. Rappelons que les représentants de la Chambre des lords ne sont pas élues, mais désignés par la reine si je ne me trompe pas. Bref, le régime britannique n'a jamais été démocratique, on le savait déjà. - LVOG)

Le populisme de droite est l'héritage de l'obsession de gauche pour la démocratie participative, note l'analyste Peter Skerry, professeur de sciences politiques au Boston College.

Une bureaucratisation, une professionnalisation et une dépendance plus larges et plus profondes à l'égard d'experts formés en sciences naturelles et sociales sont maintenant couramment citées comme des facteurs critiques de la désaffection des citoyens envers le gouvernement. Mais tout aussi important, ces développements ont également eu un impact sur la politique, les partis politiques en particulier et les institutions de la société civile, écrit-il pour The American Interest:

Tel que mentionné ci-dessus, le politologue Peter Mair affirme [dans Ruling the Void: le renfoncement de la démocratie occidentale] que les partis ont atteint «un statut quasi officiel en tant que partie intégrante de l'État». Il a ensuite ajouté que les organisations de partis dans les démocraties occidentales avaient «À partir d'une position dans laquelle ils étaient principalement définis comme des acteurs sociaux. . . dans un domaine où ils pourraient maintenant être définis de manière raisonnable en tant qu'acteurs étatiques ", ils" sont maintenant moins enracinés dans la société au sens large "et" sont désormais plus fortement orientés vers le gouvernement et l'État ". (Tous les partis politiques qui participent aux institutions sont de fait intégrés à l'Etat, comme tous les syndicats qui participent à des "concertations" ou au "dialogue social' avec des représentants de l'Etat. - LVOG)

Le populisme offre la promesse d'un renouveau démocratique, introduisant de nouveaux acteurs et de nouvelles politiques dans le système politique, affirme Patrick Liddiard. Mais les gouvernements populistes peuvent éroder les contrôles institutionnels sur le pouvoir exécutif nécessaires à une démocratie durable, même dans des démocraties avancées jusque-là résilientes, et la mobilisation populiste a précipité l'effondrement démocratique dans les démocraties les plus riches afin de revenir à l'autocratie: Turquie, Venezuela et Thaïlande pour le Wilson Center. (Il faut entendre par "démocratie durable", la dictature de la City ou de la finance sur la société que cautionne politiquement l'Etat, il est donc malvenu de vouloir affaiblir l'Etat dans ces conditions. Avis à ceux qui en prennent la défense, souverainistes, nationalistes, défenseurs des Etats-nations... - LVOG)

https://www.demdigest.org/britains-enemy-of-the-people-the-united-kingdom-of-absurdistan/

C'est le FMI, donc Washington, qui dorénavant gouverne l'Ukraine.

How to understand Ukraine's electoral revolution DemDigest August 30, 2019

Comment comprendre la révolution électorale de l'Ukraine

Les législateurs ukrainiens ont approuvé (HT: CFR / RFE / RL), Oleksiy Honcharuk, avocat et nouveau venu politique âgé de 35 ans, au poste de Premier ministre. Honcharuk a annoncé qu'il entamerait des négociations avec le Fonds monétaire international sur un nouvel accord d'aide dans les prochaines semaines.

Cinq ans après que les manifestations EuroMaidan aient chassé du pouvoir un président corrompu, comment se porte la démocratie en Ukraine? Le Journal de la démocratie de la NED demande.

https://www.demdigest.org/how-to-understand-ukraines-electoral-revolution/

LVOG - Le Président et le Premier ministre ukrainien ont été propulsés à ces postes par la NED et l'OTAN, parce qu'ils n'avaient aucune expérience politique, cela en fera des pantins plus dociles à manipuler.

Leurs articles ne tournent pas autour du pot, ils vont droit au but ou très souvent ils expriment ouvertement leurs intentions contrairement à ceux des médias. Il n'existe donc pas à proprement dit de théories du complot, je le précise pour ceux qui nous accusaient de les colporter. En revanche, les médias institutionnels en ne rendant pas public ces informations, sont directement ou indirectement à l'origine de la plupart des théories du complot.

Quand les bonnes intentions peuvent servir les plus noirs desseins ou "***comment réconcilier le capitalisme et la démocratie***".

Capitalism vs democracy: Europe's hard problem – or source of resilience? DemDigest August 29, 2019

Capitalisme contre démocratie: problème difficile de l'Europe - ou source de résilience?

La structure politique de l'Europe moderne est basée sur l'hypothèse que le capitalisme et la démocratie peuvent être compatibles - le défi le plus urgent de notre époque est donc de réconcilier les deux, affirme Mark Mazower, directeur du Columbia Institute for Ideas and Imagination à Paris, et auteur de " Continent noir: le vingtième siècle de l'Europe ».

Il est frappant de constater que le défi le plus urgent auquel sont aujourd'hui confrontés les Européens est le même casse-tête auquel ils sont confrontés depuis le début du siècle précédent: comment réconcilier le capitalisme et la démocratie, écrit-il pour The New Statesman.

«Tandis que l'existence du communisme soviétique soulevait des enjeux dans les démocraties européennes, a-t-il ajouté, lorsque les Européens ont dit adieu à la démocratie parlementaire, ils se dirigeaient principalement vers la droite, mais pas vers la gauche. ……. À partir de 1940, les seules démocraties restantes en Europe se trouvaient au Royaume-Uni, en Suisse, en Suède, en Irlande et en Finlande. ” (Dans un paradis fiscal ou des monarchies parlementaires, des exemples de démocratie assurément ! Sans parler que ces monarchies frayèrent avec le régime nazi, chut ! - LVOG)

Compte tenu de tout cela, l’année 1945 représente une renaissance presque miraculeuse de la démocratie. (Vive Thorez et Staline ! - LVOG) C'était aussi le moment de repenser sérieusement la compatibilité de la démocratie et du capitalisme, a déclaré Mazower:

La démocratie est revenue par la politique parlementaire, les systèmes multipartites ont manifesté un nouveau degré de convergence idéologique entre droite et gauche, et le langage de la liberté et des droits de l'homme a été vanté par des organisations telles que le Conseil de l'Europe. Dans le même temps, la démocratie ouest-européenne d'après-guerre acquit une nouvelle légitimité grâce à un éventail de dispositions sociales et économiques considérablement élargi…("Les systèmes multipartites ont manifesté un nouveau degré de convergence idéologique entre droite et gauche", tiens donc, ne serait-ce pas l'époque où les trotskystes ne voyaient que par le front unique de cette gauche convergeant idéologiquement avec la droite ? Ils ont dû être les seuls à ne pas s'en apercevoir ! Ah les bienfaits du marchandage d'après-guerre ou des "dispositions sociales et économiques" pour remettre en selle le capitalisme et les Etats vacillants, au détriment des mouvements révolutionnaire et du socialisme. Au moins eux ils ont le courage d'affirmer qu'ils leur ont sauvé la mise. Toutefois ils ne diront pas qu'ils y auront été contraints par la lutte de classe du prolétariat. - LVOG)

Aujourd’hui, l’évolution de la relation entre capitalisme et démocratie en Europe est liée à la nouvelle position du continent dans le monde. Non seulement sa masse démographique a diminué (les populations réunies de l’Europe et de l’Amérique du Nord représentaient 30% de la population mondiale en 1900 et à peine la moitié de celle d’aujourd’hui (de 1900 - LVOG)), c’est aussi un continent qui a dominé les affaires mondiales en 1900 la force économique et militaire est incapable de le faire maintenant. (D'où le recourt hystérique à la fabrication du consentement via les médias, les instituts de sondages, au consensus ou à la collaboration de classes renforcée ou le corporatisme, et finalement le passage au parti unique, LREM en France. - LVOG)

Pour ceux qui croient que le capitalisme est nécessaire pour assurer la croissance économique et la séparation du pouvoir économique et politique qu'exige une démocratie saine, la croissance du nombre de voix qui ne sont pas attachées à l'un ou à l'autre ou qui ne croient pas qu'elles puissent être réconciliées devrait être inquiétante, Sheri Berman, collaboratrice du Journal of Democracy du National Endowment for Democracy, a publié son dernier ouvrage sur Démocratie et dictature en Europe: de l'Ancien Régime à nos jours (2019). (Ils ont toujours tendance à doter le capitalisme de qualités qui seraient naturelles, alors qu'ils les ont usurpées, et il arrive forcément un moment où les peuples finissent par en douter ou s'en apercevoir, d'où leur crainte légitime. - LVOG)

Mais si le capitalisme et la démocratie sont des amis si mal à l'aise, qu'est-ce qui explique leur longue coexistence dans le monde riche? Demande l'économiste. (Parce qu'il est riche, pardi, donc corrupteur ! - LVOG)

Torben Iversen, de l’Université de Harvard, et David Soskice, de la London School of Economics, soutiennent dans leur récent ouvrage «Democracy and Prosperity» que, dans les économies avancées, la démocratie et le capitalisme ont tendance à se renforcer mutuellement, avec trois piliers stabilisateurs qui renforcent la résilience démocratique.

La mondialisation sape l’égalité sociale sans la renforcer, et si l’UE veut tenir sa promesse démocratique, elle devra renoncer plus résolument à la stabilité monétaire et à l’orthodoxie budgétaire, au profit d’une politique de solidarité sociale, a-t-il ajouté. La lutte pour réconcilier le capitalisme et la démocratie se poursuit. RTWT (Celui ou celle qui ne sait pas, que c'est justement en renonçant "à la stabilité monétaire et à l’orthodoxie budgétaire" qu'ils sont parvenus à imposer leur modèle néolibéral aux Etats-Unis, au Japon et à tous les Etats qui les ont imités, sera tenté d'en conclure que les idéologues de la NED/CIA sont des démocrates, des progressistes. - LVOG)

https://www.demdigest.org/capitalism-vs-democracy-europes-hard-problem-or-source-of-resilience/

LVOG - La NED ou les idéologues de l'oligarchie financière se penchent sur absolument tous les facteurs et rapports qui composent au quotidien la situation et son évolution, ce que de mon côté je fais à mon niveau avec les faibles moyens dont je dispose, pendant que les partis dits ouvriers se contentent des os à ronger que leur balance quotidiennement l'AFP et les médias,

ce qui évidemment ne permet pas de comprendre la situation ou de se faire sa propre idée sur la situation, du coup les militants qui ne s'informent pas ailleurs ou qui n'ont pas développé un minimum d'esprit critique en sont réduits à gober leurs analyses surfaites ou erronées.

En complément.

L'ONU observe un "rétrécissement de l'espace démocratique" au Brésil - AFP

La Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme a fait état mercredi d'un "rétrécissement de l'espace démocratique" au Brésil, avec notamment des attaques contre les défenseurs de la nature et des droits de l'Homme.AFP

Etats-Unis : le Pentagone débloque 3,6 milliards de dollars pour la construction du mur à la frontière mexicaine - Franceinfo

---

En famille entre gens du même monde.

Jean-Luc Mélenchon adresse un message de soutien à Brigitte Macron, attaquée par le pouvoir brésilien - Franceinfo 06.09

"Les Brésiliens que j'ai rencontrés sont outrés par la grossièreté de leurs dirigeants à votre égard", écrit le leader de La France Insoumise. Franceinfo 06.09

LVOG - Dieu vous le rendra monsieur le franc-maçon !

Darmanin en appelle à l'UDI qui se dit "prête à travailler en partenariat" avec LREM - AFP 06.09

Philippe Gosselin (LR) veut savoir si l'Assemblée aussi abrite des reliques nazies - Le HuffPost 4 septembre 2019

Marion Maréchal veut "ancrer dans un avenir commun" droite et extrême droite - AFP 06.09

Macron toujours en quête de légitimité.

Seul un quart des Français juge le bilan d'Emmanuel Macron positif, selon un sondage - Franceinfo

Grenelle des violences conjugales: Philippe n'a pas convaincu les associations - Le HuffPost

Sondage : la cote de confiance de Macron en légère progression - L'Express.fr 03.09

Le chef de l'Etat enregistre 43% d'opinions favorables selon un sondage Harris Interactive pour LCI. - L'Express.fr 03.09

Et 3 jours plus tard...

La popularité de Macron et Philippe en forte hausse - Le HuffPost 6 septembre 2019

Dans la vague de septembre du baromètre YouGov pour Le HuffPost, le chef de l'État gagne 6 points à 28% d'opinions favorables, son score le plus élevé depuis juillet 2018. Le HuffPost 6 septembre 2019

LVOG - En 6 jours, la cote de popularité de Macron passe d'un jour à l'autre ou d'un institut de sondages à l'autre de 22% à 28% ou 43%, qui dit mieux, au choix ! Comment une telle grossière manipulation est-elle possible ? La réponse un peu plus loin.

Il n'y a pas de violence policière en France, dixit Macron.

Un policier de la BAC étrangle un manifestant «en direct» sur une vidéo diffusée par Mediapart - sputniknews.com 04.09

Une nouvelle vidéo publiée le 3 septembre contredit la version des forces de l'ordre. Ces images montrent un policier de la Brigade anticriminalité (BAC), le visage masqué, en train de serrer le cou de l'homme avant que celui-ci tombe à terre, visiblement au bord du malaise, souligne Mediapart.

Confronté à une vidéo montrant l'homme à terre, le service de communication de la police nationale (Sicop) avait alors affirmé à Libération que le manifestant avait été hospitalisé «parce qu'il était incommodé par les gaz lacrymogènes».

Or, le compte rendu médical atteste que le «patient interpellé par [la] BAC» a été «retrouvé inconscient sur la voie publique» et souligne l'absence de toute substance toxique qui aurait pu provoquer cet état.

Toujours selon Médiapart, le parquet de Nantes a ouvert une enquête préliminaire après la plainte déposée par la victime, Bruno Kaïk, pour tentative d'homicide. sputniknews.com 04.09

Retraites. Les représentants ouvriers patronaux y croient eux.

Réforme des retraites: les Français ne croient pas à la concertation - Le HuffPost

Réforme des retraites : après une nouvelle concertation, les partenaires sociaux toujours dans l'expectative - lejdd.fr 6 septembre 2019

En attendant, la fronde prend forme : FO a prévu de mobiliser le 21 septembre, la CGT le 24. Les agents de la RATP sont appelés à la grève le 13, tandis que certains avocats, médecins et infirmières libérales défendront leurs régimes spécifiques dans la rue le 16. lejdd.fr 6 septembre 2019

LVOG - Ou comment les dirigeants corrompus des syndicats ont décidé de venir en aide à Macron pour faire passer sa contre-réforme des retraites.

La tactique du front unique est valable uniquement quand on est en mesure d'en tirer profit pour construire le parti, à condition que l'orientation des dirigeants de ce parti en construction repose sur une analyse correcte de la situation, dans tous les autres cas elle ne peut que contribuer à faire naître des illusions dans la tête des travailleurs et des militants envers les dirigeants vendus des syndicats (ou des partis dits de gauche), et renforcer leur pouvoir de nuisance au sein du mouvement ouvrier au lieu de l'affaiblir.

L'erreur fatale consista à prétendre que, dès lors que les masses et les militants ouvriers se saisiraient du front unique en lui donnant un contenu différent de celle des dirigeants du PS ou de la SFIO et du PCF ou des dirigeants syndicaux issus de la social-démocratie ou du stalinisme, donc en manifestant d'immenses illusions dans ces dirigeants, cela suffirait pour modifier l'orientation du front unique, ce qui ne sera jamais le cas ou à la marge pour sonner la fin de la mobilisation et sauver ainsi le régime en place.

Subordonner la stratégie d'un parti à la tactique du front unique devait conduire à sa dislocation ou ne permettrait jamais de le construire. Autant dire que cette confusion était étrangère au marxisme, et je pense qu'il serait injuste de l'attribuer à Trotsky.

En août 1934 Trotsky proposa à la Ligue communiste en France de "prendre sa place à l'intérieur du Front unique pour concourir activement au regroupement révolutionnaire et à la concentration des forces de ce regroupement". Résultat : La ligue parvint au cours des deux années suivantes à recruter des centaines de militants issus de la SFIO notamment. Mais ce succès masqua bien des illusions qui n'allèrent pas tarder par l'emporter. Puis, quand en 36 vint le Front populaire, la presque totalité de ces nouveaux militants désertèrent pour rejoindre la SFIO qui incarnait le mieux le front unique ! Autrement dit, cette tactique avait été un échec complet. On pourrait multiplier les exemples à l'infini qui ont abouti au même résultat désastreux. Pour être juste, il faut préciser que les dirigeants de la Ligue communiste ou du Groupe bolchevik-léniniste portaient la responsabilité de cet échec et non Trotsky, auquel on ne peut pas attribuer la responsabilité des faiblesses ou des lacunes théoriques de ces dirigeants. Et de ceux qui s'en inspireront plus tard (Les trotskystes de l'OCI) jusqu'à nos jours. (Source sur Internet : S.F.I.O. et S.F.I.C. : la voie du débouché)

On pourrait tempérer notre conclusion, et considérer que deux ans c'est court pour former des militants qui maîtriseraient les bases du marxisme ou du socialisme scientifique. On peut l'admettre pour certains, au départ tout dépend du niveau de conscience politique des dirigeants ou des facultés qu'ils ont ou non développées. Si on fait preuve de méthode, de rigueur, de logique et de discipline, si on a conscience que la formation politique des militants doit être une priorité absolue du parti, deux ans c'est largement suffisant pour adopter le matérialisme dialectique comme mode de pensée pour interpréter la société ou le monde, dans la vie quotidienne, pour qu'il s'incruste profondément dans le cerveau. C'est un peu comme apprendre à lire, écrire, compter ou conduire.

Rappelons pour ceux qui l'ignoreraient ou que cela effraierait, que ce mode de pensée consiste simplement à partir des faits et de leurs enchaînements, et non de divagations ou spéculations idéalistes, métaphysiques, philosophiques ou psychologiques auxquelles la réalité peut donner lieu. Avec le matérialisme dialectique, on procède à l'inverse du lavage de cerveau, du bourrage de crâne, des croyances, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle les idéologues de la réaction la

considèrent comme leur pire ennemi, puisque cette méthode permet à celui qui l'adopte de réduire ou de s'attaquer à son ignorance, l'ignorance des masses étant le facteur déterminant sur lequel repose justement le régime.

Revenons à la tactique du front unique élevée au rang de stratégie.

C'est un pis-aller dérisoire et qui plus est trompeur et rien de plus. Remarquez bien qu'elle peut fonctionner pendant tout un temps, pour obtenir satisfaction sur des revendications partielles ou collectives qui sont compatibles avec l'existence du capitalisme, dont l'activité ne se limite pas aux frontières de votre tout petit pays, mais comme en toile de fond cette tactique sert à camoufler des intentions ou des objectifs inavouables ou néfastes opposés aux besoins fondamentaux des travailleurs qui coïncident avec l'émancipation du capitalisme, il arrivera un moment où elle se retournera contre ceux qui y auront recouru ou qui seront encore tentés d'y recourir, mais cette fois en vain, révélant au passage leur opportunisme, leur impuissance, tandis que les travailleurs en état de prostration sombreront dans un grand désarroi et seront abandonnés à leur triste sort.

Il faut aussi noter que la tactique du front unique élevée au rang de stratégie s'apparente à la théorie révisionniste adoptée par les ennemis du socialisme au sein du mouvement ouvrier depuis la fin du XIXe siècle (Bernstein), qui considéraient que la lutte pour des réformes sociales était le moyen de parvenir progressivement au socialisme dans le cadre du régime capitaliste, on sait ce qu'il en est réellement, au détriment de la révolution sociale, que par conséquent le mouvement ouvrier devait abandonner tant comme moyen et but politique. Je renvoie les lecteurs qui voudraient étudier cette question théorique à *Réforme sociale ou révolutionnaire* de Rosa Luxemburg (Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.) ou aux ouvrages de Lénine.

Ni Marx, ni Engels, ni Lénine, ni Trotsky, ni Luxemburg, ne pouvaient imaginer comment allait se traduire l'adoption d'importantes réformes sociales, de quelle manière elles participeraient plus tard jusqu'à notre époque à la corruption généralisée du prolétariat et du mouvement ouvrier, bien qu'ils en aient déjà constaté les effets désastreux à leur époque. On ne peut donc pas les accuser de ne pas avoir défini les moyens de combattre cette tendance opportuniste, le marxisme n'est pas une recette magique. C'était à nous que devait revenir cette tâche et d'adapter les instruments de notre combat politique... Nous n'y sommes jamais parvenus, hélas !

Donnons-nous les moyens... de vous présenter la facture ! Non, merci, dégagez !

Donnons-nous les moyens face à l'urgence de la pollution plastique - huffingtonpost.fr 05.09

François-Michel Lambert, élu député EELV en 2012 puis réélu en 2017 LREM.

300 millions de tonnes, c'est la quantité de déchets de plastiques dans la mer. En Méditerranée, c'est 250 milliards de particules de plastique, la mer la plus polluée au Monde. La faune en avale à hauteur de 12 à 24.000 tonnes par an, soit près de 66 tonnes de plastique ingérées chaque jour.

LVOG - Au gramme près, sans rire ! Ils savent tellement de choses, qu'on se demande comment on a pu en arriver à vivre dans un monde aussi pourri ! Parce qu'ils n'en avaient rien à foutre... Et ils n'ont pas changé.

Venezuela. Les médias officiels champions toutes catégories des fake news ou de la désinformation

L'intox vénézuélienne - Réseau Voltaire 04.09

La presse internationale a rendu compte, en août 2018, d'un exode massif des Vénézuéliens, fuyant la famine et la dictature du chaviste Nicolás Maduro. Ils étaient 18 000 à franchir la frontière chaque jour. À l'époque l'Onu prévoyait qu'ils seraient 5,3 millions de migrants et de réfugiés vénézuéliens dans toute l'Amérique latine à la fin 2019. On dénonçait une crise majeure.

Las ! Ces chiffres étaient de pure propagande : le Haut-Commissariat aux réfugiés vient de publier ses statistiques officielles au 31 décembre 2018. 57 % des réfugiés dans le monde provenaient de Syrie (6,7 millions), d'Afghanistan (2,7 millions) et du Soudan du Sud (2,3 millions).

Les réfugiés vénézuéliens n'ont représenté que 341 800 personnes (dont un grand nombre sont retournés depuis dans leur pays).

La campagne d'intoxication médiatique, relayée dans tous les États alliés du Pentagone, était initiée en préparation de l'opération

de déstabilisation de l'État vénézuélien qui débuta en décembre 2018. Elle visait à convaincre les nationaux qu'ils n'avaient plus d'avenir chez eux et les étrangers que le président Maduro était illégitime.

Il s'agit d'une claire application de la théorie des « migrations comme armes de guerre » [1]. Réseau Voltaire 04.09

Note :

[1] "Strategic Engineered Migration as a Weapon of War", Kelly M. Greenhill, Civil War Journal, Volume 10, Issue 1, July 2008. Understanding the Coercive Power of Mass Migrations," in Weapons of Mass Migration : Forced Displacement, Coercion and Foreign Policy, Kelly M. Greenhill, Ithaca, 2010. "Migration as a Coercive Weapon : New Evidence from the Middle East", in Coercion : The Power to Hurt in International Politics, Kelly M. Greenhill, Oxford University Press, 2018.

Et la propagande officielle continue son matraque comme si de rien n'était.

Grandir au Venezuela sans ses parents partis à l'étranger - AFP 06.09

Dans les quartiers populaires de Caracas, les enfants sont élevés par leurs grands-parents, leurs parents étant partis chercher du travail à l'étranger pour aider leur famille dans ce pays en crise. AFP 06.09

Censurons-les ! Le coup de grâce porté à la télévision et au cinéma.

Réforme de l'audiovisuel : plus de pubs, plus de films... Ce qui va changer sur vos écrans - lexpress.fr 04.09

Le projet de loi autorisera donc la publicité dite "segmentée" sur les chaînes, comme la diffusion de pubs géolocalisées, mais de manière encadrée. Dans ce cadre, un téléspectateur bordelais ne verra pas forcément les mêmes publicités qu'un habitant de Lille.

Une troisième coupure pub sera aussi autorisée dans les films et téléfilms d'une durée supérieure à une heure et demie sur les chaînes privées. Les chaînes seront ainsi libérées de la contrainte qui les pousse actuellement à attendre au moins 20 minutes entre deux coupures pub.

Autre mesure réclamée de longue date par le PAF, les télés pourront désormais diffuser des films quand elles le veulent : le projet de loi mettra fin à l'interdiction des films certains jours et soirs, notamment le mercredi, le vendredi et le samedi, une disposition qui visait à protéger les salles de cinéma mais ne s'appliquait pas aux plateformes de streaming.

Netflix, Amazon... Les plateformes de streaming en ligne devront aussi s'engager. Comme le rapporte Le Parisien, elles seront désormais dans l'obligation de financer la production française, de cinéma ou de série, à hauteur d'au moins 16 % de leur chiffre d'affaires en France.

Dans le cas contraire, le ministre de la Culture prévient : "S'ils ne le font pas, ils ne pourront plus être disponibles en France". Cela sera toutefois très difficile à contrôler car ces plateformes ne sont pas du tout transparentes sur leurs comptes, rappelle le quotidien.

Par ailleurs, le ministre a tranché en faveur d'une fusion entre le CSA (gendarme de l'audiovisuel) et l'Hadopi (autorité de lutte contre le piratage), mais pas avec l'Arcep (gendarme des télécoms). lexpress.fr 04.09

LVOG - Mocky raconta qu'à chaque séance dans son cinéma de 100 places, où étaient programmés 2 films pour le prix d'un, quand il y avait 20 spectateurs il s'estimait heureux, et il affirma que c'était général en France. A 9 ou 10 euros la place, c'est très cher.

Quant à la télévision, il faut être décérébré ou abruti au dernier degré pour la regarder encore. Je m'excuse auprès des personnes concernées, mais c'est consternant à la fin de voir des gens s'accommoder de tout. Et le pire, ce sont encore ceux qui les plaignent ou flattent leur avilissement, parce que les malheureux Français ne seraient responsables de rien. Ce qu'on sait aussi avec certitude, c'est que ce comportement contribue à pourrir un peu plus chaque jour la société. Franchement, je crois qu'on mérite mieux, non ?

Je rappelle que nous n'avons plus de télévision depuis 5 ans et demi, et nous nous en passons très bien, elle ne nous manque pas assurément. Ma compagne Selvi se sert de l'écran relié à l'ordinateur portable pour regarder des films en tamoul le soir, tandis que moi je regarde des films, des documentaires ou des concerts sur l'autre ordinateur dans une autre pièce.

Personnellement, je n'ai jamais acheté quoi que ce soit au cours de ma vie après avoir regardé une publicité.

Quand j'ai acheté un scooter, j'ai comparé la notice technique des scooters présents sur le marché, puis les prix, et enfin j'ai pris des renseignements sur le SAV en me rendant sur place pour juger par moi-même des conditions de travail des ouvriers. Le confort (fourche télescopique), la capacité du réservoir (forcément très limitée sur un scooter de 125cm3) et du coffre situé sous le siège (le scooter remplace la voiture pour faire mes courses en ville), étaient mes priorités, je me foutais du design (dépassé du Suzuki, la frime c'est un truc de jeune et je suis vieux!) et des gadgets genre, prise pour recharger un téléphone portable ou je ne sais quoi encore. Finalement, j'ai acheté le plus fonctionnel et j'en suis satisfait au bout de bientôt 2 ans.

Je procède toujours ainsi pour éviter les mauvaises surprises ou d'avoir à me traiter de con pour avoir suivi des conseils mal avisés ! Y compris quand je fais le marché ! Non mais sans blague, quand on n'a pas de fric, on évite de faire n'importe quoi et de se plaindre ensuite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

Des vétérans du « Rojava » de retour en Europe - Réseau Voltaire 03.09

Les États-Unis étant convenus avec la Russie que la Syrie ne sera pas dépecée et qu'il n'y aura donc pas de nouvel État (ni le « Sunnistan » de Daesh, ni le « Rojava » du PKK), les anarchistes européens qui étaient partis faire le coup de feu devront rentrer chez eux.

font Des militants libertaires espagnols, français, anglais, allemand et italiens étaient allés se battre aux côté des mercenaires kurdes de l'Otan en Syrie [1] séduits par le discours « municipaliste libertaire » et les références à Murray Bookchin.

Ces jeunes gens croyaient défendre le peuple kurde face aux jihadistes. Rares sont ceux qui ont ouvert les yeux : ils étaient manipulés par l'Alliance atlantique pour créer un État-croupion en Syrie sous couvert d'un pseudo « Kurdistan » (les Kurdes sont un peuple nomade qui s'est fixé en Turquie au XXème siècle. C'est uniquement là que peut être créé leur pays ainsi que l'ont établi la Commission King-Crane et la conférence internationale de Sèvres [2]).

Selon la DGSI, environ 25 Français auraient survécu, dont la moitié est déjà rentrée. Ils animent aujourd'hui des groupes d'ultra-gauche qu'ils font profiter de leur expérience de la guerre.

Ainsi, selon Médiapart, la DGSI aurait acquis la conviction que l'homme qui a tiré sur un hélicoptère de la gendarmerie lors de l'évacuation de la ZAD (« Zone à défendre ») du projet d'aéroport de Notre-Dame-des- Landes, en avril 2018, était déjà un vétéran du « Rojava » [3]. Réseau Voltaire 03.09

[1] « Les Brigades anarchistes de l'Otan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 12 septembre 2017.

[2] « Les projets de Kurdistan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 septembre 2016.

[3] « Ces revenants du Rojava qui inquiètent les services de renseignement », Matthieu Suc et Jacques Massey, Médiapart, 2 septembre 2019.

LVOG - Ont-ils au moins l'adresse du NPA (notamment) qui a participé à cette manipulation? Tapez Rojava après avoir ouvert la page du blog de la tendance Claire du NPA, vous devriez trouver les articles dithyrambiques qu'elle avait publiés.

ECONOMIE

Russie - Inde

Au forum de Vladivostok, la Russie et l'Inde annoncent le renforcement de leur coopération - RT 04.09

Le président russe Vladimir Poutine (d.) et le Premier ministre indien Narendra Modi (g.) lors de la cérémonie de signature

des documents communs faisant suite aux pourparlers russo-indiens du Ve Forum économique de l'Est à Vladivostok, le 4 septembre 2019.

La cinquième édition du Forum économique de Vladivostok est l'occasion d'annonces importantes pour la coopération entre les deux pays. Outre la «coordination diplomatique», cette coopération s'étend à l'armement, l'énergie et l'espace.

La Russie et l'Inde ont conclu le 4 septembre un accord de production en commun de pièces détachées et de composants pour des équipements militaires de fabrication russe. L'accord a été signé entre les Etats russe et indien dans le cadre de la cinquième édition du Forum économique de l'Est qui se tient à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe, et doit se conclure le 6 septembre.

Les dirigeants russe et indien, Vladimir Poutine et Narendra Modi, ont le même jour adopté une déclaration commune portant sur un renforcement de la coopération entre les deux pays. Commentant cette déclaration, le président russe a estimé qu'elle exprimait une volonté d'approfondir les liens entre les deux pays, y compris dans le domaine de la «coordination de la politique étrangère».

Le Premier ministre indien a, lui, souligné le succès de la coopération entre la Russie et l'Inde dans des domaines tels que la défense, l'énergie nucléaire et l'espace.

Depuis des décennies, Delhi est l'un des premiers clients de l'industrie russe de l'armement. L'armée indienne est par exemple équipée de chars T-90 et d'avions de combat comme les chasseurs MiG-29 et Soukhoï-30MKI. Des armes comme les missiles de croisière BrahMos, résultent des efforts conjoints d'ingénieurs russes et indiens. Et en mars, Narendra Modi a inauguré une usine qui doit produire en masse des fusils mitrailleurs AK-203 du constructeur Kalashnikov.

Récemment, Delhi a commencé à recevoir les systèmes de défense aérienne russes S-400, malgré les pressions de Washington. A présent, les deux pays envisagent d'élaborer un nouveau système de paiement hors dollars pour tous les contrats de défense, qui sera également utilisé dans le contrat S-400.

Dans le domaine de la recherche spatiale, il a été annoncé en juillet que l'Inde envisageait d'acheter des moteurs de fusée à la Russie. Un peu plus tôt, Moscou avait également promis d'aider Delhi dans le cadre de son programme spatial Gaganyaan, lequel prévoit le séjour d'un astronaute indien dans l'espace en 2022.

Sergueï Lavrov a annoncé le début de discussions sur une zone de libre-échange entre l'Inde et l'Union économique eurasiatique – un bloc qui, outre la Russie, réunit quatre anciennes républiques soviétiques : l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan et la Kirghizie.

L'utilisation des monnaies nationales dans les échanges commerciaux ainsi que les projets d'investissement de l'Inde dans l'Extrême-Orient russe sont également à l'ordre du jour. A l'issue de sa rencontre avec son homologue russe Subrahmanyam Jaishankar a déclaré qu'il voyait un «énorme» potentiel de croissance dans l'Extrême-Orient russe.

Pendant le mois d'août, l'Inde et la Russie ont également discuté de projets commun d'exploitation de gaz dans l'Arctique. Le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal, avait alors déclaré que son pays cherchait à «fonder entièrement [son] économie sur le gaz» tout en louant la coopération énergétique avec la Russie. RT 04.09

Haut de page

Le 12 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf - pages

Avant d'aborder cette causerie, je vous propose une récréation musicale qui rompt avec la médiocrité de cette époque, histoire aussi de rendre hommage aux femmes, mais pas au féminisme dans lequel les femmes éclairées ne se reconnaissent pas.

Il faut éviter d'aborder les causeries comme un catalogue de mauvaises nouvelles, mais plutôt comme un regard direct sur la société telle qu'elle est ou sans complaisance, pour mieux comprendre son fonctionnement et la combattre afin d'en changer.

Beethoven's "Für Elise" - Arranged for Harp by Deborah Henson-Conant
https://www.youtube.com/watch?v=K6IGbyUVw18

Mason Williams - Classical Gas w/ Deborah Henson-Conant
https://www.youtube.com/watch?v=0vXtywOlayc

Celtic Heart (PBS Special) "Kid ar an Sliabh" - feat. Harp Twins & Máiréad Nesbitt
https://www.youtube.com/watch?v=sEMR16gOXLM

Metallica - One - 2 Girls 1 Harp (Harp Twins) Harp metal
https://www.youtube.com/watch?v=JhOhGhq0e54

Metallica - The Unforgiven - Harp Guitar Cover - Jamie Dupuis
https://www.youtube.com/watch?v=d_6hXZvYdj0

2CELLOS - Resistance [Live at Arena di Verona]
https://www.youtube.com/watch?v=ycdk5sSn4oA

Bienvenue dans le vieux monde.

Voilà où certains en sont rendus dans leur monde gouverné par des psychopathes, à se déplacer en trottinette électrique, car la marche à pied serait fatigante ou une contrainte. Quelle déchéance, et pas seulement physique !

Mon épouse m'a téléphoné d'Aubagne hier pour me souhaiter un bon anniversaire. Elle m'a dit qu'elle avait mis un peu le chauffage parce qu'elle avait froid, le 11 septembre. Je lui ai répondu qu'elle devait s'attendre à connaître des hivers particulièrement vigoureux et des été plus chaud du fait des variations climatiques naturelles qui correspondent à des cycles solaires.

Bref, les manipulateurs du climat et des consciences vont avoir beaucoup de mal à justifier la stagnation ou la baisse de la température moyenne de la Terre, on les attend au tournant.

Faire table rase serait-il d'actualité ?

L'école de l'obscurantisme forme les futurs esclaves, les agriculteurs et les éleveurs vous empoisonnent, les industriels vendent de la camelote, les médecins vous gavent de médicaments et engraissent les trusts pharmaceutiques, les fonctionnaires participent à l'organisation de cette magnifique machine, les exploités assurent sa prospérité et font leur propre malheur, les institutions veillent au bon fonctionnement du régime, les scientifiques et les intellectuels le cautionnent, les médias diffusent leur bonne parole, les ONG les assistent, les religieux les bénissent et la boucle du monde merveilleux dans lequel nous vivons est bouclée. Cela ressemble de plus en plus à un noeud coulant qui se resserre, non ?

Sans rire, il paraîtrait que cela pourrait être pire encore. Réflexion de nantis ou d'inconscients qui s'en accommodent, ce sont souvent les mêmes remarquez bien, car le pire, cela l'est déjà pour des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde quotidiennement.

Quand vient la fin de la journée, c'est enfin l'heure de pouvoir savourer le peu de liberté qu'il nous reste. C'est un coup à devenir insomniaque quand on y tient !

Qui a dit ?

- "*Notre mode de vie européen, c'est s'accrocher à nos valeurs. La beauté de la dignité de chaque être humain est l'une des plus précieuses valeurs*".

Réponse : Ursula von der Leyen, qui doit succéder à Jean-Claude Juncker le 1er novembre à la présidence de la Commission européenne, à propos de la commission intitulée "Protection de notre mode de vie européen" qui intègre le dossier de la migration. (Source : AFP10 septembre 2019)

Leur humanisme est bien la politesse des salauds, le cynisme sans fond en prime.

Enfin une mesure contre l'obscurantisme. Quand la mythologie est destinée à faire office d'histoire de la lutte des classes et du développement de la civilisation humaine.

Manuel d'histoire : renouer avec le récit national - LePoint.fr10 septembre 2019

Chronique. Des historiens se sont inspirés du travail d'Ernest Lavisse et ont écrit trois manuels d'histoire, qui paraissent le 12 septembre.

« Enfant, tu vois sur la couverture de ce livre les fleurs et les fruits de la France. Dans ce livre, tu apprendras l'histoire de la France. Tu dois aimer la France, parce que la nature l'a faite belle et parce que son histoire l'a faite grande. » Cette phrase ornait la couverture d'un manuel scolaire publié en 1912, imaginé et écrit par un homme à qui notre pays doit son récit : Ernest Lavisse (1842-1922). Les écoliers apprenaient alors une histoire dont l'objet n'était pas de glorifier notre nation – son influence est telle qu'elle se passe de fabuliste –, mais de les rassurer. Les enfants de France héritaient d'un passé dont la force, la richesse et la singularité les renforçaient. (Un passé colonial, impérialiste, monarchiste, bonapartiste, tyrannique, que ses héritiers en soient fiers, on comprend. C'est bien cela qu'on nous a appris à l'école, et que malheureusement nous avons été bien peu à être capables à désapprendre au cours de notre vie. - LVOG)

Des historiens se sont inspirés du travail d'Ernest Lavisse et ont écrit trois manuels d'histoire, qui paraissent le 12 septembre, préfacés par Jean-Pierre Chevènement et destinés aux collégiens (cinquième, quatrième, troisième). L'intention des professeurs est simple : préférer une organisation chronologique à une table des matières thématique, évoquer toutes les époques, restituer l'héritage monarchique en même temps que l'héritage républicain, et ce, sans rien sacrifier au programme officiel. L'intégrité intellectuelle des auteurs est exemplaire dans la mesure où les sujets les plus délicats, la Révolution française par exemple, sont traités avec probité et équité. La nouveauté tient moins à la nature des commentaires qu'aux époques relatées. Louis XIII et Richelieu, absents des autres manuels, occupent un des premiers rôles de ce récit national ; Jeanne d'Arc, d'habitude résumée en quelques lignes, est restituée dans son statut de mythe fondateur ; quant aux cathédrales, colosses de notre architecture abandonnés par l'Éducation nationale, elles se dressent de (...) (la suite réservé aux abonnés). LePoint.fr10 septembre 2019

LVOG - Une organisation chronologique au profit d'un traitement empirique qui ne permet pas de comprendre les faits et leurs enchaînements, ce que le "*programme officiel*" ne permettra jamais...

Non, ce ne sont pas des "***faits divers***", c'est la société inhumaine dans laquelle nous vivons.

Inde : une femme de 74 ans donne naissance à des jumelles - francetvinfo.fr 09.09

Jeune mère à… 74 ans. Mangayamma Yaramati, une septuagénaire a donné naissance à des jumelles le 5 septembre dernier dans l'état d'Andhra Pradesh, dans le sud-est de l'Inde, selon l'agence SWNS. La mère et les deux petites filles se portent bien, selon la docteure Uma Sankar interrogée par la BBC.

Mangayamma et son mari âgé de 82 ans, Sitarama Rajarao, n'avaient pas réussi à concevoir pendant leurs 57 ans de vie maritale. Aujourd'hui, la grossesse a été rendue possible par une fécondation in vitro (FIV) à partir du sperme de Sitarama Rajarao et des ovocytes d'une donneuse. La naissance a ensuite eu lieu par césarienne. francetvinfo.fr 09.09

Bouches-du-Rhône : un homme tue sa femme, sa belle-mère et son beau-frère avant de se suicider - francetvinfo.fr 09.09

Un septuagénaire a abattu successivement, lundi 9 septembre, sa belle-mère, son beau-frère et sa femme, tous dans leur lit médicalisé, dans deux petites communes des Bouches-du-Rhône, avant de se donner la mort. Les victimes étaient toutes âgées et "gravement atteintes par la maladie", a indiqué le procureur de la République de Tarascon (Bouches-du-Rhône) Patrick Desjardins, qui a évoqué un "drame familial" et "le contexte fragile d'une famille touchée par la maladie et où un homme prend la décision de prendre les armes".

L'auteur des meurtres, âgé de 78 ans, s'est d'abord rendu chez sa belle-mère à Maussane-les-Alpilles en tout début d'après-midi. C'est là-bas que les gendarmes ont découvert les corps de cette femme de 95 ans, "alitée dans un lit médicalisé, fortement diminuée physiquement", et de son fils de 69 ans, également alité, a décrit le procureur. Tous les deux ont été "abattus par au moins un coup de fusil", a ajouté Patrick Desjardins.

L'homme est ensuite revenu chez lui, à Mouriès, la commune voisine, où il a abattu son épouse qui, à 72 ans, était "elle aussi affaiblie par la maladie", selon le procureur, et a été retrouvée dans les mêmes circonstances que sa mère et son frère, tuée "vraisemblablement par un coup de fusil" dans son lit médicalisé. "Il n'en pouvait plus"

Les gendarmes, avertis par un voisin qui avait entendu des coups de feu, ont très rapidement mis un nom sur l'auteur de ces meurtres. Il s'est tiré deux balles dans le corps devant sa maison mais était encore en vie à l'arrivée des secours. Il a été héliporté à Marseille où il est mort dans l'après-midi.

"Il s'occupait depuis des années de sa femme malade et de sa belle-famille, il leur faisait à manger, les lavait, faisait le ménage, il n'en pouvait plus", a raconté son voisin et neveu par alliance."C'était une personne très estimée dans le village, je suis encore très émue de ce qui s'est passé, on est tous anéantis", a déclaré la maire de Mouriès, Alice Roggiero. Elle a décrit le septuagénaire qui s'est suicidé comme "un monsieur plutôt réservé, très près de sa famille, de son épouse, de ses petits-enfants". francetvinfo.fr 09.09

LVOG - Les actionnaires, aristocrates ou rentiers du CAC40 peuvent se partager chaque année des dizaines de milliards d'euros de dividendes, mais la prise en charge de personnes âgées impotentes qui ont travaillé toute leur vie coûte trop chère.

Ce travailleur a été conduit au désespoir, moralement épuisé, à bout de force, il a décidé d'abréger les souffrances de ses proches et les siennes en même temps. Il n'a rien à se reprocher. Quelle infamie ce régime qui mérite qu'on le liquide de la même manière et le plus tôt sera le mieux.

800.000 suicides par an, dans le monde alerte l'OMS - AFP

Avec 800.000 personnes qui mettent fin à leurs jours chaque année dans le monde -- une tous les 40 secondes, les chiffres restent alarmants même si le taux de suicide par habitant recule, a indiqué l'OMS lundi. AFP

Les idéologues du régime en quête désespérément d'"***un nouvel élan de la théorie***" pour assurer sa survie ou lerègne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Alain Minc: «Nos certitudes sur l'économie s'effondrent et on cherche un Keynes ou un Friedman» - lefigaro.fr 23.08.2019

Nous avons cru en des lois économiques qui se trouvent aujourd'hui invalidées par les faits. Aussi avons-nous besoin de grands penseurs à la hauteur de ces bouleversements, alerte l'essayiste.

(Il faut être plus précis ou remettre chaque chose à sa place. "*Les faits*" ont révélé que les "*lois économiques*" qu'ils ont mises en oeuvre ont conduit au chaos et à la barbarie, à l'impasse actuelle, dont ils s'accommodent, mais qui les inquiète tant elle est lourde de menaces sur leur hégémonie... - LVOG)

Nous avons depuis cinquante ans été formés à respecter des tables de la loi économiques peu nombreuses mais très strictes: le plein-emploi crée l'inflation et celle-ci pousse les taux d'intérêt à la hausse. Le financement de l'État par une banque centrale est un anathème car facteur d'inflation. La création monétaire doit demeurer dans des limites raisonnables sous peine, là aussi, de nourrir l'inflation. (Idiots que nous sommes, on se demande d'où provient alors l'inflation en réalité masquée et la hausse des prix qui l'est tout autant. Quand par exemple le m² à Paris atteint 10.000 euros ou que le prix de l'immobilier flambe, si ce n'est pas de l'inflation, qu'est-ce que c'est alors ? - LVOG) Et enfin, plus globalement, une révolution technologique engendre des progrès de productivité qui constituent le meilleur adjuvant de la croissance. (Cela dépend pour qui, ils servent surtout à freiner la baisse du taux de profit, et à rassurer les actionnaires qui empochent des dividendes records... - LVOG) Les dix dernières années viennent de nous démontrer que ces principes fondateurs n'ont plus lieu d'être et nous sommes, dès lors, désemparés car privés de boussole macroéconomique. (Ces gens-là conseillent ceux qui gouvernent, et dans un exercice de fausse modestie avouent qu'ils ne savent plus où ils en sont, alors dégagez ! - LVOG)

Nombre de pays occidentaux vivent, depuis quatre ou cinq ans, en plein-emploi - États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne en particulier. (Non seulement c'est faux, et il faut voir à quel traitement misérable son soumis ceux qui étaient au chômage et qui trouvent un nouvel emploi, surexploité et sous-rémunéré. - LVOG) La règle traditionnelle, de bon sens, veut que celui-ci engendre des hausses de salaires et celles-ci mécaniquement l'inflation. Il existe certes aujourd'hui des hausses de salaires, mais elles sont circonscrites aux secteurs dans lesquels une présence syndicale encore puissante permet une pression sur les employeurs. Dans un contexte général de désyndicalisation accélérée, ceci ne concerne qu'une part limitée du monde économique : grandes entreprises traditionnelles pour l'essentiel. (La minorité de l'aristocratie ouvrière qui assure la stabilité politique du régime. - LVOG) Le reste de l'économie - services et activités en voie d'ubérisation, pour employer un raccourci - y échappe totalement. Quand l'IG Metall allemande obtient des hausses significatives de rémunération, ceci n'exerce plus aucune contagion car ces secteurs deviennent une peau de chagrin dans l'économie contemporaine. Résultat : cette inflation des salaires dans la vieille économie n'induit aucune inflation globale. Dès lors, le moteur d'éventuelles hausses de taux d'intérêt est en panne pour une très longue période. (Voilà où il voulait en venir. En porte parole de l'industrie financière ou des rentiers, il regrette qu'ils ne puissent pas s'engraisser davantage sur la bête, ceux qui travaillent et produisent les richesses. Un peu de patience. - LVOG)

En effet, le moteur annexe, en l'occurrence le financement des États par la création monétaire, ne fonctionne plus. (Mais celui des goinfres du marché financier tourne à plein régime ! - LVOG) Qu'est-ce que le quantitative easing, si ce n'est le comblement du déficit public par « la planche à billets » ? (Alors que le "déficit public" et "la planche à billets" servent notamment à accroître

la fortune des oligarques et à justifier des politiques d'austérité. - LVOG) (Le fait que les achats de bons du Trésor au lieu d'être réalisés en direct passent par les marchés n'est qu'un artifice. (Qui se grugent au passage et à des taux d'intérêt supérieur. - LVOG) Le résultat est le même. Effet sur le rythme d'inflation : nul ou marginal. Et la période expérimentale pendant laquelle le quantitative easing (QE) a fonctionné à plein a été suffisamment longue pour penser qu'il n'y aura pas d'effet de rattrapage. (Sur les salaires, merci, on s'en serait douté ! - LVOG) Le QE est évidemment allé de pair avec un gonflement ahurissant du bilan des banques centrales - un quadruplement pour certaines en quelques années. Or par rapport au principe d'une création monétaire raisonnable, c'est là un véritable sacrilège. (Là il feint de s'en émouvoir, car c'est ce qui leur a permis de sauver la mise ou de renflouer certaines banques ou multinationales, d'éviter l'effondrement de tout le système économique et bien plus encore. - LVOG) Preuve, s'il en est besoin, que le lien création monétaire/inflation est cassé au même titre que la relation plein-emploi/inflation avec pour conséquence qu'il n'existe désormais aucun facteur conduisant à une hausse des taux d'intérêt. (Constat excellent, avec la mise en place de leur système financier mafieux, ils sont parvenus à contourner les lois de fonctionnement du capitalisme - qui pour autant existent toujours et c'est bien là que se situe leur problème, bref, à sa manière il confirme ce que je n'arrête pas d'expliquer et que nos dirigeants refusent d'admettre ou de prendre en compte. - LVOG) Dans ce nouveau monde, les crises financières ne vont pas disparaître : peut-être même, au contraire. (C'est ce que je viens de rappeler. - LVOG) Mais que feront les banques centrales dans ce contexte ? Elles arroseront, comme toujours, le système de nouvelles liquidités, ajoutant une pression supplémentaire à la tendance à une baisse des taux. (Il ne comprend pas ou il fait semblant de ne pas comprendre que ce, processus du robinet ouvert contribue à une plus grande concentration des capitaux et du pouvoir politique entre les mains des oligarques qui trônent au sommet de l'économie capitaliste mondial. Vous me direz que Minc ne joue pas dans la cour des grands, même s'il conseille les présidents de la République, et pour cause, ces derniers sont de vulgaires marionnettes... - LVOG)

C'est un nouvel univers qui se dessine : autrefois pourvoyeur d'emplois, le secteur bancaire va être sérieusement chahuté : moins de rentabilité, moins de main-d'oeuvre, moindre valeur boursière. (Son discours est incompréhensible pour ceux qui ignorent que le secteur bancaire est une chose, et l'oligarchie financière en est une autre, et que c'est cette dernière qui est aux commandes ou qui mène un combat acharné pour s'imposer dans tous les pays où elle n'a pas encore pris le pouvoir ou prendre le contrôle des banques centrales. L'oligarchie financière, c'est la Fed, la BCE, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, etc. mais ce n'est pas forcément la banque centrale de tel ou tel pays encore sous le contrôle de l'Etat. Les intérêts de l'oligarchie financière peuvent s'opposer à ceux des banquiers, mieux, son orientation économique est destinée à affaiblir ou étrangler les banques pour qu'elles soient contraintes de s'en remettre aux financiers de Washington ou de la City... - LVOG) Le problème de la protection de l'épargne, en particulier aux fins de retraite, va devenir lancinant et politiquement explosif. Comme débiteurs, les agents économiques seront heureux ; comme créditeurs, ils seront terrifiés. Affolés, les gestionnaires d'épargne collective se tourneront vers de nouveaux placements plus risqués afin d'espérer une rentabilité minimale. Excédés de devoir payer pour placer leur argent, les épargnants collectifs ou individuels se concentreront davantage encore vers l'immobilier, l'or ou l'art, en pariant sur la perpétuation de hausses spéculatives. (Il anticipe ici la prochaine crise ou l'effondrement programmé de la finance mondiale qui ruinera les fonds de retraites et autres fonds spéculatifs (hedge fund) et réduira à la mendicité des dizaines ou centaines de millions de retraités. Comme aux Etats-Unis ou aux Japon, etc. la cote de l'immobilier s'effondrera, et les vautours de la finance n'auront plus qu'à se baisser ramasser la mise pour une bouchée de pain ou pour réaliser le plus grand hold-up de tous les temps. - LVOG)

Peut-on espérer que ces soubresauts seront subvertis par une vague de croissance d'une ampleur telle qu'elle effacerait tout sur son passage ? (Là il est déjà dans l'après-crise, sans aborder l'ampleur de ses conséquences sociales et politiques. Il en vient à espérer un miracle ! - LVOG) Celle-ci ne pourrait venir que d'une révolution technologique engendrant des progrès de productivité propres à relancer la machine. (La production étant robotisée, digitalisée, automatisée au maximum, d'où pourraient provenir "des progrès de productivité" supplémentaires, on ne voit pas. Lui non plus ! - LVOG) Or nous vivons un paradoxe : un bouleversement massif avec la révolution digitale, peut-être le plus puissant que l'on ait jamais connu, car, à la différence de la machine à vapeur ou de l'électricité, il touche le consommateur final au moins autant que le secteur productif. Et simultanément les statistiques ne montrent aucune accélération de la productivité, voire son tassement. De là, deux hypothèses. Soit les chiffres sont faux car l'appareil statistique a des difficultés pour prendre en compte la digitalisation de l'économie. Soit celle-ci, par son caractère diffus, ses besoins limités en investissement, sa concentration sur les services, n'est pas en effet génératrice de productivité. Dans ce cas, le plus probable, la « croissance potentielle » - selon l'expression rituelle - est durablement plafonnée. (Quel cruel constat ! Cela dit, il va tenter de se rassurer, ces gens-là ne doutent de rien, ils en ont les moyens. - LVOG)

Aucun de ces phénomènes n'est en soi dramatique. (Cela dépend pour qui ! - LVOG) Mais de même que la crise de 1929 a donné naissance au keynésianisme et l'inflation des années 1970 au monétarisme et au libéralisme friedmanien, le bouleversement actuel exige un aggiornamento complet de la pensée macroéconomique. Or celui-ci ne point pas à l'horizon. En effet, l'incroyable segmentation de la réflexion économique en microsujets tue toute tentative de réflexion globale. Les règles propres au monde académique ostracisent tous ceux qui se lanceraient dans des approches ambitieuses, par nature risquées. Ce désert intellectuel est angoissant car il est sans précédent dans l'histoire économique. À chacune de ses nouvelles étapes a correspondu un nouvel élan de la théorie. Ce n'est pas aujourd'hui le cas. Il faut obliger la gent économique à penser ! Si le monde académique l'en dissuade, il revient aux États de lancer des livres blancs, de réunir des commissions, de susciter des rapports, de stimuler le débat car ils sont les premiers en manque de matière grise. Ce n'est pas un jeu gratuit mais une urgence. lefigaro.fr 23.08.2019

LVOG - Ils en sont avec leur régime en état d'urgence, cela tombe mal, les urgences sont en grève ! Alors préparons-nous à les achever.

Commentaires d'internautes

1- "Le chômage réel aux USA est aujourd'hui supérieur à 22% (http://www.shadowstats.com/alternate_data/unemployment-charts), loin, très loin des statistiques bidonnées de l'administration US.

Les taux d'emploi, au Royaume Uni et en Allemagne ont des taux d'emploi aux alentour de 75%, (ce qui n'a rien de glorieux particulièrement pour l'Allemagne qui de plus connaît une baisse de population).(source OCDE : https://data.oecd.org/fr/emp/taux-d-emploi.htm)

Je n'ai pas lu le reste de son article car quand les hypothèses de base sont fausses…"

- "Ce qu'entendent par "plein emploi" les économistes néo-libéraux n'est pas ce que vous et moi pouvons croire.

Pour nous "plein emploi" signifie qu'offre et demande de travail s'équilibrent globalement pour toute la population active.

Pour un économiste néo-lib ça signifie que les emplois générateurs de richesses – les emplois les plus qualifiés- sont en tension par manque de candidats.

Pour le même économiste, que les salariés peu ou pas assez qualifiés perdent leurs emplois et n'en retrouvent pas ou très difficilement n'est pas le problème. Cette population ne les intéresse pas, sauf ceux qui sont là pour garder leurs enfants ou prendre soin de leur parents âgés, les "loosers" c'est à la collectivité de s'en occuper.

L'économie néo-lib a intégré une nouvelle réalité sociale qui tient en une phrase, le chômage de masse et l'assistanat constituent le mode de vie normal pour la part de la population active "excédentaire". Et qu'ils ne viennent pas réclamer."

Ils osent tout. Comment ils vous surexploitent et se proposent de vous saigner.

Walmart propose un prêt à 36% aux personnes qu'elle emploie, et Uber pourrait l'imiter - Slate.fr11 septembre 2019

L'article du Wall Street Journal est, sinon édifiant, du moins éclairant sur la position financière inconfortable dans laquelle se trouvent nombre de personnes salariées aux États-Unis -un fait qui vaut aussi pour ce côté-ci de l'Atlantique.

Le quotidien américain présente la solution utilisée entre autres par Walmart pour venir en aide, si l'on peut dire, aux personnes qu'elle emploie et qui traversent une mauvaise passe budgétaire, qui font face à des dépenses imprévues ou qui désirent s'offrir un petit plaisir.

Endettement programmé

Alors que leur compte bancaire frôle les limites autorisées et que leur credit score leur barre l'accès à l'emprunt classique, ces personnes dans le besoin peuvent demander une avance sur salaire à la firme. Cette dernière leur propose, contre une petite commission et via l'application tierce PayActive, de débloquer des fonds dont le remboursement s'étalera sur les prochaines paies.

Jusqu'ici, rien de révolutionnaire. Mis à part, peut-être, les taux appliqués: si pour chaque emprunt le coût peut sembler raisonnable, les taux proposés, lorsqu'ils sont annualisés, frôlent ou dépassent ce que la réglementation française qualifierait d'usure. Il est question de 6 à 36% d'intérêts.

Certains États, celui de New York notamment, enquêtent sur cette pratique qui pourrait contrevenir aux règles bancaires. Ils auront peut-être bientôt plus de matière encore pour ces scrutations de méthodes qualifiées de «prédatrices» par certains observateurs.

Le cynisme selon Uber

Début septembre, Vox-ReCode nous apprenait que Uber semblait songer à suivre cette même voie du «payday loan». Certains individus employés par l'entreprise pour assurer les courses ont été sondés via l'application sur les petits emprunts qu'ils avaient effectués dans un passé proche, ainsi que sur leur volonté éventuelle de requérir quelques centaines de dollars auprès de la plateforme si elle proposait l'offre.

Alors que la firme dépense des dizaines de millions de dollars pour s'opposer à un projet de loi californien qui pourrait faire dérailler son modèle en l'obligeant à salarier ses troupes, que la condition sociale et l'endettement mettent déjà ses employés

dans une situation de forte dépendance et de stress quotidien, le (vague) projet sur lequel planche Uber est jugé particulièrement cynique.

Un chroniqueur de Forbes établit un parallèle avec les «company stores», les magasins patronaux dans lesquels les mineurs n'avaient d'autre choix que de dépenser l'intégralité de leurs maigres revenus. Slate.fr11 septembre 2019

Ils osent tout. Mais avez-vous vraiment tout essayer pour vous en sortir ?

La masturbation permettrait d'avoir un plus haut poste et un meilleur salaire, et c'est la science qui le dit ! - Yahoo 10.09

Un exercice de générosité sans arrière-pensées. Comment détourner les patients des urgences des hôpitaux au profit des cliniques privées.

La grève des urgences reprend de plus belle, malgré les promesses de Buzyn - Le HuffPost11 septembre 2019

Plus de 750 millions d'euros redéployés et voilà que la grève des urgences repart de plus belle. Au lendemain de la présentation du plan de "refondation" des urgences hospitalières par Agnès Buzyn, le collectif Inter-Urgences a voté la poursuite du mouvement avant une manifestation ce mercredi 11 septembre à l'appel des syndicats.

Nouveau "service d'accès aux soins" universel pour réguler les appels aux secours, "admissions directes" sans passage aux urgences pour les personnes âgées, optimisation de la "gestion des lits" disponibles dans les hôpitaux, le tout financé par des crédits existants... Par ces annonces fortes, Agnès Buzyn a tenté d'apporter une réponse systémique à l'engorgement des hôpitaux en promettant une réorganisation de l'accès à l'hôpital, tout en refusant de débloquer davantage d'argent ou de procéder à des embauches massives.

C'est précisément l'absence d'évolution sur ces points -très attendus par les grévistes- qui ont précipité la prolongation du mouvement de contestation. "Ce plan, c'est du flan!", a résumé Hugo Huon, président du collectif Inter-Urgences, à l'issue de son assemblée générale à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Les représentants des grévistes y ont voté à main levée une motion rappelant leurs principales revendications -"réouvertures de lits", "recrutements à la hauteur des besoins", "augmentation de 300 euros net mensuel".

Désormais, afin de renforcer la pression sur le ministère, les grévistes en appellent à une extension du mouvement aux autres services hospitaliers. "Nous appelons l'ensemble de nos collègues à se mettre en grève avec nous", a déclaré Christophe Le Tallec, vice-président de ce collectif, qui prévoit des "rassemblements locaux" le 26 septembre et doit prochainement fixer "une date de mobilisation nationale"

En attendant, les soignants sont invités "à se mobiliser sur l'ensemble des dates syndicales qui sont annoncées", a-t-il ajouté. La CGT organise justement une "journée d'action" ce mercredi dans tout le secteur sanitaire et social, avec une manifestation dans la capitale. Pour son secrétaire général, Philippe Martinez, le plan d'Agnès Buzyn "est loin des attentes du personnel".

Il "ne répond en rien à la réalité du terrain", estime Force ouvrière, qui a décidé de "s'associer" à cette mobilisation.

Du côté des médecins, le président de l'Association des urgentistes de France (Amuf), Patrick Pelloux, et celui du syndicat Action Praticien Hôpital, ont indiqué que leurs organisations se prononceraient jeudi sur leur participation à la grève. "Très déçu" par les annonces de la ministre, Patrick Pelloux a évoqué "un rendez-vous raté" sans "rien sur les revalorisations salariales" et a prédit que "la contestation va être sévère".

LVOG - Les charognards se lèchent les babines.

Plus convaincu, le patron de la FHP (cliniques privées), Lamine Gharbi, salue "un important effort financier", signe "que l'exécutif a pris la mesure des enjeux". "On ne s'attendait pas à un choix budgétaire aussi important", a reconnu François Braun, président de l'association Samu-Urgences de France, saluant des "mesures qui vont dans le bon sens pour sortir de cette crise". Elles "sont la preuve d"une volonté de faire une réforme en profondeur", a renchéri Agnès Ricard-Hibon, présidente de la Société française de médecine d'urgence (SFMU).

L'Ordre national des infirmiers, pour sa part, "se réjouit" des "compétences élargies" qui seront déléguées aux soignants - comme prescrire une radio ou réaliser une suture sans attendre un médecin.

Même enthousiasme chez les kinés, dont le principal syndicat (FFMKR) "se félicite" de la possibilité d'un "accès direct" pour la "petite traumatologie" - entorse de cheville et lombalgie aigüe.

LVOG - Mais certains plus gourmands espéraient davantage.

Pour les médecins libéraux, en revanche, le plan fait la part trop belle à l'hôpital: le SML regrette "l'insuffisance de moyens pour la ville", tandis que la CSMF réclame "sans délai des négociations pour une meilleure valorisation des soins non programmés". Le HuffPost11 septembre 2019

Acte 43.

Gilets jaunes : regain de mobilisation et de violences pour l'acte 43 - Journal du Dimanche 8 septembre 2019

Les Gilets jaunes espèrent toujours mettre la pression sur l'exécutif. Plus vigoureuse que la semaine dernière, la mobilisation reste cependant bien en deçà de ce qu'elle a pu représenter l'hiver dernier. Pour cet acte 43, 7.000 personnes ont ainsi défilé dans plusieurs villes.

Le plus gros bataillon s'était regroupé à Montpellier, désignée "capitale nationale", où 2.000 manifestants ont envahi les rues et la place de la Comédie, dont 500 black blocs, selon la préfecture de l'Hérault. Des heurts ont très vite éclaté avec les forces de l'ordre, plusieurs vitrines de magasins ont été vandalisées et un véhicule de police, inoccupé, a été incendié. À Rouen, où tout rassemblement était interdit dans le centre-ville, les tensions ont également été vives autour du cortège soutenu par la CGT de Seine-Maritime, qui a réuni 500 manifestants. "Mobilisation historique" souhaitée à Paris pour le 21 septembre

À Paris, les Champs-Élysées ont assisté au retour de quelque 800 Gilets jaunes, sans violence ni dégradations. Au total, plus d'une centaine -d'interpellations ont été recensées par le ministère de l'Intérieur, dont 89 à Paris et 26 à Rouen. Journal du Dimanche 8 septembre 2019

Totalitarisme ou le régime policier En Marche.

Quoi qu'il advienne, ils ont décrété que cela restera un accident.

Mort de Steve Caniço: un téléphone au coeur de l'enquête - AFP11 septembre 2019

Nouvel élément dans l'enquête sur la mort de Steve Caniço: le portable de l'animateur disparu pendant la Fête de la musique à Nantes émettait un signal au moment de l'intervention policière alors que l'IGPN faisait jusque-là simplement état d'un SMS envoyé une heure auparavant.

Contactée par l'AFP, l'avocate de la famille Caniço a estimé que cette découverte confortait ses convictions. "Je ne peux pas communiquer sur l'instruction en cours mais je rappelle que je dis depuis fin juillet que la chute de Steve dans la Loire est concomitante de l'intervention policière", a réagi Me Cécile de Oliveira. AFP11 septembre 2019

Quand ils sèment le chaos et le désespoir.

Valérie Pécresse veut "rétablir l'ordre et l'espoir" dans les banlieues - L'Express.fr

La présidente de la région Île-de-France déplore la "situation explosive de nos banlieues" et veut le rétablissement de "l'ordre républicain". L'Express.fr

Répression préventive.

L'État français ne tue pas les observateurs, il les enferme seulement - Mediapart - Le blog de Camille Halut 2 septembre 2019

Observer les pratiques du maintien de l'ordre serait-il désormais interdit ? L'État français répond par l'affirmative au regard du traitement qu'il applique aux observateurs. Ainsi cet État s'élève au rang de ceux qui usent de répression pour maîtriser le recueil et la diffusion de l'Information.

33h de garde à vue en l'espace de quatre mois

- Samedi 6 avril 2019 à Montpellier, des observateurs de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) dont je fais partie effectuent leur mission lors d'une opération de blocage d'une autoroute menée par des gilets jaunes. Nous nous positionnons à plusieurs endroits et nous observons les points de tension susceptibles d'annoncer une intervention des forces du maintien de l'ordre. Toutefois la force publique n'intervient pas et les manifestants quittent l'autoroute de leur propre gré. Je suis convoquée par la Police sur des motifs flous une vingtaine de jours plus tard, le 29 avril : je suis placée en garde à vue dès mon arrivée au commissariat, je suis privée de liberté pendant 9h.

- Samedi 24 août 2019 à Bayonne, trois observatrices de la LDH dont moi-même sillonnent la ville à la recherche d'une manifestation du contre-G7 à observer. Nous présentons nos justificatifs de mission et le contenu de nos sacs à chaque contrôle de gendarmerie – c'est-à-dire à chaque intersection de rue ou presque, les gendarmes nous laissent repartir en nous indiquant que nous pourrons circuler librement pour effectuer notre mission. Eléonore, Natti et moi-même nous arrêtons un instant sur une grande place vide située près de la Nive. Une Brigade de répression de l'action violence motorisée (BRAV-M) se dirige vers nous et nous entoure. Les policiers procèdent au contrôle de nos identités et à une saisie - sans formalités - de notre matériel de protection (chasuble siglée de la LDH, casque, masques oculaire et respiratoire, set de protection de roller). Nous présentons nos pièces d'identités, nos cartes de membres LDH et nos mandats pour cette mission d'observation, nous précisons que le matériel est nécessaire pour effectuer la mission dont nous sommes chargées et que nous refusons de nous en défaire sans procès-verbal de saisie. Les policiers nous informent alors qu'ils nous placent en garde à vue, ils nous menottent avec des serflex et nous mènent au centre de rétention administrative de Saint-Jean-de-Luz. Nous sommes privées de liberté pendant 24h.

Des procès à la clef

- Je serai jugée le 1er octobre 2019 à 8h30 au tribunal correctionnel de Montpellier pour l'observation de l'action sur l'autoroute : le procureur de la République me reproche d'avoir commis l'infraction d'« entrave à la circulation » en raison de ma seule présence sur le lieu de la manifestation.

- Eléonore, Natti et moi-même avons reçu un rappel à la loi pour l'observation du contre-G7 et notre matériel de protection ne nous a pas été restitué : le procureur de la République nous reproche « d'avoir participé sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou de dégradation de biens, circonstance que les faits ont été commis en réunion » tout en se gardant d'expliquer comment nous l'aurions fait. De plus, le vice président du tribunal de grande instance de Bayonne précise dans chacun des rappels à la loi qui nous sont adressés « ne pas donner de suite judiciaire à la présente procédure, à la condition qu'elle ne commette pas une autre infraction dans un délai de 3 ans et qu'à défaut, elle sera poursuivie devant le Tribunal. »

Un glissement autoritaire confirmé

Un rappel à la loi n'est pas une décision de justice mais une « mesure alternative aux poursuites ». Il n'établit pas la preuve du fait reproché à son auteur ni sa culpabilité. Si l'affaire était finalement poursuivie devant un tribunal, ce qui est possible malgré l'émission de cet acte, le juge ne serait pas dans l'obligation de rendre une décision allant dans le sens du rappel à la loi. Dès lors, le rappel à la loi adressé à des observateurs LDH et a fortiori le procès pour entrave à la circulation constituent de véritables tentatives d'intimidation pour dissuader de continuer l'activité d'observation.

La procédure-bâillon est un vocable qui désigne, selon le Journal officiel de la République française n°0202, une « instrumentalisation de la justice mise en œuvre par une entreprise ou une institution, qui vise à prévenir ou à sanctionner l'expression d'une opinion qui lui serait préjudiciable, en impliquant notamment la personne qui formule cette opinion dans une procédure juridique coûteuse. » Cette méthode établit une censure visant généralement des sujets d'intérêt public. Elle est qualifiée d' « abus de droit ». Son emploi est sanctionné notamment par l'article 32-1 du code de procédure civile. L'État utilise donc – au travers de ses appareils policier et judiciaire – une méthode qu'il prétend combattre.

Les évènements de ces deniers mois ont exposé aux yeux du monde entier que l'État français use de pratiques illégales pour maîtriser les mouvements sociaux qui aspirent à une démocratie moins usurpée. Ces pratiques illégales sont étendues vers ceux qui les dénoncent. La répression policière et judiciaire qui s'abat sur les observateurs LDH consolide ce constat et rappelle l'actualité du glissement autoritaire en cours. Mediapart - Le blog de Camille Halut 02.09

LVOG - On a envie de leur répondre, qu'il n'y a rien d'étonnant à cela, et que ce qui leur arrive est d'autant plus pathétique, puisque les gangsters de la finance usent de "pratiques illégales" et mafieuses en toute impunité, piétinent la démocratie, sans pour autant qu'ils remettent en cause l'existence du capitalisme.

La vassalité ordinaire attise leur soif de vengeance.

Jean-Luc Mélenchon accuse "Quotidien" de faire "le jeu de la police politique" - Le HuffPost 11 septembre 2019

La tension monte entre La France insoumise (LFI) et "Quotidien". Dans un message publié ce mardi 10 septembre sur Facebook, le chef de file du mouvement, Jean-Luc Mélenchon, accuse l'émission de TMC de faire "le jeu de la police politique" en diffusant

des images de la perquisition mouvementée au siège du parti en octobre 2018 qui, selon lui, ne traduisent pas la réalité des faits. Le dernier épisode d'une confrontation par tweets et passages télé interposés.

"Depuis un an, 'Quotidien' joue le jeu de la police politique. Ce sont ses images qui servent de base à nos accusateurs", estime Jean-Luc Mélenchon, qui doit être jugé les 19 et 20 septembre en correctionnelle, avec cinq de ses proches, pour actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire, rébellion et provocation, après la perquisition dont les images avaient fait le tour des médias français.

La plupart de ces images, montrant une confrontation particulièrement tendue entre les policiers et les responsables de LFI, avaient été diffusées par "Quotidien". Jean-Luc Mélenchon avait par ailleurs lui-même diffusé une vidéo de cette perquisition sur sa page Facebook.

"Depuis un an, 'Quotidien' cachait ces moments où (Alexis) Corbière et moi rassurons les policiers et appelons au calme. C'est le contraire de ce que montrent les 30 secondes que diffuse 'Quotidien' depuis un an", poursuit Jean-Luc Mélenchon dans son message, dénonçant une "manipulation médiatique aux ordres du parquet". Le responsable cible également Le Monde, qui "il y a quelques mois publiait illégalement des extraits des auditions en faisant croire à une violence absolue", selon lui.

À dix jours de son procès, Jean-Luc Mélenchon assure que "le procès verbal intégral des auditions montre que TOUS les policiers concernés déclarent ne s'être 'jamais sentis menacés physiquement'" lors de la perquisition.

Ce mardi matin, le député LFI de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière, lui-même convoqué devant la justice, avait déjà chargé l'émission de Yann Barthès, l'accusant d'avoir "sectionné" les images à des fins politiques.

"Elles sont coupées les images. Moi par exemple on me voit crier après un policier (...) On m'a vu dire à un policier 'Arrêtez d'être violent'. Mais quand on voit tout avant, les violences qui ont lieu, le moment où, calmement, je dis à ces policiers 'pas de violence'... C'est une manière de focaliser, et là c'est politique", a-t-il déclaré sur LCI.

"Pour un homme comme moi, c'est une humiliation la manière dont on nous traite, de sectionner les images. De montrer Jean-Luc Mélenchon que en colère, qui subit une injustice (...) Tout cela a eu des conséquences politiques dans les urnes", fait valoir Alexis Corbière, en référence à la désillusion de son mouvement aux européennes de mai. Le HuffPost 11 septembre 2019

Ils osent tout. Le bonheur est dans le pré.

D'un coup de baguette magique le gouvernement invente les pesticides qui résistent au vent.

Protection contre les pesticides: le maire de Langouët juge "pas croyable" la proposition du gouvernement - AFP 7 septembre 2019

Le maire écologiste de Langouët (Ille-et-Vilaine) Daniel Cueff, qui avait pris un arrêté interdisant les pesticides à moins de 150 m des habitations, suspendu par la justice, a qualifié de "pas croyable" la proposition du gouvernement de fixer une distance de 5 ou 10 mètres.

"Quand j'ai appris ça, je pensais que c'était une "fake news" et que ce n'était pas sérieux! Cette proposition n'est pas croyable", a réagi samedi à l'AFP le maire de cette commune rurale proche de Rennes.

"On est tombé de notre chaise car ces cinq et dix mètres, ce sont des protocoles déjà mis sur des bidons de pesticide de synthèse", a-t-il ajouté.

Selon un porte-parole du ministère de l'Agriculture, le gouvernement va soumettre à consultation lundi un projet de décret qui part des recommandations scientifiques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses). Les distances proposées dans ce projet seront de 5 mètres pour les cultures dites basses comme les légumes et de 10 mètres pour les cultures hautes, telles que les céréales.

"On s'est aperçu que, pour moins respirer les glyphosates et les pesticides de synthèse, il fallait une bande de 150 m car là il y a moins de chance de respirer ces pesticides qui sont volatils et qui sont dans l'air", a expliqué M. Cueff.

Selon le maire, dont l'arrêté a entraîné la médiatisation du sujet sur le plan national, le président Emmanuel Macron et le gouvernement n'ont pas pris "la mesure de cette vague qui ne voudra pas et ne voudra plus être face à des pesticides de synthèse dans l'air".

M. Cueff a pris le 18 mai un arrêté interdisant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques "à une distance inférieure à 150 mètres de toute parcelle cadastrale comprenant un bâtiment à usage d'habitation ou professionnel". Ce texte a été suspendu le mardi 27 août par le tribunal administratif de Rennes. AFP 7 septembre 2019

Lu dans un article de FranceInfo du 9 septembre.

La recommandation de l'Anses peut être relativisée dans la mesure où l'agence n'a bénéficié que de quelques mois pour se prononcer. Saisie par le gouvernement le 28 janvier 2019, elle a rendu sa recommandation le 14 juin 2019.

En attendant, pour rendre son avis sur ces fameuses distances, l'Anses précise qu'elle s'est appuyée sur un guide de l'agence européenne Efsa datant de 2014. L'Anses précise aussi que "l'évaluation de l'exposition des personnes présentes et des résidents repose sur des données limitées issues d'études effectuées dans les années 80 et sur les données de l'agence sanitaire américaine EPA". Par ailleurs, l'Anses a étudié trois territoires européens pour voir quelles étaient les distances de sécurité. L'Allemagne, la Slovénie et la Wallonie en Belgique. Les distances vont de 2 à 5 mètres en Allemagne, de 2,50 mètres à 20 mètres en Slovénie et jusqu'à 50 mètres en Wallonie quand la zone jouxte une cour de récréation, une crèche ou une école. FranceInfo 9 septembre.

A la hauteur des marigots du Palais, qu'est-ce que ça pue !

Nicolas Hulot estime qu'Emmanuel Macron a été "à la hauteur" sur l'Amazonie - Le HuffPost

Emmanuel Macron s'est montré "à la hauteur" sur la question de l'Amazonie et face au président brésilien Jair Bolsonaro, "complice d'un crime contre l'humanité", a estimé ce samedi 7 septembre à Bordeaux l'ex-ministre de l'Ecologie Nicolas Hulot. Le HuffPost

---

Brexit ou la partie de poker menteur.

Le Brexit, l'UE et la démocratie - Réseau Voltaire 10.09

Pour Thierry Meyssan, la politique de Boris Johnson se situe dans la parfaite continuité de l'histoire britannique. Si l'on se réfère aux écrits du Premier ministre britannique et non à ses propos de campagne, elle est bien plus guidée par le danger ressenti face à la naissance d'un État supranational continental que par une volonté d'indépendance économique. Réseau Voltaire 10.09

L'intégralité de l'article est en ligne dans la page d'accueil du portail.

Cette interprétation est biaisée, du fait que Thierry Meyssan est un analyste politique ou un politicien tout court et non un économiste, qui lui présenterait comme travers de sous-estimer la politique et sa relative indépendance en certaines occasions, d'où l'impression d'incompréhension qui domine les analyses des uns et des autres ou les contradictions inextricables dans lesquelles ils se débattent.

Au départ, la conception de l'Union européenne, puis sa fondation, et enfin son élargissement jusqu'à 28 Etats comprenant l'intégration de la Grande-Bretagne, ont été motivés pour permettre à l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale qui s'y serait ralliée au fil du temps, d'étendre son pouvoir à l'ensemble de l'économie mondiale, ce qui devait coïncider à terme avec l'instauration d'un nouvel ordre mondial ou une gouvernance mondiale qui serait placée sous son contrôle. Voilà la trame qui sous-tend l'évolution de la situation mondiale depuis les années 40 ou bien davantage.

Cette perspective devait entrer fatalement en conflit avec le développement économique ou l'histoire politique de tous les pays concernés, et se traduire par des crises politiques à répétition ou de plus en plus fréquentes, s'étendant à de plus en plus de pays, sur fond de crises sociales quasi-généralisées... Voilà à quoi nous assistons selon moi.

A notre époque, certains acteurs politiques peuvent encore manifester quelques velléités d'indépendance face à la finance, mais en dernière analyse et quelles que soient les contradictions ou tensions sociales qui apparaissent, compte tenu du pouvoir phénoménal acquis par la finance, ils finissent tous par se plier à ses exigences du fait qu'ils sont tous acquis à la cause du capitalisme ou sous peine d'être limogés rapidement, et par faire passer au second plan ou à la trappe les intérêts du pays et des citoyens qu'ils représentent, plus particulièrement ceux des classes populaires, y compris ceux de leurs propres capitalistes ou banquiers si les gangsters de la finance l'exige.

L'UE a été conçue pour ligoter tous les pays qui y adhèreraient, et exercer ensuite un chantage sur eux une fois abdiquée leur souveraineté au profit de cette institution supranationale, dont la nature est oligarchique ou ploutocratique, antidémocratique

ou totalitaire. En contrepartie des lourdes contraintes qui accompagnaient cette adhésion, ils leur ont adjoint quelques avantages destinés hypocritement à leur développement économique ou à répondre aux aspirations démocratiques des peuples. Mais en réalité, l'ensemble de ces directives devaient servir de noeud coulant passer au cou de tous les acteurs économiques sans exception, que la BCE et la Commission européenne n'auraient plus qu'à actionner sur ordre des marchés financiers pour asphyxier ceux qui étaient destinés à disparaître, ou pour obtenir la capitulation sans condition des acteurs politiques les plus réticents.

Leur objectif était de convertir la totalité des pays de l'UE au néolibéralisme, que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient déjà adopté ainsi que d'autres pays dans le monde, le Japon notamment, en plaçant l'ensemble de leur économie et leurs institutions politiques sous le contrôle de leur banque centrale, conformément à la stratégie que de l'oligarchie financière avait élaborée sachant que le capitalisme était condamné à la faillite, et qu'il fallait trouver les moyens d'écarter cette menace. C'est là qu'on s'aperçoit que la Grande-Bretagne devait servir d'aiguillon au sein de l'UE, comment, en montrant l'exemple aux Etats qui au départ n'étaient pas disposés à rejoindre l'UE. Voyez, nous qui sommes viscéralement attachés à notre indépendance, nous avons osé franchir le pas, alors pourquoi pas vous. Et si maintenant l'oligarchie financière a opté pour le Brexit ou la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, c'est sans doute parce qu'elle estimait que l'évolution de la situation sociale et politique pouvait menacer son indépendance, celle de la City, ou parce qu'elle avait jugé que la conversion de l'UE au néolibéralisme étant bien avancée ou tous les acteurs politiques suffisamment corrompus pour qu'ils ne puissent plus faire marche arrière, il était dorénavant inutile de faire partie de l'UE, à moins qu'elle ne prépare l'effondrement programmé de l'UE, et qu'en sortir avant permettrait à la City d'être relativement épargnés et d'en tirer davantage profit.

On voit que sur le plan tactique plusieurs options se présentaient à l'oligarchie financière anglo-saxonne, ou il peut y avoir plusieurs explications crédibles au Brexit, qui toutes sont évidemment orientées vers les mêmes objectifs stratégiques, accroître son pouvoir financier et politique sur le monde. Sachant que la City est un Etat dans l'Etat, qu'est la première place financière du monde et qu'elle se livre à des activités mafieuses et illégales en toute impunité, elle sera la seule bénéficière du Brexit, la question qui reste ouverte aujourd'hui, est de savoir quel usage elle compte en faire, on ne tardera pas à être fixés.

Ajoutons que l'explication selon laquelle le Brexit aurait été conçu pour affaiblir l'UE ne tient pas ou à la marge en l'admettant, puisque ce sont les Américains qui contrôlaient déjà la Commission européenne et la BCE, et les dernières nominations à la direction de ces institutions l'ont confirmé si besoin était.

GB: le "speaker" du Parlement, acteur clé du feuilleton du Brexit, tire sa révérence - AFP

Le président de la Chambre des communes, John Bercow, qui a annoncé lundi sa prochaine démission, a joué un rôle clé dans le feuilleton du Brexit, avec des interventions souvent cinglantes et des décisions parfois critiquées.

...le Parlement va être suspendu jusqu'au 14 octobre, deux semaines avant la date prévue pour le Brexit, que les députés votent ou non en faveur d'élections anticipées, selon un porte-parole du 10, Downing Street. AFP

La Reine oblige Boris Johnson à demander un report du Brexit - Le HuffPost 9 septembre 2019

La reine Elizabeth II a formellement approuvé la loi qui contraint le gouvernement du Premier ministre Boris Johnson à solliciter un report du Brexit auprès de l'Union européenne, a indiqué ce lundi 9 septembre après-midi la Chambre des Lords. Le HuffPost 9 septembre 2019

Brexit: le Parlement refuse à nouveau des élections avant sa suspension - AFP 10 septembre 2019

Les députés britanniques ont infligé mardi une nouvelle défaite cuisante au Premier ministre Boris Johnson en refusant encore une fois de déclencher des législatives anticipées, avant que le Parlement ne soit suspendu jusqu'au 14 octobre, deux semaines seulement avant la date prévue pour le Brexit.

Avant tout scrutin, l'opposition veut s'assurer que la perspective d'un "no deal" est écartée et que le Brexit sera repoussé de trois mois, comme le Parlement l'a voté la semaine dernière.

Ce texte oblige le Premier ministre à demander ce report à l'UE s'il n'obtient pas d'accord de sortie d'ici au 19 octobre, juste après un sommet européen.

Seul contre tous, et la Reine, et la City ?

Brexit: Boris Johnson persiste, seul contre tous - LeFigaro.fr 10.09

Quand la perturbation prend de la hauteur.

Grève monstre à British Airways avant une poursuite du mouvement mardi - AFP

La compagnie aérienne British Airways (BA) faisait face lundi à sa première grève de pilotes, ce qui l'a poussé à annuler ses vols faute d'issue dans ce conflit social qui devrait se poursuivre mardi.

"Nous n'avons pas d'autre choix que d'annuler presque 100% de nos vols", a indiqué le transporteur qui effectue environ 850 vols par jour au Royaume-Uni, essentiellement au départ des aéroports londoniens d'Heathrow et Gatwick.

Ce débrayage, qui porte sur un différend salarial, affecte au total autour de 140.000 voyageurs, mais BA avait prévenu ces derniers jours les passagers concernés de l'annulation de leurs vols.

Aucun règlement de conflit social n'était en vue, ce qui devrait contraindre BA, sauf solution de dernière minute, à annuler à nouveau presque tous ses vols mardi, le deuxième jour de grève prévu par les pilotes. Le mouvement doit se poursuivre une troisième journée, le 27 septembre.

Il s'agit de la toute première grève de leur histoire pour les pilotes de British Airways. Environ 93% des pilotes BA membres du syndicat Balpa, soit autour de 4.000, ont voté pour ce mouvement.

Le syndicat a décidé de débrayer après l'échec de négociations sur des hausses de salaires. Selon Balpa, les pilotes ont fait des "sacrifices" ces dernières années et devraient tirer davantage profit des bons résultats de l'entreprise.

BA a proposé une hausse de salaire de 11,5% sur trois ans, une offre qui a été refusée par le syndicat. Selon la compagnie, cela porterait le salaire de certains commandants de bord (Combien ? - LVOG) à plus de 200.000 livres par an.

Cette grève historique intervient à un moment difficile pour BA, l'emblématique compagnie nationale, dont la réputation a eu à souffrir ces dernières années, avec notamment un vol de données financières de centaines de milliers de passagers l'an passé.

Et, en mai 2017, une panne géante avait touché ses systèmes en raison d'un problème d'alimentation électrique qui l'avait forcée à annuler 726 vols, soit 28% de ses avions pendant trois jours d'un week-end prolongé. AFP

Hong Kong. C'était quoi au fait leur référence à la démocratie ? Réponse.

Hong Kong: grosse manifestation devant le consulat américain - AFP 11.09

Une foule compacte de militants pro-démocratie a manifesté dimanche devant le consulat des États-Unis à Hong Kong afin d'appeler Washington à faire pression sur Pékin après trois mois de manifestations. AFP 11.09

Hong Kong: la réception à Berlin d'un activiste suscite la colère de Pékin - AFP 10 septembre 2019

La Chine s'en est pris mardi à l'Allemagne à propos de la crise de Hong Kong, fustigeant la rencontre du militant Joshua Wong, en quête de soutiens internationaux, avec le chef de la diplomatie allemande.

L'activiste âgé de 22 ans, arrivé lundi soir à Berlin pour une visite de plusieurs jours dans la capitale allemande, a posté sur Twitter une photo de lui aux côtés du ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, précisant avoir discuté "des protestations actuelles et de (la) lutte pour des élections libres et la démocratie à Hong Kong".

Après un discours prévu mercredi soir à l'université Humboldt de Berlin, M. Wong doit se rendre aux Etats-Unis pour chercher de nouveaux soutiens.

Ces dernières années, l'Allemagne est devenue un refuge pour plusieurs dissidents chinois, notamment Liu Xia, la veuve du lauréat du Nobel de la Paix Liu Xiaobo, décédé en 2017.

En mai, deux anciens militants pour l'indépendance de Hong Kong ont obtenu le statut de réfugié en Allemagne, devenant les premiers dissidents hongkongais à recevoir une telle protection. AFP 10 septembre 2019

En complément. Quand ces grands démocrates vont plus loin que faire le lit du fascisme.

Un néonazi remporte des élections locales en Allemagne, avec le soutien de la CDU et du SPD - Le HuffPost

L'élection d'un membre d'un parti néonazi à la tête de l'assemblée d'une bourgade de l'ouest de l'Allemagne, avec le soutien unanime d'élus locaux conservateurs et sociaux-démocrates, a provoqué un tollé parmi les partis politiques allemands qui appellent à une annulation de cette décision

Stefan Jagsch, un adhérent du Parti national-démocrate (NPD), ultranationaliste, a été élu jeudi 5 septembre chef du conseil municipal de Waldsiedlung, une commune de 2500 habitants du district d'Altenstadt, à 30 kilomètres au nord-est de Francfort. Il a bénéficié du soutien de membres locaux de la CDU, le parti de la chancelière d'Angela Merkel, mais aussi d'élus du SPD (sociaux-démocrates) et du FDP (libéraux).

De nombreuses questions se posent aussi sur ce vote unanime en faveur de cet homme de la part de personnalités aux sensibilités si diverses. Le HuffPost

---

Ils osent tout.

- Macron défend sa stratégie anti-pauvreté malgré les critiques - Le HuffPost

- Depuis 30 ans, le père Pedro aide les plus pauvres de Madagascar - Franceinfo

- A Maurice, le pape s'inquiète pour les jeunes, sacrifiés de l'économie - AFP

- Cette BD où des Avengers gays s'embrassent ne sera plus censurée à Rio - Le HuffPost

- Une campagne sur les réseaux pour lutter contre le bizutage - Franceinfo

- Les démocrates avancent un peu plus vers une procédure de destitution de Trump - AFP

- Netanyahu accuse l'Iran d'avoir développé puis détruit un site nucléaire - AFP

- Hong Kong: en première ligne au côté des "braves" affrontant la police - AFP

- Israël: Netanyahu promet d'annexer un pan stratégique de la Cisjordanie s'il est réélu - AFP

- Afghanistan : peut-on faire la paix avec les talibans ? - Franceinfo

---

Etats-Unis. Quand l'Etat profond change son fusil d'épaule.

LVOG - Et même que les conseillers de Macron en ont été informé, d'où son changement de rhétorique envers la Russie...

Donald Trump limoge John Bolton, son conseiller va-t-en-guerre - AFP11 septembre 2019

Exit John Bolton et sa célèbre moustache: le président américain Donald Trump a annoncé mardi le limogeage de son conseiller à la sécurité nationale avec lequel il était en désaccord sur plusieurs dossiers brûlants, de l'Iran à la Corée du Nord en passant par l'Afghanistan.

Pour le leader des démocrates au Sénat, Chuck Schumer, cette décision de Donald Trump n'est que "le dernier exemple de sa façon de gouverner par le chaos".

Le sénateur républicain Rand Paul a lui salué avec force l'annonce du limogeage de M. Bolton. "Le président a d'excellentes intuitions sur la politique étrangère et sur la nécessité de mettre fin à nos guerres sans fin", a-t-il tweeté. "Il devrait être conseillé par ceux qui partagent sa vision".

"Depuis le début, deux voix murmuraient à l'oreille de Donald Trump: celle recommandant la diplomatie et mettant en garde contre le conflit, et celle poussant à la belligérance et mettant en garde contre le risque d'apparaître faible", résumait Robert Malley,

président de l'International Crisis Group.

"Avec le départ de Bolton, la deuxième a incontestablement perdu son principal avocat. Cela pourrait créer de nouvelles opportunités diplomatiques sur l'Iran, l'Afghanistan, la Corée du Nord et le Venezuela. Espérons que le président les saisira". AFP11 septembre 2019

Pompeo souligne ses nombreux désaccords avec John Bolton, limogé par Trump - euronews 11 septembre 2019

LVOG - Et si cette information venant du camp des va-t-en-guerre n'était pas tout à fait fortuite, alors que Pompeo a approuvé le limogeage de Bolton ?

Les Etats-Unis ont exfiltré en 2017 une taupe haut placée au Kremlin - AFP 11 septembre 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo s'est insurgé mardi contre la publication d'informations selon lesquelles les Etats-Unis ont exfiltré une "taupe" de la CIA qui avait accès au cercle rapproché de Vladimir Poutine au Kremlin.

LVOG - La caution du RussiaGate et autres machinations contre la Russie.

Cet informateur haut placé à Moscou aurait confirmé l'implication personnelle du président russe dans l'opération d'ingérence dans la présidentielle américaine de 2016. Cet homme aurait été exfiltré en 2017.

"Ces informations sont inexactes sur le plan factuel", a déclaré le chef du département d'Etat américain, sans les rejeter en bloc. M. Pompeo a dirigé précédemment la CIA et il a précisé n'accepter de parler sur un sujet tel que l'exfiltration d'un espion "que lorsque des personnes sont mises en danger".

D'après CNN et le New York Times, qui ont révélé l'affaire lundi, cette taupe avait été recrutée par les Américains plusieurs décennies auparavant.

Selon CNN, l'espion avait même transmis aux Américains des documents photographiés en cachette sur le bureau du président russe.

Fort de cette position, il avait, selon le NYT, pu confirmer que le maître du Kremlin avait lui-même orchestré la campagne russe destinée à favoriser le candidat Donald Trump lors de la présidentielle de 2016.

D'après le quotidien new-yorkais, l'informateur a également directement impliqué M. Poutine dans le piratage d'e-mails dans le camp démocrate, dont la publication avait embarrassé la candidate Hillary Clinton.

LVOG - Ils l'ont exfiltré quand Trump a été élu, pure coïncidence évidemment !

La chaîne CNN a assuré que la CIA l'avait exfiltré de crainte que Donald Trump ou son entourage ne le trahissent, mais l'agence centrale du renseignement a vigoureusement démenti ce point.

"Les allégations malencontreuses selon lesquelles la gestion des renseignements les plus sensibles de notre nation par le président --auxquels il a accès absolument chaque jour-- aurait provoqué une supposée exfiltration sont inexactes", a déclaré à CNN la directrice des affaires publiques de la CIA, Brittany Bramell. AFP 11 septembre 2019

LVOG - Les faits prouvent le contraire de ce qu'affirme CNN.

Haut de page

Le 19 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Une causerie et des infos en bref qui couvrent une semaine, 46 pages. Je vous conseille de la télécharger pour prendre le temps de la lire. Je n'ai pas pris en compte les infos de la veille, pas le temps. Elle comporte cinq parties.

J'ai cru bon de recopier de longs passages de certains articles pour inciter les lecteurs à les lire, car on ne peut pas se faire une idée du monde dans lequel on vit ou prendre conscience de quoi sont capables les psychopathes qui nous gouvernent et ce qu'ils nous réservent dans l'avenir, en se basant sur des éléments superficiels ou des impressions, ou alors c'est qu'on s'en fout, ce n'est pas mon cas, et je suis porté à croire que ce n'est pas le cas non plus des lecteurs.

Je rajouterais des documents d'actualité plus tard ou demain matin.

- Au format pdf - pages

PREMIERE PARTIE.

Que les lecteurs ne croient pas que je me désintéresserais de l'actualité sociale en France (ou ailleurs), je ne peux pas traiter tous les sujets. Je laisse le soin à d'autres de rendre compte des journées d'action et autres "actes" sans lendemain... Les causeries et infos ont pour vocation d'aider les lecteurs à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et dans quelle direction il s'oriente, en reliant les différents facteurs qui composent la situation en fonction des éléments à notre disposition ou portés à notre connaissance, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale sans privilégier a priori tel ou tel facteur, puisqu'on ne choisit pas le contexte dans lequel se mène la lutte de classe.

Les causeries et infos ne consistent pas à empiler mécaniquement des faits les uns à la suite des autres, car cela ne présenterait aucun intérêt. Rien que pour faire un tour d'horizon de l'actualité quotidienne, cela prend entre 4 et 5 heures par jour, généralement de 9 heures à 13 ou 14 heures, ce qui inclut la lecture rapide des articles de presse sélectionnés, et réaliser un copier/coller des titres et des passages significatifs.

Comme les causeries s'étalent sur plusieurs jours, chaque jour il faut classer les différentes infos, les intercaler dans les infos des jours précédents en respectant une certaine logique pour qu'elles apparaissent cohérentes ou que s'en dégage une orientation, ou plutôt, qu'autant que faire se peut les lecteurs puissent saisir le fil qui relie l'ensemble des évènements relatés à la situation mondiale, les titres que j'imagine sont destinés à les y aider.

Ensuite, on essaie d'analyser ou de commenter brièvement ces infos, cela prend encore des heures. Au final, en 5 ou 6 jours, on est revenu cent fois sur notre ouvrage pour le peaufiner, le rendre plus clair, plus précis, plus cohérent. On n'a pas cessé de penser à tel ou tel sujet des heures et des heures, et quand vient le moment de formater le document pour qu'il soit présentable à l'écran dans la page d'accueil du portail, chaque fois il faut encore consacrer entre 2 et 4 heures à le modifier, à améliorer ou changer certains titres qui ne nous conviennent plus, à rajouter un commentaire qui nous est venu à l'esprit à n'importe quel moment de la journée ou même de la nuit ! Pratiquement jusqu'à la dernière minute, j'essaie d'améliorer le travail que je vais vous livrer, parfois à cause de la fatigue extrême je me résous à publier une causerie inachevée ou brouillonne, parce que je ne peux pas reporter indéfiniment sa mise en ligne, ce qui me permet de ralentir le rythme pendant un jour ou deux ou de me reposer un peu.

Vous devez bien imaginer au regard du nombre de sujets abordés dans chaque causerie, que je ne les maîtrise pas tous, loin de là, surtout avec ma mémoire défaillante. J'ai très souvent ma petite idée, heureusement, mais cela ne suffit pas, aussi avant de publier quoi que ce soit, il faut réfléchir, réfléchir et réfléchir encore, se documenter, et quand on est totalement isolé comme je le suis, il faut surtout se méfier de nos propres idées, car il n'y a personne pour me corriger éventuellement. C'est ma hantise de m'être convaincu d'avoir compris quelque chose, pour m'apercevoir ensuite que je m'étais planté. C'est rarement le cas, puisque je prends la précaution de tout reprendre à zéro à chaque fois ou de tout vérifier scrupuleusement, mais on peut encore se tromper en s'étant fié à des sources insuffisamment rigoureuses. Il m'arrive encore de faire des contresens, mais je m'en rends compte à temps.

Quant à mes idées, c'est autre chose ou un autre aspect de ce portail, personne n'est obligé de les partager, et je n'encourage personne à les adopter, si on n'a pas compris au préalable le processus dialectique dont elles sont le produit, car dans ce cas-là vous ne pourriez pas les défendre, et excusez l'expression, vous en prendriez plein la gueule inutilement en polémiquant avec des adversaires mieux outillés que vous pour défendre les leurs.

Si mon combat politique se situe toujours exclusivement sur le terrain de la lutte des classes et du socialisme, je rejette la conception de la lutte des classes des ouvriéristes ou des tiers-mondistes qui idéalisent les exploités et les opprimés, plus généralement la nature humaine, qui privilégient leur condition et excluent l'interprétation qu'ils en ont sous prétexte qu'ils ne l'ont pas choisie, comme si les multiples instruments sophistiqués de propagande de la réaction n'avaient aucune influence sur leur comportement ou leurs idées, et finalement sur l'orientation de la société. Je persiste et signe à combattre avec acharnement cette conception révisionniste du marxisme ou qui est étrangère au marxisme mais s'en revendique. Il suffit par exemple d'observer le degré de putréfaction atteint par le NPA, pour comprendre ce qu'il y a lieu d'en attendre.

Le combat contre l'idéologie de la classe dominante, toutes ses variantes de droite qui vont de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par l'extrême-centre de Macron, la gauche dite de gouvernement, institutionnelle, contre la guerre psychologique que tous ces acteurs mènent avec les médias contre la classe ouvrière et les classes moyennes, contre la politique ultra libérale de Macron, contre le système financier mafieux dominé par la City et New York, contre le capitalisme et l'ensemble de ses

institutions financières ou politiques à l'échelon national, continental, mondial, contre la stratégie de l'oligarchie financière destinée à instaurer un nouvel ordre mondial totalitaire, l'ensemble de ces combats ne doivent en former qu'un ou sont indissociables, puisque l'ensemble de ces facteurs sont reliés entre eux. C'est aussi ce que ces causeries ou ce portail s'emploient à mettre en lumière.

Absolument sous aucun prétexte on ne devrait se soustraire à l'un de ces combats politiques, sous peine de laisser le champ libre à nos ennemis ou de lui accorder le moindre répit, ce qui serait assimilé à un renoncement et dénoncé comme tel par les opportunistes et la réaction, ce qui nous porterait un coup fatal, puisque notre crédibilité serait gravement entamée, la cohérence de notre politique définitivement compromise.

C'est si vous voulez sur cette base-là, que je propose de reconstruire l'avant-garde de la classe ouvrière, car je pense que c'est parce qu'on a été incapable ou on a refusé de mener cette guerre sur tous les fronts à nos ennemis, totale, qu'on en est là aujourd'hui.

Comprenez bien que cela résoudrait d'un coup bien des problèmes entre nous ou éviterait bien des confusions, incompréhensions ou méprises inutiles qui nous pourrissent l'existence, nous divisent, nous affaiblissent, nous réduisent finalement à l'impuissance, quelle que soit les intentions sincères et généreuses ou la bonne volonté manifestées par les uns et les autres.

Une dernière réflexion.

Avez-vous remarqué qu'ils sont tous en campagne électorale ? Vous non, mais eux si.

Macron toujours en quête de légitimité.

Quand Macron révèle à ceux qui l'ignoraient encore que l'extrême droite est la véritable nature de l'extrême-centre.

Immigration: il faut regarder le sujet "en face" affirme Macron - AFP 17 septembre 2019

Emmanuel Macron a affirmé lundi soir à sa majorité qu'il fallait regarder le sujet de l'immigration "en face" et ne pas être "un parti bourgeois" car ce sont les classes populaires "qui vivent avec" et ont migré vers l'extrême droite.

"Les flux d'entrée n'ont jamais été aussi bas en Europe et les demandes d'asile jamais aussi hautes en France". "En prétendant être humaniste on est parfois trop laxiste", a-t-il estimé.

"La gauche n'a pas voulu regarder ce problème pendant des décennies. Les classes populaires ont donc migré vers l'extrême droite. On est comme les trois petits singes: on ne veut pas regarder", a-t-il encore ajouté.

"Vous n'avez qu'un opposant sur le terrain: c'est le Front national (devenu Rassemblement national, ndlr). Il faut confirmer cette opposition car ce sont les Français qui l'ont choisie. Il y a deux projets : celui du repli, tout faire peur ou bâtir une solution ouverte mais pas naïve", a-t-il conclu. AFP 17 septembre 2019

LVOG - Qu'il s'emploie à entretenir ou "*confirmer cette opposition*" histoire de focaliser l'attention sur le FN-RN, la gauche et l'extrême gauche s'y emploient également avec succès, puisqu'à l'arrivée il ne reste plus en lice que LREM et FN-RN.

Et puis cela permet d'avancer l'argument suivant : Si le FN-RN incarne l'extrême droite, voyons, comment voulez-vous que LREM l'incarne aussi, c'est impossible, du coup LREM apparaît plus présentable, plus fréquentable...

Plus de 60% des Français estiment qu'il y a «trop d'étrangers» en France, selon un sondage - sputniknews.com 17.09

Un sondage réalisé par Ipsos-Sopra Steria a mis en évidence que la plupart des Français, à savoir 63%, considèrent qu'il y a trop d'étrangers dans leur pays. Qui plus est, d'après ce sondage, 66% des Français estiment que les étrangers qui viennent en France «ne font pas d'effort pour s'intégrer» en France.

Ensuite, le pessimisme des Français à l'égard de la vie sociétale ressort également à travers les résultats à l'affirmation «Aujourd'hui, on ne sent plus chez soi comme avant» que 64% des Français interrogés ont estimé comme correcte. sputniknews.com 17.09

Totalitarisme. Castener parlait-il des gangsters-blanchisseurs de la finance de la City : "Plus violentes, moins traçables (...) Les trafics se sont industrialisés, mondialisés" ?

Le gouvernement lance un plan antidrogue avec 55 mesures - AFP 17 septembre 2019

Une nouvelle organisation pour "frapper fort": le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a présenté mardi un nouveau plan antidrogue avec comme mesure phare la création d'un organisme, l'Ofast, comme chef de file de la lutte contre les trafics de stupéfiants.

Christophe Castaner a fait valoir que cette réforme était "impérative" face aux méthodes "plus violentes, moins traçables" des trafiquants. "En 66 ans", a-t-il dit, "tout a changé, sauf notre organisation. Les trafics se sont industrialisés, mondialisés".

LVOG - C'est exactement le même procédé employé par l'oligarchie anglo-saxonne pour prendre le contrôle de la finance mondiale, via les banques centrales et le FMI grâce à l'évasion fiscale et l'argent de tous les trafics, les véritables trafiquants de drogue en somme. Quand ils ne parviennent pas à prendre le contrôle total d'un trafic, ils l'organisent eux-mêmes, et c'est aussi un excellent prétexte pour réduire un peu plus les libertés.

AFP - Désigné pilier de cette réforme comprenant 55 mesures, l'Ofast (Office antistupéfiants) remplacera l'Office central pour la répression du trafic illégal de stupéfiants (Ocrtis) dont la réputation a été entachée par des scandales.

L'Ofast, qui devra être "opérationnel dès le 1er janvier" prochain, "coordonnera l'action de tous les acteurs dans la lutte antistupéfiants au niveau local et national", selon M. Castaner et associera pour la première fois dans sa gouvernance, police, gendarmerie, douanes et magistrats.

LVOG - Le régime policier doit se généraliser à tout le pays.

AFP - Il aura à sa tête une femme, Stéphanie Cherbonnier, actuelle conseillère "justice" du directeur général de la police nationale (DGPN). Elle sera secondée par le procureur de Bayonne, Samuel Vuelta-Simon.

Cet office, dont l'objectif est de "mutualiser" les forces des différents acteurs de la lutte contre les trafics de drogue, comptera "150 enquêteurs" et disposera de "16 antennes territoriales en métropole et dans les outre-mer".

Le ministre de l'Intérieur a insisté en outre sur la nécessité d'accroître le système de renseignement par une montée en puissance des cellules du renseignement opérationnel contre les stupéfiants (CROSS), dont la première avait été créée par Laurent Nuñez à Marseille.

De même, il a mis l'accent sur l'importance de "toucher au patrimoine des dealers". "Aujourd'hui, sur 500 millions d'euros d'avoirs criminels saisis seulement 10% sont issus des trafics de stupéfiants", a-t-il regretté, alors que le chiffre d'affaires des trafics est évalué à 3,5 milliards d'euros en France.

Christophe Castaner a promis aussi que les trafiquants seraient "plus systématiquement éloignés de leurs territoires".

LVOG - La France aura bientôt ses exilés intérieurs ! En prime, la délation

AFP - Une plateforme d'appel pour signaler les points de vente sera mise en place.

LVOG - Le tableau répressif ne serait pas complet sans son aspect financier.

AFP - Pour sa part, la ministre de la Justice a annoncé vouloir rendre "opérationnelle courant 2020", l'amende forfaitaire sanctionnant l'usage de stupéfiants.

Cette amende de 200 euros, votée par le parlement en novembre dernier, doit permettre de sanctionner l'usage illicite de stupéfiants. AFP 17 septembre 2019

LVOG - Alors qu'il est légalisé dans de plus en plus de pays ou d'Etats, quand il ne bénéficie pas d'un traitement permissif dans un plus grand nombre de pays encore. C'est à croire que la France est en train de se distinguer parmi les pays les plus autoritaires de la planète.

Ils visent les jeunes en priorité, mais pas seulement, ils veulent les terroriser, cela pourrait les conduire à se radicaliser plus rapidement...

Le monde est gouverné par des monstres. Techno-eugénisme tout azimut.

LVOG - Délire de complotiste ? Lisez, ils ont produits des "porcs dotés d'un cerveau humain".

BBC. Fake News sur la 5G décodés: Impacts sur la santé niés malgré des preuves scientifiques accablantes par Claire Edwards - Mondialisation.ca, 08 septembre 2019

Saviez-vous qu'au moins 60 appels : Doctors & Scientists Appeals For Stronger Electromagnetic Radiation Regulations ; Appel international demandant l'arrêt du déploiement de la 5G sur Terre et dans l'espace – 134 458 signataires dans 198 pays (2 août 2019) ?

Portail EMF de l'Université d'Aachen, exemple de recherche documentaire sur les « dommages à l'ADN » : 623 articles ont été trouvés ; l'opérateur Swisscom a déposé en 2004 un brevet sur une méthode et un système de réduction de l'électrosmog dans les réseaux locaux sans fil qui constate clairement que le WiFi endommage l'ADN.

Voici d'innombrables raisons de penser que l'exposition à la 5G par la technologie sans fil est extrêmement dangereuse

1. « C'est un rayonnement non ionisant. Il n'est pas assez fort pour briser les liaisons chimiques, endommager l'ADN, par exemple. »

Portail EMF de l'Université d'Aachen, exemple de recherche documentaire sur les « dommages à l'ADN » : 623 articles ont été trouvés ; l'opérateur Swisscom a déposé en 2004 un brevet sur une méthode et un système de réduction de l'électrosmog dans les réseaux locaux sans fil qui constate clairement que le WiFi endommage l'ADN.

2. « Il y a beaucoup de recherches sur les effets biologiques des radiofréquences, des ondes électromagnétiques et le seul effet reproductible qui en résulte est un léger réchauffement des tissus. » Irradié : Une compilation et une analyse complètes de la littérature sur les champs de radiofréquences et les impacts biologiques négatifs des champs électromagnétiques non ionisants (en particulier les champs de radiofréquences) sur les organismes biologiques (416 pages) ; le portail CEM de l'Université d'Aachen avec plus de 28.000 études. Même l'ICNIRP corrompue admet dans ses lignes directrices de 1998 que « par rapport au rayonnement à ondes continues (CW), les champs de micro-ondes pulsées avec le même taux moyen de dépôt d'énergie dans les tissus sont généralement plus efficaces pour produire une réponse biologique, surtout lorsqu'il existe un seuil bien défini qui doit être dépassé pour obtenir l'effet (ICNIRP, 1996).

3. « Il n'y a aucune preuve qu'il y ait un risque, qu'elle cause un préjudice réel. »

Portail EMF de l'Université d'Aachen : Le cœur du portail CEM est une vaste base de données bibliographiques avec un inventaire de 28.841 publications et 6.390 résumés d'études scientifiques individuelles sur les effets des champs électromagnétiques.

4. « On est baigné par le soleil avec des radiations électromagnétiques plus intenses et plus fréquentes chaque jour que ce à quoi vous allez être exposé à travers la 5G ! »

Selon le professeur Olle Johansson, récemment retraité de l'Institut Karolinska en Suède, l'exposition actuelle du public au rayonnement sans fil (avant l'ajout de la 5G) est environ un quintillion de fois (1 000 000 000 000 000 000 ou 18 zéros) supérieure au rayonnement naturel.

Le rayonnement de fond naturel n'est ni pulsé ni modulé, comme l'explique Arthur Firstenberg, scientifique et co-auteur de l'Appel international demandant l'arrêt du déploiement de la 5G sur Terre et dans l'espace :

Le dommage n'a rien à voir avec les niveaux de puissance. C'est ce que personne ne comprend. Le niveau de puissance n'est pertinent que pour un seul type d'effet : le chauffage. Pour tous les autres effets, il est complètement hors de propos. Il y a des effets à puissance proche de zéro, et pour certains effets, il y a une relation de puissance inverse, c'est-à-dire que plus la puissance est faible, plus le dommage est grave. Le DAS [débit d'absorption spécifique, utilisé pour exprimer la puissance absorbée par masse de tissu] n'est absolument pas pertinent pour les effets non thermiques.

Ce n'est pas la puissance qui fait le mal. C'est le degré de cohérence, le type et la profondeur de la modulation, la longueur d'onde, le nombre de fréquences, le nombre de signaux, la largeur de bande, la forme des ondes, la hauteur et la largeur des impulsions, le temps de montée et de descente, et les autres propriétés du rayonnement. Le peu d'importance des niveaux de puissance pour les effets autres que la chaleur a été démontré à maintes reprises. Dans les études de Salford, ce sont les niveaux de puissance les plus faibles qui ont causé le plus de fuites dans la barrière hémato-encéphalique. Blackman, Bawin, Dutta, Schwartz et

Kunjilwar, tous dans des laboratoires différents, ont constaté que le flux de calcium provenant des cellules neurales et cardiaques se produisait à des fréquences et à des niveaux d'exposition spécifiques et n'augmentait pas avec la puissance. Dans l'étude de Dutta, une diminution de 3 000 fois de la puissance a causé une augmentation de 4 fois du flux de calcium. Sadchikova et ses collègues soviétiques ont constaté que les employés exposés aux niveaux de puissance les plus bas souffraient plus souvent du mal des ondes radio. Belyaev a constaté que les effets génétiques se produisaient à des fréquences spécifiques et que l'ampleur de l'effet ne changeait pas avec un niveau de puissance supérieur à 16 ordres de grandeur. L'hypothèse selon laquelle la technologie sans fil peut être rendue sûre en réduisant la puissance a été démentie. (...)

Les contributeurs au programme qui sont effectivement qualifiés et justifiés d'exiger des tests de santé et de sécurité de la technologie 5G avant son déploiement en vertu (a) d'une qualification médicale et de connaissances dans ce domaine de la médecine, (b) d'une expérience personnelle des effets délétères de la technologie sans fil, et (c) de connaissances juridiques, sont dépeints comme déraisonnables, insensés, mesquins et extrêmes. Ils seront sans doute bientôt qualifiés de terroristes – affaire [BBC] à suivre… !

En revanche, les intervenants pro-5G, qui possèdent des qualifications techniques mais ni médicales dans le domaine des CEM ni scientifiques, sont vivement encouragés à exposer leurs opinions vides et sans valeur sur la sécurité de la 5G. Chacun parle après chaque intervenant anti-5G afin de saper ce qu'il ou elle a dit, et ensemble on leur accorde le double du temps accordé aux intervenants anti-5G. Des indices subtils tels que le choix du registre de la langue, les phrases vernaculaires, la banalisation et l'intonation désobligeante sont également utilisés pour miner les intervenants anti-5G. Mondialisation.ca, 08 septembre 2019

«Nous nous dirigeons vers un avenir techno-eugénique» par Dr Stuart Newman et Mohsen Abdelmoumen - Mondialisation.ca, 08 septembre 2019

Entretien avec le docteur Stuart Alan Newman, professeur de biologie cellulaire et d'anatomie au New York Medical College de Valhalla, dans l'État de New York, aux États-Unis, par Mohsen Abdelmoumen.

Interview réalisée par Mohsen Abdelmoumen

Qui est le Dr. Stuart Newman ?

Le Dr. Stuart A. Newman, Ph.D., est professeur de biologie cellulaire et d'anatomie. Il a été professeur invité à l'Institut Pasteur, Paris, au Centre de l'Energie Atomique-Saclay, Gif-sur-Yvette, à l'Indian Institute of Science, Bangalore, à l'Université de Tokyo, et Chercheur principal international spécialisé Fogarty à la Monash University, Australie. Il a été membre fondateur du Conseil pour une génétique responsable à Cambridge, Massachusetts, et est administrateur du Conseil des peuples autochtones sur le bio-colonialisme, Nixon, Nevada, et il est aussi membre du comité de rédaction du Journal des biosciences (Bangalore). Il écrit également sur les aspects sociaux et culturels de la recherche et de la technologie biologiques.

Ses domaines d'expertise sont les mécanismes cellulaires et moléculaires du développement des vertébrés, les mécanismes physiques de la morphogenèse, l'évolution des mécanismes du développement, les relations entre la structure des protéines et la fonction, les aspects sociaux et culturels de la recherche biologique et technologique.

Extrait.

La médecine a toujours bénéficié des progrès scientifiques, mais son domaine de prédilection a toujours été le corps des individus existants. La technologie génétique appliquée aux organes et tissus du corps des personnes est appelée mutation « somatique ». Il est toutefois très difficile d'introduire des gènes fonctionnels dans les tissus et organes développés et beaucoup plus simple de les introduire dans des ovules préfertilisés ou fécondés. Bien que le fonctionnement exact du nouveau gène dans son nouveau contexte soit mal compris, la facilité et la précision trompeuse de la manipulation ont conduit certains scientifiques et leurs alliés médecins à prendre l'initiative de modifier le gène embryonnaire. Avec les techniques actuelles, ces modifications du stade de l'œuf seront également transmises aux générations futures, ce qui conduira à ce qu'on appelle la mutation « germinale ».

Mais même si la transmission germinale pouvait être évitée, l'acte de façonner une personne potentielle par la modification de l'embryon serait une étape civilisationnelle majeure, que ma co-auteure Tina Stevens et moi, ainsi que d'autres penseurs sociaux et éthiciens, croyons fermement que ce ne doit pas être entrepris. Les personnes en devenir ne sont pas des patients de n'importe quel médecin et ne sont pas non plus la propriété d'un futur parent qui doit être faite sur commande. La modification humaine serait une expérimentation incontrôlée, compte tenu du fait que même les séquences de gènes les plus précisément caractérisées se comportent différemment selon les différents « contextes génétiques » (c.-à-d. tous les autres gènes de la personne modifiée).

Ce n'est pas simplement (comme le demande l'écrivain Walter Isaacson dans un essai récent) « Should the Rich be Allowed to Buy the Best Genes? » (Devrait-on permettre aux riches d'acheter les meilleurs gènes ?) mais que toute idée de perfectionner les humains à partir de théories génétiques nébuleuses est inconcevable. Parfois, cela peut fonctionner, ou sembler fonctionner, mais d'autres fois, cela échouera, produisant des déficiences qu'ils n'auraient pas eues autrement. Parfois, on ne sait même pas

quel en a été l'effet. Les partisans diront que la nature non manipulée peut aussi produire des résultats insatisfaisants. Mais l'introduction d'erreurs expérimentales irréversibles dans la poursuite de l'amélioration biologique humaine serait une évolution entièrement nouvelle et troublante dans l'histoire humaine.

Vous êtes un éminent scientifique et un chercheur chevronné. Quelle est votre opinion sur les dérives de certains laboratoires scientifiques et de certains chercheurs ?

La plupart des scientifiques que je connais sont très motivés et sérieux. Mais l'éthique professionnelle de la science est une de spécialisation, et peu de scientifiques prennent le temps d'apprendre l'histoire de leur domaine ou de réfléchir aux implications sociales de leurs recherches. Si vous apprenez qu'un gène est lié à de mauvais résultats s'il est endommagé chez l'homme ou chez la souris, l'impulsion par défaut est d'essayer de le corriger, et il serait plus facile de le faire chez les embryons que chez les enfants ou les adultes.

Mais les analystes qui ont étudié le rôle des gènes de façon plus générale, dans les populations humaines ou dans le développement des embryons animaux, ont conclu qu'ils n'agissent pas simplement. Les systèmes vivants dans lesquels ils fonctionnent les utilisent différemment dans différents contextes, y compris dans différents tissus d'un même organisme, dans les mêmes tissus d'espèces différentes (la souris, par exemple), à partir de laquelle on obtient beaucoup d'informations (de mauvais « modèles » pour la biologie humaine), et même dans les mêmes tissus chez différents membres d'une même espèce (deux personnes différentes, par exemple). Pour se faire une idée différente, une doctrine appelée « déterminisme génétique » était à la mode après les grandes découvertes sur la structure et la fonction de l'ADN dans la seconde moitié du XXe siècle. Bien que de plus en plus démentie, elle reste toujours d'actualité et alimente les propositions et les attentes. Mais ce qui est intéressant, c'est que presque personne qui propose de modifier génétiquement des embryons humains n'est un biologiste du développement, c.-à-d. un scientifique qui étudie comment les organismes prennent forme. Les adeptes sont pour la plupart des ingénieurs généticiens, des chercheurs qui se concentrent sur la façon de modifier avec précision les gènes individuels.

Une autre idéologie qui imprègne le discours biologique et les propositions politiques est l'eugénisme, l'idée d'améliorer les gens par leurs gènes. James Watson, le codécouvreur de la structure de l'ADN, est un eugéniste célèbre. Certains moyens de mettre en œuvre l'eugénisme empêchent la procréation ou éliminent les personnes avec de supposés mauvais gènes. Peu de scientifiques adhèrent ouvertement à de telles politiques de nos jours, mais beaucoup trouvent peu de choses à redire sur le génie génétique embryonnaire, la « techno-eugénique » pour reprendre les termes du philosophe social Richard Hayes, malgré la faillibilité de la technologie.

De nombreux biologistes sont financés par des subventions gouvernementales, payées à même les coffres de l'État, mais peu se demanderont pourquoi un système politique dominé par le marché dépenserait de l'argent pour leur permettre de poursuivre leurs chères idées. Bien que les thérapies puissent en faire partie, l'engagement global du gouvernement américain envers la santé nationale (tel qu'il se reflète dans les politiques sur l'eau potable et l'environnement, par exemple) est en déclin. La logique de financement se traduit alors de plus en plus par des brevets et des bénéfices pour leurs institutions, par le biais de sociétés de capital-risque ou de sociétés de biotechnologie, la plupart des bénéficiaires se sentant chanceux et affirmant la valeur de leurs idées et de leurs recherches pour la société.

Aux échelons supérieurs de l'élite scientifique, les choses sont différentes. Ces chercheurs reçoivent des sommes d'argent exceptionnellement élevées non seulement d'organismes gouvernementaux, mais aussi de sociétés et de sources privées. Certains sont présentés dans de prestigieuses revues médicales pour recommander les gènes modifiés dont les parents éclairés devraient espérer doter leur progéniture. Ils sont régulièrement les interlocuteurs les plus bruyants dans la salle lors des délibérations officielles en matière de politiques, leurs relations commerciales étant fièrement révélées et donc jugées irréprochables.

Bon nombre de ces scientifiques, chercheurs dans les domaines cognitif et cérébral, ainsi que des généticiens de Harvard, du MIT et du Santa Fe Institute, par exemple, ont énormément profité des largesses financières et du réseautage social du prédateur sexuel et adepte de l'eugénisme Jeffrey Epstein, souvent présentés l'un à l'autre par un ami d'Epstein qui était aussi leur agent. Certains des plus éminents d'entre eux sont restés en contact fréquent avec Epstein, assistant à des conclaves presque tous masculins (en ce qui concerne les principes scientifiques) dans ses diverses résidences, même après que ses crimes soient devenus connus de tous. Rien n'indique que la participation à ce milieu culturel atténuera l'influence de ces personnalités dans l'orientation des initiatives sur l'avenir biologique de l'humanité.

Vous avez tiré la sonnette d'alarme dans votre récent article The Biotech-Industrial Complex Gets Ready to Define What is Human (Le complexe Biotech-Industriel se prépare à définir ce qui est humain) en décrivant des expérimentations terrifiantes visant à créer des hybrides mi humains, mi animaux. Vous évoquez l'écrivain visionnaire H.G. Welles, et ce qui était hier de la science fiction est aujourd'hui une réalité. D'après vous, quel est le but réel de ces expériences ? Ont-elles un objectif clair ?

Mon intérêt pour les embryons chimères a commencé dans les années 1980, lorsque plusieurs articles ont montré que les mélanges de cellules d'embryons de chèvres et de moutons pouvaient produire des animaux viables et sains, qui étaient intermédiaires entre les deux types d'animaux. Les chimères sont différentes des hybrides, obtenues par croisement, en ce

que leurs cellules apparaissent au cours du développement avec l'identité de l'une ou de l'autre espèce : chaque cellule de la chimère chèvre-mouton (« geep » en anglais) est soit chèvre, soit mouton. Malgré cela, les « geeps » eux-mêmes n'étaient pas de l'une ou l'autre espèce, mais un composite. Depuis que les moutons et les chèvres ont divergé il y a environ 4 millions d'années, et que leur évolution séparée s'est accompagnée de nombreux changements génétiques, le résultat de la chimère a remis en question les idées conventionnelles sur la signification des frontières entre espèces et, partant, sur la rôle central des différences de gènes dans la définition de l'identité des organismes.

En 1997, le critique social Jeremy Rifkin, qui voulait savoir jusqu'où la biotechnologie pouvait aller sans porter atteinte aux valeurs de la société, m'a demandé si je pouvais proposer une invention biologique qui soit utile sur le plan médical, techniquement réalisable, mais qui serait suffisamment gênante pour justifier la nécessité des limites. Les chimères humaines et non humaines (p. ex. les singes, les porcs, les souris) correspondent à la demande, et Jeremy, par l'entremise de sa Foundation on Economic Trends, a financé mes efforts pour obtenir un brevet préemptif sur ces chimères, pour poser ces questions importantes au public (mais pas pour produire réellement les organismes des espèces mixtes).

Le brevet a été refusé après plusieurs cycles d'examens et de réponses, principalement parce que le U.S. Patent and Technology Office (Bureau américain des brevets et de la technologie) l'a jugé « sujet inapproprié ». Ils n'ont cependant jamais remis en question son utilité, puisqu'il est clair que des organismes mi-humains et mi-animaux seraient extrêmement utiles à la recherche scientifique en tant que sujets expérimentaux et sources d'organes transplantables.

Vingt-deux ans plus tard, certains scientifiques ont apparemment surmonté les scrupules (et même l'indignation, le dégoût et le déni du fait que des enquêteurs responsables entreprendraient un jour de produire des chimères de ce genre) exprimés à l'époque par l'OTP (ndlr: Patent and Technology Office), ainsi que par d'éminents scientifiques et autres commentateurs. Travaillant à l'échelle transnationale, des chercheurs basés aux États-Unis, mais ayant des affiliations et des collaborations au Japon et en Chine, ont réussi à négocier les aspects juridiques ambigus de la technologie pour produire des chimères singe-humain et porc-humain. Jusqu'à présent, on leur a juste permis de développer jusqu'au stade embryonnaire ou peut-être fœtal, mais les scientifiques ont clairement exprimé leur intention de produire à terme des chimères vivantes autonomes.

Comme nous l'avons vu plus haut, ces animaux chimériques en partie humains seraient très utiles pour la recherche scientifique et les thérapies médicales. Comme ils sont destinés à être produits à des fins expérimentales et non en tant que membres de la communauté humaine, ils ne soulèvent pas le même type de problèmes éthiques que le génie génétique expérimental d'enfants potentiels. Paradoxalement cependant, alors que cette technologie n'est utile que dans la mesure où les chimères peuvent être traitées comme des êtres sous-humains ou inférieurs à l'être humain, sa valeur scientifique et médicale augmente proportionnellement au fait que leur biologie se rapproche de celle de l'homme.

Ces expériences scientifiques ne sont-elles pas avant tout immorales ? La science n'a-t-elle pas été pervertie ?

La moralité se rapporte habituellement aux comportements entre et parmi les individus existants. Mais beaucoup de gens reconnaissent que confier aux gens l'avenir – que nous ne connaîtrons jamais – d'une planète dont l'environnement a été détruit, est profondément immoral. Dans les cas dont nous discutons, il s'agit de la production expérimentale de personnes potentielles, ou d'organismes dont la personnalité humaine peut être partielle ou incertaine, et il me semble que les décisions de prendre ces mesures irréversibles de civilisation, fondées sur une conception étroite, pratique ou commerciale, sont tout aussi immorales. Sans presque aucune délibération, si ce n'est sur l'efficacité de ces procédures, notre génération amènera la procréation humaine dans le domaine de l'optimisation de type industriel par la manipulation génétique expérimentale de personnes potentielles. Cela brouillera également la frontière entre les humains et les non-humains tout en s'approchant de l'humain aussi près que ce qui est socialement acceptable (une norme forcément glissante), en produisant des chimères.

Aucun média n'évoque ces faits graves que vous révélez dans vos écrits. Pourquoi ces expérimentations se déroulent-elles dans l'opacité totale ?

Les articles sur les » percées » biotechnologiques apparaissent tout le temps dans la presse populaire, mais sont rarement débattus ou contextualisés en ce qui concerne leurs implications sociales. Les «valeurs» ont un rythme journalistique différent, laissé aux auteurs en religion ou en philosophie. Les journalistes spécialisés dans la technologie sont généralement des libéraux. Pour eux et leurs éditeurs, la critique de la recherche sur les embryons est essentiellement un sujet tabou, qui se rapproche trop de la politique de l'avortement. Les rares auteurs conservateurs de ces technologies, qui apportent parfois une perspective culturelle plus inclusive, ne doutent pas que le rejet de l'avortement soit à la base de leurs critiques, ce qui les a tenus à l'écart du discours traditionnel favorable aux sciences. L'engagement de longue date des écrivains marxistes envers la science et la technologie semble s'être largement écarté de la biologie moderne.

Mon point de vue, et celui de ma co-auteure de Biotech Juggernaut, Tina Stevens, est que le droit d'une femme d'interrompre une grossesse est totalement différent d'un prétendu « droit » des scientifiques et des médecins d'utiliser des embryons humains comme matériel expérimental pour produire des personnes génétiquement modifiées ou quasi-humaines. Cependant, notre position semble traverser trop de frontières idéologiques pour être prise en compte par les journalistes.

De plus, le déterminisme génétique est tellement enraciné chez les élites instruites que les récents succès du CRISPR et des techniques connexes pour modifier avec précision les gènes ont renforcé l'idée que la modification des embryons d'une manière prévisible n'est qu'une question de mise au point technique et de dépassement des traditions cachées. Si les journalistes laissaient entendre le contraire, ils risqueraient de perdre leurs sources dans les communautés scientifiques et bio-entrepreneuriales. Lorsque j'ai annoncé le dépôt de ma demande de brevet de chimère en 1998, mon argumentation a été commentée et l'affaire a fait l'objet d'un examen et d'une réponse jusqu'à son rejet en 2005 (que j'ai refusé de contester) dans une série d'articles du Washington Post. Toutefois, mes récentes tentatives, en tant que biologiste du développement ayant une position critique, une histoire d'engagement et même un livre sur ces questions, de placer des éditoriaux sur la modification des embryons et la production de chimères dans ces journaux, le New York Times, le Wall Street Journal et même la Nation, ont été infructueuses. Que ce soit par crainte de paraître anti-entrepreneuriat, anti-science ou anti-génétique, ces espaces journalistiques semblent s'être embarqués dans l'engrenage des biotechnologies des générations à venir.

J'aimerais trouver une quelconque dynamique compensatrice, mais il me semble que nous nous dirigeons vers un avenir techno-eugénique. Des chimères homme-animal sont déjà en cours de production ; le calibrage de leur degré acceptable d'humanité ne sera qu'une question de morale sociale. À l'heure actuelle, les porcs dotés d'un cerveau humain sont considérés comme un pas de trop, et les scientifiques qui les supervisent ont promis de détruire tous les animaux d'espèces mixtes qui présentent des signes de conscience humaine. Cependant, lorsque des modèles d'affaires impliquant, par exemple, la reconstruction post-chirurgicale ou l'amélioration cognitive à l'aide de tissus provenant de ces animaux émergeront, il est presque certain que cela va changer.

En ce qui concerne l'ingénierie embryonnaire avec l'intention de produire une progéniture améliorée, la technologie n'est certainement pas prête pour une application générale. Je ne peux concevoir qu'un biologiste ou qu'une personne bien informée et fortunée puisse consentir à ce que ses enfants potentiels soient bricolés par ces méthodes. Pour cette raison, la question de Walter Isaacson dans son article mentionné ci-dessus, à savoir si les riches devraient être autorisés à acheter les meilleurs gènes, est prématurée et trompeuse. Tout gène spécifique, même s'il peut s'avérer être le « meilleur » dans un contexte donné, est une ressource reproductible à l'infini. La bonne question est plutôt de savoir si (et, de façon plus réaliste, comment) la technologie peut être adaptée pour les riches.

Dans son essai, Isaacson discute de la proposition de James Watson, prix Nobel d'eugénisme, de rendre le génie génétique « plus équitable » (c'est-à-dire accessible aux pauvres) en diminuant la protection conférée par les brevets sur la technologie. Isaacson considère cela comme une expression tardive de la générosité libérale de Watson, mais cela semble naïf. Compte tenu des antécédents de Watson, nous savons quel secteur de la société a, à son avis, le plus besoin de nettoyage génétique et lequel conviendrait le mieux pour devenir le sujet expérimental de première ligne avant qu'il ne soit prêt pour les heures de grande écoute.

Vous êtes quelques militants qui dénoncez ce dévoiement de la science. D'après vous, quel est le moyen le plus efficace pour contrer ces expérimentations inhumaines et contre nature ?

J'aimerais croire qu'on peut y parvenir en formant mieux les scientifiques afin qu'ils soient sensibilisés aux déterminants sociaux de la science et de la technologie et à leurs utilisations à travers l'histoire. Mais malheureusement, il ne s'agit pas seulement d'un problème d'acteurs individuels. En outre, le public dans son ensemble doit faire face à des problèmes d'actualité plus pressants, le climat et l'environnement, le militarisme et la guerre, la pauvreté et les inégalités, pour s'attendre à ce qu'il se mobilise face à ces menaces d'avenir, aussi importantes soient-elles. Je ne crois pas que la perspective d'introduire la procréation humaine et la définition de la nature humaine biologique dans le système marchand puisse être résolue au sein du capitalisme, mais les autres problèmes mentionnés non plus.

Sur un tout autre chapitre, celui de la politique, quelle est votre analyse du bilan de la présidence Trump ? Ne pensez-vous pas que ce sera dangereux pour les États-Unis et le reste du monde s'il se fait réélire ?

L'administration Trump est en train d'aggraver presque tout, et ce sera inévitablement un désastre pour tout le monde s'il est réélu. Mais en ce qui concerne l'ingénierie embryonnaire, les conservateurs qui contrôlent les politiques scientifiques et médicales représentent un répit temporaire en raison de leur position anti-avortement. Comme il est mentionné plus haut, le domaine techno-eugénique est essentiellement un projet libéral et s'accélérera probablement si les démocrates reviennent au pouvoir. Les démocrates à la Chambre des représentants étaient prêts à mettre fin à l'interdiction américaine de la construction d'embryons de trois personnes lors du dernier examen du budget et n'ont échoué que dans les derniers jours en raison des contre-indications techniques qui ont été découvertes. Il ne fait aucun doute que les universitaires et les entreprises qu'ils représentent travaillent d'arrache-pied pour dissiper ces objections valables. Mondialisation.ca, 08 septembre 2019

Et vous n'avez pas peur ? Attendez, ils ont trouvé plus grandiose que le communisme, le terrorisme et le changement climatique réunis

Le trou noir au centre de notre galaxie est devenu plus affamé et lumineux que jamais - Business Insider 16 septembre 2019

Le trou noir supermassif a connu des "changements sans précédent", selon les scientifiques. NASA

LVOG - Comme la Terre, quelle coïncidence troublante !

Business Insider - Un trou noir qui se trouve au centre de notre galaxie, normalement inoffensif, s'est régalé de tout ce qui est venu dans sa direction — un phénomène que les scientifiques n'ont pas observé depuis 24 ans.

LVOG - Pour un peu il va nous dévorer aussi !

Business Insider - Aujourd'hui, son appétit inhabituel laisse penser que le trou noir pourrait finalement entrer dans une nouvelle phase.

LVOG - C'est franchement inquiétant, non ?

Business Insider - Les scientifiques pensent que si ce ne sont pas des étoiles, cela pourrait être des astéroïdes. En effet, si un astéroïde assez gros a été pris dans la gravité du trou noir, il pourrait être la cause de ce gros repas.

LVOG - Ouf, nous voilà un peu soulager !

Business Insider - Quoi qu'il en soit, le phénomène n'affecte en rien la Terre. Le trou noir se trouve à 26 000 années-lumière de notre planète et ne représente aucune menace immédiate.

LVOG - Enfin, sauvés ou presque, dans l'immédiat, mais plus tard ?

Business Insider - Pour qu'il y ait des répercussions sur Terre, il faudrait que la luminosité soit 10 milliards de fois supérieure à celle observée actuellement.

LVOG - Qui sait, qui sait ? C'est cela le "business". Vous ne voyez pas le rapport ? Alors c'est que vous êtes passé à côté.

Business Insider 16 septembre 2019

Toujours plus fort, mais ça plane un peu moins haut ou moins loin, mais qui sait ?

LVOG - Vous apprécierez la posture qui consiste à vous inviter à ne pas "forcément accréditer l'hypothèse extraterrestre", alors que le titre était plus que suggestif, affirmatif ou sans ambiguïté, du grand art !

Des vidéos d'OVNIS reconnues authentiques par l'armée américaine - Le HuffPost 17.09

La Navy, l'une des branches de l'armée américaine, a confirmé le 10 septembre au site spécialisé dans les objets volants non identifiés The Black Vault l'authenticité de trois vidéos. Des enregistrements infrarouge capturés par les systèmes de navigation d'avions de chasse. (...)

Datant de 2015, mais diffusés dans la presse deux ans plus tard, ces documents ont de quoi troubler les esprits les plus pragmatiques: tant les objets non identifiés, clairement capturés par une technologie de pointe, que les commentaires des pilotes effarés rendent ces enregistrements particulièrement intéressants.

Le mystère planant autour de ces objets volants non identifiés ne doit pourtant pas forcément accréditer l'hypothèse extraterrestre. La manière dont se déplacent les objets peut aussi faire penser, par exemple, à des drones militaires d'une nouvelle génération. Que la Navy ait décidé de confirmer, deux ans après leur diffusion, l'authenticité de ces images n'est peut-être pas anodin non plus, dans un secteur -le domaine militaire- où les innovations sont divulgués au compte-gouttes. Le HuffPost 17.09

LVOG - Vous n'avez toujours pas peur ? Tenez, je vous ai dégoté un truc à vous faire frémir.

Brexit dur : le rapport choc qui dévoile un scénario catastrophe - euronews

---

L'effroyable imposture du 11 Septembre 2001 craque de partout.

Je viens de découvrir un article sur le 11 Septembre 2001 que je n'avais jamais lu, alors qu'il avait été publié dès le lendemain par le portail canadien, le Centre de recherche sur la mondialisation (Global Research - mondialisation.ca) qu'aucun dirigeant du mouvement ouvrier ne pouvait ignorer. A l'époque j'ignorais l'existence de ce portail et bien d'autres d'un intérêt crucial...

L'auteur de cet article précisait en guise de présentation que "*Le texte ci-dessous a pour object d'analyser l'histoire d'Oussama ben Laden et des liens entre la Jihad islamique et la politique étrangère des États-Unis depuis la Guerre froide.*". mondialisation.ca 12 Septembre 2001

LVOG - Ces liens une fois connus, la précipitation avec laquelle l'administration américaine s'est employée à attribuer à ben Laden les attaques du 11 Septembre devait faire jaillir immédiatement au minimum dans la tête d'une personne disons normalement constituée un doute sur la version officielle, l'ampleur et la complexité de l'opération, la très lourde logistique qu'elle avait nécessitée, la multitude de facteurs ou acteurs qu'elle impliquait dont certains avaient dû être neutralisés, la rendait définitivement invraisemblable, ce qui sera amplement vérifié par la suite.

Question : Dans ces conditions, comment se fait-il que 18 ans plus tard la totalité des dirigeants du mouvement ouvrier continuent de colporter la version officielle rocambolesque de Bush, Rumsfeld, Cheney, Powell ? C'est à croire qu'ils finiront par être les seuls à la soutenir. Comment ne pas s'interroger sur leurs réelles intentions, sur leur intégrité.

Dix-huit ans après le 11 septembre 2001 par Dr. Paul Craig Roberts - Mondialisation.ca, 11 septembre 2019

J'aimerais que les lecteurs me disent si par hasard, ils ont appris par la presse écrite, télévisée ou par la radio publique nationale, que des professionnels hautement qualifiés ont étudié pendant quatre ans l'écroulement du building WTC-7. Cette équipe internationale d'ingénieurs civils a conclu que l'explication officielle de l'effondrement du bâtiment 7 est mensongère de A à Z. (...)

Les seules recherches réelles ont été faites par des scientifiques, des ingénieurs et des architectes privés. Ils ont trouvé des indices évidents montrant que de la nanothermite avait servi à détruire les tours jumelles. Plus de 100 pompiers premiers intervenants ont témoigné avoir ressenti un grand nombre d'explosions à l'intérieur des tours, dont une énorme explosion dans le sous-sol d'une des tours, avant les impacts des avions de ligne. De nombreux pilotes militaires et civils ont attesté que les manœuvres des avions impliqués dans les attentats au WTC et au Pentagone, dépassaient leurs compétences et très certainement l'habileté des prétendus pirates de l'air. Chose ahurissante, il n'y avait pas d'épaves d'avions sur les sites d'impact, etc. etc. Et il n'est plus contestable que le bâtiment 7 a fait l'objet d'une démolition contrôlée.

En se référant aux faits connus, des gens bien informés et des experts ont conclu que les événements du 11/9 sont un coup monté de l'intérieur, organisé par le vice-Président Dick Cheney, son équipe de néocons et Israël. Ils l'ont fait dans le but de [de forcer l'armée des États-Unis à] réorganiser le Moyen-Orient dans l'intérêt d'Israël, en enrichissant au passage le Complexe militaro-sécuritaire étasunien.

La plupart des gens ne sont pas au courant du rôle joué par le directeur du FBI Robert Mueller, dans la défense de l'histoire officielle du 9/11 contre les faits. Paul Sperry révèle dans le New York Post les nombreuses démarches de Mueller visant à dissimuler les faits au Congrès et au public.

Patrick Pasin, l'auteur français du livre « Le FBI, complice du 11 septembre« , apporte une preuve supplémentaire montrant que Mueller a abusé de sa fonction en s'employant à protéger le mensonge officiel.

Le livre de Pasin raconte de manière convaincante comment l'histoire de l'attentat sous faux drapeau a été protégée grâce à la censure des faits connus. Il détaille le plan « grâce auquel le FBI a tenté de prouver, quel qu'en soit le coût, la véracité de l'histoire de complot du gouvernement ». Gardez à l'esprit que Mueller est celui que l'État profond a collé sur le dos du Président Trump. Le sale travail est l'affaire de Mueller. (...)

Le livre de Pasin est facile à lire. En exposant simplement le déroulé des événements, il dévoile falsification après falsification, mensonge après mensonge. La fausseté manifeste de l'histoire officielle est révélée au monde, et les experts qui le font sont qualifiés de « théoriciens du complot » par des gens trop stupides et ignorants pour supporter ce que dévoile leurs livres.

Voilà les États-Unis du XXIe siècle et, apparemment, le reste de la population mondiale n'est pas plus brillante.

Dans 3 jours, ce sera le 18ème anniversaire du 11 septembre. Qu'avons-nous appris pendant ces 18 ans ? Nous avons appris que des milliers d'experts disposant de preuves tangibles, ne peuvent rien contre un mensonge officiel évident. Mondialisation.ca, 11 septembre 2019

De plus en plus d'Étasuniens remettent en question l'histoire officielle du 11-Septembre alors que de nouvelles preuves contredisent le récit officiel par Whitney Webb - Mondialisation.ca, 12 septembre 2019

Extrait.

...après 18 ans, et grâce aux efforts inlassables des familles des victimes, des premiers intervenants, des scientifiques et des ingénieurs, le vent semble tourner, alors que de nouvelles preuves continuent d'apparaître et que de nouvelles enquêtes sont demandées. (...)

Par exemple, à la fin de juillet, les commissaires d'un service d'incendie de la région de New York, qui ont réagi aux attaques et ont perdu l'un des leurs ce jour-là, ont demandé une nouvelle enquête sur les événements du 11 septembre. Le 24 juillet, la commission des commissaires du Franklin Square Munson Fire District, qui dessert une population d'environ 30 000 personnes près du Queens, a voté à l'unanimité en faveur d'une nouvelle enquête sur ces attaques.

Alors que l'appel à une nouvelle enquête lancé par un service de pompiers de New York impliqué dans l'effort de sauvetage semble normalement digne d'intérêt pour les médias qui rallient souvent les Étasuniens à « ne jamais oublier », l'appel des commissaires à une nouvelle enquête a été accueilli avec un silence total dans les médias grand public. La raison probable de la rareté de la couverture médiatique d'un vote par ailleurs digne d'intérêt était probablement due au fait que la résolution qui demandait la tenue d'une nouvelle enquête contenait la clause suivante :

« Attendu que la preuve accablante présentée dans ladite pétition démontre sans l'ombre d'un doute que des explosifs et/ou incendiaires préinstallés – pas seulement les avions et les incendies qui ont suivi – ont causé la destruction des trois bâtiments du World Trade Center, tuant la grande majorité des victimes qui ont péri ce jour-là » .

Dans le monde de l'après-11 septembre, ceux qui ont fait de telles affirmations, aussi bien fondées soient-elles, ont souvent été ridiculisés et attaqués en tant que « théoriciens du complot » pour avoir remis en question les affirmations officielles selon lesquelles les trois bâtiments du World Trade Center s'étaient effondrés le 11 septembre parce qu'elles avaient été frappées par des avions et à cause des incendies qui en ont découlé. Pourtant, il est beaucoup plus difficile de lancer ces mêmes attaques contre les membres d'un service de pompiers qui a perdu un de ses membres le 11 septembre et dont plusieurs membres ont participé aux efforts de sauvetage de cette journée, dont certains souffrent encore de maladies chroniques en conséquence. (...)

Bien que la remise en question des conclusions officielles de la première enquête fédérale sur les attentats du 11 septembre ait été traitée comme un tabou dans le paysage médiatique américain depuis des années, il convient de noter que même ceux qui ont dirigé la commission ont dit que l'enquête avait été « conçue pour échouer » dès le départ et que des fonctionnaires fédéraux les avaient trompés et leur avaient menti à plusieurs reprises au sujet des événements du jour en question.

Par exemple, le Président et le vice-Président de la Commission du 11 septembre 2001, Thomas Kean et Lee Hamilton, ont écrit dans leur livre « Without Precedent » que non seulement la commission avait été privée de fonds et de ses pouvoirs d'enquête étrangement limités, mais qu'elle avait été entravée et carrément trompée par les hauts fonctionnaires du Pentagone et de la Federal Aviation Authority (FAA). Comme d'autres commissaires, ils ont déclaré sans ambages que le rapport « officiel » sur les attentats était incomplet, imparfait et incapable de répondre aux questions clés concernant les attentats terroristes. (...)

Peu de temps après que le Franklin Square and Munson Fire District ait demandé la tenue d'une nouvelle enquête sur les attentats du 11 septembre, une étude universitaire révolutionnaire a donné encore plus de poids à l'appel des commissaires pour un nouvel examen des preuves concernant l'effondrement des trois bâtiments du World Trade Center. Alors que la plupart des Étasuniens savent très bien que les tours jumelles se sont effondrées le 11 septembre, ils sont moins nombreux à savoir qu'un troisième bâtiment – le World Trade Center Building 7 – s'est également effondré. Cet effondrement s'est produit sept heures après la chute des tours jumelles, même si le WTC 7, ou « bâtiment 7 », n'a jamais été frappé par un avion.

Ce n'est que près de deux mois après son effondrement que les rapports ont révélé que la CIA avait un « bureau secret » dans le WTC 7 et que, après la destruction du bâtiment, « une équipe spéciale de la CIA a fouillé les décombres à la recherche de documents secrets et de rapports de renseignements stockés dans la station, sur papier ou dans des ordinateurs« . Le WTC 7 abritait également des bureaux pour le Département de la Défense, les Services Secrets, le bureau du Maire de New York pour la gestion des urgences et la banque Salomon Brothers.

Bien que l'histoire officielle concernant l'effondrement du WTC 7 cite les « incendies incontrôlés de bâtiments » comme conduisant à la destruction du bâtiment, une majorité d'Étasuniens qui ont vu les images de la tour de 47 étages descendre sous quatre angles différents rejettent massivement l'histoire officielle, selon un nouveau sondage mené par YouGov au nom des architectes et ingénieurs pour « 9/11 Truth » et publié lundi.

Ce sondage a révélé que 52 % des personnes qui ont vu les images étaient sûres ou soupçonnées que la chute de l'immeuble était due à des explosifs et qu'il s'agissait d'une démolition contrôlée, et que 27 % ont dit ne pas savoir quoi faire de ces images. Seulement 21 % des personnes interrogées étaient d'accord avec l'histoire officielle selon laquelle le bâtiment s'est effondré à cause des seuls incendies. Avant de voir les images, 36 % des répondants ont dit qu'ils ne savaient pas qu'un troisième

bâtiment s'était effondré le 11 septembre et que plus de 67 % n'étaient pas en mesure de nommer le bâtiment qui s'était effondré.

Un autre résultat important du sondage de YouGov est que 48 % des répondants ont appuyé une nouvelle enquête sur les événements du 11 septembre, alors que seulement 15 % s'y sont opposés. Ceci montre que non seulement le récent appel du Franklin Square Fire District pour une nouvelle enquête en accord avec l'opinion publique américaine, mais que visionner les images de l'effondrement du WTC 7 soulève plus de questions que de réponses pour de nombreux Étatsuniens, questions qui n'ont pas été suffisamment traitées par l'enquête officielle de la Commission du 11 septembre.

Les Étasuniens qui estimaient que les images vidéo de l'effondrement du WTC 7 ne correspondaient pas au récit officiel et semblaient montrer une démolition contrôlée ont maintenant plus de preuves scientifiques sur lesquelles s'appuyer après la publication d'une nouvelle étude universitaire qui a constaté que le bâtiment est tombé pas à la suite de l'incendie mais de « la rupture quasi simultanée de chaque colonne dans l'immeuble« . L'étude approfondie de quatre ans a été menée par le Department of Civil and Environmental Engineering de l'Université de l'Alaska et a utilisé des modèles informatiques complexes pour déterminer si le bâtiment était vraiment le premier gratte-ciel à ossature d'acier à s'être effondré uniquement en raison d'incendies de bureaux.

L'étude, actuellement disponible sous forme d'ébauche, a conclu que les « incendies incontrôlés de bâtiments » n'ont pas conduit le bâtiment à tomber dans son empreinte – en chute libre à plus de 100 pieds à la vitesse de la gravité pendant 2,5 secondes de son effondrement de sept secondes – comme cela a été officiellement affirmé. J. Leroy Hulsey, Dr. Feng Xiao et Dr. Zhili Quan – a conclu que « le feu n'a pas causé l'effondrement du WTC 7 le 11 septembre, contrairement aux conclusions du NIST [National Institute of Standards and Technology] et des sociétés privées qui l'ont étudié« , mais que l'effondrement du WTC 7 était un échec mondial impliquant la rupture quasi simultanée de chaque colonne dans l'immeuble.

Cette « défaillance quasi simultanée de chaque colonne » du WTC 7 suggère fortement que des explosifs ont été impliqués dans son effondrement, ce que confirment les déclarations de Barry Jennings, alors directeur adjoint des services d'urgence de la New York City Housing Authority. Jennings a dit à un journaliste le jour de l'attaque que lui et Michael Hess, alors conseiller juridique de la ville de New York, avaient entendu et vu des explosions dans le WTC 7 plusieurs heures avant son effondrement et avaient ensuite répété ces affirmations au cinéaste Dylan Avery. Les premiers intervenants qui ont aidé à sauver Jennings et Hess ont également affirmé avoir entendu des explosions dans le WTC 7. Jennings est décédé en 2008, deux jours avant la publication du rapport officiel du NIST qui attribuait l'effondrement du WTC 7 aux incendies. À ce jour, aucune cause officielle de décès pour Jennings n'a été donnée. Mondialisation.ca, 12 septembre 2019

Pendant que nos dirigeants observent l'histoire par le petit trou de la lorgnette, que peut-il en sortir ?

Lu dans un autre article publié le même jour par le même portail.

- L'opinion publique mondiale est également amenée à croire qu'un Boeing 757 – d'une envergure de 38 mètres – a réussi à pénétrer le Pentagone par un trou de six mètres de large et de la hauteur du premier étage. Un Boeing 757 avec train d'atterrissage mesure 13 mètres de haut.

L'opinion publique mondiale est également invitée à croire que la physique newtonienne a été suspendue comme bonus spécial pour le WTC 1 et 2 le 11 septembre (sans parler du WTC 7, qui n'a été touché par aucun avion). La tour la plus lente du WTC a mis 10 secondes pour tomber de 411 mètres, à partir de l'immobilité. Elle est donc tombée à 148 kilomètres à l'heure. Compte tenu du temps d'accélération initial, c'est une chute libre, notamment entravée par 47 énormes poutres d'acier verticales qui constituaient le cœur de la structure de la tour.

L'opinion publique mondiale est également amenée à croire que le vol 93 de United Airlines – 150 tonnes d'un avion de 45 personnes, 200 sièges, bagages, une envergure de 38 mètres – s'est écrasé dans un champ en Pennsylvanie et s'est littéralement pulvérisé, disparaissant totalement dans un trou de six mètres par trois mètres de large et seulement deux mètres de profondeur. Mondialisation.ca, 12 septembre 2019

LVOG - Il faut être mentalement déséquilibré ou sous influence idéologique pour croire une histoire aussi extravagante, et ce n'est là qu'un infime échantillon des faits, preuves et témoignages accumulés qui prouvent de manière irréfutable que la version officielle était mensongère.

Le dossier le plus exhaustif et actualisé, mais qui peut aussi comporter quelques aspects contestables ou contradictions.

Qui a organisé les attentats du 11 Septembre 2001 ?
http://wiki.reopen911.info/index.php/Accueil

TROISIEME PARTIE

La retraite, mais laquelle ?

Battre en retraite, non, passer à l'offensive !

Retraites : 72% des Français ne pensent pas qu'Edouard Philippe proposera une bonne réforme, selon un sondage - Franceinfo 12 septembre 2019

Par ailleurs, Edouard Philippe "est plus que jamais vu comme étant 'de droite'" puisque deux tiers des Français le pensent... Franceinfo 12 septembre 2019

LVOG - Mais pas Macron, normal puisque l'extrême-centre est d'extrême droite...

Perfidie. Quand le pouvoir politique se sert du "***levier***" médiatique pour manipuler les consciences et atteindre son objectif.

LVOG - Il ne faut pas oublier que la communication du pouvoir politique n'a aucun effet, si elle n'est pas relayée par le pouvoir médiatique, matraquée pour s'incruster dans le cerveau et s'imposer.

Perfidie vaut mieux que déloyauté, car on ne demandera pas à Macron ou Delevoye d'être loyal envers le peuple, pourquoi devraient-ils l'être puisqu'ils représentent déjà les intérêts de l'oligarchie financière.

Si l'"*authentique*" motivation de Macron et Delevoye est "*dissimulé sous d'obscures formulations*" pour tromper les travailleurs, vous appelez cela comment ?

Ce n'est pas un complot, pourquoi tout de suite les grands mots, non, c'est juste une "*ruse*", admirer l'entourloupe, ils font preuve de tolérance entre eux. Et pour ceux que la ruse présenterait encore des risques ou des inconvénients, ils peuvent toujours qualifier ce procédé frauduleux de "*précaution langagière*", ils ne sont jamais avares de figures de rhétorique ou d'euphémismes oiseux ou avantageux quand il s'agit de minimiser leurs forfaits ou de les sous-estimer, c'est d'ailleurs le seul endroit où s'exerce leur modestie. Attention, quand ils s'en flattent ou vous invitent à les imiter, c'est sans doute qu'ils préparent une saloperie contre vous ! La preuve.

Cette ruse de De Gaulle que Macron utilise pour faire passer la réforme des retraites - Le HuffPost 18.09

M. Delevoye a été nommé au gouvernement pour conduire la grande réforme du système de retraite français. Pourtant, alors que ce dernier avait construit une usine rhétorique dont les précautions langagières prônaient, dans un rapport remis à Matignon le 18 juillet dernier, l'augmentation de l'âge de départ en retraite à taux plein, le Président l'a désavoué en direct sur France 2 et enterré le seuil des 64 ans. Macron trancha sans ambages: "on voit bien que cet âge pivot n'est pas bien compris". Comment un Haut-commissaire désavoué peut-il donc ensuite bénéficier dans la foulée d'une promotion au gouvernement afin de poursuivre une réforme essentielle pour la bonne santé politique d'un Président de la République tout juste remis d'une épidémie en jaune?

Derrière cela se cache une stratégie politicienne dont la communication est un levier essentiel.

Pourquoi M. Delevoye a-t-il travaillé d'arrache-pied à échanger patiemment avec certains partenaires sociaux pour penser une authentique réponse reposant sur un report de l'âge de départ à la retraite dissimulé sous d'obscures formulations? Il s'agissait de faire avancer le dossier en donnant du corps au nouveau positionnement du Président de la République engagé dans la mise en place de l'acte 2 de son quinquennat. Celui d'un président qui a changé, qui opte pour la consultation. En agissant ainsi, le Président donne l'impression d'entendre les arguments de la CFDT, pion essentiel à la réussite de sa réforme.

Delevoye et Macron remettent au goût du jour une vieille tactique utilisée par De Gaulle. Cette technique de la ruse délibérative nous est détaillée par Pierre-Henri Tavoillot dans l'ouvrage: "Comment gouverner un peuple-roi?". Le 12 juillet 1961, Alain Peyrefitte est reçu en audience par De Gaulle sur la situation en Algérie. L'échec du projet d'assimilation dessine de plus en plus le scénario de l'indépendance. Mais à quelles conditions, c'est l'enjeu des négociations secrètes engagées avec le FLN. De Gaulle avait évoqué la possibilité d'un "regroupement des Européens d'Algérie" qui pourrait esquisser un partage. Peyrefitte objecte mais De Gaulle indique: "Ce n'est pas idéal, mais il ne serait pas mauvais que le FLN se rende compte qu'on va vers ça, s'il continue à fuir le contact". Et De Gaulle de proposer à son très fidèle Peyrefitte: "Vous qui écrivez, pourquoi n'approfondiriez-vous pas cette solution dans des articles de journaux?". Peyrefitte se met à la tâche et prépare un livre. Prêt à être publié, Peyrefitte se rend à nouveau auprès du Général de Gaulle.

Ce dernier s'étonne: "On me dit que vous faites campagne pour le partage de l'Algérie et que vous voulez même publier un livre?". Peyrefitte s'étouffe. Le Général ajoute: "En clair vous souhaitez faire un Israël français. Si nous suivons cette solution,

nous dresserons la Terre entière contre nous". Dépité par autant de culot, Peyrefitte propose de mettre au pilon son ouvrage.

"Gardez-vous-en bien! Ça peut encore servir. La seule chose que je vous demande, c'est de ne pas laisser entendre que je suis favorable à cette solution".

Trois mois plus tard, en mars 1962, les négociations avec le FLN aboutissent; l'indépendance est actée. "Mieux vaut la paix dans la coopération que la séparation dans la violence" conclut De Gaulle lors d'un dernier entretien sur ce point avec son collaborateur.

MM. Macron et Delevoye ont saisi comme De Gaulle et Peyrefitte en leur temps que l'espace public est une puissante arme de négociation. Et que la communication défend efficacement les intérêts de l'émetteur lorsqu'elle est utilisée avec intelligence et la dose convenable de machiavélisme. ("C'était de Gaulle", t.1, partie I, chapitre XII, de Alain Peyrefitte) Le HuffPost 18.09

LVOG - Quand la soi-disant intelligence se fait machiavélique, il y a de quoi s'inquiéter, c'est qu'on en présence de personnages animés d'intentions malfaisants et aux intérêts inavouables.

Au temps des conciliateurs.

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) publié le 11 septembre 2019.

Titre : Préserver l'existant, condition des conquêtes futures par Daniel Gluckstein.

LVOG - D'accord, mais à condition de bien cerner de quoi se compose "*l'existant*", de ne rien oublier ou de ne pas faire l'impasse sur ses aspects peu reluisants et dont certains sont indéfendables. Absolument tout doit être mis sur la table plus que jamais et faire l'objet d'une discussion, de toute manière si vous vous y refusez, les travailleurs s'en chargeront sans vous demander votre autorisation, donc cette attitude serait dérisoire. Cette condition est indispensable pour inspirer confiance aux travailleurs et les aider à comprendre dans quelle société nous vivons, sans quoi vous pourrez dire adieu aux "*conquêtes futures*"... et au socialisme.

Gardez en mémoire avant de lire la suite, qu'ici on s'adresse uniquement aux travailleurs et aux militants, pas à L'Humanité, au PCF ou aux dirigeants syndicaux corrompus, nous n'avons rien à leur dire et nous n'en attendons rien.

"*Préserver l'existant*", en voilà une expression particulièrement maladroite, faudrait-il qu'à force de compromis, reniements, trahisons, l'existant ne soit pas devenu synonyme d'injustices insupportables au point d'être indéfendable, car à ce compte-là, on sait ce qui se passe ou comment cela se termine, on finit par s'accommoder de tout ou tout justifier, et c'est bien là qu'est le problème dans cette formulation.

Mon dernier salaire net déclaré en 1996 était environ de 11.000 francs, soit environ 2.000 euros, n'ayant cotisé que 21 annuités au lieu de 42, j'aurais dû percevoir une retraite divisée par 2, soit 1.000 euros ou un peu moins. Mais voilà "*l'existant*" en a décidé autrement, en tenant compte de salaires ridiculement bas 25 ans en arrière et en m'imposant une décote de 37,5% on m'imposa la double peine en somme, du coup ma retraite générale atteint péniblement 243 euros et des poussières, et ma retraite complémentaire, 141,67 euros, la triple peine en tenant compte de la variation du taux de change entre l'euro et la roupie, puisque ma retraite est directement versée sur mon compte en banque en Inde, je n'ai plus de compte bancaire en France.

On me répliquera peut-être que je devais le savoir, oui et non ou en partie seulement, peu importe puisque je ne regrette rien, et puis je ne me plains pas, j'ai pris mes responsabilités et je l'assume, jusqu'à présent par principe j'ai refusé toute aide financière de mes proches ou de ma famille. Au moins j'aurais pu profiter de la vie encore jeune, ce qui malheureusement ne fait pas partie de "*l'existant*" à "*préserver*" pour l'immense majorité des travailleurs, pour ne pas dire tous, car je n'en connais pas, qui, s'ils en avaient le choix, décideraient de revivre la même existence parce qu'ils s'estimeraient heureux.

"*L'existant*", personne ne se le représente de la même manière. Y sont attachés ceux qui ont conscience d'avoir encore quelque chose à perdre, les autres ou la majorité s'en fout quand bien même elle aurait aussi quelque chose à perdre.

Si "*l'existant*" est le produit de la lutte de classe depuis deux siècles, force est de revoir le bilan amplement à la baisse compte tenu qu'elle a été négative depuis près de 40 ans. A un moment donné la quantité se transforme en qualité et finit par changer de nature, un avantage devient un inconvénient, un handicap ou un obstacle, les aspects négatifs l'emportent sur les aspects positifs ou l'inverse selon de quoi il s'agit...

Allez donc raconter à tous ceux qui perçoivent une retraite de misère, à tous ceux qui ont un membre de leur famille ou un proche qui perçoit une retraite de misère, qu'ils doivent se mobiliser pour "*préserver l'existant*", je ne suis pas sûr que votre discours sera bien reçu, et tout le reste est à l'avenant. On se passera bien de vous le décrire "*l'existant*" à "*préserver*", il est si laid. Mieux, si aujourd'hui vous n'avez que 30, 40 ou 50 ans, on passera sous silence que d'ici que vous preniez votre retraite, la collaboration de classes aura commis de nouveaux ravages et la défense de "*l'existant*" à "*préserver*" ressemblera davantage à un exercice de soutien au régime en place, c'est d'ailleurs déjà le cas en partie aujourd'hui en s'y prenant de cette manière C'est une

contradiction ou plutôt un paradoxe que l'on peut facilement gérer, encore faut-il l'admettre et en tenir compte, ce qui n'est évidemment pas le cas des opportunistes.

Si on s'en tient au contenu de "*l'existant*" tel qu'il existe de nos jours, si on tient à le conserver tel quel, ne comptez pas sur moi pour le défendre. En revanche, s'il s'agit de combattre le projet de contre-réforme des retraites de Macron en remettant au premier plan ou à l'honneur le droit à la retraite que "*l'existant*" piétine, à savoir le droit à la retraite à taux plein et sans condition dès 50 ans, âge à partir duquel nos capacités physiques commencent à décliner, aucune retraite en dessous de 2.000 euros nets, le minimum pour vivre décemment, retraite de réversion sans décote, etc. dans ce cas-là j'en serais, d'une part parce que je ne peux pas défendre un système de retraite devenu infâme, et d'autre part, je ne peux concevoir que ce soit le régime en place qui dicte les limites ou les objectifs de mon combat politique ou alors je n'en serais plus digne et je ferais mieux de consacrer mes vieux jours à autres choses, au jardinage par exemple !

Et puis "*l'existant*" est voué à disparaître un jour ou l'autre, il n'est pas éternel en l'état, non ?

Il peut passer par des phases de relative stabilité ou équilibre, pour ensuite passer par des phases plus agitées ou mouvementées lors desquelles il connaîtra de profondes transformations, qui parfois le rendront méconnaissable ou qui détermineront son orientation. La question qui nous intéresse est de savoir comment se réalisent ces transformations quels sont les facteurs qui y participent ? Mais surtout, quand, à quelle occasion, à quel moment précis la quantité va se transformer en qualité, pour être prêt ce jour-là à agir pour les orienter dans la bonne direction si nécessaire.

Il y avait quelques aspects franchement répugnants dans cet éditorial, par exemple : "*Le secrétaire national du PCF est dans son rôle en dessinant son programme de gouvernement*", chacun son rôle et le troupeau sera bien gardé, on a compris. Nous, nous ne reconnaissons aucun rôle à cette pourriture, ce qui n'est pas tout à fait exact, hormis celui de fossoyeur de l'avenir de la civilisation humaine, ce n'est quand même pas rien !

"*Au plus tôt, ses propositions* (du PCF - LVOG) *ne pourraient être prises en compte qu'après une (hypothétique) victoire électorale*" ou plutôt jamais, de toutes manières aucune proposition du PCF ne fait le compte, mais peut-être que Gluckstein s'en contenterait, il se contente bien de "*l'existant*" !

Gluckstein a réussi à se convaincre qu'ils avaient posés des "*questions, cruciales pour tous les travailleurs"*, alors qu'on a plutôt l'impression qu'il est passé sciemment à côté.

C'est significatif qu'il termine son éditorial en lançant un appel dans cet ordre-là : "*maintien de nos 42 régimes de retraite, non à la retraite par points, retrait du plan Macron-Delevoye !*". En l'inversant, cela correspondrait déjà mieux à la réalité ou aux intérêts de l'ensemble des travailleurs qui seraient mis au premier plan : Retrait du plan Macron-Delevoye, non à la retraite par points, maintien de nos 42 régimes de retraite.

Désolé monsieur le représentant de l'aristocratie ouvrière, l'urgence pour les travailleurs ce n'est pas le "*maintien de nos 42 régimes de retraite*", au passage les vôtres, pas les nôtres, mais le retrait du plan Macron-Delevoye qui inclut les deux autres points ou signifierait le maintien du système de retraite par répartition et des 42 régimes de retraite.

Cela dit, on ne choisit pas les conditions dans lesquelles se déroule la lutte de classes : Retrait inconditionnel du projet de loi sur les retraites Macron-Delevoye!

Oui, le système de retraite par répartition avec ses 42 régimes est injuste à de nombreux égards, oui les conditions de départ à la retraite pour l'immense majorité des travailleurs sont injustes ou pire encore de manière générale, puisqu'elles cautionnent qu'il faille vivre pour travailler au lieu du contraire conformément à l'idéologie dominante.

Cependant, on se doit de le défendre malgré tout, car ce que prépare Macron avec le passage à un système par point est bien pire encore, c'est sa privatisation avec la grave menace qu'elle ferait planer sur l'avenir des retraites livrées à la spéculation des fonds spéculatifs ou des marchés financiers, qui conduits à la faillite vous priveraient de votre retraite comme cela fut déjà le cas de millions de travailleurs américains.

En guise d'épilogue, une réflexion sur le militantisme.

Il y en a qui ont toujours tendance à vivre dans le passé, et à oublier que de nos jours tout se sait très vite ou que chacun rencontrera un jour quelqu'un qui lui dira : Comment tu ne le savais pas, de sorte que celui qui ne le savait pas passera pour un ignorant ou un manipulateur s'il feignait de ne pas le savoir, et en aucun cas n'inspirera confiance.

A entendre bien des militants, on croirait vivre dans une société merveilleuse, puisque dès qu'on aborde les idées ou le comportement des travailleurs en général ou de certaines catégories, à part les plaindre ou leur tisser des lauriers, ce serait des gens formidables, sans faiblesses, sans lacunes, sans défauts, et cerise sur le gâteau, ils ne seraient responsables de rien de ce

qui peut arriver dans la société ou le monde, bref, on se demande bien comment le régime parvient à tenir un jour de plus, un miracle à même au compte de la laïcité sans doute !

Ils vivent dans une bulle et ils sont quasiment coupés des travailleurs et du monde. Vous allez peut-être vous dire : comment pouvez-vous écrire une chose pareille, c'est très présomptueux, ça ne veut rien dire... Attendez, non seulement je suis passé par là autrefois et je m'en souviens parfaitement, parfois il m'arrive de devoir encore combattre un affreux penchant au dogmatisme que je perçois dans mon comportement, et puis je crois qu'il suffit de consulter les publications des partis ou d'écouter parler une minute leurs militants, pour s'apercevoir que ce que je décris correspond malheureusement à la réalité, je veux bien admettre qu'il puisse exister des exceptions, mais dans ce cas-là c'est le plus souvent le fait de dilettantes ou d'éclectiques qui ne prennent pas très au sérieux leur engagement politique.

Leur conception du militantisme en général est déformée par la manière dont ils perçoivent leurs relations avec les travailleurs, et comme ils n'en ont pas conscience, ils développeront des travers tout aussi graves ou dommageables que les travailleurs, de sorte qu'on se retrouve en présence de deux protagonistes aux objectifs divergents ou opposées en apparence, et qui ne sont pas destinés à s'entendre du fait qu'ils présentent les mêmes lacunes et d'autres avec des contenus différents.

Un travailleur qui est dépourvu de conscience politique n'abordera pas sa condition, les facteurs et rapports qui composent la situation, donc ses collègues de travail, les différentes catégories de travailleurs, les militants qu'il croisera, etc., en se situant sur un terrain de classe, il les abordera en se situant sur un plan individuel ou conformément à l'idéologie dominante dans la société, celle qui lui a été inculquée depuis sa naissance.

Un travailleur qui devient militant va oublier tout cela du jour au lendemain, en admettant qu'il en ait pris conscience un jour. Tel un missionnaire, le voilà dorénavant investi d'un mandat quasi messianique chargé de répandre la bonne parole ou de convertir les brebis égarés à son nouveau catéchisme. Ses intentions aussi louables et généreuses soient-elles associées à une parole quasi-divine, l'aveugleront au point de croire en leur pouvoir rédempteur ou purificateur, ce que les dirigeants de sa nouvelle chapelle ne démentiront pas, ayant tout intérêt à masquer leur aspect puéril ou infantile, qui se manifestera que bien plus tard sous la forme violente de désillusions, sans qu'il soit en mesure de comprendre pourquoi, puisqu'il n'aura jamais progressé au cours de ces années ou ces décennies de militantisme.

Un militant cesse de penser en travailleur sans en avoir conscience, mais comme malgré tout il conserve son statut de travailleur, il ne sera plus en mesure de comprendre comment les travailleurs vivent leur condition, puisque dorénavant il va vivre et penser uniquement dans sa bulle, dans le système qu'il s'est construit et auquel il va soumettre toutes ses expériences.

Il aura certes perdu certaines illusions, sans s'apercevoir qu'il lui en restait autant ou encore plus à évacuer, et il les conservera tout au long de sa vie et ne progressera jamais ou si peu, puisque ses dirigeants ne feront rien pour l'aider à s'en libérer. Il sera encouragé à lire un tas de documents en tous genres, dont il ne tirera presque rien, puisqu'on ne lui aura pas appris à lire, à maîtriser la dialectique, le matérialisme dialectique.

Quand un travailleur bourré d'illusions rencontre un militant bourré d'illusions, qu'est-ce qu'ils se racontent ?

Quand un militant bourré d'illusions rencontre un autre militant bourré d'illusions, qu'est-ce qui se passe ?

Dans ces conditions, dans 9 cas sur 10 on assistera à un dialogue de sourds ou alors chacun étalera ses désaccords et on ne sera pas plus avancé.

C'est assez incroyable qu'on puisse croire qu'on n'aurait plus rien à apprendre une fois notre scolarité achevée, alors qu'on n'a fait qu'apprendre à lire, écrire et compter, et encore ! Oui, tout le reste aura pratiquement été inutile, de sorte que nos observations ou lectures futures le seront tout autant, puisqu'il y manquera encore le fil de la dialectique qui parcourt ou relie l'ensemble du processus historique, sans lequel tout part à vau l'eau ou n'a aucun sens.

On croit, qu'il suffirait d'expliquer à une personne comment les choses se sont passées réellement pour qu'elle progresse, mais c'est archi faux, j'en veux pour preuve la réaction de mes lecteurs, qui ne me trouble nullement puisqu'elle est logique et intervient dans un contexte particulier que je crois avoir cerné assez précisément. Voyez le nombre de gens qui ont lu des centaines ou des milliers livres, tous ces intellectuels, scientifiques ou chercheurs, dont le niveau de conscience ne dépasse pas celui d'un ouvrier qui ne serait pas capable d'aborder les ouvrages qu'ils ont lus.

L'un a la tête pleine, l'autre à la tête vide, et à l'arrivée le résultat est le même, alors qu'on ne vienne pas invoquer d'autres facteurs pour expliquer pourquoi aucun des deux ne parvient pas à comprendre dans quel monde nous vivons, cet argument ne tient pas, la raison est ailleurs. L'ouvrier invoquera l'implacable fatalité, la société lui avait réservé un sort et il s'est réalisé, voilà tout. L'intellectuel invoquera les efforts et les sacrifices auxquels il a dû consentir pour obtenir un statut supérieur. Il y a des ouvriers qui parviennent à briser ce mauvais sort sans pour autant remonter à ses origines. De la même manière que l'intellectuel va énumérer empiriquement les différentes étapes par lesquelles il sera passé depuis son enfance, qui ne constituent que très sommairement la trame historique de son parcours, mais en aucun cas sa dialectique. Interrogez-le, et il vous répondra que

c'est normal qu'il bénéficie d'un statut supérieur, sans pouvoir expliquer pourquoi ce n'est pas le cas de notre ouvrier, qui est tout aussi méritant que lui ou davantage encore.

Autrement dit, l'intellectuel est aussi inconscient de sa condition ou de la situation que notre ouvrier, aucun ne saisit le lien qui les relie aux fondements du capitalisme. Et ce lien, c'est ce qu'on appelle la dialectique qu'ignore l'un et l'autre, et la plupart des militants, car il ne faut pas se fier à leurs discours ou aux apparences. Ils ont appris des formules par coeur, ce qui leur donne un air savant, mais au-delà cela sonne creux.

On ne prétend pas que les intellectuels et les ouvriers pourraient réaliser le lien qui existe entre leurs conditions et les fondements du capitalisme, mais qu'ils pourraient au moins parvenir à avoir à l'esprit les différents rapports logiques qui façonnent la réalité, leur propre existence, leurs idées, de manière à pouvoir y réfléchir et progresser, sans qu'on leur dicte quoi que ce soit ou comment penser, remarquez bien.

Notre démarche se veut critique et fraternelle, et en aucun cas elle constitue un jugement, tant pis pour ceux qui ne ferait pas la distinction.

En famille. Martinez, il est des vôtres ! Gageons que votre souverain tant aimé s'empressera d'honorer la noble requête d'un si zélé sujet.

Réforme des retraites : le patron de la CGT demande à être reçu par Macron "comme les autres" - Franceinfo 15 septembre 2019

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a demandé, dimanche 15 septembre dans "Dimanche en politique" sur France 3, que son syndicat soit reçu par Emmanuel Macron sur la réforme des retraites, comme l'ont été la CFDT et l'Unsa.

C'est une question de démocratie. Nous demandons le même traitement que les autres. Il faut qu'il nous reçoive pour qu'on lui explique toutes les propositions de la CGT pour améliorer notre système de retraites. Franceinfo 15 septembre 2019

LVOG - Martinez a choisi son camp, c'est clair, non ? Mieux ou plus précis, c'est naturel chez lui !

Qui a dit ? Faites comme moi...

- "Demain matin, j'utilise ma voiture de fonction, comme tous les jours. Donc je serai de tout coeur avec les Franciliens qui galéreront dans les couloirs du métro".

Réponse : Sibeth Ndiaye, la porte-parole du gouvernement, interrogée sur BFMTV jeudi. LePoint.fr 13 septembre 2019

LVOG - Mon cher Lucien, la porte s'il vous plaît, conduisez-moi au Château...

L'absence d'empathie envers les faibles caractérise les psychopathes, dit-on.

Flagrants délits de manipulations.

Fake news intentionnelle de LCI et de l'OCDE.

Les professeurs de collèges et de lycées français seraient les mieux payés de l'OCDE, avec des salaires oscillant entre 3400 et 3800 euros, information annoncée dans une chronique de LCI.

Réactions d'enseignant sur Twitter :

- 28 ans d'ancienneté en clg, certifiée, échelon 9 : 2249€ et non 3425 €. Il manque 1176 €.

- 2eme année titulaire, BAC+ 5 et concours de catégorie A, salaire net : 1652,54 € (copie d'une feuille de paie)

LVOG - Réaction obligée du Huffington Post :

- Les salaires partagés par ces professeurs s'avèrent être sensiblement inférieurs à ceux annoncés dans la matinale de la

chaîne d'info. Pour certains, il y a un écart de 1000 euros. Pour d'autres l'écart se creuse encore plus, atteignant 2000 euros.

LVOG - Explication embarrassée. ("sensiblement inférieurs", un simple "écart" qui finalement "se creuse".)

Huffington Post - Mais comment expliquer de tels écarts alors que les chiffres cités par le journaliste François-Xavier Piétri sont issus d'une étude de l'OCDE ?

Tout d'abord, il faut préciser que les chiffres annoncés sont une moyenne. Ce qui signifie que certains professeurs, comme le montrent les tweets ont un salaire équivalent ou supérieur à 2000 euros alors que pour d'autres il sera inférieur.

LVOG - Comment cette "*moyenne*" est-elle calculée, tient-elle compte du nombre d'enseignants dans chaque tranche de salaire ?

Huffington Post - Ensuite, il faut savoir si ces moyennes recueillies sont calculées à partir du salaire brut ou net. Avant ou après déduction des impôts.

Or, comme le montre la vidéo en tête d'article l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) précise que celles-ci sont calculées à partir des salaires brut avant déduction d'impôts. Cette précision qui n'a pas été donnée par nos confrères de LCI peut expliquer la différence importante entre les chiffres annoncés et les captures partagées sur le réseau social. huffingtonpost.fr 12 septembre 2019

LVOG - Une "*différence importante*", quelle complaisance quand les salaires évoqués vont du simple au double ! On est en droit ici de parler de manipulation pour présenter les enseignants comme des nantis pour que les travailleurs ne les soutiennent pas.

A lire également (avec de nombreux commentaires d'enseignants) :

Salaire des profs : incompétence et manipulations sur LCI (et ailleurs)
https://www.les-crises.fr/salaire-des-profs-incompetence-et-manipulations-sur-lci-et-ailleurs/

Salaire des profs : Oui, François-Xavier Pietri et LCI mentent "les yeux dans les yeux"
https://www.les-crises.fr/salaire-des-profs-oui-francois-xavier-pietri-et-lci-mentent-les-yeux-dans-les-yeux

Les bricoleurs de l'INSEE, service public de la fabrication du consentement.

Argent : gagnez-vous plus que la moitié des Français ? - cbanque.com 10 septembre 2019

Commentaire d'un internaute

- "Dans son calcul du niveau de vie, l'INSEE prend comme hypothèse qu'un 2eme adulte ne compte que pour 0,5 individu en terme de charges et qu'un enfant de bas âge ne représente que 0,3 individu.

En gros si vous êtes un couple avec 2 enfants (soit 4 personnes) l'INSEE ne divise les revenus du couple pas par 4 mais par 2,1 (1 +0,5+0,3+0,3). Effet artificiel qui augmente votre niveau de vie alors que les charges réelles sont plus que doublées par rapport a une personne seule...

Ensuite les calculs en euro constant c'est de la rigolade car l'inflation estimée n'est pas celle subie par les ménages qui est bien plus importante dans les faits et notamment pour les ménages pauvres qui ont beaucoup de dépenses contraintes qui flambent... N'oublions pas que l'INSEE dans ses calculs d'inflation estime que le poste logement ne représente que 8% des dépenses ce qui est faux. Et l'INSEE est capable de dire qu'il n'y a aucune hausse des prix pour des prix qui montent car il intègre dans ses calculs le fait que certains biens soient plus performants aujourd'hui et corrige artificiellement à la baisse le prix de ces produits. Effet qualité dit il... En revanche, quand la qualité de certains produits se dégradent (malbouffe, ultra transformation...) l'INSEE ne révise pas à la hausse les prix...

Ce "bricolage" de l'INSEE n'est connu que par un petit nombre de Français et les méthodes ne sont pas rendues publiques (pour éviter un scandale).

Ca va toujours dans un sens, le même...tout pour vous faire croire qu'il n'y a aucune inflation... Et que votre pouvoir d'achat monte en flèche chaque année !

D'où des Français qui croient de moins en moins ce qu'on leur raconte à juste titre d'ailleurs... Manipulateurs... "

QUATRIEME PARTIE

Le Green new deal, c'est une machine à fabriquer du profit (et du pouvoir) à partir de mirages et de miracles. C'est de la démagogie à l'état pure animée d'intentions inavouables car terriblement toxiques, nocives, mortelles pour tous les peuples, particulièrement les plus mal lotis qui sont des victimes toutes désignées, et au secours desquels ils prétendent voler pour réduire à l'impuissance ou neutraliser ceux parmi les mieux lotis qui oseraient leur résister et qui y passeront à leur tour le moment voulu. On vient de se livrer à un exercice d'internationalisme, d'un autre niveau que celui qu'on nous sert habituellement, vous en conviendrez, n'est-ce pas ?

Maintenant on va se livrer à un tour d'horizon encore plus vaste et dévastateur, qui annonce des jours encore plus sombres si on ne réagit pas.

A l'heure où l'économie mondiale stagne, où l'Allemagne est en récession dit-on (Au deuxième trimestre, l'Allemagne a enregistré une baisse de 0, 2 % de son activité économique), les Etats-Unis sur le point de l'être aussi, la Chine et l'Inde ralentissent, l'Europe est en panne désespérément de croissance, les voilà qui seraient prêts à dépenser des centaines, des milliers de milliards de dollars dans des secteurs d'activité réputés pour leur faible rendement, mais où les profits s'annoncent particulièrement juteux pour les investisseurs financiers. Mais où trouvent-ils tout ce fric direz-vous ? Pardi, ils vont le fabriquer et se le distribuer comme lors de chaque crise, comment, vous ne l'aviez pas encore compris, si je schématise pour simplifier, le scénario ou la trame est bien réelle ou huilée.

Reste à travailler la bête au corps. Réduire les résistances après avoir détourné, empoisonné, formaté les consciences, pour anéantir toute velléité de contestation organisée, combative, indépendante, qui renouerait avec le socialisme.

Toutes leurs annonces sont destinées à vous y préparer psychologiquement pour que vous y adhériez, ou pour que vous croyiez qu'il est indispensable de passer par là, parce que c'est pour votre bien, ces gens-là sont des philanthropes animés forcément de bonnes intentions, puisqu'on vous le répète à longueur de temps, vous devez vous en convaincre, de toutes manières ils ne vous laisseront pas le choix, de gré ou de force vous devrez vous y soumettre, voyez comme la société devient de plus en plus totalitaire, cela devrait suffire pour vous faire comprendre quelle terrible menace pèse sur la civilisation humaine, et qu'il est tant de passer à l'action pour les chasser du pouvoir.

De plus, vous n'avez encore rien vu, ils sont encore en phase de rodage, attendez qu'ils passent à la phase supérieure, et ils vont réduire en miettes votre mode de vie, vous le pourrir comme vous n'avez pas idée.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais toutes les personnes qui laissent des commentaires à la suite de films diffusés sur le Net, dont l'action se situe dans les années 60 à 80, et qui ont vécu cette époque, estiment qu'ils étaient plus heureux autrefois, que les relations ou les rapports dans la société étaient meilleures qu'aujourd'hui. Sans idéaliser évidemment, car ce n'est qu'un aspect de la situation, et on n'ignore pas qu'ils ont une mémoire sélective ou qu'ils n'étaient pas plus conscients 30 ou 40 ans auparavant. 2,5 millions de vieux travailleurs vivaient dans la grande pauvreté en 1962, par exemple. Là on parle des générations qui avaient plus de 20 ans dans les années 60 et suivantes et qui vivent très mal l'orientation de la société depuis les années 80 ou 90.

Ce qu'ils veulent dire par là, c'est que l'impression générale qui se dégageait autrefois ou à cette époque était meilleure ou offrait plus d'opportunité et de satisfaction qu'aujourd'hui, portait à l'optimisme, normal avec ce qu'ils avaient vécu pendant la guerre, le tout avec sa part d'illusions bien sûr ou de nostalgie. Mais ce qui compte ou ce qu'ils retiennent ou semblent vouloir nous dire, c'est que lorsqu'on a encore l'espoir d'un monde meilleur, cela donne envie de se battre pour le réaliser, ce qui n'est plus le cas de nos jours. Il n'existe plus aucune perspective ou alternative crédible ou reconnue même par un petit nombre de travailleurs ; A ne pas confondre avec le fait qu'il pourrait en exister une cohérente et sérieuse, l'un n'empêche pas l'autre à ma connaissance.

De la même manière, qu'un grand nombre de travailleurs résistent ou refusent de se résigner, cela a existé à chaque époque, et ne signifie pas ou ne garantit pas obligatoirement qu'on avancerait vers notre émancipation. Certaines conditions doivent être réunies, or de nos jours elles n'existent pas malheureusement ou on en est loin. Parmi ces conditions figure la nécessité de disposer d'un parti ouvrier digne de ce nom et de confiance. Or, pour ne prendre qu'un exemple frappant et d'actualité, à ma connaissance absolument toutes les formations politiques se réclamant du mouvement ouvrier, partis, organisations, groupes, comités, etc. ont adopté la version officielle du 11 septembre 2001 qui servit à justifier toutes les guerres dans lesquelles l'impérialisme américain et ses alliés allaient s'engager par la suite, donc les cautionnant encore aujourd'hui, le reste étant à l'avenant.

Dans ces conditions, comment pourrait-on imaginer un seul instant que ces formations politiques auraient réellement la volonté d'affronter le capitalisme et ses institutions, sachant qu'il s'agit d'une lutte à mort, quand ils craignent d'adopter une position qui risquerait d'être incomprise ou d'attirer sur eux la foudre des médias et des partis de la réaction, de devoir faire face à une violente polémique ou d'affronter la crédulité de leurs propres militants, ce qui signifie qu'à l'avance sans être soumis à une réelle menace, ils refusaient d'assumer leur responsabilité et préféraient adopter une version des faits qu'ils savaient

pertinemment fausse, fabriquée ou contraire à la vérité, juste pour conserver leur tranquillité ou faire partie de la majorité, du troupeau, de la masse des ignorants, il paraît que c'est réconfortant, je l'ignore, je n'en ai jamais fait partie.

Vous me direz que ce n'est pas très important, puisque ni les militants ni les travailleurs ne feront le rapprochement, s'ils ne peuvent pas stopper le rouleau compresseur de l'ultra libéralisme, ils pourront au moins en ralentir la progression... Certes, c'est une manière assez cynique de voir les choses ou de faire durer le plaisir, et assurément un certain nombre s'en contenteront, surtout s'ils ne sont pas les pires à se plaindre de la situation. Mais surtout, il n'y a pas lieu de se demander, comment ces dirigeants qui capitulent en rase campagne sans même être soumis à une menace, réagiraient le jour où elle deviendrait réelle, on connaît à l'avance la réponse et les conséquences, les illusions que les uns et les autres auraient placées en eux leur seraient fatales ce jour-là, non ?

Ne répondez pas peut-être, on verra bien le moment opportun, on a le temps d'y penser... Vous vous foutez de nous ou quoi, vous ne l'avez jamais trouvé le temps en un demi-siècle, et vous voudriez bénéficier d'un sursis supplémentaire, et puis quoi encore, lorsque cela se produira il sera trop tard, vous serez désarmés le dos au mur, réduit à l'impuissance pire qu'aujourd'hui, défait, écrasé littéralement et nous avec évidemment.

Ce qui me sidère, c'est qu'on ne puisse pas s'en tenir à des principes aussi élémentaires, qu'on manque à ce point de logique.

Maintenant libre à chacun d'estimer que des gens qui les trompent délibérément quand ils n'y sont pas forcés, méritent leur confiance, ils n'auront jamais la mienne. Du coup, on peut en tirer comme conclusion qu'on est très mal barré ou qu'on ne s'en sortira jamais, tant qu'on ne construira pas un nouveau parti sur des bases saines. Et dites-vous bien que nos ennemis le savent.

Green new deal. Ils sont "***dans l'urgence***", que craignent-ils donc tant que cela ?

L'adaptation rapide du monde au changement climatique rapporterait 6.400 milliards d'euros - Slate.fr 12.09

Un article publié par Bloomberg le 9 septembre 2019

Ce sont les conclusions auxquelles est arrivée la Commission globale sur l'Adaptation, un groupe composé de spécialistes du public et du privé, mené·es par Bill Gates, l'ex-Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale sur le départ et seule candidate en lice pour prendre la tête du FMI.

Maintenant ou jamais

Dans un long rapport intitulé S'adapter maintenant, un appel global pour un leadership sur la résilience climatique, les trente-quatre membres de la CGA préviennent d'emblée: les initiatives actuelles pour lutter contre le changement climatique sont prometteuses mais insuffisantes.

Le monde doit se préparer à s'adapter s'il souhaite éviter les grandes catastrophes à venir –et s'il désire en tirer un jour des bénéfices sonnants et trébuchants ou économiser sur les coûts monstrueux qu'une préparation à la va-vite impliquerait.

«Nous sommes dans l'urgence, nous avons besoin d'efficacité et d'une plus grande échelle, peut-on lire. La bonne nouvelle, c'est que si elle est bien menée, une politique d'adaptation mènera à un meilleur développement et à une croissance plus élevée. Cela protègera la nature, réduira les inégalités et créera des opportunités.»

L'urgence est telle que, selon la CGA, les actions envisagées doivent être initiées dans les quinze mois qui viennent, si la planète tient à résister aux «températures plus élevées, à la hausse du niveau des océans, à des tornades de plus en plus féroces, à des précipitations plus imprévisibles et à des mers plus acides».

Retour sur investissement

Les investissements qu'elle appelle de ses vœux s'élèveraient à 1,6 billion d'euros. Un montant voué à améliorer la technicité dans cinq domaines: les systèmes d'alerte, les infrastructures (qu'il faudrait rendre plus résilientes), l'agriculture dans les zones sèches, la protection des mangroves et les structures de gestion de l'eau.

De tels projets sont déjà en cours dans certaines régions du monde, comme le rappelle Bloomberg. The Verge s'est penché sur un autre aspect: investir 725 millions d'euros dans un système de prévision météorologique suffisamment précis pour alerter 24 heures à l'avance, dans les pays en voie de développement, les personnes qui travaillent la terre afin qu'elles puissent anticiper et se protéger des calamités à venir. À la clé, 30% de dégâts en moins, et 14,5 milliards d'euros économisés chaque année. Slate.fr 12.09

LVOG - Pour des milliers de milliards de dollars ou d'euros pillés à l'Afrique, à l'Asie, à l'Amérique du Sud par les mêmes oligarques, qui atterrissent à la City ou à New York ou dans d'autres paradis fiscaux.

Les fonds d'investissement, les banques ou les compagnies d'assurances se soucieraient moralement de votre bien-être et de celui de la planète.

Réchauffement climatique : de plus en plus d'investisseurs se détournent des énergies fossiles pour soutenir les énergies propres - franceinfo 11.09

Selon des ONG environnementales, organisatrices d'une conférence sur la transition énergétique au Cap en Afrique du Sud, le 9 septembre 2019, plus de mille bailleurs de fonds internationaux veulent verdir leurs investissements.

Est-ce le début d'une nouvelle ère ? Plus d'un millier d'investisseurs, détenteurs d'un portefeuille mondial d'actifs de 11 000 milliards de dollars, se sont engagés, au Cap où ils étaient réunis le 9 septembre 2019, à céder leurs parts dans les énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) au profit des énergies vertes, beaucoup moins polluantes.

Ces chiffres ont été dévoilés lors d'une conférence mêlant des acteurs traditionnellement opposés : entreprises et ONG défendant l'environnement. La volonté d'une transition énergétique bien pensée et la lutte contre le réchauffement climatique les ont rapprochés. Parmi eux, figurent des fonds d'investissement, des banques ou des compagnies d'assurances, ainsi que des collectivités locales, des universités ou des fondations religieuses. Cependant, leurs raisons sociales n'ont pas été divulguées. (Ils complotent alors. - LVOG)

Pétrole, charbon et gaz devenus des "toxiques" de la finance

Selon les chiffres de la Banque mondiale, cités par les organisateurs, le montant de 11 000 milliards de dollars équivaut à environ 16% du marché mondial des capitaux pour l'année 2016. D'après eux, la somme des actifs des investisseurs prêts à se retirer des énergies fossiles s'élevait à 52 milliards de dollars en 2014, soit 200 fois moins qu'aujourd'hui.

"Nous observons que les investissements se détournent de plus en plus des énergies fossiles dans tous les secteurs", s'est réjouie Clara Vondrich, directrice de l'organisation Divest-Invest et intervenante à la conférence. "Les actifs dans le charbon, le pétrole ou le gaz sont considérés comme toxiques, non seulement moralement, mais aussi financièrement".

Poussées par leurs actionnaires et l'opinion publique mondiale, de plus en plus d'entreprises tentent de réduire leur empreinte carbone ou leurs participations dans des secteurs qui contribuent au réchauffement de la planète.

Les pays signataires de l'accord de Paris en 2015, lors de la COP 21, se sont engagés à limiter entre 1,5 et 2 degrés Celsius la hausse des températures sur la planète d'ici à la fin du XXIe siècle. Au niveau actuel des émissions de CO_2, cette hausse pourrait aller jusqu'à 3 degrés et avoir des conséquences terribles. franceinfo 11.09

LVOG - A retenir : "*Poussées par leurs actionnaires et l'opinion publique mondiale*".

Vous y croyez, vous les croyez, c'est que vous êtes des ânes, la preuve :

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale de pétrole augmentera de 1,1 million de barils par jour (mbj) en 2019 et 1,3 mbj en 2020. AFP 12 septembre 2019

Embrigadement et caution populaire (infantile) au Green new deal

Les écoles de New York vont "excuser" les élèves absents qui feront grève pour le climat - Le HuffPost 12.09

LVOG - Quand ils encouragent à la grève, c'est forcément pour une mauvaise cause.

Les autorités new-yorkaises ont donné ce jeudi 12 septembre leur bénédiction aux élèves qui veulent rater l'école pour participer à la grande manifestation pour le climat prévue le 20 septembre, emmenée par la jeune Suédoise Greta Thunberg.

L'administration scolaire, qui gère plus de 1700 écoles publiques sous l'autorité du maire démocrate et très anti-Trump Bill de Blasio, a annoncé dans un tweet qu'elle "excuserait les absences des écoliers qui participeront à la grève pour le climat du 20 septembre". (Sinon il n'y aura personne à leur "*grande manifestation*". - LVOG)

“Nous applaudissons nos élèves quand ils prennent la parole de façon respectueuse et pacifique, sur des sujets qui leur tiennent à coeur”, a ajouté l’administration, indiquant qu’elle encouragerait les discussions à l’école sur le changement climatique et l’importance de participer au débat public.

Les écoles publiques new-yorkaises comptent quelque 1,1 million d’élèves, de la maternelle à l’équivalent de la Terminale.

Difficile de savoir combien de personnes participeront à la manifestation new-yorkaise, l’une des nombreuses auxquelles les jeunes sont appelés à participer ce jour-là dans le monde entier.

Dans une lettre datée mise en ligne par une des organisatrices de la manifestation new-yorkaise, Alexandria Villasenor, le conseil municipal de la capitale économique américaine évoquait le chiffre de 30.000 élèves new-yorkais attendus le 20 septembre autour de la jeune égérie Greta Thunberg, arrivée à New York le 29 août après avoir traversé l’Atlantique en voilier. (Ils étaient une poignée à son arrivée à New York. - LVOG)

Ça “va être la plus grande journée d’action pour le climat que le monde ait jamais vue”, a affirmé vendredi l’un des coordinateurs de l’évènement, l’Américain Bill McKibben, lors d’une conférence de presse téléphonique.

Des célébrités et de grandes ONG sans lien direct avec la cause environnementale, comme Amnesty International, ont aussi appelé à participer aux manifestations. (En "*lien direct*" avec l'oligarchie financière, assurément ! - LVOG)

Cette journée de mobilisation vise à pousser à l’action les dirigeants du monde entier, avant le sommet de l’ONU sur le climat du 23 septembre. Le HuffPost et AFP 12.09

Les multinationales se dotent d'une "***ambassadrice de conscience***" pour cautionner le greenwashing.

Amnesty International fait de Greta Thunberg son "ambassadrice de conscience" - euronews 17 septembre 2019

La jeune militante écologiste suédoise Greta Thunberg et le mouvement de jeunes Fridays for Future ont reçu le prix d'"ambassadeurs de conscience" de l'ONG Amnesty International, quelques jours avant un grand rendez-vous climatique à l'ONU à New York.

De grandes manifestations mondiales coordonnées auront lieu ce vendredi, avant un sommet climat à l'ONU, et à nouveau le vendredi suivant pendant l'Assemblée générale des Nations unies.

"Et n'oubliez pas que ces jeunes lycéens jouent un rôle très important pour éduquer leurs propres parents" a dit à l'AFP le patron d'Amnesty International, Kumi Naidoo. (Les "*jeunes lycéens* qui doivent "*éduquer leurs propres parents*", c'est le monde à l'envers ou la stratégie du chaos appliquée à tous les stades de la société. - LVOG)

"Ne laissez pas les Donald Trump et Bolsonaro du monde vous voler votre enfance!" a-t-il ensuite lancé aux jeunes dans la salle devant des étudiants de l'université George Washington dans la capitale américaine, où avait lieu la remise de prix. euronews 17 septembre 2019 (C'est le capitalisme qui vous la vole ! - LVOG)

LVOG - Le greenwashing est le procédé destiné à blanchir les multinationales, à faire oublier qu'elles pillent ou exploitent à outrance les matières premières sur tous les continents, polluent, saccagent l'environnement, détruisent la biodiversité, etc. à l'aide d'opérations de marketing médiatisées destinées à les présenter comme des sauveurs de la nature et des bienfaitrices de l'humanité, dont finalement elles seront les principales bénéficiaires. Hulot en est le porte-parole et le produit le plus achevé en France.

Ce qui est présenté comme une "***aubaine***" par et pour les banquiers, peut-il l'être pour les peuples ?

LVOG - C'est la question fatale à la gauche et à l'extrême gauche qui marchent dans leur combine pourrie.

Le changement climatique, une aubaine à 125 milliards pour les labos pharmaceutiques - Slate.fr 08.08

Un rapport de Morgan Stanley voit dans les dérèglements climatiques et leurs conséquences une opportunité de profit pour Sanofi ou GSK.

Les effets du changement climatique risquent d'être considérables sur la santé humaine. L'OMS prévoit qu'il aura un impact «extrêmement négatif» notamment à cause de la propagation de maladies tropicales comme la dengue, le chikungunya, le zika ou encore la fièvre jaune.

Une aubaine pour l'industrie pharmaceutique, qui se devra de répondre rapidement à ces nouvelles problématiques, explique un rapport réalisé par la banque américaine Morgan Stanley. Les analystes estiment qu'une dépense de 50 à 125 milliards de dollars, soit de 44,6 à 111,6 milliards d'euros, dans des vaccins supplémentaires sera nécessaire pour lutter contre cette propagation virale.

Invasion de moustiques

En cause, selon ce même rapport et l'OMS, les moustiques Aedes aegypti et Aedes Albopictus, tous deux responsables de ces maladies. Avec le réchauffement, ces deux espèces pour le moment présentes dans les régions chaudes auront tendance à se développer et à migrer. Les spécialistes prévoient que, d'ici 2050, entre 385 et 725 millions de personnes de plus seront exposées à des maladies infectieuses.

Du fait de son faible risque actuel, l'Europe devrait être la zone géographique la plus touchée, car peu de personnes y sont pour le moment vaccinées. Le nombre estimé d'Européens qui seront exposés aux vecteurs d'ici 2050 est d'environ 400 millions – autant d'individus qu'il faudra vacciner.

Changement climatique = Profit

Selon le Carbon Disclosure Project, près de 74% des entreprises du secteur biotechnologique, santé et pharmaceutique ont déjà intégré le changement climatique dans leur stratégie d'affaires. Nombre de sociétés pharmaceutiques tireront profit de la vente de médicaments et de vaccins conçus pour lutter contre ces afflictions.

Sanofi et GlaxoSmithKline (GSK) sont les deux entreprises qui devraient le plus bénéficier du changement climatique. La première dispose de plusieurs produits vaccinaux, dont un contre le paludisme et un contre la dengue. Son point fort réside dans sa capacité à produire à grande échelle.

GSK vend plus de 1,9 million de produits chaque jour dans plus de 50 pays, démontrant ainsi sa vaste influence et sa force commerciale globale. Le traitement à dose unique de tafénoquine, conçu par le laboratoire et approuvé par la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis, a été créé pour prévenir les poussées de paludisme. Slate.fr 08.08

Faites chauffer les porte-monnaie, "***les pistes de monétisation ne manquent pas***". On se disait bien que nos braves philanthropes étaient intéressés !

LVOG - ...et qu'ils avaient de la suite dans les idées contrairement à nous qui en manquons singulièrement, c'est un euphémisme de nos jours !

Le réchauffement climatique peut rapporter gros - Slate.fr 25.01

La firme Coca-Cola s'inquiète quant à elle du fait que l'amenuisement des ressources en eau potable pourrait l'empêcher de maintenir sa production. Mais pour toutes ces grandes firmes, le réchauffement de la planète ne représente pas qu'une menace: il est aussi une opportunité. Réchauffement des porte-monnaie

Une autre question figurant sur les questionnaires (tous disponibles sur le site de CPD): «Avez-vous identifié des opportunités liées au réchauffement climatique et ayant le potentiel d'avoir un impact financier ou stratégique substantiel sur votre activité?». Autrement dit, avez-vous pensé à la manière dont le dérèglement climatique pourra vous faire gagner de l'argent?

La grande majorité des entreprises interrogées ont déjà réfléchi à cette question et les pistes de monétisation ne manquent pas. Pour la plupart, le réchauffement de la planète implique de pivoter vers des solutions de production moins gourmandes en énergie et ressources ou vers une offre de produits et services plus écologiques. Toutefois, certaines ont des préoccupations plus terre-à-terre.

Home Depot par exemple, géant de l'électroménager et de l'équipement domestique, estime que l'augmentation des températures lui permettra de vendre plus de climatiseurs et de ventilateurs. Alphabet, la société mère de Google espère que son outil de visualisation géographique, Google Earth, sera très utilisé pour étudier les modifications terrestres, car cela «pourrait résulter en une augmentation de la loyauté de nos clients et de la valeur de notre marque».

French Touch

Les entreprises françaises ne sont pas en reste. Vinci, par exemple, sait que les autorités publiques auront besoin d'aide pour protéger leurs infrastructures des potentielles catastrophes naturelles. Ce qui promet de jolis contrats en perspective.

Eiffage, autre mastodonte français du BTP, se félicite de ses préfabriqués adaptés aux pics de températures et aux pluies violentes, qui auront un succès certain quand le monde subira de plein fouet une hausse de plusieurs degrés.

Plus inattendu, Bouygues espère que le réchauffement aura un effet positif sur ses propriétés télévisuelles. Son raisonnement s'appuie sur le succès des reportages journalistiques et émissions de TF1 («Ushuaïa» est directement citée): parce que ces programmes traitent souvent d'écologie, la chaîne sera bien placée pour diffuser des publicités relatives aux «solutions» envisagées pour faire face au dérèglement climatique.

Think different

Toutefois, la palme de l'honnêteté –ou du cynisme, tout dépend du point de vue– revient à Apple, qui présente l'iPhone comme le compagnon parfait pour la crise climatique à venir. «Avec la plus grande fréquence des événements météorologiques violents, les consommateurs pourraient accorder une plus grande valeur à la disponibilité immédiate et universelle d'outils mobiles utilisables dans des situations où le transport, le courant ou d'autres services pourraient être temporairement interrompus», écrit la firme de Cupertino, mentionnant également «l'accroissement des besoins de confiance et de préparation dans le domaine de la sécurité personnelle et du bien-être de ses proches». Or, les téléphones portables peuvent servir de «lampe de poche ou de sirène, fournir des instructions de premier secours ou servir de radio».

Ainsi, si ses téléphones permettent d'aider des personnes dans le besoin lors d'accidents de ce type, Apple pourrait bénéficier «d'une augmentation de fidélité des consommateurs et d'une "brand value" en hausse de 0,5%». La belle affaire. Slate.fr 25.01

Offensive hystérique tout azimut.

- Batho, Villani et Orphelin préparent une loi pour généraliser l'enseignement des enjeux climatiques - lejdd.fr 15 septembre 2019

Delphine Batho, Matthieu Orphelin et Cédric Villani achèvent l'écriture d'une proposition de loi pour généraliser l'enseignement des enjeux liés aux changements climatiques. lejdd.fr 15 septembre 2019

- Pollution de l'air à Paris: Hidalgo veut agir contre l'automobile, les particules ultrafines sous surveillance AFP 17 septembre 2019

Anne Hidalgo veut faire se poursuivre la baisse du trafic automobile à Paris, a annoncé mardi la maire (PS) après avoir présenté les points où se concentrent essentiellement les particules fines dans la capitale.

Bouches de métro, nord-est de Paris, alentours du périphérique, places où stationnent les autobus touristiques... des cartes mises en ligne mardi par la mairie de Paris permettent d'identifier, heure par heure et rue par rue, les niveaux de dioxyde d'azote (NO2), ozone (O3) et particules fines (PM10 et PM2,5) dans la capitale.

Les cartes, victimes de leur succès, ne s'actualisaient plus à la mi-journée sur le site de la Ville.

(https://www.paris.fr/pages/etat-des-lieux-de-la-qualite-de-l-air-a-paris-7101).

Interrogé sur les outils qui seront concrètement mis en oeuvre à l'avenir pour assainir l'air, l'adjoint chargé des Transports, Christophe Najdovski (EELV), a appelé l'Etat à donner aux collectivités les moyens de mettre en place un contrôle automatisé" pour sanctionner les véhicules les plus polluants. (Sanctionner ceux qui n'ont pas les moyens de s'acheter un véhicule neuf moins polluant. - LVOG)

Selon une étude dévoilée la semaine dernière par l'association environnementale ICCT, les émissions polluantes aux oxydes d'azote (NOx) des voitures diesel, mêmes des modèles les plus récents, à Paris, sont au-dessus des normes prévues par l'Union européenne. (Sans doute encore une étude biaisée effectuée par une officine juge et partie. - LVOG)

Concernant la pollution liées aux gares et lignes de métros, Anne Hidalgo a demandé à la RATP de prendre les mesures nécessaires pour que "les bouches d'aération" bloquent "les particules fines", tout en invitant les familles à être prudentes et ne pas laisser les enfants "jouer au-dessus des grilles" qui rejettent en surface les particules. (Et les clochards qui dorment dessus pour se réchauffer l'hiver ? Qui ? - LVOG)

L'organisme de surveillance de la qualité de l'air Airparif a annoncé par ailleurs qu'il installerait en Ile-de-France un instrument permettant de mesurer les particules ultrafines, encore mal connues mais fortement soupçonnées d'impacts néfastes sur la santé humaine. (Encore des mesures faussées en perspective puisqu'elles seront effectuées dans des lieux réputés les plus pollués. - LVOG)

Ce dispositif financé par la région Ile-de-France sera installé d'ici à la fin de l'année dans un lieu permanent qui n'a pas encore

été défini, "dans l'agglomération parisienne" et dans une "station urbaine de fond" (zone densément peuplée mais à distance d'une source de pollution directe. AFP 17 septembre 2019

LVOG - Un "*dispositif financé*" avec des fonds publics. On ne les "*soupçonne*" pas d'être cinglés, c'est une certitude ! La réaction sur toute la ligne jusque dans les moindres particules.

Des territoires d'excellence... pour les multinationales minières françaises !

Forêt amazonienne: une délégation de Guyane avec Macron à l'ONU - AFP 17 septembre 2019

La Guyane, située dans l'est de l'Amazonie, est couverte à 98% de forêts.

La présence d'une telle délégation "est une grande première et c'est important. (...) J'ai toujours dit que les territoires d'outre-mer étaient des territoires d'excellence, des territoires de solutions et c'est souvent à partir de ces territoires que nous pouvons rayonner dans l'ensemble du monde", a insisté la ministre.

Le Grand conseil coutumier avait regretté fin août qu'Emmanuel Macron ait "attribué 360.000 hectares de forêt aux multinationales minières en Guyane". AFP 17 septembre 2019

LVOG - Discours aux relents impérialistes. Indépendance de La Guyane !

En complément en titres.

- Lilly, 12 ans, la Greta Thunberg de Thaïlande en guerre contre le plastique - AFP

-Le chef indien Raoni, prochain Prix Nobel de la Paix ? - euronews

-Contre le salon de l'automobile de Francfort, des milliers d'Allemands défilent à pied et à vélo - Le HuffPost

-Le Danemark a organisé le premier téléthon du climat pour planter plus de 900 000 arbres - Le HuffPost

LVOG - Ces deux derniers exemples montrent comment insidieusement ils associent la population à leur sinistre imposture.

Pour un peu on se croirait en Inde.

Le sud-est de l'Espagne frappé par des inondations exceptionnelles - euronews 13 septembre 2019

Depuis deux jours, les provinces de Valence, d'Alicante et de Murcie sont touchées par des inondations exceptionnelles , provoquées par de violents orages et des pluies torrentielles.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, il y a plu l'équivalent de 100 litres d'eau au mètre carré en à peine six heures de temps . Des pluies d'une rare intensité, qui ont surpris les habitants au petit matin. " Il y avait de l'eau dans les rues, et quand on l'a remarqué, l'eau nous arrivait déjà à la taille. On ne pouvait pas sortir de la maison ", raconte une femme, interviewée par la chaîne espagnole TVE.

Les intempéries devraient se poursuivre ce vendredi. Dans les régions de Murcie et de Valence, les écoles et les collèges restent donc fermés . Les autorités conseillent aux habitants de rester chez eux, et de ne pas prendre la route. euronews 13 septembre 2019

LVOG - On connaît cela ici, on y est habitué. Mais au fait, ils ne se plaignaient pas de la sécheresse il y a à peine quelques semaines en Espagne et en France ?

Depuis près de 3 semaines, on a le droit à des pluies torrentielles en fin de journée et une bonne partie de la nuit environ 3 jours sur 4. Personne n'ose se plaindre évidemment, car on sait qu'une fois que ce sera terminé il faudra attendre un an pour connaître de grosses pluies. Sauf ceux qui ont subi de gros dégâts, les plus pauvres, cela va de soi.

C'est la première fois depuis 1990 que j'assiste à de telles pluies aussi tôt et pendant une durée aussi longue, généralement elles interviennent entre la mi-octobre et le début janvier au plus tard.

On n'ose même pas l'imaginer ! Stop ou encore ?

De 7 à 9 milliards d'habitants: à quoi ressemblera la population mondiale en 2050? - BFMTV 13 septembre 2019

Dans un rapport publié cette semaine, l'Institut national des études démographiques (Ined) dévoile ses projections démographiques pour la première moitié du XXIème siècle.

Selon elle, la population va considérablement croître au cours des 30 prochaines années, passant de 7,7 milliards d'habitants aujourd'hui à 9,7 en 2050. Une forte augmentation principalement portée par le continent africain, qui devrait quasiment doubler sa population au fil des trois prochaines décennies. BFMTV 13 septembre 2019

LVOG - Et dire qu'il y en a encore pour prétendre que cette démographie exponentielle ou surpopulation ne constituerait pas une menace pour la civilisation humaine.

Les gangsters de la finance agissent dans l'illégalité et en toute impunité, alors pourquoi ne pas aller plus loin encore...

Uber a choisi l'illégalité (et ne va pas s'arrêter en si bon chemin) - Slate.fr13 septembre 2019

L'entreprise n'entend pas se soumettre à la loi californienne qui vient d'être votée pour contrer son modèle économique.

Malgré un intense lobbying de la part de Lyft et Uber, la «gig economy» a finalement reçu son plus important revers à ce jour. L'assemblée de Californie a voté la loi AB5, censée permettre à des milliers de personnes qui travaillent en indépendant de passer au statut salarié.

Cette mesure devrait prendre effet au 1er janvier 2020. Uber ne compte pas plier face au législateur. La société a d'ores et déjà annoncé qu'elle ne se soumettrait pas à la nouvelle réglementation, estimant qu'elle ne s'applique pas aux personnes qu'elle emploie.

L'entreprise feint probablement d'ignorer que le texte a été cousu sur-mesure pour contrer son modèle économique. Uber attend d'être attaquée en justice afin de continuer le combat dans l'arène des tribunaux.

En parallèle, Uber, Lyft et Doordash (livraison de nourriture) ont promis de consacrer chacune 30 millions de dollars (27 millions d'euros) pour lutter contre la loi. Les trois entreprises se serrent les coudes afin de proposer un accord visant le statu quo en ce qui concerne les VTC californiens, tout en faisant quelques concessions, notamment sur le salaire minimum.

Guérrilla législative

Ce genre d'annonce était attendue. La méthode est classique de la part de Uber. L'entreprise conquiert de nouveaux territoires en transgressant délibérément la loi. À ses armées de lobbyistes la mission de faire en sorte que ce soit le cadre législatif qui s'adapte.

Uber utilisait même un programme appelé Greyball afin d'identifier les autorités des villes où elle n'avait pas le droit d'opérer pour leur interdire l'accès à l'application et éviter de se faire prendre en flagrant délit.

Lorsque ces techniques de guérilla ne fonctionnent pas, l'entreprise préfère simplement quitter un marché qu'elle narrive pas à formater selon ses desiderata. En 2016 par exemple, la ville d'Austin avait forcé Uber et Lyft à vérifier que les personnes qui conduisent pour elles n'avaient pas de casier judiciaire. Une mesure qui avait poussé les deux entreprises à quitter la ville – avant de revenir en 2018 à la faveur d'un changement de législation. Slate.fr 13 septembre 2019

Le même scénario qu'aux Etats-Unis et au Japon pour mieux nous imposer leur modèle de société totalitaire.

Prêts immobiliers: comment la BCE nous incite à nous endetter - lefigaro.fr 13 septembre 2019

En baissant son taux de dépôt, la Banque centrale européenne incite les banques à prêter leurs liquidités plutôt qu'à les placer chez elle. Une situation qui profite aux emprunteurs immobiliers. Le Figaro vous explique pourquoi.

La Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser son taux de dépôt de 0,1 point à -0,5%. Dit comme cela, cette annonce

n'a pas de quoi vous faire tomber de votre chaise. Et pourtant, c'est une bonne nouvelle si vous avez un crédit immobilier en cours ou à venir. Ce taux est celui auquel sont rémunérés les dépôts que placent les banques auprès de la BCE. S'il est négatif, confier leurs liquidités à l'institution coûte de l'argent aux établissements financiers.

Dans un contexte où les obligations et les actions perdent de leur attrait, les banques ont tout intérêt à prêter leur argent aux particuliers. Et en cela, le crédit immobilier est le placement qui offre le meilleur couple rendement/risque. «D'autant qu'en France, le taux de défaut sur les crédits immobiliers est le plus faible d'Europe, précise Jérôme Robin, directeur général du courtier en crédits immobiliers Vousfinancer. Même si la rentabilité sur les crédits immobiliers est faible, elle reste positive». Une aubaine pour les actuels ou futurs emprunteurs et notamment ceux qui disposent d'un bon voire très bon profil.

Mois après mois, les banques adoptent une politique offensive en baissant leurs taux. C'est ainsi qu'en août dernier, le taux d'emprunt, toutes durées confondues, a atteint un nouveau record, selon l'observatoire Crédit Logement/CSA: 1,17%. Dans le détail, vous pouvez obtenir en moyenne un taux de 0,96% sur 15 ans, de 1,13% sur 20 ans et sur 1,34% sur 25 ans. Mais, si vous bénéficiez de revenus élevés et réguliers et une bonne capacité d'épargne, la banque peut vous accorder des taux encore plus faibles.

Grâce à une situation financière exceptionnelle, certains ont même réussi à obtenir des taux inférieurs à 1%. C'est ainsi qu'un couple de quinquagénaires havrais, gagnant 15.000 euros par mois à deux et disposant d'un apport de 200.000 euros, s'est vu proposer un taux de 0,55% sur 20 ans pour un emprunt de 600.000 euros. Idem à Rennes, un médecin gagnant 30.000 euros par mois, avec un apport de 180.000 euros, a glané un taux de 0,7% sur 25 ans. «Les banques ciblent tous les clients haut de gamme et c'est ainsi qu'ils obtiennent ces taux hallucinants. Certes, avec ces taux proches de 0, elles dégagent une plus faible rentabilité sur le crédit mais le risque est quasi-nul et le remboursement, plus rapide», analyse Sandrine Allonier, de Vousfinancer. lefigaro.fr 13 septembre 2019

CINQUIEME PARTIE

La collaboration de classes s'étoffe ou passe à un format supérieur.

LVOG - Un discours insupportable, car il cautionne le régime en place et ses représentants.

- Vers l'alliance des Gilets jaunes et du mouvement climat ? - tendanceclaire.org 13 septembre 2019

Les organisations du mouvement climat s'adressent à « la classe politique » et « au grand public » afin de forcer les premiers à agir et d'inciter les seconds à à se mobiliser. Dans cette démarche, le sens du mouvement est de faire bouger d'autres acteurs que lui dans un monde pensé comme une totalité...

https://www.lautrequotidien.fr/articles/unejournee1009

LVOG - Pour nous, il ne s'agit pas "*de faire bouger d'autres acteurs*" pour perpétuer votre "*monde pensé comme une totalité*", mais de combattre et exterminer ceux qui sont nuisibles pour bâtir un monde meilleur et plus juste.

"*Se mobiliser*" pour "*forcer les premiers à agir*", connaissant les intentions nuisibles de « *la classe politique* », ceux qui nous gouvernent, cela revient à leur prêter main forte pour qu'ils puissent appliquer leur programme et atteindre leurs objectifs inavouables dont les travailleurs feront les frais.

Dans le même registre.

Entendu pendant l'acte 44 à Saint-Nazaire (44)

- «Je suis là parce que le gouvernement ne fait rien pour le climat», annonce un étudiant de 18 ans. tendanceclaire.org

LVOG - Il aurait fallu lui répondre qu'il était particulièrement injuste avec le gouvernement ou ceux qui l'ont précédé, car je crois me souvenir qu'ils ont déjà créé des taxes ou des vignettes, des contrôles techniques en tout genre (véhicules et immobiliers), vous en redemandez, bravo !

Toujours dans le même registre.

Reporterre. (publié par tendanceclaire.org - NPA)

- "Nous avons une responsabilité morale à agir indépendante de la responsabilité causale "

LVOG - Comment, nous devrions endosser "*la responsabilité morale*" de tous les maux dont souffre la société et dont le capitalisme porte "*la responsabilité causale*" sous prétexte qu'il ne s'en chargera pas, tout cela parce que vous refusez de l'affronter, mais vous nous prenez pour qui ? Quelle confusion !

- "plutôt que de se demander pourquoi il faudrait protéger la nature, la vraie question serait pourquoi on la détruit – et je ne trouve pas beaucoup de bonnes raisons à cela."

LVOG - Pourquoi, il en existerait ? Les capitalistes saccagent l'environnement dont ils tirent profit, et ils laissent saccager celui dont ils ne tirent pas profit, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils dépensent de l'argent pour le protéger puisqu'il ne leur rapporte rien, c'est aussi simple que cela.

Voilà à quoi en sont arrivées la gauche et l'extrême gauche, à devenir des agents du régime.

En famille. Toujours plus large !

Alexandre Benalla, Jean-Paul Delevoye à la Fête de l'Humanité... il ne manquait plus que Macron ! (Source : francetvinfo.fr 14.09)

Et Daniel Gluckstein (POID) toujours aussi perspicace en a fait (l'Humanité et le PCF) son éditorial cette semaine! Bravo ! (A lire plus loin)

En voilà un amalgame suspect, et là les idéologues néocons n'y sont pour rien...

A la Fête de l'Humanité, le rouge communiste se teinte du vert écolo - AFP

LVOG - Ce serait le pire des cauchemars ! Cela donne quoi comme teinte le mélange de rouge et de vert ?

AFP - « Comment la gauche peut redevenir crédible ».

Clémentine Autain (Ensemble) était invitée avec Adrien Quatennens (LFI), le premier secrétaire du Parti socialiste (PS) Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti communiste Fabien Roussel et la porte-parole d'Europe Écologie-Les Verts Sandra Regol à une table ronde baptisée « Re - Faire Révolution ? » Le surtitre en dit long sur le chemin qu'il reste à mener : « Comment la gauche peut redevenir crédible ».

Alors que l'état de la gauche française après les élections européennes est proche du champ de ruines – en cumulé, LFI, PS, Génération·s de Benoît Hamon et PCF ont totalisé 18,26 % des suffrages... lepoint.fr 15 septembre 2019

LVOG - Et devinez qui a dit à un auditoire conquis : « En un an, nous avons connu trois grands mouvements protestataires entre #MeToo, les Gilets jaunes et la Marche pour le climat. Et ils se sont tous construits en dehors de nous. »

Réponse : Olivier Faure (PS).

LVOG - Et pour cause, #MeToo et la Marche pour le climat ont été initiés par l'oligarchie. Quant aux Gilets jaunes, ils ont été le produit des réseaux sociaux donnant lieu à toutes sortes de manipulations ou qui n'ont jamais été destinées à servir les besoins des peuples, les Gilets jaunes n'ont pas échappé à la règle.

Mélenchon n'est pas en reste. Histrion ou tartuffe du régime.

Il pourfend la justice et défend Ferrand: le virulent retour de Mélenchon - AFP 12 septembre 2019

LVOG - Après que Macron eut annoncé amorcer un rapprochement avec la Russie de Poutine, Mélenchon se fendra-il d'un compliment à son suzerain ? Maintenant que madame Le Pen l'a précédé, il va peut-être hésiter. Quel pantin !

Ah que c'est beau la "***moralisation de la vie publique***", la République exemplaire, le quinquennat du renouveau...

Ferrand, Rugy, Benalla... Ces affaires qui ont déjà entaché le quinquennat d'Emmanuel Macron - Franceinfo 12 septembre 2019

LVOG - Les points de suspension sont de Franceinfo parce qu'on ne les compte plus...

Quand les dirigeants de LFI en pinçaient pour le parti démocrate, il était bien inspiré...

Les milliardaires américains se rassemblent autour de Warren et Buttigieg par Eric Zuesse - Mondialisation.ca, 12 septembre 2019

Les candidats Démocrates à la présidence qui ont été les plus soutenus par les milliardaires n'ont pas obtenu de bons résultats dans les sondages, jusqu'à présent, et ce fait perturbe grandement ces derniers. Ils savent que le candidat Démocrate sera choisi lors du dernier tour des primaires, et ils ont toujours voulu que Pete Buttigieg y participe [Il est titulaire d'une bourse Rhodes, NdSF]. Par conséquent, ils l'ont soutenu plus que tous les autres candidats. Mais ce qui les inquiète aujourd'hui, c'est que son adversaire pour ce dernier tour pourrait bien être Bernie Sanders, qu'ils considèrent tous comme leur ennemi juré. Ils veulent à tout prix éviter ce résultat. Et ils ont peut-être trouvé un moyen de le faire : Elizabeth Warren.

Il y a quelques semaines à peine, les cinq principaux candidats à la présidence américaine du parti Démocrate, qui avaient reçu le soutien le plus fort de la part des milliardaires américains, étaient, dans l'ordre : Pete Buttigieg, Cory Booker, Kamala Harris, Michael Bennett et Joe Biden. Warren n'était qu'en 12e position dans le soutien des milliardaires. Sanders était lui tout en bas de l'échelle, zéro milliardaire le soutenant (il est le seul des 17 candidats déclaré qui n'ait aucun soutien de milliardaire).

Les milliardaires du parti Démocrate sont tout simplement fous de Buttigieg, mais la question qui se pose maintenant est de savoir qui ils vont choisir pour se présenter contre lui lors du dernier tour décisif des primaires ? Préféreraient-ils que ce soit Sanders ? Ou à la place Warren ?

Ils préfèrent définitivement Warren. Ses récents sondages d'opinion, dont le nombre ne cesse d'augmenter, montrent un tel soutien que le néoconservateur et libéral (c'est à dire pro milliardaires) magazine The Atlantic de David Bradley titrait « Elizabeth Warren arrive à amadouer l'establishment Démocrate », en une du 26 août dernier. Ce magazine disait que (en utilisant mon langage et pas le leur) les rats du navire Joe Biden en train de couler ont commencé à sauter à bord du navire flottant de l'U.S. S. Elizabeth Warren, qui est peut-être déjà à égalité avec les deux autres navires principaux, le Biden et le Sanders. Comme Sanders est le seul candidat à la présidence américaine qu'aucun milliardaire ne soutient, tout porte à croire que Warren éloignera certains d'entre eux de Biden. Cela pourrait transformer la course à l'investiture, en fin de compte, en un match Buttigieg contre Warren (qui sont tous deux acceptables pour les milliardaires), plutôt qu'en Buttigieg contre Sanders (ce qui représenterait pour eux la menace de résulter en une présidence Sanders). Il y a peu de raisons de penser que Buttigieg va décliner à la position #2 dans le soutien des milliardaires ; mais, si ce concours se transforme en Sanders v. Buttigieg, au lieu de Warren v. Buttigieg, alors les milliardaires du parti Démocrate non seulement verseraient encore plus d'argent dans la campagne contre Sanders, mais ils finiraient probablement par financer le candidat Républicain si Sanders se mettait à battre Buttigieg (comme c'est presque certain si l'on en croit les sondages). En revanche, si cette course à l'investiture finit par avoir lieu entre Warren contre Buttigieg, alors les milliardaires du Parti ne soutiendraient probablement pas le candidat Républicain, ils continueraient à faire des dons au Parti Démocrate, quel que soit le candidat qui l'emporte, afin de battre Trump (ou tout autre candidat Républicain), et prendre le contrôle du pays des mains des milliardaires Républicains (comme c'est maintenant le cas). (...)

En 2016, ce candidat mainstreamétait Hillary Clinton (le DNC avait même truqué les primaires pour la faire gagner contre Sanders), mais plus récemment c'était Joe Biden et Pete Buttigieg ; et, maintenant, ce mainstream commence à inclure (du point de vue des milliardaires) Elizabeth Warren. C'est parce que Warren est beaucoup plus préféré par les milliardaires que Sanders, et ils veulent donc que les progressistes du Parti la choisissent, au lieu de Sanders, de sorte que le dernier concours présidentiel démocrate sera entre Warren contre le favori réel des milliardaires, qui est Buttigieg. S'ils ne peuvent pas le faire élire, au moins ils pourront la faire élire. Mondialisation.ca, 12 septembre 2019

Pour lire l'intégralité de cet article ou le télécharger :

https://www.mondialisation.ca/les-milliardaires-americains-se-rassemblent-autour-de-warren-et-buttigieg/5636700?print=1

La suite. L'oligarchie financière sélectionne ses candidats de gauche à l'élection présidentielle américaine de 2020.

LVOG - L'AFP devient logiquement le porte-parole d'Elizabeth Warren, lisez l'article dithyrambique qu'elle lui consacre.

Une femme qui a des idées: Elizabeth Warren très applaudie à New York - AFP 17 septembre 2019

Extrait. "Elle a vraiment beaucoup d'idées": Elizabeth Warren, candidate démocrate qui monte pour la présidentielle américaine 2020, a énergisé lundi plusieurs milliers de New-Yorkais avec sa liste d'idées pour "réparer un système" américain qui selon elle ne profite plus qu'aux riches.

Celle qui n'a cessé de grimper dans les sondages ces dernières semaines - où elle occupe désormais la 2e ou 3e place parmi les 20 candidats démocrates, derrière l'ancien vice-président Joe Biden et parfois derrière Bernie Sanders - a énuméré ses propositions, censées relancer une démocratie américaine qu'elle juge "corrompue", sous les applaudissements et les cris répétés de "Warren! Warren! Warren!".

...cette ex-professeure de droit de Harvard "a un plan pour réparer" tous ces problèmes, une petite phrase qui rythme désormais ses discours comme un refrain, et qui s'affiche sur les tee-shirts de ses supporters: depuis l'interdiction à vie de pantouflage pour les élus du Congrès ou l'obligation pour les candidats de publier leurs déclarations d'impôts, jusqu'à l'assurance-santé pour tous et l'annulation de la quasi-totalité de l'énorme dette étudiante.

Des propositions qu'elle prévoit de financer par une taxe sur les riches, de 2 cents pour chaque dollar de revenu au-dessus des 50 millions de dollars, particulièrement applaudie par les habitants de la capitale financière américaine qui ont repris en choeur, "2 cents! 2 cents!".

LVOG - C'est vrai qu'avec une taxe sur les riches de 2 cents pour chaque dollar de revenu au-dessus des 50 millions de dollars, c'est alléchant, les oligarques et leur claque d'ignares peuvent applaudir à tout rompre ! Remarquez bien qu'à côté elle tient sensiblement le même discours que Bernie Sanders pour lequel Mélenchon et LFI avaient craqué.

AFP - Des géants énergétiques aux assurances-santé, en passant par l'industrie des armes et les élus vendus aux lobbyistes, tout le monde a intérêt à pérenniser un "système cassé" pour s'enrichir sur le dos des familles qui travaillent, a martelé cette ex-républicaine depuis la tribune, sa veste violette brillant sous les projecteurs.

Mais cette ex-professeure de droit de Harvard "a un plan pour réparer" tous ces problèmes, une petite phrase qui rythme désormais ses discours comme un refrain, et qui s'affiche sur les tee-shirts de ses supporters: depuis l'interdiction à vie de pantouflage pour les élus du Congrès ou l'obligation pour les candidats de publier leurs déclarations d'impôts, jusqu'à l'assurance-santé pour tous et l'annulation de la quasi-totalité de l'énorme dette étudiante.

LVOG - Pour l'AFP, une étoile est née, une étoile qui monte, et il serait évidememnt regrettable qu'elle n'ait été qu'une étoile filante, et pour cause à 2 cents le dollar, c'est encore moins cher que pour les fabriquer à la Fed !

AFP - Elizabeth Warren peut-elle emporter l'investiture démocrate en 2020? Beaucoup de ses supporters reconnaissent qu'il est trop tôt pour le dire, les primaires qui déboucheront sur la désignation du candidat démocrate qui affrontera l'iconoclaste président américain ne commenceront pas avant début 2020.

Mais le nombre de personnes qui croient à ses chances augmente, et la queue était interminable après le meeting lundi soir pour obtenir un "selfie" avec la candidate.

"Je commence juste à me familiariser avec les candidats, mais c'est de plus en plus clair pour moi que Elizabeth Warren sera ma candidate. Je ne vois personne de meilleure qu'elle," a indiqué à l'AFP Ellen Downing, 69 ans, ravie d'avoir pu écouter la sénatrice lors d'un bref passage à New York.

"Elle semble vraiment quelqu'un qui a beaucoup d'idées pour résoudre les problèmes de ce pays", s'est réjouie Rebecca Hatcher, 43 ans, bibliothécaire venue spécialement du Connecticut pour la voir.

Alan Siege, professeur en management new-yorkais, n'a lui rien décidé encore mais il voulait voir de près celle qui "parle plus de ce qui pourrait être par opposition à ce qui est déjà, comme Joe Biden".

"Je me demande s'il peut attirer et passionner les gens comme elle le peut", dit-il. "Evidemment je veux que Trump soit battu, mais j'essaie encore de voir la meilleure façon d'y arriver". AFP17 septembre 2019

LVOG - L'AFP ne pouvait terminer cet article "passionné" dicté par l'oligarchie financière, qu'en suggérant qu'elle était la meilleure candidate possible pour battre Trump ("la meilleure façon d'y arriver").

Leur dernière imposture sent plus le pétrole et le dollar que la poudre.

6% de pétrole en moins sur le marché, et c'est la pénurie qui menace, encore un faux prétexte ou une imposture.

LVOG - 6%, c'est 2% de plus que le CO^2 d'origine anthropique auquel on doit paraît-il le changement climatique, alors tout est possible ! La preuve, la Maison Blanche a fait savoir que des "infrastructures vitales pour l'économie mondiale" avaient été touchées, alors qu'elles ne représentent que 6% de l'approvisionnement mondial.

Pétrole saoudien: Washington "prêt à riposter" aux attaques, le prix du baril s'envole - AFP 16 septembre 2019

Les Etats-Unis se sont déclarés dimanche "prêts à riposter" aux attaques de drones la veille contre des installations pétrolières en Arabie saoudite, qui ont entraîné une réduction de moitié de sa production et provoqué une forte hausse des cours de l'or noir.

Cette frappe est d'un autre ordre: elle a provoqué une réduction brutale de production de 5,7 millions de barils par jour, soit environ 6% de l'approvisionnement mondial.

Le prince Abdel Aziz ben Salmane, récemment nommé ministre de l'Energie, a assuré qu'une partie de la baisse de production serait compensée par les stocks.

Ryad, premier exportateur mondial de pétrole brut, dispose de cinq gigantesques installations de stockage souterrain qui peuvent contenir des dizaines de millions de barils.

Lors d'un entretien téléphonique entre Donald Trump et le prince héritier, la Maison Blanche a condamné les attaques contre des "infrastructures vitales pour l'économie mondiale".

James Dorsey, expert du Moyen-Orient à la S. Rajaratnam School of International Studies à Singapour, a estimé des représailles directes peu probables: "Les Saoudiens ne veulent pas d'un conflit ouvert avec l'Iran (...) Ils aimeraient que d'autres se battent pour eux, mais les autres sont réticents".

Mais la Maison Blanche a fait savoir que M. Trump n'excluait toujours pas l'hypothèse d'une rencontre avec le président iranien Hassan Rohani malgré les accusations portées contre Téhéran.

L'envoyé de l'ONU au Yémen, Martin Griffiths, s'est déclaré "extrêmement préoccupé" par les attaques, également condamnées par des voisins de Ryad (les Emirats arabes unis, Bahreïn et le Koweït). Paris a exprimé sa "solidarité" avec Ryad.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a condamné les attaques et appelé toutes les parties à "la retenue pour prévenir toute escalade", selon son porte-parole. AFP 16 septembre 2019

Chute des cours du pétrole: l'Opep veut maintenir la baisse de la production - AFP 12 septembre 2019

Les pays de l'Opep, l'Arabie saoudite en tête, ont annoncé jeudi à Abou Dhabi leur intention de respecter leurs engagements à réduire la production pour maintenir des prix en baisse sur un marché instable, affecté par le climat d'incertitude de l'économie mondiale.

Le prix du baril de Brent se situe actuellement autour de 60 dollars contre plus de 75 dollars il y a un an, après avoir chuté à 50 dollars fin 2018.

Les 24 membres de l'Opep" ont décidé l'année dernière de réduire la production de 1,2 million de barils par jour à partir de janvier 2019 pour pousser les prix à la hausse, après une chute de 40% entre 2014 et 2019.

Prolongées jusqu'à mars 2020, ces réductions n'ont pas réussi à faire grimper le baril à plus de 70 dollars, ce qui explique le scepticisme de certains analystes quant aux effets de la stratégie de l'Opep".

"Le marché abandonne (l'idée) que l'Opep" puisse soutenir les prix", a estimé Ole Hansen, chef de la stratégie sur les matières premières à Saxo Bank A/S, cité par Bloomberg. "Ils peuvent contrôler la production mais pas la demande", a-t-il observé.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a mis en garde jeudi sur le "défi" énorme que pose la hausse de la production américaine pour l'équilibre du marché pétrolier.

Selon l'AIE, la demande mondiale augmentera de 1,1 million de barils par jour (mbj) en 2019 et 1,3 mbj en 2020.

Mercredi, l'Opep avait au contraire légèrement abaissé ses prévisions, sur fond de ralentissement mondial.

La demande progressera de 1,02 million de barils par jours (mbj) en 2019 et 1,02 million en 2020, selon l'Opep. AFP 12 septembre 2019

Ils osent tout.

- Sarkozy a "de la peine" pour les Balkany et "espère qu'ils vont tenir le coup" - AFP

- Défense des droits fondamentaux dans l'UE - euronews

- Migrants: l'Ocean Viking se prépare à retourner vers la Libye - AFP

Les ONG sont devenus les passeurs... Chut !

- Quatre ministres à Marseille pour dévoiler un plan "anti-stups" - AFP

- Sommet de la Cedeao : un plan d'action antiterroriste à un milliard de dollars - LePoint.fr

- Le parti démocrate américain a opéré un grand virage à gauche - Le HuffPost

- Acquittement de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé : la procureure fait appel - LePoint.fr

- Hong Kong: le militant pro-démocratie Joshua Wong demande le soutien de Trump et du Congrès - AFP

- Hong Kong: les manifestants pro-démocratie en appellent à Londres - AFP

Des manifestants pro-démocratie se sont rassemblés dimanche aux abords du consulat de Grande-Bretagne à Hong Kong pour demander à Londres d'en faire davantage pour protéger les habitants de son ancienne colonie, dénonçant à nouveau le recul des libertés dans le territoire. AFP

- Irak : l'US Air Force a rayé une île de la carte - LePoint.fr

L'armée américaine a largué 36 tonnes de bombes sur une île du Tigre qu'elle jugeait « infestée » de combattants de l'État islamique. LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

LVOG - Encore un régime minoritaire et illégitime. Un de plus.

Présidentielle en Tunisie: participation de 45% au premier tour - AFP 16 septembre 2019

Le taux de participation au premier tour de la présidentielle dimanche en Tunisie a atteint 45,02%, a annoncé l'Instance chargée d'organiser les élections. En 2014, la participation pour le premier tour s'était établie à 64% en fin de journée.

L'arrivée au second tour de la présidentielle en Tunisie de deux candidats ayant fait campagne sur des plateformes "anti-

système", laisse présager de profonds bouleversements, et soulève de nombreuses interrogations sur la suite.

Quelques éléments de réponses.

Pourquoi un tel rejet des candidats traditionnels?

Une abstention-sanction s'est dessinée dimanche : les élections étaient de toutes les conversations, les interviews politiques ont été très suivies, mais la classe politique n'a pas réussi à regagner en crédibilité auprès d'un électorat lassé des guerres de clans et stratégies politiciennes.

"Cette abstention exprime un réel rejet du système, plus qu'un désintérêt", souligne le politologue Hamza Meddeb.

"Il y a un ras le bol d'une classe politique qui n'a pas répondu aux attentes économiques et sociales", estime-t-il, critiquant "un discours très faible des candidats, une absence de pensée et de vision".

Les Tunisiens "ne pensent pas que ce personnel politique va résoudre leurs problèmes de fond", abonde l'historienne Sophie Bessis.

Cela va dans le même sens que le vote pour deux personnalités qui ont "réussi à capter le vote anti-système", même si le publicitaire Nabil Karoui, "fait partie de cette élite politico-médiatico-affairiste" qui est rejetée, souligne M. Meddeb.

Les deux candidats présentés comme finalistes "ne rassemblent que le tiers des votants", souligne l'éditorialiste Zied Krichen. AFP 16 septembre 2019

Présidentielle en Tunisie: vers un duel entre candidats hors normes au 2e tour - AFP 17 septembre 2019

Kais Saied, un universitaire de 61 ans sans parti ni structure, entré en toute discrétion sur la scène politique, recueille 18,9% des voix, d'après les chiffres de l'instance électorale (Isie) publié lundi et portant sur deux tiers des suffrages.

Il devance l'homme d'affaires emprisonné Nabil Karoui, qui recueille 15,5% des suffrages, devant le candidat du parti d'inspiration islamiste Ennahdha, Abdelfattah Mourou (12,9%).

"C'est assez représentatif du résultat, et a priori le classement final ne risque pas de changer", a déclaré à l'AFP Mohamed Tlili Mansri, un responsable de l'Isie.

Selon les résultats partiels de l'Isie, le ministre de la Défense Abdelkarim Zbidi arrive en 4e position avec 10,1% des voix et le Premier ministre Youssef Chahed 5e avec 7,4% des suffrages. Une défaite cuisante pour les candidats de la famille libérale "centriste" issus du parti de l'ancien président Béji Caïd Essebsi, décédé en juillet.

Sept millions d'électeurs étaient appelés dimanche à départager 26 candidats pour le premier tour de ce scrutin, qui s'est déroulé sur fond de crise économique et sociale et dans un contexte de rejet des élites politiques traditionnelles.

"Les électeurs ont adressé un message clair, tout à fait nouveau. Ils ont fait une révolution dans le cadre de la légalité, une révolution dans le cadre de la Constitution. Ils veulent quelque chose de nouveau. Nous avons besoin d'une nouvelle pensée politique", s'est félicité M. Saied lundi.

Régulièrement entouré d'étudiants ou jeunes actifs, il a défendu des positions socialement conservatrices: il est contre l'abolition de la peine de mort, contre l'abrogation des textes punissant l'homosexualité et les atteintes à la pudeur, ce dernier texte ayant servi à condamner des couples non mariés s'embrassant dans la rue. Il s'est aussi prononcé contre l'égalité en matière d'héritage.

Nabil Karoui, lui, est issu des cercles du pouvoir mais il s'est positionné contre eux et a vu son image d'"anti-système" renforcée par son incarcération fin août dans le cadre d'une enquête pour blanchiment et fraude fiscale.

Cet homme d'affaires de 56 ans, taxé de "populiste" par ses détracteurs, a bâti sa popularité ces dernières années en organisant des opérations caritatives dans les régions défavorisées, et il a derrière lui la puissance d'une chaîne privée, Nessma, dont il est le fondateur.

Les Tunisiens restent avant tout préoccupés par la crise sociale dans un pays sous perfusion du Fonds monétaire international (FMI), où le chômage est de 15% et où le coût de la vie a augmenté de 30% depuis 2016. AFP 17 septembre 2019

Algérie

La présidentielle en Algérie fixée au 12 décembre - AFP 16 septembre 2019

L'élection présidentielle en Algérie aura lieu le 12 décembre, a annoncé dimanche soir le chef de l'Etat par intérim, Abdelkader Bensalah, dans un discours à "la Nation", retransmis par la télévision publique.

La date annoncée coïncide avec les délais réclamés par le chef d'état-major de l'armée, Ahmed Gaïd Salah, véritable homme fort du pays depuis la démission forcée du président Abdelaziz Bouteflika le 2 avril.

"J'ai décidé (...) que la date de l'élection présidentielle sera le jeudi 12 décembre 2019", a déclaré M. Bensalah qui, selon la Constitution du pays, ne peut être candidat. AFP 16 septembre 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

Les employés de General Motors appelés à la grève, une première en 12 ans - Le HuffPost 15 septembre 2019

Une initiative rare. Les 46.000 employés du constructeur automobile General Motors sont appelés à la grève à partir de minuit ce dimanche 15 septembre. Objectif: peser sur des négociations actuellement dans l'impasse sur une nouvelle convention collective, a indiqué le puissant syndicat United Auto Workers.

"Les responsables syndicaux de tout le pays se sont réunis dimanche matin après l'expiration samedi dans la nuit de la convention collective de General Motors datant de 2015, et ont choisi de se mettre en grève à minuit dimanche", a écrit le syndicat UAW dans un communiqué.

Le syndicat exige notamment des augmentations de salaires, une meilleure couverture santé et des garanties sur la sécurité de l'emploi, a expliqué à la presse le vice-président d'UAW, Terry Dittes, à l'issue de la réunion à Detroit.

Également en négociation avec Ford et Chrysler, le syndicat est parvenu vendredi à un accord dans ces deux groupes. Le HuffPost et AFP 15 septembre 2019

LVOG - Il se peut que les employés et syndiqués de General Motors aient été particulièrement revendicatifs, alors pour les isoler et qu'ils capitulent, le vice-président d'UAW a signé des accords avec Ford et Chrysler. A suivre

Haut de page

Le 20 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Plusieurs documents ont été ajoutés dans différentes rubriques.

Une brève causerie, je n'ai pas eu le temps d'aller sur Internet.

- Au format pdf - 3 pages

Lu à la fin d'un tract (GMI) : *Intégration des régimes de retraite complémentaires au régime général !*

Le régime général est par répartition, le retraite complémentaire par points.

Parce que je n'ai cotisé qu'à mi-temps, le régime général m'a infligé une décote de 37,5%, le régime complémentaire 22%. Si le régime complémentaire avait été intégré au régime général, sur mes misérables 141,67 euros de retraite complémentaire j'aurais perdu encore 31,16 euros, non merci. Qu'il faille conserver le régime général par répartition, d'accord, mais ne nous

en demandez pas davantage.

Lu dans le même tract : *Retour aux 37,5 années de cotisation et à 60 ans d'âge de la retraite !*

37,5 années de cotisation, c'est trop, et 60 ans, c'est beaucoup trop tard.

Mon père décédé en 2003 était né en 1931. Il était menuisier en bâtiment. Je me souviens que lorsque j'avais environ 5 ans, donc aux alentours du début des années 60, quand mon père n'avait qu'une trentaine d'années, qu'après voir commencé à travailler à 16 ans, donc en 1947, une quinzaine d'années plus tard, il était déjà si fatigué, qu'il passait le dimanche matin à faire la grâce matinée et ma mère lui servait le petit déjeuner au lit. Il faut préciser que s'il était de constitution robuste et très courageux, à l'époque il était payé à la tâche, donc pas question de fainéanter ou d'enchaîner les arrêts maladies, très pauvre il était sous-alimenté par rapport à l'effort qu'il devait fournir quotidiennement. Arrivé à 45 ans il était déjà bien entamé, et complètement usé à 55 ans. Il cotisera jusqu'à 65 ans au lieu de 60 pour obtenir une meilleure retraite, il tombera gravement malade 3 ou 4 après avoir pris sa retraite et disparaîtra à 72 ans.

La plupart des travailleurs étant soumis à un rythme de vie infernal, ils devraient pouvoir prendre leur retraite vers 50 ans ou avant et non 60. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne participeraient plus au fonctionnement de la société, dans une autre société évidemment. Quant aux forçats qui se tapent les tâches les plus lourdes, dans les mines, les usines, les docks, sur les chantiers, bâtiment ou chaussée, etc. passées 10 années de service ils devraient être relevés systématiquement, et se voir confier des tâches plus légères après avoir suivi une formation rémunérée sur la base du salaire minimum fixé à 2.000 euros nets.

La durée quotidienne et hebdomadaire de travail serait fixée entre 5 et 6 heures maximums sur 4 jours, ou davantage après accord des ouvriers en échange de jours de récupération. Car il peut exister des contraintes matérielles, climatiques ou saisonnières, techniques, etc. ou il est plus rentable de travailler plus longtemps, tout gaspillage de temps évité favoriserait la réduction du temps de travail en régime socialiste, puisque c'est le bien-être des travailleurs qui serait à la fois à la base de la production et son objectif.

Ce sont là des aspirations légitimes que plus personne n'ose avancer. Et bien nous, nous continuerons à populariser le socialisme.

Imaginer un instant ces millions de travailleurs (et milliards d'euros) affectés à des tâches inutiles ou nuisibles dans les banques, les assurances, dans la magistrature, dans la police et l'armée, chez les notaires, avocats, etc. qui demain seraient affectés à la production et à l'organisation de la société, sans parler des millions de chômeurs qui les rejoindraient, il y aurait largement de quoi réduire le temps de travail et la durée du travail d'un tiers ou de moitié, travailler et satisfaire nos besoins dans la bonne humeur en rendant la nature encore plus belle, c'est tout à fait possible, mais le malheur, c'est que personne n'y croit par ignorance.

Lu également : *Une seule caisse pour tous les salariés, gérée par leurs seuls représentants !*

Tu parles, ils ne valent pas mieux que les représentants patronaux ! La preuve si nécessaire : *Dirigeants syndicaux, sortez du Conseil d'orientation des retraites !*

Nous, nous refusons d'exiger quoi que ce de ces agents du capital corrompus. Nous refusons de leur reconnaître la moindre légitimité pour représenter les intérêts des travailleurs. C'est cette orientation politique adoptée depuis près d'un siècle qui nous a conduit à la situation actuelle. Nous ne cautionnerons jamais la collaboration de classes, un point c'est tout.

C'est des syndicats qu'il faut chasser ces dirigeants. Et si nous n'en avons pas les moyens pour le moment, ce n'est pas une raison pour leur servir la soupe, même froide pour qu'ils attrapent une congestion, ils seraient foutus de s'en remettre et vous seriez compromis !

Deux infos.

En famille. Quand la médecine devient ambulatoire, le droit à la santé devient aléatoire.

LVOG - Leur méthode est la même qu'avec le climat, les retraites, l'école, etc.

Ils dressent un constat "*catastrophique*" de la situation, réel, amplifié ou imaginaire, de manière à ce que chacun se disent qu'il y aurait urgence à agir, pour finalement cautionner des mesures qui auront été prises par ceux qui détiennent le pouvoir et qui finalement contribueront à l'aggraver.

Un autre aspect de ce mécanisme machiavélique.

Après avoir pris des mesures qui ont contribué à pourrir la situation, ou avoir refusé de prendre des mesures adéquates pour

éviter qu'elle se dégrade davantage, ils s'en servent comme prétexte pour appliquer des mesures qu'ils n'auraient pas pu imposer autrement ou les justifier. Dit autrement, pour que la boucle de la machination soit bouclée, il ne leur reste plus qu'à décréter qu'ils doivent agir dans l'urgence face à une terrible menace, à laquelle personne ou presque n'osera s'opposer.

Un rapport alarmant sur la psychiatrie déplore une "prise en charge catastrophique" - Le HuffPost 18.09

Les députées Martine Wonner (LREM) et Caroline Fiat (LFI) dévoilent les conclusions de leurs travaux.

LVOG - Pour aborder ce sujet, il fallait commencer par lire le dernier paragraphe pour connaître leurs réelles intentions qui comme par hasard coïncident avec l'objectif du gouvernement : cautionner la liquidation de l'hôpital psychiatrique.

Le HuffPost - Le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2020 devrait par ailleurs amorcer la “refonte” du financement de la psychiatrie.

LVOG - Le "*financement*, l'arme de la guerre ! Le tout présenter frauduleusement sous un angle avantageux, cela allait de soi aussi.

Le HuffPost - “Il est urgent de déployer des moyens importants sur les structures extra-hospitalières, qu’elles soient sanitaires, sociales ou médico-sociales”, font-elles valoir, plaidant pour “le développement massif d’équipes mobiles sur l’ensemble du territoire mais aussi de structures d’amont et d’aval”.

“Au terme d’une dizaine d’années, l’objectif (...) devrait être de déployer 80% des moyens de l’hôpital psychiatrique sur l’ambulatoire”. Le HuffPost 18.09

LVOG - Autant dire que l’hôpital psychiatrique aura complètement disparu ou presque. Que Caroline Fiat de LFI cautionne ce procédé scélérat et cet objectif, n'étonnera personne non plus.

Avec la participation du gouvernement français.

L'Otan approvisionne en armes Daesh au Yémen - voltairenet.org 17.09

Une enquête de Dilyana Gaytandzhieva, publiée par Arms Watch, établi documents à l’appui que la mission de l’Otan en Afghanistan (Resolute Support Mission) sert de couverture à un trafic d’armes états-unien pour approvisionner Daesh au Yémen.

L’enquête révèle au passage que les Forces spéciales US (Task Force Smoking Gun en Croatie) ont également acheminé des armes à Al-Qaïda (Front al-Nosra) en Syrie.

Quantité de sociétés sont impliquées dont Sierra Four Industries, Orbital ATK, Global Ordnance, et UDC aux États-Unis, ainsi que les gouvernements azéris, serbes et saoudiens.

La journaliste bulgare Dilyana Gaytandzhieva s’était fait connaître, il y a deux ans, en publiant des documents attestant du plus grand trafic d’armes de l’Histoire, l’opération Timber Sycamore [1]. voltairenet.org 17.09

Notes.

1. “Islamic State weapons in Yemen traced back to US Government : Serbia files” ;

2. “US Task Force Smoking Gun smuggles weapons to Syria : Serbia files” ;

3. “Leaked arms dealers’ passports reveal who supplies terrorists in Yemen : Serbia files”. by Dilyana Gaytandzhieva, Arms Watch, September 15, 2019.

Haut de page

Le 26 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie fait 50 pages, vous imaginez le boulot !

L'actualité est très chargée et les questions faisant l'objet de manipulation se multiplient, en réalité, tout ce qu'ils touchent, on baigne en pleine psychopathie ou folie aggravée.

Quel dommage que nous ne soyons pas toute une équipe pour faire ce boulot ! On le ferait mieux avec plus de moyens. Connaissez-vous un autre portail (ou blog) qui se livre à un tel travail ?

Ma compagne m'a demandé d'arrêter.

Un de mes commentaires posté au blog Les-Crises.fr a encore été censuré, c'était sur la crise climato-hystérique. Il faut voir les conneries qu'on peut lire, ce n'est plus à la pelle mais à la pelleteuse mécanique.

J'ignorais qu'en 2010 Assad et Chavez avaient appelé à la formation d'un Mouvement des alliés libres (www.voltairenet.org/article166111.html)

Ce qui me fait marrer, ce sont les gauchistes écervelés ou les opportunistes qui en pinçaient pour Chavez et traitaient Assad de dictateur ou de tyran sanguinaire. Ce qui est dommage, c'est que ces militants n'en tirent aucun enseignement politique.

J'ignorais la suite du parcours de mon ex-responsable de secteur à l'OCI en 1981.

Christian Eyschen, 65 ans, permanent syndical FO à la CPAM des Hauts-de-Seine et vice-président de la Fédération Nationale de la Libre Pensée. C'est un militant lambertiste, aujourd'hui POI, courant trotskiste auquel appartenait le patron de La France Insoumise (LFI) de 1968 à 1976, avant de rejoindre le PS. Le POI a appelé à voter Mélenchon à la dernière présidentielle de 2017 et a apprécié que le candidat n'ait pas soutenu Macron contre Le Pen au second tour. Eyschen a rejoint le GODF en 1991, six ans après Mélenchon. Eyschen Christian, Vénérable Maître d'Honneur de la Respectable Loge L'Homme libre – 32e REAA». blogs.lexpress.fr 31.10.2018

Précision : Mélenchon avait appelé à ne pas voter pour Le Pen uniquement, laissant libre les électeurs de voter éventuellement pour Macron, si ce que j'ai lu était exact.

Donc attention, en s'adressant à lui ne commettez pas l'horrible impair de l'appeler camarade ou monsieur...Tout sonne faux chez ce genre de dirigeants, dommage.

Eyschen ou la dérive papale d'un "bolchevik".

A lire dans le blog de La Tribune des travailleurs (POID)

- À propos d'une déclaration de 202 personnalités dans le Journal du dimanche du 7 septembre par Alain Visseq - Publié le 13 septembre 2019.

Nous exigeons la libération immédiate et sans condition de Louisa Hanoune !

Franceinfo - Un tribunal militaire algérien a condamné, dans la nuit du 24 au 25 septembre 2019, à 15 ans de prison la secrétaire générale du Parti des travailleurs Louisa Hanoune,

La défense avait admis que Louisa Hanoune avait participé à une réunion avec Saïd Bouteflika et le général "Toufik" le 27 mars, au lendemain d'une déclaration du chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, demandant publiquement le départ d'Abdelaziz Bouteflika.

Ont écopé de la même peine de prison, Saïd Bouteflika, frère du président déchu Abdelaziz Bouteflika, le général "Toufik" et son successeur à la tête du renseignement Athmane Tartag.

Le tribunal a également condamné à 20 ans de prison l'ancien ministre de la Défense et ex-chef d'état-major de l'armée Khaled Nezzar, son fils Lotfi, ainsi que Farid Benhamdine, gérant de la Société algérienne de pharmacie, tous les trois jugés par contumace dans la même affaire. (Source : franceinfo 25.09)

LVOG - On peut quand même légitimement se poser une question : Etait-ce bien le rôle et la place d'une dirigeante du mouvement ouvrier algérien de discuter avec Saïd Bouteflika et le général "Toufik" ? Notamment.

Où en sommes-nous ? Dans la préhistoire.

On est bien en présence d'un processus dialectique matérialiste et historique inconscient.

L'action précède le verbe ou l'idée, le règne de la nécessité celui de la liberté, l'évolution et la diversification des primates dont est issu l'hominidé ou homo sapiens, le passage du paléolithique au néolithique, du nomadisme à la sédentarisation, les différents modes de production qui se sont succédés suite au développement des forces productives, la civilisation humaine avec ses classes et ses Etats telle que nous les connaissons aujourd'hui, la formation de peuples primitifs sur des bases ethniques, puis sociales, la colonisation anarchique de la Terre par l'homme, l'apparition des villes, l'exploitation des ressources de la nature pour satisfaire les besoins toujours croissant des hommes, bref, tous ces processus qu'ils aient été naturels ou le produit de l'activité ou de la volonté des hommes, se sont déroulés jusqu'à nos jours sans qu'ils en aient pris conscience, puisqu'ils ont toujours ignoré les conséquences de ces transformations aussi bien sur leur propre destin que celui de la nature.

Bien que depuis bientôt deux siècles l'ensemble de ces processus soient connus ou parvenus à la connaissance des hommes grâce aux travaux de Marx et Engels, ils ne parviennent toujours pas à en prendre conscience ou à le traduire en terme d'action (politique) pour passer à un mode de production et de répartition des richesses supérieur, de sorte que ces transformations cesseraient d'être nuisibles aussi bien au destin de la majorité des hommes que de celui de la nature.

Ils ne parviennent pas à prendre conscience que les moyens matériels, économiques, humains existent de nos jours pour sortir définitivement du règne de la nécessité et de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de tous leurs maux et conquérir leur liberté, renouer avec la nature dont ils font partie, parce qu'ils continuent d'ignorer que c'est le même processus dialectique matérialiste qui est partout à l'oeuvre, et qu'il n'existe pas de fatalité.

Cette faiblesse est inhérente à la nature, donc y compris aux hommes qui viennent au monde ignorant de tout qu'ils soient riches ou pauvres, à ceci près qu'ils possèdent la faculté de progresser et d'en venir à bout, ce qui leur permettrait de modifier favorablement l'orientation de ce processus dialectique matérialiste pour s'émanciper du règne de la nécessité dont ils sont esclaves, dans le cas contraire ils n'auront pas idée des jours sombres et tragiques qui les attendent.

Les hommes se sont employés à exploiter, puis à transformer leur environnement pour satisfaire leurs besoins. Ils ont été jusqu'à croire que parce qu'ils pouvaient domestiquer ou exploiter la nature, ils parviendraient à la dominer ou à la maîtriser... Pure folie à mettre au compte des classes dominantes portées à soumettre par le fouet leurs esclaves, leurs serfs, leurs salariés, car la nature est changeante, imprévisible, indomptable, incontrôlable.

La Terre ayant toujours été soumises à des variations climatiques depuis quelque 4,5 milliards d'années, frustrée d'avoir fait l'objet d'une telle ignorance, et d'avoir subi de telles mauvais traitements, se rappelle soudain au bon souvenir des hommes, qui découvrent hébétés son pouvoir destructeur au point d'en devenir hystérique.

Les hommes se sont multipliés sans compter, de la même manière ils se sont établis n'importe où. Bref, son développement fut anarchique et inconscient, sans se soucier de savoir à quelle loi générale régissait leur planète, ainsi que ce qui l'entourait ou les conditions qui concouraient à la rendre viable pour les hommes, planète qui pourrait être soumise à des variations climatiques dommageables pour leur société ou leur mode de vie, et nécessitaient pour y parer ou en atténuer les conséquences, qu'ils s'y soient préparés.

Ils en furent incapables pour n'avoir pas réussi à mettre un terme au dernier stade du règne de la nécessité, le capitalisme, qui entrave leur liberté de mouvement et interdit toutes solutions pour faire face à ces dommages ou en réduire les conséquences.

Ils sont donc face à un problème politique et non un problème écologique, et la seule manière de le résoudre consiste à se mobiliser et à s'organiser pour mettre fin au capitalisme.

Imaginez un instant, il y a des milliers d'années en arrière, un homme se livrant à une démonstration avec 2 pommes, affirme qu'une pomme plus une pomme égale deux pommes, et qu'un de ses congénères se lève et déclare que c'est impossible, pourquoi, parce qu'il n'existe pas deux pommes identiques.

En admettant qu'il en reste là, l'homme en serait resté à l'état de sauvagerie, celui vers lequel l'oligarchie veut entraîner l'humanité.

Il y en a parmi nous pour lesquels 1+1=2 ne suffit pas, ils ne sont pas convaincus, ils doutent, ils réclament des preuves. Désolé, nous admettons humblement notre crasse ignorance, nous avons épuisé tous les arguments dont nous disposions pour vous aider à réaliser cette opération. Il ne vous restera plus qu'à nous expliquer comment vous allez vous y prendre pour changer le monde à vous tout seul, à moins que vous vous accommodiez de celui dans lequel vous vivez, c'est moins compliqué il est vrai.

- Au format pdf - 50 pages

PREMIERE PARTIE

Vont-ils faire sauter la banque ? Ce n'est pas pour demain !

La banque centrale américaine inonde le marché: faut-il s'en inquiéter? - lefigaro.fr 20.09

La Fed a injecté 278 milliards de dollars en quatre jours sur le marché monétaire américain et va en remettre 75 milliards quotidiennement jusqu'au 10 octobre. Ces opérations suscitent des interrogations. Les raisons pourraient ne pas être que techniques.

La Réserve fédérale des États-Unis a injecté quelque 278 milliards de dollars sur le marché monétaire en l'espace de quatre jours. Ces injections quotidiennes massives d'argent frais sur le marché américain de l'argent au jour le jour suscitent des interrogations. Les dernières fois que cette situation s'est présentée c'était au moment de la crise financière de 2008.

Après avoir injecté pour 53 milliards de dollars en début de semaine, la Fed a en effet reconduit trois fois ces opérations pour des montants astronomiques représentant 75 milliards par jour, et a d'ore et déjà annoncé qu'elle continuerait de le faire quotidiennement jusqu'au 10 octobre.

Ces opérations sont spectaculaires, mais elles ne semblent pas inquiéter la Bourse de New York, avec un indice Dow Jones qui s'est maintenu toute la semaine au-dessus des 27.000 points. La bonne résistance de Wall Street s'explique par le fait que ces opérations ne concernent que le marché interbancaire qui se trouve, selon les spécialistes, momentanément à cours de liquidités. Les banques qui se financent quotidiennement sur ce marché souffriraient d'un assèchement des liquidités à la suite d'importantes émissions de dettes de la part du Trésor et d'une forte demande de liquidités de la part des entreprises qui avaient à faire face à des échéances fiscales.

Certaines sources plus alarmistes évoquent cependant le refus de certains établissements financiers de mettre leurs disponibilités sur marché évoquant la vulnérabilité possible d'un intervenant (banque ou entreprises) qui pourrait ne pas être en mesure de rembourser les sommes empruntées au jour le jour. Si cette situation, synonyme d'une perte de confiance réciproque sur le marché interbancaire se vérifie, il pourrait s'agir d'une crise plus grave que les autorités monétaires devront régler au plus vite. lefigaro.fr 20.09

Commentaires d'internautes.

1- "Ces 75 milliards sont immédiatement utilisés pour le budget américain, c'est un tout de passe-passe la banque centrale " fabrique " des dollars, les introduit sur le marché pour ensuite l'Etat emprunte aux banques."

2- "C'est dommage d'écrire un article et de montrer qu'on ne le comprend pas! Quand la Fed injecte 75 Mds de prêts à 1 jour pendant plusieurs jours, elle n'injecte pas près de 300 Mds comme le dit l'article."

LVOG - Non, 278 !

- Au cours de trois opérations de marché distinctes effectuées de mardi à jeudi, la banque centrale avait offert un total de 203 milliards de dollars en pensions.

Cette semaine marque la première fois que la banque centrale prend de telles mesures depuis la crise financière mondiale il y a 10 ans. markets.businessinsider.com 20.09

Un repo, dont les noms juridiques en français sont notamment pension livrée ou pension de titres, est la contraction utilisée aux États-Unis pour l'expression "Sale and Repurchase Agreement", ou accord de rachat ou opération de pension, importants instruments financiers du marché monétaire.

- Evoquant des facteurs purement "techniques", la Fed de New York a ainsi injecté mardi 53 milliards de dollars sur le marché "repo", puis 75 milliards de dollars supplémentaires chacun des trois jours suivants, soit un total de 278 Mds$ (environ 252 MdsE).

Le "repo" (repurchase market) est un mode de financement sécurisé qui permet aux banques de se procurer des liquidités via un système de prêts à très court terme entre établissements. Les banques se prêtent des liquidités entre elles, généralement sur 24 heures, en les échangeant contre des titres très sûrs, les obligations d'Etat américaines (les Treasuries). Mais ces derniers jours, face à une forte demande, les liquidités se sont mises à manquer, faisant grimper les taux d'intérêts... boursier.com22.09

En complément.

Panique à la Réserve Fédérale et retour du Credit Crunch sur un océan de dettes - Mondialisation.ca, 20 septembre 2019

Extrait. L'économie capitaliste mondiale est maintenue à flot sur un océan de dettes et les injections massives de liquidités opérées par les principales banques centrales (la BCE et celles des États-Unis, du Japon, de la Grande Bretagne et de la Chine) renforcent cette tendance.

A cause des politiques menées par les banques centrales et les gouvernements, l'économie des pays les plus industrialisés est tombée dans ce que l'économiste britannique J. M. Keynes (1883-1946) appelait le piège de la liquidité. Alors que les banques centrales injectent des liquidités et baissent les taux d'intérêts, les banques et les grandes entreprises privées préfèrent garder ces liquidités à portée de la main ou les utilisent pour spéculer.

Il convient aussi de rappeler ce qu'écrivait dans Le Capital en 1867 Karl Marx (1818-1883) :

« Dès leur naissance, les grandes banques, affublées de titres nationaux, n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public. [2] »

"La question n'est pas : les bulles spéculatives éclateront-elles ou pas ? Mais bien : quand éclateront-elles ?"

A propos des crises, il ajoutait « La crise elle-même éclate d'abord là où sévit la spéculation et ce n'est que plus tard qu'elle gagne la production. L'observateur superficiel ne voit pas la cause de la crise dans la surproduction. La désorganisation consécutive de la production n'apparaît pas comme le résultat nécessaire de sa propre exubérance antérieure mais comme une simple réaction de la spéculation qui se dégonfle. [3] »

LVOG - Citation de Marx mal à propos ou en partie obsolète, puisque que depuis déjà quelques décennies au moins, les gouvernements n'ont plus besoin de prêter "l'argent du public" aux grandes banques, elles le fabriquent elles-mêmes via les banques centrales qui leur distribuent. En revanche, pour régler leurs dettes les gouvernements recourent à "l'argent du public".

- "Les banques privées dépendent complètement du soutien des États"

Pour le dire simplement et un peu schématiquement, les banquiers centraux se demandent pendant combien de temps ils vont maintenir la politique actuelle qui consiste à injecter massivement des liquidités dans les banques et à maintenir un taux d'intérêt réel très bas, proche de zéro et, en tout cas, inférieur à l'inflation. Ils savent très bien et depuis un bon moment qu'en menant cette politique afin de permettre aux banques (et à de grandes entreprises non financières) de se maintenir à flot, ils ont favorisé la naissance de nouvelles bulles spéculatives qui peuvent éclater à très court ou à moyen terme. La question n'est pas : éclateront-elles ou pas ? Mais bien : quand éclateront-elles ?

En même temps, les dirigeants des banques centrales savent que s'ils réduisent nettement les injections de liquidités, ils vont mettre en difficulté les grandes banques et provoquer l'éclatement des nouvelles bulles spéculatives qui se sont formées ces dernières années. Si en plus ils augmentent les taux d'intérêt, cela accroît d'un cran supplémentaire le risque de faillites bancaires et d'éclatements de bulles. Difficulté supplémentaire, s'ils augmentent les taux d'intérêt, ils augmentent automatiquement le coût du paiement de la dette publique et aggravent le déficit des États [4].

LVOG - Pourquoi ces bulles devraient éclater, puisque les banques centrales disposent du pouvoir de renflouer les banques en recourant à la planche à billets ? Si elles les laissent éclater, c'est parce que les oligarques à la tête des institutions financières les plus puissantes en auront décidé ainsi, comme chaque fois dans le passé.

Si le capitalisme mondial fonctionnait encore tel que l'avait décrit Marx à son époque, cela fait belle lurette qu'il se serait effondré.

Ils osent tout, hold-up à 99 millions d'euros.

Ryanair : la rémunération du patron fait tousser les actionnaires - capital.fr 19.09

La compagnie aérienne a fait face, jeudi 19 septembre, à une forte contestation de ses actionnaires qui ont été près d'un sur deux à voter contre la rémunération des dirigeants dont celle de l'emblématique patron Michael O'Leary. Dans un bref communiqué publié à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires, le transporteur irlandais à bas coût a annoncé que seuls 50,5% des porteurs de titres se sont prononcés en faveur de la politique de rémunération des hauts responsables de Ryanair.

Ce plan prévoit notamment que le directeur général du groupe, Michael O'Leary, pourrait d'ici cinq ans acheter 10 millions d'actions Ryanair au prix de 11,12 euros, à condition que l'action dépasse 21 euros dans les cinq ans à venir et que la rentabilité annuelle du groupe double à 2 milliards d'euros. Si Michel O'Leary parvenait à exercer cette option, il réaliserait une plus-value de 99 millions d'euros.

Ce vent de révolte des actionnaires intervient alors que la compagnie doit composer à nouveau avec plusieurs mouvements sociaux en Europe. Au Royaume-Uni, les pilotes poursuivent leur grève depuis mercredi 18 septembre et pour plusieurs jours d'ici la fin du mois, pour protester contre leurs conditions de travail et leurs salaires. Ce mouvement n'avait toutefois pas de conséquence sur les vols. Une journée de grève est également prévue le 27 septembre par le personnel de cabine au Portugal, ainsi qu'en Espagne où les pilotes se joindront au mouvement, contre des fermetures de bases et des suppressions d'emploi.

Des syndicats belges ont de surcroît appelé, le même jour, à "une journée d'actions européenne" au sein de la compagnie. Fin juillet dernier, Ryanair a annoncé son intention de supprimer 900 emplois sur ses quelque 13.000 salariés. Le groupe entend fermer des bases cet hiver et à l'été 2020 à cause des reports de livraison du Boeing 737 MAX, dont la flotte est clouée au sol après deux accidents. capital.fr 19.09

En complément

Pendant que Thomas Cook s'enfonçait, ses dirigeants se remplissaient les poches - Capital 25 septembre 2019

C'est une nouvelle amère pour les salariés de Thomas Cook. Alors que 22.000 emplois sont menacés par la faillite du groupe touristique, la presse britannique s'est fait l'écho des rémunérations colossales perçues par les dirigeants de l'entreprise pendant des années. Selon le Guardian, les patrons successifs de Thomas Cook auraient ainsi reçu plus de 39,4 millions d'euros, en salaire ou en bonus, alors même que les finances de l'entreprise n'étaient pas au beau fixe. Capital 25 septembre 2019

Le modèle de société du totalitarisme : La monarchie !

"Downton Abbey", le film : une adaptation enlevée et efficace de la mythique série télé - franceinfo 21.09

Downton Abbey, en salles le 25 septembre, est une adaptation de la mythique série créée par Julian Fellowes, diffusée entre 2010 et 2015 au Royaume-Uni, qui a fait un carton dans le monde entier et reçu trois Golden Globes, dont celui de la meilleure série dramatique.

Le film, très attendu depuis l'annonce de sa réalisation en juillet 2018, se concentre, comme la série, sur les quelques jours précédant l'événement : côté salon avec ses péripéties aristocratiques, et côté cuisine avec les joies et les tracas des domestiques.

A travers la vie de château, c'est aussi toute une époque, un contexte politique et social, que décrit en filigrane Downton Abbey. La vie des aristocrates, l'attachement d'une famille à son nom, à sa terre, à ses principes et à la monarchie, bien particulière au Royaume Uni. Un attachement que partagent aristocrates et domestiques, car dans cette société hyper hiérarchisée, quoi qu'il arrive, on se retrouve autour des têtes couronnées.

Ici, même les graines de révolutionnaires qui œuvrent en cuisine éprouvent un sentiment de tendresse à l'égard de leurs monarques, pour d'autres ce sentiment confine carrément à la dévotion.

Le château et son jardin sont ici aussi en vedette. A l'occasion de la sortie du film, il sera d'ailleurs possible, comme le roi et la reine, de passer une nuit aristocratique au château, le 26 novembre prochain. franceinfo 21.09

Les idéologues de l'Etat profond faiseurs de haine et de guerres.

L'Inde va-t-elle faire enfermer toutes les personnes de confession musulmane? - Slate.fr

Le gouvernement du Premier ministre indien Narendra Modi veut expulser les personnes qui habitent l'État d'Assam dans le Nord-Est de l'Inde, et qui sont incapables de prouver leur citoyenneté –c'est-à-dire la minorité musulmane. Par quel moyen? En faisant une mise à jour du «registre national des citoyens» (NRC). La population concernée doit prouver qu'elle-même ou la génération précédente habite en Assam depuis au moins 1971.

(Selon) le gouvernement, il s'agit d'une simple opération destinée à identifier qui est en situation irrégulière de qui ne l'est pas. Il s'agit d'«un processus non discriminatoire qui ne laisse aucune place à l'injustice, et fondé sur des méthodes scientifiques», contrairement à ce que disent les médias étrangers, notamment pakistanais et occidentaux qui essayent de faire

croire qu'il s'agit d'un processus visant à exclure les musulmans.

LVOG - Amalgame scélérat entre déclarations politiques ou discours à vocation électorale et la réalité, car on ne voit pas comment le gouvernement indien pourrait expulser plusieurs millions de musulmans et pas seulement.

Slate.fr - Cette déclaration du ministère des Affaires étrangères entre en contradiction avec bien d'autres déclarations officielles. De longue date le BJP, le parti nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi, qualifie les adeptes de cette religion d'infiltré·es. L'actuel ministre indien de l'Intérieur, Amit Shah, les a comparés à des termites.

LVOG - La suite de l'article rappelait que le régime était despotique, notamment incarcérations en violation de la Constitution pendant des années ou des décennies, droits de la défense bafoués, conditions de détention inhumaines, etc. les touristes ou les expatriés occidentaux l'ignorent le plus souvent.

Quand j'évoque le totalitarisme ou la tyrannie à propos de la France, j'ai bien conscience que c'est un processus en cours ou inachevé, que je peux comparer avec celui que j'ai sous les yeux au quotidien et qui est beaucoup plus avancé ou même achevé à bien des égards, voyez les syndicalistes de Maruti condamnés injustement à la prison à vie. Quand on est en présence d'un représentant des forces de l'ordre, on doit veiller à son langage et à son comportement sous peine de finir en prison ou d'être expulsé.

Les travailleurs et la plupart des militants en France n'ont pas réellement conscience de la situation ou il y a beaucoup de choses qui leur échappent et comportent de lourdes menaces sur la société et les libertés, je m'emploie juste à les mettre en lumière ou à les avertir avant qu'il ne soit trop tard.

A deux reprises j'ai prêté de l'argent à des familles indiennes pour éviter qu'un de leurs membres aille en prison, l'un suite à un banal accident de la circulation, l'autre dans le cadre d'une procédure de divorce qui tournait mal, l'autre partie ayant inventé une agression. C'est pour dire qu'ici en Inde, la liberté ne tient qu'à un cheveux !

Slate.fr - La mission paraît impossible. Le Bangladesh n'en veut pas. Ces personnes vont-elles se retrouver en prison par milliers pour une détention ad vitam?

Ne pouvant être ni expulsés, ni incarcérés indéfiniment, les hors liste pourraient être autorisés à survivre en Inde, et destitués des droits liés à la citoyenneté.

LVOG - De plus de "1,9 millions" de personnes, l'auteur de cet article est passé à "par milliers". Il s'appelle comment au fait l'auteur de ces spéculations oiseuses, Patrice Victor. Sait-il ce que c'est les "droits liés à la citoyenneté", hormis la carte d'électeur qui permet de voter pour des partis corrompus, il reste le carnet de rationnement qui a été réduit à une peau de chagrin au cours des dernières années, les stocks sont vides ou presque ou les bureaux du gouvernement restent fermés pendant des mois. Sinon il reste les emplois de fonctionnaire pratiquement inaccessibles, sauf si vous connaissez les combines pour y accéder ou les responsables à payer. Et si vous n'avez pas un membre de votre famille dans la place, autant dire que vous n'aurez pratiquement aucune chance d'y accéder, il n'y en a aucun dans la famille de mon épouse ou de ma nouvelle compagne, donc sur plusieurs centaines de personnes.

Les Indiens ne bénéficient d'aucun droit social ou politique (ou à vos risques et périls !), voilà la règle, après appelez cela comme vous voudrez. Modi ou pas Modi, BJP ou parti du Congrès, cela ne change strictement rien.

En complément.

L'Islande condamnée à une amende après cette action pro-palestinienne à l'Eurovision - Le HuffPost 22 septembre 2019

Les organisateurs du concours de l'Eurovision ont infligé une amende à l'Islande pour sanctionner le déploiement par le groupe islandais Hatari de banderoles aux couleurs palestiniennes au cours de la dernière édition de la compétition musicale organisée en Israël, ont-ils indiqué ce samedi. Le HuffPost 22 septembre 2019

LVOG - Aux couleurs de l'Etat juif d'apartheid, elle aurait été ovationnée !

La haine et la délation vont trop loin, ils sacrifient leur truie !

Sandra Muller condamnée pour diffamation - euronews 26 septembre 2019

En France, l'initiatrice de #Balancetonporc a été condamnée pour diffamation, à l'encontre de celui qu'elle accusait de

harcèlement sexuel. Le mot-clé, créé par Sandra Muller avait suscité une véritable déferlante sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, cette décision de justice ne devrait pas peser sur la libération de la parole, mais envoie un message négatif, estime cette femme, que le magazine Time avait désignée comme l'une des personnalités de l'année 2017.

En octobre 2017, Sandra Muller avait incité les femmes à désigner les auteurs de comportements déplacés, et accusé l'ancien parton de chaîne Eric Brion, de l'avoir harcelée sexuellement.

Elle a été condamnée à lui verser 15 000 euros de dommages et intérêts, "faute de base factuelle suffisante", indique le tribunal, mais compte faire appel de cette décision. euronews 26 septembre 2019

En totalitarisme, le règne de la terreur et de la paranoïa collective doit être de mise dès l'enfance.

Site pour sensibiliser au risque terroriste : "Il ne faut pas oublier qu'on est une cible prioritaire, de ce fait il faut se préparer", estime une association de victimes - FranceInfo 20.09

Sensibiliser au risque d'attentats, apprendre les bons réflexes, c'est le but d'un site internet interactif, que lance ce vendredi le gouvernement. Il est destiné aux particuliers, aux élus locaux et aux professionnels qui accueillent du public. "Il ne faut pas oublier qu'on est une cible prioritaire, (...) de ce fait il faut se préparer", a expliqué ce vendredi sur franceinfo Guillaume Denoix de Saint Marc, directeur général et fondateur de l'Association française des victimes du terrorisme (AFVT).

Cela ne peut pas ne pas être anxiogène. Nous sommes tous collectivement une cible. Il faut qu'on intègre ça dans nos modes de vie...

Comme la menace est toujours là, il est important de rappeler que ce n'est pas parce que Daech est tombé que la menace a disparu. Le fait terrorisme va être enseigné dans les lycées. FranceInfo 20.09

LVOG - Les enseignants sont de plus en plus appelés à se transformer en porte-parole de l'idéologie de la classe dominante (terrorisme, climat, etc.), c'est un euphémisme...

Dans quel monde policier merveilleux vivons-nous.

Deux enfants de 6 et 8 ans arrêtés et menottés dans leur école à Orlando - Slate.fr 23 septembre 2019

Jeudi 19 septembre, un garçon de 8 ans puis une fillette de 6 ans ont été arrêtées et menottées alors qu'elles se trouvaient dans leur école à Orlando, en Floride. La charter school (une école privée à financements publics) Lucious and Emma Nixon Academy emploie des agents de sécurité, comme c'est le cas de Dennis Turner. Il est membre du programme des officiers de réserve et travaillait auparavant à la police d'Orlando. Le chef de la police locale a déclaré que ce dernier avait été depuis suspendu de ses fonctions et faisait l'objet d'une enquête.

Le premier enfant, dont l'identité n'a pas été divulguée par la police, a été amené dans un centre d'évaluation juvénile, avant que l'un de ses proches vienne le récupérer. L'agent chargé de son transfert n'a pas vérifié si Dennis Turner avait obtenu l'autorisation de son superviseur de procéder à la mise en détention de l'enfant, conformément à la loi. Quant à la petite fille, Kaia, elle n'a pas été conduite au centre d'évaluation juvénile car l'agent chargé de son transport a constaté l'absence d'autorisation pour procéder à l'arrestation et a interrompu le processus.

D'une crise de colère à la détention

La grand-mère de Kaia, Meralyn Kirkland, a déclaré à la chaîne de télévision WKMG que sa petite-fille avait été arrêtée après avoir piqué une crise de colère. Elle a reçu un appel l'informant que Kaia avait donné un coup de pied à un membre du personnel de l'école et qu'elle était accusée de coups et blessures. Alors qu'elle expliquait à l'officier Dennis Turner que sa petite-fille souffrait de troubles du sommeil, il aurait répliqué: «J'ai de l'apnée du sommeil et je ne me comporte pas comme ça.» Mais Meralyn Kirkland estime qu'«aucun enfant de 6 ans ne devrait pouvoir raconter qu'il avait des menottes aux poignets et qu'il était à l'arrière d'une voiture de police».

Interrogé, le docteur Victor M. Formari, vice-président du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'hôpital Zucker Hillside de Northwell Health dans l'État de New York, a déclaré qu'il était difficile d'affirmer que des enfants de 6 ou 8 ans méritaient d'être arrêté·es. Dans des situations similaires, le système de santé mentale est plus adapté pour les enfants que le système de justice pénale car «les arrêter et les menotter est traumatisant», sans qu'il n'y ait «d'avantage clinique pour l'enfant ou la société».

Après avoir servi dans la police durant vingt-trois ans, Dennis Turner a pris sa retraite en juin 2018. Il avait toutefois fait l'objet d'une enquête en 1998 pour mauvais traitements infligés à son fils de 7 ans. Puis en 2016, il avait été réprimandé pour usage

excessif de la force après avoir utilisé cinq fois un taser sur un homme lors d'une arrestation, selon le journal Orlando Sentinel. Slate.fr 23 septembre 2019

Parole d'internautes.

1- LREM = La Répression En Marche

2- Un internaute : "*C'est Macron et Hollande qui ont fait la COP21. Ces manifestants vont dans le sens du pouvoir et de l'écolofascisme.*"

LVOG - Plus précisément l'oligarchie financière, aidés en cela par les institutions, partis, ONG, etc. à sa solde...

3- Un internaute : "*Comment les blackblock ont pu tranquillement sévir malgré la présence de nombreux services d'ordres et de contrôles?*"

LVOG - Une manifestante rapporte : "*On n'a pas le droit d'avoir du produit pour les yeux dans les sacs, on est condamnable à une amende de 135 euros.*" (Source : Le HuffPost 21.09)

Dans ces conditions, comment les blackblock peuvent-ils passer tous les contrôles avec leur attirail et s'infiltrer dans les manifestations ? On croit savoir que Castaner a une explication...

Quelques réflexions relevées ici ou là.

1- "Les peuples occidentaux ne sont pas suffisamment intelligents et perspicaces pour comprendre ce qui se passe. Ils ne constituent pas une restriction aux décisions à l'ordre du jour."

LVOG - D'autant plus qu'ils sont faibles, inorganisées et manipulables.

- "Beaucoup de gens sont sortis de la pauvreté, mais c'est une sortie précaire car elle dépend des allocations"

LVOG - L'état d'indigence et de privation permanente, l'humiliation de vivre de l'aumône ou de la charité publique, en guise de progrès social sous le capitalisme.

- Bolivie : La fiction d'un développement alternatif

De manière générale, la stratégie économique de la Bolivie soulève des problèmes de dépendance multiple : envers quelques matières premières (l'or le gaz, le zinc et l'or représentent près de deux tiers des exportations) aux prix fluctuants, sur lesquels il n'exerce aucun contrôle, et envers quelques pays (un tiers des exportations sont destinées au Brésil et à l'Argentine ; 21% des importations proviennent de la Chine) Mondialisation.ca, 18 septembre 2019

LVOG - La fiction du socialisme du XXIe siècle ou de la révolution bolivarienne, fausse alternative au capitalisme.

- "Le drame joué à Hong Kong est en fait un microcosme de l'image d'ensemble : un hyper-capitalisme néolibéral turbocompressé, confronté à une représentation politique zéro. Cet « arrangement » qui ne convient qu'aux 0,1% ne peut tout simplement pas continuer comme avant."

LVOG - C'est un peu le même scénario qui se produit dans tous les pays dominants ou qui les attend...

Les ONG sont des éléments clés de la stratégie néolibérale du chaos et de la déstabilisation des Etats.

Vanessa Beeley déboulonne les Casques blancs par Vanessa Beeley et Robin Philpot - Mondialisation.ca, 20 septembre 2019

La journaliste Vanessa Beeley passe en revue la fondation en2013 des Casques blancs en Turquie et en Jordanie, non pas en Syrie, par l'ancien membre des services britanniques James Lemesurier, leur financement britannique, américain et autre, et les objectifs qui ont été fixés pour eux.

Loin d'être des bénévoles au service de la population civile syrienne, ils sont des criminels bien payés qui participent activement à la tentative de changement de régime en Syrie lancée en 2011. Les preuves sont accablantes de ces crimes, allant de trafic d'organes humains, à la séquestration, à la participation aux crimes de djihadistes et à la fabrication de fausses nouvelles et

fausses vidéos.

Forte de son travail sur le terrain, elle expose la façon de fonctionner et note qu'ils sont devenus un modèle pour d'autres « ONG » soi-disant humanitaires qui participent à la déstabilisation de pays cibles, comme la Chine et le Venezuela. Mondialisation.ca, 20 septembre 2019

https://soundcloud.com/user-363799016/le-pied-a-papineau-ckvl-vanessa-beeley-deboulonne-les-casques-blancs

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Macron toujours en quête de légitimité. Falsification de la réalité et fabrication du consentement

- Hausse de la popularité de Macron et Philippe - AFP

...et quelques jours plus tard...

- Sondage. Légère rechute de popularité pour Emmanuel Macron - Journal du Dimanche 21.09

... mais ça remonte 3 jours après...

- Popularité : Macron et Philippe atteignent leur plus haut niveau depuis un an - L'Express.fr 24 septembre 2019

C'est le principal enseignement du baromètre politique de septembre réalisé par Odoxa-CGI pour France Inter, L'Express et la presse régionale publié ce mardi.

Macron guère apprécié hors de LREM. L'Express.fr 24 septembre 2019

- Emmanuel Macron fait de nouveau la une du « Time » - LePoint.fr

- Emmanuel Macron bénéficie d'une certaine bienveillance de la part de Time (huffingtonpost.fr)

Pas seulement du Time.

- Macron: «D'une certaine manière, les "gilets jaunes" ont été très bons pour moi» - LeFigaro.fr

C'est l'idée que j'avais exposé dès le départ, sans trop insister pour ne pas apparaître comme un opposant à ce mouvement et un suppôt de Macron. Cela m'était venu spontanément à l'esprit en observant le comportement bienveillant des médias. C'était suspect, cela aurait dû mettre la puce à l'oreille de ceux qui oscillent entre opportunisme et gauchisme ou confondent les deux.

Un scénario somme toute classique, le moment venu les médias criminaliseraient les manifestants tandis que la répression doublerait d'intensité, le tout allant crescendo sachant que le mouvement ouvrier était neutralisé et que la majorité des travailleurs ne se mobiliserait pas, il n'y avait plus qu'à attendre que la situation pourrisse sur place et que ce mouvement sans véritable direction et orientation se disloque et le tour était joué. Macron aurait le champ libre pour appliquer la suite de son programme. Tranquillement? Là c'est moins sûr, à suivre.

Un complément médiocre et de toutes les époques.

- Paris: Hugues Aufray rejoint l'équipe de Cédric Villani - Le HuffPost

LVOG - La vieillesse n'en finit plus d'être un naufrage...

Totalitarisme et propagande. Le Ministère de la Vérité se structure. Privatisation des médias publics.

Réforme de l'audiovisuel : une superstructure va chapeauter Radio France, France Télévisions, l'INA et France Franceinfo 24 septembre 2019

Une holding va chapeauter Radio France, France Télévisions, l'INA et France Médias Monde - qui regroupe la radio RFI et France 24 - a appris franceinfo de sources proches du dossier, mardi 24 septembre 2019. Arte et TV5 Monde ne feront pas partie de cette holding, en raison de leurs statuts particuliers de coopération internationale.

Cette holding, baptisée France Médias, verra le jour en 2021. Elle devra définir les orientations stratégiques et répartir le budget entre chacune des sociétés de l'audiovisuel public, rapportent plusieurs sources syndicales. En revanche, elle ne gèrera pas les affaires éditoriales de chaque entité. Les actuels patrons de l'audiovisuel public vont devenir des directeurs généraux, sous la houlette du - ou de la - PDG de la superstructure nommé par le conseil d'administration créé pour l'occasion, indique-t-on de même sources. Franceinfo 24 septembre 2019

LVOG - Conclusion : Boycott des médias institutionnels !

A quoi mesure-t-on le degré d'intelligence ou de conscience d'une personne ? Si elle regarde encore ou non la télévision, écoute encore ou non la radio ou dépense encore du fric pour acheter des journaux ou magazines (papier ou en ligne. Sans trop prendre de risques, on peut affirmer que c'est un indicateur fiable pour déterminer quel niveau d'influence peut avoir sur elle la propagande officielle, la marge d'erreur est minime.

Intox. Auraient-ils une meilleure opinion de Macron ?

LVOG - Entre nous, le charlatan Mélenchon n'a que ce qu'il mérite.

Trois quarts des Français ont une mauvaise opinion de Jean-Luc Mélenchon, selon un sondage - L'Express.fr 20.09

Le leader de la France Insoumise est en chute dans les sondages, 73% des Français le percevant comme "agressif".

Sa cote de popularité est en chute libre : près de trois quarts des Français ont une opinion négative de Jean-Luc Mélenchon, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting, pour franceinfo et Le Figaro, publié ce jeudi.

En deux ans, le leader de La France Insoumise (LFI) a chuté de 14 points dans les sondages. En septembre 2017, 42% des Français avaient une bonne opinion de lui : un chiffre qui a dégringolé à 28% aujourd'hui, indique franceinfo.

95% des sympathisants de LFI disent ainsi avoir une bonne opinion de lui. Mais 93% des Républicains ont une mauvaise opinion de Jean-Luc Mélenchon, tout comme 86% des sympathisants de La République en Marche et 73% des électeurs du Rassemblement national.

L'image de Jean-Luc Mélenchon, elle aussi, semble égratignée : 73% des personnes interrogées le jugent "agressif", 72% le perçoivent comme "pas sympathique", et 71% estiment même qu'il n'est "pas honnête". Du côté de La France Insoumise, 92% des électeurs le trouvent néanmoins "compétent", 89% "honnête" et 87% "sympathique".

Cette enquête Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro a été réalisée par internet les 18 et 19 juin, sur un échantillon de 1 005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'Express.fr 20.09

Les barbares et leurs milices se rebiffent.

Jean-Luc Mélenchon visé par une plainte du syndicat Unité SGP Police-FO - Le HuffPost 26 septembre 2019

Le syndicat Unité SGP Police-Force ouvrière a annoncé ce mercredi 25 septembre en fin de journée le dépôt d'une plainte contre Jean-Luc Mélenchon, après que ce dernier a qualifié de "barbares" les forces de l'ordre lors d'une manifestation contre la réforme des retraites mardi à Paris.

Le député LFI Alexis Corbière s'est insurgé contre cette "nouvelle polémique fabriquée contre Jean-Luc Mélenchon", en insistant sur le côté "privé de la conversation", et qui n'était donc en rien "une déclaration".

"Parce que le métier de policier exige de défendre les valeurs de la République, Unité SGP Police-FO a pris la décision de déposer plainte contre Jean-Luc Mélenchon", écrit le syndicat dans un communiqué partagé sur Twitter. "Ses propos, incitant à la haine, cautionnent les violences commises quotidiennement à notre encontre", poursuit-il.

Côté gouvernement et préfecture de police, même condamnation: propos "inqualifiables" selon Laurent Nuñez, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, "portant atteinte à la dignité" des forces de l'ordre selon Didier Lallement, préfet de police de Paris. M. Mélenchon "distille du poison", estime Marc Fesneau, ministre des Relations avec le parlement.

“Inacceptable insulte à nos forces de l’ordre mobilisées, chaque jour, pour protéger les Français, au péril de leur vie. Jean-Luc Mélenchon leur doit le respect, et désormais des excuses”, a tweeté mercredi Christophe Castaner.

Alliance a en outre appelé à un rassemblement jeudi à 11H00 devant le siège de LFI à Paris. L'ex-candidat à la présidentielle a aussitôt demandé sur Twitter "la protection de la gendarmerie" et des "gilets jaunes" ont appelé à venir le "soutenir" jeudi. Le HuffPost 26 septembre 2019

LVOG - 500.000 adhérents, je ne sais plus, 5 ou 6 millions d'électeurs, et il a besoin de "*la protection de la gendarmerie*", mais où sont-ils passés ?

Totalitarisme. Vengeance et acharnement. Pas d'excuse pour avoir remis en cause la version officielle du 11 septembre 2001.

Mathieu Kassovitz condamné pour avoir qualifié des policiers de "bâtards" et de "bons à rien" - programme-tv.net 19.09

L'affaire avait fait grand bruit il y a deux ans. En décembre 2017, l'acteur et metteur en scène Mathieu Kassovitz avait vivement réagi à une opération antidrogue menée par la police dans un hôpital psychiatrique de Nantes, qualifiant sur Twitter les forces de l'ordre de "bande de bâtards" et leur reprochant d'être "une belle bande de bons à rien". Ses propos avaient fait l'objet d'une plainte "à titre personnel" d'une quinzaine de policiers pour "outrage". Même si le réalisateur de La Haine avait ensuite présenté ses excuses, il avait du comparaître en mai dernier au tribunal correctionnel de Paris.

Ce jeudi 19 septembre, le verdict est tombé : Mathieu Kassovitz est reconnu coupable d' '"injures publiques" envers des fonctionnaires dépositaires de l'autorité, comme le rapporte l'Agence France Presse. Le comédien est condamné à payer une amende de 500 euros dans deux jugements distincts, soit 1.000 euros en tout. Il devra en outre verser un euro de dommages et intérêts à chacun des 17 agents qui avaient porté plainte contre lui.

En mai, lors de l'audience, Mathieu Kassovitz avait assuré que ces propos n'étaient qu'une simple "raillerie". Devant le tribunal, il avait regretté la "susceptibilité" des policiers assurant qu'il ne voulait pas les "blesser". Selon la décision de justice, relayée par l'AFP, l'acteur n'a été reconnu coupable que pour l'utilisation de "bande de bâtards" et non pas pour celle de "bons à rien"... programme-tv.net 19.09

LVOG - Le Grand Robert - "*Bâtard : Le mot est péjoratif, voire insultant, sauf lorsqu'il s'agit de grandes familles*". Précisons royales, aristocratiques ou oligarchiques, un privilège désormais partagé avec les forces du maintien de l'ordre de leur régime totalitaire, quelle déliquescence qui a comme une odeur de fin de régime !

Epidémie de totalitarisme, chacun est prié d'"***être en joie de 8h à 22h***" par arrêté municipal, la "morosité" est déclarée hors la loi.

Essarts-en-Bocage, ville de Vendée oblige les citoyens à "être en joie de 8h à 22h" - Le HuffPost 19 septembre 2019

Le maire des Essarts-en-Bocage, commune rurale de Vendée, a publié “un arrêté municipal officiel” portant obligation “d’être en joie” la semaine du 5 au 11 octobre, à l’occasion de la première édition d’un festival de musique “Ville en joie”.

L’arrêté, publié le vendredi 13 septembre, exige aussi “d’interdire la diffusion de toute musique qui pourrait être perçue comme déprimante ou triste, de films, d’histoires ou de livres qui se terminent mal” ou encore de “produire des endorphines, les hormones du bonheur, en riant au moins trois fois par jour”.

Interrogé par l’AFP, le maire (SE) Freddy Riffaud, qui travaille à mi-temps dans l’informatique, estime “qu’il y a trop de morosité” dans le pays et va tenter “de diffuser cet état d’esprit” dans les commerces et chez les habitants, précisant que l’arrêté était officiel et “signé de ma part”. Le maire de cette commune de 9.000 habitants, proche de La-Roche-sur-Yon, souhaite également créer le label “ville en joie”. Le HuffPost 19 septembre 2019

Intox. Son crime : Avoir tenu des positions anti-vaccins, impardonnable pour le lobby pharmaceutique, l'ordre des médecins et la ministre de la Santé.

Essai clinique illégal: "un vrai scandale", selon la ministre de la Santé - AFP 20 septembre 2019

L'essai clinique illégal sur au moins 350 malades de Parkinson et Alzheimer interdit jeudi est un "vrai scandale", s'est

insurgée vendredi la ministre de la Santé, Agnès Buzyn.

"C'est absolument inadmissible, c'est un vrai scandale, je pense qu'il y aura des poursuites pénales, le procureur est saisi", a affirmé Mme Buzyn à la presse en marge de la présentation d'un plan gouvernemental sur la nutrition à l'agence sanitaire Santé publique France, près de Paris.

"La priorité, c'est de connaître l'état de santé de ceux qui y ont participé, de vérifier qu'ils ont repris leur traitement, anti-parkinsonien notamment", a-t-elle poursuivi.

L'Agence du médicament ANSM a indiqué jeudi avoir interdit un "essai clinique illégal" mené sur au moins 350 malades de Parkinson ou Alzheimer ou personnes souffrant de troubles du sommeil.

Réalisé en partie dans une abbaye près de Poitiers, il était mené par une structure baptisée Fonds Josefa, dont le vice-président est le Pr Henri Joyeux est contesté par la communauté médicale notamment à cause de ses positions anti-vaccins.

L'expérimentation consistait à appliquer aux patients des patchs contenant deux molécules aux "effets inconnus" selon l'ANSM, appelées valentonine et 6-méthoxy-harmalan.

"Ça n'a rien à voir avec un essai clinique", a affirmé Henri Joyeux jeudi dans un bref entretien téléphonique avec l'AFP, en refusant d'en dire davantage.

"Il s'agit d'une étude scientifique préalable à un essai clinique qui sera demandé d'ici la fin de l'année 2019. L'ANSM le sait parfaitement", a-t-il affirmé sur BFMTV.

"Le professeur Jean-Bernard Fourtillan qui a découvert l'hormone du sommeil, le valentonine, a écrit le 22 juin dernier à l'Agence nationale du médicament pour le leur dire. Soit ils n'ont pas lu la lettre, soit ils l'ont mal lue, c'est tout", a-t-il poursuivi.

La radio Europe 1 a publié vendredi sur son site des e-mails envoyés à partir de décembre 2017 par le Fonds Josefa à des patients qu'il souhaitait recruter pour l'expérimentation.

Le Fonds Josefa y expliquait à ces patients qu'ils étaient sollicités pour participer à un "essai clinique préliminaire" du fameux patch.

Le coût était évalué à "1.000 euros par sujet inclus" dans l'essai.

En arguant du fait que "certains candidats aux essais cliniques n'auront pas les moyens d'effectuer un tel don (religieux, retraités, démunis etc.)", le fonds demandait "aux personnes les plus aisées (...) de faire un don supérieur à 1.000 euros, afin de pouvoir financer convenablement cet essai".

"Il en va de la qualité du dossier d'AMM (autorisation de mise sur le marché d'un médicament, ndlr) qui sera soumis aux autorités de santé", assurait le Fonds Josefa dans ces e-mails.

"Le président du Fonds Josefa, Jean-Bernard Fourtillan, a découvert une hormone qui peut être utile pour les patients. J'ai confiance dans sa découverte", a affirmé Henri Joyeux à Europe 1.

LVOG - Qui peut croire que "la priorité" d'Agnès Buzyn serait "de connaître l'état de santé de ceux qui ont participé essai clinique" comme si un simple patch pouvait mettre leur vie en danger ?

Imaginez que pour un coût réduit, un ridicule patch parvienne à soulager les troubles du sommeil les personnes atteintes des maladies de Parkinson ou Alzheimer, aussi efficacement ou mieux que les saloperies mises sur le marché par les trusts pharmaceutiques mafieux, insupportable !

Racket légal à l'hôpital cautionné par la ministre de la Santé.

Enquête France 2. Le business caché d'Happytal, la société qui renfloue les caisses des hôpitaux - franceinfo 19.09

Happytal, c'est le leader de la conciergerie d'hôpital. Des polos roses qui rendent aux patients hospitalisés de petits services, contre rémunération : paniers de légumes, livraison de journaux ou séance de massage… Depuis 2013, cette société privée de 400 salariés a signé des contrats avec une centaine d'hôpitaux en France, qui lui versent un abonnement en échange de ses services.

Mais nous avons découvert une autre activité d'Happytal, qui renfloue les caisses des hôpitaux. La mère d'Eliane Evard l'a appris à ses dépens, pendant une hospitalisation à Cannes l'an dernier, avant son décès à 89 ans. Elle était installée en chambre individuelle pour raisons médicales (comme l'atteste un certificat du service cardiologie), quand elle a reçu la visite d'une concierge d'Happytal. "Elle a demandé à ma mère si elle avait une mutuelle, si elle était d'accord pour cette chambre, etc." raconte sa fille Eliane. "Et elle lui a demandé de signer un papier."

Une signature… pour une facture de 900 euros

Ce papier que la mère d'Eliane a signé, c'est une demande de chambre individuelle, qui va permettre à l'hôpital de la facturer - et à Happytal de prélever une commission. Car la chambre simple reste gratuite tant que c'est l'hôpital qui décide de vous l'attribuer. Mais si c'est vous qui en faites la demande, l'hôpital peut vous la facturer : en moyenne 50 euros par jour, non pris en charge par la sécurité sociale.

"On reçoit cette facture de 900 euros," reprend Eliane. "Si la concierge avait dit : 'je vous donne ce papier à signer parce que vous êtes d'accord pour payer la chambre', ma maman, malgré son état, aurait réagi !"

Contactés, Happytal et le centre hospitalier nous ont répondu que le personnel médical l'avait jugée "apte" à être démarchée, que "l'âge n'est pas un critère de faiblesse", et que seulement "0,6% des dossiers" donneraient lieu à réclamation. Selon nos calculs*, la facturation des chambres simples rapporterait environ 1,5 million d'euros par an à l'hôpital de Cannes.

Des signatures qui valent des millions

Si ces signatures de patients récoltées par Happytal sont lucratives pour les hôpitaux, très peu d'établissements ont accepté de nous communiquer les recettes engendrées. Au centre hospitalier d'Orléans, l'un des rares à nous répondre, la facturation des chambres individuelles a doublé depuis que la direction fait appel aux services d'Happytal : de 2,5 millions d'euros en 2016 à 5,2 millions en 2018 ! A Paris, Happytal rapporterait 2 millions d'euros annuels à 4 hôpitaux, dont plus d'un tiers reviendrait à la société privée, selon la Commission Médicale d'Etablissement de l'AP-HP.

Nous avons rencontré des salariés qui ont quitté Happytal, pour certains après plusieurs années de collaboration. Ils ont choisi de témoigner anonymement, pour éviter tout conflit avec leurs nouveaux employeurs. Selon eux, la signature d'un maximum de chambres individuelles serait un des principaux objectifs assignés aux concierges d'Happytal. "C'est ce qui a été le plus contrariant pour moi," témoigne l'une d'eux. "On m'a dit : 'c'est une conciergerie, le but c'est d'apporter du bien-être, de la bienveillance', et on nous dit 'en fait il va falloir aller en chambre faire signer des demandes individuelles, parce que c'est ça qui fait gagner de l'argent à Happytal.'" Elle affirme que lors du démarchage en chambre, le but était d'obtenir "la signature du patient, à tout prix."

Des plaintes à la Répression des Fraudes

Car les salariés sont jugés sur le nombre de chambres signées. Un graphique interne que nous nous sommes procuré compare les résultats de chaque concierge en une semaine. Avec un commentaire acerbe d'un manageur : "Je me pose des questions sur les performances de [X] : 1 signature en 4 JOURS ! On en reparle à ma prochaine visite..."

"Oui," abonde un autre ancien concierge, "il y avait une pression pour en signer toujours plus, pour voir le plus de personnes possible, parce que chaque personne qu'on ratait, pour eux c'était de la facturation en moins."

Saisie de plaintes de patients, la Direction de la Répression des Fraudes (DGCCRF) nous a confirmé mener des contrôles sur Happytal et ses méthodes. A Paris, comme l'a révélé le journal Le Monde, c'est le corps médical qui s'interroge.

Je ne suis pas sûre que quand vous avez 80 ans et que vous venez pour une maladie quelconque, vous ayez la lucidité de vous dire : "Happytal n'est pas l'hôpital." La confrontation entre un patient en état de fragilité et quelqu'un qui veut lui vendre quelque chose, ça n'est pas un rapport contractuel à égalité. Dr Anne Gervais, Vice-Présidente - Commission Médicale d'Etablissement de l'AP-HP à L'œil du 20 heures

Happytal a refusé nos demandes d'interview. Par écrit, un porte-parole précise que tous ses concierges signent une charte éthique, dans laquelle ils s'engagent à fournir une "information loyale et complète", et à "respecter le choix du patient".

A l'issue de notre enquête, la direction des Hôpitaux de Paris nous a annoncé sa décision de ne pas renouveler ses contrats avec Happytal. Après deux ans d'expérience, 9 hôpitaux se passeront bientôt des polos roses et de leurs services. franceinfo 19.09

LVOG - Tiens, pour la ministre de la Santé ce n'est pas un "*vrai scandale*", on devrait l'enfermer à la Conciergerie !

Ils osent tout.

- Le "Comment osez-vous?" de Greta Thunberg, grand moment du mouvement climatique - AFP

- Les océans ravagés, nouvelle preuve accablante du dérèglement climatique - AFP

- Séisme à Washington: les démocrates lancent une procédure de destitution contre Trump - AFP

- Starbucks ne devra plus verser 30 millions d'euros aux Pays-Bas - euronews

Les juges ont estimé que Starbucks ne bénéficiait d'aucun avantage économique dans le régime fiscal en vigueur aux Pays-Bas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie

Des milliers de manifestants à Alger pour rejeter le scrutin du 12 décembre prochain - L'Express.fr 21 septembre 2019

L'annonce d'une élection présidentielle en décembre n'a pas suffi à arrêter les manifestants algériens. Ce vendredi, ils étaient à nouveau des milliers à se rassembler dans les rues d'Alger pour contester toute élection d'un successeur à Abdelaziz Bouteflika, poussé à la démission en avril dernier sous la pression conjuguée de la rue et de l'armée, sans un départ préalable du "système" au pouvoir depuis deux décennies.

"Le peuple veut renverser Gaïd Salah", "Mettez-nous tous en prison", "Le peuple ne s'arrêtera pas", ont scandé les manifestants, en référence à Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée et véritable homme fort du pays.

Avant le début de la manifestation, des membres des forces de l'ordre ont arrêté plusieurs manifestants à proximité de la place de la Grande Poste, point de rassemblement phare du mouvement de contestation, dans le centre-ville. La police a multiplié ces dernières semaines les arrestations à Alger avant le début des manifestations hebdomadaires du vendredi. Trois figures de proue de la contestation ont été arrêtées récemment en l'espace d'une semaine.

La mobilisation était cependant au rendez-vous, et ce également en dépit d'un déploiement des forces de sécurité encore plus important que lors des vendredis précédents. La police était fortement présente dans le centre de la capitale et sur les axes y menant. Elle a arrêté des véhicules dans les rues principales de la capitale menant notamment à la Grande Poste.

À l'entrée sud-ouest de la capitale, des membres des forces de l'ordre ont stoppé des voitures venant de l'extérieur d'Alger. Sur les médias sociaux, des militants ont fait état d'un embouteillage s'étendant sur "plusieurs kilomètres" aux entrées de la capitale. Un hélicoptère de la police a survolé la capitale depuis le matin. L'Express.fr 21 septembre 2019

Syrie

L'armée syrienne abat un drone équipé de bombes à fragmentation - sputniknews.com 21.09

L'armée gouvernementale syrienne a intercepté un drone équipé de bombes à fragmentation dans le sud-ouest de la Syrie, a annoncé l'agence de presse syrienne Sana.

Un drone chargé de bombes à fragmentation a été abattu par l'armée syrienne alors qu'il survolait le village d'Arnah, dans la région de Jabal al-Cheikh, au nord de la ville de Quneitra, relate l'agence de presse syrienne Sana.

Selon cette dernière, les spécialistes ont neutralisé le drone qui était bourré d'explosifs puissants de type C4 et muni d'un dispositif-piège empêchant de le démonter.

Une cache terroriste avec des produits israéliens

Les services secrets syriens ont en outre découvert une cache de terroristes dans le village de Barika, en banlieue de Quneitra.

La cache contenait des fusils d'assauts, des mitraillettes, des projectiles pour lance-roquettes et autres munitions, des moyens de communication par satellite. sputniknews.com 21.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Haïti

Pénurie d'essence en Haïti: heurts entre manifestants et policiers - AFP 21 septembre 2019

Plusieurs milliers de manifestants ont exprimé leur colère vendredi à Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, face à la pénurie d'essence qui perdure depuis plus de trois semaines dans le pays, un mouvement donnant lieu à des altercations violentes entre manifestants et policiers.

Depuis dimanche, les activités ont été paralysées dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et les principales villes du pays en raison des tensions causées par la pénurie de carburants.

Les compagnies importatrices de produits pétroliers peinent à approvisionner le marché national faute de trésorerie disponible, en raison des dettes de plusieurs dizaines de millions de dollars de l'Etat haïtien qui subventionne les carburants.

A plusieurs occasions vendredi, la police a tiré des salves à balles réelles provoquant la dispersion paniquée mais temporaire de la foule, a constaté une journaliste de l'AFP.

Face aux manifestants multipliant jets de pierres et de bouteilles en verre, les forces de l'ordre ont fait un large usage de grenades lacrymogènes.

Si une poignée de stations essence ont été partiellement réapprovisionnées jeudi dans la capitale, la très large majorité des points de vente du pays sont toujours fermés faute de stocks disponibles ou à cause des affrontements causés par les fortes affluences.

"Il faut que nous ayons la possibilité de travailler comme dans tous les pays, il faut que nous ayons la possibilité de manger (...) mais aujourd'hui c'est chaotique", déplore Evens Paul, jeune partisan d'un groupe de l'opposition.

Alors que la majorité pauvre de la population haïtienne peine à survivre face une inflation dépassant les 20%, de nouveaux scandales de corruption voient le jour, impliquant ministres et parlementaires. La colère des manifestants se cristallise autour de la personne du président, Jovenel Moïse, décrié par l'opposition depuis son élection en février 2017.

Le chef de l'État haïtien doit quitter le pays dimanche afin de se rendre à New York pour participer à l'Assemblée générale des Nations unies.

N'ayant qu'un gouvernement démissionnaire depuis six mois, le pays de la Caraïbe s'enfonce dans une crise politique profonde. AFP 21 septembre 2019

DEUXIEME PARTIE

Mobilisation sociale en France.

France : Plus de 10 000 manifestants réunis contre la réforme des retraites - euronews 24 septembre 2019

La grève contre la réforme des retraites a réuni une dizaine de milliers de personnes partout en France. Près de 150 actions ont été menées à travers le pays pour faire entendre la colère. euronews 24 septembre 2019

LVOG - 3 jours plus tôt, la manifestation nationale à Paris à l'appel de FO avait réuni entre 10 et 15.000 manifestants.

Question : 10.000 par ci, 15.000 par là, pour un total (CGT, FO et quelques syndicats moins importants) quelque 1,3 million d'adhérents, on ne comprend pas pourquoi ou comment les travailleurs pourraient se mobiliser en masse, si les adhérents ne participent pas aux manifestations de leurs syndicats, je voudrais qu'on m'explique.

Tout le monde évite soigneusement de se poser cette question, parce qu'elle touche au fonctionnement, à la structure des syndicats, à la conception du syndicalisme, finalement à leur nature. C'est pitoyable !

La mise en scène grotesque du Grand débat nationale réactivée pour faire passer la contre-réforme des retraites.

LVOG - Que craignent-ils ? Ils le disent eux-mêmes : "*tout le monde se sent concerné*" par la question des retraites. Vous me direz que cela ne signifie pas forcément grand chose.

Macron relance le grand débat pour convaincre sur les retraites - AFP 25 septembre 2019

Grand débat, acte 2: Emmanuel Macron donne jeudi le coup d'envoi de la concertation citoyenne sur les retraites, en reprenant dans l'Aveyron le format des réunions organisées après la crise des "gilets jaunes".

Debout, micro à la main, le chef de l'Etat va véritablement lancer la "large consultation" qui doit s'étaler jusqu'à la fin de l'année sur cette réforme présentée comme la plus importante de la deuxième partie du quinquennat.

En écho aux manifestations organisées ces derniers jours à Paris, les opposants ont d'ailleurs prévu de se faire entendre dans les rues de Rodez. La CGT, France insoumise, FSU, l'Union des Gilets jaunes, le Parti de Gauche, le PCF et SUD notamment ont appelé à un rassemblement à 17H30.

"Macron, assez de grand blabla", indiquent les organisateurs, pour qui le président "veut tromper son monde en faisant croire à un débat alors que les conclusions sont déjà écrites".

"Nous sommes extrêmement conscients que c'est la réforme qui peut susciter la plus large mobilisation" contre elle, remarque un haut responsable de la majorité. "C'est un sujet parmi les plus anxiogènes car tout le monde se sent concerné", souligne un autre. AFP 25 septembre 2019

C'est vrai que cela donne à réfléchir. Qui a dit qu'ils n'avaient pas de coeur ?

LVOG - A retenir :

"*Le coeur de notre électorat, c'est les plus de 65 ans et les retraites.*"

- "*Aller inquiéter les plus de 70 qui sont l'électorat le plus sûr d'aller voter aux municipales…*"

Réduction en vue d'une aide pour les personnes âgées non dépendantes, colère des oppositions - AFP 24 septembre 2019

Le gouvernement va supprimer l'an prochain un avantage accordé spécifiquement aux personnes âgées de plus de 70 ans qui emploient une aide à domicile, en le réservant aux seuls seniors dépendants, a indiqué lundi la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye.

Selon Marie-Béatrice Levaux, la présidente de la Fédération des particuliers-employeurs (Fepem) : "Si cette mesure est votée dans le cadre du projet de loi de finances, cela concernera 700.000 personnes." "Un discours hors de toute réalité, hors de la vie quotidienne : on peut ne pas être dépendant mais avoir une retraite très modeste et avoir des fins de mois difficiles", s'emporte Marie-Béatrice Levaux.

Décidée dans un souci "de justice sociale", la mesure n'a pas pour objectif premier de réaliser des économies, même si, en l'occurrence, elle pourrait permettre de dégager 310 millions d'euros "au maximum", selon la même source.

Interrogée sur BFMTV, la ministre du Travail Muriel Pénicaud a évoqué le chiffre de "115 millions d'euros".

Au total, ce dispositif d'exonération créé en 1987 et accordé actuellement sur critère d'âge, de dépendance ou au titre de l'aide à domicile pour un enfant handicapé, coûte 1,8 milliard d'euros par an à l'Etat.

Mme Ndiaye a réfuté toute "politique anti-vieux" de la part du gouvernement. AFP et le Journal du Dimanche Journal du Dimanche 23 et 24 septembre 2019

Comment le gouvernement a finalement renoncé à raboter un avantage fiscal pour les seniors - Journal du Dimanche 24 septembre 2019

La mesure avait mis le feu à la majorité. Edouard Philippe a rapidement éteint l'incendie : le Premier ministre a annoncé mardi, devant les députés, que la niche fiscale en faveur des personnes âgées de plus de 70 ans pour l'emploi d'une aide à domicile ne serait pas rabotée. "Ces mesures n'entreront jamais en vigueur", a-t-il déclaré dès le début de la séance de questions au gouvernement. A peine 24 heures après l'annonce de ce dispositif. Dans ce délai, les membres du gouvernement ont été assiégés par les professionnels du secteur mais aussi par la majorité. Journal du Dimanche 24 septembre 2019

Les syndicats citadelles du régime.

L'ancien leader de FO Pascal Pavageau règle ses comptes - lejjd;fr 21 septembre 2019

Dans un livre d'entretiens menés entre avril et fin août avec le journaliste Laurent Neumann : Allô Jupiter, ici la Terre (éd. Kero), à paraître cette semaine. Il y égratigne ceux qui l'ont fait chuter.

Face au JDD, il pointe "ces mégalodons qui tiennent l'organisation et pour qui la défense des travailleurs passe après leurs chapeaux à plumes".

Celui qui plaidait pour une ligne dure face à Emmanuel Macron continue, au fil des pages, à tenter de se construire une stature d'opposant. Les Gilets jaunes, il les aurait soutenus, lui. Et considère comme une "erreur historique" le fait que les syndicats n'aient pas relayé leurs préoccupations. lejjd;fr 21 septembre 2019

LVOG - Qu'il ne vienne pas nous faire croire qu'il ne savait pas à quoi s'en tenir, personne n'est dupe.

Marche pour le climat et Gilets jaunes

À Paris, une convergence gilets jaunes-Marche pour le climat étouffée - Lexpress.fr 21.09

Dès 9 heures du matin, la place de la Madeleine à Paris avait des allures de forteresse. Commerces fermés, barrages filtrants, dispositifs anti-émeutes bien en vue, présence policière et brigades motorisées en reconnaissance... Toute tentative de "convergence des luttes" entre gilets jaunes et mouvement écologiste, consigne de ce rendez-vous de rentrée, a été refrénée. "Les gendarmes n'ont pas arrêté de nous disperser. On ne sait même plus où aller, absolument tout est bouché", décrit Gilles, un gilet jaune venu d'Alsace, devant l'église de la Madeleine. À deux pas, un petit groupe excédé discute autour d'un thermos de café : "On ne pourra jamais accéder aux Champs-Élysées", "vive la démocratie", "c'est ça la France entière à Paris ?" interrogent-ils, en référence à l'un des mots d'ordre du jour.

Deux heures plus tard, malgré les 7500 membres des forces de l'ordre déployés dans Paris, ils sont près d'un millier de gilets jaunes à être parvenus à investir la plus belle avenue du monde. Mais tous dépourvus de leur gilet fluo, "pour ne pas se faire repérer à l'arrivée" explique Ivette, de Blois, "prudente" à la lumière des "milliers d'interpellations préventives" déclenchées, selon elle, par le simple port de ce vêtement. Est-ce le signe d'une mue ? Clotaire ne l'enfile plus non plus. "On n'est plus des gilets jaunes, on est des citoyens. Le mouvement a changé. Maintenant, le combat c'est contre la BAC, la police qui blesse et éborgne en toute impunité", dit ce manifestant de Sarcelles (Val-d'Oise) en pointant du doigt une troupe de policiers casqués remontant l'avenue au pas de course. Sa femme ne l'accompagne plus à Paris, "fragilisée psychologiquement" depuis un coup de matraque au visage au cours de l'acte 3, en décembre 2018, "comme tant d'autres".

"Les mobilisations sur Paris, maintenant, c'est fini", désespère Salem, tourneur fraiseur de 33 ans, venu de Douai (Nord). S'il promet de toujours revenir "même pour l'acte 2220 !", il se sent démuni face à cette démonstration de force. "On est là pour exercer nos droits, mais on n'est rien face au pouvoir répressif de cet État. Il faut que l'on monte en intensité. Le pacifisme a fait son temps. Je crois, j'espère, qu'on va sortir les armes." Avant d'appeler à concourir dans des villes "avec moins de CRS" à l'instar (croit-il savoir) de Rennes, Toulouse ou Strasbourg. Bientôt, la mobilisation se borne à des huées contre les brigades motorisées lorsqu'elles effectuent un passage ("Assassins !", "Dictature !") et quelques chants révoltés, le tout sans gilets, sans nombre, sans images fortes.

Marche pour le climat samedi 21 Septembre à Paris.

Black blocs et gilets jaunes prennent la tête du cortège. De "tout le monde déteste la police" à "un, deux, trois degrés, c'est un crime contre l'humanité", la diversité des slogans est à l'image de celle des personnes présentes. Après seulement trois quarts d'heure, les premières grenades lacrymogènes retentissent. Les manifestants rebroussent chemin dans la confusion. Sur Twitter, Greenpeace leur conseille de quitter la marche. Les militants pacifiques se replient, asphyxiés, mais beaucoup se retrouvent bloqués par des cordons de CRS. Personne ne sait où aller.

Une femme réussit à franchir un barrage avec son jeune fils en pleurs. Sophie est elle aussi venue avec ses deux enfants de 5 et 2 ans. Ils viennent de quitter la manifestation : "On a eu peur, on s'est réfugiés dans un immeuble. Pour passer, les policiers m'ont obligée à détruire la pancarte de mon fils qui dit 'on veut des oiseaux et des escargots'. Black blocs, écologistes, gilets jaunes, CRS, les enfants ne comprennent plus qui sont les gentils et qui sont les méchants !".

Vitrines cassées, banque dégradée, barricades de fortune incendiées, des dégradations ont été commises dès le début de la marche, où 1000 manifestants "radicaux" ont été signalés par la préfecture de police. "En 60 ans de manifs, je n'ai jamais vu ça", reconnaît Marie. Laura, trentenaire, n'a "pas de mots". Il y a un an, elle avait déjà participé à la Marche pour le climat. "C'était totalement pacifiste, cette année les forces de l'ordre ne nous ont pas laissés marcher", regrette-t-elle. Lexpress.fr 21.09

Ce couple de gilets jaunes se dit "empêché" de manifester - Le HuffPost 21.09

“C’est de la persécution presque. Il y a de la méchanceté, commanditée en haut lieu. Ils [les policiers] nous disent, ‘c’est les ordres’”. Venus de l’Essonne pour manifester à Paris ce samedi 21 septembre, Jacques et Élisabeth, 74 ans chacun, mariés depuis 1968 et gilet jaune sur les épaules, ont eu toutes les peines du monde à se faire entendre.

Entre les “périmètres interdits” à la manifestation, les fouilles, les filtrages et l’impressionnant dispositif de sécurité mis en place par la préfecture de police, le couple de retraités, elle enseignante, lui ingénieur, a parcouru la capitale pour tenter de se greffer à un cortège. En vain. “On a fait quatre lieux depuis ce matin. Chaque fois, c’était barricadé, on ne pouvait pas y aller. On a dû cacher nos gilets jaunes”, explique Élisabeth

Comme eux, de nombreux manifestants ont exprimé leur frustration dans les rues et sur les réseaux sociaux face à ce qu’ils considèrent comme une entrave au droit de manifester. Pour la première fois, beaucoup avaient renoncé à endosser le gilet jaune, notamment pour échapper aux contrôles de police.

“La police nous empêche. On ne peut même pas mettre le gilet jaune. On n’a pas le droit d’avoir du produit pour les yeux dans les sacs, on est condamnable à une amende de 135 euros. On nous encadre, la police nous arrête”, déplore Élisabeth d’une petite voix.

De guerre lasse, beaucoup de contestataires ont finalement rejoint la marche pour le climat au départ du Jardin du Luxembourg, celle-ci ayant été autorisée. C’est là que nous avons croisé Jacques et Élisabeth qui confient n’avoir jamais vu un tel dispositif policier. Le HuffPost 21.09

Manifestations à Paris : 158 personnes ont été placées en garde à vue - franceinfo 22.09

Au total, 158 personnes ont été placées en garde à vue, samedi 21 septembre, en marge des violences qui ont émaillé le 45e samedi de mobilisation des "gilets jaunes" et la Marche pour le climat dans la capitale, a indiqué dimanche le parquet de Paris. C'est le bilan le plus élevé depuis le week-end du 1er-Mai à Paris, où 315 personnes avaient été placées en garde à vue.

Le record avait été atteint avec plus de 900 gardes à vue lors des manifestations des "gilets jaunes" le 8 décembre 2018 dans la capitale.

Dimanche à la mi-journée, 45 de ces personnes avaient fait l'objet d'un rappel à la loi, assorti pour 16 d'entre elles d'une interdiction de paraître à Paris pendant une durée de six mois, une disposition nouvelle introduite dans la loi en mars pour faire face, notamment, aux violences récurrentes en marge des manifestations dans la capitale. La garde à vue se poursuivait pour 105 personnes et les quelques cas restants faisaient l'objet d'enquêtes préliminaires ou de classements sans suite, selon le parquet.

Parmi les personnes arrêtées figure un capitaine de police en poste au ministère de l'Intérieur. Hors service samedi, il manifestait dans la matinée lorsqu'il a été placé en garde à vue pour outrage et rébellion. Selon le décompte de la préfecture de Paris, 186 personnes au total ont été interpellées au cours de la journée... franceinfo 22.09

TROISIEME PARTIE

Mystification et prophétie climatique.

Où en sommes-nous ?

L'évolution et la diversification des primates dont est issu l'hominidé ou homo sapiens, le passage du paléolithique au néolithique,

du nomadisme à la sédentarisation, les différents modes de production qui se sont succédés suite au développement des forces productives, la civilisation humaine avec ses classes et ses Etats tels que nous les connaissons aujourd'hui, la formation de peuples primitifs sur des bases ethniques, puis sociales, la colonisation de la Terre par l'homme, l'apparition des villes, l'exploitation des ressources de la nature pour satisfaire les besoins toujours croissant des hommes, bref, tous ces processus qu'ils aient été naturels ou le produit de la volonté des hommes, se sont déroulés jusqu'à nos jours sans que les hommes en aient pris réellement conscience (ou la mesure si vous préférez), puisqu'ils ont toujours ignoré les conséquences de ces transformations aussi bien sur leur propre destin que celui de la nature.

On est bien en présence d'un processus dialectique matérialiste et historique inconscient.

La plupart des hommes vivent dans l'insouciance de leurs actes ou de ce qui se passe dans la société ou dans le monde, qu'ils soient illettrés ou très cultivés qui se croient plus intelligents que la majorité, c'est ce qu'on peut observer quotidiennement. A suivre.

Rappel. Ils ont officiellement développé des armes pour modifier le climat.

LVOG - Il n'est jamais inutile de mettre à l'épreuve l'esprit critique des lecteurs.

« HAARP - Un système d'armement modifiant le climat » - agoravox.fr 28.01.2010

Ci-dessous un rapport pour le moins édifiant de la Commission européenne des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense (rapport A4-0005/99 en date du 14 janvier 1999) sur les expériences menées par les Etats-Unis via le projet HAARP (High Frequency Active Auroral Research Project).

Le 5 février 1998, la sous-commission sécurité et désarmement du Parlement a procédé à une audition portant notamment sur HAARP. Des représentants de l'OTAN et des États-Unis avaient été conviés à la réunion. Ils ont toutefois choisi de ne pas venir. La sous-commission a déploré que les États-Unis n'aient envoyé aucun représentant à l'audition et qu'ils n'aient pas saisi l'opportunité de faire des commentaires sur le matériel présenté(24).

HAARP est un programme de recherche sur le rayonnement à haute fréquence (High Frequency Active Auroral Research Project). Il est conduit conjointement par l'armée de l'air et la marine des États-Unis et par l'Institut de géophysique de l'université d'Alaska à Fairbanks. Des tentatives analogues ont lieu en Norvège, dans l'Antarctique, mais aussi dans l'ex-Union soviétique(25). HAARP est un projet de recherche utilisant un équipement terrestre, un réseau d'antennes. Chacune est alimentée par son propre émetteur pour réchauffer des parties de l'ionosphère(26) au moyen d'ondes radio puissantes. L'énergie ainsi générée réchauffe certaines parties de l'ionosphère, ce qui crée des trous dans l'ionosphère et des "lentilles" artificielles. HAARP peut avoir de multiples applications. La manipulation des particularités électriques de l'atmosphère permet de contrôler des énergies gigantesques. Utilisée à des fins militaires contre un ennemi, cette technique peut avoir des conséquences terribles. HAARP permet d'envoyer à un endroit déterminé des millions de fois plus d'énergie que tout autre émetteur traditionnel. L'énergie peut aussi être dirigée contre un objectif mobile, notamment contre des missiles ennemis.

Le projet améliore la communication avec les sous-marins et permet de manipuler les conditions météorologiques mondiales. Mais l'inverse, perturber les communications, est également possible. En manipulant l'ionosphère, on peut bloquer la communication globale tout en conservant ses propres possibilités de communications. La radiographie de la terre sur une profondeur de plusieurs kilomètres (tomographie terrestre pénétrante) à la fin de découvrir les champs de pétrole et de gaz, mais aussi les équipements militaires sous-terrains, et le radar transhorizon qui identifie des objets à grande distance au-delà de la ligne d'horizon sont d'autres applications du système HAARP.

Depuis les années 50, les États-Unis procèdent à des explosions nucléaires dans les ceintures de Van Allen(27) afin d'examiner les effets des impulsions électromagnétiques qu'elles déclenchent sur les communications radio et le fonctionnement des équipements radars. Ces explosions ont généré de nouvelles ceintures de rayonnement magnétique qui ont pratiquement entouré la terre tout entière.

Les électrons se déplaçaient le long de lignes de champs magnétiques et créaient une aurore boréale artificielle au-dessus du pôle nord. Ces essais militaires risquent de perturber à long terme les ceintures de Van Allen. Le champ magnétique terrestre pourrait s'étendre sur de vastes zones et empêcher toute communication radio. Certaines scientifiques américains estiment qu'il faudra plusieurs centaines d'années avant que les ceintures de Van Allen retrouvent leur état initial.

HAARP peut bouleverser les conditions climatiques. Tout l'écosystème peut être menacé, en particulier dans l'Antarctique où il est fragile. Les trous dans l'ionosphère causés par les ondes radio puissantes qui y sont envoyées constituent un autre effet très grave d'HAARP. L'ionosphère est notre bouclier contre le rayonnement cosmique. L'on espère que ces trous se refermeront, mais l'expérience acquise suite à la modification de la couche d'ozone donne à penser le contraire. Le bouclier de l'ionosphère est fortement percé à plusieurs endroits.

En raison de l'ampleur de ces incidences sur l'environnement, HAARP constitue un problème global et il faudrait évaluer si les avantages que procure ce système compensent les risques encourus. Ses incidences écologiques et éthiques doivent être évaluées avant la poursuite des travaux de recherche et la réalisation d'essais. L'opinion publique ignore pratiquement tout du projet HAARP et il est important qu'elle soit mise au courant.

HAARP est lié à la recherche spatiale intensive menée depuis 50 ans à des fins clairement militaires, par exemple en tant qu'élément de la "guerre des étoiles" en vue du contrôle de la haute atmosphère et des communications. Ces travaux de recherche doivent être considérés comme extrêmement néfastes pour l'environnement et la vie humaine. Personne ne sait avec certitude ce que peuvent être les effets de HAARP. agoravox.fr 28.012010

Commentaires d'internautes.

1- "Quand on pense qu'il y a des gens qui pensent qu'il faut réduire les gaz à effet de serre pour lutter contre une modification du climat et on continue à laisser les militaires faire ce qu'ils veulent.

Ce monde marche sur la tête !"

2- « D'autres terroristes sont engagés dans un type d'action » écologique « où ils peuvent altérer le climat, déclencher des tremblements de terre, des éruptions volcaniques en utilisant des ondes électromagnétiques. Beaucoup d'esprits ingénieux travaillent actuellement pour imaginer des moyens de terroriser des nations entières. Tout ceci est RÉEL et c'est la raison pour laquelle nous avons intensifié nos efforts dans la guerre contre les terroristes. »

Secrétaire à la Défense William Cohen, avril 1997. Conférence consacrée au contre-terrorisme organisée par le sénateur Sam Nunn. Propos rapportés au Département de la Défense (DoD). "Conférence sur le terrorisme. Armes de destruction massive et stratégie américaine. Université de géorgie, Athènes, 28 avril 1997.

Tout de même... On a beau trouver bien des défauts aux militaires anglo-saxons, il faut bien leur reconnaître au moins une qualité essentielle : l'aptitude au pressentiment !

- Matin du 11 septembre 2001, USA : une vingtaine d'exercices de simulation d'attentats (crashs, détournements d'avion, etc.) sont en cours sur tout le territoire nord-américain, au moment même où les « vraies » attaques terroristes se produisent.

- Matin du 7 juillet 2005, Londres : des exercices d'entraînement similaires se déroulent dans le métro, aux mêmes endroits et mêmes heures (de pointe) que les vrais attentats.

Après-midi du 12 janvier 2010, Haïti : 10 000 GIs, déjà pré-positionnés autour de l'île, y débarquent derechef... Leur commandant, le général P.K.Keen, était déjà présent à Port-au-Prince depuis quelques jours, pour y préparer... quoi donc ? Une vaste SIMULATION d'opération humanitaire, faisant suite à une... catastrophe naturelle, envisagée au même moment en Haïti ! (ça ne s'invente pas)

3- Comment ? Qu'avez-vous dit ?

Projet HAARP (1985), PAMIR (1976, racheté par les Américains à la chute de l'Union Soviétique) SEAL (1945) ?

Armes climatologiques, sismiques, machine à provoquer des tsunamis ? Connais pas...

Ou alors, ce ne sont, une fois de plus, que ragots d'internautes délirants... C'est évident ! (quand la réalité outrepasse à ce point les limites de l'imagination humaine, ceux qui osent encore la formuler sont traités de déments ou d'affabulateurs alors que les sceptiques, qui en ont peur, se prennent pour de grands sages)

Bref, toutes les valeurs du faux et du vrai, de la folie et de la lucidité s'inversent.

http://www.paperblog.fr/644346/le-projet-haarp/
http://www.jppetit.org/Divers/Armes_sismiques1.htm
http://conspiration.ca/livres/anges_jouent_pas_haarp.html
http://www.voltairenet.org/article163625.html

4- "Effectivement , c'est assez troublant , et d'autant plus troublant que le séisme a comme par hasard limité à Haiti et la république Dominicaine juste limitrophe a été épargnée."

En complément. Encore un séisme qui tombe à pic.

- Séisme au Cachemire pakistanais : au moins 19 morts - AFP 24.09.2019

Des images montrent les dégâts après qu'un séisme de magnitude 5,2 a fait au moins 19 morts et plus de 300 blessés dans la partie du Cachemire contrôlée par le Pakistan, endommageant habitations et infrastructures dans cette région himalayenne. AFP 24.09.2019

Les Etats Unis ont-ils provoqué le tremblement de terre à Haiti ? - Réseau Voltaire 22 janvier 2010

Extrait.

VIVE TV - Un rapport de la flotte russe du Nord indiquerait que le séisme qui a dévasté Haïti est clairement « le résultat d'un essai par l'US Navy de son arme sismique ». (...)

Depuis la fin des années 70, les Etats-Unis ont considérablement avancé leurs recherches sur les armes sismiques. Selon ce rapport, ils utilisent désormais des générateurs impulsionnels, à plasma et à résonance combinés à des bombes à onde de choc [1]

Le rapport compare deux expériences conduites par la marine états-unienne la semaine dernière : un tremblement de terre de magnitude 6,5 alentour de la ville d'Eureka en Californie, qui n'a pas fait de victimes, et celui des Caraïbes qui a fait au moins 140 000 morts.

Ainsi que l'indique le rapport, il est plus que probable que l'US Navy avait une pleine connaissance des dommages que cette expérience était susceptible de causer à Haïti. C'est pourquoi, la Navy avait positionné à l'avance sur l'île le général P. K. Keen, commandant en second du SouthCom (Commandement du Sud), pour superviser les opérations de secours prévisibles [2] (...)

Selon le rapport, le système expérimental des Etats-Unis (High frequency active auroral research program, dit « HAARP ») permet également de créer des anomalies climatiques afin de provoquer des inondations, des sécheresses et des ouragans [3]

Selon un rapport précédent, les données disponibles coïncident avec celles du tremblement de terre de magnitude 7,8 sur l'échelle de Richter survenu au Sichuan (Chine), le 12 mai 2008, également causé par des ondes électro-magnétiques HAARP. (...)

L'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), intervenait déjà à Haïti avant le séisme.

Le président Obama a été informé du tremblement de terre à 17 h 52, le 12 janvier, et a ordonné le secours au personnel de son ambassade et l'aide humanitaire nécessaire à la population.

Conformément au rapport russe, le département d'État, l'USAID et le SouthCom ont débuté l'invasion humanitaire en déployant 10 000 soldats et contractants, à la place de l'ONU, pour contrôler le territoire haïtien après le « tremblement de terre dévastateur expérimental ». Réseau Voltaire 22 janvier 2010

Notes.

[1] Voir « Les armes sismiques » par Jean-Pierre Petit, 1er mars 2006.

[2] Officiellement, les forces US étaient prépositionnées autour d'Haïti dans le cadre d'un exercice militaire simulant… une intervention humanitaire en Haïti. Cf. « Defense launches online system to coordinate Haiti relief efforts », par Bob Brewin, Govexec.com, 15 janvier 2010.

[3] Le Programme HAARP : science ou désastre ?, par Luc Mampaey, Groupe de recherches et d'information sur la paix et la sécurité (Bruxelles, 1998).

Rappel sur le CO^2

François Gervais, physicien et expert reviewer du rapport AR5 du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), professeur émérite de l'université de Tours et ancien directeur d'un laboratoire du CNRS.

En fait, relève François Gervais, la combustion des ressources fossiles a entraîné une augmentation du taux de CO2 dans l'air de 0,03 % à 0,04 % en volume, c'est-à-dire que, « parmi 10 000 molécules d'air sec, on compte à peu près 7808 molécules d'azote, 2096 molécules d'oxygène, 92 atomes d'argon, gaz qualifié de rare, et seulement 4 molécules de gaz carbonique. » Le fait de passer de 3 à 4 molécules de CO2, une molécule supplémentaire parmi 10 000 molécules d'air sec ou 10 500 molécules d'air

humide justifie-t-il un tel émoi ? (contrepoints.org 29.05.2019)

La fabrique du consentement peine à convaincre.

Nouveau sondage sur le climat : l'esprit critique résiste toujours - mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 17.09

Un sondage YouGov sur la question du climat vient d'être publié. Mené dans plusieurs pays, il indique que le climato-réalisme résiste contre vents et marées à la permanente propagande carbocentriste.

Pour ce qui est de la France, les 37% qui pensent que le climat change mais que l'humanité n'en est que partiellement responsable constituent une fort belle minorité résistante au discours ambiant qui voudrait nous rendre coupables de chaque épisode caniculaire et de chaque cyclone. Ces 37% ne se définiraient peut-être pas tous comme climato-réalistes, toutefois, si l'on tient compte des 7% supplémentaires franchement sceptiques (4% pour qui l'homme n'est pour rien dans l'évolution du climat, 3% pour qui le climat ne change pas), on peut raisonnablement penser que le résultat du sondage confirme la stabilité de la proportion de Français qui doutent : de l'ordre d'un tiers.

Un point notable de ce sondage, qui ne semble pourtant pas avoir été signalé par YouGov, est le grand nombre de pays qui s'accusent eux-mêmes d'être les pires coupables du dérèglement de la disruption de la crise climatique. Cela illustre sans doute l'efficacité de la campagne de culpabilisation chez les sujets les plus prédisposés à l'éco-anxiété. Ainsi, la France, deuxième pays le plus environnementalement vertueux du monde selon le dernier classement de l'université de Yale (grâce notamment à son parc-nucléaire-qui-n'émet-pas-de-CO2), est reconnue comme telle part la plupart des pays, qui ne la mentionnent comme principal coupable de la fin des haricots de l'Apocalypse que de façon anecdotique (et probablement un peu aléatoire). Les seuls à accuser la France un peu plus nettement sont les Français eux-mêmes. Une culpabilité équivalente habite les Britanniques, les Allemands, les Italiens et les Espagnols. Les seuls Européens à échapper à l'autoflagellation sont les pays nordiques, ce qui suggère au passage qu'ils semblent avoir bien intégré leur statut d'autorité morale. Le « modèle scandinave » n'est-il pas une tarte à la crème des professeurs de vertu ? mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 17.09

Un courrier signé par 500 scientifiques et professionnels, dont 40 pour la France, vient d'être adressé à António Guterres, secrétaire général des Nations unies, ainsi qu'à Patricia Espinosa Cantellano, secrétaire exécutive de la Convention-cadres des Nations unies sur les changements climatiques.

Lancée par Guus Berkhout, géophysicien professeur émérite à l'université de La Haye (Pays-Bas), cette initiative est le fruit d'une collaboration de scientifiques et associations de treize pays. Publiée au moment où l'agenda international place une nouvelle fois le climat en tête des préoccupations, cette « Déclaration Européenne sur le Climat » est destinée à faire savoir qu'il n'y ni urgence ni crise climatique. Elle appelle donc à ce que les politiques climatiques soient entièrement repensées, et reconnaissent en particulier que le réchauffement observé est moindre que prévu, et que le gaz carbonique, loin d'être un polluant, est bénéfique pour la vie sur Terre.

Ci-dessous une traduction de cette lettre (suivie de la lettre originale en anglais). À faire circuler aussi largement que possible.

Vos Excellences,

Il n'y a pas d'urgence climatique

Un réseau mondial de plus de 500 scientifiques et professionnels expérimentés du climat et des domaines connexes a l'honneur d'adresser à Vos Excellences la Déclaration européenne sur le climat, jointe en annexe, dont les signataires de la présente lettre sont les ambassadeurs nationaux.

Les modèles de circulation générale du climat sur lesquels la politique internationale est actuellement fondée sont inadaptés. Il est donc cruel aussi bien qu'imprudent de préconiser le gaspillage de milliers de milliards de dollars sur la base des résultats de modèles aussi imparfaits. Les politiques climatiques actuelles affaiblissent inutilement le système économique, mettant des vies en danger dans les pays à qui est refusé l'accès à une énergie électrique permanente et bon marché.

Nous vous exhortons à suivre une politique climatique fondée sur une science solide, sur le réalisme économique et sur une attention réelle vis-à-vis de ceux qui sont frappés par des politiques d'atténuation coûteuses et inutiles.

Nous vous demandons d'inscrire cette Déclaration à l'ordre du jour de votre prochaine session à New York.

Nous vous invitons également à organiser avec nous début 2020 une réunion de haut niveau, constructive, entre des scientifiques de réputation mondiale des deux côtés du débat sur le climat. Cette réunion rendra effective l'application du juste et ancien principe, aussi bien de bonne science que de justice naturelle, selon lequel les deux parties doivent pouvoir être pleinement

et équitablement entendues. Audiatur et altera pars !

Bien respectueusement,

Les ambassadeurs de la Déclaration européenne sur le climat :

Guus Berkhout, professeur (Pays-Bas)
Richard Lindzen, professeur (États-Unis)
Reynald Du Berger, professeur (Canada (francophone))
Ingemar Nordin, professeur (Suède)
Terry Dunleavy (Nouvelle-Zélande)
Jim O'Brien (République d'Irlande)
Viv Forbes (Australie)
Alberto Prestininzi, professeur (Italie)
Jeffrey Foss, professeur (Canada anglophone)
Benoît Rittaud, maître de conférences (France)
Morten Jødal (Norvège)
Fritz Varenholt, professeur (Allemagne)
Rob Lemeire (Belgique)
Viconte Monkton of Brenchley (Royaume-Uni)

Courrier climato-réaliste à l'ONU : les signataires pour la France
mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com - 25 septembre 2019

L'idée de Clintel, l'initiateur de la Déclaration publiée avant-hier était d'attendre quelques semaines avant de divulguer la liste des signataires, notamment parce que celle-ci continue à grossir. La pression est toutefois forte pour que cette liste soit rendue publique, notamment aux États-Unis. En France, après que Valeurs Actuelles ait relayé l'information sur l'existence de la Déclaration, le HuffPost a eu accès à une liste de signataires et vient de publier son propre article, qui mentionne quelques noms. Sans oublier de balancer quelques vacheries gratuites (c'est la loi du genre), mais un simple filtre d'esprit critique permet de séparer le bon grain de l'ivraie.

Voici la liste complète de ceux qui ont signé pour la France.

1.Benoît Rittaud, Associate professor of Mathematics at University of Paris-Nord, President of the French Association des climato-réalistes. ECD Ambassador

2. Jean-Charles Abbé, former research director at CNRS, labs director (Strasbourg, Nantes) in Radiochemistry, expert at NATO and IAEA.

3. Charles Aubourg, full professor at the University of Pau, geophysicist.

4. Jean-Pierre Bardinet, Ingénieur ENSEM, publicist on climate issues

5. Bernard Beauzamy, university professor (ret.), chairman and CEO, Société de Calcul Mathématique SA (Paris).

6.Jean-Claude Bernier, emeritus professor (university of Strasbourg), former director of the Institute of Chemistry of the CNRS.

7. Pierre Beslu, former searcher and head of department in the french Nuclear Energy Commission (CEA).

8. Christian Buson, PhD in agronomy, director of research in a company (impact studies in environmental issues, sewage treatment).

9. Sylvie Brunel, full professor at Sorbonne University, geographer and economist, former president of the humanitarian organization Action against Hunger (Action contre la faim).

10. Jean-Louis Butré, professional engineer, head of laboratory at Grenoble Nuclear Research Center, Chief executive officer or the Pharmacie Centrale de France, President of Axens, President of the Fédération Environnement Durable and the European Platform Against Windfarms, Knight of the National Order of Merit.

11. Patrick de Casanove, Doctor of Medicine, Chairman of the Cercle Frédéric Bastiat.

12. Philippe Colomban, CNRS Research Professor, Former Head of Laboratory at Université Piere-et-Marie Curie, Expert in

Hydrogen-based Energy Storage

13. Vincent Courtillot, geophysicist, member of the French Academy of Sciences, former director of the Institute de Physique du Globe de Paris

14. Pierre Darriulat, Professor of Physics, Member of the French Academy of Sciences.

15. Gérard Douet, PhD in Nuclear Physics, Retired Engineer at CERN, Technical Manager on Digital Transmission and Video Encoding

- 16. Bruno Durieux, economist, former Minister of Health and of Foreign Trade, ancient administrator of the French National Institute of Statistics and Economic Studies (INSEE).

- 17. Max Falque, International Consultant in Environmental Policy

- 18. Patrick Fischer, Associate Professor in Applied Mathematics, University of Bordeaux

- 19. François Gauchenot, governance specialist, founder of Saint George Institute.

- 20. Christian Gérondeau, former advisor of several French Prime Ministers. Former responsible for the road traffic safety policy for France and the European Union.

- 21. Francois Gervais, Emeritus Professor of Physics and Material Sciences, University of Tours.

- 22. Bernard Grandchamp, Agronomic Engineer and Environment & Plant Defense Expert, Managing Director of Famoux Chateaux Viticoles in Bordeaux

- 23. Gilles Granereau, Former meteorologist, currently project manager environment and tourism in a public institution. Worked on coastal risks, marine erosion, sand dune fixation, hydraulics, forest management, botany.

- 24. Maximilian Hasler, Associate Professor in Mathematics, University of French West Indies

- 25. Philippe de Larminat, Professor at École Centrale de Nantes, specialist of business process modeling.

- 26. René Laversanne, Former researcher at the CNRS, 16 patents.

- 27. Christian Marchal, astronomer and mathematician, former research director at the French National Office for Aerospace Studies and Research, former professor at the Observatory of Paris (1980-93), former assistant professor at Polytechnic School (1981-92).

- 28. Patrick Mellett, architect and CEO.

- 29. Marc le Menn, Head of Metrology-Chemistry Oceanography Lab, Brest.

- 30.Cédric Moro, geographer on natural hazards management, co-founder of Visov, an NGO in Civil defense.

- 31. Rémy Prud'homme, Emeritus Professor in Economics at University of Paris-Est, Former Deputy Director Environment, Directorate of OECD

- 32. Isabelle Rivals, Associate professor in Statistics at ESPCI Paris

- 33. Jean Rouquerol, Emeritus Research Director at CNRS Marseille, Expert in Gas Adsorption and Calorimetry

- 34. François Simonet, Former Director for planning and foresight in a State Agency for water and aquatic ecosystems management.

- 35. Marcel Terrier, Engineer ENSAEM in risk management, 35. teacher at École des Mines.

- 36. Étienne Vernaz, former Director of Research of CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique) in France, Professor at INSTN (Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires).

- 37.Camille Veyres, Retired Engineer at École des Mines, Specialist in Telecommunications and Broadband Networks

- 38. Brigitte Van Vliet-Lanoë, geoscientist, Emeritus Research Director (CNRS, Université de Bretagne Occidentale), stratigraphy and paleoenvironments, Quaternary and Holocene.

- 39.Théa Vogt, retired CNRS searcher, géomorphology, Quaternary palaeoenvironments, soil and desertification remote sensing

- 40. Henri Voron, Retired Civil Chief Engineer, Specialized in Water Management

- Quelques précisions que vous ne trouverez peut-être pas ailleurs. D'abord, la liste est encore ouverte. Ceux qui veulent la signer peuvent m'envoyer un courrier avec leur nom et une ligne de CV (en anglais, donc, sur le modèle de la liste précédente). Chaque pays a défini ses propres critères pour intégrer des signataires, les voici pour la liste française :

– d'une part être Français, résider en France ou avoir travaillé en France pendant une durée significative

– d'autre part satisfaire au moins une des conditions suivantes :

- être titulaire d'un doctorat dans un domaine scientifique (entendu en un sens large, c'est-à-dire qui inclut la médecine, les techniques, la technologie…).

- être titulaire d'un diplôme niveau master 2 dans un domaine scientifique (sens large) et disposer d'une expérience professionnelle de haut niveau en lien avec la science (sens large).

- être en poste permanent dans une fonction de recherche (quel qu'en soit le sujet) dans une structure publique ou privée reconnue (université, centre de R&D…), ou l'avoir été pendant au moins quelques années.

- être l'auteur de réalisations significatives dans un domaine en lien avec les questions environnementales (aménagement territorial, gestion de risques…).

Climat : non à l'enseignement de la peur ! par Benoît Rittaud - mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 25 septembre 2019

Énième capitulation intellectuelle de nos élites dans le JDD du 15 septembre : cet appel d'enseignants et de dirigeants d'établissements qui demandent « une stratégie de transition de l'enseignement supérieur positionnant le climat comme urgence première ». Sans craindre la contradiction, les auteurs glorifient la « grève scolaire pour le climat » en même temps qu'ils proposent de faire travailler davantage les étudiants dans les amphis — sur la « crise climatique » bien entendu.

Les lamentations des signataires sur la place « très insuffisante » accordée au climat et à l'environnement dans l'enseignement supérieur démontrent au moins une chose : à l'instar de bien des universitaires dans leur bulle, ils ignorent tout de ce qui se passe hors de leur petit monde. S'ils daignent un jour descendre de leur Olympe, ils verront que les questions qui les préoccupent ne sont pas seulement matraquées jour et nuit par les médias, les ministères et les ONG, mais qu'elles ont aussi envahi depuis un bon moment les programmes scolaires.

Ils ont certes une excuse : le ministre de l'Éducation nationale lui-même ne semble pas au courant de ce qui est enseigné dans les classes, lui qui vient de demander au Conseil supérieur des programmes une réflexion qui doit déboucher sur « des enseignements plus explicites, plus précis et plus complets sur ces questions » d'environnement.

Les élèves seraient-ils donc à ce point privés de cours sur la peur écologiste ? Qu'on en juge.

Le « comportement responsable vis-à-vis de l'environnement » apparaît dès les programmes de cycle 2 (du CP au CE2), et l'éducation au développement durable au cycle 3 (CM1, CM2 et sixième). Le cycle 4, qui va jusqu'à la fin du collège, voit l'invasion du thème « transition écologique et développement durable » dans toutes les matières. Chaque discipline est invitée à décliner à sa manière l'anxiété aujourd'hui à la mode : « avenir de la planète » en français, « impacts engendrés par les actions de l'être humain sur la nature » en physique-chimie, « conscience écologique » en instruction civique, ou encore « crise climatique » en géographie. Des arts plastiques à l'éducation physique et sportive, la peur environnementale est partout, l'exemple le plus risible étant l'étonnant « Arts, énergies, climatologie et développement durable » qui figure au programme… d'histoire de l'art !

Ce qui est vrai au collège l'est encore plus au lycée, comme le montre par exemple le programme de tronc commun des terminales scientifiques de la voie générale. Son thème 1 (il y en a 3) n'est autre que « science, climat et société ». Son thème 2, « le futur des énergies », se permet d'évoquer « l'urgence de l'action », confondant visiblement un cours de science avec une

réunion militante.

Et il faudrait en faire davantage ! Et il faudrait que l'université suive le même chemin ! Tout cela n'aura-t-il donc jamais de fin ?

Je ne pousserai pas plus loin les exemples précédents, que chacun peut prolonger par lui-même, et sur lesquels il serait puéril à moi d'insister. Jusqu'à quel point le formatage peut-il remplacer la formation ? Quand est-ce que l'enseignant peut dire à l'élève : sur le climat je t'en ai assez dit ?

Certes, les étudiants de Sciences-po ou de l'École normale supérieure peuvent s'offrir le luxe de cours qui leur apprendront combien de kilos de CO2 on épargne à l'atmosphère en prenant le train plutôt que l'avion. Non seulement eux, l'avion, ils ont les moyens de le prendre, mais en plus leur situation sociale les protège suffisamment pour que gaspiller leur temps d'apprentissage de cette manière ne constitue pas une prise de risque. Qu'ils se débrouillent s'ils le veulent pour que tel ou tel de nos climatocrates habituels vienne leur donner les frissons qu'ils demandent ! Mais que l'on ne croit pas que leur situation serait représentative des besoins de l'instruction dans notre pays.

J'enseigne à l'université Paris-Nord, cette université de Seine-Saint-Denis sur laquelle se déverse volontiers le mépris ignorant de ceux qui ne franchissent jamais le périphérique. Ici, un étudiant sur deux est boursier. Les prêches sur leurs péchés carboniques sont la dernière chose dont ils ont besoin. Ce qu'on leur doit, c'est une aide dans cette tâche si difficile et si exigeante d'acquérir les compétences fondamentales qui leur permettront de s'intégrer dans le monde en général, et sur le marché de l'emploi en particulier : savoir, savoir-faire, savoir-être. Le savoir-craindre n'en fait pas partie, si à la mode que soit cette nouvelle compétence qui consiste à savoir porter ses peurs en étendard pour les présenter comme des preuves de sagesse.

Chers étudiants, certains ne se lasseront jamais d'essayer de faire de vous des angoissés. En m'opposant à eux, c'est vous que je défends. mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 25 septembre 2019

Le saviez-vous ?

Cette raffinerie solaire transforme la lumière et l'air en combustible liquide - ethz.ch 13 juin 2019

EPFZ : Ecole polytechnique fédérale de Zurich.

Une nouvelle technologie produit des combustibles hydrocarbonés liquides exclusivement à partir de la lumière du soleil et de l'air.

Les carburants neutres en carbone sont essentiels pour rendre les transports aériens et maritimes durables. La nouvelle centrale solaire produit des combustibles liquides synthétiques qui émettent autant de CO2 lors de leur combustion comme précédemment extrait de l'air pour leur production.

Le système extrait le CO2 et l'eau directement à partir de l'air ambiant et les divise en utilisant l'énergie solaire. Ce processus produit du gaz de synthèse, un mélange d'hydrogène et de monoxyde de carbone, qui est ensuite transformé en kérosène, méthanol ou autres hydrocarbures. Ces carburants d'appoint sont prêts à être utilisés dans l'infrastructure de transport mondiale existante.

Preuve de concept

«Cette usine prouve que les combustibles hydrocarbonés neutres en carbone peuvent être fabriqués à partir de la lumière du soleil et de l'air dans des conditions réelles,» explique Aldo Steinfeld, professeur de vecteurs d'énergie renouvelable à l'ETH Zurich, dont le groupe de recherche a développé la technologie. «Le processus thermochimique utilise l'ensemble du spectre solaire et se déroule à haute température, ce qui permet des réactions rapides et un rendement élevé.»

La mini-raffinerie solaire sur un toit de Zurich prouve que la technologie est réalisable, même dans les conditions climatiques prévalant dans la ville. Il produit environ un décilitre de carburant par jour (un peu moins d'une demi-tasse).

Steinfeld et son groupe travaillent déjà sur un test à grande échelle de leur réacteur solaire dans une tour solaire près de Madrid, réalisé dans le cadre du projet européen Sun-to-Liquid. Des applications commerciales sont envisagées dès 2025, selon ses concepteurs.

Le prochain objectif consiste à adapter la technologie à la mise en œuvre industrielle et à la rendre économiquement compétitive.

L'efficience de la conversion entre énergie solaire et gaz synthétique était jusqu'ici limitée à 2%, mais "elle s'approche désormais des 5%", a révélé le professeur Aldo Steinfeld qui pilote ce projet expérimental. L'objectif d'une efficience de 15% est envisagé dès 2020 et il permettrait d'atteindre la rentabilité souhaitée.

«Une centrale solaire d'une superficie d'un kilomètre carré pourrait produire 20,000 litres de kérosène par jour», explique Philipp Furler, directeur de Synhelion et ancien étudiant au doctorat du groupe de Steinfeld. «Théoriquement, une usine de la taille de la Suisse - ou un tiers du désert californien des Mojaves - pourrait couvrir les besoins en kérosène de l'ensemble du secteur de l'aviation. Notre objectif pour l'avenir est de produire efficacement des carburants durables avec notre technologie et ainsi de limiter les émissions de CO2 émissions ».

Comment fonctionne la raffinerie solaire

La chaîne de processus du nouveau système combine trois processus de conversion thermochimique:

L'extraction de CO2 et l'eau de l'air.
La scission solaire-thermochimique du CO2 et de l'eau.
Leur liquéfaction ultérieure dans les hydrocarbures.

Un processus d'adsorption / désorption extrait du CO2 et de l'eau directement de l'air ambiant. Les deux entrent ensuite dans le réacteur solaire au foyer d'un réflecteur parabolique. Le rayonnement solaire est concentré par un facteur 3,000, générant de la chaleur à une température de 1,500 en degrés Celsius à l'intérieur du réacteur solaire.

Au cœur du réacteur solaire se trouve une structure en céramique à base d'oxyde de cérium, qui permet une réaction en deux étapes - le cycle redox - pour séparer l'eau et le CO2 en gaz de synthèse. Ce mélange d'hydrogène et de monoxyde de carbone peut ensuite être transformé en carburants hydrocarbonés liquides par la synthèse classique du méthanol ou de Fischer-Tropsch.

Le groupe de recherche de Steinfeld a déjà mis au point deux entreprises dérivées: Synhelion, fondée à 2016, qui commercialise la technologie de production de combustible solaire, et Climeworks, déjà fondée à 2010, qui commercialise la technologie de production de combustible solaire qui est capturé de l'air.

Même si le prix du carburant lui-même devrait rester supérieur à celui des dérivés pétroliers, il serait tout à fait rentable commercialement en bénéficiant d'une taxation allégée. ethz.ch et swissinfo.ch 13 juin 2019, et automobile-sportive.com 21 juin 2019

Les enragés. Du "***en même temps***" au "***même si***".

Climat : Greta Thunberg et quinze autres jeunes intentent une action juridique contre cinq pays, dont la France - franceinfo 23.09

Greta Thunberg et quinze autres jeunes ont annoncé, lundi 23 septembre, qu'ils intentaient une action en justice pour dénoncer l'inaction de cinq pays contre le réchauffement climatique comme une atteinte à la convention de l'ONU sur les droits de l'enfant. Cette plainte inédite, déposée avec l'aide du cabinet international d'avocats Hausfeld et la bénédiction de l'Unicef, vise cinq Etats pollueurs : la France, l'Allemagne, l'Argentine, le Brésil et la Turquie.

Bien que cette convention ait été signée il y a trente ans, les dirigeants de ces pays "n'ont pas tenu leurs engagements", a déclaré la jeune Suédoise de 16 ans en marge du sommet de l'ONU pour le climat qui se tient à New York. La quasi-totalité des pays du monde, exception faite des Etats-Unis, ont ratifié cette convention censée protéger la santé et les droits des enfants. Pourtant, "chacun de nous a vu ses droits violés et reniés", a ajouté l'Américaine Alexandria Villasenor, 14 ans.

Cette action en justice doit permettre de "faire comprendre" aux dirigeants qu'il y a une "réelle urgence", a encore estimé la Française Iris Duquesne, 16 ans, au micro de franceinfo.

Cette plainte s'inscrit dans le cadre d'un "protocole optionnel" méconnu de la convention. Il autorise depuis 2014 des enfants à porter plainte devant le comité des droits de l'enfant de l'ONU, s'ils estiment que leurs droits sont bafoués. Le comité est censé enquêter sur les violations présumées, puis faire des recommandations aux Etats visés pour y mettre fin. Les recommandations ne sont pas contraignantes, mais les 44 pays ayant ratifié ce protocole s'engagent en principe à les respecter, a expliqué Michael Hausfeld, qui espère que des recommandations seront faites dans les douze mois qui viennent.

Les cinq pays visés par la plainte font partie de ces 44 Etats, figurent parmi les grands pollueurs de la planète et sont influents au sein du club des pays riches du G20. Ce qui leur a valu d'être épinglés, plutôt que les Etats-Unis, la Chine ou l'Inde, plus gros émetteurs au monde, qui, eux, n'ont pas ratifié ce protocole. De vieux pays industriels comme la France et l'Allemagne sont responsables d'une large part historique des émissions, même si, aujourd'hui, ils ne sont pas les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, a fait valoir le cabinet Hausfeld. franceinfo avec AFP 23.09

Commentaire d'un internaute.

- "Bon, peut-on arrêter cette mascarade ? D'un côté, les médias nous enjoignent de croire les experts du GIEC en vertu de leur aura scientifique, et de l'autre côté, les mêmes médias s'extasient devant des adolescents boutonneux qui n'ont aucune expertise et dont on se doute qu'ils ne peuvent être que des marionnettes manipulées par des experts en communication. Depuis quand la parole des enfants serait la vérité biblique ?"

Bonne nouvelle !

A l'ONU, l'appel de Greta Thunberg sur le climat rencontre peu d'écho - AFP 23.09

"L'appel passionné de Greta pour le bon sens, pour l'écoute et pour agir sur la base de la science a été ignoré", dit Jennifer Morgan, de Greenpeace, à l'AFP.

"Hélas, la plupart des dirigeants des pays les plus émetteurs ont raté l'examen", estime Alden Meyer, de l'ONG Union of Concerned Scientists.

Depuis le Vatican, le pape François lui-même a déploré les engagements "très vagues" des Etats depuis quatre ans.

Ni le Brésil, qui contient une majorité de l'Amazonie, gigantesque puits de carbone naturel, ni les Etats-Unis, deuxième émetteur mondial, n'ont participé, si ce n'est une brève apparition de Donald Trump, venu s'asseoir une dizaine de minutes à la surprise générale.

"L'Inde et la Chine n'ont rien dit du tout", dit à l'AFP Laurence Tubiana, l'une des négociatrices de l'accord scellé au Bourget. "Ils ont fait des déclarations très conservatrices. AFP 23.09

Commentaires d'internautes.

1- Et les dirigeants de l'ONU qui applaudissent cette tarée manipulée, elle est à gifler !

2- S'il y avait vraiment une urgence climatique, on prendrait des mesures immédiates et pas pour 2050. On supprimerait tout ce qui n'est pas nécessaire à la vie comme le football, la publicité, les produits de luxe, les spectacles, etc.

Mais voilà, il se fait qu'il n'y a pas d'urgence, je ne comprends pas cette exagération de la part des scientifiques et des médias.

3- C'est d'un ridicule achevé ! L'agitation de cette petite psychotique ça peut marcher ou c'est complètement foireux ? Je confesse ne plus comprendre les humains boboisés.

Cette hystérie du climat est pathétique car c'est bien la seule chose sur lequel l'humain n'a pas de pouvoir.

Par contre sur les autre problèmes qui sont sous la responsabilité de l'humain...

4- Une honte la médiatisation de cette mome !

5- Complètement manipulé et givré, au fait qui paie sont hôtel, le resto, etc. etc.?

6- Cette fille me fait peur et la regarder me met mal à l'aise

7- Pauvre gamine manipulée comme une marionnette par des lobbys.

8- Une question ? Ce petit produit "marketing" , qui passe son temps à voyager à travers le monde, ne va donc pas au collège ? Qui finance ? Quelle légitimité ?

9- Elle était juste pathétique !

10- Ses parents qui la manipulent écrivent des bouquins à son sujet visent l'argent du prix Nobel de la paix !

11- Je zappe quand je vois ce visage de haine.

12- La dictature verte est à notre porte.

Dans un des tweet de la nouvelle égérie de la planète Greta Thunberg nous l'annonce de façon radicale : This is just beginning, change is coming, like it or not. (c'est juste le début, le changement vient, que cela vous plaise ou non).

Dans 15 ans, ces enfants seront totalement "formatés". On aura une petite idée à quoi pourra ressembler l'enfer "vert".

Constat partagé, accusations, menaces, mesures de rétortion.

Sommet pour le climat : "Des actes, des actes, des actes", réclame Emmanuel Macron - franceinfo 23.09

"On a besoin de la jeunesse pour nous dire d'aller plus vite, pour nous aider à changer les choses, et nous aider à mettre la pression sur ceux qui ne veulent pas bouger". Dans un discours prononcé lundi 23 septembre à l'ouverture du sommet pour le climat de l'ONU, Emmanuel Macron a tenté de répondre à "l'exigence" des jeunes qui défilent pour réclamer une politique plus ambitieuse pour le climat.

Le président de la République a ensuite poursuivi en évoquant le commerce international. "On ne peut plus avoir un agenda commercial qui soit contraire à notre agenda climatique, a-t-il estimé. Il nous faut, dans nos échanges, être cohérent. Je ne suis plus favorable à renforcer les échanges avec des pays en contradiction avec l'accord de Paris".

"Nous devons bâtir un agenda commercial, au niveau européen, qui vise le zéro carbone et le zéro déforestation importés. C'est indispensable", a-t-il également affirmé.

Pour terminer son allocution, Emmanuel Macron a évoqué le "fonds vert", "priorité immédiate". "La France mettra 1,5 milliard d'euros dans ce fonds (...) Nous sommes au moment où je vous parle à sept milliards de dollars (6,37 milliards d'euros). La cible est d'atteindre dix milliards de dollars", a-t-il calculé. "J'appelle chacun d'entre vous à rehausser sa contribution au fonds vert. Des actes, des actes, des actes. On ne peut pas laisser notre jeunesse passer tous ses vendredis à manifester." franceinfo 23.09

Et l'hystérie continue...

Les océans ravagés, nouvelle preuve accablante du dérèglement climatique - AFP 25 septembre 2019

"Des millions de personnes dans les rues vendredi ont montré clairement qu'ils n'accepteraient plus l'apathie, les excuses et l'inaction des dirigeants mondiaux, faibles et incapables de résister au pouvoir de l'industrie des énergies fossiles", a commenté Jennifer Morgan, directrice de Greenpeace International.

(Leur cible : les énergies fossiles sans lesquelles le développement économique et le progrès social depuis la fin du Moyen-Age n'auraient jamais pu avoir lieu. La réaction, quoi ! - LVOG)

Certains espèrent malgré tout que le nouveau rapport spécial des experts climat de l'ONU (Giec) -qui devrait être tout aussi alarmant que les deux précédents sur l'objectif de limiter le réchauffement à "1,5°C et sur l'utilisation des terres- soit un moteur pour agir. (Discours alarmiste écrit d'avance destiné à convaincre la population, que les mesures financières et liberticides adoptées par les gouvernants sont indispensables, bonnes et pour son bien. - LVOG)

Les scientifiques et diplomates des 195 Etats membres du Giec ont adopté mardi matin après cinq jours de débats et une dernière session marathon de 27 heures la synthèse de ce rapport de 900 pages, dont le contenu sera dévoilé seulement ce mercredi à 9H00 GMT.

("La synthèse de ce rapport" sera comme les précédentes, elle ignorera les contradictions qu'il renferme, elle ignorera toutes les observations ou arguments qui contredisent leurs conclusions, elle ignorera les principaux facteurs à l'origine des variations climatiques pour ne retenir que le facteur anthropique, l'activité des hommes. - LVOG)

Les océans, qui couvrent plus de 80% de la surface du globe, ont absorbé environ un quart des émissions de gaz à effet de serre générés par l'Homme. Avec des conséquences palpables: hausse de la température de la mer, acidification, perte d'oxygène.

(C'est la fonction naturelle des océans d'absorber (et de rejeter) une partie du CO^2 présent dans l'air, dans le cas contraire il n'y aurait pas de végétation aquatique, pas de poissons, etc. ni faune ni flore, les océans seraient vides, morts. - LVOG)

Aujourd'hui, avec seulement "1°C de réchauffement, les impacts se font déjà lourdement sentir, des tempêtes aux inondations, en passant par les sécheresses et les canicules meurtrières. AFP 25 septembre 2019

(Non pas 1°C, mais entre 0,6 et 0,7°C avec une marge d'erreur qui rend toute conclusion hâtive et sans objet, hormis manipuler les consciences. Par ailleurs, il est prouvé que les aléas climatiques cités ont décliné en nombre au cours des dernières décennies, en revanche ils se sont déplacés d'un hémisphère ou d'un continent à l'autre. Des phénomènes inverses se sont produits, par exemple des périodes de froids plus intenses, mais la synthèse du GIEC ou les médias ne retiennent que les brèves périodes de canicule qui ont été observées dans certains pays. L'ensemble de ces éléments confirment qu'on est bien en présence d'une machination. - LVOG)

LVOG - Comment expliquer qu'entre 1950 et 1975 la température moyenne est demeuré stable, alors que le CO^2 rejeté dans l'air explosait suite à l'industrialisation d'après-guerre et à l'avènement de l'automobile populaire (par le biais du crédit) ?

Comment se fait-il que la température moyenne de la Terre ait baissé de 1,5°C au cours du dernier millénaire, alors que la teneur en CO^2 atmosphérique restait constante?

Comment expliquer que la concentration de CO^2 dans l'air était de 290 ppmv à Vostok, donc proche du taux actuel, il y a 400 000 ans ?

Comment se fait-il que les glaciers alpins au 12 au 15ème siècle étaient très hauts, et qu'aux 16 et 17ème siècle, ils sont redescendus jusqu'à menacer les villages ?

Comment se fait-il que la température moyenne au centre du Groenland ait été au cours des 4000 dernières années, en général, plus élevée qu'aujourd'hui et jusqu'à environ 3°C ?

Au 13 ème siècle le Groenland permettait a une colonie de Vikings de vivre de culture et d'élevage, aujourd'hui c'est impossible car il est essentiellement couvert de glaces. (La vigne était cultivée à Amiens et en Angleterre, à la même époque.)

Comment se fait-il qu'à une époque très lointaine, le niveau des océans était 160 mètres plus élevé qu'aujourd'hui ?

Etc. etc. Vous aurez compris que ce n'est pas l'homme qui serait responsable de toutes ces variations du climat, de la hausse ou de la baisse de la température, du niveau des océans, de la formation ou de la disparition des glaciers, etc.

Commentaires d'internautes.

1- "Les changements climatiques planétaires ont été beaucoup plus intenses (de 12 à 20 fois plus intenses dans certains cas) que le réchauffement planétaire du siècle dernier. Ils se sont produits rapidement en l'espace de 20 à 100 ans. Le réchauffement planétaire du siècle précédent (0,8° C), est pratiquement insignifiant comparativement à l'ampleur, 10 fois supérieure, des changements climatiques planétaires des derniers 15 000 ans."

Déclare le Professeur Don J. Easterbrook du Département de géologie, Université Western Washington

2- "C'est la densité de l'atmosphère qui compte.

Et non sa composition.

La Terre à une atmosphère cent fois plus dense que Mars, mais avec seulement 0, 04% de CO_2, contre 96 % sur Mars, soit 2400 fois plus.

La masse de CO_2 sur Mars est de plus de 70 000 gigatonnes, contre seulement 3 2000 gigatonnes sur Terre. Il y a plus de 23 fois plus de CO_2 dans l'atmosphère de Mars que sur Terre, et pourtant la température de Mars est de -53°, et celle de la Terre de +15°…

Ce qui compte, outre la distance au soleil, c'est la densité de l'atmosphère, et non sa composition.

Vénus serait aussi chaude avec une atmosphère composée à 96 % d'hydrogène ou de crème chantilly, du moment qu'elle ait la même densité, et la même distance au soleil.

Ainsi, Jupiter atteint + 66 °, alors que sa distance au Soleil est de 800 millions de kilomètres et que son atmosphère ne contient pas de CO_2, même pas un millionième.

Mais la densité de son atmosphère, sans CO_2, est colossale, essentiellement composée de dihydrogène (H_2) et d'hélium... Qui n'ont aucun effet de serre.

Si Jupiter est bien plus chaude que la Terre alors qu'elle n'a PAS de CO2, et qu'elle est huit fois plus éloignée du Soleil, c'est bien la preuve que ce n'est pas le CO2 qui détermine la température de l'atmosphère, mais sa densité. "

Ils osent tout. Déclarer que "***le changement climatique est irréversible***" est une contrevérité volontaire et grotesque.

Sauver les océans pour sauver l'Humanité: le constat glaçant du Giec - AFP 25 septembre 2019

Bouleversés par le réchauffement, les océans et les zones gelées dépérissent à vue d'oeil, menaçant des pans entiers de l'Humanité qui n'a qu'une option pour les protéger et se sauver elle-même: réduire ses émissions de CO2, avertit le Giec.

"A cause de cette chaleur emmagasinée, nous ne pouvons plus revenir en arrière, quoi que nous fassions avec nos émissions, le changement climatique est irréversible", assène la climatologue Valérie Masson-Delmotte, qui a participé à la rédaction du document de 900 pages.

Mais "la clé pour protéger la vie marine, c'est de réduire nos émissions de gaz à effet de serre aussi vite que possible et à un rythme rapide", estime Valérie Masson-Delmotte. AFP 25 septembre 2019

Dans le marigot de la finance.

Travaux herculéens à New York pour résister à la montée des eaux - AFP 21 septembre 2019

Dans une ville si dense que personne n'imagine déserter les quartiers côtiers les plus exposés, la municipalité a fait de la fortification de ses 850 kilomètres de côtes une priorité. Et annoncé une série de mesures pour se protéger des eaux - qui pourraient monter de 1,80 m d'ici 2100 - et des tempêtes à répétition qui s'annoncent.

Au sud-est, sur la presqu'île des Rockaways, proche de l'aéroport J.F. Kennedy, et au sud, à Staten Island, deux quartiers durement frappés par Sandy, 15 kilomètres de dunes ont été érigées, et des millions de tonnes de sable déversées pour consolider les plages des Rockaways ou de Coney Island, à Brooklyn.

Plusieurs milliards de dollars ont été dépensés pour protéger le réseau électrique et le métro, indispensable à la circulation des 8,5 millions de New-Yorkais.

Des murets faits de containers de sable spécialement conçus contre les inondations sont apparus dans plusieurs quartiers, notamment à Brooklyn ou à Manhattan, près de Wall Street: une mesure de protection temporaire, pour cinq ans, en attendant des fortifications plus pérennes pour protéger le coeur historique et financier de New York.

Selon des projections officielles, 37% des bâtiments de la pointe de Manhattan seront exposés aux ondes de tempêtes d'ici 2050, et 20% des rues risqueraient d'être quotidiennement inondées d'ici 2100.

Les chantiers les plus ambitieux n'ont pas commencé: la mairie doit lancer en 2020 des travaux sur trois ans pour surélever le grand parc longeant l'East River au sud de Manhattan.

Et le maire démocrate Bill de Blasio a présenté en mars un projet pour protéger la pointe sud de Manhattan, où sont concentrés 10% des emplois de la ville: elle serait prolongée par une bande de terre, qui permettrait de gagner 150 mètres sur l'East River et d'"absorber l'énergie d'une tempête", explique Steve Cohen, expert en politique environnementale à l'Institut de la Terre de l'université Columbia.

Mais ces travaux prendraient des années et coûteraient jusqu'à 10 milliards de dollars, dont le financement est incertain.

Au-delà de ces projets de quartiers, le corps du génie de l'armée américaine étudie des plans couvrant l'ensemble de la région new-yorkaise.

Parmi les options qu'il doit affiner d'ici 2020, dont le coût s'échelonne de 15 à 120 milliards de dollars, la plus chère - et la plus improbable - prévoit un système de barrières immergées pour tout l'estuaire new-yorkais. Il réduirait les risques d'inondation de 92%, mais risquerait aussi d'étouffer l'écosystème.

A l'autre extrême, pour 15 milliards, un projet plus classique de digues et de barrières côtières réduirait le risque de 25% seulement.

- Retards inquiétants -

La décision sera prise avec la ville, mais une chose est sûre: les travaux s'annoncent longs, et l'enveloppe globale de 20 milliards initialement annoncée n'est plus qu'un "acompte", selon la municipalité. AFP 21 septembre 2019

En totalitarisme, quand les faits ou les observations contredisent le discours officiel, ils en concluent qu'il était juste.

Météo : la pluie de ce week-end ne va pas régler le problème de la sécheresse - franceinfo 20.09

Cette pluie tant espérée par les agriculteurs suffira-t-elle à sortir le pays de la sécheresse ? Non...

LVOG - ...mais...

franceinfo - Les éleveurs de bétail, qui n'ont plus d'herbe à donner à leurs bêtes, devraient bénéficier d'une repousse des prairies.

Certaines régions méditerranéennes devraient cependant rattraper une partie de leur retard.

LVOG - Qu'on se le dise, même s'il pleuvait à torrent, cela ne changerait rien parce qu'ils en ont décidé ainsi, ils le disent eux-mêmes.

franceinfo - De fortes pluies type épisode cévenol auront ainsi plutôt tendance à ruisseler. Voilà pour le principe général.

LVOG - ... mais, et c'est le mais le plus important, sur lequel ils n'insisteront pas évidemment.

franceinfo - Dans la pratique, certaines petites nappes, dites "réactives" car situées à faible profondeur et dans des sols à la géologie plus perméable, pourraient profiter de cette pluie pour se recharger un peu.

LVOG - Alors qu'il est impossible de prévoir la météo plusieurs jours à l'avance...

Pas de recharge efficace des nappes avant 2020

Mais, pour bien reconstituer les stocks d'eau souterraine, il faudrait un épisode pluvieux plus long et plus tardif dans la saison. "Il faut qu'il pleuve en automne et en hiver, quand la végétation est en dormance et capte moins d'eau, c'est-à-dire à partir de fin octobre. Question quantité, il vaut mieux une pluie fine pendant plusieurs jours que des orages violents", explique Violaine Bault. Une telle pluie n'est pas pour tout de suite, selon les prévisions à trois mois consultées par Florence Habets : "Il n'y aura pas de recharge efficace avant 2020. Nous allons rester en dessous de la normale et le déficit ne devrait pas se résorber avant la fin de l'année." franceinfo 20.09

LVOG - Et ce scénario se produisait et que la "*recharge efficace*" intervenait au printemps, ils n'en feraient pas état ou la minimiseraient.

Le chef de la mission et scientifique Markus Rex : "***jusqu'ici nous comprenons très peu cette région***". Peu importe puisque cette expédition est destinée uniquement à confirmer leurs conclusions formulées a priori.

Climat : départ de la plus grande expédition scientifique dans l'Arctique - franceinfo 20.09

La plus grande expédition scientifique jamais réalisée dans l'Arctique doit entamer, vendredi 20 septembre, une mission internationale d'un an pour étudier les conséquences du changement climatique au pôle Nord, a annoncé l'institut allemand qui dirige cette initiative. Le brise-glace "Polarstern" de l'institut allemand Alfred-Wegener de Bremerhaven doit ainsi quitter, dans la soirée, le port norvégien de Tromso dans le cadre de cette mission géante baptisée "Mosaic".

Au total, 600 scientifiques prévoient de se relayer pendant quelque 390 jours, le brise-glace devant parcourir au total 2 500 kilomètres. Les équipes affronteront notamment 150 jours de nuit polaire et des températures pouvant tomber à - 45°C. Six personnes seront en outre employées uniquement à repérer et éloigner les ours polaires. Soixante instituts et 19 pays coopèrent pour ce projet.

Les scientifiques étudieront à la fois l'atmosphère, l'océan, la mer de glaces et l'écosystème pour recueillir des données qui permettront de voir comment le changement climatique affecte la région et le monde entier.

LVOG - Ils avouent leur ignorance, ce qui ne les empêche pas de se livrer à toutes sortes de spéculations ou de conclusions alarmistes.

Contrairement à ce qu'il laisse penser implicitement "le changement climatique" n'affecte pas le monde entier de la même manière, ce qu'il sait pertinemment, par exemple le comportement de l'Arctique ne correspond pas à celui de l'Antarctique.

franceinfo - "Nous ne pourrons pas établir de prévisions correctes concernant notre climat si nous n'avons pas de pronostics filables pour l'Arctique", a-t-il poursuivi.

LVOG - Il ne dira pas que par la suite la situation dans l'Arctique est redevenue normale ou conforme à ce qui a pu être constaté au cours des décennies antérieures... On appelle cela de la rétention d'information, et c'est malhonnête.

franceinfo - La situation dans l'Arctique est préoccupante. "En début d'année, nous avons eu un cas extrême : dans le centre de l'Arctique il a fait plus chaud qu'en Allemagne", a-t-il souligné. franceinfo 20.09

Ils ne demandent que cela. Les bataillons du Green new deal de l'oligarchie financière.

La porte-parole en France de Youth for Climate, Léna Lazare :"*contraindre les politiques à adopter une politique réellement à la hauteur des enjeux*"

Salaire, chômage, retraite relayés au second plan : "C'est une énorme réussite" pour la réaction !

François Gemenne, un membre du GIEC "C'est une énorme réussite parce que ça a permis d'imposer le climat comme un sujet politique majeur" en Belgique - francetvinfo.fr 20 septembre 2019

Vraiment ?

Vendredi, 15 000 jeunes ont manifesté dans les rues de Bruxelles. Ils étaient un peu moins de 10 000 à Paris.

Exercice d'union nationale.

Selon François Gemenne, un membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), le mouvement des jeunes en Belgique a uni le pays pourtant divisé entre sa partie sud-francophone et sa partie nord-néerlandophone. francetvinfo.fr 20 septembre 2019

Dans le même article dans le premier paragraphe il a été présenter ainsi : "le politologue François Gemenne a comparé la situation..." Y aurait-il des politologues au sein du GIEC ? Inutile, puisque la feuille de route du GIEC a été dictée par les idéologues de l'oligarchie financière.

Il y a différentes approches reconnaît François Gemenne. "Certains disent qu'on ne peut pas détourner un avion, si on n'est pas à l'intérieur de l'avion", explique-t-il. francetvinfo.fr 20 septembre 2019

LVOG - Il ignore qu'ils sont capables de faire voler des avions de chasse ou de ligne à l'instar des drones, il n'y a que le volume et le poids qui changent, de prendre à distance le contrôle d'un avion et de le détourner de sa trajectoire et de le faire disparaître si nécessaire, procédé employé notamment par le Pentagone le 11 septembre 2001.

Inga Zasowska 13 ans, les médias en pleine crise d'infantilisme. Vous en apprenez beaucoup trop sur le capitalisme durable !

"À l'école, nous n'apprenons presque rien sur le développement durable" : la jeune militante Inga Zasowska veut bousculer la Pologne sur le climat - francetvinfo.fr 20 septembre 2019

L'activiste participe notamment à la journée de grève mondiale pour le climat, vendredi, après avoir passé ses vendredis du mois de juillet assise devant le parlement de son pays pour interpeller la classe politique polonaise sur le réchauffement climatique.

À 13 ans, la Polonaise a pourtant elle aussi créé un élan durant l'été. "Il y a eu d'autres grèves après moi, durant les vacances. Organisées par des jeunes dans d'autres villes de Pologne, rappelle l'adolescente. Quant à mon action devant le parlement, il y avait des gens qui m'ignoraient mais aussi d'autres qui, dès le premier jour, se sont joints à moi pour faire grève aussi.

La jeune fille doit son engagement en grande partie à sa mère, militante pour le climat. Comme Greta Thunberg, Inga Zasowska est elle aussi accusée d'être instrumentalisée, ou d'être trop jeune pour pouvoir donner des leçons. Des critiques qui ne la touchent pas. francetvinfo.fr 20 septembre 2019

Et dire que "***ce mouvement sans chefs des "Fridays for Future" va organiser "5 000 événements sur une semaine***" dans le monde. (Source : AFP 21 septembre 2019) Ce n'est plus un exploit, un miracle !

Coup d'envoi de la grève mondiale pour le climat : 5 000 événements sur une semaine. - euronews 21 septembre 2019

Dis-moi qui te finance, et je te dirai pour quelle cause tu te mobilises.

Le Français Sacha Ghnassia, 18 ans, participant au sommet de l'ONU samedi

- Son billet d'avion et son hôtel ont été payés comme des centaines d'autres par l'ONU.

"Pour moi la prochaine étape c'est de taxer la viande", dit-il par exemple. Il est végan depuis quatre ans.

- Penny Tovar, 24 ans, influenceuse sur YouTube et Instagram. Elle était venue animer une session avec Yusuf Omar, "mojo" ou journaliste mobile, 30 ans, originaire du Royaume-Uni mais "nomade". Il dit avoir voyagé dans 140 pays ces dernières années pour apprendre aux jeunes à raconter leurs histoires avec leurs téléphones portables. AFP 22 septembre 2019

LVOG - Voyage et séjour gratis aux Etats-Unis, c'est séduisant, dans "140 pays" pour simplement raconter des histoires

Machination. Qui devait "***craindre***" les black blocs, Macron, les forces du maintien de l'ordre établi ou les manifestants, devinez ?

La Marche pour le climat à Paris infiltrée par des "black blocs" - Le HuffPost 21 septembre 2019

C'était à craindre. Ce samedi 21 septembre, la Marche pour le climat qui se déroule dans les rues de Paris mais aussi dans plusieurs villes de France, a été infiltrée par des manifestants violents dans la capitale.

...les forces de l'ordre craignaient des heurts lors de la marche pour la défense de l'environnement. Elles avaient vu juste. Selon la préfecture de police, un cortège de militants radicaux "black bloc" s'est constitué au sein de la marche dès le départ vers 14h. Ces derniers s'en sont notamment pris à une agence bancaire après avoir lancé des projectiles sur les forces de l'ordre.

Sur Twitter, la préfecture a invité les participants à se désolidariser des groupes violents, au risque d'être pris dans la riposte policière. Le HuffPost 21 septembre 2019

Amalgame au profit de ceux qui détiennent le pouvoir pour qu'ils le conservent et appliquent leur programme ou comment légitimé Macron.

LVOG - Il en tremble !

- "ce gouvernement a peur de ces convergences autour de la justice sociale, fiscale et environnementale", Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac. franceinfo 20.09

Que revendique-t-elle ? Que Macron et ses semblables qui représentent les intérêts de l'oligarchie ou du capitalisme mettent en oeuvre "des politiques fortes", mais Macron s'y emploie quotidiennement, il ne pense qu'à cela, tenez, avec sa contre-réforme des retraites par exemple.

Quand on met en avant des revendications sociales ou politiques, on s'adresse à la classe que l'on estime légitime pour les appliquer. Attac a désigné les capitalistes ou ses représentants, c'est donc la classe dont Attac représente les intérêts.

Guerre idéologique et psychologique, quand ils manipulent la jeunesse pour servir leurs intérêts inavouables.

"Nous sommes l'avenir": démonstration de force mondiale des jeunes pour le climat - AFP 21 septembre 2019

D'un bout à l'autre de la Terre, des masses de jeunes ont fait la grève de l'école vendredi pour implorer les dirigeants mondiaux de faire leurs devoirs sur le climat, une énergie que l'ONU va tenter d'exploiter dès samedi avec des sommets climatiques.

A Melbourne, Bangkok, Kampala, Berlin et San Francisco, dans des petites villes d'Afrique ou d'Amérique du Sud, par groupes de dizaines de personnes ou dans des cortèges si massifs qu'ils embouteillaient les centres-villes, une même génération a scandé les mêmes slogans, unis par une même colère face à l'inaction des adultes au pouvoir.

Jamais le monde n'avait vu une telle mobilisation de jeunes pour le climat. Les organisateurs de ce mouvement sans chefs "Fridays for Future" disent avoir recensé des rassemblements dans 160 pays et plus de 5.000 villes et villages, avec quatre millions de jeunes et, en réalité, beaucoup d'adultes, de nombreux syndicats et entreprises s'étant joints au mouvement.

Les plus grandes manifestations ont été vues en Australie, à Berlin, Londres, New York et San Francisco, mais sur tous les continents, des lycéens et des enfants ont marché, pancartes à la main, alternant comme à chacune de ces grèves entre humour noir ("Respecte ta mère", à New York, c'est-à-dire Mère Nature) et réprimande contre les générations qui les ont précédés ("Si vous ne vous comportez pas comme des adultes, nous le ferons", à Skopje).

L'Europe a aussi vu des foules immenses, notamment en Allemagne, où selon les organisateurs plus d'un million de personnes ont manifesté.

A Paris, Jeannette, 12 ans, est allée manifester avec près de 10.000 personnes: "La situation me rend triste, on est dans le caca et on fait n'importe quoi", a-t-elle lancé.

Le mouvement s'est propagé jusqu'en Arctique, une région qui se réchauffe deux fois plus rapidement que le reste de la planète.

A Longyearbyen, en Norvège, à un bon millier de kilomètres du pôle Nord, environ 80 personnes emmitouflées ont sillonné les rues derrière des pancartes proclamant "Ca chauffe ici" ou "Pas cool sans glace".

Des centaines d'entreprises se sont aussi mobilisées, laissant leurs employés aller défiler.

Parmi eux, des milliers de salariés du géant du commerce en ligne Amazon, dont le patron Jeff Bezos avait annoncé jeudi un vaste plan pour que l'entreprise atteigne la neutralité carbone d'ici 2040.

"On dit que nous sommes paresseux, que nous ne voulons rien faire, que nous ne voulons pas nous engager. Mais quand nous essayons d'exprimer nos préoccupations, on se moque de nous aussi, les gens disent qu'il ne faut pas nous écouter, que nous ne savons rien... donc l'équilibre est assez difficile", a dit, grinçante, Greta Thunberg, 16 ans, dans un entretien à l'AFP à New York.

Créditée pour avoir lancé ces grèves l'an dernier à Stockholm, la lycéenne suédoise est invitée partout, a rencontré Barack Obama et des parlementaires américains à Washington cette semaine, et c'est elle qui ouvrira samedi matin le sommet de la jeunesse sur le climat à l'ONU, avec d'autres jeunes militants.

- De la rue à l'ONU -

Quelque 500 jeunes militants associatifs, éco-entrepreneurs et autres, venus de la Terre entière et certes plus âgés qu'elle en général, ont été invités par l'ONU pour ce sommet.

Puis lundi, un sommet spécial climat a été convoqué par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, avec une soixantaine de chefs d'Etats et de gouvernements attendus à la tribune pour présenter des plans de réduction des émissions des gaz à effet de serre révisés à la hausse.

"Le changement arrive, qu'ils le veuillent ou non", a-t-elle prévenu à New York, ovationnée par la foule.

Partout, ces manifestants souvent trop jeunes pour voter dénonçaient l'absurdité de devoir attendre 10, 20 ou 30 ans pour qu'une nouvelle génération prenne le pouvoir et agisse. Le consensus scientifique est qu'il sera trop tard.

Pour avoir une chance de stopper le réchauffement du globe à +1,5°C (par rapport au XIXe siècle), il faudrait que le monde soit neutre en carbone en 2050, selon le dernier consensus de scientifiques mandatés par l'ONU.

"Nous sommes l'avenir et nous méritons mieux", a dit à Bangkok Lilly Satidtanasarn, 12 ans, surnommée la Greta Thunberg de Thaïlande pour son combat contre le plastique.

"Pour moi manifester n'est pas un choix, c'est nécessaire", a dit à New York Sierra Meloy, 17 ans, vêtue d'un tee-shirt "La science n'est pas une théorie gauchisante du complot".

En Amérique latine, des milliers de personnes ont défilé au Mexique, en Colombie, au Guatemala ou encore au Brésil, où le président d'extrême droite Jair Bolsonaro a été ciblé pour sa gestion des incendies de la forêt amazonienne.

Antonio Guterres a convoqué les sommets pour accélérer le processus lancé par l'accord de Paris, signé par 195 pays en 2015.

Il s'attend à ce que de nouveaux pays s'engagent à être neutres en carbone d'ici 2050, mais a reconnu que beaucoup resterait à faire.

"Il est clair que nous sommes en retard", a-t-il confié à des journalistes au siège de l'ONU vendredi. "Les résistances sont nombreuses. Nous avons toujours un énorme problème avec le charbon en Asie".

"Mais il s'est produit une accélération intéressante ces derniers mois", a ajouté Antonio Guterres. "On voit que le climat est devenu une question électorale". AFP 21 septembre 2019

LVOG - En Inde le peuple en état de précarité absolue s'en contrefout. Ne touchez pas à notre charbon !

En famille. Ils n'avaient que la rue à traverser.

La mobilisation des jeunes sur le climat passe de la rue à l'ONU - AFP 21 septembre 2019

Au lendemain de la démonstration de force de la jeunesse mondiale pour le climat, plusieurs centaines de jeunes ont enfilé des habits formels samedi pour un sommet climatique au siège des Nations unies, juste avant l'arrivée à New York de centaines de dirigeants mondiaux.

L'ONU a invité 500 jeunes militants ou entrepreneurs verts à participer à cette réunion d'un nouveau genre, mais certains n'ont pas pu venir en raison de visas refusés.

Le ton a été donné dès l'ouverture par le discours furieux du jeune militant argentin Bruno Rodriguez, 19 ans, leader du mouvement des grèves de l'école dans son pays.

"Le climat et la crise écologique sont la crise politique de notre époque", a-t-il lancé, avec à ses côtés le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, la militante Suédoise Greta Thunberg et d'autres jeunes conviés par l'organisation internationale. AFP 21 septembre 2019

Le rôle des géants du web dans le réchauffement climatique - euronews 20 septembre 2019

Facebook, Google, Microsoft et Amazon... Des milliers d'employés de ces géants du numérique ont rejoint la manifestation mondiale pour le climat. euronews 20 septembre 2019

En titres.

- Sous la pression de la rue, Berlin promet 100 milliards pour le climat - AFP 21 septembre 2019

- Le budget de la Transition écologique augmenté de plus de 800 millions d'euros en 2020 - L'Express.fr 20.09

La hausse de 2,6% du budget du ministère l'amènera vers un total de 32,2 milliards d'euros.

La ministre n'a en revanche pas précisé l'ampleur des réductions d'effectifs qui toucheront l'an prochain son ministère, qui pourraient atteindre plus de 1700 postes, selon des informations de presse.

- Alarme mondiale sur les feux de forêt en Amazonie - AFP 21 septembre 2019

- Des drones pour protéger la forêt amazonienne au Pérou - euronews 21 septembre 2019

- Les mers nourricières dévastées par les Hommes - AFP 21 septembre 2019

- Comme l'Islande, la Suisse va commémorer un glacier disparu - Le HuffPost 21 septembre 2019

- Trois milliards d'oiseaux ont disparu depuis 1970 en Amérique du Nord - euronews 21 septembre 2019

- Ces Sud-coréens alertent pour la planète avec un SOS éco-responsable en morse - Le HuffPost 20 septembre 2019

Quand ils transforment les peuples en éboueurs des déchets du capitalisme.

Des bénévoles à la chasse aux déchets pour nettoyer la planète - AFP 21 septembre 2019

Des milliers de bénévoles se sont lancés samedi dans une chasse aux déchets dans 163 pays pour la journée mondiale du nettoyage de la planète, au lendemain d'une manifestation pour le climat qui a réuni plus de quatre millions de jeunes dans le monde selon les organisateurs.

Cette opération à l'échelle mondiale destinée à nettoyer des rues, des plages ou des bords de rivières pollués a commencé samedi matin aux îles Fidji, dans le Pacifique sud.

Les ramasseurs y ont parcouru les plages situées à l'ouest de la capitale Suva, à la recherche de déchets, pneus ou pièces de voitures.

Sur la célèbre plage de Bondi, à Sydney, les bénévoles ont ramassé dans le sable des mégots de cigarettes et des bouts de plastique.

Près de Manille, environ 10.000 personnes ont rempli leurs sacs poubelles sur une longue plage située le long d'un cours d'eau très pollué.

"C'est à nous de lutter pour l'environnement, surtout ici, à Manille, où il y a beaucoup d'ordures", a expliqué à l'AFP Mae Angela Areglado, une étudiante de 20 ans, qui participait au nettoyage, près de l'immense bidonville de Baseco.

"(Le plastique) nuit à la vie marine parce qu'ils (les poissons) pensent que c'est de la nourriture", a-t-elle ajouté.

"Bien que nos actions soient très modestes, comme le nettoyage des ordures sur le trottoir, elles ont pour objectif de faire passer un message", a déclaré Hoang Thi Hoan, 18 ans, dans une rue de Hanoï (Vietnam), où 1.800 volontaires ont chassé les déchets.

La pollution plastique est un problème majeur en Asie du Sud-Est, mais particulièrement aux Philippines, qui, avec la Chine, le Vietnam et l'Indonésie, figurent sur la liste des pays les plus touchés.

- Canettes, mégots, papiers gras -

En France, du port septentrional de Dunkerque aux rives de la Méditerranée, des milliers de bénévoles - portant souvent des tee-shirts verts ou des chasubles fluos - se sont mobilisés.

Et ont affiché sur les réseaux sociaux les résultats de leurs efforts, sous le hashtag #worldcleanupday : des monceaux de déchets hétéroclites, cannettes de soda, jerricans de plastique ou papiers gras.

Des agents du ministère français de l'Ecologie ont quant à eux sillonné dès vendredi le vaste parvis de la Défense, un quartier d'affaires aux portes de Paris, où ils ont ramassé 12.528 mégots de cigarettes en deux heures, a twitté le ministère.

En Estonie, le pays d'origine du mouvement, 10.000 enfants, de 120 écoles et jardins d'enfants, ont passé la semaine à nettoyer les forêts proches de chez eux.

Samedi, 30.000 personnes ont participé au mouvement dans ce pays balte. Mart Normet, qui y a coordonné l'organisation de la journée, s'est réjoui dans un communiqué de voir que "la nouvelle génération adopte une attitude complètement nouvelle. Les déchets et la consommation à outrance appartiennent au passé".

Le mouvement ne vise pas seulement à nettoyer, mais aussi à attirer l'attention sur le problème des déchets à l'échelle de la planète et à inciter les différents secteurs à travailler ensemble pour trouver des solutions, a-t-il expliqué.

En 2018, plus de 17,7 millions de citoyens dans 157 pays avaient participé à cette opération, organisée depuis 2008 par l'ONG Let's Do It Foundation ("Fondation Faisons-le").

"Les poubelles sont un problème mondial, qui touche l'ensemble des habitants de la planète. Il ne connaît pas de frontières. Nous pourrions penser que nous n'en voyons pas beaucoup quotidiennement, mais en réalité le problème grossit dans le monde", a déclaré la présidente de Let's Do It !, Heidi Solba, sur le site internet de l'ONG. AFP 21 septembre 2019

Emmanuel Macron aux jeunes : "Je préfère que tous les vendredis on fasse de grandes opérations de ramassage" - Journal du Dimanche 23 septembre 2019

Le président de la République, Emmanuel Macron, a évoqué dimanche au Parisien les manifestations hebdomadaires des jeunes pour le climat. Il leur propose de faire des "opérations de ramassage" ou de mettre la pression sur la Pologne. Journal du Dimanche 23 septembre 2019

Saleté à Paris: Hidalgo appelle les Parisiens à se prendre en charge - AFP 23 septembre 2019

"On ne va pas mettre un éboueur derrière chaque Parisien": Anne Hidalgo a incité lundi les citoyens à se prendre "en charge" pour lutter contre la saleté à Paris...

"Je pense qu'il faut tout reprendre à la base, l'éducation au respect, le respect de l'autre, le respect de son environnement, le respect de l'endroit où l'on vit", a estimé la maire PS de la capitale sur France Inter, au lendemain de la publication d'un article du quotidien britannique The Guardian décrivant Paris comme "l'homme sale de l'Europe".

"J'aurais été la maire qui aura mis des moyens supplémentaires: on est quasiment à 600 millions d'euros maintenant de dépenses publiques municipales sur la propreté de nos rues", a rappelé l'élue PS. AFP 23 septembre 2019

Avec les médias aux ordres, n'en jetez plus, la poubelle est pleine !

Les médias passent au vert - nouvelobs.com 22.09

C'est la tendance lourde de la rentrée : pour épouser la préoccupation majeure de leur public, radios et télés font leur transition écologique en multipliant les programmes verts. Chroniques, émissions spéciales, programmes dédiés : l'audiovisuel français serre les rangs pour défendre l'environnement. « Du haut de mes 31 ans, je refuse de considérer qu'il soit trop tard pour nous mobiliser », explique Fanny Agostini, ex-présentatrice de « Thalassa », désormais titulaire d'une pastille quotidienne dans la matinale d'Europe 1 en direct de sa ferme pédagogique de Haute-Loire . « Comment écouter sereinement des adolescents se demander si, dans ce monde, ils auront encore des enfants ? », interroge Mathieu Vidard, aux commandes de « la Terre au carré », chaque après-midi sur France-Inter. RTL recrute Yann Arthus-Bertrand (« On refait la planète »).

France Télévisions charge Hugo Clément, transfuge de « Quotidien » et de « Konbini », de quatre soirées en prime time (« Sur le front »). Le groupe a également confié à Anne-Elisabeth Lemoine et Nagui une soirée événementielle en octobre (« l'Emission pour la Terre »). Placée sous le parrainage de l'ex-ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, elle s'organisera autour de promesses d'engagement à la portée de tous et servira de rampe de lancement à une foultitude d'opérations. Bref, radios et télés campent sur la même ligne verte comme si elles avaient enfin pris la mesure de l'urgence et de la nécessité d'accompagner le mouvement. nouvelobs.com 22.09

LVOG – A vomir !

Haut de page

Le 29 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Le montage photo : Le Malmo bloqué par les glaces à 1400 kms du pôle nord ; graphisme montrant que la banquise se reforme rapidement ; le mafieux Guaido en compagnie de narco-trafiquants ; Downton Abbey ou la nostalgie de la monarchie ; une chiotte en or pour poser leurs culs royaux ; manifestation à Hong Kong sous la bannière étoilée synonyme de démocratie, c'est bien connu.

Fuyez les ONG, c'est pire que la peste et le choléra réunis !

La causerie demain ou plus tard.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 4 octobre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je vais essayer de trouver le temps de vider un peu la page d'accueil ou d'archiver des articles, les classer pour commencer, c'est un boulot ingrat et long.

La causerie de septembre est disponible au format pdf, 121 pages. Depuis le 1er janvier, 1182 pages de causeries et infos.

Ceux et celles qui lisent attentivement et sans a priori les causeries sont des veinards, car lors de pratiquement chaque causerie ils ont l'occasion d'apprendre quelque chose et de progresser, tout comme moi parce que je découvre autant de choses qu'eux ou peut-être plus en les réalisant, sinon à quoi bon, c'est d'ailleurs la seule satisfaction que j'en tire en les partageant avec eux.

Ceux qui savent tout, ceux qui s'expriment à tort et à travers sur des questions qu'ils n'ont jamais étudiées sérieusement, forment la cohorte des donneurs de leçons dont vous n'apprendrez jamais rien. Ils vous induiront en erreur ou vous manipuleront comme ils l'ont été eux-mêmes, et n'allez pas croire que parce qu'ils auraient déjà atteint un certain âge ou acquis une certaine expérience de la vie ils en auraient forcément retenu quelque chose. Qu'ils nous soient familiers ou qu'on ne les connaisse pas ou très peu, il n'y a pas lieu de croire une personne sur parole. Pour savoir à qui on a affaire, il suffit de glisser dans la discussion une vérité ou un fait incontestable et d'observer sa réaction. En cas de déni, vous pourrez en déduire qu'elle n'est pas digne de confiance ou tout du moins, qu'il y a lieu de se méfier de ce qu'elle raconte si vous ne voulez pas croire n'importe quoi. C'est juste un conseil d'ami.

- 55 pages au format pdf -

L'idéologie du réchauffement climatique : Tout était dit ici dès 2010.

En 2010, le Dr Otmar Edenhofer, président du Groupe de travail 3 du Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques des Nations Unies (GIEC), a déclaré à un intervieweur: «*… nous devons dire clairement que nous redistribuons de facto la richesse mondiale par la politique climatique. Il faut se libérer de l'illusion que la politique climatique internationale soit une politique environnementale. Cela n'a presque plus rien à voir avec la politique environnementale, avec des problèmes tels que la déforestation ou le trou dans la couche d'ozone* » cielvoile.fr 29 Septembre 2019 (lire l'article en entier plus loin et/ou le télécharger)

Extraordinaire cette déclaration, on ne pouvait être plus explicite. Pas pour tout le monde, la preuve :

Un militant de la Gauche révolutionnaire dans un courriel reçu avant-hier : "*Nier les chiffres et les prévisions du GIEC est juste inintelligent !*". Etre intelligent consisterait à faire confiance aveuglément au GIEC, dont le mandat a été confié par l'oligarchie financière par l'intermédiaire des chefs d'Etat, qui comme chacun sait, oeuvrent pour le bien-être des peuples et de notre planète. Pathétique. On y reviendra plus en détail plus loin.

A mon sens, être intelligent serait de prendre en compte ce qui suit:

Lorsque les sociétés multinationales les plus influentes, les plus grands investisseurs institutionnels au monde, dont BlackRock et Goldman Sachs, les Nations Unies, la Banque mondiale, la Banque d'Angleterre et d'autres banques centrales de la BRI se sont ralliés au financement d'un Agenda vert, appelez Green New Deal vert ou autre, il est temps de chercher derrière la surface des campagnes publiques de militants pour le climat. L'image qui en ressort est la tentative de réorganisation financière de l'économie mondiale fondée sur le climat, le soleil et son énergie ont bien plus à faire que l'humanité ne le pourrait jamais - pour tenter de convaincre les gens ordinaires de faire des sacrifices indescriptibles pour «sauver notre planète ». (Le climat et la piste de l'argent 29 Septembre 2019 - http://www.cielvoile.fr/2019/09/le-climat-et-la-piste-de-l-argent.html) (L'article en entier est plus loin.)

Avez-vous envie de participer à leur Agenda vert ? Nous, non. Nous ne participerons pas à une opération qui a pour unique objectif politique d'instaurer à l'échelle mondial un régime encore plus dictatorial ou totalitaire.

Ce sont eux qui détiennent le pouvoir.

Vous vous demandez peut-être encore d'où vient la ligne idéologique de Macron et des médias officiels, pour le savoir il vous suffit de vous connecter sur le portail de la NED/CIA, porte-parole de l'Etat profond ou de l'extrême-centre, la page d'accueil en donne un aperçu significatif.

Hong Kong protests 'raining on China's parade': clash of ideologies gives the lie to 70th anniversary DemDigest October 1, 2019

LVOG - Qui est à l'origine du mouvement violent qui secoue Hong Kong, suivez le guide.

Putin in 'political desert': What's the next step for Russia's opposition? DemDigest October 1, 2019

LVOG - Macron a rencontré le 1er octobre à Strasbourg le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, un opposant à Poutine...

Tunisia's democracy hangs in the balance - DemDigest September 30, 2019

LVOG - Comme ils les aiment les Frères musulmans...

Tunisia's moderate Islamist Ennahda party will seek to govern alone or in partnership with "the forces of the revolution", its leader said on Friday, hinting at an end to five years of consensus rule with the secular establishment, Reuters reports...

LVOG - Et par voie de conséquence l'AFP :

- Tunisie: chef du parti Ennahdha, le "cheikh" Ghannouchi dans l'arène électorale - AFP 02.10

Reinvent democracy as populists 'weaponize the will of the people' - DemDigest September 30, 2019

'Gems, Warlords and Mercenaries': Russia's sharp power playbook in Africa - DemDigest September 30, 2019

Renewing the promise of reconciling political Islam and democracy? - DemDigest September 30, 2019

LVOG - La stigmatisation de l'Islam, c'est eux aussi.

Resisting populism, renovating democracy in the age of globalization - DemDigest September 27, 2019

LVOG - L'instrumentalisation du populisme et de l'extrême droite, c'est eux aussi.

PREMIERE PARTIE

La monarchie est héréditaire, alors vive le roi !

Jacques Chirac, le dernier grand président de la Ve République - slate.fr 26 septembre 2019

«Jacques Chirac est le dernier grand président monarchique que les Français ont eu. Il a été le dernier à avoir l'allure d'un monarque républicain, qui habitait le costume présidentiel avec élégance et forçait le respect. C'était un président du XXe siècle», disait, le 19 septembre 2016, l'éditorialiste et directeur adjoint du Figaro Yves Thréard.

D'aucuns diront qu'en réalité, Jacques Chirac n'est pas le dernier des grands présidents, mais le premier post-président, celui par lequel la dévalorisation de la fonction a commencé –ou un président de transition.

Il n'empêche, pour nombre d'historiens et de politologues, le dernier des grands, c'est lui. «Mitterrand est le dernier grand président pharaonique, mais je pense objectivement que la vraie rupture sur la présidentialité –je ne parle pas du bilan, le bilan de Chirac est peut-être le plus mauvais de la Ve République– se fait après Chirac», estime l'historien Jean Garrigues...

«Il donne cette impression d'être le dernier grand président charismatique, qui n'incarne ni l'hyperprésidence de Sarkozy, ni l'hypoprésidence de Hollande», analyse Jean-Luc Barré, écrivain et biographe de Jacques Chirac...

L'aura dont il bénéficie est liée, par contraste, à la désacralisation de la fonction présidentielle que subissent ses successeurs, tout simplement parce que le monde, notamment médiatique, a changé entre temps.

Jacques Chirac est le dernier président épris de culture, comme le furent avant lui Georges Pompidou ou François Mitterrand.

À côté de lui, Nicolas Sarkozy et François Hollande font pâle figure. Le premier a claironné son mépris pour La Princesse de Clèves et écorche les titres de livre. Le second est plus féru de presse que de littérature et a prodigué à sa ministre de la Culture Fleur Pellerin ce conseil devenu célèbre: «Va au spectacle. Tous les soirs, il faut que tu te tapes ça, et tu dis que “C'est bien”, que “C'est beau”.»

Nombre d'acteurs culturels, mais pas seulement, de Français en général, ont le sentiment que les hommes qui les gouvernent ont un bagage culturel maigre. Qu'ils ne sont pas bien différents d'eux, ni plus intelligents, ni plus cultivés. Et qu'avec les derniers présidents-monarques, c'est aussi une certaine conception culturelle de la France qui s'en est allée...

Jacques Chirac est aussi, symboliquement, surtout lors de son premier mandat, le président d'une époque où la mondialisation n'exerçait pas encore pleinement ses effets. C'était avant la grande crise financière de 2008, avant que l'Union européenne ne soit accusée de faire perdre aux États qui la composent leur autonomie, avant que neuf Français sur dix ne jugent que la France «est en déclin».

Il n'y aura plus de grand président, prédisait Mitterrand dans une parole visionnaire, «à cause de l'Europe… À cause de la mondialisation… À cause de l'évolution nécessaire des institutions…»...

De manière plus prosaïque, on peut également penser que si Chirac est vu comme le dernier grand président, c'est parce qu'il a duré. Gouvernant de 1995 à 2007, dernier président à accomplir un septennat, il aura conservé le pouvoir plus longtemps que Valéry Giscard d'Estaing et Georges Pompidou, plus longtemps que Nicolas Sarkozy et même plus longtemps que de Gaulle. Seul Mitterrand le dépasse en longévité.

Il aura duré… et aura eu le temps de se faire oublier.

Si les Français pensent désormais que Chirac est le meilleur président de ces quarante dernières années, et qu'ils ont la mémoire courte sur son mauvais bilan, ses promesses non tenues, les affaires judiciaires, le taux de chômage record durant son premier quinquennat et ses coups bas en politique, c'est sans doute aussi tout simplement parce qu'ils ont la nostalgie de ces années-là, les années d'avant –car c'est bien connu, c'était toujours mieux avant.

Il n'est pas exclu, de ce point de vue, que François Hollande ou Nicolas Sarkozy finissent un jour par être «réhabilités» dans la mémoire des Français, juge l'historien Patrick Garcia: «Dans l'histoire monarchique, les souverains précédents étaient toujours meilleurs que les souverains présents. Louis XIV est aujourd'hui présenté comme l'un des plus grands rois de France, mais on oublie qu'il a été enterré de nuit. Ce qui est déterminant pour Chirac, c'est qu'il porte l'image de la France d'avant. Et puis aujourd'hui, on a la nostalgie rapide. De même qu'il y a une frénésie et une accélération de la prise de décision, la nostalgie va aussi plus vite.» slate.fr 26 septembre 2019

Les mal inspirés.

Rappel. Un sondage place Chirac comme deuxième meilleur président après De Gaulle, alors qu'il était à 16% en fin de mandat !

- Mort de Jacques Chirac : un bon président pour huit personnes sur dix, les deux tiers des Français se disent attristés - Franceinfo

- Jacques Chirac : Lionel Jospin évoque "le privilège" d'avoir travaillé sous sa présidence - L'Express.fr 26.09

- L'académicien Marc Lambron : "Le roi Chirac est mort, vive le roi" - Journal du Dimanche

- Jacques Chirac, son tropisme russe et son "ami Boris" Eltsine - Franceinfo

- Jacques Chirac : son célèbre discours avant-gardiste sur l'environnement en 2002 - Non Stop People

- Ces villes qui, en hommage à Chirac, veulent rebaptiser un lieu - Le HuffPost

Totalitarisme. Règlements de compte en famille.

Philippe Labro : « Donald Trump, ce chef mafieux » - LePoint.fr 30 septembre 2019

Quand LCI finit par couper le sifflet à Éric Zemmour - Le HuffPost 30 septembre 2019

LVOG - Il a osé comparer, je cite : le travail des médias français à la propagande nazie et stalinienne. Quel crime y a-t-il à cela, c'est tellement vrai, trop justement, ils n'acceptent aucune critique, même de gens du camp de la réaction.

Michel Onfray : "Il y a aussi un délit de sale gueule avec Éric Zemmour" - Yahoo Actu 1 octobre 2019

Invité du 30' Pol' sur Yahoo, Michel Onfray a réagi à l'enquête ouverte par le Parquet de Paris contre Éric Zemmour pour "injures publiques" et "provocation publique à la discrimination, la haine ou la violence" après ses propos sur l'immigration et l'islam lors de la "Convention de la droite".

Le philosophe estime qu'"on ne combat pas un intellectuel en l'envoyant devant les tribunaux ou en prison mais avec des idées et des arguments". Yahoo Actu 1 octobre 2019

LVOG - Zemmour, c'est la voix du Crif ou du sionisme d'extrême droite, c'est pour cela que les médias lui offrent généreusement autant de tribunes. Le preuve.

L'avocat sioniste d'extrême droite et membre du comité directeur du Crif, Gilles William Goldnadel, prend sa défense lors de la "Convention de la droite", à Paris samedi dernier, à laquelle il a également participé.

- "La chasse à l'homme Zemmour prend une tournure névrotique. J'observe que Raphael Enthoven qui lui a succédé sur l'estrade n'avait pas éprouvé la nécessité de marquer sa réprobation. Malgré mes réserves , l'acharnement judiciaire ordonne mon entier soutien au nom de nos libertés."

Rappel.

- L'avocat Gilles-William Goldnadel a fustigé vendredi l'appel au vote du CRIF contre les "extrêmes" lancé à quelques jours du scrutin des élections européennes, l'accusant d'occulter la menace islamiste "qui tue les Juifs" en Europe. LeMondeJuif.info 04.05.2019

- Gilles-William Goldnadel se déclare « hostile à toutes formes d'antisionisme et d'antisémitisme indépendamment de leur orientation politique ». wikipedia.org

Commentaires d'internautes

1- C'est bien de faire une enquête et de sanctionner les propos de Zemmour, ça motive encore plus pour voter RN.

2- Liberté d'expression, où es-tu passée ?

3- Même si pas d'accord avec ses positions / provocations il doit avoir le droit (comme tout le monde) de s'exprimer , liberté j'écris ton nom !

4- Serions nous dans un pays ou critiquer l'Islam est devenu interdit ?

5- Pourquoi n'aurait-on pas le droit d'avoir une opinion même négative sur l'immigration et sur la religion musulmane?

6- Donc il est interdit d'être anti-immigration, et il est interdit de dire "je suis contre cette religion" si la religion est l'islam !

C'est hallucinant cette soumission et ce lavage de cerveaux forcés dans ce pays.... C'est dément

7- Plus qu'un "délit de sale gueule", j'y vois un "délit d'opinion".

8- En 2015, tout les journalistes étaient Charlie et portaient en étendard la liberté d'expression. En 2019, les même s'érigent en petits juges pour dire qui a le droit de s'exprimer dans les médias et qui n'a pas le droit.

9- La liberté d'expression n'est pas égalitaire pour tous ? Ça devient de plus en plus inquiétant...

10- On peut porter des jugements et disserter sur toutes les philosophies et autres croyances.

11- Tout à fait d'accord avec Onfray ! Zemmour a le droit de dire ce qu'il pense (d'autant qu'un bon nombre de Français pensent comme lui !) et si l'on n'est pas d'accord, on argumente, on explique, on tente de convaincre. Ça s'appelle le combat des idées ...

12- La Soumission selon Houlebeck s'installe durablement dans le pays avec même un peu d'avance ! Dramatique.

1- Le principe humaniste tendance voltairienne s'applique ici comme le rappelle Onfray , rappelons le ici / même si je ne partage pas vos idées je me battrais pour que vous puissiez les exprimer ....

14- C'est notre Civilisation qui fout le camp petit à petit si l'on y prend garde ,avec ces raisonnements nauséabonds, telle celle de l'Allemagne allait faire avec ceux des nazis qui avaient commencé ainsi en 1933 déjà !

15- Je ne suis pas souvent d'accord avec les idées de Zemmour même si sur certains points il n'a pas toujours entièrement tort, mais en France, on doit avoir la liberté de s'exprimer même si ça ne colle pas avec la bien-pensance établie

16- Mais il est autorisé de dire publiquement et dans les médias qu'on est anti-chrétiens, anti-christianisme, et anti-cathos. Là nous sommes d'accord, ça passe

17- S'il y a un délit : faut aller le chercher du côté du gouvernement, qui se sert de son peuple comme de la chair à canon !

18- En cherchant à faire taire Zemmour, le parquet de Paris ne fait que valider les propos de ce même Zemmour! c'est cocasse...

LVOG - Ils prennent en otage la liberté d'expression pour diffuser leur idéologie d'extrême droite, afin que le législateur concocte une nouvelle loi liberticide ou étende celles déjà existantes, ce qui ne les empêchera pas de continuer à propager leur propagande nauséabonde sans être vraiment inquiétés, puisqu'ils bénéficient de soutiens jusqu'au sommet de l'Etat.

En cas d'action judiciaire contre eux, ils la transformeront en tribune politique grâce aux médias, ils s'en tireront par un rappel à la loi ou avec une sanction ridicule, qui les encouragera à poursuivre leurs activités sans changer de discours et ainsi de suite. C'est une partie de l'explication.

L'autre, c'est que pendant ce temps-là, ils auront réussi à inoculer le venin de la haine et du racisme à d'autres personnes ou renforcer les convictions de ceux qui étaient déjà racistes, de préférence au profit de l'Etat sioniste.

Comment ils alimentent le racisme. Mode d'emploi.

Les rayons produits du monde sont-ils racistes? - Slate.fr 02.10

Il serait peut-être temps de mettre fin aux allées dédiées à la nourriture exotique dans les supermarchés. Si le supermarché n'est généralement considéré que comme l'endroit où l'on fait ses courses, il rappelle à certains leur statut de personne d'origine étrangère. Slate.fr 02.10

LVOG - Il faut être sérieusement atteint pour penser à un truc pareil.

Totalitarisme. En famille. Quand les supplétifs des oppresseurs font du zèle ou deviennent incontrôlables.

Des oppresseurs, nos grands hommes? Pourquoi un tel procès est dangereux. - Le HuffPost 30 septembre 2019

Vouloir effacer les noms de nos grands personnages témoigne d'une incapacité à assumer l'Histoire. Or, assumer son passé est une des conditions nécessaires pour bien vivre le présent.

De plus en plus d'associations communautaires, au nom de la lutte pour l'émancipation, exigent de déboulonner les statues des héros de notre Histoire, d'effacer leur nom de nos écoles et de nos rues, qu'on interdise des pièces de théâtre. Où s'arrêteront-elles? (...)

Mise en procès par une poignée de procureurs, notre histoire est pourtant accusée d'être à l'origine de (presque) tous les maux de notre société. Ce phénomène, appelé mouvement décolonial, nous vient des États-Unis.

(Tiens donc, encore ! - LVOG)

Ces groupes communautaires (CRAN, CCIF, PIR) soutenus par des associations comme SOS racisme, des syndicats enseignant (SUD éducation), étudiant (l'UNEF) et des personnalités politiques, proposent une vision du monde binaire: d'un côté, les oppresseurs, la France et ses grands hommes, pilleurs des pays du tiers-monde, de l'autre les opprimés, eux-mêmes, les victimes.

(Vous devez vous demander à juste titre pourquoi ils font monter la sauce ou les médias leur accordent des tribunes, c'est qu'il y a bien une raison à cela, mais laquelle ? Que dénoncent ces fanatiques qui n'ont rien à envier à l'extrême droite ? Le processus dialectique historique inconscient qui sert de fil conducteur au développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours, celui qui a donné naissance à la lutte des classes, et dont l'issue débouchera sur un régime encore plus barbare ou le socialisme. Coupez ce fil, et la perspective du socialisme disparaît. Et que reste-t-il, vous avez deviné, le capitalisme comme seule perspective. Pourquoi ? Mais parce qu'il existe déjà, parbleu ! Voilà quelle cause réactionnaire ils servent. - LVOG)

Déboulonner nos statues, attaquer nos grands hommes, c'est remettre en cause les valeurs françaises qui nous portent, de liberté d'expression, d'opinion, de tolérance et d'universalisme, c'est attaquer ce qui constitue le socle de nos repères. Cette mise en conformité du passé avec l'idéologie est dangereuse. Elle efface. Elle épure. Elle travestit. Elle met en procès le passé. On reconnaît les mouvements totalitaires à cette volonté de briser l'Histoire selon leurs objectifs. Or, cette épuration de la mémoire rappelle les systèmes totalitaires, la simplification binaire du bien et du mal. Le HuffPost 30 septembre 2019

(Cela s'applique aux médias qui censurent des intellectuels ! - LVOG)

En Marche vers un "***ordre sécuritaire***", ils le disent eux-mêmes.

Selon l'historien macroniste (C'est slate.fr qui le caractérise ainsi - LVOG) Pierre Serna, Macron est passé en moins de deux ans de «l'héroïsme» électoral triomphant (une forme de bonapartisme par les urnes) à un «État d'exception permanent» au sein duquel «la fuite vers l'ordre sécuritaire» (En marche forcée?) semble rattraper la «bienveillance» des premiers mois. (Source : slate.fr 27.06.2019)

L'Etat policier En Marche.

Des milliers de policiers à Paris pour une "marche de la colère" - AFP3 octobre 2019

Les policiers ne sont pas assez soutenus pour 56% des Français - Le HuffPost 2 octobre 2019

Mais si :

Quatennens (LFI): il faut "entendre la colère des policiers" - AFP 2 octobre 2019

DEUXIEME PARTIE

Stratégie de la terreur climatique.

Quelques réflexions en avant-propos.

Dans ce monde dirigé par de dangereux fanatiques, on trouve de moins en moins de gens équilibrés ou dotés d'un minimum d'esprit critique, y compris ou surtout dans le mouvement ouvrier, ce qui d'une certaine manière est logique, puisque c'est le dogmatisme qui y prédominait déjà, sans que ceux qui en sont atteints n'en aient conscience évidemment, rendant toute discussion quasi impossible.

Des militants auxquels on prêtait un niveau de conscience supérieur à la moyene en arrivent à sortir, excusez-moi l'expression, des conneries monumentales ou à faire preuve d'un aveuglement total, mieux, et quand vous leur faites remarquer gentillement en argumentant votre propos, ils vous prennent pour un con ou vous traite de demeuré ! Je viens d'en faire l'expérience, c'est très préoccupant.

A propos des variations climatiques naturelles de la Terre, ils affirment, ils prennent position, ils dénigrent ou insultes ceux qui ne partagent pas leurs idées en faisant preuve de la plus crasse ignorance, en produisant des arguments grotesques au possible, qui démontrent que manifestement ils ne savent absolument pas de quoi ils parlent ou ils n'ont rien lu en dehors des clichés servis par la propagande officielle.

Personnellement, j'ai lu et parfois relu attentivement sur le sujet 273 articles depuis le 30 juillet 2019 et j'ai visionné une quinzaine de vidéos.

L'écologie politique : Mystification, imposture, désinformation, censure, inquisition, terreur.
- Apocalypse climatique
- Alarmistes carbocentristes
- Climatocrates
- Djihadistes du climat

Comme quoi il est urgent d'en finir avec le capitalisme.

- Une personne qui fait partie des 1 % les plus riches au monde « génère en moyenne 175 fois plus de CO2 qu'une personne se situant dans les 10 % les plus pauvres », selon un rapport publié le 2 décembre 2015 par l'ONG britannique Oxfam. 20 Minutes 02.12.2015

Quel est votre bilan carbone?

Je n'ai jamais rien entendu de plus con. Ma foi, ces despotes veulent taxer l'air qu'on respire, leur projet n'est rien de moins qu'idéologique et totalitaire, eugéniste de surcroît.

Et le pire, c'est qu'il y en a qui marchent dans leur combine pourrie, mais pas forcément ceux auxquels on pense généralement. Moins l'ouvrier qui en a marre d'entendre leurs conneries à longueur de temps, que les militants entrés en léthargie qui croient avoir compris quelque chose sans même se donner la peine d'avoir étudier quoi que ce soit, ou encore la plupart des intellectuels par fainéantise ou parce qu'ils sont tout simplement médiocres...

- S'ils croient nous attendrir en instrumentalisant des gamines de 13 ou 16 ans.

Lu dans un commentaire : Nous vivons une dystopie.

Une dystopie est un récit de fiction dépeignant une société imaginaire organisée de telle façon qu'elle empêche ses membres d'atteindre le bonheur.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, un article récent qui met les pendules du casino du Green New Deal à l'heure.

Le climat et la piste de l'argent publié par F.William Engdahl - cielvoile.fr 29 Septembre 2019

F. William Engdahl est consultant en risques stratégiques et conférencier. Diplômé en politique de l'Université de Princeton, il est un auteur à succès en matière de pétrole et de géopolitique, exclusivement pour le magazine en ligne «New Eastern Outlook». Il collabore régulièrement avec Global Research.

Climat. Maintenant, qui y réfléchit. Les gigantesques méga-entreprises et les méga-milliardaires à l'origine de la mondialisation de l'économie mondiale au cours des dernières décennies, dont la recherche de gain pour les actionnaires et la réduction des coûts ont gravement endommagé notre environnement, tant dans le monde industrialisé que dans les économies sous-

développées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, sont les principaux bailleurs de fonds du mouvement de décarbonisation en Suède jusqu'en Allemagne, en passant par les États-Unis et au-delà.

S'agit-il d'une crise de conscience ou pourrait-il s'agir d'un programme plus élaboré de financiarisation de l'air que nous respirons et plus encore?

Quoi que l'on pense des dangers du CO2 et du réchauffement de la planète, qui entraîneraient une augmentation moyenne de la température de 1,5 à 2 degrés Celsius au cours des 12 prochaines années, il convient de noter qui promeut le flot actuel de propagande et d'activisme pour le climat.

La finance verte

Plusieurs années avant qu'Al Gore et d'autres ne décident d'utiliser une jeune écolière suédoise pour devenir l'affiche de l'urgence climatique, ou aux États-Unis, l'appel d'Alexandria Ocasio-Cortez pour une réorganisation complète de l'économie autour du Green New Deal, les géants de la finance ont commencé à concevoir des systèmes permettant de débloquer des centaines de milliards de fonds pour des entreprises «climatiques» souvent vaines.

En 2013, après des années de préparation minutieuse, Vasakronan, une société immobilière suédoise, a émis la première « obligation verte ». Elle a été suivie par d'autres sociétés, notamment Apple, la SNCF et la grande banque française Crédit Agricole. En novembre 2013, Tesla Energy, en proie à des problèmes épineux, a publié la première garantie adossée à des actifs solaires. Selon ce que l'on appelle la Climate Bonds Initiative, plus de 500 milliards de dollars d'obligations vertes sont exceptionnelles. Les créateurs de l'idée d'obligation déclarent que leur objectif est de conquérir une part importante des 45 milliers de milliards de dollars d'actifs « gérés » dans le monde, qui se sont engagés de manière symbolique à investir dans des projets «respectueux du climat».

Le Prince Charles, futur monarque du Royaume-Uni, ainsi que les finances de la Banque d'Angleterre et de la City de Londres ont promu les «instruments financiers écologiques», dirigés par Green Bonds, afin de réorienter les régimes de retraite et les fonds mutuels vers des projets écologiques. Le directeur sortant de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, est un acteur clé dans le rapprochement des institutions financières mondiales et de l'Agenda vert. En décembre 2015, le Conseil de stabilité financière (FSB) de la Banque des règlements internationaux, présidé à l'époque par Carney, a créé le Groupe de travail sur la divulgation d'informations financières liées au climat (TCFD), dans le but de conseiller «les investisseurs, les prêteurs et les assurances sur les risques liés au climat». C'était certainement un objectif étrange pour les banquiers centraux du monde.

En 2016, la TCFD, la City de Londres et le gouvernement du Royaume-Uni ont lancé l'Initiative de finance verte, dans le but de consacrer des milliards de dollars à des investissements «verts». Les banquiers centraux du FSB ont désigné 31 personnes pour former le TCFD. Présidé par le milliardaire Michael Bloomberg du secteur financier, il comprend des personnalités de JP Morgan Chase; de BlackRock, l'un des plus importants gestionnaires d'actifs au monde, avec près de 7 000 milliards de dollars; la banque Barclays; HSBC, la banque Londres-Hong Kong condamnée à une amende à plusieurs reprises pour blanchiment de drogue et autres fonds noirs; Swiss Re, la deuxième plus grande compagnie de réassurance au monde; la banque chinoise ICBC; Tata Steel, ENI Oil, Dow Chemical, le géant minier BHP Billington et David Blood d'Al Gore, Generation Investment LLC. En fait, il semblerait que les renards rédigent les règles du nouveau poulailler vert.

Carney, de la Banque d'Angleterre, a également joué un rôle clé dans les efforts visant à faire de la ville de Londres le centre financier de la finance verte dans le monde. Philip Hammond, chancelier sortant de l'Echiquier, a publié en juillet 2019 un livre blanc intitulé «Stratégie en matière de finance verte: transformer la finance pour un avenir plus vert». Le document indique que «l'une des initiatives les plus influentes à émerger est celle du Conseil de stabilité financière». Groupe de travail du secteur privé sur les informations financières liées au climat (TCFD), appuyé par Mark Carney et présidé par Michael Bloomberg. Cela a été approuvé par des institutions représentant 118 000 milliards d'actifs dans le monde. »Il semble y avoir un plan ici. Le plan est la financiarisation de l'économie mondiale dans son ensemble, en utilisant la crainte d'un scénario de fin du monde pour atteindre des objectifs arbitraires tels que «les émissions nettes de gaz à effet de serre».

Goldman Sachs, un acteur clé

Goldman Sachs, la banque omniprésente de Wall Street, qui a notamment donné naissance au président sortant de la BCE, Mario Draghi, et au président de la Banque d'Angleterre, Carney, vient de dévoiler le premier indice mondial des valeurs environnementales de premier plan, réalisé avec le CDP, basé à Londres. Carbon Disclosure Project. Le CDP, notamment, est financé par des investisseurs tels que HSBC, JPMorgan Chase, Bank of America, Merrill Lynch, Goldman Sachs, American International Group et State Street Corp.

Le nouvel indice, appelé CDP Environment EW et CDP Eurozone EW, vise à attirer les fonds d'investissement, les systèmes de retraite publics tels que le CalPERS (système de retraite des employés publics de la Californie) et CalSTRS (système de retraite des enseignants de l'État de Californie) + milliards d'actifs, à investir dans des cibles soigneusement choisies. Parmi les entreprises les mieux notées dans l'indice figurent Alphabet, qui possède Google, Microsoft, le Groupe ING, Diageo,

Philips, Danone et, de manière pratique, Goldman Sachs.

Entrent Greta, AOC et compagnie.

À ce stade, les événements prennent un tour cynique alors que nous sommes confrontés à des activistes du climat extrêmement populaires comme la suédoise Greta Thunberg ou Alexandria Ocasio-Cortez, 29 ans, de New York, et au Green New Deal. Aussi sincères que puissent être ces militantes, il existe une machine financière bien huilée derrière leur promotion.

Greta Thunberg fait partie d'un réseau bien connecté lié à l'organisation d'Al Gore, elle est commercialisée de manière cynique et professionnelle et utilisée par des agences telles que l'ONU, la Commission européenne et les intérêts financiers qui sous-tendent le programme climatique actuel. En tant que chercheur canadien et activiste pour le climat, Cory Morningstar, décrit dans une excellente série d'articles, l'enjeu est un réseau bien établi, lié à un investisseur américain dans le climat et un profiteur du climat extrêmement riche, Al Gore, président du groupe Generation Investment.

Le partenaire d'Al Gore, l'ancien responsable de Goldman Sachs, David Blood, est membre du TCFD créé par la BRI. Greta Thunberg et son ami américain du climat, Jamie Margolin, âgé de 17 ans, ont été nommés «conseillers spéciaux pour la jeunesse et administrateurs» de l'ONG suédoise We Don't Have Time, fondée par son PDG, Ingmar Rentzhog. Rentzhog est membre des leaders de l'organisation Climate Reality d'Al Gore et fait partie du groupe de travail européen sur la politique climatique. Il a été formé en mars 2017 par Al Gore à Denver et à nouveau en juin 2018 à Berlin. Le « projet de réalité climatique » d'Al Gore est partenaire de We Don't Have Time.

La députée Alexandria Ocasio-Cortez (AOC), qui a fait sensation lors de ses premiers jours au Congrès américain pour avoir dévoilé un «New Deal vert» destiné à réorganiser complètement l'économie américaine à un coût d'environ 100 000 milliards de dollars, n'est pas sans conseils avisés . AOC a ouvertement admis qu'elle s'était présentée au Congrès sous l'impulsion d'un groupe appelé « Justice Democrats ». Elle a confié à un intervieweur: «Je n'aurais pas été candidate sans le soutien de « Justice Démocrats » et de « Brand New Congress ». Humm, en fait, ce sont ces organisations qui, toutes les deux, m'ont demandé de me présenter à la première place. Ce sont elles qui m'ont appelée il y a un an et demi… » Désormais, en tant que membre du Congrès, les conseillers d'AOC comprennent le cofondateur de Justice Démocrats, Zack Exley. Exley était un membre de l'Open Society et a reçu des fonds, entre autres, des fondations Open Society et de la Fondation Ford, afin de créer un "prédécesseur" de Justice Democrats pour recruter des candidats.

Le véritable agenda est économique

Les liens entre les plus grands groupes financiers du monde, les banques centrales et les grandes entreprises mondiales, en faveur d'une stratégie climatique radicale visant à abandonner l'économie de combustibles fossiles au profit d'une économie verte, vague et inexpliquée semblent, peu concernés par la volonté de notre société de faire de notre planète un environnement propre et sain à vivre. Il s'agit plutôt d'un programme intimement lié à l'Agenda 2030 des Nations Unies pour une économie «durable» et à la création de milliards de dollars en nouvelles richesses pour les banques mondiales et les géants financiers qui constituent les véritables pouvoirs.

En février 2019, à la suite d'un discours prononcé devant la Commission européenne à Bruxelles par Greta Thunberg, Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne, après avoir embrassé galamment la main de Greta, semblait être passé à l'action réelle. Il a déclaré à Greta et à la presse que l'UE devrait dépenser des centaines de milliards d'euros pour lutter contre le changement climatique au cours des 10 prochaines années. Juncker a proposé qu'entre 2021 et 2027, "chaque euro dépensé dans le budget de l'UE serve à lutter contre le changement climatique". Ce que Juncker, sournois, n'a pas dit, c'est que cette décision n'avait rien à voir avec le plaidoyer de la jeune militante suédoise. Il avait été réalisé conjointement avec la Banque mondiale une année complète auparavant, le 26 septembre 2018, lors du Sommet One Planet, aux côtés de la Banque mondiale, des fondations Bloomberg, du Forum économique mondial et autres. Juncker avait habilement utilisé l'attention médiatique donnée à la jeune suédoise pour promouvoir son programme climatique.

Le 17 octobre 2018, quelques jours après l'accord conclu lors du Sommet One Planet, l'UE de Juncker a signé un protocole d'entente avec Breakthrough Energy-Europe dans lequel les sociétés membres de Breakthrough Energy-Europe auraient un accès préférentiel à tout financement. Parmi les membres de Breakthrough Energy figurent Richard Branson de Virgin Air, Bill Gates, Jack Ma d'Alibaba, Mark Zuckerberg de Facebook, SAR le Prince Al-Waleed bin Talal, Ray Dalio de Bridgewater Associates; Julian Robertson du géant des fonds de couverture, Tiger Management; David Rubenstein, fondateur du groupe Carlyle; George Soros, président de Soros Fund Management LLC; Masayoshi Son, fondateur de Softbank, Japon.

Ne vous trompez pas. Lorsque les sociétés multinationales les plus influentes, les plus grands investisseurs institutionnels au monde, dont BlackRock et Goldman Sachs, les Nations Unies, la Banque mondiale, la Banque d'Angleterre et d'autres banques centrales de la BRI se sont ralliés au financement d'un soi-disant Agenda vert, appelez Green New Deal vert ou autre, il est temps de chercher derrière la surface des campagnes publiques de militants pour le climat. L'image qui en ressort est la tentative de réorganisation financière de l'économie mondiale fondée sur le climat, le soleil et son énergie ont bien plus à faire que l'humanité ne le pourrait jamais - pour tenter de convaincre les gens ordinaires de faire des sacrifices indescriptibles pour

«sauver notre planète ».

En 2010, le Dr Otmar Edenhofer, président du Groupe de travail 3 du Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques des Nations Unies, a déclaré à un intervieweur: «… nous devons dire clairement que nous redistribuons de facto la richesse mondiale par la politique climatique. Il faut se libérer de l'illusion que la politique climatique internationale soit une politique environnementale. Cela n'a presque plus rien à voir avec la politique environnementale, avec des problèmes tels que la déforestation ou le trou dans la couche d'ozone ». Depuis lors, la stratégie de politique économique s'est beaucoup développée.

En famille. Quand l'extrême gauche devient l'aiguillon de la réaction.

Climat: la fin du monde? - Gauche révolutionnaire 27.09.

- Le réchauffement climatique est certain et dû pour la majeure partie à l'activité humaine.

Voilà ce que j'ai reçu d'un militant dont que je ne citerai pas le nom tellement j'ai honte pour l'un et pour l'autre, et ma réponse lapidaire.

- "*Nier les chiffres et les prévisions du GIEC est juste inintelligent !*"

Ma réponse

- Sais-tu au moins ce que signifie GIEC ? Je me pose la question, je suis quelqu'un de sérieux.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Que ses membres sont choisis par les gouvernements des 195 Etats présents à l'ONU.

Autant dire que l'orientation de leurs rapports sera conforme à celle définie par ces Etats. En fait par l'oligarchie financière. Lire l'article de la Banque mondial, notamment. Là aussi, c'est une référence sérieuse.

Et de quelle nationalité sont les membres du groupe le plus nombreux qui composent le GIEC ?

Américaine. Normal.

- "*Nier les chiffres et les prévisions du GIEC est juste inintelligent !*"

C'est comme si tu disais que nier les chiffres et les prévisions de Macron en matière de retraite est juste inintelligent !

Sidérant !

J'ajoute quelques mots.

Je vis en Inde depuis 1996, je n'ai pas mis les pieds en France depuis 2002, donc j'ai du mal à saisir l'évolution des consciences ou des mentalités dans ce pays, c'est normal me semble-t-il. Cela semble avoir empiré. Si j'y allais demain, j'aurais l'impression d'être un étranger. Je ne m'imaginais pas à quel point les consciences avaient pu subir un tel lavage de cerveau au cours des dernières décennies.

Du coup je me dis que mon travail est plus utile que ce que je croyais, puisque je repends tout de zéro chaque fois que le temps me le permet. Ce militant m'a dit qu'il ne se connectait plus à des portails politiques, parce que les écrits politiques ne l'intéressaient pas ou ils ne lui apprenaient rien, entendez par là qu'il sait tout, on vient d'en avoir une illustration éclatante ! Au passage, mon portail ne traite pas que de politique, loin de là.

Quand l'extrême gauche devient un instrument de l'oligarchie financière.

Démocratie révolutionnaire (NPA)

- Réchauffement climatique, Greta Thunberg a raison, les dirigeants de ce monde sont des menteurs et des irresponsables...

29 septembre

LVOG - Comment légitimer "*les dirigeants de ce monde*". Mais agissez bon dieu ! Ils ne font que cela, ne demandent que cela !

- C'est cette inaction des gouvernements que plus de 4 millions de jeunes ont dénoncée

LVOG - Parce que "*les données et les recommandations de ces scientifiques*" désignés par "*les gouvernements*" seraient fiables et animés de bonnes intentions, grotesque !

- ...les jeunes ont appris à s'appuyer sur les données et les recommandations de ces scientifiques que les gouvernements avaient eux-mêmes convoqués.

LVOG - Sainte Greta de l'ONU, priez pour elle !

- Greta Thunberg, a fustigé avec force, dignité et colère les dirigeants du monde réunis à l'ONU pour un énième et inutile sommet sur le climat

LVOG - Déni, insulte à la science, à l'intelligence humaine !

- Greta Thunberg a aussi subi des flots de haine aussi bêtes que réactionnaires d'une partie de la presse comme de vieux réactionnaires sur le retour, l'attaquant sur sa jeunesse, son sexe ou son syndrome d'Asperger… mais n'ayant finalement rien à opposer à ses arguments.

LVOG - Quand ils censurent toute contestation scientifique aux allégations idéologiques du GIEC.

- Car Greta Thunberg a doublement raison, raison sur le fond car elle ne fait que tirer les conséquences des rapports scientifiques que plus personne ne peut réellement contester.

LVOG - Terminologie et catastrophisme empruntée aux ONG oligarchiques WWF et Greenpeace.

- Faire face à la crise écologique globale rejoint le combat social et politique contre les vrais responsables de la catastrophe annoncée

LVOG - Ils doivent bien se marrer avec de tels révolutionnaires, quelle honte ! Vous savez pourquoi ils ont sabordé la gauche, parce qu'elle avait réussi à tellement pourrir l'extrême gauche que celle-ci ferait dorénavant l'affaire comme principal fourvoyeur du socialisme. Bravo !

Je leur ai envoyé mes observations, j'imagine qu'ils ne me répondront pas, que pourraient-ils faire d'autres ou se ridiculiser encore plus.

Démocratie révolutionnaire (NPA) 22 septembre 2019

LVOG - Il n'y a pas de socialisme "B" !

Croyez-vous qu'ils se seraient posés une seconde la question de savoir pourquoi les gouvernements auraient été assez farfelus pour désigner des scientifiques, qui auraient eu pour mission de concocter des rapports qui auraient exprimé les "*légitimes inquiétudes*" de la jeunesse, s'il ne s'agissait pas de les instrumentaliser à des fins inavouables ? On est en présence d'incurables crétins.

- « Il n'y a pas de planète B », urgence de la transition socialiste

Le caractère subversif de la question écologique

En s'emparant de la question climatique, une partie de la jeunesse exprime ses légitimes inquiétudes pour son avenir face à ces rapports scientifiques de plus en plus alarmants...

LVOG - Ils oublient soigneusement de rappeler que ce sont les braconniers climatiques (Club de Rome) de l'oligarchie qui ont posé les collets dès les années 60 pour mieux lever le lièvre ou pour réaliser le hold-up du siècle.

LVOG - Tous coupables !

- Le premier réflexe est souvent de s'interroger, à son échelle, sur ses gestes quotidiens.

LVOG - Les "*nouvelles générations*" feraient preuve d'une "*conscience*" hors du commun qui jusqu'à preuve du contraire se traduit par un individualisme exacerbé et une absence d'orientation politique révolutionnaire. Cette conscience serait capable de "*décider sa vie lucidement*", c'est à croire qu'elle possèderait la science infuse depuis le foetus, un miracle en somme, laïc cela va de soi !

- Le rejet de cette absurdité (Le "*gaspillage insupportable*" de vos "gestes quotidiens, le profit, etc. - LVOG) est une forme « d'hygiène de vie » élémentaire qui s'inscrit dans l'élévation du niveau de conscience qu'entraîne le progrès général du développement de la société humaine, notamment chez les nouvelles générations. Une conscience qui est à la base de l'aspiration démocratique à pouvoir penser, décider sa vie lucidement, en maîtrisant les conséquences de ses actes, en lien avec les autres, avec toute la société comme avec l'ensemble des êtres vivants, du monde naturel dont nous sommes partie prenante.

LVOG - Ils reprennent la théorie subversive (sans rire) du GIEC imputant aux "activités humaines" les variations climatiques naturelles.

- L'écologie, en tant que science, oblige à faire le lien entre notre environnement, l'impact que les activités humaines ont sur lui et donc le cadre dans lequel ses activités se développent… et c'est d'ailleurs ce qui lui donne son caractère subversif.

LVOG - Ils en remettent une grosse couche.

- Car la cause première de la crise climatique n'est pas à chercher dans des généralités abstraites sur l'accroissement de la population, sur les comportements individuels, ou sur la science, le progrès mais dans les contradictions que la société capitaliste a développées depuis près de 200 ans.

LVOG - Incapables de saisir le caractère inconscient du processus dialectique historique, ils le balancent ! Ils balancent au passage les bases du socialisme.

C'est cette folie d'accumulation capitaliste qui a donné à la crise écologique actuelle sa nouveauté. La mondialisation impérialiste et libérale a entraîné une globalisation de la crise écologique dont le réchauffement climatique est une manifestation...

LVOG - Sainte Greta ! Un génie on vous dit. Et la Cop avec tous ces si bons et généreux chefs d'Etat, quelle merveilleuse source d'inspiration! Quel délire !

- En décembre 2018 à la Cop 24, Greta Thunberg, la jeune militante suédoise à l'origine des grèves pour le climat, avait finalement posé le problème de fond...

LVOG - La confusion est totale et le constat est faux. En chiffrant leur hold-up à plus de 100.000 milliards de dollars, je ne pense pas que les multinationales aient une vue "*à court terme*".

- A ce cynisme des classes dominantes et de leurs représentants, les jeunes opposent les faits, les constats établis par les scientifiques. Ils dénoncent, à juste titre, qu'aucune de leurs préconisations n'ait été réellement mise en œuvre à l'échelle mondiale, et il apparaît clairement que c'est avant tout parce que cela impliquerait de remettre en cause les intérêts à court terme des principales multinationales qui dominent l'économie mondiale.

LVOG - Les voilà pris d'un fâcheux doute soudain ("semble"). Révélateur au plus haut point !

- Le capitalisme semble avoir atteint ses limites...

LVOG - La nouvelle religion ou la déclinaison du totalitarisme au XXIe siècle.

- La crise climatique est devenue une question sociale et politique déterminante...

LVOG - Sauf que le combat écologique tel qu'il a été conçu et tel qu'il est perçu, sert essentiellement à renforcer "*la domination de l'économie mondiale par les multinationales, les grands groupes financiers et les États à leur service*" au lieu de les combattre, y participer, c'est se transformer en petit soldat de cette oppression.

- Combat écologique et combat social se rejoignent dans un seul et même combat, un combat de classe contre la domination de l'économie mondiale par les multinationales, les grands groupes financiers et les États à leur service.

Lutte ouvrière est sur la même ligne.

Crises climatique, économique, c'est le système capitaliste qui est en faillite ! - 31 juillet 2019

Extraits.

LVOG - Ah ces braves scientifiques nommés par les gouvernements successifs et acquis au réchauffement climatique ! Ah ces "sommets internationaux" dont il faudrait attendre quelque chose ou des miracles !

- Des scientifiques ne cessent d'alerter en effet sur les conséquences du réchauffement climatique et sur le fait que la fréquence des canicules devrait encore augmenter dans les années à venir. Plus grave encore, les rapports se succèdent sur les risques de voir disparaître de nombreuses espèces végétales et animales, et de compromettre à plus long terme les possibilités de vie sur la planète. Des sommets internationaux se succèdent, sans rien démontrer d'autre que l'incapacité des gouvernants à agir face aux périls qui menacent l'humanité.

LVOG - Ne touchez pas à nos mines de charbon ! Mais ces gens-là voudraient nous faire revenir au Moyen-Age !

- Les capitaux sont libres d'aller s'investir dans une mine de charbon polluante, sans se préoccuper de la santé publique, comme ils peuvent se tourner vers la spéculation, au risque de provoquer une crise financière aux conséquences dramatiques pour l'ensemble de la société.

En fait, ils sont tout aussi impuissants (les gouvernements - LVOG) à résoudre le problème climatique qu'à faire face à la crise de leur économie.

LVOG - Normal, non ? Ils ne font que propager illusions et confusions qui servent les plans de la réaction...

Corporatisme. Macron toujours en quête de légitimité. Pas vraiment représentatif, pas vraiment autonome, mais assurément bien encadrés.

Tirés au sort, ces 150 citoyens vont plancher pendant 4 mois sur le climat - lejdd.fr 1 octobre 2019

Ils doivent représenter la "diversité" de la France.

Julien Blanchet, rapporteur général de cette instance, détaille au JDD le cadre de travail dans lequel ils évolueront.

Nous ne nous sommes pas remis exclusivement au seul tirage au sort.

Ces 150 citoyens ne peuvent pas évidemment représenter toute la France, mais ils seront le reflet de sa diversité.

Ils seront autonomes dans le cadre du mandat fixé par le président de la République, à savoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030 dans un esprit de justice sociale. Les 150 citoyens travailleront jusqu'au 26 janvier pour élaborer des propositions.

Leur seule contrainte est le mandat donné par le Président. lejdd.fr 1 octobre 2019

Quelle mascarade !

Dans le même registre

LVOG - Comment légitimer l'usage massif de pesticides. En y associant la population ou les victimes.

Épandage des pesticides: fin de la consultation, 50.000 avis - AFP 01.10

Le gouvernement tiendra compte de la consultation publique sur les distances minimales entre habitations et zones d'épandage de pesticides, a assuré mardi Élisabeth Borne au dernier jour de cet exercice qui a recueilli plus de 50.000 avis. AFP 01.10

Le saviez-vous ?

LVOG - A l'origine du Giec, l'extrême gauche qui le soutient en fera-t-elle des cauchemars ?

L'un des aspects les moins connus du processus ayant aboutit à Rio est le rôle de Margaret Thatcher. Il est décrit en détail dans

un livre indispensable à qui veut comprendre les tenants et aboutissants de la science du climat et des négociations qui s'y réfèrent (1).

Le point de départ de la prise en compte politique de la question du réchauffement climatique est le cri d'alarme lancé par le scientifique américain James Hansen dans les locaux du Sénat en juin 1988. Trois mois plus tard, la Dame de Fer s'adresse à une Royal Society sidérée, (l'académie des sciences britannique), pour sonner le tocsin. Elle évoque le risque d'une « fonte accélérée des glaces et une augmentation subséquente du niveau de la mer de plusieurs pieds au siècle prochain ».

Elle avait été sensibilisée au sujet depuis trois ans par l'un de ses conseillers au Foreign Office, Sir Crispin Tickell, auteur d'un livre prémonitoire publié en 1977, Climate Change and World Affairs. Crispin Tickell avait été nommé ambassadeur auprès de l'ONU en 1987 et le soutien de Thatcher ne fut pas pour rien dans la mise sur pied très rapide du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat) fin 1988. En mars suivant elle déclare à la BBC : « Nous ne comprenons pas encore complètement les gaz à effet de serre ni comment ils vont opérer, mais nous savons qu'il est de notre devoir d'agir ». En novembre, un jour avant la chute du mur de Berlin, elle évoque à la tribune des Nations-Unies l'apparition d'un « danger insidieux, aussi menaçant que les périls[…] dont s'est accoutumée la diplomatie internationale pendant des siècles : la perspective d'un dommage irréparable à l'atmosphère, aux océans, à la Terre elle-même ».

Ce discours eut un énorme retentissement aux Etats-Unis. Pendant ce temps le Giec préparait son premier rapport et la Dame de Fer se tenait informée de la progression des travaux, recevant régulièrement son président, John Houghton. Elle lisait les textes qu'il lui présentait, crayon et gomme à la main. Le jour de la publication, elle fit un discours devant les climatologues britanniques : leur tâche était de « nous aider à sauvegarder le futur de la planète ». Intervenant à nouveau lors de la conférence mondiale sur le climat à Genève en novembre 1990, elle déclara que les incertitudes scientifiques ne pouvaient constituer une excuse pour ne pas agir. « Nous devons appliquer le principe de précaution au niveau international […] et ne pas perdre du temps et de l'énergie à discuter le rapport du Giec ». Elle appelait le plus grand nombre de pays possible à signer une convention cadre sur le climat en 1992. Ce fut son dernier message politique : elle devait démissionner quelques jours plus tard. Le sommet de Rio se réunit en l'absence de son principal inspirateur politique.

Elle changea d'avis après avoir quitté le pouvoir. Dans son livre testament, Statecraft : Strategies for a Changing World, publié en 2003, elle exprime le sentiment de s'être fait rouler dans la farine par des experts plus inspirés par une idéologie catastrophiste que par le souci de chercher la vérité.

Cet article est paru dans Libération le 1er décembre 2015.

(1) Rupert Darwall, The Age of Global Warming, A History, Quartet 2013. books.fr janvier 2016

Le GIEC, pire qu'une secte !

...la liste des 10 signaux d'alerte (liste utilisée en France par les Renseignements Généraux) et dressée par les parlementaires français dans leur volonté de détecter le caractère sectaire d'une organisation et son degré de dangerosité :

La déstabilisation mentale.
Le caractère exorbitant des exigences financières.
La rupture induite avec l'environnement d'origine.
Les atteintes à l'intégrité physique.
L'embrigadement des enfants.
Le discours plus ou moins anti-social.
Les troubles à l'ordre public.
L'importance des démêlés judiciaires.
L'éventuel détournement des circuits économiques traditionnels.
Les tentatives d'infiltration des pouvoirs publics.

L'interprétation à donner à cette liste est la suivante :

Un seul « oui » est suffisant pour autoriser l'appellation « secte » et nous invite à la prudence.
Plusieurs « oui » constituent une mise en garde sérieuse : vous êtes en danger (secte).
Plus de 5 « oui » sont un appel clair à la fuite : soyez prudents et demandez de l'aide (SOS Secte). (1)

Nous pouvons sans peine affecter un grand nombre de ces critères à la « l'activisme climatique ». belgotopia.com 12.08.2019

Les membres du GIEC sont-ils tous des scientifiques ? À cette question, le professeur István Markó, répond.

Les membres du GIEC sont-ils tous des scientifiques ?

« Il y en a, mais beaucoup proviennent d'ONG comme WWF ou Greenpeace. Et dans le groupe qui gère la préparation du rapport pour les décideurs, il y a surtout des politiciens et des économistes. [...]

Certains ont tout à y gagner. Et le plus grand supporter de cela, c'est Al Gore qui a fait un film de propagande risible au niveau scientifique, vu le nombre d'erreurs qu'il contient. Il a réalisé cela dans un but de lucre total et ça lui a permis de devenir très riche, notamment via les bourses carbones. Grâce à ce prétendu réchauffement, on développe un business sur l'éolien et le photovoltaïque. On crée ces bourses carbones et on contribue à une augmentation du prix de l'énergie et des matières premières. »

István Markó (1956 – 2017) était professeur et chercheur en chimie organique, c'est-à-dire la chimie du carbone et du vivant, et ses transformations, à l'université catholique de Louvain. (Belgique).

István Markó - Si l'on étudie, cependant, ce qui s'est passé au niveau géologique depuis plusieurs millions d'années, on se rend compte que la période présente est caractérisée par un taux de CO2 extraordinairement bas. Au cours du Jurassique, du Trias, etc., le taux de CO2 grimpait à des valeurs parfois de l'ordre de 7000, 8000, 9000 ppm, ce qui excède considérablement les malheureux 400 ppm que nous avons aujourd'hui. Non seulement la vie existait bel et bien, en ces temps reculés où le CO2 était aussi présent dans l'atmosphère, mais des plantes telles que les fougères atteignaient couramment 25 mètres de haut. Réciproquement, loin de profiter à la végétation actuelle, la diminution de la présence du CO2 dans l'atmosphère serait susceptible de compromettre la santé, voire la survie, de très nombreuses plantes. Descendre au-dessous du seuil de 280 ou 240 ppm se solderait, tout simplement, par l'extinction d'une large variété de nos espèces végétales.

En outre, notre croisade acharnée pour réduire le taux de CO2 pourrait s'avérer d'autant plus nuisible à la nature que les plantes ne sont pas les seuls organismes à baser leur alimentation sur le CO2. Les espèces du phytoplancton, elles aussi, se nourrissent de CO2, utilisant le carbone du CO2 comme unité de construction et relâchant de l'oxygène. Au passage, il est bon de rappeler que 70% de l'oxygène présent dans l'atmosphère aujourd'hui provient du phytoplancton, et non des arbres : contrairement à la doxa, ce ne sont donc pas les forêts, mais bien les océans, qui constituent les « poumons » de la terre.

En ce qui concerne, plus particulièrement, le lien supposé entre réchauffement de la planète et émissions de CO2, il est tout à fait faux que le CO2 ait un effet de serre majeur. Il est bon de rappeler, là aussi, que le CO2 est un gaz mineur : aujourd'hui, il représente seulement 0,04% de la composition de l'air ; et on attribue à son effet de serre la valeur de 1. Le gaz à effet de serre majeur dans l'atmosphère est bien plutôt la vapeur d'eau : dix fois plus puissante que le CO2 dans son effet de serre, la vapeur d'eau est présente à hauteur de 2% dans l'atmosphère. Ces faits sont, en principe, enseignés à l'école et à l'université ; mais on réussit tout de même à incriminer le CO2 auprès des élèves, en se servant d'une entourloupe qui consiste à présenter l'effet de réchauffement du CO2 comme mineur mais exacerbé, à travers des boucles de rétroaction, par les autres effets de serre.

Sur les 12 000 dernières années, c'est à une oscillation entre des périodes de chaud et de froid, donc des périodes de hausse et des périodes de baisse du niveau des eaux, que l'on assiste. Incontestablement, le niveau des mers et océans monte depuis la fin du Petit Âge glaciaire, lequel s'étend approximativement du début du XIVème à la fin du XIXème siècle. Au terme de cette période, la température globale s'est effectivement mise à augmenter : cela dit, la hausse enregistrée est de 0,8 degré centigrade et n'a donc rien d'extraordinaire. Si la température monte, l'eau des océans se dilate forcément et certains glaciers reculent ; mais c'est quelque chose que les glaciers ont toujours fait, et non une spécificité de notre époque.

C'est ainsi que, du temps de Rome, les glaciers étaient beaucoup plus petits que ceux que nous connaissons actuellement ; et j'invite le lecteur à consulter les documents datant de l'époque de Hannibal, lequel a pu passer avec ses éléphants pour la raison qu'il n'a pas rencontré de glace sur son chemin, hormis lors d'une tempête de neige juste avant d'arriver dans la plaine d'Italie. Aujourd'hui, vous ne pourriez plus faire le trajet de Hannibal ; et c'est bien parce qu'il faisait plus chaud du temps des Romains que Hannibal a été capable d'un tel exploit.

Le niveau des eaux, actuellement, monte ; mais c'est un phénomène que nous surestimons : la hausse enregistrée est de 1,5 millimètre par an, soit 1,5 cm tous les dix ans, et n'a donc rien de dramatique. Certes, il arrive que des îles entières soient englouties ; mais dans 99% des cas, cela est dû à un classique phénomène d'érosion, et non à la montée des eaux. Quant à Venise, le fait qu'elle s'enlise n'est aucunement dû à quelque augmentation du niveau de la lagune ; et ne fait que manifester la triste réalité que « la cité des Doges » s'enfonce sous son propre poids. Encore une fois, le niveau global des mers et océans monte ; mais la menace censément représentée par ce phénomène est loin d'être tangible. Je constate que les îles de Tuvalu, dont on nous annonçait naguère l'engloutissement imminent, non seulement n'ont pas été submergées, mais ont vu leur niveau augmenter par rapport à celui des eaux autour d'elles.

Encore un autre phénomène que nous exagérons est la fonte des calottes polaires. Cela fait plus de dix ans que la quantité de glace en Arctique n'a pas diminué : l'on peut bien constater, d'une année à l'autre, des fluctuations du niveau de la glace, mais en moyenne, ce niveau reste constant. Au sortir du Petit Âge glaciaire, puisque la température a monté, l'Arctique s'est mis à fondre ; mais le niveau de la glace en Arctique s'est finalement stabilisé. Du reste, cela fait plus de trente ans que la glace s'accumule en Antarctique ; et c'est également ce que l'on observe au Groenland, dont la quantité de glace a augmenté de 112 millions de kilomètres cube l'année passée. À l'échelle du globe, les glaciers comptant pour des cacahouètes, et la majorité des glaces se trouvant en Antarctique et sur le Groenland, force est de constater que la quantité de glace n'a quasiment pas

changé depuis des centaines d'années.

Bien d'autres mythes et légendes climatiques existent. Des intempéries aux tornades, les événements extrêmes sont véritablement en diminution partout dans le monde ; et lorsqu'ils se produisent, leur ampleur est bien moindre également. Comme l'explique Richard Lindzen, physicien au MIT, la diminution du différentiel de température entre l'hémisphère nord et la partie équatoriale de notre planète rend l'énergie cyclonique beaucoup plus petite : la gravité et la fréquence des événements extrêmes diminuent donc. Mais encore une fois, la hausse des températures accuse une ampleur bien moindre par rapport à celle que l'on se figure couramment.

Si vous jetez un œil sur les données satellites et les données des ballons sondes, vous constatez ainsi que l'augmentation des températures dans le monde est relativement modeste ; qu'elle est beaucoup plus faible que celle que l'on nous annonce et qui repose sur des calculs qui, faute de pouvoir prendre en compte les températures passées, sauf en ajustant des données x, y, z que l'on ne connaît pas toujours, sont autant de projections hasardeuses. Du reste, les sauts de température mesurés par les satellites et ballons sondes procèdent d'un phénomène classique que l'on appelle le phénomène El Niño ; et qui consiste en un retour des eaux très chaudes à la surface de l'océan Pacifique équatorial, la chaleur ainsi dégagée dans l'atmosphère tirant la température mondiale vers le haut et le CO2 ne jouant strictement aucun rôle dans ce processus.

Sur les 12 000 dernières années, c'est à une oscillation entre des périodes de chaud et de froid, donc des périodes de hausse et des périodes de baisse du niveau des eaux, que l'on assiste. Incontestablement, le niveau des mers et océans monte depuis la fin du Petit Âge glaciaire, lequel s'étend approximativement du début du XIVème à la fin du XIXème siècle. Au terme de cette période, la température globale s'est effectivement mise à augmenter : cela dit, la hausse enregistrée est de 0,8 degré centigrade et n'a donc rien d'extraordinaire. Si la température monte, l'eau des océans se dilate forcément et certains glaciers reculent ; mais c'est quelque chose que les glaciers ont toujours fait, et non une spécificité de notre époque.

C'est ainsi que, du temps de Rome, les glaciers étaient beaucoup plus petits que ceux que nous connaissons actuellement ; et j'invite le lecteur à consulter les documents datant de l'époque de Hannibal, lequel a pu passer avec ses éléphants pour la raison qu'il n'a pas rencontré de glace sur son chemin, hormis lors d'une tempête de neige juste avant d'arriver dans la plaine d'Italie. Aujourd'hui, vous ne pourriez plus faire le trajet de Hannibal ; et c'est bien parce qu'il faisait plus chaud du temps des Romains que Hannibal a été capable d'un tel exploit.

Le niveau des eaux, actuellement, monte ; mais c'est un phénomène que nous surestimons : la hausse enregistrée est de 1,5 millimètre par an, soit 1,5 cm tous les dix ans, et n'a donc rien de dramatique. Certes, il arrive que des îles entières soient englouties ; mais dans 99% des cas, cela est dû à un classique phénomène d'érosion, et non à la montée des eaux. Quant à Venise, le fait qu'elle s'enlise n'est aucunement dû à quelque augmentation du niveau de la lagune ; et ne fait que manifester la triste réalité que « la cité des Doges » s'enfonce sous son propre poids. Encore une fois, le niveau global des mers et océans monte ; mais la menace censément représentée par ce phénomène est loin d'être tangible. Je constate que les îles de Tuvalu, dont on nous annonçait naguère l'engloutissement imminent, non seulement n'ont pas été submergées, mais ont vu leur niveau augmenter par rapport à celui des eaux autour d'elles.

Encore un autre phénomène que nous exagérons est la fonte des calottes polaires. Cela fait plus de dix ans que la quantité de glace en Arctique n'a pas diminué : l'on peut bien constater, d'une année à l'autre, des fluctuations du niveau de la glace, mais en moyenne, ce niveau reste constant. Au sortir du Petit Âge glaciaire, puisque la température a monté, l'Arctique s'est mis à fondre ; mais le niveau de la glace en Arctique s'est finalement stabilisé. Du reste, cela fait plus de trente ans que la glace s'accumule en Antarctique ; et c'est également ce que l'on observe au Groenland, dont la quantité de glace a augmenté de 112 millions de kilomètres cube l'année passée. À l'échelle du globe, les glaciers comptant pour des cacahouètes, et la majorité des glaces se trouvant en Antarctique et sur le Groenland, force est de constater que la quantité de glace n'a quasiment pas changé depuis des centaines d'années.

Bien d'autres mythes et légendes climatiques existent. Des intempéries aux tornades, les événements extrêmes sont véritablement en diminution partout dans le monde ; et lorsqu'ils se produisent, leur ampleur est bien moindre également. Comme l'explique Richard Lindzen, physicien au MIT, la diminution du différentiel de température entre l'hémisphère nord et la partie équatoriale de notre planète rend l'énergie cyclonique beaucoup plus petite : la gravité et la fréquence des événements extrêmes diminuent donc. Mais encore une fois, la hausse des températures accuse une ampleur bien moindre par rapport à celle que l'on se figure couramment.

Si vous jetez un œil sur les données satellites et les données des ballons sondes, vous constatez ainsi que l'augmentation des températures dans le monde est relativement modeste ; qu'elle est beaucoup plus faible que celle que l'on nous annonce et qui repose sur des calculs qui, faute de pouvoir prendre en compte les températures passées, sauf en ajustant des données x, y, z que l'on ne connaît pas toujours, sont autant de projections hasardeuses. Du reste, les sauts de température mesurés par les satellites et ballons sondes procèdent d'un phénomène classique que l'on appelle le phénomène El Niño ; et qui consiste en un retour des eaux très chaudes à la surface de l'océan Pacifique équatorial, la chaleur ainsi dégagée dans l'atmosphère tirant la température mondiale vers le haut et le CO2 ne jouant strictement aucun rôle dans ce processus.

Autre chose encore : les déserts actuels, bien loin d'augmenter, diminuent ; et ils diminuent en raison de la plus grande quantité

de CO2 disponible dans l'air. Il se trouve que les personnes cultivant des plantes sous serre injectent volontairement trois fois plus de CO2 dans la serre qu'il n'y en a dans l'atmosphère. Les effets que l'on constate sont que les plantes poussent plus vite et qu'elles sont plus grandes ; qu'elles sont plus résistantes aux maladies et plus résistantes aux insectes ravageurs ; et surtout, que leur photosynthèse est beaucoup plus efficace et qu'elles utilisent donc beaucoup moins d'eau. De même, l'augmentation de la quantité de CO2 dans l'atmosphère fait que les plantes ont moins besoin d'eau ; et qu'elles peuvent donc se permettre de coloniser des régions arides.

En ce qui concerne les maladies et autres phénomènes étranges que l'on s'empresse d'attribuer au réchauffement climatique, il existe un site web – « globalwarminghoax.com », me semble-t-il – qui collectionne les diverses rumeurs et élucubrations entendues à ce sujet. Le fait que la fertilité masculine diminue ; le fait que les ailes des oiseaux rétrécissent ; le fait qu'un requin se manifeste en mer du Nord ; tout et n'importe quoi est susceptible d'être mis en relation avec le changement climatique si l'on y met suffisamment de malhonnêteté intellectuelle. C'est là que vous journalistes honnêtes avez un rôle à jouer : celui d'enquêter sur la vraie raison des phénomènes et de démystifier le prêt-à-penser que des puissances d'argent et des forces politiques demandent aux médias de relayer servilement.

En réalité, les maladies qui dépendent du climat en tant que tel sont relativement rares ; et même la malaria ne dépend pas directement du climat, mais de la manière dont nous permettons au parasite de se reproduire et au moustique de prospérer dans l'endroit où nous nous situons. Si vous vous trouvez dans une zone marécageuse, vos chances d'attraper la malaria seront élevées ; si vous avez asséché le système et que vous n'avez plus ces zones humides, vos chances d'attraper la malaria seront très faibles. En définitive, mettre la résurgence de quelque maladie automatiquement sur le dos du réchauffement climatique revient à déresponsabiliser les gens : à nier que ce soit leur rejet des vaccins, par exemple, ou leur manque d'hygiène qui puisse être en cause.

L'analyse de Soljenitsyne, qui fustige ce qu'il appelle « la civilisation scientifique et technique », me semble mâtinée d'une curieuse défiance à l'endroit de la science et du progrès technologique : cette même défiance, en fait, qui s'est répandue dans nos sociétés occidentales comme une traînée de poudre. (...)

Pour commencer, ceux qui colportent l'idée que le caractère fini des ressources rend impossible une croissance infinie, font l'impasse sur la capacité de l'être humain à innover dans sa technologie, à enrichir sa connaissance de la nature, et à actualiser ses stratégies d'extraction. Prenons le cas de cette ressource finie qu'est le pétrole : on constate, de un, que de nouvelles nappes sont découvertes régulièrement ; de deux, que les anciennes nappes pétrolières sont exploitées par des méthodes plus évoluées qui améliorent le rendement ; et de trois, que le pic pétrolier, dont les malthusiens n'ont de cesse de nous dire qu'il est sur le point d'être atteint, est constamment repoussé. Par ailleurs, on met au point, en tâtonnant, des méthodes de recyclage qui laissent entrevoir la possibilité, dans un futur plus ou moins surréaliste, d'asseoir la croissance sur des ressources perpétuellement et intégralement recyclées.

Je ne nie pas que nous devions préserver notre environnement ; et éviter de l' « exploiter à outrance ». Mais ce que nous devons aussi comprendre, c'est que la nature ne donne rien spontanément : les ressources ne s'offrent pas d'elles-mêmes ; elles sont toujours à aller chercher, extraire, au moyen de quelque technologie. Au demeurant, la nature n'est pas hospitalière par elle-même : pour survivre et prospérer, nous avons dû nous adapter à notre environnement ; et adapter notre environnement lui-même. (...)

S'en prendre à la consommation de masse et au progrès industriel en tant que tels me laisse, cependant, perplexe : ne serait-ce que parce que c'est le gaspillage, et non la consommation elle-même, qui est le vrai problème. Autant la lutte contre le gaspillage me semble donc fondée et nécessaire, autant la lutte contre « la société de consommation », qui a pu inspirer un certain terrorisme, me semble hors de propos. Je rappelle que ce sont notamment la consommation de masse et, en amont, l'exploitation industrielle des ressources fossiles, qui ont libéré l'homme occidental de la pauvreté et de toute une série de tâches qui l'avilissaient. Du reste, la victoire de la médecine, que l'on vante si souvent, n'aurait jamais pu voir le jour, elle non plus, sans la chimie des ressources fossiles ; et ce sont bien les progrès chimiques et industriels en matière de pesticides, d'insecticides, et de fertilisants, qui nous ont permis de maîtriser notre environnement.

À moins que l'on ne juge dégradant et asservissant le fait même d'améliorer nos conditions de vie, il est peu sérieux de reprocher à la science, à la technique, et à la consommation de nous tenir en esclavage. (Propos rapporté par Sott.net 11 novembre 2013)

Comment Istvan Marko en est-il arrivé à douter des thèses alarmistes du GIEC sur le climat ?

Comment êtes-vous devenu critique vis-à-vis des arguments avancés par le GIEC ? - contrepoints.org 05.06.2017

Tout a commencé il y a plusieurs années de cela, d'une façon assez banale, par un cours vacant que l'on m'a demandé de donner avec un collègue. Je vous le donne en mille : « Chimie de l'environnement » ! Je vous jure que ce n'est pas une blague.

Bien. Comment fait-on pour donner un nouveau cours ? On le prépare, pardi ! Mon collègue et moi-même avons acheté

plusieurs livres traitant du domaine, les avons lu et avons commencé à préparer nos notes de cours. Toutefois, au fur et à mesure de mon investissement dans cette matière, je me suis rendu compte qu'il y avait des points obscurs, des zones pas très claires, des affirmations pas toujours étayées de démonstrations convaincantes…

Si vous voulez vraiment bien donner un cours, vous devez absolument maîtriser la matière dans ses moindres détails. Je me suis donc plongé dans les articles originaux et, à ma grande surprise, plus je creusais, et plus apparaissaient des incohérences, des sélections arbitraires de données, des conclusions non étayées par les résultats, bref, de la science de plus en plus « douteuse », si j'ose dire.

J'ai fait part de ces observations à mon ami, le Pr. Robert B. Crichton, qui m'invita dans la foulée à participer à un café-débat avec mon collègue, le Pr. Jean-Pascal van Ypersele, à l'occasion de l'Année de la Chimie.

J'y ai rencontré des gens formidables. Ensemble, nous avons décidé de coucher sur le papier les incohérences scientifiques relatives à la thèse « réchauffiste » du GIEC.

Il en a résulté ce livre, Climat, 15 vérités qui dérangent, que je vous conseille vivement de lire si vous voulez en savoir plus et vous forger une opinion informée sur le sujet. Il ne s'agit pas d'une opinion formatée par les médias qui ressassent sans cesse les mêmes mantras officiels et qui jouent sur votre peur de l'avenir et vos rêves d'une planète « propre » sur laquelle il fait bon vivre. La planète, j'y tiens autant que vous (j'aime mon jardin, les fleurs, les balades en forêt, les plages de sable fin et les mers aux eaux turquoises), mais pas au prix du mensonge scientifique, d'interprétations douteuses et de messages tronqués.

Des professeurs de l'UCL ont lancé une fronde contre vous, notamment pour demander votre mise à l'écart. Comment l'avez-vous pris ?

Au départ, j'ai cru qu'il s'agissait d'une farce de mes chercheurs. Ils sont tellement facétieux, si vous saviez. Ce sont eux qui créent cette atmosphère extraordinaire au laboratoire et qui me donnent envie de me lever tous les matins vers cinq heures pour aller travailler. Vous n'imaginez pas les blagues qu'ils m'ont déjà faites.

Ensuite, ce fut l'incompréhension. Je n'en revenais pas. Dans un pays comme la Belgique, où tout un chacun jouit d'une liberté d'expression totale, dans un lieu comme l'Université, où la liberté d'expression académique est fondamentale, tenter de faire taire quelqu'un de cette façon parce qu'il ne partage pas votre opinion est tout simplement ahurissant.

Puis, est venue la tristesse. Pour eux, pas pour moi. J'ai compris que c'était la seule solution à laquelle ils avaient pensé, qu'ils se défendaient avec les seuls moyens qu'ils connaissaient. Ils risquaient de perdre beaucoup dans cette histoire et j'ai eu mal au cœur pour eux. Vraiment. Encore aujourd'hui, malgré les insultes de certains et les critiques personnelles d'autres, je les plains. Sans le savoir, ils m'ont donné encore plus envie d'aller de l'avant. István Markó, êtes-vous d'accord sur le fait que le débat sur le réchauffement climatique a pris une tournure idéologique ?

Comment pourrait-il en être autrement ? N'oublions pas que le rôle du GIEC et sa raison d'exister est de démontrer que le réchauffement/dérèglement climatique est dû à la production de CO2 par l'Homme (voir notre livre et celui de Drieu Godefridi, Le GIEC est mort, vive la science).

Remarquez la subtilité du langage des politiciens du GIEC : le réchauffement climatique s'étant arrêté depuis plus d'une quinzaine d'années, dans l'indifférence générale des médias francophones, il devenait difficile de continuer à utiliser ce terme. Dès lors, il s'est transmué en : changement climatique. Toute modification, quelle qu'elle soit de notre climat, devenait ainsi imputable à l'action de l'Homme. Un joli coup, vraiment. Cela n'étant pas suffisant, le changement climatique est devenu le dérèglement climatique.

À ce stade, de la pluie en automne et de la neige en hiver sont dus au… dérèglement climatique. S'il fait chaud, s'il fait froid, s'il pleut, s'il y a une sécheresse, c'est la faute à l'Homme et à ses rejets de gaz à effet de serre, surtout, le terrifiant CO2 ! Tout s'articule autour de cela et la science est utilisée à charge et jamais à décharge. Le procès est truqué depuis le début. Malheur à celui qui oserait se dresser contre le courant de pensée actuelle !

Il y a, d'un côté, la parole sacro-sainte du GIEC, les affirmations répétées tant de fois qu'elles en sont devenues des vérités incontestées et non contestables, peu importe leur véracité scientifique, les mantras des ONG environnementales qui ont tout à y gagner et le lavage de cerveau constant de la population depuis la plus tendre enfance. De l'autre, il y a quelques scientifiques, de plus en plus nombreux faut-il le dire, qui essayent de faire entendre leurs voix, qui apportent des arguments scientifiques contradictoires de plus en plus gênants pour les ténors du barbecue mondial. David contre Goliath.

Mais la science n'est plus la partie importante de l'équation. Aujourd'hui, le rationnel scientifique et l'argumentation solide, basés sur des faits établis et non des calculs théoriques simplistes et des prédictions plus erronées les unes que les autres, ont laissé la place à l'idéologie, à l'émotionnel, au quasi-religieux. Difficile de dialoguer dans de telles circonstances.

Pensez-vous que cela est de nature à discréditer le travail des scientifiques ?

La climatologie est une science très jeune, qui se cherche, qui se tortille comme un petit animal essayant de sortir de son œuf. Il y aura des erreurs et des errements, des jugements erronés et des calculs trafiqués, des scientifiques honnêtes et d'autres attirés par la gloire et l'argent, mais in fine, la vérité triomphera toujours. Il y aura toujours des Don Quichotte et des Galilée. La science ne s'arrête pas, son questionnement n'a pas de fin.

Al Gore ne l'a pas compris, lui qui n'est pas un scientifique, lorsqu'il a dit « science is settled ! ». Quelle hérésie ! Jamais la science n'est acquise pour de bon ! Rien n'est jamais démontré ad vitam æternam ! Nos connaissances ne cessent de s'améliorer et de nouvelles théories poussent et grandissent sur les ruines des anciens dogmes. De nouvelles avancées germent sur le terreau fertile des idéologies décadentes.

C'est ainsi qu'avance la science et, si certains l'ont oublié, si certains tentent de la pervertir pour satisfaire leur propre idéologie, elle finit toujours, tel un boomerang, par leur revenir en pleine figure. Ceux-là auront mal, mais ce ne sera qu'un juste retour des choses.

Quant au travail des vrais scientifiques, il se poursuit, inlassablement. Les pièces de ce puzzle gigantesque et d'une complexité inouïe qu'est le climat se mettent petit à petit en place. Il faudra encore beaucoup de temps, beaucoup de travail, beaucoup de sueur, pour commencer à en dessiner quelques vagues contours. Quant à prévoir l'avenir du climat…

Quand les faits contredisent les prédictions du GIEC

La végétation de l'hémisphère nord absorbe plus de CO2 qu'attendu ! - sciencepost.fr sciencepost.fr 10 avril 2019

Selon les travaux d'une équipe internationale de chercheurs, la végétation de l'hémisphère nord séquestre de plus en plus de carbone à mesure que la concentration atmosphérique en CO2 augmente. Depuis 2000, la capture observée est même plus élevée que celle calculée par les modèles de cycle du carbone. L'étude, dirigée par le Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement, a été rendue publique le 3 avril dernier.

Tout le dioxyde de carbone (CO2) rejeté par les activités humaines ne s'accumule pas dans l'atmosphère. Une partie – environ la moitié – est absorbée par les océans et la végétation. On parle de puits de CO2. En réduisant la quantité de gaz à effet de serre dans l'air, ils limitent de ce fait l'ampleur du changement climatique en cours.

Dans un précédent article, nous évoquions l'évolution du puits océanique. Il était apparu que celui-ci continuait à jouer pleinement son rôle, sans montrer de signe d'affaiblissement. Mais quid du puits continental lié à la végétation?

Une capture de carbone de plus en plus importante

Une étude parue le 3 avril dans la revue Nature Climate Change fournit une estimation actualisée de l'évolution du puits continental de l'hémisphère nord. La période couverte par l'analyse s'étend de 1958 à 2016, soit 50 ans. Les résultats obtenus par les chercheurs sont assez intrigants, en particulier concernant les deux dernières décennies.

«Depuis 1958, la végétation de l'hémisphère nord a continué à absorber une quantité importante de CO2, avec deux augmentations significatives de l'absorption : une dans les années 1990 et une autre dans les années 2000. En revanche, l'absorption de carbone par les continents du sud semble stagner», rapporte Philippe Ciais, auteur principal de l'étude.

«Les modèles du cycle du carbone utilisés pour évaluer les projections futures de CO2 atmosphérique et tenir compte des changements climatiques n'ont pas été en mesure de reproduire l'intensification de l'absorption observée dans les années 2000», poursuit-il. À l'heure actuelle, il n'existe pas de réponse consensuelle sur l'origine de ce biais dans les simulations. Une hypothèse serait la mauvaise prise en compte des dépôts azotés, lesquels stimulent la croissance des végétaux.

L'évaluation du puits continental de carbone

Pour arriver à ces conclusions, les scientifiques se sont basés sur le gradient de CO2 inter-hémisphérique*. En effet, la concentration moyenne est plus élevée au nord qu'au sud de l'équateur. Au premier ordre, on peut l'expliquer par le simple fait que les sources de CO2 anthropique – liées aux combustibles fossiles notamment – se situent majoritairement dans l'hémisphère boréal.

Cependant, en considérant uniquement ce facteur, il apparaît que le gradient aurait dû s'accentuer bien plus qu'il ne l'a fait en réalité. Ainsi, il convient de prendre en compte un autre mécanisme. C'est sur cette différence entre valeurs attendues et observées que les scientifiques se sont appuyés pour évaluer l'évolution du puits continental.

Au final, malgré les évolutions climatiques défavorables – sécheresses, feux de forêt, etc. – il apparaît que la séquestration de carbone par la végétation nordique a été plus importante que prévu. Un résultat intriguant, pour partie seulement car les incertitudes associées à l'évaluation de ce flux ont toujours été larges. Le manque de contraintes observationnelles a souvent obligé à calculer ce dernier comme un terme résiduel dans les bilans. En conclusion, l'étude présentée dans cet article est une première étape vers une estimation plus robuste du puits continental.

* Calculé sur la base de l'écart moyen entre les stations de Mauna Loa et de South pole. sciencepost.fr 10 avril 2019

A lire également :

Environnement : la séquestration carbone n'est pas une solution miracle
https://sciencepost.fr/environnement-la-sequestration-carbone-nest-pas-une-solution-miracle/

Quand l'activité humaine est forcément responsable de réchauffement climatique de la planète Mars.

Mars : son atmosphère se réchauffe aussi ! - futura-sciences.com 10.04.2007

Le Pr Lauri Fenton, du Centre de recherche Ames de la Nasa, est formel : la planète Mars, ou plutôt son atmosphère est aussi en pleine phase de réchauffement climatique, pour des causes assez proches de celles que l'on subit actuellement sur Terre.

Selon cette étude, menée conjointement avec l'US Geological Survey, les températures moyennes relevées à la surface de la Planète rouge s'accroissent quatre fois plus rapidement que sur Terre. Les chercheurs estiment que la température de surface martienne aurait augmenté de quelque 0,65°C entre les années 70 et les années 90, soit depuis l'atterrissage des sondes américaines Viking et des premiers relevés précis. Une des premières conséquences de ce réchauffement a été la diminution des calottes polaires martiennes, venant encore en renfort de ce processus par réduction d'albédo.

La comparaison avec la Terre est aisée. Si une zone couverte de neige fond, sa réflectivité, donc son albédo, diminue en proportion. Ainsi, si la glace qui recouvre l'océan Arctique réfléchit 85% du rayonnement solaire, l'eau n'en renvoie plus que 15%. Le reste est absorbé et contribue à réchauffer l'océan, ce qui accélère le processus, etc. Le même phénomène est observé sur Mars, à partir d'autres éléments: les tempêtes soulèvent la poussière qui se dépose sur les calottes en les assombrissant. Leur l'albédo diminue, ce qui entraîne une absorption plus importante du rayonnement solaire. La température du sol augmente encore, la fonte de la glace s'accélère, et ainsi de suite.

Les variations de température ayant servi à cette étude ont été déterminées sur la base des images thermiques prises par les orbiteurs des deux missions Viking des années 70, et des relevés effectués par Mars Global Surveyor 20 ans plus tard.

Une inconnue cependant demeure. Les chercheurs n'ont encore pu déterminer la cause des nuages de poussière survenus à partir de 1970, et qui ont déclenché tout le processus de perte d'albédo et de réchauffement global. futura-sciences.com 10.04.2007

Au secours, la banquise revient !

Les « guerriers du climat » vaincus par la banquise - Association des climato-réalistes 25 septembre 2019

Par Rémy Prud'homme, Professeur des Universités (émérite)

Extrait. Tous les savants du monde, d'Al Gore à Greta, le savent et le disent : la banquise du pôle nord fond rapidement. En fait, elle a déjà fondu. En 2007, Al Gore, conjointement avec le GIEC, recevait le prix Nobel (de la paix, pas de science, mais passons), et il déclarait à Oslo : « La banquise est en chute libre … Une étude récente nous avertit qu'elle pourrait avoir complètement disparu l'été dans sept ans seulement ». Dans sept ans, en 2014 donc. Les membres du GIEC présents avaient chaleureusement applaudi ce magnifique discours prophétique.

Armés de beaucoup de courage, et surtout d'argent, 17 guerrier/ère/s du climat (c'est ainsi qu'ils se nomment) ont donc, fin août 2019, affrété un bateau de croisière suédois spécialisé, le Malmo, fonctionnant au mazout, et sont partis vers le pôle nord. Ils voulaient voir par eux mêmes la mort de la banquise, et la filmer pour l'éducation des masses encore ignorantes.

Ils ont vu. Arrivé aux iles Svalbard, à 1400 km du pôle, le Malmo a été bloqué, puis encerclé par les glaces, comme dans un roman de Jules Verne. La banquise-qui-n'existe-plus avait gagné. Plus moyen d'avancer, ni de reculer. Les ours blancs, qui-ont-également- disparu, nombreux dans ces parages, et affamés, pouvaient venir manger nos valeureux et savants combattants. Ces derniers ont du être secourus par hélicoptère (toujours au mazout). On ne sait pas si cette retraite stratégique a été filmée par l'équipe de cinéastes embarquée.

Bien entendu, cette histoire hilarante ne prouve rien du tout sur l'évolution du climat à moyen ou long terme. Mais elle renseigne sur l'instrumentalisation de la science de l'environnement.

L'évolution de la banquise arctique, qui est un phénomène complexe, est en fait étudiée et bien connue. L'Institut Météorologique Danois, ou le Centre de données sur la neige et la glace arctique de l'Université du Colorado, par exemple, permettent de suivre les évolutions en temps réel. Si au lieu de crier avec les loups nos militants cherchaient à s'informer, ils sauraient que la banquise du pôle nord, qui s'est beaucoup réduite dans les années 1990, a tendance à se stabiliser depuis une quinzaine d'années : en septembre 2019, elle est certes moins étendue qu'en 1990, mais elle est plus étendue (d'environ un million de km carrés, excusez du peu) qu'en 2012. Et ils auraient fait preuve d'un peu plus de prudence.

La mésaventure du Malmo a été systématiquement cachée par les grands médias (radios, journaux, télévision) français et étranger.

https://www.climato-realistes.fr/le-bateau-des-guerriers-du-climat-vaincus-par-la-banquise/

Adieu, canicule, sécheresse, vive les inondations !

La météo en France ce mardi 1er octobre: de la pluie sur les trois quarts du pays, accompagnée d'orages par endroits bfmtv.com 01.10

Les pluies vont traverser ce mardi le pays d'ouest en est...

Les pluies seront plus continues sur les Pyrénées et le nord des Alpes. Sur le Nord-Ouest...

Les températures matinales iront de 10 à 16 degrés sur l'ensemble du pays et entre 18 à 20 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, il fera de 17 à 23 degrés sur la moitié nord du pays, 21 à 25 sur le sud, et 27 à 28 en Corse et en Provence. bfmtv.com 01.10

Au secours, le refroidissement climatique sévit !

Retour de la neige dans les Alpes - meteo-paris.com 09.09

C'est logiquement en Haute-Savoie que les chutes de neige ont été les plus basses en altitude et les plus importantes En ce début d'après-midi, le Mont-Blanc apparaît chargé de neige, il y serait tombé jusqu'à 20cm au-dessus de 2500m.

Italie

La neige a été particulièrement abondante dans le Nord-Est du pays où elle est parfois descendue jusqu'à 1400m d'altitude mais en quantités bien plus importantes qu'en France, jusqu'à 70cm à seulement 2000m d'altitude comme ce fur le cas près du Stelvio et du massif de l'Ortles où le paysage est digne d'un mois de novembre.

La neige début septembre est-elle un évènement rare?

Si la neige peut tomber toute l'année au dessus de 1800 à 2000m d'altitude, elle est couramment observée durant la 1ère quinzaine de septembre (environ une année sur trois), et même souvent en plus grandes quantités qui arrive souvent dès le premier rafraîchissement de l'automne (donc à la mi-septembre, voire début octobre lors des automnes anticycloniques).

Suisse

En Suisse, les cumuls de neige sont relativement similaires à ceux observés entre la Haute Savoie et l'Autriche à savoir une limite d'enneigement située entre 1400 et 1500m avec des cumuls assez importants passés 2000m. meteo-paris.com 09.09

Premières neiges sur les Pyrénées catalanes - francebleu.fr Mardi 10 septembre

De la neige au 10 septembre sur les sommets de certaines montagnes catalanes : les premiers flocons sont tombés ce mardi matin, avec prés de deux mois d'avance par rapport à l'an passé. Plusieurs stations de ski comme Porté-Puymorens ou Les Angles ont été recouvertes d'une fine pellicule blanche. francebleu.fr Mardi 10 septembre

Winter Has Come to Russia's Arctic City of Norilsk - themoscowtimes.com 11.09

Les prévisions météorologiques ont révélé aux médias russes que les tempêtes de neige étaient si tôt en début de saison, même pour Norilsk, ajoutant qu'elles ne débutaient généralement pas avant la fin octobre.

« Les premières neiges sont tombées. Pour cette saison ce n'est ni étonnant ni un cataclysme [après tout, la cité se trouve au-delà du cercle polaire]. Mais elles s'accompagnent d'un vent fort, or les tempêtes de neige sont un phénomène rare pour cette époque, la période des tempêtes débute habituellement fin octobre », ont fait savoir à l'agence de presse TASS les experts du Centre de météorologie et de contrôle de l'environnement de Taïmyr. themoscowtimes.com et fr.rbth.com 11.09

La première neige de la saison couvre les plus hauts sommets de l'Utah, du Wyoming, y compris les parcs nationaux de Yellowstone et de Grand Teton - weather.com 11.09

Alors qu'il reste encore plus d'une semaine d'été, la neige recouvre certains sommets les plus élevés de l'Utah, du Wyoming, du Montana et du Colorado. weather.com 11.09

Cela peut sembler trop tôt, mais la neige du mois d'août est arrivée aux États-Unis avant - weather.com 22.08

La neige du mois d'août semble improbable aux États-Unis, mais quelques localités ont déjà accumulé de la neige au cours de ce mois d'été.

À la fin du mois d'août 1992, le Service météorologique national a qualifié une "tempête hivernale sans précédent", selon les normes du mois d'août.

Les 22 et 23 août, Great Falls a accumulé 8,3 pouces de neige (21cms), la première et la seule fois où il a été enregistré de la neige mesurable dans cette ville du nord du Montana depuis 1886.

Du 21 au 30 août, des températures basses ont été fixées dans certaines régions du Montana pendant huit jours sur dix, y compris les plus bas de tous les temps en août à Great Falls (-1.1 degré), Helena (-2,2 degrés), Billings (1,6 degré) et Butte. (-5 degrés).

Si la tempête de neige du mois d'août n'a pas été suffisamment choquante, considérez la chaleur qu'elle a suivie.

Trois jours seulement avant la tempête de neige, Great Falls a culminé à 35 degrés. Missoula, Montana, a grimpé à 37,7 degrés le 14 août.weather.com 22.08

LVOG - Déconcertant, des pluies "continues", de la neige précoce, des températures qui baissent et qui montent et que redescendre, et dire que le climat reste insensible aux décrets du GIEC !

Business is business.

Energie solaire et traitement de l'eau : le rêve africain - franceinfo 29.09

C'est le nouvel espoir des ONG et de certaines entreprises. franceinfo 29.09

Comment produire plus de CO^2 pour justifier le Green New Deal. Mode d'emploi

Pour sauver le climat, il faut capturer et séquestrer 10 gigatonnes de CO2 par an - slate.fr 30.09

Chercheur au MIT, sous-secrétaire à l'Énergie chargé de l'environnement sous Clinton puis secrétaire à l'Énergie en 2013 dans l'administration Obama, Ernest Moniz connaît quelque peu le sujet du changement climatique et des émissions de dioxyde de carbone.

Selon lui, l'objectif minimal d'un réchauffement climatique de moins de 2 degrés n'est plus atteignable par l'humanité si elle se contente, même au pas de course, de réduire ses émissions de CO2 et de multiplier des sources énergétiques alternatives.

À la tête de l'ONG Energy Futures Initiative, Moniz est donc un fervent supporter des negative emission technologies («technologies d'émission négative»), ou NETs, des techniques visant à capturer le carbone dans l'atmosphère pour le stocker sous terre. Elles ne sont, selon lui, plus une option. Émissions négatives et impératives

Energy Future Initiative a rendu public le 24 septembre le plan d'action et d'investissements, sobrement titré «Nettoyer l'air», qu'elle envisage pour inverser les tendances.

Ce long document, résumé par Quartz, repose sur des recherches de l'Académie nationale des sciences américaine selon lesquelles il serait nécessaire, pour éviter la catastrophe, de capturer dans l'atmosphère 10 gigatonnes de CO2 par an d'ici à 2050, puis le double d'ici à la fin du siècle.

The Hill note que, si ces 10 milliards de tonnes de dioxyde de carbone étaient stockées sous terre à l'état fluide, dit supercritique, elles représenteraient le double de la production annuelle globale de pétrole.

Les techniques envisagées sont diverses. Il est question de reforestation massive, d'accroissement de la quantité de phytoplancton dans les océans, de plantes génétiquement modifiées et programmées pour la capture et le stockage profond du CO2, d'une «minéralisation améliorée» ou de la succion directe et technologique du carbone dans l'atmospshère.

Ces technologies ne sont encore pour la plupart qu'embryonnaires et nécessitent des investissements massifs pour monter en puissance et baisser en coût.

Le plan présenté par Ernest Moniz prévoit un plan décennal d'investissement de 10,7 milliards de dollars (9,7 milliards d'euros) de la part du gouvernement américain, qui impliquerait plus d'une douzaine d'agences fédérales.

Cette somme semble raisonnable, notamment en regard des investissements nécessaires pour réaliser la transition vers une économie décarbonée –le Green New Deal du candidat Bernie Sanders a été chiffré à 16.300 milliards de dollars. Elle pourrait faire consensus chez les Démocrates comme chez les Républicains qui, au Congrès, sont pourtant encore 150 à ne voir que des billevesées dans le changement climatique. slate.fr 30.09

Le lilliputien qui se prenait pour un titan ou le maître de l'univers.

Chaque année, la végétation terrestre absorbe 120 milliards de tonnes de CO2 atmosphérique lors de la photosynthèse. La moitié de ce CO2 retourne dans l'atmosphère par la respiration des végétaux, l'autre moitié est stockée dans la plante. Cela représente 10 fois plus de C02 que ce que l'homme émet. planetoscope.com

LVOG - Et le CO^2 qui retourne dans l'atmosphère a une durée limitée de quelques années, entre 5 et 10 ans selon les auteurs. Mais dites-moi, c'est donc la végétation terrestre qui est le véritable régulateur du CO^2 dans l'air, chut !

La stratégie de la haine, de la délation, de la peur, de la terreur.

La haine contre Greta Thunberg : voici ceux, avec nom et adresse, qui la financent ! - legrandsoir.info 25 septembre 2019

A la tête de la campagne contre Greta, ponctuée de centaines de textes et de photomontages souvent très vulgaires, il y a trois des plus importants partis européens d'extrême droite : Le Rassemblement National français, le AFD allemand et l'UKIP britannique. Et derrière ces partis d'extrême droite et de leur campagne abjecte, deux think-tanks climato-sceptiques conservateurs, le EIKE (Institut Européen pour le Climat et l'Énergie) et le CFACT-Europe (Comité pour un Lendemain Créatif), lesquels soutiennent de manière multiforme, et pas seulement avec des « arguments » et des conférences, la négation de la catastrophe climatique par l'extrême droite.

LVOG - Vous devez aimer cette écervelée, un point c'est tout. Un lecteur du Grand Soir en a conclu que c'était "*le nouveau point Godwin de la bienpensance [...] Greta-sceptique = climatosceptique = écocide = extrême droite...*"

Et qui est à l'origine de cet amalgame ordurier ? Une ONG de l'oligarchie : Greenpeace et L'Institute for Strategic Dialogue (ISD) britannique. On ajoutera un mot plus loin sur Greenpeace.

En janvier 2006, l'Institute for Strategic Dialogue, fondé à l'origine en tant que The Club of Three dans les années 1990, a établi Lord Weidenfeld comme président.

Le fondateur et président de l'Institut est le Baron George Weidenfeld of Chelsea .

L'Institute for Strategic Dialogue (ISD) est un laboratoire d'idées indépendant qui travaille avec des leaders du secteur public et privé ainsi que du monde médiatique et académique pour développer des réponses multilatérales aux défis sécuritaires et socio-économiques majeurs de notre temps et améliorer la capacité de l'Europe à agir de façon effective sur la scène globale.

ISD mène des programmes majeurs avec Facebook, Google et Microsoft afin de générer des réponses proportionnelles aux messages extrémistes.

George Weidenfeld

En 1949, Weidenfeld exerça les fonctions de conseiller politique et de chef de cabinet auprès de Chaim Weizmann.

- Président l'université Ben Gourion du Néguev
- Gouverneur de l'université de Tel Aviv,
- Gouverneur de l'Institut Weizmann,
- Vice-président du Forum UE-Israël.

LVOG - Tout s'explique !

The Club of Three.

Le Club des Trois a été créé par George Weidenfeld, le Prince Schwarzenberg et l'Institut des sciences humaines basé à Vienne. Il s'agit d'une entreprise de réseautage et de planification politique regroupant des élites françaises, allemandes et britanniques. Son site Web dédié a maintenant été supprimé et il fait partie de l'une des autres entreprises de Weidenfeld, l'Institute for Strategic Dialogue.

Contributeurs.

Lord Helena Kennedy

Le Général le lord Guthrie de Craigiebank :

- ex-chef d'état-major des forces armées britanniques.
- Directeur de N M Rothschild & Sons Limited
- Membre du conseil d'administration en 2007 de l'Université Ben Gourion
- Membre Jewish National Fund en Grande-Bretagne

Partenaires financiers

Airbus
IBM
HSBC
Vodafone
Foreign and Commonwealth Office

Qui finance Greenpeace ?

Source : http://www.cielvoile.fr 30.06.2016

Greenpeace fonctionne sous diverses formes juridiques aux Etats-Unis :

GREENPEACE FUND INC. GREENPEACE FUND GREENPEACE INC.

GPU (Greenpeace USA)

Le siège social de GPU est situé 702 H Street, NW, Suite 300, Washington, DC 20001, de même que Greenpeace Fund (forme juridique de Greenpeace USA), et sur lequel nous allons nous concentrer pour suivre le financement.

Greenpeace Fund, sur son site officiel, dit clairement :

« Greenpeace Fund fournit également un soutien financier aux bureaux de Greenpeace dans le monde entier grâce au soutien financier de Greenpeace International ».

Examinons son financement à l'aide de données vérifiables : Pour savoir quelles multinationales financent Greenpeace et pour quel montant, nous utiliserons la législation des États-Unis, qui oblige les fondations privées à but non lucratif qui leur appartiennent et installées dans leur pays, à publier chaque année, la déduction des dons faits aux organismes sociaux multiples au Fisc, à la fois les dépenses et les recettes, puisque ces déductions s'élèvent à des centaines de millions de dollars par an.

Où pouvons-nous trouver ces dons ? Formulaire IRS en 990-PF (Exonération de l'impôt sur le revenu) du Trésor du gouvernement des États-Unis, qui apparaîtra dans les tableaux suivants

Qui finance GREENPEACE ?

La fondation des frères Rockefeller.

Il est bien connu que John D. Rockefeller, a fondé la Standard Oil, compagnie pétrolière dissoute en 1911 pour son monopole mondial, puis divisée en 34 entreprises, contrôlée par la famille Rockefeller. La plus connue d'entre elles est ExxonMobil Corporation, la compagnie pétrolière multinationale la plus influente de la planète. De plus les Rockefeller sont actionnaires de bien d'autres compagnies pétrolières ...

Des banques telles que JP Morgan Chase & Co (Chase Manhattan Bank) ou la City Bank appartiennent aux Rockfeller. Ainsi l'or noir de la famille Rockefeller, a financé Greenpeace pendant au moins 8 années consécutives, pour un montant cumulé de 1.150.000 $ et présenté dans le tableau suivant : Année Montant Donné à Greenpeace Fonds Document de formulaire IRS 990-PF

2001 50 000 + 75 000 + 100 000 + 150 000 = 375,000 $ Rockefeller Brothers Fund p. 179
2002 75 000 Rockefeller Brothers Fund p. 174
2003 75 000 + 50 000 = 125 000 $ Rockefeller Brothers Fund p. 92
2005 75 000 + 25 000 = 100 000 Rockefeller Brothers Fund p. 152
2006 75 000 Rockefeller Brothers Fund p. 159
2007 75 000 Rockefeller Brothers Fund p. 162
2008 75 000 + 75.000 = 150 000 $ Rockefeller Brothers Fund p. 152
Et cela sur 8 ans seulement ...

La Fondation Turner, Inc

Robert Edward Turner III (Ted Turner) est un magnat des médias, propriétaire d'AOL Time Warner, qui gère entre autres à TNT, CNN, Warner Bros, New Line Cinema, Warner Music Group, etc. Ted Tuner a créé cette fondation sans but lucratif pour alléger ses impôts, parmi beaucoup d'autres intérêts, et au fil des ans a toujours financé Greenpeace comme suit et voici trois exemples : Année Montant Donné à Greenpeace Fonds Document de formulaire IRS 990-PF - Télécharger

1999 150 000 $ Fondation Turner, Inc. Pag. 28

2000 50,000 $ Fondation Turner, Inc. Pag. 36

2001 50.000 + 150.000 + 50,000 = 250,000 $ Fondation Turner, Inc. Pag. 52

Rappelons que, curieusement, quand Greenpeace mène une action, c'est CNN qui diffuse les premières images télévisées. Par un heureux hasard, il y a toujours un technicien intrépide de CNN au bon moment, au bon endroit, avec son appareil photo de poche prêt à filmer les meilleures impressions ... et parfois elles sont si professionnelles qu'il a même le temps d'y ajouter de la musique et une présentation très élégante ... Continuons.

La Fondation Marisla ou la Fondation Homeland: Qui a dit que Greenpeace était allergique au pétrole? ... Le précieux or noir des Rockefeller ne leur suffit pas, ils ont été cherché Getty, fondateur de la Fondation Marisla.

Pour l'anecdote, nous citons la phrase mythique de J. Paul Getty qui résume sa vie, lui le propriétaire d'Oil Getty (maintenant Lukoil): " Ma recette pour devenir riche? Levez-vous tôt, travailler tard et trouver du pétrole."

Cet homme a financé Greenpeace, par sa fondation à but non lucratif pour les montants suivants:

Année Montant Donné à Greenpeace Fonds Document de formulaire IRS 990-PF - Télécharger

2001 $ 100,000 La Fondation Marisla p. 43

2003 $ 100 000 La Fondation Marisla p 45 2004 $ 50,000 La Fondation Marisla p. 70 2006 $ 60,000 La Fondation Marisla p. 46 2007 $ 75,000 La Fondation Marisla p. 58

2008 $ 75,000 La Fondation Marisla p. 53 Sur 6 années choisies au hasard , nous avons calculé une donation totale de 460 000 $ à Greenpeace par une autre grande compagnie pétrolière. Et après, si fière dans son Rainbow Warrior pour protéger l'environnement, en consommant peu de carburant pour ne pas polluer ...

NO COMMENT

La Fondation Charles Stewart Mott :

Charles Stewart Mott était leader de l'industrie à Flint, Michigan; président de Weston-Mott Co., une société appartenant à son oncle Fred Mott. Suite à l'invitation de son ami Billy Durant à déplacer l'entreprise à Flint, il s'associa à Buick Motor Company, puis devint partenaire d'origine à la création de la General Motors Corporation, dont il fut le vice-président puis chef du Comité consultatif de la GM à son siège à Detroit, où il siégea jusqu'à sa mort.

General Motors, est une entreprise leader dans la production de voitures et de camions, avec 9 025 millions d'unités vendues dans le monde en 2011, ce qui correspond à 11,9% du marché mondial de l'industrie automobile. Sa production est distribuée dans 31 pays et vendue grâce à des marques connues telles que Opel, Cadillac, GM Daewoo, Chevrolet, Buick, etc.

La Fondation Charles Stewart Mott a financé Greenpeace Russie en 2002 (en mettant un an ...) "Stichting Greenpeace Council" pour le montant suivant: Année Montant Donné à Greenpeace Fonds Document de formulaire IRS 990-PF

2002 $ 49,000 Charles Stewart Mott Foundation Pag. 244

Rien qu'en analysant les données de quelques fondations, nous voyons combien rentable est une organisation militante de première ligne, telle que Greenpeace. http://www.cielvoile.fr 30.06.2016

Suite. La stratégie de la haine, de la délation, de la peur, de la terreur.

LVOG - Le totalitarisme ne peut supporter le moindre écart, la moindre critique, le moindre doute, s'il y en a encore qui se demandaient si on avançait réellement dans cette direction, ils en ont les preuves ici.

« Catastrophisme » de Greta Thunberg : Le designer de Vivienne Westwood s'en prend au patron de LVMH - 20 Minutes 29.09

Bernard Arnault a estimé cette semaine que l'égérie suédoise du climat se livrait « à un catastrophisme absolu sur l'évolution du monde ».

« Cela a un côté démoralisateur pour les jeunes, elle ne propose rien, sinon de critiquer », a jugé mercredi Bernard Arnault. « La conséquence qu'on en tire, c'est arrêter la croissance, qui a permis quand même d'améliorer le niveau vie mondial, de réduire la pauvreté, d'améliorer la santé dans des pays comme l'Afrique. Si on veut repartir en arrière, arrêtons la croissance », avait-il ajouté. 20 Minutes 29.09

Bernard Chenebault limogé après avoir appelé à tuer Greta Thunberg - Le HuffPost 30 septembre 2019

Le Palais de Tokyo a désavoué le président de l'association des Amis du musée, qui s'est lui-même excusé après avoir appelé ce week-end à "abattre" Greta Thunberg, dans des commentaires publiés sur Facebook.

"Cette folle rajoute une couche de haine dans notre société déjà fort agitée par de mauvais sentiments de toute part", et "j'espère qu'un désaxé va l'abattre", avait notamment commenté Bernard Chenebault, le président des Amis du Palais de Tokyo, dans plusieurs réactions à un article sur la jeune militante suédoise, comme l'ont rapporté plusieurs médias.

"Je regrette profondément ces propos qui ont heurté de nombreuses personnes, à qui je présente mes excuses pour l'indignation qu'ils ont ressentie. Bien sûr, je n'appelle aucunement au meurtre de Greta Thunberg et vous prie de croire que, dans le "jeu" de Facebook, mes mots ont totalement dérapé hors de ma pensée et de mon intention", s'est-il ensuite excusé, dans un message publié sur son compte Facebook, disant par ailleurs regretter d'avoir "mis dans l'embarras" les Amis du Palais de Tokyo et le musée.

De son côté, la direction de l'établissement s'est aussitôt désolidarisée du président de l'association et a annoncé qu'il serait rapidement remplacé à la tête des Amis du Palais de Tokyo. Le HuffPost 30 septembre 2019

Le signe «ok» est désormais considéré comme raciste par une ONG américaine - Sputnik 27 septembre 2019

L'Anti-Defamation League (ADL), une organisation non gouvernementale juive de défense des droits civils, a ajouté 36 symboles à sa base de données «Haine» («Hate on Display»), y compris le geste «ok»...

L'ADL a créé sa base de données «Hate on Display» en 2000 afin d'aider notamment les forces de l'ordre et les enseignants à déceler les groupes d'extrémistes et leurs symboles, dans l'espoir de détecter d'éventuels signes d'antisémitisme. La base en contient déjà 214.

Jonathan Greenblatt, PDG de l'ADL, a déclaré dans un communiqué que les symboles, les gestes et autres images anciennes acquièrent rapidement de nouvelles significations haineuses pouvant rester obscures pour le grand public. «Nous pensons que les forces de l'ordre et le public doivent être pleinement informés de la signification de ces images, qui peuvent servir de premier signal d'alarme pour la présence d'ennemis dans une communauté ou une école», a-t-il déclaré. Sputnik 27 septembre 2019

Comment épurer les institutions pour y placer leurs dévoués partisans.

Lutte contre les lobbies : deux ONG lancent une campagne pour inciter les politiques à rendre leurs agendas publics - Franceinfo 30 septembre 2019

Qui influence dans l'ombre les textes de loi votés par les responsables politiques ? Associations, ONG, think tanks, syndicats, mais aussi grands groupes internationaux ou cabinets plus ou moins opaques... Les lobbies (ou représentants d'intérêts) interviennent tout au long du processus législatif, donnant lieu, parfois, à des dérives. Deux ONG, Transparency France et le WWF France, lancent une campagne, lundi 30 septembre, pour "lever le voile sur les relations entre les lobbies et les responsables politiques".

"Il est grand temps de mettre un terme à cette opacité et de permettre enfin aux citoyens de savoir qui influence la loi, avec quels moyens et quels arguments", argumente Véronique Andrieux, directrice générale du WWF France. Selon un sondage Ifop commandé par les deux ONG, 79% des Français estiment que les responsables politiques sont "trop influencés par les lobbies" et 84% pensent qu'ils devraient "rendre publiques leurs rencontres avec les lobbyistes". Franceinfo 30 septembre 2019

LVOG - Cette opération est destinée à faire croire qu'il pourrait en être autrement, de la part de 2 ONG oligarchiques parmi les plus pourries ou corrompues qui existent.

Campagne idéologique tout azimut.

Et quand il n'existe pas ou plus d'alternatives aux sacs plastiques ?

L'Inde bannit le plastique à usage unique du pays - euronews 30 septembre 2019

C'est un changement radical qui va s'opérer en Inde !

A partir du 2 octobre prochain, le pays interdira définitivement plusieurs plastiques à usage unique , tels que les sacs, les pailles ou encore les gobelets. Considérée comme une révolution écologique, cette nouvelle mesure pose tout de même un problème majeur : que va-t-il advenir de l'industrie du plastique? euronews 30 septembre 2019

LVOG - En fait, vous savez ce qu'ils font ? Certains commerces ont déjà supprimé les sacs plastiques, et lorsque les client se présentent à la caisse ou achètent des produits non emballés, un poulet par exemple, ils leur proposent des sacs en plastique payant ! J'en emporte toujours dans le coffre du scooter pour ne pas dépenser quelques roupies de plus.

"***Nous n'en savons toujours pas beaucoup***", peu importe, la nouvelle religion a décrété que la viande en général et rouge en particulier était nocive pour l'homme.

La viande rouge, bien ou mal? Un groupe de chercheurs crée la controverse - AFP 1 octobre 2019

Le groupe a ré-analysées collectivement les études existantes et estime qu'elles montrent que réduire la consommation de viande rouge abaisserait la mortalité par cancer de sept morts pour mille personnes, ce qu'il considère être une baisse modeste.

En outre, les chercheurs qualifient le degré de certitude de "faible", voire "très faible" pour la charcuterie et les maladies cardiovasculaires et le diabète.

"Il y a de très faibles réductions de risque pour le cancer, les maladies du coeur et le diabète, et en outre, les preuves sont incertaines", résume Bradley Johnston, professeur associé d'épidémiologie à l'université Dalhousie au Canada, et directeur du groupe NutriRECS, qui a rédigé les consignes.

"Peut-être qu'il y a une réduction du risque, ou peut-être pas", dit-il à l'AFP.

Avec leur nouvelle analyse, les chercheurs disent vouloir faire mûrir le domaine des recommandations nutritionnelles, qu'ils jugent représentatives d'une "vieille école" qui estime que toute réduction de risque, aussi infime et incertaine soit-elle, apporte des bénéfices sociétaux, quels que soient les goûts individuels.

"Nous livrons aux gens notre meilleure estimation de la vérité, qui est incertaine. Selon leurs propres préférences, ils peuvent décider de réduire ou d'éliminer" viande et charcuterie, poursuit Bradley Johnston.

"Mais notre recommandation est que, pour la plupart des gens, la meilleure approche est de continuer, étant donné la très faible réduction de risques et l'incertitude des preuves". Bradley Johnston, professeur associé d'épidémiologie à l'université Dalhousie au Canada, et directeur du groupe NutriRECS, qui a rédigé les consignes.

"Il est déprimant que tout tende à indiquer qu'après toutes ces années et des millions de participants à des études, nous n'en savons toujours pas beaucoup", conclut de son côté Kevin McConway, professeur émérite de statistiques à l'Open University.

Le Centre international de recherche sur le cancer, agence de l'Organisation mondiale de la Santé, classe la viande rouge comme "cancérogène probable" et la charcuterie "cancérogène". AFP 1 octobre 2019

LVOG - En lisant le titre, n'aller pas croire que j'encouragerais la consommation de viande en général, j'en mange très peu, et je me passe de la viande rouge parce qu'elle ne convient pas à ma compagne, sans que cela me manque. Je voulais juste montrer une fois de plus, que la propagande officielle n'a aucune base scientifique et qu'elle est uniquement d'ordre idéologique.

Dans la rubrique les mal inspirés.

LVOG - Comment ils veulent faire monter les prix des produits alimentaires et affamer les plus pauvres.

L'industrie agroalimentaire doit céder la place aux vraies solutions à la crise climatique - grain.org 26.09

- "un nouveau rapport accablant sur le système alimentaire publié par le Groupe d'experts sur le climat (GIEC) et des millions de jeunes dans les rues réclamant l'arrêt des combustibles fossiles et des fermes industrielles"

- "... l'Amazonie est en flammes... le Cerrado brésilien, haut lieu de la biodiversité comparable à l'Amazonie ... brûle également à un rythme record."

- "Cependant, le dernier rapport du GIEC a révélé que les engrais azotés représentaient l'un des facteurs les plus dangereux et les plus sous-estimés contribuant à la crise climatique, et de nouvelles recherches montrent que le secteur a largement sous-estimé ses propres émissions."

- "Les grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers sont également en difficulté. Ces sociétés, telles que Tyson, Nestlé et Cargill, ont des niveaux d'émissions proches de leurs homologues du secteur des combustibles fossiles. Les 20 plus grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers émettent plus de gaz à effet de serre que l'Allemagne, le premier pollueur climatique européen. Toutefois, aucune de ces entreprises n'a de plans d'action crédibles pour réduire ses émissions et seules quatre des 35 plus grandes sociétés publient leurs émissions ! Au lieu de prendre des mesures significatives pour réduire la production, plusieurs sociétés ont fait tout un battage médiatique au sujet de leurs modestes investissements dans des alternatives à base de protéines végétales. Les gens ne sont pas dupes. À la veille de la grève mondiale contre le changement climatique de la semaine dernière, plus de 200 représentants d'organisations de peuples autochtones, de travailleurs, d'universités et d'organisations de défense de l'environnement et des droits humains ont adopté une déclaration historique qui plaçait « l'industrie des combustibles fossiles et l'agro-industrie » […] « au cœur de la destruction de notre climat »." grain.org 26.09

Qu'est-ce que c'est Le Grain ?

LVOG - Une organisation sympath, cool, qui défend les petits agriculteurs, les pauvres, patati patata. En fait elle fait partie du réseau mondial d'ONG instrumentalisées et financées par l'oligarchie financière, Gates, Soros, la Fondation Ford, etc. J'ai passé près de 2 heures à faire ces recherches sur le Net. Qu'est-ce qui m'y a incité ? Il y avait trop de trucs qui puaient dans leur article, et je commence à avoir le pif pour détecter les manipulateurs et autres escrocs au grand coeur. Suivez le guide, accrochez-vous.

https://www.grain.org/fr/pages/support-us-new

- Le travail de GRAIN est principalement financé par des subventions en provenance d'ONG, de fondations privées, de

gouvernements et, parfois, d'organisations intergouvernementales (voir la liste ici).

LVOG - Dans cette liste que je n'ai pas consultée en entier, je me suis arrêté au pif sur The New Venture Fund, et bingo !

http://www.newventurefund.org/project-directory/

Le New Venture Fund est fier de travailler avec des philanthropes de premier plan sur des projets novateurs aux États-Unis et dans le monde.

LVOG - Et devinez avec qui ? La Fondation Bill & Melinda Gates, mais aussi The National Convening Council. Voyons qui finance cette officine.

http://bmafunders.org/national-convening-council/

Open society fondations (Soros)

The Foundation Center

Et que trouve-t-on à la direction de The Foundation Center ?

https://candid.org/about/board-of-trustees#

LVOG - Précision. Candid est la nouvelle étiquette de cette officine depuis mai 2019 suite à sa fusion avec GuideStar, apparemment une base de données comportant 2.7 millions d'ONG ou associations. (https://www.fastcompany.com/90301678/guidestar-and-the-foundation-center-are-merging-to-form-the-definitive-nonprofit-transparency-organzation) - LVOG)

Ana Marie Argilagos
President
HIP—Hispanics in Philanthropy
New York , NY (elle a travaillé comme conseillère principale à la Fondation Ford)

Melissa Berman
President and CEO
Rockefeller Philanthropy Advisors, Inc.

Dominick Impemba
Controller
The Rockefeller Foundation

T. Sylvester John
Senior Director New Propositions, Digital Experience, & Store Delivery Walmart

Maintenant vous pourrez séparer le bon grain du mauvais ! Quel boulot !

Comment ils détournent la lutte de classe au profit d'une entreprise corporatiste.

LVOG - Parce que vous n'auriez pas encore deviné qu'il s'agissait de cela depuis le début de cette causerie ? Mais nous n'avons jamais quitté ce terrain. Bienvenue chez les enragés.

Plus de 200 dirigeants d'organisations de défense de l'environnement et des droits humains s'engagent à faire face ensemble à l'urgence climatique - Amnesty International 18 septembre 2019

Extrait. Plus de 200 représentants d'organisations de peuples autochtones, de travailleurs et travailleuses, d'universitaires et de défenseurs de l'environnement et des droits humains ont adopté une déclaration commune inédite appelant les gouvernements et les entreprises à s'attaquer sans délai à l'urgence climatique afin d'assurer la survie de l'humanité.

Ces représentants et leurs organisations souhaitent faire pression sur les gouvernements et les entreprises pour qu'ils accélèrent leurs engagements sur le climat. Entre autres initiatives, ces personnes prévoient de concerter davantage les actions en justice liées au climat...

Le Sommet a été organisé par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Amnesty International, Greenpeace International, le Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL), le Fonds mondial Wallace et le Centre pour les droits humains et la justice mondiale de l'Université de New York. Il se déroule les 18 et 19 septembre, en amont du Sommet Action Climat convoqué par le Secrétaire général des Nations unies.

Kumi Naidoo, secrétaire général d'Amnesty International, a déclaré :

« La lutte la plus urgente du monde a besoin de la force et de la diversité que peut apporter le mouvement populaire mondial de défense des droits humains...

Craig Mokhiber, directeur du bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, a déclaré :

« Pour les personnes qui sont en première ligne, le changement climatique affaiblit déjà les droits à l'alimentation, à l'eau et à l'assainissement, à un logement convenable, à la santé, à la sécurité, et même à la vie...

À terme, les effets négatifs du changement climatique atteignent le tissu même de la société humaine. Tous les pays doivent prendre des mesures urgentes et concrètes pour faire face à cette menace pesant sur les droits humains. En rassemblant les nombreuses ramifications du mouvement pour la justice climatique, nous entendons mobiliser une action climatique évolutive reposant sur les droits humains et la tolérance. »

Jennifer Morgan, directrice exécutive internationale de Greenpeace International, a déclaré :

« La crise climatique est une crise des droits humains. Les conséquences humaines des phénomènes météorologiques extrêmes peuvent être ahurissantes...

« Cette déclaration marque le début d'une nouvelle ère dans le militantisme climatique. Menés par les jeunes et aux côtés de nos alliés...

Carroll Muffett, présidente-directrice générale du Centre pour le droit international de l'environnement, a déclaré :

« Le coût de l'inaction persistante face à la crise climatique se mesure en termes de droits humains, de moyens de subsistance et de vies humaines... La déclaration d'aujourd'hui est le reflet d'un engagement commun, au sein du mouvement de défense des droits humains, pour placer les droits humains au centre de la crise climatique, supprimer progressivement les énergies fossiles qui alimentent cette crise et amener les gouvernements et les entreprises à rendre des comptes lorsqu'ils entravent l'action climatique. »

Ellen Dorsey, directrice générale du Fonds mondial Wallace, a déclaré :

« Le secteur des droits humains et ses mouvements aux quatre coins du monde apportent à l'action climatique de nouvelles ressources, un puissant vivier international de sympathisants et une force unique de plaidoyer en faveur des droits humains, permettant d'appeler les gouvernements et les entreprises à prendre des mesures à la hauteur de l'ampleur et de la rapidité du changement climatique afin d'assurer la survie de l'humanité. »

Philip Alston, président du Centre pour les droits humains et la justice mondiale de l'Université de New York, a déclaré :

« Le changement climatique a été qualifié de "fausse alerte", mais c'est une alerte qui finira par tuer un grand nombre de nos enfants et au moins certains d'entre nous. Nous lisons chaque jour des informations faisant état de nombreuses personnes mortes à cause de fortes chaleurs, au cours d'inondations ou lors d'incendies de forêts, ou simplement contraintes de fuir leur domicile, mais nous persistons à croire que cela ne nous arrivera pas. Tandis que beaucoup d'entre nous sont distraits par les réseaux sociaux ou déterminés à continuer une vie normale, les probabilités de catastrophes futures découlant du changement climatique deviennent des certitudes. Les droits humains tels que nous les connaissons seront rendus de plus insignifiants si nous n'agissons pas immédiatement. »

https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/09/200-environmental-and-human-rights-leaders-pledge-to-tackle-climate-emergency-together/

Maintenant démontons cette escroquerie.

Qu'est-ce que le Fonds mondial Wallace ?

http://wgf.org/mission-investing/#theoryofchange

Théorie du changement

Au Wallace Global Fund, nous nous considérons comme un bailleur de fonds et un partisan des mouvements sociaux. Pour ce faire, nous nous sommes engagés à utiliser tous les outils à notre disposition pour proposer de nouvelles idées et stratégies en vue de réaliser le changement. Pour ce faire, l'un des moyens consiste à maximiser l'impact de nos investissements en plus de nos subventions.

http://wgf.org/mission-investing/

Ce fonds mondial à revenu fixe, présidé par l'ancien vice-président Al Gore, se concentre sur l'octroi de prêts à des entreprises durables et à des opportunités.

Ce fonds est axé sur l'espace des technologies propres. Tesla Motors fait partie des investissements réussis.

Le premier fonds d'investissement mutuel pour l'environnement, le Fonds New Alternatives (NALFX), est axé sur les énergies renouvelables, le recyclage, la prévention de la pollution et la conservation. Whole Foods, Vestas Wind Systems, American Water Works et Panasonic font partie de ses investissements mondiaux. Le fonds détient également des liquidités dans plusieurs banques et coopératives de crédit axées sur l'octroi de prêts pour les logements à faible revenu et les petites entreprises.

http://wgf.org/mission-investing/#financials

Les membres du comité d'investissement.

Matt Gelfand est économiste principal, conseiller en placement principal et directeur général de Rockefeller Capital Management. Il est responsable de la surveillance des actifs des principaux régimes de retraite, fondations et fonds de dotation depuis plus de vingt ans.

Par erreur je suis tombé sur une autre officine de l'oligarchie philanthropique.

Le Fonds Mondial pour les Femmes.

https://www.globalfundforwomen.org/ressources-de-financement/?lang=fr

Le principal objectif du Fonds Mondial pour les Femmes est d'obtenir des ressources pour les organisations dirigées par des femmes, des filles et des personnes transgenres. Nous soutenons des organisations dirigées par des groupes historiquement marginalisés qui travaillent à construire des mouvements forts et connectés pour l'égalité des genres et les droits humains.

Les Bailleurs de Fonds (Extrait)

Canadian International Development Agency (CIDA)

EDGE Funders Alliance
European Foundation Centre (EFC)
Ford Foundation
The Foundation Center
Freedom House
FRIDA – The Young Feminist Fund
Fund for Global Human Rights
International Foundation for Electoral Systems (IFES)
The International Network of Women's Funds (INWF) The International Human Rights Funders Group
L'Agence Française de Développement
The Lutheran World Federation
National Endowment for Democracy (NED) (CIA)
New Israel Fund
Open Society Foundations (OSF) (Soros)
Oxfam GB

Oxfam Novib
Oxfam Quebec
Qatar Charity
Save the Children
The Virginia Gildersleeve International Fund
Wallace Global Fund

Une dernière au service du nouvel ordre mondial totalitaire.

Humanity United

https://humanityunited.org/

Quand l'humanité est unie, nous pouvons créer une force puissante pour la dignité humaine.

Conseil d'administration

Pierre Omidyar (fondateur d'eBay, selon le magazine Forbes, sa fortune s'élève à 10,9 milliards de dollars en 2018.)

Pam Omidyar

Pat Christen (directricer général du groupe Omidyar)

Jeff Mohr (conseiller en stratégie et gouvernance auprès du groupe Omidyar)

http://www.trustafrica.org/Funders_french.html

Humanity United est une fondation qui s'est donnée pour mission de renforcer la paix et de promouvoir la liberté humaine. Nous soutenons de nombreuses initiatives et idées et dirigeons un vaste réseau d'organisations qui partagent notre vision d'un monde libéré des conflits et de l'injustice.

Donateurs (Extrait)

Humanity United
Ministère néerlandais des Affaires étrangères
Fonds mondial Wallace
Carnegie Corporation
Fondation Bill & Melinda Gates
Fondation Ford
Fondations Open Society (Soros)

LVOG - Pour réaliser cet article, j'ai été sur les portails de toutes ces institutions (et bien d'autres!) et j'ai fouiné pour y trouver ce que je cherchais, autant dire que cela m'a pris un temps considérable, surtout en anglais, car cela vaut pour tous les sujets abordés dans cette causerie. Ces sources que je communique aux lecteurs leur permettent de vérifier que je ne leur raconte pas de blagues. Et j'y tiens.

Comment s'y prennent-ils pour faire de vous des malades mentaux. Alors ne les écoutez pas !

LVOG - Qui n'a pas entendu dire que les occidentaux dont les Français seraient des nantis, qu'ils auraient tout pour être heureux et pourtant ils ne cessent pas de se plaindre, de revendiquer, de manifester, honte à eux !

Donc même si votre condition est misérable, tout juste supportable, délicate, votre statut précaire et votre avenir professionnel incertain, vous devriez vous estimer heureux et arrêter de geindre en permanence, quelle indécence franchement !

Et quelles peuvent être les conséquences d'un tel discours ? Lisez.

Les 5,5 millions d'habitants de la Finlande sont historiquement stéréotypés comme étant suicidaires et taciturnes, notamment à cause des longs hivers obscurs. La population a pourtant été élue la plus heureuse du monde par l'ONU pour la deuxième année consécutive...

En 1990, la Finlande enregistrait le deuxième taux de suicide le plus élevé au monde. Le nombre de suicides, à tout âge, a depuis diminué de moitié, mais demeure bien au-dessus de la moyenne européenne. Il reste que près de 16% des femmes finlandaises âgées de 18 à 23 ans et 11% des jeunes hommes se définissent comme «en difficulté» ou «souffrant» dans la vie, selon un rapport publié en 2018 par le Conseil nordique des ministres et l'Institut de recherche sur le bonheur de Copenhague.

«Tout allait bien, mais... on a presque l'impression de ne pas avoir le droit d'être déprimé quand on vit dans un pays comme la Finlande où le niveau de vie est si élevé», explique Kirsi-Marja Moberg, 34 ans, qui a reçu son premier diagnostic de dépression à l'adolescence. «Vous avez vraiment l'impression que vous devriez simplement vous amuser et profiter de toutes les possibilités que vous avez quand vous êtes encore jeune. La société peut vraiment vous donner ce genre d'image.» slate.fr 27 septembre 2019

En Marche même en Inde !

Inde: départ d'une "marche pour la paix" à travers le monde pour promouvoir les valeurs de Gandhi - AFP 2 octobre 2019

Plusieurs centaines de disciples du héros de l'indépendance indienne Mahatma Gandhi ont entamé mercredi depuis New Delhi une marche pour la paix d'un an, qui les mènera jusqu'à Genève après un périple de 14.000 km.

Le départ de la marche "Jai Jagat", qui signifie "guérir le monde", coïncide avec le 150e anniversaire de la naissance de Gandhi et traversera 10 pays, pour promouvoir les valeurs de l'icône indienne de la paix, qui prôna la résistance non-violente face au colonisateur britannique.

"Si c'est possible en Inde, c'est possible partout dans le monde", a déclaré l'organisateur de la marche, Rajagopal PV, en soulignant que la non-violence pouvait être au coeur des combats contre la pauvreté ou le changement climatique.

"Nous irons de ville en ville pour apprendre et nous inspirer des expériences alternatives qui fonctionnent", s'est enthousiasmé une jeune participante française, Claire Lhermitte.

Pour Michel Daudet, un autre Français, agriculteur à la retraite, l'objectif est de construire "un monde plus juste".

"Le changement commence avec nous. La marche servira aussi à nous changer nous-mêmes", a-t-il ajouté. AFP 2 octobre 2019

LVOG - Gandhi l'archaïque qui s'opposa à Nerhu promoteur de l'industrialisation de l'Inde, ils lui décerneraient le prix Nobel de la Paix de nos jours !

L'art de semer le désespoir.

LVOG - Un exercice qui vous est proposé par Jérémy Sebbane, écrivain, scénariste, ancienne plume de Manuel Valls et Fleur Pellerin, tout un roman ou un programme! Sous le patronage du HuffPost.

- ...l'action politique –fortement limitée par le marché ou des structures extranationales notamment européennes- s'est substituée la communication au rythme du buzz, du storytelling, des chaînes infos en continu et des réseaux sociaux, dans une ère où (...) les peuples finissent par préférer voter pour des animateurs de télévision, où puiser encore un idéal?

LVOG - Quand on attribue "le marché" comme limite à "l'action politique", forcément on ne risque pas d'avoir d'idéal!

- Quand on est issu d'une génération post-chute du Mur de Berlin où les idéologies se sont évanouies et ont laissé place à des engagements politiques fluctuants et la plupart du temps interchangeables, que l'on a toujours connu un pays où être jeune était synonyme de parcours du combattant pour trouver un emploi, un logement ou simplement acquérir son indépendance, où chercher encore l'espoir de changement ?

LVOG - Quand on confond les différents acteurs politiques et les idéologies, forcément il n'existe aucun "espoir de changement" !

Ne serait-ce pas le cas depuis plus d'un siècle ?

Le populisme de gauche met fin au déni de la lutte des classes - Francis Daspe, membre du Parti de Gauche

La traditionnelle "latéralisation" gauche/droite ne signifie en effet plus grand-chose en la matière. Tout simplement parce qu'une partie de la gauche instituée a changé de camp à force de renoncements et de reniements. Elle est passée au marché, et même parfois bien davantage, intégrant le cercle de la répression des forces sociales. Si bien qu'une partie non négligeable du "peuple" vote à droite, donnant à l'occasion à croire que les exploiteurs et les possédants pourraient être majoritaires. Ce qui

n'est pas vrai. Le HuffPost 28.09

LVOG - Qu'est-ce qui caractérise le populisme de gauche ? On serait tenté de dire la même chose que le populisme de droite, puisque ni l'un ni l'autre ne remet en cause l'existence du capitalisme.

Ce qui caractérise le populisme de gauche, c'est la faculté d'employer un discours démagogique ou radical opposant le peuple à l'oligarchie pour camoufler son refus d'affronter le capitalisme et ses institutions, avec lesquels il s'accommode très bien comme on peut l'observer.

En fait, ça baigne ! Pas pour tout le monde.

La suppression de l'ISF a surtout bénéficié aux 5% des ménages les plus riches, selon le comité d'évaluation - Franceinfo 01.10

Le comité d'évaluation estime qu'il est difficile d'évaluer les effets de la réforme à long terme par manque de données statistiques. Dans son premier rapport, il affirme tout de même qu'elle a favorisé les ménages les plus aisés. Franceinfo 01.10

Le marché automobile français s'est repris en 2019 - BFMTV 01.10

Le nombre d'immatriculations en France s'est envolé de près de 17% en septembre sur un an selon les chiffres du CCFA.

Sur les neuf premiers mois de 2019, plus de 1,64 millions de voitures particulières neuves ont été mises sur les routes, soit une baisse modeste de 1,28% sur un an. Le CCFA avait prévu un marché "stable" à un haut niveau d'environ 2,1 millions de véhicules sur l'année. BFMTV 01.10

TROISIEME PARTIE

L'Empire totalitaire fait régner la terreur.

Washington accuse Damas d'une nouvelle attaque chimique et promet de riposter - AFP 27 septembre 2019

Lors d'une rencontre avec la presse, Jim Jeffrey, représentant spécial des Etats-Unis pour la Syrie, a rappelé que l'attaque avait fait quatre blessés. Mais même sans décès...

L'ONU a annoncé lundi un accord intersyrien pour la création d'un Comité constitutionnel, censé ouvrir la voie à des élections et tourner la page de la guerre.

Bachar al-Assad reste aussi sourd à tous les appels à stopper l'offensive sur Idleb... AFP 27 septembre 2019

Trump suspend par décret le permis d'entrée américain aux autorités de l'Iran et du Venezuela - RT 26 septembre 2019

Le président américain Donald Trump a suspendu par décret l'autorisation d'entrée aux Etats-Unis de hauts fonctionnaires de l'Iran et du Venezuela ainsi que leurs proches afin d'exercer une pression supplémentaire sur leurs gouvernements respectifs. RT 26 septembre 2019

Publiés presque simultanément le 25 septembre sur le site internet de la Maison Blanche, deux décrets annoncent que le président américain Donald Trump a suspendu l'autorisation d'entrée américaine de hauts fonctionnaires du Venezuela et d'Iran, ainsi que leurs proches. Des déclarations faites à un moment bien choisi : Hassan Rohani et plus de 80 de ses principaux diplomates et collaborateurs étaient en effet présents à New York pour assister à l'Assemblée générale annuelle des Nations unies.

Si cette annonce spectaculaire ne visait pas à forcer la délégation iranienne à partir sur le champ, elle constitue – comme s'il en fallait davantage – un signal fort de l'hostilité américaine à l'égard de Téhéran.

Abritant le siège des Nations unies, les Etats-Unis émettent généralement des visas pour permettre aux dirigeants étrangers de s'y rendre, tout en limitant strictement leurs mouvements à New York.

Dans son communiqué, Donald Trump décrit le gouvernement iranien comme un «Etat parrain du terrorisme qui menace la stabilité

du Moyen-Orient et au-delà». «J'ai déterminé qu'il était dans l'intérêt des Etats-Unis de prendre des mesures pour restreindre et suspendre l'entrée aux Etats-Unis, en tant qu'immigrants ou non-immigrants, de hauts fonctionnaires, des responsables de l'Iran, et des membres de leur famille immédiate», écrit le président américain.

Le même jour à la tribune de l'ONU, le président iranien Hassan Rohani a annoncé refuser «toute négociation» avec les Etats-Unis «tant qu'il y aura des sanctions».

Tous ceux qui soutiennent Maduro persona non grata aux Etats-Unis

Quant au Venezuela, la même décision affectera les «membres du régime de Nicolas Maduro», l'armée et la police, les membres de l'Assemblée nationale constituante et leurs familles, fait savoir le décret présidentiel.

Selon Donald Trump, les personnes en question «formulent, appliquent ou bénéficient des politiques ou actions qui minent ou endommagent les institutions démocratiques du Venezuela ou empêchent le rétablissement du gouvernement constitutionnel» dans ce pays.

Le même jour, ABC News annonçait que le locataire de la Maison blanche avait rencontré la délégation de l'opposition vénézuélienne à l'Assemblée générale de l'ONU, lui exprimant son soutien et appelant à la fin de «l'oppression horrible et brutale» du président Nicolas Maduro. RT 26 septembre 2019

Ils osent tout.

Hommage à Chirac : comment l'école honore ses présidents décédés - LePoint.fr

À Strasbourg, Macron va décorer deux héros de l'attentat du marché de Noël - Le HuffPost 30.09

Ce qu'il y a de Martin Luther King dans le discours historique de Greta Thunberg - Le HuffPost 26.09

Le trou de la Sécu de retour après les «gilets jaunes» - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Pérou

Confusion politique au Pérou: le président dissout le Parlement, qui riposte en le suspendant - AFP 1 octobre 2019

La confusion politique régnait mardi au Pérou où le chef de l'Etat Martin Vizcarra a prononcé la veille la dissolution du Parlement dominé par l'opposition fujimoriste, lequel a riposté en le suspendant pour un an et en nommant une présidente intérimaire.

Dans un discours télévisé à la nation, M. Vizcarra a commencé par annoncer la dissolution du Parlement, une première au Pérou depuis 1992, et la convocation d'élections législatives anticipées le 26 janvier.

Mais le Parlement a riposté en votant, à une majorité de 86 voix sur 130, la suspension pour un an de M. Vizcarra pour "incapacité morale" et son remplacement par la vice-présidente Mercedes Araoz, une économiste de 58 ans, laquelle a prêté serment dans la foulée.

Le Parlement se réunira à nouveau vendredi pour voter une motion destituant M. Vizcarra de façon définitive, a indiqué le président de la Chambre, Pedro Olaechea.

"Nous sommes face à un coup d'Etat", a fulminé le député Jorge Del Castillo, allié de l'opposition, pour justifier la fronde du Parlement. "J'espère que les forces armées et la police ne se joindront pas à cette mascarade", a-t-il ajouté.

Mais les principaux chefs de l'armée et de la police se sont rendus au palais présidentiel à Lima pour réaffirmer "leur plein soutien à l'ordre constitutionnel et au président Martin Vizcarra comme chef suprême", a annoncé la présidence sur Twitter en publiant une photo de la réunion.

Cette crise est l'aboutissement d'une querelle politique de plusieurs années au Pérou au sujet du mode de nomination de juges au Tribunal constitutionnel.

Le Tribunal constitutionnel, la plus haute instance judiciaire du Pérou, est actuellement saisi de la demande de remise en liberté de la leader de l'opposition Keiko Fujimori, fille de l'ex-président Alberto Fujimori (1990-2000).

Mme Fujimori est incarcérée depuis onze mois dans le cadre du vaste scandale de corruption Odebrecht -- du nom du géant du BTP brésilien -- qui éclabousse la classe politique latino-américaine.

Les fujimorises détiennent actuellement la majorité au Parlement mais, en dégringolade dans les sondages, ils redoutent la perspective d'élections anticipées. D'autant plus qu'en vertu d'une réforme adoptée en 2018 par référendum, plus aucun parlementaire au Pérou ne peut postuler à un second mandat.

Martin Vizcarra, au contraire, jouit d'une forte popularité en raison de son intransigeance face à l'opposition, même si lui-même ne bénéficie du soutien d'aucun parti politique. Cet ingénieur de 56 ans a succédé en 2018 à Pedro Pablo Kuczynski, dont il était le vice-président, acculé à la démission en raison de soupçons de corruption.

Plusieurs manifestations de soutien à sa décision de dissoudre le Parlement ont eu lieu lundi soir à travers le Pérou. La plus importante a rassemblé environ 2.000 personnes à Lima.

Outre Alberto Fujimori, condamné pour violations des droits de l'homme et emprisonné depuis 2005, les quatre derniers présidents du Pérou ont eu maille à partir avec la justice de leur pays.

Alan Garcia (1985-1990 et 2006-2011), soupçonné de corruption dans le scandale Odebrecht, s'est suicidé d'une balle dans la tête le 17 avril au moment où la police venait l'arrêter à son domicile.

Ollanta Humala (2011-2016) et son épouse Nadine Heredia ont été inculpés en mai par la justice péruvienne pour blanchiment d'argent présumé.

Pedro Pablo Kuczynski (2016-2018), contrait à démissionner, est visé par une enquête pour blanchiment d'argent présumé dans le scandale Odebrecht.

Quant à Alejandro Toledo (2001-2006), il a été arrêté le 16 juillet aux Etats-Unis, où il réside, en vue d'une extradition, également pour le scandale Odebrecht. AFP 1 octobre 2019

Autriche

L'Autrichien Sebastian Kurz triomphe en solitaire et cherche des partenaires - AFP 30 septembre 2019

Au sommet mais bien seul: Sebastian Kurz part lundi en quête de partenaires pour gouverner l'Autriche, fort d'une large victoire aux législatives mais privé du soutien de l'extrême droite, son ancien allié, et boudé par les autres formations.

Son score de 37% offre au chef des conservateurs une revanche appréciable, quatre mois après la chute de sa coalition avec le parti d'extrême droite FPÖ, balayé en mai par le scandale de corruption de l'Ibizagate.

Mais Sebastian Kurz a beau avoir creusé la distance avec tous ses concurrents et amélioré de près de six points le résultat obtenu par son parti ÖVP en 2017, il ne peut gouverner seul et doit nouer de nouvelles alliances pour revenir au pouvoir.

Aucun parti ne semble pressé de lui tendre la main. Dès dimanche soir, l'extrême droite FPÖ, qui a gouverné dix-huit mois avec la droite, a fait savoir qu'elle se voyait siéger dans les rangs de l'opposition après un recul dans les urnes bien plus fort qu'attendu.

Confronté dans les derniers jours de campagne à de nouveaux soupçons de malversation, le parti anti-islam et anti-immigration a perdu environ dix points (16%) par rapport au précédent scrutin et n'est "pas en position" de gouverner, a annoncé son nouveau chef Norbert Hofer.

"Le FPÖ est le grand perdant" du scrutin, observe le politologue Peter Filzmaier, alors qu'il y a deux ans, la coalition autrichienne entre la droite et l'extrême droite s'affichait en modèle à suivre dans une Europe aux prises avec la montée des nationalismes.

Portés par la mobilisation internationale sur le climat, les Verts d'Autriche sont eux les gagnants manifestes des législatives, avec un score de 14% qui les place en position de former une majorité avec Sebastian Kurz.

"Le plus vraisemblable est un gouvernement turquoise (couleur de l'ÖVP, ndlr) - vert", affirme un éditorial du quotidien Kurier (centre-gauche).

- "Neutraliser la vague verte" -

Mais le parti écologiste ne compte pas faire de cadeau au chef des conservateurs, qui a imposé une ligne dure sur l'immigration et refuse mordicus la création d'une taxe carbone défendue par les Verts.

Seuls 32% des électeurs des Verts sont favorables à une coalition avec l'ÖVP, inédite en Autriche. Les partisans de ce mariage sont encore moins nombreux dans le camp conservateur (20%).

Le chef des "Grünen", Werner Kogler, a averti qu'il n'envisageait un pacte avec Sebastian Kurz que si ce dernier opérait "un changement politique radical".

Les questions climatiques ont éclipsé la thématique de l'immigration durant la campagne électorale et les écologistes ont quadruplé leur score (14%), eux qui n'avaient pas franchi la barre des 4% nécessaires pour entrer au parlement en 2017.

"Ce pourrait être l'occasion pour Sebastian Kurz de prendre le train de l'écologie en marche tout en neutralisant la vague verte", avance le politologue Thibault Muzergues, qui estime que l'ex-chancelier étudie sérieusement cette possibilité d'alliance.

Mais il pourrait tout aussi bien revenir à la traditionnelle "grande coalition" avec les sociaux-démocrates du SPÖ, arrivés en seconde position (22%) avec un retard de quinze points sur la droite. Ils réalisent leur performance la plus médiocre de l'après-guerre.

Las, eux non plus ne se montrent pas particulièrement enthousiastes à l'idée de partager le pouvoir avec la droite, qu'ils accusent d'une dérive populiste sous l'influence de Sebastian Kurz. La cheffe du SPÖ, Pamela Rendi-Wagner, s'est cependant dit prête à discuter avec les conservateurs.

Une grande coalition centriste sur le modèle de celle qui a gouverné l'Autriche durant 44 ans ne serait guère populaire auprès des électeurs qui ne veulent plus entendre parler de ce "vieux couple".

"Sebastian Kurz décevra ses électeurs quelque soit la coalition qu'il va former", résume le politologue Peter Filzmaier.

Reste l'option d'un gouvernement minoritaire. Au vu des résultats, cette variante "est devenue très, très tentante", estime l'analyste Johannes Huber. "Bien sûr, à un moment donné, il y aura une motion de défiance contre M. Kurz et finalement de nouvelles élections. Mais ce ne sera pas rapide. Dans un avenir prévisible, le FPÖ est en soins intensifs et les sociaux-démocrates aux abonnés absents." AFP 30 septembre 2019

Afghanistan

Abstention record à la présidentielle afghane, plombée par les craintes d'attaques et de fraude - AFP 30 septembre 2019

L'abstention devrait battre un record à l'élection présidentielle afghane, plombée par la menace des attaques des talibans, une campagne atone et les craintes de fraude électorale.

Environ 9,6 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes samedi dans l'Afghanistan en guerre pour choisir le chef de l'Etat parmi 18 candidats, avec deux favoris, l'actuel président Ashraf Ghani et son chef de l'exécutif Abdullah Abdullah.

La participation devrait être la plus basse des quatre scrutins présidentiels tenus depuis 2004.

La commission électorale a annoncé dimanche soir que selon les chiffres disponibles pour les trois quarts des bureaux de vote (3.736 sur 4.905), un peu plus de 20% des électeurs (2,19 millions) avaient mis un bulletin dans l'urne.

A ce rythme la participation finale, attendue lundi, pourrait tourner autour de 25%. Loin derrière le plus bas enregistré jusqu'ici, qui était de 38% au premier tour de la présidentielle de 2009.

Haroun Mir, chercheur indépendant à Kaboul, a minimisé les conséquences d'un faible taux de participation, jugeant que "le prochain gouvernement aura un mandat plus fort que l'actuel, parce que l'élection est beaucoup plus "propre" que les précédentes".

La peur des attaques, mais aussi de la fraude, ont joué un rôle dans cette désaffection, selon de nombreux témoignages de

citoyens recueillis avant l'élection. Les précédentes présidentielles de 2014 et 2009 avaient été entachées de fraudes massives.

Bon nombre d'électeurs sont aussi restés chez eux, ayant perdu tout espoir que leurs élites améliorent leurs conditions d'existence, dans un pays où 55% de la population vivait avec moins de deux dollars par jour en 2017.

Les résultats préliminaires doivent être annoncés le 19 octobre et les définitifs le 7 novembre. Si aucun des candidats du premier tour n'a reçu plus de 50% des suffrages, un deuxième tour se tiendra alors dans les deux semaines suivantes. AFP 30 septembre 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Le suicide d'une directrice d'école de Pantin doit faire réagir Blanquer - Le HuffPost 28.09

Les parents d'élèves d'une école maternelle de Pantin (Seine-Saint-Denis), dont la directrice s'est donné la mort il y a une semaine, ont adressé vendredi 27 septembre une lettre au ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer pour l'interpeller sur "un dramatique cri d'alerte".

Six jours après la découverte du corps de Christine Renon dans le hall de la maternelle Méhul et des nombreuses lettres qu'elle avait pris soin d'envoyer avant sa mort où elle mettait en cause l'Education nationale, les parents d'élèves ont envoyé ce courrier, également adressé au recteur, ainsi qu'à l'inspecteur d'académie et de la circonscription.

"Le geste de Christine Renon est porteur de messages clairs; nous vous demandons de les entendre et d'en prendre acte, et nous attendons un engagement fort en faveur des écoles de Pantin, des écoles de Seine-Saint-Denis, des écoles des zones sensibles", écrivent-ils dans cette lettre que l'AFP a pu consulter. Des problèmes chroniques

"En dehors de l'émotion, nous vivons l'événement qui secoue notre école aujourd'hui comme un tragique reflet de l'état des écoles de notre secteur et comme un dramatique cri d'alerte sur les conditions de travail des directeurs d'école", poursuivent-ils.

Comme dans le courrier adressé par la défunte à plusieurs directeurs d'école de Pantin, les parents d'élèves pointent du doigt l'"instabilité d'un interlocuteur essentiel, l'inspecteur de l'Education nationale", un nouveau "en poste à chaque début d'année scolaire".

Ils évoquent aussi des problèmes liés aux rythmes scolaires,"une grande instabilité dans les équipes d'animation, des changements de personnel très fréquents, en sous-effectif régulier, souvent peu formé".

Se déclarant "bien décidés à poursuivre les combats de Christine Renon", ils interrogent le ministre: "Quelles solutions pouvez-vous apporter?, quelles suites pouvons-nous attendre et dans quels délais?, comment les enseignants de l'équipe seront-ils accompagnés et soutenus dans la durée?". Réflexion sur le statut de directeur d'école

"Samedi, je me suis réveillée épouvantablement fatiguée": c'est par ces mots que commence la longue lettre envoyée à son inspection par cette enseignante de 58 ans qui exerçait dans le 93 depuis 30 ans.

Jeudi, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées dans la cour de l'école Méhul pour rendre hommage à Christine Renon. Quelques heures auparavant, Jean-Michel Blanquer s'était rendu sur les lieux pour rencontrer les personnels de l'école. Il avait exprimé dans un tweet "sa profonde tristesse" et indiqué avoir missionné l'Inspection générale.

"Il faut une réflexion sur le statut de directeur d'école, soumis à de plus en plus de tensions, de violences", ajoute-t-on dans l'entourage du ministre.

L'école, qui compte onze classes et accueille 300 enfants, a été fermée lundi. Elle a rouvert mardi avec des modalités d'accueil particulières. Le HuffPost 28.09

Grèce

Grèce : mobilisation sociale contre une réforme du travail - euronews 2 octobre 2019

Nouvelle journée de grève de 24 heures ce mercredi en Grèce, à l'appel des syndicats du privé et des transports en commun. Un mouvement qui touche notamment les transports. Quasiment pas de liaisons maritimes, pas de métros, pas de trains. La poste et plusieurs banques étaient également affectées par ces débrayages.

Le nombre des manifestants s'est élevé à 6.000 personnes, moins que mardi dernier lors de la grève observée par la Confédération des salariés du public, l'Adedy, qui avait perturbé le fonctionnement des hôpitaux, écoles et tribunaux et rassemblé plus de 7.000 personnes.

En tout cas, le mot d'ordre est le même : dire non à un projet de loi sur la réforme du travail qui, d'après les syndicats, vise à "la déréglementation du marché de l'emploi". euronews 2 octobre 2019

Ca sent toujours la merde monsieur Modi !

L'Inde débarrassée de la défécation en plein air, affirme Modi - AFP 2 octobre 2019

L'Inde est débarrassée du problème de la défécation en plein air, a assuré mercredi son Premier ministre, Narendra Modi, à l'origine d'un vaste plan d'installation de toilettes dans son pays.

"En 60 mois, on a donné accès aux toilettes à 600 millions de personnes (sur 1,3 milliard d'habitants, ndlr), plus de 110 millions de toilettes ont été construites", s'est exclamé M. Modi au cours d'un événement public à Ahmedabad (ouest).

"Le monde entier est stupéfait d'entendre ceci", a-t-il ajouté, malgré le scepticisme qu'a suscité cette annonce faite le jour du 150e anniversaire de la naissance du Mahatma Gandhi, qui a joué un rôle fondamental non seulement en vue de l'indépendance mais aussi pour l'amélioration de la situation sanitaire de son pays.

Le gouvernement indien dit avoir consacré 20 milliards de dollars à ce plan sanitaire lancé en 2014 pour remédier aux effets de la défécation en plein air, qui touche surtout les zones rurales.

Narendra Modi, qui a remporté un deuxième mandat de Premier ministre haut la main en mai, a été primé le mois dernier à New York par la Fondation Bill et Melinda Gates pour les mesures qu'il a prises contre ce fléau. AFP 2 octobre 2019

LVOG - Au moins on sait de qui il est le président !

Dans tous les villages il existe des dizaines d'habitations où il n'y a pas d'espace pour construire des toilettes, donc les gens continuent de se soulager en plein air. Quand il a plu, c'est une puanteur. En face de chez moi il y a un terrain non clôturé qui appartient à un propriétaire. Il a été planté d'eucalyptus, les gens du village qui n'ont pas de toilettes y vont chier, quoique depuis une semaine les arbres ont été coupés et ils doivent aller cent mètres plus loin. A la tombée de la nuit, en cette saison la rosée tombe et il se dégage de ce terrain une odeur pestilentielle, je ne la sens pas de chez moi grâce au mur du jardin sauf quand il y a du vent qui vient de l'est, ce qui est rare, et puis on ne sort pas le soir dans le jardin à cause des serpents ou des scorpions qui se baladent.

Et puis, il y a des gens qui ont revendu les matériaux que le gouvernement leur avait livrés pour construire des toilettes ou ils s'en sont servis pour autres choses. Mieux, comme l'immense majorité des Indiens vivent dans la précarité absolue, ils n'auront pas d'argent pour faire vider leurs fosses septiques et ils retourneront chier n'importe où.

La mienne est très grande, la dernière fois cela m'a coûté 1800 roupies (environ 25 euros) pour la faire vider, une fortune ! Le salaire minimum tourne maintenant autour de 6 à 7000 roupies (80 à 93 euros) , mais beaucoup de travailleurs indiens sont encore payés à la tâche ou à la journée ou ne travaillent pas un mois complet, et ils ne sont pas payés quand ils s'absentent ou sont malades, ce qui arrive souvent. Ici le salaire varie en fonction du nombre de jours travaillés, il n'y a pas de salaire mensualisé fixe comme en France.

ECONOMIE

Chine

Pékin inaugure son nouvel aéroport géant avant l'anniversaire du régime - AFP 25 septembre 2019

La Chine a inauguré mercredi un nouvel aéroport géant au sud de Pékin, une infrastructure de prestige ouverte à quelques jours des colossales célébrations du 70e anniversaire du régime communiste.

Le président Xi Jinping en personne a inauguré l'aérogare qui évoque la forme d'une étoile de mer au toit cuivré. Un premier vol commercial, un Airbus A380 de la compagnie China Southern Airlines, a décollé quelques heures plus tard à destination de Canton (sud).

Juste avant la fête nationale du 1er octobre, qui s'accompagnera d'un énorme défilé civil et militaire au coeur de Pékin, l'inauguration d'un aéroport futuriste s'inscrit dans la droite ligne du "rêve chinois" que Xi Jinping vante à ses compatriotes.

L'aéroport international de Daxing, situé à 46 km au sud du coeur de la capitale, doit fonctionner à pleine capacité en 2025 avec 72 millions de passagers par an, ce qui en ferait un record mondial pour un terminal unique, selon ses concepteurs.

A l'horizon 2040, l'infrastructure disposera de huit pistes, dont une à usage militaire. Elle sera en mesure d'accueillir 100 millions de passagers, ce qui en ferait la plus grande aérogare du monde en termes de capacité voyageurs.

Le nouveau site doit désengorger l'actuel aéroport international de Pékin-Capitale, dont les trois terminaux sont situés au nord-est de la métropole tentaculaire de 21 millions d'habitants.

Cette infrastructure, deuxième du classement mondial en termes de fréquentation après l'aéroport d'Atlanta aux Etats-Unis, arrive déjà à saturation, avec un peu plus de 100 millions de passagers annuels.

A titre de comparaison, tous les terminaux de Paris-Charles-de-Gaulle, 10e aéroport mondial, ont traité moins de 70 millions de passagers en 2017.

Avec la hausse du niveau de vie et l'appétit des Chinois pour les voyages, le transport aérien est en plein boom dans le pays asiatique: selon l'Association du transport aérien international (Iata), au milieu des années 2020, la Chine passera devant les Etats-Unis pour devenir le premier marché aérien du monde.

En 2037, le pays assurera 1,6 milliard de voyages en avion par an, soit un milliard de plus qu'en 2017.

Dans ces conditions, la capitale s'attend à recevoir 170 millions de passagers en 2025, répartis entre ses deux aéroports.

Avec une superficie de 700.000 m2, le nouveau bâtiment revendique le titre de plus grand terminal aéroportuaire du monde. Il a été conçu par l'architecte anglo-irakienne Zaha Hadid, décédée en 2016, et la filiale ingénierie d'Aéroports de Paris (ADP).

Il est recouvert par un toit d'un seul tenant qui représente la superficie de 25 terrains de football.

A la différence des aérogares classiques, le nouveau bâtiment est tout en hauteur, avec deux niveaux pour les départs et autant pour les arrivées. Une gare métro/TGV est installée directement sous le terminal.

Une ligne express doit permettre de rejoindre le centre-ville en une vingtaine de minutes, mais la liaison avec l'actuel aéroport, distant de 67 km, risque d'être plus compliquée.

Le projet a coûté 120 milliards de yuans (15 milliards d'euros), 400 milliards en comptant les raccordements ferroviaires et routiers. AFP 25 septembre 2019

Inde

LVOG - "Généralement utilitaire", mais pas forcément indispensable en état de précarité absolue ! Une vision économique au ras du slip !

À en croire les ventes de slips, c'est la crise en Inde - slate.fr 26.09

C'est un indicateur curieux et non-académique, mais c'est un indicateur que l'économiste américain et ex-président de la Réserve fédérale Alan Greenspan utilisait pour détecter les crises.

Selon lui, comme le rapportait NPR en 2008, une récession ou un ralentissement économique peuvent se jauger à la baisse des ventes de sous-vêtements ou à celle de l'activité des entreprises de nettoyage à sec.

Faire nettoyer ses vêtements est, pour beaucoup, un luxe que l'on s'offre; ne plus le faire est donc le signe que les budgets sont à la baisse. L'achat des sous-vêtements est un acte peu coûteux et généralement utilitaire. Quand ils ne sont plus rachetés

aussi régulièrement que d'habitude, c'est que les ménages ont dû arbitrer en défaveur de cet objet pourtant nécessaire. Et donc que l'économie va mal.

Quand les slips vont mal, tout va mal

Le New York Times est allé vérifier l'équation en Inde, dans la ville de Tiruppur, où ils sont produits en masse – l'industrie du textile emploie 45 millions d'Indiens.

À en juger par l'état du commerce des slips, le pays semble être entré dans une importante crise: au milieu de marchés désertés et de grossistes démoralisé·es, un commerçant local fait état d'une dégringolade de 50%.

Une chute symptomatique de l'état d'esprit du pays. Jusqu'à l'année dernière, avec une population estimée à 1,3 milliard, l'Inde figurait parmi les champions du monde de la croissance, dépassant régulièrement les 8% annuels.

Réélu en mai, Narendra Modi et son gouvernement tablent, pour cette année, sur 5% seulement. Le pays fait face à une crise de l'emploi sans précédent. La moitié de la population du pays dépendant de l'agriculture est à la peine.

La roupie a perdu près de 9% de sa valeur en un an, ce qui a renchéri nombre de produits que l'Inde importe. La fragilité bancaire a provoqué un resserrement du crédit qui pénalise un peu plus encore l'économie et les investissements.

L'industrie automobile est particulièrement marquée: les ventes de véhicules neufs ont baissé de 32% an août et le secteur menace de devoir licencier un million de personnes si la tendance se poursuit.

Comme le note le New York Times, même les paquets de biscuits bon marché Parle, qui accompagnent le thé au lait matinal dans des millions de foyers, souffrent malgré leur prix. (10 roupies - 80 grammes. Vous voyez que c'est moi qui fait les courses ! - LVOG)

Le gouvernement Modi, longtemps critiqué pour son inaction, a fini par prendre des mesures en faveur de l'investissement, et a poussé la Banque centrale à lui verser 22 milliards d'euros pour tenter de stimuler l'économie.

Mais les spécialistes doutent de l'efficacité de sa politique et préviennent: l'exemple indien, qui fait écho au ralentissement chinois, pourrait être suivi par de nombreux autres pays en voie de développement. slate.fr 26.09

LVOG - Cela fait belle lurette que je ne dépense plus de fric pour cet article inutile ou superflu, le slip, pourquoi j'en porterais puisque les femmes n'en portent pas, franchement ? En revanche ils leur ont imposé le soutien-gorge qui n'existait pratiquement pas dans les années 80. Quand j'ai rencontré ma future épouse en 1989, il a fallu que je lui en achète parce qu'elle n'en avait pas.

Les prix continuent de flamber mais les salaires ne suivent pas ou pas forcément, et les charges fixes inexistantes hier (essence, assurance, scolarité, téléphone, électricité, gaz, etc.) et correspondant à de nouveaux besoins se sont multipliées, toutes les familles indiennes sont endettées, même les plus pauvres, je ne parle pas des miséreuses, cela existe aussi et pas qu'un peu. Avec deux salaires ils peinent à survivre, avec un seul, c'est la pauvreté assurée.

Tous mes voisins dans mon village, mais aussi les frères et soeurs de ma compagne font des économies sur l'alimentation, pas de viande ou poisson ou rarement, même pas d'oeufs, du riz et un bouillon ou nagent quelques lentilles et légumes agrémentés de quelques épices. Je ne mange jamais chez eux, sauf les jours de fête.

Les ignobles adeptes de la théorie de la décroissance peuvent se réjouir, ce n'est pas demain la veille que les travailleurs indiens auront le même niveau de vie qu'eux.

Moi aussi j'ai supprimé un tas de trucs pour réduire ou tenter de stabiliser mon budget mensuel, y compris ma facture alimentaire. J'ai été effaré d'avoir constaté hier que j'avais dépensé 20.000 roupies en septembre sans faire d'extras. A ce rythme-là, d'ici quelques années je ne pourrai plus rien économiser pour me soigner si nécessaire ou aider des personnes dans le besoin, qui me remboursent quand elles le peuvent ou à leur rythme. Tous les mois je dépanne des gens, j'en nourris aussi. Je sers aussi de pharmacien, gratuit évidemment. Aujourd'hui, c'est ma jeune voisine Kajé qui a déboulé à 8 heures du matin avec un mal de tête carabiné, avant-hier ce fut Srida qui avait envoyé son fils pour le même mal. Chaque fois je leur donne plusieurs comprimés pour ne pas paraître avare. J'ai un stock de médicaments chez moi qui sert essentiellement aux gens du village ou à la famille. Et ils coûtent de plus en plus chers.

Je prête des outils, tabouret, échelle, je file de la ficelle, du fil électrique, etc. plus d'essence, le carburateur du scooter n'est pas accessible ! Les gens viennent téléphoner chez moi quand leur compte est à zéro. Il y en a qui avait acheté une parcelle de terrain sur laquelle ils comptaient construire un jour une petite maison, ils ont même parfois commencé à acheter des briques et du sable, et quelques années plus tard ils vivent toujours dans leur baraque provisoire ou au mieux leur maison inachevée, le coût

des matériaux s'est envolés ainsi que celui de la main d'oeuvre, pour un service toujours aussi médiocre ou pire encore, du coup ils n'arriveront jamais à construire leur maison ou à la terminer, un de mes voisins est dans ce cas-là et il l'a mis en vente, si chère qu'il n'est pas prêt de trouver un acquéreur, il est endetté jusqu'au cou et son couple avec 3 gosses est brisé, il est chauffeur poids lourd.

Le prix des terrains a explosé depuis que le gouvernement a décrété qu'il était interdit de transformer des terres agricoles en parcelles destinées à des habitations. Non loin de chez moi, un terrain qui était mis en vente 300.000 roupies il y a 1 ou 2 ans, est proposé aujourd'hui à 900.000 roupies, 1 million de roupies avec les frais d'enregistrement qui ont aussi énormément augmenté. Du coup plus personne ou presque n'achète de terrain ou ne fait construire de maison, ce qui va engendrer du chômage supplémentaire. J'ai dépensé un peu plus de 3 millions de roupies pour m'installer il y a 6 ans, il m'en faudrait au moins 10 aujourd'hui et je ne les aurais pas eu, j'aurais donc été condamné à louer et à déménager sans cesse jusqu'à la fin de ma vie. C'est ma compagne qui avait eu cette judicieuse idée.

Haut de page

Le 9 octobre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Les infos de la veille n'ont pas été prises en compte.

Le combat pour la vérité est un combat de chaque instant que l'on doit honorer sous peine de s'avilir, de se renier, de trahir notre idéal. C'est un combat titanesque, tant l'imposture s'est répandue comme une traînée de poudre à absolument tous les domaines, qui plus est, on doit aussi (ou surtout) le mener dans notre propre camp.

C'est un combat que l'on mène sur le terrain de la lutte des classes, parce que c'est sur ce terrain-là que se situe une issue politique à la crise du capitalisme et ses conséquences dévastatrices et nulle part ailleurs.

On le mène sur tous les fronts à la fois, on n'a pas le choix. On doit être ferme et sans concession envers ceux qui propagent l'idéologie de la classe dominante, et qui ont la faiblesse de se laisser mystifier par les tenants du réchauffement climatique d'origine anthropique, refusant d'admettre ce qui relève de la logique la plus élémentaire, au point de penser qu'ils ont complètement perdu la tête, pour peu qu'ils en aient eu une un jour, ce dont on peut douter dorénavant à l'aune du pathétique spectacle qu'ils nous offrent.

Ils ont perdu le peu d'esprit critique qu'ils avaient acquis ou qu'il leur restait encore. Ils ont plié, ils ont craqué, ils ont capitulé, ils sont morts politiquement. On les appelle à se reprendre et non à se repentir, parce qu'on ne les juge pas, à reprendre tout de zéro au lieu de vouloir les convertir à quoi que ce soit, parce qu'on n'a pas de leçon à leur donner. On leur conseillera de commencer par rompre avec tous ceux qui les ont induits en erreur, car il faut être libre pour pouvoir penser librement, et ils s'en porteront déjà mieux immédiatement.

J'avais commencé par être un écervelé jusqu'à l'âge de 18 ans, puis j'ai commencé à étudier en partant de zéro, après je suis passé à l'exercice pratique sur le plan politique, au bout de quatre ans j'y ai mis un terme, ensuite j'ai cessé de militer pendant 20 ans, pour finalement renouer en 2001 avec le militantisme en reprenant tout pratiquement de zéro, en vérifiant tout ce que j'avais appris autrefois à l'aide de la méthode du matérialisme dialectique, et au fil des ans je crois être parvenu à progresser, après avoir tout assumé il faut toutefois préciser, en particulier mes faiblesses et mes lacunes, mes erreurs et mes errements.

Comme quoi on peut s'en remettre ou rien n'est foutu pour autant, quand on s'est fourvoyé durant de longues années. Tous ceux qui refusent de se laisser broyer par la propagande officielle, trouveront toujours dans mes causeries matière à progresser ou un soutien indéfectible, qu'on partage ou non les mêmes idées ou positions, peu importe, je ne suis ni un prophète ni un prédicateur. Bonne chance et bon courage.

- 42 pages au format pdf -

PREMIERE PARTIE

En macronnie

Leur humanisme est la politesse des salauds... et elle n'est pas désintéressée.

Immigration : l'aile gauche de LREM veut élargir le marché du travail pour les migrants - LePoint.fr

Qui a osé dire

- "*On a besoin des journalistes*". "*Ce dont je suis plus convaincu qu'il y a quelques mois ou quelques années, c'est que la fonction de journaliste est indispensable dans la société*", a-t-il jugé, "*pour la garantie de sérieux et de confiance*" face aux fausses informations.

Réponse : Macron au "Sommet de l'élevage" à Cournon-d'Auvergne près de Clermont-Ferrand AFP 5 octobre 2019

La Répression En Marche fait des émules.

Valérie Pécresse veut que la "radicalisation islamiste" devienne un motif de licenciement - L'Express.fr 7 octobre 2019

À l'heure actuelle, tout agent travaillant par exemple dans les transports et qui "fait l'objet d'une enquête des services antiterroristes pour radicalisation" peut être "mis de côté" mais il faut selon elle "aller plus loin", que cette radicalisation "soit un motif de licenciement possible et que le licenciement ne soit pas annulé par le juge".

"Je ne parle pas de criminaliser, je parle d'incompatibilité professionnelle", a insisté Valérie Pécresse, notant que "la radicalisation ça se prouve, par la fréquentation de mosquées salafistes, par le refus de serrer la main d'une femme". L'Express.fr 7 octobre 2019

LVOG - Je refuserais de serrer la vôtre et celle de vos semblables, les salafistes !

La question des retraites.

Philippe Martinez (CGT) a été reçu par son président, Macron. - Libération 3 octobre 2019

Libération - Cela faisait longtemps que vous n'aviez pas été reçu à l'Elysée, comment s'est déroulé votre entretien avec Emmanuel Macron ?

Martinez - Ça s'est bien passé, ça faisait en effet longtemps que je ne l'avais pas vu...

LVOG - Cela lui manquait visiblement !

Martinez - Aujourd'hui, on lui a fait remarquer d'ailleurs qu'on parle d'un «acte 2» du quinquennat avec les syndicats, mais qu'il s'ouvrait seulement à certaines organisations. Ce n'est pas normal que, lorsqu'un président engage un tour syndical, il fasse du tri sélectif.

LVOG - Il voulait en être le bougre, la collaboration de classes ne doit connaître de répit.

Libération - Quelles sont les propositions que vous lui avez soumises ?

Martinez - On a parlé évidemment du projet de réforme des retraites, mais pas que.

LVOG -C'était accessoire, on comprend pourquoi.

Martinez - Sur les retraites, il a au moins clarifié une chose : il a convenu que nous avions raison, que ce soit un âge légal ou la durée de cotisation, le résultat c'est que l'on va travailler plus longtemps.

LVOG - Ah ben voilà, c'est acquis !

Libération - Vous êtes-vous senti entendu cette fois ?

Martinez - Il écoute toujours, il n'entend pas souvent. Je ne veux pas faire de procès d'intention. (...) On verra, on ne peut pas tirer de conclusion dès maintenant.

Libération - Pour vous, en ce qui concerne les retraites, quelle est la suite à donner après cet entretien ?

Martinez - On y réfléchit, il y a déjà une suite la semaine prochaine autour de la mobilisation unitaire des retraités mardi. On est aussi en contact avec d'autres organisations syndicales. Il y a besoin que les citoyens s'expriment de façon plus visible.

LVOG - Cela tombe bien avec le Grand débat sur les retraites initié par Macron !

Libération - Cela pourrait se faire via une grève illimitée comme celle des agents de la RATP le 5 décembre prochain ?

Martinez - C'est une date qui est dans le paysage, mais c'est le 5 décembre… Il faut aussi expliquer, dialoguer. On a lancé des propositions et on invite ceux qui soutiennent le projet du gouvernement à venir débattre avec nous. Libération 3 octobre 2019

LVOG - Il oppose aux partisans de la grève illimitée ou générale "ceux qui soutiennent le projet du gouvernement", son véritable camp en somme, quoi de plus naturel chez cet agent du capital.

Quand Macron vous promet une retraite de misère en 2040.

Macron - "Il ne faut pas se mentir, il faudra cotiser plus, il n'y a pas de solution magique" à cause de l'évolution démographique et de l'allongement de la vie, met-il en garde le public, composé de lecteurs des trois quotidiens du groupe La Dépêche (La Dépêche, Centre-Presse et Midi Libre).

Macron - "Elle (sa contre-réforme) se fera en 2025 et pleinement en 2040."

Lejdd - Il promet qu'à terme aucune retraite pleine ne sera inférieure à 1.000 euros par mois.

LVOG - 1.000 euros en 2040, la misère assurée ! Et en prime :

Macron - "Il ne faut pas se mentir, il faudra cotiser plus, il n'y a pas de solution magique"

La CGT favorable à l'augmentation des cotisations sociales des salariés. Macron jubile.

Selon Catherine Perret, la secrétaire confédérale CGT en charge des retraites, pour préserver le système actuel, il est très important de "poser la question du financement, puisque demain il y aura beaucoup plus de retraités, il faut donc évidemment poser la question de comment augmenter les recettes. Nous disons qu'il faut augmenter les cotisations sociales. Avec 1,60 euros par mois en plus sur les cotisations salariés et 2,40 euros en plus sur la cotisation employeur, cela permet d'améliorer les retraites de tout le monde." Avant de conclure : "En Europe, partout où on était mis les système à points, les pensions ont baissé de manière rapide et vertigineuse. Le système actuel, c'est le meilleur des systèmes au monde." francetvinfo.fr 03.10

Même épuisé ou usé jusqu'à la corde, vous irez bosser jusqu'au bout tas de fainéants, profiteurs !

Macron (jeudi à Rodez) - ...l'âge légal de départ "en dessous duquel il n'est pas possible de partir" (hors carrières longues) sera maintenu à 62 ans. Mais il y aura aussi "un âge, que dans le débat on doit définir", qui donnera droit à une retraite complète, sans décote.

Macron ou la voix du Medef.

Fabrice Le Saché, vice-président du Medef, est l'invité de «L'Instant politique» sur France Info.

Il estime que la population française devra travailler jusqu'à 64 ans. France Info

Il n'en existe qu'une solution légitime : Expropriation du capital!

«il n'y a pas dix mille solutions, si on veut préserver le niveau de pension, si on veut éviter les déficits, il faut travailler plus, d'ailleurs la moyenne d'âge de départ c'est autour de 63 ans.» Slate.fr 7 octobre 2019

Le cabinet Occurrence financé à 100% par l'Etat reconnaît avoir "***conçu la méthodologie avec des médias***".

Occurrence, dont la méthodologie de comptage des manifestants a été adoptée depuis 2017 par vingt médias nationaux, du Figaro à Mediapart en passant par l'AFP. Des références que complètent 64 quotidiens régionaux. De quoi asseoir la légitimité de

cette expertise mais aussi éviter les écarts abyssaux entre les chiffres des forces de l'ordre et ceux des syndicats. (Ces médias corrompus comme caution à la légitimité de cette officine, il fallait oser le dire. - LVOG)

Financement

Subventionnée par l'État pour moitié de son budget, l'école finance le reste grâce à la taxe d'apprentissage, les contrats de recherche, la formation continue. Wikipédia.org (Donc 100% subventionné par l'Etat. Ceci explique cela ! - LVOG)

Le président cofondateur d'Occurrence est Assaël Adary.

- ...la question de la fiabilité du comptage des manifestants est posée, surtout qu'une vingtaine de médias, et même près de 80 si on prend en compte tous les titres de presse régionale, font confiance à Occurrence.

"L'indépendance des chiffres des manifestants vient du fait que j'ai conçu la méthodologie avec des médias de sensibilité différente, du 'Figaro' à Mediapart en passant par franceinfo et 'La Croix'. Mais ce qui est terrible, c'est que cet argument se retourne contre nous, à cause du manque de confiance envers les médias", explique Assaël Adary. francetvinfo.fr 07.10

Dans la fosse septique de la gauche, ils pratiquent le clonage.

Naissance du mouvement "Ensemble sur nos territoires" à l'initiative d'un sénateur EELV - AFP 7 octobre 2019

Plusieurs élus dont des écologistes et des socialistes ont créé ce weekend à Erdeven (Morbihan) le mouvement "Ensemble sur nos territoires", qui a l'ambition de favoriser le "rassemblement écologique et social" aux élections municipales de mars, a annoncé lundi à l'AFP le sénateur écologiste, Ronan Dantec.

Environ 200 personnes ont participé à des conférences au cours du weekend, avec en invités vedettes - sans intégration dans le mouvement - le député de Place publique Raphaël Glucksmann et l'ancienne ministre socialiste Marylise Lebranchu.

14 membres ont été nommés au bureau de la nouvelle formation, avec comme président le sénateur EELV de Loire-Atlantique Ronan Dantec, les conseillers régionaux PS de Nouvelle-Aquitaine Anne-Laure Bedu et de Bretagne Maxime Picard ou encore l'ancienne députée européenne de Générations Isabelle Thomas.

"On ne cherche pas recréer le cartel des gauches", a expliqué Ronan Dantec à l'origine de cette initiative. Il s'agit d'un mouvement "clairement régionaliste", "attaché à l'Europe", avec pour objectif premier de favoriser "le rassemblement écologique et social" et la conquête "de petites et moyennes villes", a-t-il ajouté. AFP 7 octobre 2019

L'extrême gauche à la gloire de la patrie !

Lu dans un article publié le 3 octobre 2019 par la tendance Claire du NPA : Polytechniciens, ce monde se meurt : engagez-vous !

LVOG - Par pitié pour les lecteurs, je ne reproduirai que le dernier paragraphe à la gloire de la patrie, cela ne s'invente pas :

- "Dans notre devise « Pour la Patrie, les sciences et la gloire », notre gloire est de permettre à la France et au peuple français de retrouver sa souveraineté et sa liberté. La pleine égalité entre citoyennes et citoyens au sein d'une nation fraternelle, à l'intérieur comme à l'extérieur, sont à portée de main !"

LVOG - Pourquoi je n'ai pas relayé cette information ? Parce que j'ignore qui est derrière ces manifestations au moment où l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie et la Russie essaient de mettre fin à la guerre en Irak et en Syrie, certes dans laquelle la Turquie a joué un rôle majeur au côté des Etats-Unis et d'Israël.

- Irak : la rue s'embrase contre la corruption, au moins 28 morts (04/10)

LVOG - Une centaine 4 jours plus tard. En fait, la situation est bien plus complexe que cela. Depuis l'Iran a fourni certaines explications qui ne sont pas dénuées d'intérêt. Les snipers qui tirent sur les manifestants et les forces de l'ordre, on a déjà vu cela ailleurs, en Syrie en 2011 notamment. A suivre.

Les gauchistes et autres écervelés d'extrême gauche se ruent sur la moindre manifestation qui se produit dans le monde sans chercher à en connaître la nature ou l'origine exacte, ou qui éventuellement tire les ficelles ou les instrumentalisent, pour quels objectifs, qui dans bien des cas n'ont rien à voir avec les intérêts des peuples ou des travailleurs, bien au contraire.

- Hong Kong : Trois mois d'insurrection (03/10)

LVOG - Sous la bannière étoilée et sponsorisée par la NED/CIA, les populistes ne sont pas à cela près...

DEUXIEME PARTIE

Mystification climatique et ses acteurs.

Quand le débat présente "***les caractéristiques d'un extrémisme religieux***".

Le professeur Petteri Taalas, secrétaire général de l'OMM (Organisation Météorologique mondiale), a déclaré le 6 septembre au magazine finnois Talouselämä qu'il appelait à une approche calme et rationnelle du débat sur le climat, et qu'il était en désaccord avec ceux qui promeuvent des scénarios de fin du monde : « Le changement climatique n'est pas encore incontrôlable, a-t-il déclaré, mais le débat l'est : il a les caractéristiques d'un extrémisme religieux ».

Le 12 septembre, il a reformulé officiellement sa déclaration sur le site de l'OMM en ces termes :

" J'ai souligné que l'approche scientifique est compromise lorsque des faits sont sortis de leur contexte pour justifier des mesures extrêmes au nom de l'action pour le climat. Les mesures devraient être fondées sur une vision équilibrée des données scientifiques disponibles, et non sur une lecture partiale des rapports du GIEC, dont l'OMM est l'une des organisations-mères. " skyfall.fr 20.09

Quand l'"***espace d'autodéfense intellectuelle***" ou le blog Les Crises se transforme en tribunal de l'inquisition climatique.

La Folie anti-Greta Thunberg - Olivier Berruyer propriétaire du blog - Les Crises 3 octobre 2019

Les Crises - Des gens profitent-ils de Greta ? Très probablement. Mais des gens profiteront toujours de tout le monde, quelle que soit la position.

LVOG - Un exercice de démagogie appliqué en somme. Il prend son cas pour une généralité.

Que monsieur Olivier Berruyer profite "*de tout le monde*", des naïfs comme des corrompus, qu'il ait l'état d'esprit malsain du profiteur, on n'en a jamais douté un instant, sinon son blog n'existerait pas, c'est sa raison d'être pour tenir son rang.

Les Crises - Face à une urgence aussi grave, il faut parfois aussi simplement regarder de quel côté une action fait pencher la balance.

LVOG - Entendez par là, "*de quel côté une action fait pencher la balance*", on croirait entendre un boursicoteur s'exprimer, du côté de mes intérêts individuels ou d'intérêts privés en me moquant bien de savoir au détriment de qui.

Pour cautionner son article nauséabond, monsieur Berruyer n'a rien trouvé de mieux que reproduire une tribune du « Monde » du 6 mai 2019 rédigé par un ancien vice-président du GIEC, Jean-Pascal van Ypersele étalant "*son admiration pour Greta Thunberg*".

Extraits.

Les Crises - "Greta est surdouée"

LVOG - Tiens donc, pourtant elle a affirmé elle-même le contraire, et c'est lui qui le dit :

Les Crises - "...lors de la COP24, en décembre 2018. Elle était seule à répondre aux questions d'un animateur et du public. Elle n'a pas de fiches, mais répond sans hésiter, parfois en disant simplement : « Je ne sais pas, je n'ai que 15 ans, demandez aux experts. »

Les Crises -"Elle en sait pourtant déjà beaucoup".

LVOG - Elle dit elle-même qu'elle ne sait pas, qu'elle ne sait rien ou presque en réalité, peu importe, il faut que leur produit de marketing super star soit crédible coûte que coûte aux yeux de la jeunesse notamment.

Devant de tels procédés, on s'incline.

D'où vient donc l'inspiration de monsieur Berruyer ?

Si Greta Thunberg concentre tant de haine, c'est parce qu'elle déroge à ce qu'elle devrait être par Titiou Lecoq - slate.fr 27 septembre 2019

Vous me direz, c'est plus facile de déblatérer sur l'adolescence que sur des sujets scientifiques dont la plupart des éditorialistes n'ont pas le début d'une connaissance. Vous imaginez s'il fallait se farcir des rapports de climatologues pour pouvoir commenter l'actualité? Alors que vous pouvez vous contenter de regarder intensément la photo d'une ado et de vous demander ce qu'elle vous évoque aux tréfonds de vous-même et si vous aimez son regard.

Et puis, comme je suis encore une douce enfant innocente, j'ai été estomaquée devant la violence des attaques dont elle est la cible. slate.fr 27 septembre 2019

LVOG - Greta Thunberg : "*Je suis encore une douce enfant innocente*", vraiment, attardée peut-être, instrumentalisée, sans aucun doute possible en compagnie de Christine Lagarde ou Al Gore !

Qui est Titiou Lecoq ?

Wikipedia - Titiou Lecoq, née le 22 janvier 1980 à Paris (France), est une journaliste, féministe, blogueuse, essayiste et romancière française, spécialiste de la culture web.

Elle collabore avec le magazine en ligne Slate.fr pour lequel elle a écrit plus de 250 articles. En 2017, dans Libération, elle trace le portrait de femmes victimes de meurtres conjugaux. Wikipedia.org

Slate.fr est détenu par :

- ses fondateurs et ses cadres (26,67%)

Jean-Marie Colombani, ancien directeur du journal Le Monde, Éric Leser, Johan Hufnagel, et Éric Le Boucher, journalistes, chroniqueur aux Echos., et Jacques Attali.

- Cattlyea Finance et Lampsane Investissement, groupe familial de Benjamin et Ariane de Rotschild (69.77%)

En juin 2017, Ariane et Benjamin de Rothschild prennent le contrôle de Slate à la faveur d'une augmentation de capital par l'intermédiaire de leur société Cattleya Finance. (Source : slate.fr et wikipédia.org)

En prenant la défense de sainte Greta Thurnberg, le blog Les-Crises révèle sa véritable nature, autant dire qu'il a aussi censuré deux de mes commentaires qui étaient très mesurés, où figuraient uniquement quelques données et des adresses de blogs où cette mystification était démontée.

Pourquoi les lecteurs de ce blog ne devraient-ils pas pouvoir disposer d'arguments contradictoires pour ensuite se faire leur propre idée sur le sujet du climat ? Surtout quand on sait que ses lecteurs appartiennent tous ou presque aux classes moyennes ou ce sont des intellectuels, enseignants, hauts fonctionnaires, etc. aux couches supérieures de la société, aux élites, selon une étude rendue publique par ce blog.

C'est le sort que réserve tous les médias, y compris dits alternatifs à la thèse réchauffiste anthropique, à ceux qui contestent les rapports de synthèse du GIEC et ses conclusions, procédé scélérat qui relève du despotisme, puisqu'il faut bien à un moment donné le caractériser.

Que craignent-ils donc? Que leur machination se fracasse lorsqu'elle est confrontée à la réalité. En règle générale, ceux qui agissent de la sorte savent pertinemment que l'épreuve de la confrontation des données ou des idées leur serait fatale. Et puisque dans la société l'exemple vient souvent d'en haut, par effet de mimétisme et à défaut de conscience politique, on peut observer que de plus en plus de personnes en viennent inconsciemment la plupart du temps à adopter ce comportement sclérosant, qui empêche toute réflexion libre ou critique de s'exprimer, et qui plus est s'oppose à toute évolution future, de sorte qu'ils ne seront jamais en mesure de comprendre la situation, et donc de trouver les moyens pour l'orienter dans une autre direction, d'agir afin de changer les bases sociales de la société.

On aura également compris, que ce procédé autoritaire qui favorise l'adhésion aveugle à des idées ou à des mesures en

manipulant des émotions et en s'appuyant sur les faiblesses des hommes, leur ignorance et leur manque de logique notamment, contribue à renforcer toutes les formes d'intolérance ou de discrimination au lieu de les combattre, c'est d'ailleurs l'un de ses principaux objectifs politiques.

C'est ainsi que des personnes qui sincèrement se décrivent comme progressistes, humanistes ou je ne sais quoi encore, se retrouveront en proie à une extrême confusion, qui les conduira à partager les idées et parfois les objectifs des ennemis de leurs intérêts, à relayer leur propagande ou à participer à leur côté à leurs combats politiques.

On retiendra de tout cela, qu'à l'origine se trouve l'ignorance des faits. Le déni ou le refus de les prendre en compte viendra ensuite, pas directement, car c'est seulement une fois que vous vous serez laissé convaincre à coup de matraquages médiatiques et sondagiers truquée à votre insu, parce que vous manquez singulièrement de discernement, que la majorité avait adopté la réalité de substitution fabriquée par les idéologues de la classes spécialement pour vous berner, que vous en viendrez à partager ce déni et à en devenir un agent ou un colporteur dans la société, pour votre plus grand malheur. Mais cela vous vous en apercevrez bien plus tard, trop tard, pas toujours d'ailleurs, car vous pouvez tout aussi bien ne vous êtes aperçu de rien du tout. Peu importe, puisque vous n'y aurez rien compris ou presque ou vous ne serez pas en mesure d'en tirer des enseignements, de sorte qu'à la première occasion vous plongerez encore à pieds joints dans leurs machinations ou vous serez manipulé une fois de plus.

Lu ici ou là.

1- Soyez "*apolitique*" !

LVOG - Quelle louable intention... surtout en compagnie de Gates, Rockefeller, Soros, Buffett, Al Gore, etc. De la Banque mondiale, de la troïka, du CFR, de la BRI, Golman Sachs, JP Morgan, etc.

2- "*Ne tombons pas dans le piège grossier tendant à opposer les défenseurs de l'environnement aux militants de l'égalité sociale*"

LVOG - Quand bien même "*les défenseurs de l'environnement*" marcheraient au côté des responsables des inégalités sociales, quand ils reprennent leur propagande, leurs objectifs, il faudrait s'associer avec ceux qui saccagent notre planète et nous maintiennent en esclavage, et bien ce sera sans nous.

3- "*Chez les adeptes de l'Église de Climatologie, c'est la queue qui remue le chien.*"

LVOG - Ou l'idiot regarde le doigt du philosophe au lieu de regarde la lune vers laquelle il est pointé, proverbe chinois.

4- "*les carbonistes*", les "*modèles carbocentrés*", formules parmi d'autres qui vont bien à ces enragés.

Le PCF tenait à en être, normal.

PCF - Lettre ouverte des communistes de Vénissieux à Greta Thunberg (date ?)

LVOG - Comme si ses mentors de l'oligarchie allaient lui communiquer, quelle niaiserie ! Quoique cela n'engage à rien !

PCF - Nous prenons au sérieux la colère de Greta, et nous l'appelons à aller au bout de cette colère, à constater qu'il est impossible d'entendre l'alarme scientifique sur le climat sans mettre en cause les règles mêmes du système économique et politique, sans mettre en cause donc le capitalisme, et qu'il faut pour cela sans hésiter s'organiser pour mener une bataille politique pour une autre société.

LVOG - Le crétinisme est un état naturel au PCF cultivé depuis près d'un siècle.

PCF - Tu as raison d'en conclure qu'il faut changer le système...

LVOG - Changer quoi, de système économique, par vraiment, d'ailleurs à aucun moment elle ne s'exprime sur le terrain de la lutte des classes, elle oppose en permanence les générations entre elles, les adultes et les jeunes qu'ils soient riches ou pauvres, dominants ou dominés. Greta Thunberg : "*Le système politique que vous, les adultes, avez créé n'est que compétition.*" Partant de là, en quoi consisterait le changement qu'elle propose, au corporatisme, je cite : "*Nous devons coopérer et partager ce qui reste des ressources de la planète d'une façon juste*", les pauvres doivent coopérer avec les riches, qui animés de justice sociale comme chacun sait, partageront avec les pauvres, ben voyons !

Le PCF poussera l'illusion et la malhonnêteté plus loin, car il sait pertinemment qui sont les sponsors de cette fillette, jusqu'à faire croire qu'elle serait en mesure "*de choisir avec qui mener cette bataille, sur quel terrain, avec quels moyens*", alors qu'elle est totalement manipulée, instrumentalisée par l'oligarchie. Et comme il ne doute de rien, il va aller jusqu'à lui proposer d'adopter

"*un autre système*", "*une autre société*", qui je vous le donne en mille "*porte un nom, le socialisme*" sponsorisé par Gates, Buffett, Soros, Rockefeller et Cie

Aussi, le PCF lui recommande-t-il de ne pas prêter attention à ceux qui ont "*contesté*" les rapports de synthèse du GIEC, "*les climato-sceptiques*" qu'il va amalgamer à Trump pour mieux salir ces scientifiques, car dit-il, ils ne sont pas à des "*coups bas*", des "*insultes*" et des "*mensonges*" près, qui cherchent juste "*comment se différencier dans les médias*". On reconnaît là la méthode scélérate des staliniens pour accuser et exécuter des opposants ou des victimes innocentes.

Dans un autre document le PCF ira encore plus loin en amalgamant les scientifiques climato-sceptiques à l'extrême droite : "*L'extrême droite reste par excellence le camp des réactionnaires et des climato-sceptiques.*" (Avec les jeunes, quelle société pour la planète ? - 1er octobre 2019)

Si on a évidemment deviné depuis le début où le PCF voulait en venir, il avait en tête un autre objectif politique clairement identifié, là où il excelle il faut bien le reconnaître, c'est dans la défense des institutions mises en place par les capitalistes : "*on ne peut pas affronter le défi climatique sans remettre en cause en urgence la domination de nos institutions par les grands intérêts privés*". Ils y tiennent à leurs institutions ("*nos*"), sinon le PCF n'existerait plus ! Nous, nous estimons au contraire, que pour mettre fin à la domination des "*grands intérêts privés*", il faut commencer par abattre ces institutions, leurs institutions, la Ve République et rompre avec l'UE notamment.

PCF - Écologie : Produire ou ne pas produire, telle n'est pas la question - 1er octobre 2019

- En tant que marxistes, nos analyses démontrent que « *la culture est la nature de l'homme* », et que la culture est la résultante de la spécificité humaine, qui est précisément de savoir produire et penser la production...

LVOG - Et un peu plus loin, après une citation d'Engels comme il se doit pour berner leurs lecteurs, ses réelles intentions se précisent quand "*la production*" et donc les rapports sociaux établis entre les classes sont ravalés au rang de "*volontés individuelles*", faisant ainsi disparaître les inégalités sociales qui sont à l'origine du système économique capitaliste et par voie de conséquence la lutte des classes :

- Ce n'est pas par ce qu'elle produit (car tous les humains vivent en société, et toutes les sociétés produisent à leur manière) que la société capitaliste détruit l'environnement, c'est car elle repose sur des rapports de volontés individuelles et concurrentielles qui encouragent l'isolement individualiste et le court-termisme, qu'elle est incapable de dépasser ses contradictions par elle-même.

LVOG - Non, tous les humains ne vivent pas en société, la classe des nantis ne se mélange à cette des gueux, ils vivent entre eux, ils ne vivent donc pas en société. Et si "*toutes les sociétés produisent à leur manière*", dans la société il y en a qui produisent ou travaillent, assurent des services à la population, et il y a les parasites qui vivent à leur dépens, la classe des capitalistes.

A défaut de légitimité.

- Pourquoi donner le prix Nobel de la paix à Greta Thunberg ferait polémique - Le HuffPost

En à peine un an, elle est passée de l'anonymat au rang de star internationale. Le HuffPost

LVOG - Et les crétins d'extrême gauche, qui ne se demandent pas même comment cela a été rendu possible, croient aux miracles !

Macron toujours en quête de légitimité.

Convention citoyenne pour le climat : une honte antidémocratique - climato-alarmiste.fr 7 octobre 2019

Extrait. C'est sans doute un avantage collatéral d'être un sauveur de planète : on peut se dispenser de suivre les règles ordinaires de la démocratie. La « convention citoyenne pour le climat » est un débat honteusement truqué, et qui ne se cache même pas de l'être. Pire qu'une parodie qui ne serait que ridicule, cette convention affaiblit l'idée même de discussion contradictoire, en portant la pensée unique comme horizon indépassable de la politique.

Première phrase de la page d'accueil de la Convention, et déjà premier mensonge : « un panel décrivant la diversité des citoyens et citoyennes françaises directement impliqués dans la préparation de la loi. » C'est un mensonge, parce que le panel en question est dirigé par une clique intégralement composée de bien-pensants climatiques, et qu'il n'y a donc aucune chance pour que les 150 citoyens tirés au sort aient l'occasion d'entendre un autre son de cloche que celui de l'alarmisme ordinaire. La diversité n'est donc pas respectée, alors même que les climato-réalistes constituent une proportion stable et importante de Français. On l'observe en effet dans chaque sondage à peu près impartial (c'est-à-dire qui s'abstient de poser des questions comme « Suite à l'aggravation de la crise climatique, faut-il engager des mesures énergiques pour la réduction des émissions de gaz à effet de

serre ? » — Score stalinien garanti.) Citons un tout récent sondage YouGov (septembre 2019), un sondage de l'IFOP (2018), ou encore celui… du ministère de l'Écologie et du Développement durable de 2013. Tous donnent des résultats similaires : un Français sur trois résiste encore et toujours à la propagande climato-alarmiste permanente et subventionnée. (...)

En créant cette convention, Emmanuel Macron travestit l'outil démocratique par excellence qu'est le débat citoyen pour en faire une simple chambre de validation d'une politique à l'évidence déjà décidée.

Pour ceux qui douteraient de ce dernier point : les conclusions de la convention sont en effet déjà écrites, comme on peut le lire dès la troisième phrase de la même page d'accueil :

[La Convention] a pour mandat de définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) dans un esprit de justice sociale.

Ce passage est écrit en gras et en couleur, histoire qu'on comprenne bien le message : amis citoyens, vous n'êtes pas là pour dire ce que vous pensez, mais seulement pour signer en bas d'un projet déjà préparé.

Le garant de la Convention qu'est Cyril Dion, censé « apporter un regard extérieur sur la démarche« , n'a pas manqué d'annoncer la couleur. On lit en effet dans Geo :

Il n'y va pas avec le dos de la cuillère, Cyril Dion, pour parler de l'urgence climatique : « Honnêtement, vu la situation dans laquelle on est, on devrait être dans une sorte de branle-bas de combat comme avant une guerre mondiale. » (...)

Un tel préalable étant posé aux discussions, il n'y aura en réalité pas grand chose à dire d'intéressant, si ce n'est qu'il s'agit d'une pure ânerie. climato-alarmiste.fr 7 octobre 2019

Commentaire d'un internaute

1- "C'est la méthode GIEC appliquée au débat démocratique : on fixe un cadre dogmatique et on y enferme le débat.

Rappelons que les GIEC a pour but de montrer le réchauffement anthropique, comme c'est écrit dans ses statuts. Ici, la convention citoyenne a pour but de réduire de 40% les émissions de GES du pays pour 2030 (comme si c'était réellement nécessaire).

Le politique vous impose l'objectif, à vous de déterminer les meilleures manière d'y aboutir.

Avec le GIEC, ce cadre normatif a berné une grande partie de la communauté de scientifique, je crains que cela ait le même effet pour les citoyens.

Bref, ils posent le dogme et font croire aux citoyens qu'ils sont libres à l'intérieur des limites de ce dogme."

LVOG - C'est aussi le dogme ou le cadre du "*dialogue social*", du corporatisme.

Comme quoi il n'est pas inutile d'informer la population

- "Moi aussi j'avalais tout cru le discours officiel et puis je me suis intéressé au réchauffement. J'ai écouté Gervais, Coutillot, Otto Weiss, Marko et d'autres. Il y aurait actuellement 400 ppm de CO2 dans l'atmosphère dont seulement 5 à 6% d'origine anthropique (humaine), soit 24 ppm ou 0,0024%. Déjà que 0,0024% de l'atmosphère soit capable de tout chambouler, ça me semble louche. Ensuite les explications sur la capacité du CO2 à absorber les infrarouges ne vont pas dans le sens d'une culpabilité de l'homme en matière de réchauffement. Les autres explications naturelles sont nettement plus crédibles mais parfaitement occultées et passées sous silence par les Médias. Les modèles du GIEC sont totalement « à la ramasse », on sort déjà des corridors. La banquise n'a pas disparu, les Ours se portent très bien, il n'y a pas plus de réfugiés climatiques, le niveau des mers augmente très peu, il n'y a pas plus de tornades qu'avant, ni plus violentes, etc…

On ne nous informe surtout pas que le réchauffement actuel a commencé vers 1700 et qu'au moyen-âge et du temps des Romains aussi, il faisait à peu près la même température que de nos jours.

Les écolos sont hystériques sur la question et les politiques disent n'importe quoi (François Hollande devant l'ONU : CO2 => Tremblements de Terre et Tunamis : n'importe quoi… pffffffff….).

Ils ont foutus les jetons à tout le monde et Al Gore est devenu très riche avec sa courbe en forme de crosse de Hockey et son CO2 qui monte avant la température alors que c'est le contraire.

Ca pue la manipulation à plein nez cette histoire de réchauffement dû au CO2 anthropique.

Comment peut-on encore y croire dur comme fer alors que les prévisions du GIEC sont déjà hors jeu en 2017 ! Rien que ça, ça devrait suffire à rendre un peu « climato-sceptique ».

Si on a un tout petit minimum de bon sens, on se pose quelques questions, on cherche un peu, et on trouve facilement.

Plus c'est gros, plus ça passe comme disait Chirac.

Un petit graphique issu du rapport du GIEC => http://img15.hostingpics.net/pics/179555GIEC10112b.jpg Même les modèles les moins réchauffistes doivent être actuellement « OUT ».

Comme l'a parfaitement souligné Leucipe, toute cette manipulation risque de décrédibiliser complètement le monde scientifique et politique (si encore c'était possible de faire pire pour ce dernier…), alors qu'il y aurait eu mieux à faire et à expliquer.

- Pour les 5 à 6% de CO2 anthropiques, je l'ai vu ici => http://www.skyfall.fr/wp-content/2014/12/notice-succincte-sur-la-teneur-de-lair-en-carbone-des-gaz-de-combustion-de-combustibles-fossiles-2-xii-2014.pdf

Mais ce n'est pas la seule source bien sûr.

On sait très bien distinguer le CO2 fossile du CO2 non fossile.

Et si ça a augmenté tant que ça, pourquoi ne serait-ce pas pour une part naturel et dû à la température qui augmente justement ? (je pose la question, je ne suis pas spécialiste).

La température de Janvier 2017 est à peu près celle de 2005 (cf. les graphes des sites Wood for Trees et Climate4you qui compilent les données HadCrut et satellites). Si vous tirez un trait horizontal à partir de 2005 et vous vous calez sur 2017, vous verrez qu'on est déjà » hors corridor » et que le moins réchauffiste des modèles du GIEC est déjà au-dessus de la réalité.

Pour moi, ça donne ça => http://img15.hostingpics.net/pics/292002EstimationTempratureJanv2017.jpg (à une petite erreur possible dans un sens ou dans l'autre, peu importe).

Votre futur article m'intéressera tout à fait. Je pense que la majorité des gens (dont je faisais partie) n'a même pas idée du fait que la Tamise et la Seine gelaient du temps de Louis XIV (même le vin gelait à Versailles paraît-il => cf. le PDF ci-dessous), et qu'à cette époque on mourrait de famine et de froid. Ca a conduit d'ailleurs à la révolution Française. Ils ne s'imaginent pas non plus qu'au moyen-âge la température moyenne était comparable à celle de nos jours (sans 4×4, sans voitures, sans industries, etc…). Bien sûr ils ignorent pour beaucoup qu'on est actuellement sur un pic interglaciaire.

Le Pr. Carl Otto Weiss a utilisé l'analyse de Fourrier avec les relevés de température des 250 dernières années pour déceler les phénomènes cycliques. Il semble qu'ils soient liés à des phénomènes connus (même si pas expliqués totalement). Il a ainsi pu reconstituer la tendance générale des 250 dernières années, et il semblerait qu'on aille tout droit vers une pente descendante avec un minimum vers 2085 (pas aussi froide que le minimum de Maunder) avec une chute déjà sensible vers 2030. => http://micro.icaunais.free.fr/Petit_Guide_du_rechauffement_climatique_v4.pdf

Si ça se vérifie, on dit quoi ?

Et pourquoi l'hypothèse du CO2 anthropique est-elle privilégiée par le GIEC en ignorant les phénomènes naturels connus ?

Une contribution.

Le maquillage vert du capitalisme ne change pas son essence prédatrice: la fable Greta et ses limites par Cecilia Zamudio - Mondialisation.ca, 04 octobre 2019

Un point de vue sur le silence des médias et les véritables luttes environnementales

Les véritables écologistes de ce monde sont les peuples qui luttent contre la déprédation perpétrée par les multinationales : ceux qui donnent leur vie pour leurs communautés, pour les montagnes et les rivières. Chaque mois, des dizaines de ces véritables écologistes sont assassinés dans leurs pays : les balles des tueurs à gages du capitalisme transnational font exploser leurs têtes pleines d'honnêteté et de lutte, et ils meurent les mains propres, des mains qui n'auront jamais serré les mains infâmes du FMI, ni celles des autres vampires de la planète. La classe exploiteuse et son système capitaliste se perpétue sur la base

de l'extermination et de l'aliénation : sur la base de la violence, mais aussi sur la base du mensonge qu'elle impose au moyen de ses médias de masse.

Sur plusieurs photographies et vidéos, on peut voir Greta Thunberg, le nouveau personnage hyper-médiatisé par l'appareil culturel du capitalisme, avec Christine Lagarde, directrice du FMI et candidate à la BCE (le FMI, cette institution du capitalisme transnational qui pille la nature et affame des peuples entiers). Une poignée de mains qui illustre bien la joie des maîtres du monde saluant ceux qui les servent dans l'importante tâche d'infiltrer toutes les luttes avec des Chevaux de Troie qui mènent les énergies vers des impasses, qui manipulent les majorités dans des pseudo luttes qui ne touchent jamais à la racine des problèmes, et donc ne les résolvent pas. Le capitalisme qui est en train de détruire la nature, et la classe exploiteuse qui s'en bénéficie, ne sont pas remis en question par la Fable « Greta ». (...)

Dans le capitalisme, la télévision, la presse, l'industrie culturelle appartiennent aux monopoles privés: ces monopoles ont souvent aussi des capitaux dans le complexe militaro-industriel, l'industrie agroalimentaire, l'industrie chimique et pharmaceutique, etc… Tout ce qui précède explique pourquoi les médias de masse ne diffusent aucune information sur qui que ce soit qui questionne réellement leurs intérêts : aucune personne contestant la perpétuation de ce système, remettant en question le capitalisme, ne recevra une telle hypermédiatisation.

La déprédation de la nature est due au mode de production capitaliste : l'industrie agroalimentaire empoisonne la terre, l'industrie minière dévaste les montagnes et les rivières, etc. La surconsommation est un phénomène télécommandé par l'appareil culturel du capitalisme, par le bombardement publicitaire. L'obsolescence Programmée, mécanisme pervers de vieillissement prématuré des choses, mis en œuvre à dessein dans le mode de production capitaliste, garantit également à la bourgeoisie que les masses surconsomment, car c'est ainsi que la bourgeoisie remplit ses coffres : sur la base de l'exploitation des travailleuses et des travailleurs et sur la base de la dévastation de la nature.

Il n'y a pas de solution à la dévastation de la nature dans le cadre du capitalisme. Face à la tragédie palpable de continents de plastique flottant sur les océans, de la déforestation vertigineuse des forêts millénaires, des glaciers détruits, des nappes phréatiques et des fleuves contaminés et asséchés, de cordillères amputées par l'industrie minière, de l'uranium appauvri avec lequel le complexe militaro-industriel bombarde des régions entières, des niveaux de CO2 en nette augmentation, le cynisme des maîtres du monde est colossal. (...) Greta et son groupe font appel aux soi-disant «qualités morales» des maîtres du monde, font appel à leur prétendue «bonne volonté» ; une fois de plus, nous entrons dans la fable anesthésiante qui feint d'ignorer que dans le capitalisme l'accumulation de richesses est perpétrée par les grands capitalistes de deux manières fondamentales : l'exploitation des travailleurs et le pillage de la nature. Dans cette fable du greenwashing (lavage vert), est posée frauduleusement l'existence d'un soi-disant «capitalisme vert», ce qui est totalement impossible par la logique même du système. Un «capitalisme vert» n'est pas possible, pas plus qu'un «capitalisme à visage humain», pas plus qu'un lion végétarien. Et tout simplement parce que lorsque nous parlons de ce système économique, social, politique et culturel qu'est le capitalisme, nous parlons des mécanismes inhérents à sa logique : ca-pi-ta-li-ser.

Et à ceux qui avancent l'imposture qui proclame que : « les pays nordiques sont de grands exemples de capitalisme bon et vert » , leur rétorquer qu'ils feraient mieux de s'enquérir auprès des victimes des massacres que les grandes entreprises nordiques ont fomenté au Congo pour pouvoir piller jusqu'à la moelle le coltan et d'autres ressources. Ça vous parle Ericsson, Saab, Volvo, Bofors (armes), Nammo (armes), Kongsberg (armes), Ikea, H&M, etc ? Ni très "vertes" ni très "humaines" en ce qui concerne l'exploitation et la dévastation contre les travailleurs et contre la nature. Ah, si l'on réussit à externaliser hors du pays tout le cloaque des pratiques qui enrichissent une multinationale, alors ce cloaque n'est pas pris en compte ? Et le chiffre d'affaires faramineux des entreprises suédoises, norvégiennes et finlandaises sur la base de la vente d'armes, et leur participation lucrative dans toute nouvelle invasion de l'OTAN, ne sera pas non plus exposée dans la fable, n'est-ce pas?

De plus, dans le discours du Greenwashing, tout le monde est également coupable, et finalement… « si nous sommes tous coupables, personne ne l'est de manière spécifique», ce qui est une manière de diluer les responsabilités, de ne pas désigner les principaux responsables de cette barbarie : les grands capitalistes, la bourgeoisie transnationale.

Il est vrai que la surconsommation ne se limite pas à la bourgeoisie, car si celle-ci peut consommer beaucoup plus et engendrer un gaspillage effarant, la classe exploitée a également été aliénée par le bombardement publicitaire, pour la mener à surconsommer, même au prix d'accumuler des dettes. Mais encore une fois, il y a une question de classe : parce que c'est la classe exploiteuse, celle qui possède les moyens de production et de propagande, qui impose son hégémonie idéologique et culturelle à toute la planète, c'est la classe exploiteuse qui aliène la classe exploitée au moyen des médias de masse qui sont sa propriété. C'est au travers de l'aliénation que la classe exploiteuse dirige la classe exploitée vers la surconsommation. Une classe dirige l'autre au travers du bombardement publicitaire et au moyen des paradigmes imposés par l'appareil culturel du capitalisme (individualisme, consommation présentée comme «compensatoire», notion de "succès " liée à l'avoir et non à l'être, etc…). L'obsolescence programmée (vieillissement prématuré des choses) garantit également aux grands capitalistes que les masses surconsomment, pour remplir leurs comptes bancaires tout en dévastant la planète.

En 2019, les 26 personnes les plus enrichies du monde possèdent la même richesse que celle avec laquelle vivotent les 3,8 milliards de personnes les plus appauvries, soit la moitié de la population mondiale (Oxfam). Une poignée de milliardaires possèdent les principaux moyens de production et de propagande. 1 % de la population mondiale détient 82 % de la

richesse mondiale. Les données sur la consommation d'énergie électrique par habitant montrent que ce sont l'Europe, les États-Unis, le Canada et les restantes métropoles capitalistes qui consomment, et de loin, l'immense majorité de l'énergie consommée dans le monde.

Dans le discours de Maquillage Vert, on assimile les déprédations commises par les grands capitalistes, par les gigantesques multinationales qui détournent des rivières entières pour l'industrie minière, aux peuples qui en sont les victimes. On assimile les victimes et les bourreaux dans ce discours abject du « nous sommes tous coupables » qui ne fait aucune distinction, ni de classes sociales, ni entre la poignée de pays qui consomment 80% des ressources de la planète (États-Unis, Europe, Canada, Japon, Australie et autres métropoles capitalistes) et tous les autres pays du monde (l'immense majorité) qui survivent avec les 20 % restants. Dans le discours du Maquillage Vert, on ne parle pas des métropoles capitalistes qui surconsomment, versus les périphéries capitalistes conçues par le capitalisme transnational comme de simples «réservoirs de ressources» et pillées jusqu'à la moelle, avec un impact écologique dévastateur et un impact social d'appauvrissement brutal; on ne dit pas non plus que le pillage est perpétré en assassinant toute personne ou communauté qui élève sa voix contre le pillage capitaliste.

On assimile les multinationales prédatrices et les peuples qu'elles exterminent. Prenons l'exemple de ce que font Anglo American, BHP Billiton et Glencore en détournant une rivière entière pour utiliser l'eau dans la plus grande mine de charbon du monde, la mine de Cerrejón en Colombie, ce qui cause sécheresse, écocide, famine et génocide contre l'un des principaux peuples indigènes de Colombie, les Wayú. Plus de 14000 enfants Wayú sont morts de faim et de soif à cause du pillage capitaliste perpétré par ces trois multinationales. Le charbon qui est extrait par tonnes est principalement destiné aux États-Unis et à l'Europe. Donc non, nous ne sommes pas «tous coupables de la même manière». Une famille de travailleurs n'est pas coupable de la même manière qu'un capitaliste. La multinationale Glencore n'est pas « coupable de la même manière » que le peuple Wayú, qui non seulement n'est pas coupable, mais subit un génocide. Les coupables ne sont pas les milliers de combattants sociaux, véritables écologistes, qui sont tués quotidiennement par les balles des tueurs à gages du capitalisme transnational ; mais bien ceux qui pillent la planète et paient des tueurs à gages pour exterminer toute opposition au pillage capitaliste.

Pour nos mortes et nos morts, pas une minute de silence face à la barbarie et à la pantomime avec laquelle la bourgeoisie transnationale prétend couvrir ses crimes : plus de 1500 paysans, indigènes, afro-descendants, écologistes, militants sociaux, ont été assassinés en Colombie par le capitalisme transnational en cinq ans, plusieurs milliers au Mexique, autant dans divers pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Et cette même bourgeoisie nous vient avec sa fable de l'adolescente à tresses, qui ne remet pas en question le système capitaliste et qui est hyper-médiatisée, avec cette mise en scène qui sent le paternalisme euro centré, avec ce décor qui pue le cynisme, avec ce théâtre qui pue la simulation pour que rien ne change.

Ils expérimentent pour voir à quel point nous avalons tous leurs montages avec un sourire béat, alors qu'eux, les membres de la classe exploiteuse, continuent à détruire les montagnes et les rivières, les océans et les forêts; ils continuent de perpétrer des écocides et des génocides, ils continuent de pousser des millions de spoliés sur les routes de l'exode, ils continuent de transformer la planète en décharge et les êtres humains en aliénés (et à celui qui ne se laisse pas aliéner, et qui prétend se battre en dehors des tracés de l'inutile, lui est assénée la balle paramilitaire et militaire, la persécution politique et la prison).

«Tant que nous vivrons sous le capitalisme, cette planète ne sera pas sauvée ; car le capitalisme est contraire à la vie, à l'écologie, à l'être humain, aux femmes», exprimait Berta Cáceres, écologiste authentique et combattante sociale hondurienne, assassinée pour s'être opposée au pillage capitaliste. Chico Méndes, un autre écologiste authentique, défenseur de l'Amazonie et militant social assassiné pour faire taire sa voix de conscience de classe, pour tenter de freiner l'organisation politique des dépossédés, signalait déjà avant d'être assassiné, les impostures du « greenwashing » (on n'utilisait pas ce terme alors, mais le fait existait déjà). Contre le capitalisme et son Maquillage Vert, s'était également levée Macarena Valdés, écologiste Mapuche assassinée à cause de sa défense de la nature et de la communauté. Macarena avait affronté la multinationale RP Global, de capital autrichien , qui promeut une énergie vendue comme «renouvelable et durable» (omettant sa participation de l'écocide et du génocide contre le peuple Mapuche). Les militantes et militants contre la déprédation de la nature sont des milliers, leurs voix ne sont pas médiatisées, leurs vies sont souvent courtes parce qu'elles sont brisées par les outils répressifs au service du capitalisme transnational.

Et si un pays prétend nationaliser ses ressources naturelles et ne pas permettre aux multinationales de les piller, il est bombardé, victime des guerres impérialistes ; il est envahi par des mercenaires religieux, fanatiques incubés depuis l'empire, puis par les bottes de l'OTAN ; il est torturé, martyrisé, on lui impose des régimes sanguinaires. Où sont donc ces faux « écologistes" du système quand l'impérialisme étasunien et européen massacre la nature et les peuples en Irak, Libye, Colombie, Afghanistan, Yémen, etc ? Ah… là il n'y a pas de « manifestation » de leur part, n'est-ce pas ? … Bien sûr, les marionnettes se doivent au théâtre, à berner les dupes, à faire que des milliers de personnes qui ont été (et sont quotidiennement) assassinées par le capitalisme transnational pour avoir véritablement défendu en première ligne la planète, soient encore d'avantage passées sous silence au milieu de toute la cacophonie, de l'hypermédiatisation de la fiction. Mais la lutte continue, contre le capitalisme et sa barbarie ; parce que la cosmétique avec laquelle ils prétendent couvrir sa puanteur, nous sommes nombreuses et nombreux à ne pas la gober. Mondialisation.ca, 04 octobre 2019

TROISIEME PARTIE

L'écologie politique et la collapsologie ont des origines idéologiques communes

Pourquoi consacrer ici de la place et du temps à la collapsologie? Parce qu'on y trouve la plupart des ingrédients venimeux ou hautement toxiques présents dans le Green New Deal ou la théorie du réchauffement climatique de nature anthropique propagée par l'oligarchie financière et son agence, le GIEC. Lisez, c'est révélateur ou très instructif.

Pour vous faciliter la lecture de l'article ci-dessous, quelques points de repères ou ce qu'il faut avoir en tête. La collapsologie et l'écologie politique présentent de nombreuses similitudes.

- Fatalisme. L'effondrement est inéluctable, tout est foutu, plus rien ne sera jamais comme avant, c'est la fin du monde...

- La théorie de l'effondrement lie la crise sociale et environnementale à la crise du capitalisme pour mieux préserver l'ordre établi.

- La dépolitisation de leur discours en est le révélateur. D'où les "*grands décloisonnements*" et les "*alliances improbables*"... Un euphémisme pour ne pas dire infréquentable.

- La résilience, le conditionnement psychologique. La fin du monde, il faut s'y préparer intérieurement, individuellement, il faut s'adapter, critiquer, résister, combattre ne servirait à rien...

- Les réponses collectives et les luttes ne doivent servir qu'à accompagner ce processus irréversible...

- La sociobiologie et le positivisme, les ennemis de la lutte des classes.

- Glissement entre les sciences naturelles et les sciences sociales ou "*naturaliser l'ordre social existant*" pour mieux "*neutraliser la charge critique*" contre le capitalisme, abolir l'histoire sociale au profit de l'histoire naturelle...

- Essentialisme. Survivalisme. Libertarien. Dérives mystiques et racistes...

- La joie pour les uns, l'enfer, « du sang, du labeur, des larmes et de la sueur » pour les autres...

La collapsologie : start-up de l'happy collapse par Bertrand Louart, - La revue anarchiste marseillaise Réfraction n°44, 2020. - septembre 2019

L'avenir était quand même mieux avant la fin du monde

Extraits.

La Collapsologie, « science de l'effondrement » (collapse en anglais) prétend maintenant élever la prophétie de l'effondrement de la société industrielle à la dignité d'une discipline académique. En France, Pablo Servigne et ses collègues (ci-après désignés par Servigne & Co) sont en quelque sorte devenus les prophètes de cette prospective qui se veut scientifique.

"L'effondrement viendrait d'abord des "limites" d'un système qui ne fonctionne plus, plutôt que d'injustices sociales. Pour prouver cet effondrement, les collapsologues s'en réfèrent généralement à des données quantitatives, issues des sciences naturelles. Ce faisant, ils effectuent un glissement entre les sciences naturelles et les sciences sociales, en étudiant la société comme un "écosystème", et en déduisant de données "physiques", un effondrement social. Cette idée qu'il existerait des déterminismes sociaux découlant de lois de la nature porte un nom : le positivisme. »

Positivisme qui, sous prétexte d'objectivité scientifique, en vient en fait à naturaliser l'ordre social existant, c'est-à-dire à neutraliser la charge critique qu'implique le constat du désastre pour la société actuelle au profit de la prophétie scientifique sur l'effondrement.

L'idée de résilience, définie comme la capacité à se remettre d'un choc extérieur, sur lequel on n'a pas prise, sous-entend que l'origine et les responsables de ce bouleversement finalement importent peu, ce qui importe étant de survivre.

La collapsologie est une forme nouvelle du progressisme, au sens de l'attitude qui attend de l'avenir la solution des maux du présent. Cette fois, c'est l'effondrement de la société marchande et industrielle qui va nous – du moins, les survivants – obliger à être vertueux écologiquement. Et comme pour le Progrès, que pas plus que l'effondrement on ne peut arrêter, il faut dès maintenant s'y préparer. Car la collapsologie est avant tout une idéologie de cadres ; sa principale injonction est : « il faut s'adapter ! » Cela ne signifie pas seulement se conformer à l'ordre des choses existant, mais surtout – puisque, pour les cadres qui sont le relais de la direction de l'entreprise, « gouverner, c'est prévoir ! » – anticiper l'évolution future et agir dès maintenant en conséquence.

« La fin de ce monde annonce de grands décloisonnements et des alliances improbables. Qui ne comprend pas cela, qui s'en offusque, ou qui ne le souhaite pas, se prive de pans entiers de la vie. C'est-à-dire en premier lieu de la survie. » (2018, p. 280)

Traduction en bon français : qui critique, conteste et résiste sera abandonné à son triste sort. On ne saurait dire plus clairement que Servigne & Co privilégient avant tout la survie et l'adaptation, au détriment de la lutte contre les fauteurs de désastre et de l'émancipation de la domination et de l'exploitation capitaliste.

...la sociobiologie, ancienne ou nouvelle mouture, est avant tout une idéologie scientifique, c'est-à-dire une projection sur les êtres vivant des valeurs et comportements sociaux dominants et donc d'une naturalisation de l'attitude de l'individu vivant dans le capitalisme industriel.

En effet, dans leur dernier ouvrage Servigne & Co se focalisent sur ce que ressentent les individus face à l'annonce de la prophétie de l'effondrement avec une approche écopsychologique et narcissique où les réponses collectives et les luttes ne sont là que comme décors pour ce théâtre d'ombres. Pour eux, « ne pas annoncer que "tout est foutu" » signifie qu'il faut avant tout « passer par un processus de deuil » du monde existant et par une « transition intérieure » afin d'accepter et de se préparer à ce qui est présenté comme inéluctable.

Ayant, comme on l'a vu, aboli l'histoire sociale au profit de l'histoire naturelle, ils se penchent sur la « nature humaine » telle que l'a analysée le psychiatre suisse Carl Gustav Jung (1875-1961).

Dans la troisième partie de Une autre fin du monde…, où ils exposent leur « collapsosophie », ils nous invitent à nous « réensauvager » en « dansant avec nos ombres », afin de « vivre avec tous les aspects de nos vies qui nous semblent inacceptables » [sic]. Il s'agit de « renouer avec nos racines profondes ». Celles-ci ne sont autres que :

« les archétypes au sens défini par Jung, à savoir des symboles primitifs, universels, appartenant à l'inconscient collectif, une forme de représentations préétablies [sic] qui structurent la psyché. » (2018, p. 242).

Pour Jung, plus un groupe humain est développé, plus il a refoulé ses racines primitives, sauvages et barbares. Or, celles-ci sont sources de vitalité et de créativité. Chaque peuple doit les retrouver pour les assumer, faute de quoi les « archétypes » resurgiraient violemment, hors de tout contrôle. Soit une conception très essentialiste de la « nature humaine » et de l' « âme des peuples » qui se prête aisément à diverses dérives mystiques et racistes. Jung aurait d'ailleurs collaboré avec les nazis de 1933 à 1939 .

Le phénomène survivaliste touche aujourd'hui un public bien plus large que les libertariens, mais cela ne constitue pas vraiment une bonne nouvelle. Il s'agit avant tout d'un énorme marché en pleine expansion, une sphère où se croisent désormais « bobos et fachos » qui offre une tribune discrète mais importante (10 000 personnes lors du deuxième salon du survivalisme qui s'est tenu à Paris du 22 au 24 mars 2019) à des individus et organisations d'extrême droite.

Ces réalités historiques et sociales sont manifestement quelque chose qui indiffère profondément nos effondrementalistes qui de par leurs origines et positions sociales n'ont jamais eu affaire qu'avec les « bons côtés » du système. C'est bien sûr cela qui leur assure de la réputation et du succès auprès des médias et des dirigeants. Le fait d'annoncer l'effondrement de la société marchande sans remettre en question la marchandise et les rapports sociaux d'exploitation et de domination qui vont avec. Au moment où le capitalisme industriel est en train de chercher à se recomposer, exploitant la crise écologique pour trouver de nouvelles manières de contraindre travailleurs et consommateurs à consacrer plus de temps et d'énergie au système même qui les dépossède des choses de plus en plus élémentaires.

Servigne & Co nous promettent « du sang, du labeur, des larmes et de la sueur ». Mais rien de tout cela n'a de gravité ni d'importance en comparaison de « la joie » qu'ils éprouvent face à la perspective de pouvoir survivre, même dans l'enfer qu'ils auront contribué à étendre et perpétuer…

Derrière cette idée (effondrement - LVOG), sont en fait confondues deux choses très différentes. D'une part, la dégradation continue des conditions de la vie humaine autant que naturelle, qui sont constitutives de notre existence libre et autonome, sous l'effet de l'expansion prédatrice du capitalisme industriel. Et d'autre part, l'effondrement de la société capitaliste et industrielle sous l'effet de la raréfaction des ressources fossiles nécessaires à la production de marchandises dont actuellement nous dépendons largement pour notre existence. Les effondrementalistes amalgament ces deux problèmes – au prétexte que dans les deux cas c'est notre existence qui est menacée –, comme si le premier et le second étaient nécessairement liés. Or l'analyse critique du capitalisme industriel montre précisément que la valorisation marchande se réalise essentiellement grâce à une artificialisation croissante de l'existence humaine.

La dépolitisation de leur discours est le symptôme qu'ils aiment la marchandise et le monde qui va avec. Ils ont pris conscience qu'ils vont devoir à l'avenir y renoncer, mais c'est contraints et forcés par la « crise écologique », l' « épuisement des ressources », etc. Ils ont découvert que leur idéal social – celui qu'on leur a enseigné sur les bancs des écoles et des universités, celui

qu'ils allaient docilement reproduire sans se poser plus de questions – n'est pas viable matériellement sur cette planète. Mais en bons « scientifiques » – dont l'objectivité ne va pas jusqu'à comprendre leur position sociale et la manière dont elle influe sur leur analyse de la situation –, ce n'est qu'un problème purement matériel de limites physiques et écologiques qui n'appelle aucune analyse socio-politique du capitalisme industriel, aucune remise en question des structures de pouvoir qui nous ont menés là. C'est pourquoi l'effondrementalisme est profondément réactionnaire : son idéal social est derrière lui.

Conclusion

A l'opposé de ceux qui croient trouver dans la « collapsologie » l'expression d'une critique radicale nécessaire pour relever le gant de la catastrophe grandissante, l'effondrementalisme prêche au contraire la résignation, l'attente de l'événement purificateur et rédempteur qui – obligeant tout le monde à se serrer les coudes face à l'adversité – épargnerait à chacun de devoir comprendre, identifier et lutter contre les mécanismes sociopolitiques de la guerre contre la liberté humaine et contre l'autonomie du vivant actuellement en cours. La « renaissance » que les collapsologues espèrent voir sortir finalement de l'effondrement a donc de grandes chances d'être surtout une régression archaïque vers des structures de pouvoir toujours plus coercitives. La revue anarchiste marseillaise Réfraction n°44, 2020.

En complément, deux illustrations.

"*Une dernière occupation avant la fin du monde*" (Extinction Rebellion)

Qu'est-ce que Extinction Rebellion ?

Extrait de la causerie du 24 juillet 2019. (http://www.luttedeclasse.org/archives2010/causeries0719.pdf)

Quand la nature remplace la lutte de classes ou l'agenda du totalitarisme.

Les poupées russes :

- Occupy movement
- Compassionate Revolution
- Rising Up !
- Extinction Rebellion (XR)

(https://www.compassionate-revolution.net/draft-manifesto.html)

La stratégie de la terreur : "La fin du monde" approche.

- Extinction Rebellion occupe un centre commercial à Paris - euronews 6 octobre 2019

"Une dernière occupation avant la fin du monde". Tel était le nom de l'opération menée samedi à Paris par des militants écologistes du mouvement Extinction Rebellion. Plusieurs centaines de personnes ont pris possession d'un centre commercial, symbole selon eux, du capitalisme.

Extinction Rébellion a été créé il y a à peine un an. Il prône la désobéissance civile et la non-violence pour forcer les gouvernements à déclarer l'urgence climatique. euronews 6 octobre 2019

Quand Le Figaro sert de guide ou de rabatteur aux mercenaires recrutés par Gates, Rockefeller, Soros, Buffett, Al Gore et Cie.

Extinction Rebellion: une semaine de désobéissance civile dans le monde entier - LeFigaro.fr 4 octobre 2019

Des milliers d'activistes écologistes comptent bloquer dès lundi 7 octobre les villes de 55 pays, dont la France, pour dénoncer l'inaction climatique des États. En prélude, samedi à Paris, Extinction Rebellion veut occuper illégalement, en compagnie de «gilets jaunes», un lieu symbole de notre «système économique injuste, sexiste, raciste et autoritaire».

Au programme de cette «rébellion internationale», des blocages de rues, des occupations illégales, des campagnes d'affichage et des «ateliers artistiques».

Dans ce mouvement horizontal, où n'existe ni chef ni porte-parole, «nous avons quatre objectifs: faire avouer aux gouvernements la vérité sur la question écologique, les faire agir pour la biodiversité, militer pour le zéro carbone, et mettre le citoyen face à

ses responsabilités», affirme au Figaro Franck, l'un des membres de XR France. L'important? «Le pacifisme, la non-violence».

Les «festivités» françaises débuteront officiellement par une cérémonie d'ouverture dimanche 6 octobre, à partir de 17h à Paris. «Non-blocante», elle sera ouverte à tous et se déroulera au Parc de la Villette (XIXe arrondissement).

À partir de lundi 7 octobre, départ effectif de la semaine de rébellion, les actions prévues seront classées et associées aux quatre éléments (Terre, Air, Eau, Feu). Chaque catégorie devant répondre à une problématique écologique, comme visible dans l'image ci-dessous.

Pour participer à ces actions, des pages d'inscription sont disponibles sur le site d'Extinction Rebellion. Le mouvement demande à tous les participants d'assumer un rôle défini: «Bloqueur», «peacekeeper», «artiviste», «médic», «médiactiviste», «cuisinier»… De «Je ne veux pas de poursuite judiciaire» à «Je suis prêt à être placé en garde à vue», ils doivent également sélectionner leur niveau d'investissement.

Sont ainsi prévus dès le 7 octobre «des plantes bloquantes sur le goudron pour libérer des places et des allées», «une rue de l'information» qui accueillera et sensibilisera le public, «un grand chantier pour inventer des espaces de vie et des jeux pour enfants», et «une agora pour tenir des assemblées citoyennes, des concerts et des débats jusqu'à l'aube.»

Jusqu'à l'aube, puisque comme nous a confié Franck, le mouvement compte déployer ses tentes et dormir sur place. «Du moins, si on ne tente pas de nous déloger», déplore-t-on chez XR.

Le 10 octobre, c'est la question migratoire qui sera au centre des revendications. «Les catastrophes à venir provoquées par le dérèglement climatique provoqueront d'ici 2050 le déplacement d'un milliard d'habitants (...) Demain, tous migrants!», peut-on lire sur la page officielle. Encore une fois, le secret est bien gardé sur les lieux de rassemblement. Mais selon nos informations, les activistes tenteraient de bloquer la Seine. Avec des bateaux? «Il nous faut des moyens, donc ça risque d'être compliqué, mais on veut marquer les esprits.»

L'après-midi du vendredi 11 octobre, l'opération «Tournez manège» sera lancée à Paris. Elle consistera à «remplacer le trafic motorisé par une vague immense et joyeuse de vélos». Le 12 octobre, place à «l'archipel des nouveaux mondes», lors duquel les militants devraient occuper un quartier entier de Paris, bloquer sa circulation, puis «se répandre en multiples groupes d'action autonomes pour se réapproprier la ville». Y sont attendus des groupes de toute la France, non liés à XR. Enfin, des actions de sensibilisation et d'affichage sur le plastique seront menées dans toute la capitale du 7 au 12 octobre.

Les groupes locaux de XR.

En termes d'affluence, «on a déjà plusieurs milliers d'inscrits», nous révèle le groupe, sans vouloir communiquer de chiffres précis. «Mais il est possible que ce nombre baisse, par peur» des violences et des interpellations. LeFigaro.fr 4 octobre 2019

LVOG - En réalité ils seront entre 200 ou 300 ou moins.

Commentaires d'internautes.

1- On voit très bien que cette "urgence" est un mariage de la carpe et du lapin:

On y mélange, pêle-mêle: la biodiversité, les migrations, le réchauffisme, le collectivisme et «système économique injuste, destructeur, sexiste, raciste, et autoritaire».

C'est donc un véritable foutoir de la non-pensée et du retour au néolithique.

2- C'est bien, c'est bien mais le climat s'en fout totalement des gens qui marchent.....le climat devient la nouvelle religion au détriment de tout ce que l'on sait de notre passé, à savoir que le climat terrestre a tjrs été une alternance de période chaude et froide, bien avant les interventions humaines.

3- Est-il vrai que le mouvement ER serait financé par quelques milliardaires américains qui s'arrogeraient le droit de pratiquer l'ingérence dans tous les pays et d'inciter les gens à la violence en bloquant la libre circulation, l'économie, la paralysie de services publics ? Si ce n'est pas une infox, quel but poursuivraient ils ? Ils pourraient déjà s'occuper de leur pays, l'un des plus gros pollueurs de la planète !

4- XR est financé par quel lobby. ? Quel milliardaire de la finance internationale ? Tout ceci est bien opaque !

LVOG - Réfléchissons un peu. Quand on sait qu'un blog, un groupe de militants ou un parti peine à se faire connaître dans son

propre pays au bout de longues décennies, comment pourrait-il en un an essaimer la planète, faire la une des médias dans le monde, où trouverait-il les finances ? Poser la question, c'est y répondre : Impossible, hormis lorsque c'est l'oligarchie qui en est le chef d'orchestre et le financier. Il n'existe absolument aucune autre explication plausible ou possible. Il en va de même de toutes les ONG propulser par des populistes.

Avec l'autorisation de Macron et de la Préfecture de police de Paris, et la bienveillance des médias-oligarchiques.

20minutes.fr - Quelques centaines de militants et sympathisants du mouvement écologiste Extinction Rebellion (XR) occupaient toujours ce mardi matin la place du Châtelet et un pont de la Seine, au centre de Paris, après y avoir passé la nuit dans le calme.

Dans le cadre de la mobilisation internationale de « XR », ces militants occupent depuis lundi après-midi ce nœud central, à quelques centaines de mètres de la préfecture de Police de Paris, où doit se tenir ce mardi matin une cérémonie en hommage aux victimes de la tuerie de la semaine dernière dans ces mêmes locaux, en présence d'Emmanuel Macron.

Sous la surveillance d'un dispositif policier assez léger...

Depuis leur arrivée place du Châtelet, les militants ont multiplié les prises de parole, lors d'« assemblées citoyennes », annonçant leur intention de rester sur place jusqu'à mercredi.

Extinction Rebellion est né au Royaume-Uni fin 2018 à l'initiative d'universitaires notamment, inspiré par la stratégie de lutte pour les droits civiques aux États-Unis dans les années 1960.

Le mouvement s'est étendu grâce aux réseaux sociaux et revendique aujourd'hui 500 groupes dans 72 pays. 20minutes.fr et AFP8 octobre 2019

Ils passent à la phase de destruction et de régression massive.

Le Danemark demande à l'Europe d'interdire la vente des voitures thermiques dès 2030 - BFMTV 7 octobre 2019

Interdire la vente des voitures thermiques dans l'Union européenne dès 2030, c'est une proposition du Danemark. Le 4 octobre, dans le cadre d'une réunion des ministres de l'Environnement européen à Luxembourg, les Danois ont amené cette proposition, avec l'espoir d'être soutenu par une dizaine de pays, précise l'agence Reuters.

"Nous devons reconnaître que nous devons agir en urgence", a expliqué à Reuters Dan Jorgensen, le ministre danois à l'Energie et au Climat. Dan Jorgensen a exposé deux plans: "Le plan A est d'obtenir une interdiction au niveau européen". Le plan B serait qu'au minimum, les Etats qui le désirent puissent mettre en place cette interdiction.

En voisin de l'Union européenne, la Norvège veut elle interdire les voitures thermiques dès 2025. Côté français, l'interdiction de la vente des modèles thermiques a été votée par les députés pour 2040. Une interdiction en 2030 avait été jugée difficilement soutenable pour les constructeurs nationaux par un certain nombre de députés. Mais les différentes autorités politiques ne sont pas forcément sur la même ligne. Ainsi, la mairie de Paris veut elle interdire non la vente, mais la circulation des véhicules thermiques dès 2030.

Lors de cette réunion à Luxembourg, certains Etats, comme la Lituanie, la Slovénie ou encore la Bulgarie, ont également demandé à ce que des mesures soient prises afin de limiter les ventes de véhicules d'occasion venus d'Europe de l'Ouest. Les pays de l'Est reçoivent depuis des années les voitures d'occasion venues des grands marchés automobiles de l'Ouest, une tendance qui s'est accentuée ces dernières années avec le dieselgate. Les diesel allemands finissent ainsi leur carrière en Pologne, Roumanie ou dans les marchés du coeur de l'Europe, avec pour conséquence un parc plus vieux que la moyenne européenne (de 10,7 ans actuellement selon l'association des constructeurs européens). Ainsi, en Lituanie, pays demandeur d'une réglementation plus poussée sur les ventes de voitures d'occasion, l'âge moyen d'une voiture est de 16,7 ans. Avec, en conséquence, des niveaux de pollution plus élevés. BFMTV 7 octobre 2019

Comment sauver le capitalisme. Une opération lucrative à quelque 10.000 milliards de dollars en 2019, 20.000 milliards de dollars en 2050.

Il y a environ 1,2 milliard de voitures dans le monde ! - lesaviezvous.net 31 janvier 2019

L'année dernière, le total des ventes de véhicules neufs s'élevait à plus 90 millions, mais les estimations suggèrent que les ventes annuelles pourraient monter à 127 millions d'ici 2035, ce qui porterait le nombre total de véhicules à 2 milliards ou plus.

Ces calculs incluent les voitures de particuliers, les camions légers, moyens et lourds, ainsi que les autobus.

En France, le nombre de voitures immatriculées s'est élevé à près de 32 millions en 2018. La Chine a encore beaucoup moins de véhicules par personne que les pays occidentaux, avec seulement 100 millions de voitures pour 1,3 milliard de personnes. Si ce taux était égal à celui des États-Unis, le pays disposerait d'un milliard de véhicules à lui tout seul.

Aux États-Unis, il y a environ 250 millions de voitures pour une population de 300 millions d'habitants, et ce nombre n'arrête pas d'augmenter.

Selon les estimations, le nombre total de véhicules dans le monde pourrait doubler pour atteindre 2,5 milliards d'ici 2050. 31 janvier 2019

Tandis que la société est en pleine déliquescence.

LVOG - San Francisco, au cœur de la Silicon Valley, du Green New Deal, de l'extrême-centre, du "deep state".

San Francisco : Des habitants installent des rochers pour empêcher les sans-abri de s'installer dans la rue 20minutes.fr 3 octobre 2019

San Francisco, au cœur de la Silicon Valley, est l'une des villes américaines les plus marquées par les inégalités. Dans la métropole californienne, la population de sans-abri a bondi de 17 % depuis 2017. La situation est si tendue que certains riverains ont décidé d'installer des rochers dans leur rue, rapporte The Washington Post ce mardi. L'objectif de ce drôle de manège : empêcher les sans-abri de venir planter leurs tentes.

Depuis l'installation d'un campement de SDF dans leur quartier, les résidents de la rue de Clinton Park sont confrontés à la drogue et aux violences. Des seringues usagées sont même retrouvées sur le trottoir.

Face à l'inaction de la police, ces habitants ont décidé de régler le problème par leurs propres moyens : ensemble, ils ont financé l'installation de vingt-quatre rochers sur le trottoir. Un investissement de 4.000 dollars (environ 3.650 euros).

A plusieurs reprises, des activistes ont déplacé les rochers sur la route. Mais les agents de la municipalité les ont remis sur les trottoirs.

Lassés de la controverse, les résidents ont finalement battu en retraite. Selon Slate, ils ont demandé à la municipalité de retirer les rochers. Définitivement. 20minutes.fr 3 octobre 2019

Plus d'un million de mal-logés vivent en Île-de-France - LeFigaro.fr 8 octobre 2019

C'est la région la plus riche de France mais aussi celle qui compte le plus de mal-logés. Plus d'un million de personnes se trouvent dans cette situation peu enviable en Ile-de-France, selon la Fondation Abbé-Pierre qui publie son rapport sur le mal-logement dans cette région où vivent plus de 12 millions d'habitants. Si l'Ile-de-France représente plus de 18% de la population nationale, elle concentre près d'un tiers du total de mal-logés en France (4 millions de personnes). LeFigaro.fr 8 octobre 2019

France. Consommation : le blues de la classe moyenne - LePoint.fr 8 octobre 2019

Décrochée par une société de consommation qui avance trop vite, alourdie par des contraintes budgétaires toujours plus encombrantes, la classe moyenne se réduit en France comme peau de chagrin. Selon une étude publiée ce mardi par Le Parisien, la tendance tient désormais du phénomène : l'angoisse d'un avenir incertain et les fins de mois difficiles touchent de plus en plus les Français moyens, ceux qui ne sont « ni les 30 % les plus riches ni les 30 % les plus pauvres ».

En 2019, selon l'enquête Ifop, 58 % des Français déclarent appartenir à la classe moyenne. En 2008, ils étaient 70 %. Sur la même période, le nombre de ceux qui se déclarent « modestes » a gagné 15 points, passant de 23 % à 38 %. Interrogée par le quotidien francilien, la sociologue Pascale Hébel explique ainsi cette tendance : « Les dépenses contraintes, logement en tête, n'ayant cessé de progresser, le reste à vivre est de plus en plus restreint. » En effet, parmi les 58 % de Français qui considèrent toujours appartenir à la classe dite « moyenne », les fins de mois sont rudes : 28 % déclarent « tout juste » finir le mois, 17 % « difficilement », souvent au point de « réduire leurs dépenses alimentaires les derniers jours du mois » et 13 % « facilement ».

Les principaux marqueurs de l'appartenance à cette classe moyenne évoluent donc avec elle, à son rythme. L'étude explique ainsi que la vente de vêtements d'occasion explose, tout comme celle de voitures à bas prix tandis que, dans l'alimentation, beaucoup sont systématiquement à la recherche de la moindre promotion.

Mais, outre la nécessaire adaptation d'une nouvelle façon de consommer, la classe moyenne se sent parfois tout bonnement « décrochée », en marge de la société de consommation au point de se déclarer plus modeste que moyen. Ainsi les loisirs, les dépenses cosmétiques ou la décoration disparaissent, car le chauffage, la santé ou les enfants sont prioritaires. Pour les trois quarts de la « classe moyenne inférieure », il faut même « parfois ou de temps en temps » renoncer aux vacances, autre détail hautement symbolique. LePoint.fr 8 octobre 2019

LVOG - Etude à relativiser compte tenu de leur niveau de vie et de consommation. Ils sont moins nombreux à se déclarer appartenir à la classe moyenne, peut-être parce qu'entre temps ils se sont lourdement endettés ou ils avaient fait des prévisions un peu trop optimistes.

C'est un indicateur à suivre...

Ils osent tout.

Convention citoyenne: "rien n'est interdit", assure Édouard Philippe - AFP

"Rien n'est interdit" à la toute nouvelle Convention citoyenne pour le climat qui va faire des propositions contre le réchauffement climatique, a assuré vendredi le Premier ministre... AFP

"Rien n'est interdit", sauf de contester la théorie du réchauffement climatique de nature anthropique.

Le pape plante un arbre au Vatican avec des indigènes d'Amazonie - AFP

L'époque des missionnaires est de retour, c'est la réaction sur toute la ligne oui ou non ?

QUATRIEME PARTIE

Stratégie de la déstabilisation ou du chaos, tout doit y passer. A quoi sert le féminisme ? Réponse.

Le couple ou les convictions, une féministe hétéro aura difficilement les deux - Slate.fr 7 octobre 2019

LVOG - Vous constaterez que dans cet article il n'est donné la parole qu'à des femmes, et que ces femmes appartiennent toutes aux couches supérieures ou intellectuelles de la classe ouvrière, et qui du fait de leur statut privilégié, autant que leur absence de conscience de classe, adoptent le comportement du petit bourgeois pour lequel ses désirs doivent devenir immédiatement se réaliser sans tenir compte des facteurs qui les contrecarrent, ce qui les amènent à s'en prendre au premier qui leur tombe sous la main, leur conjoint, qu'elles accuseront sans en avoir conscience, de reproduire les rapports de domination qui prévalent dans la société et dont le capitalisme est à l'origine, donc l'unique responsable.

Que leur revendication soit juste, la répartition des tâches et des responsabilités au sein d'un couple, ce qui l'est moins en revanche, c'est le procès qu'elles intentent à leur conjoint qui n'était pas forcément préparé à l'accepter, ce qu'elles n'étaient pas censées ignorer puisque chacun sait que c'est rarement la cas dans un couple. On se demandera pourquoi ces femmes qui se prétendent évoluées, n'y avaient pas pensé avant, et n'avaient pas évoqué cette question avec leur futur conjoint ou l'éventuel candidat destiné à partager leur existence. Aussi, partagent-elles la responsabilité de la situation désagréable dans laquelle elles allaient se retrouver, sans qu'on leur reproche puisque leur conjoint n'y avait pas pensé non plus. Autant dire que s'ils en restaient à se le reprocher mutuellement, au lieu d'essayer de comprendre pourquoi ils avaient reproduit inconsciemment ces rapports, ils n'en trouveront pas l'origine et leur relation ne pourra que s'envenimer, car même si leur conjoint rectifiait son attitude il développerait à leur égard du ressentiment, ce qui d'une manière ou d'une autre empoisonnerait leur existence.

Slate.fr - Alice, 23 ans, professeure des écoles - «...quand on a plus de connaissances, on voit avec plus d'acuité. Du coup, j'ai vu beaucoup de points noirs dans ma relation par rapport à la charge mentale et émotionnelle et ça a été dur à vivre.» Au point qu'elle s'est interrogée sur la compatibilité entre idéaux féministes et couple hétérosexuel: «Est-ce que je pourrai vivre avec un mec un jour? Est-ce que je suis vouée à être déçue toute ma vie, par mon copain actuel ou d'autres?»

LVOG - Comment ils poussent à l'éclatement des couples hétérosexuels au profit de couples homosexuels ou à l'adoption du statut de familles monoparentales, recomposées, décomposées ou éclatées. Atomisé, vous êtes plus faible, plus vulnérables, plus influençable.

Mélanie, 32 ans, éducatrice Montessori, est aussi passée par cette phase interrogative: «Je ne me considère pas comme

une féministe radicale mais c'est une question que je me suis vraiment posée: “Est-ce que je peux être en couple?”» Ce n'était pas par manque de confiance en elle ou crainte de ne pas plaire, plutôt par conviction que ses exigences concernant la vie conjugale, bien que basiques (par exemple ne pas être la seule à s'occuper des tâches ménagères, «avoir le sentiment que tous les deux on y contribue»), seraient difficilement satisfaites. «Est-ce que je peux trouver quelqu'un d'assez bien pour répondre à mes attentes?» reformule-t-elle.

LVOG - Ma pauvre dame, au point où vous en êtes et je dis cela par expérience, votre conjoint partagerait les tâches ménagères que rapidement vous trouveriez autre chose à lui reprocher et ainsi de suite, même un homme tendre, très attentionné et désintéressé, passionnément amoureux de vous (même après des années de vie commune), consacrant la majeure partie de son temps libre à vous et à vos enfants, rentrant directement à la maison après le boulot, ni joueur, ni alcoolique, ni drogué, ni dragueur, honnête, pas dépensier, sincère, avec lequel on ne s'ennuie jamais, avec lequel on peut aborder n'importe quel sujet, ni taciturne, ni aigri, ni violent, propre, soigné, ordonné, sérieux, courageux, responsable, bref, un homme auquel on peine à trouver de gros défauts comme l'on dit, vous ne pourriez pas le supporter avec l'état d'esprit que vous avez développé.

Vous voulez que je vous dise un truc, vous êtes minée par l'angoisse d'être dominée, et vous allez vous conduire avec lui en despote, l'envie inconsciente de le dominer va vous aveugler au point de vous convaincre qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans votre couple et qu'il faut le rompre. Pourquoi, parce que vous n'avez rien à lui reprocher, et si malgré tout vous n'êtes pas heureuse, il ne peut pas l'être non plus dans ces conditions, car en fait le problème se situe ailleurs, au niveau de votre mode de vie qui vous a été imposé par la société et non par votre conjoint qui était dans le même cas que vous, ce mode de vie infernal fait uniquement de contraintes et qui ne vous laisse pratiquement aucune liberté, le lot de toute la population en régime capitaliste que vous ne parvenez pas à assumer. «Je peux facilement être féministe sur internet, dans la rue, mais, une fois la porte de la maison fermée, est-ce qu'on continue à vivre en accord avec ses principes?» soulevait également la journaliste Titiou Lecoq, autrice de l'ouvrage Libérées – Le combat féministe se gagne devant le panier de linge sale, dans une interview vidéo donnée à L'Obs.

LVOG - Les féministes sont des pestes, qui croient qu'en imposant aux hommes de changer de mentalité contre leur gré sans changer de société, elles seront plus heureuses, les faits démontrent le contraire.

Loin d'être le signe apparent d'une misandrie, ces hésitations et cette désillusion sont en fait provoquées par la difficile mise en œuvre de l'idéal d'égalité entre les sexes au sein d'un couple hétérosexuel, même lorsque celui-ci est partagé par ses deux membres. «Ce n'est pas une guerre contre les hommes. Les femmes bataillent vraiment avec la vie de couple, surtout quand elles se revendiquent féministes. On retrouve des tensions entre un espoir d'égalité et la réalité», pointe Jenny van Hooff, maîtresse de conférences en sociologie à l'Université métropolitaine de Manchester (MMU).

LVOG - Dans la mesure où ce n'est pas "une guerre" contre l'ordre établi qui est à l'origine de tous les rapports sociaux dans la société, c'est "une guerre" qui est tournée contre les hommes ou ils le ressentiront ainsi à juste titre. A l'entendre, les hommes seraient enclins à dominer les femmes naturellement, ce serait dans leur nature en somme, elle le dit elle-même en affirmant qu'ils partageraient le même "idéal d'égalité entre les sexes au sein d'un couple hétérosexuel", alors que la cause est extérieure au couple, et remonte aux fondements de la société basée sur des inégalités, entre les classes, puis entre les sexes. L'ignorer interdit de dépasser cet antagonisme et conduit à le reproduire sans cesse. Il ne peut pas exister d'égalité dans une société fondamentalement inégalitaire, que ce soit entre ses membres ou entre les sexes. De même qu'au-delà, il ne peut exister d'égalité entre deux personnes, puisque nous sommes tous différents. Il faut donc concevoir qu'on l'interprète différemment, que cela nous plaise ou non, et il faut se faire à l'idée qu'il n'existe pas de principes supérieurs à la réalité, et que dans la vie il faut parfois faire des concessions de part et d'autre sous peine de rendre la vie commune ou en collectivité impossible, quel que soit le régime politique en présence.

Dans un article publié en 2011, elle conclut que «les relations hétérosexuelles continuent à être submergées par les rôles genrés traditionnels»: «La croyance et la sensibilisation à des idéaux égalitaires ne suffit pas à empêcher ces couples de s'en remettre à un partage traditionnel des tâches. [...] Les rôles genrés traditionnels refont surface quand les couples emménagent ensemble, sapant toute tentative d'égalité.»

LVOG - Même sur le plan biologique ou morphologique, et donc psychologique, les hommes sont différents des femmes, alors pourquoi voulez-vous absolument qu'ils se ressemblent au point d'être égaux en toute chose, c'est antinaturel, c'est stupide. Et puis, chacun, sans que cela tienne à un sexe ou un autre, est plus doué pour accomplir certaines tâches plutôt que d'autres, ou y trouve plus de satisfaction, se sente plus à l'aise. Pourquoi devrions-nous tous être doués pour faire la cuisine ou le repassage, raccommoder des boutons, la menuiserie ou l'électricité, la mécanique, lire des histoires aux enfants, jouer avec eux, pourquoi devrions-nous tous trouver du plaisir à faire les courses ou à passer des heures dans des centres commerciaux, etc. c'est despotique comme conception de la vie et de l'égalité.

D'après un sondage de l'institut Ipsos mené en avril 2018, 55% des Français «considèrent que les inégalités hommes/femmes en matière de répartition des tâches ne sont plus vraiment un problème au sein du foyer». Mais les chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) sont formels: selon les enquêtes «Emploi du temps», encore en 2010, les femmes s'acquittaient des trois quarts des tâches domestiques et y passaient en moyenne très exactement quatre heures et une minute quotidiennes contre deux heures et treize minutes pour les hommes; si l'on zoome sur les tâches parentales, les femmes supplantent également les hommes en les prenant en charge à 65% (quarante-cinq minutes journalières, contre dix-

neuf minutes pour les hommes).

LVOG - On voit là clairement, que puisque le sondage de 2018 ne colle pas avec leur théorie et leur intention de tourner les femmes contre les hommes et vice versa, ils vont spéculer sur celui de 2010 ! Le GIEC ne procède pas autrement notez bien. C'est normal que les femmes qui enfantent soient plus proches de l'enfant, et que par conséquent elles soient plus aptes à remplir "les tâches parentales", non ? Et c'est chronométré à la seconde près !

«Une lente et timide “réduction des inégalités” si l'on songe qu'entre 1986 et 2010 les femmes ont bel et bien consacré une heure de moins au ménage [et aux courses], tandis que les hommes n'y consacraient pour leur part que sept minutes de plus... Bref, si les femmes doivent remercier quelqu'un pour cette heure de corvée en moins, c'est peut-être leur lave-vaisselle, le magasin de surgelés d'à côté ou leur femme de ménage... mais sans doute pas leur conjoint», relate dans son ouvrage L'éducation vraiment positive la journaliste Béatrice Kammerer.

LVOG - Le progrès technologique et social favoriserait les hommes, leur ennemi déclaré avec le Green New Deal, cela se tient.

Et il ne faudrait pas croire, dans un regain d'optimisme, que la situation s'est miraculeusement améliorée depuis. En 2016, 93% des femmes de 25 à 49 ans ayant des enfants de moins de 18 ans s'occupent quotidiennement d'eux, contre seulement 74% des hommes, nous apprennent l'Insee et Eurostat. Les différences sont même plus prononcées pour les travaux ménagers et la cuisine: 80% des femmes ont à leur charge tous les jours ces tâches, contre seulement 36% des hommes.

LVOG - Jusqu'à l'âge de 18 ans, la mère occuperait toujours une place prépondérante dans la vie de l'enfant ou de l'adolescent, ce qui n'a rien de "miraculeux", c'est naturel. Mais puisque les variations climatiques sont naturelles et qu'ils ont décidé qu'il n'en était rien, pourquoi n'enfreindraient-ils pas d'autres lois naturelles pour parvenir à leurs fins, c'est l'engrenage. Nous vivons dans une société où les femmes couvent les filles et les hommes les garçons, c'est ainsi, donc les filles sont amenées très tôt à imiter leur mère et les garçon leur père, ils se partagent les rôles sans qu'il n'y ait rien de péjoratif ou de dégradant à cela, sauf que les féministes fanatiques ont décidé le contraire, c'est tout.

Pour mener à bien toutes ces tâches, les femmes consacrent en moyenne moins de temps à leur travail que les hommes (3h31 par jour contre 5h15) et rognent également sur leur temps libre (3h58 contre 4h28). L'activité professionnelle de l'homme comme ses loisirs passent en priorité, même si ce n'est jamais dit aussi expressément. L'ex de Mélanie, avec qui elle a vécu pendant cinq ans, lui affirmait que, pour lui, le ménage était «une perte de temps».

LVOG - Moi, je n'ai connu que des femmes qui, lorsqu'elles travaillaient à plein temps, consacraient autant d'heures au travail que les hommes. Si la différence de temps libre entre les femmes et les hommes n'est que de 30 minutes, c'est peu, vous voulez faire quoi en 30 minutes, cela représente 11%, ridicule.

Sauf qu'il fallait bien que quelqu'un s'en charge. «Il sous-entendait que c'était à moi de le faire et donc que mon temps à moi avait moins de valeur. Il avait des projets personnels qu'il voulait développer, mais moi aussi, et je me prenais des remarques comme quoi le ménage n'avait pas été fait. Je travaillais quarante heures par semaine et loin du domicile. Je ne voulais pas prendre ce que j'estimais sa part à lui du ménage», se remémore-t-elle avec agacement.

LVOG - Qu'il y ait des mufles parmi les hommes, cela a toujours existé, comme des feignasses parmi les femmes sans qu'on en fasse un plat.

«Sur le temps passé à la maison, mon conjoint veut bien faire des trucs mais il ne veut pas être plus à la maison, déplore aussi Elsa, enseignante-chercheuse en anthropologie de 38 ans et mère de deux garçons. La marge de manœuvre est assez réduite. Il ne va pas renoncer à un truc professionnel pour être avec les enfants. S'il a une réunion importante et qu'un des enfants est malade, il ne va pas l'annuler. Quand on lui propose un déplacement, il va toujours dire oui et ce sera à moi de m'adapter. Moi, mon premier réflexe, c'est de penser “non, les enfants sont encore petits, ça va être compliqué”... Et pourtant il était en théorie plutôt ouvert, même s'il ne se dit pas vraiment féministe.» LVOG - Vous n'aviez qu'à pas avoir d'enfants, c'est tout. Pourquoi cela devrait-il être la règle d'en avoir, dites-moi? Assumez vos responsabilités.

La jeune femme a ainsi démarré l'année universitaire 2019-2020 en posant un congé enfant malade parce que le benjamin a eu une angine, tandis que son conjoint, chercheur lui aussi, partait en déplacement. Et elle ne compte plus les fois où elle a dû annuler des réunions fixées tôt le matin parce qu'il ne l'avait pas prévenue de ses voyages et qu'il fallait bien emmener les enfants à la crèche et l'école.

LVOG - Quand on a une activité professionnelle très prenante ou comportant des contraintes, on n'a pas d'enfant voilà tout ! Il y a plein de gens qui bénéficient de conditions privilégiées et qui vont se pourrir la vie en prenant des décisions qu'ils ne seront pas capables d'assumer plus tard, parce qu'ils auront agi avec insouciance. Ils satisfont un désir sans en mesurer les conséquences comme le premier imbécile venu.

Même quand chaque membre du couple met la main à la patte, on retombe vite dans les vieux modèles. Thalie, 33 ans, RH, revendique une répartition égalitaire des tâches avec son conjoint mais concède que celle-ci reste stéréotypée: «Dans mon esprit, dans la manière dont j'ai été éduquée, une femme est capable de tout faire, devrait pouvoir tout faire et c'est l'exemple que je voulais et veux donner à mes filles. Dans les faits, la répartition des tâches s'est faite chez nous de manière genrée dans le sens où par exemple c'est moi qui vais m'occuper beaucoup du repas, beaucoup du linge, beaucoup du ménage et c'est lui qui va s'occuper des choses comme le bricolage, la voiture...»

LVOG - Normal comme on l'a déjà dit plus haut. Sinon il faut changer de régime et de société, mais cela vous ne voulez pas en entendre parler.

Le sondage Ipsos de 2018 montre que cette répartition est la norme: 83% des femmes trient le linge et lancent des lessives, contre 21% des hommes; pour le repassage, les pourcentages sont quasi similaires, respectivement 81% et 20%; pour le lavage des sanitaires, 78% vs 22%; à l'inverse, 71% des hommes bricolent, contre 11% des femmes, et 55% des hommes sortent les poubelles, contre 21% des femmes.

LVOG - Confirmation. Bon, les hommes sont assez bons pour sortir les poubelles, ne vous plaignez pas, je plaisante.

En outre, comme le souligne l'enquête Erfi (pour «Étude des relations familiales et intergénérationnelles») menée par l'Institut national d'études démographiques (Ined), «les pères sont nettement en retrait des activités contraintes, assimilables aux activités domestiques et socialement “sexuées” comme l'habillage des enfants. [...] C'est sans aucun doute dans les activités ludiques, affectives et de “sociabilité” que la participation des pères est la plus importante».

LVOG - Elles vont leur reprocher. Elles préfèreraient peut-être que les pères se désintéressent de leurs enfants, il faut croire.

L'irritation provoquée par ce surcroît de travail (souvent ingrat) qui incombe aux femmes est loin d'être tue. «La plupart des femmes interrogées ont exprimé de la frustration concernant le volume de tâches domestiques qu'elles se sentaient en devoir de réaliser», écrit ainsi Jenny van Hooff. Qui plus est quand elles avaient en tête des idéaux féministes.

LVOG - "Des idéaux féministes" qui leur pourrissent la vie en réalité, mais c'est le but.

Le quotidien se fait alors conflictuel. «Les tâches ménagères, je fais tout, jusqu'à ce que j'aie un accès de rage et je me mette à crier sur Ian», raconte Jane à la sociologue de la MMU. «Ça paraît des petites choses mais ça peut vraiment miner, nous dépeint Elsa. Les tensions qu'on a eues, c'est toujours autour de ça. On a eu des disputes hyper violentes cet été. On fait le même métier [chercheurs] et, quand je suis évaluée sur ma production scientifique, on ne prend pas en compte le fait que ce soit moi qui ai récuré les chiottes!»

LVOG - Il est vrai que c'est un critère scientifique ! Vous n'aviez qu'à vous mettre en ménage avec un homme de service, dont la définition de fonction comportait le nettoyage des chiottes !

Pour Alice, l'enseignante, qu'à de multiples reprises son copain n'ait même pas commencé à préparer le dîner au moment où elle rentrait tardivement du travail a généré beaucoup de tristesse: «Pour moi, ce n'était pas qu'il avait oublié de faire à manger, ça allait vachement au-delà: c'est que c'était un être qui manquait d'empathie et d'idées féministes et de motivations pour faire les choses...» Ce qui a parfois provoqué un désamour voire une diminution du désir. Difficile en effet de partager son intimité avec une personne dont on se dit qu'elle ne nous comprend pas ni ne nous écoute.

LVOG - Il n'appréciait peut-être pas non plus que vous rentriez tard du travail, qui sait ? Moi, quand mon épouse rentrait, j'avais tout fait, les courses, le ménage, la bouffe, la vaisselle, la machine à laver, etc. et cela n'allait pas encore, comme quoi... Si l'autre ne pense pas à vous, rien ne vous empêche de vous en séparer, pourquoi restez-vous avec un rustre ?

Du côté de Mélanie, faire appel à une tierce personne pour le ménage n'a pas suffi à apaiser les tensions conjugales. Elle avait «l'impression d'être devenue le lubrificateur de sa vie à lui, dépossédée de qui [elle était] et contrainte à une vie de domesticité qui ne correspondait pas à [ses] aspirations». Alors, à 30 ans, et alors même qu'elle avait pleinement conscience que c'était peut-être sa dernière chance d'avoir un enfant, elle est partie. «Je l'aimais, mais au bout d'un moment ce n'était plus suffisant. Je préférais ne pas avoir de mec que de m'asservir. J'ai reconquis ma liberté en le quittant. Dans ma tête, je me disais “le couple, si c'est ça, non merci, j'ai fait cinq ans et j'ai vu que c'était pas pour moi”.»

LVOG - Mais de là à généraliser, il ne faut pas exagérer, bien que généralement les relations dans un couple soient exécrables, j'en conviens. La société est pourrie à la base ou basée sur des rapports de domination, donc pourquoi devrait-il en être autrement dans un couple ? Prenez-en conscience, et avec un peu de chance vous rencontrerez peut-être un homme qui en a également conscience, et vous vous épanouirez ensemble, autant que cela se peut dans cette société.

Toutes les femmes en couple hétéro ne sautent pas le pas. Les fréquentes confrontations qu'Elsa a avec son conjoint l'ont

également conduite à songer à la séparation; elle a abordé le sujet avec lui, sans vraiment envisager la mise en pratique de cette échappatoire. «On ne peut pas se séparer de quelqu'un juste pour lui prouver qu'il faut partager les tâches», se persuade-t-elle. Ce qui n'étonne pas Jenny van Hooff: «Pour la plupart des couples, la répartition des tâches est une source permanente de conflit. Pourtant, les femmes estiment que c'est une question trop futile pour quitter leur partenaire, malgré la détresse existante.»

LVOG - Je n'ose même pas imaginer, comment ils peuvent vivre ensemble, et encore moins être un tant soit peu heureux en étant en permanence en conflit. Quel cauchemar !

Même si les idéaux féministes ne conduisent pas forcément au célibat, vouloir conformer son couple à la doctrine et l'analyser sous ce prisme, «c'est très compliqué et ça provoque beaucoup de déceptions et de colère», formule Alice. «Il y a des fois où on se dit “si je ne résistais pas, ce serait plus facile”», énonce Elsa. Au point que des femmes peuvent avoir la sensation qu'il n'y a pas d'autre option que de faire une croix sur leurs convictions –ce qui pourrait expliquer la persistante disparité entre les croyances en l'égalité et leur mise en application plus que partielle. «Les femmes semblent avoir intégré l'idée que, en étant dans une relation hétérosexuelle, elles assumeraient la majorité des tâches domestiques et émotionnelles», résume Jenny van Hooff, parce que, en l'état actuel des choses, hétérosexualité et féminisme font encore rarement bon ménage.

LVOG - Les femmes qui veulent conformer leur couple à la doctrine fanatique des féministes, font leur propre malheur, parce que en règle générale ce n'est pas à la réalité de s'adapter à une théorie mais l'inverse, ce qui ne signifie pas que la théorie devrait se conformer à la réalité, mais qu'elle doit partir de la réalité pour pouvoir la modifier. Quand maintenant on privilégie ses désirs, ses émotions ou ses sentiments au détriment de la réalité, on s'expose à bien des déboires inutiles par la suite. On sera amené à faire des choix qui empêcheront vos désirs de se réaliser, vos émotions et vos sentiments s'inverseront, ils tourneront au ressentiment et à la haine parfois... Slate.fr 7 octobre 2019

LVOG - Chez nous, c'est moi qui fait réchauffer le ou les plats du dîner (qui cuisine), qui met la table, qui prépare nos cocktails de jus de fruits (+ Vodka pour moi), j'aide ma compagne à débarrasser la table en fin de repas et c'est moi qui essuie la table, elle, elle lave la vaisselle et l'essuie, moi je la range. S'il manque quelque chose sur la table, c'est celui qui y pense qui se lève généralement, mais pas toujours, c'est le plus rapide !

Comme quoi je n'exploite pas, je n'opprime pas, je ne profite pas de ma compagne. On se partage les tâches, on nettoie ensemble le jardin et c'est moi qui l'arrose, qui fais les courses, la machine à laver et étend le linge (parfois elle), qui s'occupe des papiers, du bricolage, c'est elle qui balaie et lave le carrelage, moi je fais les vitres (11 fenêtres), etc.

Ce n'est pas une question de culture ou d'éducation.

Chez mes parents quand j'étais gosse j'aidais ma mère et mon père, ma soeur ne foutra jamais rien, comme quoi. En prime, c'est moi qui seras traité en pestiféré dans cette famille, pourquoi, parce que je n'avais pas adopté leurs idées et leur mode de vie.

Avec ma première épouse, j'aurais le comportement exemplaire que j'ai décrit plus haut, elle finira par me balancer comme une merde en m'accusant de tout et de rien selon. Ma fille hélas en deviendra le clone !

Ma deuxième épouse que j'avais sortie de la misère à laquelle elle était promise, et pour laquelle je serais tout aussi attentionnée, m'apprendra un jour par téléphone qu'elle avait décidé de s'installer en France précipitant notre rupture dès lors inévitable.

Avec Selvi, ma dernière compagne, on ne peut imaginer un couple plus dépareillé, on atteint pratiquement les extrêmes, cela nous force, me force surtout, à parler davantage encore et à admettre qu'il faille faire d'importante concessions. La barrière du langage est un gros handicap qu'on parvient à surmonter comme on peut. On assume cette situation qui n'est pas toujours facile à vivre. On s'aime bien et on se respecte, on s'assume comme on est, que demandez de plus ? Une chose qu'on possède également et qui est primordiale, on en a conscience tous les deux.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

Portugal: le socialiste Antonio Costa largement reconduit - AFP 7 octobre 2019

Le Premier ministre socialiste portugais Antonio Costa est sorti nettement renforcé des élections législatives de dimanche, après

être arrivé au pouvoir en 2015 à la tête d'une union de la gauche pour tourner la page de l'austérité.

Selon des résultats quasi définitifs, la formation de l'ancien maire de Lisbonne, âgé de 58 ans, a récolté 36,65% des suffrages et disposera d'au moins 106 sièges sur 230 au parlement, contre 86 en 2015.

Les socialistes devancent donc largement leurs principaux adversaires du Parti social-démocrate (PSD, centre-droit), qui ont reculé à 27,9% des voix et 77 sièges contre 89.

Marqué par une abstention record (45,5%), ce scrutin confirme que le pays est l'un des rares d'Europe où les socialistes ont le vent en poupe et où la droite populiste ne pèse pas sur le débat politique, même si le parti Chega! ("Assez!") est entré au parlement avec un député.

M. Costa ne dispose toutefois pas de la majorité absolue, ce qui l'obligera à chercher l'appui d'autres formations dans un parlement largement dominé par la gauche.

Le Bloc de Gauche, qui dispose comme en 2015 de 19 sièges, s'est déjà dit "prêt à négocier (avec le PS) un accord assurant la stabilité du pays", selon sa numéro un Catarina Martins. Avec 12 sièges, les communistes, qui reculent, n'ont eux pas exclu d'appuyer de nouveau le PS.

M. Costa dispose d'un autre allié potentiel, le parti animaliste PAN fondé par un philosophe bouddhiste qui passe de un à quatre sièges.

Depuis que M. Costa est au pouvoir, l'économie portugaise a consolidé spectaculairement la reprise entamée après la cure d'austérité drastique mise en œuvre par le précédent gouvernement de droite suite au sauvetage financier du pays en 2011.

La croissance (3,5% en 2017 et 2,4% en 2018) est actuellement au plus haut depuis le début des années 2000 et le chômage a retrouvé son niveau d'avant la crise (6,4%).

L'ancien avocat a surtout réussi le grand écart de détricoter les mesures de rigueur en augmentant les retraites ou les salaires des fonctionnaires, tout en profitant de la bonne conjoncture pour jouer les premiers de la classe de la zone euro en matière de déficit public, qui devrait être ramené à 0,2% du PIB cette année.

Ce bilan économique et social aura été son principal argument de campagne, même si la dette publique avoisine toujours les 120% du PIB et que les Portugais se plaignent toujours des bas salaires, d'une dégradation des services publics et de la hausse des prix de l'immobilier entraînée par l'explosion du tourisme. AFP 7 octobre 2019

Tunisie

Après les législatives en Tunisie: le risque d'un parlement émietté et d'un pays ingouvernable - Franceinfo 7 octobre 2019

Deux partis rivaux, Ennahdha et la formation du finaliste à la présidentielle incarcéré Nabil Karoui, ont tous deux assuré être arrivé en tête des législatives du 6 octobre en Tunisie. Un scrutin qui devrait déboucher sur un Parlement fragmenté en de nombreux petits blocs.

Deux sondages publiés par des instituts tunisiens ont néanmoins estimé que le parti d'inspiration islamiste Ennahdha avait gagné le plus grand nombre de sièges, 40 sur 217 (17,5% des suffrages), contre 33 à 35 pour Cœur de la Tunisie, le parti du leader de Nessma TV, Nabil Karoui (15,6% des voix). Les deux formations, qui ont revendiqué leur victoire devant la presse sans donner de chiffre, avaient exclu toute alliance durant la campagne.

Les résultats préliminaires sont attendus le 9 octobre, a indiqué l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE).

Si ces sondages se confirment, Ennahdha a encore perdu du terrain et la nouvelle assemblée s'annonce morcelée entre des partis hétéroclites peu enclins à négocier après une campagne à couteaux tirés. Quelque soit le gagnant, il lui sera difficile de rassembler une majorité.

Si l'impossibilité de former une coalition de gouvernement se confirme, la Tunisie risque de devenir ingouvernable dans un contexte économique très dégradé.

Le parti arrivé en tête disposera de deux mois pour dégager une majorité de 109 voix au Parlement afin de former un gouvernement. Le futur président de la République, qui sera élu à l'issue du second tour de la présidentielle prévu le 13 octobre, n'intervient qu'en cas de blocage au terme de cette période.

"Les négociations prendront probablement des semaines", juge l'analyste politique Youssef Cherif, en évoquant le risque d'un nouveau scrutin si les députés ne parviennent pas à se mettre d'accord.

Selon l'ISIE, le taux de participation a atteint 41,3%, bien en deça des 68% de 2014. Un faible score qui témoigne d'un fort sentiment de frustration et de désillusion vis-à-vis de la politique. Le scrutin traduit aussi le rejet des élites actuelles, déjà exprimé au premier tour de la présidentielle le 15 septembre.

Tant Ennahdha que Cœur de la Tunisie ont fait de la lutte contre la pauvreté le thème phare de leur campagne. Interdit sous la présidence de Ben Ali, Ennahda a fortement lissé son image depuis la Révolution en prenant part aux coalitions de divers gouvernements. Franceinfo 7 octobre 2019

LVOG - Franceinfo a "*lissé*" l'image des Frères musulmans, leur parti !

Algérie

Manifestation massive à Alger contre la présidentielle voulue par l'armée - AFP 4 octobre 2019

"Il n'y aura pas de vote!". Une foule massive a défilé vendredi à Alger contre la présidentielle de décembre exigée par l'armée et qui ne vise selon les manifestants qu'à maintenir au pouvoir un "système" dont ils réclament depuis sept mois la disparition.

Un cortège compact de manifestants, impossible à chiffrer en l'absence de tout comptage officiel, a rempli les rues du centre de la capitale algérienne, à l'issue de la grande prière musulmane hebdomadaire, bravant le fort déploiement policier et les mises en garde de l'armée à ceux qui s'opposent à la tenue du scrutin, a constaté une journaliste de l'AFP.

Selon des journalistes locaux et des sites d'information, la mobilisation a aussi été importante dans de nombreuses villes du pays.

Les cortèges, notamment à Alger, se sont dispersés sans incident en fin d'après-midi.

Conformément aux instructions données le 18 septembre par le chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, d'empêcher les manifestants d'autres régions de défiler à Alger, des barrages de gendarmerie ont entravé la circulation aux entrées de la capitale, provoquant de nombreux bouchons, selon des manifestants.

"C'est notre pays, c'est à nous de décider et il n'y aura pas de vote", ont scandé les manifestants, hostiles à la tenue le 12 décembre de la présidentielle.

Lors de ce 33e vendredi consécutif de manifestations, les slogans des protestataires ont visé expressément l'armée et son chef d'état-major, véritable homme fort du pays face à un président par intérim, Abdelkader Bensalah, largement invisible.

"On s'est débarrassé de la 'charita' ('la charrette', le fauteuil roulant dans lequel M. Bouteflika était cloué depuis un AVC en 2013), on va se débarrasser de la bedaine" du replet général Gaïd Salah, un ancien fidèle de M. Bouteflika, ont scandé avec humour les manifestants.

Plus tôt cette semaine, le général Gaïd Salah a réitéré ses avertissements à ceux qui voudraient "perturber" la tenue du scrutin, présenté comme un gage de "démocratie" souhaité selon lui par "la majorité écrasante du peuple algérien".

Mais pour les manifestants, cette élection ne servira qu'à maintenir en vie un "système", dont une partie des acteurs sont encore au pouvoir malgré le départ de M. Bouteflika.

L'ancien ministre de l'Intérieur, désormais Premier ministre "Noureddine Bedoui, 'Monsieur Fraude' (électorale), est toujours en place", souligne Amine Benmesbah, un ingénieur de 50 ans.

Et comme principaux candidats déclarés "on a le droit à (Abdelmadjid) Tebboune et (Ali) Benflis, des dinosaures qui ont longtemps été proches de Bouteflika et que le pouvoir veut présenter comme de grands démocrates. Alors pas question de voter dans ces conditions", assène-t-il.

"Aujourd'hui, c'est la veille du 31e anniversaire du 5 octobre 1988", date à laquelle de violentes émeutes ont éclaté à Bab el Oued, quartier populaire d'Alger, avant de gagner le reste de la capitale et du pays, a rappelé Hamida Benhaj, une manifestante de 56 ans.

"A l'époque, on s'est fait avoir avec les fausses promesses de démocratie et de liberté faites par le pouvoir. Pas question de céder aujourd'hui et se retrouver avec le même pouvoir aux commandes pour encore des décennies", a dit cette enseignante en affirmant qu'elle n'irait pas voter le 12 décembre.

L'onde de choc de 1988 allait provoquer l'effondrement du système du parti unique --le Front de libération nationale (FLN)-- et ouvrir la voie à d'importantes réformes démocratiques qui n'empêchent pas le haut commandement militaire, pilier du régime depuis l'indépendance, de conserver son influence.

La guerre civile qui éclate quand l'armée interrompt en 1992 les législatives pour empêcher la victoire annoncée des islamistes met un terme à l'ouverture démocratique.

"Les généraux à la poubelle et le peuple aura son indépendance", ont crié les manifestants. Pour Fatima, 54 ans, "la démocratie, c'est maintenant ou jamais qu'il faut l'arracher" dans la rue. AFP 4 octobre 2019

Irak

L'Irakien Moqtada Sadr réclame la démission du gouvernement, heurts meurtriers - AFP 5 octobre 2019

Le très influent leader chiite irakien Moqtada Sadr a réclamé vendredi la démission du gouvernement, faisant monter davantage la pression sur le pouvoir confronté à un mouvement de contestation marqué par des violences qui ont fait plus de 60 morts et 1.600 blessés en quatre jours.

Cet appel d'un poids lourd de la politique irakienne risque de mobiliser ses très nombreux partisans qui pourraient se joindre aux manifestations à Bagdad et dans plusieurs villes chiites du sud du pays, contre la corruption, le chômage et la déliquescence des services publics.

"Pour éviter davantage d'effusion de sang irakien, le gouvernement doit démissionner et des élections anticipées doivent se tenir sous supervision de l'ONU", a indiqué dans une lettre diffusée par son bureau M. Sadr, un ex-chef de milice redouté devenu ces dernières années le héraut des manifestations anticorruption.

Sa coalition, qui avait remporté en 2018 les élections législatives, constitue le premier bloc au Parlement et participe avec quatre ministres au gouvernement. Le retrait en 2018 de son soutien au Premier ministre de l'époque, Haider al-Abadi, après un mouvement social, avait empêché ce dernier d'être reconduit à son poste.

Plus de 60 personnes ont été tuées depuis le début du mouvement de contestation en Irak, dont au moins 18 à Bagdad, et plus de 1.600 blessées dans la capitale et le sud du pays, a indiqué dans la nuit de vendredi à samedi la commission gouvernementale des droits de l'homme irakienne. Six policiers figurent parmi les morts. Né d'appels sur les réseaux sociaux, le mouvement de contestation est le premier test pour le gouvernement d'Adel Abdel Mahdi en place depuis un an dans un pays sorti il y a moins de deux ans de près de quatre décennies de conflits et en pénurie chronique d'électricité et d'eau potable.

Selon les observateurs, les manifestants descendus dans la rue spontanément mardi et qui se disent sans aucune affiliation politique devraient rejeter toute récupération politique de leur mouvement par des partisans de M. Sadr.

Pour le quatrième jour consécutif, les Irakiens ont manifesté à Bagdad et dans plusieurs régions du Sud malgré un couvre-feu décrété jeudi, un blocage d'Internet et un énorme déploiement sécuritaire.

De violents affrontements ont opposé à Bagdad des forces anti-émeutes à des manifestants. Des tirs nourris ont résonné toute la journée dans la capitale irakienne et se sont poursuivis dans la nuit mais de manière sporadique, selon des journalistes de l'AFP sur place.

"Cela fait plus de 15 ans qu'on entend les mêmes promesses (...)", s'est indigné Sayyed, un manifestant de 32 ans à Bagdad. "On continue: soit on meurt, soit on change le régime".

Le pire, se lamente-t-il, c'est que l'Irak, deuxième producteur de l'Opep, "est censé être un pays riche! Si on creuse ici, on va trouver du pétrole, et pourtant on meurt de faim".

Le mouvement a repris de plus belle après une allocution vendredi de M. Abdel Mahdi qui a réclamé du temps pour pouvoir améliorer les conditions de vie des Irakiens.

Mais le grand ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité chiite du pays, a sommé le pouvoir de répondre rapidement aux demandes des manifestants.

"Le gouvernement doit "améliorer les services publics, trouver des emplois, éviter le clientélisme dans le service public et en finir avec les dossiers de corruption", a dit Ahmed al-Safi, représentant de M. Sistani. "Si les manifestations faiblissent pour un temps, elles reprendront et seront plus fortes et plus massives".

Les députés irakiens ont dit qu'ils consacreraient leurs réunion samedi à "l'étude des demandes des manifestants". Leur président, Mohammed al-Halboussi, a déclaré que si les demandes des manifestants n'étaient pas satisfaites rapidement, il "rejoindrait" le mouvement de contestation.

Pour la première fois, les forces de sécurité ont accusé, sans autre précision, des "snipers non identifiés" d'avoir tiré sur les manifestants et sur leurs membres à Bagdad. Les autorités accusent des "saboteurs" d'infiltrer les manifestations.

La majorité des manifestants tués ont été touchés par des balles réelles, selon des sources médicales qui ne précisent pas l'origine des tirs.

Le mouvement touche, outre Bagdad, les provinces de Najaf, Missane, Zi Qar, Wassit, Diwaniya, Babylone et Bassora.

Pour le moment, les régions principalement sunnites dans le Nord et à l'ouest de Bagdad n'ont pas connu de manifestations. La région autonome du Kurdistan non plus. AFP 5 octobre 2019

Irak: près de 100 morts en cinq jours, l'ONU appelle à la fin des violences - AFP 6 octobre 2019

De nouvelles manifestations ont eu lieu dans l'après-midi et en soirée dans différents quartiers de Bagdad et dans des villes du sud du pays.

Les forces de sécurité ont dispersé un important rassemblement dans l'est de la capitale, où les manifestants ont fait face à des tirs à balles réelles et de gaz lacrymogènes, selon des correspondants de l'AFP.

Dans le sud du pays, des protestataires ont mis le feu au QG de six partis politiques à Nassiriya. Des milliers de personnes ont aussi défilé dans les rues de Diwaniya, où de nombreux tirs ont été entendus.

Spontané, le mouvement est présenté par les manifestants comme "non partisan", par opposition aux précédentes mobilisations partisanes, tribales ou confessionnelles.

"Personne ne nous représente (...) On ne veut plus des partis, on ne veut plus de personne qui parle en notre nom", a lancé vendredi un manifestant à l'AFP.

Les responsables irakiens, pour beaucoup aux affaires depuis 2003 après la chute de Saddam Hussein, ont vu se dresser devant eux un phénomène inédit, explique Fanar Haddad, spécialiste de l'Irak.

"Ce sont des manifestations antisystème", affirme-t-il, qui diffèrent des traditionnels défilés pour réclamer électricité ou eau potable, dans un pays pourtant 5e producteur et exportateur mondial de pétrole.

"C'est la première fois", ajoute le chercheur, "qu'on entend des gens réclamer la chute du régime", qui repose sur une répartition confessionnelle et ethnique des postes et a créé népotisme et clientélisme. AFP 6 octobre 2019

La guerre larvée entre les USA et l'Iran s'est transformée en « soulèvement irakien » - entelekheia.fr 6 octobre 2019

La situation économique critique du Moyen-Orient constitue un terreau fertile pour des soulèvements menant à un chaos généralisé.

L'Irak est un cas spécial depuis l'occupation du pays par les USA en 2003, en raison de sa position d'allié à la fois de l'Iran et des USA. Jusqu'ici, le premier ministre Adel Abdel Mahdi s'en remettait à l'article 8 de la Constitution, qui préconise le maintien d'un équilibre entre l'Irak et ses alliés et les pays voisins, tout en veillant à ce que la Mésopotamie ne devienne pas le lieu de batailles rangées entre pays en conflit comme les USA et l'Iran, ou l'Arabie Saoudite et l'Iran.

En dépit des efforts des responsables bagdadis, la détérioration de la situation économique en Irak a entraîné le pays dans un état semblable à celui d'autres pays du Moyen-Orient qui ont vécu le soi-disant « printemps arabe ». Profitant de revendications légitimes dues à la précarisation des emplois et à la corruption endémique, les soulèvements intérieurs ont été manipulés pour faire tomber les régimes et créer des États en déliquescence, comme ce fut le cas en Syrie en 2011. Des pays étrangers et régionaux ont profité des demandes légitimes de la population locale pour faire avancer leurs propres

visées, menant ainsi à la destruction complète des pays concernés.

Des sources du cabinet du premier ministre irakien ont affirmé que « les dernières manifestations étaient planifiées depuis quelque chose comme deux mois. Bagdad a tenté de calmer la situation dans le pays, d'autant plus que les demandes de la population sont légitimes. Le premier ministre a hérité d'un système corrompu depuis 2003, lorsque des centaines de milliards de dollars ont été détournés vers les poches de politiciens corrompus. De plus, la guerre contre le terrorisme a non seulement mobilisé toutes les ressources du pays, mais a aussi obligé l'Irak à emprunter des milliards de dollars pour reconstituer les forces de sécurité et répondre à d'autres besoins essentiels. »

« Les dernières manifestations devaient être pacifiques et étaient légitimes, parce que les gens ont le droit d'exprimer leur mécontentement, leurs préoccupations et leurs frustrations. Cependant, le cours des événements a fait ressortir un tout autre objectif : 16 membres des forces de sécurité ont été tués et au moins 43 habitations civiles et immeubles du gouvernement et du parti ont été incendiés et complètement détruits. Ce genre de comportement a dévié les griefs légitimes de la population et abouti à un résultat désastreux : un chaos total dans le pays. Mais qui donc profite du désordre en Irak? »

Les troubles dans les villes irakiennes coïncident avec une tentative d'assassinat contre le général iranien Soleimani. Des sources croient que « la tentative d'assassinat de Qassem Soleimani, qui commande les Brigades Al-Qods du Corps des gardiens de la Révolution iranienne, n'est pas une pure coïncidence et qu'elle est liée à ce qui se passe en Irak. »

« Soleimani était en Irak lors du choix des principaux dirigeants du pays. Il a beaucoup d'influence, tout comme les Américains qui ont des gens en place. Une fois Soleimani disparu, ceux qui sont derrière les troubles récents pourraient croire que cela créerait assez de confusion en Irak et en Iran pour permettre un éventuel coup d'État militaire encouragé par des forces étrangères, en l'occurrence l'Arabie Saoudite et les USA dans ce cas. Dans l'esprit des acteurs étrangers, tuer Soleimani pourrait semer le chaos et amoindrir l'influence de l'Iran en Irak », expliquent les sources.

Les décisions récentes d'Abdel Mahdi l'ont rendu extrêmement impopulaire auprès des USA. Il a accusé Israël d'être responsable de la destruction de cinq entrepôts des forces de sécurité irakiennes (Hachd al-Chaabi) et d'avoir tué un commandant à la frontière irako-syrienne. Il a ouvert le poste frontalier à al-Qaem entre l'Irak et la Syrie, au grand dam de l'ambassade des USA à Bagdad, dont le personnel a exprimé son malaise aux responsables irakiens. Il a exprimé sa volonté d'acheter des S-400 et autre matériel militaire à la Russie. Abdel Mahdi s'est entendu avec la Chine pour la reconstruction de l'infrastructure essentielle de l'Irak en échange de pétrole, en plus d'avoir accordé un contrat d'électricité de 284 millions de dollars à une firme allemande plutôt qu'américaine. Le premier ministre irakien a refusé de respecter les sanctions des USA en continuant d'acheter de l'électricité de l'Iran et en autorisant des échanges commerciaux qui apportent de gros montants dans l'économie iranienne. Enfin, Abdel Mahdi a rejeté « l'Accord du siècle » proposé par les USA et tente une médiation entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, dévoilant ainsi son intention de ne pas se conformer aux objectifs et aux politiques des USA au Moyen-Orient.

Les responsables américains ont exprimé leur vif mécontentement à l'égard de la politique menée par Abdel Mahdi à de nombreux responsables irakiens. Les Américains jugent que leur échec à faire de l'Irak un pays faisant front à l'Iran est une victoire pour Téhéran. Cependant, ce que le premier ministre cherche à faire est tout autre. Il tente tout simplement de rester à distance du conflit USA-Iran, mais il rencontre des difficultés grandissantes.

Abdel Mahdi a pris le pouvoir en Irak lorsque l'économie était dans un état catastrophique. Il peine en cette première année de son gouvernement, car même si les réserves pétrolières de l'Irak sont les quatrièmes en importance dans le monde, le quart de sa population de plus de 40 millions d'habitants vit dans la pauvreté.

La Marjaya [Le corps religieux suprême des ayatollahs dans le chiisme, NdT] à Nadjaf est intervenue pour calmer le jeu, montrant ainsi sa capacité à contrôler la foule. Son représentant à Kerbala, Sayyed Ahmad al-Safi, souligne l'importance de combattre la corruption et de mettre sur pied un comité chargé de remettre le pays sur ses rails. Al-Safi a affirmé qu'il était nécessaire d'engager des réformes sérieuses et a demandé au Parlement, notamment à la « plus grande coalition », d'assumer ses responsabilités.

La coalition principale, qui comprend 53 députés, relève de Sayyed Moqtada al-Sadr qui a annoncé, contrairement à ce que la Marjaya souhaitait, la suspension de la participation de son groupe aux travaux du Parlement au lieu d'assumer ses responsabilités. Moqtada appelle à des élections anticipées, qui ne devraient pas lui donner plus que 12 à 15 députés. Al-Sadr, qui se rend en Arabie Saoudite et en Iran sans avoir d'objectif stratégique, cherche à surfer sur la vague du mécontentement afin de tirer avantage des demandes légitimes des manifestants. Moqtada et les autres groupes chiites qui dirigent le pays aujourd'hui, en alliance avec les Kurdes et les minorités sunnites, sont ceux-là mêmes qui devraient répondre aux exigences du peuple plutôt que de se cacher derrière ceux qui prennent d'assaut les rues pour demander la fin de la corruption, des emplois et une amélioration de leur qualité de vie.

Le premier ministre Abdel Mahdi ne possède pas de baguette magique et le peuple ne peut attendre bien longtemps. Les demandes des manifestants étaient justes, mais ils n'étaient « pas seuls dans la rue ». La majorité des créateurs de hashtags sur les réseaux sociaux étaient Saoudiens. Selon la source, « c'est très révélateur du fait que les visites d'Abdel Mahdi en Arabie

Saoudite et sa médiation entre Riyad et Téhéran ne l'immunisent pas contre un changement de régime soutenu par les Saoudiens. » Les voisins de l'Irak ont d'ailleurs laissé entendre clairement au premier ministre que ses relations avec l'Iran sont les plus saines et les plus stables de ses relatios avec ses pays voisins. Téhéran n'a pas conspiré contre lui, même si le drapeau iranien a été le seul qu'ont brûlé et souillé certains manifestants dans les rues de Bagdad, au cours des derniers jours du soulèvement.

La situation économique critique du Moyen-Orient le rend plus vulnérables à des troubles sociaux. La plupart des pays souffrent des sanctions que les USA imposent à l'Iran et des sommes faramineuses dépensées pour se procurer des armes américaines. Le président des USA Donald Trump fait tout ce qu'il peut pour vider les poches des dirigeants arabes et faire de l'Iran un épouvantail, pour drainer les finances des pays du Golfe. La guerre que les Saoudiens imposent au Yémen est un autre facteur déstabilisant au Moyen-Orient, car il favorise des tensions et des affrontements.

L'Irak semble se diriger vers l'instabilité, en tant que front de la guerre multidimensionnelle des USA contre l'Iran; les USA demandent la solidarité des pays arabes et du Golfe envers leurs plans. L'Irak ne se conforme pas aux demandes américaines. Le parlement et les partis politiques irakiens étant représentatifs de la majorité de la population, le changement de régime est improbable, mais les pays voisins et les USA vont continuer d'exploiter les griefs des citoyens irakiens. On ne sait pas si Abdel Mahdi réussira à maintenir la stabilité en Irak. entelekheia.fr 6 octobre 2019

Irak: Khamenei accuse des "ennemis" de chercher à "semer la discorde" entre Téhéran et Bagdad - AFP 7 octobre 2019

Le guide suprême iranien Ali Khamenei a accusé lundi des "ennemis" de chercher à "semer la discorde" entre l'Iran et l'Irak, son voisin, secoué depuis près d'une semaine par des manifestations au cours desquelles plus de 100 personnes ont été tuées.

"L'Iran et l'Irak son deux nations dont le coeur et l'âme sont liés (...). Des ennemis cherchent à semer la discorde mais ils ont échoué et leur complot n'aura pas d'effet", a écrit M. Khamenei dans un tweet, sans donner plus de détails sur l'identité des "ennemis".

Selon l'agence officielle Irna, ce tweet a été publié en réaction aux manifestations qui ont lieu en Irak, principalement à Bagdad et dans le sud du pays, à majorité chiite, depuis le 1er octobre, pour réclamer le départ du gouvernement accusé de corruption ainsi que des réformes économiques.

Les autorités irakiennes ont accusé des "saboteurs" et des "tireurs non identifiés" infiltrés de cibler manifestants et forces de l'ordre. Selon des sources médicales et sécuritaires, parmi la centaine de personnes tuées figurent huit membres des forces de sécurité. Plus de 6.000 personnes ont en outre été blessées.

Ces manifestations interviennent alors que des milliers de marcheurs iraniens ont entamé le grand pèlerinage chiite annuel vers le tombeau de l'imam Hussein à Kerbala, à 110 km au sud de Bagdad, qui doit culminer le 17 octobre avec les célébrations d'Arbaïn.

L'Iran a appelé ses ressortissants prévoyant de se rendre en Irak pour le grand pèlerinage à retarder leur départ. La télévision d'Etat iranienne avait annoncé le 2 octobre qu'un des trois postes-frontière utilisés par les pèlerins pour se rendre en Irak avait été fermé.

En 2018, environ 1,8 million d'Iraniens ont effectué le pèlerinage d'Arbaïn, selon des chiffres officiels.

Téhéran entretien avec Bagdad une relation étroite mais compliquée et soutient plusieurs groupes chiites en Irak. L'influence de l'Iran s'est renforcée en Irak après l'invasion américaine de l'Irak qui a mené au renversement de Saddam Hussein en 2003.

Kosovo

Législatives au Kosovo: l'opposition fait chuter les "commandants" - AFP 7 octobre 2019

Les électeurs ont sonné l'heure du changement au Kosovo, plaçant l'opposition en tête des législatives dimanche et infligeant une lourde défaite aux anciens chefs de la guérilla après une décennie de pouvoir.

Durant ces dix ans, le pays s'est enfoncé dans une profonde crise socio-économique sans obtenir une pleine reconnaissance internationale de sa souveraineté, la Serbie refusant toujours de reconnaître l'indépendance proclamée en 2008 par son ancienne province majoritairement peuplée d'Albanais.

Après le dépouillement de près de 95% des votes, le parti du leader de la gauche (Vetevendosje), Albin Kurti, (25,81%) devance de justesse l'autre grande formation d'opposition, la LDK (centre droit, 24,95%), à bonne distance des deux principales composantes de la coalition au pouvoir, le PDK du président Hashim Thaçi (21,27%) et l'AAK du Premier ministre sortant Ramush Haradinaj (11,5%). La commission électorale devrait annoncer lundi les résultats officiels avant d'éventuels recours.

Privé de la majorité absolue des 120 sièges à pourvoir (dont dix pour la minorité serbe), Albin Kurti, 44 ans, va s'employer à trouver un accord de coalition avec la tête de liste de la LDK, Vjosa Osmani, 37 ans.

Mais les partisans souvent très jeunes de l'ancien leader étudiant n'ont pas attendu pour scander le nom de leur héros, opposant de la première heure à la tutelle de Belgrade sur le Kosovo, devenu farouche pourfendeur des "commandants" et notamment d'Hashim Thaçi. En campagne, il avait prévenu qu'il demanderait le départ de son vieil adversaire sans attendre le terme de son mandat en 2021.

La cheffe de file de la LDK, Vjosa Osmani, s'est dite "prête à discuter" d'une alliance afin de "pousser dans l'opposition les partis qui ont mené le Kosovo" jusqu'à présent.

Après avoir mené la lutte de la guérilla contre les forces serbes (1998-99, 13.000 morts), les "commandants" sont rendus responsables par une grande partie des 1,8 million d'habitants (dont plus de la moitié ont moins de 25 ans), du chômage qui touche un quart de la population, d'une corruption et d'un clientélisme endémiques, de services publics désastreux.

Les nouveaux dirigeants du Kosovo seront confrontés à un double défi: ne pas décevoir la population mais aussi répondre aux exigences des Occidentaux qui attendent une résolution du conflit avec la Serbie, une des principales sources d'instabilité en Europe.

Reconnue par plus de 100 pays dont les principales capitales occidentales, l'indépendance du Kosovo est toujours fermement rejetée par Belgrade, mais aussi la Russie et la Chine, ce qui lui ferme les portes de l'ONU.

Le scrutin avait été provoqué par la démission en juillet du Premier ministre Ramush Haradinaj, convoqué par le tribunal spécial sur les allégations de crimes de guerre commis par l'Armée de Libération du Kosovo (UCK) durant ce conflit ayant parachevé la désintégration de la Yougoslavie.

Avant même le scrutin, Américains et Européens avaient demandé aux futurs dirigeants de "reprendre de manière urgente les discussions avec la Serbie", au point mort depuis des mois. Belgrade refuse de les reprendre tant que sont en vigueur les droits de douane de 100% imposés à ses produits par Ramush Haradinaj. AFP 7 octobre 2019

Commentaires d'internautes.

- Kosovo est gouverné par la mafia et le président Thaci est un criminel de guerre!

- La toxique AFP aurait dû préciser que sur les 10 000 km2 la base américaine en occupe 4 600 km2

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Équateur

Hausse du prix des carburants : l'Équateur instaure l'état d'urgence face à la colère de la rue - euronews 4 octobre 2019

Le président de l'Équateur, Lenin Moreno, a décrété jeudi l'état d'urgence dans tout le pays, paralysé par des grèves et des blocages contre une hausse du prix du carburant de plus de 100%, qui ont fait une trentaine de blessés.

Depuis l'entrée en vigueur des nouveaux tarif du carburant ce jeudi, le gouvernement est la cible de la colère de la rue. Le secteur des transports s'est mis en grève dans plusieurs régions du pays, et le mouvement va se poursuivre. "Nous avons décidé de continuer" la grève jusqu'à nouvel ordre, a déclaré Carlos Brunis, le dirigeant des chauffeurs de taxi de Quito, où aucun taxi et autobus n'a circulé jeudi.

Affrontements entre manifestants et policiers

En réaction à l'instauration de l'état d'urgence, des manifestants se sont violemment affrontés avec les forces de l'ordre près du siège du gouvernement, ont constaté des journalistes de l'AFP. Les protestataires ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur la police qui a répliqué en faisant usage de gaz lacrymogène. Le ministre de la défense dénombrait 277 interpellations et 21 personnes blessées dans la nuit de jeudi à vendredi.

Hausse de 100% des prix

Le démantèlement de subventions pour le diesel et l'essence dans le cadre d'un accord conclu en mars avec le Fonds monétaire international (FMI) a conduit à une augmentation des droits de douane pouvant atteindre 123%. Cet accord prévoit un soutien financier de 4,2 milliards de dollars en échange d'un programme de réformes économiques sur trois ans.

Jeudi, les nouveaux tarifs du carburant sont entrés en vigueur : le prix d'un "galon américain" (3,7 litres) de diesel est ainsi passé de 1,03 à 2,30 dollars, et celui d'essence de 1,85 à 2,40 dollars.

Le président Moreno, au pouvoir depuis mai 2017, a mis en garde les manifestants, affirmant qu'il ne permettrait pas qu'ils "imposent le chaos". "Cette époque est révolue", a-t-il ajouté. Dans le passé, des hausses des prix de carburant ont déclenché des grèves qui ont entraîné le renversement de trois présidents entre 1996 et 2007.

L'Équateur est confronté à des difficultés financières qui ont conduit le gouvernement à recourir davantage à l'endettement extérieur. En juillet, la dette publique était estimée à 36% du PIB, soit 39 milliards de dollars, selon la Banque centrale d'Equateur (BCE). Face au déficit budgétaire, le gouvernement a émis à plusieurs reprises des titres souverains qui ont dépassé les 10 milliards de dollars. En février, Quito a également obtenu des crédits pour 10 milliards de dollars d'organismes multilatéraux, avec une échéance de remboursement à trois ans. euronews 4 octobre 2019

Equateur: suspension de la grève des transporteurs - AFP 5 octobre 2019

Malgré la mobilisation, le président Moreno a affirmé vendredi qu'il ne reviendrait pas sur l'arrêt des subventions.

Jordanie

Jordanie: des milliers de manifestants en soutien aux enseignants grévistes - AFP 3 octobre 2019

Quelque 3.000 personnes se sont rassemblées jeudi à Amman, au milieu d'un important déploiement de forces de sécurité, devant le siège des syndicats professionnels jordaniens pour soutenir les enseignants du public, en grève depuis plus d'un mois pour réclamer des hausses salariales.

"Ce que réclament les enseignants n'est pas un luxe, ce sont des droits" ou "Il en va de la dignité de l'enseignant et de celle de la Nation", pouvait-on lire notamment sur des pancartes brandies par les manifestants, selon un photographe de l'AFP.

"Haussons la voix contre l'affront fait à l'enseignant", ont-ils aussi scandé lors de ce rassemblement organisé à l'appel de militants sur Facebook pour soutenir la cause des enseignants.

Parmi les manifestants devant le siège des syndicats --dont celui des ingénieurs, des médecins ou encore des avocats-- figuraient des membres de ces corps de métier mais aussi des parents d'élèves.

Les participants ont répété les demandes des enseignants du public, qui réclament une hausse de 50% des salaires et exigent des excuses des autorités pour la dispersion par la force d'une manifestation le 5 septembre devant le siège de la Primature à Amman.

A la suite de cette dispersion, le syndicat des enseignants avait décrété une grève, qui se poursuit à ce jour en dépit de mesures gouvernementales et d'une injonction judiciaire à cesser le mouvement.

Celui-ci paralyse environ 4.000 écoles publiques, où sont inscrits plus d'1,4 millions d'élèves jordaniens.

Les enseignants du secteur public demandent une hausse de 50% de leur salaire, dans un pays où le revenu moyen est de 550 euros environ et le salaire minimum de 275 euros.

Le gouvernement refuse de répondre à leur demande, dont il a estimé le coût à 112 millions de dinars jordaniens (environ 150 millions de dollars) pour le budget du royaume.

Dépourvue de ressources naturelles et très dépendante d'aides étrangères, la Jordanie est confrontée à une situation économique difficile, avec une dette de plus de 95% du PIB et un taux de chômage de 18,5 % tandis que 20% de la population vit à la limite du seuil de pauvreté.

Les autorités ont introduit une série de mesures d'austérité visant à réduire la dette publique en échange d'un prêt de plusieurs centaines de millions d'euros du Fonds monétaire international (FMI).

L'an dernier, les Jordaniens ont été touchés par des hausses des prix de produits de base qui avaient suscité des manifestations massives et entraîné la démission du gouvernement de l'époque. AFP 3 octobre 2019

Les enseignants ont obtenu partiellement satisfaction depuis...

Haut de page

Le 13 octobre 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai actualisé 2 rubriques, la causerie encore volumineuse demain, sauf imprévu.

On nous ment à tour de bras sur le climat, les températures et le CO^2 en particulier. N'étant ni physicien, ni géologue, ni mathématicien, ni climatologue, on doit démêler le vrai du faux et éviter les écueils idéologiques des uns et des autres, cela prend un temps considérable.

On n'en oublie pas pour autant la lutte de classe, comment le pourrait-on après les soulèvements en Equateur, au Pérou, en Haïti, en Algérie, en Irak, au Yémen, etc. Les crises politiques ouvertes ou rampantes aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, en Roumanie, en Pologne, etc. En dehors de quelques pays, presque partout c'est le capitalisme qui est remis en cause à l'échelle mondiale. Le Green New Deal suffira-t-il à le sauver ?

La liste de ceux qui en sont ne cesse de s'allonger de l'extrême droite jusqu'à l'extrême gauche et assimilée, ce qui augure du pire. Reste que les peuples exploités et opprimés peuvent aussi l'interpréter autrement que nos dirigeants, toujours est-il que sans un parti et une Internationale qui refuse de se compromettre dans cette machination et bien d'autres, on n'a aucune chance de s'en sortir, il faut garder cela soigneusement à l'esprit si on ne veut pas aller de désillusion en désillusion. Ni ce parti ni cette Internationale n'existe de nos jours, c'est donc le problème prioritaire à résoudre.

Voilà que la grève générale revient à la mode, encore faudrait-il la situer dans une perspective politique pour convaincre les travailleurs de se mobiliser, car ils sont de plus en plus nombreux à comprendre plus ou moins clairement que c'est à eux de prendre en mains le destin de la société face à la faillite du capitalisme et ses représentants, sinon à quoi bon.

C'est aux travailleurs de prendre le pouvoir et de gouverner, afin de réorganiser la production et l'ensemble de la société en fonction de leurs besoins et de leurs aspirations, en prenant soin de notre planète. Cela passe par l'instauration d'une Assemblée constituante ou populaire souveraine.

Les jeunes et parfois moins jeunes qui se mobilisent pour "sauver la planète" dans le cadre fixé par ceux qui détiennent le pouvoir et participent à sa destruction, n'ont pas conscience qu'ils sont manipulés, leur engagement étant sincère peut déboucher sur leur radicalisation politique et les amener à se dresser contre le régime. Cependant, là non plus il ne faut se faire aucune illusion, les organisateurs de ces manifestations ou de ces mouvements leur retireront le tapis ou disparaîtront avant même qu'ils s'en prennent au régime, c'est ce qu'on toujours fait la social-démocratie et les staliniens dans le cadre du mouvement ouvrier abandonnant les travailleurs à leur triste sort.

Donc les enseignements de la lutte de classe du passé demeurent valables de nos jours, qu'on le veuille ou non, les Gilets jaunes n'ont pas su ou pu ou encore voulu en tenir compte et on a pu observer le résultat. Il ne faut pas croire qu'on s'en tirera sans avoir corrigé toutes nos erreurs ou nos errements des 50 dernière années ou davantage. C'est avant tout notre analyse de la situation et le rôle des différents acteurs qui la composent qui pose problème, qu'on ne parvient pas à comprendre et à situer sur le plan historique, j'en veux pour preuve qu'absolument tous les partis ouvriers ont emboîté le pas du GIEC ou ont adopté ses thèses préfabriquées. A suivre.

Haut de page

Le 17 octobre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Une nouvelle fois malade et très diminué, je suspend l'actualisation du portail. On se contentera de petit chronique.

Je ne peux plus continuer. 10 heures par jour devant un écran, fumer comme un pompier, passé 60 ans quand vient la mousson, on suffoque, c'est suicidaire. Et puis cela ne mène à rien. De plus, je rencontre de plus en plus de problèmes informatiques que je ne m'explique pas, même la société OVH qui héberge le portail n'y comprend rien, c'est pour dire.

J'ajouterai des documents qui aident à comprendre le monde dans lequel nous vivons, conscient de ne pas pouvoir faire davantage, d'ailleurs nous en sommes tous au même point, mais pas vraiment pour les mêmes raisons. Après la gauche, c'est l'ensemble de l'extrême gauche et assimilée qui verse dorénavant dans le populisme nauséabond, le dernier exercice en date concerne la question kurde.

Les voilà qui volent au secours des ex-supplétifs de l'OTAN et du Pentagone, ex-associés aux mercenaires sanguinaires de Daesh qui se livrèrent pendant 8 ans à des massacres en masse de Syriens innocents, hommes, femmme, enfants, vieillards, s'ils voulaient finir de se décrédibiliser eux-mêmes, ils ne pouvaient pas imaginer mieux. Quand à la population civile kurde, ses bourreaux sont dans ses propres rangs depuis un siècle. C'est un peu la même chose en France (ou ailleurs) avec le mouvement ouvrier, qui au lieu de se mettre au service du prolétariat sert des intérêts qui lui sont étrangers.

J'ai lu qu'une grève se préparait pour le 5 décembre. Je n'ai rien à en dire, sinon que quel que soit son ampleur elle ne changera rien. Tout le monde connaît le contenu de cette contre-réforme, et jusqu'à preuve du contraire aucun mouvement de rejet supplémentaire de Macron ne s'est produit depuis, il n'y a donc pas lieu de penser qu'il en ira autrement demain. Seul un très grave incident, un acte de répression féroce pourrait mettre le feu aux poudres, soulever la jeunesse... C'est paradoxal, mais cela se tient parce que les masses sont excédées. Maintenant la France, ce n'est pas encore le Pérou ou Haïti.

A propos du syndicalisme en France, vous devriez lire l'article du Journal du Dimanche publié le 16 octobre 2019, *A Marseille, l'alliance Gaudin-Force ouvrière vit sa fin de règne*, stupéfiant, corruption avérée à tous les niveaux, et repensez aux discours outragers de nos dirigeants (permanents FO) après les 8 morts de la rue d'Aubagne le 5 novembre 2018, plus cynique, plus dégueulasse, tu meurs ! Je crois que même cela ne fait pas réagir la plupart des militants.

Haut de page

Le 31 octobre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je confirme que le portail ne sera plus actualisé. Je précise que cela n'a rien à voir avec mon état de santé, je suis rétabli et en pleine forme. Je n'ai rien à ajouter.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 4 décembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

- 30 pages au format pdf -

- "*Ne plus exprimer son opinion être dans l'air du temps*". A bas la démagogie, la servilité, la lâcheté, le conformisme, le populisme, l'inquisition, la tyrannie !

- « *Tant que les Autrichiens auront leur bière brune et leurs petites saucisses, ils ne se révolteront jamais* ». L.V. Beethoven.

C'est ce que de multiples expériences dans le passé ont prouvé à propos des classes moyennes et des couches supérieures de la classe ouvrière.

Quand ils commenceront à devoir s'en priver, ils se mobiliseront, et la question est de saisir à quel moment précis cela se produira. Avant dans la plupart des cas, elles resteront sourds parce qu'il était trop tôt, et après elles le seraient tout autant parce qu'il serait trop tard. Tel est le paradoxe ou la difficulté à laquelle nous sommes confrontés et qui nécessite d'adapter en permanence notre tactique en fonction de l'évolution de la situation, afin que notre discours devienne intelligible au plus grand nombre quand ce basculement se réalisera, et qu'elles adoptent la perspective et les objectifs politiques que nous leur proposeront.

On a bien vu que partout où se produisait des mouvements sociaux d'ampleur ou de masse dans le monde, sans perspective et objectifs politiques, sans programme et parti ou organisation, ils sont systématiquement voués à l'échec ou à remporter des victoires partielles (et temporaires) consistant à récolter des miettes (qui seront annulées par d'autres mesures à venir) qui ne changent rien fondamentalement à leur condition et au régime en place.

Sans poser la question du pouvoir politique et de l'Etat, de la nécessité d'un changement de régime, du mode de production et de répartition des richesses, de réorganiser la société sur la base de nouveaux rapports sociaux, c'est un leurre ou une illusion de croire qu'elle pourrait devenir meilleure ou plus juste tant que la minorité qui détient le pouvoir n'aura pas été chassée, neutralisée, muselée, réprimée, car elle ne cèdera jamais le pouvoir pacifiquement.

Je n'ai pas traité certains sujets qui sont à épisodes ou s'étendent dans le temps, qui font l'objet d'infos quasi quotidiennement pendant des semaines ou des mois, c'est trop contraignant ou il faut une équipe pour faire ce boulot.

Entendu à Tripoli au Liban hier 3 décembre 2019

- "Mais descendre dans la rue ne suffit pas", ajoute-t-elle, précisant que les manifestants "ont senti qu'ils avaient besoin de comprendre". AFP 4 décembre 2019

Entendu à Alger hier 3 décembre 2019

- "La peur, c'était avant": en Algérie, les étudiants manifestent contre la présidentielle prévue le 12 décembre

Les manifestants estiment que le scrutin ne servira qu'à conserver le système politique mis en place après l'indépendance de 1962. francetvinfo.fr 03.12

Au Chili, l'annonce d'un toilettage cosmétique de la Constitution n'a pas davantage convaincu les manifestants qui exigent un changement de régime, et il en est ainsi partout ailleurs. Ce qui fait cruellement défaut, c'est le parti de la révolution socialiste mondiale que nous n'avons pas été foutus de construire, d'où la situation inextricable ou l'absence d'issue politique à la crise du capitalisme...

Eh oui, les enseignements du marxisme ou de la Commune de 1871, de la révolution russe de 1917, ont conservé toute leur actualité, nous en faisons continuellement la cruelle expérience, même si malheureusement nous n'avons pas été capable de les intégrer dans notre programme ou de les traduire en terme stratégique, ou pire si nous leur avons tourné le dos parce que nous avons cessé de croire dans les masses et le socialisme !

S'agissant de la contre-réforme des retraites nous exigeons son retrait.

Quant au 5 décembre et à la suite, je suis dubitatif en appelant à y participer évidemment, si vous vous demandiez pourquoi cela signifierait que vous n'auriez pas lu attentivement les causeries depuis août 2008.

- Contre la réforme des retraites, des CRS déposent casque et matraque - huffingtonpost.fr 02.12

Dans un geste symbolique, une centaine de policiers ont tenu à marquer leur désaccord avec la réforme qui se profile. Mais ils prévoient d'assurer normalement leur mission de maintien de l'ordre le 5 décembre.

Ce lundi 2 décembre, une centaine de CRS ont déposé symboliquement casques et matraques, devant la caserne de Chevilly-Larue dans le Val-de-Marne, pour demander le maintien du régime spécifique des policiers dans le cadre de la future réforme des retraites.

Le 5 décembre s'annonce comme une journée de mobilisations et de manifestations particulièrement suivies, contre la fusion des 42 régimes de retraite existants en un système "universel" par points, à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires.

Pour ce qui est de la Police nationale, l'ensemble des syndicats est vent debout contre le projet de réforme. Deux fédérations syndicales de la Police emmenées par les syndicats Alliance et Unsa-Police ont appelé à des "actions de 10h à 15h dans tous les services de police", le 5 décembre, avec des fermetures symboliques de commissariats, grève des PV ou zèle lors du contrôle aux aéroports.

Les policiers craignent une remise en cause de leur avantageux système de bonifications. Actuellement les policiers bénéficient d'une bonification spéciale dite "du cinquième" ou "quinquennale", qui leur offre une annuité (quatre trimestres) de cotisation tous les cinq ans. Elle est plafonnée à cinq annuités et, pour y être éligible, le fonctionnaire doit avoir exercé 27 ans. huffingtonpost.fr 02.12

LVOG - 27 ans au lieu de 42 ans, aucun travailleur ne devrait être forcé de travailler au-delà de 50 ans, voire moins pour les mineurs, sidérurgistes, métallos, ouvriers du bâtiment, marins, etc. soumis à des contraintes physiques épuisantes ou nocives pour leur santé. Voilà ce qui devrait être généralisé à l'ensemble des travailleurs et qu'aucun syndicat ni parti ouvrier n'ose revendiquer, y compris ceux qui prétendent combattre pour changer de société ou le socialisme...

S'agissant de l'escroquerie climatique ou Green New Deal, nous exigeons son abandon.

- Une "coalition" de personnalités contre le changement climatique - Le HuffPost 2 décembre 2019

L'ancien chef de la diplomatie américaine John Kerry a officiellement lancé dimanche 1er décembre une coalition pour lutter contre la crise climatique, soutenu par des personnalités comme Leonardo DiCaprio, Emma Watson ou encore Arnold Schwarzenegger.

Bill Clinton, John Kerry, Cindy McCain, Susan Rice ou Madeleine Albright également de la partie.

Baptisée “World War Zero” (Guerre mondiale zéro), cette initiative rassemble des personnalités politiques de différents bords, des stars du cinéma ou du monde de la chanson. Le HuffPost 2 décembre 2019

LVOG - Révélateur. "*Des personnalités politiques de différents bords*", ce qui prouve que malgré les étiquettes ils sont bien tous du même bord politique, excellent !

- Les sacs réutilisables sont pires pour l'environnement que les sacs jetables -Slate.fr 3 décembre 2019

Ils nécessitent plus de plastique et sont jetés comme les autres.

En 2019 selon une étude sur la question du plastique dans la grande distribution au Royaume-Uni, conjointement publiée par Greenpeace et l'Environmental Investigation Agency, les dix plus grandes chaînes de distribution britanniques ont indiqué avoir fourni 1,5 milliard de ces pochons réutilisables, soit 54 «sacs pour la vie» par foyer britannique. Slate.fr 3 décembre 2019

Il en va de même des véhicules électriques et des éoliennes, notamment. Pour que l'ensemble des acteurs de la société changent de comportement, là où cela serait nécessaire uniquement, il faut commencer par changer de société et se débarrasser du capitalisme... Tout autre message est pure illusion, de l'intox, manipulation des consciences à des fins inavouables pour que rien ne change et tout empire finalement.

Une preuve supplémentaire.

- L'Islande bannit le fioul lourd de ses eaux territoriales - euronews 3 décembre 2019

Le transport maritime représente une source très importante des émissions mondiales de gaz à effet de serre. euronews 3 décembre 2019

Vraiment ou fake news ?

- Réduire les émissions de CO2 des navires - letemps.ch 12 avril 2018

Le transport maritime représente aujourd'hui entre 2% et 3% des émissions totales des gaz à effet de serre (GES) liées aux activités humaines... letemps.ch 12 avril 2018

LVOG - Le CO^2 d'origine humaine ou anthropique ne représente qu'environ 5% du CO^2 total présent dans ce qu'ils appellent l'effet de serre, 95% du CO^2 provient de la végétation et des océans, alors que représente 2% de 5% ? 0,10%, une "*une source très importante des émissions mondiales de gaz à effet de serre*" !

Questions : Quand quelqu'un recourt à ce genre de méthode ou d'argument pour imposer sa théorie : Est-elle digne de confiance ? Non. Que vaut sa théorie ? Rien. Ne recouvre-t-elle pas des intentions inavouables ? Evidemment !

Défense du marxisme.

Le manifeste du Parti communiste - Karl Marx, Friedrich Engels -1847

De plus, ainsi que nous venons de le voir, des fractions entières de la classe dominante sont, par le progrès de l'industrie, précipitées dans le prolétariat, ou sont menacées, tout au moins, dans leurs conditions d'existence. Elles aussi apportent au prolétariat une foule d'éléments d'éducation.

Enfin, au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et, notamment, cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à la compréhension théorique de l'ensemble du mouvement historique.

De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périclitent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique.

Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien

plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat.

Critique de l'économie politique - Karl Marx - 1859

À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves.

Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distin-guer entre : le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.

Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production.

Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société.

C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.

A propos de la NED

L'actualité politique fait référence à la NED, le National Endowment for Democracy (Fonds national pour la démocratie) des États-Unis, qui est une façade de la CIA. Des lecteurs pourraient nous accuser de faire une fixation sur la CIA ou de déformer le rôle de la NED, les précisions suivantes serviront à dissiper leur doute.

C'est une réalité que décrivent très bien leurs porte-parole, le New York Times et le Times.

- Le NED a été fondé en 1983 après que des opérations secrètes en série de la CIA à travers le Sud Global aient été exposées.

En 1986, le président du NED, Carl Gershman, a déclaré au New York Times : « Il serait terrible pour les groupes démocratiques du monde entier d'être considérés comme subventionnés par la CIA. Nous l'avons vu dans les années 60, et c'est pour ces raisons que cela a été abandonné« . Comme l'article du Times l'expliquait à propos du NED :

« À certains égards, le programme ressemble à l'aide apportée par la Central Intelligence Agency dans les années 1950, 1960 et 1970 pour soutenir les groupes politiques proétasuniens. Mais cette aide était clandestine et, d'après des enquêtes ultérieures du Congrès, on a souvent utilisé des articles de journaux et d'autres formes d'informations intentionnellement trompeuses.
Le financement actuel est largement public – malgré le souhait de certains bénéficiaires de garder certaines activités secrètes – et semble être accordé dans le but de renforcer le pluralisme politique, plus large que les objectifs de la CIA de promouvoir le pro-Étasunisme« .

Ce n'est donc un secret pour personne, dans tout le Sud Global, que sous le couvert d'un parapluie bénin de promotion de la démocratie et des droits de l'homme, le NED fonctionne comme un mécanisme de pouvoir doux qui intervient activement dans la politique et la société. L'Ukraine, le Venezuela et le Nicaragua en sont des exemples récents. Dans de nombreux cas, il favorise le changement de régime.

Le conseil d'administration du NED comprend Elliott Abrams, qui a joué un rôle déterminant dans le financement et l'armement des Contras au Nicaragua, et Victoria Nuland, qui a supervisé le financement et l'armement des milices en Ukraine que certains experts ont qualifié de néo-fascistes. Le NED offre des subventions par l'intermédiaire de diverses branches. L'une d'elles est le National Democratic Institute, qui est actif à Hong Kong depuis la rétrocession de 1997. (Source : Traquer l'ingérence étrangère à Hong Kong - Mondialisation.ca, 11 octobre 2019)

Prostituez-vous, adoptez les médias faussaires institutionnels.

Franceinfo a-t-elle caché l'orientation politique d'un plombier interviewé sur les retraites ? - RT 29 novembre 2019

Après la publication d'un article présentant un plombier favorable à la réforme des retraites, Franceinfo a été épinglée pour avoir omis de préciser que celui-ci était un adhérent LREM. La chaîne s'est défendue, arguant d'une rencontre fortuite.

La chaîne d'information en continu, Franceinfo, se retrouve au centre d'une polémique après la publication sur son site, le 28 novembre, d'un article relatant l'histoire d'Olivier, plombier parisien militant pour la fin des régimes spéciaux. «Je souhaite qu'on arrête d'avoir ces régimes spéciaux […] qui créent aujourd'hui des inégalités très fortes», explique-t-il aux journalistes venus l'interviewer. Jusqu'ici rien de suspect, l'article aurait pu – dû – passer totalement inaperçu.

C'était sans compter sur la vigilance des utilisateurs des réseaux sociaux. Car à la suite de la mise en ligne du papier, de nombreux internautes se sont insurgés sur Twitter contre ce qu'ils considèrent être une manipulation de l'information. En effet, un cliché refait surface, daté du 22 mai 2017, montrant le même plombier affublé d'un t-shirt «En marche», paquet de tracts à l'effigie d'Emmanuel Macron entre les mains, en compagnie de Laurianne Rossi, qui sera élue députée La République en marche (LREM) des Hauts-de-Seine quelques semaines plus tard. «Laurianne Rossi avec Fatima Kaddouci, Animatrice #RépubliqueEnMarche Bagneux et Olivier Beurton, très bon accueil des Balnéolais», avait-elle tweeté à l'époque.

Par ailleurs, dans une publication sur son compte Facebook le 20 avril 2017, soit trois jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, Olivier avait appelé à «donner à Emmanuel Macron les voix dont il a besoin dès le 23 avril». Les internautes reprochent à la chaîne publique de ne pas avoir précisé l'orientation politique de l'interviewé, malgré son soutien très clair au futur président de la République.

Ils accusent également Franceinfo d'avoir modifié l'article en catimini afin que personne ne s'aperçoive de la supercherie. «Voici les deux versions avant les modifications de Franceinfo : la première qui ne précise même pas que le "plombier" a un quelconque lien avec LREM. La seconde qui dit uniquement que le "plombier" a voté Macron en 2017. Tout ça alors qu'ils savaient que ce type était adhérent LREM», a assuré l'un d'entre eux sur le réseau social, captures d'écran à l'appui.

Voici les deux versions avant les modifications de France Info :

La 1ere qui ne précise même pas que le "plombier" a un quelconque lien avec LREM.

La 2nde qui dit uniquement que le "plombier" a voté Macron en 2017.

Tout ça alors qu'ils savaient que ce type était adhérent LREM. pic.twitter.com/ZsS1KuMdG7

— Jean Hugon (@JeanHugon3) November 29, 2019

Contacté par RT France, Franceinfo confirme que l'information n'apparaissait pas dans la première mouture du papier. «Notre journaliste, Benjamin Illy, se déplace aléatoirement et n'a aucune idée de la personne à qui il s'adresse», se défend toutefois le service de presse de la chaîne. L'article a depuis été modifié, précisant que l'homme a «voté pour Emmanuel Macron à la dernière présidentielle» et qu'il est «adhérent» de LREM.

Cependant les internautes ne se sont pas arrêtés là. Déterrant le passé du plombier, ils ont finalement mis la main sur son profil sur le site de BFMTV, qui répertorie les dirigeants d'entreprises. Alors que dans son article Franceinfo le dépeignait comme un «artisan, à la tête d'une petite entreprise de plomberie», on s'aperçoit en fait qu'Olivier est bien gérant de la société PCEP, au chiffre d'affaires de 323 031 euros en 2018, spécialisée dans les «travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux» mais aussi celui de la société Tocablan, entreprise louant des «terrains et d'autres biens immobiliers». Elles sont toutes deux domiciliées à la même adresse, dans le XIVe arrondissement de la capitale. L'homme est en outre administrateur d'une autre société, cette fois-ci de construction automobiles : Automobiles de Fremond. Contacté par RT France, le gérant de PCEP a reconnu être l'homme interviewé par Franceinfo mais a refusé de répondre à nos questions.

Le Point avait en outre déjà rencontré Olivier en novembre 2016. Dans un article titré Ils en sont venus aux mains ! et publié dans la version papier de l'hebdomadaire, on apprenait que l'homme né en 1961 est diplômé d'HEC, fils de médecin et de chirurgien du VIIIe arrondissement de Paris et qu'il a été directeur général de Pierrot Gourmand, filiale d'Andros. «Je gagne de quoi rester à l'aise dans ma caste», avait-il alors déclaré au magazine après sa reconversion dans la plomberie au début des années 2000. Un profil atypique donc, dont on comprend désormais mieux la volonté de voir disparaître les régimes spéciaux. RT 29 novembre 2019

Un conseil de déontologie journalistique se crée, Mélenchon applaudit - Le HuffPost 25.11

Des représentants de la presse française, journalistes et citoyens vont fonder le 2 décembre à Paris le “conseil de déontologie journalistique et de médiation” (CDJM), une instance qui fait débat depuis des années et qui vise notamment à répondre à l’énorme défiance envers les médias.

Dans un communiqué, le chef de file de La France Insoumise Jean-Luc Mélenchon, qui avait lui-même défendu la création d’un tel conseil, a salué cette initiative, y voyant potentiellement “une belle avancée vers un droit de recours citoyen face aux médias”. Mais il a aussi appelé à ce que le conseil obtienne “un pouvoir de sanction symbolique réel et reconnu”, ce qui nécessiterait “l’appui du gouvernement et du législateur”. Le HuffPost 25.11

LVOG - Quel démocrate ce Macron ! Le gouvernement et le législateur garants de l'honnêteté des médias ou du droit à l'information, il fallait oser la sortir celle-là ! Qu'est-ce qu'il ne ferait pas ce charlatan pour cautionner Macron et les médias pourris ! Ce type-là n'a vraiment aucune dignité, répugnant.

- Une vingtaine de rédactions refusent de participer au Conseil de déontologie journalistique - RT 30.11

A l'initiative du gouvernement, un Conseil de déontologie journalistique et de médiation va voir le jour le 2 décembre. 19 rédactions, dont l'AFP, Europe 1, Le Figaro, TF1 ou Mediapart s'opposent au projet et refusent d'y participer.

Sous l'impulsion du gouvernement macronien, un Conseil de déontologie journalistique et de médiation (CDJM) sera lancé officiellement le 2 décembre avec son assemblée générale fondatrice. A l'instar de l'AFP, France Inter, TF1, Europe 1, Le Figaro ou Mediapart, 19 sociétés de journalistes et de rédacteurs refusent d'y participer et le font savoir le 29 novembre à travers un communiqué. «C'est un machin gouvernemental monté par des apparatchiks qui veulent donner des leçons aux autres et qui répondent aux ordres d'Emmanuel Macron», s'est insurgé auprès de l'AFP le 29 novembre Etienne Gernelle, directeur du Point. RT 30.11

LVOG - Que ces médias aient mauvaise conscience ou plutôt quelque chose d'inavouable à se reprocher, c'est un lieu commun, après tout ils ont tous appelé à voter Macron et le soutiennent quotidiennement, alors cela mérite bien un peu de considération et de confiance, non mais !

Rappel. Quand "***tous les socialistes étaient de gauche même très différemment***" ou à vous faire haïr la gauche, si cela était encore nécessaire.

- Les alter-chiens de garde de l’Union européenne par Laurent Dauré - librairie-tropiques.fr 27 Novembre 2019

(A propos d'un article sur l'UPR.)

Extrait. En effet, le mentor politique du chef de la France insoumise est François Mitterrand – dont il dit toujours le plus grand bien –, récipiendaire de la Francisque numéro 2 202, ministre de la Justice pendant la guerre d’Algérie, protecteur de l’ultra-vichyste René Bousquet (responsable de la rafle du Vél’ d’Hiv’), anti-communiste sournois, acteur principal du tournant libéral et maastrichtien du Parti socialiste, etc. Au nom de quoi l’allégeance – passée et présente – de Jean-Luc Mélenchon à l’égard de François Mitterrand devrait-elle être considérée comme moins fâcheuse que les premières étapes du parcours de François Asselineau ?

D’autant plus que pour le leader de la France insoumise, on peut aussi mentionner d’autres prises de position accablantes, certaines récentes : « Maastricht est un compromis de gauche » (Sénat, 9 juin 1992) ; la décision de Nicolas Sarkozy d’intervenir militairement en Libye est une « bonne idée » (BFM-TV, 18 mars 2011) ; « J’approuve l’idée qu’on brise le tyran [Mouammar Kadhafi] pour l’empêcher de briser la révolution » (Libération, 21 mars 2011) ; « prôner la sortie de l’euro relève du maréchalisme » (Europe 1, 26 juin 2011) ; « Cela vaut la peine de défendre l’euro, pas celui-là, mais commençons déjà par défendre l’idée même de l’euro » (Europe 1, 10 septembre 2011) ; « Je veux l’Europe » (Arrêt sur images, 4 juillet 2013).

Autre épisode éloquent, dont j’avais rendu compte dans cet article : le 5 juillet 2015, les Grecs rejettent par référendum (à 61 %) les conditions imposées par la troïka pour un 3e « plan de sauvetage ». Alexis Tsipras, pourtant à l’initiative de la consultation, s’empresse de s’asseoir sur le résultat et cède tout aux créanciers. Comment Jean-Luc Mélenchon réagit-il à cette trahison manifeste du peuple grec et de la démocratie ? Ainsi : « on peut considérer qu’il y a là une erreur dans le combat qui a été faite. Mais, à partir de là ça ne le disqualifie pas lui. Donc moi je reste solidaire de Tsipras » (propos recueillis par Télé Bocal et l’Agence Info Libre, le 16 juillet 2015 à Paris, dans une manifestation pour dire « non » aux politiques d’austérité mais… « oui » à Syriza).

À la mort de Michel Rocard, voici ce que Jean-Luc Mélenchon écrit sur son compte Twitter (2 juillet 2016) : « Des milliers de personnes engagées sont en deuil. Un éclaireur nous a quittés. Sa vie est une leçon. À chacun de la méditer. En ce temps-là, tous les socialistes étaient de gauche même très différemment. » Et, en effet, quelques années avant, le fondateur du Parti de gauche affirmait ceci à propos de Dominique Strauss-Kahn, alors possible candidat à l’élection présidentielle de 2012 : « Il est membre du PS et a été ministre du gouvernement de Lionel Jospin. Au nom de quoi pourrais-je lui contester son appartenance à

la gauche ? » (dans un débat fort amical avec le pro-DSK Pierre Moscovici, L'Express, 24 juin 2010).

Ils sont passés par là...

Paul-Marie Coûteaux, l'ex-altermondialiste

L'article, qui est décidément riche en détails sur le passé de François Asselineau, précise que celui-ci a fait « un bref passage au Rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France (RIF), créé en 2003 par l'eurodéputé Paul-Marie Coûteaux (qui se rapprochera plus tard de l'extrême droite) ». Tout ceci est vrai mais là encore on donne aux lecteurs des éléments d'appréciation incomplets qui conditionnent l'interprétation dans un sens défavorable à « l'enquêté ».

Paul-Marie Coûteaux a en effet dérivé vers des positions ultra-conservatrices et réactionnaires, jusqu'à doubler sur sa droite le Front national – avec lequel il a cheminé un temps –, mais c'est aussi un ancien chevènementiste (il est passé par les cabinets de Boutros Boutros-Ghali, du « Che » et de Philippe Séguin). Plus surprenant encore, il a été adhérent à Lutte ouvrière et c'est un des membres fondateurs de l'association Attac – créée en 1998 –, dont Le Monde diplomatique est on ne peut plus proche, Ignacio Ramonet, alors directeur du mensuel, en ayant été le principal artisan. D'ailleurs M. Coûteaux est également un ancien contributeur du journal.

On comprend qu'il soit préférable de taire ce lien Coûteaux-Attac-Diplo pour ne pas perturber le lecteur. D'ailleurs l'association altermondialiste (mais aussi alter-européiste et alter-capitaliste) fait de même sur son site Internet, où on ne trouve aucune mention de Paul-Marie Coûteaux. Quant à ce dernier, il n'affiche plus son engagement à Attac depuis qu'il a choisi de suivre une voie sinueuse au sein de la droite dure.

LVOG - Dans la lettre de démission de l'UPR de Laurent Dauré.

Laurent Dauré - Sur une note plus personnelle, en réfléchissant à mon parcours, je m'aperçois que je suis entré en politique par la porte de la souveraineté populaire, du souci démocratique (et aussi de l'opposition aux guerres impérialistes), et que j'ai peu à peu donné à ma pensée un contenu plus nettement anti-libéral – puis anti-capitaliste – et des principes anarcho-communistes (via lectures et rencontres). Bref, je suis sorti de l'UPR plus à gauche que j'y étais entré. »

LVOG - Pendant que de nombreux militants d'extrême gauche se vautrent dans le populisme ou se droitisent, d'autres font le chemin inverse et tentent de nouer des liens avec le socialisme, cela méritait d'être signalé.

C'est chouette, en capitalisme tout est possible... à condition d'en avoir les moyens!

- 57% des Français dépassent leur découvert autorisé au moins une fois par an (et ça coûte cher) - lepoint.fr 08.10

Selon l'étude du comparateur en ligne Panorabanques.com, 21% des Français sont chaque mois en "dépassement de découvert autorisé" et 57% le sont au moins au fois par an. Ce qui leur coûte en moyenne plus de 70 euros de frais par an.

Les clients les plus demandeurs sont logiquement ceux qui sont dont le compte bancaire est le plus dans le rouge vif: 89% des Français en dépassement de leur limite tous les mois souhaitent disposer d'une autorisation de découvert. En 2019, 57% des Français sont en dépassement de leur limite autorisée au moins 1 fois par an mais surtout plus d'un Français sur 5 (21%) est en dépassement de sa limite autorisée 1 fois par mois.

L'étude révèle que même les Français aux revenus les plus aisés sont, pour la moitié (47%) d'entre eux, en dépassement de leur limite au moins 1 fois par an (contre 57% pour l'ensemble des Français).

Or, l'utilisation du découvert non-autorisé coûte très cher en frais bancaires. "Les frais liés au dépassement de découvert autorisé représentent toujours environ un tiers de la facture des frais bancaires" commente Laure Prenat, directrice générale du comparateur en ligne des services de banque.

Le principal facteur inflationniste reste le taux nominal des agios à payer, situés entre 16% et le taux d'usure (environ 21%) même si ces taux élevés ne s'appliquent que sur une période courte.

S'ajoutent les lettres d'information pour compte débiteur non-autorisé expédiées par les banques à leurs clients ayant dépassé leur découvert. Ce courrier n'est gratuit que dans 24% des banques et il coûte en moyenne 10 euros dans les autres établissements. Enfin, il convient d'ajouter les "commissions d'intervention", plafonnées à 8 euros et 80 euros par mois depuis 2014. "Ce sont surtout elles qui font grimper la facture" commente panorabanques.com.

L'étude constate aussi de grands écarts de frais bancaires selon la fréquence du dépassement de découvert. "On peut aller jusqu'à plusieurs centaines d'euros par an pour ceux qui sont en dépassement tous les mois. Les incidents de paiement (rejets

de prélèvements, non exécution de virement permanent, chèque rejeté pour défaut de provision…) aggravent encore la situation des personnes touchées par ces incidents" conclut panorabanques.com. lepoint.fr 08.10

Les machines à décérébrer...

Plus de sept Français sur dix (71 %) jouent au moins occasionnellement aux jeux vidéo. C'est ce qu'indique la dernière étude Médiamétrie « Les Français et le Jeu Vidéo », mise en ligne par le SELL (Syndicat des Editeurs de Logiciels de Loisirs) et relayée par Clubicce jeudi.

Dans le détail, cela représente 32,75 millions d'adultes et 4,41 millions d'enfants âgés de 10 à 17 ans, soit 96 % de cette dernière classe d'âge. Par ailleurs, près d'un Français sur deux joue régulièrement.

Précisément, 49 % des Français assurent jouer au moins une fois par semaine. Leur âge moyen s'établit à 40 ans. Parmi ces joueurs réguliers, un enfant sur deux joue tous les jours. Cette situation concerne un adulte sur trois. 20minutes.fr 26.10

... qui peuvent rendre aussi constipé !

- Hygiène et hémorroïdes : une étude alerte sur l'utilisation des smartphones aux toilettes - L'Express.fr 8 octobre 2019

Une étude britannique révèle que l'utilisation des smartphones aux toilettes est fréquente et serait facteur de développement d'hémorroïdes ou d'autres maladies.

L'addiction à notre smartphone que l'on emporte jusque dans les toilettes pourrait devenir dangereuse pour notre santé physique. Dans la presse britannique, les médecins alertent sur cette pratique fréquente outre-Manche (57% des Britanniques admettent utiliser leur téléphone aux toilettes), qui peut devenir problématique pour la santé, comme engendrer des hémorroïdes.

Avoir son écran dans la main peut nous faire rester trop longtemps assis sur le trône, ce qui fait augmenter la pression des veines de l'anus sur le rectum inférieur, explique les médecins dans l'étude relayée par The Sun. C'est là que l'apparition d'hémorroïdes est facilitée. Ce qui est mis en cause ici est donc le temps passé aux toilettes et non l'activité en soi d'avoir un smartphone. Cela concerne aussi un magazine, un livre ou un journal.

"La constipation et se retenir d'aller aux toilettes est un risque majeur de contracter des hémorroïdes", ajoute encore docteur Sarah Jarvis dans les colonnes du site britannique qui confirme que rester longtemps sur le trône est aussi un facteur. Elle conseille donc de laisser le téléphone en dehors des petits coins. L'Express.fr 8 octobre 2019

LVOG - Je n'ai pas de connexion Internet sur mon smartphone, inutile. Je n'ai jamais chargé non plus une application. Mon smartphone me sert uniquement pour téléphoner, prendre parfois des photos et écouter de la musique que j'ai transférée de l'ordinateur. Il y figure aussi l'ensemble de mes papiers d'identité, permis de conduire, assurance, etc.

Je ne m'en sers pratiquement jamais à l'extérieur. Je le range dans une pochette en cuir dans mon sac, puis dans le coffre du scooter, ce qui fait que s'il sonne je ne l'entend pas, tranquille quoi. Je ne téléphone jamais à une personne en cours de journée pour ne pas la déranger à son travail. On a déjà si peu de liberté, non ?

Ces pervers et prostituées ont un sexe à la place du cerveau.

- Se masturber sans les mains, c'est possible grâce à ces 4 techniques - huffingtonpost.fr 13.11
- 5 positions sexuelles idéales pour faire l'amour le matin - huffingtonpost.fr 19.10
- Le peaking, la technique magique pour avoir un orgasme plus intense - huffingtonpost.fr 12.10
- Avoir un orgasme dans son sommeil, est-ce vraiment possible ? - huffingtonpost.fr 16.09
- 4 positions pour un coït réussi sans enlever ses fringues (ou presque) - huffingtonpost.fr 11.08
- Pour s'endormir, la masturbation: le conseil d'une assurance allemande huffingtonpost.fr 02.08
- Pour avoir un orgasme multiple, voici la technique - huffingtonpost.fr 22.06
- 12 femmes partagent leurs techniques pour atteindre l'orgasme - huffingtonpost.fr 07.08.2018

La remise en cause du capitalisme et ses institutions, ses partis, est mondiale. Nos ennemis livrent leurs inquiétudes.

N'en tirez aucune conclusion hâtive, vous iriez encore de désillusions en désillusions, et c'est aussi néfaste pour la santé que pour le moral.

Algérie, Liban, Irak, Chili, Hongkong... La contestation est mondiale - Le Monde 8 novembre 2019

Malaise profond, ralentissement économique, creusement des inégalités, corruption, écrasement des classes moyennes, jeunesse sans avenir, marginalisation politique… Le monde est en proie à une flambée de mouvements contestataires. Le Monde 8 novembre 2019

La France est dans un «ensauvagement général» avec un «degré de violence inédit», alerte le renseignement - Sputnik 22 novembre 2019

«On constate une forte dégradation des rapports sociaux dans les sociétés occidentales», a observé jeudi le coordinateur national du renseignement, Pierre Bousquet de Florian, parlant d'«un degré de violence» inédit. 22 novembre 2019

Le clivage droite-gauche est mort et enterré! - Le HuffPost 22 novembre 2019

Ceux qui imaginent faire renaître de ses cendres le vieux clivage en seront pour leurs frais. Celui-ci est mort. Non pas que la droite et la gauche aient disparu. Le HuffPost 22 novembre 2019

LVOG - La droite et la gauche n'existent plus depuis belle lurette, mais les classes sociales aux intérêts opposés et irréconciliables existent toujours, attention, la confusion est fatale !

La grève du 5 décembre à la SNCF peut-elle durer jusqu'à Noël? - Le HuffPost 30 novembre 2019

- Réforme des retraites : une grève dure ou une grève qui dure? - Journal du Dimanche 02.12

LVOG - Quel cauchemar !

Il y a 7 ans et demi déjà, dans la causerie du 17 juin 2012.

- Des manifestations importantes et des grèves générales à répétition ont eu lieu en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce, mais aussi dans une moindre mesure en Belgique, en Irlande et en Allemagne. Des mouvements révolutionnaires ont eu lieu en Tunisie, en Egypte, au Yémen notamment.

Des manifestations ont également eu lieu récemment dans un nombre important de pays de la Chine à la Bolivie en passant par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, on pourrait ajouter des pays où les manifestions sont extrêmement rares, à Bahrein, au Koweit, en Arabie Saoudite.

On ne peut donc pas dire que le mouvement ouvrier internationale serait dans une phase de reflux, alors que partout ou presque il a manifesté sa volonté de passer à l'offensive contre le capitalisme mondial. Fin de l'extrait.

Et qu'est-il sorti 7 ans et demi plus tard de ces expériences, à quoi ont-elles servi ? A rien ou pire, le mouvement ouvrier internationale a continué de se disloquer et à se gangrener, simple constat.

Liban, Irak, Algérie, Haïti, Chili, Equateur, Pérou, Colombie, Guinée, etc. tous ces peuples exigent un changement de régime.

Et en occident, en France ? On en est encore loin, bien que les mouvements sociaux se multiplient. Que fait-il défaut ?
Une perspective politique.

En France, voile, immigration, communautarisme, féminicides, harcèlement sexuel, réchauffement climatique anthropique, élections municipales, duel Macron-Le Pen en 2022... jusqu'à la nausée!

... et pendant ce temps-là... les Français ont de quoi être fiers !

- Bernard Arnault est désormais plus riche que Bill Gates et Jeff Bezos - Challenges 26 novembre 2019

Avec le rachat de Tiffany pour 16, 2 milliards de dollars, Bernard Arnault a réussi un coup de maître pour son groupe de luxe. Mais cette opération va aussi lui permettre de chiper un autre symbole américain, le titre d'homme le plus riche du monde, largement trusté depuis des années par les milliardaires américains: Bill Gates, Jeff Bezos, Warren Buffett. Seul le magnat mexicain des telecoms Carlos Slim avait réussi cet exploit avant lui, entre 2010 et 2014.

La nouvelle n'est pas encore officielle sur le site de Bloomberg mais d'après nos calculs réalisés ce jour, la fortune de Bernard Arnault serait aujourd'hui de plus de 109 milliards de dollars. Car le PDG de LVMH détient 47,16% de LVMH, qui a atteint son

plus haut historique, grâce au rachat de Tiffany (206 milliards d'euros de capitalisation, soit 97 milliards d'euros pour sa participation, en hausse de 57% depuis le 1er janvier) mais ce n'est pas tout. Il conserve aussi 1,87% du sellier Hermès, solde de sa tentative de rachat avortée en 2014, valorisé 1,3 milliard d'euros, ainsi que 8,63% du groupe de distribution Carrefour (une prise de participation démarrée en 2007), pour près de 1,1 milliard d'euros sans compter d'autres actifs, impossibles à valoriser pour le moment et logés dans Groupe Arnault, la holding de tête du groupe. Ce qui donne un total conservateur de 99,5 milliards d'euros, soit - après conversion - 109,5 milliards de dollars. Devant Jeff Bezos (108,3 milliards de dollars au cours d'hier soir) et Bill Gates (106,7 milliards de dollars). "Ce n'est pas du tout de l'argent que j'ai sur mon compte, a réagi Bernard Arnault dans Le Monde, c'est la valeur des actions du groupe. Si les actions montent, ça monte, si les actions baissent, ça baisse. Voilà"

Une croissance à deux chiffres

Une ascension éclair, puisque si Bernard Arnault occupe sans discontinuer depuis 2016 la première place des fortunes françaises, à l'époque, le propriétaire de LVMH ne pointait qu'à la 13ème place du classement Bloomberg, loin derrière les stars américaines de la tech. Il était même devancé en Europe par l'Espagnol Amancio Ortega, propriétaire de Zara. Mais la stratégie de montée en gamme du groupe LVMH et ses acquisitions de pépites du luxe (le joailler Bulgari en 2001, le bagagiste allemand Rimowa en 2016, le groupe hôtelier haut de gamme Belmond en 2018...) ont payé : en dix ans, le chiffre d'affaires a triplé et le cours de bourse a été multiplié par... quasiment 6. De quoi se payer le luxe d'être l'homme le plus riche du monde ! Challenges 26 novembre 2019

L'extrême centre était bien l'extrême droite.

Emmanuel Macron choisit Valeurs Actuelles pour parler islam - Le HuffPost 30 octobre 2019

Que la gauche venimeuse soit la plus virulente contre cette initiative de Macron n'a rien d'étonnant, puisqu'elle protège Macron et LREM qui ne doivent pas apparaître au grand jour tels qu'ils sont ou le plus tard possible en cas de besoin. L'extrême droite, c'est le RN-FN et non LREM, sinon comment voudriez-vous qu'on continue de caractériser le régime de démocratique... et de le soutenir.

Port du voile: le Sénat vote l'interdiction pour les parents accompagnant les sorties scolaires - AFP 30 octobre 2019

Tout cela pour un insignifiant bout de tissu posé sur les cheveux, un simple foulard sur la tête...

La gauche venimeuse s'en offusque qui appela à bombarder la Libye et la Syrie... Elle en appelle au respect du "modèle républicain" qui lui servit à adopter un tas de lois injustes sur le plan social et liberticides...

Macron ou l'hydre de la haine consommée.

Macron appelle "la nation toute entière" à "se mobiliser" face à "l'hydre islamiste" - lexpress.fr 08.10

Lors de son hommage aux victimes de la préfecture de police de Paris, le président de la République a promis un "combat sans relâche" "face au terrorisme islamiste".

Le président de la République a appelé "la nation toute entière" à "se mobiliser" face à "l'hydre islamiste", en louant "l'irréductible esprit français de résistance".

"Trop souvent nous avons pleuré, parlé, pris des lois, puis sommes revenus au quotidien, comme si de rien n'était. Comme si ce quotidien ne pouvait être habité par le pire. Or c'est ce qui est advenu ici même (...) Alors faisons bloc derrière nos forces de l'ordre", a-t-il ajouté.

"Ce que nous combattons, c'est aussi cet islamisme souterrain, qui progresse par les réseaux sociaux, qui accomplit son oeuvre de manière invisible (...) C'est un ennemi insidieux, qui exige de chaque citoyen, de chacun d'entre nous, un regain de vigilance et de civisme", a-t-il insisté. lexpress.fr 08.10

LVOG - Le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis qui hébergent, protègent, financent les Frères musulmans, les takfiristes, salafistes, al Qaïda, Daesh, les Talibans, qui oeuvreraient "de manière invisible" ?

Stratégie de la terreur. La menace est omniprésente, partout...

"La société de vigilance" voulue par Macron ne contribue pas à l'unité mais à la division - Journal du Dimanche13 octobre 2019

Emmanuel Macron a demandé à chaque Français de "repérer à l'école, au travail, dans les lieux de culte", les "petits gestes qui signalent un éloignement avec les lois et les valeurs de la République"... [Journal du Dimanche] Journal du Dimanche13

octobre 2019

LVOG - Lui, ils n'auront pas de mal à l'identifier !

Macron président des riches, pas des juifs, mais des sionistes.

- Lutte contre l'antisémitisme : 127 universitaires juifs appellent à s'opposer à une résolution LREM - Franceinfo 02.12

Cette résolution, sans valeur contraignante, doit être débattue le 3 décembre à l'Assemblée nationale. Elle prévoit notamment d'élargir la définition de l'antisémitisme à l'antisionisme.

"Cet amalgame est fondamentalement faux." Un collectif de 127 intellectuels juifs appelle l'Assemblée nationale à s'opposer à une proposition de résolution pour lutter contre de "nouvelles formes" d'antisémitisme. Sans valeur contraignante, la résolution a été proposée par le député LREM de Paris Sylvain Maillard et doit être examinée mardi 3 décembre. Le texte suscite de nombreuses critiques, y compris dans la majorité.

Il suggère de reprendre la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (Ihra), validée par plusieurs pays et appuyée par Emmanuel Macron en février devant le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif). Le président de la République avait alors affirmé vouloir élargir la définition de l'antisémitisme à l'antisionisme.

Dans une tribune publiée dans Le Monde (lien réservé aux abonnés), le collectif d'intellectuels estime que la résolution "assimile (…) l'antisionisme à l'antisémitisme". Or "pour les nombreux juifs se considérant antisionistes, cet amalgame est profondément injurieux", affirme le collectif. "De nombreuses victimes de l'Holocauste étaient antisionistes (…) Environ 20% de la population d'Israël sont des citoyens palestiniens, dont la plupart sont musulmans ou chrétiens. La désignation choisie occulte et nie leur existence", rappelle-t-il.

Pour les Palestiniens, le sionisme représente la dépossession, le déplacement, l'occupation et les inégalités structurelles. (...) Ils s'opposent au sionisme non par haine des juifs, mais parce qu'ils vivent le sionisme comme un mouvement politique oppressif. Un collectif de 127 intellectuels juifs dans "Le Monde"

La deuxième raison est que la définition de l'antisémitisme de l'Ihra elle-même serait "hautement problématique", "peu claire et imprécise". Elle est en outre "déjà utilisée pour stigmatiser et réduire au silence les critiques de l'Etat d'Israël, notamment les organisations de défense des droits humains", estime le collectif.

"Nous ne pouvons pas considérer cela comme indépendant de l'agenda politique principal du gouvernement israélien visant à enraciner son occupation et son annexion de la Palestine", écrivent les signataires, qui s'inquiètent que "ces efforts du gouvernement israélien trouvent un soutien politique, jusqu'en France".

La proposition de résolution, qui sera examinée en début de soirée mardi au Palais Bourbon, a été cosignée par une centaine de députés de divers bords, dont environ 80 LREM seulement. Franceinfo 02.12

En complément.

Le texte, sans valeur contraignante, a été adopté par seulement 154 voix pour, 72 contre, et 43 abstentions. franceinfo 03.12

Hommage à l'impérialisme français toujours en guerre, c'est là qu'il est le meilleur !

Le 11 novembre Macron a inauguré le premier monument national dédié aux "Morts pour la France en opérations extérieures" (OPEX), et il a demandé que ce monument soit inscrit "comme un haut lieu de la mémoire nationale"... que nous recommandons de ne pas partager. (Source : lefigaro.fr 11.11)

- «République islamique en marche» : la nouvelle Une de Charlie Hebdo affole Twitter - RT 30 octobre 2019

- Castaner favorable à "associer" le secteur privé en matière de sécurité - AFP 19 novembre 2019

- Brésil: un fils de Bolsonaro évoque une dictature "si la gauche se radicalise" - AFP 1 novembre 2019

- Aux États-Unis, Kansas City débaptise son avenue Martin Luther King - Le HuffPost 7 novembre 2019

A qui ont-ils attribué le prix Nobel de la paix ? A un militaire !

Au Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed.

Wikipédia.org. Il atteint le grade de lieutenant-colonel et contribue à organiser les services de renseignement éthiopiens. Formé aux États-Unis et au Royaume-Uni, il est cadre technique spécialiste en cybersécurité au sein des services de renseignement.

Décoré de l'Ordre du roi Abdelaziz (Arabie saoudite, 16 septembre 2018.)

Cela lui fera une croix de guerre en plus.

- La France va-t-elle armer le Prix Nobel de la paix ? Le Point 17.11

« Le Point » s'est procuré la (longue) liste de courses du Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, envoyée à l'Élysée : des Rafale, des hélicoptères et des missiles nucléaires.

Deux mois avant d'être auréolé du prix Nobel de la paix, le Premier ministre éthiopien s'est fendu d'un courrier à « Son Excellence » le président Emmanuel Macron. Le 22 juillet 2019, Abiy Ahmed demande à la France de l'aider « à renforcer l'armée de l'air éthiopienne » en lui fournissant, à crédit, un arsenal de pointe détaillé sur trois pages. Cette liste comprend : 12 avions de combat (dont des Rafale et des Mirage 2000), 18 hélicoptères et 2 avions de transport militaire fabriqués par Airbus, 10 drones Dassault, des systèmes de brouillage électronique et, encore plus surprenant, une trentaine de missiles M51 d'une portée de plus de 6 000 kilomètres… et à tête nucléaire ! Une demande pour le moins extravagante (et illégale) sachant que la France comme l'Éthiopie ont signé le traité de non-prolifération nucléaire.

Pour le reste, la France a, certes, entériné un nouveau partenariat de défense en mars 2019, mais personne ne s'attendait à un tel appétit militaire et formalisé aussi rapidement de la part de l'un des pays les plus pauvres de la planète. Si l'on se réfère aux prix de vente de précédents contrats similaires, la facture pourrait dépasser les 4 milliards d'euros. Le Point 17.11

Etats policiers. Délation, chasse à l'homme, répression, etc.

Après la multiplication des appels à la délation, le régime policier envisage maintenant d'envoyer des flics sur les lieux de tournage des films pour prévenir le harcèlement sexuel.

- Violences sexuelles: après les accusations, des mesures dans le cinéma - AFP 14 novembre 2019

Le ministre est également "favorable à la nomination de référents en matière de prévention et de détection des risques liés au harcèlement sexuel" sur les tournages et pendant les promotions des films. AFP 14 novembre 2019

- Traquer la fraude fiscale sur les réseaux sociaux: feu vert de l'Assemblée - AFP 13 novembre 2019

- Le gouvernement vise les 1200 radars tourelles installés en 2020 - Le HuffPost 1 novembre 2019

- Toulouse : 100 euros d'amende pour avoir donné des pièces à une mendiante - Yahoo Actualités 21 novembre 2019

- Un détecteur anti-oubli dans les sièges-autos en Italie - euronews 8 novembre 2019

- Au Canada, tenir la rampe d'un escalator n'est pas une obligation - Franceinfo 30 novembre 2019

Une mère de famille, Bela Kosoian, avait été arrêtée en mai 2009 dans le métro de Montréal pour avoir refusé d'obéir à un ordre d'un policier qui lui avait intimé de tenir la rampe d'un escalier mécanique. Bela Kosoian, qui avait aussi refusé de s'identifier, avait reçu un constat d'infraction de 100 dollars canadiens (66 euros) pour avoir désobéi à un panneau et un autre de 320 dollars (212 euros) pour entrave au travail des policiers.

Mais vendredi, la Cour suprême du Canada a unanimement infirmé ces conclusions et condamné la régie de transport de Montréal, ainsi que le policier impliqué dans l'incident, à verser ensemble 20 000 dollars en dommages-intérêts à Bela Kosoian.

Elle a jugé que le pictogramme constituait un avertissement, qu'il n'existait aucun texte de loi disant aux gens qu'ils devaient tenir la main courante et que le policier avait donc eu tort de l'arrêter. Le tribunal tient aussi pour responsable la Société de transport de Montréal pour ne pas avoir formé le policier adéquatement, car elle enseignait que les pictogrammes dans les stations de métro décrivent des règles de droit. Franceinfo 30 novembre 2019

Les esclavagistes et leurs alliés.

Le gouvernement veut assouplir le travail de nuit dans le commerce alimentaire - L'Express.fr 31 octobre 2019

Pour le Medef, il faut rendre le recrutement d'étrangers «plus facile, plus simple» - RT 6 novembre 2019

Il ne manquera pas de soutien parmi la gauche et l'extrême gauche...

Yannick Jadot : "Les entreprises doivent être nos alliées" lejdd.fr 9 novembre 2019

Les alliés de nos ennemis sont nos ennemis... pas pour Mélenchon, ce qui n'étonnera personne.

- Mélenchon propose à Jadot de bâtir un accord de "gouvernement commun" - Le HuffPost 4 décembre 2019

Avec le Medef, le patronat ?

Comment les puissances impérialistes occidentales tyrannisent le monde entier.

- Venezuela : le Sénat français vote à une majorité écrasante pour le renforcement des sanctions - RT 1er novembre 2019

- Angela Merkel exhorte l'Inde à lutter contre la pollution - euronews 3 novembre 2019

- Faut-il interdire Paul Gauguin ? Pour le New York Times, la réponse est oui ! - RT 21 novembre 2019

- En Lettonie, 9 chaînes de télévision russes interdites - L'Express.fr 23 novembre 2019

- Trump promulgue la loi soutenant les manifestants pro-démocratie de Hong Kong, colère de Pékin - AFP 27 novembre 2019

- Ouïghours : Paris appelle Pékin à "mettre un terme aux détentions arbitraires de masse" - Franceinfo 27 novembre 2019

- Jihadistes : la France demande au Mali et au Burkina d'agir au plan politique - Franceinfo 27 novembre 2019

- Violations de l'accord sur le nucléaire iranien : Paris lance un avertissement à l'Iran - L'Express.fr 27 novembre 2019

- Le Parlement européen et la propagande anti-cubaine - Réseau Voltaire 2 décembre 2019

Le Parlement européen a adopté, le 28 novembre 2019, une résolution intitulée « Cuba, le cas de José Daniel Ferrer » (P9_TA-PROV(2019)0073) condamnant le « régime » cubain pour ses violations des Droits de l'homme en général et en particulier pour son traitement du « chef de l'opposition » et de l'Union patriotique de Cuba (UNPACU). Réseau Voltaire 2 décembre 2019

Fabrication du consentement. Urgence climatique. Matraquage quotidien hystérique tout azimut.

- La Finlande mise sur les déjections animales pour produire de l'énergie verte - AFP 28 octobre 2019

Produire de l'énergie propre grâce aux excréments d'animaux: en Finlande, plusieurs compagnies d'électricité se tournent vers cette source d'énergie jusque-là inexploitée pour réduire l'empreinte carbone du pays. AFP 28 octobre 2019

- Climat : il faut réduire de moitié les émissions de CO2 d'ici 2030, selon l'ONU - euronews 26 novembre 2019

Les États doivent redoubler d'efforts pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et éviter ainsi la catastrophe. euronews 26 novembre 2019

- Climat: plus une minute à perdre pour éviter le pire, avertit l'ONU AFP 26 novembre 2019

La mise en garde lancée mardi par l'ONU est plus claire que jamais: si le monde remet encore à plus tard les actions immédiates et radicales nécessaires pour réduire les émissions de CO2, la catastrophe climatique ne pourra plus être évitée. AFP 26 novembre 2019

- Australie: manifestation contre le réchauffement climatique à Melbourne - AFP 29 novembre 2019

- Noar, le rappeur hongrois qui se dresse contre le réchauffement - euronews 29 novembre 2019

- "Block Friday" : les anti-Black Friday à l'offensive, Amazon en ligne de mire - AFP 29 novembre 2019

- A quelques jours de l'ouverture de la COP25 dans la capitale espagnole, l'ONG (Greenpeace - ndlr) y a écrit "Consumérisme=crise climatique". AFP 29 novembre 2019

- La déforestation en Amazonie n'a jamais été aussi forte depuis 2008 - AFP 29 novembre 2019

- COP25 : organisation éclair à Madrid - Le HuffPost 29 novembre 2019

- Sauver l'accord de Paris sur le climat. - euronews 29 novembre 2019

- Charles Michel veut une Europe plus verte avec des emplois et de l'innovation - euronews 29 novembre 2019

- Les émissions de CO2 à leur plus bas niveau au Japon - Reuters 29 novembre 2019

Le recul s'explique en partie par le redémarrage de neuf réacteurs nucléaires. Reuters 29 novembre 2019

- Arrivée d'uranium appauvri en Russie, Greenpeace gronde - euronews 29 novembre 2019

- En Afrique du Sud aussi, la question des déchets radioactifs crée des tensions - Franceinfo 29 novembre 2019

- Des militants pour le climat ont occupé des mines de charbon allemandes - AFP 30 novembre 2019

- L'Europe se mobilise à son tour avant un sommet de l'ONU sur le climat - AFP 29 novembre 2019

- Ursula von der Leyen ne veut plus perdre de temps pour combattre le changement climatique - euronews 30 novembre 2019

- COP25: l'Humanité doit arrêter de faire la "guerre" à la planète - AFP 1 décembre 2019

- Une "coalition" de personnalités contre le changement climatique - Le HuffPost 2 décembre 2019

- Macédoine du Nord - L'inquiétante disparition du lac Prespa - euronews 3 décembre 2019

- Groenland : Un lac se vide en quelques heures sous les yeux des scientifiques - 20minutes.fr 3 décembre 2019

- Climat: une décennie de chaleur record, sans inversion de tendance - AFP 3 décembre 2019

- L'Islande bannit le fioul lourd de ses eaux territoriales - euronews 3 décembre 2019

Les conséquences du sous-développement dont les puissances occidentales sont responsables.

- L'activité domestique, principal facteur de la pollution de l'air en Afrique - Franceinfo 3 décembre 2019

Une enquête inquiétante révèle un continent très pollué. Mine de rien, l'Afrique est ainsi un pollueur majeur. Franceinfo 3 décembre 2019

Une nouvelle fois amalgame entre CO^2 et pollution...

- Les humains produisent toujours plus de CO2 - AFP 4 décembre 2019

- Greta Thunberg débarque en Europe pour "continuer le combat" à la COP25 - AFP 4 décembre 2019

Infantilisme psychotique aggravé.

- Greta Thunberg : "les gens sous-estiment la force des enfants en colère" - euronews 3 décembre 2019

La ministre chilienne de l'environnement Carolina Schmidt, présidente de la COP25, estime que la jeune suédoise a été capable de " faire bouger les choses, d'ouvrir les cœurs de nombreux jeunes et de nombreuses personnes partout dans le monde ".

" Nous avons besoin de cette énorme force pour intensifier l'action climatique [...] Nous avons donc besoin de Greta ici avec toute cette force " a-t-elle ajouté. euronews 3 décembre 2019

On a vraiment affaire à des dingues. Ce qu'ils n'ont pas l'impression de s'apercevoir, c'est que plus ils en rajoutent, et plus c'est perceptible, plus les gens se foutent de leur discours pour finalement se concentrer ou se rabattre sur les problèmes auxquels ils sont confrontés dans la vie quotidienne. Le Chili vient de le prouver, la COP 25, rien à foutre !

Travailleurs, les riches ou les nantis, les élites, sont capables de gouverner, pour un peu les enfants aussi, mais pas vous, vous êtes tout juste bons à subir (en silence ou passivement) le sort épouvantable qu'ils vous ont réservé, cherchez l'erreur !

Leur cible : La jeunesse.

Jeune, assurément sans changement de régime vous êtes condamnés à vivre dans une société cauchemardesque, et à travailler jusqu'à votre dernier souffle quel que soit votre statut, ils vous le promettent.

The Lancet a publié jeudi 14 novembre un nouveau rapport interrogeant l'impact du climat sur la santé. Fruit de la coopération de 35 institutions académiques et agences internationales, l'édition de 2019 "se concentre sur la manière dont la vie d'un enfant né aujourd'hui sera affectée". Tout un programme !

"Tous les indicateurs en termes de santé liés au climat sont mauvais" :

- risque de souffrir de malnutrition ;
- exposés à plus d'événements climatiques extrêmes, notamment des canicules plus nombreuses, plus fortes et plus longues ;
- exposition aux maladies infectieuses ;
- surexposés à la pollution produite par les énergies fossiles ;
- risques tels les migrations, l'exacerbation de la pauvreté, les conflits violents et les maladies mentales.

Pour y remédier ou les éviter, adoptez l'Accord de Paris, précisons sponsorisé par la Banque mondiale ou l'oligarchie financière, vous aurez, je cite : "un air plus pur, des villes plus sûres, plus d'aliments nutritifs". (Source : huffingtonpost.fr 14.11)

En complément.

- Les experts de la Bundesbank proposent que, d'ici à 2070, le départ à la retraite soit progressivement fixé à 69 ans et 4 mois. C'est aussi, note le rapport, ce que recommandent la Commission européenne, le Fonds monétaire international et l'OCDE. (lepoint.fr 22.10.2019)

Contre-argumentation

Source : http://lefilonmag.com - septembre 2019 n°123

La terre se réchauffe à cause des émissions de dioxyde de carbone engendrées par les activités humaines. Il faut agir. Tel, est le refrain entonné constamment par les médias «bien-pensants».

Qu'en est-il en réalité ? Rappel de quelques faits.

Le cycle du carbone est complexe : mécanismes naturels de réabsorption par le sol et les océans ; nourriture pour la végétation. Augmenter la concentration c'est augmenter la photosynthèse, donc le stockage du CO2 par les plantes (1). Les flux naturels du gaz carbonique sont 50 fois plus importants que ceux d'origine humaine. Il n'y a pas de corrélation entre l'évolution des températures et le niveau de CO2. Exemple : entre 1945 et 1975, période de forte augmentation du CO2 causée par le développement économique, la température moyenne baissait. Hivers rigoureux en 1954, 1956, 1963...

En dehors des périodes glaciaires dues à des modifications de l'orbite terrestre (2), le climat a toujours été variable, réchauffements et refroidissements se succédant, liés a des interactions complexes entre les océans, la dissolution/réémission des gaz, les cycles de l'activité solaire. De 1650 à 1695, il y eût une période froide, le soleil atteignant un point particulièrement bas de son activité appelé «minimum de Maunder». S'y ajoute l'imprévu : lors de l'éruption du volcan Tam- bora en 1815, les aérosols envoyés à plus de 40 km d'altitude ont occultés partiellement le rayon- nement solaire, provoquant 3 années de refroidissement et la dernière grande famine d'Europe.

Sur tout ceci nous n'avons aucun pouvoir. Prétendre «agir pour le climat» n'a pas de sens. Alors, direz-vous, à quoi riment les thèses du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, vivant de subventions d'Etat), nous prédisant une hausse catastrophique des températures jusqu'à la fin du siècle si on ne fait rien ? Derrière leurs calculs biaisés, reje- tés par des scientifiques du monde entier, se tient un discours politique. A quelles fins ? Créer des impôts nouveaux (taxes sur les émissions de CO2), détourner l'attention des citoyens des vrais problèmes environnementaux (3), promouvoir la géo-ingénierie. Des apprentis sorciers projettent en effet de lâcher des nanoparticules métalliques dans la haute atmosphère afin de «l'assombrir» (pollution supplémentaire et baisse des rendements agricoles). En arrière-plan : la recherche d'une maîtrise mondiale du climat.

Conclusion : au réchauffement actuel succèdera comme toujours un refroidissement (prévu par certains vers 2030)... mais les médias répètent comme des perroquets ce que raconte le GIEC, puisqu'en France il n'y a pas de débat sur le sujet. Qui a dit que les infos n'étaient pas sous contrôle ?

Jean Blusseau

(1) – 15 milliards de tonnes de carbone sont extrait annuellement de l'atmosphère par la végétation, en période de croissance. Quand à « l'effet de serre » atmosphérique annoncé, il ne « colle » pas avec les lois de la physique et de la thermodynamique. Il y a réchauffement dans un système fermé... ce n'est pas le cas de l'atmosphère !

(2) – La dernière (glaciation de Würm) s'est achevée il y a 9000 ans.

(3) – Interrogeons-nous sur nos 66000 tonnes de pesticides utilisés annuellement sur le sol français, sur nos 1,5 million de m3 de déchets nucléaires qui y sont déjà stockés (dont certains seront radioactifs pendant des milliers d'années), sur nos déchets plastiques (22% seulement sont recyclés) et ainsi de suite.

Compatible.

Mélange, partage, distribution et confusion des rôles.

- Pour la métropole de Lyon, le RN investit un ex-LFI - AFP 31 octobre 2019

Andrea Kotarac, ex-conseiller régional LFI, s'est dit "honoré" mercredi d'avoir été investi par le Rassemblement national pour mener la campagne des élections métropolitaines à Lyon.

"Les localistes, les souverainistes, les patriotes, tous les gens attachés aux valeurs républicaines sont indéniablement du côté du RN (...). C'est le "Conseil national de la Résistance" du XXIe siècle", a-t-il conclu.

- Municipales : La France insoumise se rallie à Éric Piolle (EELV) à Grenoble - L'Express.fr 30 octobre 2019

Quand Mélenchon se prend (encore) pour le ministre de la Guerre de Macron et du Pentagone.

Jean-Luc Mélenchon sur la Syrie : "le devoir des Français en arme est de répliquer" - Yahoo Actualités 12 octobre 2019

Le député France Insoumise Jean-Luc Mélenchon était présent à la manifestation de soutien aux Kurdes, samedi 12 octobre à Paris. L'occasion pour lui d'exhorter les Français à intervenir contre les Turcs.

Le député en a profité pour demander à Emmanuel Macron d'agir en Syrie. Il souhaite que les soldats français basés dans la zone frontalière de la Turquie répondent aux assauts de l'armée turque d'Erdogan. "Le devoir des Français en arme est de répliquer", a-t-il martelé lors d'un discours devant les manifestants. "Le devoir de tous ceux qui sont armés devant les troupes turques est de répliquer et de mener implacablement la guerre pour vaincre Erdogan le terroriste et ses troupes qui sont celles du fascisme et de l'obscurantisme", a précisé Jean-Luc Mélenchon. Yahoo Actualités 12 octobre 2019

- Jean-Luc Mélenchon et Bastien Lachaud sur le Sahel : "Il faut ramener nos soldats à la maison" lejdd.fr - 30 novembre 2019

...les députés de La France insoumise ont appelé mardi le gouvernement à "ouvrir une discussion sérieuse et rationnelle pour envisager les voies de sortie" de la "guerre" au Mali. Car, pour eux, "le sens" de ce conflit "échappe désormais à nombre de nos compatriotes et de Maliens eux-mêmes". 30 novembre 2019

LVOV - Entendez par là, que si ce conflit avait un "sens", cette "guerre" de l'impérialisme français au Mali serait justifiée. Mais quelle autre "sens" pourrait-elle avoir ? Scélérat !

- Quatennens (LFI): "Que le gouvernement cesse de dissuader" de manifester le 5 décembre - AFP 18 novembre 2019

Autant dire que le gouvernement cesse d'être ce qu'il est. Serait-ce possible, aurait-il des qualités et ignorant que nous sommes nous les ignorerions ?

- Quand Ruffin et Macron se partageaient les rôles sur un dossier social sensible - Le Figaro 27.11

Bon allez, on s'arrange comme ça : Tu dis ça, moi je dis ça et on s'en sort très bien, génial !

A "***gauche***" et "***capitaliste jusqu'à la moelle***" !

- Elizabeth Warren, coup de barre à gauche pour conquérir la Maison Blanche - AFP 31 octobre 2019

Longtemps électrice républicaine (...) , la sénatrice Elizabeth Warren incarne l'espoir le plus solide de l'aile progressiste des démocrates qui rêvent de gagner la Maison Blanche en 2020.

Ses trois frères se sont engagés dans l'armée: "c'était leur ticket pour la classe moyenne".

Premier grand nom à entrer dans la course à l'investiture démocrate, le 31 décembre 2018, elle a grimpé peu à peu jusqu'à la seconde place.

Au passage, elle a doublé le sénateur indépendant Bernie Sanders. Son ami se revendique socialiste tandis qu'elle s'est dite "capitaliste jusqu'à la moelle". AFP 31 octobre 2019

L'arnaque !

- Allemagne: coup de barre à gauche du SPD, la coalition Merkel fragilisée - AFP 30 novembre 2019

Confirmation quelques jours plus tard...

- La nouvelle direction du SPD ne devrait pas proposer une rupture avec Merkel - Reuters 3 décembre 2019

Qui en doutait ? La preuve.

- Allemagne: La justice invalide l'arrêt d'une vente de blindés à Ryad - Reuters 4 décembre 2019

La justice allemande a invalidé mardi la suspension par Berlin d'une vente de véhicules blindés à l'Arabie saoudite décidée en réaction à l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en octobre 2018. Reuters 4 décembre 2019

- Le Parti travailliste dévoile un programme radical pour le Royaume-Uni - Reuters 21 novembre 2019

Vous allez voir ce que vous allez voir, entend-il briser l'oligarchie, la City ? Vous connaissez la réponse.

- Au Royaume-Uni, les 6 plus riches ont autant d'argent que les 13 millions les plus pauvres - Le HuffPost 4 décembre 2019

Quel que soit le domaine, les inégalités dans le monde sont bien loin d'être abolies. Y compris au Royaume-Uni où les six personnes les plus riches du pays possèdent autant d'argent que les 13 millions les plus pauvres.

L'étude de l'association "The Equality Trust" publiée ce mardi 3 décembre a été réalisée en compilant les données du magazine Forbes ainsi que celles du groupe bancaire Crédit Suisse. Et le constat est le suivant: six personnes (5 familles) possèdent à elles seules l'équivalent de 46 milliards d'euros (39,4 milliards de livres sterling). C'est-à-dire autant que 13 millions des personnes les plus pauvres du Royaume-Uni. Le HuffPost 4 décembre 2019

"***Unissez-vous!... et dansez ensemble.***"

- "Unissez-vous!" Chez Samsung, c'est la révolution syndicale - AFP 23 novembre 2019

Un syndicat chez Samsung? L'idée semblait inimaginable, tant le fabricant sud-coréen de smartphones a longtemps réprimé

toute tentative.

Samsung doit vivre avec son temps, tout comme les organisations syndicales doivent mettre de l'eau dans leur vin, souligne Chun Soon-ok, une militante du droit du travail et ex-parlementaire.

Dans le passé, syndicats et direction "se considéraient comme des concurrents s'affrontant sur un ring de boxe", dit-elle.

"Mais aujourd'hui, c'est le XXIe siècle. Ils doivent se voir comme des partenaires et danser ensemble." AFP 23 novembre 2019

La direction de Samsung en tremble déjà !

Populisme d'extrême gauche, ils tiennent tous à en être, honte à eux !

FIL D'INFOS (latribunedestravailleurs.fr) (POID)

Hong Kong: les candidats pro-démocratie obtiennent près de 90% des sièges lors des élections aux conseils de district

24 novembre 2019 – La participation au vote a dépassé les 70%, pour les élections locales dans les 18 conseils de districts. Il s'agit d'un taux record bien supérieur aux 47% du précédent scrutin de 2015. Jusqu'alors les conseils de districts ont toujours été dominés par des élus favorables à l'exécutif aligné sur Pékin. Mais environ 400.000 personnes de plus se sont inscrites cette année sur les listes électorales, en raison notamment d'une campagne de mobilisation organisée par les pro-démocratie. Les candidats pro-démocratie ont obtenu près de 90% des 452 sièges du conseil de district, a rapporté la télévision RTHK.

LVOG - Avec les félicitations des chancelleries occidentales et de la NED/CIA.

Importante mobilisation contre les violences faites aux femmes

23 novembre 2019 – Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Paris et dans d'autres villes de France contre les violences faites aux femmes avec des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Etat coupable », « justice complice ». Au moins 137 femmes sont mortes depuis le début de l'année sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint, selon le décompte d'un collectif qui recense les féminicides.

LVOG - Violences causées par des hommes, j'imagine, à des femmes qui doivent avoir eu un comportement parfait ou au-dessus de tout soupçon, qui n'ont jamais usé d'hypocrisie, de mensonges, de harcèlement psychologique, de chantage, etc. pour pousser à bout des hommes qui somme toute comme elles sont de simples travailleurs, faibles, vulnérables, inconscients, ignorants, et qui dans certaines circonstances sont amenés à perdre le contrôle d'eux-mêmes, parce qu'ils croulent sous les problèmes que leur cause cette société pourrie où la classe qui détient le pouvoir, que seule nous déclarons responsable de cette violence.

Sinon il faut aussi juger et condamner les femmes qui battent ou persécutent des hommes, les poussent parfois au suicide, sans oublier leurs enfants, c'est facile de perdre patience avec plus faible que soi... Eh oui, il faut aller au bout de cette logique ! Dans ce cas-là on en arrive à opposer entre eux les travailleurs des deux sexes (les générations entre elles, etc.) au lieu de combattre ensemble le régime en place, ce sera sans nous. On déplore et condamne tous les maux dont souffrent indistinctement l'ensemble des travailleurs sans se tromper d'ennemi. De classe !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Otan - Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord

- Otan: Trump, Macron et Erdogan enflamment le sommet du 70e anniversaire - AFP 4 décembre 2019

S'il s'est félicité d'avoir "obtenu 130 milliards de dollars", en référence à la somme que le Canada et les membres européens auront ajoutée aux budgets de la défense en quatre ans, M. Trump s'est dit insatisfait. AFP 4 décembre 2019

Bolivie

"La Banque mondiale, ses détracteurs reprochent à Evo Morales un accroissement du rôle de l'État dans l'économie." AFP 14 novembre 2019

Libye

Le chef de l'Etat tchadien, Idriss Déby était parmi les chefs d'Etat africains invités sur le plateau du Débat africain (RFI). D'emblée, il évoque, avec nostalgie, l'époque où les populations du Sahel, bien que pauvres, vivaient paisiblement. Tout a changé brusquement, se rappelle-t-il, après la déflagration de la Libye, orchestrée par les pays du Nord, en dépit des multiples mises en garde des pays africains.

"Avant la déflagration de la Libye, vous avez entendu un seul jour un homme noir, un Africain, se faire exploser pour tuer d'autres Africains ? Cela n'a commencé qu'en février 2014. C'est quelque chose qui n'existait pas chez nous. Ça a commencé après la destruction de l'Etat libyen"

"Le trafic de la drogue et des êtres humains n'existait pas avant la déflagration de la Libye. Nos pays étaient en paix, même si des citoyens mécontents de tel ou tel pays pouvaient se livrer à des activités violentes. Avant la mort de Kadhafi, il n'y avait pas de gens qui quittaient la Libye, à leurs risques et périls, pour aller en Europe. 500 000 jeunes Africains travaillaient dans ce pays", se souvient-il.

Le ched de l'Etat Nigérien, Mahamadou Issoufou, acquiesce. Il décrit le triste spectacle offert aujourd'hui par le Sahel et le Bassin du Lac Tchad. Il n'y a que du sang et des larmes partout. De la Mauritanie au Tchad, de la Libye au Burkina Faso, se désole-t-il. "Il y a des décisions qui sont prises sans nous. La décision d'intervenir en Libye, nous l'avons apprise par la radio. Aujourd'hui, c'est nous qui en subissons les conséquences. Bien sûr que des menaces terroristes existaient déjà à l'époque en Algérie et dans le nord du Mali. Bien sûr qu'il y avait une présence d'organisations criminelles de trafic de drogue dans tout le Sahel. Mais toutes ces menaces ont été amplifiées par la chute de Kadhafi" francetvinfo.fr 14.11

Tunisie

Le Frère musulman Rachid Ghannouchi, 78 ans, a été élu président de l'Assemblée des représentants du peuple tunisien (assemblée nationale dans un système monocaméral) bien que son parti, Ennahdha, n'y ait pas de majorité.

Porté au pouvoir par le MI6 lors du « printemps arabe », il reconstitua l'« Appareil secret » des Frères sous le nom de « Ligue de protection de la révolution » (LPR). Il put ainsi faire assassiner les « ennemis de Dieu » comme Chokri Belaïd ou Mohamed Brahmi.

En 2012, il organisa le transfert des combattants islamistes tunisiens en Syrie, ainsi que l'a révélé le quotidien syrien Al-Watan. En 2016, alors que les daechistes massacraient des centaines de milliers de musulmans, il déclara dans Al-Quods al-Arabi que « Daech représente l'islam en colère » (sic). Réseau Voltaire 14 novembre 2019

ECONOMIE

Economie mondiale.

- Une bombe de 246.000 milliards de dollars posée sous l'économie mondiale - sputniknews.com 02.08

La dette mondiale a atteint 246.000 milliards de dollars, un record absolu dépassant de plus du triple le PIB mondial, c'est-à-dire la valeur de tous les produits et services sur la planète.

A un moment donné, l'économie mondiale ne pourra plus digérer l'immense dette incontrôlée. Sachant que la crise imminente, prédite par les économistes, sera bien plus rude et conduira à un appauvrissement de masse, à une grande instabilité géopolitique, à des troubles sociaux et à des guerres. sputniknews.com 02.08

...le poids de la dette augmente aujourd'hui. Pour éviter cela, nous nous sommes lancés dans cette fuite en avant de création monétaire en 2008 car c'était la seule solution pour éviter un effondrement de l'économie. Et c'est toujours l'unique solution que nous avons. Cette solution, loin d'être idéale, est dans notre système (c'est-à-dire un monde où le capital est libre) la seule possible pour éviter que les dettes n'écrasent les acteurs de l'économie.

Aux différents coins de la planète, il y a une contestation des inégalités et donc de la mondialisation. Les privatisations sont également contestées, comme nous le voyons au Chili ou en Algérie, où l'on estime qu'elles sont décidées au bénéfice d'une oligarchie économique et politique. La contestation est aussi politique: elle s'attaque à une élite qu'on accuse de ne

plus s'intéresser aux problèmes du peuple, qu'on accuse de corruption. Cette contestation est universelle: elle intervient aussi bien à Hong Kong qu'en Algérie, au Chili, en Équateur, au Liban, ... le journaliste économique François Lenglet lefigaro.fr 23.10

- La dette mondiale dépassera 255.000 milliards de dollars fin 2019, selon une étude - Reuters 15 novembre 2019

L'ensemble de la dette mondiale devrait dépasser 255.000 milliards de dollars (230.000 milliards d'euros) cette année selon des estimations de l'Institute of International Finance (IIF) publiées vendredi, soit près de 32.500 dollars pour chacun des 7,7 milliards d'humains vivant sur Terre.

Ce montant, plus de trois fois supérieur à celui du produit intérieur brut (PIB) mondial, a augmenté de 7.500 milliards sur les six premiers mois de l'année et la tendance à la hausse n'a montré aucun signe de ralentissement ces derniers mois.

Environ 60% de la hausse du premier semestre est à mettre au compte des Etats-Unis et de la Chine.

La seule dette des Etats devrait dépasser 70.000 milliards cette année, précise l'IIF.

Une autre étude, réalisée par Bank of America Merrill Lynch, conclut que depuis la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers en 2008, les Etats ont emprunté 30.000 milliards de dollars, les entreprises 25.000 milliards, les ménages 9.000 milliards et les banques 2.000 milliards.

L'étude de l'IIF, qui s'appuie entre autres sur les données de la Banque des règlements internationaux et du Fonds monétaire international, précise que la dette mondiale hors secteur financier, à 190.000 milliards de dollars, représente désormais plus de 240% du PIB mondial.

Les marchés obligataires regroupent plus de 115.000 milliards de dollars de titres, contre 87.000 milliards en 2009, et les emprunts d'Etat pèsent 47% de l'ensemble des titres cotés, contre 40% il y a dix ans. Parallèlement, la part des obligations bancaires est revenue à moins de 40%, contre plus de 50% en 2009. Reuters 15 novembre 2019

Banques.

- La banque italienne UniCredit va supprimer 8000 emplois et fermer 500 agences d'ici 2023 L'Express.fr 3 décembre 2019

La banque italienne UniCredit, confrontée comme ses homologues à un contexte difficile, va supprimer 8000 emplois et fermer 500 agences d'ici 2023, tout en augmentant nettement les dividendes versés aux actionnaires. Cette nouvelle saignée entraînera une baisse de 12% des effectifs en équivalents temps plein (ETP) et de 17% du nombre d'agences en Europe occidentale.

Depuis son arrivée à la tête d'UniCredit à l'été 2016, le Français Jean-Pierre Mustier a mené une vaste réorganisation de la banque, en réduisant déjà les effectifs de quelque 14 000 équivalents temps pleins et en fermant plus de 900 agences.

Confrontées à un environnement compliqué, marqué notamment par des taux d'intérêt bas et les tensions politico-commerciales, une dizaine de banques européennes, dont Société Générale, Deutsche Bank et HSBC, a annoncé depuis le début de l'année la suppression de plus de 44 000 postes. Avec UniCredit, le chiffre passe à plus de 52 000. L'Express.fr 3 décembre 2019

Suisse

- La Suisse reste numéro un mondial de la gestion de fortune - Le Point 09.10

Au moment où l'Europe s'apprête à retirer le pays de la liste des paradis fiscaux, un livre raconte 60 ans de compagnonnage entre la Suisse et l'argent sale.

Sous la pression de Washington et de Bruxelles, la Suisse était contrainte en 2009 d'annoncer la mort du secret bancaire. À cette époque, les fonds non déclarés des Allemands atteignaient, selon des estimations sérieuses, 155 milliards d'euros, ceux des Italiens, 150 milliards. Les Français, « seulement », 74 milliards, suivis par les Britanniques 48 milliards, et les Espagnols 40 milliards. L'étude du consultant Helvea avançait que 3 % seulement des Français étaient en règle avec le fisc, contre 1 % pour les Italiens.

Berne s'est-il acheté une vertu en sacrifiant ses places financières ? Pas vraiment. Selon l'association suisse des banquiers, 27,5 % des actifs transfrontaliers sous gestion – comprenez l'argent offshore – sont toujours gérés en Suisse, ce qui en fait le premier gestionnaire de fortune du monde, « loin devant Hongkong et Singapour. Suivent les États-Unis et les Émirats arabes unis », écrit Roland Rossier. Zurich, Genève et Lugano possèdent-elles une baguette magique ? D'abord, le secret bancaire n'a pas été aboli pour les personnes domiciliées en Suisse, qu'elles soient suisses et étrangères.

En ce qui concerne l'argent des Européens, il a pu se reconvertir sans trop de difficultés en biens immobiliers, en or et bijoux, en voitures de sport, en œuvres d'art. Quelle est la valeur des biens qui dorment toujours dans les coffres des banques ou dans les ports francs ? « Aucune estimation sérieuse n'est disponible », reconnaît l'ouvrage La Suisse et l'argent sale.

Enfin, la lutte contre l'argent sale a toujours des limites. Si en 2018, le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent a reçu 6 126 communications, on estime qu'à peine 5 % de ces soupçons donneront lieu à un jugement. Rappelons un proverbe zurichois : « Gott regiert im Himel und s Gält uf Erde », qui peut se traduire par : « Dieu règne au ciel et l'argent sur terre. » Un autre proverbe, cette fois en Switzerdütsch, le dialecte suisse alémanique, assure que « même le diable danse pour de l'argent ». Le Point 09.10

Capitalisme.

Comment cautionner le néolibéralisme ? En généralisant son système financier au fonctionnement mafieux.

Mariana Mazzucato, l'économiste qui veut sauver le capitalisme - slate.fr 09.10

Selon l'Italo-Américaine, l'innovation n'est pas le fruit de génies solitaires mais d'efforts collectifs. Ses thèses rencontrent un vif succès. (Traduction : l'enrichissement des oligarques et de leurs sous-traitants est le produit de subventions publiques ou le pillage de la force de travail. - LVOG)

Vous ne connaissez peut-être pas son nom, mais Mariana Mazzucato est l'une des économistes les plus influentes au monde. Autrice notamment de The Entrepreneurial State en 2011, ses recherches chamboulent les paradigmes du capitalisme moderne.

Comme l'explique un article de Wired, ce sont les conservateurs britanniques, avec lesquels elle a fini par collaborer étroitement, qui ont déclenché chez Mazzucato l'envie de renverser les perspectives.

Leur politique d'austérité a en particulier attiré son attention. Mise en place au Royaume-Uni après la crise de 2008, elle s'est accompagnée d'un fort désengagement de l'État et d'un discours violent contre les fonctionnaires, présentés par David Cameron comme des «ennemis de l'entreprise».

«Ils misaient tout sur les entrepreneurs et rejetaient tout le reste, se souvient l'économiste. Il y avait cette croyance que si nous n'avions pas de Google ou de Facebook européens, c'était parce que nous n'avions pas embrassé l'approche du libre marché de la Silicon Valley. Ce n'était que de l'idéologie: il n'y avait pas de libre marché dans la Silicon Valley.»

Pas de libre marché, car ce que le mythe présente comme le fruit du génie individuel est souvent une réussite collective, permise par l'investissement initial des États, souligne Mazzucato. (Le budget de l'Etat et sa dette doivent servir à financer les secteurs clés de l'économie néolibérale ou les plus rentables en général, afin d'éliminer tous les autres. - LVOG)

Ainsi, l'algorithme de recherche de Google n'aurait peut-être pas existé sans une bourse délivrée par la National Science Foundation. Tesla a reçu 465 millions de dollars (soit 423 millions d'euros) de l'US Department of Energy. Au total, Elon Musk a bénéficié de 4,9 milliards de dollars d'aides publiques diverses pour trois de ses compagnies, dont SpaceX.

Protocole HTTP, internet, GPS, microprocesseurs, écran tactile: un grand nombre des technologies fondamentales ayant mené à l'iPhone ont été financées par des programmes étatiques, universitaires ou militaires.

L'économiste précise qu'il ne faut pas concentrer tous les efforts sur la redistribution des richesses, mais réfléchir aussi à leur création. Pour cela, elle souhaite que des ensembles d'organisations, orientées sur des missions spécifiques, s'emparent de l'initiative, prennent les risques initiaux et commencent à façonner un marché dont pourront ensuite s'emparer les acteurs privés. (La "création" de nouveaux besoins qui ne seront pas accessibles à une grande partie de la population est leur priorité, et non la "redistribution des richesses", on s'en serait douter! Quand elle dit que les Etats ou les institutions supranationales (lire plus loin) doivent s'emparer "de l'initiative", commencer "à façonner un marché dont pourront ensuite s'emparer les acteurs privés, on a le scénario du Green New Deal.- LVOG)

Mazzucato a désormais l'oreille d'Elizabeth Warren, candidate démocrate américaine à la popularité grandissante. Elle a également aidé Alexandria Ocasio-Cortez à affiner son discours et son projet de Green New Deal. (Les deux égéries de la gauche oligarchique. - LVOG)

La Commission européenne l'a chargée de réfléchir à diverses missions de recherche, notamment dans le domaine de l'écologie et du développement durable, tout comme les Nations unies. (Confirmation de ce qui a été dit plus haut. - LVOG)

Les thèses de Mariana Mazzucato séduisent largement: discrètement mais sûrement, l'économiste redessine les paradigmes économiques modernes. Comme le pointe Quartz, elle pourrait même sauver le capitalisme de ses propres turpitudes. (Entendez par "turpitudes" ses difficultés à remodeler la société selon les critères du néolibéralisme. - LVOG)

FMI

Demandez le programme par Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI.

Réforme structurelle, du marché du travail,

Priorité à la menace du changement climatique combinée au terrorisme.

La résilience ou guerre psychologique combiné ou encore fabrication du consentement.

- Entretien avec la nouvelle dirigeante du FMI, Kristalina Georgieva - euronews 10 octobre 2019

Le domaine de réforme le plus difficile et pourtant le plus souhaitable est celui de la structure. L'automatisation, l'évolution très rapide des technologies numériques, l'intelligence artificielle - tout ceci impose de nouvelles exigences aux pays. Et par conséquent, réformer les marchés du travail, investir dans les compétences de demain, dans le capital humain - peut et doit être une priorité pour les décideurs, afin que l'Europe puisse gagner en compétitivité pour l'avenir.

Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI : Selon moi, nous devons en priorité prêter attention aux risques du changement climatique. Nous avons vu comment la force de la nature peut avoir un impact considérable sur les économies et nous devons nous préparer à ce que davantage de ces chocs se produisent. En plus de cela, nous sommes plus vulnérables au terrorisme. Nous devons être mieux préparés aux changements et aux chocs soudains, afin de construire des économies plus agiles et plus adaptables. Et aussi investir dans la résilience pour l'avenir. euronews 10 octobre 2019

BCE

"Toute inaction sur le climat voudra dire que "dans 50 ans, nous serons toastés, rôtis et grillés", a-t-elle dit dans une critique implicite des climato-sceptiques". Interrogée sur la question climatique lors d'une conférence en Arabie saoudite. Europe 1 24 octobre 2017.

Elle présidente, la BCE utilisera-t-elle ses moyens colossaux pour contribuer à limiter le réchauffement climatique... ?

Christine Lagarde, en réponse à la question de Pascal Canfin : "...on est convaincu de la nécessité absolue de joindre nos forces ou que l'on soit et quelque soit l'institution que l'on dirige pour lutter contre le changement climatique."

Impératif, nécessité absolue... les mots qu'utilise Christine Lagarde sont forts. "Le risque climatique doit être au cœur de notre action, dira-t-elle aussi pendant son audition. Ou encore "La prise en compte du climat et des risques environnementaux doivent être des missions essentielles". franceculture.fr 07.09.2019

- FMI : le somptueux pot de départ de Dame Christine Lagarde et de ses courtisans - Marianne 10 octobre 2019

Grâce à Paris Match, on n'ignore rien du modeste pot d'adieu auquel a eu droit Christine Lagarde au siège du Fonds monétaire international (FMI) à Washington, le 28 septembre. Le lendemain, elle partait prendre la direction de la Banque centrale européenne (BCE), installée à Francfort, siège du vrai pouvoir monétaire de l'Europe allemande.

Du beau monde au chevet de la reine Christine

Ce jour-là, l'ex-ministre de l'Economie de Nicolas Sarkozy, aujourd'hui adoubée par Emmanuel Macron, est arrivée en robe Chanel, entourée de sa grande famille, pour participer à ce que Paris Match appelle « un adieu festif et chaleureux ». Au menu, il n'y avait pas que des chips et du soda, vu qu'il s'agissait d'accueillir le tout-Washington des affaires et le petit monde de l'élite politique mondialisée. Ce ne sont pas des gens à qui on propose une petite collation sur un coin de table. On n'est pas au Secours populaire.

Quelque 250 invités en tenue de gala ont été conviés à venir saluer la reine Christine. Parmi les invités, il y avait Ivanka Trump, la fille de qui vous savez, accompagnée de monsieur ; le milliardaire Lakshmi Mittal, boss du groupe éponyme, connu pour avoir contribué à mettre la sidérurgie lorraine sur le carreau ; David Rubenstein, fondateur du fonds d'investissement Carlyle, l'un des plus puissants au monde, historiquement lié à la CIA et qui a compté les deux Bush (le père et le fils) parmi ses responsables ;

et même Bono, leader de U2, venu saluer celle qu'il considère comme « une rock star ».

Devant tous ces représentants du lumpenprolétariat mondial, Christine Lagarde a eu droit à une corbeille d'éloges. Les uns et les autres ont tenu à souligner « son humanité, sa tolérance ». En guise de remerciement, Christine Lagarde leur a lancé : « Vous avez tous touché ma vie ». Les peuples des pays où sont passés les experts du FMI, toujours prêts à sortir le sabre pour couper les crédits qui dépassent, n'en diront pas autant.

Avec son salaire annuel de 380.000 euros, sans compter les menus avantages liés à la fonction, on comprend que la dame puisse cultiver son jardin de souvenirs. Marianne 10 octobre 2019

Haut de page

Le 12 décembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Finalement, le portail sera actualisé quand j'en aurai le temps.

- 29 pages au format pdf -

- La seule chose absolue dans un monde comme le nôtre, c'est l'humour. A. Einstein.

Et c'est reparti pour les journées d'action, 5, 10, 12, 17... Après on peut proclamer qu'on se battra jusqu'au retrait, dès lors cela n'engage à rien !

Le mouvement ouvrier est en train de jouer sa survie, sa crédibilité, si toutefois il en restait quelque chose. La civilisation humaine aussi, car si elle était vouée à l'esclavage, elle ne s'en remettrait pas.

Fait significatif, en regardant de larges extraits d'une vidéo de plus de 4 heures tournée à Paris le 10 décembre par RT, j'ai pu vérifier ce que le Huffington Post avait signalé dans un article, à savoir que de très nombreux manifestants étaient venus seuls à cette manifestation, et que l'immense majorité n'ont pas défilé derrière des banderoles syndicales, autrement dit, des centaines de milliers de travailleurs inorganisés sont descendus dans la rue spontanément dans toute la France, sans craindre la répression policière ou sans tenir compte du discours officiel tendant à les dissuader de manifester.

Nous sommes à la croisée des chemins. Ce ne sont pas les hommes qu'il faut changer, c'est le régime qu'il faut renverser. Tous les défis auxquels nous sommes confrontés renvoient à la question du régime, de l'Etat, du pouvoir.

Pourquoi ceux qui gouvernent sont-ils si enclins à soutenir des minorités pour semer le chaos et déstabiliser la majorité, sinon parce qu'ils sont eux-mêmes une infime minorité que l'on devrait respecter et à laquelle on devrait accord tous les droits une fois effacée ou fait disparaître toute différenciation de classe.

Seule une minorité doit détenir le pouvoir selon nos ennemis, tout simplement parce que diluer ou partager le pouvoir est inconcevable pour eux, cela reviendrait à cesser de le détenir, à le perdre, or ils n'y tiennent pas du tout, c'est leur seule raison de vivre ! Cela tombe bien parce que nous n'aurons nullement l'intention de le partager avec eux une fois que nous l'aurons conquis.

La minorité qui détient le pouvoir quelle qu'elle soit ne peut se maintenir au pouvoir qu'en s'appuyant sur une majorité passive ou neutre, mais cela ne dure jamais indéfiniment, même sous une dictature militaire.

On vit dans un monde en guerre perpétuelle, et la plupart des gens vaquent à leurs occupations comme si de rien n'était, simple constat.

Il va de soi que la question du pouvoir ne se pose plus dans les mêmes termes qu'autrefois, pour l'avoir nié ou négligé trop longtemps ou encore, pour ne pas l'avoir compris, nous en sommes rendus à la situation actuelle.

La lutte de classe du mouvement ouvrier et du prolétariat, des éléments progressistes des classes moyennes au cours de la seconde moitié du XXe siècle a privilégié une stratégie les conduisant à s'adapter au capitalisme, à s'en accommoder au lieu d'être orientée vers leur émancipation du capital ou de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle a généré un mode de pensée profondément ancré dans leurs cerveaux, qu'il s'agit maintenant d'extraire à la lumière de l'orientation totalitaire du

capitalisme mondial dont ils peuvent percevoir quotidiennement les applications. On ne peut pas leur proposer une perspective politique ou une stratégie cohérente et crédible sans tenir compte de cette orientation ou de la stratégie de nos ennemis, sinon elle serait incompréhensible pour la plupart des travailleurs et des militants.

La stratégie de nos ennemis repose sur un ensemble de facteurs déterminants qu'il faut commencer par identifier, dont ensuite il faut définir précisément la nature, pour comprendre comment ils s'en servent pour structurer le processus qui doit leur permettre d'atteindre leurs objectifs, objectifs qu'ils se fixent par étapes, si possible afin de le combattre pour le freiner ou sinon en tirer des enseignements théoriques et affiner notre analyse de l'évolution de la situation.

Il va de soi qu'on ne construit pas un parti, qu'on ne conserve pas des militants sur la base d'illusions ou d'analyses erronées, à coup d'arguments démagogiques ou de dogmatisme. Les militants ont le droit à la vérité, ils doivent la regarder en face aussi difficile soit-elle, et c'est inutile ou ridicule de leur cacher ou de vouloir les ménager, puisqu'elle finira par s'imposer à eux un jour ou l'autre, et ce jour-là ils vous accuseront de les avoir trompés ou ils vous reprocheront d'avoir fait preuve d'incompétence, pour finalement estimer que vous n'êtes pas dignes de leur confiance, et 10, 20 ou 50 ans plus tard nous en serons toujours au même point et l'absence du parti nous fera plus cruellement défaut que jamais. Est-ce cela que vous souhaitez ?

Les facteurs dont il a été question plus haut, je les ai repérés ou répertoriés au cours des années précédentes dans les causeries. Ils jouent un rôle déterminant dans les conditions actuelles aussi bien sur le plan objectif que subjectif, tant leurs rapports déterminent ou conditionnent le rythme auquel l'oligarchie peut appliquer pas à pas sa stratégie, ainsi que les objectifs tactiques ou stratégiques partielles qu'elle peut se fixer ou qu'elle est en droit d'espérer atteindre. Les ignorer revient à lui laisser le champ libre, non mais il faut le savoir, sinon qu'on nous explique pourquoi on ne parvient pas à progresser, c'est un euphémisme !

Jadis, les facteurs subjectifs étaient si insignifiants ou si peu développés, qu'ils n'avaient pratiquement aucune influence sur les facteurs objectifs ou l'évolution de l'homme et de la société, qui en était encore au stade de la gestation, et c'est l'action des hommes sur son environnement en tant que facteurs objectifs, qui permit l'éclosion, puis l'expansion des facteurs subjectifs, qui allaient prendre au cours des millénaires de plus en plus d'importance sur leur destin jusqu'à déterminer en grande partie l'orientation de l'humanité.

C'est précisément ce que nous ne sommes pas vraiment parvenus à comprendre. Ce rapport est si complexe en apparence, qu'on préfère traiter de préférence chacun de ces facteurs unilatéralement, fatale erreur.

De nos jours, les facteurs subjectifs ont pris une telle dimension, que la réaction déploie une gigantesque énergie et recourt à des moyens aussi multiples que colossaux pour les contenir ou les orienter dans une direction conforme à son idéologie et à ses objectifs tant économiques que politiques, tant par crainte qu'ils ne servent une cause opposée à la sienne, que parce qu'ils constituent des obstacles qui contrarient ses plans et qu'il faut les éliminer ou les neutraliser, parce que dorénavant le temps presse ou ne joue plus en sa faveur.

Le développement des conditions objectives étant pour ainsi dire achevé au stade du règne de la nécessité, ce sont dorénavant les conditions subjectives qui dominent et président plus que jamais au destin de la civilisation humaine, et qui font l'objet d'une guerre (psychologique) permanente, dont l'issue déterminera quelle classe sera hégémonique dans le futur ou imposera sa dictature féroce à l'autre.

Si les conditions objectives nous ont toujours échappé ou ont fait l'objet d'un développement inconscient, c'est bien parce que les conditions subjectives n'étaient jamais parvenues à maturité. Or, on continue de les négliger, aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est l'ensemble du processus de l'évolution qu'on n'a toujours pas assimilé, la difficulté résidant dans le fait qu'on ne peut pas le traiter par morceaux ou petits bouts pour en saisir la dynamique et l'orientation afin de pouvoir agir dessus, ou dit autrement, définir ou forger les moyens qui permettront de changer de régime ou de modèle de société.

Si les conditions objectives se prêtent à toute forme d'adaptations dès lors qu'elles sont développées, dans des limites plus restreintes qui sont rapidement atteintes quand elles ne le sont guère, les conditions subjectives ne sont pas en reste, et elles peuvent facilement faire l'objet de toute sorte de manipulations, de sorte que ceux qui en seront victimes en arriveront à confondre leurs amis et leurs ennemis, au point de s'autodétruire ou de réduire à néant leur capacité à pouvoir agir sur la société pour la transformer.

L'ensemble de la propagande officielle est principalement conçu pour atteindre cet objectif, qui évidemment n'apparaît pas clairement à la conscience des travailleurs, notre devoir est donc de les aider à en prendre conscience. Que cela rebute aux militants, on peut le comprendre dans la mesure où ils sont eux-mêmes largement sous l'influence de cette propagande ou parce qu'eux-mêmes n'ont pas atteint un niveau de conscience suffisant pour le partager, on en revient toujours à la faiblesse des facteurs subjectifs, tandis que les conditions objectifs pourrissent littéralement sur place.

Qu'on n'ait pas compris ce processus dialectique, parce qu'il concerne davantage ce qui se passe dans la tête des hommes ou au niveau de leurs idées, des mécanismes psychologiques qui dans une large mesure les dominent, devrait être admis par ceux qui sont parvenus à la conclusion que c'est le même processus dialectique qui préside à la destinée de la matière, dont le cerveau

des hommes fait autant partie que la société ou la nature. Finalement, l'organique est à l'inorganique, ce que la matière ou le cerveau est à l'esprit ou aux idées, ce que l'utopie est à la réalité pour peu que les hommes en prennent conscience ou prennent leur destin en mains.

Défense du marxisme.

- Le petit bourgeois se tient toujours au milieu et tranche les questions selon la formule : « d'une part » et « d'autre part ». Si les capitalistes sont intraitables, les ouvriers sont trop exigeants. (...)

Leur philosophie reflète leur propre univers. Par leur nature sociale, ils sont des intellectuels semi-bourgeois. Ils se nourrissent de demi-pensées et de demi-sentiments. Ils veulent soigner la société avec des demi-mesures. Ils considèrent le processus historique comme un phénomène trop instable, et ne veulent pas s'y engager à plus de 50 %. Ainsi, ces gens qui vivent de demi-vérités — c'est-à-dire de la pire forme de fausseté — sont devenus un véritable frein de la pensée vraiment progressive, c'est-à-dire révolutionnaire. (Léon Trotsky - Les prêtres de la demi-vérité - 19 mars 1938)

La formule valait également pour ce qu'on a appelé la gauche, la fausse gauche, celle des usurpateurs, social-démocrates et staliniens.

Dossier sur la mobilisation contre le projet de contre-réforme des retraites Macron-Delevoye.

Grève du 5 décembre: environ 40% d'écoles fermées et 70% de grévistes, selon les syndicats - LeFigaro.fr 04.12

Grève du 5 décembre : près de sept Français sur dix estiment que le mouvement est justifié - Franceinfo 04.12

Un soutien qui progresse de deux points en une semaine, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié mercredi. Franceinfo 04.12

Partout en France, une mobilisation massive contre la réforme des retraites - LeFigaro.fr 6 décembre 2019

En fin d'après-midi, on comptait plus de 806.000 manifestants dans toute la France dont 65.000 à Paris, selon le ministère de l'Intérieur. La CGT, elle, annonçait le chiffre de 1,5 million de personnes.

Cheminots, policiers, avocats, enseignants, pompiers, routiers, personnels hospitaliers, étudiants, retraités étaient largement mobilisés. À leurs côtés, des «gilets jaunes», et 180 intellectuels, dont Thomas Piketty et Ariane Ascaride, dénonçant les «offensives d'un gouvernement néolibéral et autoritaire». Une mobilisation que 68 % des Français estiment «justifiée», selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et Franceinfo. LeFigaro.fr 6 décembre 2019

Qui a dit ?

- «*Mais l'enjeu, c'est que ça s'arrête! On ne veut pas que le pays soit bloqué, on veut que le gouvernement retire sa réforme…*»

Réponse : Fabien Roussel, PCF. Macron appréciera. LeFigaro.fr 6 décembre 2019

- «*Même Madame Le Pen dit qu'il faut manifester. C'est un grand progrès, d'habitude elle passe son temps à chercher pouilles aux Arabes et aux musulmans. Elle a compris que, quelle que soit sa religion ou sa couleur de peau, on a tous des intérêts communs et qu'on est semblables*», s'est-il félicité, ajoutant que, «*à partir de 60 ans, tout le monde est fatigué*».

Réponse : Cette déclaration infâme est de Mélenchon. Vous avez raison monsieur le populiste, vous avez "tous des intérêts communs" et vous êtes "semblables", si c'est lui qui le dit, les professionnels de l'amalgame rouge-brun s'en frottent les mains, les faux amis figurent parmi nos pires ennemis, il n'y a pas de doute à avoir.

Et ce n'est pas «à partir de 60 ans (que) tout le monde est fatigué» mais dès 50 ans dans cette société de dingues qui vit à un rythme frénétique, rythme imposé par le cycle du capital.

Et puis la question n'est pas la fatigue, mais le droit de profiter de la vie avant de devenir vieux ou grabataire, cela ne peut pas lui effleurer l'esprit puisqu'il ignore ce que veut dire travailler.

Après la grève du 6 décembre, nouvelle journée d'actions mardi 10 décembre - huffingtonpost.fr 06.12

Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, a plaidé pour que l'exécutif remette "les compteurs à zéro" en retirant son projet de système "universel" de retraite par points, "qui va accroître la pauvreté dans le pays". "Édouard Philippe "devrait intervenir pour dire 'on a entendu la colère de ce pays, on remet les compteurs à zéro, on retire notre projet', et on retravaille. En France nous avons le meilleur système de retraite au monde", a estimé le leader sur LCI.

"Il faut retirer ce texte qui va individualiser le système de retraite, qui va accroître la pauvreté dans ce pays", a-t-il ajouté avant d'appeler "à généraliser la grève dans toutes les entreprises".

Son homologue à FO, Yves Veyrier, a jugé de son côté "important" que la réunion intersyndicale de ce 6 décembre "conforte la nécessité qu'on continue cette mobilisation mais pas en attendant une prochaine journée, dès maintenant". "Ce qui est important, c'est que lundi la question de la mobilisation soit maintenue, y compris dans la grève parce que l'expérience passée nous l'a démontré, ça ne suffirait pas de donner quelques rendez-vous comme ça", a-t-il précisé.

Fait marquant selon eux deux, l'ampleur de "l'adhésion" à la contestation qui a touché les transports, l'éducation, la police, la justice, les transporteurs routiers, mais aussi les entreprises privées. Ou encore les raffineries: au moins quatre étaient de nouveau bloquées vendredi 6 décembre, selon la CGT.

Le syndicat de cadres CFE-CGC qui manifestait le 5 décembre de manière exceptionnelle a participé à la réunion, a quitté la réunion plus tôt que prévu, préférant attendre la réponse du gouvernement avant de se prononcer sur la suite. huffingtonpost.fr 06.12

Il n'y a pas de violences policières en France...

Cette vidéo montrant des policiers frapper un manifestant indigne l'opposition - huffingtonpost.fr 06.12

Les images montrent deux policiers casqués passer à tabac un homme au sol, à coups de matraque et à coups de pieds. huffingtonpost.fr 06.12

L'homme n'a visiblement pas commis de délit, car aucune arrestation ne suit. - sputniknews.com 06.12

Il ne lui viendrait pas à l'esprit d'exiger l'alignement du régime général sur le régime spécial le plus favorable aux travailleurs.

Éric Coquerel, député La France insoumise : "Le gouvernement a essayé de jouer la division" en misant sur la jalousie des Français, invité vendredi 6 décembre soir de franceinfo. franceinfo 06.12

Une répartition des rôles bien rodée.

Edouard Philippe se dit "déterminé à mener la réforme à son terme, en répondant aux inquiétudes" - Journal du Dimanche 8 décembre 2019

"La balle est dans le camp du gouvernement", selon Philippe Martinez. Journal du Dimanche 8 décembre 2019

LVOG - Nous on estimait plutôt qu'elle était dans le camp des travailleurs qui doivent se mobiliser...

A coup de journées d'action...

Philippe Martinez sur la réforme des retraites : "Nous tiendrons jusqu'au retrait" - Journal du Dimanche 8 décembre 2019

La jaunisse et la vermine font aussi bon ménage...

En pleine grève, la majorité sort le joker CFDT pour discréditer les autres syndicats - Le HuffPost 5 décembre 2019

Voilà qui tombe à pic pour la majorité. À la veille de la grève d'ampleur de ce jeudi 5 décembre, la CFDT, dont la centrale refuse de se joindre au mouvement, a diffusé sur les réseaux sociaux des "précisions concernant les différentes informations qui circulent" sur la réforme des retraites.

Un travail de fact-checking visant à justifier la position du syndicat représenté par Laurent Berger, favorable à l'instauration d'un système à points et universel. Le HuffPost 5 décembre 2019

Jadot pointe le "risque" du système par points et demande des "garanties" - AFP 10.12

Le chef de file d'EELV Yannick Jadot ne se déclare pas opposé par principe au système de retraites par points... AFP 10.12

C'est à se demander lequel était le plus inquiet...

Avant la grève, Christophe Castaner écrit aux policiers pour les rassurer sur leur retraite - Le HuffPost 04.12

Les chiens de garde du régime en éveil.

Ces mairies qui vont mettre des cars à disposition des manifestants en toute illégalité - Franceinfo 04.12

Demain, en région parisienne, il y aura bien quelques bus, mais pas pour ceux qui vont travailler. L'Œil du 20 heures a découvert que certaines mairies allaient mettre des cars à disposition des manifestants qui veulent rejoindre Paris pour défiler contre la réforme des retraites. Franceinfo 04.12

Le système par points ou des intentions inavouables.

Grève: comment Fillon est revenu sur le devant de la scène... malgré lui - LeFigaro.fr 5 décembre 2019

François Ruffin a sorti une vidéo de 2016 dans laquelle l'ex-ministre expliquait que «le système par points» permettait de «baisser le niveau des pensions».

L'extrait remonte à mars 2016. François Fillon, alors candidat à la primaire de la droite et du centre, s'exprimait devant un panel de chefs d'entreprise pour la Fondation Concorde. Il expliquait, à propos des retraites: «Il y a trop d'hommes politiques qui jouent avec l'affaire des retraites et qui font miroiter des réformes formidables». François Fillon évoquait notamment «le système par points». «Il permet une chose, qu'aucun homme politique n'avoue, ça permet de baisser chaque année le montant, la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions», assurait le candidat à l'époque. LeFigaro.fr 5 décembre 2019

Réforme des retraites : quelles sont les limites du régime suédois ? - francetvinfo.fr 10.12

Le modèle consiste à épargner des points retraite pendant sa carrière. Une couronne gagnée = un point cotisé, quelle que soit son activité ou son statut. Ainsi, c'est toute la carrière qui compte pour calculer les pensions, et non plus les 15 meilleures années de salaire comme c'était le cas avant 1998.

Concrètement, le modèle est basé sur trois niveaux. Le premier, c'est le régime principal public, par répartition et pour tous les Suédois, c'est la retraite de base qui fonctionne par points. Ensuite, il y a un régime complémentaire obligatoire par capitalisation pour constituer des fonds de pension. Et enfin un troisième, plus petit, aussi par capitalisation, d'assurance supplémentaire. Le régime public par points ne constitue donc qu'une partie du système des retraites.

Quelles sont les limites de ce modèle ?

La particularité de ce modèle unifié, c'est que la valeur des points fluctue en fonction de l'espérance de vie de la génération du retraité, de la conjoncture économique du pays (des cotisations collectées), et de l'âge de départ à la retraite. Ainsi, la valeur du point est variable. Il a déjà baissé : -3% en 2010 et -4% en 2011, avant de remonter +3 et +4% les deux années suivantes, puis a rebaissé en 2014.

Autre inconvénient : les carrières hachées ou incomplètes de type temps partiels, les études longues ou arrêts, se retrouvent pénalisées. Des inégalités visibles aussi entre les pensions des femmes et celles des hommes. Les femmes, plus concernées par le temps partiel ou arrêtées pour avoir élevé leurs enfants, touchent en moyenne 600 euros de moins par mois que les hommes.

Par ailleurs, si le modèle incite à travailler plus longtemps, le taux remplacement a baissé. Les pensions en Suède s'élevaient à 60 % du salaire de fin de carrière en 2000, elles ne représentent en 2018 plus que 53,4 %, selon les chiffres de l'OCDE. Conséquence, pour avoir une retraite correcte certains séniors sont obligés de travailler en complément de leur pension. En parallèle, le taux de pauvreté a bondi de 7,3% en 1991 à 14,9% en 2017 d'après SCB, le Bureau central de la statistique suédois. francetvinfo.fr 10.12

Parole d'internaute.

1- "Je regarde des statistiques là, les 60 - 75+ représentent 26,2% des Français. Les 40 à 60 ans représentent 23,1% des

Français. Conclusion : dans 15/20 ans, il y aura minimum 3,1% de retraités en moins. Je ne compte pas l'idée que parmi les 40-60 ans, il y aura malheureusement des décès, donc moins de retraités. Pour le futur plus loin encore, il y a 23,7% de la population âgé de 20 à 40 ans. Au final, lorsqu'on nous dit qu'aujourd'hui les retraites, c'est possible, mais que dans le futur ce sera ingérable, on se moque bien de nous. Sachant que 3% de la population, c'est quand même 2 millions de personnes."

2- "Tout a fait, et si vous vous donner la peine de lire le rapport de la COR, vous constaterez qu'il est écrit noir sur blanc qu'il n'y a aucune matière au catastrophisme ambiant concernant le système de retraite actuel, que celui est équilibré des 2025 et cela dans tous les scénarios de croissance du PIB...Qu'il n'y a rien qui justifie de détruire la répartition pour la capitalisation..."

Quelques jours plus tard...

Retraites : plus d'un Français sur deux a une image positive du mouvement - LePoint.fr 09.12

Nous, avocats, ne laisserons pas passer cette réforme des retraites! - Le HuffPost 9 décembre 2019

L'intersyndicale appelle à une nouvelle manifestation nationale le 17 décembre - Le HuffPost 11 décembre 2019 L'intersyndicale FO-CGT-FSU-Solidaires et quatre organisations de jeunesse opposée à la réforme des retraites a appelé ce mardi 10 décembre à des actions locales le 12 décembre et à une manifestation nationale le 17 à Paris, a-t-elle annoncé à la presse... Le HuffPost 11 décembre 2019

Mobilisation contre la réforme des retraites : 885 000 manifestants en France selon la CGT - RT 10.12

Les syndicats annoncent 180 000 manifestants à Paris, contre 250 000 le 5 décembre, selon l'AFP qui cite le numéro un de Force Ouvrière Yves Veyrier. La CGT a quant à elle annoncé 885 000 manifestants à 17h pour l'ensemble de la France, contre 1,5 million le 5 décembre. Selon le ministère de l'Intérieur, 339 000 personnes ont manifesté en France dont 31 000 à Paris. RT 10.12

Quel déploiment d'énergie pour tenter de légitimer Macron.

Entre 27 et 40%, autant dire qu'ils ne sont pas à 1 ou 4°C près !

La popularité de Macron a toujours été fabriquée ou sujette à caution, s'apercevant qu'elle avait atteint un seuil critique, ils ont inventé "*la popularité moyenne*" !

Sondages. La popularité moyenne d'Emmanuel Macron perd un nouveau point. - Journal du Dimanche 2 décembre 2019

En novembre, Emmanuel Macron a perdu un nouveau point de popularité, à 33,57% de satisfaction, selon notre moyenne calculée à partir de sept baromètres différents. Journal du Dimanche 2 décembre 2019

... le lendemain elle descendait de 40 à 39% !

Confiance: Macron en légère baisse (-1) à 39% d'opinions favorables - AFP 3 décembre 2019

La cote de confiance d'Emmanuel Macron est en légère baisse (-1 point) en décembre pour le troisième mois consécutif, avec 39% d'opinions favorables, selon un sondage Harris Interactive diffusé lundi. AFP 3 décembre 2019

Au fait, ce sont les mêmes qui matraquent quotidiennement que l'activité humaine serait responsable du réchauffement climatique... et que des crétins croient encore. La cohérence, la rigueur, la logique ou le simple bon sens, la raison, c'est ce qui fait le plus défaut de nos jours. AFP 3 décembre 2019

C'est à Lourdes que les instituts de sondage devraient avoir leur siège social.

- Emmanuel Macron perd un point dans le baromètre Ifop pour le JDD (33%), qui mesure une satisfaction, dans l'autre de l'Ifop pour Paris Match (36%), qui se concentre sur une approbation de l'action ainsi que chez Harris (39%) et BVA (36%). Il chute de cinq points auprès d'Elabe (28%).

Il est stable chez Ipsos, à 33%.

Il prend en revanche un point dans le Kantar-onepoint (30%), dont la vague de novembre a en fait été réalisée en toute fin du mois d'octobre. Journal du Dimanche 2 décembre 2019

Les miracles suivent une courbe exponentielle (sans inconnu évidemment !)

La popularité de Macron augmente de deux points, à 29% - AFP 8 décembre 2019

Emmanuel Macron et Édouard Philippe ont tous deux gagné légèrement en popularité ("2 points) en décembre, avec 29% d'opinions favorables, selon le baromètre Yougov pour le Huff Post publié vendredi. AFP 8 décembre 2019

Confiance : Macron en légère baisse pour le troisième mois consécutif - L'Express.fr 11 décembre 2019

Avec 35% de jugements favorables, le chef de l'Etat perd trois points en trois mois et deux Français sur trois (65%, +2) jugent négativement son action, dont 38% (+6) qui ne l'"approuvent pas du tout". L'Express.fr 11 décembre 2019

LVOG - Ces psychopathes ne se rendent pas compte à quel point leur procédé est grotesque et ils se décrédibilisent eux-mêmes. Encourageons-les à poursuivre.

Green New Deal lobbying ou terrorisme écologique.

Totalitarisme. Que craignent-ils donc tant ?

Comment, confronter des thèses opposées sur l'origine du réchauffement climatique, mais vous n'y pensez pas, c'est intolérable comme démarche en démocratie.

Le climat connaît des phases de réchauffement ou de refroidissement depuis des millions d'années, il exista même des périodes plus chaude lorsque le taux de CO^2 dans l'air était moins important qu'aujourd'hui, et il est prouvé par les observations effectuées à partir de calotes glaciaires que l'élévation de la température a précédé celle du CO^2.

Climat : un député LR évoque un "prétendu réchauffement climatique", provoquant l'indignation dans la majorité - Franceinfo 04.12

Le député Jean-Charles Taugourdeau estime qu'il y a un débat entre les climatologues et que le "développement durable" est le "lobby le plus puissant".

Les climatoscepticisme n'est pas mort. En posant une question sur les retraites, le député LR Jean-Charles Taugourdeau s'en est pris, mardi 4 décembre, dans l'Hémicycle, au "prétendu réchauffement climatique" : "Vous savez ce que disent les Français dans nos campagnes : 'C'est le nouveau truc à la mode pour nous pomper notre fric'."

Quelques minutes plus tard, la secrétaire d'Etat à la Transition écologique, Brune Poirson, s'est dite "assez choquée" par les propos de l'élu du Maine-et-Loire : "Je vous le dis très calmement, nous ne pouvons pas nier une réalité prouvée scientifiquement." (Dont l'origine ne correspond pas à ce qu'affirme le GIEC et Poirson. - LVOG)

Peu intimidé, Jean-Charles Taugourdeau a ensuite estimé, sur LCP, qu'"aujourd'hui, il y a des climatologues qui défendent une thèse, d'autres climatologues qui en défendent une autre. Quand je lis dans un titre de presse quotidienne 'réchauffement climatique, plus une minute à perdre', là je me dis qu'il y a des formules qui ne sont pas crédibles."

Le député LR considère que le "développement durable" est le "lobby le plus puissant parce que c'est le plus séduisant, ça génère des milliardaires. Le jour où on m'expliquera pourquoi on a choisi davantage les éoliennes que les hydroliennes, j'arriverai à intégrer tout ça". Fin juillet, l'élu avait également réclamé un colloque sur le climat à l'Assemblée nationale afin d'organiser "un débat scientifique équilibré avec des porteurs d'opinions diverses pour que le législateur puisse se faire une opinion éclairée".

La porte-parole de LREM Aurore Bergé a appelé, mercredi, le parti LR à "se désolidarise[r] des propos" du député. "C'est assez sidérant, je trouve ça inquiétant; vous voyez que certains partis 'se trumpisent'", a-t-elle déploré sur CNews. "Remettre en cause ce qu'est le réchauffement climatique (...) est gravissime." Franceinfo 04.12

En complément. Ils en rajoutent une grosse couche par jour.

Le blanchissement corallien : un fléau pour les petits États insulaires - euronews 6 décembre 2019

Réchauffement climatique : les océans aussi suffoquent - euronews 7 décembre 2019

Déjà menacés, les océans en manque d'oxygène - AFP 7 décembre 2019

A l'échelle mondiale, le taux d'oxygène dans les océans a diminué d'environ 2% entre 1960 et 2010, selon le rapport. AFP 7 décembre 2019

LVOG - 2%... avec une tolérance de + ou - 1%, c'est gi-gan-tes-que !

Qui a dit ?

- "*nous aimerions des actions de la part des gens au pouvoir*"

"*Des actions de la part des gens au pouvoir*", mais on ne voit que cela, on ne subit que cela !

Réponse : La filleule de l'oligarchie, Greta Thunberg, à Madrid le 6 décembre.

- "*Le changement est en marche, qu'ils le veuillent ou non car nous n'avons pas d'autre choix*", on croirait un slogan de LREM !

La marche pour le climat a rassemblé 15.000 personnes selon la préfecture (à Madrid - ndlr). Greta Thunberg a elle évoqué le chiffre de 500.000 participants. (Source : AFP 07.12)

Greta Thunberg ne se sera à peine exprimée devant les 1000 journalistes venus pour elle - Le HuffPost 9 décembre 2019

Les crues du Var sont-elles de plus en plus graves ? par Rémy Prud'homme - LePoint.fr 10 décembre 2019

Le Var a été récemment frappé par des pluies diluviennes qui ont fait déborder les rivières, faisant, hélas, des victimes. Sans rien vérifier, radios, télés, et journaux ont immédiatement pointé le responsable : le réchauffement climatique. La hausse des températures entraîne inéluctablement une augmentation rapide et considérable des événements extrêmes, nous a-t-on répété. Pluies et crues ont dans le Var atteint des niveaux jamais vus hier, qui les ont rendues mortelles. Et cela sera bien pire demain.

Les crues, ça se mesure. Un forestier varois m'envoie la chronique des relevés des cinquante dernières années de la station de mesure Decapris, dans la vallée de Sauvebonne, sur le Real Martin, principal affluent du Gapeau, qui rassemble les eaux de l'un des deux principaux bassins versants du Var. Au cours d'une année, le niveau des eaux varie considérablement, de quelques centimètres l'été à (parfois) plus de 4 mètres l'hiver. Le 23 novembre 2019, il a atteint 4,04 m. Ce niveau est-il inédit ? S'inscrit-il dans une tendance forte et claire, comme on nous le répète ? Pour le savoir, on a considéré la valeur maximale annuelle enregistrée pour chacune des années depuis 1971. Un demi-siècle constitue en effet une période assez longue pour faire apparaître la fameuse « aggravation rapide des phénomènes extrêmes causés par le changement climatique » dont on nous rebat les oreilles. Le graphique ci-après présente les résultats obtenus. Que montre-t-il ?

La crue de 2019 a bien été très élevée. Mais nullement exceptionnelle. Elle a déjà été dépassée (en 1978, en 2014). Au cours du dernier demi-siècle, l'ensemble des données disponibles ne fait apparaître absolument aucune aggravation des crues, et des pluies qui les causent. Si tendance il y a, elle est à la baisse, pas à la hausse. La moyenne des maxima annuels de la décennie 2010 (3,02 m) est nettement inférieure à la moyenne de la décennie 1970 (3,69 m). La pente de la droite qui résume le mieux le nuage de points est légèrement descendante. On ne peut que s'en réjouir.

Une fois de plus, le discours officiel dominant, relayé par les médias, a été en l'occurrence faux, trompeur, et mensonger. Dans le cas des crues du Var, ou bien le réchauffement n'engendre pas d'aggravation des événements climatiques extrêmes, ou bien le réchauffement des cinquante dernières années a été trop faible pour que cette aggravation se manifeste (ou bien les deux à la fois). Ceux qui se sont appuyés sur ce cas pour hurler à « l'urgence climatique » ont ridiculisé leurs cris. Le pire n'est pas toujours sûr.

Rémy Prud'homme - Après des études à HEC, à Harvard, et un doctorat, Rémy Prud'homme est devenu professeur des universités. Il a enseigné à Paris-12, et au MIT comme « visiting professor ». Il a aussi été directeur adjoint de l'environnement à l'OCDE. Il a publié récemment plusieurs ouvrages dont « L'Idéologie du réchauffement » (L'Artilleur).

L'année 2019, la 3ème la plus chaude depuis le début des mesures, n'est que d'environ 0,36 degrés au-dessus de la moyenne de 30 ans - climato-realistes.fr 10 décembre 2019

Traduction d'un article publié le 6 décembre sur le site de Roy spencer

Extrait. Les températures mesurées par satellite pour la décennie 2010-2019 sont en moyenne supérieures de 0,15° Celsius à celles de la décennie précédente (2000-2009). C'est moins du tiers d'un degré F (0,068 °C), que personne, sur une période de 10 ans ne peut percevoir.

La carte des écarts cumulatifs de température de 2019 par rapport à la moyenne de 30 ans (1981-2010) (Figure 2) montre l'image classique de températures tantôt supérieures tantôt inférieures à la normale, avec peu d'indication visuelle permettant de savoir que la température mondiale de l'année 2019 n'est que d'environ 0,36 degrés Celsius au-dessus de la moyenne de 30 ans.

L'utilisation du terme « le plus chaud » pour décrire le réchauffement récent masque le fait que le taux de réchauffement que nous avons connu au cours des dernières décennies est minuscule par rapport aux brusques changements de température (plusieurs dizaines de degrés) que la plupart des gens expérimentent tout au long de l'année, parfois en l'espace de moins d'une semaine.

Alors, sommes nous censés être saisis d'effroi à l'idée que la température moyenne a augmenté au plus d'une petite fraction de degré en dix ans? Le terme « le plus chaud » figurant dans les gros titres des journaux peut-il sérieusement nous émouvoir?

Que le journalisme à sensation utilise des expressions telles que « le plus chaud », « urgence climatique » et maintenant « catastrophe climatique », explique pourquoi le public reste largement indifférent à la question du réchauffement climatique, surtout lorsqu'on lui demande d'ouvrir son portefeuille pour résoudre le problème.

Le récit alarmiste tend aujourd'hui à se détourner de la température pour se concentrer désormais sur les incendies de forêt, les sécheresses, les inondations, les ouragans, les tempêtes de neige et l'élévation du niveau de la mer. Pourtant, aucun de ces événements n'a empiré au cours des 100 dernières années, à l'exception de l'élévation du niveau de la mer qui se poursuit au rythme d'environ 1 pouce (2,5 cm) par décennie sans changement depuis que celui-ci est surveillé (depuis les années 1850, bien avant que les activités humaines puissent être mises en cause).

Et permettez-moi de préciser que je ne suis pas un négateur du changement climatique d'origine humaine. Je n'exclus pas qu'au moins une partie du réchauffement que nous avons connu au cours des 50 dernières années soit due à l'augmentation du dioxyde de carbone. Je considère simplement que la fraction de réchauffement attribuable aux activités humaines est incertaine et probablement largement bénigne.

Ceci est parfaitement cohérent avec la science, car le déséquilibre énergétique mondial nécessaire pour expliquer le réchauffement récent (environ 1/250ème des flux naturels d'énergie entrant et sortant du système climatique) est beaucoup plus petit que la connaissance que nous avons de ces flux, que ce soit par la théorie ou par les observations.

En d'autres termes, le réchauffement récent pourrait bien être principalement naturel.

Nous ne pouvons tout simplement pas le savoir. climato-realistes.fr 10 décembre 2019

LVOG - Que représente la superficie occupée par les hommes sur la Terre, entre 10 et 15%, et l'incidence de son activité moins encore si on considère qu'elle est ponctuée de périodes de repos ou d'inactivité, et c'est ce qui se passerait sur cette toute petite superficie ou cette toute petite activité qui dominerait sur l'activité qui règne au sein des 85 ou 90% restants, les océans, la végétation, la nature ? C'est la question qui tue l'escroquerie de la « catastrophe climatique ».

Vous me direz que 10% d'oligarques concentre la richesse mondiale et président bien à la destinée de l'humanité ou à l'orientation de la situation mondiale, effectivement, à ceci près que la nature est libre et n'a pas besoin de demander la permission à l'homme pour exister, alors que les 90% restants des hommes ne sont pas libres, ils sont dans une situation de dépendance imposée par le régime économique en vigueur.

Au charbon ! Vive le charbon !

Quel avenir pour les centrales thermiques au charbon ? - lemondedelenergie.com 15.12.2018

Le charbon est l'énergie fossile (c'est-à-dire issue de la transformation de matières organiques fossilisées) la plus néfaste pour l'environnement : sa combustion émet en effet 1,3 fois plus de dioxyde de carbone que la combustion du pétrole et 1,7 fois plus que la combustion du gaz.

On estime que le charbon est responsable de plus de 40% des émissions de CO_2 au niveau mondial. Cette constatation en fait donc une ressource énergétique incompatible avec les objectifs de lutte contre la pollution atmosphérique que se sont fixés de nombreux pays.

Dans un contexte où les besoins énergétiques de nos sociétés modernes sont appelés à continuer à augmenter, face aux exigences climatiques, le charbon est-il encore appelé à jouer un rôle dans le l'approvisionnement énergétique ?

Augmenter le rendement des centrales thermiques au charbon

L'apparition de technologies plus propres, et donc moins émettrices de dioxyde de carbone, est donc une condition sine qua non pour rendre l'utilisation du charbon compatible avec les enjeux climatiques actuels.

L'émergence d'un charbon plus responsable passe à ce titre par la modernisation des centrales thermiques.

Pour remplir ses obligations environnementales et continuer à jouer un rôle dans le paysage énergétique mondial, le parc thermique n'a donc pas d'autres choix que de se moderniser.

Cette modernisation vise notamment à rendre compatibles les installations avec les nouvelles directives européennes en matière de limitation d'émissions de particules polluantes. La solution la plus évidente consiste donc à améliorer le rendement des centrales électriques.

Concrètement, il s'agit pour une centrale thermique d'améliorer son efficacité thermique c'est-à-dire d'augmenter la quantité d'énergie produite avec une tonne de charbon. Par simple effet mathématique, l'énergie produite présentera un bilan carbone amélioré.

Les centrales à cycle vapeur supercritique fonctionnent avec de la vapeur plus chaude et une pression plus élevée que les centrales à charbon traditionnelles. Elles permettent donc de produire plus avec la même quantité de charbon : le MWh d'électricité d'une centrale à cycle vapeur supercritique est généré avec moins d'émissions de CO2 qu'au sein d'une centrale thermique classique.

La cogénération pour optimiser la production

Les techniques de cogénération permettent également d'augmenter le rendement d'une centrale électrique et de réduire ses émissions atmosphériques en permettant de produire deux formes d'énergie avec une seule ressource.

Déployée au cœur d'une centrale thermique au charbon, la cogénération permet par exemple de faire fonctionner simultanément une turbine à chaleur (production de chaleur injectée sur un réseau de chauffage urbain) et une turbine électrique (production d'électricité).

Les centrales électriques à cycle combiné gaz représentent un des exemples les plus pertinents en matière de cogénération. lemondedelenergie.com 15.12.2018

LVOG - On aura compris qu'il suffirait de moderniser les installations existantes et de les munir de filtres pour retenir les particules ultrafines pour que le charbon soit présentable.

Quand des particules ultrafines entraînent sécheresse ou inondation catastrophique à 300 kms à la ronde.

...les centrales à charbon constituent, depuis de nombreuses années, «les sources de particules ultrafines les plus puissantes au monde». Et qu'elles ont une influence considérable sur les processus météorologiques. Elles peuvent par exemple provoquer des phénomènes météorologiques extrêmes.

De grandes quantités de particules ultrafines

Les cheminées des centrales à charbon émettent des particules ultrafines à quelque 200 ou 300 mètres de hauteur. Elles sont ensuite répandues sur plusieurs centaines de kilomètres à la ronde, en fonction des conditions météorologiques.

...ces particules ultrafines présentent un diamètre inférieur à 100 nanomètres. Elles peuvent donc influencer les propriétés des nuages et les précipitations. «En redistribuant les évènements pluvieux, notamment. Cela peut conduire à des conditions plus sèches à certains endroits ou à des précipitations exceptionnelles à d'autres»... futura-sciences.com 15.03.2019

Des fanatiques, des fous furieux, la preuve.

Le réchauffement climatique réduirait la durée des grossesses et augmenterait le nombre de bébés prématurés - yahoo.com 9 décembre 2019

Alan Barreca - chercheur à l'université de Californie - et Jessamyn Schaller (qui officie au Bureau national de recherche économique de Cambridge) ont découvert que le taux de natalité avait augmenté de 5% les jours où il faisait plus de 32,2 °C aux États-Unis, entre 1969 et 1988, et encore plus en cas de canicule. Avec en moyenne un accouchement qui s'est déroulé 6,1 jours avant la date prévue.

Ce phénomène risque donc potentiellement d'accroître le nombre de bébés prématurés et les soucis de santé et de développement que cela sous-entend.

Pour le moment, rien n'a été prouvé scientifiquement, ce ne sont donc que des hypothèses émises par les spécialistes. yahoo.com 9 décembre 2019

Ouf !

32,2 °C, 6,1 jours, admirez la précision ! Tu parles, accoucher 6 jours plus tôt sans savoir au jour près la date du début de la grossesse, quelle connerie, quelle catastrophe !

Cela signifie que pour parvenir à l'objectif qu'ils s'étaient fixés, ils ont dû y consacrer un temps phénoménal et s'y reprendre à de multiples reprises, car il a fallu qu'ils consultent les relevés des naissances des jours où il avait fait plus de 32,2°C et pas un dixième de moins s'il vous plaît, pour l'ensemble du territoire américain entre 1969 et 1988, 19 ans, pas un an de plus, pas un an de moins, car ils seraient sans doute parvenus à une toute autre conclusion. Au fait, ils ne nous ont pas dit quel était le pourcentage de prématurés en dessous de 32,2 °C avant 1969 ou depuis 1988.

Pourquoi les affirmations catastrophistes sur le climat sont fausses

Pour l'écologiste pragmatique Michael Shellenberger, les déclarations apocalyptiques s'avèrent scientifiquement erronées et politiquement contre-productives. Par Michael Shellenberger - Le Point.fr 09.12

Ces dernières semaines, les journalistes et les défenseurs de l'environnement ont fait un certain nombre de prédictions apocalyptiques sur l'impact du changement climatique. L'écologiste Bill McKibben a suggéré qu'en Australie, les incendies causés par le climat avaient rendu les koalas « pratiquement éteints ». Extinction Rebellion affirme : « Des milliards de gens mourront » et « la vie sur Terre est en train de s'éteindre ». Vice magazine soutient que « l'effondrement de la civilisation a peut-être déjà commencé ».

Peu ont plus attiré l'attention sur cette menace que la militante étudiante Greta Thunberg et la représentante démocrate Alexandria Ocasio-Cortez, sponsor du Green New Deal. Cette dernière prétend que « le monde va s'écrouler dans douze ans si nous ne nous attaquons pas au changement climatique ». Dans son nouveau livre, Thunberg affirme : « Vers 2030, nous serons en situation de déclencher une réaction en chaîne irréversible hors du contrôle humain, qui conduira à la fin de la civilisation telle que nous la connaissons. »

Parfois, les scientifiques eux-mêmes font des affirmations apocalyptiques. Si la terre se réchauffe de quatre degrés, « il est difficile de voir comment nous pourrions accueillir huit milliards de personnes, voire la moitié d'entre elles », a déclaré l'un d'entre eux, Johan Rockström, directeur de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact du climat. Si le niveau de la mer s'élève autant que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat le prévoit, un autre scientifique, Michael Oppenheimer, professeur des sciences de la Terre à Princeton, a déclaré : « Ce sera un problème ingérable. »

Des déclarations apocalyptiques comme celles-ci ont des répercussions dans le monde réel. En septembre, un groupe de psychologues britanniques a déclaré que les enfants souffrent de plus en plus de l'anxiété causée par le discours effrayant sur le changement climatique. En octobre, un militant d'Extinction Rebellion (XR) – un groupe environnemental fondé en 2018 pour désobéir civilement afin d'attirer l'attention sur la menace que les changements climatiques font peser sur l'existence humaine – et un vidéaste ont été frappés et battus dans une station du métro londonien par des voyageurs en colère. Et fin novembre, un cofondateur de XR a déclaré qu'un génocide comme celui de l'Holocauste « se reproduisait, à une bien plus grande échelle, et à la vue de tous » à cause du changement climatique.

Le changement climatique est une question qui me tient à cœur et à laquelle j'ai consacré une partie importante de ma vie. J'ai été politiquement actif sur cette question pendant plus de vingt ans et j'ai fait des recherches et écrit à ce sujet pendant dix-sept ans. Au cours des quatre dernières années, mon organisation, Environmental Progress, a collaboré avec certains des plus grands climatologues du monde pour empêcher les émissions de carbone d'augmenter. À ce jour, nous avons contribué à prévenir l'augmentation des émissions, pour l'équivalent de 24 millions de voitures supplémentaires sur les routes.

Je tiens également à rétablir l'exactitude des faits et de la science et j'ai, ces derniers mois, corrigé la couverture médiatique inexacte et apocalyptique des incendies en Amazonie et en Californie, qui ont été présentés à tort comme étant principalement attribuables aux changements climatiques.

L'approche catastrophiste du changement climatique est autodestructrice

Les journalistes et les militants ont l'obligation de décrire les problèmes environnementaux avec honnêteté et précision, même s'ils craignent que cela réduise la valeur de ces nouvelles ou leur impact sur le public. Il y a des preuves concordantes du fait

que l'approche catastrophiste du changement climatique est autodestructrice, car elle détourne et polarise de nombreuses personnes. Et exagérer le changement climatique risque de nous éloigner d'autres questions importantes, y compris celles sur lesquelles nous pourrions avoir un meilleur contrôle à court terme.

Je ressens le besoin de le dire d'emblée parce que je veux que les questions que je m'apprête à soulever soient prises au sérieux et ne soient pas rejetées par ceux qui qualifient de « négationnistes du climat » ou de « retardateurs du climat » ceux qui repoussent l'exagération.

Cela étant posé, examinons si les données scientifiques appuient ce qui a été dit.

Premièrement, aucun organisme scientifique crédible n'a jamais dit que les changements climatiques menacent la civilisation d'effondrement et encore moins l'espèce humaine d'extinction. « Nos enfants vont mourir dans les 10 à 20 prochaines années. » Quel est le fondement scientifique de ces allégations ? » Andrew Neil, de la BBC, a interrogé le mois dernier une porte-parole de XR visiblement mal à l'aise. « Il est vrai que ces affirmations ont été contestées », répond-elle. « Il y a des scientifiques qui sont d'accord et d'autres qui disent que ce n'est pas vrai. Mais le problème général, c'est que ces morts vont bien se produire. » « Mais la plupart des scientifiques ne sont pas d'accord avec cela » poursuit Neil. « J'ai examiné les rapports du Giec et je ne vois aucune référence à des milliards de personnes qui mourront, ou à de telles conséquences pour les enfants dans 20 ans. Comment mourraient-ils ? » « Des migrations de masse à travers le monde ont déjà lieu en raison de la sécheresse prolongée qui sévit dans certains pays, en particulier en Asie du Sud. Il y a des incendies de forêt en Indonésie, dans la forêt amazonienne, en Sibérie, dans l'Arctique », dit-elle.

Mais en disant cela, la porte-parole de XR a grossièrement déformé la science. « Il existe des preuves solides que les catastrophes déplacent des personnes dans le monde entier, note le Giec, mais des preuves limitées que le changement climatique ou l'élévation du niveau de la mer en sont la cause directe. » Qu'en est-il de cette « migration de masse » ? « La majorité des mouvements de population qui en résultent ont tendance à se produire à l'intérieur des frontières des pays touchés », explique le Giec.

Ce n'est pas comme si le climat n'avait pas d'importance. C'est que les changements climatiques sont compensés par d'autres facteurs. Plus tôt cette année, les chercheurs ont constaté que le climat « a affecté les conflits armés organisés dans des pays. Cependant, d'autres moteurs, tels que le faible développement socio-économique et les faibles capacités de l'État, sont jugés beaucoup plus influents. »

En janvier dernier, après que les climatologues eurent critiqué la représente Alexandria Ocasio-Cortez pour avoir dit que la fin du monde arriverait dans douze ans, son porte-parole a répondu : « Nous pouvons ergoter sur la phraséologie, qu'elle soit existentielle ou cataclysmique », ajoutant : « Nous observons beaucoup de problèmes [liés au changement climatique] qui ont déjà un impact sur des vies. » Cette dernière partie est peut-être vraie, mais il est également vrai que le développement économique nous a rendus moins vulnérables, ce qui explique pourquoi le nombre de victimes de catastrophes naturelles a diminué de 99,7 % depuis son point culminant de 1931. Cette année-là, 3,7 millions de personnes sont mortes des suites de catastrophes naturelles. En 2018, 11 000 seulement. Et ce déclin s'est produit au cours d'une période où la population mondiale a quadruplé.

Qu'en est-il de l'élévation du niveau de la mer ? Le Giec estime que le niveau de la mer pourrait monter de deux pieds (0,6 mètre) d'ici 2100. Est-ce que cela semble apocalyptique ou même « ingérable » ? Considérons qu'un tiers des Pays-Bas se trouve sous le niveau de la mer et que certaines régions se trouvent à sept mètres sous le niveau de la mer. On pourrait objecter que les Pays-Bas sont riches alors que le Bangladesh est pauvre. Mais les Pays-Bas se sont adaptés à la vie sous le niveau de la mer il y a quatre cents ans. La technologie s'est un peu améliorée depuis.

Qu'en est-il des allégations de mauvaises récoltes, de famine et de mortalité massive ? C'est de la science-fiction, pas de la science. Aujourd'hui, les humains produisent suffisamment de nourriture pour 10 milliards de personnes, soit 25 % de plus que ce dont nous avons besoin, et les organismes scientifiques prédisent une augmentation de cette tendance, et non un déclin. L'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prévoit une augmentation des rendements agricoles de 30 % d'ici 2050. Et les régions les plus pauvres du monde, comme l'Afrique subsaharienne, devraient connaître des augmentations de 80 à 90 %.

Personne ne suggère que le changement climatique n'aura pas d'impact négatif sur le rendement des cultures. Cela se pourrait. Mais ces baisses doivent être relativisées. Les rendements du blé ont augmenté de 100 à 300 % dans le monde entier depuis les années 1960, tandis qu'une étude reposant sur 30 modèles a révélé que les rendements diminueraient de 6 % pour chaque degré Celsius d'augmentation des températures. Les taux de croissance futurs des rendements dépendent beaucoup plus de l'accès des pays pauvres aux tracteurs, à l'irrigation et aux engrais que du changement climatique, selon la FAO.

Tout ceci explique pourquoi le Giec prévoit que les changements climatiques auront un impact modeste sur la croissance économique. D'ici 2100, le Giec prévoit que l'économie mondiale sera de 300 à 500 % plus importante qu'elle ne l'est actuellement. Le Giec et le lauréat du prix Nobel d'économie de Yale, William Nordhaus, prédisent conjointement qu'un réchauffement de 2,5 °C et 4 °C réduirait le produit intérieur brut (PIB) de 2 % et 5 % au cours de la même période.

Cela signifie-t-il que nous ne devrions pas nous inquiéter du changement climatique ? Pas du tout.

Doit-on s'inquiéter pour les koalas ? Absolument !

L'une des raisons pour lesquelles je travaille sur le changement climatique est que je m'inquiète de l'impact qu'il pourrait avoir sur les espèces en péril. Le changement climatique pourrait menacer un million d'espèces dans le monde et la moitié de tous les mammifères, reptiles et amphibiens dans divers endroits comme le Rift Albertin en Afrique centrale, habitat du gorille des montagnes dont l'espèce est menacée.

Mais il n'est pas vrai que « nous mettons notre propre survie en danger » par des extinctions, comme Elizabeth Kolbert l'a affirmé dans son livre, La Sixième Extinction (éditions Vuibert). Aussi tragiques que soient les extinctions d'animaux, elles ne menacent pas la civilisation humaine. Si nous voulons sauver les espèces en voie de disparition, nous devons le faire parce que nous nous préoccupons de la faune pour des raisons spirituelles, éthiques ou esthétiques, et non pour des raisons de survie.

Et exagérer le risque et suggérer que le changement climatique est plus important que des choses comme la destruction de l'habitat sont contre-productifs. Par exemple, les incendies en Australie ne conduisent pas à l'extinction des koalas, comme l'a suggéré Bill McKibben. Le principal organisme scientifique qui suit l'espèce, l'Union internationale pour la conservation de la nature, ou UICN, qualifie le koala de « vulnérable », qui est un niveau en dessous de « en danger », deux niveaux en dessous de « en danger critique d'extinction » et trois en dessous de « éteint » à l'état sauvage.

Doit-on s'inquiéter pour les koalas ? Absolument ! Ce sont des animaux étonnants et leur nombre est tombé à environ 300 000. Mais ils font face à des menaces beaucoup plus importantes comme la destruction de leur habitat, les maladies, les feux de brousse et les espèces envahissantes. Envisagez les choses ainsi. Le climat pourrait changer radicalement – et nous pourrions encore sauver les koalas. Inversement, le climat pourrait ne changer que modestement – et les koalas pourraient toujours disparaître.

L'accent monomaniaque mis sur le climat détourne notre attention d'autres menaces qui pèsent sur les koalas et sur les possibilités de les protéger, comme la protection et l'expansion de leur habitat. En ce qui concerne les incendies, l'un des scientifiques australiens les plus éminents sur la question déclare : « Les pertes dues aux feux de brousse peuvent s'expliquer par l'exposition croissante des habitations aux broussailles sujettes au feu. Aucune autre influence n'a besoin d'être invoquée. Donc, même si le changement climatique avait joué un petit rôle dans l'occurrence des feux de brousse récents, et nous ne pouvons l'exclure, le changement d'exposition des biens au risque est un facteur largement prééminent. »

Les incendies ne sont pas non plus uniquement dus à la sécheresse, qui est fréquente en Australie, et exceptionnelle cette année. « Le changement climatique joue son rôle ici », a expliqué Richard Thornton du Bushfire and Natural Hazards Cooperative Research Centre en Australie, « mais il n'est pas la cause de ces incendies. »

Il en va de même pour les incendies aux États-Unis. En 2017, les scientifiques ont modélisé 37 régions différentes et ont découvert que « les humains peuvent non seulement influencer les régimes de feu, mais que leur présence peut en fait éclipser, ou même neutraliser, les effets du climat ». Parmi les dix variables qui influent sur le feu, « aucune n'était aussi importante… que les variables anthropiques », comme la construction de maisons, la gestion de feux et l'utilisation du bois en tant que combustible à proximité des forêts.

Les scientifiques du climat commencent à repousser les exagérations des militants, des journalistes et des autres scientifiques. « Alors que de nombreuses espèces sont menacées d'extinction », a déclaré Ken Caldeira de Stanford, « le changement climatique ne menace pas l'extinction de l'homme… Je ne voudrais pas qu'on motive les gens à faire ce qu'il faut en leur faisant croire quelque chose qui est faux. » J'ai demandé au climatologue australien Tom Wigley ce qu'il pensait de l'affirmation selon laquelle le changement climatique menace la civilisation. « Ça me dérange vraiment parce que c'est faux », a-t-il dit. « Tous ces jeunes ont été mal informés. Et c'est en partie la faute de Greta Thunberg. Pas délibérément. Mais elle a tort. » Mais les scientifiques et les militants n'ont-ils pas besoin d'exagérer pour attirer l'attention du public ? « Je me souviens de ce que disait Steve Schneider, un climatologue de l'université de Stanford, répondit Wigley. « Il avait l'habitude de dire qu'en tant que scientifique, nous ne devons pas vraiment nous préoccuper de la façon dont nous présentons les choses dans nos communications avec les gens de la rue qui ont besoin d'un petit coup de pouce pour réaliser que le problème est grave. Steve n'avait aucun scrupule à parler de cette façon biaisée. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec ça.

Nécessité d'un terrain d'entente

Wigley a commencé à travailler à plein temps sur la science du climat en 1975 et a créé l'un des premiers modèles climatiques (MAGICC) en 1987. MAGICC reste l'un des principaux modèles climatiques utilisés aujourd'hui. « Quand je m'adresse au grand public, dit-il, je souligne certaines des choses qui pourraient réduire le réchauffement prévu et d'autres qui pourraient l'accroître. J'essaie toujours de présenter les deux côtés. »

Ce qui me dérange pour partie dans la rhétorique apocalyptique des activistes du climat, c'est qu'elle s'accompagne

souvent d'exigences visant à refuser aux pays pauvres les sources d'énergie bon marché dont ils ont besoin pour se développer. J'ai constaté que de nombreux scientifiques partagent mes préoccupations.

« Si vous voulez minimiser la proportion de dioxyde de carbone dans l'atmosphère en 2070, vous pourriez bien être amené à accélérer la combustion du charbon en Inde aujourd'hui », a déclaré Kerry Emanuel, climatologue du MIT. « Cela semble paradoxal. Le charbon est terrible pour le carbone. Mais c'est en brûlant beaucoup de charbon que les Indiens s'enrichissent, et en s'enrichissant ils ont moins d'enfants, et en n'ayant pas autant de gens qui brûlent du carbone, on sera peut-être en meilleure position en 2070. »

Emanuel et Wigley affirment qu'une rhétorique extrémiste rend plus difficile un accord politique sur le changement climatique.

« Il faut trouver un terrain d'entente où l'on peut faire des choses raisonnables pour atténuer les risques et essayer en même temps de sortir les gens de la pauvreté et les rendre plus résilients », dit Emanuel. « Nous ne devrions pas être forcés de choisir entre sortir les gens de la pauvreté et faire quelque chose pour le climat. »

Fort heureusement, il y a une grande marge de manœuvre entre l'apocalypse climatique et le déni climatique.

Michael Shellenberger - Nommé « héros de l'environnement » par le magazine Time en 2008 et fondateur du think thank Environmental Progress, Michael Shellenberger se définit comme un écologiste pragmatique et pro-nucléaire. Il est un fréquent contributeur de Forbes, du New York Times et du Washington Post. lepoint.fr 09.12

Dans quel monde vivons-nous ?

Une "nouvelle génération d'inégalités" menace le développement, selon le Pnud - Reuters 10 décembre 2019

Les manifestations qui ont eut lieu récemment au Chili, en Équateur, en Bolivie ou au Liban pourraient prendre encore plus d'ampleur et s'étendre ailleurs si les gouvernements ne font pas le nécessaire pour réduire les inégalités, a averti lundi Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

"Ceux qui détiennent le pouvoir (...) doivent reconnaître que faute de réponse au mécontentement que les gens ressentent, leur légitimité sera remise en cause", a-t-il déclaré à Reuters, à l'occasion de la publication du rapport annuel du PNUD sur le développement humain, à Bogota.

"Ce n'est pas un hasard si le phénomène ne se limite pas à la Colombie ni de l'Amérique latine. Il se produit dans le monde entier, a-t-il poursuivi.

"Différents détonateurs poussent les populations à descendre dans la rue : le coût d'un billet de train, le prix de l'essence, les revendications politiques d'indépendance. Ces manifestations sont une nouvelle expression des inégalités et, comme le fait ressortir le Rapport sur le développement humain, les inégalités ne sont pas sans solutions.

"Reconnaître le vrai visage des inégalités est un premier pas. La suite est un choix qui appartient à chaque dirigeant", conclut Achim Steiner. Reuters 10 décembre 2019

Un loup a mangé Wall Street : l'économie des USA décolle, les inégalités aussi - entelekheia.fr 3 décembre 2019

Extrait. Selon des données publiées par le Brookings Institute, 53 millions d'Américains âgés de 18 à 64 ans entrent dans la catégorie des « bas salaires ». Leur salaire horaire s'élève à environ 10,22 $, tandis que leur salaire annuel médian est de 18 000 $ [moins que le SMIC français, NdT]. Le plus surprenant, cependant, c'est que ce groupe de salariés représente 44 % de l'ensemble de la main-d'œuvre américaine, ce qui est énorme. (...)

Et il y a pire : bon nombre de ces travailleurs à bas salaire ne correspondent pas au stéréotype de l'adolescent qui fait des hamburgers chez McDonald's pour gagner de quoi dépenser un peu plus les fins de semaine. En fait, la majorité des personnes qui entrent dans cette catégorie sont des adultes dans leurs « années les plus productives », et le travail mal rémunéré est leur « principal moyen de subventionner leurs besoins et ceux de leur famille », selon le rapport.

C'était vrai pour la majorité des régions des États-Unis, puisque l'étude a analysé des données provenant de près de 400 régions métropolitaines. D'autres recherches corroborent les conclusions de l'étude Brookings.

Selon un nouvel outil de mesure économique appelé Indice de la qualité de l'emploi, 63% de tous les emplois créés depuis 1990 ont été des emplois mal rémunérés, dont bon nombre de temps partiels. Aujourd'hui, le salaire moyen réel aux États-Unis, c'est-à-

dire le salaire après calcul de l'inflation, octroie approximativement le même pouvoir d'achat qu'il y a 40 ans. Et les gains réalisés par les entreprises sont surtout allés aux cadres les mieux rémunérés.

De nombreuses raisons expliquent ces graves inégalités, notamment l'effondrement des syndicats, qui donnaient jadis aux salariés une véritable voix démocratique sur leur lieu de travail. Il faut aussi blâmer l'exode, sur plusieurs décennies, des entreprises américaines vers des rivages étrangers, dans leur sempiternelle quête de main d'œuvre bon marché et de profits élevés. (...)

En ce qui concerne la diminution des salaires aux États-Unis pour des emplois de moins en moins attractifs, le danger ici – outre le risque très réel de bouleversements sociaux futurs – est que si le nombre de « démunis » dépasse un certain seuil, la santé globale de l'économie commence à en souffrir. (...)

D'après des données récentes, l'excédent d'emplois à bas salaires semble avoir un impact direct sur la santé et le bien-être des Américains moyens.

Selon un rapport publié ce mois-ci par le National Center for Health Statistics, l'espérance de vie aux États-Unis a chuté entre 2016 et 2017, sous l'effet des surdosages de drogues et des suicides, poursuivant une tendance à la baisse qui se maintient depuis trois ans. Aujourd'hui, les Américains peuvent s'attendre à vivre 78,6 ans, une baisse de trois dixièmes d'année depuis 2014. « Nous vivons dans un pays développé avec un système de soins de santé assez sophistiqué et beaucoup de ressources… et maintenant, tout à coup, cela semble s'être inversé », a déclaré Robert Anderson, chef de la Direction des statistiques de mortalité au National Center for Health Statistics, à US News and World Report. (...)

Il serait très difficile de soutenir qu'il n'y a aucun lien entre la santé mentale et physique des gens et le montant qu'ils gagnent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Ce fardeau semble au moins partiellement responsable de l'augmentation des abus de drogues, des violences domestiques et même des suicides aux États-Unis. entelekheia.fr 3 décembre 2019

L'insécurité au Sahel provoque un doublement du nombre de personnes en besoin d'aide alimentaire urgente - Franceinfo 9 décembre 2019

Fin 2019, à cause de la montée des troubles dans les 16 pays du Sahel, 9,4 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire immédiate, selon une réunion d'experts et de gouvernements le 9 novembre à Paris.

Fait inévitable, les conflits qui se multiplient dans la région constituent "un facteur aggravant de l'insécurité alimentaire" dans la zone, souligne auprès de l'AFP M. Mahalmoudou Hamadoun, coordonnateur du programme régional à la sécurité alimentaire.

Mais "l'insécurité civile s'est exacerbée cette année au Mali, au Burkina Faso et au Nigeria, du coup les populations essentiellement rurales sont empêchées d'accéder à leurs moyens d'existence, l'agriculture ou l'élevage, alors qu'elles continuent de subir l'insécurité climatique", précise M. Hamadoun. "Des villages entiers ont été déplacés au Burkina Faso, les infrastructures sont fermées, écoles, centres de santé, les gens n'ont plus la possibilité de rester chez eux", ajoute Sibili Jean Zoundi, responsable du Club Sahel de l'OCDE, dans une conclusion alarmante. Franceinfo 9 décembre 2019

Les enfants yéménites souffriront de la faim pendant vingt ans - Slate.fr 4 décembre 2019

Aujourd'hui, 80% des Yéménites, soit 24 millions de personnes, ont un besoin urgent d'assistance humanitaire.

«Le Yémen abrite désormais la plus grande population au monde en situation d'insécurité alimentaire», indique le rapport de vingt pages intitulé «The War Detroyed Our Dream», qui précise également que les enfants sont les principaux touchés.

«La malnutrition n'est pas quelque chose dont on peut se remettre», a déclaré Frank McManus, directeur de l'IRC au Yémen. «Elle a un impact sur votre développement. Chaque enfant se voit privé de toutes les opportunités qu'il aurait pu avoir.»

D'après le rapport d'International Rescue Committee (IRC), sans un cessez-le-feu immédiat, la communauté internationale devra financer jusqu'à 29 milliards de dollars d'aide humanitaire. Si rien n'est fait, la situation du pays ne peut qu'empirer selon l'ONU, qui estime que 500.000 Yéménites de plus mourront si les combats perdurent jusqu'en 2022. Parmi eux, 300.000 décèderont faute de nourriture ou de soins.

Les pays occidentaux sont aussi vivement critiqués pour continuer à vendre des armes de pointe et à fournir un soutien militaire au régime saoudien dans ses efforts pour vaincre les Houthis, considérés comme des alliés de l'Iran. Slate.fr 4 décembre 2019

En complément.

La ville de New York paye des sans-abri pour les faire aller vivre ailleurs - slate.fr 4 décembre 2019

Leur humanisme est la politesse des salauds... La femme, objet universel.

Zozibini Tunzi, première Miss Univers noire aux cheveux crépus - Le HuffPost 9 décembre 2019

À 26 ans, Zozibini Tunzi devient ainsi la cinquième femme noire de l'histoire à gagner le célèbre concours de beauté. Mais surtout, la première d'entre elles à porter ses cheveux au naturel.

La jeune femme, qui s'est distinguée de ses 67 autres prédécesseuses à la longue chevelure lisse, a défilé sur la scène de la cérémonie avec une courte coiffure afro. Un message fort, rejoint par le discours de cette dernière.

"J'ai grandi dans un monde où une femme comme moi, avec mon type de peau et mon type de cheveux, n'a jamais été considérée comme étant belle, a-t-elle lancé sous les applaudissements à l'issue du couronnement. Je pense qu'il est temps que ça change aujourd'hui."

Sur les réseaux sociaux, les internautes saluent cette avancée. Le HuffPost 9 décembre 2019

LVOG - En matière de "naturel", il est vrai que les réseaux sociaux et les médias se posent là ! "Une courte coiffure afro" serait "un message fort", c'est à croire qu'ils auraient mauvaise conscience, mais cela ne leur ressemble pas.

Commentaires d'internautes.

1- "Aux cheveux crépus, le détails significatif..."

2- "Première Miss Univers noire aux cheveux crépus"

Ça fait tout comme: "Première charolaise (ou limousine) avec pis extra larges""

3- "Miss monde et miss univers n'ont aucun sens, la beauté et ses critères sont tout sauf universels !"

4- "Propagande quotidienne. HuffPost/AFP tellement prévisibles sur tous les sujets ! Demain : "Trump mange des bébés"."

Leur humanisme est la politesse des salauds... L'enfant, objet universel.

Elsa, fille trans de 8 ans, demande à l'Assemblée de la laisser être heureuse - Le HuffPost 4 décembre 2019

LGBT+ - "J'ai décidé de suivre un seul chemin, et c'est celui du bonheur". Ce sont les paroles d'Elsa, huit ans et transgenre depuis l'âge de quatre ans, face à l'assemblée de sa région. Le HuffPost 4 décembre 2019

Japon : les femmes se mobilisent pour pouvoir porter des lunettes au travail - Franceinfo 5 décembre 2019

Au Japon, les codes vestimentaires féminins en entreprise sont souvent sexistes. Les femmes ont l'obligation de porter des jupes serrées et des talons hauts.

"La racine du problème, c'est que (certaines entreprises) ont des règlements applicables aux seules femmes telles que l'interdiction des lunettes ou l'obligation d'utiliser des cosmétiques, qui sont excessives", a expliqué Yumi Ishikawa à la presse.

Le responsable d'une agence de travail temporaire a aussi confié qu'il recevait "de certaines entreprises des demandes de réceptionnistes s'abstenant de porter des lunettes", une exigence à laquelle s'ajoute souvent l'interdiction de se teindre les cheveux, qui "doivent être noirs". Franceinfo 5 décembre 2019

LVOG - Jusqu'où va se nicher la tyrannie !

La guerre, c'est la paix.

Les ventes d'armes en hausse de près de 5% dans le monde - bfmtv.com 09.12

Les ventes d'armes ont augmenté de 4,6% dans le monde en 2018, dans un marché dominé par les Etats-Unis, selon un rapport

de l'Institut de recherche sur la paix internationale de Stockholm (Sipri) publié lundi. Avec 420 milliards de dollars, le chiffre d'affaires des 100 plus gros producteurs d'armes au monde, dont il est question dans l'étude, est en plein essor grâce à la vitalité du secteur aux Etats-Unis. En tête de peloton, l'industrie de l'armement américaine, dont la part s'élève à 59% du marché, représente un chiffre d'affaires de 246 milliards de dollars, en hausse de 7,2% sur un an.

La Russie, elle, se maintient à la deuxième place du classement des plus gros producteurs d'armes, avec 8,6% des parts de marché, juste devant le Royaume-Uni (8,4%) et la France (5,5%).

L'étude ne prend pas en compte le cas de la Chine, pour laquelle les données disponibles sont insuffisantes, note le Sipri, qui estime pourtant que le pays pourrait compter entre trois et sept entreprises dans le Top 100. La Chine a consacré 1,9% de son PIB à la défense chaque année depuis 2013.

Almaz-Anteï, première entreprise russe du Top 100, se hisse au neuvième rang avec un chiffre d'affaires de 9,6 milliards de dollars (+ 18% par rapport à 2017), une progression de 15 places depuis 2009.

En Turquie, l'industrie de l'armement se porte bien, avec deux entreprises dans le top 100 et un chiffre d'affaires en hausse de 22% sur un an, à 2,8 milliards de dollars.

Depuis 2009, le premier fabricant mondial d'arme reste l'Américain Lockheed Martin (47,3 milliards de dollars de revenus), dont les ventes représentent 11% des ventes d'armes dans le monde. bfmtv.com 09.12

L'Otan réaffirme son unité, lance une réflexion sur sa stratégie - Reuters 4 décembre 2019

"La solidarité, l'unité et la cohésion sont des principes fondamentaux de notre Alliance", peut-on lire dans cette déclaration à l'issue du sommet de Watford, dans la banlieue de la capitale britannique, à l'occasion des 70 ans de l'Otan.

"Alors que nous oeuvrons ensemble à prévenir les conflits et à préserver la paix, l'Otan reste le fondement de notre défense collective et le forum essentiel pour les consultations et la prise de décision en matière de sécurité entre Alliés", ajoutent les dirigeants des 29 Etats membres.

Parmi les "menaces et défis distincts" auxquels elle est confrontée, l'alliance relève des "actions agressives de la Russie" qui "constituent une menace pour la sécurité euro-atlantique" et "le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations".

En réponse aux critiques répétées du président américain Donald Trump qui réclame un "meilleur partage du fardeau" financier, ils réaffirment également leur engagement à consacrer d'ici 2024 au moins 2% de son PIB à leur budget défense.

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenbergs'est vu confier une mission de réflexion sur les missions de l'Otan à l'issue de la réunion. Reuters et euronews 4 décembre 2019

Froide ou chaude, comme ils l'aiment !

- "L'Otan, effectivement, est une alliance d'un autre temps. La guerre froide est terminée. Donc, quel intérêt avons-nous à être encore autant affilié aux Etats-Unis d'Amérique et à leur volonté parfois belliciste ?"

Entendez par là ("donc") que la "guerre froide" justifiait d'être "affilié aux Etats-Unis d'Amérique et à leur volonté parfois belliciste".

Réponse : Le député réactionnaire LFI Adrien Quatennens à FranceInfo le 3 décembre 2019.

Vous aurez compris que cette déclaration neutralise son appel à rompre avec l'Otan qui n'est qu'une imposture de plus. Vous aurez apprécié tout particulièrement le "parfois" qui témoigne de la crasse ignorance de ce personnage ou sa volonté de ménager l'impérialisme américain.

Garant des intérêts de l'impérialisme français.

- "La France, poursuit-il, compte-tenu de ce qu'elle est, compte-tenu de la manière dont elle est observée à travers le monde, doit jouer à l'échelle internationale son rôle de puissance médiatrice."

- "Le seul organe dans lequel je me reconnais, dont nous reconnaissons qu'il devrait être réhabilité et renforcé, c'est bien évidemment l'Organisation des Nations unies", a-t-il dit.

L'ONU qui a couvert, cautionné ou soutenu directement toutes les guerres des puissances occidentales depuis sa fondation le 26 juin 1945, qui a consacré la liquidation de la Palestine le 29 novembre 1947, comment pourrait-elle être réhabilitée, alors qu'elle n'a jamais cessé d'être au service de l'impérialisme américain, du capitalisme mondial, de nos jours plus particulièrement de la finance et des multinationales transnationales mafieuses et criminelles ?

Ce sont les dirigeants de LFI qui sont atteints de mort cérébrale !

Ils osent tout.

L'ingérence russe dans la présidentielle resurgit avant la rencontre Poutine-Macron - Le HuffPost 8 décembre 2019

Paul Volcker : hommage à un de nos bienfaiteurs méconnus - LePoint.fr 11 décembre 2019

Ex-président de la Fed, un "bienfaiteur", et dire qu'on l'ignorait !

L'Assemblée nationale vote la fin de l'emballage plastique à usage unique pour... 2040 - Franceinfo 11 décembre 2019

LVOG - Ils pourraient leur faire voter n'importe quoi... ou presque !

Libye: de multiples groupes armés étrangers dans la guerre, selon l'ONU - AFP 11 décembre 2019

Hong Kong, vous en êtes, savez-vous à quelle manipulation vous vous prêtez ?

LVOG - Cet article est très long, il y figure des détails (et de nombreuses photos prises à Hong Kong) qui prouvent que son auteur n'a rien inventé. Sachant la suspicion ou la susceptibilité quasi-maladive de la plupart des gens, j'ai décidé de reproduire la presque totalité de cet article.

Je crois que certains parmi nous ont beaucoup de mal avec la réalité ou refusent d'imaginer dans quel monde nous vivons exactement, et de quoi sont capables nos ennemis. Après aucun lecteur ne pourra dire qu'il ne savait pas. Personnellement, jamais je n'ai assimilé ce qui se passait à Hong Kong avec les soulèvements à Haïti, en Irak, en Iran, en Equateur, en Algérie, au Pérou, en Colombie, en Bolivie, etc. C'est cela l'Opposition de gauche !

Hong Kong : des néonazis ukrainiens se joignent au mouvement de protestation - entelekheia.fr 10 décembre 2019

Extrait. Des néonazis d'Ukraine se sont envolés pour Hong Kong afin de participer à l'insurrection anti-chinoise, qui a été largement présentée comme un mouvement pro-démocratique pacifique et saluée par les médias occidentaux.

Depuis mars 2019, Hong Kong est le théâtre de manifestations et d'émeutes souvent violentes qui ont détruit l'économie de la ville. Le gouvernement américain a financé de nombreux groupes qui dirigent le mouvement pro-occidental et anti-Pékin, et les dirigeants de l'opposition ont travaillé en étroite coordination avec des personnalités politiques conservatrices de Washington telles que Marco Rubio et Steve Bannon, en faisant pression pour des sanctions et autres mesures punitives contre la Chine.

De nombreuses délégations de groupes d'extrême droite du monde entier se sont rendues à Hong Kong pour se joindre à la violente insurrection contre Pékin, au cours de laquelle des sécessionnistes ont attaqué la police avec des arcs et des flèches, ainsi que des armes incendiaires lancées par des catapultes, et brûlé vives des personnes.

Avec leur flamboyante agitation des drapeaux coloniaux américains et britanniques et leur tendance à jouer l'hymne national américain sur des mégaphones, les séparatistes anti-Chine à Hong Kong sont attractifs pour l'extrême droite américaine. Le personnel du site InfoWars, la personnalité des réseaux sociaux de droite Paul Joseph Watson et le groupe ultra-conservateur Patriot Prayer font partie de ceux qui ont fait des pèlerinages à ces manifestations.

La dernière collection de militants d'extrême droite venue renforcer les rangs des séparatistes de Hong Kong vient d'Ukraine. Ils se font appeler « Gonor » et portent des tatouages sur leurs torses ornés de symboles indéniables de suprématie blanche et de néonazisme.

Ces extrémistes avaient auparavant combattu contre les militants pro-russes dans une milice néonazie célèbre pour sa brutalité, le bataillon Azov, dans la guerre d'Ukraine.

Le bataillon Azov est un groupe paramilitaire ouvertement fasciste articulé autour de l'idéologie néonazie. Après un coup d'État soutenu par l'Occident en 2014 contre le gouvernement démocratiquement élu de l'Ukraine, le bataillon Azov avait été

incorporé dans la garde nationale ukrainienne. Il a reçu le soutien du gouvernement américain, qui armait et conseillait les néo-nazis dans leur lutte contre Moscou.

Azov a également aidé à former des suprématistes blancs américains, qui ont ensuite planifié des attentats terroristes chez eux, aux États-Unis.

La présence de militants ukrainiens pro-changement de régime dans les manifestations de Hong Kong est une preuve supplémentaire des alliances que les militants anti-chinois à Hong Kong nouent avec d'autres mouvements de droite soutenus par les États-Unis dans le monde, afin de partager des tactiques pour affaiblir et déstabiliser les pays ciblés par l'OTAN.

Des fascistes ukrainiens se joignent à l'insurrection de Hong Kong

Le 1er décembre, le militant d'extrême droite Serhii Filimonov a posté des photos sur Facebook qui le montraient, avec trois amis ukrainiens, à leur arrivée à Hong Kong. Les images étaient accompagnées du slogan non officiel anti-Pékin : « Fight for Freedom. Stand with Hong Kong! » (« Battez-vous pour la liberté. Soutien à Hong Kong! »)

Stand With Hong Kong (Soutien à Hong Kong) est aussi le nom d'une organisation soutenue par l'Occident qui a fait pression sur les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, du Canada et de l'Australie pour imposer des sanctions et prendre des mesures punitives contre la Chine. Dans une vidéo qu'ils ont diffusée sur les réseaux sociaux, les partisans de la suprématie blanche ukrainiens ont révélé qu'ils avaient obtenu une carte de presse en se présentant faussement comme des journalistes.

Un militant ukrainien d'extrême droite bien connu, Maliar, s'est joint à Filimonov lors de son voyage à Hong Kong. Maliar est populaire sur Instagram sous le nom de xgadzillax, où il a plus de 23 000 followers. (Maliar a une cicatrice particulière sur le côté gauche du cou, ce qui le rend facile à identifier sur les photos.)

Outre les croix gammées inscrites à l'encre sur son crâne, Maliar a des symboles nazis tatoués sur sa jambe droite, à côté d'une rune algiz, un autre emblème connu des suprémacistes blancs.

Plusieurs photos montrent qu'au moins deux des fascistes ukrainiens à Hong Kong ont des tatouages marqués « Victory or Valhalla » (« La victoire ou le Valhalla »), titre d'une compilation d'écrits du célèbre suprémaciste blanc américain David Lane, dont le groupe terroriste néo-fasciste The Order a assassiné un animateur radio juif libéral et planifié d'autres assassinats de juifs de gauche.

Lane, condamné à 190 ans de prison aux États-Unis pour ses nombreux crimes, a créé le plus célèbre slogan suprémaciste blanc, connu sous le nom de « 14 mots », qui a inspiré le nom d'un autre groupe néonazi ukrainien appelé C14.

Filimonov, qui a également un grand nombre de followers sur Instagram où il utilise le nom de Sunperuna, a publié une photo montrant l'expression « la victoire ou le Valahalla » figurant sur sa poitrine.

Le livre « La victoire ou le Valhalla » est dédié à « la race aryenne. » Dans ses pages, son auteur dit qu'il s'engage à prévenir « l'extinction imminente de la race blanche » et « le meurtre judéo-américain/judéo-chrétien de la race blanche ». Le texte est rempli d'hommages aux nazis, et le verso du livre montre une photo du corps de Lane dans son cercueil, enveloppé dans un drapeau confédéré.

Ces fascistes ukrainiens sont tellement fans du livre qu'ils en ont tatoué le titre sur leur corps.

Maliar, l'autre membre de Gonor qui s'est joint aux protestations de Hong Kong, a « La victoire ou le Valhalla » inscrit bien en évidence sur son cou.

Le journaliste Morgan Artyukhina a identifié un autre membre du contingent ukrainien d'extrême droite à Hong Kong, Serhii Sternenko. Artyukhina a noté que Sternenko est un ancien dirigeant du groupe fasciste ukrainien Secteur Droit, qui avait incendié un bâtiment syndical à Odessa pendant le coup d'État de 2014, tuant 42 personnes.

Les néonazis s'installent sur un campus

Le 2 décembre, les visiteurs fascistes ukrainiens ont posté des photos d'eux-mêmes sur le campus de l'Université polytechnique de Hong Kong (PolyU), un site de manifestations violentes.

PolyU a été une base d'opération cruciale pour le soulèvement séparatiste. Au total, 3 989 cocktails molotov, 1 339 explosifs et 601 bouteilles de liquides corrosifs ont été récupérés dans les locaux le 2 décembre, selon les rapports.

D’autres membres de Gonor ont publié des photos d’eux portant des armes à feu sur Instagram.

Une vidéo postée sur Instagram en 2015 montre Maliar et un ami en t-shirt « White Rebel » (« rebelle blanc ») orné du drapeau confédéré. Les deux sont entourés de fusils et de tasers.

Le symbole de Gonor s’inspire des mêmes thèmes ultra-nationalistes, avec trois couteaux blancs centrés sur un drapeau noir.

La chaîne Telegram de Gonor offre aux membres une place de premier rang pour assister à une débauche de violence. Elle a publié des dizaines de vidéos d’insurgés de Hong Kong, les applaudissant pour avoir tiré des flèches et mené des attaques d’une brutalité extrême contre les forces de sécurité de l’État.

Filimonov et Maliar avaient déjà combattu dans le bataillon néonazi Azov soutenu par les États-Unis. Maliar a posté des photos sur Instagram montrant les deux hommes armés et en uniforme militaire, portant des écussons d’Azov.

Et Filimonov a posté plusieurs photos le montrant, lui et ses amis, portant des t-shirts d’Azov.

Les changeurs de régime ukrainiens créent des réseaux avec les sécessionnistes de Hong Kong

Malgré toutes ces preuves publiques du fascisme ouvert des hooligans ukrainiens à Hong Kong, le Free Hong Kong Center basé à Kiev a publié une déclaration sur Facebook qui défendait et blanchissait le Gonor.

L’organisation a confirmé que les extrémistes s’étaient effectivement battus avec Azov « pendant la première période de la guerre » contre les séparatistes pro-russes, mais a affirmé qu’ils n’y sont plus affiliés depuis 2015.

Le Free Hong Kong Center a décrit les néo-fascistes comme des « militants de la Révolution de la Dignité et des vétérans de la guerre de défense contre la Russie ». De façon absurde, le centre a déclaré « ils nous ont assuré qu’ils étaient vraiment contre le nazisme et une autre sorte d’idéologie d’alt-droite » [sic. A quelle « autre sorte d’idéologie d’alt-droite » le centre fait-il référence ? Mystère, NdT].

« Beaucoup de gens ont été déçus par les tatouages de ces types », a reconnu le Free Hong Kong Center. Mais il a insisté sur le fait que « tous les symboles sont issus du paganisme slave. »

Le Free Hong Kong Center est une branche d’une ONG appelée Liberal Democratic League of Ukraine (Ligue libérale démocratique d’Ukraine). En plus d’établir des liens avec les forces anti-Pékin à Hong Kong, l’entité dit que sa mission est de « contrecarrer les menaces chinoises contre l’Ukraine ».

La Ligue Libérale Démocratique d’Ukraine est une organisation pro-UE membre de la Jeunesse Libérale Européenne (LYMEC) et de l’International Federation of Liberal Youth (IFLRY), qui sont toutes deux financées par l’UE.

Le coordinateur principal du Free Hong Kong Center, un militant ukrainien nommé Arthur Kharytonov, est également président de la Ligue démocratique libérale d’Ukraine. Kharytonov a été profondément impliqué dans les manifestations de l’Euromaïdan en Ukraine, qui ont conduit au coup d’État soutenu par les États-Unis en 2014. Il a ensuite créé la Ligue en 2015.

Kharytonov et son organisation ont été fréquemment médiatisés par les organes de presse ukrainiens financés par le gouvernement américain, tels que Hromadske. Dans ces interviews complaisantes avec une presse hautement bienveillante, Kharytonov compare les manifestations anti-russes en Ukraine aux manifestations anti-chinoises à Hong Kong, et appelle au renforcement des liens entre elles.

Tweet : « A l’occasion du 6ème anniversaire de la révolution #Euromaidan, les Ukrainiens ont manifesté leur solidarité avec les manifestants à Hong Kong. Nous avons invité le coordinateur principal du Free Hong Kong Center, Arthur Kharytonov, basé à Kiev, à établir des parallèles entre les événements en #Ukraine & #HongKong ») Kharytonov et ces organisations soutenues par le gouvernement occidental font partie d’un réseau en plein développement de militants ukrainiens qui s’organisent avec des sécessionnistes à Hong Kong dans le but de partager des tactiques d’insurrection.

Alors que l’ordre hégémonique unipolaire dirigé par les États-Unis et l’OTAN qui domine le monde depuis la fin de la guerre froide commence à s’effriter, et que la Chine en plein essor et la Russie cherchent à restaurer un système mondial multipolaire, Washington et les pays européens construisent un réseau de mouvements pour saper leurs ennemis à leurs frontières.

Ce réseau mondial est présenté comme l’avant-garde du libéralisme mondial, mais comme l’ont révélé les événements qui se sont déroulés de l’Ukraine à Hong Kong, le fascisme infeste sa base. entelekheia.fr 10 décembre 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Vénézuéla

Des pays d'Amérique latine ferment leurs frontières au Vénézuélien Maduro - Reuters 4 décembre 2019

Quinze pays du continent américain ont convenu mardi d'interdire au président vénézuélien Nicolas Maduro et à plusieurs de ses alliés de traverser leurs frontières, dans le cadre d'efforts diplomatiques destinés à pousser le dirigeant socialiste à quitter le pouvoir.

Des représentants de la Colombie, Argentine, Brésil, Etats-Unis, Chili et Pérou, membres de l'Organisation des Etats américains (OEA), participaient à la réunion organisée dans la capitale colombienne Bogota et ont signé le traité interaméricain d'assistance mutuelle (TIAR).

Parmi la trentaine de Vénézuéliens interdits d'entrée dans les 15 pays du TIAR figurent, en plus de Nicolas Maduro, de proches alliés du président vénézuélien comme le ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza ou le ministre de la Défense Vladimir Padrino. Reuters 4 décembre 2019

Russie

Crise diplomatique entre Berlin et Moscou après le meurtre d'un Géorgien - AFP 4 décembre 2019

Le meurtre d'un Géorgien à Berlin plonge l'Allemagne et la Russie dans une crise diplomatique: deux membres de l'ambassade russe, auquel le gouvernement allemand reproche de ne pas "coopérer" à l'enquête, doivent immédiatement quitter le pays.

La Russie a dès le début été soupçonnée d'avoir été impliquée, ce que le Kremlin a formellement démenti.

Le 23 août, en plein jour dans un parc du centre de la capitale allemande, un Géorgien issu de la minorité tchétchène du pays, âgé de 40 ans et identifié comme Tornike K., a été tué de trois balles par une arme avec silencieux. Des témoins ont évoqué une "exécution".

Il s'agirait en fait de Vadim Krasikov, 54 ans, qui a fait l'objet d'un mandat d'arrêt international de Moscou pour le meurtre présumé d'un homme d'affaires russe en 2013, affirment plusieurs médias.

Cet homme était détenteur de papiers d'identité au nom de Vadim Sokolov, 49 ans, qui ne figurait pas dans les bases de données russes. Il était entré en Allemagne, en passant par la France, trois jours avant le meurtre.

Tornike K. avait participé dans le camp tchétchène à la deuxième guerre de Tchétchénie contre la Russie, avant de passer dans une unité anti-terroriste du ministère de l'Intérieur géorgien, tout en gardant des liens avec les milieux islamistes dont il était proche. Moscou le considère comme un "terroriste", rappelle le parquet allemand. Visé déjà par plusieurs tentatives d'assassinat, celui qui était jusqu'ici présenté dans la presse sous le nom de Zelimkhan Khangochvili avait émigré ces dernières années en Allemagne. AFP 4 décembre 2019

Commentaire d'un internaute :

- "Voici donc un individu qui a fait l'objet d'un mandat d'arrêt international de Moscou pour le meurtre présumé d'un homme d'affaires russe en 2013. Ce multirécidiviste avait donc trouvé refuge dans plusieurs pays de l'Otan, dont l'Allemagne. "

L'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord porte bien son nom, une preuve de plus.

ECONOMIE

Amérique du Nord.

Le nouvel accord de libre échange nord-américain signé mardi à Mexico - AFP 11 décembre 2019

Le nouvel accord de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada sera signé mardi à Mexico après une année de négociations entre les trois pays, a annoncé le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador. (De gauche ou centre gauche, sans rire ! - LVOG)

Le principal syndicat américain, AFL-CIO, a annoncé mardi qu'il validait les amendements apportés à l'accord. (L'AFL-CIO on savait aussi qu'il était de gauche, Trump et Trudeau aussi ! - LVOG) AFP 11 décembre 2019

Commentaire d'un internaute.

- "Autrement dit, ce sont les USA qui vont dicter et surveiller la politique sociale du Mexique."

Haut de page

Le 17 décembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Grise, mon ami, est toute théorie, mais vert est l'arbre d'or de la vie. (Faust (1806) de Johann Wolfgang Goethe.)

La Voix de l'Opposition de Gauche ou la théorie actualisée à l'aune de la lutte des classes, et bien sûr de la vie, de l'évolution du système d'exploitation de l'homme par l'homme, de la société, du monde.

- 23 pages au format pdf -

Retrait ou Macron démission !

Malgré la démission de Delevoye, le gouvernement "ne retirera pas" la réforme - Le HuffPost 16.12

Totalitarisme. Ils osent tout dans absolument tous les domaines. Un bref aperçu.

La civilisation humaine, l'espèce humaine en voie d'extinction.

"À 24 ans, j'ai compris que je n'avais pas besoin d'un homme pour jouir." par Hazel Evans - huffingtonpost.fr 17.11

L'éducation sexuelle, aussi bien à l'école que dans les foyers et dans les médias, doit être revue du tout au tout. Il faut aborder le plaisir et toutes les façons de le ressentir, pour que les filles comme moi ne grandissent plus en pensant avoir besoin d'un homme (ou de qui que ce soit d'autre) pour jouir.

Illustration d'une photo : L'autrice donne un discours sur sa découverte tardive de la masturbation au cours de l'une des conférences "Girls Are Talking" de la plateforme Girls Are Awesome, à Copenhague, en juillet 2018. huffingtonpost.fr 17.11

LVOG - Ce sont bien des attardés mentaux...

Les pornographes sont au pouvoir.

Le porno aurait une influence directe sur le cerveau… Et sur le comportement - Yahoo Style France 16.12

LVOG - On s'en était aussi aperçu en observant la médiocrité des prostituées qui nous gouvernent et des élites à leur service...

Le mimétisme était parfait.

- Miss Univers 2019 est sud-africaine, et féministe - AFP 09.12

- Miss France 2020 est Miss Guadeloupe - lexpress.fr 14.12

LVOG - Moralité : Pour les maîtres Blancs, seuls les esclaves Noirs qui se prostituent, qui leur ressemblent, qui se prosternent à leurs pieds ou qui servent leurs intérêts ont une valeur, ce qui exclut l'ouvrier noir qui fera toujours l'objet de discrimination et de la pire exploitation et oppression sous leur régime infâme...

Iran. Résurrection. Quand le bilan "***de plus de 1 000 manifestants tués***" a été repris en choeur par les médias...

- Troubles en Iran: des vidéos émergent sur le Net, révélant l'ampleur de la répression - nouvelobs.com 03.12

...le président américain Donald Trump, qui a fait de l'Iran une de ses bêtes noires, a évoqué mardi "peut-être des milliers et des milliers" de morts. nouvelobs.com 03.12

- Répression: les États-Unis accusent l'Iran d'avoir tué "plus de 1000 manifestants" - lexpress.fr 05.12

- Iran : plus de 1 000 manifestants tués, selon les États-Unis ... - lepoint.fr 06.12

- Trump dénonce une répression «brutale» en Iran - lefigaro.fr 05.12

Selon l'émissaire des Etats-Unis pour l'Iran, Brian Hook, les forces de sécurité du régime de Téhéran ont pu tuer plus de 1000 Iraniens. lefigaro.fr 05.12

- Il semble que le régime ait pu tuer plus de 1000 manifestants - leparisien.fr 06.12

- Les États-Unis accusent le régime iranien d'avoir tué plus de 1000 manifestants - BFMTV 06.12

- Les Etats-Unis accusent le régime iranien d'avoir tué plus de 1.000 manifestants - orange.fr 06.12

- Iran: Les Etats-Unis accusent le régime d'avoir tué plus de 1.000 manifestants - 20minutes.fr 06.12

Et finalement les 1.000 morts ont été par miracle divisés par 3 dans le plus grand cynisme qui soit.

- En Iran, la répression de la contestation a fait plus de 300 morts - Le HuffPost 15.12

Question.

- Manifestations en Iran : Plus de 1000 morts - csdhi.org 04.12

Pourquoi le CSDHI reprend-il à son compte le nombre de tués que seuls les Etats-Unis avançaient ? Devinez.

Qu'est-ce que le CSDHI? Une officine chaperonnée par les services de renseignements occidentaux.

Qui sommes-nous ? (csdhi.org)

Le CSDHI a été fondé en décembre 2004 par des victimes de la répression en Iran et réfugiées en France. L'association fait la promotion des droits de l'Homme en Iran, soutient les partis et organisations qui luttent pour la démocratie en Iran.

LVOG - Bref, le CSDHI est l'équivalent de toutes les officines que les puissances occidentales ont créés dans la foulée de tous les conflits ou toutes les guerres qu'elles ont entrepris pour décrédibiliser les régimes en place qu'elles souhaitaient déstabiliser ou liquider...

Dans le même registre : La Chine et la répression des Ouïghours.

L'intoxe hystérique ou la désinformation en continue.

(L'intox ou l'intoxe (n. f.) au choix, abréviation de intoxication.)

- La Chine a transformé le Xinjiang en prison pour les Ouïgours du Xinjiang - ouest-france.fr 29 juillet 2018

- Camps pour les Ouïghours en Chine : ce que tout le monde doit savoir - blogs.mediapart.fr 2 septembre 2018

- La Chine réprime en masse les Ouïgours du Xinjiang - La Croix 11 septembre 2018

- Comprendre la répression des Ouïgours de Chine - lemonde.fr 13 septembre 2018

- Ouïghours, à la force des camps - France 24 10 mai 2019 « Ouïghours, à la force des camps », silence, on rééduque... - nouvelobs.com 11 mai 2019

- Ouïghours : au Xinjiang, un lent et silencieux «génocide ... - liberation.fr 5 septembre 2019

- Chine: Washington appelle l'ONU à se mobiliser contre «l'horrible répression» des Ouïghours - Le Figaro 24 septembre 2019

- Des révélations sur la détention des Ouïghours en Chine ... - europe1.fr 25 novembre 2019

- Chine, l'univers dantesque des camps de travail au Xinjiang - la-croix.com 26 novembre 2019

- Le footballeur allemand Mesut Ozil apporte son soutien aux Ouïghours, la Chine lui répond - Franceinfo 16 décembre 2019

La désintoxe ou les faits réels.

- La CIA et les jihadistes ouïghours - Réseau Voltaire 16 décembre 2019

Les « Xinjiang papers », publiés le 16 novembre 2019 par le New York Times, ont été interprétés en Occident comme un plan de répression de la culture ouïghoure en Chine [1]. Ces documents, rédigés en chinois, restent difficiles d'accès pour les Occidentaux. En réalité, la Chine protège la culture ouïghoure, tolère la religion musulmane, mais combat le terrorisme et le séparatisme du World Uyghur Congress (WUC).

La Chine a déjà publié de nombreuses études [2] justifiant sa politique.

Les documents révélés par le New York Times attestent de la volonté du gouvernement chinois de maintenir la paix civile par tous les moyens. Le président Xi a invité les Forces de l'ordre à se montrer « absolument sans pitié » avec les terroristes. En effet, il fait face à une puissante organisation, le World Uyghur Congress, créé par la CIA durant la Guerre froide, que le quotidien états-unien fait mine de croire pacifique.

Or, le World Uyghur Congress, basé à Munich (Allemagne), revendique de nombreux attentats meurtriers en Chine. En outre, cette organisation a envoyé des milliers de combattants se former en Syrie avec l'aide de la Turquie [3]. Ainsi, plus de 18 000 jihadistes ouighours ont investi la ville d'al-Zanbaki (gouvernorat d'Idleb) où ils bénéficient de la logistique alimentaire et sanitaire d'«ONG » allemandes et françaises.

Les jihadistes ouïghours disposent désormais de nombreux soutiens en Europe. Ainsi, un séminaire de trois jours à réuni des lobbyistes à huis clos à Bruxelles, du 7 au 9 décembre 2019, puis une conférence s'est tenue au Parlement européen sous la présidence du député européen français, Raphaël Glucksmann, et du président du World Uyghur Congress, Dolkun Isa, le 10 décembre. Réseau Voltaire 16 décembre 2019

[1] "'Absolutely No Mercy' : Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims", Austin Ramzy and Chris Buckley, The New York Times, November 16, 2019

[2] "Human Rights in Xinjiang - Development and Progress", 1 June 2017 ; "Cultural Protection and Development in Xinjiang", 13 December 2018 ; "The Fight against Terrorism and Extremism and Human Rights Protection in Xinjiang", Voltaire Network, 18 March 2019.

[3] « La CIA utilise la Turquie pour faire pression sur la Chine », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 19 février 2019.

Lire aussi : La «fuite» de documents chinois: le New York Times couvre le terrorisme - Mondialisation.ca, 08 décembre 2019

Syrie. Le rapport rendu public par l'OIAC sur l'«attaque chimique» du 7 avril 2018 à Douma a été trafiqué.

- «Attaque chimique» à Douma : fuite d'une version préliminaire jamais publiée du rapport de l'OIAC - RT 15 décembre 2019

«Troisième lot de documents», «falsification des faits» : WikiLeaks publie de nouveaux documents mettant en avant l'existence de désaccords au sein de l'OIAC au sujet de son rapport d'enquête sur la présumée attaque chimique du 7 avril 2018 à Douma.

Près de trois semaines après la publication d'un courriel pointant des reformulations «trompeuses» ainsi que des omissions «sélectives» dans une version corrigée du rapport préliminaire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur la présumée attaque chimique du 7 avril 2018 à Douma, en Syrie, WikiLeaks révèle de nouveaux documents mettant en lumière «la façon dont les faits ont été dénaturés dans la version corrigée du rapport de l'OIAC [publié le 1er mars 2019]». Parmi ces documents, WikiLeaks affirme rendre publics : un courriel adressé le 14 mars 2019 au directeur de l'OIAC par un membre de la mission d'enquête envoyée en Syrie au mois d'avril 2018, ou encore une version préliminaire du rapport, encore jamais publiée, datée de juin 2018.

«Troisième lot de documents montrant la falsification des faits dans la version publiée du rapport de l'OIAC sur les armes chimiques concernant la Syrie», a tweeté WikiLeaks dans la nuit du 14 au 15 décembre.

Mis en avant par WikiLeaks comme le mémorandum écrit par l'un des scientifiques de la mission d'enquête initiale, un des documents révélés dans cette fuite se présente sous la forme d'un courriel adressé le 14 mars 2019 à Fernando Arias, directeur de l'OIAC. Le texte évoque alors les préoccupations d'«environ 20 inspecteurs» de l'équipe de la mission d'enquête au sujet du rapport rendu public par l'OIAC le 1er mars 2019, dont «la conclusion semble s'être complètement inversée» par rapport à sa version préliminaire. L'auteur du courriel explique ainsi que le texte final «ne reflète pas le point de vue des membres de l'équipe déployés à Douma», affirmant par ailleurs que seul un membre de la mission d'enquête qui s'est déplacée à Douma, «un secouriste», aurait participé à la version finale du rapport. «En dehors de cette seule personne, une nouvelle équipe dénommée "équipe de base de la mission d'enquête" a été réunie pour préparer le rapport final», écrit-il.

En outre, affirmant avoir initialement été «chargé d'analyser et d'évaluer les deux cylindres trouvés sur les lieux de l'attaque chimique présumée», l'auteur du courriel se plaint d'avoir été exclu du travail au cours de l'enquête, «pour des raisons qui n'étaient pas clairement établies». Il explique donc avoir voulu finir le travail qu'il avait commencé en engageant notamment «une expertise en ingénierie» avec «deux institutions impartiales et crédibles». Affirmant avoir tenté de transmettre les avancées de son travail à la nouvelle équipe de mission «à partir du 15 février 2019», l'auteur du courriel explique que ses envois n'ont pas été pris en compte pour la publication du rapport final.

Révélation de la version préliminaire du rapport, encore jamais publiée

Figure également dans cette nouvelle fuite un document de 116 pages présenté comme «le premier projet du rapport préliminaire», daté du mois de juin 2018.

A titre d'exemple, contrairement au rapport corrigé qui évoque l'existence de «preuves suffisantes pour établir que du chlore, ou un autre produit chimique réactif contenant du chlore, était vraisemblablement libéré des bouteilles», le texte initial révélé par WikiLeaks précise par exemple dès les premières pages que «bien que [d]es bouteilles aient pu être à l'origine du rejet chimique suspect, les preuves sont insuffisantes pour le confirmer».

Dès les premières pages encore, les auteurs de ce rapport préliminaire expliquent également que l'équipe de la mission envoyée en Syrie en avril 2018 n'écartait pas le scénario selon lequel les décès liés à l'attaque pourraient résulter d'«un incident non lié à des produits chimiques». «L'équipe ne dispose pas à l'heure actuelle de preuves suffisantes pour pouvoir formuler une conclusion», précise alors le texte. RT 15 décembre 2019

Instrumentalisation. Alarme climatique : Ils font feu de tout bois.

- Sécheresse en Afrique australe : ce signal fort du changement climatique - lepoint.fr 16.12

France. Grèvistes : Bande d'assassins !

- Grève: les accidents de deux-roues en hausse de 40% - Le HuffPost 16.12

C'est une des conséquences de la grève et de la densité du trafic routier à Paris et en banlieue qui en découle. Le HuffPost 16.12

- Grèves : risque-t-on une pénurie de sang dans les hôpitaux ? - Yahoo Actualités 13.12

France. L'extrême centre et le sionisme d'extrême droite font bon ménage.

- Bergé (LREM) accuse LFI d'avoir "un problème avec l'antisémitisme", comme le Labour - AFP 16.12

Aurore Bergé, porte-parole de LREM, a accusé lundi La France insoumise d'avoir, comme le parti travailliste britannique (Labour), un "problème avec l'antisémitisme" illustré par les attaques de Jean-Luc Mélenchon contre le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif)... AFP 16.12

En complément.

- USA: Trump signe un décret contre l'antisémitisme dans les universités - Reuters12 décembre 2019

France. Macron toujours en quête de légitimité.

- La confiance Macron et Philippe en hausse - AFP 16.12

La confiance accordée par les Français à Emmanuel Macron et à son Premier ministre Edouard Philippe est en hausse de 2 et 4 points respectivement sur un mois, selon un sondage Elabe diffusé lundi.

Au total, 30% des personnes interrogées accordent leur confiance au chef de l'Etat pour affronter les problèmes du pays et 65% ne lui font pas confiance, dont 38% "pas confiance du tout" (" 2 points), selon cette étude d'Elabe pour Les Echos et Radio Classique. AFP 16.12

D'ou vient l'amalgame rouge-brun ?

- Koch – Soros : l'alliance de deux milliardaires que tout semble opposer - Le Point.fr 16.12

L'un est un conservateur bon teint, l'autre très à gauche. Charles Koch et George Soros ont monté ensemble un think tank qui intrigue les observateurs.

C'est le mariage de la carpe et du lapin. George Soros, le milliardaire d'origine hongroise qui soutient des causes de gauche, s'est associé avec Charles Koch, un industriel richissime, ardent défenseur, lui, des politiques conservatrices. Ils viennent de créer ensemble un cercle de réflexion, l'Institut Quincy, un think thank qui entend œuvrer pour une « politique responsable », à deux pas de la Maison-Blanche. Son but est de promouvoir des idées pour mettre un terme à l'implication américaine dans des « guerres sans fin » et de « poser les fondations d'une nouvelle politique étrangère centrée sur l'engagement diplomatique et le contrôle militaire ».

L'institut porte le nom du président John Quincy Adams, qui, en 1821, a déclaré dans un discours célèbre : « L'Amérique ne va pas à l'étranger à la recherche de monstres à détruire. » Le fait de ne pas respecter ce principe, estime l'institut, a nui aux intérêts du pays et provoqué toutes sortes de répercussions humanitaires graves. « Les dirigeants politiques ont de plus en plus utilisé les moyens militaires de manière ruineuse, contre-productive et sans discernement », résume le site de l'institut.

Pour moi, la politique étrangère est une forme de folie

George Soros, qui finance depuis des décennies toutes sortes d'initiatives destinées à défendre la démocratie et les droits de l'homme, dénonce le militarisme américain excessif. Charles Koch avec son empire industriel soutient, lui, les politiques anti-réglementation, anti-réchauffement climatique et isolationniste. Dans une interview qui date de 2015, il déclarait : « Pour moi, la politique étrangère est une forme de folie. On passe notre temps à déboulonner des dictateurs et ensuite, on n'a rien de mieux à mettre à la place et on perturbe la vie de plein de gens, on dépense des fortunes et on se retrouve avec des Américains tués et mutilés. »

En finir avec l'Amérique gendarme du monde

L'institut espère rassembler tous les partisans de droite et de gauche qui considèrent que le rôle de l'Amérique-gendarme-du-monde est un échec et sont en faveur d'une politique moins interventionniste. Il s'appuie sur les exemples de l'Irak, de la Syrie et de l'Afghanistan. Le Washington Post vient de publier une grande enquête qui montre comment les administrations successives ont manipulé l'opinion publique en vantant les progrès en Afghanistan alors qu'elles étaient conscientes de l'échec de l'intervention américaine.

À Washington, la plupart des think tanks défendent le rôle d'une Amérique superpuissante et interventionniste. « Une grande part de la communauté de spécialistes de politique étrangère a succombé à la léthargie intellectuelle et au dysfonctionnement. Elle empêche et évite les débats sérieux et est incapable de tenir les hommes politiques et les commentateurs responsables de politiques désastreuses », indique le site de l'institut.

Le think tank va rassembler une quarantaine de chercheurs, dont l'objectif est de proposer une approche différente qui mette en

avant la paix et la diplomatie. Soros et Koch ont contribué chacun à hauteur de 500 000 dollars.

Mais dès son lancement, il s'est attiré des critiques. James Kirchick, un expert de la Brookings Institution, un autre cercle de réflexion plutôt à gauche, a écrit une tribune dans le Washington Post intitulée « Pourquoi George Soros et Charles Koch collaborent dans un think tank qui casse du sucre sur le dos de l'Amérique ». Selon lui, la philosophie de l'institut est un amalgame « bizarre d'idées d'extrême droite et d'extrême gauche, unies par un isolationnisme partagé et une aversion pour le rôle de l'Amérique comme force du bien ». Le Point.fr 16.12

LVOG - Vous aurez reconnu la ligne politique adoptée par Trump. Ce qui confirme aussi l'analyse de monsieur Thierry Meyssan du Réseau Voltaire. Je n'ai plus le temps de m'y attarder.

Le populisme d'extrême gauche se porte bien.

Une déclaration que le POID (notamment) a été fier de reproduire (latribunedestravailleurs.fr).

- « *Nous n'avons pas de raisons de lâcher un système qui fonctionne* » confirme le secrétaire général de Force Ouvrière.

Est-ce un argument crédible ou légitime, ou au contraire ignoble et cynique ?

Les millions de travailleurs qui se retrouvent avec une retraite misérable apprécieront sans doute. Après on s'étonnera que la majorité des plus de 60 ans (17 501 491 au 1er janvier 2019, 26,2% de la population - INSEE) soutiennent la retraite par points, ce sont ces infâmes dirigeants syndicaux et leurs soutiens politiques qui ont pavé la voie à cette énième contre-réforme des retraites. Il faut aussi compter leurs parents ou enfants ou encore leurs proches qui représentent des millions de travailleurs qui sont encore en activité, qui non seulement ne sont pas insensibles à la misère qui frappent ces vieux travailleurs, et qui s'inquiètent de connaître le même sort plus tard avec le système actuel de retraite, inquiétude somme toute légitime.

Né en 1955, je suis officiellement à la retraite depuis l'âge de 62 ans (octobre 2017). Je perçois au total une pension de 384,63 euros après avoir cotisé à mi-temps ou un peu plus, alors que mon dernier salaire en France était environ de 2.100 euros nets en 1996. Compte tenu qu'il me manquait plus de 20 trimestres on m'a infligé la décote maximale de 37,5%, et ne résidant pas en France, je n'ai pas le droit à l'Aspa ou minimum vieillesse qui est de 868,20 euros. Et comble de l'infamie, bien que je ne bénéficie pas des services de la Sécurité Sociale ou que je ne lui coûte pas un centime, je suis assujetti à la CASA, à la CSG, ainsi qu'au CRDS. On appelle cela aussi de l'acharnement sur les pauvres que cautionne le secrétaire général de Force Ouvrière et ses larbins.

Pour autant, notre devoir est d'exiger le retrait du projet de retraite à points, du fait que ce facteur ouvre la voie à la retraite par capitalisation ou à la privatisation des retraites livrées à terme aux fonds de pensions ou spéculatifs du marché...

On peut parfaitement rejeter la retraite par points, parce qu'on en connaît à l'avance les conséquences néfastes ou catastrophiques qui en découleront, sans pour autant vanter un système et une législation particulièrement injustes, c'est ce que je tenais à préciser.

Après cet exercice de conciliation compromettante, le gauchisme ou l'autre extrémité de l'opportunisme.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs.

- Le régime vacille… - par Daniel Gluckstein, le 12 décembre 2019

Sans rire, il le prédit avec ses petits camarades depuis les années 70. Bref, ces gens-là ne sont pas sérieux ou à une contradiction près, ils se foutent de nous.

Dans leur blog ils en rajoutent une couche :

- "*le gouvernement est sous le choc.*"

- "*Comment des millions de travailleurs en grève, en manifestation ont fait basculer la situation.*"

Vous ne le saurez pas en poursuivant sur leur blog, il faut casquer ! Et puis il n'y a pas eu des millions de manifestants le 5 décembre, entre 850.000 et 1,5 million selon les sources, million sans "s" !

Que valent les théories ou analyses de ceux qui reprennent la rhétorique de l'urgence climatique concoctée par l'oligarchie financière ?

À propos de la COP25 - 14 décembre 2019

- "*Imposer un véritable programme d'urgence de défense de l'environnement humain, est-ce possible en voulant préserver le système capitaliste ?*"

Cela ne leur viendrait pas à l'esprit de se demander pourquoi et comment, qui est à l'origine de cette soudaine "*urgence*" climatique, car en y regardant de plus près les variations climatiques ne sont pas des phénomènes nouveaux, avec chaque fois leurs lots de dommages humains dramatiques ou effroyables amplifiés par les guerres de rapines des puissances occidentales ou leur politique au service de leurs multinationales et au détriment des peuples qui en sont les victimes. Effectivement, les peuples continueront de subir les conséquences terribles des variations climatiques aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été éradiqué de la surface de la Terre. J'ai utilisé les qualificatifs extrêmes, dramatiques, effroyables, terribles parce qu'il n'existe rien de pire que mourir de faim...

Cette soudaine "*urgence* sert à la fois à entretenir ou amplifier la peur, la psychose collective qu'ils se sont employés à développer avec plus ou moins de succès au cours des deux dernières décennies au sein de la population à l'aide du levier du terrorisme qu'ils maîtrisent parfaitement, mais dont les effets finissaient par s'épuiser, mais aussi ou surtout à des fins économiques, pour soulager le capitalisme en crise et accroître au passage le pouvoir et la fortune de l'oligarchie, dans la perspective d'instaurer un modèle totalitaire à l'échelle de la planète.

En complément, à gauche si vous y tenez vraiment ou sans honte.

- Municipales à Paris : le PCF s'allie avec le PS dès le premier tour - L'Express.fr 13.12

Cet accord doit cependant être soumis au vote des militants PCF, les 18, 19 et 20 décembre. L'Express.fr 13.12

Retrait ou Macron à la retraite anticipée !

Quand 3 = 13 (14 depuis le 16 décembre) ou le mensonge éhonté, c'est la vérité ou "la bonne foi" !

- Jean-Paul Delevoye déclare finalement treize mandats dans sa déclaration d'intérêts - Franceinfo 15 décembre 2019

Il n'y avait que trois mentions dans la première mouture du document rempli par le Haut commissaire aux Retraites. Franceinfo 15 décembre 2019

- Edouard Philippe: la "bonne foi" de Delevoye est "totale" sur ses activités - AFP 15 décembre 2019

Le Premier ministre Édouard Philippe juge que "la bonne foi de Jean-Paul Delevoye est totale", après les mises en cause du haut-commissaire aux retraites sur ses activités parallèles, selon une déclaration publiée sur le site du Parisien samedi. AFP 15 décembre 2019

- Jean-Paul Delevoye déclare finalement treize mandats dans sa déclaration d'intérêts - Franceinfo 15 décembre 2019

Le Monde révèle samedi 14 décembre la deuxième version de la déclaration d'intérêts signée par Jean-Paul Delevoye, le Haut commissaire aux retraites. L'homme politique a finalement déclaré treize mandats, dont onze toujours actifs, au lieu des trois initialement indiqués. Franceinfo 15 décembre 2019

- Les départs ou démissions de ministres sous Macron - AFP 17 décembre 2019

Le haut-commissaire aux retraites, Jean-Paul Delevoye, qui a jeté l'éponge lundi, est le 12e ministre démissionnaire - et le 16e partant - depuis le début de la présidence Macron en mai 2017. AFP 17 décembre 2019

Mise à mort programmée dès la naissance, voilà leur modèle de société esclavagiste !

- Vieillir au travail, est-ce tenable? L'angle mort de la réforme des retraites - huffingtonpost.fr 11.12

Entendu : Je n'ai pas peur de la mort, mais de vieillir... Je confirme, et ne vous marrez, pas s'il vous plaît !

Qui perd gagne !

- Réforme des retraites : dans les projections du Gouvernement, tout le monde gagne ! - Franceinfo 12.12

Toutes les rédactions ont reçu le dossier de presse de la réforme des retraites alors que le Premier ministre présentait son projet. Et en décortiquant le document, nous avons parfois eu des surprises. Les chiffres donnés dans les simulations illustrant la réforme pouvaient paraître un peu tronqués ou gonflés.

Dans le dossier distribué à la presse pour expliquer la réforme des retraites, il y a plein d'exemples : les gagnants du nouveau système. Mais pour mettre en avant les avantagés de la réforme, les communicants de Matignon n'ont pas hésité à sortir… la boule de cristal !

Tout le monde va gagner

A en croire le dossier de presse du gouvernement, le nouveau système des retraites, c'est un peu comme à l'école des fans : tout le monde va gagner ! Philippe, le smicard, touchera dans 50 ans 1900 € de retraite, contre 1550 € avec le système actuel. Même chose pour Hugo, l'agriculteur : 300€ de plus chaque mois. Des exemples alléchants mais incomplets, selon le collectif "Nos Retraites", opposé à la réforme : « On peut comparer des montants de retraite en euros, mais pour nous ce n'est pas suffisamment fiable, » estime Agathe, la porte-parole. « Ce qu'il nous faut c'est le rapport entre le dernier salaire et la première retraite pour savoir si la personne maintient son niveau de vie au moment du passage à la retraite. »

Contacté, le cabinet du Premier ministre explique que ces informations seront présentées plus tard, et que pour calculer les montants des futures pensions, il a choisi un des scénarios envisagés par le Conseil d'Orientation des Retraites : une hausse continue de tous les salaires de 1,3% par an, pendant 50 ans. Cette hypothèse a-t-elle des chances de se réaliser ?

Pas selon l'économiste du travail Philippe Askenazy : « Les économistes ont déjà des difficultés à construire des prévisions de court terme. Les chiffres que vous avancez correspondent à une situation qui serait en quelque sorte figée pendant 50 ans ce qui ne s'est en fait jamais vu dans l'histoire économique et ne se verra certainement pas. »

« Ça ne tient pas la route »

Alors pourquoi le gouvernement a-t-il choisi ce scénario ? La réponse avec le cas d'un infirmier libéral, dont la retraite augmenterait, avec la réforme et le scénario retenu... de 1250 € par mois ! De quoi faire tiquer la profession, dont les revenus moyens baissent depuis 4 ans.

« Le gouvernement dans ce cas précis envisage que nos revenus augmentent de 1.3% par an, » analyse Catherine Kirnidis, présidente du Syndicat National des Infirmières et Infirmiers Libéraux. « Or, on a des revenus moyens pour les infirmiers notamment, qui diminuent tous les ans, de 1000 à 2000 euros par an. Ça ne tient pas la route. »

Matignon assume ses projections et précise que d'autres simulations seront bientôt réalisées. Et cette fois, dans la boule de cristal, il y aura aussi des perdants. Franceinfo 12.12

Tout le monde gagne, la preuve.

Nos lecteurs n'ont pas attendu cet épisode pour apprendre l'existence de l'institution financière la plus puissante du monde, BlackRock.

- Retraites: quatre questions sur BlackRock, la société accusée d'avoir influencé la réforme - lexpress.fr 12.12

Plusieurs médias français accusent la multinationale, spécialisée dans la gestion d'actifs, d'avoir influencé la réforme pour servir ses propres intérêts.

Le plus grand gérant d'actifs au monde aurait-il la capacité d'influencer l'Élysée ? L'entreprise américaine BlackRock, spécialisée dans la gestion d'actifs, est depuis plusieurs jours au coeur d'une polémique entourant la réforme des retraites. Plusieurs médias français soupçonnent notamment ses dirigeants d'avoir influencé la réforme, afin de servir leurs propres intérêts.

Le site d'investigation Mediapart et le journal L'Humanité ont tous deux publié de longs articles à ce sujet cette semaine, tandis que le député d'Eure-et-Loire Olivier Marleix a directement accusé l'entreprise de profiter de la réforme des retraites, dans une déclaration au Parlement.

"Si votre réforme va à son terme, les affaires de BlackRock en France prendront un formidable essor", a-t-il affirmé lors de questions au gouvernement. Mais qu'est-il exactement reproché à BlackRock ? L'Express vous aide à y voir plus clair en quatre questions.

Qu'est-ce que BlackRock ?

Fondée en 1988 aux États-Unis, cette multinationale est devenue au fil du temps le plus grand gestionnaire d'actifs au monde - à la fin du mois de septembre 2019, elle gérait ainsi plus de 6960 milliards de dollars. Par ces fonds accumulés et ses liens avec les investisseurs institutionnels, la société est aujourd'hui extrêmement influente, et a acquis depuis la crise économique et financière de 2008 une place "sans précédent" dans le monde des affaires, explique Mediapart. Selon le site d'investigation, les banques centrales américaine (FED) et européenne (BCE) font notamment appel à elle pour évaluer les banques.

Certaines de ses têtes pensantes ont également des liens plus ou moins intimes avec les dirigeants de plusieurs pays et institutions européennes. Ainsi, l'ancien président de la banque nationale suisse Philipp Hildebrand est devenu vice-président de BlackRock. Ancien responsable de la CDU, le parti d'Angela Merkel, Friedrich Merz en est lui le représentant en Allemagne.

Enfin, Larry Fink, co-fondateur et président de BlackRock, connaît bien Emmanuel Macron : en avril 2017, il déclarait sur Fox News que l'actuel chef de l'État était destiné, selon lui, à devenir le futur président "pour le plus grand bien de la France et de l'Europe". Depuis, les deux hommes se sont rencontrés à plusieurs reprises, selon Mediapart. Jean-François Cirelli, ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée sous Chirac, PDG de GDF puis vice-président d'Engie, et actuel président français de BlackRock, a lui "porte ouverte dans les ministères", assure le site. C'est là où le bât blesse : selon L'Humanité et Mediapart, le géant américain aurait pu influencer le gouvernement, notamment sur la réforme des retraites, afin de servir ses propres intérêts.

Qu'est-il reproché à cette entreprise ?

Tout part d'une note, rédigée par l'entreprise "à destination du gouvernement français" en juin 2019 et repérée par Mediapart. Dans cette note, intitulée "Loi Pacte : le bon plan retraite", BlackRock se félicite notamment de l'adoption en avril de la loi Pacte, et de sa toute récente promulgation.

Selon l'entreprise, cette loi vise "à combler les lacunes structurelles des régimes d'épargne retraite volontaire existants. Elle permet à l'épargnant : de bénéficier d'un allègement fiscal pour les cotisations versées en réduisant sa base imposable sur le revenu, d'accéder à son capital avant la retraite dans certains cas prédéfinis [...], de transférer son patrimoine à une entité plus concurrentielle sans frais de transfert après cinq ans".

Mais au-delà de ce "premier pas", la société se réjouit surtout du projet de réforme des retraites, qui, pour les financiers, doit être l'occasion de mettre en oeuvre un système par capitalisation, qui jusque-là n'a pas encore réussi à s'appliquer en France. Un système qui leur permettrait de mettre la main sur une épargne "parmi les plus élevées d'Europe", indique BlackRock.

En quoi la réforme des retraites pourrait-elle lui bénéficier ?

Cette épargne "élevée" leur échappait jusqu'à présent : "Fin 2017, seuls 130 milliards d'euros avaient été collectés dans ces produits [d'épargne retraite], ce qui est décevant par rapport à l'épargne déposée en liquidités [1500 milliards d'euros], les produits d'assurance-vie en euros [1600 milliards d'euros] ou les investissements directs/indirects en actifs non financiers [plus de 7 600 milliards d'euros]", indique la note.

Mais, comme le rappelle Les Échos, la réforme des retraites pourrait bien changer la donne, puisqu'elle a pour but de faire passer les encours gérés dans le secteur de 230 milliards d'euros à plus de 300 milliards d'ici 2022. Avec la réforme, les plus hauts revenus ne devraient plus cotiser pour leur retraite sur la part de leur rémunération supérieure à 10 000 euros par mois. "S'ils veulent compenser cette perte de droits à la retraite, ils devront donc épargner", conclut le journal.

Une réforme plus que bénéfique pour BlackRock, qui rédige ainsi dans sa note quelques règles à suivre pour le gouvernement, afin de "réussir la réforme de l'épargne retraite" : " 1) Améliorer par voie de décrets d'application et d'ordonnance la lisibilité du régime avec un corpus de règles communes destiné à faciliter la portabilité de l'épargne retraite. 2) S'inscrire dans le cadre du nouveau règlement européen qui instaure le produit paneuropéen d'épargne retraite individuelle (PEPP). 3) Pérenniser le dispositif législatif et les incitations fiscales de long terme en renforçant le rôle d'un tiers indépendant ayant pour mission d'évaluer le coût et l'efficacité des réformes dans la durée", cite Mediapart. lexpress.fr 12.12

D'autres aspects liés à ce sujet.

Les jaunes ne doivent pas rester isolés, ils vont pouvoir encore leur servir.

- Réforme des retraites: la CFDT bascule dans la mobilisation - AFP 12.12

"La ligne rouge est franchie": pourtant favorable au principe du régime universel de retraite, le numéro un de la CFDT Laurent Berger a basculé mercredi dans le camp de la mobilisation, appelant lui aussi à descendre dans la rue le 17 décembre. AFP 12.12

L'appareil de répression fragilisé.

- Pourquoi les policiers n'ont pas été convaincus par les annonces d'Edouard Philippe - Journal du Dimanche 12 décembre 2019

Les policiers n'ont pas été convaincus par les annonces d'Edouard Philippe mercredi. Jeudi, ils ont décidé de durcir leur mouvement de protestation. Journal du Dimanche 12 décembre 2019

Et le lendemain... un miracle républicain (sic!) s'est produit :

- Retraites : les policiers saluent des "avancées" et suspendent leur mobilisation - L'Express.fr 13 décembre 2019

Les syndicats policiers suspendent leur mouvement de protestation contre la réforme des retraites, en saluant des "avancées" pour le maintien de leur régime dérogatoire, après une réunion ce jeudi avec Christophe Castaner et Jean-Paul Delevoye.

Les secrétaires généraux des principaux gardiens de la paix, Unité, Alliance et Unsa-police ont annoncé dans la foulée la "suspension" de leur mouvement de grogne contre le projet de réforme.

Le policier "bénéficiera des avantages des régimes particuliers : possibilité d'ouverture des droits à 52 ans, un départ à la retraite à 57 ans et la bonification du 5e, qui sera maintenue par une surcotisation de l'employeur, le ministère de l'Intérieur", a exposé Yves Lefebvre. Actuellement, les policiers bénéficient d'un régime spécifique qui leur permet d'obtenir une annuité de cotisation supplémentaire tous les cinq ans. C'est la bonification dite "du cinquième" ou "quinquennale". Elle est plafonnée à cinq annuités et, pour y être éligible, le fonctionnaire doit avoir exercé 27 ans.

Quel que soit son poste ou sa fonction, un policier bénéficie de ce système, censé contrebalancer la pénibilité du métier. L'Express.fr 13 décembre 2019

A croire que ceux qui sont concernés par les retraites ne sont pas les mêmes travailleurs qui vont réveillonner en famille le 24 décembre. Eux non, assurément.

- Grèves: Marine Le Pen demande une trêve pour les fêtes - LeFigaro.fr 13 décembre 2019

La présidente du Rassemblement national, qui soutenait le mouvement jusque-là, demande une trêve pour les fêtes de fin d'année.

“Il serait injuste que les Français soient les victimes d'une contestation qu'ils partagent pour beaucoup d'entre eux”, avait défendu la veille Marine Le Pen.

Pour l'exécutif, l'occasion est belle avec cette trêve de Noël de tenter de briser le front syndical qui s'est constitué depuis le discours d'Édouard Philippe.

Jugeant “irresponsable d'annoncer qu'on veut gâcher les vacances de Noël des Français”, la ministre Élisabeth Borne a ainsi estimé ce vendredi 13 décembre sur CNews qu'il était temps de “s'asseoir à la table de discussions et reprendre le travail”.

“On prend en otage les Français à un moment qui est très important pour eux, pour la famille, pour l'économie française et il n'y a pas d'alternatives”, s'est indignée sur LCI la secrétaire d'État à l'Économie Agnès Pannier-Runacher.

La veille sur Europe1, la secrétaire d'État Marlène Schiappa avait repris à son compte un argument populaire chez les adversaires du mouvement social. “Même dans les guerres, il y a des trêves. Là, nous ne sommes pas dans une guerre, nous sommes dans une discussion et chacun peut respecter ce temps de fêtes”, a-t-elle jugé, plaidant pour le respect des fêtes de Noël, “un moment unique pour se rapprocher, pour une pause dans l'année”. huffingtonpost.fr et LeFigaro.fr 13 décembre 2019

Ils sonderaient les morts s'ils le pouvaient. Un peu de patience !

- Sondage : les Français favorables à l'âge de départ «pivot» sont ceux qui ne sont plus concernés - RT 13 déc. 2019

C'est surtout parmi les Français âgés de plus de 65 ans – la classe d'âge la moins directement concernée par le projet de retraite par points – que l'on trouve le plus de partisans (67%) de cette réforme, selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Elabe et publiée le 11 décembre par le site BFMTV.com. RT 13 déc. 2019

Selon l'une de ces études, réalisée pour le compte de la Fondation pour l'innovation politique, une seule classe d'âge

est majoritairement favorable (52%) à ce système de retraite qui existe notamment aux Etats-Unis – celle des 18-24 ans. Mais cette étude fait aussi apparaître que 64% de cette tranche d'âge déclare avoir une «idée peu claire» ou «pas du tout claire» du système actuel.

On peut légitimement se demander si ce sentiment général de confusion par rapport à ce qui existe, ce qui est connu et ce qui est promis en matière de retraite, n'a pas été entretenu par le principal promoteur du projet de réforme. Ainsi, le 22 novembre, à Nesle, dans la Somme, deux semaines avant le début de la mobilisation, le président de la République Emmanuel Macron avait jugé «étrange» une mobilisation contre une réforme «dont on ne connaît pas les termes exacts». RT 13 déc. 2019

Ils sont dépités !

- Grève: malgré le spectre d'un "Noël noir", les Français soutiennent le mouvement - Le HuffPost15 décembre 2019

Mais visiblement pour la majorité des Français, pris à témoin par le ministre, la réforme des retraites prônée par le gouvernement est plus insupportable que le spectre de blocages pendant les Fêtes de fin d'année. C'est en tout cas ce qu'indique un sondage Ifop publié par le Journal du Dimanche.

L'opinion publique semble effectivement toujours favorable au mouvement social. Selon ce sondage, dont vous pouvez retrouver les grandes lignes ci-dessous, 54% des Français soutiennent la grève, et 30% lui sont hostiles. Le HuffPost15 décembre 2019

Ils ont ressorti le cadavre puant de la gauche du placard, il bouge encore. Mais ils ne sont pas "***prêts pour présenter un texte commun***", le mot retrait leur brûle les lèvres !

- Réforme des retraites : la gauche unie contre le gouvernement à Saint-Denis - LeFigaro.fr 12 décembre 2019

Les principaux représentants de la gauche, réunis en meeting mercredi soir, ont fait front commun contre le projet de réforme mené par Édouard Philippe. Mais impossible pour eux de proposer un texte commun.

«Ils voulaient qu'on se bouffe la gueule entre nous, ils n'y sont pas parvenus!» À la Bourse du Travail de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Olivier Besancenot est chaleureusement applaudi par quelque 300 militants, mais aussi par la brochette de figures de la gauche présente à ses côtés, de la responsable de LO, Nathalie Arthaud, au premier secrétaire du PS, Olivier Faure. Quelques minutes avant, Catherine Perret, la responsable retraite de la CGT, avait salué la CFDT qui, au même moment, annonçait son intention de rejoindre la mobilisation du 17 décembre, comme l'Unsa et la CFTC. De quoi amuser Eric Beynel de Solidaires: «Faire applaudir la CFDT à la Bourse du Travail, c'est magique!» Ambiance front commun. «Il y a un gouvernement qui nous déclare la guerre», balance Besancenot qui ne voit «pas d'autres solutions» que de «paralyser plusieurs jours» la France. LeFigaro.fr 12 décembre 2019

L'extrême centre, c'est aussi cela.

- Comment Elie Hatem, figure d'extrême droite, s'est retrouvé à l'Élysée - Le HuffPost 12 décembre 2019

Ce jeudi 12 décembre, plusieurs photos circulant sur les réseaux sociaux montrent Elie Hatem, ex-membre de l'Action française et figure de l'ultra-droite, poser au côté d'Emmanuel et Brigitte Macron à l'Élysée.

Elie Hatem est proche de Jean-Marie Le Pen, comme on peut le voir sur cette image également issue de son compte Facebook. Le HuffPost 12 décembre 2019

- Climat: difficile d'exister entre le "club Greta" et le "club Donald", selon Macron - AFP 12 décembre 2019

"Je voudrais qu'on fasse notre club à nous" avec l'objectif d'arriver à "ce que les gens changent leur comportement, comprennent que c'est possible et qu'on les accompagne", a-t-il poursuivi.

M. Macron a pour cela demandé aux chercheurs présents à aider "à convaincre les décideurs et l'opinion" pour "rendre le changement acceptable" afin de lutter contre le réchauffement. AFP 12 décembre 2019

Climat. Intox. Croyance, propagande et manipulation.

Greenpeace sonne l'alarme sur le climat avant le Sommet européen - AFP 12 décembre 2019

Une énorme banderole sur "l'urgence climatique" déployée sur un bâtiment faussement en flammes: Greenpeace s'est invité jeudi au sommet européen à Bruxelles pour mettre la pression sur les dirigeants, peu avant leur réunion largement consacrée au

"Pacte vert" de l'UE. AFP 12 décembre 2019

Le Pacte vert, "nouvelle stratégie de croissance" de l'UE, dévoilé et déjà critiqué - AFP 12 décembre 2019

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a présenté mercredi son "Pacte vert", une feuille de route vers la neutralité climatique destinée à devenir la "nouvelle stratégie de croissance" de l'UE.

Le gouvernement français a estimé que le Pacte vert "ouvre la voie à une ambition forte pour le climat et la protection de l'environnement".

"La France partage cette priorité et la volonté que l'Europe s'affirme comme le leader mondial de la transition écologique", ont affirmé la ministre de la Transition écologique Elisabeth Borne, la secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Amélie de Montchalin ainsi que la secrétaire d'Etat à la Transition écologique Brune Poirson dans un communiqué commun.

Pour atteindre les objectifs du Pacte vert, 260 milliards d'investissements annuels supplémentaires par an nécessiteront "la mobilisation des secteurs public et privé", souligne la Commission. AFP 12 décembre 2019

Neutralité carbone en 2050: l'UE s'engage, mais sans la Pologne - AFP 13 décembre 2019

Si le reste de l'UE se montre compréhensif, Ursula von der Leyen a toutefois assuré, au lendemain de la présentation du Pacte vert européen, que "cela ne changerait pas le calendrier de la Commission".

Le fait que la Pologne reste en dehors est "complètement acceptable", a assuré Mme von der Leyen.

"Cet objectif (de neutralité) engagera l'UE dans son ensemble", assure-t-on à l'Elysée.

A l'entame du sommet, Varsovie n'était pas le seul pays récalcitrant. La Hongrie et la République tchèque affichaient aussi leur scepticisme, exigeant des garanties financières, mais également sur les moyens d'atteindre cet objectif climatique, y compris grâce au nucléaire.

Inacceptable pour des pays comme l'Autriche ou le Luxembourg, cette référence à l'atome était défendue par les trois capitales de l'Est. Les autres dirigeants ont fini par céder et par en faire mention dans les conclusions. Une reconnaissance importante car elle ouvre la voie à des aides et subventions.

Le Premier ministre tchèque Andrej Babis s'est félicité d'avoir "convaincu" ses homologues que "l'énergie nucléaire est notre voie vers la neutralité climatique". Selon la présidence française, les dirigeants des 27 ont par ailleurs apporté un "soutien unanime" à la mise en place d'une "taxe carbone" des produits provenant de l'extérieur de l'UE "s'ils ne respectent pas les mêmes exigences climatiques que les entreprises européennes".

Nettement plus nuancées, les conclusions officielles du sommet se bornent à indiquer que le Conseil "prend note de l'intention de la Commission de proposer un mécanisme d'ajustement aux frontières pour les secteurs très carbonés".

Le principe d'une telle taxe carbone aux frontières, réclamée de longue date par la France, vise à lutter contre le "dumping environnemental" et éviter le déplacement des émissions de CO2 vers des pays où il n'a pas de prix. AFP 13 décembre 2019

Climat: vers un zéro pointé à l'épreuve de l'urgence climatique - AFP 13 décembre 2019

La science réclame des actions urgentes et radicales pour éviter la catastrophe climatique, mais la conférence climat de l'ONU qui doit finir vendredi ne sera pas à la hauteur, même si le texte le plus ambitieux sur la table est adopté par les Etats.

Etats-Unis, Chine, Inde, Japon... Pendant ces deux semaines de réunion, les plus grands pays émetteurs de gaz à effet de serre n'ont pas fait d'annonces indiquant une volonté de faire plus et plus vite contre le réchauffement de la planète qui amplifie un peu partout tempêtes, canicules ou inondations.

Dans le viseur des défenseurs du climat, évidemment les Etats-Unis, qui ont officialisé leur retrait de l'accord de Paris l'an prochain. Mais aussi des pays émergents, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, qui ont clairement dit cette semaine qu'ils ne prévoyaient pas de rehausser leurs ambitions prochainement.

Les millions de jeunes descendus dans les rues dans les pas de l'adolescente suédoise Greta Thunberg et le secrétaire général

de l'ONU Antonio Guterres, qui a exhorté les hommes à arrêter de faire la "guerre" à la planète, risquent d'être plus que déçus. AFP 13 décembre 2019

Greta Thunberg, personnalité de l'année du Times et star de la COP25 - AFP 12 décembre 2019

Greta Thunberg a dû traverser l'Allemagne assise par terre dans un train bondé. - sputniknews.com 15.12

RT 15.12 - La Deutsche Bahn, compagnie ferroviaire publique allemande, a répliqué ce 15 décembre. «Chère Greta, merci pour votre soutien aux employés des chemins de fer dans notre combat contre le changement climatique. Nous sommes contents que vous ayez voyagé sur le ICE 74 [train à grande vitesse] samedi», a tweeté la compagnie allemande. «Il aurait été plus gentil si vous aviez également fait mention de la façon aimable et compétente dont vous avez été traitée par notre personnel en première classe», affirme le tweet qui a été suivi d'un communiqué.

«Je voyage dans des trains surpeuplés», a déploré la jeune suédoise, le 14 décembre dans un premier tweet.

Après ce retour de la compagnie ferroviaire, Greta Thunberg a apporté quelques précisions dans un second tweet. Elle explique que son train depuis Bâle avait été annulé et que ses amis et elle-même avaient dû s'asseoir par terre dans deux trains avant de trouver une place à partir de Goettingen.

La Deutsche Bahn n'a pas démenti que la jeune fille n'avait pas trouvé de siège avant Francfort, à mi-chemin de son voyage entre Bâle et Hambourg. RT 15.12

LVOG - La photo montrait un couloir et l'espace en bout de wagon totalement vides.

Flossie Donnelly, la "Greta irlandaise" qui nettoie les plages de Dublin - euronews 12 décembre 2019

A seulement 12 ans, la jeune fille est devenue l'une des militantes écologistes les plus célèbres d'Irlande. euronews 12 décembre 2019

Un "New Deal" vert pour l'Italie - euronews 11 décembre 2019

Rome fait un pas de plus pour se conformer aux objectifs de l'accord de Paris, et tenter de réduire à néant ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

Près de 55 milliards d'euros seront injectés dans cette cause au cours des années à venir...

"Le premier article du décret sur le climat impose que toutes les politiques économiques de ce gouvernement et de ceux à venir soient vertes dans les prochaines années", indique Sergio Costa, ministre italien de l'Environnement.

L'Italie va mettre en place des cours obligatoires sur le dérèglement climatique dans les écoles dès la rentrée prochaine, du primaire au lycée, et va intégrer les problématiques environnementales dans l'ensemble des matières. euronews 11 décembre 2019

La "taxe carbone" multipliée par plus de deux en Allemagne d'ici le 1er janvier 2021 - Reuters 16.12

Le gouvernement allemand et les exécutifs régionaux se sont mis d'accord pour multiplier par plus de deux le montant de la taxe appliquée aux émissions de carbone et la porter à 25 euros par tonne, rapporte lundi l'agence DPA. Reuters 16.12

Climat: négociations de nuit pour tenter d'éviter un échec de la COP25 - AFP 15 décembre 2019

La conférence de l'Onu sur le climat semblait dans l'impasse samedi en raison du refus de plusieurs grandes économies de renforcer leurs engagements de réduction des émissions carbone pour lutter contre le changement climatique.

"Nous demandons la vie", "Encore combien de morts?": une dizaine de militants du mouvement écologiste Extinction Rebellion ont voulu rappeler aux négociateurs l'urgence à agir en déversant du fumier non loin du centre de conférences où se déroule la COP.

Au rythme actuel, la température pourrait gagner jusqu'à 4 ou 5°C d'ici la fin du siècle, avec son lot de catastrophes à la clé. Même si les quelque 200 signataires de l'Accord de Paris respectaient leurs engagements, le réchauffement dépasserait 3°C.

Le verdict de la science est sans appel: pour éviter la catastrophe climatique, il faut transformer radicalement l'économie pour commencer à réduire les émissions de gaz à effet de serre et avoir une chance d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris

de limiter le réchauffement de la planète à 2°C, voire 1,5°C, par rapport à l'ère pré-industrielle.

Tous les Etats doivent soumettre d'ici la COP26 à Glasgow une version révisée de leurs engagements. A ce stade, quelque 80 pays se sont engagés à présenter un rehaussement de cette ambition mais ils ne représentent qu'environ 10% des émissions mondiales.

Quasiment aucun des plus grands émetteurs, Chine, Inde ou Etats-Unis, ne semble vouloir rejoindre ce groupe. Seule l'Union européenne a "endossé" cette semaine à Bruxelles l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050. Mais sans la Pologne, très dépendante du charbon. AFP et Reuters 15 décembre 2019

La COP25, une occasion "ratée" de répondre à l'urgence climatique - AFP 16 décembre 2019

La conférence climat de l'ONU qui s'est terminée dimanche à Madrid n'a pas été à la hauteur de l'urgence climatique, adoptant un accord a minima sans s'entendre sur des points essentiels en raison des réticences de certains Etats.

Sans surprise, quasiment aucun des grands pays émetteurs n'a fait d'annonce significative pour rehausser ses ambitions, ni donner de signe clair d'une telle intention pour 2020. Evidemment pas les Etats-Unis qui quitteront l'accord de Paris en novembre prochain, mais pas non plus la Chine ou l'Inde. AFP 16 décembre 2019

Balkanisation. Atomisation des peuples pour mieux les contrôler ou assimilation forcée au sein d'institutions supranationales

- L'île de Bougainville va devenir un État indépendant - huffingtonpost.fr 11.12

Les habitants de Bougainville ont décidé à une écrasante majorité de quitter le giron de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, un pas majeur vers la création d'un nouvel État, selon les résultats du référendum publiés ce mercredi 11 décembre.

176.928 électeurs ont voté en faveur de l'indépendance, soit plus de 98% des suffrages exprimés.

A New York (Etats-Unis), le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a salué "l'organisation réussie du référendum" et félicité les autorités et tous les électeurs "pour leur dévouement et la conduite pacifique du processus". Il a appelé toutes les parties à s'assurer que la suite sera "inclusive et constructive", précise son communiqué. L'indépendance ne prendra pas effet immédiatement et un long processus politique attend les dirigeants.

Le résultat du référendum doit dans un premier temps être ratifié par le Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée, au sein duquel certains élus sont vigoureusement opposés à cette indépendance, redoutant un effet de contagion dans un pays d'une très grande diversité ethnique et linguistique.

L'ampleur de la victoire des partisans de l'indépendance devrait cependant peser en faveur de la reconnaissance de ce référendum.

"Ce résultat ne laisse place à aucune autre interprétation que: Bougainville veut l'indépendance", a expliqué Shane McLeod, chercheur à l'Institut Lowy de Sydney (Australie). "Un vote aussi massif la rend inévitable". "Port Moresby devra rapidement digérer le résultat", a-t-il estimé, "ils devront être prêts pour évoquer le calendrier de l'indépendance".

"Nous n'avons peut-être pas les meilleurs hôpitaux, les meilleures écoles ou les meilleures routes et infrastructures, mais notre moral est bon et cela nous mènera là où nous voulons".

L'île doit son nom au navigateur français Louis-Antoine de Bougainville (1729-1811), qui l'explora en 1768, et compte parmi les territoires les plus pauvres de l'hémisphère Sud malgré ses richesses en cuivre. huffingtonpost.fr 11.12

Pauvres ils étaient, pauvres ils resteront malgré leurs richesses...

En complément. Par la force s'il le faut !

- L'Afrique peut-elle se passer des forces étrangères tant décriées sur le continent ? - Franceinfo 12.12

Dehors les esclavagistes, les colons, les pilleurs, les affameurs, les criminels !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Comment Modi l'agent de Washington ou plutôt de l'Etat profond destabilise l'Inde.

- "Contre l'esprit de l'Inde": la contestation d'une loi sur la citoyenneté se propage - AFP 16 décembre 2019

Au lendemain de violences dans une université de New Delhi, le mouvement de contestation d'une loi sur la citoyenneté a gagné de l'ampleur et s'est propagé lundi dans toute l'Inde, mettant au défi le gouvernement Modi.

Une législation passée la semaine dernière facilite l'attribution de la citoyenneté indienne aux réfugiés d'Afghanistan, du Bangladesh et du Pakistan, mais à la condition qu'ils ne soient pas musulmans.

Lundi, au lendemain de heurts brutaux entre protestataires et police à la grande université Jamia Millia Islamia de la capitale, de nouvelles manifestations se tenaient sur des campus à Delhi, Chennai, Bangalore, Aligarh, Hyderabad, Bombay ou Lucknow entre autres. Aucun incident majeur n'avait été signalé dans la soirée.

Le Premier ministre Narendra Modi a dénoncé sur Twitter des "groupes aux intérêts cachés" cherchant à semer la "division" et a affirmé que la nouvelle loi reflète "la culture multiséculaire d'acceptation, d'harmonie, de compassion et de fraternité de l'Inde".

Pour Shree Kumar, un étudiant de Delhi, la loi sur la citoyenneté est "contre les musulmans. Elle est contre l'esprit de l'Inde. Elle est contre les idées laïques de l'Inde".

L'opposant Rahul Gandhi, dont le parti du Congrès a été largement battu par les nationalistes hindous dans les urnes au printemps, a qualifié sur Twitter la loi et un registre controversé de citoyens d'"armes de polarisation de masse lancées sur l'Inde par des fascistes".

D'après Ashok Swain, professeur à l'université d'Uppsala (Suède), l'ampleur des manifestations a pris de court les dirigeants nationalistes hindous, déjà confrontés à une fort ralentissement de l'économie indienne.

"La contestation reçoit une attention internationale et se répand à différentes parties du pays. Cela accroîtra certainement la pression sur le régime alors que l'économie ne va pas bien", a-t-il déclaré à l'AFP. AFP 16 décembre 2019

LVOG - Que Modi soit mal conseillé, cela paraît évident, une cellule de la NED/CIA très influente officie à Delhi. Je crois qu'on ne doit pas tout mettre sur le dos de son fanatisme religieux hindouiste, bien qu'il joue un rôle pour diviser ses adversaires. Le BJP détient la majorité absolue au Parlement. Quant à détourner les masses de leurs préoccupations sociales quotidiennes, je n'y crois pas non plus, tout du moins à l'échelle de la totalité du pays, tout comme elles se foutent éperdument de la question climatique, leur précarité absolue absorbe ou concentre toute leur attention, et cristallise leur mécontentement contre le gouvernement et rien ne les en détournera.

Pendant les deux campagnes électorales, j'ai expliqué aux Indiens à quel point Modi était dangereux. Ce n'était pas la peine, je n'en ai pas rencontré un qui s'apprêtait à voter pour son parti, le BJP. Normal, je vis dans un village et je ne croise que des travailleurs manuels pauvres. Ce sont les villes qui ont élu Modi, pas les campagnes, comme en France et partout ailleurs.

Algérie

1- En Algérie, l'élection présidentielle marquée par une abstention record - Le HuffPost 13 décembre 2019

Par son absence dans les isoloirs, le “Hirak” se fait entendre dans les urnes. Plus de six Algériens sur dix ont boudé le vote ce jeudi 12 décembre, une abstention record, lors de la présidentielle fermement rejetée par le mouvement populaire de contestation ayant emporté en avril le président Abdelaziz Bouteflika, dont ils étaient appelés à élire le successeur.

Seuls 39,93% des inscrits ont voté (39,83% - ndlr), le plus faible de l'histoire des élections présidentielles pluralistes en Algérie. , selon les chiffres annoncés en fin de soirée à la télévision nationale par Mohamed Charfi, président de l’Autorité nationale indépendante des élections (Anie). Le taux de participation au niveau national s’établit à 41,41% et celui des Algériens de l’étranger à 8,69%, a-t-il ensuite expliqué.

Ce taux est le plus faible de toutes les présidentielles pluralistes de l'histoire de l'Algérie. Il est inférieur de plus de 10 points à celui du précédent scrutin -le plus faible jusqu'ici-, qui en 2014 avait vu la 4e victoire d'Abdelaziz Bouteflika.

Le "Hirak", le "mouvement" de contestation populaire massif et inédit du régime qui a contraint Abdelaziz Bouteflika à la démission, rejetait catégoriquement la tenue de cette élection, vue comme un moyen de se régénérer pour le "système" au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962.

Ce mouvement exige la fin de ce "système" aux manettes depuis l'indépendance en 1962, et le départ de tous les anciens soutiens ou collaborateurs des 20 ans de présidence Bouteflika. Ce que sont les cinq candidats (Abdelaziz Belaïd, Ali Benflis, Abdelkader Bengrina, Azzedine Mihoubi et Abdelmajid Tebboune).

Aucune projection de résultat n'a été publiée, mais le camp d'Abdelmajid Tebboune, ancien bref Premier ministre d'Abdelaziz Bouteflika en 2017, a revendiqué dans la soirée la victoire au 1er tour. "Selon les premiers éléments en notre possession (...) Abdelmadjid Tebboune a remporté la présidentielle avec un score de 64%" des votants", a déclaré à l'AFP Abdelatif Belkaim, directeur adjoint de la communication du candidat. Le HuffPost 13 décembre 2019

2- Algérie: Abdelmadjid Tebboune, ex-Premier ministre de Bouteflika, élu président (officiel) - AFP 13 décembre 2019

Abdelmadjid Tebboune, ancien ministre puis chef de gouvernement d'Abdelaziz Bouteflika âgé de 74 ans, a été élu dès le premier tour pour lui succéder à la tête de l'Etat algérien, a annoncé vendredi l'Autorité nationale des élections (Anie).

M. Tebboune a "recueilli (...) 58,15% des suffrages", a indiqué le président de l'Anie Mohamed Charfi lors d'une cérémonie officielle, au lendemain d'un scrutin marqué par une abstention record et qui s'est déroulé dans un contexte de contestation massive et inédite du régime au pouvoir depuis l'indépendance en 1962. AFP 13 décembre 2019

Grande-Bretagne

1- Législatives britanniques : le Parti conservateur de Boris Johnson obtient une majorité écrasante, selon un sondage de sortie des urnes - francetvinfo.fr 12.12

Plus rien ne s'oppose au Brexit. Le Parti conservateur du Premier ministre Boris Johnson obtient une majorité écrasante lors des législatives britanniques, selon un sondage de sortie des urnes, jeudi 12 décembre au soir.

Les conservateurs décrochent en effet une très confortable majorité de 368 sièges sur 650, contre 317 lors du précédent scrutin en 2017, selon le sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote par l'institut Ipsos/MORI pour les médias britanniques. Les travaillistes de Jeremy Corbyn s'effondrent à 191 sièges (203, autre source plus tard - ndlr) (contre 262), selon ces projections généralement proches des résultats. Si les résultats ne sont attendus que dans la nuit, ces estimations donnent une avance large, sans précédent pour les conservateurs depuis Margaret Thatcher. francetvinfo.fr 12.12

Après dépouillement dans 647 circonscriptions sur 650, le parti de Boris Johnson avait raflé 362 sièges à la Chambre des communes (365 en définitif) contre 317 remportés en 2017. Principale formation d'opposition, les travaillistes s'effondrent à 203 sièges (contre 262), plaçant leur très à gauche chef de file Jeremy Corbyn sur un siège éjectable.

Boris Johnson a été félicité par son fidèle soutien, le président américain Donald Trump, qui lui a promis sur Twitter "un énorme nouvel accord commercial après le BREXIT", "potentiellement beaucoup plus gros et plus lucratif que n'importe quel accord qui pourrait être conclu avec l'Union européenne". AFP 13 décembre 2019

Le taux de participation a été de 67,3 %. lesoir.be 13.12

2- Royaume-Uni : les élections étaient le second référendum sur le Brexit - entelekheia.fr 13 décembre 2019

Les travaillistes se sont rendus aux élections générales britanniques en promettant aux électeurs un second référendum sur le Brexit, sans se rendre compte que cette élection était le second référendum en question. Erreur fatale.

Il n'y avait pas d'autre enjeu, c'était l'élection du Brexit. La seule façon de gagner était de promettre de sortir la Grande-Bretagne de l'UE et de mettre fin au cirque sur le Brexit, mais Jeremy Corbyn (ainsi que les Libéraux-démocrates [1]) n'ont pas vu dans quel sens le vent soufflait.

Les pauvres vieux Libéraux-démocrates ont perdu leur leader Jo Swinson. Elle n'a même pas réussi à obtenir assez de soutiens pour garder son propre siège, et encore moins accéder à Downing Street. Leur promesse d'annuler purement et simplement le

Brexit était vouée à l'échec, mais pour la défense des Libéraux-démocrates, ils devaient essayer de se distinguer des deux principaux partis.

Les travaillistes n'ont pas cette excuse, en premier lieu parce que ce sont leurs électeurs de la classe ouvrière qui ont voté pour quitter l'UE, et ensuite parce que tout y était pour définir les politiques nécessaires pour gagner le pouvoir, et qu'elles ont été ignorées. Le parti travailliste, le parti de la classe ouvrière, a perdu le vote de la classe ouvrière, une erreur de proportions historiques.

Les Corbynites qui composent Momentum, le groupe qui dirige le Labour, étaient aveuglés par leur idéologie. Ils ont proposé un programme socialiste de subventions d'État et de nationalisations et ont menacé d'une razzia sur les comptes bancaires des milliardaires, mais leurs électeurs voulaient le Brexit, c'était aussi simple que cela. [2]

L'orientation du Labour était attrayante pour l'élite urbaine jeune, des libéraux obsédés par les politiques identitaires qui accusent les partisans du Brexit d'être racistes, mais les électeurs de la classe ouvrière sont rebutés par ces gens.

[1] - Les Lib Dems, Libéraux-démocrates, sont un parti britannique de centre-gauche.

[2] - Les promesses ultra-radicales des meneurs du Labour sont d'autant plus tombées dans l'oreille de sourds que pour les tenir, le Labour aurait d'abord dû mener le pays hors de l'UE, ce qu'il se refusait à envisager. En effet, l'Union interdit la majeure partie des mesures annoncées par Momentum. C'est cette schizophrénie sur l'UE qui a coûté la victoire aux travaillistes.

Voir à ce sujet, en anglais, The gaping contradictions between Labour's promises and its refusal to get Britain out of the EU sur Brexit Central.com. entelekheia.fr 13 décembre 2019

LVOG - Je n'ai jamais fait la promotion du Brexit sachant de quoi il retournait vraiment, contrairement à tous ceux dans nos rangs qui ont cautionné cette machination tournée contre les travailleurs britanniques. J'espère que les lecteurs apprécieront. Idem sur Hong Kong, l'Iran, la Chine ou les Ouïghours, la Syrie, le Rojava, les variations climatiques, etc.

ECONOMIE

Italie.

- Le gouvernement de Giuseppe Conte au secours d'une banque italienne - euronews 16 décembre 2019

Le président du Conseil italien Giuseppe Conte et son gouvernement ont approuvé dimanche un décret pour accorder jusqu'à 900 millions d'euros à la banque Popolare di Bari, dans le cadre d'un plan d'aide.

La banque, placée vendredi sous administration spéciale par la banque d'Italie, a en effet eu du mal à faire face à l'augmentation des pertes sur les prêts qu'elle avait accordées lors de la crise qui a secoué l'économie italienne, notamment dans le sud du pays, son fief. euronews 16 décembre 2019

Haut de page

Le 21 décembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

- 21 pages au format pdf

Le mot du jour : La climatomancie ou l'art divinatoire du climat.

Nous poursuivons la publication en épisodes du livre de Thierry Meyssan (Réseau Voltaire), *Sous nos yeux.* dans la rubrique *Comment fonctionne leur vieux monde*, des documents irremplaçables d'une valeur exceptionnelle, à lire, télécharger et faire circuler le plus largement possible.

En comparaison, si la comparaison est toutefois possible, les interprétations de l'évolution de la situation mondiale telle qu'elle

se déroule sous nos yeux proposées par les dirigeants de l'extrême gauche font pâles figures ou apparaissent complètement ridicules, d'aucune utilité.

Une vidéo

Ces financiers qui dirigent le monde – BlackRock (Arte)

- BlackRock par Arte

Vous constaterez par vous-même, qu'ils sont beaucoup plus avancés sur la voie du totalitarisme que ce que l'on croit ou ce qu'on nous raconte généralement, cela confirme ce que j'avais indiqué à multiples reprises, en vain évidemment !

Quelques réflexions politiques

Lu dans un article :

- "Ce mouvement est un mouvement populaire qui se dit spontané".

Peu importe duquel il s'agit ici, puisqu'on est en présence d'une pandémie quasi universelle de générations (prétendument) spontanées (théorie par ailleurs démentie par la science), au point qu'ils deviennent omniprésents en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, parvenant même à déstabiliser des Etats ou à ouvrir la voie au renversement de régimes ou à s'emparer du pouvoir, un miracle en somme que les naïfs sont censés croire ou soutenir et auquel ils sont appelés à participer.

En réalité, si au départ les acteurs qui en sont les auteurs sont ou semblent isolés ou sans lien avec des partis politiques, en revanche ils ne le sont pas sur le plan idéologique, et ce sont les tenants de cette idéologie qui les reconnaissant comme les leurs, qui à partir de ce moment-là va les instrumentaliser ou s'en servir pour développer des mini coups d'Etat ou lancer des opérations de grandes envergures contre tel ou tel chef d'Etat ou gouvernement.

La propagande officielle, qui peut s'étendre sur des années ou des décennies, a pour fonction d'y préparer psychologiquement la population pour obtenir au mieux son adhésion à ces machinations, au pire sa neutralité, le tout à son insu ou à l'insu de ses intérêts, sinon elle n'aurait aucune raison d'être. Que leurs intentions inavouables demeurent ignorées de la population, constitue la condition préalable ou indispensable pour que cette manipulation des consciences soit un succès ou atteigne son but...

Naufrage.

- "Racisme et xénophobie ne sont pas de génération spontanée, mais le produit d'une politique qui s'y abandonne." (Edwy Plenel - 2014)

C'est l'art d'un faussaire de se faire passer à bon marché pour un humanisme, parce qu'en réalité le racisme et la xénophobie, comme toutes les formes de discrimination ne sont pas le produit d'une politique mais d'un régime économique, plus précisément des inégalités sociales qui en sont à l'origine, autrement dit, c'est dans sa nature.

Pourquoi les puissances occidentales ont-elles réservé les pires souffrances ou humiliations, conditions d'exploitation qui soient aux Africains, aux Asiatiques, etc. sinon pour des raisons purement économiques. Nations ou peuples auxquels en fait elles n'ont jamais cessé de faire la guerre sur le plan économique ou militaire malgré la décolonisation, on en a des exemples sous les yeux avec le sort qu'ils ont réservé à ceux du Moyen-Orient ou avec la russophobie, et c'est la même ligne de fracture que l'on retrouve avec le Green New Deal, où la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud sont la cible de campagnes destinées à les maintenir sous domination.

Les notions de racisme et de xénophobie s'étendent finalement à tous ceux qui ne sont pas leurs alliés de circonstance ou d'intérêt.

C'est une façon comme une autre de se faire passer pour quelqu'un de gauche, alors qu'en réalité on ne fait que ménager ou cautionner un système économique obsolète, archaïque, décadent, rétrograde, monstrueux, cruel, barbare.

Lu quelque part, je n'ai pas retrouvé l'article.

- "Édouard Philippe a promis aux organisations syndicales qu'elles participeraient dès 2021 à « la gouvernance du système » de retraites à points, « sous le contrôle du Parlement ».

Donc, le gouvernement décide... espérant évidemment diviser les organisations syndicales et les entraîner dans l'accompagnement de sa politique et vers le corporatisme."

LVOG - En participant au COR (Conseil d'orientation des retraites) ne l'accompagnent-elles pas déjà vers le corporatisme ?

https://www.cor-retraites.fr/presentation/membres-du-cor

Edouard Philippe lors de son intervention devant le Conseil économique, social et environnemental (Cese) le 12 décembre.

- "La valeur du point sera fixée par les partenaires sociaux, mais "sous contrôle du Parlement". Le point sera indexé sur les salaires et pas sur l'inflation, et une "règle d'or" sera fixé pour que la valeur du point ne puisse pas baisser."

Alors où se situe l'entourloupe ou l'escroquerie ?

En indexant la valeur du point sur les salaires, sachant que l'augmentation des salaires (smic mais aussi les retraites) est désindexée de l'inflation ou ne la compense pas, mécaniquement la valeur du point baissera, et comme les salariés qui s'appauvrissent, les retraités seraient voués à subir le même traitement.

Difficile d'assumer un programme aussi réactionnaire.

- Municipales 2020 : quand LREM conseille à ses candidats de ne pas afficher son propre logo - Franceinfo 18.12

Le fact checking ou la vérification des faits par ceux qui les falsifient au quotidien.

Fact-Checking AFP (https://page.afp.com/factchecking-fr.html)

Des contenus vérifiés que vous pouvez publier en toute sécurité. (Si vous voulez vous ridiculiser ou vous décrédibiliser. - LVOG)

L'une des plus grandes agences de presse au monde lance un service de contenus multimédias pour déjouer la désinformation (Ou sauter à deux pieds joints dedans, la relayer ! - LVOG)

Participez a l'effort d'éducation contre la désinformation ("à" et non "a", encore un petit "effort d'éducation". - LVOG)

"Canular", "Vrai", "Faux" - l'AFP passe au crible les infos qui circulent sur internet et les réseaux sociaux (Le gendarme de l'info ou de la pensée du régime. - LVOG)

Les contenus Fact-checking sont de véritables vecteurs de trafic. (De tous les trafics en effet ! - LVOG) Partageables et viraux, ils permettent d'engager et d'augmenter votre communauté. (La communauté des démagogues, des abusés, ça paie...ou c'est fatal ! - LVOG)

On va passer à l'exercice pratique en consacrant notre Fact-checking à l'AFP, ci-dessous et un peu plus loin.

La stratégie Rumsfeld/Cebrowski prévoit d'adapter la mission du Pentagone à la globalisation du capitalisme. En conséquence, les structures étatiques doivent être détruites sans plusieurs régions du monde, à commencer par le Moyen-Orient élargi, au profit du « chaos constructif ». C'est la « guerre sans fin » annoncée par George Bush, poursuivie par Barack Obama et dénoncée par Donald Trump. (Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 17.12.2019)

Comment les médias acquis à la théorie du « chaos constructif » font-ils croire que Trump pourrait être destitué.

- Destitution: vote historique au Congrès sur un renvoi de Trump en procès - AFP 18.12

- Donald Trump, colère et calculs - AFP 18 décembre 2019

- L'heure de l'impeachment a sonné pour Donald Trump. AFP 18 décembre 2019

- Débat historique au Congrès sur l'"impeachment" de Donald Trump - Reuters 18.12

- Destitution de Donald Trump : vote historique au Congrès - euronews 18.12

- Le procès en destitution de Trump voté par la Chambre des représentants - Le HuffPost 18.12

- Philippe Labro – Donald Trump, le jour de la destitution - LePoint.fr 18.12

Et ce qu'il faut savoir.

Les républicains détiennent 53 sièges sur 100 au Sénat, or selon la législation il faudrait 67 voix ou que les deux tiers des sénateurs votent la destitution pour qu'elle devienne effective, comme c'est inenvisageable, Trump est sûr d'être acquitté et de rester à son poste.

Le lendemain, fin annoncée de cette grossière machination.

- Destitution: mis en accusation, Trump veut un acquittement rapide - AFP 20 décembre 2019

Au lendemain d'une mise en accusation historique, Donald Trump a pressé jeudi le Sénat américain dominé par son camp républicain de prendre en main son procès en destitution pour lui assurer un acquittement rapide.

La chambre a voté mercredi en faveur de son "impeachment" pour "abus de pouvoir" et "entrave à la bonne marche du Congrès" dans l'affaire ukrainienne.

Mais les débats et le résultat ont reflété la division extrême de la classe politique et, par-delà, du pays face à ce président qui depuis trois ans casse tous les codes et alimente toutes les controverses: la quasi-totalité des démocrates, majoritaires à la chambre basse du parlement, ont approuvé son renvoi en procès, quand tous les républicains s'y sont opposés.

"100% de voix républicaines. C'est de ça que les gens parlent. Les républicains sont unis comme jamais!", s'est enthousiasmé Donald Trump, qui a su rallier à lui un parti plutôt hostile lors de son entrée fracassante en politique.

Il a ensuite annoncé qu'un des trois seuls élus démocrates qui avaient voté contre la mise en accusation, Jeff Van Drew, avait rejoint les rangs républicains. A ses côtés dans le Bureau ovale, le transfuge a promis son "soutien sans faille" au président.

Cette unité, l'ex-magnat de l'immobilier veut en faire une force au moment d'affronter un procès potentiellement humiliant et, surtout, de mener campagne pour sa réélection lors de la présidentielle de novembre 2020.

Car les républicains contrôlent le Sénat qui est chargé, selon la Constitution, de le juger.

Le chef de file du camp présidentiel au Sénat, Mitch McConnell, n'a pas fait mystère de son intention de se coordonner avec la Maison Blanche pour ensuite acquitter rapidement le président. AFP 20 décembre 2019

Populisme quand tu me tiens. Le POID fait durer le suspens, il va finir par être le seul !

- Trump « impeached »

18 décembre 2019 – Aux Etats-Unis, les députés de la chambre des représentants à majorité démocrate ont mis en accusation le président Donald Trump, troisième président de l'histoire américaine renvoyé en procès en destitution. Ils ont approuvé le chef d'« abus de pouvoir» (230 voix contre 197), et celui d'«entrave au travail du Congrès» (229 voix pour et 198 contre), en raison de son refus de participer à l'enquête en destitution le visant. Le procès en destitution devrait avoir lieu en janvier devant le Sénat à majorité républicaine. latribunedestravailleurs.fr

Retraite. Détermination totale : Mobilisation générale jusqu'au retrait ou la démission de Macron !

- Retraites: Philippe affirme sa "détermination totale" à mener la réforme - AFP 17.12

- Retraites : "Retirer la réforme, ce n'est pas possible", affirme Aurore Bergé (LREM) - Franceinfo 17.12

Le député LREM Laurent Pietraszewski est nommé secrétaire d'Etat en charge des retraites, deux jours après la démission de Jean-Paul Delevoye Franceinfo18 décembre 2019

Il a aussi été le rapporteur des lois travail. Depuis septembre, il est également porte-parole du groupe des députés La République en Marche.

- La grève du 17 décembre a mobilisé entre 615.000 et 1,8 million de personnes - Le HuffPost 17 décembre 2019

Si l'on se fie aux chiffres du ministère de l'Intérieur, c'est un échec pour les syndicats. Mais selon leur propre comptage, le contrat est rempli puisqu'ils ont dénombré 1,8 million de manifestants. Il y avait en tout cas beaucoup de monde dans les rues de Paris et de nombreuses villes de France ce mardi 17 décembre à l'occasion de la troisième grande journée d'actions contre la réforme des retraites, la première à l'appel de toutes les centrales.

Alors que les taux de grévistes étaient nettement inférieurs à ceux enregistrés le 5 décembre mais plus élevés que le 10 décembre, le même constat fait par les autorités est le même pour les cortèges. Le ministère de l'Intérieur a comptabilisé 615.000 manifestants au total, contre 339.000 la semaine dernière et 806.000 il y a 12 jours.

Les principaux cortèges ont sans surprise défilé dans les plus grandes villes: ils étaient 20.000 à Marseille, 17.000 à Lyon et Toulouse, 14.000 à Nantes, 13.000 Bordeaux, 11.000 à Lille, 10.500 à Caen et Montpellier, 10.000 à Brest, Rennes et Rouen.

À Paris, la préfecture de police a comptabilisé 76.000 manifestants, soit le plus gros total puisqu'elle avait compté 65.000 personnes le 5 et 31.000 le 10. Un grand écart avec la CGT qui en a dénombré 350.000 soit environ deux fois plus que le 10 décembre (180.000) et 100.000 de plus que le 5 décembre (250.000).

Quant au cabinet indépendant Occurence, il a avancé le chiffe de 72.500, en hausse par rapport aux deux précédentes mobilisations. Le HuffPost 17 décembre 2019

Quelle répression policière en France (Macron) ?

- Place de la Nation, la police charge des pompiers - Le HuffPost 18 décembre 2019

Une fin de journée sous tension. Ce mardi 17 décembre, la manifestation parisienne contre la réforme des retraites promise par le gouvernement s'est achevée place de la Nation, dans le XIIe arrondissement. Mais alors que la dispersion devait avoir lieu à 18h, de nombreux opposants n'avaient pas l'intention de quitter les lieux.

Résultat: des tensions ont commencé à gronder entre forces de l'ordre et manifestants, poussant un groupe de pompiers à s'interposer entre les deux camps.

Arrivant les mains levées dans un signe pacifique universel, les soldats du feu ont déposé un drapeau bleu-blanc-rouge aux pieds d'un groupe de CRS qui cherchaient à faire reculer les manifestants. Une tentative d'empêcher la charge des forces de l'ordre qui s'est accompagnée d'appels au calme de la part des pompiers, certains expliquant aux policiers que tous étaient "dans le même camp".

Mais ayant apparemment l'ordre de ne pas laisser d'attroupement perdurer au milieu de la place de la Nation, les fonctionnaires de police ont mené plusieurs charges contre ceux qui se trouvaient face à eux, et donc notamment les pompiers.

Des pompiers présents dans les cortèges

D'après des journalistes présents sur place, ils ont également fait usage de grenades de désencerclement, dont l'une a atteint un soldat du feu.

Plusieurs charges policières notamment contre des pompiers qui tentaient de s'interposer, bras en l'air, l'un d'eux a été blessé par une grenade de desencerclement lancée dans le tas. Des journalistes chargés à coups de matraque. Le HuffPost 18 décembre 2019

Alignement du régime général sur le régime spécial des militaires !

- Macron rassure les militaires sur les retraites - AFP 20.12

Emmanuel Macron (...) a souligné de nouveau que les militaires touchaient une pension précisant ainsi qu'ils n'étaient pas concernés par la réforme envisagée.

Le Premier ministre Edouard Philippe a affirmé le 11 décembre que les militaires, comme les policiers ou les pompiers, allaient garder le bénéfice de dérogations d'âge sur le départ à la retraite, car ils sont " exposés à des fonctions dangereuses dans le cadre des missions régaliennes". AFP 20.12

Macron où la crise de légitimité permanente.

- Réforme des retraites: les Français subissent la grève mais la trouvent justifiée - LeFigaro.fr 19.12

L'instauration d'un système universel avec des règles communes de calcul des pensions ne recueille l'assentiment que d'une faible minorité.

Cette réforme et son point cardinal, l'instauration d'un système universel avec des règles communes de calcul des pensions, ne recueille l'assentiment que d'une faible minorité de Français (23 %).

Depuis le 5 décembre, près d'un Français sur deux (48 %) et une large majorité de Parisiens (78 %) ont subi les perturbations liées au mouvement de grève, selon notre sondage Odoxa-Dentsu Consulting réalisé pour Le Figaro et France Info. Pourtant, 66 % des Français continuent d'estimer que ce mouvement contre le projet de réforme des retraites est justifié. La raison de ce paradoxe: «Une majorité de Français ne fait pas confiance au gouvernement pour la mise en place d'un nouveau système, et l'âge pivot ou d'équilibre passe très mal, explique Céline Bracq, directrice générale de l'institut Odoxa. C'est surtout la jeune génération (née en 1975 ou après), concernée par la réforme qui trouve le mouvement justifié (78 %), tandis que leurs aînés ne sont que 57 % à le dire.» LeFigaro.fr 19.12

- Retraites: l'intersyndicale annonce une nouvelle journée d'action le 9 janvier - Le HuffPost LeFigaro.fr 19.12

Les briseurs de grève sont des assassins.

- Grève SNCF: les chauffeurs de cars Macron autorisés à conduire 12 heures par jour - Le HuffPost 18.12

Quand il ne vous restera plus que les os sur la peau.

- Au Japon, les seniors portent des exosquelettes pour travailler plus longtemps - Slate.fr 17 décembre 2019

Face à une baisse de la main-d'oeuvre et à des pensions insuffisantes, ces armatures permettent aux personnes âgées de rester sur le marché du travail.

L'exosquelette, sorte de robot accroché au corps qui accompagne et supplée les mouvements d'un individu, est la solution promue par le gouvernement pour faire travailler plus longtemps les 28% de 65 ans ou plus que compte la société japonaise. Plusieurs sociétés et industries proposent désormais cette technologie à leur main-d'oeuvre aux cheveux grisonnants.

«C'est un peu comme une seconde peau», indique Kenji Takemura, un manutentionnaire du port d'Osaka. À 59 ans, il continue à charger, décharger, se baisser et porter des cartons -jusqu'à 100 tonnes par jour. Il ne pourrait pas accomplir cette tâche fastidieuse sans son exosquelette sur le dos; grâce à lui, il se voit déjà travailler au-delà de 63 ans, l'âge légal de la retraite au Japon.

Sur tout l'archipel, la concurrence devient féroce entre les sociétés proposant cette technique. La plus célèbre, Cyberdyne, commercialise l'un des systèmes les plus avancés. Son exosquelette lit les signaux bioélectriques du cerveau vers les muscles, afin d'imiter le mouvement prévu, et réduit d'au moins 15 kilos la charge réelle supportée par le dos.

L'exosquelette, sorte de robot accroché au corps qui accompagne et supplée les mouvements d'un individu, est la solution promue par le gouvernement pour faire travailler plus longtemps les 28% de 65 ans ou plus que compte la société japonaise. Plusieurs sociétés et industries proposent désormais cette technologie à leur main-d'oeuvre aux cheveux grisonnants.

«C'est un peu comme une seconde peau», indique Kenji Takemura, un manutentionnaire du port d'Osaka. À 59 ans, il continue à charger, décharger, se baisser et porter des cartons -jusqu'à 100 tonnes par jour. Il ne pourrait pas accomplir cette tâche fastidieuse sans son exosquelette sur le dos; grâce à lui, il se voit déjà travailler au-delà de 63 ans, l'âge légal de la retraite au Japon.

Sur tout l'archipel, la concurrence devient féroce entre les sociétés proposant cette technique. La plus célèbre, Cyberdyne, commercialise l'un des systèmes les plus avancés. Son exosquelette lit les signaux bioélectriques du cerveau vers les muscles, afin d'imiter le mouvement prévu, et réduit d'au moins 15 kilos la charge réelle supportée par le dos.

À l'instar de l'Hexagone, le Premier ministre japonais envisage de réformer les retraites à travers un plan baptisé «Vers une ère où l'on vit 100 ans». En fixant l'âge légal à 70 ans, Shinzo Abe souhaite s'attaquer aux problèmes fiscaux causés par le vieillissement rapide de la population et la baisse conséquente de la natalité. Slate.fr 17 décembre 2019

Leur société, leur monde sont monstrueux.

En complément

- Yvan le Bolloch excédé sur la réforme des retraites: "Je veux pas crever au boulot" - Le HuffPost 18 décembre 2019

Remballez votre aumône, Macron dehors !

- Pas de coup de pouce au SMIC et revalorisation de 15 euros par mois au minimum légal - RT 19 décembre 2019

Le gouvernement a choisi de s'en tenir au strict minimum imposé par la loi pour fixer le montant du salaire minimum en 2020. Il n'augmentera que de 12 centimes par heure travaillée.

Le Smic qui désigne le montant minimal de la rémunération horaire est donc porté au 1er janvier à 10,15 euros contre 10,03 en 2019. Cela représente en moyenne 15 euros de plus par mois pour les 2,3 millions de personnes employées à ce salaire. Le Smic dit «mensuel» et désignant le salaire minimum pour une durée de travail hebdomadaire de 35 heures s'établira ainsi à 1 219 euros nets en 2020, ce qui représente selon la porte-parole du gouvernement «173 euros supplémentaires sur l'ensemble de l'année». RT 19 décembre 2019

La fabrication de l'urgence climatique au quotidien.

De la main invisible à la main verte.

- Les eurodéputés approuvent un accord sur la finance verte - Reuters 17.12

Les eurodéputés sont convenus lundi d'approuver un projet visant à fixer un ensemble de règles pour définir les produits financiers "verts" et "durables", un marché évalué à 180 milliards d'euros, cinq jours après que les Etats membres de l'Union européenne ont rejeté un accord en ce sens.

Le projet contraint les émetteurs de produits financiers à rendre publique la part exacte de leurs investissements compatibles avec les exigences écologiques pour obtenir l'étiquette de "vert et durable".

La Grande-Bretagne, la France, la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie et la Slovénie se sont opposées mercredi dernier à ce projet qui empêchera selon elles le nucléaire ou le charbon, énergies dont ces pays sont largement dépendants, d'obtenir le label convoité.

Cette possibilité n'était pas exclue aux termes de la nouvelle classification ("taxonomie") mise au point, mais il était très difficile pour ces secteurs de l'obtenir.

La nouvelle réglementation doit être approuvée mercredi par les diplomates de l'ensemble des Etats membres et transmise ensuite pour promulgation à la Commission européenne. Reuters 17.12

Variation climato-politique LREM-EELV-LFI

- Cédric Villani (LREM) accepte la "coalition pour le climat" à Paris proposée par David Belliard (EELV) Le HuffPost 19.12

Rappel - Municipales : La France insoumise se rallie à Éric Piolle (EELV) à Grenoble - L'Express.fr 30.10

Pour cause d'agenda électoral...

- La Convention citoyenne pour le climat prolongée jusqu'en avril - L'Express.fr 20 décembre 2019

La Convention citoyenne pour le climat, chargée de proposer des mesures contre le réchauffement climatique et qui devait initialement s'achever fin janvier, poursuivra finalement ses travaux jusqu'en avril, selon un nouveau calendrier annoncé jeudi.

Les prochaines sessions se tiendront du 10 au 12 janvier, du 7 au 9 février, du 6 au 8 mars et la dernière, quand seront annoncées les mesures et leur mode d'adoption proposé (loi, règlement, référendum...) les 3 et 4 avril, selon ce nouveau calendrier. L'Express.fr 20 décembre 2019

Fake news éhontée ou ils osent tout.

Quand des saisons ou des évènements saisonniers (mousson...) sont précoces, ils les montent en épingle ou spéculent dessus, mais quand c'est l'inverse qui se produit, ils n'en parlent pas puisque cela contredit leur théorie.

- Australie: 40,9°C mardi, journée la plus chaude jamais mesurée - AFP 18 décembre 2019

Mardi a été la journée la plus chaude en Australie depuis le début des relevés, avec une moyenne nationale des températures maximales mesurée à 40,9°C, a annoncé mercredi le bureau de météorologie.

Des records ont été relevés cette semaine dans l'Etat d'Australie occidentale, où les pompiers luttent contre des incendies qui ont dévasté des milliers d'hectares.

Les incendies sont courants à l'approche de l'été austral, mais ils sont apparus très tôt cette année et sont particulièrement virulents. Les chercheurs estiment que le réchauffement climatique contribue à créer des conditions encore plus propices aux feux. AFP 18 décembre 2019

Commentaires d'internautes :

1- "C'est du n'importe quoi, j'étais en Australie en Janvier 2011 et il faisait 43 degrés a l'ombre en plein milieu de tourner et 41 a minuit. Il faut arrêter de dire des conneries."

2- "C'est faux, la plus haute température en Australie a été enregistrée le 2 janvier 1960 à Oodnadatta avec 50.7°, soit 10° de plus"

LVOG - L'écart entre le 18 décembre et le 2 janvier est de deux semaines, on ne peut donc pas nous accuser de manipuler des données.

Je confirme. 53°C à Tomas Mitchell en 1845, 53°C à Cloncurry en 1889, 51,6°C à Euston en 1897, 51,7°C à Gerardton en 1896, la station de Marra dans le New South Wales a enregistré 130°F (54,4°C) le Janvier 21 1896, et c'était bien avant le formidable développement industriel du XXe siècle.

Partant de l'article du blog climato-realistes.fr intitulé : *Vague de chaleur en Australie: réchauffement global ou événement météorologique local ?* Voilà ce que j'ai trouvé.

In January 1896 (...) Newspaper reports showed that in Bourke the heat approached 120°F (48.9°C) on three days. joannenova.com.au/2012/11/extreme-heat-in-1896-panic-stricken-people-fled-the-outback-on-special-trains-as-hundreds-die/

Et si vous n'avez pas confiance dans ces données ou dans la personne qui vous les communique ici, donc l'auteur de ce portail, vous pouvez consulter à l'adresse suivante les archives du Western Mail du 17 janvier 1896 publié à Perth en Australie : trove.nla.gov.au/newspaper/article/33121679?zoomLevel=4

Eh oui, je me suis connecté à tous ces portails pour vérifier ces informations !

54,4°C le Janvier 21 1896, 49.8°C le 19 décembre 2019.

- Australie : les températures frôlent les 50°C, l'état d'urgence décrété - euronews 19 décembre 2019

Ce jeudi, le mercure a grimpé à 49.8°C à l'ouest du pays, des températures record pour un mois de décembre. En Nouvelle-Galle du Sud dont Sydney est la capitale, l'état d'urgence a été décrété pour la seconde fois depuis le début de la saison des incendies, en septembre. euronews 19 décembre 2019

- Des incendies plus précoces et plus violents qu'à l'accoutumés selon les scientifiques. euronews 19 décembre 2019

LVOG - Amen !

Et l'amalgame inévitable.

- Incendies et canicule en Australie: deux infographies pour comprendre - LeFigaro.fr 19 décembre 2019

En attendant "***l'arrivée du froid***", ils spéculent sur le réchauffement climatique.

- Une température de 6°C attendue dans la nuit à Moscou, du jamais vu depuis 133 ans - Reuters 18 décembre 2019

La température ne devrait pas descendre en dessous des 6°C dans la nuit de mercredi à jeudi à Moscou, du jamais vu depuis le

18 décembre 1886, a annoncé le centre national de météorologie.

La normale saisonnière à cette époque de l'année est inférieure de douze degrés, à -6,2°C.

Résultat de cette douceur inhabituelle, conséquence d'un front atmosphérique venu de l'Atlantique...

Au jardin botanique de l'Université d'Etat de Moscou, la flore est elle aussi surprise par ces températures printanières: perce-neige et rhododendrons sont déjà en fleur. "Ces fleurs ne survivront certainement pas à l'arrivée du froid. Il n'y aura pas de floraison au printemps", explique Anton Doubeniouk, jardinier en chef. Reuters18 décembre 2019

Parole d'internaute.

Suite à des articles parus dans le blog Les Crises.fr favorable à la théorie du réchauffement anthropique)

(Climat. La NOAA publie son rapport 2019 sur l'Arctique par Johan Lorck - Les Crises 17décembre 2019)

(Climat. Niveau record pour les émissions de CO2 d'origine fossile par Johan Lorck - Les Crises 13 décembre 2019)

1- La NOAA a très mauvaise réputation chez les statisticiens.

'Hidden' NOAA temperature data reveals that 6 of the last 9 months were below normal in the USA – and NOAA can't even get June right

Anthony Watts / July 30, 2019

A review of state-of-the-art climate data tells a different story than what NOAA tells the public.

While media outlets scream "hottest ever" for the world in June and July (it's summer) and opportunistic climate crusaders use those headlines to push the idea of a "climate crisis" the reality is for USA is that so far most of 2019 has been below normal, temperature-wise.

Little known data from the state of the art U.S. Climate Reference Network (which never seems to make it into NOAA's monthly "state of the climate" reports) show that for the past nine months, six of them were below normal, shown in bold below.

https://wattsupwiththat.com/2019/07/30/hidden-noaa-temperature-data-reveals-that-6-of-the-last-9-months-were-below-normal-in-the-usa-and-noaa-cant-even-get-june-right/

2- Les données de température « cachées » de la NOAA révèlent que 6 des 9 derniers mois étaient inférieurs à la normale aux États-Unis – et la NOAA n'arrive même pas à faire le bon mois de juin

Anthony Watts / 30 juillet 2019

Un examen des données climatiques de pointe raconte une histoire différente de celle que la NOAA raconte au public.

Alors que les médias crient « plus chaud que jamais » pour le monde en juin et juillet (c'est l'été) et que les adeptes opportunistes de la croisade climatique utilisent ces manchettes pour promouvoir l'idée d'une « crise climatique » la réalité pour les États-Unis est que, jusqu'à présent, la majeure partie de 2019 a été inférieure à la normale, du point de vue de la température.

Peu de données connues provenant du Climate Reference Network des É.-U. (qui ne semble jamais figurer dans les rapports mensuels de la NOAA sur l'état du climat) montrent qu'au cours des neuf derniers mois, six d'entre elles étaient en dessous de la normale, en caractères gras ci-dessous.

3- Qu'est ce qui vous fait croire que "les scientifiques" forment un ensemble cohérent et robuste sur les questions du climat? Il n'y a pas d'un côté les scientifiques, et d'un autre côté les autres. Il existe des scientifiques qui sont loin d'être d'accord avec la façon dont on présente les choses et qui n'accordent pas foi à toutes les conclusions du GIEC. Les fameux "97% de consensus" n'ont pas de sens.

4- Vous n'êtes pas sans savoir que le recul des glaciers en Europe a commencé il y a plus de 12 000 ans, avec la fin de la glaciation de Würm. L'activité industrielle du paléolithique final et du mésolithique est-elle un facteur du recul des glaciers ?

Depuis, il a fallu des périodes exceptionnellement froides pour que ces glaciers progressent à nouveau (vers 1600, moment du « petit âge glaciaire », ou en 1973) : comme s'ils n'avaient pas encore atteint leur point d'équilibre.

D'autre part, il faut distinguer trois types de glaces au moins : les glaciers de montagne, les inlandsis, et la banquise qui est un indicateur de court terme.

5- "En ce moment, – 18°C à Fairbanks (Alaska), mais les températures vont baisser fortement les prochains jours.

La tiédeur se maintient à Moscou (2°C), mais il fait – 21°C à Norilsk, – 35° C à Iakoutsk, – 46°C à Verkhoïansk."

Cela fait des mois qu'on vous dit qu'il y a une différence entre météo et climat. Soit vous avez un problème de compréhension soit … vous avez un problème de compréhension."

Réponse d'un internaute :

6- "Mais j'ai parfaitement compris votre catéchisme. Je le résume :

Il fait froid ? C'est la météo.

Il fait chaud ? C'est le climat.

Quant à la distinction climat/météo, je n'ai pas attendu vos commentaires pour l'apprendre, pour la définir, et pour l'enseigner.

Le même internaute :

7- "Étonnante, la promotion du commentaire d'Alligator en date du 17.12.2019 à 11h45.

En fin de soirée, il est passé de +1 à +8, puis à + 45, le tout à une vitesse record.

Ce doit être ça, le réchauffement (des commentaires dans la ligne du blog).

Et vous croyez que les lecteurs sont dupes ?"

8- "Je me fais des idées ou "Les Crises" nous fait maintenant régulièrement de la pub réchauffiste? Il n'y a pas d'articles de scientifiques sceptiques? Ah on me dit dans l'oreillette que dans ce cas on dit simplement "complotistes"."

9- "Quand la science dévoyée devient une croyance au service de la mondialisation, alors on croit ou on ne croit pas au réchauffement climatique d'où des discussions sans fin."

10- "Qu'il y ait globalement et sur le long terme un (léger) réchauffement du climat n'est pas contestable. Qu'il y ait accélération n'est en rien démontré scientifiquement. Que ce soit du au CO2 (gaz indispensable à la vie) est très improbable puisque le taux de CO2 dans l'atmosphère est très faible et que le taux de CO2 dit anthropique estlui même très faible par rapport à ce taux total. Les autres gaz mais surtout la vapeur d'eau ont un impact immensément plus important dans l'effet dit de serre. Que l'augmentation de t° ait des effets apocalyptiques est un arguments de prophètes mais en rien une affirmation fondée scientifiquement.

PS: Le Giec est constitué uniquement de délégués des gouvernements rares y sont les scientifiques et encore plus les climatologues.

Il faut en finir avec l'hystérie climatique et plus généralement l'idéologie obscurantiste de l'environnementalisme qui constitue la religion des écologistes et des lobbies tels GreenPeace, WWF et autres inter-environnement."

"Toujours le même cirque. Je m'abstiendrai de commenter ce texte de propagande (mon dernier commentaire contenant ce terme a disparu). Je dirai simplement que, par simple exercice d'esprit critique, je discute toute prétention à la prévision climatique, qui n'est pas de la science, puisqu'on n'a pas le recul pour vérifier nos théories… Je fais la même chose sur des sites qui prétendent que c'est un refroidissement catastrophique qui nous attend. Il y a toutefois une différence entre eux et ici : là-bas, mes commentaires ne sont jamais censurés, même si de temps en temps on m'attaque avec virulence, voire on essaye de me faire taire (c'est arrivé une seule fois). Ici, on peut certes lire des commentaires critiques ou sceptiques (heureusement…), mais mon expérience est qu'ils disparaissent en masse… Simple constat qui mène à en déduire qu'ici, il est plus difficile de contester une idéologie qui couvre la pratique pseudo-scientifique que constitue la climatomancie."

11- "Vu l'ambiance détestable de cette pseudo-discussion, et la manipulation évidente des « likes » par les maîtres du jeu, je

préfère arrêter ici et maintenant mes commentaires sur ce blog, qui n'est plus celui que j'ai découvert en 2014. Je souhaite seulement que ce dernier message ne soit pas effacé."

12- "va falloir se réveiller un peu et arrêter de valider ces thèses qui s'avèrent totalement fausses. Le Giec n'est absolument pas impartial, leurs intérêts dépassent la vérité. Sans réchauffement, ou "preuve" du réchauffement le Giec n'a aucune raison d'être. Renseignez vous sur les Taux de Co2 à l'époque du jurassique et de son impact positif sur la planète et le développement de la faune et de la flore. Nous sommes dans une propagande climatique mensongère qui obéit à un agenda qu'il faut à tout prix respecter. Regarder comme ils sont en panique depuis les 3 jours de canicule (oui l'été il peut faire un peu chaud) de cet été et comme les médias font dans le catastrophisme permanent. Allez sur le Figaro, en deux jours, ils publient "une bombe climatique au fond du pacifique" et un autre article expliquant que la hausse du CO2 pourrait provoquer la disparition des nuages et donc du monde.." Honnêtement je sais pas ce qu'il faut de plus pour convaincre les réchauffistes. Quotidiennement les médias mainstream font dans la "peur du réchauffement" comme ci l'homme pouvait influer sur le climat, machinerie vieille de milliards d'années, dont on ne connait presque rien finalement. On se fout de nous sur toute la ligne. Capitalisme vert oblige. Nous vivons une période de réchauffement comme la planète en à déjà connu. l'humanité ne pourra rien y changer."

13- "Ce sont les mêmes lobbies : ceux du charbon, du gaz et du pétrole prônent tous pour du solaire et de l'éolien, car ces derniers ne sont pas pilotables (ne peuvent suffire à eux seul pour approvisionner toutes la demande d'énergie électrique).

De plus si vous observer les implantations du parc éolien en France, le principal fournisseur d'éolien est General Electric; le même que le gouvernement précédent (dont l'un des principal promoteur est à la tête de l'état) à permis de racheter la branche "énergie" d'Alstom (et l'autre promoteur, celui qui a construit le dossier pour la vente d'Alstom, est à la tête d'Alstom France).

Ne changeons pas une équipe qui gagne…"

14- "C'est une arnaque qui permet de dévaliser le contribuable.

L'électricité non pilotable à une valeur ridicule par rapport à celle qui l'est, et forcer le rachat au prix fort d'électricité quand on est prêt à payer pour s'en débarrasser c'est stupide.

On engraisse des actionnaires qui font faire des éoliennes qui n'ont aucun sens d'un point de vue économique et écologique, mais très rentables grâce aux subventions…

Pour ce qui est de "l'abondance", déjà si on engraissait pas une classe dirigeante boulimique ça aiderait, si on rationalisait le transport (rail et transport en commun gratuit partout), si on mettait en avant le droit à réparer, bref si on commençait à planifier une société fonctionnant intelligemment plutôt que de laisser l'avidité des plus nantis et la force aveugle du marché décider de la marche à suivre."

15- "En Chine, pour aller de Yichang à Wanzhou, au lieu de mettre 22h de train, on en met désormais 5. On a dû faire, sur 380 kms,159 tunnels et 253 ponts. Il a fallu 50 000 ouvriers, mais pas seulement; il a fallu aussi du béton, de l'acier, des équipemements et beaucoup d'énergie. Une des lignes les plus difficiles du monde! Mais les habitants des montagnes Wuling disent:"il nous fallait une journée de bus et 100yuans pour aller à Yichang, maintenant on y est en 2h à 30yuans". Voilà ce qu'est du vrai développement, avec CO2, oui…Des projets que l'on ignore depuis des décennies et dont, bobos arrivés, on se croit libre. En revanche on nous propose quand même, soudain, des tonnes de béton et d'acier pour empiler éoliennes et panneaux solaires à l'empreinte environnementale monstrueuse.

Pourquoi? La réponse de Engdahl est simple: suivez la piste de l'argent

(https://journal-neo.org/2019/09/25/climate-and-the-money-trail/). Seule façon de comprendre l'incestueuse et repoussante collusion entre les capitalistes les plus éhontés et les vertus vertes de la "lutte pour le climat"."

16- "Ah et bravo à l'auteur, au "Global Carbon Project" et autres statisticiens pour soigneusement passer sous silence la production de CO2 des guerres américaines. 1.2Btonnes pour le Pentagone à lui tout seul (6 fois le Royaume Uni) et autant pour la guerre en Afghanistan/Irak. Y'a pourtant difficilement plus environnement compatibles que les Talibans!

https://theintercept.com/2019/09/15/climate-change-us-military-war/"

17- "Il faut arrêter avec les discours apocalyptiques…

Le CO2 n'est et n'a JAMAIS, JAMAIS été un polluant.

C'est un gaz essentiel au développement de la flore.

Quant au principal gaz à effet de serre, ce n'est même pas le CO2 c'est la vapeur d'eau !

Les campagnes médiatiques, dont le dernier "plan com" en date nous a été servi avec les peurs d'une jeune adolescente aux accents hystériques, ne servent qu'à mieux nous "vendre" des taxes et n'ont pour dessein que d'entretenir un mythe transnational planétaire, terreau favorable à la disparition des états au profit d'un gouvernement mondial."

La balkanisation et le pillage des richesses de l'Afrique en sont la cause.

LVOG - Pourquoi des peuples entiers sont-ils condamnés à subir impuissants les aléas du climat qui leur rendent l'existence plus qu'insupportable au quotidien ? Pourquoi devraient-ils continuer à vivre dans des endroits pareils ? Comment une telle barbarie peut-elle exister au XXIe siècle ?

Cette situation n'est pas nouvelle, elle est connue depuis fort longtemps.

Personne n'ignore qu'il existe des endroits sur Terre où les conditions sont quasiment invivables pour l'homme du fait de l'aridité du climat, de la chaleur ou du froid extrême qui y règne, de l'absence d'eau en quantité suffisante. Des peuples s'y établirent à une époque où les conditions climatiques étaient meilleures ou plus clémentes, leur sédentarisation dans ces régions était compatible avec leur niveau de développement économique et démographique, alors que ce n'est plus le cas depuis des années ou de nombreuses décennies, parfois davantage.

Pire, ils n'ont plus comme autrefois la possibilité de se déplacer ou de migrer librement vers des terres bien irriguées au climat plus clément. Ils sont dorénavant contraints de demeurer sur place dans des espaces de plus en plus étroits ou limités, où leur survie est gravement menacée du fait de frontières infranchissables tant administratives ou intérieures qu'internationales imposées par les ex-colonisateurs.

Ainsi ils sont davantage otages de leur intégration forcée à la mondialisation et de ses maîtres, que du climat qui sert cyniquement de bouc émissaire à ceux qui finalement sont responsables de leur situation dramatique, et qui à défaut de remettre en cause leur système économique préfèrent les laisser crever ou élever des murs pour contenir leur exode.

Attention, ce qui est décrit ci-dessous est littéralement cauchemardesque.

- Afrique du Sud : Adelaïde, la ville où il n'a pas plu depuis cinq ans - francetvinfo.fr 19.12

Dans la province du Cap-Oriental, dans le sud-est de l'Afrique du Sud, il n'a pas plus depuis cinq ou six ans. Au moins. Mais d'une manière générale, c'est l'Afrique australe toute entière, où les températures augmentent deux fois plus vite que sur le reste du globe, qui connaît sa pire sécheresse depuis 35 ans, selon l'ONU.

A Adelaide, où le taux de chômage avoisine les 70%, le prix de la sécheresse, conjugué à celui de la crise économique qui sévit dans le pays, est déjà énorme.

L'incompétence des autorités

Les autorités assurent ravitailler un jour sur deux les quartiers de la ville, via un réservoir raccordé à un pipeline bien trop étroit qui remonte jusqu'à la Fish River, à une cinquantaine de kilomètres de là. Mais la réalité est tout autre... Le réseau de canalisations est en "mauvais état", reconnaît Bornboy Ndyebi, adjoint au maire d'Adelaide. Et les camions-citernes sont en panne, concède Thandekile Mnyimba, à la tête de la municipalité du district d'Amathole qui gère Adelaide.

De son côté, l'opposition accuse la ville, aux mains du Congrès national africain (ANC) qui dirige le pays, de ne pas avoir anticipé cette situation dramatique. "Les autorités locales se sont réveillées quand le niveau de l'eau dans le barrage était de 4%", affirme Ernie Lombard, conseiller municipal de l'Alliance démocratique (DA).

Le président Ramaphosa, qui a succédé en 2018 à Jacob Zuma, empêtré dans des scandales de corruption, le concède: "La mauvaise gestion des ressources en eau et la corruption ne sont pas pour rien dans la situation actuelle. En clair, les effets de la sécheresse ont encore été aggravés par l'incompétence des autorités. "Sans mesure drastique", l'accès à l'eau deviendra "le défi économique le plus important" de l'Afrique du Sud, a prévenu le chef de l'Etat. Un défi qui ne semble pas prêt d'être relevé... francetvinfo.fr 19.12

La Zambie privée d'électricité en raison de la sécheresse qui frappe toute l'Afrique Australe - Franceinfo 20.12

La Zambie est victime depuis plusieurs semaines des pires coupures d'électricité de son histoire, causées par la sécheresse qui vide les barrages. Récurrente depuis plusieurs saisons dans toute l'Afrique australe, la sécheresse a fait plonger les réserves d'eau du barrage hydroélectrique de Kariba (sud), la principale source d'énergie du pays.

Selon le ministre de l'Energie, Matthew Nkhuwa, ses turbines ne tournent plus qu'à 10% de leur capacité. Le pays peut également s'appuyer sur une centrale solaire de 54 MW et une centrale à biomasse de 43 MW, mais l'essentiel de l'électricité est importé du grand voisin sud-africain.

Ces pénuries d'électricité ralentissent sérieusement l'activité économique et gênent la vie quotidienne des habitants.

Dans certains quartiers de la capitale zambienne Lusaka, ces délestages peuvent durer jusqu'à dix-neuf heures par jour, ce qui pénalise bon nombre de petits commerces et d'entreprises. Les coupures d'électricité nourrissent la colère de la population. Ces deux dernières semaines, des manifestants ont caillassé des installations de la compagnie de distribution.

L'Afrique australe particulièrement affectée par le réchauffement climatique

90% de l'énergie de la Zambie est importée d'Afrique du Sud, elle aussi confrontée à une terrible sécheresse. Le géant public sud-africain de l'électricité Eskom, qui fournit à la Zambie son courant, a été contraint la semaine dernière à des délestages massifs.

Il n'y a plus d'électricité, même en Afrique du Sud d'où nous importons plusieurs centaines de MGW. S'il ne pleut pas, la situation sera terrible, Matthew Nkuwa ministre zambien de l'Energie à l'AFP.

Depuis plusieurs années, les météorologues constatent une saison des pluies plus tardive et plus courte dans la région. Un phénomène qui pourrait encore s'aggraver dans les prochaines décennies.

L'Afrique australe est particulièrement affectée par le réchauffement climatique. Les températures augmentent deux fois plus rapidement dans cette région que dans le reste du monde. On prévoit que les températures y augmenteront de cinq degrés ou plus, en particulier en Namibie, au Botswana et en Zambie, zones qui sont déjà particulièrement chaudes. Manque d'eau, crise agricole et pénurie d'électricité : un avant-goût de ce que pourrait être le changement climatique. Franceinfo 20.12

Dérèglementation financière d'un côté, règlementation de la consommation de l'autre.

- Antigaspillage: l'Assemblée vote la création de nouvelles filières pollueur-payeur - AFP 19 décembre 2019

L'Assemblée nationale a voté mercredi soir la création de nouvelles filières pollueur-payeur, notamment dans les secteurs du bâtiment et du tabac, l'une des mesures clés du projet de loi antigaspillage.

Le principe de ces filières REP ("à responsabilité élargie du producteur") est d'exiger des professionnels de contribuer financièrement à la gestion et au recyclage des déchets liés à leurs produits.

Autre filière REP, celle sur le tabac pour financer la récupération des mégots dès 2021, notamment sur les plages. "Les industriels du tabac sont d'accord. En tout cas, ils ont compris qu'ils n'avaient pas le choix", a souligné la secrétaire d'Etat Brune Poirson.

Ou encore celles sur les jouets, les articles de sports et de loisirs, de bricolage et de jardinage en 2022, et pour les lingettes pré-imbibées pour usages corporels et domestiques, à compter de 2024.

Les députés ont voté cet article 8 du projet de loi à l'unanimité. AFP 19 décembre 2019

AFP 20 décembre 2019 - L'Assemblée a aussi voté l'interdiction de la destruction des invendus non alimentaires, comme les produits d'hygiène et le textile, qui devront être donnés ou recyclés à partir de 2022. (De toutes manières, ceux qui en profiteront sont insolvables ! - LVOG)

Toujours dans cette "écologie du quotidien" que plébiscitent les "marcheurs", le projet de loi veut interdire le plastique à usage unique dans les fast-foods pour les repas servis sur place. Place aux contenants et couverts réemployables, au plus tard en 2023, et finis aussi les jouets en plastique gratuits dans les menus enfants. (Les multinationales du fast-food vont faire des économies. - LVOG)

Dans la même logique, l'impression des tickets de caisse pour les petites sommes est appelée à disparaître, sauf demande expresse du client.

Contre l'obsolescence programmée, notamment dans l'électronique, le projet de loi crée en outre un "indice de réparabilité" qui précisera si un produit est aisé à réparer, et veut faciliter l'accès aux pièces détachées. (Laissé à l'appréciation des fabricants, une blague ! - LVOG)

Enfin, le texte ouvre la voie pour certains antibiotiques à la délivrance de médicaments à l'unité, un engagement de campagne d'Emmanuel Macron. (Comme cela vous serez obligé de repasser par un médecin pour obtenir à nouveaux des antibiotiques. Donc on voit vient ici que cette mesure n'est pas dictée par le besoin de faire faire des économie à la Sécurité sociale. - LVOG) AFP 20 décembre 2019

Commentaire d'un internaute :

- "Encore des taxes, toujours des taxes, qui ne résolvent évidemment aucun problème. Tout cela ne fera qu'augmenter les décharges sauvages et les taxes de nettoyage, et les prix qui évidemment incluront ces taxes. On voit bien que le but de ces politiques idiots n'est pas la pollution. (...) Rémunérer le recyclage et là tout changera! On paye déjà 1 taxe eco sur 70% des produits; et elle sert à quoi cette taxe (Chirac)? Personne ne sait où elle va!

On sait par expérience, que lorsqu'ils font appel aux « droits de l'homme », ce n'est jamais pour une bonne cause ou c'est parce qu'ils n'ont pas la conscience tranquille.

- Réchauffement climatique : l'ordre de la Cour suprême néerlandaise - euronews 20 décembre 2019

Un procès historique aux Pays-Bas, et une confirmation, celle de la Cour Suprême qui ordonne au gouvernement du pays de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 25% d'ici 2020.

Kees Streefkerk, Président de la Cour Suprême : "Cette obligation est fondée sur les articles 2 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Ces articles impliquent une obligation positive pour l'État néerlandais de prendre des mesures raisonnables et appropriées pour protéger les résidents des Pays-Bas contre le risque sérieux d'un changement climatique qui menacerait la vie et le bien-être de nombreuses personnes aux Pays-Bas." euronews 20 décembre 2019

LVOG - La Cour Suprême néerlandaise a retenu l'interprétation la plus restrictive en matière de liberté collective contenue dans l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Voici cet article.

L'article n°8 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)

« Droit au respect de la vie privée et familiale

1- Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2- Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

LVOG - Ainsi il est laissé à la discrétion de l'autorité suprême d'un Etat de décréter ce qui "*est nécessaire à la sécurité nationale*", d'en user et abuser à sa guise.

L'urgence est plutôt de débrancher les imposteurs aux commandes

- La Suisse débranche la centrale nucléaire de Mühleberg - Reuters 20 décembre 2019

La Suisse a fermé définitivement vendredi la centrale nucléaire de Mühleberg, en service depuis 47 ans, première étape d'un processus de sortie du nucléaire décidé en 2011 après la catastrophe de Fukushima, au Japon.

D'une capacité de 373 megawatts, la centrale ouverte en 1972 à l'ouest de Berne a été débranchée à 12h30 (11h30 GMT).

La décision de démanteler les cinq centrales nucléaires suisses a été confirmée par votation populaire en 2017. Le gouvernement s'est engagé parallèlement à développer les subventions pour les énergies renouvelables.

En 2017, le nucléaire représentait un tiers de la production d'électricité en Suisse, contre 60% pour l'hydroélectricité et 5% pour les renouvelables.

Aucune date n'a encore été fixée pour la fermeture des quatre autres réacteurs nucléaires de la Confédération, même si le prochain sur la liste devrait être celui de Beznau, près de la frontière allemande, inaugurée en 1969.

Le groupe énergétique BKW, contrôlé par l'Etat, a pris la décision de fermer la centrale de Mühleberg en octobre 2013, estimant que les programmes d'investissement à long terme sur le site n'étaient plus viables.

Le démantèlement des installations commencera en janvier et doit s'étaler sur une période de quinze ans pour un coût global de 3 milliards de francs suisses (2,75 milliards d'euros). Reuters 20 décembre 2019

INFOS EN BREF

ECONOMIE

États-Unis

1- La Fed préparerait l'effondrement du dollar pour le Nouvel an - sputniknews.com 18.12

Mi-janvier, le cours du dollar pourrait chuter significativement: en l'espace d'un mois, la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) prévoit d'injecter près de 500 milliards de dollars dans l'économie américaine.

Les analystes estiment que l'intervention de la Fed dans le système financier du pays a atteint une ampleur «épique» à cause du risque grandissant d'une crise comparable à celle de 2008 dans le secteur bancaire.

Pénurie d'argent?

Après l'été, les États-Unis se sont soudainement retrouvés confrontés à une crise de liquidités: le 16 septembre, la demande de prêts à court terme de la Fed par les banques a soudainement doublé pour passer de 27 à 53,2 milliards de dollars, ce qui a entraîné une hausse des taux d'intérêt de 2,29% à 4,75%. Le lendemain, les banques ont déposé des requêtes de prêt pour plus de 80 milliards de dollars et les taux d'intérêt à court terme se sont envolés jusqu'à 10%.

En lui-même, le taux d'intérêt des fonds fédéraux (avec lequel les banques accordent des prêts à court terme à d'autres banques à partir des réserves excédentaires) a dépassé pour la première fois l'intervalle-cible de la Fed (2,3%) pour atteindre 2,35%.

Le dollar ne valait pas aussi cher sur le marché interbancaire ni en pleine crise de 2008 ni quand la bulle internet spéculative a éclaté en 2002.

Afin de sauver le marché financier d'une paralysie, pour la première fois depuis la crise financière mondiale, la Federal Reserve Bank of New York a entamé le rachat d'actifs aux banques (obligations américaines, obligations des agences fédérales et des engagements hypothécaires) pour assurer un afflux d'argent liquide dans l'économie. En seulement deux jours (les 18 et 19 septembre), les autorités financières ont ainsi injecté sur le marché 128 milliards de dollars.

En octobre, le patron de la Fed Jerome Powell a déclaré que le régulateur augmenterait ses achats d'actifs à court terme, le qualifiant de «mesures techniques» nécessaires pour améliorer le système financier. Depuis le 15 octobre, la Fed rachète 60 milliards de dollars par mois sur le marché les obligations du Trésor à court terme (sur un an).

En fait, la Fed a lancé un nouveau programme d'assouplissement quantitatif, comme le confirment les plans du régulateur d'injecter sur le marché interbancaire un volume record de liquidité d'ici fin décembre. Selon le document publié par la Federal Reserve Bank of New York, entre le 16 décembre et le 14 janvier auront lieu neuf opérations de rachat Repo (la première pour 50 milliards de dollars, et les autres pour 35 milliards de dollars).

De cette manière, la Fed injectera dans le système financier du pays près de 500 milliards de dollars en un mois.

«L'augmentation significative des injections monétaires sur le marché interbancaire est nécessaire pour éviter un bond des taux d'intérêt des prêts à court terme en fin d'année», a expliqué Jerome Powell.

Les réserves diminuent

Les analystes ont conclu que la crise de septembre sur le marché du financement court terme avait notamment été provoquée par la réticence des quatre plus grandes banques à accorder des prêts. Ces derniers mois, les actifs des créanciers primaires se sont concentrés sur les obligations du Trésor, ce qui a limité leur capacité à garantir le financement à court terme sur les marchés Repo, constate une étude de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Le rapport n'indique pas quelles banques ont secoué le marché, mais, selon l'a déclaré au Financial Times un gestionnaire de portefeuille, il s'agit des principaux animateurs du marché, y compris JP Morgan.

Les fonds alternatifs ont également apporté leur contribution en augmentant la demande en financement garanti: ils utilisent de plus en plus souvent des contrats Repo pour les transactions d'arbitrage, indiquent les analystes de la BRI.

La crise a également des causes plus profondes, et notamment la réduction continue des réserves bancaires ces cinq dernières années, qui s'est particulièrement accélérée après l'adoption en août de la loi sur la prolongation du délai pour atteindre le plafond de la dette publique.

Entre le 14 août et le 17 septembre, le Trésor a dépensé plus de 120 milliards de dollars de réserves, en réduisant les réserves d'argent des plus grandes banques et donc leur capacité à placer des fonds sur le marché du financement court terme.

La situation est aggravée par le déficit budgétaire de 1.000 milliards de dollars, qui est couvert en grande partie grâce à la vente d'obligations publiques - mais la demande diminue.

Selon les chiffres officiels, la dette publique des États-Unis s'élève à 22.500 milliards de dollars (106% du PIB). Doutant de la solvabilité de Washington, les plus grands créanciers vendent progressivement ces «instruments les plus sûrs et les plus liquides du monde» que sont les obligations du Trésor.

Selon les fonds d'investissement, dans ces conditions la crise sur le marché du financement court terme ne fera que s'aggraver, et très prochainement Jerome Powell annoncera officiellement un nouveau cycle d'assouplissement quantitatif.

Même si le patron de la Fed affirme que la situation sur le marché du financement court terme n'affectera pas toute l'économie, les économistes en doutent. Si ce segment est effectivement «cassé», comme en témoigne la dépendance du secteur bancaire des injections quotidiennes de liquidités, il est fort probable que la crise s'étendra sur tous les marchés.

Mais les actions du régulateur risquent également d'entraîner de sérieuses conséquences. Un afflux d'argent non garanti accélérera l'inflation et provoquera un affaiblissement global du dollar.

Sachant que la monnaie américaine pourrait être confrontée à une chute brutale dès janvier: la hausse du solde de la Fed de 10% (jusqu'à un record de 4.500 milliards de dollars) en seulement un mois exercera une immense pression sur le cours monétaire.

Goldman Sachs pense que la Fed ne pourra pas renoncer aux injections monétaires dans l'économie.

«Le marché a besoin constamment de dollars à cause des placements gigantesques d'obligations publiques afin de couvrir le déficit budgétaire», constate la banque. Par conséquent, la monnaie américaine continuera de perdre de la valeur. sputniknews.com 18.12

LVOG - Si ce genre d'articles doit toujours être pris au conditionnel, la qualité des acteurs cités ici nous a conduit à y prêter attention ou vaut pour information.

2- Scandale du fonds malaisien 1MDB : Goldman Sachs va payer près de 2 milliards de dollars d'amende - RT 19 décembre 2019

La banque américaine, qui avait aidé le fonds souverain malaisien à lever 6,5 milliards de dollars en 2012 et 2013 et perçu, au passage, quelque 600 millions de commissions, est accusée d'avoir prêté son concours à un gigantesque scandale de corruption et de détournement de fonds.

Kuala Lumpur cherche à récupérer des milliards de dollars détournés du fonds 1MDB. Lancé en 2009, ce fonds devait, à l'origine, servir au développement économique de la Malaisie. Problème : l'argent siphonné aurait bénéficié, en réalité, à l'ancien Premier ministre malaisien Najib Razak et ses proches pour financer des dépenses somptuaires. RT 19 décembre 2019

Haut de page

Le 29 décembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je vous souhaite tout le meilleur pour la suite et portez-vous bien.

Ce sera la dernière causerie de l'année.

On a l'habitude de dire : Un peu plus tôt ou un peu plus tard... en ignorant superbement qu'il arrive parfois que cela soit trop tard ! Et c'est ce qui nous pend au nez malheureusement.

Autrefois on s'était goinfré de formules toutes faites de ce genre, qu'on a sorties à tort et à travers en croyant avoir tout dit, alors qu'en réalité on n'avait pas compris grand chose à la situation. D'un côté la conscience d'une partie des masses a tendance à mûrir lentement, mais simultanément l'hégémonie que la réaction exerce sur elles se renforce grâce aux nombreux instruments idéologiques qu'elle a développés pour les maintenir dans un état d'extrême confusion. Dans ces conditions, rien ne permet d'affirmer qu'on pourrait entrevoir une issue politique à court terme.

Je crois qu'à ce stade il est inutile d'en dire davantage sous peine de tomber dans des spéculations oiseuses ou de formuler des théories foireuses. On connaît les principaux ou les plus puissants facteurs qui influencent l'orientation de l'économie et de la politique mondiale. On continue d'ignorer ceux qui ne seraient pas conformes au dogme. On sait ce qui nous fait le plus cruellement défaut, un parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom. Si on croit qu'on va arriver à le construire en se vautrant dans le populisme, on n'est pas près d'y arriver. Bref, nous sommes toujours aussi mal barrés !

- 63 pages au format pdf

Depuis une semaine je participe modestement au blog des scientifiques qui se définissent climato-réalistes. Je leur transmets la partie de la causerie consacrée au climat qu'ils publient. Je me suis dit que c'était dommage que mon travail ne profite qu'à mes lecteurs. En réalité, je les ai autorisés à reproduire ce qu'ils estimaient intéressants dans ces infos, et éventuellement à effacer mes commentaires. Au regard de la polémique qu'a soulevé mon document, cette expérience pourrait s'avérer de courte durée.

Par ailleurs, ce blog publie les commentaires que je lui envoie.

Contrairement à ce qui se passe avec la plupart des blogs, ses auteurs qui sont des scientifiques ou des intellectuels ne censurent pas les commentaires qui contiennent des idées qu'ils ne partagent pas, y compris politiques ou traitant de l'économie, ce qui est tout à leur honneur.

Qu'est-ce qui m'a conduit à les faire profiter de mon travail ? Voilà ce que je leur ai envoyé en guise de motivation.

- Si je m'intéresse à cette question du climat, ce n'est pas parce que ce serait à la mode ou parce que j'aurais une fibre écologique, je n'en ai pas besoin pour respecter la nature, c'est parce que cette supercherie est destinée à servir de caution au Green New Deal qui a été chiffré par plusieurs institutions ou acteurs entre 100.000 et 250.000 milliards de dollars, à défaut de pouvoir se lancer dans une Troisième Guerre mondiale qui les emporterait aussi, il est uniquement estimé à accroître leur fortune et leur pouvoir déjà exorbitants, accessoirement pour soulager le capitalisme en crise, je dis accessoirement puisqu'ils sont propriétaires de la planche à billets, à ceci près qu'elle ne produit pas de plus-value, contrairement à la production industrielle qui demeure l'unique source de richesse.

Bref, donc cette question s'inscrit dans le combat politique que je mène contre le capitalisme, en cela je ne suis pas les imbéciles d'anticapitalistes autoproclamés d'extrême gauche qui ont tous adopté la rhétorique de l'urgence climatique, et je pèse mes mots. Pour eux, je suis un parasite, un paria, ce dont je me moque éperdument. Ils passent leur temps à proclamer que la vérité est révolutionnaire, et quand ils ont une occasion de la mettre en avant, ils s'assoient dessus ! Quelle époque !

J'ajoute un mot.

Le traitement que l'oligarchie financière a réservé à ce facteur à l'échelle mondiale, qu'elle a intégré dans sa stratégie, mérite toute notre attention. On aura compris qu'il s'inscrit dans la perspective de nous imposer un modèle de société totalitaire. Dès lors tous les moyens à notre disposition pour en freiner la mise en oeuvre doivent être utilisés, quitte à faire quelques compromis qui ne remettent en rien en cause notre engagement politique, bien au contraire.

Dans cette causerie vous pourrez le vérifier si besoin était, avec le traitement que nous avons réservé au premier cercle de

l'oligarchie financière.

Je suis évidemment à la disposition des lecteurs pour répondre à toutes les questions qu'ils se poseraient.

Peut-on prétendre lutter sérieusement contre le capitalisme sans combattre le Green New Deal destiné à le sauver ?

On pourrait nous rétorquer que tout facteur comporte une contradiction et que là en l'occurrence le Green New Deal va s'avérer être un formidable accélérateur de la crise du capitalisme... On pourrait tout aussi bien lui trouver des avantages dans le domaine de la recherche ou technologique. Effectivement, mais s'en féliciter et laisser faire serait faire preuve de légèreté ou d'inconscience au regard des considérations politiques qui l'entourent ou sont destinées à le rendre possible, sachant qu'elles confinent au totalitarisme ou y participent.

Pour avoir commis l'erreur pendant près d'un siècle de privilégier l'aspect économique et social de la situation au détriment de celui politique, nous en sommes rendus à la situation actuelle qui est sans issue politique, donc la question est de savoir si on tient à reproduire indéfiniment cette erreur ou on la corrige pendant qu'il en est encore temps...

Comme quoi cette question doit être prise très au sérieux et traiter en conséquence :

- Urgence climatique : faut-il instaurer une dictature environnementale ? Un débat du Monde Festival Montréal - lemonde.fr 27.12

Devra-t-on sacrifier la démocratie sur l'autel de la sauvegarde de l'environnement ?

Omniprésent dans l'espace public, le débat sur le dérèglement climatique soulève des passions diverses. Décroissance, désobéissance civile, véganisme… ces options radicales trouvent écho dans nos sociétés civiles. Face à une machine démocratique grippée, doit-on imposer des mesures autoritaires et impopulaires pour espérer répondre à l'urgence écologique ? lemonde.fr 27.12

LVOG - Ils ne prennent même plus la peine d'enrober leurs intentions totalitaristes.

Veille sur le climat 17-21/12/2019 - mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 23 décembre 2019

L'ami JCT fait régulièrement une veille très fouillée sur ce qui se passe sur le front du climat. Mille merci à lui d'en permettre la publication sur MM&M, qui devrait être régulière désormais. Pas tout à fait dans le même style que le bulletin de l'association, elle en est je crois un très bon complément. C'est long, fouillé, parfois assez personnel (les commentaires signés Ndlr sont de lui) (LVOG ici).

Cette première veille est ici publiée brut de décoffrage, n'ayant pas trop le temps (ni l'énergie) ces jours-ci pour une jolie mise en page. Déjà que j'aurais dû publier avant-hier…

https://mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com/2019/12/23/veille-sur-le-climat-17-21-12-2019/#more-18124

Adieu liberté, adieu démocratie, adieu État de droit - climato-realistes.fr 24.12

Extraits. En déclarant l'état d'urgence climatique, le Parlement européen a ouvert la porte à des mesures excessives qui pourraient à terme violer les libertés individuelles et éroder la démocratie dans l'Union européenne. Le débat sur le climat est devenu un moyen politique pour mettre en œuvre un programme radical.

Les parlements ont pour mission de représenter les intérêts des citoyens. Il est de leur devoir d'empêcher les gouvernements et les administrations d'abuser de leur pouvoir, de limiter les droits individuels ou de compromettre la prospérité de leur pays pour des raisons politiques.

Nous sommes actuellement bombardés de nouvelles apocalyptiques sur le changement climatique. Les ONG sont devenues les grands prêtres d'une religion du climat ; elles avertissent que l'humanité prendra fin si des objectifs extrêmes ne sont pas atteints – à tout prix, y compris avec des conséquences juridiques, économiques, sociales et même environnementales. En vue de ces objectifs des pratiques néfastes sont adoptées...

Les personnes qui ne sont pas d'accord avec ces affirmations apocalyptiques sur le changement climatique sont intimidées verbalement ou même physiquement. Les écoliers, trompés par la désinformation alarmiste, manifestent dans des rassemblements qui ressemblent à des croisades.

Certains vont même jusqu'à soutenir que le fait de nier ou de minimiser ce qui est déclaré être un "changement climatique" devrait faire l'objet de poursuites. De nombreux médias couvrent ce sujet d'un point de vue hystérique sans tenir compte des faits. La politique tourne maintenant autour d'un activisme aveugle, abandonnant les stratégies de long terme qui limiteraient le gaspillage. Il faut des actions pratiques et de terrain contre la pollution, et non des théories et des objectifs déconnectés des réalités mais qui font plaisir à ceux qui les fixent. L'approche actuelle consiste à demander des mesures immédiates, qu'elles soient utiles ou inutiles, même si elles sont potentiellement nuisibles.

Déclarer l'état d'urgence a des conséquences critiques. ça permet aux gouvernements d'introduire des mesures en dehors des procédures constitutionnelles et juridiques normales, et ça leur permet de violer les droits individuels.

Des objectifs fantasmatiques ou théoriques ont été fixés pour tenter de camoufler l'aspect totalitaire de la proclamation d'un état d'urgence, non seulement pour l'Europe, mais aussi pour le monde.

La situation est critique. Les parlements n'assument pas pleinement leurs fonctions. La peur se répand et radicalise la société. Les mesures nécessaires pour lutter contre la pollution et les déchets sont remplacées par de l'activisme.

Les citoyens deviennent des sujets. Les droits individuels, la liberté d'expression et d'opinion, et les droits de propriété sont sacrifiés. Par démagogie, irresponsabilité et manque de courage, les parlements (et pas seulement celui de Strasbourg) trahissent leur devoir de défendre la liberté et les intérêts légitimes des citoyens, une mission qui inclut la mise en place de mesures réelles et efficaces pour protéger l'environnement. climato-realistes.fr 24.12

Hormis les illusions dans les institutions, on partage tout le reste.

Parole d'internaute

(Suite à l'article *Cette torture morale infligée aux enfants* publié le 15 décembre par mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com)

- "Il est intéressant de confronter ainsi deux maltraitances pour déporter la charge culpabilisatrice et renvoyer le camp-du-bien à sa propre morale (il le fait justement au nom de l'avenir des enfants). Mais j'aimerais aborder la question de l'autorité, de la responsabilité, de la discipline éducative d'origine politique sous un autre angle afin de dégager quelque chose de plus complexe qu'un simple « c'était pire avant », digne pendant du « c'était mieux avant ».

Ce qui suit n'est aucunement une tentative de réhabilitation des châtiments corporels, heureusement disparu de la scène éducative.

Le danger ici comme ailleurs, est de regarder le passé avec les lunettes du présent. Porter un jugement à rebours est délicat et ouvre sur le contresens ou la lecture anachronique...

Le premier risque est de faire une lecture sans nuance de cette illustration car c'est bien par bienveillance et humanité que les fameux hussards noirs faisaient preuve de sévérité. Qui aime bien châtie bien. Et la règle est bien là pour arracher l'enfant à sa condition à laquelle son échec le condamne. S'il restait TOUJOURS un être méprisable, alors le professeur ne tenterait pas de l'élever. C'est par ailleurs toute l'histoire de Pinocchio qui finira par échapper à sa condition de cancre. Il faut également sortir du politiquement correct : lire une métaphore au premier degré est ridiculement dangereux alors qu'elle était parfaitement comprise comme ce qu'elle est. Une preuve ? la boite est celle d'un jeu ludique destiné aux enfants, à leur édification. Elle n'était pas négative, c'est notre regard qui a changé sur ce point. C'est le langage publicitaire de l'époque ; sa datation serait par ailleurs erronée puisque le jeu semble dater des années 50.

Dans sa forme, cette image de l'enfant est une caricature, une déformation grotesque. L'histoire de la caricature (assez récente) a fait grand usage de ces métamorphoses homme-animal ou homme-végétal au 19e (voir « les Poires » par Honoré Daumier). Cette proximité homme-animal se place dans une longue lignée historique. En vrac : physiognomonie de LeBrun, les fables de Lafontaine, en remontant jusqu'au Grecs (le Timée, les multiples métamorphoses des dieux, minotaure, centaures, sirènes, etc) sans oublier bien évidemment les Dieux Egyptiens. Cette thérianthropie se retrouve jusque dans les religions primitives (chamanisme et totémisme par exemple) aussi loin que les dessins des grottes (« sorcier dansant » grotte des Trois-Frères). Chose amusante, la métamorphose en âne dans le cadre d'une initiation ou d'un apprentissage remonte au moins aux romains avec les métamorphoses d'Apulée (L'Âne d'or). Voir ici un essentialisme à une époque où l'on était formé aux humanités est tendancieux même si l'humanisme fut dès le début considéré comme un club (sans culture, l'homme n'était qu'une bête). Ce sujet fait déjà l'objet de nombreux ouvrages et n'est pas le coeur du sujet ici.

Rapide retour en arrière : la règle dénoncée ici est en réalité l'image de la férule. La férule fut la règle pendant toute l'histoire de l'école ; elle remonte aux romains qui châtiaient les mauvais élèves avec cette palette de bois. Fouet, martinet, bétula scholastica, verge, coups… on ne va pas refaire ici toute l'histoire des châtiments corporels à visée éducative (et leurs horreurs), mais soulignons simplement que ce fut constamment condamné, sa réglementation très lente mais continuelle permit la réduction des abus jusqu'à leur heureuse disparition. Ces méthodes furent critiquées dès Quintillien, St Anselm, Rathérius, Erasme,

Montaigne, Don Bosco (pédagogie préventive qui réhabilite l'affectivité à une époque où l'on rationalise) etc…

L'école moderne trouve son fondement non pas dans la république ou la monarchie, mais dans l'Eglise (Batencour, Démia, J.B. de la Salle). Aujourd'hui le prêtre est remplacé par le maître d'école, le pédagogue, ce qui implique une large refondation des préoccupations morales. Dans un renversement (modèle biologique d'évolution, marxisme) d'ontologique sociale, les missions et les méthodes sont bouleversées. L'école a très peu évoluée au fil du temps mais c'est sous l'impulsion récente du pouvoir qui la pense comme un moyen de réaliser son projet, de faire passer son message qu'elle fut investie d'un projet politique qui lui permit d'opérer une mue rapide. Pour « Diminuer la turbulence des masses » (circulaire de 1828), elle permettra espère-t-on d'émanciper de la tutelle religieuse ; il s'agit de faire adhérer l'élève futur citoyen à son formatage rousseauiste. Le politique a toujours eu la main sur l'école : les Romains pour contrôler les élites des peuples conquis, l'Eglise pour l'éducation religieuse, la monarchie pour lutter contre la réforme, mais c'est avec les pédagogies nouvelles et les projets progressistes sur base naturaliste que le formatage prend une autre ampleur. Il n'est donc pas étonnant de voir le projet écolo-climatique être injecté dans l'école par la puissance publique : ce n'est que la partie émergée de l'iceberg.

S'il est vrai que l'humanisme des lumières permit d'accentuer l'humanisation de l'école, de l'autre il réintroduit le droit romain avec un succédané du pater-familias qui relègue la femme à une sous-citoyenneté. rappelons que le pater-familias romain avait droit de vie ou de mort sur ces enfants. Là encore attention à la relecture du passé : la conception de l'enfance a radicalement changé ces derniers siècles avec notre vision de l'homme (c'en est heureux sous un certain aspect). Le mouvement fut long. L'enfant était considéré comme corrigible car indocile, et parfois mauvais : le contexte d'une vie dure donnait des coeurs endurcis. Il était aussi perçu comme un animal fougueux à dompter (l'âne) ; l'enfant, miniature d'homme, n'était pas grand chose à cause d'une forte mortalité infantile. Même Montaigne avoue avoir perdu 2-3 enfants « sans fâcherie ». Bach en perdit 10.

Aujourd'hui, la question des méthodes pédagogiques déborde sur le cadre familial avec l'importante intrusion d'un mouvement législatif et morale qui entend régenter les relations parent-enfants dans une atmosphère autoritaire qui n'est pas sans évoquer un certain totalitarisme. On constate donc un élargissement discutable du terme de maltraitance a tout et n'importe quoi. Elargissement dont l'article se fait l'écho en évoquant une « torture morale » (Guantanamo n'est pas loin ?). Derrière le rejet de toute violence, se trouve une anthropologie rousseauiste qui hélas n'a pas donné les fruits escomptés. Un simple regard dans les cours de récréation (harcèlements, bastonnade, violence mimétique du bouc émissaire), les affaires sexuelles chez les plus petits (miol, abus) suffit à s'en convaincre. L'ultra-violence scolaire rend par ailleurs banal la souscription d'assurances contre les agressions en milieu scolaire : 50% des enseignants en 2015. L'interdiction de la fessée permet-elle d'espérer la pacification de la société ? malgré les fakes-niouse à ce sujet, il suffit d'un coup d'oeil sur les statistiques criminelles suédoises (pays pionnier sur ce sujet depuis 1979 pour l'interdiction) pour voir qu'il n'en est rien, on ne constate qu'une augmentation continuelle des violences. (https://www.bra.se).

Mais avons-nous tant progressé que cela ? La peur aurait-elle changée de camp ? La punition va de paire avec la récompense : sa majesté bon-point et le banc d'honneur. L'idéologie d'aujourd'hui perçoit l'effort et la valorisation du succès scolaire comme négatif dès qu'il sort de la moyenne (Coleman 1975). Si succès il y a, il doit se faire sans pénibilité. Par un nivellement par le bas, le progressisme a donc réprouvé le travail académique car coupable de sélection en montant l'intérêt contre effort, l'épanouissement contre le devoir. On ne rappellera pas assez que la discipline est aussi d'abord un petit fouet qui servait à la mortification : une souffrance physique pour éprouver la chair et progresser spirituellement. Mais pas seulement, car la mortification est d'abord un renoncement de soi-même, d'une inclinaison, dans un contexte de pénibilité. Le sujet est l'épreuve et la souffrance, avec lequel tout sportif ayant cherché à progresser par dépassement de soi se sentira familier. Dans le cadre scolaire, c'est l'épreuve de l'échec ou de l'effort qui permet une construction intérieure en confrontant l'élève à lui même. Mais la compétition est rejetée car génératrice de souffrance. La punition renvoie à la question de la responsabilité. Dans la recherche de l'émancipation de l'individu, la contrainte est perçue comme un frein car producteur de conformisme (Piaget). Hors, l'enfant doit apprendre à se conformer à la règle (si je puis dire) du jeu avant celle du je (Vygotsky) ; avec la férule romaine allait aussi le ludus (de ludique). La responsabilité est une question morale, et le développement moral repose sur la soumission de l'agir a un sens. Le pédagogisme cherche à tout centraliser sur l'enfant dans une incessante agitation (expérimentation, savoir-vivre…), mais pour commencer à penser il faut d'abord cesser d'agir (Maurice Berger). Ce nudge-cocooning empêche l'enfant d'accéder à lui même.

On a recherché à aider à juste titre les perdants de la compétition scolaire, mais ce faisant le progressiste à tout fait pour discréditer la discipline. Les indisciplinés ne sont aujourd'hui plus expulsés ou presque, et encore moins punis, ils perturbent donc impunément les efforts de ceux qui cherchent à progresser. Les fauteurs de troubles (faute) d'aujourd'hui sont d'abord considérés comme des victimes, tout comme les délinquants et criminels sont d'abord des victimes de la société dans une surenchère victimaire et paralysante. Les enseignants sont désavoués face à ces situations ou le rapport de force est inversé ; si l'école est devenue incapable de promouvoir une règle alors c'est la loi du plus fort qui resurgit.

L'échec des méthodes modernes de pédagogie ne concerne pas seulement l'apprentissage mais aussi l'autorité qu'elle a largement contribué à détruire. Nous seront certainement jugés par les générations à venir mais plus certainement sur le fiasco de ces réformes progressistes qui ont plus que contribué à la résurgence d'une société primitive teintée de paganisme violent. Dans un raccourci provocateur nous pourrions dire que nous n'avons (heureusement) plus de férule, mais qu'à la place nous avons gagné Greta. On peut encore espérer puiser dans le passé des recettes et un bon sens qui nous fait aujourd'hui défaut, empêtré que nous sommes dans l'idéologie.

Quelques sujets de réflexion.

A vomir. La prostitution n'a pas d'époque ! Leur humanisme est la politesse des salauds.

Le procédé qui consiste à caractériser le passé avec les critères du présent, sert à réinventer ou à réécrire le passé en le déformant, de manière à le rendre totalement inintelligible. Il peut avoir de multiples applications comme on peut le voir ici. Il fait partie de la panoplie idéologique débridée ou totalitaire du néolibéralisme.

A l'origine, le puritanisme britannique ou anglo-saxon qui sillonnera le monde du XVIe au XXe siècle en massacrant hommes, femmes et enfants ou en les réduisant en esclavage, avant de s'en servir de chair à canons. Monarques, nobles, aristocrates et bourgeois rivalisèrent en libertinage, orgies, perversités en tous genres...

Cette opération de la réaction est politique, il s'agit d'une offensive contre le libéralisme né dans la foulée de mai 68 destinée à casser ses derniers représentants encore vivant qu'ils encensaient encore hier.

- Comme Gabriel Matzneff, le tout-Paris des années 70 défendait le sexe entre adultes et enfants - 27.12 huffingtonpost.fr 28.12

Ils peuvent sacrifier les survivants, ils ont tous entre 75 et 100 ans, ils peuvent tirer dessus à volonté, ils n'ont rien à craindre, ils sont grabataires.

- Bernard Pivot accusé de complaisance avec l'écrivain Gabriel Matzneff.

Bernard Pivot : "Dans les années 70 et 80, la littérature passait avant la morale; aujourd'hui, la morale passe avant la littérature. Moralement, c'est un progrès. Nous sommes plus ou moins les produits intellectuels et moraux d'un pays et, surtout, d'une époque", a écrit l'ancien président de l'Académie Goncourt, sur Twitter. huffingtonpost.fr 28.12

LVOG - Traduire : "*Nous sommes plus ou moins les produits*" d'un régime, d'un système économique.

Je connais tellement de femmes en Inde qui ont été mariées à l'âge de 12 ans et qui ont eu leur premier enfant à 13, et sachant que les jeunes filles de 14 ans étaient mariées en France au XVIIe siècle, je me dis qu'il y en a qui ne vivent pas à la même époque que la nôtre. Ce fut le cas de ma compagne, mariée à 12 ans à un homme de 25 ans qu'elle ne connaissait pas. Pendant un an elle parviendra à lui échapper en se réfugiant auprès de sa mère. L'année suivante elle accouchera de son premier enfant, les deux autres suivront. Il la violera et la battra pendant 10 ans avant de succomber d'une cirrhose. Traumatisée par cette expérience, elle fuira la compagnie des hommes jusqu'à notre rencontre 23 ans plus tard, à l'âge de 43 ans. Sa mère et celle de mon épouse ont également été mariées à 12 ans.

Comment cautionner l'appareil répressif de l'Etat. Quel bel hommage à la police... républicaine, s'il vous plaît.

Jérôme Rodrigues, une figure des gilets jaunes, a été légèrement blessé à un œil ce samedi 28 décembre à Paris après avoir été touché par le bouclier d'un CRS lors de l'acte 59 de ce mouvement social.

Alexis Corbière sur Twitter.

- Honte à ceux qui commettent cette violence ! Honte à ceux qui donnent les ordres ! Honte au gouvernement qui couvre et approuve systématiquement tous ces actes indignes d'une police républicaine ! huffingtonpost.fr 28.12

Parce qu'ils seraient capables d'avoir honte ?

En famille chez la droite et l'extrême droite.

Giuseppe Conte "est manifestement trop attaché aux ministères puisqu'après avoir perdu un ministre, il en annonce deux nouveaux", a critiqué le chef de la Ligue (extrême droite)...

Dans ce fief historique de la gauche (nord-est), souvent qualifié par les Italiens d'"Emilie rouge", se profile un duel entre le Parti démocrate (centre-gauche) et la droite menée par la Ligue. AFP 28 décembre 2019

LVOG - "*Ligue (extrême droite)*" en début d'article, et à la fin "*la droite menée par la Ligue*".

Défendent-il les retraites de tous les salariés ? On est en droit d'en douter.

Souriez, ouvriers en usine ou agricole, du bâtiment, des ponts et chaussée, OS, manutentionnaires, magasiniers, chauffeurs livreurs, mécaniciens, dockers, mineurs (il en reste !), éboueurs, etc. de quoi vous plaignez-vous, vous êtes violemment exploités... mais privilégiés !

latribunedestravailleurs.fr 24.12 - Pénibilité : les fonctionnaires souvent plus exposés que les salariés du privé.

LVOG - On aurait dit que c'était le parti des fonctionnaires ou de l'aristocratie ouvrière, on nous aurait accusé de leur faire un procès d'intention, on n'en aura même pas besoin.

Vous me direz qu'après avoir privatisé ou marchandisé l'information au profit de leurs élites on ne s'étonne plus de rien.

latribunedestravailleurs.fr - "*Lire les reportages des correspondants de La Tribune des travailleurs dans les assemblées générales*".

Na, vous serez privés des derniers développements de la bataille en cours sur les retraites si vous ne passez pas à la caisse ! Débrouillez-vous avec le peu d'informations que distillent au compte-gouttes les médias. C'est désormais l'un des seuls domaines où ils peuvent encore exercer leur pouvoir, donc ils en usent et en abusent sans modération. S'ils croient nous prendre ainsi en otage, c'est raté. Plus grave ou pire, c'est une façon comme une autre de vous conseiller d'aller voir ailleurs ou de cesser ce combat faute de ne pas pouvoir suivre l'évolution de la situation.

Il faudrait les informer qu'on a changé d'époque, et que celle où il fallait systématiquement payer pour s'informer est révolue depuis déjà un moment. On pourrait aussi appeler cela de la rétention d'informations avec l'intention de nuire à la cause qu'ils prétendent défendre.

Il faut vivre avec son époque, aujourd'hui pour financer et vendre un journal, construire un pari, le baratin d'autrefois est dépassé ou plutôt ne suffit plus, à défaut de l'avoir compris et d'avoir développé une tactique pour palier cet inconvénient qui aurait dû passer par l'élévation du niveau de conscience des militants, il y en a qui ont opté pour la marchandisation de l'information, si tu refuses de payer tu demeureras dans l'ignorance, telle est leur logique suicidaire.

Ils n'ont toujours pas compris que dorénavant pour envisager une transformation révolutionnaire de société, il était indispensable de tout mettre en oeuvre pour aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience politique, et que c'était l'une des deux faiblesses des masses avec leur faible niveau d'organisation.

C'est à croire qu'il n'existe plus de marxistes ou si peu.

L'absence - ruptures-presse.fr 21 décembre 2019

Si l'on veut vraiment établir un trait commun, du moins pour les soulèvements d'inspiration progressiste, il en est un… qui apparaît plutôt en creux : l'absence d'alternative politique. Un manque cruel qui, objectivement, ne laisse pas beaucoup d'espoir aux révoltés.

De Bagdad à Beyrouth en passant par Alger, nombreux sont ceux qui refusent même l'idée de porte-parole – ce qui n'est pas sans rappeler l'état d'esprit des Gilets jaunes. Ce rejet de la représentation est compréhensible après l'expérience de la désinvolture et des trahisons des partis politiques traditionnels. Mais elle constitue un fatal handicap. Dans aucun des pays cités – pas plus que dans l'Hexagone – ne s'esquisse une force politiquement déterminée, rigoureusement organisée et idéologiquement cohérente susceptible de porter des perspectives de rupture. ruptures-presse.fr 21 décembre 2019

Un cas de schizophrénie qui s'ignore. Les sociologues ne sont décidément pas finis.

- «Pour une prise en compte politique du concept d'insécurité générationnelle» - lefigaro.fr 25.12

Extrait - Cependant, il convient d'ajouter à cette fracture culturelle une autre fracture, jouant un rôle non négligeable dans l'évolution de la société française, qui est celle liée à l'âge. En effet, dans le contexte d'une mondialisation, où tout va très vite, la fragmentation de la société est aussi générationnelle. Traditionnellement, les générations étaient longues, s'étendant sur une durée de vingt-cinq ans, comme ce fut le cas pour les «baby-boomers» nés pendant les Trente Glorieuses, c'est-à-dire approximativement entre 1948 et 1973, dont le référent culturel majeur est mai 1968. Or aujourd'hui, face à l'accélération du cours de l'histoire, le phénomène générationnel s'est fortement raccourci, soit de l'ordre de cinq à sept ans tout au plus, le sociologue Jean Viard parlant à raison, dans son Nouveau Portrait de la France publié en 2012, de «générations culturelles courtes».
Ce changement fondamental du fonctionnement de nos sociétés est source d'une «insécurité» (entendue comme l'état de quelque chose qui est instable), mésestimée jusqu'ici, qui peut expliquer aussi bien la montée du fondamentalisme religieux que la progression du vote extrémiste.

En effet, les générations évoluent de plus en plus différemment les unes des autres, avec leurs codes spécifiques et leur propre histoire culturelle, faite d'une combinaison de références cinématographiques, télévisuelles, sportives, musicales, technologiques et de «styles de vie», qui conduisent très rapidement les individus à avoir l'impression d'être en dehors du coup, étant dépassés par la nouvelle génération, qui, elle-même, se retrouve à son tour très rapidement dépassée par une autre. Cette accélération explique que beaucoup de trentenaires, populations encore relativement «jeunes» dans nos sociétés occidentales vieillies et qui ont encore plus de temps à vivre qu'elles n'ont vécu, ont des comportements nostalgiques et souffrent d'un certain mal-être. Ils ont déjà l'impression d'être «vieux», sans en avoir les responsabilités et le respect, notre société étant dirigée, malgré la jeunesse d'Emmanuel Macron qui ne doit pas faire illusion, par des sexagénaires. En conséquence, les plus précarisés d'entre eux tombent dans un certain fatalisme, favorable à toutes les formes de repli identitaire, que ce soit le salafisme chez les populations d'origine maghrébine ou la tentation de l'extrême-droite dans nos campagnes.

Cette situation est le reflet d'une insécurité plurielle, source d'une inquiétude persistante face à l'avenir, pour les générations d'âge intermédiaire.

Sur le plan des compétences, elles sont vite remises en cause à travers les changements constants liés au renouvellement technologique... (Ou plutôt l'impitoyable loi du marché. - LVOG)

Sur le plan financier, l'acquisition à terme d'un logement, considérée par beaucoup de nos concitoyens comme l'un des principaux accomplissements d'une vie, devient de moins en moins assurée, étant donné le coût exorbitant de l'immobilier... (On plaindra plutôt ceux qui en ont fait le but de leur vie. - LVOG)

Sur le plan personnel, la fragilité des unions, d'une durée moyenne de 15 ans pour les couples mariés, mais sensiblement moindre pour les autres statuts juridiques, conduit nombre d'individus à devoir recommencer plusieurs fois leur vie sentimentale. (Comme si c'était possible ! Une fois qu'on a donné, généralement on a compris... - LVOG)

Enfin sur le plan philosophique il en va de même, avec des évolutions parfois soudaines, les peurs d'hier devenant caduques en quelques années, comme le montre le fait que la question du «dérèglement climatique» semble l'emporter aujourd'hui sur le risque terroriste selon les sondages d'opinion. (Il aurait mieux fallu écrire sur le plan philosophique de la peur distillée par les tenants de l'idéologie dominante. - LVOG) lefigaro.fr 25.12

BlackRock est le produit du totalitarisme parvenu à point.

Tandis que ceux qui affirmaient que le totalitarisme était en marche étaient traités de gauchistes ou d'illuminés, BlackRock étendait son pouvoir tentaculaire sur la planète.

J'ignore si vous avez visionné attentivement la vidéo sur BlackRock *Ces financiers qui dirigent le monde*, le titre n'était pas exagéré.

Les passages les plus significatif que j'ai relevés.

- "*on n'achète plus une action, on achète la valeur d'un indice boursier*"

- "*BlackRock vote aux assemblées générales des 17000 grandes sociétés du monde entier et influence donc leur stratégie.*" - "*Un groupe de gros actionnaires possèdent 90% des 500 plus grandes entreprises américaines.*"

- "*La propriété commune, c'est le fait que les gros actionnaires possèdent des parts dans pratiquement toutes les grandes entreprises du monde.*"

- "*la valeur de l'ETF suivra toujours celle de l'indice, si l'indice grimpe de manière globale à la Bourse, l'ETF augmente aussi, s'il chute l'ETF baisse également*", mais cela ne signifie pas que BlackRock perdrait de l'argent, seuls les détendeurs d'ETF en perdraient, puisque grâce à Aladdin il peut prévoir si à la clôture l'indice général sera en hausse ou en baisse et entre temps il aura spéculé en conséquence, ce qui est facilement réalisable quand on sait que les transactions peuvent se réaliser à la nanoseconde !

- "*Avec Vanguard, BlackRock se partagent la moitié du marché américain des ETF, les IShare représentent environ 50% des ETF.*"

- "*En Allemagne BlackRock est un des gros actionnaires dans les 30 plus grandes entreprises du Dax, il en va de même en France au CAC40.*"

- "*Alladin brasse 18.000 milliards de dollars*", presque le PIB des Etats-Unis, ce qui signifie que la quasi totalité des revenus des Américains passe par BlackRock.

Aladdin capte toutes les données bancaires ou fiscales du monde entier, budgets des Etats, bilans comptables des sociétés, revenus des particuliers, achats, crédits, déplacements, téléphone, courriel, blog, portail, vidéo, déclarations relayées par les médias, évènements politiques, mouvements sociaux, tout y passe. Débranchez Aladdin et BlackRock et ses acolytes de la propriété commune redeviennent des sociétés comme les autres ou presque ou une grande partie de leur pouvoir d'attraction s'évanouirait du jour au lendemain, leur capacité à orienter l'économie et la politique mondiale serait entamée. Leur quasi monopole sur le marché mondial et leur pouvoir politique ne dépendent donc pas uniquement de cette concentration de richesse.

Toujours est-il qu'il y avait quelque chose de déterminant à retenir selon moi.

Qu'une valeur monte ou baisse au Nasdaq (par exemple) à New York n'a pas vraiment d'importance pour BlackRock, puisque en règle générale quand BlackRock spécule à la hausse sur une valeur, elle augmente, et quand il spécule à la baisse, elle baissera. Cela dit, s'il spéculait à la hausse sur une valeur et que malgré tout elle baissait, BackRock perdrait de l'argent, et s'il spéculait à la baisse sur un titre et que sa valeur augmenterait, il perdrait aussi de l'argent, avouez que ce serait contrariant pour ses principaux actionnaires.

Aussi, pour éliminer ce risque, tout risque, il fallait trouver une parade, si possible pratiquement infaillible, et ils l'ont trouvée ou mise au point. Elle consistera à spéculer sur l'ensemble des titres cotés au Nasdaq, de telle sorte qu'à la clôture, que l'indice du Nasdaq soit à la baisse ou la hausse, BlackRock gagnera à tous les coups, ce qui a été rendu possible parce que grâce à son programme informatique Aladdin, BlackRock contrôle (notamment) l'ensemble des données des entreprises cotées au Nasdaq. Il peut donc prévoir à l'avance si à la clôture l'indice du Nasdaq sera à la baisse ou à la hausse, et dans tous les cas de figures il spéculera en conséquence, bingo, à tous les coups il empochera la mise, c'est aussi simple que cela. C'est la Fed, le gouvernement américain, la BCE qui ont fourni ces données à BlackRock, donc on n'invente rien ici. Ecoutez attentivement cette vidéo, c'est stupéfiant, il faut l'entendre pour le croire.

On pouvait lire dans la brève présentation de cette vidéo : "*La force de ce géant américain de la gestion réside dans les milliards de dollars que lui confient ses clients, pour la plupart des gros poissons de la finance : multinationales, institutions financières et fonds d'investissement ou de pension. Grâce à cette manne financière, le groupe a mis le grappin sur de nombreuses multinationales. Actuellement, BlackRock est entre autres présent dans le capital d'Apple, de Microsoft, de Facebook, de McDonald's, de Siemens, ainsi que de nombreuses entreprises du CAC 40*."

Cela signifie que c'est ce premier cercle de l'oligarchie financière qui influence l'orientation de l'économie et de la politique mondiale.

Maintenant vous comprenez mieux pourquoi une poignée de super milliardaires ont pu augmenter leur fortune dans des proportions phénoménales en un temps record depuis 2008.

Quels enseignements politiques en tirer ?

Aucun de préférence si on se fie à nos dirigeants. Pour eux c'est encore de la science-fiction ou du délire d'illuminés acquis aux théories complotistes. BlackRock, Vanguard, Berkshire Hathaway, Goldman Sachs, J-P Morgan et Cie. ont acquis un tel pouvoir qu'il leur faut moins de temps que pour le dire pour faire s'effondrer l'économie d'un pays ou influencer son orientation politique, leur pouvoir s'étendant à l'ensemble de l'économie, au pouvoir politique et aux institutions, aux médias et aux supports numériques, au complexe militaro-industriel.

Questions à deux balles : Qui serait assez fou pour troquer le confort matériel dans lequel il s'est installé, pour les affronter au risque d'être liquidé financièrement, politiquement ou physiquement si nécessaire ?

Uniquement des dirigeants ou des militants demeurés fidèles aux enseignements de la révolution russe de 1917, incorruptibles, inoxydables, dont le caractère et les convictions ont été forgées dans le roc ! Et les masses qui ignorent tout de ce qui se trame dans leurs dos. Face à une telle concentration de pouvoir, il faut pour l'affronter et la désintégrer quelque chose qui incarne le pouvoir, un autre modèle de société intégral incompatible avec l'existence du régime capitaliste, ce que la plupart des gens ont beaucoup de mal à imaginer, alors qu'elle est à leur portée, perspective politique qui ne peut se réaliser sans un parti pour guider cette masse, dont la détermination et l'engagement est total, à l'instar de nos ennemis.

The Vanguard Group.

Actuel PDG : F. William McNabb III

The Vanguard Group est une société américaine de fonds d'investissement. Le groupe est basé à Malvern en Pennsylvanie

La société est créée en 1975, qui annonce gérer en décembre 2016 pour plus de 5 100 milliards de dollars américains d'actifs. (5 500 milliards de dollars en 2019 - ndlr)

The Vanguard Group détient des parts dans de grandes sociétés comme Michelin, Pernod Ricard, Monsanto, ExxonMobil, Alphabet, Time Warner, Dow Chemical ou encore Foxconn.

Il est le premier actionnaire de Goldman Sachs devant State Street Corporation, avec 5,73 % et le premier actionnaire d'Apple, avec 7,01 %, actionnaire d'Amazon, avec 5,6 % des actions.

Il est le gérant d'environ 180 fonds de gestion aux États-Unis et d'environ 200 sociétés hors des États-Unis.

Berkshire Hathaway

Berkshire Hathaway est un conglomérat et une société d'investissement basé à Omaha dans le Nebraska (États-Unis). La société est dirigée par Warren Buffett et Charlie Munger et compte Bill Gates à son directoire.

Selon le Forbes Global 2000, elle est classée la quatrième entreprise mondiale parmi celles qui ont recours à un appel public à l'épargne (2017).

Berkshire Hathaway actionnaires de :

Goldman Sachs (7,60 %)
Coca-Cola Company (8,3 % en 2004)
Apple (5,32%, deuxième actionnaire en 2019)

10 000 USD investis dans l'action BRK en 1965 (soit environ 63 878 USD de 2006 [1] [archive]) valaient 80 000 000 USD en 2010

Dès 1969, ses investissements ont réalisé des plus-values de presque 30 % en moyenne et par an, dans un marché où la moyenne se situe entre 7 et 11 % et où les meilleures performances sont exceptionnelles.

En 2004, après la mort de son épouse, Buffett nomme Gates au conseil d'administration de Berkshire Hathaway. Bill Gates a acheté des actions de l'entreprise.

En 2006, Buffett annonce son intention de confier 83 % de sa fortune à la fondation Bill-et-Melinda-Gates,

Le 25 mai 2005, Warren Buffett déclare sur la chaîne de télévision CNN : « Il y a une guerre des classes, où ma classe gagne de plus en plus, alors qu'elle ne le devrait pas » (It's a class warfare, my class is winning, but they shouldn't be). En effet, Warren Buffett affirme à l'occasion que les riches ne se sont jamais aussi bien portés (« We never had it so good ») et qu'il serait ainsi judicieux d'élever les taxes les concernant. Il déclarait aussi : « il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner ».

KKR (Kohlberg Kravis Roberts & Co.)

KKR & Co. L.P. (précédemment Kohlberg Kravis Roberts & Co.) est un fonds d'investissement américain et l'un des plus anciens et des plus importants au monde (1976).

L'entreprise se spécialise dans la constitution d'un montant de liquidités confié par des investisseurs pour financer des rachats hostiles d'entreprises. Les dettes ainsi contractées pour acquérir les sociétés cibles sont remboursées par la vente de branches non rentables (démantèlement de la cible) et par une réduction des coûts (délocalisation, sous-traitance, licenciements).
KKR, spécialisé dans la technique du LBO, se constitue un trésor de guerre en facturant 20 % des profits de la restructuration, 1,5 % du montant de la transaction et une participation capitalistique dans chaque société rachetée.

En 1988 KKR devient le second conglomérat industriel des États-Unis.

Aujourd'hui, KKR est investi dans plus de 65 % des 500 plus grosses sociétés mondiales et depuis sa création en 1976, le fonds obtient en moyenne un taux annuel de rentabilité de 27%.

Global 2000 - Les plus grandes sociétés privées au monde - forbes.com 15.05.2019

Le 17e classement annuel de Forbes des plus grandes sociétés ouvertes au monde reflète l'état de l'économie mondiale d'aujourd'hui: qui est au sommet, qui grandit et qui a connu des jours meilleurs.

La Banque industrielle et commerciale de Chine a repris la première place pour la 7e année consécutive. Cette puissance financière appartenant à l'État gère plus de 4 000 milliards de dollars d'actifs et emploie près d'un demi-million de personnes. Dans l'ensemble, le secteur financier a également connu une bonne année: les autres grandes banques chinoises se sont toutes classées parmi les dix premières et JPMorgan Chase a grimpé au deuxième rang en raison de la hausse des bénéfices grâce en partie à d'importantes baisses d'impôts.

Sur les 61 pays représentés sur la liste, les États-Unis comptent le plus grand nombre, 575 entreprises. La Chine et Hong Kong viennent ensuite avec 309, suivies du Japon avec 223. La ventilation semble très différente de ce qu'elle était lorsque Forbes a publié le Global 2000 en 2003. Cette année-là, les États-Unis ont contribué 776 entreprises tandis que la Chine et Hong Kong n'en comptaient que 43. forbes.com 15.05.2019

L'impressionnante augmentation de salaire du nouveau patron d'Alphabet - Capital 21 décembre 2019

Deux millions de dollars. C'est le salaire que va toucher, l'année prochaine, le nouveau patron d'Alphabet, Sundar Pichai. La maison mère de Google va en effet nettement augmenter le salaire annuel de son nouveau patron et lui offrir des actions d'un montant pouvant dépasser les 200 millions de dollars, selon un document déposé auprès du gendarme boursier américain vendredi. Sundar Pichai a pris les rênes d'Alphabet début décembre. Selon l'agence Bloomberg, il était payé 650.000 dollars lorsqu'il était PDG de Google, un poste qu'il va d'ailleurs conserver.

Il pourra également prétendre à 90 millions de dollars en actions en fonction des performances du géant de l'internet et pourra récupérer des actions, échelonnées dans le temps, pour un montant s'élevant jusqu'à 120 millions de dollars. La valeur des actions basées sur les résultats du groupe pourra varier de 0% à 200%, selon la performance d'Alphabet par rapport à l'indice S&P 100, composé des 100 plus grandes valeurs cotées au sein de l'indice élargi S&P 500, lors des deux prochaines années. Capital 21 décembre 2019

Big Brother est devenu la réalité.

Big Brother is geolocating you - slate.fr 26.12

Une vaste enquête du New York Times révèle à quel point les populations sont traquées, où qu'elles soient et qui qu'elles soient – y compris au plus haut sommet de l'État.

Des journalistes du New York Times ont eu accès aux données de géolocalisation de plus de 12 millions d'Américains. Les informations recueillies leur ont permis d'établir l'identité et les trajets de plusieurs centaines de personnes, dont certaines travaillent au sommet de l'État. Des observations les conduisant à estimer que la sécurité nationale était en danger.

En étudiant une période de plusieurs mois courant de 2016 à 2017, les journalistes ont pu d'emblée tirer un premier constat: personne n'est épargné par la géolocalisation, du gratin d'Hollywood au staff de la Maison-Blanche en passant par monsieur et madame Tout-le-monde.

Parmi les va-et-vient observés, ceux de nombre d'agent·es des services secrets se sont révélés particulièrement inquiétants. Dans l'entourage même du président, les journalistes ont été en mesure de déterminer l'identité d'un individu en se basant uniquement sur ses déplacements. Une approche inédite que les services secrets se sont pour l'instant abstenus de commenter.

Une menace pour la sécurité intérieure

Cette vulnérabilité touche tous les hauts lieux du pouvoir. Elle concerne aussi bien les militaires, les agent·es de police que les avocat·es et les juges de la Cour suprême.

Les risques qui en découlent sont nombreux: chantage, campagnes électorales compromises mais aussi intrusion de puissances étrangères, notamment russes, chinoises ou nord-coréennes.

Grâce aux données de géolocalisation, il est possible de créer une carte large et précise du réseau social d'un individu, ce qui auparavant, dans le cadre d'un espionnage traditionnel, était difficile voire quasiment impossible.

De cette manière, les journalistes du New York Times ont identifié avec certitude un agent du Pentagone qui se rendait en fin de semaine dans un centre pour toxicomanes. À l'évidence, l'utilisation malveillante de ce genre d'informations sensibles peut facilement mettre en péril un mariage ou une carrière professionnelle, donc constituer un moyen de pression phénoménal pour une puissance hostile.

La sécurité nationale est par ailleurs compromise par l'absence de règles cohérentes. Si, par exemple, la géolocalisation n'est

pas autorisée au quartier général de la CIA, elle l'est sur son parking. Il est ainsi aisé de suivre le trajet de n'importe quel employé une fois sa journée de travail terminée. Des sites comme le Pentagone, le siège du FBI ou les bureaux des services secrets seraient également concernés par ce laxisme sécuritaire.

Personne n'y échappe!

Nul besoin d'être un agent secret pour redouter cette nouvelle forme de surveillance. Avec ces données, il devient très facile de repérer et d'identifier les participant·es à une manifestation.

Autre cas de figure, plus amusant peut-être, qui permet de battre en brèche le fameux argument du «je n'ai rien à cacher»: les journalistes ont pu suivre le trajet d'un ingénieur de Microsoft se rendant un mardi après-midi chez le concurrent Amazon.

Un mois plus tard, ses informations de géolocalisation ne le situant plus que sur le campus de ce dernier, les journalistes en ont conclu qu'il avait démissionné de chez Microsoft... Doit-on craindre dans le futur la surveillance ciblée des salarié·es?

Autre point que le New York Times a tenu à souligner: indépendamment de Google Maps ou Facebook, la grande majorité des données de géolocalisation sont collectées par de petites entreprises, souvent méconnues du grand public. Des centaines d'applications pour smartphones permettant de géocaliser une personne ont ainsi vu le jour et se retrouvent dans la poche de millions d'Américain·es, à leur insu.

Vers une meilleure réglementation?

Jugeant les mesures actuelles insuffisantes, les journalistes en appellent au Congrès américain pour qu'une réglementation digne de ce nom puisse voir le jour.

Pour justifier cette incursion du secteur privé dans nos vies quotidiennes, les entreprises mettent souvent en avant l'argument de l'anonymisation des données. «C'est complètement faux», rétorque Paul Ohm, professeur de droit à l'Université de Georgetown qui estime que «la seule chose probablement plus compliquée à anonymiser que ces informations de géolocalisation est notre ADN».

Selon le New York Times, nous vivrions «dans le système de surveillance le plus performant au monde». Si ce système n'a pas été créé délibérément à des fins de surveillance mais avec des buts financiers et de profit, il n'en reste pas moins que nous sommes aujourd'hui si habitués à être pisté·es que nous ne nous en rendons même plus compte.

Loin de rejeter la faute sur le consommateur ou la consommatrice, les journalistes dénoncent un secteur privé qui a fait de l'opacité sa marque de fabrique. Une situation à laquelle on peut espérer remédier grâce à une prise de conscience croissante sur la question des données personnelles. slate.fr 26.12

En complément. Une histoire de vases communicants. La Bourse s'éclate !

Wall Street à des records, portée par Boeing et le commerce - AFP 24 décembre 2019

Les principaux indices de la Bourse new-yorkaise ont franchi des records lundi, soutenus par la nette hausse de l'action de Boeing, dont le patron a annoncé sa démission, ainsi que par un vent d'optimisme commercial après des annonces chinoises.

Son indice vedette, le Dow Jones Industrial Average, a gagné 0,34%, à 28.551,53 points.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, est monté de 0,23%, à 8.945,65 points, et l'indice élargi S&P 500 a grappillé 0,09%, à 3.224,01 points. AFP 24 décembre 2019

La Bourse de Paris à son plus haut niveau de clôture depuis 12 ans - AFP 23 décembre 2019

L'indice CAC 40 a pris 7,84 points à 6.029,37 points...

L'année s'achève sur un millésime époustouflant pour les actions, avec à la clé des gains de près de 30% en Europe et aux Etats-Unis. AFP 23 décembre 2019

Le smic augmentera de 12 cts de l'heure en 2020, c'est énorme !

Dans quel monde vivons-nous ?

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Sinon il reste la capsule de cyanure !

Les micro-chambres se multiplient en Europe - Le Figaro 26.12

Dormir dans une cabine haute et large de 1,45 mètre, sur un lit de deux mètres de long? Les «capsule hôtels», ces hébergements bon marché longtemps apanage des Japonais, ont désormais le vent en poupe dans le monde entier, comme à Milan, ville en plein essor touristique. Dans les chambres standards, huit capsules sont collées les unes aux autres, avec un espace toilettes partagé et des douches au bout du couloir.

À l'intérieur de la cabine: un lit de 90 centimètres sur 2 mètres avec oreiller et couette, deux prises pour recharger téléphone ou ordinateur, un coffre pour ranger son sac et une table de chevet intégrée. Le tout pour un tarif allant de 19 euros (petit-déjeuner inclus), en période creuse, à 150 euros pendant la Semaine du design. Un concept né au Japon dans les années 80. Les «établissements de dépannage» se développent ensuite rapidement sur la péninsule, prisés à la fois des «salarymen», ces employés en costume cravate connus pour apprécier les soirées tardives et arrosées, et par les malheureux ayant manqué le dernier train pour rentrer chez eux.

Mais depuis plusieurs années, le concept a essaimé dans le reste du monde. D'abord dans les aéroports, de Paris à Moscou en passant par Bangkok. Puis progressivement dans les villes elles-mêmes, comme à Singapour, Séoul ou Bombay. Néanmoins, en Europe, hors aéroports, les vrais hôtels capsule restent encore rares. On peut citer le City Hub à Amsterdam ou le «capsule hotel Lucerne», premier à avoir ouvert en Suisse fin 2018. En Italie, Milan est la première ville à en accueillir, mais ZZZleepandGo et sa filiale Ostelzzz comptent s'étendre.

Le groupe italien s'est déjà construit un petit empire: fin 2019, il sera présent dans six aéroports (Milan, Varsovie...) auxquels s'ajouteront rapidement en 2020 ceux de Vienne et quatre au Brésil (dont Rio de Janeiro), en faisant le leader mondial, assure son directeur général Gianmaria Leto. Outre «cinq à six aéroports en plus chaque année», «notre objectif est de créer un ou deux hôtels (capsule) par an dans les cinq prochaines années dans les principales villes européennes», ajoute le trentenaire. Ce qui fera passer le chiffre d'affaires du groupe à 10 millions d'euros, contre un million en 2019.

Selon la blogueuse spécialiste du voyage Agnese Sabatini, «le seul aspect négatif d'un hôtel capsule est la sensation d'enfermement, de claustrophobie, qu'il peut déclencher chez certains». Sinon, c'est un trio gagnant: «Ils offrent de l'intimité, des tarifs réduits, le tout avec la ville à portée de main», estime la rédactrice du blog «I'll B right back». «Les petits espaces ne sont pas un problème pour les jeunes:Ce qu'ils demandent c'est de la technologie, comme le check-in automatisé, des prises pour charger leurs appareils électroniques», mais aussi des espaces communs pour rencontrer de nouvelles personnes, ajoute-t-elle.

Le choix de Milan pour le premier hôtel capsule italien n'est pas anodin: la ville connaît un envol touristique depuis l'Exposition universelle de 2015, grâce à ses semaines de la mode, du design, son Duomo (cathédrale) ou sa vie nocturne. De 4,2 millions de visiteurs en 2011, elle est passée à 6,8 millions en 2018 (dont environ 65% d'étrangers), soit une hausse de plus de 60%. Et celle-ci se poursuit: en septembre, Milan a accueilli plus de 700.000 touristes, soit un boom de 18% sur un an. Parmi ceux-ci, une part croissante de jeunes. Le Figaro 26.12

LVOG - Et ils vous racontent cela le plus tranquillement du monde...

Totalitarisme. Plus personne ne pourra dire qu'il n'existe pas.

NED - Pourquoi la démocratie dépend de «l'État profond» - demdigest.org 20 décembre 2019

Comme toutes les démocraties modernes, les États-Unis ont besoin d'un État profond, car il est essentiel pour lutter contre la corruption et faire respecter l'État de droit, affirme Francis Fukuyama, chercheur principal au Freeman Spogli Institute de l'Université de Stanford et auteur de «Political Order and Political Decay: De la révolution industrielle à la mondialisation de la démocratie ».

Le gouvernement constitutionnel dépend de l'existence d'une fonction publique professionnelle, experte et non partisane, écrit-il pour le Wall Street Journal. Aussi difficile à imaginer qu'en ce moment de polarisation partisane extrême, le gouvernement ne peut fonctionner sans des fonctionnaires dont la loyauté première n'est pas envers le chef politique qui les a nommés, mais envers la Constitution et un plus grand sens de l'intérêt public, ajoute Fukuyama, un membre du conseil d'administration du National Endowment for Democracy (NED), le groupe d'aide à la démocratie basé à Washington. RTWT. demdigest.org 20 décembre 2019

LVOG - État profond = État de droit ; Démocratie = Corruption.

Encore de la science-fiction, une "***théorie du complot***" ? Non, la réalité.

Un carnet de vaccination sous-cutané de taille microscopique mis au point par des chercheurs - 20minutes.fr 23.12

Santé connectée. Invisible à l'œil nu, les informations fluorescentes de ce carnet de vaccination futuriste pourraient être lues avec un smartphone spécialement équipé

Depuis des années déjà, les scientifiques mettent au point diverses puces sous-cutanées plus ou moins utiles. Celles-ci peuvent renfermer notre identité ou permettre de déverrouiller la porte de sa maison, de sa voiture ou donner accès à son bureau. Un concept qui – pour l'instant – a encore du mal à passer auprès du grand public, mais le projet du MIT pourrait peut-être se démarquer.

Le projet du Massachusetts Institute of Technology consiste en un carnet de vaccination sous-cutanée. Dans les faits, ce carnet de vaccination prendrait la forme de symboles placés sous la peau indiquant que la personne a bien reçu tel ou tel vaccin.

Le carnet de vaccination 2.0 du MIT ne consiste pas en une micropuce électronique, mais prend plutôt la forme de nanoparticules injectées sous la peau grâce à une seringue spécifique équipée d'un patch de micro-aiguilles de 1,5 millimètre de longueur.

Les nanoparticules sont composées de cristaux à base de cuivre d'une longueur de 3,7 nanomètres de diamètre. Celles-ci sont encapsulées dans des microcapsules de 16 micromètres. Ces nanoparticules sont totalement invisibles à l'œil nu, c'est pourquoi il est nécessaire d'utiliser un smartphone spécialement équipé pour pouvoir lire les informations fluorescentes.

LVOG - Les pays les plus pauvres devraient servir de cobaye ou de laboratoire.

Le dispositif du MIT est plutôt destiné aux pays en voie de développement où il est difficile de connaître les antécédents médicaux d'un patient et ainsi de le vacciner si nécessaire.

À l'heure actuelle, le procédé n'a pas encore été testé sur l'homme, mais cela pourrait changer dans un futur relativement proche.

LVOG - La santé comme caution.

Le MIT souhaiterait arriver à mettre au point un dispositif qui injecte à la fois le vaccin et les nanoparticules sous-cutanées indiquant que le patient a été vacciné. 20minutes.fr 23.12

Wikipédia - La FDA américaine (Food and Drugs Administration) a approuvé en 2004 l'implantation sous cutanée de radio-marqueurs à des fins médicales, une impulsion significative à des industriels comme Applied Digital Solutions, fabricant de ce type de radio-marqueurs et en quête d'un véritable marché de masse.

Mais il n'est aujourd'hui déjà plus besoin d'un risque vital pour accepter l'implantation d'un tel dispositif. Les membres du Baja Beach Club à Barcelone se font implanter une puce Verichip d'Applied Digital Solutions. Celle-ci assure une fonction de porte-monnaie virtuel dans le cadre de cet établissement6.

Il est possible de se faire implanter une puce sous-cutanée lors d'événements appelés "implant-party". En juin 2015, un tel événement a eu lieu au festival Futur en Seine à Paris à la Gaîté lyrique ; présent à cet évènement, le journaliste du Point Guillaume Grallet a raconté son implantation de puce.

Chez l'animal

La puce permet d'identifier l'animal (nom, date de naissance, propriétaire, adresse...), de retrouver des données médicales (âge, sexe, vaccinations...). Wikipédia.org

A lire aussi

- Un monde sous surveillance ? - La surveillance de demain : puces RFID et implants sous-cutanés

https://books.openedition.org/pupvd/3969?lang=fr

- Les véritables dangers de la micro-puce sous-cutanées et de son fonctionnement.

https://gloria.tv/post/jY1x1miE66gt6nqYcyhvbRPc3 Se faire implanter une puce électronique par son entreprise : pour ou contre ?

https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/implantation-puce-electronique-rfid-entreprise

Dossier sur les retraites.

Macron a appelé les grévistes à la "*trêve*" après les avoir accusés de ne pas "*respecter les familles et la vie des familles*" dont il se moque complètement par ailleurs, en assurant qu'"*il n'y aura pas de trêve pour le gouvernement pendant cette période compte tenu de nos engagements et de l'importance de la situation*". AFP 21.12

Comme quoi une "***trêve***" était mal venue.

En pleine grève, Elisabeth Borne part en vacances au Maroc : "Elle est totalement joignable et mobilisable", assure son cabinet - Franceinfo 25.12

Une intention idéologique ministérielle inavouable à peine maquillée.

- En pleine grève, la SNCF reçoit le prix de la pire entreprise de l'année - huffingtonpost.fr 26.12

LVOG - L'INC a le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), placé sous la tutelle du ministre chargé de la consommation.

Huffingtonpost - Cela n'a rien à voir avec la grève, mais la SNCF aurait certainement pu se passer de ce prix remis par le magazine 60 millions de consommateurs.

LVOG - Nous aussi ! L'Institut national de la consommation jure la main sur le coeur que "*ce trophée n'a rien à voir avec la grève*", ben voyons ! Et il faudrait que les lecteurs croient sur parole cette officine de Washington (Huffingtonpost), ils les prennent vraiment pour des abrutis.

Comme il y a les attentats sous faux drapeaux, il y a les prix sous de faux prétextes qui tombent à point nommé.

Huffingtonpost - La SNCF est pointée du doigt pour ses retards, sa politique tarifaire et ses accès difficiles aux guichets.

LVOG - De quoi justifier sa privatisation. Plus fort encore, alors que la SNCF va être découpée en deux entités le 1er janvier 2020 pour pouvoir achever à terme sa privatisation : SNCF Réseau et SNCF Voyageurs. SNCF Voyageurs regroupera les TGV et Intercités, TER, trains de banlieue franciliens. SNCF, mais sans les gares, les activités de logistique et de fret ferroviaire, ni les 70% détenus dans l'opérateur de transports publics Keolis qui relèveront de SNCF Réseau et de sa filiale SNCF Gares & Connexions :

Huffingtonpost - L'objectif de ce "Cactus d'Or", encourager l'entreprise à s'améliorer.

LVOG - Le Cactus du ridicule, cela ne leur dit rien ?

Ce qui se passe et qui échappe à l'attention de la plupart des lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, c'est que pas une agence de presse ou un média institutionnel ne peut fournir une info sans être tenté au passage de s'en servir comme un instrument au service de la propagande du régime. Et quand on a passé des années à les décrypter minutieusement quotidiennement pendant des heures, on s'aperçoit que cette pratique s'est généralisée.

Ils n'informent pas, ils ne rendent pas compte de faits ou de la situation, ils les fabriquent afin d'influencer la population en fonction de l'agenda du gouvernement ou de l'Etat profond.

L'oligarchie pourvoira largement à ses besoins pour service rendu...

Emmanuel Macron ne touchera pas sa retraite de président de la République - LePoint.fr 21.12

Emmanuel Macron et la financiarisation des retraites

Pour comprendre qui sont les commanditaires d'Emmanuel Macron, il ne faut pas regarder en France, mais à l'étranger. Certes, la banque Rothschild a joué un rôle dans son élection, mais pas si important que cela. Au contraire, Henry Kravis, le patron du premier hedge fund KKR, en a joué un considérablement plus important, voire décisif [4]. Il tient sa fortune de la mise au point d'une technique à la limite de la légalité : le rachat d'entreprises par l'endettement (« LBO », en français : « achat à effet de levier »). C'est lui qui a introduit le jeune ambitieux au Club de Bilderberg ou encore qui a choisi son Premier ministre, Édouard Philippe.

Jusqu'ici Henry Kravis est considéré comme un requin et nul à Wall Street n'envisageait de s'allier à KKR [5]… sauf Blackrock, le premier gestionnaire d'actifs au monde pour qui la crise financière de 2008 a été une aubaine.

Le 25 octobre 2017, le président Emmanuel Macron privatise la salle du Conseil des ministres pour héberger un séminaire de grands spéculateurs, dont Laurence Fink, le patron de Blackrock [6]. Ce dernier est accompagné d'un de ses employés, l'ancien chancelier de l'échiquier britannique, le baron George Osborne. Édouard Philippe (Premier ministre), Muriel Pénicaud (Travail), Bruno Lemaire (Économie et Fiances), Élisabeth Borne (Transport) et Benjamin Griveaux (secrétaire d'État auprès de Bruno Lemaire) viennent plancher devant cet aréopage.

Au cours de cette réunion Emmanuel Macron et Bruno Lemaire exposent à leurs interlocuteurs leur plan pour financiariser l'épargne des Français : réformer les retraites en abandonnant le système de solidarité entre les générations par un système de capitalisation. Pour cela, ils viennent de choisir un vieux politicien (70 ans à l'époque), Jean-Paul Delevoye et de le nommer Haut-Commissaire à la Réforme des retraites. C'est un ami de longue date de Jean-François Cirelli, le patron de Blackrock en France. Ils ont également révélé vouloir glisser dans le projet de loi relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite « Loi PACTE », un discret article permettant une « meilleure accessibilité de l'épargne retraite », c'est-à-dire l'accès des plus riches à une retraite par capitalisation.

Cependant, après deux ans de consultations, les électeurs ignorent toujours en quoi consistera la réforme des retraites. Selon les jours, on dénonce le trou de certains régimes spéciaux et on appelle au nom de la justice sociale à une uniformisation du système ; ou l'on déplore l'allongement de la durée de la vie et l'on préconise d'allonger la durée d'activité afin d'équilibrer les comptes. En réalité aucun pays au monde n'a de système unique de retraite et, compte tenu « chômage des seniors », rien ne permet d'affirmer que le report de l'âge de la retraite fera faire des économies. Tout ce tintamarre ne visait qu'à cacher le seul objectif du gouvernement : substituer la capitalisation à la solidarité entre les générations. Un gigantesque mouvement de protestation sociale se met en branle, incluant les Gilets jaunes, qui aboutit à une spectaculaire grève de deux semaines.

C'est à ce moment là que Le Parisien publie une nouvelle stupéfiante : en violation de la Constitution, Jean-Paul Delevoye entretient un lien de subordination avec l'IFPASS, l'organisme de formation professionnelle de la Fédération française des assurances, principal bénéficiaire de la réforme en cours [7]. Il en entretient un autre avec un second organisme de formation professionnelle lié au premier. De fil en aiguille, on recense quatorze liens de subordination du vieux sage. Il mettra huit jours à démissionner.

Loin de le condamner, le président Emmanuel Macron exprime ses « regrets » devant sa démission, tandis que Gilles Le Gendre, président du groupe parlementaire de leur parti à l'Assemblée nationale, proclame son « respect devant sa décision courageuse ». Il apparait que le président, le Premier ministre et presque tous les membres du gouvernement savaient depuis longtemps et, contrairement à leur obligation, ne sont pas intervenus. Tardivement, le Procureur de la République est saisi. (La classe politique française et les violations de la Constitution par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 décembre 2019)

Le suzerain recevra encore ses vassaux.

Réforme des retraites : les partenaires sociaux reçus le 7 janvier par le gouvernement - L'Express.fr 24 décembre 2019

Chez les intellectuels non plus il n'existe pas de consensus

Cheminots: des personnalités appellent à soutenir financièrement les grévistes - Le HuffPost 23 décembre 2019

Une quarantaine d'écrivains, comédiens ou encore universitaires, parmi lesquels Édouard Louis, Annie Ernaux ou Jean-Marie Bigard, ont appelé ce dimanche 22 décembre à "soutenir financièrement", via diverses cagnottes, les cheminots en grève contre la réforme des retraites, qui menace selon eux "un de nos biens communs".

"Nous sommes à nouveau aux côtés des grévistes de la RATP et de la SNCF", écrivent sur un blog de Mediapart ces personnalités , dont certaines avaient déjà lancé une cagnotte au printemps 2018, à la veille d'une grève de 36 jours sur trois mois contre la réforme de la SNCF.

Ls défendent un de nos biens communs, un système de retraites qui, loin d'avoir été octroyé par les patrons, est le fruit des luttes de nos aînés", font valoir les signataires du texte, alors que le gouvernement veut instaurer un système universel par points remplaçant les 42 régimes existants.

"Pour la grande majorité d'entre nous, une retraite calculée sur toute une carrière" sera "plus basse que celle calculée sur les 25 dernières années, comme c'est le cas aujourd'hui", assurent-ils, au 18e jour d'une grève illimitée dans les transports ferroviaires.

Les journées de grève coûtent. Pour imposer le maintien du système actuel de retraites, il importe que le mouvement dure

et s'amplifie", font valoir les signataires qui "soutiendront financièrement" les grévistes et renvoient vers les diverses cagnottes lancées par des syndicats (CFT, FO, SUD, Solidaires, Unsa) de la RATP et de la SNCF.

"Nous nous souvenons des grèves de 1995 et 1968 (...) La solidarité entre voisins et collègues mit en échec le calcul gouvernemental de dresser les usagers contre la grève", écrivent-ils, promettant de manifester "aux côtés des cheminots, le samedi 28 décembre, et de tous les grévistes, le 9 janvier".

Parmi les auteurs du texte figure le sociologue Jean-Marc Salmon, déjà à l'origine de la cagnotte lancée l'année dernière et qui avait rapporté plus d'un million d'euros sur internet.

En font également partie le PDG de Sud Radio, Didier Maïsto, l'acteur Yvan le Bolloc'h, l'écrivain Laurent Binet, le dessinateur Tardi, les philosophes Toni Negri et Étienne Balibar, ou encore les humoristes Shirley et Dino. Le HuffPost 23 décembre 2019

Jeanne Balibar étrille Macron, "bouleversé" par "Les Misérables" - huffingtonpost.fr 06.12

L'actrice des "Misérables" de Ladj Ly juge Emmanuel Macron "directement responsable" "de toute mort dans un hôpital".

"Pourquoi considérer que c'est révolutionnaire alors que c'est juste une politique sensée?" C'est un réquisitoire en règle que livre l'actrice Jeanne Balibar contre Emmanuel Macron, la politique de son gouvernement et plus globalement le capitalisme.

Et ce qu'elle pense du gouvernement d'Édouard Philippe n'est pas franchement positif. Mais c'est à l'égard du président de la République que l'interprète de la commissaire dans le film "Les Misérables" de Ladj Ly, s'est montrée particulièrement dure. Jeanne Balibar ne peut visiblement pas concevoir la prise de conscience présumée d'Emmanuel Macron sur le malaise dans les banlieues.

"Responsable de toute mort dans un hôpital"

Pourtant, c'est un indiscret du Journal du dimanche qui révélait courant novembre qu'Emmanuel Macron avait été "bouleversé par la justesse" des "Misérables." Selon l'hebdomadaire politique, le film primé à Cannes a touché le chef de l'État au point qu'il "demande au gouvernement de se dépêcher de trouver des idées et d'agir pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers".

"C'est de la merde", tranche Jeanne Balibar. "Tant qu'il n'y a pas de bouleversement de la politique fiscale, ça ne sert à rien d'aller voir un film et de dire 'je suis bouleversé', c'est de la merde", explique-t-elle plus en détail tout en s'en prenant vivement à la politique d'Emmanuel Macron qui favoriserait les plus riches depuis son accession au pouvoir.

"On voit des milliardaires devenus cent fois plus milliardaires qu'il y a vingt ans, et tout chef d'État qui ne rapatrie pas cet argent aujourd'hui est un criminel, responsable de toute mort dans un hôpital", cingle-t-elle avant de juger par conséquent Emmanuel Macron "directement responsable" "de toute dérive sociale ou psychique non soignée par la justice, de tout enfant qui ne fera pas d'études à la hauteur de ses capacités intellectuelles, de toute personne qui ne pourra pas se déplacer pour trouver un travail."

"J'en ai marre d'entendre parler de la révolution"

Dans cette interview la comédienne est également revenue sur les traditions communistes de sa famille. "J'en ai marre d'entendre parler de la révolution parce qu'on m'en parle depuis cinquante ans et qu'il ne se passe rien, ça ne fait qu'empirer", déplore-t-elle. La solution pour Jeanne Balibar? "Récupérer" l'argent des milliardaires. "Pourquoi considérer que c'est révolutionnaire alors que c'est juste une politique censée?"

Quelques jours auparavant, c'est Vincent Lindon qui avait démontré qu'il est sans doute l'un des acteurs les plus engagés du cinéma français. Dimanche 1er décembre, l'acteur récompensé au festival de Cannes pour son interprétation d'un vigile de supermarché dans "La loi du marché, a livré un édito flamboyant aux Échos avec une question en fil rouge: "comment nos décideurs peuvent-ils dormir la nuit?"

"Ont-ils oublié que rien n'est plus précieux que la santé? Ne savent-ils plus que l'école est l'outil indispensable d'ouverture sur le monde, où l'on apprend à nos enfants à discerner le bien du mal, le juste de l'inéquitable?", clame Vincent Lindon en estimant "qu'aux oubliés de la start-up nation, il ne reste que la rue pour dire leur colère ou leur désespoir." huffingtonpost.fr 06.12

- «Désobéissance civile»: plus de 1.000 médecins renoncent à leurs fonctions administratives - sputniknews.com 28.12

Depuis la publication d'une tribune dans Le Journal du Dimanche le 15 décembre, plus d'un millier de chefs de service,

médecins hospitaliers ou responsables d'unité lâchent leurs fonctions administratives, alors que 250 unités d'urgence prennent part à la grève. Ils renoncent ainsi à appliquer la codification tarifaire pour éviter de facturer les actes à l'assurance maladie, ainsi qu'à participer à des réunions et à siéger à des commissions, indique Europe 1.

Censé mettre en garde le gouvernement, ce «mouvement de désobéissance civile […] a une dimension éthique», car ceux qui y participent le font «pour la population, pas pour des intérêts corporatistes», a expliqué André Grimaldi, professeur émérite d'endocrinologie au CHU de la Pitié-Salpêtrière, cité par Europe 1.

Bien que l'État ait annoncé allouer une enveloppe de 1,5 milliard d'euros supplémentaires, André Grimaldi considère que ces fonds ne correspondent qu'à 200 millions de plus par an, une somme «dérisoire», selon le professeur.

Les signatures bientôt transmises à la ministre

Depuis le 15 décembre, le nombre de signataires de la tribune est passé de 600 à 1.000 personnes, soit «environ 10% des chefs de service toutes spécialités et services confondus sur l'ensemble du territoire», a souligné André Grimaldi, cité par France Info. Cette liste sera transmise le 6 ou le 7 janvier à Agnès Buzyn, a indiqué la chaîne de radio. sputniknews.com 28.12

Toutes les couches de travailleurs se dressent contre la "réforme" des retraites

Les petits rats de Paris dans la rue contre la réforme des retraites - euronews 24 décembre 2019

L'Opéra de Paris hausse le ton et lance ses petits rats dans la rue pour faire entendre sa voix. Au 20e jour de mobilisation contre la réforme des retraites, les danseuses, musiciens et musiciennes en grève ont interprété devant l'Opéra Garnier, un extrait du Lac des Cygnes.

Un grand moment culturel pour rappeler que l'Opéra bénéficie de l'un des régimes spéciaux les plus anciens de France, qui date de Louis XIV.

Les artistes sont mis à la retraite à 42 ans après une carrière particulièrement éprouvante.

Supprimer leur caisse spéciale, serait condamner une des institutions qui contribue au prestige international de la culture française. euronews 24 décembre 2019

La solidarité intergénérationnelle n'est pas négociable.

Sur les retraites, les danseurs de l'Opéra de Paris refusent la concession du gouvernement - Le HuffPost 29 décembre 2019

Les danseurs de l'Opéra de Paris ne céderont pas. Dans un communiqué partagé le 24 décembre sur Facebook, les artistes, en grève contre le projet de réforme des retraites, font part de leur désaccord face à la concession proposée par le gouvernement la veille, selon laquelle le nouveau texte pourrait n'entrer en vigueur qu'à partir de 2022, pour ne s'appliquer qu'aux futures générations.

"Il nous est proposé d'échapper personnellement aux mesures, pour ne les voir appliquées qu'aux prochaines générations. Mais nous ne sommes qu'un petit maillon dans une chaîne vieille de 350 ans. Cette chaîne doit se prolonger loin dans le futur: nous ne pouvons pas être la génération qui aura sacrifié les suivantes", écrivent-ils.

L'Opéra, qui dispose d'un régime spécial datant de 1698, sous Louis XIV, et la Comédie-Française sont les seules institutions culturelles concernées par la réforme du gouvernement.

Les danseurs de l'Opéra de Paris (Garnier et Bastille) partent actuellement à la retraite à 42 ans compte tenu de la "pénibilité" de leur métier, des risques de blessure et du fait que la majorité des danseurs peut difficilement continuer à danser les grands ballets au-delà de cet âge avec le même niveau d'excellence.

"La pension que nous touchons après 42 ans, additionnée aux salaires souvent modestes de nos deuxièmes carrières permet -si on a de la chance- , de conserver un niveau de vie à peu près stable quand on ne peut plus danser", estiment les danseurs, qui se disent "poussés à bout". "L'élimination de notre caisse de retraite, qui incarne l'union entre toutes les générations de nos plus de 70 métiers, pour nous faire rentrer de force dans un régime qui ne nous correspond pas du tout, achèverait de détruire l'équilibre fragile de notre collectif de travail", ajoutent-ils. Le HuffPost 29 décembre 2019

- Retraites: l'appel à la grève des bibliothécaires - Le HuffPost 29 décembre 2019

Des enseignants aux cheminots de la SNCF en passant par les danseurs de l'Opéra de Paris ou les avocats... la contestation de la réforme des retraites touche de très nombreux corps de métiers.

Lundi 23 décembre, environ 250 bibliothécaires en France ont à leur tour appelé à la mobilisation contre le système à point promis par le gouvernement. Dans un texte publié sur plateforme appeldesbibliotheques.frama.site/, ces dizaines de professionnels -travaillant au sein de bibliothèques universitaires, ou à la bibliothèque nationale de France ou autre- appellent leurs collègues à rejoindre la lutte.

"Nous, personnes travaillant en bibliothèque, quels que soient notre tutelle, notre statut et le lieu où nous exerçons notre métier, sommes mobilisées depuis le 5 décembre contre la contre-réforme des retraites par points : en grève, en manifestation, en action aux côtés de la RATP, de la SNCF, du personnel de l'éducation, et des nombreux autres secteurs professionnels unis pour une société solidaire", débute le texte signé par des salariés de la France entière. "Plus que jamais il est temps de s'organiser"

Comme les syndicats les plus hostiles à la réforme, le texte pointe une "remise en cause complète du mode de financement des retraites, qui devrait désormais reposer en grande partie sur l'épargne privée" et la baisse généralisée des pensions désormais calculées sur l'entièreté de la carrière.

Et le texte de conclure à un appel à la mobilisation sous toutes ses formes. "Nous appelons les personnels des bibliothèques à renforcer la mobilisation partout en France dès à présent, à se réunir dans leurs bibliothèques pour s'informer et débattre du contenu de la contre-réforme, à faire grève, y compris de manière reconductible là où c'est possible, à contribuer aux caisses de solidarité, à participer aux assemblées générales et à toute action ou manifestation pour l'abandon de la réforme des retraites du gouvernement. Plus que jamais il est temps de s'organiser, s'entraider et lutter pour une société juste et solidaire et un service public de qualité." Le HuffPost 29 décembre 2019

Macron a même réussi à se mettre à dos les policiers.

Macron a fâché les policiers avec son discours sur les retraites en Côte d'Ivoire - Le HuffPost 22 décembre 2019

Or cette déclaration ainsi que celles plus récentes de la ministre des Armées Florence Parly, ont mis en colère plusieurs syndicats de policiers qui se sont ainsi fendus de communiqué ce week-end. Dénonçant que "la clause du grand-père", s'applique aux militaires et donc aux gendarmes, mais pas aux policiers.

"Si cela venait à se confirmer, ce serait pour nous injuste et inacceptable. Comment pourriez-vous obliger alors l'application du régime universel de retraite aux policiers nés à partir de 1985? Une fois de plus nous constatons qu'il existe une perspective de régime à deux vitesses au sein d'un même ministère et pire un véritable mépris pour tous les policiers républicains qui payent chaque année un lourd tribut", dénonce un communiqué d'Alliance et Unsa Police.

Dans un autre communiqué, SGP Police revient également sur cette notion d'âge qui a mis le feu aux poudres, après qu'un conseil supérieur de la fonction militaire réuni ce jeudi en présence de la ministre Florence Parly a confirmé "qu'aucun sous-officier ne basculerait dans le régime universel". "Quelques officiers ayant moins de 10 ans de carrière seront concernés par le nouveau système. 95% des gendarmes sont donc épargnés par cette réforme", déplore ainsi l'organisation.

Lors de la première manifestation contre la réforme des retraites le 5 décembre dernier, plusieurs syndicats de policiers avaient annoncé rejoindre le front de l'opposition. Mais après une réunion au ministère de l'Intérieur avec Christophe Castaner les centrales avaient choisi de suspendre leur mouvement de protestation. "On ressort de cette réunion assez confiants. Le ministre nous a assuré que le statut spécial sera préservé", avait notamment déclaré le secrétaire général d'Alliance, Fabien Vanhemelryck. Les organisations avaient également eu gain de cause sur la bonification.

Autant d'avancées qui pourraient voler en éclat après ce qui est ressenti comme une trahison pour les organisations syndicales réclamant le même traitement que les gendarmes. "Ces annonces sont en contradictions avec celles que vous aviez faites le 12 décembre 2019, lorsque vous aviez acté un traitement des retraites pour les policiers et les gendarmes basé sur un même niveau d'égalité", déplore désormais Alliance. Le HuffPost 22 décembre 2019

Le gouvernement capitule partiellement face à une menace de grève du personnel du transport aérien.

Après les hôtesses et stewards, les pilotes retirent leur préavis de grève huffingtonpost.fr 27.12

Le principal syndicat a obtenu la garantie que les pilotes de ligne pourront partir à taux plein à 60 ans.

Le SNPL, syndicat de pilotes majoritaire en France, a annoncé ce vendredi 27 décembre la levée de son préavis de grève pour la journée du 3 janvier en raison des "avancées significatives" obtenues du gouvernement concernant la réforme des retraites.

Lors d'une rencontre avec le secrétaire d'État aux Transports Jean-Baptiste Djebbari et le "monsieur Retraites" du gouvernement Laurent Pietraszewski, "des avancées significatives ont été obtenues" et le gouvernement a transmis ce vendredi au SNPL France Alpa "des éléments précis et engageants confirmant ces avancées", indique le syndicat dans un communiqué.

Le SNPL a obtenu la garantie que les pilotes de ligne pourront partir à taux plein à 60 ans ainsi que le maintien de la caisse de retraite du personnel navigant (CRPN), caisse autonome dotée de 5 milliards d'euros de réserves et menacée de disparition dans le cadre du projet de fusion des 42 régimes existants dans un "système universel" par points.

"Nous avons reçu la confirmation de la prise en compte par le gouvernement de nos spécificités 'pilotes' légales, spécificités qui seront financées par la profession", a précisé à l'AFP le SNPL.

Le syndicat avait déposé le 18 décembre son préavis de grève appelant "l'ensemble des pilotes des entreprises de travail et de transport aérien relevant de la législation française" à cesser le travail le 3 janvier.

Le SNPL est membre du collectif SOS Retraites, qui regroupe des professions libérales disposant de régimes autonomes (avocats, kinésithérapeutes, infirmiers, etc) et appelle à la mobilisation à partir du 3 janvier. Quatre syndicats d'hôtesses et stewards (SNPNC, Unsa PNC, Unac et UNPNC) ont également suspendu leur appel à la grève le 3 janvier devant les concessions obtenues du gouvernement en début de semaine.

"Nous avons reçu l'engagement que les 5 milliards d'euros de réserves de la CRPN seront conservés", avait indiqué jeudi à l'AFP Christelle Auster, secrétaire générale du SNPNC, premier syndicat d'hôtesses et stewards, "en revanche l'âge de départ à la retraite à 55 ans pour les PNC (personnels navigants commerciaux, ndlr) va disparaître progressivement pour les générations nées après 1987, pour converger vers 60 ans".

D'autres syndicats de navigants (le Spaf pour les pilotes et le SNGAF pour les hôtesses et stewards) maintiennent toutefois leur appel. huffingtonpost.fr 27.12

Macronscopie.

Trucage.

Le rôle de la France dans le trucage du rapport de l'OIAC - Réseau Voltaire 27 décembre 2019

Wikileaks a publié de nouveaux documents internes de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC) [1]. Un e-mail atteste que le travail de l'inspecteur Ian Henderson a été supprimé sur ordre du directeur de cabinet du directeur général de l'Organisation, Sébastien Braha [2].

Ce diplomate français est un « cadre d'Orient » qui fut détaché auprès de l'OIAC trois mois après la supposée attaque chimique de Douma afin de contrôler l'enquête de l'Organisation.

Sébastien Braha (photo) précise ; « Veuillez retirer ce document des archives [...]. Et veuillez supprimer toute trace, s'il y en a, de sa livraison/stockage/quoi que ce soit dans les archives ».

Ian Henderson avait établi que les deux cylindres qui ont été retrouvés sur le site de l'attaque présumée à Douma (Syrie) auraient été plutôt placés manuellement que largués d'un avion ou d'un hélicoptère.

Le rapport expurgé avait été utilisé pour justifier un bombardement conjoint de la Syrie, par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, dans la nuit du 13 au 14 avril 2018.

[1] "OPCW Douma Docs", Wikileaks, December 27, 2019.

[2] « Le rapport de l'OIAC était falsifié », Réseau Voltaire, 25 novembre 2019.

Qui a dit ?

- "*Le continent africain est un continent jeune.* "

Donc à propos de ce qui est considéré comme le "*berceau*" de l'humanité.

Réponse : Macron lors d'une conférence de presse à Abidjan le 21 décembre.

Dans le même registre et dans la foulée :

- ""Trop souvent aujourd'hui la France est perçue" comme ayant "un regard d'hégémonie et des oripeaux d'un colonialisme qui a été une erreur profonde, une faute de la République", a-t-il déclaré, appelant à "bâtir une nouvelle page".

Tout d'abord, on ne bâtit une nouvelle page, on tourne l'ancienne ou on en ouvre une nouvelle, voilà pour la médiocrité rhétorique du discours présidentiel.

Il en a profité pour attaquer la République. Cela peut se concevoir à condition de reconnaître que les valeurs qu'elle incarne sont imparfaites ou feront l'objet d'interprétations contradictoires, et qu'en fonction des rapports sociaux établis elles profiteront principalement à la classe qui détient le pouvoir, ou ici en l'occurrence l'impérialisme français au détriment de pays qu'ils avaient soumis à sa domination sous la colonisation, rapport qui n'a jamais réellement disparu.

Il l'a avoué lui-même en appelant à "*bâtir une nouvelle page*"... après avoir commencé par le nier en suggérant qu'il ne s'agissait que d'une impression trompeuse ou exagérée. Conformément à la figure de rhétorique du "*en même temps*" qui a chez lui une signification démagogique, il a tenu un double langage destiné à embrouiller les esprits mal assurés, tout en rassurant ses partisans que rien ne changerait dans les relations entre la France impérialiste et coloniale et l'Afrique. Mais comme cela se décide à Washington ou au Pentagone...

Macron ou quand une banale erreur génétique est devenue une "***faute***" monstueuse.

Pour Emmanuel Macron, le colonialisme a été "une faute de la République" - Le HuffPost 21.12 Rétablissons les faits.

Le colonialisme s'inscrivait à un moment donné dans la continuité du processus historique inconscient entamé lors du développement économique ou des forces productives, qui devait par la suite s'étendre à l'ensemble de la planète sous la conduite de la classe qui détiendrait le pouvoir à l'issu de la lutte de classes.

La classe ouvrière ayant été incapable de s'emparer du pouvoir politique au cours du XXe siècle dans les pays économiquement les plus développés, c'est donc la classe des capitalistes à laquelle il échut d'accomplir ou de poursuivre de nos jours cette tâche historique, à sa manière, injuste, violente, cruelle, barbare, afin d'assurer la pérénité du système de l'exploitation de l'homme par l'homme dont elle tire sa subsistance, avec toutes les contradictions qui en découlent et qui finalement l'emporteront, sous peine dans le cas contraire que la civilisation humaine dégénère et régresse indéfiniment jusqu'à sa disparition tout simplement.

C'est dans cette voie-là que malheureusement nous sommes engagés actuellement, pour être toujours incapables de nous élever au niveau de la compréhension de ce processus historique inconscient...

Barkhane n'est pas la Françafrique: ce que fait vraiment la France au Sahel - Le HuffPost 22 décembre 2019

Et sur quels arguments s'appuient les porte-parole de l'impérialisme français pour l'affirmer ?

Le HuffPost - C'est l'incapacité des pays africains à bâtir une force militaire efficace qui a contraint la France à intervenir. Cela lui a permis de protéger des pays amis mais aussi ses ressortissants vivant dans les États de la région.

LVOG - Et pourquoi ces pays africains malgré les richesses dont ils regorgent n'ont-ils pas eu les moyens politiques et financiers pour "bâtir une force militaire efficace", sinon parce qu'ils sont demeurés les vassaux des ex-colonisateurs qui ont constamment spolié leur indépendance.

Le HuffPost - La France n'est pas intervenue pour sauver ses intérêts économiques...

LVOG - Pensez-vous !

Le HuffPost - D'ailleurs s'agissant d'Areva au Niger, on peut légitimement considérer que cela relèverait d'abord d'une logique sécuritaire en évitant qu'un groupe jihadiste ne s'empare d'une mine d'uranium leur permettant de fabriquer des bombes sales.

LVOG - Comme s'il suffisait de posséder de l'uranium pour fabriquer des bombes et pourquoi pas des centrales nucléaires, grotesque. Au passage, au moins avec le charbon les risques sont réduits, parce qu'ils ne vous parlent jamais des retombées monstrueuses de toutes leurs guerres et des destructions qu'elles engendrent sur le climat notamment, en les prenant au mot.

Du franc à l'euro ou du franc CFA à l'Eco : Même punition...en pire pour les Africains !

- Emmanuel Macron a sonné le glas du franc CFA samedi 21 décembre selon FranceInfo le 22 décembre 2019

Macron - J'ai souhaité engager la France dans une réforme historique et ambitieuse de la coopération entre l'union économique et monétaire ouest africaine et notre pays. Nous le faisons pour la jeunesse africaine.

Le président ivoirien, l'un des rares défenseurs de la devise, "a dû se plier à la décision souveraine prise par les autres dirigeants de la zone UEMOA" (Union économique et monétaire ouest-africaine - ndlr), note le Financial Times (article en anglais). Par ailleurs, plusieurs chefs d'Etat africains avaient récemment appelé à une remise en cause profonde de la monnaie, à l'image de Patrice Talon, président du Bénin... FranceInfo 22 décembre 2019

Courrier international précisait le 22 décembre 2019 :

L'annonce n'a rien d'une surprise. Plus tôt cette semaine, le Financial Times avait souligné que Paris "perdait de l'appétit pour le système" de la France-Afrique. Le franc CFA étant perçu comme une "relique coloniale", le chef de l'Etat paraissait ouvert à une évolution.

"Si ce changement de nom peut à certains égards sembler symbolique, la transformation ne s'arrête pas là", insiste le site sénégalais Senenews. "Elle s'accompagne de deux réformes techniques importantes qui devraient calmer les critiques". A savoir la fin du compte d'opération à la Banque de France et le départ des Français de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest.

"En d'autres termes, Paris ne cogérera plus cette monnaie", clarifie Lefaso.net. En revanche, la nouvelle monnaie conservera une parité avec l'Euro. courrierinternational.com 22 décembre 2019

L'Eco de la savane élyséenne.

Le franc CFA sera remplacé par l'"Eco", annonce le président ivoirien Alassane Ouattara à l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron - francetvinfo.fr 21.12

"Le franc CFA a été un outil essentiel", mais "nous devons entreprendre des réformes encore plus ambitieuses afin de consolider notre dynamique de croissance, préserver le pouvoir d'achat de nos populations", a dit le président ivoirien, samedi 21 décembre. A Abidjan, en présence du président français Emmanuel Macron, Alassane Ouattara a fait cette annonce lors d'une conférence de presse commune avec son homologue.

En vertu de l'accord conclu entre l'Union économique ouest-africaine (Uemoa) et la France en vue d'une réforme du franc CFA, ce dernier deviendra l'"Eco" et conservera une parité fixe avec l'euro, a précisé le président ivoirien."Cette monnaie verra le jour en 2020. Je m'en félicite", a ajouté Emmanuel Macron, prenant la parole à son tour.

L'Uemoa regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a appelé samedi ses membres "à poursuivre les efforts" pour permettre la création de cette monnaie à l'horizon 2020.

Les critères clés de convergence sont de rester en dessous de 3% du Produit intérieur brut de déficit, de 10% d'inflation, avec une dette inférieure à 70% du PIB.

Les chefs d'Etat des 15 pays de la région ont par ailleurs adopté le symbole de l'Eco, "EC", ainsi que le nom de la future banque centrale de la Cédéao, la "Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest". francetvinfo.fr 21.12

LVOG - Les Etats qui composent la Cédéao : Bénin, Burkina, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

On aura compris que "les critères clés de convergence" serviront à les étrangler financièrement et que ce sera dès lors la "Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest" qui détiendra les "clés" de leur économie.

Par ailleurs, comme dans cette institution les pouvoirs seront répartis en fonction de leur démographie et de leur poids économique, le calcul est vite fait, c'est le Nigéria et les pays anglophone à la solde de Washington qui y exerceront une position dominante.

Nigéria : 191 millions d'habitants

Côte d'Ivoire : 24 millions d'habitants

Sur les 368 millions d'habitants qui composent la Cédéao (chiffre de 2017), les pays francophones, ayant adopté le franc CFA ou sous tutelle française ne pèsent que 120 millions d'habitants. Et en terme de PIB, les pays de la Cédéao pèsaient plus de 565 milliards de dollars en 2017, tandis que ceux du franc CFA ne pesaient que 109 milliards de dollars, pire encore, en terme de PIB par habitant, ceux de la zone CFA sont avec 2 422 dollars deux fois plus pauvres que la moyenne des pays de la Cédéao. (Source : Wikipédia et Banque mondiale)

Il faut dire aux populations hors zone Franc CFA ce qui les attend avec l'Eco, qui selon le président ivoirien doit s'inscrire dans la continuité du "franc CFA (qui) a été un outil essentiel", l'Eco devant servir à "préserver le pouvoir d'achat de nos populations", traduire, maintenir dans la pauvreté les peuples qui étaient soumis au franc CFA et l'étendre la pauvreté à ceux qui y avaient échappé jusqu'à présent. francetvinfo.fr 21.12

Économie. En Afrique de l'Ouest, le Nigeria fait sa loi - courrierinternational.com 08.11

Culture. Comment le Nigeria conquiert le monde - courrierinternational.com 15.02

Dossier sur le Green New Deal.

Emmanuel Macron et la financiarisation de l'écologie

EXtrait. Emmanuel Macron avait annoncé son intention de « verdir la Finance » (sic). L'annonce du retrait à venir des États-Unis de l'Accord de Paris contre le réchauffement climatique lui en a fourni l'occasion. Bien avant que celui-ci soit effectif, il lançait à son homologue US son retentissant « Make our planet great again ! ».

Rappelons l'enjeu de ce conflit qui n'a aucun rapport avec la communication à ce sujet. En 1997, le Protocole de Kyoto désigne cinq gaz à effet de serre. Il institue un Fonds d'adaptation géré par la Banque mondiale et un système de permis négociables. Il s'agit à la fois de limiter la production de ces gaz et de financer l'industrialisation des pays en voie de développement en leur permettant de vendre des permis négociables aux pays développés au prorata de leur émission totale de ces gaz. Bien décidé à ne pas verser un sous, le président Bill Clinton ratifie publiquement ce texte qu'il fait en sous-main rejeter à l'unanimité par le Sénat. Simultanément, il confie la création d'une bourse des permis négociables à son vice-président, Al Gore. Celui-ci en fait rédiger les statuts par un juriste inconnu à l'époque, Barack Obama. Compte tenu des montants à venir des permis négociables, les financiers US conserveront leur prééminence dans le monde [2]. Lorsque Barack Obama devient président des États-Unis, il fait valider ce dispositif par l'Accord de Paris en 2015. Au passage, quatre des gaz à effet de serre ont disparus, seul reste le dioxyde de carbone (CO2?), dont l'impact supposé est pourtant minime. Mais celui-ci, lorsqu'il est produit par l'homme, vient de la consommation du charbon, du gaz et du pétrole, les « sources d'énergie fossiles ». La focalisation sur ce seul gaz devrait ouvrir de nouveaux marchés à l'industrie automobile déclinante, qui pour se régénérer passera à l'énergie électrique, sans pour autant porter atteinte à l'industrie pétrolière qui trouve de nouveaux débouchés dans les plastiques.

Emmanuel Macron conçoit alors une nouvelle taxe sur les carburants dont la mise en application déclenche le mouvement des « Gilets jaunes ». En quelques semaines, les Français prennent conscience d'un phénomène qu'ils observent sans réagir depuis près de trente ans : la globalisation de l'économie et de la finance détruit les classes moyennes en Occident [3]. Ne souhaitant pas remettre en cause l'ordre financier global, le président Macron est en panne.

(La classe politique française et les violations de la Constitution par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 décembre 2019)

Notes.

[2] « 1997-2010 : L'écologie financière », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 26 avril 2010.

[3] « Comment l'Occident dévore ses enfants », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 décembre 2018.

Les milliardaires ne s'emparent pas "***de l'action climatique et de la finance climatique***" par philanthropie.

Un banquier chargé du climat pour l'ONU - euronews.com 02.12

Mark Carney est nommé envoyé spécial de l'ONU pour le climat, il doit succéder en février au milliardaire Michael Bloomberg qui s'est lui lancé dans la course pour la Maison blanche. (Il a passé 13 ans à la banque d'affaires Goldman Sachs. - Ndlr)

Mark Carney est canadien, il a 54 ans et c'est le secrétaire général des Nations Unies qui a officialisé sa nomination.

Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU : "J'ai le plaisir d'annoncer que M. Mark Carney, qui est actuellement gouverneur de la Banque d'Angleterre et qui est est un de premier à avoir poussé le secteur financier à agir sur le climat, a accepté d'être mon envoyé spécial pour l'action climatique et la finance climatique."

Mark Carney est un ardent défenseur des politiques de réduction des gaz à effet de serre.

Dans le monde des Banques centrales, Mark Carney est un des premiers à avoir ajouté le changement climatique à la liste des facteurs importants du système financier.

Il avait établi que Banque d'Angleterre devrait avant d'autres passer des tests pour évaluer sa robustesse face à d'hypothétiques catastrophes climatiques ou dans le cas où le réchauffement climatique se poursuivrait.

Mark Carney estime que le poste des assurances pour les risques liées aux changements climatiques devrait d'augmenter, pour les assurés comme pour les assureurs qui feront face à des remboursements plus élevés.

En avril dernier Mark Carney et le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau avait signé ensemble une lettre ouverte pour mettre en garde contre les risques financiers liés réchauffement de la planète..

Les deux hommes plaident pour l'introduction systématique des risques financiers liés aux changements climatiques dans les tests de résistance auxquels les banques sont soumises. euronews.com 02.12

Quel rapport y a-t-il entre la température et le CO2 ?

- Pourquoi l'Homme n'influe pas sur le climat par le CO2 - contreveritesclimatiques.wordpress.com 08.11.2019

Résumé : La température et la teneur en CO2 dans l'atmosphère sont corrélées, comme on l'a remarqué depuis longtemps. Cependant, ce n'est pas un changement de la teneur en CO2 qui détermine presque immédiatement une nouvelle température comme on l'a cru initialement, mais un changement de la température qui entraîne une nouvelle teneur en CO2 avec plusieurs siècles de retard.

Or, les mesures anti-CO2 nuisent fortement à la société.

Introduction

On a d'abord cru que les planètes étaient des Dieux, que la terre était au centre de l'univers, que les nourrissons devaient dormir sur le ventre, etc. La Science progresse lorsque les scientifiques sont seuls. En ce qui concerne le climat, des mécanismes économiques se sont mis en marche pour « sauver la planète », des intérêts ont été créés et la majorité des contributeurs au « sauvetage de la planète » n'imaginent plus quitter leur rôle. Les sommes d'argent en jeu sont colossales, rien que par les nouveaux produits « neutres en CO2 » qui doivent être mis sur le marché, ou utilisés dans le cadre de la « nécessaire transition énergétique » (un autre mythe). Par l'intermédiaire de l'ONU et du GIEC, la Science ne progresse plus. Claude Allègre (entre beaucoup d'autres : médaille d'or du CNRS et grand prix de la Société de Géographie) s'est rendu compte dès 2012 que la théorie du réchauffement climatique par le CO2 ne tient pas debout. Sa thèse a été reconnue, mais insuffisamment et surtout pas par les médias. Il s'agira ici, d'abord, d'expliquer l'apparence du réchauffement climatique. Ensuite, la théorie du réchauffement climatique par le CO2 sera réfutée méticuleusement. Enfin, les conséquences néfastes pour la société de la lutte anti-CO2 seront montrées.

I Explications simples de l'apparence du réchauffement climatique

A) Le but d'un média est d'être vu, écouté ou lu et non de raconter la vérité :

Après avoir annoncé dans les années 70 le retour d'un âge glaciaire, la presse signale que le réchauffement climatique est nettement plus important dans plein de régions du globe que partout ailleurs. Comment la croire ?

B) Contre-exemple :

Considérons une nuit en Europe et une nuit au Sahara. La nuit en Europe est plus chaude alors qu'il y faisait plus froid pendant la journée précédente ; pourtant les teneurs en CO2 sont semblables aux deux endroits (412 ppm). C'est parce que c'est l'humidité (soit la vapeur d'eau dont la teneur autrement plus importante est 3 000 ppm) et bien moins le CO2 qui retient la chaleur.

C) Pourquoi l'État a mal été conseillé par l'Académie des Sciences :

« Le problème est de savoir comment un rapport a pu présenter des conclusions aussi tranchées, donnant une impression de consensus, alors même que plusieurs académiciens sont en désaccord avec ces conclusions. L'honnêteté élémentaire consistait à écrire : nous ne sommes pas d'accord entre nous : il y a débat. ». Puis « Traiter le sujet, comme nous l'avons fait au volume I de ce Livre Blanc, requiert plusieurs mois de travail pour toute une équipe : il faut récupérer des données, les analyser une par une, les comparer avec une grande minutie, vérifier que le graphique présenté à tel endroit provient bien des données qui s'y rapportent, etc. Les membres de l'Académie des Sciences n'ont pas la possibilité de faire cela » selon une des meilleures société de modélisation au monde, la Société de Calcul Mathématique (SCM) : 2015, SCM, La lutte contre le réchauffement climatique :

Conséquences sociales

D) Explication de photo :

On montre sans cesse des pans de glace qui tombent dans la mer près des cercles arctiques et antarctiques. On signale que c'est le « réchauffement climatique » qui est à l'œuvre en faisant fondre la glace. C'est cependant normal ; il neige dans ces cercles et la neige éventuellement transformée en glace est continuellement évacuée vers la mer, sauf aux endroits où elle est accumulée.

Par ailleurs, « la variabilité du phénomène est si grande que des mesures sur quelques centaines d'années sont dépourvues de signification » 2015, SCM : La lutte contre le Réchauffement Climatique : une croisade absurde, coûteuse et inutile

E) Les réchauffistes changent de vocabulaire selon le temps qu'il fait.

1. Lors d'hiver très froid, on expliqua que ce fut à cause du réchauffement climatique.

D'autres, refusant d'expliquer que ça devient plus chaud parce que c'est plus froid, changèrent leur conviction et introduisirent alors le vocable de « dérèglement climatique ».

2. La température ne monte pas comme prédit, on s'alarme donc de l'augmentation de la teneur en CO2. F) Il n'y a pas plus d'ouragans qu'avant.

1. Concernée en premier chef par la question, la compagnie d'assurances AON le signale p. 16 & 17 dans son rapport.

2. « Il en résulte clairement, contrairement à ce qu'on lit partout, qu'il n'y a aucune augmentation du nombre des cyclones depuis 40 ans. » selon la SCM.

3. Confusion entre baromètre & thermomètre : À la minute 50:03 du discours de François Gervais dans L'urgence climatique est un leurre.

II Réfutation générale du réchauffement climatique par le CO2

Introduction : On constate que depuis le début des années 2000, la terre ne se réchauffe pas comme l'ont prévu les modèles climatiques antérieurs.

A) L'arnaque du réchauffement climatique par le CO2.

Un documentaire (52 min.) expliquant l'histoire du réchauffement climatique :

- les températures actuelles ne sont pas extraordinaires,

- le climat a toujours changé et

- aucune preuve scientifique ne démontre que le climat est déterminé par la teneur en CO2, généré par l'homme ou non.

B) Les Mesures du GIEC ne sont pas fiables.

Introduction : Le GIEC

« Sur les plans de la méthodologie fondamentale et de l'acquisition des données, le travail du GIEC est entièrement défectueux,

- puisqu'il ignore les variations naturelles de la température, des précipitations, de la teneur en CO2, etc. Le GIEC raisonne comme

si la terre était naturellement dans un état permanent et stable, que seules les activités humaines viendraient perturber.

- ne choisit par principe que les données qui soutiennent ses thèses.

Le travail du GIEC est très orienté idéologiquement ; il n'obéit à aucune des règles fondamentales de la recherche scientifique, et ne pourrait pas être publié dans une revue scientifique avec comité de lecture ». 2015, SCM : La lutte contre le Réchauffement Climatique : une croisade absurde, coûteuse et inutile

Que font les membres du GIEC ?

En postulant que la teneur en CO2 dans l'atmosphère détermine la température, ils font des modèles de prévision dont ils changent en permanence les paramètres. Ils invoquent par ailleurs la notion de rétroaction pour tenter de justifier leur raisonnement. Cette rétroaction est de la poudre de perlimpinpin (cf. II D).

1. Conférence sur le « réchauffement climatique » (25 min.) de Vincent Courtillot (entre beaucoup d'autres : Médaille d'argent du CNRS, Membre de l'Académie des Sciences, Prix Dolomieu, Palmes académique).

- La terre se réchauffe, comme elle l'a déjà fait en 750, en 1000, en 1400 et en 1750.

- La courbe en crosse de hockey de Mann est fausse comme certaines du GIEC.

- À court terme, la température moyenne de la terre est proportionnelle aux nombres de tâches du soleil.

- Depuis 400 mille années, la teneur en CO2 suit la température avec un peu moins de 1000 ans de retard, puisqu'il sort doucement des océans qui chauffent et dont la solvabilité du CO2 décroît. Ces derniers contiennent environ 60 fois plus de CO2 que l'atmosphère.

- Le niveau de la mer est monté au XXème siècle indépendamment de la teneur en CO2.

2. Explications (59 min.) de François Gervais (examinateur du rapport AR5 du GIEC en 2011 & 2012, prix Ivan Peychès, médaille de bronze du CNRS, officier dans l'ordre des Palmes académiques).

- L'Occident réduit ses émissions de CO2 pendant que la Chine et l'Inde les décuplent.

- La banquise antarctique n'a jamais été aussi grande et aussi froide (N.D.L.R. Sa surface croissait tandis que celle de la banquise arctique diminuait, puis sa surface a brutalement chutée à partir de 2015. On ne peut donc rien conclure, cf. p. 35 du lien en I E 1).

- Les prévisions du GIEC, qui ignore les critiques internes, sont des plus imprécises et ne reflètent pas les mesures récentes.

- Les plantes poussent bien mieux avec plus de CO2.

(N.D.L.R.: M. Gervais et le GIEC trouvent que la température de la stratosphère est constante, alors qu'elle aurait baissé entre 1980 et 2000, ce qui de toutes les façons renforce le propos de M. Gervais, p.89)

3. Les océans montent dangereusement, sauf autour des îles par Jacques Corbin (retraité de l'enseignement supérieur & de l'industrie).

- La peur, un puissant moyen de pouvoir ; inventer la notion de réfugiés climatiques, la chiffrer à 250 millions et taire la diminution de la facture de chauffage l'hiver. La montée des eaux, la terreur ultime,

- La montée des eaux, apparente autour des îles de l'AOSIS, le lobby au sein de l'ONU,

- La fable des coraux menacés de disparition,

- Mesures du niveau de la mer autour de 33 îles pendant les quarante dernières années. Les niveaux ne varient guère.

C) Description méthodique de l'histoire du réchauffement contemporain climatique,

- XXème siècle, la grande explosion ?

- Que se passe-t-il ?

- Le CO2, un poison ?

- Mais alors, quel mécanisme ?

- Quel état du débat ?

- Quelles conséquences ça aurait ?

D) Explication scientifique, pour plus tard, actuellement en impression, donc pas encore protégée, de Pascal Richet (entre autres : médaille de bronze du CNRS, prix Gay-Lussac von Humboldt, médaille Urey).

Résumé succinct : Les relevés de température et de concentration en CO2 & CH4 effectuées sur la carotte de glace de Vostok (celle sur laquelle se fondent les réchauffistes) montrent que depuis les dernières 400 mille années l'évolution de la température a lieu avant celles des teneurs en CO2 et CH4, et qu'une rétroaction ne peut exister.

Quant aux variations de température, elles sont principalement déterminées par les changements réguliers de l'orbite terrestre et de la rotation de la terre, par les changements de régime des réactions physiques dans le soleil (mal connues), et par les éruptions volcaniques (éventuellement sous-marines).

III Conséquences délétères des politiques anti-CO2 et élargissement des connaissances A) La lutte contre le Réchauffement Climatique : une croisade absurde, coûteuse et inutile.

« Réduire nos émissions de CO2, qui n'ont aucune influence sur le climat, ne sert à rien. La France n'a qu'un rôle mineur à jouer sur le plan technique : ses industries et automobiles sont plus propres que la moyenne mondiale, et sa production énergétique, essentiellement nucléaire, émet moins de CO2 que les autres. Pourtant, les dirigeants français veulent à toute force faire participer la France à cette croisade. Les pays présents au Protocole de Kyoto ne représentent que 15% des émissions de GES mondiales. Les mesures prises sont incohérentes et mal évaluées : Celles qui concernent les transports sont coûteuses et peu efficaces ; celles relatives à l'agriculture, mal ciblées, se concentrent sur la diminution du CO2 agricole qui représente seulement 10% des émissions totales du secteur. La France est prête à dépenser beaucoup d'argent pour réduire inutilement ses émissions, sans prendre en compte les délocalisations qui en résultent et nuisent gravement à l'emploi. Les seules mesures pertinentes sont des banalités, comme améliorer l'isolation des bâtiments. Mais, pour arriver à cette conclusion, il n'était pas nécessaire d'inventer le réchauffement climatique, une construction intellectuelle née dans le mysticisme et agonisant dans l'arbitraire. » 2015, SCM : La lutte contre le Réchauffement Climatique : une croisade absurde, coûteuse et inutile

B) La lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences économiques :

Les impôts n'ont jamais été aussi élevés ; l'État emprunte de plus en plus ; le délabrement des infrastructures ; pas de création d'emplois. 2015, SCM, La lutte contre le réchauffement climatique : Conséquences sociales

C) L'impôt sur le Carbone :

« En avril 2016, le coût de l'impôt carbone est de: 605 885 546 € ; ce qui correspond à plus de 7% des employés travaillant en France. » et « L'impôt peut assurément avoir une influence très néfaste sur notre activité, mais il ne peut en aucune manière avoir une action quelconque sur la température du globe, sur laquelle nous ne pouvons agir en rien. » 2015, SCM, Le réchauffement climatique : L'impôt sur le carbone, la gabelle du 21ème siècle

D) Site des climato-réalistes pour connaître l'actualité et approfondir ses connaissances :

https://www.climato-realistes.fr/

Conclusion :

Les mouvements de la terre autour du soleil déterminent la température moyenne, laquelle définit les teneurs en CO2 et CH4.

Marcher pour le climat aurait un sens si des chamanes officiels organisaient des prières publiques au dieu Soleil, mais marcher contre le CO2 est supplier l'effet de bien vouloir faire cesser la cause.

« On nous dit: « Mais enfin, de quoi vous mêlez-vous ? Tout ceci est décidé par les Nations, par la Commission Européenne, par des Experts Internationaux ! Tout ceci a force de loi, a toute légitimité ! Qu'espérez-vous, dans votre combat minuscule et solitaire ? ». C'est simple, pour nous, la population n'a pas pris conscience des faits et des enjeux. Aux yeux de la France, aux yeux de l'Europe, la COP21 est encore masquée. Ce livre n'est pas autre chose qu'une main qui sort de l'ombre et qui lui arrache ce masque » 2015, SCM, Le réchauffement climatique : L'impôt sur le carbone, la gabelle du 21ème siècle

Enfin, c'est regrettable de passer du temps à parler du CO2 et à dépenser de l'argent pour en diminuer son émission au lieu de parler de la :

- déforestation,

- disparition des grands mammifères, des insectes et des oiseaux,

- surpêche,

- bétonisation des terres arables,

- et au lieu de dépenser cet argent pour lutter contre ces destructions d'écosystèmes qui elles sont réelles.

Annexe 1 : Littérature :

- Allègre :

*L'Imposture climatique, Plon, 2010 (ISBN 978-2-259-20985-4)

- François Gervais :

*L'Innocence du carbone : L'effet de serre sera remis en question, Albin Michel, 2013, (ISBN978-2-226-20916-0)

*L'urgence climatique est un leurre, L'Artilleur, 2018 (ISBN13 9782810008513)

- un livre montrant que la teneur en CO2 est déterminée par la température passée sortira en 2020 chez Springer

Annexe 2 : Les prévisions météorologiques habituelles concernant les jours à venir ne sont jamais contestées dans aucun pays ; car elles sont faites scientifiquement, rigoureusement et les résultats sont incontestables. Pourquoi y a-t-il alors tant de gens contestant les résultats du GIEC ? C'est qu'ils ne sont pas incontestables, donc la science du GIEC n'est ni formelle ni rigoureuse.

Annexe 3 : Imaginez-vous travailler en climatologie. Vous avez l'opportunité de travailler au sein du GIEC. On dit à vous et vos collègues « Voici 2 millions comme salaire et pour faire des mesures, pour contribuer au sauvetage de la terre.

Pourriez-vous nous dire la prochaine fois comment sera l'état de la planète vis à vis du CO2 s'il vous plaît ? ».

Choisirez-vous de strictement faire ce qu'on vous a demandé ou sentirez-vous le pouvoir qui vous est octroyé ?

Aurez-vous envie de le conserver et aurez-vous envie de continuer à jouer le rôle de sauveteur du monde ?

Là ils sont trop modestes ! Quand la communauté scientifique "***ne sait vraiment rien***".

Le pôle nord magnétique se déplace à une vitesse inédite, les chercheurs perplexes - sputniknews.com 18.12

Le pôle nord magnétique terrestre se déplace désormais à la vitesse sans précédent de plus de 50 kilomètres par an, et la communauté scientifique semble ne pas en connaître la cause, indique le Financial Times.

Selon le Centre National de l'Information Environnementale, depuis sa découverte en 1831, le pôle nord magnétique a parcouru près de 2.250 kilomètres.

Depuis les années 1990, il se déplace de près de 40 kilomètres par an en direction de la Sibérie. Or, au cours des dernières décennies, ce mouvement s'est accéléré pour atteindre près de 55 km par an, est-il précisé.

La position du pôle magnétique est liée aux mouvements du fer en fusion qui circule sous la croûte terrestre, pour autant les chercheurs peinent à comprendre cette accélération inédite. Ciaran Beggan, du British Geological Survey, reconnaît que la communauté scientifique «ne sait vraiment rien sur les changements dans le phénomène à l'origine du mouvement». sputniknews.com 18.12

Ce n'est décidément pas donné à tout le monde d'avoir un cerveau.

- Dérèglement climatique : Cécile Duflot critique "l'hypocrisie" du président de la République et du gouvernement - francetvinfo.fr 26.12

Cécile Duflot, ancienne ministre et présidente d'Oxfam France, était invitée sur franceinfo jeudi 26 novembre.

Cécile Duflot, appelle ainsi à "changer de modèle et à le faire bien plus vite", estimant que la société est prête. Elle cite l'exemple de la conférence citoyenne sur le climat, lancée par le gouvernement. "On a choisi un panel représentatif de la diversité sociale, politique, géographique de la France. Et ils deviennent tous écolos. Parce que je pense qu'aujourd'hui, il suffit de lire et d'avoir un cerveau pour devenir écologiste". francetvinfo.fr 26.12

LVOG - Elle cautionne Macron et sa Conférence citoyenne sur le climat, elle méritait d'être présidente d'Oxfam France.

Quand « ***le soleil brille partout et le vent souffle partout*** », sur quelle planète vivent-ils ?

- Le « Green New Deal » selon Rifkin - Les Echos 18 octobre 2019

Dans son dernier essai, le prospectiviste américain annonce la mort de la civilisation carbone…

Depuis deux décennies, l'économiste et prospectiviste américain prédit à longueur d'ouvrages que le solaire et l'éolien vont se généraliser, et que leur mariage avec les technologies numériques annonce une nouvelle révolution industrielle, marquée par une abondance de l'énergie, une distribution décentralisée des ressources et la création de nouveaux emplois plus « verts ». Autant d'idées présentes dans le concept de « Green New Deal » , qui inspire aujourd'hui une partie des démocrates américains .

Rifkin - «Chaque localité dans le monde, peut espérer produire assez d'électricité pour être autosuffisant et résilient. Le soleil brille partout et le vent souffle partout. » Les Echos 18 octobre 2019

LVOG - Il a oublié d'ajouter...mais pas toujours ! Ni à quel prix ! Ces démocrates américains sont bien mal inspirés ou alors ils ne sont pas vraiment démocrates, ceci explique sans doute cela.

Après les ronds-points, inutiles et source de corruption, ils inventent les "***îlots de fraîcheur***".

- Allergies, stress, maladies... La santé des habitants du sud-est de la France affectée par le changement climatique - Franceinfo 24 décembre 2019

Les experts redoutent une surmortalité mais aussi une augmentation des maladies cardiovasculaires, respiratoires et même des troubles mentaux liés aux fortes chaleurs. Face à cette nuée de menaces, les scientifiques du Grec proposent des mesures d'adaptation, comme l'aménagement "d'îlots de fraîcheur" en ville.

Des allergies toute l'année, de nouvelles maladies tropicales et un stress lié aux catastrophes naturelles à répétition. Dans les décennies à venir, le changement climatique va affecter durement la santé des habitants du sud-est de la France, prévoient des experts du Groupe régional d'experts sur le climat (Grec) dans un rapport (PDF) publié en novembre.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est "un 'hot spot' du changement climatique", rappelle le Grec. Selon les prévisions de ces experts, la sécheresse et la chaleur estivale augmenteront en durée et en intensité, les eaux souterraines et de surface diminueront de 20%, et les épisodes de pluies intenses se multiplieront dans les années à venir. Ces épisodes "méditerranéens", caractérisés par des précipitations extrêmes sur de courtes périodes, s'accompagnent de pertes humaines. A l'automne, ces pluies torrentielles causant souvent des inondations ont causé la mort de 13 personnes lors de deux épisodes distincts en deux semaines dans le sud-est de la France.

"Stress post-traumatique" et bactéries E. Coli

Les experts redoutent que ces catastrophes à répétition ne provoquent "un stress post-traumatique" chez les Méridionaux. Ce trouble apparaît chez la moitié des personnes exposées à des désastres naturels, et peuvent durer dans le temps. (...) La survenue

de graves intempéries peut aussi activer ou réactiver d'autres maladies : troubles anxieux, dépressifs, ou addictifs.

La chaleur pourrait aussi provoquer, prédit le Grec, la prolifération de bactéries dans les canalisations avant la distribution de l'eau au robinet. D'autres bactéries envahiront la mer, comme E.Coli, qui provoque des gastro-entérites et autres infections, en raison de l'augmentation de la température de l'eau.

Davantage d'allergies et de moustiques tigres

Autre conséquence inattendue du changement climatique : l'augmentation des allergies. Car les pollens, auxquels 20% des adultes sont allergiques (presque deux fois plus qu'il y a vingt ans), profiteront aussi du réchauffement. La durée de la saison pollinique des graminées progresse déjà de 4,5% par an à Nice depuis 1989. Les urticacées aussi voient leur saison pollinique s'éterniser, à tel point, prédisent les experts, que l'allergie à la pariétaire, une plante vivace souvent accrochée à des rochers ou à de vieux murs, pourrait sévir toute l'année.

Les allergies aux acariens devraient elles aussi gagner du terrain : avec l'augmentation des températures, les moisissures proliféreront à l'extérieur comme à l'intérieur des logements. Des études ont montré une densité des acariens et allergènes acariens plus forte dans les villes où la température moyenne est la plus élevée.

Enfin, le réchauffement permet le développement d'"agents pathogènes", comme le moustique tigre, qui colonise déjà toute la région Paca à l'exception des zones montagneuses. Cet insecte pourrait augmenter sa période d'activité au cours de l'année. En 2019, pour la première fois en France, un foyer du virus tropical Zika, transmis par ce moustique, a été confirmé dans le Var, avec trois cas de maladie "autochtones". Franceinfo 24 décembre 2019

Commentaire d'un internaute.

- "La description du GREC correspond à la vie qu'ont plusieurs millions de Français à La Réunion, aux Antilles, en Polynésie et en Calédonie et ils survivent..."

Greenwashing. Les multimillionnaires sont des écologistes dans l'âme et des philanthropes.

- YouTube : Des vidéastes récoltent 20 millions de dollars pour planter des arbres - 20minutes.fr 23.12

Deux mois après le début d'une grande campagne d'appel aux dons sur YouTube, l'objectif a été atteint puisque 20 millions de dollars ont été recueillis pour planter 20 millions d'arbres, ce vendredi. Les fonds récoltés vont permettre à l'ONG Arbor Day Foundation de mettre en terre un arbre pour chaque dollar donné.

Le succès a été annoncé sur le compte Instagram du programme. Il est dû à la participation de plus de 500.000 donateurs. Elon Musk, le patron de SpaceX et Tobi Lütke, le PDG de Shopify, ont chacun donné 1 million de dollars. Les PDG de Twitter et de YouTube ont de leur côté soutenu la cause en offrant plusieurs centaines de milliers de dollars.

Arbor Day Foundation plantera les premiers arbres en janvier 2020 et le projet devrait se terminer avant décembre 2022. L'ONG évalue que ces arbres feront disparaître 115.000 tonnes de substances toxiques dans l'air. Les végétaux absorberont et stockeront également 1,6 tonne de carbone. 20minutes.fr 23.12

Ce ne serait plus qu'un « ***quasi-consensus scientifique*** », encore un petit effort et la vérité triomphera.

- Changement climatique : "Personne ne peut dire avec certitude à quoi il est dû", dit Poutine - rtl.fr 19.12

Le président russe Vladimir Poutine a laissé entendre que l'activité humaine n'est pas la principale cause du réchauffement climatique.

Jeudi 19 décembre, lors de sa conférence de presse annuelle, le président russe a affirmé que "personne ne peut dire avec certitude à quoi est dû le changement climatique". "Nous savons que notre Terre a connu des périodes de réchauffement et de refroidissement et cela peut dépendre de processus dans l'univers", a-t-il ajouté.

Le dirigeant russe a remis en question le quasi-consensus scientifique sur la responsabilité humaine dans le phénomène du changement climatique. "Un petit changement d'angle de rotation de la Terre autour du Soleil peut conduire - et a déjà mené dans le passé - la planète à des changements sérieux, colossaux de climat avec des conséquences dramatiques", a-t-il déclaré.

Vladimir Poutine a également jugé qu'"évaluer l'influence que peut avoir l'humanité contemporaine" sur le climat est "très difficile, voire même pas possible". Il a cependant réaffirmé l'engagement de réduction des émissions de gaz à effet de serre de son pays et le respect de l'accord de Paris sur le climat. "Ne rien faire n'est pas non plus une solution, et sur ce point je suis d'accord avec

mes collègues (chefs d'Etat). Nous devons faire le maximum d'efforts pour que le climat ne change pas de manière dramatique", a-t-il dit. rtl.fr 19.12

RTL récidivait le lendemain.

- Réchauffement climatique : pourquoi Vladimir Poutine est-il "climato-sceptique" ? - rtl.fr 20.12

Plus de 97% des scientifiques depuis une quarantaine d'années expliquent que le réchauffement climatique est provoqué par l'Homme et ça se voit notamment grâce au rapport du GIEC. Ensuite, le fameux argument "la Terre a connu des périodes chaudes et des périodes froides" est vrai, mais la seule différence avec aujourd'hui, Vladimir, c'est l'accélération.

On voit clairement un réchauffement en progression depuis le début de l'ère industrielle milieu du XIXème siècle et encore plus au XXème siècle. La température a augmenté d'1 à 2 degrés, et vers 2100 il est prévu 7 degrés de plus. Mais qui fait ça ? Un" processus dans l'univers" ! Ça marche pour tout, le réchauffement climatique comme une dinde trop cuite à Noël.

Du climato-sceptisme politique

La question est de savoir pourquoi Vladimir Poutine continue à nier l'impact de l'Homme. Ils sont en fait trois chefs d'États à partager avoir cet avis. Outre le président russe, il y a Donald Trump, qui a longtemps pensé que ce réchauffement était la faute des Chinois, et le président brésilien Jair Bolsonaro, dont le ministre des Affaires étrangères a déclaré que le réchauffement climatique était un complot marxiste.

Chez ces 3 hommes on retrouve un doute envers la science. Le réchauffement climatique est un phénomène face auquel ils sont impuissants, et surtout ce n'est pas très bon pour l'économie de leur pays. Par exemple, Poutine continue d'exploiter des hydrocarbures.

Cette déclaration de Vladimir Poutine arrive, comme par hasard, quelques semaines après que l'Union Européenne ait décidé de stopper le financement de projets liés aux énergies fossiles à partir de 2022, et notamment le gaz russe. Le fait que des chefs d'États doutent, ça donne des arguments aux climatosceptiques en général.

De moins en moins de climato-sceptiques

Le nombre de ces climatosceptiques reculent clairement, un sondage récent montrait que 80% des Français pensent que le réchauffement climatique est provoqué par l'Homme. Mais ceux qui restent sceptiques hurlent fort, se répandent sur Internet et publient moult vidéos. rtl.fr 20.12

LVOG - Quel sondage ? Et dire que ceux qui ne rentrent pas dans le rang disposent encore de moyens pour s'exprimer librement, c'est une honte en démocratie, il faudrait les faire taire !

- Fin novembre ont été dévoilés les résultats d'une étude Ipsos initiée par EDF menée dans 30 pays auprès de 25.000 personnes représentant 2/3 de la population mondiale. Selon ce sondage, le changement climatique ne préoccupe que 40 % des personnes interrogées. Trente pour cent des participants à l'enquête n'identifient pas les émissions de gaz à effet de serre comme responsables du changement climatique et croient en un phénomène naturel.

Cela est cohérent avec un sondage réalisé en France par Opinion Way en mars 2019, qui montrait qu'un quart des Français ne croient pas au phénomène de réchauffement climatique. A noter, ce sont les sont les tranches d'âge 18-24 ans et 25-34 ans les plus sceptiques quant à la réalité du phénomène, avec respectivement 36 % et 28 % des sondés avouant ne pas croire au réchauffement climatique. Bulletin des climato-réalistes n° 97 - climato-realistes.fr 26.12

Ils font feu de tout bois. Excès de zèle, qui dit mieux ?

- Pourquoi la Haute-Savoie va-t-elle interdire le chauffage au bois ? - rtl.fr 19.12

La préfecture de Haute-Savoie a décidé d'interdire l'utilisation du chauffage au bois à foyer ouvert, à partir de 2022. Il serait responsable de "80% des émissions totales de particules fines que l'on retrouve dans l'atmosphère", en hiver, rapporte Atmo Auvergne-Rhône-Alpes.

Faire une bonne flambée, c'est agréable en hiver mais ça peut être très polluant. La préfecture de Haute-Savoie vient de signer un arrêté interdisant, à compter du 1er janvier 2022, toute utilisation de chauffage au bois à foyer ouvert, c'est-à-dire une cheminée classique, dans les 41 communes de la Vallée de l'Arve.

Selon l'organisme de mesure de la qualité de l'air de la région Rhône-Alpes (Atmo), le chauffage individuel au bois peut contribuer, par temps froid, "jusqu'à 80% des émissions totales de particules fines que l'on retrouve dans l'atmosphère". Les vieux chauffages à bois, ou les cheminées non fermées, sont accusés de cette pollution. La préfecture appelle donc au sens civique et promet une aide de 2.000 euros pour remplacer son chauffage polluant.

Pourtant, le gouvernement encourage le chauffage au bois...

En février dernier, il annonçait vouloir passer de 7 à 9,3 millions de logements équipés d'un système de chauffage au bois d'ici 2028, à condition que votre poêle à bois et votre cheminée ait un foyer fermé, qu'elle soit bien entretenue et que l'essence des bûches choisies soit la bonne.

Les chauffages à bois font des progrès et ceux d'aujourd'hui sont beaucoup moins polluants que ceux du début des années 2000. rtl.fr 19.12

LVOG - …comme les centrales à charbon, chut !

Au charbon !

- Australie: le Premier ministre rejette les appels à réduire l'industrie du charbon - AFP 23 décembre 2019

Le Premier ministre australien Scott Morrison s'est dit lundi opposé aux demandes "irresponsables" et "destructrices d'emplois" de limiter l'industrie charbonnière face à l'actuelle crise meurtrière des feux de brousse liée au changement climatique.

"Nous n'allons pas nous engager dans des objectifs irresponsables, destructeurs d'emploi et nuisibles à l'économie qui sont demandés", a dit le dirigeant sur la chaîne de télévision Channel 9, en réponse à des appels à adopter une politique plus respectueuse de l'environnement.

"Je ne vais pas rayer de la carte l'emploi de milliers d'Australiens en m'éloignant des industries traditionnelles", a-t-il dit sur un autre canal, Seven Network, parmi d'autres interviews matinales allant dans le même sens. Le gouvernement conservateur de Scott Morrison a farouchement défendu l'industrie lucrative du charbon en Australie, qui produit un tiers des exportations mondiales de ce minerai et fournit des emplois dans des circonscriptions électorales-clés.

Si les feux de brousse sont endémiques en Australie, les scientifiques affirment que plusieurs phénomènes météorologiques se sont conjugués pour faire de cette saison l'une des pires jamais enregistrées en la matière. Des précipitations et des températures record ainsi que des vents violents ont été propices aux incendies, et sont, selon les scientifiques, influencés par le changement climatique.

M. Morrison a assuré que l'Australie atteindrait ses objectifs d'émissions de gaz à effet de serre pour 2030, même si cela se fera en grande partie en comptant les crédits passés plutôt que par de nouvelles réductions.

"Je vais maintenir le cap d'une gestion responsable, en abordant de manière responsable les changements du climat et en veillant de manière responsable à ce que nous puissions faire croître notre économie dans un climat très difficile en ce moment", a-t-il dit sur Seven Network.

Alors que les émissions nationales de CO_2 de l'Australie sont faibles par rapport aux principaux pays pollueurs, ses exportations de combustibles fossiles - principalement du charbon - représentent environ 7% des émissions mondiales de carbone. AFP 23 décembre 2019

Pourquoi ne pas en faire du compost ? Serait-ce moins rentable ?

La Côte d'Ivoire va produire de l'électricité à partir des résidus du palmier et du cacao - franceinfo 26 décembre 2019 La construction de la plus grande centrale électrique d'Afrique de l'Ouest alimentée à partir de déchets agricoles va débuter à Aboisso, à 100 km à l'est d'Abidjan. Une deuxième centrale à biomasse, utilisant cette fois les déchets de la production de cacao, est en projet à Divo, au centre d'une des grandes régions cacaoyères.

A Aboisso, le combustible proviendra des résidus des palmiers (feuilles, troncs, etc.) issus de 39 000 hectares de plantations de palmiers à huile. L'énergie ainsi produite sera intégrée au réseau de la Côte d'Ivoire. Cette centrale à biomasse devrait répondre aux besoins en électricité de 1,7 million de personnes.

Les matières végétales et organiques ont l'avantage d'être gratuites, même s'il faut les collecter (ramassage) et les acheminer (camions) jusqu'à la centrale. Mais au total, cela émet beaucoup moins de CO_2 qu'une centrale au charbon ou au pétrole.

Le coût total du projet, porté par la société Biovea Energie, est estimé à 180 millions d'euros. Il est soutenu par les membres du consortium EDF, Meridiam et Sifca (plantations) avec des financements de l'Agence française de développement (AFD). Et devrait créer près d'un milllier d'emplois.

Cette énergie, considérée comme renouvelable, est encore très marginale en Côte d'Ivoire, où 85% de l'électricité proviennent de centrales thermiques. On en compte une soixantaine réparties dans tout le pays.

Une deuxième centrale à biomasse, utilisant cette fois les déchets de la production de cacao, est en projet dans le centre du pays. L'étude technique de faisabilité a été financée à hauteur d'un million de dollars, par l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA).

Premier producteur de cacao au monde, la Côte d'Ivoire génère, chaque année, quelque 26 millions de tonnes de déchets issus de cette culture. Autant de cabosses ou de fèves défectueuses qui sont perdues, car incinérées le plus souvent à l'air libre.

A plein régime, cette centrale, située à Divo au cœur d'une des grandes régions cacaoyères, devrait permettre d'économiser 250 000 tonnes de CO2 par an. Son coût est évalué à 230 millions d'euros.

Ces deux centrales à biomasse vont permettre de valoriser ces déchets agricoles perdus et de répondre, en partie, aux besoins croissants en électricité de la Côte d'Ivoire. Un choix écologique, en raison d'un faible bilan carbone. Le Cameroun et l'Afrique du Sud ont également plusieurs projets dans ce domaine. Une voie à explorer pour l'Afrique. franceinfo 26 décembre 2019

Lutte ouvrière au-delà de "***l'absurde***".

LVOG - A propos de l'Australie

LO - Il y a quelques jours des milliers de manifestants ont protesté contre l'inaction d'un gouvernement accusé d'être lié au patronat des mines, contre aussi son déni des conséquences du réchauffement climatique. (...)

Les mesures d'urgence pour préparer l'avenir se heurtent à la défense des intérêts de ceux qui dirigent l'économie. Jusqu'à l'absurde. LO 20.12

LVOG - Si ce n'est pas dit explicitement par manque de courage, c'est suggérer implicitement, les "mines" de charbon participeraient aux "réchauffement climatique", appelant à des "mesures d'urgence pour préparer l'avenir", en adoptant cette rhétorique et quoi qu'elle dise par ailleurs, LO cautionne ainsi la COP et le GIEC, rien de révolutionnaire là-dedans !

Recyclage des déchets.

- Le PS à la peine mise sur l'écologie et le social pour redevenir audible - AFP 23 décembre 2019

Fracturé, dévitalisé depuis son élimination au premier tour de la présidentielle de 2017, le Parti socialiste, dont on oublierait presque qu'il a été la grande force de la gauche, mise désormais sur l'écologie et le social pour redevenir audible. (L'écologie au secours du social, cela sans le souffre, le frelaté… - LVOG)

Selon Juliette Méadel, ex-ministre qui a quitté le PS en 2016 (...) Aujourd'hui, "il faut tout revoir à la lumière de l'écologie"...

Il faut construire "une alliance la plus large possible, laïque, républicaine, sociale et écologiste", insiste le député Boris Vallaud.

"Après les municipales, il faudra se dépasser pour reconstruire une gauche de gouvernement. Le PS n'a aucune chance de se réimposer seul", confirme leur aîné, l'ex-député européen Henri Weber, qui souhaite, à l'instar de Bernard Cazeneuve, "faire de la question environnementale et climatique le nouveau paradigme de l'identité de gauche".

Sur cette question, l'ancien Premier ministre met en garde sa famille politique. "La gauche française s'égarerait en se contentant d'une simple opération de "greenwashing"", écrit-il dans une contribution au magazine Le Débat, daté de septembre-octobre. AFP 23 décembre 2019

Parole d'internaute.

LVOG – Suite à un article publié dans Notre-Planète.

1- « La Fédération Internationale de Croix-Rouge basée à Genève en Suisse a récemment fait paraître son rapport 2014 sur les catastrophes naturelles, nous apprend le journal en ligne allemand Bild. Les nouvelles sont bonnes, notamment des pertes moins importantes que les années précédentes.

De plus, l'activité des tornades aux États-Unis reste à l'équilibre depuis 1950. Quant à celle des cyclones, elle décroît. Une copie des résultats du rapport est disponible ici. La synthèse est la suivante (les points importants sont en gras) :

« Encore à la baisse : les pertes financières causées par des catastrophes naturelles en 2014 sont en dessous de la moyenne. La totalité des catastrophes naturelles en 2014 ont engendré une perte financière de 132 Md$, soit 37% de moins que la moyenne des 10 années précédentes (211 Md$). Ces pertes concernaient 258 événements différents, à comparer avec une moyenne de 260 pour les 10 années précédentes. Ces catastrophes ont causé des pertes estimées à 39 Md$ pour les biens assurés, soit 38% de moins que la moyenne des 10 années précédentes (63 Md$). Cela représente les pertes les plus faibles depuis 2009. 2014 a été la seconde année consécutive avec des pertes en dessous de la moyenne. Nous pouvons citer comme incidents majeurs en 2014 : les inondations importantes en Inde, Pakistan, Chine et Europe du Sud ; les orages convectifs aux États-Unis, en France et Allemagne, dont les dégâts ont coûté des milliards de dollars ; des tempêtes hivernales au Japon et aux États-Unis ; des sécheresses étendues aux États-Unis et au Brésil.

Les trois catastrophes les plus courantes (inondations, cyclone tropical, météo critique) représentent 72% des pertes financières en 2014. Bien que 75% des pertes aient lieu en dehors des États-Unis, ces derniers comptent encore pour 53% des pertes sujettes à une assurance, en vertu d'une pénétration plus élevée des mécanismes assurantiels dans ce pays. »

Selon les données de la Croix-Rouge, de nombreuses victimes ont succombé au froid, dont 505 dans un seul pays, le Pérou ! Parmi les catastrophes les plus meurtrières, il y a en effet les hivers brutaux aux États-Unis et au Japon, ce n'est pas ce qu'on pourrait attendre d'un « réchauffement climatique ».

2- Pourquoi les données reconnues les plus précises pour mesurer la température de notre bonne vieille terre, celles prises par les satellites et les ballons-sondes, sont elles discrètement glissées sous le tapis par une revue qui se dit sérieuse?

Et pendant qu'on discute d'objectivité, j'aimerais un jour voir Notre-Planète faire un article sur les ajustements opérés sur les températures prises au sol et leur justification.

Voici un lien sur un article qui parle du sujet:

https://www.contrepoints.org/2015/02/26/198684-climat-pourquoi-les-ajustements-apportes-aux-temperatures

3- Sur la question d'un réchauffement d'origine anthropique, l'avis d'un des plus grand physicien encore vivant ayant connu les plus grands : Albert Einstein, Richard Feynman, Niels Bohr ou Enrico Fermi C'est Freeman Dyson, voici un article de ce qu'il pense de l'aspect "Catastrophique" du réchauffement et des personnes clamant la responsabilité de l'homme dans l'augmentation des T ° (moyenne !!!) de la planète. http://www.courrierinternational.com/article/2009/07/02/sceptique-par-principe

La Terre existe depuis "environ" 4,5 milliard d'années, écrivons ce chiffre : 4 500 000 000 années

Nous avons des historiques de prise de T° depuis environ 1850 soit 166 ans.

Donc :

Début de la terre :..... 4 500 000 000 années

Nombre d'année de prise des T° : ..... 166 années

Scientifiquement ce n’est pas pertinent comme durée d'étude et on ne peut pas conclure quel sera le climat en 2100 avec 166 années d'historique de T°.

On sait par des carottages que le Taux de C02 a déjà été supérieur au 400 ppm actuel (soit 0,04% des gaz de notre atmosphère) alors pourquoi on nous dis que le taux de gaz a effet de serre n'a jamais été aussi élevé, alors que depuis 4,5 milliard d'années il a déjà été supérieur.

Personnellement depuis l'affaire des mails piratés du GIEC, je suis plus que sceptique sur la cause du réchauffement climatique (CO2). Il y a eu un réchauffement, mais aussi beaucoup d'incohérence, de démission de chercheur du GIEC en désaccord avec les conclusions alarmistes et même fausses notamment avec l'affaire des cyclones (démission de Christopher Landsea en 2005 : http://agriculture-environnement.fr/dossiers/climat,7/demission-fracassante-au-giec,59).

Je pense que dans cette affaire, il y a des lobbies qui font pression des deux côtés et que le débat n'est plus scientifique mais uniquement économique et politique. Je me réclame donc sceptique dans le sens contraire à crédule, comme le dit le dictionnaire, sur les "éléments scientifiques et de simulation" du GiEC qui sont de plus en plus contredit par les événements réels. N'oublions pas que les simulations par ordinateur ne sont que des "simulations incomplètes" et pas des faits !

NB : dans les années 1970 et notamment 1975 les grands journaux (pas encore d'Internet) affichaient sur leur une la panique sur le début d'une ère Glaciaire !! Bon ben voilà quoi l'homme depuis longtemps se trompe (cf. la une de Newsweek : http://www.scribd.com/doc/225798861/Newsweek-s-Global-Cooling-Article-From-April-28-1975)

Une constante dans cette histoire est l'incapacité de l'homme à prévoir quoi que ce soit d'un point de vu climatique, le modèle étant un chao lié à une multitude de paramètres et donc non linéaire, il n'est pas possible d'avoir une simulation "absolue" pouvant prédire les faits à venir.

Surtout que des scientifiques pensent maintenant que l'on irait de nouveau vers un age glaciaire d'ici 2030 ! Comme le climat les avis sont cycliques on dirait ;-)

(cf. article : http://www.slate.fr/story/104239/terre-periode-glaciaire-2030)

4- Merci Staphanux40 pour ce commentaire plein de bonnes réflexions, et d'analyses scientifiques. Pour compléter, il est impossible de prévoir avec exactitude le prochain épisode glaciaire. Cependant "le réchauffement actuel" (si petit soit-il) s'il continue et s'intensifie, entraînera obligatoirement un refroidissement brutal. La fonte des banquises va apporter de l'eau douce dans les océans, diminuer leur salinité et donc leurs densités dans ces zones. Dans ces zones on observera une inversion des courants océanique actuels qui s'étendra à l'échelle mondiale engendrant un refroidissement général et rapide de la terre...

Pour répondre aux personnes s'interrogeant sur la part de l'homme dans les gaz à effet de serre et toutes les blablatteries qu'on peut entendre aujourd'hui la dessus, avec les manipulations politiques. C'est bien de dire que la température augmente.
Les graphiques le prouvent. Est-ce que quelqu'un est capable de définir avec précision le pourcentage de rejet de gaz a effet de serre lié à l'Homme sur Terre vis-à-vis de la nature (volcanisme, dorsale, érosion des roches....) car moi j'en suis incapable si infime qu'elle soit. Est-ce que l'augmentation de la température et gaz n'est pas liée à une augmentation des phénomènes naturels? Je vous laisse méditer.

Et petite question, quelle activité liée à l'homme produit "le plus de gaz" d'effet de serre ? Recherchez et la réponse va vous surprendre, car on est très loin de la vérité avec nos voitures, usines, etc.

5- Certes mais au début du Paléozoïque et pendant le Mésozoïque, les teneurs en CO_2 atmosphérique étaient bien plus élevées. Cela n'a pas empêché la vie...

L'homme aurait été fort bien adapté aux conditions climatiques du Mésozoïque... Même si la cohabitation avec les dinosaures aurait été complexe à gérer.

Longtemps appelé ère secondaire, c'est une période caractérisée par une forte activité volcanique. Cette dernière génère des conditions favorables à l'accumulation de dioxyde de carbone (CO_2) dans l'atmosphère et à l'installation d'un climat à fort effet de serre.

Le taux de CO_2, est d'environ six fois plus qu'aujourd'hui !

Ces conditions ont fait du Mésozoïque un paradis pour la vie.

Elles ont notamment permis le développement spectaculaire et la diversification des reptiles et dinosaures ainsi que l'apparition des oiseaux et des mammifères (nos ancêtres !).

Sur le plan de la flore, les gymnospermes dominent largement jusqu'à la fin du Jurassique (les ancêtres de nos résineux), puis arrive le temps des plantes à fleurs...

Certaines plantes de cette époque existent toujours. J'en ai trois dans mon jardin : un Ginkgo biloba, un Magnolia et un Equisetum camtschatcense.

6- L'homme n'est responsable que de 21 ppm du CO_2 atmosphérique : un peu de maths (pour ceux que ça ne rebute pas) :

Données de base :

- La masse de l'atmosphère est de 5,15 106 Gt (Giga-tonnes) ;

- La masse moléculaire du CO2 est 44 (dont 12 de C), celle de l'air 29 ;

1 ppm de CO2 pèse donc 5,15 x 44 / 29 = 7,81 Gt, dont 2,13 Gt-C (Giga-tonnes de Carbone) 320 ppm de CO2 (en 1965) représentent donc 682 Gt-C, et les 80 ppm qui s'y sont rajoutés depuis représentent 170 Gt-C (soit un total de 852 Gt-C pour 400 ppm aujourd'hui).

La consommation de combustibles fossiles a généré (statistiques BP : bp-statistical-review-of-world-energy-2017-underpinning-data.xlsx) :

- depuis 1965 (début des statistiques) : 1 153 000 Millions de tonnes de CO2, soit 315 Gt-C (ou 148 ppm)

- dont 33 432 Millions de tonnes de CO2 en 2016, soit 9 Gt-C (ou 19 ppm).

Un raisonnement faux, qu'on entend malheureusement souvent, consiste à considérer que, sur les 148 ppm produits par les combustibles fossiles depuis 50 ans, seulement 68 ont pu être absorbés par les "puits de carbone" que constituent les océans et la végétation, puits de carbone ... qui n'en peuvent plus (acidification des océans, ...). ... d'où cette augmentation de 80 ppm en 50 ans.

Ce raisonnement serait correct si le CO2 atmosphérique était le résultat d'un équilibre statique ; mais ce n'est pas le cas : la concentration atmosphérique en CO2 est le résultat dynamique d'échanges permanents d'énormes quantités de CO2, principalement avec la végétation et les océans, qui en contiennent des quantités considérablement plus importantes (39 000 Gt-C contre 852 dans l'atmosphère) ... au point que tout le CO2 atmosphérique est recyclé tous les 5 ans.

Ces échanges se font de façon équilibrée :

- avec la végétation : plus la concentration de CO2 augmente, plus la végétation en absorbe : c'est d'ailleurs ce qui est constaté par les satellites : la Terre verdit de plus en plus, malgré la déforestation ;

- avec les océans : plus la concentration de CO2 augmente, plus les océans (à température constante) en absorbent, de telle sorte que les pressions partielles entre l'atmosphère et l'eau restent équilibrées.

Ce chiffre de 5 ans, à une approximation près, est admis par tous et est d'ailleurs confirmé par le GIEC. Il n'est pas affecté par la concentration, car, comme on le verra plus loin, il résulte essentiellement des réactions équilibrées ci-dessus et de courants marins et atmosphériques.

J'ai cinq pommes dans mon réfrigérateur; je mange une pomme au hasard chaque matin et dépose chaque soir une pomme dans le frigo ; le rapport stock sur flux est cinq et une pomme reste en moyenne cinq jours dans le frigo.

De même, le rapport (stock de CO2 dans l'air) / (flux annuel de CO2 absorbé par les océans et par la végétation) est d'environ 5 ans : La durée de vie d'une molécule de CO2 dans l'atmosphère est d'environ 5 ans. Le CO2 anthropique (généré par l'homme) n'y fait pas exception.

Et donc, le carbone anthropique représente, au plus, cinq fois les émissions de la dernière année, soit 45 Gt-C, ce qui représente 45 / 852 = 5,3 % du carbone atmosphérique.

La part "anthropique" du CO2 contenu dans l'air est donc de l'ordre de 21 ppm (et non de 120 (400-280)).

Pour ceux qui ne seraient pas convaincus, j'ai encore en réserve le ratio Carbone 13 / Carbone 12 de l'atmosphère et du CO2 anthropique, qui confirme cette participation anthropique : 21 ppm (environ) et non 120.

Les 99 ppm de différence ne sont pas imputables à l'homme.

Qu’on se le dise : « Les journalistes scientifiques n’ont pas envie de donner la parole aux négateurs du climat. » - Adieu, climatosceptiques - lactualite.com

LVOG – L’actualité est un magazine canadien.

- En anglais, on dit « climate denier », une personne « en déni » de l’urgence climatique. En français, le terme « climatosceptique

» sonne beaucoup moins péjoratif. Appelons un chat un chat. Ce chat-là est un négateur du climat. Les indicateurs des changements climatiques sont complexes à comprendre, et chaque région du monde fait face à des conséquences différentes. Mais dire que le réchauffement climatique n'existe pas ou que l'homme n'en est pas responsable est tout simplement faux. Le consensus est sans appel : 97 % des scientifiques qui ont publié une étude sur le réchauffement climatique s'accordent sur le réchauffement des températures et la responsabilité humaine. Oui, il y a une urgence climatique, et oui, c'est de notre faute.

C'est là que le mot « sceptique » dans « climatosceptique » pose problème. Il irrite des scientifiques qui étudient les changements climatiques depuis plusieurs dizaines d'années. Ils trouvent le mot inexact, et préfèrent le terme « négateur du climat ».

Pourquoi le mot « sceptique » ne convient-il pas ? Le mot est entré dans le langage courant et paraît presque trop doux, sympathique, en opposition au mot « déni » utilisé par les anglophones. Être en déni, c'est péjoratif, c'est le refus d'une réalité. D'ailleurs, quand on tape le mot « déni » dans Google, on tombe immédiatement sur des photos d'autruches, la tête dans le sable. En revanche, quand on tape le mot « sceptique », on tombe sur des photos de banques d'images qui montrent des gens qui lèvent un sourcil ou qui se frottent le menton avec l'air incrédule. Le sceptique doute, et devant un tel consensus scientifique, le doute n'a pas sa place.

Pourquoi le mot sceptique est-il si trompeur ? La première définition du Petit Robert, c'est « philosophe partisan du doute systématique. ». Dans le sens philosophique du terme, un sceptique douterait donc du réchauffement climatique ?

« On peut supposer que bien des sceptiques accepteraient sans hésiter la valeur probante des données présentées par le GIEC et d'autres organismes qui montrent le réchauffement de la planète », répond Dario Perinetti, professeur de philosophie à l'UQAM et spécialiste en histoire du scepticisme moderne. Il explique qu'il existe de nos jours un amalgame entre le doute ordinaire et le scepticisme. « Le sceptique ne remet pas en cause ce qui est démontré par la science, explique le professeur. Le climatosceptique n'est pas sceptique, c'est un douteur ordinaire. » Et celui qui doute de la science, en philosophie, doit apporter des preuves tout aussi scientifiques pour appuyer ses dires.

« Ce que les sceptiques refusent, c'est la prétention de connaître toutes les choses qui ne sont pas accessibles à l'observation, et non les études basées sur les observations empiriques », conclut le philosophe. Bref, le sceptique en philosophie est un allié de la science moderne, et le mot n'est décidément pa s adapté au déni du climat.

Nous ferons donc attention à utiliser régulièrement d'autres termes : « climatonégationnistes », personnes en déni climatique, ou encore « négateurs du climat ». Mais sur le sujet, soyons rassurés, les Canadiens ont confiance en la science, et les journalistes scientifiques n'ont pas envie de donner la parole aux négateurs du climat. Après tout, la hausse des températures et l'urgence climatique ne sont pas sujettes à débat. Il n'y a pas de raison de leur donner la parole, de la même façon qu'il n'y aurait aucune raison de perdre son temps à écrire sur celui qui nous dirait que le pont Champlain n'existe pas. lactualite.com

LVOG – Au moins cela a le mérite d'être clair. Ils enragent, et à lire les commentaires suivants, on peut affirmer que leur discours particulièrement belliqueux est loin de convaincre tous leurs lecteurs.

Commentaires d'internautes

1- Personnellement j'ai mieux le terme climato-réaliste. C'est beaucoup plus pragmatique. Et proche de la réalité. Car depuis 50 ans les prédictions du GIEC et les scénarios catastrophes ont la fâcheuse habitude de ne pas se réaliser. Les simulations n'ont rien à voir avec la réalité.

Oui il y a des changements climatiques, mais l'homme a une influence négligeable, voire insignifiante. Les vrais scientifiques savent que l'homme ou le CO2 ne sont pas et n'ont jamais été la cause de changements climatiques. De plus en plus d'études concluent plutôt l'activité solaire comme une cause beaucoup plus probable. Donc, serait-ce possible que d'autres choses affecte le climat et que la hausse du CO2 soit une conséquence et non une cause? C'est ce que de plus en plus d'études semble démontrer.

Vous dites: « Comme beaucoup de climatosceptiques, le président américain confond le climat, dont les variations s'évaluent sur trente ans, et la météo, qui fait référence aux conditions quotidiennes de l'atmosphère. » Pourtant lors de canicules l'été on confond aussi climat et météo en nous disant le plus sérieusement du monde qu'on va tous mourir rôtis comme des petits poulets. Il faudrait se brancher.

Ce qui est aussi sidérant, c'est de voir ces « scientifiques du climat » parler de CO2 et vivre à l'autre bout du monde chauffé au mazout, se déplacer au mazout et naviguer la planète en bateau qui roule au fioul sale. Ces gens ont une empreinte environnementale pharaonique mais ils voudraient vous dire quoi faire et changer vos vies.

Et évidemment qu'une fois les recherches terminées, ces gens vont voyager partout dans le monde pour donner des conférences. Pendant que la plèbe va pédaler en Bixi ou attendre l'autobus au froid, ces gens seront bien au chaud dans leur siège

en première classe. Ces apôtres de la religion verte crient que nous sommes les pauvres victimes du capitaliste sauvage (sic!), mais en même temps prônent pour le corporatisme de l'industrie verte.

On assiste à la plus grosse arnaque de l'histoire de l'humanité.

2- Votre terme « négateur du climat » est mal approprié. Personne ne nie l'existence du climat, ces sont les changements climatiques qui sont mis en doute ce que ne reflète pas votre expression.

3- Adieu, climatosceptiques.

Bonjour, climatoréalistes.

Pour vous mettre à jour sur la science du climat, je vous suggère d'aller consulter de temps en temps le site https://www.climato-realistes.fr/ ou encore mon site personnel: AlainBonnier.com

Vous comprendrez alors pourquoi certains scientifiques, comme moi, remettent en question l'alarmisme du GIEC et considèrent les émissions anthropiques de CO2 comme un bienfait pour la vie sur Terre.

Si vous avez des questions à ce sujet, il me fera plaisir d'y répondre.

Alain Bonnier, docteur en physique

Un des 500 signataires de la Déclaration internationale des scientifiques sur le climat qui a été déposée à l'ONU en septembre dernier.

4- Fichtre, encore le coup des 97% de consensus popularisé par Obama, reprenant une « meta-étude » de John Cook, l'activiste qui est derrière le site skepticalscience.com. Sauf que cette étude a été debunkée en long et large, le biais de classification qui permet d'atteindre ce chiffre est aisément vérifiable par quiconque veut s'en donner la peine. Et ce biais n'est pas léger. En utilisant la classification de Cook lui-même, il s'avère que non pas 97%… mais 1.6% d'entre-elles soutiennent que « le climat se réchauffe et que l'homme en est la *principale* cause ».

Un bon résumé ici:

https://daviddfriedman.blogspot.com/2014/02/a-climate-falsehood-you-can-check-for.html

5- J'ai milité 3 ans pour le parti vert du Canada, j'ai fait beaucoup de recherche et j'ai tout laissé tomber. Je suis maintenant climato-septique car je doute qu'il y ait "urgence", je doute aussi que l'homme soit le grand responsable mais je ne doute pas que le climat change. D'ailleurs il a toujours changé, pendant des centaines d'années sur la tamise il y avait des fêtes d'hiver mais la tamise a gelé pour la dernière fois en 1814 soit longtemps avant les f-150… votre volonté de vouloir changer les mots, contrôler le langage nous amène à un monde Orwellien et les mensonges et les "consensus" de supposément 97% de la communauté scientifique sont non seulement dangereux pour la stabilité et la paix sociale mais sont aussi un gage de lois liberticide et un contrôle absolu sur notre vie au nom d'une urgence climatique inventée pour remplacer nos anciennes religions qui nous condamnais à un jugement dernier.

2019 : L'année du matraquage climato-alarmiste.

- 2019, l'année noire du climat - euronews 23 décembre 2019

"Nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez, c'est d'argent, et des contes de fées de croissance économique éternelle ? Comment osez-vous!"

Ce discours à l'intention des dirigeants du monde entier, au siège de l'ONU à New York, est un des plus percutants de ceux prononcés par Greta Thunberg en 2019.

"Les vendredis pour le futur", rendez-vous hebdomadaires à l'initiative de la jeune militante suédoise, ou "Extinction Rebellion", le mouvement social-écologiste, le clament haut et fort : il est temps de réagir.

2019 a été marquée par des chaleurs exceptionnelles. L'Europe a subi non pas une mais deux vagues de chaleur en juin puis en juillet avec des records de températures. L'Australie traverse l'un des étés les plus brûlants de son histoire récente.

Cette année, la Sibérie et l'Amazonie, les deux plus grandes forêts de la planète ont été ravagées par des incendies gigantesques.

En Russie, ce sont près de 3 millions d'hectares qui sont partis en fumée soit la taille d'un pays comme la Belgique. Au même moment, la forêt amazonienne brûlait à un rythme jamais vu auparavant.

Les inondations se sont également intensifiées sur la planète, plus dévastatrices que jamais. Le Japon a affronté le typhon Hagibis, le plus puissant depuis plus de cinq décennies, tandis que Venise a connu sa plus haute acqua alta depuis 1966.

Les scientifiques, dont Petteri Taalas, secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, ont une explication pour cet important dérèglement climatique :

"Le changement climatique se poursuit et ne s'améliore pas selon l'Accord de Paris. Les dix dernières années ont été la période la plus chaude de cette période de 170 ans. Nous avons trois principaux gaz à effet de serre : le dioxyde de carbone, le méthane et l'oxyde nitreux, et dans tous ces gaz nous avons encore une fois battu des records."

Mais tout le monde n'est pas convaincu de l'urgence de sauver la planète, Donald Trump en tête : "J'ai annoncé le retrait des USA de l'horrible, du coûteux, du partial accord de Paris. Nous remettons nos grands mineurs au travail."

En Espagne, l'Union Européenne a présenté le plan le plus ambitieux visant à progresser vers une économie neutre en carbone d'ici 2050. Des dizaines de petits pays se sont mis d'accord sur des objectifs à long terme similaires, mais d'autres grands émetteurs comme les États-Unis, la Chine ou le Brésil ont eux fait machine arrière. Malgré les discussions les plus poussées en 25 éditions, la COP s'est terminée sur une note décevante.

Aucun accord international n'a pu être mis en place notamment sur les règles des marchés carbone ou l'assistance aux pays en développement pour s'adapter aux incidences du dérèglement climatique.

Les militants écologistes accusent les pays les plus riches de faire preuve de peu d'engagement pour lutter sérieusement contre le changement climatique.

Leurs espoirs sont maintenant placés dans le prochain sommet sur le climat qui se tiendra à Glasgow en novembre 2020. euronews 23 décembre 2019

Stratégie de la terreur.

- Météo : quel temps va-t-il faire en France jusqu'à la fin du siècle ? - rtl.fr 25.12

LVOG - Alors qu'ils n'en savent rien au-delà de 24 ou 48 heures !

Des scientifiques de Météo France ont présenté les scénarios de changement climatique en France jusqu'en 2100.

En métropole dans un horizon proche entre 2021 et 2050, les chercheurs projettent une hausse des températures moyennes entre 0,6 et 1,3 °C, une augmentation du nombre de jours de vagues de chaleur en été (surtout dans le quart Sud-Est) ainsi qu'une diminution du nombre de jours anormalement froids en hiver sur l'ensemble de la France.

Puis, d'ici la fin du siècle entre 2071 et 2100, les tendances s'accentueraient encore. Les scientifiques observent une forte hausse des températures moyennes pouvant atteindre de 2,6 °C à 5,3°C en été, des vagues de chaleur pouvant dépasser 20 jours dans le Sud-Est mais aussi la poursuite de la diminution des extrêmes froids

Les scénarios sont en effet alarmants : des épisodes de sécheresse plus nombreux sont à prévoir ainsi qu'un renforcement des précipitations extrêmes sur une large partie du territoire. rtl.fr 25.12

Comment créer un « ***choc émotionnel*** » à partir de « ***catastrophes naturelles.*** »

- Catastrophe naturelle : « Avec mes photos, je veux faire prendre conscience du choc qu'il y a à tout perdre » - 20minutes.f 23.12

Interview - Photographe pour l'agence Getty Images, Joe Raedle a couvert de nombreuses catastrophes naturelles. Il s'intéresse autant aux dommages causés qu'à la façon dont l'homme s'adapte au changement climatique. Des typhons, des feux de forêts, des inondations, des canicules… L'année 2019 a été une nouvelle fois fournie en catastrophes naturelles et événements climatiques extrêmes. La plupart ont fait la « une » des journaux télévisés. Elles n'ont pas non plus échappé aux photojournalistes de l'agence Getty Images. Voici une rétrospective en images des bouleversements climatiques que l'agence américaine a couverts. Des incendies de forêt en Californie et au Brésil aux ouragans qui ont dévasté les Bahamas, en passant par les images rapportées de Kivalina, un village en Alaska menacé d'être rayé de la carte, par le photographe américain Joe Raedle. Ce dernier a répondu aux questions de 20 Minutes.

Joe Raedle - En couvrant depuis de nombreuses années les ouragans et inondations, j'ai aussi pu me rendre compte que ces catastrophes naturelles sont plus intenses et plus fréquentes. Enfin, parce que je vis à Miami, je suis déjà pleinement conscient des impacts de l'élévation du niveau de la mer due au changement climatique. (...) Puisque ces catastrophes naturelles semblent de plus en plus fréquentes et de plus en plus intenses, j'espère alors que mes photographies des catastrophes passées font prendre conscience à ceux qui les voient de la nécessité de se préparer aux catastrophes naturelles qui, demain, pourront nous affecter. Si à partir d'une de mes images, j'arrive à faire passer le choc émotionnel qui nous frappe quand on perd tout, alors j'ai réussi. Parce que j'aurai fait prendre conscience à des personnes, voire à des entités gouvernementales, de la nécessité de se préparer aux changements climatiques.

La couverture de ces catastrophes naturelles devient-elle un genre photographique à part entière, au même titre qu'il existe des photographes de guerre ?

Joe Raedle -Je ne pense pas qu'on puisse dire ça, tout simplement parce que des photojournalistes couvrent ces catastrophes naturelles depuis très longtemps. En revanche, cette couverture est sans doute plus visible aujourd'hui, alors que de plus en plus de personnes prennent conscience des impacts de nos comportements, de nos modes de vie, sur l'avènement et l'intensité de ces catastrophes naturelles. Pour la plupart, les photojournalistes sont attirés par toutes les histoires où l'homme entre en compte – que ce soit en tant que victime et/ou responsable- et notre travail est alors de montrer ce qui se passe et d'alerter le grand public. Et bien souvent, dans ces catastrophes naturelles, il y a cette part d'humain. 20minutes.f 23.12

Soit vous vous soumettez à notre diktat, soit 90% de la population mondiale sera à la diète !

- Le changement climatique bouleversera-t-il notre alimentation ? - France Inter 20 décembre 2019

La chronique "Detox" de Caroline Tourbe

Extrait. En pensant à l'augmentation des températures sur terre et en mer, à la modification du régime des pluies, au renversement des courants marins, à la migration des espèces marines, on imagine naturellement (Que son imagination est sous influence - LVOG), que tous ces bouleversements vont finir d'une manière ou d'une autre par se voir dans le contenu de nos assiettes. ("D'une manière ou d'une autre", c'est acquis sans preuves, peu importe. - LVOG)

Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Ces dernières années, une multitude d'articles scientifiques a permis de détailler les déséquilibres attendus (ou déjà en cours) dans les mers et sur terre ("Attendus", car pour les miracles il faut être patient ! - LVOG). Mais ce qui reste très rare ce sont les études qui permettent de saisir les conséquences de tous ces petits changements dans la production alimentaire à l'échelle planétaire. (Les "études" sont très "rares", on ne sait rien ou presque, peu importe, on spécule sur le pire scénario. - LVOG)

Et tout d'un coup, le miracle s'est produit :

C'est tout l'intérêt d'une étude publiée à l'occasion de la COP25. En combinant des modèles climatiques avec des données mondiales sur la sécurité alimentaire, l'emploi et l'économie dans plus de deux cent quarante pays, des chercheurs internationaux ont mesuré l'effet du changement climatique sur les deux secteurs clés de l'alimentation : l'agriculture et la pêche. (Il n'existe que 198 pays reconnus par l'ONU dans le monde. - LVOG)

Cette étude - pilotée par Joachim Claudet (chercher au CNRS)- permet non seulement de mesurer l'évolution de la productivité de la pêche et de l'agriculture mais aussi les possibilités d'adaptation des différents pays du monde.

Résultat, si les températures augmentent en moyenne de 4,3°C d'ici la fin du siècle – (comme le prévoit le GIEC, si les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas), les chercheurs estiment que plus de sept milliards de personnes seront affectées à la fois par une diminution des récoltes et des quantités de poissons pêchés, sans avoir vraiment le moyen d'y faire face. C'est à dire près de 90% de la population mondiale ! France Inter 20 décembre 2019

LVOG - Même pas peur !

Cela méritait bien un hommage royal.

- La reine Elizabeth II salue le "sens du devoir" des jeunes pour le climat - Franceinfo 26 décembre 2019

La reine d'Angleterre Elizabeth II a rendu hommage, dans son allocution de Noël mercredi 25 décembre, à l'engagement des jeunes générations face à la crise climatique (...) qui ne cite toutefois pas le nom de Greta Thunberg. Franceinfo 26 décembre 2019

LVOG - L'ordre protocolaire doit être respecté...

Même le père Noël est mis à contribution.

- Le Père Noël écolo d'un spectacle scolaire provoque un tollé dans une ville canadienne - Le HuffPost 25 décembre 2019

Noël - Dans une petite ville pétrolière de l'Ouest canadien, suggérer lors d'un spectacle de fin d'année que le père Noël se déplace en traîneau électrique a provoqué un tollé et obligé une école à pré

Dans une petite ville pétrolière de l'Ouest canadien, suggérer lors d'un spectacle de fin d'année que le père Noël se déplace en traîneau électrique a provoqué un tollé et obligé une école à présenter ses excuses.

...une enquête menée en 2016 montrant que seulement 56 % des habitants de la région d'Oxbow croient au réchauffement climatique, contre 79 % au niveau national. Le HuffPost 25 décembre 2019

Bonne appétit !

- La viande imprimée en 3D, alternative éco-responsable - euronews 25 décembre 2019

Seriez-vous prêts à servir un steak imprimé en 3D pour votre prochain Noël ? En Espagne, l'un des principaux consommateurs de viande sur le continent, on a trouvé une alternative durable à la viande traditionnelle. Installé à Barcelone, l'Italien Giuseppe Scionti est parvenu à imprimer de la viande végétale en trois dimensions à partir de modèles sur Internet.

" C'est le premier produit qui a à la fois l'apparence en trois dimensions d'un morceau de viande, qui a le goût ainsi que la consistance fibreuse, une vraie alternative à la viande animale, explique l'ingénieur en biotechnologies, " explique l'Italien. " Le bétail a un impact plus fort sur l'environnement en termes de gaz à effet de serre que tous les transports combinés. La FAO estime que le bétail représente 14,5 % des gaz à effet de serre contre 13 % pour les transports ."

Le but de Giuseppe Scionti est de parvenir à une production à large échelle. Il travaille encore sur des goûts différents. Mais ses tout nouveaux steaks imprimés sont parfaits pour un repas éthique, sain et équilibré.

Les consommateurs en quête d'une alternative éco-responsable ont déjà commencé à changer leurs habitudes. Ces dernières années, les substituts à la viande ont augmenté de 451% sur le marché européen. euronews 25 décembre 2019

Leur idéologie vole de plus en plus bas. Comment cautionner un racket. Mode d'emploi.

- La menace d'une pollution massive par les avions rend urgente la taxation des billets - Le HuffPost 24 décembre 2019

Par Jourdain Vaillant, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, rédacteur du Pacte Finance-Climat 2020 réalisé dans le cadre de l'association Agir pour le climat (Fondation mal nommée après avoir adopté l'ultra libéralisme. - LVOG)

Extraits.

Alors qu'à Madrid s'est achevée la COP25 –décevant à plus d'un titre, l'accord signé ne portant que sur des avancées minimes–, je souhaite reprendre la proposition de Lucas Chancel et Thomas Piketty d'une taxation progressive sur les billets d'avion. L'aviation étant une source importante d'émission de gaz à effet de serre, cette taxation permettrait de financer l'adaptation au changement climatique et participerait à la mise en place d'une transition juste.

La question d'une taxe écologique sur l'aviation se pose à tous les niveaux réglementaires, qu'ils soient nationaux, européens ou globaux.

Jusqu'à présent, aucun cadre réglementaire multilatéral n'a donné lieu à un signal-prix efficace susceptible d'en atténuer l'attrait. Dans le même temps, l'adaptation au changement climatique souffre d'un déficit de financement. La création d'une taxe progressive sur les billets d'avion serait à la fois une source de financement pertinente pour l'adaptation au changement climatique et un vecteur de justice sociale.

Le financement de l'adaptation au changement climatique est insuffisant et les émissions du transport aérien connaissent une croissance exponentielle.

Le Fonds vert pour le climat (2010), principal instrument multilatéral de financement de l'adaptation au changement climatique,

est insuffisamment financé par les pays développés. Malgré l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020, la carence est loin d'être comblée. La dernière conférence de reconstitution du Fonds vert a permis de recueillir près de 10 milliards de dollars pour la période 2020-2023.

Dans le même temps, le volume du trafic aérien mondial double tous les 15 ans. Le transport aérien pourrait atteindre 8,2 milliards de passagers dans le monde en 2037, contre 4,1 milliards en 2017. Il est responsable de 5% du réchauffement climatique anthropique [Lee et al., 2009 - Aviation and global climate change in the 21st century.] Les émissions totales du transport aérien devraient au moins tripler d'ici 2050.[Lee, 2013 - The impact of the "2020 Carbon Neutral Goal" on aviation CO2 radiative forcing and temperature response.] Cette tendance n'est en rien conforme à l'Accord de Paris (2015). En tenant compte de la pollution par personne et par kilomètre, le transport aérien est considéré comme le moyen de transport le plus polluant.

Le secteur de l'aviation est exclu des mécanismes internationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les émissions du transport aérien international ne sont pas couvertes par le Protocole de Kyoto (1997) et l'Accord de Paris. En vertu de la Convention de Chicago (1944), le kérosène ne peut être soumis à une taxation internationale. Une telle taxe ne pourrait être introduite qu'aux niveaux nationaux. En 2016, l'Organisation de l'aviation civile internationale a certes mis en place un outil pour limiter l'impact climatique du secteur, le Système de compensation et de réduction des émissions de carbone dans l'aviation internationale (dit "CORSIA"). Fondé sur le volontarisme, le mécanisme qui en résulte semble incapable de compenser plus de 20% des émissions du secteur. [Transport & Environment, 2016 - "European and ICAO measures compared - How Europe's ETS and ICAO's global measure compare over 2021-2035."]

Étant donné la possibilité, peu probable, d'établir un consensus européen pour remodeler les dispositions multilatérales ou d'obtenir un accord unanime sur une disposition fiscale, des alternatives réalistes ne peuvent être que nationales. Celles-ci pourraient ainsi contribuer au financement de l'adaptation au changement climatique ou de l'atténuation de ses effets, et ouvrir la voie à une justice climatique.

...une approche fondée sur les émissions individuelles plutôt que sur les émissions nationales pourrait accroître le volume global de l'aide à l'adaptation au changement climatique. Deux économistes français, Lucas Chancel et Thomas Piketty, ont développé un instrument statistique capable de combiner inégalités de revenus et émissions de CO2. [Chancel, Piketty, 2015 - "Carbon and inequality: from Kyoto to Paris".] D'après leurs conclusions, 10% des individus les plus émetteurs sur Terre sont responsables de 45% des émissions mondiales. Les émissions mondiales sont donc concentrées dans les classes les plus aisées.

Une taxe sur les billets d'avion répond à la question "Qui paie quoi?" de la manière la plus équitable. Dans la logique de l'équité, il ne s'agit plus de baser le financement de l'adaptation au changement climatique sur la contribution des pays, mais plutôt sur la contribution des individus qui émettent le plus.

Le transport aérien peut se démarquer comme un relativement bon marqueur de revenus élevés et de modes de vie fortement émetteurs de CO2. Il est généralement associé à un niveau de vie élevé -du moins au niveau mondial- et opère généralement une distinction entre les différents groupes de revenus ou groupes sociaux avec le système classe économique / première classe / classe affaires. (...) [Une telle taxe] atteindrait les personnes à revenu élevé et les grands émetteurs. Chancel, Piketty, 2015 - Carbone et inégalités: de Kyoto à Paris.

Augmenter le coût de chaque billet d'avion aiderait considérablement à financer l'adaptation au changement climatique. Selon les calculs de Chancel et Piketty, taxer tous les billets d'avion de première classe jusqu'à 180€ et tous les billets d'avion de classe économique jusqu'à 20€ générerait 150 milliards d'euros (170 milliards de dollars) chaque année au niveau mondial. (Qui doit financer le Green New Deal ? Vous avez la réponse. - LVOG)

Il existe un précédent à cette initiative. Une taxe progressive de solidarité sur les billets d'avion a été instaurée après le Forum de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement. Initialement signée par 30 pays, la taxe a été mise en œuvre dans neuf d'entre eux. Son montant varie entre 1€ et 45€ par billet. Elle génère aujourd'hui 200 millions d'euros par an. Ses revenus financent des organisations internationales du domaine de la vaccination et de la lutte contre les épidémies. (200 millions d'euros par an qui atterrissent dans les poches des trusts pharmaceutiques, il fallait y penser ! - LVOG)

Une fiscalité progressive sur les billets d'avion présente l'avantage de financer des fonds d'adaptation au changement climatique sans impliquer les populations les plus vulnérables. (Quelle générosité, elles sont trop pauvres pour prendre l'avion et subir ce racket ! - LVOG)

Dans un scénario de mise en œuvre complète du scénario Chancel-Piketty, le surcoût important pourrait, il est vrai, entraîner la fermeture de petits aéroports. L'adaptation au changement climatique nécessite de profonds changements. Les revenus générés par cette taxe faciliteraient l'aboutissement de la transition entre de petits aéroports inutilement polluants vers de plus amples interconnexions ferroviaires souvent réclamées par les usagers du rail. (Après avoir liquidé les petites gares, les petits commerçants, de nombreuses écoles communales, maternités, services publics, c'est le tour des aéroports, et toujours pour la bonne cause. - LVOG)

LVOG - Ces sauvages veulent "***civiliser la menace***", le climat.

L'aviation est une utopie qui risque de se transformer en symptôme. Nous vivons une occasion cruciale de "civiliser la menace". Alors que ladite guerre contre le changement climatique se déroule sous nos latitudes, ceux qui comprennent qu'elle est d'abord un défi logistique prennent de l'avance. Ils seront en mesure de façonner un avenir durable.

Nous ne sommes pas égaux lorsqu'il s'agit de prendre l'avion. Il convient de vite en tirer des conséquences, tout en gardant en tête que la transition écologique ne peut décemment se faire sans justice sociale –qui pourrait en douter dorénavant? (Ne vous en faites pas, les pauvres vont le rester ! - LVOG) Les prévisions indiquent que cette source d'émissions de gaz à effet de serre s'apprête à devenir massive. Nous avons la responsabilité de nous confronter à cette problématique de manière concertée. Une taxation progressive est une réponse simple et puissante.

L'aviation est en passe de devenir une source importante et croissante d'émissions de gaz à effet de serre.

Il n'y a pas d'obstacle juridique à une taxe progressive supportée par les clients des compagnies aériennes. (Au moins cela présente l'avantage d'être clair ! Au passage, ils visent principalement les classes moyennes, mais pas seulement, lire plus loin. - LVOG) Le HuffPost 24 décembre 2019

Reporterre - Si l'on regarde les statistiques françaises, les émissions de CO2 de l'aérien représentent ainsi seulement 2,8 % des émissions des transports et 0,8 % des émissions totales de gaz à effet de serre en 2016. Ces faibles chiffres s'expliquent par le fait que seuls les trajets internes à la France sont comptés (outre-mer compris). Les transports aériens et maritimes internationaux ne sont en effet pas pris en compte dans les chiffres des conférences des Nations unies sur le climat.

Au niveau mondial, l'aérien représente en 2015 environ 11 % des émissions de CO2 des transports, soit 1,5 % des émissions totales de gaz à effet de serre. (Les transports émettent 17% du CO2 de nature anthropique à l'échelle mondiale, ramené à la France 11% de 17% cela rejoint les "1,5 % des émissions totales de gaz à effet de serre", soit une quantité insignifiante, qui divisée ou multipliée par deux le demeurera.. - LVOG)

Aligner le transport aérien sur l'objectif de l'Accord de Paris devrait donc passer par une remise en cause des hausses du trafic (Source : L'avion émet 1.500 fois plus de CO2 que le train - Reporterre 15 mai 2019)

Les industriels mettent en avant les avancées : « En soixante ans, les émissions des avions par passager ont été réduites de 80 %, dont 50 % sur les quinze dernières années », a souligné jeudi Marwan Lahoud, président du Gifas et du groupe Airbus. « On peut encore gratter 15 % par rapport à ce qui se fait de mieux actuellement », renchérit Daniel Gaffié, de l'Onera (Office national d'études et de recherches aérospatiales).

Malgré ces avancées, les émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble du secteur aérien français ont augmenté de 62 % entre 1990 et 2012 à cause de la hausse du trafic. Les innovations technologiques « ne pourront pas contrebalancer une augmentation du trafic aérien telle qu'elle est envisagée », tempère Célia Gautier, du Réseau action climat. « Il faut mettre un prix sur la pollution et ça commence par un mécanisme de tarification des émissions de CO2. » (Source : Quelles sont les véritables émissions de CO2 du trafic aérien ? - Le Monde 17 juin 2015)

LVOG - Taxer les riches ? Pas vraiment.

Paul Chiambaretto, professeur associé de stratégie et marketing à Montpellier Business School et chercheur associé à l'école polytechnique, et présentée le 7 novembre lors d'un colloque organisé par l'Union des aéroports français (UAF)

- « Une étude de la DGAC montre que 50% des voyageurs sont des CSP- ou des inactifs, alors que le cliché qu'a un Français moyen d'un passager aérien est quelqu'un de riche, qui voyage essentiellement pour son loisir et qui n'est donc pas obligé de voyager en avion, et qui n'est pas à 10, 15, 20 euros près. Résultat, le transport aérien est perçu comme un gros pollueur qui ne fait pas d'efforts et dont les clients particulièrement riches sont non seulement peu sensibles à des variations de prix, mais ont également un comportement peu vertueux. Il y a tous les ingrédients d'une stigmatisation organisationnelle d'un secteur contre lequel l'opinion publique va se retourner. Le transport aérien est un super bouc émissaire », a-t-il déclaré. (...) Pour rappel, selon le Groupe interministériel d'experts intergouvernemental du climat (Giec), le transport aérien représente 2,5% des émissions de CO2 dans le monde.

Cette mauvaise perception s'ajoute, selon lui, à celle du passager aérien.

« 65% des Français surestiment l'impact négatif du transport aérien et la majorité sous-estime les efforts réalisés pour réduire les émissions de CO2 qui ont diminué de 25% par passager depuis quinze ans, explique le chercheur. 35% des gens qui ne travaillent pas dans ce secteur ne savent pas que les avions consomment entre 2 et 3 litres aux 100 kilomètres par passager, qui

sont des niveaux inférieurs à ceux des voitures hybrides. Or, normalement, on vous applaudit quand vous avez une voiture hybride.» (Source : Aviation : la vérité sur les calculateurs de CO2 (Air France, GoodPlanet, DGAC...) - La Tribune 29.11.2019)

Transport

17% des émissions de CO2 globales par source d'activité

Transport routier

18% des émissions de CO2 globales par source d'activité en incluant l'électricité et l'énergie dans la source finale d'utilisation. Autres transports : 7%.

Transport

15% des émissions de tous les gaz à effet de serre en plus du CO2 (méthane, N2O et halocarbures) par secteur d'activité finale

Emissions de CO2 mondiales par source d'activité - 27 mars 2008

https://www.econologie.com/emissions-co2-mondiales-source-activite

A la louche, "***entre 14% et 75%, selon les hypothèses***"

- Madagascar : les lémuriens menacés par le réchauffement climatique - Franceinfo 24 décembre 2019

Au moins deux types de lémuriens du genre Varecia, espèces emblématiques de Madagascar menacées par la déforestation, pourraient voir plus de 90% de leur habitat disparaître d'ici 50 ans en intégrant les effets du réchauffement climatique, alerte une étude publiée le 23 décembre 2019 dans la revue Nature Climate Change.

Parmi ces espèces, une équipe de scientifiques a étudié l'habitat du vari noir et blanc et du vari roux (varecia variegata et varecia rubra de leurs noms scientifiques), toutes deux déjà classées en danger critique. Comme nombre d'autres lémuriens, 96% des espèces sont classées plus ou moins fortement menacées.

L'équipe scientifique a d'abord modélisé l'évolution de la couverture forestière, selon différents scénarios de déforestation - interdiction stricte ou non de toute coupe dans les zones protégées. Et ce alors que la Grande île a déjà perdu 44% de sa couverture forestière depuis les années 1950.

Les scientifiques ont également évalué l'impact du réchauffement climatique sur la forêt, là encore selon différents scénarios de poursuite des émissions de gaz à effet de serre. A partir de ces données, ils ont évalué les zones qui resteraient habitables par les varis, avec une hypothèse catastrophe où la combinaison des pires scénarios pourrait entraîner une chute dramatique de 95% des zones habitables d'ici 2070. La seule déforestation pourrait réduire leur habitat de 30% dans l'hypothèse d'une protection "stricte" de la forêt, ou du double si la protection est "relâchée". Les effets du changement climatique pourraient le réduire d'entre 14% et 75%, selon les hypothèses. Franceinfo 24 décembre 2019

La biodiversité, d'accord, mais la chaîne alimentaire on s'en moque.

- L'eau contaminée de Fukushima pourrait bien être rejetée dans le Pacifique - huffingtonpost.fr 24 décembre 2019

D'énormes quantités d'eaux contaminées sont toujours stockées dans l'enceinte de la centrale de Fukushima, ravagée par le tsunami de mars 2011.

Le rejet dans l'environnement (mer ou air) de l'eau contaminée de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi est l'unique option restante après que les experts eurent exclu un stockage de longue durée, ont précisé ce mardi 24 décembre à l'AFP les autorités japonaises.

"L'option d'un simple stockage à long terme n'est plus envisagée", a déclaré à l'AFP un fonctionnaire d'Etat souhaitant garder l'anonymat.

Et de préciser que l'ambition du gouvernement est de faire place nette à Fukushima Daiichi: une fois les réacteurs démolis et le site nettoyé, il ne devra rien rester, donc pas de citernes d'eau contenant encore au moins du tritium.

Une quantité massive d'eau contaminée est stockée dans l'enceinte de ce site ravagé par le tsunami de mars 2011. Elle provient de la pluie, des nappes souterraines ou d'injections nécessaires pour refroidir les coeurs des réacteurs entrés en fusion.

Filtrée à plusieurs reprises, elle sera à terme débarrassée d'une grande quantité de radionucléides, sauf le tritium, considéré comme moins dangereux pour l'environnement et les êtres vivants.

Le stockage durable, que recommandaient des organisations écologistes comme Greenpeace, n'étant plus d'actualité, restent trois options jugées les plus faisables, d'un point de vue technique et économique: la dilution en mer, l'évaporation dans l'air ou une combinaison des deux.

Des experts, dont ceux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), poussent depuis des années pour la dilution en mer. Mais ce n'est pas faisable pour le moment car, comme l'a reconnu la compagnie Tokyo Electric Power (Tepco), une grande partie de cette eau est encore lourdement chargée en éléments radioactifs dangereux pour la chaîne alimentaire.

Tepco estime cependant que les citernes seront pleines en 2022.

Une décision finale ne devrait pas être prise avant les jeux Olympiques de Tokyo à l'été 2020, compte tenu du risque diplomatique. huffingtonpost.fr 24 décembre 2019

Place aux pigeons !

- Oui, "73% des moineaux ont disparu à Paris en dix ans" - Journal du Dimanche 23 décembre 2019

La conseillère France insoumise de Paris Danielle Simonnet a écrit sur Twitter que 73% des moineaux avaient disparu à Paris en l'espace de 10 ans. C'est vrai.

Ce chiffre est tiré d'une -enquête de septembre 2017, menée par le Centre ornithologique d'Ile-de-France (Corif) et la Ligue de -protection des -oiseaux (LPO), qui recense 14 -comptages annuels effectués dans la capitale entre 2003 et 2016. Ils révèlent une chute importante de la population de moineaux domestiques (Passer domesticus) à Paris intra-muros. En treize ans précisément, trois moineaux sur quatre ont disparu. Paris n'est pas la seule touchée : en 2002 déjà, le Royaume-Uni inscrivait le moineau domestique sur sa liste d'espèces menacées, après une chute d'environ 60% de sa population entre 1970 et 1990.

L'Allemagne, elle, le considère comme "quasi menacé". Même problème en République tchèque et en Finlande. Hors Europe, le nombre de moineaux baisse en Amérique du Nord et dans certaines régions de l'Inde. Journal du Dimanche 23 décembre 2019

Ils osent tout.

La guerre, c'est la paix.

- Sommes-nous trop lâches pour mettre fin à la guerre d'extermination d'Assad et Poutine en Syrie? - Le HuffPost 27.12

Big brother vous surveille.

- Le Conseil constitutionnel valide très largement la surveillance des réseaux sociaux contre la fraude - huffingtonpost.fr 28.12

Encore un cas de pédophilie qui s'ignore ?

- Joyeuses Fêtes 2019: Marlène Schiappa cherchait un poupon métis, elle l'a trouvé - Le HuffPost 25.12

Quand les extrémistes sionistes revendiquent la direction du Parti travailliste

- L'antisémitisme au sein du Parti travailliste et les élections de 2019 - Slate.fr 25.12

Cette haine du juif révèle un défaut de leadership au sein de la formation politique. Slate.fr 25.12

De honte ? Et blanc... mais pas comme neige !

- Mélenchon se compare au père Noël: "je suis rouge comme lui" - Le HuffPost 24.12

Ne l'était-il pas ?

- Algérie: le puissant général Ahmed Gaïd Salah enterré comme un chef d'Etat - AFP

Révélation. C'est à vous dégoûter de vivre !

- Le moment où commence le vieillissement de l'organisme humain révélé - sputniknews.com 25.12

LVOG - Et devinez quand est-ce qu'il se situe, je vous le donne en mille : "*Le vieillissement commence au moment de la conception ou juste après, considèrent les chercheurs*", non, sans blague !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Croatie

- Croatie : la présidente conservatrice sortante affrontera le centre gauche au second tour - AFP 23 décembre 2019

La cheffe de l'Etat conservatrice sortante en Croatie affrontera un ancien Premier ministre de centre gauche au second tour de la présidentielle après avoir franchi de justesse la première étape et perdu des électeurs au profit d'un chanteur populiste de droite.

Alors que la Croatie prend au début de l'année les rênes de l'Union européenne, elle devra attendre le second tour prévu pour le 5 janvier afin de connaître le nom de son prochain président aux fonctions surtout honorifiques.

Le premier tour dimanche révèle la montée en puissance de la droite dure dans un pays qui fait face à la pression de migrants à ses frontières et est confronté comme ses voisins balkaniques à un exode massif de ses habitants ainsi qu'à une corruption endémique.

Avec près de 30% des voix, l'ancien Premier ministre social-démocrate Zoran Milanovic, 53 ans, arrive en tête du scrutin, selon les résultats officiels après comptage de la quasi totalité des suffrages.

Mais malgré ce succès, le premier tour révèle surtout que même divisée, la droite a progressé en Croatie, estiment les analystes.

La présidente sortante Kolinda Grabar-Kitarovic, 51 ans, a obtenu 26,6% des suffrages. Miroslav Skoro, 57 ans, un artiste devenu populaire dans les années 1990 avec des titres à teneur patriotique, a recueilli 24,4% des voix en promettant de déployer l'armée à la frontière pour empêcher les migrants de passer et de gracier un criminel de guerre.

Mme Grabar-Kitarovic est soutenue par le HDZ (centre droit) qui domine la vie politique depuis l'indépendance en 1991. Elle a passé le plus clair de la campagne électorale à louvoyer entre l'aide modérée et l'aile nationaliste de cette formation.

Dès dimanche soir, la présidente sortante a commencé les opérations de séduction pour tenter de reconquérir son électorat perdu, déclarant même que Miroslav Skoro avait en réalité joué le rôle de "co-candidat" pendant la campagne.

"J'avais un bon co-candidat dans ma sensibilité politique", a-t-elle lancé à ses partisans. "Maintenant, nous devons nous rassembler et aller à la victoire".

Une défaite de Mme Grabar-Kitarovic compliquerait les chances du HDZ et du Premier ministre modéré Andrej Plenkovic aux élections législatives prévues pour 2020.

"La droite radicale montre sa force", constate l'analyste Tihomir Cipek. "Nous verrons si la situation se répètera aux législatives".

L'électorat de gauche s'est rassemblé autour de M. Milanovic, un ancien diplomate épargné par les soupçons de corruption pesant sur bon nombre de membres de la classe politique. Il s'est engagé à faire de la Croatie un "pays normal" avec une justice indépendante, qui respecte les minorités.

"Nous allons vers un second tour et non vers la guerre, les guerres sont terminées", a-t-il dit à ses supporteurs, une

référence apparente aux fréquentes allusions faites par ses rivaux au conflit déclenché par la déclaration d'indépendance de la Croatie en 1991.

Si ses partisans saluent sa détermination, ses contempteurs dénoncent son arrogance. Le gouvernement qu'il avait dirigé de 2011 à 2016 avait déçu car il n'avait pas su mettre fin à la corruption ambiante ni développer l'économie.

La Croatie assumera la présidence tournante de l'UE pour un mandat de six mois qui verra sans doute le Royaume-Uni quitter l'Union et des Etats des Balkans occidentaux frapper à sa porte.

Ce pays, dont les côtes sont baignées par l'Adriatique, est un aimant pour les touristes mais ses habitants s'en vont, un phénomène qui s'est accéléré après son adhésion à l'UE en 2013.

Les émigrés partent chercher une vie meilleure ailleurs en Europe mais invoquent aussi la corruption et le clientélisme ou la piètre qualité des services publics.

Depuis 2013, 190.000 personnes sont parties selon les statistiques officielles, mais les spécialistes estiment qu'en réalité 300.000 habitants manquent à l'appel.

Parallèlement, le taux de natalité est faible, ce qui fait dire aux experts que la Croatie est au bord d'un "effondrement démographique".

L'économie, fortement dépendante du tourisme, manque de bras et compte pour fonctionner sur des migrants en provenance de pays comme la Bosnie, la Serbie et le Kosovo. AFP 23 décembre 2019

LVOG - Vive la Yougoslavie !

Inde

- Inde : nouvelles manifestations contre la loi sur la citoyenneté, le bilan grimpe à 24 morts - AFP 22 décembre 2019

Des milliers de personnes se sont rassemblées samedi dans plusieurs villes indiennes pour protester contre la nouvelle loi sur la citoyenneté, qui provoque une inquiétude grandissante dans le pays et des troubles qui ont fait 24 morts à ce jour.

Ces nouvelles manifestations ont débuté samedi à Chennai, la capitale de l'Etat du Tamil Nadu (sud) et à Patna, dans l'Etat de Bihar (est), où trois manifestants ont été blessés par balles, selon la police. Un rassemblement a également eu lieu à New Delhi, où les manifestants brandissaient au crépuscule leurs téléphones portables allumés, comme s'il s'agissait de torches, devant la plus grande mosquée indienne, Jama Masjid.

Un manifestant est mort samedi dans des heurts avec les forces de l'ordre à Rampur, dans l'Etat de l'Uttar Pradeh (nord), a indiqué la police à l'AFP.

Ces nouveau rassemblements interviennent au lendemain de manifestations qui ont dégénéré vendredi dans l'Uttar Pradesh - Etat le plus peuplé e l'Inde - tuant au moins 15 personnes, dont un enfant de 8 ans, piétiné lors d'une bousculade dans la ville sainte hindoue de Varanasi, dans le même Etat, a indiqué le chef de la police du district, Prabhakar Chaudhary. AFP 22 décembre 2019

Russie

La Russie rappelle que la Pologne et le Reich avaient planifié la déportation des juifs dès 1938 - Réseau Voltaire 25 décembre 2019

Intervenant devant l’état-major militaire russe, le 24 décembre 2019, le président Vladimir Poutine a déclaré avoir pris connaissance de documents d’archives saisis lors de la chute de Berlin, en 1945.

Ils attestent qu’en 1938 la Pologne du maréchal Józef Pilsudski avait envisagé et planifié avec le Reich allemand la déportation des juifs polonais et allemands en Afrique.

Ils sont probablement relatifs au « plan Madagascar » qui fit l’objet d’une commission paritaire entre les deux États, la Commission Lepecki. Ce projet fut abandonné au début de la Seconde Guerre mondiale en raison de l’impossibilité d’acheminer les juifs à destination, du fait de la marine britannique.

Le président Poutine a lié ce rappel au négationnisme historique de l'actuel gouvernement polonais et au vote par le Parlement européen d'une résolution rendant responsable l'Union soviétique de la Seconde Guerre mondiale [1].

[1] « Résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019 sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe (2019/2819(RSP)) », Réseau Voltaire, 19 septembre 2019.

Moscou déploie son "arme absolue", le missile hypersonique Avangard - lexpress.fr 27.12

La Russie a annoncé ce vendredi la mise en service de ses premiers missiles hypersoniques Avangard, l'une des nouvelles armes développées par Moscou et vantées par le président Vladimir Poutine comme "pratiquement invincibles". Il serait capable de voler à plus de 30 000 km/h. Ce système fait partie d'une nouvelle génération de missiles capables, selon Moscou, d'atteindre une cible quasiment partout dans le monde et de surpasser n'importe quel bouclier antimissile existant, tel que le système déployé par les États-Unis en Europe.

Une autre arme vantée comme "invincible" par Vladimir Poutine, le missile lourd balistique intercontinental de cinquième génération Sarmat, doit être livrée aux forces armées russes en 2020. Le Sarmat n'aurait "pratiquement pas de limites en matière de portée" et serait "capable de viser des cibles en traversant le pôle Nord comme le pôle Sud". Parmi les autres systèmes en développement figurent un drone sous-marin à propulsion nucléaire, des missiles hypersoniques destinés aux chasseurs russes ou encore un mystérieux "laser de combat". lexpress.fr 27.12

ÉCONOMIE

Argentine

L'Argentine prend des mesures d'urgence pour tenter de sortir de la crise - AFP 24 décembre 2019

Le gouvernement argentin a promulgué lundi une loi instaurant une série de mesures économiques et fiscales d'urgence destinées à remettre sur les rails l'économie d'un pays en "défaut de paiement virtuel" et plongé dans une crise similaire à celle de 2001, selon le nouveau président Alberto Fernandez.

La loi d'urgence économique prévoit entre autres une hausse de la fiscalité pour les classes moyennes et supérieures, des prestations sociales pour les plus défavorisés et une taxe de 30% sur les achats en devises étrangères, dans un pays où de nombreux habitants ont l'habitude d'économiser en dollars pour faire face aux dévaluations de la monnaie et à l'inflation.

Elle prévoit aussi une augmentation des taxes sur les exportations agricoles, le secteur de l'agro-business étant le seul à avoir progressé ces dernières années.

La loi prévoit notamment un "plan contre la faim", ainsi que l'octroi de primes pour les petites retraites et, pour les plus pauvres, le report ou le gel des augmentations des tarifs des services publics.

L'ex-président de centre droit Mauricio Macri a laissé un pays en proie à la récession et l'inflation. Le peso argentin a chuté de 70% depuis janvier 2018. Il avait demandé fin août un rééchelonnement de la dette, notamment au Fonds monétaire international (FMI) qui a accordé à l'Argentine en 2018 un prêt de 57 milliards de dollars contre un programme d'austérité - elle en a reçu 44 milliards -.

La troisième économie d'Amérique latine a connu une baisse de 3,1% de son PIB en 2019 et une hausse des prix de 55%, une des plus élevées du monde.

La dette publique s'élève à quelque 330 milliards de dollars, soit plus de 90% du PIB, dont les 44 milliards du FMI. En 2016, au début du mandat de Mauricio Macri, elle s'élevait à 20% du PIB. AFP 24 décembre 2019

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 10 janvier 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rectifié une erreur d'adresse, les articles de décembre de la rubrique suivante n'étaient pas disponibles *SOUS NOS YEUX. DU 11 SEPTEMBRE A DONALD TRUMP*.

On a eu avant-hier notre première grève générale de 24 heures de l'année, commandée essentiellement par les partis bourgeois qui sont dans l'opposition parlementaire, car les syndicats n'ont pratiquement aucune influence, hormis dans la fonction publique et certaines grandes entreprises.

J'en veux pour preuve que lorsque je suis sorti de chez moi, au Tamil Nadu où le DMK allié du BJP de Modi est au pouvoir, je ne me suis pas aperçu qu'il y avait une grève générale, tout était ouvert et le village était désert, tout le monde était parti bosser.
En revanche, 10 kilomètres plus loin, arrivé à Pondichéry j'ai constaté que la ville était déserte et tous les rideaux baissés.

Fermes ta boîte ou ton commerce ou on y fout le feu et on te casse la tête, choisis ! Voilà comment se passe en Inde les grèves générales. Il y en a qui appellent encore cela la lutte des classes, ils se moquent de vous. On compte sur vous pour relever ce défi.

Une petite histoire indienne misérable.

Je continue de négliger mes affaires et d'ignorer ce qui se passe en Inde et cela me joue des tours, parce que je concentre toute mon attention à notre cause.

Il y a 5 jours le frère de ma compagne m'a appris qu'il ne me rembourserait pas la somme d'argent assez importante que je lui avais prêtée, au prétexte qu'elle correspondait en grande partie à la dette de sa soeur qu'il avait dû régler en mai 2018. Cette dette correspond à la dot qu'elle avait dû débourser lors du mariage de sa seconde fille il y a de cela déjà quelques années en arrière. Il m'a raconté dimanche soir que lorsqu'il avait repris les travaux de sa maison, le créancier s'était présenté et avait exigé le remboursement immédiat de son prêt, du coup il avait dû régler cette créance avec ses économies, donc il n'avait plus d'argent pour faire ses travaux, d'où la deuxième somme d'argent qu'il m'a empruntée.

Il avait cru après que j'eus commencé à vivre avec sa soeur, qu'elle continuerait à travailler et à lui verser son salaire, comme cela avait été le cas au cours des années antérieures, sauf que moi je n'étais pas au courant de leur arrangement !

Il allait de soi, et je l'avais averti dès le départ, que si sa soeur venait vivre avec moi, elle devrait arrêter de travailler, car il était hors

de question que je continue à me lever à l'aube et de me taper toutes les tâches ménagères, l'entretien du jardin, les courses, la cuisine, etc. Donc après mon déménagement, au bout d'un an n'en pouvant plus de l'accompagner le matin à son boulot et aller la rechercher en fin de journée, elle arrêta de travailler.

Bref, encore un sale type, sans parler de ma compagne, son fils ou toute sa famille qui m'ont soigneusement tenu dans l'ignorance. La meilleure, c'est que les économies qu'il avait de côté provenait en grande partie du salaire de sa soeur, car avec son salaire de 7.000 roupies et le lait de sa vache, je ne vois pas comment il aurait pu économiser 450.000 roupies et acheter en 2013 une parcelle de terrain 350.000 roupies, ou encore dépenser plus de 100.000 roupies en cadeaux de mariage à des membres de sa famille. C'est pour cela que lorsque j'ai rencontré ma compagne elle ne portait que des bijoux en toc et elle mettait les saris de sa soeur, l'épouse de ce gredin, elle possédait absolument rien, pas le moindre ustensile de cuisine ou vêtement, alors qu'elle travaillait 10 à 12 heures par jours 7 jours sur 7 depuis de longues années. Et dire qu'en plus je lui ai fait cadeau de deux réfrigérateurs pratiquement neufs, un climatiseur, un vélo d'appartement neuf, des tabourets, etc. Décidément je suis trop bon !

Quand j'ai déboursé 130.000 roupies pour solder la dot de son épouse, qui est aussi la fille de ma compagne, je pensais que les frais allaient s'arrêter là, mais pas du tout. J'ai ensuite versé 100.000 roupies à son autre fille qui la harcelait pour avoir la paix, soi-disant que sa mère ne lui aurait rien donné lors de son mariage, alors que cela lui avait coûté 450.000 roupies, je l'ignorais évidemment ! Et pour finir j'ai prêté 650.000 roupies à ce type, donc au total ils m'ont soutiré plus de 880.000 roupies en ayant l'intention de ne rien me rembourser du tout.

Pour que je lui prête ces 650.000 roupies, il m'avait assuré que lorsqu'il déménagerait, il vendrait aussitôt sa vieille bicoque 250.000 roupies ainsi que le terrain qui lui appartenait 400.000 roupies, c'était plausible, je ne pouvais pas deviner leurs histoires de dettes ou de dot. J'ai l'habitude de faire confiance aux gens en général, je ne fais pas partie de ces gens animés de mauvaises intentions, sournois et hypocrites, et j'aime rendre service, d'où ce portail d'ailleurs.

Je ne pose pas de questions aux gens ou très peu, je ne mets pas systématiquement en doute leur parole, parce que de mon côté je n’ai rien à leur cacher. Il y a des gens qui sont maladivement soupçonneux ou qui voient le mal partout, généralement ce sont les pires des hypocrites, ce n'est pas mon cas. Rien de tel pour voir à qui on a affaire, et on n'est pas déçu !

Il n'y a pas de contradictions dans mon comportement, on ne me prendra pas en défaut, contrairement à beaucoup de gens qui se font passer pour ce qu'ils ne sont pas. Le fils de ma compagne me doit également encore 240.000 roupies et sa soeur Adi 170.000 roupies. Des prêts sans intérêt. On ne peut pas dire non plus que je serais indifférent aux difficultés des autres ou que je serais avare ou près de mes sous, bien que j'ai une retraite misérable et un capital ridicule en banque pour assurer mes vieux jours.

Cette histoire est bien triste, dégueulasse. En nous quittant dimanche soir, Kumar m'a dit qu'il allait essayer de vendre sa maison d'ici 3 mois et qu'il me verserait 200 à 250.000 roupies, quant au reste, il me verserait entre 2.000 et 4.000 roupies tous les mois. Tu parles, auparavant il devait me verser 4.000 roupies chaque mois et lors des 12 derniers mois il ne m'a versé que 5.000 roupies !

Les cons ça osent tout, je ne le pense pas, mais cela s'applique parfaitement ici. Car quand on a une telle mentalité de merde, on ne peut avoir qu'une vie de merde jusqu'à la fin, cela porte malheur, je les plains plus qu'autres choses. Moi, personnellement, si personne ne me remboursait, j'aurais perdu 1,2 million de roupies, un tiers de mes maigres économies, cela ne m'empêcherait pas de continuer à vivre normalement, très modestement, pas en ascète tout de même, comme disait ma grand-mère, plaie d'argent n'est pas mortelle, bon, jusqu'à un certain point tout de même.

J'ignore pourquoi, tous les gens qui un jour m'ont fait une grosse crasse, l'ont très chèrement payés par la suite, sans que j'y sois pour quelque chose, il faut préciser. Cela ne me soulage pas du tout de le savoir, au contraire, cela m'inquiète, et je me demande quels rapports je vais pouvoir avoir maintenant avec ma compagne à qui je n'adresse plus la parole.

N'allez pas croire pour autant que je serais naïf, je connais très bien la nature humaine, je sais qu'elle est capable du meilleur comme du pire, selon les conditions auxquelles les hommes sont confrontés, et je n'ignorais pas que les conditions en Inde sont particulièrement défavorables ou peu propices à l'épanouissement du meilleur, et que le pire se tenait en embuscade là où on l'attendrait le moins, je viens d'en avoir une confirmation magistrale. N’était-ce pas tout de même tenter le diable ? Peut-être.

Je me souviens qu’un jour, alors que j’étais coursier, j’avais 21 ans, un monsieur bien sur lui d’une cinquantaine d’années, veste écossaise, chemise blanche et cravate, portait un regard insistant dans ma direction, j’étais en train de garer ma mobylette et j’allais déposer une enveloppe à un courtier de la Bourse de commerce à Paris. Spontanément en l’observant attentivement, je me suis dit qu’il envisageait de me la voler. Le meilleur moyen pour m’en assurer consistait à ne pas mettre l’antivol, ce que je fis, et quand je ressortis de la Bourse, la mobylette et notre bonhomme avaient disparu, ce qui me fit éclater de rire, à l'époque il n'y avait pas de chômage ! Je fus licencié sur le champ pour faute grave, la mobylette appartenait à la boîte et en plus il y avait un tas de chèques dans la sacoche.

Et comme quoi les bonnes pensées sont toujours récompensées, on me paya l’intégralité de mon salaire mensuel, ainsi que le prorata de mes congés payés et du 13e mois. Avec cet argent je filai à la FNAC m’acheter un lexis Larousse et quelques ouvrages de Marx et Lénine, et le matériel pour tirer des photos en noir et blanc. J’en profitai pour prendre 10 ou 15 jours de vacances

bien méritées ! 40 ans plus tard, je n'ai pas changé.

Il y a beaucoup de gens qui passent leur temps à débiner sur les autres ou à les juger sans les connaître. Moi, ce n'est pas mon truc, je préfère vivre des expériences et en tirer des enseignements, cela nécessite de faire preuve d'audace et de prendre un certain nombre de risques sans trop savoir où cela nous mènera, mais sans que les conséquences soient irréversibles en cas de désagrément, toute la question est de demeurer maître de la situation de manière à pouvoir s'en tirer ou rebondir comme l'on dit.

C'est aussi la raison pour laquelle je ne suis pas parano. Je sais qu'on ne peut pas penser à tout ou que tout peut toujours se produire, cela fait partie de la vie, la meilleure école de formation pour progresser, je crois que c'est cela aussi qui me motive. C'est l'inverse que d'aller de désillusion en désillusion par ignorance ou insouciance, imprudence ou stupidité, qui vous rend belliqueux, aigri, haineux, je suis trop équilibré mentalement et intellectuellement pour sombrer là-dedans.

Finalement je suis d'excellente humeur, je suis resté fidèle à mes principes ou à mes valeurs, digne de mon idéal, c'est l'essentiel, le reste ne dépend pas de moi !

- 51 pages au format pdf

Le capitalisme à la retraite, place au socialisme !

Les aléas du climat s'ils se confirmaient ou s'amplifiaient, pourraient déstabiliser le capitalisme au point de précipiter la lutte des classes et de rendre indispensable son éradication de la surface de la planète, qui finirait par s'imposer logiquement même aux esprits les plus bornés. C'est tout qu'on peut se souhaiter de meilleur en ce début d'année 2020.

Etre les maîtres du monde ne leur suffisait pas, voilà qu'ils ambitionnent de devenir les maîtres du climat.

Il n'y a pas de "*dérèglement du climat*", mais des variations climatiques naturelles prévisibles et imprévisibles en fonction de nos connaissances.

La sensibilité aux "*événements extrêmes récents*" peut s'expliquer par le fait qu'ils affectent une masse de gens toujours plus importante au fur et à mesure que la population augmente, et qui plus est, qui ne peuvent pas y échapper ou migrer librement. Quant à ceux qui n'y sont pas exposés directement et sont en proie à une propagande hystérique, délirante, fanatique, ils sont portés à y croire à force de l'entendre répéter, de sorte que cette interprétation frauduleuse se substitue à la réalité et aura tendance à renforcer leur penchant schizophrénique.

Pourquoi des peuples entiers sont-ils condamnés à subir impuissants les aléas du climat qui leur rendent l'existence plus qu'insupportable au quotidien ? Pourquoi devraient-ils continuer à vivre dans des endroits aussi inhospitaliers ? Comment une telle barbarie peut-elle exister au XXIe siècle ?

Cette situation n'est pas nouvelle, elle est connue depuis fort longtemps.

Personne n'ignore qu'il existe des endroits sur Terre où les conditions sont quasiment invivables pour l'homme du fait de l'aridité du climat, de la chaleur ou du froid extrême qui y règne, de l'absence d'eau en quantité suffisante. Des peuples s'y établirent à une époque où les conditions climatiques étaient meilleures ou plus clémentes, leur sédentarisation dans ces régions était compatible avec leur niveau de développement économique et démographique, alors que ce n'est plus le cas depuis des années ou de nombreuses décennies, parfois davantage. Pire, ils n'ont plus comme autrefois la possibilité de se déplacer ou de migrer librement vers des terres bien irriguées au climat plus clément. Ils sont dorénavant contraints de demeurer sur place dans des espaces de plus en plus étroits ou limités, où leur survie est gravement menacée du fait de frontières infranchissables tant administratives ou intérieures qu'internationales imposées parfois par les ex-colonisateurs.

Ainsi ils sont davantage otages de leur intégration forcée à la mondialisation et de ses maîtres, que du climat qui sert cyniquement de bouc émissaire à ceux qui finalement sont responsables de leur situation dramatique, et qui à défaut de remettre en cause leur système économique préfèrent les laisser crever ou élever des murs pour contenir leur exode. La libre circulation des marchandises et des capitaux, oui, des hommes, non, surtout quand ils appartiennent aux couches les plus défavorisées,

C'est quoi le processus historique inconscient dont les conséquences à terme devaient devenir hors de contrôle et dramatiques pour les peuples concernés par les variations climatiques. L'anarchie de la production qui caractérise si bien le capitalisme, devait s'étendre à l'existence même des hommes et constituer une lourde menace pour leur survie.

Comme toujours, c'est la loi dialectique de la transformation de la quantité en qualité qui s'applique aussi ici.

- Les hommes se sont reproduits comme des lapins sans se soucier des conséquences qui en découleraient un jour, plus tard...

- Ils se sont installés n'importe où, jusque dans d'anciens lits de rivière, au bord des rivages, à proximité de volcans, dans des déserts de sable ou de glace, dans des zones arides, sismiques, montagneuses...

- Ils ont construit des villes tentaculaires, des mégapoles polluées et surpeuplées, de véritables ghettos géants...

- Ils ont puisé sans compter dans les ressources de la planète...

- Ils ont cultivé n'importe quoi n'importe comment, jusqu'à s'empoisonner pour continuer à se nourrir...

- Ils ont pollué tout ce qui pouvait l'être, cours d'eau, rivière, étang, mer, océan, nappe phréatique, atmosphère...

- Ils ont ravagé la nature, non pas pour satisfaire des besoins, mais uniquement par esprit mercantile...

- Ils ont produit un tas de besoins ou de marchandises aussi inutiles que nuisibles ou toxiques...

De nos jours, prendre conscience que le capitalisme a épuisé son rôle historique ne suffit plus pour l'éradiquer de la surface de la planète et assurer la survie ou le développement harmonieux de notre espèce, c'était valable il y a un encore demi-siècle quand la démographie mondiale était divisée par deux, mais ce n'est plus le cas, sauf à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers comme le font tous les réactionnaires adeptes de la décroissance, ramener la civilisation humaine à une époque antérieure ou générer une formidable régression sociale, c'est de ce processus historique dont il faut prendre impérativement conscience pour pouvoir passer à l'étape supérieure, ce qui implique de mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui le contraint à demeurer esclave du règne de la nécessité.

On dit qu'une personne accablée de difficultés ne peut pas penser normalement ou librement, elle parera au plus pressé pour s'en sortir, et par conséquent elle sera incapable de réfléchir au-delà, de ce fait son destin lui échappera sans cesse sans espoir de l'orienter dans une autre direction. Sous le règne de la nécessité, c'est l'ensemble des hommes quelle que soit leur condition qui sont amenés à adopter ce mode de penser, si bien que s'ils restaient enfermés dans le cycle infernal de la nécessité, un sombre et épouvantable avenir les attendraient, et il arriverait un moment où les jours de leur espèce seraient comptés.

Au cours de ce processus historique inconscient, Marx et Engels ont découvert les lois qui le régissaient et qui permettaient d'y mettre fin, sauf qu'à ce jour ceux qui s'en inspirent sont encore une infime minorité à les maîtriser plus ou moins bien, qui plus est, ils sont isolés ou dispersés, se perdant en polémiques aussi inutiles que stériles.

Assassinat ordinaire, où cela, en Israël, aux Etats-Unis ? Non, en France.

Etat policier. Tu téléphones en conduisant ton scooter : T'es mort !

- Un livreur a trouvé la mort à Paris après un contrôle routier, victime d'une asphyxie avec fracture du larynx lors de son interpellation, selon les premiers résultats de l'autopsie mardi, dont le ministre de l'Intérieur reconnaît qu'elles "soulèvent des questions légitimes", les avocats de la famille dénonçant une "bavure policière".

Cédric Chouviat, 42 ans, a été victime d'un malaise cardiaque vendredi matin, aux abords de la Tour Eiffel, après avoir été plaqué au sol, casque sur la tête, par trois policiers, peu après un contrôle tendu, motivé selon une source policière par un usage du téléphone en conduisant son scooter. AFP 8 janvier 2020

Crime de lèse-majesté patronale.

- Thaïlande : une journaliste condamnée à de la prison pour un tweet - L'Express.fr 9 janvier 2020

Une journaliste thaïlandaise, condamnée à deux ans de prison pour un tweet jugé diffamatoire envers un riche industriel du poulet, a estimé ce jeudi que la loi sur la diffamation en vigueur dans le royaume portait atteinte à la liberté d'expression et de la presse.

En décembre, un tribunal du centre de la Thaïlande a lourdement condamné Suchanee Cloitre pour un tweet, datant de 2016, faisant référence aux conditions de travail dans une ferme du puissant groupe Thammakaset. L'entreprise était alors au centre d'un conflit avec ses employés birmans, qui dénonçaient des conditions de travail et des horaires exténuants.

Dans cette affaire, le patron de Thammakaset a été condamné l'année dernière par la Cour suprême thaïlandaise à verser des indemnités à ses salariés. Mais il a lancé de nombreuses poursuites pour diffamation contre des journalistes, des travailleurs ou des activistes.

Mariée à un Français et maman d'un bébé de 9 mois, Suchanee était journaliste sur une chaîne de télévision, Voice TV, lorsqu'elle a évoqué la situation des employés birmans sur son compte Twitter. Elle est en liberté sous caution depuis sa condamnation le mois dernier, et compte faire appel.

"Le niveau d'autocensure en Thaïlande est très élevé" parmi les journalistes qui traitent des questions sensibles comme les droits de l'homme ou la politique, a déploré Suchanee. L'Express.fr 9 janvier 2020

Quelques sujets de réflexions.

Retour aux sources contre le populisme.

- À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux. » (Engels - « Progrès de la réforme sociale sur le continent », 4-11-1843, trad. fr. : Écrits militaires.)

Nous vivons dans un monde de croyants et d'ignorants, partant de là il ne faut s'étonner de rien.

- George Orwell : Plus une société s'éloigne de la vérité, plus elle va haïr ceux qui la disent.

- Mark Twain : Il est plus facile de tromper les gens que de les convaincre qu'ils ont été trompés.

Croire est un acte de soumission, de renoncement à la liberté.

Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat – Avant-propos – Collège de France – Chronique 7 – Sur le contrôle des esprits.

- Dans le système de 1984, ce qui est donné comme « devant être cru » à un moment donné n'a absolument aucune consistance propre ni aucune autonomie. Il n'est pas demandé à Winston de croire que « 2+2 =5 » parce que, selon l'idéologie du régime, il aurait été établi d'une manière ou d'une autre que « 2+2=4 » est faux et que « 2+2=5 » est vrai.

La seule raison pour laquelle il lui est demandé de croire que « 2+2=5 » est que le régime a décidé que c'est présentement ce qu'il faut croire ; et il faudra croire, de la même manière, que « 2+2=3 » ou de nouveau que « 2+2=4 » sitôt que le régime l'aura décidé.

La marque d'obéissance et de fidélité au régime, ce n'est pas de croire à une idéologie déterminée présentée comme vérité, mais de croire à ce qui est donné à croire pour la seule raison que c'est donné à croire et pour le temps que c'est donné à croire.

L'instabilité absolue des croyances et leur changement permanent est un des traits essentiels du système du contrôle des esprits. C'est un point crucial pour comprendre le concept proprement orwellien de totalitarisme.

Combien sont-ils dans son cas ? La stratégie de la terreur et du chaos était destinée à un avenir universelle.

- Plus que jamais, Pierre Lemaitre (prix Goncourt 2013) se revendique en homme de gauche. De son propre aveu, il se «radicalise» même. «Les gens de gauche finissent souvent en conservateurs. Renaud et Souchon nous expliquent combien Emmanuel Macron est bien. Ils ne sont pas opportunistes, ils sont sincères. Ils se sont embourgeoisés», déplore-t-il. À l'inverse des deux chanteurs qu'il cite, l'auteur se dit aujourd'hui «davantage en colère».

Lorsque nos confrères l'interrogent sur son choix, dans l'hypothèse où Marine Le Pen et Emmanuel Macron se retrouveraient face à face au second tour de la présidentielle de 2022, il prévient: «il y a eu Jacques Chirac en 2002 et Emmanuel Macron en 2017. Il n'y aura pas de troisième fois». Cette fois,«on ne l'y reprendra plus».

«Je suis dans la rue contre Emmanuel Macron, je serai dans la rue contre Marine Le Pen. C'est simple. Je descendrai davantage dans la rue et je me ferai davantage matraquer», anticipe-t-il. Face à des «attaques policières scandaleuses» et une «violence policière indiscutable», il s'interroge: «est-ce que Marine Le Pen aurait fait pire?».

«Nous sommes entrés dans une démocratie autoritaire», poursuit-il, dressant un sombre diagnostic de l'état du pays. La République s'est fragilisée dans ses fondements, liberté, égalité, fraternité. Nous n'analysons plus le monde avec nos valeurs, mais avec nos terreurs.» lefigaro.fr 30 décembre

LVOG - Combien de travailleurs et de militants vont se radicaliser et chercher une issue à la crise du capitalisme ? Combien vont-ils la trouver, et que vont devenir ceux qui n'y seront pas parvenus ? Le monde d'aujourd'hui est le produit d'illusions dans cette République oligarchique...

Le saviez-vous?

Entre 1980 et aujourd'hui, la part de la population chinoise résidant en ville est passée de 18% à 58%. Ce chiffre devrait encore s'accroître de 292 millions de personnes d'ici à 2050. La Chine compte 662 villes, dont 160 dépassent le million d'habitants.

Défense du marxisme.

A propos de l'"***hypocrisie conventionnelle***" universellement répandue.

F. Engels (1884), L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État

Extrait - Nous avons vu plus haut comment, à un degré assez primitif du développement de la production, la force de travail humaine devient capable de fournir un produit bien plus considérable que ce qui est nécessaire à la subsistance des producteurs, et comment ce degré de développement est, pour l'essentiel, le même que celui où apparaissent la division du travail et l'échange entre individus. Il ne fallut plus bien longtemps pour découvrir cette grande « vérité »: que l'homme aussi peut être une marchandise, que la force humaine est matière échangeable et exploitable, si l'on transforme l'homme en esclave. A peine les hommes avaient-ils commencé à pratiquer l'échange que déjà, eux-mêmes, furent échangés.

Avec l'esclavage, qui prit sous la civilisation son développement le plus ample, s'opéra la première grande scission de la société en une classe exploitante et une classe exploitée. Cette scission se maintint pendant toute la période civilisée. L'esclavage est la première forme de l'exploitation, la forme propre au monde antique; le servage lui succède au Moyen Age, le salariat dans les temps modernes. Ce sont là les trois grandes formes de la servitude qui caractérisent les trois grandes époques de la civilisation; l'esclavage, d'abord avoué, et depuis peu déguisé, subsiste toujours à côté d'elles.

Le stade de la production marchande avec lequel commence la civilisation est caractérisé, au point de vue économique, par l'introduction: 1. de la monnaie métallique et, avec elle, du capital-argent, de l'intérêt et de l'usure; 2. des marchands, en tant que classe médiatrice entre les producteurs; 3. de la propriété foncière privée et de l'hypothèque et 4. du travail des esclaves comme forme dominante de la production. La forme de famille correspondant à la civilisation et qui s'instaure définitivement avec elle est la monogamie, la suprématie de l'homme sur la femme et la famille conjugale comme unité économique de la société. Le compendium de la société civilisée est l'État qui, dans toutes les périodes typiques, est exclusivement l'État de la classe dominante et qui reste essentiellement, dans tous les cas, une machine destinée à maintenir dans la sujétion la classe opprimée, exploitée. Sont également caractéristiques pour la civilisation: d'une part, la consolidation de l'opposition entre la ville et la campagne, comme base de toute la division sociale du travail; d'autre part, l'introduction des testaments, en vertu desquels le propriétaire peut disposer de ses biens, même au-delà de la mort. (...)

Avec cette organisation pour base, la civilisation a accompli des choses dont l'ancienne société gentilice n'était pas capable le moins du monde. Mais elle les a accomplies en mettant en branle les instincts et les passions les plus ignobles de l'homme, et en les développant au détriment de toutes ses autres aptitudes. La basse cupidité fut l'âme de la civilisation, de son premier jour à nos jours, la richesse, encore la richesse et toujours la richesse, non pas la richesse de la société, mais celle de ce piètre individu isolé, son unique but déterminant. Si elle a connu, d'aventure, le développement croissant de la science et, en des périodes répétées, la plus splendide floraison de l'art, c'est uniquement parce que, sans eux, la pleine conquête des richesses de notre temps n'eût pas été possible.

Comme le fondement de la civilisation est l'exploitation d'une classe par une autre classe, tout son développement se meut dans une contradiction permanente. Chaque progrès de la production marque en même temps un recul dans la situation de la classe opprimée, c'est-à-dire de la grande majorité. Ce qui est pour les uns un bienfait est nécessairement un mal pour les autres, chaque libération nouvelle de l'une des classes est une oppression nouvelle pour une autre classe. L'introduction du machinisme, dont les effets sont universellement connus aujourd'hui, en fournit la preuve la plus frappante. Et si, comme nous l'avons vu, la différence pouvait encore à peine être établie chez les Barbares entre les droits et les devoirs, la civilisation montre clairement, même au plus inepte, la différence et le contraste qui existe entre les deux, en accordant à l'une des classes à peu près tous les droits, et à l'autre, par contre, à peu près tous les devoirs.

Mais cela ne doit pas être. Ce qui est bon pour la classe dominante doit être bon pour toute la société avec laquelle s'identifie la classe dominante. Donc, plus la civilisation progresse, plus elle est obligée de couvrir avec le manteau de la charité les maux qu'elle a nécessairement engendrés, de les farder ou de les nier, bref, d'instituer une hypocrisie conventionnelle que ne connaissaient ni les formes de société antérieures, ni même les premiers stades de la civilisation, et qui culmine finalement dans l'affirmation suivante: l'exploitation de la classe opprimée serait pratiquée par la classe exploitante uniquement dans l'intérêt même de la classe exploitée; et si cette dernière n'en convient pas, si elle va même jusqu'à se rebeller, c'est la plus noire des ingratitudes envers ses bienfaiteurs, ses exploiteurs.

LVOG - Cette "hypocrisie conventionnelle" est ce qui est le plus répandue au niveau de la société toute entière et la pourrit jusqu'à la racine. Il suffit d'observer le comportement de n'importe quelle personne pour le constater, c'est d'ailleurs ce qui caractérise le mieux cette abominable époque. Chacun trouvera toujours un argument pour le justifier ou se donner bonne conscience.

Par exemple, pour justifier leur indifférence ou leur mépris du malheur ou des souffrances des autres, hypocritement ils expliqueront qu'ils n'en sont pas responsables, qu'ils n'y sont pour rien, qu'ils ne l'ont pas souhaité ou qu'ils ne peuvent rien y changer, ils iront jusqu'à ajouter que personnellement ils ne leur ont rien fait de mal ou qu'on ne les a jamais consultés, par conséquent il serait mal venu de leur reprocher quoi que ce soit, bref, ils sont irréprochables, ils sont parfaits, qu'on se le dise.

Bien qu'ils soient sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante depuis leur naissance, non seulement ils refusent de l'admettre, surtout parmi ceux qui estiment avoir atteint un certain niveau de conscience ou qui disposent d'un statut social supérieur à la majorité, ils ne veulent pas entendre parler des contradictions qui en découlent, et qu'ils ont eux-mêmes adoptées au travers leur comportement. Ils reproduisent sans cesse génération après génération les rapports que l'idéologie de la classe dominante leur a imposée, faites leur remarquer et ils deviennent hystériques et violents... Cette hypocrisie généralisée ou collective les conforte et les réconforte, bien qu'elle fasse aussi leur malheur apparemment encore supportable, ce qui s'explique par le mode de vie médiocre auquel ils se conforment et qui leur tient lieu d'idéal.

Quand Engels disait à la fin du XIXe siècle que "ni les formes de société antérieures, ni même les premiers stades de la civilisation" n'avaient atteint ce stade de l'hypocrisie, on se demande comment il caractériserait notre époque, où elle pulvérise tous les records du passé au regard de l'évolution de la société et des moyens mis à la disposition des hommes pour la réduire, force est de constater qu'ils ont lamentablement échoué.

Si maintenant il y en a encore qui n'ont pas compris que la civilisation humaine était à la croisée des chemins, et qu'il était impératif et urgent de rompre avec ce misérable comportement qui l'avilit, c'est à désespérer. L'humanité est engagée dans une voie qui conduit à son anéantissement, et je ne fais nullement allusion aux variations climatiques, à défaut d'une réaction salutaire qui nécessite avant tout de faire preuve de beaucoup de modestie et de s'en remettre à la dialectique, à la logique la plus élémentaire, ce qui manifestement fait le plus défaut aux hommes...

Quelle est la cause de l'inégalité entre les hommes ?

Friedrich Engels (1878) : Anti-Duhring

Extrait - A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes -animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes -animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement ; et ce fut la cause de l'inégalité.

Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

“ Tous les progrès ultérieurs [au delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution. ”

(La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.)

“ Pour le poète, c'est l'or et l'argent, mais pour le philosophe ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes et perdu le genre humain. ”

Tout nouveau progrès de la civilisation est, en même temps, un nouveau progrès de l'inégalité. Toutes les institutions que se donne la société née avec la civilisation, tournent à l'encontre de leur but primitif.

“ Il est incontestable, et c'est la maxime fondamentale de tout le droit politique, que les peuples se sont donné des chefs pour défendre leur liberté et non les asservir .”

Et cependant, ces chefs deviennent nécessairement les oppresseurs des peuples et renforcent cette oppression Jusqu'au point où l'inégalité, poussée à son comble, se retransforme en son contraire, devient cause de l'égalité : devant le despote tous sont égaux, à savoir égaux à zéro.

“ C'est ici le dernier terme de l'inégalité et le point extrême qui ferme le cercle et touche au point d'où nous sommes partis : c'est ici que tous les particuliers redeviennent égaux, parce qu'ils ne sont rien et que les sujets n'ont plus d'autre loi que la volonté du maître .”

Mais le despote n'est maître que tant qu'il a la violence et c'est pourquoi “ sitôt qu'on peut l'expulser, il n'a point à réclamer contre la violence... La seule force le maintenait, la seule force le renverse. Toutes choses se passent ainsi selon l'ordre naturel . ”

Et ainsi, l'inégalité se change derechef en égalité, non toutefois en cette vieille égalité naturelle de l'homme primitif privé de la parole, mais dans l'égalité supérieure du contrat social. Les oppresseurs subissent l'oppression. C'est la négation de la négation.

Nous n'avons donc pas seulement chez Rousseau une marche de la pensée qui ressemble à s'y méprendre à celle qui est suivie dans le Capital de Marx, mais même dans le détail toute une série des tournures dialectiques dont Marx se sert : processus qui, par nature, sont antagonistes et contiennent une contradiction; transformation d'un extrême en son contraire; enfin, comme noyau de l'ensemble, la négation de la négation.

LVOG - On peut aller plus loin que Engels et Rousseau, à l'état de nature et de sauvagerie, les hommes ne naissent pas égaux et ils ne le seront jamais. Certains seront favorisés par la nature dès leur naissance par rapport aux autres, et profiteront plus tard de ces avantages pour leur imposer leur domination, ce qui ultérieurement donnera naissance aux différentes classes sociales. J'ignore si c'est ce qu'Engels a voulu dire en précisant que la perfectibilité des hommes interviendra "*ultérieurement*". A l'état de sauvage, seule la constitution ou la force physique devait compter chez les hommes pour survivre. Que la loi du plus fort régisse toujours la société n'a rien d'étonnant. On n'est jamais vraiment sorti de cet état de sauvagerie.

C'est donc cette inégalité qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine aussi paradoxal ou contradictoire que cela puisse paraître. C'est la dialectique appliquée à l'évolution de l'homme dès sa conception et rien de plus.

Une représentation exacte de l'univers ne peut se faire que par voie dialectique.

Friedrich Engels - Socialisme utopique et socialisme scientifique, 1880

Extrait - Lorsque nous soumettons à l'examen de la pensée la nature ou l'histoire humaine ou notre propre activité mentale, ce qui s'offre d'abord à nous, c'est le tableau d'un enchevêtrement infini de relations et d'actions réciproques où rien ne reste ce qu'il était, là où il était et comme il était, mais où tout se meut, change, devient et périt. Nous voyons donc d'abord le tableau d'ensemble, dans lequel les détails s'effacent encore plus ou moins; nous prêtons plus d'attention au mouvement, aux passages de l'un à l'autre, aux enchaînements qu'à ce qui se meut, passe et s'enchaîne. Cette manière primitive, naïve, mais correcte quant au fond, d'envisager le monde est celle des philosophes grecs de l'antiquité...

Mais cette manière de voir, si correctement qu'elle saisisse le caractère général du tableau que présente l'ensemble des phénomènes, ne suffit pourtant pas à expliquer les détails dont ce tableau d'ensemble se compose; et tant que nous ne sommes pas capables de les expliquer, nous n'avons pas non plus une idée nette du tableau d'ensemble. Pour connaître ces détails, nous sommes obligés de les détacher de leur enchaînement naturel ou historique et de les étudier individuellement dans leurs qualités, leurs causes et leurs effets particuliers, etc...

Mais cette méthode nous a également légué l'habitude d'appréhender les objets et les processus naturels dans leur isolement, en dehors de la grande connexion d'ensemble, par conséquent non dans leur mouvement, mais dans leur repos; comme des éléments non essentiellement variables, mais fixes; non dans leur vie, mais dans leur mort. Et quand, grâce à Bacon et à Locke, cette manière de voir passa des sciences de la nature à la philosophie, elle produisit l'étroitesse d'esprit spécifique des derniers siècles, le mode de pensée métaphysique.

Pour le métaphysicien, les choses et leurs reflets dans la pensée, les concepts, sont des objets d'étude isolés, à considérer l'un après l'autre et l'un sans l'autre, fixes, rigides, donnés une fois pour toutes. Il ne pense que par antithèses sans moyen terme : il dit oui, oui, non, non; ce qui va au delà ne vaut rien. Pour lui, ou bien une chose existe, ou bien elle n'existe pas; une chose ne peut pas non plus être à la fois elle même et une autre. Le positif et le négatif s'excluent absolument; la cause et l'effet s'opposent de façon tout aussi rigide. Si ce mode de penser nous paraît au premier abord tout à fait évident, c'est qu'il est celui de ce qu'on appelle le bon sens. Mais si respectable que soit ce compagnon tant qu'il reste cantonné dans le domaine prosaïque de ses quatre murs, le bon sens connaît des aventures tout à fait étonnantes dès qu'il se risque dans le vaste monde de la recherche; et la manière de voir métaphysique, si justifiée et même si nécessaire soit elle dans de vastes domaines dont l'étendue varie selon la nature de l'objet, se heurte toujours, tôt ou tard, à une barrière au delà de laquelle elle devient étroite, bornée, abstraite, et se perd en contradictions insolubles: la raison en est que, devant les objets singuliers, elle oublie leur enchaînement; devant leur être, leur devenir et leur périr: devant leur repos, leur mouvement; les arbres l'empêchent de voir la forêt. Pour les besoins de tous les jours, nous savons, par exemple, et nous pouvons dire avec certitude, si un animal existe ou non; mais une étude plus précise nous fait trouver que ce problème est parfois des plus embrouillés, et les juristes le savent très bien, qui se sont évertués en vain à découvrir la limite rationnelle à partir de laquelle tuer un enfant dans le sein de sa mère est un meurtre; et il est tout aussi impossible de constater le moment de la mort, car la physiologie démontre que la mort n'est pas un événement unique et instantané, mais un processus de très longue durée. Pareillement, tout être organique est, à chaque instant, le même et non le même; à chaque instant, il assimile des matières étrangères et en élimine d'autres, à chaque instant des cellules de son corps dépérissent et d'autres se forment; au bout d'un temps plus ou moins long, la substance de ce corps s'est totalement renouvelée, elle a été remplacée par d'autres atomes de matière de sorte que tout être organisé est constamment le même et cependant un autre. A considérer les choses d'un peu près, nous trouvons encore que les deux pôles d'une contradiction, comme positif et négatif, sont tout aussi inséparables qu'opposés et qu'en dépit de toute leur valeur d'antithèse, ils

se pénètrent mutuellement; pareillement, que cause et effet sont des représentations qui ne valent comme telles qu'appliquées à un cas particulier, mais que, dès que nous considérons ce cas particulier dans sa connexion générale avec l'ensemble du monde, elles se fondent, elles se résolvent dans la vue de l'universelle action réciproque, où causes et effets permutent continuellement, où ce qui était effet maintenant ou ici, devient cause ailleurs ou ensuite et vice versa.

Tous ces processus, toutes ces méthodes de pensée n'entrent pas dans le cadre de la pensée métaphysique. Pour la dialectique, par contre, qui appréhende les choses et leurs reflets conceptuels essentiellement dans leur connexion, leur enchaînement, leur mouvement, leur naissance et leur fin, les processus mentionnés plus haut sont autant de confirmations du comportement qui lui est propre. La nature est le banc d'essai de la dialectique et nous devons dire à l'honneur des sciences modernes de la nature qu'elle a fourni pour ce banc d'essai une moisson extrêmement riche de faits qui s'accroît tous les jours, en prouvant ainsi que dans la nature les choses se passent, en dernière analyse, dialectiquement et non métaphysiquement, que la nature ne se meut pas dans l'éternelle monotonie d'un cycle sans cesse répété, mais parcourt une histoire effective...

Une représentation exacte de l'univers, de son évolution et de celle de l'humanité, ainsi que du reflet de cette évolution dans le cerveau des hommes, ne peut donc se faire que par voie dialectique, en tenant constamment compte des actions réciproques universelles du devenir et du finir, des changements progressifs et régressifs.

- La dialectique dite objective, règne dans toute la nature, et la dialectique dite subjective, la pensée dialectique, ne fait que refléter le règne, dans la nature entière, du mouvement par opposition des contraires qui, par leur conflit constant et leur conversion finale l'un en l'autre ou en des formes supérieures, conditionnent précisément la vie de la nature.

LVOG - La dialectique objective et subjective ne coïncident jamais totalement, puisque la dialectique prise comme un tout inclut le devenir ou le futur qui demeure par nature inaccessible.

La dialectique dite subjective chez les hommes reflète imparfaitement la dialectique objective, quand il n'existe pas entre eux un océan abyssal que les hommes vont s'employer à combler au cours de leur existence tout en continuant de l'ignorer, et c'est bien là le formidable défi que la civilisation humaine a à relever, ce dont on s'emploie ici.

Le totalitarisme valait bien une médaille.

La présence de Jean-Francois Cirelli dans la promotion de la Légion d'honneur passe mal - Le HuffPost 1 janvier 2020

Le président de la branche française de BlackRock est accusé de collusion avec le gouvernement sur la réforme des retraites.

Chevalier depuis 2006, il a été élevé officier de la Légion d'honneur par le Premier ministre Édouard Philippe.

Ancien dirigeant de GDF-SUEZ, puis d'Engie, il est l'actuel président de la branche française du plus important gestionnaire d'actifs du monde, BlackRock, fondé en 1998 aux États-Unis et gérant 7000 milliards de dollars.

Son nom a été mis sur le devant de la scène avec l'actuelle réforme des retraites, qui cristallise les tensions dans le pays depuis le 5 décembre.

Dès juin 2017, L'Obs révélait que le PDG de la société américaine, Larry Fink, avait été reçu par Emmanuel Macron à l'Élysée et par Édouard Philippe à Matignon. BlackRock se défend

Selon un article du Canard enchaîné datant de 2017, une vingtaine de personnes gestionnaires de fonds emmenées par BlackRock avaient par ailleurs étaient reçues à l'Élysée, assistant à des exposés de Muriel Pénicaud, Élisabeth Borne, Bruno Le Maire et Benjamin Griveaux, avant un dîner avec des ministres et le président.

Jean-Paul Delevoye, l'ancien monsieur Retraites du gouvernement, avait lui rencontré des personnes de BlackRock en mars 2018, rappelle franceinfo.

Jean-François Cirelli avait aussi rencontré Emmanuel Macron le 10 juillet 2019... Le HuffPost 1 janvier 2020

Hold-up sur nos retraites. Il est "***urgent de défendre ceux qui font l'économie française***" : BlackRock.

La Légion d'honneur attribuée au patron de BlackRock France : Matignon assume - francetvinfo.fr 02.01

Matignon assume une décision "politique"

Avant de prendre cette décision, Edouard Philippe et son équipe se sont posé la question : vu le contexte, élever Jean-François

Cirelli au grade d'officier allait être attaqué. On le savait et on a tranché, avec l'idée qu'il n'est pas question de laisser ce qu'à Matignon on appelle "l'ultragauche" "faire l'opinion".

Dans l'entourage du premier ministre, on estime que la polémique relève d'un "anticapitalisme idiot". On met en avant le parcours de Jean François Cirelli décrit comme "un petit gars de Savoie qui a gravi tous les échelons de la République". "Jean-François Cirelli a été conseiller économique de Jacques Chirac, directeur de cabinet adjoint de Jean-Pierre Raffarin, PDG de Gaz de France. Son travail aujourd'hui c'est de faire venir les investisseurs étrangers en France", détaille un conseiller d'Edouard Philippe qui estime qu'il est "urgent de défendre ceux qui font l'économie française". L'agacement est partagé par l'Elysée

Si Jean-François Cirelli a été promu par le Premier ministre, Emmanuel Macron a validé la décision de le distinguer. Comme à Matignon, à l'Elysée aussi, on qualifie la polémique de "ridicule" et on met en garde contre "l'emballement de la machine complotiste". Et l'on interroge : au nom de quoi aurait-on dégradé ou réfusé une promotion au patron de BlackRock en France : "Quel crime a-t-il commis ?". francetvinfo.fr 02.01

- La secrétaire d'Etat à l'Economie, Agnès Pannier-Runacher, assure que BlackRock, n'a "pas grand-chose à gagner" dans cette réforme des retraites, car "c'est une boîte de Smarties, le marché français", "ça ne représente rien par rapport à leur gestion d'actifs". francetvinfo.fr 02.01

En 2018, les dépenses pour les retraites représentaient 324,9 milliards d'euros. lemonde.fr 06 décembre 2019

LVOG - Cela représente environ 13,7 % du PIB de la France. Quand on sait que BlackRock et consorts parviennent à orienter la politique des milliers d'entreprises dans lesquelles ils ne sont présents qu'à hauteur de 5 à 10%, sans parler de l'importance stratégique que représentes les retraites sur le plan social dans un pays, on aura compris que Pannier-Runacher ne se contente pas de Smarties !

Ce n'est pas tout, BlackRock existe depuis 1998, 324,9 milliards d'euros par an, cela représente 6499 milliards d'euros au bout de 20 ans, combien de commissions versées dans les caisses de BlackRock ?

Des entreprises confient à BlackRock l'argent des retraites de leurs salariés, puis BlackRock le place sur les marchés sous la forme d'achat d'actions. Si ces actions s'effondrent ou que les entreprises qui ont émis ces actions font faillite, ces actions ne valent plus rien et les retraités n'ont plus que leurs yeux pour pleurer, mais BlackRock conserve ses commissions et donc s'enrichit quoi qu'il arrive. Plusieurs procès sont en cours aux Etats-Unis contre BlackRock accusé d'avoir acheté délibérément des actions d'entreprises en difficulté qui ensuite ont fermé.

Lors de la signature de l'accord passé entre ces entreprises et BlackRock, une commission est versé à ce dernier sans qu'on en connaisse le montant ou sur quelle base est établie cette rémunération des services de BlackRock.

RT - Leader mondial dans la gestion d'actifs, BlackRock dispose depuis 2006 d'une filiale française (celle-là même dirigée par Jean-François Cirelli) qui gère, selon des chiffres repris par Franceinfo, «27,4 milliards d'euros de fonds confiés par des clients français».

Fait notable, la société BlackRock est actionnaire de près de la moitié des entreprises du CAC 40, telles que BNP Paribas, Vinci, Saint-Gobain, Société Générale ou encore Total.

Comme le rapporte Franceinfo dans un article publié à la mi-décembre, «depuis plusieurs années, BlackRock se montre extrêmement intéressé pour mettre la main, via ses clients (assureurs, banques...), sur une partie de l'épargne des Français, afin de l'orienter vers l'épargne-retraite».

Si cette implantation en France n'est donc pour l'heure que partielle, malgré de bonnes relations avec l'Elysée, la multinationale ne fait pas mystère de son intention de s'ancrer davantage dans l'Hexagone. «Blackrock veut être beaucoup plus présent dans ce beau pays et nous avons de grandes ambitions pour BlackRock en France», expliquait Jean-François Cirelli sur Franceinfo en juin. Et de préciser, au cours de la même interview : «Nous voulons mettre notre expérience au service de cette nouvelle épargne retraite.»

Alors pourquoi se félicitait il en juin que la loi Pacte allait « permettre aux français de s'approprier l'épargne-retraite » ? rt.com 3 Janvier 2020

Le totalitarisme en marche et ses ramifications.

- Soros et Koch: deux milliardaires alliés contre les «sociétés closes» - RT 30.12

En 2018, George Soros transférait 18 milliards de dollars à ses propres Open Society Foundations (OSF). Un réseau

devenu tentaculaire – Amnesty International, Human Rights Initiative, le Collectif contre l'islamophobie en France, ou encore les Femen: rares sont les associations militantes progressistes à travers le monde à ne pas avoir reçu de chèque des fondations de George Soros.

Aussi, Pierre-Antoine Plaquevent nous rappelle-t-il qu'en France, à l'été 2019, l'alliance citoyenne de femmes musulmanes promouvant le port du burkini avait perçu 80.000 dollars du réseau de George Soros, les Open Society Foundations (OSF). Une somme dérisoire pour les OSF, qui a toutefois donné «une visibilité considérable à un réseau militant qui ne représente pas grand-chose». Cette opération d'agitprop au retentissement médiatique indéniable aurait-elle été possible sans le chèque d'un tel mécène?

Mais injecter de l'argent pour inciter au changement n'a pas attendu le soutien aux minorités. C'est une vieille histoire. Dans un éditorial du Washington Post, le néoconservateur James Kirchick s'inquiétait de voir Soros critiquer l'interventionnisme, saluant explicitement l'influence exercée par les dollars du financier en Europe de l'Est:

«George Soros est considéré à juste titre comme l'un des défenseurs les plus cohérents de la liberté en Europe centrale et orientale. Avant l'effondrement de l'Union soviétique, le financier d'origine hongroise a commencé à investir sa fortune dans des dissidents démocratiques. Une fois le mur de Berlin tombé, ses fondations Open Society ont rapidement ouvert des bureaux dans toute la région, apportant un soutien crucial aux journalistes indépendants, aux militants de la société civile et aux politiciens d'esprit libéral.»

Il est dès lors «ironique de les voir parler d'isolationnisme!», constate Pierre-Antoine Plaquevent. L'Atlantic Council compte parmi ses donateurs les plus importants la fondation de Soros (entre 250 et 500.000 dollars pour la seule année 2018). Koch a quant à lui financé le très néoconservateur American Enterprise Institute, connu pour ses postures va-t-en-guerre, au Moyen-Orient ou face à la Russie.

Pour l'instant, les deux milliardaires n'ont injecté «que» 500.000 dollars chacun dans le nouvel Institut Quincy. À titre de comparaison, la Brookings Institution, de centre gauche, peut compter sur 120 millions de dollars, et l'Heritage Foundation, la maison mère du mouvement conservateur américain, sur près de 90 millions. Un budget bien mince donc, pour Washington, mais aussi pour les deux mécènes. Koch a dépensé plus de 900 millions de dollars depuis 2009. Mais le Quincy Institute ambitionne d'atteindre les six millions dès sa deuxième année d'existence, et peut d'ores et déjà compter sur les carnets d'adresses des deux oligarques.

Le directeur exécutif est Trita Parsi, un chercheur ayant fui l'Iran et rédigé une thèse sous la direction de Francis Fukuyama, l'auteur de La fin de l'histoire. Dans cet ouvrage publié en 1992, qui eut un retentissement mondial, Fukuyama avait pensé, le plus sérieusement du monde, que la démocratie libérale serait le point final de l'évolution idéologique et politique de l'humanité, et s'étendrait à l'échelle mondiale.

Et à vrai dire, Charles Koch est-il vraiment conservateur? Lui et son frère David financent en réalité l'aile libertarienne de la droite américaine. S'ils ont en effet financé d'innombrables candidats du Parti républicain, il s'agissait avant tout d'assurer le respect par ces derniers d'une ligne favorable au libéralisme radical, arc bouté sur la liberté individuelle, le libre marché, c'est-à-dire sur un capitalisme totalement dépourvu de la puissance publique. Une doctrine qui se marie sans peine au libéralisme politique prôné par Soros. Aujourd'hui, la fondation Koch finance entre autres des programmes de recherche et de promotion de «ce qui motive l'intolérance, et les meilleurs moyens de la guérir», car «les différences nous rendent plus forts». Une rhétorique «inclusive», identique à celle de la société ouverte de George Soros, et une critique à peine voilée de l'Amérique de Trump.

L'actuel Président américain a beau être opposé à l'interventionnisme militaire, là n'est pas le problème. Charles Koch avait en 2016 comparé le choix entre Hillary Clinton et Donald Trump à celui entre «un cancer et une crise cardiaque». Ainsi, il avait cessé tout financement de la campagne républicaine après la victoire aux primaires de Donald Trump, dont le nationalisme économique va à l'encontre de sa doctrine, comme nous le précise Pierre-Antoine Plaquevent:

«L'adversaire de l'ordre libéral, c'est le modèle économique alternatif d'une économie de marché dirigée, au niveau national». Un modèle qui gagne du terrain à en croire Plaquevent: «nous l'appellerions Colbertisme en France. On la trouve en Chine, en Russie aussi. C'est aussi ce que tente l'administration Trump.»

Leur nouvelle initiative traduit donc une nouvelle approche selon Plaquevent: «je pense qu'ils ont compris les leçons de l'élection de 2016, qu'ils essaient une approche plus fine». Et notre interlocuteur de l'interpréter: «ce nouveau projet trace la voie d'une stratégie des globalistes: ralentir la marche, essayer de ménager les alliés, etc.»

Aussi, Koch et Soros s'inquiètent-ils du militarisme, car il serait contre-productif: l'ordre libéral se construirait plus efficacement par le commerce que par les armes. En dépit de ses intentions, un tel mondialisme n'est pourtant pas une garantie de paix selon Plaquevent: «plus on dissout les États nationaux, plus on renforce la tendance vers une guerre civile planétaire». Si Hillary Clinton était un «cancer», et Donald Trump une «crise cardiaque», alors peut-être l'alliance Soros-Koch serait-elle virale?

«L'idéologie de la société ouverte est un outil pour casser les défenses immunitaires des sociétés dans laquelle il essaie d'appliquer son ingénierie sociale», selon Pierre-Antoine Plaquevent. Sputnik 30.12

LVOG - Je précise que Pierre-Antoine Plaquevent (tout comme Fabien Bouglé sur les éoliennes) est d'extrême droite.

On s'en fout puisqu'on ne risque pas d'adhérer à son idéologie, par contre les infos qu'ils nous livrent sur Soros nous intéressent. Question : Vous ne pourriez pas les trouver ailleurs ? Vous avez le temps, vous, moi, non ! Demandez-vous plutôt pourquoi les partis ouvriers ne diffusent pas ces infos sur le Net.

J'ai constaté que RT et Sputnik, les deux agences de presse russes publiaient de nombreux articles (et vidéos) de personnalités d'extrême droite ou qui en sont proches. C'est fâcheux et on peut le regretter diront certains, mais on peut comprendre pourquoi, quand on sait que la droite ou la gauche ou encore l'extrême gauche censurent une multitude d'informations ou ne s'y intéressent pas, du coup, les médias deviennent des sources où s'informer sans qu'on les ait choisies.

C'est incroyable mais vrai, quand on se contente comme moi du Net pour s'informer gratuitement. Cela choquera les bonnes consciences qui par ailleurs passent leur temps à se laisser manipuler sans se poser de questions, et qui colportent les pires illusions ou sont amenés parfois à se tromper de combat... Des donneurs de leçons par dessus le marché !

Si nous disposions d'un véritable parti ouvrier, nous réaliserions nous-mêmes ce travail de recherche ou d'investigation et nous publierions nos propres articles. Puisque personne n'a voulu participer à ce portail, ne venez pas vous plaindre de l'origine de certaines informations. Moi j'ai l'honnêteté de le reconnaître parce que je ne peux pas faire autrement, mais il faut que vous sachiez que très souvent certains partagent des informations qui proviennent des mêmes sources sans les mentionner. Eux passeront ou se feront passer pour d'authentiques militants révolutionnaires, tandis que je serai catalogué infréquentable, le monde à l'envers en somme.

En macronie.

Quel pouvoir a-t-il Macron ? Aucun.

On a appris qu'il devait son look à sa Barbie toute fripée.

- Cette remontrance à Emmanuel Macron pour un look choisi par sa femme Brigitte - Closer

LVOG - Et dire qu'il y en qui lui adressent des pétitions... (à lire plus loin)

...et pourtant...

- Popularité : 2019, l'année du rebond pour Emmanuel Macron - Journal du Dimanche 31.12

...et au même moment...

- La classe politique quasiment unanime dans sa condamnation des voeux d'Emmanuel Macron - L'Express.fr 01.01

...du coup...

- Confiance : Macron en légère hausse ("1), selon un sondage - AFP 01.01

...juste le temps de le dire...

- Sondage: Emmanuel Macron entame l'année en position de faiblesse - LeFigaro.fr 9 janvier 2020

La cote de confiance du président de la République baisse de 2 points en janvier, pour s'établir à 25%. LeFigaro.fr 9 janvier 2020

...pire que les éoliennes à abattre...

- La Corrèze va accueillir une sculpture monumentale à l'effigie de Chirac et Hollande - Le HuffPost 01.01

En complément.

- Retraites: Royal accuse le gouvernement de dériver «vers l'ultralibéralisme» - LeFigaro.fr

LVOG - Quel gouvernement, celui auquel elle a participé ? Elle, elle a déjà atteint le rivage...

A LREM la délation commence en interne...

- Une "cellule de signalement" du harcèlement sexuel créée à La République en marche - Le HuffPost 06.01

La vague #MeToo et #BalanceTonPorc qui a permis de lever le silence sur les violences sexuelles dans le milieu du cinéma a aussi touché l'univers politique. Ce lundi 6 janvier, Marlène Schiappa a présenté la "cellule de signalement" qu'elle souhaite mettre en place au sein du parti La République en Marche, rapporte Le Figaro.

Rares sont les partis aux personnalités exemptes d'accusations de harcèlement voire d'agressions sexuelles. Le HuffPost 06.01

...et se poursuit au-delà en faisant régner la terreur :

- Retraites: un député LREM accuse certains grévistes de "terrorisme" - AFP 06.01

Le député LREM du Pas-de-Calais Jean-Pierre Pont a accusé lundi soir de "terrorisme" certains grévistes contre la réforme des retraites, notamment ceux qui veulent bloquer les raffineries. AFP 06.01

LVOG - Comment caractérise-t-on une entreprise qui prétend rendre les hommes vertueux dans une société basée sur de monstrueuses inégalités et injustices sociales ? Totalitaire.

Dossier sur les retraites.

Pourquoi pas à 75 ans ? Cela figure dans un mode de calcul du gouvernement.

- Retraites : jusqu'à quel âge vit-on en bonne santé en France ? - Sciences et Avenir 9 janvier 2020

En France, l'espérance de vie en bonne santé s'élève à 64,5 ans pour les femmes et 63,4 ans pour les hommes. Des chiffres dans la moyenne européenne, qui est de 64 ans pour les femmes et 63,5 pour les hommes.

Un autre mode de calcul du gouvernement consiste à ne prendre en compte que les personnes âgées de plus de 65 ans et de calculer leur espérance vie en bonne santé. Elle est de 11,2 ans pour les femmes et 10,2 pour les hommes. Cette méthode ne prend pas en compte les personnes déjà malades ou en perte d'autonomie avant 65 ans.

La catégorie socio-professionnelle joue également un rôle. 13 années d'espérance de vie séparent les travailleurs les plus aisés des travailleurs les plus pauvres selon l'INSEE. Sciences et Avenir 9 janvier 2020 LVOG - Vous avez bien lu, les femmes de 65 ans auraient encore 11,2 ans à vivre en bonne santé et les hommes 10,2 ans, alors pourquoi dans l'avenir ne travailleraient-ils pas durant cette période ?

Ils ne lâchent jamais le morceau avant leur dernier souffle.

- Réforme des retraites : la bataille de l'opinion va repartir - Journal du Dimanche 29 décembre 2019

Les lignes ont donc peu bougé : une majorité de Français continue -d'avoir une opinion positive envers les grévistes, sans toutefois rejeter le principe d'une réforme des retraites.

Mais ils -nourrissent une défiance à l'égard de celle du -gouvernement. "L'opinion ne fait pas crédit à -Macron", résume Jean-Daniel Lévy, directeur du -département politique et opinion de Harris -Interactive. Dans son étude du 20 -décembre (où le choix se fait uniquement entre soutien et opposition), 62% des Français -approuvaient le mouvement. Journal du Dimanche 29 décembre 2019

Rien n'y fait.

- La grève autour des retraites devient la plus longue en plus de 30 ans - Le HuffPost 01.01

- Dans l'opinion, le soutien à la grève faiblit mais la réforme des retraites reste impopulaire - Journal du Dimanche 7 janvier 2020

Macron joue la carte du pourrissement et les dirigeants syndicaux aussi.

- Retraites: nouvelles manifestations les 14, 15 et 16 janvier - Le HuffPost 10 janvier 2020

L'intersyndicale formée par la CGT, FO, la CFE-CGC, la FSU, Solidaires et des organisations de jeunesse appelle à de nouvelles actions les 14, 15 et 16 janvier pour obtenir le retrait de la réforme des retraites, a-t-elle annoncé ce jeudi 9 décembre dans la soirée à la presse.

Jeudi, les cortèges ont rassemblé 452.000 manifestants selon le ministère de l'Intérieur, près d'1,7 million d'après la CGT, des chiffres en baisse par rapport au 17 décembre. Le HuffPost 10 janvier 2020

Que craignent-ils donc ?

- Retraites: les risques d'une "radicalisation" du mouvement - Le HuffPost 09.01

Comment a-t-on pu en arriver là? Le conflit sur les retraites atteint ce jeudi 9 janvier, jour de mobilisation nationale, son 36e jour de grèves sans interruption depuis le 5 décembre. Un record jamais vu en France depuis 1968.

Depuis une vingtaine d'années, les attitudes sont les mêmes de la part du pouvoir en place: le Président se met en retrait et laisse son gouvernement gérer le conflit qui consiste à attendre l'épuisement des mobilisations. Cette démarche de pourrissement laisse le mouvement perdurer en sachant très bien que les grévistes vont épuiser leurs ressources et qu'ils devront bien à un moment reprendre le travail, parce qu'il faut bien qu'ils mangent. Le HuffPost 09.01

Instrumentalisation.

- Mesurer l'impact écologique des grèves, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

Au bilan économique et social désastreux des grèves s'ajoute un bilan environnemental et sanitaire préoccupant, se lamente Julien Damon. En un mot, de ces mouvements sociaux résultent des dégâts environnementaux. LePoint.fr

Il doit être le seul !

- Retraites: Jadot dit "stop" au projet car "on n'y comprend plus rien" - AFP

Rien de telle qu'une réunion de famille pour y voir plus clair.

- Autriche : Sebastian Kurz revient au pouvoir en tandem avec les Verts - AFP 01.01

Après l'échec de son alliance avec l'extrême droite, le conservateur autrichien Sebastian Kurz revient au pouvoir en tandem avec les Verts et promet de concilier "le meilleur des deux mondes" en "protégeant les frontières et le climat". AFP 01.01

LVOG - Les Verts supplétifs de l'extrême droite, qui en doutait ?

Ca tangue...

- Retraites : des députés LREM souhaitent l'abandon de l'âge pivot - L'Express.fr 31 décembre 2019

- Après les vœux de Macron, Martinez "appelle tous les Français à se mettre en grève" - Le HuffPost 1 janvier 2020

Mobilisation générale.

- Retraites: vers une intense mobilisation du 9 au 11 janvier - Le HuffPost 3 janvier 2020

Les organisations syndicales, opposées à la réforme des retraites, appellent à la grève et à la mobilisation interprofessionnelle les 9, 10 et 11 janvier. Jusqu'à présent, seule la journée du 9 était fixée. "Pour gagner, il faut élargir et amplifier le mouvement dans tous les secteurs professionnels dès le 9 janvier", écrivent les syndicats dans un communiqué commun transmis ce vendredi 3 janvier.

"La population, malgré les pressions gouvernementales et médiatiques, soutient très majoritairement le mouvement social", expliquent-ils. "Elle manifeste son soutien en versant massivement aux caisses de solidarité ou en participant aux initiatives initiées par les organisations syndicales et grévistes".

Une journée de “manifestation dans tout le pays” est programmée pour le samedi 11 janvier. « Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef et UNL appellent à grève interprofessionnelle d’ampleur, dès le 9 janvier, avec des manifestations.... Elles appellent à faire du samedi 11 janvier, une journée de manifestation dans tout le pays... » Le HuffPost 3 janvier 2020

A Macron de choisir !

- NPA - Retrait de la réforme Macron ! (pétition unitaire), 6 janvier 2019.

- Tribune. Une soixantaine de personnalités de gauche demandent le retrait de la réforme des retraites - lejdd.fr 04.01

Une soixantaine de personnalités, d'élus et d'intellectuels lancent une pétition en ligne pour réclamer le retrait de la réforme des retraites. (https://lapetitionretraite.fr)

"Depuis le 5 décembre, des millions d'hommes et de femmes se retrouvent dans les grèves, dont beaucoup en reconductible, et les manifestations à l'appel des organisations syndicales. Ils et elles rejettent la réforme du système de retraites que veulent leur imposer le président de la République et son gouvernement. Ce projet n'est pas acceptable, car il est porteur de régression des droits de chacune et chacun : toutes les hypothétiques avancées proposées par le gouvernement devraient être financées par des baisses de pensions ou par l'allongement de la durée de la vie au travail.

D'autres choix sont pourtant possibles. C'est pourquoi nous demandons le retrait du projet présenté par le Premier ministre, afin que soient ouvertes sans délai de vraies négociations avec les organisations syndicales, pour un système de retraites pleinement juste et solidaire, porteur de progrès pour toutes et tous, sans allongement de la durée de la vie au travail." lejdd.fr 04.01

LVOG - "*Ce projet (...) est porteur de régression des droits de chacune et chacun*" signé par le PS, Place publique, Génération.S, les Radicaux de gauche, on en oublierait presque leur responsabilité et le quinquennat de Hollande...

Bref, Monseigneur, Sa majesté, Son Excellence, vos fidèles et zélés serviteurs vous prient de bien vouloir avoir la bonté d'accéder à leur modeste requête. Rien de tel pour légitimer le pouvoir en place au moment même où il est contesté par la majorité ! Des milliers de pétitions plus tard, et il y en a qui n'ont toujours pas compris qu'elles étaient plus nuisibles qu'utiles à notre cause car elles cautionnent le régime en vigueur.

Quand on est engagé dans une lutte à mort contre un ennemi, faire naître ou favoriser des illusions sur sa véritable nature ou ses réelles intentions constitue un acte de trahison.

- Après les danseuses, les musiciens de l'Opéra de Paris dans la rue pour protester - euronews 31 décembre 2019

Et dire, il y a plus de 50 ans en arrière, si mes parents n'avaient pas refusé que je poursuive l'apprentissage du chant à l'Opéra de Paris, où j'avais été recruté et où mon avenir était tout tracé, j'aurais pu prendre ma retraite à 42 ans. Ironie de l'histoire ou pour déjouer ce mauvais tour, mon parcours ultérieur m'amènera à prendre ma retraite anticipée en Inde aux alentours de 40 ans !

Comme quoi on ne choisit pas vraiment son destin, c'est valable pour nous tous, alors passons-nous de juger les autres, de quel droit, franchement ?

- Retraites: 35e jour de mobilisation, avant le retour des manifestations jeudi - AFP 8 janvier 2020

Le nouveau rendez-vous dans la rue jeudi sera l'occasion de tester les forces en présence, avant une nouvelle mobilisation samedi. L'intersyndicale CGT-FO-Solidaires-CFE-CGC-FSU y réclamera le retrait pur et simple du projet, après plus d'un mois de mobilisation et déjà trois journées d'actions interprofessionnelles, les 5, 10 et 17 décembre.

Dans les écoles, le Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, annonce 40% de grévistes parmi les enseignants jeudi.

En attendant, la grève se poursuivait mercredi, notamment parmi les avocats, mais aussi dans les raffineries qui l'ont toutes votée, mardi, jusqu'à la fin de la semaine. Selon la CGT, au Havre plus aucune expédition de carburant ne se fait au dépôt pétrolier de la Compagnie industrielle maritime (CIM), et le mouvement est reparti mercredi à Fos-sur-Mer (Esso), ainsi que dans les 5 raffineries qui dépendent de Total. AFP 8 janvier 2020

La vieillesse est un naufrage où quand on est otage de sa crasse ignorance.

- Hubert Reeves – Petit manuel de survie en temps de grève - LePoint.fr 31 décembre 2019

La communauté nationale est une société humaine nécessitant la prise en considération de tous ses membres. Cela s'appelle l'intérêt général.

On constate qu'une telle communauté s'éparpille facilement en diverses et très nombreuses associations, en divers syndicats. Rien de plus légitime qu'un groupe défende ses propres intérêts, mais il ne doit pas méconnaître les intérêts d'autres regroupements. Donc même si des opinions, des avis divergent, il est important que cette division n'entraîne pas l'enfermement dans des groupes juxtaposés aux autres. Il serait alors difficile d'échapper à de violents conflits allant jusqu'à prendre en otages des personnes étrangères au problème.

S'il y a conflit d'opinion, garder des relations avec ceux qui ne partagent pas les mêmes idées est nécessaire pour que la communauté nationale ne se fractionne pas déraisonnablement, qu'il n'y ait pas de dérive vers des radicalités en en nourrissant d'autres, opposées, menant à une guerre civile larvée. Penser à soi n'exclut pas de penser aux autres, de cultiver la rencontre, les échanges et le précieux lien social qui nous unit, et nous garde sociables.

On devrait avoir en mémoire que les membres de toute société et donc de la communauté nationale sont des êtres socius (le mot latin d'où vient le mot social), des compagnons, des associés, qui plus est interdépendants.

En cette période de conflits sociaux, il me semble utile de rappeler que notre communauté démocratique doit être sociale. Et qu'il faut donc, notre société étant toujours à améliorer, mener des réformes porteuses de justice sociale. Alors ce seront des réussites ! LePoint.fr 31 décembre 2019

Totalitarisme au quotidien.

- Après des critiques sur Twitter, sa banque lui ferme ses comptes - capital.fr 03.01

C’est une affaire peu banale. La Société générale menace une libraire de Clichy-la-Garenne, dans les Hauts-de-Seine, de fermer son compte professionnel, son compte joint, le compte de son compagnon et celui d’une de ses filles sans raison. Julie Goislard a reçu cinq courriers lui annonçant la fermeture, sous 60 jours, de tous ces comptes alors qu’elle n’affiche aucune difficulté financière ou défaut de paiement qui pourrait justifier de telles procédures, raconte Le Parisien.

Une décision qui pourrait être liée à Twitter. Car Julie Goislard a posté plusieurs messages sur le réseau social pour critiquer le service client de son agence. En effet, le 22 octobre après avoir téléphoné 36 fois à sa banque sans réponse pour un problème sur le terminal de paiement électronique de sa librairie, elle décide d’écrire sur Twitter pour joindre le service client de son établissement. Elle envoie alors plusieurs messages à sa banque pour tenter de l’interpeller sur ses problèmes.

Une situation "totalement délirante"

"Dans la foulée, j’ai reçu un appel du directeur de l’agence, non pas pour m’aider et trouver une solution à mon problème, mais pour me dire d’arrêter de tweeter et pour me menacer de fermer mon compte", raconte la libraire au Parisien. Une menace que l’établissement semble avoir mise à exécution. Le 12 décembre dernier, Julie Goislard reçoit ainsi un premier recommandé avec une lettre à en-tête de la Société générale lui informant qu’elle met fin à son contrat, dans le délai de 60 jours légal.

Elle obtient alors un rendez-vous dans son agence. "Cela a duré exactement six minutes, raconte la libraire. Il a été totalement impossible de discuter et le directeur nous a indiqué qu’il faisait ce qu’il voulait et pouvait même clôturer tous nos comptes". Depuis, trois autres recommandés ont été envoyés à la commerçante à une différence près : l’en-tête de la Société générale a disparu et aucune mention légale de recours au médiateur n’apparaît.

Une situation "totalement délirante" pour la libraire qui a raconté sa mésaventure sur Facebook. De son côté, la Société générale a refusé de commenter ce dossier en vertu de "la confidentialité et du secret bancaire". Elle indique cependant avoir eu connaissance de ce cas et déplore les tweets de la libraire. capital.fr 03.01

La CIA recrute.

- «Sans doute que la CIA n'est pas loin»: pourquoi les USA investissent-ils des millions dans les banlieues françaises? - sputniknews.com 30 décembre 2019

Chaque année, les États-Unis injecteraient trois millions de dollars dans les banlieues françaises pour y financer des projets multiples. Cet intérêt soulève des questions chez ceux qui ne croient pas qu’il s’agisse d’un geste uniquement philanthropique.

Depuis plus de dix ans maintenant, les États-Unis multiplient les programmes d'échanges, culturels, ou simplement les dons financiers au profit d'actions en banlieue. Certains s’interrogent en y voyant une manière de surveiller la France alors que le porte-parole de l'ambassade américaine assure que le but est «d'expliquer les États-Unis aux Français: il s'agit de mieux

se comprendre», rapporte Le Parisien.

«Ces programmes sont déployés sur toute la France, mais c'est vrai qu'ils fonctionnent bien en banlieue. Car nous essayons, au travers de ces projets, d'identifier des dynamiques et des leaders, or la vitalité de la banlieue française s'y prête», explique le porte-parole au quotidien

Les États-Unis injecteraient ainsi chaque année plus de trois millions de dollars dans les banlieues.

Selon une porte-parole de l'ambassade, «les projets financés par l'ambassade dans les banlieues peuvent aller du discours d'un diplomate auprès d'étudiants, ou d'une petite subvention de 3.000 dollars pour soutenir un musicien américain donnant une conférence et un concert avec un centre culturel local, à des projets plus importants, financés à hauteur de 20.000 dollars à 100.000 dollars».

Des suspicions

Cependant, les diplomates ne souhaitent pas aborder le sujet du soft power dans les banlieues françaises malgré certains télégrammes confidentiels exhumés en 2007, lesquels indiquaient que Washington entendait mener une «stratégie d'engagement vers les minorités».

Certaines personnes à l'image de l'essayiste Rokhaya Diallo, du rappeur Ekoué Labitey ou du sous-préfet de Seine-Saint-Denis Fayçal Douhane profitent de ces programmes pour passer plusieurs semaines aux États-Unis et s'y constituent un réseau.

Néanmoins, Stéphane Gatignon, maire de Sevran entre 2001 et 2018, confirme au quotidien que ce geste des Américains n'est pas du tout désintéressé.

«Ils ont compris que beaucoup de musulmans vivent dans nos banlieues, que cette population est parfois délaissée par l'État Français, et qu'une forme d'islam radical a pu s'y développer. Alors, ils essayent de comprendre… De surveiller, aussi, d'une certaine manière, d'avoir des remontées d'informations. Sans doute que la CIA n'est pas loin derrière. Indirectement, elle suit ce que l'ambassade fait dans nos quartiers…», assure-t-il. sputniknews.com 30 décembre 2019

LVOG - Quelle naïveté ou quel crétinisme ce Gatignon !

Dossier sur le climat.

L'urgence climatique. Leur "***motivation***" ? L'argent. Mode d'emploi.

- Sauver la planète, c'est payant - lactualite.com 8 janvier 2020

Longtemps montré du doigt pour son inaction face aux changements climatiques, le monde de la finance prend désormais la menace au sérieux. Sa motivation ? L'argent.

À mesure que l'urgence climatique gagne en intensité, les investisseurs prennent conscience que ce n'est pas seulement l'avenir de la planète qui est en jeu, mais aussi celui de leur portefeuille.

L'industrie financière a une expression pour définir de tels investissements : « ESG », un acronyme d'« environnement, social et gouvernance ». Avant d'inclure une entreprise dans un fonds commun ESG, un gestionnaire regarde notamment l'empreinte carbone de celle-ci (environnement), les conditions de travail des employés (social) ainsi que la diversité de son conseil d'administration (gouvernance). Plus de 2 250 grands investisseurs partout sur la planète se sont déjà engagés à considérer les critères ESG en signant les Principes pour l'investissement responsable, une initiative de l'ONU.

Ce ne sont pas que des vœux pieux. De 2016 à 2018, les actifs investis en tenant compte d'éléments ESG ont bondi de 34 % dans le monde, pour atteindre 40 740 milliards de dollars, révèle un rapport de la Global Sustainable Investment Alliance (GSIA), un regroupement mondial d'investisseurs. C'est davantage d'argent que n'en génère l'économie américaine en un an ! La croissance est telle qu'au Canada, la valeur des placements responsables dépasse maintenant celle des placements traditionnels et s'élève à 2 100 milliards de dollars, toujours selon la GSIA.

Une partie de ce pactole est issue de l'épargne de personnes qui se soucient de l'environnement, mais la grande majorité — 79 % — provient des coffres d'importants gestionnaires. Y compris ceux de la Caisse de dépôt et placement du Québec, dont la quasi-totalité du portefeuille de 327 milliards de dollars tient compte de critères ESG.

La Caisse tient compte de ces risques climatiques dans chacune de ses décisions d'investissement depuis quelques

années. Contrairement à ce que l'on pourrait comprendre, cela ne signifie pas qu'elle boude les placements dans des entreprises qui émettent de grandes quantités de gaz à effet de serre, loin de là. Et elle n'est pas le seul investisseur « responsable » à agir ainsi.

Le terme « ESG » n'est d'ailleurs encadré par aucune législation — un projet en ce sens est toutefois à l'étude en Union européenne. Ce sont des sociétés spécialisées qui, en utilisant leurs propres critères, déterminent la « diversité » d'un conseil d'administration ou encore si une usine est « verte ». Les investisseurs se basent ensuite sur ces analyses pour effectuer leurs choix. Mais ultimement, il revient à chaque gestionnaire d'établir sa stratégie « responsable », notamment en ce qui a trait aux énergies fossiles.

Gestion FÉRIQUE, un gestionnaire de fonds d'investissement réservés aux ingénieurs québécois qui applique une politique d'investissement responsable depuis bientôt 15 ans (voir encadré), a choisi pour le moment de conserver le secteur des hydrocarbures dans ses portefeuilles. « On ne peut pas juste désinvestir, souligne l'un des vice-présidents, Louis Lizotte. Il faut trouver des solutions pour répondre aux besoins en énergie et pour aider les gens qui travaillent dans ce domaine. »

La mission de cette société montréalaise (Æquo) est de convaincre, au nom de grands investisseurs — tels Gestion FÉRIQUE et les administrateurs du Régime de retraite d'Hydro-Québec —, des entreprises cotées en Bourse d'améliorer leur bilan en matière de questions environnementales, sociales et de gouvernance. C'est, dans le jargon de la finance, de l'« engagement actionnarial ».

Convaincre les entreprises de cela requiert toutefois beaucoup de patience. Æquo obtient leur attention grâce au poids financier de ses clients qui, collectivement, pèsent des milliards de dollars.

Si une petite organisation comme Æquo peut avoir une telle portée, imaginez celle de Climate Action 100+, dont les 370 membres cumulent ensemble plus de 46 000 milliards de dollars d'actifs. Ce regroupement international, dont fait partie la Caisse de dépôt et placement, concentre ses efforts d'engagement actionnarial sur 161 entreprises cotées en Bourse qui émettent à elles seules les deux tiers des gaz à effet de serre d'origine industrielle sur Terre.

Depuis la création de Climate Action 100+, à la fin de 2017, plus d'une dizaine des entreprises ciblées se sont engagées à devenir carboneutres au cours des prochaines décennies. C'est le cas du géant du transport maritime Maersk, au Danemark, ainsi que de BHP, une multinationale australienne active dans les secteurs minier et pétrolier.

Faire plier ces géants sur les questions climatiques aurait été inconcevable il y a quelques années à peine. Mais il y a encore beaucoup de travail à faire. Selon le dernier rapport de Climate Action 100+, seules 9 % des 161 entreprises visées ont adopté des cibles de réduction qui respectent les objectifs de l'Accord de Paris.

En août dernier, les PDG d'Amazon, Walmart, Pepsi et 178 autres grandes entreprises américaines ont ébranlé les colonnes du temple du capitalisme en affirmant que les actionnaires ne sont plus la seule priorité des entreprises.

Rassemblés sous la bannière de la Business Roundtable, un lobby du milieu des affaires, ils ont publié un communiqué redéfinissant le rôle de l'entreprise dans la société. En plus de ses actionnaires, celle-ci doit désormais considérer ses employés, ses clients, ses fournisseurs, l'environnement et — les États-Unis étant les États-Unis — son pays.

Il s'agit d'un virage à 180 degrés pour ce groupe qui a longtemps effectué des pressions politiques contre des projets de loi pro-consommateur, pro-travailleur et pro-environnement. Reste à voir si ce changement de discours s'accompagnera d'actions concrètes.

Un acteur est souvent oublié quand il est question du rôle de la finance dans la transition écologique, alors que son pouvoir est pourtant bien plus grand que celui des investisseurs boursiers : le monde bancaire.

Un gestionnaire de fonds qui refuse d'acheter des actions d'une entreprise ayant un mauvais bilan environnemental a peu d'influence sur les activités de cette dernière. Mais si une banque rejette une demande de financement pour construire une usine polluante, les effets sont directs. Surtout si aucune autre institution financière n'est prête à prendre le relais.

C'est ce qui se produit en ce moment dans l'industrie du charbon. Des projets de mines et de centrales thermiques en Australie, en Indonésie, en Afrique du Sud et en Pologne ont récemment reçu des refus de multiples banques, selon l'agence de presse Bloomberg. Cela force les entreprises à se tourner vers des sources de financement plus coûteuses, voire à annuler leurs plans.

Pour guider les banques qui souhaitent considérer les implications environnementales et sociales dans leurs décisions d'affaires, l'ONU a instauré en septembre dernier les Principes pour une banque responsable.

À l'image des Principes pour l'investissement responsable dont ils s'inspirent, les Principes pour une banque responsable sont non contraignants. « C'est vrai qu'on n'a pas tant de redditions de comptes à faire à l'ONU », dit Claude Breton, vice-président de

la responsabilité sociale à la Banque Nationale. « Mais nos actionnaires, eux, s'attendent à des résultats. »

Une partie de son travail consiste d'ailleurs à répondre aux questions « très pointues » d'investisseurs qui demandent comment la Banque atteindra ses engagements. « Et là, je parle de grands noms comme BlackRock [NDLR : l'un des plus importants gestionnaires de fonds au monde]. »

Le défi, pour la Banque Nationale, provient du secteur des énergies fossiles, dont elle est l'une des principales sources de financement au Canada. « On ne va pas sortir de l'industrie, mais on met de la pression sur les entreprises pour qu'elles s'engagent dans la transition. On doit virer tous ensemble pour changer le cours de l'histoire. » lactualite.com 8 janvier 2020

LVOG - Les principaux acteurs de cette funeste comédie sont rassemblés ici, banques, banques centrales, industrie financière ou fonds de placement, multinationales, ONU, "pour changer le cours de l'histoire", autrement dit, imposer un modèle de société totalitaire qui prendrait en compte "les conditions de travail des employés" selon la conception généreuse qu'ils en ont, ce n'est pas dit, mais c'est ce que cela signifie.

Les banques n'ont de compte à rendre à personne, l'industrie financière édicte leurs propres lois, l'ESG, aucun principe n'est contraignant pour les multinationales, sauf pour leurs cibles, y compris des Etats, l'ONU leur offre la légitimité sur un plateau et la boucle est bouclée.

Comment fonctionne la fabrication du consentement ou la manipulation des consciences (à des fins inaouables).

- 85% des Français mettent l'environnement au coeur des municipales - latribune.fr 15.11.2019

Notre sondage Elabe-Veolia confirme que l'écologie est désormais une préoccupation majeure des électeurs... latribune.fr 15.11.2019

Vous avez dit consensus ? Pas vraiment.

Global warning petition - petitionproject.org

Purpose of Petition

The purpose of the Petition Project is to demonstrate that the claim of "settled science" and an overwhelming "consensus" in favor of the hypothesis of human-caused global warming and consequent climatological damage is wrong. No such consensus or settled science exists. As indicated by the petition text and signatory list, a very large number of American scientists reject this hypothesis.

Publicists at the United Nations, Mr. Al Gore, and their supporters frequently claim that only a few "skeptics" remain – skeptics who are still unconvinced about the existence of a catastrophic human-caused global warming emergency.

It is evident that 31,487 Americans with university degrees in science – including 9,029 PhDs, are not "a few." Moreover, from the clear and strong petition statement that they have signed, it is evident that these 31,487 American scientists are not "skeptics."

These scientists are instead convinced that the human-caused global warming hypothesis is without scientific validity and that government action on the basis of this hypothesis would unnecessarily and counterproductively damage both human prosperity and the natural environment of the Earth.

31,487 American scientists have signed this petition (Entre 1998 et 2008, source Wikipédia. On ignore depuis combien de signatures elle a récoltées. - LVOG), including 9,029 with PhDs (Doctorat)

Qualifications of Signers

Signatories are approved for inclusion in the Petition Project list if they have obtained formal educational degrees at the level of Bachelor of Science or higher in appropriate scientific fields. The petition has been circulated only in the United States.

The current list of petition signers includes 9,029 PhD (Doctorat); 7,157 MS (Master en Sciences); 2,586 MD (Doctorat en médecine) and DVM (Docteur en médecine vétérinaire) ; and 12,715 BS (Equivalent de la licence) or equivalent academic degrees. Most of the MD and DVM signers also have underlying degrees in basic science.

Atmosphere, Earth, & Environment (3,805)

Computers & Math (935)
Physics & Aerospace (5,812)
Chemistry (4,822)
Biochemistry, Biology, & Agriculture (2,965)
Medicine (3,046)
General Engineering & General Science (10,102)

Alarme climatique : C'était juste une psychothérapie pour dépressifs ou pour vous rendre complètement schizophrène.

- Le père de Greta Thunberg affirme que son engagement l'a rendue plus heureuse - Le HuffPost 30 décembre 2019

Dans une interview pour la BBC, le père de Greta Thunberg, Svante Thunberg, est revenu sur l'état dépressif de sa fille avant qu'elle ne commence son activisme pour le climat...

D'après lui, la jeune Suédoise ne parlait à personne il y a quelques années, et se nourrissait peu pendant plusieurs mois à cause de sa maladie. Mais elle aurait re-goûté à la joie de vivre depuis que sa voix a pris de l'ampleur sur la question du réchauffement climatique. Le HuffPost 30 décembre 2019

Le scandale de l'éolien.

«Stop aux nouvelles éoliennes !», le cri d'alarme de dix députés - lefigaro.fr 19 juin 2018

Éoliennes : le scandale du Blayais - lepoint.fr

Il faut arrêter avec le scandale des éoliennes » - lavoixdunord.fr 5 mars 2019

Éolien en mer français : du vent dans les pales ... - usinenouvelle.com 9 septembre 2019

Les éoliennes en mer sont en effet en moyenne deux à quatre fois plus grandes ... Soyons clair l'éolien est le scandale de ce début de siècle.

Éolien terrestre. L'éolien est un scandale écolo-financier. la-croix.com 03.12.2019

Jean de Kervasdoué – L'éolien et le photovoltaïque : des voies sans issue - LePoint.fr 30 décembre 2019

Chronique. À l'aide de quelques ordres de grandeur sur l'offre et la demande en électricité, l'économiste explique les limites de ces énergies intermittentes. LePoint.fr 30 décembre 2019

LVOG - Il démontre l'aberration du photovoltaïque et de l'éolien au détriment du nucléaire notamment.

Pour vivre, tout être humain a besoin d'oxygène, d'eau et d'aliments qui lui fournissent de l'énergie et permettent que la vie se maintienne. À chaque instant, les humains luttent contre leur destruction ; elle serait très rapide sans oxygène (quelques minutes), sans eau (deux jours), et sans aliments (cinq à six semaines).

À cette consommation énergétique de base des Homo de la préhistoire s'est ajoutée depuis moins de deux siècles une demande aussi nouvelle que considérable d'énergie requise par les découvertes récentes qui permettent de se chauffer, de se déplacer, de contribuer à de très nombreuses tâches domestiques (laver la vaisselle, le linge, aspirer la poussière…), de fabriquer des machines, d'accroître la productivité de l'agriculture et de se divertir.

Esclaves électriques

Pour illustrer cette transformation des conditions de vie, dès 2006 Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean choisissaient une image parlante : pour vivre aujourd'hui, disaient-ils, tout Européen dispose à son service l'équivalent d'une centaine d'esclaves. Bien entendu ces esclaves énergétiques que l'on branche sur les prises électriques – ou dont on trouve la puissance à la pompe des stations-service – nous servent quotidiennement parce que le coût de l'énergie et le prix du pétrole sont bas.

Les Français consomment surtout des énergies fossiles (69,9 %) et, dans une moindre mesure, de l'énergie nucléaire (17,3 %). La contribution des énergies renouvelables n'est que de 13,3 %, dont l'essentiel provient de la combustion de la biomasse et des déchets (9,7 %). Si on regarde maintenant l'électricité seule, elle ne représente que 24,3 % de la consommation finale

d'énergie en France, pourcentage plus élevé cependant que la part mondiale (20 %). Toutefois, son rôle ne cesse de croître avec l'usage des appareils électroniques et se développera avec les véhicules électriques mais, depuis dix ans, la consommation électrique française est stable du fait de la baisse des usages industriels et de l'amélioration de la productivité des appareils.

Une électricité propre

La production d'électricité mérite en outre une attention particulière, car elle peut ne pas rejeter de dioxyde de carbone. La France – ce n'est pas le cas de l'Allemagne – est en la matière un pays exemplaire, car seulement 11,2 % provient de centrales thermiques, le reste pour 70,9 % provient des centrales nucléaires, 9,8 % des barrages, 4,4 % de l'éolien et 1,7 % du solaire. Toutefois, comme l'électricité n'est qu'à peine le quart de la consommation d'énergie globale, l'éolien ne représente que 1,1 % et le solaire 0,4 % de la consommation finale.

Est-ce que ces deux sources peuvent répondre de manière significative à la demande d'énergie ? La réponse est clairement négative pour deux raisons simples.

La première est que l'une comme l'autre sont intermittentes, or nous consommons aussi de l'électricité la nuit quand les piles photovoltaïques ne marchent pas et nous avons aussi besoin d'électricité quand il n'y a pas de vent ! Ainsi, en Île-de-France, le facteur de charge des éoliennes n'est que de 23,3 %. Il faut alors leur adjoindre d'autres sources (76,7 % pour les éoliennes) et notamment des centrales thermiques au gaz et au charbon qui prennent le relais des défaillances de ces énergies alternatives.

La deuxième raison s'applique également à l'éolien comme au photovoltaïque, car l'une et l'autre de ces deux sources captent de l'énergie diffuse pour la transformer en énergie électrique. Comme cette énergie est peu dense, il faut beaucoup d'éoliennes ou de grandes surfaces de panneaux pour répondre à la demande. Ainsi, Pierre Vincenzo Piazza a calculé que, pour la seule consommation électrique de pointe de Paris, il faudrait installer au sol des panneaux sur 308 kilomètres carrés (trois fois la surface de Paris) ce qui coûterait plusieurs dizaines de milliards d'euros et, nous l'avons dit, du fait de l'intermittence, ne suffirait pas à approvisionner la capitale ! Quant à l'éolien, pour atteindre la production d'un réacteur nucléaire à eau pressurisée (EPR), il faudrait installer des éoliennes sur tout le rivage méditerranéen de Perpignan à Nice, mais cela ne suffirait pas : il faudrait y ajouter le tour de Corse pour atteindre les 800 kilomètres nécessaires à leur installation.

Problèmes de réseau

Capter de l'énergie diffuse et la transformer en électricité posent aussi des problèmes aux réseaux électriques jusque-là conçus pour partir de gros centres de production – les centrales électriques ou les barrages – les transporter par des câbles à très haute tension puis, proche des usagers, transformer cette tension en basse tension, pour que les utilisateurs puissent se brancher et faire marcher leurs esclaves électriques.

Comme toute production électrique, les énergies intermittentes doivent être reliées au réseau ; il faut donc ajouter autant de points d'entrée que d'endroits de production. De surcroît, la ligne doit être calculée pour la puissance maximale de production, or celle-ci varie pour les panneaux entre le jour et la nuit, comme entre les jours ensoleillés et les jours couverts ; quant aux éoliennes, leur puissance de génération varie avec la fréquence et la force du vent. On voit alors que, pour transporter cette faible énergie, il faut modifier la ligne de transport et la calculer en fonction de la capacité maximale de production qui arrive sur le réseau, même quand il n'y a pas besoin. Or, s'il y a mille et une idées pour transformer cette électricité peu utile en hydrogène, en énergie cinétique, en accumulation de chaleur dans le sol, en stockage d'air comprimé… c'est inopérant en réalité, car les éventuelles petites usines à construire transformeraient de trop faibles quantités d'énergie, elles ont de très mauvais rendements et ne sont pas économiquement viables. Rappelons à cette occasion que si aujourd'hui des voitures à hydrogène circulent à Tokyo, cet hydrogène vient d'Australie et est fabriqué grâce à des centrales à charbon !

Perte en ligne

On peut donc se demander s'il y a une utilité, autre que politique, à la taxe destinée au développement des énergies renouvelables en France – la CSPE (Contribution au service public d'électricité) – taxe qui a augmenté de 650 % entre 2002 et 2016 et représente aujourd'hui environ 20 % de la facture des usagers et contribue à la baisse de leur pouvoir d'achat ! Ces énergies demeureront toujours diffuses et intermittentes.

Quand on consomme de l'électricité, on consomme un flux d'électrons. L'électricité est un courant, or les courants ne se stockent pas ! On peut stocker l'eau d'une rivière, mais pas son courant, pas plus qu'on ne peut stocker le vent ou la circulation sanguine. Ce que l'on peut stocker est un dispositif qui transforme l'énergie électrique en une autre énergie, elle stockable, qui recréera de l'électricité quand le besoin apparaîtra. Ainsi, les batteries convertissent l'énergie électrique en énergie chimique, puis l'inverse sur demande, mais toujours avec des pertes importantes aux deux passages. Pour les grands réseaux nationaux, l'énergie électrique peut être transformée en énergie potentielle si l'on remonte de l'eau dans un barrage d'altitude en la pompant pour la turbiner plus tard. Ce système est, de très loin, le plus performant pour le stockage de masse, mais aucun autre système n'a été déployé à grande échelle et, bien entendu, celui-ci requiert la présence de barrages d'altitudes. Rappelons que si l'électricité

se transporte, il y a de la perte en ligne.

Répondre à une demande en hausse

Si l'on quitte un instant la France pour s'intéresser à la consommation mondiale d'énergie, il faut rappeler deux évidences : la population du globe s'accroît et elle s'enrichit. Si, de surcroît, on estime qu'il est impensable d'expliquer à un habitant d'un pays moins développé, mais en forte croissance, qu'il lui sera interdit d'acheter une voiture, de se brancher sur Internet, d'acheter des téléviseurs, des climatiseurs ou une machine à laver, voire de voyager, alors la consommation d'énergie va encore fortement augmenter. Ainsi, S. Richet ne croit pas aux hypothèses de stabilisation de la demande d'énergie dans trente ans et, même si les pays riches baissaient la leur d'ici à 2050, elle augmentera globalement du fait de la demande des pays à forte croissance. En supposant qu'elle se stabilise à seulement 50 % de la consommation actuelle des pays les plus favorisés, la puissance électrique requise pour l'ensemble des activités humaines serait alors de 49 000 GW, en comparaison des 18 000 actuels !

Soit apparaît un état totalitaire qui impose la décroissance, soit on répond à cette demande.

L'énergie nucléaire est la seule candidate sérieuse notamment avec les techniques d'aujourd'hui (surgénérateur) ou de demain (la fusion nucléaire). Dès à présent, cette source utilise peu d'espace (120 hectares pour Flamanville), produit beaucoup d'énergie, une partie importante de ses déchets sont recyclables et elle est peu dangereuse, comme nous expliquerons dans une prochaine chronique. En la matière, les politiques menées en France depuis vingt ans sont pour le moins incompréhensibles, car la France avait un atout qu'elle ne joue plus, ou le joue honteusement et les centrales de demain seront chinoises. Pourtant, c'est bien à la recherche dans ce domaine que devrait financer la CSPE. C'est aussi la seule voie pour limiter le rejet de gaz carbonique, car ne nous leurrons pas : la demande d'énergie continuera de croître et, faute de nucléaire, on y répondra en construisant demain des centrales au gaz ou au charbon, ce que l'on fait aujourd'hui. Quant à la captation de l'énergie diffuse, elle pourrait venir de la photosynthèse, mais ceci est une autre histoire, car il s'agit là d'OGM.

Une fois encore, nous voyons l'onirisme conservateur des écologistes politiques et déplorons que nous n'ayons aucune foi collective dans l'avenir. Là, et là seulement, pourront être trouvées des solutions. LePoint.fr 30 décembre 2019

Quand ils n'ont pas un sexe à la place du cerveau, ils ont un thermomètre...

2019, 2e année la plus chaude dans le monde - AFP 8 janvier 2020

2019 a été la deuxième année la plus chaude dans le monde, concluant une décennie record, selon le service européen Copernicus qui décrit des signes "inquiétants" alors que l'Australie brûle et que les événements météo extrêmes se multiplient.

L'année écoulée se classe deuxième, à seulement 0,04°C derrière 2016, qui reste l'année la plus chaude, mais marquée par un épisode El Niño particulièrement intense.

Selon la NASA, cet exceptionnel El Niño en 2016, courant saisonnier équatorial chaud du Pacifique, avait augmenté la température mondiale de 0,2°C.

Au delà d'une seule année prise individuellement, Copernicus confirme que les cinq années les plus chaudes jamais enregistrées ont été relevées ces cinq dernières années: le mercure est monté entre 1,1 et 1,2°C au dessus de la température de l'ère pré-industrielle.

Et la décennie 2010-2019 a également été la plus chaude depuis le début des mesures.

"Ce sont incontestablement des signes inquiétants", a souligné Jean-Noël Thépaut, directeur du Centre européen de prévisions météorologiques à moyen terme (ECMWF) dont dépend le C3S.

En raison des émissions de gaz à effet de serre générées par les activités humaines, la planète a déjà gagné au moins "1°C par rapport à l'ère pré-industrielle, entraînant des impacts dévastateurs à travers le globe. AFP 8 janvier 2020

Par décret scientifique.

Corrélation CO2-témpérature dans le passé et le présent. - Observatoire des sciences de l'université de Grenoble 9 décembre 2008

Conclusion. Les enregistrements glaciaires antarctiques, analysés via des modèles de densification de la neige, permettent d'inférer un retard du C02 sur la température de quelques centaines d'années pour les dernières déglaciations. Si le signe de cette phase est avancé avec un certain degré de confiance, de fortes incertitudes subsistent quant aux chiffres présentés pour

la quantifier.

Les variations des paramètres orbitaux de la terre semblent initialement à l'origine des cycles glaciaire-interglaciaire ; les changements de température initiaux ont provoqué des variations de la teneur en CO2 de l'atmosphère, notamment via des processus océaniques impliquant majoritairement l'hémisphère sud mais aussi probablement l'hémisphère nord ; ce CO2 a à son tour eu une rétroaction positive sur le changement climatique initial en tant que gaz à effet de serre.

Cette chronologie n'est pas transposable à l'évolution climatique récente, dont l'origine et les mécanismes sont nécessairement différents. L'argument des 800 ans de retard du CO2 sur la température dans les déglaciations du quaternaire n'est donc pas recevable dans un argumentaire niant la responsabilité anthropique du réchauffement climatique actuel.

LVOG - Comment pourrait-il en être autrement en partant du postulat que "la responsabilité anthropique du réchauffement climatique" est acquise ou en écartant systématiquement tous les autres facteurs ? Les variations de la teneur en CO2 de l'atmosphère ont toujours été précédées par celles de la température, sauf de nos jours, alors que le CO2 ne représente qu'une infime partie des gaz dits à effet de serre (4%).

Si vous lisez attentivement ce document, vous constaterez qu'il est bourré d'incertitudes et de contradictions.

Et après ?

L'année 2019 a été la plus chaude jamais enregistrée en Russie - L'Express.fr 30 décembre 2019

L'année 2019 a été la plus chaude enregistrée en Russie depuis le début des relevés météorologiques il y a près de 130 ans, ont annoncé ce lundi les services météo, au moment où Moscou est confronté à un rare hiver sans neige. "D'une manière générale, cette année en Russie a été la plus chaude pour toute la période des observations instrumentales", a noté le directeur du Centre hydro-météorologique, Roman Vilfand, cité par les agences russes.

Selon lui, la température annuelle moyenne enregistrée à Moscou en 2019 a battu le précédent record de chaleur de 0,3° C supplémentaire, se fixant à +7,6-7,7°C, un phénomène observé à l'échelle mondiale sur fond de changement climatique. Les suivis météorologiques existent depuis 1891 en Russie, et depuis 1879 à Moscou. L'Express.fr 30 décembre 2019

Faites ce que je dis, mais ne faites pas ce que je fais.

Malgré leur fibre écolo, les jeunes sont plus consuméristes que leurs aînés - lefigaro.fr 30.12

Plus concernés par le réchauffement climatique, les 15-24 ans n'adoptent pas pour autant un comportement plus écologique que leurs aînés.

Selon une étude réalisée par le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) pour l'Ademe, les jeunes sont effectivement «pénétrés de l'idée que le monde va être profondément bouleversé par le dérèglement climatique». Ils sont même 60% chez les 15-24 ans à penser que «le changement climatique ne sera pas limité à des niveaux acceptables d'ici à la fin du siècle».

Une réalité plus nuancée

Pourtant, comme le relève l'étude en question, «la réalité est plus nuancée»: dans les faits, les comportements des jeunes Français «ne sont pas bien différents de ceux des générations plus âgées». Toujours selon le Crédoc, «ils ne se situent pas vraiment en rupture vis-à-vis du modèle de société consumériste dans lequel ils ont grandi et vivent aujourd'hui, 20 % des 18-24 ans disent que pour eux, consommer est avant tout un plaisir, soit 8 points de plus que la moyenne de la population».

Comme le relève très justement l'étude, «les jeunes adultes restent des consommateurs hédonistes, attirés par les produits innovants et par l'achat malin lors des soldes par exemple». Par exemple, ils sont 30% à déclarer faire les soldes pour «acheter plus» plutôt que «pour économiser de l'argent». Ils ne sont pas non plus prêts à abandonner leurs projets de voyage au nom de leur empreinte carbone. Au contraire, ils prennent l'avion plus souvent que le reste de la population: 28% ont pris l'avion deux fois ou plus dans l'année, soit 9 points de plus que la moyenne.

Les aînés sont également plus impliqués dans la vie quotidienne. «Les jeunes sont moins nombreux à trier leurs déchets, à acheter des légumes de saison et locaux ainsi que des produits ayant moins d'impact sur l'environnement. Ils limitent également moins souvent leur consommation de viande et réduisent moins leur consommation d'électricité» constate le Crédoc.

Le constat est le même en ce qui concerne le «shopping». Malgré l'empreinte écologique des produits électroniques et

technologies, les jeunes expliquent avoir du mal à limiter leur consommation. Ils sont d'ailleurs plus attirés (+ 6 points) par ces outils que la moyenne de la population. En ce qui concerne l'habillement, «seulement 56% des 18-24 ans disent qu'ils réduisent déjà leur consommation de biens et de vêtements en prolongeant leur durée de vie contre 63 % en moyenne» pointe le Crédoc.

LVOG - Normal, ils ont moins de moyens ou ils sont plus pauvres !

«Il n'y a pas de honte à acheter d'occasion»

Pourtant, lorsque nous avons interrogé Fanny, une jeune cheffe de produit dans l'industrie de la mode, elle nous a assuré qu'elle essayait «de ne plus acheter de vêtements neuf, surtout ceux qui viennent de H&M ou de Primark. Je crois que de plus en plus de gens achètent d'occasion, dans des friperies ou via des applications comme Vinted, très répandue parmi mes amis» nous a-t-elle expliqué. «Chez les gens de notre génération, il n'y a pas de honte à acheter d'occasion. C'est même parfois un gage d'originalité» concluait-elle. Un attrait pour l'occasion relevée par le Crédoc: «Plus que la moyenne les jeunes se saisissent des alternatives à l'achat neuf (achat d'occasion, location, emprunt, revente, troc, etc.). Ils sont plus nombreux à déclarer avoir fait des économies en achetant des produits d'occasion (+20 points au-dessus de la moyenne) et en louant des produits (+ 12 points)».

Autre point positif, les jeunes ont une pratique des transports bien plus écologique que leurs prédécesseurs. «De génération en génération, ils sont de moins en moins nombreux à posséder une voiture» remarque l'étude. Résultats, ils sont plus ouverts aux modes alternatifs de transport comme le covoiturage: 56 % ont déjà eu recours à ce mode de déplacement pour une courte distance contre 31 % de l'ensemble de la population. lefigaro.fr 30.12

Pocker menteur.

Extinction Rébellion: «L'écologie ne doit pas devenir une idéologie antihumaniste» - lefigaro.fr 10.12

Baptiste Gauthey dénonce la confiscation de l'écologie politique par une frange minoritaire de la gauche anticapitaliste.

Baptiste Gauthey étudie à la Sorbonne l'histoire des politiques publiques environnementales.

Extrait. À la faveur de sophismes parfois vulgaires, le capitalisme devient le principal coupable des problèmes environnementaux.

Le danger de ce lien de cause à effet simpliste est double. Tout d'abord, il implique une traduction politique totalitaire. Il suffit pour s'en convaincre de considérer la solution que les militants d'Extinction Rébellion entrevoient pour faire face au défi climatique: une «décroissance» dont la mise en œuvre impliquerait mécaniquement une réduction des libertés individuelles. La pensée décroissantiste se propose de déterminer un certain nombre de biens et de services «nécessaires», qui méritent donc un investissement énergétique (qui «valent leur coût écologique») ; tandis que d'autres, jugés superflus, deviendront de moins en moins accessibles et finiront par être interdits. Cette partition ne peut qu'être arbitraire. Ainsi, les libertés individuelles s'effaceront nécessairement au profit de l'intérêt général, élément d'ailleurs caractéristique de tout régime autoritaire. Mais surtout, le plus grand écueil de cette pensée est qu'elle ne dresse pas un tableau réaliste et pragmatique de la situation, et fait donc la promotion d'un nouveau modèle de société qui sera probablement incapable de trouver des solutions efficaces au défi environnemental.

En pointant du doigt le capitalisme et la démocratie libérale occidentale, Extinction Rébellion se trompe de coupable. Le problème environnemental majeur auquel est confronté notre civilisation est un problème que n'importe quel système permettant la hausse du niveau de vie et de la croissance démographique aurait rencontré. Dans ce qui représente un progrès pour les civilisations (et pour l'humain), Extinction Rébellion ne voit que ce qui fait problème. À ce problème elle voudrait répondre, en toute logique, par la décroissance. Cependant, cette solution pèche en ce qu'elle exige des individus qu'ils renoncent à leurs acquis en termes de qualité de vie et de santé - ce qui contrevient à ce que chacun souhaite pour lui-même et ses proches: croître, prospérer et se développer.

Pour tous les écologistes, attachés à la démocratie et à la liberté, le véritable courage serait de s'opposer à la confiscation de l'écologie politique par une frange radicale et minoritaire de la gauche anticapitaliste. La complaisance affichée par certains, voire même le soutien officiel des actions d'Extinction Rébellion (à l'image d'Europe écologie - les Verts) est indigne du combat écologique. La marginalisation de ce combat dans des revendications idéologiques à vocation révolutionnaire déconnectées de la réalité contribue à desservir la cause: les slogans et les belles intentions ne suffisent pas à faire une politique efficace. Le silence d'une jeunesse - et de certaines personnalités publiques - d'habitude si disposées à l'indignation interroge. Ils auraient pourtant tout à gagner à ce que l'écologie politique entre de plain-pied dans les rouages complexes de la réalité. Le défi environnemental est majeur, et c'est par des politiques publiques ambitieuses mais réalistes que nous obtiendrons des résultats efficaces.

L'écologie ne peut devenir une idéologie réactionnaire et antihumaniste, empreinte de la nostalgie d'un passé supposé plus radieux et de sociétés humaines jugées plus pures car prétendument plus proches de la nature. Tout comme le nucléaire, objet

politique contre lequel l'acharnement de certains reposent davantage sur des préjugés philosophiques que sur des fondements scientifiques, l'écologie politique mérite mieux qu'une approche obscurantiste et dogmatique. À un moment charnière de notre histoire, et pour ne pas réitérer les erreurs du passé, il peut être nécessaire de relire celui qui, il y a un peu plus d'un demi-siècle, avait reproché aux intellectuels de son époque de soutenir le parti du mensonge et des crimes au nom de la foi et de la passion idéologique. À ceux-là, Raymond Aron opposait l'éloge de la vérité et de la justice, de la raison et de la lucidité: «Si la tolérance naît du doute, qu'on enseigne à douter des modèles et des utopies, à récuser les prophètes de salut, les annonciateurs de catastrophes. Appelons de nos vœux la venue des sceptiques s'ils doivent éteindre le fanatisme» . lefigaro.fr 10.12

LVOG - L'air de rien, nous sommes encore en présence d'un amalgame. Peut-être parce qu'ils craignent que la véritable gauche anticapitaliste se renforce, alors qu'ils savent qu'elle est inoffensive.

Apparemment Le Figaro ignore ou feint d'ignorer l'origine d'Extinction Rébellion. Si cette officine était de gauche et anticapitaliste, c'est que Al Gore, Gates, Soros et Cie en feraient partie ! Le Figaro en arrive à cette aberration parce qu'il a rien trouvé de mieux pour défendre le capitalisme, et parce qu'il ne peut pas concevoir que les aspects progressistes qui ont accompagné (et favorisé) le développement du capitalisme étaient inhérents à ses contradictions, pour faire bref.

C'est aussi un moyen de faire oublier que l'idéologie qu'on veut nous imposer est "*antihumaniste*", et instrumentalise l'écologie.

Quand la démagogie tourne au fanatisme.

Rennes dit adieu aux terrasses chauffées - euronews 30 décembre 2019

Rennes, son coeur historique et ses nombreux cafés. Ces commerces vont devoir se passer des terrasses chauffées. Celles-ci seront interdites à partir du 1er janvier, pour des raisons écologiques bien sûr. Le chauffage au gaz émet beaucoup de CO_2. Ce n'est pas une première en France puisque les villes de Thonon ou d'Évian ont déjà pris cette décision. euronews 30 décembre 2019

Parole d'internaute.

1- "Cette histoire de climat est bien trop "politique" pour avoir une once de crédibilité …. Cependant continuer à faire tout et n'importe quoi au niveau des responsables politiques en accusant le citoyen lambda d'en être le seul et unique responsable c'est complètement débile."

2- "Ce sont en premier lieu les puissances économiques, seules forces réellement décisionnaires, qui s'appuient sur le politique dont le rôle principal est de faire en sorte que les lois nécessaires puissent s'appliquer dans tous les cas, de manière pragmatique. Contrairement à une idée répandue, l'importance du politique est toute relative, ce qui explique la difficulté à trouver rapidement des solutions aux problèmes environnementaux qui perdurent depuis plusieurs décennies."

3- "Dans les carottes de la dernière déglaciation on constate que le taux de CO_2 a varié de 185 ppm à 265 ppm soit une augmentation relative de 43%, pour une augmentation de température de 6 à 7°C, le tout en 6000 ans à peu près. Durant le siècle l'homme a injecté du CO_2 en augmentant son taux de 40%, pour une augmentation de 0.6°C."

Le dernier stade de la schizophrénie est atteint : Ils ont nommé "***les prochains maîtres du climat du XXIe siècle***" : le monde de l'entreprise et de la finance.

- De nouveaux acteurs dans la lutte contre le réchauffement climatique obtiennent maintenant des résultats tangibles.

Ce sont le monde de l'entreprise et de la finance, les collectivités territoriales, des ONG ou des groupements de citoyens. Face au laxisme des Etats, ils incarnent les prochains maîtres du climat du XXIe siècle. franceculture.fr janvier 2019

LVOG - Effrayant, non ?

Pour service rendu...

Nathalie de Noblet-Ducoudré, chercheuse, membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) a été nommée chevalier de la Légion d'honneur le 1er janvier 2020.

Evapotranspiration : les arbres ont-ils fini d'en suer ? - franceculture.fr 11.12.2019

https://www.franceculture.fr/personne/nathalie-de-noblet-ducoudre-0

Outre Nathalie de Noblet-Ducoudré, Damien Bonal, directeur de recherche à l'INRA participait à cette émission. Voici leurs conclusions.

Nathalie de Noblet-Ducoudré.

- ...il faut voir que si on déforestait l'intégralité des continents ou si on supprimait toute végétation des continents, on ne supprimerait pas toute la pluie des continents, et paradoxalement on ramènerait beaucoup plus de pluie des océans vers les continents, si on rendait la planète totalement désertique. On réduirait pratiquement à zéro l'évapotranspiration, mais la pluie ne diminuerait que d'un facteur d'1,5 par exemple. (...)

LVOG - Autrement dit cela n'influerait pratiquement pas sur les précipitations. Avant elle avait affirmé que seulement un tiers de la vapeur d'eau transporté vers les continents provenait des océans. Autre paradoxe ou plutôt contradiction, en cas de suppression de la totalité de la végétation, les océans suppléeraient en terme de pluie à l'absence d'évapotranspiration sur les continents, mais pas quand il y a déforestation partielle, étrange, non ?

- L'état de nos connaissances sur la distance du transport de la vapeur d'eau, le mécanisme on le connaît, mais la précision est quelque chose qui nous manque encore et qui nous fait encore cruellement défaut.

LVOG - A quel niveau situe-t-elle cette absence de précision ? Tout cela me semble bien obscure.

Elle nous a gratifié de chiffres spectaculaire, je cite : "A l'échelle du globe, nos continents transpirent ou évapotranspirent 74.000 kilomètres cube d'eau par an, c'est-à-dire 74 millions de milliards de litres d'eau", je me demande comment ils ont pu effectuer ce calcul, et comment ils ont pu établir avec certitude que les deux tiers de cette eau provenaient des continents, et non des océans qui couvrent les trois quart de la superficie de la planète.

Le journaliste

Il y a un autre paradoxe non plus quant à la déforestation, mais quant à la concentration de CO_2 atmosphérique, puisqu'il y a un lien entre le CO_2 et la transpiration, plus il y a de CO_2 plus il y a de transpiration, mais en même temps plus il y a de CO_2, plus il y a de production de biomasse, donc plus de feuillage, donc si il y a plus de feuillage, plus il y a de transpiration, cela veut dire que toute ces rétroactions on ne les maîtrise pas très très bien.

Damien Bonal

Tout à fait, disons qu'on les maîtrise à partir d'équations de façon un peu théorique, on les a assez bien compris ces relations (...), mais à l'échelle d'un écosystème ou continental, non, aujourd'hui on ne les maîtrise pas...

Néologie de la terreur climatique.

L'écoanxiété serait "un terme qui fait désormais partie de notre vocabulaire courant", parce que "tous les voyants sont au rouge en matière de changements climatiques". (Source : lactualite.com 30.12)

LVOG - Ce serait plutôt ce genre de fanatiques qui auraient de quoi nous rendre anxieux.

Une menace imminente pourrait faire sombrer l'industrie mondiale de 20.000 milliards de dollars - sputniknews.com 04.01

Principles for Responsible Investment (PRI), un réseau international d'investisseurs représentant 86.000 milliards d'actifs sous gestion, craint que le secteur de l'énergie fossile subisse de lourdes pertes financières à cause d'une transition écologique trop brutale imposée par les gouvernements.

«Il est très peu probable que les gouvernements laissent le monde s'enfoncer vers les 2,7°C sans être contraints d'agir avec force plus tôt», a indiqué la présidente de PRI, Fiona Reynolds, dans un communiqué daté du 21 novembre. Selon elle, les gouvernements ont trop tardé à prendre des mesures fortes. Elle prévoit que la réponse stratégique face à la multiplication des catastrophes liées au changement climatique sera une transition écologique «ferme, abrupte et désordonnée».

PRI a signalé que le secteur des combustibles fossiles pourrait perdre un tiers de sa valeur actuelle, à mesure que les réserves de charbon, de pétrole et de gaz deviennent peu à peu des actifs bloqués, c'est-à-dire qu'ils perdent de leur valeur. Les pertes du secteur énergétique mondial pourraient ainsi s'élever à 4.000 milliards de dollars (3.584 milliards d'euros), et à 20.000 milliards (17.921 milliards d'euros) pour l'ensemble du secteur industriel.

Les banques, compagnies d'assurances et les autres intermédiaires financiers sont mêlés aux secteurs du pétrole et du gaz. Au fur

et à mesure que les actifs sont dépréciés, le coût financier pourrait se multiplier, a indiqué le journaliste Nick Cunningham pour le journal spécialisé Oil Price.

L'effet combiné d'une réévaluation massive des actifs et des dommages physiques croissants liés au changement climatique pourrait déclencher une crise financière. Par exemple, l'une des conséquences du changement climatique, la montée du niveau des océans, va entre autres frapper le marché immobilier le long des côtes. Cela va enclencher divers mécanismes: les gens déménagent, les compagnies d'assurance se retirent de ces zones, les investisseurs retirent leur capital.

Si le niveau de la mer monte de deux mètres d'ici 2100, les pertes sur l'immobilier aux États-Unis pourraient s'élever à 900 milliards de dollars (800 milliards d'euros), selon le rapport du think tank Center for American Progress. Au final, le secteur ne vaudra plus qu'une fraction de ce qu'il valait autrefois. Et il ne s'agit là que d'un seul aspect des conséquences du changement climatique. sputniknews.com 04.01

LVOG - Comme on peut le constater ici, l'agence de presse officelle russe adopte la même rhétorique que les agences de presse occidentales, AFP, AP, Reuters et Euronews principalement. Normal.

Quand réchauffement climatique rime avec pollution ou rend fou !

Réchauffement climatique : 74% des médecins observent une hausse des maladies - rtl.fr 03.01

74% des médecins observent une hausse des maladies leur paraissant en lien avec le climat. Malgré un manque de formation, les médecins prennent en compte les conséquences climatiques sur leurs patients.

Je tousse d'avantage, ça me gratte-là d'un coup et puis j'ai un goût bizarre dans la bouche quand je bois de l'eau du robinet, ça ne serait pas à cause de la pollution, ça docteur ? 78% des médecins interrogés confient devoir répondre davantage qu'hier à des questions du patient mettant en lien maladie et problèmes environnementaux.

Tel est le résultat d'un sondage réalisé par le magazine de presse médical Le Généraliste qui s'est intéressé à la manière dont les conséquences du changement climatique influent sur la pratique médicale. Un intérêt de la part du patient mais également du médecin qui doit désormais en tenir compte. De toute façon il n'a pas le choix, les pathologies changent en même temps que le climat évolue. rtl.fr 03.01

LVOG - On se demandera qu'est-ce qui est le plus inquiétant, leur fanatisme ou ce genre de discours qui tient du totalitarisme.

C'est étonnant, je vis en Inde du Sud depuis 1996 et je n'ai développé aucune pathologie, bien au contraire, et je peux vous dire que je ne supporte toujours pas mieux la chaleur. Ma fille est partie vivre à La Réunion et elle se porte très bien, et mon épouse indienne qui vit en France ne se porte jamais aussi bien que lorsqu'elle retourne en Inde.

Ce ne sont plus des phénomènes naturels, ce sont des "***catastrophes climatiques***".

Jakarta sous les eaux, le sud-est australien en feu - journaldelenvironnement.net 03 janvier

L'année 2020 débute sous le signe des catastrophes climatiques en Indonésie et en Australie. journaldelenvironnement.net 03 janvier

Ces psychopathes promettent de vous pourrir la vie 365j/365.

Le réchauffement, désormais présent au jour le jour - journaldelenvironnement.net 03 janvier

Au niveau mondial, météorologie et climat se rapprochent dangereusement: si les températures demeurent très variables au niveau régional, chaque journée écoulée depuis 2012 porte désormais l'empreinte du réchauffement en cours, révèle une étude publiée jeudi 2 janvier dans Nature Climate Change.

Le réchauffement climatique n'empêche pas que certaines régions connaissent des froids extrêmes, très en-dessous des normales saisonnières. En cause, le fait que la météorologie, qui porte sur le court terme, se distingue par sa grande variabilité. A l'inverse, le climat, qui a trait au long terme, se réchauffe inexorablement, et ce depuis plusieurs décennies.

Dans son étude, l'équipe de Reto Knutti, de l'Institut pour la science atmosphérique et climatique (Ecole polytechnique fédérale, Zurich), révèle que les frontières entre météorologie et climat sont en train de s'estomper. Pas au niveau régional: aux échelons locaux, il est encore impossible de discerner le réchauffement du bruit de fond météorologique. Au niveau mondial, c'est une autre paire de manches.

Une empreinte toujours plus marquée

Les chercheurs démontrent l'existence d'une empreinte climatique toujours plus forte, dépassant la variabilité météorologique naturelle, et ce aussi bien pour la température que pour le niveau d'humidité.

Leur analyse montre en effet que chaque journée écoulée depuis mars 2012 porte la marque du réchauffement climatique, du moins lorsqu'on analyse la météorologie mondiale.

La variabilité naturelle dépassée

Idem pour les années depuis 1999, ainsi que pour les mois depuis 2001: pour les premières comme pour les seconds, l'empreinte du réchauffement dépasse systématiquement la variabilité naturelle.

Selon les chercheurs, ces résultats viennent enrichir «la détection traditionnelle du changement climatique, tout en ouvrant des perspectives en termes de communication sur les évènements météorologiques locaux et sur le réchauffement mondial: au niveau local, les changements liés au réchauffement émergent au fil des décennies, alors qu'au niveau mondial, ils sont désormais détectés de manière instantanée». journaldelenvironnement.net 03 janvier

Inquisition. De quoi ***"encourager***" l'obscurantisme.

Le véganisme est une «croyance» protégée par la loi, estime un tribunal britannique - LeFigaro.fr 4 janvier 2020

Cette décision implique que le véganisme peut désormais être protégé par la législation contre les discriminations.

La justice britannique du travail a jugé vendredi que le véganisme éthique constituait une «croyance philosophique» protégée par la législation contre les discriminations, dans le cadre d'une affaire sur un licenciement contesté. «Je suis totalement convaincu que le véganisme éthique constitue une croyance philosophique», a déclaré le juge Robin Postle, du tribunal prudhommal de Norwich (est de l'Angleterre, ndlr).

Un végan éthique ne consomme aucun aliment d'origine animale et refuse aussi toute exploitation animale (port de cuir, de laine ou utilisation de cosmétiques testés sur des animaux).

La loi de 2010 sur l'égalité définit la «croyance philosophique» comme une croyance authentique, et «non une opinion ou un point de vue basé sur l'état actuel des informations disponibles». Elle doit aussi être compatible avec la dignité humaine et ne pas entrer en conflit avec les droits fondamentaux d'autrui.

Ce jugement «contribuera à encourager le véganisme parce que les végans qui pourraient avoir peur de parler de leur croyance, qui pourraient ne pas se sentir bienvenus, se sentiront désormais valorisés», a réagi Jordi Casamitjana devant la presse, un résident londonien de 55 ans qui clame avoir été licencié pour ses convictions véganes. Cela aura «un effet domino», selon lui: avec plus de végans, cela aidera «plus d'animaux, l'environnement, la santé».

Toute insulte envers des végans éthiques «pourrait être perçue comme du harcèlement de la même manière qu'une insulte raciste ou sexiste peut être discriminatoire». AFP 4 janvier 2020

LVOG - Si vous faites des recherches pour apprendre comment le véganisme a pu se développer, vous découvrirez que les mêmes acteurs que le Green New Deal s'en étaient emparés, qui n'ont rien d'éthique évidemment, sans pour autant adopter cette pratique, cela allait de soi aussi.

Greenwashing ou la blanchisseuse du régime.

Je rappelle que ce blog censure systématiquement mes commentaires et qu'il est impossible de citer (notamment) le blog des climato-réalistes sans s'exposer à la même sanction.

Comment sauver la planète et nous sauver nous-mêmes par Chris Hedges - Les-Crises.fr 3 janvier 2020

Si vous ne lisez qu'un seul livre cette année, alors ce doit être celui de Roger Hallam « Common Sense For The 21st Century. Les-Crises.fr 3 janvier 2020

Les-Crises, son créateur et propriétaire est lié à la finance.

Les-Crises.fr - Qui sommes nous ?

- Diplômé de l'Institut de Science Financière et d'Assurances et de l'EM-Lyon, Olivier Berruyer est actuaire, profession chargée de la gestion du risque dans l'assurance et la finance, dont il a été membre de ce qui est un équivalent du "Conseil de l'Ordre" durant 4 ans. (Source : Les-Crises.fr)

Olivier Berruyer a su hisser Les-Crises parmi les sites des plus influent de la blogosphère française. (Source : Le Parisien)

Les-Crises est présenté comme le premier ou le second blog économique en France par son audience ou son influence, alors qu'en réalité, si vous vous connectez sur ce blog depuis des années, vous aurez observé qu'il ne publie pratiquement pas d'articles consacrés à l'économie ou à la marge uniquement. Voilà ce qui a aiguisé ma curiosité.

En réalité et contrairement à ce qu'il affirme, c'est un blog engagé qui essentiellement diffuse la propagande officielle, le reste du temps il produit (rarement) ou reproduit des articles inoffensifs où on peut déceler une multitude de contradictions, de telle sorte que la confusion qui en ressort ne permettra jamais aux lecteurs de pouvoir se faire librement une idée de la situation ou d'essayer de mieux la comprendre, ce qui l'amènera à s'en accommoder, à part cette explication ou cet objectif, je n'en ai pas trouvé d'autres.

Comme dans beaucoup de blogs et la plupart des partis politiques, les critiques que l'on peut lire ici ou là ne servent qu'à cautionner l'ordre établi, que leurs auteurs proposent d'amender à la marge pour soulager leur conscience ou satisfaire leurs besoins individuels, à la manière d'EELV ou du greenwashing si vous préférez.

Donc ce blog a cru bon de publier un article qui fait l'éloge du co-fondateur d'Extinction Rébellion, Roger Hallam. Voyons de quoi il retourne.

Qu'est-ce que Extinction Rébellion (suite) ?

"Un pur produit de l'establishment financier de la City" (Les Echos)

- Quand Extinction Rébellion s'attire la sympathie des hedge funds - lesechos.fr 21 octobre 2019

Le mouvement activiste de désobéissance civile pour le climat s'attire la sympathie de certains hedge funds. Chris Hohn, le fondateur du hedge fund TCI a fait un don au groupe. Il pourrait bénéficier aussi du soutien discret de la fondation pour une société libre de George Soros.

Sir Chris Hohn, le fondateur du hedge fund activiste TCI , et dont la fortune personnelle est estimée à 1,2 milliard de livres, a effectué un don de 50.000 livres au mouvement Extinction Rébellion . A cette somme s'ajoute un versement de 150.000 livres au travers de sa fondation (Children's Investment Fund Foundation).

Soros et la « crise climatique »

Selon Paul Homewood, qui tient un blog très critique des mouvements environnementaux, la fondation pour une société Libre de George Soros , ferait aussi partie des donateurs d'Extinction Rébellion, selon des documents internes. Le milliardaire, fondateur du plus célèbre hedge fund, le Quantum Fund, n'étant pas la figure la plus populaire au sein de la mouvance altermondialiste, le mouvement Extinction Rebellion serait resté discret sur cet embarrassant donateur.

Le mouvement Extinction Rebellion a connu une envolée de ses dons depuis ses coups d'éclat médiatiques à Londres. Il a collecté autour de 2,5 millions de livres lors des 12 derniers mois selon le « Financial Times ».

La personne en charge de la gestion des dons chez Extinction Rebellion est un pur produit de l'establishment financier de la City. Andrew Medhurst est un ancien trader sur les produits dérivés et passé par des établissements comme HSBC et Lloyds. Après une carrière de 30 ans dans la finance mondiale, il s'est « mis au vert ». lesechos.fr 21 octobre 2019

Continuons notre exploration de cet univers glauque de la finance, verte, s'il vous plaît.

Le 12 juillet, le Climate Emergency Fund créé par l'investisseur Trevor Neilson a réalisé un don de près de 550 000 euros à Extinction Rebellion US et aux mouvements de grève pour le climat, et la fille de l'ancien sénateur Robert Kennedy Rory Kennedy et Aileen Getty, une des héritières d'un empire pétrolier américain, s'est engagé à verser 350 000 dollars (316 000 euros) à XR

Trevor Neilson est le PDG de la société i(x) investments, co-fondée avec le petit-fils du financier milliardaire et 3e fortune mondiale, Warren E. Buffett. Il a aussi été directeur exécutif de la Global Business Coalition, une coalition de plus de

200 multinationales dédiée aux questions de santé et créée avec le fondateur de Microsoft Bill Gates, le financier George Soros et le fondateur de CNN Ted Turner. Ex-dirigeant de la Fondation Bill & Melinda Gates, Neilson a été nommé « Jeune leader global » par la Forum économique mondial et a servi à la Maison Blanche sous l'administration de Bill Clinton. novethic.fr 22.08.2019 ; valeursactuelles.com 02.10.2019 ; Libération 11.10.2019

Gail Bradbrook co-fondatrice du mouvement est à bien des égards celle par qui le soupçon arrive. Avant de lancer XR, elle a travaillé pour de nombreuses ONG très proches des milieux d'affaires et du pouvoir et notamment du gouvernement de Tony Blair. Cette apôtre des drogues « spirituelles » comme l'ayahuasca est une figure presque caricaturale d'un certain corporatisme new age. Elle n'est pas la seule militante de XR à avoir ce profil. Douglas Rushkoff, qui se définit comme « essayiste, écrivain, chroniqueur, conférencier, graphiste et documentariste » proche de la « cyberculture punk », ne fait pas mystère de donner des conférences grassement payées dans de grandes entreprises.

Le « capitalisme vert » n'est pas seulement le discours creux d'acteurs économiques qui ne veulent rien changer : c'est la stratégie par laquelle les capitalistes entendent s'approprier et financiariser l'inévitable transformation des sociétés humaines qui s'annonce. Dans The Right to Nature, un ouvrage remarquable paru récemment mais sans doute écrit avant l'émergence d'XR, Elia Apostolopoulou et Jose Cortes-Vazquez soulignent que l'emprise des multinationales sur la transition énergétique se légitime par des discours apocalyptiques qui suscitent une angoisse telle qu'on en viendrait à accepter d'être sauvé de la destruction par n'importe qui, à n'importe quel prix, fusse à celui de la dépossession et de l'oppression. blogs.mediapart.fr/olivier-tonneau 10.10.2019

Instrumentalisation de l'atmosphère.

Australie: un phénomène naturel aggravé par le réchauffement - journaldelenvironnement.net 06 janvier 2020

A l'origine d'incendies gigantesques, la sécheresse australienne trouve son explication dans des oscillations naturelles de la circulation atmosphérique, aux effets aggravés par le réchauffement climatique, indique Météo-France. journaldelenvironnement.net 06 janvier 2020

En Belgique, si c'est une "***spécialiste du soufisme***" qui le dit...

Climat: un bon point pour le Conseil supérieur des programmes - journaldelenvironnement.net 06 janvier 2020

L'organe en charge de la préparation des programmes scolaires propose de renforcer la sensibilisation des plus jeunes aux changements climatiques, à l'érosion de la biodiversité et aux enjeux du développement durable. Reste à savoir si les professeurs suivront.

L'affaire a fait grand bruit. Chargé de toiletter l'enseignement du climat, de la biodiversité et du développement durable, des petites classes au collège, le conseil supérieur des programmes (CSP) avait choisi d'auditionner un large panel d'experts avant de prendre la plume. Entendre des voix différentes permet de se forger une opinion par soi-même, avait justifié la présidente du CSP, Souâd Ayada. La philosophe aura été servie. En plus de climatologues patentés, comme Jean Jouzel, Valérie Masson-Delmotte ou Laurent Bopp, la spécialiste du soufisme a tenu à écouter deux climato-sceptiques notoires, Vincent Courtillot et François Gervais.

Polémique.

Critiqué à l'extérieur, ce choix est assumé en interne: «on se doit d'écouter toutes les opinions exprimées par les scientifiques qui ont été auditionnés», confirmait dans un compte-rendu de réunion du conseil Béatrice Salviat, par ailleurs directrice adjointe de la fondation de coopération scientifique «La main à la pâte». Problème: les thèses climatiques défendues par Vincent Courtillot et François Gervais ont toutes été démontées par les climatologues. Il ne s'agit donc plus d'opinions mais d'inexactitudes voire d'erreurs scientifiques.

Pas d'ambiguïté

A commencer par la note d'orientation qui ne souffre d'aucune ambiguïté. «Le changement climatique, la réduction de la biodiversité et la préoccupation partagée du développement durable constituent aujourd'hui des enjeux majeurs: ils sont au cœur des débats de notre société et à l'origine des mobilisations récentes de la jeunesse», attaquent, d'emblée, les auteurs. Contrairement à qu'ont pu craindre les véritables climatologues, ni la note ni ses annexes n'entrouvrent la moindre porte vers un scepticisme, fut-il masqué par une pluralité des «opinions». «Les climato-sceptiques n'ont pas convaincu», se félicite François Gemenne, spécialiste des questions de géopolitique de l'environnement et du climat à l'université de Liège.

Le but affiché de ses recommandations est sensibiliser précocement les élèves, de leur inculquer le respect de l'environnement et de les encourager à s'engager en faveur de la protection de la biodiversité, du climat. Le tout en leur offrant des

perspectives acceptables. «Au terme de la scolarité, un enfant doit posséder les connaissances indispensables pour comprendre le réchauffement climatique, la destruction accélérée des écosystèmes naturels, et prendre la mesure des risques qui en découlent pour les sociétés humaines. […] Pour autant, il ne doit pas être enfermé dans une vision catastrophiste du monde.» Les professeurs, tous les professeurs, ont intérêt à se montrer convaincants.

Impliquer toutes les matières

De la gymnastique aux sciences de la vie, le CSP propose, en effet, d'impliquer toutes les matières des quatre premiers cycles. «C'est une grande ambition que d'avoir réussi à insérer dans tous les programmes de français, de sciences, de littérature, de langues des notions de climat, de biodiversité et de développement durable, se félicite l'académicien des sciences Pierre Léna. Même si pour ce dernier sujet, regrette le président d'honneur de la fondation La main à la pâte[1], on reste le plus souvent dans le domaine de l'incantatoire».

Nombre d'observateurs craignent toutefois que la vision systémique pâtisse de ce saupoudrage de climat, de biodiversité et de développement durable dans toutes les matières. «On va étudier l'océan en SVT, l'effet de serre en chimie, les forêts en géographie: ce morcellement des programmes ne permettra pas de donner une vision globale et systémique aux élèves», craint Pierre Léna «Il ne faut pas que le climat soit considéré comme un mécanisme naturel de plus. L'enseignement du changement climatique et de la biodiversité impose de fusionner les savoirs produits par les sciences sociales et les sciences de la terre», complète François Gemenne.

Si elle n'entrait pas dans la mission confiée au CSP, la question de la formation du corps enseignants à ce nouveau type d'enseignement apparaît comme primordiale à une sensibilisation réussie des petites têtes blondes aux questions touchant au Changement global. Reste à savoir si le ministère de l'Education nationale en a pris conscience. A moins que ce sujet ne fasse l'objet d'un prochain rapport ?

[1] Créée par Georges Charpak, Pierre Léna et Yves Quéré, la Main à la pâte est une fondation de coopération scientifique avec l'Education nationale. Chaque année, elle forme plusieurs milliers de professeurs à la science et met à leur disposition de nombreux outils pédagogiques. Elle anime aussi l'Office for Climate Education, organisation chargée de promouvoir et développer l'éducation au changement climatique. journaldelenvironnement.net 06 janvier 2020

- Le Journal de l'environnement fait partie de la multinationale Infopro Digital qui gère plus de 60 marques médias, 40 salons, 200 conférences et événements ainsi que plus de 60 logiciels et bases de données métiers. En mars 2018, Infopro Digital est présent dans 15 pays (Angleterre, Allemagne, Chine, Espagne, États-Unis, Belgique, Pays-Bas, Italie, Tunisie...). wikipédia.org

Sites du groupe : Red-on-line et Usine Nouvelle.

Red-on-line.

Qui sommes-nous ?

Red-on-line est un acteur majeur des solutions à l'international de veille réglementaire et de conformité en Hygiène-Sécurité & Environnement (HSE) et en Sécurité Alimentaire.

Couvrant plus de 45 pays, Red-on-line est le partenaire privilégié de grands acteurs industriels dans leur maîtrise des risques en EHS avec plus de 12 000 utilisateurs dans le monde. https://www.red-on-line.fr

Infopro Digital

Fondateur et président exécutif, Christophe Czajka.

Auparavant, Christophe était membre du comité de direction de Bertelsmann Springer et dirigeait l'activité information professionnelle. Il a une vaste expérience du management et des acquisitions de sociétés spécialisées dans l'information professionnelle.

Directeur général, Julien Elmaleh.

Avant de rejoindre Infopro Digital, Julien a été directeur financier chez Numericable et a passé près de dix ans chez Rothschild & Co à New York et à Paris.

Direction des marques médias et salons, Isabelle André.

Avant d'intégrer le groupe, Isabelle a passé près de trois ans au groupe Le Monde en tant que PDG du Monde interactif. Elle était CDO du groupe Le Monde. https://www.infopro-digital.com

Usine Nouvelle - "Agir pour le climat, entre éthique et profit " de Valéry Laramée de Tannenberg, rédacteur en chef du Journal de l'environnement.

Financement des think tank

On y apprend en effet que depuis une vingtaine d'années, les familles américaines Rockfeller, Bloomberg, Hewlett, Packard, Ford et quelques autres sont engagées dans la lutte contre le réchauffement climatique, et financent des think-tanks comme le World Ressources Institute américain ou l'Institut français du développement durable et des relations internationales (Iddri)...

Le livre explique aussi comment les entreprises se rassemblent autour d'objectifs communs. Là, les géants des énergies fossiles au sein de la Oil and Gaz Climate Initiative, pour développer le captage de CO2 et réduire leurs émissions de méthane. Ici la RE100 où 155 multinationales s'engagent à ne plus consommer que des énergies renouvelables à plus ou moins long terme.

Poussées par des législations européennes notamment, le secteur automobile est contraint de basculer vers l'électrique. Et même l'aviation civile parle de neutralité carbone en 2050.

Epiphanie verte de la finance

Mieux, la finance serait plus climatique, comme le montre par exemple le lancement en décembre 2017 de l'initiative Climate Action 100+, regroupant près de 300 banques, églises, fonds de pensions voulant convaincre les 100 plus gros émetteurs de la planète (majors pétrolières en tête) de réduire à la fois leurs impacts sur le climat, mais aussi des risques que les conséquences du réchauffement font peser sur leurs actifs.

L'auteur revient aussi sur le marché du quota carbone et les enjeux de la fiscalité climat et jette un intéressant regard critique sur le "jeu trouble des organisations philanthropiques". (...)

Une bonne nouvelle néanmoins a été annoncée à New York. Sous l'impulsion d'Emmanuel Faber, le PDG de Danone, s'est lancée l'initiative One Planet Business for Biodiversity (OP2B) qui vise à promouvoir des pratiques agricoles alternatives pour protéger et restaurer la biodiversité au sein de leurs chaînes d'approvisionnement et de portefeuilles de produits de 19 entreprises, dont Barry Callebaut, Danone, Google, Kering, L'Oréal, Mars, McCain Foods, Nestlé et Unilever. Un pas vers un changement de mode de consommation et donc, peut-être, de mode de vie et de modèle que Valéry Laramée appelle de ses vœux dès la page de garde de son livre. usinenouvelle.com 28.09.2019

Soit vous vous soumettez à notre diktat, soit 90% de la population mondiale sera à la diète !

Le changement climatique bouleversera-t-il notre alimentation ? - France Inter 20 décembre 2019

La chronique "Detox" de Caroline Tourbe

Extrait. En pensant à l'augmentation des températures sur terre et en mer, à la modification du régime des pluies, au renversement des courants marins, à la migration des espèces marines, on imagine naturellement (Que son imagination est sous influence - LVOG), que tous ces bouleversements vont finir d'une manière ou d'une autre par se voir dans le contenu de nos assiettes. ("D'une manière ou d'une autre", c'est acquis sans preuves, peu importe. - LVOG)

Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Ces dernières années, une multitude d'articles scientifiques a permis de détailler les déséquilibres attendus (ou déjà en cours) dans les mers et sur terre ("Attendus", car pour les miracles il faut être patient ! - LVOG). Mais ce qui reste très rare ce sont les études qui permettent de saisir les conséquences de tous ces petits changements dans la production alimentaire à l'échelle planétaire. (Les "études" sont très "rares", on ne sait rien ou presque, peu importe, on spécule sur le pire scénario. - LVOG)

Et tout d'un coup, le miracle s'est produit :

C'est tout l'intérêt d'une étude publiée à l'occasion de la COP25. En combinant des modèles climatiques avec des données mondiales sur la sécurité alimentaire, l'emploi et l'économie dans plus de deux cent quarante pays, des chercheurs internationaux ont mesuré l'effet du changement climatique sur les deux secteurs clés de l'alimentation : l'agriculture et la pêche. (Il n'existe que 198 pays reconnus par l'ONU dans le monde. - LVOG)

Cette étude - pilotée par Joachim Claudet (chercher au CNRS)- permet non seulement de mesurer l'évolution de la productivité de

la pêche et de l'agriculture mais aussi les possibilités d'adaptation des différents pays du monde.

Résultat, si les températures augmentent en moyenne de 4,3°C d'ici la fin du siècle – (comme le prévoit le GIEC, si les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas), les chercheurs estiment que plus de sept milliards de personnes seront affectées à la fois par une diminution des récoltes et des quantités de poissons pêchés, sans avoir vraiment le moyen d'y faire face. C'est à dire près de 90% de la population mondiale ! France Inter 20 décembre 2019

Dossier Iran.

- Macron appelle l'Iran à éviter toute "escalade militaire susceptible d'aggraver" l'instabilité régionale - AFP

- Mort du général Soleimani : l'Iran doit "renoncer à des représailles", assure Jean-Yves Le Drian - Franceinfo

- La France n'a "pas l'intention de retirer ses troupes d'Irak" - Le HuffPost

- Le chef du Pentagone dément le retrait des États-Unis en Irak - Le Huffington Post

- Les Etats-Unis nient vouloir quitter militairement l'Irak - Reuters

Les États-Unis ont envahi l'Irak en 2003 puis l'ont occupé jusqu'en 2011. Au plus fort de cette occupation, jusqu'à 170.000 soldats américains étaient postés dans le pays. Le 8 décembre 2011, les derniers militaires américains ont quitté l'Irak. Plusieurs milliers sont ensuite revenus en 2014 dans le cadre de la coalition anti-EI. huffingtonpost.fr 06.01

- Berlin pour une réaction européenne à la décision de Téhéran sur l'enrichissement - Reuters

- "Pas de guerre contre l'Iran": des manifestants défilent aux Etats-Unis - AFP 5 janvier 2020

En scandant "pas de guerre contre l'Iran" et "les USA hors du Proche-Orient", des manifestants se sont rassemblés samedi à Washington, New York et à travers les Etats-Unis après la frappe américaine qui a tué le puissant général iranien Qassem Soleimani.

Devant la Maison Blanche, ils étaient environ 200 à se rassembler à l'appel d'organisations de gauche. Derrière le mot d'ordre "Retrait des USA d'Irak maintenant! Et pas de guerre et de sanctions contre l'Iran!", elles avaient convoqué ces manifestations dans quelque 70 villes. AFP 5 janvier 2020

- Le parlement irakien vote pour la fin de l'accord avec la coalition internationale anti-Daech - sputniknews.com 05.01

Le parlement irakien a voté ce 5 janvier pour la fin de l'accord avec la coalition dans la lutte contre Daech et pour le retrait total des militaires étrangers du pays, soutenant ainsi l'initiative du Premier ministre, Adel Abdel-Mehdi. sputniknews.com 05.01

- Trump joue l'apaisement, le spectre d'une guerre avec l'Iran s'éloigne - AFP 08.01

Le président américain Donald Trump a joué mercredi la carte de l'apaisement après des tirs de missiles iraniens sur des bases abritant des soldats américains en Irak, se félicitant que Téhéran "semble reculer" et se disant prêt à la paix. AFP 08.01

- L'Otan indique à Trump que l'Alliance pourrait "contribuer davantage" au Moyen Orient - L'Express.fr 8 janvier 2020

Les Alliés pourraient "contribuer davantage" au Moyen Orient : c'est ce qu'a convenu ce mercredi le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, lors d'un entretien téléphonique avec Donald Trump.

Lors de cet appel, le président américain "a demandé" à Jens Stoltenberg une plus grande implication de l'OTAN dans la région et les deux hommes se sont accordés sur le fait "que l'OTAN pourrait contribuer davantage à la stabilité régionale", selon un communiqué de l'Alliance.

Dans une allocution solennelle depuis la Maison Blanche, avant cet échange, le président américain avait demandé ce mercredi à l'OTAN de s'impliquer "beaucoup plus" dans la région, où les tensions s'accroissent.

L'Otan a condamné dans l'après-midi ces tirs de missiles iraniens, et a réitéré son appel à la retenue. "L'Otan exhorte l'Iran à s'abstenir de toute nouvelle violence", a affirmé Jens Stoltenberg sur Twitter. L'Express.fr 8 janvier 2020

- Trump annonce contre l'Iran de nouvelles sanctions économiques - huffingtonpost.fr 08.01

Il a également annoncé qu'il allait demander à l'OTAN de s'impliquer plus dans la région du Moyen-Orient. "Le monde civilisé doit envoyer un message fort et unifié en disant: 'votre campagne d'atrocités et de meurtres ne sera plus tolérée dorénavant'", a notamment déclaré Donald Trump. huffingtonpost.fr 08.01

- USA: La Chambre veut limiter les pouvoirs militaires de Trump - Reuters 08.01

Une résolution proposant de limiter les pouvoirs militaires de Donald Trump dans la crise avec l'Iran sera votée cette semaine à la Chambre des représentants, a annoncé mercredi sa présidente Nancy Pelosi.

"Pour accomplir notre devoir de protection du peuple américain, la Chambre proposera aujourd'hui une résolution sur les pouvoirs de guerre pour limiter les initiatives militaires du président contre l'Iran", dit-elle dans un communiqué. Reuters 08.01

LVOG - Encore une imposture. Trump a été conduit à prendre cette décision sur ordre du Pentagone et de l'Etat profond, tandis que les va-t-en-guerre du parti démocrate rêvent de bombarder l'Iran...

L'État profond US à la manoeuvre.

- Une faction iranienne propose 80 millions $ pour assassiner Donald Trump - Réseau Voltaire 6 janvier 2020

Un commentateur de la principale chaîne de télévision publique iranienne a déclaré que la Nation iranienne pouvait mobiliser 80 millions de dollars de récompense pour toute personne qui assassinerait le président états-unien Donald Trump.

Seule la voix du présentateur était audible tandis que les images montraient des millions d'Iraniens accompagnant la dépouille du général Qassem Soleimani. Ce message a largement été repris par la presse iranienne.

On ignore toujours quel est l'interlocuteur de l'État profond US dans l'État iranien. Réseau Voltaire 6 janvier 2020

Un rapport qui sort au moment opportun...

- Les Houthis pas responsables des bombardements de septembre en Arabie, selon un rapport - Reuters 9 janvier 2020

Les Etats-Unis, les puissances européennes et l'Arabie saoudite ont imputé les tirs du 14 septembre, qui ont touché les installations de Saudi Aramco à Abkaïk et Khouraïs, à l'Iran, bien que les Houthis les aient revendiqués. Téhéran nie toute implication.

"Malgré leurs affirmations contraires, les forces houthies n'ont pas lancé les attaques contre Abkaïk et Khouraïs le 14 septembre 2019", écrivent les experts indépendants désignés par l'Onu dans le rapport rédigé à l'intention du Comité des sanctions du Conseil de sécurité.

Dans leur rapport, les enquêteurs de l'Onu disent douter que les drones et les missiles de croisière utilisés le 14 septembre "aient une portée suffisante pour avoir été lancés du territoire yéménite sous le contrôle des Houthis".

"La commission note que les projectiles tirés en direction d'Abkaïk et de Khouraïs sont respectivement arrivés du nord-nord-ouest et nord-nord-est, et non pas du sud comme on pourrait s'y attendre dans le cas d'un lancement depuis le territoire yéménite", soulignent-ils.

Les enquêteurs, qui n'étaient pas chargés d'identifier les responsables, jugent en outre improbable que "ces armes relativement sophistiquées aient été développées et fabriquées au Yémen". Reuters 9 janvier 2020

LVOG - Ils "jugent en outre improbable", ils disent "douter", bref, des accusations fabriquées de toutes pièces.

Un "crash" qui intervient au moment opportun...

- Crash d'un Boeing 737 à son décollage de Téhéran en Iran - huffingtonpost.fr 08.01

L'avion affrété par une compagnie ukrainienne transportait 176 personnes. Il n'y a aucun survivant selon le président ukrainien.

Un Boeing 737 d'une compagnie ukrainienne transportant des passagers s'est écrasé ce mercredi 8 janvier au matin après

son décollage de l'aéroport international de Téhéran à destination de Kiev, selon l'agence semi-officielle iranienne Isna.

Ukraine International Airlines a déclaré que l'appareil avait été fabriqué en 2016 et avait passé son dernier contrôle technique il y a deux jours. Elle n'a pas donné de détails sur les raisons du crash.

Les déclarations préliminaires des autorités iraniennes suggéraient une panne de l'avion, tandis que l'ambassade ukrainienne en Iran a mis en cause "une panne de moteur due à des raisons techniques", disant exclure "la thèse d'un attentat terroriste", avant de retirer ce passage de son communiqué. huffingtonpost.fr 08.01

Quand le "doute" ou la "conviction" se substituent aux faits ou aux témoignages pour formuler des accusations.

- Crash Ukraine International: l'avion a fait demi-tour après un "problème" - AFP 9 janvier 2020

Le Boeing 737 d'Ukraine International Airlines qui s'est écrasé mercredi à Téhéran, entraînant la mort de 176 personnes majoritairement irano-canadiennes, avait fait demi-tour après un "problème", selon les premiers éléments de l'enquête iranienne.

L'Organisation de l'aviation civile iranienne (CAO) dit que "le pilote n'a transmis aucun message radio [indiquant] des circonstances inhabituelles"

"Selon des témoins oculaires [...] un incendie a été observé dans l'avion et a gagné en intensité", indique le premier rapport d'enquête préliminaire de la CAO.

Après ce départ de feu d'origine encore indéterminée, l'avion a changé de direction, et, selon la CAO, il "était sur le chemin du retour à l'aéroport" quand il s'est écrasé dans un parc de loisirs près de Chahriar, ville située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la métropole téhéranaise.

La CAO laisse entendre que parmi les témoins de l'incendie figurent des personnes au sol et d'autres à bord d'un appareil qui se serait trouvé au-dessus du Boeing au moment du début de drame. AFP 9 janvier 2020

- Crash aérien à Téhéran: Trump fait part de ses "doutes" - AFP 9 janvier 2020

Le président des Etats-Unis Donald Trump a fait part jeudi de ses "doutes" sur les raisons du crash d'un Boeing en Iran alors que, selon plusieurs médias, des responsables américains ont la conviction que l'avion a été abattu par erreur. AFP 9 janvier 2020

- Crash en Iran: Kiev étudie sept thèses dont celle d'un missile - AFP 9 janvier 2020

- Le crash du Boeing ukrainien dû à un missile iranien tiré par erreur ? - euronews 9 janvier 2020

L'Iran est-il responsable du crash du Boeing 737 d'Ukraine International Airlines, un drame qui a fait 176 morts ? C'est du moins ce qu'ont affirmé ce jeudi deux responsables américains. euronews 9 janvier 2020

Etats-Unis. Le totalitarisme, c'est pour votre bien-être, votre sécurité, la paix, la démocratie.

- Quand le gouvernement américain évite d'expliquer la menace "imminente" que présentait Qassem Soleimani - Franceinfo 8 janvier 2020

Le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a défendu dans plusieurs interviews la légalité de la frappe américaine qui a tué le général iranien Qassem Soleimani. Mais ses explications sur la réelle menace que représentait cet homme sont restées vagues. Franceinfo 8 janvier 2020

- Donald Trump veut assouplir une loi environnementale pour accélérer des grands chantiers - francetvinfo.fr 09.01

Donald Trump a présenté, jeudi 9 janvier, une réforme visant à limiter, voire supprimer, les études d'impact environnemental préalables aux grands projets d'infrastructures, allant des autoroutes aux oléoducs. Cette décision s'inscrit dans le mouvement de déréglementation qu'il a engagé en 2017.

En vertu d'une loi promulguée en 1970 par Richard Nixon, le National Environmental Policy Act (loi nationale sur

l'environnement, NEPA), tout projet de construction majeur aux Etats-Unis doit être précédé d'une étude d'impact environnemental menée par l'agence fédérale compétente, le Congrès ayant à l'époque voulu encourager "une harmonie productive et plaisante entre l'homme et son environnement". francetvinfo.fr 09.01

- Trump décroche 3,6 milliards pour son mur à la frontière avec le Mexique - Le HuffPost 9 janvier 2020

Donald Trump s'est félicité ce jeudi 9 d'une décision de justice l'autorisant à puiser 3,6 milliards de dollars dans le budget du Pentagone pour la construction du mur à la frontière avec le Mexique, une promesse de campagne qui peine à voir le jour. Le HuffPost 9 janvier 2020

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Libye

- La migration de jihadistes depuis la Syrie vers la Libye a commencé - Réseau Voltaire 30 décembre 2019

Conformément à l'accord négocié entre les présidents tunisien et turc, Kaïs Saïed et Recep Tayyip Erdogan, le jour de Noël, la migration de jihadistes depuis la Syrie via la Tunisie vers la Libye a commencé [1].

C'est un juste retour de balancier quand on se souvient que l'Armée syrienne libre avait été créée par les jihadistes du Groupe islamique combattant en Libye (GICL), qui s'étaient battus pour Al-Qaïda en Iraq, puis pour l'Otan en Libye [2].

Selon Middle East Eye, La division Sultan Murad et les brigades Suqour al-Sham (Faucons du Levant) et surtout Faylaq al-Sham (Légion du Levant) (photo) sont déjà en cours de transfert [3]. L'OSDH, une association britannique liée aux Frères musulmans, a confirmé l'arrivée des premiers 300 combattants à Tripoli.

La division Sultan Mourad est composée de Turkmènes syriens. Les Faucons du Levant comprennent nombre de combattants français et la Légion du Levant est une imposante armée d'au moins 4 000 hommes. Ce dernier groupe est directement affilié aux Frères musulmans égyptiens.

La Turquie a proposé à de nombreux autres groupes de jihadistes de suivre cette migration et de se sauver ainsi avant la libération du gouvernorat d'Idleb par l'Armée arabe syrienne.

Les jihadistes envoyés en Libye sont censés équilibrer les forces en présence en soutenant le gouvernement installé par l'Onu, tandis que des éléments de la Force de réaction rapide soudanaise et des mercenaires russes appuient le gouvernement de Bengazi.

[1] « La Turquie négocie le transfert massif de jihadistes vers la Libye », Réseau Voltaire, 27 décembre 2019.

[2] « Des islamistes Libyens en Syrie pour "aider" la révolution », par Daniel Iriarte, ABC (Espagne) ; « L'Armée syrienne libre est commandée par le gouverneur militaire de Tripoli », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 décembre 2011.

[3] "Turkey to send Syrian rebel fighters to battle Haftar in Libya", Ragip Soylu & Harun al-Aswad, Middle East Eye, December 27, 2019.

- Préparation d'une nouvelle guerre - Réseau Voltaire 7 janvier 2020

L'arrivée de nouvelles armes et de nouveaux combattants en Libye annonce une nouvelle guerre contre la population. En réalité, la situation ne s'est jamais calmée depuis l'attaque de l'Otan conformément à la stratégie Rumsfelf/Cebrowski de guerre sans fin. En franchissant une étape supplémentaire, les protagonistes ne résoudront rien, mais étendront la zone de conflit.

par Thierry Meyssan

Tous s'accordent à reconnaître que la situation dramatique actuelle de la Libye et du Sahel est la conséquence de l'intervention illégale de l'Otan en 2011. Pourtant rares sont ceux qui ont étudié cette période et tenté de comprendre comment on en est arrivé là. À défaut de réflexion, on se dirige donc vers une nouvelle catastrophe.

Il importe de conserver à l'esprit plusieurs faits que l'on s'obstine à oublier :

- La Jamahiriya arabe libyenne, créée par un coup d'Etat particulièrement peu sanglant, n'était pas une prise de pouvoir par un dictateur névrosé, mais une œuvre de libération nationale face à l'impérialisme britannique. C'était aussi l'expression d'une volonté de modernisation qui se traduisit pas l'abolition de l'esclavage et une tentative de réconciliation des populations arabes et noires d'Afrique.

- La société libyenne est organisée en tribus. Il est donc en l'état impossible d'y installer de démocratie. Mouamar Kadhafi avait organisé la Jamahariya arabe libyenne sur le modèle des communautés de vie imaginées par les socialistes utopiques français du XIXème siècle. Ce qui revenait à créer une vie démocratique locale, mais à abandonner cet idéal au niveau national. D'ailleurs la Jamahiriya est morte de ne pas avoir de politique d'alliances et donc de ne pas pouvoir se défendre.

- La Coalition qui a attaqué la Libye était dirigée par les USA qui ont masqué leur véritable objectif à leurs alliés durant tout le conflit et les ont placés devant le fait accompli (leading from behind). Après avoir clamé durant des mois qu'il n'était surtout pas question de faire intervenir l'Otan, c'est cette structure qui a commandé les opérations. Jamais Washington n'a tenté ni de protéger les civils, ni d'installer un gouvernement à sa botte, mais au contraire d'y installer des rivaux et d'empêcher la paix par tous les moyens (doctrine Rumsfeld/Cebrowski).

- Il n'y a jamais eu de révolution populaire contre la Jamahiriya, mais l'intervention d'Al-Qaïda au sol, le réveil de la division entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine et l'intervention coordonnée par l'Otan (les Alliés dans les airs, la tribu des Misrata et les Forces spéciales qataries au sol).

Dès lors, la rivalité entre le gouvernement de Tripoli et celui de Benghazi renvoie à la division du pays avant 1951 en deux États distincts, la Tripolitaine et la Cyrénaïque, puis au réveil de cette division lors de l'agression de l'Otan. Contrairement à la réaction que l'on a spontanément, il ne s'agit pas aujourd'hui pour rétablir la paix de soutenir un camp contre un autre, mais au contraire d'unir les deux camps contre les ennemis du pays.

Actuellement, le gouvernement de Tripoli est soutenu par l'Onu, la Turquie et le Qatar, tandis que celui de Benghazi l'est par l'Egypte, les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la France et la Russie. Fidèles à leur stratégie, les Etats-Unis sont le seul pays à soutenir les deux camps à la fois pour qu'ils s'entretuent indéfiniment.

Le principe d'une intervention militaire turque a été adopté par la Grande Assemblée nationale, à Ankara le 2 janvier 2020. Il peut être interprété de trois manières qui se cumulent :

- La Turquie soutient la Confrérie des Frères musulmans au pouvoir à Tripoli. Ce qui explique le soutien du Qatar (favorable à la Confrérie) au même gouvernement et l'opposition de l'Égypte, des Émirats et de l'Arabie saoudite.

- La Turquie développe ses ambitions régionales en s'appuyant sur les descendants des anciens soldats ottomans de Misrata. C'est pourquoi elle soutient le gouvernement de Tripoli après la prise de la capitale, en 2011, par la tribu des Misrata.

- La Turquie utilise les jihadistes qu'elle ne peut plus protéger à Idleb (Syrie). C'est pourquoi elle les transfère en Tripolitaine et partira à l'assaut de Benghazi.

L'intervention turque est légale en droit international et s'appuie sur la demande du gouvernement de Tripoli légalisé par l'accord de Skhirat (Maroc), le 17 décembre 2015, et la résolution 2259 du 23 décembre 2015. Au contraire, toutes les autres interventions étrangères sont illégales. Ceci alors même que le gouvernement de Tripoli est composé par les Frères musulmans, Al-Qaëda et Daesh. On assiste donc à une inversion des rôles, les progressistes se trouvant désormais à l'Est du pays et les fanatiques à l'Ouest.

Pour le moment, on ne trouve que quelques soldats turcs du côté du gouvernement de Tripoli, mais des soldats égyptiens, émiratis, français et russes du côté de Benghazi. L'annonce de l'envoi officiel de quelques soldats turcs supplémentaires ne changera pas grand-chose à cet équilibre, mais le transfert de jihadistes peut concerner des centaines de milliers de combattants. Il peut renverser l'échiquier.

Rappelons que, contrairement la narration occidentale, ce sont les combattants libyens d'Al-Qaëda et non pas des déserteurs syriens qui ont créé l'Armée syrienne libre au début de la guerre contre la Syrie. Le voyage retour de ces combattants est prévisible.

Seuls les milices syriennes turkmènes et la Légion du Levant (Faylaq al-Sham) se sont mises en mouvement, soit environ 5 000 combattants. Si cette migration se poursuit via la Tunisie, elle pourrait durer plusieurs années jusqu'à la libération totale du gouvernorat d'Idleb. Ce serait une excellente nouvelle pour la Syrie, mais une catastrophe pour la Libye en particulier et le Sahel en général.

On retrouverait en Libye la même situation qu'en Syrie : les jihadistes soutenus par la Turquie, face aux populations locales soutenues par la Russie ; les deux puissances évitant soigneusement de s'affronter directement tant que la Turquie est membre de l'Otan.

En s'installant à Tripoli, la Turquie contrôle désormais le second flux de migrants vers l'Union européenne. Elle pourra donc renforcer le chantage qu'elle exerce sur Bruxelles avec son propre flux depuis la Turquie.

En l'absence de frontières physiques, les armées jihadistes ne manqueront pas de déborder dans le désert, de la Libye sur l'ensemble du Sahel. Elles rendront les pays du G5-Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) encore plus dépendants des forces anti-terroristes françaises et de l'Africom. Elles menaceront l'Algérie, mais pas la Tunisie, déjà aux mains des Frères musulmans et gérant le transit des jihadistes à Djerba.

Les populations sunnites du Sahel seront alors épurées et les chrétiens sahéliens seront expulsés comme l'ont été les chrétiens d'Orient.

Viendra un moment où les armées jihadistes traverseront la Méditerranée ; les îles italiennes (notamment Lampedusa) et Malte étant à environ 500 milles nautiques. La VIème Flotte US interviendra immédiatement pour les repousser en vertu des Traités de l'Atlantique-Nord et de Maastricht, mais le chaos gagnera inévitablement l'Europe occidentale. Il ne restera alors aux Européens qui ont renversé la Jamahiriya arabe libyenne que leurs yeux pour pleurer.

Haut de page

Le 12 janvier 2020

CAUSERIE ET INFOS

La putréfaction du capitalisme a atteint tous les secteurs d'activité et tous les rapports sociaux, bref, l'ensemble des activités humaines sont concernées, et elle est en voie de s'étendre à l'ensemble de l'humanité menaçant ainsi sa survie.

C'est une question de vie ou de mort. Le niveau de conscience politique (et d'organisation) doit impérativement s'élever au niveau de la mondialisation du capitalisme.

Du coup, les conditions pour le combattre et l'éradiquer de la surface de la planète ont été modifiées et se sont considérablement complexifiées, au point qu'une prise de conscience partielle ou isolée des maux engendrés par la survie du capitalisme ne permettra jamais de parvenir à la conclusion qu'il faut l'abattre, si on ne parvient pas à prendre conscience que son rôle historique est achevé.

Le capitalisme fait l'objet d'une mystification digne d'un conte de fées, de sorte que les peuples croient qu'ils lui sont redevables de leur relatif bien-être ou qu'il serait à l'origine des progrès réalisés par la civilisation humaine, pour finalement lui vouer un véritable culte qui rythme leur mode de vie et de penser ou a littéralement envahi leurs cerveaux et dicte leur comportement.

Intégrer ce constat dans notre analyse, démonter point par point cette interprétation idyllique et frauduleuse à caractère idéologique du capitalisme, permet d'établir avec précision à quel niveau se situe le niveau de conscience atteint par chacun de nos interlocuteurs, à quel niveau se situe les liens avec le capitalisme des différents acteurs politiques, autrement dit, cela permet de déterminer quels sont les vrais et les faux amis de notre cause, à quel degré l'idéologie capitaliste les influence, à quel degré d'adaptation au capitalisme ils sont parvenus, ainsi que les avantages qu'ils en attendent en retour sans se soucier des conséquences nuisibles qui découlent de la survie du capitalisme, dès lors qu'elles ne les concernent pas directement en fonction de leur statut social ou de la place qu'ils occupent dans le mode de production et la société.

Bien entendu, on sait par avance que peu de travailleurs sont susceptibles d'accéder à cette vison globale du processus historique dans lequel le capitalisme s'insère, et on n'a nullement l'intention de prétendre ici que la majorité ou l'ensemble des travailleurs pourraient en prendre conscience en dehors du déroulement d'un processus révolutionnaire...

En revanche rien n'interdit de penser que les travailleurs les plus avancés, les plus évolués, les plus conscients pourraient accéder à ce niveau de conscience supérieur, parce qu'ils détiennent la capacité de se débarrasser des dernières illusions qu'ils ont encore dans le capitalisme. A condition et à condition seulement, de replacer le développement du capitalisme au sein du processus historique dont il est une composante ou une étape, car c'est le seul moyen pour pulvériser en miettes la mystification dont il a fait l'objet et qui les y rattache encore, afin d'arriver à concevoir que finalement absolument rien ne permettait de justifier ou de légitimer, que l'homme aurait été voué à demeurer éternellement sous le joug du règne de l'exploitation de l'homme par

l'homme, ou que le capitalisme aurait été l'ultime étape du développement de la civilisation humaine, car ce processus historique présentait la particularité de préparer les conditions qui permettraient de s'émanciper de cet horizon soi-disant indépassable du capitalisme, dont le mûrissement de la conscience politique des exploités et des opprimés constituaient la condition subjective essentielle.

Rassembler ces travailleurs, les organiser dans un parti, sur la base de cette prise de conscience et de cet objectif qui correspond au socialisme, voilà notre tâche, et la seule dont nous somme comptable.

Sur quoi est basée cette analyse ? Une simple observation.

Le mouvement ouvrier s'est gangrené, profondément divisé, putréfié, disloqué, au profit principalement des ONG ou des associations qui ont pour fonction de détourner les travailleurs de la lutte de classe contre le régime en place. Ils les invitent à participer à la grande illusion qui consiste à leur faire croire que le capitalisme pourrait être amélioré ou réformé, en les engageant à combattre les conséquences de ses excès ici ou là pendant qu'ils s'aggravent ailleurs sans qu'ils s'en soucient.

Les mal nommés réseaux sociaux complètent utilement le tableau en encourageant chacun à s'exprimer, de sorte que chacun aura l'impression trompeuse de vivre dans une société plus démocratique, alors qu'en réalité elle se dirige à grand pas dans la direction inverse. Ce procédé tend à favoriser l'atomisation ou l'individualisation de chaque travailleur au détriment du développement de leur prise de conscience d'appartenir à une seule et unique classe sociale et que leurs intérêts sont communs.

Quant au nihilisme, qui se nourrit naturellement de l'ignorance ou de l'inconscience ambiante, il vient achever cette oeuvre destructrice en participant à la remise en cause ou à la réécriture permanentes du passé et des connaissances acquises, de sorte que tous les repères qui permettaient de s'orienter pour progresser ou pour tenter de comprendre la situation s'évanouissent les uns après les autres, tandis que tous les rapports qui structuraient la société s'effondrent pour finalement ne laisser place qu'à la médiocrité et à la désolation, à un vide qu'en réalité ceux qui détiennent le pouvoir viennent combler ou occuper autoritairement en totalité, la société toute entière se désagrégeant et se dirigeant droit vers une forme de totalitarisme qu'aucune force ne semble pouvoir arrêter. Rien de tel pour se démoraliser, briser les résistances, se résigner, pire, faire allégeance à ce régime ploutocratique despotique.

On comprendra facilement pourquoi dans de telles conditions, voué à une telle pression idéologique un travailleur isolé n'a aucune chance de comprendre ce qui est en train de se produire, et qui plus est de s'en sortir, il sera manipulé ou finalement broyé, réduit à l'état d'esclave docile ou impuissant.

Totalitarisme ou socialisme il faut choisir, pourquoi ?

Parce que nos ennemis ont assimilé le socialisme ou le communisme au totalitarisme, et parce que le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme. Il est donc plus que tant ou le moment est particulièrement opportun d'expliquer à tous les travailleurs et tous les peuples qui ne supportent plus les conditions que leur impose le capitalisme, que ceux qui leur ont décrit le socialisme comme un régime failli ou criminel leur avaient menti une fois de plus, ce qui ne devrait plus les étonner. Et pourquoi leur avaient-ils menti ? Parce que le socialisme était la pire menace réelle et sérieuse pour le capitalisme, son cauchemar.

Cause à effet. Qui conteste que le processus historique se soit déroulé inconsciemment?

Même des ennemis farouches du socialisme l'admettent, la preuve.

Par Dr. Paul Craig Roberts - Mondialisation.ca, 07 janvier 2020

Paul Craig Roberts, 80 ans, économiste et journaliste américain, libertarien, membre du parti républicain, sous-secrétaire du Trésor dans l'administration Reagan au début des années 1980.

Ce qu'il dit, c'est que le capitalisme est plus nuisible qu'utile même si il y demeure attaché, ce témoignage a d'autant plus de valeur.

Craig Roberts - Les externalités négatives sont négligés par les économistes, et les conséquences involontaires des lois et des décisions politiques – en fait, toute décision, même celles qui semblent très rationnelles – peuvent être surprenantes. Je suis convaincu que les externalités négatives de la production capitaliste dépassent les profits et, dans certains cas, dépassent même les coûts de production. La loi la plus soigneusement étudiée, comme l’entreprise la plus soigneusement planifiée peuvent avoir des conséquences désastreuses. Essentiellement, lorsque les humains prennent des décisions, ils n’évaluent jamais totalement les conséquences de ce qu’ils font.

Lorsque le capitalisme est vu sous l’angle réel de son fonctionnement et non sous l’angle romantique que lui donne l’économie de marché, il est visiblement une force destructrice. Moins il est réglementé, plus il est une force destructrice.

La perte d'emplois dans une société détruit les échelles de la mobilité ascendante, augmentant ainsi l'instabilité sociale et politique, et la concentration de tous les gains de richesse aux mains des cadres et actionnaires des entreprises empêche la redistribution des revenus et nous ramène à l'époque pré-moderne, aux temps de l'aristocratie et des serfs.

LVOG - Si maintenant certains farouches partisans du capitalisme en arrivent à dresser ce constat, cela signifie que parmi les travailleurs un grand nombre en arrivent au même constat, ou tout du moins sont disponibles pour entendre ce genre de discours qui ne les choquera pas, et chercher une issue politique à la crise du capitalisme...

- 26 pages au format pdf

Nihilisme et totalitarisme. "***On vivra dans un monde de pseudo connaissances***".

LVOG - On y était déjà, c'est l'échelle qui a changé.

Parole d'internaute

1- "Une étude du MIT publiée dans la revue Science en mars 2018 montre que :

« Les mensonges se diffusent significativement plus loin, plus rapidement, plus en profondeur et de façon plus large que la vérité dans toutes les catégories d'information, avec des effets plus prononcés quand il s'agit de nouvelles erronées sur la politique. »

« Il a fallu à la vérité environ six fois plus de temps que le mensonge pour atteindre 1 500 personnes et 20 fois plus de temps que le mensonge pour atteindre une profondeur de cascade de 10. Comme la vérité ne s'est jamais répandue au-delà d'une profondeur de 10, nous avons vu que le mensonge atteignait une profondeur de 19 près de 10 fois plus vite que la vérité n'atteignait pas la profondeur de 10. Le mensonge a également diffusé de manière significativement plus large et a été retweeté par plus d'utilisateurs uniques que la vérité à chaque profondeur de cascade. »

https://science.sciencemag.org/content/359/6380/1146.full

Sur l'avenir de la vérité et de la désinformation en ligne, une étude effectuée par le Pew Research Center nous apprend que pour une majorité d'experts, dans les 10 prochaines années, on ne sera pas capable de développer des méthodes qui vont pouvoir lutter contre la désinformation. On vivra dans un monde de pseudo connaissances sur le web qui circuleront sur la base d'informations vraies.

https://www.pewinternet.org/2017/10/19/the-future-of-truth-and-misinformation-online/

Autrement dit, la crise traversée par notre civilisation est bien plus grave et plus profonde que ce que l'on croit."

LVOG - C'est ce que répète souvent, mais à vrai dire, tout le monde ou presque s'en fout !

2- "La preuve: 75% d'entre eux croient dur comme fer que l'électricité nucléaire est une source majeure de production de CO2. En l'occurence ici, un mensonge par omission et tour de passe passe des Verts, pas à une contradiction près."

LVOG - C'est un exemple valable.

Dossier retraites.

"Tout ça, c'est un vrai bulldozer sur nos acquis" : les manifestants loin d'être satisfaits du retrait provisoire de l'âge pivot. - Franceinfo 11.01

Le Premier ministre, Edouard Philippe, s'est dit samedi "disposé à retirer", sous conditions, l'âge pivot de 64 ans du projet de réforme des retraites dans un courrier aux partenaires sociaux, un geste bien accueilli par les syndicats réformistes.

Mais les membres de l'intersyndicale formée de la CGT, FO, la FSU, Solidaires, la CFE-CGC et trois organisations de jeunesse continuent à réclamer "le retrait de ce projet".

Le retrait provisoire de l'âge pivot annoncé par Edouard Philippe, c'est très loin d'être suffisant pour les manifestants à Paris.

La CGT revendique 150 000 personnes dans les rues de Paris, samedi 11 janvier, contre 21 000 pour la préfecture. Au niveau national, le ministère de l'Intérieur a compté 150 000 personnes, contre 500 000 pour la CGT.

Au terme de ce samedi de mobilisation à travers la France, l'intersyndicale opposée à la réforme des retraites du gouvernement appelle à une nouvelle journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations le 16 janvier, la 6e après celles des 5, 10 et 17 décembre, 9 et 11 janvier. Franceinfo 11.01

LVOG - Pour un samedi c'est très peu, le contrecoup sans doute des journées d'action morcelées pour faire passer cette contre-réforme scélérate.

En complément

- Nancy : Un délégué syndical se suicide sur son lieu de travail dans un supermarché - 20minutes.fr 11.01

Un délégué syndical FO s'est suicidé samedi matin sur son lieu de travail, un hypermarché (E. Leclerc - Ndlr) de Vandoeuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle), laissant une lettre où il met en cause, notamment, des difficultés professionnelles, a-t-on appris de sources concordantes. Les images de vidéosurveillance du magasin ont montré l'homme tirant un transpalette dans le rayon où il travaillait, s'arrêtant pour sortir une arme et la retournant vers lui-même avant de tirer, a confirmé le procureur de la République de Nancy, François Pérain.

Les faits se sont déroulés peu après 5 h 00, heure à laquelle ce salarié avait commencé son travail. Sur le corps « a été retrouvée une lettre expliquant son geste et faisant état de difficultés dans le cadre de son travail ainsi que de difficultés personnelles », a indiqué François Pérain. 20minutes.fr 11.01

L'écologie politique est une composante de la société ouverte de Soros.

Macron le 10 janvier devant les membres de la Convention citoyenne pour le climat : "*Je crois que le modèle d'une économie de marché ouverte est compatible avec l'écologie*". (AFP 11.01)

Capitalisme, stop ou encore ?

Ils vous manipulent sous toutes les coutures, y compris génétiquement.

LVOG - L'économie de "*marché ouverte*" vous souhaite bon appétit. La question qui tue ceux qui la posent :

- "Viande spaghetti" : faut-il s'inquiéter des filets de poulet qui s'effilochent sous vos yeux ? - Franceinfo 10 janvier 2020

Depuis une dizaine d'années, les abattoirs découvrent des anomalies dans la chair de volailles élevées de manière intensive.

Une équipe de France 2 aux Etats-Unis a constaté, dans les rayons des supermarchés, la vente de blancs de poulet présentant d'étranges lignes blanches. Après le déballage, surprise : certains de ces filets se désagrègent entièrement.

"On appelle cela de la 'viande spaghetti'", explique Rachel Dreskin, directrice de la branche américaine de l'association de défense des animaux d'élevage Compassion in World Farming (CIWF). "La fibre musculaire est cassée et ça donne une texture qui ressemble aux spaghettis. Les poulets grossissent tellement et tellement vite que leur corps ne fournit pas assez d'oxygène et de nutriments à la fibre musculaire, qui se dégrade et devient filandreuse." La vidéo parle d'elle-même.

En près de soixante ans, le poids des poulets américains a été multiplié par quatre, tandis que la durée d'élevage a presque été divisée par deux. La faute aux hormones ? Perdu, celles-ci sont interdites pour les volailles aux Etats-Unis. Pas de trace de gavage non plus. Ces poulets au gabarit XXL sont le fruit de manipulations génétiques, qui consistent à croiser les bêtes les plus imposantes, pour donner naissance à des géants. Avec, à la clé, des effets secondaires peu ragoûtants.

Le phénomène est mondial. Un filet français sur dix atteint de "spaghettisme"

La France n'est pas épargnée. Ces 40 dernières années, la consommation individuelle de volaille a presque doublé en métropole, dopée par le poulet, selon un récent rapport du ministère de l'Agriculture. Le produit phare du secteur est devenu l'escalope vendue à la découpe, d'où l'appétit des industriels pour les poulets avec un rendement en filets élevés.

Dans un article présenté en mars 2019 aux Journées de la recherche avicole, cinq chercheuses de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) ont décrit un "lien" entre les "nouvelles pratiques" visant à "alourdir les poulets à croissance rapide" et l'apparition, "depuis une dizaine d'années", de "plusieurs défauts" affectant principalement les filets de poulet. Quatre anomalies principales ont été listées : le "white striping", qui "correspond à la présence de stries blanches" sur la viande, le "wooden breast", caractérisé par "une texture plus dure" par endroits, l'"Oregon disease", notable à la couleur verte des aiguillettes,

et enfin les filets "spaghettis", "dont les fibres musculaires se dissocient les unes des autres".

En France, la fréquence de ces défauts a été mesurée, dans une enquête de 2017 portant sur 123 lots. Elle a révélé que "66% des filets présentaient le défaut de 'white striping' (dont 15% à un degré sévère), 53% présentaient le défaut de 'wooden breast' (dont 22% à un degré sévère) et 11% des filets étaient atteints du défaut 'spaghetti'", relèvent les chercheuses de l'Inra. L'incidence du problème des "aiguillettes vertes" n'était que de 0,33%.

...des conséquences nutritionnelles existent : cette viande est plus grasse. "Il est avéré qu'on retrouve moins de protéines nobles, plus de collagène et plus de lipides", note Elisabeth Baéza-Campone, chercheuses de l'Inra.

La principale victime de cette course au rendement est l'animal. "Les défauts observés s'apparentent à une myopathie. Des cellules de graisse remplacent des fibres musculaires. Les volailles, plus lourdes, ont un centre de gravité déplacé vers l'avant et vont moins bien marcher." Le développement du squelette ne suit pas le rythme imposé et, faute de place en longueur ou en hauteur, les filets croissent en épaisseur. Franceinfo 10 janvier 2020

LVOG - Ils ajoutaient dans cet article, que lorsque ces défauts étaient trop visibles cette barbaque immonde était envoyée aux usines de pâtés pour chien et chat, bref, vous voyez pour quoi ils nous prennent, et il faudrait les ménager ?

Ils ne se sont jamais autant goinffrés !

- CAC 40 : versements record aux actionnaires en 2019 - Les Echos 9 janvier 2020

A 60 milliards d'euros, les liquidités restituées aux actionnaires du CAC 40 dépassent le niveau record de 2007. Elles ont augmenté de 12 % par rapport à l'année dernière. Compte tenu des bons résultats 2019 attendus, les dividendes et les rachats d'actions devraient encore progresser cette année.

Les actionnaires des groupes du CAC 40 n'ont jamais été aussi bien rémunérés. En 2019, les champions de la cote parisienne leur ont redistribué plus de 60 milliards d'euros, dont 49,2 milliards sous forme de dividendes, un record, selon la dernière étude annuelle réalisée par les auteurs de la lettre Vernimmen.net. Les rachats d'actions, eux, ont atteint 11 milliards d'euros, un montant comparable à celui de 2018.

Ces versements record sont en très nette hausse (+12 %) par rapport à l'année dernière . Il aura fallu attendre 2018 pour que les distributions aux actionnaires approchent à nouveau leurs niveaux de 2007. Cette fois, ils sont largement dépassés. « Cela rappelle en creux la violence de la dernière crise financière : en 12 ans, les liquidités rendues par les quarante plus grands groupes cotés à Paris ont crû de seulement 0,5 % par an en moyenne », commente Pascal Quiry, professeur à HEC et co-auteur de la lettre spécialisée en finance avec Yann Le Fur.

Un signal positif sur la santé des groupes du CAC 40

Pour lui, cette distribution n'est pas surprenante, «compte tenu des très bons résultats des sociétés du CAC 40 à ce point du cycle. Hors éléments exceptionnels et non récurrents, les résultats nets ont augmenté de 7 % en 2018 ». Cette année-là, les entreprises ont dégagé un total de 88,5 milliards de profits, selon les chiffres compilés par EY pour « Les Echos » . L'activité , l'investissement et les marges opérationnelles étaient dans l'ensemble très bien orientés.

Autre signe positif, au-delà du montant absolu de redistributions : en 2018, la part des rachats d'actions est restée relativement modérée. Ils ont été quasiment deux fois moins importants qu'en 2007 : 10,7 milliards contre 19,2 milliards, il y a 12 ans. « Cela montre une meilleure confiance dans l'avenir immédiat, car un dividende se réduit moins aisément qu'un programme de rachat d'actions », analyse Pascal Quiry. Un dividende ne s'augmente en effet qu'après mûre réflexion. Le risque est trop grand de décevoir les actionnaires en le baissant l'année suivante. Ainsi, lorsque l'environnement s'est dégradé entre 2007 et 2009, les dividendes ont seulement été réduits de 38 à 27 milliards d'euros, alors que les rachats d'actions, eux, ont disparu. La tendance devrait se poursuivre

« Il est probable que l'an prochain les chiffres que nous publierons seront encore meilleurs compte tenu de la progression des résultats 2019 que l'on entrevoit. » Compte tenu de leur part encore relativement modeste, les rachats d'actions pourraient alors progresser encore plus vite que les dividendes. Ils ne représentent que 18 % du total des redistributions aux actionnaires de 2019. Une proportion inférieure à ce que l'on observait par exemple en 2007, 2008, 2016 et 2018.

Distribution et investissement vont de pair

« Contrairement à ce qu'on entend parfois, aucun groupe du CAC 40 ne choie ses actionnaires au détriment du développement de son activité. »Le débat fait rage , tant en Europe qu'aux Etats-Unis. Les auteurs du Vernimmen se sont donc penchés sur l'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles réalisé par les groupes du CAC 40, à l'exclusion

des investissements financiers et de croissance interne.

A les entendre, le constat est sans appel. Pour ces sociétés largement internationales - souvent plus des deux tiers de l'activité -, des marges élevées et un endettement modéré « permettent de conjuguer dividendes et investissements dans un cercle vertueux ». L'idée selon laquelle « les groupes du CAC 40 sacrifieraient le montant de leurs investissements au versement de dividendes et aux rachats d'actions pour le plus grand profit d'actionnaires [...] est contredite par les chiffres », ajoutent-ils.

En 2018, les entreprises du CAC 40 ont non seulement reversé des liquidités record à leurs actionnaires mais ont aussi investi 82 milliards d'euros, soit 9,7 % de plus qu'en 2017. Autre illustration montrant que distribution et investissements vont de pair : ceux des groupes qui ont procédé aux dix plus gros versements, ont aussi davantage progressé (+16,3 %). « Plus les groupes du CAC 40 ont rendu des liquidités à leurs actionnaires en 2019, plus ils ont accru leurs investissements. »

Seulement 8 sociétés à l'origine de plus de la moitié des versements

Les trois groupes qui redistribuent le plus de capitaux propres à leurs actionnaires sont, comme souvent ces dernières années, Total (8,5 milliards d'euros), Sanofi (3,8 milliards), et BNP Paribas (3,7 milliards). Ils représentent à eux trois 27 % des volumes. En ajoutant cinq autres groupes (3,2 milliards pour Vivendi et AXA, 3 pour LVMH, 2,9 pour L'Oréal et 2,8 pour Engie), la barre des 50 % des fonds redistribués est franchie.

Ce n'est pas un hasard s'il s'agit souvent d'entreprises matures. « Elles génèrent des capitaux propres importants, que leur faible croissance et forte marge rendent inutiles en leur sein. Il est plus sain de les reverser à leurs actionnaires, plutôt que de les gaspiller en surinvestissements ou en placements oisifs de trésorerie et de priver ainsi de capitaux propres d'autres groupes qui en auraient besoin pour se développer et vers qui les dividendes et rachats d'actions de ces mastodontes seront réinvestis. »

Des dividendes en actions pour préserver la structure financière

« Aucun groupe du CAC 40 n'a dû s'endetter au-delà du raisonnable pour verser un dividende », poursuit le co-auteur du Vernimmen. Les groupes soucieux de ne pas mettre sous tension leur structure financière ou de préserver intacte leur capacité à réaliser des opérations de croissance externe - dans l'ensemble les groupes du CAC 40 sont peu endettés - ont souvent choisi de verser leur dividende en actions.

Total , notamment - qui n'a pas réduit son dividende depuis 1981 - ,y a eu recours à hauteur de 1,8 milliard (sur un total de 7,8 milliards de dividendes). Le paiement en actions lui a ainsi permis de maintenir son dividende constant en dépit des variations des cours du pétrole. De quoi satisfaire des actionnaires comme les fonds de pension américains et britanniques, qui ont besoin de recevoir des flux de trésorerie réguliers pour remplir leurs engagements en matière de retraite.

Société Générale, Publicis et Carrefour ont, eux, payé la majeure partie de leurs dividendes en actions. « Ce sont autant de débours de trésorerie évités pour ces groupes. » Le cas d'Atos est particulier. L'entreprise de services informatiques a versé 2,4 milliards de dividendes en actions en 2019 pour poursuivre la scission avec son ancienne filiale Wordline. Il a ainsi distribué 23,5 % du capital de Worldline à ses propres actionnaires, réduisant ainsi sa participation à 27,3 %.

Des rachats d'actions dus pour moitié à Total et Vivendi

Les sociétés du CAC 40 ont racheté pour 10,7 milliards d'euros de leurs propres actions, ce qui représente 0,6 % de leur capitalisation boursière. Au total, 16 groupes ont procédé à des rachats d'actions significatifs, c'est-à-dire d'au moins 100 millions d'euros.

Mais les 10,7 milliards d'euros de rachats d'actions s'expliquent surtout par Total et Vivendi, qui ont à eux deux réalisé la moitié de ces opérations. Une partie des rachats d'actions de Total neutralise la dilution induite par ses dividendes payés en actions. Vivendi, de son côté, restitue des liquidités suite à des cessions d'actifs (Ubisoft). « Le groupe s'efforce aussi de conforter la position de l'actionnaire minoritaire contrôlant, Bolloré », explique Pascal Quiry. Quatre groupes - Safran, Vinci, L'Oréal, et Accor - ont consacré entre 500 millions et 1 milliard d'euros chacun aux rachats d'actions.

Les dividendes progressent plus vite que les résultats nets

En 2019, les dividendes ont progressé plus vite que les résultats nets courants : +13 % contre +7 %. Les auteurs de l'étude expliquent que 40 % de la hausse des dividendes est liée aux choix de quatre groupes, « trois - Kering, LVMH et L'Oréal - en raison de l'excellence de leurs performances opérationnelles, et un - Engie - en raison d'un effet de rattrapage ». Le groupe énergétique avait réduit son dividende par action de 53 % depuis 2013.

Les taux de distribution (dividendes) des entreprises du CAC 40, eux, restent sables. Le taux moyen a progressé d'un point à 47 %. En tenant compte des rachats d'actions et des dividendes extraordinaires, ce taux de distribution recule légèrement, à 58 %, soit

un point de moins qu'en 2018. Les Echos 9 janvier 2020

L'économie d'armement et de guerre bat tous les records.

- Experts: les dépenses mondiales de défense ont dépassé 1,8 trillion de dollars en 2019 - Mondialisation.ca, 11 janvier 2020

LVOG - 1,8 trillion de dollars = 1.800 milliards de dollars.

- Des dix principaux pays ayant les dépenses de défense les plus importantes, on trouve en tête les Etats-Unis, la Chine, l'Arabie saoudite, l'Inde, le Royaume-Uni et la Russie qui arrive après l'Allemagne et la France.

C'est l'agence Jane's Defence Industry & Markets Intelligence Centre, analyste sur les informations des budgets de défense au niveau mondial, qui vient de fournir des données pour l'année passée.

Augmentation des dépenses d'armement des pays de l'UE. «En 2019, les dépenses mondiales de défense ont dépassé 1,8 trillion de dollars. Ce résultat est largement dû à la croissance des dépenses de défense en Europe», ont déclaré les experts de Jane's. Selon le rapport annuel de cette même agence sur l'évolution des dépenses de défense pour 2019, la croissance des dépenses mondiales de défense a ralenti de 1% en 2019, contre 6% en 2018. Les experts ont cependant déclaré que «bien qu'il y ait eu une baisse dans la plupart des régions, ces coûts des pays européens ont augmenté de 5,2%. De plus, six des dix budgets de défense les plus élevés en 2019 appartiennent aux pays européens» tout en notant que dans cette zone la croissance la plus rapide concerne la Bulgarie qui a affiché des dépenses de défense en 2019 de 125%. «Cela est dû au paiement effectué en août par le pays pour huit chasseurs F-16 Block 70», explique l'expertise. Selon l'agence Jane's, les dépenses totales de défense de l'Europe atteindront 300 milliards de dollars au cours des deux prochaines années. «Depuis 2005, ils se situent entre 250 et 275 milliards de dollars. En 2019, les budgets de défense des pays d'Europe occidentale et orientale ont augmenté respectivement de 4% et 12%. Les dépenses de défense de l'Allemagne et de la Suède ont augmenté de 11% et 9%. Depuis 2014, les dépenses de défense dans les pays d'Europe orientale ont plus que doublé – passant de 4 milliards de dollars en 2013 à 10,4 milliards de dollars en 2019», a déclaré Fenella McGerty, analyste principale à Jane's sur le dossier concernant l'analyse des dépenses de défense pour l'année 2019 . On estime que le budget total de la défense de l'Europe de l'Est passera à 57 milliards de dollars d'ici 2030 et représentera 2,7% du total mondial.

La dépense russe bien loin derrière celle des Etats-Unis. Selon Jane's, le budget de la défense de la Russie en 2019 s'élevait à 48 milliards de dollars (au taux du dollar américain de 2019), soit 1 milliard de plus qu'un an plus tôt. En 2018 et 2019, la Fédération de Russie s'est classée huitième dans la liste des pays ayant les dépenses de défense les plus importantes.

Les dépenses de défense américaines sont les premières. Les dépenses de défense des États-Unis en 2019 se sont élevées à 726,2 milliards de dollars (40% des dépenses mondiales de défense), en légère baisse par rapport à l'année précédente (742 milliards de dollars). Selon les résultats de 2020, les dépenses de défense de Washington devraient chuter à 721 milliards de dollars, selon les experts. En 2020, les États-Unis devraient donner la priorité à des travaux dans les domaines de l'hypersound, de l'intelligence artificielle, de l'énergie directionnelle, de l'autonomie, de la cybernétique et de l'espace.«Au cours des dix prochaines années, l'augmentation annuelle des dépenses mondiales de défense passera de 1,5 à 2%», a déclaré Fenella McGerty. L'agence composée d'experts en la matière a révélé les dix principaux pays ayant eu les dépenses de défense les plus importantes en 2019: les États-Unis (726 milliards de dollars), la Chine (217 milliards de dollars), l'Arabie saoudite (57 milliards de dollars), l'Inde (57 milliards de dollars), le Royaume-Uni (56 milliards de dollars), la France (53 milliards de dollars), Allemagne (48 milliards de dollars), Russie (48 milliards de dollars), Japon (45 milliards de dollars), Corée du Sud (41 milliards de dollars). Par rapport à 2018, la liste actuelle n'a pas beaucoup changé. L'Allemagne est passée à la septième place, tandis que le Japon a pris la neuvième.

Globalement, l'Otan augmente ses dépenses de défense. Dix pays – membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord (Otan), dont la Bulgarie, la Grande-Bretagne, la Grèce, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, les États-Unis, la France, l'Estonie, ont porté leurs dépenses de défense à 2% du produit intérieur brut (PIB). «En 2014, seuls quatre membres de l'Otan – le Royaume-Uni, la Grèce, les États-Unis et la France – ont atteint ce chiffre», ont déclaré les experts de l'agence.

La zone pacifique loin derrière les dépenses des Etats-Unis. Selon Jane's, la part de la région Asie-Pacifique (APR) dans les dépenses mondiales de défense est de 472 milliards de dollars. «Le budget de la défense de la Chine s'élevait à 217 milliards de dollars en 2019, soit 46% du niveau régional. L'Inde occupe la deuxième place en termes de dépenses de défense avec 56 milliards de dollars (12% de l'indicateur régional)», a déclaré Jane's, notant qu'en 2018 le budget de défense de la Chine s'élevait à 208 milliards de dollars.

Au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne, cet indicateur représente respectivement 13 milliards et 174 milliards de dollars, selon les experts. Mondialisation.ca, 11 janvier 2020

Parole d'internaute

1- "La représentation commune du monde capitaliste dans lequel nous vivons est biaisée. Elle ne permet pas de le comprendre dans sa réalité.

En effet, de manière insidieuse, notre système capitaliste détourne à son avantage – et à notre insu – la fonction de tout ce qui est susceptible de renforcer l'image que les dominants veulent lui donner. Seront ainsi pervertis les « experts », les médias ou encore l'Ecole de la maternelle aux plus prestigieux établissements qui façonnent notre perception du système.

Notre vie durant, nous baignons dans cette idéologie qui nous apparait naturelle au même titre que la pluie et le beau temps.

Mais dès lors que nous sommes conscients de ce stratagème, les rouages de cette machine sautent aux yeux !"

LVOG - Comme quoi il y a des travailleurs qui réfléchissent, et dont la réflexion va plus loin que chez un grand nombre de militants.

2- "Le but du capitalisme, indépendamment des entreprises exerçant sous ce régime, est exclusivement de maximiser la part du profit.

Du point de vue capitaliste, les travailleurs et la planète ne sont que force de travail et ressources physiques, qu'il convient d'exploiter au moindre coût.

Toute autre considération (destruction de l'écosystème, paupérisation…) est sans objet car ignorée du capitalisme.

Le capitalisme n'a pas pour objet de répondre aux besoins réels. Satisfaire les besoins réels n'est qu'une conséquence particulière – et non un cas général de la recherche de profit, comme on pourrait le penser.

Bien au contraire, depuis des décennies, la recherche du profit a pour conséquence d'empêcher un nombre croissant d'individus de répondre à leurs besoins élémentaires !

À terme, le capitalisme permettrait de produire sans l'homme – car les machines coûtent moins cher – des choses que l'on ne pourrait se payer, faute de revenus !

C'est le comble de l'absurdité pour un système économique, mais c'est la logique du capitalisme.

Les entreprises deviennent aussi superflues, puisque leur clientèle disparaît, faute de solvabilité. À l'exception notable de certaines, largement automatisées, nécessaires à la satisfaction des besoins des seuls "propriétaires" qui disposeront à terme de l'ensemble des ressources, puisque les travailleurs « inutiles » auront été renvoyés en marge du système.

Le capitalisme livré à lui-même finira par s'effondrer. … le temps de mettre en place un autre système, dans lequel les hyper-fortunés conserveraient le pouvoir absolu, par l'intermédiaire d'États policiers."

LVOG - Vous avez raison, on ne doit rien au capitalisme, on n'a pas à se prosterner devant... Et on va droit vers le totalitarisme...

3- "Non on ne peut pas produire sans les travailleurs mais avec un nombre de + en plus restreint. Je répète : la plus value est créée par les travailleurs, les machines (robots compris) ne font que transferer la leur. La valeur c'est du temps de travail social moyen et donc créée par le travailleur qui transforme une grande partie de sa vie: le travail de ses muscles, de son cerveau, à un matériau pour en faire un produit utile et d'un coût déterminé par la quantité de travail incorporè en lui et réalisé par le marché. Lire attentivement le livre 1 du Capital ou une brochure comme "Travail salarié et capital" par ex. Karl Marx découvreur de la science historique et critique du mode de production capitaliste entre autres."

4- "Un robot est du capital au même titre qu'un animal. Peu importe qu'il soit issu du travail ou de la nature. (Un ouvrier est aussi une forme de capital, qui a l'inconvénient d'être exigeant, et c'est pour ça qu'on l'a mis à part.)

A terme, il n'y aura théoriquement plus besoin du travail humain pour satisfaire les besoins des seuls propriétaires du capital. Les besoins des travailleurs devenus inutiles n'ont pas à être satisfaits, dans la logique du capitalisme. C'est d'ailleurs pour ça que, dans une société humaine, le Capital devra être propriété collective !"

5- "L'on ne soulignera jamais assez la responsabilité écrasante d'une certaine classe dirigeante du PS dans la situation de désordre civil qui règne aujourd'hui en France.

Car la descente aux "enfers" a commencé dès le "tournant de la rigueur" de 1983, et le ralliement de Mitterand et du pouvoir "socialiste" à l'euro-atlantisme. Les victoires électorales du FN ont immédiatement suivi.

Car l'objectif des caciques du PS, n'a plus été dès lors de mettre en oeuvre une politique socialiste (il ne faut pas oublier qu'ils avaient été portés au pouvoir en ayant mis en avant le "programme commun de la gauche"), mais de rester au pouvoir coûte que coûte, même et surtout au prix de la trahison des valeurs dites de gauche.

Je ne referai pas tout l'historique des dernières décennies, qui a été riche en trahisons de la part du PS. Mais simplement, je dirai que le summum de la trahison a été atteint pendant le quinquennat Hollande, à tel point que ce dernier n'a pu se représenter en 2017 et a ouvert ainsi un boulevard à l'arrivée de la finance au pouvoir sous les traits du "jeune" Macron. L'on connaît la suite, la finance au pouvoir veut sa revanche sur les combats populaires historiques à la suite auxquels elle avait du céder des compensations sociales aux salariés qu'elle exploite, pour générer du profit actionnarial. Le drame c'est que sur l'échiquier politique aujourd'hui la gauche est balkanisée, et que la finance peut espérer rester au pouvoir en 2022, en usant encore une fois du stratagème du "front républicain contre le fascisme". Alors que la finance c'est le berceau du fascisme !"

LVOG - Et qui est le représentant de la finance en France ? Macron, le représentant de l'extrême-centre qui n'a rien à envier à l'extrême droite.

6- "Ironie du sort, Hollande est arrivé au pouvoir grâce à son fameux "Mon ennemi c'est la finance !", et son quinquennat a été l'incubateur de la présidence Macron : en clair l'arrivée à la plus haute charge de la République d'un financier.

D'un financier qui a profité de la naïveté et de la peur de bien des Français, pour se faire élire face à une "menace fasciste", qui sans les trahisons des différents "pouvoirs socialistes" n'existerait pas aujourd'hui en France. En tout cas au niveau où on la connaît aujourd'hui. Au point d'avoir le statut d'opposant préféré de la finance lors des rendez-vous électoraux majeurs dans notre pays.

Ce "monstre fasciste" fruit de toutes les trahisons des pouvoirs "socialistes" depuis quatre décennies, est la meilleure assurance de la finance pour se maintenir au pouvoir en 2022, et finir de détruire tous les services publics et systèmes sociaux qui ont fait de la France, depuis l'après-guerre, un pays où il faisait bon vivre. C'est évidemment de moins en moins le cas, et le monde regarde médusé les exactions du pouvoir financier macronien contre sa propre population, qu'il maltraite violemment par une utilisation jamais vue depuis la guerre d'Algérie des forces de police et de l'institution judiciaire. Forces de police qui de "gardiens de la paix" (tâche respectable et nécessaire), ont été transformées en "forces de l'ordre" : en clair, forces au service d'un ordre financier injuste et donc brutal envers toute forme de contestation. En ce sens là, le "macronisme" mérite bien d'être qualifié de start-up fasciste."

LVOG - Si vous y tenez, passons sur votre naïveté à propos de Hollande ou votre conception frelatée de la gauche...

7- "Vous oubliez (sciemment?) la droite qui,elle aussi, a sa part de responsabilité: les années Giscard (69 à 74 ministre des finances et 74 à 81 Président),Chirac (de 86 à 88 1° ministre, de 95 à 2007 président), Balladur (ministre des finances de 86 à 88, 1° ministre de 93 à 95), Barre (67 à 73 à l'UE et 76 à 81 ministre des finances), Sarkosy (ministre du budget en 1993,……) et bien d'autres.

Bref toute ça pour dire que ces politiques menées depuis les années 70, l'étaient par des personnages ayant les mêmes desseins (issus des mêmes sphères sociales et se partageant finalement les étiquettes "droite et gauche" suivant les postes disponibles au début de leur carrière).

Préciser aussi qu'à part la période mai 1981 à mars 1983, aucune politique véritablement de gauche n'a été menée. En fait, ils étaient tous d'accord pour mener des politiques néo-libérales, pro UE, pro OTAN, leurs différences respectives n'étant pas plus épaisses que du "papier à cigarettes"."

8- "Disons que, de la droite je savais à quoi m'attendre ! Mais j'ai eu tort de me faire des illusions (trop) sur la gauche, et la déception n'en fût que plus grande !"

LVOG - Que cela vous serve de leçon. Cherchez pourquoi, sur quoi reposaient vos illusions...

9- "Le PS et avant lui la SFIO sont depuis la nuit des temps les ennemis du Peuple, ils ont entre autres voté la guerre en 1914… sauf Jaurès qui fut abattu pour ça.

Reprenez votre Histoire de l'entre deux guerres pour voir le nombre ahurissant de mesures contraires aux intérêt de ce dernier furent prises.

Les socialistes sont uniquement des représentants des nantis et des notables… les bobos de nos jours."

LVOG - Les capitalistes furent libéraux, puis conservateurs et maintenant néolibéraux selon les phases ou les cycles du capitalisme.

Et ceux que vous appelez socialistes, ils passèrent par la même évolution au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifiait. Ils n'ont jamais représenté autre chose que les intérêts des classes moyennes, mais comme les membres de cette classe renaclaient à descendre dans la rue pour affronter l'appareil policier de l'Etat, ils se servirent des gros bataillons de la classe ouvrière pour faire pression sur les gouvernements successifs, qui leur accorderont des avantages ou amélioreront leurs statuts en échange de leur soumission totale au régime. "

10- "Ennemi du peuple, je ne sais pas. Mais il est vrai que les sociaux-démocrates ont toujours fini par se ranger du côté de l'ordre capitaliste."

LVOG - Soyez cohérent, le ver était dans le fruit dès le départ. La preuve en est, que dès le dernier quart du XIXe siècle, à l'époque de la Commune ou peu de temps après je crois, Engels et Marx tombèrent d'accord pour abandonner la caractérisation de social-démocrate au profit de communiste, qui correspondait mieux à leur théorie, à leur idéologie, à leur programme, à leur objectif politique.

Mémoire des médias. Quand Libération offrait une tribune au fascisme social.

LVOG - Pourquoi cet article ? Parce que je me suis aperçu en lisant certains commentaires dans le blog Les Crises, que certaines personnes prêtaient au régime de Vichy des vertus sociales sans se poser de questions sur le contexte et leurs tenants et aboutissants, et je me suis dit qu'ils ne devaient pas être les seuls à le penser. Du coup, en cliquant sur un lien je suis tombé sur l'article suivant, qui de ce point de vue est hautement révélateur du fonctionnement de la machine à blanchir du fascisme.

L'auteur est une ultra sioniste admiratrice de Bernard-Henri Lévy (lire plus loin) et d'Israël. Tout s'explique.

Maréchal, nous y revoilà par Annette Lévy-Willard - Libération 19 octobre 2012

De la carte d'identité à l'ordre des médecins en passant par les tickets-repas ou le rugby à XV, Cécile Desprairies dresse dans «l'Héritage de Vichy» l'inventaire des mesures pétainistes toujours en vigueur.

Français, vous ne le savez pas, mais vous vivez encore à l'heure allemande. Au propre et au figuré. L'heure d'été ? Les Allemands arrivent le 10 juin 1940 à Paris et, le 10 juin au soir, les pendules sont à l'heure de Berlin. Avec l'heure d'été et l'heure d'hiver. Supprimées à la Libération, elles seront rétablies avec difficulté par Giscard d'Estaing en 1976, pour lutter contre la crise du pétrole. Ces mesures et beaucoup d'autres imposées par les occupants ont «inspiré» le gouvernement de Vichy qui a produit quelque 16 000 nouvelles lois sous le règne du maréchal Pétain. D'autant plus facilement qu'il n'y avait plus de Parlement…

La plupart de ces lois ont été effacées à la Libération, mais notre société contemporaine a gardé de Vichy, sans revendiquer cette paternité historique, l'ordre des médecins, l'ordre des architectes, le comité d'entreprise, la médecine du travail, le code de la route, des stations de sport d'hiver appelées Courchevel, Val-d'Isère, Serre-Chevalier, la fête des mères, les tickets-repas, la police nationale, le rugby à XV… et la carte d'identité.

On a longtemps cru, avec les gaullistes, que «Vichy n'était pas la France». Qu'à la Libération, on repartait à zéro. Qu'on oubliait ces années noires de l'Etat français. Mais en 1945 la France continue, et l'administration, à quelques têtes près, est bien la même, celle qui a fait fonctionner avec zèle l'Etat français au service des nazis. Réalistes, les hommes de l'après-guerre récupèrent ce qui leur semble utile de l'héritage de Vichy. La France se modernise sans savoir, encore aujourd'hui, qu'elle doit nombre de ces innovations à la collaboration. Cécile Desprairies, philosophe, germaniste, auteure de plusieurs livres sur l'occupation (1), s'est plongée dans les archives des journaux officiels français et allemands, elle a mis à jour cet héritage oublié, refoulé, pour en finir avec le déni de l'histoire.

Du code de la route à la carte d'identité en passant par les tickets-repas, les CRS, la police nationale, toutes ces mesures viennent du gouvernement collabo de Vichy...

La France d'après-guerre s'est construite sur une phrase très ambiguë de De Gaulle : «La France a besoin de TOUS les Français.» Alors que le Général n'a jamais ouvertement condamné ce qui s'était passé, il n'a jamais parlé de la déportation des Juifs. La France d'après 1945 était en fait restée très vichyste. En principe, en novembre 1944, tout est abrogé. La légalité républicaine est rétablie. Certes les lois discriminatoires ont disparu, mais certaines lois reviennent vite, on change un mot, un verbe, un adverbe. C'est le visage d'une certaine France, un certain esprit de Vichy qui perdure et on ne veut pas le voir.

Le plus symbolique : Vichy institue la carte d'identité obligatoire pour surveiller et contrôler la population et, surtout, exclure les «étrangers». Avec un numéro national qui est toujours celui de la Sécurité sociale aujourd'hui. A la Libération, certains pays ont supprimé cette carte. La France l'a gardée.

Il fallait prouver qu'on était français pour avoir cette carte d'identité, et le numéro national mis au point en 1940 est toujours celui de la Sécurité sociale aujourd'hui avec le fameux 99 : si vous avez 99 dans votre numéro de Sécurité sociale, cela veut dire que

vous êtes né à l'étranger.

A l'époque, c'était mortel...

C'était en tout cas mauvais signe. C'était une carte d'exclusion. A peine Vichy l'a-t-il créée qu'il a fallu y mettre le tampon «juif» si on était juif. Pierre Laval, chef du gouvernement de Pétain, a rendu la carte d'identité obligatoire. Avant guerre, on avait essayé d'en instaurer une pour le département de la Seine, mais cela n'avait pas marché. A la

Libération, la carte d'identité servait encore à contrôler, et plus tard, elle permettra de distinguer les Français pendant la guerre d'Algérie.

En 1940 aussi, Vichy installe l'ordre des médecins, qui commence par recenser les médecins juifs, les jette dehors, les dénonce, aide au pillage de leurs cabinets. Et l'ordre est toujours là. Dans les revues médicales, on signalait les cabinets vacants des «médecins étrangers», on revendait leur matériel… L'image horrible d'une certaine France.

L'ordre des médecins n'a pas été abrogé, le président qui avait appliqué les lois antisémites n'a pas été inquiété, il a continué à présider l'ordre pendant quinze ans après la fin de la guerre, sans aucun problème. Il a simplement dit qu'il avait fait «ce qu'il pouvait pour sauver des Juifs»…

Et l'ordre des architectes ?

Pareil, l'ordre des architectes, puis celui des experts comptables. Vichy est une révolution qui supprime les syndicats, les partis politiques, et met à la place des instances représentatives des professions et des métiers, les corporations. Le premier président de l'ordre des architectes est le célèbre Auguste Perret, l'architecte qui a construit le Théâtre des Champs-Elysées et le palais d'Iéna. En 1941, un décret limite à 2% le nombre des architectes juifs, l'ordre des architectes participe à la spoliation des Juifs. Louis Darquier de Pellepoix, commissaire général aux questions juives, siège d'ailleurs à son conseil d'administration. Pour adhérer à tous ces ordres, il faut d'abord affirmer sous serment qu'on n'est pas juif.

A la Libération, ces gens ne sont pas inquiétés. Les Juifs sont bien sûr réintégrés et les ordres continuent, sur un mode un peu plus soft : aujourd'hui, on peut se plaindre auprès de l'ordre des médecins si quelqu'un ne fait pas son boulot…

Vichy décerne la médaille du «meilleur ouvrier de France» (MOF), remise encore aujourd'hui par le président de la République...

C'est la révolution nationale de Vichy qui met le IIIe Reich à la sauce française, avec un peu de christianisme, d'archevêques. Le concours du meilleur ouvrier de France est créé en 1941 à l'exemple du Reichsberufswettkampf (concours professionnel du Reich). Le meilleur ouvrier de France honoris causa, c'est Pétain. D'ailleurs, dans son bureau, il y avait son grand diplôme «MOF». Dans la France de 2012, le président de la République est toujours «meilleur ouvrier de France d'honneur».

Les syndicalistes connaissent-ils les origines du comité d'entreprise (CE), de l'inspection du travail, des tickets-repas ? Ou pensent-ils que c'est un héritage du Front populaire ?

La révolution nationale de Pétain remplace la lutte des classes par des commissions sociales. Vichy a créé les CE avec l'argent prélevé sur la masse salariale qui permettra de développer les villages de vacances, les loisirs en famille et toutes sortes de mesures sociales. Vichy invente les cantines - avant les ouvriers venaient avec leur gamelle - et les tickets-repas qui fonctionnent comme les tickets de rationnement. La création du menu à prix fixe est également liée aux restrictions alimentaires pendant la guerre. Beaucoup de mesures sociales ont été attribuées, à tort, au Front populaire. Plus tard le général de Gaulle confiera dans ses Mémoires, que «les doctrines sociales de la révolution nationale, organisation corporative, charte du travail, privilèges de la famille, comportaient des idées qui n'étaient pas sans intérêt».

Au chapitre répression, la France a hérité de la police nationale et des milices para-étatiques qui deviennent les CRS...

René Bousquet, le chef de la police de Vichy, celui des rafles du Vél d'Hiv, intègre dans ses forces les groupements mobiles de réserve ou gardes mobiles de réserve (GMR). Jeunes hommes de moins de 30 ans, peu formés, ils doivent «être en parfaite condition physique, actifs et vigoureux». Ces milices de l'Etat chassent les maquisards dans les montagnes, encadrent les rafles et aident à la déportation des Juifs. Les GMR sont dissous en novembre 1944 pour renaître très vite, à l'identique, avec le même uniforme. Ils intègrent des éléments des FFI (Forces françaises de l'intérieur), changent de nom et s'appellent désormais compagnies républicaines de sécurité ou CRS. Cette police des foules s'illustre ensuite dans la répression des grandes grèves ouvrières, des manifestations de la guerre d'Algérie, et devient célèbre en Mai 68 quand les manifestants hurlent «CRS-SS» : un retour de l'histoire…

Quant à la police nationale créée par Vichy, même le chef de cabinet de Pétain trouvait que son uniforme ressemblait trop à celui des SS. Cette nouvelle police nationale fera seule, sans les Allemands, la grande rafle du Vél d'Hiv.

C'est Pétain qui impose les vaccinations, installe la médecine scolaire, la médecine du travail. Une exigence des Allemands ?

Les nazis sont obsédés par les maladies. Ils trouvent les Français très sales. Selon eux, ils ne se lavent pas et transmettent des maladies mortelles contagieuses - la syphilis, à l'époque, n'est pas curable. Donc les Allemands font pression sur Vichy pour instaurer le contrôle de la population : carnet de vaccination, vaccinations obligatoires, la médecine scolaire, la médecine du travail. Le certificat prénuptial obligatoire avant le mariage, supprimé il y a quelques années, est copié sur le certificat d'aptitude au mariage allemand. Il visait à repérer la syphilis ; plus tard, il servira pour le sida.

Le Front populaire, sous l'influence du courant hygiéniste d'avant-guerre, avait déjà mis en place la prévention de la tuberculose dans les dispensaires, c'est donc un héritage aussi du Front populaire, mais Vichy ne s'en réclame pas.

Autre obsession nazie, le culte du corps et du sport : on découvre que le rugby à XV, le handball, le judo, les stations de Courchevel, Chamrousse, Val-d'Isère, sont un legs de l'occupation.

Handball, c'est un mot allemand, pas anglais. Le rugby devient à XV parce que le rugby à XIII est trop anglais, et Vichy cherche à se débarrasser de tout élément anglophone. Le gouvernement de Pétain se rattache aux forces de l'Axe, on introduit alors le judo, un sport du Japon, pays allié du Reich.

Les Allemands sont aussi fous de montagne. A ce sujet, le ministre des Sports de Vichy, Jean Borotra, va expliquer qu'il faut «que chacun d'entre nous s'astreigne à pratiquer un de ces sports où on apprend à affronter les chocs, les coups, les risques…» On inaugure à Val-d'Isère en 1943 le téléphérique le plus rapide du monde, et Vichy crée la profession de guide de haute montagne.

On ignore aussi que notre code de la route a été copié sur celui de l'Allemagne.

La France n'avait que trois ou quatre panneaux, et les bornes Michelin qui indiquaient le kilométrage. Le panneau sens interdit était écrit en français et les Allemands ne pouvaient pas le comprendre. Alors ils instaurent des panneaux avec la barre blanche pour sens interdit, des signes pour l'obligation de tourner à droite, etc.

Et notre paysage urbain façonné par la collaboration de Vichy et de l'Allemagne : les régions, les autoroutes, le périphérique…

Les provinces françaises ont été redécoupées à partir de la carte d'un géographe nazi qui fait la théorie des nœuds centraux : il faut une ville de taille moyenne au milieu de chaque région. Le périphérique est aussi un projet allemand. Il s'agit toujours d'isoler l'élément sain des «éléments malades», les communistes, les réfractaires, les gaullistes des banlieues rouges, en construisant une ceinture protectrice autour de Paris. Comme pour le reste, les Allemands décident, font le plan, et ensuite les services de Vichy exécutent. En 1943, l'inspecteur général René Mestais justifie ainsi ce projet : «Il importe d'éviter à tout prix que Paris ne coule dans une banlieue qui l'enliserait pour un siècle… Voici Paris, sans le confondre avec Levallois, Aubervilliers, Pantin, Vitry ou Malakoff. Ce sera le rôle dévolu au boulevard périphérique.» L'idée d'un boulevard périphérique est née en 1943 et non, comme on le croit, dans les années 70. Et les autoroutes sont dessinées afin de relier Paris à Berlin. Pour Vichy, l'allié, c'est l'Allemagne, et l'ennemi, les Anglo-Saxons.

On ne connaît pas non plus l'héritage culturel des années noires. Par exemple, l'Idhec, la première école de cinéma en France (qui devient la Fémis en 1986), les fouilles archéologiques, la Réunion des musées nationaux…

Il n'y avait pas d'école qui forme des techniciens et des réalisateurs de cinéma. Et les Allemands avaient de l'avance grâce à leur film en couleur Agfa. L'Institut des hautes études cinématographiques ouvre en janvier 1944 sous la présidence de Marcel L'Herbier. Henri Langlois y fait des conférences, le réalisateur Claude Autant-Lara est au jury. Alain Resnais est de la première promotion de l'Idhec.

Et Mozart arrive pour la première fois en France avec l'armée allemande.

C'est très étonnant. Mozart, avant la guerre, était rarement joué en France. On jouait un peu de Wagner, du bel canto, pas Mozart. Arrivent les Allemands, qui créent au printemps 1941 la semaine Mozart. Ils font venir un jeune chef d'orchestre, Herbert von Karajan, et pour la première fois Mozart est joué à l'Opéra de Paris et dans les jardins du Palais Royal. Les Noces de Figaro est donné en l'honneur des commandos supérieurs de la Wehrmacht au Théâtre des Champs-Elysées, avec un livret de Lorenzo Da Ponte, juif dont le nom va disparaître de l'affiche. A la Libération, Mozart n'est plus joué, il ne revient qu'en 1948 quand la ville d'Aix-en-Provence organise un festival Mozart. C'est du refoulé collectif, tout le monde pense que Mozart a toujours fait partie de

notre vie.

Enfin, très paradoxal, l'évolution des femmes. D'un côté, on en fait des mères pondeuses avec la fête des mères ; de l'autre, on les encourage à travailler, à avoir un carnet de chèques.

La fête des mères est une invention pour répondre à la baisse de la natalité. Il faut remonter la courbe, alors on développe le culte des mères, le culte de la famille, et la fête des mères bien évidemment. Vichy valorise la femme au foyer, la mère de famille nombreuse, Pétain annonce qu'il sera le parrain de tout enfant qui est le seizième s'il y en a quinze vivants…

Mais plus d'un million d'hommes sont partis, sont prisonniers, et les femmes sont mises au travail. Pétain les encourage à devenir secrétaires, dactylos. La secrétaire est une image de Vichy. En même temps, c'est une étape. Le gouvernement Laval les autorise à avoir leur propre chéquier. Mais cette autorisation est supprimée à la Libération. Incompréhensible…

Les femmes entrent aussi pour la première fois dans la société civile, on voit des reportages allemands sur la première femme au conseil municipal qui célèbre un mariage.

L'histoire a préféré oublier ces vestiges de Vichy et de la collaboration dans la société française ?

Les historiens sont mal à l'aise. Prudents et critiques, par exemple sur le travail des femmes. De même avec les lois importantes sur les enfants délinquants. Vichy a un grand souci de l'enfant, qui n'est plus vu comme un adulte en miniature mais comme un être avec des droits propres, qui doit être sauvegardé, protégé, rééduqué. Les nouvelles lois vont donc limiter sa responsabilité pénale, l'enfant délinquant n'est plus envoyé dans des bagnes, mais dans des maisons de redressement. Tout le monde croit que ces lois datent de 1945, de la Libération, alors que la protection de l'enfant délinquant, c'est Pétain. On refoule l'héritage parce que ce serait reconnaître que le régime de Vichy était complexe, que Vichy, c'est aussi la France.

(1) «Ville lumière, années noires : les lieux du Paris de la collaboration», préface de Pierre Assouline, éd. Denoël, 2008. «Paris dans la collaboration», préface de Serge Klarsfeld, éd. Seuil, 2009. «Sous l'œil de l'occupant : la France vue par l'Allemagne», éd. Armand Colin, 2010. Libération 19 octobre 2012

LVOG - Cet article est digne de Libération. Soyez fier d'être fasciste, on lui doit tant !

Vous rendez-vous compte ce que vous devez au régime de Vichy et de l'Allemagne nazi, ingrats et ignorants que vous êtes, vous devriez avoir honte de ne pas encore voter RN-FN, c'est une Lévy qui vous le dit, cela vous étonne ?

Je n'ai pas trouvé sur le Net la biographie de cette immonde créature, Annette Lévy-Willard, tout ce que je sais c'est qu'elle est reporter à Libération, par contre j'ai dégoté un article de la même époque qui n'était pas à piquer des vers. En le lisant je me suis demandé si je ne rêvais pas, puis je me suis souvenu de ce que je venais de lire.

http://www.bernard-henri-levy.com/libye-lespoir-a-gagne-liberation-25-mai-2012-article-de-annette-levy-willard-29277.html

Libye. L'espoir a gagné (Libération, 25 mai 2012, article de Annette Lévy-Willard)

Extraits. Du soulèvement à la libération, le philosophe Bernard-Henri Lévy signe un film qui retrace les huit mois d'insurrection.

Dans le désert libyen, cette fois, la révolution gagnera la bataille, le soutien international viendra au secours du peuple assiégé, le tyran Kadhafi n'y survivra pas. Bernard-Henri Lévy se trouve au Caire, sur la place d'une autre révolution, en février 2011, quand il décide d'aller en Libye. Et se trouve emporté, témoin et très vite acteur de la rébellion.

L'écrivain et philosophe devient militant et homme politique, au nom du «devoir d'ingérence», le temps de la révolution libyenne.

Et on revoit donc, en images, ces huit mois où les Libyens ont pris leur sort en main, où le monde occidental a compris que l'histoire était du côté de ce peuple, que le XXIe siècle ne pouvait pas toujours reproduire les erreurs génocidaires du XXe.

L'image de Bernard-Henri Lévy seul sur des marches, à Benghazi, essayant de joindre Nicolas Sarkozy au téléphone, puis, plus tard, réussissant à sortir le général Younès (qui sera assassiné), Souleiman Fortia et une délégation militaire, de Misrata assiégée, pour une rencontre secrète avec Sarkozy à l'Elysée. Et faisant le tour de la planète, obstiné, pour supplier les dirigeants d'aider le peuple libyen à gagner la guerre.

La joie des Libyens libérés après quarante ans de barbarie, Sarkozy et Cameron, en visite officielle dans Tripoli, fêtant la victoire avec le peuple reconnaissant. Mais aussi le premier discours du président Abdeljalil citant la charia comme référence légale dans le futur Etat libyen. Libération, 25 mai 2012

LVOG - Peuple libyen soyez heureux des bienfaits que vous ont procurés la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, Israël et l'Otan, quelle oeuvre sociale digne du régime de Vichy et de l'Allemagne nazi réunis ! Vous comprenez la nature du sionisme, ce qui se cache derrière leur discours sur l'antisémitisme ?

Qui sème la guerre en porte la responsabilité.

Crash d'un avion près de Téhéran: l'Iran exclut la thèse du missile - AFP11 janvier 2020

L'Iran a nié catégoriquement vendredi la thèse selon laquelle le Boeing 737 qui s'est écrasé mercredi près de Téhéran aurait été touché par un missile, piste privilégiée par plusieurs pays, notamment le Canada dont nombre de citoyens ont péri dans le crash.

Citant une "source informée", l'agence de presse iranienne Fars a indiqué vendredi soir que "la cause du crash de l'avion ukrainien (serait) annoncée" samedi après une réunion de la commission d'enquête "en présence des parties (iraniennes) et étrangères".

Toute spéculation avant cette "annonce officielle" n'est "pas crédible", souligne-t-elle.

...et quelques heures plus tard...

L'Iran reconnaît avoir abattu "par erreur" le Boeing ukrainien - Le HuffPost 11 janvier 2020

Trois jours après le crash d'un Boeing 737 peu après son décollage à Téhéran, l'armée iranienne a reconnu ce samedi 11 janvier que l'avion avait été touché "par erreur" par un missile, l'état-major iranien a finalement reconnu dans un communiqué qu'une "erreur humaine" était à l'origine du crash qui a causé la mort de 176 personnes.

La catastrophe s'est produite dans les heures ayant suivi des tirs de missiles de l'armée iranienne sur des bases militaires abritant des soldats américains en Irak menés en représailles à l'assassinat ciblé du général Qassem Soleimani. Le HuffPost 11 janvier 2020

...et finalement le récit complet :

Comment l'Iran a abattu un avion ukrainien: le récit d'un général - AFP 11 janvier 2020

Téhéran (AFP) - Le commandant de la branche aérospatiale des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran, a endossé samedi la "responsabilité totale" de la catastrophe de l'avion de ligne ukrainien abattu mercredi après son décollage de Téhéran, par un missile iranien tiré "par erreur".

Le drame a fait 176 morts. Les victimes sont essentiellement des Iraniens et des Canadiens, mais également des Afghans, des Britanniques, des Suédois et des Ukrainiens.

Voici les principaux points de la déclaration de plus de 10 minutes du général de brigade Amirali Hajizadeh, diffusée par la télévision d'Etat.

"J'ai appris (la nouvelle du drame) alors que j'étais dans l'ouest du pays, après que l'Iran a tiré des missiles contre des bases", indique le général de brigade en allusion aux bases utilisées par l'armée américaine en Irak. Les tirs iraniens étaient en représailles à l'élimination le 3 janvier du général iranien Qassem Soleimani, tué dans un raid américain à Bagdad.

"J'endosse la responsabilité totale (de cette catastrophe) et je me plierai à toute décision qui sera prise."

"J'aurais préféré mourir plutôt que d'assister à un tel accident."

"La nuit de l'accident (...) l'état d'alerte était au niveau guerre. Cette nuit-là, nous étions prêts pour un conflit total", à cause des menaces américaines, dit-il.

A ce moment-là, "je considère (la guerre) probable (...) en raison de la présence de nombreux avions dans le ciel (du Moyen-Orient), des avions de guerre et quelques bombardiers" envoyés en renfort.

"C'est la conséquence de la malfaisance de l'Amérique, des tensions qu'elle crée dans la région et de ses actions."

- "Missiles de croisière" -

"A plusieurs moments, le système (de défense) rapporte que des missiles de croisière ont été tirés en direction du pays et à une ou deux occasions, il est répété que ces missiles sont en route: soyez prêts!"

"Les systèmes (de défense) sont en état d'alerte maximale. Il n'y a qu'à appuyer sur le bouton."

"Etant donné les informations qui lui ont été données sur le fait que c'est une situation de guerre et que des missiles de croisière ont été tirés, l'opérateur (du système de missile ayant abattu l'avion) identifie (l'avion) comme un missile de croisière."

"Il était obligé de contacter (un échelon supérieur) et d'obtenir vérification (de la cible)."

"Là, il y a eu une erreur de l'opérateur. Mais son système de communication a apparemment été perturbé. Il y a peut-être eu un brouillage du système, ou le réseau était occupé. Quoi qu'il en soit, la conséquence est qu'il n'a pu contacter personne".

"Il avait dix secondes pour décider. Il pouvait décider de tirer ou de ne pas tirer. Malheureusement, étant donné les circonstances, il a pris la mauvaise décision: le missile est tiré et l'avion est touché."

"C'était un missile de courte portée qui a explosé près de l'avion. C'est ce qui explique que l'avion a pu" continuer de voler.

"L'un de nos (hommes) a commis une erreur et comme il est sous notre commandement (...) la responsabilité doit nous incomber. Nous sommes attristés (...) nous sommes désolés."

"Malheureusement, à cause d'une décision prise à la hâte par une personne, cette grande catastrophe a eu lieu."

Revenant sur le démenti formel apporté vendredi par l'Organisation de l'aviation civile iranienne à la thèse du tir de missile, le général Hajizadeh affirme que celle-ci a "agi en fonction de la connaissance" qu'elle avait de la situation. "Ils n'étaient pas au courant" jusqu'à ce que l'état-major des forces armées reconnaisse une erreur humaine samedi.

Sur ce point, le général laisse entendre que l'état-major a commencé à soupçonner une erreur des forces armées dès mercredi et a formé en conséquence une commission d'enquête.

"La raison pour laquelle il a fallu attendre plusieurs jours pour que cela soit annoncé n'est pas que certains voulaient cacher la vérité" mais que la "procédure" en pareille situation est que "nous ne sommes pas autorisés à dire quoi que ce soit à qui que ce soit".

L'enquête est menée rapidement, dit le général, et "vendredi, presque toutes les informations sont rassemblées et la nature de l'accident apparaît alors clairement".

"Nos collègues de l'aviation civile (...) n'ont commis aucune faute. Nous sommes les seuls fautifs."

Pourquoi les vols commerciaux n'ont pas été annulés cette nuit là ? La question a été posée au général par la télévision.

"Je ne veux accuser personne", a-t-il répondu. "Naturellement cette question fera l'objet d'une enquête (...)."

"De mon point de vue, quand la situation tourne à la guerre", la décision d'annuler le trafic aérien civil doit être prise "par les autorités compétentes, mais (...) cela n'a pas eu lieu."

"L'organisation de l'aviation civile n'est pas fautive. On ne leur a pas demandé" d'annuler les vols.

"C'est une erreur et un problème des forces armées" seules. AFP 11.01

LVOG - Ce récit correspond-il à la réalité, je n'en sais rien, il pourrait y avoir deux autres explications.

La première, un militaire iranien agent de l'Etat profond américain aurait pu abattre cet avion afin de fournir un prétexte à Trump pour bombarder l'Iran, c'est plausible après que Thierry Meyssan ait révélé que ces agents existaient. La seconde explication, en abattant un objet volant non identifié fonçant sur Téhéran, les autorités iraniennes ont pu vouloir faire la démonstration de l'efficacité de leur défense anti-aérienne et montrer ainsi aux Américains ce qui arriverait à leurs drones, avions ou missiles s'ils attaquaient l'Iran, cette explication est également plausible.

Epilogue.

- Crash de l'avion ukrainien: une cyberattaque US aurait leurré les radars iraniens (site militaire russe) - Almanar 11 janvier 2019

Le site militaire russe Avia.pro est revenu sur l'accident du à une erreur humaine et qui a provoqué le crash du Boing 737 ukrainien en Iran, le 8 janvier dernier, quelques minutes après son décollage, causant la mort de 179 passagers et membres de son équipage.

Se fiant à des experts militaires, il rapporte que le coup ressemble point par point à la destruction au large de Lattaquié en Syrie, en septembre 2018, d'un IL-20 russe : les chasseurs israéliens qui étaient traqués par les missiles syriens l'avaient utilisé comme bouclier, quitte à en causer la destruction et la mort de 15 passagers.

Le site militaire russe se réfère à une enquête indépendante qui conclut à la « responsabilité au moins partielle US » dans la tragédie du 8 janvier :

« Selon des experts, l'armée américaine a délibérément modifié les informations sur le vol du Boeing 737 ukrainien, ce qui en a fait une véritable cible pour les systèmes de défense aérienne iraniens. Selon les données qui ressortent des sources liées au Pentagone, plusieurs avions militaires américains ont été observés dans le ciel près de l'espace aérien iranien, juste au moment du vol du Boeing et des anomalies ont été observées sur les radars iraniens, vraisemblablement dues à une cyberattaque. L'avion civil a alors été pris pour un avion de combat se dirigeant droit vers une cible militaire.

Dans la mesure où le pilote a fait un demi-tour, il est fort probable que la cyberattaque US ait également visé le système de navigation du Boeing ukrainien. Ce n'est pas la première fois que les Américains font ce genre de coups », dit le site. Almanar 11 janvier 2019

En complément

- Israël a joué un rôle déterminant dans l'assassinat du général Qassem Soleimani par Gilles Munier - Mondialisation.ca, 12 janvier 2020

Alors que le New York Times laissait entendre que Benjamin Netanyahou avait été informé de la décision américaine, ce dernier niait toute participation à l'opération. Or, il s'avère aujourd'hui – preuves à l'appui – que les services de renseignement israéliens sont étroitement mêlés à l'assassinat.

Selon une enquête de la chaîne américaine NBC News, Israël a joué un rôle déterminant en confirmant la présence du général Soleimani le 3 janvier à bord du vol Damas-Bagdad de l'Airbus A320 de Cham Wings Airlines.

La CIA infiltre les services de sécurité des aéroports de Damas et de Bagdad

L'information provenait d'espions recrutés par la CIA au sein du service de sécurité de l'aéroport. Un tour de force car le nom du général et ceux des membres de son escorte n'étaient pas sur la liste des passagers, les Iraniens déposés au bas de la passerelle embarquant directement dans l'avion.

Il ne restait plus aux Américains qu'à suivre l'Airbus par satellite et à faire décoller des drones tueurs garés sur la base Aïn al-Assad située dans la région d'Al-Anbar. Parmi eux, un drone MQ-9 Reaper chargé de transmettre, en temps réel, au Pentagone et à la CIA le déroulement de l'opération.

D'autres espions américains infiltrés à l'aéroport de Bagdad confirmèrent ensuite l'heure d'atterrissage de l'Airbus et signalèrent sans doute qu'Abou Mahdi al-Muhandis – chef du Hezbollah irakien et n°2 des Hachd al-Chaabi – accueillerait le général.

On connait la suite : à la sortie de l'aéroport, deux tirs de missiles Hellfire (Feu de l'enfer) pulvérisèrent le véhicule blindé transportant Qassem Soleimani et Muhandis, un autre celui de leurs gardes du corps.

A Damas et à Bagdad, des suspects ont été arrêtés. En Irak, Falah Al-Fayyad – conseiller à la sécurité nationale et coordinateur en chef des Hachd – mène l'enquête dans l'espoir de démanteler le réseau pro-américain impliqué dans l'opération. Mondialisation.ca, 12 janvier 2020

Crise politique mondiale. Encore un Etat sans nouveau gouvernement après des élections législatives.

- Le Parlement tunisien rejette le gouvernement proposé par Habib Jemli - Reuters 11 janvier 2020

Le Parlement tunisien n'a pas accordé sa confiance vendredi soir au gouvernement proposé par le Premier ministre désigné Habib Jemli, ouvrant une nouvelle période de tractations compliquées pour tenter de mettre sur pied une coalition.

Les députés ont rejeté par 134 voix contre 72 le cabinet proposé par Jemli.

Il appartient désormais au président Kaïs Saied de désigner un nouveau candidat au poste de Premier ministre.

Les élections générales d'octobre dernier ont débouché sur un parlement très fractionné. La première force parlementaire, la formation islamiste modérée Ennahda, qui soutenait le cabinet Jemli, ne contrôle que 53 des 217 sièges de l'assemblée. Reuters 11 janvier 2020

Instrumentalisation hystérique du climat

Qui dit mieux ?

- Australie : jusqu'à un million de milliards d'animaux tués - LePoint.fr 11.01

Selon deux chercheurs, ce ne sont pas 500 millions mais un million de milliards d'animaux qui sont morts dans les feux gigantesques en Australie depuis septembre. LePoint.fr 11.01

LVOG - Pendant que d'autres sont en état de mort cérébrale, c'est la pire puisqu'ils continuent à être nuisibles !

Normal : L'Etat est la première organisation terroriste !

- Extinction Rebellion, organisation terroriste? La police britannique admet une erreur - Le HuffPost 11 janvier 2020

LVOG - Avant d'être recadré, non, la police antiterroriste britannique n'avait pas commis d'erreur.

Dans un fascicule officiel destiné aux institutions et aux différents services de sécurité afin de sensibiliser sur les risques de radicalisation des jeunes, la police antiterroriste britannique a classé l'organisation écologiste dans la catégorie des groupes terroristes aux côtés notamment du groupe néonazi National Action, et du groupe Al-Muhajiroun, qui a plaidé allégeance à Daech. Le HuffPost 11 janvier 2020

Propagande idéologique des agents du Green New Deal.

Rappel. Le blog Les Crises ne reproduit que des articles favorables à la théorie du réchauffement climatique d'origine anthropique (activité humaine), normal, son propriétaire est lié à la finance.

Les cinq piliers malhonnêtes du climato-scepticisme – Par Mark Maslin (Source : Consortium News) - Les Crises 6 janvier 2020

Extraits.

Leur emprise sur la population semble sur le déclin. Selon deux sondages récents, plus de 75 % des Américains pensent que ce sont les humains qui sont à l'origine du changement climatique. (Le produit du matraquage hystérique médiatique et institutionnel. Aujourd'hui plus de la moitié des Américains ne croient plus en la version officielle du 11 septembre 2001. - LVOG) Les grèves climatiques dans les écoles, les manifestations d'Extinction Rebellion, les gouvernements nationaux déclarant une urgence climatique, l'amélioration de la couverture médiatique sur le changement climatique et un nombre croissant de phénomènes météorologiques extrêmes ont tous contribué à cette évolution. Il semble également y avoir un regain d'optimisme quant à notre capacité à surmonter la crise. (Bref, le pire est à venir. - LVOG)

A un tel tournant, il est important de réussir à décrypter les différents types de dénégations.

N°1. Le déni de science

Tous ces arguments sont faux et il existe un consensus clair parmi les scientifiques quant aux causes du changement climatique. (Faux, ce consensus est frauduleux. Lire les documents mis en ligne dans ce portail pour en avoir confirmation. - LVOG)

Le revirement de l'opinion publique signifie que, de plus en plus, le travail de sape contre les scientifiques verra son effet diminuer. Les climato-sceptiques adoptent donc de nouvelles stratégies. (L'opinion publique a été manipulée, mais au fur et à mesure que le temps passe, elle va forcément s'en apercevoir. - LVOG)

N°2. Le déni économique

La thèse selon laquelle la lutte contre le changement climatique coûterait trop cher est une forme plus subtile de climato-scepticisme. (C'est pourtant la stricte réalité, chiffrée. - LVOG)

Ce que les climato-sceptiques oublient également de vous dire, c'est qu'ils protègent une industrie des combustibles fossiles qui perçoit chaque année 5 200 milliards de dollars de subventions – ce qui englobe les coûts d'approvisionnement subventionnés, les allègements fiscaux et les coûts environnementaux. Cela représente 6 % du PIB mondial. (Les climato-réalistes savent qu'il est impossible dans l'état actuel des choses de se passer des énergies fossiles, ajoutons le nucléaire contre lequel je suis, mais j'admets qu'en comparaison avec les énergies dites renouvelables, le nucléaire présente plus d'avantages que d'inconvénients, je ne suis ni borné ni dogmatique, mais pragmatique, je suis un ouvrier ! - LVOG)

N°3. Le déni humanitaire

Les climato-sceptiques soutiennent également que le changement climatique est bon pour nous. (Non, les climato-réalistes affirment qu'un léger réchauffement climatique n'est pas nuisible aux espèces organiques, dont les hommes, ce qui n'est pas du tout pareil. - LVOG)

Les détracteurs du changement climatique soulignent également que les plantes ont besoin du dioxyde de carbone atmosphérique pour croître, de sorte que le fait d'en avoir plus agit comme un engrais. (C'est exact. - LVOG)

Les climato-sceptiques vous diront qu'il y a plus de gens qui meurent du froid que de la chaleur, donc que des hivers plus chauds seront une bonne chose. C'est profondément trompeur. Les personnes vulnérables meurent de froid parce qu'elles sont mal logées et qu'elles n'ont pas les moyens de chauffer leur logement. C'est la société, et non le climat, qui les tue. (Quel aveu, et quand elles crèvent de faim, à cause de l'eau contaminée ou manque de médicaments ou de soins aussi ! - LVOG)

N°4. Le déni politique

Les détracteurs du changement climatique soutiennent que nous ne pouvons pas agir parce que d'autres pays n'agissent pas. (C'est inutile dans un pays déjà à faible taux d'émission de CO2 comme la France, en effet. - LVOG)

Le passage aux énergies renouvelables et aux véhicules électriques, par exemple, réduit la pollution de l'air, ce qui améliore la santé de tout le monde. (Alors que la nuisance des éoliennes n'est plus à démontrer... - LVOG)

Le développement d'une économie verte génère des avantages économiques et crée des emplois. (La guerre aussi, plus encore même ! - LVOG)

N°5. Le déni de la crise

Le dernier volet du déni du changement climatique est l'argument selon lequel il n'y a pas urgence à changer les choses, surtout compte tenu de l'incertitude soulevée par les quatre autres volets de déni ci-dessus. Les négationnistes soutiennent que le changement climatique n'est pas aussi grave que les scientifiques le prétendent. (Ils oublient de préciser que la plupart d'entre eux sont aussi des scientifiques. - LVOG)

La question fondamentale qui se pose est la suivante : pourquoi laissons-nous les privilégiés et les puissants nous convaincre de remettre à plus tard la protection de notre planète contre le changement climatique ? Les Crises 6 janvier 2020

LVOV - L'avant-dernier paragraphe montrait de manière magistrale qu'on était en présence de dangereux fanatiques prêts à tout pour atteindre leurs objectifs. Leur procédé en dernier recours est des plus grossier, l'amalgame ordurier, ils suggèrent que nous aurions un lien de parenté avec les esclavagistes, les misogynes, les colonialistes, les racistes, les homophobes, les destructeurs de la planète, les antisociaux à tendance liberticide, rien de moins ! Je plains ceux qui partagent leur thèse.

Selon l'auteur de cet article, ceux qui contestent les conclusions du GIEC ou s'opposent au Green New Deal emploieraient des arguments du même type que ceux "*qui ont été utilisés par le passé pour retarder la fin de l'esclavage, l'octroi du droit de vote aux femmes, la fin du régime colonial, la fin de la ségrégation, la dépénalisation de l'homosexualité, le renforcement des droits des travailleurs et des réglementations environnementales, l'autorisation du mariage entre personnes du même sexe et l'interdiction de fumer*".

Commentaires d'internautes.

1- "Un climato-réaliste ou une personne honnêtement sceptique qui suit le sujet avec attention n'aura aucun mal à démonter les 5 points ci-dessus, ils sont d'une extrême grossièreté et ne tiennent aucunement compte de la complexité du débat.

Et c'est censé convaincre ? Fail total, mais on avait compris avec les 2 derniers paragraphes que ce n'était pas le but recherché. C'est un texte pour convaincre les convaincus qu'il est urgent de… de faire quoi exactement ?"

2- "Faisons simple : cet article est un discours politique qui prétend faire de la science avec un travail de journalistes (cf lien sur les événements extrême p. ex.). Il fini sur une série scabreuse sans queue ni tête qui amalgame son opposant climatique à l'esclavagisme, le ségrégationnisme, le colonialisme etc, afin de désigner un ennemi vaguement défini comme "les privilégiés et les puissants", mais dont on ne saura rien.

Et vous demandez des arguments ? mais la véritable question est plutôt de savoir comment vous, vous faite pour défendre ce genre de texte et prendre ça pour une argumentation scientifique crédible ?"

3- "Ce site devient l'observatoire du climato-négationnisme comme d'autres font un observatoire du conspirationnisme, ou comme le decodex est un ministère de la pensée.

Le réchauffisme est une idéologie et une religion qui se répand et distribue ses arguments inquisitoires sans paraître comprendre que les sceptiques sont en fait acquis dans leur majorité à la cause écologique, mais refusent le diagnostic faussé et manichéiste qu'impose cette religion aux visées manipulatoires. Le climato-catastrophisme n'est rien de plus qu'un chiffon rouge idéologique, un arbre dont la vocation est de focaliser l'attention pendant que la forêt tombe. Le fait qu'on mette tout sur le dos du climat, jusqu'à des conséquences qui sont le fait des guerres pour les ressources géostratégiques est extraordinairement parlant…"

4- "Non, si on prend les chiffres du réchauffement et que l'on regarde sur une période longue, donc en regardant avant 1850 , on voit bien que :

– le réchauffement est antérieur au début de l'ère industrielle

– que les émissions de CO2 sur la deuxième moitié du XIXème siècle étaient minimes (graphiques rapport AR5 du GIEC)

– que l'évolution des températures ne suit pas l'évolution des émissions de CO2

Donc le vrai déni est de nier les causes naturelles et d'exagérer l'influence du C02"

5 - "Il serait intéressant de trouver une étude sociologique pour avoir le profil type du climato-sceptique. Je n'ai trouvé aucune donnée mais l'hypothèse à vérifier serait peut-être celle d'une coïncidence climato-sceptique / mentalité bourgeoise."

6- "Une étude assez ancienne de l'IFOP conclut : "28 % des Français adhérent aux argumentaires des climato-sceptiques (sur-représentation parmi les personnes âges et les sympathisants de droite)... Vieux, de droite … mâle blanc embourgoisé de plus de 50 ans."

7- "Je vous recommande cette excellente conférence de l'ADEME présentant des résultats de sondages plus fiables que ceux de l'IFOP et réalisés sur une longue durée.

Le sujet de cette conférence est "Comment les Français perçoivent-ils le réchauffement climatique et l'effet de serre ?". Elle a été faite en mars 2019.

Vous apprendrez que l'environnement ne fait absolument pas partie des priorités des Français. Ils classent avant l'emploi, l'immigration, les inégalités et les impôts et taxes. 1/3 des Français sont climatosceptiques. Ce chiffre est à peu près constant, mais assez fluctuant tout de même (il dépend des sujets évoqués dans la presse et du temps qu'il fait)."

Haut de page

Le 17 janvier 2020

CAUSERIE ET INFOS

- 29 pages au format pdf

Vous voulez en savoir plus ? Vous avez du bol, ici c'est gratuit et on ne vous demande même pas de verser un don, profitez-en.

Pour se mettre dans l'ambiance et au-dessus parce que c'est génial ! :

- 2CELLOS - Highway To Hell [Live at Sydney Opera House]
- 2CELLOS - Pirates Of The Caribbean [OFFICIAL VIDEO]
- 2CELLOS - Thunderstruck [OFFICIAL VIDEO]
- 2CELLOS on 1 cello! Every Teardrop Is a Waterfall - Coldplay

C'est génial !

- 2CELLOS - I Will Wait [OFFICIAL VIDEO]

Des paysages extraordinaires.

Je vous conseille de lire ou relire dans cette page les deux extraits de *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine. Pourquoi ? Lisez cette causerie et vous le saurez.

Vidéo

Pour sortir de la médiocrité ambiante et abêtissante :

- La gouvernance par les nombres par Alain Supiot professeur au Collège de France - Fondation Hugot du Collège de France (2012-2014)

https://www.youtube.com/watch?v=xeG-azZ41f8&list=PLwl60Z8ihqF48o9Z3QYoHaAAlgHB0CcWx

Ce cours brillant pèche cependant par ses lacunes, parce que son auteur a tenu à dissocier la crise du système économique de la crise institutionnelle pour se concentrer sur cette dernière, sans toutefois pouvoir évacuer de son exposé l'aspect économique, qui selon notre analyse demeure déterminant. Cela dit je vous conseille cette série de 7 courtes vidéos qui permet de réfléchir à de nombreux aspects ou facteurs qui composent la situation.

Comme la plupart ou tous les professeurs du Collège de France, Alain Supiot est un esthète, polyglotte, il a acquis des connaissances dans de très nombreux domaines, il se livre à une analyse transdisciplinaire qui lui permet d'avoir une vue d'ensemble de la situation qui reflète assez bien la réalité, beaucoup mieux que peuvent le prétendre la plupart de nos contemporains, y compris les militants en général.

Réflexion préliminaire.

Obstinément, délibérément, cyniquement, foutu pour foutu, surtout ne changez rien !

Il y aurait du bon et du mauvais en toute chose, pensée, décision, déclaration, action, évènement, mesure, ainsi pensent les démagogues ou populistes qui nous abreuvent des mêmes théories, dogmes, mots d'ordre ou stratégies depuis plus d'un demi-siècle avec le succès que l'on sait.

Tout est contradiction et mouvement, dialectique, certes, à condition toutefois de prendre les choses dans l'ordre où elles se présentent ou se réalisent, de les laisser à leur place au lieu de se livrer à des manipulations, sinon on en arrive facilement à l'aberration qui consiste à oublier ou nier tout simplement que certaines causes entraînent certains effets et non l'inverse. Autrement dit, quand on a tendance à confondre les deux ou à les inverser on ne comprend plus rien à la situation et on aboutit à l'effet ou à l'objectif inverse de celui recherché, soit dit en passant, ce qui a le don de surprendre encore certains, si peu généralement, peu importe, car finalement c'est de la faute à pas de chance ou à la fatalité, ce qui arrange bien les uns et les autres qui peuvent ainsi continuer à nuire tranquillement à notre cause au lieu de la servir.

Paradoxalement, le niveau de vie actuelle des masses est le principal handicap à son émancipation du capital, parce qu'elles commettent l'erreur fatale de l'attribuer au capitalisme au lieu de l'attribuer à la lutte de classe du prolétariat, des générations passées.

N'allez pas croire pour autant que je me réjouirais de la baisse de leur niveau de vie ou des coups qui leur sont portés, ça c'est l'argument scélérat avancé par ceux qui nient farouchement ce facteur, parce qu'il met en lumière leur responsabilité ou leur rôle déterminant dans l'orientation dramatique et pour un peu inexorable de la situation, et qui par conséquent n'y font jamais référence ou refusent systématiquement de l'aborder sérieusement.

Cela signifie qu'ils considèrent que le comportement des masses ne dépendrait pas de leurs conditions ou qu'elles n'auraient aucune incidence sur leur volonté ou décision, partant de là on peut prêter toute sorte d'interprétation à leur comportement ou on peut leur prêter toute sorte d'intentions, de préférence qui leur sont étrangères, du moment qu'ils sont conformes à la théorie gravée dans le marbre de nos dirigeants, le reste importe peu à leurs yeux ou ils s'en lavent les mains. Et bien, permet-moi de ne pas en être.

Maintenir les masses dans l'ignorance qu'elles sont les principaux acteurs du processus historique et que son orientation en dépend est criminel. Cela aura pour conséquence politique de les conduire à la résignation ou à placer leur confiance ou destin dans des acteurs ou des institutions qui oeuvrent à leur perte, ce qui revient au même à l'arrivée.

Rêvez, rêvez, rêvez... et le réveil sera particulièrement douloureux ou dramatique.

- Un emploi, une maison, un caddie rempli: les Français ne rêvent plus de ça - huffingtonpost.fr 17 janvier 2020

Ce rêve français correspondait aux “promesses” suivantes: si tu fais des études, tu auras un emploi stable et plutôt bien rémunéré avec une progression continue de tes revenus. Vers la trentaine, tu pourras devenir propriétaire de ton logement, un appartement dans une grande ville ou bien une maison dans une banlieue résidentielle. Tu auras accès à tout le confort moderne, tu auras une, voire deux voitures, tu pourras remplir ton caddie dans les hypermarchés chaque samedi, manger de la viande à tous les repas, accéder à la société de consommation et de loisirs, et partir en vacances en avion. À partir de la quarantaine, tu pourras même devenir propriétaire d’une résidence secondaire. Puis tu pourras partir en retraite assez jeune et en bonne santé avec un montant de pension plutôt confortable. Parallèlement, tu bénéficieras d’une protection sociale étendue, tes enfants pourront accéder à l’enseignement supérieur et être dans une logique d’ascension sociale. Cet idéal s’inscrivait dans le cadre d’une société laïque, mais tout de même influencée par une “matrice culturelle” catholique, plutôt homogène d’un point de vue culturel où la grande majorité de la population avait le sentiment d’appartenir à une vaste classe moyenne, où le “modèle” dominant restait celui de la famille composée d’un couple hétérosexuel avec deux enfants et où l’objectif global restait celui de la croissance économique avec en toile de fond, une foi assez communément répandue dans la science, la technologie et le progrès.

Or, il paraît de plus en plus évident que ce rêve soit ne fait plus rêver une partie de la société, soit semble largement inatteignable pour nombre de Français. En effet, celles et ceux pour qui cela reste un idéal atteignable semblent être de moins en moins nombreux. Ce sont en particulier des catégories supérieures et des classes moyennes supérieures vivant plutôt en province, et pas nécessairement dans les plus grandes agglomérations, et qui sont le plus souvent des Baby boomers (nés entre 1945 et 1965) et des Générations X (nés entre 1965 et 1980).

Pour les autres, cela paraît plus compliqué. Il y a tout d’abord celles et ceux qui partagent ce rêve, mais pour qui celui-ci est largement hors de portée. C’est bien évidemment le cas des catégories pauvres et précaires, mais aussi d’une grande partie des catégories populaires et des classes moyennes inférieures, qui ont le sentiment de “décrocher”. En dépit de leurs contraintes budgétaires, ils vont tout de même tout faire pour essayer de vivre ce rêve en recourant à ce que Jérôme Fourquet appelle l’”économie de la débrouille”, en vivant de plus en plus éloignés de leur lieu de travail ou bien en cumulant les crédits. C’est sans doute ce sentiment de ne pouvoir réaliser pleinement ce rêve français qui a nourri le mouvement des gilets jaunes.

Il y a aussi toutes celles et ceux qui n’ont pas les moyens de concrétiser ce rêve, mais qui n’y aspirent pas, notamment par rejet du consumérisme au nom d’une nécessaire transition écologique. Ce sont des employés et des cadres moyens de la fonction publique et de l’économie sociale et solidaire, des jeunes ou encore des intellectuels et des artistes précaires.

Et puis, il y a aussi celles et ceux qui ont les moyens de vivre ce rêve, mais qui n’en veulent pas, notamment parce qu’ils vont le trouver peu écologique ou même ringard en considérant que c’est un rêve “petit-bourgeois”, voire de “beauf”. C’est le cas d’une partie des catégories supérieures dans les plus grandes agglomérations, notamment des jeunes cadres citadins “Millennials?, mais aussi des étudiants de grandes écoles qui ont massivement signé le Manifeste étudiant pour un réveil écologique, de leaders d’opinion (universitaires, artistes, etc.) ou de militants de causes spécifiques (LGBT, végans, etc.). Même s’ils sont souvent loin d’être toujours cohérents entre ce qu’ils affirment et ce qu’ils font réellement, ces individus tendent à se montrer plutôt critiques vis-à-vis des valeurs fondamentales de ce rêve (individualisme, matérialisme, consumérisme) en dénonçant notamment les “4 cavaliers de l’apocalypse” écologique que sont la voiture, la surconsommation, la viande et l’avion.

Jusqu’aux années 1980, il y avait cette idée très giscardienne des deux Français sur trois qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes objectifs au sein d’une immense classe moyenne. À l’évidence, ce n’est plus le cas. Une partie des Français n’est, en effet, plus en mesure de suivre suite à plusieurs évolutions structurelles: mutation de l’économie liée à la désindustrialisation, à

la mondialisation ou à l'ubérisation conduisant à un chômage de masse, à une précarité et à une insécurité économique et sociale, net accroissement du coût du logement et plus largement des dépenses dites "contraintes", etc. Une autre partie notable de Français n'adhère plus à cet idéal, qu'ils aient ou pas les moyens de l'atteindre. Finalement, seule une minorité désormais semble vivre encore ce rêve français.

Le malaise français semble donc résider à la fois dans la frustration d'une partie notable de la population et dans le fait que les différentes "îles" de l'archipel français n'aspirent plus aux mêmes objectifs. huffingtonpost.fr 17 janvier 2020

LVOG - C'est toujours intéressant de savoir ou d'avoir des renseignements assez précis sur les bataillons qui sont derrière les causes à caractère identitaire ou à qui s'adressent les différents volets de la propagande officielle, qui prétend combattre le communautarisme alors qu'elle l'alimente et l'instrumentalise, pour briser la résistance de la majorité qui s'oppose ou rejette l'orientation de la société qu'ils veulent lui imposer...

D'un côté les catégories supérieures (CSP+) et les classes moyennes supérieures, les bataillons de Macron et LREM, la minorité en guerre contre la majorité. De l'autre, les catégories populaires et les classes moyennes inférieures qui se paupérisent ou se prolétarisent, le camp des abstentionnistes, des désabusés, des démoralisés, des sacrifiés. Entre les deux, ceux qui issus des catégories populaires et des classes moyennes inférieures, parviennent encore à s'en sortir parce qu'elles cumulent deux salaires avec d'importantes variations en fonction des générations, elles sont partagées entre les deux camps en privilégiant le premier, parce qu'elles conservent des illusions dans le capitalisme et les institutions, jusqu'à quand ?

Et en Chine ou en Inde ?

LVOG - S'ils ne sont pas "*en mesure de payer les soins de santé et les frais d'éducation, en plus de loyers élevés*", c'est forcément la faute du communisme !

- Chine: Plus faible taux de natalité en 70 ans - Reuters 17 janvier 2020

La Chine a connu l'an dernier son taux de natalité le plus faible depuis la fondation de la République populaire, en 1949, d'après des statistiques officielles communiquées vendredi.

Le taux de natalité s'est situé à 10,48 pour mille, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Le nombre de nouveaux-nés a reculé l'an dernier d'environ 580.000, à 14,65 millions.

L'abolition de la politique de l'enfant unique, en 2015, n'a pas permis de contribuer à une hausse des natalités, de nombreux couples étant réticents à devenir parents par crainte de ne pas être en mesure de payer les soins de santé et les frais d'éducation, en plus de loyers élevés.

La population chinoise comptait 1,4 milliard d'habitants à la fin de l'année 2019, d'après le BNS, contre 1,39 milliard un an plus tôt. Reuters 17 janvier 2020

LVOG - En Inde où je vis, les travailleurs indiens font face à une rapide évolution de la situation économique, mais pas vraiment en leur faveur. Elle aboutit au même scénario qu'en Chine, en pire, puisque chaque famille a en moyenne 2 ou 3 enfants à charge, donc elles ne peuvent pas s'en sortir et doivent s'endetter lourdement de manière permanente, ce qui contribue à la dégradation de leur qualité de vie et à la détérioration de tous les rapports dans la société qui étaient déjà exécrables. C'est au point que même dans le meilleur des cas en cumulant deux salaires, ils doivent se priver sur tout et demeurent voués à la précarité à vie.

Cela se traduit notamment par la recrudescence de la violence et de délits en tous genres, vols, alcoolisme, suicides, actes d'incivilité, agressions, meurtres, la presse y consacre pas moins de deux pleines pages quotidiennement. Cela explique peut-être en partie pourquoi Modi (Le Premier ministre) a relancé l'hindutva

A lire :

- Inde: La dette des entreprises sera-t-elle le catalyseur de la prochaine crise? par Sushovan Dhar - Mondialisation.ca 11 janvier 2020 - CADTM 30 décembre 2019

https://www.mondialisation.ca/inde-la-dette-des-entreprises-sera-t-elle-le-catalyseur-de-la-prochaine-crise/5640475

Lu dans un article.

- "La France de Macron n'est même plus une démocratie représentative. C'est pour reprendre la terminologie des "macronistes" :

une “start-up nation”.

Et, en cohérence avec ce terme, ces gens, hauts-fonctionnaires qui naviguent entre public et privé, hauts-cadre du privé qui sont nommés à des responsabilités publiques, tous ces gens gèrent la France comme une entreprise. Pour cela ils appliquent des techniques managériales et de communication qui ont été bien rodées dans la gestion des entreprises privées, et qui sont maintenant appliquées aux services publics et aux entreprises publiques (New Public Management).

Il est clair qu’une entreprise n’est pas le lieu où s’épanouit la démocratie : les salariés sont dans un lien de subordination vis à vis de ceux qui dirigent l’entreprise. Donc gérer la France comme une entreprise, revient à refaire des Français, non des citoyens qui peuvent et doivent participer à la vie publique, mais des sujets du monarque, tout comme sous l’ancien régime. La contre-révolution “macronienne”, c’est revenir à une France d’ancien régime, sous couvert de techniques managériales “dites modernes” (cf. G.Orwell). Si Macron réussit cette contre-révolution, alors la France sera devenue non seulement une post-démocratie, mais un “nouveau” type “d’ancien régime”, où un monarque et une noblesse dotés des pleins pouvoirs, exerceront un pouvoir sans partage sur la plèbe ramenée à l’état de sujets, voire de serfs.

L’enjeu du bras de fer actuel, n’est rien moins que cela. Et l’on voit déjà, comment ce pouvoir ne négocie rien, et passe tout en force, n’hésitant pas à user de brutalité s’il rencontre une résistance trop forte."

LVOG - Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas. Vous ne trouvez pas que ce qui est en train de se mettre en place ressemble étrangement au nouvel ordre mondial dont ils n'ont jamais cessé de faire la promotion ?

Les crétins ont été jusqu'à croire ce qu'on leur racontait sur les théories du complot, sans se soucier de la nature, de la personnalité ou de la fonction de ceux qui leur tenaient intentionnellement ce discours. Ils n'étaient pas à une contradiction près, alors qu'en réalité ces théories étaient uniquement destinées à les détourner de la réalité ou de ce qui se tramait dans leur dos ou sous leurs yeux, ce qui tombait très bien puisqu'ils ne voulaient pas le voir. Ils se seront faits berner comme des débutants, des amateurs ou de banals ignorants.

Sans abattre et neutraliser l'oligarchie, aucune issue politique n'est envisageable

- L'Assemblée nationale n'a pas mandat pour casser nos retraites ! - huffingtonpost.fr 16.01

Cette tribune est signée par le collectif Les Constituants, un collectif de citoyennes et citoyens né dans l’élan de la révolte des Gilets jaunes, du constat que, face à l’impasse politique, il appartient au peuple de revenir aux sources de la République en s’engageant dans un processus constituant.

Le 17 février, le projet de loi sur les retraites doit être examiné par l’Assemblée nationale.

En ne renonçant pas à l’examen parlementaire d’un texte qui a d’ores et déjà suscité le plus long mouvement social du dernier demi-siècle et auquel les Français s’opposent très majoritairement, le gouvernement bafoue la démocratie.

Utilisant tous les expédients offerts par l’actuelle constitution, il a même déjà annoncé qu’il pourrait passer par ordonnance pour imposer l’âge pivot et agite la menace du 49.3 pour se réserver, in fine, le bénéfice de la tenue d’un débat en bonne et due forme au Parlement.

Plus que jamais, les institutions sont donc tournées contre le peuple, au service d’un rapport de force dont l’issue espérée est la victoire de la minorité contre la majorité, et la représentation nationale est utilisée comme chambre d’enregistrement et caution morale d’un pouvoir en réalité entièrement concentré entre les mains du président de la République.

Pourtant, disons-le tout net: Emmanuel Macron n’a pas mandat pour toucher aux retraites.

Premièrement, parce que les millions de voix de barrage dont il a bénéficié contre Marine Le Pen ne valent pas blanc-seing pour désosser la solidarité nationale et faire place nette aux assurances et autres fonds de pension.

Deuxièmement, parce qu’il a menti aux Français. En effet, quand son programme mentionnait une mesure purement technique, qui ne devait avoir pour conséquence ni de reculer l’âge de départ, ni de réduire les pensions, la réforme qu’il défend désormais contre la volonté populaire renie ces deux engagements.

Pas plus que le président de la République dont ils procèdent, les députés de la majorité n’ont mandat pour abîmer ce qui fait le cœur de notre république depuis la Libération. Leur propre légitimité émanant directement de l’élection d’Emmanuel Macron, la réforme qu’ils adopteraient ainsi ne serait pas celle de la nation, mais celle d’un seul individu.

Alors que, depuis un mois et demi, des centaines de milliers de citoyennes et de citoyens font grève et descendent dans la rue pour exprimer leur refus d'une loi destructrice, il ne serait pas acceptable de laisser le processus législatif se poursuivre comme si de rien n'était.

Par ses manœuvres politiciennes, Macron ressuscite le vieux monde et nous ramène au régime des partis: la droite critique un texte qu'elle juge vidé de sa substance, la gauche un texte jusqu'au-boutiste, et Macron d'user de cette position d'entre-deux pour faire croire à une position d'équilibre. Mais à l'heure où le président se fait fort de réaliser le programme de la droite libérale, cette posture est au mieux un leurre, plus certainement un piège. Car à ce jeu-là, la suite de l'histoire est écrite d'avance.
Les opposants à la réforme auront beau défendre brillamment leurs arguments dans l'hémicycle, à la fin des fins, la loi sera adoptée, les petites gens pourront bien travailler jusqu'à l'épuisement, les retraités être de plus en plus pauvres et les grands capitalistes faire main basse sur l'épargne des classes moyennes qui peuvent encore se permettre de mettre de l'argent de côté.

Au total, c'est la société tout entière qui aura renoncé à l'une des promesses de sa fondation: permettre à chacun de terminer sa carrière à un âge raisonnable, tout en continuant d'être rémunéré dignement.

Depuis plus d'un an maintenant, les Françaises et les Français disent leur volonté de révoquer le théâtre d'ombres qu'était devenue la politique pour se réapproprier leur souveraineté. Mais Macron qui ne les entend pas continue de mettre en œuvre les vieilles tactiques de la république monarchique.

Une option moins déshonorante pour lui et plus conforme à l'esprit des institutions aurait été de soumettre son texte au référendum. Et cette option lui aurait encore donné l'avantage, aussi vrai qu'avoir le choix des mots, c'est avoir le choix des armes.

Aujourd'hui, nous devons lui dire que sa tentative de passage en force doit s'arrêter là.

Nous devons lui dire qu'on ne réécrit pas le contrat social sur un coin de table, avec BlackRock pour commensal.

Nous devons lui dire que sa majorité n'a pas de délégation de souveraineté pour porter atteinte aux conditions matérielles d'existence des générations futures.

Nous devons affirmer que le temps constituant est arrivé, et qu'au point où nous en sommes de la décomposition du système politique, seul un processus de refondation permettra de remettre à l'heure les pendules de la démocratie; de redéfinir, toutes et tous ensemble, les principes fondamentaux de la société dans laquelle nous souhaitons vivre et vieillir. huffingtonpost.fr 16.01

LVOG - Nous, nous n'avons absolument rien à dire à Macron !

Les meilleures intentions du monde n'ont jamais remplacé les enseignants de la lutte de classe, un programme, une stratégie, un parti ouvrier révolutionnaire. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine n'a aucun sens ou est désuet, s'il ne repose pas sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et l'expropriation de l'oligarchie.

La machine infernale de la collaboration de classes.

LVOG - La question des retraites est fondamentale puisqu'elle pose directement la question du pouvoir, de l'Etat, du régime, de la société dans laquelle nous voulons vivre.

- Un autre appel à la grève et aux "manifestations interprofessionnelles" a d'ores et déjà été lancé pour le vendredi 24 janvier, jour de l'examen du projet de loi en Conseil des ministres. huffingtonpost.fr 16.01

LVOG - J'ai lu dans cet article les déclarations d'Yves Veyrier pour FO, de Nathalie Verdeil de la CGT, d'Éric Bleynel, porte-parole de Solidaires, se félicitant des "avancées" obtenues pour certaines catégories de travailleurs qui bénéficient de régimes spéciaux, de la mobilisation disloquée sur des bases corporatistes, le tout au détriment d'un hypothétique appel à la grève générale sur le mot d'ordre du retrait qui seuls seraient susceptibles de mobiliser des millions et millions de travailleurs, ce dont ces agents de l'oligarchie financière ne veulent surtout pas entendre parler.

Ils ont tout simplement oublié que la grève générale ne se décrétait pas !

POID - Communiqué du Comité national de liaison «Ne touchez pas à nos retraites» 10 janvier 2020

Extrait. «En bas, dans les assemblées générales avec les organisations, l'unité est largement réalisée dans la grève pour le retrait de la «retraite par points». En bas les travailleurs sont prêts.

Les directions des confédérations syndicales, CGT, Force Ouvrière, avec la FSU et Solidaires, qui depuis le 5 décembre se sont positionnées pour le retrait de la réforme ont une responsabilité:

Appeler, maintenant à la grève générale!».

C'est le moment!

LVOG - Mais apparemment, si on en juge par le peu de mobilisation des travailleurs qui bénéficiaient de conditions leur permettant de faire grève sans être inquiétés le samedi 11 janvier, on en conclut qu'ils considéraient que ce n'était pas encore le moment. Pourquoi ? Devinez.

En lisant que "*les directions des confédérations syndicales (...) se sont positionnées pour le retrait*", un travailleur lambda pourrait croire qu'elles étaient sincères et être ainsi induit en erreur. Volontairement ou non ? Devinez, lisez la suite pour avoir la réponse.

Ne tomber pas dans leur piège.

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) du 15 janvier 2020.

- Ne pas tomber dans le piège Macron-Philippe-Berger par Daniel Gluckstein

- Une certaine presse salue « l'habileté » d'Édouard Philippe. Plaçant au cœur du débat sur les retraites la question de leur financement, le Premier ministre aurait réussi à amener les syndicats sur son terrain.

La réalité, c'est qu'en cette sixième semaine de grève la lutte de classe n'a pas dit son dernier mot. Mais il est vrai qu'un piège est tendu.

LVOG - Faire croire que les braves dirigeants syndicaux seraient nés de la dernière pluie et pourraient tomber dans un minable piège tendu par le gouvernement en place, c'est l'exercice privilégié auquel se livre Gluckstein depuis des décennies afin de les ménager. Cette fois il se sert des médias pour nous rejouer ce mauvais numéro d'illusionniste.

TT - En outre, le pouvoir exige des syndicats qu'ils définissent les conditions de l'équilibre financier. Que leurs propositions soient retenues ou non (dans ce cas, le gouvernement imposera ses vues), les organisations syndicales seraient sommées de participer à la gestion du futur système, dont les fonds relèveraient de fait du budget de l'État.

C'est l'instauration d'un régime corporatiste. Que la CFDT y soit favorable, c'est normal, elle l'est depuis sa fondation. Mais depuis 1958, les tentatives successives de la Ve République d'intégrer les organisations syndicales se sont toujours heurtées au refus de la CGT et de la CGT-FO. Le piège tendu aujourd'hui par Macron-Philippe-Berger menace la démocratie. Car il n'y a pas de démocratie quand les organisations ouvrières sont intégrées à l'État par le biais de l'élaboration de la loi et de la gestion du budget.

LVOG - Ce qu'oublie de préciser Gluckstein, c'est que les principaux syndicats sont déjà intégrés à l'Etat par le biais du Conseil d'orientation des retraites. La preuve.

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) www.cor-retraites.fr

Sur l'ensemble des questions de retraite (équilibre financier, montant des pensions, âge et durée d'assurance, redistribution, etc.), le COR élabore les éléments d'un diagnostic partagé et formule, le cas échéant, des propositions de nature à éclairer les choix en matière de politique des retraites.

Composé de parlementaires, de représentants des organisations professionnelles et syndicales, des retraités et des familles, de membres de l'administration et d'experts, le Conseil d'orientation des retraites (COR) est placé auprès du Premier ministre.

Quelques-uns de ses participants.

Virginie Aubin - secrétaire confédérale de la CFDT
Sylvie Bonnamy - membre de la Direction confédérale de la CGT
Françoise Dupont - secrétaire fédérale de FGF-FO
Annick Fayard - représentante de l'UNSA
Francis Lemire - représentant de la CFTC
Pierre Roger - représentant CFE-CGC
Erick Staelen - représentant de la FSU

Au côté des représentants du MEDEF, de la CPME et FNSEA...

LVOG - Comme on le voit ici, les syndicats sont directement impliqués dans l'élaboration de la politique des retraites qui sera appliquée ou qui est déjà en vigueur, à partir d'un "*diagnostic partagé*", donc je n'invente rien. Dès lors comment pourrait-il y avoir démocratie quand les organisations ouvrières sont déjà intégrées à l'État, ce qui explique en partie pourquoi Macron peut s'attaquer aux retraites sans prendre trop de risques, sachant que les dirigeants syndicaux sont acquis à sa cause... et pas seulement ! Il est là le facteur numéro 1 de division.

Le véritable piège consiste pour les travailleurs et les militants à écouter ou partager ce genre de discours, cette croyance, au lieu de s'en tenir strictement aux faits. Nous sommes manifestement en présence d'une imposture cynique.

Mimétisme. Quand les populistes font dans le catastrophisme en relayant la propagande officielle. La preuve.

- Australie : "Ces incendies, sans précédent dans leur ampleur et leur durée" francetvinfo.fr 16.01

- La Tribune des travailleurs (sur leur blog) : Australie en flammes, une catastrophe prévue de longue date.

Plus de six millions d'hectares (soit l'équivalent de dix départements français) ont été réduits en cendres...

LVOG - Impressionnant ma bonne dame, n'est-ce pas ? Qu'en est-il vraiment ?

La preuve de l'intox ou fake news.

- Les feux de brousse qui ravagent l'Australie ne sont pas dus au réchauffement climatique - climato-realistes.fr 14 janvier 2020

Extrait. Les incendies les plus ravageurs en termes de surfaces brûlées se sont produits pendant la saison 1974 à 1975, avec plus de 100 millions d'hectares brûlés, notamment dans le New South Wales (4,5 millions d'hectares), le nord (45 millions d'hectares) dans l'Ouest du pays (29 millions d'hectares), dans le Queensland (7,5 millions d'hectares) et dans le sud (19 millions d'hectares). Plus récemment, en 2002 plus de 38 millions d'hectares sont parties en fumées dans le Nord du pays. (Source Wikipedia) climato-realistes.fr 14 janvier 2020

LVOG - C'est marrant, à l'époque ils n'en avaient pas parlé, excusez du peu de 38 millions d'hectares parties en fumées, 100 millions d'hectares brûlés, à côté les 6 millions d'hectares de la fin de 2019 sont ridicules... ainsi que ceux qui instrumentalisent ce phénomène en grande partie naturel, l'autre étant dû à des actes de malveillance

- « Étant donné l'extension de ces feux, il est très probable qu'ils se soient déclenchés par une action humaine, accidentelle ou volontaire », explique Plionio Sist, spécialiste de la forêt tropicale au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Car à l'exception de la foudre sèche, les sources naturelles d'incendie sont assez limitées, une température élevée et une faible humidité ne suffisent pas à elles seules à enflammer la végétation morte. Une étude PNAS a montré par exemple que 85% des feux ont une origine humaine aux Etats-unis.

La population de l'Australie a quintuplé au cours des 100 dernières années, passant de 5 à 25 millions. La pression démographique influe sur l'augmentation du nombre d'incendie, les zones les plus urbanisées s'étendant de plus en plus vers les régions sauvages. Par exemple, la banlieue Ouest de Sydney et les villes limitrophes sont situées à proximité immédiate du Parc National des Blue Mountains, région particulièrement touchée par les incendies cette année. Notons que le surnom de Blue Mountains est dû à la teinte de l'espèce botanique dominante, l'eucalyptus, d'ailleurs particulièrement inflammable.

En 2019, 183 personnes ont été déférées devant la justice australienne sous l'accusation d'incendie volontaire. Les suspects ont été arrêtés dans les états du Queensland, Nouvelle-Galles du Sud et Victoria, Australie méridionale et Tasmanie ces derniers mois. Un phénomène qui, nous pouvons le supposer, a également été multiplié par cinq (comme la population) au cours des 100 dernières années. climato-realistes.fr 14 janvier 2020

A cela s'ajoute la mauvaise gestion des forêts.

- Dès 2015 le spécialiste des feux de brousse ancien scientifique du CSIRO (Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation) David Packham avait déclaré :

« Les niveaux de combustibles forestiers ont empiré au cours des 30 dernières années en raison d'une "idéologie verte erronée", d'intérêts acquis, d'un échec politique et d'une mauvaise gestion, créant une menace massive de feux de brousse. »

Et il avait prévenu qu'à moins que l'objectif annuel de réduction des combustibles forestiers sur au moins 5% des terres publiques, « ne soit doublé ou de préférence triplé, une catastrophe massive de feux de brousse se produira. ». climato-realistes.fr 14 janvier 2020

LVOG - Je confirme qu'il en faut plus pour enflammer une forêt d'eucalyptus, il y en a tout près de chez moi jusqu'au terrain mitoyen du mien qui est ouvert et qui n'a jamais pris feu depuis 6 ans que j'habite ici. Le propriétaire a coupé à ras les arbres il y a 3 ou 4 ans, aujourd'hui sans apport d'eau ou d'engrais, sans aucun entretien, ils ont repoussé et atteignent environ 6 mètres de haut et 10 cm de diamètre. Quant à certains arbres que j'ai plantés dans mon jardin, les petites graines ont donné naissance à des troncs de 30 cm de diamètre et dépassent les 10 mètres de haut.

Enfonçons le clou dans cette supercherie.

Reuters 17 janvier 2020 : Les incendies ont (...) ravagé une surface équivalente à près d'un tiers de la superficie de l'Allemagne. LVOG - Voyons de quoi il retourne vraiment.

Superficie de l'Allemagne : 357.386 km². Un tiers = 119.128 km². Superficie de l'Australie : 7,692 millions km². 119.128 km² de 7,692 millions km² = 0,0015%, c'est ce qui s'appelle gi-gan-tes-que ! Vous avez compris ?

Bienvenue en macronerie.

Ils ont de la suite dans les idées contrairement à nous...

La différence fondamentale qui existe entre nos ennemis et nous, c'est qu'ils ont une conscience de classe, et ils sont déterminés à ce qu'elle se réalise, ce qui nous fait cruellement défaut.

- Réformes: Emmanuel Macron accélère, Édouard Philippe embraye - lefigaro.fr 16.01

En regardant la brève vidéo qui accompagnait cet article, c'était la première fois depuis que Macron a été élu que je le voyais et que je l'entendais, j'ai pu observer à quel point il était particulièrement crispé, excité, secoué par des spasmes de la tête au pieds, en proie à une crise de démence contenue uniquement par des gestes saccadés, bras ouverts, doigts écartés et tendus, puis noués, tordus nerveusement, serrant les poings.

Bref, on avait l'impression d'être en présence d'un personnage mal à l'aise, angoissé, obligé de se faire violence pour tenir son rôle et contenir ses faiblesses, qui peinait à se maîtriser parce qu'il n'avait pas forcément développé les facultés requises ou acquis suffisamment d'expériences pour être à la hauteur, continuellement sous tension ou au bord de l'explosion, exercice périlleux où tous les traits du psychopathe devaient jaillir malgré lui. On s'attendrait une fois passée cette épreuve éprouvante, à ce qu'il demanda aux siens à huis clos s'il avait été très bien, comme un comédien dans sa loge une fois la représentation terminée.

Nous ne nous indignons pas du comportement des oligarques et leurs représentants, l'élite à leur service, il est dans l'ordre des choses. Nous ne nous fendons pas de grandes déclarations fracassantes ou radicales en apprenant leurs mensonges, frasques, turpitudes ou crimes, c'est dans l'ordre des choses. Nous n'avons pas besoin de ces vociférations ou gesticulations pour prouver la sincérité de nos convictions ou la détermination de notre engagement politique.

Quel cauchemar ! Illégitimes et persona non grata.

- Franck Riester annule ses voeux après l'annonce d'une action de la CGT - L'Express.fr 18 janvier 2020

"Les conditions ne sont pas réunies pour que la présentation des voeux aux professionnels de la Culture se déroule sereinement" selon le ministère de la Culture. L'Express.fr 18 janvier 2020

- Macron évacué du théâtre des Bouffes du Nord après le rassemblement de manifestants - huffingtonpost.fr 18 janvier 2020

- Prise à partie lors d'un meeting, Schiappa dénonce des opposants «très menaçants» - LeFigaro.fr 17 janvier 2020

La secrétaire d'État a dû quitter, jeudi à Paris, une réunion publique perturbée par des manifestants contre la réforme des retraites. LeFigaro.fr 17 janvier 2020

- Grève: L'accès au Louvre et à la pyramide bloqué par des manifestants - Le HuffPost17 janvier 2020

- Les vœux du maire de Toulouse perturbés par des manifestants - Le HuffPost 17 janvier 2020

À Bordeaux, même scénario. Les vœux organisés par la députée LREM Catherine Fabre ont été perturbés par des protestataires. Selon des témoins sur place, des avocats sont venus devant la scène pour y jeter leur carte d'électeur, aux pieds de l'élue. Des manifestants présents dans la salle ont alors fait de même. La cérémonie des vœux a donc été interrompue.
Le HuffPost 17 janvier 2020

- Macron condamne l'intrusion à la CFDT, une "honte pour notre démocratie" - L'Express.fr 17 janvier 2020

Pas besoin de les sonder pour savoir qu'ils ont eux aussi contracté la jaunisse.

- La cote de confiance d'Emmanuel Macron est en hausse en janvier - L'Express.fr 17 janvier 2020

Plus d'un mois après le début de la mobilisation contre la réforme des retraites, le chef de l'Etat gagne deux points en janvier, selon un sondage Elabe pour Les Echos et Radio Classique diffusé jeudi. L'Express.fr 17 janvier 2020

Dossier retraite.

La France s'enfonce dans le totalitarisme.

La victoire annoncée de Macron-BlackRock-syndicats ou le coup fatal porté au mouvement ouvrier en France.

Question : S'en remettra-t-il ? Voyez ce qui est advenu aux Etats-Unis depuis près d'un siècle et vous aurez la réponse.

Les conséquences de l'échec de la mobilisation du samedi 11 janvier programmée par les dirigeants syndicaux corrompus étaient prévisibles.

C'était un samedi, un jour de la semaine où les écoles, les universités et la plupart des entreprises étaient fermées, l'immense majorité des travailleurs et jeunes étaient donc disponibles pour descendre dans la rue et témoigner leur opposition à la retraite par points, mais apparemment ils ont estimé qu'ils avaient mieux à faire, comme s'ils étaient indifférents à leur destin.

Qu'est-ce que cela signifie, quels enseignements politiques en tirer ?

Peut mieux faire.

Le 24 janvier 2020 : 7e journée d'actions, ils en avaient organisé 14 pour faire passer la loi El Khomri-Macron.

- Moins mobilisés contre la réforme des retraites - euronews 17 janvier 2020

Pour cette nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites en France. On a dénombré 82.000 manifestants environ en régions, et 250.000 à Paris. euronews 17 janvier 2020

Symboles de ce refus de jeter l'éponge, le taux de grévistes a rebondi à plus de 10% ce jeudi à la SNCF, avec 30,5 % des conducteurs en grève (contre 22,4% la veille). Selon le ministère de l'Éducation, la mobilisation a également rebondi chez les enseignants, avec 6,60 % de grévistes dans le primaire et 6,83 % dans le secondaire. huffingtonpost.fr 16 janvier 2020

Ils se sentent directement concernés, mais leur confort immédiat passe avant tout en l'absence de conscience de classe.

- Réforme des retraites : 60% des Français soutiennent toujours le mouvement de grève - L'Express.fr 14 janvier 2020

Ceci explique peut-être cela. A quoi pensent-ils ?

- Changement climatique : serons-nous bientôt privés de vacances au ski ? - LePoint.fr

Les stations de sports d'hiver mettent, par dizaines, la clé sous la porte, révèle "Slate". En cause, notamment, une baisse de l'enneigement. LePoint.fr

Et le pire reste à venir. Dégénérescence programmée de l'espèce humaine. Fabrication de mutants, zombis.

- Écrans : l'exposition des jeunes enfants favorise les troubles du langage - LePoint.fr14 janvier 2020

Télévision, ordinateur, smartphone, tablette… Les enfants naissent souvent dans un environnement hyperconnecté. Aujourd'hui, l'Organisation mondiale de la santé recommande de bannir toutes formes d'écrans pour les moins de 2 ans et de limiter au maximum leur utilisation pour les enfants entre 2 et 5 ans. Un moyen de lutter contre les conséquences néfastes de cette exposition précoce. Sédentarité, obésité, troubles du sommeil, troubles psychomoteurs et troubles cognitifs autant de comportements induits par la passivité des écrans chez les plus petits.

La règle du 3-6-9-12 édictée par le psychiatre Serge Tisseron permet de fixer des repères d'introduction des écrans dans la vie des enfants. Ainsi, il est recommandé de ne pas utiliser de télévision avant 3 ans. Avant cet âge, l'enfant a exclusivement besoin d'interagir avec son environnement en faisant appel à ses cinq sens. Bien loin de la passivité engendrée par la télévision. Aucun programme n'est réellement adapté à ce jeune âge.

À bannir également les écrans dans une pièce où se trouvent les enfants, même s'ils ne semblent pas y prêter attention. De plus, la règle du 3-6-9-12 préconise l'absence de console personnelle avant l'âge de 6 ans. Enfin, il est recommandé d'autoriser un accès à Internet après 9 ans et aux réseaux sociaux après 12 ans. Comme le résume Serge Tisseron, « les écrans ne nous menacent pas. C'est leur mauvais usage qui nous menace ». LePoint.fr14 janvier 2020

Avec les plus grandes difficultés et non sans risque, ils résistent.

- "On trouve des stratagèmes" : des salariés du privé se mobilisent avec difficulté contre la réforme des retraites - francetvinfo.fr 16.01

Polytechnicien, cadre dans la finance, il fait partie du collectif Les Infiltrés, qui rassemble environ 300 cadres supérieurs et hauts-fonctionnaires. La semaine dernière, ce groupe a publié une tribune dans la presse, "Nous, cadres sup, aux côtés des grévistes", contre la réforme des retraites.

Si le mouvement de grève touche pour l'instant essentiellement des secteurs du public ou des entreprises publiques, des salariés du privé se mobilisent aussi, mais parfois avec difficulté. Célestin était dans la rue dès le 5 décembre contre la réforme, mais il a dû faire preuve d'imagination. "Quand il y a grève à l'école, il faut garder les enfants, ça c'est pratique, explique Célestin. Il y en a un des deux du couple qui garde les enfants et l'autre qui va manifester. Le cas le plus usuel, c'est de poser une journée de RTT, ce que moi j'ai fait, par exemple. On pose une RTT dans un simulacre de droit de grève qu'on ne peut pas avoir."

Célestin n'informe pas son patron, parce que dans son entreprise, faire grève est mal vu. "On se met forcément en marge de l'entreprise", explique-t-il. Selon lui, cet ostracisme amène souvent à des pressions : "Cela peut aller d'un peu de condescendance à un peu de sarcasme, voire un peu de harcèlement."

"Les gens ont véritablement peur, à terme, d'être licenciés, assure le cadre. Ils ne seront pas licenciés, bien évidemment, au motif qu'ils ont fait grève, mais c'est facile de trouver des motifs de licenciement, il ne faut pas se voiler la face."

Mais si les salariés du privé ont beaucoup de mal à se mettre en grève pour rejoindre les cortèges, c'est aussi parce que, selon Célestin, ces entreprises manquent d'esprit collectif. "Les gens sont dans une logique individualiste, par souci de se protéger eux-mêmes."

"Pour qu'un mouvement prenne de l'ampleur, il faudrait qu'on y aille en masse, estime Célestin. On est dans les cortèges, mais on ne peut pas le faire officiellement. Véritablement, la pression est extrêmement importante. En tous cas, dans le milieu privé dans lequel je suis, ça ne se fait pas comme ça en claquant des doigts." francetvinfo.fr 16.01

LVOG - Pourquoi les salariés ou agents des assurances, des banques, des organismes sociaux, des différents ministères, les étudiants, ceux des entreprises du CAC40, des quelque 2.000 grandes entreprises, de toutes les entreprises publiques, les retraités ne se mobilisent-ils pas ?

S'estiment-ils bien lotis ou déjà servis? S'en foutent-ils ? Pourquoi? Parce qu'ils auraient contracté des assurances vies, ils auraient placé leurs économies dans des actions, des plans d'épargne rémunérés, des fonds de pensions privés, ils auraient investi dans l'immobilier, l'or, l'argent, etc. ?

En complément.

- Le Code du travail se numérise pour devenir plus lisible par les salariés et les employeurs - francetvinfo.fr 16.01

En intégrant les 11 000 articles du Code du travail mais aussi 30 000 textes conventionnels, ce Code du travail numérique propose 2 500 réponses aux questions les plus fréquentes déclinées pour les 50 branches professionnelles les plus importantes. francetvinfo.fr 16.01

Le pivot de l'imposture ou le levier de l'enfumage.

Lu dans un article.

- La notion d'âge d'équilibre ou d'âge pivot est tout d'abord étrange dans un système par points. Personne ne semble avoir remarqué que cette notion est étrangère à la logique d'un système par point.

De fait, l'âge de 64 ans pose un vrai problème en cela que le taux d'activité, qui est encore de plus de 70% à 59 ans tombe à 19% pour 64 ans. Le principe d'un « malus » en-deçà de 64 ans revient à pénaliser une grande partie des futurs retraités qui ne pourront pas, même s'ils le voulaient, travailler jusqu'à 64 ans.

Mais, l'âge pivot est aussi un leurre. Serait-il retiré que le problème général d'une retraite « à points » resterait le même. Le mode de fixation du point, même fixé par une loi (et donc susceptible d'être fixé différemment par une autre loi) soulève un véritable problème. Les courbes d'évolutions dans le temps des salaires étant ce qu'elles sont en France, la prise en compte de toute la carrière aboutit mécaniquement à baisser les pensions, et en particulier pour les fonctionnaires.

Telle est, en réalité, la fonction de l'âge dit « pivot » ou « d'équilibre » : faire baisser les pensions, non « théoriques » mais « réelles » qui seront versées aux futurs retraités. Incidemment, cet âge « pivot » a aussi pour fonction d'inciter les mieux lotis à se constituer des retraites complémentaires par capitalisation et donc à développer la branche capitalisation dans le système actuel.

Il y a cependant une question cachée dans cette réforme des retraites. C'est celle de la compétitivité de l'économie française. Comment peut-on imaginer que nous soyons passés d'un ratio de 4 actifs pour 1 inactifs à la fin des années quarante à un ratio de 1,7 pour 1 aujourd'hui sans prendre en compte les immenses progrès de la productivité du travail ? Mais, cette question en pose aussi une autre : du moment que les économies des pays de la zone Euro sont mises en concurrence sans le filtre possible d'une modification du taux de change, ce ne sont plus nos économies qui sont en concurrence mais nos systèmes sociaux. Or, l'Union européenne se refuse à établir la règle de convergence sur la situation du pays où le système social est le plus avantageux pour les travailleurs. C'est bien pourquoi l'Euro, et accessoirement l'UE, sont des questions cachées de cette réforme.

L'européisme, c'est à dire la fétichisation des institutions européennes et de l'Euro, est une machine de guerre contre les droits sociaux, en France et dans les autres pays.

- Retraites: après le retrait de l'âge pivot, "il va falloir continuer à peser", estime Berger - AFP 14.01

Laurent Berger avait salué comme une "victoire" dimanche le retrait, par le Premier ministre Édouard Philippe, de la mesure prévoyant, à partir de 2022, un malus pour ceux qui partiraient avant un "âge pivot". AFP 14.01

LVOG - Il s'agissait bien de "*retirer provisoirement du texte sur les retraites la mesure de l'âge pivot à 64 ans en 2027 qui faisait tant polémique, sans renoncer à un âge d'équilibre dans le futur système.* ce qui confirme année après année dans le présent comme dans le futur l'intention des représentations de cette ploutocratie de reculer l'âge de départ à la retraite à taux plein.

- Réforme des retraites : L'âge pivot retiré... à moitié - 20minutes.fr 13.01

- Les pistes pour résoudre le casse-tête de l'emploi des seniors - Journal du Dimanche 13.01

LVOG - Vous crèverez dans la misère, CQFD.

- 500 millions d'euros pour augmenter les profs dès 2021 - Le HuffPost14 janvier 2020

LVOG - 70 à 90 euros nets mensuel en plus, monseigneur est trop bon !

En réalité rien n'a changé...

- Retraites : "Nous irons au bout de cette réforme", affirme Édouard Philippe - Franceinfo 13.01

- Édouard Philippe: «Un compromis ce n'est pas un recul» - LeFigaro.fr 13.01

Le premier ministre assure qu'il est «déterminé» à équilibrer financièrement le régime des retraites, malgré le retrait provisoire de l'âge pivot. LeFigaro.fr 13.01

- Âge pivot: Philippe continue de penser que c'est la meilleure solution - Le HuffPost 13.01

- Laurent Berger au JDD : "Le retrait de l'âge pivot, c'est une victoire pour tous les salariés" - Journal du Dimanche 13.01

Dans une lettre aux partenaires sociaux samedi, le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé être "disposé à retirer" l'âge pivot de 64 ans du projet de loi, tout en conservant le principe d'un âge d'équilibre. Journal du Dimanche 13.01

- Retraites: "il n'y a plus aucune raison que la grève se poursuive", selon Elisabeth Borne - AFP 13.01

- Retraites: après l'esquisse de compromis du wee-kend, une sortie de crise incertaine - AFP 14 janvier 2020

Quand des syndicats sont "***en charge d'élaborer***" des lois antisociales, ce ne sont plus des syndicats ouvriers.

- Retraites: fidèle à son cadre, Philippe juge une mesure d'âge incontournable - AFP 14 janvier 2020

Après avoir reculé sur l'instauration d'un âge pivot à 64 ans pour équilibrer le système actuel de retraites, Édouard Philippe a redit mardi sa conviction: les partenaires sociaux ne pourront faire l'impasse sur une mesure d'âge s'ils veulent respecter leur promesse d'un déficit nul en 2027.

M. Philippe estime que les syndicats désormais en charge d'élaborer le financement au sein d'une conférence devront, à terme, se ranger à l'évidence. L'"ensemble de mesures" que pourrait soumettre cette conférence "contiendra-t-il une mesure d'âge ? Je le pense", a-t-il déclaré lors des questions au gouvernement. "Car je ne vois pas comment sinon on pourrait arriver à l'équilibre financier en 2027", a-t-il insisté.

Michel Beaugas, un des négociateurs de Force ouvrière, en est ainsi persuadé: "Au final, la conférence va s'aligner sur l'Agircc-Arrco (la caisse complémentaire des salariés du privé) en établissant un âge pivot à 63 ans", dit-il à l'AFP. Aboutissant ainsi à une sorte de compromis entre la volonté initiale de l'exécutif (64 ans) et l'âge légal actuel de départ à la retraite (62 ans).

Simplement, souligne M. Philippe, les organisations pourront se servir d'autres leviers pour aboutir non plus à une mesure unique mais bien à un "cocktail".

A ce titre, le Premier ministre a rappelé les limites de l'exercice: "nous ne voulons pas que les pensions baissent (...) et parce que nous pensons que c'est important pour la compétitivité de l'économie française, parce que nous nous battons pour rendre la compétitivité de l'économie française, plus grande, nous voulons qu'il n'y ait pas de hausse du coût du travail". AFP 14 janvier 2020

- Face aux nouvelles accusations de violences policières, l'exécutif infléchit son discours - AFP 13.01

Face à de nouvelles accusations de violences policières, le gouvernement a décidé d'infléchir sa rhétorique en appelant les forces de l'ordre à "l'exemplarité" avec un "usage juste et proportionné de la force". AFP 13.01

- "Violences policières", l'expression toujours tabou pour l'exécutif - Le HuffPost 16 janvier 2020

"Je ne peux pas accepter qu'on puisse dire qu'il y a une violence d'État, policière, qui serait organisée, a soutenu Sibeth Ndiaye jeudi 16 janvier sur France Inter, comme s'il y avait une attitude, de la part des forces de l'ordre, d'aller tabasser systématiquement des manifestants." La porte-parole se refuse à employer l'expression "violences policières". Ce qui semble être une constante au sein de l'exécutif. Le HuffPost 16 janvier 2020

Tartufferies.

- Retraites: Mélenchon propose à la gauche une motion de censure contre le gouvernement - AFP 15 janvier 2020

- Podemos: des sit-ins au gouvernement de l'Espagne - AFP 15 janvier 2020

Le parti de gauche radicale Podemos s'assoit mardi pour la première fois à la table du conseil des ministres en Espagne, près de dix ans après le mouvement des Indignés dont il a émergé. AFP 15 janvier 2020

LVOG - LFI s'est alliée à Podemos qui gouverne avec le PSOE, l'équivalent du PS. Cherchez l'erreur, non, il n'y en a pas.

Quand les conséquences de la putréfaction du capitalisme atteint les classes moyennes.

- Plus de 1000 médecins hospitaliers ont envoyé une lettre de démission collective à Agnès Buzyn - BFMTV 14 janvier 2020

1120 médecins hospitaliers, dont quelque 600 chefs de service, ont envoyé une lettre de démission collective, par mail, à la ministre de la Santé Agnès Buzyn.

"Pour l'instant cela reste une menace de démission si aucune négociation n'est déclenchée par la ministre. S'il ne se passe rien, les démissions individuelles seront envoyées le 31 janvier", assure le collectif Inter-Hôpitaux (CIH) à l'origine de cette initiative, contacté par BFMTV.com. "Il s'agira alors d'une démission des fonctions administratives, mais les médecins ne quitteront pas l'hôpital public et continueront à soigner les patients", poursuit-il.

"L'hôpital doit être réformé, mais il n'y a pas de grande réforme possible sans moyens", écrivent les signataires d'une lettre publiée en ligne, ce lundi, par Libération. Ils y dénoncent "l'insuffisance du plan d'urgence" qu'elle a dévoilé fin novembre avec le Premier ministre Édouard Philippe, après huit mois de crise.

Tous réclament "une revalorisation significative des salaires, en plus des diverses primes annoncées", une rallonge supplémentaire de 600 millions d'euros pour les hôpitaux en 2020 et "une révision profonde" de leur mode de financement et de leur gouvernance. BFMTV 14 janvier 2020

Poubelle la vie !

- Grand débat national : le contenu introuvable des cahiers de doléances - Franceinfo 15 janvier 2020

Il y a un an, les citoyens ont rempli 16 337 cahiers de doléances, en mairies. Des cahiers transmis ensuite aux préfectures pour que l'État les analyse.

Ces données, l'État les a gardées pour lui et ne les a jamais publiées sur Internet.

Relancée, l'administration a fini par reconnaître que la promesse de mise en ligne aurait coûté plusieurs millions d'euros et que ce renoncement était donc aussi financier. Franceinfo 15 janvier 2020

LVOG - L'Etat policier va pouvoir garnir ses fichiers, quelle bonne idée !

Ce qui est étonnant, c'est pourquoi personne ne passe à l'acte.

- De peur de "tuer son supérieur", un salarié et délégué syndical FO se suicide près de Nancy - Yahoo Finance France 14 janvier 2020

Me Didier Grandhaye, l'avocat de la mère de la victime, à L'Est Républicain. "La police a lu la lettre à ma cliente qui m'en a expliqué la teneur. Dans cette lettre, son fils annonce qu'il se suicide pour ne pas avoir à tuer son supérieur, tellement il n'en peut plus." Yahoo Finance France 14 janvier 2020

LVOG - Il aurait mieux fait de le descendre, bien que ce ne soit pas la solution, mais on peut comprendre, il aurait rendu service à ses collègues. Et puis, peut-être que la peur aurait changé de camp, qui sait, car il doit être loin d'être le seul dans ce cas-là...

Délation et atmosphère délétère en France. "***On a des juges à chaque coin de rue avec leur smartphone***".

- Pris en photo à son insu pendant une pause, un agent de propreté parisien est licencié - bfmtv.com 14 janvier 2020

Faire un sieste quand le travail est fait, quoi de plus naturel. C'est ce que pensait Adama Cissé, un agent de propreté parisien salarié de la société Polysotis, filiale du groupe Derichebourg. Hélas, pour lui, une passante l'a pris en photo allongé sur le rebord d'une vitrine puis a posté l'image sur Twitter.

Dans un message publié sous un pseudonyme et très peu partagé, cette "parisienne qui a des choses à dire" alerte les médias (BFMTV, RMC, Les GG) et la Mairie de Paris estimant que ses impôts "servent à payer des agents de propreté à roupiller".

Les conséquences ont été rapides et lourde de conséquences, comme le rapporte Le Parisien. Cette publication de cette image sur Twitter a d'abord exposé Adama Cissé à un bashing. Après cela, son employeur l'a licencié pour "faute grave".

Dans sa lettre de licenciement dont Le Parisien a publié des extraits, l'employeur l'accuse d'avoir "été vu allongé sur le rebord d'une vitrine d'un commerce". Il pointe le fait d'avoir "quitté [ses] chaussures de sécurité" et estime que "cette attitude révèle [sa] volonté de [s']assoupir durant [son] service". Polysotis explique que cette situation "a a fait l'objet d'une sévère réclamation de notre client". Le client, en l'occurrence, est la Ville de Paris.

Les services municipaux nient avoir demandé une sanction. Ils confirment avoir prévenu l'employeur de la publication et des "réactions négatives qu'elle suscite" voulant être tenus au courant des suites données à l'affaire.

Le salarié a saisi les prud'hommes. Il explique que son équipe était en avance et que le chauffeur a décidé de faire une pause. "C'est lui qui décide quand on repart", se défend Adama Cissé signalant même que la tournée a été finie "à l'heure". Quant aux chaussures enlevées, il s'agit des suites d'une fracture qui lui provoquent des douleurs. Un certificat médical confirme ces déclarations. L'audience se tient ce mardi, à Créteil (Val-de-Marne).

“Pour nous cette photo, une photo volée, n’est pas acceptable comme justification d’un licenciement pour faute grave”, a résume Joachim Scavello, l’avocat d’Adama Cissé.

En septembre 2018, cet employé d’une filiale de Derichebourg avait fait une pause, prévue dans son contrat, pendant une tournée de collecte des déchets des poubelles de rues à Paris, son travail depuis 2011.

Sur le plateau télévisé comme à l’audience, l’ancien agent de propreté de 37 ans s’est dit choqué par la diffusion du cliché à son insu. “La personne qui a pris la photo n’a pas cherché à comprendre ce qui se passait, elle ne s’est pas préoccupée de ma santé, ça ne se fait pas”, a-t-il déclaré.

“Aujourd’hui, on a des juges à chaque coin de rue avec leur smartphone, prêts à juger n’importe qui”, a-t-il soulevé

En conséquence, l’avocat demande des compensations financières et l’annulation du licenciement pour faute grave. bfmtv.com 14 janvier 2020

Néocolonialisme, militarisation, pillage et allégeance.

- Sahel : Macron annonce l'envoi de 220 soldats supplémentaires - LePoint.fr 13.01

Un mois après avoir menacé de retirer les troupes françaises de la région dans un contexte de sentiment anti-français, Emmanuel Macron a estimé avoir obtenu la "clarification" nécessaire de ses partenaires qui dans une déclaration commune expriment le souhait de voir se poursuivre l'opération Barkhane.

Le président de la République qui va renforcer la force Barkhane s'est indigné des discours anti-français portés par des "puissances étrangères".

"Si les Américains décidaient de se retirer d'Afrique, ce serait une mauvaise nouvelle pour nous", a reconnu Emmanuel Macron LePoint.fr 13.01

- Sahel : Emmanuel Macron dénonce des "puissances étrangères" qui alimentent un discours antifrançais - Franceinfo 14 janvier 2020

"Les discours que j'ai pu entendre ces dernières semaines sont indignes (...) parce qu'ils servent d'autres intérêts, soit ceux des groupements terroristes (...), soit ceux d'autres puissances étrangères qui veulent simplement voir les Européens plus loin, parce qu'elles ont leur propre agenda, un agenda de mercenaires", a dénoncé le président français. Il a affirmé que "l'armée française" se trouvait au Sahel "pour la sécurité et la stabilité", pas pour "d'autres intérêts".

"J'entends beaucoup de gens qui disent tout et n'importe quoi. Demandez-vous par qui ils sont payés, demandez-vous quels intérêts ils servent. Moi, j'ai mon idée", a répondu Emmanuel Macron à un journaliste malien.

"Nous soupçonnons les Russes d'encourager le sentiment antifrançais" dans la bande sahélo-saharienne, confiait récemment à l'AFP un haut gradé français.

Comme l'expliquait franceinfo Afrique le 21 novembre dernier, le "discours antifrançais", que dénonce Emmanuel Macron, est notamment porté au Mali par un Groupe des patriotes du Mali. Celle-ci est "une association de la société civile dont on ignore la représentativité". Et dont la page Facebook affiche une photo de... Vladimir Poutine.

La même page renvoie sur une vidéo (tirée du site sahelien.com) rendant compte d'une manifestation organisée le 10 janvier place de l'Indépendance à Bamako. Les manifestants étaient au nombre de 900, selon la police, et de "plusieurs milliers", selon les organisateurs, rapporte l'AFP. Des députés du Rassemblement pour le Mali (RPM), le parti du président malien Ibrahim Boubacar Keïta, y ont pris part ainsi que le président de la formation d'opposition SADI. Dans le défilé, on pouvait voir inscrits des slogans du genre : "A bas la France", "France, dégage" (allusion probable au slogan de la révolution tunisienne en 2011), selon la vidéo. La politique de la France au Mali est "une politique digne de l'impérialisme : diviser pour mieux régner, diviser pour mieux piller", y explique un manifestant.

A l'automne 2019, quelques mois après la conclusion d'un modeste accord de coopération militaire entre le Mali et la Russie, une petite équipe de Wagner a séjourné à Bamako, a appris l'AFP auprès de deux sources sécuritaires distinctes en Afrique de l'Ouest. Selon l'une de ces sources basée au Sahel, la décision d'implanter une unité Wagner au Mali avait été entérinée lors du premier sommet Russie-Afrique à Sotchi, en octobre 2019.

Ce groupe, avec qui Moscou dément tout lien, fournit des services de maintenance d'équipements militaires, entre autres activités. Ils ont été aperçus ailleurs en Afrique : en Libye, on les dit alliés au maréchal Haftar. Dans le nord du Mozambique, ils combattraient avec l'armée une rébellion jihadiste et des médias occidentaux ont fait état d'une présence à Madagascar et au Soudan.

Comme l'expliquait franceinfo Afrique le 10 décembre, la Russie n'arrive pas au Mali en terre inconnue. "Déjà, à l'époque de la Guerre froide, ce qu'on appelait alors l'Union soviétique entretenait des liens étroits avec Bamako. Dès son indépendance en 1961, l'ancienne colonie française se tourne vers le 'camp du socialisme' et conclut des accords de coopération avec l'URSS, qui se met à équiper les forces armées maliennes. Moscou, qui a également signé un accord de coopération avec le Burkina voisin en août 2018 et doit également lui livrer deux hélicoptères, met ainsi un petit pied dans la porte en Afrique de l'Ouest francophone, dont il était quasi-absent jusqu'ici." Franceinfo 14 janvier 2020

- G5-Sahel: un contre-sommet à Pô au Burkina Faso pour dénoncer "le chantage de la France" - Franceinfo 14 janvier 2020

La ville de Pô, dans le centre-sud du Burkina Faso, est connue pour abriter un important centre d'entraînement para-commando. C'est de là qu'était partie la révolution dirigée par le capitaine Thomas Sankara en 1983. Et c'est depuis ce lieu symbolique que plusieurs organisations de la société civile ouest-africaine se sont retrouvées ce lundi 13 janvier pour le Sommet des peuples africains. "Le paternalisme, la duperie et le chantage"

Alors que les caméras du monde entier étaient braquées sur la ville de Pau, dans le sud de la France, où les présidents de cinq pays sahéliens étaient réunis autour du chef de l'Etat français, quelque 150 représentants d'organisations syndicales, de partis politiques, des universitaires et des artistes venus de différents pays de l'Afrique de l'Ouest ont dénoncé les conditions actuelles de la coopération entre Paris et les pays du G5-Sahel, marquées par "le paternalisme, la duperie et le chantage".

"Le chantage de la France consiste à dire : 'Si on s'en va, vous allez périr. Vous allez disparaître.' Nous, on a envie de dire : 'Est-ce qu'il faut continuer à déléguer nos responsabilités ? Serge Bayala, Comité international Mémorial Sankara.

Officiellement, les chefs d'Etat de Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad ont exprimé le souhait des voir la France poursuivre son engagement militaire au Sahel. Le sommet de Pau va-t-il, pour autant, renforcer la légitimité contestée des militaires français déployés au Sahel ? Le sentiment anti-français ne va pas disparaître comme par enchantement, analyse Le Pays, journal du Burkina Faso. Franceinfo 14 janvier 2020

En complément.

Vos mercenaires messieurs Sarkozy, Hollande, Macron...

- 735 jihadistes français se trouvent toujours en zone irako-syrienne - Franceinfo16 janvier 2020

C'est mieux payé que le SMIC ou le RSA.

- Libye : 2 000 dollars par mois et nationalité turque pour les mercenaires syriens - Franceinfo 16.01

Entre 1 500 et 2 000 combattants syriens auraient rejoint la Libye depuis la Turquie, contre salaire, frais médicaux et nationalité. Franceinfo 16.01

Dossier climat.

Totalitarisme. Ils vous préparent à un avenir "***radicalement pire***" qu'ils auront fabriqué.

- Comment les crises climatiques et les nouvelles technologies vont-elles changer ce que veut dire être humain ? - Les Crises 14 janvier 2020

Source : The Intercept, Murtaza Hussain, 19-10-2019

Bill McKibben, intitulé « Falter : Has the Human Game Begun to Play Itself Out ? » [livre non traduit en français : Vacillement : Le Jeu de la vie humaine a-t-il commencé à toucher le fond ? NdT] McKibben est écologiste, il est écrivain ainsi que le fondateur de 350.org, une organisation militante qui se mobilise pour réduire les émissions de carbone. Son livre propose une analyse sobre et empirique des raisons pour lesquelles l'espèce humaine est sur le point d'atteindre son âge ultime .

L'espèce humaine approche-t-elle de sa fin ? La question elle-même peut sembler exagérée – ou encore comme un retour aux images exaltées sur l'apocalypse. Pourtant, il y a lieu de croire que ces craintes ne sont plus si exagérées. La menace du changement climatique oblige des millions de personnes dans le monde entier à faire face de façon réaliste à un avenir dans lequel leur vie, semble à tout le moins radicalement pire qu'elle ne l'est actuellement.

Le changement climatique est de très loin la plus importante évolution que les humains aient jamais réussi à produire sur cette planète. Il a fondamentalement modifié la chimie de l'atmosphère, augmenté la température de la planète de plus de 1 degré Celsius, fait fondre la moitié de la glace d'été dans l'Arctique et augmenté l'acidité des océans de 30 %. Nous assistons à des incendies de forêt incontrôlables dans le monde entier, ainsi qu'à des niveaux records de sécheresse et d'inondations. Dans certains endroits, les températures moyennes quotidiennes deviennent déjà trop chaudes pour que les êtres humains puissent même seulement travailler pendant la journée. Les Crises 14 janvier 2020

LVOG - La véritable menace : 350.org, une officine du Green New Deal. Un tissu de mensonges ou de contrevérités :

- "Les menaces auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui ne sont pas exagérées. Elles sont réelles, visibles et potentiellement imminentes."

- "De très graves menaces pèsent aujourd'hui sur le jeu de la vie humaine."

- "Il devient déjà difficile de vivre dans de grandes parties de la planète."

- "Les coûts de l'énergie renouvelable sont en chute libre".

Rappel. Causerie du 6 mars 2019 (lire aussi celle du 24 juillet 2019)

- 350.org est une agence du parti démocrate oligarchique américain dirigée par William Ernest "Bill" McKibben. Il fut nommé un des hommes parmi les douze les plus influents en 2009 par le magazine américain Foreign Policy créé en 1970 par Samuel P. Huntington (théoricien de l'affrontement des civilisations - néolibéral). Les éditions en ligne de Foreign Policy dépendent du Washington Post au travers de sa filiale The Slate Group, affilié au groupe Bilderberg. McKibben est un rédacteur régulier du New York Times, affilié également au groupe Bilderberg. (Source : Wikipédia)

Causerie du septembre 2018.

- 350.org, une des principales ONG organisatrices de cet évènement (Debout pour le climat), a été fondée aux États-Unis grâce à l'argent d'une des plus célèbres familles de philanthrocapitalistes, à savoir les Rockefeller, au travers l'une de leurs fondations (le Rockefeller Brothers Fund), et bénéficie encore aujourd'hui de leur soutien. (Source : partage-le.com)

Qui est Bill McKibben, le fondateur de 350.org? (http://www.luttedeclasse.org/archives2010/causeries2018.pdf)

Quelle bande de pingouins !

- Le zoo de Calgary annule sa "Penguin Walk" parce qu'il fait trop froid - Le HuffPost 15 janvier 2020

En raison de températures sous les -30 degrés, mardi 14 janvier, le zoo de Calgary au Canada a décidé d'annuler sa "Penguin Walk", qui fait d'ordinaire le bonheur des visiteurs. Le HuffPost 15 janvier 2020

L'ONU prévoit une météo extrême après une décennie record de chaleur - AFP 16 janvier 2020

Greta Thunberg : Le produit et l'égérie de Davos ou l'oligarchie financière.

- Grève du climat: avant Davos, Greta Thunberg à Lausanne avec des milliers de jeunes - AFP 17 janvier 2020

Greenwashing.

- Microsoft vise une empreinte carbone négative d'ici à 2030 - euronews 17 janvier 2020

Déchaînement de grossières fausses informations sur le nucléaire et les énergies renouvelables.

LVOG - Ce tissu de mensonges a été rédigé par deux députés européens EELV.

- Enfin le nucléaire ne passe pas en Europe! - Le HuffPost 17 janvier 2020

Le 15 janvier 2020, le Parlement européen a adopté une résolution sur le Green Deal sans donner aucun rôle à l'énergie nucléaire. Ce vote traduit une réussite: celle d'avoir laissé à l'écart les lobbyistes pro-nucléaires qui cherchent, à chaque résolution parlementaire sur le changement climatique, à afficher le nucléaire comme une solution d'avenir. Alors qu'il n'en est rien.

Au lieu de massivement investir dans les énergies renouvelables, les industriels font pression pour le statu quo, à grands coups de mensonges et de dissimulations. Le nucléaire nous a toujours été vendu comme produisant l'électricité la moins chère. (Ce qui exact. - LVOG) Mais on découvre petit à petit qu'elle est fortement subventionnée et que les coûts affichés ne prennent pas en compte le démantèlement des centrales ni le stockage des déchets [1].

LVOG - Ce qui est le cas des éoliennes aux subventions et aux coûts faramineux. -

Le nucléaire reste très cher, sans être rentable.

LVOG - Un mensonge éhonté !

Les pays nucléarisés sont les plus grands émetteurs de CO2 au monde (La France prouve justement le contraire - LVOG) parce que les centrales de grande taille conduisent à des surcapacités de long terme, stimulant la consommation d'électricité au lieu de favoriser son utilisation rationnelle. (Argument frauduleux. Autrement dit, en ayant une sous capacités la population sera mécaniquement contrainte de consommer moins, elle ne sera plus en mesure de satisfaire ses besoins élémentaires en électricité. - LVOG) La priorité aujourd'hui restent les économies d'énergies dans le bâtiment, l'industrie, le transport, l'informatique, etc. Le HuffPost 17 janvier 2020

LVOG - Le "etc." concernait votre mode de vie qui devrait forcément régresser.

Le scénario 100% renouvelable est le plus réaliste. En France, selon l'ADEME, y parvenir en 2050 coûterait à peine plus cher que de maintenir le nucléaire. ("A peine", en fait 4 a 5 fois plus cher pour aboutir à une pénurie d'électricité, électricité à un prix prohibitif. - LVOG) Ne nous perdons pas dans de fausses solutions... laissons place aux énergies du futur! (No futur ! - LVOG)

Qui a osé dire qu'on pouvait les arrêter sans renverser le régime en place ?

- Entre 2000 et 2018, il a été installé 35 GW de nucléaire et 497 GW d'éoliennes. En 1996, le nucléaire représentait 17.6% de l'électricité mondiale, en 2017 ce n'est plus que 10.39%. www.worldnuclearreport.org/

L'Afrique pillée, assoiffée, affamée, maltraitée, étanglée, massacrée...

- Maurice, championne de l'optimisation fiscale, ruine ses voisins d'Afrique - Franceinfo

- Les marchands de soif, ou quand la mafia de l'eau fait sa loi - Slate.fr

- L'Afrique se lève contre le trafic de faux médicaments - LePoint.fr

La résistance est mondiale.

- Liban : la contestation entre dans son quatrième mois, des manifestants bloquent les routes - Franceinfo

- La si préoccupante crise politique guinéenne - LePoint.fr

- Trois mois après le début de la crise sociale, le Chili dans l'incertitude - AFP

Ils osent tout.

- Macron réaffirme vouloir réguler les médias face aux fake news - AFP 16.01

... il faut "distinguer ceux qui sont journalistes et ceux qui ne le sont pas", a-t-il déclaré devant quelque 300 représentants des médias. AFP 16.01

LVOG - On devrait plutôt se demander quand est-ce qu'ils le sont et quand est-ce qu'ils ne le sont pas ! Si vous n'avez pas compris ce que cela signifie, réfléchissez un peu, c'est facile à trouver, suivez la piste idéologique.

- Violences policières: Macron demande des "propositions" pour "améliorer la déontologie" - AFP 16.01

LVOG - Puisqu'il continue de les nier, le sujet est clos !

- À quel âge sommes-nous le plus heureux ? - Femmeactuelle.fr 16.01

LVOG - La question conne par excellence. On va y répondre tout de même. Quand on n'a aucune notion du bonheur ou du malheur.

- Genève féminise des panneaux de signalisation - Le HuffPost 17 janvier 2020

LVOG - La silhouette d'une jeune fille aux cheveux longs et en jupe pour qu'on ne la confonde pas avec un horrible mâle, est représentée en train de traverser la chaussée, ridicule et misérable d'en faire un article !

- Le bruit pourrait favoriser les maladies cardiovasculaires - Franceinfo 16.01

LVOG - Non, sans blague ! Si un jour on parvenait au pouvoir, on réorienterait les recherches de millions de chercheurs qui perdent littéralement leur temps, en leur désignant des objets de recherche utiles aux hommes et à la société, à la nature en général.

- Espagne : le nouveau gouvernement augmente les retraites - L'Express.fr 15 janvier 2020

Le gouvernement de Pedro Sanchez a pris un décret augmentant les retraites de 0,9% en 2020. L'Express.fr 15 janvier 2020

LVOG - 0,9%, ah ben voilà, c'est merveilleux, il est socialiste !

- L'Espagne aura besoin de "millions et de millions de migrants" dans les prochaines années, estime un ministre espagnol - Franceinfo 16.01

LVOG - Qu'ils commencent par donner du travail aux millions de chômeurs et de travailleurs à temps partiel forcé...

- Human Rights Watch dénonce une offensive mondiale inédite de Pékin contre les droits humains - AFP 16.01

LVOG - Human Rights Watch, lire ses faits d'armes dans Wikipédia, cela se passe de commentaires, en 2010 cette officine était financée par un certain George Soros, 100 millions de dollars...

Pendant que Washington enclenche un cran supérieur pour lutter en faveur des "***droits humains*** chers à HRW".

- Les USA vont faciliter les exportations d'armes à feu - Reuters 18 janvier 2020

Les fabricants américains d'armes à feu pourront d'ici quelques jours exporter plus facilement leurs produits, y compris des fusils d'assaut et leurs munitions, à la suite d'un changement de règles annoncé vendredi par l'administration de Donald Trump.

Cette évolution, envisagée depuis plus de 10 ans, consiste à transférer officiellement la supervision des exportations commerciales d'armes à feu du département d'Etat au département du Commerce, où les autorisations seront plus faciles à obtenir.

La National Shooting Sports Foundation estime que cette réforme, qui devrait être publiée dans les jours à venir au Journal officiel des Etats-Unis, pourrait entraîner jusqu'à 20% de hausse des ventes d'armes américaines à l'étranger. Reuters 18 janvier 2020

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Otan

- L'Otan au secours de Taïwan - Réseau Voltaire 14 janvier 2020

Dans le contexte de l'extension de l'Otan à la région indo-pacifique [1], l'Organisation considère l'opposition politique à Hong Kong comme une opportunité et la présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, comme une alliée de choix.

En 1989, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni avaient soutenu une tentative de coup d'État de Zhao Ziyang [2]. Sur la place Tienanmen le célèbre agent de l'Otan, Gene Sharp, dirigeait les opérations qui tournèrent à l'affrontement et au massacre [3]. Réagissant à cet échec, ces trois puissances exfiltrèrent environ 400 disciples de Zhao Ziyang vers Hong Kong qui était alors une colonie britannique, ce fut l'opération « Yellow Bird » [4]. Identiquement, les manifestations puis les émeutes qui viennent de secouer Hong Kong devenue chinois ont été organisées par l'ancien réseau de Yellow Bird. Là aussi, vu l'échec, les trois puissances ont commencé à exfiltrer les meneurs vers Taïwan.

La présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, —réélue le 11 janvier 2020 pour un second mandat— souhaite dénoncer le compromis de 1992 (« un pays, mais deux systèmes ») et proclamer l'indépendance de son pays par rapport à la Chine continentale. Elle a déclaré une « guerre de l'information » et a fait adopter l'année dernière une loi pénalisant les personnes relayant des fakes news d'origine chinoise. Elle considère les troubles à Hong Kong comme une justification de sa position et accorde donc l'asile aux meneurs en fuite.

L'ancien secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen [5], considère qu'après les États-Unis en 2016 et la France en 2017 face aux fakes news russes, Taïwan sera le prochain pays touché par les fake news chinoises. C'est donc sur ce front extrême-oriental qu'il faut défendre la démocratie face à l'autoritarisme.

L'Allemagne et la France sont déjà disposées à soutenir militairement Taïwan face à la Chine.

[1] « L'Otan souhaite devenir l'Alliance atlantico-pacifique », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 10 décembre 2019.

[2] « Tienanmen, 20 ans après », par Domenico Losurdo, Traduction Marie-Ange Patrizio, Réseau Voltaire, 9 juin 2009.

[3] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 juin 2007.

[4] Opération Yellow Bird, Sophie Lepault, Film de 62 minutes, Illégitime Défense.

[5] « Taiwan – nächste Frontlinie im Kampf gegen Chinas Machtgelüste », Anders Fogh Rasmussen, Die Welt, Januar 8, 2020. Réseau Voltaire 14 janvier 2020

Onu

- L'Onu suspend le droit de vote de 7 États - Réseau Voltaire 13 janvier 2020

En application de la règle adoptée en octobre 2019 par l'Assemblée générale, les Nations unies ont suspendu le droit de vote de sept de leurs membres et s'apprêtent à en sanctionner trois autres :

- Comores (à la fin de la 74ème session de l'Assemblée générale)
- Gambie (dès à présent)
- Lesotho (dès à présent)
- Liban (dès à présent)
- République bolivarienne du Venezuela (dès à présent)
- République centrafricaine (dès à présent)
- Sao Tome et Principe (à la fin de la 74ème session de l'Assemblée générale)
- Somalie (à la fin de la 74ème session de l'Assemblée générale)
- Tonga (dès à présent)
- Yémen (dès à présent)

Aucun de ces membres n'est à jour de ses cotisations.

Cependant, plusieurs de ces États ne peuvent matériellement pas régler leur cotisation du fait de sanctions bancaires unilatérales des États-Unis.Réseau Voltaire 13 janvier 2020

Russie

- Poutine annonce une révision de la Constitution et nomme un nouveau Premier ministre - AFP 16 janvier 2020

Vladimir Poutine a proposé mercredi une révision de la Constitution et nommé un nouveau Premier ministre, des annonces qui ont relancé les conjectures sur la préparation de son avenir politique après la fin en 2024 de son dernier mandat de président.

M. Poutine a choisi comme remplaçant à Dmitri Medvedev, son fidèle chef de gouvernement, un personnage de l'ombre: Mikhaïl Michoustine, 53 ans, le patron du fisc russe.

La chambre basse du Parlement, la Douma, examinera jeudi cette candidature, selon les agences russes.

A la tête du Service fédéral des impôts depuis 2010, M. Michoustine, homme chauve au visage épais, s'est forgé la réputation d'être un haut fonctionnaire efficace. Il a mis en place "le meilleur système de collecte d'impôts au monde", selon la télévision d'Etat Rossiya-24.

Ce choix a été annoncé juste après l'annonce surprise de la démission du gouvernement, dans la foulée d'un discours du président russe annonçant des réformes constitutionnelles.

Ces annonces ont pris de court l'ensemble de la classe politique et des médias russes. Elles sont perçues comme visant à baliser le terrain avant 2024, date de la fin du mandat actuel de Vladimir Poutine qui, en l'état actuel de la législation n'a pas le droit de se représenter.

La politologue Ekaterina Schulmann évoque une "figure neutre" au sujet du futur Premier ministre, qui sera selon elle dans un rôle d'exécutant. "Il est trop tôt pour (faire émerger) un héritier", dit-elle.

Les annonces de mercredi sont néanmoins interprétées par les analystes comme par les opposants comme la preuve que le président organise l'après 2024.

Peu avant ces annonces choc, le chef de l'Etat avait dit voir "clairement émerger une demande de changement au sein de la société", lors de son discours annuel devant le Parlement et les élites politiques du pays.

Dans cette allocution, M. Poutine a proposé de soumettre au vote des Russes des réformes de la Constitution devant renforcer les pouvoirs du Parlement, tout en préservant le caractère présidentiel du système. Il s'agit de la première révision de la loi fondamentale depuis son adoption en 1993.

"Le président, bien sûr, gardera le droit de fixer les missions et les priorités du gouvernement", a-t-il prévenu, mais il a jugé la Russie assez "mûre" pour introduire une dose de parlementarisme.

M. Medvedev, qui devrait devenir vice-président du Conseil de sécurité russe, a expliqué son départ par la nécessité de donner

au président "les moyens de prendre toutes les mesures qui s'imposent".

Son départ intervient alors que sa popularité stagne à moins de 30% - contre près de 70% pour M. Poutine - sur fond d'anémie économique et de niveau de vie en baisse.

Le Kremlin a fait aussi face cet été au plus grand mouvement de contestation, vivement réprimé, depuis le retour en 2012 de Vladimir Poutine à la présidence. Les candidats du pouvoir ont essuyé dans la foulée un camouflet aux élections locales à Moscou.

Le Premier ministre démissionnaire est un proche parmi les proches du chef de l'Etat. Il a même occupé de 2008 à 2012 les fonctions de président, Vladimir Poutine ayant dû céder la place et prendre la tête du gouvernement pour respecter la limite de deux mandats présidentiels consécutifs, fixée par la Constitution. En 2012, les deux hommes ont de nouveau permuté.

Les propositions de réformes exposées par M. Poutine visent aussi à renforcer les gouverneurs régionaux, à interdire aux membres du gouvernement et aux juges de disposer d'un permis de séjour à l'étranger et à obliger tout candidat à la présidentielle à avoir vécu les 25 dernières années en Russie.

Le chef de l'Etat conservera le droit de limoger tout membre du gouvernement et nommera les chefs de toutes les structures sécuritaires.

Il a également proposé de renforcer les pouvoirs du Conseil d'Etat, une institution consultative composée de divers responsables nationaux et régionaux, et de placer la Constitution russe au dessus du droit international dans la hiérarchie des normes. AFP 16 janvier 2020

- Poutine propose un référendum sur une série de réformes constitutionnelles - AFP 15 janvier 2020

"Je juge nécessaire de soumettre au vote des citoyens du pays l'ensemble des révisions de la Constitution proposées", a-t-il déclaré dans son allocution annuelle devant les membres du Parlement et les élites politiques, sans pour autant préciser le calendrier.

Sans apporter de précisions, M. Poutine a aussi évoquée la question d'un changement de l'article qui limite le nombre des mandats présidentiels "à deux mandats successifs". AFP 15 janvier 2020

Japon

- Le Japon soutient le Myanmar face aux accusations de génocide - Réseau Voltaire 15 janvier 2020

Le camp occidental vient de se fracturer face au Myanmar. Après l'Inde, le Japon lui aussi soutient qu'il n'y a pas de génocide des Rohingyas, mais seulement une répression du terrorisme du « Mouvement pour la Foi » dit aussi « Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan ».

L'ambassadeur du Japon au Myanmar, Ichiro Maruyama, donnant une conférence de presse à Yangon (ex-Rangoun) le 26 décembre 2019, a mis les points sur les i. Son gouvernement croit fermement qu'il n'y a a pas de génocide en Birmanie, mais une attaque jihadiste. Il espère donc que la Cour internationale de justice ne prendra pas de mesures conservatoires après la déposition d'Aung San Suu Kyi [1].

La prix Nobel de la paix 1991 et conseillère spéciale du Myanmar depuis 2016 a fait l'objet d'une campagne internationale de dénigrement depuis l'exode des Rohingyas en 2017. Le soutient dont elle bénéficie en Chine était interprété dans le contexte des rivalités sino-US. Celui de l'Inde l'était en fonction de la politique hindutva de Narendra Modi.

L'« Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan » est une organisation djihadistes, dont le siège est à La Mecque (Arabie saoudite). Elle est soutenue par l'Organisation islamique mondiale et armée par le Pentagone [2].

[1] "Aung San Suu Kyi before the International Court of Justice" ; "Closing remarks by Aung San Suu Kyi before the International Court of Justice", by Aung San Suu Kyi, Voltaire Network, 11 and 12 December 2019.

[2] « L'islam politique contre la Chine », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 3 octobre 2017. Réseau Voltaire 15 janvier 2020

ECONOMIE

Etats-Unis.

- Nouveaux records à Wall Street où les technologiques flambent - Reuters 14 janvier 2020

Alors que la saison des résultats financiers est imminente, les marchés anticipent aussi des annonces solides.

D'après l'agence Bloomberg, le département américain du Trésor, dans son prochain rapport semestriel, devrait en outre cesser de considérer la Chine comme un Etat manipulant sa devise.

Les investisseurs attendent les résultats des grandes banques JP Morgan Chase, Citigroup et Wells Fargo, qui vont lancer mardi la saison des résultats pour le quatrième trimestre 2019.

De nombreux investisseurs tablent déjà sur des prévisions potentiellement relevées du fait de cet apaisement entre Washington et Pékin.

Aux valeurs, les technologiques comme Apple, Facebook, Netflix, Microsoft et Amazon.com ont été parmi les principaux acteurs de cette nouvelle séance de hausse.

Alphabet, qui possède Google, a fini sur un gain de 0,8%, et sa capitalisation boursière se rapproche de la barre des 1.000 milliards de dollars (993 milliards). Reuters 14 janvier 2020

Matière première. Le rhodium.

- Le rhodium devient le métal le plus cher au monde - capital.fr 16 janvier 2020

Son prix a été multiplié par douze ces quatre dernières années : il s'échange à désormais plus de 8.000 dollars l'once, soit environ 7.175 euros.

Inconnu du grand public, le rhodium est notamment utilisé dans l'industrie automobile : avec le palladium et le platine, on les retrouve dans les convertisseurs catalytiques, qui font partie des systèmes permettant de réduire les émissions de gaz toxiques des pots d'échappement.

Avec les nouvelles normes antipollution, la demande en rhodium a explosé ces dernières années, provoquant une hausse des prix.

Selon le média américain, la valeur du rhodium pourrait dépasser les 10.000 dollars (environ 8.970 euros) dans les mois à venir. Et ce alors qu'il est plus difficile d'investir dans ce métal, qui ne s'échange pas sur les bourses et qui est produit en faible quantité (20 tonnes en 2010), que dans l'or ou l'argent. capital.fr 16 janvier 2020

Haut de page

Le 22 janvier 2020

CAUSERIE ET INFOS

- 20 pages au format pdf

La totalité des faits, des données chiffrées, des arguments présentés dans ce portail sont accessibles à chacun ou vérifiables en faisant une recherche sur Internet qui prend quelques minutes seulement. C'est mon unique source d'information.

De préférence, chaque renseignement obtenu et sourcé doit encore faire l'objet de vérifications, afin d'éviter toute méprise ou manipulation, c'est ce qui prend le plus de temps. Malgré tout, ne pouvant pas tout savoir, des erreurs ponctuelles peuvent toujours se produire, mais elles ne peuvent être que temporaires et limitées, dans la mesure où chaque sujet abordé et chaque réponse trouvés feront en permanence l'objet d'une nouvelle réévaluation, ce qui permettra de détecter rapidement les éventuelles erreurs et de les corriger. Un exemple.

Un peu naïvement j'étais porté à croire que le Collège de France était une institution prestigieuse et par conséquent respectable, plutôt neutre sur le plan politique, en laquelle on pouvait avoir un minimum confiance... Erreur en fait. Je m'étais trompé, elle est aussi corrompue idéologiquement que l'ensemble des institutions de la Ve République. La preuve la voici ou ce que je n'avais pas

à l'esprit parce que ma mémoire est défaillante (depuis l'enfance je précise).

J'ignorais ou je ne me souvenais plus que Philippe Aghion, professeur au Collège de France, avait soutenu Emmanuel Macron en 2017, dès lors il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il soutienne le projet de retraite par points de Macron-BlackRock (lire plus loin).

Quelques jours plus tôt je m'étais étonné que le climatologue Edouard Bard, professeur au Collège de France et membre de l'Académie des sciences, soutienne la thèse du GIEC de l'origine anthropique du réchauffement climatique, d'ailleurs j'ai même été jusqu'à lui adresser un document scientifique qui prouvait le contraire en lui demandant des explications. Sans illusion ou sans attendre de réponse, je précise.

En aparté, je ne suis pas joueur, mais je dois avouer que je recours volontiers à ce genre de coup, y compris dans la vie quotidienne, juste pour voir, plus par curiosité que par provocation, pour déclencher une réaction qui sera le plus souvent maladroite ou désordonnée, parfois violente, qui confirmera ce que je savais déjà ou conforter une hypothèse.

C'est en lisant ce matin un article où étaient rappelés les faits d'armes de son collègue Philippe Aghion, que j'ai compris que je m'étais fourvoyé en attribuant aux conclusions des travaux de monsieur Bard une quelconque objectivité ou le bénéfice du doute en attendant d'avoir lu tous ses articles de vulgarisation publiés par le Collège de France, ce qui m'avait porté à douter un instant des arguments avancés par les scientifiques qui contestaient les conclusions du GIEC.

Je dois préciser que les deux articles que j'avais lus m'avaient laissé sceptiques, dans la mesure où à plusieurs reprises il avait dû mentionner que les recherches en climatologie étaient trop récentes pour prévoir l'évolution futur du climat, du fait que les chercheurs ne comprenaient toujours pas ou pas suffisamment comment fonctionnaient les différents facteurs principaux qui entrent en jeu dans le climat, ce qui ne l'avait pas empêché d'en conclure péremptoirement que les activités humaines et l'effet de serre ou le CO2 étaient forcément responsables du réchauffement climatique, ce qui m'avait conduit à douter fortement de sa bonne foi, et à redoubler de vigilance lors de la lecture des articles suivant.

Force est d'admettre maintenant que cette prestigieuse institution n'a pas échappé à la règle, et que ces scientifiques s'étaient mis délibérément au service du néolibéralisme, quitte à sacrifier la science et à y laisser leur légitimité, leur dignité, leur âme, un cadavre de plus en somme à mettre au compte de la corruption des esprits et du capitalisme.

Vous voyez chers lecteurs ou camarades, même en présence de cette élite, nous, simples travailleurs, nous n'avons pas à rougir, à être complexés, à nous sentir inférieurs, nous n'avons rien à lui envier, nous valons mieux qu'elle et nous le prouvons déjà, comme quoi nous sommes tout à fait aptes à assumer nos responsabilité, à transformer la société, à gouverner...

PREMIERE PARTIE.

Gouverner par la terreur. Ils vous ont dégoté un nouvel ennemi invisible. Même pas peur ! 0,000002%.

- Nouveau virus en Chine: ce que l'on sait - AFP 21 janvier 2020

Ce virus est proche de celui qui avait provoqué l'épidémie de Sras en 2002-2003. Elle avait fait 774 morts dans le monde (dont 349 en Chine continentale et 299 à Hong Kong) sur 8.096 cas, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Comparés à ceux du Sras, les symptômes semblent moins agressifs. "La gravité semble plus faible que le Sras", juge le Pr Fontanet. Pour le scientifique Zhong Nanshan qui avait aidé à évaluer l'ampleur de l'épidémie de Sras en 2003, "c'est léger", et les poumons "ne sont pas comme avec le Sras". AFP 21 janvier 2020

LVOG - En voilà une affaire, mondiale s'il vous plaît, donc qui a de quoi angoisser la terre entière. Vous pensez, un virus comparable à celui du Sras, mais en beaucoup moins virulent, c'est eux qui le disent. Et le Sras, hors de Chine il avait fait 126 morts dans le monde entier pour une population de 6,3 milliards une fois retranchée la Chine, ce qui représentait un taux de mortalité gigantesque, phénoménal, monstrueux, les mots nous manquent : 0,000002% ! Faites le calcul, quel délire, quelle bande de dangereux cinglés !

En ploutocratie. Vous pouvez être fier d'être français !

- L’homme et la femme les plus riches du monde sont Français, selon Forbes - fr.sputniknews.com 18.01.

Le patron de LVMH Bernard Arnault est désormais l’homme le plus riche du monde, il a devancé Jeff Bezos, fondateur et PDG d’Amazon, selon les estimations du magazine Forbes.

L'homme d'affaires français Bernard Arnault, propriétaire du groupe mondial de l'industrie du luxe LVMH (Louis Vuitton

Moët Hennessy), est devenu l'homme le plus riche du monde, a annoncé le magazine Forbes.

Selon le magazine, la fortune de Bernard Arnault et de sa famille est actuellement estimée à environ 117 milliards de dollars. L'ancien numéro un, le fondateur et PDG d'Amazon, Jeff Bezos, figure désormais en deuxième place avec 115,6 milliards de dollars.

La fortune des plus riches du monde a augmenté d'un quart en 2019, selon Bloomberg Le fondateur de Microsoft, Bill Gates, complète le podium avec 110,6 milliards de dollars, d'après Forbes.

Le top 5 comprend en outre l'investisseur américain Warren Buffett (90,6 milliards de dollars) et le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg (82,2 milliards).

La plus riche femme du monde est Française

Parmi les 20 plus grandes fortunes du monde figure un autre Français, ou plus précisément, une Française: Françoise Bettencourt Meyers.

Cette fille de Liliane Bettencourt et héritière du groupe de produits cosmétiques L'Oréal, qui se situe au 14e rang avec 59,9 milliards de dollars, est la plus riche femme de la planète, selon Forbes. fr.sputniknews.com 18.01.

Pourquoi concentrons-nous notre attention et nos coups contre l'oligarchie ?

- Les milliardaires détiennent plus d'argent que 60% de l'humanité, selon l'ONG Oxfam - L'Express.fr 20 janvier 2020

Les 2153 milliardaires du globe détiennent désormais plus d'argent que 60% de la population mondiale, dénonce lundi l'ONG Oxfam

"Le fossé entre riches et pauvres ne peut être résolu sans des politiques délibérées de lutte contre les inégalités. Les gouvernements doivent s'assurer que les entreprises et les riches paient leur juste part d'impôts" affirme Amitabh Behar, responsable d'Oxfam en Inde, et qui représentera l'ONG cette année au Forum de Davos, cité dans un communiqué.

Par ailleurs, la fortune des 1% les plus riches du monde "correspond à plus du double des richesses cumulées" des 6,9 milliards les moins riches, soit 92% de la population du globe, une concentration qui "dépasse l'entendement", détaille le rapport. L'Express.fr 20 janvier 2020

LVOG - Oui, on les a laissé concentrer un tel pouvoir, alors imaginez un instant l'ampleur de la tâche titanesque qui nous attend désormais pour les déloger, tâche tout à fait à notre portée pour peu qu'on s'en donne les moyens...

Plus c'est gros...

- Louis Vuitton s'offre le deuxième plus gros diamant brut du monde - euronews 21 janvier 2020

Découvert au Botswana en avril dernier, Sewelô vient d'être acheté par Louis Vuitton. Il s'agit du deuxième plus gros diamant brut du monde. Son prix n'a pas encore été communiqué. euronews 21 janvier 2020

Macron en grand chambellan de Davos.

- Macron reçoit à Versailles des patrons du monde entier, des manifestants sur place - lexpress.fr 20.01

Emmanuel Macron reçoit ce lundi à Versailles des patrons venus du monde entier pour vanter une France accueillant les entreprises à bras ouverts, credo illustré par une série d'annonces de contrats et de nouveaux investissements totalisant près de 4 milliards d'euros.

Comment s'afficher avec les PDG de groupes internationaux sous les ors de Versailles sans susciter un peu plus la grogne en France, en pleine contestation sociale ? lexpress.fr et euronews.com 20.01

LVOG - Ce matin mercredi 22 janvier, dans la page info politique de Yahoo, pas un seul article sur cet évènement jupitérien. Pas le temps de chercher ailleurs, on attendra la suite...

Parole d'extrême droite.

- Macron et le pouvoir à l'épreuve de la détestation - AFP 20.01

Nicolas Sarkozy fustige le "soulèvement partisan et la violence sociale" de ceux qui veulent "allumer partout des feux de haine et de discorde". - Franceinfo 20.01

- Des Républicains indignés par l'annulation d'une conférence avec "Valeurs actuelles" à Sciences Po Lille - Le HuffPost 20.01

“Censure”, “dictature de la pensée”, “intolérance”. Le HuffPost 20.01

LVOG - Vous avez bien lu, vous n'avez pas rêvé, ce sont bien des propos tenus par l'extrême droite (Valeurs actuelles). Et vous êtes encore très loin d'avoir tout vu ou entendu ! Sauf peut-être si vous êtes un fidèle lecteur de ces causeries...

Dossier retraite.

La CFDT s'ébat joyeusement en macronie.

- La CFDT conseillée par deux économistes proches de Macron - Le HuffPost 20.01

“On est en train de réunir, y compris des experts, pour travailler sur des propositions extrêmement précises”, a déclaré Laurent Berger sur Franceinfo. Des spécialistes du travail, des intellectuels, mais aussi des économistes. Parmi ces derniers, dévoile Le Monde ce 20 janvier, Jean Pisani-Ferry et Philippe Aghion, proches d’Emmanuel Macron qui l’ont notamment inspiré pour la réforme des retraites.

Jean Pisani-Ferry était le directeur du programme du candidat d’En marche! en 2017. Il a expliqué au Monde son point de vue sur la réforme: “Les Français n’ont toujours pas compris comment on équilibre un système de retraite par points, et donc quelles seront les règles qui détermineront le montant de leur pension. C’est pourtant essentiel pour créer de la confiance au sein de la population”. Ce avant d’ajouter: “J’ai des contacts anciens et réguliers avec la CFDT, sur beaucoup de sujets. Le fait qu’une organisation comme celle-ci prenne en compte les réflexions d’économistes indépendants me paraît être une très bonne chose”.

De son côté, Philippe Aghion, professeur au Collège de France qui avait soutenu Emmanuel Macron en 2017 est optimiste sur la conférence à venir: “Il est tout à fait possible de trouver des solutions pour garantir l’équilibre du régime sans recourir à l’âge pivot et ainsi permettre à tous les acteurs en présence de sauver la face. Le HuffPost 20.01

L'âge pivot le plus proche possible de votre cercueil.

- Réforme des retraites : vers un âge pivot à 65 ans pour la génération 1975 - Le HuffPost 19 janvier 2020

Alors que la mobilisation contre la réforme des retraites s’apprête à dépasser le cap des 45 jours, Le Monde a pu consulter une version intermédiaire de l’étude d’impact rédigée par le gouvernement. Or, l’une des hypothèses centrales du document, révèle le quotidien du soir, se concentre sur les effets d’évolution de l’âge pivot, et notamment pour les personnes nées à partir de 1975.

Le journal explique qu’une fois la réforme votée, la future Caisse nationale de retraite universelle (CNRU), issue de la fusion des 42 régimes actuels, aura la charge de déterminer un âge pivot, qui sera forcément situé au-dessus de 62 ans. Or cette “borne” est amenée à évoluer ”à hauteur des deux tiers” des gains d’espérance de vie à la retraite.

Résultat, pour la génération 1975, l’âge pivot pourrait être poussé à 65 ans. Pour les générations suivantes, il pourrait même dépasser ce seuil et se rapprocher de 67 ans, détaille Le Monde.

Pour bénéficier d’une retraite “plein pot”, les retraités seront tenus d’avoir cotisé durant une certaine durée sous peine que la décote s’annule. D’une manière générale, le document estime qu’avec la réforme, en comparaison du système actuel, 20% des assurés partiront plus tard, “avec un départ plus tardif d’environ trois ans en moyenne pour les générations nées dans les années 1990”.

Plusieurs paramètres devraient par ailleurs les y encourager rappelle l’étude: les droits seront revalorisés chaque année en fonction du salaire moyen par tête et non plus en fonction de l’inflation, et chaque année travaillée au-delà de l’âge pivot donnera lieu à un bonus de 5%.

Réclamée à cor et à cri par le président du Sénat Gérard Larcher, l'étude volumineuse doit être transmise aux syndicats et aux partenaires sociaux le 24 janvier, jour de la présentation du projet de loi en conseil des ministres. Le HuffPost 19 janvier 2020

Entre soutien et résignation.

- Sondage. Malgré le retrait de l'âge pivot, le soutien à la grève reste stable - Journal du Dimanche 19 janvier 2020

Après 45 jours de mobilisation contre la réforme des retraites, les Français se montrent toujours favorables au mouvement et aux blocages, d'après notre sondage Ifop. Le taux de soutien retrouve son niveau d'avant les vacances de Noël. Journal du Dimanche 19 janvier 2020

Une issue existe à la crise du capitalisme et du climat : La négation de la lutte des classes.

- Philippe Martinez, Cécile Duflot, Jean-François Julliard... Leur appel pour la justice sociale et le climat Journal du Dimanche 19 janvier 2020

Liste des signataires : Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France ; Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT ; Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac France ; Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France ; Khaled Gaiji, président des Amis de la Terre ; Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne ; Cécile Gondard-Lalanne, porte-parole de l'Union syndicale Solidaires ; Benoit Teste, secrétaire général de la FSU. Journal du Dimanche 19 janvier 2020

LVOG - Que regrettent-ils ?

Que Macron ne prenne aucune "*mesure ambitieuse pour faire face au changement climatique*", car eux ne détiennent "*pas la recette miracle pour inverser cette tendance*" contrairement à leur suzerain dont ils prennent le relais, afin d'imposer à l'ensemble de la population "*une véritable transition énergétique, agricole et industrielle, c'est-à-dire une transformation profonde des façons de produire et de consommer qu'imposent les crises écologique et climatique*" conformément aux objectifs du GIEC, autrement dit des dirigeants des principales puissances occidentales qui représentent les intérêts de l'oligarchie financière qui a planifié le Green New Deal, ou la plus faramineuse escroquerie de tous les temps, comptant "en premier lieu" sur "*les entreprises qui doivent évoluer pour faire face aux enjeux de demain*", pour sauver "*notre système (qui) est à bout de souffle*" sous peine de vivre prochainement "*sur une planète morte*", tout un programme que les participants à la réunion de Davos devrait approuver.

Voilà un bel exercice de corporatisme à peine ou maladroitement maquillé.

En s'associant aux officines ongistes de l'oligarchie financière, des syndicats prennent en otage l'ensemble des travailleurs et le mouvement ouvrier qu'ils livrent sur un plateau à leurs bourreaux, tout en précipitant la dégénérescence finale de la civilisation humaine.

Ils ont formulé la "*volonté de reconstruire des perspectives de transformation radicale de la société, écologique, solidaire et démocratique, fondées sur l'accès aux droits pour toutes et tous et le rejet de toute discrimination de genre, d'origine, de classe et d'orientation sexuelle*", un argumentaire que ne renierait pas George Soros, dès lors que ne sont remis en cause nulle part les rapports sociaux de production ou les fondements du capitalisme.

Pour bien comprendre la nature de cette infâme machination, il faut conserver en permanence à l'esprit, qu'à aucun moment cette vermine n'envisage l'abolition du capitalisme, bien au contraire, elle est destinée à assurer sa survie.

Qu'est-ce que signifie ou recouvre le refus du "*rejet de toute discrimination de classe*" entre exploiteurs et exploités, oppresseurs et opprimés ?

Cela signifie ni plus ni moins que toutes les classes sociales auraient ou pourraient avoir finalement les mêmes droits, les mêmes intérêts ou besoins, ce qui est impossible puisque les fondements du capitalisme reposent justement sur le contraire ou les inégalités entre les classes. Dès lors qu'il n'est nullement question de remettre en cause les fondements du capitalisme, à qui devrait profiter ce "*rejet de toute discrimination de classe*", sinon à la classe dominante. Au passage, cela fait près de 40 ans qu'on en fait l'expérience, et elle a abouti à l'avènement de Macron et LREM.

Rejeter "*toute discrimination de classe*" revient en dernier ressort à nier que les classes ont des intérêts distincts ou diamétralement opposés, inconciliable ou irréductibles. Et une fois qu'on a nié ce qui permet de distinguer les différentes classes, la lutte des classes n'a plus de raison d'être, à son tour elle doit disparaître, et le tour de prestidigitation de ces agents de la réaction est bouclé.

A l'opposé, nous partons du constat que cette "*discrimination de classe*" est non seulement bien réelle, au-delà elle est à l'origine

de tous les maux de la société, elle est responsable de toutes les difficultés que rencontrent les travailleurs au quotidien, et nous estimons que le seul moyen de la briser consiste à exproprier les capitalistes et liquider les institutions qui servent de couverture légale et juridique à tous leurs méfaits et crimes, de sorte que l'Etat et les classes commencent à s'éteindre, au lieu de vouloir les conserver à tout prix, comme il est exposé explicitement dans cet appel que nous condamnons sans appel.

S'emparer du pouvoir politique, renverser le régime en place au moyen d'un soulèvement révolutionnaire des masses populaires guidées par un authentique parti ouvrier révolutionnaire, demeure la condition indispensable, non pas pour épargner la classe dominante ultra minoritaire dans la société, mais pour briser définitivement sa capacité de nuisance, la déposséder totalement du pouvoir exorbitant qu'elle avait acquis grâce à la corruption des dirigeants du mouvement, instaurer une République sociale qui dispose de tous les pouvoirs, et oeuvre à l'épanouissement d'une société meilleure et plus juste en se donnant les moyens économiques de réduire immédiatement les inégalités et les injustices les plus criantes, dans la perspective de l'établissement d'une société relayant le règne de l'exploitation de l'homme pas l'homme à l'origine de toutes les formes de discrimination ou d'oppression au musée de la préhistoire de la civilisation humaine. C'est cet objectif et cette tâche qui doivent uniquement nous guider.

Et tous ceux qui n'en attendent rien.

- Quelques milliers de "gilets jaunes" manifestent à Paris, 37 interpellations - AFP 19 janvier 2020

Quelques milliers de manifestants ont défilé samedi après-midi à Paris, à l'appel des "gilets jaunes", en scandant des slogans anti-Macron, anti-policiers ou contre la réforme des retraites, un rassemblement marqué par des tensions avec les forces de l'ordre, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Trop de souffrance dans cette sous-France", pouvait-on lire sur une pancarte. "Macron, Philippe, traitres au peuple", sur une autre alors que la foule a scandé "La rue, elle est à nous" et encore "Macron, on vient te chercher chez toi".

Dès le début d'après-midi, des tensions avec les forces de l'ordre, intervenues "pour disperser un bloc qui tentait de se constituer en tête de cortège", selon la préfecture de police de Paris (PP).

Mais c'est surtout à l'arrivée devant la gare de Lyon, que la face-à-face s'est durci dans ce cortège organisé pour la 62e journée de mobilisation des "gilets jaunes", avec notamment l'incendie d'une baraque de chantier devant la gare de Lyon.

Les forces de l'ordre, déployées en nombre depuis le début de l'après-midi ont fait usage à de nombreuses reprises de gaz lacrymogène mais également de canon à eau. Après 18H00, alors que les CRS appelaient les manifestants à évacuer la zone, plusieurs groupes se sont alors dispersés dans les rues alentours, allumant des feux dans certaines poubelles.

A 18H30, 37 personnes avaient été interpellées, a indiqué la Préfecture de police de Paris et 33 personnes ont été placées en garde à vue, a de son côté précisé le Parquet de Paris.

Sur des images filmées et diffusées par l'AFP TV, on voit un jeune homme le visage en sang être interpellé. Couché sur le ventre et déjà menotté, ce dernier est entravé par le policier qui appuie son genou sur son bras. Une vidéo, qui circule sur les réseaux sociaux et probablement tournée juste avant, montre un policier frapper le jeune homme qui est déjà à terre le visage en sang.

Dans l'après-midi, plusieurs autres vidéos dénonçant les violences policières ont été partagées sur les réseaux sociaux.

Cette semaine, Emmanuel Macron a demandé à l'Intérieur de faire rapidement des "propositions pour améliorer la déontologie" des forces de l'ordre accusées de violences, après que Christophe Castaner les a appelées à "l'exemplarité", braquant des policiers sous pression après des mois de manifestations. "On lâche pas"

"Je me suis fait gazer tout à l'heure. D'un coup, on n'a pas compris pourquoi", raconte à l'AFP Béatrice Bouttier, psychologue "gilet jaune" venue de l'Eure.

"Je suis une maman je ne veux pas laisser un monde pareil à mes enfants. J'ai plus les moyens de m'occuper de mes patients en hôpital psychiatrique. On nous demande d'être rentables", déplore-t-elle.

Et pour la plupart des manifestants, le responsable de cette fronde est le président de la République: "Il faut dire stop à Macron. Il ne comprend que le rapport de forces, alors on est là et on lâche pas", estime Christophe Rampierre.

Pour ce retraité de 62 ans de la "petite fonction publique territoriale", gilet jaune sur le dos, "il y a des vies derrière les politiques que ce Monsieur veut mettre en place".

"On étouffe avec ce gouvernement qui veut nous mettre à genoux", explique pour sa part Annie Moukam, une enseignante de 58 ans. "La retraite, hors de question qu'il y touche. On travaille toute notre vie pour pouvoir partir avec une retraite digne et c'est précisément ça qu'il remet en cause", ajoute la manifestante. AFP 19 janvier 2020

Comment ils ont dévoyé et corrompu le syndicalisme.

- L'Unef, histoire d'un naufrage - Journal du Dimanche 19 janvier 2020

Mais alors que son 86e congrès s'est tenu dans l'indifférence générale le mois dernier à Lille, qui tremble encore face à l'Unef ? "Elle a terrorisé pendant des années tous les ministres de l'Enseignement supérieur mais aujourd'hui elle ne fait plus peur à personne, lâche Jean-Marie Le Guen, deux fois secrétaire d'État sous François Hollande, ancien député (PS) de Paris et membre fondateur en 1980 de l'Unef-ID, l'une des deux branches historiques. À vrai dire, elle n'a plus de raison d'être. Elle n'existe pratiquement plus. Elle mourra dans une putréfaction pathétique."

En 2016, coup de tonnerre dans le monde estudiantin : pour la première fois, l'Unef est devancée par la Fage (Fédération des associations générales étudiantes). Aux dernières élections universitaires, en 2018, rebelote : l'Unef, avec ses 30.000 adhérents revendiqués, ne recueille que 55 sièges contre 85 pour la Fage. Nouveau coup dur au printemps dernier avec le départ des 86 membres de l'aile gauche, proche des communistes, pour "options idéologiques incompatibles" avec celles du flanc droit, toujours lié au PS.

Longtemps, l'Unef a compté dans ses rangs des personnalités publiques ou politiques de premier plan : l'historien Benjamin Stora ; le fondateur de SOS Racisme Harlem Désir ; la militante féministe Caroline de Haas ; Stéphane Fouks, vice-président de Havas ; l'actuelle porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye ; Bruno Julliard, ancien premier adjoint d'Anne Hidalgo ; Jean-Marie Le Guen ; Jean-Christophe Cambadélis, ancien premier secrétaire du PS ; Manuel Valls ; Jean-Luc -Mélenchon ; Julien Dray ; la députée LFI -Clémentine Autain ; l'ancienne ministre socialiste de la Famille, de l'Enfance et des Droits des femmes Laurence Rossignol ; mais aussi Philippe Séguin, Lionel Jospin, Jack Lang… François -Hollande adhéra tandis qu'il étudiait à Sciences-Po.

Mais depuis Bruno Julliard, président de 2005 à 2007, plus personne ne connaît les noms des dirigeant(e)s de l'organisation.

"Idiot, totalitaire, analphabète et obscurantiste, c'est ce qu'est devenue l'Unef, dans la plus prestigieuse université française, s'emporte Pierre Jourde, écrivain, professeur d'université, critique littéraire et ancien responsable du syndicat à Paris 12.

Si l'Unef ne revient pas à une dimension plus syndicale, à d'abord défendre les droits des étudiants, ils termineront en groupuscule. Journal du Dimanche 19 janvier 2020

Et que l'ordre règne !

- Mobilisation contre la réforme du bac : la proviseure d'un lycée de Montbrison porte plainte contre des enseignants - francetvinfo.fr 21.01

La proviseure du lycée Beauregard à Montbrison (Loire) a porté plainte contre 13 enseignants, après leur action lundi 20 janvier contre la nouvelle formule du bac, rapporte France Bleu Saint-Etienne Loire.

En réaction, la majorité des enseignants sont en grève mardi 21 janvier. Ils se sont rassemblés devant la direction départementale des services départementaux de l'Education nationale à Saint-Etienne. Une délégation se déplace également à Lyon pour demander à être reçue par le rectorat.

Les professeurs avaient mené une action symbolique lundi pour protester contre les épreuves du nouveau bac. Ils ont retenu pendant quelques heures les copies à l'issue de l'épreuve de langues, elles n'ont été remises à la proviseure qu'à 16h. Une plainte pour obstruction au bon fonctionnement du service public a alors été déposée par l'administration.

Les enseignants de l'établissement dénoncent, mardi 21 janvier dans un communiqué, une répression qui leur semble disproportionnée : "inutile de préciser combien cette décision de notre hiérarchie nous blesse, nous bouleverse, tant elle paraît incroyablement disproportionnée aux événements : ce que nous comprenons, ici, c'est que le dialogue avec les membres de notre administration et notre bonne foi nous ont desservis. Ce que nous comprenons, encore, c'est que nous, membres du corps professoral, sommes tancés par une hiérarchie qui se permet de nous maltraiter, de nous déconsidérer, d'estimer que nous devons être jugés tels des délinquants de droit commun". francetvinfo.fr 21.01

LVOG - Méthode policière, la répression comme seule réponse. Face à cela, on peut légitimement devenir violent ou se radicaliser politiquement ou les deux à la fois, il y a des profs qui doivent y réfléchir, cela ne fait pas de doute.

Rien de tel pour légitimer la violence, et pour nous lever cet obstacle qui empêchait de nombreux travailleurs de s'orienter vers le socialisme, craignant la violence d'une révolution sans tenir compte que cette violence était déclenchée par nos ennemis, une minorité, et conclure que notre violence était économique en vies humaines puisqu'elle était tournée contre une infime minorité ou plus précisément contre un système économique, et au-delà l'exploitation de l'homme par l'homme.

La violence est dans la nature, la nature de l'homme, un accouchement est un acte extrêmement violent pour la mère comme pour l'enfant... et une libération, les deux sont inséparables. La violence précède la maîtrise de soi, la prise de conscience, elle en est la matrice. Ceux qui le nient, la craignent, la fuient, n'ont rien compris à la fabuleuse épopée dans laquelle est engagée l'espèce humaine pour conquérir la liberté. Ceux qui veulent vous épargner les mauvais coups, de souffrir, font partie de ces ignorants. Les écouter, c'est le meilleur moyen de perpétuer la violence...

Stratégie de la destabilisation et du chaos.

- Aux Etats-Unis, dernière "Marche des femmes" avant la présidentielle - AFP 19 janvier 2020

Quelques milliers de manifestants et manifestantes se sont réunis samedi à Washington pour la quatrième édition de la "Marche des femmes", ce rendez-vous annuel de protestation contre la politique de Donald Trump et de lutte pour le droit des femmes et des minorités. AFP 19 janvier 2020

- 150 militants d'Extinction Rebellion arrêtés au Salon de l'Auto à Bruxelles - Le HuffPost 19 janvier 2020

Plus d'une centaine de personnes ont été interpellées ce samedi 18 janvier à Bruxelles durant une série d'actions contre la pollution organisées par le groupe activiste Extinction Rebellion (XR) dans l'enceinte du salon de l'automobile, ont indiqué les services de police. Le HuffPost 19 janvier 2020

- Heurts avec des migrants à la frontière entre Guatemala et Mexique - Reuters 19 janvier 2020

Des heurts ont brièvement éclaté samedi matin à la frontière entre le Guatemala et le Mexique, que tentait de franchir des centaines de migrants - Honduriens pour la plupart - repoussés par les forces de sécurité mexicaines. Reuters 19 janvier 2020

Guerre de classes.

- Colombie: reprise des manifestations, affrontements avec la police - AFP 21.01

- Liban: Face-à-face entre police et manifestants près du Parlement - Reuters 19 janvier 2020

- La contestation continue au Chili, trois mois après le début du mouvement - euronews 19 janvier 2020

- Trois manifestants tués dans de nouveaux heurts à Bagdad - AFP

- Yémen: plus de 100 morts dans une attaque contre les troupes propouvoir - AFP

Ils osent tout

- Face aux violences policières, Marine Le Pen veut le départ du préfet Didier Lallement - Le HuffPost

- Libye: la conférence de Berlin appelle à renforcer l'embargo sur les armes - LeFigaro.fr

Les participants se sont engagés à mettre fin aux «interférences» étrangères dans ce conflit. LeFigaro.fr

LVOG - ...dont ils sont responsables !

- Présidentielle américaine 2020: Elizabeth Warren et Amy Klobuchar soutenues par le "New York Times" - Le HuffPost

LVOG - L'Etat profond a sa candidate démocrate : Elizabeth Warren. (Plus de détails dans des causeries de 2019)

- Trump demande à Khamenei d'être "très prudent" dans ses propos - Reuters

- Venezuela: Pompeo annonce plus d'actions contre la "tyrannie" de Maduro - AFP 21.01

- Selon Yelp, le meilleur resto des États-Unis est un kebab - Slate.fr

LVOG - Ils ont vraiment des goûts de chiotte dans ce pays de décérébrés...

- Au Nigeria, du paracétamol dans les assiettes - Franceinfo

Le médicament est notamment utilisé en cuisine pour accélérer la cuisson de la viande et la ramollir. Franceinfo

LVOG - Pour ramollir le cerveau, ce n'était pas franchement nécessaire...

- Un ministre brésilien limogé après un discours inspiré de Goebbels - Le HuffPost

- Cuba, la plus grande prison du monde - LePoint.fr

LVOG - Guantanamo ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bolivie

- Présidentielle en Bolivie: Morales adoube un ancien ministre, Luis Arce - AFP 20 janvier 2020

Luis Arce, ex-ministre de l'Economie du président déchu Evo Morales, sera candidat à l'élection présidentielle du 3 mai en Bolivie, a annoncé dimanche l'ancien chef de l'Etat lors d'une conférence de presse à Buenos Aires.

M. Arce, qui sera secondé par l'ex-ministre des Affaires étrangères David Choquehuanca pour le poste de vice-président, sera soutenu par le Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti de M. Morales, des syndicats et des organisations sympathisantes, a précisé l'ex-président depuis l'Argentine où il se trouve en exil depuis plus d'un mois.

Des sondages effectués avant cette annonce crédite le MAS de 20,7% des intentions de vote pour la présidentielle de mai, devant les autres candidatures. Le premier poursuivant était l'ex-président centriste Carlos Mesa (13,8%).

Luis Arce, 56 ans, originaire de La Paz, est considéré comme le père de ce que certains appellent le "miracle économique" bolivien, fondé sur un modèle de développement social, communautaire et productif.

Après la nationalisation des hydrocarbures en 2006, qui a coïncidé avec un boom sans précédent des prix du pétrole, l'économie bolivienne a commencé à croître à un taux annuel de 4,9%, et l'extrême pauvreté a chuté de 38,2% en 2005 à 17,1% en 2018, selon les chiffres officiels. AFP 20 janvier 2020

DEUXIEME PARTIE

Le totalitarisme se décline en vert, entre hystérie et fanatisme climatique institutionnelle.

Comment détruire des forces productives en quantité gigantesque.

Cela paraît démentiel, mais c'est pourtant la réalité. Avec la création d'une Bourse carbone, ils sont parvenus à financiariser chaque geste jusqu'à l'air que respirent les 7,6 milliards d'habitants de notre planète, afin de pouvoir mieux taxer, racketter, appauvrir les uns, et acheter, corrompre les autres.

Ils vont fermer des installations et des usines qui fonctionnent normalement ou ne posent aucun problème. Ils vont cesser de financer des programmes scientifiques, ils vont annuler des subventions à la recherche. Ils vont mettre au rancart des technologies performantes qui ne sont pas spécialement plus nuisibles que d'autres. Ils vont envoyer à la casse des produits qui pourraient encore être utilisés pendant des années ou des décennies, etc.

Les agents

- Activistes climatiques, environnementalistes, médias institutionnels et alternatifs, gouvernements, tous les partis politiques, syndicalistes, banquiers et hommes d'affaires, industriels, ecclésiastiques, enseignants dès l'école primaire, scientifiques, universitaires, etc. Les personnes qui ne sont nullement concernées, n'auront aucune raison de se sentir visées.

Les moyens.

- Racket, hold-up, rançonnage, taxation, décisions autoritaires, méthode de gangster, etc.

Argumentation ou propagande.

- Croyance, croisade religieuse, prophète fanatique, prédicateur apocalyptique, bigot outrancier, alarmisme, menace findumondiste, mensonge grossier, détournement ou instrumentalisation de données, fabrication d'arguments bidons, déni du passé ou du processus historique, démagogie outrancière, mythomanie aggravée, schizophrénie ou paranoïa collective, culpabilisation individuelle, etc.

Traitement des opposants ou accusation. - Menace, délation, diffamation, insulte, calomnie, amalgame, censure, etc. Traître, négationniste, hérétique, dénialiste, réactionnaire, fasciste, etc.

Quand bien même nous ne serions pas des scientifiques, la manière dont se déroule cette machination devrait inciter chacun à douter fortement des intentions (inavouables ou malveillantes) des acteurs qui en sont les principaux protagonistes, compte tenu que par ailleurs ils appliquent ou ils défendent sans relâche une politique qui est nuisible aux intérêts de l'ensemble des travailleurs.

Ne pas avoir ce simple réflexe salutaire, signifierait qu'on est inconsciemment sous leur influence ou qu'on en est consciemment les complices. Les représentants du capitalisme, de l'oligarchie, ne peuvent pas être animés de bonnes intentions envers les travailleurs ou la planète. Croyez-vous un instant qu'ils vont renoncer à leur jet privé, à leur yacht, à leur palace, à leur mode de vie princier ? Malheur à ceux qui accordent le moindre crédit ou la moindre légitimité à leur discours.

Ceux qui veulent prétendument sauver le climat, sont les mêmes barbares qui promulguent des lois antisociales ou toujours plus liberticides, fomentent des guerres, fabriquent et financent des armées de mercenaires ou de terroristes, détruisent des pays entiers, affament les peuples, ravagent la planète, etc. et soudainement voilà que pris de compassion envers ceux qu'ils exploitent et oppriment sans vergogne, ils oeuvreraient au bien-être de l'humanité, qui d'un tant soit peu sensé peut croire une pareille aberration ? Personne, pas même le dernier des arriérés après avoir pris connaissance de cette argumentation à la portée de tous.

Les ONG corporatistes de Davos.

- "2020 doit être l'année où nous agissons pour éviter des dommages irréparables à notre planète", réclame WWF - Franceinfo 20 janvier 2020

A la veille de la 50e édition du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, qui doit se tenir du 21 au 24 janvier, WWF appelle les entrepreneurs et responsables politiques qui seront présents à "prendre des mesures urgentes et sans précédent en 2020 pour faire face aux urgences interconnectées auxquelles sont confrontés notre climat et notre nature".

Dans un communiqué publié lundi 20 janvier, l'ONG se dit inquiète : "2019 a connu une hausse des émissions mondiales de gaz à effet de serre, une accélération de la déforestation et une pollution plastique qui a atteint toute notre planète". Elle réclame ainsi

un changement pour cette nouvelle année : "2020 doit être l'année où nous agissons pour éviter des dommages irréparables à notre planète".

L'organisation mondiale de protection de la planète liste des faits qu'elle juge "alarmants" : "Nous avons déjà perdu plus de la moitié de nos forêts et de nos récifs coralliens ; deux tiers des plus grandes rivières mondiales sont endommagées ; un million d'espèces sont désormais menacées d'extinction."

L'ONG WWF indique par ailleurs qu'elle sera présente au Forum de Davos, "pour appeler les gouvernements, les entreprises, la société civile et autres parties prenantes à se réunir afin de conclure un nouvel accord pour la nature et les personnes en 2020". Franceinfo 20 janvier 2020

LVOG - Qui aurait encore un doute sur la nature corporatiste, réactionnaire des ONG ?

"*Pour la nature et les personnes*", vraiment ?

- Peu d'initiés ont profité davantage de projets d'énergie renouvelable soutenus par les contribuables qu'Al Gore. Lorsqu'il a quitté la vice-présidence des USA en 2001, sa fortune nette était estimée entre 1 et 2 millions de dollars. Depuis lors, sa richesse a grimpé en flèche à 300 millions de dollars, et si la législation sur le changement climatique qu'il préconise est promulguée, l'ancien vice-président devrait devenir un milliardaire.

Une grande partie de sa fortune provient du fait qu'il se positionne en investisseur interne dans des projets d'énergie renouvelable soutenus par le gouvernement, dont beaucoup ont coulé après que ses complices initiés aient engrangé des millions également, laissant les contribuables américains qui travaillent dur avec la facture à payer. jacqueshenry.wordpress.com

On n'arrête pas le délire.

- Le président américain et l'adolescente suédoise sont les deux personnalités les plus attendues du Forum économique mondial.

À Davos, Greta Thunberg (...) a appelé les dirigeants à stopper tout investissement dans les énergies fossiles, affirmant que "notre maison est toujours en feu". huffingtonpost.fr 21.01

- Le HCR s'attend à des millions de réfugiés climatiques - Reuters 21.01

Les changements climatiques risquent de faire des millions de déplacés, a averti mardi le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, interrogé par Reuters au Forum économique mondial de Davos... Reuters 21.01

Ils ont fabriqué des arguments frauduleux pour mieux nous détrousser. Les preuves.

- Attitudes inutiles pour lutter contre le changement climatique - jacqueshenry.wordpress.com 04.01.2020

Extraits. Des journalistes ont demandé à David Attenborough ce qu'il ferait à titre personnel pour combattre ce changement du climat et il a répondu qu'il promettait de débrancher le chargeur son téléphone quand il ne s'en servirait pas. Cette décision « louable » d'Attenborough, si elle était systématiquement appliquée, résulterait en une diminution d'émissions de carbone d'un demi-dix-millième de l'émission annuelle de carbone d'un Anglais moyen. Il faut insister sur le fait que le chargement d'un téléphone consomme moins de 0,1 % de l'énergie que celui-ci provoque dès l'instant où il est connecté à un réseau. Les 99,9 % restants sont nécessaires pour le fabriquer, alimenter les serveurs de données et les relais de transmission.

Devenir végétarien est plutôt difficile ! Une étude américaine récente a montré que 84 % des Américains qui ont tenté de devenir végétariens y ont renoncé en quelques mois. Une autre étude a également indiqué sans contestation possible qu'un régime strictement végétarien réduisait les émissions de carbone (CO_2) de 540 kg, soit juste 4,3 % des émissions moyennes annuelles d'un individu dans un pays développé. De plus, au niveau du porte-monnaie, il y a un effet redondant dans ce type de choix car si s'abstenir de produits carnés paraît moins coûteux un régime végétarien stricte fait appel à des produits qui ont provoqué encore plus d'émissions de carbone comme par exemple manger des graines de quinoa : elles ont parcouru des milliers de kilomètres pour se retrouver dans l'assiette du consommateur. Ainsi, si tous ces facteurs sont pris en considération, devenir végétarien ne réduit l'émission de carbone d'une personne que d'un ridicule 2 %.

Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (IAE) une voiture électrique avec une autonomie de 400 kilomètres constitue déjà, avant même d'avoir commencé à l'utiliser, un déficit en émissions de carbone tel que ce n'est qu'après avoir parcouru 60000 kilomètres que cette voiture commencera à « sauver du carbone ». Autant dire que c'est un rêve complet d'affirmer qu'une voiture électrique contribuera à sauver le climat puisque la grande majorité des propriétaires de ce type de véhicule l'utilisent comme seconde voiture pour parcourir de petites distances le plus souvent dans les villes.

En dépit de la propagande et des subventions gouvernementales la voiture électrique représente moins de 0,3 % du milliard de véhicules automobiles circulant dans le monde. L'IAE enfonce même le clou en écrivant que si en 2040 la flotte mondiale de véhicules automobiles comportait 15 % de véhicules électriques, ceux-ci ne contribueraient qu'à hauteur de 1 % de réduction des émissions totales de carbone. Fatih Birol, Directeur Exécutif de l'IAE a déclaré que « Si vous pensez que vous pouvez sauver le climat avec une voiture électrique vous êtes complètement dans l'erreur ». En 2018, toutes les voitures électriques en circulation ont permis d'éviter l'émission de 40 millions de tonnes de CO2 mondialement, ce qu'il faut pour réduire le réchauffement du climat de 0,000018 °C à la fin du XIXe siècle.

Aujourd'hui les combustibles fossiles représentent 81 % des besoins globaux en énergie et même si toutes les promesses auxquelles se sont engagé de nombreux pays lors des accords de Paris en 2015 sont respectées ces énergies fossiles représenteront encore 74 % de ces besoins globaux en énergie en 2040. On a déjà dépensé de par le monde 129 milliards de dollars par an pour subventionner les énergies solaires et éoliennes et inciter les populations à utiliser des technologies moins gourmandes en énergie mais il faut admettre que toutes ces sources d'énergie « verte » ne représentent que 1,1 % des besoins globaux en énergie. L'IAE estime qu'en 2040, après avoir investi la faramineuse somme de 3500 milliards de dollars dans les énergies dites renouvelables, celles-ci ne contribueront qu'à hauteur de 5 % des besoins globaux en énergie. jacqueshenry.wordpress.com 04.01.2020

L'Afrique, leur cobaye de prédilection.

- Le végétarisme se réimplante en Afrique - Slate.fr 21 janvier 2020

LVOG - Si c'est moins cher à produire, si c'est moins cher à l'achat, cela peut marcher parce que les Africains ont faim !

Slate.fr - Quand l'un des premiers restaurants végétariens a ouvert ses portes en 2004 à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, beaucoup de client·es sont resté·es circonspect·es. «Les gens ne savaient pas comment faire un repas sans utiliser de viande», explique la propriétaire de l'établissement, Nasa. Car si l'Afrique n'est ni un gros producteur de viande, ni le plus grand mangeur de viande de la planète, sa consommation a le vent en poupe.

Selon les projections de la FAO, la consommation de viande sur le continent africain devrait augmenter de 6% par an d'ici dix ans, contre 2% au niveau mondial. «Après la Chine et l'Inde, l'Afrique sera dans les décennies futures le continent de la croissance des viandes», précise Jean-Paul Simier, l'auteur du rapport Arcadia 2019 sur le commerce des matières premières en Afrique. Slate.fr 21 janvier 2020

LVOG - En observant la superficie réservée à la boucherie au marché central de Pondichéry, je peux dire qu'elle n'a pas augmentée depuis 30 ans. La viande est chère, comme en Afrique, donc la grande majorité de la population s'en passe, et comme les ménages croulent sous les charges pratiquement incompressibles et les dettes, ce n'est pas près de changer.

Slate.fr - Consommer moins de viande est à la fois un enjeu climatique et sanitaire.

LVOG - Il a fallu qu'ils nous le sortent le climat ces fanatiques.

Slate.fr - En effet, alors qu'une partie de l'Afrique ressent déjà les effets de la crise climatique, avec des sécheresses et des inondations plus imprévisibles, réduire la consommation de viande à l'échelle de la planète pourrait aider à contenir le problème.

LVOG - Espèce de salauds qui continuez à manger de la viande, vous n'avez pas honte de faire souffrir tous ces malheureux Africains. Immonde, scélérat !

D'où provient la principale menace qui pèse sur l'humanité ? De l'oligarchie financière.

- Le climat est "une priorité" au Forum économique mondial - euronews 20 janvier 2020

La protection du climat est au cœur des préoccupations du Forum économique mondial, c'est ce qu'affirme le fondateur de Davos qui reconnaît l'urgence à agir. euronews 20 janvier 2020

- La crise climatique, plus grand risque encouru par l'humanité, prévient le Forum économique mondial - futura-sciences.com 17 janvier 2020

Le Global Risks Report, c'est un rapport annuel émis par le Forum économique mondial (WEC) et qui fait état des principaux risques qui pèsent sur le monde pour les dix années à venir. Sa plus récente édition, rendue publique cette semaine, place le réchauffement climatique au cœur des préoccupations.

Chaque année, le Forum économique mondial, ou WEC pour World Economic Forum, se réunit à Davos. Objectif : débattre des problèmes les plus urgents de notre planète. Cette année, la réunion s'ouvrira ce mardi 21 janvier. Et en amont, le WEC publie un rapport sur le paysage mondial des risques qu'encourt l'humanité, le Global Risks Report. Un rapport basé sur l'avis de plus de 750 experts.

L'édition 2020, la 15ème du nom, publiée ce mercredi note dans sa préface : "avec une profonde préoccupation, les conséquences d'une dégradation continue de l'environnement, notamment le rythme record du déclin des espèces". Ainsi le réchauffement climatique et les problèmes environnementaux connexes trustent-ils, pour la toute première fois de l'histoire du Global Risks Report, les cinq premières places du classement des risques en fonction de leur probabilité d'occurrence.

En cinquième position dans le classement, on trouve les catastrophes environnementales provoquées par les Hommes. Comme cette marée noire survenue au Brésil fin 2019, par exemple. En quatrième position, les pertes de biodiversité, "à un rythme cent fois supérieur à la moyenne des dix millions d'années précédentes", note le rapport. Puis les catastrophes naturelles telles que l'éruption du volcan Taal. Et en deuxième position, notre incapacité à prendre des mesures en faveur du climat.

Mais ce qui inquiète le plus les experts, ce sont les risques de phénomènes météorologiques extrêmes. Une inquiétude partagée par le secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, Petteri Taalas, qui déclarait ce même mercredi, dans un communiqué : "malheureusement, nous nous attendons à voir beaucoup de phénomènes météorologiques extrêmes en 2020 et dans les décennies à venir, alimentés par des niveaux records de gaz à effet de serre qui retiennent la chaleur dans l'atmosphère".

S'agissant de classer les risques en fonction de leur impact, c'est l'inaction climatique qui arrive en tête. Suivi du recours à des armes de destruction massive, de la perte de biodiversité, des phénomènes météorologiques extrêmes et de la crise de l'eau. (...)

Le rapport souligne donc la nécessité, pour les décideurs, de faire correspondre les objectifs de protection de la planète avec ceux de stimulation des économies. «Cette année, les dirigeants mondiaux devront collaborer avec toutes les strates de la société pour réparer et revigorer nos systèmes de coopération, non seulement pour en tirer des avantages à court terme, mais aussi pour s'attaquer à des risques profondément enracinés», a déclaré Børge Brende, président du Forum économique mondial. futura-sciences.com 17 janvier 2020

LVOG - Ces furieux fanatiques fabriquent tous les quatre matins de nouveaux arguments frauduleux.

Futura - Le saviez-vous ?

Les chercheurs estiment qu'avec moins de 300 milliards d'euros, on pourrait stopper les émissions de CO_2 et maîtriser ainsi la crise climatique. À titre de comparaison, le stress économique mondial et les dommages causés par les catastrophes naturelles en 2018 ont coûté à eux seuls près de 150 milliards d'euros. futura-sciences.com 17 janvier 2020

"***Moins de 300 milliards d'euros***", vraiment ?

- Les aides financières des Etats pour inciter les consommateurs à une plus grande modération dans leurs émissions de carbone, il s'agit là des subventions pour abandonner les véhicules automobiles classiques (moteurs à combustion interne diesel ou essence) ont atteint sur la période 2013-2015 138 milliards de dollars chaque année pour l'ensemble des pays du G20 alors que seulement 3 milliards de dollars ont été consacrés chaque année sur cette même période pour le financement de projets d'énergie propre. Ces données ont été communiquées par le WWF, et Les Amis de la Terre US. jacqueshenry.wordpress.com

A télécharger (en anglais)

World Economic Forum. Le Global Risks Report (102 pages)

http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risk_Report_2020.pdf

Vous connaissiez la guerre, c'est la paix, vous ignoriez que le totalitarisme, c'est "***la paix et la sécurité***" en prime!

- L'alliance entre le climat et la diplomatie - euronews.com 20.01

L'expression diplomatie climatique peut paraître nouvelle dans le langage politique mais pour l'UE c'est désormais un axe de négociation majeur. Le Pacte vert de la Commission européenne sert de porte étendard de la diplomatie climatique de l'Union.

Pour l'UE l'action climatique ne se limite pas à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est aussi un outil pour atténuer les incidences des changements environnementaux sur la paix et la sécurité. euronews.com 20.01

Quand les gangsters de la finance font la chasse au carbone pour sauver le capitalisme rendu au stade de la survie artificielle.

Comment ils détournent de l'argent public au profit des multinationales au détriment des besoins sociaux.

- L'UE va prendre en compte le climat pour évaluer les budgets nationaux - Reuters 20.01

La Commission européenne va tenir compte à partir de cette année des efforts des Etats en matière de lutte contre le changement climatique dans son évaluation des budgets nationaux, a annoncé lundi le commissaire à l'Economie, Paolo Gentiloni.

De crainte que les coûts liés au changement climatique et à la dégradation de l'environnement ne fragilisent la situation budgétaire des Etats, la Commission européenne va aussi surveiller désormais le rythme de leur transition vers une économie neutre en carbone d'ici 2050.

"Pour la première fois dans la surveillance des budgets nationaux par la Commission, nous aurons une variable verte, ce qui est très important", a dit Paolo Gentiloni à la presse.

Les ministres des Finances de la zone euro doivent débattre de la question lors de la réunion de l'Eurogroupe ce lundi à Bruxelles. Leurs discussions se poursuivront mardi au niveau de l'ensemble de l'UE dans le cadre de l'Ecofin.

"C'est un changement de perspective. Quand nous évaluons les budgets, nous devons regarder les dépenses, les investissements mais aussi les résultats et le rythme de la transition verte", a poursuivi Paolo Gentiloni.

On ignore les modalités exactes de cet examen et les mesures que la Commission pourrait être amenée à prendre contre les pays dont elle juge la transition écologique trop lente.

L'exécutif européen n'a pas encore décidé comment prendre en compte les investissements dits "verts" dans son évaluation des budgets nationaux, a dit un responsable de l'UE.

Une décision pourrait être prise dans le cadre du réexamen des règles budgétaires de l'UE que Bruxelles prévoit de dévoiler en février. Reuters 20.01

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées...

- Borne Ionity : le tarif change, jusqu'à 70 euros le "plein" d'une électrique ! - caradisiac.com 16 Janvier

Gros chamboulement chez les électriques : le réseau Ionity change sa politique de facturation, passant du forfait de 8 euros à la facturation au kWh, qui coûtera... 79 centimes d'euros ! Faites le calcul, pour une voiture de 100 kWh, le plein reviendra à 79 euros. Le coût kilométrique, lui, est finalement presque le double de celui d'une voiture essence classique. caradisiac.com 16 Janvier

Le capitalisme croule sous les déchets. Dommage qu'ils ne lui soient pas fatals!

- La Malaisie annonce avoir renvoyé des déchets illégaux vers 13 pays - euronews 20.01

150 conteneurs ont été réexpédiés, notamment vers la France. euronews 20.01

- La Chine s'en prend aux plastiques à usage unique - AFP 20 janvier 2020

La Chine, premier pollueur de la planète, va bannir les sacs en plastique jetables dans les grandes villes et les pailles alimentaires dans les restaurants dès cette année, afin de réduire les déchets et la pollution.

La Commission nationale du développement et de la réforme et le ministère de l'Environnement ont annoncé dimanche un plan quinquennal de réduction de la consommation de plastique, dont la Chine est l'un des plus gros utilisateurs mondiaux.

Le plan prévoit de réduire sur cinq ans de 30% l'utilisation des conteneurs et de la vaisselle en plastique par les chaînes de restauration rapide.

Outre les sacs jetables et les pailles, le polystyrène et la vaisselle jetable devront disparaître dès cette année.

Dans les hôtels, il faudra tourner la page sur l'habitude de remettre gracieusement des peignes ou des brosses à dents ou d'autres objets en plastique après la fin 2022.

Quarante années d'un développement économique effréné ont créé des habitudes de gâchis dans le pays aux 1,4 milliards d'habitants.

Le géant asiatique a produit en 2017 pas moins de 210 millions de tonnes de déchets, selon la Banque mondiale, qui avertit que le total pourrait atteindre les 500 millions de tonnes en 2030.

Dans un pays où la livraison de colis à domicile a pris une ampleur considérable, les emballages postaux sont également devenus un fléau.

Aux termes de la nouvelle directive, des régions très peuplées comme les villes de Pékin et Shanghai et la province du Jiangsu (est) interdiront l'usage des emballages non biodégradables à partir de la fin 2022.

Chaque année, la "fête des célibataires", le plus gros événement mondial de commerce en ligne, donne lieu à lui seul à la livraison de 2,3 milliards de colis en une seule journée... AFP 20 janvier 2020

Parole d'internaute.

- "Le premier climatosceptique, ancien second dans la hiérarchie du GIEC, est le professeur Jean-Pascal van Ypersele. En est-il conscient ? Pour lui, comme pour tous les climatosceptiques, l'atmosphère est une couche isolante et jamais, dans son livre (1) il ne rejoint la thèse du GIEC qui est que 2/3 de la chaleur (des infrarouges) qui rayonne vers le sol provient de « gaz à effet de serre » et le plus célèbre de ces gaz est le CO2 ou gaz carbonique. Le GIEC fait-il semblant d'ignorer que le CO2 est utile à la nature, qu'il pourrait y en avoir 10 fois plus dans l'atmosphère ?

Précisons que l'atmosphère est quasi opaque aux infrarouges que peut émettre le sol. Augmenter la quantité de CO2 ne rend pas l'atmosphère plus opaque… pas plus qu'augmenter l'épaisseur d'un mur n'aggrave l'impossibilité de voir l'extérieur. (2)

Sans aucune preuve (!!), le GIEC prétend que le CO2 rayonne vers le sol et, mieux encore, imagine que dans les serres et dans l'atmosphère tout, ou presque, se passe par rayonnement. Quel est le physicien qui oserait soutenir pareille erreur? Dès 1909, le professeur Robert W.Wood a mesuré l'inexistence de ce rayonnement ! Le professeur Nasif S. Nahle a facilement refait les mesures de Wood en 2011 (3). Pour quelques euros chacun peut le faire à la maison !

Il est temps d'innocenter le CO2 car, depuis 2003, la Belgique jette dans les éoliennes et le photovoltaïque infiniment coûteux et extrêmement peu efficaces, l'argent nécessaire à la production d'électricité à la demande. Du coup, soumise aux caprices du temps, elle doit importer 30 % de ses besoins en électricité : quelle honte pour notre pays qui se prive des moyens permettant de lutter contre les vraies pollutions, notre pays qui remplit les poches de quelques escrocs. Déjà, le Français doit payer son électricité 30 % plus cher et l'Allemand… 3 fois trop cher !

Plusieurs professeurs de l'ULB et le professeur Carlo Rubbia à l'inauguration de MYRRHA, ont présenté des preuves de l'innocence du CO2. Ce serait pourtant au GIEC d'apporter une preuve, une mesure, de la culpabilité du CO2…. Il est clair que les démonstrations de ceux qui publient ce qu'ils mesurent – à l'ULB ou ailleurs – n'atteignent pas les sphères du pouvoir. Le pouvoir est soumis aux médias qui conditionnent la population, population dont il faut obtenir les votes … Combien de temps encore sera-t-il possible de se laisser hypnotiser par le GIEC ? Combien de temps encore les citoyens accepteront-ils de se laisser ruiner « pour sauver Gaïa » d'un mal imaginaire, curable uniquement par une dictature??

Nos gouvernants ne sont pas physiciens. On peut les prévenir, leur démontrer même la vérité… ils ne savent qui croire et croient ce que « tout le monde » croit et qui est bien présenté tous les jours dans tous les médias « entretenus » par le GIEC. La croyance du rôle du CO2 met en mouvement des milliers de milliards d'euros et risque de finir par un désastre complet….

La référence (3) à l'expérience, parmi d'autres, qui innocente le CO2 est envoyée à nombre de physiciens. Si un seul peut dire avoir reproduit cette expérience et avoir obtenu un résultat contraire… résultat contraire qu'il pourra présenter, alors nous devrons tous croire que le CO2 conditionne la température de l'air… que rien ne peut stopper les cavaliers de l'apocalypse.

(1) J.P. van Ypersele, Une vie au coeur des turbulences climatiques

(2) Notons que la conduction et la convection (+ évaporation-condensation) permettent à la chaleur du sol de rejoindre la haute atmosphère où elle peut enfin rayonner vers le vide.

(3) Nasif S. Nahle : « Repeatability of Professor Robert W.Wood's 1909 experience on Hypothesis of the Greenhouse Effect » (2011)"

De la pluie et de la grêle en été, incroyable !

- Après les incendies, l'Australie subit averses de grêle et tempêtes de poussières - francetvinfo.fr 20.01

Du vent et de la neige en hiver, incroyable !

- Tempête Gloria : "Il faut remonter à janvier 1982 pour trouver un épisode méditerranéen aussi intense en hiver" - francetvinfo.fr 20.01

Olivier Proust, prévisionniste à Météo France - ...il se produira des pluies forte qui posent problème sur la durée et vont atteindre des cumuls importants en plusieurs jours, avec des problèmes de crue qui peuvent conduire à des vigilances crues et inondations." francetvinfo.fr 20.01

LVOG - Il y a quelques mois, ils expliquaient qu'après une très la courte période de canicule et de sécheresse, même s'il pleuvait, il ne pleuvrait pas suffisamment pour alimenter les nappes phréatiques, et ne voilà-t-il pas que des pluies intenses sur plusieurs jours se produisent et ils hurlent à la catastrophe... C'est à croire qu'ils en vivent !

Il neige abondamment au Canada, incroyable ! Vite réécrivons l'histoire !

- Au Canada, Saint-Jean ensevelie sous la neige, l'armée appelée en renfort - huffingtonpost.fr 19.01

Il est tombé 76,2 centimètres de neige depuis vendredi 17 janvier sur l'aéroport de Saint-Jean et des accumulations similaires ont recouvert la ville où les automobiles et certaines maisons disparaissaient sous des congères provoquées par des vents dépassant les 100 km/h.

Il ne fait pas de doute que cette tempête "figurera dans les livres d'histoire", a déclaré à la chaîne CBC le Premier ministre de la province Dwight Ball. huffingtonpost.fr 19.01

Haut de page

Le 29 janvier 2020

CAUSERIE ET INFOS

Après une seule expérience, j'ai décidé de ne plus collaborer au blog qui avait publié fin décembre une de mes causeries sur le climat, j'ai horreur de perdre mon temps et qu'on me traite avec une certaine nonchalance pour ne pas dire pire. J'avais envoyé deux autres documents (32 pages) à son auteur, non seulement il ne les a pas publiés, il n'a pas trouvé utile de répondre à mes courriels, c'est dans son blog que j'ai appris trois semaines plus tard que ce monsieur avait pris des vacances et avait privilégié ses petites affaires personnelles en remerciant ceux qui s'étaient préoccupés de son silence prolongé, merci monseigneur, mais désolé, j'ai d'autres principes.

Dans un document que j'ai mis en ligne, l'auteur nous explique que la "*quête égarée de l'accomplissement de soi peut « servir de catalyseur pour un changement social »*", et qu'"*elle lui apparaît comme une forme « prépolitique » de protestation, qui pourrait être canalisée vers une « participation politique »*, hypothétique ou qui n'augure rien de bon, car elle nous renvoie à la préhistoire du mouvement ouvrier, et encore, dans le meilleur des cas, puisque ce processus ne renoue pas avec sa longue expérience ou les riches enseignements de la lutte de classe du prolétariat, que la sociologie à toujours eu tendance à négliger. Son article ne s'adressait manifestement pas à des ventres vides ou aux couches les plus défavorisés de la classe ouvrière, qui ont d'autres préoccupations plus urgentes à affronter.

Si j'ai publié ce document, c'est parce qu'en évoquant "*une forme « prépolitique » de protestation*", il met en lumière le fait que les auteurs de cette protestation étaient dans l'incapacité de se situer sur le plan politique ou s'en étaient détournés, en guise d'avertissement à tous ceux qui croient naïvement qu'il suffirait d'un évènement ou une mesure prise par Macron et son gouvernement, pour que spontanément la jeunesse ou les masses en général acquièrent un niveau de conscience politique suffisant pour trouver la voie du combat pour en finir avec le régime en place. Autrement dit, ce processus prendra du temps. Il faut donc redoubler de patience et d'efforts pour leur montrer que si tout n'est pas que politique, tout ou presque y ramène forcément qu'on le veuille ou non, et qu'on ne peut pas espérer s'en sortir individuellement tant qu'on l'ignorera ou qu'on fera l'impasse sur l'ensemble du fonctionnement de la société et l'histoire du capitalisme, de la lutte des classes et leurs enseignements.

Commencer par acquérir une conscience de classe est le b.a.-ba du combat politique.

C'est la structure sociale de la société, les rapports sociaux de production du capitalisme, qui sont à l'origine de l'impossibilité de satisfaire nos besoins sociaux et nos aspirations démocratiques, de toutes nos difficultés ou souffrances, des inégalités et de l'injustice, de l'exploitation et de l'oppression, et non pas tel ou tel état mental ou psychologique qui viennent se greffer dessus ou qui en sont les reflets déformés par ignorance, et qui par conséquent peuvent donner lieu à toute sorte de manipulations, au point de se fourvoyer ou de croire qu'ils seraient à l'origine de tous nos malheurs, sans nier qu'ils y contribuent dans une large mesure, d'où le combat politique que nous menons aussi sur ce terrain-là pour ne pas laisser le champ libre à nos ennemis.

Il y a déjà des années, à partir de l'expérience américaine j'affirmais que détourner les masses de la politique était un des principaux objectifs poursuivi par l'oligarchie, et que dans un futur proche cela ferait peser une grave menace sur la classe ouvrière. On y est, dorénavant on peut en observer concrètement les effets en France notamment, où il n'existe plus aucune force organisée en mesure de l'organiser, de la guider pour affronter et renverser le régime. D'où les divagations que l'on peut lire ici ou là ou qui pullulent.

La causerie a été réalisée sans les infos de la veille.

- 30 pages au format pdf

Tout ce que vous pourrez dire désormais sera systématiquement retenu à charge contre vous. Voilà ce qui est en train d'arriver à Macron et LREM. Il annoncerait le retrait de son projet de contre-réforme des retraites, que personne n'y croirait tant qu'il ne l'aurait pas daté et signé précédé de la mention lu et approuvé.

Ils ont dégoté un nouvel ennemi.

Bénis soient le terrorisme, le changement climatique... et le coronavirus 2019-nCoV!

- Coronavirus: angoisse croissante dans le monde, un premier mort à Pékin - AFP 27.01

LVOG - Ils en rajoutent une couche.

L'OMS a corrigé ce lundi 27 janvier son évaluation de la menace liée au coronavirus, la qualifiant d'"élevée" à l'international et non plus de "modérée", admettant avoir fait une "erreur de formulation" dans ses précédents rapports.

L'épidémie du nouveau coronavirus apparu en Chine, 2019-nCoV, va faire au bas mot des dizaines de milliers de malades et durer plusieurs mois dans le meilleur des cas, estiment des experts en épidémiologie sur la base des premières données disponibles.

LVOG - Dans le pire des cas, ce serait qu'il s'arrête plus tôt!

"Le meilleur des scénarios serait que cela continue au printemps, à l'été, et puis qu'ensuite ça retombe", dit à l'AFP David Fisman, professeur à l'université de Toronto, et auteur d'un bulletin pour la Société internationale des maladies infectieuses.

LVOG - Comme pour le climat ils utilisent des modèles foireux.

Les détectives des épidémies n'ont pas de boule de cristal et insistent sur le fait qu'ils n'ont que des informations parcellaires sur le nouveau virus, apparu en décembre. Ils utilisent des modèles mathématiques pour estimer le nombre de cas réels, à la date d'aujourd'hui, et comparer à des épidémies passées, mais beaucoup d'hypothèses restent incertaines. AFP 27.01

Tiens, pourquoi nous parlent-ils de cela ?

A force d'avoir les yeux compulsivement rivés sur l'actualité ou d'être abreuvé d'informations, on en oublierait presque qui la fabriquent, comment et dans quels buts. Ni hasard, ni secret, simplement téléguidé, suivez le guide.

En réalité pratiquement personne ne se pose ces questions, la preuve en est que si vous traitez un sujet avec quelques jours de décalage, peu importe l'angle sous lequel vous l'aborderez ou les éléments nouveaux que vous apporterez, cela n'intéressera plus personne ou presque. On vous reprochera de faire dans le réchauffé ou d'être en retard sur l'actualité, parce que réfléchir à un sujet au-delà de 24h c'est trop demander à la plupart des gens qui vivent dans l'immédiat, le tout de suite ou le maintenant et passent sans cesse à autres choses.

A l'autre extrémité, on va les matraquer avec les mêmes sujets en boucle pendant des jours, des semaines ou des mois pour

qu'ils pénètrent profondément dans leur cerveau et ne puissent plus en ressortir.

A l'arrivée chacun va se mettre à penser à ceci ou cela sans savoir réellement pourquoi, non seulement il ne lui viendra pas à l'esprit qu'on lui a soufflé, mieux encore, il aura même l'impression que cela venait de lui, ce qui témoignera que la piquouse avait pris ou que sa ligne de résistance à l'idéologie dominante était poreuse ou défectueuse.

Avons-nous absolument besoin de savoir, de préférence en temps réel chez les maniaques un brin dérangé, tout ce qui se passe dans le monde, rien que poser la question est d'une telle absurdité qu'on évitera de se la poser.

Cela montre à quel point on peut être pris dans un engrenage infernal malgré soi, surtout quand on se croit très intelligent ou supérieur aux autres. Je n'ai pas attendu le dimanche 26 janvier 2020 pour me poser cette question, en réalité elle ne m'a jamais quitté l'esprit depuis que je rédige ces causeries, la preuve étant que j'aborde chaque fois ou disons plutôt très souvent d'autres sujets, pas systématiquement ou trop souvent pour qu'on ne me reproche pas d'être hors sujet.

Pour contourner cet écueil qui relèverait de l'hérésie et me vaudrait l'excommunication ou le bûcher, le plus souvent l'actualité que je relate brièvement me sert de levier pour aborder d'autres sujets ou traiter des questions qui nous permettent de partager notre idéologie ou de la faire connaître, car évidemment elle est totalement absente du traitement médiatique de l'information, et pour cause, puisque dans tous les cas de figure ce sont des porte-parole de l'idéologie du capital qui fabriquent l'actualité par l'interprétation, qu'ils en font, qu'il s'agisse de l'actualité factuelle ou institutionnelle, il n'existe aucune exception à cette règle.

Je dois toutefois préciser, que c'est devenu chez moi un réflexe pour ainsi dire naturel de partir d'un fait anodin pour ensuite développer une argumentation, dont je n'avais pas la moindre idée la seconde précédente, il ne m'arrive presque jamais de savoir à l'avance ce que je vais écrire ou dans quelle direction je vais partir, sur quel sujet on allait atterrir ou comment on allait passer d'un sujet à un autre, cet enchaînement me vient spontanément à l'esprit... ou ne vient pas, mais dans ce cas-là c'est que je suis en panne ou trop fatigué pour penser. Autrement dit, j'ignore si vous l'aviez remarqué, mais souvent je me saisis d'un sujet ou d'un fait pour parler de tout autre chose, qui malgré tout à un rapport avec ce sujet ou fait pour peu qu'on creuse au-delà de la superficialité souvent trompeuse, mais aussi révélatrice, de quoi, c'est justement l'objet de notre recherche, ce qu'on doit découvrir à l'issue de notre analyse.

On ne peut pas se faire une idée précise d'un fait et sa portée, si on n'a pas acquis une vision historique, globale ou universelle de la situation, ce qui nécessite évidemment qu'avoir acquis certaines connaissances et d'avoir tiré des enseignements de ses expériences ou de la vie, un processus qui prend forcément du temps, qui occupe toute une vie (et lui donne un sens) quand on a la lucidité et la modestie de le reconnaître, ce qui n'est pas donné à tout le monde, surtout quand on est pris dans le courant tumultueux de l'immédiateté, de la spontanéité, de l'émotionnel, au détriment du questionnement, de la réflexion, qui il est vrai nécessite un certain effort et de la volonté pour ne pas être submergé par la médiocrité ambiante de notre époque.

L'attention de tous ceux qui n'ont pas accès à un décryptage minutieux de ce qu'ils appellent l'actualité ou qui inconsciemment ingurgitent ce flot continue d'informations indigestes ou toxiques, sera détournée de ce qui détermine leurs conditions, pas seulement au profit de facteurs qui leur étaient étrangers ou qu'ils n'avaient pas en tête, mais de manière plus sournoise ou insidieuse pour modifier ou formater leur mode de penser...

Un document à télécharger et à lire :

Le multiplicateur de propagande : Comment les agences de presse mondiales et les médias occidentaux parlent de géopolitique - Une étude de Swiss Propaganda Research. - investigaction.net/fr 15.01

Un exemple tout frais ou pris en flagrant délit.

Irak : l’AP voit des « centaines » de manifestants alors que les photos en montrent des millions par Moon of Alabama - entelekheia.fr 25.01

A 10h01 UTC hier, l’Associated Press a tweeté que des « centaines » de personnes se rassemblaient dans le centre de Bagdad pour exiger le départ des troupes américaines.

Trente-huit minutes plus tôt, CNN avait déjà signalé que des « centaines de milliers » de personnes protestaient à Bagdad contre la présence des troupes américaines en Irak.

Lorsque l’AP a posté ce tweet trompeur, le commandant des forces de police fédérale irakiennes Jaffar al-Batat avait déjà annoncé que le nombre de manifestants dépassait le million.

Ce chiffre pourrait bien être exact. Les reportages de terrain disaient que la colonne de manifestants était déjà longue de huit kilomètres, et que beaucoup de gens continuaient d’affluer.

Photo page d'accueil TeleSUR, selon qui le nombre de manifestants dépassait quatre millions. entelekheia.fr 25.01

Lu dans un blog de Mediapart le 26 janvier :

- Alors que les autorités irakiennes parlent de 2.5 millions de manifestants dans les rues, et que les médias mainstream anglophones comme Time, CNN, le New York Times et même le Jerusalem Post parlent de centaines de milliers de manifestants pour le moins (et soulignent que Moqtada al-Sadr a « des millions de partisans »), l'AFP et Le Monde ont divisé le nombre réel de manifestants par 100 voire par 1 000, titrant : « Des milliers de manifestants réclament le départ des troupes américaines ». Le titre a été changé depuis hier, convertissant les milliers en dizaines de milliers... Fin.

Vérification.

AFP - A Bagdad, des milliers de manifestants réclament le départ des troupes américaines. Le Monde - Des dizaines de milliers d'Irakiens manifestent « contre la présence des Etats-Unis ».

France 24 - Plusieurs milliers de sympathisants de Moqtada al-Sadr ont manifesté vendredi à Bagdad...

Et peu importe si : "*Une marée humaine*" a envahi Bagdad aux premières heures du jour, a rapporté Cyril Payen, envoyé spécial de France 24 en Irak.

Un exercice de rhétorique de plus en plus périlleux et révélateur.

La dictature, pas besoin de l'essayer, elle est déjà en place !

Non, ce serait plutôt un régime autoritaire réplique tartufe (Mélenchon), un type qui n'a pratiquement jamais bossé de sa vie et qui à la retraite palpe un revenu d'environ 10.000 euros par mois, on comprend pourquoi il joue sur les mots. Qui plus est, il se projette en 2022, comme si Macron devrait rester en place encore pendant deux ans, le reste du temps c'est un nostalgique de "*la grandeur de la France*" coloniale et de sa glorieuse armée !

Après tout cela se comprend, sous la Ve République notamment, l'opposition parlementaire n'a jamais servi à autre chose que légitimer le régime en place, elle lui a servi de caution démocratique.

Mais, mais il existe tout de même des nuances s'empressent d'ajouter les démagogues de tout poil. Certes, cela dépend pour qui, pour certains c'est un luxe ou plutôt une misère, de la sueur, du sang et des larmes durant toute une vie laborieuse, génération après génération, ou autant de besoins sociaux et d'aspirations démocratiques légitimes bafoués, enterrés, de vies sacrifiées sur l'autel du profit, de l'intérêt général, de la nation.

Vous avez le droit de penser ce que vous voulez, à condition toutefois ou de préférence de le garder pour vous, c'est fortement recommandé en présence d'un patron ou un de ses zélés chefaillons ou encore un représentant de l'Etat policier ou non, de la majorité ou de l'opposition parlementaire, qui partagent tous la même idéologie réactionnaire.

Vous bénéficiez de la liberté d'expression, à condition qu'elle soit conforme à l'idéologie dominante, sinon elle sera censurée ou muselée. Vous bénéficiez du droit de vous organiser, à condition de rester invisible, dans le cas contraire vous serez pourchassé ou matraqué. Vous bénéficiez du droit de grève, à condition de ne pas en user. Vous bénéficiez du droit de manifester, en rang, en silence. Bref, vous avez le droit de résister face à l'infamie et à l'injustice, à condition d'affecter un air résigné ou de courber l'échine, de ramper devant vos maîtres de droit divin ou de louer leur grandeur, leur bonté.

Le régime dictatorial vous accorde généreusement des droits, à condition que vous renonciez définitivement à votre émancipation ou à votre liberté.

On vous demande, que dis-je, on exige que vous fassiez la distinction entre régime autoritaire et dictature, pour mieux vous inciter à vous soumettre à l'un en attendant un jour de subir désarmé l'autre. Vous avez le choix entre la monarchie et la monarchie absolue. Après tout, vous êtes tellement habitué à vivre sous le joug d'une dictature, que cet état ne vous surprend pas ou vous vous en accommodez, il vous semble naturel, la norme en somme. Or il n'y a rien de plus difficile que briser ce conformisme, cet ordre établi injuste et criminel, pour entrevoir une société débarrassée de toutes ces tares ou tous ces maux qui vous sont imposés, que rien ni personne ne peut justifier, sauf à glorifier la tyrannie.

Votre ignorance est le meilleur allié du régime en place.

Tenez, à la suite d'un documentaire sur les Halles de Paris, de nombreux internautes manifestèrent dans des commentaires

leur nostalgie des années 20 à 60... C'était plutôt surprenant après avoir entendu deux marchandes de légumes raconter qu'à l'issue d'une dure journée de labeur elles ne dormaient que 4 heures par jour par fractions d'1 heure ou 1h30 sur une paillasse, bref, une vraie vie de chien, de merde, on est bien d'accord.

Force est de constater, que ces travailleurs aujourd'hui âgés de plus de 65 ans n'ont pas tenu compte de ces nombreux témoignages, qui montraient à quel point les conditions de travail et d'existence étaient extrêmement pénibles pour ne pas dire inhumaines à cette époque. Ceux qui les ont vécues ne les jugèrent pas autrement. Au-delà, que faut-il en conclure ? Qu'ils jugent leur mode de vie ou la société telle qu'elle existe aujourd'hui encore plus insupportable qu'autrefois. Cela semble contradictoire au premier abord. Mais en réalité pas du tout, si on tient compte que parvenus au crépuscule de leur vie, plus ou moins consciemment ils s'aperçoivent qu'ils ont trimé toute une vie et après qu'on leur eut fait miroiter l'espoir d'une vie meilleure qu'ils ne connaîtrons sans doute jamais, leurs aspirations légitimes n'ayant jamais été prises en compte, ils se sentent profondément frustrés au point de se projeter aveuglément dans leur jeunesse, où ils pouvaient encore espérer vivre dans un monde meilleur et plus juste, quitte à faire l'impasse sur les difficultés qu'ils avaient rencontrées à une autre époque, rythmée par la guerre ou les années d'après-guerre, faut-il le rappeler.

Ce n'est pas pour rien qu'il m'est arrivé dans des causeries de rappeler en quoi la jeunesse était potentiellement révolutionnaire, parce qu'elle aspirait naturellement à la justice et à la liberté, aspirations qu'elle abandonnerait ou qui seraient broyées une fois qu'elle aurait rejoint le monde impitoyable du travail ou des adultes, qui croulaient sous le fardeau des obligations, charges ou responsabilités qui lui étaient imposées, de telle sorte qu'ils en oublieraient tout le reste, l'essentiel, pour finir par reproduire mécaniquement le mode de vie des générations précédentes et adopter leur mode de penser. Parvenu à ce stade, son destin était scellé, ployant sous un tas de contraintes étouffantes ou difficultés, ses espoirs ne seraient plus qu'un vague souvenir qui allaient également se tarir, et que seule la lutte de classe pourrait ranimer pour les plus conscients d'entre eux, sous peine de finir aigris ou d'être affligés d'une tristesse infinie qu'on ne souhaite à aucun travailleur.

On nous dira peut-être qu'à une autre époque il existait des contreparties aux difficultés de l'existence, tandis qu'ils n'en existent plus de nos jours ou si peu. C'est le discours démagogique que rabâchent tous ceux qui s'accommodent du capitalisme ou qui sont prompts à lui trouver des vertus qu'il n'a jamais eues, à toutes les époques on y a le droit.

Quand on imagine un instant le mode de vie qu'on pourrait avoir à ce stade du développement des forces productives, si on était débarrassé du capitalisme, et qu'on le compare avec ce que nous vivons au quotidien, force est de constater qu'on est très très loin du compte, que dis-je, cela n'a absolument rien à voir ou toute comparaison est franchement déplacée, parce qu'à bien y regarder nous ne disposons d'absolument aucune liberté, aucun droit, aucun pouvoir dans cette société régie par le capitalisme, la recherche du profit, la loi du marché, nous sommes sommé de nous y adapter un point c'est tout, quel que soit notre mode de penser ou notre condition. Le seul droit dont nous disposons, nous ne le devons pas au capitalisme, puisqu'il réside dans l'unique droit de le combattre pour le renverser ou l'abolir de la surface de la planète, droit que justement l'immense majorité n'exploite pas ou ignore pour son plus grand malheur. Sinon cet exercice ou cette expérience de la liberté est férocement réprimé.

Aider les travailleurs à renouer avec leurs aspirations révolutionnaires de jeunesse, dans la perspective ou le but qu'elles se réalisent, et non pas pour qu'ils supportent mieux l'existence du capitalisme, aider les jeunes à comprendre ce qui leur pend au nez, voilà une de nos principales tâches politiques.

Parole d'internaute.

- "Sans être trop affirmatif, le rôle de Keynes fut de contre-feu en face de la proposition bolchévique. Une diversion réformiste tolérable pour le capitalisme anglo-saxon qui hésitait à adopter la solution nazie face à la crise. En offrant une perspective, et seulement une perspective, ni-capitaliste pure ni communiste, ni nazie, Keynes a été l'issue de secours politique du capitalisme. Il a sauvé le capitalisme de réputation au prix de quelques concessions temporaires, puis a logiquement laissé la place à l'hyper-capitalisme actuel une fois les forces populaires organisées par les mouvements communistes et anarchistes maîtrisées. Keynes est la CFDT des années trente. Dans les années soixante, mon ami Kevin, né vers 1945 et étudiant à la LSE lisait beaucoup Keynes. Ensuite, il a fait une carrière chez MacKinsey. La dernière fois que je l'ai rencontré, c'était dans les années soixante-dix et il faisait l'éloge de Pinochet "qui réparait les conséquences catastrophiques de la présidence Allende"."

LVOG - Les conséquences du stalinisme devaient être désastreuses pour la classe ouvrière et le mouvement ouvrier international, au même titre que celles de la social-démocratie. Ce qui s'est passé, c'est que les opposants à l'un ont voulu s'appuyer sur l'autre qui était tout aussi pourri ou ils ont les ont ignorés superbement pour finalement leur ressembler, crypto-stalinien contre crypto-social-démocrate.

C'était pour ainsi dire couru d'avance, mais personne n'a voulu l'admettre, du coup on a eu tout faux et on a perdu sur tous les tableaux.

Maintenant que tout le monde s'est corrompu à des degrés divers dans cette aventure sans lendemain, en faire le bilan ou l'inventaire s'avère impossible ou plutôt insoutenable, car il y a beaucoup trop d'intérêts individuels en jeu, tout comme revenir en arrière. Non, il faut tout reconstruire sur de nouvelles bases en renouant avec la méthode du matérialiste dialectique et

historique, qui inclut les enseignements de la lutte de classe que nous ont léguée les maîtres du marxisme en les actualisant.

Tremblez pauvres pécheurs, repentez-vous viles créatures, le châtiment final approche !

- L'horloge de l'apocalypse est mise à jour et ça en dit beaucoup sur la fin du monde aujourd'hui - Le HuffPost 24 janvier 2020

Que cela vous serve d'avertissement...

- Virus chinois: le bilan monte à 56 morts - AFP 26 janvier 2020

Près de 106 en Chine uniquement le 28.

Faites-nous confiance aveuglément, sinon vous êtes perdus...

- Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres à Davos que "l'humanité était "perdue" si les efforts de réduction des émissions de CO2 n'étaient pas amplifiés" (Source : AFP 24 janvier 2020)

Vous préférez peut-être la version avec crickets?

- Les criquets, dernière plaie d'une Afrique de l'Est accablée par des variations climatiques extrêmes - AFP 24 janvier 2020

La thèse du réchauffement climatique de nature anthropique ou le Green New Deal est piloté par le gang mafieux de la finance qui trône au sommet du capitalisme, mafia criminelle qui avait été à l'origine du 11 septembre 2001.

Il est navrant de constater que ceux qui avaient cru sur parole cette effroyable imposture servie par G. Bush , remettent cela à 18 ans d'intervalle. Cette constance prouve au moins qu'ils n'ont jamais évolué ou que leurs mauvaises intentions inavouables ne les ont jamais quittés.

Sauf que cette fois-ci les choses ne se passent pas tout à fait de la même manière. Il se trouve que cette nouvelle imposture est d'une portée beaucoup plus considérable, car elle concerne directement les intérêts de la totalité des habitants de la planète, au point que chacun est obligé d'y prêter attention ou d'essayer de comprendre ce qui se passe réellement, et donc écoute les arguments des uns et des autres, sans parler de ceux qui en sont déjà victimes et qui témoignent...

Le plus navrant, c'est aussi de constater que la plupart des militants n'ont tiré absolument aucun enseignement de l'expérience ou de l'imposture précédence, et ils continuent de faire confiance ou à se reconnaître dans des dirigeants faillis.

Mais il ne faut jamais désespérer ou oublier que toute situation comporte des contradictions.

A trop en faire ou leur médiocrité (des représentants du régime) peut déclencher un "*déclic*" salutaire chez de nombreux travailleurs ou jeunes ou comment la conscience progresse lentement mais sûrement.

Un internaute - "*Le déclic a été la montée de l'hystérie ambiante des médias et en particulier le jour où j'ai entendu à la télévision à une heure de grande écoute Corine lePage mettre les tsunamis comme conséquence du réchauffement climatique! Du coup j'ai regardé de plus près et ça m'a effaré. J'ai compris qu'il était temps de s'opposer!*"

LVOG - Ceux parmi les militants qui refusent de mener la lutte de classe sur ce terrain-là, qui désertent en fait par fainéantise, par confort dogmatique ou par crainte de la polémique de ne pas être à la hauteur de sujets qu'ils ne maîtrisent pas, s'ils croient qu'en imitant leurs dirigeants qui ont honteusement épousés le populisme ils servent notre cause, ils se trompent lourdement, car en adoptant ce comportement ils se coupent des travailleurs et jeunes les plus avancés et ils se décrédibilisent eux-mêmes, ce qui est dommage, pire, ils en arrivent à ne plus rien comprendre à ce qui se passe réellement ou à se tromper de combat, ce qui est un puissant facteur de démoralisation et finalement de démobilisation.

Nombreux sont ceux qui pensent sans l'avouer le plus souvent que les travailleurs sont d'indécrottables ignorants ou qu'ils ne sont pas capables d'évoluer, alors que c'est justement leur cas à eux. C'est aussi un bon faux prétexte pour se donner bonne conscience et cesser le combat ou pour se fourvoyer dans des groupuscules encore plus sectaires et dogmatiques les uns que les autres, dans l'ongisme.

Le niveau de conscience des masses peut progresser, mais sans direction cette progression demeurera limitée, elle sera susceptible d'être remise en cause ou annulée à tout moment comme on a pu le constater dans le passé ou même quotidiennement.

L'objet de ce portail et de ce courant politique était justement d'éviter d'en arriver à cette extrémité qui se produit tous les jours autour de nous, un gigantesque gâchis qui se traduit par la stagnation de nos forces, leur émiettement ou leur affaiblissement. Il ne leur reste plus qu'à croire au miracle ou que d'un coup de baguette magique au détour d'un évènement la situation ou le rapport de forces pourrait s'inverser, sans que la moindre direction cohérente n'ait émergé du mouvement ouvrier, à ce niveau-là c'est du pur aventurisme ou une vue de l'esprit sans fondement réel ou sérieux.

Totalitarisme. Fabrication du consentement, manipulation des esprits, comment cela fonctionne au quotidien.

Tiré d'un article publié par le blog European Scientist - Nous assistons à "*une convergence d'intérêts politiques et financiers puissants qui utilisent les techniques modernes de la publicité et du marketing pour façonner l'opinion, avec la complaisance de la plupart des médias.*

Il est de ce fait devenu pratiquement impossible de débattre sereinement de ces questions sur des bases scientifiques".

LVOG - Les contradictions criantes.

Le front des réchauffistes s'est fracturé, enfonçons le coin pour le faire éclater.

Il est intéressant de constater que parmi les plus fervents partisans de la théorie du réchauffement climatique de nature anthropique défendue par le GIEC (ONU) et la plupart des gouvernements occidentaux, il s'en trouve de plus en plus qui rejettent de manière virulente le recours aux énergies renouvelables (éolienne et photovoltaïque), tant elles présentent des contradictions criantes et des conséquences désastreuses que personne ne peut escamoter totalement sur les plans financiers, sociaux et environnementaux.

On ne compte plus les prises de position ou les témoignages, les publications, articles, études, rapports qui en font la démonstration ou qui en apportent les preuves.

Pour contrecarrer cette tendance générale, pour ainsi dire désespérément chaque jour les agences de presse et les médias se saisissent de n'importe quel fait météorologique ou climatique dans le monde, les instrumentalisent pour justifier la thèse qu'elles défendent afin que la population y adhère les yeux fermés ou la reprenne à son compte.

Ce matraquage est si monstrueux jusqu'à la nausée, qu'au bout d'un moment il déclenche un réflexe inverse de celui recherché chez la plupart des gens, un réflexe d'aversion ou de rejet en bloc. Echaudés sur le plan social et politique, ils ne font qu'adopter le même comportement.

Quand la réelle nature du régime s'impose. Macron : La voix du totalitarisme oligarchique : Dégage!

- "*Essayez la dictature et vous verrez !*" : Emmanuel Macron dénonce les discours affirmant que la France n'est plus une démocratie - francetvinfo.fr 24 janvier 2020

"Aujourd'hui s'est installée dans notre société, et de manière séditieuse par des discours politiques, l'idée que nous ne serions plus dans une démocratie, qu'il y ait une forme de dictature qui s'est installée", a dénoncé Emmanuel Macron au micro de Radio J, jeudi 23 janvier dans la soirée, dans l'avion le ramenant d'Israël.

"Si la France c'est cela, essayez la dictature et vous verrez !", a poursuivi le président de la République, questionné sur la montée de la violence politique et sociale en France. "Il y a en démocratie un principe fondamental : le respect de l'autre, l'interdiction de la violence, la haine à combattre", indique le président de la République. "Tous ceux qui aujourd'hui dans notre démocratie se taisent sur ce sujet sont les complices, aujourd'hui et pour demain, de l'affaiblissement de notre démocratie et de notre République", a accusé Emmanuel Macron dans cet entretien diffusé vendredi matin par Radio J.

La porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye a estimé pour sa part que, "notamment à La France insoumise, des gens accréditent au fond l'idée qu'il y aurait un 'régime' qui imposerait sa loi au reste de la population." francetvinfo.fr 24 janvier 2020

LVOG - Qui n'en serait pas convaincu avec l'épisode de la contre-réforme des retraites que l'immense majorité rejette ?

Cela doit être l'Etat juif, d'extrême droite, d'apartheid, colonial, qui a dû l'inspirer.

- La négation d'Israël tient de l'antisémitisme, dit Macron à Jérusalem - AFP 22.01

La "négation" de l'existence d'Israël comme Etat est une nouvelle forme d'antisémitisme, a déclaré mercredi le président

français Emmanuel Macron au premier jour de sa visite à Jérusalem...

"L'antisionisme, lorsqu'il est la négation de l'existence d'Israël comme Etat, est un antisémitisme", a déclaré M. Macron, lors d'un point de presse avec le président Rivlin.

"Ce qui ne veut pas dire qu'il deviendrait impossible d'avoir des désaccords, de critiquer telle ou telle action du gouvernement d'Israël mais la négation de son existence relève bien aujourd'hui d'une forme contemporaine d'antisémitisme", a-t-il affirmé. AFP 22.01

La haine et la violence sont inséparables du sionisme.

- Macron: «La Shoah ne doit pas cicatriser» - LeFigaro.fr 27 janvier 2020

En complément. Il faut bien que l'extrême droite serve à quelque chose ou à quelqu'un.

- Election régionale en Italie : l'extrême droite battue en Emilie-Romagne régionales, un coup dur pour son chef de file - Franceinfo 27 janvier 2020

- Autriche : l'extrême droite perd le pouvoir dans un État-clé - L'Express.fr 27 janvier 2020

Aucun peuple en réalité.

- Le Peuple palestinien est le seul à ne pas être protégé par le Conseil de sécurité - Réseau Voltaire 23 janvier 2020

Au cours des 19 dernières années —du 29 septembre 2000 (A/55/432-S/2000/921) au 11 décembre 2019 (A/ES-10/831-S/2019/937) — l'Autorité palestinienne a déposé 678 plaintes au Conseil de sécurité contre de nouveaux agissements illégaux de l'État d'Israël.

Malgré les réclamations de l'Assemblée générale, aucune de ces plaintes n'a été jugée par le Conseil de sécurité.

L'État d'Israël est le seul au monde à bénéficier d'un tel traitement de faveur, le Peuple palestinien est le seul au monde à ne pas être protégé par le Conseil de sécurité. Réseau Voltaire 23 janvier 2020

LVOG - On gardera cet article sous le coude en attendant d'en lire un autre du Réseau Voltaire, souvenons-nous de ce qu'a écrit Thierry Meyssan récemment, le Droit international, c'est la négation des droits des peuples qu'il le veuille ou non : "*Au demeurant, le Droit international n'a rien de monstrueux. Il ne heurte aucune conscience. S'en écarter menace la paix et donc notre vie à tous.*" (Dérive de l'Iran vers le comportement US et israélien - Réseau Voltaire 21 janvier 2020)

Souvenons-nous aussi que le représentant de l'URSS à l'ONU avait voté en 1948 l'occupation de la Palestine, ce qui ouvrait la voix à sa liquidation.

Macron a de quoi avoir les nerfs...

- Baromètre Ifop-JDD : Macron chute de 4 points, à 30% de satisfaits - Journal du Dimanche 26.01

- Cédric Villani va être exclu de LREM, annonce Stanislas Guérini - Le HuffPost 28.01

- LREM: la députée Frédérique Lardet quitte à son tour le mouvement - AFP 28.01

...mais il peut dormir tranquille...

- Pour Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron doit être "chassé" du pouvoir en 2022 - L'Express.fr 26.01

... et il n'est plus à un coup d'Etat près le petit dictateur...

- Emmanuel Macron a reçu le Vénézuélien Juan Guaido au palais de l'Elysée - AFP 26.01

Le président français Emmanuel Macron a annoncé vendredi sur Twitter avoir reçu au palais de l'Elysée Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, reconnu président par intérim par une cinquantaine de pays et qui tente d'évincer

Nicolas Maduro depuis un an. AFP 26.01

LVOG - Les mêmes qui voulaient évincer Bachar el-Assad, et qui ont liquidé physiquement ceux qui leur résistaient ou qui ne rentraient pas dans leur moule ou encore qui n'avaient pas leurs places dans leur stratégie.

En voilà un qui n'a déjà plus de tête.

- Robert Badinter en colère face à la tête d'Emmanuel Macron sur une pique - Le HuffPost 27 janvier 2020

... enfin une bonne nouvelle...

- Municipales : d'après les calculs d'En marche, l'extrême droite pourrait prendre 137 villes - Journal du Dimanche 25.01

Ils veulent transposer au niveau local ou des communes ce qu'ils réalisent déjà sur le plan national, les rendre ingouvernables, de sorte que les élus appliquent la politique dictée par Macron et LREM.

... ils fanfaronnent mais n'en mènent pas large...

- Retraites: 89% des Français pensent que des actions violentes vont se multiplier - Le HuffPost 28.01

- Retraites ou défense des services publics: combien de secteurs professionnels sont en colère? - Le HuffPost 28.01

- L'État de droit et l'État de moi - Le HuffPost 28.01

American way of... lobbying. Maudit soit le train, surenchère destructrice ou mégalomanie galopante.

Benjamin Griveaux veut déplacer la Gare de l'Est pour créer "un Central Park parisien" - huffingtonpost.fr 26.01

Coïncidence? Cédric Villani, adversaire dissident LREM de Benjamin Griveaux, a annoncé le même jour ses projets de réaménagement des gares parisiennes.

Le candidat investi par LREM aux élections municipales à Paris, Benjamin Griveaux, veut déménager la Gare de l'Est vers la banlieue ou une porte de Paris, et créer un "Central Park parisien", selon une interview publiée ce dimanche 26 janvier par le Journal du Dimanche.

"Je propose, pour remplacer la gare de l'Est, de créer une nouvelle gare, installée à une porte de Paris — la porte de la Villette [19e] le permet — ou dans une autre commune de la métropole", a déclaré au JDD l'ancien porte-parole du gouvernement.

Dans le nord-est de la capitale, ce projet sera "une nouvelle donne", assure le Marcheur, qui veut "planter une forêt" sur cet espace, qu'il estime au total à 30 hectares, "un nouveau poumon vert".

"Si l'on veut végétaliser la ville, on ne peut se contenter de poser des arbres dans des pots au milieu du bitume, comme l'a trop souvent fait la mairie actuelle", dénonce le candidat, classé troisième (15%) dans les intentions de vote, derrière la maire sortante Anne Hidalgo (25%) et Rachida Dati (19%), selon une enquête Ifop-Fiducial publiée dimanche dernier pour le JDD et Sud Radio.

La nouvelle gare ainsi créée sera "la gare de l'Europe, capable d'absorber les futurs flux de voyageurs" mais aussi "la gare du Grand Paris". "Veut-on vraiment développer les transports et l'activité économique hors de l'hypercentre, rééquilibrer l'est et l'ouest? Chiche!", ajoute l'ex-PS qui a rejoint Emmanuel Macron, dès 2016.

Le candidat promet, par ailleurs, de soumettre ce projet, dont le coût est estimé à environ 1,5 milliard d'euros, à un référendum, "en 2022, après deux ans de travail et de concertation avec tous (les) partenaires".

Hasard ou bataille électorale? Cette déclaration de Benjamain Griveaux a fait écho à celle de son rival Cédric Villani, qui a dévoilé quelques heures plus tôt à l'AFP ses propres projets concernant les gares de la capitale, notamment son intention de déplacer le trafic des Eurostar et Thalys, qui desservent notamment Londres et Bruxelles, de la gare du Nord à Saint-Denis.

Si, in fine, cette proposition s'avérait difficile à réaliser, l'équipe du candidat plaide pour "déménager Eurostar à Gare de l'Est en utilisant le nouveau passage de Charles-de-Gaulle Express", cette même gare désormais dans le viseur de Benjamin Griveaux. huffingtonpost.fr 26.01

En complément. En marche vers la dictature planétaire.

- Londres : la police va utiliser la reconnaissance faciale en direct - LePoint.fr 24 janvier 2020

J'ai appris que la police indienne s'en servait déjà lors des manifestations...

Dossier retraite.

Farouche résistance.

- L'opposition à la réforme des retraites monte, 61% des Français veulent son retrait - Le HuffPost 23.01

- Retraites: 70% des Français pensent que la mobilisation va se poursuivre - Le HuffPost 24.01

- À Paris, la réforme des retraites continue de mobiliser les opposants - Le HuffPost 24 janvier 2020

Selon les chiffres transmis en début d'après-midi par la CGT, entre 350.000 et 400.000 manifestants ont manifesté contre la réforme des retraites ce vendredi 24 janvier à Paris. Le parcours, inhabituel, reliait la place de la République à celle de la Concorde sous un soleil radieux et un froid piquant, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La préfecture de police de Paris en a compté dix fois moins, à savoir 31.000. Quant au cabinet Occurrence mandaté par un collectif de médias, il arrive à 39.000 personnes.

Ce vendredi, les manifestants marchaient derrière leur désormais traditionnelle banderole de tête affichant "Retraite à points: tous perdants, retraite à 60 ans: tous gagnants". Le HuffPost 24 janvier 2020

- Retraites des avocats: "Ce n'est pas négociable", tonne Belloubet - Le HuffPost 24 janvier 2020

Que cela ne tienne...

- Retraites: les avocats votent la poursuite de leur mouvement - AFP 26.01

Le Conseil national des barreaux (CNB) a voté à l'unanimité la poursuite du mouvement de grève des avocats contre la réforme des retraites, lors d'une assemblée générale samedi, a-t-il annoncé dans un communiqué. AFP 26.01

Et pendant ce temps-là les agents de Macron programment une 8e journée d'action pour briser la détermination des travailleurs.

- Les syndicats appellent à une nouvelle journée de grève le 29 janvier - Le HuffPost 24 janvier 2020

Confirmation. Cotisation, non un racket pour le compte des fonds de pensions.

- Réforme des retraites : les chiffres à retenir de l'étude d'impact dévoilée par le gouvernement - francetvinfo.fr 24 janvier 2020

Un âge d'équilibre projeté à 65 ans

Selon le rapport, l'âge d'équilibre en 2037 pour établir les projections sur les comportements de départ à la retraite des générations nées à partir de 1975 est de 65 ans, notent Les Echos. "Cet âge [65 ans], purement conventionnel, correspond à l'âge de départ au taux plein pour une personne ayant débuté son activité professionnelle à 22 ans et ayant validé toute sa vie 4 trimestres par an, soit 43 années, la durée exigée pour le taux plein pour la génération née en 1975", précise l'étude d'impact.

L'âge d'équilibre augmenterait ensuite d'un mois par génération, "sous l'hypothèse que l'espérance de vie progresse d'un mois et demi par an". Or, "cet âge d'équilibre s'accompagne d'une sévère décote : 5% en moins sur la valeur du point par an. Ainsi, pour quelqu'un né en 1980, la perte se montera à 15% sur sa pension s'il part trois ans avant 65 ans", rappelle L'Humanité (article payant). Au contraire, il pourra compter sur un bonus ou surcote de 5% par an s'il fait valoir ses droits après 65 ans.

Une décote de 7 à 8% plutôt que 5%

Pour un salarié partant à la retraite avant 65 ans, le malus prévu est de 5% de la valeur du point. Or, le futur retraité qui anticiperait son départ avant l'âge d'équilibre perdra également les points qu'il aurait pu accumuler en liquidant ses droits quelques années plus tard. Ainsi, la perte ne sera plus de 5%, mais plutôt de 7 à 8% par an, selon les estimations citées par Le Monde.

Une réforme représentant 13% du PIB

La stabilisation annoncée des dépenses de retraite se situe aujourd'hui à 13,8% du PIB et devrait baisser à 13,3% en 2040 (contre 13,5% sans réforme), puis 12,9% en 2050 (contre 13% sans réforme), "soit très proches des masses qui auraient été versées hors réforme", précise l'étude d'impact, que Les Echos ont pu consulter.

Un déficit du système à 0,3% du PIB

Quel sera l'impact financier de la réforme ? Même avec un âge d'équilibre à 65 ans en 2037, l'équilibre financier ne serait pas atteint à cette date. Le déficit du système de retraites serait de 0,2% à 0,3% de PIB entre 2035 et 2040, au lieu de 0,5% sans réforme.

Un départ plus tard pour 20% des assurés

En fonction de l'année de naissance, certains salariés pourraient être favorisés par cette réforme. "Environ un tiers des assurés pourront partir plus tôt", de l'ordre "d'un an et demi en moyenne" pour la génération née en 1981. Un "décalage" qui "serait moindre pour les générations plus récentes", car "l'âge d'équilibre" augmenterait "au fur et à mesure des gains d'espérance de vie".

D'autres, enfin, y perdraient : "Environ un cinquième des assurés partiront plus tard", d'à peu près "trois ans en moyenne pour les générations nées dans les années 1990", avec toutefois "un gain très significatif de pension, en moyenne supérieur à 20%". Dans l'ensemble, avec l'âge pivot, "l'âge moyen de départ serait plus élevé" d'un mois pour la génération 1990 (64 ans et 7 mois) et de 8 mois pour la génération 2000 (65 ans et 2 mois). francetvinfo.fr 24 janvier 2020

LVOG - Cela se passe de commentaire tant c'est clair, ce qui en principe devrait renforcer la détermination des travailleurs...

Les quelques 260 000 salariés à plus de 10 000 € / mois ne vont plus payer que 2,8 % de cotisations retraite.

Pendant que toi, tu raqueras 28%

Commentaire d'un internaute.

- "Outre l'absence d'équité, il y a le manque à percevoir, pour ensuite répartir ce qui a été récolté.

Et là, rien qu'avec eux, ça fait 3 milliards, de manque à percevoir."

- Réforme des retraites : pourquoi le "simulateur" mis en place par le gouvernement ne rassure pas
- Franceinfo 27.01

Surtout, le simulateur montre clairement l'importance de l'"âge d'équilibre" dans le futur système. Cet "âge d'équilibre" obligera à liquider ses droits à la retraite bien plus tard qu'aujourd'hui, faute de quoi la pension sera fortement amputée. C'est vrai dans quatre des cinq types de revenus proposés par l'outil.

Sur ces cinq cas, seul l'assuré qui clôt sa carrière à 8610 euros de revenus bruts mensuels pourra partir dès 62 ans avec une pension supérieure à celle qu'il aurait touchée aujourd'hui.

Deux autres salariés fictifs évoqués (l'un terminant sa carrière à 2890 euros bruts mensuels, l'autre touchant toute sa vie un revenu moyen à 3140 euros) devront attendre 66 ans pour que le nouveau système leur soit profitable.

Enfin, qu'ils gagnent 1230 euros bruts (pour un temps partiel) ou 1540 euros mensuels bruts (pour un temps plein), les deux salariés payés au smic, eux, ne sont gagnants qu'à partir de 65 ans. Franceinfo 27.01

Commentaires d'internautes.

1- "Ces cas-types font mine de croire que l'âge pivot sera à 65 ans, alors qu'il est prévu pour passer à 67 ans, à l'âge de la retraite de ces cas. Donc, la décote n'apparaît pas dans ces exemples.

2- "En de nombreux points, ils raisonnent en € constants pour les revenus (donc, les minorant), mais en € courants pour les pensions ! Ce qui survalorise les pensions. En gros, ils font comme s'il n'y avait pas d'inflation durant la vie active, mais l'intègrent d'un coup au moment de calculer la pension. Ça fausse la comparaison."

3- "Ils partent de l'hypothèse d'une augmentation de 53% du smic sur 15 ans de 2025 à 2040 (dont 3%/an après 2032), alors que le smic n'a augmenté que de 26% ces 15 années passées !"

4- "Pourquoi le gouvernement ne présente pas des simulations avec un âge de début d'activité à 20 ans. Le système actuel serait beaucoup plus favorable que le système universel. En prenant le début d'activité à 22 ans il pénalise le système actuel avec les décotes de 5 % par année manquante. 24 % des personnes sont déjà en activité à 20 ans."

5- "Pour une simple raison : si vous faites une carrière complète dès 20 ans, ça veut dire que dès 63 ans vous pourriez partir (43 ans, carrière complète).

Or à 63 ans, avec un âge pivot prévu à 65 ans (en fait, d'ici là, à 67 ans), ça veut dire que vous devez rester quelques années de plus pour ne pas subir de décote (5% par an) !

C'est cela qu'ils veulent éviter qu'on voit : que soit vous y perdez, soit vous devez rester plus longtemps que prévu."

6- "Surtout parce qu'ils ne veulent pas faire comme en Belgique. Car dès que le gvt a mis en place un simulateur tout le monde a compris qu'il sera perdant et le gvt a dû retirer sa réforme..."

7- "La valeur service du point pourra être modifiée par simple décret (donc, aucun passage devant la représentation nationale, aucune "conférence de financement", juste 2-3 technos de Bercy présentant à un ministre un chiffre à valider).

Le système actuel est dit "à prestations définies" : vous savez d'avance combien vous toucherez, sauf accroc dans votre carrière (j'ai pu anticiper le montant de ma retraite plus de 5 ans avant, et m'adapter en conséquence).

Le système proposé est dit "à cotisations définies" : vous savez combien vous cotisez, mais vous ne saurez jamais ce que vous toucherez dans x décennies, parce que les paramètres des prestations, eux, peuvent être modifiés à tout moment, c'est même l'intérêt du point : l'auto-équilibre se fait sur le dos des retraités, les pensions publiques restant bloquées à 14% du niveau équivalent du PIB (et non "14% du PIB" comme on lit), même si le % de retraités augmente dans la population - et donc doivent se partager la même part des richesses nationales du moment à plus nombreux."

8- "Parce que le but de cette réforme est d'enrichir BlackRock ! Le jour où les gens auront bien compris ça il y aura encore plus de monde dans les rues !"

9- "Il n'y a sur le coup aucun complot. C'est clairement assumé pour les revenus au dessus de 10000 (sinon ils n'auront aucune pension) et bien sur toutes les personnes qui ont un capital à la fin du mois, feront ce choix qui leur permettra éventuellement de compenser la décote. En ce sens les projections à horizon lointain sont parfaitement farfelues. Si une personne qui touche 5000/mois, accepte la décote grâce à un complément par capitalisation, il va falloir lui payer pendant longtemps une pension, plus faible que le maximum mais quand même importante. Par contre les faibles revenus ne pourront capitaliser, ne pourront supporter une décote et devront travailler plus longtemps."

10- "La valeur du point (donc des pensions) sera déterminée chaque année. Donc créer un simulateur n'est que pure arnaque ! Un peu comme si on créait un simulateur pour connaître vos dépenses de chauffage ou de carburant dans vingt ans ... (sans connaître le prix du pétrole dans vingt ans) ...

C'est vraiment prendre les gens pour des cons !"

11- "Il est inévitable qu'avec un système par point basé sur toute la carrière, avec de plus nombreux paramètres d'ajustement d'équilibre (tous d'ailleurs défavorables aux salariés) ne peut que conduire à une diminution des pensions à âge égal. Je pense que tout le monde l'a compris depuis la publication du projet de loi... Il est sans doute plus redistributif qu'avant (en ce sens il est de gauche) mais il n'implique que les salariés et en ce sens il est de droite. C'est sans doute le fameux en même temps. Mais globalement il est défavorable aux plus grands nombres des salariés."

Ni l'un ni l'autre !

- Jean-Christophe Lagarde sur les retraites: «Il faut travailler plus longtemps pendant la semaine - lefigaro.fr 23.01

Le président de l'UDI était l'invité du Talk-Le Figaro ce jeudi. Pour garantir de partir à la retraite à 62 ans, il propose de travailler 37 heures par semaine au lieu de 35. «Vous préférez travailler jusqu'à 64 ans ou 25 minutes en plus par jour?» lefigaro.fr 23.01

Commentaire d'un internaute.

- "Il n'est pas à jour, les gens travaillent déjà plus de 37h pour être payés sur une base de 35h! De quoi se plaint-il ?"

Simplet.

- La Tribune des travailleurs (POID) - Dans l'ordre des choses par Daniel Gluckstein 22 janvier 2020

Extrait. Cette question est en ce moment au cœur des discussions parmi les travailleurs, dans les assemblées et les réunions. C'est une question sérieuse. Ici ou là, quelques esprits chagrins, volontiers donneurs de leçons, font mine de s'offusquer. Il y aurait selon eux quelque chose d'inconvenant à ce que des travailleurs en grève depuis quarante-cinq jours se prononcent pour que les confédérations qui ont convoqué la grève depuis le 5 décembre lancent un appel clair et net à la grève générale.

Mais n'est-il pas dans l'ordre des choses que la classe ouvrière qui, dans un combat séculaire, a construit des organisations pour se défendre et combattre, donne son avis sur ce que ces organisations devraient faire pour gagner ?

Que l'on partage ou non cette position, la démocratie ouvrière reconnaît le droit aux travailleurs d'en débattre. Comme elle impose aux dirigeants des organisations le devoir d'y répondre. LTT 22 janvier 2020

LVOG - Ils volent déjà au secours de Macron en organisant des journées d'action sans lendemain ou bidons, alors ils ne peuvent pas répondre aux besoins de tout le monde ! La démocratie ouvrière et les dirigeants des organisations, ça fait deux!

Ils ont la trouille !

- Olivier Dussopt annule ses voeux "pour des raisons d'agenda" selon son cabinet - AFP 24.01

Le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt a annulé ses voeux aux acteurs de la fonction publique, prévus initialement le 30 janvier à 12H30, "pour des raisons d'agenda qui n'ont rien à voir avec l'actualité", a indiqué vendredi à l'AFP son chargé de communication. AFP 24.01

Et ils ne sont pas les seuls.

- Éric Drouet annonce qu'il quitte le mouvement des gilets jaunes - huffingtonpost.fr 26.01

Dans quel monde vivons-nous ?

- Deux milliards d'animaux vivants ont été expédiés dans le monde en 2017 - slate.fr 23.01

Nés dans un endroit, élevés dans un autre, puis abattus à l'autre bout du monde, c'est le sort qu'ont subi près de deux milliards de cochons, bovins, moutons et poulets en 2017.

Dans une vaste enquête, le média britannique The Guardian analyse les données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et met en évidence les chiffres gigantesques du commerce mondial d'animaux de ferme.

Le nombre de ces animaux transportés a été multiplié par quinze en cinquante ans, passant de 130 millions en 1967 à plus de 1,9 milliard en 2017. Ces chiffres pourraient même être nettement supérieurs, car ils ne prennent en compte que les voyages transfrontaliers et n'incluent donc pas les longs voyages à l'intérieur d'un pays.

Chaque jour, près de 5 millions d'animaux sont en transit dans le monde, chargés sur des camions ou des bateaux pour des trajets allant de quelques heures à six semaines.

Les poulets sont très nettement en tête des animaux exportés. Avec plus de 1,8 milliard d'individus transportés en 2017, ils devancent les cochons, les bovins et les moutons qui représentent à eux trois environ 77 millions des animaux expédiés.

Selon les données de la FAO, le commerce de ces bêtes vivantes est en constante augmentation et n'a montré aucun signe de ralentissement, malgré les progrès en matière de réfrigération et de transport de viande congelée.

Juste derrière les États-Unis et ses sept millions d'animaux importés (ce chiffre n'inclut pas les poulets), l'Arabie saoudite est devenue en quelques années le deuxième plus gros importateur du monde. La Pologne, l'Italie et Hong Kong ferment la marche.

Au niveau des plus grands exportateurs, les pays de l'Union européenne sont en tête de gondole. Les Pays-Bas et l'Allemagne ont exporté à eux deux près de 700 millions de poulets en 2017; le Danemark est le premier exportateur de cochons vivants du monde tandis que la Roumaine exporte plus de 2 millions de moutons par an.

La France, quant à elle, est le plus important exportateur de bovins vivants de la planète. Elle en exporte chaque année depuis 1970 plus d'un million, notamment vers l'Italie, l'Espagne mais aussi l'Algérie, le Liban et le Maroc. slate.fr 23.01

LVOG - Ici en Inde je ne consomme que des produits locaux, et je vous assure qu'on ne sent pas frustré du tout...

- Crise à l'école : "On ne forme plus à penser, alors les élèves se contentent de croire" - marianne.net 06.01

Professeur de philosophie en lycée et membre du Conseil supérieur de l'éducation (CSE), René Chiche publie un ouvrage où son attachement à l'institution scolaire se mêle à une rage sourde face à son état de ruine. Dans "La désinstruction nationale" (éditions Ovadia), cet homme engagé déplore que le niveau de ses élèves soit désormais proche du néant. La faute à l'empilement des réformes, aux pressions de la hiérarchie, à la dégradation des programmes ou encore à la fragilisation des Humanités, entre autres. Entretien.

Marianne : Votre ouvrage a tout d'un cri du cœur. Face à la démission de l'école, aux réformes, à la hiérarchie… Et aux conséquences supportées par vos élèves que vous aimez malgré les très fortes carences que présentent leurs copies. Pourquoi avoir voulu écrire ce livre ?

René Chiche : Ce qui a déclenché mon envie d'écrire, c'est tout d'abord le niveau inacceptable atteint par mes élèves. En classe, j'ai face à moi des élèves qui sont le produit de l'école : ils ont passé 15 ans en salle de classe et se retrouvent pourtant dans un état dramatique de quasi-illettrisme. Et cela, je ne peux plus le supporter. L'autre raison profonde, c'est que beaucoup de choses ont été écrites sur l'école, mais de manière souvent trop dogmatique. Avec un seul but : descendre des ennemis politiques ou décrédibiliser des positions opposées. Ce que j'ai voulu faire, au contraire, c'est écrire un livre pour le grand public, pour la société toute entière, en proposant une place de choix au sujet lui-même : l'école. Parce que nous sommes tous responsables de son état actuel. Surtout, derrière ce sujet, il y a la question de la République. Parce que c'est à l'école que tout commence, c'est la mère de toutes les batailles. Qu'elle n'instruise plus ne peut amener que de graves déconvenues pour toute notre société.

Les copies de philosophie que vous corrigez sont en majorité, dites-vous, d'une "extrême-pauvreté". À tel point que vous parlez du français comme d'une "langue étrangère" pour certains. À qui la faute ?

Il y a des causes qui sont très connues, comme par exemple la diminution du nombre d'heures de français et de philosophie, les modifications successives dans les programmes... Mais il y a quelque chose de plus fondamental derrière cette situation : le triomphe des Sciences humaines sur les Humanités. L'usage de langue, c'est l'instrument de la connaissance et de la pensée. Or, cet instrument ne peut s'acquérir comme tel que par la lecture de classiques, de grands auteurs. Pendant les années 70, l'université a commencé un processus de destruction de cet héritage pour promouvoir l'étude d'auteurs comme le psychanalyste Jacques Lacan, par exemple. Résultat : les professeurs, une fois en classe, ont ensuite développé une capacité à déployer un discours complètement artificiel sur des auteurs classiques qu'ils n'ont jamais lu. N'ayant que peu intégré cette culture classique, ils n'ont d'autre choix, devant les élèves, que de proposer autre chose. Ce sont les conséquences de ce mouvement que mon témoignage veut illustrer.

Vous dites craindre des conséquences sur ce que vous appelez "la conscience des électeurs". Pourquoi ? Avez-vous pu constater, en classe, des signes avant-coureurs ?

Bien sûr. Il se trouve que j'enseigne dans un lycée moyen, je sais donc qu'il y a pire. Et généralement, quand on parle de l'école, on parle du pire. Mais le pire n'est pas forcément représentatif. Ce qui est plus intéressant, c'est de regarder la moyenne en face. Je crois que mes classes sont représentatives de cette "moyenne". Je dois l'avouer, mes élèves sont très gentils... Mais ils ne savent, en général, rien. C'est-à-dire qu'ils ont été portés, pendant toute leur scolarité, dans un système qui ne leur a pratiquement rien donné, rien transmis. Ils sont donc une matière première idéale pour tout type de manipulations. Je ne dis pas que tout cela a été fait pour en arriver là, mais c'est un effet que je constate. Il suffit de lancer n'importe quel sujet pour observer qu'ils n'ont aucune distance critique.

Vous rapportez d'ailleurs un événement au lendemain de l'attaque de Charlie Hebdo où une élève refuse d'effectuer une minute de silence en citant un texte religieux qu'elle a trouvé sur un obscur site Internet…

C'est presque un autre sujet qui est celui de la lecture. Où est-ce qu'on apprend la langue ? On l'apprend auprès de ceux qui ont porté un haut niveau de l'expression : les auteurs. Mais aussi par le dialogue, l'échange... Quand on zappe toutes ces cases, on n'a plus aucun repère. N'importe quel discours devient la référence absolue. Le fanatisme, sous sa forme religieuse ou sous sa forme politique, naît ainsi. Le cas de cet élève symbolise parfaitement cela. Il y a quelque chose de très grave : Internet, par Wikipédia notamment, a donné l'illusion que le savoir pouvait se dispenser de la lecture. Comme si savoir une chose pouvait se résumer au fait d'en avoir vaguement entendu parler. L'école, finalement, au lieu de faire ce qu'elle a toujours fait, c'est-à-dire former l'esprit, se cantonne désormais à donner des informations partielles en disant qu'il s'agit là de "savoirs". Mais ce n'est pas du savoir, ça ne forme pas l'intelligence ! Ce qui forme l'intelligence, ce sont des exercices comme la dissertation par exemple. Or, aujourd'hui, on constate que de plus en plus d'élèves arrivent en Terminale sans en avoir fait une seule de toute leur scolarité. Il n'est donc pas étonnant qu'ensuite, quand on leur demande d'exprimer, ils ne savent pas le faire. Et ça donne les copies que je lis... L'école ne forme plus à penser, alors les élèves se contentent de croire.

Dans ce cas, l'école est-elle encore, comme vous l'appelez, "l'institution laïque par excellence" ?

Ce qui est certain, c'est qu'elle ne remplit plus son rôle. Plus inquiétant encore, on a l'impression que l'école ne sait plus très bien quel est son rôle, sa fonction... Tout ceux qui ont la responsabilité de l'école, les ministres et les hauts fonctionnaires de l'institution, n'osent plus prononcer le mot "instruction". Pourquoi je parle de la "désinstruction" ? Parce qu'aujourd'hui, c'est un mot tabou. Si vous prêtez l'oreille au discours de ceux qui représentent l'institution, ils n'ont qu'un seul mot à la bouche : la "réussite". Bien sûr, tout le monde veut la réussite. Mais la réussite de nos élèves ne doit pas se faire à n'importe quel prix. Le problème c'est que, quand on fait de la réussite un but, tous les moyens sont bons pour y arriver. Et les moyens les plus courts sont les meilleurs, notamment en bradant les diplômes.

Vous visez notamment les fameux "pédagogistes" et leurs "petits soldats de la désinstruction chargés d'exterminer les Hussards noirs d'antan". Vous dites que la "désinstruction constitue" pour eux "une rente de situation". Qu'entendez-vous par là ?

Il y a des gens, qu'on appelle les "pédagogistes", même si cette expression me gêne parce que la vraie pédagogie se moque de la pédagogie, qui sont en quelques sortes des bonimenteurs. Car au lieu de faire, ils parlent sur ce qu'il faut faire. Ils font des thèses avant de faire carrière. Le plus connu c'est bien sûr Philippe Meirieu. Ou encore, aujourd'hui, Laurence de Cock, très active sur les réseaux sociaux. Son cas est révélateur. Elle a passé son Capes d'Histoire et Géographie, s'est intéressée aux Sciences de l'éducation, a passé une thèse, est devenue chargée de cours à l'université, grâce à cette position elle publie des livres et a fini par être un des principaux soutiens aux différentes réformes de Najat Vallaud-Belkacem, sous le mandat de François Hollande. Ces gens-là ne sont nuisibles que lorsque la gauche est au pouvoir parce qu'elle leur donne un poids exagérée dans l'institution. Mais moi, ce qui m'intéresse, c'est le terrain. Or, eux, ne s'y intéressent pas, ils ignorent la situation que je relate et que tous les enseignants constatent, tout comme les causes de cette situation. Le résultat est prévisible : les professeurs se résignent, se découragent.

Quelle est la clé du problème, selon vous ?

Le salut peut venir de plusieurs choses à la fois, il n'y a pas une seule solution miracle. Il y a une frange de l'opinion qui est ce que j'appellerais les "parents réels", qui tranche avec les "parents professionnels" qui eux font de la politique et sont dans le refus systématique. Dans cette première catégorie, il y a ceux qui veulent que leurs enfants réussissent, bien évidemment et qui ont encore du respect pour une profession qui elle-même ne se respecte plus. Il faut se reposer sur cette base pour faire que les professeurs redeviennent des hussards qui n'attendent pas uniquement que le ministre les respecte, les considère. Le respect, on ne le réclame pas. On se respecte soi-même pour redevenir respectable. Il faut reconstruire un corps professoral qui n'a été que trop abîmé. Aujourd'hui, les professeurs rasent les murs, sont sans cesse en train de s'excuser, craignent la pression de la hiérarchie... Ils n'osent pas affirmer ce qu'ils sont ni leur autorité. Les injonctions de la hiérarchie sont malheureusement un frein. Parce que si vous n'avez pas les épaules, aujourd'hui, vous finissez par faire comme tout le monde : donner des notes auxquelles vous ne croyez pas, dire aux élèves qu'ils ont réussi alors qu'ils vont se casser la figure dans le Supérieur... marianne.net 06.01

- M. Blanquer, derrière les résultats des évaluations en CP, il y a des professeurs des écoles débordés et des directeurs épuisés - huffingtonpost.fr 23.01

Je suis professeure des écoles depuis 2012. Je suis cette année dans une nouvelle école, je découvre un peu le fonctionnement d'une grosse école (13 classes, je suis plutôt habituée aux petites écoles) et j'ai l'impression qu'on se sent encore plus abandonnés qu'ailleurs.

C'est une école primaire qui mixe donc maternelle et élémentaire. Une seule directrice pour ces 13 classes, 340 élèves. Elle n'a que 2 jours de décharge, les 2 autres jours, elle a en charge sa classe. 340 élèves, 2 jours pour s'occuper d'eux, de leurs familles, de l'administratif... seule, depuis qu'Emmanuel Macron a supprimé leurs aides administratives.

Une directrice épuisée

340 élèves... c'est le cadre de petits collèges, qui eux bénéficient d'un principal, d'un adjoint, d'un gestionnaire, d'un intendant, de CPE, de surveillants... Bref ma directrice, comme d'autres, occupe le poste qui occupe 5 emplois à temps plein ailleurs, tout en faisant classe.

Jean-Michel Blanquer, suite à la colère des directeurs après le suicide de Christine Renon, directrice accablée de tâches, a promis "avant décembre" des aides aux directeurs. Ils ont eu un questionnaire (encore de la paperasse à remplir) et depuis... rien.

Nous sommes mi-janvier et elle est épuisée. En larmes. Elle règle certains soucis, envoie certains papiers, en oublie beaucoup. Elle est submergée.

Vous avez envie de raconter votre histoire? Un événement de votre vie vous a fait voir les choses différemment? Vous voulez briser un tabou? Vous pouvez envoyer votre témoignage à temoignage@huffingtonpost.fr et consulter tous les témoignages que nous avons publiés.

La culture du statistique et du management

Notre IEN nous presse de faire ceci, cela... en fonction de son tableau de statistiques des évaluations de CP. Une évaluation nationale pourrait être un bon outil pour se repérer dans la progression de ses élèves.

Hélas, la culture du moment c'est la culture du management. Ces statistiques ne sont là que pour servir la politique du ministre Blanquer. Il s'en sert pour justifier la mise en place des CP à 12 en REP tandis que les autres niveaux se retrouvent surchargés, car sa politique se fait à moyens constants. C'est-à-dire qu'il ouvre des classes sans embaucher de professeurs.

Maintenant, il va s'attaquer à la maternelle. Preuve s'il en est des statistiques de notre IEN: les CP échouent aux évaluations de début d'année. Des évaluations qui sont difficiles pour dès début d'années de CP. Mais non, le couperet tombe: ils échouent, donc la maternelle ne fait pas son travail. Manque de temps

Que faisons-nous, en maternelle? Cette année, principalement, je fais la police avec des enfants qui n'ont aucune règle à la maison. Je dois "abandonner" 25 élèves pour m'occuper de deux autres, en petite section, qui sont handicapé pour l'un et porteur d'un trouble psy pour l'autre. Ils ont besoin d'une personne rien que pour eux. Mais n'ont pas d'AESH, le personnel spécialisé.

En maternelle, on découvre les élèves, leurs difficultés, on monte leurs dossiers et ensuite on attend. Longtemps. Avant qu'une AESH leur soit affectée.

Pourquoi on attend? Entre autres parce que l'administration est lente, mais aussi beaucoup car l'EN peine à recruter des AESH, qui sont sous-payées et en contrats précaires alors qu'elles sont indispensables à la scolarité des enfants handicapés. J'ai aussi des élèves en très grandes difficultés: allophones, ou difficultés de langage, troubles de l'attention, d'apprentissages...

Manque de bras

Qui pour nous aider? La psychologue scolaire a un délai d'attente de 3 mois pour pouvoir venir seulement observer un enfant. La maîtresse du RASED est seule pour plusieurs dizaines d'écoles. Elle a noté nos difficultés, mais ne peut intervenir en maternelle, submergée par son travail en élémentaire ça et là mais elle ne peut faire que du saupoudrage.

Pourtant, quand les maîtres du RASED peuvent intervenir dès la moyenne section, quelques séances permettent souvent de faire remonter un enfant et il peut ensuite passer sereinement en élémentaire. Plus on retarde la prise en charge, plus la rééducation sera longue. Ajoutons à cela le désert médical dans lequel nous sommes: près d'un an de délai pour un suivi orthophoniste. De longs mois également pour rencontrer un ophtalmologue. Des soins pourtant indispensables pour entrer dans la scolarité dans de bonnes conditions.

Voilà où nous en sommes. Voilà avec quoi nous nous débattons.

L'auteure de ce témoignage a choisi un pseudonyme en guise de nom d'utilisateur. huffingtonpost.fr 23.01

- L'Allemagne se prépare à l'arrivée d'une pauvreté de masse - Tribune de Genève 22 septembre 2019

Les bas salaires progressent fortement en Allemagne. Plus d'un retraité sur cinq vivra sous le seuil de pauvreté dans 20 ans.

Plus les années passent, plus le nombre de retraités qui vivent dans la précarité progresse. Selon le dernier rapport de l'Institut de conjoncture à Berlin (DIW), plus d'un retraité sur cinq (21,6%) vivra sous le seuil de pauvreté dans vingt ans, contre 16% aujourd'hui.

Ces chiffres sont d'autant plus alarmants qu'ils sont calculés avec l'hypothèse d'une économie évoluant «positivement». «Le fond du problème n'a pas été réglé», constate Johannes Geyer, l'auteur de l'étude. «Les ajustements, comme une meilleure prise en compte du congé maternité ou la retraite à 63 ans à partir de quarante-cinq ans de cotisations, n'apportent rien de significatif sur le fond. Ce ne sont que des réformes cosmétiques», poursuit l'expert du DIW.

«Les retraités glanent aujourd'hui des bouteilles consignées pour arrondir leurs fins de mois. Ils n'ont plus honte», déplore Sabine Werth, directrice de la soupe populaire de Berlin. «Le développement du secteur des bas salaires décidé par le gouvernement social-démocrate de Gerhard Schröder (ndlr: dans les années 2000) a été une catastrophe. Les retraités sont de plus en plus nombreux à venir chez nous», insiste la bénévole.

Selon le DIW, l'Allemagne compte 6,5 millions de contrats en «minijob», qui permettent une dispense partielle des cotisations sociales. Or, 4,5 millions de ces derniers sont considérés comme l'emploi principal des gens concernés, et non pas, comme le voulait l'idée de départ, un job d'appoint. «Tous ces gens seront dans des situations de précarité quand ils arriveront à la retraite», prévient Sabine Werth.

«Les retraités d'aujourd'hui ont également une biographie complètement différente de leurs aînés. Ils n'ont pas accumulé autant de trimestres – ou points – parce que le marché du travail s'est transformé. Ils comptent plus de périodes de rupture (chômage, formation, etc.) et ont moins cotisé», ajoute Johannes Geyer.

La grande coalition d'Angela Merkel, une alliance entre conservateurs (CSU/CDU) et sociaux-démocrates (SPD), a tenté une réforme des retraites pour anticiper cette pauvreté de masse. L'objectif est la stabilisation d'ici à 2045 du niveau des pensions à 46% des revenus nets (contre 48% aujourd'hui) et un financement des déficits par l'impôt (4,5 milliards d'euros à partir de 2030 et 8 milliards en 2040). L'âge légal de la retraite va passer progressivement de 65 à 67 ans. Cette réforme a prévu aussi des cotisations retraites obligatoires pour les travailleurs indépendants.

En 2018, 100 actifs en Allemagne finançaient les retraites de 31 personnes de plus de 67 ans. Avec l'arrivée des «baby-boomers» (pic de natalité de la fin des années 60), ce sera en 2038 pratiquement deux actifs pour un retraité (100 pour 47).

L'introduction en 2015 du salaire minimum (8 euros 50 de l'heure) n'a pas réglé le problème. Les cotisations restent trop faibles. «Il faudrait être payé au moins 14 euros de l'heure. Un tiers de la population active est en dessous de ce barème», remarque Ulrich Schneider, président de l'Union des associations caritatives d'Allemagne.

Pour freiner les effets pervers du système, le gouvernement prépare un projet de loi sur une retraite minimum accordée à ceux qui ont cotisé au moins trente-cinq ans. «Mais elle concernera surtout les classes moyennes. Elle ne permettra pas de lutter contre la pauvreté. Ceux qui n'ont pas cotisé cette durée resteront à l'aide sociale, qui est très faible, comme les chômeurs de longue durée, les travailleurs indépendants, qui n'ont pas d'obligation de cotiser, et les étrangers qui sont arrivés tard dans le pays», poursuit l'expert.

Le phénomène devrait s'amplifier avec l'arrivée à l'âge de la retraite des chômeurs de longue durée est-allemands qui n'ont jamais retrouvé de travail après la réunification. «Aucune catégorie de la population n'est autant concernée par la précarité», estime Ulrich Schneider. «Avec eux, la pauvreté des retraités va exploser dans les vingt prochaines années», ajoute-t-il. C'est également la conclusion du rapport du DIW. Tribune de Genève 22 septembre 2019

LVOG - La jeunesse et les vieux sacrifiés, les deux extrémités de la chaîne de la servitude, les maillons les plus faibles ou les plus vulnérables. C'est tellement cynique, qu'on se demande comment une telle monstrusité peut exister. C'est cela le capitalisme.

- Lanceur d'alerte : le blanchiment d'argent au coeur de l'économie mondialisée ? - entelekheia.fr 20.01.2020

Extrait.

L'Angleterre est le pays le plus corrompu du monde

En 2016, le journaliste italien Roberto Saviano, qui a passé la plus grande partie de sa carrière à enquêter sur la mafia, a déclaré que la Grande-Bretagne était le pays le plus corrompu du monde.

Saviano a dit au public du Festival du livre de Hay-on-Wye : » Si je vous demandais quel est l'endroit le plus corrompu sur Terre, vous me diriez sans doute que c'est l'Afghanistan, ou peut-être la Grèce, le Nigeria, le sud de l'Italie, mais je vous dis que c'est le Royaume-Uni. Pas la bureaucratie, ni la police, ni la politique, ce qui est corrompu, c'est le capital financier. 90% des propriétaires de capitaux à Londres ont leur siège social offshore. »

« Il a raison. La City de Londres est la capitale mondiale du blanchiment d'argent », a confirmé M. Wilson (1) qui a ajouté : « On ne peut pas nettoyer la City de Londres. Si un politicien essayait de démanteler la City de Londres, l'économie mondiale s'effondrerait. L'argent de la drogue est la seule chose qui a permis aux banques de continuer à fonctionner pendant la crise financière de 2008. »

En 2016, la Commission des Affaires Intérieures a déclaré que 100 milliards de livres d'argent illicite étaient blanchis sur le marché immobilier londonien chaque année.

M. Wilson a dit que la banque ayant la plus mauvaise réputation était HSBC qui, selon ses propos, était impliquée dans 18 des 25 principaux scandales de corruption répertoriés par l'ONG de surveillance Transparency International l'année dernière.

Rona Fairhead, ancienne directrice de HSBC, a également été présidente du BBC Trust et est actuellement membre de la Chambre des Lords. Elle a été ministre du gouvernement jusqu'en mai de l'année dernière.

Selon M. Wilson, les institutions politiques et financières sont étroitement interconnectées et on a vu beaucoup d'anciens députés et ministres aller travailler dans la banque, et beaucoup d'anciens banquiers entrer en politique ou occuper des postes influents.

La City of London Corporation a refusé de répondre à nos questions, tout comme la Financial Conduct Authority, que nous avons également contactée.

1- Nicholas Wilson, un lanceur d'alerte dans le domaine des services financiers licencié par le cabinet d'avocats britannique Weightmans après avoir dénoncé des millions de livres sterling de facturation abusive à la clientèle. entelekheia.fr 20.01.2020

Ils osent tout.

- L'Espagne relève le salaire minimum de 5,5% - Reuters 22.01

Le nouveau gouvernement socialiste espagnol a annoncé mercredi une hausse de 5,5% du salaire minimum, à 1.108 euros par mois, avec effet rétroactif au 1er janvier. Reuters 22.01

LVOG - C'est royal !

- Venezuela: sur les terres de Guaido, on lutte contre "le désespoir, la léthargie" - AFP 22.01

- Netanyahu fustige l'Iran, "régime le plus antisémite au monde" - Reuters 23.01

LVOG - Je croyais que c'était Israël...

- Bientôt un encadrement de l'usage des bombes pour épargner les populations? - L'Express.fr 24.01

LVOG - Au phosphore, à l'uranium appauvri ?

- L'UE doit renforcer ses efforts contre la corruption - euronews videos 24.01

LVOG - C'est l'officine de l'oligarchie Transparency International qui a sorti cette connerie...

Dossier climat.

Révélateur.

- Greta Thunberg et François Hollande font le même constat sur Davos - Le HuffPost 24 janvier 2020

Instrumentalisation des variations climatiques naturelles. Le CO2 d'origine anthropique responsable de tous les maux de la planète.

Dans le rôle d'affameur, il n'est pas mal.

- Afrique australe : quand le climat impacte la sécurité alimentaire - lepoint.fr 24 janvier 2020

Dérèglement. Selon un rapport de l'ONU, 45 millions d'individus sont menacés de famine du fait de la succession de cyclones, sécheresses et pluies diluviennes. lepoint.fr 24 janvier 2020

Vous préférez peut-être la version avec araignées mortelles ?

- Australie: après les feux, les inondations et la grêle, place aux araignées mortelles? - BFMTV 22 janvier 2020

BFMTV - Il y a d'abord eu les incendies, qui ont rongé l'Australie pendant de longs mois (...) et brûlant une surface de terres équivalant à la superficie du Portugal. BFMTV 22 janvier 2020

Superficie du Portugal = 92.212 km²

Superficie de l'Australie = 7.692 millions km²

Rectificatif. Une erreur s'était glissée dans la causerie du 17 janvier 2020 sur le même sujet, j'avais écrit 0,0015% au lieu de 1,5%, je l'ai corrigée.

Sinon en magasin ils ont aussi la version avec crickets !

- Les criquets, dernière plaie d'une Afrique de l'Est accablée par des variations climatiques extrêmes - AFP 24 janvier 2020

Des essaims de criquets d'une ampleur historique, totalisant plusieurs milliards d'insectes, dévastent depuis plusieurs semaines de larges zones d'Afrique de l'Est, à la suite de variations climatiques extrêmes qui pourraient s'avérer catastrophiques pour une région déjà frappée par une sécheresse et des inondations. AFP 24 janvier 2020

Ce n'est pas un phénomène nouveau, mais la propagande s'en tape !

- L'Ethiopie et la Somalie n'avaient pas vu d'essaims de criquets pèlerins d'une telle ampleur depuis 25 ans, et le Kenya n'avait pas eu à affronter de menace acridienne d'une telle force depuis 70 ans, selon la FAO. AFP 24 janvier 2020

A la louche, "depuis des années, voire des décennies", pourquoi pas depuis des siècles ou des millénaires !

- Ces conditions extrêmes sont mises sur le compte du "dipôle océan Indien", un phénomène climatique créé par la différence de température à la surface de la mer entre les zones est et ouest de l'océan Indien.

Les scientifiques disent n'avoir pas observé un dipôle d'une telle intensité depuis des années, voire des décennies. AFP 24 janvier 2020

Il ne manquait plus que les prédicateurs de l'apocalypse.

- "Ce nouveau désastre présage mal de l'année 2020. Le climat imprévisible en 2019 et dans la décennie précédente a déjà gravement érodé la capacité des familles à récupérer de la crise", s'inquiète Ian Vale, directeur régional pour l'Afrique de l'Est et du Sud de l'organisation Save the Children.

Dites-moi, quelles sont vos véritables intentions ?

- Documents déclassifiés sur la propagande britannique avant 1977 - Réseau Voltaire 25 janvier 2020

Des documents officiels déclassifiés par les Archives nationales britanniques, début 2020, attestent que le gouvernement de Sa Majesté subventionnait secrètement l'agence Reuters et la BBC, de 1945 à 1977, afin de diffuser des Fake News contre l'URSS et les sympathisants communistes.

Durant la Guerre froide, le Foreign Office avait créé un service, l'Information Research Department (IRD), chargé d'identifier et de discréditer les sympathisants de l'URSS. Il créa notamment la Globe News Agency, la Near and Far East News Ltd (NAFEN) à Istanbul et Delhi, la Star News Agency à Karachi et l'Arab News Agency au Caire puis à partir de 1956 à Beyrouth. De nombreuses personnalités participèrent activement à ce programme d'intoxication dont George Orwell, Arthur Koestler, A.J.P. Taylor et Bertrand Russell.

L'IRD influença également l'opinion publique britannique, notamment en faveur de l'adhésion du Royaume-Uni au sein de la Communauté économique européenne (actuelle Union européenne), via l'European League for Economic Cooperation (ELEC) (équivalent britannique de l'American Committee on United Europe) [1].

L'IRD fut dissoute en 1977 par Lord David Owen pour mettre fin aux opérations contre l'aile gauche du Parti travailliste.

Tous ces faits et bien d'autres encore sont connus depuis longtemps [2], mais ces documents sont des preuves irréfutables. Ils montrent que durant une trentaine d'années, le MI6 (et son équivalent US, la CIA) ont dominé les flux d'information dans l'ensemble du monde occidental et du Tiers-monde, ainsi que Sean McBride l'a dénoncé, en 1973, à l'Unesco.

Ces documents doivent être liés aux révélations de la Commission Chilcot sur la manipulation de l'opinion publique lors de la guerre contre l'Iraq (2003) et à nos révélations sur l'actuel dispositif du Foreign Office : Innovative Communications & Strategies (InCoStrat). Cette agence, basée à Istanbul, a inventé une fausse narration de la guerre de Syrie depuis 2014 jusqu'à nos jours. Elle est parvenue à l'imposer dans l'ensemble de la presse internationale.

L'agence de presse Reuters a été rachetée par Thomson Financial en 2008. Elle semble ne plus avoir de dépendance avec le MI6, mais avec la CIA : elle dispose d'un accès permanent à la salle de commandement du Pentagone et peut donc délivrer des Fakes News autant que de besoin, en temps réel.

Ces faits nous enseignent qu'il est stupide de penser que seuls des régimes autoritaires tentent d'intoxiquer leur propre population. Les démocraties agissent de même.

Lire les articles de Thierry Meyssan sur ce sujet :

- « Pour Londres, la propagande est un art », 23 août 2016.
- « Les techniques de la propagande militaire moderne », 16 mai 2016.
- « Propagande et Post-vérité », 5 novembre 2019.

[1] « Histoire secrète de l'Union européenne », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 28 juin 2004.

[2] IRD. Origins and Establishment of the Foreign Office Information Research Department, 1946-48, Historians LRD, History Notes #9, August 1995. Britain's secret propaganda war, Paul Lashmar et James Oliver, Sutton Publishing, 1998.

L'interprétation policière ou romanesque de l'histoire de la lutte des classes peut déboucher parfois sur des conclusions scabreuses ou douteuses.

Le fondateur du Réseau Voltaire est issu des Radicaux de gauche et son associé du PCF.

On nous dit que le gouvernement britannique aurait diffusé des fausses informations via l'agence Reuters et la BBC de 1945 à 1977, dont "*l'URSS et les sympathisants communistes*" auraient été les cibles, sans faire la distinction entre le stalinisme et le communisme, alors qu'elle existait dans la réalité depuis le milieu des années 20, ce qui relève de l'amalgame de manière insidieuse. Dans ces conditions, on ne voit pas pourquoi les autorités britanniques n'auraient pas été portées à agir de même envers d'autres cibles ou certaines personnalités, dont G. Orwell, soit à leur avantage ou l'inverse pour leur nuire, les discréditer ou semer le doute sur leur probité ou leurs réelles intentions.

Georges Orwell n'avait rien à voir avec le trotskysme, qui constitua le courant politique qui incarnait la continuité du léninisme et le combat contre le stalinisme. Comme il existera des anarchistes individualistes, Orwell présenté comme un socialiste démocratique sera davantage un socialiste individualiste, et à ce titre il rompra avec la tradition du mouvement ouvrier et avec son idéologie, le marxisme ou le socialisme. Tout comme les trotskystes, il sera traîné dans la boue et traité de fasciste par

les staliniens. L'amalgame avec le trotskysme provient sans doute du fait que certains trotskystes s'allieront à la social-démocratie contre le stalinisme.

Les staliniens n'ont jamais digéré que 1984 devait servir la propagande de la CIA, comme d'ailleurs toute critique ou toute révélation sur Staline ou le régime stalinien provenant de n'importe quelle source, ou tout combat contre le stalinisme quels qu'en soient les acteurs. Qu'Orwell ait pris la précaution de préciser dans une lettre à destination du peuple américain, que 1984 visait le totalitarisme et non le communisme (Look, this is not so much anti-communist as anti-totalitarian), rien n'y fit pour ses détracteurs particulièrement mal intentionnés à son égard.

L'accusation portée contre Orwell concernerait la divulgation aux autorités britanniques d'une liste de 38 personnalités qui auraient été des agents ou des espions pour le compte de l'URSS dirigée par Staline. Staline et sa clique avaient livré à Hitler, Pétain, Mussolini et Franco notamment des centaines de trotskystes ou anarchistes qui ont été torturés et assassinés ou qui ont disparu, quand ses sbires ne s'en étaient pas chargés eux-mêmes, donc cela ne nous choque nullement. Staline fut le plus grand fossoyeur et assassin de la révolution russe, du parti bolchevik, de l'Internationale communiste, du mouvement ouvrier international jusqu'à nos jours, alors peu importe le sort réservé à ses agents dans le monde, personnellement cela nous laisse totalement indifférent.

Mieux, Orwell a transmis ces noms à Celia Kirwan, ce qui ne présentait rien d'extraordinaire, puisque plus qu'une simple amie, il lui avait adressé une demande en mariage trois ans plus tôt. Dans ces conditions on peut concevoir qu'ils étaient portés à se faire des confidences, y compris quand bien même cette femme travaillait pour l'IRD (Information Research Department) dépendant du Foreign Office, IRD créé non pas par les conservateurs, mais par le ministre des Affaires étrangères du Labour party, Ernest Bevin, le parti social-démocrate britannique, la bête noire des staliniens ou son allié selon le cas. Quand vous êtes aussi proche d'une personne, vous pouvez parler librement ou en toute confiance. Certains ont affirmé qu'Orwell aurait pu rendre service à sa grande amie dans le cadre de son travail, en lui conseillant simplement d'éviter la fréquentation de certaines personnes compromettantes. Cette démarche n'aurait rien eu non plus de surprenant ou n'aurait pas été contradictoire avec les idées d'Orwell, qui voyait dans le stalinisme une autre forme de totalitarisme et un ennemi du socialisme. Il faut souligner aussi qu'il n'a jamais cité ces noms publiquement, mieux encore, ils n'ont même pas été transmis au MI5 ou au MI6, et ces personnalités n'ont fait l'objet d'aucune censure, leurs vies ou leurs carrières n'en ont pas été brisées pour autant, contrairement à ce qui se passa sous le maccarthysme aux Etats-Unis. Il y a donc tout lieu de relativiser cette histoire montée en épingle par la réaction stalinienne.

Une fois qu'on a eu connaissance de tous ces faits, et qu'on a à l'esprit que c'est le Foreign Office qui est à l'origine de cette affaire (2003) destinée à détourner les opposants au capitalisme de l'oeuvre d'Orwell, on se demande si une fois l'URSS disparue et deux ans passés après le 11 septembre 2001, 1984 ne s'appliquait dorénavant comme un gant au néolibéralisme ou au nouvel ordre mondial totalitaire qui était en train de se mettre en place, tant cette fiction semblait avoir été rédigée spécialement pour lui, ce qui évidemment pouvait être très gênant pour la ploutocratie qui dominait le monde.

The New York Times lui consacrera un article truffé d'erreurs le 4 septembre 2007 : MI5 spy agency to release secret file on George Orwell. Subrepticement le NYT insistera sur le fait qu'Orwell n'avait pas été inquiété par le MI5 pour mieux le faire passer pour un traître au socialisme, servant ainsi à la fois les intérêts des staliniens et des tenants du nouvel ordre mondial néolibéral totalitaire qui demeurent des alliés objectifs dans la lutte contre le socialisme.

The Independent publiera un article (date ?) : Was George Orwell secretly a reactionary snitch? How the author became an internet meme and target of the hard left. C'est dans cet article que j'ai puisé certains faits rapportés plus haut.

En voici quelques extraits traduits par Google.

https://www.independent.co.uk

«C'était à un moment où l'Union soviétique engloutissait ce qui était auparavant des États indépendants d'Europe orientale», explique Taylor (Biographe d'Orwell - LVOG). «L'IRD produisait des expositions motivées, des brochures, expliquant aux gens sur le terrain en Europe de l'Est pourquoi ils devraient résister à ce genre de choses.

"Mais beaucoup de Britanniques étaient encore séduits par l'idée de notre allié" bon vieil oncle Joe Staline ", alors qu'en fait le mec était un psychopathe assassinant en masse. Et vous aviez également affaire à des idéologues vraiment purs et durs.

«L'idée d'Orwell était donc que si vous voulez que quelqu'un écrive ce genre de brochures, ils devaient être de vrais démocrates.

«C'était un socialiste démocratique qui voulait que les socialistes démocrates, pas les ailiers de droite, écrivent cette propagande. Mais il voulait qu'ils soient des gens qui avaient vu à travers l'illusion soviétique, pas des comparses secrets pour la Russie de Staline. "

Et donc la colère de Taylor - telle qu'elle est - est réservée, non pas à Orwell, mais à ceux comme feu le député travailliste Gerald Kaufman, qui a salué la révélation de la liste avec la remarque «pathétique»: «Orwell était aussi un grand frère» .

«Ce n'était pas Orwell qui ne dénonçait personne», dit Taylor. "Il n'écrivait pas d'articles publics dans la presse disant" ces gens sont mauvais ".

«C'était lui qui donnait des conseils privés à une amie [Celia Kirwan] qui travaillait pour l'IRD et voulait savoir qui éviter en demandant aux gens d'écrire pour son département.»

Il faut peut-être noter que Celia Kirwan était un peu plus qu'une simple amie. Trois ans plus tôt, Orwell lui avait en fait proposé un mariage dans la tourmente émotionnelle qui avait suivi la mort de sa première femme Eileen.

Kirwan a repoussé ses avances, mais certains ont suggéré qu'Orwell, conscient de sa santé défaillante, aurait pu chercher le réconfort d'une belle femme quand, le 6 avril 1949, il a écrit en proposant de nommer ceux à qui «on ne devait pas faire confiance en tant que propagandistes».

Lorsqu'il a envoyé sa liste à Celia Kirwan en 1949, Orwell ne savait peut-être pas que c'était la direction de l'IRD...

Il savait certainement que la liste n'était pas réservée aux seuls yeux de Kirwan. Comme l'a noté Timothy Garton Ash, l'historien qui a persuadé le ministère des Affaires étrangères de révéler le document en 2003, Orwell a envoyé sa liste à Kirwan avec une référence à "vos amis" qui le liraient.

Et comme Garton Ash l'a également noté, l'IRD ne s'est pas limité à un pamphleterering relativement inoffensif.

Dans l'article de la New York Review of Books qui constituait la première analyse détaillée du contenu de la liste, Garton Ash écrivait: «À la fin des années 1950, l'IRD avait la réputation d'être« le département des sales coups »du ministère des Affaires étrangères, se livrant à l'assassinat de personnages, de faux télégrammes, mettant de la poudre de démangeaisons sur les sièges des toilettes et autres farces de la guerre froide ».

Lorsqu'il a envoyé sa liste à Celia Kirwan en 1949, Orwell ne savait peut-être pas que c'était la direction de l'IRD, mais de toutes les personnes, l'auteur de 1984, qui envisageait le ministère de la Vérité, aurait sûrement dû être conscient de la possibilité .

Cela dit, comme l'écrivait également Garton Ash, peu de choses semblaient être arrivées aux gens sur la liste d'Orwell (à part manquer le concert de rédaction de brochures de l'IRD). Il semble que leurs noms n'aient même pas été transmis au MI5 ou au MI6.

En Amérique, les acteurs hollywoodiens mis sur liste noire pendant l'ère McCarthy ont vu leur carrière et leur vie ruinées.
En Angleterre, Michael Redgrave est apparu sur la liste d'Orwell en 1949 et a joué dans l'adaptation cinématographique du roman d'Orwell 1984 sept ans plus tard.

Peter Smollett, nommé par Orwell comme probablement un agent russe, a obtenu un OBE.

En d'autres termes, ce qui est arrivé à ceux sur la liste d'Orwell ne semble avoir eu aucune comparaison avec le sort des victimes fictives de Big Brother ou des vrais millions de personnes décédées dans les purges et la répression ordonnées par Staline.

La parole d'un stalinien assumé permettra aux lecteurs de se faire une idée encore plus précise.

- George Orwell, surtout pas une référence. Un auteur anticommuniste et rien de plus. - reveilcommuniste.fr 26 Août 2019

Ce blog s'adresse aux communistes militants ou sympathisants, membres du PCF ou non, en France ou dans le monde.

Réveil Communiste est animé par Gilles Questiaux (GQ), né en 1958, professeur d'histoire, membre du PCF et du SNES.

Extrait. Alors qu'il s'agit d'un romancier anticommuniste banal de la Guerre Froide (voir ses célèbres romans 1984 et la Ferme des Animaux, publiés en 1948) dont la promotion scolaire mondiale s'explique uniquement par son message politique sans ambiguïté.

Orwell aurait-il été à en croire certains un critique du stalinisme, et non du communisme proprement dit? Le stalinisme est un concept développé par des auteurs hostiles au communisme, qui décrit ses aspects négatifs apparus en contexte d'agression contre-révolutionnaire, comme si ce contexte n'existait pas, et qui se fonde sur des bilans et des témoignages exagérés ou fallacieux.

Le rôle d'intellectuels de gauche comme Orwell a été crucial pour créer le consensus autour de ce qui n'était au départ qu'un

mauvais discours de propagande.

On voudrait bien qu'il ait existé un communisme "gentil" qui n'aurait jamais endossé la responsabilité d'aucun abus, mais il n'a pas eu lieu. Les staliniens avec leurs défauts et leurs limites ont réellement combattu le capitalisme, et la plupart des autres qui se gargarisent de révolution n'ont rien fait du tout, à part, comme Orwell, combattre ... le stalinisme.

La critique des "staliniens" est une chose facile, il suffit de reproduire tous les clichés idéologiques scolaires et médiatiques dont on a été abreuvé depuis l'enfance. Il n'empêche que pour l'essentiel ce sont ceux que l'on qualifie ainsi aujourd'hui avec mépris qui ont réellement agis.

LVOG - Nous n'avons jamais confondu les militants du PC qui pensaient sincèrement combattre pour le communisme, et ses dirigeants qui étaient de fieffés contre-révolutionnaires de la pire espèce. Ces derniers mis en cause par Orwell, ne pouvaient pas réagir autrement que par la calomnie pour tenter de sauver les apparences, voilà tout.

Au-delà, on pourrait s'interroger sur ce qu'aurait pu être une alliance sino-soviétique si ni Mao et ni Staline n'avaient dirigé la Chine et l'URSS en 1949. La Chine aurait pu devenir l'usine du socialisme au lieu de s'allier à l'impérialisme américain, l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est auraient pu lui en fournir les moyens scientifiques et technologiques, ensemble ils auraient pu constituer les piliers de la République socialiste mondiale à laquelle se seraient ralliés tous les peuples. Au lieu de cela, voyez où nous en sommes rendus. C'est à cela aussi qu'il faut juger le degré absolument inouï de la criminalité du stalinisme, version russe et chinoise.

Chacun aura compris que lorsqu'on fait l'impasse sur l'engagement politique d'Orwell, et les liens qu'il avait avec la femme à laquelle il vouait une profonde affection, on fausse complètement la réalité pour lui donner un autre sens et pouvoir l'exploiter au titre de la propagande.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29										

Le 3 février 2020

CAUSERIE ET INFOS

Brexit, coronavirus, élections municipales, changement climatique, Greta Thunberg, Mila, harcèlement sexuel, procès en destitution de Trump, etc. jusqu'à la nausée ! Je vous plains de devoir subir cet harcèlement du matin au soir.

Le temps de cerveau qui reste est quasiment nul, et cela se voit ! L'actualité est devenue pathogène, un virus virulent si on n'y prend pas garde, qui peut coloniser le cerveau et l'asphyxier littéralement. Certes, le procédé est moins violent qu'une corde, une lame, une balle ou un missile, mais le résultat est pire encore, puisqu'il conduit à une paralysie des facultés cérébrales entraînant des réactions irrationnelles, incontrôlées, aveugles ou nuisibles pour nous-même ou nos semblables. Epargnons-nous ce médiocre et triste destin, recentrons-nous sur notre sujet, notre cause.

Je ne rédigerai pas de causerie à partir des infos des derniers jours. Et il se peut que je m'en abstienne dans l'avenir.

- 11 pages au format pdf

Premier sujet.

Je mets en ligne un document qui devrait intéresser ceux pour lesquels le combat contre la classe dominante sur le plan idéologique fait partie des tâches, au même titre que la pratique et l'organisation. Il peut servir à la formation des militants et des travailleurs pour acquérir les bases du marxisme ou du matérialisme dialectique, sans lesquelles il est impossible de lutter efficacement contre la propagande officielle. Ce document s'adresse essentiellement aux jeunes militants et aux travailleurs.

- Principes élémentaires de la philosophie matérialiste par Georges Politzer - 1936

J'ignorais tout ou presque sur Georges Politzer, hormis ce que j'ai lu dans la préface de ce document didactique, qui présente l'avantage de mettre la philosophie à la portée de tous. Plus largement, il constitue une introduction à l'idéologie de la classe ouvrière, le socialisme, un instrument sans lequel il est impossible d'interpréter le développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours, au-delà, l'ensemble du processus historique inconscient dont la situation actuelle avec toutes ses contradictions est le produit, afin de pouvoir définir les moyens et les conditions politiques qui permettraient de l'orienter dans une direction qui s'inscrirait dans la perspective de l'abolition du capitalisme et du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Certes, Georges Politzer était un stalinien, mais apparemment c'était avant tout un professeur de philosophie de grand talent, qui

plus est, il refusera de collaborer avec le régime de Vichy et les nazis au nom de son idéal, le socialisme, il sera fusillé en 1942.

Evidemment son engagement politique et son parcours personnel sembleront contradictoires, alors qu'en réalité ils n'étaient que paradoxaux, comme beaucoup de choses inattendues qui peuvent se produire au cours d'une vie et qu'on ne maîtrise pas, ce qui demeurera hors de portée des esprits les plus étroits, bornés, sectaires, qui eux ne laisseront aucune trace de leur passage sur Terre.

Nous rendons bien hommage aux penseurs ou philosophes qui ont consacré leur existence à l'élévation de la condition humaine et au développement de la civilisation humaine depuis l'Antiquité, sans tenir compte des faiblesses ou des travers, du fardeau ou des lacunes que devait leur léguer leur époque, et qui forcément influenceraient leur comportement, personnages qu'on évitera de juger sans tenir compte du contexte dans lequel ils ont vécu ou à partir de nos propres critères des décennies, des siècles ou plus encore plus tard, cela vaut également pour tous les artistes ou tous les scientifiques, et au-delà tous les hommes en général.

Mais pourquoi ne vous montrez-vous pas aussi bienveillant envers vos contemporains, particulièrement envers ceux qui vous sont le plus proche, direz-vous peut-être ? Pourquoi polémiquez-vous sans cesse avec eux ? N'y aurait-il pas là un comportement incohérent de votre part ? Je vais répondre brièvement à ces critiques.

En fait il n'y a aucune incohérence dans ma démarche, à commencer parce que dans une très large mesure nos contemporains qui prétendent lutter pour le socialisme ou qui souhaiteraient vivre dans une société meilleure ont accès au même titre que vous et moi aux mêmes informations pour peu qu'ils se donnent la peine d'en prendre connaissance tout simplement, il suffit juste de savoir lire ou d'ouvrir ses yeux et ses oreilles.

Ensuite, quand bien même ces informations ne seraient pas disponibles directement, sans avoir à fournir un effort surhumain ou y consacrer beaucoup de temps, ils disposent de multiples et puissants moyens pour y accéder rapidement, dont Internet. Au bout de tant d'années, on peut se demander quel usage ils en font.

De plus, ils ne sont pas sans constater que chaque évènement ou sujet d'actualité fait systématiquement l'objet de polémiques, où chacun des protagonistes exposent publiquement des arguments que chacun peut examiner tranquillement pour ensuite en évaluer la qualité et retenir ceux qui leur semblent les plus plausibles. C'est ainsi que le plus souvent ou systématiquement, sans même avoir à se creuser la tête pour se poser des questions ou émettre des hypothèses, ces polémiques permettent de déterminer la nature, les tenants et les aboutissants de chaque argument avancé, et les méthodes employées pour les défendre, loyales ou déloyales et malhonnêtes fournissent une indication précieuse sur les intentions de chacun de leurs auteurs, les uns s'en tenant strictement aux faits, tandis que les autres préfèrent les ignorer tout ou en partie, préférant se réfugier dans des considérations d'ordre subjective ou spéculative qui devraient se substituer à la réalité, bref, de telle sorte qu'il est facile de s'y retrouver et de tirer le meilleur parti de cette opportunité qui aide à comprendre dans quel monde nous vivons. S'ils renvoient dos à dos les différents protagonistes ou s'avèrent dans l'impossibilité de trancher entre les différentes versions qu'on leur présente, c'est que manifestement leur problème se situe ailleurs.

Qui plus est, la quasi totalité de la population a été scolarisée et a acquis en principe un minimum de connaissances et d'instruments logiques pour aborder les questions qui lui sont soumises, et déterminer quelles sont les réponses les plus appropriées ou celles qui correspondent à ses besoins. Or, on peut observer qu'elle s'en sert plutôt pour adopter des solutions qui vont à l'encontre de ses intérêts.

Autrement dit, on n'a jamais disposé d'autant de supports pour être informé de la situation et acquérir des connaissances, mais ils ne servent à rien ou ils ne sont pas employés à bon escient. La question est de savoir pourquoi.

Je parle de moi, je pars aussi du principe, que si un individu issu d'une couche du milieu ouvrier parmi les plus défavorisés ou pauvres, réactionnaire, aussi profondément arriéré, d'une stupidité incroyable parvenu à l'âge de 19 ans, est parvenu par la suite par ses propres moyens à s'élever au-dessus de sa condition, c'est que dans des conditions comparables ou meilleures il est possible à chacun d'en faire autant pour peu qu'on s'en donne la peine. Une multitude de fois au cours des 45 dernières années je me suis demandé pourquoi moi et pas toi, toi ou toi, j'avoue ignorer pourquoi je suis parvenu à progresser, bien que je connaisse cette histoire par coeur puisque c'est la mienne ! Bon, vous me direz qu'il y a pire comme malédiction, c'est certain, d'ailleurs cela me fait bien marrer, comme quoi il n'y a pas de quoi en faire une dépression. J'ai dû passer à côté de quelque chose, il y a un truc qui forcément m'échappe et je ne parviens pas à mettre la main dessus. On ne va pas commencer à philosopher là-dessus, sinon on ne s'en sortira jamais, je me connais !

Nous nous moquons éperdument à l'avance des critiques que pourraient provoquer notre démarche, surtout à notre époque où chacun se croit permis de se glisser dans la peau d'un procureur pour juger aveuglément ou injustement tout un chacun sans avoir de compte à rendre à personne, ou dans le pire des cas pour nuire uniquement à des personnes que le plus souvent ils ne connaissent même pas, quand ils n'agissent pas ainsi anonymement (sur Internet) pour ajouter un aspect grotesque à ce procédé scélérat qui nous répugne au plus haut point.

Si nous nous justifions, c'est uniquement parce que personne ne comprendrait qu'on ne le fasse pas, tout en ayant conscience

de donner un bâton à nos adversaires ou à nos ennemis pour mieux nous battre, ce qui n'empêchera personne d'acquérir des connaissances en suivant le cours de monsieur Politzer, ce qui vaut bien tous les coups de bâtons. Rassurez-vous, vous ne deviendrez pas stalinien pour autant, j'en veux pour preuve que parmi tous ceux qui ont lu les oeuvres des marxistes, rares sont ceux qui sont devenus marxistes par la suite...

Moi je vis en Inde où l'existence quotidienne est beaucoup plus dure qu'en France, alors je ne tiens pas compte des considérations d'ordre individualiste, sectaire ou dogmatique pour évaluer le niveau de conscience de nos contemporains en général. Nous ne voyons pas pourquoi nous devrions tourner autour du pot et ne pas dire les choses telles qu'elles sont véritablement ou telles qu'on les perçoit, quitte à décevoir ceux qui préfèreraient qu'on leur serve un discours consensuel ou démagogique, quand on voit où il nous a mené, trop peu pour nous !

A ceux qui lancent des appels à la grève générale pour le retrait du projet de retraite à points Macron-BlackRock, j'ai envie de leur répondre qu'en quelque sorte une mobilisation de la même importance ou portée aurait pu se produire quand l'ensemble des syndicats et des partis ouvriers ou dits de gauche ont appelé à manifester le samedi 11 janvier. Or, il se trouve que l'immense majorité des travailleurs et jeunes n'ont pas saisi cette occasion pour défendre leur droit à la retraite, et on peut avancer sans risque que s'ils avaient été 10 ou 15 millions dans la rue, cela aurait marqué un tournant politique dans la situation, et rien ne dit que le lundi suivant ils auraient repris le travail comme si rien ne s'était passé...

Donc, qu'on ne vienne pas nous raconter qu'on serait à côté de la plaque. Dès lors vous pouviez vous dire que c'était foutu, en réalité cela l'était dès le départ ou même avant, à condition de tenir compte de leur état d'esprit. Au bout de 30 ou 35 ans de régression sociale ininterrompue, c'est pitoyable de refuser d'admettre qu'un ou plusieurs autres facteurs servent de repoussoir à la mobilisation des masses, que l'absence d'unité ou les conséquences du stalinisme et la putréfaction de la social-démocratie. Ceux qui en sont encore là en 2020, ont un demi-siècle ou plus de retard sur la situation.

Dans la causerie du 29 mai 2018 j'avais mis à nouveau les choses au point, en précisant "*qu'on en avait pour au moins un demi-siècle de réaction sur toute la ligne*" en me basant notamment sur l'expérience américaine. J'estimais que nous étions "*très mal barré*", et je ne voyais pas comment il aurait pu en être autrement, car il n'y aurait jamais de mobilisations suffisamment importantes pour menacer le régime en place ou même le contraindre à annuler des mesures politiques, entendez des mesures qui concerneraient l'ensemble des travailleurs, comme celle par exemple sur les retraites. Les uns et les autres ont voulu faire croire le contraire, c'était malhonnête ou pur fantasme d'aventurier.

Les longs épisodes de la Loi travail El Khomri-Macron et des gilets jaunes auraient dû servir d'avertissement pour ouvrir les yeux de ceux qui croyaient que tout était possible dans n'importe quelle circonstance, en vain. C'est cette obstination à croire au miracle en guise de théorie, qui brise littéralement toute tentative de refonder une avant-garde du mouvement ouvrier.

Pour autant nous ne renonçons pas à notre objectif politique ou à notre idéal, l'intégralité de notre démarche s'inscrit dans cette unique perspective, à ceci près qu'à aucun niveau nous n'entretenons des illusions sur les différents facteurs qui composent la situation ou sur la lutte de classe du passé. Je conçois parfaitement que parmi ceux qui mènent un combat politique certains partagent notre objectif politique ou notre idéal, je dis seulement que la manière dont ils s'y prennent en niant ou manipulant tout un pan de la réalité, ne permettra jamais de l'atteindre ni même d'avancer dans cette voie. Au lieu de subordonner la tactique à la stratégie, on s'évertue à faire exactement le contraire qui produira toujours l'effet inverse de celui recherché, non pas d'empêcher le gouvernement d'adopter des mesures antisociales ou liberticides puisque nous n'en avons pas les moyens, mais uniquement tisser des liens avec les travailleurs les plus conscients parmi toutes les couches exploitées afin de construire le parti qui nous fait si cruellement défaut.

Second sujet.

Avez-vous observé que ceux qui vouaient un culte au droit ou aux institutions internationales, sont les mêmes qui vouent un culte au capitalisme et à ses institutions nationales, au détriment des droits de la classe ouvrière et de la lutte des classes ?

- Changer de régimes politiques ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 28 janvier 2020

Les paragraphes précédés d'un tiret correspondent aux passages de l'article du Réseau Voltaire.

Introduction.

- Dans 48 pays simultanément, de très importantes manifestations mettent en cause le régime politique de l'État. La suprématie du modèle démocratique, acceptée par presque tous à la fin du XXème siècle est aujourd'hui remise en cause. Pour Thierry Meyssan, aucun système constitutionnel ne permettra de résoudre les problèmes actuels qui sont d'abord la conséquence de valeurs et de comportements.

LVOG - Changer de régime économique, vaut mieux ne pas y penser, tel était le message.

"*acceptée par presque tous à la fin du XXème siècle*", de qui s'agissait-il, sinon ceux qui détenaient le pouvoir ou leurs représentants parfois déjà affublés de fausses barbes, ce qui signifie que monsieur Meyssan ignore délibérément les aspirations de l'immense majorité de la population, considérant sans doute qu'elle ne serait pas apte à gouverner, car seuls des représentants désignés du capitalisme ou reconnus par leurs pairs parmi les classes moyennes auraient la capacité ou seraient dignes d'incarner la démocratie.

C'est une constante chez lui de reléguer au second rang la lutte des classes, on en verra d'autres exemples plus loin, et particulièrement de dénier aux masses exploitées la capacité et la légitimité d'accomplir la tâche historique d'émanciper l'humanité du capitalisme et du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est quelque chose qu'il ne peut pas concevoir, les représentants du capitalisme, le capitalisme et ses institutions seraient les garants du destin de la civilisation humaine pour l'éternité, amen.

"*la conséquence de valeurs et de comportements*", pour un peu il voudrait détourner notre attention de l'essentiel pour nous entraîner sur le terrain identitaire. Non, "*les problèmes actuels*" sont le produit du développement de la crise du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant. En reportant sur des valeurs ou des comportements les causes de la situation nauséabonde actuelle, non seulement ils épargnent le capitalisme qui en est à l'origine, mais ils en reportent la responsabilité sur l'ensemble de la population qui ne dispose d'aucun pouvoir ou qui ne sait pas utiliser le seul qu'elle détient : s'organiser et se soulever pour renverser l'ordre établi, objectif naturellement étranger au Réseau Voltaire ou qu'il ne partage pas.

Voyez-vous, de nos jours, et cela ne date pas d'hier, les démocrates d'opérettes ne disposent plus d'aucune marge de manoeuvre pour camoufler leurs véritables intentions ou l'inanité de leur discours apparaît au grand jour. On comprendra plus loin pourquoi.

- Sur plusieurs continents, 48 peuples se soulèvent actuellement contre leurs gouvernements. Un mouvement d'une telle ampleur n'a jamais été observé à l'échelle planétaire. Après la période de globalisation financière, nous assistons à une contestation des systèmes politiques et imaginons l'émergence de nouvelles formes de gouvernement.

LVOG - Vous aurez remarqué qu'il a visé "*des systèmes politiques*" pour en appeler à de "*nouvelles formes de gouvernement*", en prenant bien soin d'épargner le système économique qui est à l'origine de tous les "systèmes politiques", car finalement rien ne doit changer fondamentalement à l'ordre établi.

- Les XIXème et XXème siècles ont vu à la fois le triomphe du recours aux élections et l'élargissement des corps électoraux (les hommes libres, les pauvres, les femmes, les minorités ethniques etc.).

LVOG - "*le triomphe du recours aux élections*", cela s'appelle le parlementarisme bourgeois ou capitaliste teinté de démocratie pour mieux tromper les exploités et les maintenir en servitude.

- Le développement de classes moyennes a accordé du temps à un plus grand nombre pour s'intéresser à la politique. Il a favorisé les débats et a contribué à adoucir les moeurs sociales.

LVOG - "*favorisé les débats et a contribué à adoucir les moeurs sociales*", des discours à valeur démagogique ou anesthésiante, tandis que le combat et la mobilisation de générations d'ouvriers et de paysans depuis le premier quart du XIXe siècle pour améliorer leur condition ou obtenir des progrès sociaux ("*adoucir les moeurs sociales*") passe allègrement à la trappe. La tournure que prend le développement du capitalisme est un sujet tabou chez ses partisans, ce qui les rend fébriles ou les conduit inexorablement à tenir des propos incohérents, surtout quand la crise qui le mine atteint son paroxysme ou est devenue un état permanent.

- Les moyens de communication naissants ont donné la possibilité de participer à la vie publique à ceux qui le voulaient. Ce n'est pas pour répondre à des luttes sociales que l'on élit des présidents, c'est parce qu'on peut le faire aujourd'hui. Auparavant, on privilégiait les successions automatiques, généralement héréditaires, mais par toujours. Il était en effet impossible à tous d'être informés de la chose publique et de transmettre rapidement son avis.

LVOG - Rappelons qu'à l'époque des "*moyens de communication naissants*", dans un pays à majorité agricole, la quasi totalité des paysans étaient illettrés, et parmi le prolétariat naissant bien peu savaient lire ou était capables de décrypter des articles de presse.

"*à ceux qui le voulaient*", comme s'il suffisait de le vouloir pour le pouvoir, et encore cela ne servirait à rien puisque vous n'aurez aucun pouvoir de décision, sauf si vous vous en tenez à l'idéologie officielle, là vous serez comblé et pour un peu vous ferez carrière dans une mairie ou un ministère.

"*Ce n'est pas pour répondre à des luttes sociales*", tiens donc, quand il se souvient qu'elles existent c'est justement pour ne leur dénier aucun rôle politique, quel acharnement ! Tout comme le bonapartisme et le parlementarisme qui ont pour objectif de

les étouffer.

Quant à la transmission du pouvoir, elle est demeurée héréditaire quoiqu'on en dise, puisqu'elle intervient exclusivement au sein des représentants d'une seule classe sociale, même quand à l'origine ils proviennent de différentes classes.

"*transmettre rapidement son avis*", voilà à quelle subterfuge ou quel numéro d'illusionnisme se réduit le simulacre de démocratie qu'on nous vante ici.

- Stupidement nous avons assimilé la transformation sociologique des sociétés et cette avancée technique à un choix de régime : la démocratie. Or, celle-ci n'est pas une loi, mais un état d'esprit, un idéal : « le gouvernement du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple », selon la formule d'Abraham Lincoln.

LVOG - Nous voilà rendu à un numéro de spiritualisme ou de mysticisme, ça plane de plus en plus bas.

La démocratie, "*celle-ci n'est pas une loi, mais un état d'esprit, un idéal*", il aurait fallu préciser, un idéal jamais réalisé jusqu'à nos jours, incompatible avec l'existence du capitalisme, et au-delà de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui interdit à la majorité de détenir le pouvoir, donc de réaliser « *le gouvernement du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple* ».

- Nous avons vite réalisé que des institutions démocratiques ne sont pas meilleures que les autres. Elles élargissent le nombre de privilégiés, mais en définitive, elles laissent une majorité exploiter une minorité. Nous avons donc conçu toutes sortes de lois pour améliorer ce système. Nous avons assimilé la séparation des pouvoirs et la protection des minorités.

LVOG - Il faut toujours se méfier des aveux spontanés. "*Nous avons assimilé la séparation des pouvoirs*", qui est un leurre ou une tromperie, car ceux qui gouvernent ne peuvent pas aller à l'encontre des intérêts fondamentaux de ceux qui détiennent le pouvoir économique. Les aménagements législatifs n'ont servi qu'à accompagner l'évolution du capitalisme pour assurer sa survie. On pourrait les prendre les unes après les autres et on y trouverait les mêmes contradictions ou hypocrisies face à la réalité. Par exemple, ils sont passés du puritanisme à la promotion de la pornographie et de la prostitution, pour ensuite condamner ces dernières pratiques tout en les encourageant dans les médias ou en s'y livrant eux-mêmes.

Et puis, ce ne sont pas les "*institutions démocratiques (qui) élargissent le nombre de privilégiés*", mais le développement des forces productives et la démographie exponentielle qui devaient jouer un rôle prépondérant dans le développement des classes moyennes, qui seraient inféodées au capitalisme et qui par conséquent participeraient à ses institutions en tant que telles, voilà tout.

La séparation des pouvoirs constitue un des rouages essentiels de la dictature de la minorité sur la majorité. Elle revient à donner tous les pouvoirs à l'exécutif, qui en usera et abusera à sa guise sans craindre d'être inquiété par le pouvoir judiciaire, puisque c'est le pouvoir exécutif qui désigne les hauts magistrats, qui est le chef des armées. Elle consiste aussi à mettre hors de portée ou à l'abri, à protéger ou rendre inaccessible le capitalisme, ceux qui détiennent le pouvoir économique et peuvent vaquer à leurs affaires et s'enrichir toujours plus tranquillement.

La séparation des pouvoirs est conçue de manière à ce que le pouvoir législatif ne dispose finalement d'aucun pouvoir. Elle procède en dernière analyse de la confiscation de tous les pouvoirs ou de la démocratie.

En remontant plus loin, on s'aperçoit que les Constitutions dans lesquelles figurent la répartition des pouvoirs, ont été rédigées de telle sorte que les rapports entre les classes sont fixés, figés, gravés dans le marbre, immuables, quel que soit le choix des électeurs ou quels que soient le Président qui sera élu ou la composition de la majorité parlementaire. La Constitution sert de caution juridique à la dictature du capital, au respect de laquelle le pouvoir judiciaire veille jalousement. Le pouvoir législatif a pour unique fonction de l'affubler d'un vernis faussement démocratique.

D'où la nécessité pour instaurer la démocratie de procéder à l'abolition de la Constitution nationale dans chaque pays, et d'en rédiger une nouvelle qui repose sur l'inversion des rapports entre les classes au profit de la majorité du peuple, donc les exploités, la classe ouvrière, à laquelle revient la tâche de rédiger une nouvelle Constitution conforme aux besoins et aspirations de la majorité du peuple.

La séparation des pouvoirs a été conçue pour permettre à la minorité d'exploiteurs et d'oppresseurs d'exercer leur domination de classe sur la majorité des exploités et des opprimés, tout le reste n'est que vernis ou voile dérisoire, balivernes pour masquer cet état de fait, l'exercice de la dictature d'une minorité sur la majorité, qui évidemment n'a rien à voir de près ou de loin avec la démocratie.

- Cependant, le modèle démocratique ne fonctionne plus. Beaucoup de citoyens constatent que leur opinion n'est plus prise en compte. Cela ne provient pas des institutions qui n'ont guère changé sur le fond, mais de la manière dont elles sont utilisées.

LVOG - Les "*institutions qui n'ont guère changé sur le fond*", piètre banalité, puisque les rapports entre les classes qui sont à l'origine du système économique capitaliste sont demeurés inchangés. Et si "*le modèle démocratique ne fonctionne plus*", c'est parce que le modèle économique ne fonctionne plus, ce qui est inconcevable pour Meyssan. Le capitalisme rendu au stade actuel est non seulement incompatible avec la plus infime trace de démocratie, mais aussi de progrès social, c'est la réaction sur toute la ligne dans absolument tous les domaines.

"*Beaucoup de citoyens constatent que leur opinion n'est plus prise en compte*", comme si elle l'avait été un jour ! Quand on tient absolument à légitimer le régime capitaliste en place, on en vient forcément à formuler ce genre de contrevérité qui relève de l'imposture.

Mais surtout, on ne peut pas aller plus loin dans son analyse sans devoir admettre que ce n'est pas la manière dont sont utilisées les institutions qui mettent en lumière l'absence de démocratie, mais bien plutôt le développement du capitalisme qui conduit à l'exacerbation de ses contradictions au point de les rendre explosives, ce qui se traduit par le rejet par la majorité des institutions qui incarnent l'évolution du capitalisme ou des rapports entre les classes, tandis qu'une infime minorité concentre désormais absolument tous les pouvoirs entre ses mains au point de dicter sa loi d'une main de fer à l'ensemble de la planète, laissant apparaître la véritable nature monstrueuse du régime en place qu'il faut renverser par une révolution pour établir la démocratie.

- En outre, après nous être convaincus avec Winston Churchill que « La démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes », nous réalisons que chaque régime politique doit répondre aux préoccupations des gens qui sont différentes selon leur histoire, leur culture ; que ce qui est bon ici, ne le sera ni là, ni à une autre époque.

LVOG - Le voilà en bonne compagnie ! Tout cela pour nous sortir un sophisme ! La démocratie à la Churchill, la guerre, c'est la paix.

Si la guerre c'est "*le moins mauvais de tous les systèmes*", on peut imaginer ce que serait le pire, mais en fait il n'existe pas, car il n'y a rien de pire que la guerre qui détruit tout indistinctement, donc il faut en déduire que la démocratie est le meilleur des systèmes et le tour est joué.

- Il faut se méfier du vocabulaire en politique. La signification des mots change avec le temps. Ils sont souvent introduits avec de belles intentions et dévoyés avec de mauvaises. Nous confondons nos idées avec les mots que nous utilisons pour les exprimer, mais que d'autres emploient pour les trahir. Je préciserai donc dans ce texte ce que j'entends par les plus importants.

LVOG - On ne demande pas mieux, soyez précis et nous le serons davantage encore.

- Nous devons reposer la question de notre gouvernance. Pas à la mode d'Emmanuel Macron qui oppose « démocratie » et « dictature » de manière à clore la réflexion avant qu'elle n'ait commencé. Ces deux mots recouvrent des réalités d'ordre différent. La démocratie désigne un régime où le plus grand nombre participe. Elle s'oppose à l'oligarchie où le pouvoir n'est exercé que par quelques-uns. Au contraire, si l'on ne parle plus du nombre des gens impliqués dans la décision, mais de manière dont celle-ci est prise, la dictature désigne un régime où le chef, un commandant militaire, peut avoir à prendre sa décision sans pouvoir en débattre. Elle s'oppose au parlementarisme.

LVOG - "*la question de notre gouvernance*" sert à évacuer une fois de plus les inégalités sociales qui servent de fondement au système économique, et qui sont à l'origine de la crise politique actuelle.

"*La démocratie désigne un régime où le plus grand nombre participe*", ce qui ne signifie nullement que la politique appliquée correspondrait aux besoins ou aspirations du "*plus grand nombre*", puisqu'elle a été déterminée par les besoins de la minorité qui détient le pouvoir économique, la classe des capitalistes.

En réalité, on s'aperçoit que ce qui est communément désigné comme un régime démocratique peut très bien s'avérer compatible avec "*le pouvoir (qui) n'est exercé que par quelques-uns*", quand les représentants de ce régime ont été désignés et mis en place par ces "*quelques-uns*", les oligarques qui ont fabriqué Macron et LREM, ce qui lui vaut à raison la caractérisation de dictature.

- La légitimité de la République

Avant toute chose, nous devons poser la question de la légitimité, c'est-à-dire des raisons pour lesquelles nous reconnaissons le gouvernement, puis l'État, comme utiles au point que nous acceptons leur autorité.

LVOG - Que nous l'acceptions ou non, il s'impose à nous, ce qui n'est pas du tout la même chose. La soi-disant légitimité d'un gouvernement ou d'un Etat tient uniquement à l'ignorance dans laquelle sont maintenues les masses, et les moyens déloyaux employés pour atteindre cet objectif?

- Nous obéissons à un gouvernement dont nous pensons qu'il sert nos intérêts. C'est l'idée de « république » au sens romain. Ainsi, les rois de France ont patiemment construit l'idée d'« intérêt général » à laquelle les Anglo-Saxons se sont opposés à partir du XVIIème siècle et de l'expérience d'Oliver Cromwell. Aujourd'hui, le Royaume-Uni et les États-Unis sont les seuls pays où l'on affirme qu'il n'existe pas d'intérêt général, mais uniquement une somme —la plus élevée possible— d'intérêts disparates et contradictoires.

LVOG - Ils ne s'embarrassent pas de conventions inutiles pour défendre leur conception dictatoriale de la société, les Anglo-Saxons n'ont jamais dépassé le stade de la monarchie qui par ailleurs sied si bien à la ploutocratie.

- Les Britanniques suspectent a priori toute personne évoquant l'intérêt général de vouloir rétablir le sanglant régime républicain d'Oliver Cromwell. Les États-Uniens entendent que chaque État fédéré soit républicain (c'est-dire qu'il serve les intérêts de la population locale), mais surtout pas que l'État fédéral —dont ils se méfient— le soit (car, pensent-ils, il ne peut servir les intérêts de toutes les composantes de cette nation d'immigrés). C'est la raison pour laquelle, un candidat aux USA ne présente pas de programme exposant sa vision de la société comme dans le reste du monde, mais une liste de groupes d'intérêts qui le soutiennent.

La pensée des Anglos-Saxons me paraît étrange, mais c'est la leur. Je continuerai ma réflexion avec les peuples qui acceptent l'idée de l'intérêt général. Pour eux, tous les régimes politiques sont acceptables, pourvu qu'ils servent l'intérêt général, ce qui malheureusement n'est en général plus le cas de nos démocraties. Le problème, c'est qu'aucune constitution ne peut garantir ce service. Il s'agit d'une pratique, rien de plus.

LVOG - C'est tout de même assez simple à comprendre. L'idéologie des Anglos-Saxons correspond à celle d'un banquier. Pour les idéologues de la réaction, l'intérêt général se confond avec les intérêts du capitalisme, voilà tout.

- La vertu républicaine

Se pose alors la question des qualités nécessaires au bon fonctionnement d'un régime politique, démocratique ou pas. Dès le XVIème siècle, Machiavel avait répondu à cette question en énonçant le principe de la « vertu ». Par vertu, il ne faut aucunement entendre une morale quelle qu'elle soit, mais une forme de désintéressement qui permet de s'occuper de l'intérêt général sans chercher à en tirer un profit personnel ; une qualité dont la quasi totalité du personnel politique occidental semble aujourd'hui dépourvue.

LVOG - A croire qu'il en était pourvu autrefois ! Le "*personnel politique occidental*" est passé de la défense des intérêts de ses propres capitalistes à celle des besoins exprimés par les sociétés transnationales qui dominent le marché mondial ou dont les oligarques figurent au sommet de la pyramide du capitalisme.

- On cite souvent Machiavel comme le penseur de la rouerie en politique et on le décrit comme un manipulateur. Certes, ce n'était pas un naïf, mais un homme qui enseignait à la fois au prince comment utiliser son pouvoir pour triompher de ses ennemis et comment ne pas abuser de son pouvoir.

Nous ne savons pas comment développer la vertu, mais nous savons ce qui l'a fait disparaître : nous n'avons plus d'égard que pour ceux qui ont de l'argent, nous n'éprouvons plus aucun respect pour ceux qui se consacrent à l'intérêt général. Pire, lorsque nous trouvons une personne qui se consacre à l'intérêt général, nous pensons a priori qu'elle est riche. Or, si nous nous souvenons de personnalités politiques vertueuses, nous savons qu'elles n'étaient riches que si elles avaient hérité d'une fortune ou gagné de l'argent avant d'entrer en politique, généralement elles ne l'étaient donc pas.

LVOG - Le développement du capitalisme a atteint un stade où il est entré en putréfaction, et il détruit les bases sur lesquelles il reposait entraînant derrière lui dans sa chute l'ensemble de la société. L'intérêt général, il l'a réalisé en affichant sa toute puissance qui devait coïncider avec sa dégénérescence. Il ne peut plus se fixer de nouveaux objectifs de développement, il ne peut plus jouer un rôle progressiste, ce qui est inconcevable pour quelqu'un qui le soutient à bout de bras.

- Les travaux de Gene Sharp et l'expérience des révolutions colorées nous montrent que, quel que soit le régime politique qui nous gouverne, nous avons toujours les dirigeants que nous méritons. Aucun régime ne peut durer sans l'aval de son peuple.

LVOG - Rectifions : "*Aucun régime ne peut durer*" sans l'ignorance ou la manipulation du peuple. Personne ne mérite d'être ignorant et d'en subir les conséquences, cet argument est franchement déplacé pour ne pas dire abjecte. Quand on enseigne au peuple que l'esclavage ou la barbarie c'est la civilisation ou le progrès, on ne peut pas lui reprocher de les valider. Ce n'est pas de ce coté-là qu'il faut chercher les responsables de la situation actuelle.

- Par conséquent, nous sommes collectivement responsables de l'absence de vertu de nos dirigeants. Plus encore que de changer nos institutions, nous devons donc nous changer nous-mêmes et ne plus considérer les autres en fonction de l'épaisseur de leur portefeuille, mais d'abord de leur vertu.

LVOG - Epargnez-nous vos jugements ou gardez votre complexe de culpabilité pour vous, vous voulez bien, surtout quand il s'agit de vous donner bonne conscience sur le dos d'autrui. Libre à vous d'avoir évalué la qualité des hommes en fonction de critères aussi misérables que leur richesse, ce qui est pour le moins surprenant de la part de quelqu'un qui se faisait passer pour un humaniste. Finalement, logiquement à défaut d'envisager un changement de régime ou l'abolition du capitalisme, il en arrive à vouloir changer les hommes, ce qui revient à perpétuer indéfiniment l'ordre établi comme chacun sait, puisque le comportement des hommes est le produit de leur condition sociale d'existence et non l'inverse.

En réalité, l'expérience plusieurs fois millénaires des hommes prouvent que c'est en agissant pour transformer leur condition sociale, qu'ils parviennent à modifier collectivement la société et leur comportement et rien d'autres, désolé.

- La fraternité révolutionnaire

À la vertu, la Révolution française ajouta la fraternité. Là encore, il ne s'agissait aucunement d'une question morale ou religieuse, ni d'une quelconque aide sociale, mais de la fraternité d'armes des soldats de l'an II. Ils s'étaient portés volontaires pour sauver le pays de l'invasion prussienne, face à une armée de métier. Entre eux, ils ne faisaient plus la différence entre aristocratie et tiers-état, réalisant leur idéal d'égalité. Et ils furent victorieux.

Leur hymne, La Marseillaise, est devenu aussi bien celui de la République française que de la Révolution soviétique à ses débuts (avant le goulag). Son refrain est aujourd'hui incompris :

Aux armes, citoyens,
Formez vos bataillons,
Marchons, marchons !
Qu'un sang impur
Abreuve nos sillons !

On l'interprète à tort comme si nous allions abreuver nos sillons avec le sang de nos ennemis. Mais le sang des soldats du tyran ne peut qu'empoisonner notre terre. Dans l'imaginaire de l'époque, le « sang impur » du Peuple s'oppose au « sang bleu » des officiers de l'empire prussien. C'est l'exaltation du sacrifice suprême qui fonde la fraternité d'armes des Révolutionnaires.

LVOG - Etait-ce la véritable explication ? Je n'en sais rien, donc je ne me prononce pas.

En tant qu'idéologue du capitalisme, logiquement pour monsieur Meyssan la seule révolution qui vaille est celle de 1789, en tant que théoricien et militant du socialisme, la seule révolution que nous retenons, c'est celle de 1917 en Russie inspirée de la Commune de Paris de 1871.

- La fraternité d'armes du Peuple correspond à la vertu des dirigeants. Les deux se répondent. Et maintenant ?

Nous vivons aujourd'hui une période qui n'est pas sans rappeler celle de la Révolution française : la société est à nouveau divisée en ordres. D'un côté des dirigeants choisis depuis leur naissance, puis des clercs dispensant leur morale sociale par les médias, en enfin un tiers-état que l'on repousse à coup de gaz lacrymogène et de LBD (Lanceur de balles de défense). Mais il n'y a aucune raison pour le moment de mourir pour la patrie face aux intérêts représentés par le millier de chefs d'entreprise qui se réunit à Davos.

Quoi qu'il en soit, un peu partout, les peuples cherchent de nouvelles formes de gouvernance, conformes à leur histoire et à leurs aspirations.

LVOG - La société est divisée en classes, et non en ordres. "*des dirigeants choisis depuis leur naissance*", c'est faux, prenez l'épicier de Landernau devenu Edouard Leclerc, ce n'était pas écrit à sa naissance. Prenez le rejeton d'une famille de médecin, ce n'était pas écrit non plus à sa naissance qu'il deviendrait Président de la République. Les clercs, ce sont les élites, la cour du monarque sans couronne. "*il n'y a aucune raison pour le moment de mourir pour la patrie*", je ne vous le fais pas dire !

En guise de conclusion.

Vous aurez compris ce qu'on a essayé de nous vendre ici : Si les institutions fonctionnaient autrement ou comme autrefois, "*le modèle démocratique*" pourrait s'épanouir et le capitalisme serait sauvé, et en prime nous vivrions enfin heureux, un véritable conte de fées !

Certains lecteurs ont peut-être pu croire qu'à force de publier des articles du Réseau Voltaire, j'aurais été contaminé par le conformisme petit-bourgeois ou j'aurais abandonné le terrain du socialisme, la preuve du contraire.

Je tiens à préciser que la lecture critique de cet article ne remet nullement en cause la sympathie que nous portons à monsieur Thierry Meyssan pour le travail colossal qu'il effectue, ainsi que la qualité des informations qu'il nous fournit. Il assume son engagement politique, et nous assumons le nôtre.

Haut de page

Le 7 février 2020

CAUSERIE ET INFOS

Certaines combinaisons chimiques finissent parfois au bout d'un très long processus de fusion maturation recomposition par transformer la matière inorganique en matière organique, qui a son tour retournera à l'état d'éléments chimiques primaires ou composés inorganiques, ou qui servira de combustible à d'autres organismes vivants, entamant ainsi un nouveau cycle dont l'issue sera à nouveau incertaine ou aléatoire, tout du moins telles qu'on les interprète en fonction de nos connaissances...

Au stade où nous en sommes, l'espèce humaine, dont les connaissances comportent de graves lacunes, pourrait connaître le même destin. Après tout on ignore toujours pourquoi les Néandertaliens ont disparu soudainement.

On voue volontiers aux scientifiques ou aux chercheurs des qualités ou des vertus sociales ou politiques qu'ils ne possèdent pas davantage que ceux qui nous gouvernent. Et on sous-estime grossièrement le niveau de conscience auquel sont parvenus certains penseurs parmi les plus brillants des XIXe et XXe siècle, sous prétexte qu'à leur époque les conditions tant objectives que subjectives n'étaient pas réunies pour qu'ils puissent réaliser ou mettre en pratique jusqu'au bout les conclusions de leurs travaux, on en déduisit hâtivement qu'elles étaient erronées, ce qui relevait de l'absurdité malveillante ou de l'inconscience, surtout quand sait que depuis les conditions objectives ont mûri au point qu'elles ne constituent plus un obstacle matériel à leur passage dans la conscience collective des hommes pour forger leur propre histoire et conquérir leur émancipation. On pourrait en profiter pour préciser ou rappeler un point que nous avions abordé dans d'autres causeries. Ce n'est l'amélioration des conditions matérielles des hommes qui constituent un obstacle à leur libération du capitalisme, mais la manière dont ils la perçoivent, puisque le plus souvent ils ignorent d'où vient cette amélioration ou ils n'en tiennent pas compte, ce qui revient finalement au même.

Ce qui semble le plus difficile à imaginer et à réaliser chez l'homme, bien qu'il soit parvenu à prendre conscience ou à concevoir les lois du mouvement de la matière qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine ou du processus historique inconscient, dont il est le principal acteur de manière tout à fait parcellaire ou marginale quoiqu'on en dise, c'est de parvenir à mieux maîtriser ce niveau de conscience pour le partager avec suffisamment d'acteurs, de sorte qu'ils parviennent à transformer consciemment la société, afin d'éviter que le tragique destin auquel il était voué jusqu'à présent, ne se répète indéfiniment jusqu'au jour il lui serait fatal, hypothèse extrême qu'on ne doit pas écarter.

- 13 pages au format pdf

Il fallait oser le dire à propos Washington Post, un des piliers du groupe Bilderberg, le torchon de l'Etat profond, des pires réactionnaires de la planète :

La Tribune des travailleurs (POID) du 5 février 2020 - Daniel Gluckstein :

- "Le Washington Post dit vrai : le pouvoir est de plus en plus isolé. "

LVOG - Ironiquement, le titre était pour le moins approprié à son auteur : *Ne pas se tromper de champ de bataille.*

Tout cela pour finir par un appel pathétique en direction des dirigeants syndicaux pour qu'ils appellent à la grève générale, gageons que le Washington Post en a des frissons et Macron aussi, vraiment, on croit rêver !

Dans quel monde vivons-nous ?

Les hommes naissent libres et égaux, voilà sur quelle contrevérité est basé leur droit, partant de là il ne faut pas s'étonner qu'ils soient aussi injuste, et que les hommes le soient ou le deviennent également.

En évoquant le processus de l'évolution des espèces qui avait abouti à l'apparition de l'hominidé, on avait mis en relief la fonction déterminante du mimétisme de la nature, Engels avait mis l'accent sur la différenciation qui l'avait précédé, et qui plus tard servirait de levier au développement des connaissances ou des sciences, les deux facteurs devant conduire à réaliser

les conditions nécessaire à l'émancipation des hommes.

De nos jours, l'idéologie néolibérale qui a adopté le nihilisme, tend à remettre en cause ces deux fonctions sans lesquelles la civilisation humaine ne serait jamais apparue. Comme tout comportement, ces fonctions comportent des contradictions qui sont utilisées de nos jours pour les vider de leur substance, de leur dynamisme intrinsèque ou pour neutraliser le mouvement qui les accompagne, et les porte à dépasser ou transformer les rapports avec lesquelles elles entrent en contact au cours d'une vie, et qui se trouvent être à l'origine de la progression de la conscience des hommes, de telle sorte qu'elles ne constituent pas ou plus une menace pour l'ordre établi.

On peut oser cette interprétation anthropologique de la lutte des classes, qui met singulièrement en relief l'antagonisme qui existe entre les faiblesses et la perfectibilité des hommes qui ont imprimé ou rythmé le processus historique jusqu'à nos jours pour le meilleur et pour le pire. Davantage pour le pire depuis une quarantaine d'années, dans la mesure où les progrès réalisés par les hommes dans les domaines scientifique ou technologique ne sont plus destinés à l'amélioration de sa condition, qui devait servir de préambule à son émancipation final du règne de la nécessité, puisqu'ils se traduisent par une rapide dégradation de ses facultés cognitives qui est le pendant de la régression sociale généralisée à laquelle nous assistons, conduisant de fait à nous éloigner du règne de la liberté avec lequel coïncide la prise de conscience du processus dialectique matérialiste et historique par l'immense masse de la population.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit, après avoir constaté non sans effroi qu'il m'était arrivé dernièrement, mais pas seulement, d'avoir adopté un comportement inapproprié envers certaines personnes ou de m'être livré à des interprétations de leurs comportements pour le moins approximatives ou hasardeuses, erronées et injustes, autrement dit, il m'arrivait de les imiter pour avoir été influencé inconsciemment par le milieu très arriéré dans lequel je vivais. Je m'en aperçus au moment d'en payer les conséquences en me repassant le film à l'envers.

Je rappelle que j'ai prêté une grosse somme d'argent au frère de ma compagne, et qu'il a décidé de ne pas me la rendre, sous prétexte qu'elle correspondait à une dette contractée par sa soeur, dette qu'il a été obligé d'honorer récemment à sa place, en fait la dot de la seconde fille de ma compagne, ce que j'ignorais totalement, dot considérable qui s'ajoutait d'ailleurs à celle importante qu'elle avait versée pour sa première fille marié avec son frère. Imaginez une femme en France qui serait obligée de s'endetter à hauteur de 100.000 euros pour payer une dot à ses deux filles, alors qu'elle est au smic, ce serait monstrueux, pour les Indiens, c'est normal !

S'agissant de ma compagne qui est hyper arriérée, je n'avais pas saisi qu'il était impossible d'analyser son attitude à partir des critères qui convenaient habituellement à la plupart des Indiens, critères qui a bien des égards sont différents de ceux qu'on retient pour des êtres en principe évolués (vaut mieux être prudent!) ou les occidentaux, parce que le mysticisme occupait une place si importante dans son mode de penser, qu'il faussait totalement son approche de la réalité, à son insu il faut bien le préciser, au point qu'elle en arrive à prêter un pouvoir surnaturel à la réalité, à confondre les deux, à vivre dans un monde imaginaire, le sien qui n'est pas le nôtre, un état ou la différenciation dont il a été question précédemment n'opère pas, où la distance entre l'imaginaire et le réel n'existe pas.

En quelque sorte elle croit au pouvoir des miracles pour la sortir des situations les plus embarrassantes ou pire encore, elle le mérite forcément du moment qu'elle est animée de bonnes intentions envers les autres, ne comprenant pas que dans le monde hiérarchisé des hommes cela ne suffit pas ou les choses ne se passent pas ainsi, et que ceux qui sous la contrainte de facteurs extérieurs se retrouvent obligés d'enfreindre leurs règles s'exposeront à leur jugement impitoyable, surtout lorsqu'il est question d'argent ou de pouvoir.

J'ai cru qu'elle s'était moquée de moi, qu'elle avait prémédité son coup. Or pas du tout, non seulement elle s'en veut terriblement de ne pas m'avoir parlé de cette dette, elle ne comprend ni pourquoi ni comment elle a été conduite à agir de la sorte, se rendant compte maintenant horrifiée que cela pouvait conduire à la rupture de notre relation, relation qui était la chance inespérée de sa vie pour sortir de sa condition misérable, c'est seulement maintenant qu'elle en a pris conscience, aucun miracle ne s'étant produit ! Sauf celui peut-être que je ne l'ai pas chassée de ma vie, après avoir compris l'ampleur des ravages causés par l'obscurantisme et des coutumes barbares, dont évidemment elle n'était pas responsable. Ce qui n'était pas le cas de son frère et de son épouse (la première fille de ma compagne) qui m'ont menti et trompé délibérément.

Ils avaient fait le calcul, que ma compagne tout en vivant avec moi continuerait de travailler, et consacrerait son salaire à régler cette dette jusqu'à la dernière roupie, intérêts conclus à un taux usuraire compris, alors que si cette femme venait vivre avec moi, c'était en plus de notre attirance mutuelle, aussi pour me soulager l'existence et non pour aller travailler 6 ou 7 jours sur 7. Bref, ils se moquaient aussi bien d'elle que de moi. Je précise que son frère et ses deux filles ont été scolarisés, ils sont bilingues. Ils disposent d'une maison et de quoi vivre, son frère en possède trois ! alors que ma compagne ne possédait absolument rien après avoir travaillé pendant plus de 20 ans, après le décès de son époux, jusqu'à 12 heures par jour, 7 jours par semaines sans aucun congé, elle n'avait même une paire de boucle d'oreilles après avoir perçu un salaire qui était le double du smic local, parce que son frère, ses deux filles et son fils, car elle a aussi un fils qui ne vaut guère mieux, avaient pompé la totalité de ses revenus. Malheur au plus pauvre, au plus faible, il ou elle sera le plus exploité, l'esclave du reste de sa famille.

Cette histoire n'est pas terminée, parce qu'il existe encore des zones d'ombres que je n'ai pas éclaircies. Je n'ai pas adressé la

parole à ma compagne pendant trois semaines, je recommence seulement à lui parler, j'y vais doucement en comptant bien en apprendre davantage... J'ignore le reste de sa famille. En France, par expérience ou pour le souvenir que j'en ai, cela vaut guère mieux très souvent.

On était parti de quoi déjà, ah oui, les hommes naissent libres et égaux !

Très sérieusement, j'en arrive à perdre la tête au contact de Selvi, ma compagne. Par exemple, à trois reprises chez des commerçants il m'est arrivé récemment d'oublier une partie des produits que j'avais achetés, et j'ai dû retourner le lendemain à Pondichéry (30 km aller/retour) les chercher. Que j'ai la tête ailleurs ou que je pense à plusieurs trucs à la fois, que je sois parfois distrait ou très fatigué, certes, mais cela n'explique pas tout.

Coronavirus - Simple coïncidence ou une instrumentalisation bien orchestrée. Mode d'emploi

LVOG - Ce n'est pas sans rappeler les actes terroristes les plus médiatisés des 20 dernières années, qui très souvent le même jour, la veille ou quelques mois plus tôt avaient fait l'objet aux Etats-Unis ou en Europe occidentale d'exercices de simulations d'attentats réalisées par les services secrets ou des services de polices spécialisées (Boston aux Etats-Unis, le Bataclan en France, etc.), simulations identiques parfois jusque dans les moindres détails au déroulement de ces attentats.

Quand les mêmes scénarios se produisent une multitude de fois à l'identique ou impliquent chaque fois les mêmes acteurs ou institutions, il ne peut plus s'agir de simples coïncidences, leur mise en oeuvre correspond forcément à un plan minutieusement mis au point longtemps à l'avance.

- Quand le Forum de Davos se préparait à une pandémie de coronavirus - Réseau Voltaire 4 février 2020

L'épidémie de coronavirus qui a débuté début décembre 2019 à Wuhan (Chine) a été précédée moins de deux mois auparavant par un exercice du Forum de Davos avec l'aide du Johns Hopkins Center for Health Security et de la Bill & Melinda Gates Foundation.

Cet exercice s'est tenu à New York, le 18 octobre 2019. Il s'agissait explicitement de planifier la réaction de sociétés transnationales et de gouvernements à une épidémie de coronavirus.

15 leaders mondiaux participaient à cet exercice, dont les deux responsables officiels chinois et états-unien de lutte contre les épidémies.

- Latoya Abbott, responsable des risque du groupe hôtelier états-unien Marriott International.
- Sofia Borges, vice présidente de la Fondation des Nations Unies
- Brad Connett, president du groupe Henry Schein (premier producteur de matériel médical au monde)
- Christopher Elias, responsable du développement global à la Bill & Melinda Gates Foundation
- Tim Evans, ancien directeur du département Santé de la Banque mondiale.
- George Gao, directeur du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies
- Avril Haines, ancienne directrice adjointe de la CIA et ancienne conseillère de Sécurité nationale du président Barack Obama.
- Jane Halton, ancienne ministre australienne de la Santé, administratrice d'ANZ (banque d'Australie et de Nouvelle-Zélande).
- Matthew Harrington, directeur d'Edelman, la plus importante firme de relations publiques au monde.
- Martin Knuchel, directeur des situations de crise du groupe de transport aérien Lufthansa.
- Eduardo Martinez, conseiller juridique du plus importante société de logistique postale au monde, UPS, et directeur de l'UPS Foundation.
- Stephen Redd, directeur adjoint des US Centers for Disease Control and Prevention.
- Hasti Taghi, vice-présidente du groupe de communication, NBCUniversal
- Adrian Thomas, vice-président du géant de la pharmacie Johnson & Johnson
- Lavan Thiru, gouverneur de la Banque centrale de Singapour Réseau Voltaire 4 février 2020

Ils sont comme cela.

Courriel adressé à Entelekheia.

Bonjour,

Les articles que vous publiez sont très intéressants, mais ils sont bourrés de contradictions, aussi je me demande pourquoi ne sont-ils pas suivis de commentaires ?

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

Réponse d'Entelekheia.

Bonjour, monsieur

Est-ce que vous pouvez donner deux ou trois exemples des contradictions que avez relevées, SVP ? Merci d'avance. Quant aux commentaires, chacun peut commenter s'il le souhaite, et ils sont souvent commentés sur Facebook.

J'attends vos exemples de contradictions pour comprendre ce que vous voulez dire.

Bonne journée.

Corinne Autey-Roussel d'Entelekheia

LVOG - Entre nous, c'était juste pour voir leur réaction ou pour rire, je ne prends jamais ces gens-là au sérieux !

Ces gens qui se prétendent de gauche, progressistes, humanistes et j'en passe, qui tiennent parfois des discours virulents contre le capitalisme, s'y raccrochent quand il menace de faire naufrage, bref, ils dévoilent leur véritable nature réactionnaire. En voici un exemple : Comment aborder le sujet du Brexit en ignorant superbement le rôle de la City, la première place financière mondiale, vous croyez peut-être que c'était impossible, détrompez-vous.

Je dois encore préciser à propos de cette association, qu'il est impossible de télécharger au format pdf les articles qu'elle publie, et si vous voulez les sauvegardez au format html, vous aurez la surprise au moment de les ouvrir à partir de votre disque dur, de découvrir qu'ils ont disparu (message error) ! Quand vous êtes connecté sur Internet, vous devez surligner les passages que vous voulez copier à l'aide de la souris, et les coller dans un bloc-notes ou un autre support.

Voilà un article qui est très éloigné de la réalité, pire peut-être, car son auteur a soigneusement évité d'évoquer le rôle de la City et les avantages qu'elle envisageait de tirer du Brexit.

Comprenez, le Brexit est forcément de gauche, donc il faut autant que faire se peut effacer tous les éléments qui remettent en cause cette interprétation frauduleuse. La fausse gauche, la droite agissant sous une fausse étiquette ou un faux drapeau, les petits bourgeois corrompus par le capitalisme ne peuvent admettre que ses représentants s'emparent de leurs mots d'ordres ou de leur créneau social sous peine qu'il ne leur reste plus rien pour justifier leur appartenance à la gauche après avoir tourné le dos au socialisme. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle ils participent à toutes les campagnes initiées sur des thèmes sociaux par les représentants de l'oligarchie ou ils figurent à leur côté, pour tenter de sauver les apparences, tout en apportant leur soutien à ces opérations à caractère politique. C'est ainsi que cette fausse gauche qu'on peut qualifier de populiste soutient le régime jusque dans les plus infimes détails. Que l'extrême gauche décomposée lui emboîte le pas ne surprend plus personne.

Alors que la City domine le capitalisme financier mondial et détermine la politique adoptée par la Grande-Bretagne, donc favorable au Brexit.

- Le Royaume-Uni est venu et reparti, laissant l'UE dans un triste état par Diana Johnstone - entelekheia.fr 2 février 2020

LVOG - Sortez vos mouchoirs !

Introduction d'Entelekheia - Alors que la Grande-Bretagne retourne aux incertitudes de la haute mer, elle laisse derrière elle une Union européenne gouvernée par des bureaucrates non élus au service des intérêts du capital financier – une situation qu'elle a amplement contribué à créer.

LVOG - Sans qu'on nous dise précisément comment, et pour cause, cela nuirait au mythe du Brexit libérateur du peuple britannique qui s'effondrerait, Brexit assurément libérateur pour les banquiers de la City! Notez aussi qu'en faisant partie de l'UE, au moins la Grande-Bretagne s'était éloignée des "*incertitudes de la haute mer*", ils doivent avoir le mal de mer à Entelekheia, le plancher des vaches de Bruxelles, c'est rassurant !

Diana Johnstone - En retournant aux incertitudes de la haute mer, la Grande-Bretagne laisse derrière elle une Union européenne gouvernée par des bureaucrates au service des intérêts du capital financier.

LVOG - Comme la Grande-Bretagne par le capital financier de la City, ce n'est précisé nulle part dans cet article.)

D.J. - L'adhésion britannique a contribué à ce déni de démocratie, mais paradoxalement, le peuple britannique est le premier à le rejeter et à exiger son retour à une pleine souveraineté nationale.

LVOG - En réalité, c'est la City, l'oligarchie anglo-saxonne qui est à l'origine du Brexit, et non "le peuple britannique" qui lui sert de caution politique, pas pour le meilleur, mais pour le pire, la suite ne tardera pas à le confirmer.

D.J. - ...trouver des arrangements politiques sur toutes les questions, une par une, entre démocraties souveraines, plutôt qu'une unité économique dysfonctionnelle telle que décrétée par la bureaucratie capitaliste transnationale.

LVOG - Passons sur le fait qu'il n'existe de démocratie nulle part dans le monde, puisqu'aucun peuple ne détient réellement le pouvoir politique où décide librement de son destin, entendez pas là en connaissance de cause. Enfin, quel contresens ou quelle interprétation frauduleuse !

Le Brexit a justement pour but de permettre au capitalisme et plus particulièrement à la finance transnationale de pouvoir agir sans avoir plus aucun compte à rendre à personne, pas même aux institutions supranationales de Bruxelles acquises à sa cause, encore moins à l'opposition parlementaire de pacotille ou également corrompue qui siège à Strasbourg, dont les réactions étaient imprévisibles ou certaines révélations pouvaient s'avérer embarrassantes, au point parfois de devoir s'expliquer ou de devoir justifier des décisions ou en retarder l'exécution, avouez que c'était fâcheux et contrariant, injuste, non mais sans blague.

Dit autrement, valait mieux faire disparaître une fois pour toute cet obstacle à son pouvoir devenu absolu, cette menace ou plutôt cette sorte de chantage latent et permanent qui empoisonnait son existence, qui pouvait contrarier ou seulement freiner la réalisation de certains de ces projets, franchement, pourquoi, de quel droit l'oligarchie devrait-elle continuer à rendre des comptes, hein, on se le demande ! Toute connivence présente inévitablement des risques et des inconvénients, donc quand les conditions sont enfin réunies pour s'en passer ou en réduire à l'avance les effets nuisibles, il n'y a pas à hésiter un instant. Après tout, si l'oligarchie financière détient dorénavant tous les pouvoirs, c'est pour pouvoir en user et en abuser librement, ou cesser définitivement de soumettre ses décisions ou ses activités au moindre contrôle.

Précisons que si nous n'avons pas cité la Banque d'Angleterre, la banque centrale britannique, c'est parce qu'elle est à la fois à l'origine de la City (Un Etat dans l'Etat...) et elle présente les mêmes caractéristiques que la Fed à laquelle elle servit de modèle, un trust ou une holding financière mise en place par les oligarques les plus puissants et contrôlée par eux, afin de servir leurs propres intérêts, et non une banque publique ou d'Etat. La City est le paradis fiscal de la Banque d'Angleterre, pour faire bref.

Je dois avouer qu'influencé par la propagande officielle hystérique reprise en choeur par absolument tous les partis de l'extrême gauche à l'extrême droite, la totalité des médias en France, l'ensemble des gouvernements, pendant un moment j'ai eu du mal à y voir clair dans cette affaire. Il a fallu attendre que certains acteurs importants se lâchent ou que les langues se délient pour comparer le contenu de leurs différentes déclarations, pour finalement en déduire à travers leurs contradictions évidentes, que le Brexit était une nouvelle magistrale imposture destinée à camoufler les intentions véritables de leurs auteurs et ce qu'ils espéraient en tirer, les oligarques les plus puissants.

Une dernière remarque, il ne serait pas étonnant une fois le Brexit réalisé, que le traité transatlantique revienne sur le tapis assez rapidement, à suivre...

Extraits de ma causerie du 25 juin 2016

Qui sait, c'est déjà un paradis fiscal !

- Menacé à court terme, le Royaume-Uni pourrait devenir à long terme un pays prospère basé sur la finance, à l'image de Singapour. Francetv info 23.06

D'autant plus que...

Concernée en premier chef par les répercussions du référendum, la Banque d'Angleterre (BoE) a indiqué qu'elle était prête à injecter 250 milliards de livres (326 milliards d'euros) de fonds additionnels. Dans la foulée, la Banque centrale européenne (BCE) s'est dite également "prête à fournir des liquidités supplémentaires".

La Réserve fédérale américaine s'est aussi montrée disposée à fournir des liquidités en dollars aux autres banques centrales pour faire face aux "pressions". AFP 24.06

Tous les prétextes sont bons pour que les faux monnayeurs fassent tourner à plein régime la planche à billets... Et puis, on ne s'inquiète pas pour les banquiers, ils ont dû parier autant sur le oui que sur le non...

La Banque du Japon (BoJ) a fait des déclarations similaires... AFP 24.06

(Le 5 février 2020 - Quelle belle réaction unanime, n'est-ce pas ? Préméditée ? Enfin, cela va de soi.)

Les réactions.

- Les Britanniques tournent le dos à l'UE, séisme mondial - AFP

- Brexit : les capitales européennes en état de choc - Francetv info

- Bruxelles n'a pas fermé l'oeil. - Francetv info

(Le 5 février 2020 - Quelle comédie savemment orchestrée !)

La finance s'emballe, sans plus...

- Brexit : panique sur les marchés financiers - Francetv info

- L'annonce de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ce jeudi 23 juin a fait plonger les bourses mondiales. - Francetv info

Dans une salle de marché parisienne, l'effet gueule de bois s'estompe. "C'est négatif, mais on n'a pas des enchainements de mouvements de panique", explique Christian Parisot, économiste Aurel BGC. Francetv info 24.06

(Le 5 février 2020 - Dans tous les coups pourris du même genre il y a des perdants, ceux qui se précipitent pour vendre à perte, et des gagnants qui se précipitent pour racheter à bon prix et accroître leur pouvoir...)

Populisme. Annnonce sans lendemain.

- L'Union européenne est morte - Pierre Levy - legrandsoir.info 24.06

(Le 5 février 2020 - Les staliniens fidèles à eux-mêmes !)

Extraits de la causerie du 26 juin 2016

C'est à croire que le Brexit était programmé.

Cameron a pris l'initiative de ce référendum sachant et souhaitant que le Brexit l'emporte, ce qui était parfaitement prévisible de longue date. Je l'ai écrit il y a quelques semaines dans une causerie en précisant qu'il était impensable, impossible que ce soit Cameron qui ait pris cette décision, elle avait forcément été dictée par le sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne dont Cameron était Premier ministre et le porte-parole.

Cameron aurait joué à la roulette russe ou il se serait fié à la boule de cristal des instituts de sondages.

- " Il convient, en réalité, de comprendre comment l'Union européenne a pu être rejetée par le pays qui, sans doute, était déjà le moins intégré en son sein."

Au contraire, elle a parfaitement fonctionné.

- "Cette démarche a finalement joué contre elle-même."

Niaiseries.

On nous dit que ce sont les masses ignorantes qui ont voté pour le Brexit, et en même temps on leur prête un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas.

- "Ils ont vu, sur le continent, les pressions sur le parlement chypriote, le refus du choix des Grecs en 2015, le déni des référendums français et néerlandais de 2005, le renversement par l'UE des gouvernements italien et grec en 2011…"

Ben voyons ! Comme si les travailleurs britanniques avaient cela à l'esprit, quelle sornette!

(Le 5 février 2020 - Je confirme.)

Dans la causerie du 27 juin 2016

Brexit. La stratégie du chaos ou du consentement.

Ce référendum était une farce institutionnelle qui jusqu'à présent à relativement bien fonctionnée, puisque le Brexit a pour résultat de rajouter du chaos à celui déjà régnant en Europe et au-delà.

Des petits malins expliquent que la Grande-Bretagne n'était jamais réellement entrée dans l'UE, tandis que d'autres estiment qu'elle n'en sortira jamais vraiment. Et de fait, sans prendre de risques les deux ont en partie raison, puisque la Grande-Bretagne bénéficiait (déjà) d'un statut d'exception au sein de l'UE, et les économies des pays de l'UE ne pourront pas se passer de l'une des plus importantes places financières de la planète, ainsi que d'un allié militaire aussi précieux que belliqueux en tant que relais de la politique impériale des Etats-Unis engagés sur tous les champs de bataille, pas forcément officiellement il faut préciser.

Et ceux qui s'en tiennent aux résultats du référendum du 23 juin.

- La Banque des règlements internationaux (BRI) entérine le Brexit.

La BRI est l'organe international de coordination des grandes banques centrales, c'est pour ainsi dire la banque centrale des banques centrales contrôlée par le sommet de l'oligarchie financière mondiale, autrement dit ses souhaits sont des ordres. "Il est probable qu'une période d'incertitude et d'ajustement nous attend. Le Royaume-Uni est étroitement intégré à l'économie mondiale, et il héberge l'une des premières places financières au monde. Une bonne coopération à l'échelle mondiale permettra, j'en suis sûr, de limiter les incertitudes et de procéder aux nécessaires ajustements aussi bien que possible" a dit son directeur général, Jaime Caruana. Reuters 26.06

(Le 5 février 2020 - Que ces choses-là étaient dites en des termes choisis. Des "nécessaires ajustements" au profit de qui, devinez.)

Dans la causerie du 28 juin 2016

A ma connaissance personne à ce jour n'a émis l'hypothèse qu'ils n'avaient pas organisé un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE, mais plutôt le Brexit. (Depuis que j'ai rédigé ces lignes hier soir, j'ai découvert un article ce matin qui allait dans le même sens, peut-être que d'autres suivront.)

Hypothèse que j'ai soutenue dans une causerie il y a quelques semaines je précise.

Quand Cameron a annoncé il y a 4 ans qu'il allait soumettre cette question par référendum aux électeurs britanniques, à l'époque personne ne l'a cru, tout le monde pensait que c'était une fanfaronnade électoraliste et que les élections passées il n'y penserait plus et plus personne non plus.

Sauf que voilà, les faits viennent de démontrer le contraire, ce qui au minimum mérite une explication.

Si personne n'a voulu y croire il y a 4 ans, c'est parce que tout le monde connaissait par avance le résultat probable d'un tel référendum qui se traduirait par le Brexit, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? Et c'est bien pour cette raison que personne ne voulait y croire, le pari était trop risqué, inutile, ridicule pensait-on dans le camp du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE.

(Le 5 février 2020 - Vous aurez constaté à quel point on peut devenir amnésique en à peine 4 ans... Etonnant ? Non quand on est animé d'intentions inavouables ou quand on a affaire à des aventuriers ou des charlatans.)

Le Brexit a été décidé à la sorti d'une réunion de l'Otan.

Le Financial Times a publié un article de George Parker et Alex Barker dans lequel les deux journalistes affirment que ce serait le 21 mai 2012 dans une pizzeria de l'aéroport O'Hare de Chicago, que la décision d'organiser un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne aurait été scellé, à l'issue d'une discussion qui aurait eu lieu entre David Cameron et l'ancien ministre des Affaires étrangères William Hague, alors qu'ils attendaient le vol qui les ramènerait en Angleterre après la conférence de l'Otan à laquelle ils venaient de participer.

Il semblerait que ces deux journalistes aient repris les informations figurant initialement dans un article signé Anthony Seldon et

paru dans dans le Daily Mail en août 2015 dans lequel il écrivait :

«Mais au printemps 2012, la pression qui pèse sur Cameron pour organiser un référendum est quasiment impossible à contenir. D'abord réticent, Osborne finit par céder. Et le 21 mai, dans le cadre improbable d'une pizzeria de l'aéroport O'Hare de Chicago, l'affaire est conclue. Cameron s'attable avec William Hague et ils conviennent ensemble de proposer un référendum avant la fin 2017. Osborne a encore quelques réserves. Mais Cameron ne peut attendre plus longtemps et le référendum est officiellement annoncé.» (Source : Slate.fr 27.06)

A Slate qui ne digère pas le Brexit, ils ont failli en faire une indigestion.

On retiendra que c'est à peine sortie d'une réunion de l'Otan que Cameron a pris cette décision.

On se disait bien qu'il n'avait pas pu prendre seul une décision d'une portée aussi considérable, sans en connaître les détails, on en connaît au moins l'origine.

(Le 5 février 2020 - Vous allez voir tout de suite quelle "pression" il s'agissait. Ensuite, vous n'aurez plus aucun doute sur la nature oligarchique du Brexit)

Quelques rappels.

Causerie du 4 décembre 2014.

Le ministre des Finances britannique George Osborne n'a pas participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2007 pour rien.

Causerie du 26 septembre 2013.

- Londres conteste en justice la limitation des bonus des banquiers - Reuters

Le Trésor a saisi la Cour européenne de justice, plus haute juridiction de l'UE, au sujet de cette mesure qui visera principalement, dans les faits, des banquiers en poste à la City de Londres, le premier centre financier de l'UE.

La limitation des bonus, entérinée en avril par le Parlement européen, doit prendre effet à partir des sommes allouées au titre de 2014. Elle prévoit que les primes versées aux banquiers ne pourront dépasser le montant de leur salaire, ce seuil pouvant être doublé si une majorité d'actionnaires y est favorable.

Le ministre britannique des Finances, George Osborne, s'était opposé à la mesure dès le début en estimant que Bruxelles allait trop loin dans les réformes censées empêcher une répétition de la crise financière.

Londres a pris les devants en allongeant le versement des bonus sur plusieurs années, mais ne veut pas entendre parler de plafonnement.

Le Royaume-Uni, qui se prépare à un référendum sur l'Europe en 2017, a de plus en plus recours à la Cour européenne de justice pour combattre des décisions qui ne lui sont pas favorables. Il conteste par exemple le projet de taxe sur les transactions financières, à laquelle il ne sera pourtant pas assujetti, en estimant qu'elle aura un impact sur certains marchés à Londres. Reuters 25.09.13

Causerie du 21 janvier 2013.

- Le ministre britannique des Finances, George Osborne, a estimé que l'Union européenne devait changer si elle voulait que la Grande-Bretagne en reste membre, dans un entretien aujourd'hui au quotidien allemand Die Welt.

"J'espère vraiment que la Grande-Bretagne restera un membre de l'Union européenne. Mais pour que nous restions dans l'UE, l'UE doit changer", a-t-il affirmé au journal conservateur qui lui demandait si Londres en serait encore membre dans 10 ans. AFP 11.01.13

Causerie du 16 octobre 2012.

Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne souhaite faire modifier le projet d'union bancaire dans la zone euro, notamment pour modérer l'influence de

la Banque centrale européenne (BCE), ont déclaré des responsables de l'Union européenne (UE), au risque de mettre en péril la mise en place rapide de cet organe de régulation censé contribuer à résoudre la crise de la dette.

La Commission européenne a proposé que la BCE soit responsable de la supervision bancaire, ce qui serait une étape supplémentaire vers une union bancaire et contribuerait à renforcer l'intégration économique au sein de la zone euro.

Soucieuse de protéger les intérêts de la City, la Grande-Bretagne envisage de proposer un système qui donneraient la possibilité aux Etats extérieurs à l'union bancaire d'empêcher toute alliance de pays de l'union bancaire pour élaborer une réglementation à l'échelle européenne, ont déclaré des responsables de l'UE, qui n'ont pas souhaité être nommés.

"L'inquiétude, c'est que la Banque d'Angleterre (BoE) puisse se trouver mise en minorité par la BCE sur certains aspects de l'élaboration d'une réglementation", a dit l'une de ces sources. La Grande-Bretagne ne rejoindra pas une union bancaire et la BoE deviendra en 2013 le régulateur britannique.

"Ils redoutent que la zone euro devienne capable de faire passer de nombreuses décisions de son propre chef. Ils veulent un système de freins et de contrepoids."

Londres soutient le projet d'union bancaire dans la mesure où une telle structure aura le mérite de placer les dix-sept pays utilisant l'euro devant leurs responsabilités pour s'occuper de leurs banques et de mieux coordonner l'aide aux pays en difficulté.

Mais le ministre britannique des Finances George Osborne craint que la BCE profite de son autorité pour imposer une régulation à l'échelle européenne favorisant les pays de la zone euro au détriment de Londres.

"Il semble improbable que la BCE piétine les avis de la BoE mais c'est ce qui inquiète le Trésor britannique", a déclaré l'un des responsables européens. "Ils veulent des garanties pour être sûrs que cela n'arrive pas".

La Grande-Bretagne et les autres pays membres de l'Union européenne doivent donner leur feu vert à une union bancaire pour que le projet puisse avancer.

Londres souhaite notamment une modification du système de vote qui intervient lorsque les régulateurs de toute l'Europe doivent s'accorder sur une législation. La Grande-Bretagne aimerait un double vote - les pays de l'union bancaire d'un côté, et les pays hors zone euro de l'autre - avant toute décision finale sur une régulation européenne.

Certains estiment cependant que cela reviendrait à donner un droit de veto à la Grande-Bretagne. (Reuters 15.10)

Causerie du 27 novembre 2012.

- Un ancien de Goldman Sachs à la tête de la Banque d'Angleterre - Lemonde.fr 26.11.12

Quant à la Grande-Bretagne, dont les critiques ont redoublé ces derniers jours, elle a purement et simplement demandé que le dossier soit définitivement archivé.

"Je suggérerais que nous enterrions cette idée selon laquelle il y aura une taxe sur les transactions financières", a dit à ses homologues le ministre britannique des Finances, George Osborne. Reuters 08.11.12

Causerie du 9 novembre 2011.

Enterrée !

Divisée, l'Union européenne a décidé mardi de remettre au printemps au moins la création d'une taxe sur les transactions financières, qui bénéficie pourtant du soutien actif de la France et de l'Allemagne.

"Aujourd'hui à l'Ecofin, nous avons surtout parlé de la taxe sur les transactions financières. Le débat a été animé", a expliqué le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. "Nous nous sommes entendus pour déterminer rapidement, au printemps, si celle-ci avait un avenir."

Mardi, l'Irlande s'est dite réticente à ce que la taxe soit adoptée au sein de la seule zone euro, comme l'envisageaient la France et l'Allemagne.

Quant à la Grande-Bretagne, dont les critiques ont redoublé ces derniers jours, elle a purement et simplement demandé que le

dossier soit définitivement archivé.

"Je suggérerais que nous enterrions cette idée selon laquelle il y aura une taxe sur les transactions financières", a dit à ses homologues le ministre britannique des Finances, George Osborne. (Reuters 08.11)

Causerie du 19 mai 2010.

Environ 80% des fonds spéculatifs européens sont basés en Grande-Bretagne, qui plaidait pour donner aux fonds étrangers le droit automatique d'opérer dans n'importe quel pays de l'UE une fois qu'il était autorisé dans un Etat-membre.

Le nouveau chancelier de l'Echiquier britannique, George Osborne, n'a pas voulu reconnaître dans la position des Vingt-Sept une défaite totale pour le nouveau gouvernement conservateur, estimant qu'il restait encore de la marge lors des négociations avec le Parlement européen. Il a dit s'inquiéter que les nouvelles règles ne soient pas "entièrement compatibles avec le marché unique". Les hedge funds doivent "avoir accès au marché européen tout entier", a-t-il plaidé.

Les règles proposées ne donnent pas aux fonds le droit d'opérer dans l'ensemble de l'Union. Le secrétaire américain au Trésor Tim Geithner avait déjà déploré une initiative qualifiée de "protectionniste" qui pourrait fermer aux fonds américains les portes de l'UE. AP 18.05.10

Alors, le Brexit, un coup prémédité par l'oligarchie anglo-saxonne ? Si vous en doutez encore, c'est incurable, votre cas est désespéré !

Haut de page

Le 11 février 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ai ajouté à la dernière minute un document exceptionnel, puisqu'il prouve que la Fed (la Banque centrale américaine depuis 1913) est une banque privée.

- DOCUMENT. Liste des membres de la Fed, actionnaires et propriétaires

On le savait, mais il nous manquait le document qui le prouverait de façon irréfutable.

Donc les oligarques de la Fed se sont bien distribués les quelques 20 ou 25.000 milliards de dollars qu'ils ont fabriqués eux-mêmes depuis 2008, ce qui explique pourquoi depuis cette date en un temps record ils se sont enrichis dans des proportions inégalées dans le passé. Qui le sait ?

Qui ne progresse pas, régresse forcément. Et ce n'est pas quand on est vieux qu'il faut y penser, il est trop tard, d'où la vieillesse est un naufrage pour beaucoup.

Je me suis demandé quel rapport il existait entre l'absence d'imagination et de mémoire, s'il en existe un. Si je suis parvenu à développer tardivement mon imagination, en revanche ma mémoire est demeurée défaillante depuis mon enfance, ce qui représente un terrible handicap. Alors comment je procède pour palier à cette lacune pénalisante ?

Si on me questionnait sur un sujet, je serais très ennuyé, parce que généralement je ne pourrais pas répondre en dehors d'émettre des formules générales, de recourir à des arguments à l'emporte-pièce ou encore, je serais obligé de me réfugier dans des lieux communs sans intérêt, bref, pour un peu je passerais pour un idiot !

Pour aborder un sujet, pour faire ces causeries, pour réfléchir tout simplement, je fais appel aux repères que je me suis constitué tout au long de mes expériences et de mes études, ensuite il est facile de trouver le matériel pour étayer mes arguments ou une démonstration. Le disque dur de mon ordinateur remplace ainsi mon épouvantable mémoire.

Evidemment, cela implique que je doive constamment produire des efforts considérables pour parvenir à sortir quelque chose de cohérent ou tout simplement exposer mes idées clairement. Si cette carence présente bien des inconvénients, en revanche

elle présente l'avantage de devoir chaque fois tout revérifier, ce qui me permet de pouvoir actualiser régulièrement mes connaissances, au lieu qu'elles soient figées ou sclérosées. Cela permet d'avoir aussi une réactivité très rapide. Vous avez pu observer comment j'ai balancé les scientifiques climato-réalistes, par exemple. Et on n'a pas besoin de plusieurs années ou décennies pour se rendre compte qu'on a commis une erreur, on peut la rectifier très vite, donc éventuellement s'éviter d'en subir des conséquences fâcheuses et inutiles.

Quand on a acquis un tas de repères dans tous les domaines, en réalité cela va assez vite. Cela me permet aussi de palier le manque de communication du fait de mon isolement en Inde, et de la discrimination ou du mépris dont je fais l'objet injustement de la part des lecteurs ou de mes proches en France. Rien ni personne ne peut ni ne doit entraver ma marche en avant ou mon indépendance d'esprit. Au moins, si je dis ou si je fais une connerie, je sais à qui m'en prendre !

- 9 pages au format pdf

Pauvres bêtes ! Boycott !

- Municipales : la passion soudaine des candidats pour le bien-être animal - L'Express.fr 9 février 2020

On peut avoir la tête dans les étoiles sans être pour autant allumé.

J'ai passé les soirées des deux derniers jours à visualiser des documents sur l'astronomie, c'est aussi passionnant que la paléontologie. Je vais sans doute continuer.

La Terre, notre planète, une étoile, une nébuleuse gazeuse, et après ou plutôt avant, on n'en sait rien. Planètes, étoiles, galaxies, sont comme en suspension et en mouvement dans l'univers, elles en représentent qu'une infime partie, et on ignore de quoi se compose le reste parce qu'il ne réagit pas à la lumière, autant dire qu'on ne sait pas grand chose malgré les apparences.

Là aussi, si on n'a pas acquis un esprit critique bien aiguisé, on peut se laisser embarquer par des explications qui ne tiennent pas la route. On nous dit que les éléments qui composent la matière ne seraient pas apparus simultanément lors du Big bang, ils seraient le produit d'une fusion des atomes à partir de l'atome d'hydrogène qui ne comporte qu'un proton et un électron, à l'issue d'un processus où la gravité joue un rôle essentiel. Bien, mais comment explique-t-on que lors de la première fusion qui va donner l'hélium apparaît soudain deux neutrons, ni pourquoi au cours des fusions suivantes le nombre de neutrons sera égal ou supérieur au nombre de proton. Et ailleurs on nous dit qu'il existerait des étoiles à neutrons. Il y aurait donc des étoiles à protons et des étoiles à neutrons, qui lorsqu'elles se rencontrent vont déclencher une fusion qui va contribuer à produire des noyaux d'atomes comportant à la fois des protons et des neutrons ainsi que des électrons présents dans tous les atomes, ce qui contredit la nouvelle théorie qu'on nous a présentée. On doit donc en déduire qu'il existe des nébuleuses gazeuses composées d'hydrogène et des nébuleuses gazeuses composées d'un autre gaz ou un gaz dont le noyau de l'atome comporte un ou des protons contrairement à l'hydrogène qui n'en contient pas.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit après avoir observé qu'il y avait quelque chose qui ne collait pas dans la démonstration qui nous avait été présentée, où la fusion d'un atome d'hydrogène avec un autre atome, lequel, sorti d'où, cela n'a pas été mentionné, se traduisait par deux protons, deux neutrons et deux électrons ou de l'hélium. Que la réaction en chaîne se poursuive pour donner naissance à l'ensemble des atomes qui composent la matière, très bien, on ne remet pas en cause ce processus, en revanche on ignore d'où vient les deux neutrons qui vont apparaître à l'issue de la première fusion des atomes. S'ils proviennent de l'hélium, cela signifie que l'hélium existerait à l'état primitif indépendamment de l'hydrogène ou un autre gaz que l'hélium, on l'ignore. J'allais oublier de préciser que, si la fusion des atomes se réalise au fur et à mesure que la température et la pression augmentent au centre de la nébuleuse gazeuse, il n'était dit nulle part que le choc produit entre deux atomes d'hydrogène conduirait à la modification de la composition du noyau de l'atome d'hydrogène pour donner naissance à deux neutrons.

A l'heure actuelle, si j'ai bien compris, ils font tout partir uniquement de l'hydrogène soumis à une force physique, la gravité. Mais dans le même temps, ils affirment ignorer ce qui est à l'origine des déplacements des galaxies qui ne correspondent à aucune théorie...

Pour conclure temporairement, on n'est pas plus avancé, car la théorie qui contredisait la précédente comporte aussi une zone d'ombre qui pourrait bien conduire plus tard à sa réfutation, tout du moins en partie. Cela ne nous choque pas du tout, puisque c'est seulement ainsi que la science et nos connaissances peuvent évoluer, par tâtonnement, affirmation, réfutation et ainsi de suite.

Sortons la tête des étoiles, plus prosaïquement retournons sur le plateau des vaches, attention à l'atterrissage, presqu'aussi violent qu'une fusion des atomes ! On est littéralement excédé par la médiocrité malsaine de cette époque, et je ne le cache pas.

On deviendrait vulgaire en entendant autant de conneries prononcées quotidiennement, ne vous en privez pas ou ne culpabilisez pas si cela vous soulageait, car ce serait un moindre mal que de les partager !

L'extrême gauche désintégrée.

NPA - Santé le retour des épidémies. LVOG - Ma foi, la fusion des neurones a bien eu lieu chez eux, ils ont disparu ! On se marre bien quand même.

Tout est prétexte à propagande chez nos ennemis.

Quand l'AFP ignore que Hong Kong fait partie de la Chine.

- Le virus 2019-nCoV, apparu en décembre sur un marché de Wuhan, a en outre tué deux autres personnes dans le monde, une aux Philippines et une autre à Hong Kong.

Le HuffPost expose une des raisons plausibles à l'origine de ce coronavirus.

- En Chine, l'épidémie de coronavirus peut-elle mener à vraie contestation du pouvoir?

Pour l'AFP la population d'Idleb (Syrie) est orpheline des barbares d'al-Qaïda.

- "Nulle part où aller": les déplacés d'Idleb abandonnés à leur sort.

Avec Franceinfo on pourrait croire que l'Afrique produirait les armes qui servent à massacrer les Africains.

- Réunie à Addis Abeba, l'Union africaine voudrait faire taire des armes "de plus en plus bruyantes" sur le continent.

Comment l'AFP défend l'annulation des résultats validés d'une élection ou un coup d'Etat au nom de la démocratie.

- Extrême droite: Merkel sauve son gouvernement face à la tempête.

A l'issue de leur réunion de crise, les dirigeants de la coalition gouvernementale de Mme Merkel ont fait front commun: ils ont réclamé de nouvelles élections "rapidement" en Thuringe... AFP

Bertolt Brecht : « J'apprends que le gouvernement estime que le peuple a "trahi la confiance du régime (...) Dans ce cas, ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? ».

Devinez quel camp soutient l'AFP ?

Commentaire de l'AFP illustrant la photo figurant en tête de l'article : Syrie: à Idleb, le régime en passe de reprendre le contrôle d'une autoroute clé, 5 civils tués :

- Un rebelle syrien tire une roquette vers les forces du régime, dans la région d'Idleb, le 9 février 2020

Pour l'AFP, rétablir la souveraineté de la Syrie serait un acte criminel.

- Dernière victoire en date pour le régime qui mène une offensive meurtrière dans le nord-ouest de la Syrie.

Pour l'AFP, il s'agissait d'un conflit inter syrien ou une guerre civile, et non une agression coloniale ou impérialiste.

- Le conflit en Syrie a fait plus de 380.000 morts depuis 2011...

Les néostaliniens versent dans le populisme tout azimut.

- Faire en sorte que les logements soient le plus économe possible en énergie est essentiel pour alléger la facture des ménages et lutter contre le réchauffement climatique. bastamag.net 03.02

- Ndella Paye : « Lutter contre l'islamophobie ne fait manifestement pas partie des priorités de la gauche » - bastamag.net 06.02

- Dix villes où des listes « citoyennes » affichent leurs ambitions pour les municipales - bastamag.net 16.12.2019

Se libérer "***de la folle logique capitaliste***"... sans même avoir à abolir le capitalisme !

- Bernard Friot : un droit au salaire à vie pour « libérer le travail de la folle logique capitaliste » - bastamag.net 09.01

Les néostaliniens du blogue Le Grand Soir sont d'extrême gauche...mais pas révolutionnaire ! Et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là.

- Quand Bernie Sanders et son mouvement de masse deviennent « le pire cauchemar » de ceux qui gouvernent le monde...

- Sanders a gagné en Iowa ! Une hirondelle et c'est le printemps.

Sanders, le Tsipras américain.

- « Scomo doit partir », des dizaines de milliers manifestent pour l'action climatique en Australie.

- Le dérèglement climatique enflamme l'Australie.

- Emmanuel Todd et la lutte des classes.

Dans quel monde vivons-nous ?

Une analyse extrait d'un article de Rosa Llorens publié par Le Grand Soir le 5 février 2020.

Ce passage comporte des données intéressantes et des approximations, pour ne pas dire des contradictions, je n'ai pas le temps de m'y attarder, en principe vous devriez pouvoir les repérer.

Les intellectuels et les classes moyennes se sont toujours servis de la classe ouvrière comme bataillon pour monter au front quand leurs intérêts étaient gravement menacés, pour finalement l'abandonner à son triste sort... A la classe ouvrière et à ses organisations de gagner leurs meilleurs éléments ou de savoir les utiliser pour sa propre cause.

Rosa Llorens est née à Barcelone en 1955, elle a la double nationalité française et espagnole. Elle est normalienne, professeur de Lettres classiques, et enseigne la culture générale en classe Prépa commerciale.

- Todd se donne comme base d'analyse l'évolution du pays dans la période 1992-2018, et il constate que le fait majeur, ce n'est pas le creusement des inégalités, mais la baisse générale du niveau de vie (à des degrés divers bien sûr selon les catégories) : à part le 0,1% des ultra-riches, ou le 1% de la grande bourgeoisie, voire les 10% qui en dépendent directement, tous les autres sont perdants ou vont bientôt le devenir, y compris une bonne partie de ces CPIS (cadres et professions intellectuelles supérieures) qui se font des illusions sur leur supériorité. Mais cette constatation est un élément d'espoir, car de plus en plus de catégories vont s'agréger aux actuels mécontents, les 50% d'ouvriers et employés des classes défavorisées.

Cela peut même conduire à la résolution d'un problème très inquiétant : l'absence d'intellectuels aux côtés des classes populaires, la disparition des intellectuels de gauche (précisons : marxistes). En effet, l'extension de l'instruction, loin de remplir les espoirs de démocratisation qu'on mettait en elle depuis les Lumières, a abouti à un résultat qui peut sembler paradoxal, mais est, finalement, très logique : la séparation des Français (et il en est de même dans les autres pays) en deux blocs : des éduqués supérieurs arrogants, « l'élite », et un peuple de « deplorable » selon le terme de l'ignoble Hillary Clinton. En effet, tant que les diplômés supérieurs n'étaient qu'une petite minorité, ils avaient besoin de s'appuyer sur le peuple ; quand ils constituent 1/3 de la population, ils peuvent se permettre de vivre entre eux, de ne s'adresser qu'à eux-mêmes et d'ostraciser les sous-hommes non-diplômés. Mais cet isolement a aussi des conséquences négatives.

En premier lieu, ce que Christophe Guilluy a appelé le « marronnage » du peuple : ignoré par elles, le peuple ignore les élites et est devenu imperméable à leur propagande, comme l'a montré d'abord le NON au référendum sur le Traité européen (malgré l'intense battage médiatique en faveur du OUI) en 2005, puis l'hystérie Charlie (peuple absent des manifestations), enfin la sympathie largement majoritaire pour les Gilets Jaunes (et, tout récemment, pour les grévistes, contre la réforme des retraites). A cela Todd ajoute la « réaccumulation de l'intelligence au bas de la société » : car la proportion de diplômés du supérieur est, depuis 1995, en recul, ce qui veut dire que la « fuite des cerveaux » dans les classes modestes est enrayée ; au lieu d'apporter du sang neuf aux classes supérieures, ils peuvent en faire profiter leurs frères de classe (et le mouvement des Gilets Jaunes a

déjà fait apparaître cette évolution).

Mais l'enfermement de l'élite sur elle-même lui est aussi directement nocif : elle n'accepte aucune théorie, aucune idée qui la dérange et va ainsi vers la sclérose intellectuelle ; elle forme ses jeunes au conformisme et à la docilité, et tue leurs capacités d'analyse critique, tout particulièrement dans le trio diabolique ENA-Sciences Po-HEC. La pseudo-élite compte ainsi de plus en plus de « diplômés crétins » (cette notion de « diplômé crétin » est encore un concept stimulant que nous devons à Todd).

Enfin, la généralisation de la baisse du niveau de vie, touchant ces catégories, va inciter de plus en plus de diplômés à rejoindre la contestation. Aujourd'hui, journalistes, universitaires, professeurs sont des chiens de garde (il n'était que de voir les badges « Je suis Charlie » fleurir dans les salles des profs) : touchés par l'érosion de leur statut (la sécurité de la retraite notamment), ils vont sans doute regarder de nouveau du côté du peuple, et réactualiser la catégorie de l'intellectuel engagé. Le Grand Soir le 5 février 2020

Extrait d'un article de Jean-Luc Mélenchon ***La semaine de la lutte de longue durée*** publié par Le Grand Soir le 3 février 2020.

- Vendredi 31 janvier, la Fondation Abbé Pierre présentait son rapport annuel sur l'état du mal-logement en France. (...)

L'année 2018, la dernière pour laquelle on ait des chiffres à ce sujet, a été celle où on l'a expulsé le plus de personnes de leur logement. Près de 16 000 ménages l'ont été avec le concours de la police. Mais davantage de monde quitte généralement les lieux sans attendre l'intervention policière. On peut estimer le nombre de familles expulsées cette année-là entre 30 000 et 50 000.

Depuis 2012, il n'y a plus de statistiques officielles sur le nombre total de SDF, mais tout indique qu'il se situe lui aussi à un niveau plus haut que jamais. Les coupures de gaz et d'électricité ont elles aussi atteint des sommets. 2,1 millions de personnes sont en France sur liste d'attente pour obtenir une HLM. Là encore, c'est du jamais-vu. Ainsi se paye la politique du tout pour les riches pratiquées par Macron : par un appauvrissement généralisé de la société française. 2019 a marqué une année record de nombre de nuitées hôtelières utilisées chaque nuit pour héberger des sans-domicile : presque 50 000. Le Grand Soir 3 février 2020

Dans ce passage, seules comptent pour nous les données, ce que pense l'auteur de ce cet article ne nous intéresse pas, et pour cause :

- "L'interminable conflit de la réforme des retraites ne dure que du fait du prince."

LVOG - Pas du fait des bureaucrates syndicaux corrompus qui jouent au côté de Macron le pourrissement à coup de journées d'action bidons.

Déconnecter de la réalité, des masses, de leurs aspirations légitimes.

- "On le sait. Ce qui était moins donné d'avance, c'est l'incroyable résistance dans la durée de tant de catégories sociales."

LVOG - Comme si on aurait dû croire que les travailleurs s'en foutraient d'être contraints à travailler jusqu'à leur dernier souffle, on voit tout de suite qu'il n'était pas concerné.

- "Les formes d'action qui prennent le relais de la grève ou qui la prolongent ont fait la preuve de leur efficacité."

LVOG - La preuve, c'est que chaque fois les projets de mesures ou de lois sont finalement adoptés, quelle efficacité, pour qui ?

- "La bataille parlementaire va commencer (...) Nous ferons feu de tout bois."

LVOG - LFI s'est rapidement consumé au contact du régime et il ne reste plus qu'à l'état de cendres. L'histrion du régime prend les travailleurs pour des demeurés. Dans cet article il n'évoquera même pas du bout des lèvres la nécessité de la grève générale ou il évitera soigneusement de se demander pourquoi elle n'a pas eu lieu...

Parole d'internaute.

- "*La politique n'a que faire de la psychologie. Elle appelle le regroupement et l'action des exploités dont le seul espoir est de mettre hors d'état de nuire les possédants, qu'ils soient psychopathes ou non. Si l'on devait interroger la psychologie dans ce combat, peut être pourrions-nous nous demander dans quelle mesure l'idéologie libérale guide un certain nombre de nos pensées*

et de nos actes alors même que notre conscience veut s'y opposer."

LVOG - Tout d'abord, il s'agit davantage d'abolir un système économique ou les rapports sociaux sur lesquels il repose, plutôt qu'éliminer "*les possédants*" ou leurs représentants, même si du même coup ils disparaîtront.

L'auteur affirme péremptoirement que "la politique n'a que faire de la psychologie" parce qu'il ne comprend pas les rapports qui existent entre eux. Il est en proie lui-même à une grande confusion, quand il prétend que la conscience des travailleurs s'opposerait à "l'idéologie libérale, puisqu'ils s'emploient quotidiennement à démontrer le contraire, pour qu'il en soit autrement, faudrait qu'ils commencent par avoir conscience de la légitimité de leurs besoins ou de leurs aspirations, ce qui n'est manifestement pas le cas. Je pense que cette mise au point s'imposait. Allons plus loin.

Du coup, il ne cherchera pas l'origine de cette lacune ou de la confusion qui règne dans la tête des travailleurs. Il ne cherchera pas non plus à savoir quels processus à la fois social, politique et psychologique ont permis à l'idéologie capitaliste ou néolibérale d'exercer une telle emprise ou influence sur leurs cerveaux et leurs comportements. Il n'y a qu'en liant ou en prenant en compte l'ensemble de ces facteurs en les laissant à leur place respective, ainsi que leurs rapports, qu'on parviendra à mieux comprendre la situation, et donc pouvoir agir pour transformer révolutionnairement la société.

Des éléments bio-chimiques, psychologiques et sociaux composent la nature humaine. Ils font partie de son patrimoine génétique, sans qu'on puisse déterminer à l'avance comment ou dans quelle direction ils vont s'orienter au cours de l'existence, bien qu'on sache que certains éléments ou certaines actions contribueront à leur évolution ou à l'évolution générale des hommes ou des femmes. Nier cette interaction nous serait fatal.

La question est de définir méticuleusement ou scientifiquement, ceux qui favoriseront leur développement, leur épanouissement ou leur émancipation, afin d'écarter ceux qui s'y opposent... Et si nous n'y parvenions pas, la civilisation humaine finirait par s'éteindre et disparaître.

Dans quel monde vivons-nous ? Un laboratoire du totalitarisme. Faire sauter le secret médical.

Comment instrumentalisent-ils le monde associatif, à quoi devait-il servir sous ce régime ?

- La gendarmerie du Vaucluse à la pointe du combat contre les violences intrafamiliales - Le HuffPost 10.02

La lutte contre les violences intrafamiliales et faites aux femmes est plus efficace lorsqu'elle repose sur une synergie entre les forces de sécurité, le tissu associatif, les préfectures et les collectivités territoriales. Une méthode inédite qui doit trouver les moyens de se développer.

Par Mickaël Nogal, député (LREM), Vice-Président de la commission des Affaires économiques, membre de la Délégation aux Droits des femmes.

Puisque nous habitons en France, n'importe quel dialogue, échange intellectuel ou proposition politique tourne à l'affrontement idéologique. Ainsi en est-il de la formule de "société de vigilance", par ailleurs employée par les experts depuis des années, qui véhicule pourtant une idée fondamentale pour les sociétés contemporaines. Strictement opposable à la société de surveillance et de délation, elle vise tout au contraire à fabriquer de la solidarité entre les pouvoirs publics, la société civile et les acteurs économiques des territoires au profit d'enjeux stratégiques, en particulier dans le domaine de la sécurité.

L'une des meilleures illustrations de ce concept pourrait bien être les coopérations établies entre les forces de sécurité, le tissu associatif, les préfectures et les collectivités territoriales dans le domaine de la lutte contre les violences intrafamiliales (les VIF), de la prévention des violences faites aux femmes et de l'aide aux victimes. Pour creuser le sujet, nous sommes allés rencontrer le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse (région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur), particulièrement investi sur les VIF, afin de comprendre l'écosystème local dédié à cette thématique difficile. Le colonel Jean-Christophe Le Neindre, commandant le groupement, et le lieutenant-colonel Hubert Meriaux, nous ont guidés durant deux journées, favorisant les échanges avec les partenaires associatifs (AMAV, RHESO), le directeur de cabinet du préfet, John Benmussa, et la déléguée aux droits des femmes et à l'égalité femmes/hommes Elodie Goumet.

Du côté gendarmerie, des référents VIF existent depuis près d'une dizaine d'années. Pour le GGD 84 (groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse), les 17 unités territoriales et le Centre opérationnel et de renseignement (CORG) disposent tous de deux référents VIF parmi leurs effectifs. L'ensemble de ceux-ci forment la Brigade de protection des familles (BPF). Mais il faut du temps pour construire une relation de confiance et un dispositif opérationnel pertinent sur une problématique où les différents acteurs doivent d'abord s'apprivoiser et apprendre à travailler ensemble. Le réseau associatif et les "pandores", voilà qui nécessite un peu d'apprentissage préalable de la culture des uns et des autres, des attributions et modes d'action

respectifs et des finalités que chaque organisation doit atteindre.

Malgré la détermination dans leur action, l'ensemble des acteurs mobilisés (associations, municipalités, préfecture, gendarmerie) font face à une forme d'inertie persistante. Des faiblesses qui pourraient néanmoins se transformer en opportunités. Le Grenelle des violences conjugales a permis de les identifier. Parce que les médecins jouent un rôle central dans le traitement des VIF, le partage des informations qui seraient utiles pour les forces de l'ordre comme pour les intervenants sociaux se confrontent encore et toujours au secret médical. Sans y apporter de réponse définitive, l'ensemble des acteurs dans le Vaucluse s'accorde sur la nécessité d'une évolution de ce secret médical (même si personne n'en conteste la légitimité sur le fond, il convient de l'aménager intelligemment dans des cas particuliers, par exemple lorsque la santé et la survie même des personnes l'exige).

De même, les nombreux échanges au sein de ce réseau des partenaires locaux ont fait émerger des solutions. Lorsqu'une victime de violences conjugales se rend à l'hôpital, son médecin ne pourrait-il pas réaliser un dépôt de plaintes simplifié, au nom de la victime? (....)

Comme dans bien d'autres domaines, le progrès sur les thématiques de sécurité passe par la solidarité des collectivités territoriales, des services de l'État et des citoyens rassemblés dans un instrument associatif. La vigilance commence dans la solidarité et l'intelligence collective. Le HuffPost 10.02

Toujours plus illégitime, liberticide...et antisocial, cela va de pair.

- Les Suisses approuvent (63%) par référendum une loi anti-homophobie - AFP 9 février 2020

Le taux de participation a atteint 41,7%.

Comment 29,61% (63% de 41,7%) se transforme en "*un peu moins de deux tiers des Suisses*".

- L'interdiction de la discrimination en raison de l'orientation sexuelle a été assez largement acceptée par la population. Un peu moins de deux tiers des Suisses (63,1%) ont glissé un oui dans l'urne.

- L'initiative populaire "Davantage de logements abordables", elle, n'a pas passé la rampe, rejetée par 57% de la population. rts.ch 9 février 2020

Haut de page

Le 9 février 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai plus le temps d'ajouter des articles en ligne, demain.

- 22 pages au format pdf

Néologisme. La sémantique du totalitarisme s'enrichit.

Plus scientifique que complotiste ou conspirationniste : La conspirologie.

Il s'agit d'un acte d'accusation portée sans preuve contre toute personne osant remettre en cause l'interprétation, le discours, la thèse, la théorie ou la propagande officielle sur les conditions dans lesquelles un évènement est survenu ou outrage suprême, se permettant de défier, d'interpeller les autorités en exigeant qu'elles fournissent des réponses cohérentes aux questions pertinentes (et insolentes) qui leur étaient posées, estimant que les réponses qui avaient été rendues publiques comportaient de graves lacunes ou contradictions, des contrevérités évidentes ou des zones d'ombres importantes ou tout simplement ne répondaient pas aux questions qui leur avaient été posées.

Le saviez-vous ?

Question : Le coronavirus a-t-il été transmis accidentellement par un animal ou a-t-il été fabriqué et diffusé intentionnellement parmi la population chinoise ?

Cela ne vous fait-il pas penser aux simulations d'attentats réalisées par certains Etats, peu de temps avant que de véritables attentats aux scénarios identiques se produisent ?

- Un jeu de rôles avec des représentants de l'establishment global sur le thème de la lutte contre une épidémie mondiale du virus corona a été organisé en octobre 2019 à New York, deux mois avant le véritable départ du coronavirus. Parmi les participants, l'on compte des représentants de l'ONU, des transnationales, de l'industrie pharmaceutique, de la Banque mondiale, de l'Administration américaine et d'autres personnalités importantes du monde global. Mondialisation.ca, 06 février 2020

J'imagine déjà les crétins empêtrés dans leur dogmatisme hurler à la théorie du complot. Vous savez ces agents aux airs inoffensifs ou amicaux, aux discours en apparence radicaux ou aux accents révolutionnaires qui épousent en fait le conformisme de leur époque, procureurs ou justiciers le reste du temps, qui empêtrés dans leurs contradictions ont mis leur imagination pétrifiée au service de la réaction, incapables de faire preuve du moindre discernement, de la moindre perspicacité, logique, lucidité, bref, de penser !

- Coronavirus, virus de la soumission par Karine Bechet-Golovko - Mondialisation.ca, 06 février 2020

Extraits. Un étrange virus semble s'emparer du monde. En comparant avec les dégâts causés par la simple grippe ou la pneumonie (non virale), ce virus corona (coronavirus ou pneumonie virale) venu de Chine, très modeste, provoque une vague politico-médiatique globale totalement disproportionnée. Ses effets économiques et politiques sont effectivement largement au-delà de l'aspect sanitaire. Alors que l'on nous parle d'épidémie mondiale, chaque apparition d'un cas isolé dans les pays européens (et pas dans tous) ou outre-atlantique, provoque une vague médiatique digne de la peste noire. Le discours est à ce point caricatural, que l'on se croirait plongé dans une nouvelle production hollywoodienne, à laquelle se sont pliés la plupart des pays, notamment ceux revendiquant une certaine souveraineté, comme la Russie.

Depuis peu, les médias se sont focalisés sur le nouveau virus chinois, virus corona, forme de pneumonie virale. (...)

Qu'il y ait des cas d'infection, cela est incontestable. C'est l'ampleur médiatique donnée à ce virus, qui laisse pantois. Comparons avec ce qui est comparable, à savoir la pneumonie non virale et la grippe.

En 2015, dans le monde 920 000 enfants de moins de 5 ans sont morts de la pneumonie. 920 000. Et si la communauté internationale se décide à ouvrir les yeux et à aider les pays, il suffirait de donner accès à des vaccins qui existent, ce qui est parfaitement réaliste, l'on pourrait baisser la mortalité de cette maladie. Au rythme où l'on avance, les chercheurs estiment à 800 000 le nombre d'enfants de moins de 5 ans morts de pneumonie en 2030. Mais il est vrai que cela ne touche pas l'Europe ou l'Amérique du Nord … Donc, pour la pneumonie, je répète, plus de 900 000 enfants morts par an.

En ce qui concerne la grippe, prenons le cas de la France. Dans l'hiver 2017/2018 par exemple, 13 000 personnes sont mortes de la grippe, dont 93% de personnes de plus de 65 ans. Cette année, depuis novembre, l'on compte déjà 22 morts. Selon les données fournies par l'Agence nationale de santé publique française, dans la semaine du 29 janvier, plus de 5 500 personnes se sont adressées aux urgences pour des problèmes de santé liés à la grippe et 460 ont été hospitalisées. Et 10 cas sans que le diagnostic vital ne soit engagé pour le coronavirus.

Sans qu'il soit nécessaire d'aller plus dans le détail, il est évident que le risque sanitaire découlant du virus corona comparé aux dégâts causés par la pneumonie ou la grippe est absolument minime. Pour autant, la Russie met en place en état-major de lutte contre le virus corona, rien moins de ça, commandé par Golikova, la vice-Premier ministre en charge de la santé; de nombreuses écoles sont fermées à Moscou, malgré le démenti publié dans la presse d'une injonction adoptée en ce sens (je le confirme personnellement); nous avons droit tous les jours au bulletin d'alerte mondial, de plus en plus difficile à remplir, car il ne se passe rien en Russie de notable sauf la prise de mesures dignes d'une guerre bactériologique. Si, une première victime directe est à noter: le Forum économique Sotchi n'aura pas lieu comme prévu, car il y a des étrangers et ces étrangers viennent de pays où il y a quelques cas de virus corona, donc évitons la pandémie. C'est une victime collatérale difficile à déplorer, la démultiplication des messes globalistes la fera passer inaperçue. La plupart des pays d'Europe et d'Amérique du Nord prennent des mesures draconiennes, des fonds incroyables sont dirigés pour lutter contre ce virus, que l'OMS a déclaré comme danger pour l'humanité. Des images incroyables de l'aéroport de Pékin, vide.

L'économie globalisée est directement touchée, par un virus qui fait moins de victimes que la grippe. Et les ressources étatiques sont mobilisées pour lutter contre cet étrange virus, qui semble surtout permettre de faire le tri dans les pays, de voir dans les faits ce qu'il en est de la souveraineté réelle prétendue et jusqu'où ces pays sont prêts à aller. Pour l'instant, ils semblent prêts à aller très loin. En ce sens, le virus corona ressemble beaucoup au virus de la soumission, ou d'allégeance.

Puisqu'il est impossible aujourd'hui de remettre en cause les dogmes sans être accusé de conspirologie, et que le virus corona est décrété comme rien moins qu'un danger pour l'humanité, mais qu'il devient difficile de prendre au sérieux ce qui ressemble de plus en plus à une hystérie globale, des voix dubitatives commencent à s'élever, certaines allant même immédiatement se couvrir sous le voile (devenu protecteur) de la conspirologie. En effet, alors que la Russie s'est lancée corps et âme dans la machine globaliste de la superproduction hollywoodienne de lutte contre le coronavirus, la première chaîne fédérale Pervy Kanal,

aux infos du soir, a décidé de lancer une série de reportages remettant en cause la religion proférée à ce sujet (par ailleurs très respectueusement dans le reste du journal), l'indiquant elle-même comme « conspirologique ». Pour les russophones, voir ici (à partir de 22.45) (https://www.youtube.com/watch?v=ZUQmNB6DWU8) :

Et en effet, des choses surprenantes sont dites. Dans les réseaux sociaux, l'on a déjà entendu parler de ces laboratoires qui ont enregistré le virus corona ou des financements de Bill Gates dans l'industrie pharmaceutique. Immédiatement, la presse s'est lancée dans une opération de défense du dogme coronarien estampillant ces dissidents sous le sceau de l'infamie, celui de la conspirologie. L'on apprend ainsi que le virus a bien été utilisé, mais non créé, par les laboratoires incriminés, notamment dans l'émission en Russie, en revanche la défense est assez surprenante, elle ressemble surtout à un aveu.

Ainsi, ce brevet et les autres disponibles sur le net existent bien. Les laboratoires canadiens et autres ont bien des souches de coronavirus (ou virus corona) qui viennent des anciennes vagues virales, ils travaillent bien avec ces souches. Mais, ils n'ont pas volontairement (ou involontairement) contribué à sa propagation. Ca, en effet, ce n'est pas prouvé.

En revanche, l'émission russe donne une information qui surprend. Un jeu de rôles. Mais pas un simple jeu de rôles. Un jeu de rôles avec des représentants de l'establishment global sur le thème de la lutte contre une épidémie mondiale du virus corona a été organisé en octobre 2019 à New York, deux mois avant le véritable départ du coronavirus. Parmi les participants, l'on compte des représentants de l'ONU, des transnationales, de l'industrie pharmaceutique, de la Banque mondiale, de l'Administration américaine et d'autres personnalités importantes du monde global.

Dans tous les cas, les effets de ce virus corona sont très intéressants. Les frontières se ferment sur commande, indépendamment des guerres ou des épidémies réelles; sur commande, les ressources étatiques sont réorientées pour combattre un mal moins dangereux que les maladies existantes, dans le monde réel; toutes les ressources médiatiques sont dirigées dans le même sens, quel que soit le pays; des régions de pays se trouvent coupées (en Chine, mais aussi la Russie pense isoler une région). Et les Etats se plient, obéissent, jouent le jeu, s'alignent. Ils ont fait allégeance à un commandement global, diffus et quasiment impossible à géographiquement localiser. Ils furent contaminés par le virus. C'est effectivement une pandémie géopolitique.

- Le nouveau Coronavirus en Chine: l'examen des faits par Larry Romanoff - Mondialisation.ca, 04 février 2020

Les médias Occidentaux ont déjà défini les enjeux fondamentaux, toutes les sources médiatiques prétendant que le virus a été transmis à l'homme par des animaux ou des fruits de mer. Les médias ont encore jeté de l'huile sur le feu en affirmant que le virus provient « de gibier vendu illégalement » sur un marché « où l'offre comprend du gibier qui peut être porteur de virus dangereux pour l'homme », et que ce virus « s'est transmis à la population humaine à partir d'un animal infecté ». Les officiels Chinois ont déclaré que le virus semblait provenir d'un marché aux poissons de Wuhan, bien que son origine n'ait pas été déterminée ni confirmée par les autorités, et qu'il s'agit toujours d'une question non résolue étant donné que les virus franchissent les barrières d'espèces sans assistance humaine.

Bien qu'il n'y ait pas de preuve de guerre bactériologique, l'éruption d'un virus dans la ville de Wuhan juste avant la migration du Nouvel An Chinois pourrait avoir des répercussions sociales et économiques dramatiques. Wuhan, avec une population de 12 millions, est carrefour majeur au centre de la Chine, particulièrement pour le réseau de trains à grande vitesse, et avec plus de 60 corridors aériens offrant des vols directs vers la plupart des grandes villes du monde, ainsi que plus de 100 vols domestiques vers les grandes villes Chinoises. Lorsque nous ajoutons à cela le grand rush du Festival de Printemps au cours duquel des centaines de millions de gens traversent le pays pour se retrouver en famille, les conséquences potentielles pour le pays tout entier sont d'une grande portée.

Comparaison avec le SRAS

Il s'agit d'un nouveau Coronavirus (2019-nCoV), une souche entièrement nouvelle de la famille des virus du SRMO (MERS- CoV) et du SRAS (SARS-CoV), bien que les premières analyses suggèrent qu'il ne soit pas dangereux.

Il a été prouvé que le SRAS est provoqué par une souche de coronavirus, une grande famille de virus en grande partie inoffensifs également responsables du rhume des foins, mais le SRAS a montré des caractéristiques jamais observées sur un virus d'origine animale ou humaine, lequel ne correspond pas non plus aux virus d'origine animale mentionnés précédemment, et contient du matériel génétique qui n'est toujours pas identifié – similaire à ce nouveau coronavirus de 2019.

Le virologue Alain Cantwell a indiqué à l'époque que « le mystérieux virus SRAS est un nouveau virus jamais observé par les virologues. Il s'agit d'une maladie entièrement nouvelle provoquant des effets dévastateurs sur le système immunitaire, et pour lequel il n'y a pas de traitement connu ». Le Dr. Cantwell a aussi remarqué que l'ingénierie génétique des coronavirus a été expérimentée par des laboratoires médicaux et militaires depuis des décennies. Il a écrit que lorsqu'il a fait une recherche dans PubMed pour le terme « ingénierie génétique du coronavirus », il a obtenu 107 références à des expériences scientifiques remontant à 1987. Pour citer le Dr. Cantwell :

« J'ai rapidement eu confirmation que les scientifiques avaient procédé à l'ingénierie génétique de coronavirus chez l'animal et l'homme pour produire des virus mutants et recombinants pathogènes depuis plus d'une décennie. Pas étonnant que les scientifiques de l'OMS aient si rapidement identifié le SRAS/coronavirus. Ce que les journalistes médicaux ne soulignent jamais c'est le fait que pendant plus de quarante ans, les scientifiques ont fait « franchir la barrière de l'espèce » à toutes sortes de virus d'origine animale et humain. Ils ont créé des virus chimères (des virus composés de virus de deux espèces différentes). Cette recherche sans garde-fou produit des virus de fabrication humaine dangereux, dont beaucoup ont le potentiel de devenir des armes bactériologiques. Assurément, le SRAS a toutes les caractéristiques d'une arme bactériologique. Après tout, les nouveaux agents de la guerre bactériologique n'ont-ils pas été conçus pour provoquer une nouvelle maladie avec un nouvel agent infectieux ? Comme dans de précédentes expériences militaires, tout ce qu'il faut … pour répandre le SRAS est une bombe aérosol … » (2) (3) (4)

Presqu'immédiatement après avoir obtenu la séquence du génome, plusieurs scientifiques Russes ont émis l'hypothèse d'un lien entre le SRAS et la guerre bactériologique. Sergei Kolesnikov, un membre de l'Académie des Sciences Médicales Russe, a déclaré que la propagation du virus SRAS pourrait avoir été une fuite d'un virus de combat élaboré dans les laboratoires d'armes bactériologiques. Selon plusieurs articles, Kolesnikov a indiqué que le virus de pneumonie atypique (SRAS) était la synthèse de deux virus (de la rougeole et de la parotidite infectieuse ou oreillons), dont la combinaison naturelle est impossible, et dont la combinaison n'apparaît jamais au niveau naturel, en déclarant : « Cela ne peut être réalisé qu'en laboratoire ». (5) Et Nikolai Filatov, le directeur des services épidémiologiques de Moscou, a été cité dans le quotidien Gazeta pour avoir déclaré qu'il pensait que le SRAS était de fabrication humaine parce « qu'il n'existe pas de vaccin pour ce virus, sa composition n'est pas claire, il n'est pas très répandu et la population n'est pas immunisée contre celui-ci ». (6) (7)

Cela n'a pas été largement publié à l'époque, mais il semble que la conclusion des biochimistes Chinois ait été la même, que le SRAS était de fabrication humaine. Cette conclusion n'avait rien de secret, mais elle n'a pas été communiquée aux médias internationaux parce qu'ils s'en seraient servis pour jeter l'opprobre sur la Chine, en la qualifiant de théorie de la conspiration. Les médias Occidentaux ont totalement ignoré cet aspect, mis à part ABC News qui a mentionné que le « Mystérieux Virus » du SRAS était probablement « une arme bactériologique Chinoise qui a fuité du laboratoire par accident ». C'est gentil de la part d'ABC de le faire remarquer, mais leur hypothèse, si elle est exacte, constituerait un premier cas d'un pays créant et diffusant une arme bactériologue ethnique destinée à s'attaquer exclusivement à lui-même.

Il est donc remarquable, qu'alors que le SRAS s'est étendu ensuite à 40 pays, dans la plupart des pays les infections étaient rares, les morts avoisinent zéro, et ce sont exclusivement (ou presqu'exclusivement) des Chinois qui ont été infectés, ceux de Hong Kong plus sérieusement que d'autres, le continent Chinois étant peu affecté en comparaison.

Cela semble précisément être le cas avec ce nouveau virus, étant donné que la plupart des personnes infectées (jusqu'ici) sont des Chinois. Les informations parlent d'infections apparaissant en Thaïlande ou aux Etats-Unis, mais il s'agit (du moins à la date de parution de l'article) uniquement de Chinois qui avaient séjourné à Wuhan. Il n'y a pas eu jusqu'ici de cas d'infection de Caucasiens.

Comme pour le SRAS, ce nouveau virus semble étroitement cibler les Chinois. A ce stade, il est trop tôt pour tirer des conclusions spécifiques.

En d'autres circonstances, nous ne saurions y voir qu'une fâcheuse coïncidence, mais quelques incidents majeurs circonstanciels nous incitent à changer de point de vue. L'un d'eux est l'installation en Chine ces dernières années, de certaines universités et d'ONG Américaines pour conduire des expériences biologiques, lesquelles étaient si complètement illégales qu'elles ont provoqué la colère des autorités Chinoises. C'est particulièrement vrai lorsqu'on a appris que l'Université de Harvard avait secrètement procédé en Chine à des expériences précédemment interdites par les autorités durant des années, au cours desquelles les laboratoires ont collecté des centaines de milliers d'échantillons d'ADN Chinois avant de quitter le pays. (8) (9) (10) (11) (12)

Les Chinois ont été furieux d'apprendre que les Américains collectaient de l'ADN Chinois. Le gouvernement est intervenu pour interdire toute exportation ultérieure de ces données. La conclusion à l'époque a été que les « recherches » avaient été commanditées par les militaires Américains, afin que les échantillons d'ADN servent la recherche sur des armes bactériologiques ethniques.

Dans une thèse sur les Armes Bactériologiques, Leonard Horowitz et Zygmunt Dembek ont indiqué qu'un indice évident d'un agent de guerre bactériologique issu de l'ingénierie génétique était une maladie provoquée par un agent inhabituel (non usuel, rare ou unique), qui n'a pas d'explication épidémiologique. C'est-à-dire aucune source identifiable. Ils ont également mentionné une « éruption et/ou une diffusion géographique inhabituelles », dont la spécificité ethnique pourrait être un exemple. (13) https://cdn.discordapp.com/attachments/549329993138831372/672429749074788352/US10130701_Patent.pdf

Les récentes éruptions de maladies infectieuses qui pourraient être qualifiées d'agents de guerre bactériologique sont potentiellement : le SIDA, le SRAS, le SRMO, la grippe aviaire, la grippe porcine, l'hantavirus, la maladie de Lyme, le Virus du Nil Occidental, Ebola, la poliomyélite (Syrie), la fièvre aphteuse, le Syndrome de la Guerre du Golfe et ZIKA. Et en fait, des

milliers d'éminents scientifiques, médecins, virologues et épidémiologistes des 4 continents sont arrivés à la conclusion que tous ces virus avaient été conçus en laboratoire et diffusés délibérément. La récente épidémie de grippe porcine en Chine présente également les mêmes caractéristiques, les circonstances de son éruption et les preuves soulevant de nombreuses questions.

Il y a eu un autre fait étrange dans ce cas particulier, en plus des critiques habituelles sur la passivité et la culture du secret des autorités Chinoises, plusieurs médias Américains ont repris les accusations « d'un officiel du Département d'Etat Américain », déclarant que Washington était « toujours préoccupé » par le niveau de transparence du gouvernement Chinois concernant le coronavirus de Wuhan. D'autres articles ont mentionné que le CDC* Américain était « préoccupé par le fait que les autorités sanitaires Chinoises n'aient toujours pas communiqué officiellement les données épidémiologiques sur l'éruption du coronavirus de Wuhan, ce qui rend difficile d'endiguer l'épidémie ». Il n'y a pas de raison probante pour que le Département d'Etat des Etats-Unis, à quelque niveau que ce soit, se préoccupe de l'éruption d'un virus dans un pays étranger.

* Le CDC (Center for Disease Control) est une agence du gouvernement américain située en Géorgie et chargée de la prévention, de l'étude et du contrôle des maladies (centre épidémiologique). https://www.futura-sciences.com/sante/definitions/medecine-cdc-3351/

Leurs critiques étaient très étonnamment détaillées, demandant des données spécifiques sur le nombre d'infections résultant du contact direct sur le marché de Wuhan, le nombre d'infections résultant de la transmission de personne à personne, la période d'incubation précise d'exposition à l'origine des symptômes, le moment où les personnes deviennent contagieuses. Les questions étaient présentées en termes bienveillants dans le but d'aider les autorités médicales Chinoises à traiter le virus, bien qu'il se soit avéré que la Chine n'ait pas de leçons à recevoir en la matière.

A la date de rédaction de cet article, les détails étaient encore trop rares pour élaborer des conclusions définitives, mais dans chaque cas de ce genre, une fois que la fumée se dissipe, il reste de nombreuses questions sans réponses qui défient le récit officiel Occidental, mais cela n'est plus nouveau et les médias ont déjà prévu de passer à autre chose afin que l'affaire sorte de la tête du public Occidental, mais pas en Chine. Mondialisation.ca, 04 février 2020

Colonialisme. L'apartheid normalisée, officialisée, assumée.

1- En pratique, il traite les Palestiniens comme un peuple conquis, contraint à accepter à perpétuité l'hégémonie d'« Israël« – il suffit de constater que cet État pourra maintenir ses colonies déjà implantées, et continuer d'exercer une dominance sur les Palestiniens dans presque tous les domaines de la vie. Ni les réfugiés palestiniens ni leurs descendants ne seront autorisés à retourner sur leurs terres originelles, sauf dans la zone reconnue par les États-Unis et « Israël »comme leur soi-disant « État », ce qui signifie que même en théorie, ils ne pourront jamais prendre la main de manière démocratique sur l'état actuel des choses entre eux et leurs oppresseurs, même s'ils votaient en nombre pour démanteler l'autoproclamé « État juif » et le remplacer par quelque chose de plus inclusif, par exemple. Le dirigeant étasunien a décrit son projet comme la soi-disant « seule option pour la paix », ce qui n'est pas surprenant : personne n'aurait attendu une autre position de la part des États-Unis.

L'« accord du siècle » est basiquement une tentative d'attirer un soutien étranger plus large à l'occupation par « Israël » de la Palestine qui dure depuis des décennies ; le tout se trouvant « adouci » par des promesses d'aide économique pour créer le prétexte « publiquement plausible » pour les pays musulmans, comme ceux du Conseil de coopération du Golfe (CCG), de soutenir ce projet. Le fait que ces mêmes pays soient en excellents termes avec « Israël » constitue d'ores et déjà un secret de polichinelle, surtout au vu des stratégies de coordination régionales s'opposant à leur adversaire commun iranien : il faut s'attendre à ce qu'ils finissent (ou commencent) par utiliser cette proposition comme excuse pour formaliser ouvertement leurs relations. Au plan international, le marketing dramatique sous-jacent à ce projet met également les soutiens de la Palestine, qu'ils soient sincères ou superficiels, en porte-à-faux : ils se verront désormais décrits comme des supposés « opposants à la paix promouvant leurs intérêts ('antisémites') » s'ils ne se rallient pas au projet. C'est d'autant plus le cas que la mémoire du 75ème anniversaire de la libération d'Auschwitz, qui contribua à « justifier » l'établissement d'« Israël », est frais dans tous les esprits. (Par Andrew Korybko - OneWorld 29 janvier 2020)

2- Trump et Netanyahou ont beau annoncer un plan de paix qu'ils qualifient de « deal » du siècle, il s'agit plutôt d'une confirmation et d'une consolidation de ce qui se passe sur le terrain depuis bien des années et qu'on qualifie de plus en plus d'apartheid, dit Yakov Rabkin, professeur émérite d'Histoire à l'Université de Montréal et auteur de Comprendre l'État d'Israël (Écosociété en 2014). C'est la politique de « fait accompli » si cher à Ariel Sharon.

Il note que les deux dirigeants qui ont présenté le soi-disant plan de paix s'adressaient beaucoup à leurs propres bases politiques. Dans le cas de Trump, il rappelle qu'il y a de plus en plus de Chrétiens sionistes dans le monde, dont 60 millions aux États-Unis, ce qui dépassent de beaucoup la population juive mondiale (14 millions au maximum).

Cet enthousiasme de Chrétiens extrémistes se manifestent au Brésil — Bolsonaro a annoncé qu'il déménageait

l'ambassade brésilienne à Jérusalem dès son élection — comme en Bolivie depuis le coup d'État. Selon Yakov Rabkin Israël inspire les suprématistes blancs du monde, de la Pologne à la Bolivie.

Fréquent visiteur d'Israël, Yakov Rabkin décrit le problème démographique d'Israël qui fait en sorte que des immigrants en Israël venant de partout sont accueillis, MAIS à condition qu'ils ne soient pas arabes. Cette mentalité, selon le professeur Rabkin, découle directement de la nature colonialiste d'Israël. (Mondialisation.ca, 06 février 2020)

La difficile recomposition du mouvement ouvrier.

«Les guerres impérialistes profitent aux grands capitalistes des États les plus riches» par Immanuel Ness et Mohsen Abdelmoumen - Mondialisation.ca, 07 février 2020

Mohsen Abdelmoumen : Dans votre livre Choke Points : Logistics Workers Disrupting the Global Supply Chain(Points d'étranglement : Les travailleurs de la logistique perturbent la chaîne d'approvisionnement mondiale), vous affirmez que le capitalisme mondial est un système précaire. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Dr. Immanuel Ness (1): L'économie mondiale est de plus en plus intégrée dans l'industrie de production et, à ce titre, les nations individuelles sont fortement impliquées dans les intrants qui contribuent à transformer les ressources naturelles en éléments manufacturés dans les marchandises. Ce système est très dépendant du transport des marchandises dans le monde entier. Ainsi, les travailleurs employés dans la logistique et le transport des marchandises font partie intégrante du flux continu de marchandises dans le monde entier. Comme les marchandises sont de plus en plus produites pour répondre à des demandes spécifiques des consommateurs et du marché dans les pays de destination du Nord, toute contestation de ce système fait échouer l'approvisionnement en marchandises. Les travailleurs de la logistique jouent un rôle crucial dans la distribution des produits manufacturés tout au long de la chaîne d'approvisionnement, et peuvent donc interrompre la livraison des marchandises à différents stades de la production. Ainsi, la notion de point d'étranglement est enracinée dans le système de distribution. Ainsi, les points d'étranglement ralentissent et arrêtent la nécessité pour le système capitaliste de transformer les produits à différents stades de la chaîne mondiale des marchandises. Cette interruption a un impact significatif sur la fourniture de biens essentiels dans un système de production mondial hautement intégré dans lequel les consommateurs de biens à différents stades sont empêchés d'obtenir des apports cruciaux dans le système. La mondialisation économique et la flexibilité de la production ont accru la dépendance à l'égard d'une livraison rapide et sans heurts des marchandises. Si ce système de transport aux points logistiques clés est interrompu ou brisé dans les usines, le camionnage, le transit ferroviaire, les aéroports, les ports d'expédition et les entrepôts, la livraison de ces biens ne peut pas atteindre les marchés de production et de consommation et constitue un risque pour la rentabilité. Ainsi, les chaînes d'approvisionnement mondiales intensifient l'importance d'un transport rapide et fiable des produits agricoles, des matières premières et des biens industriels fabriqués dans des usines qui dépendent de plus en plus de la sous-traitance de la production à des sous-traitants. Cela place le capital dans une position potentiellement précaire, très dépendante de la livraison des « marchandises juste à temps » sur les marchés.

D'après vous, le capitalisme est-il capable de dépasser les crises qu'il génère ?

Oui, le capitalisme actuel a dispersé les travailleurs à travers toute une série de processus de production, d'installations et d'entrepreneurs, atténuant ainsi le pouvoir des travailleurs de perturber les chaînes mondiales des marchandises. Bien qu'il existe des exceptions notables où les travailleurs de la logistique ont pu ralentir et, dans certains cas, empêcher la production et le transport de marchandises, les travailleurs n'ont pas aujourd'hui le pouvoir organisationnel nécessaire pour résister et surmonter la puissance écrasante du capital. En outre, il existe une propension des travailleurs privilégiés de la logistique, à savoir les marins et les dockers, qui sont payés des salaires très élevés, et qui préfèrent ne pas perturber un système qui leur a été favorable au détriment des travailleurs moins bien payés. En général, les travailleurs à bas salaires produisent des marchandises dans les colonies agraires et informelles et se trouvent généralement dans les pays du Sud où les salaires sont sensiblement plus bas que dans les États métropolitains et les États coloniaux où les produits de consommation finis sont généralement vendus à des consommateurs à salaires plus élevés. En outre, il faut noter que les syndicats sont beaucoup plus faibles qu'ils ne l'étaient au milieu et à la fin du XXe siècle, pendant l'ère fordiste, lorsque les travailleurs négociaient des salaires bien plus élevés grâce à leur contrôle de la production intégrée de marchandises. La mondialisation et la croissance des chaînes de produits de base interétatiques affaiblissent considérablement la capacité du travail à faire face au capital. Tant que ce déséquilibre de pouvoir ne sera pas réglé en faveur des travailleurs, les sociétés multinationales conserveront une position dominante.

Prétendre qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme ne révèle-t-il pas une impuissance à créer un système qui dépasse le capitalisme, lequel a montré ses limites ?

Non, nous vivons dans un monde dominé par le capitalisme, et de fait, de vastes luttes ont lieu entre le travail et le capital. Le problème est que la plupart des syndicats ont été vaincus et que tout minimum de régulation des marchés du travail rapaces est un formidable défi pour la classe ouvrière. De cette façon, dépasser le capitalisme n'est rien d'autre que de la rhétorique, car il est

très peu probable que le capitalisme soit surmonté dans un avenir proche. Même s'il est possible que de grands États ou régions développent des systèmes socialistes, il est probable que le système mondial sera dominé par le capitalisme pendant les décennies à venir. Le principal défi consiste à restreindre la capacité du capitalisme à pénétrer les aspects fondamentaux de la vie sociale et à empêcher le capital de marchandiser inéluctablement les services essentiels : alimentation, santé, énergie, logement, éducation, etc. La seule façon de parvenir à une alternative est au niveau de l'État, et cela nécessite un État très fort qui est engagé dans le socialisme pour restreindre et affronter lentement le capitalisme. Ces États doivent être grands et forts. Des exemples récents de la marée rose en Amérique latine ont révélé les limites d'un « aller au-delà du capitalisme » sans capacités exceptionnelles pour défier le capital multinational et les États impérialistes de l'Ouest et d'ailleurs qui cherchent à trop marchandiser toute la vie sociale.

Le système capitaliste n'est-il pas en train de décimer des populations entières et de détruire la planète par son mode de consommation débridée ?

Oui, le système capitaliste actuellement en place, le capitalisme néolibéral, a détruit une grande partie des acquis sociaux de l'après-guerre dans le Nord mondial. Alors que les résidents des pays riches d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Océanie et au-delà sont poussés à continuer à consommer, et qu'en fait, le niveau de vie a augmenté et non pas diminué pour la majorité des pays riches, nous devons comprendre que les pays capitalistes avancés représentent peut-être un milliard des 7,7 milliards de personnes qui habitent la planète. Si le système capitaliste des pays riches était reproduit à l'échelle mondiale, la planète cesserait d'être habitable pour la population mondiale, là où les marchandises ne sont pas disponibles pour la vaste proportion des populations. La consommation des pays riches au détriment de la majorité pauvre conduit le monde au néant. En effet, la reconnaissance de l'impact dévastateur de la production capitaliste de marchandises n'a pas conduit à un déclin de la consommation en Occident.

Oui, absolument. Mais nous n'avons pas seulement besoin de syndicats plus combatifs, mais aussi d'organisations plus fortes. Aujourd'hui, les chercheurs en sciences sociales qui étudient le travail se sont concentrés sur les organisations combatives faibles, sur le modèle des Industrial Workers of the World (ndlr : syndicat des Travailleurs Industriels du Monde) plutôt que sur les organisations fortes. Les syndicats autonomes sont considérés comme une nouvelle forme d'organisation du travail. Ce que cette perspective laisse de côté, c'est que les travailleurs autonomes se sont toujours engagés dans la lutte contre les patrons. Il est vrai que de nombreux syndicats existants sont devenus des organisations fossilisées et bureaucratiques, et ont perdu leur engagement dans la lutte des classes, préférant s'engager dans des négociations de concessions avec le capital. Mais cela est surtout vrai parce que les syndicats n'ont pas vraiment le pouvoir de vaincre le capital. L'usine fordiste est une structure dépassée, tout comme les syndicats qui représentent un grand nombre de travailleurs. Ainsi, il est important d'avoir non seulement des syndicats combatifs, mais aussi des syndicats forts. À mon avis, ces syndicats doivent s'aligner sur des partis politiques forts et engagés qui se consacrent à vaincre le capitalisme et l'impérialisme. D'une certaine manière, cela s'inspire des syndicats du début du XXe siècle qui étaient alignés sur les partis politiques. Aujourd'hui, nous devons tirer les leçons des succès et des erreurs du passé. Mais si la classe ouvrière et la grande majorité des pauvres de la planète veulent améliorer leur sort, ils doivent s'organiser.

N'y a-t-il pas une nécessité stratégique d'avoir un front ouvrier mondial contre le capitalisme et l'impérialisme ?

Bien sûr, il est toujours utile d'avoir une solidarité entre les travailleurs à l'échelle mondiale, mais compte tenu des grandes différences de conditions économiques qui résultent des transferts de valeurs des pays du Sud vers le Nord, il est peu probable que les travailleurs des pays riches aillent à l'encontre de leurs intérêts économiques et défient le capitalisme et l'impérialisme. Prenez par exemple les récentes élections en Europe, en Amérique du Nord, en Océanie et dans les pays de l'OCDE, où l'on assiste à une montée des mouvements de droite de la classe ouvrière qui s'opposent aux immigrants, ne remettent pas en cause les politiques impérialistes, et sont plus enclins à augmenter les salaires et les conditions de protection sociale qu'à s'engager dans la solidarité avec les travailleurs en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Vous avez raison de dire qu'il est nécessaire d'avoir un front mondial des travailleurs, mais à mon avis, ce front viendra des travailleurs opprimés des pays du Sud, plutôt que des travailleurs relativement aisés du Nord.

Les syndicats bureaucratiques n'ont-ils pas abandonné la lutte de la classe ouvrière ?

Oui, les syndicats bureaucratiques ont abandonné le soutien aux luttes de classe. Ils ont ignoré les demandes spontanées de la base pour une amélioration des salaires, des conditions de travail et des avantages sociaux. Mais c'est généralement le cas des organisations économiques, c'est pourquoi il est nécessaire d'avoir également un engagement politique en faveur de l'anticapitalisme et de l'anti-impérialisme. Bien que la lutte soit longue et fastidieuse en l'absence d'un parti d'avant-garde et d'une direction dévoués à la classe ouvrière, les luttes quotidiennes des travailleurs décrites dans les nombreuses études menées dans le monde entier, ne gagneront pas de terrain. La bureaucratie syndicale est également une caractéristique des syndicats qui ont accepté et fait progresser le capitalisme et l'impérialisme à tous les niveaux. Ainsi, la Confédération internationale des syndicats (CSI) plaide en faveur de formes syndicales qui prendront une position subordonnée vis-à-vis du capital. Cela est également vrai pour les syndicats sectoriels nationaux, à quelques exceptions près en Asie, en Asie du Sud-Est et en Afrique australe, où les syndicats rejettent une position subordonnée et s'engagent à lutter contre l'impérialisme.

Dans votre livre très important pour comprendre les luttes des travailleurs du sud Southern Insurgency: The Coming of the Global Working Class (Insurrection du Sud : L'avènement de la classe ouvrière mondiale), vous explorez les nouvelles luttes des ouvriers des pays du sud comme la Chine, l'Inde et l'Afrique du sud. Quelles sont les spécificités de la lutte ouvrière dans ces pays que vous citez dans votre livre ?

Southern Insurgency: The Coming of the Global Working Class révèle l'expansion des luttes de classe dans le Sud global pour construire des syndicats plus responsables et engagés dans la lutte des classes, plutôt que des syndicats bureaucratiques qui sont attachés à la collaboration avec la direction, l'État et le marchandage de concessions. Le livre montre que les travailleurs du monde entier sont engagés dans un pouvoir de classe autonome. Même en Chine, les travailleurs développent des organismes indépendants qui cherchent à améliorer les conditions. Bien que les caractéristiques de chacune des luttes dans l'industrie automobile, la production de chaussures et l'exploitation minière diffèrent, le pouvoir des travailleurs provient et est généré par les activités de la base des travailleurs. Malheureusement, les syndicats, en tant qu'organismes économiques, ne sont pas en mesure de faire valoir leurs revendications pour inclure tous les travailleurs. Les niveaux élevés de chômage, les bas salaires et les conditions dangereuses ne peuvent être contrés sur une base nationale par les assemblées de travailleurs, les syndicats autonomes et le manque de direction dévouée et fondée sur des principes. Le livre rend hommage aux luttes de classe des travailleurs dans chacun de ces pays, qui furent les plus grandes grèves des années 2010, mais il montre aussi les limites de ces luttes pour se transformer en forces puissantes de changement systémique national et régional.

En Algérie, les syndicats autonomes ont prouvé leur combativité contrairement au syndicat bureaucratique lié au patronat. Ne pensez-vous pas que pour être efficaces, les mouvements syndicaux doivent s'affranchir de la bureaucratie ?

Oui, comme on l'a dit, la bureaucratie est une fonction de l'économisme, un effort plus limité pour défendre les travailleurs dans des industries distinctes. En Algérie, les syndicats autonomes se sont engagés dans des actions directes contre les employeurs et leur combativité est un modèle pour les travailleurs des pays du monde entier. Cependant, ces syndicats doivent montrer qu'ils ont la capacité de se transformer en organisations plus fortes. En Algérie, ces mouvements ont été réprimés par les forces de sécurité de l'État. Ce qu'il faut, c'est que ces syndicats se regroupent en des organismes plus larges, avec une direction cohérente, dédiée aux problèmes des travailleurs. Bien sûr, les syndicats doivent se libérer de la bureaucratie, mais il est important de ne pas assimiler la bureaucratie au pouvoir politique et économique. L'autonomie est une pratique quotidienne qui doit être renforcée par la capacité à briser le système capitaliste. Si les actions de masse ont été très impressionnantes, la classe ouvrière algérienne doit être unifiée pour exiger des concessions politiques et économiques spécifiques de la part de l'État et du capital.

Vous avez fait un travail d'anthologie remarquable en publiant The International Encyclopedia of Revolution and Protest: 1500 to the Present en 8 volumes, The Encyclopedia of Global Human Migration, et The Palgrave Encyclopedia Imperialism and Anti-Imperialism. Pour mieux combattre le capitalisme, ne faut-il pas s'armer d'outils théoriques que vous offrez notamment à travers vos livres ?

L'éducation est toujours une entreprise importante et plus nous avons de connaissances sur le monde qui nous entoure et sur l'histoire des mouvements de gauche dans le passé, plus nous pouvons tirer des leçons des succès et des échecs du passé. Chacun de ces travailleurs vise à montrer la diversité de la résistance que les opprimés engagent pour faire avancer leurs intérêts. Mais ils montrent également que dans de nombreux cas, les mouvements politiques sont confrontés au bras fort de l'État et du capital, qui les bat généralement. Il est important de se battre pour gagner plutôt que de se battre pour perdre. Ainsi, la gamme des courants politiques qui sont présentés dans les ouvrages montre comment divers mouvements politiques ont réussi en disposant du pouvoir de submerger l'État et le capital. Incidemment, je termine une deuxième édition de l'Encyclopédie Palgrave de l'impérialisme et de l'anti-impérialisme, qui montre comment les luttes de principe ancrées dans la réalité, plutôt que les objectifs utopiques, sont les plus efficaces pour améliorer les conditions des opprimés.

Vous êtes rédacteur en chef du Journal of Labor and Society. Ne pensez-vous pas que la classe ouvrière en lutte a besoin de ses propres médias pour contrer les médias de propagande qui sont entre les mains du pouvoir de l'argent ?

Oui, il est incontestablement nécessaire de disposer de médias puissants pour contrer la propagande qui prévaut dans le courant dominant. Les travailleurs n'ont pas seulement besoin de revues, mais aussi d'émissions populaires, de publications en ligne, de films, de littérature, etc. C'est une réalité constante que même dans le milieu universitaire, les publications de gauche sont victimes d'attaques et sont vulnérables car elles sont contrôlées par les grandes maisons d'édition qui génèrent des milliards de revenus chaque année : alors que le Journal of Labor and Societycompte 50 000 lecteurs par an, les éditeurs s'intéressent aux résultats et à la rentabilité et désapprouvent les revues et publications qui défient le capitalisme et l'impérialisme. Ceux d'entre nous qui s'opposent au système d'exploitation du capitalisme et de l'impérialisme doivent soutenir les journaux de gauche. Mais ils sont peu nombreux. De plus en plus, nous constatons que ces revues abandonnent leurs principes de justice sociale au profit de la rentabilité, qui est le principal indicateur de succès. Je peux citer d'innombrables journaux de gauche qui ont adopté le néolibéralisme et se sont déplacés vers le centre. Nous devons choyer et protéger non seulement les revues universitaires, mais aussi tous les médias qui contestent l'injustice du système politique et économique.

On voit de plus en plus de guerres impérialistes déclenchées au profit des grands capitalistes et qui visent à piller les richesses des peuples. Selon vous, le mouvement syndical et autres organisations de la gauche combative dans les pays du nord n'ont-ils pas un autre combat à mener et qui est d'affirmer leur solidarité avec les peuples du sud, les damnés de la Terre ?

Je suis tout à fait d'accord. Le bilan de la résistance de la gauche à la guerre impérialiste est pitoyable et faible. Parfois, la plupart des gauchistes soutiennent la guerre sur la base d'une intervention humanitaire artificielle. Les syndicats aux États-Unis et dans d'autres pays impérialistes soutiennent souvent les orientations politiques de l'armée, du Département d'État et des services de renseignement. Il faudra une éducation importante pour contrer les programmes impérialistes des pays du Nord, car il n'y a pratiquement pas d'opposition. Je travaille sur un projet sur le thème de la guerre sous forme de sanctions, pour démontrer que les sanctions sont utilisées comme un instrument de guerre dans des dizaines de pays auxquels s'opposent les États-Unis, l'Europe occidentale et leurs alliés. Les sanctions sont une forme hybride de guerre qui, dans de nombreux cas, tue plus de personnes qu'un conflit militaire par manque d'accès à la nourriture, aux médicaments, aux installations sanitaires et autres nécessités. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables aux sanctions économiques. Les pays sont incapables de reconstruire les infrastructures après la dévastation des guerres. Ces guerres et sanctions sont menées de manière disproportionnée contre les États du Sud en Asie du Sud-Ouest, en Afrique du Nord, en Afrique au sud du Sahara, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les guerres impérialistes profitent aux grands capitalistes des États les plus riches, et, comme vous le dites, pillent les richesses des peuples et créent plus de misère. Je ne vois pas le mouvement syndical et la gauche dans les pays du Nord s'engager dans la solidarité. Dans ce cas, l'opposition vient de groupes aux principes généralement restreints qui reconnaissent que ces guerres profitent au Nord. Ainsi, si les médias occidentaux s'opposent souvent au coût de la guerre, ils font référence aux dollars dépensés par les États-Unis, l'Europe et d'autres pays occidentaux, et non au coût infligé aux pays du Sud. Toutefois, nous, Occidentaux, ne devrions pas échapper à nos responsabilités simplement parce que nos pays sont les bénéficiaires de la guerre impérialiste. Nous devons nous battre chaque jour pour changer le calcul et nous opposer à la guerre. C'est notre tâche, c'est notre responsabilité. Je suis en train de terminer trois nouveaux livres dans l'année qui vient sur ces sujets.

1.Note sur l'auteur : Qui est le Dr. Immanuel Ness ?

Le Dr. Immanuel Ness est professeur de sciences politiques au Brooklyn College de la City University de New York. Il est un spécialiste de l'organisation des travailleurs, de la mobilisation et de la politique, et un militant syndical. Son travail l'a mené à voyager dans de nombreux pays, principalement en Amérique du Nord, en Asie et en Afrique. Les recherches et les publications du Dr Ness portent sur l'économie politique des mouvements ouvriers, l'organisation sociale des travailleurs, les relations du Sud, le socialisme et l'impérialisme contemporain. Il est corédacteur en chef du Journal of Labor and Society. Le Dr Ness est également associé de recherche principal au Centre pour le changement social de l'Université de Johannesburg.

Immanuel Ness a été organisateur syndical et militant syndical de 1989 à 2011. Pendant cette période, il a appris à défendre les intérêts des travailleurs sans emploi déconnectés en organisant leur propre association directement dans les bureaux des chômeurs de l'État de New York. En 1990, il a fondé le Comité des chômeurs de New York. Il a notamment travaillé en 2001 avec des travailleurs mexicains, des syndicats et des organisations communautaires de la ville de New York pour établir un code de conduite pour les travailleurs migrants qui étaient payés en dessous du salaire minimum.

Le Dr Ness a obtenu son doctorat à la Graduate School & University Center, CUNY. Mondialisation.ca, 07 février 2020

Lutte des classes et guerre psychologique.

Monolithisme de la pensée ou quand le temps de cerveau disponible est réduit à une taille inférieure à celle d'un grain de riz.

Les médias proposent quotidiennement les mêmes sujets, les mêmes infos, et pratiquement à la virgule près les mêmes articles, d'où cela provient-il ? Emballé, c'est pesé, formaté, prédigéré, prêt à être consommé en masse.

Lu dans le portail de l'AFP à destination des entreprises : *Des contenus prêts-à-publier pour les médias.*

Plus loin destiné cette fois aux médias : *Optimisez vos ressources éditoriales. Des articles édités et prêts-à publier sur vos sites et plateformes.*

Une sortie tellement grotesque que les médias-oligarchiques ont été obligés de rectifier...à regret !

Pour Nathalie Loiseau (LREM) sur la BBC Two, le 5 février : "*Je suis surprise qu'un journaliste ne sache pas qu'il n'y a plus de grève en France*" .

Désormais, quand des grèves persistent en France contre le projet de réforme des retraites, il n'y a que Nathalie Loiseau qui ne s'en aperçoit pas. - Le Huffington Post 6 février 2020

- Retraites: 130.000 manifestants à Paris selon la CGT, la mobilisation en baisse - Le Huffington Post 6 février 2020

130.000 personnes manifestaient à Paris ce jeudi 6 février contre la réforme des retraites pour cette neuvième journée interprofessionnelle, a annoncé à l'AFP la CGT, à l'origine de l'appel avec Force ouvrière, Solidaires, la FSU et des organisation de jeunesse (Unef, MNL, UNL). Selon des chiffres du ministère de l'Intérieur, les manifestants étaient 121.000 dont 15.000 à Paris.

Les manifestants ont battu le pavé parisien, entre gare de l'Est et place de la Nation, pour réclamer le "retrait d'un projet injuste et dangereux", à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FSU et d'organisations de jeunesse. Ils étaient 5300 à Lyon, 4.500 à Marseille, 2700 à Rennes, 3500 à Toulouse ou Bordeaux, 2700 à Rennes, 1700 à Lille, 1600 à Clermont-Ferrand, 1300 à Dijon, 1100 à Perpignan, selon les préfectures ou la police.

Lors de la précédente manifestation, le 29 janvier, ils étaient 180.000 à manifester contre la réforme selon la CGT à Paris, 13.000 selon le ministère de l'Intérieur.

Qui a tenu ces propos particulièrement cyniques ?

1- "*On en est à la 9e journée donc bien sûr, comment voulez-vous que les gens tiennent le rythme?*"

Réponse : Benoît Teste, le secrétaire général de la FSU, fédération majoritaire dans l'Éducation nationale. Euronews 6 février 2020)

2- "*Le soutien de la population ne s'est pas érodé. Faut qu'on sorte le plus convenablement possible du mouvement. Mais comment?*"

Réponse : M. Giraud, responsable FO. (AFP 8 février 2020)

3- « *Nous n'avons pas entretenu collectivement l'idée que la grève générale pouvait être un outil notamment pour bloquer l'économie et établir un rapport de forces pour faire avancer les choses*».

Réponse : Annick Coupé est secrétaire générale d'Attac France. Propos partagé par le NPA dans un article du 3 février *Les organisations syndicales face à une nouvelle étape*.

Que le symbole de l'extrême gauche décomposée soit aligné sur cette officine de la réaction, n'a rien d'étonnant.

A la remorque des bureaucrates pourris des syndicats non plus, le dernier paragraphe de cet article le prouve si nécessaire :

- "*La façon dont les directions syndicales accompagneront, assumeront le passage d'une guerre de position, la grève reconductible, à une guerre de mouvement avec notamment ces actions « coup de poing», ciblant davantage les responsabilités politiques (ou syndicales!) et la visibilité médiatique pourrait impacter les bilans qui ne manqueront pas d'être tirés à l'issue du mouvement.*"

Le bilan, votre bilan, on le connaît déjà puisque vous aurez contribué à faire passer cette réforme scélérate.

Lutte ouvrière n'est pas en reste. Ils ont publié un article le même jour sur le même sujet en trouvant le moyen de ne même pas évoquer la nécessité de la grève générale, que les conditions ne soient pas remplies selon moi pour qu'elle se réalise est un autre sujet : *Contre la politique de Macron et du grand patronat, le combat continue !*.

Pour LO, c'est plié, on n'en parle plus, ils sont déjà dans la période d'"*après la réforme des retraites*", sans même chercher à comprendre pourquoi elle va passer, à quoi bon, ils s'en foutent, ils ont la tête ailleurs : *Lutte ouvrière présente de nombreuses listes* !

Inutile de vous dire que LO et le NPA ont chacun pondu un article toxique sur le coronavirus copié sur le discours officiel, cela allait de soi.

Le NPA et LO notamment, c'est l'extrême gauche le cerveau en moins...

Le 17 février, la 10e journée d'action bidon pour faire passer la réforme contre le droit à la retraite, à moins qu'il y en ait une de prévue avant.

- Le 17 février, jour de l'examen du projet de réforme des retraites en séance à l'Assemblée nationale, l'Unsa-RATP, premier syndicat de la régie des transports parisien, appelle à un lundi noir et espère frapper un grand coup. Euronews 6 février 2020

Rappel pour les faibles d'esprit ou les amnésiques, la question tabou que pratiquement aucun militant ne souhaite poser : Pourquoi les travailleurs ne se sont-ils pas mobilisés le samedi 11 janvier pour défendre leur droit à la retraite ?

Si je vous dis que de la réponse à cette question dépend en grande partie le destin de l'humanité ou de la civilisation humaine, vous allez sans doute hausser les épaules et penser que c'est un peu gros ou que je suis dérangé.

Moi voyez-vous, ce qui me dérange, c'est quand quelqu'un se défile parce qu'il ne tient pas à affronter la réalité en face, et refuse obstinément d'admettre que sa stratégie est erronée parce qu'elle repose sur une analyse faussée au départ.

Personnellement je sais très précisément pourquoi j'ai cessé de militer et de m'intéresser à ce qui se passait dans le monde pendant 20 ans, et que l'explication que j'ai trouvée ne soit pas vraiment à mon avantage, ne m'a pas empêché de reconnaître qu'elle était parfaitement cohérente ou valable. Ce qui aurait été impardonnable et relativement facile, cela aurait été de refuser de l'admettre ou de fabriquer une explication qui me permette de me donner bonne conscience, mais par bonheur cela ne fait partie de mes principes.

Quand dans la vie ou en politique quelque chose devait se produire et ne se produit pas ou vice versa, on cherche à comprendre pourquoi en général, un tout autre comportement est inconscient ou irresponsable.

Boycott !

Comment deviient-on collaborateur de classes ?

- Une ville doit-elle être gérée comme une entreprise? - Slate.fr 7 février 2020

Les élus doivent désormais composer avec des notions issues du secteur privé telles que la «performance». Slate.fr 7 février 2020

En outre, ils appliquent aussi la politique antisociale du gouvernement, ils remplissent le rôle de procureurs garants du respect de la Constitution de la Ve République par les sujets de la ploutocratie. Auriez-vous la vocation pour y participer ?

- Organisations syndicales et patronales sont attendues à Matignon le jeudi 13 février au matin. - lejdd.fr 7 février 2020

LVOG - Pour quoi faire ?

- Le bilan des travaux engagés ces dernières semaines sur les questions de pénibilité, des pensions de retraite minimum, des départs progressifs à la retraite ainsi que des transitions des systèmes actuels vers le système universel", ont indiqué les services du Premier ministre, Edouard Philippe. lejdd.fr 7 février 2020

LVOG - Vous aurez compris que ces discussions servent uniquement à légitimer ou cautionner la réforme contre la retraite de Macron-BlackRock. Auriez-vous la vocation pour y participer ? Assurément si vous avez colporté l'illusion que les mêmes dirigeants syndicaux pourraient appeler à la grève générale, tandis qu'ils sont tous engagés auprès de Macron pour l'aider à faire passer cette réforme contre le droit à la retraite.

Vous aurez remarqué que les discours peuvent évoluer, mais pas les pratiques.

C'est ainsi qu'on entend souvent dire que le régime est devenu autoritaire, totalitaire, certains ont même été jusqu'à faire référence à la barbarie, vous avez pu l'entendre ou le lire comme moi, je n'invente rien, et soudainement quand viennent des élections, ils rentrent dans le rang, ils se retrouvent tous au garde-à-vous pour y participer !

C'est comme si tout ce qui s'était passé au cours des mois ou des années précédentes qui justifiait ces caractérisations s'était volatilisé au profit d'un dogmatisme ou conformiste au relent de populisme répugnant auquel ils sont prêts à tout sacrifier. Si cela ne vous étonne pas, rassurez-vous, moi non plus !

Une telle volte-face, de telles girouettes, des dirigeants politiques si dénués de principes ne peuvent évidemment pas

inspirer confiance, ils ne le devraient pas car tout sonne faux chez eux.

Certains sont marginalisés et craignent d'être encore plus isolés ou coupés des masses s'ils ne participent pas à cette mascarade d'élection, disent-ils. En fait, l'expérience a amplement prouvé qu'ils s'en foutaient éperdument, et qu'il ne s'agissait que de vulgaires manoeuvres d'appareils pour ensuite monnayer leur soutien à tel ou tel élu ou parti en échange de postes ou d'avantages en nature.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable !

Quand ils n'ont pas un sexe à la place du cerveau, on ne pourrait y loger un grain de riz !

Les gestapistes de la pensée unique de l'extrême droite à l'extrême gauche veillent. On les emmerde !

Il y a "" qui sévissent sur les réseaux sociaux, assurément. Ils ont été créés pour leur donner la possibilité de répandre leur crasse ignorance, afin de décourager ceux qui tendraient à s'élever au-dessus de la médiocrité ambiante et asphyxier ou étouffer les voies progressistes ou les opposants au régime.

Décérébrés, lobotomisés, grands frustrés, hyper complexés, mal baisées, trous du cul, foireux, lâches, dépressifs, belliqueux, haineux, ratés, minables, la liste des cas psychopathologiques est longue...

Dans la poubelle du populisme. Les médias tous populistes et manipulateurs, qui en doutaient encore ?

LVOG - Cette histoire est datée du 7 février 2020. Avant qu'elle soit reprise en choeur par les médias poubelles, c'est l'AFP qui l'avait diffusée :

- Un collaborateur asiatique surnommé "Grain de riz": Isabelle Balkany se défend de racisme - AFP 7 février 2020

C'est seulement 2 jours plus tard que je suis tombé sur cet article en première page de Yahoo News politique, la veille il n'y figurait pas et il n'apparaissait pas non plus dans le portail de l'AFP, j'ai insisté en me lançant dans une recherche plus approfondie, en vain.

Or, à la lecture ce matin de l'article de l'AFP, je m'aperçois qu'à la virgule près, c'est l'article que l'ensemble des médias avaient reproduit tout ou en partie, le documentaire soit-disant "exhumée sur les réseaux sociaux" qui serait à l'origine de cette minable polémique, devait servir en fait de couverture aux véritables auteurs de cette épidémie de totalitarisme, l'AFP.

- «Grain de riz» : quand Isabelle Balkany affublait un employé vietnamien d'un surnom raciste - RT France 7 février 2020

Une séquence d'un documentaire sur le couple Balkany tourné en 2002 vient d'être exhumée sur les réseaux sociaux et fait scandale. On y voit Isabelle Balkany se faire masser le bras par un employé d'origine asiatique qu'elle surnomme «Grain de riz».

«C'est pas raciste, c'est de l'amitié», a renchéri l'homme surnommé «Grain de riz», interrogé par l'AFP, et qui ne souhaite pas donner son vrai nom. «Patrick et Isabelle [Balkany] ne sont pas racistes, c'est pas la peine de chercher la petite bête», a-t-il ajouté. RT France 7 février 2020

En choeur.

- Quand Isabelle Balkany surnommait un collaborateur asiatique "grain de riz" - Paris Match
- Isabelle Balkany et "Grain de riz", son employé cambodgien ... - TF1
- "Grain de riz", quand Isabelle Balkany tenait des propos racistes - MSN.com
- "Grain de riz" : quand Isabelle Balkany donnait un surnom raciste à un employé - Orange actu
- Quand Isabelle Balkany présentait "grain de riz", employé de la mairie de Levallois - RTL
- De vieilles images d'Isabelle Balkany surnommant un employé asiatique "Grain de riz" font polémique - europe1.fr
- "Je l'ai baptisé 'Grain de riz'" : des propos racistes tenus en 2002 par Isabelle Balkany font polémique après leur rediffusion - francetvinfo.fr
- «Grain de riz, il est extra» : pour Isabelle Balkany, ce surnom n'est pas raciste - Le Parisien
- Quand Isabelle Balkany appelait un employé de mairie : "grain de riz" - bienpublic.com
- Isabelle Balkany a baptisé un collaborateur asiatique «Grain de riz» - Le Figaro
- “Grain de riz” : quand Isabelle Balkany tenait des propos racistes - valeursactuelles.com

- Racisme anti-asiatique?: quand Isabelle Balkany appelait son employé cambodgien “grain de riz” - lesinrocks.com
- « Je l’ai baptisé “Grain de riz” » : LCP exhume des propos racistes anti-asiatiques d’Isabelle Balkany - nouvelobs.com
- Racisme anti-asiatique : épinglée dans une vidéo d'archives, Isabelle Balkany assume - lexpress.fr

---

Green New Deal. Comment « ***redistribuer la richesse par la politique climatique*** ».

- D’où vient réellement l’argent derrière le «Nouvel Agenda Vert»? par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 04 février 2020

En à peine plus d’un an, tout le monde semble avoir sauté dans le train en marche du « Nouvel Agenda Vert », consistant à prendre des mesures radicales pour « arrêter » le changement climatique. À présent, la citadelle de la mondialisation économique corpocratique[1], le Forum Économique Mondial (FEM) de Davos en Suisse, en a fait son thème principal cette année : « les actionnaires [unis] pour un monde soutenable et cohésif [Stakeholders for a Cohesive and Sustainable World] », avec un accent majeur mis sur des thèmes et slogans comme « comment sauver la planète [How to Save the Planet] ». Bien sûr, parmi les orateurs invités on a pu trouver la jeune activiste suédoise Greta Thunberg. Ce qui est compris par bien peu d’observateurs, c’est la précision d’orfèvre avec laquelle tout ceci est orchestré afin de préparer une réorientation massive des flux mondiaux de capitaux, à l’occasion de laquelle une poignée de géants financiers se repositionne sous nos yeux pour en bénéficier à plein.

De Greta à « Bonnie » Prince Charles[2], les thèmes du Davos 2020 ont été dominés pour la première fois par l’Agenda du changement climatique. Ce qui transpire du sommet réunissant 3000 délégués des grandes firmes privées mondiales, c’est qu’une campagne mondiale majeure est orchestrée, et qu’elle inclut les plus grands patrons des fonds d’investissement de capitaux et les plus grands banquiers centraux du monde.

Les Administrateurs au-dessus de tout soupçon de Davos

Il ne relève pas du hasard que Davos, forum promoteur de la mondialisation, soit si fermement positionné derrière l’Agenda du changement climatique. Le FEM de Davos dispose en effet d’un Conseil d’administrateur associés. Or, parmi eux se trouve le soutien précoce de Greta Thunberg, le multimillionnaire du climat Al Gore, président du Projet Réalité Climatique [Climate Reality Project].

Ce Conseil inclut également l’ex-patronne du FMI Christine Lagarde, aujourd’hui à la tête de la Banque Centrale Européenne et dont les premiers mots dans cette fonction ont été que les banques centrales doivent à présent faire du changement climatique une priorité. Un autre administrateur de Davos est l’ancien patron de la Banque d’Angleterre Mark Carney, qui vient d’être nommé conseiller au changement climatique de Boris Johnson, et qui avertit que les fonds de pension qui ignorent le changement climatique risquent à présent la banqueroute (sic). Le Conseil inclut encore le fondateur influent de Carlyle Group, David M. Rubenstein. Également Feike Sybesma, du géant néerlando-britannique de l’agrobusiness Unilever, qui préside également le Forum de Direction de Haut Niveau sur la Compétitivité et la Tarification du Carbone (FCTC) de la Banque Mondiale[3]. Et le personnage qui est certainement le plus intéressant en termes de promotion du « Nouvel Agenda Vert » se trouve être Larry Fink, PDG fondateur du groupe d’investissements BlackRock[4].

Larry Fink, PDG et fondateur de BlackRock, annonce le changement à venir.

BlackRock n’est pas un fonds d’investissement ordinaire. Basé à New York, c’est le plus grand gestionnaire d’actifs du monde avec quelques 7000 milliards de dollars (oui, 7 billions en français !), investis dans plus de 100 pays. C’est plus que le PIB combiné de l’Allemagne de la France. Il domine le marché des actions de toutes les bourses du monde, et i se renforce systématiquement au capital des principales compagnies pétrolières et charbonnières du monde. L’aspirant politicien allemand de la CDU Frederick Merz a d’ailleurs été président de BlackRock en Allemagne depuis 2016.

Le 14 janvier 2020, quelques jours à peine avant le forum de Davos mettant à l’honneur le changement climatique, Fink a publié une lettre annuelle d’un ton inhabituel à l’adresse des PDG privés. Le fondateur et PDG de BlackRock a sauté dans le train de l’investissement climatique pour ne pas manquer le gros lot.

Dans cette lettre, lue avec attention et qui guide de nombreux investisseurs cherchant à placer les milliards de Blackrock, il écrit : « le changement climatique est devenu un facteur déterminant dans les prospectifs à long terme des entreprises ». Au sujet des manifestations climatiques récentes, Fink déclare : « la tension change rapidement, et je crois que nous sommes au bord d’une recomposition fondamentale de la finance. La preuve d’un risque climatique force les investisseurs à réexaminer les paradigmes au cœur de la finance moderne[5] ».

Déclarant que « le risque climatique est un risque d’investissement », Fink invoque alors une question impossible à résoudre : à quel point le risque climatique va impacter les économies de la planète. Et nous apprenons qu’il a la réponse ! Faisant référence à

ce qu'il appelle « un réexamen profond du risque et des valeurs des actifs », Fink nous révèle que « parce que les marchés de capitaux vont pousser en avant les risques futurs, nous allons voir des changements dans l'allocation des capitaux plus rapidement que nous n'allons voir changer le climat lui-même. Dans le futur proche (et plus proches que certains n'anticipent), il y aura une réallocation incitative du capital ». Et nous apprenons surtout qu'une poignée des plus grands groupes d'argentiers mondiaux vont en fait diriger cette réallocation du capital… Ceci déjà, appelle réflexion. Mais y'a-t-il un autre agenda derrière tout cela ?

Comment Fink et ses amis vont-il réorienter leurs flux d'investissements, investissements au passage, qui proviennent de l'argent des peuples, les économies de millions d'entre nous ? BlackRock a l'intention d'exiger des entreprises dans lesquels il investit ses 7000 milliards de $, de prouver leur mise en accord avec les exigences vertes, en « faisant de la soutenabilité [écologique] une partie intégrante de la construction de portefeuille d'actions et de la gestion des risques ; en se défaussant d'investissements qui présentent un haut risque en termes de soutenabilité [écologique], comme les producteurs de charbon thermique ; en lançant de nouveaux produits d'investissement qui examinent de plus près les énergies fossiles ; et en renforçant notre engagement vers la soutenabilité [écologique] et la transparence dans nos activités de gestion d'investissements[6] ». Traduction : si vous ne suivez pas les exigences du GIEC de l'ONU et des groupes affiliés incluant McKinsey & Cie, vous allez perdre beaucoup d'argent… GDFC et CNCS : regardons de plus près la composition…

Au titre de cette prétention à la vertu sur le nouvel investissement vert, Fink déclare que BlackRock fut un membre fondateur du Groupe de travail sur la « Divulgation Financière relative au Climat » (GDFC)[7]. Lequel se revendique œuvrant pour « l'évaluation et le suivi des risques relatifs au climat, et pour les problèmes de gouvernance afférents dans la gestion de ces risques, le GDFC fournit un cadre valable ».

Pour rappel[8], le GDFC fut créé en 2015 par la Banque des Règlements Internationaux (BRI), alors dirigée par l'actuel administrateur de Davos anciennement patron de la Banque d'Angleterre Mark Carney. En 2016, le GDFC de conserve avec la City de Londres (en tant que Corporation) et le Gouvernement britannique, lança l'Initiative Finance Verte (IFV [Green Finance Initiative]), visant à canaliser des milliers de milliards de dollars vers des investissements « verts ». Les banquiers centraux du CSF ont alors nominé 31 personnes issus du GDFC[9]. Présidé par le milliardaire Michael Bloomberg, de l'Agence de Presse éponyme, ce groupe incluait des personnages clés en plus e ceux de Blackrock, issus de la JP Morgan Chase, de la banque Barclays, HSBC; Swiss Re, la seconde plus grande compagnie de réassurance mondiale ; la banque chinoise ICBC, l'aciériste indien Tata Steel, la compagnie pétrolière italienne ENI, Dow Chemical, le géant minier BHP Billington et David Blood de Generation Investment LLC. Remarquons le rôle crucial ici des banquiers centraux…

Et pour rassurer davantage BlackRock et ses amis dans le monde, que les milliers de milliards de dollars s'orienteront vers les bons investissements et les bonne entreprises, Fink déclare que « BlackRock croit que le Conseil des Normes Comptables en matière de Soutenabilité [écologique] (CNCS)[10] fournit un assortiment clair de normes pour rendre compte des informations relatives à la soutenabilité, parmi une large gamme de problèmes potentiellement rencontrés… ». Ceci pourrait sembler rassurant, jusqu'à ce que nous examinions de plus près les membres de ce CNCS qui vont être chargé de délivrer l'Imprimatur « Bon pour le climat [Climate Friendly] ». Les membres incluent en effet, en plus de ceux de BlackRock : le fonds Vanguard, Fidelity Investments, Goldman Sachs, State Street Global, Carlyle Group, Rockefeller Capital Management, et de nombreuses autres banques majeures comme Bank of America-Merril Lynch et UBS.

Qu'est donc en train de mettre en place ce groupe-cadre ? D'après leur site Internet (appelant aux dons de la part de bonnes âmes émues par tant de mobilisation des grands argentiers pour le climat) : « depuis 2011, nous avons travaillé vers un but ambitieux de développement et de maintien de la soutenabilité dans les normes comptables pour 77 industries[11] ». Donc, pour résumer : ce sont les mêmes groupes financiers qui pilotent aujourd'hui les flux de capitaux mondiaux vers les projets miniers, charbonniers et pétroliers depuis des décennies, qui vont à présent devenir les arbitres décidant de quelles entreprises seront « qualifiées pour la bénédiction par l'argent » (ou pas), pour bénéficier des futurs investissements en « obligations vertes [green bond] »…

Ajouter encore quelques banquiers centraux…

Dans les mois récents, les banquiers centraux principaux du monde ont chacun déclaré, de façon surprenante, que le changement climatique devenait soudain une partie des « responsabilités essentielles » des banques centrales, oubliant soudain d'autres problèmes comme l'inflation et la stabilité des devises. Personne ne s'est pourtant soucié d'expliquer comment cela devrait fonctionner, ce qui n'en est pas moins déconcertant.

En novembre 2019, la Réserve Fédérale a tenu une conférence, intitulée « l'économie du changement climatique[Economics of Climate Change] ». Lael Brainard, présidente de la Commission sur la Stabilité Financière de la FED, a déclaré que le changement climatique a une importance pour la politique monétaire et la stabilité financière. Et dans ses récents commentaires, le patron de la Banque Centrale du Japon, Haruhiko Kuroda, a pareillement déclaré à un journal japonais que « le risque relatif au climat diffère des autres risques, en ce que son impact à relativement long terme que les effets vont durer plus longtemps que d'autres risques financiers, et que cet impact est bien moins prévisible ». « Il est dès lors nécessaire d'investiguer et d'analyser minutieusement l'impact du risque relatif au climat ». Et dans ses premiers commentaires en tant que nouvelle patronne de la Banque Centrale Européenne, l'ancienne directrice du FMI Christine Lagarde a elle aussi déclaré qu'elle voulait un rôle clé

pour le changement climatique dans la revue [à venir] des politiques de la BCE, s'attirant les critiques de Jens Weidmann, un autre membre allemand de la BCE[12].

Mais le banquier central le plus notoire et actif concernant le changement climatique, est sans doute l'ancien patron de la Banque d'Angleterre Mike Carney, par ailleurs Administrateur du FEM de Davos aux côtés de Larry Fink. Carney, qui va donc œuvrer à présent en tant que conseiller au réchauffement climatique de Boris Johnson, a déclaré récemment à la BBC, citant un analyste de fonds de pension demeuré anonyme : « si vous additionnez les politiques de toutes les entreprises ici-bas aujourd'hui, elles correspondent à un réchauffement de 3,7/3,8°C ». Il poursuit en affirmant que les scientifiques déclarent que les risques associés avec une augmentation de 4°C incluent « une augmentation de 9 m du niveau des océans, affectant jusqu'à 760 millions de personnes, provoquant des vagues de chaleur et de sécheresse, et de sérieux problèmes d'approvisionnement en nourriture[13] ». Vu comme ça en effet, ça fait peur.

Comme nous l'avons remarqué plus haut, déjà en 2015, le membre du Conseil de Davos, Carney, en tant que président du Conseil de Stabilité Financière (CSF) de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), avait créé le Groupe de travail sur la « Divulgation Financière relative au Climat » (GDFC), afin de conseiller « les investisseurs, prêteurs et les assurances concernant les risques relatifs au climat[14] ».

Ce qui devient de plus en plus clair, derrière la poussée mondiale actuelle demandant des actions spectaculaires pour remédier au changement climatique, c'est qu'il s'agit davantage de justifier une réorganisation majeure de l'économie mondiale, vers des modes de production d'énergie bien moins efficaces, ce qui impliquera un rabaissement drastique des modes et conforts de vie au niveau mondial. En 2010 déjà, le président d'un groupe de travail du panel intergouvernemental des Nations unies sur le changement climatique[15], le Dr Otmar Edenhofer, avait averti un intervieweur : « Il doit être dit clairement que nous redistribuons de fait la richesse du monde par la politique climatique. Il faut se libérer de l'illusion considérant la politique climatique internationale comme une politique environnementale. Elle n'a pratiquement plus rien à voir avec la politique environnementale…[16]».

Et quelle meilleure façon de « redistribuer la richesse par la politique climatique » pourrait-on trouver, si ce n'est de commencer par poser comme arbitre le plus grand contrôleur d'argent du monde comme BlackRock ?

Notes :

[1] NDT : Corpocratie (néologisme) : gouvernement dans lequel les grands groupes et les grands cartels bancaires dictent leur loi au-dessus des États.

[2] Bonnie Prince Charles, référence à Charles Édouard Stuart (1720-1788).

[3] High Level Leadership Forum on Competitiveness and Carbon Pricing. NDT : l'auteur parle du Groupe « Banque Mondiale », organisation faîtière en effet constituée de 5 organisations financières internationales au total : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ; l'Association internationale de développement (IDA) ; la Société financière internationale (IFC) ; l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) ; le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

[4] « Leadership and Governance », site officiel du FEM de Davos présentant son Conseil.

[5] « A Fundamental Reshaping of Finance », Larry Fink, Site official de BlackRock, Janvier 2020.

[6] Ibid.

[7] Task Force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD). [9] Liste sur le site officiel du GDFC : https://www.fsb-tcfd.org/about/

[10] Sustainability Accounting Standards Board (SASB)

[11] « Donate – Your support helps us move the market » https://www.sasb.org/donate/

[12] « Central Bankers' Core Mission Now Includes Climate Change » (Zerohedge, 1-1-2020) https://www.zerohedge.com/political/central-bankers-core-mission-now-includes-climate-change

[13] « Central Bankers' Core Mission Now Includes Climate Change » (Zerohedge, 1-1-2020), précité.

[14] NDT : Voir l'article précédent de F. William Engdahl : « Les grandes manœuvres derrière Greta et le « Changement climatique » : suivez l'argent… » (25 Septembre 2019). Précité.

[15] UN Intergovernmental Panel on Climate Change

[16] « IPCC Official: “Climate Policy Is Redistributing The World’s Wealth” » (Neue Zürcher Zeitung, 14 Novembre 2010 ; WUWT, 18-11-2010)

F. William Engdahl est consultant en risques stratégiques et conférencier, diplômé en politique de l’Université de Princeton et auteur de best-sellers sur le pétrole et la géopolitique. Son dernier livre, « Le charme discret du djihad », est publié aux éditions demi-lune. Article initial exclusif pour le magazine en ligne New Eastern Outlook.

Un faux prétexte pour racketter et appauvrir les peuples.

- Europe : bientôt une taxe sur la viande ? - lepoint.fr 08.02

Après la taxe soda et, alors que certains militent pour imposer plus durement la charcuterie, c'est la viande qui fait son retour dans le débat. Il ne s'agit pas cette fois de s'interroger sur sa toxicité, mais sur son impact environnemental. Des associations néerlandaises ont soumis au Parlement européen un rapport présentant les avantages économiques et environnementaux d'une taxe sur les protéines animales, explique le journal Les Échos. (...)

La production de viande exerce aussi une pression non négligeable sur les ressources aquifères. Les scientifiques sont nombreux à estimer qu'il faut donc réduire la consommation de protéines animales, mais elle devrait au contraire augmenter. Avec une taxe, ces associations néerlandaises estiment donc que la consommation de bœuf pourrait être réduite de 67 % d'ici à 2030, de 57 % pour le porc et de 30 % pour la volaille.

Si l'idée n'est pas inédite, l'ampleur de la taxe estimée par les associations l'est. Les projections pourraient ainsi faire grimper le prix de certaines viandes de 25 %. À partir de 2021, le surcoût envisagé serait de 10 centimes pour 100 grammes, peu importe la viande. Mais, à terme, c'est le bœuf qui serait le plus fortement touché avec 47 centimes, suivi du porc avec 36 centimes et de la viande de poulet avec 17 centimes.

Au niveau européen, cette taxe pourrait rapporter 32 milliards d'euros d'ici à 2030, selon ses créateurs. (...) Pour l'instant, la taxe n'est toutefois pas encore en discussion au niveau européen, même si des projets émergent localement, notamment aux Pays-Bas et en Allemagne. lepoint.fr 08.02

On imagine les plus pauvres qui se passent déjà de viande...

Je rappelle que ma consommation de viande (poulet essentiellement) est insignifiante, poissons ou produits de la mer, oeufs compris, je ne sais pas au juste, 100 ou 200 grammes par semaines tout au plus, pas par goût ou par principe, mais tout simplement parce que cela ne me dit rien. J'ai une alimentation intelligente (Ce n'est pas encore interdit!), très diversifiée et non carencée. Je cuisine moi-même, y compris les pizzas, les tartes salées ou les gâteaux au yaourt, il n'y a plus que le pain que je n'ai pas essayé.

Chez moi, on ne mange pas, on se nourrit, on se soigne, on déguste, on savoure, on se régale, on fait un repas très simple... gastronomique ! Même une simple soupe peut être succulente ! On fait bien des écarts, mais ils sont rares. Pour un coût imbattable, je calcule et compare tout au centime près, sans lésiner pour autant sur la quantité et la qualité, cela allait de soi, mais il fallait le préciser.

Mon secret, il est destiné aux plus pauvres. Attention, personne ne nous surveille, bon, je peux vous le livrer : Je cuisine pour plusieurs jours le repas du soir, on en mange 5 jours de suite, c'est très économique, y compris en gaz et en temps de vaisselle !

Haut de page

Le 17 février 2020

CAUSERIE ET INFOS

Vous avouerez que la dernière illustration photographique de la page d'accueil était prémonitoire, je déconne. A peine, je suis tellement en phase avec la situation que j'en arrive à flairer inconsciemment leurs trucs pourris avant même qu'ils se produisent, trop fort le mec, je plaisante.

Tenaient-ils à dissuader les électeurs potentiels qui existaient encore d'aller voter aux municipales, qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement, vous ne trouvez pas ? Abstention massive et focalisation des votes sur deux ou trois partis et le tour est joué, ils peuvent continuer à gouverner comme si de rien n'était, pratique en somme. D'autant plus que le seul moyen de mettre en échec ce mécanisme nécessiterait de la part des travailleurs un engagement politique auquel ils ne sont pas préparés ou ils ne sont pas encore prêts, apparemment, vu de mon village en Inde, mais je peux me tromper.

Pourquoi se faire chier avec ce genre de conneries diront peut-être certains lecteurs ? Parce que c'est à la fois révélateur de la crise du régime et des institutions, et on peut en tirer des enseignements politiques. On préfèrerait s'en passer évidemment, mais on ne commande pas à l'actualité, vous le savez.

Bref, 19°C à 7h du matin, 33°C à midi, soleil radieux, ciel bleu azur, silence, calme, tranquillité, le village est pour ainsi dire vide puisque tous les Indiens sont partis bosser, ma compagne est absente pour une semaine, mon épouse est repartie en France la nuit dernière, ma misérable retraite a été virée sur mon compte, je n'attends plus que Dell vienne changer l'écran de l'ordinateur.

Le moral est au beau fixe, la santé se maintient avec quelques petits soucis de mémoire, mais là c'est juste parce que je suis trop concentré sur mon boulot. La soupe aux oignons est prête, il ne me reste plus qu'à préparer la pizza pour ce soir, à midi, salade de tomate du jardin au basilic, bref, je me soigne ! A jeun le matin, un verre de jus de feuilles de manguier, suivi d'un thé vert organique agrémenté de plantes médicinales du jardin, plus tard un café noir, ensuite une décoction à base de gingembre, curcuma frais du jardin, jus de citron et poivre, et me voilà remonter pour la journée ! C'est notamment pour contrecarrer l'effet nocif de la cigarette, le carburant de mes neurones un peu fainéants. L'autre carburant qui tient du turbo ou les excitent au maximum, également issu de mon jardin, je le réserve pour le soir pour explorer l'inconnu, avant qu'il se transforme selon mon état de fatigue, en un puissant aphrodisiaque ou somnifère. Quand on ne charge pas trop la barque, on peut aller loin...

Il n'y a pas de miracle, l'alimentation est à la base de la santé. Il y a des gens qui vivent dans des grandes villes polluées qui vivent centenaires, tandis que d'autres vivant à la campagne s'éteignent beaucoup plus tôt, et il en va de même qu'on bosse dur ou qu'on soit rentier, ce n'est pas logique, si, si on considère que le facteur de l'alimentation est déterminant. On laissera de côté l'aspect génétique qu'on a tendance à exagérer ou des conditions extrêmes qui vous détruisent rapidement, comme par exemple chez les mineurs.

C'est un conseil de vieux, négliger sa santé et vous vieillirez mal, vous le regretterez un jour, car vieillir cela dure plus longtemps que mourir ! On se détend, on aborde cette causerie dans la bonne humeur, bonne continuation à vous tous.

On mettra en ligne de nouveaux documents demain.

- 20 pages au format pdf

Le mot du jour.

Je m'en brande des élections municipales !

Voter PS, PCF, Générations. EELV, LFI : C'est voter LREM !

Municipales: le maire socialiste de Strasbourg soutient le candidat LREM - AFP 15.02

Voter LR : C'est voter RN-FN !

A Sète, Marine Le Pen défend l'union avec le candidat ex-LR - AFP 15.02

"L'effondrement de leur civilisation" : Elle est En Marche !

- Plus de la moitié des Français croient à l'effondrement de leur civilisation - sputniknews.com 13.02

Depuis des années, les Français se disent alarmistes lorsqu'ils sont interrogés sur l'état et l'avenir du monde, et un sondage de l'Ifop vient de renforcer encore davantage ce pessimisme.

65% des Français estiment que «la civilisation telle que nous la connaissons actuellement va s'effondrer dans les années à venir». Cette opinion est partagée par 71% des Italiens, 56% des Britanniques, 52% des Américains et 39% des Allemands.

En France, la proportion de ceux qui pensent que la civilisation va s'effondrer progresse à mesure que le niveau de vie

diminue, précise le sondage. De la même manière, en termes de niveau d'éducation, c'est parmi les sans diplôme (73%) que l'adhésion est la plus forte. sputniknews.com 13.02

LVOG - Le plus inquiétant, ce n'est pas qu'ils soient aussi nombreux à y croire, mais qu'ils soient si peu nombreux à en tirer la conclusion qu'ils doivent prendre leur destin en mains et s'organiser, s'engager dans le combat politique, sans doute faute d'un parti ouvrier qui leur tienne un discours qui corresponde à leur état d'esprit ou à leur niveau de conscience...

On ne veut pas jeter la pierre aux âmes de bonne volonté ou décourager ceux qui sont animées de bonnes intentions, on se dit simplement qu'apparemment ils ne s'y prennent pas comme il le faudrait, c'est juste un constat ou un conseil et non une leçon.

On ne peut pas accepter l'idée que des personnes censées évoluées ne parviennent pas à saisir la situation pour peu qu'on les aide à y voir plus clair, sinon effectivement ce serait à désespérer et il faudrait admettre que notre théorie était obsolète ou erronée. C'est à nous de régler ce problème et à personne d'autres.

C'est le noeud de la situation, et seuls nous ainsi que les travailleurs les plus conscients sommes en mesure de la dénouer favorablement. On peut aussi se dire que lorsqu'on en est arrivé au point de ne plus croire en rien, le moment est peut-être venu de croire enfin en autre chose de salutaire cette fois, le socialisme, puisque pratiquement tout le monde ignore de quoi il s'agit vraiment. Si maintenant nous y renoncions pour une raison ou une autre, on ne s'en sortirait pas, c'est évident.

On peut prédire que les résultats des élections municipales quels qu'ils soient ne changeront absolument rien.

L'inconnu va être le taux d'abstention dans une société chaque jour de plus en plus nauséabonde et un régime de plus en plus réactionnaire.

Ils risquent de tous sortir laminés de cette expérience, comme il se peut que des électeurs se raccrochent par dépit ou désespoir aux planches pourris du PS ou de LR qui détiennent encore le réseau d'élus le plus dense, et comme Macron et LREM ont repoussé l'imposture au-delà des limites que certains croyaient infranchissables, certains électeurs à la mémoire défectueuse ou dénués de conscience de classe pourraient être tentés de les imiter en votant RN-FN. Quant à EELV, il pourrait payer le prix fort de leur fanatisme climatique, qui a littéralement pourri l'existence de l'ensemble des citoyens qu'ils se sont employés à culpabiliser injustement. A suivre.

En complément. Bon débarras !

- Plus de deux tiers des Français ont une mauvaise opinion du Parti socialiste et 74% des sondés pensent qu'il peut disparaître, selon un sondage - Franceinfo 13.02

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting réalisé pour franceinfo, une majorité de Français considère que le PS n'est ni proche des gens, ni rassembleur et pas non plus utile à la vie politique. Franceinfo 13.02

Comme tous les partis institutionnels en somme ! Encore un sondage désintéressé !

Pas avec Hollande et Macron son ministre ou le PS depuis plus un siècle...

- Aubry (PS): avec Macron, "l'inhumanité est en marche" - AFP 13 février 2020

C'est cela, soldons les comptes, "*l'inhumanité est en marche*" depuis la IIIe République en ce qui concerne la social-démocratie.

Elevons-nous un instant au-dessus de la médiocrité ambiante.

J'ai trouvé dans des documentaires la réponse à la question que je m'étais posé lors de la précédente causerie. C'est la combustion de l'hydrogène qui va donner de l'hélium, l'hydrogène en se transformant progressivement en hélium va libérer deux neutrons appelés aussi particules subatomiques. Eventuellement cela donnera naissance à des étoiles à neutrons. Si on ajoute qu'un proton peut donner naissance à un neutron et vice versa, il vaut mieux qu'on arrête là sur ce sujet, sinon on n'est pas près d'en sortir ! A suivre.

Ce qu'il y a de particulièrement passionnant, motivant et non de frustrant avec l'étude de l'astronomie, c'est que l'étendu de son champ d'investigation est tellement vaste, que plus on en apprend, plus on prend conscience de l'étendue de notre ignorance ; chaque fois qu'on a la solution d'une énigme, une autre se présente encore plus ardue à résoudre et ainsi de suite.

A partir d'observations, les chercheurs établissent des théories ou posent des hypothèses qu'ils vont devoir vérfier en englobant d'autres éléments qui leur étaient encore inconnues, et qui feront l'objet de nouvelles observations qui donneront à leur

tour naissance à d'autres théories ou hypothèses et ainsi de suite, de sorte que la connaissance avance. Par principe, on s'en tient ensuite à une théorie aussi longtemps qu'elle n'a pas été réfutée au cours d'une observation ou expérience. Quand des éléments nouveaux ne collent pas avec une théorie, on ne s'empresse pas de la balancer, car chaque élément qu'on découvre constitue un maillon de la matière, qui n'existerait pas telle qu'on peut l'observer sans l'un de ces maillons, sans pour autant se réduire à un maillon, de sorte que chaque théorie correspondra à une nouvelle observation, plus précise, parfois plus chanceuse.

Contrairement à ce que j'ai et entendu sur les deux théories qui expliqueraient la création des éléments de la matière, l'une remontant à l'origine du big bang, l'autre aux étoiles, je pense qu'elles peuvent très bien être complémentaires ou justes jusqu'à un certain point et fausses au-delà, il n'y a donc pas lieu d'en exclure une quand on a à l'esprit l'état relativement rudimentaire de nos connaissances en astronomie, sachant qu'on n'est pas en mesure de déterminer le nombre d'inconnus qui restent à découvrir avec les instruments dont nous disposons. Le développement des sciences est en fait très jeune ou récent, on a tendance à l'oublier pour leur attribuer des vertus inconsidérées ou en tirer parfois des conclusions pratiques hâtives ou hasardeuses.

La théorie doit être au service de l'observation et non l'inverse pour éventuellement pouvoir agir sur la matière, transformer la société, modifier l'orientation du monde... Vaut mieux essayer de comprendre ce qui existe, plutôt que d'essayer de comprendre ce qui n'existe pas ! C'est en étudiant ce qui existe, qu'on peut réaliser des découvertes et progresser.

L'antineutron ou l'antimatière ne sont pas la négation du neutron ou de la matière, mais leurs compléments. De la même manière quand on aborde la lutte des classes, on doit prendre en compte que les différentes idéologies en présence sont complémentaires sur le plan dialectique et historique, l'une n'existerait pas sans l'autre, qu'on en ait conscience ou non, d'où la nécessité de les étudier sans en exclure aucune, c'est ce que nous nous efforçons de faire ici.

Grivoiserie institutionnelle.

Déliquescence du régime. Délation ou imposture pour une défaite annoncée ? "***J'en viens à me demander s'il ne va pas être débranché.***"

LVOG - Ils ont tellement de choses inavouables à cacher qu'ils sont horrifiés à l'idée de savoir qu'ils pourraient être les prochains sur la liste. Un type qui se masturbe ou se fait masturber et filme cette séquence, puis qui envoie cette vidéo à plusieurs personnes est mentalement déséquilibré et un pervers sexuel, tout le reste est du baratin pour faire oublier.

- Ferrand sur l'affaire Griveaux : "Les délateurs doivent être montrés du doigt et punis, pas leurs victimes" - Journal du Dimanche 15.02

LVOG - Alors qu'ils ont fait de la délation une de leur armes favorites de propagande pour déstabiliser leurs adversaires, les affaiblir ou les éliminer.

On sait que ces tordus osent tout, et ce n'est pas l'information suivante qui le démentira, tout au plus permet-elle se s'interroger sur le réel mobile de cette affaire. La victime ne pourrait-elle pas en être à l'origine parce que cela l'arrangerait, on est en droit de se poser la question après avoir appris que Griveau avait envoyé ces vidéos compromettantes à la compagne d'un provocateur professionnel. Leur a-t-il aussi soufflé l'usage qu'ils devaient en faire et à quel moment ?

- Selon les sources policières auxquelles se réfère Le Parisien, l'actuelle compagne du Russe Pavlenski, «artiste» qui a revendiqué la diffusion de vidéos compromettant le candidat LREM à la mairie de Paris, a été la destinataire des enregistrements en question. sputniknews.com 15.02

- Anne Hidalgo , la maire sortante de Paris, est donnée en tête du premier tour, avec 23 % des intentions de vote, dans un sondage Odoxa, CGI, « Le Figaro », publié le 27 janvier 2020. Rachida Dati (LR) se classe est deuxième position avec 20 %, désormais nettement devant Benjamin Griveaux (LREM), avec 16 %. Les Echos 12 février 2020

- « Trois sondages qui donnent le même trio de tête, ça veut dire que c'est fiable », estime un homme politique qui maîtrise en orfèvre la mécanique des sondages. leparisien.fr 28 janvier 2020

- C'est un mauvais sondage pour La République en marche. Les macronistes n'ont pas caché leur déception samedi, lorsque les résultats ont fuité. Pour la première fois, selon l'enquête Ifop-Fiducial pour Le Journal du dimanche, la candidate Les Républicains Rachida Dati, créditée de 19 % des voix, double le porte-drapeau de LREM, Benjamin Griveaux, en troisième position avec un score de 15 %. La maire socialiste Anne Hidalgo, qui vient d'entrer en campagne, se maintient en tête, avec 25 %. «J'ai envie de pleurer», réagit, à chaud, un soutien du candidat macroniste. «Le navire coule», s'inquiète un autre. «On est parti à 32 % (résultats LREM aux européennes à Paris, NDLR) et on arrive à 15 %. La chute est vertigineuse. J'en viens à me demander

s'il ne va pas être débranché.» lefigaro.fr 20 janvier 2020

Les réseaux sociaux, ces instruments destinés à servir la stratégie de la déstabilisation, de la guerre, du chaos, du totalitarisme.

- Pour Emmanuel Macron, la Russie va "continuer à essayer de déstabiliser" les démocraties occidentales - Franceinfo 15.02

- Griveaux : l'irrésistible ascension des nouveaux puritains - lepoint.fr 15.02

LVOG - Le malaise qui les étreint soudain ne vient pas du rejet d'une idéologie comme ils voudraient nous le faire croire puisqu'ils la partagent, il vient plutôt du fait qu'elle incarne leur propre vulnérabilité et leurs faiblesses, qui lorsqu'elles sont mises en lumière les menacent directement parce qu'elles révèlent au passage leur véritable nature notamment.

Corrompu, escroc, imposteur, menteur, tricheur, falsificateur, obsédé, pervers, sans principe, immoral, prostitué, maquereau, voleur, parasite, mafieux, criminel, antisocial, délateur, corbeau, inquisiteur, etc. bref un ensemble de combinaisons qui caractérisent le fonctionnement des institutions.

Le Point - Il y a trois ans, en publiant Mortelle transparence avec Mathias Chichportich, nous voulions tirer le signal d'alarme : la société des réseaux sociaux organisait la propagation virale d'une idéologie puritaine importée des États-Unis et parfaitement contraire à nos mœurs et à nos valeurs. C'est un puritanisme d'un nouveau genre qui se prétend libertaire et progressiste, mais avance les mêmes arguments de transparence, de lutte contre l'hypocrisie, de défense de la vertu et de la pureté morale.

L'idée de la protection de la vie privée est inséparable de celle des droits de l'homme. Elle en est le socle. Elle a été inventée par la France des Lumières pour protéger l'individu contre les inquisitions de l'absolutisme. Dès lors que vous n'enfreignez pas la loi, nul n'a le droit d'entrer dans votre intimité et de savoir ce que sont vos idées, vos propos, vos mœurs, vos rapports familiaux, amicaux, amoureux ou sexuels. Or, sous l'effet d'une idéologie venue d'outre-Atlantique [1], combinée avec la puissance tellurique des technologies numériques et soutenue par l'intérêt bien compris des grandes plateformes US que sont les Gafa, cette conquête de la Révolution française pourrait bien n'avoir été, pour reprendre l'expression d'un dirigeant de Google, qu'une « parenthèse de l'histoire de l'humanité » ! Et c'est chacun d'entre nous, puissant ou pas, célèbre ou inconnu, qui est, à terme, menacé. C'est ce que dit d'une manière tristement éclatante l'affaire Griveaux. Et elle le dit de deux façons.

Les réseaux sociaux peuvent fouler aux pieds nos droits les plus fondamentaux (Ce que s'emploient à faire au quotidien ceux qui nous gouvernent depuis toujours... et Le Point - LVOG)

Le puritanisme américain, venu de la religion de ses fondateurs, c'est d'abord l'idée d'une transparence absolue. Nous devons nous tenir nus devant Dieu et devant nos semblables. C'est encore plus vrai des représentants du peuple. Rien de tel chez nous. En France, si vous ne profitez pas du droit à la vie privée pour dissimuler des crimes ou des délits, nul n'a à connaître des secrets de votre intimité. Chacun, y compris l'homme public, a droit à son jardin secret, à son quant-à-soi. Les Américains, eux, inversent l'ordre des facteurs : si vous n'avez rien à vous reprocher, vous n'avez rien à cacher ! Vous devez donc tout montrer tout le temps. Ainsi, par exemple, est-il légitime là-bas, au nom de la vérité, de révéler la vie privée d'un homme politique. Chez nous, jusqu'à présent, cela semblait inacceptable. Les médias ne pouvaient franchir cette limite que dans des conditions restrictives établies par la Cour européenne des droits de l'homme. Il fallait que la révélation contribue à un débat « sur une question d'intérêt public » : la maladie d'un chef d'État, par exemple, qui menace le bon exercice de sa fonction. Or, aucun débat public n'est en jeu dans l'affaire Griveaux.

Mais si les médias sont responsables au pénal et au civil des contenus qu'ils publient, rien de tel pour les réseaux sociaux. Ainsi peuvent-ils fouler aux pieds nos droits les plus fondamentaux et mettre à bas un édifice de libertés vieux de plus de deux siècles. Il y aura sans doute des poursuites. Mais que Benjamin Griveaux ait été obligé de renoncer à sa candidature montre que le mal est fait. Aujourd'hui, c'est lui, mais demain, ce sera vous, vos enfants, vos amis, dénoncés à votre conjoint, à vos voisins, à votre employeur… Tous, nous sommes en danger.

Après le sexto, voici le sexfie !

La tyrannie du puritanisme, c'est encore autre chose. C'est le jugement moralisateur porté sur la vie privée. Je mentirais si je disais que je trouve du meilleur goût d'adresser des photos de son appareil génital à une correspondante. On est loin du badinage amoureux à la française. Cela fait d'ailleurs partie à mes yeux de la dégénérescence des mœurs induite elle aussi par la société numérique : le narcissisme exacerbé, dont témoigne la manie des selfies ; la chosification des rapports humains y compris sexuels qu'illustre le succès de YouPorn. La combinaison de ces deux, ce sont les photos de Benjamin Griveaux : après le sexto, voici le sexfie ! Mais enfin, cela le concerne, lui et ceux qui l'entourent. De même pour l'adultère. Qu'avons-nous à voir avec cela. De quel droit jugeons-nous ce qui se passe entre adultes consentants ? Quel crime a-t-il commis ? Et quel rapport avec sa qualité d'homme politique ? Le puritanisme combat donc la vie privée mais aussi la liberté des mœurs. Elle, si présente au cœur

de nos traditions, illustrée brillamment par notre littérature, notre peinture, notre cinéma, faudra-t-il que nous y renoncions, sous l'influence d'une idéologie qui nous est étrangère, et qui a transité des esprits les plus réactionnaires qui la défendaient autrefois vers les zélotes d'un pseudo-progressisme qui prétend ainsi s'attaquer aux puissants et défendre les plus faibles.

Ne laissons pas les nouveaux Savonarole abolir nos libertés et détruire notre civilisation, ce que Jean d'Ormesson appelait le bonheur d'être français, « une sorte d'art de vivre fondé sur la tolérance ».

[1] - Les explications emberlificotées de l'agent de cette révélation, qui prétend lutter contre le puritanisme, n'y changent rien : il agit bien au nom du combat contre le mensonge, typique cette idéologie.

LVOG - On retiendra : "Mais enfin, cela le concerne, lui et ceux qui l'entourent", non ou pas seulement, puisque selon les policiers c'est lui qui a adressé ces vidéos à l'actuelle compagne du provocateur Pavlenski, il faut donc en déduire qu'elles étaient destinées à être diffusées, pourquoi, on l'ignore encore...

Quel "bonheur d'être français", quand on s'appelle Macron, Bouygue et Cie !

Slendeur et décadence. Le petit pornographe. Vertu et morale au-dessus de tout soupçon. Un régime au format X.

- Onde de choc politique après le retrait de Griveaux à Paris pour une vidéo sexuelle - AFP 15 février 2020

De LFI au RN, les principaux responsables politiques ont condamné, quasiment unanimement, la diffusion sur le web de cette vidéo intime, y voyant une "menace contre la démocratie" à l'heure des réseaux sociaux tout puissants.

L'ex-porte-parole du gouvernement a indiqué à l'AFP s'être entretenu tard jeudi soir avec le président Emmanuel Macron, qui l'a selon lui assuré de son soutien "quelle que soit sa décision". AFP 15 février 2020

Benjamin Griveaux, “c’est quelqu’un qui s’appuie en permanence sur les valeurs familiales, qui dit qu’il veut être le maire des familles et cite toujours en exemple sa femme et ses enfants." Le HuffPost 14 février 2020

LVOG - Un sexe à la place du cerveau chez les uns, le cerveau ou plutôt le pouvoir pour assouvir leurs fantasmes sexuels chez les autres.

Les promesses électorales, c'est comme pour les miracles, elles ne valent que pour ceux qui ont la naïveté d'y croire!

- Les Français mécontents de l'offre politique actuelle en vue de la présidentielle - L'Express.fr 12.02

"Aucune personnalité politique française" ne convient actuellement à 72 % des personnes interrogées dans la perspective de 2022, selon un sondage Elabe pour BFMTV.

Et il y a de quoi.

- Joachim Son-Forget annonce être candidat à la présidentielle 2022 - Le HuffPost 13 février 2020

Comment abdiquer ses droits, son pouvoir, ses aspirations.

- Sondage BFMTV - "Honnête", "à l’écoute", "réaliste" : les Français dressent le portrait-robot du candidat idéal pour BFMTV 12 février 2020

Pour tenter de dresser le portrait-robot du candidat idéal à la présidentielle de 2022, les Français ont mis en avant plusieurs éléments de parcours qui correspondraient à ce profil. Ainsi, le fait d'avoir eu des responsabilités politiques est cité par 43% des personnes interrogées et le fait d'avoir exercé des responsabilités associatives à 37%. Mais à l'inverse, 24% des personnes ne souhaitent plus être représentées par un responsable politique.

Le fait d'avoir été chef d'entreprise est cité à 32%, viennent ensuite les profils d'intellectuel, universitaire et chercheur (32% également), d'ouvrier et employé (29%), les personnes n'ayant jamais fait de politique (24%), les responsables militaires (16%), responsables syndicaux (11%) puis les sportifs (6%), humoristes (5%), personnalités issues des médias (4%) et les artistes (3%).

Pour tenter de dégager les qualités les plus valorisées par les Français pour leur prochain chef de l'État, Elabe a fait choisir aux personnes interrogées trois qualités parmi onze. Elles étaient invités à choisir entre l'honnêteté, l'écoute des Français, le réalisme, la détermination, l'autorité, la simplicité, le courage, le dynamisme, le charisme, l'indépendance et l'humour.

Ce sont l'honnêteté (71%), l'écoute des Français (67%) et le réalisme (28%) qui arrivent en tête. Ces trois traits de personnalités sont suivis par la détermination (26%), l'autorité et la simplicité ex-aecquo à 15%, le courage (14%), le dynamisme (11%), le charisme (10%), l'indépendance (9%) et l'humour, qui ferme la marche avec 2%.

En 2022, bis repetita? Après le second tour où étaient qualifiés Emmanuel Macron et Marine Le Pen en 2017, les Français pressentent à 59% un nouveau duel entre ces deux personnalités en 2022. Mais ils sont 19% à se satisfaire de cette perspective-là. Un score qui se retrouve de façon largement majoritaire dans toutes les catégories socioprofessionnelles. BFMTV 12 février 2020

LVOG - Il n'existe aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs dans le cadre des institutions de la Ve République, voilà tout.

Animaux, handicapés, clochards, environnement, etc. les voilà soudainement remplis de bonnes intentions...

- 135 candidats aux municipales s'engagent pour les personnes sans-abri - Journal du Dimanche 14 février 2020

Dans une tribune rédigée par la Fondation Abbé-Pierre, 135 candidats aux élections municipales s'engagent, s'ils sont élus, à respecter la "Déclaration des droits des personnes sans-abri". Journal du Dimanche 14 février 2020

Etats-Unis. Un plan foireux, une étoile est morte née...

- L'ex-étoile montante Warren lutte pour sa survie dans les primaires démocrates - AFP 12 février 2020

Elle a obtenu seulement 9% au New Hampshire.

Leur conception de la démocratie, un produit cher, frelaté, incomestible.

- "Acheter sa place" dans l'élection? Les milliardaires secouent les primaires démocrates - AFP 14 février 2020

Plus de 300 millions de dollars: la somme est vertigineuse.

Depuis son entrée en lice en novembre, l'ex-maire de New York Michael Bloomberg a dépensé ce montant, exclusivement tiré de ses fonds personnels, pour financer des spots de campagne électorale qui inondent les chaînes américaines et internet.

"C'est absolument unique. Il n'y a rien eu de comparable dans l'histoire politique américaine", dit à l'AFP Bill Sweeney, expert en politique à l'American University.

Neuvième homme le plus riche de la planète, Michael Bloomberg a, fort de ses quelque 60 milliards de fortune, secoué la campagne démocrate.

Alors que d'autres candidats sillonnent depuis plus d'un an les Etats-Unis à la rencontre des électeurs, l'avalanche publicitaire de l'ex-républicain et ancien indépendant a déjà eu un impact frappant: Michael Bloomberg, 77 ans, a grimpé à la troisième place de la moyenne des sondages nationaux établie par RealClearPolitics.

M. Bloomberg n'est pas le seul milliardaire briguant l'investiture démocrate pour défier Donald Trump lors de la présidentielle de novembre.

L'ex-gestionnaire de fonds d'investissement Tom Steyer l'a devancé.

Le Californien âgé de 62 ans ne compte "que" sur une fortune personnelle de 1,6 milliard, selon le magazine Forbes. Mais il a déjà investi des dizaines de millions dans les premiers Etats des primaires

Là aussi, l'impact dans les sondages est flagrant.

En Caroline du Sud, qui votera le 29 février, Tom Steyer a dépensé environ 19 millions de dollars, selon CNN, et a grimpé jusqu'à la deuxième place de la moyenne des rares sondages, menaçant potentiellement le favori: l'ancien vice-président Joe Biden.

"Aux Etats-Unis, un candidat peut dépenser sans restriction son propre argent dans une campagne", souligne Bill Sweeney. "Mais au final, tout revient aux électeurs. Il y a de nombreux exemples de gens très riches qui dépensent des millions de dollars et perdent".

Tom Steyer peut en témoigner: après avoir dépensé plus de 18 millions de dollars dans le New Hampshire, selon Advertising Analytics, soit trois fois plus que le vainqueur Bernie Sanders, il n'a récolté que quelque 10.700 voix (3,6%).

Soit plus de 1.600 dollars investis pour chaque bulletin reçu. AFP 14 février 2020

Les ferments du totalitarisme.

Le vent et le soleil sont des sources de profit gratuites et inépuisables pour le capitalisme, quoique un tantinet capricieuses. Le bénévolat est également une aubaine, il remplace le fonctionnaire avantageusement. Le recyclage coûte moins cher que l'exploitation d'une mine et qu'un mineur. Leur seul concurrent : la guerre, qui est conçue pour produire du profit et détruire (et s'autodétruire) afin que le cycle soit sans fin, d'où l'état de guerre qui règne en permanence sous le capitalisme.

L'auto-entrepreneur, il s'auto-exploite, quel bonheur! Le sous-traitant pressurise la masse salariale au maximum. La division du travail internationale réduit à une portion congrue la plus-value qui revient aux producteurs. Le chômage de masse exclut des centaines de millions de travailleurs du marché. Tandis que les GAFAM détiennent un pouvoir exceptionnel, et deviennent les esclavagistes des temps modernes par excellence. Pendant que certaines institutions ou entreprises transnationales sont hors de contrôle, la BRI par exemple ou la City, leur fonctionnement échappe au droit des Etats, et c'est sur ce modèle qu'ils voulaient établir des traités, qui ne profiteraient qu'à ceux qui les avaient conçus ou qui ont fait qu'ils existent...

Comme si les autorités britanniques avaient des raisons de s'en faire. La City en tremble !

- Londres ne doit se faire "aucune illusion" sur la finance, dit Barnier - Reuters 11.02

Tuez-le ! Ils les désignent à leurs bourreaux.

- France 24 se défend après la mort d'un Malien, non flouté dans un reportage - Le HuffPost 13 février 2020

Après un reportage diffusé le 13 janvier dernier sur France 24 , et dans lequel il témoignait, sans floutage, du racket permanent de son village par des jihadistes au sud de Gao au Mali, l'éleveur Sadou Yehia a été retrouvé mort. Enlevé le 5 février, il a été exécuté quelques jours plus tard. La chaîne se défend aujourd'hui de toute responsabilité dans ce drame.

Depuis que son décès a été annoncé, plusieurs voix se sont élevées au sein de la rédaction, interrogeant notamment le fait que le visage du villageois n'ait pas été floué et que son nom ait été indiqué. Dans le reportage, la voix off le pointe elle-même: "Ces villageois se sont exposés à de potentielles représailles des djihadistes en partageant des informations avec la force Barkhane". Le HuffPost 13 février 2020

LVOG - Plus loin dans cet article la direction de France 24 précisait qu'elle était parfaitement au courant des conséquences potentiellement fatales qu'encouraient le Maliens que les journalistes interviewaient ou filmaient, sans en tenir compte : "*dans une zone où les terroristes savent tout et sur tous, sans délai, de la présence des militaires dans les villages, à l'identité des habitants qui leur parlent*", elle porte donc la responsabilité de ce malheureux éleveur, Sadou Yehia.

Comble du cynisme et de la cruauté, la direction de France 24 a cru bon de se justifier en expliquant qu'il s'agissait d'un mort de plus parmi tant d'autres, un Malien, qui plus est un simple éleveur, Macron aurait dit un moins que rien qui ne compte pas.

Le HuffPost - France 24 tient enfin à rappeler le contexte dans lequel cette "mort tragique vient s'ajouter", soit une "4 000 notables maliens assassinés par des groupes jihadistes depuis 5 ans et (...) 200 civils assassinés au cours des trois derniers mois de l'année 2019?. Le HuffPost 13 février 2020

Tribune libre.

LVOG - Nous ne sommes pas, nous ne serons jamais les sujets de sa majesté ou de ce régime.

La solution conforme à la démocratie passe par la lutte de classe par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs (POID) 12 février 2020

Le 10 février, les dirigeants de tous les partis généralement considérés comme « de gauche » ont lancé ensemble une pétition pour l'organisation d'un référendum sur la réforme des retraites. Constatant qu'« une majorité de Français demandent toujours le retrait », le texte conclut : « Ce niveau de défiance (…) pose un problème démocratique majeur. À ce stade, seule une consultation populaire permettrait de le résoudre. »

À qui cet appel s'adresse-t-il ? À Macron, que le titre de la pétition interpelle en ces termes : « Monsieur le Président, soumettez votre réforme à référendum. » L'Humanité qui lance cette initiative lui consacre son éditorial où l'on peut lire : « Isolé en son palais, Emmanuel Macron a pourtant la solution entre les mains : suspendre ce projet de loi et organiser un référendum. » Si l'on comprend bien, « seule une consultation populaire » permettrait de réparer le viol de la démocratie par Macron… et c'est Macron qu'il faudrait supplier de l'organiser ?!

« L'exigence d'un référendum permettrait de sortir par le haut de ce vaste débat engagé sur l'avenir de nos retraites », poursuit cet éditorial. L'objectif serait donc de permettre à toutes les parties en présence – donc à Macron lui-même – de « sortir par le haut » ? Macron à qui « tout dicte aujourd'hui d'essayer la démocratie en organisant un référendum » ?

Non, trois fois non ! La seule issue conforme à la démocratie ne peut dépendre d'un référendum qui lui-même dépend du bon vouloir d'un président ennemi de la démocratie. La solution conforme à la démocratie – c'est-à-dire conforme aux exigences de la majorité – est infiniment plus simple : le retrait du projet Macron-Philippe qu'imposera le rapport de force établi par la grève générale.

Des millions de travailleurs et de jeunes mobilisés depuis plus de deux mois dans les grèves et les manifestations ne peuvent considérer que la « seule » solution serait entre les mains de Macron. Faudrait-il qu'aujourd'hui ils renoncent à leur combat de classe pour permettre à Macron – seul à détenir « la solution entre les mains » – de « sortir par le haut»?

À l'heure où Macron et son gouvernement, isolés et minoritaires, frappent les jeunes, frappent les travailleurs, généralisent la répression, remettent en cause tous les droits, bref, veulent imposer un régime de terreur, la réponse conforme aux intérêts ouvriers et populaires ne peut venir de ce côté-là.

Le choix est simple : ou bien la démarche de la « gauche unie » qui s'en remet à Macron et aux institutions de la Ve République ; ou bien l'unité dans la mobilisation et la lutte de classe, l'unité des travailleurs et des organisations dans la grève générale pour imposer le retrait.

Les travailleurs n'ont pas vocation à s'adresser respectueusement à Macron pour lui dire : « M. le président, soumettez votre réforme au référendum. » S'ils ont quelque chose à lui dire, c'est : président Macron, retirez votre réforme ou dégagez avec elle ! LTT 12.02

LVOG - Pourquoi j'ai reproduis cet éditorial ? Parce que je ne suis ni du genre à me prosterner devant les représentants du capitalisme, ni à entretenir l'illusion qu'il y aurait quelque chose de bon à en attendre pour les travailleurs. "Président Macron, retirez votre réforme ou dégagez avec elle !", c'est ce qui a figuré dans le bandeau défilant en haut de l'écran de notre portail pendant des mois : Retrait ou Macron dégage !

Sur le plan pédagogique ce genre de discours me convient, en revanche je regrette que la même rhétorique ne soit pas employée à l'encontre des dirigeants syndicaux qui sont les alliés organiques de Macron et du régime.

Ce que les travailleurs doivent à tous prix apprendre, c'est à prendre leur destin en mains ou à prendre conscience que leur sort dépend uniquement d'eux et des organisations ou partis qui incarnent réellement leurs besoins sociaux ou aspirations démocratiques légitimes, le socialisme comme alternative au capitalisme.

Tout le reste est du baratin destiné à distraire ou à détourner les travailleurs de cet objectif politique, à les réduire à l'impuissance pour le compte du régime en place. Là Gluckstein s'adresse aux masses, à l'ensemble des travailleurs et il les invite à s'orienter dans une direction qui rompt avec le régime et ses représentants, où on est appelé à l'affronter, à le combattre, à le renverser pour s'emparer du pouvoir politique, ce qui nous convient très bien. On ne gagne rien à vouloir concilier les contraires, au bout du compte on se retrouve bredouille et impuissant. Il vaut mieux s'en tenir à notre idéal, à notre idéologie, à notre terrain de classe pour conquérir notre émancipation.

En complément.

- Retraites : deux Français sur trois souhaitent l'organisation d'un référendum - L'Express.fr 13.02

Mystification néostalinienne et néosocial-démocrate.

- Le Brexit et la trahison du thatcherisme par Pierre Lévy - Ruptures n°92, le 31 janvier 2020

- Boris Johnson s'est-il converti au bolchevisme ? C'est peu probable...

LVOG - Ironie au troisième degré ? Pas vraiment :

- Il faudra juger sur pièces...

LVOG - Boris Johnson pourrait peut-être se convertir au bolchevisme...

- Bien sûr, quitter l'Union européenne ne signifie nullement qu'adviendra mécaniquement une politique progressiste. Simplement – et c'est évidemment l'essentiel – le pays partant reconquiert la liberté d'opter en ce sens.

- Donc, on peut sortir de l'UE sans brûler en enfer. Ruptures n°92 31 janvier 2020

LVOG - Qui sait ? L'art du double langage entre espoir et illusion trompeuse...

Qui a dit ? Toutes les occasions sont bonnes pour légitimer Macron.

"Je demande à Emmanuel Macron (...) des "mesures structurelles sur comment on fait moins de gaz à effet de serre dans ce pays..."

Réponse : Le député LFI François Ruffin sur Europe 1 jeudi. (Source : AFP 13 février 2020)

LVOG - En admettant que les gaz à effet de serre existent, la France est un des pays qui en produirait le moins, une partie infime à l'échelle mondiale qui justifierait des "*mesures structurelles*", mais c'est justement ce que réclame l'oligarchie et Bruxelles...

Selon l'angle où on aborde une question et pour peu qu'on ne l'a pas suffisamment étudiée, on peut facilement se retrouver dans le mauvais camp.

Après la piquouze au virus climatique. Le matraquage médiatique de trop.

LVOG - La seule menace qui pèse sur l'humanité : La survie du capitalisme !

- Le Covid-19, désigné "ennemi public numéro un" par l'OMS - Reuters 11.02

- Le coronavirus constitue une "très grave menace" pour le monde, selon l'OMS - Le HuffPost 13 février 2020

LVOG - Une "*très grave menace*" pour le monde, la preuve du contraire.

AFP 13 février 2020 - Pour l'instant, 99,9% des décès enregistrés dans le monde l'ont été en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao), où est apparue la maladie en décembre dans la grande ville de Wuhan, capitale de la province de Hubei.

En dehors de Chine continentale, le virus n'a entraîné la mort que de deux personnes, une aux Philippines et une autre à Hong Kong. Il s'agissait dans les deux cas de ressortissants chinois. AFP 13 février 2020

LVOG - Que cela ne tienne...

- L'épidémie ou la crainte internationale d'une contamination a conduit mercredi les organisateurs du Salon mondial du mobile de Barcelone, la grand-messe annuelle de la profession, à annuler leur manifestation, prévue du 24 au 27 février.

Plus tôt dans la journée, la Fédération internationale de l'automobile (FIA) avait annoncé le report à une date non précisée du Grand Prix de Chine de Formule 1, qui était prévu le 19 avril à Shanghai.

A Paris, le créateur chinois Jarel Zhang, qui figure au calendrier de la Fashion Week, a annoncé l'annulation de son défilé en mars. AFP 13 février 2020

Green New Deal : Le programme de la nouvelle guerre de l'oligarchie contre tous les peuples.

LVOG - La question qui tue dans l'oeuf cette nouvelle imposture.

- Écologie : qui va payer la 4e révolution industrielle ? - lepoint.fr 12.02

La Commission prépare, pour mars, une « green law » pour faire face aux défis du réchauffement climatique. La facture s'annonce salée.

Le constat réalisé par la Commission de Bruxelles est brutal : nos infrastructures datent globalement des années 1960, elles sont totalement obsolètes et n'ont pas été conçues pour durer éternellement. Le manque d'eau va se faire sentir pour refroidir les usines ou même affecter la navigation fluviale (comme cela arrive déjà l'été sur le Rhin). L'érosion des sols de l'Europe devient criante. Autrement dit, la valeur des terres agricoles va s'effondrer dans le Sud et augmenter dans le Nord. Une désertification est à redouter. Sans un sursaut, c'est-à-dire sans un investissement massif, l'Europe va dans le mur… « Notre choix n'est pas de dépenser ou de ne pas dépenser, souligne un haut fonctionnaire de la Commission. Notre choix consiste à dépenser pour éviter le réchauffement climatique ou dépenser pour réparer les dégâts du réchauffement. »

Pour Ursula von der Leyen, le problème est à retourner : la révolution verte, la 4e du nom, est à prendre comme une chance à saisir pour obtenir le leadership mondial et créer de nouveaux emplois. Une révolution qui renverse les trois précédentes pour lesquelles les ressources du globe ne connaissaient pas de finitude. La première révolution provenait de l'extraction massive du charbon et était liée à l'invention de la machine-outil ; la seconde provenait de l'extraction du pétrole (automobile, avion, chimie) et de l'invention de l'électricité ; la troisième voyait, à la fin du XXe siècle, l'invention d'Internet qui déferle depuis sur l'économie et recompose les chaînes de valeur… C'est celle-ci que l'Europe rate, en partie, avec la prédation des Gafam sur les entreprises plus traditionnelles.

L'Allemagne vient de se doter d'une législation qui rehausse considérablement le prix du carbone pour 2030. Le prix de la tonne de CO2 commencera à 25 euros dès 2021 pour atteindre progressivement… 55 euros en 2025 ! À partir de 2026, les prix seront déterminés par un système d'enchères nationales et la quantité maximale d'émissions sera fixée, ainsi qu'un corridor de prix qui, en année un, devra être compris entre 55 et 65 euros la tonne de CO2. Ce marché national des émissions de produits combustibles couvre, en outre, les secteurs du bâtiment, des transports et de l'industrie, cette dernière étant jusqu'ici non soumise au système européen d'échange de carbone (ETS).

Bref, au moment où l'Europe a besoin d'énormes investissements, les États membres vont se disputer, le 20 février prochain, pour un budget européen qui ne représente que 1 ou 1,1 % de la richesse européenne. « Nous avons besoin de plus d'expansionnisme, de plus d'investissement. […] Je pense que c'est pour ça que le débat autour du 3 % dans les budgets nationaux, et du 1 % du budget européen, est un débat d'un autre siècle », lançait Emmanuel Macron dans son interview à The Economist. (Propos sans doute soufflé par le principal propriétaire de The Economist : La famille Rothschilds. - LVOG)

Le problème du prix du carbone est qu'il affecte directement les citoyens européens dans leur mode de vie. La crise des Gilets jaunes, qui a débuté sur une hausse de l'essence de 7 centimes, doit sonner comme un signal d'alarme à l'oreille de tous les responsables européens. Aucun État membre n'est à l'abri d'un tel mouvement si les gens se sentent prisonniers d'une adaptation industrielle à laquelle ils ne peuvent faire face. « Il faut éviter de mettre les gens dans la situation de devoir choisir entre la fin du mois et la fin du monde. On ne peut pas donner aux citoyens le signal que c'est leur problème et qu'ils n'ont qu'à s'adapter.

Le budget européen a un rôle, celui de l'impulsion lors des 10 prochaines années. Ensuite, les capitaux privés prendront le relais. Le coût total estimé par Ursula von der Leyen serait de 1 000 milliards d'euros, essentiellement issus de fonds privés. « Les investisseurs nous demandent où en sera la réglementation dans 30 ans. Ils ne peuvent pas se permettre de bâtir des plans d'affaires si la législation n'est pas stable. Pour eux, ce serait jeter de l'argent par les fenêtres », poursuit-il. Il y a le précédent du renouvelable qui a été, à l'origine, massivement soutenu par le secteur public et qui aujourd'hui propose un prix compétitif mais souffre, s'agissant de l'éolien et du solaire, du problème de l'intermittence. Sur l'hydrogène, l'UE va investir massivement avec l'espoir qu'en fin de parcours l'hydrogène produit sera propre. La production d'acier peut se passer du charbon, mais c'est aujourd'hui plus cher…

Qui prêtera pour rénover les « passoires thermiques » ?

L'un des points noirs de la transformation consiste à améliorer l'efficacité thermique des bâtiments. Pour réduire les « passoires thermiques », la loi française de 2019 prévoit que tous les bâtiments déficients devront être rénovés d'ici… 10 ans ! Les « passoires thermiques » sont responsables de 20 % des émissions de gaz à effet de serre en France. À partir de 2021, les propriétaires des bâtiments ne pourront plus augmenter les loyers entre deux locataires sans avoir procédé aux travaux d'isolation. Les locataires pourront se voir demander une participation plafonnée… On imagine déjà les contentieux. À partir de 2022, un audit énergétique sera obligatoire pour la mise en vente ou la location et une information sur les futures dépenses énergétiques devra être comprise dans l'annonce pour éviter les mauvaises surprises… À partir de 2023, les logements les plus consommateurs d'énergie devront être retirés du marché, car considérés comme « indécents ». Des sanctions pour les mauvais logeurs seront introduites dans la législation à partir de 2023 (donc après la présidentielle de 2022…). Les banques prêteront sans doute aux riches propriétaires, les grands opérateurs. Mais pour les petits propriétaires ? Le doute est permis… (Quel doute ? - LVOG)

Autre grand obstacle à la réalisation des objectifs climatiques : l'aviation. Avec 27 000 vols dans le ciel européen par jour, les avions sont responsables de 3 % des émissions de CO2 dans l'Union. Selon la Commission, un seul vol Paris-New York aller-retour équivaut aux émissions de CO2 qu'un citoyen européen moyen a émis en chauffant sa maison pendant une année entière. L'Organisation internationale de l'aviation civile prévoit que, d'ici à 2050, les émissions de CO2 des vols pourraient augmenter de 300 à 700 % de plus… L'élevage produit également du CO2. Il n'y a aucun moyen de réduire ses émissions, on ne peut que les compenser.

Quant à la voiture électrique, elle est l'avenir, dit-on. « Le champ de bataille, ce sont les villes, pas les campagnes, estime-t-on à la Commission. Sur les petits parcours urbains, c'est plus facile que sur les longs parcours. » La question des bornes de recharge est centrale. Dans la directive révisée sur la construction des bâtiments, il a été convenu que, pour les nouveaux bâtiments non résidentiels ou faisant l'objet d'une rénovation, il faudrait construire au moins un point de recharge pour cinq stationnements. D'ici à 2025, les États membres devront rendre obligatoire l'installation d'au moins un point de recharge à tous les bâtiments non résidentiels ayant plus de 20 places de parking. Mais pour les bâtiments résidentiels ? Pas d'obligation. L'installation d'une borne de recharge chez un particulier coûte entre 1 000 et 1 500 euros. La Commission table sur 1 à 1,2 million de points de recharge en Europe d'ici à 2030, contre moins de 550 000 aujourd'hui, tous concentrés dans quatre États membres… Autant dire qu'il reste du chemin à parcourir. « Nous n'allons pas financer un million de points de recharge avec le budget européen », prévient-on à la Commission, laquelle se concentrera sur les grands axes autoroutiers.

Le tableau général du pacte vert montre à quel point la marche est haute. Les dernières statistiques publiées par Eurostat le 4 février montrent que l'Europe va vraisemblablement rater les objectifs intermédiaires de baisse de la consommation d'énergie primaire (la demande totale) en 2020 : 4,9 % supérieure à l'objectif. Un effort supplémentaire va être nécessaire pour atteindre la cible de 2030 : l'UE se situe, à l'heure actuelle, 22 % au-dessus du seuil de consommation énergétique souhaitable. lepoint.fr 12.02

LVOG - Plus "*la marche est haute* et plus la chute sera brutale !

Ils osent tout.

Elle sera bloquée ou n'augmentera pas aussi vite que l'inflation et le tour est joué!

- Retraites: le gouvernement réaffirme que la valeur du point ne baissera pas - AFP 12 février 2020

Leur humanisme est la politesse des salauds...entre eux !

- Remise en liberté de Patrick Balkany : "On ne va pas faire prendre de risque sur la vie d'un homme", mais "on est très loin de la vérité dans cette affaire" - Franceinfo 13 février 2020

Vengeance après le Brexit.

- L'UE veut éradiquer les mutilations génitales féminines - euronews 12 février 2020

Le Parlement européen a adopté une résolution pour lutter contre les violences faites aux femmes. euronews 12 février 2020

LVOG - Celles multiples causées par les multinationales européennes ou leurs marchands d'armes et les guerres auxquelles il participe ?

Des bandes organisées mafieuses gouvernent.

- Amsterdam : les touristes bientôt bannis des coffee shops ? - lepoint.fr 14.02

En 2018, La Haye est devenue la première ville des Pays-Bas à interdire le cannabis dans son centre-ville. Au Pays-Bas, la législation sur le cannabis reste paradoxale. Si les coffee shops sont autorisés à en vendre, la production est en revanche interdite. Au final, les établissements finissent par dealer avec des bandes organisées. lepoint.fr lepoint.fr 14.02

Strangulation.

- Le Liban va demander l'aide du FMI pour restructurer sa dette - Reuters 12 février 2020

Les ONG fers de lance de l'Etat profond.

- Soudan: des ONG appellent à la remise "immédiate" de Béchir à la CPI - AFP 12 février 2020

Parmi ces officines ongistes de l'oligarchie : Amnesty International, Physicians for Human Rights, une ONG basée aux Etats-Unis nous dit-on, on s'en serait douté !

- Syrie: craignant un "bain de sang" à Idleb, une ONG plaide pour une trêve immédiate - AFP 12 février 2020

LVOG - Chaque fois que les barbares ou les protégés de l'Otan et du Pentagone sont en mauvaises posture, les ONG réclament une trêve, l'aviez-vous remarqué ?

- "Biens mal acquis" : "Nous souhaitons que la loi française permette de renvoyer les sommes confisquées aux populations spoliées", plaide Marc-André Feffer - Franceinfo 12 février 2020

Marc-André Feffer, président de Transparency International France.

Le jugement rendu le 10 février 2020 dans l'affaire des "biens mal acquis" contre le vice-président équato-guinéen Teodoro Obiang Jr est historique. Pour le président de Transparency International France, la restitution des avoirs constitue l'étape suivante. Franceinfo 12 février 2020

LVOG - Et les "*biens mal acquis*" des oligarques ? Chut, ils financent cette ONG !

Dans quel monde vivons-nous ?

Ils font feu de tout bois.

- Commerce: feu vert du Parlement européen à l'accord controversé UE-Vietnam - AFP 12 février 2020

Le Parlement européen a ratifié mercredi un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Vietnam, malgré des voix discordantes sur la situation des droits humains dans ce pays et le coût écologique d'un tel accord.

Par 401 voix pour (192 voix contre et 40 abstentions), les députés européens, réunis à Strasbourg, ont donné leur aval final pour cet accord qui doit supprimer "pratiquement tous les tarifs douaniers entre le Vietnam et l'UE d'ici dix ans".

Cet accord, signé fin juin 2019 à Hanoï et qui pourrait entrer en vigueur dès cet été, ouvre la voie à "un futur accord commercial et d'investissement interrégional", espère le Parlement européen.

Lors d'un vote distinct, les eurodéputés ont également approuvé un accord protégeant les investissements, qui doit, lui, être ratifié par l'ensemble des parlements nationaux de l'UE.

Ces deux accords "sont les plus ambitieux jamais conclus avec un pays en voie de développement", a estimé, lors d'un débat mardi, Phil Hogan, commissaire européen au Commerce.

Presque 70 ONG avaient appelé lundi les eurodéputés à ne pas ratifier cet accord avec le Vietnam, car "la situation des droits humains et du droit du travail continue d'être préoccupante".

En 2020, avaient-elles interrogé, "peut-on encore ratifier des accords de commerce avec des pays qui ne respectent pas les droits humains et sociaux et qui ne respectent pas les libertés fondamentales ? (...) Peut-on encore ratifier des accords de commerce qui concourent à approfondir la mondialisation des échanges et l'aggravation des émissions de gaz à effet de serre et la crise écologique ?".

Le social-démocrate allemand Bernd Lange, le président de la commission Commerce du Parlement européen, a souligné que les négociations des dernières années pour l'accord avaient permis "des améliorations concrètes pour des millions de travailleurs au Vietnam", notamment la ratification de conventions de l'Organisation internationale du travail.

"Nous allons surveiller de près la situation sur le terrain et travailler à des changements positifs, à travers le dialogue, particulièrement en ce qui concerne les droits humains et la situation des prisonniers politiques", a-t-il ajouté. (Baratin minable usé jusqu'à la corde... - LVOG)

Avec 47,6 milliards d'euros d'échanges de marchandises, le Vietnam est le deuxième plus grand partenaire commercial de l'UE en Asie du Sud-Est, a rappelé le Parlement européen.

L'UE importe du Vietnam principalement des équipements de télécommunication, du textile et des produits alimentaires, tandis que l'UE exporte vers ce pays plutôt des machines et du matériel de transport, des produits chimiques et agricoles, a poursuivi l'institution.

Les accords adoptés "consolident la présence de l'UE dans l'une des régions du monde à la plus forte croissance et placent les entreprises européennes sur un pied d'égalité avec leurs concurrentes", s'est réjouie l'organisation patronale européenne, Businesseurope. AFP 12 février 2020

Au nom du féminisme, la femme objet a de l'avenir devant elle. Voici venu le temps des femmes "***éprouvettes***".

- Au Mexique, une étude sur des embryons réalisée sur des femmes fait polémique - lefigaro.fr 13.02

Contre rémunération, 81 femmes ont été payées pour être inséminées artificiellement avant que leurs embryons soient expulsés de leurs corps et analysés à des fins d'étude.

Un chercheur hispano-américain a mené une étude controversée, au Mexique, impliquant la rémunération de 81 femmes, pour être inséminées artificiellement avant que leurs embryons ne soient expulsés de leurs corps et analysés à des fins de recherches. La recherche a été publiée en janvier 2020 dans le très sérieux mensuel scientifique Human Reproduction (éditée par Oxford University press), créé en 1986 par Robert Edwards, «père» de la Fécondation in vitro (FIV).

Santiago Munne souligne que son étude a été validée en amont par divers comités d'éthique, dont le Western Institutional Review Board des États-Unis, ainsi que par le ministère de la santé de l'état du Nayarit au Mexique.

Les embryons conçus par cette étude ont déjà été utilisés pour créer au moins trois grossesses, et trois bébés en bonne santé, précise NPR. Les embryons restants ont été congelés et devraient être utilisés dans le cadre de procréations assistées pour des couples infertiles.

Mais aux États-Unis, toutefois, d'autres scientifiques dénoncent le manque d'éthique de cette étude. «Cela consiste essentiellement à utiliser le corps d'une femme comme une boîte de petri - récipient d'analyses biologiques, NDLR», a ainsi critiqué dans NPR Laurie Zoloth, spécialiste de bioéthique à l'université de Chicago.

Concrètement, les femmes ayant participé à la recherche ont reçu des injections d'hormones pour stimuler leurs ovaires afin de produire des ovocytes, soit la méthode habituelle utilisée pour les donneuses d'ovocytes.

Sauf que dans ce cas, les femmes ne se contentent pas d'être des donneuses d'ovocyte. Elles sont inséminées directement avec du sperme , fécondées, avant de subir quatre à six jours plus tard une procédure de «lavage» permettant d'expulser leurs embryons. Leur corps, ou plus exactement leur utérus est donc utilisé pour concevoir des embryons, avant qu'ils soient testés et, à terme, qu'ils puissent être réimplantés dans le corps d'autres femmes ayant des difficultés à procréer. (...)

(Selon) Tugdual Derville, délégué général d'Alliance Vita: «Ces femmes sont utilisées comme des éprouvettes. C'est une instrumentalisation du corps de la femme rémunérée qui est effrayante à mes yeux. On est à cheval entre la femme éprouvette et la mère porteuse, c'est une transgression très nouvelle. On joue à l'apprenti sorcier avec le corps des femmes». Ensuite, «on va provoquer une sorte de forte couche pour provoquer l'expulsion de l'embryon… C'est une transgression supplémentaire», s'inquiète-t-il.

En outre, «c'est mal connaître la complexité des interactions du corps de la femme avec l'embryon», avance le délégué général d'Alliance Vita. «À partir du moment de la fécondation, il est prouvé qu'il existe des interactions très fortes entre le milieu ambiant (le corps de la femme), et l'embryon. La femme qui porte l'enfant garde des traces génétiques de cet enfant et inversement.»

En outre, ces méthodes de procréation assistée, à commencer par la stimulation hormonale, ne sont pas anodines, et non sans risques. Certaines femmes au Mexique ont dû subir des avortements lorsque les embryons n'ont pu être expulsés lors du «lavage», rapporte NPR.

«À l'heure où l'on parle des maltraitances gynécologiques, on peut s'étonner, ajoute Tugdual Derville. Il s'agit d'une utilisation des femmes comme des matrices productrices d'êtres humains vus comme une matière première.»

La question de la rémunération pose également question. En effet, ces femmes ont été payées 1400 dollars, soit l'équivalent de plus de deux mois de salaire en moyenne dans cette région du Mexique, selon Laurie Zoloth, ce qui soulève la question de leurs motivations. lefigaro.fr 13.02

Sous l'influence du totalitarisme grandissant, la tentation de dissoudre le peuple devient omniprésente.

- Contestée, la direction de l'académie des César démissionne en bloc - AFP 14 février 2020

La direction des César a annoncé jeudi soir sa "démission collective", à 15 jours de la prochaine cérémonie annuelle, sur fond de crise entre dénonciation de l'opacité de la gestion de l'académie et polémique Polanski.

"Pour honorer celles et ceux qui ont fait le cinéma en 2019, pour retrouver la sérénité et faire que la fête du cinéma reste une fête, le conseil d'administration de l'Association pour la Promotion du Cinéma (Académie des Arts et Technique du Cinéma) a pris la décision à l'unanimité de démissionner", indique l'Académie présidée depuis 2003 par le producteur Alain Terzian.

"Cette démission collective permettra de procéder au renouvellement complet de la direction", poursuit le communiqué des César.

Une assemblée générale se tiendra après la 45e cérémonie prévue le 28 février et sera l'occasion d'élire "une nouvelle direction pour préparer ainsi, sous l'égide du CNC (Centre national du cinéma), les modifications des statuts fondateurs de l'Association pour la Promotion du Cinéma, et mettre en œuvre les mesures de modernisation annoncées".

Cette annonce choc survient après une tribune publiée lundi soir dans Le Monde, où quelque 400 personnalités dont Omar Sy, Bertrand Tavernier, Michel Hazanavicius, Jacques Audiard, Céline Sciamma, Marina Foïs ou Agnès Jaoui ont réclamé une "réforme en profondeur" de l'Académie des César.

Parmi leurs griefs, des "dysfonctionnements", une "opacité des comptes" ou des statuts qui "n'ont pas évolué depuis très longtemps" et reposent encore et toujours sur "la cooptation".

La liste des membres de l'Académie, constituée de 4.700 professionnels du cinéma, est confidentielle. Pour en faire partie, il faut avoir au moins deux parrainages et avoir participé à au moins trois longs métrages en cinq ans.

L'Académie est elle-même régie par l'APC, dont les membres sont les professionnels ayant reçu un Oscar, les anciens présidents et plusieurs personnalités, soit 47 membres.

Parmi lesquelles, le réalisateur Roman Polanski, visé par des accusations de viol et en tête des nominations avec son film "J'accuse", ce qui passe très mal auprès des féministes et de l'opinion publique. Des associations comme Osez le féminisme! appellent à un rassemblement le soir de la cérémonie devant la salle Pleyel à Paris. AFP 14 février 2020

LVOG - Ils sont au garde-à-vous devant l'Etat profond dont ils épousent l'idéologie.

Que cela ne tienne, puisque "*l'Académie*" n'a pas adopté le comportement que ces inquisiteurs attendaient de ses membres, ils vont modifier ses statuts pour en exclure les indésirables ou écarter Polanski et d'autres cinéastes ou personnalités du cinéma qu'hier ils encensaient... J'ignore si les signataires de cette tribune visaient nommément Polanski ou quelqu'un d'autre.

Cela vous fait-il pas penser à d'autres expériences du même genre cette fois sur le plan politique ? La tentation du totalitarisme concerne absolument toutes les structures de la société qu'on le veuille ou non. N'y voyez donc pas une exagération de notre part, tout au plus un simple constat ou la confirmation d'une tendance que chacun peut vérifier quotidiennement.

Qu'est-ce que deviendrait le capitalisme sans la guerre.

- L'Otan prépare son déploiement au Moyen-Orient élargi - Réseau Voltaire 14 février 2020

En définitive, ce devrait être bien l'Otan qui investira le monde arabe après le retrait du CentCom (Commandement central des États-Unis au Moyen-Orient). L'Allemagne pourrait jouer le rôle de leader au sein de l'Alliance.

Le secrétaire général, Jens Stoltenberg, espère :

- 1. déployer l'Alliance en Tunisie et faire durer éternellement la guerre en Libye ;

- 2. déployer l'Alliance en Iraq et en Jordanie et faire durer éternellement la guerre en Syrie.

Le 1er février 2020, la Turquie s'est soudainement rapprochée de l'Otan dont elle est membre et est entrée en conflit avec la Russie en Syrie. Elle a en outre repris le transfert des jihadistes de Syrie vers la Libye via la Tunisie.

Le 12 février 2020, les ministres de la Défense de l'Otan ont décidé, dans un premier temps, de renforcer leur « mission d'assistance » en Iraq bien que le Parlement iraquien a exigé le retrait des troupes étrangères.

Jens Stoltenberg prépare ce plan depuis plus de six mois. Ainsi a-t-il conclu des accords secrets avec le roi Abdallah de Jordanie (photo) et le ministre tunisien des Affaires étrangères qu'il a longuement reçus à Bruxelles. Réseau Voltaire 14 février 2020

- En 2019, les dépenses militaires mondiales ont connu leur plus forte hausse depuis dix ans - L'Express.fr 15 février 2020

Les dépenses militaires mondiales ont connu l'an dernier leur hausse la plus élevée depuis dix ans, sur fond de rivalités croissantes et de ce que le chef de l'Etat allemand a qualifié de "dynamique destructrice" au plan mondial. La progression a atteint au total 4%, selon le rapport annuel de l'institut IISS publié vendredi peu avant le début de la Conférence sur la sécurité de Munich.

Dans un tel contexte, les deux plus gros budgets militaires mondiaux, ceux des Etats-Unis (685 milliards de dollars) et de la Chine (181 milliards), poursuivent leur croissance exponentielle, avec une hausse de 6,6% dans les deux pays en 2019 par rapport à 2018.

Les dépenses américaines ont augmenté à elles seules de 53,4 milliards de dollars l'an dernier, soit l'équivalent du septième budget mondial de la défense, après ceux de l'Arabie saoudite (3e), de la Russie (4e), mais avant ceux de la France (8e). "En Europe, les inquiétudes liées à la Russie continuent d'alimenter la croissance des dépenses avec une hausse de 4,2% par rapport à 2018", pointe également John Chipman. L'Express.fr 15 février 2020

LVOG - En réalité le budget militaire des Etats-Unis avoisine les 1.000 milliards de dollars. Chacun peut le vérifier sur le Net.

Haut de page

Le 18 février 2020

CAUSERIE ET INFOS

- 2 pages au format pdf

On a actualisé plusieurs rubriques.

Le régime craque de partout, mais il ne s'effondrera pas tout seul, et il risque de continuer à sévir encore pendant de longues décennies comme c'est parti, on ne voit vraiment pas comment il pourrait en être autrement, il faut faire preuve de lucidité au lieu de se raconter des histoires.

Notre tâche politique est d'organiser les travailleurs les plus déterminés et d'aider leur niveau de conscience à progresser, tout en continuant d'intervenir quotidiennement dans la lutte de classes en défendant tous nos acquis sociaux ou démocratiques.

Si on peut concevoir que la tâche de les organiser est à notre portée, nous l'avons prouvé tout au long de la seconde moitié du

XXe siècle en en recrutant des dizaines de milliers, il nous faut aussi admettre que le temps passant nos efforts ont été réduits à néant ou presque, parce que nous n'avons pas consacré suffisamment de temps à la formation des cadres et des nouveaux militants, qui pour un grand nombre d'entre eux n'ont jamais réellement progressé et ont fini par perdre patience ou par se décourager, pour finalement cesser le combat politique ou disparaître dans la nature.

Si j'évite ici soigneusement de mettre en cause qui que ce soit parmi nos dirigeants ou de dénoncer telle ou telle théorie, c'est parce que j'estime que ce n'est pas le meilleur moyen pour répondre à l'immense défit que nous avons à relever.

Si on se fixait des objectifs qui seraient hors de notre portée, ce serait le meilleur moyen pour ne jamais les atteindre, et ce serait un motif supplémentaire de démoralisation et de démobilisation pour les militants, il faut donc éviter. Il vaut mieux avoir moins de cadres et de militants ou d'adhérents, mais qui maîtrisent davantage le marxisme ou le matérialisme dialectique, qui aient acquis un niveau de conscience supérieur ou inébranlable, de manière à ce qu'ils n'aient plus jamais à se poser de questions sur la nature ou la légitimité de leur engagement politique, comme le font les militants les plus faibles, qui à un moment donné se retrouvent déstabilisés, ou qui en proie à un terrible doute en arrivent à le remettre en cause en guise d'explication, parce qu'ils n'en ont pas trouvé d'autres plus convaincantes.

Pour ne pas l'avoir compris, c'est tout du moins la conclusion à laquelle je suis parvenu, on se retrouve toujours au même point avec à peine quelques milliers de militants répartis dans plusieurs partis, qui ne possèdent pas les connaissances ou compétences requises pour faire progresser notre cause, leur sincérité ou leur honnêteté n'étant nullement en cause il faut le préciser. On a voulu mettre la charrue avant les boeufs, ce n'était pas le meilleur moyen pour avancer.

On a cru qu'en se fixant des objectifs de recrutement élevés tout en prétendant que l'évolution de la situation politique nous serait favorable, on parviendrait à inverser le cours de l'histoire, or il n'en a rien été parce que dans les deux cas nous nous sommes fourvoyés lamentablement, c'est tout. La situation telle qu'on l'avait analysée ne correspondait pas à la réalité, et pas davantage le niveau de conscience des travailleurs, on a donc eu faux sur toute la ligne.

On conçoit que ce soit difficile à admettre, mais il faut en passer par là pour rectifier le tir selon moi. Je n'ai pas trouvé d'autres explications à la situation dans laquelle nous nous retrouvons. Certains y trouveront peut-être des contradictions, quelle bonne blague, la réalité en est pleine, et c'est justement en voulant y échapper qu'on s'est fourvoyé et qu'on s'est écarté de notre objectif. Et la réalité ou la société à bien changer en un demi-siècle ou davantage, donc ces contradictions également, il serait peut-être temps de le réaliser pour s'y attaquer.

Ce qui se passe en France, c'est une combinaison de ce qui s'est déjà passé ailleurs, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne notamment, où l'expérience du néolibéralisme a été poussée le plus loin, donc à nous d'en tirer des enseignements politiques et de les traduire en terme de tâches politiques, c'est ce que j'ai essayé de faire plus haut.

Les enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes correspondent à la conjonction d'un ensemble de facteurs que l'ont peut retrouver de nos jours à des degrés divers dans chaque pays, sans pour autant que les conditions sociales et politiques soient identiques ou mêmes comparables puisque la société et le monde ont subi de profondes transformations, ainsi que le capitalisme. Je crois que c'est de là qu'il faut partir pour adapter notre discours et nos tâches à la situation réelle. Ce devrait être notre premier objectif et le partager avec tous les militants pour qu'on puisse progresser ensemble.

Dites-moi, cela sert à quoi de recruter des milliers de militants qui ne progresseront jamais et qu'on perdra par la suite, à absolument rien. Il faut rompre avec cette conception de la lutte de classe désastreuse. Vous me direz que certains militants ont pu progresser par ailleurs ou en demeurant inorganisés. Si c'était réellement le cas, cela se saurait, ou alors ils se comptent sur les doigts d'une main, qu'en toute modestie j'estime en faire partie ne vous étonnera pas, surtout que ce fut en partie dû au hasard !

Haut de page

Le 23 février 2020

CAUSERIE ET INFOS

25 pages, encore un boulot de dingue !

Vous pouvez m'écrire aux adresses suivantes, car il arrive qu'Outlook bloque certains courriels, j'en ai eu confirmation à plusieurs reprises avec la société qui héberge le portail.

jctinde@yahoo.com ou l'ancienne adresse : milarepa13@yahoo.fr.

Je vais acquérir un troisième ordinateur pour pouvoir avoir accès à toutes les vidéos et télécharger celles qui sont en accès gratuit, avec mon vieil ordinateur de bureau fonctionnant sous XP ce n'est plus possible depuis avril 2019. Il fonctionne à peu près normalement, donc je vais le garder comme il est, en secours.

Dell a mis 10 jours pour procéder au remplacement standard de l'écran 23", il me reste deux ans de garantie. Le précédent de 20" avait duré 4 ou 5 ans seulement. Entre nous, c'est vraiment de la merde ! Quand tu achète un truc, tu ne sais jamais pendant combien de temps cela va fonctionner correctement. Le disque dur du portable (Dell aussi) est quasiment neuf. Il avait lâché alors que je n'allais pratiquement pas utilisé. Et je ne l'utilise jamais sans brancher un ventilateur pour refroidir le disque dur ! J'ai tout sauvegardé sur 2 disques durs externes par sécurité.

Le portable est connecté à l'écran de la télé et il sert uniquement à ma compagne pour regarder le soir des films en tamoul que j'ai téléchargés ou via Internet. Je ne peux pas tout déconnecter et reconnecter tous les jours sans prendre le risque à la longue d'endommager les trois connecteurs.

Je prends particulièrement soin de tous les biens d'équipement qui me sont indispensables, je ne possède rien de superflu, c'est au-dessus de mes moyens. Cela me coûte d'acheter un nouvel ordinateur de bureau, mais je n'ai pas le choix. Je me dis qu'il faut télécharger tout ce qu'on peut tant que c'est encore gratuit, après, on s'en passera ! On se fait bien chier avec l'informatique et Internet, n'est-ce pas ? Moi j'arrive presque toujours à me démerder, mais je me mets à la place des 90 ou 95% des gens qui y connaissent que dal, quelle angoisse, crise de nerf ça doit être !

Sur ce, je vais aller jardiner pour me détendre un peu, bonne continuation à tous.

- 25 pages au format pdf

Peut-on être digne d'un idéal humaniste ou développer sa personnalité et en être fier sans acquérir une conscience de classe ?

Notre comportement et nos idées, nos rapports au monde extérieur, sont le produit d'un ensemble de facteurs que l'on ne maîtrise pas ou dont parfois on ignore même l'existence, donc de quelles manières ils peuvent nous influencer à notre insu.

Par conséquent, au-delà des apparences qui peuvent donner lieu à toute sorte d'interprétations, hormis les rapports sociaux qui existent dans la société ou notre appartenance à une classe sociale distincte qui est facilement identifiable, absolument rien ne devrait nous permettre de porter un jugement sur les autres ou nos semblables, d'où notre obstination à demeurer strictement sur le terrain de la lutte des classes contre vent et marée sans faire de nous des fanatiques enragés. Bien au contraire, puisque notre démarche est aussi consciente qu'elle peut l'être, sans toutefois évacuer l'éventualité de défaillances, qu'avec l'expérience on peut repérer et auxquelles on peut ensuite remédier facilement.

Dans leur société policière de délation et de surveillance permanente s'orientant dangereusement vers le totalitarisme, il ne serait plus possible d'être soi-même avec toutes les qualités et les faiblesses que cela impliquent. Sur ordre ou par décret, nous devrions adopter le même comportement ou le même mode de penser, partager les mêmes idées, employer les mêmes mots ou images pour désigner quelque chose ou quelqu'un sans tenir compte des particularités de notre condition sociale, de la nature humaine, de la personnalité de chacun, de manière à ce que le formatage des consciences corresponde au modèle de société totalitaire qu'on veut nous imposer, afin que le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme puisse perdurer, quitte à faire disparaître toute trace d'humanité parmi les hommes.

Quand on oppose des individualités entre elles au lieu de penser notre sort en terme collectif au niveau de la planète ou de tous les peuples, on ne peut qu'aboutir à une guerre fratricide continue, qu'hypocritement on couvrira de notre silence ou qui se traduira par notre inaction sous prétexte de notre impuissance ou parce qu'on est indifférent au sort du reste de l'humanité, attitude en grande partie inconsciente qui exprime justement des rapports qui relèvent davantage de l'animalité ou de la sauvagerie, de l'être primitif plutôt que de l'être civilisé ou évolué qu'on prétend être sans en être vraiment digne bien souvent.

Face à l'instauration de ce régime de terreur qu'on veut nous imposer et pour ne pas devenir un de ces acteurs, il nous faut absolument développer ou conserver notre propre personnalité de manière à pouvoir en maîtriser l'évolution, sans quoi, si on laissait à quiconque le loisir de l'orienter à notre place, c'est comme si on se dépouillerait des attributs sans lesquels nos aspirations n'auraient aucune chance de se réaliser ou on admettrait qu'elles sont illégitimes, ce qui pour nous est inconcevable ou inimaginable, car cela signerait l'arrêt de mort de notre idéal de justice sociale et de liberté qui donne un sens à notre existence, et qui plus est ou le justifie, coïncide avec l'ensemble du développement du processus historique, qui sinon n'aurait aucun sens parce que les hommes seraient incapables d'en prendre conscience, ce qu'on ne peut pas admettre non plus, autrement cela signifierait que les hommes se seraient élevés au-dessus de leur condition primitive pour mieux y retourner et que tel aurait été leur destin écrit d'avance, absolument rien ne permet de le corroborer, hormis cette théorie destinée à justifier l'instauration d'un régime totalitaire.

Cultiver l'individualisme à outrance est aussi vain que vouloir changer les hommes sans changer la société, les rapports sociaux sur laquelle elle repose et qui déterminent leurs comportements et leurs idées.

Personnellement, quand je rédige ces causeries, j'évite de me demander ce que je peux ou pas écrire. J'oublie même souvent d'y mettre les formes pour ne pas choquer des lecteurs éventuellement susceptibles ou toujours prêts à vous juger de je ne sais quoi au moindre mot ou à la moindre allusion qu'ils pourraient juger déplacée ou politiquement incorrecte, selon des critères qui leur ont été imposés ou qu'ils ont adoptés inconsciemment pour justement rejeter ce qui ne leur ressemble pas à la lettre près.

Je me moque des conventions et du conformisme, parce que je ne cherche pas à me faire passer pour quelqu'un d'autre, voilà tout. J'estime ce procédé minable et malsain, il m'est complètement étranger ou ne présente aucun intérêt pour moi et pour les lecteurs. Je ne tiens pas à ressembler à qui que ce soit, j'ai ma propre personnalité et cela me suffit amplement. C'est le meilleur moyen que j'ai trouvé pour demeurer fidèle à mon engagement politique et digne de mon idéal.

Parvenir à se situer ou à demeurer sur le terrain de la lutte des classes en toute circonstance, y compris dans la vie quotidienne ou avec son entourage ne s'improvise pas. C'est quelque chose qui s'apprend, qui nécessite détermination, patience, persévérance, modestie, et de cultiver bien d'autres qualités qu'on n'acquiert pas du jour au lendemain, qu'on doit ensuite entretenir en les mettant en pratique, qu'on doit perfectionner, maîtriser autant que faire se peut pour en tirer réellement profit, c'est-à-dire partager cette expérience avec les autres, condition sans laquelle cela n'aurait aucun sens et on finirait par s'en détourner.

Comment voulez-vous vous épanouir ou faire en sorte que votre vie présente un intérêt à vos yeux en étant indifférent au sort des autres ? Comment pouvons-nous avoir confiance en nous-même, quand on n'a pas confiance en nos semblables ? Comment pouvons-nous nous regarder dans un miroir sans avoir à baisser les yeux de honte en nous mentant à nous-même ? Comment pouvons-nous revendiquer et enseigner des principes ou des valeurs, quand on ne les respecte pas nous-même ? Comment pouvons-nous espérer vivre dans un monde meilleur ou tout simplement se fixer cet idéal qui ne se réalisera pas forcément de notre vivant, sans fournir les efforts nécessaires pour progresser et partager avec le plus grand nombre le meilleur de nous-même, qui ne peut se traduire que par un engagement politique au service d'un idéal social ou humaniste supérieur ?

Si nous avons une responsabilité individuelle à assumer, c'est là et nulle part ailleurs qu'il faut la chercher. En prendre conscience présente l'avantage non négligeable de nous rendre inoxydable, incorruptible, invulnérable, imperméable à toute espèce de tentations ou d'influences néfastes, d'opportunisme ou de moyens de pression déstabilisateurs, compromettants, ravageurs, qui peuvent nous amener à nous renier, à justifier l'injustifiables pour finir par nous détester nous-même et la terre entière ensuite.

Certains tiennent absolument à nous faire endosser ou partager la responsabilité de tous les maux de la société ou de leur vieux monde pourri, un procédé ignoble que nous condamnons sans réserve. Tandis que d'autres prétendent que nous n'en aurions aucune d'aucune sorte, entendez pas là que l'on devrait en déduire que quoi qu'on fasse nos idées ou nos actes n'auraient finalement aucune espèce d'influence sur le cours des choses, de sorte qu'en prendre conscience ne servirait à rien ou demeurerait inaccessible. Voilà à quelle absurdité ou état infantile aboutit ce concept qui nous exonère généreusement de toute responsabilité individuelle, pour un peu ce serait un appel à la soumission. Dans ces conditions, on ne voit pas comment la classe ouvrière pourrait prétendre assumer la responsabilité du pouvoir politique, qui devrait forcément échoir à la classe des capitalistes et la boucle de la servitude est bouclée.

Assumer les conséquences de nos actes ne signifie pas forcément qu'on en serait responsable, mais cela ne signifie pas non plus qu'on n'aurait aucune responsabilité. On pourrait peut-être dire que l'homme a toujours endossé des responsabilités sans en avoir forcément conscience, dans la mesure où il s'est mis à reproduire des gestes sans en connaître la portée ou la valeur historique, actes qui allaient lui permettre d'assurer l'évolution, le développement, la pérennité de son espèce, avec son lot de contradictions qui lui échappaient et qu'il s'emploierait à maîtriser en orientant sa destinée de manière à conquérir sa liberté...

Quand on n'a pas de personnalité, quand on n'assume pas ses responsabilités, on ne peut pas prétendre être un homme ou une femme libre, pour autant que cela existe, disons que c'est un idéal vers lequel on tend, sinon on ne pourrait même pas le concevoir, et encore moins le partager.

La Troisième Guerre mondiale n'aura pas lieu... parce qu'elle est permanente!

LVOG - Tant pis pour les complotistes de tous poils, mais les dirigeants du vieux monde leur fournissent régulièrement d'autres sujets sur lesquels peuvent s'exercer la nocivité de leur talent.

AFP - Au 30 septembre 2019, le Pentagone évaluait officiellement le coût des opérations militaires en Afghanistan à 776 milliards de dollars depuis 2001, dont 197,3 milliards destinés à la reconstruction du pays et de ses institutions.

Mais selon une étude de la Brown University publiée fin 2019, le coût des guerres américaines est bien supérieur au budget du seul Pentagone: l'aide accordée par le département d'Etat n'est pas comptabilisée, pas plus que les opérations des services de renseignement ou encore les coûts médicaux des milliers d'anciens combattants blessés dans ce conflit.

En tenant compte de tous ces facteurs, les chercheurs de Brown évaluent à 6.400 milliards le coût total des guerres anti-jihadistes menées par les Etats-Unis en Irak, en Syrie, en Afghanistan et ailleurs depuis 2001. AFP 21 février 2020

Le tournant totalitaire du capitalisme annoncé de longue date. 1913 (*) - 1929 - 2008 : A qui devait profiter le krach ?

- Les dividendes versés aux actionnaires ont atteint un nouveau record en 2019 - franceinfo 17 février 2020

Le taux de croissance des dividendes enregistré en 2019 ressort toutefois "au plus bas depuis 2016, en raison de la complexité de l'environnement économique mondial", selon une étude de la société de gestion Janus Henderson Investors publiée lundi.

Les dividendes versés aux actionnaires ont atteint un nouveau record mondial de 1 430 milliards de dollars en 2019, mais leur croissance (+3,5%) a marqué le pas et devrait se maintenir au même niveau en 2020, d'après un rapport publié lundi 17 février.

Sur le seul quatrième trimestre, les dividendes ont progressé de 4,6%, pour atteindre le montant record de 291,8 milliards de dollars, en dépit d'un ralentissement de la croissance des bénéfices en Amérique du Nord.

Le taux de croissance enregistré en 2019 ressort toutefois "au plus bas depuis 2016, en raison de la complexité de l'environnement économique mondial" et en particulier de la solidité du dollar, précise l'étude de référence, réalisée par la société de gestion Janus Henderson Investors.

Si les marchés émergents et le Japon ont tiré la croissance des dividendes à la hausse l'an passé, l'Asie pacifique hors Japon, l'Europe et le Royaume-Uni ont en revanche été à la traîne par rapport à la moyenne mondiale, constate la société de gestion. Sur le Vieux Continent, les dividendes ont chuté de 2%, à 251,4 milliards de dollars.

Nouveau record en France

La France – principal payeur de dividendes sur le Vieux Continent – a été le seul pays à battre son record annuel (+1,3% à 63,9 milliards de dollars), grâce aux importants dividendes extraordinaires de Natixis et d'Engie.

Le Japon a de nouveau enregistré la plus forte croissance des dividendes à l'échelle mondiale (+6,3% à 85,7 milliards de dollars) alors que "dans le reste de l'Asie, le ralentissement de la croissance économique mondiale et l'impact des tensions commerciales ont eu un effet négatif", note Janus Henderson. Par ailleurs, "le secteur pétrolier est celui qui a généré la plus forte croissance, ses dividendes augmentant d'un dixième, alors que le secteur des télécommunications a vu ses dividendes diminuer".

Pour 2020, Janus Henderson prévoit une hausse de 3,9% des dividendes totaux, à 1 480 milliards de dollars par rapport à 2019, soit une cinquième année consécutive de record. franceinfo 17 février 2020

LVOG - * 1913, année de la création de la Fed qui précèdera d'un an le déclenchement de la Première Guerre mondiale du XXe siècle, une pure coïncidence clament les naïfs ou ignorants...

Crise, austérité, pauvreté, précarité, dette, surveillance, matraquage, angoisse, souffrance, guerre pour les uns ; Casino, profit, enrichissement, luxure, dérèglement, liberté, tranquillité, bonheur, paix pour les autres.

Comment maquillent-ils leurs intentions inavouables et criminelles ? Qui sont ces fanatiques de la démocratie ?

LVOG - Quand des âmes charitables, qui plus est des oligarques philanthropes se penchent sur le sort de l'Afrique au nom de la démocratie, avant de voir de quoi il s'agit, il est fortement recommandé de savoir au préalable de quoi il retourne, pour ne pas se faire manipuler en partageant leurs analyses ou de s'illusionner en les croyant capables d'être animés de bonnes intentions qu'ils n'ont jamais eu.

Et pour peu que vous fassiez preuve d'un minimum de perspicacité, vous vous apercevrez que les acteurs qui officient au sommet des Etats des puissances occidentale ou qui contrôlent leurs institutions, sont issus du même sérail et sont liés à leurs puissants et fortunés parrains, de sorte qu'il y a forcément une unité dans leur politique intérieure et internationale, et en prendre conscience ou observer comment elle s'articule, permet de mieux la comprendre pour mieux la combattre.

Notre démarche est animée par cet unique objectif, contrairement à ceux qui se servent de toutes ces données pour mieux vous en écarter, je le précise à nouveau, car j'ai comme l'impression qu'il a pu y avoir une grande confusion à ce sujet dans la tête de nombreux lecteurs, qui rencontrent de plus en plus de difficultés pour faire la part des choses malheureusement.

Quand vous observez la carte exposée par Thomas P. M. Barnett lors d'une conférence au Pentagone en 2003, vous constaterez que la zone appelée *Non-integrating Gap Country* englobe la totalité de l'Afrique et du Moyen-Orient où figurent l'ensemble des Etats qui sont destinés à être détruits ou livrés au chaos indéfiniment (Carte consultable dans l'article publié par le Réseau Voltaire le 18 février 2020, « NATO Go Home !). Par qui, pardi, par ceux qui s'inquièteraient de l'absence de démocratie en Afrique, ou qui vilipendent les dictatures ou les régimes autoritaires ou corrompus qui y règnent, qu'ils ont le plus souvent contribué à mettre en place, continent qu'ils pillent et affament en semant la guerre, la destruction et la désolation parmi tous les peuples africains, ainsi que ceux d'une grande partie de l'Asie et de l'Amérique latine.

A les lire ou à les entendre, ils se pencheraient sur leur sort pour leur venir en aide, alors qu'en pratique ils font exactement l'inverse. Ils voudraient bien aider tous ces peuples à accéder au bien-être, à la paix ou à la démocratie, mais voyez-vous, ce sont ces peuples ignares et belliqueux qui n'en veulent pas, tout comme en France où les travailleurs rejettent la contre-réforme des retraites qui a été conçue uniquement pour leur bien, quels ingrats et inconscients !

- Afrique : un problème avec la démocratie ? - Le Point 22 février 2020

Publié par « The Economist », le rapport annuel sur la démocratie est riche d'enseignements sur les raisons de son recul en Afrique, en 2019.

Extraits.

L'Afrique en régression

Une présidentielle au Togo et en Côte d'Ivoire, des législatives en Guinée et en Éthiopie. L'année 2020 sera riche en élections pour les Africains. Sont-elles pour autant garantes d'une démocratie pleine et entière ? Rien n'est moins sûr. Car malgré la vigueur de la sphère politique africaine, la démocratie y est en recul.

De l'espoir quand même

Malgré de médiocres résultats constatés dans la plupart des pays africains, les analystes ont relevé tout de même quelques progrès. Le Point 22 février 2020

The Economist, qu'est-ce que c'est ?

The Economist, publié tous les vendredis, il est diffusé à plus de 1,4 million d'exemplaires dans le monde.

"*L'organe européen*" de "*l'aristocratie financière*", selon Karl Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, est devenu la voix de la ligne éditoriale du sommet de l'aristocratie financière mondiale, de l'ultra néolibéralisme, de l'Etat profond ou encore de l'extrême-centre, bref de la pire réaction.

- Susan "Zanny" Minton Beddoes, rédactrice en chef de The Economist, elle participe à la réunion du Groupe Bilderberg de 2015, 2016 et 2017.

- John Elkann, PDG d'Exor, société d'investissements contrôlée par la famille Agnelli, actionnaire majoritaire de The Economist Group avec 43,4 %. Il participe aux réunions du Groupe Bilderberg de 2014, 2015, 2016 et 2017.

- Parmi les autres actionnaires, on compte notamment les familles Cadbury, Layton, Rothschild, et Schroder.

On ne présente plus la famille Rothschild, je n'ai pas trouvé les autres familles, pas le temps de chercher.

- Cadbury, intégré à Mondelez International, une multinationale agroalimentaire américaine dont les principaux actionnaires sont les fonds d'investissement The Vanguard Group, Capital Research & Management, BlackRock Fund Advisors. (Source : Wikipédia)

LVOG - Vous l'aurez compris, que des farouches partisans de la démocratie !

A lire pour en savoir plus :

https://www.monde-diplomatique.fr/2012/08/ZEVIN/48061

En complément.

- Washington met en garde l'Afrique contre les "promesses creuses" de la Chine - Franceinfo 23 février 2020

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Et les guerres du Pentagone et de l'Otan?

- Climat, malbouffe... "Menace immédiate" pour la santé de tous les enfants, alerte l'ONU - AFP 18 février 2020

Dérèglement climatique, malbouffe, marketing des fabricants de tabac... La santé des enfants fait partout face à une "menace immédiate" et aucun pays dans le monde ne protège leur avenir de façon satisfaisante, avertit l'Organisation des Nations unies (ONU).

"Les pays doivent revoir leur approche de la santé des enfants et des adolescents en faisant en sorte, non seulement de prendre soin d'eux aujourd'hui, mais en protégeant le monde dont ils hériteront", souligne Helen Clark, ancienne Première ministre de Nouvelle-Zélande et co-présidente de la commission d'experts convoquée par l'OMS et l'Unicef.

Parmi les menaces pesant sur la santé des générations futures, le rapport évoque en premier lieu la pollution de l'air et l'"intensification des menaces climatiques".

Les experts dénoncent aussi des "pratiques commerciales néfastes" pour la santé des enfants, exposés au marketing de marques d'aliments ultra-transformés, de boissons sucrées, d'alcool, de cigarettes électroniques ou de tabac.

Aussi, ils appellent les gouvernements nationaux à durcir leur réglementation en la matière. (Entendez, créer de nouvelles taxes ou augmenter celles déjà existantes. - LVOG)

Ils leur recommandent également de s'attaquer "avec la plus grande urgence" aux émissions de CO2 pour "faire en sorte que les enfants aient un avenir sur cette planète", de prendre en compte la voix des plus jeunes dans les décisions politiques et d'évaluer systématiquement les effets de ces décisions sur la santé infantile. AFP 18 février 2020

LVOG - Quelle touchante intention... quand on constate que quotidiennement ils s'emploient à pourrir la vie de leurs parents !

En complément. Rien de tel qu'un régime policier pour assurer le bien-être "***des générations futures***".

- Agnès Buzyn veut une police municipale armée à Paris - Franceinfo 20 février 2020

- Affaire Griveaux Cédric O veut «rétablir la peur du gendarme» sur internet - RT 19 février 2020

Quand les variations climatiques dévoilent la supercherie de ceux qui les manipulent.

- ...la fonte des glaciers alpins fait partout apparaître des traces, des objets, parfois même des constructions, qui témoignent d'une très ancienne occupation humaine des lieux. Sous la glace, la vie. « Des objets », cela ne veut pas dire une demi douzaine de pierres taillées ou de fers forgés, mais bien des centaines. Cela va de la momie d'Otzi, un chasseur du néolithique, à des brodequins du 14ème siècle, en passant par des armes romaines. Leur collecte et leur étude a donné naissance à une véritable discipline, l'archéologie glaciaire.

Ces scientifiques se réjouissent du réchauffement qui leur apporte ces trésors ; et s'en inquiètent, car sortis de la glace qui les conservait, tous ces objets sont menacés de destruction. Mais tout cela signifie qu'à ces périodes lointaines, où les niveaux de CO2 étaient bien plus bas qu'aujourd'hui, la température était bien plus élevée qu'aujourd'hui, ce qui porte un coup à la théorie de la relation causale CO2 -> température. (Ce que nous disent les glaciers qui fondent - Association des climato-réalistes, 18 février 2020)

Ils osent tout. La France entre les mains de psychopathes est en train de devenir un asile de fous !

Benjamin Griveaux le 27 janvier dernier lors de son meeting parisien à Bobino : "*Il me reste sept semaines pour vous dire ma part de vérité, celle que vous n'avez pas pu voir jusqu'alors car je n'ai pas su la partager avec vous*". closermag.fr 10 février 2020

LVOG - Merci, c'est fait, et d'une main de maître, s'il vous plaît !

Benjamin Griveaux et sa famille traversent une douloureuse épreuve. Benjamin Griveaux reste dans son appartement parisien, son épouse, Julia Minkowski, à ses côtés. La famille est unie, fait front ensemble. "*Ils sont extrêmement soudés, confie une source proche du couple dans les colonnes du nouveau numéro du magazine Closer... Julia a accepté et compris ses explications. Elle soutient coûte que coûte son mari.*" closermag.fr 20 février 2020

LVOG - Encore un couple où la femme est pieds et surtout mains liées...

Un internaute : - Un pauvre type se pignole et voilà la démocratie en danger !

LVOG - Pire encore : 1°C de plus et la planète est en flamme ! Quelques milliers de morts causés par un coronavirus dans un pays d'1,5 milliard d'habitants, et c'est la population de la terre entière qui va mourir !

Ces détraqués constituent une réelle menace pour la civilisation humaine. Il faut les mettre hors d'état de nuire le plus tôt possible...

Sputniknews.com - La compagne de Piotr Pavlenski, Alexandra de Taddeo, a confirmé que les vidéos X lui avaient bien été envoyées en 2018 par Benjamin Griveaux, avec lequel elle a eu une liaison, indique Le Parisien. Depuis lors, elle les avait gardées dans son téléphone. Cette étudiante en droit assure toutefois ignorer comment son compagnon actuel, Piotr Pavlenski, a pu obtenir les images en question. sputniknews.com 18 février 2020

LVOG - Comme quoi on peut être bardée de diplôme à 29 ans et faire preuve d'une crasse bêtise accablante.

Deux explications possibles.

C'est l'histoire d'un mec qui découvre sur le téléphone portable de sa compagne des vidéos pornos que lui avait envoyées un de ses amants deux ans plus tôt. Jaloux, il décide de se venger en les rendant publiques. C'est tout ? Peut-être car quelqu'un a très bien pu l'instrumentaliser en lui suggérant de les diffuser maintenant en lui assurant qu'il ne serait pas inquiété outre mesure sans qu'il sache exactement pourquoi.

A qui devait profiter le crime ou quel aurait été le mobile ?

Il faut noter que cette affaire a éclaté avant la fin du dépôt officiel des listes, de manière à pouvoir débarquer un candidat défectueux et le remplacer par un autre plus consensuel, par exemple. Suivez la piste, en à peine 2 ou 3 jours LREM serait parvenu pratiquement à retourner la situation en sa faveur. Et ce n'est pas dû à un miracle de la main invisible !

- Municipales à Paris : Gaspard Gantzer annonce se rallier à Agnès Buzyn - L'Express.fr 20 février 2020

L'ancien communicant de François Hollande, Gaspard Gantzer, a annoncé ce jeudi à l'AFP abandonner sa campagne indépendante à Paris et rejoindre la nouvelle candidate de LREM Agnès Buzyn pour les municipales à Paris.

"Je n'ai pas pu, malgré mes efforts, créer une dynamique", a expliqué Gaspard Gantzer. "Une nouvelle donne politique s'est ouverte avec la désignation d'Agnès Buzyn", a-t-il poursuivi. Il était crédité de 1 à 2% dans les intentions de vote.

Ancien camarade de promotion d'Emmanuel Macron à l'ENA, chargé de la communication de maire de Paris Bertrand Delanoë, puis de François Hollande à l'Élysée, Gaspard Gantzer avait été investi en Ille-et-Vilaine par En Marche lors des législatives de 2017, mais avait finalement renoncé à se présenter. L'Express.fr 20 février 2020

LVOG - Décidément, ils raclent les fonds de tiroirs ou de poubelles...

- Municipales à Paris: Hidalgo devant, Buzyn talonne Dati, selon un sondage - AFP 20 février 2020

L'irruption d'Agnès Buzyn à la tête de la liste macroniste chamboule la campagne des élections municipales à Paris, où aucun candidat n'a pris le dessus à moins de quatre semaines du 1er tour.

Quatre candidats obtiennent des scores proches sur leurs capacités "à être un bon maire de Paris": Anne Hidalgo et Agnès Buzyn 45%, Cédric Villani 43% et Rachida Dati 42%

Enfin, 48% des personnes interrogées souhaitent une alliance entre les listes Buzyn et Villani avant le premier tour et 51% entre les deux tours.

"Son enjeu est de repasser devant Rachida Dati et de s'imposer comme l'opposante numéro 1 à Anne Hidalgo. Elle doit recréer une dynamique qui s'était enrayée", analyse Bernard Sananès, président de l'institut Elabe.

- La candidature Griveaux en perte de vitesse convenait à Anne Hidalgo et son équipe raille aujourd'hui l'inexpérience d'Agnès Buzyn.

Le bras-de-fer du mathématicien avec LREM et l'exécutif a animé le début de la campagne. Changement de ton avec l'arrivée d'Agnès Buzyn. Un dialogue courtois a repris entre le candidat dissident, exclu de LREM, et la tête de liste macroniste pour préparer un éventuel rapprochement. Mais bien qu'en baisse continue, avec 7% à 10% d'intentions de vote, Cédric Villani s'accroche et prévient qu'il discute "avec les uns et les autres". AFP 20 février 2020

- Pavlenski affirme avoir "volé" la vidéo qui a fait tomber le candidat de Macron à Paris AFP 21 février 2020

À la chaîne d'informations américaine CNN comme au quotidien français Le Monde, l'auteur russe de performances à connotations politiques, réfugié politique en France depuis 2017, a affirmé avoir agi à l'insu de sa compagne Alexandra de Taddeo...

"J'ai volé ce matériel dans son ordinateur", a affirmé M. Pavlenski dans un français hésitant à CNN. "Elle connaît pas que j'ai trouvé et je prends cette vidéo (...). Ça a été publié et ça a commencé être diffusé, et après elle pouvait pas faire rien, et elle dit "ok, si tu fais ça... ok tu fais ça, ok"", ajoute Piotr Pavlenski.

"Elle était pas contente que je demande pas (à) elle, bien sûr", assure-t-il.

Au Monde, Piotr Pavlenski a expliqué que le candidat de la République en Marche (parti présidentiel) "lui était inconnu avant que sa compagne (...) ne lui confie leur aventure".

"Elle lui parle des vidéos échangées" en octobre dernier, "il évoque l'idée de les publier devant la jeune femme. Refus catégorique", résume le quotidien.

L'artiste russe confirme ainsi la version de Mme de Taddeo qui a reconnu avoir été en 2018 la destinataire des vidéos sexuelles de M. Griveaux mais rejeté toute responsabilité dans leur diffusion.

Selon Le Monde, Pavlenski assure avoir exploré l'ordinateur partagé avec sa compagne, en l'absence de celle-ci, et avoir volé "les vidéos avec une clef USB", au nombre de deux, toutes deux publiées sur son site. AFP 21 février 2020

Ce pauvre type est aussi minable et cinglé que son ex-maîtresse pour s'adonner à ce genre d'activité. Fermer le banc.

Il n'en aura pas fallu plus pour que l'extrême gauche la plus décomposée cautionne ce genre de pratique ou ménage son auteur.

- NPA - Nous ne verserons aucune larme sur le sort de Benjamin Griveaux par Julien Salingue 14 février 2019

J'ai relevé dans cet article les passages ou le NPA volait au secours de cet ignoble individu :

- Publication de messages et d'images relevant du domaine privé...

- Jusqu’à preuve du contraire, Benjamin Griveaux n’a (...) rien commis d’illégal ou de répréhensible...

- La personne destinataire de ses messages, photos et vidéos aurait été, (...) consentante...

- "Une atteinte manifeste à la vie privée", un point de vue que nous ne pouvons, au vu des informations pour l’instant disponibles, que partager...

- Rien de très reluisant, dans la révélation de ces vidéos et photos...

- Le procédé consistant à rendre publiques des images privées soit dégueulasse...

- La dénonciation des mœurs supposément dissolues des responsables politiques, aussi détestables soient ces derniers, ne fait

pas partie de nos méthodes...

- Benjamin Griveaux, qui a jeté l'éponge en moins de 48 heures, en raison d'une affaire privée dans laquelle, répétons-le, rien d'illégal, jusqu'à preuve du contraire, n'a été commis...

LVOG - Si la "*révélation de ces vidéos et photos*" n'a "*rien de très reluisant*", il ne faut lui attribuer aucune signification. Toujours aussi téméraires ces révolutionnaires !

C'est le "*procédé*" qui est "*dégueulasse*", et non le fait de se filmer en train de se masturber et d'envoyer cette scène à quelqu'un qui révèle un comportement pervers ou dévoyé.

Des "*mœurs supposément dissolues*", car ce ne serait pas établi, il faut donc en déduire que ce comportement était normal, banal, partagé par la majorité de la population, conforme aux moeurs établis selon le NPA.

Macron non plus n'a rien commis "*d'illégal*", alors pourquoi vous évertuez-vous à hurler qu'il serait illégitime et qu'il doit dégager, enfin quoi, l'ordre établi, cela se respecte, foi d'anticapitaliste !

Le NPA a dû être inspiré par l'article immonde suivant.

Le ministère de la Vérité a rendu son verdict et vous êtes priés de vous y tenir.

- Affaire Griveaux : "Irresponsable mais pas coupable" - ljdd 16 février 2020

ljdd - Irresponsable mais pas coupable : l'appréciation vient spontanément à l'esprit quand on songe au lamentable épisode qui vient de causer la chute d'un homme politique, de déstabiliser la campagne municipale à Paris et, au-delà, la vie politique française. Bien qu'il n'ait commis aucun délit ni violé aucune règle, Benjamin Griveaux n'a-t-il pas commis la plus impardonnable des légèretés? Si le bon sens inspire cette interrogation, la raison commande de ne pas y répondre. La vérité est là, plus simple qu'il n'y paraît, et il faut s'y ranger.

LVOG - Ou l'art de prendre les simples citoyens pour des demeurés en les incitant à ne pas se poser de questions ou à s'en remettre à la version officielle relayée par Ljdd.

ljdd -Ce qu'a fait ou non le candidat macroniste déchu relève de sa vie intime et d'elle seule ; cela par conséquent ne regarde que lui et ses proches ; et si le débat -public en a été flétri, ce n'est pas de son fait mais par la faute d'un délateur ignoble qui aura, espérons-le, à rendre des comptes.

LVOG - Le média-oligarchique dans l'uniforme du justicier.

ljdd - La fin de la frontière entre vie privée et espace public

A tous égards, Benjamin Griveaux est donc une victime. Victime d'une sale affaire qui n'abîme pas que lui. Non qu'il soit le premier à subir la violence du combat électoral, mais chacun sent que, avec ce qui vient d'arriver, un cap a été franchi. Dans la férocité : à part une balle de pistolet, quelle attaque anéantirait aussi sûrement un homme politique?

Dans la rapidité : en quelques heures à peine, la vague grondante du scandale numérique a imposé sa loi sans discussion possible. Dans la médiocrité : il y a encore vingt ans, les joutes politiques portaient sur des projets de société ; aujourd'hui que dominent les tweets et les "éléments de langage", deux vidéos font plus mal qu'une réplique cinglante. Que vaudrait le "monopole du coeur" lancé jadis par Giscard face au monopole des hackeurs?

LVOG - Quels hackers, l'enquête n'a même pas commencé ! Inutile puisqu'elle n'apportera aucune réponse aux interrogations.

ljdd - De tout cela, les réseaux sociaux ne sont pas responsables. Si le dérèglement numérique constitue bien une menace comparable à celle du dérèglement climatique, c'est aussi l'homme qui en est la cause. Pour que les messageries planétaires deviennent le déversoir de la haine et de la calomnie, il a fallu que des utilisateurs (nombreux, hélas) y expriment sans retenue leurs pulsions.

LVOG - Histoire de faire oublier les intentions inavouables des oligarques à l'origine de ces " *messageries planétaires*". Vous aurez observé au passage qu'ils tenaient à épargner les mal nommés réseaux sociaux, normal.

ljdd - Et que les citoyens, par renoncements successifs, en viennent à abolir d'eux-mêmes la frontière entre la vie privée et

l'espace public, ouvrant la brèche à une transparence tyrannique qui consiste à tout montrer pour prétendre tout savoir. Si le cas Griveaux sert d'avertissement pour arrêter cette dérive, il aura eu son utilité. Sinon, il ne laissera qu'une terrible sensation de malaise, pour ne pas dire de nausée.

LVOG - Implicitement n'interpelleraient-ils pas le législateur afin qu'il légifère et concocte une nouvelle loi liberticide, qui sait ?

Quand les véritables complotistes assument.

- Le "kompromat", ce chantage à la sextape utilisé par le pouvoir russe pour museler l'opposition - Franceinfo 20 février 2020

Le "dossier compromettant" est une vieille technique du KGB, ressuscitée par le pouvoir de Vladimir Poutine. Franceinfo 20 février 2020

LVOG - Les juges des tribunaux médiatiques de l'inquisition sont toujours choisis parmi les plus médiocres et pourris...

- Retrait de Benjamin Griveaux : Juan Branco saisit le CSA après son interview sur BFM TV par Apolline de Malherbe - 20minutes.fr 18 février 2020

- Un reportage LCI sur Yassine Bouzrou, avocat de Pavlenski, indigne la profession - Le HuffPost 20 février 2020

Parole d'internaute

1- "Journalistes, éditorialistes, des synonymes de "porte parole du gouvernement"."

2- "Il n'y a plus de journalistes: ils sont agressifs, incompétents, ne laissent pas s'exprimer, coupent la parole. Il est devenu impossible de suivre un débat car, dés que l'intéressé commence à devenir intéressant, paf ! on le coupe et nous restons sur notre faim."

LVOG - Personne n'est obligé de consommer les produits toxiques concoctés par les médias-oligarchiques ou institutionnels...

Une remarque anodine. Quand étrangement le féminisme est au abonné absent.

Ce qu'il y a de révélateur dans cette histoire, c'est que bien que ce soit Griveaux qui ait envoyé des vidéos d'exhibitionnisme sexuel à une jeune femme, c'est elle qui est mise au banc des accusés, tandis que Griveaux est présenté comme la victime.

Il faut dire que cette femme est aussi dégénérée ou perverse que lui pour lui avoir envoyé en retour des photos d'elle dénudée. Ceci doit expliquer cela ou ce mutisme soudain des féministes, silence assourdissant qu'il faut sans doute interpréter comme un témoignage du mépris que les femmes portent aux hommes. Et dire qu'on les aime !

Croyance, superstition, obscurantisme, crédulité, ignorance, ont pour pendants, conformisme, légalité, loyauté, hypocrisie, servilité.

- L'ère de la transparence... par François Belliot - Mondialisation.ca, 18 février 2020

François Belliot, chroniqueur français, est l'auteur de Guerre en Syrie : Le mensonge organisé des médias et des politiques français, 2015 et « Guerre en Syrie : quand médias et politiques instrumentalisent les massacres – chroniques, volume 2 », paru en septembre 2016 aux éditions SIGEST.

François Belliot - On nous explique régulièrement que nous vivons – ce qui serait une spécificité nouvelle, unique et bénéfique, dans l'Histoire – dans « l'ère de la transparence ». On veut nous faire comprendre par là que le pouvoir et ses relais fonctionnent absolument à découvert, contrairement à toutes les époques passées. Le citoyen est en permanence invité à plonger son regard « sans filtre » sur des révélations, des tractations, des opérations, des affaires, concernant les petits et grands de ce monde. Il peut avoir l'impression de suivre en direct, et de comprendre par lui-même, le fil de tous les événements qui lui seraient scrupuleusement rapportés. Et quand on est naïf, que l'on croit encore que le système dans son ensemble n'est pas intrinsèquement marionnettiste, on peut avoir cette conviction, surtout si l'on reste collé aux médias traditionnels et aux discours des figures politiques.

Mais en vérité, le système n'a jamais été aussi opaque : la seule transparence qui existe, c'est la vie des hommes politiques et

des journalistes qu'on connaît sur le bout des doigts pour les tenir au doigt et à l'œil ; s'ils s'écartent de la ligne fixée, s'ils dérapent, si le système décide de les faire déraper, aussitôt leur vie, exagérément noircie, est exposée en toute transparence à l'ensemble de la population, dans des termes de nature à la chauffer à blanc d'indignation.

À l'arrière-plan, il y a la transparence de la vie de tous les citoyens, par les téléphones, les connexions Internet, les relevés de comptes bancaires, etc., une propagande de plus en plus intrusive et multiforme incitant au repli et à la délation. Cela fait quelque temps qu'en Europe, les individus ne se sont pas trouvés dans un système aux yeux desquels ils sont aussi transparents, et vulnérables. On sait tout d'eux et, le moment venu, s'ils dérapent, on peut user contre eux de tous les leviers les plus pervers, en grossissant les traits potentiellement diabolisateurs, en éliminant les traits flatteurs et disculpants, tout en prétendant exposer une affaire ignoble en toute transparence.

Le résultat est l'opprobre publique pour le dérapant, et un avertissement sévère au restant du troupeau pour qu'il reste dans les plaisirs qu'on lui conçoit et, surtout, ne se mette pas à réfléchir et poser et prétendre résoudre les vrais problèmes : c'est cela, et rien d'autre, qu'on nous vend, inversion accusatoire, comme « société de la transparence ». Mondialisation.ca, 18 février 2020

Le saviez-vous ? La gauche, la social-démocratie, qu'est-ce que c'est ? Des ennemis qui avancent masqués.

- Sanders déclare au New York Times qu'il pourrait envisager des bombardements préventifs sur l'Iran ou la Corée du nord - entelekheia.fr 18 février 2020

Sanders est un candidat lambda à la présidence des USA – c'est-à-dire qu'il est tout aussi militariste et impérialiste que les autres.

Par Jacob Crosse et Barry Grey

Paru sur WSW sous le titre Sanders tells New York Times he would consider a preemptive strike against Iran or North Korea, Le Grand Soir pour la version française

Il a rappelé de manière répétée son vote contre l'invasion de l'Irak en 2000, rappelant aux électeurs lors du débat présidentiel en Iowa le mois dernier : « J'ai non seulement voté contre la Guerre, mais j'ai aussi aidé à l'effort contre celle-ci ».

Or, quand il parle au plus important quotidien de la classe dirigeante étasunienne, le discours de Sanders revêt un ton très différent par rapport à celui avec lequel il s'adresse au public lors de ses interventions ou de ses interviews à la télévision.

Les réponses fournies par Sanders lors du sondage publié par le New York Times montrent une approche très différente de son attitude de « social-démocrate » face à l'impérialisme et à la guerre. Au cours de ce sondage Sanders monte au créneau afin de rassurer la communauté des services secrets et des militaires ainsi que l'élite financière sur sa loyauté de sénateur à l'impérialisme étasunien et à ses capacités de déployer la force militaire.

La chose la plus choquante et significative est probablement sa réponse à la troisième question du sondage du NYT :

Question : « Pourriez-vous envisager d'employer l'armée afin d'engager une frappe préventive sur les essais nucléaires iraniens ou nord-coréens ? »

Réponse : « Oui ».

Un Sanders à la Maison Blanche, selon ses dires de campagne, pourrait « envisager » ouvertement une frappe préventive sur l'Iran ou sur la Corée du Nord, une puissance nucléaire. Pour « prévenir » (pas pour « riposter »), non seulement une menace de missiles, mais aussi bien pour empêcher des essais de ceux-ci. C'est une prise de position rétrograde à couper le souffle, au moins autant incendiaire que celles énoncées par l'administration Trump.

Sanders pourrait provoquer le risque d'une guerre qui pourrait aisément engager les puissances principales et déclencher un Armageddon nucléaire uniquement afin de freiner des essais d'armes par d'autres pays qui ont été sujets à des sanctions EU dévastatrices et à des provocations diplomatiques, économiques et militaires depuis des décades.

De surcroît, ainsi que la réponse au NYT le rend clair, le « soi-disant candidat progressiste » souscrit pleinement à la « doctrine de guerre préventive » déclarée officiellement comme politique EU en 2002 par l'Administration de Georges W. Bush.

La question suivante est précédée par une autre une réponse absolument dans la ligne des politiques de guerre d'Obama, la

première administration à deux mandats qui présida à une guerre ininterrompue.

Question : « Pourriez-vous envisager d'utiliser la Force militaire pour une intervention humanitaire ? »

Réponse : « Oui ».

Parmi les guerres criminelles menées par les USA au nom des « Droits humains » on compte la Guerre de Bosnie et les bombardement en Serbie en 1990, la guerre de 2011 contre la Libye qui se termina par le lynchage de son Guide Mouammar Kadhafi, ainsi que la guerre civile en Syrie qui a été fomentée par Washington et conduite par des milices d'Al Qaïda.

Les frauduleux prétextes humanitaires pour les agressions US ne sont pas plus légitimes que les ADM3 utilisés pour l'invasion néo-coloniale de l'Irak. Le résultat de ces crimes de guerres a été la destruction de sociétés entières, la mort de millions de gens, l'exil de dizaines de millions d'autres, et la transformation du Moyen-Orient en une poudrière ou les interventions des grandes puissances peuvent exploser en une nouvelle Guerre mondiale.

Sanders souscrit pleinement à cette doctrine de « Guerre humanitaire » qui a été bien spécifique aux administrations démocrates.

En réponse à la question du NYT sur l'assassinat de Qassem Soleimani, la campagne de Sanders qualifie l'action de Trump « d'illégale » mais refuse de prendre position contre les assassinats ciblés en général et déclare lui-même Qassem Soleimani comme un « terroriste ».

La réponse dit :

Clairement Qassem Soleimani était impliqué dans des actes de terrorisme. Il soutenait aussi les attaques contre les troupes USA en Irak. Mais la question réelle n'est pas s'il était bon ou mauvais mais si son assassinat a rendu plus de sécurité aux Étasuniens. La réponse est clairement « Non ».

En d'autres termes, les assassinats extra-judiciaires de personnes par les Américains sont justifiés s'ils rendent plus de sécurité aux Américains. C'est un soutien tacite à la politique d'assassinats par drone qui s'est amplifiée sous l'administration Obama, une politique qui inclut aussi le meurtre de citoyens américains.

A un autre passage le NYT demande :

Question : « Seriez-vous d'accord pour retirer les troupes US de la péninsule coréenne ? »

La réponse est :

Non, pas immédiatement. Nous devons travailler étroitement avec nos partenaires sud-coréens pour aller vers la paix dans la péninsule coréenne, ce qui est la seule issue pour négocier une issue nucléaire avec le Nord ».

Sanders ainsi continue à soutenir la présence continuelle de dizaines de milliers de soldats US dans la péninsule, juste afin de soutenir un déploiement de forces garantissant les intérêts mondiaux de la classe dirigeante des USA.

Sur Israël, Sanders appelle à continuer l'aide civile et militaire et refuse le retour immédiat de l'Ambassade des USA de Jérusalem à Tel Aviv.

Sur la Russie, il soutient pleinement la campagne anti-russe maccarthyste et suit la ligne de l'aile droite du Parti démocrate sur les tentatives de destitution de Trump :

Question : « Si la Russie continue dans sa politique actuelle en Ukraine et les anciens pays soviétiques, les USA doivent-ils la voir comme un adversaire et même comme une ennemie ? »

Réponse : « Oui ».

Question : « Est-ce que la Russie doit rendre l'Ukraine avant d'être autorisée d'accéder au G7 ? »

Réponse : « Oui ».

A la fin le NYT demande à Sanders son positionnement par rapport à la doctrine de « Stratégie de Sécurité Nationale » dévoilée par Trump au début de 2018. La nouvelle stratégie déclare que le but principal des politiques étrangères et militaires est lié à la

« guerre contre le terrorisme » et à la préparation à la guerre contre ses principaux rivaux, citant en particulier la Russie et la Chine. Sanders en valide tacitement les grandes lignes, en attaquant Trump sur le fait qu'il a failli à régler plus agressivement le conflit avec la Chine et la Russie.

Question : « La stratégie nationale de sécurité du président Trump exige d'amplifier l'attention de la politique étrangère des USA du Moyen Orient jusqu'en Afghanistan. Et repousser ce qu'il nomme comme des superpuissances révisionnistes », la Russie et la Chine. Êtes-vous d'accord ? Pourquoi, ou pourquoi pas ? »

Réponse : « Malgré sa stratégie établie, le Président Trump n'a jamais soutenu de stratégie de sécurité cohérente.

En fait, Trump a amplifié les tensions au Moyen Orient et nous a mis sur le sentier de la guerre avec l'Iran, refusant de reconnaître la Russie coupable d'interférences dans nos élections et d'abus des Droits de l'Homme, il n'a rien fait pour redresser notre accord commercial avec la Chine qui bénéficie uniquement aux riches, il a négligé les internements de masse des Ouighours ainsi que la répression brutale des protestataires à Hong Kong. Clairement Trump n'est pas un Président sur lequel on puisse compter ».

Dans une récente interview, Ro Khanna, un membre démocrate du Congrès et co-président de la campagne de Sanders, a assuré au journaliste Uri Friedmann de l'Atlantic que Sanders perpétuerait la provocante « Opération Mers libres » dans le Golfe persique et la Mer de Chine et maintiendrait la présence de « quelques troupes » sur de multiples bases chez ses alliés, du Japon à l'Allemagne. entelekheia.fr 18 février 2020

LVOG - Eloquent, révélateur, n'est-ce pas ? Pour ceux qui l'ignoraient encore.

Sanders, un agent du clan le plus extrémiste des néolibéraux, des banquiers de la Fed, du complexe militaro-industriel-financier, du Pentagone, de l'Otan.

Sputnik - Clément Pairot, auteur de «Démocrazies, un frenchie dans la campagne de Bernie Sanders, édité conjointement par Max Milo et Qui mal y pense. Le jeune homme a participé de l'intérieur à l'ensemble des primaires démocrates en 2016, qui ont finalement consacré Hillary Clinton. Bénévole en Iowa, au Nevada ou encore en Californie, le militant pro-Sanders a pu retranscrire ces mois de campagne acharnée, entre un traitement médiatique défavorable et un système démocratique interne qui laisse à désirer. Néanmoins, celui-ci estime que Bernie Sanders a remporté la bataille idéologique, au sein du Parti démocrate, ce qui porte ses fruits pour le scrutin de cette année. Après avoir gagné le New Hampshire et perdu d'un cheveu l'Iowa, le candidat de l'aile gauche fait figure de favori pour l'investiture démocrate.

LVOG - Pour l'agence de presse russe Sputnik, Sanders incarnerait "*l'aile gauche*" du parti démocrate.

Sputnik - Le jeune bénévole dénonçait initialement les médias mainstream d'abord américains puis français qui adoptaient un ton critique envers Bernie Sanders.

«Bernie Sanders a été immédiatement marginalisé, considéré comme quelqu'un qui ne pouvait pas gagner, quelqu'un qui ne pouvait pas rassembler autour de lui […]. Aujourd'hui, on peut considérer en partie que Bernie Sanders a déjà gagné puisque le salaire minimum à 15 dollars, le Green New Deal, la réflexion sur la couverture de santé, sont au cœur du débat politique. (...)»

LVOG - Le Green New Deal concocté par le sommet de l'oligarchie financière... En fait, Sanders endort ceux qui l'écoutent, soit en leur faisant des promesses qu'il n'a pas l'intention de tenir, soit en les trompant sur la qualité de la marchandise qu'il leur vante, le Green New Deal dont seule l'oligarchie est destinée à profiter, tandis qu'il passe sous silence sa politique coloniale ou pro impérialiste, guerrière.

Sputnik - Parti aux États-Unis sur un coup de tête, Clément Pairot est revenu en France avec l'idée d'utiliser ses compétences au service d'une nouvelle cause, la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon. Sputnik 18 février 2020

LVOG - Au passé évidemment, "*compétences*" qui ont servi admirablement à un autre illusionniste et fervent admirateur de Sanders, Mélenchon, vous connaissez la suite ! Sputnik ne vaut pas mieux qu'AP, Reuters ou l'AFP.

Un complément offert en prime par l'Agence Française de Propagande de l'Etat profond.

AFP 23 février 2020 - Sanders, " le sénateur indépendant au programme nettement marqué à gauche" ; "ce socialiste revendiqué" AFP 23 février 2020

LVOG - La culture des illusions de la gauche, vous avez aimé pendant plus d'un demi-siècle, que vous l'assumiez ou pas, vous n'avez pas fini d'en payer le prix fort... Nous tous, hélas !

- Sanders enjoint à la Russie de rester à l'écart de la présidentielle - Reuters 23 février 2020

Dossier retraite.

Amendements, commission, débat parlementaire, motion de censure, pétition, appel, conférence, référendum, journées d'action sans lendemain, le pourrissement à la carte. Et cerise sur le gâteau : consensus et le 49-3 !

- Retraites: L'Assemblée rejette la demande de référendum de la gauche - AFP 17 février 2020

LVOG - Un pur numéro d'illusionnisme. Le cynisme en prime.

- Retraites: les opposants peinent à rassembler dans les manifestations - AFP 20 février 2020

Les syndicats opposés à la réforme des retraites ont lancé jeudi un nouvel appel à mobilisation le 31 mars, à l'issue d'une nouvelle journée interprofessionnelle qui a peiné à rassembler en pleines vacances scolaires, avec 92.000 manifestants dans toute la France selon le ministère de l'Intérieur, contre 121.000 précédemment.

Lors de cette dixième journée interprofessionnelle d'actions jeudi, ils étaient 7.800 à Paris selon le ministère, 50.000 selon la CGT, contre respectivement 15.000 et 130.000 le 6 février.

Parmi les banderoles et pancartes brandies dans la capitale, on pouvait lire: "Battez en retraite!", "Retraites à points, travail sans fin" ou encore "Ce pouvoir est en-dessous de tout, même de la ceinture".

En régions, les préfectures ont compté 4.500 manifestants à Lyon, 2.700 à Toulouse, 2.200 au Havre, 2.000 à Clermont-Ferrand, 1.750 à Nantes, 1.500 à Rennes, 1.200 à Montpellier, 550 à Brest ou encore 500 à Quimper et Béziers, à l'appel de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, FSU, organisations de jeunesse et étudiantes) qui mène la fronde depuis deux mois et demi.

Lâcher ? "Ah non, ce n'est pas à l'ordre du jour", a martelé le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez dans le cortège parisien.

Alors que la discussion parlementaire a débuté lundi, "c'est grâce à la mobilisation qui dure depuis le 5 décembre qu'il y a un tel débat à l'Assemblée nationale", a fait valoir le leader de la CGT.

A l'issue d'une réunion intersyndicale dans la soirée, les syndicats ont lancé un nouvel appel à une journée interprofessionnelle le 31 mars, "pour faire échec à ce projet". D'ici là, ils invitent à "poursuivre les actions sans relâche, sous toutes les formes décidées localement".

De son côté, la CGT a annoncé dans un communiqué séparé une "grande journée d'action" le 27 février "afin de revendiquer l'arrêt de toutes les formes de répression syndicale et de discrimination".

"Je pourrais me dire que je ne suis pas concerné mais je pense à mes enfants et à mes petits-enfants. La solidarité intergénérationnelle est importante", a témoigné Jean-Claude, un retraité rencontré dans le défilé parisien.

A Toulouse, où défilait le numéro un de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon, Nathalie Del Vecchio, enseignante-chercheuse de 43 ans qui manifestait pour la première fois, avec sa fille de 13 ans, juge "important que nos enfants prennent conscience qu'on a un très beau système, que tout le monde envie, mais que c'est fragile".

"Le gouvernement reste sourd au mal-être de la population, c'est un grand recul social ce qu'il est en train de nous faire, et j'ai peur qu'après les retraites, il s'en prenne à la maladie, aux services publics, à la solidarité", s'inquiétait dans la manifestation lilloise Nathalie Delzongle, aide-soignante à domicile de 53 ans.

A Mulhouse, des avocats ont mis en vente leur robe sur le site de petites annonces "Le Bon Coin". Fortement mobilisés contre la réforme instituant un régime de retraite universel, les avocats craignent que la disparition de leur régime autonome entraîne un doublement de leurs cotisations.

Pendant ce temps, chaque camp affirme ses positions dans la conférence de financement des retraites, qui doit fournir fin avril des propositions pour ramener à l'équilibre le système de retraite en 2027.

Selon Yves Veyrier, le numéro un de FO, on va droit à un "naufrage". La discorde porte sur le montant du déficit évoqué dans les documents envoyés cette semaine par les animateurs de la conférence, selon lesquels, si rien n'est fait, le déficit cumulé entre 2018 et 2030 pourrait atteindre 113 milliards d'euros. La CGT a menacé mercredi de claquer la porte.

Les syndicats opposés à la réforme travaillent à une autre conférence avec notamment Solidaires et la FSU qui n'ont pas été conviés par le gouvernement.

A l'Assemblée nationale où les députés doivent éplucher quelque 41.000 amendements, les discussions ont démarré lundi dans une ambiance électrique. Dès mercredi, l'examen a viré au blocage.

"Je crois que vous devriez ouvrir les yeux sur la réalité de cette contestation qui est profonde dans tout le pays, signe que votre réforme ne passe pas", a lancé au gouvernement le député communiste Pierre Dharréville.

Côté grève, le temps est à l'accalmie. Selon le gouvernement, le taux de grévistes était de 0,95% dans la fonction publique d'État (0,06% dans l'éducation), jeudi à la mi-journée.

Peu de perturbations notables dans les transports avec un trafic "normal" à la RATP et quasiment aucun impact à la SNCF, hormis en Auvergne-Rhône-Alpes. AFP 20 février 2020

"***Un beau moment de consensus***", unanimité à l'Assemblée nationale derrière Macron-BlackRock.

- Retraites: au sixième jour, les députés adoptent... deux premiers amendements - AFP 23 février 2020

L'amendement, qui avait déjà eu un feu vert en commission spéciale auparavant, a été adopté à l'unanimité par 105 voix, sous les applaudissements debout de la majorité et de certains LR. "Merci pour cet enthousiasme", a salué au perchoir Sylvain Waserman (MoDem).

Le secrétaire d'État Laurent Pietraszewski s'y est dit favorable, comme le co-rapporteur Nicolas Turquois (MoDem), des élus saluant "un beau moment de consensus". AFP 23 février 2020

LVOG - Tirez-en les enseignements que vous voudrez, je me lasse de répéter toujours la même chose en vain.

Pourquoi devrions-nous participer à des institutions qu'ils ont achetées ?

- Les partis politiques ont reçu 66,19 millions d'euros de la part de l'Etat en 2018 - L'Express.fr 18 février 2020

En 2018, les partis politiques ont perçu une aide publique annuelle d'un montant global de 66,19 millions d'euros. Ce montant est calculé en fonction des résultats de ces formations aux dernières élections législatives et du nombre de parlementaires s'y rattachant.

Cette aide comprend 32,08 millions d'euros versés en fonction des suffrages obtenus aux législatives de juin 2017, et 34,11 millions en fonction du nombre de parlementaires déclarant s'y rattacher, a précisé la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) dans un communiqué, après la publication samedi de ces comptes au Journal officiel.

Parmi les principaux mouvements, la République en marche (LREM), majoritaire à l'Assemblée, a reçu 22,51 millions d'euros d'aide publique, suivi par les Républicains (LR), majoritaires au Sénat, qui ont reçu 12,94 millions d'euros.

Le Parti socialiste (PS) a reçu 6,42 millions d'euros d'aide publique, le Rassemblement national (RN) 5,18 millions, la France insoumise (LFI) 4,42 millions. L'Union des démocrates, radicaux et libéraux (UDRL), structure financière de l'UDI, a reçu 4,09 millions d'euros, le Mouvement démocrate (MoDem) 3,85 millions, le Parti communiste français (PCF) 2,01 millions, et Europe Écologie les Verts (EELV) 1,41 million.

Solde global excédentaire

Au total, les comptes des partis pour 2018 présentent un solde global excédentaire de 52,35 millions d'euros, alors qu'ils étaient en 2017 déficitaires de 13,21 millions. Le montant total des recettes (217,35 millions d'euros) est en hausse par rapport à 2017, année marquée par les élections présidentielles et législatives, durant laquelle les appels de fonds ont été nombreux. Le PS a

perçu par ailleurs des produits exceptionnels d'un montant de 50,5 millions d'euros en 2018 qui correspondent en partie à la vente de son siège situé rue de Solferino.

Le montant total des dons et cotisations a représenté en 2018 58,54 millions d'euros, répartis en parts quasi égales entre les cotisations des adhérents (19,06 millions d'euros), les cotisations des élus (19,63 millions) et les dons des personnes physiques (19,85 millions d'euros).

Côté dépenses, qui prennent la forme d'aides financières directes ou de prêts aux candidats, assortis ou non d'intérêts, et qui sont en baisse (à 165,11 millions), le plus dépensier a été le PS (43,02 millions d'euros), suivi par le PCF (28,18 millions) , LR (22,21), LREM (16,28), le RN (14,09), l'UDRL (4,10), EELV (3,339) l'UDI (3,336), LFI (3,21), MoDem (2,47). L'Express.fr 18 février 2020

- En Californie, on peut recevoir de l'argent pour dire du bien de Michael Bloomberg - Slate.fr 20 février 2020

L'équipe du candidat à la primaire démocrate embauche actuellement 500 «organisateurs numériques» pour écrire des SMS et des posts en sa faveur.

En Californie, la primaire démocrate aura lieu le 3 mars, et comme Michael Bloomberg a annoncé sa candidature à la présidentielle beaucoup plus tard que les autres candidat·es, il tente de se rattraper à grand renfort de campagnes publicitaires.

Afin de diffuser son message en Californie, où Bernie Sanders est pour l'instant en tête des sondages, son équipe est en train d'embaucher plus de 500 «organisateurs numériques», qui seront payés pour vanter les mérites de l'ancien maire de New York.

Selon le Wall Street Journal, ces personnes recevront 2.500 dollars par mois [2.300 euros] pour envoyer des SMS pro-Bloomberg à leurs contacts et poster des messages de soutien sur les réseaux sociaux. Des exemples de phrases sont fournis, comme: «La lutte pour l'égalité des droits est l'un des grands combats dans la vie de Mike.»

Toutes les équipes de campagne encouragent certes leurs supporters à manifester leur enthousiasme sur les réseaux sociaux, mais rémunérer des centaines d'individus pour promouvoir un·e candidat·e est inhabituel. Après la primaire de Californie, il est prévu que des postes similaires soient créés dans d'autres États.

Le milliardaire ne recule devant aucune dépense: ses organisateurs de campagne sur le terrain sont payés environ 6.000 dollars par mois [5.500 euros], soit près de deux fois le salaire moyen pour ce genre de poste. Bloomberg a déjà dépensé plus de 300 millions de dollars en pubs télé, radio et internet, un montant supérieur au total des budgets publicitaires des sept autres candidat·es à la primaire démocrate.

Et ce n'est pas tout: l'ancien maire de New York rétribue également des influenceurs pour qu'ils postent des mèmes sur Instagram. Il s'agit d'échanges humoristiques entre Bloomberg et des personnalités du réseau social comptant plusieurs millions de followers. Slate.fr 20 février 2020

Propagande hystérique en faveur de la continuité de la guerre contre la Syrie.

- Syrie : le médecin humanitaire Raphaël Pitti dénonce "l'indifférence générale" devant "le drame humain" à Idlib - Franceinfo 18 février 2020

LVOG - Cela ne vous rappelle-t-il rien ?

Raphaël Pitti - Je demande véritablement à ce qu'il y ait une "*safe zone*", une zone de sécurité avec non-survol aérien pour permettre la prise en charge humanitaire de cette population sinon nous allons vers un drame terrible. (...)

Durant ces neuf années, toutes les ONG ont condamné les bombardements, demandé une intervention car ce sont des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et il n'y a jamais eu autre chose que des principes Franceinfo 18 février 2020

- Syrie : l'offensive dans le nord-ouest du pays a provoqué la fuite de 900 000 personnes depuis décembre - Franceinfo 18 février 2020

- Assad pressent la "défaite finale" des rebelles syriens mais reste prudent - Reuters 18 février 2020

- Syrie : Moscou s'oppose à une déclaration de l'ONU demandant la cessation des hostilités - L'Express.fr 19 février 2020

Cette réclamation émanait de la France, qui appelle au respect du droit international humanitaire dans le nord-ouest de la Syrie. L'Express.fr 19 février 2020

- Syrie : le risque d'un bain de sang à Idleb face au blocage du Conseil de sécurité de l'ONU - euronews 20 février 2020

- Syrie : "C'est une catastrophe humanitaire jamais vue depuis la Deuxième Guerre mondiale", s'indigne un médecin - Franceinfo 20 février 2020

- Les hôpitaux sont bombardés, "on a vu des enfants morts de froid et de faim"... Franceinfo 20 février 2020

- Crise à Idlib : "La pire situation depuis la Seconde Guerre mondiale" - Franceinfo 23 février 2020

Ils osent tout.

LVOG - Je n'ai plus le temps de commenter chacun de ces titres, demandez-vous pourquoi je les ai sélectionnés...

- Pour Philippe, "ce sont les suffrages qui comptent vraiment" et pas "les manifestants" - AFP 18.02

- Les idées claires : le gouvernement peut-il influencer les résultats d'une élection ? - Franceinfo 19.02

- Macron sur le clientélisme : « Oui, ces pratiques existent » - LePoint.fr 18.02

- Le milliardaire Michael Bloomberg présent au prochain débat démocrate - AFP 18.02

- USA 2020: Bloomberg donné deuxième derrière Sanders, devant Biden - Reuters 19.02

- Les trois quarts des Australiens ont été affectés par les incendies, selon une étude - L'Express.fr 18.02

- Chine : chasse aux opposants sous le couvert de la lutte contre l'épidémie - LePoint.fr 18.02

- Quatre noms de plus sur la liste noire des paradis fiscaux de l'UE, sursis pour la Turquie - Reuters 18.02

Stratégie du chaos, totalitarisme, terrorisme et xénophobie d'Etat.

- L'Otan salue un accord Washington-talibans ouvrant la voie à une "paix durable" - L'Express.fr 21.02

Un accord entre les Etats-Unis et les talibans devrait être signé le 29 février. Il pourrait précéder un retrait des troupes américaines d'Afghanistan. L'Express.fr 21.02

LVOG - En famille, quoi !

- Les USA renforcent leurs sanctions contre Caracas en ciblant Rosneft - Reuters 18.02

Les Etats-Unis ont renforcé mardi leurs sanctions financières contre le Venezuela en ciblant une filiale du géant pétrolier russe Rosneft accusée par l'administration de Donald Trump de maintenir en vie le gouvernement du président Nicolas Maduro. Reuters 18.02

- Ioukos: la Russie condamnée en appel à payer 50 milliards de dollars aux ex-actionnaires - AFP 18.02

Plus de quinze ans après les faits, un tribunal néerlandais a condamné mardi en appel la Russie à verser 50 milliards de dollars d'indemnisation aux ex-actionnaires de l'ancien groupe pétrolier Ioukos, aujourd'hui démantelé. AFP 18.02

- Les ingérences russes de retour dans la présidentielle américaine - AFP 21.02

C'est reparti comme en 2016 ! Washington estime que les Russes sont de nouveau à pied d'oeuvre, de façon souterraine, pour peser dans la campagne présidentielle américaine en favorisant Donald Trump ou son rival démocrate de prédilection, Bernie Sanders. AFP 21.02

- Sanders enjoint à la Russie de rester à l'écart de la présidentielle - Reuters 23.02

- L'Iran de retour sur la liste noire du Gafi - Reuters 21.02

Le Groupe d'action financière (Gafi ou FATF en anglais) a replacé vendredi l'Iran sur sa liste noire, Téhéran ayant échoué à se conformer aux normes internationales sur la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Reuters 21.02

- Trump étend son «travel ban» à six pays supplémentaires - LeFigaro.fr 21.02

Les ressortissants du Nigeria, de l'Érythrée, du Kirghizistan, du Myanmar, du Soudan et de la Tanzanie se voient interdits d'entrée aux Etats-Unis... LeFigaro.fr 21.02

- Coronavirus: les Etats-Unis accusent la Russie de désinformation en ligne - AFP 23 février 2020

Des milliers de comptes liés à la Russie sur Twitter, Facebook et Instagram propagent de la désinformation anti-américaine sur le nouveau coronavirus apparu en Chine, ont affirmé à l'AFP des responsables américains, provoquant un démenti de Moscou.

Les théories propagées incluent l'idée que le virus a été créé par les Etats-Unis pour "faire une guerre économique à la Chine", que c'est une arme biologique inventée par la CIA, ou encore qu'il fait partie d'une stratégie occidentale de "messages anti-Chine".

Des tweets accusent aussi faussement le cofondateur de Microsoft, Bill Gates, dont la fondation a investi des milliards de dollars dans des programmes de santé internationaux.

Le département d'Etat fait coïncider le début de la campagne sur internet au 20 janvier, quand les médias contrôlés par l'Etat russe ont commencé à diffuser des articles et interviews anti-occidentaux sur les origines de l'épidémie, notamment RT et Sputnik. Les opérateurs des comptes ont commencé le lendemain.

"Il est peu probable que ce soit une coïncidence", dit un responsable. "Quand les médias russes ont commencé à sortir ces théories, les comptes russes ont vraiment commencé à les promouvoir mondialement".

"Ces milliers de comptes travaillent de concert les uns avec les autres, au quotidien, avec des phrases, un ton et un rythme identiques. On peut tous les relier assez facilement à RT, Sputnik et d'autres médias liés à la Russie".

"Ce ne sont pas des robots, ce sont de vraies personnes derrière un clavier", ajoute le responsable.

"Ces opérateurs semblent avoir carte blanche pour semer la discorde", dit un responsable du département d'Etat, en affirmant que les trolls russes étaient autonomes et n'agissaient pas forcément sur ordre explicite.

"Il n'est pas nécessaire qu'un thème particulier soit décidé au plus haut niveau. Ils ont la capacité indépendante d'opérer dans cet espace pour infliger les dommages qu'ils souhaitent, avec des conséquences potentiellement catastrophiques". AFP 23 février 2020

LVOG - On n'invente rien, hélas !

En réalité, nul complot, nulle machination, ou alors il faudrait admettre que les représentants de l'ONU, des transnationales, de l'industrie pharmaceutique, de la Banque mondiale, de l'Administration américaine et d'autres personnalités importantes qui ont organisé ou participé à un simulacre d'épidémie due à un coronavirus à New York en octobre 2019 en seraient à l'origine. Non, franchement qui oserait croire une chose pareille, aussi monstrueuse, de la part d'institutions et de personnalités aussi vénérables, au-dessus de tout soupçon ou reproche comme chacun sait... Pour plus de détails, lire la causerie du 9 février et les articles que nous avons mis en ligne.

Il faut être un foutu imbécile pour accorder le moindre crédit aux déclarations officielles ou institutionnelles. On a du mal à imaginer qu'ils peuvent aller jusque là, alors qu'en réalité à de multiples reprises ils ont fait mille fois pire, ne serait-ce que toutes leurs guerres depuis plus d'un siècle. Ce sont des monstres de cruauté, ils ne sont pas faits comme nous, voilà tout. Malheur à ceux qui refusent de le concevoir ou de l'admettre !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

- Présidentielle en Bolivie: le dauphin de Morales en tête des intentions de vote - AFP 17 février 2020

Luis Arce, candidat du Mouvement vers le socialisme (MAS), recueille 31,6% des intentions de vote, devant l'ex-chef de l'Etat centriste Carlos Mesa (17,1%) et la présidente par intérim conservatrice Jeanine Añez (16,5%), selon ce sondage de l'institut Ciesmori réalisé auprès de 2.224 personnes entre le 7 et le 14 février pour le quotidien El Deber et la chaîne de télévision Unitel.

Le leader de droite Luis Fernando Camacho, à l'origine du mouvement de protestation qui avait abouti au départ d'Evo Morales fin 2019, ne recueille que 9,4% des intentions de vote au niveau national, même s'il est en tête dans la région de Santa Cruz (est), la plus développée du pays.

Les élections du 3 mai visent à élire le président, le vice-président ainsi que 36 sénateurs et 120 députés.

Pour être élu dès le premier tour de la présidentielle, un candidat doit obtenir au moins 40% des voix et dix points d'avance sur son rival le plus immédiat. Si un tel cas de figure ne se produit pas, un second tour aura lieu le 14 juin. AFP 17 février 2020

- Bolivie: Evo Morales interdit de se présenter au Sénat - AFP 21 février 2020

Algérie

- Très forte mobilisation en Algérie pour le 1er anniversaire de la contestation - AFP 22 février 2020

Les Algériens ont manifesté très massivement vendredi, entretenant, à la veille de son premier anniversaire, la flamme d'une contestation inédite qui a chassé le président Abdelaziz Bouteflika mais n'a pas réussi à abattre le "système" au pouvoir depuis l'indépendance.

"Nous ne sommes pas venus faire la fête, nous sommes venus vous dégager!", ont averti en choeur les manifestants, certains venus en famille.

"Le peuple veut la chute du régime", "le gang des bandits doit partir", ont-ils scandé également, à l'occasion de ce 53e vendredi consécutif de manifestations.

Des marches imposantes se sont également déroulées à Oran, Constantine et Annaba, localités les plus peuplées après Alger, ainsi que dans plusieurs autres villes de province, selon les réseaux sociaux et les médias en ligne.

L'ampleur de la mobilisation vendredi montre que la contestation est toujours bien vivante mais, sans structure organisée ou dirigeants identifiés, celle-ci doit à son tour se repenser au risque de s'essouffler. AFP 22 février 2020

Sans un parti ouvrier révolutionnaire, sans théorie et programme révolutionnaire, point de salut !

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- La Grèce au ralenti, grèves et manifestations contre une réforme des retraites - AFP 18 février 2020

Des milliers de Grecs ont protesté mardi contre un projet de réforme des retraites qui prolonge, selon le syndicat des fonctionnaires, la réduction des pensions imposée au plus fort de la crise.

La Confédération des fonctionnaires (Adedy) a appelé à une grève de 24 heures, également observée par les employés des mairies et préfectures ainsi que ceux des transports en commun (métro, bus, tramway ou trolley), perturbant fortement la circulation dans le centre d'Athènes.

"Le projet de loi que le gouvernement a déposé au Parlement n'est rien d'autre que le prolongement des lois d'austérité, adoptées pendant la crise (2010-2018) et ayant entraîné des réductions de pensions allant de 20% à 60%", a indiqué l'Adedy dans un communiqué.

Les liaisons maritimes ont été aussi affectées par la grève du syndicat des marins.

Les journalistes ont observé un arrêt de travail de trois heures en début d'après-midi.

Environ 10.000 personnes ont manifesté dans le calme dans le centre d'Athènes, selon la police de la capitale.

"Aucune coupe dans les retraites" ont scandé les manifestants. "Pas de carnage dans le système de sécurité sociale", pouvait-on aussi lire sur les pancartes.

"Touchez pas au système de sécurité sociale", "sécurité sociale pour tout le monde", proclamaient de leur côté les banderoles des manifestants du PAME, le syndicat des travailleurs proche du parti communiste.

"La nouvelle loi sur la sécurité sociale met l'accent sur les chiffres et pas sur l'humain. Le système de sécurité sociale se privatise peu à peu, a déploré à l'AFP Panagiota, une étudiante dans le cortège de la manifestation.

A côté d'elle, son amie Maria, secrétaire dans un bureau d'avocats, estime que "l'Etat social a été mis à mal pendant la crise, il est temps de le reconstruire et de ne pas le détruire davantage".

Des rassemblements ont eu lieu dans d'autres villes du pays. A Théssalonique, deuxième ville dans le nord du pays, 2.500 ont manifesté, selon la police.

Le projet de loi réformant les retraites, qui doit être voté d'ici vendredi au Parlement, vise à garantir la viabilité du système d'ici à 2070, selon le gouvernement conservateur.

A la différence des syndicats, le gouvernement soutient que le projet comprend des augmentations pour certaines catégories professionnelles et réduit les pénalités infligées aux retraités qui continuent à travailler.

La Grèce a réformé à plusieurs reprises ces dernières décennies son système de sécurité sociale, caractérisé par des dépenses excessives, l'une des raisons de la crise de la dette. (Il fallait oser le dire ! L'AFP ou la réaction sur toute la ligne. - LVOG)

Deux réformes principales ont raboté les pensions, supprimé les nombreuses caisses de sécurité sociale et augmenté l'âge de départ à la retraite à 67 ans en raison du vieillissement de la population.

Les syndicats réclament le "rétablissement des 13e et 14e mois", supprimés lors de la crise, ainsi que la réduction de l'âge de départ à la retraite. AFP 18 février 2020

ECONOMIE

Zone euro

- Berlin et la zone euro changent de cap sur la relance budgétaire - Reuters 18 février 2020

La zone euro devrait être prête à augmenter ses dépenses publiques pour soutenir la croissance en cas de ralentissement économique, ont déclaré mardi les ministres des Finances de la zone euro, un premier pas prudent vers une politique budgétaire plus expansionniste.

Depuis des années, les 19 pays de la zone euro s'en tiennent à plaider pour une politique budgétaire "globalement neutre" dans leurs recommandations annuelles.

LVOG - "Globalement neutre" signifie, quelle que soit la croissance de la démographie ou des besoins de la population, du vieillissement des infrastructures demandant davantage d'entretien ou devant être renouvelées, je cite : "excluant toute augmentation des dépenses publiques dans les pays affichant un déficit budgétaire ou une dette trop importants au regard des règles européennes", "tout en garantissant le respect total du pacte de stabilité et de croissance", qui impose entre autres

aux Etats membres de contenir leur déficit sous le seuil de 3% de leur produit intérieur brut (PIB)".

- Pas d'accord entre les 27 au sommet sur le budget de l'UE - AFP 22 février 2020

- Brexit : Londres refusera que l'Union Européenne lui impose ses règles - lexpress.fr 17.02

Le négociateur britannique sur le Brexit, David Frost, a été clair : il n'acceptera pas que l'Union européenne lui impose certaines règles en matière d'environnement, de droit du travail ou d'aides d'État dans sa future relation avec le continent, a-t-il prévenu ce lundi. lexpress.fr 17.02

Haut de page

Le 27 février 2020

CAUSERIE ET INFOS

Avez-vous chopé le virus ? On vous souhaite que non, même pas peur !

Ils sont enfin parvenus à créer un climat apte à se transformer en psychose collective.

Quand on écrivait qu'ils s'employaient littéralement à nous pourrir l'existence au quotidien, on ne racontait pas d'histoire. L'air de rien on était très sérieux. On le pensait réellement, sans trop insisté pour ne pas effaroucher les âmes sensibles toujours prêtes à décamper au premier coup de canon, c'est ce qui arrive quand on ne s'est pas forgé de solides convictions, d'où notre tâche à aider les lecteurs à en acquérir d'indestructibles.

En Inde où je vis, Modi s'y attelle aussi, plus personne ne saura désormais épargné, ils ont déclaré la guerre à l'humanité toute entière, il serait bon d'en prendre conscience un jour, non ?

- 21 pages au format pdf

Nouvelles de l'Inde.

Modi en pompier pyromane.

- Violences intercommunautaires à Delhi: Modi appelle au calme - AFP 26 février 2020

Le Premier ministre indien Narendra Modi a appelé mercredi au calme face à des violences intercommunautaires qui ont fait 27 morts à New Delhi, l'un des pires embrasements de la capitale indienne depuis des décennies.

Commerces mis à feu, drapeau hindou hissé sur une mosquée, Coran brûlé: des émeutiers armés de pierres, de sabres et parfois de pistolets ont semé le chaos et la terreur depuis dimanche dans des faubourgs populaires du nord-est de la mégapole, éloignés d'une dizaine de kilomètres du centre.

S'inquiétant de la "situation alarmante", le ministre en chef de Delhi, Arvind Kejriwal, a enjoint le gouvernement de Narendra Modi de mettre en place un couvre-feu dans la zone et déployer l'armée. AFP 26 février 2020

LVOG - Au moment même où Trump était en visite officielle en Inde.

Avant le premier mandat de Modi, j'avais formulé l'hypothèse qu'il avait été désigné pour accomplir cette mission, dresser les hindous contre les musulmans, que c'était fortement à craindre pour déstabiliser l'Inde au profit des marchés financiers.

Au XXIe siècle le développement sous régime capitaliste est chaotique, un cauchemar.

- New Delhi encore la capitale la plus polluée du monde - Reuters 26 février 2020

La capitale indienne New Delhi occupe pour la deuxième année consécutive la tête du classement des capitales les plus polluées du monde, selon la plate-forme IQ AirVisual, qui compile les données sur la qualité de l'air diffusées à travers le monde.

Au total, 21 des 30 villes les plus polluées du monde se situent en Inde, selon une étude diffusée par cette plate-forme communautaire basée en Suisse et portant sur la pollution par les particules fines dans des grandes zones urbaines.

En 2019, à New Delhi (20 millions d'habitants), la concentration moyenne de particules fines de diamètre inférieur ou égal à 2,5 micromètres (PM2,5) a atteint 98,6 microgrammes par mètre cube d'air (µg/m³).

Ce chiffre représente plus du double de la pollution enregistrée à Pékin. Avec une concentration moyenne annuelle de PM2,5 de 42,1 µg/m³, la capitale chinoise est la neuvième grande ville la plus polluée du monde.

A titre de comparaison, en France, la valeur limite d'exposition en moyenne annuelle définie dans la réglementation s'établit à 25 µg/m³. Reuters 26 février 2020

L'Inde est un des meilleurs clients des marchands d'armes.

- Trump et Modi espèrent conclure un premier accord commercial USA - Inde - Reuters 26 février 2020

Donald Trump et le Premier ministre indien Narendra Modi sont convenus de conclure rapidement les négociations destinées à aboutir à la première phase d'un accord commercial bilatéral entre les Etats-Unis et l'Inde, a annoncé la Maison blanche.

Cette annonce intervient après la visite de Donald Trump lundi et mardi en Inde, au cours de laquelle le président américain a conclu la vente de 3 milliards de dollars d'équipements militaires à son hôte.

Donald Trump a critiqué mardi la politique commerciale de l'Inde, "probablement le pays avec les droits de douane les plus élevés au monde" selon lui.

Avant sa visite en Inde, les négociateurs des deux pays ont bataillé pendant des mois pour tenter d'aplanir leurs divergences sur les produits agricoles, les équipements médicaux, le numérique et les droits de douane.

"Si cet accord se concrétise avec l'Inde, ce sera à la fin de cette année et s'il ne se concrétise pas, alors on fera autre chose", a dit Donald Trump mardi, soulignant que les Etats-Unis souhaitaient être traités de manière équitable et obtenir un accès réciproque au marché indien. Reuters 26 février 2020

LVOG - "*On fera autre chose*", la NED/CIA est solidement implantée à Delhi, on lui fait confiance. L'Inde n'est pas à vendre !

Pourvu qu'il faille moins de temps pour en finir avec le capitalisme.

- De très grand lac à désert, une étude scientifique met en évidence la rapidité du changement du Sahara - francetvinfo.fr 26 février 2020

Le nord du Sahara était, il y a 10 000 ans, une vaste savane parsemée de grands lacs et de rivières. Le désert est arrivé en moins de 3000 ans

On connaît les gravures d'antilopes, de girafes et de poissons des grottes du Tassili dans le Sahara algérien. On retrouve ces mêmes gravures rupestres sur le site de Takarkori, dans les montagnes du Tadrart Acacus (sud-ouest libyen). C'est là que les scientifiques du Musée d'histoire naturelle de Belgique et de l'université de Rome "La Sapienza" ont analysé des milliers de fossiles datant de 8 200 à 4 600 ans avant J.-C. Ils ont pu constater que le poisson était alors à la base du régime alimentaire des habitants, confirmant que cette région était autrefois recouverte de lacs et de rivières.Cette étude met en évidence la rapidité du changement climatique dans le Sahara : moins de 3 000 ans.

Les chercheurs ont analysé 17 500 fossiles datant de 10 200 à 4 650 ans prélevés près du site de Takarkori. Ils ont constaté que 80% des restes d'animaux appartenaient à des poissons d'eau douce (tilapias et silures), avec des marques montrant qu'il s'agissait de déchets alimentaires humains. Les poissons étaient alors tellement abondants qu'ils constituaient la très grande majorité du régime alimentaire des habitants, révèle cette nouvelle étude parue le 19 février 2020 dans la revue PLOS One.

La région est aujourd'hui l'une des régions les plus arides du monde. Balayée par les vents et recouverte de dunes de sable, la température moyenne y dépasse les 40 °C l'été et la pluviosité est d'à peine 0 à 20 mm par an.

Durant la période de l'Holocène, entre 12 000 et 6 000 ans avant J.-C, le Sahara était une vaste savane, avec une végétation luxuriante, des lacs et des marais peuplés d'hippopotames, de crocodiles et de poissons.

L'assèchement progressif des lacs en à peine 3000 ans

L'étude met surtout en évidence le changement rapide de climat intervenu dans le Sahara à cette époque. Alors que les arêtes de poisson représentent 90 % des restes datés de 10 200 à 8 000 ans, cette proportion chute brutalement à 40 % dans la période la plus récente (5 900 à 4 650 ans). "La quantité de poissons diminue avec le temps, concomitamment à une augmentation de la contribution des mammifères, ce qui montre que les habitants de Takarkori se sont progressivement concentrés sur la chasse et l'élevage", décrivent les auteurs. Un changement de régime contraint par l'assèchement de la région, qui a débuté vers 8 000 ans avant J.-C

Plusieurs lacs ont alors subi des baisses de niveau importantes, jusqu'à disparaître complètement autour de 5 500 ans. Les habitants ont cependant pu continuer à pêcher dans la rivière, comme le montre la proportion croissante de silures par rapport au tilapia, une espèce mieux adaptée aux rivières et aux salinités élevées. "Il est cependant étonnant de constater que le poisson reste un pilier de l'alimentation des éleveurs, même à la période la plus récente, indique Savino di Lernia. Ce qui montre que ces derniers étaient d'excellents pêcheurs".

Cette découverte apporte un indice supplémentaire sur le mode de vie des habitants d'Afrique à l'Holocène. Le Tadrart Acacus est bien connu pour ses peintures rupestres décrivant la faune de l'époque : éléphants, girafes, autruches, chevaux... Le site de Takarkori a révélé une quantité impressionnante d'informations. On y a notamment découvert les premiers signes en Afrique de la culture de céréales et du stockage de graines, des preuves de fabrication de yaourts et de bouillies retrouvées sur des tessons de poterie, ainsi que des restes humains, naturellement momifiés, de pasteurs du Néolithique. francetvinfo.fr 26 février 2020

LVOG - Je crois qu'on savait cela depuis longtemps, ils font semblant de le découvrir pour créer un effet supplémentaire de psychose collective...

Un exercice périlleux.

Si on devait se livrer à un pronostic sur les élections municipales, compte tenu du développement de la situation des derniers mois ou de l'année écoulée, on devrait aboutir à une abstention record, sans confondre nos désirs avec la réalité je précise.

Au matraquage sur le changement climatique a succédé le matraquage sur le coronavirus, entre temps eu lieu le matraquage féroce des mobilisations dans le cadre des Gilets jaunes, pour aboutir à celui de la contre-réforme des retraites rejetée par l'immense majorité des travailleurs toutes catégories sociales confondues, en passant par le communautarisme islamique et j'en passe, jusqu'à la cerise sur le gâteau de l'affaire Griveaux, au point de vomir les institutions de la Ve République.

Il faudra qu'on nous explique, comment au nom du combat pour en finir avec ces institutions, on peut présenter des listes à cette élection, qui consiste uniquement à légitimer le régime en place, puisque les maires sont amenés à appliquer la politique de Macron, tout en se portant garant du respect de la Constitution de la Ve République par l'ensemble de leurs administrés. Il y a là quelque chose qui ne colle pas. Cela ressemble à s'y méprendre au double langage, qui à ma connaissance n'a nullement pour vocation de dissoudre les illusions que les travailleurs pourraient encore avoir dans le régime, bien au contraire.

On peut employer une formule chimique, puisque nous sommes composés d'une combinaison d'éléments chimiques instables. C'était juste pour dire que j'aborde ce sujet sur plusieurs dimensions pour évaluer la qualité de ma démarche, plus que sa justesse, car je tiens à ne l'imposer à personne, je reste fidèle à mes principes.

Les maires élus pourraient recevoir les voix, et donc représenter au mieux que le quart des électeurs, ils ne pourront donc se prévaloir d'aucune légitime, hormis celle que leur accorde la Constitution, ce que j'avais mis en avant il y a déjà quelques années, trop tôt, je n'en sais rien.

La Constitution est le pivot du régime. Elle saute et le régime saute avec elle, c'est imparable, ce que l'extrême droite a bien compris. Tandis que l'extrême gauche se dispersera, et ne proposera aucun début de projet de Constitution à l'appui du mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine, qui selon moi ne peut pas admettre des représentants de partis de droite ou d'extrême droite, ce qui nous ramène à l'équivalent du soviet ou comité du peuple exploité et opprimé, qui se dote de son propre gouvernement, de son propre Etat pour gouverner, assumer ses responsabilités, accomplir ses tâches historiques...

Pour revenir à notre sujet.

J'ai pris connaissance de nouveaux faits sur l'affaire Griveaux, qui m'incitent à l'extrême prudence, car il se pourrait qu'elle ait été montée de toutes pièces à l'insu des différents protagonistes, qui auraient pu être instrumentalisés par des forces qui les dépassent, à moins que l'opération leur ait été présentée comme une mauvaise blague de collégiens à laquelle ils n'auraient pas cru. Je n'ai pas suffisamment d'éléments pour en dire davantage, et rien ne dit que nous en aurons par la suite car cela impliquerait certaines personnalités, institutions ou certains Etats, pas la Russie évidemment, qui le plus souvent prêche le faux pour savoir le vrai.

En complément. Big Brother n'était pas un fantasme.

- 23 pays signent la création du Collège européen du renseignement - L'Express.fr 26 février 2020

Cette idée de créer une "Académie du renseignement" européen a été émise en septembre 2017 par Emmanuel Macron. L'Express.fr 26 février 2020

LVOG - Les services de renseignement leur servent surtout à monter des coups pourris, à repérer les éléments qu'ils vont pouvoir infiltrer, manipuler, puis actionner le moment voulu, ou pour obtenir matière afin de déstabiliser leurs opposants...

Tribune libre.

Communiqué du Bureau National du POID – 22 février 2020 (extraits)

1 – Le bureau national du POID s'est réuni le 22 février alors que, selon la presse, Macron s'apprêterait à recourir à l'article 49-3 pour faire passer sa contre-réforme destructrice des retraites.

Le bureau national considère d'une extrême importance l'appel lancé publiquement par 800 militants ouvriers et travailleurs de toutes tendances politiques et syndicales, appuyés par des milliers d'autres signataires, en faveur d'« un appel franc et net à la grève générale par les confédérations ».

La destruction des retraites signifierait, si le projet gouvernemental passait, que tout l'édifice de la Sécurité sociale, la plus grande conquête ouvrière arrachée dans les soixante-quinze dernières années serait soumis à démantèlement.

Face à cette attaque, les travailleurs sont légitimes à mettre à l'ordre du jour la grève générale pour bloquer ce plan destructeur. Bien évidemment, l'appel à la grève générale par les confédérations syndicales (CGT et CGT-FO avec la FSU et Solidaires) ne garantirait pas par lui-même le succès de la grève générale. Mais les travailleurs ont en mémoire le 5 décembre, quand l'appel en commun de ces quatre organisations a été saisi comme un formidable encouragement pour des millions en grève et en manifestation. De même aujourd'hui, un tel appel à la grève générale dans l'unité des organisations serait un encouragement formidable au déferlement de millions qui ont la capacité de contraindre le gouvernement à retirer son projet.

Tout reste ouvert. Le bureau national appelle les militants et les comités à redoubler d'efforts et de mobilisation pour faire signer en masse l'appel du comité national de liaison, multiplier les réunions dans les entreprises et les secteurs professionnels et constituer les délégations pour la rencontre du 28 mars à Paris.

2 – Le bureau national a entendu un rapport sur la campagne des élections municipales. (...) Au total, dans plus de soixante-dix localités, des milliers de candidats – dont une majorité n'est pas membre de notre parti – ont accepté de figurer sur les listes à l'initiative du Parti ouvrier indépendant démocratique.

Cet engagement résulte de l'affirmation claire et nette par notre parti de la nécessité d'en finir avec le régime de la Ve République et le gouvernement illégitime de Macron. Il est en rapport avec notre prise de position pour la rupture avec les diktats de la classe capitaliste et de l'Union européenne, pour l'Assemblée constituante souveraine et, dans ce cadre, notre position en faveur d'un gouvernement ouvrier, un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs.(...)

3 – Le bureau national a entendu un rapport sur la diffusion de La Tribune des travailleurs. Entre 2018 et 2019, le nombre de journaux réglés à l'administration de La Tribune des travailleurs (abonnements + vente au numéro) a progressé de 47 736 exemplaires, soit + 18,4 %.

Le bureau national invite l'ensemble des abonnés à renouveler leurs abonnements, marquant ainsi leur fidélité à la presse ouvrière libre et indépendante.

Il invite les comités à assurer les réabonnements et la diffusion de La Tribune des travailleurs et à développer son rôle de tribune libre dans laquelle s'expriment les points de vue de travailleurs et de militants de toutes tendances. Le renforcement de la presse ouvrière indépendante, c'est le renforcement de l'indépendance de la classe ouvrière dans ses combats contre la classe capitaliste et le gouvernement, c'est le renforcement de l'indépendance des syndicats, le renforcement de l'indépendance du pôle ouvrier sous toutes ses formes. C'est la condition des succès à venir.

LVOG - A défaut d'expliquer ce qu'ils entendent par là, cela peut donner lieu à toute sorte d'interprétations fallacieuses ou qui ne sont pas à leur avantage. J'ignore s'ils en ont conscience ou pas. Je ne comprends pas pourquoi ils emploient toujours cette formulation qui prête à confusion. Non, je ne fais pas l'idiot en disant cela.

Que le POID s'estime indépendant du régime, c'est son droit, on peut le concevoir, mais quand il insiste lourdement pour attribuer la même qualité aux syndicats ou au "*pôle ouvrier sous toutes ses formes*", avec la multitude de gamelles qu'ils traînent derrière eux, c'est incompréhensible pour de nombreux militants et travailleurs, cela aussi on peut le concevoir, on l'a vu notamment avec la séquence des Gilets jaunes ou le peu d'empressement ou d'enthousiasme que la classe ouvrière a manifesté pour répondre à leurs appels à descendre dans la rue pour les retraites.

Qui a envie de défendre ou de suivre des syndicats ou des partis qui n'ont eu de cesse de trahir leurs mandats, leurs engagements, vos intérêts fondamentaux pendant plus d'un demi-siècle ou bien davantage, dont les directions sont monolithiques, arc-boutées pour soutenir le gouvernement en place, l'ordre établi ? N'est-ce pas révélateur de la collusion d'intérêts qui existe entre leurs appareils depuis des lustres ? On est aussi en droit de se le demander.

Quand les idéologues du régime veulent nous inculquer "*l'impossibilité de la révolution*", comment s'y prennent-ils ?

LVOG - Exercice d'autosuggestion.

70 ans après sa mort, pourquoi George Orwell est-il toujours autant d'actualité ? - francetvinfo.fr 23 février 2020

Son roman "1984" est un best-seller qui traverse les décennies, plus actuel que jamais.

LVOG - Ne vous fiez pas au titre et à la présentation avantageuse de cet article envers Orwell, dont je vous ferai grâce, ils étaient uniquement destinés à tromper les lecteurs ou à orienter à leur insu leur réflexion dans une direction bien précise, comme pratiquement chaque fois avec France Info et les médias en général.

Comment ? En se faisant passer pour une fervente admiratrice d'Orwell, procédé éculé mais somme toute efficace, qui a peu de frais permet de s'attirer la sympathie de la plupart des lecteurs, afin d'endormir leur vigilance, pour ensuite leur infuser tranquillement le poison idéologique qu'on leur destinait, car évidemment rien n'est gratuit ou laissé au hasard.

C'était indispensable pour les mettre en confiance, en condition, pour ébranler leur méfiance quasi obsessionnelle de nos jours, faire en sorte qu'inconsciemment ils baissent la garde ou produire un puissant effet neuroleptique pour endormir leurs facultés critiques, la journaliste Carine Azzopardi commencera par distiller sur un ton enthousiaste et flatteur les habituels lieux communs sur 1984, auxquels l'air de rien par la suite elle allait mêler des attributs de son invention ou plutôt, reprendre ceux déjà imaginés par les détracteurs les plus féroces d'Orwell, de sorte qu'après s'être livrée elle-même à l'exercice de la double pensée décrite et combattue par Orwell, à l'issue de la lecture de cet article les lecteurs ne sachent plus quoi penser ou ne puissent en tirer aucun enseignement.

Si vous vous demandiez quel était le mobile de cet article venimeux, vous avez la réponse, bien qu'il faille encore le décortiquer pour bien comprendre quel en était le véritable enjeu, idéologique évidemment.

Les éloges dithyrambiques de ce genre cachent habituelles des intentions inavouables, disions-nous, à quels mécanismes allait-elle recourir pour servir les objectifs qu'elle s'était fixée ?

Ils étaient multiples ou se combinaient, dans un premier temps afin de neutraliser les enseignements d'Orwell sur le stalinisme, ensuite par un moyen détourné l'auteur allait assimiler la Chine et la Russie ou tous les Etats dans le collimateur de l'Etat profond à des régimes également totalitaires, de manière à amener d'une part le lecteur à la conclusion que toute révolution prolétarienne ou socialisme serait inéluctablement vouée à l'échec ou à déboucher sur un régime totalitaire, donc ils valaient mieux encore qu'il se soumette au régime en place, quitte à abandonner définitivement l'espoir de le renverser ou de vivre un jour dans une société meilleure ("démontrer dans La ferme des animaux l'impossibilité de la révolution."), car le sort qui l'attendrait serait pire que celui que le capitalisme lui avait réservé, et d'autre part, le convaincre d'adopter une attitude bienveillante à l'égard des marionnettes de l'Otan et du Pentagone qui sévissent à Hong Kong ou en Chine continentale, ainsi qu'en Russie (et ailleurs, Venezuela, etc.) ("Orwell est devenu plus qu'un adjectif : un emblème qui de Hong-Kong à la Russie"), poussant la manipulation jusqu'à prétendre qu'Orwell en aurait été pour vaincre leurs dernières résistances ("Les mots comme ultime résistance : tout un symbole que n'aurait pas renié l'écrivain").

Il est donc prouvé ici que cette journaliste est une agent de l'Etat profond, de Big Brother, au service du totalitarisme.

Je n'ai pas la version écrite de *La ferme des animaux*, on se contentera donc des dernières paroles du film (dessin animé de Louis de Rochemont produit par Halas and Batchelor) tiré de ce roman, qu'on peut interpréter comme un appel à "*passer à l'action*", à la révolution politique pour renverser le stalinisme au milieu des années 40, en 1945, plutôt qu'un appel à restaurer l'ancien régime tsariste et féodal.

- "*Ils avaient pris conscience que leur monde bien loin de devenir comme ils l'avaient espérer le meilleur des mondes, était plus cruel que jamais pour le commun des bêtes, et qu'il leur fallait une fois de plus passer à l'action*"

Cet article allait donner lieu à plusieurs commentaires d'internautes. J'en ai relevé un significatif qui montre les ravages que cette propagande peut produire, on en donnera la signification politique ensuite.

- "*...toujours faire passer les faits avant cette même idéologie*".

Dans les commentaires qu'on lit sur ce blog, l'idéologie passe très majoritairement avant les faits qui sont, soit niés, soit dénaturés, s'ils ne cadrent pas avec ladite idéologie.

Si on essaye de remettre les pendules à l'heure en étant objectif, c'est forcément parce qu'on défend une autre idéologie...

C'est ce qui m'agace en permanence.

LVOG - Il devait s'agir d'un troll. Conclusion : la classe ouvrière devrait se passer d'idéologie, car après tout celle de ses ennemis fait très bien l'affaire ! Tel était effectivement le message que cet article était censé transmettre.

Il faut à tous prix empêcher les masses de s'armer idéologiquement, théoriquement pour passer à l'action contre le régime en place, qu'elle chassent Macron et abolissent la Constitution et les institutions de la Ve République, instaurent une République sociale.

Vous devez graver dans votre petit cerveau malléable ou mal formaté, qu'étant donné que toute idéologie mène fatalement au totalitarisme, comme le programme politique de Macron ne correspond à aucune idéologie, pourquoi ne vous en accommoderiez-vous pas, pourquoi ne le soutiendriez-vous pas ?

Vous comprenez peut-être mieux pourquoi nous menons inlassablement le combat politique sur ce terrain-là. Dites-vous bien que si nos ennemis se donnent cette peine, c'est qu'ils en attendent des résultats pour pouvoir plus aisément atteindre leurs objectifs.

Un mot ou un rappel sur Orwell.

L'inertie de l'histoire ne joue pas en notre faveur, il faut en avoir conscience. Si on ne peut pas changer un homme par décret, encore moins un peuple tout entier. Une révolution se fait avec les travailleurs tels qu'ils sont, avec leurs faiblesses et leurs lacunes, elle a pour objectif d'inverser les rapports sociaux existants, et non de produire un homme nouveau, unique, ce sont ses ennemis ou ceux qui ignorent de quoi ils parlent qui lui attribuent cette intention totalitaire.

Orwell n'a manifestement pas compris qu'une révolution se faisait avec des hommes et des femmes, dont les cerveaux avaient été formatés par l'ancien régime depuis des générations et des générations durant des décennies ou des siècles d'exploitation et d'oppression.

Cela n'allait pas être sans conséquences délicates ou désagréables à traiter par la suite ou plutôt immédiatement au cours de la révolution. Il ne suffit pas de s'emparer du pouvoir politique pour que d'un coup de baguette magique les conditions économiques qui prévalaient encore la veille disparaissent, non, il ne serait pas possible de réaliser tout ou n'importe quoi, comme le croient les petits bourgeois déconnectés de la réalité, qui s'imaginent que tout ce qu'ils conçoivent devrait se réaliser sur le champ, et qui jouent ainsi le jeu de la réaction au cours d'une révolution.

De la même manière, qu'on le veuille ou non, il faudrait faire durant encore toute une période avec les habitudes, les idées ou les comportements profondément ancrés dans le cerveau ou le vécu des hommes avant qu'ils n'en changent, avec tout ce que cela implique d'inconvénients et de graves menaces pour la révolution, qui somme toute n'en serait pas davantage comptable demain qu'hier, mais à laquelle ses ennemis s'empresseraient d'imputer toutes sortes de maux ou difficultés pour tenter de la diaboliser ou faire en sorte que les travailleurs s'en détournent ou encore pour la renverser.

Non, liquider le régime capitalisme et ses institutions, changer de société ou passer au socialisme ne s'improvise décidément pas, ceux qui ont la faiblesse de le croire sont des aventuriers ou des charlatans ou tout simplement des ignorants.

S'emparer du pouvoir politique est une tâche colossale, le conserver s'avère être un défit plus gigantesque encore, qu'on ne pourra relever victorieusement qu'en s'y préparant minutieusement, aussi bien sur le plan théorique que psychologique pour éviter toute désillusion aux effets désastreux.

Vous venez de voir que nos ennemis aussi y travaillait d'arrache-pied, dans l'autre sens, pour assurer la pérennité de l'ordre établi ils mènent leur guerre de classe sur tous les fronts à la fois, à nous de faire de même et d'en tirer de précieux enseignements pour la suite, ainsi seulement nous aurons une chance de les vaincre. Eh oui ! Que cela ne vous étonne pas, même Marx évoquait

la chance ou le hasard qui parfois fait bien les choses. On en aura besoin assurément, mais ne comptons pas sur elle pour nous guider, apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir, n'oublions jamais ce principe élémentaire qui animait Lénine.

Le néomaccarthysme ne passera pas.

Bertrand Tavernier : Je pense que l'ignorance et le préjugé se propagent partout. Au lieu de faire face à des faits, nous faisons le commerce de rumeurs et de ragots, d'affaires secondaires. Les faits et les événements peuvent être complexes. Ils ont certainement besoin d'être réinterprétés, réexaminés, mais il ne faut pas déformer des faits historiques. (Bertrand Tavernier: «L'université et ses enseignants ont une responsabilité envers l'histoire.» par David Walsh - wsws.org - Mondialisation.ca, 25 février 2020)

Tavernier réagissait à la censure exercée aux Etats-Unis à l'encontre de certains films sous prétexte que certains acteurs ou réalisateurs auraient véhiculés ou mis en scène des idées d'extrême droite, racistes notamment, alors qu'ils incarnaient un pan de l'histoire de la société, sans qu'on soit forcé de partager ces idées, ce qui va de soi pour Tavernier ou pour nous.

C'est surtout l'art de juger plus qu'interpréter le comportement et l'oeuvre de personnages appartenant au passé avec les critères du présent pour mieux les vouer au pilori, afin de faire oublier ses propres turpitudes ou contradictions.

A ce compte-là, ce sont tous les penseurs ou artistes qui ont participé au développement ou à l'évolution de la civilisation humaine au cours des derniers millénaires, qui seraient destinés à disparaître du champ de la connaissance ou de l'expérience humaine, qui serait réduite à un désert aride, tout en rendant le processus historique inaccessible ou incompréhensible, l'objectif final des censeurs. Chacun doit évidemment veiller à ne pas tomber dans ce travers épouvantable, car injuste.

Quand on fait preuve de bienveillance envers des personnages importants du passé, ce n'est pas une marque de faiblesse ou commettre une erreur, encore moins faire preuve de complaisance, c'est juste rendre un hommage mérité à l'oeuvre qu'ils ont accomplie ou qu'ils nous ont léguée, en tenant compte des conditions de leur époque qui étaient totalement différentes des nôtres.

Si nous ne témoignons pas la même attention à nos contemporains ou si nous nous réservons le droit d'être critique à leur égard, c'est parce que nous partageons les mêmes conditions et nous les jugeons avec les mêmes critères, en cela nous ne commettons aucune injustice, nous nous contentons de les remettre à leur place, de la même manière que nous laissons les personnages du passé à la place qu'ils occupèrent autrefois sans les magnifier ou les diaboliser.

Quand on se destine de refaire le monde ou de transformer la société, le premier principe qu'on devrait adopter, devrait consister à les prendre tels qu'ils ont existés ou tels qu'ils existent de nos jours. C'est également valable à titre individuel pour analyser notre personnalité ou le parcours que nous avons eu au cours de notre vie, avec ses aspects peu flatteurs ou parfois pire encore. S'assumer entièrement devrait nous rendre plus modeste et plus disponible pour les autres.

On ne peut pas se dire humaniste ou prétendre être animé d'un idéal humaniste supérieur, quand on ne respecte pas ce principe, autrement dit les autres de manière générale. On n'est pas digne d'exiger que nos aspirations soient respectées, aussi légitimes soient-elles, quand on souille allègrement la mémoire des générations passées pour une raison idéologique malsaine, on s'avilit soi-même, et pour le coup on ne mérite aucune considération.

Vous comprendrez mieux pourquoi ils ont fabriqué Wikipedia, qui est en train d'évincer toutes les encyclopédies.

Wikipedia. C'est La voix de son maître, de la censure, de la falsification de l'histoire, de la réécriture du passé, le chien de garde ou le ministère de la Vérité de Big Brother ou du régime totalitaraire en train se mettre en place.

Voilà ce qui s'affiche à l'écran pour vous dissuader de regarder (ou écouter) certaines vidéos :

- "Radio Sputnik est financée entièrement ou partiellement par le gouvernement russe. Wikipedia".

LVOG - Rappel. France Inter, France Culture, France Info, France Télévision sont entièrement financées par le gouvernement français, et les autres médias ou détenus par des oligarques également en partie, leur financement provenant essentiellement de banques et du complexe militaro-industriel. L'AFP cumule également les deux financements, puisque ces mêmes médias-oligarchiques sont ces principaux clients.

Sputnik et RT ne valent pas mieux ou ils sont encore plus dangereux, dans la mesure où ils avancent masqués ou ils se présentent comme des alternatives intègrent ou honnêtes face aux médias institutionnels occidentaux, alors qu'en réalité on y trouve toute la panoplie des amalgames orduriers rouge-brun distillés au compte-gouttes ou sournoisement par les officines néoconservatrices, Conspiracy Watch par exemple.

Les sondages : Mieux qu'un phénomène météorologique imprévisible.

- Sondage. Après la crise sociale, la popularité de Macron se redresse - lejdd.fr 22 février 2020

Le chef de l'État enregistre en février une hausse de 2 points (à 32%), selon notre baromètre Ifop. lejdd.fr 22 février 2020

4 jours plus tard...

- Sondage: Macron (-3) (à 33%) en forte baisse à trois semaines des municipales - AFP 26 février 2020

Selon un sondage Odoxa-CGI publié mardi. AFP 26 février 2020

LVOG - Quand sa cote de popularité est en hausse, il atteint 32%, et quand elle est en baisse, elle atteint 33%.
Moralité mathématique : Il vaut mieux encore qu'elle baisse !

Coronavirus. La stratégie de la terreur, le pire des virus. Même pas peur !

- Le nouveau coronavirus poursuit son expansion, le monde "pas prêt à y faire face" - AFP 26 février 2020

Le nouveau coronavirus a continué mercredi à s'étendre à travers le monde qui, selon un expert de l'OMS, "n'est tout simplement pas prêt à y faire face". AFP 26 février 2020

LVOG - 2.700 morts en Chine, 40 dans le restant du monde, c'est insignifiant. Particularités des personnes décédées, "*toutes des personnes âgées et atteintes précédemment de pathologies graves*" (en Italie par exemple). Depuis en France un homme de 60 ans déjà hospitalisé et un Chinois de 80 ans lui aussi hospitalisé. Apparemment, ils auraient attrapé ce virus à l'hôpital ou en clinique. Il se pourrait que le corps médical soit à l'origine de la propagation de ce virus, puisque d'autres personnes infectées n'ont aucun lien avec les foyers d'infection, la Chine et l'Italie, à moins qu'elles aient tout simplement croisé d'autres personnes déjà infectées et qui l'ignoraient, et qui seraient passés par un établissement médical où le virus était présent.

L'Express.fr - 93,7% des personnes qui décèdent du Coronavirus sont âgées d'au moins 50 ans et déjà atteint par une pathologie. L'Express.fr 26 février 2020

LVOG - Sinon, il peut s'agir de personnes moins résistantes que les autres, présentant des déficiences en anticorps ou défenses immunitaires du fait d'une alimentation ou de conditions de vie défectueuses, comme c'est le cas parmi les populations les plus faibles, pauvres ou précaires.

Selon une étude réalisée par le Centre chinois de contrôle et prévention des maladies, qui a analysé 72 314 cas, les plus de 80 ans sont peu touchés par Covid-19 - 3,2% des cas seulement -, mais constituent 20,3% des victimes. Les 0 - 49 ans représentent 46,4% des cas, mais seulement 6,3% des morts. Les moins de 30 ans, globalement peu infectés (10,2%), meurent rarement. Les enfants de 0 à 9 ans sont même totalement épargnés, puisqu'aucune victime n'est recensée dans cette tranche d'âge, quand les 10 - 19 ans ne comptent que pour 0,1% des morts. (Source : L'Express.fr 26 février 2020)

Le HuffPost - “Ce qu’il faut dire avec les morts de la grippe, c’est qu’il s’agit de ‘morts indirectes’. On ne porte pas un diagnostic de grippe sur les 4000 à 10.000 personnes qui meurent chaque année. En fait, il y a un peu près 500 personnes qui vont aller en réanimation et éventuellement mourir de la grippe. Mais les autres, ce sont des personnes âgées qui à l’occasion d’une grippe vont décompenser une autre affection qui peut être un infarctus, une bronchite, etc.”, détaille l’épidémiologiste Arnaud Fontanet sur France Inter ce mardi 25 février au matin. Avant d’ajouter: “Ici avec ce nouveau coronavirus, les cas vont être comptés et les décès sont rapportés directement au virus”. Le HuffPost 25 février 2020

Psychose collective, ils y sont arrivés !

- Coronavirus à Strasbourg : « Les gens sont en pleine psychose », témoigne un pharmacien - 20minutes.fr 26 février 2020

« Il n'y a pas de risque particulier ou d'alerte particulière à Strasbourg », assure pourtant à 20 Minutes Alain Fontanel, premier adjoint au maire. 20minutes.fr 26 février 2020

Un regard équilibré.

- Pandémie du virus de la peur par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 25 février 2020

L'exagération de la dangerosité du coronavirus par rapport à d'autres maladies ainsi que la préparation de la réponse des principaux acteurs deux mois avant l'épidémie laissent pantois. Il n'est pas possible de tirer de conclusions, pour le moment.

Manlio Dinucci - Étant entendu que le coronavirus ne doit pas être sous-évalué et qu'on doit suivre les 10 règles préventives du ministère de la Santé, il faut adopter une 11ème règle fondamentale : empêcher la diffusion du virus de la peur. Celui-ci est répandu surtout par la télévision, en commençant par la Rai qui consacre les journaux télévisés quasiment entièrement au coronavirus. Le virus de la peur pénètre ainsi dans tous les foyers à travers les chaînes de télé.

Tandis qu'elles lancent la plus grande alarme pour le coronavirus, elles taisent le fait que la grippe saisonnière, épidémie beaucoup plus mortelle, a provoqué en Italie pendant la 6ème semaine de 2020 —selon l'Institut supérieur de la santé— en moyenne 217 décès par jour, dus aussi à des complications pulmonaires et cardiovasculaires liées à la grippe. Elles taisent le fait que —selon l'Organisation mondiale de la santé— meurent en Italie en une année du HIV/Aids plus de 700 personnes (en moyenne deux par jour), sur une total mondial d'environ 770 000.

À propos de la campagne alarmiste sur le coronavirus, Maria Rita Gismondo —directrice de macrobiologie clinique, virologie et diagnostic de bio-urgences du laboratoire de l'hôpital Sacco de Milan, où s'analysent les échantillons de contagions possibles — déclare : « C'est une folie. On a transformé une infection à peine plus sérieuse qu'une grippe en une pandémie létale. Regardez les chiffres. Ce n'est pas une pandémie ». Mais la voix de la scientifique n'arrive pas au grand public, alors que chaque jour, de la Rai service qui devrait public, aux chaînes Mediaset et pas seulement, on diffuse chez les Italiens la peur pour « le virus mortel qui de Chine se répand dans le monde ». Campagne de fait correspondant à ce que déclare le secrétaire USA au commerce Wilbur Ross dans une interview à Fox Business : « Je pense que le coronavirus contribuera au retour des emplois de la Chine aux USA. En Chine il y a eu d'abord le SARS, ensuite la peste porcine et maintenant le coronavirus ». Donc, commente le New York Times, « la perte pour la Chine pourrait être un gain pour l'Amérique ». Autrement dit, le virus pourrait avoir un impact destructeur sur l'économie chinoise et, dans une réaction en chaîne, sur celles du reste de l'Asie, de l'Europe et de la Russie, déjà touchées par la chute des flux commerciaux et touristiques, à l'avantage des USA restés économiquement indemnes.

Global Research, le centre de recherche sur la mondialisation dirigé par le professeur Michel Chossudovsky, est en train de publier sur l'argument de l'origine du virus une série d'articles d'experts internationaux. Ceux-ci soutiennent qu'« on ne peut pas exclure que le virus ait été créé en laboratoire ». Cette hypothèse ne peut pas être considérée comme « complotiste » et exorcisée comme telle. Pourquoi ? Parce que les États-Unis, la Russie, la Chine et les autres grandes puissances ont des laboratoires où sont menées des recherches sur des virus qui, modifiés, peuvent être utilisés comme agents de guerre biologique y compris sur des secteurs ciblés de population. C'est un domaine entouré du plus dense secret, souvent sous couvert de recherche scientifique civile.

Mais des faits émergent : la présence à Wuhan d'un bio-laboratoire où des scientifiques chinois, en collaboration avec la France, effectuent des recherches sur des virus létaux, parmi lesquels certains envoyés par le Laboratoire canadien de microbiologie. En juillet 2015, l'Institut gouvernemental britannique Pirbright, a breveté aux USA un « coronavirus atténué ». En octobre 2019 le Johns Hopkins Center for Health Security a effectué à New York une simulation de pandémie par coronavirus en prévoyant un scénario qui, s'il se réalisait, provoquerait 65 millions de morts [1]. Mais on ne simule pas la pandémie du virus de la peur, qui se répand avec des effets socio-économiques destructeurs.

[1] « Quand le Forum de Davos se préparait à une pandémie de coronavirus », Réseau Voltaire, 4 février 2020. Réseau Voltaire 25 février 2020

Dossier retraite.

Guerre idéologique et psychologique. 49.3 : Ils vous y préparent quotidiennement.

- Retraites: au 8e jour, l'Assemblée adopte le premier des 65 articles - AFP 25 février 2020

Au huitième jour d'examen, l'Assemblée nationale a adopté lundi le... premier des 65 articles du projet de loi de réforme des retraites qui fixe les principes généraux du futur système par points. AFP 25 février 2020

- Réforme des retraites: Edouard Philippe laisse ouverte la possibilité du 49.3 - AFP 25 février 2020

Le Premier ministre a laissé ouverte mardi 25 février la porte du 49-3, tout en demandant aux députés de la majorité de "tenir" encore un peu face à l'obstruction de la gauche de la gauche. Le HuffPost 26 février 2020

LVOG - Jusqu'aux élections, après et quels que soient les résultats, il déclenche le 49.3.

- Retraites : le gouvernement se prépare à dégainer son 49.3 - LePoint.fr 26 février 2020

Au sommet de l'État et dans les rangs de la majorité, la question n'est plus de savoir s'il faut, oui ou non, déclencher la procédure constitutionnelle mais quand. LePoint.fr 26 février 2020

LVOG - Et pour l'ensemble des travailleurs, quand il faudra dire stop on arrête tout ! Le jour où Macron dégaine le 49.3, commence la grève générale insurrectionnelle qui balaie le régime. On ne rêve pas, c'est la seule perspective ou alternative possible face à ce coup d'Etat. Si cela passait, la France connaîtrait le même sort que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ou le Japon qui sont devenus la propriété des marchés financiers.

Le naufrage de la "***gauche de la gauche***" ou sa véritable nature réactionnaire. Comment farder la destruction des retraites de dignité, mode d'emploi.

- Réforme des retraites : l'Assemblée inscrit "le niveau de vie digne" dans le texte - L'Express.fr 24 février 2020

Dans un rare moment de concorde sur la réforme des retraites, l'Assemblée nationale a adopté ce dimanche un amendement gouvernemental inscrivant dans le texte la notion de "niveau de vie digne", après des propositions similaires émanant de plusieurs bords politiques.

Il s'agit d'inscrire cet "objectif de garantie d'un niveau de vie satisfaisant et digne aux retraités" dans les principes généraux du système universel des retraites, objet de l'article 1 que les députés sont toujours en train d'examiner.

Le communiste Stéphane Peu avait plaidé pour l'inscription du terme "digne" dans ces objectifs, arguant que la dignité figurait dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'amendement visait à remplacer ainsi le terme de "satisfaisant" avancé par le gouvernement, qu'il a qualifié de "concept gazeux".

Il a été soutenu notamment par l'Insoumis Éric Coquerel. Un amendement similaire avait été déposé par la marcheuse Martine Wonner. L'UDI Thierry Benoît s'était prononcé pour l'adoption de l'amendement communiste, une "belle proposition". Le député Libertés et Territoires Philippe Vigier a salué "une signification forte".

Le communiste Pierre Dharréville a salué "la créativité du gouvernement", indiquant que les communistes, "pas jaloux", étaient prêts à voter la proposition gouvernementale. "Une retraite digne, ça a quand même une autre figure qu'une retraite simplement satisfaisante", s'est-il félicité.

Le ministre chargé des Relations avec le Parlement Marc Fesneau a salué "l'évolution du débat", loin du "concours de synonymes auquel on se livrait" samedi. Il a appelé à avancer dans le texte, pour "donner du sens aux mots". L'Express.fr 24 février 2020

LVOG - Avec Macron-BlackRock et leur retraite à points, les travailleurs seraient en droit d'espérer "*une retraite digne*", en voilà un qui mériterait d'entrer au gouvernement. Scélérat !

Quand plus haut le POID évoquait "*l'indépendance du pôle ouvrier sous toutes ses formes*", c'est bien de cela dont il parlait, n'est-ce pas ?

Etats-Unis. Sanders : L'idiot utile de l'oligarchie ou du clan de la guerre.

LVOG - Certains prétendent qu'il roulerait pour Trump, si on considère qu'en général les électeurs préfèrent l'original à la copie, le maître à ses disciples, celui qui détient les cordons de la bourse plutôt qu'à leurs commis, cela se tient ou c'est une explication.

J'ai lu un article consacré à ses sympathisants et donateurs qui le confirmerait, dans la mesure où parmi eux figuraient outre les membres habituels des classes moyennes, un grand nombre d'employés ou de dirigeants de banques, qui en veulent à Wall Street de les avoir oubliés ou négligés après l'élection de Trump.

- Sanders creuse l'écart, Bloomberg recule Reuters 26 février 2020

Le sénateur Bernie Sanders a accentué son avance dans les intentions de vote des primaires démocrates, selon la dernière livraison du sondage Reuters/Ipsos qui montre aussi un recul de Michael Bloomberg.

Large vainqueur samedi des caucus du Nevada, Bernie Sanders est crédité au niveau national de 26% des intentions de vote.

Pour la première fois, l'avance de Sanders sur son plus proche rival dépasse les dix points de pourcentage. Reuters 26 février 2020

Ceci explique cela ou l'AFP en porte-voix du maccarthysme

- Bernie Sanders critiqué pour ses anciens flirts avec des régimes communistes - AFP 26 février 2020

Des déclarations vantant certains aspects de la révolution cubaine et d'anciens voyages dans des pays communistes reviennent hanter la campagne de Bernie Sanders, l'actuel favori à l'investiture démocrate dans la course pour la Maison Blanche. AFP 26 février 2020

LVOG - Pour l'Agence Française de Propagande, si au moins il se repentait de son crime, bien au contraire, inadmissible.

AFP - Mais loin de s'excuser, l'élu du Vermont a renchéri lundi soir lors d'un débat avec le public sur la chaîne CNN.

"Je pense qu'apprendre aux gens à lire et à écrire est une bonne chose", a-t-il lancé à propos des débuts du régime castriste. Il a assuré critiquer depuis longtemps "les régimes autoritaires à travers le monde, y compris Cuba, le Nicaragua, l'Arabie saoudite, la Chine et la Russie".

Bernie Sanders a par ailleurs loué les efforts de Pékin, autre "pays autoritaire" qui a "sorti de la pauvreté extrême plus de gens qu'ailleurs dans le monde".

"C'est la vérité et ce sont les faits, fin de la discussion", a-t-il asséné. AFP 26 février 2020

LVOG - Avec Pékin, autre "*pays autoritaire*", l'AFP adopte la rhétorique xénophobe et de guerre de l'Etat profond de manière à influencer les lecteurs... Dans un autre article, l'AFP ira encore plus loin dans la manipulation en l'accusant de vouloir mettre en place aux Etats-Unis un "*programme d'alphabétisation castriste*", par association d'idées, un programme politique castriste...

L'AFP préfère encore un candidat atteint d'une maladie dégénérative du cerveau, c'est plus pratique à contrôler.

- Joe Biden à l'heure du quitte ou double pour la Maison Blanche - AFP 26 février 2020

Crédité d'une meilleure performance au dernier débat démocrate, Joe Biden conservait mercredi ses chances de remporter l'élection primaire en Caroline du Sud, un défi qu'il s'est lui-même fixé après un début de campagne décevant.

Le septuagénaire aux rares cheveux blancs plaqués sur le crâne est apparu combatif lors de ce dixième débat démocrate, marquant notamment des points par ses vibrants appels visant l'électorat noir et l'évocation de sa lutte pour financer le port de Charleston.

Mais il peine à dissiper les doutes sur sa forme mentale, brouillant son message avec un léger bégaiement et en accumulant les bourdes.

Sur le plateau télévisé de la joute oratoire organisée par CBS, il a ainsi affirmé que les armes à feu avaient fait "150 millions" de morts depuis 2007 aux Etats-Unis, soit la moitié de la population du pays. M. Biden a aussi parlé des "camps de reconstruction" (plutôt que rééducation) des Ouïghours du Xinjiang, avant de se reprendre et dire camps "de concentration".

La veille, il avait commis d'autres impairs, confondant l'actuel président chinois Xi Jinping avec l'un de ses prédécesseurs décédé, Deng Xiaoping. Dans un autre discours, Joe Biden s'est présenté comme candidat "au Sénat américain". AFP 26 février 2020

En complément. La social-démocratie associée au CAC 40 fait des merveilles.

- Le pactole empoché par DSK - Capital 25 février 2020

"À l'évidence, Dominique Strauss-Kahn n'a jamais gagné autant d'argent de sa vie." La confidence est signée par un proche de l'ancien ministre socialiste dans les colonnes de L'Obs. L'hebdomadaire s'est penché sur les activités de DSK, qui est à la tête

de Parnasse International depuis 2012. Ce cabinet de conseil a empoché 21 millions d'euros de bénéfices entre 2013 et 2018 selon les informations de L'Obs et n'aurait pas payé d'impôt sur cette somme jusqu'à 2018. L'ancien patron du FMI a en effet choisi d'installer sa société dans la zone franche de Casablanca (Maroc), où les sociétés ne payent pas de taxes les cinq années qui suivent leur installation.

De quoi permettre à DSK, seul employé et unique actionnaire, de se verser de confortables dividendes. Avec 5,3 millions d'euros de revenus en 2018, il gagnait plus que de nombreux patrons du CAC 40, notamment… Capital 25 février 2020

Griveauseries. Splendeur et décadence d'un régime à bout de souffle.

Quand la masturbation intellectuelle ne rend pas sourd, mais fou !

- « La masturbation est l'élément organisateur de la sexualité » lepoint.fr 17.02

Philippe Brenot, psychiatre et auteur d'« Éloge de la masturbation », revient sur nos rapports, parfois compliqués, avec une pratique encore mal perçue. lepoint.fr 17.02

Multirécidiviste.

Selon le Journal du Dimanche, d'autres vidéos existent, ou ont du moins existé. Alexandra de Taddeo a expliqué aux enquêteurs lors de sa garde à vue avoir enregistré plusieurs vidéos reçues par Benjamin Griveaux avant de les effacer. L'Express fait le point sur ces nouvelles informations.

D'autres vidéos envoyées par Griveaux

Alexandra de Taddeo détenait cinq autres vidéos mettant en scène Benjamin Griveaux, a-t-elle dit selon sa déclaration aux enquêteurs rapportée par le JDD. Quatre, selon franceinfo.

Au cours de sa garde à vue, la jeune femme de 29 ans a expliqué avoir enregistré ces vidéos de Benjamin Griveaux sur une dizaine qu'elle a reçue lors de leurs échanges au printemps 2018, et avoir aussi conservé des parties de leurs conversations.

Mais face à l'ampleur qu'a pris l'affaire, Alexandra de Taddeo assure avoir supprimé toutes les vidéos avant son interpellation, et avoir reformaté à plusieurs reprises son ordinateur et son téléphone. Selon franceinfo, elle s'est également débarrassée dans les toilettes d'un bar d'une clé USB qui contenait ces vidéos.

Citant une source proche de l'enquête, le JDD confirme qu'aucun nouveau film n'a pour le moment été découvert. Mais les ordinateurs et téléphones portables saisis lors des perquisitions n'ont pas encore été expertisés. La juge d'instruction doit prochainement désigner un expert pour les passer au crible. L'Express.fr 23 février 2020

En "***prison***" on se fait du bien comme on peut.

- Piotr Pavlenski répète à France Inter que ce qui l'a poussé à publier les vidéos intimes attribuées à Benjamin Griveaux, c'est parce que l'ancien candidat La République en marche (LREM) à la mairie de Paris a "parlé aux électeurs de sa famille" comme d'un modèle, "tout en écrivant à Alexandra de Taddeo" que "sa famille était une prison". francetvinfo.fr 24.02

Rappel de la causerie du 23 février.

- Benjamin Griveaux et sa famille traversent une douloureuse épreuve. Benjamin Griveaux reste dans son appartement parisien, son épouse, Julia Minkowski, à ses côtés. La famille est unie, fait front ensemble. "Ils sont extrêmement soudés, confie une source proche du couple dans les colonnes du nouveau numéro du magazine Closer... Julia a accepté et compris ses explications. Elle soutient coûte que coûte son mari." closermag.fr 20 février 2020

Une mansuétude dont n'ont pas bénéficié les manifestants contre la loi Travail ou depuis le 17 novembre 2018.

- Relaxe définitive d'une ex-Femen, poursuivie pour exhibition sexuelle après une action seins nus à Paris - AFP 26 février 2020

L'ancienne militante des Femen Iana Zhdanova a été définitivement relaxée mercredi du délit d'exhibition sexuelle qui lui était

reproché pour une action seins nus au musée Grévin en 2014, après le rejet du pourvoi en cassation du parquet général de Paris.

Dans sa décision, la Cour de cassation a estimé que la seule exhibition de la poitrine d'une femme dans un lieu ouvert au public était un acte sexuel, même si l'intention de son auteure était dénuée de toute connotation sexuelle, et était donc passible de poursuites.

Cependant, Mme Zhdanova ayant toujours revendiqué un "acte politique", la condamner "constituerait une ingérence disproportionnée dans l'exercice de la liberté d'expression", a considéré la plus haute juridiction française. AFP 26 février 2020

LVOG -La plus haute juridiction française garante du respect de "*l'exercice de la liberté d'expression*", on en a la larme à l'oeil d'admiration... à coup de LDB ! Rappelons que les Femen sont aussi financées par G. Soros.

Dans quelle société vivons-nous ?

LVOG - 34% de nantis garantissent la stabilité du régime, jusqu'à quand ?

- Emploi, logement, santé, isolement... 2 Français sur 3 sont confrontés à au moins une forme de fragilité - bfmtv.com 24.02

Dans sa dernière étude, le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) illustre la "fracture sociale" en identifiant sept catégories distinctes au sein de la population. Emploi, pauvreté, logement... Les auteurs de l'enquête affirment que deux tiers des Français sont confrontés à au moins une forme de fragilité.

Les conclusions de cette enquête menée auprès d'un échantillon de 3000 personnes représentatif de la société révèlent que deux tiers de la population se trouvent confrontés à au moins une source de fragilité parmi les six recensées (handicap et santé dégradée, précarité professionnelle, difficultés de logement, pauvreté monétaire, relégation territoriale, isolement et solitude). Le Crédoc identifie ainsi sept catégories distinctes au sein de la population.

Aucune fragilité

La première catégorie regroupe le tiers des Français (34%) épargné par toutes les formes de fragilités. Il s'agit le plus souvent de personnes aisées (32% disent avoir de hauts revenus et 33% déclarent appartenir à la classe moyenne supérieure). C'est donc logiquement la catégorie de population qui part le plus en vacances: 76% d'entre eux sont partis au cours des 12 derniers mois, contre 63% des Français dans leur ensemble.

Cette population compte une majorité de propriétaires n'ayant plus d'emprunt à rembourser (54% contre 41% dans la population française). Elle se compose à 35% de retraités, à 34% de profession intermédiaire, à 21% de cadres et professions intellectuelles supérieures, à 21% d'employés, à 16% d'ouvriers et à 9% d'agriculteurs exploitants, artisans ou commerçants.

Cette frange de la population qui enregistre les niveaux de confiance les plus élevés envers le gouvernement (55%), les pouvoirs publics (50%) et les institutions (78%) est aussi celle qui se sent la plus heureuse: plus de la moitié (56%) se dit assez souvent heureux. C'est 11 points de plus que dans le reste de la population.

Une seule fragilité en moyenne

Cette population rassemble des individus affectés le plus souvent par un problème et un seul. Cela signifie que cette fragilité, liée à l'emploi ou à la santé, n'entraîne généralement pas d'autres types de vulnérabilités. (Tiens donc ! Et plus loin le Credoc affirme le contraire : "De fait, "les six sources de fragilité étudiées sont souvent corrélées entre elles", et il est question à plusieurs reprises de "cumul des difficultés" parce qu'une difficulté en entraîne une autre et ainsi de suite. On aura compris qu'en dehors du tiers de la population qui se complaît comme il est sous ce régime, les deux tiers restant, soit l'immense majorité fait face à des difficultés permanentes qui leur pourrissent la vie. - LVOG)

Fragilité liée à la santé

15% des Français disent être confrontés à une fragilité liée à la santé (handicap, état de santé dégradé). Un tiers d'entre eux sont des Français de 70 ans ou plus. Si l'on ajoute les personnes au foyer et les autres inactifs, 60% de cette classe sont sortis du marché du travail.

Les niveaux de revenus de cette population sont globalement plus élevés que ceux de la population entière. 34% des personnes qui déclarent une fragilité liée à la santé disent ainsi disposer de hauts revenus. Ils sont également "plus nombreux que le reste des Français à indiquer pouvoir boucler leurs fins de mois tout en mettant de l'argent de côté. Une donnée à relier à l'âge de cette population", précise le Crédoc.

C'est aussi la catégorie qui établit le lien le plus étroit entre santé et alimentation. 40% de cette population déclarent en effet limiter sa consommation de viande, soit cinq points de plus que le reste de leurs concitoyens. Ils sont en outre 84% à citer les maladies graves comme un sujet de préoccupation majeur (contre 77%). Enfin, plus de neuf personnes ayant des problèmes de santé sur dix (92%) indiquent voir régulièrement les membres de leur famille proche (contre 78%).

Fragilité liée à l'emploi

8% des Français déclarent avoir essentiellement un problème d'emploi (chômage, sous-emploi ou précarité). La plupart du temps, c'est la seule forme de fragilité qui est recensée (1,3 forme de fragilité en moyenne). Cette catégorie est composée à 65% de femmes, notamment parce qu'elles représentent une forte proportion parmi les personnes en CDD et en temps partiel subis. Elle se distingue également par une population plus jeune (32% ont moins de 25 ans) qui éprouve des difficultés à entrer dans la vie active.

Les personnes au chômage représentent 19% de cette population. "Les concitoyens qui présentent une fragilité en matière d'emploi sont plus souvent ouvriers (24%) ou employés (29%)", indiquent les auteurs de l'étude.

Sans surprise, ils sont moins souvent propriétaires de leur logement (33%) que le reste de la population (41%). Ils sont également moins souvent parents (51% contre 35%), ce qui peut s'expliquer par l'âge moyen de cette catégorie, ainsi que l'assise moins stable de cette population sur le marché du travail.

Plus de la moitié des personnes de cette classe (56%) recherche un emploi rémunéré et régulier. Mais tous ne sont pas prêts à travailler à n'importe quel prix. 80% des Français qui connaissent des difficultés en matière d'emploi pensent "qu'il est parfois plus avantageux de percevoir les minimas sociaux que de travailler avec un bas salaire". C'est le cas de 75% du reste de la population. Ils sont également plus nombreux (75%) à considérer que le travail est avant tout un moyen de gagner sa vie (70% des Français).

Notons également que les individus ayant des difficultés sur le marché du travail sont plus nombreux que le reste de la population française à considérer que leur niveau de vie s'est amélioré en 10 ans (respectivement 30 et 21%). "Une des pistes d'explication de cet optimisme est sans doute à rechercher dans l'âge des individus concernés. […] La hausse du niveau de vie peut ainsi s'expliquer par le passage de la vie étudiante à l'entrée sur le marché du travail", explique le Crédoc.

Fragilités cumulées

Les autres catégories de population se distinguent également par une forme de fragilité dominante (pauvreté, logement, relégation territoriale ou isolement) mais déclarent en subir d'autres. De fait, "les six sources de fragilité étudiées sont souvent corrélées entre elles", observe le Crédoc.

Fragilité liée à la pauvreté

Les individus regroupés dans la classe marquée par la pauvreté (niveau de vie inférieur à 60% du niveau de vie médian) représentent 8% des Français. Ils déclarent en moyenne souffrir d'1,8 forme de fragilité (la pauvreté donc, mais aussi des problèmes d'emploi et de santé notamment). 63% des personnes de cette catégorie sont des femmes, 38% ont moins de 25 ans et 20% sont sans emploi. Plus d'un tiers de cette population (37%) habitent dans une agglomération de plus de 100.000 habitants (31% de la population en générale). Ils sont également plus souvent célibataires (54%) que le reste de la population (28%).

15% de cette population modeste sont logés gratuitement, contre 8% de leurs concitoyens. La moitié déclare par ailleurs que les minimas sociaux ne sont pas suffisants. Ainsi, les personnes vivant en situation de pauvreté sont moins nombreuses que le reste de la population à considérer qu'il est parfois plus avantageux de percevoir les minima sociaux plutôt que de travailler avec un bas salaire (63%, contre 75%).

Dans cette catégorie, sept personnes sur dix s'obligent régulièrement à réduire leurs dépenses. C'est 14 points de plus qu'en population générale. Elles sont enfin les plus pessimistes quant à l'évolution du taux de chômage. 53% de cette classe estiment que le nombre de chômeurs va augmenter dans les années à venir, contre 41% de l'ensemble des Français.

Fragilité liée au logement

Comme pour la catégorie précédente, les jeunes (26%) et les femmes (64%) sont surreprésentés parmi les 12% de Français qui indiquent éprouver essentiellement une difficulté liée au logement, notamment parce que les dépenses afférentes pèsent

une lourde charge dans leur budget. Mais cette population cumule en moyenne 2,2 formes de fragilité (problème de santé, de pauvreté ou d'emploi dans la plupart des cas).

79% des personnes qui composent cette classe disent ainsi s'imposer des restrictions budgétaires (57% de la population française). Ils se restreignent ainsi beaucoup plus que les autres dans tous les postes de dépenses: équipement électroménager (+23 points), alimentation et habillement (+21 points), vacances et loisirs (+20 points) …

"A ce niveau élevé de restrictions s'ajoute une moindre satisfaction quant à son cadre de vie: dans ce groupe, 30% des personnes ne sont pas satisfaites de ce qui entoure le logement. C'est deux fois plus que dans l'ensemble de la population (14%)", ajoutent les auteurs de l'étude.

Fragilité liée à la relégation territoriale

11% de la population française indiquent avoir "tout à fait" le sentiment de vivre dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics. Les individus victimes de la relégation territoriale connaissent en outre 2,5 formes de fragilité en moyenne (pauvreté, problème de logement et de santé…). C'est la classe la plus concernée par le cumul des difficultés.

Elle se distingue notamment par un niveau de diplôme plus bas: 63% des individus de cette catégorie ont un diplôme inférieur au baccalauréat. Cette population cumule ainsi les difficultés sur le marché du travail et les difficultés économiques (35% disent disposer de bas revenus).

Se sentant délaissés, les individus de cette classe témoignent une défiance marqué envers le gouvernement. Seuls 22% d'entre eux font confiance à l'exécutif pour résoudre les problèmes, contre 42% pour le reste de la population. Ils accordent également moins leur confiance envers l'institution scolaire (52% contre 70%) ou envers la police (60% lui font confiance, contre 75% des Français) et sont une majorité (52%) à réclamer des changements radicaux dans la société. Enfin, les relégués territoriaux sont ceux qui ressentent le plus le besoin de se replier sur la sphère privée. 70% d'entre eux considèrent que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien.

Fragilité liée à l'isolement

Plus d'un Français sur dix (11%) affirment ne pas voir régulièrement des membres de leur famille et recevoir du monde chez eux moins d'une fois par mois. Ces personnes isolées cumulent de 2,2 formes de fragilité en moyenne. "L'isolement relationnel s'entremêle à d'autres difficultés comme des difficultés sur le plan économique, ainsi que des problèmes en matière de logement ou d'emploi", souligne le Crédoc. En effet, 35% des isolés déclarent percevoir de bas revenus.

Ce faible niveau de vie s'accompagne d'un moindre équipement qui affecte d'autant plus la fréquence de leurs relations. Ainsi, si 94% des Français ont un téléphone portable, seules 87% des personnes isolées en ont un. De la même manière, elles sont moins nombreuses à être équipées d'une voiture (73% contre 85% en moyenne). Elles sont également moins impliquées dans la vie associative (31% contre 44% dans le reste de la population) et fréquentent moins les équipements publics (bibliothèque, cinéma, équipements sportifs) que le reste des Français.

C'est enfin la catégorie qui éprouve le plus de défiance envers les autres (63%). 41% des personnes isolées disent n'appartenir à aucune communauté (contre 50% des Français). Symbole de leur isolement, ils ne sont que 45% à estimer que la famille est "le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".

"Tout se passe comme si les personnes de cette classe, isolées de leur famille et de leurs proches, n'avaient que très peu de centres d'intérêt et vivaient 'à côté' des autres, mais pas en relations avec eux", expliquent les auteurs de l'étude. bfmtv.com 24.02

Ils osent tout. Leur humanisme est la politesse des salauds. Témoignages.

- "M. Macron, le Cameroun n'est pas un Dom-Tom", la colère gronde à Yaoundé contre le président français - Franceinfo 25 février 2020

- Le chef de l'ONU s'alarme de voir les droits humains "pris d'assaut" - AFP 24 février 2020

- Le coronavirus, une menace pour les camps ouïghours en Chine - Slate.fr 24 février 2020

La classe politique britannique accusée d'avoir couvert des agressions sexuelles d'enfants - L'Express.fr 26 février 2020

Une enquête accuse le gouvernement, le Parlement et les partis d'avoir fermé les yeux durant des décennies sur des cas d'agressions sexuelles sur des enfants. L'Express.fr 26 février 2020

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Libération totale de la principale autoroute en Syrie - Réseau Voltaire 25 février 2020

Le ministre des Transports syrien, Ali Hammoud, a annoncé, le 25 février 2020, la libération et la réouverture de la principale voie de communication du pays : l'autoroute M5.

Celle-ci était restée ouverte durant le « Printemps arabe » (2011-début 2012), mais était partiellement fermée depuis le début de la guerre (mi-2012). Elle relie les quatre principales villes du pays : Damas / Homs / Hama / Alep.

Durant la guerre, l'armée avait choisi de défendre les populations plutôt que le territoire. Les grandes villes étaient restées sous son contrôle, tandis que les campagnes et les déserts étaient occupés par les jihadistes. Les communications étaient devenues difficiles voire impossibles. Réseau Voltaire 25 février 2020

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Maroc

- Maroc : manifestation à Casablanca contre les inégalités sociales - Franceinfo 24 février 2020

Des milliers de personnes ont défilé le 23 février 2020 dans les rues de Casablanca, la capitale économique du Maroc, pour protester contre la situation socio-économique du pays. Les manifestants ont notamment dénoncé la baisse du pouvoir d'achat et la dégradation des droits humains.

La manifestation a été organisée par le Front social marocain (FSM), un nouveau collectif regroupant des partis de gauche, des organisations syndicales, des associations. Franceinfo 24 février 2020

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

La causerie de février est disponible au format pdf, 90 pages. On mettra en ligne de nouveaux documents demain.

J'avais écrit avant-hier : Une définition.

(lu dans un article) - "*Le néolibéralisme, une idéologie prônant le retour à la liberté d'exploiter « sans entrave » du capitalisme.*"

LVOG - C'est plus que dépassé ! C'est presque déplacé ce matin 1er mars.

Nous sommes tous porteurs de virus.

A partir du XVIe siècle, ce sont des virus portés par des missionnaires et des mercenaires occidentaux qui ont dévasté des populations entières aux quatre coins du monde. De nos jours, ce sont des virus de tous les continents habités qui se répandent en occident, comme quoi la civilisation humaine n'a pas beaucoup évolué depuis, non ?

Quand j'ai effectué mon premier voyage en Inde en 1989, j'avais pris de la nivaquine quotidiennement pour me préserver du paludisme. Quand j'y ai séjourné entre décembre 1990 et octobre 1992, j'en ai pris les premiers temps puis j'ai arrêté. Depuis 1996 où j'y vis, je n'en ai jamais repris et je n'ai pas attrapé le paludisme. Alors que j'avais été très malade durant pratiquement toute la durée de mon premier séjour entre 90 et 92, depuis le début de mon second séjour je me suis bien porté, hormis en 2019, sans doute à cause d'une fatigue extrême due à l'actualisation du portail, je ne plaisante pas.

On s'adapte, on s'immunise naturellement, on soigne son alimentation et son hygiène, voilà tout. L'Inde est un pays particulièrement dégueulasse et arriéré, le village où j'habite n'échappe pas à la règle, et pourtant je suis encore en vie, il faudra penser à ma canonisation après ma mort !

- 20 pages au format pdf

Assistons-nous à l'arrêt de mort du mouvement ouvrier, du socialisme, de la civilisation humaine ?

Cet épisode marque-t-il une étape décidive vers la régression sociale généralisée de l'humanité ?

Le processus dialectique matérialiste et historique qui favorisa l'apparition des hominidés il y a des millions d'années, puis des homos sapiens beaucoup plus récemment, au détour du paléolitique, pouvait une fois parvenu à maturité emprunter deux orientations totalement opposées dans leur finalité, à savoir, il devait conduire à la libération des hommes du règne de l'esclavage, de l'exploitation et de l'oppression, de la nécessité, ou au contraire précipiter leur déchéance jusqu'à leur extinction finale. Apparemment, c'est ce second scénario qui est en train de se réaliser.

Affirmation, hypothèse ou diagnostic outranciers, déconnectés de la réalité dirons certains, vraiment ? A ce stade et pour une période indéterminée ils me paraissent totalement justifiés. A la croisée des chemins, le sort de la civilisation humaine qui était lourd de graves menaces sombre entièrement dans la barbarie.

Les démagogues en tous genres se délecteront de ce moment tant attendu qui symbolise la victoire de la déchéance humaine sur l'idéal humaniste, pour longtemps ou définitivement, l'avenir le dira. A croire qu'ils l'espéraient, en quelque sorte puisqu'ils n'était pas sans avoir vu venir ce qui se tramait, ils en avaient beaucoup plus conscience que ce que vous croyez sans pour autant modifier leur comportement. Tous les petits arrangements en coulisses, toutes les combines ou manoeuvres minables d'appareils de partis, toutes les conciliations avec nos ennemis déclarés, tous les compromis pourris, toutes les concessions honteuses sur les principes ne nous auront finalement pas épargné cette fin tragique, en fait ils devaient la précipiter, c'est ce que nous avions affirmé, en vain.

Chacun s'arrangera avec ses mensonges éhontés ou son hypocrisie habituelle, sa lâcheté proverbiale, sa misérable bonne conscience à deux balles pour dégager sa propre responsabilité de cette tragédie, je leur prédis un cauchemar effroyable, permanent, parce qu'ils n'ont même pas la force ou le courage de s'assumer, le mépris qu'ils affichaient envers ceux qui dénonçaient tous ces faiblesses, reniements et toutes ces trahisons ne le seront d'aucun secours.

Il faudrait quasiment un miracle pour échapper à cet épouvantable destin ou parvenir à inverser le cours de l'histoire, la conjonction d'évènements extraordinaires qui créraient un électrochoc salutaire au sein de la majorité des masses laborieuses, mais la lucidité la plus élémentaire commande de ne pas trop y croire, on ne va pas commencer à se raconter des histoires, n'est-ce pas ?

49.3 : Un coup d'Etat contre l'ensemble des travailleurs qui n'ont plus qu'une seule issue, se mobiliser pour renverser Macron et les institutions de la Ve République, afin d'établir une République sociale.

LVOG - Minimum syndical des dirigeants corrompus.

- Retraites: les syndicats déplorent le recours au 49-3 - AFP 1 mars 2020

"Occasion de perdue" pour la CFDT, "profondément scandaleux" selon la CGT, "inacceptable" aux yeux de FO: qu'ils soient plutôt favorables ou hostiles à la réforme des retraites, les syndicats ont déploré samedi le recours à l'article 49-3 de la Constitution.

Philippe Martinez a indiqué à l'AFP que l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, FSU et organisations de jeunesse) opposée au système universel de retraite à points se réunirait lundi matin pour discuter d'une nouvelle mobilisation "dès la semaine prochaine". C'est-à-dire "à l'occasion du débat sur le 49-3 et l'éventuelle motion de censure", a-t-il précisé.

"La situation de crise relative à l'épidémie de coronavirus" exigeait pour le numéro un de FO, Yves Veyrier, "la plus grande solidarité nationale et par voie de conséquence l'apaisement, a fortiori sur un sujet aussi controversé, où le gouvernement est de plus en plus isolé". L'attitude de l'exécutif "est incompréhensible et inacceptable", a-t-il tweeté.

Selon Solidaires, "la réponse du gouvernement est donc, après le mépris du dialogue social, celle d'un passage en force", d'"un véritable déni de démocratie". AFP 1 mars 2020

LVOG - Seule une grève générale destinée à affronter le régime serait à la hauteur de ce coup d'Etat à froid, mais ne rêvons pas, ces salopards vont unir leur force pour l'éviter à tous prix.

Une tendance qui confirme ce qui a été dit plus haut. Le recours au sauveur suprême ?

- Municipales : moins d'un Français sur deux sait pour qui il va voter - AFP 27 février 2020

Dès à présent, 14% répondent qu'elles n'iront pas voter, une proportion très éloignée de l'abstention effectivement enregistrée en 2014, au premier tour des municipales (36,45%), selon cette enquête pour Le Figaro et Franceinfo.

A moins de trois semaines du scrutin, 41% des personnes interrogées sont en revanche indécises: 30% iront voter mais hésitent encore sur la liste qu'elles choisiront, et 11% ne sont ni sûres de voter ni ne savent quelle liste elles pourraient choisir. AFP 27 février 2020

LVOG - Dans une précédente causerie j'avais avancé l'hypothèse qu'on se dirigeait vers une abstention massive. A suivre. Ceux qui croiraient à une radicalisation des masses par les urnes se feraient de fatales illusions, tout comme ceux qui en pire comptaient sur l'Assemblée nationale ou le Sénat pour sauver les retraites.

Rien de tel qu'un président des Etats-Unis déséquilibré.

- Enfin vainqueur, Biden relance la course démocrate à la Maison Blanche - AFP1 mars 2020

L'ancien vice-président américain Joe Biden a rebattu les cartes dans la course démocrate à la Maison Blanche en remportant largement samedi la primaire de Caroline du Sud, se confirmant comme le premier rival du favori Bernie Sanders. AFP1 mars 2020

Rappel de la causerie du 27 février.

Extrait - ...il peine à dissiper les doutes sur sa forme mentale, brouillant son message avec un léger bégaiement et en accumulant les bourdes.

Sur le plateau télévisé de la joute oratoire organisée par CBS, il a ainsi affirmé que les armes à feu avaient fait "150 millions" de morts depuis 2007 aux Etats-Unis, soit la moitié de la population du pays. M. Biden a aussi parlé des "camps de reconstruction" (plutôt que rééducation) des Ouïghours du Xinjiang, avant de se reprendre et dire camps "de concentration".

La veille, il avait commis d'autres impairs, confondant l'actuel président chinois Xi Jinping avec l'un de ses prédécesseurs décédé, Deng Xiaoping. Dans un autre discours, Joe Biden s'est présenté comme candidat "au Sénat américain". AFP 26 février 2020

Ces puissances occidentales adeptes de la démocratie qui condamnent l'antisémitisme... et qui ont un furieux penchant pour le fascisme.

- De l'instrumentalisation du fascisme par la démocratie : au commencement par Yasha Levine - entelekheia.fr 27 février 2020

http://www.entelekheia.fr/2020/02/27/de-linstrumentalisation-du-fascisme-par-la-democratie-au-commencement/

L'instrumentalisation de l'ultra-nationalisme en tant que stratégie de politique étrangère américaine.

Lorsque j'ai lancé l'initiative Immigrants as a Weapon (Des immigrants en tant qu'arme) en septembre dernier, j'ai expliqué [dans l'article d'introduction, non traduit, NdT] que l'Amérique avait fait davantage pour promouvoir l'extrême droite dans le monde que n'importe quel autre pays sur terre. Je n'exagérais pas. L'Amérique est vraiment l'acteur le plus important et le plus actif dans ce domaine – le plus important, de loin.

Même un regard superficiel sur l'histoire américaine moderne montre que la promotion de l'ultra-nationalisme et le soutien à des groupes d'émigrés d'extrême droite ont été un élément majeur de la politique étrangère américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce mélange d'initiatives et de programmes secrets et publics a d'abord été déployé pour lutter contre l'Union Soviétique et les mouvements politiques de gauche, puis il s'est étendu, au fil des ans, à l'ensemble de la planète, partout où l'Amérique a des intérêts géopolitiques, y compris dans des États modernes comme la Russie et la Chine. L'une de ces initiatives d'instrumentalisation de l'ultra-nationalisme – qui visait à déstabiliser l'URSS dans les années 70 et 80 – a été la raison pour laquelle un jeune Soviétique comme moi s'est retrouvé réfugié politique à San Francisco.

Cette histoire est importante. Sans elle, il est impossible de comprendre les mécanismes de notre politique étrangère réactionnaire aujourd'hui – que ce soit en Chine ou avec notre « partenaire stratégique » l'Ukraine, un pays qui était central dans la procédure de destitution de Trump.

Il y a toutes sortes de points d'entrée possibles dans cette histoire. Je pourrais remonter, je pense, jusqu'au soutien des États-Unis aux Russes blancs contre les Bolcheviks pendant la Guerre civile russe. Mais pour l'instant, j'aimerais commencer plus tard, à la toute fin de la Seconde Guerre mondiale – quand cette approche commençait tout juste à se cristalliser en tant que stratégie de choix au sein de l'appareil de politique étrangère américain.

Pour lire la suite :

http://www.entelekheia.fr/2020/02/27/de-linstrumentalisation-du-fascisme-par-la-democratie-au-commencement/

Garde-à-vous et soumission, l'armée coloniale française est irréprochable.

- L'ambassadeur du Mali convoqué à Paris après ses propos sur l'armée française - Franceinfo 28 février 2020

Mercredi matin, Toumani Djimé Diallo avait accusé des légionnaires français de "débordements" et de "rendre une image qui n'est pas celle que nous connaissons de l'armée".

- La France "prend" note du rappel de l'ambassadeur du Mali après ses "propos inacceptables" - AFP 29 février 2020

Mimétisme.

- L'Otan appelle la Russie et la Syrie à cesser l'offensive à Idlib - Reuters 28 février 2020

- Syrie: La France appelle Damas et Moscou à cesser leur offensive - Reuters 28 février 2020

Quand l'AFP ne fait plus dans le détail.

La Russie et la Chine assimilées à la mafia.

- Le responsable turc a par ailleurs exhorté la communauté internationale, y compris la Russie et l'Iran, parrains de Damas. AFP 28 février 2020

Inde. Des pogroms antimusulmans minimisés et renommés émeutes.

- En visite d'État en Inde, le président américain Donald Trump a esquivé en conférence de presse une question sur le sujet, disant ne pas avoir discuté de ces émeutes avec Narendra Modi. AFP 28 février 2020

Et pour cause.

AFP - Les capitales mondiales sont restées globalement silencieuses sur ces violences...

Totalitarisme. Le maccarthysme est de retour. La chasse aux sorcières est mondiale.

LVOG - Voilà un autre moyen de détruire la civilisation humaine en s'attaquant à sa mémoire ou à ses plus illustres représentants, sous prétexte qu'ils auraient quelque chose à se reprocher, hormis ceux parmi nos contemporains ou du XXe siècle qui se sont rendus coupables de crimes ou de complicités de crimes contre des victimes innocents qui se comptent parfois par millions, eux sont épargnés.

- Harcèlement : renié en Espagne, le ténor Placido Domingo renonce de lui-même à chanter sur plusieurs scènes - Franceinfo 28 février 2020

- Devançant les annulations, Placido Domingo renonce à chanter au Théâtre royal à Madrid et sur d'autres scènes. Franceinfo 28 février 2020

- Le réalisateur Roman Polanski annonce qu'il n'assistera pas à la 45e cérémonie des César - Franceinfo 28 février 2020

Son film "J'accuse" est nommé dans 12 catégories, mais ce choix a suscité de nombreuses réactions. Le cinéaste est en effet accusé d'agressions sexuelles par plusieurs femmes. Franceinfo 28 février 2020

- Une membre de l'Académie des César demande la disqualification de J'accuse, de Roman Polanski - bfmtv.com 12.12.2019

- César 2020 : toute l'équipe du film J'accuse, dont Jean Dujardin, renonce à assister à la cérémonie - BFM TV 28 février 2020

Ainsi, les acteurs, dont Jean Dujardin, ne seront pas là pour venir récupérer leurs potentielles récompenses. L'annonce vient d'un communiqué transmis à l'AFP par Alain Goldman, le producteur du film:

"J'accuse rend hommage à un héros oublié, le colonel Picquart, grâce à qui l'innocence de Dreyfus a pu être révélée. Nous sommes fiers de l'avoir fait. Hélas, malgré les 12 nominations du film pour les César 2020, nous avons constaté une escalade de propos et de comportements déplacés et violents (...) Nous ne pouvons accepter que le vote démocratique des 4.313 membres de l'Académie soit remis en cause par un tribunal d'opinion. "Pour toutes ces raisons, nous avons donc décidé de ne pas être

présents à la cérémonie des César 2020."

Jean Dujardin confirme

Jean Dujardin, qui tient le rôle principal du film, s'est quant à lui exprimé sur Instagram, où il publie des photos du tournage: "Je voudrais simplement rappeler que J'accuse est le titre d'un article assez célèbre d'Emile Zola, j'espère que cela ne gêne personne? Bonne soirée!", écrit-il en légende. BFM TV 28 février 2020

Amalgame de la haine : A bas le féminisme !

- Les César 2020 célèbrent Polanski et signent leur déchéance - Le HuffPost 29 février 2020

- Du monde du cinéma au gouvernement, le César attribué à Polanski ne passe pas - AFP 29 février 2020

Le César de la meilleure réalisation a été attribué J'accuse de Roman Polanski.

Adèle Haenel, qui incarne un nouvel élan de #MeToo en France depuis qu'elle a accusé en novembre le réalisateur Christophe Ruggia d'"attouchements répétés" quand elle était adolescente, a estimé que ce que les membres de l'Académie des César "ont fait" vendredi "soir, c'est nous renvoyer au silence, nous imposer l'obligation de nous taire".

"J'aurais dû quitter la salle", a abondé la comédienne Sara Forestier sur son Instagram, disant ne pas en avoir dormi "de la nuit" et avouant n'avoir pris qu'"après coup" la "mesure de la terreur de la situation".

Sur le même réseau social dans la nuit, l'humoriste Florence Foresti, maîtresse de la cérémonie, s'était dite "écoeurée".

Le ministre de la Culture, Franck Riester, présent à la soirée, a redit samedi sur Europe 1 que "célébrer" Roman Polanski était un "mauvais signal", ajoutant qu'il "pouvait comprendre" la réaction "de colère" d'Adèle Haenel.

"La difficulté avec cette remise de César (...) à Roman Polanski, c'est qu'on ne célèbre pas simplement l'oeuvre, on célèbre aussi l'homme", a-t-il commenté.

"Je pense que l'Académie des César doit se transformer, ne doit pas oublier qu'à chaque fois qu'un César est remis, il y a certes la reconnaissance artistique mais il y a un message aussi qui est envoyé à la société", a insisté le ministre.

La secrétaire d'Etat à l'Egalité femmes-hommes, Marlène Schiappa, a elle réagi au palmarès dans une tribune publiée samedi par Libération, intitulée "Pour que le cinéma reste une fête..."

De son côté, le collectif #NousToutes a estimé que l'Académie des César, en récompensant Roman Polanski, "a littéralement craché aux visages des victimes de violences pédocriminelles, au visage des victimes de violences sexuelles et, plus largement, au visage de millions de femmes de ce pays".

"Nous serons dans la rue dimanche 8 mars (journée internationale des droits des femmes) pour dire à nouveau que nous voulons en finir avec toutes les violences sexistes et sexuelles. Et que ni l'Académie des César ni ceux qui les soutiennent ne nous arrêteront", a prévenu l'organisation féministe dans un communiqué. AFP 29 février 2020

L'humanisme est la politesse des salauds et leur bonne conscience aussi.

- Hommage de Macron à Jean Daniel, "grande conscience de la gauche" - AFP 28 février 2020

- César: Une récompense pour Polanski serait un "symbole mauvais", selon Riester - AFP 28 février 2020

Un César de meilleur réalisateur pour Roman Polanksi serait "un symbole mauvais", a jugé le ministre de la Culture Franck Riester vendredi matin sur France Info.

Eloge de l'individualisme forcené, de l'asociabilité.

- "Momcation" : quelle est cette tendance qui consiste à partir en vacances sans conjoint ni enfants ? - Femmeactuelle.fr 27 février 2020

Quand les puritains se prostituent.

- Jennifer Lopez et Shakira ont choqué des parents : leur show sexy du Super Bowl comparé à du porno - Closer 27 février 2020

Un concert grandiose où les deux sublimes femmes ont livré une performance impressionnante !

D'autres ont affirmé que la performance de Shakira et Jennifer Lopez était semblable à du "soft porn" : "Dieu nous en préserve, nous nous attendions à regarder un match de football en famille... "C'était horrible. Elles ont montré leurs fesses quasiment nues !"

Malgré ces témoignages, heureusement, le nombre de plaintes ne représente que 0,00001 % des téléspectateurs ! Closer 27 février 2020

Bienvenue chez les eugénistes, les exterminateurs de la civilisation humaine du XXIe siècle : La gauche institutionnelle.

Fonction : Imposteurs, parasites, faussaires, agents de l'oligarchie financière, du Green New Deal. Quand la gauche est le suppôt de la pire réaction.

LVOG - Un ramassis d'inepties, de contrevérités, de mensonges, de falsifications éhontées, d'amalgames servant sciemment à des manipulations ou des interprétations erronées ou orientées politiquement.

- Alerte sur le climat par Jérôme Duval - CADTM 21 février - Politis 14 février 2020 - Mondialisation.ca 26 février 2020

Alors que tous les spécialistes pointent l'accélération du réchauffement climatique et de l'effondrement de la biodiversité, l'inertie du système économique et politique est à son comble. À quand une véritable justice climatique ?

Nous sommes bel et bien face à une accélération sans précédent de la pression exercée par l'activité humaine sur les écosystèmes. CADTM 21 février

LVOG - Leurs références au-dessus de tout soupçon, tous acquis au Green New Deal, liées et financées par l'oligarchie : La Nasa, le Fonds mondial pour la nature (WWF), Greenpeacele, le GIEC, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), Le Monde.

- Naomi Klein : « Nous assistons aux prémices de l'ère de la barbarie climatique » par Natalie Hanman - Les Crises 28 février 2020 - The Guardian 14 septembre 2019

...c'est aussi un défi pour une vision du monde de gauche qui ne s'intéresse essentiellement qu'à redistribuer le gâteau de l'extractivisme [le processus d'extraction des ressources naturelles de la terre] et non à tenir compte des limites de la consommation illimitée.

Quand quelqu'un arrive et dit, en fait, il y a des limites, nous avons des décisions difficiles à prendre, nous devons trouver comment gérer ce qui reste, nous devons partager équitablement – c'est une attaque psychique [Une attaque psychique est l'envoi d'énergie négative avec l'intention consciente ou inconsciente d'infliger un préjudice à une personne, NdT]. La réponse [à gauche] a donc été l'évitement, et de dire non, non, non, nous ne venons pas vous priver de vos biens, il va y avoir toutes sortes de bénéfices. Et il y aura des avantages : nos villes seront plus habitables, notre air sera moins pollué, nous passerons moins de temps coincés dans les embouteillages, nos vies seront plus heureuses, plus riches de bien des façons. Mais nous allons devoir restreindre notre consommation illimitée du tout jetable.

Nous parlons de révolutionner notre économie (...) pourquoi ne pas réfléchir à la façon de tout changer de fond en comble (...) mais chaque fraction de degré de réchauffement que nous réussissons à retarder est une victoire et chaque mesure que nous réussissons à faire adopter pour humaniser nos sociétés, nous permettra de faire face aux secousses et tempêtes qui sont inévitables sans tomber dans le piège de la barbarie. (...)

Aux États-Unis, ce débat a beaucoup évolué parce que le radicalisme du mouvement en faveur de la justice climatique est porté par les femmes de couleur du Congrès qui défendent le Green New Deal. Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Ayanna Pressley et Rashida Tlaib (...)

...la discussion que nous devons avoir, c'est comment construire un monde dans lequel ces enfants pourront mener une vie prospère et sans carbone. The Guardian 14 septembre 2019

En complément.

- Florian Bachelier : « Le PS est à la remorque de l'extrême gauche » - LePoint.fr 29 février 2020

LVOG - C'est dire à quel point l'extrême gauche est pourrie !

Ils osent tout.

- "Parcoursup a permis de remettre de l'humain dans tous les processus d'admission", selon un membre de la conférence des présidents d'université - Franceinfo 28 février 2020

- Pourquoi la jeunesse noire se suicide-t-elle autant aux États-Unis? - Slate.fr 28 février 2020

Stratégie de la peur et du chaos. L'instrumentalisation des émotions comme mode de gouvernance du totalitarisme.

La présentation de ce sujet est un peu bordélique, vous m'en excuserez, je n'ai pas davantage de temps à y consacrer pour ne pas dire que cela me fait terriblement chier ! L'air de rien, une grande partie des questions qu'on a abordées au cours des dernières années m'emmerdaient vraiment, je n'en avais rien à foutre en réalité.

Je me suis donc fait violence pour les traiter pour ne pas donner l'impression de déserter mes responsabilités face à la démagogie dominante, histoire de montrer aux lecteurs les plus éclairés qu'ils n'étaient pas les seuls à penser encore librement.

Confirmation.

Covid-19 : "Il va falloir retrouver le patient zéro", alerte une infectiologue après la mort d'un Français qui n'était pas allé dans une zone à risque

"On sait que s'il y a une transmission à l'intérieur de l'hôpital, ça peut jouer un rôle d'accélérateur", affirme sur franceinfo Anne-Claude Crémieux. Franceinfo 28 février 2020

Autre confirmation : Ce sont des personnes âgées ou déjà en mauvaise santé qui sont principalement infectées, les exceptions concernent des gens de tous les âges qui étaient jusque là considérés en bonne santé, mais qui ignoraient que leurs défenses immunitaires étaient faibles ou entamées.

Quels sont les facteurs qui jouent un rôle dans la constitution des défenses immunitaires ? Ils sont multiples, l'alimentation et l'air qu'on respire évidemment, mais aussi notre mode de vie et de pensée, l'état mental, le sommeil, l'habitation, les conditions de travail, etc.

Chut, le soufflé pourrait retomber avant d'avoir été exploiter à fond, et en plus l'affaire pourrait s'avérer moins rentable que prévue !

- Coronavirus : un banal traitement contre le paludisme pourrait être efficace - Les Echos 25 février 2020

Une étude clinique chinoise montre que la chloroquine, médicament couramment utilisé contre le paludisme, pourrait être efficace pour traiter le Covid-19. De quoi susciter l'enthousiasme de Didier Raoult, directeur de l'Institut Méditerranée Infection à Marseille.

Le spécialiste s'appuie sur une étude clinique chinoise dont les résultats viennent d'être publiés.

« Nous savions déjà que la chloroquine était efficace in vitro contre ce nouveau coronavirus et l'évaluation clinique faite en Chine l'a confirmé », selon le professeur Raoult, spécialiste renommé des maladies infectieuses, en commentant la première publication sur cette étude clinique de trois chercheurs chinois dans la revue BioScience Trends.

« Finalement, cette infection est peut-être la plus simple et la moins chère à soigner de toutes les infections virales », ajoute le directeur de cet institut hospitalo-universitaire très impliqué dans la détection du nouveau coronavirus en France.

L'article publié en ligne le 19 février tire ses résultats d'un essai clinique mené dans plus de dix hôpitaux chinois (à Wuhan - épicentre de l'épidémie -, Pékin et Shanghai notamment) pour mesurer « l'efficacité de la chloroquine sur le traitement de pneumonies associées au Covid-19 ».

« Les résultats obtenus jusqu'à présent sur plus de 100 patients ont démontré que le phosphate de chloroquine était plus efficace que le traitement reçu par le groupe comparatif pour contenir l'évolution de la pneumonie, pour améliorer l'état des poumons, pour que le patient redevienne négatif au virus et pour raccourcir la durée de la maladie », précisent les chercheurs chinois. La brève étude ne quantifie toutefois pas cette différence d'efficacité.

Une nouvelle d'autant plus intéressante que la chloroquine est un médicament peu cher et sans danger, utilisé depuis plus de 70 ans », insiste l'article. Selon les chercheurs chinois, un traitement de 500 mg de chloroquine par jour pendant dix jours serait suffisant. Les Echos 25 février 2020

L'étouffoir du ministère de la Vérité.

- Coronavirus: gouvernement et réseaux sociaux se préparent aux fausses nouvelles. - AFP 28 janvier 2020

Le gouvernement a fait le point vendredi à Bercy avec les principaux moteurs de recherche et réseaux sociaux sur la lutte contre les fausses nouvelles sur le coronavirus, sujet d'inquiétude si l'épidémie prend de l'ampleur, a-t-il indiqué.

Facebook, Google, Microsoft, Qwant, TikTok étaient présents à cette réunion à laquelle participaient également côté gouvernement Sibeth Ndiaye (porte-parole du gouvernement), Cédric O (numérique) et Adrien Taquet (solidarités et santé).

Le gouvernement, via le service d'information du gouvernement (SIG), se tient en contact en permanence avec les réseaux sociaux et moteurs de recherche sur l'évolution des informations circulant sur internet sur le coronavirus.

Les réseaux sociaux et les moteurs de recherche ont agi pour mettre en avant les sites d'informations gouvernementaux, face aux requêtes des internautes sur le coronavirus, selon le gouvernement.

Le réseau international des fact-checkers, dont fait partie l'équipe spécialisée de l'AFP, a publié l'adresse d'un site qui regroupe sur une même liste Twitter tous les travaux de fact-checking sur le coronavirus de ses membres: https://poy.nu/2019CoronaVirusFacts. 28 janvier 2020

Vous avez dit théorie du complot. Les croque-morts veillent. 4,2 milliards contaminés, 142 millions de morts, qui dit mieux ?

LVOG - Les mêmes infos ont été relayées par Valeurs actuelles et Sputnik.

- Coronavirus : les questions qui inquiètent, les réponses qui font peur - Valeurs actuelles 27 février 2020

Entre 40 et 70% de l'humanité sera infectée par le coronavirus dans l'année, alerte un chercheur de Harvard - sputniknews.com 26 février 2020

Mardi, l'épidémiologiste Marc Lipsitch, de l'université de Harvard, annonçait au journal The Atlantic que le coronavirus « ne pourra finalement pas être maîtrisé » et qu'il infectera entre 40 % et 70% de l'humanité d'ici un an. Il a depuis précisé que les données concernant la contamination des enfants étant insuffisantes, la fourchette évoquée concernait la population adulte. On estime la population mondiale âgée de plus de 15 ans à environs 6 milliards d'individus. Si, comme Marc Lipsitch, on fixe une fourchette basse des contaminés à 40 % de 6 milliards d'individus, on obtient 2,4 milliards de contaminés en un an. Et si l'on applique le taux de mortalité évalué par les scientifiques chinois à 2,2 %, on peut établir que le nombre de victime atteindra 52,8 millions de tués dans l'année.

Un chiffre déjà vertigineux mais qui devient franchement affolant si l'on envisage la fourchette haute. En effet, au 24 février, on recensait 2 600 morts pour 77 000 infectés. Cela correspond à un taux de mortalité de 3,37 %. Si l'on retient le taux de 70 % de contaminés, leur nombre grimpe à 4,2 milliards. 3,37 % de 4,2 milliards de contaminés fixe le nombre de décès à près de 142 millions. Au demeurant, cette fourchette de 50 à 140 millions de tués ne témoigne pas de la répartition des victimes dans la population. Nous l'avons vu, les données manquent sur les effets de l'épidémie sur les enfants. En revanche, on sait que le taux de mortalité chez les moins de 39 ans est aujourd'hui fixé à 0,1 % et qu'il explose, chez les plus de 80 ans, à près de 15 %. Rien de très étonnant, en somme. Il faut simplement garder à l'esprit que, si l'on s'en tient aux données actuelles, sur 100 personnes, entre 40 et 70 seront infectées. Sur ces dernières, si le mécanisme est le même que pour la grippe « classique », entre 5 et 10 personnes contagieuses ignoreront qu'elles sont malades. Et une ou deux personnes mourront. sputniknews.com 26 février 2020

Ils osent tout. Ils y sont arrivés, mais par une voie détournée encore plus cynique.

- Peu crédible, le scénario d'un virus sorti par erreur d'un laboratoire est certes plausible. Mais le nombre d'autres cas de figure plus crédibles (rencontre entre chauves-souris, Homme et un autre animal) est tel, que personne n'est aujourd'hui en mesure de se prononcer sur l'origine du virus. sciencesetavenir.fr 18 janvier 2020

Où est le lézard dans cette version des faits ?

C'est simple, la probabilité qu'une chauve-souris porteuse d'un virus rencontre un autre animal sauvage également porteur d'un virus, est d'une banalité déconcertante, car ce phénomène doit se produire fréquemment dans la nature sans que personne ne le sache ou ne s'en inquiète.

L'infection des hommes par ces virus n'étant pas la norme, car on n'observe pas régulièrement d'hécatombes de population aux quatre coins de l'Asie ou de l'Afrique principalement, on doit donc en déduire qu'ils sont immunisés contre ces virus avec lesquels les générations précédentes ont été en contact. Si des hommes devaient chaque fois être infectés par ces virus, ils tomberaient comme des mouches ou la population aurait décliné au lieu de s'accroître continuellement.

Ici en Inde du Sud, voici ce que j'ai constaté.

Tous les ans à partir de la saison de la mousson ou l'hiver si vous voulez, entre mi-septembre et la fin de l'année, la température baisse la nuit, les virus se réveillent, ils deviennent actifs et empoisonnent tous ceux qui entrent en contact avec eux, du coup l'ensemble de la population se retrouve contaminée, mais seulement certaines personnes passent par l'hôpital ou trépassent, c'est systématique chaque année.

Sur une superficie de 2,5 km², cette année on a enregistré entre 7 ou 8 décès dus à un virus, c'est la norme ici, rien d'anormal ou pas de quoi affoler la population. Le soir, jusqu'à 22h ou plus tard parfois, c'est la queue chez les médecins et la cohue devant les pharmacies, cela va jusqu'à former des attroupements dans l'artère principale de la commune.

J'ai moi-même été malade pendant 10 jours en 2019. J'avais chopé un virus, le genre de truc à vous foutre par terre, à vous terrasser, c'était la première fois. En principe j'étais immunisé depuis 30 ans. Arrivé fin décembre 90, j'ai vécu dans un village où les toilettes n'existaient pas encore, et la nuit il se dégageait une odeur pestilentielle qui m'avait conduit à enduire mon oreiller de parfum pour pouvoir m'endormir. C'était lors de ma première tentative pour m'installer en Inde, pendant deux ans j'ai été malade comme un chien, subissant infection sur infection. A l'époque j'étais un objet de curiosité ou exotique, et tous les gens du village voulaient absolument me rencontrer et souvent m'inviter à manger chez eux, j'ai ainsi multiplié les contacts alors que les conditions d'hygiène étaient médiocres. Il y avait aussi des troupeaux de cochons noirs puants et à l'aspect repoussant qui déambulaient dans les villages, qui se nourrissaient d'excréments divers et toute sorte de déchets. Nous étions aussi et nous le sommes toujours envahis de corneilles qui se nourrissaient de restes d'animaux crevés en tout genre, rats, écureuils, serpents, oiseaux, lézards, chiens, chats, etc. Les corneilles se posent sur le dos ou la tête des vaches pour en manger les parasites, et comme les hommes sont directement en contact avec les vaches, ils en partagent les virus en temps normal sans conséquence en général.

Dans mon village et autour, ce ne sont que des vieux ou des vieilles qui trépassent, les virus précipitent leur fin ou abrègent leur existence brutalement. C'est la sélection naturelle, dans la mesure où ils se tenaient à l'écart de la société, qui pour eux s'arrêtait au bout du village ou à peine plus loin. Toutes les générations s'en chopent et vivent avec.

Le manque d'hygiène est également un terrain ou ferment à virus. Les champs d'excréments pulvérisent leur poison sous l'effet de l'humidité et les hommes les respirent. J'ignore jusqu'à quel point ils sont immunisés, la plupart résistent bien à toute sorte de virus. Mais ce n'est pas forcément le cas ailleurs, en occident où le même virus peut faire des ravages, parce que les populations n'ont pas développé les mêmes anticorps ou défenses immunitaires, ou ceux qu'ils possèdent ne sont pas adaptés à certains virus, cette hypothèse n'est pas à exclure. Les virus nous ramènent à l'apparition de la vie qui coïncide avec la formation de la Terre, ils ont donc une longueur d'avance sur les hommes ; Comme le climat avec ses variations qu'ils découvrent effarés, au point de refuser de l'admettre et de les imputer au développement économique, qui a propulsé celui de la civilisation humaine avec la lutte des classes.

Ce qu'on a pu observer, c'est que les autorités de tous les pays se sont empressés de délivrer en choeur une version des faits avant même d'en connaître l'origine exacte, ce qu'ils ne possèdent toujours pas à l'heure où nous écrivons ces lignes, pour évacuer hâtivement une autre version qu'ils ont jugé complotiste parce qu'elle les mettait en cause.

Tous les jours depuis des décennies des millions de personnes de toute la planète voyagent, y compris des Chinois ou des Indiens, des Africains où se produisirent des épidémies ou porteurs d'un tas de virus différents, sans que la population de la terre entière soit infectée, on est bien d'accord. Certains virus ont été pratiquement éradiqués sur certains continents sans avoir disparu dans d'autres, sans que pour autant ces virus mutent ou deviennent plus virulents, dans le cas contraire

des contaminations massives de rougeole par exemple se seraient déjà produites en occident, or cela n'a pas été le cas. De la même manière, en permanence de nouveaux virus apparaissent dans le monde tout en restant localisé ou sans entraîner de pandémies. On est donc porté à croire qu'on est désormais en présence d'autre chose, quoi au juste, on l'ignore.

J'ai lu qu'un paquebot de croisière avait embarqué plus de 3000 passagers issus de 50 nationalités différentes. C'est courant, certes, mais risqué parce que les passagers ne possèdent pas les mêmes anticorps ou défenses immunitaires, et ne portent pas les mêmes virus.

En France, ils mettent au confinement les élèves d'une classe qui revient d'un séjour en Italie, et au même moment ils permettent à 3000 supporters italiens d'assister à une match de football en France. Ne cherchez pas la cohérence, il n'y en a pas.

Populisme d'extrême gauche. L'éloge du crétinisme.

Comité ouvrier international dont fait partie le POID.

Extraits.

- Pas étonnant que les travailleurs des hôpitaux de Hong Kong soient appelés à se mettre en grève au début de cette semaine en l'absence de mesures sanitaires plus strictes : « S'il n'y pas de fermeture totale de la frontière, il n'y aura pas assez de personnel, d'équipements de protection ou de chambres d'isolement pour combattre l'épidémie », affirme une dirigeante syndicale. Chacun a en mémoire les 300 morts à Hong Kong de l'épidémie de SRAS en 2003.

LVOG - 300 morts, en me basant sur l'Inde, cela doit représenter quoi, le nombre de victimes de la circulation en Chine quotidiennement ou en 48h, c'est pharaonique !

- Alors, que deviennent les millions de travailleurs et de jeunes ?

LVOG - Il faut être fanatique pour pousser le dogmatisme et la démagogie à ce point. Car dans le cas présent la réponse à cette question ne leur sera d'aucune utilité, puisque la situation les ramène comme le reste de la population à leur nature vulnérable biochimique, c'est peut-être con, mais c'est comme cela.

- Voici le témoignage d'un étudiant fin janvier : « La veille de mon départ pour Wuhan, j'ai reçu un message de ma tante : « Ne viens pas, le virus se propage. » En pensant au désir de mes parents de me revoir pour le nouvel an après six ans de séparation, j'ai tout de même pris mon vol comme prévu. Je me suis dit que la situation semble être sous contrôle et je ne reste que dix jours, ça ne devrait pas être si risqué que ça. Cependant, il s'est avéré que je ne peux pas revenir…

LVOG - Malheureux, c'est peut-être ce qui lui a sauvé la vie, qui sait, crétin ! Il y a un dicton populaire qui dit que les conseillers ne sont pas les payeurs, sans vouloir défendre les autorités chinoises, il faut imaginer un instant les difficultés à prévoir pour gérer une telle situation de crise dans un pays aussi peuplé et aussi arriéré.

Avez-vous remarqué que le premier témoignage se plaignait de "l'absence de mesures sanitaires plus strictes" pour protéger la population, tandis que le second regrettait les mesures de confinement qu'avait prises le gouvernement justement pour protéger la population, ils ne sont pas à une contradiction près.

Tous ces arguments sont pitoyables, en dessous de tout, une honte, une fois de plus.

Là non plus ne cherchez pas la cohérence.

- A La Mecque, les pèlerins se protègent du coronavirus et s'en remettent à Dieu - AFP 28 janvier 2020

- Covid-19: Pékin muscle ses mesures contre les rassemblements - AFP 28 janvier 2020

Ils cèdent tous au discours officiel.

- Coronavirus : épidémie dans une société malade - Lutte ouvrière 26 Février 2020

- Les déclarations rassurantes d'Agnès Buzyn, quand elle était encore ministre de la Santé, puis de son successeur Olivier Véran, ne sont désormais plus de mise. L'épidémie de coronavirus (Covid-19) se développe à l'échelle de la planète et, même si l'OMS (Organisation mondiale de la santé) n'a pas officiellement annoncé que c'était une pandémie, plus aucun pays ne peut se croire à l'abri.

LVOG - Pour un peu ils s'en réjouiraient !

Article de WSWS du 25 février 2020

- L'épidémie a montré une fois de plus à quel point les gouvernements capitalistes sont mal préparés dans le monde entier pour combattre l'apparition de maladies infectieuses.

LVOG - Demain une comète s'abattrait sur la Terre qu'ils tiendraient le même discours, comment, vous ne vous y étiez pas préparés, c'est pas bien vous savez. Tous ces gens ne savent plus quoi débiter comme fadaises pour faire oublier leur incurie politique légendaire.

On devrait davantage s'inquiéter du fait que l'intelligence soit décidément bien mal répartie parmi les hommes pour des raisons idéologiques ou bassement mercantiles...

Une hypothèse a écarté absolument, parce qu'elle ne coïncide pas avec les intérêts qu'ils représentent, vous aurez deviné lesquels.

- En réalité, l'hypothèse d'un virus échappé d'un laboratoire, si elle ne peut en effet être complètement écartée à ce stade, a surgi dès les premiers jours de l'épidémie déclarée en janvier 2020.

- Peu crédible, le scénario d'un virus sorti par erreur d'un laboratoire est certes plausible. Mais le nombre d'autres cas de figure plus crédibles (rencontre entre chauves-souris, Homme et un autre animal) est tel, que personne n'est aujourd'hui en mesure de se prononcer sur l'origine du virus. Sciences et Avenir 18.02.2020

C'est sans aucun doute une pure coïncidence que l'épicentre du coronavirus [2019-nCoV] et le laboratoire P4 vendu à la Chine par la France se trouvent tous deux dans la même ville de Wuhan...

Toutefois, « aujourd'hui, au vu des éléments dont on dispose, les théories qui circulent sur l'émergence du coronavirus dans le laboratoire P4 à Wuhan sont complotistes. Je ne dis pas que c'est impossible, mais il n'y a pas d'éléments concrets à ce stade qui iraient en ce sens », poursuit le journaliste de Challenges, Antoine Izambard, qui a pu visiter le laboratoire à l'époque de son enquête. Et d'ajouter : « Le P4 ne tourne pas à plein régime : il a été accrédité en 2017 pour étudier Ebola, la fièvre hémorragique du Congo et le Nipah. Le Sras fait partie de ses projets d'étude à terme, mais ce n'est pas encore le cas.

« Il est à peu près impossible qu'un technicien infecté sorte du laboratoire, car on n'y est jamais tout seul et on ne peut pas décider de sortir par soi-même après un incident sans se signaler. Il existe toute une procédure en cas de défaillance, qui prévoit notamment des échanges avec les services de santé dédiés pour savoir s'il faut l'isoler et la prendre en charge », selon Hervé Raoul, directeur du laboratoire P4 Jean Mérieux-Inserm de Lyon, celui qui a servi de modèle au laboratoire P4 de Wuhan.

Contactés par 20 Minutes, ni l'institut virologique de Wuhan ni les différentes entreprises ayant participé à la construction du laboratoire P4 n'ont donné suite. Le seul responsable français travaillant sur le site, le microbiologiste René Courcol, nous a pour sa part indiqué être dans l'impossibilité de répondre à nos questions en raison de son devoir de réserve. L'OMS explique pour sa part ne pas « pouvoir commenter de telles théories » mais la Direction générale de la Santé (DGS) nous indique qu'« aucun élément ne permet d'accréditer les allégations liant la crise sanitaire en cours à l'existence à Wuhan d'un laboratoire P4. » 20 Minutes 31.01.2020

- Coronavirus : comment deux labos de Wuhan se retrouvent au cœur des théories du complot

Deux chercheurs chinois ont publié une étude estimant que le virus Covid-2019 s'était échappé de laboratoires étudiant les chauves-souris à Wuhan. Mais l'article, qui comportait des imprécisions, a depuis été supprimé.

Le coronavirus continue d'agiter les théories les plus folles sur son origine. Alors que le pangolin est suspecté d'avoir joué le rôle d'hôte intermédiaire entre la chauve-souris et l'homme, de nouvelles théories continuent de fleurir sur internet.

Le 15 février, Botao Xiao, professeur au laboratoire de médecine et de biologie synthétique de la South China University of Technology à Guangzhou, et Lei Xiao, d'un l'hôpital universitaire de Wuhan, ont publié une étude sur le portail ResearchGate, sorte de réseau d'échanges de connaissances à destination des scientifiques, sur l'origine du coronavirus. Leur thèse? Le virus pourrait s'être échappé de deux laboratoires qui étudiaient la transmission des virus par les chauves-souris, situés à proximité du marché aux fruits de mer de Wuhan, épicentre de cette épidémie...

Le premier serait le Centre de prévention et du contrôle des maladies de Wuhan et le second, le laboratoire de bio-sécurité de niveau 4, rattaché à l'Institut de virologie de Wuhan. Sa construction a été achevée en janvier 2015. Il conserve également des

agents pathogènes à haut risque.

Selon les deux chercheurs, « la séquence génomique des patients atteints est entre 89 % et 96 % identique au Bat Cov ZC45 coronavirus, qu'on retrouve chez la chauve-souris Rhinolophus affinis 1,2 ». Or, les chercheurs excluent l'hypothèse que des chauves-souris de ce type puissent avoir volé jusqu'à Wuhan, ou avoir été vendues sur le marché. Ils se basent sur une étude publiée dans la revue scientifique The Lancet qui montrait que, parmi les 41 premiers cas de coronavirus, 13 n'avaient eu aucun lien avec le marché de Wuhan.

Se basant sur des rapports municipaux et les témoignages de 59 personnes recueillis sur place, les deux chercheurs expliquent que « la probabilité pour que des chauves-souris aient volé jusqu'au marché est très faible », ajoutant que « la chauve-souris n'a jamais été une source de nourriture pour les habitants de la ville ni vendue sur le marché ».

Botao Xiao et Lei Xiao ajoutent que la chauve-souris Rhinolophus affinis ne vivrait pas dans la province de Hubei où se trouve Wuhan, mais dans le Yunnan ou le Zhejiang, à 900 km de là. Ce qui, selon eux, conforterait leur thèse selon laquelle le marché aux fruits de mer ne serait pas le point de départ de l'épidémie. (Depuis, l'hypothèse de ce marché a été abandonnée officiellement. - LVOG)

Les chercheurs mettent en cause le Centre de prévention et de contrôle des maladies de Wuhan, qui aurait, selon eux, abrité pas moins de 605 chauves-souris ces dernières années pour les étudier. Citant un article du Changjiang Times, ils rapportent que l'un des employés du laboratoire aurait été « attaqué par des chauves-souris et que le sang de l'une d'elles a giclé sur sa peau », nécessitant une quarantaine. Lors d'un second incident, « l'homme se serait mis en quarantaine après avoir vu un des chiroptères lui uriner dessus ».

Autre indice pour nos deux chercheurs : la proximité entre le marché et un des laboratoires. Selon eux, le Centre de prévention et du contrôle des maladies de Wuhan se situerait à seulement 280 mètres du marché aux fruits de mer dont l'épidémie serait partie. « Il est plausible que le virus ait fuité dans les environs et qu'il ait contaminé les premiers patients », expliquent-ils.

Les deux chercheurs concluent leur étude en recommandant un « renforcement des mesures de sécurité » dans les laboratoires présentant un fort danger biologique et leur déménagement « loin des centres-villes et des zones à forte densité de population ».

Incohérences et raccourcis

La thèse défendue par cet article scientifique comporte de nombreuses incohérences. D'abord, ses auteurs excluent la possibilité d'un hôte intermédiaire qui aurait transmis le COVID-19 à l'homme. Pourtant d'autres chercheurs ont évoqué l'hypothèse selon laquelle le serpent ou le pangolin auraient rempli ce rôle. Selon une récente étude, les génomes de ce virus et de ceux qui circulent chez le pangolin sont identiques à 96 %. (Le pangolin et si je ne me trompe pas l'ensemble du marché où des animaux sauvages étaient en vente a été écarté officiellement comme origine du coronavirus. - LVOG)

Sur Twitter, le journaliste Alan Wong pointe aussi une imprécision à propos des chauves-souris évoquées dans l'article. Ces dernières ne seraient pas uniquement présentes dans les régions de Yunnan ou Zhejiang mais « l'une des espèces les plus communes dans le sud-est de l'Asie ».

Enfin, l'article comporte une erreur d'appréciation concernant les laboratoires. Comme on le voit sur Google Maps, le Centre de prévention et du contrôle des maladies de Wuhan n'est pas situé à 280 mètres du marché de Wuhan, comme précisé, mais à 1,6 km. Seul un hôpital se situe aussi près du marché.

Quant au laboratoire P4, il est situé dans le district de Jiangxia à plus de 40 kilomètres du marché aux fruits de mer de Huanan, comme le précise le Global Times, et non à 12 kilomètres du marché, comme le prétendent nos deux chercheurs. Dans un communiqué relayé sur Twitter, le laboratoire a « nié qu'un de ses diplômés soit le « patient zéro » du coronavirus », ajoutant que l'identité du patient zéro était encore inconnue.

Contacté par Sciences et Avenir, le directeur du département des zoonoses du WHCDC indirectement mis en cause, Zhang Yong-Zhen, dénonce « une fausse histoire racontée par des personnes très bêtes, sans aucune connaissance professionnelle ». Il ajoute que « les séquences génomiques de virus de chauves-souris les plus proches du coronavirus humain ne proviennent pas du laboratoire de Wuhan, mais d'un autre site, à Nanjing dans la province du Jiangsu […] Par ailleurs, nos recherches sur les chauves-souris à Wuhan ont été réalisées il y a 7 ans. » Sciences et Avenir 20 février 2020

LVOG - Sciences et Avenir appartient au groupe de presse français Groupe Perdriel (Challenges).

La stratégie de la terreur pilotée depuis l'ONU.

- Coronavirus: niveau de menace maximum pour l'OMS, l'économie mondiale déstabilisée - AFP 28 janvier 2020

L'OMS a relevé vendredi à son degré maximum le niveau de la menace liée au nouveau coronavirus, dont un premier cas en Afrique subsaharienne a été annoncé au Nigeria, alors que la crainte d'une pandémie fait sombrer les Bourses, déstabilise l'économie mondiale et entraîne l'adoption de mesures draconiennes.

Avions cloués au sol, centres commerciaux déserts en Chine, écoles fermées pour un mois au Japon, évènements ou salons internationaux annulés, le monde s'immobilise à mesure que le nouveau coronavirus se propage et l'économie mondiale est déstabilisée.

Au Japon, le complexe de parcs à thème Tokyo DisneyLand et Tokyo DisneySea a annoncé vendredi qu'il serait fermé du 29 février au 15 mars.

Et à Genève, c'est le Salon de l'automobile, un rendez-vous majeur du secteur prévu du 5 au 15 mars, qui a été annulé.

Enfin, en Corée du Sud, les mégastars de la K-pop BTS ont renoncé à plusieurs concerts géants prévus en avril, laissant plus de 200.000 groupies déçus.

Devant la crise sanitaire, des plans d'urgence sont prêts à être déployés, notamment par le Fonds monétaire international (FMI), pour venir en aide aux différents pays.

Les autorités chinoises ont publié vendredi un bilan de 327 nouveaux cas, le nombre le plus faible dans le pays depuis le 24 janvier, et de 44 morts. Au total, 78.824 cas et 2.788 morts ont été recensés en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao) depuis le début de l'épidémie.

Dans le reste du monde, le coronavirus a contaminé plus de 5.000 personnes et fait plus de 80 morts. AFP 28 janvier 2020 LVOG - A qui profite le crime ? Vous avez la réponse.

- Coronavirus: après Lufthansa, Air France prend des mesures d'austérité - BFMTV 27 février 2020

Après Lufthansa, qui gèle ses embauches et propose des congés sans solde, c'est au tour d'Air France, de se serrer la ceinture. Il y a une semaine, Air France-KLM avait déjà estimé entre 150 et 200 millions d'euros le manque à gagner dû à la suspension des vols du groupe vers la Chine de février à avril 2020 en raison de la propagation du Covid-19. BFMTV 27 février 2020

LVOG - Cela pourrait être un test grandeur nature qui préfigurerait une pandémie gigantesque, histoire de voir tout ce qu'ils pourraient être en droit d'en attendre en terme de renforcement de leur pouvoir sur la population.

Bien entendu, tout le monde ou presque a repris en choeur le discours officiel, il fallait s'y attendre. Pratiquement personne n'a pris la peine de prendre du recul par rapport aux conditions dans lesquelles cet évènement est survenu, hormis pour avancer le recours à une guerre bactériologique, qui peut être justifiée ou se confirmer ou non, mais qui présente l'inconvénient de sentir le soufre à plein nez de la théorie du complot, donc peu crédible au premier abord, sans toutefois devoir l'écarter.

Car nous savons de quoi ils sont capables, après avoir fomenté des guerres mondiales qui ont fait des dizaines de millions de morts par exemple, et surtout la manière frauduleuse dont ils les ont interprétées, comme d'ailleurs tous les évènements importants qui se sont produits du début du XXe siècle à nos jours, quelque part on est vacciné, mais pas tous, puisqu'on a pu constater à l'occasion du 11 septembre 2001, que l'immense masse de la population était prête à croire aveuglément la version officielle, ce qui fait froid dans le dos quand on y pense aujourd'hui.

Vont-ils en arriver à interdire toute manifestation sur la voie publique ?

- Coronavirus: 100 cas confirmés en France, les rassemblements en milieu confiné de plus de 5.000 personnes annulés - Challenges1 mars 2020

LVOG - On y est presque.

Le coronavirus va-t-il entraîner la paralysie et l'effondrement de l'économie mondiale ? Avec quelles conséquences ? Qui en tirerait profit ? Qui profite des krachs boursiers ? En vrac, une aubaine pour les spéculateurs ; effet sur la surproduction : écouler les invendus dont personne ne voulait, réduire les stocks pléthoriques qui leur coûtent une fortune ; rupture de stock, faire grimper les prix en organisant la pénurie ; surconsommation de matériel hygiénique produit par les trusts pharmaceutiques avec des profits énormes en prime ; restriction à la liberté de mouvement et d'expression, etc.

- Semaine noire pour les Bourses mondiales, qui ont accusé leur pire chute depuis 2008 - AFP 28 février 2020

La panique s'est emparée des marchés mondiaux, les Bourses européennes dévissant à l'ouverture vendredi, plombées par la perspective de conséquences dévastatrices pour l'économie mondiale de l'épidémie de coronavirus.

Les pertes enregistrées par les actions européennes depuis vendredi dernier, autour de 12-13%, sont les plus importantes depuis la crise financière de 2008-2009, où l'économie mondiale était entrée en récession. AFP 28 février 2020

Après la dégringolade de Wall Street jeudi (-4,42% pour le Dow Jones et le S&P 500, -4,61% pour le Nasdaq), les marchés asiatiques ont à leur tour accusé le coup, Tokyo et Shanghai dévissant de près de 4% tandis que Shenzhen a plongé de quasiment 5%. Les pertes ont été plus limitées à Hong Kong, qui a fini sur un repli de 2,42%.

De fait, les marchés européens n'ont pas été épargnés, sombrant de plus de 3% à l'ouverture, avant de plonger encore davantage.

Cela revient "à effacer la quasi-intégralité du mouvement haussier depuis l'été dernier, le tout en seulement une semaine", a relevé dans une note Tangi Le Liboux, un stratégiste du courtier Aurel BGC.

- Vers un "choc économique majeur ?" -

Ainsi les Bourses "franchissent les unes après les autres les seuils critiques qui augmentent le risque d'emballement à la baisse et, de facto, la probabilité d'un choc économique majeur", selon Mme Riches-Flores.

"À ce stade, le risque est d'autant plus important que l'épidémie continue de sévir, menaçant un nombre croissant de régions à travers le monde, y compris, dorénavant, les États-Unis", a-t-elle ajouté.

Si la Chine était jusqu'à peu l'unique foyer mondial de coronavirus, le risque s'est démultiplié avec l'émergence de nouveaux pays-sources comme la Corée du Sud, l'Iran et l'Italie. Un premier cas a en outre été signalé aux Pays-Bas, au Nigeria et en Nouvelle-Zélande.

"Nous sommes à un moment décisif", a assuré le patron de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, soulignant qu'au cours des deux derniers jours, le nombre quotidien de nouvelles personnes contaminées dans le monde avait été supérieur à celui enregistré en Chine, où le virus est apparu en décembre.

De l'avis de plusieurs analystes, c'est moins la gravité sanitaire de l'épidémie en tant que telle qui inquiète que les mesures prises pour la contenir, particulièrement dommageables pour l'économie mondiale.

Pour Mme Riches-Flores, "personne n'étant en mesure de prédire l'évolution de l'épidémie face à la rapidité de sa propagation, l'amélioration de la situation en Chine passe inaperçue malgré un retour progressif à la normale".

"L'impact économique est totalement imprévisible: c'est cette certitude qui fait chuter les Bourses mondiales", abonde M. Le Liboux. AFP 28 février 2020

Une arme de guerre bactériologique ?

- Sur tous les fronts – la guerre hybride des USA contre la Chine Par Pepe Escobar - entelekheia.fr 25 février 2020

http://www.entelekheia.fr/2020/02/25/sur-tous-les-fronts-la-guerre-hybride-des-usa-contre-la-chine/

En apparence, le coronavirus est une arme bactériologique de rêve pour ceux qui sont déterminés à faire des ravages dans toute la Chine, et qui prient pour un changement de régime.

Pourtant, c’est compliqué. Ce rapport en lien part d’un effort correct pour tenter de retracer les origines du coronavirus. Comparez-le maintenant avec les idées du Dr Francis Boyle, professeur de droit international à l’université de l’Illinois et auteur, entre autres, de Biowarfare and Terrorism (Bio-guerre et terrorisme). C’est lui qui a rédigé la loi américaine de 1989 sur les armes bactériologiques et le terrorisme, signée par George H. W. Bush.

Le Dr Boyle est convaincu que le coronavirus est une « arme de guerre bactériologique offensive » échappée du laboratoire P4 de Wuhan, même s’il ne dit pas que cela a été fait « délibérément ».

Le Dr Boyle ajoute : « tous ces laboratoires P4 des États-Unis, d'Europe, de Russie, de Chine, d'Israël sont tous là pour rechercher, développer, tester des agents de guerre bactériologique. Il n'y a aucune raison scientifique légitime d'avoir des laboratoires P4 ». Ses propres recherches ont permis au gouvernement des États-Unis de consacrer 100 milliards de dollars à la recherche sur la guerre bactériologique à la date de 2015 : « Nous avons bien plus de 13 000 scientifiques des sciences de la vie… qui testent des armes bactériologiques ici aux États-Unis. En fait, cela remonte à bien avant le 11 septembre ».

Le Dr Boyle accuse directement « le gouvernement chinois de Xi et ses camarades » de dissimulation « dès le départ ». Le premier cas rapporté était le 1er décembre, ils se sont donc assis sur cette affaire jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus. Et tout ce qu'ils vous disent est un mensonge. C'est de la propagande » (gras dans le texte original). [1]

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour le Dr Boyle, est également responsable : « Ils ont approuvé un grand nombre de ces laboratoires P4 (…) On ne peut pas se fier à ce que dit l'OMS, car ils sont tous achetés et payés par les grandes entreprises pharmaceutiques et ils travaillent de mèche avec le CDC, qui est le gouvernement des États-Unis, ils travaillent de mèche avec Fort Detrick. » Fort Detrick, aujourd'hui un laboratoire de guerre bactériologique de pointe, était auparavant un repaire notoire d' « expériences » de manipulation mentale de la CIA. [2]

S'appuyant sur des décennies de recherche en matière de guerre bactériologique, l'Etat profond américain connaît parfaitement toutes les connotations des armes biologiques. De Dresde, Hiroshima et Nagasaki à la Corée, au Vietnam et à Fallujah, le bilan historique montre que le gouvernement américain n'hésite pas à lâcher des armes de destruction massive sur des civils innocents.

Pour sa part, la Defense Advanced Research Project Agency (DARPA) du Pentagone a dépensé une fortune dans la recherche sur les chauves-souris, les coronavirus et les armes biologiques génétiques. Maintenant, comme par hasard – comme par l'intervention d'un Deus ex machina – des « alliés stratégiques » de la DARPA ont été choisis pour développer un vaccin génétique.

La Bible néocon de 1996, le rapport du Project for a New American Century (Projet pour un nouveau siècle américain, PNAC), affirmait sans ambiguïté que « les formes avancées de guerre biologiques qui peuvent « cibler » des génotypes spécifiques peuvent faire passer la guerre biologique du domaine de la terreur à celui d'outil politiquement utile ».

Il ne fait aucun doute que le coronavirus, jusqu'à présent, a été un outil politiquement utile tombé du ciel, atteignant, avec un minimum d'investissement, les cibles souhaitées d'une puissance mondiale américaine – même de façon éphémère, et maximisée par une offensive de propagande ininterrompue – et isolant la Chine avec son économie semi-paralysée.

Pourtant, il faut mettre les choses en perspective. Le Center For Disease Control (Centre pour le contrôle des maladies, CDC) a estimé que jusqu'à 42,9 millions de personnes sont tombées malades pendant la saison de la grippe 2018-2019 aux États-Unis. Pas moins de 647 000 personnes ont été hospitalisées. Et 61 200 sont mortes.

Notes de la traduction :

[1] A complotisme du Dr Boyle sur le coronavirus « échappé d'un laboratoire P4 chinois », complotisme et demi : la rue chinoise est aujourd'hui persuadée qu'il a été sciemment diffusé en Chine par les USA.

Témoin, parmi de nombreux autres, un post Facebook écrit par une personne chinoise de Hong Kong, Rebecca Chan, à propos d'un article du China Global Television Network selon lequel le coronavirus ne trouverait pas son origine dans le marché de fruits de mer de Wuhan, comme cela avait été avancé par la publication médicale britannique Lancet.

Allons-y pour le son de cloche chinois. Par Rebecca Chan :

Le mystère s'épaissit.

L'étude du Lancet est FAUSSE

Le Covid-19 ne vient PAS du marché des fruits de mer de Wuhan.

Extrait : || Selon l'étude, les données génétiques suggèrent que le virus a été introduit d'ailleurs et avait déjà largement circulé parmi les humains à Wuhan avant décembre 2019, probablement dès la mi-novembre ou la fin novembre.

Le marché de fruits de mer, bondé, a facilité la transmission du virus aux acheteurs et s'est répandu à grande échelle dans toute la ville au début de décembre 2019, selon l'étude.||

N'oubliez pas que 300 militaires américains sont venus à Wuhan pour les Jeux militaires mondiaux et ne sont pas repartis avant la

fin du mois d'octobre. Ils ont remporté ZERO épreuves et ont récolté une poignée de médailles, pour la plupart de bronze. L'athlétisme n'était pas leur point fort. L'incubation de ce virus est de 4 semaines asymptomatiques, pendant qu'il se propage. Le premier cas de pneumonie a été retracé au 1er décembre. Certains qualifient de « conspirationnisme » le fait d'établir des liens et de poser des questions et préfèrent que nous nous en tenions au récit des médias grand public, qu'ils considèrent comme « factuel ».

Gerry Brown a parlé de deux scénarios, un innocent et un autre malveillant.

La version innocente est celle d'une évasion du virus des laboratoires de biologie américains, qui a infecté certains Américains. Cela été pris pour la grippe saisonnière et ils n'ont pas été testés. Parmi les personnes infectées se trouvaient certains militaires participant aux World Military Games à Wuhan en octobre. D'où la première épidémie à Wuhan en novembre, deux semaines après les Jeux.

Le scénario malveillant est que les Américains participant aux Jeux ont délibérément propagé le virus à Wuhan. Un sous-ensemble de ce scénario serait que les États-Unis connaissaient ceux qui étaient déjà infectés par le virus et les ont choisis pour aller aux Jeux, même si c'étaient de mauvais athlètes. D'où le nombre exceptionnellement faible de médailles remportées par l'équipe américaine. »

[2] Sur les expériences de manipulation mentale des USA, voir la fiche Wikipedia sur l'Opération MK-Ultra. En français.

Haut de page

Le 6 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : A bas la Constitution de la Ve République !

Cette causerie comporte trois parties.

Nous vivons dans un monde de plus en plus glauque à l'image du capitalisme pourrissant. On imagine les ravages qu'il peut produire sur des cerveaux faibles et malléables, déjà enclins à des déséquilibres mentaux, à adopter des comportements irrationnels, dépourvus des instruments de la logique dialectique ou pour tout dire de conscience, de conscience de classe concernant la multitude des masses laborieuses.

Nombreux sont ceux qui croient que cela va mal se terminer, nous nous pensons le contraire parce que nous n'avons pas le choix. Si nous avons bien conscience que notre indépendance s'arrête là, parce que nous vivons dans ce monde, pour autant nous essayons d'aller plus loin porté par le processus historique dont l'issue n'est pas écrite d'avance.

Au pessimisme ambiant, nous opposons un optimisme rationnel, qui repose sur un potentiel bien réel qui n'a pas encore été exploité, d'où notre confiance indéfectible dans le prolétariat mondial pour relever le gigantesque défi que constitue l'éradication du capitalisme de la surface de la Terre.

On doit lutter à contre-courant des idées dominantes qui ont empoisonné la plupart des esprits, au risque parfois ou souvent de passer pour un cinglé ou un réactionnaire, le comble de la méprise ou de la confusion au regard de l'idéal humaniste supérieur qui nous anime, l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mes lecteurs ne l'ont manifestement pas compris et je ne leur en tiens pas grief ou je ne les juge pas. Je n'ai jamais agi envers eux ou d'autres personnes comme ils ont pu le faire avec moi, je me demande bien ce que cela a pu leur rapporter, rien, peu importe. L'essentiel, c'est d'essayer d'aller de l'avant ensemble, le reste est secondaire.

- 28 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

En famille. Boycott !

ONG et syndicats appellent à manifester pour le climat le 14 mars - AFP 4 mars 2020

Dans un appel relayé par le site Mediapart, environ 140 organisations "appellent à une nouvelle mobilisation partout dans les territoires", après les grandes marches de mars 2019. "Face à l'inaction et aux reculs de nos dirigeants, nous ne voulons plus attendre. Nous devons et nous pouvons transformer nos territoires dès maintenant", plaident les signataires, 350.org, Attac, la Confédération paysanne, Emmaüs, Greenpeace, Extinction Rebellion Lyon, mais aussi des mouvements féministes ou chrétiens.

LVOG - Ils les aiment leurs dirigeants ! -

AFP - Ces associations réclament de "réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre", alors que la France n'est pas sur la bonne trajectoire pour lutter contre le réchauffement climatique, de "stopper les grands projets inutiles et lutter contre les entreprises polluantes" ou encore de "préserver la biodiversité".

LVOG - Un ramassis de contrevérités, ils osent tout.

Dans un autre appel, la CGT, la FSU ou encore Solidaires demandent "une profonde remise en cause du système politique et économique actuel", appelant "l'Etat, en lien avec les collectivités locales, (à) reprendre ses habits délaissés de planificateur".

LVOG - Leur Etat, l'Etat bonapartiste auquel ils sont si attachés au point qu'ils sont montés au front sur les retraites pour le protéger.

AFP - Des marches en faveur du climat sont prévues le vendredi 13 mars par les jeunes et le 14 mars par plusieurs associations, avant les élections municipales qui se tiendront les 15 et 22 mars.

LVOG - Les rejetons écologiques de l'oligarchie sont à la peine à quelques jours des municipales, dont il fallait bien leur donner un petit coup de pouce en famille.

AFP - Alors que le mauvais état de la planète préoccupe de plus en plus les électeurs, des dizaines d'élus ont signé un "Pacte pour la transition, un programme de 32 mesures d'écologie et de justice sociale" portées par des ONG. AFP 4 mars 2020

LVOG - ONG financées par l'oligarchie ou ses institutions, une transition vers le totalitarisme... Que les staliniens, néostaliniens et crypto-staliniens, et tout ce que compte le mouvement ouvrier de déchets issus de la social-démocratie en soient, c'est dans l'ordre des choses.

Que peut-on opposer au 49.3, sinon la mobilisation pour imposer l'abolition de la Constitution de la Ve République et l'établissement d'une République sociale sur les décombres des institutions ?

Si on n'a pas de stratégie, on est foutu. Vous retirez la Constitution de la Ve République et toutes les institutions sautent. C'est d'ailleurs ce que fait Macron à sa façon, pas vraiment pour instaurer une République sociale, plutôt pour instaurer un régime ploutocratique totalitaire. C'est un VRP de BlackRock, d'Axa, etc. et il ne peut pas être autre chose, il faut donc le chasser du pouvoir, le renverser.

Comment les dirigeants syndicaux opposés en parole à la retraite par points favorisent-ils en pratique son adoption.

LVOG - Ils seront restés fidèles à leur nature réactionnaire jusqu'au bout.

AFP - ...les syndicats ont continué lundi à dénoncer cette procédure, qui "démontre", selon l'intersyndicale, "l'impuissance du gouvernement à répondre aux interrogations sérieuses et légitimes des parlementaires à propos de ce projet incomplet, très approximatif, aux multiples inconnues".

- ...exténuée par 10 journées interprofessionnelles, l'intersyndicale n'a pas convenu d'un nouvel appel interprofessionnel national mardi.

"On a été réalistes, ça aurait été impossible en termes de dépôt des préavis de grève", a expliqué Eric Beynel, porte-parole de Solidaires. Les syndicats réitèrent l'appel à «une grande journée de grève interprofessionnelle et de manifestations dans tout le pays», prévue le mardi 31 mars.

- Yves Veyrier, le numéro un de FO, réclame de "stopper le processus parlementaire" car l'"urgence" est à la crise sanitaire liée au coronavirus.

LVOG - Il en rajoute une couche !

AFP - FO a annoncé en fin de journée son départ, estimant que la conférence de financement "ne permet pas de garantir la liberté de négociation". AFP 2 mars 2020

AFP - La CGT a annoncé mardi qu'elle quittait la conférence de financement visant à réfléchir à des pistes pour équilibrer le système de retraites, "une mascarade" selon le syndicat, qui claque la porte.

"Ce gouvernement refuse le débat en nous expliquant qu'il a raison tout seul, je ne vois pas comment on peut continuer à discuter dans ces conditions", a déclaré le chef de file de la confédération, Philippe Martinez, au départ d'une manifestation à Marseille, rassemblant quelques milliers d'opposants à la réforme des retraites.

LVOG - Il n'y a rien à débattre ou à discuter, à négocier avec Macron et le gouvernement dès lors qu'on rejette la retraite par points, au mieux on exige le retrait de ce projet de contre-réforme et on ne participe pas à cette mascarade. Les dirigeants syndicaux vendus en sont incapables évidemment. Même quand ils claquent la porte d'une conférence, c'est pour avoir les mains plus libres afin de mieux pouvoir soutenir le gouvernement...

AFP - En conséquence, "nous avons décidé hier soir d'officialiser notre départ de la conférence de financement", a ajouté le syndicaliste, au lendemain d'une décision similaire de Force ouvrière.

"Nous avons fait des propositions au gouvernement, nous lui avons écrit (...), et la réponse, ça a été samedi, le 49.3 et un courrier qui nous est adressé à tous les dirigeants des confédérations en France et qui dit "notre réforme elle est bonne, on va continuer à vous l'expliquer et on avance sans tenir compte de ce que vous nous avez proposé"", a-t-il expliqué.

LVOG -Pourquoi le gouvernement aux ordres des fonds de pension devrait-il adopter une autre attitude ? Serait-ce possible ? Le faire croire, c'est le cautionner.

AFP - "Il n'y a plus aucun dialogue entre le gouvernement et la CGT (...) parce que ce gouvernement considère qu'il a raison tout seul", a-t-il déploré. Pour peser, le syndicat compte sur la poursuite de la mobilisation, et table sur "un rendez-vous important", le 31 mars, "dans l'unité des organisations syndicales" : "personne n'est fatigué et rien n'est terminé !", a lancé M. Martinez.

Dans un communiqué publié en même temps, la CGT a précisé qu'elle ne souhaitait pas servir "d'alibi dans une conférence où tout est joué d'avance" et pour laquelle elle estime avoir "fait des propositions concrètes et étayées". Pour le syndicat, le gouvernement choisit de recourir au 49-3 "en confisquant le débat démocratique sur le projet de réforme des retraites, tout en adressant un courrier aux partenaires sociaux, persistant sur ses objectifs de régression sociale". AFP 3 mars 2020

- Retraites: les motions de censure rejetées par l'Assemblée, le projet de réforme adopté - Le Figaro 4 mars 2020

Mardi soir, l'Assemblée nationale a rejeté la motion de censure de la droite, avec 148 voix, et celle des trois groupes de gauche (PCF, PS et LFI) avec 91 voix, un total à chaque fois largement inférieur aux 289 voix - la majorité absolue des députés - nécessaires pour renverser le gouvernement. Le Figaro 4 mars 2020

Qui a dit ?

- "*Quiconque dit que notre Premier ministre est raciste est un menteur ou un fou ignorant, ou les deux*"

Réponse : Danny Danon, membre du parti du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le Likoud, ambassadeur d'Israël auprès des Nations unies, à propos de Sanders.

Biden atteint de démence ou de la maladie d'alzheimer est le candidat démocrate de l'Etat profond et de l'AFP. (suite)

- "Super Tuesday": Joe Biden marque des points face à "Bernie" - AFP 4 mars 2020

Joe Biden retrouve des couleurs: l'ancien vice-président a engrangé mardi une série de victoires lors du "Super Tuesday".

Les candidats qui se sont désistés en faveur de l'ancien vice-président espèrent lui permettre de faire barrage à "Bernie". AFP 4

mars 2020

- "Super Tuesday": Biden confirme son retour, Sanders gagne la Californie - Reuters 4 mars 2020

Relancé par son succès en Caroline du Sud trois jours plus tôt, Joe Biden a remporté mardi les primaires de neuf Etats mais Bernie Sanders s'est adjugé la Californie, le plus gros enjeu de ce "Super Tuesday", ce qui promet un coude-à-coude pour l'investiture démocrate en vue de l'élection présidentielle de novembre aux Etats-Unis. Reuters 4 mars 2020

Avec nos sincères regrets, on n'en doute pas.

- Malgré ses dépenses record, douche froide pour Bloomberg dans les primaires démocrates - AFP 4 mars 2020

Un revers cuisant pour celui qui faisait attendre une entrée en lice en fanfare grâce au montant record dépensé: déjà plus d'un demi-milliard de dollars pris sur sa fortune personnelle pour ses spots publicitaires, sans compter toute l'infrastructure de sa campagne. AFP 4 mars 2020

Autre source de satisfaction pour l'AFP.

Alors qu'il est inculpé pour corruption, malversation et abus de confiance.

- Après sa "grande victoire" électorale, Netanyahu bien placé pour mener un gouvernement - AFP 3 mars 2020

- Chez les partisans de Netanyahu, le bonheur se mélange au soulagement - AFP 3 mars 2020

Ils osent tout.

- Tabac : le paquet de cigarettes le plus vendu à 10€ dès ce 1er mars - euronews 01 mars 2020

- Migrants: l'UE doit "sanctionner" la Turquie et la Russie, estime Hollande - AFP 5 mars 2020

- Pour l'ONU, la situation en Syrie est "la plus grosse crise aujourd'hui dans le monde" - Franceinfo 3 mars 2020

Dans quel monde vivons-nous ? Made in USA.

- Tribune. Sommes-nous devenus des Américains ? - Le Point.fr 4 mars 2020

Censure, alimentation, style… Essayiste, Géraldine Smith montre combien notre société reprend les modes et les mœurs américaines. Une dérive ?

Extrait.

« Ils sont quand même barrés, les Américains. Mais ça n'arrivera jamais en France. Impossible ! » Il y a un an, une journaliste commentant la sortie de mon livre Vu en Amérique, bientôt en France ne pouvait y croire. À quoi ? Qu'on en arriverait un jour, en France, à bannir le second degré de nos plaisanteries, à calmer nos enfants à coups de pilules, à nous shooter aux opioïdes, à partir à l'école en pyjama, à désapprendre à faire la cuisine, à vilipender « l'homme blanc » de plus de cinquante ans, sinon l'homme tout court, à interdire le déguisement d'Indien, à employer le mot « race » à tout bout de champ ou, encore, à militer pour que l'art – des romans aux films en passant par la peinture – se pratique entre gens qui se ressemblent, en vertu du principe : pour me parler de moi et de ma « communauté », tu dois en être…

À supposer, un instant, que je ne cherche pas à prendre ma revanche de prophète méconnue dans mon pays : ne voyez-vous donc pas, tout autour de vous, que « l'exception culturelle française » ne protège plus des effets négatifs d'une certaine mondialisation ? Que tous les exemples cités nous concernent déjà ? Nous nous moquons des « folies » de la société américaine alors que nous dérivons à grande vitesse dans la même direction. Comment se porte par exemple la cuisine familiale, fonds de sauce de notre fierté nationale ? Mal. C'est un constat, pas une opinion. Le travail avec des

horaires flexibles, ou en ligne depuis la maison, et la multiplication des activités extrascolaires torpillent les repas à heures fixes. Comme les Américains, nous mangeons de plus en plus en continu, « vite fait ». Le temps quotidien consacré à faire la cuisine – tous repas confondus – est passé, déjà en 2010, sous la barre d'une heure. Les trois quarts des Français de moins de vingt-cinq ans « snackent » à toute heure – deux fois plus que leurs aînés de plus de soixante ans – et consomment quatre fois moins de fruits et légumes que leurs grands-parents. L'engouement pour le « bio », c'est la petite rate du terroir ensevelie sous des tonnes de frites industrielles. L'année dernière, McDonald a atteint sa part de marché record en France, au terme de neuf trimestres consécutifs d'expansion de sa clientèle. Uber Eats couvre 50 % de la population française, à qui l'application livre principalement burgers, tacos et pizzas. Aujourd'hui, au moins 17 % (2017) des adultes français sont « cliniquement obèses », soit un sur six. On est encore loin des 40 % en Amérique.

Mais, depuis 1990, le nombre des obèses a doublé en France. Parmi les jeunes à bas revenu, il a même quadruplé. Depuis vingt ans, plusieurs millions d'Américains ont été transformés en zombies et près de 500 000 d'entre eux sont morts par overdose d'opioïdes, des antalgiques hautement addictifs. Là, au moins, on aurait pu espérer que le précédent américain servirait à nous alerter. Or, depuis dix ans, la consommation en France d'oxycodone, l'opioïde la plus prescrite aux États-Unis, a été multipliée par vingt, malgré l'attention accrue des pouvoirs publics. En cause ? Le marketing agressif des compagnies pharmaceutiques, l'irresponsabilité de certains médecins qui continuent à prescrire des opioïdes – tramadol en tête – quand ils pourraient l'éviter, le nombre croissant de victimes de douleurs chroniques (20 millions de Français en 2018) liées à leurs conditions de travail, à l'anxiété, à leur mode de vie, à la facilité d'achat de pilules contrefaites… Soit, précisément, les facteurs à l'origine de l'épidémie sanitaire aux États-Unis.

"Selon le sociologue François Jost, qui a analysé les nouveaux critères de programmation des chaînes de télévision, leur but recherché n'est plus de fédérer les spectateurs mais, plutôt, de ne pas en perdre."

Où se cache notre « exception » ? Même le French style, cette élégance discrète vantée par nos revues de mode, n'inspire plus une majorité parmi nous. En 2019, 52 % des chaussures vendues dans l'Hexagone étaient des sneakers. Portées à tout âge et dans tous les milieux, elles prétendent abolir le statut de la chaussure comme marqueur social. Unisexes, elles correspondent à l'effacement progressif du genre. « Cool », elles collent au jeunisme de l'époque. Les baskets et, l'été, les tongs valorisent le confort, globalisé par des chaînes comme Nike, Adidas, Zara, H & M, Uniqlo ou Gap. On est libre… de se conformer à leurs codes vestimentaires. Plus besoin de tailleur ou de cravate pour un rendez-vous important : dans un univers où la frontière entre bureau et maison, espace public et privé disparaît, la distinction vestimentaire perd son sens. À l'instar de l'Amérique, nous nous drapons dans des matières molles et oversize. L'essentiel, c'est de se sentir à l'aise. Come as you are ! Alors, quand un enfant demande à quel titre on lui interdirait d'aller à l'école en pyjama, la réponse ne va plus de soi : les leggings et le survêt', oui, la flanelle à motifs, non ? Un conseil à ceux qui tenteraient de s'en prendre au pyjama : retenez la vanne qui vous brûle les lèvres. Elle est un autre de ces codes en partage menacés, comme l'humour au second degré – aux antipodes de ce qui fait le plus rire aux États-Unis, à savoir le vomissement en gerbe ou la flatulence sonore. Sous la vidéo YouTube du sketch Le Noir de Muriel Robin, vue plus de 2 millions de fois depuis 2009, cette mise au point mène un combat d'arrière-garde : « Aucune visée raciste dans ce sketch, le but étant de rire des répliques incontrôlées de la mère et non du contenu de ses paroles qui ne reflètent que la pensée et la mentalité étroites de ces gens. » Rien n'y fait. Au fil des ans, les insultes postées en commentaire vont croissantes. La critique la plus charitable trouve le sketch « complètement démodé pour cette époque ». Pourquoi ? Selon le sociologue François Jost, qui a analysé les nouveaux critères de programmation des chaînes de télévision, leur but recherché n'est plus de fédérer les spectateurs mais, plutôt, de ne pas en perdre. « C'est ce que l'on nomme des least objectionable programs [émissions contre lesquelles il n'y a rien à dire] aux États-Unis. Ce n'est pas une censure par le haut. Mais cette crainte de choquer risque d'entraîner des effets similaires. » Si le stand-up à l'américaine a gagné les faveurs du public français, surtout des jeunes, c'est parce qu'il repose sur l'autodérision plutôt que sur le second degré. Le comique ne joue plus un rôle, comme Muriel Robin la mère raciste. Il est lui-même en s'appuyant sur son marqueur identitaire visible – d'Arabe ou de femme, etc. – qui délimite le champ autorisé de son humour. Gare aux dépassements ou, bien pire, aux blagues à front renversé !

L'idée que nous partagerions forcément une communauté de pensée et de destin avec ceux qui nous ressemblent physiquement fait son chemin en France. En vertu de cet essentialisme, un Parisien noir aurait forcément plus d'affinités avec un Noir américain ou un Africain qu'avec ses concitoyens non-noirs. L'identité unidimensionnelle importe son vocabulaire de certains départements universitaires américains où l'on reste entre soi, des laboratoires du « cuit dans son jus ». L'équivalence victimaire entre les États-Unis avec leur passé esclavagiste, la France postcoloniale et même l'Afrique indépendante est alors vite établie, par exemple par le philosophe franco-américain Norman Ajari, chargé de cours à l'université de Toulouse et militant du parti des Indigènes de la République : « être africain ou afrodescendant », annonce le résumé de son nouveau livre, « c'est provenir d'un peuple dont l'humanité fut contestée sur les plans juridique, scientifique, philosophique, théologique, économique, psychiatrique. On n'en continue pas moins à exiger des Afrodescendants qu'ils cessent de ressasser, de ruminer l'histoire coloniale, répétant ainsi une vieille injonction esclavagiste à l'oubli des ancêtres et à la méconnaissance de la communauté d'origine ». Bienvenue dans cette nouvelle cité planétaire ! Elle est bâtie comme un pigeonnier afin que chacun, quoique virtuellement connecté à l'humanité tout entière, reste bien cloisonné dans son boulin identitaire.

"La malbouffe, l'hyperconsommation de médicaments, l'obsession notariale de traquer en toute création sa part d'« appropriation culturelle », tout cela ne sont pas des fatalités mais des choix."

Dans cet univers de reclus en réseaux, on prône la diversité et le « vivre-ensemble » tout en tordant le cou au débat contradictoire et à la liberté d'expression. En 2019, des étudiants français ont empêché la tenue d'au moins sept conférences parce qu'ils étaient

en désaccord avec l'intervenant. Ces activistes se revendiquent de la cancel culture des campus américains. Ils semblent penser que, moins on s'écoute, mieux on se comprend…

Alors, sommes-nous condamnés à répéter ? Cela ne dépend que de nous. Car nous ne sommes pas des clones programmés pour emboîter le pas aux Américains – l'erreur de jugement de la journaliste, révoltée contre une idée qui lui était insupportable. Cependant, les mêmes causes – la gig economy et sa flexibilité, la féminisation de la force de travail, les flux migratoires, la désynchronisation de la vie familiale, la disqualification de l'expertise, etc. – produisent partout les mêmes effets. La France, à partir d'un point de départ différent, épouse ainsi une trajectoire parallèle à celle des États-Unis, le champ d'expérimentation d'une modernité interdépendante que, depuis les années 1980, il est convenu d'appeler « mondialisation ». Mais celle-ci n'est pas une voie toute tracée. En changeant nos conditions de vie, nous changerons aussi notre identité collective. Il n'y a pas plus d'« américanité » que de « francitude » figée, une fois pour toutes. La malbouffe, l'hyperconsommation de médicaments, l'obsession notariale de traquer en toute création sa part d'« appropriation culturelle », tout cela ne sont pas des fatalités mais des choix. Toutes les distinctions sont d'autant moins des discriminations que la « diversité » tant recherchée perdrait son sens dans un monde sans différences. (...) Le Point.fr 4 mars 2020

LVOG - Je n'ai pas reproduit la dernière phrase qui servait de conclusion à cette analyse, parce qu'elle était déplacée, le vive la France n'est pas vraiment notre truc, c'est celui de la réaction en l'état actuel des choses.

Sidérant ce constat, ce mimétisme viral, n'est-ce pas ? Quelle satisfaction peut-on espérer tirer d'un tel mode de vie, que peut-on attendre de bon d'une société aussi dégénérée ? Absolument rien, il faut la raser de fond en comble en commençant par l'Etat, les institutions...

La France est devenue un pays franchement pourri avions-nous écrit à plusieurs reprises, c'était amplement justifié. Que cette pourriture déteigne sur les mentalités et les comportements, c'est l'évidence même, c'est inévitable dans un pays où le niveau de conscience politique du mouvement ouvrier et de son avant-garde est au plus bas depuis un siècle. Que la plupart ne s'en aperçoivent pas, c'est un euphémisme, on a eu l'occasion de le constater à de multiples reprises, hélas !

Partant de là, quand on en a plus ou moins conscience, on a le choix entre sombrer dans les miasmes nauséabonds de cette société par opportunisme, croyant que ce serait le meilleur moyen de défendre ou préserver ses intérêts individuels, son statut privilégié, en vain de fait puisque cela repose sur des illusions, et refuser d'en faire partie ou de brader sa dignité, ses aspirations, ses principes, ses valeurs, ses convictions, son idéal, ce qui nécessitera de faire preuve de beaucoup de volonté ou de courage, davantage encore de détermination et de lucidité pour affronter le courroux ou la haine de la majorité.

Il y en a qui résistent héroïquement tout un temps, et qui, marginalisés, isolés dans leur propre milieu ou camp, à force de prendre des coups ils finissent par craquer ou céder à cette énorme pression destinée à les briser. On ne leur en voudra pas évidemment, on est suffisamment blindé pour supporter un isolement quasi total ou les pires animosités quand cela vient de notre entourage ou de nos proches. Même l'injustice de ces derniers n'a aucune emprise sur nous, je n'ai pas dit qu'elle n'avait aucun effet sur nous.

L'adversité tout comme la peur peuvent engendrer des réactions opposées, irrationnelles ou salutaires. En attendant des jours meilleurs, ne cédons rien, demeurons intransigeants sur l'essentiel, notre mode penser, nos principes, notre idéal, le socialisme, leur légitimité repose sur le processus dialectique matérialiste et historique, dès lors ils se passent de toute justification. Ne voyez pas une contradiction dans le fait que nous nous sentions sans cesse obligés de nous justifier, c'est uniquement parce que nous nous adressons à des gens qui ne comprennent pas ce qui se passe réellement, sachant qu'on ne pourra pas changer de société sans eux, dès lors notre tâche consiste à les aider à en prendre conscience.

La crainte d'affronter le régime quand la nécessité l'impose, se traduit par la crainte d'affronter des gens qui ne partagent pas vos idées. Partant de là, on en arrive à se recroqueviller sur nous-même ou à vivre entre soi dans un univers fantasmagorique qui ne représente pas la réalité. Notre manque de discernement et la médiocrité de nos expériences et des enseignements qu'on en tire, contribuent à la dislocation de tous les rapports sociaux dans la société.

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur ce sujet. C'est en ayant abandonné les aspirations légitimes et révolutionnaire à plus de justice, à la liberté, qui nous animaient lors de notre jeunesse, que nous avons perdu le fil du processus historique pouvant conduite à notre émancipation, renouer avec lui est la seule voie pour notre salut et celui de l'humanité puisqu'ils sont indissociables.

Voilà en substance sur quoi reposent nos intentions, nos idées, notre idéologie, notre théorie, notre stratégie, notre programme, nos tâches, nos objectifs, notre idéal.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Chili

- Chili: manifestations et violences pour commencer un mois de mars tendu - AFP 3 mars 2020

Des affrontements ont opposé lundi au Chili protestataires et forces de l'ordre et un bâtiment a été incendié à Santiago, à l'orée d'un mois de mars où sont prévues plusieurs manifestations, avec un regain de violence redouté par les autorités.

Une manifestation s'est tenue à Santiago sur la Plaza Italia. A la tombée de la nuit, des personnes encapuchonnées ont affronté les policiers anti-émeutes dans les rues adjacentes de cette "Place de la Dignité", comme les manifestants ont rebaptisé l'épicentre de la contestation qui secoue le pays depuis plus de quatre mois, la pire crise sociale depuis le retour de la démocratie en 1990.

Un bâtiment ancien a été incendié pour la deuxième fois.

Les troubles se sont étendus à d'autres quartiers de la capitale, où des manifestants ont érigé et brûlé des barricades, bloquant d'importantes avenues, avant d'être dispersés par la police qui a utilisé des gaz lacrymogènes et des lances à eau.

Des manifestations se sont également produites jusqu'à l'aube dans d'autres villes du pays comme Valparaiso (centre) et Concepcion (sud), avec là aussi des violences. AFP 3 mars 2020

DEUXIEME PARTIE

La situation est grave entendons dire, en effet, on peine à croire qu'il serait possible de ne pas en avoir conscience. Cela dit, on comprend aussi pourquoi la majorité s'accommode finalement de ce régime totalitaire au lieu de passer à l'action ou de s'engager dans le combat politique.

On va se répéter, tant pis ou désolé, parce que ceux qui sont censés représenter les intérêts des travailleurs sont corrompus idéologiquement ou davantage, un verdict brutal que j'assume totalement.

A ma connaissance, il n'existe pas en France un parti, une organisation, un groupe, une association, un cercle ou un comité de militants qui ne le soit pas à des degrés divers, et je tiens à préciser, sans même évoquer leurs positions sur telle ou telle question politique, leur analyse de la situation, etc.

Pour ne pas sembler prétentieux - j'ignore d'ailleurs pourquoi je devrais l'être ou comment je pourrais l'être, je dirais qu'ils ont adopté depuis des années ou bien davantage des positions à de multiples reprises si opposées aux miennes, qu'il me serait impossible de me reconnaître dans l'une ou l'autre de ces formations politiques sans renier mes principes et mon engagement politique pour le socialisme, sans me compromettre gravement.

J'admets qu'on puisse avoir des divergences, mais là ce sont des gouffres qui nous séparent ou nous opposent, et je suis le premier à le déplorer sachant que des concessions sont inévitables. Vous pouvez observer comment je traite chaque question d'actualité, et vous remarquerez que dans 8 ou 9 cas sur 10, nous semblons combattre dans des camps opposés, parce que la manière dont il l'aborde ou la traite et les conclusions qu'ils en tirent sont systématiquement biaisées ou presque. Et je vous avouerai, que si je consacre autant de temps à ces questions, c'est parce que j'en suis surpris, choqué même, je me demande comment cela était-ce possible, ne serait-ce pas moi qui déraillerais des fois, ne me serais-je pas écarté de notre objectif par inadvertance, ne me serais-je pas laissé influencer par des éléments extérieurs au mouvement ouvrier, ne serais-je pas passé à côté de quelque chose, c'est possible, je le sais, bref, et j'en arrive toujours aux mêmes conclusions, un cauchemar en vérité à la mesure de la situation inextricable dans laquelle nous sommes et nous nous sommes mis nous-mêmes.

Leur aventurisme ou décomposition a atteint un tel degré, qu'on en est arrivé au point où lorsqu'une nouvelle affaire pointe son nez, on peut prévoir à l'avance leur pitoyable réaction, ils sombrent dans le pire opportunisme ou la pire démagogie qui soit, c'est quasi systématique.

Alors évidemment cela nous interpelle autant que cela nous inquiète au plus haut point. Notez qu'il me serait facile de me retirer en silence dans mon trou en Inde, de disparaître pour m'occuper exclusivement de mes petites affaires personnelles, c'est le choix qu'on fait un grand nombre de militants, qui depuis sont plus décomposés que jamais, donc en l'état irrécupérable.

Au lieu de se radicaliser à gauche, la plupart des militants encore en activité se sont radicalisés à droite comme happés par les campagnes ultra réactionnaires menées par les libéraux-libertaires de gauche, après qu'ils eurent repris certaines

revendications du mouvement ouvrier pour mieux les dévoyer, manipulations dont ils ne s'apercevront jamais au point d'en être fiers !

Cette déchéance est à l'image de la société toute entière percutée de plein fouet par le rouleau compresseur du néolibéralisme, qui détruit tout sur son passage pour mieux asseoir le pouvoir totalitaire de l'oligarchie. A leur mesure, ils en sont devenus des agents infectieux qui s'emploient à diffuser ce virus auprès des travailleurs, tandis que l'hécatombe de nos droits sociaux et démocratiques ou politiques continuent de plus belle, sans qu'ils comprennent pourquoi, et le pire, sans qu'on puisse espérer leur faire comprendre quoi que ce soit d'autres, puisqu'entre temps ils ont adopté l'état d'esprit exclusif ou autoritaire qui caractérise si bien la macronie.

Réfléchir à quoi bon.

Quand on se pose des questions, on ne sait jamais jusqu'où cela va nous entraîner, alors vaut mieux éviter, c'est tellement inconfortable ou risqué.

Récemment j'ai pensé aux vieux professeurs qui rabâchent ce qu'ils avaient appris autrefois, 30 ou 40 ans auparavant, connaissances qui sont devenues totalement obsolètes de nos jours, en me disant qu'ils devaient passer pour des idiots auprès de leurs élèves qui ont accès aux connaissances les plus récentes dans tous les domaines avec Internet notamment. J'ai découvert récemment des trucs sur Rimbaud que j'ignorais autrefois, qui m'ont forcé à réviser l'idée fausse et injuste que j'en avais conservée, par exemple. Ce fut un poète éphémère salué par les surréalistes et un aventurier sans grand intérêt, mais il ne fut ni marchand d'esclaves ni marchand d'armes.

Pourquoi devrait-on réfléchir à l'évolution de tel ou tel facteur ou rapport et en chercher l'origine, si cela devait aboutir à remettre en cause nos propres convictions, au risque de s'apercevoir qu'on s'était totalement fourvoyé. Pas question, car on ignore jusqu'où cette remise en cause nous mènerait, vaut mieux encore nous en tenir aux positions que nous avons adoptées, quitte à ce qu'elles soient bourrées de contradictions ou d'incohérences notoires dont nous ne parviendrions pas à identifier la source. Imaginez un peu, quelle horreur ! Pour un peu de fil en aiguille nous en viendrions à devoir admettre notre incurie politique, et puis quoi encore.

C'est assurément le meilleur moyen de reproduire indéfiniment les mêmes erreurs et de ne jamais progresser. Ce qu'ils ignorent ou dont ils se foutent pour certains. Ceux qui sont particulièrement malhonnêtes, cela existe aussi, ceux qui un jour ont émis un doute sur la valeur de leur engagement politique, et qui se sont empressés de mettre un mouchoir dessus avant qu'il ne les envahisse.

Pris actuellement dans un tourbillon infernal, on conçoit volontiers que cela soit apte à nous faire perdre la tête. Je suis parmi les premiers à avouer qu'il m'arrive souvent de devoir m'y reprendre à plusieurs reprises avant de traiter un sujet ou de devoir corriger le tir, parce que quelque chose m'avait échappée. Mais attendez, sans chercher d'excuses, moi je suis totalement isolé au fin fond de mon village en Inde, j'ai quitté la France depuis 1996, je dois me débrouiller absolument seul pour ne pas déraper ou me planter complètement, une confusion malheureuse est vite arrivée en présence de coups aussi tordus à répétition.

Et puis c'est épuisant, il arrive qu'on ne soit plus en état de réfléchir normalement parce qu'on est littéralement exténué, on est au bout du rouleau, je n'exagère rien, je vous assure. Ne serait-ce que conserver l'équilibre debout nécessite parfois un effort supplémentaire, ou alors on perd carrément la boule. On va chercher quelque chose qu'on a sous les yeux, on va vérifier trois fois qu'on a bien fermé le gaz, je conseillerai à tout le monde de prendre du repos avant d'en arriver à cette extrémité. On n'a même plus la force de se mettre en colère, à rien en fait, donc on ne devient pas belliqueux ou aigri pour autant, bien au contraire, on aurait plutôt tendance à ne plus avoir aucune réaction, cela nécessiterait trop d'efforts et on en est incapable.

Tout cela pour vous montrer que ma détermination est intacte et mes intentions n'ont jamais changé d'un iota.

Psychose, apocalypse, comment, vous n'avez pas encore peur ? Mais attention la "***chance***" pourrait tourner !

- Cet astéroïde géant pourrait bientôt toucher la Terre (mais les chances sont très minces) - L'Express.fr 3 mars 2020

Il engendre une attention toute particulière des astrophysiciens. Un astéroïde baptisé 52768 (1998 OR2) particulièrement large va s'approcher de la Terre le 29 avril prochain. Avec ses 4,1 kilomètres de diamètre, il pourrait être un réel danger pour l'humanité en cas de choc avec la planète, rapporte le site britannique Express qui cite la Nasa. Sachant qu'un astéroïde de plus d'un kilomètre de diamètre suffit à menacer la Terre d'une destruction globale.

Toutefois, les scientifiques estiment qu'un tel objet a une chance sur 50 000 de toucher la Terre tous les 100 ans.

LVOG - Ouf, on est sauvé ce ne sera pas pour cette fois-ci ! Car cet astéroïde devrait passer à 6,2 millions de kilomètres de la Terre (It will pass within 3,908,791 miles of Earth) (Source : CNN 3 mars 2020), détail qui ne figurait pas dans l'article de L'Express. Bref, les médias français sont encore plus pourris que les médias américains.

La stratégie de la terreur pour gouverner.

Le totalitarisme en marche au quotidien.

- Les quelque 3.000 victimes du coronavirus en Chine représentent 0,0002% de la population, un chiffre faramineux !

- "La grippe, en moyenne, c'est chaque année 8 000 morts et 2,5 millions de Français qui sont malades", Olivier Véran, le ministre de la Santé, sur France 2, mardi 3 mars

En Italie sur les quelque 50 décès comptabilisés, tous étaient des patients âgés présentant des comorbidités (donc des gens qui sont déjà fragiles).

LVOG - Une arme de guerre préventive, cela vous dit-il quelque chose ? L'Irak, la Libye, etc.

- "En médecine, c'est important, c'est ce que l'on appelle le principe de précaution et l'obligation de moyens à défaut d'avoir l'obligation de résultats", Olivier Véran... francetvinfo.fr 4 mars 2020

Parole d'internaute.

- "Le 12 décembre 2019 est déclaré le premier cas de coronavirus. Connaissant les chinois, ils ont dû détecter les premiers cas en octobre. Soit environ 6 mois.

Le virus a largement eu le temps de se propager et d infecter des millions de personnes.

La grippe fait environ 500000 morts par an.
Soit 41666 par mois.
Le coronavirus en est à 3000 morts en 6 mois. Soit 500 par mois.

Et les moutons paniquent."

Plus de 4 millions de morts dus à des virus en Inde chaque année. Même pas peur !

(Je rappelle que je vis en Inde depuis août 1996.)

https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6676836/

India Journal of Medical Research (IJMR) - May 2019.

Extrait et traduction.

Infections virales respiratoires.

Les maladies respiratoires aiguës font plus de quatre millions de morts chaque année et provoquent chaque année des millions d'hospitalisations dans les pays en développement (69). Plus de 200 agents pathogènes viraux, appartenant aux familles Orthomyxoviridae, Paramyxoviridae, Picornaviridae, Coronaviridae, Adenoviridae et Herpesviridae, provoquent des infections respiratoires chez l'homme. La grippe, la parainfluenza, le virus respiratoire syncytial (RSV) et les adénovirus restent d'importants pathogènes respiratoires. Le métapneumovirus humain est également reconnu dans le monde entier comme un pathogène significatif (70).

69. Rao BL. Epidemiology and control of influenza. Natl Med J India. 2003;16:143–9.

70. National Institute of Virology Commemorative Compendium. Respiratory viral diseases. Golden Jubilee Publication; 2004. p. 201.

LVOG - J'ai abordé ce sujet avec ma compagne tamoule Selvi. Elle m'a confirmé que lorsque des vieux décédaient suite à une infection virale, la plupart du temps à leur domicile dans leur village, aucune autorité n'en était informée, ce qui signifie que le chiffre de 4 millions de décès annuellement est très largement sous-estimés.

Cela dit, il ne faut pas perdre de vue que généralement un virus ne fait que précipiter la fin de personnes promises à une mort

certaine à brève échéance. Elles sont déjà faibles, un virus va les affaiblir davantage. Un traitement va certes entraver l'action de ce virus, mais il ne pourra rien pour enrayer leur état d'extrême faiblesse qui s'était accentué et qui les emportera finalement, on n'est pas éternel !

Coronavirus COVID-19: Une fausse pandémie? Qui est derrière cela? Déstabilisation économique, sociale et géopolitique mondiale

Par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 02 mars 2020

Extrait.

Chronologie

18 octobre 2019 : La B. and M. Gates Foundation et le Forum économique mondial sont des partenaires de « l'exercice de simulation » d'une pandémie au nCoV-2019 effectué par le John Hopkins Center for Health Security en octobre 2019.

31 décembre 2019 : La Chine alerte l'OMS de la découverte de plusieurs cas de « pneumonie inhabituelle » à Wuhan, dans la province du Hubei.

7 janvier 2020 : Les responsables chinois annoncent avoir identifié un nouveau virus. L'OMS nomme le nouveau virus 2019-nCoV (exactement le même nom que le virus ayant fait l'objet de l'exercice de simulation du John Hopkins Center, sauf le placement de la date).

24 et 25 janvier 2020 : Sommet de Davos sous les auspices de la CEPI, qui est aussi le fruit d'un partenariat entre le Forum économique mondial et la Gates Foundation, au cours duquel le développement d'un vaccin contre le 2019 nCoV est annoncé (2 semaines après l'annonce du 7 janvier 2020 et à peine une semaine avant la déclaration de l'urgence de santé publique de portée internationale par l'OMS).

30 janvier 2020 : Le directeur de l'OMS déclare une « urgence de santé publique de portée internationale ».

Voilà maintenant qu'une campagne de vaccination a été lancée pour enrayer le COVID-19 sous les auspices de la CEPI en partenariat avec GlaxoSmithKline.

Conclusion

Le COVID-19 (alias nCoV-2019) représente un pactole valant des milliards de dollars pour les grandes sociétés pharmaceutiques. Mais il contribue aussi à précipiter l'humanité dans un dangereux processus de déstabilisation économique, sociale et géopolitique. Mondialisation.ca, 02 mars 2020

LVOG - Avec cette conclusion, Michel Chossudovsky participe ainsi à cette imposture... qu'il dénonce par ailleurs. Comment comprendre direz-vous peut-être. Ils sont comme cela que voulez-vous. Pourquoi ? Mais parce qu'ils ne peuvent pas aller jusqu'à rompre avec le capitalisme, c'est aussi simple que cela.

Ce sont des intellectuels progressistes ou démocrates qui ont pour seul horizon le capitalisme. C'est pourquoi cette contradiction ou incohérence ne le gêne pas le moins du monde, ils l'ont érigée en principe. Il ne faut pas attendre davantage de cette gauche ripolinée qui s'oppose à la gauche institutionnelle, on en prend le meilleur et on jette le reste.

La propagande officielle.

Comment le gouvernement et un certain nombre d'acteurs alimentent la psychose collective.

- Le coronavirus soulève inquiétude et suspicion chez une majorité de Français - AFP 2 mars 2020

Le nouveau coronavirus inquiète près de deux-tiers des Français, davantage que d'autres épidémies comme la grippe A/H1N1 de 2009 ou Ebola, et la majorité pense que le gouvernement a caché des informations, selon un sondage Ifop publié lundi dans Le Parisien.

61% des personnes interrogées font part de leur inquiétudes pour elles et leur famille, 42% se disant "plutôt inquiètes", et

19% seulement "tout à fait inquiètes", selon cette enquête réalisée pour le site d'information santé llicomed.com, au lendemain de l'annonce du premier décès français de la maladie, le 26 février.

Il s'agit d'un niveau record comparé à d'autres crises sanitaires comme la grippe aviaire de 2005-2006 (environ 35% de Français inquiets), la grippe A/H1N1 de 2009 (35%) et le virus Ebola (55% en 2014), détaille le sondage.

Le niveau est le plus élevé chez les 65 ans et plus (64%), qui sont les plus à risques, mais les 18-24 ans se disent tout de même inquiets à 60%.

Face à la progression de l'épidémie, plus de 50% des Français sont inquiets à l'idée de se rendre dans un stade et d'utiliser les transports en commun. Arrivent ensuite les bars et les boîtes de nuit (49%), les lieux culturels (expositions, cinéma) et salons (41%), les restaurants (32%), faire ses courses (31%), son lieu de travail (26%) et les bureaux de vote (25%).

Une majorité (60%) se dit enfin inquiète "à l'idée de serrer la main ou de faire la bise" à des Asiatiques, des étrangers en général (57%) et des Italiens (56%). AFP 2 mars 2020

- "On suppose que le virus circule plus largement dans la population", la ministre de la Transition écologique, Elisabeth Borne, lundi 2 mars. AFP 2 mars 2020

LVOG - Parce que voyez-vous, certains virus se comporteraient comme le climat et obéiraient aux injonctions des psychopathes qui vous gouvernent ou vous informent. C'est une lapalissade sachant que les virus circulent et se propagent librement depuis la nuit des temps.

Tenez, j'en trimballe sans doute un depuis un certain temps qui perturbe ma respiration, il est plus actif quand je fume davantage. Comment je m'en suis aperçu, c'est simple, il a suffit que je prenne un sirop pendant quelque jours il y a de cela un an déjà, pour que ma respiration s'améliore et que je cesse de tousser tout en continuant de fumer autant.

Ici à la campagne, on est en contact quotidiennement avec plein d'animaux errants ou sauvages à poils, à plumes ou à écailles. On ne prend pas de précautions particulières sachant qu'il arrive qu'on pose les mains où un de ces animaux est passé. Mieux, on caresse certains chiens qui vivent dans le village, les vaches et les chèvres aussi, je fais pire, je les embrasse, j'ai placé un récipient dans le jardin où les oiseaux et les écureuils viennent s'abreuver ou se baigner, et il y a des nids dans plusieurs arbres, bref pas de quoi devenir parano, on partage les mêmes virus et on n'en meurt pas toujours pour autant !

Tenez, avant-hier à la tombée de la nuit, dans le jardin, à deux mètres de moi j'ai arrosé un cobra qui était tapi sous un amas de feuilles (composte), il a pris la fuite. J'aurai tout aussi pu bien marché dessus, et peut-être que je ne serais plus là pour écrire cette causerie. C'est ce genre d'expériences vécues par dizaines, qui vous conduisent à relativiser ou à prendre du recul face à l'actualité ou encore, qui vous incitent spontanément à ne pas prendre les choses au premier degré, contrairement à la plupart de mes lecteurs d'après ce que j'ai constaté.

C'est intéressant ou révélateur d'observer la réaction des uns et des autres en France, entre irresponsabilité ou déni et démagogie. On voit à cette occasion à quel point ils sont sous influence ou ils n'ont d'indépendance que le nom.

Un aperçu du populisme d'extrême gauche ou comment ils couvrent délibérément une monstrueuse imposture de l'oligarchie.

WSWS, le 29 février 2020

- "*Un choc économique totalement imprévu*".

LVOG - Annoncé à New York il y a plus de deux mois, ils n'étaient pas au courant... WSWS est un portail et un courant politique américain se réclamant du trotskysme.

CADTM, 2 mars 2020

Les grands médias affirment de manière ultra simplificatrice que cette chute généralisée des bourses de valeur est provoquée par le coronavirus et cette explication est reprise largement sur les réseaux sociaux. Or ce n'est pas le coronavirus et son expansion qui constituent la cause de la crise, l'épidémie n'est qu'un élément détonateur. Tous les facteurs d'une nouvelle crise financière sont réunis depuis plusieurs années, au moins depuis 2017-2018 (voir https://www.cadtm.org/Tout-va-tres-bien-madame-la datant de novembre 2017 ; https://www.cadtm.org/Tot-ou-tard-il-y-aura-une-nouvelle-crise-financiere datant d'avril 2018 ; voir plus récemment Source : https://pour.press/les-conditions-sont-reunies-pour-une-nouvelle-crise-financiere-eric-toussaint/). Quand l'atmosphère est saturée de matières inflammables, à tout moment, une étincelle peut provoquer l'explosion financière. Il

était difficile de prévoir d'où l'étincelle allait partir. L'étincelle joue le rôle de détonateur mais ce n'est pas elle qui est la cause profonde de la crise. Nous ne savons pas encore si la forte chute boursière de la fin février 2020 va « dégénérer » en une énorme crise financière. C'est une possibilité réelle. Le fait que la chute boursière coïncide avec les effets de l'épidémie du coronavirus sur l'économie productive n'est pas fortuit, mais dire que le coronavirus est la cause de la crise est une contrevérité. Il est important de voir d'où vient réellement la crise et de ne pas être berné par les explications qui dressent un rideau de fumée devant les causes réelles.

"Les grands médias affirment de manière ultra simplificatrice que la chute généralisée des bourses de valeur est provoquée par le coronavirus […] Or, l'épidémie n'est qu'un élément détonateur. Tous les facteurs d'une nouvelle crise financière sont réunis au moins depuis 2017-2018".

LVOG - En adoptant le discours officiel sur cette fausse pandémie, ils rendent un fier service à l'oligarchie en décrédibilisant eux-mêmes les arguments permettant de comprendre ce qui se passe réellement ou comment et pourquoi cette crise a été fabriquée de toutes pièces.

Quand ils affirment que cette crise existait déjà et ne demandait qu'à éclater au grand jour ou à prendre une dimension mondiale, on est d'accord jusque là, mais on ne l'est plus du tout ensuite, car affirmer qu'un vulgaire virus "*difficile de prévoir*" (sic!) aurait servi de "*détonateur*", c'est faire croire qu'il serait tombé du ciel ou il aurait pris une telle dimension le plus naturellement du monde pour exonérer l'oligarchie de toute responsabilité dans le déclenchement ou la fabrication cette opération, ainsi que tous ceux (parmi lesquels figurent les médias au premier plan) qui répandent la version officielle.

A les entendre, on ne serait pas en présence d'une formidable manipulation ou instrumentalisation orchestrée par l'oligarchie d'un fait banal parmi tant d'autres du même genre. Ils procèdent de la même manière avec le terrorisme ou le climat notamment.

Le mode de pensée de ces marxistes (re-sic!) est antidialectique et pire encore, dans la mesure où ils font délibérément abstraction d'un facteur dont ils avaient parfaitement connaissance, car leur article a été publié par le même support que celui de Michel Chossudovsky, Mondialisation.ca.

Un complément en famille. Gauche radicale, vraiment ?

- Allemagne: la gauche radicale l'emporte sur l'extrême droite en Thuringe - AFP 5 mars 2020

Comment ?

- En Thuringe, la CDU s'abstient et fait élire Bodo Ramelow - LeFigaro.fr4 mars 2020

Bodo Ramelow (Die Linke) a été élu au troisième tour, lors duquel une majorité simple était requise.

Il s'est contenté, in fine, des 42 voix issues de sa propre coalition - Verts et sociaux-démocrates - soit 20 de plus que son concurrent de l'AfD. LeFigaro.fr 4 mars 2020

Ce genre de coalition ne peut exister qu'à partir du moment où toutes ses composantes partagent la même idéologie, comme la social-démocratie incarne celle du capital, cette coalition est compatible avec le capital, elle est de nature réactionnaire.

Comment provoquer des réactions irrationnelles et en tirer un maximum de profit. Mode d'emploi.

- La crise du coronavirus est un "cygne noir", selon Carmignac - Reuters 2 mars 2020

La crise sanitaire provoquée par le nouveau coronavirus s'apparente pour les marchés financiers et l'économie mondiale à un "cygne noir", à savoir un choc externe imprévu et majeur, dit-on chez Carmignac. Reuters 2 mars 2020

"À notre avis, la crise du coronavirus, qui secoue les marchés depuis quelques jours, doit être comprise comme un choc externe de type "cygne noir", c'est-à-dire exceptionnel, sans précédent directement comparable", écrit Didier Saint-Georges, membre du comité stratégique d'investissement de Carmignac, dans une note publiée lundi.

"Comme dans tout choc externe, les dommages causés aux marchés et à l'économie tendent à être largement créés non pas par la cause initiale de la crise, mais plutôt par les réactions à celle-ci (mesures de confinement, rupture volontaire des chaînes d'approvisionnement, stress des consommateurs)", écrit-il. Reuters 2 mars 2020

Commentaires d'internautes.

1 - "Apparemment le Coronavirus ne fait pas l'affaire des multinationales prédatrices !. A ne pas comparer avec la grippe espagnole qui a fait des millions de morts d'où la panique excessive orchestrée par le pouvoir pour détourner l'attention des vrais problèmes économiques et de la réforme des retraites. Manipulation et désinformation sont les seules spécialités des imposteurs et vendus qui nous gouvernent."

2 - "Bravo, vous avez trouvé le vrai problème. Depuis la nuit des temps les virus, les épidémies ont toujours été là.
Nos gouvernements les développent davantage afin de créer une panique générale afin de nous faire passer une pilule de plus. Laquelle? Vous n'avez que l'embarras du choix...On ne parle que de çà sur toutes les chaînes."

Un pactole estimé en milliards de dollars.

- Mesure financière coup de poing pour immuniser l'économie mondiale contre le coronavirus - AFP 4 mars 2020

La Banque centrale américaine, la plus puissante du monde, a frappé un grand coup mardi en baissant en urgence ses taux d'intérêt pour tenter d'endiguer l'impact économique du nouveau coronavirus, dont le bilan ne cesse de s'alourdir dans le monde y compris aux Etats-Unis.

Cette baisse des taux surprise --inédite sous cette forme depuis la crise financière de 2008-- va donner "un coup de fouet significatif à l'économie" américaine, a promis Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) tout en laissant espérer une action coordonnée avec ses homologues du G7 pour éviter une récession mondiale.

Peu avant, l'annonce de la Fed, les pays du G7, économies les plus riches du monde, avaient envoyé un signal positif, se disant "prêts à agir, y compris à prendre des mesures budgétaires" pour soutenir l'économie. AFP 4 mars 2020

A qui profite encore l'imposture ? Une aubaine pour les profiteurs.

- Coronavirus: Cathay Pacific met ses employés en congé sans solde de trois mois - RFI 2 mars 2020

Les affameurs aussi se régalent.

Dans un supermarché de Lanester en Bretagne, un panneau a été installé dans les allées du magasin, entouré de palettes de riz et de pâtes : “peut-être faut-il stocker des pâtes et du riz”. Le HuffPost 2 mars 2020

Fascisme rampant.

LVOG - Comment à partir d'un épiphénomène fabriquent-ils les crises ?

- Covid-19 : se dirige-t-on vers une crise économique mondiale ? - Franceinfo 2 mars 2020

La crise économique était déjà présente avant qu'ils montent en épingle cette histoire de coronavirus, certains économistes affirmant que l'Allemagne et les Etats-Unis étaient sur le point d'entrer en récession, le FMI évoquant un ralentissement de l'économie mondiale.

Ils se serviront du coronavirus comme levier pour amplifier cette crise et faire croire qu'il en était à l'origine ou le responsable, de sorte qu'ensuite personne ne comprendra ce qui s'était réellement passé, puisque l'interprétation que les gens retiendront finalement avait fait l'objet d'une manipulation.

C'est aussi simple que cela, et cela vaut pour pratiquement pour toutes les crises qui sont survenues depuis le début du XXe siècle, y compris les deux guerres mondiales. Evidemment, ce ne sera pas l'interprétation qui figurera dans les manuels scolaires ou universitaires ou que retiendront les historiens gardien de l'ordre établi, ni les partis ou syndicats ouvriers qui diffuseront la version officielle parmi leurs militants.

Amalgame.

La troisième personne décédée est "une femme de 89 ans testée en post-mortem à l'hôpital de Compiègne", qui "avait d'autres pathologies", a précisé le directeur général de la Santé Jérôme Salomon. AFP 2 mars 2020

Elle est donc décédée à cause de l'une de ces pathologies combinée à ce virus. Mais de la manière dont il a présenté la chose, on pourrait croire ou il suggère que ce serait ce coronavirus qui serait la cause de son décès qui serait arrivé prochainement

chez cette femme atteinte de multiples pathologies.

Mon père atteint de la maladie neurodégénérative Steele-Richardson-Olszewski est décédé en 2003, suite à des complications respiratoires alors qu'il était déjà hospitalisé et en phase terminale. On peut donc en conclure que c'est un virus circulant dans l'établissement hospitalier ou que lui aurait transmis une des personnes qui lui avaient rendu visite, qui l'a achevé et soulagé du même coup. Si on devait établir une notice nécrologique, on écrirait qu'il a été victime d'une maladie neurodégénérative du cerveau, puisque c'est elle qui l'avait affaibli au point de ne plus pouvoir réagir sainement à un banal virus que les personnes de son entourage bien portantes avaient bien supporté.

Adi, une des soeurs de ma compagne, est tout le temps plus ou moins souffrante de la tête aux pieds. Pendant deux ans elle a dîné chez nous tous les soirs et durant cette période elle n'a pratiquement pas eu à se plaindre des bras, poignés, mains, pieds, genoux, jambes, du dos, de la tête. Expulsée violemment de chez elle par son fils et sa bru, elle s'est réfugiée chez un de ses frères qui habite à 2 kms d'ici. Depuis ses douleurs ont repris de la tête aux pieds et elle a été atteinte à plusieurs reprises par des virus. Le rapport de cause à effet est sans appel.

C'est la même chose avec ma compagne quand elle s'absente une à trois semaines pour venir en aide à une parente. Quand elle revient, elle a mauvaise mine, elle est fatiguée et souvent elle est malade, quelques jours plus tard elle est en pleine forme et entièrement rétablie. Je lui avais déjà fait remarquer, et la dernière fois, c'est-à-dire il y a huit jours, c'est elle qui m'en a parlé, parce qu'elle avait repensé à ce que je lui avais dit à ce sujet, elle a constaté elle-même comment fonctionnait ce rapport de cause à effet. Du coup elle m'a dit que la prochaine fois elle refuserait de s'absenter aussi longtemps. Et de fait, pas plus tard qu'avant-hier elle a encore été sollicitée pour aller laver linge d'une parente à 40 kilomètres de chez nous et elle a refusé ; Ils la prennent tous pour leur esclave ou leur domestique parce qu'elle est veuve et ne travaille pas, elle serait donc disponible et à leur service toute l'année, sans se soucier de savoir de quelle manière elle vit ou si cela ne perturberait pas sa nouvelle vie avec moi, pensez-vous, je n'existe pas plus qu'elle pour eux... Au passage pour les tiers-mondistes de merde, l'esclavagisme était répandu bien avant le colonialisme.

Tous les ans, dans tous les pays et sur tous les continents habités, des virus font des millions de morts, et si on devait identifier ceux qui en sont seulement porteurs, il s'avèrerait qu'ils sont 7,5 milliards ! Non mais, il faut avoir cela à l'esprit pour mesurer l'ampleur et le cynisme de leur dernière imposture.

Dans cette affaire, on s'aperçoit aussi que les différents acteurs ont concentré leur attention uniquement sur les conditions qui favoriseraient la propagation de ce coronavirus, en écartant soigneusement et systématiquement les conditions qui le rendaient éventuellement pathogène, à savoir (hormis les vieux ou les personnes déjà à l'article de la mort) une déficience en anticorps ou défenses immunitaires due à un mode de vie ou des conditions sociales inappropriées dont le régime porte essentiellement la responsabilité. Il faut donc en conclure, qu'en l'absence de conseil à la population en matière d'alimentation principalement, cette affaire est une aubaine pour entretenir un climat de terreur favorable à ceux qui gouvernent ou détiennent le pouvoir.

Quand ils embraient avec le climat, sale temps obligatoirement !

- Changement climatique: la moitié des plages pourrait disparaître d'ici à 2100 - AFP 2 mars 2020

Le changement climatique et la hausse du niveau des océans pourraient faire disparaître la moitié des plages de sable dans le monde d'ici à 2100, selon une étude parue lundi dans Nature Climate Change. (C'est sans tenir compte qu'il y a des endroits ou le rivage gagne du terrain sur la mer, des îles disparaissent et d'autres apparaissent. Il pleut davantage ici, et moins là. Des régions se déboisent et d'autres reverdissent. etc. - LVOG)

"En dehors du tourisme, les plages de sable offrent souvent le premier mécanisme de protection contre des tempêtes et des inondations et sans elles, les impacts des événements climatiques extrêmes seront probablement plus forts", a averti Michalis Vousdoukas, qui a dirigé l'étude et est chercheur au Centre commun de recherche de la Commission européenne. "Nous devons nous préparer".

Commentaires d'internautes.

1 - "Article crétin : les plages dépendent des courants côtiers, elles se font et se défont. On veut y mettre du sable, il n'y reste pas, on veut en enlever, il revient. Et c'est comme ça depuis les dinosaures, et même avant eux."

2 - "Allez, la pilule alarmiste du jour...

3 - "N'importe quoi arrêtez de faire peur !"

4 - "Avant, le Groenland était recouvert de gazon..., ça va revenir,...faut juste être un peu patient..."

Falsification, déni et spéculations hasardeuses servent à camoufler des intentions inavouables.

Franceinfo - "Nous venons de connaître le mois de janvier le plus chaud jamais enregistré, le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas, lundi 2 mars. Les signes révélateurs des changements climatiques dus aux humains sont désormais aussi forts que ceux associés aux grands phénomènes naturels."

LVOG - IL n'y a pas de "signes révélateurs des changements climatiques dus aux humains", pour la bonne raison que le CO2 présent dans l'atmosphère en quantité infime n'est pour rien dans le réchauffement climatique

Franceinfo - L'Organisation météorologique mondiale disait également s'attendre à "voir beaucoup de phénomènes extrêmes en 2020 et dans les décennies à venir", comme les incendies sans précédent qui ont touché l'Australie pendant plusieurs mois. franceinfo 2 mars 2020

LVOG - En réalité ces incendies ont été le tiers ou le quart de ceux enregistrés certaines années. Après avoir prédit avec la même assurance une période de refroidissement général de la Terre, il y a de cela quelques décennies en arrière...

TROISIEME PARTIE

Vous êtes-vous fait cette réflexion ?

Au fait, si on les prend aux mots, c'est un couple de pédophile qui est installé à l'Elysée, mais cela ne les émeut pas, bien au contraire.

Polanski (86 ans), à 42 ans il s'est envoyé une jeune fille de 13 ans. Brigitte Marie-Claude Trogneux (64 ans), à 39 ans elle s'est envoyée un jeune garçon de 15 ans nommé Emmanuel Macron. Il y a juste 2 et 3 ans d'écart seulement.

Dites-moi, où est la différence ? Polanski aurait fait boire et droguer cette fille, Brigitte Marie-Claude Trogneux n'en a même pas eu besoin, c'est pire encore, elle ne sera jamais jugée, mieux elle trône ! Bien évidemment, il ne nous viendrait pas à l'esprit d'employer leurs procédés pour obtenir les faveurs d'une jeune fille ou d'une femme.

Notez que la meilleure avocate de Polanski est encore madame Samantha Geimer (la jeune fille en question), la seule victime, américaine de Polanski reconnue judiciairement. Elle le défend ardemment, car elle estime qu'il est victime d'un lynchage injustifié. Elle a même été jusqu'à regretter publiquement d'avoir porté plainte contre lui. Alors qu'on ne vienne pas nous accuser de faire preuve de bienveillance envers Polanski, surtout de la part de personnes ou de militants prompts à s'accommoder des crimes du régime.

La servitude humaine ne serait-elle pas basée sur le même principe, qui consiste à abuser des faiblesses de ceux qu'on entend dominer ? Pour autant, faudrait-il faire le procès de la nature humaine qui conduit à détester cette espèce, ou ne vaudrait-il pas mieux instruire le procès du système économique qui entretient cette division au profit des puissants, à une époque où elle est devenue obsolète sur le plan historique ? C'est toute la différence entre leur morale et la nôtre.

On aspire à de tout autres rapports.

Les hommes sont dominateurs, les femmes tyranniques, les mettre en valeur de nos jours prend donc une signification toute particulière, elles servent à cautionner l'établissement d'un régime autoritaire ou totalitariste. Dépressives, hystériques, fanatiques, elles pratiquent le harcèlement psychologique prélude au chantage dans le but de vous rabaisser, de vous déstabiliser afin de mieux vous piétiner, et non de vivre avec vous en harmonie, d'ailleurs votre sort ne les intéresse pas du tout, j'en ai fait aussi l'expérience.

Les rapports de dominant à dominé sont incontournables dans cette société ou sous ce régime, personne ne peut y échapper, pas même les anarchistes, les libéraux libertaires de droite ou de gauche qui sont les pires réactionnaires qui soient. Tous ceux ou toutes celles qui ont tenté un jour d'y échappé s'y sont cassés les dents, c'était inévitable, souvent pour un destin pire encore, ce qui les a rendues belliqueuses, haineuses littéralement.

Autrefois j'avais une idée assez rigide et confuse des rapports que pourrait avoir un couple, ce qui n'a pas permis de sauver le

mien. Maintenant que cela ne me sera plus d'aucune utilité, j'en suis arrivé à la conclusion que pour s'épanouir mutuellement, il fallait concevoir dans la vie des périodes où ce serait l'un ou l'autre qui dominerait la situation et alternativement selon les circonstances ou les prédispositions de l'un et de l'autre, parce que c'était inévitable et donc indispensable pour préserver le fragile équilibre de ces rapports sujets à toute sorte d'influences extérieures de nature dislocatrice. S'il n'est pas plus confortable d'être le dominant ou le dominé, chacun va tirer profit de son statut, on doit en prendre conscience, car il ne faut pas que cela soit au détriment de l'autre, auquel cas cela ne fonctionnerait pas longtemps ou créerait des frustrations inutiles et nuisibles, qui se transformeraient en reproches et ainsi de suite jusqu'à la séparation.

On a du mal à concevoir pourquoi ou comment des êtres qui étaient animés par une passion réciproque en arrivent à une telle détestation ou haine, qui partant de là ne présageait rien de bon pour l'avenir. Le déni de la réalité ne peut être de bon conseil, il ne nous sauvera pas du destin auquel nous voulions échapper, bien au contraire, il le rendra inévitable, autrement dit il nous échoira l'opposé de ce que nous souhaitions ou recherchions.

Dans la vie, j'ignore s'il existe une expérience plus précieuse que la fusion de deux êtres qui en toute circonstance peuvent compter l'un sur l'autre, qui peuvent se livrer en toute confiance sans appréhension ou retenue, sans crainte d'être jugés ou condamnés. Pourquoi ces âmes généreuses qui oeuvrent à votre bonheur s'acharnent-elles tellement à vouloir briser ce cadre, sur lequel on peut compter pour affronter les aléas de l'existence ? Pourquoi font-elles l'éloge de la solitude, de moeurs dissolus, dont le procès ne sert qu'à en faire la promotion en suggérant qu'ils seraient répandus dans toute la société, alors qu'ils concernent essentiellement les milieux les plus favorisés ? Le mimétisme auquel se livrent parfois des femmes de milieux défavorisés sera dévastateur.

Quand vous ne pouvez avoir confiance en personne, comment pourriez-vous avoir confiance en vous-même, comment pourriez-vous être amené à prendre votre destin en mains ? Vous êtes si faible ou vulnérable qu'on peut vous manipuler à souhait, bien que vous refusiez de l'admettre. Pour vous protéger ou par simple instinct de survie inconscient, vous ramènerez tout à vous, de sorte que votre interprétation de la réalité sera systématiquement faussée, mieux, comme vous serez incapable de supporter la confrontation de vos idées avec une autre personne, vous serez porté malgré vous à adopter celles qu'on sous servira sur un plateau.

C'est la confiance qui crée les conditions de notre indépendance, alors qu'habituellement on estime au contraire qu'elle favoriserait des rapports de dépendance qui existent par ailleurs. Et c'est cette confusion qui va contribuer à nous faire perdre les deux, la confiance et notre indépendance, au profit d'une méfiance quasi-maladive ou obsessionnelle envers les autres qui renforcera notre dépendance envers cette société nauséabonde.

En fait d'union pour le meilleur et pour le pire, que l'on peut étendre à tous nos semblables ou à l'ensemble des exploités et des opprimés, on partagera le meilleur et on rejettera aveuglément le pire sur l'autre, qui nous retombera dessus un jour ou l'autre. Dans ces rapports comme dans tous les autres, quand c'est l'individualisme qui prédomine, il ne faut pas en attendre grand chose de bon ou pas longtemps, sauf à s'illusionner...

Polémique sur les César.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Cérémonie des César: «On a refusé de dire le nom de Roman Polanski, comme si celui-ci n'avait plus le droit d'exister» - lefigaro.fr 2 mars 2020

François Margolin, réalisateur et membre de l'Académie des César , dénonce le traitement réservé à Roman Polanski à l'occasion de la dernière cérémonie des César.

François Margolin est réalisateur, producteur et scénariste. Il a réalisé le film Salafistes.

Ce qui restera de la cérémonie des César 2020 n'est pas, comme cela a été répété à de multiples reprises durant cette soirée fastidieuse, le surgissement d'une «prise de parole» -celle des femmes- ou l'apparition d'un métier qui se mettra désormais «sous le signe de l'égalité et de la diversité» comme l'a déclaré la chef opératrice Claire Mathon, mais le refus de dire le nom de quelqu'un, en l'occurrence un des réalisateurs les plus célèbres de l'histoire du cinéma, Roman Polanski.

Dire le nom, c'est justement la fonction des César, comme elle l'est aux Oscars. On parle de «nominations», de «nominés», et on attend, avec angoisse, le nirvana: le fait d'être «nommé». Ce qui a d'ailleurs le plus dérangé un certain nombre de participant(e)s à la cérémonie - ministre de la Culture inclus- était bien le fait que le film J'accuse était douze fois nominé.

Or, qu'a-t-on vu? Une présentatrice, Florence Foresti, qui, non seulement se refuse à prononcer le nom de Roman Polanski -

alors qu'elle le fait pour tous les autres réalisateurs - mais le surnomme «Roro», «Popol» - le surnom de DSK, déjà, aux Guignols d'antan, de Canal Plus - et même «Atchoum», rapport sans doute à sa petite taille. On se croyait dans la presse d'extrême droite des années 30.

On a vu aussi un acteur, Jean-Pierre Darroussin, pour le nommer, lui, qui fit exprès d'écorcher le nom de Polanski alors qu'il n'avait aucun mal à dire celui de son co-scénariste, Robert Harris, lorsqu'il ouvrit l'enveloppe qui décernait le César de la meilleure adaptation à «J'accuse».

Enfin, on a assisté, éberlué, au spectacle d'une actrice, Adèle Haenel, qui se sentit obligée de quitter ostensiblement les lieux en entendant prononcé le nom de Roman Polanski.

Savent-ils, tous ces donneurs de leçon que les Nazis ne voyaient chez les Juifs que des numéros, comme ceux qui furent tatoués à ceux qui arrivaient à Auschwitz? Savent-ils que le nom est une des choses les plus fondamentales de la tradition juive? Savent-ils que les Nazis considéraient qu'il fallait effacer toute trace du passage des Juifs sur terre, puisque, pour eux, c'était de la «vermine»?

Faut-il leur rappeler que cette ignominie est arrivée à un Juif, rescapé du ghetto de Cracovie et dont les parents furent exterminés dans les camps. Ceux que je viens de citer le savent, et rien ne justifie cette attitude scandaleuse.

Voir de même un ministre de la Culture, Franck Riester, soutenir ces gens, puis même les justifier, après coup, est un scandale. Indigne de la France, indigne d'un pays qui prétend, si l'on en croit les propos du président de la République et de son ministre de l'Intérieur, lutter avec conviction contre la résurgence de l'antisémitisme.

Il n'y avait pas que le ministre qui allait en ce sens, d'ailleurs. Dans un tract de la CGT-Spectacle, diffusé deux jours auparavant et qui appelait très démocratiquement à ne pas respecter le vote des 4500 membres de l'Académie des César et à s'opposer aux douze nominations du film J'accuse, - «alors qu'une douzième femme affirme avoir été victime de viol par ce réalisateur», dixit le tract - le nom de Polanski était mis entre guillemets. Comme s'il n'existait pas. Comme s'il n'avait plus le droit d'exister.

Comment en est-on arrivé là? Comment, dans la France de 2020, Florence Foresti peut-elle trouver drôle de dire que J'accuse est «un film sur la pédophilie dans les années 70»? Et l'ensemble de l'assistance rire de bon cœur comme à une bonne blague, alors qu'elle est en train, tout simplement, de nier l'importance de l'Affaire Dreyfus?

J'avoue que cette soirée m'a fait peur et que, quelles que soient les justifications de celles qui ont accusé, souvent à juste raison, des hommes d'avoir eu des comportements honteux, rien n'excuse ces agissements. Rien n'excuse de contester un vote parfaitement démocratique - d'un panel de votants certes particuliers, mais c'est ainsi - de gens qui, à bulletins secrets, ont choisi de nommer «Meilleur Réalisateur» Roman Polanski.

Il y avait vendredi soir, salle Pleyel, comme lauréats des César les plus prestigieux, deux «repris de justice», l'un, Ladj Ly, à qui rien ne fut reproché et qui fut même acclamé, l'autre, Roman Polanski, qui n'a même pas pu venir recevoir son César et dont le nom a été nié. Deux poids, deux mesures.

Le cinéma français va mal. La crise qu'ont déclenchée celles qui en sont à l'origine ne l'entraîne pas dans le bon sens. C'est le moins que l'on puisse dire. lefigaro.fr 2 mars 2020

LVOG - La CGT au côté de la pire réaction, son camp, normal.

Extrait du communiqué de la CGT Spectacle du 28 février 2020

- "*Chaque semaine démontre que les violences sexistes et sexuelles sont un fléau qui rongent le cinéma français, le monde du travail et la société*", mais pas la survie du capitalisme si cher à la CGT et à tous ceux qui comptent sur l'évolution du droit, qui remplirait un rôle supérieur aux rapports sociaux, et donc aux inégalités qui sont les fondements du capitalisme.

On peut se demander comment ils réagiraient, si une nouvelle affaire Dreyfus avait lieu. Les uns refuseraient de le défendre parce qu'il est juif, les autres parce que c'est un militaire, non ? Cela dit, il faut une certaine dose de naïveté pour croire que l'armée coloniale ne porterait pas en elle le racisme. Nous défendrions Dreyfus uniquement pour mettre en lumière la nature et le rôle de l'armée à l'époque de l'impérialisme, et non parce qu'il est juif, encore moins parce que c'est un militaire. Une toute autre position de notre part serait incompréhensible pour les travailleurs ou pourrait prêter à confusion, ce qui serait préférable d'éviter.

Leurs dernières égéries sont un condensé de la putréfaction de leur société ou du régime.

LVOG - Virginie Despentes. Une cinglée, alcoolique et droguée devenue prostituée, pour finir lesbienne et encore plus cinglée.

- Les César, Polanski, Haenel : « la haine en roue libre » - LePoint.fr 1 mars 2020

Wikipédia - À quinze ans, elle est internée contre son gré en hôpital psychiatrique pendant un peu plus de deux mois.
La psychothérapie, en dépit de la sollicitude bienveillante ressentie par la patiente, se heurte à la violence de l'institution et reste un échec que suivent une déscolarisation et une errance à travers les préfectures de France au cours de laquelle l'adolescente est arrêtée de très nombreuses fois par la police.

À dix-sept ans, en faisant du stop, au retour d'un voyage à Londres, Virginie Despentes est victime d'un viol...

Ce n'est que vingt ans plus tard qu'elle reconnaîtra à propos de ce viol qu'« […] il est fondateur, de ce que je suis en tant qu'écrivain, en tant que femme qui n'en est plus tout à fait une. C'est à la fois ce qui me défigure et me constitue. ».

Hébergée dans un foyer de La Croix-Rousse mais seule, elle sombre dans un alcoolisme à la bière tout en s'enivrant de la lecture de Bukowski.

Adepte du groupe de rock alternatif Bérurier noir, elle en fréquente le milieu, celui des punks et des autonomes. Le manque d'argent l'amène à « la prostitution volontaire et occasionnelle » via le Minitel rose, dans des « salons de massage » et des peep shows.

À l'automne, la jeune femme rejoint un squat parisien et mène une vie de chef de bande, de manifestations et de violence.

En 19934, Virginie Despentes travaille à Paris comme critique de films pornographiques pour un magazine spécialisé et partage le logement d'Ann Scott, autre aspirante écrivaine. Les deux jeunes femmes se soutiennent dans leurs ambitions littéraires.
À l'occasion, pour vivre, l'une fait le mannequin quand l'autre continue de se prostituer. Elles fréquentent la discothèque Le Pulp — dont la disc jockey, Sextoy, a alors une liaison avec Ann Scott — et son milieu lesbien et transgenre.

Au cours d'une intimité de trois jours dans une chambre d'hôtel de Belleville, elle (son manuscrit de Baise-moi) présente à une de ses idoles, Patrick Eudeline. La chronique qu'en tire le rocker, incrédule, choqué et fasciné, parvient à Thierry Ardisson, qui en fait la promotion dans sa nouvelle émission Paris Dernière diffusée sur la chaîne du câble Paris Première.

Les ventes montent à quarante mille exemplaires. À sa suite, le journaliste Laurent Chalumeau fait de même dans l'émission Nulle part ailleurs de Canal+, première chaine de télévision française à diffuser régulièrement des films pornographiques. Baise-moi devient un « phénomène branché du samedi soir ». Les ventes passeront à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires.

Le film adapté de Baise-moi sort dans soixante salles françaises en juillet 2000. La critique cinématographique est scandalisée par l'outrance du propos, lequel paraissait acceptable tant qu'il n'était pas mis en images. Les associations féministes, les milieux catholiques conservateurs, les militants d'extrême droite, relayés par une tribune du Nouvel Observateur intitulée « Sexe, violence, le droit d'interdire », obtiennent après trois jours d'exploitation l'interdiction immédiate.

En 2004, elle participe au deuxième numéro intitulé « Toujours aussi pute » de la revue Bordel que publie Flammarion.

Après avoir vécu avec le journaliste Philippe Manœuvre, rédacteur en chef de Rock & Folk, Virginie Despentes est, comme elle le déclarera en forme de coming out, « devenue lesbienne à 35 ans ».

Elle devient la compagne du philosophe Paul B. Preciado (Beatriz Preciado avant son changement d'état civil), théoricien et adepte de la déconstruction du sexe. Elle expliquera à propos de leur relation, qui durera dix ans, jusqu'en 2014, et de son propre changement d'orientation sexuelle :

« Ma vision de l'amour n'a pas changé, mais ma vision du monde, oui. C'est super agréable d'être lesbienne. Je me sens moins concernée par la féminité, par l'approbation des hommes, par tous ces trucs qu'on s'impose pour eux. Et je me sens aussi moins préoccupée par mon âge : c'est plus dur de vieillir quand on est hétéro. La séduction existe entre filles, mais elle est plus cool, on n'est pas déchue à 40 ans. »

Prix littéraires

Prix de Flore 1998 pour Les Jolies Choses
Prix Saint-Valentin 1999 pour Les Jolies Choses
Prix Trop Virilo 2010 pour Apocalypse bébé
Prix Renaudot 2010 pour Apocalypse bébé
Prix Anaïs-Nin 2015 pour Vernon Subutex,
Prix Landerneau 2015 pour Vernon Subutex,

Prix La Coupole 2015 pour Vernon Subutex,
Prix Roman-News 2015 pour Vernon Subutex,
Prix de la ville de Deauville 2016 pour Vernon Subutex
Prix de la BnF 2019 pour l'ensemble de son œuvre

Autres

Jurée du prix Femina en 2015
Membre de l'académie Goncourt du 5 janvier 2016 au 6 janvier 2020

Cela fait beaucoup de prix pour une telle médiocrité, un tel déchet ! Voilà à quel degré de putréfaction sont tombées les élites qui servent le régime.

Une récompense justifiée. Un fanatisme putride qui n'est pas partagé par tout le monde dans ce milieu.

Roman Polanski : sa femme Emmanuelle Seigner conspue les "mensonges de folles hystériques" avant de quitter Instagram - Télé-Loisirs.fr 1 mars 2020

Fanny Ardant, amie du cinéaste qu'elle "aime beaucoup", s'est dite "très heureuse pour lui" à l'issue de cette 45e cérémonie des César, ajoutant qu'elle avait "envie de le défendre" car il était "seul contre tous". Jean Dujardin, qui joue dans J'accuse, et son épouse Nathalie Péchalat ont tenu à rappeler sur les réseaux sociaux le sujet du film (l'affaire Dreyfus et l'antisémitisme), sujet occulté par la polémique concernant le réalisateur.

Quant à Mathilde Seigner, qui n'est autre que la belle-sœur de Roman Polanski, elle s'est félicitée du sacre du réalisateur. "Bravo ! Quand le suffrage du vote l'emporte sur la vox populi...", a-t-elle écrit en légende d'une image de la bande-annonce. Télé-Loisirs.fr 1 mars 2020

- César 2020: Claire Denis n'a pas hésité avant de remettre le prix à Roman Polanski - Le HuffPost 1 mars 2020

Sur scène, la réalisatrice Claire Denis était accompagnée de la cinéaste Emmanuelle Bercot pour remettre la récompense, "un choix intelligent" selon elle. "Nous sommes deux femmes réalisatrices et on représente elle et moi quelque chose de sincère et de solide. Avec Emmanuelle, on s'apprécie beaucoup et on a tout de suite dit: 'd'accord, mais pas l'une sans l'autre'", explique Claire Denis.

Claire Denis revient sur le décachetage de l'enveloppe: "Si on ne voulait pas avoir à dire ce nom, alors il ne fallait pas venir! Citer Roman Polanski ne m'a pas écorché la bouche. Quand Emmanuelle a donné le résultat, je l'ai regardée et on s'est dit 'Voilà, c'est arrivé'. Emmanuelle et moi devions rendre compte d'un vote, pas rendre un verdict."

Claire Denis estime aussi "logique" la remise de ce César à Roman Polanski, étant donné que "'J'accuse' était le film qui avait reçu le plus de nominations". "Le film n'a pas été interdit en salles, cela aurait été absurde de demander aux gens de l'Académie de ne pas voter pour lui…", conclut-elle. Le HuffPost 1 mars 2020

Commentaire d'un internaute.

- "L'intelligence et l'honnêteté intellectuelle de ces femmes rachètent la bêtise et le nanisme de ces excitées femellistes hystériques qui pissent sur les hommes. La question portait sur le choix du meilleur réalisateur de film, pas sur le respect des dix commandements. Avare ? Gourmand ? Paresseux ? Faignant ? Menteur ? Queutard ? La question n'était pas là, mais qui est le meilleur réalisateur ? Mais, pour pouvoir répondre à la question, encore faut-il avoir l'honnêteté de l'écouter et de la comprendre. "

Lambert Wilson - Parler d'Atchoum, montrer une taille… Et en plus, qu'est-ce qu'on va retenir de la vie de ces gens par rapport à l'énormité du mythe de Polanski ? Qui sont ces gens ? Ils sont minuscules." Il poursuit: "Cette espèce de politiquement correct, je trouve que c'est du terrorisme. En plus, c'est bête ! On se dit 'mais où sommes-nous ? Qui sont ces gens ?' Ça m'a choqué, j'ai trouvé qu'on était minables. Il y a cette espèce de tribunal, de lynchage public que je trouve absolument abominable."

"Moi, ce qui me met hors de moi, c'est que, quand je lis le texte de Samantha Geimer [la seule victime, américaine, de Roman Polanski reconnue judiciairement], elle le défend ! Elle considère qu'il est une victime de cette diabolisation. Elle lui a pardonné depuis très longtemps" avance encore l'acteur avant d'évoquer le soutien de Fanny Ardant le soir même de la cérémonie. "Je donne une médaille, 45 médailles, à Fanny Ardant, quand elle dit 'Je suis contre la condamnation et je suivrai Roman Polanski jusqu'à la guillotine'. Je dis 'Merci Fanny !'" Le HuffPost 3 mars 2020

- Très affectée par cette altercation, la journaliste Isabelle Morini-Bosc de 63 ans a fait part de sa colère sur le plateau de TPMP. "J'ai été très peinée par ce qu'il s'est passé. Pour moi, cette hystérie collective, c'est pas du tout de la démocratie. Quand j'entends qu'il faut pas féliciter le film de Polanski sinon c'est du fascisme, c'est pas ça la démocratie !".

"Quand je sors des César, je tombe sur une jeune femme qui me dit qu'on aura la peau de Polanski. Je lui réponds que j'ai adoré le film. Après, quelqu'un crie derrière : 'crève sal*pe !' et 'tu mérites d'être violée !' C'est là que je reviens et je dis : 'j'ai été attouchée pendant 5 ans et violée 3 fois donc je pense avoir gagné le droit de dire que j'aime ce film", a-t-elle confié. Femmeactuelle.fr 3 mars 2020

- « Aimer le cinéma de Polanski ne fait pas de nous des complices » - Le Point 3 mars 2020

Pour la juriste Morgane Tirel, la cérémonie des César a illustré le dévoiement d'un certain féminisme dans une logique punitive et simpliste.

Est-il encore possible de s'exprimer librement à propos de cinéma, en France, sans prendre le risque d'être lynché sur les réseaux sociaux ? Est-il possible de dire son estime pour le talent de réalisateur de Roman Polanski ou les qualités d'acteur de Jean Dujardin sans être taxé de « complicité de pédophilie » ? Est-il possible de refuser le confusionnisme de Virginie Despentes – qui, dans une tribune contre les « prédateurs », amalgame la « réforme des retraites », le « 49.3 », les « exactions » de la police et la cérémonie des César – sans être immédiatement relégué dans le « camp du Mâle » ? Se pourrait-il enfin que la libération de la parole des femmes – que nous sommes si nombreuses à vouloir depuis longtemps – ne se fasse pas au prix de la condamnation de toute pensée divergente ?

Il y a 100 ans, c'était de l'affaire Dreyfus dont il n'était pas possible de débattre. C'est, aujourd'hui, de cinéma. Le mouvement #MeToo est une révolution planétaire au service de la libération des femmes, de leur parole, de leur corps, de leur dignité. Une révolution salutaire qui doit tant à celles – dont Adèle Haenel – qui ont osé briser la « loi du silence ». Grâce à elles, plus rien ne sera comme avant. Comme toute révolution, cette révolution connaît des hésitations, des crispations, des accès de fièvre, hésitant entre des trajectoires opposées : la continuation de la lutte dans le cadre de l'état de droit ou son dévoiement dans une logique punitive, fondée sur la haine, le simplisme, la vengeance, de préférence en meute.

"Il est incontestable que Polanski a commis un viol […]. Il se trouve que la cérémonie des César n'est pas un tribunal"

La dernière cérémonie des César illustre, hélas, les périls de ce dévoiement : une maîtresse de cérémonie dans le rôle d'accusatrice publique, les réseaux sociaux dans le rôle du tribunal populaire, et un accusé absent dont il ne fallait pas prononcer le nom. Avant la cérémonie, le ministre de la Culture, sortant de sa réserve, avait averti qu'un césar de meilleur réalisateur pour Polanski « serait un symbole mauvais », appelant « chacun et chacune des votants » à « prendre ses responsabilités ». Toute récompense attribuée au réalisateur honni, devenu violeur universel, revenait, selon Adèle Haenel, à « cracher au visage de toutes les victimes ». Dans cet élan vengeur, le témoignage de la victime – cette femme dont la souffrance est invoquée par la foule pour réclamer justice – est étrangement ignoré. « Une victime a le droit de laisser le passé derrière elle, et un agresseur a aussi le droit de se réhabiliter », n'a cessé de répéter Samantha Geimer (violée par Polanski, en 1977). Il faut dire que cette victime ne se comporte pas en victime « modèle » : « Je n'ai jamais pu comprendre que tant de gens aient souhaité me voir aller mal. Comme s'il fallait que je sois détruite pour que leur colère et leur indignation aient un sens. […] Avoir besoin qu'une victime ait mal pour sa propre satisfaction, son propre bénéfice, c'est une violence qui n'a rien à envier à une agression. »

Complotisme

Il est incontestable que Polanski a commis un viol, qu'il a été condamné par la justice américaine il y a plus de quarante ans et qu'il n'a effectué qu'une partie de sa peine. Il se trouve que la cérémonie des César n'est pas un tribunal. Cette cérémonie doit rester, avant tout, une fête du cinéma, récompensant des artistes pour les qualités esthétiques et cinématographiques de leurs œuvres. Cette distinction est plus facile à comprendre que beaucoup veulent le dire. Que Ladj Ly, réalisateur du magnifique film Les Misérables, récompensé par le césar du meilleur film, ait été condamné à trois ans de prison, dont un avec sursis, pour complicité d'enlèvement et de séquestration d'un homme qui avait couché avec la sœur d'un de ses proches n'eut l'heur d'embarrasser personne, lors de cette cérémonie transformée en règlement de comptes. Adèle Haenel, qui confessait naguère que Louis-Ferdinand Céline était son écrivain préféré, semble également capable de faire la différence entre Céline, le romancier, et Céline, l'antisémite pro-hitlérien. Seul Polanski, érigé en bourreau universel de toutes les femmes victimes, ferait exception à la règle, justifiant que des foules, aussi haineuses qu'anonymes, pourchassent sur les réseaux sociaux le moindre témoignage de sympathie à l'égard des acteurs de J'accuse.

"Comment ne pas voir qu'à force de tant de simplisme et de raccourcis, toute nuance et toute pensée complexe devient impossible ?"

À l'ère #MeToo, l'attribution d'un césar à Roman Polanski – son cinquième en tant que meilleur réalisateur – a réactivé la haine. La tribune de Virginie Despentes publiée dans Libération, « Désormais on se lève et on se barre », est emblématique de la cristallisation des tensions autour de ce débat. Dans la confusion la plus complète, on doit comprendre que les « boss » maniant le « 49.3 » sont les « riches » et les « violeurs » ; face à eux, les « femmes » appartiennent toutes à la même catégorie, celle des

« dominées » et des « victimes ». À lire Despentes, le film J'accuse ne serait donc qu'un vaste stratagème à la main des « boss », des « gros bonnets », ceux qui manient le « 49.3 », pour servir un seul homme, Polanski, et lui permettre de faire un film à sa gloire, sur le parallèle de sa vie avec celle de Dreyfus : « Vingt-cinq millions pour ce parallèle. Superbe », écrit-elle sans feindre de dissimuler ces accents complotistes.

Comment ne pas voir qu'à force de tant de simplisme et de raccourcis, toute nuance et toute pensée complexe devient impossible ? Est-il vision de la société plus manichéenne ? Seuls existeraient deux camps : le Bien (les « dominées ») et le Mal (les « boss »). Est-ce là la représentation du féminisme que l'on souhaite promouvoir en France ? On savait que certaines mouvances du néo-féminisme étaient victimaires, les voici désormais complotistes et un brin paranoïaques. Nous vivons peut-être un tournant du mouvement #MeToo, où le débat risque d'être confisqué, en plus d'être simplifié à l'extrême.

Lynchage

En réaction à l'attribution du césar de meilleur réalisateur à Roman Polanski, le ton est durci, le refus d'écouter toute voix divergente se fait plus net. C'est là une situation grave, dès lors que le dialogue et l'échange des idées sont le cœur battant de la démocratie. Si le débat persiste à revêtir des formes aussi violentes, il est à craindre que le mouvement #MeToo, pour ce qui concerne notre pays au moins, se solde par la défaite de toutes et de tous. S'il est un autre phénomène éclatant depuis la cérémonie des César, c'est que le lynchage médiatique en cours n'est plus seulement celui d'un homme ; c'est un lynchage généralisé contre toute personne osant soutenir cet homme. Il apparaît ainsi que l'idée de « complicité », en vogue sur les réseaux sociaux, est en décalage total avec son sens juridique.

Ces derniers jours ont montré que le lynchage populaire tend à croître de façon exponentielle, jusqu'à s'étendre désormais à qui ose témoigner la moindre estime à Roman Polanski ou la moindre sympathie à l'une des personnes qui l'ont soutenu. Il n'est qu'à voir le sort fait sur les réseaux sociaux aux comédiens Jean Dujardin, Fanny Ardant ou même Isabelle Huppert, qui n'a pourtant fait que citer Faulkner – « Le lynchage est une forme de pornographie. » Jusqu'au comédien Gilles Lellouche, qui a déploré publiquement avoir reçu de nombreux messages de haine, via les réseaux sociaux, l'accusant d'être « complice de viol » ou de « cautionner la pédophilie » pour avoir osé défendre son ami Jean Dujardin. Cette dénonciation de faux « complices » participe de cette logique globalisante et simpliste, qui rend impossible tout dialogue : tous ceux qui ne sont pas avec moi sont avec l'ennemi ! Certains voient ainsi une complicité de viol dans le seul fait d'être allé voir J'accuse au cinéma. L'idée pourrait prêter à rire et n'aurait même pas mérité que l'on s'en préoccupe s'il ne fallait pas constater que de tels raccourcis rencontrent un réel succès sur les réseaux sociaux.

"Quand une société en est là, elle tombe en décomposition"

En définitive, si l'on refuse la guerre de toutes contre tous au nom d'un certain féminisme, nous n'avons d'autre choix que d'appeler à un retour au dialogue, au débat d'idées et à la pensée complexe. Dans une démocratie, la fin poursuivie – si juste soit-elle – ne justifie pas de confisquer le débat en ostracisant tout discours divergent. Pas davantage, la « fin juste » ne saurait justifier que l'on empêche ce débat en réduisant la diversité des opinions à deux « camps », dont l'un serait la vertu et l'autre le vice. Le féminisme est une grande idée, une lutte de tous les jours pour construire un monde meilleur où les femmes auront toute leur place et tous leurs droits. Les déferlements de haine aveugle qui traversent aujourd'hui certaines franges du mouvement féministe mais également des pans entiers de la population n'ont rien à voir avec le droit.Ils ont tout à voir avec la vengeance, avec ces pulsions archaïques que l'on aimerait excuser au nom de souffrances millénaires, mais qui font tant de mal à notre État de droit.

Cette généralisation de la haine, que Polanski cristallise, n'est pas propre au cinéma. Elle s'étend depuis plusieurs années à tous les pans de la société. En dépit des espoirs qu'ont fait naître les réseaux sociaux, l'incommunicabilité est aujourd'hui à son comble, et la haine grandit. « Quand une société en est là, elle tombe en décomposition. » Le Point 3 mars 2020

- «Parler de Polanski comme d'Atchoum»: Patrick Chesnais et Lambert Wilson jugent les César pathétiques - LeFigaro.fr 3 mars 2020

Patrick Chesnais - «Je suis effondré et révolté par les prestations pathétiques et nauséabondes de Foresti et Darroussin [en remettant le prix de la meilleure adaptation, l'acteur avait volontairement écorché le nom de Roman Polanski, NDLR], ils se sont discrédités à jamais. Pourquoi la meute et les représentants de la bien-pensance sont-ils si énervés?», écrit-il. Seules Sandrine Kiberlain, Fanny Ardant et Claire Denis lui ont donné «quelques raisons d'espérer encore». LeFigaro.fr 3 mars 2020

Parole d'internaute.

(Patrick Chesnais et Lambert Wilson jugent les César pathétiques)

1 - "Les libéraux-libertaires mettent petit à petit les pieds sur l'estrade du sommet de l'ignominie. Le coté libéral consacre l'argent roi, le coté libertaire consacre la jouissance sans entrave. En lisant entre les lignes on pourrait comprendre de la part de ces raclures "nous méritons de faire ce que l'on veut et par commencer à vous faire dessus". Si vous ne comprenez pas que "s'arranger pour avoir tout l'or du monde", rime avec "se permettre de tout y compris l'immonde", c'est que vous ne voyez pas clair."

2 - "Ils ont bien raison. Se comporter comme la meute ou troupeau des #$%$ comme l'a fait cette pauvre Foresti est pitoyable. Ce n'était un tribunal avec des magistrats qualifiés pour juger Polanski mais une cérémonie dont les prix ont été décidés par des spécialistes du cinéma. Ils ont jugé des films et pas autre chose. Les gens qui mélangent ont le cerveau dérangé. Si on suit la "logique" de la meute, il aurait fallu interdire à Polanski de faire ce film et maintenant il faudrait interdire aux spectateurs d'aller le voir!"

LVOG - On est Charlie ou on ne l'est pas, vous l'aviez oublié, terroriste va !

Haut de page

Le 7 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

On se devait de réagir très vite face aux diverses manipulations virales qui empestent l'atmosphère en France. Ici en Inde, vous ne pouvez pas savoir à quel point on s'en tape ! Cette semaine je suis allé trois fois à Pondichéry pour prendre un bon bain de foule de virus. Soupe de légumes et pizza maison, je suis vacciné !

25°C à 9h, 36°C à 13h, soleil radieux mais ciel un peu couvert, on a eu de la pluie la nuit dernière, une aubaine. Le moral remonté à bloc, et vous ? Non, ce n'est pas drôle la France, je sais, je voudrais bien vous communiquer ma bonne humeur, mais vous n'en voulez pas, tant pis. Bon week end quand même.

- 16 pages au format pdf

Le mot du jour : Rien de telle que la conscience de classe pour combattre les virus et chasser Macron !

Vous avez dit guerre psychologique ? Chut !

Parole d'internaute.

- "Jacques Attali : « Dès qu'il dépasse 60/65 ans, l'homme vit plus longtemps qu'il ne produit et il coûte cher à la société. Je crois que dans la logique même de la société industrielle, l'objectif ne va plus être d'allonger l'espérance de vie, mais de faire en sorte qu'à l'intérieur même d'une vie déterminée, l'homme vive le mieux possible mais de telle sorte que les dépenses de santé soient les plus réduites possible en termes de coût pour la collectivité. Il est bien préférable que la machine humaine s'arrête brutalement plutôt qu'elle se détériore progressivement. L'euthanasie sera un instrument essentiel de nos sociétés futures. »"

LVOG - Pourquoi pas dès maintenant monsieur Attali en commençant par vous !

Voilà pourquoi les Anglo-saxons sont si dégénérés ou ils ne font rien comme les autres.

Il a été démontré qu'avec l'âge le lien fonctionnel entre les neurones se détériorait. Les premiers signes de vieillissement cérébral peuvent ainsi apparaître à 47 ans, la dégénérescence la plus rapide se produisant pour sa part à 60 ans. Selon les chercheurs, cela s'explique majoritairement par une plus grande résistance de l'organisme à l'insuline.

Des chercheurs de l'Université de l'État de New York à Stony Brook, sous la conduite de la neurobiologiste Lilianne R. Mujica-Parodi. sputniknews.com 6 mars 2020

Le virus du totalitarisme est arrivé.

Après avoir dicté leur volonté au climat, au système solaire, à notre galaxie, à l'univers, à la matière, voilà qu'ils voudraient étendre leur tyrannie au processus biologique du vivant, à l'homme qu'ils ont déjà réduit à l'état d'esclave.

Même plus peur de mourir, l'idéal de l'homme est de devenir immortel, comme Dieu en somme ! Ayez pitié d'eux, je ne sais pas si ce serait le meilleur service à leur rendre, en fait je pense plutôt le contraire, rien de tel pour précipiter leur fin. Immortel il ne l'est

pas encore, mais il y croit dur comme fer le bougre, car on lui a promis, dans le ciel ou sur terre où est la différence franchement, quand Dieu s'est réincarné dans ceux qui nous gouvernent et leur troupeau de valets, sans eux ce serait impossible !

Mourir quand on est usé ou vieux, prématurément quand on est atteint d'une malformation génétique ou quand on a négligé sa santé tout au long de sa vie devrait devenir anachronique. Il ne leur viendrait pas à l'esprit de se demander, si le plus grand malheur de l'homme ne serait pas d'être venu au monde dans une société aussi injuste et inhumaine, et si la quitter ne serait pas plutôt une bénédiction ou un soulagement.

Nous ne sommes pas tous égaux face aux virus.

J'ai expliqué hier soir à ma compagne illettrée de quoi il retournait, et elle s'est bien marrée. Je lui ai dit ceci : Imagine que j'aille faire une prise de sang demain matin, automatiquement en cherchant bien on va me trouver un ou plusieurs virus, rien d'anormal jusque là, malgré tout le médecin va me prescrire une ordonnance, parce que selon lui je serais malade.

C'est complètement dingue puisque je suis bien portant, et depuis 24 ans que je vis en Inde jusqu'à aujourd'hui, j'ai trimballé une multitude de virus sans m'en apercevoir ou sans tomber sérieusement malade ou prendre le moindre traitement, hormis une fois où j'ai dû prendre du paracétamol pendant quelques jours. Toi aussi tu es malade ma pauvre femme, tu ne t'en rends pas compte, mais moi je te le dis, tu es malade, regarde-toi, tu dois te soigner, c'est urgent tu sais, elle a éclaté de rire en disant qu'ils étaient fous.

Le plus fous, vois-tu, c'est que la plupart des gens les croient en France notamment. On aurait pu croire qu'ils étaient instruits et qu'ils avaient appris quelque chose, en fait pas du tout ou cela ne leur sert strictement à rien, et ça c'est beaucoup plus grave qu'un virus. Cinq minutes plus tard on s'endormait paisiblement.

Leur imposture va beaucoup trop loin, alors ils soufflent le chaud et le froid en attendant que le soufflé retombe lamentablement.

Coronavirus: ne pas s'affoler mais ne pas sous-estimer - AFP 7 mars 2020

Il ne s'agit plus de se choper un banal virus, nous faisons face à "la dangerosité d'une maladie". Au lieu de la simple diffusion d'un virus, nous sommes en présence d'une "épidémie en cours".

Reuters - Pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), tous les Etats doivent faire de la lutte contre la propagation du virus la première de leurs priorités. Reuters 7 mars 2020

LVOG - Et le changement climatique alors, et la menace terroriste vous vous en foutez ou quoi ? Hein, j'ai mal entendu, et les questions sociales ? Ce n'est pas notre prioritaire, elles ne l'ont jamais été ! Si vous êtes mal portant et que vous chopez un virus qui vous emporte, n'incriminez pas votre condition sociale misérable ou je ne sais quoi, vous n'aurez qu'à vous en prendre qu'à vous-même.

Le consensus de trop ou comment l'extrême gauche participe à la guerre psychologique de l'oligarchie contre les masses.

Absence total d'esprit critique, conformisme, monolithisme, crasse démagogie, instrumentalisation cynique des émotions, de l'ignorance de la population, jusqu'où vont-ils aller ?

Surtout ne dites pas que nous manquerions de mesure, que nous ferions fi des nuances qui existent entre le noir et le blanc, nous sommes plus que jamais lucide, notre appréciation de la situation repose uniquement sur les faits dont tous les partis politiques ont pris connaissance, mais qu'ils ont délibérément ignorés. En conséquence de quoi, la réaction a le champ libre.

Dans l'éditorial de La Tribune des travailleurs (POID) de Daniel Gluckstein du 4 mars 2020.

DG - Plus s'étend la crise du coronavirus, plus grandit une interrogation : peut-on faire confiance à ce gouvernement ? Macron, Philippe, Véran et tous les autres nous assurent que la crise est très grave, mais que notre système hospitalier pourra faire face.

Comment le pourrait-il ?...

LVOG - Il a raison, en qui pourrait-on avoir confiance, pas en Daniel Gluckstein non plus qui reprend à son compte la propagande du gouvernement destinée à terroriser les travailleurs.

DG - (le gouvernement) comment peut-il se prétendre capable de protéger la population ?

LVOG - Alors que cette monstrueuse imposture a été fabriquée justement pour lui faire peur. Il ne le dira pas.

DG - Ce gouvernement de menteurs dit un jour une chose et le lendemain son contraire.

LVOG - Il n'est pas le seul apparemment. Qui ment éhontément en parlant de crise, d'urgence en présence d'un malheureux virus, qui plus est sans évoquer comment il a été annoncé depuis New York le 18 octobre 2019 : La B. and M. Gates Foundation et le Forum économique mondial sont des partenaires de « l'exercice de simulation » d'une pandémie au nCoV-2019 effectué par le John Hopkins Center for Health Security en octobre 2019. (Mondialisation.ca)

DG - Ce gouvernement de truqueurs suscite contre lui défiance et rejet légitimes... LVOG - Vous les suscitez aussi en lui emboîtant le pas.

DG - Face au coronavirus, les mesures d'urgence de protection de la population...

LVOG - Vous aurez compris que votre vie est gravement menacée, vous êtes en danger de mort, pas comme ces 13.000 personnes déjà mortes du virus de la grippe en 2019 en France. Car si vous ne le saviez pas encore, maintenant vous le saurez, l'homme était destiné à devenir éternel, si, si, foi de Daniel Gluckstein, le stade de la folie ordinaire est allègrement franchi ici.

DG - (Seules des organismes indépendants de la classe capitaliste et du gouvernement) seront à même de dire la vérité au public, la vérité sur l'ampleur de la menace et les mesures à prendre...

LVOG - De quelle vérité parle-t-il, il n'est même pas capable de lui dire, il est dans le déni et l'instrumentalisation en permanence. Il ose tout, c'était viral !

DG - Cette urgence s'ajoute...

LVOG - Urgence, ils n'ont que ce mot à la bouche. Mais quel délire ! Quelle honte !

DG - (Il faudrait organiser) la diffusion en masse des tests et autres mesures de protection de la population.

LVOG - Hystérique ! Ne serait-il pas devenu un agent des trusts pharmaceutiques ? Il est complètement abruti ou quoi, il le fait exprès, il a perdu la tête ?

Quand sonnera l'heure du bilan de cette imposture, d'ici quelques semaines, qui fera apparaître qu'en fin de compte il n'y avait pas eu plus d'épidémie que de beurre en branche, dans quel état les masses ressortiront de cette épreuve éprouvante, encore plus affaiblies et divisées, et le mouvement ouvrier déjà en putréfaction ou réduit à l'impuissance, à l'état de fossile.

On a trouvé pire en terme de populisme.

- L'une (des réponses) est celle des théoriciens du complot et autres détraqués qui sortent du bois à chaque fois qu'un tel événement se produit. À l'ère d'Internet, avec son écosystème de fausses nouvelles, nous avons toutes sortes de rumeurs et d'affirmations qui vont de l'arme biologique à un complot de Bill et Melinda Gates pour vendre des vaccins et de nouveaux médicaments. People Dispatch publié par Investig'Action le 10 février 2020

LVOG - Impensable, les oligarques sont des philanthropes !

Le scénario de la guerre préventive était programmé, c'était «de toute façon inexorable».

- Le pays se prépare à passer au stade 3 de l'épidémie de coronavirus «dans quelques jours, une ou deux semaines maximum», a déclaré le professeur de médecine Jean-François Delfraissy à l'issue de la rencontre. Emmanuel Macron a estimé au cours de la réunion qu'une épidémie était «de toute façon inexorable», ajoutant que l'objectif était de freiner l'arrivée du virus. sputniknews.com 6 mars 2020

De quelle guerre s'agit-il vraiment ? La réponse.

Selon le nouveau sondage réalisé par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) dans le cadre du Baromètre de la confiance politique, près des deux tiers des sondés considèrent que «la démocratie ne fonctionne pas bien en France», près des trois quarts jugent les hommes et femmes politiques «plutôt corrompus», tandis que 80% estiment qu'ils «ne se préoccupent

pas de ce que pensent les gens».

Et quand le CEVIPOF s'enquiert des sentiments des personnes interrogées lorsqu'elles pensent à la politique, ce sont les termes «méfiance» et «dégoût» qui arrivent en premier. (Source : sputniknews.com 6 mars 2020)

LVOG - Quand on observe comment ils manipulent un malheureux virus, on ne peut que ressentir à leur encontre qu'un profond «dégoût», en effet. Comment avoir confiance dans des dirigeants politiques qui marchent dans des coups ou combines aussi sordides que celle du coronavirus, c'est impossible.

C'est un attentat terroriste d'ampleur mondiale monté par les hommes de mains de l'oligarchie contre tous les peuples, comme beaucoup d'autres. Prenez le 11 septembre 2001, l'attentat de Boston, celui du Bataclan, je cite ceux qui me viennent à l'esprit, chaque fois ils ont simulé une attaque terroriste du même genre ou à l'identique à ce qui allait se passer le jour même ou les jours suivants. Quand le même scénario se reproduit une multitude de fois, ce n'est plus une simple coïncidence, c'est fabriqué, par qui? La CIA, le FBI, le Mossad, le MI5 et 6, la DGSI et la DGSE, les services secrets ou les réseaux parallèle de pouvoir des différents pays ou plutôt puissances. Ces simulations servent à se focaliser sur l'acte terroriste, de manière à occulter son origine. Ils désignent les coupables sans preuves avant même toute enquête, de manière à ce qu'il n'y en ait pas, circulez il n'y a rien à voir ! Ceux qu'ils livrent à la justice ou qu'ils sacrifient, ne valaient rien à leurs yeux, des hommes de mains ou de rien qui font la sale besogne et écopent à leur place, souvent ils les exécutent eux-mêmes en envoyant la police sur une fausse piste qui sera ensuite colportée en boucle par les médias.

Le coronavirus ne déroge pas à la règle, au mois d'octobre 2019 aux Etats-Unis, au moment même où ce coronavirus était lâché dans la nature en Chine.

Rappel : Chronologie

18 octobre 2019 : La B. and M. Gates Foundation et le Forum économique mondial sont des partenaires de « l'exercice de simulation » d'une pandémie au nCoV-2019 effectué par le John Hopkins Center for Health Security en octobre 2019.

31 décembre 2019 : La Chine alerte l'OMS de la découverte de plusieurs cas de « pneumonie inhabituelle » à Wuhan, dans la province du Hubei.

7 janvier 2020 : Les responsables chinois annoncent avoir identifié un nouveau virus. L'OMS nomme le nouveau virus 2019-nCoV (exactement le même nom que le virus ayant fait l'objet de l'exercice de simulation du John Hopkins Center, sauf le placement de la date).

24 et 25 janvier 2020 : Sommet de Davos sous les auspices de la CEPI, qui est aussi le fruit d'un partenariat entre le Forum économique mondial et la Gates Foundation, au cours duquel le développement d'un vaccin contre le 2019 nCoV est annoncé (2 semaines après l'annonce du 7 janvier 2020 et à peine une semaine avant la déclaration de l'urgence de santé publique de portée internationale par l'OMS).

30 janvier 2020 : Le directeur de l'OMS déclare une « urgence de santé publique de portée internationale ».

Voilà maintenant qu'une campagne de vaccination a été lancée pour enrayer le COVID-19 sous les auspices de la CEPI en partenariat avec GlaxoSmithKline. Mondialisation.ca, 02 mars 2020

Allez, combien cela va-t-il nous rapporter dans l'immédiat, et quelles conditions avons-nous créées pour exploiter tout le pouvoir que nous concentrons entre nos mains, voilà ce qui les intéresse uniquement, augmenter leur fortune et accroître leur pouvoir politique, leur emprise sur le monde.

Extrapolation, spéculation, surenchère, les illusionnistes s'illustrent. Et les faits.

- Here is what we know for sure: Seasonal flu kills between 250,000 and 650,000 people annually vox.com Feb 18, 2020

Traduction : Ce que l'on sait avec certitude, c'est que la grippe saisonnière tue chaque année en Chine entre 250,000 et 650,000 personnes.

LVOG - Et cela ne donne pas lieu pour autant à tout ce tapage indécent et cynique. Les virus sont vieux comme le monde, répétons-le.

- This year's flu season has killed 8,200 people, with at least 15 million cases — and that's just in the U.S. axios.com Jan 29, 2020

Traduction : Cette année, la grippe saisonnière a tué 8,200 personnes, sur au moins 15 millions de cas déclarés - et cela

uniquement aux Etats-Unis.

LVOG - Le nombre de morts doit être très sous-estimé, si on le compare avec la France qui compte une population 5 fois moins nombreuse.

Vérifions-le immédiatement.

- Ainsi, après l'épidémie 2017/2018, la surmortalité hivernale toutes causes confondues avait été estimée à 17.900. En revanche l'excès de mortalité attribuable à la grippe a été estimé à 12.980. Là encore, il est difficile d'affirmer que 12.980 personnes sont bien mortes "de la grippe" au sens stricte. francesoir.fr 11/02/2019

- Jusqu'à 650 000 décès seraient associés chaque année aux affections respiratoires dues à la grippe saisonnière, selon de nouvelles estimations publiées par les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis d'Amérique (CDC), l'Organisation mondiale de la Santé et leurs partenaires de l'action sanitaire mondiale.

La grippe saisonnière est une infection virale aiguë qui se transmet aisément d'une personne à l'autre et circule dans le monde entier.

Selon les CDC, la plupart des décès surviennent parmi les personnes âgées de plus de 75 ans, et dans les régions les plus pauvres du monde. who.int 14 décembre 2017

LVOG - J'en tremble déjà, je n'ai que 64 ans !

Les propagandistes du virus de la peur expliquent en prenant un air sérieux pour qu'on les croie sur parole, que le coronavirus serait plus grave que la grippe avec un taux de mortalité nettement supérieur, mais moins que le SRAS (2002-2003).

En fait, le coronavirus est tout simplement plus virulent, donc il peut être davantage fatal quand on est déjà atteint de certaines maladies graves de type insuffisance cardiaque ou respiratoire aigue ou quand on est très vieux et affaibli, à l'article de la mort.

Bref, c'est la loi de la sélection naturelle des espèces décrite par Darwin qui s'applique aussi à l'espèce humaine déifiée pour l'occasion ou qui n'y échappe pas. Pour les psychopathe endurcis, quand il fait chaud ce n'est pas normal, et quand il fait froid non plus, ils ne supportent pas la moindre contrariété, il faudrait dicter à la nature comment bien se conduire pour qu'ils soient heureux.

- Qui sont les sept personnes mortes du coronavirus en France? - BFMTV 6 mars 2020

Le coronavirus a fait trois nouvelles victimes en France ce jeudi, portant à sept le nombre total de morts liés à l'épidémie sur le territoire. Si plus de 400 cas ont été détectés en France, les sept personnes ayant succombé au coronavirus sur le sol français étaient toutes des personnes âgées, pour certaines déjà malades.2020

- Un touriste chinois de 81 ans
- Un enseignant de 60 ans de l'Oise
- Une femme de 89 ans testée post-mortem à Crépy
- Un homme de 92 ans dans le Morbihan
- Un homme de 73 ans originaire de Crépy-en-Valois
- Un homme de 63 ans originaire de l'Aisne
- Un homme de 79 ans originaire de Crépy-en Valois

Le nombre de cas de nouveau coronavirus dans le monde s'élevait à 95 371, dont 3284 décès, dans 84 pays et territoires, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles ce jeudi matin. La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) comptait 80 409 cas, dont 3012 décès. Ailleurs dans le monde, 14 962 cas étaient recensés jeudi dont 272 décès. BFMTV 6 mars 2020

Quelle aubaine ! A qui profite le crime ?

Faut-il craindre une pénurie dans les grandes surfaces ? - francetvinfo.fr 6 mars 2020

- "C'est ce qu'on appelle une pénurie auto-réalisatrice", Olivier Dauvers, spécialiste de la grande distribution.

Olivier Dauvers - Vous êtes persuadé qu'il va y avoir une pénurie donc vous anticipez vos achats sur les courses parce que c'est très gênant, quand on est une jeune maman [un jeune papa aussi], de ne pas avoir de couches [pour son enfant] donc par crainte

qu'il n'y en ait plus en magasin, elle stocke chez elle. Convaincue que cela va arriver, elle participe au fait que cela arrive.

C'est arrivé d'un coup, mais – je ne sais pas si c'est une chance ou une malchance. francetvinfo.fr 6 mars 2020

LVOG - Une chance pour les distributeurs, moins de frais de stockage, une rotation plus rapide du capital, un maximum de fric à se faire en un temps record, le jackpot !

- Coronavirus : plus de 160 entreprises demandent une mise en chômage partiel - RT 5 mars 2020

A la date du 3 mars, 164 entreprises auraient déposé une demande d'activité partielle en raison du coronavirus, selon des informations rapportées par BFMTV qui cite le ministère de l'Economie et des Finances. L'ensemble des demandes concernait déjà 2 255 salariés pour 932 994 heures et un montant global d'allocations de plus de 7 millions d'euros. Lire aussi Un membre du Service de sécurite incendie et d'assistance à personnes à la station de bus Lyon Perrache, à Lyon, le 24 février. Coronavirus : les mesures annoncées par le gouvernement pour faire face à l'épidémie 40% de ces demandes émanent d'entreprises d'Ile-de-France. Le Grand Est serait la région la plus touchée pour les effectifs et le nombre d'heures chômées.

Parmi les secteurs d'activité les plus touchés, on trouve ceux qui sont liés au tourisme, comme la restauration (20% des demandes), suivie du transport terrestre (12%), des activités des agences de voyage, services de réservation et activités connexes (8%) et de l'hébergement (7%). La mise en activité partielle permet à un employeur faisant face à une baisse temporaire d'activité de mettre ses employés en chômage temporaire sans procéder à des licenciements économiques.

Les salariés concernés reçoivent ainsi une indemnité horaire, versée par leur employeur, égale à 70% de leur salaire brut tandis que l'entreprise reçoit une allocation financée conjointement par l'Etat et Pôle emploi. Si les salariés acceptent de suivre une formation durant la période où ils sont au chômage partiel, leur salaire est intégralement payé. En plus du financement des salariés par le mécanisme de chômage partiel, Bercy a rendu public le 2 mars le dispositif des mesures dont peuvent bénéficier au cas par cas les entreprises. Y figurent le report d'échéances sociales et/ou fiscales (URSSAF, impôts) ; le cas échéant, un plan d'étalement de créances avec l'appui de l'Etat et de la Banque de France ; l'obtention ou maintien d'un crédit bancaire via Bpifrance, qui se portera garant de tous les prêts de trésorerie dont les entreprises pourraient avoir besoin en raison de l'épidémie et jusqu'à «l'appui au traitement d'un conflit avec des clients ou fournisseurs». RT 5 mars 2020

Un conseil pour faire une affaire, spéculez à la baisse !

Coronavirus: Plus 100.000 cas dans le monde, les marchés s'affolent - Reuters 6 mars 2020

Les marchés financiers européens ont poursuivi leur repli et, à la Bourse de Tokyo, dont l'indice phare est tombé à son niveau le plus bas depuis six mois, 97% des valeurs sont en recul. (Tous ceux qui ont spéculé à la baisse se sont enrichis, chouette ! - LVOG)

Les titres des compagnies aériennes et des voyagistes sont parmi les plus affectés. Celui de Norwegian Air Shuttle, le plus durement touché des transporteurs européens, a perdu plus du quart de sa valeur vendredi et près de 70% depuis début février. (En si peu de temps ? Il n'y a que les crétins finis pour y croire. - LVOG)

"Si cela s'accélère vraiment, nous pourrions assister à beaucoup plus de naufrages dans l'industrie du voyage et parmi les compagnies aériennes", prédit Chris Beauchamp, analyste en chef chez IG. (Tiens, un nettoyage dans ce secteur pourrait être aussi le mobile du crime, pourquoi pas. - LVOG)

A Paris, le CAC 40 a cédé 4,14% à 5.139,11 points. Le Footsie britannique a perdu 3,48% et le Dax allemand a abandonné 3,37%. L'indice EuroStoxx 50 a reculé de 3,91%, le FTSEurofirst 300 de 3,67% et le Stoxx 600 de 3,67%.

A l'heure de la clôture en Europe, les indices de Wall Street perdaient autour de 2%. Reuters 6 mars 2020

Que vous soyez riche ou pauvre...

- Les riches mettent le paquet pour se préparer au coronavirus - Slate.fr 6 mars 2020

Quand la première classe ne suffit plus, place aux jets privés.

Le New York Times raconte comment, aux États-Unis, certaines grandes fortunes tentent par tous les moyens de se protéger du virus et surtout des plus pauvres.

Équipements sophistiqués, jets privés, salles d'urgence médicale VIP et bunkers de fin du monde... Tout est envisagé. La paranoïa globale a d'abord débuté par des masques, tous plus élaborés et onéreux les uns que les autres, comme celui à 61 euros

de Gwyneth Paltrow sur Instagram. Rappelons au passage que ces masques sont bien souvent inutiles face au coronavirus.

Pour les entreprises qui vendent ce genre d'équipements luxueux, l'épidémie apparaît comme du pain béni. La plupart ont d'ailleurs écoulé leurs stocks de masques, gels hydroalcooliques (35 dollars -soit 31 euros- les 30 millilitres ici) ou encore sacs d'urgence. Ces derniers (entre 50 et 250 dollars), mis en vente notamment par la marque Judy, contiennent toutes sortes de choses: trousse de secours, sac contre les dangers biologiques, lingettes, gel hydroalcoolique, batteries, lampe torche, etc.

Pour les très riches, il n'est pas question d'aller faire la queue dans des hôpitaux surchargés, où pullulent d'ailleurs sûrement d'autres malades.

Non, il faut des solutions individuelles, privées. Par chance, c'est ce que proposent des services de conciergerie médicale tels que Sollis Health outre-Atlantique ou Ribau & Garner en France. Ils sont chargés de mettre à disposition des abonné·es des salles d'urgence médicale, des médecins ou encore des traitements spéciaux. Slate.fr 6 mars 2020

Comment ils fabriquent et vous désignent de nouveaux ennemis ou recyclent les anciens.

- Une majorité de Français voient le RN en mesure d'arriver au pouvoir, selon une étude - AFP 6 mars 2020

LVOG - En fait, tout au long de cet article ils vont montrer exactement le contraire. Pourquoi ? C'est exprimé dans l'avant-dernier paragraphe, mais qui aura envie de lire jusque là ?

AFP - Les Français sont ainsi plus nombreux (52%) à soutenir l'idée d'une alliance des opposants au RN au second tour ou d'un retrait de la liste la mieux placée.

LVOG - Quelle manipulation et quel aveu !

AFP - Une majorité de Français (56%) considère que le Rassemblement national peut accéder au pouvoir, bien qu'une minorité adhère à ses idées ou souhaite une candidature de Marine Le Pen en 2022, selon une étude montrant aussi qu'une majorité de sondés seraient mécontents de voir le RN gérer leur commune.

La part des Français jugeant que le RN peut arriver au pouvoir est en hausse de 9 points sur un an, selon un sondage annuel Kantar Sofres-onepoint pour Le Monde et France Info publié vendredi.

Cette opinion bondit de 15 points chez les sympathisants de gauche (57%)...

En revanche l'adhésion aux idées du RN reste minoritaire et ne progresse pas (stable à 26%), demeurant en deça des niveaux d'avant la présidentielle de 2017.

En outre, près de la moitié des Français ne souhaitent pas que la présidente du RN Marine Le Pen soit candidate à la présidentielle en 2022 (49%, -3 points), tandis qu'un peu plus d'un tiers le souhaitent (35%, "2 points).

A l'approche des élections municipales, 54% des Français seraient également mécontents si leur commune était dirigée par un maire RN, plus que pour les autres partis. AFP 6 mars 2020

LVOG - Donc si on a bien compris ou rien loupé, "une majorité de Français voient le RN en mesure d'arriver au pouvoir", mais seule une minorité serait prête à y contribuer, ils sont très fort !

Parole d'oligarque démocrate.

- Tous contre Sanders, une stratégie gagnante pour le camp démocrate? - Slate.fr 6 mars 2020

Une loi dictée au climat.

- La Commission européenne inscrit dans sa loi climat la neutralité carbone pour 2050 - euronews 6 mars 2020

L'affaire Polanski permet aussi à des personnages peu ou pas du tout fréquentables de s'illustrer, c'était inévitable.

- Frédéric Beigbeder juge Florence Foresti "écœurante" après les César - Le HuffPost 5 mars 2020

Invité de l'émission "L'Équipée sauvage" d'Europe 1, l'auteur de "L'homme qui pleure de rire" a lu un texte au vitriol dans lequel il désigne les intervenants de ce soir-là de "meute de hyènes en roue libre".

"Une soirée qui devait être un hommage au cinéma est devenue un festival de stand-up pitoyable", adresse-t-il à la maîtresse de cérémonie et son discours remarqué. "Cette pauvre Florence Foresti (...) se prend désormais pour une grande intellectuelle obligée de dispenser son opinion sur le bien et le mal (...) Elle ne connaît rien au cinéma ni au droit pénal." Puis il assène: "Elle se dit écœurée, elle est écœurante."

Et Frédéric Beigbeder a aussi Adèle Haenel dans le viseur. L'écrivain rappelle "que le tribunal fédéral suisse a jugé que Polanski avait purgé sa peine" et regrette que l'actrice de "Portrait de la jeune fille en feu" "s'improvise juge".

Avant de comparer le sort de Polanski à "l'injustice de l'affaire Dreyfus" 122 ans plus tôt, comme le réalisateur l'avait lui aussi évoqué: "[Florence Foresti] condamne 50 ans après les faits, considère que de nouvelles accusations prescrites et non prouvées suffisent à juger un homme sans avocat. Elle reproduit la tragédie que raconte Polanski." Le HuffPost 5 mars 2020

Et l'inénarrable instrumentalisation de l'antisémitisme.

- Bruckner – De quoi Roman Polanski est-il le nom ? - Le Point 5 mars 2020

Présent vendredi soir à la soirée des César 2020, j'ai eu le sentiment de vivre en direct le premier pogrom « féministe » de la France d'après-guerre. Jean-Pierre Darroussin refuse de prononcer le nom de « l'innommable » gagnant et crache quelques syllabes dégoûtées. Florence Foresti, animatrice de la soirée, égrène les patronymes de prédateurs sexuels connus, DSK, Epstein, Weinstein avec une allusion à Patrick Bruel en omettant curieusement celui de Tariq Ramadan. Adèle Haenel et Céline Sciamma, dépitées, se lèvent à l'annonce du prix du meilleur réalisateur gagné par Polanski et crient leur honte de la cérémonie. Alors que des manifestantes s'insurgent en dehors de la salle Pleyel, on a vu en quelques heures se succéder une série de symptômes qui rappelaient étrangement la France des années 30, mais avec des acteurs nouveaux. Polanski est d'abord le nom d'une haine de l'homme « blanc, vieux, hétérosexuel, andro centré » pour reprendre les mots d'Adèle Haenel dans une interview au New York Times. Mais au cours de la soirée, cette allergie au mâle blanc s'est muée soudain en catalogue new-look de l'antisémitisme d'hier.

Voilà que l'Affaire Dreyfus fait un retour inopiné en 2020 : les anti-dreyfusards de la fin du XIXe siècle ont trouvé chez nos passionarias des héritières inattendues. Qui est désormais le bouc émissaire dont l'existence, à en croire certaines, déshonore le pays tout entier : un petit juif polonais, citoyen français, qui a échappé à toutes les persécutions, celles des nazis, des staliniens, de la droite morale américaine après l'assassinat de son épouse Sharon Tate mais qui pourrait bien succomber à la vindicte de « féministes » qu'il faudrait appeler plutôt des purificatrices médiévales. C'est Virginie Despentes qui mange le morceau dans un article tout en fureur surjouée, lundi 2 mars dans Libération, lorsqu'elle écrit à l'adresse des jurés des César, tous des hommes « dominants et délinquants » : « Il n'y a rien de surprenant à ce que vous ayez couronné Polanski, c'est toujours l'argent qu'on célèbre dans ces cérémonies, le cinéma on s'en fout. » Le rapprochement est peut-être involontaire, il est du moins maladroit. Qui aime l'argent, le chérit comme un dieu, en fait commerce, usage et usure ? On connaît la réponse. Le Juif, qui est à la fois lubrique et cupide. Il est vrai que Virginie Despentes déchirée entre son idéal de rebelle et son statut de notable des lettres avait manifesté une certaine tendresse pour les tueurs de Charlie Hebdo en 2015 et leurs massacres des douze dessinateurs et collaborateurs du magazine. Ceci explique peut-être cela. Comment des acteurs, des comédiennes et des metteurs en scène qu'on admire, une écrivaine riche et reconnue peuvent-ils basculer ainsi dans la mécanique folle du bouc émissaire ? La haine tient chaud et soude un groupe mieux que tout. Celle que Polanski concentre aujourd'hui a atteint un tel niveau d'incandescence que l'on peut craindre pour sa sécurité.

Le ministre de la Culture s'est transformé en « ministre de la Censure »

« Violeur on te voit, victime on te croit », criaient les protestataires vendredi soir. Les plus radicales hurlaient : « Le kérosène, c'est pas pour les avions, c'est pour brûler violeurs et assassins. » Voici revenue la grande ombre du bûcher qui servait dans l'Europe médiévale à brûler les sorcières, les hérétiques, les Vaudois ou les Cathares, les Maures dans l'Espagne de la Reconquista, les Réformés à partir du XVIe et, bien entendu, les Juifs, à toutes les époques. Des Terriennes, membres d'un groupuscule, ont tweeté, en réaction aux gaz lacrymogènes des policiers : « C'est Polanski qu'il faut gazer. » Ah que ce retour du refoulé est aimable ! Comment se fait-il qu'une certaine extrême gauche d'aujourd'hui ressemble tellement à une certaine extrême droite d'autrefois ? L'historien Léon Poliakov l'avait bien établi : dès qu'une société se fracture en Occident, c'est autour de la figure du Juif maudit qu'elle se ressoude.

Il était déjà scandaleux qu'on ait voulu empêcher la projection de J'accuse à sa sortie, tenté de criminaliser les spectateurs, bloqué l'entrée de certains cinémas, même si ces appels ont, par contraste, transformé le film en objet désirable. C'est la bêtise de l'interdit que de rendre attrayant ce qu'il veut empêcher. Le réalisateur franco-polonais est devenu ainsi, en raison de son immense talent, un damné très récompensé. Il est encore plus désolant que le ministre de la Culture se soit transformé en « ministre de la Censure », en regrettant l'attribution du prix du meilleur réalisateur à Roman Polanski. Tout aussi déplacées les interventions de Sibeth Ndiaye et de Marlène Schiappa qui se sont jointes d'une seule voix à la curée. Que je sache, nous sommes en France et non dans l'URSS d'hier. Il faut dans cette attitude faire la part du conformisme : comme l'a bien établi René Girard, si vous ne voulez pas être crucifié, vous devez participer vous-même à la crucifixion.

Samantha Geimer est honnie par les féministes doloristes

On le sait, Roman Polanski, condamné en 1977 pour viol sur mineur, a plaidé coupable. Il a fait 42 jours de prison et payé une forte amende dans la tradition juridique américaine. Incarcéré à nouveau en 2009 à Zurich pour deux mois, après qu'une demande d'extradition a été adressée à Berne par la justice californienne, il a été relâché, les autorités helvétiques jugeant le dossier non concluant. Sa victime, Samantha Geimer, non seulement lui a pardonné, mais l'a félicité pour les différentes récompenses qu'il a reçues. Elle a en 2009 supplié la justice américaine d'abandonner les poursuites contre son ancien agresseur et se dit débarrassée du traumatisme de l'agression. Elle s'est reconstruite, mène une vie parfaitement heureuse. À l'envers de tout le courant actuel, elle refuse de faire de l'état de victime une identité, ce qui lui vaut d'être honnie à son tour par les féministes doloristes.

Mais l'affaire Polanski ne fait que commencer : une série d'accusations tombe en rafales. Un citoyen israélien, producteur et agitateur, Matan Uziel, promet de payer 20 000 dollars à toute personne qui pourrait incriminer Roman Polanski et reçoit les témoignages de cinq femmes, âgées de 9 à 15 ans au moment des faits présumés. D'autres vont suivre jusqu'à Valentine Monnier en novembre 2019, trois jours avant la sortie du film, dont Polanski conteste la version. Les actes sont prescrits, aucune poursuite judiciaire n'est aujourd'hui engagée contre le cinéaste. Là est son crime. Il n'y a aucune preuve, ce qui est bien la preuve ultime de son ignominie. Comme me l'objectait une journaliste, quand douze femmes vous accusent, c'est que vous êtes coupable. Polanski avait déjà répondu à ce type d'arguments : un mensonge, répété 1 000 fois, devient une vérité. Le cinéaste est ainsi devenu la figure du Monstre, celui dont la mort ou la disparition soulagerait les tensions de la communauté. Dans son cas, la présomption d'innocence s'est muée en certitude d'infamie. Quoi qu'il dise, il est inaudible. Dénoncer suffit : c'est la pratique américaine du name and shame. Le simple énoncé de votre nom suffit à vous placer sur un Mur de la honte où vous serez exposés à la colère de tous.

Le lynchage restera toujours l'arme favorite des impatients

Ce n'est pas seulement le droit de Roman Polanski à une défense argumentée qu'il faut défendre, c'est l'existence d'une justice démocratique qui ne dépende pas du tribunal de l'opinion, lequel transforme la foule en meute. Il a fallu tant de siècles, depuis l'Ancien régime, pour instaurer les garanties d'un procès équitable, installer la séparation des pouvoirs et construire un État de droit. Mais nos enragées balayent ces acquis. Foin des procédures complexes, des contre-interrogatoires, du travail des avocats, de la délibération des juges. La justice est lente, imparfaite ; le lynchage restera toujours l'arme favorite des impatients. Si une femme pointe un doigt vengeur sur un homme, surtout s'il est blanc, le voilà immédiatement incriminé. La lutte contre le viol et les agressions sexuelles est fondamentale. Et il faut saluer comme une victoire les avancées en matière de répression des crimes commis sur les femmes et les enfants. Mais ces progrès risquent de se transformer en exécration du genre masculin tout entier. Tout individu pourvu d'un pénis est un tueur en puissance : car le pénis, vous le savez, est une arme de destruction massive.

Le réalisateur Ladj Ly a été condamné à 3 ans de prison pour violences et voies de fait, dont un avec sursis : malgré quelques proclamations insultantes vis-à-vis de la féministe Zineb El Rhazoui, on estime à juste titre qu'il a payé sa dette à la société et que la récompense des Misérables est méritée. Ladj Ly est un jeune de banlieue, musulman et « racisé » selon la novlangue actuelle. Polanski, lui, n'a droit à aucune indulgence. Rien n'apaisera jamais son crime : celui d'être ce qu'il est, un homme blanc, hétérosexuel, vieux... et juif. Il est préoccupant que la grande cause du féminisme se dévoie dans ces passions mauvaises. Le Point 5 mars 2020

Pourquoi nous sommes Polanski et non Violanski.

Le HuffPost - Dans “Balance ton post" le critique de cinéma Michel Ciment s’est lui posé en défenseur de la séparation de l’homme et de l’artiste. Évoquant le succès de Roman Polanski lors des compétitions internationales, il a déploré “la chasse à l’homme organisée en France”. “Ce qu’on veut, c’est que Roman Polanski disparaisse, on veut qu’il reste Violanski et qu’il n’y ait plus de Polanski”, a affirmé Michel Ciment, ajoutant que “le rêve, c’est que Polanski soit rayé de l’histoire du cinéma.” Le HuffPost 6 mars 2020

Elles se comportent comme des prostituées et s'étonnent du traitement que les hommes leur réservent.

- Corinne Masiero se lâche et dévoile sa poitrine sur le tapis rouge du Festival international du film

de Berlin ! - Femmeactuelle.fr 4 mars 2020

La comédienne de 56 ans a soulevé son haut au photocall, dévoilant un joli soutien-gorge de dentelle noire. Elle s'est également mise en scène dans des poses suggestives avec sa partenaire à l'écran, Blanche Gardin, sous les rires amusés de cette dernière.

Et le moins que l'on puisse dire c'est que Corinne Masiero n'en est pas à son coup d'essai! Déjà en août 2018, au festival d'Angoulême, elle avait montré "son petit bedon", affirmant qu'elle n'avait "rien à cacher". En février 2019, aux Magritte du cinéma, elle avait également pimenté la traditionnelle séance photo en enchaînant les poses osées. Femmeactuelle.fr 4 mars 2020

En complément. Matracage planétaire.

- Les plus grands moments de la vague mondiale de protestations féminines - AFP 6 mars 2020

Spontanée à l'échelle mondiale, cela va de soi.

- Pas de femme à la Maison Blanche: l'Amérique s'interroge (encore) sur le sexisme - AFP 6 mars 2020

Ils doivent savoir à quoi ils ont échappé !

- "Le changement commence par les femmes" : rencontre avec la journaliste Baria Alamuddin - euronews 6 mars 2020

En pire !

- Neuf personnes sur dix auraient au moins un préjugé envers les femmes - Slate.fr 6 mars 2020

C'est que cela doit être justifié !

Je me suis fait volontiers provocateur, parce que la plupart du temps on ignore que le comportement des femmes est inconsciemment influencé par le statut que leur réserve la société. Les flatter n'est pas forcément un service à leur rendre en l'absence de conscience de classe, car quand elles n'appartiennent pas aux classes dominantes, elles sont davantage sous l'emprise de ces dernières et le résultat est dévastateur, elles adoptent leurs pires travers.

Tenez, en voilà un exemple.

- Les Ratgirls, motardes vénézuéliennes qui roulent contre le machisme - AFP 6 mars 2020

Dans la capitale vénézuélienne, un groupe de femmes motards connu sous le nom de "Ratgirls" gagne en visibilité dans un monde jusque-là réservé aux hommes. Elles espèrent attirer plus de femmes sur les routes tout en faisant face au machisme qui règne dans le monde des grosses cylindrées. AFP 6 mars 2020

LVOG - Des femmes motards au guidon de grosses cylindrées, c'est aussi con et dangereux que les hommes dans la même posture !

Ils osent tout.

- Valls envoie des signaux pour un éventuel retour en politique en France - AFP 6 mars 2020

- L'UE condamne l'utilisation des migrants par Ankara "à des fins politiques" - Reuters 6 mars 2020

Dans quel monde vivons-nous ?

- Portugal. Le "miracle économique" portugais, mythe et réalités - euronews.com 6 mars 2020

Sorti de la politique d'austérité imposé par Bruxelles en 2014, le Portugal fait aujourd'hui figure d'exemple en matière de redressement économique.

Une politique de relance par la demande fondée sur le marché de l'immobilier et le tourisme. De bons résultats qui cachent une réalité plus sombre.

En 2011, pour sortir de la politique de rigueur imposée par Bruxelles, le pays veut attirer les capitaux étrangers. Les ressortissants qui investissent dans l'immobilier pourront bénéficier d'exonérations d'impôts. En trois ans à peine, c'est un raz-de-marée. Les projets de réhabilitation fleurissent. Et les centres-villes de Porto et Lisbonne sont envahis par les touristes.

Le Portugal engrange près de 5 milliards d'euros grâce à ce plan de relance du marché immobilier et touristique. Finie la politique d'austérité, le pays annonce fièrement être sorti de la crise. Mais qui sont les laissés-pour-compte de ce prétendu "miracle économique" ? Au cœur de la vieille ville de Porto, Irma se sent de plus en plus étrangère dans son propre quartier.

"Ça a beaucoup changé, nous avons perdu beaucoup d'habitants dans le dans le centre historique, dit Irma Sousa, travailleuse social à la mairie de Porto. Parce que les loyers ont augmenté de façon exponentielle. Et les revenus surtout des personnes les plus âgées ne peuvent pas supporter les prix pratiqués aujourd'hui. On parle pour ces gens d'une pension de retraite de 250 ou 280 euros par mois et avec ça, aujourd'hui vous ne pouvez même pas payer une chambre dans le centre-ville."

Là aussi se trouve un immeuble à vendre. En 2012, le gouvernement modifie la loi en faveur des propriétaires. L'expulsion des occupants en cas de rénovation des lieux est facilitée.

C'est au rez-de-chaussée de cet immeuble dégradé que vit Otelinda, 74 ans. "Là, c'est ma chambre, dit Otelinda de Jesus Pinto, habitant de la vieille ville de Porto. Avant, c'était la chambre de mon fils." Elle a vécu toute sa vie dans cette maison. La veille, elle a reçu un avis d'expulsion pour impayé.

Avec une pension de 282 euros par mois, le loyer est devenu inabordable pour elle. "La décision dit que vous allez devoir rendre votre maison. Et il vous demande de payer 3906 euros. Qu'est-ce que je vais faire maintenant que j'ai reçu cet avis d'expulsion ? Je vais devoir rassembler mes affaires et tout mettre dans des caisses. Dans ces vieilles maisons où nous vivons, où nous avons toujours vécu, où nous avons élevé nos enfants, là où nous avons nos racines, c'est de cela que le gouvernement devrait se préoccuper ! Non pas des touristes !"

A Porto, la libéralisation du marché locatif entraîne des dizaines d'expulsions chaque mois. Le Portugal fait figure d'exemple en matière de relance économique : 2% de croissance par an et un taux de chômage sous les 8% en 2019.

Mais pour l'économiste Jose Reis, de l'Université de Coimbra, ces résultats flatteurs cachent une réalité bien différente. "Oui, c'est vrai, la balance commerciale est équilibrée mais équilibrée à cause du secteur des services et surtout du tourisme qui pratique des salaires très bas. Il y a les limitations imposées par les exigences de Bruxelles. Et la restriction de devoir envoyer une part significative des richesses, qui sont importantes pour le développement du pays et pour payer la dette publique, pour payer les créanciers internationaux. C'est une restriction énorme qui paralyse la possibilité d'investir dans le secteur public."

Au Portugal, les services publics sont les naufragés de la politique d'austérité.

"Il y du soleil et les conditions sont parfaites" dit Ruben Silva, un enseignant.

Plage de Matosinho. Chaque week-end, Ruben Silva donne des cours de surf à des enfants. "Je fais ça seulement en fin de semaine parce que le reste du temps, je suis à Lisbonne." A Lisbonne, Ruben exerce son vrai métier, celui d'enseignant. Il enchaîne les contrats précaires pour un salaire de 1100 euros par mois. Pour se rendre chaque semaine dans la capitale et se loger, il dépense la moitié de sa paye. "J'ai une maison à Porto et là bas je vis dans une auberge de jeunesse. C'est une situation précaire, qui atteint ma dignité. Mais je m'y suis habitué."

Ruben rêve chaque année d'être titularisé auprès de sa famille, à Porto. "Ils ne savent pas ce que c'est de devoir laisser mon enfant et ma famille chaque semaine. Mon fils, il n'aura plus jamais 7 ou 8 ans. Il me demande de l'emmener à l'école. Mais je ne peux pas." Sans donner ces cours de surf, Ruben ne s'en sortirait pas.

Depuis dix ans, pour contrôler le déficit public, le gouvernement portugais a gelé les salaires des fonctionnaires. Les multiples mouvements de grève auxquels Ruben a participé n'ont rien changé. "Pour vous donner une idée du drame qui se déroule, il y a des professeurs qui ne pourront jamais arriver à l'étage maximum de salaire. Plus personne ne veut être professeur. Personne. Les seuls postes proposés, personne n'en veut. Vous allez faire un mois de remplacement, deux mois. Avec des horaires réduits de 10 ou 15 heures. Les gens me demandent ce que je vais faire l'année prochaine. Je ne sais pas, je ne sais pas."

En attendant un miracle auquel il ne croit plus vraiment, Ruben continue de faire chaque semaine les 300 km qui le séparent de Lisbonne.

L'hôpital public délaissé

Hôpital public Saint-Jean à Porto. Ces dernières années, les personnels soignants se sont régulièrement mis en grève. Miguel Guimaraes préside le conseil national de l'ordre des médecins. Comme tous ses confrères, il dénonce le manque de personnel et de matériels dans le secteur de la santé. Il veut nous montrer le service pédiatrique. Les enfants sont hospitalisés dans ce bâtiment préfabriqué. Cela dure depuis dix ans.

"Nous parlons ici du centre hospitalier de l'hôpital Saint-Jean, explique Miguel Guimaraes. L'un des meilleurs hôpitaux du Portugal. Imaginez ce qui se passe dans des hôpitaux à Veja, Evora, Porto Alegre… Toutes ces structures ne seront pas rénovées dans les dix ou vingt années qui viennent. Ce qui est très grave pour tous les gens qui travaillent dans le secteur national de la santé. Très préjudiciable pour nos malades. Nos représentants politiques peuvent penser que la crise pour eux est déjà passée. Mais elle n'est pas passée pour le peuple portugais."

Tous les ans, l'exode des médecins et infirmiers ne cesse d'augmenter. Les mesures d'austérité ont pris fin depuis des années mais nombreux sont les Portugais qui doivent encore endurer le coût social de la relance économique. Après 53 ans passés dans cet immeuble, Otelinda est expulsée. Pour encore quelques jours, elle peut profiter de la vue imprenable sur sa ville.

"Je voulais rester dans ma petite maison. Mais malheureusement ce n'est pas toujours comme on veut" soupire Otelinda de Jesus Pinto, habitante expulsée de la vieille ville de Porto. Des touristes du monde entier prendront bientôt sa place. Son immeuble devrait être réhabilité en hôtel. euronews.com 6 mars 2020

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Retraites : l'Assemblée nationale adopte le volet organique de la réforme dans un hémicycle déserté par l'opposition - franceinfo 5 mars 2020

Après le recours au 49.3, place cette fois à un vote. L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 5 mars, le projet de loi organique de la réforme des retraites. Cette étape marque la fin d'un premier marathon parlementaire après une bataille acharnée d'un mois dans l'hémicycle. Deux jours après l'adoption en première lecture du volet principal de la réforme via le recours au 49.3, les députés ont adopté le projet de loi organique par 98 voix contre une. franceinfo 5 mars 2020

Manifestations, chaises vides, blocages... Le monde de la recherche se mobilise contre la future loi de programmation - franceinfo 5 mars 2020

Blocages, manifestations, occupations... Plusieurs milliers de chercheurs et étudiants en grève sont descendus dans la rue, jeudi 5 mars, crier leur opposition à la future loi de programmation pluriannuelle de la recherche, en cours de finalisation par le gouvernement.

Devant elle, plusieurs milliers (8 600 selon la préfecture et plus de 25 000 selon les organisateurs) de chercheurs, enseignants-chercheurs, étudiants, étaient rassemblés sur l'esplanade de l'université Paris Diderot à Paris en ce "jour où l'Université et la recherche s'arrêtent".

Au cœur de leurs revendications : un plan de titularisation massif des nombreux précaires, des créations de postes et des crédits de fonctionnement pérennes pour les laboratoires... Des mesures absentes, selon eux, de la future loi de programmation pluriannuelle pour la recherche, qui doit être prochainement présentée en Conseil des ministres.

"On ira jusqu'au retrait" de la loi de programmation mais aussi de la réforme des retraites, ont chanté les manifestants avant de parcourir les rues du quartier latin à Paris jusqu'à la Sorbonne où le cortège s'est dissout dans le calme.

D'autres actions étaient organisées à travers la France : un empilement de chaises vides, sur un campus à Grenoble, ou une "déambulation festive" en musique, sur le campus d'Aubervilliers. Mais aussi des blocages comme à Sciences Po Paris et Lille, Paris 13 et la faculté d'Aix-Marseille, des kermesses, des flash mobs, des concerts, des cours alternatifs... La Coordination nationale des facs et labos en lutte qui, selon elle, rassemble au moins 111 universités et écoles, 290 labos et 145 revues scientifiques, se réunira vendredi et samedi pour décider les suites à donner au mouvement. franceinfo 5 mars 2020

Haut de page

Le 8 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Ici en Inde du Sud, à Pondichéry, dans mon petit village de Trichitrambalam, personne ne panique, l'unique supermarché de Pondichéry était vide avant-hier, pas de marchandises, de clients. En revanche quelle cohue au marché central et dans la rue, normal sur les coups de midi.

Quand on affirmait que c'était des monstres qui nous gouvernaient, qui détenaient le pouvoir, exagérions-nous vraiment ? En fait, on était encore en dessous de la réalité pour ne pas effaroucher nos rares lecteurs.

Par précaution, vous pouvez toujours vous munir de Nivaquine, on ne sait jamais. Les antibiotiques sont inefficients contre les virus. Le paracétamol sert juste à faire baisser la fièvre en cas d'attaque virale. Et surtout ne manifestez aucune confiance aveugle dans le corps médical. N'écoutez pas non plus les dirigeants de la pseudo-gauche et extrême gauche.

Eh oui, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour s'en sortir, qui l'ignorait encore ?

- 8 pages au format pdf

Ils vous préfèrent plutôt craintifs, malades ou morts, que joyeux, vivants ou en bonne santé

- Coronavirus : le bilan passe à 16 morts et près de 1 000 cas en France - Franceinfo et AFP 8 mars 2020

Parmi les 16 personnes décédées, on compte "11 hommes et cinq femmes dont 12 personnes de plus de 70 ans et à chaque fois de nombreuses comorbidités soujacentes", a-t-il précisé.

949 cas ont été à ce jour détectés, soit 336 de plus en 24 heures, a annoncé samedi 7 mars le ministère de la Santé. Franceinfo 8 mars 2020 LVOG - Ce coronavirus ne respecte pas la parité homme-femme, c'est un scandale !

Comment se propage la psychose ?

En multipliant les tests et en incitant la population à se faire tester, ils font en sorte selon une progression géométrique le nombre de personnes porteuses de ce virus augmente toujours plus, et le tour est joué.

Franceinfo - Sur les 949 cas confirmés, "en termes de gravité nous avons ce soir 45 personnes en réanimation, soit six de plus qu'hier", a ajouté Jérôme Salomon, signalant que "c'est moins que dans les épidémies de grippe classiques".

LVOG - Il n'y a donc pas lieu de s'affoler.

Et pourtant. Ah le business est le plus terrifiant des virus !

Dans le monde, les populations se ruent sur les masques, désinfectants, gants ou combinaisons, seuls remparts connus contre le virus pour lequel il n'existe pas de vaccin. AFP 8 mars 2020

- Par peur du coronavirus, "c'est la folie" dans des supermarchés de Los Angeles AFP 7 mars 2020

Pas un rouleau de papier toilette en vue et l'eau minérale est rationnée: des habitants de Los Angeles se sont rués sur des supermarchés cette semaine par peur de l'épidémie de nouveau coronavirus.

La Californie a jusqu'ici enregistré un décès, ce qui la place en deuxième position après l'Etat de Washington (11 morts pour l'instant). AFP 7 mars 2020

Une confusion qui peut vous être fatale ! Le Conseil national de l'Ordre des médecins hérité de

Vichy marchand de morts comme il y a les marchands de canons.

LVOG - A propos de la chloroquine (Nivaquine).

Pourquoi ne veulent-ils pas que vous en preniez ? A les entendre, la chloroquine serait extrêmement dangereuse. Vraiment ? Alors pourquoi en prescrivent-ils à toutes les personnes devant séjourner en Afrique ou en Asie ? Cette totale incohérente méritait d'être relevée. Qu'est-ce que cela signifie au juste ? Vous avez deviné ? Pas encore, alors encore un petit effort, votre crainte irrationnelle d'une nouvelle théorie du complot pourrait vous être fatale, réfléchissez-y.

C'est de votre vie dont il s'agit ici ou plutôt ce que vous avez fait, ce qu'il en reste après avoir fait confiance par conformisme ou fainéantise intellectuelle, par manque de volonté ou de courage à ceux qui complotaient dans votre dos contre vos intérêts, au lieu de vous en remettre strictement aux faits que décrivaient ceux qu'ils accusèrent de complotisme parce qu'ils avaient mis à jour leurs complots.

Vous vous êtes laissé aller à croire absolument n'importe quoi, au-delà de la stupidité ordinaire parfois il faut bien le dire, parce que cela vous arrangeait, et comme tout comportement aveugle ou désordonné a un prix, il arrive fatalement un jour où vous deviez en subir les conséquences, généralement très désagréables ou carrément désastreuses.

Vous êtes dorénavant aux pieds du mur, le temps des tergiversations ou des hésitations est révolu. Souhaitez-vous continuer à vivre dans le déni permanent ou souhaitez-vous vous en tenir strictement à la réalité ? Vous êtes prévenus. A vous de choisir librement.

Une dernière précision, la plus précieuse peut-être. En faisant des recherches sur le Net, j'ai constaté que la chloroquine (Nivaquine) s'était avérée efficace contre les virus Zika, du Chikungunya, de la dengue, du SARS-CoV.

Il est a noté également que l'inhalation d'eau à haute température (60°C minimum) permet de réduire l'activité du virus ou même parfois de le détruire. L'article suivant du docteur Pierre-Jacques Raybaud vous expliquera comment procéder :

https://blogs.mediapart.fr/pierre-jacques-raybaud/blog/020320/linhalation-dair-chaud-humide-haute-temperature-un-moyen-de-lutte-contre-le-coronavirus

Il précise que les médecins chinois prescrivent deux fois 500 milligrammes de Nivaquine par jour pendant 10 jours.

Un article toxique.

- Coronavirus: la chloroquine, traitement miracle? Prudence et effets indésirables... - lesoir.be 29.02

Extrait.

Un traitement contre le paludisme, la chloroquine, a montré des signes d'efficacité contre le nouveau coronavirus, selon une étude préliminaire menée en Chine, mais plusieurs experts appellent à la prudence en l'absence d'études plus poussées et en raison de ses effets indésirables qui peuvent être graves.

Selon une étude chinoise publiée le 19 février, un essai clinique mené dans une dizaine d'hôpitaux chinois pour mesurer «l'efficacité de la chloroquine sur le traitement de pneumonies associées au Covid-19» a donné des résultats encourageants avec des essais sur «plus de 100 patients».

La chloroquine est un anti-paludique peu cher utilisé depuis plusieurs décennies et commercialisé notamment sous le nom de Nivaquine. Ce traitement est souvent recommandé lorsqu'on prévoit de se rendre en zone infestée par le parasite du paludisme, transmis par les moustiques.

D'après les scientifiques auteurs de l'étude, le phosphate de chloroquine s'est révélé «plus efficace que le traitement reçu par le groupe comparatif pour contenir l'évolution de la pneumonie, pour améliorer l'état des poumons, pour que le patient redevienne négatif au virus et pour raccourcir la durée de la maladie».

Cette étude -très succincte- a été publiée dans la revue BioScience Trends de façon préliminaire, c'est-à-dire sans avoir été validée par un comité d'experts scientifiques. De plus, elle ne donne pas de chiffres permettant de quantifier l'efficacité de la molécule par rapport au traitement administré au groupe témoin.

Pour le professeur Didier Raoult, directeur de l'Institut Méditerranée Infection à Marseille et spécialiste renommé des maladies infectieuses, qui a relayé cette étude en France, l'efficacité possible de la chloroquine est «une excellente nouvelle»

Prudence et effets indésirables

Mais cet avis est loin de faire l'unanimité et cette potentielle piste doit être accueillie avec la plus grande prudence, ont prévenu plusieurs autres spécialistes français interrogés par l'AFP.

«Il faut être extrêmement circonspect et prudent», note d'emblée François Maignen, docteur en pharmacie et spécialiste de santé publique, qui pointe les limites de l'étude chinoise.

«Il faut avoir à disposition les protocoles, pour savoir comment l'étude a été conduite, quels ont été les critères d'évaluation, la population de patients», selon les standards habituels de tests de médicaments, explique-t-il.

Et «une fois les résultats disponibles, il faut une phase de publication (...) pour que les données soient évaluées de façon critique» par des experts, notamment les scientifiques de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), poursuit-il.

En l'absence de données cliniques solides et publiques, on ne peut pas en déduire une preuve d'efficacité ni des recommandations, insiste François Maignen, qui appartient au collectif «FakeMed», qui veut lutter contre les fausses informations en santé.

Par ailleurs la chloroquine peut même être «très dangereuse en cas de surdosage», ajoute-t-il, alertant en outre contre le risque de développement de résistance à la chloroquine.

«Il faut faire attention car la chloroquine (...) a un certain nombre d'effets indésirables (...), affections du système immunitaire, affections gastro-intestinales, nausées, vomissements, des troubles au niveau hépatique voire hématologique», abonde le professeur Jean-Paul Giroud, l'un des spécialistes les plus reconnus en pharmacologie et membre de l'Académie nationale de Médecine.

C'est «un produit important contre le paludisme mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faut l'utiliser contre n'importe quelle infection sans avoir la sécurité que ce produit entraîne une amélioration», ajoute-t-il, notant aussi le manque de données de l'étude chinoise.

«Le problème, c'est que la Nivaquine traîne dans de nombreuses armoires à pharmacie», s'inquiète le médecin généraliste Christian Lehmann (collectif «FakeMed») qui invite «à ne pas toucher à la Nivaquine sans avis médical» en raison de sa grande toxicité.

Mercredi dans la soirée, le numéro 2 du ministère français de la Santé, Jérôme Salomon, en rajouté une couche au cours du point presse hebdomadaire du ministère. «Aujourd'hui, la communauté scientifique n'est pas très convaincue. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas s'y intéresser», a-t-il dit, mais avec des recherches bien plus poussées. lesoir.be 29.02

LVOG - Prenons tout notre temps, voilà le cynique message de ses assassins.

Un article rectificatif.

- Coronavirus : laissons chacun essayer les traitements prometteurs - contrepoints.org 6 mars 2020

Affirmeriez-vous à juste titre votre droit d'essayer n'importe quel traitement prometteur sur lequel vous pourriez mettre la main ?

Extrait.

- ...vous interrogez vos médecins à de multiples reprises sur les traitements disponibles, ils vous donnent une réponse choquante. Bien que certains médicaments prometteurs aient déjà été découverts, ils ne peuvent vous en prescrire aucun, car ces médicaments doivent d'abord démontrer leur efficacité par des essais cliniques randomisés.

Demandez-vous si vous seriez d'accord avec les médecins. Ou affirmeriez-vous à juste titre votre droit d'essayer n'importe quel médicament prometteur sur lequel vous pourriez mettre la main ?

À l'heure actuelle, il existe au moins trois médicaments qui se sont révélés très prometteurs pour le traitement du Covid-19.

Le remdesivir de la société américaine Gilead, a été initialement développé pour traiter le virus Ebola mais s'est révélé être un échec. Il n'a pas encore été produit en quantités suffisantes pour répondre à l'énorme demande potentielle de Covid-19.

Le deuxième traitement est le médicament chinois flavipiravir récemment approuvé en Chine pour le traitement de la maladie, bien qu'il ne soit pas certain qu'il a été approuvé pour un usage général ou seulement pour certaines expériences.

Mais le médicament qui présente peut-être le plus grand potentiel sanitaire immédiat est la chloroquine, un antipaludique bien établi, utilisé depuis plus de 70 ans, extrêmement bon marché et largement disponible, dont la sûreté et les effets secondaires ont été bien étudiés.

Ce médicament a également déjà fait l'objet de plusieurs expériences chinoises in vivo, terme médical pompeux qui signifie que la recherche a porté sur des organismes réels, en l'occurrence des patients humains.

Cependant, malgré ces preuves, l'adoption significative de la chloroquine comme thérapie contre le Covid-19 n'a probablement pas encore eu lieu. La position du ministère français de la Santé sur ce sujet est particulièrement inquiétante.

Le 26 février, il est allé jusqu'à poster sur Twitter que

aucune étude rigoureuse, publiée dans une revue internationale à comité de lecture indépendant, ne démontre l'efficacité de la chloroquine (Nivaquine) pour lutter contre l'infection au coronavirus chez l'être humain.

C'est probablement ce manque d'enthousiasme des autorités médicales françaises pour la chloroquine qui a motivé Didier Raoult, le directeur de l'Institut Méditerranée Infection à Marseille, à prendre une mesure inhabituelle : faire une déclaration télévisée percutante où il a mis tout son poids dans la promesse que représente la chloroquine comme mesure efficace et déjà largement disponible contre le Covid-19.

Il s'est même risqué à spéculer sur le fait que cette maladie pourrait devenir « la plus facilement traitable de toutes les affections respiratoires ». Dans une autre interview, il a déclaré qu'on ne voit pas bien pourquoi la chloroquine ne pourrait pas fonctionner sur des patients humains. L'unité d'infection du Dr Raoult a également suivi ses paroles par des actes et a commandé un approvisionnement de chloroquine pour traiter certains patients.

Le Dr Raoult doit être félicité pour son courage. Il aurait également pu ajouter que la science n'est pas synonyme d'analyse statistique et d'examen par les pairs. Les deux sont des outils généralement bons pour renforcer notre confiance dans les conclusions scientifiques, en particulier dans les contextes où l'on a affaire à des systèmes stochastiques complexes, comme le corps humain.

Mais ce n'est pas en raison de ces outils qu'un phénomène est, ou pas, de la science. La prédominance du positivisme simplifié comme philosophie scientifique abâtardie et le fait que les bureaucrates contrôlant les décisions de financement et de gestion du personnel scientifique souhaitent des critères formels faciles de « bonne science » ont créé et continuent d'alimenter un culte malsain des statistiques et des publications évaluées par des pairs dans tous les domaines de la science.

L'urgence de l'épidémie de coronavirus a conduit à une remise en cause sérieuse de ce culte dans les domaines de la virologie et de l'épidémiologie. De nombreux chercheurs ont réalisé que la compréhension du coronavirus de Wuhan et les outils pour s'y attaquer sont nécessaires dès maintenant, et pas dans plusieurs mois.

Pour le bien des patients qui présentent déjà des symptômes et risquent de graves complications, les bureaucrates devraient surmonter leurs pires instincts et laisser les patients profiter de la science émergeant du nouveau coronavirus, aussi désordonnée soit-elle. Les inconvénients potentiels sont nettement moins importants que les avantages.

En outre, démontrer que des traitements efficaces contre le Covid-19 sont déjà largement disponibles pourrait être une énorme aubaine pour l'économie et la société mondiales. Il deviendrait alors inutile de restreindre de manière significative les activités économiques ordinaires. Plusieurs pays sont déjà au bord de la récession, et dans de nombreux pays pauvres, un ralentissement de la croissance économique signifierait que des millions de personnes ne parviendraient pas à échapper à la misère. contrepoints.org 6 mars 2020

Lutte Ouvrière passe juste à côté.

LVOG - Tout autant que les autres, ils n'ont jamais été aussi anticapitalistes !

- Pire que le coronavirus, le capitalisme ! - 02/03/2020

Extrait.

- À côté de ce ralentissement de la production, il y a les anticipations des spéculateurs qui amplifient le phénomène et qui ont fait dévisser toutes les Bourses mondiales, menaçant d'un nouveau krach financier. Eh oui, un des plus petits organismes vivant sur cette terre, le coronavirus, pourrait déclencher le prochain krach mondial ! C'est bien la preuve que l'économie est une maison de fous.

LVOG - Et pas que l'économie apparemment! Puisque, bien que le capitalisme engendre des crises qui peuvent aller jusqu'à son effondrement, pour autant il trouve toujours le moyen de s'en remettre ou ne disparaîtra pas de lui-même. Tout simplement parce que depuis le début du XXe siècle ces crises sont déclenchées par l'oligarchie elle-même afin de mieux en conserver le contrôle, sauf imprévus auxquels elle remédiera plus tard, principalement parce que le prolétariat mondial n'ait pas parvenu à se doter d'une direction politique pour terminer le travail ou l'achever, le renverser.

Le coronavirus sert uniquement de prétexte à la crise rampante (permanente) du capitalisme ayant atteint le niveau mondial ou parvenue à maturité, afin de cautionner de nouvelles mesures massives et brutales contre le prolétariat mondial. Ceux qui affirment que ce serait le coronavirus qui déclencherait une nouvelle crise de l'économie mondiale colportent la propagande officielle pour le compte de l'oligarchie, et qui plus est, ils interdisent aux travailleurs et aux militants de prendre conscience ce qui se passe réellement et les désarment théoriquement ou politiquement.

Tous les krachs mondiaux ont été minutieusement programmés des années ou des mois à l'avance, puis soigneusement exécutés de manière à effacer toute trace de leur origine. Quant aux interprétations qui en furent données aux populations, elles ont également été toutes fabriquées, de sorte que personne ne puisse s'y retrouver ou remonter à la fois à l'origine de ces crises, les rapports sociaux sur lesquels reposent le capitalisme, ainsi que les éléments occultes ou opaques, secrets si vous voulez, qui allaient servir à les déclencher artificiellement.

1914, 1929, 1939, 1971, 2001, 2008, 2020, aucune de ces crises et toutes les autres de moindre importance n'ont dérogé à cette règle, n'en déplaise à l'extrême gauche.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

- Le Liban n'est pas en mesure de rembourser ses dettes, dit le Premier ministre - Reuters 7 mars 2020

Le Liban ne remboursera pas l'emprunt de 1,2 milliard de dollars d'eurobonds qui arrive à échéance lundi car les réserves de devises étrangères du pays ont atteint des niveaux critiques et sont nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux du peuple libanais, a dit samedi le Premier ministre Hassan Diab.

Dans un discours télévisé, Hassan Diab a indiqué que le Liban n'était pas en mesure de payer la dette arrivant à échéance dans les "circonstances actuelles" et qu'il s'efforcerait de restructurer sa dette par le biais de négociations avec les détenteurs d'obligations.

Il a indiqué que la dette publique du Liban avait atteint plus de 170 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui signifie que le pays est proche de devenir l'État le plus endetté du monde. Reuters 7 mars 2020

ECONOMIE

Etats-Unis.

- Boeing : le 737 MAX est "fondamentalement défectueux et dangereux" selon le Congrès américain - Capital 7 mars 2020

La commission des Transports du Congrès américain a livré un verdict sans appel concernant l'appareil du constructeur américain, considéré comme "fondamentalement défectueux et dangereux". A quelques jours de la commémoration de la tragédie d'Ethiopian Airlines, le 10 mars, qui a fait 157 morts en 2019, les élus de la Chambre des représentants ont livré leurs conclusions à ce sujet. Cet accident est survenu moins de cinq mois après celui de Lion Air qui a fait 189 morts dans des conditions similaires. C'est principalement le dysfonctionnement du système anti-décrochage MCAS, spécialement conçu pour compenser des moteurs plus lourds, qui a été mis en cause.

Une myriade de dysfonctionnements techniques ont également été mis au jour, tels que le manque de redondance de certains systèmes, normalement présents en plusieurs exemplaires par mesure de sécurité en cas de défaillance de l'un d'entre eux. "Le fait que plusieurs erreurs de conception technique ou erreurs de certification aient été jugées "conformes' par la FAA (régulateur aérien, ndlr) illustre un besoin crucial de réformes législatives et réglementaires", indique cette commission dans un rapport préliminaire, dévoilé vendredi. "Développer un avion commercial conforme aux règlements de la FAA mais fondamentalement défectueux et dangereux met en évidence un système de surveillance de l'aviation qui a désespérément besoin de changements", ajoute-t-elle.

Les enquêteurs formulent cinq critiques principales qui avaient déjà été mises en exergue par d'autres enquêtes: les pressions sur les employés de Boeing pour augmenter la cadence de production du MAX au détriment de la sécurité; des présupposés erronés sur des technologies critiques dont le MCAS; la dissimulation d'informations cruciales auprès de la FAA, les compagnies clientes et les pilotes; des conflits d'intérêts ainsi que l'influence de Boeing sur la FAA. La Commission "va s'attaquer aux problèmes qui ont été identifiés (...) afin d'améliorer la sécurité en incluant l'intégration des facteurs humains", a expliqué l'élu démocrate Rick Larsen, président d'une sous-commission. Capital 7 mars 2020

Haut de page

Le 9 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

On peut observer non sans frémir, que tout le monde oublie ou ignore que dans la perspective d'une nouvelle guerre mondiale qui serait aussi bactériologique, ils se soient livrés à des travaux sur certains virus et coronavirus qu'ils ont manipulés pour les rendre plus virulents, Ebola par exemple, si ma mémoire est bonne. On avait lu cela il y a déjà quelque temps en fournissant les sources et preuves à l'appui.

En cas de besoin on recherchera ces articles. Tout est disponible sur le Net pour peu qu'on se donne la peine de chercher.

- 13 pages au format pdf

Rectificatif.

Un virus peut favoriser la diffusion de bactéries.

En cas d'infection par ce coronavirus (Covid-19), outre la chloroquine (Nivaquine) qui est un puissant anti-viral, il faut associer un antibiotique pour déjouer les effets indirects bactéricides de ce virus, auquel il faut associer la prise de produits laitiers, le yaourt en particuliers, parce que la chloroquine et l'antibiotique (pris à jeun) peuvent provoquer des troubles digestifs notamment.

"***Il ne faut ni croire ni encore moins diffuser les rumeurs et déclarations péremptoires***"... colportées par le blog Les-Crises.

Les-Crises - "À ce jour, il n'existe pas encore ni vaccin ni médicament antiviral spécifique pour prévenir ou traiter la COVID-19."

LVOG - Mais alors, expliquez-nous pourquoi tant de personnes infectées ne meurent pas, si ce n'est parce qu'ils ont suivi un traitement qui s'est avéré efficace. Pourquoi faire croire le contraire, pour alimenter cette psychose ?

Les-Crises - ...tant qu'un traitement efficace n'aura pas été reconnu par la communauté médicale, il ne faut ni croire ni encore moins diffuser les rumeurs et déclarations péremptoires isolées qui commencent à fleurir sur les réseaux sociaux.

LVOG - Parce qu'il faudrait attendre que la communauté médicale daigne bien valider un traitement, c'est criminel ! Il faudrait aussi attendre qu'elle trouve et valide un vaccin.

Rapporté par des internautes.

1- "Ce qui a provoqué la mortalité du H1N1, c'est l'absence d'antibiothérapie. Le H1N1 induit une pneumonie par surinfection bactérienne.

Le COVID induit également cette surinfection (en sus d'une infection virale). Aujourd'hui, on dispose d'antibiotiques pour traiter

le caractère bactérien de la pneumonie induite."

2- "« Par contre , bien expliquer que les décès liés aux conséquences de l'état d'affaiblissement « grippal » des défenses de l'organisme sont généralement dus à de la surinfection microbienne »

Donc c'est le biais par lequel on peut manipuler les données de la mortalité liée à la grippe en France, 1400 morts de la grippe / an mais 9000 morts/an (grippe+surinfection microbienne)"

3- ""Les antibiotiques n'ont aucun effet sur les virus, et n'en ont jamais eu"

C'est partiellement faux pour deux raisons:

– certains ATB agissent en modifiant le « milieu de vie » de la bactérie dans sa cellule cible. Certains virus utilisent ces mêmes milieux (dont les coronavirus. Il existe des publications scientifiques depuis plus de 15ans qui montrent une efficacité de certains ATB sur certains virus (ex: Chloroquine et coronavirus, dengue, chikungunya; teicoplanine et grippe; azythromycine et grippe, zika…)

– d'autre part, la mortalité lors de pneumopathies virales graves est souvent le fait de surinfections bactériennes (cas ultra classique chaque hiver: grippe + surinfection à pneumocoque)."

La stratégie du chaos et de la terreur à l'échelle mondiale est orchestrée par le sommet de l'oligarchie anglo-saxonne.

Ils osent tout, disions-nous, pour accroître leur fortune et leur pouvoir politique, qui ose encore en douter ? Qui complote contre qui ? La question qui tue ceux qui n'osent pas se la poser. Pas seulement, hélas, mais pas leurs auteurs !

Comment fonctionne la philanthropie des multimilliardaires ? Un bref aperçu.

Leur fondation verse des dons aux agences des Nations Unies, déductibles de leurs impôts, qui programment des campagnes de vaccination à grande échelle notamment, ce qui permet d'écouler des dizaines de millions de vaccins ou autres médicaments ou matériels médicaux produits par des trusts pharmaceutiques, dans lesquels ils ont investi des centaines de millions de dollars. Pareil dans le domaine de l'éducation ou le secteur agricole, Bill Gates actionnaire de Monsanto racheté récemment par Bayer, par exemple. Etc.

Pratique, pas de concurrence, pas d'appels d'offre, bénéficiant de la caution de l'ONU, et au total ces opérations leur rapporteront des milliards de dollars.

Parole d'internaute.

1- "Quand on pense que nombre de pays dépensent des fortunes colossales dans la course aux armements, conventionnels ou nucléaires, que l'on ne cesse d'inventer de plus en plus d'armes sophistiquées et destructrices pour anéantir l'autre ... et que l'apparition d'un simple petit virus discret, mais redoutable, peut faire le même travail destructeur !

Ca interpelle, non ?"

2- "19 morts divises par 30 jours ou 60 égale 1,57 mort par jour Rapporté à 2050 morts par jour en France // qu'en déduire si ce n'est qu on nous prend pour des demeurés et ça marche."

3- "Puis je dire que j'en ai marre des digressions infinies sur le « coronavirus »

Cette épidémie, modeste il faut le redire, occupe tous les médias qui en font des tonnes 24 h sur 24 ! Ne se passe-t-il rien d'autre en France que cette « modeste » épidémie de coronavirus : c'est suspect !

Je le redis c'est une opération de diversion , une énième opération d'enfumage. La grippe saisonnière tue au moins dix fois plus chaque année et celle ci ne mobilise pas l'attention des médias 24h sur 24 pendant des semaines !

Que se passe-t-il derrière ce rideau de fumée ? Que veut nous cacher le pouvoir ? Car tout cela est une manœuvre concertée du dit pouvoir avec ses agents de propagande que sont les médias."

4- "Je compatis évidemment aux victimes décédées, mais combien de milliers de morts y-a-t-il aujourd'hui en France et dans le monde, à comparer aux victimes annuelles de la grippe ? J'affirme qu'il y a manipulation !

Que des précautions strictes soient à prendre c'est une évidence, mais pourquoi entretenir 24h sur 24 une véritable psychose ?

J'observe que 99% des entreprises fonctionnent en France, que, surtout, à Paris les transports trains, TER et métro fonctionnent aussi en transportent des millions de personnes chaque jour, dans la promiscuité bien connue de ces transports de masse. Sans parler des avions où la promiscuité est bien pire !

Principe de précaution ou pas ?"

5- "(En France, la grippe saisonnière frappe chaque année en moyenne 2,5 millions de fois et est la cause de 5 décès par jour en moyenne.

La grippe est donc responsable de 1.500 à 2.000 décès par an.

Lors de la saison 2014-2015, un épisode de grippe exceptionnel a généré une surmortalité hivernale de 18.300 décès.)

Et depuis le premier janvier la grippe est responsable de 371 morts !

https://www.planetoscope.com/mortalite/1388-deces-dus-a-la-grippe-en-france.html"

6- "Outre la source dans Planetoscope qui fait état de 371 morts, sur d'autres articles récents il y en aurait eu 72 (chiffre(s) non définitif(s) aussi car, si j'en crois votre article, il faut attendre le bilan des autorités de santé au Printemps)."

7- "Donc ce soir s'est tenu un Conseil de défense à l'Elysee. Je pensais jusqu'à présent qu'il s'agissait d'un problème de santé publique non d'une question militaire. Ça me rappelle les propos des colonels grecs, dans le film Z de Costa Gavras, qui se proposent d'éradiquer les virus qui rongent la société grecque"

8- "Le seul pays hors Chine qui fait des tests populationnel (pas juste les cas contact) est la Coree du Sud. C'est donc le seul pays à partir duquel il est possible de calculer une valeur fiable de la léthalité. Et celle ci est autour de 0.6-0.7%."

Rappel glané ici ou là dans différents articles.

- Chaque année, la grippe touche entre 2 millions et 6 millions de personnes en France.

- Entre 2016 et 2019, elle a entraîné le décès de 8 000 à 16 000 personnes selon les années, à 90 % chez des plus de 65 ans.

- La létalité (le nombre de morts par rapport à la population infectée) de la grippe saisonnière est de 0,2 à 0,5% selon Santé publique France.

- Au niveau mondial, la grippe saisonnière est responsable de 290 000 à 650 000 décès par an selon l'Organisation mondiale de la santé

Bill Gates est décidément trop bavard, il en sait trop ou il n'en dit pas assez.

Coronavirus : comment réagir face à la « pandémie du siècle » - LePoint.fr 8 mars 2020

De nombreuses personnes ont sonné l'alarme sur l'importance de se préparer à une pandémie. Maintenant que celle-ci est à nos portes, il faut agir fermement.

En 2015, Bill Gates publiait un éditorial dans le New England Journal of Medicine (NEJM) mettant en garde contre la survenue probable d'une pandémie au cours des vingt prochaines années. Il écrivait cela au lendemain de l'épidémie d'Ebola en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia, et affirmait que, si le monde avait pu compter sur un système efficace pour contenir l'Ebola, il n'était pas suffisamment préparé pour faire face à une maladie au taux de transmission nettement plus élevé. « Parmi tout ce qui peut tuer plus de 10 millions de personnes dans le monde, le plus probable est la survenue d'une épidémie due à des causes naturelles ou au bioterrorisme. »

Selon Gates, la lutte contre les épidémies exigeait une préparation comparable à celle d'une autre menace globale – la guerre :

« L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) dispose d'une unité mobile prête à se déployer rapidement. Si le système n'est pas parfait, les pays de l'Otan organisent des exercices conjoints leur permettant de traiter les questions de logistique –

comment acheminer carburant et nourriture, quelles langues seront parlées, quelles fréquences radio seront utilisées, etc. Peu de mesures de ce type, si ce n'est aucune, existent pour faire face à une épidémie. »

Deux ans plus tard, lors d'un sommet international en Suisse, Gates attirait de nouveau l'attention des dirigeants de ce monde sur leur manque de préparation au risque pandémique, et soulignait la nature mondiale du problème, nécessitant une collaboration entre tous les pays. « Les épidémies se fichent des frontières. Dès lors que vous regardez les choses sous un angle humanitaire ou national, il faut que ces investissements soient faits. » Rebelote en 2018. Cette fois-ci, Gates estimait que, les humains pouvant faire le tour du monde en quelques heures, un pathogène semblable au Sras était susceptible de tuer 30 millions de personnes en six mois.

En 2015, Gates écrivait que les futures épidémies risquaient d'être plus difficiles à endiguer dans les sociétés libérales : « Parce que les pays démocratiques n'aiment pas restreindre les droits des individus à se déplacer et à se réunir librement, ces mêmes pays pourraient agir trop lentement sur les activités contribuant à la propagation des maladies. »

Le 28 février, Gates publiait un nouvel éditorial dans le NEJM. Son message ne pourrait être plus clair : « Au cours de la semaine dernière, Covid-19 a commencé à se comporter comme le pathogène centennal que nous redoutons depuis longtemps. J'espère qu'il n'est pas aussi grave, mais nous devons partir du principe qu'il l'est jusqu'à preuve du contraire. »

À la lumière de ce que nous savons – en sachant aussi que nos informations actuelles demeurent lacunaires –, il faut que nos dirigeants fassent immédiatement appliquer des mesures d'auto-isolement. Nous devons rester calmes, mais la situation exige un leadership fort et des actions décisives. LePoint.fr 8 mars 2020

Wikipédia - En 2009, la fondation Gates finance un projet de l'organisation caritative Path, pour étudier la possibilité d'incorporer le vaccin anti-HPV, produit par les firmes pharmaceutiques Merck et GSK, au programme officiel de vaccination de l'Inde. Mais la mort de sept adolescentes peu après leur vaccination jette la suspicion sur l'innocuité du vaccin. En août 2009, un comité parlementaire indien conclut que le projet de Path s'apparente à un essai clinique utilisant comme cobayes des jeunes filles issues de familles peu lettrées, sans que celles-ci aient été dûment informées contre les risques du vaccin. Le comité conclut également que « le seul but de Path était de promouvoir les intérêts commerciaux des fabricants du vaccin ».

L'engrenage, un scénario finement pensé. Question : Leur échappera-t-il ?

Totalitarisme. Toute manifestation contre la politique du gouvernement est désormais interdite.

- Coronavirus: Olivier Véran annonce l'interdiction de tout rassemblement de plus de 1000 personnes - BFMTV 9 mars 2020

"A l'échelle nationale, tous les rassemblements de plus de 1.000 personnes sont désormais interdits. Les préfets, les ministères feront remonter une liste d'événements considérées comme utiles à la vie de la nation: les manifestations en feront partie, comme les concours ou encore le recours aux transports en commun", a-t-il précisé. BFMTV 9 mars 2020

Quelle aubaine !

- Coronavirus : quelque 900 entreprises ont déposé un dossier de chômage partiel - L'Express.fr 8 mars 2020

Le Covid-19 a des conséquences sur l'économie. Quelque 900 entreprises impactées par la propagation du nouveau coronavirus ont demandé à bénéficier de mesures de chômage partiel pour environ 15 000 salariés, a indiqué ce dimanche la ministre du Travail Muriel Pénicaud sur BFMTV. L'Express.fr 8 mars 2020

A la guerre comme à la guerre !

- Les Bourses du Golfe plongent à l'orée d'une guerre des prix du pétrole - AFP 8 mars 2020

Les Bourses du Golfe ont atteint dimanche leur plus bas niveau depuis des années, alors que se dessine une guerre des prix pétroliers après l'échec de négociations entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et la Russie sur des réductions de production.

L'Opep et ses alliés, Moscou en tête, n'ont pas réussi à s'entendre vendredi à Vienne sur des coupes supplémentaires dans leur production pour faire face à la baisse de la consommation mondiale d'or noir en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus.

La Russie s'est opposée à une nouvelle réduction de 1,5 million de barils par jour destinée à enrayer la chute des cours du brut, qui ont encaissé une baisse brutale à l'annonce de l'échec des négociations.

En réponse, l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, dont dépendent ses recettes, a entamé une guerre des prix en procédant à sa plus grande réduction depuis une vingtaine d'années, selon l'agence Bloomberg, inondant ainsi le marché de barils à bas coût.

Ryad a réduit son prix pour livraison en avril de 6 dollars par baril comparé au mois de mars en Asie, de 7 dollars aux Etats-Unis et de 6 à 8 dollars en Europe occidentale et en région méditerranéenne où la Russie vend une grande partie de sa production.

- "Bain de sang" -

"L'Arabie saoudite répond au rejet de la Russie sur des réductions de production en lançant une guerre des prix", explique à l'AFP Bill Farren-Price, du centre de recherche Petroleum Policy Intelligence.

"Ils vont augmenter les volumes (d'exportations) et chercher à tout prix à gagner des parts de marché. Les prix du pétrole s'effondreront lundi" lorsque les marchés mondiaux s'ouvriront, prédit-il.

Selon Bloomberg, l'Arabie saoudite aurait évoqué la possibilité d'augmenter sa production, actuellement de 9,7 millions de barils par jour, alors qu'elle l'avait drastiquement réduite à partir de 2017 dans le cadre d'un accord de l'Opep et de ses alliés pour soutenir les prix.

"La combinaison d'une production pétrolière plus élevée et d'une demande plus faible due au (nouveau) coronavirus rend (un effondrement des prix) inévitable. On va vers un bain de sang", estime l'expert.

Une guerre des prix du pétrole en 2014 avait déjà fait chuter les cours à moins de 30 dollars le baril, affectant lourdement les économies du Golfe, obligées de recourir à des mesures d'austérité inédites pour combler leur déficit budgétaire.

Les cours du pétrole ont déjà dégringolé de plus de 30% depuis le début de l'année sur fond de ralentissement économique dû à la propagation du nouveau coronavirus.

Vendredi, l'échec de la réunion de Vienne a fait s'effondrer le WTI, baril de référence aux Etats-Unis, de plus de 10% à 41,28 dollars. Le baril de Brent de la mer du Nord a lui chuté de plus de 9% à 45,27 à Londres, des niveaux plus vus depuis près de quatre ans.

- Golfe dans le rouge -

Déjà affectée par la propagation de la maladie Covid-19 et la baisse des prix du pétrole, la Bourse saoudienne, classée parmi les plus grandes places internationales en termes de valorisation, a clôturé en baisse de 8,3% dimanche et a atteint son plus bas depuis novembre 2017.

L'action du mastodonte pétrolier Saudi Aramco a dégringolé à 30 riyals, atteignant pour la première fois un prix inférieur à celui de lancement (32 riyals) en décembre lors d'une introduction en grande pompe à Ryad qui avait battu tous les records.

Avec la réduction décidée vendredi, Aramco vend son baril d'Arabian Light à un prix sans précédent: 10,25 dollars en dessous du baril de Brent de la mer du Nord, selon Bloomberg.

Cette chute intervient également sur fond de turbulence politique en Arabie saoudite, où les autorités ont arrêté vendredi trois princes accusés d'avoir comploté pour renverser le puissant prince héritier Mohammed ben Salmane.

Les six autres Bourses du Golfe ont clôturé dans le rouge, après une journée de ventes d'actions dans la panique en raison des craintes de voir s'effondrer les prix de l'énergie, principale source des recettes publiques dans la région.

La Bourse de Dubaï a dévissé de 7,9%, atteignant son niveau de clôture le plus bas en six ans, tandis que la place de l'émirat voisin d'Abou Dhabi a chuté de 5,4%.

Celle du Qatar a enregistré une baisse de 2,9 % et atteint son plus bas niveau depuis la mi-2018.

L'indice principal de la place du Koweït, Premier Index, a dégringolé de 10% tandis que l'indice All-Shares a baissé de 8,3%.

Les marchés financiers, moins importants, de Bahreïn et d'Oman ont chuté respectivement de 3,4% et 2,8%. AFP 8 mars 2020

Quelle merveilleuse, miraculeuse spontanéité !

- Les cours du pétrole chutent de plus de 30% - sputniknews.com 9 mars 2020

Après que Riyad a décidé de baisser le prix de vente pour le brut de toutes qualités, les contrats à terme sur le pétrole se sont effondrés de plus de 30% dimanche 8 mars.

Les contrats à terme sur le pétrole se sont effondrés dimanche 8 mars de 31%, à 31,43 le baril suite à la décision de l'Arabie saoudite de baisser le prix de vente pour le brut de toutes ses qualités et vers toutes les destinations pour le mois d'avril.

A 23h02 heure de Paris, le baril de Brent a chuté de 14 dollars et le baril du brut léger américain (WTI) a plongé de 27%, à 30,27 dollars.

L'agence Bloomberg avait annoncé ce 8 mars que l'Arabie saoudite prévoyait d'augmenter sa production en avril, dépassant largement les 10 millions de barils par jour, contre 9,7 millions de barils en mars, afin de contraindre la Russie à revenir à la table des négociations.

Le 7 mars, le plus grand exportateur de pétrole au monde a déclenché une guerre des prix en réduisant ceux de la vente du brut sur les marchés étrangers à un niveau sans précédent depuis au moins 20 ans, en offrant des remises sans précédent en Europe, en Extrême-Orient et aux États-Unis.

Échec des négociations de l'OPEP+

La décision de Riyad de baisser le prix de vente survient après l'échec le 6 mars des négociations entre les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et dix autres pays, emmenés par la Russie, sur une coupe supplémentaire de brut.

Pendant ces négociations, l'Arabie saoudite a proposé de réduire la production pétrolière de 1,5 milliard de barils par jour à partir d'avril et jusqu'à la fin 2020 sur fond de l'épidémie de coronavirus. La Russie a quant à elle souhaité prolonger jusqu'à la fin du deuxième trimestre les réductions de production déjà appliquées par les pays du groupe OPEP+, qui comprend les États membres de l'OPEP et certains producteurs extérieurs au cartel. Ce programme porte sur une réduction de la production de 2,1 millions de barils par jour.

Le 6 mars, après le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, a annoncé qu'«à partir du 1er avril, ni l'OPEP ni les non membres n'auront plus de restrictions». sputniknews.com 9 mars 2020

Devinez qui seront les perdants et qui seront les gagnants, souvenez-vous de 1929.

- Autre baisse marquée à Wall Street par Nick Beams - wsws.org 6 mars 2020 - Mondialisation.ca, 07 mars 2020

Wall Street a connu une autre session turbulente jeudi avec des indices boursiers en baisse de plus de 3 % après une hausse mercredi, alimentée en grande partie par l'appréciation du marché de la victoire de l'ancien vice-président américain Joe Biden lors des élections primaires du Super mardi démocrate.

La chute du marché s'est accompagnée d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt du marché obligataire. Le rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans est tombé à un nouveau plancher de 0,9 %, tandis que le rendement des obligations du Trésor à 30 ans est tombé à 1,55 %, également un record.

Le mouvement des investisseurs vers les obligations, envoyant leurs prix à la hausse et leurs rendements à la baisse, est une indication que les marchés ne font pas qu'attendre une nouvelle réduction des taux d'intérêt par la Réserve fédérale – suite à sa réduction d'urgence des taux de 0,5 point de pourcentage mardi –, mais l'exigent.

Le Dow a terminé en baisse de 970 points jeudi, soit une baisse de 3,6 %, le S&P 500 ayant chuté de 3,4 % et le Nasdaq de 3,1 %. Depuis le début de la semaine, le Dow Jones a connu deux jours de hausse de plus de 1000 points, une baisse de plus de 800 points en une journée et une chute de près de 1000 points jeudi.

La cause immédiate de ces fluctuations est le conflit entre deux perspectives opposées.

D'un côté, il y a la croyance dans certains milieux que la Fed et d'autres banques centrales mettront encore plus d'argent à disposition, assurant ainsi que les élites financières puissent continuer à accumuler l'argent, quel que soit l'impact du coronavirus sur l'économie réelle et la vie de millions de personnes. D'autre part, certains investisseurs craignent que la propagation du virus n'entraîne un ralentissement économique majeur aux États-Unis et dans le monde entier.

Opérateur de marché sur le parquet de la Bourse de New York. (AP Photo/Richard Drew)

Les fluctuations des marchés boursiers mondiaux ont également attiré l'attention sur les tendances sous-jacentes du système financier qui créent les conditions d'une nouvelle crise de l'ampleur de celle de 2008, voire pire.

Un article important, intitulé «Les germes de la prochaine crise de la dette», rédigé par le journaliste financier de longue date John Plender et publié cette semaine dans le Financial Time, résume certains des développements les plus significatifs.

Plender a commencé par noter que le choc que le coronavirus a provoqué sur les marchés «coïncide avec un contexte financier dangereux marqué par une spirale de la dette mondiale».

L'Institut des finances internationales a calculé que le ratio de la dette mondiale par rapport au produit intérieur brut mondial a atteint un niveau record de plus de 332 %, la dette totale s'élevant désormais à 235.000 milliards de dollars.

«L'implication, si le virus continue à se propager, est que toute fragilité du système financier a le potentiel de déclencher une nouvelle crise de la dette», a écrit Plender.

Il a noté que, malgré la baisse des taux d'intérêt, les conditions financières se sont resserrées pour les entreprises emprunteuses plus faibles, car leur accès aux marchés obligataires est devenu plus difficile. En effet, comme le montre la baisse des rendements des obligations du Trésor, les grands investisseurs cherchent un refuge.

C'est significatif, a poursuivi Plender, car l'accumulation de la dette depuis 2008 s'est concentrée dans le secteur des entreprises non bancaires «où la perturbation actuelle des chaînes d'approvisionnement et la réduction de la croissance mondiale impliquent une baisse des bénéfices et une plus grande difficulté à servir la dette», ce qui soulève «l'extraordinaire possibilité d'un resserrement du crédit dans un monde de taux d'intérêt très bas et négatifs».

Plender a attiré l'attention sur les conséquences dangereuses des mesures prises par la Fed et d'autres banques centrales pour mettre encore plus d'argent à la disposition des marchés financiers. Cet «activisme politique comporte un risque à plus long terme d'enraciner la politique monétaire dysfonctionnelle qui a contribué à la crise financière initiale, ainsi que d'exacerber le dangereux surendettement auquel l'économie mondiale est maintenant confrontée».

Les risques ont continué à s'accumuler depuis la fin des années 1980, lorsque les banques centrales, et surtout la Fed, ont mené une «politique monétaire asymétrique» consistant à soutenir les marchés lorsqu'ils plongent, mais n'ont pas réussi à freiner la formation de bulles, ce qui a conduit les banques à «prendre des risques excessifs».

La politique d'assouplissement quantitatif menée depuis la crise est la continuation de l'approche asymétrique et le filet de sécurité qui en résulte dans le cadre du système bancaire, a commenté Plender, est «sans précédent par son ampleur et sa durée».

La menace qui pèse sur la stabilité du système financier mondial n'est pas la même que la crise de 2008, dont les origines remontent aux marchés des prêts immobiliers et hypothécaires. Aujourd'hui, elle se concentre sur les prêts aux entreprises.

Selon un récent rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à la fin du mois de décembre de l'année dernière, le stock mondial d'obligations de sociétés non financières avait atteint un niveau record de 13.500 milliards de dollars, soit le double du niveau de décembre 2008 en termes réels. La hausse a été la plus marquée aux États-Unis, où la Fed a estimé que la dette des entreprises est passée de 3,3 billions de dollars avant la crise financière à 6,5 billions de dollars l'année dernière.

L'augmentation de l'endettement des entreprises s'est accompagnée d'une baisse de sa qualité. On a constaté une augmentation disproportionnée de l'émission d'obligations BBB – la note la plus basse de la catégorie investissement, un cran au-dessus de la catégorie «junk» – qui pourraient être déclassée en cas de ralentissement économique.

Plender a écrit: «Cela entraînerait une forte augmentation des coûts d'emprunt parce que de nombreux investisseurs sont contraints par la réglementation ou par des restrictions qu'ils se sont eux-mêmes imposées d'investir dans des obligations de qualité inférieure».

En d'autres termes, tout déclassement important, qu'il soit le résultat de turbulences sur les marchés financiers ou de tendances à la récession, aurait un effet en cascade, car les principaux investisseurs seraient contraints de vendre sur un marché en baisse.

Comme l'a noté Plender, la détérioration de la qualité de la dette est «particulièrement frappante sur le marché des prêts à effet de levier de 1,3 billion de dollars». Il s'agit de prêts accordés par des syndicats de banques à des entreprises déjà fortement endettées ou dont la notation de crédit est faible, et dont le ratio d'endettement par rapport aux actifs ou aux bénéfices est

supérieur aux normes du secteur. L'émission de ces obligations a atteint un niveau record de 788 milliards de dollars en 2017, dont 564 milliards de dollars pour les États-Unis.

Un autre facteur qui ajoute au potentiel de crise est qu'une grande partie de cette dette n'a pas été utilisée pour financer de nouvelles usines et de nouveaux équipements afin d'augmenter la production et les revenus des ventes, mais pour financer des fusions et des acquisitions, ainsi que des rachats d'actions pour stimuler les évaluations boursières: un processus qui offre de très belles récompenses aux dirigeants d'entreprises et aux grandes sociétés financières.

Plender a lancé l'avertissement que l'énorme accumulation de dettes d'entreprises «de qualité de plus en plus médiocre» était «susceptible d'exacerber la prochaine récession», dans des conditions où la politique monétaire ultra souple avait encouragé la complaisance. Ceci, a-t-il ajouté, «est une condition préalable aux crises financières».

Bien que les dangers soient plus prononcés dans le secteur des entreprises, les banques ne seraient pas à l'abri et ne pourraient pas «échapper aux conséquences d'un effondrement plus large des marchés en cas de perte continue de la confiance des investisseurs ou de hausse des taux d'intérêt par rapport aux niveaux extraordinairement bas d'aujourd'hui. Un tel résultat entraînerait une augmentation des défauts de paiement sur les prêts des banques ainsi qu'une diminution de la valeur des garanties dans le système bancaire».

Et ces dangers persisteraient même si le choc du coronavirus passait – et rien n'indique encore que cela se produise – car les politiques des banques centrales ont poussé les investisseurs à rechercher le rendement «peu importe le risque». Mondialisation.ca, 07 mars 2020

Père, frère, fils, grand-père, cousin, neveux, filleul : Tous des mâles, tous présumés coupables !

- Polémique Polanski aux César : des avocates défendent la présomption d'innocence - Franceinfo 8 mars 2020

Plus d'une centaine d'avocates pénalistes soulignent les principes de "prescription et respect de la présomption d'innocence" qualifiés de "seuls remparts efficaces" contre l'arbitraire, dans une tribune publiée dimanche 8 mars sur le site du Monde, une semaine après la cérémonie des César marquée par la polémique Polanski.

Elles soulignent que "Roman Polanski a fait l'objet de plusieurs accusations publiques, parmi lesquelles une seule plainte judiciaire qui n'a donné lieu à aucune poursuite : il n'est donc pas coupable".

"Il est urgent de cesser de considérer la prescription et le respect de la présomption d'innocence comme des instruments d'impunité : en réalité, ils constituent les seuls remparts efficaces contre un arbitraire dont chacun peut, en ces temps délétères, être à tout moment la victime", estiment les avocates, qui dénoncent un "tribunal de l'opinion publique". Pour elles, "il est faux d'affirmer que l'ordre judiciaire ferait montre aujourd'hui de violence systémique à l'endroit des femmes ou qu'il ne prendrait pas suffisamment en considération leur parole".

"Nous constatons au contraire, quelle que soit notre place à l'audience, qu'une inquiétante et redoutable présomption de culpabilité s'invite trop souvent en matière d'infractions sexuelles. Ainsi devient-il de plus en plus difficile de faire respecter le principe, pourtant fondamental, selon lequel le doute doit obstinément profiter à l'accusé", ajoutent-elles. Franceinfo 8 mars 2020

Commentaires d'internautes.

1- "Petite information :

La défense et l'accusation dénoncent un abus de pouvoir du juge Rittenband, finalement déchargé du dossier peu de temps après pour « irrégularités ». Selon Roger Guson, le procureur chargé de l'affaire au moment des faits, le temps passé par Roman Polanski en prison correspond à la totalité de la peine qu'il devait et a excécuté. La justice américaine a cependant toujours refusé de clore l'affaire si le réalisateur ne revenait pas sur le sol américain."

2- "Indépendamment du cas Polanski, les réseaux sociaux posent un gros problème à la présomption d'innocence, la vie privée et la vérité factuelle.

Face au déluge de fast infos, il y a une tendance lourde au jugement hâtif, voyeurisme et fakenews. Or il est toujours plus rapide et facile de créer des rumeurs/fakenews et céder à l'indignation que regarder la complexité du monde."

3- "La victime a reçu 500 000$ de dédommagement civil par R.P et elle a abandonnée les poursuites. de plus il n'a jamais été condamné pour viol par le justice US, il est sous le coup d'un mandat d'arrêt international pour être juger donc pour l'instant il est innocent pénalement. Il a été arreté 2 fois (Suisse e tPologne) mais n'a pas été extradé aux US car les 2 fois les justices suisse et polonaise ont jugées les preuves insuffisantes."

- "Sombres temps où des principes aussi élémentaires que la prescription, la chose jugée et la présomption d'innocence ont besoin d'être rappelés ! La justice que veulent de plus en plus de Français avec, en partie, la complicité des médias, c'est celle de la populace romaine tournant le pouce vers le bas aux jeux du cirque. Et tout ça, bien sûr, au nom de principes moraux, avec des mines d'indignation et des protestations de vertu. En meute (physique ou virtuelle) ces minables se sentent forts, et ils le sont ! Leur plus grand plaisir est de s'attaquer à personnalités célèbres, riches et/ou talentueuses. Ils se vengent ainsi du sentiment de leur propre nullité."

4- "Non, pour un justiciable être présumé innocent, ça n'est pas présumer que l'accusateur ment.

On est présumé innocent jusqu'à ce que la Justice ait pu faire la preuve de sa culpabilité ou de son innocence. Et la Justice c'est un ensemble de règles et de procédures qui doivent être respectées pour établir la vérité judiciaire et éviter l'arbitraire.

La Justice, ça ne peut être: puisqu'une accusation est portée contre un citoyen, il est instantanément reconnu coupable. Et laisser la Justice se déployer selon ses règles, ça n'est pas dire à la victime: votre accusation est mensongère.

Par ailleurs, il existe bien des accusations diffamatoires, mensongères, portées avec le seul dessein de nuire ou d'en tirer profit."

5- "Il y a effectivement, de nos jours, une tendance sociétale lourde à considérer la parole d'une prétendue victime comme forcément authentique. Nous savons bien, sur le fond, que ce n'est pas toujours le cas. Et plus une personnalité est "médiatique" et attire les regards, plus le risque de dénonciation calomnieuse est élevé, c'est certainement une loi.

Si je vous rappelle le nom de certaines personnalités qui ont eu maille à partir avec le mouvement "#MeToo" (ou autre), vous serez certainement étonné(e)s, tant l'oubli gagne vite du terrain dans notre société de "réseaux sociaux et de fake news" (les deux allant de pair) : Ben Afflek, Dustin Hoffmann, Kevin Spacey (ce dernier totalement disculpé depuis), Luc Besson, j'en passe et bien d'autres.

Polanski représente un cas un peu particulier dans la mesure où il accumule les dénonciations. Mais le principe en démocratie, c'est : "pas d'inculpation sans preuve, et encore moins sans dépôt de plainte". Or, en ce qui concerne Polanski, le seul viol avéré est celui de Samantha Geimer. Donc, on ne le redira jamais assez, si l'on a été victime d'un viol, il est fondamental de déposer plainte immédiatement. D'autant que bien des prétendues victimes (et qui ne le sont pas) savent parfaitement se réfugier derrière l'argument du "j'ai été tellement traumatisé(e) qu'il m'a bien fallu 20/30 ans avant de pouvoir réagir" (attention: je ne dis pas là que cet effet psychologique n'est pas réel, mais bien que des fausses victimes l'exploitent abusivement). En ce qui concerne Woody Allen, par exemple, la probabilité qu'il soit, lui, la vraie victime d'une dénonciation calomnieuse est très élevée. Déjà parce que Ronan Farrow en parle comme d'un violeur en série (je n'ai pas la citation sous la main, mais si vous me la demandez, je vous la retrouverai), alors qu'il n'est accusé "que" du viol de sa fille adoptive. Ensuite parce que tous ses accusateurs tiennent un raisonnement extrêmement fragile, du type : "ah oui mais allô bon, s'il a épousé son autre fille adoptive, c'est bien la preuve qu'il s'intéressait de très près aux autres". Est-ce là une preuve de viol ? Certes non. D'où la réaction de ces avocates, dont je salue le courage, parce qu'elles sont effectivement à contre-courant."

On ne le dirait pas!

- "En 30 ans, du chemin a été parcouru" sur le dossier de la "dignité des femmes", estime l'ancienne secrétaire d'État aux droits des femmes Michèle André - Franceinfo 8 mars 2020

Il y a des provocations qui se paient comptant quand on est instrumentalisée, qu'on en soit consciente ou non sans distinction.

- À Paris, une marche féministe s'achève par des heurts avec la police - huffingtonpost.fr 8 mars 2020

LVOG - Elles se sont sacrifiées en voulant sacrifier les hommes, en prime elles se sont fait matraquer et elles ont été empêchées de manifester, ce qui ne devait pas être prévu à leur programme, ils ne les avaient pas averties, c'est délicat !

Cette manifestation était sur une ligne identitaire, donc dure, violente, appelant la violence, ce qui ne veut pas dire que toutes les femmes participant à cette manifestation étaient sur cette orientation réactionnaire. Il n'est pas exclu qu'il y ait eu des provocatrices parmi elles (sic!), à moins que ce n'ait pas été nécessaire, parce que maintenant il y a plein de femmes qui se comportent ainsi, dominatrices, tyranniques, qui se radicalisent très à droite ou à l'extrême droite.

La police est lobotomisée, donc il ne fallait pas s'attendre à autres choses qu'à la répression féroce que nous condamnons, sans pour autant cautionner l'orientation de cette manifestation, pour rester sur le terrain politique et strictement sur notre terrain de classe.

La monarchie ou le régime sont épargnés, ouf !

- Journée mondiale des femmes: l'Espagne défile contre le "patriarcavirus" - AFP 9 mars 2020

C'est leur sémantique qui les trahit...

Lu dans le communiqué du POI du 2 mars 2020

LVOG - A propos des multiples trahisons des dirigeants syndicaux. Comment ils les ménagent.

POI - "Malgré les obstacles, malgré les hésitations et les atermoiements des directions des organisations ouvrières"

LVOG - Finalement, ils ont cédé à l'OPA réalisée par les néostaliniens, fidèles admirateurs du Conseil national de la résistance de la Seconde Guerre mondiale...

POI - "La société fondée sur les acquis de 1936 et de 1945" va de paire avec leur Conseil national de la résistance et de reconquête (CNRR).

LVOG - A ma connaissance, la société actuelle a été fondée sur les mêmes rapports sociaux qui prévalaient à l'époque de l'esclavage puis de la féodalité ou de la monarchie. Donc son origine remonte au début du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui s'est poursuivi jusqu'à nos jours depuis le passage au néolithique...

La lutte de classe des exploités et des opprimés est seulement parvenue à modifier ces rapports sociaux à la marge sans jamais remettre en cause leurs fondements, hormis durant une brève période et partiellement en Russie au début du XXe siècle.

Ils osent tout.

- Palmarès des villes – Neuilly, la bonne élève - LePoint.fr 8 mars 2020

- Séverine Servat de Rugy : « Les gens ont-ils besoin d'une vérité ? » - LePoint.fr 8 mars 2020

Haut de page

Le 11 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Les thèmes que je n'ai pas eu le temps d'aborder.

- C'est l'opportunité qui crée le larron !

- Comment ils avaient préparé les masses psychologiquement avec leur catastrophisme climatique...

- Coup d'Etat planétaire à froid, c'est génial s'écrie la réaction !

- Un virus au secours de la crise du capitalisme, ô soit béni le diable !

- Un virus pour remodeler certains secteurs économiques sur le marché mondial, une chance à saisir !

- Un virus au secours du Green New Deal, quel bonheur !

- Les peuples n'avaient pas peur du maléfique CO2, ils tremblent devant le coronavirus, bien fait !

- Au détriment de l'activité économique, de vos déplacements, de vos distractions, re-bien fait pour vous !

- Un test à l'échelle mondiale pour tester la résistance des peuples à leur propagande, pour mieux la briser par la suite...

- Vont-ils produire un remake de la psychologie de masse du fascisme... ou son contraire ? Ils ont misé sur le premier scénario. Attention, n'est pas d'extrême droite forcément ceux auxquels on pense.

Quel délire !

On les chasse du pouvoir oui ou non ? C'est le moment ou jamais, non ?

Je vous laisse, je dois aller prendre un nouveau bain de foule ou faire le plein de virus au marché de Pondichéry. A plus tard... peut-être !

- 22 pages au format pdf

Le mot du jour : Un épiphénomène ou un non-évènement.

Pour mieux diffuser la terreur en Inde, dorénavant quand vous téléphonez, vous entendez une voix vous prodiguant des conseils pour vous prémunir contre le coronavirus, délirant ! 43 décès pour 1, 350 milliard d'habitants, moins que pendant la dernière mousson dans le petit district où j'habite.

Ils ont désigné un virus parmi tant d'autres, fabriqué ou non c'est une autre question, et ils ont décidé que tout le monde devrait en parler et le craindre, exactement comme le CO2.

La pandémie est leur créature monstrueuse, un tour d'illusionnistes sordides et criminels, car en réalité elle n'a pas plus d'existence que les miracles.

La preuve en est que s'ils n'avaient pas volontairement concentré l'attention de la population sur les 31 décès causés par ce coronavirus en France, personne ne s'en serait davantage préoccupé que les 371personnes (chiffre datant de quelques jours à actualiser) déjà décédées de la grippe saisonnière depuis le début de l'année.

Ceux qui refusent de l'admettre sont des crétins finis, des déséquilibrés mentaux, ils sont atteints d'une crise de schizophrénie aigue à laquelle ils ont été préparée depuis des décennies ou alors ce sont de dangereux manipulateurs professionnels sans scrupules, principes ou morale.

Ils n'en parlent pas, ce virus est confiné en Afrique !

- La fièvre Lassa, une endémie silencieuse et meurtrière - LeFigaro.fr 9 mars 2020

Présente dans plusieurs pays d'Afrique occidentale, cette maladie méconnue proche d'Ebola tue plusieurs milliers de personnes chaque année. LeFigaro.fr 9 mars 2020

C'est le 35e décès dans le centre (A Owo, dans le sud-ouest du Nigeria) depuis le début de l'année. Treize autres personnes sont mortes aux urgences avant même leur prise en charge. Depuis janvier, les médecins ont enregistré 633 cas suspects et les admissions continuent de s'enchaîner à un rythme infernal. 684 proches de patients sont aussi surveillés de près. À travers le reste du pays, au moins 132 personnes ont déjà succombé à la maladie.

D'après les modélisations de l'OMS, on estime que cette fièvre, endémique dans toute l'Afrique occidentale, touche tous les ans de 100 000 à 300 000 personnes et en tue jusqu'à 6000 au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée dont plusieurs centaines, rien qu'au Nigeria, avec une prévalence de cas à Owo, Irrua et Abakaliki, zones pauvres et rurales au sud du pays. «Et combien meurent avant même d'arriver jusqu'à nous ou de manière confidentielle en diffusant le virus autour d'elles?» s'inquiète Jackson Katembo, coordinateur de l'ONG ALIMA qui opère sur le terrain depuis fin 2017. Et les bilans ne cessent d'augmenter,

du simple au double d'une année à l'autre. «Nous vivons l'épidémie la plus grave que nous avons connue jusqu'à présent», s'inquiète aussi Olufemi Ayodeji, responsable de la riposte à Owo. À titre de comparaison, Ebola aurait tué entre 11 000 et 20 000 personnes depuis 2013 selon les différentes estimations. Soit deux fois moins.

Le ratio de mortalité des cas confirmés est ainsi selon les différentes souches entre 15 et 60%, contre 90% pour Ebola. Là où vous avez 9 chances sur 10 de mourir d'Ebola, vous n'en avez «que» 2 à 6 sur 10 avec Lassa, si tant est que vous développiez des symptômes. «Le problème avec cette maladie, c'est que commercialement, ça n'intéresse pas grand monde parce que le marché est principalement ouest-africain et que même au Nigeria, elle affecte surtout les gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté», déplore le docteur Chikwe Iihekweazu, directeur du Nigerian Center for Disease Control, organisme officiel de santé chargé de la surveillance et de la mise en place de réponses d'urgence, «c'est une maladie typiquement africaine, on ne se bouscule pas au portillon pour financer de la recherche». LeFigaro.fr 9 mars 2020

Quand ils vous narrent comment la situation a évolué en Syrie depuis 2011 et pourquoi, et que vous écoutez la manière dont ils présentent ce coronavirus depuis son hypothétique origine et son développement, immédiatement vous vous apercevez qu'ils recourent exactement au même discours fabriqué, frauduleux. On en fournira quelques exemples plus loin.

En attendant, le virus de la connerie a encore de beaux jours devant elle !

- Coronavirus : le plus grand rassemblement de "Schtroumpfs" à Landerneau provoque la colère en Italie - Franceinfo 10 mars 2020

Patrick Leclerc, maire divers droite de Landerneau, près de Brest. Corps et visages peints en bleu, bonnets blancs sur la tête, 3.549 personnes s'étaient grimées en "Schtroumpfs", célèbres personnages de l'auteur belge Peyo, pour battre le record du plus grand rassemblement de "Schtroumpfs" du monde. Franceinfo 10 mars 2020

Démagogie contre pédagogie ou l'éloge de la loi de la com.

- Coronavirus : la com sans faute d'Olivier Véran - lepoint.fr 10 mars 2020

La réaction passe à l'offensive : Une du Point : Ceux qui croient en la France (malgré la CGT)

Voilà qui fait littéralement jouir ces psychopathes.

- Coronavirus : Macron avertit que l'épidémie n'en est qu'à son "tout début" en France - BFMTV 10 mars 2020

Réaction virale.

- La diffusion du « Point » en hausse - LePoint.fr 10 mars 2020

2019 a vu la « diffusion France payée » du « Point » augmenter de 1,55 %. Et la vente au numéro progresse en ce début de 2020. LePoint.fr 10 mars 2020

Qui a dit ou le comble du cynisme ?

- "Je regarde avec une certaine circonspection la situation. C'est plutôt le moment de faire des bonnes affaires en Bourse aujourd'hui"

Réponse : Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie sur CNews. Franceinfo10 mars 2020

Commentaires d'internautes.

- "Le cynisme fait bon ménage avec la bêtise ; confondre l'économie réelle avec la spéculation boursière c'est prouver la parfaite schizophrénie dont sont atteint ceux qui prétendent diriger économie du pays."

LVOG - Pas la "*bêtise*", s'il ne s'agissait que de cela, on s'en accommoderait, la pourriture ! Et ils ne confondent rien, c'est vous qui êtes dans la confusion en ne mesurant pas le degré de monstruosité dont ils sont capables, et vous êtes loin d'être le seul dans ce cas-là, hélas !

Vous saviez qu'avec des si tout était possible, dorénavant sachez qu'avec des "mais", des "et" ou des "sauf" rien n'est impossible !

- Coronavirus : l'article à lire pour tout comprendre au Covid-19 (et ne pas paniquer) - Franceinfo

LVOG - Dans cet article Franceinfo faisait les questions et les réponses à la manière d'un prédicateur.

L'exercice ne consistait ni à vous aider à mieux comprendre ce qui se passe actuellement ni à vous rassurer, bien au contraire. Comme ils n'allaient pas vous le dire, on s'est chargé de le faire à leur place.

Franceinfo - Est-ce que je peux mourir du coronavirus ?

- C'est possible, mais tout le monde n'est pas sur un pied d'égalité face à la maladie.

- Mais l'âge ne fait pas tout.

LVOG - Vous pouvez en mourir quel que soit votre âge, ce qu'il fallait retenir.

Franceinfo - Peut-on guérir du coronavirus Covid-19 ?

- Oui ! La guérison concerne même la majorité des cas.

LVOG - En réalité dans 98 ou 99% des cas. Alors pourquoi le minimiser, c'est rassurant, apparemment cela les contrarie.

Le Dr Cua, infectiologue du CHU de Nice, préfère rassurer : « 99% des patients qui auront le Coronavirus vont guérir, bien sûr un mort sur 100 c'est un mort de trop, mais ce n'est pas un virus qui va décimer la population, on connait ce virus », précise le médecin.

https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/coronavirus-99-des-patients-guerissent-rassure-un-infectiologue-du-chu-de-nice-1582657278?fbclid=IwAR0Qj0PQ3wMMBjOJs6CatGhLFCLohKAtzhydTM7FpjvbDibdw9K9fK33G1M

Franceinfo - Un traitement contre le paludisme, la chloroquine, a montré des signes d'efficacité contre ce coronavirus...

LVOG - Vous avez deviné la suite, bravo !

Franceinfo - mais des experts appellent à la prudence en l'absence d'études plus poussées et en raison de ses effets indésirables qui peuvent être graves.

LVOG - Donc vaut mieux éviter la chloroquine et prendre le risque de mourir, foi "des experts" ! Pas parmi les plus éminent, le professeur Didier Raoult par exemple, non, ils préfèrent ceux des plateaux de télévision rémunérés pour distiller la bonne parole du régime.

Franceinfo - Existe-t-il un vaccin ?

- Non...

LVOG - Vous vous marrez parce que vous avez deviné la suite.

Franceinfo - mais des chercheurs du monde entier y travaillent.

LVOG - Et d'où pourrait provenir ce vaccin, devinez, d'un seul pays, on vous met sur la piste.

Franceinfo - Aux Etats-Unis, le vice-président Mike Pence, qui coordonne la lutte contre l'épidémie, a annoncé début mars qu'un traitement pourrait être disponible "d'ici l'été ou le début de l'automne", et que les premiers essais cliniques pour un vaccin pourraient avoir lieu "dans les six prochaines semaines".

LVOG - Finalement

Franceinfo - Rien de bien méchant sur le papier

LVOG - Ouf ! Eh pas si vite !

Franceinfo - sauf que ce virus est plus contagieux que celui de la grippe...

LVOG - Et la boucle de leur discours viral bien enrobé est bouclée.

L'information à peine rendue publique, ainsi que l'espoir qui va avec, qu'elle est dézinguée !

- Deuxième cas mondial de guérison d'un patient atteint du VIH : la méthode utilisée "n'est pas transposable", selon le directeur de l'agence nationale de recherche sur le SIDA. - Franceinfo 10 mars 2020

Un patient atteint du VIH, ayant bénéficié d'une greffe de cellules souches, est "guéri". C'est le deuxième malade à se remettre de cette maladie, ont annoncé ses médecins mardi 10 mars.

Malheureusement, cette méthode "n'est pas transposable" sur tous les patients, a expliqué sur franceinfo le Professeur François Dabis, directeur de l'agence nationale de recherche sur le SIDA (ANRS).

LVOG - Quelle crédibilité peut-on lui accorder ? Commençons par la question orientée qui tue :

Franceinfo - Le patient a reçu un traitement particulier et très lourd. Peut-il convenir à tous les malades ?

LVOG - La réponse est suggérée dans la question : Non. C'était là qu'ils voulaient en venir, cette méthode ou ce traitement c'est du bidon, un coup de bol...

François Dabis - Bien évidemment pas. Il se trouve que les personnes qui vivent avec le VIH ont souvent un risque de cancer. Ce patient avait fait un cancer. On l'a traité pour ce cancer et au cours de ce traitement on a fait disparaître le VIH...

Franceinfo - Pendant ces trois ans d'observation, est-ce qu'il y a eu des complications ?

LVOG - La réponse est suggérée dans la seconde question : Oui. C'est imparable en cas de traitement lourd, donc cette méthode ou ce traitement doit être écarté ou ne comptez pas dessus.

François Dabis - C'est un patient qui a eu des complications dues au traitement du cancer comme cela arrive de temps en temps. Ceci n'est absolument pas transposable et il n'est pas raisonnable d'envisager chez les patients qui auront spontanément des cancers et le VIH un traitement de ce type.

LVOG - Fermez le banc, ne comptez pas bénéficier de ce traitement, il "n'est absolument pas transposable" pour ce marchand de mort subite. Ce qu'on retenu, c'est son quasi déni "des complications dues au traitement du cancer" qui interviennent chez la totalité des patients, certes à des degrés divers, mais qui en conserveront des séquelles durant des années ou le restant de leur vie.

Franceinfo - Cette greffe de cellule souche venait de personnes ayant une résistance au VIH. C'est donc possible ?

François Dabis - Absolument. C'est connu depuis pas mal de temps.

LVOG - Alors pourquoi recourir à cette méthode. Là il va vous expliquer que la manipulation de virus présente "un danger immense ", mieux encore, "aucun chercheur ne va s'engager" dans cette voie, quand on sait que des milliers de chercheurs manipulent des virus quotidiennement dans le monde, plus particulièrement aux Etats-Unis, on a compris sous quelle influence idéologique il est.

Franceinfo - Recréer ces cellules en laboratoire est-il envisageable ?

François Dabis - Non. Ce serait un danger immense et sur lequel aucun organisme de recherche et aucun chercheur ne va s'engager. Mais la rémission, la guérison du VIH, c'est une piste sur laquelle on travaille même si cette méthode n'est pas la solution.

LVOG - Vraiment ? Lire plus loin comment notamment le professeur japonais Kawaoka manipule des virus très dangereux en laboratoire.

Il ne faut surtout pas qu'un traitement efficace voie le jour, devinez pourquoi. Monstrueux.

La rumeur venue des chiottes des réseaux sociaux.

Un internaute.

- L'écho que j'ai par des gens qui travaillent à la Timone, c'est que le mec est un mégalo complet prêt à tout et n'importe quoi pour être célèbre, et qu'il n'en est pas à son coup d'essai. Son obsession est le prix Nobel de médecine. Les études menées auraient a priori démontré l'inefficacité de ce traitement.

D'ailleurs, je ne vois pas pourquoi utiliser ce médicament iraient) l'encontre des intérêts des groupes pharmaceutiques en général. Si des chercheurs publics démontrent son efficacité anti C.V., L'industrie pharma pourraient le vendre en plus grande quantité sans avoir à assumer des coûts de R & D et de test. De ce coté-là c'est le public qui régale.

Pas très crédible cette histoire ...

Réponse d'un internaute.

- La chloroquine n'est pas brevetable, donc sans marge conséquente pour big pharma. Et désolé, j'ai quelques compétences en biologie et la chloroquine fonctionne tout à fait comme il le dit.

LVOG - Depuis un certain temps exposer toute simplement la réalité des faits, c'était faire dans le complotisme, mais cela pourrait rapidement changer après cet épisode de trop, c'est tout le mal qu'on se souhaite...

Comment se transmet le coronavirus ? Principalement par la propagande de l'Etat et les ondes médiatiques.

Une contrevérité qui revient en boucle.

- "*Cette grippe est cependant particulière car le virus est une forme nouvelle de coronavirus dont personne n'est donc immunisé*" mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 9 mars 2020

LVOG - Si personne n'était immunisé, toute personne qui serait porteuse de ce virus serait au mieux infectée, au pire vouée à décéder, on est bien d'accord. Or, ce n'est pas le cas puisque l'immense majorité de la population est composée de porteurs sains, qui possèdent des anticorps qui remplissent la fonction de défenses immunitaires pour empêcher le virus de ce propager dans leur corps, plus précisément les voies respiratoires. On peut même ajouter que ces anticorps parviennent à bloquer aussi l'activité de bactéries qui pourraient les contaminer à cette occasion.

Ce que révèle aussi cette monstrueuse imposture, c'est l'absence totale de confiance des gens en eux-mêmes, au point d'ignorer qu'ils ont heureusement développé des anticorps, quel que soit leur statut sur l'échelle sociale, c'est ce qu'on constate aussi ici et qui est le plus préoccupant....

Autre contrevérité.

- En Corée du Sud : "*Il y a beaucoup plus de jeunes infectés de moins de 30 ans dans les données officielles.*" huffingtonpost.fr 9 mars 2020

Faux, la Corée du Sud est le seul pays au monde à avoir entrepris de tester l'ensemble de la population, il ressort de ces tests de dépistage en cours que les Coréens sont porteurs de ce virus toutes générations confondues, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils soient tous infectés, parmi eux la plupart sont des porteurs sains, donc confusion dans cet article aux relents alarmistes comme il se doit.

A vérifier.

- En Chine ils utilisent la vitamine C à très haute dose pour soigner les cas critique avec de très bons résultats https://m.youtube.com/watch?v=6-elCYFhqJs

Ils conseillent de prendre un gramme par jour pour s'en prémunir.

Une très très mauvaise nouvelle !

Coronavirus : vers une sortie de crise ?

https://www.youtube.com/watch?v=8L6ehRif-v8&feature=emb_title

https://www.youtube.com/watch?v=7N1y4Kv8B2I

Pr Didier Raoult, Directeur de l'IHU Méditerranée Infection Pr Jean-Marc Rolain, Professeur de pharmacie

BFMTV, le pire virus médiatique !

Chloroquine/Épidémie de coronavirus: itws de Patrick Pelloux, des Prs Didier Raoult/Olivier Bouchaud (BFMTV)

https://www.youtube.com/watch?v=enm5nFJOT48

Commentaires d'internautes.

1- "Didier Raoult, 'le coronavirus n'est pas plus dangereux que la grippe saisonnière!' Mais il faut à tout prix affoler des gens, créer la peur et ensuite injecter le poison qu'il faut. L'arbre qui cache la forêt!

2- "La chloroquine fonctionne, mais ils ne veulent pas la prescrire. Donc ils veulent répandre cette épidémie..."

3- "Le problème c'est que la molécule ne coûte rien! Et cà ça n'arrange pas le business!"

4- "Le monde médical, politique et les médias sont tellement corrompus par l'industrie pharmaceutique aux mains des hedge-funds que tout est possible."

5- "Vous demandez des explications au Pr Raoult , éminent microbiologiste et ensuite vous interrogez Mr Pelloux, pour savoir si ce qu'a dit cet éminent chercheur est exact ! Mais vous êtes tombés sur la tête !

Ce Pelloux a une compétence de généraliste, avez-vous au moins regardé le parcours professionnel du Pr Raoult, c'est tellement impressionnant que ça donne le vertige."

6- "Le professeur Raoult est un des plus grand expert mondial en épidémiologie bactérienne et virus et BFM après l'interview pose la question « est ce que la chloroquine est efficace contre le coronavirus « vous êtes débiles ou quoi ?"

7- "Un médecin très censé et optimiste, face à des journalistes propagandistes à la botte du gouvernement qui par tous les moyens veulent continuer à propager la peur et un climat anxiogène dans le pays. Pathétique."

8- "Alors qu'au fond et comme c'est très simplement expliqué par le premier intervenant, il ne s'agit absolument pas d'un traitement qui serait "miraculeux" mais simplement efficace, et surtout pas cher."

9- Olivier Bouchaud et Peloux n'arrivent pas aux doigts de pieds du professeur Raoult en terme de savoir, de science et d'honnêteté intellectuelle.

Une honte ces journalistes

10- Faut-il croire un professeur mondialement connu ? toujours en activité, un président d'association de médecin urgentiste et un chef de service et la propagande, j'ai choisi le premier qui me parait le plus crédible

11- Non seulement il y a la Chloroquine qui est efficace, mais aussi la quercitine qui est une flavonoïde présente dans les pommes, oignons, le thé (noir et vert) ainsi que les légumes verts à feuilles, les haricots et les agrumes. L'agenda du nouvel ordre est bouleversé par les produits naturels disponibles ! Et ouste les profits des labos pharmaceutiques.

Mise au point.

- Coronavirus : où en est la médecine ? - entelekheia.fr 6 mars 2020

Pour démêler le vrai du faux dans la crise du Covid-19, qui est également une « infodémie » où des avis plus ou moins autorisés et des fausses informations circulent à grande vitesse, nous avons mis les petits plats dans les grands en convoquant l'avis de l'expert N°1 mondial en maladies infectieuses, le professeur Didier Raoult, de l'IHU Méditerranée-Infection (hôpital de la Timone à Marseille).

Dans les quatre brèves vidéos qui suivent, il répond à des questions fondamentales sur la pandémie actuelle.

Et pour commencer, apprenons à faire la différence entre un véritable expert médical et un « expert » de plateau de télévision à l'aide de l'outil Expertscape, qui les classe par ordre de reconnaissance au niveau mondial.

Pourquoi les Chinois se tromperaient-ils ?

https://www.youtube.com/watch?v=mJl2nPHAo2g

Coronavirus, vers une sortie de crise ?

Le professeur Didier Raoult parle d'un traitement actif contre les coronavirus et le SARS, la chloroquine. C'était le 25 février dernier.

https://www.youtube.com/watch?v=8L6ehRif-v8

Coronavirus : Traitement ? Vaccin ?

Sur la différence de mentalité entre la Chine et l'Occident : alors qu'ici, toute nouvelle maladie doit appeler de longues recherches sur un nouveau traitement ou un nouveau vaccin, la Chine est beaucoup plus pragmatique en testant des molécules déjà connues et immédiatement disponibles sur le marché, dans une approche dénommée « repositioning » (repositionnement).

Coronavirus : traitement ? Vaccin ?

https://www.youtube.com/watch?v=7N1y4Kv8B2I

Chloroquine : Pourquoi tant de haine ?

Malgré son activité contre le SARS et le nouveau coronavirus, la chloroquine n'a pas bonne presse. Pourquoi ? Réponse et en bonus, tour d'horizon des autres traitements en phase de tests les plus prometteurs.

Chloroquine : pourquoi tant de haine ?

https://www.youtube.com/watch?v=TaV6sj8TuWQ

(Source : entelekheia.fr 6 mars 2020)

- Pourquoi personne n'écoute l'expert mondial des virus qui dit qu'un traitement simple contre le Covid-19 existe ? - Réseau International - legrandsoir.info 9 mars 2020

Les réactions à la vidéo mise en ligne le mardi 25 février par l'IHU de Marseille et intitulée à l'origine « Coronavirus : Fin de partie », annonçant qu'un traitement avait été trouvé et démontré comme efficace contre le Covid-19, n'ont été que faiblement relayées par les médias, voire ont suscité de la suspicion de la part d'autres médecins interrogés. Pourtant Didier Raoult, chercheur biologiste et professeur de microbiologie est considéré comme le premier expert mondial quant aux maladies infectieuses. Il a monté en 1983 son propre laboratoire, « l'Unité des Rickettsies », spécialisé dans la culture des bactéries intracellulaires, laboratoire qui comprend maintenant plus de 400 personnes. Le monde à l'envers ?

Mensonges et manipulation

4 mars 2020

Après l'enthousiasme affiché par ce professeur, qui exerce depuis plus de 30 ans, on aurait pu s'attendre à une déferlante de titres annonçant la nouvelle, ou, à tout le moins, que ce traitement soit évoqué lors des points infos des journaux. Mais non, c'est quasiment silence radio. Alors pourquoi ?

En fait il semble qu'il y ait plusieurs points qui aillent à l'encontre des intérêts des « maîtres du monde ».

Une crise d'égo ?

Tout d'abord l'étude n'a pas été effectuée par les États-Unis ou l'Europe, mais par les Chinois. Ces derniers ayant publié leurs résultats en Chine, et pas dans une prestigieuse revue à comité de lecture occidentale, l'étude est perçue avec dédain. Pourtant Raoult, qui explique avoir par le passé travaillé avec la Chine, explique qu'aujourd'hui que les meilleurs experts sont là-bas

et qu'ils ont simplement dépassé le reste du monde. En ce sens, il faut bien admettre qu'il navigue à contre-courant et qu'il semble faire fi des considérations politiques sans crainte de mettre son statut en jeu par ses déclarations. Gageons qu'il s'appuie sur son expérience pour faire confiance à l'étude chinoise. Quand on connaît un sujet, on repère facilement les indices pour estimer qu'un principe peut être pris en considération ou pas.

Ensuite, comme il l'explique, il n'est lui-même pas parisien, seulement marseillais. Il lui est donc interdit de donner de leçon aux élites. C'est comme ça, on est en France, c'est le jacobinisme. Et il existe des gardiens pour faire respecter l'ordre.

« Que pensez-vous de la théorie qui émerge depuis quelques jours selon laquelle la chloroquine permettrait de traiter le coronavirus ?

Non, c'est faux. Il n'y a aucun résultat probant dans ce sens pour l'instant ».

– Docteur Bertrand Galichon, chef adjoint du service des urgences de l'hôpital Lariboisière à Paris. Source : l'Incorrect 28 février

Notons que ce docteur continue en disant « Je crois en tout cas que cette épidémie n'est ni la première ni la dernière et qu'une psychose déraisonnée se met en place. Il suffit de prendre les transports à Paris pour le constater. » Ah vraiment ? Pourtant, presque personne ne porte de masque dans le métro et le RER parisiens. Pour être tout à fait exact, il y en a parfois, mais vraiment rarement, et quand c'est le cas, cela ne concerne qu'une ou deux personnes. Alors, c'est quoi ces affirmations ?

Les docteurs parisiens dont Raoult se moque en viennent à demander une étude en labo puis clinique, que justement les Chinois viennent de terminer au pas de charge, sur 100 patients avec groupe de contrôle... Est-ce de l'ignorance ou du mépris ?

Un traitement qui ne rapporte rien

Le but du système de santé n'est pas vraiment de soigner les gens mais, à travers les médecins, de permettre aux laboratoires d'engranger des bénéfices. Dans ces conditions, le traitement proposé par les Chinois pose problème. Deux comprimés par jour de chloroquine à 10 centimes l'unité pendant 10 jours représentent un total de 2 euros. Par ailleurs, ce traitement est vieux de 70 ans et plus aucun brevet n'existe. La marge financière pour les laboratoires pharmaceutiques est donc très maigre, surtout en regard d'un hypothétique vaccin.

Des contre arguments bien médiocres

L'opposition a, manu militari, utilisé les effets secondaires du traitement à la chloroquine : atteintes rétiniennes pouvant conduire à la cécité dans certains cas et intoxication aiguë, bien documentée, susceptible de déclencher des problèmes cardiaques ou respiratoires à fortes doses. Le professeur Raoult lui, dit avoir traité 4 000 personnes et n'avoir jamais rencontré de tels effets secondaires. Alors, pourquoi mettre en doute son expérience de terrain ?

Le vaccin en question

Alors que l'annonce de l'IHU de Marseille tombait à plat, la chaîne CNews faisait elle la promotion, le vendredi 28 février, d'un vaccin « inventé en Israël ». Vaccin qui, pour le coup, n'a pas du tout été testé sur l'homme et est destiné aux volailles contre un coronavirus qui est propre à ces animaux. Mais lui, c'est sûr, il va fonctionner...

À noter qu'un autre médicament peu onéreux est en cours d'évaluation : la quercétine. Cette substance a déjà été utilisée pour traiter et prévenir l'Ebola ainsi que le virus Zika. Mais contrairement à la chloroquine, le résultat des essais cliniques n'est pas encore publié.

À force de crier au loup...

À clairement ne pas vouloir admettre que ce virus peut d'ores et déjà être traité et donc à hystériser la chose, ne risque-t-on pas de ne plus avoir de réaction correcte de la part des gens si dans un futur proche un gros virus bien méchant, venait lui à se présenter ?

Mais cela est peut-être voulu. Pavlov avec ses expériences sur les chiens s'est rendu compte d'un phénomène qu'il a appelé l'inhibition transmarginale. Le phénomène est présent chez les hommes aussi. Soumis à d'intenses stimuli le système nerveux va arriver à un point de rupture. Suivant la résilience des personnes, ce point de rupture est atteint grâce à différentes étapes. Les voici :

1) Créer du stress en augmentant de l'intensité du signal, ce signal étant le signal « peur » diffusé à la population.

2) Prolonger l'intervalle de temps entre la diffusion du signal et l'arrivée de la nourriture, c'est à dire ici d'un traitement. On comprend donc que le traitement ne doit pas arriver trop tôt, il faut laisser le stress faire son effet. Une bonne partie des gens sous

ce stress va alors se résigner, être plus docile, et être moins attentifs à autre chose.

3) Envoyer des messages contradictoires. On a un traitement, finalement non. Il y a plus de morts, finalement non. C'est super grave mais ce n'est pas le reflet de la réalité, etc. Inconsciemment, le niveau de stress augmente encore.

4) Carrément affaiblir physiquement les personnes. Les vaccins pourraient bien être ce moyen. On se rappelle de l'augmentation de cas de sclérose en plaques dénoncé par les gens ayant reçu le vaccin contre l'hépatite B. Cette méthode-là est sournoise et horrible. Elle est utilisée contre les individus pourvus d'une constitution solide et d'une intelligence supérieure, qui résistent à la domination et au contrôle.

Voici la réponse de Didier Raoult aux assauts de ses opposants :

« Ça veut dire aujourd'hui qu'on n'a plus besoin de vaccin ?

Didier Raoult : Les vaccins, je sais que ça excite beaucoup la presse, mais des vaccins nouveaux créés depuis trente ans pour répondre à des crises sanitaires, il y en a un ou deux. Tout le monde dit que ce serait merveilleux s'il y avait un vaccin mais ce n'est pas comme ça que ça marche. Dans le passé récent, au XXIe siècle, les grandes maladies ont été vaincues par le traitement plus que par le vaccin. Le traitement marche vite et quand on fait comme ont fait les Chinois, ce qu'on appelle du " repositionnement "repositioning, c'est-à-dire, utiliser des médicaments pour d'autres raisons que celles pour lesquelles ils avaient été créés, ça offre des solutions très rapides. C'est une bonne nouvelle pour tout le monde, car on n'a pas de raison de payer très cher des produits qui sont bon marché. C'est accessible, c'est disponible et il n'y a pas à attendre quatre ans pour une autorisation de mise sur le marché. C'est une ouverture absolument considérable ».

– Voici le lien de la publication chinoise au format pdf :

Breakthrough : Chloroquine Phosphate has Shown Apparent Efficacy in Treatment of COVID-19 Associated Pneumonia in Clinical Studies.

– La courbe des cas en Chine (en bleu le nombre de personnes guéris, en rouge le nombre de nouveaux cas) :

Le nombre quotidien de nouveaux cas guéris dépasse celui des nouveaux cas confirmés en Chine depuis 11 jours consécutifs.

Le Royaume-Uni interdit l'exportation parallèle de deux candidats au traitement COVID-19 pour protéger l'approvisionnement national (26 février)

[...] les deux médicaments en question, la combinaison antivirale à dose fixe lopinavir + ritonavir, et le phosphate de chloroquine, antipaludique (qui est également connu pour son activité antivirale), étaient tous deux remarquables pour une raison bien différente. Ces deux médicaments ont été mis en évidence dans de récentes communications du ministère chinois des sciences et de la technologie et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans le cadre d'une liste croissante de thérapies potentielles en cours d'évaluation, en tant que candidats à l'utilisation pour atténuer les infections lors de l'épidémie de COVID-19.

Le professeur et virologue Marc Van Ranst de l'Université de Louvain (Belgique) s'associe aux positions prises par le Pr Didier Raoult :

Source : https://monde.taibaweb.com/index.php/2020/03/03/hysterie-pourquoi-pers...

Note de Geb :

J'ajouterai que le Professeur Raoult est considéré dans les milieux scientifiques et médicaux comme une sommité. Et que tenter de le discréditer ne va pas être une mince affaire pour ceux qui y auraient intérêt. D'ailleurs pour l'instant on ne peut que constater son absence la Une des journaux mainstream car ceux qui le tenteront risquent de finir de détruire le peu de crédibilité qu'il leur reste. Et le discours qu'il tient est celui tenu autant par pratiquement tous les opposants au Bloc occidental, que par Cuba sur l'existence d'un traitement existant et peu cher. Soit par tous ceux qu ont intérêt de guérir la maladie rapidement sans se faire du beurre dessus.

La piquouse de rappel pour les ignorants, les amnésiques ou ceux qui ont un peu trop tendance à croire sur parole les versions officielles.

LVOG - Ils sont toujours animés de bonnes intentions... Mais qui les financent, qui orientent leurs travaux, qui décidera à quel

usage seront réservées leurs découvertes ? Qui en tirera profit ? Les mêmes !

- Un chercheur fabrique volontairement un virus ultra-virulent : savant fou ou visionnaire ? - francetvinfo.fr 2 juillet 2014.

Les expériences d'un scientifique japonais, qui a créé une variante du virus H1N1 très dangereuse pour l'homme, relancent le débat sur la nécessité de créer ces agents infectieux en laboratoire pour mieux les étudier.

Un virus plus dangereux que la grippe A

En cause, le Japonais Yoshihiro Kawaoka, chercheur en virologie à l'université du Wisconsin, aux Etats-Unis. Le journal révèle qu'il a travaillé dernièrement sur le virus H1N1, aussi connu en France sous le nom de grippe A. Un virus issu de l'oiseau et du porc, plus virulent que la grippe classique, qui s'est propagé dans le monde entier et aurait fait plus de 200 000 victimes dans le monde en 2009. Il circule toujours, mais ne tue presque plus aujourd'hui, notamment parce que nos systèmes immunitaires ont appris à se défendre contre lui.

C'était sans compter sur le professeur Kawaoka. Le Japonais affirme – dans un article à paraître dans une revue scientifique – avoir créé de façon artificielle une version mutante du H1N1, capable d'échapper aux anticorps qui devraient normalement le neutraliser et de résister au vaccin existant. Une découverte qui n'avait pas été rendue publique avant les révélations de The Independent " une partie des scientifiques devant lesquels Kawaoka a présenté ses conclusions plus tôt cette année. "Il s'est servi d'un virus de la grippe dont on sait qu'il est transmissible à l'homme, et l'a manipulé de telle manière qu'il laisserait la population mondiale sans défense si jamais il s'échappait du laboratoire", s'alarme l'un d'eux.

Objectif : se préparer aux virus de demain

Mais ce n'est pas la première fois que les expériences de Yoshihiro Kawaoka dérangent. En juin, une polémique était née de ses expériences pour recréer la grippe espagnole, qui avait tué entre 50 et 100 millions de personnes en 1918 et 1919, l'épidémie la plus meurtrière de l'histoire. En 2012, il avait réussi a transformer le virus de la grippe aviaire (H5N1) pour le rendre extrêmement contagieux et transmissible d'une espèce à l'autre, donc potentiellement à l'homme. Une méthode tellement simple à reproduire que les conseillers en biosécurité du ministère de la Santé américain ont tenté de censurer sa publication, de peur que des terroristes en fassent une arme biologique.

Si ses expériences évoquent plutôt le plan machiavélique d'un méchant de James Bond, le professeur Kawaoka défend l'utilité de son travail. Son étude aurait atteint son but : identifier les caractéristiques du virus qui pourraient lui permettre d'échapper au système immunitaire, et ainsi créer des vaccins plus efficaces. En somme, Kawaoka veut anticiper, en les reproduisant dans son laboratoire, les possibles mutations naturelles de virus d'origine animale comme le H1N1, qui pourraient devenir une menace pour l'homme.

Pour John Oxford, professeur en virologie interrogé par le Guardian (en anglais), ces souches mutantes ne pas une simple hypothèse, mais un réel problème : "Elles existent sans doute quelque part. Probablement chez un canard en Sibérie, heureusement pour nous, mais si par hasard elles se rapprochaient, nous serions en danger." D'où l'urgence de s'y préparer. Les expériences de Kawaoka sur le virus proche de la grippe espagnole ont ainsi permis de déterminer qu'il serait vulnérable à des traitements existants, comme le vaccin contre la grippe A ou le médicament Tamiflu. "Ce sont des informations importantes pour ceux qui sont chargés de surveiller et de se préparer à des pandémies" a expliqué le scientifique japonais au Guardian.

Problème : la sécurité défaillante de certains laboratoires

Le professeur Kawaoka n'est, en outre, pas le seul chercheur à manipuler des virus très dangereux en laboratoire. Dans son histoire, la médecine a régulièrement développé des traitements utilisant des virus parfois meurtriers. En 2012, une équipe américaine est parvenue à guérir une fillette leucémique en lui inoculant des cellules inoffensives du VIH, le virus du sida.

L'immunothérapie, qui stimule le système immunitaire par l'introduction de virus parfois dangereux, est devenue un traitement courant pour certains cancers, et une branche de la médecine en plein développement.

Mais la méthode utilisée par Kawaoka inquiète certains observateurs. Si l'étude du scientifique japonais a été validée par le Comité de biosécurité du Wisconsin, des membres de ce comité interrogés par The Independent estiment qu'il a été volontairement flou sur son intention de créer un virus aussi dangereux. Autre détail troublant : alors que l'université du Wisconsin dispose d'un laboratoire d'un niveau 3 de sécurité, ou P3 (sur une échelle de 4, le niveau le plus élevé étant réservé aux virus qui n'ont pas de remède connu), Kawaoka a choisi de n'utiliser qu'un laboratoire P2.

De quoi donner du grain à moudre à ses opposants, qui estiment qu'aucune étude ne justifie de prendre de tels risques. "Quand le résultat potentiel est une pandémie, même un risque minime doit être fortement considéré", explique l'épidémiologiste

américain Marc Lipsitch. Lui et d'autres chercheurs de Harvard et de Yale ont calculé que, en prenant dix laboratoires menant ce type d'expériences pendant dix ans, la probabilité qu'une personne soit infectée était de 20%. Selon eux, une simple observation des virus présents dans la nature suffirait à se préparer à leurs évolutions futures.

Il faut dire qu'il existe quelques précédents d'accidents, au-delà du cinéma. Les experts pensent aujourd'hui qu'une souche de grippe aviaire ressurgie mystérieusement en 1977 s'était en fait échappée d'un laboratoire. Le Laboratoire des maladies infectieuses émergentes d'Atlanta (Géorgie, Etats-Unis) a, pour sa part, été le théâtre d'incidents inquiétants en 2009 et 2010. Notamment l'intrusion d'une personne non autorisée ou encore des portes restées ouvertes dans des laboratoires censés être très protégés, contenant des maladies comme la variole ou l'anthrax (la maladie du charbon). Même la France n'est pas épargnée : en avril 2014, l'Institut Pasteur a égaré 3000 tubes contenant le virus du Sras, une autre maladie respiratoire dangereuse. L'institution a assuré que le potentiel infectieux était "nul", mais l'incident reste inexpliqué. francetvinfo.fr 2 juillet 2014.

- Créer un virus H7N9 mutant pour mieux le combattre - lapresse.ca 07 août 2013

Un groupe international de chercheurs propose de manipuler génétiquement le virus de la grippe aviaire A(H7N9) pour développer des parades plus efficaces contre une pandémie potentielle dévastatrice, révèle une lettre publiée mercredi aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Ce virus particulièrement virulent apparu en Chine au début du printemps a infecté dans ce pays plus de 130 personnes, dont 43 sont mortes.

Mardi une étude parue dans le British Medical Journal a fait part du premier cas de transmission entre humains de H7N9 en Chine. Les deux personnes infectées, le père et sa fille, sont décédées. En outre, le virus a montré des signes de résistance aux principaux antiviraux.

Ces chercheurs, dont notamment les virologues néerlandais Ron Fouchier (Rotterdam) et américain Yoshihiro Kawaoka de l'Université du Wisconsin-Madison, décrivent l'approche qu'ils envisagent pour décoder en laboratoire les processus moléculaires clé de H7N9 avec des manipulations génétiques, et créer en d'autres termes un virus mutant plus virulent, résistant aux antiviraux ou capable de se transmettre entre humains.

Avec ces expériences ils espèrent «trouver ce qui rend cet agent pathogène potentiellement mortel pour l'homme et comment arrêter sa possible propagation».

Ces chercheurs soulignent aussi qu'ils prendront les précautions qui s'imposent pour travailler avec des virus génétiquement modifiés et respecteront les réglementations strictes en cette matière mises en place en 2012 pour des travaux controversés sur le virus de la grippe H5N1.

Les Drs Fouchier et son collègue Yoshihiro Kawaoka avaient chacun de leur côté créé un virus mutant H5N1 de la grippe capable de se transmettre entre mammifères: les autorités américaines avaient bloqué la publication de leurs études en 2011 pendant plusieurs mois, en avançant le risque bio-terroriste.

Un groupe de 40 scientifiques avaient accepté un moratoire sur ce type de travaux qui a été levé plus tôt cette année. lapresse.ca 07 août 2013

LVOG - Ils savaient que le risque existait, ils sont passés outre. Présage ou prémédiation ? "*Il est inévitable qu'une souche pandémique d'une telle virulence émerge à nouveau*".

- Les USA réautorisent la création de virus mortels - ouest-france.fr 26 décembre 2017

Le gouvernement américain vient d'autoriser, à nouveau, le financement de la recherche impliquant le développement de virus plus contagieux, voire mortels. L'objectif : se préparer à une éventuelle pandémie. Mais cette décision fait polémique tant les risques sanitaires sont importants.

Et si la plus grande menace pour l'humanité n'était pas celle de l'arme nucléaire, mais une épidémie à l'échelle mondiale ? C'est la crainte de nombreux scientifiques, qui vient d'être ravivée par une récente décision du gouvernement américain.

Mardi dernier, les Instituts américains de la santé (NIH), des institutions gouvernementales, ont levé le moratoire de 2014 qui interdisait le financement de la recherche concernant le développement de virus mortels.

Ces expériences, qui viennent d'être à nouveau autorisées, sont connues sous le nom de « gain de fonction ». Elles consistent

à modifier des virus existants pour les rendre plus contagieux et plus dangereux pour la santé, dans le but d'évaluer les risques qui y sont liés. Trois virus en particulier sont concernés : la grippe, le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), et le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS).

Des risques sanitaires importants

Les risques liés à ces recherches divisent les chercheurs. Certains scientifiques craignent qu'un virus génétiquement modifié à haut risque sanitaire ne s'échappe d'un laboratoire, et contamine la population.

Ce sont ces craintes qui avaient poussé le NIH à cesser le financement de ce type de recherches en 2014. Au mois de juin de cette année-là, le CDC avait accidentellement exposé plus de 75 travailleurs à l'anthrax(ou maladie du charbon), à cause d'une erreur de protocole. Un mois plus tard, des fioles contenant le virus de la variole étaient retrouvées dans un réfrigérateur non sécurisé de l'Institut national de la santé de Bethesda, dans le Maryland.

Michael Osterholm, le directeur du Centre de recherche sur les maladies infectieuses de l'Université du Minnesota, s'inquiète quant aux risques liés à la communication autour de ces recherches. « Si une étude avait trouvé le moyen de modifier génétiquement le virus pour qu'il devienne pathogène dans l'air, je n'aimerais pas que le public ait un plan sur la façon de le faire », alerte-t-il.

Anticiper une épidémie

Comme le rappelle George Poste, ancien directeur du Biodesign Institute à l'Université d'Arizona, au site Business Insider, « nous avons été épargnés pendant 100 ans [depuis la grippe espagnole, N.D.L.R.], mais il est inévitable qu'une souche pandémique d'une telle virulence émerge à nouveau ».

Selon le directeur du NIH Francis Collins, cette décision permet « d'aider à identifier, comprendre et développer des stratégies et des réactions efficaces contre les agents pathogènes qui évoluent rapidement et constituent une menace pour la santé publique ».

Plusieurs experts vont dans ce sens, comme Jean-Claude Manuguerra, directeur de l'unité de recherche Environnement et risques infectieux à l'Institut Pasteur, et responsable de la Cellule d'intervention biologique d'urgence. « Arrêter la recherche, ce n'est pas la bonne solution, juge-t-il. La reprendre de manière bien encadrée, c'est fondamental. »

Même si ces recherches divisent outre-Atlantique, le risque reste minime, selon Jean-Claude Manuguerra. « Il faut prendre toutes les précautions, et vérifier que le bénéfice est supérieur au risque. C'est cette balance là qu'il faut utiliser », tempère-t-il. ouest-france.fr 26 décembre 2017

Comment ils parviennent à instaurer en douceur l'état de siège.

- Coronavirus : ce que prévoit le décret qui place toute l'Italie en confinement - L'Express.fr 10 mars 2020

Le gouvernement italien a étendu par décret lundi soir à tout le pays les mesures exceptionnelles de confinement de millions d'Italiens vivant dans le Nord. Ces restrictions sont valables jusqu'au 3 avril. Quelque 60 millions d'Italiens sont priés de rester chez eux à compter de ce mardi, afin de lutter contre le coronavirus.

Dès lundi soir, à Rome ou Naples, des supermarchés ont été pris d'assaut par des habitants.

Dès ce mardi, les déplacements des 60 millions d'Italiens seront strictement limités. Ne seront possibles que les déplacements répondant à des "impératifs professionnels dûment vérifiés et à des situations d'urgence, pour des raisons de santé".

Déplacements limités au strict minimum

Dès ce mardi, les déplacements des 60 millions d'Italiens seront strictement limités. Ne seront possibles que les déplacements répondant à des "impératifs professionnels dûment vérifiés et à des situations d'urgence, pour des raisons de santé".

Pour éviter les déplacements à caractère professionnel, les entreprises, publiques et privées, sont invitées à mettre leur personnel en congés.

Assignations à résidence

Les personnes présentant des symptômes d'affection respiratoire et de la fièvre sont fortement incitées à rester chez elles et limiter au maximum tout contact social, y compris avec leur médecin traitant. Les personnes dont la contamination au coronavirus a été confirmée sont obligatoirement assignées à résidence.

Rassemblements interdits

Le décret signé lundi soir va plus loin que celui adopté dimanche en ajoutant un article interdisant "toute forme de rassemblement de personnes dans des lieux publics ou ouverts au public". Autre conséquence : tous les événements et compétitions sportives, quelle qu'en soit la nature, sont suspendus et les stations de ski dans tout le pays seront fermées jusqu'au 3 avril.

Toutes les manifestations culturelles, sportives, religieuses ou festives sont suspendues. Les cinémas, pubs, théâtres, écoles de danse, salles de jeux, casinos, discothèques et autres lieux similaires devront rester fermés. Une même mesure est appliquée aux écoles, universités, et musées.

Une distance de sécurité à respecter

Quant aux bars et restaurants, ils pourront rester ouverts, de 6 heures à 18 heures, à condition de respecter la distance de sécurité d'au moins un mètre entre les clients. Cette disposition concerne également les autres activités commerciales et les lieux de culte. Les cérémonies religieuses (mariage, baptême, funérailles) sont toutefois interdites jusqu'au 3 avril. Les centres commerciaux et grands magasins devront rester fermés les jours fériés et les veilles de jour férié. L'Express.fr 10 mars 2020

- En Italie, 48 verbalisations pour avoir participé à un enterrement malgré l'interdiction - L'Express.fr 10 mars 2020

Les contrevenants risquent jusqu'à trois mois de prison et une amende de 206 euros. L'Express.fr 10 mars 2020

LVOG - Les morts seront-ils mis à contribution à titre posthume ?

On peut dire aussi qu'ils poussent les masses à bout, et on ignore comment cela peut tourner et se terminer.

- Coronavirus : en Italie, l'interdiction des visites provoque des émeutes dans les prisons - francetvinfo.fr 10 mars 2020

Une vingtaine de prisons se sont embrasées en Italie, après que les autorités ont annoncé, dimanche, le gel des visites aux détenus et des permissions de sortie afin de combattre l'épidémie de coronavirus. Onze prisonniers ont trouvé la mort au cours de ces soulèvements. francetvinfo.fr 10 mars 2020

- Le gouvernement américain a exhorté lundi les personnes âgées à faire des stocks de nourriture et de médicaments afin de se préparer à rester chez elles. FranceInfo 9 mars 2020

Totalitarisme. France. Ils ont trouvé un substitut à l'école et un moyen pour faire baisser les statistics du chômage.

- "Cela m'a appris à être ponctuel, assidu, à travailler en équipe" : le service civique a 10 ans - Franceinfo10 mars 2020

Dix ans jour pour jour après la promulgation de la loi de création du service civique, le bilan est plutôt bon : 435 000 jeunes se sont investis pour une période de six mois à un an, en décrochant souvent, à l'issue de leur service, un emploi. Franceinfo10 mars 2020

LVOG - A une autre époque, c'était les jeunesses hitlériennes... Ils précédèrent les stalags, les camps de concentrations, les chambres à gaz... C'est un peu osé, j'en conviens, mais il y a un début à tout !

Avant, c'était à l'école que revenait la mission de former des hommes et des femmes, dorénavant ce devrait être l'armée. La militarisation des esprits fait partie de la panoplie de leur plan de guerre contre le peuple, le service est assuré par des associations et pas forcément par l'armée ou encadré par elle.

Pourquoi passer par une association pour apprendre à "*être ponctuel*", "*être assidu*", et participer au "*travail en équipe*", puisque c'est un comportement qu'on a adopté pendant toute la scolarité, à moins d'être passé à côté.

A l'école, on pense individuellement et on s'exprime collectivement, c'est la condition pour être libre. Et comme en principe dans une classe c'est au professeur que revient le devoir de veiller à l'application de ce principe, et qu'il est censé maîtriser cette expérience, épreuve ferait trop martial, il est le mieux placé pour être le maître de cérémonie, mais il peut arriver qu'il soit dépassé parce qu'un ou des éléments sont incompatibles avec l'exercice de ce principe ou tout le monde respecte tout le monde, sans quoi la liberté n'a aucun sens ou disparaît.

C'est avec cet état d'esprit que j'ai enseigné quelques années.

Les Indiennes qui sortent de leur village pour aller travailler pour la première fois de leur vie dans une entreprise, sont ponctuelles, assidues et travaillent en équipes. Parfois c'est difficile, surtout 6j/7 quand on a deux ou trois enfants et un mari qui ne fout rien à la maison. Elles ont beaucoup de mérite, je le dis sans être féministe, c'est inutile.

Ils sont tranquillement en train de manipuler tous les marchés, celui de l'énergie avec leur urgence climatique n'était qu'un hors d'oeuvre.

- Les Bourses asiatiques limitent la casse, les cours du pétrole remontent - L'Express.fr 10 mars 2020

Quel est le mobile du crime ? Un début d'explication qui doit vous rappeler quelque chose.

- Moscou n'a pas accepté la proposition du cartel (de l'Opep) de réduire encore la production de brut à cause de l'épidémie due au nouveau coronavirus.

«Il se peut que certains producteurs russes puissent faire des bénéfices à un tel prix, mais dans le reste du monde, l'extraction de brut revient beaucoup plus cher. Et ce qui est parfaitement évident, les producteurs américains de pétrole de schiste ne pourront même pas rentrer dans leurs frais si le brut ne coûte que 30 dollars le baril. Il n'y a aucun doute là-dessus», a tranché l'expert. (Dean Baker, codirecteur du CERP (Centre pour la recherche économique et politique) à Washington).

Et d'ajouter que, même avec un prix de 45 à 50 dollars le baril, les producteurs américains auraient beaucoup de difficultés pour gagner quoi que ce soit.

L'Opep et ses alliés n'ont pas réussi à se mettre d'accord pour soutenir les cours du pétrole qui s'effondrent, provoquant les chutes des bourses. Face à la propagation du coronavirus à travers le monde, les marchés boursiers ont enregistré une forte baisse des prix du brut. sputniknews.com 9 mars 2020

- Pétrole : le Nigeria veut augmenter sa production pour faire face à la chute des cours due au coronavirus - Franceinfo 10 mars 2020

Le gouvernement nigérian a décidé de revoir son budget à la baisse et de stimuler sa production de pétrole pour faire face à l'effondrement des cours du baril dû à l'épidémie mondiale de nouveau coronavirus. Franceinfo 10 mars 2020

LVOG - Cela peut conduire à une surproduction entraînant un effondrement des marchés, à des faillites en cascades...

- L'Arabie saoudite fait chuter le prix du pétrole à 31 $ le baril Réseau Voltaire 10 mars 2020

Le cours du baril de brut s'est effondré de 20 % sur les marchés européens et de 30 % sur les marchés asiatiques à l'issue de la réunion trimestrielle de l'Opep à Vienne. Il s'agit du prix le plus bas depuis onze ans.

L'Arabie saoudite, écartant les propositions visant à réduire légèrement l'offre en période de ralentissement économique mondial pour cause d'épidémie de coronavirus, a agressivement imposé une chute drastique des prix.

L'Arabie saoudite est le principal acteur de l'Organisation des pays producteurs de pétrole dont la Russie n'est qu'un membre associé (Opep+). Le Kremlin était favorable à une réduction de la production, tandis que Rosneft plaidait pour un chacun pour soi.

Cette chute drastique menace directement l'équilibre financier de nombreux pays producteurs. Si elle se maintient plusieurs mois, plusieurs pourraient se trouver en défaut de paiement.

Il s'agit d'une remise en cause frontale de la stratégie pétrolière de la Russie, mais plus encore de l'administration Trump.

Il semble que l'Arabie saoudite menace de détruire l'industrie US du pétrole de schiste afin de stopper la tentative US de déstabilisation du pays [1].

La Cera Week de Houston, la plus importante conférence pétrolière au monde, qui devait se tenir ce lundi, a été annulée.

Certaines compagnies pétrolières sont plus atteintes que d'autres compte-tenu de leurs coûts d'exploitation. La plus touchée est BP dont l'action a baissé de 20 %. Réseau Voltaire 10 mars 2020

Ce pourrait être une explication ou une pièce du puzzle.

- L'option de s'en prendre désormais à l'Arabie saoudite plutôt qu'à la Turquie a été activée par le Pentagone, croit-on savoir à Riyad, bien que le président Trump lui impose de délirantes commandes d'armement en échange de sa protection. La dissection de l'Arabie saoudite avait été envisagée par le Pentagone dès 2002 [3].

[3] "Taking Saudi out of Arabia", Powerpoint de Laurent Murawiec pour une réunion du Défense Policy Board (July 10, 2002). (Quelle cible après la Syrie ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 10 mars 2020)

La contamination continue, mais cette fois à une échelle plus meurtrière.

- Les exportations d'armes vers le Moyen-Orient progressent, la France troisième exportateur mondial - Franceinfo 9 mars 2020

Ces cinq dernières années, le marché français de l'armement a représenté 7,9% des ventes totales dans le monde, soit une hausse de 72% par rapport à la période 2010-2014. Franceinfo 9 mars 2020

Simple coïncidence, une de plus ou de trop.

- Dans l'Europe fermée à cause du virus, l'UE ouvre ses portes à l'armée US - Réseau Voltaire 10 mars 2020

30 000 soldats états-uniens sont en train de débarquer dans l'Union européenne sans respecter les mesures sanitaires édictées par Bruxelles et par les États membres. Soit, le commandement de l'Armée de Terre US pour l'Europe est incompétent et met inutilement en danger la vie de ses soldats, soit ils ont été déjà vaccinés.

Par Manlio Dinucci

Les ministres de la Défense des 27 pays de l'UE, dont 22 sont membres de l'Otan, se sont rencontrés les 4 et 5 mars à Zagreb, en Croatie. Le thème central de la réunion (à laquelle a participé pour l'Italie le ministre Lorenzo Guerini du Pd) n'a pas été comment affronter la crise du Coronavirus qui bloque la mobilité civile, mais comment développer la « mobilité militaire ». Le test décisif est l'exercice Defender Europe 20 (Défenseur de l'Europe 2020), en avril et mai. Le secrétaire général de l'OTan, Jens Stoltenberg, qui a participé à la réunion de l'UE, le définit comme « le plus grand déploiement de forces US en Europe depuis la fin de la Guerre froide ».

Les 20 000 soldats qui, avec 10 000 autres déjà présents et 7 000 d'alliés Otan, sont en train d'arriver des USA en Europe, communique l'US Army Europe (Armée de Terre US en Europe). Ils « se répandront à travers la région européenne ». Les forces états-uniennes amènent avec elles 33 000 pièces d'équipement militaire, allant des armements personnels aux chars d'assaut Abrams. Il faut donc des infrastructures adéquates pour leur transport. Mais il y a un problème, mis en évidence dans un rapport du Parlement Européen (février 2020) : « Depuis les années 90 les infrastructures européennes ont été développées uniquement pour des objectifs civils. La mobilité militaire est cependant redevenue une question clé pour l'Otan. Comme l'Otan manque d'outils pour améliorer la mobilité militaire en Europe, l'Union européenne, qui a les outils législatifs et financiers pour le faire, joue un rôle indispensable ».

Le Plan d'action sur la mobilité militaire, présenté par la Commission européenne en 2018, prévoit de modifier « les infrastructures non adaptées au poids ou aux dimensions des véhicules militaires ». Par exemple si un pont ne peut pas résister au poids d'une colonne de chars d'assaut, il doit être renforcé ou reconstruit. Sur la base de ce critère, le test de charge du nouveau pont, qui à Gênes remplacera le pont Morandi écroulé, devrait être fait avec des chars Abrams de 70 tonnes. Ces modifications, inutiles pour les usages civils, comportent de fortes dépenses à charge des pays membres, avec une « possible contribution financière Ue ».

La Commission européenne a prévu à cet effet une première allocation de 30 milliards d'euros, argent public sortant de nos poches. Le Plan prévoit en outre de « simplifier les formalités douanières pour les opérations militaires et les transport de marchandises dangereuses de type militaire ».

L'US Army Europe a demandé l'institution d'une « Zone Schengen militaire », avec la différence que ce ne sont pas des personnes qui circuleraient librement mais des chars d'assaut.

L'exercice Defender Europe 20 —a-t-on dit à la rencontre de Zagreb— permettra de « repérer dans la mobilité militaire tout obstacle, que l'UE devra enlever ».

Le réseau des transports de l'UE sera ainsi testé par 30 000 soldats US, qui « se répandront à travers la région européenne », exemptés des normes sur le Coronavirus. On en a la confirmation avec la vidéo de l'US Army Europe à l'arrivée en Bavière, le 6 mars, des 200 premiers soldats US : alors qu'en Lombardie, à quelques petites centaines de kilomètres de distance, sont en vigueur les plus sévères normes, en Bavière —où a été constaté la première contagion européenne de Coronavirus— les soldats US, descendus de l'avion, serrent les mains des autorités allemandes et embrassent leurs camarades sans aucun masque. Question spontanée : seraient-ils déjà vaccinés contre le Coronavirus ?

On se demande en outre quel objectif a « le plus grand déploiement de forces US en Europe depuis la fin de la Guerre froide » officiellement pour « protéger l'Europe de toute menace potentielle » (avec référence claire à la « menace russe »), au moment où l'Europe est en crise à cause de la menace du Coronavirus (il y a un cas même au quartier général de l'Otan à Bruxelles). Et puisque l'US Army Europe communique que « des mouvements de troupe et d'équipements en Europe dureront jusqu'en juillet », on se demande si tous les 20 000 soldats US rentreront dans leur patrie ou si une partie restera par contre ici avec ses armements. Le Défenseur serait-il l'Envahisseur de l'Europe ? Réseau Voltaire 10 mars 2020

Ils osent tout.

- L'Afghanistan libèrera 5.000 prisonniers talibans contre une baisse "significative" de la violence - AFP 11 mars 2020

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils en font des cauchemars !

- Russie: Poutine va s'adresser à la Douma, qui pourrait l'autoriser à se représenter - Reuters 10 mars 2020

Leur démocratie est bien "***un tas de merde***" !

- USA 2020: Biden s'en prend à un ouvrier de l'automobile dans le Michigan - Reuters11 mars 2020

Joe Biden a laissé éclater sa colère de manière injurieuse mardi contre un employé du secteur automobile lui demandant s'il comptait revenir sur le droit au port d'armes aux Etats-Unis.

"Tu es un tas de merde", a dit le candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle du 3 novembre, à l'adresse de cet homme l'accusant d'"essayer activement de mettre fin au Second Amendement".

L'ancien vice-président a par la suite qualifié cet homme de "trou du cul" ("horse's ass"). Reuters11 mars 2020

LVOG - Vous comprenez pourquoi la totalité des médias en pince pour Biden, ils baignent dedans, ça pue !

Haut de page

Le 13 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ai réalisé cette causerie très rapidement, excusez la présentation.

En effet, une "*opportunité en matière d'hygiène*" : Boycott ou pas une voix pour les candidats LREM !

- Coronavirus: les municipales, une "opportunité en matière d'hygiène" selon Véran - AFP 12 mars 2020

- 14 pages au format pdf

C'est à craindre.

Chacun pris à part peut être intelligent et raisonnable ; réunis, il ne forment tous qu'un seul imbécile. (Schiller cité par Sigmund Freud dans “ Psychologie collective et analyse du moi ” -1921)

Rebondissement et précision.

Dans une vidéo le directeur des Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) a déclaré devant le Congrès que certains Américains que l’on croyait morts de la grippe saisonnière avaient été trouvés porteurs après leur décès du nouveau coronavirus, tandis qu'une délégation américaine était présente aux Jeux mondiaux militaires disputée en octobre à Wuhan, épicentre de ce coronavirus. (lire l'article plus loin)

Et étrangement (sic!) le 18 octobre 2019, la Gates Foundation et le Forum économique mondial étaient des partenaires de « l’exercice de simulation » d’une pandémie au nCoV-2019 effectué par le John Hopkins Center for Health Security.

En l'absence de preuve formelle, lorsque des coïncidences sont mises à jour, se produisent ou plus exactement s'enchaînent, sans qu'on en connaisse forcément l'origine, peu importe ici, on est en droit d'en déduire à partir d'une simple observation, que les liens qui existaient entre elles étaient établis ou qu'il existait une forte probabilité pour que les faits rapportés ne soient pas fortuits ou dus au hasard, autrement dit, que ces faits avaient la même origine ou procédait des mêmes intentions, servaient les mêmes intérêts.

Scientistes contre scientifiques. Comment la NED/CIA ou l'Etat profond instrumentalise-t-il le coronavirus en Chine ?

- Comment les régimes autoritaires ont aggravé l'épidémie de coronavirus - DemDigest March 4, 2020

- Comment le coronavirus «montre que le mensonge est au cœur de la Chine communiste» - DemDigest March 11, 2020

Alors que le monde essaie de contenir la propagation de l'épidémie de coronavirus, il doit tenir compte du message provenant des démocrates chinois, à savoir que nous avons tous intérêt à ce que la Chine devienne un système politique plus ouvert, démocratique et digne de confiance, note Carl Gershman, le président du National Endowment for Democracy (NED). Comme le disait le célèbre dissident et écrivain soviétique Aleksandr Solzhenitsyn dans sa conférence Nobel de littérature de 1970, «il n'y a plus d'affaires intérieures sur notre terre surpeuplée». [ou, pour le dire autrement, quoi qu'il arrive à Wuhan, ne reste pas à Wuhan].

En défendant la lutte pour la démocratie et les droits de l'homme en Chine, nous protégeons notre propre avenir, écrit-il pour le Globe and Mail:

Dotation nationale pour la démocratie

Dans un essai publié plus tôt ce mois-ci, Xu Zhangrun [ci-dessus] - un professeur de droit de l'Université Tsinghua qui a été licencié l'année dernière pour dissidence et qui est devenu la voix démocratique la plus en vue depuis Liu Xiaobo - a accusé l'épidémie d'avoir révélé «le noyau pourri». du système chinois. Avec le pays gouverné par des «hacks internes du Parti», il a déclaré que la gouvernance quotidienne est dans un état de «décadence terminale» et que «la pourriture va jusqu'à Pékin». … .. La propagation du coronavirus a fait monter dans le monde entier les coûts de «l'ascension d'une Chine semblable à Goliath à laquelle personne ne fait confiance», explique Jimmy Lai, fondateur et rédacteur en chef du quotidien pro-démocratie Apple Daily à Hong Kong qui vient d'être arrêté pour un article qu'il a publié dans le Wall Street Journal.

D’autres observateurs notent que l’épidémie a révélé des failles et des fissures dans le «modèle chinois» de gouvernance.

La Chine ne peut pas devenir une puissance mondiale si elle reste "manifestement incapable de traiter correctement son propre peuple", soutient Xu, le professeur de l'Université de Tsinghua puni pour une critique sans faille du président Xi Jinping.

La crise pourrait également renforcer à Pékin la nécessité de continuer à construire ses propres institutions de gouvernance mondiale parallèles, fait valoir Paul Haenle du Carnegie – Tsinghua Center. Selon les rapports d'Axios, les think tanks chinois font

déjà planer l'idée d'une «organisation mondiale de la santé dirigée par Pékin qui rivaliserait avec l'OMS».

"Beaucoup en Chine comparent maintenant l'épidémie à la catastrophe de Tchernobyl en Union soviétique, qui a fortement contribué à la perte de légitimité du régime soviétique et à sa chute éventuelle", ajoute Gershman. "La Chine pourrait approcher d'une crise systémique similaire." DemDigest March 11, 2020

LVOG - Totalitarisme. Gravité de la situation, dramatisation à outrance, une déclaration de guerre contre tous les peuples.

La voix de Big Brother. Dans une multiplie d'articles la NED/CIA explique que la décrocratie libérale serait gravement menacée dans un grand nombre de pays et appelle à l'action pour l'endiguer. Vous pouvez le vérifier dans son portail : https://www.demdigest.org. Pour traduire facilement ces articles : https://translate.google.fr

---

Nous vivons dans un monde de décérébrés, de lobotomisés, de schizophrènes, de psychopathes... C'est bien l'ignorance qui continue de gouverner le monde, pour le pire uniquement, ça c'est pour la nouveauté et le plus préoccupant (sic!).

Tous cèdent à la pression exercée par la réaction.

- De l'avis de la plupart des spécialistes, l'épidémie est probable. Quelles en seraient les conséquences ?

Refusant de confondre analyse politique et démarche scientifique, nous ne nous hasarderons pas à un quelconque pronostic. Daniel Gluckstein dans l'éditorial de La Tribune des travailleurs (POID) publié le 12 mars.

LVOG - Quel courage ! Et le double langage habituel.

LTT - Face à une probable épidémie, l'établissement d'un plan de santé conforme aux besoins de millions et de millions exige de chasser ce gouvernement soucieux de la seule protection des profits capitalistes et des profits des fauteurs de guerre (la France vient d'être promue troisième exportateur mondial d'armement).

LVOG - Il fait fi des plus des quelques 380 décès causés par la grippe saisonnière depuis le début de l'année en France, donc de la monstrueuse manipulation dont fait l'objet le coronavirus, sans laquelle on ne peut pas comprendre la situation, ce qui conduit fatalement à la passivité, à l'impuissance, à laisser Macron gouverner. Dans ces conditions que vaut tout appel à le chasser du pouvoir ? Que dal, c'est de la pure démagogie !

Le réflexe salutaire pour la civilisation humaine aurait dû consister à profiter de l'occasion pour décider de passer à l'action, et chasser ceux qui détiennent le pouvoir, mais les masses exploitées en sont incapables. Tout arrêter, se rassembler pour décider démocratiquement quelle politique sociale appliquer, décréter qu'elles se substituaient aux institutions de la Ve République qui exploitaient cette crise pour le compte des banquiers et autres capitalistes au détriment du reste de la population, au lieu de sauver le capitalisme à l'agonie, elles décidaient de lui porter le coup de grâce en instaurant une République sociale. Nous sommes très éloignés de ce scénario, malheureusement.

La voix de l'Opposition de gauche, le seul courant politique qui ne risque pas de vous transmettre le coronavirus, profitez-en !

Ils s'y sont préparés de longue date à votre insu, et ce qui devait arriver arrive puisque vous n'avez pas voulu nous écouter, j'entends par là examiner sérieusement nos argumente et l'absence de réponse politique...

On ne peut pas comprendre la situation ou ce qui est en train de se passer, si on a adopté la version officielle des crises du capital qui se sont produites depuis la fin du XIXe siècle.

Ce qu'il faut bien comprendre pour ne pas se faire manipuler, c'est que la version officielle des évènements doit absolument être compatible avec les intérêts de l'oligarchie financière, donc forcément elle ne peut pas exprimer la réalité des faits. Car il est inconcevable que le mécanisme, qui a servi à l'amplification soudaine et brutale de la crise du capitalisme, soit porté à la connaissance de la population, sous peine dans le cas contraire de n'en tirer aucun profit ou qu'il se retourne contre ses auteurs.

Il suffit généralement de reprendre tous les faits dans l'ordre chronologique, pour découvrir à partir des intérêts des différents acteurs en présence comment leur enchaînement a réellement eu lieu ou la dialectique, la loi de cause à effet qui est à l'origine d'une crise. Dès lors, tout s'explique très facilement. Ce qui ne sera pas le cas quand on écartera certains faits, ce qui

est malheureusement le cas habituellement.

Une autre hypothèse qui vaut la peine d'être prise au sérieux.

LVOG - Nous n'écartons par principe aucune hypothèse, hormis les plus farfelues. Finalement, l'essentiel ne réside pas dans l'origine de ce coronavirus, bien qu'elle ait son importance, il arrive qu'on l'ignore sans pour autant que cela compromette la compréhension de l'enchaînement des faits dès lors qu'un évènement important s'est produit, l'essentiel est plutôt la compréhension de l'exploitation qui en sera faite par la suite, par qui et au profit de qui.

Aux Etats-Unis, tout se délite, tout le monde sait que la gestion de certains secteurs économiques ce pays est chaotique, anarchique, hors de contrôle, et que dès lors tout peut s'y produire et avoir des conséquences mondiales.

- Coronavirus: Pékin soupçonne les Etats-Unis d'avoir apporté le virus en Chine - 20minutes.fr et AFP 13 mars 2020

Extrait.

Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a laissé entendre sur Twitter que le nouveau coronavirus, apparu en Chine, pourrait avoir été introduit par l'armée américaine. Sans toutefois étayer son affirmation, Zhao Lijian a évoqué cette hypothèse jeudi soir...

Au début de la crise, le directeur du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies avait déclaré que le coronavirus était apparu sur un marché de la ville de Wuhan dans le centre du pays. Mais ces dernières semaines, Zhong Nanshan, spécialiste chinois des maladies respiratoires et vétéran de la lutte contre l'épidémie de Sras (2002-2003), a évoqué la possibilité que la source du virus responsable du Covid-19 ne soit en fait pas la Chine.

L'hypothèse est donc reprise aujourd'hui à son compte par Pékin. Dans son tweet, Zhao Lijian a publié une vidéo du directeur des Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) déclarant devant le Congrès que certains Américains que l'on croyait morts de la grippe saisonnière avaient été trouvés porteurs après leur décès du nouveau coronavirus. « La CDC prise en flagrant délit. Quand le patient zéro est-il apparu aux Etats-Unis ? Combien de personnes ont-elles été infectées ? », a ainsi questionné Zhao Lijian. « Il est possible que ce soit l'armée américaine qui ait apporté l'épidémie à Wuhan. Les Etats-Unis doivent être transparents ! Et doivent publier leurs données ! Les Etats-Unis nous doivent une explication », a-t-il lancé.

Selon certaines théories circulant sur les réseaux sociaux chinois, la délégation américaine aux Jeux mondiaux militaires, une compétition omnisports disputée en octobre à Wuhan, aurait pu apporter le virus en Chine. 20minutes.fr et AFP 13 mars 2020

LVOG - Je vous ai gardé le meilleur pour la fin, ce qu'ils n'ont cessé de marteler dans cet article.

20minutes.fr et AFP - Théorie du complot - Ne s'appuyant sur aucune étude scientifique, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a tweeté des liens d'un site diffusant des thèses conspirationnistes.

LVOG - Vous devez croire sur parole la version de Big Brother : "*Washington emploie en effet régulièrement des termes mentionnant l'origine « chinoise » du coronavirus. Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo l'a ainsi appelé « le virus de Wuhan ».*".

Et la déclaration du directeur des Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) devant le Congrès, vous devez l'oublier, elle n'a jamais existé, tout comme celles des pompiers qui avaient entendu de fortes explosions à l'intérieur du WTC le 11 septembre 2001 avant que les tours ne s'effondrent sur elles-mêmes en moins de 10 secondes, leurs témoignages n'a jamais été pris en compte, normal ils allaient à l'encontre de la version officielle.

Par curiosité, quel vilain défaut ! J'ai consulté des articles de presse belges, suisses et canadiens, à la virgule près tous avaient exactement le même contenu, l'omerta, pas touche à Big Brother, leur ennemi c'est la Chine, notamment.

La population est soumise au confinement, les libertés individuelles et collectives sont suspendues, c'est l'instauration d'une dictature de fer. Seules les institutions internationales gardent du pouvoir, vous, vous n'en avez aucun. Les institutions nationales sont aussi sous surveillance et très convoitées, en cas de faux pas, c'est le chaos, et s'ils ont choisi Macron, c'est parce qu'il était le candidat idéal pour appliquer leur politique à fond anti-sociale et liberticide.

Casino, faites vos jeux, rien ne va plus, façon roulette russe ?

Christine Lagarde (BCE) - "Je peux vous assurer tout d'abord que nous utiliserons toutes la flexibilité permise par le cadre de notre programme d'achats d'actifs et aussi que le programme de rachat d'actifs finira par converger vers la juste répartition par pays prévue par les statuts.

"C'est l'outil le plus efficace que nous puissions utiliser dans les circonstances actuelles, et nous allons l'utiliser." Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE). Reuters 12 mars 2020

AFP - Après les aides massives déjà annoncées par les grands argentiers de la planète, la BCE a annoncé jeudi un arsenal de mesures pour tenter d'endiguer la panique financière et de limiter l'impact de la pandémie sur l'économie européenne, mêlant prêts aux banques - afin qu'elles aident les entreprises en vue d'éviter une vague de faillites - et rachat de dettes publiques et surtout privées.

Dans la panique de la crise financière de 2008, 112 banques européennes ont reçu des aides d'État massives. La Commission a posé quelques conditions et très peu d'interdictions… Nécessité fait loi.

Dans l'immédiat, Ursula von der Leyen annonce la mise en place d'un fonds d'investissement doté de 25 milliards d'euros, dont 7,5 milliards d'euros débloqués tout de suite. Thierry Breton devrait annoncer d'autres mesures d'ici peu… AFP et Le Point 12 mars 2020

Lu dans un article.

« Des dépenses budgétaires agressives sont nécessaires » annonce la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED. 193 pays), qui prévoit un coût de 2000 milliards de dollars du à l'épidémie. De son côté le FMI (fond monétaire international) appelle à une « réponse internationale coordonnée ». La présidente de la commission européenne Ursula Von Der Leyen est plus précise : « notre approche (de la crise) c'est la flexibilité et l'argent ».

A bas l'union nationale ! Profitons-en pour les chasser du pouvoir !

- Face au coronavirus, Macron change de ton et appelle à "l'union sacrée" - AFP 13 mars 2020

Face à "la plus grave crise sanitaire depuis un siècle", Emmanuel Macron a endossé les habits de "père de la Nation" pour faire accepter aux Français des mesures drastiques contre le coronavirus.

Dans un tel contexte, "on ne peut pas faire autrement que de faire corps avec le président", souligne le politologue Philippe Moreau-Chevrolet. "Il n'a oublié personne, a parlé à toutes les catégories, et c'est peut-être le début d'une forme de réconciliation avec les Français" pour ce président majoritairement impopulaire dans les sondages, selon lui.

"Je compte sur vous", a-t-il déclaré à plusieurs reprises en s'adressant aux Français. En les appelant à penser en "solidaire" plutôt qu'en "solitaire", à privilégier le "nous" au "je". Bref, a-t-il résumé, "le temps aujourd'hui est à la cohésion de la Nation".

L'État prendra en charge l'indemnisation des salariés contraints de rester chez eux et cela quoi qu'il en coûte. «Je veux que nous puissions préserver les emplois et les compétences», a-t-il asséné. L'État indemniserait avec un tel dispositif les entreprises à hauteur du smic, ce montant sera donc déplafonné. «Je veux que nous puissions aussi protéger nos indépendants. Nous prendrons toutes les mesures nécessaires», a encore avancé le chef de l'État.

Les entreprises qui le souhaitent pourront également «reporter sans justification, sans formalité, sans pénalité, le paiement des cotisations et impôts dus en mars», a détaillé le président, assurant que «nous travaillerons ensuite sur les mesures de rééchelonnement ». «Nous défendrons nos entreprises de toutes tailles, l'ensemble des travailleurs et travailleuses», a-t-il martelé.

Jugeant les mesures de la Banque centrale européenne, annoncées également ce jeudi, «pas suffisantes», Emmanuel Macron a promis la mise en place d'un plan de relance national et européen. «Nous, Européens, ne laisserons pas une crise économique et financière se propager», a-t-il ajouté. (C'est bien vu, alors que l'instrumentalisation de ce coronavirus devait justement servir à atteindre cet objectif, bravo, c'est un bon élève ! - LVOG)

Les premières réactions de l'opposition ont été plutôt positives. Le patron des députés LR Damien Abad a trouvé Emmanuel Macron "à la hauteur de sa fonction" tandis que Jean-Luc Mélenchon en appelait à la "solidarité et la cohésion". AFP13 mars 2020

Effectivement, le message du despote a été entendu :

- Coronavirus: "Pas le moment de la polémique mais de la solidarité" dit Mélenchon - AFP13 mars 2020

Le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a estimé que le moment n'était pas à "la polémique" mais à la "solidarité et la cohésion", jeudi en réagissant à l'allocution télévisée du chef de l'Etat sur le coronavirus. AFP13 mars 2020

LVOG - Quel rat... manifestement infecté !

Parole d'internaute.

- "Je me demande si le principal problème concernant le coronavirus n'est pas que notre époque (à juste titre d'ailleurs), et ceci concerne de nombreux pays, ne supporte plus la mort. Et alors que face au coronavirus il aurait fallu pratiquement ne rien faire, attendre que ça passe en se contentant seulement de protéger (isoler) les personnes les plus vulnérables, les mesures de confinement, les quarantaines, les fermetures, les interdictions et autres décisions en tous genres qui ont été prises partout vont certes freiner la propagation du virus mais vont aussi avoir comme conséquences de déstabiliser et affaiblir l'économie et donc de créer un désastre financier pour tout le monde et peut-être surtout pour les personnes les plus modestes.

On pourra donc (et j'espère bientôt) se féliciter, en ayant suivi les recommandations de l'OMS, d'avoir sauvé un certain nombre de vies mais tous ceux qui survivront (97 % des contaminés et les autres) devront peut-être subir durant des décennies les effets d'une crise économique causée par un « excès de zèle » et bien qu'il soit difficile d'évaluer le nombre de décès prématurés, de naissances en moins, de faillites en tous genres etc. que causera cette situation, l'on peut tout de même s'interroger sur les effets néfastes qu'elle risque d'avoir à un moment particulier de notre histoire où il aurait fallu, au contraire, une certaine stabilité pour pouvoir mener toute une série d'actions visant à sauvegarder la santé de la planète."

C'était le but !

LVOG - Endettez davantage les Etats au profit des entreprises pour à la fois affaiblir les Etats soumis à l'oligarchie financière, et justifier une politique drastique d'austérité contre les travailleurs. Un scénario bien huilé déjà utilisé lors des guerres mondiales ou des krachs boursiers au profit de la finance.

- Coronavirus en Europe : adieu les 3 %, vive la dépense ! - LePoint.fr 12 mars 2020

Même Christine Lagarde, la patronne de la BCE, attend des États membres qu'ils augmentent leurs dépenses pour passer la crise créée par le coronavirus.

La présidente de la BCE montre l'exemple avec ce qu'elle considère comme l'outil « le plus efficace » de la BCE : une augmentation de 120 milliards de son programme d'achats d'actifs (un total de 360 milliards d'euros en 2020) sur les neuf mois à venir, principalement tourné vers de la dette d'entreprises. LePoint.fr 12 mars 2020

On n'en aurait jamais entendu parler !

Coronavirus: sans mesure des gouvernements, que se passerait-il? Le HuffPost 12 mars 2020

Et ils en rajoutent quotidiennement.

- Pour l'OMS, le coronavirus est désormais pandémique - Reuters 12 mars 2020

"Tout le monde à l'arrêt", sauf l'exploitation et la planche à billets.

- Coronavirus: le monde se met à l'arrêt, la psychose, elle, progresse - AFP 13 mars 2020

Ecoles, transports, rassemblements sportifs et culturels... la planète a accéléré jeudi un repli sur elle-même à la hauteur de la psychose créée par la pandémie du nouveau coronavirus, qui a provoqué un krach historique des bourses mondiales. AFP 13 mars 2020

- La sombre prévision de Merkel : "60% à 70%" de la population pourrait être infectée - L'Express.fr 12 mars 2020

- Parole d'expert : l'épidémie de coronavirus "va prendre du temps" - euronews 12 mars 2020

- Coronavirus: écoles, cafés et restaurants vont être fermés en Belgique -BFMTV 13 mars 2020

- Coronavirus: Les écoles d'Irlande fermées jusqu'à la fin mars - Reuters 13 mars 2020

- Rome, ville déserte : les Italiens qui veulent en partir ont besoin d'autorisations - euronews 12 mars 2020

- Coronavirus: New York interdit les rassemblements de plus de 500 personnes - Reuters 13 mars 2020

- Mercredi soir, le président américain Donald Trump, dont le pays a recense plus de 1.100 cas, avait annoncé l'interdiction d'entrée aux Etats-Unis, à compter de samedi et durant 30 jours, des voyageurs en provenance de 26 pays européens.

Elle ne concernera pas le Royaume-Uni et ne s'appliquera pas aux citoyens américains et aux résidents permanents aux Etats-Unis. Fait sans précédent, le département d'Etat a exhorté les Américains à éviter tout voyage à l'étranger. Reuters 12 et 13 mars 2020

Comment ***"faire du commerce avec le coronavirus"***, cela ne s'invente pas !

- Une conférence sur le coronavirus annulée à cause du coronavirus - Le HuffPost 11 mars 2020

Le Council on Foreign Relations (CFR) vient d'annuler une conférence... sur le coronavirus! Elle devait se tenir ce vendredi 13 mars à New York, rapporte l'agence de presse Bloomberg.

Le comble c'est que cette table ronde organisée par le think tank devait justement apporter des solutions sur la thématique: "Faire du commerce avec le coronavirus". Une discussion qui n'aura donc pas lieu comme beaucoup d'autres événements organisés dans le pays dans les semaines à venir. Le HuffPost 11 mars 2020

LVOG - Effectivement ce n'est plus nécessaire, c'est une opération qui marche du tonnerre !

Ils sont bien obligés d'y venir

- Coronavirus : le premier test clinique s'effectue à Marseille sur 24 patients - lepoint.fr 10 mars 2020

À l'heure où la France tenter d'enrayer la propagation du coronavirus, l'espoir repose en partie sur les épaules du professeur Didier Raoult et de ses équipes, dont le projet de recherche a été validé par le ministère de la Santé la semaine dernière. Au sein de l'institut hospitalo-universitaire (IHU) de Marseille, les chercheurs ont commencé un essai clinique, le premier sur notre territoire, sur 24 patients atteints par le Covid-19, rapporte 20 Minutes.

Plus précisément, les scientifiques se penchent sur les effets de l'hydroxychloroquine sur la maladie. Il s'agit d'un antipaludique connu sous le nom de Plaquenil, précise La Provence. « On vient d'avoir notre projet de recherche sur l'hydroxychloroquine accepté et qu'on met en place », a expliqué le professeur Didier Raoult dans une vidéo publiée sur YouTube par l'IHU. Le chercheur évoque « deux objectifs : améliorer la prise en charge clinique pour les patients qui présentent une pathologie relativement grave et voir si on arrive rapidement (…) à faire diminuer le portage viral ».

Un médicament « que l'on connaît très bien »

Didier Raoult ajoute que Zhong Nanshan, le pneumologue chinois et expert du pays en matière de maladies respiratoires, « a rapporté que, sous chloroquine, [le portage viral] était réduit à quatre jours ». « On espère confirmer ces données. Parce que ça permettra en particulier pour ceux qui sont porteurs de quantités de virus considérables de diminuer cette charge virale et le risque de contamination secondaire. » lepoint.fr 10 mars 2020

Casinovirus. Une opportunité à saisir, un bon business, la preuve.

- Coronavirus: des dizaines de milliards injectés contre la "pandémie" - AFP 12 mars 2020

Le Covid-19, désormais qualifié de "pandémie" par l'Organisation mondiale de la santé, fait aussi chuter les marchés et trembler les grands acteurs économiques de la planète, qui injectent des dizaines de milliards de dollars pour éviter un désastre. AFP 12 mars 2020

- Les Bourses restent sceptiques face aux mesures de relance - Reuters 12 mars 2020

Les Bourses européennes ont terminé en baisse mercredi et Wall Street devrait faire de même, les investisseurs semblant peu convaincus par les mesures de soutien annoncées pour faire face à l'épidémie de coronavirus. Reuters 12 mars 2020

- Le Royaume-Uni lance un plan de soutien massif à l'économie face au coronavirus - AFP 12 mars 2020

Le Royaume-Uni a sorti l'artillerie lourde mercredi pour aider l'économie à traverser la tempête du coronavirus, avec un soutien budgétaire de 30 milliards de livres et une baisse conséquente des taux de la Banque d'Angleterre. AFP 12 mars 2020

- Rome casse sa tirelire et annonce 25 milliards d'euros contre le virus - AFP 12 mars 2020

Aux grands maux les grands remèdes: Rome a annoncé mercredi une enveloppe de 25 milliards d'euros pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, qui a fait plus de 800 morts en Italie, au risque de creuser encore son déficit. AFP 12 mars 2020

- Nouveau coup de tabac à Wall Street à la fin d'une journée tourmentée sur les marchés mondiaux - AFP 12 mars 2020

La propagation implacable du coronavirus aura eu raison de 11 années de hausse ininterrompue à Wall Street, emportée dans une nouvelle tornade mercredi à la fin d'une journée mouvementée sur les marchés financiers.

Les milliards promis par les diverses autorités pour atténuer les effets dévastateurs de la crise sanitaire sur l'économie n'ont pas suffi à apaiser les investisseurs.

L'indice vedette de Wall Street, le Dow Jones, a plongé de 5,86%.

Il a perdu au total plus de 20% par rapport à son dernier record en février, mettant ainsi officiellement fin à la plus longue période sans crise majeure qu'ait connue la place new-yorkaise. Il faut remonter à mars 2009 pour trouver une chute d'une telle ampleur sur une courte période.

Les Bourses européennes, après avoir été rassurées à l'ouverture par l'annonce de mesures exceptionnelles de soutien à l'économie venues du Royaume-Uni, ont, elles aussi, majoritairement clôturé en baisse: Paris (-0,57%), Francfort (-0,96%), Londres (-1,40%) ou Madrid (-0,34%). Les ambitieuses mesures italiennes (un plan de 25 milliards d'euros dans le pays d'Europe le plus touché), ont, en revanche, permis à la Bourse de Milan de rester la tête hors de l'eau (+0,33%).

Les Bourses asiatiques ont aussi fléchi, Tokyo lâchant 2,27%, Shanghai 0,94% et Hong Kong 0,63%.

La promesse par le président américain, Donald Trump, d'un plan de soutien à l'économie avait pourtant bien rassuré mardi Wall Street, qui avait nettement rebondi au lendemain de sa pire séance depuis 2008.

Mais l'administration Trump, même si elle assure qu'elle y travaille "à temps plein", peinait encore mercredi à mettre sur pied une réponse à la hauteur du défi.

Et les indices ont commencé à dégringoler franchement à Wall Street quand l'Organisation mondiale de la Sant" (OMS) a qualifié de "pandémie" l'épidémie de Covid-19, qui a contaminé plus de 110.000 personnes.

Pour Maris Ogg, gestionnaire de portefeuilles chez Tower Bridge Advisors, cela indique "que le pire est peut-être encore à venir". "Cela va sans doute prendre encore quelques semaines avant qu'on ait une idée claire de l'ampleur" de l'épidémie, "cela va prendre un peu de temps avant que le marché ne surmonte la panique", avance l'experte.

Les déboires de Boeing, qui a dégringolé de 18% alors que les marchés s'inquiètent de sa situation financière fragile en plein milieu d'une des plus graves crises du transport aérien, ont achevé mercredi de détraquer le Dow Jones.

Avant la réunion de politique monétaire très attendue de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi, dont les marchés européens espèrent un arsenal de mesures, l'effet de la baisse surprise de 50 points de base des taux de la Banque d'Angleterre a fait long feu.

Les investisseurs attendent une réelle réponse coordonnée des différentes autorités pour calmer des marchés boursiers très nerveux.

Mardi, l'UE s'était mise en ordre de bataille en annonçant, entre autres mesures, la mise en place d'un fonds européen de 25

milliards d'euros destiné aux systèmes de santé, petites entreprises, marché du travail et aux secteurs vulnérables de l'économie.

Le message a été entendu par l'Allemagne, dont la chancelière, Angela Merkel, a laissé entendre mercredi qu'elle pourrait se montrer plus souple sur le respect des équilibres budgétaires.

Le Royaume-Uni a, lui, accompagné sa baisse des taux par un plan de soutien de 30 milliards de livres quand Ottawa a annoncé avoir débloqué 1 milliard de dollars canadiens.

Mais les investisseurs ont aussi été de nouveau échaudés mercredi par la rechute des cours du pétrole, qui avaient nettement rebondi mardi après leur krach de la veille.

Ils sont repartis à la baisse alors que l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont annoncé leur intention d'augmenter drastiquement leur production d'or noir, au moment où la demande est fragilisée par la propagation du coronavirus dans le monde, accentuant ainsi encore la guerre des prix avec la Russie. Le baril de Brent a lâché 3,8%, à 35,79 dollars, à Londres quand le baril américain de WTI a perdu 4%, à 32,98 dollars, à New York. AFP 12 mars 2020

- Wall St plonge et entre en "bear market" - Reuters 12 mars 2020

La Bourse de New York a fini mercredi en très nette baisse de -5,15%, la panique ayant une nouvelle fois gagné les investisseurs qui redoutent les retombées de l'épidémie de coronavirus, désormais qualifiée de "pandémie" par l'Organisation mondiale de la Santé.

L'indice Dow Jones a cédé 1 289,49 points à 23 728,67.

Le S&P-500, plus large, a perdu 171,88 points, soit -5,96%, à 2 710,35.

Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 485,39 points (-5,82%) à 7 858,86 points.

En affichant une baisse supérieure à 20% par rapport à son plus haut du 19 février dernier, le Dow Jones a officiellement fait son entrée dans une phase de "bear market", le marché baissier.

"Je ne pense pas que cela durera", a cependant commenté Robert Pavlik, stratège en investissement et gestinnaire de portefeuille à SlateStone Wealth LLC à New York. "Il y a beaucoup d'incertitudes, mais mon sentiment, c'est que cela aussi passera."

Au-delà de la communication de l'OMS, les investisseurs étaient nombreux à déplorer le flou entourant les décisions de la Maison blanche sur un éventuel soutien à l'économie. Reuters 12 mars 2020

- Pandémie, spectre de récession mondiale: les Bourses d'Asie piquent du nez - AFP 13 mars 2020

Les Bourses d'Asie subissaient encore de lourdes pertes vendredi, surtout Tokyo dans la foulée de la débâcle historique des Bourses mondiales la veille.

La Bourse de Tokyo connaissait sa pire chute en séance depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima en mars 2011.

Son indice vedette Nikkei a ainsi brièvement plongé de plus de 10% vers 01H30 GMT (-10,06% à 16.691,98 points), tandis que l'indice élargi Topix sombrait de 9,38% à la même heure.

Les deux indices perdaient respectivement 7,97% et 7,2% à la pause de mi-séance (02H30 GMT).

Le yen, valeur refuge traditionnelle dont l'appréciation fait mal aux entreprises japonaises exportatrices, tenait toutefois bon vendredi face au dollar, lequel valait 105,11 yens contre 103,65 yens la veille après la clôture de la Bourse de Tokyo.

Les Bourses chinoises chutaient aussi vendredi en matinée, mais moins que Tokyo.

A Hong Kong l'indice Hang Seng chutait de 5,06% à 23.709,51 points, tandis qu'en Chine continentale l'indice composite de la Bourse de Shanghai lâchait 2,67% à 2.845,55 points et celui de la place de Shenzhen 2,62% à 1.770,96 points.

De Paris à Wall Street, de Londres à Sao Paulo, l'hécatombe sur les marchés financiers mondiaux a été effroyable jeudi, certaines Bourses ayant vécu leur pire séance depuis le krach de 1987.

Les Bourses européennes ont perdu plus de 10% dans la journée, une des pires séances de leur histoire, retombant à leur plus bas niveau depuis 2016.

Les investisseurs ont été totalement pris de court par la décision de Donald Trump de suspendre l'entrée des Européens de l'espace Shenghen aux Etats-Unis pendant 30 jours, par précaution face au Covid-19, qui a désormais atteint le stade de pandémie selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'annonce surprise du président américain a visiblement achevé les espoirs des marchés dans une réponse mondiale concertée face à la pandémie, tant sur le plan sanitaire qu'économique.

La Banque centrale européenne (BCE) a dévoilé jeudi un paquet de mesures pour limiter l'impact économique de la crise sanitaire dans la zone euro. Sans toutefois abaisser ses taux directeurs, à l'inverse de la Réserve fédérale américaine (Fed) ou de la Banque d'Angleterre notamment, ce qui a déçu les marchés.

L'euro, qui avait baissé jeudi face au billet vert après les annonces de la BCE, montait légèrement vendredi, évoluant à 1,1190 dollar vers 03H00 GMT contre 1,1176 dollar jeudi à 19H00 GMT. AFP et Reuters 13 mars 2020

L'esclavagisme moderne, leur modèle de "***bien-être***".

- La pauvreté n'est pas qu'un manque d'argent, un indice tend à le démontrer - Franceinfo 12 mars 2020

L'indice de la pauvreté multidimensionnelle évalue les marqueurs de la pauvreté au-delà du simple niveau de revenu.

L'indice de la pauvreté multidimensionnelle (IPM) est né du constat que "la pauvreté ne doit pas être réduite à son expression monétaire", comme l'écrit le think tank BSI Economics. Cela a été théorisé par Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998. Le niveau de pauvreté est établi en fonction de l'absence de facteurs de "bien-être".

Cet indice écarte le seul indicateur habituellement utilisé, le revenu, qui selon les concepteurs de l'IPM ne fournit qu'une image partielle de la pauvreté. Les chercheurs y substituent 10 critères comme les biens mobiliers possédés (téléviseur, téléphone), la présence ou l'absence de sanitaires, la scolarité, la connexion du foyer au réseau électrique et même le sol de l'habitat.

Mais beaucoup, à l'instar de la chercheuse belge Francine Mestrum, critiquent cet indice. "L'affirmation du caractère multidimensionnel de la pauvreté permet de reléguer à l'arrière-plan la question du revenu et d'éviter une analyse de ses causes structurelles, écrit-elle. Un indice qui, en ce qui concerne la Banque mondiale, est compatible avec sa politique", ajoute la chercheuse.

"Il devient ainsi parfaitement possible d'atteindre des taux satisfaisants dans tous les domaines non monétaires de la pauvreté, sans éliminer pour autant la pauvreté monétaire et sans réduire l'écart de revenus entre les riches et les pauvres." Franceinfo 12 mars 2020

LVOG - Les biens mobiliers possédés (téléviseur, téléphone), en terme de service, de nouvelles charges financières souvent incompressibles ; La présence ou l'absence de sanitaires comme facteur de richesse, il fallait y penser, à condition d'avoir les moyens de faire vider les fosses septiques, le nombre d'Indiens dans mon village retournant se soulager à l'extérieur est en augmentation ; La scolarité, privée et très chère, une ruine pour les familles ; La connexion du foyer au réseau électrique, une nouvelle charge financière à assumer ; le sol de l'habitat, un luxe! Bref, ces peuples ne vivent pas mieux, ils sont endettés, surexploités...

Stratégie de la peur. Ils en rajoutent une grosse couche.

- Changement climatique: selon une étude, l'Amazonie pourrait disparaître en 50 ans - BFMTV 12 mars 2020

Ravagée par une déforestation exponentielle et par des feux de forêt de plus en plus violents chaque année, le "poumon de la terre" pourrait disparaître dans un futur relativement proche, alerte une nouvelle étude. Tout comme les coraux de certains océans. BFMTV 12 mars 2020

Ils y sont arrivés.

- Homéopathie: le laboratoire Boiron supprime 600 postes, un quart de ses effectifs en France AFP 12 mars 2020

Boiron a confirmé mercredi les craintes de ses syndicats: le laboratoire a annoncé plus de 600 suppressions de postes en France, environ un quart de ses effectifs dans le pays, mettant cette décision sur le compte du déremboursement de l'homéopathie décidé par le gouvernement.

Au total, 13 des 31 sites de Boiron en France seront fermés, dont l'usine de Montrichard (Loir-et-Cher), l'un de ses trois sites de production sur le territoire, ce qui représente au total la suppression de 646 postes, a indiqué à l'AFP le groupe, qui a présenté ce projet aux syndicats dans la matinée.

Ce plan, qui ne concernera que la partie française des quelque 3.700 salariés du groupe dans le monde, est nécessaire pour "pérenniser l'entreprise et assurer son avenir et celui des salariés qui restent", a affirmé le laboratoire.

"Dans ce projet, il y a la création de 134 postes et aussi une nouvelle organisation de nos équipes commerciales pour pouvoir s'adapter à cette nouvelle donne", a-t-il précisé, ajoutant que les filiales à l'international ne sont pas concernées par "ce plan de réorganisation".

Dans le détail, outre l'usine de Montrichard, 12 sites de préparation-distribution seront fermés, à Avignon, Belfort, Brest, Grenoble, Limoges, Niort, Paris-Bois d'Arcy, Paris-Ivry, Pau, Rouen, Strasbourg et Toulon.

"Écoeurement", "colère" à Belfort, où les dix-neuf salariés du site de distribution sont "abasourdis", confie Véronique Thurnherr, déléguée syndicale FO de l'entreprise.

Cette fermeture "va arriver très vite", déplore la déléguée syndicale. "Cette décision du déremboursement (de l'homéopathie prise par le gouvernement français) nous a porté un grave préjudice", dénonce-t-elle. "On tient à remercier Agnès Buzyn".

Le laboratoire lyonnais, leader mondial du secteur, a lui aussi mis en avant le rôle que joue, selon lui, la décision de dérembourser l'homéopathie prise par le gouvernement français, alors que l'Hexagone représente quasiment 60% de ses ventes.

Depuis le 1er janvier, l'homéopathie, qui fut un temps remboursée à 65% avant de tomber à 30%, ne l'est en effet plus qu'à 15%. Ce taux tombera à zéro en 2021.

Cette décision avait été annoncée en juillet 2019 par le ministère de la Santé, au terme d'une longue polémique sur l'efficacité de l'homéopathie.

Cette controverse avait vu s'affronter les médecins pro et anti-homéopathie, une pétition en faveur du maintien du remboursement rassemblant même 1,3 million de signatures, selon le site www.monhomeomonchoix.fr, soutenue par des organisations professionnelles, sociétés savantes, patients et entreprises du secteur de l'homéopathie.

A l'époque, Boiron avait brandi le risque des importantes conséquences sociales d'une telle mesure, affirmant qu'un déremboursement menacerait 1.000 emplois sur ses 2.500 en France.

Il y a eu "une campagne de déstabilisation très virulente depuis deux ans", a affirmé l'entreprise, disant continuer à "tout faire pour obtenir un moratoire et le maintien d'un remboursement".

Le groupe a vu son bénéfice net chuter de 29% l'an dernier, à 40,6 millions d'euros, selon un communiqué publié mercredi soir.

Ses ventes annuelles ont, quant à elles, reculé de presque 8% à 557 millions d'euros, alors même que le déremboursement n'avait pas encore eu lieu.

"8% de baisse de chiffre d'affaires, ce n'est pas très important. Le problème est, en dehors du déremboursement, l'image, l'une des pires choses à gérer. L'image est totalement décrédibilisée, cela pèse aussi sur l'activité", commente le bureau d'analyse financière français IDMidCaps.

Toutefois, très peu endetté, le groupe disposait à fin 2019 d'une trésorerie nette de près de 210 millions d'euros.

"Même s'ils disposent d'une situation financière favorable, ils sont obligés de prendre des mesures drastiques et de s'adapter à la situation s'ils veulent continuer à générer de la trésorerie de façon durable pour se développer", nuance IDMidcaps. AFP 12 mars 2020

Haut de page

Le 14 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

On rajoutera des articles plus tard.

Un virus politique.

Quel sordide consensus !

Ce monde si merveilleux, c'est aussi le vôtre ! Si, si, j'insiste, assumez-le puisque vous ne voulez pas vous donner la peine d'examiner nos arguments, à chacun ses responsabilités, je crois avoir assumé amplement les miennes, sans plaisanter, au détriment de ma santé.

Quand je fais une connerie, je n'en fais porter la responsabilité à personne. Tenez, je suis tellement exténué que j'ai perdu 5.000 roupies en billets de 500 roupies, il y a de cela quelques semaines, et il y a quelques jours, j'ai récidivé en plus grave, j'ai perdu 30.000 roupies en billets de 2.000 roupies, je ne sais ni où ni ce que j'ai foutu, cela m'a mis dans une rage folle, contre moi-même.

Je suis pris de vertiges du matin au soir, dès que je me lève, j'ai la tête qui tourne. Lundi après-midi, dans le jardin, j'ai failli m'effondrer, je me suis rattrapé de justesse à un manguier. Je ne dors pas assez, avant-hier j'ai enfin passé une bonne nuit et ces débuts d'étourdissement ont disparu. Voilà dans quelles conditions j'ai réalisé les dernières causeries.

- 19 pages au format pdf

Jusqu'où sont-ils capables d'aller dans l'imposture ? No limit !

Les médias en choeur accusent indirectement de complotisme le directeur des Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), pour avoir eu l'honnêteté de déclarer devant le Congrès, que des Américains présumés morts de la grippe saisonnière avaient été déclaré post mortem porteur du coronavirus après un second test.

L'ambassadeur de Chine a été convoqué à Washington pour s'expliquer, à la suite de la déclaration sur Twitter de l'un des porte-parole du gouvernement chinois, Zhao Lijian.

Garde-à-vous ou le pire des virus.

- Ce test mondial a fonctionné à merveille, aucun Etat ne s'est rebellé, tous se sont soumis au nouvel ordre mondial en marche imposé par l'oligarchie financière anglo-saxonne et ses alliés.

- Ils sont parvenus à réaliser un coup d'Etat planétaire sans tirer une seule balle, ils sont décidément très fort ! Qu'est-ce qui pourrait les arrêter maintenant ? Rien.

- Ils prennent la population en otage. L'argent coule à flot pour les plus riches. Tout est dans l'ordre des choses.

- En matière de santé, les Etats-Unis se situent au niveau ou en dessous des pays du tiers-monde, c'est ce que révèle l'affaire du coronavirus.

Chaque jour ils prennent un plaisir sordide à en rajoute une grosse couche. Il faut croire que c'est rentable.

- « Chaque journée compte » : comment la France risque de condamner de nombreux Français par son inaction face au Coronavirus - Les Crises.fr 13 mars 2020

- Coronavirus : des médecins admettent que l'épidémie est plus grave que prévu - Les Crises.fr 13 mars 2020

- Coronavirus : le cri d'alarme des journalistes français en Italie - Les Crises.fr 13 mars 2020

- Au coeur des ténèbres en Italie : les médecins en première ligne dans la guerre contre le Coronavirus - Les Crises.fr 13 mars 2020

Ils ont une mémoire très sélectives. Même pas eu peur !

- La pandémie de grippe A de 2009 aurait fait 284.500 morts - bfmtv.com 26 juin 2012

- Epidémie H1N1. 25 millions de cas confirmés ont été recensés - sudouest.fr 8 août 2014

- 15 à 20 000 morts pendant la canicule de 2003 en France.

- Le nombre de décès liés au SIDA en Afrique pourrait, selon les estimations, atteindre 90 à 100 millions en 2025. Wikipédia.org

Etc. Etc. Etc.

Dites, c'est grave docteur ? Une petite carotte... et un gros bâton !

Communiqué du POID après l'allocution du 12 mars.

Extraits.

POID - Dans son allocution du 12 mars, le président de la République a rendu publiques des mesures destinées à faire face à une aggravation prochaine de l'épidémie de coronavirus...

LVOG - Ils reprennent à leur compte l'affirmation de Macron martelé par les médias et leurs experts qui partagent leur idéologie, au lieu d'employer le conditionnel sachant que cette opération a été montée de toutes pièces, car rien ne justifiait d'accorder plus d'attention à ce virus plutôt qu'à un autre dans l'état actuel des choses il faut préciser. Le POID fait confiance à Macron, le reste va sonner faux forcément.

POID - Macron en a appelé à la « confiance ». Confiance ? Tout le monde sait que les chiffres sont manipulés, qui excluent des statistiques les malades atteints du coronavirus (ou leur conjoint) auxquels il est refusé de passer les tests, même quand ils présentent tous les symptômes de la maladie.

LVOG - Si les autorités testaient l'ensemble de la population, le nombre de personnes porteuses du virus - ce qui ne signifie pas forcément infectés, exploseraient indubitablement et la panique avec, c'est cela que vous voulez ?

Entre 8.000 et 10.000 décès annuels provoqués par la grippe avec complications bactériennes, le virus de la grippe proprement dit est responsable que d'environ 1.500 morts par an. Combien de personnes en France sont porteurs de ce virus chaque année ? Des millions assurément, et on en fait pas une pendule, non ? Alors qui manipule qui ?

POID - Il ne fait aucun doute que l'épidémie de coronavirus est d'une extrême gravité.

LVOG - Ils en savent des choses ! Jacques a dit croyez-nous sur parole et ils les croient. Le POID mérite bien d'être caractérisé d'extrême gauche au côté du NPA et de LO. Ils ne sont pas capables de faire preuve du moindre discernement.

Pour leur information :

Un internaute : Nombre de décès dans le monde au 13 mars (depuis le 1er janvier?) dus au coronavirus : 5065. Nombre de décès dans le monde au 13 mars depuis le 1er janvier dus à la grippe saisonnière : 93 915. Pour l'instant c'est la grippe qui gagne : presque 20 fois plus de morts !

LVOG - Chut, complotiste !

POID - Le12 mars, la Bourse à Paris a connu un krach financier qui a battu tous les records. Durant la même journée, les 500 personnes les plus riches au monde ont vu leurs valeurs cotées en Bourse diminuer de 331 milliards de dollars, c'est-à-dire plus que le budget annuel de la France !

LVOG - Mais qui a perdu 331 milliards de dollars, pas forcément ceux auxquels on pense, une poignée de milliardaires ou les millions de citoyens qui détenaient des actions ?

Gardez en mémoire qu'à l'issue de chaque crise l'oligarchie est encore plus riche et détient plus de pouvoir.

Ce sont ceux qui avaient investi une partie de leurs économies dans la bourse qui ont perdu de l'argent, et pas les milliardaires ou multimillionnaires qui détenaient le capital des entreprises. Ce qui est parti en fumée lors de l'éclatement de cette bulle financière, c'est uniquement une toute petite partie du produit de la spéculation effrénée qui avait repris de plus belle depuis 2008. Il existait une telle disproportion entre la valeur de l'entreprise et la valeur des actions cotées en bourse, que seule cette dernière est affectée en dernier ressort, sauf dans le cas ou l'entreprise était lourdement endettée ou déjà virtuellement en faillite.

Cette opération permet de faire le ménage, d'éliminer des parasites, de faire disparaître ou d'absorber ces entreprises. Elle est aussi très lucrative. Les banquiers qui détiennent les banques centrales vont une nouvelle fois fabriquer des milliers de milliards de dollars qu'ils vont ensuite se distribuer. Chaque fois on assiste au même scénario, via l'Etat qui leur achète ou leur passe une commande moyennant intérêt, et qui leur reverse à un taux préférentiel ou proche de zéro, en leur laissant le loisir d'en faire ce qu'ils veulent, bref, c'est le jackpot où à tous les cas ils gagnent, sinon ils ne seraient jamais devenus aussi riches et aussi puissants !

Des nouvelles du bled.

LVOG - Ici, la vie continue comme avant, rien à signaler, rien n'est fermé hormis en partie les frontières. 37°C à l'ombre à 13h, plus de 50°C au soleil, fatal pour les virus, sauf ceux qu'on se trimballe déjà.

Coronavirus: avec 1,3 milliard d'habitants, l'Inde sur ses gardes - AFP 14 mars 2020

Plus pauvre et densément peuplée que la Chine, l'Inde a été jusqu'ici plutôt préservée par la pandémie de coronavirus. Mais avec 1,3 milliard d'habitants, le pays d'Asie du Sud, loin d'être à l'abri, commence à se barricader.

Au dernier bilan officiel vendredi, la deuxième nation la plus peuplée de la planète ne dénombrait que 81 cas de coronavirus, qui y a fait un mort.

Ce chiffre ne représente en l'état qu'une infime fraction des plus de 130.000 personnes contaminées dans le monde depuis l'apparition du virus en décembre en Chine. Cependant, la situation sanitaire indienne peut se dégrader rapidement.

Par précaution, New Delhi a adopté cette semaine des mesures drastiques de fermeture de ses frontières. Presque toutes les délivrances de visas sont suspendues, empêchant les étrangers – à quelques exceptions près – d'entrer sur le territoire.

Même des millions de personnes d'origine indienne vivant à l'étranger ne peuvent plus revenir dans le pays. AFP 14 mars 2020

En l'absence d'un système de sécurité sociale, des millions d'Indiens n'auront d'autre choix que de sortir travailler pour nourrir leur famille.

Dans le même temps, les hôpitaux indiens n'ont pas les capacités pour recevoir des nouveaux malades en masse. Le pays ne consacre que 3,6% de son PIB aux dépenses de santé, contre 11,5% pour la France par exemple, selon des données de la Banque mondiale.

"J'ai bon espoir que dans 10-15 jours, les choses seront revenues à la normale", assure Rajan Sharma, président national de l'Association médicale indienne.

Un optimisme que ne partage pas Ashish Jha, directeur de l'institut de recherche de Harvard sur la santé publique mondiale: "L'Inde est un grand pays où beaucoup de personnes vivent dans la promiscuité, dans des espaces réduits. Je ne vois pas pourquoi elle échapperait par magie à cette pandémie". AFP 14 mars 2020

LVOG - Ce serait injuste que les Indiens y échappent pour ce fakir, pourriture !

On ne vous dit pas tout. L'Inde demeure un pays largement sous-développé dans tous les domaines, où tout ou presque est privatisé, la corruption généralisée, le crime impuni, la justice quasi inexistante, les inégalités sociales monstrueuses, la précarité absolue, l'hygiène abominable...

Les classes dominantes ont fait de ce pays à la fois un zoo, une décharge, un camp de travail forcé, un centre commercial, un asile de fous, le tout cumulé vous pouvez imaginer combien il est difficile d'y vivre et impossible de s'y épanouir, se maîtriser est un exercice quotidien qui nécessite une patience à toute épreuve que je n'ai pas toujours, je l'avoue, contrairement aux Indiens, mais c'est normal puisque moi j'ai vécu autre chose. Les nantis vouent un profond mépris à ceux qui ne leur ressemblent pas, et ils ne se gênent pas pour leur faire sentir. De leur côté, les Indiens de condition modeste ou misérable, soit l'immense majorité de la population sourient à l'idée que les riches doivent partager ce qu'ils vivent dès qu'ils sortent de leur ghetto non sans angoisse, ils savent qu'au moindre faux pas ils se feront luncher, alors ils adoptent un profil bas.

Avant-hier sur les coups de 17h un haut-parleur monté sur un auto rickshaw diffusait un message à destination des gens de mon village, les invitant à une consultation médicale gratuite. Elle eu lieu quelques heures plus tard, effectuée par deux médecins de l'hôpital public, un homme et une femme vous avez deviné pourquoi. Aucune personne n'a été testée positive ou fiévreuse, normal l'après-midi la température dépassait 35°C, le ravage viral annuel de la mousson est derrière nous.

Hier je suis allé faire des courses à Pondichéry, banque, deux grands magasins, le marché central, deux boutiques, j'ai arpenté tranquillement les deux rues les plus fréquentées de la ville, Nehru Street et Gandhi Street, personne ne portait de masque.

J'ai croisé cinq touristes français qui obstruaient une allée dans le marché, un tamoule très corpulent leur a gueulé dessus pour qu'ils dégagent, ne comprenant pas qu'il s'adressait à eux, je me suis retourné et j'ai lancé à haute voix en français : ils ne peuvent pas t'entendre, ils portent un masque, je l'ai répété en tamoule et cela a bien fait marrer les Indiens.

Je tiens ma compagne illettrée informé de ce qui se passe en France et dans le monde. Je lui ai dit : C'est à se demander à quoi cela leur sert d'avoir appris à lire ou à se servir d'un ordinateur, quand on voit l'usage qu'ils en font.

Qui a dit ?

- "*Mais nous surmonterons cela et l'économie sera alors plus forte que jamais*", avait-il anticipé, "*l'économie et les marchés seront plus forts, plus tard dans l'année*".

Réponse : Le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, vendredi matin. AFP 14 mars 2020

Qui a "*demandé au secrétaire à l'Energie d'acheter à très bon prix de grandes quantités de pétrole brut pour le stockage aux Etats-Unis*".

Réponse : Donald Trump. AFP 14 mars 2020

La chute du prix du pétrole, une bonne ou une mauvaise nouvelle pour les Etats-Unis ? Vous avez la réponse, elle contredit les arguments avancés par la plupart des analystes.

Ils ne sont plus à un superlatif près.

- Après un krach historique, les marchés mondiaux reprennent de la couleur - AFP 14 mars 2020

Et pour cause,

- Trêve en vue entre Trump et démocrates pour sauver l'économie du coronavirus - AFP 14 mars 2020

- Donald Trump déclare l'état d'urgence et débloque 50 milliards de dollars - euronews 13 mars 2020

LVOG - Ils sortent la fanfare !

AFP - Wall Street a terminé en fanfare vendredi.

L'indice vedette de la Bourse de New York, le Dow Jones, a profité d'un impressionnant regain de vigueur en toute fin de séance pour gagner 9,36% après la déclaration par Donald Trump de l'état d'urgence aux Etats-Unis.

LVOG - Et les dindons de cette mauvaise farce.

AFP - Le sursaut est resté plus modeste sur les Bourses européennes.

La multiplication des mesures de soutien à l'économie, monétaires ou budgétaires, a aidé les investisseurs à reprendre un peu confiance.

Sur les marchés, la situation reste fragile. Le Dow Jones a quand même perdu 10,4% sur la semaine.

Le baril de Brent coté à Londres a perdu sur l'ensemble de la semaine 25,2% quand celui de WTI à New York a lâché 23%. AFP 14 mars 2020

LVOG - Il tourne aux alentours de 32 ou 33 dollars le baril...

Mieux encore :

- La Réserve fédérale américaine (Fed) promet d'injecter "des milliers de milliards de dollars d'argent frais" - AFP 13 mars 2020

- La Commission européenne déploie les grands moyens face au coronavirus - Euronews 13 mars 2020

37 milliards d'euros pour commencer...

Reste-t-il des rescapés ?

- L'épreuve du coronavirus est fatale pour ceux qui appellent les autorités à en faire plus, mais aussi pour tous ceux qui ont adopté la rhétorique de l'épidémie.

- Le coronavirus n'est pas la grippe.... elle tue plus sûrement en silence. Jusqu'à 650 000 décès par an selon l'OMS. Chut !

- Chaque année, la grippe saisonnière touche entre 2 millions et 6 millions de personnes en France et fait 10.000 morts en moyenne. Au niveau mondial, la grippe saisonnière est responsable de 290.000 à 650.000 décès par an selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Chut !

- Entre 18 000 à 46 000 Américains sont morts de la grippe en 2019... Chut !

Comment ils trafiquent les chiffres.

Jeudi, sur le plateau du journal télévisé, après plusieurs minutes consacrées au Covid-19, Anne-Sophie Lapix lance un sujet sur la grippe «qui ferait chaque année des milliers de morts en France». Avant de prendre le contre-pied (un peu après 8 minutes) : «En réalité, c'est moins, c'est même beaucoup moins. La grippe aurait tué 72 personnes depuis le 4 novembre.» Plus loin dans le sujet, le chiffre est répété : «A ce jour [le 5 mars, ndlr], 72 personnes sont mortes de la grippe. L'an dernier à la même période, elles étaient 194.»

On retrouve des chiffres semblables ailleurs dans la presse. Comme quand Sud Ouest écrit «avec AFP» le 4 mars :

Une phrase tirée d'une dépêche de l'Agence France-Presse du même jour. La veille dans France-Soir, on lisait : «Selon les chiffres de Santé publique France arrêtés au 28 février, 55 personnes sont mortes de la grippe depuis le 4 novembre.»

Ces chiffres ont de quoi surprendre, car la même agence publique référente en la matière enregistrait pour l'hiver 2018-2019 «environ 8 100 décès attribués à la grippe».

La grippe serait-elle donc devenue bien moins mortelle, puisqu'elle n'aurait tué que 55 personnes entre l'automne dernier et le 28 février (et 72 si l'on pousse jusqu'au 4 mars) ? La réponse est non. France 2, Sud Ouest ou France-Soir ont simplement mal lu ou mal repris les chiffres produits par Santé publique France. Une confusion peut-être liée à un changement dans la manière de communiquer de l'agence – lequel s'explique par des données médicales qui ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'il y a un an.

Chaque année, Santé publique France, lors de la saison de la grippe, produit des notes hebdomadaires faisant état de l'évolution de la maladie. Prenons le bulletin de la semaine 9, publié le 4 mars. Le chiffre de 72 décès y est bien mentionné. Mais il ne s'agit nullement d'un total des décès imputables à la maladie. liberation.fr 12 mars 2020

Vive Big Brother...

- Face au coronavirus, Macron évoque un tournant social pour mieux parler à sa gauche - AFP 13 mars 2020

LVOG - Vous êtes assimilé à un virus, les libertés collectives sont supprimées, les libertés individuelles sous surveillance. La tentation à la dictature a cédé, ils la mettent en application. Avions-nous tort de caractériser l'extrême-centre, LREM, Macron et son gouvernement d'extrême droite ? Trop tôt ? Non, car pour qu'il y ait prise de conscience, il faut y s'être préparé. Les masses peuvent se soulever, mais cela ne veut pas dire forcément dans la bonne direction, tout dépend dans leur esprit si le régime a été sapé ou non, pour arriver à faire le lien entre ce qu'elles vivent et la nature réactionnaire, totalitaire du régime, y adhérer ou s'en débarrasser ou encore, subir sans broncher...

... il est enfin populaire...

- Coronavirus : 59% des Français font confiance à Macron, l'inquiétude monte - AFP 13 mars 2020

- Coronavirus: record de 25 millions de téléspectateurs pour les annonces de Macron - AFP 13 mars 2020

L'allocution du président Emmanuel Macron en pleine crise du coronavirus a été suivie jeudi soir par près de 25 millions de téléspectateurs toutes chaînes confondues, un record pour une déclaration officielle, selon les données de Médiamétrie diffusées vendredi. AFP 13 mars 2020

...et il n'y a vraiment pas de quoi...

- Coronavirus: Philippe interdit les rassemblements de plus de 100 personnes et se veut rassurant - AFP 13 mars 2020

Edouard Philippe, en première ligne pour mettre en oeuvre les annonces d'Emmanuel Macron afin de "freiner" le coronavirus, a annoncé vendredi l'interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes.

"Nous allons faire passer cette limite aux rassemblements de 100 personnes. L'idée c'est de faire en sorte que nous puissions ralentir la progression, la circulation du virus" et cette interdiction s'appliquera sur tout le territoire national et dès maintenant, a expliqué le Premier ministre sur TF1.

"Cent personnes, ça veut dire évidemment des conséquences importantes pour les théâtres, pour les cinémas", a reconnu le chef du gouvernement.

Interrogé à propos des mariages, il a répondu: "Notre objectif, c'est de protéger la santé des Français quoi qu'il arrive, mais que c'est aussi de préserver la continuité de la vie de la Nation".

"Il n'est absolument pas questions de fermer les commerces alimentaires", ni "de fermer les transports en commun", a-t-il toutefois précisé. AFP 13 mars 2020

... quoique !

- Climat, violences policières: plusieurs manifestations annulées en raison du coronavirus - AFP 13 mars 2020

Les marches pour le climat et contre les violences policières prévues samedi à Paris et d'autres actions climat qui devaient avoir lieu vendredi ont été annulées par les organisateurs en raison de la crise du nouveau coronavirus.

"Au vu de l'évolution rapide de la situation sanitaire et suite à l'allocution d'Emmanuel Macron concernant le risque d'épidémie de COVID-19, les organisateurs de la Marche pour le climat le 14 mars ont pris la décision de l'annuler à Paris", ont indiqué les organisateurs, dont Alternatiba et les Amis de la Terre.

Les marches sont également annulées à Grenoble, Nantes et Toulouse. Celle de Bordeaux est maintenue.

Une action de désobéissance civile prévue vendredi matin à Paris à l'initiative du mouvement Youth For Climate a été supprimée. "Nous avons donc préféré décaler l'action pour être plus efficaces un autre jour", ont-ils annoncé.

Des événements auront en revanche bien lieu à Angers, Albi, Annecy, Bordeaux, Bourges, Brest, Chambéry, Lille, Lorient, Laval, Lyon, Marseille, Rennes, Saint-Brieuc, Saint-Nazaire, Valence et Pau, selon Youth for climate.

A Lyon, quelques centaines de jeunes ont défilé vendredi matin. "Le réchauffement climatique est aussi urgent que le coronavirus et les maladies. On aimerait que le gouvernement prenne les mêmes mesures exceptionnelles", ont réclamé deux lycéennes, Nelly, 16 ans et Odile 17 ans.

Une action de désobéissance civile, prévue à proximité de l'Elysée "pour dresser le VRAI bilan climatique et social d'Emmanuel Macron", organisée par ANV COP21, s'est tenue vendredi matin. Neuf personnes ont été placées en garde à vue, selon les organisateurs.

La militante suédoise Greta Thunberg, instigatrice des "grèves de l'école pour le climat", avait appelé mercredi à la "grève numérique" face la progression du nouveau coronavirus. "Nous ne pouvons pas résoudre une crise sans la traiter comme telle et nous devons nous unir derrière les experts et la science. Cela vaut bien sûr pour toutes les crises", écrivait-elle sur Twitter.

Les familles de victimes de violences policières ont également annoncé par communiqué avoir renoncé à leur marche prévue samedi à Paris, appelant "dans l'immédiat" à prendre "soin de nos proches et de nous-mêmes".

Deux figures des "gilets jaunes", Jérôme Rodrigues et Maxime Nicolle, ont également appelé sur Facebook à "la responsabilité" en renonçant à l'acte 70 du mouvement samedi. "Il ne faut pas venir sur Paris" et "rester un maximum chez soi", a déclaré M. Rodrigues. AFP 13 mars 2020

LVOG - Pitoyable, c'est à croire qu'eux aussi n'attendaient que cela pour se débiner et vous laisser croupir dans votre merde, de toutes manières vous y étiez déjà si vous les avez suivis.

Ils sont mûrs pour la boucherie, non ?

L'art de vous embobiner ou anesthésie générale.

- Le danger du coronavirus n'est pas celui que vous croyez - Blog - Le HuffPost 13 mars 2020

Par Gilbert Deray, Contributeur. Néphrologue et pharmacologue, chef du service de Néphrologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris.

Extraits. Depuis 30 ans, de mon observatoire hospitalier, j'ai vécu de nombreuses crises sanitaires, HIV, SRAS, MERS, résurgence de la tuberculose, bactéries multi-résistantes, nous les avons gérées dans le calme et très efficacement.

Aucune n'a donné lieu à la panique actuelle. Je n'ai jamais vécu un tel degré d'inquiétude pour une maladie infectieuse et d'ailleurs pour aucune autre.

Et pourtant, Je ne suis pas inquiet quant aux conséquences médicales du Coronavirus. Rien dans les chiffres actuels sur la mortalité et la diffusion du virus ne justifie la panique mondiale sanitaire et surtout économique.

La couverture médiatique sur le coronavirus est très anxiogène et elle participe à l'affolement de chacun.

Le coronavirus ne tue (presque) que les organismes déjà fragiles.

Je suis inquiet que ce minuscule être vivant ne fasse que dévoiler les immenses fractures et fragilités de nos sociétés. Le HuffPost 13 mars 2020

LVOG - Je n'ai pas reproduit les deux tiers de cette contribution qui me semblaient fort déplacés adressant au passage un satisfecit à Macron. J'ai retenu que les rares instants de lucidité qui nous intéressaient.

Le coronavirus en sauveur suprême, sinon à quoi bon !

"Il y a traditionnellement plutôt un vote sanction à l'égard du pouvoir en place, cette fois-ci il sera très atténué même s'il existe dans l'opinion : 28% des Français voudraient sanctionner le président et le gouvernement lors des municipales. Mais là on est

dans une situation qui légitime à nouveau le pouvoir en place, qui lui donne plus de marge de manœuvre en tant que rassembleur et qui pourrait atténuer ce vote sanction", indique Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos et invité des "4 Vérités" de France 2, vendredi 13 mars.

Réveillez-vous, "***chacun va être un acteur de cette guerre***" : Macron dégage !

- Coronavirus : "Il faut que la population se réveille", "chacun va être un acteur de cette guerre", estime le Pr Druais - francetvinfo.fr 13 mars 2020

Le professeur Pierre-Louis Druais est membre du comité scientifique qu'Emmanuel Macron a consulté avant d'annoncer des mesures contre l'épidémie de Covid-19. AFP 13 mars 2020

Retour "***au bon vieux temps***" du travail à domicile ou l'esclavagisme a de beaux jours devant lui.

- Coronavirus : "Tout ce qui peut se faire en télétravail doit être fait en télétravail", explique Muriel Pénicaud - francetvinfo.fr 13 mars 2020

"À peu près un emploi sur trois peut être en télétravail", a affirmé la ministre du travail dans le "8h30 franceinfo". francetvinfo.fr 13 mars 2020

Le coronavirus : Une «correction» en bourse. S'ils le disent eux-mêmes...

Selon Rana Foroohar, rédactrice en chef Financial Times, le coronavirus était un déclencheur de ce qu'elle a appelé à ce stade une «correction» en bourse.

«Les États-Unis sont dans le cycle économique le plus long jamais enregistré, avec des monticules de dette mondiale, une baisse de la qualité du crédit et des décennies de taux d'intérêt bas poussant les prix des actifs à des niveaux insoutenables. […] La vérité est que l'économie américaine dépend désormais des bulles d'actifs pour sa survie.» Mondialisation.ca, 12 mars 2020

La pandémie du totalitarisme s'étend.

LVOG - Les héritiers de Franco ?

- Coronavirus: L'Espagne en état d'urgence - Reuters 13 mars 2020

Le président du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a annoncé vendredi que l'état d'urgence serait instauré à compter de samedi en raison de l'épidémie de coronavirus, ce qui permettra aux autorités de placer à l'isolement des personnes infectées et de rationner les biens.

La région de Madrid a en outre décidé de fermer les restaurants, bars et magasins à compter de samedi, selon plusieurs médias locaux, dont le journal El Independiente. Seuls les supermarchés et les pharmacies pourront rester ouverts.

Ce durcissement des mesures fait suite à une accélération de la propagation de l'épidémie dans le pays, l'Espagne étant le deuxième foyer de contagion en Europe derrière l'Italie.

Selon le dernier bilan en date, l'Espagne compte 4.209 cas d'infections, dont 1.000 sur les dernières 24 heures. Cent vingt personnes sont décédées de la maladie. Reuters 13 mars 2020

A l'instrumentalisation du terrorisme, du climat, il faut ajouter dorénavant de la santé.

Dernières mesures en date samedi: l'Uruguay, après ses quatre premiers cas, ferme partiellement ses frontières et impose une quarantaine aux voyageurs de neuf pays. A Rio de Janeiro, au Brésil, les portes resteront closes pendant sept jours dans les écoles et pendant deux semaines dans les théâtres, stades et salles de concert. La Mauritanie réduit ses liaisons aériennes avec la France, le Panama suspend celles avec l'Europe, le Gabon limite les visas touristiques et les cinémas nord-américains réduisent la capacité de leurs salles.

Et la Nouvelle-Zélande a annulé l'hommage national aux victimes de l'attaque il y a un an des mosquées de Christchurch.

Aux Etats-Unis, avec plus de 2.000 cas et au moins 47 morts, le président Donald Trump a déclaré l'état d'urgence au niveau national, permettant à l'Etat fédéral de débloquer jusqu'à 50 milliards de dollars.

En Europe, nouvel "épicentre" de la maladie selon l'OMS, de nombreux pays et régions fermaient totalement ou partiellement leurs frontières aux étrangers, comme la Pologne et Chypre.

Hors UE, l'Ukraine a aussi fermé ses frontières et le Pakistan celles avec l'Iran et l'Afghanistan. La Russie compte diminuer dès lundi ses liaisons aériennes avec l'UE.

Après l'Italie, qui a enregistré 250 décès en 24 heures --un record-- pour un total de 1.266 morts, l'Autriche puis la Bulgarie et la Grèce ont annoncé aussi vendredi la fermeture des commerces non essentiels. En Grèce, seuls les supermarchés, pharmacies, dispensaires et cabinets médicaux resteront ouverts.

Capitale de l'Irlande où écoles, crèches, universités et institutions culturelles sont fermées, Dublin avait vendredi des airs de ville fantôme avec des rues désertes. AFP14 mars 2020

En complément.

- Coronavirus: Le Danemark ferme ses frontières pour un mois - Reuters 14 mars 2020

- En République Tchèque, qui s'est déclaré en état d'urgence, les bars et restaurants devront désormais fermer à 20h. - euronews.com 13 mars 2020

- En Iran, contre le coronavirus, rues et magasins devront rester vides - AFP 13 mars 2020

Belgique. Ecoles, cafés, restaurants, discothèques vont être fermés en Belgique afin de lutter contre la propagation du nouveau coronavirus, et tous les rassemblements seront annulés «peu importe leur taille et leur nature», a annoncé jeudi soir la Première ministre du pays, Sophie Wilmès. La Belgique, pays de 11,4 millions d'habitants, a recensé à ce jour 399 cas de contamination pour trois décès.

Le Monténégro a interdit les rassemblements de masse, malgré le fait qu'il n'a enregistré aucun cas de coronavirus.

Belgrade a interdit les rassemblements de plus de 100 personnes ainsi qu'a annulé les concerts et les spectacles de théâtre. sputniknews.com 13 mars 2020

La vérité sera-t-elle révolutionnaire ? Mais où sont passés les révolutionnaires.

LVOG - Tous ces articles sont parus en anglais et parfois dans d'autres langues, sauf en français, la traduction vient de Google, je n'ai pas le temps de la corriger. Il en existe d'autres sur le Net.

- «C'est un échec. Admettons-le », déclare Fauci à propos de la capacité de test des coronavirus - nbcnews.com March 13, 2020

"Le système n'est pas vraiment adapté à ce dont nous avons besoin en ce moment", a déclaré le Dr Anthony Fauci, directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses lors d'une audience à la Chambre.

L'Amérique n'a pas réussi à répondre à la capacité de dépistage des coronavirus dont elle a besoin, a reconnu publiquement jeudi un haut responsable de la santé publique.

"Le système n'est pas vraiment adapté à ce dont nous avons besoin en ce moment", a déclaré le Dr Anthony Fauci, directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses lors d'une audition à la Chambre sur les kits de test des coronavirus aux États-Unis, qui étaient initialement pris par problèmes techniques. "C'est un échec. Admettons-le."

Couverture complète de l'épidémie de coronavirus

Fauci répondait à une question de la représentante Debbie Wasserman Schultz, D-Florida, qui a posé des questions sur une réclamation de l'organisation professionnelle National Nurses United alléguant que "d'innombrables" travailleurs de la santé exposés au coronavirus se sont vu refuser un test.

Lorsque le virus a commencé à apparaître en Amérique, les Centers for Disease Control and Prevention avaient des critères précis pour qui pourrait être testé, limitant ainsi le nombre de tests effectués en plus des problèmes techniques. Ces directives ont depuis été élargies. Le Dr Robert Redfield, directeur du CDC, qui témoignait également à l'audience, a adressé la question de Wasserman Schultz à Fauci.

"L'idée que quiconque l'obtienne facilement de la façon dont les gens dans d'autres pays le font, nous ne sommes pas prêts pour cela", a déclaré Fauci à Wasserman Schultz. "Est-ce que je pense que nous devrions l'être? Oui. Mais nous ne le sommes pas."

La reconnaissance brutale est venue lorsque le CDC a rapporté qu'il avait testé un peu plus de 11 000 échantillons pour le virus jusqu'à présent, beaucoup moins que les autres pays, d'autant plus que plusieurs échantillons sont nécessaires pour chaque patient. Pendant ce temps, la Corée du Sud teste près de 20 000 patients par jour, selon la BBC.

En réponse à Fauci, Wasserman Schultz a déclaré: "C'est vraiment dérangeant, et j'apprécie les informations."

La question est venue une semaine après qu'une infirmière exposée au virus dans le nord de la Californie ait déclaré dans un communiqué publié par National Nurses United que malgré ses symptômes, le CDC ne la testerait pas.

"Ils ont dit qu'ils ne me testeraient pas parce que si je portais l'équipement de protection recommandé, je n'aurais pas le coronavirus. Quel genre de réponse scientifique est-ce?" dit l'infirmière. nbcnews.com March 13, 2020

(Le directeur du CDC américain, Robert Redfield, a admis que les décès par coronavirus ont été classés comme grippe by Larry Romanoff - Global Research, March 13, 2020

Robert Redfield, directeur du CDC, témoignant au Congrès, a admis aujourd'hui que les décès par virus ont été classés comme la grippe.

Il a également déclaré que la pratique standard consistait à tester d'abord les personnes pour la grippe et, si le test est positif, elles s'arrêtent là. Ils ne testent pas le coronavirus.

Le Japon et Taïwan avaient donc raison. De nombreux décès américains attribués à la grippe étaient en fait dus au coronavirus.

Un sénateur a demandé à Redfield si des autopsies avaient été effectuées pour connaître la cause du décès, et il a déclaré que cela avait été fait, et ils ont révélé des erreurs de diagnostic. Les infections et les décès ont été sciemment mal classés pendant des mois, et le CDC a "fortement" recommandé aux hôpitaux de ne pas tester le virus, sauf en dernier recours. Ce n'est pas un hasard si les États-Unis n'ont pas de tests fiables. Ils ne veulent pas tester. Blâmez tout sur la grippe.

Et maintenant, toutes les réunions et discussions sur le virus sont classées, et toutes les informations publiques doivent d'abord être clarifiées par la Maison Blanche.

Pour lire la vidéo : https://twitter.com/i/status/1237974799999062016

- Pourquoi les États-Unis ne testent-ils apparemment pas le coronavirus COVID-19? - by Larry Romanoff - Global Research, March 06, 2020

"Le dépistage du coronavirus n'est pas encore disponible à New York."

Tous les rapports indiquent que les Centers for Disease Control (CDC) des États-Unis ne testent pas le nouveau coronavirus COVID-19 et qu'il n'existe en aucun cas des tests fiables aux États-Unis. Il s'agit d'un domaine dépourvu d'explication rationnelle.

Les États-Unis peuvent avoir plusieurs milliers d'infections à coronavirus, mais personne ne le sait car les CDC ne les testent pas.

Le CDC a produit une série de kits de test qui ont produit des résultats extrêmement aléatoires, positifs ou négatifs, suivis d'instructions pour rejeter les kits de test comme non fiables. (1) Plusieurs États américains ont déclaré que les nouveaux kits de test des coronavirus ne fonctionnaient pas, tandis que d'autres ont déclaré qu'ils n'étaient absolument pas fiables. (2) La ville de New York a indiqué que les tests émis par le gouvernement sont défectueux et «ne peuvent être invoqués pour fournir un résultat précis». Ces kits défectueux ont également été expédiés partout dans le monde, mais à ma connaissance, le CDC n'a transmis cette information à personne en dehors des États-Unis.

De plus, les hôpitaux américains déchargent les patients infectés sur la base de ces tests défectueux, le CDC expliquant qu'il y a eu

de nombreuses situations où les résultats des tests alternent entre négatifs et positifs sur les mêmes patients. (3)

Une source médiatique américaine a déclaré que la Californie n'avait que 200 kits de test appropriés dans tout l'État, et très peu partout dans le pays, mais je n'ai trouvé aucune preuve que le CDC prépare de nouveaux kits de test, apparemment ne faisant rien. Il semble que la raison pour laquelle le CDC ne peut prétendre à aucune infection au COVID-19 est qu'il ne fait pas de tests et qu'il ne peut en aucun cas effectuer des tests fiables. Il peut être amusant de se moquer des États-Unis pour leur incapacité à produire un test fiable, mais les Américains ne sont pas incompétents, ce qui pose malheureusement de nombreuses questions.

Il semble étrange que bien que le CDC puisse rapidement développer et appliquer des tests fiables à l'échelle nationale, il préfère apparemment ne pas le faire, à un moment où la Californie et d'autres États ont déjà déclaré une urgence, et la Maison Blanche a annulé des vols vers la Chine et demandé 2 milliards de dollars. dans le financement des virus.

Selon les médias, les États-Unis n'ont effectué qu'environ 450 tests tandis que des nations encore plus petites ont testé plusieurs dizaines de milliers. (4) Encore plus surprenant, le CDC refuse apparemment de tester les infections à COVID-19. La première infection de ce type aux États-Unis de sources inconnues n'a été testée qu'après que le patient ait été sous ventilateur à l'USI pendant près d'une semaine. L'hôpital a affirmé qu'ils «n'avaient pas pu la faire tester pendant cinq jours, affirmant que le CDC avait refusé de tester les victimes qui n'avaient pas voyagé dans les régions touchées par l'épidémie». Il semble que le CDC a simplement refusé d'administrer un test même si le patient était dans un état critique. (5)

Entre-temps, une entreprise chinoise a mis en production de masse un test très précis pour COVID-19 qui a reçu le plus haut niveau de certification européenne et qui est maintenant commercialisé dans le monde entier. La société chinoise de séquençage génomique BGI a reçu une reconnaissance internationale et de nombreuses commandes pour ses kits de détection du nouveau coronavirus. Il a déjà expédié plusieurs centaines de milliers de produits dans plus de 25 pays et est en cours de commande avec 25 autres pays. D'une part, si le CDC voulait des tests fiables, il pouvait simplement commander en Chine. (6)

Le CDC estime que cette saison de la grippe a vu au moins 29 millions de maladies, 280 000 hospitalisations et 16 000 décès (16), mais le Japon et Taïwan ont tous deux déclaré que les décès par coronavirus américain (potentiellement par milliers) sont enterrés dans des infections non testées et des décès. blâmé sur la grippe saisonnière. Si ces décès ont été testés, les résultats ne sont pas rendus publics. (7) (8)

Le site d'information chinois Huanqiu (9) a relaté un cas aux États-Unis où un parent d'une femme a été informé par des médecins qu'il était mort de la grippe, mais où le certificat de décès mentionnait le coronavirus comme cause de décès. Le 26 février, l'affilié d'ABC News, le KJCT8 News Network, a rapporté qu'une femme avait récemment déclaré aux médias que sa sœur était décédée d'une infection à coronavirus. Almeta Stone, un résident de Montrose, au Colorado, a déclaré:

«Ils (le personnel médical) nous ont informés qu'il s'agissait de la grippe et lorsque j'ai reçu le certificat de décès, il y avait un coronavirus dans la cause du décès.» (dix)

Nous ne pouvons pas déterminer le nombre de ces cas aux États-Unis, mais comme le CDC ne dispose apparemment d'aucun kit de test fiable et effectue peu ou pas de tests pour le virus, il peut y en avoir d'autres. Comme je l'ai indiqué dans un article précédent (11), des virologues du Japon et de Taïwan sont tous deux arrivés à la conclusion que cela pourrait indiquer que le coronavirus s'était déjà propagé aux États-Unis mais où les symptômes étaient officiellement attribués à d'autres maladies, et donc peut-être masqués.

Ce qui suit a été rapporté en détail dans les principaux médias chinois, qui ne publient normalement rien de spéculatif. Un Américain, le Dr Paul Cottrell dit qu'il a reçu une copie d'un message entre un employé du CDC américain et un auditeur de sa chaîne.

Commercialisation de COVID-19 aux États-Unis: désinformation, incompétence et bouffonnerie

Selon la page Web officielle du CDC, le nombre total de cas confirmés de coronavirus aux États-Unis était de 35 à l'époque (21 février 2020), mais le message copié sur Cottrell était lu

«Il y a déjà eu plus de 1 000 cas aux États-Unis, bien que dans les nouvelles, ils ne font que calmer les choses pour l'instant et rapportent beaucoup moins au public.»

Dans le message, la source présumée du CDC a déclaré que "le CDC soupçonne des cas dans plus de 32 États à ce stade". Cottrell dit qu'il n'a jusqu'à présent pas pu obtenir de confirmation du CDC du message ou de son contenu, mais aucun démenti non plus. Cottrell est titulaire d'un doctorat, a terminé des études pré-médicales et est actuellement inscrit à un programme de maîtrise en biologie à Harvard. (12)

En outre, un haut fonctionnaire du ministère de la Santé et des Services sociaux (HHS) demande maintenant la protection

fédérale contre les tentatives de le faire taire après avoir allégué que le gouvernement américain ne prenait pas les précautions adéquates contre l'épidémie de COVID-19. La plainte alléguait que les employés fédéraux de la santé avaient été «déployés de manière inappropriée» pour aider les Américains mis en quarantaine évacués de Wuhan, en Chine, et n'étaient «pas correctement formés ou équipés pour fonctionner dans une situation d'urgence de santé publique», selon un rapport du Washington Post et des extraits de le dépôt de plainte obtenu par d'autres médias. (13)

Il y a une autre partie très curieuse de ce puzzle apparent. En août 2019, le CDC a complètement fermé le laboratoire de bio-armes de l'armée américaine à Fort Detrick (USAMRIID) pour «risques de biosécurité». Ils ont émis un ordre de cesser et de s'abstenir et toutes les recherches ont été ordonnées d'être suspendues immédiatement jusqu'à nouvel ordre mais, fait intéressant, les médias américains n'ont pratiquement pas pris note de cet événement. On pourrait imaginer qu'à la lumière d'une telle mesure drastique, des tests effrénés seraient obligatoires, mais dans ce cas, apparemment pas. Pourtant, les médias taïwanais ont signalé des infections au COVID-19 de résidents taïwanais originaires des États-Unis (Hawaï) en septembre 2019. Les Jeux militaires mondiaux ont eu lieu à Wuhan au cours des deux dernières semaines d'octobre. (14) (15) (16)

Il vaut peut-être la peine de mentionner que ce n'était pas la première fois que de telles préoccupations surgissaient. Entre 2005 et 2012, date la plus récente pour laquelle j'ai des chiffres précis, le CDC américain a reçu 1 059 «rapports de libération» - une moyenne d'un incident tous les quelques jours impliquant «vol, perte, libération provoquant une exposition professionnelle ou libération en dehors de l'école primaire». barrières de confinement biologique »des agents pathogènes dangereux. Le NYT et les médias occidentaux ont pillé la Chine pour plusieurs petites fuites de virus il y a dix ans, mais les Américains ont eu 1 057 rejets plus graves que la Chine au cours de la même période, beaucoup d'entre eux impliquant des agents pathogènes mortels. (17) (18) (19) (20) (21) (22)

Notes.

(1) https://www.independent.co.uk/news/world/americas/coronavirus-tests-new-york-us-cases-kits-trump-cdc-results-a9365921.html

(2) https://www.reuters.com/article/us-china-health-usa-idUSKBN2062HT

(3) https://www.shine.cn/news/world/2003023225/

(4) https://www.washingtonpost.com/health/2020/02/25/cdc-coronavirus-test/

(5) https://www.shine.cn/news/world/2002283012/

(6) https://www.chinadailyhk.com/article/123275

(7) https://www.thedailybeast.com/coronavirus-testing-in-the-us-is-somehow-looking-worse-by-the-day

(8) https://www.cdc.gov/flu/weekly/index.htm

(9) https://www.huanqiu.com/

(10) https://www.shine.cn/news/world/2003023225/

(11) https://www.globalresearch.ca/china-coronavirus-shocking-update/5705196

(12) http://en.people.cn/n3/2020/0224/c90000-9661463.html

(13) http://en.people.cn/n3/2020/0228/c90000-9663208.html

(14) https://www.medicaldaily.com/cdc-shuts-down-militarys-deadly-diseases-lab-over-safety-concerns-440475

(15) https://cbrn.dfns.net/2019/08/07/cdc-shuts-down-usamriid-lab/

(16) https://www.nytimes.com/2019/08/05/health/germs-fort-detrick-biohazard.html

(17) https://www.scientificamerican.com/article/cdc-botched-handling-of-deadly-flu-virus/

(18) https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK285575/

(19) http://www.documentcloud.org/documents/2842494-CDC-2008-Autoclave-Potential-Exposure-Incident.html

(20) https://www.cdc.gov/media/releases/2014/p0711-lab-safety.html

(21) https://www.usatoday.com/story/news/2016/06/02/newly-disclosed-cdc-lab-incidents-fuel-concerns-safety-transparency/84978860/ (22) http://www.documentcloud.org/documents/2842405-CDC-Email-13May2011-Re-Tech-Leaving-Lab-Without.html

- COVID-19: Preuve supplémentaire que le virus est originaire des États-Unis par Larry Romanoff - Global Research, 11 mars 2020

Il serait utile de lire cet article précédent pour le contexte:

- Coronavirus chinois: une mise à jour choquante. Le virus est-il originaire des États-Unis? Par Larry Romanoff, - Global Research, 4 mars 2020

Comme les lecteurs se souviendront de l'article précédent (ci-dessus), les épidémiologistes et pharmacologues japonais et taïwanais ont déterminé que le nouveau coronavirus est presque certainement originaire des États-Unis, car ce pays est le seul connu pour avoir les cinq types - dont tous les autres doivent avoir descendu. Wuhan en Chine n'a qu'un seul de ces types, ce qui le rend par analogie comme une sorte de «branche» qui ne peut pas exister par elle-même mais doit être issue d'un «arbre».

Le médecin taïwanais a noté qu'en août 2019, les États-Unis avaient une vague de pneumonies pulmonaires ou similaires, que les Américains imputaient au `` vapotage '' des cigarettes électroniques, mais dont, selon le scientifique, les symptômes et les conditions ne pouvaient pas être expliqués par e-cigarettes. Il a dit avoir écrit aux responsables américains pour leur dire qu'il soupçonnait que ces décès étaient probablement dus au coronavirus. Il affirme que ses avertissements ont été ignorés.

Immédiatement avant cela, le CDC a totalement fermé le principal laboratoire biologique de l'armée américaine à Fort Detrick, Maryland, en raison de l'absence de garanties contre les fuites d'agents pathogènes, donnant un ordre de cesser et de s'abstenir à l'armée. C’est immédiatement après cet événement que l’épidémie de «e-cigarette» a éclaté.

Nous avons également infecté des citoyens japonais en septembre 2019, à Hawaï, des personnes qui n'étaient jamais allées en Chine, ces infections se produisant sur le sol américain bien avant l'épidémie de Wuhan, mais seulement peu de temps après la fermeture de Fort Detrick.

Puis, sur les réseaux sociaux chinois, un autre article est apparu, conscient de ce qui précède mais présentant plus de détails. Il a déclaré en partie que cinq athlètes «étrangers» ou autres membres du personnel en visite à Wuhan pour les Jeux militaires mondiaux (18-27 octobre 2019) ont été hospitalisés à Wuhan pour une infection indéterminée.

L’article explique plus clairement que la version Wuhan du virus n’aurait pu provenir que des États-Unis car c’est ce qu’ils appellent une «branche» qui n’aurait pas pu être créée d’abord parce qu’elle n’aurait pas de «graine». Il aurait dû s'agir d'une nouvelle variété issue du «tronc» d'origine, et ce tronc n'existe qu'aux États-Unis. (1)

Il y a eu beaucoup de spéculations publiques selon lesquelles le coronavirus avait été délibérément transmis à la Chine mais, selon l'article chinois, une alternative moins sinistre est possible.

Si certains membres de l'équipe américaine aux Jeux militaires mondiaux (18-27 octobre) avaient été infectés par le virus d'une épidémie accidentelle à Fort Detrick, il est possible qu'avec une longue période d'incubation initiale, leurs symptômes aient pu être mineurs, et ces personnes auraient facilement pu «visiter» la ville de Wuhan pendant leur séjour, infectant potentiellement des milliers de résidents locaux dans divers endroits, dont beaucoup se rendraient plus tard au marché des fruits de mer d'où le virus se propagerait comme une traînée de poudre (comme il l'a fait) .

Cela expliquerait également l'impossibilité pratique de localiser le légendaire «patient zéro» - qui dans ce cas n'a jamais été trouvé car il y en aurait eu beaucoup.

Ensuite, Daniel Lucey, un expert en maladies infectieuses à l'Université de Georgetown à Washington, a déclaré dans un article dans le magazine Science que la première infection humaine a été confirmée comme se produisant en novembre 2019 (pas à Wuhan), suggérant que le virus était originaire ailleurs puis s'est propagé. aux marchés de fruits de mer. «Un groupe a indiqué l'origine de l'épidémie dès le 18 septembre 2019.» (2) (3)

Le marché des fruits de mer de Wuhan n'est peut-être pas à l'origine de la propagation d'un nouveau virus à l'échelle mondiale.

La description des premiers cas suggère que la flambée a commencé ailleurs.

L'article déclare:

«Alors que les cas confirmés d'un nouveau virus envahissent le monde à une vitesse inquiétante, tous les yeux se sont jusqu'à présent concentrés sur un marché de fruits de mer à Wuhan, en Chine, à l'origine de l'épidémie. Mais une description des premiers cas cliniques publiés dans The Lancet vendredi remet en question cette hypothèse. » (4) (5)

Le document, rédigé par un grand groupe de chercheurs chinois de plusieurs institutions, fournit des détails sur les 41 premiers patients hospitalisés qui avaient confirmé des infections par ce qui a été surnommé le nouveau coronavirus 2019 (2019-nCoV).

Dans le premier cas, le patient est tombé malade le 1er décembre 2019 et n'avait aucun lien signalé avec le marché des fruits de mer, rapportent les auteurs. «Aucun lien épidémiologique n'a été trouvé entre le premier patient et les cas ultérieurs», précisent-ils. Leurs données montrent également qu'au total, 13 des 41 cas n'avaient aucun lien avec le marché. «C'est un grand nombre, 13, sans lien», explique Daniel Lucey. . . (6)

Des rapports antérieurs des autorités sanitaires chinoises et de l'Organisation mondiale de la santé avaient déclaré que le premier patient avait des symptômes le 8 décembre 2019 - et ces rapports indiquaient simplement que la plupart des cas étaient liés au marché des fruits de mer, qui a été fermé le 1er janvier. (sept)

«Lucey dit que si les nouvelles données sont exactes, les premières infections humaines doivent avoir eu lieu en novembre 2019 - sinon plus tôt - car il y a un temps d'incubation entre l'infection et l'apparition des symptômes. Si tel est le cas, le virus pourrait se propager silencieusement entre les habitants de Wuhan - et peut-être ailleurs - avant que le groupe de cas du désormais tristement célèbre Huanan Seafood Wholesale Market de la ville ne soit découvert fin décembre. «Le virus est entré sur ce marché avant de sortir de ce marché», affirme Lucey.

"La Chine doit avoir réalisé que l'épidémie n'était pas originaire de ce marché de fruits de mer de Wuhan Huanan", a déclaré Lucey à Science Insider. (8)

Kristian Andersen est biologiste évolutionniste au Scripps Research Institute qui a analysé des séquences de 2019-nCoV pour essayer de clarifier son origine. Il a déclaré que le scénario était "tout à fait plausible" de personnes infectées introduisant le virus sur le marché des fruits de mer de quelque part à l'extérieur. Selon l'article de Science,

«Andersen a publié son analyse de 27 génomes disponibles de 2019-nCoV le 25 janvier sur un site de recherche en virologie. Cela suggère qu'ils avaient un «ancêtre commun le plus récent» - c'est-à-dire une source commune - dès le 1er octobre 2019. » (9)

Il était intéressant de noter que Lucey a également noté que le MERS provenait à l'origine d'un patient en Arabie saoudite en juin 2012, mais des études ultérieures et plus approfondies l'ont fait remonter à une précédente épidémie hospitalière de pneumonie inexpliquée en Jordanie en avril de la même année. . Lucey a déclaré qu'à partir d'échantillons stockés de personnes décédées en Jordanie, les autorités médicales ont confirmé qu'elles avaient été infectées par le virus MERS. (10)

Cela inciterait le public à faire preuve de prudence en acceptant le «récit standard officiel» que les médias occidentaux sont toujours si désireux de fournir - comme ils l'ont fait avec le SRAS, le MERS et le ZIKA, tous ces «récits officiels» ayant par la suite été prouvés ont tout à fait tort.

Dans ce cas, les médias occidentaux ont inondé leurs pages pendant des mois sur le virus COVID-19 originaire du marché des fruits de mer de Wuhan, causé par des gens mangeant des chauves-souris et des animaux sauvages. Tout cela s'est avéré faux.

Non seulement le virus n'était pas originaire du marché des fruits de mer, il n'était pas du tout originaire de Wuhan, et il a maintenant été prouvé qu'il n'était pas originaire de Chine mais qu'il avait été importé en Chine d'un autre pays. Une partie de la preuve de cette affirmation est que les variétés génomiques du virus en Iran et en Italie ont été séquencées et déclarées comme ne faisant pas partie de la variété qui a infecté la Chine et doivent, par définition, provenir d'ailleurs.

Il semblerait que la seule possibilité d'origine soit les États-Unis, car seul ce pays possède le «tronc d'arbre» ??de toutes les variétés. Et il peut donc être vrai que la source d'origine du virus COVID-19 était le laboratoire de guerre biologique de l'armée américaine à Fort Detrick. Ce ne serait pas une surprise, étant donné que le CDC a complètement fermé Fort Detrick, mais aussi parce que, comme je l'ai raconté dans un article précédent, entre 2005 et 2012, les États-Unis avaient connu 1 059 événements où des agents pathogènes avaient été soit volés, soit échappés à la bio américaine. -labs au cours des dix dernières années - une moyenne tous les trois jours. Global Research, 4 mars 2020

Haut de page

Le 15 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

On rajoutera des articles plus tard, plus le temps maintenant.

Un test révélateur. Etes-vous contaminé par le virus du capitalisme, stop ou encore ? Il n'est jamais trop tard, osez, essayez celui du socialisme !

Croyez-vous Macron, son Premier ministre et son ministre de la Santé, tous ces médecins et professeurs aux neurones intoxiqués par l'idéologie néolibérale qui l'entourent ou officient dans les médias ?

Ils sont en train de supprimer tous les ingrédients superficiels qui aidaient à rendre l'existence du capitalisme encore supportable aux masses, dans ces conditions combien de temps tiendra-t-il encore ?

Pas d'emballement, nous ne sommes pas des démagogues ou des gauchistes, encore longtemps au regard du niveau de conscience des masses et leur faible niveau d'organisation. Vont-elles en tirer des enseignements politiques pour la suite ? Rien n'est moins certain pour les mêmes raisons, sauf à se faire de graves illusions, puisque la totalité du mouvement ouvrier a adopté la rhétorique officielle ou participe à cette opération tournée contre elles.

Quand une menace réelle ou imaginaire pointe à l'horizon, quand elle les a frappées, quelle est généralement la réaction spontanée des masses ?

Dans un premier temps, elles recherchent un sauveur suprême. Elles se tournent vers ceux qui sont au pouvoir, car elles estiment qu'ils sont les seuls à détenir les moyens pour leur venir en aide ou combattre efficacement cette menace, en atténuer les conséquences si elle les a déja frappées.

Dans un second temps, elles sont prêtes à consentir de nouveaux et lourds sacrifices prescrits par leur sauveur suprême.

A l'étape suivante, ne voyant rien venir ou plutôt durement frappées, épuisées, excédées, alors que leur condition n'a cessé de se dégrader, elles se retournent contre ceux qui leur ont imposé ces sacrifices. Encore faut-il que la menace dure assez longtemps ou qu'elle se soit amplifiée au fil du temps, pour qu'elles aient eu le temps ou l'occasion de prendre conscience de sa véritable nature. Dans le cas contraire, elles la subiront ainsi que ses conséquences néfastes qui ne s'atténueront pas dans l'avenir, bien au contraire, elles s'ajouteront aux précédentes en s'ancrant profondément dans la société, de sorte qu'il leur sera encore plus difficile d'envisager en voir le bout un jour. Il ne leur restera plus qu'à se résigner à leur triste sort, chemin qu'empruntera l'immense majorité en échange parfois de quelques maigres compensations une fois cette menace écartée ou neutralisée...

Le souvenir ou les enseignements qu'elles conserveront ou tireront de cette expérience, ne dépasseront pas le stade inconscient avec lequel elles la vécurent. Autrement dit, elle ne leur aura servi à strictement rien, comme la plupart des expériences auxquelles elles ont été amenées à être confrontées au cours de leur existence.

On ne peut pas prendre conscience ou comprendre la nature d'un évènement et en tirer des leçons, de quoi que ce soit en général, si on a continué d'ignorer de quoi il était le produit, dans quel processus il s'inscrivait, dans quelle direction il était orienté, qu'un seul de ces facteurs nous échappe ou fasse défaut, et la situation sera incompréhensible ou l'idée qu'on s'en fera sera forcément faussée, c'est ainsi. Reste à rencontrer quelqu'un qui nous aide à relier ces facteurs entre eux, à condition de le laisser s'exprimer, et là non plus c'est loin d'être gagné d'avance ! Voilà en principe ou théoriquement l'une des tâches de l'avant-garde du mouvement ouvrier.

- 14 pages au format pdf

Nouvelles du bled.

- Coronavirus: avec 1,3 milliard d'habitants, l'Inde sur ses gardes - AFP 14 mars 2020

Au dernier bilan officiel vendredi, la deuxième nation la plus peuplée de la planète ne dénombrait que 81 cas de coronavirus, qui y

a fait un mort.

Le pays ne consacre que 3,6% de son PIB aux dépenses de santé, contre 11,5% pour la France par exemple, selon des données de la Banque mondiale.

Le géant d'Asie du Sud dispose toutefois d'un certain savoir-faire en matière de gestion d'épidémies. Il est notamment confronté de longue date à une épidémie de tuberculose, qui diminue graduellement en intensité.

La communauté internationale a salué l'action des autorités indiennes face au virus Nipah, nettement plus meurtrier que le Covid-19, lorsqu'il a ressurgi en 2018 dans l'Etat du Kerala (sud). Seulement 17 personnes y ont succombé. AFP 14 mars 2020

LVOG - La moitié environ de la population de l'Inde est jeune, les Indiens ne se serrent pas la main et ils ne s'embrassent pas, ils sont aussi immunisés contre un tas de virus, ces trois facteurs peuvent expliquer pourquoi peu d'Indiens sont victimes du coronavirus. De plus, avec le développement des deux-roues à moteur, ce sont les Indiens entre deux âges qui vont en ville ou sortent, les plus âgés restent chez eux ou dans leur village, ils sont moins exposés que le reste de la population.

Ceci explique cela très simplement, trop apparemment.

LVOG - On retiendra : La pandémie de coronavirus n'est pas la « cause » de cette crise économique et sociale en cours. Elle est le « prétexte » à la mise en œuvre d'une « opération » soigneusement conçue (soutenue par la désinformation des médias) qui déstabilise les économies nationales, appauvrit de larges secteurs de la population mondiale et mine littéralement la vie de millions de personnes. Il s'agit d'un « acte de guerre ». Mondialisation.ca, 14 mars 2020

Il faudrait ajouter, parce que le capitalisme est au bout du rouleau et engendre des crises de plus en plus vastes aux conséquences imprévisibles ou incontrôlables. Donc, au lieu qu'elles se produisent pour ainsi dire naturellement ou à l'improviste, autant prendre les devants et les provoquer pour en garder le contrôle, en tirer un maximum de profit jusqu'à la prochaine fois, confirmant que le capitalisme ne disparaîtra jamais de lui-même, sans une révolution des exploités et des opprimés...

- Coronavirus COVID-19: **"**Made in China**"** ou **"**Made in USA**"**? par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 14 mars 2020

Trump affirme que le coronavirus a été « fabriqué en Chine » (« Made in China »). Et que la Chine menace les États-Unis.

Le président des États-Unis veut faire croire aux Étasuniens que la pandémie de coronavirus porte l'étiquette « Made in China ».

Le secrétaire d'État Mike Pompeo l'appelle le « Coronavirus de Wuhan ».

Le « grand mensonge » a commencé le 30 janvier lorsque le directeur général de l'OMS, sous la pression de puissants intérêts économiques étasuniens, a déclaré une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) avec seulement 150 « cas confirmés » (par l'OMS) en dehors de la Chine, dont six seulement aux États-Unis. On a alors parlé de pandémie.

Les « fake médias » sont immédiatement passés à la vitesse supérieure. La Chine a été tenue pour responsable de la « propagation de l'infection » dans le monde entier.

Le lendemain (31 janvier 2020), M. Trump a annoncé qu'il refuserait l'entrée aux États-Unis des ressortissants chinois et étrangers » qui ont voyagé en Chine au cours des 14 derniers jours « . Cela a immédiatement déclenché une crise dans les transports aériens, les relations commerciales entre les États-Unis et la Chine ainsi que dans les transactions de cargaison (fret) et de transport maritime.

Si l'étiquetage « Made in China » du coronavirus a servi de prétexte, l'objectif tacite était de mettre l'économie chinoise à genoux.

C'était un acte de « guerre économique », qui a contribué à miner l'économie chinoise ainsi que celle de la plupart des pays occidentaux (alliés des États-Unis), entraînant une vague de faillites, sans parler du chômage, de l'effondrement de l'industrie touristique, etc.

De plus, l'étiquette « Made in China » du coronavirus de Trump a déclenché presque immédiatement, dès le début du mois de février, une campagne contre les Chinois ethniques dans tout le monde occidental.

Étape 2.0 : « Infections transmises par les Européens » ?

Le 11 mars, une nouvelle phase a été lancée. L'administration Trump a imposé une interdiction de 30 jours aux Européens d'entrer aux États-Unis par la suspension des voyages aériens avec l'UE (à l'exception du Royaume-Uni et de l'Irlande).

Les États-Unis mènent maintenant sa « guerre économique » contre l'Europe occidentale, tout en utilisant la COVID-19 comme justification.

Les gouvernements européens ont été cooptés. En Italie, un confinement prédomine, ordonné par le premier ministre, les grandes villes du nord de l'Italie, dont Milan et Turin, ont été mises en quarantaine.

La confusion, la peur et l'intimidation règnent.

C'est du « Dommage Made in America ». Fin février : La manipulation financière caractérise les transactions boursières dans le monde entier.

La valeur des actions des compagnies aériennes s'effondre du jour au lendemain. Ceux qui avaient « connaissance d'avance » de la décision prise par Trump le 11 mars d'interdire les vols transatlantiques à partir des pays de l'UE se sont fait un paquet d'argent. C'est ce qu'on appelle la « vente à découvert » sur le marché des produits dérivés, entre autres opérations spéculatives. Les spéculateurs institutionnels, y compris les fonds spéculatifs ayant des « informations privilégiées », avaient déjà fait leurs paris.

Plus généralement, un transfert massif de richesses monétaires s'est produit, parmi les plus importants de l'histoire du monde, entraînant d'innombrables faillites, sans parler de la perte de l'épargne de toute une vie, provoquée par l'effondrement des marchés financiers.

Ce processus est en cours. Il serait naïf de croire que ces événements sont spontanés, fondés sur les forces du marché. Ils sont délibérés. Ils font partie d'un plan soigneusement conçu impliquant de puissants intérêts financiers.

COVID-19 : « Made in China » ou « Made in America » ?

Et maintenant, une nouvelle bombe est apparue : La rhétorique de la Maison Blanche accusant la Chine de propager le « virus de Wuhan » dans le monde entier a été réfutée par des rapports tant japonais que chinois. L'analyse scientifique révélée par Larry Romanoff suggère que le virus a été fabriqué aux États-Unis :

« Il semble que le virus ne soit pas originaire de Chine et, selon les rapports des médias japonais et autres, il pourrait provenir des États-Unis ». …

En février, le journal télévisé japonais Asahi (presse écrite et télévision) a affirmé que le coronavirus provenait des États-Unis et non de Chine, et que certains (ou beaucoup) des 14 000 décès étasuniens attribués à la grippe pourraient en fait avoir été causés par le Coronavirus.

Et le 12 mars, dans une déclaration au Congrès étasunien (House Oversight Committee), le directeur du CDC, Robert Redfield, a involontairement « craché le morceau ». Il a candidement admis que, oui, certains cas diagnostiqués de grippe saisonnière pouvaient être dus à un coronavirus.

Quand cela s'est-il produit ? En octobre, novembre ? Quelle est la chronologie. Il est à noter que la déclaration de Redfield est corroborée par des virologistes japonais et taïwanais. Deux pays qui sont de fervents alliés des États-Unis.

Tweet :

Le directeur du CDC, Robert Redfield, a admis que certains Américains apparemment morts de la grippe ont été testés positifs au novel #coronavirus lors du diagnostic posthume, lors de la commission de surveillance de la Chambre mercredi. #COVID19

Il convient de noter qu'avance le virologiste taïwanais (mentionné ci-dessus) :

« Il a déclaré que les États-Unis ont récemment [?] eu plus de 200 cas de « fibrose pulmonaire » qui ont entraîné des décès dus à l'incapacité des patients à respirer, … Il a déclaré qu'il a … informé les autorités sanitaires américaines de considérer sérieusement ces décès comme résultant du coronavirus, … [Il] a ensuite déclaré que l'épidémie de virus pourrait avoir commencé plus tôt que prévu, suggérant « Nous devons nous tourner vers septembre 2019 » . (cité dans Larry Romanoff, op cit)

Le ministère chinois des Affaires étrangères a réagi aux déclarations du CDC Robert Redfield, qui a laissé entendre que le virus pouvait provenir des États-Unis.

Quand le « Patient Zéro » a-t-il commencé aux États-Unis ?

Tweet : @CDCDirector Dr. Robert Redfield : Certains cas qui ont été précédemment diagnostiqués comme étant des cas de grippe aux États-Unis étaient en fait des #COVID19. Il est absolument INAPPROPRIÉ et FAUX d'appeler cela le coronavirus chinois. https://www.c-span.org/video/?c4860650/user-clip-diagnosed-flu-covid-19 …

Le monde est à la croisée de la plus grave crise sociale et économique de l'histoire moderne

Dans le monde entier, les gens sont trompés. On leur dit : « Ça va s'aggraver ». Angela Merkel a déclaré sans la moindre preuve que « 70 % de la population allemande pourrait contracter le coronavirus si l'on ne fait pas plus pour arrêter sa propagation ».

Dans plusieurs pays, l'économie s'est arrêtée. Les supermarchés, les centres commerciaux, les bureaux, les usines, les écoles, les universités sont au point mort. Les gens sont confinés chez eux. La peur et l'intimidation règnent.

Dans l'intervalle, coïncidant avec le verrouillage de l'Italie en raison du coronavirus, 30 000 soldats étasuniens ont été envoyés dans l'UE, dans le cadre des jeux de guerre US-OTAN « Defend Europe 2020 » contre la Russie, dans le cadre du plus grand déploiement militaire depuis la Seconde Guerre mondiale. « Le Défenseur pourrait-il devenir l'Envahisseur… ? »

Soyons clairs : la pandémie de coronavirus n'est pas la « cause » de cette crise économique et sociale en cours. Elle est le « prétexte » à la mise en œuvre d'une « opération » soigneusement conçue (soutenue par la désinformation des médias) qui déstabilise les économies nationales, appauvrit de larges secteurs de la population mondiale et mine littéralement la vie de millions de personnes. Il s'agit d'un « acte de guerre ».

La suite des événements : Les impacts potentiels d'un gel continu du commerce étasunien avec la Chine.

La géopolitique est complexe. Comment se dérouleront les événements économiques ? Nous allons essentiellement nous concentrer brièvement sur les relations entre les États-Unis et la Chine.

Ceux qui ont formulé la « guerre économique non déclarée » des États-Unis contre la Chine, n'ont pas envisagé les répercussions potentielles sur l'économie américaine.

Il s'agit d'un « Harakiri économique », c'est-à-dire d'un « Suicide à l'américaine ».

Dans quelques mois, si les relations commerciales et les transports entre les États-Unis et la Chine ne reprennent pas normalement, les conséquences sur les économies nationales des pays occidentaux pourraient être dévastatrices.

Une grande partie des marchandises exposées dans les centres commerciaux étasuniens, y compris les grandes marques, sont « Made in China ».

Le « Made in China » est l'épine dorsale du commerce de détail aux États-Unis, qui soutient de manière indélébile la consommation des ménages dans pratiquement toutes les grandes catégories de produits de base, qu'il s'agisse de vêtements, de chaussures, de matériel informatique, d'appareils électroniques, de jouets, de bijoux, d'articles ménagers, de fournitures médicales, de médicaments et de prescriptions médicales, de téléviseurs, de téléphones portables, etc.

Le » Made in China » domine également la production d'un large éventail d'intrants industriels, de technologies de pointe, de machines, de matériaux de construction, d'automobiles, de pièces et accessoires, etc. sans parler de la sous-traitance importante des entreprises chinoises pour le compte des conglomérats américains.

Alors que les États-Unis disposent d'un appareil financier puissant et sophistiqué (qui a la capacité de manipuler le commerce et les marchés boursiers dans le monde entier), l'économie réelle étasunienne est en pagaille.

La production n'a pas lieu aux États-Unis. Les producteurs ont abandonné la production.

Le déficit commercial des États-Unis avec la Chine contribue à alimenter l'économie de consommation axée sur le profit, qui repose sur les biens de consommation « Made in China ». Entre-temps, la Chine détient une grande partie de la dette publique étasunienne qu'elle peut facilement convertir en actifs réels du jour au lendemain.

À ce stade de la crise du coronavirus, les décideurs politiques de Pékin sont pleinement conscients que l'économie étasunienne est fragile et fortement dépendante du « Made in China ». De plus, la Chine a dépassé les États-Unis dans plusieurs domaines de haute technologie, dont la 5G.

Et avec un marché intérieur de 1,4 milliard de personnes, associé à un marché d'exportation mondial dans le cadre de l'initiative « Belt and Road », l'économie chinoise aura le dessus. Mondialisation.ca, 14 mars 2020

Trois Etats remettent en cause la version officielle de l'origine du coronavirus

- Coronavirus chinois, une mise à jour choquante : le virus vient-il des USA ? par Larry Romanoff, 4 mars 2020 - paru sur Global Research sous le titre China's Coronavirus: A Shocking Update. Did The Virus Originate in the US?

Un virologiste taïwanais suggère que le coronavirus est originaire des États-Unis

Extraits.

Puis, le 27 février, Taiwan a diffusé un journal télévisé, qui présentait des diagrammes suggérant que le coronavirus provenait des États-Unis. (6)

L'homme dans la vidéo est un virologue et pharmacologue de haut niveau qui a effectué une recherche longue et détaillée pour trouver la source du virus. Il passe la première partie de la vidéo à expliquer les différents haplotypes (variantes, si vous voulez), et explique comment ils sont liés les uns aux autres, comment l'un doit avoir précédé l'autre, et comment un type est dérivé d'un autre. Il explique qu'il s'agit de science élémentaire et qu'elle n'a rien à voir avec des questions géopolitiques. Il décrit comment, comme pour les nombres dans l'ordre, le 3 doit toujours suivre le 2.

L'un de ses principaux arguments est que le type infectant Taïwan n'existe qu'en Australie et aux États-Unis et, puisque Taïwan n'a pas été infecté par des Australiens, l'infection à Taïwan n'a pu provenir que des États-Unis.

La logique de base est que le lieu géographique présentant la plus grande diversité de souches virales doit être la source d'origine, car une souche ne peut pas émerger de rien. Il a démontré que seuls les États-Unis possèdent les cinq souches connues du virus (alors que Wuhan et la plupart de la Chine n'en possèdent qu'une, tout comme Taïwan et la Corée du Sud, la Thaïlande et le Vietnam, Singapour, et l'Angleterre, la Belgique et l'Allemagne), ce qui fonde sa thèse selon laquelle les haplotypes présents dans d'autres nations pourraient tous provenir des États-Unis.

La Corée et Taïwan ont un haplotype du virus différent de celui de la Chine, peut-être plus infectieux mais beaucoup moins mortel, ce qui expliquerait leur taux de mortalité de seulement 1/3 de celui de la Chine.

Ni l'Iran ni l'Italie n'ont été inclus dans les tests ci-dessus, mais ces deux pays ont maintenant déchiffré le génome localement dominant et les ont déclarés comme des variantes différentes de celles de la Chine, ce qui signifie qu'elles ne sont pas originaires de Chine, mais qu'elles ont nécessairement été introduites à partir d'une autre source. Il convient de noter que la variante italienne a approximativement le même taux de mortalité que celle de la Chine, trois fois plus élevé que celui des autres nations, tandis que l'haplotype iranien semble être le plus meurtrier avec un taux de mortalité compris entre 10 et 25 %. (7) (8) (9)

En raison de l'énorme couverture médiatique occidentale centrée sur la Chine, une grande partie du monde croit que le coronavirus s'est propagé à toutes les autres nations à partir de la Chine, mais il semble maintenant que cela ait été amplement réfuté.

Le virologiste a également déclaré que les États-Unis ont récemment eu plus de 200 cas de « fibroses pulmonaires » qui ont entraîné la mort de patients incapables de respirer, mais dont l'état et les symptômes ne pouvaient pas être expliqués par une fibrose pulmonaire. Il a déclaré avoir écrit des articles pour informer les autorités sanitaires américaines et leur demander de considérer sérieusement ces décès comme résultant du coronavirus, mais elles ont réagi en attribuant la responsabilité de ces décès aux e-cigarettes, puis ont fait taire toute autre opinion…

Le médecin taïwanais a ensuite déclaré que l'épidémie de virus a commencé plus tôt que prévu, en disant : « Nous devons remonter à septembre 2019 ».

Il a évoqué des cas, en septembre 2019, où des Japonais s'étaient rendus à Hawaï et étaient rentrés chez eux infectés. Ces personnes n'étaient jamais allées en Chine. C'était deux mois avant les infections en Chine et juste après que le CDC ait soudainement et totalement fermé le laboratoire de recherche en armes biologiques de Fort Detrick, affirmant que les installations étaient insuffisantes pour prévenir la fuite d'agents pathogènes. (10) (11)

Il a déclaré avoir personnellement enquêté très soigneusement sur ces cas (tout comme les virologistes japonais qui sont arrivés à la même conclusion). Cela pourrait indiquer que le coronavirus s'était déjà propagé aux États-Unis, mais que les symptômes étaient officiellement attribués à d'autres maladies, et donc peut-être masqués.

L'important site d'information chinois Huanqiu a relaté un cas aux États-Unis où une femme s'était fait annoncer par des médecins qu'un de ses parents était mort de la grippe, mais dont le certificat de décès mentionnait le coronavirus comme cause du décès. Le 26 février, le réseau d'information KJCT8 affilié à ABC News, a rapporté qu'une femme avait récemment déclaré aux médias que sa sœur était morte des suites d'une infection par le coronavirus. Almeta Stone, résidente de Montrose, Colorado, a déclaré : « Ils (le personnel médical) nous ont informés que c'était la grippe, et quand j'ai reçu le certificat de décès, il y avait le coronavirus dans la cause du décès ». (12) Nous ne pouvons pas déterminer le nombre de ces cas aux États-Unis, mais comme le CDC ne dispose apparemment d'aucun kit de test fiable et qu'il n'effectue que peu ou pas de tests de dépistage du virus, il se peut qu'il y en ait d'autres.

Juste pour information :

Au cours des deux dernières années (pendant la guerre commerciale), la Chine a connu plusieurs pandémies : le 15 février 2018 : grippe aviaire H7N4. Elle a rendu malade au moins 1 600 personnes en Chine et en a tué plus de 600. De nombreux poulets ont été tués. La Chine a dû acheter des volailles américaines.

Juin 2018 : Grippe aviaire H7N9. Beaucoup de poulets tués. La Chine a dû acheter des volailles américaines.

Août 2018 : épidémie de grippe porcine africaine. Même souche que la Russie, en provenance de Géorgie. Des millions de porcs tués. La Chine a dû acheter des porcins américains.

24 mai 2019 : infestation massive de Légionnaires d'automne (ou Noctuelles américaines du maïs) dans 14 régions de province en Chine, qui a détruit la plupart des cultures vivrières. S'est rapidement propagée à plus de 8 500 hectares de la production céréalière chinoise. Ces noctuelles produisent un nombre énorme d'œufs. La Chine a dû acheter des produits agricoles américains – maïs, soja.

Décembre 2019 : l'apparition du coronavirus met l'économie chinoise à l'arrêt.

Janvier 2020 : La Chine est frappée par une souche « hautement pathogène » de grippe aviaire dans la province du Hunan. Beaucoup de poulets sont morts, beaucoup d'autres ont dû être tués. La Chine a dû acheter des volailles américaines.

Selon l'adage, les coups du sort vont par trois, pas par six.

Notes.

(6) https://m.weibo.cn/status/4477008216030027#&video

(7) http://en.people.cn/n3/2020/0301/c90000-9663473.html

(8) http://www.ansa.it/english/news/2020/02/27/coronavirus-italian-strain-isolated-at-sacco-hospital_986ff0c2-7bd6-49fe-bbef-b3a0c1ebd6f4.html

(9) Coronavirus has Mutated, Iran attacked by a Different Strain from Wuhan

(10) https://www.fredericknewspost.com/news/health/fort-detrick-lab-shut-down-after-failed-safety-inspection-all/article_767f3459-59c2-510f-9067-bb215db4396d.html

(11) https://www.unz.com/wwebb/bats-gene-editing-and-bioweapons-recent-darpa-experiments-raise-concerns-amid-coronavirus-outbreak/

(12) https://www.sohu.com/a/376454525_164026

Stratégie du chaos et de la peur. La menace vient de ceux qui nous gouvernent ou détiennent tout le pouvoir.

- Le coronavirus est devenu une menace planétaire. - Franceinfo13 mars 2020

A qui profite le crime ? "Les grosses fortunes n'ont pas vendu leurs titres et pourront se refaire."

- Bourses mondiales: une semaine de naufrage et de convulsions - AFP 14 mars 2020

Après le krach du 29 octobre 1929 à Wall Street, celui du 19 octobre 1987, la crise des "subprime" en octobre 2008, c'est donc la deuxième semaine du mois de mars 2020 qui restera dans les annales.

Les grandes places européennes ont perdu au final entre 17% (Londres) et 20% (Paris et Francfort), Wall Street est allé de convulsions en convulsions. L'indice Dow Jones a perdu un dixième de sa valeur sur la semaine.

L'or noir connaît sa pire chute depuis la première guerre du Golfe. Lundi, donc, les investisseurs vendent massivement leurs actions et se ruent sur les obligations d'Etat allemandes et américaines.

"Au milieu de la crise, vous n'en voyez pas la fin, le monde semble pétrifié. La peur enlève toute capacité et rend les investisseurs irrationnels", confie Adrian Lowcock, chez le courtier britannique Willis Owen.

Face à cette pandémie sans précédent, le monde de la finance n'a aucun repère. Mardi, "on ne pouvait pas prévoir que l'Italie se ferme à 100%", souligne ainsi M. Le Clercq.

Jeudi, la décision de la Fed d'injecter des milliers de milliards de dollars pour permettre aux banques et aux entreprises de se financer procure un léger répit mais, quelques heures plus tard, c'est la douche froide. La décision de Donald Trump de suspendre l'entrée des Européens de l'espace Schenghen aux Etats-Unis pendant 30 jours, suivie d'annonces mal reçues de la Banque centrale européenne, sème la zizanie.

Paris, Milan et Madrid enregistrent jeudi les plus fortes chutes de leur histoire. Pour Londres ou New York, c'est la pire séance depuis le krach boursier d'octobre 1987, qui avait vu Wall Street se noyer suite à de mauvais indicateurs et un tour de vis de la Bundesbank.

"Tout le monde est choqué par la vélocité des événements", décrit Alexandre Drabowicz. "La différence par rapport à 2008, c'est la vitesse record de la baisse".

"On se regardait entre collègues face à la destruction de valorisation instantanée", mais "on a essayé d'être à peu près rationnels", rapporte aussi M. Le Clercq.

"Si l'euphorie monte graduellement, la panique c'est toujours très violent".

Vendredi, les places mondiales ont repris un peu de couleurs. Mais tout reste imprévisible à ce stade.

La note est salée pour les grandes fortunes. Jeff Bezos, homme le plus riche du monde, a vu la sienne reculer de 8 milliards en sept jours, d'après des chiffres en temps réel du magazine Forbes. Le Français Bernard Arnault, PDG de LVMH, a perdu 14 milliards en une semaine.

Toutes ces pertes sont virtuelles car les grosses fortunes n'ont pas vendu leurs titres et pourront se refaire si les marchés se redressent.

L'impact psychologique sera sensible aussi pour l'Américain moyen, dans un pays où un citoyen sur deux possède des actions, le plus souvent via des plans d'épargne retraite. AFP 14 mars 2020

Commentaire d'un internaute.

- "Le Dow Jones +1900 points vendredi dernier. Cet article reste sur Yahoo pour garder la pression négative."

Une épidémie qu'ils s'emploient à fabriquer ou à favoriser l'expansion.

L'Italie recense 20 % de cas supplémentaires de Covid-19 en l'espace de 24 heures alors que des médecins espèrent être sur la piste d'un remède pour diminuer les symptômes. euronews 15 mars 2020

LVOG - Les médecins et les autorités italiennes ignorent l'existence de la Nivaquine, curieux, non ? Normal.

Par décret royal le stade 3 est déclenché, et vous savez pourquoi, je vous le donne en mille : parce que "le coronavirus circule maintenant "activement" sur "l'ensemble du territoire" français". (BFMTV 14 mars 2020) Sans blague !

Qui a dit ?

- "*L'organisme ne connaît pas le coronavirus et n'a pas d'immunité parce qu'on n'a pas eu d'épidémie.*"

Réponse : Le professeur Gilles Pialoux, chef du service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Tenon, à Paris.

LVOG - Avec de tels charlatans en guise de médecin, on peut comprendre que des personnes s'inquiètent.

Comment ils instrumentalisent ce coronavirus ? En cassant le thermomètre !

Gilles Pialoux - On a nous-mêmes changé nos méthodes de diagnostic.

LVOG - Ils l'ont adapté de manière à amplifier la psychose.

Gilles Pialoux - Le virus circule sans qu'on ne s'en aperçoive.

LVOG - Autrement dit des millions de personnes peuvent être des porteurs sains de ce virus, mais cela il ne le dira pas, pourquoi, devinez.

Franceinfo - Aujourd'hui, une personne de 30-40 ans, même sans antécédents médicaux, peut se retrouver en réanimation ?

Gilles Pialoux - La réponse est oui (...) En fait, c'est une probabilité très faible, mais c'est une probabilité non nulle.

LVOG - Evidemment, à tout âge il y a des personnes qui présentent des déficiences immunitaires, pas besoin d'être médecin pour le deviner. Et pourquoi cette "probabilité très faible", sinon parce que l'immense majorité de la population possède des défenses immunitaires appropriées.

Quand il se fait complotiste.

Gilles Pialoux - Il faut comprendre qu'en Chine, on ne sait pas si c'est parce qu'ils ont arrêté de compter que les chiffres sont moins spectaculaires.

LVOG - Pour un peu il le regretterait !

Comment peuvent-ils savoir qui est porteur du coronavirus et qui ne l'a pas attrapé ? Ils n'en savent rien, lisez.

Gilles Pialoux - On ne dépiste plus en France, on ne dépiste plus tout le monde.

LVOG - Les autorités n'ont jamais entrepris de dépister tout le monde. Pourquoi? Pour plusieurs raisons. On s'apercevrait par exemple qu'il y a des millions de personnes porteurs du virus de la grippe ou d'autres virus et qui se portent à merveille sans avoir été vaccinées, cela ferait du tort aux trusts pharmaceutiques mafieux...

Etat de guerre, ils y sont enfin arrivés, bravo !

- "C'est un état de guerre que nous sommes en train de vivre", réagit un hôtelier après la fermeture des restaurants, cafés et bars pour lutter contre le coronavirus - Franceinfo 13 mars 2020

Et le niveau 4, cela les tente les cinglés ?

- Libye : la guerre peut-elle être un rempart contre le coronavirus ? - Franceinfo 14 mars 2020

Voter LREM !

- Coronavirus : 59% des Français font confiance à Macron, l'inquiétude monte - AFP 14 mars 2020

Plus de six Français interrogés sur dix (61%) se disent "inquiets" de la propagation du virus en France, soit 13 points de plus que lors d'une précédente enquête réalisée les 10 et 11 mars. 39% (-13) ne sont pas inquiets. AFP 13 mars 2020

C'est injuste, dégueulasse ! C'est injuste, dégueulasse !

- L'Afrique, elle, reste largement épargnée par l'épidémie de coronavirus qui submerge le reste de la planète - francetvinfo.fr 13 mars 2020

LVOG - C'est dommage, FranceInfo exprime un regret, alors que l'Afrique est en permanence en proie à d'autres coronavirus qui font des dizaines de milliers de morts chaque année ou beaucoup plus, avec le VIH par exemple.

Il y a tellement de subventions à pomper ou de fric à se faire...

- Coronavirus : « 136 équipes européennes travaillent sur un vaccin » - LePoint.fr 14 mars 2020

Se faire exploiter, consommer ou plutôt s'empoisonner, et se soigner ensuite si c'est encore possible, le destin que le capitalisme vous a réservé...

- L'Espagne impose une quarantaine presque totale pour freiner le coronavirus - Franceinfo 14 mars 2020

Les habitants pourront simplement sortir pour travailler, faire les courses ou recourir à des soins. Franceinfo 14 mars 2020

- Covid-19 : la Grèce met en place des mesures drastiques et ordonne la fermeture des commerces - euronews 14 mars 2020

- Coronavirus: La Colombie ferme sa frontière avec le Venezuela - Reuters 14 mars 2020

Quand un adepte de l'économie de marché critique le néolibéralisme.

- Marc Rameaux: «L'ode sans nuances à l'économie de marché nous aveugle sur les problèmes que celle-ci peut poser» - Le Figaro 13 mars 2020

Marc Rameaux est Directeur de projet dans une grande entreprise industrielle. Il vient de publier Le Tao de l'économie. Du bon usage de l'économie de marché (L'Harmattan, Février 2020).

FIGAROVOX/ENTRETIEN - À l'occasion de la sortie de son nouvel ouvrage, Marc Rameaux appelle à une vision plus équilibrée de l'économie de marché. Selon lui, il est nécessaire de concilier les vertus du libéralisme et du souverainisme pour construire une économie viable.

Par Joachim Imad

FIGAROVOX.- Pourriez-vous préciser les définitions de l'économie de marché et du libéralisme sur lesquelles votre ouvrage est fondé?

Marc RAMEAUX.- Selon ma définition, l'économie de marché est une organisation de l'économie laissant les acteurs économiques décider et agir librement, sans intervention étatique, dans les limites de la loi. L'économie de marché est auto-organisée: la fixation des prix, des volumes et des types de biens échangés est la résultante des seules actions individuelles. Par opposition, l'économie planifiée décide volontairement, par une action gouvernementale, de la production et du niveau de prix des biens échangés.

Pour ce qui est du libéralisme, il s'agit d'une doctrine politique et économique fondée sur la responsabilité individuelle, l'autonomie de l'individu, la liberté économique et le respect de la propriété personnelle.

Vous estimez que l'ode sans nuances à l'économie de marché est dangereuse. Quelles critiques peut-on légitimement adresser

à l'économie de marché aujourd'hui?

Mal employée, l'économie de marché ne fixe aucune limite à la précarité des individus, laissant à la seule charité le soin d'aider les personnes en situation de survie.

Elle peut aboutir à une concurrence uniquement sur les prix et sur la vitesse, au détriment de la qualité, à un nivellement par le bas des conditions de vie. Les abus commis sur les travailleurs détachés ou sur l'offshoring en sont deux exemples.

Elle peut empêcher les entrepreneurs de faire valoir leur talent et leur différence si elle est appliquée dans le mode de la «concurrence pure et parfaite» exigeant une parfaite fluidité de l'information. L'Union européenne et plus particulièrement la Commission commettent cette erreur en permanence. Les économies performantes, par exemple celle des États-Unis, sont fondées sur une fluidité complète des échanges commerciaux mais aussi sur une protection stricte des savoirs et savoir-faire, c'est-à-dire de l'information stratégique. L'asymétrie de l'information est dans la nature même de l'économie de marché bien comprise, car elle est une des formes de l'art de la guerre.

Elle peut aboutir à la formation d'une fausse élite de dirigeants politiques et économiques superficiels, incapables d'une réflexion approfondie, occupés à leur seule course aux postes. Une «médiocratie» beaucoup plus douée dans l'extorsion et la spoliation des talents d'autrui que dans la vision politique et l'esprit d'entreprise. Joseph Schumpeter avait déjà souligné cette différence entre les entrepreneurs et les «managers», avec une connotation péjorative pour ces derniers.

Elle peut tout ramener aux termes de l'échange marchand, y compris le savoir académique, la santé, la famille, la culture. Elle peut aboutir à une destruction des fonds culturels et historiques de chaque nation si les intérêts du marché y prévalent, portée par des dirigeants n'ayant aucune attache autre que celle de leur gain personnel. Un libéral lucide voit l'économie de marché comme un outil très puissant - une puissance qui ne laisse aucune chance à une économie planifiée concurrente - mais nécessitant de grandes précautions.

L'ode sans nuances à l'économie de marché nie qu'elle puisse tomber dans les ornières précédentes. Un libéral dogmatique est celui qui pense qu'elle marchera à tous les coups, comme une baguette magique. Un libéral lucide voit l'économie de marché comme un outil extrêmement puissant - une puissance qui ne laisse aucune chance à une économie planifiée concurrente - mais nécessitant de grandes précautions d'utilisation.

Qu'est-ce qu'un «bon décideur de politique économique» selon vous?

Un bon décideur de politique économique cherche à connaître le terrain et cherche la proximité des hommes. Il ne dirige pas à distance, par des indicateurs et des rapports livresques. Il n'hésite pas à court-circuiter les échelons hiérarchiques intermédiaires par des informateurs de terrain, afin de recouper ces remontées avec le contenu des rapports. Le marasme de la construction de l'EPR par EDF aurait été évité en connaissant la réalité de l'industrie et des hommes.

Il est par ailleurs lucide quant aux jeux de pouvoir et jeux d'ego traversant toute organisation, privée comme publique, et possède le courage de les affronter et de les casser s'ils sont des engrenages malsains. Nous avons souvent eu en France des dirigeants lucides jusqu'au cynisme sur ces jeux de pouvoir, mais se gardant bien de s'y confronter. Les aveux de fin de quinquennat de François Hollande dans l'ouvrage Un président ne devrait pas dire ça illustrent parfaitement cette alliance d'une très grande intelligence politique et d'une grande couardise.

Il réduit au maximum la dépense publique afin de redonner un surcroît d'énergie et de ressources aux entreprises et aux ménages. Un libéral véritable n'est pas contre l'État par principe mais contre tous ceux qui parasitent les ressources de l'État et empêchent les fonctionnaires utiles de faire leur travail. La vérité du libéralisme est qu'il est extrêmement difficile d'empêcher que les personnes en charge de l'argent public ne le détournent à leur profit personnel, nécessitant de corriger ce travers en permanence. L'erreur des dirigeants politiques français est de réduire la dépense publique en diminuant les effectifs des personnels de terrain, au lieu des effectifs du «back-office», les administratifs censés gérer les opérationnels. Ce sont dans ces fonctions administratives que résident le népotisme, les doublons et triplets de fonctions, les postes de complaisance. L'hôpital public a été envahi de nuées de «gestionnaires» censés «optimiser» les coûts mais ayant engendré des frais de fonctionnement bien supérieurs, deux fois ceux du système de santé privé. Le travail et l'utilité d'un enseignant, d'une infirmière, d'un policier de terrain sont incontestables. Les effectifs des administratifs et gestionnaires qui les environnent sont là où se logent le gaspillage et l'extorsion. Avoir le courage de s'y attaquer est essentiel, plus encore au niveau des collectivités territoriales, comme le montrent les ouvrages de Zoé Shepard.

Enfin, il défend les savoirs et savoir-faire stratégiques de son pays afin qu'ils deviennent ses points forts économiques. Les politiques de filières industrielles développées au temps du Gaullisme se sont révélées très compétitives en économie de marché, bien plus que les réglementations imposées par les bureaucrates européens. La NFI a également beaucoup mieux compris comment fonctionnait l'économie mondialisée que les «mondialistes».

Votre ouvrage s'achève sur une réflexion sur la porte de sortie à trouver pour surmonter les dysfonctionnements de

l'économie actuelle. Celle-ci peut-elle passer par une alliance entre souverainisme et libéralisme?

Oui, absolument. Souverainisme et libéralisme sont souvent perçus comme des ennemis irréductibles. Ils sont en réalité des contraires-complémentaires indispensables l'un à l'autre: si l'un disparaît, l'autre périt avec lui. Celui qui ignore que les États-Unis, la Chine, le Japon et l'Allemagne sont profondément souverainistes ne peut prétendre connaître le monde économique. La richesse économique ne provient pas d'échanges fluides et pacifiés mais de l'affrontement des excellences. Les grands entrepreneurs n'ont jamais cherché à s'enrichir en priorité, mais avant tout à imposer leur univers personnel, nourri de leur histoire, leur éducation, leur vie familiale, richesse intérieure échappant à toute loi du marché, avant de les confronter à la concurrence. La richesse économique provient de cette tension contradictoire.

Le souverainisme ne doit pas se penser comme défensif et complexé - une ligne Maginot essayant de se protéger de la déferlante des marchés - mais comme un capitalisme de conquête régénérant chaque génie national dans la lutte économique. Pour cette raison, il peut battre le fade et superficiel mondialisme sur son prétendu terrain: l'économie de marché. Le Figaro 13 mars 2020

LVOG – Pas le temps de commenter. Après l'accumulation primitive du capital descendue des cieux, voilà la richesse économique sortie de la richesse intérieure ou de nulle part pour justifier le capitalisme…

Haut de page

Le 16 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Pitoyable, pathétique, effrayant, les mots nous manquent, à suivre.

- 11 pages au format pdf

Rappel, dès le début nous appelions au boycott des élections municipales.

Elections municipales en France.

Résultats des municipales 2020. (Franceinfo et Huffington Post 16 mars 2020)

Pourquoi envisagent-ils de reporter le second tour, devinez ?

- Finalement, un hypothétique report du second tour des élections municipales pourrait s'avérer plutôt réconfortant pour la majorité présidentielle. Huffington Post 16 mars 2020

- Abstention.

- Municipales: une abstention record, incertitudes sur le second tour AFP 16 mars 2020

Parmi les quelque 47,7 millions d'électeurs appelés à élire leur maire, moins de la moitié aura au final glissé un bulletin dans l'urne.

Avec une abstention record estimée entre 53,5% et 56%, les Français ont déserté les bureaux de vote dimanche lors du 1er tour des élections municipales.

En 2014, l'abstention avait été de 36,45% au 1er tour.

La barre relativement basse (10% des suffrages exprimés au 1er tour), au-dessus de laquelle une liste peut se maintenir, devrait se traduire par une multiplication des triangulaires, voire des quadrangulaires, au second tour. Les candidats autorisés à se maintenir auront jusqu'à mardi 18H00 pour trouver des alliés ou fusionner leurs listes en vue du second tour. S'il a lieu.

À Montreuil, où le taux d'abstention atteint 66%

- PS.

Le PS résiste bien, les communistes en difficulté dans deux de leurs bastions -

Les socialistes s'en sortent notamment grâce à leurs soutiens à des listes d'union de la gauche.

Pour le chercheur Vincent Tiberj, ces résultats montrent également que "les partis forts au niveau national, qui essayaient de s'emparer des fiefs socialistes – comme le RN, LR ou LREM – ont montré qu'ils manquaient de ramifications locales."

Pour les maires sortants, notamment de gauche, dès lors qu'ils sont clairement identifiés comme opposants au gouvernement, ils n'allaient pas subir de vote sanction. Vincent Tiberj, sociologue, spécialiste du vote

- PCF.

Les communistes vers des alliances avec LFI

De leurs côtés, les communistes sauvent les meubles, mais sans grande victoire. En Seine-Saint-Denis, dans la majorité des 40 communes "rouges", les maires sortants se qualifient au second tour, mais pas forcément en première place, relève France Bleu.

Le communisme national n'existe plus, mais le local continue de payer. Des électeurs qui ne votent pas forcément PCF au niveau national le reconnaissent au niveau local grâce à toutes ses actions sociales (logement, colonies de vacances, etc.) Vincent Tiberj, sociologue et spécialiste du voteà franceinfo

- LFI.

Les "insoumis" ont fait l'impasse sur le scrutin

La formation n'a investi aucun candidat, mais a soutenu 550 listes dans toute la France, rendant ses résultats très difficilement lisibles.

- EELV. EELV s'affirme comme nouvelle force politique après sa percée dans les grandes Franceinfo16 mars 2020

La période était propice à une nouvelle percée électorale des écologistes.

Comment comprendre cette nouvelle base électorale ? "Depuis le début de l'année 2019, avec de nouvelles alertes scientifiques, l'environnement est très présent dans les mentalités. On a donc vu un vote écologiste plus fort", analyse le politologue Daniel Boy, spécialiste de l'écologie politique au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). "Il y a ce contexte environnemental, et le problème de l'effondrement complet du Parti socialiste", poursuit-il.

- LREM.

LREM reçoit la claque attendue au premier tour.

Si le parti présidentiel nourrissait des ambitions modestes, les résultats du premier tour des élections municipales de ce dimanche 15 mars confirment les difficultés d'implantation de LREM.

Dans plusieurs villes, la formation macroniste est bousculée là où elle aurait dû être favorite, devancée là où elle espérait créer la surprise et parfois même humiliée dans les bastions de ses adversaires.

Certains gadins sont d'ailleurs spectaculaires: à Limoges, Monique Boulestin arrive en quatrième position avec 7,9% des voix. A Toulon, la députée Cécile Muschotti recueille environ 7% des suffrages; à Arles, la députée Monica Michel arrive en cinquième position avec 5%. A Montpellier, Patrick Vignal est autour de 6%, alors qu'à Reims, Gérard Chemla obtient 3,29% des suffrages.

À Strasbourg, Alain Fontanel, longtemps considéré comme le grand favori, est devancé de 8 points par la candidate écologiste Jeanne Barseghian (EELV).

À Bordeaux, où LREM avait décidé de ne pas soutenir le dauphin d'Alain Juppé, le candidat LREM Thomas Cazenave recueille 12,69% des voix, soit à peine mieux que la liste "anticapitaliste" menée par Philippe Poutou (NPA, 11,77%).

À Besançon, Éric Alauzet est troisième, loin derrière EELV, mais aussi LR, avec moins de 20%. À Lille, Violette Spillebout arrive également en troisième position, avec environ 18%.

Enfin, même chez les sortants qu'ils ont soutenus, LREM accuse des déconvenues: à Nancy, le maire Laurent Hénart est en ballottage défavorable. Et à Biarritz, le sortant MoDem Michel Veunac arrive en... cinquième position avec moins de 13%.

- LR

Après la débâcle des européennes, Les Républicains refont surface.

Les Républicains se maintiennent en bonne position dans la plupart de leurs fiefs, avec des victoires dès le premier tour dans plusieurs villes arrachées à la gauche en 2014.

Après trois années de disette électorale, Les Républicains misaient sur les élections municipales pour se refaire une santé, et se relancer dans la perspective de la présidentielle de 2022. Au soir du dimanche 15 mars, et après une campagne largement perturbée par l'épidémie de coronavirus, le pari semble en partie réussi, avec des victoires probantes dès le premier tour et des ballottages favorables de nombreuses villes-clés, mais également des contre-performances dans les grandes villes.

Surtout, Les Républicains peuvent se réjouir de la bérézina subie par La République en marche, notamment dans les villes où la majorité présidentielle s'est risquée à attaquer une municipalité sortante LR.

Seule ombre – de taille – au tableau : la contre-performance de la droite dans les grandes villes (Paris, Marseille, Toulouse...).

Malgré tout, Les Républicains (comme les socialistes) ont bénéficié lors de ce premier tour d'une incontestable prime aux sortants.

- RN.

Des bastions solidement tenus, une conquête de taille possible à Perpignan... Tout s'est passé comme prévu pour le Rassemblement national, dimanche 15 mars, lors de ce premier tour des élections municipales

Les maires sortants RN sont ainsi réélus dès le premier tour dans au moins six communes.

Le résultat global de ce premier tour reste plutôt honorable pour un parti auquel les élections municipales ne réussissent généralement pas, faute de troupes en nombre suffisant pour constituer les listes. Cette année, le RN n'a d'ailleurs investi que 400 candidats environ, contre 600 en 2014.

Totalitarisme. Chefs d'Etat, chefs de guerre contre tous les peuples unissez-vous !

Dans quel type de régime les autorités prennent-ils en otage la totalité de la population ? Fasciste.

Et tout cela sans aucun vote du Parlement, nulle part, vous savez ces soi-disant institutions représentatives du peuple, de la démocratie.

En lisant les éditos ou communiquées des uns et des autres, on s'est aperçu qu'ils n'y avaient prêté aucune importance, cela ne figure nulle part non plus, révélateur, non ? Et après vous les entendez dénoncer l'union sacré, l'union nationale...

Les virus de la grippe mutent sans arrêt pour échapper à nos défenses immunitaires, dit-on. Ils n'ont aucun mérite, c'est juste qu'ils sont plus intelligents que les hommes, pas difficile !

Etes-vous immunodéprimés ? Un test s'impose tout de suite pour le vérifier.

Si vous répondez vrai une fois, vous êtes gravement atteint, deux fois, c'est que vous êtes déjà mort !

- Point de départ de l'épidémie, la Chine...

- La répression de manifestations pacifiques en Syrie par le régime, point de départ de la guerre en 2011...

Ils sont devenus maîtres dans l'art de la manipulation des masses.

Même pas peur, et pour cause.

- La Réserve fédérale américaine a aussi abaissé ses taux de 1 point pour rassurer les marchés. AFP 16 mars 2020

Superman, Super Mario, et maintenant Super-contaminateur (BFMTV) !

A BFMTV ils l'ont cherché partout, mais pas de bol, ils ne l'ont trouvé nulle part, ils sont déçus, merde alors, cela aurait génial, un serial killer !

Deux cas de porteurs du covid-19 sont considérés par certains spécialistes comme des "supers-contaminateurs". Mais d'autres scientifiques réfutent ce terme et évoquent plutôt un enchaînement d'éléments et de situations propices à la diffusion de la maladie.

Selon le Dr Bharat Pankhania, spécialiste des maladies infectieuses de la faculté de médecine de l'Université britannique d'Exeter, "ça n'existe pas, un 'super-spreader'". Pour lui, c'est un "terme inapproprié". "Ce que nous avons, ce sont des circonstances qui ont mené à l'infection d'un plus grand nombre de gens", estime-t-il, en évoquant le cas de la "Patiente 31" en Corée du Sud. (Source : BFMTV 14 mars 2020)

Il y a de la marge !

OMS - La grippe est déjà un problème de santé publique majeur (En réalité, tout le monde s'en fout ! - LVOG)

On estime qu'il y a chaque année 1 milliard de cas, dont 3 à 5 millions sont graves et provoquent de 290 000 à 650 000 décès dus à des complications respiratoires liées à la grippe. OMS 11 mars 2019

AFP - La barre des 2.000 décès dus au nouveau coronavirus en Europe a été franchie dimanche, portant le bilan à plus de 6.000 morts à travers le monde, où les confinements de populations et les fermetures de frontières se multiplient. AFP 16 mars 2020

Chut !

Flambées épidémiques en cours (OMS)

10 mars 2020 - Dengue – Territoires français des Amériques – Guyane française, Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin et Saint-Barthélemy

4 mars 2020 - Rougeole en République centrafricaine

24 février 2020 - Coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS-CoV) - Royaume d'Arabie saoudite

22 février 2020 - Dengue au Chili

20 février 2020 - Fièvre de Lassa au Nigéria

13 février 2020 - Maladie à virus Ebola – République démocratique du Congo (OMS : www.who.int/fr)

Une manipulation virale criminelle, jugez plutôt.

"Bien souvent, les médecins ne savent même pas que le défunt était porteur du virus". Pierre-Yves Boëlle, biostatisticien et professeur en épidémiologie à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris).

Le Figaro - (Extraits) (lors de l'hiver 2014-2015) l'agence nationale Santé Publique France estime à 9000 le nombre de décès annuels dus à la grippe recensés entre 2000 et 2010 et que le Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès (CépiDc) brandit celui de… 431 morts de grippe en moyenne chaque année!

«En réalité, ces chiffres font tous sens mais ils ne correspondent pas à la même chose», explique Daniel Lévy-Bruhl, responsable de l'unité infections respiratoires et vaccination à Santé Publique France. Le chiffre de 18 300 correspond à l'excès de mortalité observé durant l'hiver 2014-2015, lié principalement à la grippe mais aussi «à d'autres facteurs hivernaux» (hausse du risque cardio-vasculaire, présence d'autres virus…), précise le bilan de mai 2015. Celui de 9000 morts, lui, est une estimation moyenne de la surmortalité annuelle liée à la grippe. «Ces deux données ne sont pas incompatibles. L'un est une observation à une année déterminée, l'autre est une moyenne, poursuit Daniel Lévy-Bruhl, coauteur du rapport de Santé

Publique France d'où sont issus ces chiffres. La différence du simple au double s'explique par le fait qu'il y a des années sans excès de mortalité, comme ce fut le cas en 2016.»

Et puis il y a les 431 décès recensés par le CépiDc, un laboratoire de l'Inserm chargé d'élaborer chaque année la statistique des causes médicales de décès. Pour obtenir ce chiffre, les chercheurs ont comptabilisé les certificats de décès complétés par les médecins mentionnant la grippe comme cause de la mort. Comment expliquer alors que, sur les 9 000 décès annuels supplémentaires liés à la grippe estimés par Santé Publique France, seuls 431, soit 5 %, aient été identifiés comme tels par le CépiDc?

Décès indirectement liés au virus

«La grippe n'est pratiquement jamais la cause immédiate de décès. Bien souvent, les médecins ne savent même pas que le défunt était porteur du virus, c'est pourquoi ce n'est pas inscrit sur le certificat», explique Pierre-Yves Boëlle, biostatisticien et professeur en épidémiologie à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris). «Chez les personnes âgées touchées par la grippe, l'essentiel des décès survient avec retard par rapport à l'infection grippale, soit parce que des bactéries profitent de la faiblesse du patient pour le surinfecter, soit à la suite des décompensations liées à un état général précaire. Dans ce cas, la grippe n'est souvent pas mentionnée sur le certificat de décès», renchérit Daniel Lévy-Bruhl. Cette minutieuse comptabilité ne peut donc aboutir qu'à une grossière sous-estimation de la mortalité due à la grippe.

Le brouillard épidémiologique qui entoure le nombre de décès imputables au virus pose aussi la question du nombre de morts évitées grâce au vaccin, estimées à 2 500 par an, par Santé Publique France. «Nous ne disposons pas aujourd'hui de preuve de bonne qualité que la vaccination réduit la mortalité chez les personnes âgées, cependant elle évite des infections, donc a priori des décès», souligne le Pr Boëlle. lefigaro.fr 23 janvier 2017

Ils sont vraiment dingues !

Attention, les chiffres suivants sont vertigineux !

OMS - Selon une estimation récente, on compterait 390 millions de cas de dengue par an (intervalle crédible à 95% 284-528 millions), dont 96 millions (67-136 millions) présentent des manifestations cliniques (quelle que soit la gravité de la maladie). Une autre étude de la prévalence de la dengue estime que 3,9 milliards de personnes, dans 128 pays, sont exposées à l'infection par les virus de la dengue.

Les États Membres de 3 régions OMS déclarent régulièrement le nombre annuel de cas. En 2015, on a enregistré une augmentation du nombre de cas notifiés qui est passé de 2,2 millions en 2010 à 3,2 millions. Bien que l'on ne sache pas avec certitude quelle est exactement la charge mondiale de la dengue, la nette augmentation du nombre de cas déclarés ces dernières années s'explique par la mise en place d'activités visant à enregistrer tous les cas de dengue.

Avant 1970, seuls 9 pays avaient connu des épidémies de dengue sévère. Désormais, la maladie est endémique dans plus de 100 pays en Afrique, dans les Amériques, en Méditerranée orientale, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique occidental, ces 2 dernières régions étant les plus touchées.

Récemment, le nombre des cas notifiés a continué de progresser. En 2015, la région des Amériques a signalé à elle seule 2,35 millions de cas, dont 10 200 cas de dengue sévère qui ont provoqué 1181 décès..

Non seulement le nombre de cas augmente à mesure que la maladie se propage à de nouvelles zones mais l'on assiste également à des flambées explosives. La menace d'une flambée de dengue existe désormais en Europe...

Chez les voyageurs de retour de pays à revenu faible ou intermédiaire, la dengue est la 2e cause de fièvre la plus diagnostiquée après le paludisme.

On estime que, chaque année, 500 000 personnes atteintes de dengue sévère, dont une très forte proportion d'enfants, nécessitent une hospitalisation. Environ 2,5% d'entre eux en meurent.

La dengue est une maladie grave de type grippal qui touche les nourrissons, les jeunes enfants et les adultes mais dont l'issue est rarement fatale.

La dengue sévère est une complication potentiellement mortelle due à une fuite plasmatique, une accumulation liquidienne, une détresse respiratoire, des hémorragies profuses ou une insuffisance organique.

Il n'existe pas de traitement spécifique de la dengue.

Fin 2015 et début 2016, le premier vaccin contre la dengue, Dengvaxia (CYD-TDV), mis au point par le laboratoire Sanofi Pasteur, a été enregistré dans plusieurs pays en vue d'une utilisation chez des personnes âgées de 9 à 45 ans vivant dans des zones d'endémie. OMS 2 mars 2020

LVOG - Ah bon ? J'en avais entendu parler sans plus, ici, dans cette poubelle ou décharge qu'est l'Inde, on vit en permanence avec les moustiques. Si on se prenait la tête avec, on deviendrait fou !

OMS - En 2015, New Delhi (Inde) a connu la pire flambée de son histoire depuis 2006 avec plus de 15 000 cas signalés.

Patati et patata. Foi de médecins obscurantistes !

- Pandémie, panique, "*cri d'alarme de deux médecins urgentistes*" (Le Point).

C'était là qu'ils voulaient manifestement en arriver, pour pouvoir dire ensuite : On vous avait bien dit que cela pourrait se produire et vous n'avez pas voulu nous écouter, nous y sommes...

N'écoutez pas ceux qui racontent des histoires sur ce coronavirus et qui ne savent pas de quoi ils parlent. Si cela prend une telle ampleur, c'est tout simplement parce que cela devait se passer ainsi. Il est inutile d'aller chercher plus loin ou de se poser des questions... Faites confiance aux médecins, aux scientifiques, aux spécialistes, aux experts, au Président de la République, au Premier ministre, au ministre de la Santé, bandes de sales petits comploteurs !

Et effectivement, de LREM au POID, ils partagent le même discours.

Nous, nous refusons la fatalité, nous refusons de participer à cette cruelle instrumentation, nous nous en tenons strictement aux faits, à tous les faits. Posons-nous quelques questions quitte à passer pour des empêcheurs de tourner en rond ou pire, on ne craint pas les insultes, on est vacciné depuis longtemps !

La question qui tue le virus de la démagogie.

Un cas de conscience qui mérite toute notre attention.

Cette expérience met à rude l'épreuve l'esprit critique de chacun. Qu'êtes-vous prêt à croire ?

Tous ceux qui refuseraient de s'y soumettre, qu'auraient-ils à craindre ?

Pourquoi ne pas envisager toutes les hypothèses au lieu de s'en remettre à la première venue ?

- Que ce serait-il passé s'ils avaient fait le silence sur ce coronavirus ?

Il se serait davantage propagé occasionnant plus de décès.

- Que ce serait-il passé si au lieu de faire le silence sur ce coronavirus, ils auraient juste informé la population ?

Les personnes présentant les premiers symptôme ou des symptômes analogues, ainsi que les personnes ayant été en contact avec de telles personnes se seraient fait testées, à la suite de quoi les personnes porteurs du virus et malades auraient été mises en arrêt de travail ou à l'isolement, ce qui aurait permis de freiner la propagation du virus. Mieux, en procédant tranquillement de la sorte, cela aurait également permis de détecter des personnes porteurs de la grippe et qui l'ignoraient, donc cela aurait permis de sauver des vies supplémentaires.

Pourquoi les autorités n'ont-elles pas procédé ainsi ? Pourquoi ont-elles minimisé ce virus et opté ensuite pour des mesures autoritaires ? Parce que c'était là qu'elles voulaient en venir, tout simplement. Elles ont agi en fonction des instructions qu'elles avaient reçues de laisser le virus se propager pour ensuite justifier le recours à l'état d'urgence, c'est aussi sordide que cela.

Un internaute.

- Je vis à Singapour où des mesures ont été prises dès les premiers cas constatés avec isolement des clusters, mises en quarantaine, port de masques, prise de température, lavage fréquent des mains au gel. Grosse différence avec la France : les habitants de Singapour (expats inclus) sont disciplinés et obéissent aux consignes ! Résultat environ 140 cas et zéro décès !

Le déni de la France au début a conduit à la situation d'aujourd'hui. Le Français se croit toujours bien meilleur que les autres...

Le saviez-vous ?

Interféron : Cette molécule développée par la biotechnologie cubaine est utilisée dans le cas d'infections virales provoquées notamment par le VIH, le papillomavirus ou encore dans certains cas de cancers et d'hépatites.

Dix mille traitements d'interféron, ce médicament cubain industrialisé par Pékin et qui a sauvé de nombreux patients chinois en renforçant leurs défenses (1) sont déjà sur place (au Venezuela). Venezuela infos 15 mars 2020

Ces anticorps qui suppléent la matière grise déficiente.

- Coronavirus: les anticorps des patients guéris peuvent-ils être utiles ? - lesoleil.com 15 mars 2020

Science au quotidien - «Comme il y a des gens qui guérissent du coronavirus, on peut dire sans crainte de se tromper qu'ils ont développé les anticorps nécessaires à cette guérison. Alors ne pourrait-on pas, à partir d'une analyse sanguine, identifier ces anticorps afin d'en faire soit un vaccin ou à tout le moins un médicament contre ce virus ?», demande Martin Paradis, de Saint-Martin-de-Beauce.

Les anticorps sont des protéines que le système immunitaire fabrique afin qu'ils «s'accrochent» à un pathogène (virus, bactérie, toxine) et le désactive. Alors techniquement, on ne peut pas fabriquer un vaccin à partir d'anticorps : les vaccins sont plutôt des microbes affaiblis ou morts, voire souvent des «morceaux» de microbe que l'on présente au système immunitaire afin qu'il apprenne à produire ses propres anticorps.

Maintenant, que se passerait-il si on injectait les anticorps de patients guéris du COVID19 à quelqu'un ? Si c'est une personne saine que l'on inocule, il ne se passera pas grand-chose — les anticorps lui conféreront une immunité temporaire qui s'estompera rapidement, à mesure qu'ils seront éliminés par l'organisme. Mais si c'est un malade atteint du coronavirus, alors… eh bien ça peut marcher, ça peut être un traitement efficace. D'ailleurs, pas plus tard que jeudi dernier, le quotidien chinois Global Times annonçait qu'un avion avait décollé de Shanghai à destination de Rome avec, à son bord, du personnel soignant et «31 tonnes de matériel médical, incluant du plasma de patients guéris du coronavirus, afin d'aider l'Italie à combattre la pandémie de COVID19». Le plasma est la partie liquide du sang, ce qu'il reste quand on a retiré du sang toutes les cellules (globules rouges et cellules immunitaires) et les plaquettes. Les anticorps font partie du plasma et combattront la maladie si on les injecte à quelqu'un.

Il n'est pas encore tout à fait acquis, notons-le, que cela donnera de bons résultats contre le coronavirus. Greg Poland, spécialiste américain des maladies infectieuses, notait récemment dans une entrevue au magazine médical StatNews que «nous avons seulement quelques rapports encourageants, mais anecdotiques provenant de Chine. Rien n'a encore été publié [dans la littérature scientifique]. Mais cela vaut certainement le coup d'essayer».

Il faut dire que la technique est loin d'être nouvelle. En fait, le tout premier Prix Nobel de médecine fut accordé en 1901 au chercheur allemand Emil von Behring pour avoir mis au point la «sérothérapie», soit le traitement avec le plasma (ou «sérum») de patients guéris. Dès 1890, il a démontré qu'on pouvait sauver des animaux de laboratoire de la diphtérie et du tétanos en leur inoculant le plasma d'autres animaux qui avaient survécu à ces maladies. Et une première application à l'humain est survenue l'année suivante, quand il traita avec succès un enfant atteint de diphtérie.

Au début du XXe siècle, la sérothérapie était déjà devenue un traitement relativement répandu. Mais la fabrication de sérum à grande échelle fut toujours un problème. Les rats de laboratoire étaient trop petits pour en produire suffisamment pour traiter un seul patient humain, si bien qu'on utilisait plutôt des chevaux. Mais même à ce compte, il était impossible d'obtenir des quantités vraiment importantes.

Par la suite, avec l'arrivée massive des antibiotiques à partir des années 1940, la sérothérapie a été plus ou moins délaissée en médecine. Les antibiotiques fonctionnaient tout aussi bien (et même mieux dans certains cas) et ils étaient, eux, plus disponibles, plus pratiques et moins chers.

Ce n'est que dans les années 1970 que l'on découvrit enfin un procédé industriel pour fabriquer des anticorps dits «monoclonaux» — c'est-à-dire tous identiques, à la différence des anticorps variés que contient le plasma. Mais, encore une fois, cela restait souvent très dispendieux et les quantités produites n'étaient pas si grandes.

En outre, c'étaient habituellement des souris que l'on infectait pour ensuite isoler leurs anticorps et les reproduire. Or, les anticorps des souris diffèrent des nôtres, si bien que le système immunitaire humain les reconnaît comme des corps étrangers et les attaque. À cause de cela, les anticorps de souris ont une «demi-vie» de 2 à 3 jours dans le corps humains — ce qui signifie que leur nombre diminue de moitié à tous les 2-3 jours, et cela réduit pas mal leur effet thérapeutique. Heureusement, on a fini par trouver des moyens de les «humaniser» — suffisamment pour allonger leur demi-vie à 20-23 jours.

Si la thérapie par anticorps finit par être un outil de lutte contre le COVID-19, c'est probablement plus du côté de la fabrication industrielle d'anticorps monoclonaux que des injections de plasma que l'aide viendra. D'ailleurs, en plus du «candidat-vaccin» que Medicago a annoncé la semaine dernière et qui a beaucoup retenu l'attention des médias, l'entreprise biopharmaceutique a aussi indiqué qu'elle mis au point des anticorps contre le COVID-19.

Medicago utilise des plantes qu'elle parvient à «manipuler» de manière à leur faire produire de grandes quantités de «protéines complexes», comme les anticorps et les protéines virales qui servent de vaccin, explique Nathalie Charland, directrice des affaires scientifiques et médicales de l'entreprise. Les feuilles sont ensuite récoltées et les anticorps sont isolés et purifiés.

Si tout se passe bien dans les essais cliniques à venir (ce qui n'est jamais gagné d'avance, notons-le), ces anticorps pourront éventuellement servir de traitement ou, à tout le moins, de petit «coup de pouce» pour certains patients.

«C'est ce qui avait été fait [avec le plasma de convalescents] pour Ebola : l'idée, c'est que même si on n'est pas capable d'avoir des anticorps efficaces à 100% ou en quantité suffisante pour éliminer complètement le virus chez un patient, si on peut au moins réduire la charge virale [ndlr : la «dose» de virus en circulation dans l'organisme], c'est mieux que rien, ça peut améliorer les chances de guérison», dit Mme Charland. lesoleil.com 15 mars 2020

A en rire et à en pleurer.

Tremblez, repentez-vous, vous, vous ou vous encore, vous allez tous y passer ou presque.

- Interrogé sur France Info ce 15 mars, le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, a estimé que «50 à 70% de la population [devrait finir] par être contaminée par le virus», précisant que c'était ce que disaient les scientifiques.

Le coronavirus touchera «probablement» 50 à 70% des Français, prévient Blanquer «C'est d'ailleurs ça qui met fin au virus puisque ça crée une forme d'immunité majoritaire, et donc le virus s'éteint de lui-même», a-t-il ajouté. (Quelle connerie, comme si les anticorps étaient transmissibles ! On a vu ce qu'il en était plus haut. - LVOG)

Le ministre a ensuite détaillé la stratégie du gouvernement, qui avait annoncé la veille plusieurs mesures de confinement face à la pandémie : «Comme vous le savez, depuis le début, la stratégie n'est pas d'empêcher que le virus passe — on sait qu'il passera probablement par plus de la moitié d'entre nous —, mais c'est de faire en sorte qu'il passe de la manière la plus étalée possible dans le temps.» RT 15 mars 2020

LVOG - Leur stratégie n'était manifestement pas d'empêcher que le virus passe et leur dictature aussi...

Profitons-en !

- Le gouvernement britannique a décidé ce 13 mars de reporter d'un an les élections locales qui devaient se tenir dans une partie des municipalités du pays, dont Londres, en raison des craintes de propagation du coronavirus. «Nous allons légiférer pour repousser les élections locales [...] jusqu'à mai de l'an prochain», a indiqué un porte-parole dans un communiqué. Ces élections se tiennent chaque année en mai et ne concernent qu'une partie des municipalités, tous les quatre ans. RT 15 mars 2020

Leur ennemi, la liberté enfin bannie.

- Face au coronavirus, Madrid interdit de se promener ou de fêter un anniversaire - Le HuffPost 15

La tension doit être maximale !

- «Toute activité liée aux loisirs va cesser demain [dimanche] matin», a déclaré Benjamin Netanyahou dans une adresse télévisée. RT 15 mars 2020

Prolifération de viols et de suicides à venir.

- Aux Pays-Bas, le gouvernement a ordonné la fermeture maisons closes et coffee shops... RT 15 mars 2020

Chouette, un complément de croisière gratuite !

- Un autre navire, avec 3.700 personnes, l'est en Nouvelle-Zélande, qui a également interdit toute escale à des bateaux de croisière, jusqu'au 30 juin. RT 15 mars 2020

Une autre bonne nouvelle.

- Le procès pour corruption du Premier ministre Benjamin Netanyahu a été reporté pour cause d'épidémie. - AFP 15 mars 2020

Haut de page

Le 17 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux documents, il est déjà 16h50 et je dois encore nettoyer et arroser le jardin, passer un coup de balai, préparer en partie mon repas du soir, prendre une douche, etc. ma compagne est absente pour 8 huit jours, sa vieille mère est malade.

Bizarre ces vieux qui tombent malades, vous ne trouvez pas cela un peu louche ? Il va falloir que je l'interroge à son retour, je vais la cuisiner, c'est une façon de parler, je précise, sinon on va me prendre en plus pour un cannibale !

Quel monde de dingues ! Mais les plus dingues ne sont pas forcément ceux auxquels on pense habituellement. Moi aussi je me fais vieux, on quittera ce vieux monde sans regret assurément. La nostalgie des "*jours heureux*" des néostaliniens va revenir d'un jour à l'autre, on l'attend au tournant !

Je trouve cela extraordinaire de vivre en direct cet épisode et d'observer la réaction des uns et des autres, car elle confirme généralement tout le bien qu'on pensait d'eux ! C'était inévitable, c'est triste, oui évidemment, mais ce n'est pas une raison pour baisser la garde et se laisser aller. Courage chers camarades et chers lecteurs, gardez le moral.

Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que par la même occasion on peut mettre à l'épreuve les théories qui avaient été avancées pour expliquer certains évènements importants du passé ou récents, et nous sommes heureux de constater que celle qu'on avait retenue était la bonne, contrairement à nos dirigeants, qui une fois de plus ont faux sur toute la ligne, mais là le doute n'était plus permis depuis très longtemps, mille fois hélas !

- 17 pages au format pdf

Chez moi l'adversité stimule mes petites cellules grises et mes anticorps destinés à combattre le capitalisme.

On n'ose même pas poser la question, qui sera le dindon de cette mauvaise farce, devinez, les travailleurs, les classes moyennes, les petits capitalistes qui vont disparaître. Tandis que les oligarques et les marchés vont se poser en victimes innocentes, c'est la moindre des choses tout de même.

Certains vont en profiter pour s'enrichir encore plus à bon compte comme chaque fois, là le doute n'est pas permis, tandis que les Etats auront dû s'endetter encore plus, du coup leur dépendance politique à l'égard de l'oligarchie financière se sera accrue également, comme chaque fois aussi, c'est merveilleux de simplicité en somme. Comment cela va se traduire par la suite, je l'ignore, je n'y ai pas encore réfléchi.

Nous disions donc que c'était merveilleux de simplicité, mais apparemment pas pour tout le monde. C'est un euphémisme, car seule une toute petite poignée de militants vont comprendre en réalité ce qui s'est passé, bien que les peuples commencent aussi à flairer que l'oligarchie leur aurait peut-être joué un sale vilain tour dont elle détient le secret, de polichinelle en ce qui nous concerne.

Allons plus loin.

Le développement de la civilisation humaine est le produit d'un processus dialectique matérialiste et historique inconscient, c'est à croire que les conditions subjectives inconscientes dans lesquelles il s'est déroulé n'ont toujours pas été comprises, ni même abordées. Normal, puisqu'une analyse un tant soit peu cohérente ou sérieuse aboutirait forcément à la conclusion que l'existence du capitalisme fait peser une grave menace sur la survie de l'humanité et que l'urgence est de l'éradiquer de la surface de la planète.

Parmi tous ces médecins, professeurs, scientifiques, chercheurs, experts et spécialistes ou charlatans spécialisés en numéro d'illusionnismes en tout genre qui officient en haut lieu ou dans les médias, vous n'en trouverez pas un seul qui arrive à cette conclusion.

Et pourtant ils le savent, mais ils s'en accommodent, pire ils cautionnent le régime, la preuve tirer d'une déclaration de William Dab, professeur émérite d'épidémiologie au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam).

- "*Urbanisation massive, intensification des échanges internationaux, démographie galopante, toutes les conditions sont réunies depuis longtemps.*"

Agriculture pourrie de produits chimiques, élevage pourri d'antibiotiques, d'aliments non conformes à l'alimentation des animaux, agro-alimentaire pourrie de produits chimiques, boisson pourrie de produits chimiques, médicaments pourris de produits chimiques, produits cosmétiques ou d'hygiène pourris de produits chimiques, vêtements, jouets, etc. pourris de produits chimiques, cigarette ou tabac et papier pourris de produits chimiques, biens d'équipement bourrés d'éléments perturbateurs du système nerveux ou neuronal, pollution de l'air, de l'eau, des nappes phréatiques, des océans, etc. etc. etc. C'est leur monde, leur modèle de société, ils le revendiquent, mais c'est nous qui devons en subir les conséquences, alors il est plus tant de les neutraliser pour qu'ils cessent de nuire à la société...

Ils sont tous en état d'alerte, la piquouse a pris, c'est cela le plus grave !

Médecins, chercheurs… ils alertent - latribunedestravailleurs.fr 16 mars 2020

C'est peut-être intéressant, qui sait, mais il faut payer pour en savoir davantage, tant pis on s'en passera. Ce qui est savoureux, c'est que certains médias qui habituellement réservaient leurs articles aux abonnés les ont mis en accès libre quand ils traitaient du coronavirus...

Le saviez-vous ?

- Rien qu'en janvier 2017 : 67 000 décès en France métropolitaine. (Source : INSEE)

67 000 décès en un seul mois, et là on en est à 72 en trois mois avec ce coronavirus, c'est carrément gi-gan-tes-que !

Une question.

Ne seraient-ils pas en train de se livrer à un amalgame entre la grippe et le coronavirus ou attribuer des dizaines ou des centaines de morts au coronavirus, alors que ces décès font suite à une grippe ?

Pourquoi cette question étrange ? Après avoir entendu un médecin évoquer le cas d'un patient infecté par le coronavirus et hospitalisé, traité et se portant mieux avant une rechute qui après un nouvel examen révèlera une infection due au virus de la grippe.

Parole d'internaute

- Il y a en France 600 000 décès par an (1650 par jour en moyenne), dont la grande majorité se situe entre 80 et 90 ans. Ces personnes décèdent par maladies car leurs défenses immunitaires sont faibles. Si le coronavirus tue essentiellement ces personnes (dont beaucoup souffrent déjà d'affections), alors c'est une maladie de plus qui vient les enlever un peu plus tôt de ce qui aurait eu lieu sans elle.

Vérification immédiate.

https://www.insee.fr/fr/statistiques/3629105#consulter

Plus de 600 000 décès en 2017

En 2017, 606 000 personnes sont décédées en France (figure 1), soit 12 000 de plus qu'en 2016. Le nombre de décès avait stagné en 2016, après avoir augmenté de 34 000 en 2015. Il a tendance à augmenter depuis le début des années 2010, du fait de l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom (nées entre 1946 et 1974) à des âges de forte mortalité. En dix ans, le nombre de décès en France hors Mayotte a augmenté de 14 % : il était de 531 000 en 2007.

En outre, l'épidémie de grippe hivernale amorcée fin 2016 a entraîné un pic de décès exceptionnel en janvier 2017 : 67 000 décès en France métropolitaine ce mois-ci. Ce niveau mensuel a été dépassé pour la dernière fois en décembre 1969, quand la grippe hivernale dite « de Hong Kong » avait atteint la France.

En 2017, un quart des personnes décédées ont plus de 90 ans.

Parmi les personnes décédées en 2017, un quart ont plus de 90 ans et la moitié ont plus de 83 ans. insee.fr

LVOG - On se demande comment on a pu vivre ces années sans s'en apercevoir, mais quelle horreur, je suis un monstre, je vais m'imposer des mortifications, quel délire !

Le saviez-vous ?

Toutes les « versions officielles » concernant le SRAS, le MERS, et ZIKA se sont plus tard avérées entièrement fausses.

Chacun peut le vérifier sur le Net.

Question : Qui le fera ? Personne ou presque.

Question : Qui nous croira ou fera confiance aux auteurs d'articles qui ont diffusé cette information sourcée, vérifiée, avérée ? Personne ou presque.

Question : Pourquoi ? Ce n'est pas à moi de répondre à cette question, je ne suis pas concerné, je n'ai pas l'esprit aussi tordu ou déformé. Quand on me présente des faits sourcés, vérifiés, recoupés, qui manifestement sont avérés, une fois prise cette précaution d'usage, légitime, fortement recommandée, je les prends généralement tels qu'ils sont sans émettre le moindre doute.

Et si j'ai des réserves à formuler, c'est uniquement à propos des réponses proposées à des questions que nous estimons impossibles à traiter faute d'informations suffisantes. Il arrive assez souvent qu'un faisceau d'éléments, de coïncidences à répétition ou suivant le même mode opératoire suffisent à se forger une solide conviction sans pour autant constituer une preuve, à défaut ou en attendant d'en savoir peut-être un jour davantage, on s'en contente. En procédant de la sorte dans plus de 90% des cas, il s'avère plus tard que nous avions vu juste, c'est toujours mieux que demeurer dans l'ignorance ou de colporter des balivernes en permanence.

Ceux qui sont habitués à croire aveuglément tout ce que les officiels leur racontent se font berner dans 100% des cas. Ceux qui sont habitués à se conformer à un dogme les suivront de très près, d'autant plus quand la situation semble plus embrouillée que jamais ou inextricables, ils en arriveront également à croire n'importe quoi tout aussi aveuglément.

Il n'y a que ceux qui ont acquis un esprit critique très aiguisé qui peuvent s'en sortir, à force de se poser toute sorte de questions ou d'étudier toutes les hypothèses qui surgissent naturellement en rapport avec un évènement. Et quand ces questions ou ces hypothèses peinent à se manifester ou sont insuffisantes, ils vont jusqu'à les provoquer pour être certains de n'avoir oublié aucun facteur déterminant qui pourrait influencer l'interprétation d'un évènement. C'est uniquement lorsqu'on les a épuisées ou qu'on est parvenu à une conclusion cohérente et sérieuse, qu'on la formule ou qu'on la partage.

S'agissant du coronavirus, à l'heure actuelle, il y a de forte présomption pour qu'il provienne des Etats-Unis. Maintenant on ignore si sa propagation fait suite à un accident, un acte individuel malveillant ou un acte prémédité criminel du Pentagone sur ordre d'oligarques. Lesquels ? On l'ignore aussi, bien que le nom de Bill Gates reviennent très souvent, trop souvent pour qu'on l'écarte.

Il se peut aussi qu'il ait eu tout simplement vent d'évènements antérieurs dont nous n'aurions jamais eu connaissance jusqu'à ces derniers jours, où des informations capitales surgissent pour comprendre la situation, fuites et vols à répétition de virus aux Etats-Unis, pays où le chaos et la terreur règnent déjà. Toujours est-il qu'ils ne les ont toujours pas rendues publiques s'il en avait eu communication, il en est donc complice.

Pantomime ou pandémie ?

- Coronavirus – Situation statistique au 16 mars 0h00 GMT - reseauinternational.net 16 mars 2020

157 pays ont été, à ce jour, affectés par le virus, pour 169 126 cas déclarés
110 pays ne comptent aucun décès
35 pays déclarent entre 1 et 10 décès
7 pays déclarent entre 11 décès et 100 décès
5 pays ont enregistré plus de 100 décès (Chine, Italie, Iran, Espagne, France)

Sur les 6 492 décès enregistrés dans le monde, 6 151 l'ont été dans ces 5 pays (94,7%) reseauinternational.net mars 2020

Une pandémie gouvernementale et médiatique.

Question : Pourquoi parler de "*maladie*" pour des porteur sains, est-ce justifié ?

- Dans plus de 80% des cas, les personnes contaminées au coronavirus ont une forme bénigne de la maladie ou ne présentent pas de symptômes. journaldesfemmes.fr 16 mars 2020

LVOG - 100% de la population mondiale vit en permanence en portant des virus ou bactéries, microbes, tout en étant en bonne santé. Dans le cas contraire l'espèce humaine aurait disparu depuis longtemps, mieux, elle n'aurait jamais existé !

Mais qui va se faire cette réflexion élémentaire ou s'en tenir à la réalité des faits ?

Attraper des virus ou des bactéries ne seraient plus un phénomène naturel de notre naissance jusqu'à notre mort depuis la nuit des temps, non, ils ont décrété que désormais ce serait une atteinte intolérable à l'intégrité de l'espèce humaine, espèce supérieure à toutes les autres et vouée à la perfection.

Ils en rajoutent une grosse couche quotidiennement

franceinfo - Jennie, gantée, elle s'apprête à entrer dans le métro. "J'ai peur de toucher les portes du métro, les barres", soupire-t-elle. "J'évite de m'approcher des autres parce que j'ai l'impression que tout le monde s'en fout, en fait : tout le monde s'approche de tout le monde ! Pour moi ça devrait être obligatoire le confinement."

Sylvain porte aussi des gants et un masque et il est catastrophé du comportement des usagers dans la rame. "Ils sont aussi collés les uns aux autres que d'habitude, peste-t-il. Malgré ceux qui toussent, etc. On verra ce que l'épidémie va donner mais les gens n'ont pas encore compris. Le confinement est la seule mesure qui reste pour endiguer le problème."

LVOG - On devrait vous enfermer, effectivement !

franceinfo - Wahiba prend son service au petit matin dans l'une des boulangeries de l'avenue des Champs Elysées, "je suis obligée d'être là puisqu'on travaille dans l'alimentation. On va essayer de mettre des gants et de faire attention à ne pas toucher les clients…" ""Je suis obligée d'être là puisqu'on travaille dans l'alimentation. On va essayer de mettre des gants et de faire attention à ne pas toucher les clients…"

LVOG - Une société de parias !

franceinfo - Fabien à la gare Montparnasse, "on fuit la capitale, explique-t-il. On part à la campagne dans la région nantaise, rejoindre les grands parents. On s'est dit qu'ils seraient plus isolés qu'à Paris, même si on a plus peur pour les grands-parents que pour les petits enfants..." franceinfo 16 mars 2020

LVOG - Avant d'aller rejoindre ses parents, a-t-il pensé à se faire dépister, ainsi que sa compagne et ses enfants ? Pensez-vous, du grand n'importe quoi, quel délire !

En complément.

200 km de bouchons à la sortie de Paris: le coronavirus pourrait-il se propager plus vite? - sputniknews.com 16 mars 2020

Qui ignore qu'ils ont de la suite dans les idées n'est pas au bout de ses désillusions.

- Les intrigantes prédictions de Bill Gates et de la CIA sur le coronavirus - 7sur7.be 16 mars 2020

Bill Gates en 2015 - "La Banque mondiale estime qu'une épidémie mondiale de grippe diminuerait la richesse mondiale de 3.000 milliards de dollars, en plus des millions de morts."

Quelques années plus tôt, en 2009, la CIA avait elle aussi mis en garde contre une pandémie comme celle du Covid-19. Dans leur rapport sur l'état du monde en 2025, les analystes du renseignement américain imaginaient l'apparition d'une "nouvelle maladie respiratoire humaine virulente, extrêmement contagieuse." La CIA avait vu particulièrement juste en ce qui concerne les circonstances dans lesquelles ledit virus pourrait émerger. "Si une maladie pandémique se déclare, ce sera sans doute dans une zone à forte densité de population, de grande proximité entre humains et animaux, comme il en existe en Chine et dans le Sud-Est asiatique où les populations vivent au contact du bétail." 7sur7.be 16 mars 2020

Alexandre Adler, historien et journaliste français - Le nouveau rapport de la CIA : comment sera le monde en 2025

LVOG - Franchement, qui soupçonnera Alexandre Adler d'être un vulgaire complotiste, personne à juste titre ici, mais à tort ailleurs, mais c'est une autre histoire.

- Un club de milliardaires cherche à réduire la surpopulation - Sunday Times 24 Mai 2009

Certains des principaux milliardaires de l'Amérique se sont réunis secrètement pour considérer comment leur richesse pourrait être employée pour ralentir la croissance de la population mondiale.

Ce sommet s'est assemblé à l'initiative de Bill Gates, le co-fondateur de Microsoft, pour déterminer comment joindre leurs forces pour surmonter les obstacles politiques et religieux au changement. Ont participé David Rockefeller Jr, le patriarche de la dynastie la plus riche de l'Amérique, les financiers Warren Buffett et George Soros, Michael Bloomberg, le maire de New York, et les nababs des médias Ted Turner et Oprah Winfrey.

Ils se sont réunis chez... le président de l'Université privée Rockefeller, à Manhattan le 5 mai.

La session, sans cérémonie, était si discrète que l'explication qui avait été donnée à certains assistants des milliardaires était qu'ils avaient un « briefing de sécurité ». Stacy Palmer, rédacteur du "Chroniques de la philanthropie", a dit que ce sommet était sans précédent. « Nous ne l'avons su qu'après, et ce, accidentellement. Normalement ces personnes sont heureuses de parler des bonnes causes, mais c'est différent - peut-être parce qu'elles ne veulent pas être connues comme participant à une cabale (conspiration) globaliste ».

Un autre invité a dit qu'un consensus s'est dégagé pour élaborer une stratégie dans laquelle la croissance démographique serait abordée comme menace environnementale, sociale et industrielle potentiellement désastreuse.

Source dorénavant inaccessible : « Le Club des milliardaires tente de juguler la croissance démographique », le Sunday Times du 24 mai 2009 - http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/us_and_americas/article6350303.ece

- COVID-19: Des preuves supplémentaires que le virus trouve son origine aux Etats-Unis par Larry Romanoff - Mondialisation.ca, 16 mars 2020

Il serait utile de lire préalablement cet article à titre d'information de base :

Coronavirus chinois, une mise à jour choquante: le virus vient-il des USA?, publié initialement en anglais le 4 mars 2020

https://www.mondialisation.ca/coronavirus-chinois-une-mise-a-jour-choquante-le-virus-vient-il-des-usa/5642473

Comme les lecteurs de mon précédent article (ci-dessus) s'en souviendront, des épidémiologistes et pharmaciens Japonais et Taïwanais ont déterminé que le nouveau coronavirus trouve presque certainement son origine aux Etats-Unis, étant donné que ce pays est le seul à disposer de tous les cinq pathogènes types, qu'on peut considérer par analogie comme une sorte de « branche » qui ne peut exister d'elle-même mais a du être reliée à un « arbre » (un tronc commun).

Le médecin Taïwanais a remarqué qu'en août 2019, les Etats-Unis ont connu une vague de pneumonies pulmonaires ou pathologies similaires, que les Étasuniens ont attribué au « vapotage » des cigarettes électroniques, mais dont, selon le scientifique, les symptômes et les caractéristiques ne peuvent être attribués aux cigarettes électroniques. Il a dit avoir écrit aux autorités sanitaires des Etats-Unis en leur disant qu'il soupçonnait que ces morts étaient probablement dus au coronavirus. Il assure que ses avertissements ont été ignorés.

Immédiatement avant, le CDC avait totalement fermé le principal laboratoire biologique militaire de Fort Detrick dans le Maryland, en raison de l'absence de précautions contre des fuites de substances pathogènes, en adressant une mise en demeure aux militaires de cesser toute activité. C'est immédiatement après que l'épidémie des « cigarettes électroniques » a surgi.

Une unité de recherche sur les germes mortels est fermée dans un Laboratoire de l'Armée en raison de problèmes de sécurité

Des problèmes de traitements de substances dangereuses ont conduit le gouvernement à suspendre la recherche dans le principal centre de défense bactériologique militaire.

Extrait du The New York Times du 8 août 2019

Nous avons également eu des citoyens Japonais infectés en septembre 2019 à Hawaï, des gens qui ne s'étaient jamais rendus en Chine, ces infections se sont produites sur le sol étasunien bien avant l'éruption à Wuhan, mais seulement peu après la

fermeture de Fort Detrick.

Puis, sur les réseaux sociaux chinois, un autre article a été publié tenant compte de ce qui précède, mais comportant des précisions supplémentaires. Il déclarait notamment que cinq athlètes « étrangers » ou d'autres personnes en visite à Wuhan pour les Jeux Militaires Mondiaux (du 18 au 27 octobre 2019) avaient été hospitalisées à Wuhan pour une infection indéterminée.

http://www.xinhuanet.com/english/2019-10/15/c_138473332.htm

L'article explique plus clairement que la version de Wuhan du virus n'aurait pu provenir que des Etats-Unis parce qu'il s'agit de ce qu'ils appellent une « branche » qui n'aurait pu être créée en premier lieu parce qu'elle n'aurait pas eu de « germe ». Cela ne peut provenir que d'une nouvelle variété dérivée du « tronc » d'origine, et ce tronc n'existe qu'aux Etats-Unis. (1)

Il y a eu beaucoup d'hypothèses dans l'opinion publique selon laquelle le coronavirus aurait été délibérément transmis en Chine, mais selon l'article Chinois, il existe une alternative bien moins sinistre.

Si certains membres de l'équipe étasunienne des Jeux Militaires Mondiaux (18-27 octobre) avaient été infectés par le virus en raison d'une éruption accidentelle à Fort Detrick, il est possible que, compte-tenu d'une longue période d'incubation, leurs symptômes aient été bénins, et ces personnes auraient facilement pu « faire une visite touristique » de la ville de Wuhan au cours de leur séjour, infectant potentiellement des milliers de résidents dans différents endroits, dont beaucoup allaient par la suite se rendre au marché de gros de fruits de mer d'où le virus se serait répandu comme un incendie de forêt (et cela a été le cas).

Cela expliquerait également l'impossibilité pratique de localiser le célèbre « patient zéro » qui en l'occurrence n'a jamais été découvert parce qu'il y en aurait eu plusieurs.

Ensuite, Daniel Lucey, un expert en maladie contagieuse de l'Université de Georgetown à Washington, a déclaré dans Science magazine que la première infection humaine a été confirmée comme s'étant produite en novembre 2019 (pas à Wuhan), en suggérant que le virus provenait d'ailleurs et s'est ensuite répandu vers le marché aux fruits de mer et de poissons. « Un groupe situe l'origine de l'éruption au 18 septembre 2019 ». (2) (3)

China's New Coronavirus: An Examination of the Facts (Le nouveau Coronavirus en Chine : Un examen des faits)

Le marché aux fruits de mer et poissons de Wuhan pourrait ne pas être la source d'où le nouveau virus s'est répandu dans le monde.

La description des premiers cas laisse entendre que l'éruption s'est produite ailleurs.

L'article dit :

« Comme des cas confirmés d'un nouveau virus émergent dans le monde entier à une vitesse préoccupante, tous les regards se sont tournés sur un marché aux poissons de Wuhan en Chine, comme étant l'épicentre de l'éruption. Mais une description des premiers cas cliniques publiée dans The Lancet vendredi, remettent en question cette hypothèse ». (4) (5)

L'article, écrit par un grand groupe de chercheurs Chinois appartenant à plusieurs institutions, donne des précisions sur les 41 premiers patients hospitalisés qui ont eu des infections confirmées de ce qu'on a appelé le nouveau coronavirus 2019 (2019-nCoV).

Dans le premier cas, le patient est tombé malade le 1er décembre 2019 et n'avait aucun lien avec le marché aux poissons, selon les auteurs du rapport.

« On n'a pas découvert de lien épidémiologique entre le premier patient et les cas suivants », déclarent-ils. Leurs données montrent également qu'au total, 13 des 41 cas n'avaient aucun lien avec le marché. « C'est un nombre important, 13 cas, sans lien », affirme Daniel Lucey … (6)

Des rapports précédents des autorités sanitaires Chinoises et de l'Organisation Mondiale de la Santé avaient affirmé que le premier patient présentait des symptômes le 8 décembre 2019 – et ces rapports se contentaient de déclarer que la « plupart » des cas étaient liés au marché aux poissons, qui a été fermé le 1er janvier. (7)

« Lucey affirme que les nouvelles données sont exactes, les premières infections sur l'homme ont dû avoir lieu en novembre 2019 – sinon plus tôt – parce qu'il y a une période d'incubation entre l'infection et l'apparition des premiers symptômes. Si tel est le cas, le virus s'est répandu en silence chez les habitants de Wuhan – et peut-être ailleurs – avant que l'ensemble des cas provenant de cet infâme Marché en gros aux poissons de Huanan soit découvert fin décembre. « Le virus est arrivé au marché avant de se répandre en-dehors dudit marché », selon Lucey.

« La Chine doit avoir compris que l'épidémie ne trouve pas son origine au marché aux poissons de Wuhan Huanan », a déclaré Lucey au Science Insider. (8)

Kristian Andersen est un biologiste évolutionnaire à l'Institut de Recherche Scripps qui a analysé les séquences de 2019-nCoV pour essayer de clarifier son origine. Il a dit que le scénario était « tout à fait plausible » que des personnes infectées venant de l'extérieur aient propagé le virus dans le marché aux poissons. Selon l'article de la revue Science : « Andersen a publié sur un site de recherche de virologie son analyse des 27 génomes disponibles du 2019-nCoV le 25 janvier. Celle-ci suggère qu'ils avaient un « ancêtre commun très récent » – ce qui signifie une source commune – datant du 1er octobre 2019 ». (9)

Il est intéressant que Lucey ait également remarqué que l'on croyait à l'origine que le MERS* (SRMO) provenait d'un patient d'Arabie Saoudite en juin 2012, mais que des études ultérieures plus précises avaient pu remonter jusqu'à une éruption antérieure inexpliquée de pneumonie dans un hôpital Jordanien en avril de la même année. Lucey a affirmé qu'à partir des échantillons conservés des personnes décédées en Jordanie, les autorités médicales avaient confirmé qu'elles avaient été infectées par le virus MERS. (10)

*Le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) est une maladie respiratoire virale due à un nouveau coronavirus (Coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient – MERS-CoV) détecté pour la première fois en 2012 en Arabie saoudite.

Les coronavirus constituent une vaste famille de virus pouvant provoquer des maladies diverses, allant du rhume banal au syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

Parmi les symptômes habituels du MERS figurent la fièvre, la toux et des difficultés respiratoires. La présence d'une pneumonie est fréquente, mais pas systématique. Des symptômes gastro-intestinaux, dont la diarrhée, ont également été signalés. Certains cas confirmés en laboratoire d'infection par le MERS-CoV sont notifiés comme asymptomatiques, ce qui signifie qu'ils ne présentent pas de symptômes cliniques tout en donnant un résultat positif à un test de laboratoire mettant le MERS en évidence.

Environ 35% des cas notifiés d'infection par le MERS-CoV ont abouti au décès du patient.

Bien que la majorité des cas de MERS chez l'homme soient attribuables à une transmission interhumaine dans les établissements de soins, les données scientifiques actuelles semblent indiquer que le dromadaire est un hôte réservoir majeur du MERS-CoV et une source animale de l'infection chez l'homme. Toutefois, le rôle précis que jouent ces animaux dans la transmission du virus et le mode exact de transmission ne sont pas connus.

Le virus ne semble pas se propager aisément d'une personne à l'autre, à moins d'un contact étroit avec une personne infectée, par exemple lorsque des soins sont prodigués sans protection à un patient. Des irruptions liées aux soins de santé se sont produites dans plusieurs pays, les plus importantes ayant été observées en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et en République de Corée.

https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/middle-east-respiratory-syndrome-coronavirus-(mers-cov)

Cela pourrait inciter le public à être prudent avant d'accepter « la version officielle de base » que les médias Occidentaux veulent toujours propager – comme ils l'ont fait avec le SRAS, le MERS, et ZIKA, dont toutes les « versions officielles » se sont plus tard avérées entièrement fausses.

Dans ce cas, les médias Occidentaux ont inondé leurs pages pendant des mois sur l'hypothèse que le virus COVID-19 trouvait son origine au marché aux poissons de Wuhan, provoqué par des gens ayant mangé des chauves-souris et des animaux sauvages. Tout cela s'est révélé faux.

Non seulement le virus ne trouve pas son origine au marché aux fruits de mer et poissons, mais il n'est pas du tout originaire de Wuhan, et il a désormais été prouvé qu'il ne provient pas de Chine non plus, mais a été apporté en Chine venant d'un autre pays. Une partie de la preuve de cette assertion, réside dans le fait que les variétés du génome du virus en Iran et en Italie ont été séquencées et ne faisaient pas partie de la variété qui a infecté la Chine et doit, par définition, provenir d'ailleurs.

Il semblerait donc que la seule possibilité soit que son origine se trouve aux Etats-Unis parce que c'est le seul pays à disposer du « tronc commun » à toutes ces variétés. Et il est donc vraisemblable que la source originale du virus du COVID-19 soit le laboratoire de guerre biologique de Fort Detrick. Ce ne serait pas une surprise, étant donné que le CDC a complètement fermé Fort Detrick, mais également parce que, comme je l'ai mentionné dans un article précédent, entre 2005 et 2012, les Etats-Unis avaient connu 1059 cas où des agents pathogènes avaient été volés, ou s'étaient échappés des laboratoires biologiques étasuniens au cours des dix années précédentes – une moyenne d'un cas tous les trois jours. Mondialisation.ca, 16 mars 2020

Le COVID-19 pas plus contagieux que d'autres virus dont ils ne font pas une pendule.

- Malgré sa propagation fulgurante (plus de 11.000 contaminations en un mois), le coronavirus 2019-nCoV apparu à Wuhan en décembre 2019 n'est pas particulièrement contagieux par rapport à d'autres virus. Selon l'OMS, la contagiosité du virus (ou taux de reproduction de base) est estimée entre 1,4 et 2,5 ; ce qui signifie que chaque personne malade va infecter en moyenne entre 1,4 et 2,5 nouvelles personnes. Ce taux de contagion est sensiblement similaire à celui du SRAS ou de la grippe saisonnière, et beaucoup moins que la rougeole, qui infecte en moyenne 12 à 18 personnes en contact avec un malade.

Virus contagieux : quels sont les modes de transmission ?

La contamination par un virus se fait généralement par l'intermédiaire de gouttelettes de salive provenant de la toux, des éternuements, ou lors de contacts étroits avec un malade. Elle peut également s'effectuer via des objets contaminés par les sécrétions du nez ou de la gorge (jouets, mouchoirs...). D'autres virus se propagent par contact sexuel ou sanguin (VIH), par les fluides corporels (Ebola) ou par l'intermédiaire d'un insecte (Zika, dengue). Malheureusement, c'est lors de la phase d'incubation, lorsque les symptômes ne sont pas encore visibles, que le risque de contagion est le plus élevé. Cette période d'incubation dure entre six et 14 jours selon les virus et les individus. futura-sciences.com 16 mars 2020

Une question politiquement incorrecte à l'heure du consensus national.

Pourquoi Ebola et d'autres virus ou coronavirus présents sur certains continents ou certaines régions du globe n'ont-ils pas infesté la Terre entière et entraîné une hécatombe, sachant que des millions d'Africains ou Asiatiques voyagent chaque année, et que des millions d'occidentaux font du tourisme aux quatre coins du monde ou voyagent pour raison professionnelle, ainsi que les immigrés rendant visitent à leurs familles sur tous les continents, sans parler les marchandises qui transitent dans tous les ports et aéroports du monde ? Chut !

L'alarme climatique supplantée par le coronavirus, et pour cause. Au secours, il neige à Moscou !

Dans la nuit de samedi à dimanche, il a fait -7°C; dans la nuit suivante, les températures sont descendues jusqu'à -9°C à Moscou et -12°C dans la région de Moscou. sputniknews.com

---

Elections municipales et rhétorique de guerre.

Union nationale du FN au NPA.

- Municipales: le deuxième tour reporté sur fond de concorde politique - AFP 17 mars 2020

Emmanuel Macron a annoncé lundi le report, en pleine crise du coronavirus, du second tour des élections municipales, prévu dimanche, que le gouvernement envisage d'organiser au plus tard en juin, une mesure largement saluée dans la classe politique. AFP 17 mars 2020

En guerre contre le peuple. Le discours de G. Bush en guerre contre un ennemi invisible.

- "Nous sommes en guerre" : la rhétorique martiale d'Emmanuel Macron face au coronavirus - BFMTV 17 mars 2020

"Nous sommes en guerre". Ces mots ont été prononcés, à sept reprises, par Emmanuel Macron ce lundi 16 mars. Face à la crise sanitaire, le chef de l'Etat, dans une allocution en direct depuis l'Elysée, a utilisé un langage guerrier pour annoncer une série de mesures afin de venir à bout du coronavirus et de lutter contre les contaminations. Et a voulu marquer un message clair, à travers cette anaphore : "nous sommes en guerre".

Président de la République, et chef des Armées, Emmanuel Macron en a appelé aux responsabilités individuelles et collectives. Et il a décrit cet ennemi un peu particulier: "Nous ne luttons ni contre une armée, ni contre une autre nation. Mais l'ennemi est là, invisible, insaisissable, qui progresse", a-t-il précisé. "Et cela requiert notre mobilisation générale", a poursuivi Emmanuel Macron, filant la métaphore militaire. BFMTV 17 mars 2020

Surenchère martiale jusqu'à la folie ! Le confinement perpétuel, à vie ! Quand est-ce qu'ils l'enferment ?

- «Nous sommes en guerre» : un épidémiologiste craint le pire pour le Covid-19 - Sputnik 16 mars 2020

William Dab, professeur émérite d'épidémiologie au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam).

«Je n'ai évidemment pas de boule de cristal mais un scénario à 300.000 morts est tout à fait possible. Je crois qu'il faut le dire clairement aujourd'hui. Si le virus contamine 30 millions de personnes dans le pays, ce qui est tout à fait envisageable dans la dynamique actuelle, et étant donné sa létalité estimée autour de 1%, c'est tout à fait crédible.»

Pour le spécialiste, ce taux repose cependant sur «le cas très optimiste où les hôpitaux tiennent le choc, ce qui n'est pas garanti, loin de là».

«Il va falloir ajouter une mortalité indirecte à ce sinistre bilan. Des malades souffrant d'autres pathologies graves qui ne pourront pas être soignées, par manque de lits disponibles», a-t-il mis en garde, ajoutant que «c'est brutal» et qu'il «faut bien avoir à l'esprit que nous sommes en guerre».

Le spécialiste a ainsi insisté sur une «mobilisation générale» et a appelé à ne pas avoir peur «d'utiliser des termes militaires». «Nous sommes envahis par un ennemi invisible que nous devons combattre», a-t-il affirmé.

William Dab s'est en outre prononcé sur plusieurs scénarios possibles. Ainsi, si les autorités arrivent à arrêter l'épidémie et si 30% de la population sont contaminés et immunisés, le coronavirus reviendra à l'automne, et la situation se reproduira. Selon un autre scénario, 60 à 70% de la population seront contaminés durant la première vague. Sputnik 16 mars 2020

Quand le personnel médical découvre qu'un virus peut rendre malade une autre population que les personnes âgées, on croit rêver !

- Désormais les personnes admises en réanimation ne sont plus uniquement fragiles et âgées.

- Une infirmière a confirmé au Parisien qu'il y en avait sans antécédents médicaux dans un état gravissime.

- «Pourquoi certaines tirent la mauvaise carte de la forme grave, ça on ne sait pas», a signalé Gilles Pialoux, chef du service infectiologie de l'hôpital Tenon de Paris. Sputnik 14 mars 2020

LVOG - Quel abruti, il ne sait rien !

Toutes générations confondues on peut ou non être immunisé contre certains virus et pas d'autres, tout dépend de notre constitution, de notre alimentation, de nos conditions d'habitation, de vie ou mental, notre état de fatigue, de stress, ceux qui cumulent plusieurs déséquilibres ou carences seront les plus vulnérables, voilà tout.

C'est quand ils vont vous présenter la facture que vous allez pleurer et peut-être enfin comprendre.

- Macron: un projet de loi "pour répondre à l'urgence" en Conseil des ministres - AFP 17 mars 2020

Le projet de loi doit permettre "si nécessaire de légiférer par ordonnances dans les domaines relevant strictement de la gestion de crise", a-t-il indiqué sans davantage de précisions.

Le président a annoncé que "toutes les réformes en cours seraient suspendues", à commencer par celle "des retraites" qui devait arriver au Sénat en première lecture en avril. L'Assemblée nationale devait pour sa part entamer le 31 mars l'examen du projet de réforme de l'audiovisuel.

Face à la crise économique provoquée par le coronavirus, Emmanuel Macron a annoncé une série de mesures notamment en soutien aux entreprises: dispositif exceptionnel de report de charges fiscales et sociales, de soutien ou report d'échéances bancaires et de garanties de l'Etat à hauteur de 300 milliards d'euros pour tous les prêts bancaires. Certaines mesures économiques ou sociales devraient nécessiter une loi.

Le titulaire du perchoir Richard Ferrand (LREM) a décidé lundi de renforcer les mesures de lutte de l'institution contre la propagation du coronavirus, en prévoyant notamment l'interdiction d'accès à "toute personne extérieure à l'Assemblée nationale dont la présence sur site n'est pas strictement impérative", selon un communiqué.

De fait, le site va être quasi fermé dans les prochaines heures et les collaborateurs en télétravail, selon des sources parlementaires. AFP 17 mars 2020

Travail, famille, patrie...

Après la charte du travail, il y a la charte du confinement.

- Une charte du confinement, la solution pour de meilleures relations parents-enfants - Le HuffPost 16 mars 2020

... et armée !

- Hôpital de campagne, évacuation des malades: les armées appelées en renfort - LeFigaro.fr 17 mars 2020

Rien, hormis continué à se faire exploiter et opprimer. Métro, boulot, dodo.

- Coronavirus: qu'a-t-on encore le droit de faire à partir de ce mardi midi? - Le HuffPost 17 mars 2020

...et répression en prime !

- Coronavirus: les sanctions et amendes encourues si vous ne respectez pas le confinement renforcé - Le HuffPost 17 mars 2020

S'en prenant à ceux qui "font encore peu de cas des consignes sanitaires données", Christophe Castaner a annoncé qu'à partir de mardi, les personnes contrevenant au confinement seront passibles d'une amende de 38 euros. Mais elle sera portée d'ici peu -"une question d'heure ou de jours"- à 135 euros.

Plus de 100.000 policiers et gendarmes seront déployés pour réaliser des contrôles sur des points "fixes" et "mobiles".

Les personnes qui circuleront, que ce soit en voiture, en transports en commun ou à pied, devront "être en mesure de justifier leur déplacement". Pour cela, une attestation de déclaration sur l'honneur sera mise en ligne dès ce lundi soir sur le site du ministère de l'Intérieur.

Avant tout déplacement, il sera donc obligatoire de l'imprimer ou d'en faire une version sur papier libre. Le HuffPost 17 mars 2020

La dictature sera aussi européenne.

- Coronavirus : l'Europe se ferme au monde pour 30 jours minimum - Le Point 16 mars 2020

Les voyages non essentiels sont proscrits, ont annoncé conjointement la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, et le président du Conseil, Charles Michel. Des exceptions sont prévues pour les citoyens et résidents européens de longue durée, qui pourront rentrer.

Les médecins comme les autres personnels soignants, les chercheurs et les experts participant au combat contre le coronavirus pourront également entrer en Europe. Les transporteurs de marchandises sont également autorisés à circuler de manière à ne pas rompre les chaînes d'approvisionnement. En somme, c'est la fin du tourisme ou des voyages d'affaires commerciaux. Ursula von der Leyen a précisé que l'exception concerne également les travailleurs frontaliers de la zone Schengen qui œuvrent à des missions essentielles.

La fermeture n'est pas prohibée, mais elle ne doit pas empêcher le marché intérieur de fonctionner normalement afin que la fabrication du matériel médical ou l'acheminement des marchandises, notamment les biens périssables, ne soient pas contrariés. « Il s'agit là du seul moyen de prévenir les pénuries d'équipements médicaux ou de denrées alimentaires. Il ne s'agit pas seulement d'une question économique : notre marché unique est un instrument essentiel de solidarité européenne, a insisté la présidente de la Commission. Je suis en discussion avec tous les États membres afin que nous puissions relever ensemble ce défi en tant qu'Union. »

Au sein de l'Union, les denrées alimentaires, les biens médicaux et articles de protection ou encore le bétail doivent pouvoir circuler sans entrave. Aussi, la Commission propose des « voies vertes » aux frontières pour les transports d'urgence. (Le vert (sans faute) était dans le fruit pourri de l'UE, on le savait! - LVOG)

Par ailleurs, les institutions européennes, dont la BCE, se sont accordées pour utiliser tous les instruments à leur disposition pour soutenir l'économie européenne dans cette phase de choc récessif. « Et ils sont nombreux », a ajouté Charles Michel. Une partie des mesures a déjà été publiée par la Commission en fin de semaine dernière : flexibilité sur la règle des 3 % (pour ne pas dire abandon), suspension de l'interdiction des aides d'État, subventions salariales, suspension des paiements de l'impôt sur les sociétés, de la TVA et des charges sociales. Plus rien n'est interdit pour soutenir l'économie européenne. Et la Commission

est prête à aller encore plus loin s'il le faut… L'Eurogroupe (la réunion des ministres des Finances) devrait lui aussi annoncer sous peu des mesures de soutien. Mardi 17 mars, un conseil européen extraordinaire se tiendra par visioconférence. Le Point 16 mars 2020

LVOG - Le patronat en avait rêvé, il est comblé, même s'il réclamera encore davantage...

Ils sont toujours animés de bonnes intentions envers les peuples, qui l'ignorait ?

A bas la contre-réforme des retraites Macron-BlackRock, expropriation des fonds de pension !

- Coronavirus: Des pensions de retraite vont baisser aux Pays-Bas - Reuters 16 mars 2020

La chute des taux d'intérêt liée à la pandémie de coronavirus en cours est en train de précipiter le système néerlandais des fonds de pension dans une nouvelle crise et le plus important d'entre eux, ABP, a averti lundi qu'il devrait réduire les pensions en 2021 pour respecter les règles de solvabilité en vigueur.

ABP, qui gère 459 milliards d'euros d'actifs pour des fonctionnaires et des retraités de la fonction publique, a expliqué que le ratio de couverture de ses engagements était tombé à 88,7% en février contre 94,1% en janvier.

"Il est clair que le risque de baisse (des pensions) existe", a-t-il reconnu dans un communiqué.

Dans le système actuel, les fonds de pension sont obligés de réduire les pensions si leur ratio de couverture passe sous 95% en fin d'année. L'an dernier, le gouvernement dirigé par Mark Rutte a toutefois décidé d'une suspension de ces règles pour un an face à la colère des retraités et dans la perspective des élections législatives prévues en mars 2021.

Le gouvernement, les syndicats et les fonds de pension ont entamé des discussions sur une refonte du système néerlandais de financement des retraites qui pourrait conduire à un abandon des garanties existantes et à une augmentation des primes. Reuters 16 mars 2020

Interdiction des licenciements ! L'Etat providence, de qui, des entreprises, des marchés ?

- Le gouvernement danois prêt à prendre en charge 75% des salaires du privé - Reuters 15 mars 2020

Le gouvernement danois a annoncé que l'Etat prendrait en charge 75% des salaires des employés des entreprises frappées par les effets économiques de l'épidémie de coronavirus à condition qu'elles s'engagent à ne pas licencier.

"S'il y a une forte chute de l'activité, et si la production est arrêtée, nous comprenons la nécessité de renvoyer des employés chez eux. Mais nous vous demandons de ne pas les licencier", a dit la Première ministre, Mette Frederiksen, lors d'une conférence de presse.

Dans le cadre d'un plan de soutien prévu pour durer au moins trois mois, jusqu'au 9 juin, l'Etat propose de prendre à sa charge 75% des salaires dans une limite de 23.000 couronnes danoises (environ 3.000 euros), les 25% restants échouant aux entreprises.

Les salariés devront par ailleurs prendre cinq jours de congés payés ou d'absence obligatoires, a-t-elle ajouté. Reuters 15 mars 2020

Ils ferment tout, sauf la Bourse !

En réalité, ce serait purement symbolique, cela pourrait arriver sans rien changer ou presque, puisque la plupart des opérations sont effectuées à partir de sociétés financières où officient la majorité des traders.

Lock out !

- PSA annonce l'arrêt de toutes ses usines en Europe, Renault en France - AFP 16 mars 2020

Le deuxième constructeur européen emboîte ainsi le pas à son concurrent italo-américain Fiat Chrysler (FCA), avec qui il est en cours de fusion et qui avait déjà annoncé la fermeture de "la majorité de ses usines de fabrication européennes" jusqu'au 27 mars.

Le concurrent français Renault avait annoncé en fin de matinée la mise à l'arrêt de ses quatre usines en Espagne. Des

discussions entre direction et syndicats ont eu lieu dans l'après-midi pour étendre ces fermetures à d'autres sites. À la suite de quoi le constructeur automobile a décidé de mettre à l'arrêt toutes ses usines en France à partir de lundi soir.

Le groupe français de pneumatiques Michelin a pour sa part décidé d'interrompre la production de ses usines pendant "au moins une semaine" en Espagne, en France et en Italie. AFP 16 mars 2020

Le virus du business.

Le coronavirus est bénéfique au business du survivalisme - slate.fr 16 mars 2020

Aux États-Unis, les entreprises proposant kits de survie et abris de secours enregistrent leurs meilleures ventes.

Les super-riches n'ont pas attendu les consignes officielles pour se mettre à l'abri du coronavirus, explique le Guardian. Au Royaume-Uni, certains ont affrété des jets privés vers leurs résidences secondaires, avec médecins et personnel de maison, voire vers des bunkers achetés en cas de catastrophe. slate.fr 16 mars 2020

Une bonne affaire pour l'oligarque le plus riche du monde.

- Amazon augmente les salaires et recrute pour faire face à l'explosion de la demande - AFP 17 mars 2020

Amazon va augmenter les salaires des employés des entrepôts dans le monde et recruter 100.000 personnes aux Etats-Unis AFP 17 mars 2020

La plus juteuse.

La compagnie pétrolière saoudienne Aramco vient de publier pour la première fois ses résultats annuels ce dimanche. Ils font état d'un résultat net de 88,2 milliards, en baisse de 20,6 % par rapport à 2018. Des profits qui restent énormes sachant qu'à son introduction en Bourse fin 2019, Saudi Aramco était - et demeure encore - la première valorisation boursière mondiale et que ses bénéfices 2018 dépassaient ceux d'Apple et Google réunis. lefigaro.fr 16 mars 2020

Casino, planche à billets, c'est open bar, profitez-en, il n'y en aura pas pour tout le monde !

- Virus : les Européens préparent des mesures concertées, le monde se recroqueville - AFP 16 mars 2020

Les marchés boursiers reflétaient cette humeur, avec un lundi noir malgré l'offensive des banques centrales.

La Réserve fédérale américaine (Fed) a brutalement abaissé dimanche ses taux d'intérêt à zéro et participé à coups de centaines de milliards de dollars à une action mondiale concertée avec d'autres banques centrales -celles du Japon, du Royaume-Uni, du Canada, de Suisse- pour approvisionner le monde en liquidités.

Des annonces qui n'ont pas suffi à rassurer les marchés, tétanisés par les craintes d'une récession mondiale face à une pandémie qui semble ralentir dans son berceau asiatique mais se propage sur les autres continents.

La Bourse de New York poursuivait sa dégringolade lundi après la reprise des échanges, interrompus peu après l'ouverture. Son indice vedette, le Dow Jones s'effondrait vers 13H50 GMT de 11,84%.

L'UE prévoit une récession en 2020, a annoncé lundi le commissaire européen chargé du Marché intérieur Thierry Breton. La Chine, quant à elle, a fait état du premier recul de sa production industrielle en près de 30 ans et d'un effondrement des ventes de détail.

Plusieurs grandes compagnies aériennes ont fortement réduit la voilure.

La compagnie allemande Lufthansa va ainsi supprimer "jusqu'à 90%" de ses capacités de vols long courriers dans le contexte d'une chute sans précédent du trafic aérien dans le monde.

Dans le monde entier, le nombre des cas de Covid-19 recensés officiellement s'établissait lundi à 09H00 GMT à 168.250, selon un bilan établi par l'AFP.

La maladie a fait périr 6.501 personnes au total dont 2.335 en Europe, où le nombre des contaminations explose, notamment en Italie, en Espagne et en France. AFP 16 mars 2020

- De Sydney à New York, nouvel avis de détresse pour les Bourses mondiales AFP 16 mars 2020

La Banque centrale américaine (Fed) a annoncé une injection de liquidité de 700 milliards de dollars.

La dernière fois que la Fed avait abaissé ses taux à un tel niveau remonte à décembre 2008, au coeur de la crise financière dite des "subprimes".

Parallèlement, la Fed, la Banque centrale européenne et les Banques centrales du Japon, Royaume-Uni, Canada et de Suisse, ont assoupli les conditions auxquelles elles s'échangent des devises entre elles, afin de pouvoir garantir un approvisionnement suffisant des marchés en dollars.

La Banque centrale du Japon (BoJ) a nettement augmenté ses objectifs annuels pour certains de ses rachats d'actifs. Son objectif annuel de rachats de fonds négociés en Bourse a été ainsi doublé à 12.000 milliards de yens (101 milliards d'euros).

La Banque centrale chinoise a pourtant abaissé lundi le taux de réserve obligatoire des banques, injectant 550 milliards de yuans (70,6 milliards d'euros) pour soutenir l'économie.

Mais cela ne suffit pas à soutenir la cote car "le coronavirus continue à se répandre à travers la planète et la demande de biens de consommation recule", a observé le courtier Guangzhou Wanlong Securities. AFP 16 mars 2020

- La Bourse de Paris termine sur une dégringolade de 5,75% - AFP 16 mars 2020

L'indice CAC 40 a perdu 236,90 points à 3.881,46 points, dans un volume d'échanges qui est resté très nourri, à 7,5 milliards d'euros. Vendredi, il avait terminé sur un rebond technique de 1,83%, ce qui ne l'a pas empêché de chuter de 20% la semaine dernière. AFP 16 mars 2020

Haut de page

Le 18 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Complément à 15h36 heure locale, 11h06 à Paris.

J'ai mis en ligne 14 documents.

Dans cette causerie on a abordé la notion d'intérêt général et je voudrais ajouter une précision.

Depuis que l'homme a commencé à produire au-delà de ses propres besoins, l'intérêt général qui prévalait antérieurement a disparu au profit des intérêts de la classe sociale détenant le pouvoir, c'est aussi simple que cela. Cette notion politique recouvre forcément des intérêts de classe et rien d'autres.

Ceux qui la mentionnent ou qui y sont attachés, et qui plus est se prétendent apolitiques ou indépendants, de quoi on se le demande, ne peuvent pas caractériser ainsi l'intérêt général, car cela ferait apparaître leurs véritables intentions ou leurs propres intérêts qui se confondent avec les intérêts de la classe des capitalistes qui détient le pouvoir. Bref, ils sont progressistes, humanistes, démocrates et tout ce qu'on veut...dans une certaine limite seulement, de classe bien entendu.

Il est capable du pire comme du meilleur...

On se remet le concert de 2Cellos dans les arènes de Verona en Italie en 2016, histoire de garder le moral.

Si vous ne tombez pas sous le charme, si vous n'êtes pas conquis, vous êtes incurable et vous avez le droit de vous inquiéter.

2CELLOS - LIVE at Arena di Verona 2016

https://www.youtube.com/watch?v=qew2m1UdbXk&list=RDqew2m1UdbXk&start_radio=1&t=28

Quand ma fille de quelques mois eut la varicelle il y a 39 ans déjà, elle l'a transmise à sa mère. Elle ne fut pas bénigne puiqu'elles furent recouvertes de boutons purulents de la tête au pied, c'était assez impressionnant à voir. J'ai continué de prendre mon bébé dans mes bras, mon épouse également, je les ai embrassées, on partageait le même lit, et je n'ai pas été infecté, personne dans notre entourage ne le fut.

Vous comprenez maintenant pourquoi l'homme domine la femme, je déconne.

Les nouveaux articles seront mis en ligne dans quelques heures, il est déjà 14h07 chez moi, je dois déjeuner. En France, vous avez le pinard comme source de vitamine C, moi j'ai le jus de citron ! Portez-vous bien !

- 13 pages au format pdf

Comme la tentation du totalitarisme est grande...

- Pandémie d'hystérie collective...

- De la guerre mondiale, nous sommes passés à la guerre globale, celle du coronavirus...

Dans le cadre de la guerre globale figure en bonne place à côté de la guerre idéologique, la guerre psychologique pour briser la résistance à l'établissement d'un modèle de société totalitaire, accepter de nouveaux sacrifices, etc.

Quelle naïveté ou crédulité, quelle faiblesse, quelle ignorance de croire ce que racontent les autorités françaises ou européennes, leurs sordides experts, les responsables de l'ONU ou de l'OMS !

Etes-vous encore en mesure de penser ? Non mais sérieusement, on se pose la question en l'absence de réactions des lecteurs.

Cet épisode aura eu le mérite de mettre en relief la faillite totale du mouvement ouvrier rallié à la propagande officielle, à l'union nationale contre l'ensemble des travailleurs.

On peut être fier, à ma connaissance, d'être le seul courant politique se réclamant du mouvement ouvrier et fidèle au socialisme, à refuser de céder à ce nouveau coup d'Etat de la dictature du capital, terminologie employée parce qu'il faut bien nommer les choses par leurs noms, et non par crétinisme dogmatique. Je tenais à le préciser, afin qu'aucun lecteur ne s'imagine qu'on partagerait le cynisme de ceux qui instrumentalisent la panique engendrée par le coronavirus ou plutôt l'exploitation dont il fait l'objet de la part des autorités et les élites qui leur servent de larbins pour diffuser le virus de la peur.

Nos dirigeants n'ont rien trouvé de mieux pour faire oublier leur incurie politique légendaire et leur complicité avec le régime, que surfer sur l'état de délabrement avancé des services publics de la santé, facile et sans risque, c'était inévitable. Ce sont des démagogues professionnels qui racontent aux masses ce qu'elles ont envie d'entendre uniquement. Bien, mais leur discours s'articule sur deux volets, comment cela fonctionne-t-il ? L'un consiste à partager le discours officiel, à le légitimer si vous préférez, l'autre consiste à attaquer les représentants du régime ou leurs mesures, donc à contester leur légitimité, et à l'arrivée les deux effets vont s'annuler et le tour est joué, la vie continuera comme avant ou ira en se dégradant davantage pour être plus précis.

Sachant que les masses sont corrompues par l'idéologie du régime, elles sont en train d'en faire la démonstration sous nos yeux, le discours de nos dirigeants s'inscrira dans cette logique pour ne pas les contrarier, heurter leur susceptibilité ou les effrayer. Le point d'encrage, c'est la légitimité du régime, qui en aucun cas ne doit être remis en cause. C'est la raison pour laquelle ils passent leur temps à le rappeler à la moindre occasion ou à le cautionner, point d'encrage sur lequel viennent se greffer les besoins des masses qui sont tout aussi légitimes, mais comme elles sont incompatibles avec la légitimité ou l'existence du régime que nos dirigeants refusent d'affronter ou avec lequel ils refusent de rompre, la nature de leur engagement politique prend forcément une tournure corporatiste déguisée, qui finalement n'a absolument plus rien à voir avec les besoins sociaux ou les aspirations démocratiques des masses ou le socialisme.

C'est une explication qui me semble cohérente ou refléter fidèlement la réalité, sinon, dites-nous pourquoi nos dirigeants diffusent aussi cette pandémie fabriquée par l'oligarchie financière, on est curieux de voir quels arguments vous pourriez nous opposer, quelle autre explication vous auriez trouvée, il en existe plein toutes plus farfelues les unes que les autres, j'entends sérieusement.

Combien de militants vont-ils ainsi berner ? La plupart ou presque tous dans un premier temps, puis certains se reprendront et

l'heure des comptes sonnera pour ces dirigeants, cela aussi c'est imparable.

Ce qui est navrant, c'est qu'à l'heure où on écrit ces lignes, seuls quelques gauchistes ou néostaliniens osent défier la version officielle de cette nouvelle imposture, car pour eux c'est la seule manière d'exister, tandis que leur crédibilité politique est inférieure à zéro.

Sinon ce sont des membres des classes moyennes, des intellectuels petits bourgeois qui s'y risquent, mais là aussi leur crédibilité est entachée du fait qu'ils sont acquis au régime capitaliste, ce sont eux qui le revendiquent, je précise.

Il n'y a donc rien à attendre de ce côté-là, ce qui signifie que nous devons continuer comme avant à expliquer en quoi consiste le processus dialectique matérialiste et historique dont procède la situation sociale et politique, ainsi que les moyens à déployer dans la perspective de pouvoir l'orienter dans une direction favorable à l'émancipation de l'humanité du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au lieu qu'il se dirige vers la barbarie ou l'établissement d'un ordre mondial totalitaire dont il serait impossible de sortir par la suite.

Ma proposition de constituer un courant politique au sein du mouvement ouvrier tient toujours, je le rappelle pour ceux qui partageraient l'essentiel de nos idées, notre méthode, nos intentions, notre idéal. Faites-vous connaître qu'on se compte, même anonymement, on ne méprise personne ici, je ne prends pas de risques, je n'ai que deux mains et dix doigts !

En toute circonstance on demeure lucide, réaliste, tout du moins on essaie, c'est d'ailleurs ce qu'on nous reproche le plus, de ne pas sombrer dans le complotisme, le gauchisme, de ne pas basculer dans le populisme.

Dans mon trou en Inde et totalement isolé de toute pression ou influence malsaine, je ne suis pas atteint par le virus du doute ou du pessimisme qui ronge la confiance en soi indispensable pour garder la tête sur les épaule et conserver de surcroît la même orientation politique, y compris en période de réaction sur toute la ligne comme c'est le cas de nos jours.

De mon côté, il m'est arrivé de contacter certains militants, qui n'ont pas estimé utile de me répondre, c'était leur droit, il fallait que vous le sachiez puisqu'on ne se cache rien. Ce que je trouve extraordinaire, c'est qu'on ne puisse même pas avoir le début d'une discussion sérieuse, c'est comme si tout le monde fuyait un terrible virus. Vous pouvez ainsi observer à quel point les réactions irrationnelles auxquelles on assiste aujourd'hui ne dataient pas de la veille, elles sont profondément ancrées dans l'inconscience ou le comportement des militants ou de nombreux travailleurs, ce qui explique pourquoi il est si difficile de les en extraire pour retrouver un tant soit peu de sérénité. A vous de voir, réfléchissez. Là encore, il va s'en trouver pour dire, mais de quel droit nous dites-vous de réfléchir ? Tout simplement parce qu'on en a tous besoin ou parce qu'on ne réfléchit jamais assez. Soyons modeste et admettons-le une fois pour toute, et vous verrez que nous nous en porterons mieux immédiatement.

Confirmation.

Alors que certains pratiquent la censure de l'argent à leurs articles consacrés au coronavirus disponibles uniquement par abonnement, le POID notamment.

- Coronavirus : Canal+, Orange, Opéra de Paris… Ce qui devient gratuit pendant la période de confinement - Yahoo 17 mars 2020

Fous furieux.

Philippe: Fermez-la !

- "Des médecins disaient qu'il ne s'agissait que d'une grippe": Philippe répond aux critiques sur la gestion de la crise du coronavirus - BFMTV 17 mars 2020

LVOG - Les autorités chinoises ont été accusées d'avoir mis du temps avant de repérer le coronavirus, des médecins disaient qu'il ne s'agissait que d'une pneumonie... Oui, certes, mais la Chine est un régime autoritaire, pas la France... Ah bon ?

Pourquoi n'enferme-t-on pas les dangereux psychopathes qui diffusent le virus de la peur ?

A commencer par le propriétaire du blog Les-Crises.fr, Olivier Berruyer.

- Olivier Berruyer : « Gestion du Coronavirus : la France est le pire élève de la Planète » - Les Crises 14 mars

- Coronavirus : Avec 98 % des services de réanimation déjà saturés, il faut s'attendre à une gifle sanitaire - Les Crises 14 mars

- Coronavirus : les simulations alarmantes des épidémiologistes pour la France du risque maximal 50 % de la population atteinte, 300 000 - Les Crises 16 mars

- La fermeture des écoles ralentit-elle la propagation du coronavirus ? Les épidémies passées fournissent des indices - Les Crises 16 mars

- TV anglaise 6 mars : Richard Hatchett, expert en coronavirus : « La guerre est une analogie appropriée » - Les Crises 17 mars

- Coronavirus : « Il faut prendre conscience que nous sommes en état de guerre » – William Dab - Les Crises 17 mars

- Nassim Nicholas Taleb : « Sans paranoïa, pas de survie ! » - Les Crises 17 mars

- Journal d'un état de crise #covid19 par un médecin - Les Crises 17 mars

C'est eux qu'on devrait enfermer.

- Aucune quarantaine n'a vaincu de maladie - Réseau Voltaire 16 mars 2020

Vous n'êtes pas expert en Covid-19, mais personne ne l'est. Les scientifiques ne savent pas tout, en l'occurrence, ils commencent à peine leurs recherches. En l'absence de données précises, nous ne devons prendre les hypothèses que pour de simples hypothèses. L'Histoire nous apprend qu'à ce jour, aucune maladie n'a été vaincue par des mesures de quarantaine. Celles-ci peuvent permettre de gagner du temps, pas de vaincre.

par Thierry Meyssan

L'épidémie de Covid-19 réveille des angoisses ancestrales. Certains d'entre nous perçoivent soudainement leurs voisins, leurs amis et leurs familles comme des menaces. Il existe un véritable risque d'assister sous peu à des violences.

Face à un danger, quel qui soit, nous devons d'abord rester raisonnables et non pas rationnels. Ce sont deux modes de pensée fort différents. Nous ne pouvons penser logiquement à partir de données incomplètes. (Je ne suis pas d'accord, ce raisonnement est trop simpliste, à partir de certaines expériences ou hypothèses on peut parvenir à des déductions qui palient utilement l'absence de données. La crainte de l'inconnu, de se tromper, paralyse parfois ou anéantit nos facultés cognitives. - LVOG)

Le Covid-19 est une maladie jusqu'ici inconnue qui semble pouvoir tuer jusqu'à 1 % de la population mondiale, mais qui pour le moment n'a tué que quelques milliers de personnes. Les chercheurs commencent juste à l'étudier scientifiquement. Nous savons qu'elle est provoquée par un virus qui se transmet par les muqueuses du visage. Nul ne sait comment en empêcher la propagation, mais chacun à son a priori à ce sujet.

Selon leur culture, les scientifiques ont conseillé différemment les autorités de leurs pays :

- Les autorités chinoises ont pratiqué un confinement des populations couplé avec une visite médicale à domicile tous les deux jours. Les personnes suspectées d'être infectées étaient emmenées de force à l'hôpital. Cette méthode empirique correspond avec la chute de cette maladie. Cela ne veut pas dire qu'elle ait eu une quelconque efficacité, ni que la maladie ait été définitivement éradiquée.

- L'Organisation mondiale de la Santé préconise un confinement des populations, sans visite médicale à domicile. L'OMS part de l'hypothèse que les enfants deviennent porteurs sains de la maladie et contaminent les grands parents chez qui la maladie peut se développer de manière aigüe.

- Les autorités suédoises essaient une troisième méthode. Elles considèrent que seules les personnes âgées ont besoin d'être protégées et que rien ne prouve que la maladie est disséminée par les enfants. Ils ne pratiquent donc que le confinement des anciens et ne ferment ni les écoles, ni les entreprises.

Laquelle de ces trois écoles a raison, en supposant que l'une d'entre elles ait raison ? Nous ne pouvons pas le savoir tant que ces trois méthodes n'auront pas été expérimentées sur la longue durée.

Pourtant, nous devons nous souvenir que jamais dans l'histoire une épidémie n'a été vaincue par des quarantaines, mais uniquement par des mesures d'hygiène. Les quarantaines ne protègent pas des populations chez qui la maladie est déjà présente, elles peuvent juste permettre de gagner un peu de temps.

Nous devons nous méfier de l'angoisse qui conduit nos dirigeants politiques à prendre les mesures qui leur semblent les plus radicales, c'est-à-dire les plus traumatisantes par rapport à celles déjà prises par leurs voisins. La surenchère de ces mesures nous apprend le niveau de panique de nos dirigeants, pas les moyens de combattre la maladie. (Et leurs intentions inavouables surtout. - LVOG)

En outre, comme toujours, certains dirigeants politiques instrumentent la crise en fonction de leur agenda personnel.

Depuis vingt-cinq ans, le monde développé a connu plusieurs épisodes de délire collectif. Durant la crise de la vache folle, nous avons sacrifié du bétail sur de gigantesques bûchers ; lors du passage à l'an 2000, nous avons crû que les avions allaient tomber du ciel sur nos têtes ; devant les attentats du 11-Septembre, nous avons crû que les barbares allaient détruire la civilisation occidentale ; etc, etc. Après coup, tout ceci semble ridicule. Consultez de vieux journaux et vous constaterez la crédulité du public, pas celle de nos ancêtres, mais de nous-mêmes, il y a quelques années.

L'Occident est de moins en moins raisonnable et de plus en plus dogmatique. Nous avons adhéré sans nous en rendre compte à une forme religieuse de pensée dans laquelle nous avons remplacé la supposée volonté divine par une prétendue connaissance scientifique.

La Science ne nous dit pas grand-chose sur le Covid-19 et rien du tout sur la manière d'empêcher sa propagation. Nous n'en sommes qu'à l'heure des hypothèses. Réseau Voltaire 16 mars 2020

C'est la camisole de force qu'il leur faut!

Les fachos en rajoutent.

- Pour Marine Le Pen, le confinement n'est pas suffisamment "strict" - AFP 17 mars 2020

Trump aussi.

- Coronavirus: L'administration Trump veut un plan de soutien de 850 milllards de dollars - Reuters 17 mars 2020

Netanyahu aussi.

- En Israël, les services secrets appelés à l'aide face au virus - AFP 17 mars 2020

Le service de sécurité intérieure israélien, d'ordinaire focalisé sur les "activités antiterroristes", est désormais autorisé à collecter des données sur les citoyens, afin de lutter contre la propagation du coronavirus ayant contaminé plus de 300 personnes en Israël. AFP 17 mars 2020

Qui dit mieux? Propagande hystérique pour terroriser la population, la rendre servile.

- Coronavirus: L'institut Robert-Koch voit la pandémie durer deux ans - Reuters 17 mars 2020

- Des millions de morts du coronavirus? Eviter le scénario du pire - AFP 17 mars 2020

Combien le coronavirus fera-t-il de morts? Personne n'est encore capable de répondre à cette question mais dans le pire scénario, cela pourrait se chiffrer en millions à travers le monde, avertissent les experts, qui insistent donc sur l'importance des mesures comme le confinement. AFP 17 mars 2020

Business is business. On se soulage comme on peut !

- La Fed soulage les bourses - euronews.com 17 mars 2020

Les Bourses, revigorées par la perspective de nouvelles mesures de soutien économique, ont redressé la tête, même si la nervosité des investisseurs restait extrême face au coronavirus. A Wall Street, le Dow Jones a fini la séance en prenant 5,20%, le Nasdaq a grimpé de 6,23% et le S&P 500 de 6,%. La veille, les trois indices avaient accusé des chutes de l'ordre de 12%.

Les nouvelles annonces de la Réserve fédérale américaine ont permis à des indices américains hésitants de s'ancrer dans le vert, et ont aussi rassuré les Bourses européennes. Paris a ainsi terminé sur une hausse de 2,84%, Francfort de 2,25% et Londres de 2,79%. Elles ont nettement remonté la pente quand la banque centrale américaine a annoncé qu'elle allait accorder des facilités de crédits destinées aux entreprises et aux ménages. euronews.com 17 mars 2020

Tout pour les patrons, les riches, les exploiteurs, normal.

- La France "en guerre économique" : le détail des 45 milliards d'euros mobilisés - euronews.com 17 mars 2020

Dans les détails, 32 milliards d'euros financeront le report de charges sociales et fiscales, voire leur annulation pour "les entreprises les plus fragilisées".

Un milliard d'euros ira ensuite à un fonds de solidarité qui prévoit 1 500 euros d'aide pour les petites entreprises et les indépendants qui ont perdu au moins 70% de chiffre d'affaires entre mars 2019 et mars 2020. euronews.com 17 mars 2020

Sinon, à quoi bon !

- Les loyers des PME en difficulté sont suspendus mais pas ceux des ménages - Le Figaro 17 mars 2020

La Confédération nationale du logement réclamait la suspension des loyers des particuliers. Parmi les mesures annoncées lundi soir par Emmanuel Macron, il a bien été question de moratoire de loyers mais pas celui des ménages mais des PME en difficulté. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des finances, qui affirme négocier avec les centres commerciaux, appelle «à la solidarité de chacun». «Les factures d'eau, de gaz, d'électricité ainsi que les loyers devront être suspendus», a déclaré le chef de l'État.

Du côté des locataires, c'est l'incompréhension. «Ce choix risque de créer une situation anxiogène, déplore Eddie Jacquemart, président de la Confédération nationale du logement (CNL). En cas de chômage technique, les locataires vont se retrouver en difficulté avec des revenus en forte baisse et des loyers qui, eux, sont maintenus». La CNL a adressé un courrier au ministre chargé du logement Julien Denormandie pour lui demander de suspendre le paiement des loyers comme elle le réclamait lundi.

Les acteurs du logement social ainsi que les fédérations des agences immobilières et des propriétaires ont également été alertées. «Nous demandons aux agences de faire preuve de souplesse en n'adressant pas de relance et aux propriétaires, pour ceux qui le peuvent, de reporter le paiement des loyers», explique Eddie Jacquemart.

Avant même la prise de parole du président de la République, la Compagnie de Phalsbourg, investisseur et gestionnaire de projets immobiliers en France, est allée encore plus loin qu'Emmanuel Macron. «Nous avons décidé d'annuler purement et simplement tous les loyers dus par nos clients enseignes non alimentaires pendant les fermetures administratives, soit à ce jour entre le 15 mars et le 15 avril 2020», a annoncé son président-fondateur Philippe Journo.

La réforme des APL à nouveau reportée

Si la prise en charge au-delà du Smic du chômage partiel permettait déjà de soulager la trésorerie des entreprises dont le chiffre d'affaires tendra vers zéro, comme les restaurateurs ou les autocaristes, des frais fixes importants seront également réduits par l'économie des loyers, notamment pour les commerces obligés de baisser le rideau.

En revanche, la CNL a obtenu gain de cause sur un autre dossier qui tient à cœur les locataires: les APL. Le président de la République a annoncé le report de toutes les réformes en cours. Cela vaut pour celles des retraites, de l'assurance-chômage mais aussi des APL, prévue pour le 1er avril prochain. Pour l'heure, aucune nouvelle date n'a été annoncée. Le Figaro 17 mars 2020

LVOG - Quoi qu'il en soit, c'est vous qui allez payer la note exorbitante qu'ils vous présenteront. A suivre.

Alors que l'Interféron Alfa 2B recombiné (IFNrec) est efficace, attendez, uniquement sur les Cubains et Chinois !

LVOG - Effectivement, malgré son air indépendant, le Pr Didier Raoult ne l'est pas tant que cela. Pourquoi ignore-t-il l'Interféron Alfa 2B, parce qu'il vient de Cuba toujours sous embargo américain ?

- Coronavirus : des essais "prometteurs" avec la chloroquine, affirme Olivier Véran - lexpress.fr 17 mars 2020

Les essais cliniques de chloroquine, un anti-paludique, menés à Marseille pour soigner les malades atteints du Covid-19 sont "prometteurs" et vont être étendus, a indiqué ce mardi le gouvernement. "J'ai pris connaissance des résultats et j'ai donné l'autorisation pour qu'un essai plus vaste par d'autres équipes puisse être initié dans les plus brefs délais sur un plus grand nombre de patients", a indiqué lors d'une conférence de presse téléphonique le ministre de la Santé Olivier Véran, précisant que ces essais "ont déjà commencé à Lille".

Le ministre a souligné être "en liens très étroits avec le Pr Didier Raoult" qui a mené ces premiers essais à Marseille et en a réclamé l'extension, et il a exprimé l'espoir que ces nouveaux essais "permettront de conforter les résultats intéressants qu'il semble avoir obtenus". Mais "il est absolument fondamental d'asseoir toute décision de politique publique en santé sur des données scientifiques validées, et les processus de validation, on ne peut pas négocier avec", a-t-il souligné à propos de ces essais.

Efficace dans 75% des cas, selon les premiers résultats

Le Pr Raoult, qui teste la chloroquine à l'Institut hospitalo-universitaire de Marseille, a affirmé lundi que son effet contre le coronavirus était spectaculaire avec la disparition du virus en six jours auprès des trois quarts des patients.

Dans une vidéo, le directeur de l'IHU de Marseille explique que 24 patients atteints par le coronavirus, ont pris du Plaquenil, l'un des noms commerciaux de la chloroquine et que six jours plus tard, seulement 25% sont encore porteurs du virus alors que 90% de ceux qui n'ont pas reçu ce traitement sont toujours positifs. lexpress.fr avec AFP 17 mars 2020

- Pékin autorise les essais cliniques d'un premier vaccin - Reuters 17 mars 2020

Les autorités chinoises ont autorisé les premiers essais cliniques sur des cobayes humains d'un vaccin expérimental contre le nouveau coronavirus, rapporte mardi le Quotidien du Peuple.

Les recherches sont menées par l'Académie des sciences médicales militaires, affiliée à l'armée chinoise, qui a reçu le feu vert pour lancer dès cette semaine des essais cliniques de phase 1.

Ce test chinois devrait concerner 108 volontaires, tous en bonne santé, et s'étaler sur une période de neuf mois et demi, du 16 mars au 31 décembre, montre une base de données d'enregistrement en vue de l'essai.

Il sera conduit par l'Académie des sciences médicales militaires en collaboration avec CanSino Biologics, une biotech de Hong Kong.

D'autres recherches sont en cours ailleurs dans le monde.

Les experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne prévoient pas qu'un vaccin puisse être testé et approuvé en vue d'une commercialisation avant le milieu de l'an prochain. Reuters 17 mars 2020

Et après ? Le pire est encore à venir, évidemment.

- Le monde après la pandémie - Réseau Voltaire 17 mars 2020

Les réactions politiques à la pandémie de Covid-19 laissent apparaître d'étonnantes faiblesses des démocraties occidentales : des préjugés et de l'ignorance. Au contraire, la Chine et Cuba apparaissent plus capables d'affronter le futur.

par Thierry Meyssan

La brusque fermeture généralisée des frontières et, dans de nombreux pays, des écoles, des universités, des entreprises et des services publics ainsi que l'interdiction des rassemblements modifient profondément les sociétés. Elles ne seront plus dans quelques mois ce qu'elles ont été avant la pandémie.

Avant toute chose, cette réalité modifie notre conception de la Liberté ; un concept autour duquel les États-Unis se sont fondés. Selon leur interprétation —qu'ils sont les seuls à soutenir— celle-ci ne saurait connaître de limite. Tous les autres États au monde admettent au contraire qu'il n'y a pas de Liberté sans Responsabilité ; par conséquent ils affirment qu'on ne peut exercer de liberté sans en définir les limites. Aujourd'hui, la culture US exerce une influence déterminante un peu partout dans le monde. Elle vient d'être contredite par la pandémie.

Plus de société totalement ouverte

Pour le philosophe Karl Popper, la liberté dans une société se mesure à son ouverture. Il irait de soi que la libre-circulation des hommes, des marchandises et des capitaux est la caractéristique de la modernité. Cette manière de voir a prévalu lors de la crise des réfugiés de 2015. Bien sûr, certains ont souligné depuis longtemps que ce discours permet aux spéculateurs comme George Soros d'exploiter les travailleurs dans les pays les plus pauvres. Il prône la disparition des frontières et donc des États dès à présent au profit d'un gouvernement supranational global à venir.

La lutte contre la pandémie nous a soudain rappelé que les États sont là pour protéger leurs ressortissants. Dans le monde post-Covid-19, les « ONG sans frontières » devraient donc progressivement disparaître et les partisans du libéralisme politique devraient se souvenir que sans État, « L'homme n'est qu'un loup pour l'homme », selon la formule de Thomas Hobbes. Il s'en suivra par exemple que la Cour pénale internationale apparaîtra comme une absurdité au regard du Droit international.

Le revirement à 180 degrés du président Emmanuel Macron illustre cette prise de conscience. Il y a peu encore, il dénonçait la « lèpre nationaliste » qu'il associait aux « affres du populisme », aujourd'hui il glorifie la Nation, seul cadre légitime de mobilisation collective.

Intérêt général

La notion d'Intérêt général, que la culture anglo-saxonne conteste depuis l'expérience traumatisante d'Oliver Cromwell, est indispensable pour se protéger d'une pandémie. (L'intérêt général ne vaut pour ceux qui gouvernent depuis la nuit des temps, uniquement quand il sert leurs propres intérêts. L'instruction publique, les mesures d'hygiène, le logement social, les organismes sociaux, plus largement le développement des sciences et des technologies devaient servir avant tout à permettre aux classes dominantes de vivre mieux et de préserver les rapports sociaux existant, et non à améliorer la condition ouvrière, des serfs ou des esclaves, dont elles n'avaient strictement rien à foutre. Il n'y a que dans les manuels scolaires ou universitaires, dans les romans à l'eau de rose ou les contes des historiens officiels qu'on rencontre ce genre de foutaises ou contrevérités. C'est le déroulement du processus historique qui a imposé en tout temps cette notion d'intérêt général, et non de philanthropiques exploiteurs. - LVOG)

Au Royaume-Uni, le Premier ministre Boris Johnson, peine à décréter des mesures autoritaires pour un impératif sanitaire, son peuple n'admettant cette forme d'autorité qu'en cas de guerre. Aux États-Unis, le président fédéral, Donald Trump, n'a pas le pouvoir de décréter le confinement de la population sur tout son territoire, cette question étant de la stricte compétence des États fédérés. Il est obligé de tordre les textes, dont le fameux Stafford Disaster Relief and Emergency Assistance Act.

Plus de liberté infinie de l'entreprenariat

Au plan économique, il ne sera plus possible de suivre la théorie d'Adam Smith, « Laisser-faire, laisser-aller » après avoir fermé autoritairement toutes sortes d'entreprises, des restaurants aux stades de football. Nous devrons admettre des limites à la sacro-sainte libre-entreprise. (Un voeux pieux sans lendemain, on peut l'annoncer sans prendre de risques. - LVOG)

La lutte contre la pandémie nous a rappelé que l'Intérêt général peut justifier la remise en cause de n'importe quelle activité humaine. (Sauf prendre un bain de foule quotidien dans le métro, le train ou le bus pour aller bosser ! Ceux qui n'auront pas été gratter, ils leur imposeront des heures supplémentaires plus tard, bénévoles, cela va s'en dire, les patrons arguant que les caisses sont vides et que chacun doit y mettre du sien, patati et patata. - LVOG)

Dysfonctionnements

Nous percevons également à l'occasion de cette crise les dysfonctionnements de nos sociétés. Par exemple, le monde entier est conscient que la pandémie a d'abord été vécue en Chine, mais que ce pays l'a maîtrisée et qu'il a levé les mesures autoritaires qu'il avait prises au début. Pourtant, rares sont ceux qui savent comment les Chinois ont vaincu le Covid-19.

La presse internationale a ignoré les remerciements du président Xi Jinping à son homologue cubain, Miguel Díaz-Canel, le 28 février dernier. Elle n'a donc pas évoqué le rôle de l'Interféron Alfa 2B recombiné (IFNrec). Elle a par contre évoqué l'usage du phosphate de chloroquine que l'on utilise déjà contre le paludisme. Rien non plus sur l'état des recherches en matière de vaccin. La Chine devrait être en mesure d'effectuer les premiers essais sur l'homme fin avril, le laboratoire de l'Institut de recherche sur les vaccins et les sérums de Saint-Pétersbourg a déjà mis au point cinq prototypes de vaccin.

Ces oublis s'expliquent par le nombrilisme des grandes agences de presse. Alors que nous croyons vivre dans un « village planétaire » (Marshall McLuhan), nous ne sommes informés que du seul microcosme occidental.

Cette méconnaissance est exploitée par de grands laboratoires occidentaux qui se livrent une concurrence effrénée en matière de vaccin et de médicament. Tout se passe comme dans les années 80. À l'époque une épidémie de « pneumonie des gays », identifiée en 1983 comme étant le Sida, provoquait une hécatombe dans les milieux homosexuels de San Francisco et de New York. Lorsqu'elle apparut en Europe, le Premier ministre français Laurent Fabius retarda l'usage du test de dépistage US de manière à ce que l'Institut Pasteur ait le temps de mettre au point son propre système et de le breveter. Cette affaire de gros sous provoqua des milliers de morts supplémentaires.

La géopolitique après la pandémie

L'épidémie d'hystérie qui accompagne celle du Covid-19 masque l'actualité politique. Lorsque la crise sera terminée et que les

peuples retrouveront leur esprit, le monde sera peut-être bien différent. La semaine dernière nous évoquions la menace existentielle que le Pentagone faisait planer sur l'Arabie saoudite et la Turquie, tous deux destinés à disparaître [1]. La réponse de l'un et de l'autre était de menacer les États-Unis des pires calamités —l'effondrement de l'industrie du pétrole de schiste pour le premier, une guerre avec la Russie pour le second— ; deux paris très risqués. Ces menaces sont si lourdes qu'elles doivent trouver rapidement une réponse et n'attendront probablement pas trois mois. Réseau Voltaire 17 mars 2020

[1] « Quelle cible après la Syrie ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 10 mars 2020.

Et on ne vous a pas encore tout dit, loin de là.

- La pandémie de coronavirus COVID-19: Le vrai danger est « l'Agenda ID2020 ». par Peter Koenig
- Mondialisation.ca, 17 mars 2020

Extraits.

Il semble que plus on écrit sur les causes du Coronavirus, plus les analyses écrites sont éclipsées par une propagande et un battage publicitaire alarmistes. Les questions pour la vérité et les arguments pour savoir où chercher les origines et comment le virus peut s'être propagé et comment le combattre, se perdent dans le bruit du chaos gratuit. Mais n'est-ce pas ce que veulent les « Black Men » [hommes noirs] qui sont à l'origine de cette pandémie prévue – le chaos, la panique, le désespoir, entraînant une vulnérabilité humaine – un peuple qui devient une proie facile pour la manipulation ?

Aujourd'hui, l'OMS a déclaré le coronavirus COVID-19 « pandémie » – alors qu'il n'y a pas la moindre trace de pandémie. Une pandémie peut être la condition, lorsque le taux de mortalité par infection atteint plus de 12%. En Europe, le taux de mortalité est d'environ 0,4 %, voire moins. Sauf en Italie, qui est un cas particulier, où le pic du taux de mortalité a été de 6 %.

La Chine, où le taux de mortalité a culminé il y a quelques semaines seulement à environ 3 %, est revenu à 0,7 % – et est en rapide déclin, alors que la Chine prend le contrôle total de la maladie – et cela à l'aide d'un médicament dont on ne parle pas, développé il y a 39 ans par Cuba, appelé « Interféron Alpha 2B (IFNrec) », très efficace pour lutter contre les virus et autres maladies, mais qui n'est pas connu et utilisé dans le monde, car les États-Unis, sous l'embargo illégal de Cuba, n'autorisent pas la commercialisation du médicament au niveau international.

L'OMS a très probablement reçu des ordres « d'en haut », de ceux qui gèrent également Trump et des « dirigeants » (sic) de l'Union européenne et de ses pays membres, ceux qui visent à contrôler le monde par la force – l'Ordre Mondial Unique.

Ce projet est en cours d'élaboration depuis des années. La décision finale d'aller de l'avant MAINTENANT a été prise en janvier 2020 au Forum économique mondial (FEM) de Davos – à huis clos, bien sûr. Les Gates, GAVI (une association de produits pharmaceutiques promouvant la vaccination), Rockefellers, Rothschilds et autres, sont tous derrière cette décision – la mise en œuvre de l'Agenda ID2020 – voir ci-dessous.

Après la déclaration officielle de la pandémie, l'étape suivante peut être – également sur recommandation de l'OMS ou de certains pays – la « vaccination forcée », sous surveillance policière et/ou militaire. Ceux qui refusent peuvent être sanctionnés (amendes et/ou prison – et vaccination forcée tout de même).

Si une vaccination forcée est effectivement prévue, une autre aubaine pour les grandes entreprises pharmaceutiques, les gens ne savent pas vraiment quel type de cocktail sera utilisé pour le vaccin, peut-être un vaccin à action lente, qui ne fera effet que dans quelques années, ou une maladie qui ne touchera que la génération suivante, ou un agent débilitant du cerveau, ou un gène qui rend les femmes stériles… tout est possible, toujours dans le but de contrôler et de réduire complètement la population. Dans quelques années, on ne saura plus, bien sûr, d'où vient la maladie. C'est le niveau de technologie qu'ont atteint nos laboratoires de guerre biologique (États-Unis, Royaume-Uni, Israël, Canada, Australie…).

Une autre hypothèse, pour l'instant seulement une hypothèse, mais une hypothèse réaliste, est qu'en même temps que la vaccination – si ce n'est pas avec celle-ci, alors peut-être avec une autre, une nanopuce pourrait être injectée, inconnue de la personne vaccinée. La puce peut être chargée à distance avec toutes vos données personnelles, y compris vos comptes bancaires – l'argent numérique. Oui, l'argent numérique, c'est ce qu' « ils » visent. Vous n'avez donc plus vraiment de contrôle sur votre santé et vos autres données intimes, mais aussi sur vos revenus et vos dépenses. Votre argent pourrait être bloqué ou retiré, en guise de « sanction » pour mauvaise conduite, pour avoir nagé à contre-courant. Vous pourriez devenir un simple esclave des maîtres. En comparaison, la féodalité peut apparaître comme une promenade de santé.

Ce n'est pas pour rien que le Dr Tedros, DG de l'OMS, a déclaré il y a quelques jours que nous devons passer à l'argent numérique, car le papier et la monnaie physique peuvent propager des maladies, en particulier des maladies endémiques, comme le coronavirus. Un précurseur pour les choses à venir ? – Ou pour des choses déjà présentes ? – Dans de nombreux pays scandinaves, l'argent liquide est largement interdit et même une barre de chocolat ne peut être payée que par voie électronique.

Nous nous dirigeons vers un état totalitaire du monde. Cela fait partie de l'Agenda ID2020 – et de ces mesures à mettre en œuvre maintenant – préparé depuis longtemps, notamment par la simulation informatique de coronavirus à Johns Hopkins à Baltimore le 18 octobre 2019, parrainée par le WEF et la Fondation Bill et Melinda Gates.

Bill Gates, l'un des principaux défenseurs de la vaccination pour tous, en particulier en Afrique, est également un grand défenseur de la réduction de la population. La réduction de la population fait partie des objectifs de l'élite au sein du WEF, des Rockefeller, des Rothschild, des Morgen – et de quelques autres. L'objectif : moins de personnes (une petite élite) peuvent vivre plus longtemps et mieux avec les ressources réduites et limitées que la Terre Mère offre généreusement.

Cet objectif avait déjà été ouvertement propagé dans les années 60 et 70 par Henry Kissinger, ministre des affaires étrangères de l'administration de Nixon, co-ingénieur de la guerre du Vietnam, et principal responsable du bombardement semi-clandestin du Cambodge, un génocide de millions de civils cambodgiens non armés. En plus du coup d'État organisé par la CIA et Kissinger le 11 septembre 1973 au Chili, qui a tué Salvador Allende, élu démocratiquement, et mis au pouvoir le dictateur militaire Pinochet, Kissinger a commis des crimes de guerre. Aujourd'hui, il est le porte-parole (pour ainsi dire) de Rockefeller et de leur « Bilderberger Society ».

Deux semaines après la simulation informatique du centre médical Johns Hopkins de Baltimore, dans le Maryland, qui a « produit » (c'est-à-dire simulé) 65 millions de morts (!), le virus COVID-19 est apparu pour la première fois à Wuhan. Il est maintenant presque certain que le virus a été amené à Wuhan de l'extérieur, très probablement d'un laboratoire de guerre biologique aux États-Unis. (...)

Qu'est-ce que la fameuse ID2020 ? Il s'agit d'une alliance de partenaires public-privé, dont des agences des Nations unies et la société civile. Il s'agit d'un programme d'identification électronique qui utilise la vaccination généralisée comme plateforme pour l'identité numérique. Le programme exploite les opérations existantes d'enregistrement des naissances et de vaccination pour fournir aux nouveau-nés une identité numérique portable et persistante liée à la biométrie. La GAVI, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, s'identifie sur son site internet comme un partenariat mondial pour la santé regroupant des organisations des secteurs public et privé qui se consacrent à la « vaccination pour tous ». La GAVI est soutenue par l'OMS, et il va sans dire que ses principaux partenaires et sponsors sont l'industrie pharmaceutique.

L'Alliance ID2020, lors de son sommet de 2019, intitulé « Rising to the Good ID Challenge », en septembre 2019 à New York, a décidé de déployer son programme en 2020, une décision confirmée par le WEF en janvier 2020 à Davos. Leur programme d'identité numérique sera testé avec le gouvernement du Bangladesh. GAVI, l'Alliance pour les Vaccins, et les « partenaires du monde universitaire et de l'aide humanitaire » (comme ils l'appellent), font partie du parti des pionniers.

Est-ce une coïncidence si ID2020 est mis en place au début de ce que l'OMS appelle une pandémie ? – Ou faut-il une pandémie pour « déployer » les multiples programmes dévastateurs de l'ID2020 ? (...)

Cette ambiance de panique et de peur – dépasse tout sens de la réalité, alors que la vérité n'a pas d'importance. Les gens ne peuvent même plus penser aux causes et à ce qui peut se cacher derrière. Personne ne vous croit (plus), quand vous faites référence à l'événement 201, la simulation du coronavirus, les Jeux militaires de Wuhan, la fermeture le 7 août dernier du laboratoire de guerre biologique de haute sécurité à Fort Detrick, dans le Maryland…. ce qui aurait pu à un moment donné être une révélation pour beaucoup, aujourd'hui est une pure théorie du complot. Le pouvoir de la propagande. Une puissance déstabilisante – déstabilisant les pays et les gens, détruisant les économies, créant des difficultés pour les gens qui peuvent perdre leur emploi, généralement ceux qui peuvent le moins se le permettre.

Aussi, à cette époque, il devient de plus en plus important de rappeler aux gens que l'épidémie en Chine visait le génome chinois. Ce dernier a-t-il ensuite muté pour transgresser les « frontières » de l'ADN chinois ? Quand cela s'est-il produit, si c'est le cas ? Parce qu'au début, il était clair que même les victimes infectées dans d'autres parties du monde, étaient à 99,9% d'origine chinoise.

Ce qui s'est passé plus tard, lorsque le virus s'est propagé en Italie et en Iran, est une autre question, et ouvre la voie à un certain nombre de spéculations. (...) Mondialisation.ca, 17 mars 2020

Haut de page

Le 19 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Temps radieux, 37°C à l'ombre à midi, plus de 50°C au soleil, tous les virus sont morts, ouf !

Pas si vite, quand lundi soir j'ai raconté au fils de ma compagne, que j'avais été étonné de voir autant de gens sur le trottoir devant chez un médecin sur les coups de 19h45, dans la petite commune située à 1,5 km de chez moi, il m'a répondu que je ne devais pas souvent sortir à cette heure-là, car c'était tous les jours et toute l'année la même scène.

C'est possible, mais je crois qu'il exagère un peu. Bref, si les conditions d'existence en France dégringolaient au niveau de l'Inde, vous imaginez un peu ce qui vous attendrait, des virus et des bactéries en veux-tu en voilà. Le plus dingue, c'est que deux médecins du service public indien sont venus tester les gens de mon village il y a de cela quelques jours à peine, et ils les ont tous trouvés en bonne santé ! Là je ne déconne pas du tout.

Sinon je suis rassuré, sur les quelque 1360 espèces de scorpions qui existent dans le monde, 265 en Inde, un seul est mortel, il est de couleur rouge, facile à identifier, je n'en ai jamais rencontrés de cette couleur. Je n'épargnerai pas pour autant les prochains que je croiserai.

Je ne sais plus si je vous l'ai déjà raconté. Il y a quelques jours, j'ai arrosé un cobra tapi sous des feuilles qui a pris aussitôt la poudre d'escampette, quel foireux et il n'aime pas l'eau ! N'y reviens pas ! Le malheureux, il doit ignorer qu'il avait affaire à la pire espèce de prédateur de la Terre. Cela dit, les Indiens épargnent les cobras, ils sont sacrés. Heureusement qu'il y a encore des superstitions pour rendre l'homme moins mauvais qu'il n'y paraît. Quel naufrage intellectuel ! Non, là je déconnais.

On vit une période particulièrement pénible, alors on a le droit de se détendre un peu, n'est-ce pas ? Non répliquent les inquisiteurs et autres censeurs, le laisser aller n'est pas de mise, c'est déplacé, et bien allez vous faire foutre !

Un courriel reçu.

Bibliothèque Marxiste et autres - (dossier Google Drive) - (1 100 documents)

https://drive.google.com/drive/folders/1HplgRPKvwdKwdg3w3zTSP3wbFZsq-r1P?usp=sharing_eil&ts=5e5ef18d

A bas la manipulation des consciences, la guerre psychologique de la mafia criminelle au pouvoir contre les peuples !

67.000 morts en janvier 2017 dus uniquement à la grippe hivernale, cela représentait 2161 morts par jour, je rappelle que la source est l'INSEE, voir les précédentes causeries. J'ignore combien sont morts les mois précédents et suivants, car cette grippe n'avait pas commencé à sévir le 1er janvier pour se terminer le 31. Comment près de 70.000 morts en un mois seulement dus à un virus sont passés totalement inaperçus ?

J'avoue que je l'ignorais totalement jusqu'à avant-hier, et je crois même que j'ai continué à vivre comme si de rien n'était. Et vous ? Vous aussi, n'est-ce pas ? Cela vous interpelle, et il y a de quoi.

- 8 pages au format pdf

Que la fête commence !

Les vedettes du nouvel ordre mondial sont arrivées, le capitaloclimat et le capitalovirus. Joueurs, parieurs, spéculateurs, faites vos jeux, des milliers de milliards de dollars ou d'euros à se partager, attention, il n'y en aura pas pour tout le monde !

L'air de rien, on attend le retour du boomerang, car il n'est pas dit que les peuples acceptent servilement de payer la note dans quelques mois. C'est dans cette perspective que nous nous inscrivons, et non dans le défaitisme traître et honteux des vaincus, qui consiste à réclamer de Macron et des patrons qu'ils nous protègent des maux dont ils sont à l'origine (lire plus loin.

Commencez par avoir confiance en vous-même, vous ferez ensuite confiance à qui vous voudrez...

Notre point fort, c'est la qualité de nos infos en bref, les documents que nous mettons en ligne, accessoirement mes analyses. Infos toujours sourcées et datées.

Avec ma compagne Selvi, nous sommes tellement différents qu'on se demande sur quoi reposent nos relations. Sur la confiance principalement, et accessoirement seulement le fait qu'on appartient à la même classe sociale. Un procureur point déjà son nez et pose une question accusatoire : Pourquoi accessoirement, ce n'est pas très marxiste dites-moi ? Question stupide, parce que cette notion de classe sociale échappe totalement à ma compagne qui est ultra arriérée, donc je ne vais pas essayer de

lui imposer, je ne suis pas un tyran ! On l'abordera chaque fois que l'occasion se présentera, c'est-à-dire quotidiennement à partir de ses propres expériences, et non sur un plan théorique auquel elle ne comprendrait rien. Voilà un truc que bien des militants peinent à comprendre, si je ne m'abuse, non ?

Pourquoi la confiance prime sur tous les autres facteurs ? Parce qu'elle inclut la part d'inconscience appelée à se manifester dans le futur, que nous devrons affronter ensemble et non l'un contre l'autre. La confiance repose essentiellement sur l'existence de bonnes intentions réciproques, les mauvaises intentions sont donc totalement exclues.

Si nous sommes liés en principe pour le meilleur et le pire, on observe dans la réalité, que très souvent on refuse de partager le pire quand il advient du fait de notre partenaire, pas forcément au début d'une relation, plus tard, quand elle aura commencé à se distendre sans qu'on s'en soit aperçu. La routine de la vie quotidienne a tendance à anesthésier ou saper les consciences, surtout lorsqu'elle se combine à l'absence d'idéal dans la vie, quand on se laisse aller à chercher en permanence de nouveaux plaisirs, comme si ceux de la veille étaient épuisés ou ne nous suffisaient plus, développant ou privilégiant une forme d'individualisme dominateur incompatible avec cette relation et qui lui sera fatal.

Se prémunir contre cette dérive est difficile, voire impossible dans bien des cas. Je ne peux pas prendre comme exemple mon nouveau couple, puisqu'il est trop hors norme. Selvi a une confiance totale en moi et elle a raison, puisque je ne l'abandonnerai jamais ou je ne changerai jamais, et je sais qu'il en est de même de son côté, donc c'est une question qu'on ne se pose pas.

Parole d'internaute.

- "*Mais là alors, je me suis fait avoir en ne suivant pas mes propres règles : Prendre le contre-pied du gouvernement. Si le gouvernement dit qu'il n'y a pas de radioactivité, c'est donc qu'il y en a ! De même pour les violences policières, etc.. S'il dit que je dois me vacciner, j'y regarde à deux fois, connaissant ses liens avec l'industrie pharmaceutique. Et donc, je ne l'ai pas venu venir quand il a dit que l'épidémie était bénigne, alors que j'aurais du me rendre compte plus vite de la gravité de la situation, si j'avais suivi mes règles.*

C'est pas facile de suivre les règles."

LVOG - Que dire alors lorsqu'il arrive chez certaines femmes que subitement elles n'aient plus leurs règles sans pour autant être enceintes, tombées malades ou bien avant d'avoir atteint l'âge de la ménopause, elles continuent de vivre comme avant et elles ne vont pas trépasser pour autant !

Encore un qui n'a rien compris.

Si vous aviez suivi aveuglément vos règles comme vous dites, vous auriez partagé avec le gouvernement le discours et le comportement qu'il n'allait pas tardé à adopter, autrement dit vous seriez tombé dans le panneau en croyant l'avoir évité. C'est stupide comme mode de raisonnement ou attitude.

On peut ou on doit se fixer des règles ou des principes dans la vie, mais à condition seulement que ce ne soit pas au détriment de notre imagination ou de notre faculté à développer et conserver un esprit critique en toute circonstance, notre indépendance en dépend, car ils nous seront fort utiles ou d'un précieux secours pour adopter un comportement adéquat en présence de situations inattendues autant que soudaines, imprévisibles ou inconnues, agréables ou pénibles, compromettantes ou salvatrices, dangereuses ou bénéfiques.

Il n'y a pas plus de règles que de théories gravées dans le marbre et valables pour l'éternité. On doit en permanence les soumettre à l'épreuve de la réalité, car c'est le seul moyen de vérifier leur validité ou ce qu'elles valent encore, afin de les adapter à la réalité et non l'inverse.

Le dogmatisme est la sclérose en plaque qui guette tous ceux qui sont incapables de remettre en cause les idées qu'ils ont adoptées.

Quand on a assimilé ce principe, on est sur la bonne voie pour progresser au lieu de se scléroser et de donner des leçons à la terre entière qui valent que dal !

Quand le gouvernement a dit que l'épidémie était bénigne, il ne fallait pas en déduire qu'elle était grave, il fallait juste se demander pourquoi il instrumentalisait déjà un malheureux virus.

L'épidémie est partie d'une information virale produite par les agences de presse occidentales via les médias institutionnels, qui servent de porte-parole à l'oligarchie financière et d'intermédiaire entre le gouvernement et la population.

Quand il y eut 67.000 morts en janvier 2017, en un seul mois, pourquoi à cette époque personne n'a-t-il évoqué une épidémie, une pandémie, pourquoi aucune mesure n'a-t-elle été prise ? Parce qu'ils n'étaient pas prêts, ce n'était pas encore le bon moment, il fallait attendre que l'ordre et la marche à suivre viennent des sommets de l'oligarchie, d'où la déclaration de Bill Gates en octobre 2019, justement au moment du déclenchement de cette opération qui manifestement devait être mondiale.

Pourquoi n'ont-ils pas conseillé à l'ensemble de la population de procéder à un test de dépistage par mesure de précaution, dès lors qu'il existait un risque d'épidémie, en admettant qu'elle existe ? Pourquoi n'avoir pas ainsi détecté immédiatement les personnes infectées, soit pour les traiter, soit pour les isoler ou pour qu'elles s'imposent des mesures d'hygiène complémentaires ? C'était possible en réquisitionnant la totalité des cliniques privées.

Je viens de lire dans un article de l'AFP du 18 mars qu'en Grande-Bretagne : " *Le gouvernement s'est engagé à augmenter le nombre des tests de 5.000 à 10.000 par jour "d'ici à la semaine prochaine". L'objectif est d'atteindre 25.000 tests quotidiens dans les hôpitaux "dans les quatre semaines", a-t-il précisé dans un communiqué.* ". Sans doute le double ou davantage encore en réquisitionnant les cliniques privées.

Quand un risque existe ou surgit, qu'est-ce qu'on fait habituellement ? On l'évalue, on mesure s'il présente une gravité potentielle, on en déduit les conséquences qu'il peut entraîner en chaîne, afin de prendre si nécessaire des mesures conservatoires pour en minimiser les effets négatifs ou indésirables, voire dangereux.

Certes, mais il faut être individuellement habituer à penser librement, à se poser des questions, à émettre des hypothèses, sans se contenter de réponses toutes faites ou de conclusions hâtives bien emballées, ce qui n'est assurément pas donné à tout le monde.

On vit dans un monde de plus en plus sophistiqué aux contradictions criantes et dangereuses pour la survie de l'humanité, et quand on affirme qu'il y a urgence à élever le niveau de conscience en générale des masses exploitées, on se moque de nous, on nous prend pour des farfelus, des révisionnistes. Pourquoi ? Parce que ce serait inutile. Car voyez-vous, ce serait seulement lors d'une révolution que la conscience des masses progresserait pour se hisser à la hauteur de leurs tâches historiques, impressionnant, n'est-ce pas ? Dès lors on comprend pourquoi on n'a pas été foutu de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire. Tout s'explique un jour ou l'autre, désolé, je n'ai pas trouvé d'autres explications, plus consensuelles, qui flatteraient ou ménageraient nos braves dirigeants, les héritiers autoproclamés de Trotsky.

Ils sont la plus dangereuse menace qui plane sur la civilisation humaine.

AFP - Qualifié d'"ennemi de l'humanité" par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le virus a déjà tué plus de 8.700 personnes à travers le monde, et plus de 209.500 cas ont été recensés dans 150 pays et territoires.

Selon l'Unesco, plus de 850 millions de jeunes dans le monde, soit près de la moitié des élèves et étudiants, ont leur établissement scolaire fermé.

La pandémie menace jusqu'à 25 millions d'emplois à travers le monde, en l'absence de réponse coordonnée à l'échelle internationale, a averti l'Organisation internationale du Travail.

Cette pluie de milliards a eu un effet positif sur les marchés financiers: la Bourse de Tokyo a démarré jeudi sur les chapeaux de roue et les cours du pétrole ont bondi. AFP 19 mars 2020

LVOG - En comparaison, les autres virus, bactéries, microbes, le diabète, le cancer, l'hépatite, les insuffisances cardiaques, l'absence de prise en charge médicale faute de moyens financiers, les accidents domestiques, du travail et de la route, les guerres, la sous-alimentation, les aliments frelatés ou infectés, le manque d'eau potable, l'alcoolisme, la drogue, les suicides, etc. ont fait des dizaines de millions de morts à travers le monde au cours de la même période, décès qui la plupart du temps auraient pu être évités sans déclencher la moindre réaction.

Maintenant, il faut bien se dire qu'on doit tous mourir un jour, aussi incroyable que cela puisse paraître, on avait tendance à l'oublier au point délirant d'estimer cela anormal !

Désormais, on ne devrait plus mourir à cause d'un virus, d'une bactérie, d'un microbe, de maladie. On ne devrait plus non plus mourir d'usure, les organes devraient demeurer en l'état, être parfaitement fonctionnels même au-delà de 90 ou 100 ans, quel que soit le traitement que vous leur auriez infligé ou votre mode de vie. Un accident, admettons-le, mais ce serait parce que vous l'auriez cherché, cela s'apparenterait plutôt à un suicide, cela ne compte pas, ne trichez pas !

Bon, j'ai soudain un cas de conscience, il faut dire que je ne suis plus très jeune, il va falloir que j'y pense sérieusement, je me demande de quoi je vais bien pouvoir mourir, cela me tracasse, et je ne peux même pas compter sur mes lecteurs pour me proposer une solution, ils boudent, attention, cette attitude peut vous être préjudiciable, qui sait, non, je plaisante, rassurez-vous, vous aussi vous êtes voués à être immortels...

Il ne manquait plus que le rappel à l'ordre de Vichy !

Selon le président de l'Ordre des médecins, il faudrait des mesures plus strictes. Dans une interview au Journal de demain... latribunedestravailleurs.fr 17 mars 2020

Je rappelle que cette auguste institution date du régime de Vichy.

Et des illuminés en rajoutent.

- Covid-19 : elle pourrait devenir la maladie la plus mortelle au monde par jour d'ici une semaine - Futura 18 mars 2020

Il y en a qui ne doutent de rien.

Hier, la guerre fut le pendant de la grève générale insurrectionnelle, aujourd'hui c'est le confinement, bravo, ils n'ont pas changé !

Extraits de l'éditorial de La Tribune des travailleurs (POID) du 18 mars 2020.

Daniel Gluckstein - « Mais il faut bien les appliquer, ces mesures de confinement, non ? », nous demande-t-on parfois. Sans aucun doute, puisque la plupart des spécialistes s'accordent à considérer qu'à ce stade de l'épidémie, c'est le moyen le plus efficace pour en ralentir la progression et ainsi éviter l'explosion totale d'un système hospitalier sursaturé avec les conséquences tragiques qu'on imagine. (...)

LVOG - Tiens donc, incroyable, il y aurait des travailleurs qui se poseraient des questions sur le confinement, c'est étrange pour Gluckstein, lui il ne s'en pose pas, évidemment.

Daniel Gluckstein - Dans les grèves et initiatives qu'ils multiplient face à la crise, les travailleurs expriment leur méfiance concernant la capacité (et la volonté réelle) des patrons et du gouvernement de les protéger. (...)

LVOG - Saint Macron et Saints Patrons, protégez-nous, amen !

Daniel Gluckstein - Les actions qu'ils engagent pour exiger et obtenir d'indispensables mesures de protection (...)

LVOG - Après attendre des "mesures de protection" de la part de Macron et son gouvernement, des capitalistes, Gluckstein nous appelle à nous sauvez nous-mêmes, personne ne comptera sur lui assurément !

Pour finalement nous chanter l'Internationale !

Daniel Gluckstein - L'Internationale : « Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni tribun, Producteurs sauvons-nous nous-mêmes ».

LVOG - Pourquoi ne pas appeler les travailleurs à exproprier les patrons, à s'organiser pour prendre le contrôle des entreprises pour assurer eux-mêmes leur protection ? Il n'a pas dû y penser ! Révélateur, non ?

Il tient finalement un discours très consensuel, très propres sur lui, beaucoup trop, épuré de toute attaque frontale contre le gouvernement et le patronat, il les ménage. Et pourtant.

Comment maquiller un coup d'Etat de type fasciste ?

LVOG - Etat d'urgence à toutes les sauces, il va finir par être permanent.

- Le projet de loi Coronavirus va créer un "état d'urgence sanitaire" - Le HuffPost 18 mars 2020

- Le gouvernement instaure un "état d'urgence sanitaire" face à "une crise sans précédent" - AFP 19 mars 2020

Concrètement, le Premier ministre Édouard Philippe pourra prendre par décret "les mesures générales limitant la liberté d'aller et venir, la liberté d'entreprendre et la liberté de réunion et permettant de procéder aux réquisitions de tout bien et services nécessaires afin de lutter contre la catastrophe sanitaire", détaille le texte.

LVOG - Précaution oratoire inutile.

AFP - M. Philippe a cependant réfuté tout parallèle avec le déclenchement de l'état d'urgence tel qu'il est défini dans la loi du 3 avril 1955: "il ne s'agit pas d'autoriser des perquisitions et de prononcer des mesures individuelles restrictive de liberté", a-t-il assuré.

Pour les entreprises, selon le projet de loi d'urgence, le gouvernement sera autorisé à légiférer "par ordonnance" pour "faire face aux conséquences économiques, financières et sociales" de la propagation du virus Covid-19 et pour "limiter les cessations d'activités d'entreprises quel qu'en soit le statut et les licenciements". AFP 19 mars 2020

La démocratie était un leurre, une imposture, qui l'aurait cru ? Place à l'Etat policier.

- Coronavirus: Près de 4100 contraventions dressées pour le jour 2 du confinement - Le HuffPost 19 mars 2020

Interviewé lors du JT de 20H de TF1, le ministre de l'Intérieur a annoncé que 4095 procès verbaux ont été dressés en France ce mercredi 18 mars, premier jour où les forces de l'ordre ont été autorisées à sanctionner.

Depuis mardi midi, les sorties à l'extérieur sont extrêmement limitées et doivent être justifiées par une déclaration sur l'honneur signée. Dans le cas contraire, une amende de 135 euros, pouvant aller jusqu'à 375 euros peut vous être infligée.

Cette déclaration sur l'honneur, datée, signée, et indiquant le motif de déplacement, doit être renouvelée pour chaque sortie selon un modèle mis à disposition dès lundi soir sur le site du ministère de l'Intérieur et partagé sur les réseaux sociaux. Le HuffPost 19 mars 2020

C'était un coup d'Etat militaire !

- Coronavirus: La Tunisie instaure un couvre-feu - Reuters 18 mars 2020

La Tunisie va imposer à compter de mercredi un couvre-feu de 18h00 à 06h00 avec des patrouilles de l'armée dans les rues, a annoncé mardi le président Kaïs Saïed, renforçant les mesures destinées à lutter contre la propagation du coronavirus. Les mosquées, cafés, souks ont été fermés. Reuters 18 mars 2020

...même en France !

- Coronavirus : Le ministère des Armées livre cinq millions de masques - 20minutes.fr 18 mars 2020

- La France face au Covid-19 : des moyens militaires déployés pour les patients - euronews 18 mars 2020

Quand on vous le disait.

- Pourquoi nous agissons contre le coronavirus et pas contre le changement climatique - Slate.fr 18 mars 2020

LVOG - "Pas contre le changement climatique", ils ont déjà déversé des centaines de milliards de dollars ou d'euros dans la filière énergétique

La peste jaune sévit !

- Coronavirus: Le Drian annonce l'envoi par la Chine de deux avions chargés de matériel médical - - BFMTV 18 mars 2020

LVOG - La Chine et Cuba ont envoyé du matériel, des traitements et du personnel soignant en Italie et en Grande-Bretagne parce qu'ils n'ont rien à attendre de l'UE.

Peu importe, ils passent au stade diffamatoire.

- Coronavirus : la Chine a caché l'ampleur de l'épidémie - Yahoo Actualités 18 mars 2020

Mieux encore, les taliban plus disciplinés que la plèbe.

- Face au coronavirus, les taliban prêts à collaborer avec les soignants - Reuters 18 mars 2020

Pour finalement exploser !

- Covid-19 : Trump prévoit un plan de relance à 1 000 milliards de dollars - euronews 18 mars 2020

Ils en sont rendus à la sémantique de guerre.

- Coronavirus: la BCE sort le bazooka avec 750 milliards d'euros - AFP 19 mars 2020

La Banque centrale européenne a sorti la grosse artillerie mercredi avec un plan d'"urgence" de 750 milliards d'euros pour tenter de contenir les répercussions sur l'économie de la pandémie de coronavirus.

Plus modestement...

- L'Espagne va garantir 100 milliards d'euros de prêts aux entreprises - euronews 18 mars 2020

Youpi, banco !

- Cette pluie de milliards a eu un effet positif sur les marchés financiers: la Bourse de Tokyo a démarré jeudi sur les chapeaux de roue et les cours du pétrole ont bondi. AFP 19 mars 2020

Et encore banco, elle n'est pas belle la vie !

- La grande distribution, grande gagnante de la ruée des Français vers les supermarchés - sputniknews.com 18 mars 2020

Les Français se sont précipités dans les magasins pour stocker des provisions avant d'être confinés suite à l'annonce d'Emmanuel Macron. Cette panique a provoqué des ventes hors-norme au sein de la grande distribution.

Avant le confinement total annoncé par le Président de la République à partir du 17 mars pour au moins 15 jours, les Français se sont rués sur les magasins pour faire des courses et stocker des produits alimentaires par crainte des pénuries et de l'isolement. La grande distribution a ainsi réalisé des ventes hors-norme et a battu des records, rapporte BFM TV.

Selon la chaine, vendredi 13 mars, après la première intervention du Président, les ventes de produits de grande consommation ont bondi de 109% en France par rapport à un vendredi habituel et même de 174% pour les produits sous tension comme les pâtes, le riz, le sucre et le papier toilette. Il est précisé que les ventes de pâtes ont été multipliées par cinq, de papier toilette par 3,5 et de sucre par trois.

En outre, le média indique que lundi 16 mars a été une journée folle pour les magasins. Auchan aurait multiplié ses ventes par 3,5 au niveau national, Intermarché par 2,5 par rapport au même lundi il y a un an. Quant à Carrefour, il aurait doublé les siennes en Île-de-France.

«Par rapport à un lundi classique, mes ventes en drive sont à +850%, et le magasin à +600%», assure David Blaise, PDG du Super U de Thourotte, dans l'Oise au site LSA.

Malgré une telle situation, les patrons du secteur considèrent qu'il n'y aura pas de pénurie d'approvisionnement.

D'après l'Institut Nielsen, 93% des produits restent disponibles en grande surface et même 90% des produits en tension. sputniknews.com 18 mars 2020

Haut de page

Le 20 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Black-out sur l'Interféron Alfa 2B, normal il vient d'un virus prénommé Cuba !

J'ai réalisé les causeries des derniers jours très rapidement, vous excuserez les éventuels défauts involontaires...

J'ose, portez-vous bien !

- 8 pages au format pdf

Ne prenez pas tout au premier degré, prenez de la distance si vous y tenez, à 10.000 km vous ne risquez pas ici d'être infestés par un virus, on les a déjà tous répertoriés, mais il nous faut bien avouer, que si nous avons développé des armes pour les combattre, c'est le manque de bras pour les porter qui nous fait le plus défaut...

Vos nerfs sont mis à rude épreuve. Ils ont décidé de vous pourrir la vie au maximum à défaut de pouvoir vous achever en masse tout de suite. Je dis vous puisqu'ici on cohabite avec un tas de virus et bactéries toute l'année.

Au petit matin ou à la tombée de la nuit quand il y a de la rosée, passé le portail du jardin ça pue la merde. C'est tellement viral, que c'est une véritable hécatombe chez les chèvres et les chevreaux, apparemment les vaches résistent, les chiens errants aussi, ici les chèvres et les vaches sont très souvent en liberté et il y en a partout. L'allée en terre où j'habite est propre parce que c'est moi qui la nettoie quotidiennement, le reste du village situé un peu à l'écart est une véritable décharge, et la portion de rue cimentée qui mène de la route principale bitumée au village est parsemée de chaque côté de détritus en tous genres.

La commune située à 1,5 km de notre village est immonde, une décharge, à l'image de tout le pays en somme, je vais en prendre des photos et les publier, ainsi vous verrez par vous-même que je n'exagère pas. On est envahi par les rats évidemment. J'ai calfeutré mon petit jardin, mais ils passent par les arbres et se répandent partout, j'en tue régulièrement à l'aide de poison, mais passée une période d'accalmie, il en revient d'autres et ainsi de suite.

Le petit vieux qui gardait mes chèvres avant que je m'en débarrasse tousse toute l'année, mon voisin d'en face aussi, Adi la soeur de ma compagne ainsi que son fils également, c'est leur état de santé normal, et il y a des millions d'Indiens dans le même cas. On ne peut pas sortir quelque part sans tomber sur des gens qui se raclent violemment la gorge et crachent n'importe où.

Alors évidemment, pour vivre dans un pays pareil, depuis le début je me suis imposé certaines règles d'hygiène supplémentaires ou que je ne suivais pas en France, mais forcément il m'arrive d'avoir des gestes qui peuvent compromettre ma santé ou je ne pense pas à tout à chaque instant, car ce serait à devenir fou, je ne suis pas devenu paranoïaque non plus.

En fait, on craint plus les bactéries que les virus, parce qu'elles peuvent se transmettre facilement par la nourriture ou l'eau, ce sont les bactéries qui sont la principale cause des infections et de la plupart des décès. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de ne plus manger et boire à l'extérieur, sauf en de très rares occasions. Quand je sors, j'emmène une bouteille d'eau. Je refuse toute invitation à déjeuner en prétextant une santé fragile, c'est l'avantage d'être vieux ! Je ne participe plus à aucun repas de famille. Je m'impose cette discipline et je m'en porte bien.

Et ma compagne ? Elle fait ce qu'elle veut, je ne suis pas un tyran ! Elle est très propre, mais elle fout ses mains partout. Un jour aussi elle a été gravement atteinte par une bactérie, et elle a été malade pendant près de huit mois, d'après ce qu'elle m'a raconté, c'était avant que nous nous rencontrions. Elle est ultra arriérée, et généralement elle a déjà oublié ce que je lui ai dit deux minutes plus tôt, répété cent fois depuis 6 ans, qu'est-ce que je peux faire, rien hormis redoubler de vigilance en sa présence.

C'est relativement facile, parce qu'on n'a peu de contacts physiques la journée, le soir c'est moins gênant puisqu'elle a pris une douche. Le matin aussi, elle y passe pas loin d'une demi-heure chaque fois à se frotter sur toutes les coutures avec une sorte d'éponge en plastique, elle brille littéralement quand elle sort de la douche ! Et elle se change entièrement tous les jours, moi aussi, mais je ne porte qu'un short à la maison, il fait toujours trop chaud !

Qu'est-ce qui se passe en temps normal, le temps dans lequel vous devriez être si vous n'êtes pas sous l'emprise de la propagande officielle ?

Un virus apparaît ou il existait déjà à l'état de sommeil et se réveille. Il va essaimer et une partie de la population va l'attraper sans même s'en rendre compte, tandis que les plus fragiles vont développer une infection virale plus ou moins virulente selon leur état de santé, donc leur degré d'immunité acquis ou la capacité de leur organisme à fabriquer ou non des anticorps quand un virus se présente.

Résumons. Environ la moitié de la population ou davantage ne sera pas concernée par un virus, et parmi la moitié restant qui l'attrapera, seule une petite minorité présentant des défaillances immunitaires tombera malade, et parmi elle, seule une infime minorité décèdera, généralement du fait que la présence du virus avait été détectée beaucoup trop tard, ainsi que le traitement mis à leur disposition.

Voilà tout, pas de panique.

Mon épouse lourdement handicapée vit avec deux valves cardiaques métalliques depuis qu'une bactérie était remontée jusqu'à son coeur en 1986, parce qu'elle n'a pas été traitée à temps, donc on est très sensible à ce facteur et on n'a aucune raison de le sous-estimer ou d'en faire inutilement un sujet de polémique. C'est plutôt la manière dont le coronavirus a été instrumentalité dès le début, on devrait même dire avant même qu'il survienne

L'avez-vous observé ?

Macron, entre autres, s'est arrogé le pouvoir dictatorial de confiner la population, sans qu'aucun parti n'en fasse le titre d'un éditorial ou sans qu'aucune déclaration, aucun communiqué n'y soit consacré en tant que tel.

La fiction imaginée par G. Orwell est-elle en train de se réaliser, c'est la question légitime qu'on est en droit de se poser.

Ils sont tous comme hypnotisés par cette histoire de coronavirus montée de toutes pièces par les sommets de l'oligarchie financière.

Ils en arrivent à exiger de Macron et du patronat qu'ils protègent les travailleurs, alors qu'ils sont responsables de leur condition et des problèmes auxquels ils doivent faire face. Nous, nous leur disons de les chasser, car ils sont plus à même d'affronter la situation et de remédier aux maux des travailleurs, qui n'en portent aucune responsabilité. Comment pourraient-ils en être responsables dès lors qu'ils n'ont aucun pouvoir, hormis de se mobiliser pour renverser le régime en place. Voilà ma ligne politique.

Au lieu de bouillonner dans son coin ou de se morfondre pour certains, on ferait mieux de communiquer et de nous rassembler contre le régime, pour le combattre à mort, car il ne vous aura pas échappé que leur guerre est à mort.

L'unité, elle ne peut se faire que sur une ligne politique partagée.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse honorable.

Cruauté ordinaire. Heureusement que l'apocalypse est encore à venir !

- Coronavirus: sans savon et sans eau, des milliards de personnes sans protection de base - AFP 19 mars 2020

L'Unicef estime ainsi que 40% de la population mondiale, soit 3 milliards de personnes, ne peut pas se laver les mains à la maison.

Certaines communautés n'ont pas l'eau courante, n'ont pas les moyens d'acheter du savon, et ne réalisent pas l'importance de ce geste simple pour se protéger, explique Sam Godfrey, responsable eau et assainissement pour l'Unicef dans le sud et l'est de l'Afrique.

"Même pour les travailleurs en première ligne, les professionnels de santé, c'est difficile de comprendre l'importance du lavage des mains", indique-t-il à l'AFP.

Les habitants de bidonvilles surpeuplés ou des gigantesques camps de réfugiés sont particulièrement à risque parce que déjà victimes de malnutrition ou d'autres problèmes de santé, ainsi que de l'absence de système d'assainissement des eaux usées.

En Afrique sub-saharienne, 63% des habitants des zones urbaines (258 millions de personnes) ne peuvent pas se laver les mains, selon l'Unicef. C'est 22% de la population (153 millions) pour l'Asie centrale et du Sud.

Mais dans le bidonville de Mathare, près de Nairobi, beaucoup ne prennent pas la menace au sérieux. "Est-ce qu'un seul des malades à l'hôpital vient du bidonville ? C'est une maladie pour les riches", lance à l'AFP Ishmail Ayegah, réparateur de vélos.

"On n'a pas besoin de désinfectant pour les mains, on n'est jamais mort de ne pas en avoir", assure Scholarstica Atieno, dans le bidonville de Mathare. "On n'en a pas besoin" AFP 19 mars 2020

Xénophobie ou racisme ordinaire des puissances occidentales, Etats-Unis en tête, relayé par les agences de presse officielles.

AFP - Mais la Chine, qui avait tardé à réagir lors de l'apparition du virus à la fin de l'an dernier...

- Pékin cherche à défendre son image écornée lors de l'apparition du virus...

LVOG - Une sordide mystification ou une instrumentalisation infâme des faits dont l'AFP a été l'un des principaux acteurs.

AFP - La Chine a fait parvenir mercredi à la France un million de masques, selon le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

Le premier avion, qui s'est posé à Paris, a également apporté des combinaisons de protection et des gants médicaux, a précisé l'ambassadeur de Chine, Lu Shaye.

Une cargaison de 1,8 million de masques destinés à l'Espagne et l'Italie était déjà arrivée en Europe la semaine dernière.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a de son côté annoncé mercredi l'envoi prochain par la Chine d'une grande quantité de fournitures médicales.

La livraison de matériel, attendue "bientôt", comprendra 2 millions de masques chirurgicaux, 200.000 masques de type N-95 (qui protègent son porteur d'une contamination), et 50.000 tests de dépistage.

L'Italie, pays européen le plus touché, bénéficie depuis plusieurs semaines déjà de matériel et d'experts chinois. Et cet afflux va se poursuivre, a promis lundi Xi Jinping au Premier ministre italien Giuseppe Conte lors d'une conversation téléphonique.

Des spécialistes venus de Chine se sont également rendus dans de nombreux pays hors Union européenne comme l'Iran ou l'Irak. D'autres devraient arriver en Serbie cette semaine.

Les autorités sanitaires chinoises partagent également leurs conseils techniques via des visioconférences. AFP 19 mars 2020

LVOG - La faillite de l'UE, le produit de plus de 30 ans d'austérité, du saccage de l'hôpital et de la recherche, etc. Vous connaissez cela par coeur.

Les despotes osent tout !

- Coronavirus: l'Assemblée, "coeur battant" de la démocratie, reprend - AFP 20 mars 2020

L'Assemblée nationale a repris ses travaux jeudi matin, dans un format réduit, par une séance de questions au gouvernement en pleine crise du coronavirus, son président Richard Ferrand faisant valoir que l'institution est le "coeur battant de notre démocratie". AFP 20 mars 2020

La preuve.

- Coronavirus: Marine Le Pen veut un "couvre-feu" à partir de 20h - AFP 20 mars 2020

Marine Le Pen a demandé jeudi l'instauration d'un "couvre-feu à partir de 20 heures" pour faire respecter le confinement mis en place contre le coronavirus.

"Je demande l'instauration d'un couvre-feu à partir de 20h, qui ne nuira à personne sauf aux dealers, voleurs, braqueurs et autres racailles qui profitent de la situation!", a-t-elle ajouté.

Le chef de l'Etat Emmanuel Macron a déploré jeudi que "trop" de Français continuent à "prendre à la légère" les consignes de confinement prises pour lutter contre le coronavirus, qui "ne sont pas parfaitement respectées".

Le député LR des Alpes-maritimes Eric Ciotti a lui aussi déploré jeudi sur twitter "les entorses extrêmement nombreuses aux mesures de confinement" qui sont "totalement irresponsables".

"Il faut être plus coercitif, sans exclure de passer au stade supérieur: un couvre-feu. Une mesure à appliquer au plus vite là où le confinement n'est pas respecté, a-t-il ajouté.

Les autorités ont interdit jeudi, avec la prise d'arrêtés préfectoraux, l'accès aux plages de tout l'arc méditerranéen, de la Corse et de nombreux départements de la façade atlantique. Les quais de la Garonne ont également été interdits à Bordeaux. AFP 20 mars 2020

Combien sont-ils mûrs pour la grande boucherie ?

- Coronavirus : 96% des Français approuvent les mesures de confinement annoncées par Macron - lefigaro.fr 20 mars 2020

Sondage - Selon une étude Odoxa pour Le Figaro, 85% des sondés regrettent toutefois que ces restrictions ne soient pas intervenues plus tôt. lefigaro.fr 20 mars 2020

«Emmanuel Macron a convaincu comme jamais auparavant», indique l'institut Odoxa qui a réalisé une enquête sur la perception du discours du chef de l'État. Les deux tiers des Français (65%) ont été convaincus par son allocution». Fait rare, Emmanuel Macron est approuvé largement au-delà de sa seule famille politique : 78% des socialistes, 60% des LR, 57% des Insoumis et 45% des RN se disent ainsi convaincus. «Remarquable», assure Odoxa, qui rappelle toutefois que si «une telle capacité de conviction est exceptionnelle pour Emmanuel Macron, elle est assez fréquente pour un président confronté à une situation "de guerre"». lefigaro.fr 20 mars 2020

LVOG - Il y a des guerres qui se terminent aussi par une révolution, bien que nous n'y soyons pas du tout préparés cette fois, hélas ! Il est fort à craindre qu'il faille encore supporter encore longtemps le règne de la réaction sur toute la ligne.

- Coronavirus en France: nouveau conseil de défense, le confinement risque de durer - AFP 20 mars 2020

Emmanuel Macron réunit vendredi matin un nouveau conseil de défense consacré à la crise du coronavirus, au quatrième jour d'un confinement que les autorités jugent insuffisamment respecté et qui risque fort de se prolonger au-delà des quinze jours prévus initialement.

La prolongation du confinement sera "très vraisemblablement nécessaire" a estimé ce jeudi 19 mars sur Franceinfo Geneviève Chêne, directrice générale de l'agence sanitaire Santé publique France, précisant qu'il faudrait attendre "entre 2 et 4 semaines" pour observer un changement dans la dynamique de l'épidémie de coronavirus.

Les dynamiques de l'épidémie "dépendent de l'adhésion de chacun aux mesures barrières et de confinement" a-t-elle indiqué, estimant qu'"un freinage important" de l'épidémie devrait pouvoir être observé "dans les 2 à 4 semaines".

Interrogée sur une inversion de la courbe épidémique , elle a répondu qu'en se fondant sur "les expériences des autres pays qui ont connu l'épidémie avant nous et mis en place des mesures extrêmement strictes, on voit que la dynamique se déroule sur 2 à 3 mois en général, une inversion du pic intervient entre le premier et le deuxième mois".

S'"il est trop tôt aujourd'hui pour pouvoir affirmer quoique ce soit sur la dynamique de l'épidémie en France", si l'on se fie à l'exemple de la Chine, l'inversion de la courbe interviendrait "autour de mi-mai/fin mai".

"Si on applique l'ensemble de ces mesures, il est vraisemblable que la dynamique de l'épidémie sera suffisamment freinée pour avoir une épidémie beaucoup plus importante que celle de la grippe habituelle mais malgré tout contenue", a-t-elle ajouté. AFP 20 mars 2020

Et toujours la surenchère répressive, autoritaire.

- Covid-19 : la Norvège interdit à ses habitants de se rendre dans leur résidence secondaire - L'Express.fr 19 mars 2020 Comme ils les aiment !Les contrevenants s'exposent à une amende 1200 euros et à dix jours de prison. L'Express.fr 19 mars 2020

Comme ils les aiment !

- Coronavirus: La Grande-Bretagne mobilise 20.000 militaires - Reuters 19 mars 2020

- Heureusement que "les forces de l'ordre veillent - AFP 19.03

- On a appris que le coronavirus avait aussi fait un premier mort en Afrique subsaharienne, au Burkina Faso. (AFP 19.03)

LVOG - Ouf, il n'aurait plus manqué que l'Afrique et les Africains soient épargnés !

A défaut de la Troisième... cependant avec le coronavirus le compte des destructions et massacres n'y est pas...

- Allemagne : le coronavirus, "plus grand défi depuis la Deuxième guerre mondiale", dit Merkel - AFP 19 mars 2020

LVOG - On en oublierait presque qu'ils étaient aussi responsables de la Première, je ne parle pas des Allemands, les oligarques, les banquiers...

Tiens donc, c'était possible, incroyable !

- Contenir le coronavirus sans confinement, la Corée du Sud l'a fait - Le HuffPost 19 mars 2020

Pays le plus touché après la Chine au début de l'épidémie, la Corée du Sud a réussi à la contenir en utilisant tous les moyens technologiques à sa disposition.

Le pays a utilisé tous les moyens technologiques à sa disposition pour repérer les gens au stade précoce de la maladie. Ainsi, plus de 250.000 tests ont été réalisés sur les personnes qui présentaient de potentiels symptômes de la maladie. Des thermomètres thermiques ont été installés dans certains endroits où des cas avaient pu être observés, des applications demandant l'état de santé quotidien de la population ont aussi été utilisées.

Au total, la Corée du Sud a déclaré près de 8000 cas, et seulement 67 décès consécutifs au nouveau coronavirus. Le pays et les villes les plus touchées comme Daegu, épicentre de l'épidémie, n'ont jamais dû se confiner pour contenir la propagation du virus.

Valentine, serveuse dans un bar lounge de Séoul, a toujours pu travailler, malgré l'épidémie. Son établissement n'a jamais fermé, même si la clientèle s'est parfois faite plus rare. Le HuffPost 19 mars 2020

Comment fonctionne la machine à fake news des agences de presse.

LVOG - Quand on continue de tester la population, forcément on va découvrir que d'autres personnes sont porteuses du virus ou d'autres virus d'ailleurs, et cela pendant des mois, des ans, des décennies, des siècles, des millénaires ! Sous-entendre que ce serait un phénomène nouveau ou que ce serait anormal relève de l'ignorance ordinaire ou délibérément de la manipulation destinée à nuire à la population.

- Coronavirus: Rebond des nouveaux cas en Corée du Sud - Reuters 19 mars 2020

Dans son point quotidien, le Centre de contrôle et de prévention des maladies (KCDC) a fait état de 152 nouveaux cas confirmés, portant le nombre total de contaminations dans le pays à 8.565.

Moins de 100 cas quotidiens d'infection avaient été rapportés lors des quatre jours précédents.

Parmi les nouveaux cas, 97 ont été signalés à Séoul, dont 74 patients au sein d'une maison de retraite qui ont été dépistés cette semaine, a précisé le KCDC. Reuters 19 mars 2020

LVOG - Puisque les autorités sud-coréenne continuent de tester la population à risque, forcément des milliers, voire des millions de nouveaux porteurs devraient être détectés, rien de plus normal, et cela dans tous les pays.

Peu importe la droite sociale en rajoute une grosse couche.

- Travailler pendant le confinement? L'appel de Macron fait hurler les insoumis - Le HuffPost 19 mars 2020

Le message délivré par Emmanuel Macron et le gouvernement ce jeudi 18 mars, consistant à demander aux Français de "continuer à travailler" durant cette période de confinement, a du mal à passer à gauche. Et notamment du côté des insoumis, qui estiment que cet appel est contraire au confinement que la société doit observer pour vaincre l'épidémie de coronavirus.

"En même temps on confine, en même temps on oblige les salariés à aller travailler même dans des secteurs non indispensables", dénonce le député insoumis de Seine-Saint-Denis Éric Coquerel, pointant la "lourde responsabilité que de privilégier l'économie au sanitaire" dans ce contexte de crise.

"Établissons la liste des secteurs indispensables où la continuité du travail doit être élaborée par les travailleurs. Les autres doivent rester chez eux. C'est à l'État de décider, pas à l'employeur", renchérit le député du Nord Adrien Quatennens. Le HuffPost 19 mars 2020

LVOG - On ne pouvait pas dire mieux pour légitimer Macron, pourriture. Vive l'Etat des capitalistes, des boursicoteurs, des spéculateurs ! LFI, c'est le camp de la réaction !

Dorénavant on pourrait caractériser de droite sociale tous les partis dits de gauche qui en réalité refusent de rompre avec le capitalisme et ses institutions, le PCF, LFI, le ParDem, le PRCF, et cela quels que soient par ailleurs leurs discours aux allures radicaux. On réservera la droite à LR, à l'UDI, au PS, au MRC, au Parti radical, au Parti radical de gauche, à EELV ; l'extrême-centre à LREM et au MoDem ; l'extrême droite au RN, au Parti des Patriotes ; le centrisme au NPA, LO, POI et POID, aux maoïstes et aux anarchistes ; Quant à la gauche ou extrême gauche elle a pratiquement disparu, sauf peut-être LVOG, mais cela n'engage que moi ! Cela me fait marrer, ça doit être nerveux car je n'ai absolument aucune ambition personnelle, je suis au service d'une cause, d'un idéal, c'est tout.

Les partis de la droite sociale se caractérisent notamment par leur alliance électorale avec des partis de droite, le PS et EELV essentiellement, quand ils ne favorisent pas l'élection de candidats de la droite ou de l'extrême-centre pour soi-disant faire barrage au RN. Dans certains cas, cela vaut hélas pour les partis centristes.

Chacun se souvient qu'en 2005, certains partis centristes ont été jusqu'à vanter les vertus de la Constitution de la Ve République au lieu de la combattre face au projet de Traité de Constitution européenne (TCE). Certains ont aussi souhaité que la France bombarde la Syrie. Tous ont participé ou soutenu toutes les campagnes identitaires ou communautarismes initiées par l'oligarchie, et aucun n'a condamné les opérations destinées à dresser la majorité contre des minorités sous prétexte qu'elles pourraient bénéficier de nouveaux droits, tous ont été Charlie, cela personne n'a pu l'oublier. Et tous continuent de partager la théorie officielle du 11 septembre 2001, notamment.

Bref, la soi-disant gauche et extrême gauche pratiquent le confinement dans le cadre des institutions de la Ve République, au point même qu'ils en oublient qu'elles sont foncièrement antidémocratiques, cela aussi chacun peut le vérifier, sur le champ.

Il reste les milliers d'ex-militants de tous ces partis actuellement inorganisés, qui pour certains ont attrapé le virus associatif ou ongiste, tandis que d'autres ont cessé tout combat politique, d'autres encore observent ce qui se passe sans vouloir s'engager, par crainte peut-être de vivre dans l'avenir de nouvelles désillusions traumatisantes ou douloureuses, on les comprend tout en les invitant à franchir le pas ou à engager la discussion.

Business is business.

- Les ventes d'ordinateurs s'envolent avec le confinement - LeFigaro.fr 19 mars 2020

- Coronavirus: Le Japon envisage un plan économique de 278 milliards de dollars - Reuters 19 mars 2020

Mimétisme.

- Coronavirus : Sanofi offre de l'anti-paludique Plaquenil pour soigner 300 000 malades, des essais prometteurs - latribune.fr 18 mars 2020

"Au regard des premiers résultats encourageants (présentés hier) de l'essai clinique pilote mené par le professeur Didier Raoult de l'IHU de Marseille, Sanofi s'engage à mettre son traitement (Plaquenil / hydroxychloroquine) à la disposition de la France et offrir plusieurs millions de doses pouvant permettre de traiter jusqu'à 300 000 patients," a indiqué à La Tribune un porte-parole du laboratoire confirmant ainsi une information de l'AFP.

Selon cette étude menée sur 24 patients atteints du coronavirus, six jours après le début de la prise de Plaquenil, le virus avait disparu chez trois-quarts des personnes traitées. latribune.fr 18 mars 2020

- Trump optimiste sur l'usage d'un antipaludéen face au coronavirus - AFP 20 mars 2020

Le président américain Donald Trump a vanté jeudi le recours à la chloroquine, un antipaludéen, comme possible traitement pour le coronavirus, après des résultats encourageants en Chine et en France même si nombre d'experts appellent à la prudence.

"Nous allons pouvoir rendre ce médicament disponible quasiment immédiatement", a assuré M. Trump lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, au moment où les sénateurs républicains présentaient un plan de sauvetage d'environ 1.000 milliards de dollars pour l'économie. AFP 20 mars 2020

Haut de page

Le 21 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Rectificatif important.

Quand on lit des conneries du genre, un exemple parmi tant d'autres quotidiennement : 55 personnes sont mortes de la grippe depuis le 4 novembre 2019. (francesoir.fr 03 mars 2020), il y a de quoi devenir fou et s'emmêler avec les chiffres ! En réalité elle fera des milliers de morts comme chaque année, lire la suite.

La grippe a déjà fait plus de 1000 morts cet hiver en France et plus de 13 000 morts en 2018. - liberation.fr 12.02.2019

J'ai confondu le nombre total de morts en janvier 2017 avec le nombre de morts dus uniquement à la grippe. Durant la saison épidémique 2014-2015, 14 490 décès attribuables à la grippe ont été enregistrés, 2016-2017, 14 358 décès, 2017-2018, 13 000 décès, 2018-2019, 8 117 décès.

Une étude récente, réalisée sur la période 2012-2017, montre que le nombre d'hospitalisations après passage aux urgences pour grippe rapporté par le réseau OSCOUR représente une faible proportion du nombre total d'hospitalisations codées « grippe » observé dans le Programme de médicalisation des systèmes d'information (24% en 2016-2017). La part de la grippe parmi les passages aux urgences et les hospitalisations post-urgences est donc vraisemblablement sous-estimée dans les données de surveillance présentées ici. Toutefois, l'activité grippale observée aux urgences a atteint des niveaux très élevés lors des deux dernières épidémies (2017-2018 et 2018-2019), dépassant les niveaux maximum enregistrés depuis 2010. Le fait d'avoir atteint de tels niveaux d'activité pourrait être en partie expliqué par l'usage de plus en plus fréquent ces dernières années dans les services d'urgences de tests de diagnostic rapide.

http://beh.santepubliquefrance.fr/beh/2019/28/pdf/2019_28_1.pdf

LVOG - Il n'en demeure pas moins qu'il y a eu plus de 50.000 morts dus à la grippe en France au cours des 5 dernières années, un chiffre à rapporter au coronavirus en 2020...

Maintenant, pour être le premier dans ce cas-là, j'estime légitime qu'on s'interroge en présence d'une telle erreur ou manipulation délibérée.

En vivant en Inde où il y a plus de 4 millions de morts par an dus à des virus, selon les chiffres officiels qui sont loin de refléter la réalité, 67.000 morts ne représentaient pas grand chose, même ramenés à la population française, 67 millions d'habitants, 67.000 morts faisait 0,1% seulement, ce qui était négligeable, donc plausible, peut-être pas pour vous et je peux le concevoir, voilà tout.

Cela ne change rien pour autant et la suite le confirmera.

Ce qu'il faut rappeler également, c'est qu'on ne peut plus lire un article d'où qu'il vienne pour ainsi dire, sans qu'il s'y trouve mêlés des vérités et des contrevérités, qui feront systématiquement l'objet de manipulations ou d'interprétations sans rapport avec la réalité ou alors pas avec celle qu'on vous présente. Chaque fois ou presque qu'on publie une information, on prend un risque. Qu'est-ce qui est vrai et qu'est-ce qui est faux ? Qu'est-ce qu'il faut retenir ou garder et qu'est-ce qu'il faut jeter ? Parfois les deux sont si intriqués qu'on ne parvient pas à les démêler au premier coup d'oeil.

Et puis on se demande toujours pourquoi, quel était le mobile ou le but de son auteur. On examine comment s'articulaient vérités et contrevérités, bref, temps qu'on n'est pas arrivé à se dire, voilà où il voulait en venir, on ne sait pas trop quoi penser d'une information, et on se réserve le droit de modifier notre interprétation.

Et il ne faut pas oublier non plus qu'on vit à une époque ou la superficialité et la suffisance, la médiocrité et le mépris prédominent, l'imposture et la démagogie, le mensonge éhonté et la sournoiserie, et comme ce sont des choses qui nous sont étrangères, on a du mal à évaluer jusqu'à quel degré elles peuvent sévir.

L'erreur est humaine, d'où cette justification qui s'imposait.

C'est la cruauté et le sordide qui prédominent aussi.

Faites tomber les masques, vous vous souvenez peut-être que j'employais cette expression pour dévoiler les impostures, elle est d'actualité.

La France est devenu une prison sous Macron ! On le garde ou on le dégage ?

Pas besoin de chercher où construire un camp de concentration, la France en est un et indivisible ! Le partage du pouvoir, vous devez l'oublier si vous y aviez cru, ainsi que renverser le pouvoir en place, nous sommes les maîtres et vous êtes les serfs. Ce n'est qu'un test, une expérience limitée dans le temps, en attendant les prochaines...

Le saviez-vous ? Etrange coïncidence, le timing parfait.

S'est signé LCI/TF1

Tout d'abord, il faut préciser que la molécule aujourd'hui vue comme prometteuse pour guérir le Covid-19 n'est pas la chloroquine elle-même, mais l'un de ses dérivés, l'hydroxychloroquine.

En France, elle est commercialisée par un seul laboratoire, Sanofi, sous le nom de Plaquénil.

Si l'hydroxychloroquine a longtemps été disponible sans ordonnance, un arrêté du 13 janvier a fait évoluer la législation. Elle est désormais "sous toutes ses formes" classée "sur la liste II des substances vénéneuses". Cela signifie que depuis environ deux mois, une prescription d'un médecin est indispensable pour les patients qui souhaiteraient s'en procurer. Un alignement avec ce qui se faisait jusqu'alors avec la chloroquine, inaccessible sans ordonnance depuis son autorisation de mise sur le marché.

Faut-il y voir un rapport avec l'arrivée sur le sol français du Covid-19 ? Non, en aucun cas. L'arrêté est en effet paru au Journal officiel le 13 janvier, mais les autorités de santé réfléchissaient à cette nouvelle classification dès octobre 2019, comme en témoigne cet avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Sollicitée par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), elle s'était déclarée favorable à ce qu'évolue la législation concernant l'hydroxychloroquine.

Les échanges entre l'Anses et l'ANSM, publiés en toute transparence, permettent de balayer rapidement la thèse d'un complot fomenté par l'industrie pharmaceutique. À une époque où le Covid-19 n'était même pas encore apparu en Chine, les deux institutions s'interrogeaient en effet sur le risque potentiel pour les patients de mésusage de cette molécule. Après que Sanofi a effectué une demande de mise à jour des informations contenues dans la notice de son médicament, la décision a été prise par les autorités de santé de procéder "à une revue complète des dossiers d'autorisation de mise sur le marché", indique l'ANSM.

Prenant en compte le fait que la chloroquine présente avec elle de très fortes similitudes et qu'elle ne soit délivrée que sur ordonnance, il est alors jugé plus sage de demander une prescription médicale pour la délivrance de l'hydroxychloroquine.

L'Anses, après avoir étudié les arguments de l'ANSM, a approuvé ce changement de classement. Elle a par ailleurs sollicité des études complémentaires "afin d'évaluer le risque sur la santé humaine". Comme l'a conclu l'ANSM, rendre l'hydroxychloroquine inaccessible sans ordonnance doit permettre "une prise en charge adaptée des patients concernés tout en limitant les risques inhérents à ce traitement". S'il est vrai que la législation concernant ce dérivé de la chloroquine a bien évolué à la mi-janvier, on observe donc que cette décision n'est en aucun liée à l'épidémie de Covid-19, et qu'elle n'a été motivée par les autorités de santé qu'à une seule fin : protéger les patients qui pourraient l'utiliser d'une manière non optimale et potentiellement dangereuse pour leur santé. lci.fr 19 mars 2020

Commentaire d'un internaute.

- "*Par contre, ce qui est vrai, le 4 Mars 2020 j'ai demandé à mon médecin traitant de me prescrire de la Nivaquine (qui contient de la chloroquine) car je fais parti de la population "à risque". Celui-ci a refusé, m'indiquant que ce médicament avait été "bloqué" au même titre que les masques...*"

LVOG - Normal, leur but était que vous soyez malade et si possible que vous infectiez le plus de personnes.

C'est tout de même curieux tous ces évènements qui ramènent à octobre 2019, non ? Le Forum économique mondiale simulait au même moment une pandémie mondiale au coronavirus, partant de là et en recoupant avec des déclarations antérieures axées sur le même sujet, et surtout en tenant compte qu'un grand nombre de simulations avaient été organisées le jour même ou quelques avant des attentats notamment (11/9, Boston, Bataclan, etc.) , par déduction ils pouvaient facilement imaginer que c'était le signal que les conditions étaient réunies pour qu'un tel évènement se produise sans en connaître tous les détails ou l'origine exacte. Rare sont les décideurs politiques qui sont dans la confidence.

Le dictateur adulé des masses.

LVOG - Corona-miracle, avec les compliments de l'extrême droite à l'extrême gauche.

- Confiance: la cote de Macron bondit ("13) en pleine crise sanitaire - AFP 21 mars 2020

En pleine crise du coronavirus, la cote de confiance d'Emmanuel Macron bondit de 13 points et franchit pour la première fois la barre des 50% depuis près de deux ans, et celle d'Édouard Philippe gagne 10 points, selon un sondage Harris Interactive-Epoka publié vendredi. AFP 21 mars 2020

Ils ont confisqué les libertés les plus élémentaires sans coups férir ou presque.

- Français réfractaires au confinement: le gouvernement serre la vis - LeFigaro.fr 20 mars 2020

Le ministre de l'Intérieur a indiqué vendredi que les mesures de confinement «seraient appliquées de façon plus stricte», rappelant qu'il ne s'agit pas de sanctionner «mais de protéger aussi ceux qui ont ces comportements». Il a précisé qu'il n'y aurait pas de couvre-feu à l'échelle nationale, mais qu'il «accompagnerait les initiatives locales comme celle du maire de Nice, qui prévoit un couvre-feu partiel sur l'ensemble de sa commune.»

Les autorités se montrent donc de plus en plus drastiques pour restreindre les allées et venues. À Paris, la Préfecture de police interdit certains lieux très fréquentés. Dès ce vendredi et pendant le week-end, «tout déplacement et rassemblement sont interdits sur les voies sur berges situées rive droite et rive gauche de la Seine, sur les pelouses de l'esplanade des Invalides, ainsi que sur le Champ-de-Mars. Seuls sont autorisés à déroger à l'interdiction les riverains qui habitent à proximité immédiate des lieux concernés, mais dans de très strictes conditions: ils devront justifier de cette qualité par tout moyen». Dans la Drôme, le préfet Hugues Moutouh a pris des mesures similaires, interdisant jusqu'au 31 mars «l'accès aux parcs publics, promenades, espaces forestiers, espaces de randonnées», ainsi que l'accès «aux cheminements des berges de rivières, (…) plans d'eau artificiels et aires de jeux».

Par ailleurs, à Paris, Lyon et Bayonne, notamment, des SDF ont été verbalisés (135 euros) pour non-respect du confinement. LeFigaro.fr 20 mars 2020

LVOG - Après avoir clochardisé une partie de la population, ils lui reprochent d'être confinée à la rue, le comble de l'ignominie !

La France occupée. Message de Vichy entendu : déploiement de l'armée.

- Coronavirus : "Si les Français restent dans cette situation de respecter partiellement les choses, il faudra aller plus loin", alerte l'Ordre des médecins - Franceinfo 20 mars 2020

"Nous sommes très demandeurs à ce que chacun prenne la mesure du risque qu'il fait courir aux autres", a déclaré vendredi sur franceinfo Patrick Bouet, président du Conseil national de l'ordre des médecins. Franceinfo 20 mars 2020

- Coronavirus : le dispositif Sentinelle va "monter en puissance", annonce Christophe Castaner - Franceinfo 20 mars 2020

Un syndicat de l'ordre établi.

- Poursuites pour non-respect des consignes de confinement : "Il est tout à fait désolant d'en arriver là" - Franceinfo 21 mars 2020

"C'est le rôle pédagogique que peut avoir la loi pénale", a affirmé vendredi 20 mars sur franceinfo Jacky Coulon, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM), alors que plusieurs personnes ont déjà été verbalisées ou même placées en garde à vue pour ne pas avoir respecté les consignes de confinement édictées par le gouvernement pour contenir la propagation du coronavirus Covid-19. Certains réfractaires ont été poursuivis pour "mise en danger de la vie d'autrui". Franceinfo 21 mars 2020

Une restriction au confinement qui devrait leur plaire.

- Dans l'Europe du virus arrivent les bombardiers USA d'attaque nucléaire par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 17 mars 2020

Extrait.

À cause du Coronavirus les American Airlines et autres compagnies aériennes étasuniennes ont supprimé de nombreux vols pour l'Europe. Mais il y a une "compagnie" étasunienne qui, au contraire, les a augmentés : l'US Air Force.

Ces jours-ci elle a "déployé en Europe une task force de bombardiers furtifs (stealth) B-2 Spirit". L'annonce vient du US European Command de Stuttgart, le Commandement Européen des États-Unis. Il est sous les ordres d'un général, actuellement

Tod D. Wolters de la US Air Force, qui est en même temps à la tête des forces OTAN en tant que Commandant Suprême Allié en Europe. L'US European Command précise que la task force, composée d'un nombre non précisé de bombardiers provenants de la base Whiteman au Missouri, "est arrivée le 9 mars à Lajes Field dans les Açorres, au Portugal".

Le bombardier stratégique B-2 Spirit, l'avion le plus cher du monde dont le coût dépasse les deux milliards de dollars, est l'avion USA le plus avancé d'attaque nucléaire. Chaque engin peut transporter 16 bombes thermonucléaires B-61 ou B-83, avec une puissance maximale totale équivalente à plus de 1.200 bombes d'Hiroshima. Du fait de sa conformation, de son revêtement et de ses contremesures électroniques, le B-2 Spirit est difficilement repérable par les radars (et de ce fait dit "avion invisible").

Même s'il a déjà été utilisé en guerre, par exemple contre la Libye en 2011, avec des bombes non-nucléaires de grande puissance à guidage satellite (il peut en transporter 80), il est projeté pour pénétrer à travers les défenses ennemies et effectuer une attaque nucléaire de surprise. Ces bombardiers, précise l'US European Command, "opèreront depuis diverses installations militaires dans l'aire de responsabilité du Commandement Européen des États-Unis". Cette aire comprend toute la région européenne et toute la Russie (partie asiatique incluse). Ceci signifie que les plus avancés bombardiers USA d'attaque nucléaire opèreront, depuis des bases en Europe, aux abord de la Russie. Si l'on inverse le scénario, c'est comme si les plus avancés bombardiers russes d'attaque nucléaire opéraient depuis des bases à Cuba aux abords des États-Unis.

L'objectif poursuivi par Washington est évident : accroître la tension avec la Russie en utilisant l'Europe comme première ligne de la confrontation. Cela permet à Washington de renforcer son leadership sur les alliés européens et d'orienter la politique étrangère et militaire de l'Union Européenne, dans laquelle 22 des 27 membres appartiennent à l'OTAN sous commandement USA.

Cette stratégie est facilitée par la crise provoquée par le Coronavirus. Aujourd'hui plus que jamais, dans une Europe en grande partie paralysée par le virus, les USA peuvent faire ce qu'ils veulent. Comme le confirme le fait qu'ils y transfèrent leurs bombardiers les plus avancés pour l'attaque nucléaire avec le consensus de tous les gouvernements et parlements européens et de l'Union européenne même, dans le silence complice de tous les grands médias européens. Mondialisation.ca, 17 mars 2020

Haut de page

Le 22 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Portez-vous bien !

Au lieu que la majorité des personnes attrapent tranquillement le virus et développent immédiatement des anticorps si nécessaire, de tester sur le champ les personnes (âgées ou déjà malade) à risque pour les isoler si besoin était ou les protéger, tandis qu'une minorité toutes générations confondues parmi la population présentant les symptômes d'une infection due à l'absence de ces anticorps serait immédiatement pris en charge ou traiter, vaut mieux encore faire durer le plaisir en les confinant tous, car c'est le meilleur moyen pour avoir le maximum de morts, semer la panique et le chaos. Dans l'attente de mesures cœrcitives draconiennes ou brutales économiques et politiques contre l'ensemble des travailleurs.

On ne se protège pas d'un virus en se cloîtrant chez soi, d'ailleurs généralement il est trop tard, donc c'est complètement stupide, mais en ayant un mode de vie approprié. Mais comme la plupart des gens ignorent ce que cela signifie, il ne leur reste plus qu'à se transformer en moutons de Panurge à leur risque et péril.

- 10 pages au format pdf

Complément en milieu de journée le 21, la suite plus loin.

Contrôle et domination. Un coup de force du gouvernement mondial. Qui en douterait ?

Trump en 2018 - «Les États-Unis choisiront toujours l'indépendance et la coopération plutôt que la gouvernance mondiale, le contrôle et la domination» (Slate.fr 21 mars 2020)

Ils touchent le fond.

- (POID) - Non au coup de force antidémocratique ! Ne touchez pas à nos retraites ! - 1 mars 2020

Trois semaines plus tard, ils plébiscitent le confinement et le coup d'Etat contre les libertés individuelles et collectives !

Voilà qui devrait les ravir.

Demain dimanche 22 mars, les 1,350 milliard d'Indiens vont être confinés, personne ne vous l'a dit, je viens l'apprendre ce samedi matin. (Je confirme dimanche matin, aucune agence de presse ne l'a relayé.)

Il l'est déjà et le pire est à venir en la matière.

- Le coronavirus Covid-19 sera un révélateur, des États et des personnes. Slate.fr 21 mars 2020

Entretien de Jean-François Kahn au Point.

Jean-François Kahn : Personne n'aurait pu imaginer qu'un régime démocratique puisse réussir à imposer ce qu'aucune dictature – même les plus intraitables – n'avait tenté : imposer l'assignation à résidence de toute une population. Cela fait réfléchir, car beaucoup de nos idées reçues ont été battues en brèche : on disait les Français individualistes, anarchistes, ils se sont soumis au confinement sans broncher. LePoint.fr 21 mars 2020

LVOG - Le reste de cet entretien était d'une démagogie crasse sans fond.

C'est bien parce que "les Français" étaient dépourvus de conscience de classe ou avaient adopté un mode de pensée libéral-libertaire, hyper individualiste, qu'ils avaient pu s'adapter à la dérive dictatoriale néolibérale, il n'y a donc nulle contradiction dans leur comportement. Le confinement flatte leur penchant individualiste, chacun chez soi et chacun pour sa gueule...

- Déclaration du Groupe marxiste internationaliste - Face à la crise combinée de la santé publique et de l'économie capitaliste.

- Covid-19 : propagande et manipulation, par Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) - 20 mars 2020

Dimanche 22 mars 2020.

La pandémie du coronavirus Covid-19 est une fake news, une sordide machination ou imposture politique.

Vérifions-le avec un modèle du genre qui vous est proposé par la gauche américaine et britannique (La droite en fait). Ils en savent des choses .!

Paru sur Moon of Alabama sous le titre False Claims About The Novel Coronavirus And How To Debunk Them, et publié le 20 mars 2020 par Entelekheia.

Faux :

Le virus provient d'un laboratoire P4 de recherches militaires.

Les faits :

Rien ne prouve que le virus provienne d'un laboratoire d'armes biologiques chinois, américain ou autre. Cette affirmation n'a en fait aucun sens. Le génome du virus est constitué de plus de 23 000 « lettres ». Il est sensiblement différent du génome des autres virus connus. (Ajouté) : Il n'est pas fabriqué en laboratoire.

Nous offrons une perspective sur les caractéristiques notables du génome du SRAS-CoV-2 et discutons des scénarios selon lesquels elles auraient pu apparaître. Nos analyses montrent clairement que le CoV-2 du SRAS n'est pas une fabrication de laboratoire ni un virus manipulé.

Créer artificiellement une entité aussi complexe et tester toutes ses variantes aurait été un programme de la taille du projet Manhattan et aurait coûté des milliards.

Les chercheurs en armes biologiques sont des gens sains d'esprit qui disposent d'un budget limité. Ils cherchent des méthodes aptes à vaincre un ennemi. Un virus qui touche tous les humains sans discrimination, mais qui tue prioritairement des personnes très âgées n'aurait aucune valeur militaire.

LVOG - Il aurait une valeur économique et politique, mais il ne faut surtout pas le dire. Sans rire, "*les chercheurs en armes biologiques sont des gens sains d'esprit*", qu'il nous soit permis d'en douter fortement. Et, pas un mot sur les multiples fuites et disparitions de virus dont les médias américains et autres ont rendu compte. La soi-disant gauche pourrit s'aligne sur la doxa officiel, quoi de plus naturel.

Et dans le même article

Moon of Alabama - La source du virus n'est en fait pas encore connue.

LVOG - Alors fermez-la !

Plus sérieusement.

Hier j'ai manqué d'a propos. En fait avec 10 à 20.000 morts chaque année en France, la grippe saisonnière est plus dangereuse que le coronavirus durant une période équivalente, et c'est cela la meilleure ou pourquoi ils ne tiennent pas à ce qu'on les comparent.

Selon les documents officiels figurant ci-dessous, l'épidémie de grippe saisonnière proprement dite dure environ chaque année entre 10 et 16 semaines, mais la grippe commence aux alentours de la 40e semaine de l'année et s'étend ensuite pour devenir épidémique de la 43e semaine de l'année jusqu'à la 15e semaine de l'année suivante, soit environ de la fin mi ou fin octobre jusqu'au début du mois d'avril, soit au total 5 mois.

Alors qu'un vaccin existe pour la grippe, donc sur ce plan-là c'est aussi une imposture effroyable.

La santé correspond à un état d'équilibre qui peut être remis en cause à tout moment, cela fait partie de la nature humaine, mais même cela on l'ignore. Ceux qui s'expriment officiellement ou en public sont manifestement des charlatans, des ignorants ou des ennemis de la civilisation humaine.

Si vous préférez les croire ou vivre dans le déni, qu'est-ce qu'on y faire ? Rien malheureusement. Après vous pourrez toujours vociférer ou gesticuler quand ils vous présenteront la note, pour avoir été les agents ou les complices de cette cynique farce, votre crédibilité sera égal à zéro et vous règlerez cette note rubis sur l'ongle jusqu'au dernier centime, voilà ce qui vous pend au nez.

Documents.

2016-2017 - La surveillance épidémiologique et virologique de la grippe a débuté en semaine 40/2016 (3-9 octobre 2016) et s'est terminée en semaine 14/2017 (3-9 avril 2017). La période épidémique a débuté en Bretagne et en Île-de-France en semaine 49/2016 (5-11 décembre) et s'est étendue en deux semaines à l'ensemble de la métropole. Elle s'est poursuivie jusqu'à la semaine 6/2017 (6-12 février), soit une durée totale de 10 semaines.

http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2017/22/2017_22_1.html

2017-2018 - En France métropolitaine, la surveillance épidémiologique et virologique de la grippe a débuté en semaine 40/2017 (2-8 octobre 2017) et s'est terminée en semaine 16/2018 (16-22 avril 2018). L'épidémie de grippe a débuté en Île-de-France en semaine 49/2017 (4-10 décembre) et s'est étendue en quatre semaines à l'ensemble de la métropole. Elle s'est terminée en semaine 12/2018 (19-25 mars), soit une durée de 16 semaines (figure 1). Cette épidémie a été précoce et d'une durée exceptionnellement longue.

http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2018/34/2018_34_1.html

Ils se basent sur l'état des systèmes de santé dans le monde, qu'ils ont contribué à détériorer minutieusement année décennie après décennie.

- Coronavirus : "Ce n'est pas une grippe saisonnière" rappelle l'OMS - Euronews avec AFP 21 mars 2020

"Regardez ce qui se passe dans certains systèmes de santé dans le monde... les unités de soins intensifs complètement débordées et les médecins et les infirmières complètement épuisés. Ce n'est pas normal. Ce n'est pas juste une mauvaise grippe saisonnière", rappelle le Dr Mike Ryan, directeur exécutif chargé du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire. Euronews avec AFP 21 mars 2020

La preuve.

LVOG - Et comme ils ont de la suite dans les idées, ils ont tout prévu pour l'après. Et vous ? Non, évidemment puisque vous étiez dans le déni de la stratégie politique de l'oligarchie, complotiste pensiez-vous. N'oubliez pas de remerciez vos dirigeants, dans tous les sens du terme, sans illusion !

Covid-19 : « Nous ne nous trouvons pas face à une surprise stratégique ! » - lepoint.fr 21 mars 2020

Une crise majeure semblable à celle du Covid-19 était prévue depuis 2002. Les gouvernements le savaient et n'ont pas suffisamment agi, explique le directeur de l'Irsem.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem), qui dépend de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. L'occasion de revenir avec lui sur les conséquences internationales de la crise du Covid-19. Elle avait été prévue par les experts. Les gouvernements ne les ont pas entendus et n'ont pas préparé la riposte.

Les événements actuels avaient-ils été anticipés par les chercheurs travaillant sur l'anticipation stratégique ?

Je me suis replongé dans les différents exercices de prospectives publiés depuis les années 2000. L'épidémie de Sras (2002-2003) avait déclenché l'alerte. Les rapports successifs du National Intelligence Council américain anticipent assez précisément ce risque depuis 2004. Celui de 2008, par exemple, élabore le scénario d'une pandémie causée par « l'émergence d'une maladie respiratoire virulente, nouvelle et très contagieuse contre laquelle il n'y aurait pas de traitement » et qui serait née dans une zone « à forte densité et où il y a une proximité entre humains et animaux, comme dans certains endroits de Chine ». En France, le risque pandémique figure dans le Livre blanc de 2008, qui juge « plausible » l'apparition d'une « pandémie massive à forte létalité » dans « les quinze années à venir ». On en parle aussi dans le Livre blanc de 2013. La Revue stratégique de 2017 n'emploie pas le mot de « pandémie », mais prend bien en compte « le risque d'émergence d'un nouveau virus ». Nous ne nous trouvons donc pas face à une surprise stratégique.

Si l'anticipation a été convenablement effectuée, depuis près de vingt ans, pourquoi donc les gouvernements se trouvent-ils dans un tel désarroi, sans aucune préparation devant la pandémie pourtant prévue ?

Parce que, même anticipée, une catastrophe crée forcément un choc lorsqu'elle arrive. Et parce que la difficulté est moins d'anticiper – on y arrive pas si mal – que d'avoir de l'influence. Une fois écrits, ces documents doivent être lus et susciter des décisions. Le problème est qu'ils anticipent des dizaines de risques plus ou moins probables et plus ou moins graves. Les moyens sont forcément limités, donc, il faut faire des arbitrages. Certains risques sont jugés prioritaires, d'autres moins. On peut espérer que cette pandémie, qui n'est pas la dernière ni peut-être la plus létale, fasse remonter les crises sanitaires dans l'ordre des priorités à l'avenir.

À l'heure où nous sommes, quelles leçons initiales tirez-vous de la crise ? Comment voyez-vous le premier jour de l'après-crise, en termes de relations internationales ?

L'après-crise sera graduelle, on en sortira progressivement, mais on voit déjà la remise en cause de certains aspects de la globalisation. En premier lieu, le besoin de mieux contrôler les flux mondiaux (migratoires, touristiques, économiques), qui sont autant de vecteurs de la pandémie. Un deuxième aspect concerne l'interdépendance économique, et notamment la dépendance à l'égard de la Chine. À l'époque du Sras, la Chine assurait 8,5 % de la production mondiale. On en est à 20 %. Le besoin de reprendre le contrôle dans les secteurs stratégiques est indiscutable, quitte à nationaliser certaines chaînes de production pour garantir l'autonomie nationale. Une autre remise en cause pourrait concerner nos modes de vie, en particulier l'urbanisation galopante. L'exode des habitants des grandes villes et la généralisation du télétravail pourraient laisser des traces et encourager de nouvelles formes d'organisation.

La solidarité internationale a-t-elle perdu son sens dans cette période troublée de repli et de fermeture ?

Cette crise confirme ce que dit le réalisme en théorie des relations internationales : les principaux acteurs restent les États, qui cherchent à maximiser leur intérêt national. C'est chacun pour soi, aux dépens de la coopération et des institutions internationales. Les recommandations de l'OMS, par exemple, n'ont pas été prises au sérieux au début et continuent de ne pas l'être par certains pays.

De là à dire, comme Edgar Morin, que cette crise nous montre que « la mondialisation est de l'interdépendance sans solidarité », il y a un pas que je ne franchirai pas. Le vrai test de la solidarité internationale arrivera lorsque l'Afrique sera touchée, ou des zones de guerre au Moyen-Orient, ou des camps de réfugiés. Nous verrons alors comment nous, qui ne sommes pas les plus vulnérables, réagirons face à un risque qui pourrait conduire, dans certaines zones, à des actes de violence, voire à l'effondrement des États les plus fragiles. En attendant, la solidarité s'exprime tous les jours en Europe, avec les mesures prises par la Commission

et la Banque centrale, et aussi à l'échelle nationale, entre voisins, à l'égard du personnel soignant, etc. La crise révèle au contraire une vraie envie de solidarité. lepoint.fr 21 mars 2020

Commentaire d'un internaute.

- "*Des peuples et des états du monde entier contribueront forcement à accélérer la propagation des épidémies. C'est une évidence. La seule solution serait que la prévention des risques soient gérée non pas individuellement, mais collectivement. Ce qui n'est pas possible dans l'état des choses. C'est comme le réchauffement climatique, certains états veulent l'ignorer par facilité.* "

LVOG - Si les peuples et les Etats du monde entier ne sont pas capables de gérer ces risques, que signifie le "*collectivement*" sinon une institution supranationale mondiale qui se substituerait à eux ou détiendrait tous les pouvoirs. Et qui la contrôlerait, sinon l'oligarchie financière. C'est dans cette voie qu'ils avancent lentement mais sûrement, sans que rien ne puisse les arrêter, puisque le mouvement ouvrier international ne s'est jamais relevé du coup que lui avait porté le stalinisme. Nos ennemis le savent, alors ils osent tout, voilà tout.

Chaque fois qu'on a évoqué ou qu'on a osé mentionner même du bout des lèvres leur intention d'instaurer un nouvel ordre mondial, un gouvernement mondial totalitaire, on a perdu des lecteurs, on nous a pris pour un illuminé, un connard, un souverainiste, un nationaliste, un gauchiste, un révisionniste, un extrémiste, de droite cela va de soi! Je plains tous tous mes détracteurs, franchement je ne voudrais pas être à leur place aujourd'hui et encore moins demain. Combien peuvent encore se ressaisir ? Je l'ignore, au vu des courriels que je reçois, apparemment aucun, toutefois demeurons optimiste, on n'a pas le choix.

Essayons de nous élever au-dessus de la médiocrité ambiante et virale.

L'homme et ses organes n'ont pas été conçus pour vivre aussi longtemps, qu'on le veuille ou non. Je veux dire par là qu'il arrive forcément un âge où l'un ou l'autre de ses organes va présenter des défaillances qui lui seront fatales, comme toute matière vouée à l'usure et amenée naturellement à se transformer, au point parfois de devenir méconnaissable ou impropre à remplir certaines fonctions. C'est dans l'ordre des choses ou de la nature, et c'est justement cela qu'on refuse dorénavant d'admettre, ce qui est absurde.

Là où il y a manipulation, c'est quand ils prétendent que le coronavirus qui sévit actuellement serait comparable à des virus qui dans le passé pouvaient faire des millions de morts, alors que de nos jours et depuis un certain temps déjà nous maîtrisons ce genre de situation, pour avoir mis au point tout un ensemble d'antivirus qui peuvent contribuer à endiguer toute sorte d'épidémie, pour peu évidemment qu'on en ait la volonté ou qu'on y recoure, tout dépend finalement de l'exploitation qu'ils comptent en faire.

Quand on est normalement constitué, c'est quelque chose qu'on a du mal à concevoir et on se fait avoir. On ne va pas imaginer que ce genre de facteur puisse faire partie de leur stratégie ou qu'ils l'exploitent comme tel pour parvenir à leurs fins inavouables, c'est tellement monstrueux. Chaque fois ils recourent au même procédé, de sorte qu'on ne puisse pas leur reprocher d'en être à l'origine, bien au contraire, puisqu'ils se posent en victime de la crise qu'ils ont provoquée. De là à ce qu'on fasse appel à eux pour qu'ils la résolvent, il n'y a qu'un pas, tout en volant à leur secours pour masquer cette imposture et le tour est joué.

Un parti ouvrier révolutionnaire aurait appelé à résister et à refuser le confinement, en appelant la classe ouvrière à s'organiser en milice armée face à l'Etat totalitaire pour l'abattre. Mais ce parti n'existe pas.

- Coronavirus: un syndicat affirme que 5000 policiers sont confinés avec des symptômes, dont 650 à Paris - bfmtv.com 21 mars 2020

A bas l'union nationale, à bas le confinement !

- Coronavirus: face à l'urgence, union au Parlement - AFP 22 mars 2020

"Cette crise, exceptionnelle par sa nature et par son ampleur, appelle une mobilisation exceptionnelle, une concorde exceptionnelle", alors que "sur tous les continents, s'installe un sentiment d'urgence et parfois de panique", a lancé d'emblée samedi le Premier ministre, évoquant aussi un "véritable tsunami" sur l'économie "au moment même où la confiance revenait".

Les députés examinent, après le Sénat, le projet de loi autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances une série de mesures pour soutenir les entreprises et instaurant un état d'urgence sanitaire.

Ils ont voté dans la soirée après plusieurs heures d'échanges l'article clé permettant l'instauration de ce régime d'exception, après des modifications apportées au fil de la discussion, dont des sanctions alourdies en cas de violation répétée du confinement.

"Nous serons toujours au rendez-vous de l'intérêt général" mais resterons "une opposition, sans acrimonie", a prévenu Jean-Luc Mélenchon (LFI).

Droite et gauche ont promis leur soutien au projet de loi, qui devrait être approuvé dans la nuit. AFP 22 mars 2020

Ce qu'on dénomme désormais la droite (PS, EELV) et la droite sociale (LFI, PCF) "*serons toujours au rendez-vous* pour soutenir le régime et le petit dictateur locataire de l'Elysée, c'est dans l'ordre des choses.

Ils sont en guerre permanente contre le peuple, chassons-les du pouvoir !

- "C'est une guerre. Elle va durer": les confidences d'Emmanuel Macron sur la suite de l'épidémie de coronavirus - BFMTV 22 mars 2020

Le préfet des Alpes-Maritimes a d'ailleurs décidé d'instaurer un couvre-feu dans son département dès ce samedi soir à partir de 22h00.

L'Assemblée nationale a également voté ce samedi l'article du projet de loi face au coronavirus qui permet au gouvernement de prendre des mesures "limitant la liberté d'aller et venir, la liberté d'entreprendre et la liberté de réunion, dans la seule finalité de mettre fin à la catastrophe sanitaire". BFMTV 22 mars 2020

Les fachos se lâchent.

- L'exécutif veut jusqu'à six mois de prison pour ceux qui récidivent dans le non-respect du confinement BFMTV 22 mars 2020

Dans le texte qui instaure un dispositif d'état d'urgence sanitaire, le gouvernement prévoit de revenir sur l'article 5 du projet de loi, qui prévoyait que la violation des interdictions édictées en cas de déclaration de l'état d'urgence sanitaire serait punie d'une contravention de la quatrième classe.

Le Sénat a supprimé ce dispositif en première lecture, souhaitant que les sanctions soient prévues par décret. Mais dans un amendement, l'exécutif préfère prévoir cette contravention, "afin qu'elle soit immédiatement applicable". Il veut donc rétablir ce qui permettra l'application d'une amende forfaitaire de 135 euros. Mais il ajoute également qu'un stage de citoyenneté pourra être imposé, aux frais des personnes sanctionnées, ainsi que la suspension du permis de conduire concernant le véhicule utilisé pour commettre l'infraction.

Pour être encore plus dissuasif, l'amendement du gouvernement instaure une sanction plus lourde en cas de récidive. Dans ce cas, il ne s'agit plus d'une contravention de la quatrième classe, mais un délit puni de six mois d'emprisonnement et 3750 euros d'amende, ainsi que d'une peine complémentaire de travail d'intérêt général, pour une infraction commise à quatre reprises dans les 30 derniers jours. Une simple récidive sera punie de 1500 euros d'amende, soit une contravention de cinquième classe. BFMTV 22 mars 2020

Les enragés aussi . "***On n'a pas de traitement pour l'instant***" : Meuteur, assassin !

- Le confinement durera "six semaines, voire plus", selon le chef du service des maladies infectieuses à Bichat Franceinfo 20 mars 2020

La durée du confinement pour enrayer l'épidémie de coronavirus sera probablement de "six semaines, voire plus" a affirmé sur franceinfo vendredi 20 mars sur franceinfo Yazdan Yazdanpanah, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Bichat à Paris, directeur de l'infectiologie à l'Inserm et expert auprès de l'OMS.

"Je pense que le confinement ne va pas s'arrêter en France dans dix jours. Je pense que ça va être plus long", a expliqué celui qui fait également partie du conseil scientifique qui conseille Emmanuel Macron. "Cela dépendra un peu de la courbe de l'épidémie, du nombre de nouveau cas qu'on va voir (…) Je pense qu'il faut partir sur six semaines, quelque chose comme ça, je ne peux pas exactement dire. Mais ce sera plus que 15 jours, ce sera autour de 6 semaines probablement, voire plus."

"On n'a pas de vaccin, on n'a pas de traitement pour l'instant. J'espère qu'on l'aura rapidement. En attendant, c'est la seule mesure qui nous permet vraiment de contenir l'épidémie", insiste le professeur. Franceinfo 20 mars 2020

LVOG - Ils sont bien les rois des fake news, de l'information toxique, de la désinformation.

Si c'est le Washington Post et la CIA qui commence à lâcher le morceau, on ne va pas les contredire.

Yahoo Actualités- C'est bien possible selon le Washington Post. En janvier et février, les rapports des agences de

renseignement américain ont fait remonter à l'administration Trump des informations venant de Chine et ils ont été clairs : l'Empire du Milieu cachait la véritable ampleur du virus, et il y avait bien un danger pour les USA de vivre une redoutable épidémie.

S'ils n'ont pas prédit quand le virus allait arriver sur le sol américain... Yahoo Actualités 21 mars 2020

LVOG - Comment l'auraient-il pu puisque c'est de là qu'il est parti !

Commentaires d'internautes.

1- "Là ça va trop loin. Dans mon département pour 11 malades (11) tous les espaces extérieurs, tous, viennent d'être interdits par arrêté du préfet, suite aux directives Macron d'hier matin. Alors que la population est très civique et que les distances sont respectées. Assignation au domicile pour les innocents sans aucune justification sanitaire ! Et ce matin les premières gardes à vue En trois jours, il a réussi ce que même l'armée d'occupation n'avait pas réussi à faire ! Réveillez-vous les Français ça s'appelle un régime autoritaire et c'est bien pire qu'un virus ! "

2- "Bonjour je suis consterné par cette annonce. D'autres Pays sortent de la crise sans confinement total (Corée du Sud / Taiwan ....) Leur stratégie : utiliser la technologie et la logique : détecter tous les cas suspects (c'est une recommandation de l'OMS) .... Les seules Pays ou l'épidémie n'est pas maîtrisée instaurent un confinement général ! Déployons des tests en masses et protégeons les personnes à risques (seules les personnes vulnérables devraient être confinées) et arrêtons ce confinement sans tests et isolements des cas suspects ! Pour les personnes qui réfléchissent 50 % des personnes infectées sont porteuses saines .... Ces personnes infectent obligatoirement leur entourage dans leur logement (vues qu'elle ne sont pas dépistées) .... C'est une des raisons logiques qui explique que le nombre de contamination ne diminue pas en Italie .... Les porteurs sains et les malades avec peu de symptômes contamine leur habitat et tout le foyer tombe malade !"

3- La question à laquelle on aimerait une réponse ou, a minima, qu'elle soit posée : pourquoi à l'instar de la Corée du Sud ou de l'Allemagne nos autorités n'ont pas décidé de dépister massivement puis confiner et traiter les positifs plutôt que de confiner toute la population pour attendre la vague et au final la submersion ? Les statistiques parlent en faveur de la première méthode sans compter le cataclysme économique à venir. Il est vrai comme la fait remarquer quelqu'un que ces deux pays n'avaient pas de Mère des Réformes à faire passer en urgence prioritaire à l'Assemblée Nationale ainsi que des élections municipales absolument indispensables à la vie démocratique à organiser !

Comment ils ont procédé par étapes.

- Rachat d'actions : le scandale financier qui couve aux États-Unis - capital.fr 20 mars 2020 - capital.fr 20 mars 2020

Alors qu'elles réclament des dizaines de milliards de dollars pour leur sauvetage, les grandes compagnies aériennes sont accusées d'avoir brûlé leur trésorerie en rachetant leurs propres actions. Le "buyback", un outil polémique qui soutient artificiellement les cours.

Le secteur aérien traverse sa plus grande crise depuis le 11-Septembre, cloué au sol à cause de l'épidémie de coronavirus. Sans un soutien massif des États, la quasi-totalité des compagnies aériennes seront en faillite d'ici une poignée de semaines. American Airlines, United Airlines et Delta Air Lines ont ainsi estimé que l'industrie avait besoin de 25 milliards de dollars de subventions et de 25 milliards de dollars de prêts et allègements fiscaux pour survivre. Elles réclament aussi un allègement des charges jusqu'à au moins fin 2021, qui pourrait s'élever à des dizaines de milliards de dollars.

Les quatre plus grosses compagnies (Delta, American, Southwest et United) ont collectivement dépensé 39 milliards de dollars pour racheter leurs propres actions lors des cinq dernières années, selon S&P Dow Jones Indices, une société américaine qui fournit des données financières. Ces opérations ont été réalisées à partir de leur trésorerie, celle qui manque cruellement aujourd'hui.

Le rachat de ses propres actions, à quoi ça sert ?

Les entreprises utilisent leur cash pour racheter leurs actions pour plusieurs raisons. Cela sert à "brûler" des actions, ce qui augmente mécaniquement le revenu par action de celles qui restent. Cela peut servir, par exemple, dans le cas d'une société qui émettrait beaucoup d'actions nouvelles pour rémunérer ses dirigeants. Le rachat d'actions peut alors atténuer la dilution au capital des autres actionnaires. La plupart du temps, cet outil soutient le cours boursier. Voilà pour le concept, mais cela peut occasionner des dérives.

"La polémique autour des rachat d'actions s'intensifie", constate Nicolas Chéron, responsable de la recherche marchés pour le courtier Binck. "Les sociétés ont préféré remercier leurs actionnaires en soutenant les cours de leurs propres actions plutôt qu'en assainissant leurs finances ou en se créant une trésorerie importante. De ce fait, frappées de plein fouet par la crise du Covid-19, elles ne peuvent absolument pas faire face et demandent de l'aide à l'État", rajoute-t-il. "Les rachats d'actions ont été

un soutien artificiel à Wall Street, soulève Sacha Pouget, directeur associé du cabinet de conseil en stratégie KB Advisors, les sociétés qui ont utilisé ce schéma devraient être interdites d'y recourir si un centime d'argent public est dépensé pour elles."

Selon une étude publiée en novembre dernier par la banque d'affaires Goldman Sachs, les grandes entreprises américaines ont dépensé 2.500 milliards de dollars pour du rachat d'actions entre 2016 et 2019. Cela s'explique notamment par les importantes baisses d'impôts décidées par Donald Trump après son élection. Sur les 480 milliards de dollars utilisés en 2019 par le S&P 500, l'indice représentant les 500 plus grosses cotations américaines, plus de 100% de leur trésorerie a été utilisé pour faire du rachat d'actions et à un degré moindre offrir des dividendes. Apple est le champion toutes catégories avec un programme de 175 milliards de dollars, selon son rapport fiscal 2019. (Tiens, encore Bill Gates en première ligne, encore une coïncidence sans doute ! - LVOG)

Le secteur aérien américain n'est pas le seul à être pointé du doigt. Les huit plus grandes banques américaines ont annoncé le 16 mars qu'elles suspendaient leurs rachats d'actions, promettant de conserver des capitaux pour affronter la crise du coronavirus. Parmi elles, Bank of America, Citigroup, Goldman Sachs, JP Morgan, Morgan Stanley ou Wells Fargo. Depuis 2010, les 17 plus grandes banques américaines ont dépensé la somme stratosphérique de 514 milliards de dollars pour racheter leurs actions.

Cette décision reflète une prise de conscience comme quoi il serait mauvais pour les banques de récompenser leurs actionnaires, alors qu'elle s'apprêtent à prendre des mesures impopulaires dans le cadre de la crise qui vient d'éclater (saisies, inaccessibilité au crédit, etc.). "Il y a une énorme pression politique sur les banques pour qu'elles conservent leur capital, cette étape devrait aider", a déclaré dans une note Jaret Seiberg, directeur général de la recherche pour la banque d'investissement américaine Cowen. Et si la crise s'intensifie, il assure qu'elles devront aussi réduire leurs dividendes : "Cela peut davantage devenir un problème politique qu'un problème de sécurité et de solidité".

En complément. Régalez-vous !

- Mesures de relance aux Etats-Unis supérieures à 2.000 milliards de dollars - Reuters 22 mars 2020

Haut de page

Le 23 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Quelle chance, quel bonheur de vivre cette expérience qui va valider notre interprétation de l'évolution du capitalisme mondial, notre stratégie politique ! On va rapidement voir comment les uns et les autres s'en sortent, et il y aura beaucoup de cadavres ! Et je vous promets que si je m'étais trompé sur ce coup-là, immédiatement je ferais disparaître ce portail.

Chaque grande crise au cours du XXe siècle a suivi exactement le même scénario. Mais comme tout le monde ou presque le nie ou l'ignore, ils peuvent resservir le couvert une fois de plus sans prendre trop de risques, car ils contrôlent tous les acteurs de cette mauvaise farce ou ils sont tous corrompus.

Dès que vous n'adhérez pas au discours officiel, on ne vous écoute pas, on ne réfléchit pas ou plus, on vous traite aussitôt de tout et n'importe quoi. Ils ne se rendent même pas compte qu'ils deviennent ainsi les instruments de cette horrible machination, les pires ou les plus dangereux, car ils parlent en notre nom.

Réagissez si vous en avez encore les moyens ou s'il n'est pas déjà trop tard.

Bienvenue chez les décomposés.

NPA - Face à la pandémie, retournons la « stratégie du choc » en déferlante de solidarité ! (tribune) 22 mars

LVOG - Faire les courses de sa voisine, patati patata, il faut le lire pour le croire, moi qui pensais qu'ils allaient annoncer qu'il fallait se mobiliser pour affronter Macron, l'Etat, les renverser, je déconne, je savais à quoi m'en tenir avec ces brèles.

Extraits de cette pandémie de populisme.

- Le Covid-19 n'est plus une « petite grippe », selon nos gouvernants, mais la « pire crise sanitaire depuis un siècle ». Un choc intime qui nous fait trembler pour nos proches et toutes les personnes particulièrement fragiles. Une secousse géopolitique qui

fait s'effondrer la mondialisation néolibérale comme un château de cartes.

LVOG - On a plutôt l'impression que c'est le mouvement ouvrier qui s'est effondré, il faut dire qu'au regard de l'état dans lequel il était déjà...

- Cette pandémie...

- Cette épidémie ravageuse...

- ...faire face à la pandémie...

- Lorsque la pandémie sera finie...

- ...tout en respectant la nécessité absolue du confinement pour freiner la propagation.

- Face à cette rhétorique militariste, nous affirmons une autre logique. À « l'union nationale » nous préférons l'entraide générale. À la guerre, nous opposons le soin, de nos proches jusqu'aux peuples du monde entier et au vivant.

- Nous sommes pour l'instant confiné-e-s, mais nous nous organisons. (Ces dingues pratiquent aussi l'orthographe inclusive, ils ne passent à côté d'aucun virus ! – LVOG)

- La stratégie du choc doit s'inverser. Cette fois-ci le choc ne servira pas à affermir le contrôle, le pouvoir central, les inégalités et le néolibéralisme, mais à renforcer l'entraide et l'auto-organisation.

Ils n'ont rien compris comme d'habitude. Du coup, ils cautionnent Macron et ses mesures scélérates.

NPA - Coronavirus, révélateur d'un monde qui tourne à l'envers, 21 mars

- Des mesures drastiques sont nécessaires à la lutte contre le Coronavirus... (Macron ne vous contredira pas. LVOG)

- Il est difficile de savoir exactement quelles mesures il aurait fallu prendre pour garantir les libertés tout en combattant le virus. (Ce sont des gens qui ne savent jamais rien, ils le disent eux-mêmes. - LVOG)

- Concrètement, on a supprimé toute vie sociale, culturelle, politique. La vie est organisée autour du seul travail, les libertés individuelles et collectives sont restreintes à la plus simple expression. Comme dans les États totalitaires. (Pourquoi "comme dans les États totalitaires", l'Etat français n'en serait-il pas un ? J'allais oublier, c'est une démocratie, excusez-moi, éventuellement à reconquérir. (POI et POID) - LVOG)

- ...le chiffre du potentiel de 300 à 500 000 morts en France si on ne faisait rien est maintenant admis. (Ils font forts ces lobotomisés ! La voix des experts ! - LVOG)

- Ainsi, en cachant la vérité pour protéger l'économie d'un krach boursier... (Alors que cette machination a été conçue justement pour précipiter un krach boursier, quelle crasse ignorance, ils confondent cause et conséquences ! - LVOG)

- La durée prévisible de la crise – on parle de plusieurs mois… voir plusieurs années... (Si on ne leur avait pas souffler dans le cul, ils n'y auraient pas pensé tout seul, pitoyable ! - LVOG)

- Sur le long terme, le retour des épidémies, la crise climatique et économique nous indiquent indubitablement que les problèmes les plus graves sont devant nous. (Non, avec des pantins de votre espèces, assurément ! - LVOG)

- Que se passera-t-il si, ce qui n'est pas impossible, la crise dure, qu'il n'y a pas de vaccin ? (On va tous mourir ! - LVOG)

Ces agents de la stratégie de la peur.

Lutte Ouvrière le 16 mars.

- Coronavirus : les défis d'une pandémie...

- Comme toute épidémie, celle du coronavirus est un défi lancé à la société.

- Face à la catastrophe...

- Les entreprises non indispensables doivent être fermées. (Qu'on se le dise ! - LVOG)

- Se protéger du coronavirus et éradiquer le virus du profit et de la rapacité patronale font partie du même combat.

LVOG - On est mal bien barré !

- 14 pages au format pdf

Si avec Google vous tapez *Lutte de classe*, notre portail a été rétrogradé de la 4e à la 6e page. Avec *opposition de gauche*, il a disparu ! Et si vous tapez *Tardieu Jean-Claude*, il n'existe pas, c'est mieux ainsi.

La mondialisation, oui, mais pas sous le régime capitaliste !

- Coronavirus: La Chine fait état 39 nouveaux cas, tous importés - Reuters 23 mars 2020

LVOG - Il est vrai que c'est un des aspects de la mondialisation réalisée par le capitalisme que nous n'avions pas encore envisagé. Nos ennemis et leurs idéologues y ont pensé avant nous, bravo !

Ne sont pas "***débiles***" ceux qu'on croie, la preuve.

- "Les gens sont débiles" : Les internautes indignés par un reportage de Sept à Huit sur ces Français qui bravent les mesures de confinement. Un reportage qui a suscité l'indignation sur Twitter. - Yahoo 23 mars 2020

LVOG - Les débiles profonds sont déjà ceux qui utilisent Twitter, Facebook, etc.

Ils viennent de faire une découverte : Le virus Facebook serait dangereux, sans blague ?

- Passer moins de temps sur Facebook augmenterait la sensation de bien-être - AFP-Relaxnews - Futura 21 mars 2020

Passer moins de temps quotidiennement sur Facebook améliorerait la sensation de bien-être. Des réductions significatives de symptômes dépressifs et de l'addiction au réseau social, selon une équipe de chercheurs européens.

Une équipe de psychologues de la Ruhr-Universität Bochum (RUB) en Allemagne a étudié le cas de 286 utilisateurs réguliers de Facebook. Ces personnes passaient en moyenne une heure à consulter le réseau social. Pour les besoins de l'expérience, 140 de ces participants ont fait diminuer cette durée quotidienne de 20 minutes, et ce sur une période de deux semaines. Le reste des volontaires n'a pas modifié son usage et a servi de groupe témoin.

Des questionnaires ont permis d'évaluer l'usage de Facebook, le bien-être des participants (notamment les symptômes dépressifs) et leur mode de vie (activité physique, consommation de tabac) avant le début de l'étude, une semaine après son démarrage, après deux semaines et enfin, un mois, puis trois mois après la fin de l'expérience.

Publiés dans la revue Computers in Human Behavior, les résultats des chercheurs montrent que les participants qui ont réduit la consultation de Facebook se sont montrés à la fois activement et passivement moins accro au réseau social. « C'est une observation importante car l'usage passif, en particulier, conduit à se comparer aux autres, à se montrer envieux et par conséquent, à se sentir moins bien », commente l'auteure principale, Julia Brailovskaia. De plus, ceux qui ont passé moins de temps à utiliser le réseau social ont augmenté leur activité sportive, ont moins fumé et se sont dits plus satisfaits de leur vie. En deux semaines, ils ont moins ressenti les symptômes de la dépression et de l'addiction à Facebook que ceux du groupe témoin. Ces bénéfices ont subsisté trois mois après la fin de l'étude.

« Suite à la période de détox de deux semaines, tous ces effets - à savoir, une sensation de bien-être accrue, un mode de vie plus sain - ont perduré et ce jusqu'à la dernière évaluation, soit trois mois après l'arrêt de l'étude », affirme Brailovskaia, qui ajoute qu'une légère diminution quotidienne du temps passé sur Facebook suffit à éviter l'addiction et ses conséquences néfastes. futura-sciences.com 21 mars 2020

LVOG - Boycottez Facebook, Twitter et Cie. et vous vous porterez immédiatement mieux. C'est tout le mal qu'on vous souhaite.

La propagande de la peur comme arme de guerre.

En testant au compte-gouttes les personnes à risque confinées comme le reste de la population, ils peuvent faire durer longtemps le plaisir. Car forcément plus les tests seront étalés dans le temps et plus l'impression que l'épidémie dure et se répand sera grande. Il faut bien alimenter la panique d'une manière ou d'une autre. Et puis surtout, il faut éviter que soit possible toute comparaison avec le virus de la grippe, tout le monde s'apercevrait de la supercherie ou de leur monstrueuse machination contre la population...

Remarquez qu'ils testent les élites, les personnalités, tout ce qui incarne ce régime autoritaire dégénéré et barbare.

Quand ils procèdent à un amalgame entre personnes porteuses saines de virus et personnes malades.

- Plus de 324.000 cas d'infection ont été détectés dans 171 pays et territoires depuis le début de l'épidémie qui a fait au moins 14.396 morts, selon un bilan établi par l'AFP dimanche à 19h00 GMT. AFP 23 mars 2020

Brisons cette sordide imposture.

- 324.000 cas d'infection... pour des centaines de millions infectés par le virus de la grippe...

- 171 pays... c'est la norme pour la grippe...

- 14.396 morts... c'est insignifiant au regard des millions de morts dus à des virus chaque année dans le monde, plus de 4 millions officiellement rien qu'en Inde.

Vous pouvez le vérifier vous-même avec Internet. Vous pourrez observer que le coronavirus se comporte exactement comme le virus de la grippe en lisant le document officiel ci-dessous.

- Saison 2016-2017 - Cette épidémie a également été marquée par un excès de mortalité estimé à 14 400 décès attribuables à la grippe, dont plus de 90% chez les personnes de 75 ans et plus.

La surveillance épidémiologique et virologique de la grippe a débuté en semaine 40/2016 (3-9 octobre 2016) et s'est terminée en semaine 14/2017 (3-9 avril 2017). La période épidémique a débuté en Bretagne et en Île-de-France en semaine 49/2016 (5-11 décembre) et s'est étendue en deux semaines à l'ensemble de la métropole. Elle s'est poursuivie jusqu'à la semaine 6/2017 (6-12 février), soit une durée totale de 10 semaines.

Le nombre de consultations pour syndrome grippal pendant l'épidémie a été estimé à 1,9 million à partir des données du réseau Sentinelles.

Pendant l'épidémie de grippe en métropole (semaines 49/2016 à 06/2017), le réseau OSCOUR® a rapporté 41 000 passages pour grippe aux urgences, dont 6 500 (16%) ont donné lieu à une hospitalisation. Cette proportion d'hospitalisations parmi la totalité des passages pour grippe est la plus élevée observée depuis la mise en place de cette surveillance (2010-2011). Elle est plus de deux fois plus importante que lors de la saison 2015-2016 (7%) et plus élevée qu'en 2014-2015 (10%).

Cette saison, 1 479 cas graves de grippe ont été signalés à Santé publique France par les services de réanimation en France métropolitaine.

La majorité des cas (92%) présentaient au moins un facteur de risque de grippe grave, essentiellement l'âge supérieur à 65 ans et/ou la présence d'une ou plusieurs pathologies chroniques avec, pour les plus fréquentes : des pathologies pulmonaires (43%), cardiaques (34%) ou un diabète (27%). Parmi les 1 094 patients pour lesquels le statut vaccinal était connu, 63% n'étaient pas vaccinés.

La majorité (96%) des patients décédés présentaient au moins un facteur de risque.

En médecine ambulatoire, parmi les 2 969 prélèvements réalisés, 1 437 virus grippaux ont été détectés

En milieu hospitalier, parmi les 104 391 prélèvements réalisés, 14 891 virus grippaux ont été détectés

La proportion de prélèvements positifs pour les virus grippaux a augmenté dès la semaine 49/2016 et a été la plus importante en semaine 52/2016, avec 28% de prélèvements positifs.

Entre les semaines 40/2016 et 14/2017, 1 903 épisodes d'IRA survenus en collectivités de personnes âgées ont été signalés à Santé publique France. La majorité (86%) d'entre eux a débuté pendant l'épidémie.

Le taux d'hospitalisation était de 7% et la létalité de 3%, valeurs habituellement retrouvées. La durée moyenne des épisodes était de 14 jours. Le taux d'attaque moyen d'IRA par épisode parmi le personnel était de 6% (médiane : 4,2%).

La couverture vaccinale moyenne des résidents contre la grippe était de 83% et celle du personnel de 21%.

La surmortalité toutes causes, extrapolée à l'échelle nationale pendant les 10 semaines de l'épidémie, a été estimée à 21 200 décès, un nombre supérieur à celui observé en 2014-2015 (18 300 décès). Cet excès de mortalité, qui a concerné essentiellement les personnes âgées de plus de 75 ans et touché l'ensemble des régions métropolitaines, est le plus élevé depuis l'hiver 2006-2007. Le modèle statistique développé pour la saison grippale 2016-2017 a permis d'évaluer à 14 358 (IC95% [11 171;16 944]) le nombre de décès attribuables à la grippe, dont 91% sont survenus chez les personnes âgées de 75 ans et plus, soit 13 136 décès [11 413;14 859].

Comparé à l'excès de mortalité toutes causes observé, le modèle permet d'estimer que près de 70% de l'excès observé durant l'épidémie grippale 2016-2017 peut être attribué à la grippe.

....l'épidémie de 2014-2015 où 2,9 millions de personnes avaient consulté pour un syndrome grippal...

Un important excès de mortalité, supérieur à 20 000 décès, a été observé. Plus des deux tiers de ces décès ont été attribués à la grippe par un modèle statistique, lequel a estimé que plus de 90% des décès liés à la grippe ont concerné des sujets âgés de 75 ans et plus.

(LVOG - Les personnes à risque pas vacciné.)

La couverture vaccinale de la population à risque en France métropolitaine reste très insuffisante et a diminué depuis la saison 2009-2010, où elle était de 60,2%. Cette année, moins d'une personne à risque sur deux était vaccinée (46,0% pour l'ensemble des sujets ciblés par la vaccination et 49,8% chez les personnes de 65 ans et plus selon l'Assurance maladie 9).

(LVOG - Et pour cause, l'efficacité du vaccin est médiocre, au point que le personnel soignant ne s'y soumet pas.)

Même si l'efficacité du vaccin antigrippal est le plus souvent modérée, voire faible, chez le sujet âgé, notamment contre le virus A(H3N2), l'impact positif de la vaccination contre la grippe saisonnière sur la mortalité des personnes âgées peut être conséquent, comme le montre l'analyse des données françaises sur la période 2000-2009 qui avait estimé à plus de 2 000 le nombre moyen de décès évités chaque année par la vaccination et à 35% l'efficacité vaccinale moyenne dans cette tranche d'âge. Le vaccin étant bien toléré, il est donc important de convaincre la population à risque de se vacciner pour éviter les formes graves. Dans les collectivités de personnes âgées, la couverture vaccinale des résidents est élevée, mais celle du personnel n'a pas augmenté ces dernières années et reste très insuffisante. La vaccination reste la première mesure de prévention, mais les mesures barrières (réduction des contacts avec les malades et renforcement de l'hygiène) ainsi que l'utilisation des antiviraux pour les sujets à risque doivent la compléter pour permettre de protéger les personnes les plus vulnérables.

Source : http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/ 2017/22/2017_22_1.html)

En Italie, sur 5.500 morts, 1% avait moins de 50 ans (AFP 23 mars 2020)

LVOG - Cela fait 55 morts âgés de moins de 50 ans, combien d'Italiens de moins de 50 ans meurent de la grippe ou d'autres virus chaque année ? Vous aurez deviné la réponse. L'Italie est particulièrement touchée parce qu'elle comporte 25% de vieux, notamment.

Totalitarisme. Faire durer le plaisir et le chaos, mode d'emploi.

- Dépistage du coronavirus : vers un changement de stratégie du gouvernement sur les tests ? RT - 22 mars 2020

Si le gouvernement a opté jusque-là pour un usage «raisonnable, rationnel et raisonné» des tests, il pourrait bien changer de stratégie à l'issue du confinement et opter pour un dépistage massif, comme le préconise l'OMS. RT 22 mars 2020

LVOG - Même cela ne sert à rien quand on y réfléchit un peu, hormis les personnes âgées et les grands malades, ceux qui sont en convalescence et qui sont déjà affaiblis.

C'est quoi le but de leur jeu ?

Dire demain, en France, voilà sur 67 millions d'habitants, 40 ou 50 millions sont porteurs du virus, quel drame, quelle catastrophe ! De sorte qu'ils craignent tous de mourir, ainsi que les 17 ou 27 millions restant qui vont se dire que leur tour viendra un jour et qu'ils vont tous y passer aussi.

Après ? Rien ne se sera passé ainsi, mais plus personne n'y pensera, les gens seront tellement heureux d'être encore en vie et bien portant, et le tour sera joué, comme d'habitude ils n'auront rien compris ou presque, et ils le paieront très cher par la suite, c'est la seule certitude qui va se réaliser.

Pourquoi ne pas faire durer le plaisir indéfiniment, après tout si c'est pour changer de société ou basculer dans une société totalitaire.

LVOG - Il est vrai que la crise du capitalisme est devenue permanente, et évidemment sans issue hormis miser sur le chaos ou passer au socialisme, ne rêvons pas, mais gardons l'espoir, la foi comme aurait dit Marx.

- La pandémie de Covid-19 pourrait durer deux ans - sputniknews.com 18 mars 2020

La pandémie du coronavirus pourrait durer deux ans, le virus se propagera par vagues, a déclaré le président de l'Institut Robert Koch, Lothar Wheeler, lors d'une conférence de presse mardi 17 mars.

«La pandémie se développe par vagues. C'est ce que nous savons avec certitude. Mais à quelle vitesse vont ces vagues? Et quand cette pandémie infectera-t-elle 60 à 70% de la population mondiale? Cela peut durer des années. Nous partons sur deux ans», a-t-il indiqué. sputniknews.com 18 mars 2020

LVOG - Rien que d'y penser cela doit lui procurer une montée d'adrénaline, un orgasme cérébral !

La stratégie de la terreur et du chaos, voilà tout ce qu'ils ont retenus ces cinglés.

- Qu'est-ce que l'Histoire nous apprend des épidémies? - Slate.fr 22 mars 2020

De l'Antiquité jusqu'à nos jours, les épidémies ont toujours provoqué la même réaction: la peur de l'«autre», souvent des plus pauvres, jugés responsable de la transmission du virus. Les épidémies étaient et sont toujours perçues comme venant de l'extérieur, de l'étranger. Rapidement, l'«autre» et la maladie qu'il transportait devaient être maitrisés.

Les plus pauvres, vus par les élites comme étant l'origine de la maladie étaient confinés, fouillés et placés dans des camps au XIXe siècle. C'est ainsi que naquirent certaines révoltes contre le pouvoir colonial pendant les épidémies de choléra du XIXe siècle.

A contrario, en Rome Antique, certaines épidémies possédaient un étrange pouvoir, celles de rassembler les élites et la plèbe. Mais depuis deux siècles, les épidémies ont une chose en commun, leur létalité supérieure. Trop peu de malades sortent des hôpitaux guéris.

L'humain a tendance à réagir à une épidémie en paniquant. Très vite cependant, il cherche à connaître le coupable.

Dans l'Angleterre du XVIIe le premier suspect d'une épidémie était Dieu. Devant l'incompréhension généralisée, les foules se précipitaient dans les églises, priant pour qu'Il pardonne leurs pêchés.

Daniel Defoe, qui tenait à l'époque un «Journal de la peste», décrivait un chaos qui résonne particulièrement aujourd'hui: «Trop souvent, le mal individuel l'emporte sur le bien collectif», ayant peur d'être contaminés, les prisonniers pourtant sains s'échappaient, les propriétés étaient pillées, beaucoup fuyaient à la campagne propageant ainsi davantage le virus. Slate.fr 22 mars 2020

Pour le pire et le meilleur, pourvu que ce soit pour le meilleur sans se faire trop d'illusions.

- "Le confinement ne nous soude pas, il nous divise encore plus." - Slate.fr 20 mars 2020

Quand je croise ma voisine qui sort trois fois par jour parce qu'elle «refuse l'hystérie actuelle» et que «le coronavirus, c'est surtout dans la tête», j'ai une furieuse envie d'aller cracher sur sa poignée de porte. (Vous, c'est à la gueule qu'il faudrait cracher, simple d'esprit ! - LVOG)

Ensuite, il y a eu le confinement officiel. En toute logique, c'était là qu'allait se révéler la concorde nationale.

Mais ça ne s'est pas du tout passé comme ça.

D'abord, on s'est demandé pourquoi les personnalités du sport, du cinéma et de la politique, même sans symptômes graves, bénéficiaient de tests. Cette inégalité première, on sentait bien qu'elle allait miner la nation une et indivisible.

...une autre fracture est apparue: la fracture fondamentale entre les personnes qui sont en confinement et celles qui ne le sont pas.

Dans les «pas», on peut citer les employés d'Amazon. Les caissières de supermarché. Les travailleurs sociaux. Les auxiliaires de vie. Les aides à domicile. Les livreurs. Les agentes d'entretien. Les ouvrières. Les conducteurs. Etc. Celles et ceux qui n'ont pas de masque, pas de protection, pas de considération et, oh tiens, en général pas beaucoup de zéros sur leur fiche de paie, et à qui on demande de venir bosser malgré tout. Une réalité nous saute à la gueule: au sein d'une même entreprise, les cadres peuvent travailler de chez eux et les ouvriers viennent au boulot. (C'est dans ces moments-là, quand les intérêts des petits bourgeois sont menacés, qu'ils se souviennent soudain que la classe ouvrière existe ! - LVOG)

C'est comme si ce virus, loin de nous rapprocher, faisait ressortir, exacerbait notre conscience des inégalités. Cette quarantaine concerne tout le pays certes, mais selon des réalités très différentes, avec un pôle où il y a les personnes qui doivent travailler (sans protection), un autre diamétralement opposé avec les aisés qui ont pu choisir dans quel domicile vivre leur confinement, et entre les deux tout un spectre en fonction de votre travail, de votre situation familiale et de votre logement.

Autant dire qu'on est loin de la concorde annoncée. La société française était fractionnée avant. On avait déjà envie de s'entre-tuer. Et ça n'a pas vraiment changé. Cette tension transparaît sur n'importe quel sujet, avec ce que j'appelle les agacements continus.

Ce n'est pas un virus qui parviendra à guérir une société malade, bouffée par ses inégalités, ses tensions, tiraillée en tous sens. Slate.fr 20 mars 2020

LVOG - C'est la lutte de classe en commençant par renverser le régime en place...

Totalitarisme. Que la tentation est grande et se précise !

- Coronavirus: les mesures d'urgence votées par le Parlement - AFP 23 mars 2020

Etat d'urgence sanitaire pour deux mois, large habilitation à légiférer par ordonnances notamment pour aider les entreprises et projet de budget rectificatif: voici les principales mesures des projets de loi approuvés cette fin de semaine par le Parlement face au coronavirus.

PROJET DE LOI D'URGENCE

- Etat d'urgence sanitaire

Sur le modèle de l'état d'urgence prévu par une loi de 1955 et activé après les attentats de 2015, le gouvernement prévoit un nouveau régime d'"état d'urgence sanitaire".

Il pourra être déclaré sur tout ou partie du territoire "en cas de catastrophe sanitaire, notamment d'épidémie mettant en jeu par sa nature et sa gravité, la santé de la population".

Un dispositif spécifique pour le coronavirus prévoit que l'état d'urgence sanitaire soit "déclaré pour une durée de deux mois" à compter de l'entrée en vigueur de la loi. Sa prorogation au-delà ne pourra être autorisée que par la loi.

Le nouveau régime prévoit des mesures limitant la liberté d'aller et venir, de réunion et d'entreprendre.

- La violation des règles de confinement seront punies d'une amende de 135 euros, 1.500 euros en cas de récidive "dans les 15 jours" et dans le cas de "quatre violations dans les trente jours", le délit sera "puni de 3.700 euros d'amende et six mois de prison au maximum".

- Policiers municipaux et agents de la ville de Paris pourront constater les infractions aux restrictions de déplacements

- L'Assemblée nationale et le Sénat seront informés "sans délai" des mesures prises pendant cet état d'urgence

- Mesures économiques et d'adaptation à l'épidémie

Le gouvernement est habilité à prendre par ordonnances une série de mesures pour soutenir les entreprises et "limiter les cessations d'activité" et les licenciements, notamment:

- mesures de "soutien à la trésorerie", "aide directe ou indirecte" et "facilitation du recours à l'activité partielle"

- dérogations possibles en matière de durée du travail pour certaines entreprises dans des secteurs "particulièrement nécessaires".

- sous réserve d'un accord d'entreprise ou de branche, un employeur pourra imposer une semaine de congés payés à un salarié pendant le confinement

- possibilité de "reporter ou d'étaler le paiement des loyers" ou certaines factures (eau, électricité...) pour les très petites entreprises "dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie"

- suspension temporaire du jour de carence en cas d'arrêt maladie pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire

- adaptation des règles de dépôt et de traitement des déclarations administratives

- Dispositions électorales

Le second tour des municipales est reporté "au plus tard au mois de juin". La date sera fixée par décret en Conseil des ministres, pris le 27 mai au plus tard si la situation sanitaire le permet. Les déclarations de candidatures seront déposées au plus tard le mardi qui suit la publication du décret.

- Au plus tard le 23 mai sera remis au Parlement un rapport du gouvernement sur l'état de l'épidémie et les risques sanitaires, fondé sur une analyse du comité de scientifiques mis en place par le texte.

Si un second tour ne peut pas se tenir en juin, retour à la case départ, avec tenue de deux tours de scrutin. Pour les candidats élus dès le premier tour, le résultat est cependant définitif.

- Report des réunions de conseils municipaux élus au premier tour pour désigner les maires.

- Mesures diverses

- validité prolongée de six mois pour les titres de séjour des étrangers en situation régulière

- intervention à distance d'un avocat par exemple pour la prolongation d'une garde à vue

- aménagement de certaines règles relatives aux peines de prison (affectation, fin de peine...) pour éviter la propagation du virus

- extension à "titre exceptionnel et temporaire" du nombre d'enfants accueillis par un assistant maternel

- adaptation en matière d'ouverture ou de prolongation des prestations versées aux personnes en situation de handicap, pauvreté, notamment les bénéficiaires de minima et prestations sociales, et aux personnes âgées

- possibilité pour les collectivités de déroger pour 2020 à la règle de maîtrise des comptes publics limitant la hausse de leurs dépenses de fonctionnement à 1,2% par an

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

Elle anticipe un lourd impact du coronavirus sur l'économie française, avec une récession de 1% du PIB et un déficit public à hauteur de 3,9% du PIB en 2020.

Combiné au projet de loi d'urgence, le texte prévoit un arsenal immédiat de 45 milliards d'euros pour aider les entreprises en difficulté et financer le chômage partiel des salariés. AFP 23 mars 2020

L'histrion du régime en rajoute encore.

- Jean-Luc Mélenchon a déploré des mesures "pas à la hauteur de la situation", tout en jugeant le confinement forcé "indispensable". AFP 23 mars 2020

LVOG - C'est sa bouche qu'il faudrait confiner !

Il faut dire que la concurrence est rude tant les candidats sont nombreux...

- Confinement : le Conseil d'Etat demande de revoir certaines autorisations de déplacement - Franceinfo 23 mars 2020

Le Conseil d'Etat a refusé, dimanche 22 mars, d'ordonner le "confinement total" réclamé en urgence par certains médecins, mais a enjoint au gouvernement de revoir d'ici 48 heures certaines dérogations de déplacement, notamment pour motifs de santé ou pour l'activité physique, a-t-il annoncé dans un communiqué.

La plus haute juridiction administrative, saisie d'un référé-liberté, juge "trop large" l'autorisation de pratiques sportives individuelles, telles que le jogging et demande son réexamen. Elle demande aussi au gouvernement de "préciser" le "degré d'urgence" des motifs de santé justifiant un déplacement et d'"évaluer les risques pour la santé publique du maintien (...) des marchés ouverts, compte tenu de leur taille et de leur niveau de fréquentation".

"Un confinement total tel que celui demandé par les requérants pourrait avoir des implications graves pour la santé de la population", ont toutefois estimé les trois juges qui ont examiné dimanche matin la requête des syndicats Jeunes Médecins, de l'InterSyndicale Nationale des Internes (ISNI) et de l'ordre des médecins. Un confinement total impliquerait un ravitaillement à domicile qui "ne peut être organisé sur l'ensemble du territoire national, compte tenu des moyens dont l'administration dispose", souligne le Conseil. Franceinfo 23 mars 2020

Ils inventent un danger, ils le propagent, et cela se termine comme prévu...

- Confinement: à Mulhouse, un couvre-feu de 21 heures à 6 heures - BFMTV 23 mars 2020

Franceinfo - Le confinement se durcit dans certaines communes françaises. De Nice à Arras, en passant par Cholet et Colombes, plusieurs dizaines de maires ont pris, depuis vendredi 20 mars, des arrêtés imposant à leurs habitants un couvre-feu nocturne, selon un décompte réalisé, dimanche, par franceinfo. Cette mesure, destinée à lutter contre la propagation du Covid-19, expose les contrevenants à des amendes d'un montant variable, compris entre 38 euros et 135 euros selon les communes.

Une mesure de couvre-feu à l'échelle départementale a même été prise, dimanche, dans les Alpes-Maritimes. franceinfo 22 mars 2020

Commentaires d'internautes.

1- "Il y avait quand même des actions préventives à prendre :

- Repasser les consignes d'hygiène concernant les épidémies saisonnières.

- Lancer des dépistages aléatoires afin de pouvoir évaluer de manière la plus précise possible l'apparition de l'épidémie en plus des tests "ciblé".

- Mettre en place une quarantaine pour tout ceux qui rentraient d'un voyage à l'étranger le temps qu'ils soient testé.

- Préparer un éventuel confinement en demandant aux gens de stocker 1 mois de provisions.

Le déclenchement aurait été plus rapide et sur des bases plus solide qu'actuellement."

LVOG - Non mais là vous n'avez rien compris. Vous avez omis un facteur déterminante, c'est qu'ils étaient et ils demeurent animés de mauvaises intentions vis-à-vis de la plèbe...

2- "La grippe fait 10.000 morts chaque année dans l'indifférence totale. Pour ce virus il n'y a jamais eu de confinement à ce que je sache ? Les médias déploient la peur sur le peuple français et le matraquage sur les ondes et télévisées ne font qu'empirer le désarroi. L'on ferait mieux de se pencher plus avant sur le médicament nommé chloroquine et de se poser des questions aux réponses souhaitées."

LVOG - La question est de savoir combien de travailleurs vont finir par se poser ces questions, de là dépend l'issue de cette crise...

Attention, à certaines heures avec vos ombres vous pourriez être quatre !

- Coronavirus: L'Allemagne interdit les rassemblements de plus de deux personnes - Reuters 23 mars 2020

L'Allemagne a renforcé dimanche ses mesures de distanciation sociale, en interdisant notamment les rassemblements de plus de deux personnes dans les espaces publics, afin de limiter la propagation du coronavirus. "L'objectif est de gagner du temps dans notre combat contre le virus", a déclaré la chancelière Angela Merkel en conférence de presse. Reuters 23 mars 2020

LVOG - Les méfaits du confinement, vous vous affaiblissez sous l'emprise de la panique, vous fabriquez moins d'anticorps, soudain vous sortez à l'air libre et le virus vous frappe sournoisement, vos défenses immunitaires ne réagissent pas normalement, vous voilà atteint ou pire encore. Simpliste en somme.

En Inde. Autant faire les choses en grand : Couvre-feu national !

AFP - Des millions d'Indiens ont été soumis dimanche à un couvre-feu national à titre expérimental

Le nombre de tests de dépistage a été augmenté dans ce pays d'1,3 milliard d'habitants, où 320 cas ont été recensés, un chiffre qui serait largement sous-estimé. AFP 22 mars 2020

LVOG - L'AFP extrapole ou plutôt prend ses désirs pour la réalité. Tous sont des Indiens revenant de l'étranger (Golfe et Europe principalement) ou ayant transmis le virus à d'autres personnes.

'Janta Curfew' brings Puducherry to a standstill - deccanherald.com 22 March 2020

All shops and establishments, hotels, places of tourist interest in Puducherry remained closed Sunday as the union territory responded to the call for a 'Janaa Curfew' by Prime Minister Narendra Modi to ensure social distancing to control the spread ...

The local bus terminals, railway stations and municipal markets wore a deserted look. The entire stretch of beach road which is normally teeming with people, tourists and others was out of bounds for the people as the government had closed the road till end of this month.

Vegetable markets and other outlets suspended their business. The territorial government had already declared closure of all retail outlets selling liquor, arrack and toddy in Puducherry and outlying regions of Karaikal, Mahe and Yanam which are traditionally wet pockets.

All temples, Aurobindo Ashram, Bharathi park and tourist centric boat houses were closed and there was restriction on visitors in several other places of worship. deccanherald.com 22 March 2020

LVOG - 1 seul cas à Pondichéry, une poignée au Tamil Nadu, plus de 60 millions d'habitants. Quand on sait déjà à quel traitement sont soumis les travailleurs indiens, on se dit qu'on n'a pas besoin de Thatcher, Reagan ou Pinochet pour savoir ce qui nous attend, on le vit déjà au quotidien. Cela explique un peu ma réaction désabusée ou ironique quand je vois ce qui se passe en occident ou en France.

Sans déconner, nous aussi on vit dans une formidable démocratie, la plus grande du monde, imaginez le bonheur puisqu'on vous le dit ! Aucun Indien ne le croira, peu importe. Ma compagne Selvi m'a dit que les gens avaient peur dans les villages, je lui ai dit qu'ils n'avaient pas à avoir peur, on cherche à tous prix à les terroriser. Comment peuvent-ils accorder la moindre confiance à des dirigeants qui les maintiennent dans la précarité absolue, dans des partis politiques corrompus jusqu'à l'os, mafieux, criminels.

Ici comme partout ailleurs, ils veulent dompter, encadrer, discipliner, militariser les esprits pour qu'ils obéissent au doigt et à l'oeil sans broncher, parce que leur système économique est à bout de souffle, c'est tout.

- Government of India - Ministry of Health & Family Welfare - Total number of confirmed cases in India 39 - jipmer.edu.in 21.03.2020

LVOG - Sur un total de 219 Indiens en observation, les chiffres varient en fonction des sources, peu importe.

Nous sommes 1,350 milliard tout de même ! Il y a entre 50 et 100 fois moins de Chinois qui sont morts du coronavirus qu'avec la grippe, il faut arrêter le délire ! Plus de 4 millions d'Indiens meurent à cause d'un virus chaque année, chiffre officiel, en réalité au moins le double. Ca laisse dubitatif, et beaucoup d'Indiens se moquent du gouvernement.

Modi a décrété un black-out total un dimanche, le seul jour de repos hebdomadaire de la plupart des Indiens, il avait toute les chances d'être suivi !

La veille j'ai été prendre un bain de foule au marché central de Pondichéry, le troisième ou quatrième du mois, j'ai fait une réserve de levure pour qu'il ne me prive pas de pizza !

Quand on regarde comment se comportent tous les facteurs qui encadrent une grippe, on s'aperçoit que c'est la même chose avec ce coronavirus, c'est pour cela qu'ils ne tiennent pas à ce qu'on les compare, période d'incubation, période de contagion, période d'épidémie, vous avez une courbe qui monte et qui amorce une descente et le tout dure chaque fois entre trois mois et demi et un peu plus de cinq mois au maximum, ensuite le virus disparaît jusqu'à la saison prochaine.

Plusieurs millions de personnes sont infectées, en réalité beaucoup plus, des centaines de milliers sont plus ou moins malades, et entre 10 et 20.000 vont mourir chaque année, sans que cela ne soulève une "urgence sanitaire". L'urgence sanitaire du capitalisme, c'est dans une fosse septique, là où est sa place !

C'est dégueulasse de faire peur aux gens, cela ne devrait pas être permis, de quel droit nous traient-ils ainsi, sans la moindre considération. On ne les traite pas de psychopathes endurcis ou enragés pour rien.

Je crois qu'il y en a qui n'ont pas encore pris tout à fait la mesure du danger que représente ce régime d'exception, cette dictature de fer. On les invite à réagir. Passons à l'action, organisons-nous pour vaincre notre ennemi, pas le virus, le capitalisme.

Ce qu'ils appellent complotiste, c'est la réalité ! Ils en ont fabriqué une autre qui doit se substituer à celle qui existe, de telle sorte que tout le monde se dispose par rapport à cette réalité de substitution et que la réalité disparaisse, dans ce cas-là, tu ne peux plus la combattre, d'où leur insistance à créer des ennemis invisibles inatteignable, d'où aussi la guerre perpétuelle qui rythme le capitalisme, avec plus de ferveur et d'hystérie depuis plusieurs années ou décennies.

Il ne faut pas faire dans l'angélisme ou le policier, on essaie de compter avec tous les facteurs qui composent la réalité, dont le mouvement ouvrier ou ce qu'il en reste. On combat uniquement pour un changement de régime, le socialisme

Après, cela peut aussi se traduire par un comportement amorphe, neurasthénique, amnésique, dangereux.

Le pestiféré, ce n'est pas le porteur du virus, c'est celui qui dénonce un simulacre de pandémie exploitant une vulgaire épidémie.

Pourquoi ne l'ont-ils pas employé plus tôt ? Devinez.

La France a suspendu ses exportations de chloroquine, remède potentiel contre le Covid-19 - RT 20 mars 2020

Interrogé dans la nuit du 19 au 20 mars, lors de l'examen au Sénat du projet de loi d'urgence contre le coronavirus, le ministre de la Santé et des Solidarités, Olivier Véran, a fait savoir que la France avait suspendu depuis deux semaines ses exportations de chloroquine, dans l'éventualité où elle s'avèrerait efficace dans le traitement du virus. RT 20 mars 2020

LVOG - Cela signifie que depuis au moins le début mars ils savaient que la chloroquine était efficace dans un grand nombre de cas associée à d'autres molécules.

Maintenant vous ajoutez à cette info le refus de tester en masse la population à risque, et vous avez la preuve qu'ils avaient décidé de jouer avec votre santé (et votre destin) pour des objectifs inavouables, le premier étant qu'ils n'auraient pas été en mesure de justifier le confinement, ils y tenaient à tous prix, devinez pourquoi ou alors vous ne tarderez pas à le savoir.

Ils acceptent l'aide des parias de la "***communauté internationale***".

- La Russie propose une aide médicale à l'Italie pour lutter contre le covid-19 - euronews 23 mars 2020

La Russie propose une aide médicale à l'Italie pour l'aider à lutter contre le covid-19. Vladimir Poutine alloue des moyens médicaux d'envergure pour aider le pays à se battre contre la propagation du coronavirus. euronews 23 mars 2020

- Coronavirus: Une équipe de médecins cubains en renfort en Italie - Reuters 23 mars 2020

Haut de page

Le 24 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Comment peut-on vivre dans un tel monde au XXIe siècle ? N'avons-nous tiré aucun enseignement du passé, de nos propres expériences, il faut croire. Comme les masses et la plupart des militants suivent de préférence ceux qui leur racontent des balivernes à longueur de temps, on a toutes les peines du monde à faire entendre une autre voix ou voie.

Qui se pose réellement des questions sur les conditions dans lesquelles cette machination a vu le jour ? Très peu. Qui cherchent des réponses cohérentes et sérieuses ? Encore moins.

Le plus aberrant ou navrant, c'est encore que nous disposons pratiquement tous des mêmes instruments avec Internet pour nous informer, pour essayer de comprendre ce qui se passe vraiment, mais la plupart ne les utilisent pas, alors même que c'est leur destin qui est en jeu.

Et je vais vous dire un truc, puisque c'est le meilleur moyen pour ne pas remonter à l'origine d'une crise, quand elle sera terminée, on sera incapable de faire face à ses conséquences qui s'annoncent désastreuses pour notre mode de vie. C'est imparable, cela se passe toujours ainsi, d'où mon acharnement à actualiser ce portail, par devoir pour rester digne de mon idéal, et sans vaines illusions.

La CNAV se conduit de nouveau en despote. Ils ont bloqué ma retraite sous prétexte de ne pas avoir reçu mon Certificat de vie, alors qu'il est en leur possession depuis au moins 5 mois. En fait je leur avais envoyé à l'adresse indiquée, mais depuis c'est une autre agence qui gère les retraites des Français établis à l'étranger et apparemment les documents n'ont pas suivi, à moins que cela provienne du fait qu'entre temps ils ont changé de formulaire, donc le précédent n'est plus valable. Et cela sans me prévenir, évidemment ! Depuis septembre 2017, c'est la deuxième fois qu'ils me font le coup.

Mieux, plus d'avions, plus de valise diplomatique, plus de poste (fermée), donc impossible d'envoyer le document, génial, ils s'en tapent complètement ! J'ai essayé de l'envoyer par Internet, on verra bien. Heureusement que je suis prévoyant, j'ai de quoi tenir 5 mois avec mon compte courant.

Ici la situation se dégrade aussi, à Pondichéry tout est fermé, mais la population peut encore circuler normalement, au Tamil Nadu où j'habite certains commerces sont ouverts.

Des dizaines ou des centaines de millions de travailleurs vont se retrouver sans salaire du jour au lendemain, c'est bien le chaos qu'ils cherchaient à répandre mondialement.

Et les bourses ? Le casino ? Pas vraiment infecté par le virus puisque les principaux acteurs avaient déjà fait leur emplette en 2019 en rachetant des actions à coup de centaines de milliards de dollars ou d'euros. La baisse brutale des derniers jours ne les a pas affectés, d'autant plus que les banques centrales vont les arroser à coups de milliers de milliards de dollars ou d'euros, le jackpot, les robinets sont ouverts en grand, la planche à billets fait des miracles, quoi !

Je ne plaisant pas, la preuve :

- "L'impact des efforts déployés pour contenir la propagation du Covid-19 a nui à l'activité et à la demande. admiralmarkets.com 24 mars 2020

Vous en voulez encore ? Ah il y a du bon et du mauvais !

- Sur le Forex, la paire EUR/USD est restée ferme, ne montrant pas une véritable réaction à ces chiffres PMI qui ont du bon comme du mauvais. (id)

PMI - L'indice manufacturier, des services et composite, un indicateur synthétique d'un ensemble d'indicateurs individuels valorisés. La Fed a annoncé lundi (...) l'achat illimité d'obligations et divers mécanismes pour pouvoir venir directement en aide aux entreprises, y compris les PME. boursedirect.fr 24 mars 2020

Eh oui, nous sommes les travailleurs seront les seuls dindons ou victimes de cette ignoble pantomime !

- 11 pages au format pdf

Ils veulent instaurer un nouvel ordre mondial totalitaire, disions-nous. On y est.

La stratégie de la terreur et du chaos étendue à l'échelle mondiale.

- Près de deux milliards de personnes confinées, mais la pandémie s'accélère - AFP 24 mars 2020

Plus de 1,8 milliard d'habitants confinés, un bilan qui dépasse 16.000 morts et les systèmes de plusieurs pays développés au bord de l'asphyxie: la pandémie de coronavirus continue de s'accélérer et de semer le chaos partout à travers le monde. AFP 24 mars 2020

LVOG - 16.000 morts, c'est que dal, répétons-le.

- Coronavirus: La Tunisie déploie l'armée pour faire respecter le confinement - Reuters 24 mars 2020

- Virus: l'Afrique du Sud ordonne le confinement, couvre-feu au Sénégal et en Côte d'Ivoire - AFP 23 mars 2020

- Boris Johnson décrète le confinement outre-Manche - LeFigaro.fr 23 mars 2020

- Coronavirus: la Grèce se réveille dans le confinement général - AFP 23 mars 2020

- Etc. Etc. Etc.

Et les moutons seront bien gardés !

- "À titre liminaire, on ne le répétera jamais assez : respectez strictement les consignes données pour lutter contre la propagation du covid-19, c'est-à-dire d'appliquer les mesures barrières et de respecter scrupuleusement le confinement et son slogan « restez chez vous ! »." (PRCF)

Parmi les fake news, les anticorps se transmettraient d'une personne à l'autre.

Les anticorps, aussi appelés immunoglobulines (Ig), sont des protéines de l'organisme qui sont produits par les lymphocytes B et des cellules qui en dérivent appelées plasmocytes. On distingue plusieurs types d'anticorps selon leur composition : IgG, IgM, IgA, IgD, IgE. Les anticorps sont présents dans le plasma, et pénètrent également dans les tissus mais très peu à l'intérieur des cellules. Les anticorps jouent un rôle essentiel dans la protection de l'organisme contre les infections par les bactéries, les virus, et les parasites, c'est pourquoi leur production augmente en cas d'état infectieux. En pathologie, leur diminution importante ou leur absence est donc responsable d'infections répétées bactériennes (sinusites, otites, pneumonies).

- Dans les infections bactériennes ce sont surtout les IgM et les IgG qui jouent un rôle essentiel de protection, tandis que les IgA sont plus particulièrement impliquées dans la protection du tube digestif, et les IgE contre les parasites. Les anticorps peuvent parfois aussi avoir un rôle pathologique dans les maladies auto-immunes et dans l'allergie (dans ce cas il s'agit IgE). (30 septembre 2016, j'ai oublié de noter la source)

Dans un autre article, ils expliquaient en gros qu'ils étaient présents dans la moelle épinière, et que c'était à partir de là qu'ils étaient fabriqués en fonction des molécules chimiques apportées du dehors dans l'organisme, essentiellement par l'alimentation.

Le totalitarisme En Marche. Haro sur les droits sociaux !

- C'est confirmé : la loi "urgence coronavirus" va revenir sur les droits aux congés, les 35 heures... et sans date limite - marianne.net 20 mars 2020

Devant le Sénat, le gouvernement a réaffirmé sa volonté de revenir dans sa loi "urgence coronavirus" sur certains acquis sociaux, comme les congés payés ou les 35 heures. Des mesures qu'il annonce "provisoires"... tout en refusant d'inscrire une date limite dans le texte.

Marianne l'écrivait dès ce mercredi : le projet de loi dit d'adaptation à la crise du coronavirus prévoit, parmi diverses mesures comme le contrôle des licenciements ou un plan massif d'aide aux entreprises, de revenir sur certains acquis sociaux. La réforme va en effet habiliter le gouvernement à prendre des ordonnances ayant valeur de loi dans le domaine du droit du travail, sous trois mois. Leur objet ? Imposer une nouvelle limite au droit aux congés payés, d'une part. Il s'agit de "modifier les conditions d'acquisition de congés payés et permettre à tout employeur d'imposer ou de modifier unilatéralement les dates de prise d'une partie des congés payés dans la limite de six jours ouvrables, des jours de réduction du temps de travail". A priori, il sera possible de revoir à la baisse le nombre de congés payés acquis par mois, aujourd'hui de 2,5.

La question est d'autant plus prégnante que dans le Figaro, un "haut représentant patronal" propose... de ramener les congés payés à deux ou trois semaines, du moins cette année : "Si c'est nécessaire pour limiter les conséquences économiques de la crise sans précédent que nous traversons en ce moment, les Français pourraient renoncer à deux à trois semaines de vacances en juillet et août. En tout cas, cela ne me choquerait pas". D'après LCI, il s'agit d'une suggestion... du Medef, le principal syndicat patronal. Interrogé sur la chaîne d'info, le ministre Bruno Le Maire n'a pas confirmé, sans pour autant écarter clairement cette hypothèse : "Arrêtons de parler d'efforts et parlons déjà plutôt de solidarité".

Devant les sénateurs, Muriel Pénicaud a également abordé le sujet de la durée hebdomadaire du travail : "Sur la durée du travail, il faut aider les 99 secteurs qui en ont besoin". La future loi prévoit en effet... de permettre à un certain nombre d'entreprises de déroger aux 35 heures. L'article 7 de la réforme dispose en effet que le gouvernement pourra, par ordonnance, "permettre aux entreprises de secteurs particulièrement nécessaires à la sécurité de la Nation ou à la continuité de la vie économique et sociale de déroger aux règles d'ordre public et aux stipulations conventionnelles relatives à la durée du travail, au repos hebdomadaire et au repos dominical". Quels seront ces secteurs dans lesquels les 35 heures pourront bientôt disparaître ? La ministre a donné de très faibles précisions : "Il peut s'agir de l'alimentation, de la production de matériel médical par exemple". Pour le reste, un "décret" listera les métiers concernés. On constate par ailleurs que la remise en cause des droits aux congés payés concerne, elle, toutes les entreprises du pays.

Dans le Figaro, un représentant du ministère du Travail confirme que les salariés seront sollicités pour permettre à l'activité économique du pays de repartir : "On demandera un effort raisonnable à chacun dans ce moment qui restera dans les livres d'histoire". Soit, mais jusqu'à quand ? Un élément en particulier interroge : entre l'avant-projet de réforme, diffusé officieusement auprès de certains médias en début de semaine, et que Marianne avait pu consulter, et le projet de loi qui entrera bientôt en vigueur, ces mesures graves ont perdu leur caractère "provisoire". Cela signifie concrètement que la nouvelle loi s'appliquera... jusqu'à nouvel ordre, et non pas jusqu'à une date limite.

Le sénateur LREM Alain Richard a expliqué qu'on ne pouvait prévoir à l'avance quand ces réformes auront perdu leur justification : "Il y aura forcément une transition. Bien malin qui pourrait dire quand l'utilité de chaque modification prendra fin".

Le fait que le gouvernement procède par ordonnances n'aura pas ailleurs aucun impact. En théorie, une ordonnance qui n'a pas été ratifiée par le Parlement est caduque. On aurait pu imaginer que le gouvernement renonce à demander la ratification des mesures "anti-acquis sociaux", mais il n'en sera probablement rien, pour une question de délai. Ces ordonnances, qui devront être prêtes d'ici au mois de juin au plus tard, mais sans doute beaucoup plus tôt vu l'urgence invoquée par le gouvernement, doivent ensuite être ratifiées par le Parlement sous deux mois. A cette date, il y a peu de chances que le gouvernement considère le pays comme définitivement sorti de la crise... Si le gouvernement a expliqué oralement qu'aucune des dispositions de l'article 7 "n'a vocation à être pérenne", ce sera donc bien le cas, jusqu'au vote éventuel d'une nouvelle loi.

Article mis à jour.

Face aux alertes qui se multipliaient, le gouvernement a finalement fait machine arrière sur la question des congés payés. En séance à l'Assemblée nationale, ce samedi soir, la ministre Muriel Pénicaud a présenté un amendement à sa propre loi permettant de revenir sur ce qu'avait précédemment soutenu le gouvernement. Les modifications "des conditions d'acquisition des congés payés" sont abandonnées, et la possibilité de modifier les dates de congés payés est conditionnée à la passation d'un accord d'entreprise ou de branche sur le sujet. En clair, les syndicats seront dans la boucle.

En revanche, dans le texte adopté ce samedi au bout de la nuit par les députés, a été retenue la possibilité pour l'employeur de choisir les dates de prise de RTT (ou d'autres types de repos hors congés payés) par les salariés. Les dispositions concernant le dépassement des 35 heures de travail hebdomadaire dans de nombreux secteurs ont elles été confirmées, la ministre précisant simplement que les mesures qui seront prises par ordonnances respecteront le seuil européen, soit 48 heures par semaine au maximum.

Enfin, la ministre du Travail, a une nouvelle fois refusé plusieurs amendements qui demandaient d'inscrire dans la loi une date limite de validité pour ces mesures. Tout en affirmant qu'il s'agissait d'une évidence. marianne.net 20 mars 2020

Il faut crever l'abcès de cette machination.

- L'ambassade de Chine en France suggère à son tour une origine américaine au Covid-19 - lexpress.fr 23 mars 2020

L'ambassade de Chine en France a suggéré ce lundi dans une série de tweets que la pandémie de Covid-19 avait débuté aux États-Unis, reprenant des accusations chinoises contre les Américains sur l'origine du coronavirus qui s'est d'abord répandu sur une grande échelle en Chine.

"Combien de cas de Covid-19 y avait-il parmi les 20 000 morts de la grippe qui a commencé en septembre dernier ?", se demande-t-elle dans une série d'interrogations en forme d'affirmations, sans éléments scientifiques à l'appui.

Les États-Unis n'ont-ils "pas tenté de dissimuler la pneumonie de nouveau coronavirus par la grippe ?", poursuit-elle sur Twitter, un réseau social par ailleurs bloqué en Chine et où circulent de très nombreuses fausses informations, rumeurs et manipulations sur le Covid-19.

Un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, avait déjà laissé entendre le 13 mars que l'armée américaine avait introduit le virus à Wuhan, la ville de Chine d'où est partie l'épidémie selon la plupart des scientifiques, au cours des Jeux mondiaux militaires d'octobre.

L'ambassade de Chine fait désormais ouvertement le lien avec la "fermeture surprise en juillet dernier du plus grand centre de recherche américain d'armes biochimiques, la base de Fort Detrick au Maryland". "Après la fermeture, une série de cas de pneumonie ou des cas similaires (sont) apparus aux États-Unis", affirme-t-elle, reprenant à son compte des supputations qui circulent sur internet. Elle laisse aussi entendre que le virus était présent dès la fin 2019 en Italie et que la plupart des premiers cas détectés en Australie provenaient des États-Unis. lexpress.fr avec AFP 23 mars 2020

LVOG - Il a été d'autant plus facile de camoufler ce coronavirus en pneumonie, que le chaos régnait déjà dans le système de santé américain.

Des "*supputations*" confirmées par The New York Times, notamment.

Extrait du The New York Times du 8 août 2019

Nous avons également eu des citoyens Japonais infectés en septembre 2019 à Hawaï, des gens qui ne s'étaient jamais rendus en Chine, ces infections se sont produites sur le sol étasunien bien avant l'éruption à Wuhan, mais seulement peu après la fermeture de Fort Detrick.

LVOG - Le déclenchement de cette épidémie en Chine est intervenu suite à un ensemble d'évènements que nous avons pu reconstituer, à lire dans les précédentes causeries, dont le thème était la propagation à l'échelle mondiale d'une pandémie causée par un coronavirus et la surpopulation mondiale.

On n'a pas encore assisté à un déferlement de propagande xénophobe anti-chinoise style le péril jaune. Pourquoi ? Parce que la Chine est un des maillons essentiels de la mondialisation dans sa version capitaliste. Mais cela pourrait ne pas durer.

Maintenant, comment cela va se traduire sur le plan économique, il est encore trop tôt pour le savoir. A moins que les premières mesures annoncées en France en soient un avant-goût, l'écrasement des droits sociaux dont disposent encore les travailleurs, 13e mois, congés payés, durée du travail, etc. de manière à augmenter le taux d'exploitation pour rivaliser avec la Chine, ce qui pourrait justifier une relocalisation de secteurs entiers de la production dans les pays occidentaux et affaiblir la Chine. Ce n'est qu'une hypothèse.

Une autre réflexion.

Le virus est actif 14 jours environ, ensuite il reste des résidus qui ne sont pas assez puissants pour forcer les cellules saines et les infester, s'en nourrir et se reproduire. Ces résidus vont-ils disparaître ou redevenir actifs chaque année à la même époque que la grippe ?

Les virus voyagent avec les personnes et les marchandises qui essaiment les quatre coins du monde, maintenant ils savent comment la population réagit, et ils pourront redéclencher une opération similaire quand ils en auront besoin, à moins que cela ne soit plus nécessaire selon l'hypothèse que j'ai émise.

Et la bourse, imaginez le brave type qui a acheté des milliers d'actions à 10 dollars il y a 5 ans, et qui les revend à 800 dollars, hier elles cotaient encore 1.000 dollars, le pauvre, il a perdu une grosse somme, il faut lui venir en aide ! Ils vont se distribuer des milliers de milliards de dollars, une fois de plus... Je me souviens de l'interview d'un trader qui avait travaillé pour un fonds de pension, et qui expliqua que les objectifs fixés ou les bénéfices attendus chaque année n'étaient pas évalués en dizaines mais en centaines de pourcents, donc s'enrichir aussi vite n'a rien d'extraordinaire, il suffit d'avoir le capital au départ et c'est dans la poche.

En principe vous en avez encore pour environ deux mois.

Pendant qu'il y en a qui annoncent que cela pourrait durer deux ans, quel délire !

- Coronavirus : aucun cas local en Chine pour le cinquième jour consécutif - Franceinfo 23 mars 2020

Déjà, trop tôt, quel dommage !

- Coronavirus: l'Italie entrevoit "une lumière au bout du tunnel" - AFP 23 mars 2020

L'Italie, mise à genoux par le fléau du coronavirus, a enregistré lundi une deuxième baisse consécutive du nombre de morts et de nouveaux cas positifs... AFP 23 mars 2020

Le "*en même temps*" partagé par les raclures droitdelhommistes

- Coronavirus: les couvre-feux se multiplient face à l'épidémie - AFP 23 mars 2020

A la Ligue des droits de l'homme, on se dit "très vigilants" sur ces mesures "pas illégales" dans le contexte mais "prises par des maires zélés, en accord avec leur sensibilité politique". AFP 23 mars 2020

LVOG - Légitime, on a compris dans quel camp vous êtes...

- Coronavirus : Philippe annonce la fermeture des marchés ouverts et de nouvelles règles de confinement - BFMTV 24 mars 2020

A partir de mardi en France, les marchés ouverts seront fermés, les sorties sportives seront limitées à 1km et une heure par jour, et des couvre-feux locaux pourront être appliqués sur décision des préfets et maires.

"Pour faire face à cette vague (...) il faut respecter strictement, très strictement ces mesures de restriction de sorties", a déclaré le chef du gouvernement depuis Matignon, en direct sur TF1, ajoutant que "les effets du confinement ne pourront se réaliser qu'avec le temps".

"Le temps d'avant, le temps normal n'est pas pour demain. Le temps du confinement est encore le nôtre et peut durer encore quelques semaine", a-t-il encore prévenu. BFMTV 24 mars 2020

- Delfraissy admet que « Le confinement n'est pas la bonne stratégie » - Réseau Voltaire 23 mars 2020

Le président du Comité scientifique français sur le coronavirus, le professeur Jean-François Delfraissy, a reconnu dans un entretien au quotidien catholique La Croix que « Le confinement n'est pas la bonne stratégie, c'est la moins mauvaise des stratégies qui étaient possibles en France, à la mi-mars 2020 » [1].

Le gouvernement central chinois n'a jamais procédé au confinement à domicile des populations dans les zones infectées (tout l'Est de la Chine), mais uniquement dans la province du Hubei. Cette mesure n'avait pas pour but de lutter contre la maladie, mais de reprendre politiquement en main une région où le gouvernement local avait nié l'épidémie provoquant des décès supplémentaires, ce qui avait été interprété par la population comme le retrait du « mandat du ciel » [2].

Le professeur Delfraissy préconise désormais « des tests massifs à la sortie du confinement ». Selon lui, « Aujourd'hui, nous avons la capacité de faire passer de 5 000 à 8 000 tests par jour, mais pas davantage. Pour faire ces tests, il faut en effet disposer d'un certain nombre de produits, dont une partie nous vient de Chine et des États-Unis. Or, ces produits n'arrivent plus en nombre suffisant ».

Ces chiffres sont contestés par les laborantins et n'expliquent pas pourquoi, au 22 mars, le gouvernement français n'avait toujours pas contacté de fabricants étrangers. Surtout, il ne nous explique pas pourquoi il faudrait des « tests massifs à la sortie du confinement » (que le professeur Delfraissy entend allonger) et non pas « pour sortir du confinement ».

[1] « Nous préconisons des tests massifs à la sortie du confinement », entretien de Loup Besmond de Senneville avec le professeur Delfraissy, La Croix, 23 mars 2020.

[2] « Covid-19 : propagande et manipulation », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 20 mars 2020.

Et ils en rajoutent une grosse louche !

- Un virologue chinois explique combien de temps pourrait prendre la victoire sur le Covid-19 en Europe - sputniknews.com 23 mars 2020

Les pays européens pourraient avoir besoin de deux ans pour venir à bout de la pandémie de coronavirus, selon le chef du groupe d'experts de Shanghai sur le Covid-19 Zhang Wenhong. Le virus pourrait même réapparaître après sa disparition.

Le virologue chinois Zhang Wenhong estime que l'Europe doit se faire à l'idée que la pandémie du Covid-19 ne se terminera pas prochainement et se préparer à un combat qui pourrait durer jusqu'à deux ans.

«Ne vous reposez pas sur l'idée que la pandémie prendra fin en Europe dans un prochain avenir... Ce serait tout à fait normal que le virus disparaisse et réapparaisse, cela durera un an ou deux», a déclaré M.Zhang lors d'une conférence vidéo organisée par le consulat chinois de Düsseldorf et dont le contenu a été reproduit par le South China Morning Post.

Le spécialiste prévoit un pic de l'épidémie pour la période entre avril et juin, alors qu'à l'été le virus reculera pour regagner de la vigueur à l'automne et en hiver.

Selon lui, les delais dans lesquels la pandémie sera circonscrite dépendent d'efforts communs. «Pour être efficaces, les mesures doivent être extrêmement radicales.»

«Si seulement le monde entier pouvait cesser de bouger pendant quatre semaines, la pandémie pourrait être stoppée», a-t-il signalé. sputniknews.com 23 mars 2020

LVOG - Il faudrait savoir, soit ce virus reviendra chaque année, soit il peut disparaître en quatre semaines.

Légitimez le régime totalitaire, devenez un de ces agents.

- Le gouvernement ouvre une plateforme en ligne pour constituer une «réserve civique» de Français - Le Figaro 23 mars 2020

Lancé ce lundi par le secrétaire d'État Gabriel Attal, jeveuxaider.gouv.fr doit permettre aux Français volontaires de proposer leur aide aux personnes en difficulté ainsi qu'aux associations en sous-effectifs. Le Figaro 23 mars 2020

LVOG - Aider le gouvernement ou le renverser ?

Commentaire d'un internaute.

- "M. Attal faisait partie du cabinet de Mme Touraine au moment de la confirmation de la destruction et de l'abandon du stock stratégique de masques. N'a-t-il ni dignité ni décence ?

Il faudra juger ces gens."

Les marchés se régalent ! Les prédateurs veillent!

- Un plan de 750 milliards d'euros en Allemagne contre le coronavirus - Reuters 23 mars 2020

L'Allemagne a annoncé lundi une série de mesures d'un montant total de 750 milliards d'euros pour tenter d'atténuer l'impact de l'épidémie de coronavirus sur la première économie européenne et prévoit d'augmenter son endettement pour la première fois depuis 2013.

Le budget rectificatif allemand, qui prévoit 156 milliards d'euros de dépenses supplémentaires financées par une augmentation des emprunts sur les marchés souligne la volonté de Berlin d'utiliser "tous les moyens à sa disposition" pour lutter contre l'impact économique et social de l'épidémie de coronavirus en cours, a dit Olaf Scholz. Reuters23 mars 2020

- Des banques poussent l'industrie médicale à augmenter ses prix - Slate.fr 23 mars 2020

Les compagnies pharmaceutiques disposent d'un pouvoir politique important aux États-Unis. Le secrétaire à la Santé et aux Services sociaux, Alex Azar, est un ancien du secteur. Il s'oppose à toute régulation des prix sur les traitements et éventuels vaccins du Covid-19. Un membre de la task force de Trump sur le coronavirus, Joe Grogan, a travaillé pour Gilead Sciences.

Quant à la loi prévoyant d'injecter 3,83 milliards de dollars [3,56 milliards d'euros] dans la lutte contre le Covid-19, elle aurait été façonnée, selon Politico, par des lobbyistes de l'industrie pharmaceutique. Slate.fr 23 mars 2020

Pourquoi s'en prennent-ils à la chloroquine et au professeur Didier Raoult ? Pour faire durer le plaisir !

Yahoo - Infectiologue reconnu dans le monde entier, le professeur Didier Raoult se dit convaincu d'avoir trouvé un remède contre le Covid-19 avec la chloroquine. Mais qui est donc ce controversé docteur marseillais ?

LVOG - Une conviction n'ayant aucune valeur scientifique, ils veulent le faire passer pour un charlatan. Ils font aussi l'impasse sur les professeurs chinois qui étaient parvenus aux mêmes conclusions que lui.

Yahoo - Didier Raoult intervient régulièrement dans les médias et ses prises de paroles ont parfois créé des polémiques. Il avait fait parler de lui pour avoir pris position contre l'interdiction du voile à l'université ou encore pour avoir fait part de son scepticisme face aux modèles mathématiques de prédiction du réchauffement climatique. LVOG - C'est donc un pestiféré pour s'en être pris à la supercherie du réchauffement climatique de nature anthropique dont les initiateurs comptent aussi profiter de cette machination, pour ne pas dire qu'ils en sont à l'origine.

Yahoo - Quand on reproche à l'infectiologue les effets secondaires du traitement à l'hydroxychloroquine, il répond à La Provence qu'il connaît mieux que quiconque ces médicaments : "Ce qu'on dit sur les effets secondaires est tout simplement délirant. Ce sont des gens qui n'ont pas ouvert un livre de médecine depuis des années. [...] Je connais très bien ces médicaments, j'ai traité 4 000 personnes au Plaquénil depuis 20 ans. On ne va pas m'apprendre la toxicité de ce médicament.[...] Si vous avez des doutes sur ma crédibilité, ce n'est pas mon problème". S'il y en a un qui n'a visiblement pas de doute sur lui, c'est bien Donald Trump, qui a "approuvé" un recours à la chloroquine pour lutter contre le nouveau coronavirus, après avoir découvert une "étude française".

LVOG - Si Trump a approuvé un recours à la chloroquine, il faut absolument s'en détourner affirme ces porte-parole de l'Etat profond.

Et d'où est partie la cabale, devinez : Du journal Le Monde.

Yahoo - Etienne Campion

C'est confirmé : Trump vient de RT un tweet évoquant une "étude française" : il s'agit bien des graphiques de Didier Raoult, qui influence donc officiellement la politique américaine. En France, il pâtit encore de l'étiquette "fake news" à cause d'un article des @decodeurs. Yahoo Actualités 23 mars 2020

LVOG - Yahoo, c'est Outlook, c'est Hotmail, c'est Microsoft, c'est Bill Gates. Encore lui ? Eh oui !

Je m'étais pris au professeur Didier Raoult parce qu'il avait fait l'impasse sur l'Interféron Alfa 2B, mais après avoir pris le temps d'examiner les nombreuses contre-indications liées à cette molécule, je rectifie, la Nivaquine présente beaucoup moins d'effets indésirables ou elle peut être administrée à un champ beaucoup plus vaste de la population sans risque.

Pas Macron le despote ?

- Donald Trump, président sans cap dans la tempête - AFP 23 mars 2020

- Coronavirus: l'OMS condamne l'usage de médicaments sans preuve de leur efficacité - AFP 24 mars 2020

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) condamne l'administration de médicaments aux patients infectés par le nouveau coronavirus avant que la communauté scientifique se soit accordée sur leur efficacité, mettant en garde contre les "faux espoirs" qu'ils pourraient susciter. AFP 24 mars 2020

LVOG - Ils osent tout pour nous faire taire ou nous ridiculiser, n'en tenons pas compte.

En réalité, compte tenu de l'évolution de cette épidémie, on peut affirmer que le Covid-19 n'était qu'un virus qui aura fait dans chaque pays ou dans le monde moins de morts que le virus de la grippe chaque année, avec peut-être quelques exceptions ici ou là où le virus de la grippe était persona non grata, mais où d'autres virus frappaient les populations. Chut, il ne faut surtout pas le dire !

Les maîtres & manipulation des faits, un don du diable ! Flagrant délit

- Coronavirus : Un homme meurt après avoir ingéré du phosphate de chloroquine, « don du ciel » vanté par Trump - 20minutes.fr 24 mars 2020

La chloroquine est un antipaludéen peu onéreux utilisé depuis plusieurs décennies et commercialisé notamment sous le nom de Nivaquine. Ce traitement est souvent recommandé lorsque l'on prévoit de se rendre en zone infestée par le parasite du paludisme, transmis par les moustiques.

LVOG - Autrement dit, depuis des décennies des dizaines ou centaines de millions de personnes ou touristes en ont pris sans problème, j'en ai fait partie chaque fois que j'allais en Inde.

20minutes - Mais selon une ONG œuvrant dans le domaine de la santé, un homme d'une soixantaine d'années est mort en Arizona après avoir ingéré du phosphate de chloroquine.

LVOG - Ils ont sorti l'ONG de service !

20minutes - Interrogée par la chaîne NBC News, sa femme, qui a également été hospitalisée... Le couple a consommé une dose beaucoup trop forte de phosphate de chloroquine : une cuillère à café chacun selon elle.

LVOG - Tout s'explique. Ce média de merde complote donc contre ce médicament qui présente au moins deux inconvénients majeurs pour les tenants de cette machination, il est "*peu cher*" et qui plus il est efficace.

- Chloroquine : le Haut conseil de santé publique recommande de ne pas l'utiliser - L'Express.fr 24 mars 2020

Le ministre de la Santé, Olivier Véran, a annoncé ce lundi lors d'une conférence de presse que la vente de chloroquine allait être encadrée.

"Le haut conseil de santé publique recommande de pas utiliser de chloroquine en l'absence de recommandation, à l'exception de formes graves, hospitalières et sur décision collégiale des médecins et sous surveillance médiale stricte", a affirmé ce lundi Olivier Véran lors d'une conférence de presse. "Il exclut toute prescription pour des formes non sévères en l'absence de preuves probantes", a-t-il précisé.

Le comité scientifique "exclut toute prescription dans la population générale ou pour des formes non sévères à ce stade, en l'absence de toute donnée probante", a-t-il souligné.

Un arrêté encadrant précisément le recours à ce traitement, qui fait polémique, sera pris "dans les prochaines heures", a précisé le ministre. L'Express.fr 24 mars 2020

Comment, il existe encore ?

- Il n'y a qu'un fabricant de chloroquine en France. Et il est en redressement judiciaire ! - Capital 23 mars 2020

En effet, la société Famar, basée à Saint-Genis-Laval (Rhône), est la seule habilitée par l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) à produire pour Sanofi ce médicament, destiné au marché français.

Lâchée par le fonds américain d'investissement KKR, l'entreprise n'a toujours pas trouvé de repreneur et se retrouve donc en redressement judiciaire avec néanmoins le droit de poursuivre son activité. Mais depuis les essais prometteurs avec la chloroquine réalisés à Marseille sur des patients atteints du Covid-19, Famar tourne à plein régime. Capital 23 mars 2020

Ils dégainent la menace de la guerre mondiale.

- Coronavirus: le Conseil de sécurité de l'ONU en échec - AFP 24 mars 2020

Le Conseil de sécurité de l'ONU, qui ne s'est pas réuni depuis 12 jours, est profondément divisé sur un projet de déclaration lié au coronavirus comme sur des réunions "virtuelles" pour adopter des résolutions, auxquelles s'oppose Moscou.

Ce texte, "l'Afrique du Sud l'a rejeté en premier, la Russie et la Chine ont proposé des amendements mais ont aussi bloqué ensuite", a indiqué un diplomate sous couvert d'anonymat. D'autres sources ont évoqué un projet dans l'impasse. Pékin et Prétoria étaient réticents et Moscou a proposé "des amendements tueurs", a dit l'une d'elles.

Proposé depuis la fin de la semaine dernière par l'Estonie, le projet de déclaration, obtenu par l'AFP, souligne "la préoccupation croissante" des quinze membres du Conseil de sécurité face à la pandémie "qui pourrait constituer une menace à la paix et à la sécurité internationales". AFP 24 mars 2020

Haut de page

Le 25 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Bienvenue au club, nous aussi nous sommes confinés en Inde ! (lire plus loin)

Une employée du pôle courrier de la CNAV a finalement volé à mon secours pour débloquer ma retraite, je lui en suis gré et je l'ai remerciée chaleureusement.

Ah le péril jaune, pas la cirrhose, tout de suite ils pensent à picoler, pas l'hépatite, pas de quoi faire une jaunisse !

On emploie la dérision tellement cette histoire est ridicule.

Savez-vous quelle est la différence fondamentale entre la grippe et ce coronavirus ? C'est que ce dernier se répand plus rapidement, donc l'épidémie est fulgurante si l'on veut, et par conséquent elle peut faire facilement l'objet d'une instrumentalisation malveillante, puis les choses se tassent, l'épidémie emprunte la même trajectoire que la grippe et on n'en parle plus.

- 16 pages au format pdf

Existe-t-il encore un espoir de tirer profit de cette crise ?

C'est toujours le même scénario et principe ou justificatif qu'ils dégainent : Pour avoir plus de sécurité, tu dois accepter d'avoir moins de liberté, et ainsi de suite jusqu'au moment où tu n'en as plus tout, ce qui se passe en ce moment. Il en va de même avec nos droits sociaux qu'on doit défendre d'arrache-pied.

Comme les psychopathes qui dirigent le monde s'en remettent à la solution miracle du confinement pour endiguer ce qu'ils appellent la pandémie du coronavirus, on pourrait peut-être les prendre au mot en s'entourant des précautions d'usage, en demandant à l'ensemble des travailleurs de cesser le travail, hormis ceux des secteurs de première nécessité, histoire de précipiter la chute du régime.

Il faudrait voir comment cette tactique pourrait s'appliquer, sachant que toute reprise du travail serait conditionnée par l'abolition de la Constitution de la Ve République et la convocation d'une Assemblée constituante qui détiendrait tous les pouvoirs, ce qui impliquerait que les masses soient mobilisées et y participent, s'organisent pour créer leurs propres organes de pouvoir. Autrement dit, il serait inconcevable de travailler ou de vivre un jour de plus sous le régime de la ploutocratie qui a conduit la société où elle en est. Tout pouvoir économique ou politique serait dénié aux capitalistes et leurs représentants, afin que leur capacité de nuisance contre-révolutionnaire soit affaiblie ou anéantie.

On nous dira que les travailleurs ne sont pas prêts à enclencher un tel processus révolutionnaire... Merci, je le sais ou je m'en doute, mais qu'en est-il parmi ceux qui sont les plus évolués, parmi les militants ? Ne soyez pas pessimistes, sans pour autant se faire des illusions, entre les deux il existe une marge de manoeuvre pour organiser les travailleurs et les militants les plus conscients sur une ligne politique correcte qui rompt avec le consensus actuel.

Manipulation des faits et stratégie de la terreur. 1000 fois plus, en réalité ! Quoi de plus naturel !

- Coronavirus: Nombre de cas probablement 10 fois plus élevé en Italie que le bilan officiel - Reuters 24 mars 2020

Le nombre de cas de contamination par le nouveau coronavirus en Italie est probablement 10 fois supérieur au bilan officiel de près de 64.000 personnes infectées, a estimé mardi le patron de la Protection civile italienne, qui assure la collecte des données concernant cette épidémie.

Dans la mesure où les tests de détection du virus ont le plus souvent été réalisés chez des personnes prises en charge à l'hôpital, il est probable que des milliers de cas de contamination soient passés inaperçus.

"Un ratio d'un cas confirmé pour dix (non détectés) nous semble crédible", a déclaré le directeur de la Protection civile italienne, Angelo Borrelli, dans un entretien accordé au quotidien La Repubblica, estimant de fait que près de 640.000

personnes pourraient être contaminées en Italie. Reuters 24 mars 2020

LVOG - Tous les ans en Italie comme en France ou ailleurs, des millions de personnes attrapent le virus de la grippe, des centaines de milliers passent en consultation, des dizaines de milliers sont hospitalisées, et le nombre de morts se situent entre 10 et 20.000.

Ils font comme si c'était une découverte ou un cas à part avec ce coronavirus, et ça marche du tonnerre parce que les gens n'ont vraiment rien dans la tête.

Comme vous y allez, un peu de respect, patati patata ? Attendez, c'est vous qui n'y êtes pas du tout. Plus de 90% d'entre eux sont connectés à Internet, donc en un clique ou une minute ils peuvent très bien savoir de quoi il retourne vraiment, je vous laisse en tirer les conclusions que vous voudrez.

Quand j'affirmai que favoriser l'élévation du niveau de conscience des masses était une de nos tâches prioritaires, on s'est foutu de moi, ce n'était pas marxiste paraît-il, c'était trotskyste mais les militants l'avait oublié, il faut dire que flanquer de tels dirigeants que cela aurait dû concerner en premier lieu, leur réaction fut normale. Moi je ne leur en ai pas tenu rigueur, eux ils m'ont traité en pestiféré.

Si vous les croyez aussi, c'est que vous n'avez absolument rien compris.

- En période trouble, comment prévenir une crise économique et éviter de privatiser les profits et de socialiser les pertes par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 24 mars 2020

- Une fois qu'on aura surmonté la présente crise, je ne pense pas que les gens vont accepter un tel système pendant encore très longtemps. Mondialisation.ca, 24 mars 2020

Le Prof. Rodrigue Tremblay est professeur émérite d'économie à l'Université de Montréal et lauréat du Prix Richard-Arès pour le meilleur essai en 2018

LVOG - Il méritait bien ce prix, ses pairs ne s'y sont pas trompés ! Nous ne tenons pas à "*prévenir une crise économique*", pas seulement parce qu'elle existait déjà, mais parce que nous n'y aurions aucun intérêt, sauf à vouloir absolument continuer à vivre sous ce régime, c'est le cas de monsieur Tremblay, mais pas le nôtre.

Il a un train de retard, la question n'était plus de savoir si les gens allaient "*accepter un tel système pendant encore très longtemps*", mais quelles conditions exceptionnelles il fallait créer pour qu'ils y soient contraints par la force des choses, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Archi milliardaire, philanthrope et prophète, il mériterait d'être canonisé !

- Le coronavirus et la Fondation Gates par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 20 mars 2020

- Nous devons admettre que Bill Gates est pour le moins prophétique. Mondialisation.ca, 20 mars 2020

LVOG - Quel saint homme !

Pour finir, il est bien obligé d'admettre "*qu'il n'y a pratiquement aucune région où sévit la pandémie actuelle de coronavirus qui ne porte pas les empreintes de l'omniprésent Gates. Si c'est pour le bien de l'humanité ou s'il y a lieu de s'inquiéter, le temps nous le dira.*".

LVOG - Comme si Gates se souciait du "*bien de l'humanité*" ! Parce que le temps de s'en inquiéter ne serait pas venu, autant dire jamais ! Je mets le lien vers cet article car cela vaut le coup, il fourmille de précisions intéressantes.

https://www.mondialisation.ca/le-coronavirus-et-la-fondation-gates/5643088

Tout ça pour ça. Quelle misère !

Rappel d'un internaute :

- "- saison 2018-2019: 8 semaines d'épidémie de grippe, entre autres virus H3N2 et H1N1: 8 000 décès attribué à la grippe
- saison 2017-2018: grippe -> 3000 décès
- saison 2016-2017: grippe -> 14 400 décès"

LVOG - Rien qu'en France et pas dans le monde, entre 250 et 650.000 morts par an dus à la grippe.

La bourse ou la vie, choisissez !

LVOG - La récession mondiale annoncée par le FMI et la Banque mondiale était déjà rampante, pour éviter qu'elle prenne une tournure inattendue et dangereuse, il fallait commencer par exercer un contrôle total de la population, c'est fait. Mais comment la déclencher ? Vous connaissez la réponse.

- La pandémie de Covid-19 entraîne un effondrement de l'activité économique - euronews.com 24 mars 2020

L'activité du secteur privé dans la zone euro a chuté en mars à un rythme "sans précédent", conséquence de la pandémie du nouveau coronavirus, ce qui fait dire aux analystes que "la récession ne fait que commencer".

L'effondrement de l'activité globale surpasse "de loin" celui observé "au plus fort de la crise financière mondiale", remarque Chris Williamson, économiste chez Markit.

M. Williamson souligne par ailleurs que "l'assombrissement des perspectives d'activité s'est répercuté sur le marché de l'emploi, les entreprises de la zone euro ayant en effet signalé la plus forte réduction de leurs effectifs depuis juillet 2009". euronews.com 24 mars 2020

LVOG - Bravo le champion, le coronavirus, personne n'y a vu que du feu !

- Les Bourses européennes et asiatiques en hausse - euronews.com 24 mars 2020

L'air de rien, ils ont confirmé qu'ils avaient un droit exclusif de vie ou de mort sur l'ensemble de la population, hormis les nantis.

Et vous acceptez cela ? Si c'est le cas, vous nous faites plus peur qu'un malheureux virus.

- C'est l'heure de tester la maîtrise de vous-même.

- C'est l'heure de tester vos facultés mentales.

- C'est l'heure de tester vos facultés intellectuelles ou cognitives.

- C'est l'heure de tester vos connaissances et les leçons que vous avez tirées (ou non, sic!) de vos expériences passées.

- C'est l'heure de tester votre capacité à faire preuve de discernement, de logique (dialectique), de méthode, de perspicacité, de lucidité.

Inutile de me communiquer les réponses.

A bas le confinement !

Le confinement est une mesure qui sert notamment à masquer l'état de délabrement avancé du service public de la santé dans chaque pays.

Quand l'Autriche s'apprête à passer aux dépistages massifs, ils lâchent le morceau.

Reuters - Face à ce qui se passait en Italie voisine, elle a été l'un des premiers pays européens à ordonner un confinement strict de sa population.

L'objectif est de repousser autant que faire se peut le pic d'infections afin d'éviter que les hôpitaux soient submergés de malades.

"Notre but, c'est que le nombre d'infections ne double que tous les 14 jours et non pas tous les deux, trois ou cinq jours", a dit le chancelier Kurz. Reuters 24 mars 2020

LVOG - Pourquoi empêchent-ils les gens de se faire dépister à leur demande ? C'est un déni du droit à la santé, ni plus ni moins.

Ce sont eux qui décident de votre destin, si vous devez demeurer en bonne santé, tomber malade ou mourir. Voilà ce que cela signifie et ce que la majorité approuve, quelle ignorance !

Pourquoi n'ont-ils pas pris des mesures conservatoires pour protéger les personnes à risque ? Ils doivent estimer que ce sont des déchets de leur société pourrie.

Pourquoi n'ont-ils pas réquisitionné toutes les cliniques privées ? Pas touche à la propriété des moyens de production, qui là en l'occurrence est la source d'enrichissement la plus cynique qui soit.

Pourquoi refusent-ils de prescrire en masse, mieux, de laisser en vente libre la Nivaquine et l'antibiotique qui va avec pour prévenir toute infection ou tuer ce virus chez les porteurs sains ? Vous avez deviné la réponse.

La réaction jubile. Pour le moment...

- Dans les pays du G7, les citoyens approuvent largement les mesures de lutte contre l'épidémie - LeFigaro.fr 25 mars 2020

«Distanciation sociale», fermeture des commerces, des écoles et confinement sont jugés efficaces contre le Covid-19.

Les opinions des grandes puissances du G7, touchées à des stades divers par la pandémie de coronavirus, font jusqu'à présent preuve d'une certaine résilience. Un sondage Kantar (*), réalisé entre le 19 et le 21 mars au Canada, en France, en Allemagne, en Italie, au Japon, au Royaume-Uni et aux États-Unis montre que les mesures prises pour endiguer le virus y sont bien ou assez bien comprises par 90 % de la population.

Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'une partie de ces démocraties a institué des mesures de confinement impliquant de renoncer temporairement à certaines libertés fondamentales.

«Ces résultats montrent à quel point les opinions ont intégré la menace à la fois sanitaire et économique qui pèse sur elles - au point de consentir des sacrifices qui, en temps normal, leur sembleraient inenvisageables», observe Emmanuel Rivière, directeur de la division Public à l'institut Kantar. LeFigaro.fr 25 mars 2020

Comment fonctionne la manipulation des consciences ? Comment éveiller une émotion de peur ? Comment "***bien***" répondre à un sondage. Mode d'emploi.

En recourant à des questions orientées. Dans les trois cas présentés dans les premières questions figurant dans ce sondage, insidieusement seule l'infection par le virus est envisagée. Peu importe que ce soit au conditionnel, puisque cette précaution oratoire était justement destinée à vous inoculer sournoisement le virus de la peur, sous-entendant que quoique vous fassiez le virus pourrait vous "*affecter*".

Question n°1 - Comment ma propre santé pourrait être affectée

Question n°2- Comment la santé de ma famille et de mes amis pourrait être affectée

Question n°3- Comment la santé des personnes vivant dans mon pays pourrait être affectée

Question n°4- Diriez-vous que vous comprenez bien ou assez bien les mesures que vous pouvez prendre personnellement pour limiter la propagation du coronavirus ?

LVOG - En France, 93% ont répondu avoir « *bonne compréhension des mesures* », martelées en boucle 24h/24 par la totalité des médias et des acteurs politiques sans exception, union nationale oblige !

Question suivante - Parmi les sources suivantes, à laquelle vous fiez-vous le plus pour obtenir des informations fiables sur l'épidémie de coronavirus ? Une seule réponse possible.

En France.

- 33% Journal télévisé
- 18% Mon médecin ou professionnel de santé
- 18% Gouvernement/ hommes politiques
- 11% Journaux ou sites Internet de journaux

- 6% Réseaux sociaux tels que Facebook,Twitter
- 5% Les amis et la famille

LVOG - Là, c'est carrément désespérant ou suicidaire !

Question suivante - Concernant la façon dont votre gouvernement réagit à l'épidémie de coronavirus, pensez-vous que les mesures qu'il a mises en place…

En France.

- 7 % ont répondu qu'elles "vont trop loin"
- 42 % elles sont "relativement appropriées"
- 49 % elles "ne vont pas assez loin"

LVOG - Dans quel sens ? Réponse à la dernière question.

Question suivante - Dans l'ensemble, comment évaluez-vous le comportement des citoyens de votre pays dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus ?

En France.

- 62% l'ont jugé "mauvais".

LVOG - Bref, ils en redemandent !

Crime de lèse-majesté impardonnable.

- A l'heure du confinement en Europe, la Suède fait cavalier seul dans sa lutte contre le coronavirus - AFP 24 mars 2020

A l'heure où de plus en plus de pays européens confinent leur population pour endiguer la propagation du nouveau coronavirus, la Suède a choisi une autre voie, plus souple, laissant écoles primaires, restaurants et bars ouverts.

Ce contraste saisissant fait débat dans l'opinion publique: et si la Suède n'en faisait pas assez pour protéger sa population ?

LVOG - C'est l'AFP qui pose cette question, pas les intéressés, les Suédois.

AFP - Les autorités recommandent aussi à toute personne "à risque" de rester chez elle. Les rassemblements de plus de 500 personnes sont interdits (la limite est de deux personnes en Allemagne), les lycées et universités sont fermés.

Mardi, le gouvernement a exhorté les bars et les restaurants à se limiter aux services à table, afin d'éviter les files d'attente et assurer une distance minimale entre chaque client. Mais, pour beaucoup, la vie continue normalement.

Samedi soir, bars et restaurants de la capitale ont fait le plein, et les transports continuent d'être pris d'assaut aux heures de pointe.

Toutefois, comme chez la plupart de ses partenaires européens, les frontières suédoises sont désormais fermées aux voyages jugés "non-essentiels".

Le Parlement suédois a aussi accéléré l'adoption d'un projet de loi permettant la fermeture d'écoles primaires et maternelles si nécessaire.

Pourquoi cette attitude face à la propagation du virus ? s'interrogent les médias suédois.

Le gouvernement répond qu'il suit les recommandations de l'Agence de santé publique et affirme être prêt.

LVOG - Que lui reproche l'AFP, de suive les les recommandations de l'Agence de santé publique plutôt que les médias aux ordres de l'oligarchie.

AFP - Si les autorités sanitaires n'ont pas encore demandé aux écoles de fermer, c'est car ce sont les personnes âgées qui

doivent rester à la maison, pas les enfants, justifient-elles.

LVOG - Allez faire comprendre cela aux ordures de l'AFP...

AFP - La confiance accordée par le gouvernement aux autorités sanitaires ne fait pourtant pas l'unanimité.

Plusieurs experts et personnalités publiques ont accusé l'Agence de mettre la vie des gens en danger.

LVOG - L'AFP se fait le relais des agents de cette machination.

AFP - Alors même que la pression sur le gouvernement suédois et l'Agence de santé publique s'accroît, les autorités campent sur leur position, rejetant toutes mesures drastiques qu'elles n'estiment pas assez efficaces pour justifier leur impact sur la société.

LVOG - La pression en question est ultra minoritaire mais comme elle provient d'acteurs influents l'AFP veut faire croire le contraire. Et puis, imaginez un pays qui s'en sort sans confiner la population, quel mauvais élève, quel mauvais exemple, il va leur foutre la barraque en l'air, c'est insupportable, pas un seul des 7,5 milliards d'habitants de cette planète ne doit rester insensible au règne de la terreur que l'oligarchie tente de leur imposer, tous doivent se soumettre.

AFP - Lundi, Johan Giesecke, ancien épidémiologiste de l'Institut national suédois de contrôle des maladies infectieuses et actuel conseiller au sein de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a même encouragé les Suédois à sortir et à profiter du soleil printanier.

"Amenez un ami et marchez à un mètre l'un de l'autre. N'étreignez pas votre voisin. Apportez un thermos et asseyez-vous sur un banc. C'est aussi mauvais pour la santé de rester assis à la maison", a affirméu M. Giesecke sur la chaîne publique SVT.

Mardi, 2.272 cas de nouveau coronavirus avaient été détectés dans le royaume scandinave de quelque 10 millions d'habitants, où 36 personnes sont mortes des suites de la maladie, selon les autorités sanitaires.

En Norvège et au Danemark - qui comptent chacun environ la moitié de la population suédoise - les autorités ont respectivement enregistré 2.566 et 1.703 cas. La Finlande, 5,5 millions d'habitants, dénombrait elle 792 cas lundi.

Cependant, le nombre réel de malades est certainement plus élevé car les tests ne sont effectués que sur une certaine frange de la population. AFP 24 mars 2020

LVOG - Comme très souvent à vouloir trop en faire, c'est au dernier paragraphe que l'AFP se démasque, et par la même occasion montre comment les autorités de la plupart des pays instrumentalisent ce qu'il faut bien appeler un insignifiant virus, en réalisant un amalgame entre porteurs sains du virus et malades et le tour est joué.

Le milicien d'extrême droite a frappé. L'Inde occupé, les Indiens prisonniers !

LVOG - Il ne pourra même pas expulser les musulmans sans papier, ah comme c'est dommage s'étouffe le BJP/RSS/VHI !

- Coronavirus : l'Inde ordonne trois semaines de confinement à ses 1,3 milliard d'habitants - Franceinfo 25 mars 2020

L'Inde se confine à son tour. Le Premier ministre indien Narendra Modi a ordonné mardi 24 mars un confinement total du pays et de ses 1,3 milliard d'habitants, pendant trois semaines pour lutter contre la pandémie de coronavirus.

A compter de minuit aujourd'hui, tout le pays va entrer en confinement. Pour sauver l'Inde, pour sauver chaque citoyen, vous, votre famille", a déclaré le chef de gouvernement indien lors d'une adresse télévisée à la nation. "Si ces 21 jours ne sont pas respectés, le pays et votre famille vont revenir 21 ans en arrière", a estimé le dirigeant nationaliste hindou. "Il n'y a aucun autre moyen d'échapper au coronavirus", a-t-il prévenu.

"La seule manière de nous protéger du coronavirus c'est de ne pas sortir de chez nous, quoi qu'il arrive, de rester chez nous", a déclaré le Premier ministre indien Narendra Modi lors d'une allocution télévisée, la deuxième en moins d'une semaine.

"Chaque quartier, chaque ruelle, chaque village sera verrouillé", a-t-il ajouté

Sitôt ces mots prononcés, des Indiens à travers le pays se sont précipités en panique vers des magasins d'alimentation pour faire des stocks de provisions.

Le pays dénombre 519 cas confirmés de coronavirus, qui y a déjà causé la mort de 10 personnes, selon le dernier bilan officiel mardi soir. Franceinfo 25 mars 2020

LVOG - 519 cas, 10 morts sur 1,4 milliard d'habitants, c'est colossal, on en tremble ! Mais c'est que ces cinglés ont réussi à foutre la trouille aux Indiens, eux qui sont habituellement indisciplinés ne mouftent pas. Ma compagne de retour après une absence de 8 jours dans sa famille m'a raconté que tous les gens dans les villages ne dormaient plus et avaient peur de mourir.

En complément

- Coronavirus: L'Egypte instaure un couvre-feu nocturne - Reuters 25 mars 2020

Mauvaises nouvelles pour les propagandistes de la terreur, du chaos et du totalitarisme.

- Italie : malgré une hausse du nombre de décès ce mardi, la contagion semble ralentir - euronews 25 mars 2020

- Coronavirus: Possible ralentissement des contaminations en Allemagne - Reuters 25 mars 2020

- Chine : l'étau se desserre autour du Hubei - euronews 25 mars 2020

Une coïncidence révélatrice.

- En Italie, le Covid-19 se répand uniquement dans les régions touchées par le paludisme Réseau Voltaire 23 mars 2020

L'Italie a connu une épidémie de paludisme ou malaria en 2013-2017 avec 3 805 cas recensés.

Or, la carte des personnes infectées recoupe très exactement celle des 59 138 cas d'infection au Covid-19.

Le paludisme comme le Covid-19 sont traités efficacement avec de la chloroquine. Réseau Voltaire 23 mars 2020

Les intérêts idéologiques nauséabonds du régime sont incompatibles avec la santé de la population.

- Coronavirus : le professeur Raoult se met en retrait du conseil scientifique - BFMTV 25 mars 2020

Le professeur Didier Raoult a annoncé ce mardi qu'il se retirait du conseil scientifique accompagnant l'exécutif sur le coronavirus, assurant néanmoins rester en contact avec le chef de l'État.

Le professeur Raoult, dont les préconisations pour un traitement à la chloroquine des malades du Covid-19 font polémique, a annoncé mardi se mettre en retrait du conseil scientifique accompagnant l'exécutif sur la maladie, assurant privilégier un lien "direct" notamment avec Emmanuel Macron.

Dans une vidéo publiée sur YouTube et relayée sur les réseaux sociaux, Didier Raoult affirme rester en contact avec le ministère de la Santé et le président de la République "directement", "pour leur dire ce que je pense", "parce que le conseil ne correspond pas à ce que je pense être un devoir de conseil stratégique".

Sur les deux premiers avis (datés du 12 et 14 mars) du conseil scientifique, rendus publics par le ministère de la Santé, le nom du professeur Raoult figure avec la mention "excusé". En revanche, son nom ne figure plus dans la liste des membres sur le troisième avis, daté du 16 mars.

Didier Raoult, spécialiste reconnu des maladies infectieuses, teste actuellement la chloroquine - un antipaludéen - sur des patients atteints du Covid-19. Dimanche, son équipe a annoncé son intention d'administrer "à tous les patients infectés" son traitement hydroxychloroquine + azithromycine. BFMTV 25 mars 2020

LVOG - J'ai lu qu'il y avait une pétition en soutien au professeur Didier Raoult qui a recueilli des dizaines de milliers de signatures, il mérite qu'on le soutienne.

Point de vue d'un médecin généraliste belge (30 ans d'expérience), le docteur Eric Beeth.

- Aujourd'hui, pour éviter qu'un patient Covid-19 ait besoin d'être hospitalisé, un médecin généraliste pourrait, après avoir effectué un ECG préliminaire, prescrire 200 mg d'hydroxychloroquine : d'abord une dose de charge de 2 x 2 comprimés par voie orale pendant le repas, puis 1 comprimé 2 x / pendant 4 jours. Une dose matinale de 200 mg peut être poursuivie pendant 4 à 5 jours, mais en principe, selon les études préliminaires (*), cela aurait déjà un effet antiviral très significatif. La plupart des hôpitaux manquent déjà d'hydroxychloroquine, bien que cela ne coûte que quelques centimes. Mondialisation.ca, 23 mars 2020

* www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/32150618 In Vitro Antiviral Activity and Projection of Optimized Dosing Design of Hydroxychloroquine for the Treatment of Severe Acute Respiratory Syndrome Coronavirus 2 (SARS-CoV-2). Clin Infect Dis. 2020 Mar 9 (epub ahead of print)

La vérité est révolutionnaire, qui s'en souvient encore ?

- Covid VF COVID-19: Toute vérité compte trois étapes par Larry Romanoff - Mondialisation.ca, 24 mars 2020

D'abord, on la tient pour nulle et non avenue.

Ensuite tout le monde la tourne en ridicule.

Enfin, on la tient pour allant de soi.

Avec COVID-19, nous sommes désormais dans la phase 2. Au début, les médias restaient sourds aux affirmations et analyses montrant que le virus pouvait tout à fait provenir des États-Unis. Mais la circulation des informations, la concordance des indices, réévalués de toutes parts – et jusque aux États-Unis même – étant devenus trop intenses, cet éclairage est désormais ouvertement tourné en ridicule dans les médias occidentaux.

Il a fallu peu de temps aux virologues chinois pour découvrir et démontrer que la source initiale du virus n'était ni la Chine, ni Wuhan, ni le marché des fruits de mer, mais pouvait clairement être retracée jusqu'aux États-Unis ; un scénario possible étant que le virus pouvait en réalité provenir de l'arsenal bactériologique US de Fort Detrick – fermé en juillet dernier sur ordre du CDC (Ndt : le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies : la principale agence fédérale US en matière de protection de la santé publique), pour des questions de contamination – et qu'il aurait été introduit en Chine à l'occasion de la compétition sportive militaire internationale d'octobre 2019 (CISM Military World Games : Wuhan 2019).

De leur côté, les virologues japonais et taïwanais parvenaient eux aussi, indépendamment, à la conclusion que l'origine du virus pouvait bien être américaine.

Avant le début de la crise, les Américains se sont surpassés en balivernes pour se défausser sur les consommateurs de chauves-souris, de serpents et de pangolins, du marché des fruits de mer de Wuhan, et sur un prétendu programme d'armes bactériologiques de l'Université de Wuhan (qui n'a jamais existé). La version « made in CIA » selon laquelle la contamination était partie de cette université s'est répandue via Voice Of America et Radio Free Asia. En soulignant que des chercheurs chinois avaient participé (il y a 7 ans) à des recherches sur les virus financées par le NIH (National Institutes of Health américain), ce qui est exact, cette éclairage imputait implicitement la responsabilité de l'épidémie à la Chine, en éludant l'absence totale de lien pertinent entre un programme universitaire de 2013 et les événements actuels.

Je dois reconnaître que les Américains se sont surpassés pour s'emparer les premiers du micro et pondre une version « officielle » d'un événement en cours, tout en inondant les médias de preuves toutes faites, sans laisser le temps à un public crédule d'assembler lui-même les pièces du puzzle de manière logique.

Ce faisant, ils passaient à la trappe une évidence majeure : quelle nation voudrait créer ou libérer une arme biologique spécifiquement ciblée sur elle-même ? Ils écartaient aussi d'un revers de main la probabilité d'un « échec et mat » géopolitique – un virus étant une puissante arme de guerre économique, capable d'infliger à l'économie chinoise ce qu'aucune guerre commerciale ne pouvait lui infliger.

Les lecteurs négligents sont loin d'imaginer à quel point, dans la mentalité américaine, les impératifs géopolitiques ne manquent pour s'en prendre à la Chine, à l'Iran et à l'Italie, les autres pays n'étant dès lors que de regrettables dommages collatéraux.

De nombreux articles sur le virus portant ce type d'éclairage ont été publiés sur des sites d'info. Internet non mainstream – certains de ces articles ayant touché un lectorat énorme, avec des centaines de milliers de téléchargements, souvent republiés sur d'autres sites. Nombre d'entre eux ont été traduits en 6 ou 7 langues et publiés sur des sites Web du monde entier. Simultanément, de nombreux messages ont été publiés sur les médias sociaux chinois, spéculant sur les circonstances étranges et la longue chaîne de coïncidences inhabituelles qui ont conduit à l'épidémie de virus à Wuhan.

L'un de ces articles, traduit et publié sur les réseaux sociaux chinois, avait recueilli 76 000 commentaires, 8 heures après sa

parution. Finalement, les principaux médias chinois sont arrivés aux mêmes conclusions – que le virus semblait effectivement provenir des États-Unis et que les Américains se livraient à une dissimulation massive.

Enfin, Zhao LiJian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a officialisé cette version des faits, en la relayant lui-même sur les réseaux sociaux US. Un article important paru cette fois dans le New York Times, observait que « les remarques de Zhao se sont diffusées à travers la Chine depuis la principale plateforme chinoise de médias sociaux, Weibo. . . [et] ont été vu plus de 160 millions de fois, sans compter la diffusion des captures d'écran des messages Twitter originaux ».

Comme les Twitts de LiJian, affirmant que le virus a été importé en Chine depuis les USA à l'occasion des Jeux militaires « Wuhan 2019 », provenaient essentiellement d'une source officielle difficilement négligeable et qu'ils exigeaient des autorités US qu'elles rendent des comptes, ils recevaient manifestement trop d'attention du public pour être ignorés. Tout cela a créé une pression politique suffisante pour contraindre les médias occidentaux à répondre. Et bien évidemment, leur réponse déniait toute valeur à la base factuelle des messages et en discréditait l'auteur.

Le 12 mars, Le Guardian (UK) publiait un article affirmant que la ligne de propagande chinoise accusait les États-Unis d'être l'origine de l'épidémie (1). Le 13 mars, le New York Times publiait un article similaire sur le « conspirationnisme chinois sur le coronavirus », et les « fausses allégations » concernant l'origine du virus (2). Le 14 mars, ABC News publiait à son tour un article intitulé « De fausses allégations sur l'origine du coronavirus aggravent les tensions entre les États-Unis et la Chine ». L'article tournait en ridicule l'attitude de la Chine et l'éventuelle origine américaine virus (3). (Ndt : Dans le même temps, les plus grands médias français et francophones s'alignaient unanimement sur les mêmes positions et la même attitude).

Le Seattle Times y allait bientôt de sa propre version de l'histoire en publiant: « La Chine agite une nouvelle théorie sur les origines du coronavirus. La maladie serait américaine (…) introduite en Chine par des membres de l'armée américaine qui ont visité Wuhan en octobre. Il n'y a pas la moindre preuve pour étayer cela, mais cette idée a reçu l'approbation officielle du ministère chinois des Affaires étrangères, dont le porte-parole accuse les responsables américains de dissimuler ce qu'ils savent au sujet de la maladie » (4). En Angleterre, The Independent publie lui aussi sa propre version de la « théorie du complot en Chine » (5), tout comme CNN (6), etc.

Dans la version d'ABC « Le secrétaire adjoint David Stilwell a donné à l'ambassadeur [chinois] Cui Tiankai une "représentation des faits sans concession", affirmant que Cui était "monté sur ses grands chevaux" devant à cette rodomontade "officielle" américaine ». Le département d'État américain aurait déclaré: « Nous voulions informer clairement le gouvernement [chinois] que, pour le bien des Chinois et du reste du monde, nous ne tolérerions aucune [théorie conspirationniste] ».

Suite quoi, Le Washington Post, Bloomberg et une demi-douzaine d'autres médias et organes de presse se sont rués sur les interviews de l'auteur, trop impatients de pouvoir conspuer eux aussi cette « théorie du complot » et ses zélateurs. L'ambassade américaine à Pékin s'est également « tournée vers » l'auteur « pour en discuter ».

Néanmoins, si la diffusion des information se poursuit, et si la pression politique qui en résulte peut être maintenue, nous finirons par entrer dans la troisième phase, où les médias commenceront à admettre d'abord la possibilité, puis la probabilité, puis le fait même que les États-Unis sont effectivement le point de départ du « virus chinois ». Mondialisation.ca, 24 mars 2020

https://www.mondialisation.ca/covid-vf-covid-19-toute-verite-compte-trois-etapes/5643250

Notes :

(1) https://www.theguardian.com/world/2020/mar/12/conspiracy-theory-that-coronavirus-originated-in-us-gaining-traction-in-china

(2) https://www.nytimes.com/2020/03/13/world/asia/coronavirus-china-conspiracy-theory.html

(3) https://abcnews.go.com/Politics/false-claims-sources-coronavirus-spat-us-china/story?id=69580990

(4) https://www.seattletimes.com/nation-world/china-spins-tale-that-the-u-s-army-started-the-coronavirus-epidemic/ https://www.ccn.com/did-coronavirus-originate-in-america-chinese-media-pushes-conspiracy/

(5) https://www.independent.co.uk/news/world/americas/coronavirus-start-originate-conspiracy-china-us-wuhan-cdc-robert-redfield-a9398711.html

(6) https://www.ccn.com/did-coronavirus-originate-in-america-chinese-media-pushes-conspiracy/

Larry Romanoff est consultant en gestion et homme d'affaires à la retraite. Il a occupé des postes de direction dans divers cabinets de conseil internationaux et a dirigé sa propre entreprise d'import-export international. Il a été professeur invité à l'Université Fudan

de Shanghai, où il a présenté des études de cas en affaires internationales à des classes EMBA supérieures. M. Romanoff vit à Shanghai et est actuellement en train d'écrire une série d'ouvrages sur les rapports entre la Chine et l'Occident. Il peut être contacté au: 2186604556@qq.com. Il est chercheur associé au Centre de recherche sur la mondialisation (CRM/CRG).

- Droit de réponse chinois: dix questions sur le coronavirus posées aux USA par Wang Fuhua - WeChat and CGTN - Mondialisation.ca, 24 mars 2020

Ici, nous n'avons accès qu'à la version occidentale des faits sur le nouveau coronavirus, mais comme personne ne peut librement tirer de conclusion sans écouter les deux parties, voici un droit de réponse non-officiel de la Chine.

Pour parer à toute suspicion de « mensonge » de la part des Chinois, toutes les informations données dans ce texte publié sur le site de la chaîne multilingue d'informations télévisées détenue par Pékin CGTN ont été vérifiées. Voir les notes et références en bas de page.

Cet article a été publié pour la première fois sur un compte officiel du réseau social chinois WeChat dénommé Gong Yi Kan Shi Jie, et repris sous forme résumée sur CGTN sous le titre 10 questions for the U.S.: Where did the novel coronavirus come from?

Étant donné que certains grands médias et politiciens américains ont affirmé sans preuves que le nouveau coronavirus est originaire de Chine, ont blâmé et calomnié la Chine, et ont même demandé à la Chine de faire des excuses, j'ai toutes les raisons de poser mes propres 10 questions sur son origine nord-américaine. Mieux encore, contrairement aux États-Unis, j'ai fait beaucoup de recherches et je fonderai mes questions sur la couverture médiatique internationale du COVID-19.

Question 1

Puisque le directeur des Centres américains de contrôle des maladies (CDC), Robert Redfield, a admis que certains Américains apparemment morts de la grippe avaient été en fait testés positifs au nouveau coronavirus, puis-je conclure que ces personnes sont réellement mortes du nouveau coronavirus ? Parmi les 34 millions de patients atteints de la grippe, avec un bilan de 20 000 décès, combien ont été mal diagnostiqués ?

Quand ces erreurs de diagnostic ont-elles commencé ? Et ont-elles réellement commencé à partir d'août 2019 ? Ces questions sont essentielles. Le monde attend une explication des États-Unis.

Question 2

A propos des erreurs de diagnostic admises par le CDC américain, je me gratte la tête – les États-Unis ne possèdent-ils pas les meilleures technologies médicales du monde ? Pourquoi cela est-il arrivé ?

Comme des opacités (taches blanches) sont facilement visibles sur les scanners des poumons des patients atteints de la nouvelle pneumonie due au coronavirus, il aurait dû être facile de séparer les cas de COVID-19 et de grippe H1N1. Mais pourquoi y a-t-il eu autant d'erreurs de diagnostic ?

Cela me remet en tête la demande du vice-président américain Mike Pence de contrôler tous les messages [des autorités sanitaires, NdT] concernant le coronavirus. Pourquoi la Maison Blanche demande-t-elle un contrôle des messages ? Les États-Unis ont-ils quelque chose à cacher ?

Question 3

Pourquoi les États-Unis se sont-ils retirés de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques (CABT, acronyme anglais BTWC) de 1972 en 2001 ? Pourquoi ont-ils tenté d'empêcher la mise en place d'un mécanisme de contrôle de l'exécution de la Convention ? Faisait-il obstacle à la mise au point d'armes biologiques par les États-Unis ?

Si la réponse est non, pourquoi y a-t-il de nouveaux laboratoires biologiques en Géorgie, en Ukraine, en Moldavie, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Ouzbékistan et au Kazakhstan ? [1] Ces laboratoires sont-ils destinés à des guerres biochimiques ? Il est impossible qu'ils gardent des virus comme animaux de compagnie. Si les États-Unis visaient à provoquer une guerre biochimique, qui serait alors leur première cible ?

Et que dire de l'épidémie de grippe porcine en Chine l'année dernière ? Ce qui est étrange, c'est qu'elle ait éclaté en différents endroits simultanément, et non à des moments différents. Pourquoi a-t-on utilisé des drones pour empoisonner les porcs ? [2] Les États-Unis étaient-ils derrière tout cela ? J'ai entendu dire que c'était des spéculateurs. Mais cette théorie n'a aucun sens – puisque la grippe porcine a tué des millions de porcs en Chine en un temps très court, lesdits spéculateurs auraient subi de grandes pertes au lieu de faire des profits.

La meilleure réponse possible à cela était une ingérence étrangère. J'étais de ceux qui se demandaient si les États-Unis avaient quelque chose à voir avec cela et qui espéraient une explication.

Question 4

L'Institut de recherche médicale sur les maladies infectieuses de l'armée américaine situé à Fort Detrick, dans le Maryland, a été fermé en juillet 2019. Était-ce à cause de virus échappés ?

Un mois plus tard, une épidémie de grippe s'est déclarée dans tout le pays. Ces deux événements étaient-ils liés d'une manière ou d'une autre ?

Les diagnostics erronés ont-ils été simplement inventés pour dissimuler de tels secrets ? Est-ce que c'est également devenu une raison, pour les États-Unis, de rejeter la faute sur d'autres pays en les accusant d'être à l'origine du nouveau coronavirus ?

Était-ce une extraordinaire coïncidence ou un secret inavouable ? Pourquoi les États-Unis ont-ils fait supprimer, en mars 2020, un grand nombre de reportages en langue anglaise qui couvraient la fermeture de Fort Detrick ? Y a-t-il quelque chose à cacher, ou quelque chose à redouter ? [3]

Question 5

Lors des 7èmes Jeux mondiaux militaires qui se sont tenus à Wuhan (18-27 octobre 2019), pourquoi l'équipe américaine (369 membres) a-t-elle remporté ZÉRO médailles d'or ? [4] Cela semble-t-il un résultat normal pour la première puissance militaire mondiale ? Votre gouvernement l'a-t-il fait exprès ?

Parmi les 369 participants, y a-t-il eu des cas de grippe ? Était-il possible qu'ils aient été porteurs du nouveau coronavirus ? La meilleure chose à faire pour les États-Unis est d'arrêter de faire l'autruche et de faire passer à ces 369 personnes des test de procalcitonine (PCT) pour voir si elles sont infectées…

Question 6

Pourquoi les États-Unis ont-ils organisé Event 201, une simulation de pandémie mondiale en octobre 2019 ? [5] Pourquoi la directrice adjointe de la CIA y a-t-elle participé ? Est-ce parce que les États-Unis avaient prévu qu'un virus hautement infectieux allait provoquer une pandémie ? Un mois plus tard, des cas de pneumonie de cause inconnue ont été détectés en Chine et une pandémie s'est déclarée trois mois plus tard. Ce n'est probablement pas une simple coïncidence.

Question 7

Le Japon, la Corée du Sud, l'Italie et l'Iran ont tous signalé que nombre de leurs premiers cas confirmés de COVID-19 n'avaient pas d'antécédents d'exposition à la Chine mais montraient un lien avec les États-Unis. Comment cela se fait-il ?

La recherche génétique montre que le type de nouveau coronavirus trouvé en Chine appartient au groupe C, mais les virus des groupes A et B – les virus parents et grand-parents du groupe C – se trouvent tous deux aux États-Unis. Pourquoi ? Un patient japonais a été diagnostiqué comme atteint d'une grippe à Hawaï mais a été testé positif au COVID-19 à son retour au Japon. Comment expliquer cela ? [6]

Certains cas de COVID-19 aux États-Unis n'avaient aucun lien avec la Chine. D'où cela vient-il, alors ?

Question 8

Vous n'avez aucune raison de nier que la pandémie de 1918 est née sur votre territoire. Mais vous avez laissé l'Espagne en porter la responsabilité pendant un siècle. N'avez-vous pas honte ?

L'histoire semble se répéter. Les États-Unis jouent-ils à nouveau le même jeu et tentent-ils d'étiqueter le nouveau coronavirus comme « chinois » ?

Question 9

La pandémie de 1918, qui a provoqué un milliard d'infections, avec un nombre de décès « estimé entre 17 et 50 millions, et peut-être même jusqu'à 100 millions… une des épidémies les plus meurtrières de l'histoire de l'humanité », selon Wikipedia, provenait des États-Unis, mais les États-Unis ne se sont jamais excusés auprès du monde.

Jusqu'à présent, l'origine du nouveau coronavirus est encore inconnue, mais les États-Unis exigent des excuses de la Chine, comme c'est ridicule ! Rappelons que la pandémie de grippe H1N1 de 2009, qui a tué 300 000 personnes, était également originaire des États-Unis, ainsi que le VIH-sida. Pourquoi ne pas l'admettre face au monde entier ?

Question 10

Dans les films, les États-Unis aiment jouer le rôle du sauveurs du monde. L'image de Captain America est l'un de ses symboles les plus populaires. Mais dans la réalité, face à une catastrophe comme le COVID-19, où est Captain America ?

Les États-Unis n'en font pas assez pour protéger leurs citoyens chez eux, ou sur le bateau de croisière Diamond Princess. Ils ont même tenté de rendre le Japon responsable des Américains qui étaient à bord du Diamond Princess. Comment les États-Unis ont-ils le culot de faire tout cela et d'accuser la Chine d'irresponsabilité ?

Alors que la Chine a fait gagner au monde un temps précieux pour combattre le COVID-19, les États-Unis ont accusé la Chine d'être passive et de manquer de transparence. Quand la Maison Blanche a demandé au CDC d'arrêter de comptabiliser les personnes testées positives au nouveau coronavirus, cela a-t-il été considéré comme de la transparence ? [7]

Lorsque le gouvernement américain a conseillé à ses citoyens de ne pas porter de masques, n'était-ce pas de la passivité ? Trop de questions appellent des explications de la part des États-Unis. Mondialisation.ca, 24 mars 2020

https://www.mondialisation.ca/droit-de-reponse-chinois-dix-questions-sur-le-coronavirus-posees-aux-usa/5643289

Haut de page

Le 26 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Comment évolue une épidémie due à un virus de la grippe. Pour indication le coronavirus en Chine a suivi ce scénario.
Sans confinement, il aurait fait des dizaines de milliers de morts, cent mille peut-être, ce qui serait resté insignifiant, moins de 0,1% de la population.

En Inde chaque années l'ensemble des virus font officiellement 4 millions de morts et cela n'émeut personne, pas même les Indiens. Il faut donc ramener les choses à leur juste proportion au lieu de se laisser influencer par la propagande officielle ou sombrer dans la paranoïa.

- Cartes et graphiques sur la grippe saison 2017-2018

Évolution hebdomadaire des niveaux d'alerte épidémique pour la grippe
Évolution hebdomadaire des pourcentages de consultations pour syndrome grippal
Évolution hebdomadaire du nombre de cas graves de grippe admis en réanimation

Le complément mis en ligne le 25 mars à 16h07 heure locale en Inde, la causerie du jour plus loin.

Que des bonnes nouvelles !

- Le S&P 500 a bondi de 9,8% (plus de 2 400 points) tandis que le DOW a bondi de plus de 11% (plus de 2 000 points).

L'Europe et l'Asie ont connu des sauts similaires en prévision de la relance de l'économie américaine.

Le DAX allemand a augmenté d'un peu moins de 11% (9 700,57 points) et le FTSE de Londres a augmenté de 9,05% (5 446,01 points).

En Asie, l'indice Nikkei du Japon a bondi de 7,13% après avoir été relancé par une décision de la Banque du Japon de se lancer dans son propre système massif d'achat d'obligations. dw.com March 24, 2020

LVOG - Chouette, non, il y a un pognon monstre à se faire pendant que vous vous rongez les nerfs. Capitalisme : Stop ou encore ?

Ils ont même une petite pensée pour les plus pauvres en Inde !

- Le ministre de l'Union, Prakash Javadekar, a déclaré aujourd'hui que les personnes en dessous du seuil de pauvreté à travers le pays recevront du blé à Rs 2 et du riz à Rs 3 par kilogramme à des taux préférentiels pour les trois prochains mois pour 80 crore (800 millions - LVOG) de personnes. news18.com March 25, 2020

1 euro = 75 à 85 roupies.

On est confiné 21 jours, mais tous les magasins ou entreprises essentielles sont ouvertes, et comme les échoppes qui vendent de la nourriture vendent un peu de tout, y compris cigarettes, bref, cela ne change rien pour moi. En revanche de nombreux travailleurs vont se retrouver au chômage sans indemnités, c'est qui fait craindre à ma compagne des émeutes, vols, pillages, violences... Il faut dire qu'elle a peur de tout.

Je n'ai pas de réserves, hormis celle habituelles qui couvrent 2 à 3 semaines. Comme je déteste sortir en ville (trafic, bruit, odeur et pollution) pour faire mes courses, chaque fois que je suis obligé d'y aller, je remplis deux gros sacs, comme cela je ne vais à Pondichéry que 2 ou 3 fois par mois, sinon je m'approvisionne dans la petite commune située à 1,5 km de chez moi.

Je suis hyper organisé, je rationalise au maximum tous mes déplacements parce que la circulation est infernale, très dangereuse et l'essence n'est pas donnée, un peu moins d'1 euro le litre, pour la plupart des Indiens c'est hors de prix. Et puis je gagne du temps !

Vous m'excuserez de ne pas relayer les mouvements sociaux ou la lutte de classe qui continuent en France, je n'ai aucune information ou presque, et je ne peux pas compter sur les lecteurs.

Portez-vous bien, je ne vous embrasse pas, mais le coeur y est

---

Le 26 mars 2020.

- 13 pages au format pdf

A quoi devait servir la stratégie de la peur et du chaos ? La réponse se précise d'heure en heure.

Edouard Philippe: "*C'est l'urgence sanitaire qui anime tous les esprits aujourd'hui, mais c'est aussi, et ce sera de plus en plus, un choc économique, un choc social*", a prévenu le Premier ministre. "C'est bien le signe que l'urgence dicte sa loi", a encore observé le chef du gouvernement, selon qui "notre pays est aujourd'hui juridiquement armé pour organiser l'état d'urgence sanitaire". AFP 25 mars 2020

Vous comprenez pourquoi on s'en prend à tous ceux qui ont adopté "*l'urgence sanitaire*" dans leurs discours, parce qu'elle sert à justifier toutes les autres urgences, qu'ils le veuillent ou non.

En voici un avant-goût en "*économie de guerre*" faite pour durer de préférence.

- Coronavirus: un record de 25 ordonnances adoptées pour préparer "l'effort long" de la France - AFP 25 mars 2020

"C'est un effort long auquel nous allons tous ensemble faire face", a assuré mercredi Edouard Philippe, à l'issue d'un Conseil des ministres au cours duquel 25 ordonnances - un record sous la Ve République- ont été adoptées dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

- ...dans certains secteurs et sous certaines conditions, les entreprises pourront déroger aux règles du droit du travail avec la mise en place de semaine de 60 heures de travail ou des dérogations aux repos hebdomadaire et aux congés. "Des aménagements temporaires pour permettre l'organisation d'une économie de guerre", assure Edouard Philippe. AFP 25 mars 2020

LVOG - La seule réponse politique, c'est le rejet de toutes ces mesures et la grève générale jusqu'à leur retrait. Oui mais voilà, en 1914 tous les partis s'étaient ralliés à la déclaration de guerre au détriment de la mobilisation révolutionnaire des masses, et aujourd'hui on assiste exactement au même scénario puisque tous les partis dits ouvriers à tort ou à raison ont adopté sans broncher le confinement. A suivre.

Allez, plus long encore !

- Coronavirus: "l'humanité entière" menacée, l'ONU lance un plan - AFP 25 mars 2020

La pandémie de Covid-19 "menace l'humanité entière", a affirmé mercredi le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en lançant un "Plan de réponse humanitaire mondial" s'étendant jusqu'à décembre... AFP 25 mars 2020

Et puis il faut bien que ce soit la "***priorité numéro 1***"

- Sauver l'économie, priorité numéro 1 de Trump face au coronavirus - Le HuffPost 26 mars 2020

- Coronavirus: Le Sénat américain approuve le plan de relance, le bilan s'alourdit encore - AFP 26 mars 2020

Le Sénat américain a approuvé mercredi à l'unanimité un plan "historique" de 2.000 milliards de dollars pour soutenir la première économie mondiale... AFP 26 mars 2020

- Le pétrole s'envole après les mesures choc de la Banque centrale des Etats-Unis - Capital 24 mars 2020

Le baril de WTI s'est ainsi envolé de près de 15% en moins de 24h. Le baril de Brent s'est adjugé quant à lui 10%. Capital 24 mars 2020

Faire des stocks avec l'argent frais qui va couler de la Fed pour acheter du pétrole à pas cher, et le revendre ensuite en réalisant une grosse plus-value, effectivement, c'est motivant ! Capital 24 mars 2020

L'inde, un régime semi-féodal totalitaire, qui en doutait ?

- "Ma fille a besoin régulièrement de son traitement contre les allergies. Les pharmacies sont ouvertes mais comment peut-on s'y rendre ?", a déclaré Yash Goswami, à Moradabad, une ville du nord de l'Inde, dans l'Etat de l'Uttar Pradesh.

"Qui veut risquer une course-poursuite avec la police ? Ils frappent les gens."

Des commerçants de New Delhi se sont également plaints d'avoir été confrontés à des interventions policières musclées parce qu'ils avaient ouvert leur boutique.

"Il n'y a aucune instruction claire, les policiers nous disent de fermer", a déclaré Ram Agarwal, dont l'épicerie de New Delhi était submergée de personnes cherchant à faire des provisions de produits secs et de lait. Reuters 25 mars 2020

LVOG - Ici la police est corrompue. Elle se comporte généralement comme une milice privée qui a ses propres lois, au service des plus puissants. La population la craint et la hait littéralement, et c'est largement justifié.

En 26 ans, j'en ai fait l'expérience moi-même, j'ai relaté mes expériences dans des causeries antérieures. Ils cumulent toutes les tares, et quand c'est un étranger qui leur tient tête, ils deviennent facilement racistes ou xénophobes, et ils n'hésitent pas à vous menacer, y compris physiquement.

Totalitarisme. Le règne de Big Brother est arrivé ou comment troquer votre liberté au profit de votre santé ou de votre sécurité.

LVOG - Quand on m'accuse d'être outrancier ou extrémiste, d'en faire de trop, je me demande dans quel monde vivent mes détracteurs.

- Les outils de surveillance utilisés contre le Covid-19 lui survivront - slate.fr 26 mars 2020

Milo Hsieh, journaliste basé à Taïwan, a eu la mauvaise idée d'oublier de charger son téléphone portable durant sa quarantaine. À 7h30 du matin, le portable s'est éteint. Cinquante minutes plus tard, la police frappait à sa porte.

Sur l'île, les autorités géolocalisent les personnes en quarantaine grâce à leurs téléphones portables, pour s'assurer qu'elles ne sortent pas de chez elles. Toute anomalie déclenche une alerte.

À Singapour, pour faire respecter la quarantaine, les autorités envoient plusieurs SMS par jour aux habitant·es en leur demandant de partager leurs coordonnées GPS.

Par ailleurs, l'ensemble de la population a été invitée à télécharger une application baptisée TraceTogether. Celle-ci a accès à l'ensemble des contacts du téléphone et active le Bluetooth.

L'application enregistre les contacts entre les personnes. Si quelqu'un contracte le coronavirus, toutes ses interactions seront ainsi connues. Cela permet de faire du «contact tracing» –retracer tous les contacts d'une personne contaminée sur les quinze derniers jours– beaucoup plus facilement et sûrement. Des informations sur les personnes contaminées sont également disponibles sur internet (!).

En Corée du Sud, des technologies intrusives sont aussi utilisées pour suivre la progression de la maladie au sein de la population et faire respecter les quarantaines.

En Occident aussi

La tolérance à la surveillance semble plus importante dans les démocraties asiatiques –à l'exception peut-être de Hong Kong– que dans les pays européens. Certaines solutions technologiques qui y sont mises en œuvre seraient plus difficilement acceptées dans l'UE. Néanmoins, des formes similaires de surveillance pointent déjà le bout de leur nez en Europe et aux États-Unis.

Dans une tribune publiée sur Fast Company, deux chercheurs ont appelé les pays occidentaux à utiliser la géolocalisation des téléphones portables pour combattre l'épidémie.

En France, un amendement déposé par deux sénateurs LR le 19 mars proposait que «toute mesure visant à permettre la collecte et le traitement de données de santé et de localisation [soit] autorisée pendant une durée de six mois». Il a été rejeté. Quelques jours plus tard, l'Élysée faisait pourtant l'annonce suivante.

L'Élysée annonce l'installation du Comité analyse recherche et expertise (CARE) qui accompagnera la réflexion des autorités notamment "sur l'opportunité de la mise en place d'une stratégie numérique d'identification des personnes ayant été au contact de personnes infectées". 24 mars 2020

La société américaine Athena Security s'est fait connaître en commercialisant des caméras thermiques intelligentes, qui peuvent détecter les armes à feu.

À présent, elle veut les utiliser pour détecter les personnes contaminées par le Covid-19. Cela permettrait de surveiller le risque de contamination dans des endroits qui restent peuplés en période de quarantaine. La technologie d'Athena Security doit notamment être installée dans plusieurs aéroports américains.

«Effet cliquet»

Il est probable que certaines de ces technologies de surveillance puissent aider à combattre la pandémie. L'utilisation des données de localisation des téléphones est un moyen très efficace de faire du «contact tracing».

Toute solution technologique permettant de s'assurer que la quarantaine est respectée est utile. Des caméras thermiques pourraient permettre d'alerter dès les premiers signes de recrudescence de l'épidémie. Le problème, c'est qu'il sera difficile de revenir en arrière une fois l'épidémie passée.

«Le consensus scientifique qui se dégage, c'est qu'il faut tester massivement et tracer –c'est la stratégie sud-coréenne en quelque sorte, qui est très intrusive. Cette pandémie anesthésie encore un peu plus notre vigilance vis-à-vis des dispositifs menaçant les libertés. L'affrontement classique entre les défenseurs des libertés et les gouvernements qui les rognent vole un peu en éclats. On est face à un dilemme éthique incroyable, il va falloir trouver le bon équilibre», analyse Olivier Tesquet, journaliste à Télérama et auteur de À la trace – Enquête sur les nouveaux territoires de la surveillance (Premier Parallèle, 2020).

Si l'on installe des caméras thermiques dans les aéroports et les gares, elles risquent de rester indéfiniment pour rentabiliser le coût de l'investissement.

Si les autorités sanitaires ont accès aux données de localisation des citoyen·nes, elles risquent de vouloir conserver cet accès pour éviter tout retour de l'épidémie. Si l'utilisation de drones pour la gestion de foules se montre efficace, pourquoi ne pas la développer, par exemple, en manifestation?

«Il y a un effet cliquet assez net, je crains qu'un on ait du mal à abandonner un certain nombre de ces technologies [comme avec

les mesures “d'exception” prises depuis 2015 face au terrorisme]. Les dispositifs techniques sont une forme de fuite en avant: ce sont des instruments pour gouverner en temps de crise, mais comme depuis 2015 on a passé plus de temps en crise [qu'en période “normale”], l'exception devient en quelque sorte la norme. Un instrument prévu pour des finalités particulières devient permanent. D'autant plus que l'épidémie va probablement durer et que les mesures d'exception ne seront pas levées d'un coup», poursuit Olivier Tesquet.

Il est donc important que le bénéfice en matière de santé publique apporté par chacune de ces technologies soit mis en balance avec son impact sur les libertés publiques. Une surveillance généralisée porterait une atteinte inacceptable à nos droits sans forcément garantir notre sécurité. slate.fr 26 mars 2020

Les fausses informations ou les information insidieusement et délibérément approximatives, faussées, instrumentalisées pour créer un effet d'amplification et de panique collective

- "L'épidémie est toujours en aggravation rapide" en France. Normal !

- Des données qui sous-estiment la réalité de l'épidémie. Normal !

- Les données présentées sous-estiment le nombre réel de cas". Normal !

- Comme on ne connaît pas le vrai nombre de personnes contaminées, il est difficile de calculer combien de gens sont véritablement guéris en France. (Source : Santé publique France (SPF) mercredi 25 mars - francetvinfo.fr 25 mars 2020)

Les gens découvrent effarés comment opèrent un virus, on leur met sous le nez pour leur faire croire qu'ils sont gravement menacés, alors que pas du tout, tous les ans ou en permanence ils attrapent (ou non) des virus sans qu'ils s'en aperçoivent ou sans que cela altère leur santé, tout simplement parce qu'ils disposent d'anticorps pour y faire face ou s'ils sont en bonne santé leurs corps va les fabriquer.

Toutes les personnes en contact avec des virus les attrapent, il n'y a donc que ceux qui ne sont pas en contact avec eux qui ne les attrapent pas. Et parmi ceux qui les attrapent, hormis les personnes âgées déjà affaiblies ou les grands malades, les personnes qui présentent des faiblesses immunitaires, seules ses catégories de la population sont susceptible de tomber malades et parmi elles de mourir, voilà tout.

Toute épidémie virale se déroule de la même manière, hormis de rares cas exceptionnels qui font des millions de morts, comme le VIH ou la grippe espagnole de 1918. Elle dure environs entre 3 et 5 mois, avec une accélération qui se traduira par une hécatombe de quelques centaines de morts par jour pendant deux mois ou un peu plus, avant que le nombre de décès tombent à quelques dizaines par jour et cesse enfin. Il suffit d'observer les courbes ou graphiques de chaque épidémie saisonnière de grippe par exemple pour comprendre comment cela fonctionne et ne pas s'affoler inutilement.

Le problème, c'est que Macron et le gouvernement, les médias et la totalité des partis politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche, instrumentalisent la période pendant laquelle le virus va provoquer le plus de morts, laissant entendre que des centaines de milliers ou des millions de personnes pourraient décéder, de sorte que chacun soit amener à se dire, pourquoi pas moi demain et soit pris de panique. Ils ne sont jamais à court de superlatifs pour alimenter l'angoisse au sein de la population, nous sommes en présence de monstres de cruautés sans fond.

Prenez cette phrase : "*On ne connaît pas le vrai nombre de personnes contaminées, il est difficile de calculer combien de gens sont véritablement guéris en France.*"

C'est une aberration, cela ne correspond pas à la réalité, car porter un virus est un état normal, naturel et non de contamination. Déjà au départ il y a donc un grave dérapage sémantique, qui va s'amplifier pour faire de vous ou la quasi totalité de la population des malades qu'il va falloir soigner. Pour finir, ils ne sont pas à une contradiction ou une contrevérité près, car de toutes évidences l'immense majorité de la population qui avaient attrapé le virus sans présenter de symptôme, parmi laquelle figuraient selon eux ceux qui étaient prétendument "contaminés" à leur insu, va se rétablir par miracle sans avoir pris le moindre traitement.

Leur propagande consiste à faire croire que parmi la population porteuse du virus, une grande partie serait en danger de mort, alors que c'est absolument faux.

Un autre exemple tiré du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC)

- "*L'évaluation du risque en Europe pour les personnes âgées et/ou souffrant de maladies chroniques passe d'"élevé" à "très élevé*". Pour le reste de la population, l'agence européenne maintient son évaluation d'un risque "*modéré*"." Reuters25 mars 2020

LVOG - Un sophisme. "*Pour le reste de la population, l'agence européenne maintient son évaluation d'un risque* "modéré"", évidemment ballot !

Ce risque serait toujours élevé pour "*les personnes âgées et/ou souffrant de maladies chroniques*", c'est d'une banalité pitoyable, c'est la norme parce que la nature est ainsi faite, âgé ou malade chronique, vous êtes plus faible et vous pouvez être victime d'un virus ou d'une bactérie qui vous rend malade ou vous emporte, et cela depuis la nuit des temps.

- Un infirmier de 44 ans foudroyé en 24h par le coronavirus en Seine-et-Marne - Sputnik. 25 mars 2020

Un infirmier en psychiatrie français de 44 ans, Patrick Lihau, a été foudroyé jeudi 19 mars par le Covid-19 en pleine épidémie de coronavirus, rapporte Le Parisien. Selon ses proches, il a commencé à avoir de la fièvre mercredi main et le lendemain il était mort.

LVOG - Ce coronavirus est d'une vélocité incroyable. Ca fait peur, hein ? Attendez, on nous disait plus loin qu'il "*souffrait d'une faiblesse immunitaire*", ah tout s'explique ! Et manifestement il n'avait pas chopé ce virus la veille...

Quand les tyrans qui nous gouvernent formulent un voeu. Pourvu que l'été ne soit pas fatal au SRAS-CoV-2 !

LVOG - On est en présence de théoriciens de l'apocalypse, du catastrophisme, qui émettent des pronostiques alarmistes sans aucune preuve, ils le disent eux-mêmes.

- L'été ne devrait pas faire disparaître le coronavirus, estime une agence médicale de l'UE - Reuters 25 mars

Il est peu probable que le nouveau coronavirus disparaisse cet été à la faveur de la hausse des températures, observe dans un rapport publié mercredi le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), qui redoute pour tous les pays de l'Union européenne une pénurie de lits dans les hôpitaux d'ici la mi-avril sans une intervention rapide.

Ce rapport émanant de l'agence européenne spécialisée dans les maladies infectieuses vient doucher l'espoir que le SRAS-CoV-2 se comporte comme les quatre autres coronavirus qui sont endémiques et généralement bénins durant l'été.

"Il n'y a aucune preuve à ce jour que le SRAS-CoV-2 présentera une saisonnalité hivernale marquée, comme d'autres coronavirus humains dans l'hémisphère nord", écrit l'ECDC Reuters 25 mars

LVOG - Où voulaient-ils en venir ? Devinez.

Reuters - Cela "montre l'importance de mettre en oeuvre des mesures comme l'isolement des personnes infectées, le travail à distance et la fermeture des écoles", souligne le Centre européen de prévention et contrôle des maladies. Reuters 25 mars

Il faut à tous prix que vous soyez terrorisé, vous entendez, c'est un ordre !

- Coronavirus: Berlin invite à ne pas surinterpréter la faible mortalité en Allemagne - Reuters 25 mars

Mauvaise nouvelle.

- Le taux de transmission du coronavirus en baisse aux Pays-Bas - Reuters 25 mars 2020

Tribune libre

La Tribune des travailleurs (POID)

- Que périssent les profits des banques, pourvu que vive la population ! par Daniel Gluckstein le 25 mars 2020

Chaque jour grandissent sidération et colère de l'opinion publique. Sidération devant l'ampleur catastrophique de la pandémie, colère devant l'impréparation face à une telle catastrophe.

Interrogé ce 23 mars sur BFM TV, l'ex-directeur de la Santé publique appuie lourdement les décisions du gouvernement. Mais à la question : « Ne serait-il pas souhaitable d'organiser le dépistage systématique ? », il ne peut que répondre : « Oui, ce serait souhaitable. » « Mais alors, pourquoi ne pas l'avoir fait ? » « Nous n'étions pas prêts », lâche-t-il piteusement. « Nous n'étions pas prêts », répète-t-il. Pas prêts ? C'est sûr : pas de tests disponibles, aucune anticipation… Mais pourquoi ?

Dans le journal Les Échos, une médecin infectiologue écrit : « Je suis en colère. On nous envoie au front sans armes. En ce moment, sept à dix soignants de l'hôpital sont contaminés chaque jour (…). Nous allons essayer de tout faire pour que cette épidémie tue le moins possible, mais après, il y aura des comptes à rendre. L'erreur, c'était la tarification à l'acte, lorsque l'on a exigé des hôpitaux qu'ils soient rentables. Du coup, on a fait la chasse aux stocks et aux réserves de personnels. En termes de santé publique, c'était aberrant, mais personne ne nous a écoutés, alors qu'on le répète depuis dix ans. On le paie maintenant. »

Mais pourquoi cette tarification à l'acte ? Les gouvernements, de toutes couleurs politiques, qui l'ont mise en œuvre se sont ainsi soumis à la loi du profit. Il fallait réduire les dépenses publiques, rendre rentable le domaine de la santé afin de « soulager » la trésorerie des entreprises, qu'elles paient moins d'impôts et moins de « charges sociales », comme elles disent. C'est en conséquence de cette soumission que les stocks de masques ont été liquidés et les réserves de tests non constituées. Et on en arrive à la catastrophe d'aujourd'hui, produit prévisible – qui n'a rien d'accidentel – d'un système capitaliste guidé par le profit, au mépris de la préservation de l'humanité.

Le pire, c'est que le 19 mars dernier, en pleine pandémie, l'Assemblée nationale unanime a décidé de poursuivre dans cette voie ! Ce jour-là en effet, une loi dite de finances rectificatives a été adoptée qui consacre 2 milliards d'euros au financement des hôpitaux et 343 milliards d'« aide aux entreprises ». Il s'agit plus précisément de sauver les banques puisque, sur ces 343 milliards, 300 milliards sont constitués par « la garantie de l'État sur les prêts octroyés aux entreprises par les banques ».

Vous avez bien lu : l'urgence pour le gouvernement est de garantir aux banques qu'elles ne perdront pas d'argent !! C'est la même logique qu'en 2008 : d'abord et avant tout, renflouer les banques. Il n'y a là rien de sur- prenant de la part du gouvernement Macron tout entier au service de la classe capitaliste. Mais on s'étonnera, et même on s'indignera, d'apprendre que cette loi a été votée à l'unanimité de l'Assemblée nationale.

Oui, les députés du Parti communiste, du Parti socialiste, de La France insoumise ont, comme un seul homme, voté avec les macronistes, la droite et l'extrême droite pour sauver les banques ! C'est la logique de l'union sacrée. Les mêmes peuvent ensuite dénoncer – et à juste titre – l'autre loi, celle sur l'urgence sanitaire. Il n'empêche que, pendant ce temps, on meurt de plus en plus dans les hôpitaux, que l'épidémie se répand et que masques et tests de dépistage font toujours défaut. Pendant ce temps, aucune des mesures de réquisition indispensables n'a été prise.

Non, Roussel (PCF), Faure (PS) et Mélenchon (LFI), l'urgence n'est pas de sauver les banques, mais le genre humain. Que périssent les profits des banques, pourvu que vive la population !

LVOG - Eh oui, les députés du Parti communiste, du Parti socialiste, de La France insoumise sont tous de droite, des agents du capital, et cela ne date pas d'hier ! L'unité d'accord, mais pas avec ces ordures, s'il vous plaît.

"*L'ampleur catastrophique de la pandémie, colère devant l'impréparation face à une telle catastrophe*", là il verse dans le populisme ambiant, car s'il fallait se fier à "*l'opinion publique*" qui est pour le moins très largement inconsciente, autant dire qu'on ne comprendrait pas grand chose à la situation... Un peu de sérieux tout de même.

La fabrique du consentement se porte bien.

- Popularité : Macron et Philippe en forte hausse en pleine crise sanitaire, selon un sondage - AFP 25 mars 2020

La popularité d'Emmanuel Macron ("14) et d'Edouard Philippe ("13) est en forte hausse, en pleine crise du coronavirus, selon un sondage Ipsos publié mercredi.

Avec 44% de jugements positifs sur son action, le chef de l'Etat retrouve un niveau de satisfaction qu'il n'avait plus atteint depuis le tout début de son quinquennat, en juillet 2017. Une courte majorité (51%, -12 points en un mois) jugent toujours défavorablement son action, selon cette enquête menée pour Le Point.

La cote d'Edouard Philippe bondit parallèlement avec 42% ("13) d'opinions positives sur son action, contre 52% (-11) d'avis contraire. Le Premier ministre atteint pour sa part son meilleur niveau depuis son entrée en fonction. AFP 25 mars 2020

- Sondage: la confiance des Français envers l'exécutif en chute libre - LeFigaro.fr 25 mars 2020

C'est le grand retournement. Désormais, 55 % des Français jugent que le gouvernement n'a pas pris la mesure de la gravité de la situation, 69 % estiment qu'il n'est pas clair et 79 % considèrent qu'il ne sait pas où il va. Des chiffres très sévères, issus de l'enquête Regard des Français sur l'action du gouvernement et sur le confinement menée les 24 et 25 mars auprès d'un millier de Français par Odoxa avec Dentsu Consulting, pour Le Figaro et Franceinfo.

Selon notre sondage, 70 % des Français estiment ainsi désormais que le gouvernement ne leur dit pas la vérité et 75 % sont désormais persuadés que le gouvernement n'a pas pris les bonnes décisions au bon moment et surtout parce qu'il n'a pas fait le nécessaire pour bien équiper les hôpitaux et les soignants face à l'épidémie.

Tous les Français interrogés (97 %), sont persuadés qu'il y a bien en France une pénurie de masques, et les deux tiers d'entre eux (65 %) estiment que le gouvernement actuel en est responsable.

Plus de 9 Français sur 10 estiment ainsi que le confinement est une «bonne mesure», qu'ils respectent. Ils sont plus de 80 % à penser qu'il durera au moins 4 semaines.

Les Français sont favorables à 86 % à un durcissement global du confinement, et 87 % à un durcissement des sanctions.

À entendre les sondés, 87 % sont aussi favorables à «l'instauration d'un couvre-feu national» comme le font déjà certaines villes de France comme Perpignan ou Nice. Moins nombreux mais tout de même, 74 % seraient même pour l'interdiction du jogging et du sport individuel en plein air… Mais «comme les deux tiers des Français ne pratiquent pas la course à pied, il est bien possible que cette dernière mesure passe beaucoup moins bien auprès des premiers concernés», fait remarquer le président d'Odoxa. LeFigaro.fr 25 mars 2020

LVOG - S'il s'avérait exact qu'ils en redemandent à une écrasante majorité, cela signifierait qu'ils seraient bons pour aller à l'abattoir ou le pire est encore à venir.

Le pire saloperie de virus. Les ONG en profitent pour voler au secours des barbares.

- Coronavirus: les geôles syriennes, terreau fertile pour une "catastrophe" (ONG) - AFP 25 mars 2020
Le nouveau coronavirus pourrait provoquer une "catastrophe" dans les prisons surpeuplées du régime en Syrie, où le manque de soins médicaux expose plusieurs dizaines de milliers de détenus au risque de contamination, ont mis en garde des ONG. AFP 25 mars 2020

Quand on le disait : "***Le monde devient fou***"

- Toxicité de la chloroquine : pour Didier Raoult, "le monde devient fou" - Yahoo 25 mars 2020

Dans une vidéo mise en ligne mardi et relayée mercredi sur son compte Twitter, le populaire professeur Didier Raoult a évoqué le débat actuel sur la toxicité de la chloroquine, de l'hydroxychloroquine et de l'azithromycine, qu'il prône pour traiter le coronavirus. (Cette vidéo a déjà visionnée plus de 676 000 fois)

Alors que la France vit son 9e jour de confinement, et que l'épidémie de coronavirus s'aggrave dans le pays, le professeur Didier Raoult reste fidèle à sa ligne de conduite. Pour lui, il faut utiliser la chloroquine ou l'hydroxychloroquine (associées à l'azythromycine) pour vaincre le Covid-19 en ces temps de guerre.

Et, contrairement aux recommandations des autorités sanitaires françaises, il ne faut surtout pas attendre que le patient soit en réanimation pour le traiter. "C'est quand ils ont des formes modérées, moyennes, ou qui commencent à s'aggraver, qu'il faut traiter les patients, estime l'infectiologue marseillais. À ce moment-là on contrôle les virus qui se multiplient. Quand ils sont rentrés en réanimation, c'est trop tard. le problème ce n'est alors plus le virus".

Après avoir constaté non sans joie que la FDA (Food&drug administration) américaine, "qui est quand même un gendarme extrêmement sévère", avait donné le feu vert "pour traiter les New-yorkais avec l'hydroxychloroquine et l'azithromycine", le scientifique a tiré à boulets rouges sur ses détracteurs.

"Concernant la toxicité de la chloroquine, le monde devient fou, a-t-il confié. Il y a plus d'un milliard de personnes qui en a mangé", affirme le professeur. Avant de poursuivre : "Dire que l'hydroxychloroquine (un dérivé de la chloroquine), qui a été prescrite à des millions de personnes pendant 30 ans, est un poison, ça laisse absolument rêveur. Qu'on ait découvert - juste au moment où on en a besoin - que c'était un poison, c'est absolument étonnant. Je ne sais pas d'où ça sort. Peut-être qu'un jour on le saura...".

En disant "ce qu'il pense" depuis plusieurs semaines, Didier Raoult ne se fait pas que des amis. Selon ses propres aveux, il est régulièrement menacé de mort depuis le 1er mars, moment où il a évoqué publiquement le traitement possible du coronavirus à base de chloroquine. Après avoir reçu des emails d'insultes et des SMS du type "moins de 4 heures pour te rétracter sur la chloroquine", l'infectiologue a décidé de porter plainte contre x pour "menaces de mort" et "actes d'intimidation envers un chargé de mission de service public". Le parquet de Marseille a ouvert une enquête. Et selon le Canard Enchaîné, le portable à l'origine des appels malveillants a été identifié et fait partie de ceux mis à disposition des médecins du CHU de Nantes. Yahoo 25 mars 2020

En complément.

- Le journaliste Hervé Vaudoit, ancien de La Provence, auteur d'un livre sur le sujet (IHU Méditerranée Infection. Le défi de la recherche et de la médecine intégrées, Michel Lafon, 2018), raconte l'avoir un jour interrogé sur son changement de style, ses cheveux longs, sa barbe, sa bague de biker : « Il m'a souri et m'a répondu : "Parce que ça les fait chier." » ljdd 25 mars 2020

Hormis la barbe et la moustache, on a le même look. On est vieux, on se fout de ce que les autres peuvent penser de nous, à bas le conformisme qui rend débile, aigri, belliqueux et malheureux !

- « Epidémies, vrais dangers et fausses alertes, de la grippe aviaire au Covid-19 » aux éditions Michel Lafon

- L'hydroxychloroquine, commercialisée sous le nom de Plaquenil, au Maroc, les autorités commencent à en stocker. lemonde.fr 25 mars 2020

- Coronavirus : l'Algérie adopte la chloroquine pour les cas graves - LePoint.fr 25 mars 2020

Dans le débat autour de la chloroquine, l'Algérie a tranché. Les cas aigus de Covid-19 bénéficieront du protocole mis en œuvre par le professeur Raoult. LePoint.fr 25 mars 2020

LVOG - Trop tard, c'est quand les premiers symptômes apparaissent qu'il faut en prendre. C'est aussi parce que la chloroquine est prescrite trop tard par des médecins attardés ou véreux, que des patients meurent tout de mêmes, ce qui permet ensuite aux détracteurs de ce médicament d'affirmer qu'il est inefficient et d'attaque le professeur Raoult.

- L'Inde, principal fournisseur mondial de médicaments génériques, a annoncé mercredi l'interdiction des exportations d'hydroxychloroquine afin de pouvoir répondre à la demande domestique. Reuters 25 mars 2020

Franceinfo assassin ou marchand de morts.

A propos de l''hydroxychloroquine mis en avant par le chercheur Didier Raoult.

- Pour autant, difficile d'émettre un avis en l'état, car l'étude affiche encore trop de limites : faible cohorte, patients en réanimation écartés des résultats, pas de groupe placebo… Aussi prometteurs soient-ils, les résultats sont donc inexploitables pour l'instant. Cette piste est intéressante, mais elle nécessite des travaux complémentaires, d'autant que cette molécule peut entraîner de graves complications cardiaques, en cas de surdosage notamment. Franceinfo 26 mars 2020

LVOG - En attendant, mourrez en masse et nous irons danser sur vos cadavres, ils sont bons à tuer !

"*Patients en réanimation écartés des résultats*", évidemment puisqu'il est souvent trop tard pour leur administrer cette molécule ! Et vous en êtes en grande partie la cause. Pourquoi devrait-il y avoir des "cas de surdosage", de la part de médecins, de malades, hormis dans la tête de ces ordures.

Plus loin, cela ne les gênait pas le moins du monde de faire référence à une étude... qui contient l'hydroxychloroquine ! Mais cette fois combinée à d'autres molécules, le traitement pourrait s'avérer beaucoup plus onéreux et donc davantage profitable pour le trust pharmaceutique qui enlèverait le marché.

Franceinfo - Deux vastes études cliniques ont notamment été lancées par l'OMS (Solidarity) et par le consortium européen Reacting (Discovery). Dans les deux cas, cinq groupes seront testés (avec notamment du remdesivir, du lopinavir/ritonavir et de l'hydroxychloroquine). Franceinfo 26 mars 2020

Au secours, elle n'est pas morte, son cadavre puant bouge encore ! Mais qui ? La droite sociale (la gauche).

- Coronavirus : Entre espoir et prudence, la gauche rêve d'un nouveau monde après l'épidémie - 20minutes.fr 26 mars 2020

La gauche espère que la crise permettra un changement radical de politique.

« Le monde d'après, sur lequel à présent nombre projettent leurs espérances, doit commencer maintenant avec d'autres moyens de produire et d'échanger », a lancé Jean-Luc Mélenchon.

Le chef de l'Etat a lui-même mis en suspens les réformes en cours et promis des « décisions de rupture », mais les élus

d'opposition restent méfiants.

« La pandémie est certes un fait biologique. Mais elle est avant tout un phénomène social », lançait ainsi Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale ce dimanche.

Twitter - Nous ne combattons pas d'autre ennemi que les erreurs, les abus d'une façon de vivre. Le moment est venu d'en changer radicalement. Telle est la Révolution que doit accomplir la civilisation humaine de notre époque.23 mars 2020

Emmanuel Macron, meilleur porte-parole de la gauche ?

D'ailleurs, Emmanuel Macron n'a-t-il pas lui-même tourné le dos à une politique libérale ? Lors de ses récentes allocutions aux Français, le président de la République a loué « l'Etat-providence », la « santé gratuite sans condition de revenus » et « des biens et services qui doivent être placés en dehors des lois du marché ». Le chef de l'Etat a mis en suspens les réformes en cours, appelé à lutter contre les conséquences de l'épidémie « quoi qu'il en coûte » et promis des « décisions de rupture ». Mais les élus d'opposition restent méfiants.

« La crise a montré les limites du système »

« Il faudrait nationaliser, réquisitionner, planifier, or le gouvernement a opté pour des mesures de dérégulation et d'assouplissement dans la durée de travail », avance le député insoumis Eric Coquerel... (Pas de bol ! - LVOG)

Mais l'élu LFI de Seine-Saint-Denis est confiant pour la suite. « La crise a montré les limites du système. Même ses partisans ont désormais recours aux déficits, à l'interventionnisme, à moins de libre-échange », détaille-t-il. « Même si la finance a ensuite repris le pas, la crise de 2008 a mis fin à l'hégémonie idéologique du néolibéralisme comme seul système possible. Je crois que, là aussi, il y aura des conséquences. A nous d'imaginer le monde d'après autours de valeurs humanistes, de solidarité, de l'environnement ». ("*La crise de 2008 a mis fin à l'hégémonie idéologique du néolibéralisme comme seul système possible*", alors qu'en réalité on n'a pas cessé d'avoir confirmation du contraire au cours des 12 dernières années écoulées. Je vous fais grâce des déclarations des salopards du PS qui osent tout, et qui ont démoli systématiquement l'hôpital public quand ils étaient au pouvoir. - LVOG)

Haut de page

Le 27 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je suis totalement isolé dans mon village en Inde, donc j'essaie de faire pour le mieux, comme toujours.

Ici ils ont réussi à terroriser les Indiens et le mot n'est pas trop fort, quelle bande de salopards ! Pas un chat dans la rue, même dans le village chacun reste cloîtré chez lui, c'est dingue !

Ma compagne : Et toi tu te marres pendant que les gens tremblent de peur, c'est pas bien !

Je ne vais pas pleurer tout de même ! Et en France, je lui ai répondu, tu imagines, ils ne sont pas comme toi, ils ont été à l'école, souvent ils ont fait des études supérieures, ils savent tous lire, la plupart savent se servir d'un ordinateur et d'Internet, en principe ils ont acquis de nombreuses connaissances, ils ont un niveau de conscience développée, et bien on ne le dirait pas, ils sont aussi arriérés que les Indiens, ils en sont encore à croire tout ce qu'on leur dit ou presque, il est là le drame, c'est plus terrible que ce virus.

J'ai toujours tiré à boulets rouges sur les ouvriéristes, (et les tiers-mondistes, les droitdelhommistes), ceux qui passent leur temps à flatter l'ignorance des masses, à les ménager pour finalement mieux les embobiner et que perdure la servitude humaine. Moi je n'ai jamais donné dans ce travers ignoble et cynique sans jamais les juger, tout en rappelant que malgré tout nous avons tous à notre niveau des responsabilités à assumer dans la vie, sous peine de nous avilir et de perdre toute dignité, de ne mériter aucune considération.

En France contrairement à l'Inde, le peuple au cours de son histoire a acquis certaines valeurs et certains principes qu'il a intégrés dans son éducation, ses rapports avec les autres, dans son mode de vie et de pensée, or là on se demande où ils sont passés. En fait, tout s'effondre d'un seul coup au premier coup de canon (viral), comme je l'avais prévu sans être le premier évidemment, puisque chaque fois on assiste au même scénario.

Mais on aurait pu croire, que l'évolution de la société qui avait eu lieu lors de la seconde moitié du XXe siècle aurait permis d'inverser cette tendance suicidaire, hélas on est bien obligé de constater que tel n'est pas le cas ! On n'en est pas choqué pour autant, c'était parfaitement prévisible, sinon cette monstrueuse machination n'aurait peut-être pas vu le jour, nos ennemis, eux, savaient parfaitement à quoi s'en tenir, alors ils ont tenté leur chance. Saurons-nous leur infliger un démenti cinglant ? J'en doute à l'heure actuelle. Le silence assourdissant de mes lecteurs porte à le croire.

- 30 pages au format pdf

Signez pour L'Abrogation de la loi du 19 mars 2020 ! pour la restitution des 300 milliards d'euros attribués aux banques !

Appel lancé le 25 mars 2020 à l'initiative du journal La Tribune des travailleurs, qui, avec le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID), se prononce pour en finir avec le gouvernement Macron, pour la liquidation de la Ve République, pour un gouvernement des travailleurs et de la démocratie.

https://latribunedestravailleurs.fr/wp-content/uploads/2020/03/Pe%CC%81tition_LTT232.pdf

La pétition en ligne.

https://latribunedestravailleurs.fr/abrogation-de-la-loi-du-19-mars-2020-pour-la-restitution-des-300-milliards-deuros-attribues-aux-banques/?contact-form-hash=1c4ec6fddcc9c26b5dc9ea6b11f72c1cd0b765f4

L'Assemblée nationale vient de décider de donner 300 milliards aux banques

Que cette somme soit immédiatement réaffectée à la protection de la population !

Un seul impératif devrait guider toutes les mesures à prendre : assurer la protection des travailleurs, de leurs familles, de la population du pays.

Or l'Assemblée nationale unanime vient de voter une loi qui consacre 2 milliards au financement des hôpitaux et... 343 milliards « d'aide aux entreprises ». Sur ces 343 milliards, 300 iront aux banques*. Cette loi dite de finances rectificative a été votée le 19 mars, en pleine crise de l'épidémie. Inacceptable. Ce ne sont pas les banques qui doivent être défendues, protégées et sauvées, mais la population !

Nous exigeons :

Abrogation immédiate de la loi du 19 mars 2020 !

Restitution des 300 milliards d'euros attribués aux banques !

Nous exigeons que ces 300 milliards soient immédiatement affectés à un plan de sauvegarde des travailleurs et de la population laborieuse pour :

– la réouverture immédiate des 17 000 lits de réanimation fermés, les équipements pour tous les personnels hospitaliers et médecins en masques, surblouses de protection, tests de dépistage ;

– l'organisation gratuite du dépistage de toute la population ;

– la réquisition d'usines permettant d'assurer sans délai la production massive de dizaines de millions de masques FFP2 ;

– la distribution gratuite de masques à toute la population ;

– la réquisition d'usines pour la production de tous les matériaux nécessaires pour les hôpitaux (bouteilles d'oxygène, lits, tests de dépistage, blouses...) ;

– la garantie du maintien du salaire pour tous les salariés, des revenus et allocations pour tous ;

– la suspension immédiate des paiements de toutes les factures de gaz et d'électricité,

– la réquisition immédiate de tous les bâtiments disponibles pour tous ceux qui n'ont pas de logement ;

– l'approvisionnement en denrées de base gratuites pour toutes les personnes en difficulté.

Travailleurs, mères de famille, jeunes, retraités, chômeurs, travailleurs précaires, citoyens confrontés à l'épidémie, nous affirmons : ces mesures sont l'urgence. Elles ne peuvent attendre.

Grève générale illimitée pour chasser Macron, le gouvernement et abolir les institutions de la Ve République, instaurer une République sociale !

LVOG - Ce n'est évidemment pas de cela qu'il s'agit ci-dessous, vous vous en doutez bien. Cependant les travailleurs et les militants peuvent saisir l'opportunité de cet appel pour décider de dire stop et affronter le régime jusqu'à sa chute.

C'est une question de vie ou de mort dont vous prendrez conscience si ce n'est pas déjà fait, en lisant les articles publiés par Le centre de recherche sur la mondialisation que nous avons reproduits ou que nous avons mis en ligne.

- Fonctionnaires: la CGT appelle à la grève - LeFigaro.fr 27 mars 2020

Alors que l'épidémie de coronavirus s'aggrave dans le pays, la CGT des services publics vient de déposer un préavis de grève d'un mois à compter de début avril.

Le nouvel appel à cesser le travail court cette fois-ci sur les 30 jours du mois d'avril et vise à dénoncer la loi dite d'urgence sanitaire et «ses mesures anti-sociales».

La menace a été adressée par courrier lundi 23 mars - au lendemain du vote de la loi d'urgence sanitaire au Parlement - à trois ministres: Muriel Pénicaud (Travail), Gérald Darmanin (Comptes publics) et Olivier Dussopt (Fonction publique). Dans sa lettre, la fédération CGT des services publics dénonce «les choix du gouvernement qui font que ce sont les masques de protection, gels hydroalcooliques et tests médicaux qui manquent alors que jamais les armes de guerre militaires ou anti-manifestants (LBD, gaz…) ne sont pas en rupture de stock. Terrible traduction des préoccupations et intérêts de l'État et des capitalistes». Et la fédération CGT de regretter que le gouvernement ne découvre que maintenant que les agents de la fonction publique sont essentiels.

Potentiellement, ce préavis de grève pourrait concerner l'ensemble des 85.000 adhérents de la fédération, soit les agents des services publics territoriaux, mais aussi les personnels des secteurs publics et privés du logement social et des salariés des secteurs privés des eaux et des pompes funèbres. LeFigaro.fr 27 mars 2020

En complément : Au Figaro ils s'inquiètent.

- Nos dirigeants ont-ils mesuré les conséquences mortifères de la longue claustration, ponctuée d'un discours répressif, qu'ils entendent imposer aux Françaises et aux Français? Les dégâts économiques seront considérables - c'est un fait avéré ; les implications sur l'esprit public, la cohésion de la société et les institutions le seront tout autant. Imposer des sacrifices à une Nation exige en retour de lui ouvrir des perspectives d'espoirs.

Si nous sommes en guerre, pourquoi maintenir l'ouverture des frontières, quand nos voisins les ferment? Comment adhérer au confinement de chacun d'entre nous quand le pays demeure ouvert sur ses marchés? Il existe aujourd'hui un hiatus entre la rhétorique et l'action publique. Cette dernière est en deçà de sa communication. Et la communication est un pantin désarticulé si elle en reste au stade des intentions. À l'épreuve de la durée, l'unité nationale «fragilissime» se fissurera inévitablement, volera en éclat. LeFigaro.fr 23 mars 2020

Après l'urgence climatique, l'urgence sanitaire créée à l'aide des mêmes instruments de simulations mathématiques.

- Le coronavirus pourrait tuer 1,8 million de personnes dans le monde - L'Express.fr 27 mars 2020

Des chercheurs de l'Imperial College de Londres soulignent toutefois que leur étude ne donne que "des éclairages sur les trajectoires possibles" de l'épidémie.

L'épidémie de coronavirus pourrait faire 1,8 million de morts dans le monde même avec de strictes mesures destinées à réduire sa propagation, selon une estimation rendue publique ce jeudi de chercheurs de l'Imperial College de Londres.

Ces hypothèses sont basées sur des simulations mathématiques bâties selon ce qu'on sait à l'instant T de la maladie Covid-19 (contagiosité, mortalité supposée, etc.) et ne constituent donc pas des "prédictions", comme le soulignent les chercheurs.

Un précédent rapport de l'Imperial College mi-mars avait évalué que l'épidémie pourrait faire jusqu'à 510 000 morts au Royaume-Uni et y toucher 81% de la population, dans le cas purement hypothétique où aucune mesure n'aurait été prise.

Cette publication avait fait l'objet de nombreuses critiques notamment méthodologiques dans la communauté scientifique...

Dans le cas hypothétique d'une épidémie contre laquelle aucune mesure n'aurait été prise dans le monde, les auteurs modélisent un nombre de victimes pouvant atteindre 40,6 millions de morts, pour 7 milliards de personnes infectées, soit la quasi-totalité des quelque 7,6 milliards d'habitants de la planète.

"Toutefois, précisent-ils,il n'est pas possible à l'heure actuelle de prédire avec une quelconque certitude le nombre exact de cas pour un pays donné ou la mortalité précise et le poids de l'épidémie qui pourrait en résulter". L'Express.fr 27 mars 2020

La mise en place d'un régime totalitaire à l'échelle mondiale est en marche.

Contre la militarisation des esprits et de la société, il n'existe qu'une seule alternative : Le socialisme.

Si vous n'avez pas encore compris ce qui se passe et ce qui se trame, c'est que vous ne savez pas lire ou vous êtes idiot tellement c'est limpide. Ce qui peut induire en erreur même les esprits les plus critiques, c'est que le totalitarisme se met en place par étapes et cela prend beaucoup de temps.

Si on avait tenu compte que la stratégie politique et économique de l'oligarchie était intimement liée, on n'en serait pas à se demander ce qui se passe ou pire, à douter de ses réelles intentions qui ne faisaient par l'ombre d'un doute, au regard de la crise permanente dans laquelle le capitalisme allait inexorablement s'enfoncer entraînant l'humanité entière dans son sillage. Avis à ceux qui par dogmatisme ont fait preuve de négationnisme. Surtout, n'ayez aucune confiance dans les dirigeants qui parlent en notre nom aussi longtemps qu'ils n'auront pas changé de discours ou ils ne rendront pas compte de la réalité, même si des détails nous échappent encore, ce qui en fait est toujours le cas. Evidemment qu'il existe en tout temps des questions auxquelles nous ne sommes pas en mesure d'apporter des réponses, cela dit, la direction dans laquelle s'oriente le monde nous fournit un précieux renseignement qui nous permet de définir une stratégie politique pour combattre nos ennemis, libre à nous d'en tenir compte ou non.

Désinformation médiatique. Faire peur aux jeunes en particulier qui n'auront aucun avenir sous ce régime totalitaire en formation.

- Coronavirus: la Californie sonne l'alarme après la mort d'un adolescent - BFMTV 25 mars 2020

Aux États-Unis, la vigilance liée à la propagation du SARS-CoV-2 sur le territoire outre-Atlantique a bien du mal à faire mouche chez les plus jeunes. Pour autant, ce mardi, les autorités californiennes ont une nouvelle fois exhorté ces derniers à respecter les consignes de sécurité contre le coronavirus après la mort d'un adolescent près de Los Angeles, première victime connue du Covid-19 sur le sol américain.

LVOG - Titre alarmiste à souhait non justifié.

BFMTV - Les autorités sanitaires du comté de Los Angeles ont annoncé dans un communiqué trois nouveaux morts du Covid-19, dont "un jeune âgé de moins de 18 ans" qui vivait à Lancaster, à une quarantaine de kilomètres au nord de la métropole californienne.

Il s'agirait du premier cas connu de disparition touchant un jeune sur le sol américain.

LVOG - Si vous arrêtez la lecture ici, vous croirez que le coronavirus vise aussi les jeunes. Le démenti en quelque sorte figurait plus loin

BFMTV- Dans un communiqué ultérieur, les mêmes autorités sanitaires ont toutefois souligné que les causes de la mort devaient encore être validées par des experts fédéraux.

"Bien que des tests préliminaires aient indiqué un résultat positif au Covid-19, le cas est complexe et il pourrait y avoir une autre explication à ce décès", relève le comté de Los Angeles.

LVOG - C'est certain ! Rappelons qu'à tout âge on peut mourir à cause d'un virus ou une bactérie n'importe où dans le monde, y compris quand on se croit en bonne santé, alors que sans le savoir on présente une insuffisance immunitaire.

- Coronavirus: 365 décès en 24 heures dont une jeune fille de 16 ans en Île-de-France - AFP 27 mars 2020

Pour le directeur général de la Santé, le Pr Jérôme Salomon, l'information, "triste, très triste", concernant la jeune fille est "importante, puisque les formes sévères chez les sujets jeunes sont extrêmement rares". "Elles surviennent de temps en temps pour des raisons multiples. On le voit notamment dans certaines infections virales (avec) des formes extrêmement sévères exceptionnelles", a-t-il souligné. AFP 27 mars 2020

- Coronavirus: trois médecins portent plainte contre Jérôme Salomon - BFMTV 26 mars 2020

Une plainte va être adressée au parquet de Paris. Elle est déposée par trois médecins qui reprochent au directeur général de la Santé Jérôme Salomon des manquements dans la gestion de la crise sanitaire.

Le gouvernement a-t-il failli dans sa préparation pour gérer l'épidémie de coronavirus? Depuis quelques jours, les plaintes contre les membres de l'exécutif se succèdent. Après une première assignation d'Edouard Philippe et Agnès Buzyn devant la Cour de justice de la République par un collectif de soignants, c'est au tour de Jérôme Salomon, directeur général de la Santé, d'être visé. Une plainte va être déposée contre lui, auprès du parquet de Paris, a appris BFMTV ce jeudi. Deuxième plainte d'un même collectif de soignants

Trois médecins, représentants le même collectif de 600 praticiens, réclament l'ouverture d'une enquête judiciaire afin de déterminer s'il existe des défaillances dans la gestion de la crise sanitaire au niveau de la direction générale de la Santé.

Leur avocat, Me Fabrice Di Vizio, a rédigé leur plainte en se basant sur l'article 223-7 du Code pénal qui dispose que "quiconque s'abstient volontairement de prendre les mesures permettant (...) de combattre un sinistre de nature à créer un danger pour la sécurité des personnes est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30.000 euros d'amende".

Or, il apparaît selon les plaignants que Jérôme Salomon "avait une pleine conscience du péril auquel la France était confrontée" et qu'il s'est "abstenu de prendre les mesures qui auraient été de nature à endiguer l'épidémie". Ils lui reprochent notamment l'arrivée trop tardive des mesures des précaution, qu'ils jugent par ailleurs "insuffisantes".

Selon les plaignants, des mesures plus strictes auraient dû être prises "avant le 13 mars 2020", ce qui "aurait sans nul doute permis de juguler l'épidémie en réduisant le nombre de personnes contaminées, et donc de personnes susceptibles de contaminer les autres", est-il indiqué dans la plainte que BFMTV a pu consulter.

Manque de précautions

Ils critiquent également la gestion des stocks de masques et les failles dans leur distribution aux professionnels de santé. Il s'agit d'une précaution "qu'auraient dû prendre les responsables politiques, mais dont ils se sont abstenus". Ils assurent qu'à la fin du mois de février, malgré le déblocage de 15 millions de masques, les médecins libéraux "n'ont constaté la livraison d'aucun de ces 15 millions de masques".

"Pourtant, il appartenait bien à la direction générale de la Santé d'évaluer les besoins des professionnels de santé mais aussi de prendre sérieusement la mesure de la crise sanitaire et d'anticiper les mesures adaptées. Ce qu'elle n'a manifestement pas fait", précise la plainte.

Alors que la vague épidémique monte en France, les oppositions instruisent à mots choisis le procès de l'exécutif. Pénurie de masques, manque de tests de dépistage et manque de moyens pour les hôpitaux... Ces trois médecins ne sont pas les seuls à mettre en doute la réactivité du gouvernement face à la crise sanitaire que traverse le pays. Plusieurs associations et députés ont également fait connaître leur volonté de déposer plainte et d'ouvrir des commissions d'enquête. BFMTV 26 mars 2020

S'il y avait autant de désoeuvrés, il aurait le champ libre ou presque.

- Plus de 24 millions de téléspectateurs pour les déclarations de Macron à Mulhouse - AFP 26 mars 2020

Un total de 24,1 millions de téléspectateurs ont regardé mercredi soir les déclarations d'Emmanuel Macron depuis Mulhouse, selon les données de Médiamétrie.

Cette allocution du président, qui était retransmise en direct sur les chaînes généralistes TF1, France 2, M6 et C8, et sur les chaînes d'info BFMTV, LCI, CNews et franceinfo, a enregistré une part d'audience globale de 77,9%, toutes catégories de téléspectateurs confondues, selon la société spécialisée dans la mesure d'audience.

Emmanuel Macron a appelé mercredi à "l'union" pour mener "la guerre" contre l'épidémie de coronavirus, déclenchant l'opération militaire "Résilience" pour soutenir la population... AFP 26 mars 2020

Ils nous ont déclaré la guerre ! La France, un pays occupé par l'armée.

- Coronavirus: Avec l'opération Résilience, les armées se mettent en ordre de bataille - Reuters 26 mars 2020

L'opération "Résilience" dévoilée mercredi soir par le président Emmanuel Macron lors d'un déplacement à Mulhouse n'est pas une "solution magique" mais doit permettre aux armées d'agir avec un maximum d'efficacité là où on aura besoin d'elles pour lutter contre l'épidémie de coronavirus, souligne-t-on jeudi au ministère des Armées.

...l'opération Résilience a été placée sous l'autorité directe du chef d'état-major des armées, le général François Lecointre, et elle sera pilotée au quotidien par le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), comme une intervention militaire à l'étranger du type Barkhane au Sahel ou Chammal au Levant.

"Personne ne prétend que les armées peuvent régler à elles seules la crise", prévient-on cependant au ministère. "On est humble et on aide comme on peut. Partout où on nous dira qu'on peut être utile, on fera en sorte de l'être."

La ministre des Armées, Florence Parly, a souligné jeudi matin que les militaires ne seraient pas chargés de faire respecter le confinement de la population mais pourraient protéger ponctuellement des bâtiments ou des sites sensibles, comme les entrepôts ou les pharmacies.

Outre cette mission de protection, la mobilisation des armées va porter sur des opérations sanitaires... Reuters 26 mars 2020

Répression.

- En France, le non respect du confinement a entraîné jusqu'à présent plus de 225 000 verbalisations. euronews.com 26 mars 2020

Prohibition.

- Coronavirus: la vente d'alcool interdite dans l'Aisne, une première en France - BFMTV 24 mars 2020

Le préfet de l'Aisne a pris un arrêté exceptionnel afin d'interdire la vente d'alcool sur le territoire pour éviter les rassemblements et les violences familiales.

La préfecture instaure par ailleurs un couvre-feu pour les commerces qui devront fermer avant 20 heures.

Le confinement fait craindre aux autorités une sur-consommation d'alcool de la part des Français. Les ventes n'ont pas en tout cas montré jusqu'à présent de flambée spectaculaire des ventes. BFMTV 24 mars 2020

De Pétain à Macron. Un prétexte pour réaliser un coup d'Etat contre nos acquis sociaux.

- Coronavirus : temps de travail, congés, RTT... Comment les ordonnances chamboulent le droit du travail - francetvinfo.fr 26 mars 2020

Parmi les trois ordonnances qui réforment en partie le droit du travail, l'une porte spécifiquement sur les "mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos". Elle permet, entre autres, d'allonger la durée du temps de travail jusqu'à 60 heures hebdomadaires dans certains secteurs, ou encore d'imposer au salarié des jours de vacances ou de RTT, en dérogeant aux règles édictées par le Code du travail. Ces mesures peuvent s'appliquer au plus tard jusqu'au 31 décembre 2020, ce qui fait craindre aux syndicats un éventuel usage au-delà de la crise sanitaire actuelle. Passage en revue.

Temps de travail : jusqu'à 60 heures par semaine

Ce qui est prévu. L'article 6 dispose que "dans les entreprises relevant de secteurs d'activités particulièrement nécessaires à la sécurité de la nation et à la continuité de la vie économique et sociale" :

- "La durée quotidienne maximale de travail (...) peut être portée jusqu'à douze heures"

- "La durée quotidienne maximale de travail accomplie par un travailleur de nuit (...) peut être portée jusqu'à douze heures,

sous réserve de l'attribution d'un repos compensateur égal au dépassement de la durée prévue à ce même article"

- "La durée du repos quotidien (...) peut être réduite jusqu'à neuf heures consécutives, sous réserve de l'attribution d'un repos compensateur égal à la durée du repos dont le salarié n'a pu bénéficier"

- "La durée hebdomadaire maximale (...) peut être portée jusqu'à soixante heures"

- "La durée hebdomadaire de travail calculée sur une période quelconque de douze semaines consécutives (...) ou sur une période de douze mois", pour certains types d'entreprises, "peut être portée jusqu'à quarante-huit heures"

- "La durée hebdomadaire de travail du travailleur de nuit calculée sur une période de douze semaines consécutives (...) peut être portée jusqu'à quarante-quatre heures"

Ces dérogations pourront notamment s'appliquer dans "l'énergie", "les télécoms", "la logistique", "les transports" ou encore "l'agroalimentaireé", a précise à franceinfo l'entourage de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. La possibilité de travailler 60 heures était notamment réclamée avec insistance par le principal syndicat agricole, la FNSEA, pour assurer les récoltes dans les semaines qui viennent.

Ce que cela change. La durée de travail effectif hebdomadaire ne doit désormais pas dépasser les deux limites suivantes : "48 heures sur une même semaine et 44 heures par semaine en moyenne sur une période de douze semaines consécutives." Mais il existe déjà des exceptions : "On a toujours pu déroger dans certains cas à la durée hebdomadaire, en particulier dans le secteur de la sécurité", note auprès de franceinfo Jean-François Foucard, secrétaire national de la CFE-CGC. Il relève aussi que tout le monde est en "mode crise" et que des mesures sortant de l'ordinaire peuvent s'imposer. "A priori, ces mesures sont bornées pour une durée courte, mais il faut faire attention, met-il tout de même en garde. Les salariés ne tiendront pas si on leur demande d'enchaîner trois semaines à 60 heures. A ce rythme-là, ils s'écroulent."

Sur RTL, le secrétaire général de Force ouvrière (FO), Yves Veyrier, se montrait plus virulent, mercredi, estimant que ces dérogations horaires poussées jusqu'à 60 heures possibles relevaient de l'"hérésie" : "C'est une hérésie, parce que dans ces secteurs essentiels, on a besoin justement de ménager les salariés qui sont mobilisés. On risque d'ajouter au risque d'épidémie un risque de fatigue, d'épuisement, par des temps de travail plus importants et des temps de repos réduits." En effet, même si la mesure est moins remarquée que les potentielles 60 heures hebdomadaires, les employeurs pourront aussi diminuer le temps de repos minimal entre deux journées de travail, et le ramener de onze à neuf heures.

Congés payés : le patron peut imposer la prise de six jours, sous conditions

Ce qui est prévu. L'article 1er de l'ordonnance relative aux congés payés, à la durée du travail et aux jours de repos prévoit que l'employeur peut "imposer la prise de congés payés ou modifier les dates d'un congé déjà posé, dans la limite de six jours ouvrables, soit une semaine de congés payés, en respectant un délai de prévenance d'au moins un jour franc". Il faut néanmoins qu'il obtienne au préalable "un accord d'entreprise, ou à défaut un accord de branche", comme l'a notamment réclamé la CFDT. Le texte précise que "la période de congé imposée ou modifiée en application du présent article ne peut s'étendre au-delà du 31 décembre 2020".

Toujours sous réserve d'accord d'entreprise ou de branche, l'employeur peut également "fractionner les congés sans être tenu de recueillir l'accord du salarié" et "à fixer les dates des congés sans être tenu d'accorder un congé simultané à des conjoints ou des partenaires liés par un pacte civil de solidarité travaillant dans son entreprise". Le gouvernement présente cette mesure comme un "effort raisonnable" demandé aux salariés alors que l'Etat "met en place un plan exceptionnel pour sauver l'emploi et éviter les licenciements", notamment par ses mesures de chômage partiel.

Ce que cela change. Jusque-là, il n'était pas possible, pour l'employeur, de modifier les dates d'un congé déjà posé par le salarié. Il pourra désormais le faire, dans la limite d'une semaine. Selon le ministère du Travail, sont concernés les congés payés 2019-2020, qui doivent donc être pris d'ici le 31 mai.

"C'est intéressant pour l'Etat, constate Jean-François Foucard, parce que ça évite que les gens soient au chômage partiel. Ce sera autant de gagné pour les finances publiques". Il note aussi que "les entreprises voudront éviter que tout le monde parte en même temps, au moment où ca redémarrera".

RTT et repos hebdomadaire : l'employeur peut les imposer

Ce qui est prévu. Selon l'article 2 de cette même ordonnance, "l'employeur peut, sous réserve de respecter un délai de prévenance d'au moins un jour franc" :

- "Imposer la prise, à des dates déterminées par lui, de jours de repos au choix du salarié acquis par ce dernier"

- "Modifier unilatéralement les dates de prise de jours de repos"

Ce que ça change. Avec l'accord de son employeur, le salarié pouvait jusqu'à maintenant poser les jours de RTT (réduction du temps de travail) comme il le souhaitait. Avec les dispositions inscrites dans ce texte, l'employeur pourra, dans les prochains mois, imposer la prise de jours de RTT, modifier les jours de repos et également imposer des prises de jour du compte épargne temps (CET). francetvinfo.fr 26 mars 2020

En complément.

- Wall Street monte, le chômage record booste les espoirs de relance - Reuters 26 mars 2020

La Bourse de New York a ouvert en hausse jeudi, les investisseurs anticipant des mesures de relance supplémentaires en réaction à l'augmentation record des inscriptions au chômage aux Etats-Unis, nouvelle illustration du choc économique provoqué par le coronavirus. Reuters 26 mars 2020

- Face au coronavirus, le G20 promet un "front uni" et 5.000 milliards de dollars - AFP 26 mars 2020

LVOG - Qui pourrait imaginer une fraction de secondes qu'ils pourraient être animés de bonnes intentions envers les peuples, sachant que ce sommet était présidé par le roi Salmane d'Arabie saoudite" ? Tout sonnait faux dans les déclarations ("*des éléments de langage*") des chefs d'Etat suintant l'imposture à plein nez.

COVID-19 : Une arme de guerre qui en cache une autre plus effroyable encore

- Propagande autour de l'origine du Covid-19 - Réseau Voltaire 25 mars 2020

La CIA mène une campagne qu'elle présente comme de « réinformation » selon laquelle le Covid-19 serait originaire de Chine tandis que la Russie voudrait faire accroire à un complot états-unien.

Ainsi, selon l'agence Reuters, le Service européen pour l'action extérieure (European External Action Service) a rédigé un document confidentiel de neuf pages accusant la Russie d'avoir diffusé 80 nouvelles tendancieuses (Fake News) pour semer la panique dans l'Union [1].

Selon la Task Force sur la désinformation du Service européen pour l'action extérieure, le 19 mars, cette campagne s'appuierait notamment sur la publication par Oriental Review d'un article de l'universitaire australien Binoy Kampmark et d'un autre par Geopolitica d'une analyse d'Alexander Dugin. Pourtant rien ne permet d'accuser ces deux auteurs de la moindre déformation de la réalité.

La question de l'origine du Covid-19 a été ouverte, le 12 mars, par un tweet de Zhao Lijian (photo), le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois. Il réagissait à l'audition du directeur du CDC (Centers for Disease Control and Prevention), Robert R. Redfield, par la Commission de contrôle et de réforme (House Oversight and Reform Committee) de la Chambre des représentants. Celui-ci, pressé de questions, avait laissé échapper que le Covid-19 avait été trouvé sur des cadavres d'États-uniens que l'on croyait morts de la grippe saisonnière. Zhao Lijian s'était alors interrogé pour savoir si le virus n'était pas d'abord apparu aux USA. Il avait appelé à plus de transparence, mais il ne lui a jamais été répondu.

Le 23 mars, l'ambassade de la République populaire de Chine à Paris (pas celle de la Fédération de Russie) a posté par tweets trois questions aux autorités états-uniennes :

- « La Première question, combien de cas de COVID-19 y avait-il parmi les 20 000 morts de la grippe qui a commencé en septembre dernier ? Est-ce que les États-Unis n'avaient-ils pas tenté de dissimuler la pneumonie de nouveau coronavirus par la grippe ?

- La deuxième question concerne la fermeture surprise en juillet dernier du plus grand centre de recherche américain d'arme biochimique, la base de Fort Detrick au Maryland [2]. Après la fermeture, une série de cas de pneumonie ou des cas similaires sont apparus aux États-Unis.

- Troisième question : pourquoi plusieurs hauts fonctionnaires américains se sont défaits de nombreux titres avant la chute des valeurs boursières, tout en assurant au public américain que l'épidémie du COVID-19 était contrôlable aux États-Unis ? » Réseau Voltaire 25 mars 2020

Notes.

[1] “Russia deploying coronavirus disinformation to sow panic in West, EU document says”, Robin Emmott, Reuters, March 18, 2020.

[2] “Deadly Germ Research Is Shut Down at Army Lab Over Safety Concerns”, Denise Grady, The New York Times, August 5, 2019.

- COVID-19 – La lutte pour la guérison: une gigantesque razzia de l’industrie pharmaceutique occidentale par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 26 mars 2020

Il y a quelques jours, le Dr Tedros, directeur général de l’Organisation mondiale de la santé (OMS), a répété ce qu’il avait déjà dit il y a quelques semaines, à savoir qu’il existe une vingtaine de laboratoires pharmaceutiques dans le monde qui développent un vaccin contre le nouveau coronavirus, appelé COVID-19, également appelé 2019-nCOV, ou SARS-CoV-2. Pour le profane, il s’agit simplement d’une mutation plus forte du virus du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), qui a éclaté en 2002 / 2003, également en Chine. Il s’agit bien sûr d’une mutation réalisée en laboratoire. Dans un laboratoire étasunien de guerre biologique de haute sécurité. En d’autres termes, le SRAS et le COVID-19 – parmi de nombreux autres agents de guerre biologique – ont été fabriqués aux États-Unis.

Et maintenant, la course chaotique à l’occidentale des sociétés privées pour un vaccin qui veulent se surpasser les unes les autres a commencé.

Qui est le premier à développer un vaccin? – C’est une compétition féroce pour établir un brevet, un monopole – pour une entreprise qui pourrait coûter plusieurs billions de dollars. Le capitalisme néolibéral occidental est à son pire – ou à son meilleur, selon l’angle sous lequel on regarde.

Il n’y a pas de mots pour décrire cette fièvre chaotique du profit sur le bien-être humain. Elle n’a rien à voir avec la santé, avec la guérison des malades et des souffrants, voire des mourants. C’est une question d’argent. Des centaines de milliards, voire des billions de profits pour l’oligarque pharmaceutique et les laboratoires et entreprises de recherche qui lui sont associés. Et plus encore, si la « pandémie » (sic) déclarée par l’OMS provoque une campagne de vaccination forcée, renforcée par une surveillance militaire et policière.

Replaçons COVID-19 dans son contexte. Au 23 mars 2020 (18:33 GMT), et selon les statistiques de l’OMS, le nombre de cas signalés dans le monde est de 372 572 ; le nombre de décès de 16 313 ; le nombre de personnes guéries de 101 373 – soit un taux de mortalité de 4,37 %. Toutefois, ces chiffres doivent être considérés avec prudence. Dans de nombreux pays, en particulier dans les économies en développement, la précision des tests peut poser problème. Souvent, les kits de test ne sont pas disponibles, ou ne sont pas fiables. Il se peut donc que les personnes qui se rendent chez le médecin avec des symptômes de grippe soient faussement diagnostiquées comme des victimes de la COVID-19, car cela sert le battage publicitaire.

Des erreurs de calcul et des déclarations erronées peuvent même se produire aux États-Unis. M. Robert Redfield, PDG du Centre étasunien de contrôle des maladies (CDC), a déclaré devant le Congrès que le CDC n’effectue plus de tests réguliers, que ceux-ci étaient effectués au niveau des États et seulement dans des cas extrêmes. Voir également cette référence dans les mesures et directives du LA Times of California.

À titre de comparaison, le CDC étasunien estime que pour la seule saison de grippe 2019 / 2020 aux États-Unis, quelque 38 à 54 millions de personnes pourraient attraper la grippe ordinaire et 23 000 à 59 000 pourraient en mourir. La grande majorité de ces décès seront des personnes âgées de plus de 70 ans et beaucoup d’entre elles auront des problèmes de santé et/ou des problèmes respiratoires préexistants. Il s’agit à peu près du même schéma de maladie et de décès que pour la COVID-19. L’extension linéaire de ces chiffres sur la grippe commune à l’échelle mondiale entraînerait des centaines de milliers de décès dus à la grippe. Au cours de la saison grippale aux États-Unis 2017-2018, particulièrement forte, on estime que 60 000 personnes sont mortes de la grippe rien qu’aux États-Unis. Le lecteur peut lui-même juger si l’OMS était justifiée de déclarer la COVID-19 « pandémie » – ou si un autre programme était peut-être à l’origine de cette déclaration ?

Le vaccin qui pourrait éventuellement être appliqué à la COVID-19, pourrait très probablement ne plus être valable pour la prochaine flambée de coronavirus – qui, selon M. Redfield, CDC, se produira très probablement aussi. Un virus ultérieur pourrait très certainement avoir muté. Il est assez similaire au virus de la grippe ordinaire. En fait, le virus de la grippe ordinaire, qui se répète chaque année, contient une proportion de 10 à 15 % (quelques fois plus) de coronavirus.

L’efficacité des vaccins anti-grippe annuels est en moyenne inférieure à 50 %, sans parler de tous les effets secondaires nocifs potentiels qu’ils entraînent. La COVID-19 est très similaire à la grippe. Un vaccin contre les coronavirus sera-t-il aussi peu efficace pour protéger un patient potentiel contre une future infection?

La coopération plutôt que la concurrence n’existe pas en Occident. Tout est axé sur le profit. Avec l’arrivée sur le marché d’un

certain nombre de vaccins différents provenant de différents géants de l'industrie pharmaceutique, qui dira au patient lequel est le meilleur, le plus adapté à son état ? Cela sent l'escroquerie chaotique totale.

La vraie question est la suivante : les vaccins – ou un vaccin – sont-ils même nécessaires ? Peut-être – peut-être pas. La production de vaccins est encouragée pour des raisons de profit et pour un important programme politique en faveur d'un nouvel ordre mondial – qui a été planifié pour changer la vie humaine telle que nous la connaissons, ou telle que nous pensions la connaître. Voir les explications complémentaires ci-dessous.

Les vaccins ne guérissent pas, ils peuvent empêcher le virus de frapper aussi fort qu'il le ferait autrement, ou pas du tout, selon l'âge, l'état physique et la santé d'une personne. Les statistiques mondiales montrent qu'en général, une personne infectée par la COVID-19 jusqu'à l'âge de 40 ou 50 ans ne présente aucun symptôme ou seulement de légers symptômes, ce qui n'est pas inquiétant.

En cas de symptômes, il suffit de rester à la maison, de se reposer et de recourir à la médecine traditionnelle et séculaire, la même que celle qui pourrait être utilisée pour la grippe ordinaire, pour se débarrasser du virus. La maladie pourrait ainsi se résorber en une ou deux semaines. Ensuite, la personne sera naturellement « vaccinée » contre ce type de coronavirus.
Les personnes âgées de plus de 65 ou 70 ans peuvent être plus à risque et une attention particulière peut s'imposer : séparation des foules, isolement pendant une quarantaine de deux semaines (la période d'incubation), tandis que le reste de la société continue à vivre aussi normalement que possible, ce qui réduit le coût énorme pour la société.

La Chine a maîtrisé la pandémie de COVID-19 sans vaccin, mais en faisant preuve de bon sens et en utilisant des médicaments traditionnels plutôt peu coûteux. Quels sont ces médicaments traditionnels qui sont efficaces et qui ont contribué à maîtriser la COVID-19 en Chine, sans vaccin ?

Le « Children's Health Defense » (le Fonds de défense de l'enfance – CDF), une ONG étasunienne, fondée en 1973 par Robert F. Kennedy, Jr, dépeint la lutte de pouvoir actuelle en France entre les responsables de la santé et les principaux experts du pays en virologie, comme représentant de la lutte mondiale entre les entreprises pharmaceutiques soutenues par les gouvernements (achetés) et les organisations internationales, telles que l'OMS – et les scientifiques de renom. Si elle est exposée, elle ouvre les yeux. Voir l'étude complète de la CDF.

Le professeur français Didier Raoult, qui est l'un des cinq meilleurs scientifiques au monde dans le domaine des maladies transmissibles, a fait valoir que l'approche de la quarantaine de masse est à la fois inefficace et dépassée et que les tests et le traitement à grande échelle des cas suspects donnent de bien meilleurs résultats.

Dès le début, le Dr Raoult a suggéré l'utilisation de l'hydroxychloroquine (Chloroquine ou Plaquenil), un médicament bien connu, simple et peu coûteux, également utilisé pour lutter contre le paludisme, et qui a montré son efficacité avec les coronavirus précédents tels que le SRAS. À la mi-février 2020, des essais cliniques réalisés dans son institut et en Chine ont déjà confirmé que le médicament pouvait réduire la charge virale et apporter une amélioration spectaculaire. Les scientifiques chinois ont publié leurs premiers essais sur plus de 100 patients et ont annoncé que la Commission nationale chinoise de la santé recommanderait la chloroquine dans ses nouvelles directives pour le traitement de la Covid-19.

En outre, la Chine et Cuba travaillent ensemble à l'utilisation de l'interféron Alpha 2B, un médicament antiviral très efficace développé à Cuba il y a près de 39 ans, mais peu connu du monde entier, en raison de l'embargo imposé par les États-Unis sur tout ce qui provient de Cuba. L'interféron s'est également révélé très efficace dans la lutte contre la COVID-19 et est maintenant produit dans une entreprise commune en Chine.

Des chercheurs chinois, en coopération avec des scientifiques cubains, développent également un vaccin qui pourrait bientôt être prêt à être testé. Contrairement à l'Occident, qui travaille exclusivement dans un but lucratif, le vaccin sino-cubain serait mis à la disposition du monde entier à faible coût.

Parmi les autres remèdes simples mais efficaces, on peut citer l'utilisation de fortes doses de vitamine C, ainsi que de vitamine D3, ou plus généralement l'utilisation de micronutriments essentiels pour lutter contre les infections, notamment les vitamines A, B, C, D et E.

Les produits à base d'argent colloïdal sont un autre remède utilisé depuis des milliers d'années par les anciens Chinois, les Romains et les Égyptiens. Ils se présentent sous forme de liquide à administrer par voie orale, ou à injecter, ou à appliquer sur la peau. Les produits à base d'argent Image result for interferon cubacolloïdal renforcent le système immunitaire, combattent les bactéries et les virus, et ont été utilisés pour traiter le cancer, le VIH/sida, le zona, l'herpès, les affections oculaires, la prostatite – et la COVID-19.

Un autre remède simple et peu coûteux, à utiliser en combinaison avec d'autres, est le « Mentholatum » à base de menthol. Il est utilisé pour les symptômes courants de la grippe et du rhume. Appliqué sur et autour du nez, il agit comme un désinfectant et empêche les germes de pénétrer dans les voies respiratoires.

Le nord de l'Italie et la Nouvelle-Orléans rapportent qu'un nombre inhabituel de patients ont dû être hospitalisés dans des unités de soins intensifs (USI) et être mis 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sous un respirateur d'une puissance de 90 %, certains d'entre eux étant restés sans réaction, allant jusqu'à l'insuffisance respiratoire. Le taux de mortalité rapporté est d'environ 40 %.
Cette condition est appelée syndrome de détresse respiratoire aiguë, SDRA. Cela signifie que les poumons sont remplis de liquide. Lorsque cette description des épisodes de SDRA s'applique, le Dr. Raoult et d'autres collègues médicaux recommandent aux patients du COVID-19 de « dormir assis » jusqu'à ce qu'ils soient guéris. Cela permet d'évacuer le liquide des poumons. Cette méthode est connue pour son efficacité depuis qu'elle a été documentée pour la première fois lors de l'épidémie de grippe espagnole de 1918.

Comme vous pouvez vous en douter, si vous cherchez l'un de ces remèdes alternatifs sur Internet – Internet contrôlé par Google et la grande entreprise, y compris les produits pharmaceutiques, vous déconseillera logiquement de les utiliser. Au mieux, ils vous diront que ces produits ou méthodes n'ont pas prouvé leur efficacité, et au pire, qu'ils peuvent être nocifs. N'y croyez pas. Aucun de ces produits ou méthodes n'est nocif. N'oubliez pas que certains d'entre eux sont utilisés comme des remèdes naturels depuis des milliers d'années. Et n'oubliez pas que la Chine a réussi à maîtriser le COVID-19, en utilisant certains de ces médicaments relativement simples et peu coûteux.

Malheureusement, peu de médecins connaissent ces remèdes pratiques, simples et peu coûteux. Ils sont sûrs et, le plus souvent, efficaces. Les médias, sous la pression des géants de l'industrie pharmaceutique et des agences gouvernementales qui s'y conforment, ont été priés de censurer ces précieuses informations. La négligence ou l'incapacité à rendre ces remèdes facilement accessibles au public tue des gens.

Passons maintenant à l'essentiel, à ce qui se cache derrière tout cela – derrière l'extraordinaire et monstrueux battage médiatique de propagande qui fait tomber le système socio-économique du monde (occidental) tout entier, créant une misère, une famine et une mort indicibles. Une misère dont les souffrances sont potentiellement d'un ordre de grandeur pire que la Grande Dépression de 1928 / 1929 et les années suivantes.

Si quelqu'un avait des doutes jusqu'à présent, sur l'origine du virus, la vérité a été révélée discrètement, par un lapsus ou volontairement, par le secrétaire d'État, Mike Pompeo, lorsqu'il s'est adressé à la nation le 21 mars sur COVID-19, il a déclaré : « Il ne s'agit pas de châtiment, nous sommes ici dans un exercice réel… », ce qui signifie un exercice militaire, ou un jeu de guerre.

Le président Trump, aux côtés de Pompeo, chuchotait : « vous auriez dû nous le faire savoir ». Quoi que cela signifie. Il est difficile de croire que M. Trump ne savait pas. Mais ce sont les aléas de la politique américaine, même sur un sujet aussi grave que l'épidémie de coronavirus. Voir ici avec une brève vidéo.

Cet exercice (militaire) en direct a des implications mondiales inimaginables qui peuvent complètement transformer nos vies. Il s'agit d'une guerre économique. Presque tous les pays de la planète sont soumis à une sorte de verrouillage, une sorte de quarantaine pour une période encore indéterminée, avec des entreprises fermées, des magasins et des restaurants verrouillés, des chantiers arrêtés, des personnes travaillant à domicile si elles le peuvent, il est interdit de se trouver dans les rues, dans de nombreux pays sous surveillance policière et militaire, avec des cas de personnes battues et menottées, si elles n'ont pas de bonnes explications.

La police française, inspirée par le président Macron, est surtout connue pour sa brutalité incontrôlée dans la lutte contre les Gilets jaunes. Ils ont déjà fait preuve du même mépris pour leurs concitoyens, lorsqu'ils sont dans la rue, même pour faire des courses, sans permis spécial.

Les frontières sont fermées, les avions des compagnies aériennes sont clouées au sol, le tourisme s'arrête net, essentiellement d'un jour à l'autre, bloqué dans le monde entier. À quelques exceptions près, l'Allemagne et la France sont des cas rares, elles organisent des vols de retour pour leurs citoyens à l'étranger. Sinon, avec des départs incertains, des vols surréservés et surchargés, les touristes bloqués n'ont guère de chance de rentrer chez eux rapidement.

Le coût socio-économique est astronomique. Dans le multiquadrillion, ou quintillion ; des chiffres avec tant de zéros qu'ils donnent le vertige. Cette calamité ne peut être évaluée qu'en partie avec des chiffres, et pas maintenant, alors que le verrouillage du monde se poursuit – avec un coût social qui ne peut être évalué. La chute de la bourse d'environ 30 % – est une une aubaine typique pour les spéculateurs à terme et les Big Finance, Big Banking, avec des pertes de plusieurs milliers de milliards de dollars pour les petits investisseurs.

Des millions, voire des centaines de millions de petites et moyennes entreprises font faillite, un chômage endémique, par centaines de millions, dans le monde entier, et les plus pauvres parmi les pauvres, en particulier dans les pays en développement, qui sont soit au chômage soit vivent de petits emplois payés à l'heure ou à la journée – ils n'ont pas de revenus, ne peuvent pas acheter les produits de base pour survivre – certains d'entre eux peuvent mourir de faim, d'autres peuvent se suicider, d'autres s'adonnent à des activités criminels. C'est la Grèce multiplié par mille, voire pire.

Ensuite, il y a un effondrement moral et social dû à une quarantaine forcée, dont on ne voit pas la fin. Cela crée de la peur et de l'anxiété, de la frustration et de la colère. Pour beaucoup, c'est comme l'isolement cellulaire – tout cela est mauvais pour la santé et affaiblit le système de défense immunitaire. C'est exactement ce que veulent ceux qui tirent les ficelles.

Alors, à qui sert cet exercice (militaire) en direct ? – On pourrait d'abord supposer qu'il est destiné à détruire la Chine, puisque la Chine est la puissance économique montante. Il est vrai que l'économie chinoise a énormément souffert, avec environ 60 à 70 % de toute la production arrêtée pendant les deux premiers mois de cette année, au moment de l'épidémie et du pic de la COVID-19, ce qui signifie une chute importante du PIB chinois, peut-être jusqu'à 40 % pour les mois de janvier et février 2020.

Cependant, la Chine a désormais fermement maîtrisé le virus de la Covid-19. Et la Chine étant la Chine, son économie se redresse rapidement et pourrait bientôt revenir à ce qu'elle était en décembre 2019. En fait, malgré l'impact significatif de la COVID-19, l'économie chinoise pourrait bientôt dépasser celle de l'empire autoproclamé, les États-Unis d'Amérique. La monnaie de la Chine, le yuan, est solidement soutenue par une économie forte et par l'or, et devrait devenir la principale monnaie de réserve mondiale, remplaçant le dollar US, qui a joué ce rôle pendant les cent dernières années. Dans ce cas, l'hégémonie étasunienne est condamnée.

C'est plus que cela. Cette attaque des États-Unis contre la Chine se retourne en fait contre eux. La Chine est la chaîne d'approvisionnement de l'Occident de presque tout. Pour augmenter les profits des entreprises, les États-Unis et d'autres pays occidentaux ont presque tout sous-traité à la Chine, une main-d'œuvre à bas prix. Cela concerne non seulement l'électronique de haute technologie, mais aussi les médicaments et les équipements médicaux. Environ 80% et les ingrédients pour produire des médicaments proviennent de Chine. Pour les antibiotiques, la proportion est d'environ 90 %.

Une grande partie de la production chinoise étant arrêtée depuis près de deux mois, le retard de livraison est énorme.

Un plan est en cours d'élaboration depuis quelques années, dicté par le clan obscur, ou « l'État sombre profond », et conçu par ses subordonnés, qui s'attendent à être généreusement récompensés d'une manière ou d'une autre. Ou, pour le dire ainsi, l'absence de punition et de torture est également une forme de récompense.

Vaccination universelle

Tout d'abord, il y a un énorme mouvement vers la vaccination universelle, car la vaccination sera la pierre angulaire de tout ce qui suivra, à savoir une identification électronique universellement imposée de chaque personne sur la planète. Et qu'est-ce qui est le mieux adapté pour imposer un programme de vaccination ? – Une pandémie, bien sûr, avec des gens qui sont de plus en plus effrayés chaque jour. Le facteur peur est essentiel. Il est renforcé par une quarantaine déterminée dans le temps et par un endoctrinement constant, goutte à goutte, des mauvaises nouvelles sur le front de la COVID-19. Chaque jour, le rythme de l'augmentation du nombre de personnes infectées et de celles qui sont mortes s'accélère, augmentant la peur et l'anxiété.

Le temps viendra où les gens crieront littéralement à l'aide. Ils veulent qu'un État policier et militaire les protège – du virus, je suppose – et ils veulent être vaccinés. Ils ne s'inquiètent pas et ne demandent pas quel est le cocktail qui est injecté dans leur corps et quelles peuvent être ses implications à long terme. Par exemple, le cocktail de vaccination pourrait servir à réduire la fertilité des femmes et des hommes, ou à provoquer des anomalies neurologiques à long terme qui pourraient même être transmises aux générations suivantes. Les personnes qui ont peur veulent simplement dormir tranquillement, en étant vaccinées. Ils ne se soucient pas – et ne veulent pas savoir – qu'avec le vaccin pourrait être injectée une nanopuce qui contiendrait toutes leurs données personnelles, des dossiers médicaux aux comptes bancaires – et qui pourrait être contrôlée à distance par voie électronique.

Il va sans dire que notre système monétaire est prévu d'être entièrement électronique, plus d'argent liquide – l'argent liquide est un poison – ou comme le directeur général de l'OMS l'a récemment mis en garde, non pas mot pour mot, mais dans ce sens, l'argent liquide est dangereux pour les infections, le papier-monnaie et les pièces peuvent être porteurs de virus mortels – ouvrant ainsi la voie à une numérisation complète de notre système monétaire. Cela a d'ailleurs déjà été testé ces dernières années, principalement dans les pays scandinaves, où des grands magasins entiers refusent d'accepter l'argent liquide. En réponse à la recommandation de la DG de l'OMS, certains magasins et restaurants en Allemagne refusent d'accepter l'argent liquide.

La vaccination universelle et la carte d'identité électronique vont de pair et seront d'abord testées dans quelques pays en développement. Le Bangladesh est l'un d'entre eux. Le programme de vaccination est la plate-forme des méga-changements que le Nouvel Ordre Mondial (NOW), ou l'Ordre Mondial Unique (OWO) veut apporter. Ceci, en plus de l'énorme manne financière.

Une agence presque inconnue appelée Agenda ID2020 est derrière tout cela, surveillant, dirigeant et ajustant la mise en œuvre des différents programmes – qui sont censés aboutir à une domination totale du spectre. Pour plus de détails, voir également l'article récent sur les dangers de l'Agenda ID2020.

Derrière ce réseau élaboré et complexe de choses, apparaît à maintes reprises un nom éminent : Bill Gates, la Fondation Bill et Melinda Gate. Bill Gates finance des programmes de vaccination en Afrique depuis des décennies. Et Bill Gates et les

Rockefeller ne cachent pas que l'un de leurs objectifs ultimes pour la planète Terre est une réduction drastique de la population.

Résumé de l'Agenda ID2020

Agenda ID2020 – est une alliance de partenaires public-privé, dont des agences des Nations unies et la société civile. Il s'agit d'un programme d'identification électronique qui utilise la vaccination généralisée comme plateforme pour l'identité numérique. Le programme exploite les opérations existantes d'enregistrement des naissances et de vaccination pour fournir aux nouveaux-nés une identité numérique portable et persistante liée à la biométrie.

La GAVI, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, s'identifie sur son site web comme un partenariat mondial pour la santé regroupant des organisations des secteurs public et privé qui se consacrent à la « vaccination pour tous ». La GAVI est soutenue par l'OMS, et il va sans dire que ses principaux partenaires et sponsors sont l'industrie pharmaceutique.

L'Alliance ID2020, lors de son sommet de 2019, intitulé « Rising to the Good ID Challenge », en septembre 2019 à New York, a décidé de déployer son programme en 2020, une décision confirmée par le WEF en janvier 2020 à Davos. Leur programme d'identité numérique sera testé avec le gouvernement du Bangladesh. GAVI, l'Alliance pour les Vaccins, et les « partenaires du monde universitaire et de l'aide humanitaire » (comme ils l'appellent), font partie du parti des pionniers.

Est-ce une coïncidence si ID2020 est mis en place au début de ce que l'OMS appelle une pandémie ? – Ou faut-il une pandémie pour « déployer » les multiples programmes dévastateurs de l'ID2020 ?

Comment la recherche et la production de vaccins sont censées fonctionner.

Comment fonctionnera cette entreprise complexe et élaborée de création de vaccins et de mise en œuvre de campagnes de vaccination ? Comme la plupart des activités officielles qui relèvent essentiellement de la responsabilité du gouvernement sont privatisées et externalisées, elles deviennent parfois complexes, chaotiques et inefficaces. Dans le cas de l'Occident, les États-Unis prétendent prendre la tête du mouvement, mais ils vont également attribuer des responsabilités aux laboratoires pharmaceutiques européens.

Le National Institute of Health (NIH) a la responsabilité globale de la recherche nationale en matière de santé et de la mise en œuvre des programmes. Le directeur du NIH (Institut national de la santé) est Anthony Fauci. L'Institut a été créé en 1955. Sous l'égide du NIH, l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID), l'un des 27 instituts, qui relève du NIH, est responsable des programmes de vaccination. La mission du NIAID est de mener des recherches fondamentales et appliquées pour mieux comprendre, traiter et prévenir les maladies infectieuses, immunologiques et allergiques. Le NIAD a externalisé le programme de vaccination à la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI).

La CEPI a été créée par le WEF (Forum économique mondial) à Davos en janvier 2017. Elle a été fondée par la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) et le Welcome Trust basé à Londres, créé en 1936, mais dont font maintenant partie plusieurs pays européens et l'Union européenne (UE). La BMGF a fait une première infusion de 460 millions de dollars à la CEPI. Le CEPI reçoit également des fonds de la Norvège et de l'Inde et est également fortement soutenu par l'industrie pharmaceutique.

Selon le site web de la CEPI, la CEPI a lancé un appel de 2 milliards de dollars US pour soutenir le développement d'un vaccin pour la COVID-19 et pour augmenter le nombre de vaccins candidats afin d'augmenter les chances de succès et de financer les essais cliniques de ces vaccins candidats. L'ambition de la CEPI est de disposer d'au moins trois vaccins candidats, qui pourraient être soumis aux autorités réglementaires en vue de leur homologation pour une utilisation générale ou en cas d'épidémie.

« Les gouvernements du monde entier devront investir des milliards d'euros supplémentaires dans le développement de vaccins contre les coronavirus, afin de faire progresser certains candidats prometteurs qui émergent. – C'est une entreprise très risquée – tout se fait en parallèle, on ne s'appuie pas sur l'expertise des autres – mais on progresse bien », a déclaré Mélanie Saville, directrice de la recherche et du développement des vaccins à la CEPI.

Le CEPI a déjà présélectionné des sociétés pharmaceutiques internationales pour faire des recherches et travailler sur un vaccin COVID-19. Il s'agit notamment de la société de biotechnologie « Moderna » à Seattle, non loin du siège de Microsoft – également une création de Bill Gates -, du laboratoire de biotechnologie Inovio, de l'université du Queensland, en Australie, et des sociétés allemandes BioNTech et CureVac.

D'emblée, il semble que Moderna, CureVac et BioNTech soient les mieux placés pour produire rapidement un vaccin, car selon un rapport de Health and Science, publié le 17 mars 2020, « ces trois entreprises sont spécialisées dans les thérapies à base d'ARN messager (ARNm). Ces molécules d'ARNm sont utilisées pour ordonner à l'organisme de produire sa propre réponse immunitaire afin de combattre toute une série de maladies différentes. Ce type de vaccin peut potentiellement être développé et produit plus rapidement que les vaccins traditionnels ».

Entre alors la GAVI – l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination a également été créée par la Fondation Bill et Melinda Gates. Il s'agit d'un partenariat mondial pour la santé, composé d'organisations des secteurs public et privé, qui se consacre à la « vaccination pour tous ». La GAVI est soutenue par l'OMS, et il va sans dire que ses principaux partenaires et sponsors sont l'industrie pharmaceutique. La GAVI a déjà annoncé qu'elle avait besoin de milliards de dollars pour soutenir son programme de vaccination contre la COVID-19. En juin 2020, le gouvernement britannique parrainera une conférence de donateurs pour soutenir le programme de vaccination COVID-19 de GAVI, qui devrait permettre de réunir 7,3 milliards de dollars.

Dans ce labyrinthe d'organisations, d'activités et de responsabilités qui se chevauchent, le flux d'argent sera probablement un entrecroisement que personne ne pourra suivre. La responsabilité à grande échelle sera perdue.

Quant au résultat – un vaccin, espérons-le – ou plusieurs vaccins. Pour le profane et le patient potentiel, ce sera une question de chance (ou de malchance) de savoir quel cocktail de substances biologiques sera injecté dans son corps. Dans tous les cas, le résultat à long terme est imprévisible. N'oubliez pas que Bill Gates poursuit depuis quinze ou vingt ans son propre programme très particulier. Il est peu probable qu'il l'abandonne maintenant. C'est plutôt la COVID-19 et le programme de vaccination qui s'ensuivra qui lui permettront de l'améliorer.

En terminant, il est clair qu'il s'agit d'une proposition de l'industrie pharmaceutique qui rapporte énormément d'argent et qui fait l'objet d'un retrait public. Ce qui rend cette escroquerie de plusieurs milliards de dollars encore pire, c'est qu'elle est officiellement approuvée par les gouvernements occidentaux et les organisations internationales, en premier lieu l'OMS, l'UNICEF et la Banque mondiale.

C'est peut-être la dernière occasion pour l'élite, les 0,1 %, de mélanger le capital social et les actifs financés par les travailleurs de bas en haut, avant que nous n'entrions dans une ère de contrôle total par les champs électromagnétiques (CEM), gérés par les larbins des 0,1 % et avec la technologie 5G / 6G, où nous, les humains restants, pourrions être devenus de simples robots téléguidés.

C'est maintenant un rêve illusoire de croire que le monde peut continuer comme il l'a fait jusqu'à la fin de la dernière décennie. Ce serait une trop grande coïncidence que l'Agenda ID2020 ait commencé à activer ses programmes maléfiques exactement au début de la décennie 2020. Malheureusement, c'est aussi un rêve lointain que la Chine et Cuba puissent montrer la voie pour trouver un remède au coronavirus le plus probablement récurrent dans une mutation ou une autre – y compris, mais pas exclusivement, en utilisant des méthodes et des remèdes traditionnels qui ont fait leurs preuves dans la bataille actuelle pour contrôler la COVID-19.

Des mesures draconiennes sont en cours d'élaboration, et nous pouvons simplement prier pour qu'elles échouent, ou pour que nous, le peuple, nous réveillions à temps et en nombre suffisant – une masse critique – et retrouvions au plus profond de notre voix et de notre âme – la solidarité les uns envers les autres qui nous donne la force de combattre ce monstre luciférien.

Note aux lecteurs : veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Faites suivre cet article à vos listes de diffusion. Postez le Crosspost sur votre site de blog, vos forums Internet, etc.

Article original en anglais (Traduit par Maya pour Mondialisation.ca) :

COVID-19 – The Fight for a Cure: One Gigantic Western Pharma Rip-Off, le 24 mars 2020

https://www.globalresearch.ca/covid-19-fight-cure-western-pharma-rip-off/5707360

Peter Koenig est économiste et analyste géopolitique. Il est également spécialiste des ressources en eau et de l'environnement. Il a travaillé pendant plus de 30 ans à la Banque mondiale et à l'Organisation mondiale de la santé dans le monde entier, y compris en Palestine, dans les domaines de l'environnement et de l'eau. Il donne des conférences dans des universités aux États-Unis, en Europe et en Amérique du Sud. Il écrit régulièrement pour Global Research, ICH, RT, Sputnik, PressTV, The 21st Century, Greanville Post, Defend Democracy Press, TeleSUR, The Saker Blog, le New Eastern Outlook (NEO) et d'autres sites Internet. Il est l'auteur de Implosion – Un thriller économique sur la guerre, la destruction de l'environnement et la cupidité des entreprises https://www.amazon.com/Implosion-Economic-Environmental-Destruction-Corporate/dp/059545349X – une fiction basée sur des faits et sur 30 ans d'expérience de la Banque mondiale dans le monde entier. Il est également co-auteur de The World Order and Revolution ! – Essais de la Résistance. https://www.amazon.com/World-Order-Revolution-Essays-Resistance/dp/6027005874

- Après le confinement: Un programme mondial de vaccination contre le coronavirus... par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 25 mars 2020

La tendance est à un verrouillage mondial mené par la peur et la désinformation des médias. Actuellement, des centaines de millions de personnes dans le monde entier sont en état de confinement.

Quelle est la prochaine étape dans l'évolution de la crise de la COVID-19 ?

Un programme de vaccination contre le coronavirus a été annoncé à Davos lors du Forum économique mondial (21-24 janvier), à peine deux semaines après que le coronavirus ait été identifié par les autorités chinoises le 7 janvier. L'entité responsable de l'initiative pour un nouveau vaccin contre le coronavirus est la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI), une organisation parrainée et financée par le Forum économique mondial (WEF) et la Fondation Bill et Melinda Gates.

Notez la chronologie : Le développement du vaccin nCoV 2019 a été annoncé au Forum économique mondial de Davos (WEF) une semaine avant le lancement officiel par l'OMS d'une urgence de santé publique mondiale (30 janvier), alors que le nombre de « cas confirmés » dans le monde (hors Chine) était de 150 (dont 6 aux États-Unis). Mondialisation.ca, 25 mars 2020

Pour lire la suite :

https://www.mondialisation.ca/apres-le-confinement-un-programme-mondial-de-vaccination-contre-le-coronavirus/5643302

Haro contre toute molécule efficace !Toute tentative de mettre en échec notre plan doit être impitoyablement anéantie.

- À propos de la chloroquine, Olivier Véran refuse d'être "le ministre qui fera un pari sur la santé des Français" - Le HuffPost 25 mars 2020

"Je peux comprendre l'impression populaire qui peut résulter de déclarations de scientifiques qui disent 'j'ai trouvé un traitement qui est formidable et qui est génial'", a assuré le ministre, joint par téléphone. "Mais j'entends aussi les scientifiques (…) qui expliquent que ce n'est pas parce qu'on dit qu'un traitement est bon qu'il est bon. Un traitement est bon dès lors qu'on a réussi à démontrer qu'il était bon."

Or, il n'y a "à l'heure à laquelle je vous parle, aucune publication scientifique en France ou dans le monde qui justifie aux yeux de la communauté scientifique dans son ensemble de prescrire ce médicament", a défendu Olivier Véran.

Le ministre de la Santé a également profité de l'occasion pour rappeler qu'un protocole européen était mis en application sur 800 patients hospitalisés en France dans un état grave: ces derniers se voient prescrire cinq traitements, "pour pouvoir identifier celui qui est le plus efficace." Le HuffPost 25 mars 2020

LVOG - Il a "*oublié*" de préciser que ce protocole incluait cette molécule ! Prescrite en quantité insuffisante ou trop tard, est leur seul espoir de faire durer le plaisir...

- « Permettez la prescription de la chloroquine aux malades » : l'appel de Douste-Blazy à Macron - letelegramme.fr 26 mars 2020

Philippe Douste-Blazy, ancien ministre de la Santé, réclame, dans une vidéo, que la chloroquine soit prescrite aux malades du Covid-19 par les médecins traitants dès les premiers symptômes.

L'ancien ministre de la Santé et ancien secrétaire général adjoint de l'ONU Philippe Douste-Blazy, qui s'est engagé sur le front de la lutte contre le coronavirus à l'hôpital de Garches (région parisienne), où il passe ses journées, prend fait et cause pour le professeur Didier Raoult de Marseille. Lequel souhaite généraliser l'usage de la chloroquine pour l'ensemble des patients atteints du virus et pas seulement ceux qui en sont à un stade terminal de la maladie. letelegramme.fr 26 mars 2020

- L'hydroxychloroquine autorisée (mais encadrée) en traitement du Covid-19 - Le HuffPost 26 mars 2020

La fin d'une controverse autant sanitaire que politique? Quoi qu'il en soit, un décret "prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire", publié au Journal officiel ce jeudi 26 mars, autorise la prescription de l'hydroxychloroquine contre le coronavirus, ce traitement défendu par le professeur Didier Raoult.

"L'hydroxychloroquine et l'association lopinavir/ritonavir peuvent être prescrits, dispensés et administrés sous la responsabilité d'un médecin aux patients atteints par le covid-19, dans les établissements de santé qui les prennent en charge, ainsi que, pour la poursuite de leur traitement si leur état le permet et sur autorisation du prescripteur initial, à domicile", détaille le décret. Le HuffPost 26 mars 2020

- Covid-19 : fin de partie ?! - jdmichel.blog.tdg.ch 18 mars 2020

Extrait. Nous savons aujourd'hui que le Covid-19 est bénin en l'absence de pathologie préexistante. Les plus récentes données en provenance d'Italie confirment que 99% des personnes décédées souffraient d'une à trois pathologies chroniques (hypertension, diabète, maladies cardiovasculaire, cancers, etc.) avec un âge moyen des victimes de 79,5 ans (médiane à 80,5) et très peu de pertes en-dessous de 65 ans.

Il faut oser le dire : ce n'est pas le virus qui tue, ce sont les pathologies chroniques qui rendent une infection au SARS-CoV-2 potentiellement fatale à certains patients déjà lourdement touchés par ces maladies de société, alors qu'il est il est bénin pour les personnes en bonne santé.

Il y a un autre problème : les taux en particulier de complications et de mortalité qu'on nous brandit sous le nez jour après jour ne veulent rien dire. En l'absence de dépistage systématique de la population, nous n'avons aucune donnée fiable à laquelle référer les données dont nous disposons (nombre de cas déclarés et de décès).

C'est un classique en épidémiologie : si vous ne dépistez que les morts, vous parviendrez à 100% de taux de mortalité ! Si vous ne testez que les cas critiques, vous en aurez moins mais encore beaucoup plus qu'en réalité. Si vous dépistez beaucoup, vous aurez beaucoup de cas alors que si vous dépistez peu, le nombre de cas sera faible. La cacophonie actuelle ne permet juste pas d'avoir la moindre idée de la progression réelle du virus et de sa diffusion.

... je me vis même publiquement accuser sur un blog de Mediapart de propager des fake news ! Manifestement, l'auteur avait mal lu et mal compris ce que j'avançais, ce qui montre qu'on peut prétendre fact-checker et simplement mal lire !

La cause à l'origine de toutes ces confusion est bête comme chou : le taux de dépistage reste faible même dans les pays qui ont pris massivement cette voie. S'il reste évidemment impossible de connaître le nombre de cas inconnus (!), on est de toute manière très loin des statistiques disponibles basées sur des données lacunaires. Un article du Pr John Ioannidis de l'Université de Stanford, sommité mondiale de l'analyse des données médicales, publié le 24 mars confirmait de manière éclatante la pertinence de mes analyses épidémiologiques. Vous connaissez la mauvaise presse : inutile d'en espérer une rectification ou un correctif. Les gens de Mediapart m'ont donc répondu que ça ne les dérangeait pas qu'un auteur de leur blog aient tenu des propos diffamatoires à mon endroit.

Pareillement, les projections qui sont faites pour imaginer le nombre de morts possibles sont rien moins que délirantes. Elles reposent sur un « forçage » artificiel et maximal de toutes les valeurs et coefficients. Elles sont faites par des gens qui travaillent dans des bureaux, devant des ordinateurs et n'ont aucune idée ni des réalités de terrain, ni de l'infectiologie clinique, aboutissant à des fictions absurdes. On pourrait leur laisser le bénéfice de la créativité et de la science-fiction. Malheureusement, ces projections, littéralement psychotiques, font des dégâts massifs.

Mon expérience en santé mentale me fait éviter strictement les expressions toutes faites comme « schizophrénie » ou « psychose », qui sont à peu près toujours utilisées abusivement et d'une manière désobligeante pour les personnes concernées. Médicalement, la psychose se caractérise par des distorsions cognitives, perceptuelles et affectives entraînant une perte de contact avec la réalité. Ici, le terme est hélas pleinement indiqué.

J'en appelle à mes collègues de la Faculté de médecine et autres instituts universitaires pour qu'ils arrêtent de produire et de colporter des modélisations fausses et anxiogènes. jdmichel.blog.tdg.ch 18 mars 2020

Pour lire la suite : http://jdmichel.blog.tdg.ch/archive/2020/03/18/covid-19-fin-de-partie-305096.html

Faites tomber les masques. Olivier Berruyer (OB) (Les-Crises.fr) devient le porte-parole scélérat et criminel de Big Brother.

- Le Professeur Didier Raoult : Rebelle Anti-Système ou Mégalomane sans éthique ? Coronavirus, Covid-19, SRAS-2 - Les Crises 26 mars 2020

Un ramasis de propos diffamatoires ou orduriers. Un exemple.

OB - ah, ben, il en sait des choses Didier Raoult… Mais du coup, vu les relations de l'IHU IM et de Sanofi, on comprend mieux… Sanofi qui en profite donc pour se faire une énorme opération de communication – pour un gigantesque marché potentiel.

L'article se termine par un appel à la délation.

OB - Dans le cadre de ce dossier, nous sommes preneurs de tout témoignage (public ou en off), information ou document sur la gestion de l'IHU par Didier Raoult et les faits précédemment évoqués.

Vous pouvez nous contacter ici. https://www.les-crises.fr/contact/

LVOG - Didier Raoult a commis le crime suprême.

- XIV. (bonus) Didier Raoult négateur du réchauffement climatique

Commentaires d'internautes.

1- "Pourquoi un médicament disponible sans ordonnance depuis 40 ans, est-il subitement décrit comme dangereux au moment où il peut sauver des vies?"

Didier Raoult : « Je l'ai dit et je le répète : le même traitement politique ou journalistique appliqué à n'importe quel épisode de grippe saisonnière nous terrifierait tout autant que l'épidémie actuelle. Comme la mise en scène (avec décompte en live des victimes) de n'importe quel problème sanitaire d'envergure, qu'il s'agisse des maladies cardiovasculaires, des cancers ou aux effets de la pollution atmosphérique nous ferait frissonner d'effroi tout autant et même infiniment plus ! »

2- Monsieur Olivier Berruyer, moi qui suit un de vos plus fidèle lecteur depuis longtemps, je suis au regret de vous annoncer que vous vous fourvoyez complètement dans cette cause perdue contre une évidence. Que vous utilisiez des arguments externes aux problèmes, que ce soit pour une hypothétique affaire de harcèlement sexuel ou de pression sur des salariés, ce que vous reprochiez en temps normal à vos accusateurs, vous déshonore complètement et me fait revoir mon jugement sur votre personne.

3- Bref cet article est bien à charge et que dire de cette façon qu'a Oliver Berruyer de mélanger ragots, faux scandales sortis d'un chapeau magique et autres joyeusetés qui n'ont pas leur place dans un blog d'ordinaire plutôt sérieux. Grosse déception.

4- Article totalement à charge en faisant le fond des poubelles !

5- On se serait toutefois aisément passé de la tirade, pas drôle, très basse, sur l'accent marseillais (que le monsieur n'a pas).

6- Carrément très déçu par Olivier, les histoires de gestion et de management on s'en tape. Vraiment grosse surprise et déception de la part de lescrises.fr

7- Comme si subitement le sites « les crises » s'était mis au service du régime, il ne parle pas de la politique du gouvernement, des intérêts privés dissimulés qui motivent au gouvernement l'opposition au chercheur, etc..

Avant tout, j'affirme mon soutien à ce scientifique face aux politiques corrompus et aux délateurs.

8- Monsieur Berruyer,

Vous portez des jugements en vous fondant uniquement sur des recherches livresques et des recoupements de type journalistiques, certes très fouillés, mais limités. Votre papier est clairement à charge, et les paragraphes d'intro qui affirment le contraire ne sont que des figures de style.

Vous n'essayez pas de comprendre, vous jugez. Vous n'essayez pas d'informer, vous voulez porter une opinion.

Pourquoi pas, après tout.

Mais je trouve ça dommage. Ca confine (le mot est de saison) à l'arrogance. Encore une fois, vous ne connaissez rien à la recherche médicale. Si sur le fond, ni sociologiquement. Vous ne savez pas comment fonctionnent les grands organismes publics. Vous n'avez aucune idée de la réalité de terrain d'institutions complexes. Mais vous croyez pouvoir attaquer quelqu'un (peu importe qui, au fond) simplement en ayant fait des recherches sur Internet et des copier/coller.

Même s'il y en a beaucoup, ça ne suffit pas. Le vrai journalisme (qui a quasiment disparu depuis longtemps) ne se permet pas de juger comme vous le faites, mais surtout il se nourri de recherche sur le terrain, au contact. Il est mesuré et équilibré.

Certes, vous ne prétendez pas être un vrai journaliste. Alors, pas de problème. Mais que vaut votre travail ?

Je retrouve dans le ton des commentaires insérés dans cet article l'arrogance prétentieuse et la mauvaise foi des éditorialistes ridicules des médias dominants, qui vous méprisent par ailleurs.

Quelle ironie.

- [Science] Aucune efficacité de la Chloroquine contre le Covid19 d'après un nouvel essai chinois - Les Crises 26 mars 2020

OB : la chloroquine n'a, ici, pas eu d'effet notable sur le virus ou réduit la durée d'hospitalisation

OB : la chloroquine n'a, ici, pas accéléré la baisse de la température

OB : la chloroquine n'a, ici, pas d'effet notable sur ces autres critères

LVOG - Sans rire : "*Edit : je note que Bloomberg vient également d'en parler (en anglais)*, le multimilliardaire faisant partie du premier cercle de l'oligarchie financière anglo-saxonne, une référence n'en doutons pas.

Commentaires d'internautes.

- Raoult et son équipe préconisent l'hydroxychloroquine plus un antibiotique (l'azithromycine) avec un protocole précis. Cette étude chinoise ne comporte apparemment que le premier produit.

2- Le deuxième produit est un antibiotique, il soulage les réactions en cascade du système immunitaire si vous voulez, mais il n'agit aucunement sur le virus lui même. Personne ne contredit l'usage de l'azitromycine

3- L'azitromycine est un rare antibiotique à avoir aussi un impact sur les virus, c'est ce que le prof Raoult expliquait dans une de ses vidéos, et ce qui a orienté son choix.

4- « Pour la Chloroquine, nous n'avons donc aucun avis ; croisons les doigts et attendons calmement le résultat des essais et les consignes des autorités médicales. »

Il me semble qu'il y a un problème dans le protocole des essais justement , en effet il serait prévu de donner de la chloroquine lorsque le patient est à un stade avancé alors qu'il faudrait le lui donner des les premiers symptômes en l'associant avec un antibiotique .

Partant de ce fait les résultats contrediront forcement le professeur Raoult.

- [Science] 3 études montrent que la Chloroquine aggraverait le Sida, le Chikungunya et la Grippe - Les Crises 27 mars 2020

OB : donc la chloroquine n'améliore pas le nombre de CD8, ce médicament ne marche pas pour cette maladie (VIH)

OB : donc la chloroquine dégrade l'état de santé du patient en diminuant les CD4 par rapport au placebo

OB : là c'est très problématique aussi : la chloroquine a augmenté le nombre de virus par rapport au placebo

OB : en plus, la chloroquine a triplé la proportion de patients qui ont eu des effets secondaires grippaux.

OB : en conclusion, la chloroquine a aidé le virus du sida à se développer

OB : la chloroquine exacerbe le virus chez les singes

OB : la chloroquine n'a pas le moindre effet suppressif sur le virus chez les humaines, et elle pourrait même retarder la réponse immunitaire

LVOG - Quel faussaire enragé ! Mais, jugez le cynisme sans fond ou la crasse ignorance de ce funeste individu :

OB : dans une éprouvette, la chloroquine s'attaque à ce virus

LVOG - Administrée à des malades elle ne vaut rien, malgré les multiples témoignages qui prouvent le contraire. Cet acharnement ruine définitivement le crédit que pouvait avoir ce personnage immonde et son blog.

Et pendant ce temps-là la guerre de Big Brother continue sur tous les fronts et sur tous les continents.

- Le président vénézuélien Maduro inculpé aux Etats-Unis de "narco-terrorisme" - AFP27 mars 2020

Les Etats-Unis ont annoncé jeudi l'inculpation du président vénézuélien Nicolas Maduro, et de plusieurs de ses proches, pour "narco-terrorisme", augmentant encore la pression sur le dirigeant socialiste dont ils souhaitent l'éviction.

"Le gouvernement de Donald Trump, dans une action outrageusement extrême, vulgaire et misérable, a lancé une série de fausses accusations fallacieuses. Je le dis comme ça: tu es misérable, Donald Trump! Il ne se comporte pas seulement comme un cow-boy, raciste et suprémaciste, il gère les relations internationales comme un extorsionniste", a réagi le dirigeant vénézuélien à la télévision nationale.

Washington offre une prime pouvant atteindre 15 millions de dollars pour toute information qui permettrait de l'arrêter.

"Nous voulons qu'il soit capturé afin qu'il réponde de ses actes devant un tribunal américain", a déclaré le ministre de la Justice Bill Barr lors d'une conférence de presse organisée en vidéoconférence en raison du nouveau coronavirus.

Interrogé sur l'opportunité d'une telle annonce en pleine crise sanitaire, le ministre a jugé que c'était "le meilleur moyen de soutenir le peuple vénézuélien" qui, comme un tiers de l'humanité, est appelé à rester confiné chez lui après la confirmation d'une centaine de cas de Covid-19.

"En ce moment, nous devons faire tout ce que nous pouvons pour débarrasser le pays de cette clique corrompue", a asséné Bill Barr.

Ces inculpations sont "une nouvelle forme de coup d'Etat sur la base d'accusations misérables, vulgaires et infondées" de la part de l'administration de Donald Trump, ennemi juré du pouvoir chaviste, s'est ensuite insurgé Jorge Arreaza, ministre des Affaires étrangères de Nicolas Maduro.

Outre le président socialiste, le numéro deux du parti présidentiel (PSUV), Diosdado Cabello, et plusieurs haut gradés sont soupçonnés par Washington d'avoir formé vers 1999 "le cartel de los Soles" (le cartel des soleils) en référence aux insignes placés sur les uniformes d'officiers au Venezuela.

Ils sont accusés de s'être associé "à une organisation terroriste extrêmement violente, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), dans un effort pour inonder les Etats-Unis de cocaïne", a précisé Bill Barr.

La guérilla a signé un accord de paix en 2016, mais "des dissidents continuent le trafic de drogue et la lutte armée", a souligné le ministre. Selon lui, "ils ont obtenu le soutien du régime de Maduro qui les autorise à utiliser le Venezuela comme base-arrière".

Deux dirigeants des FARC sont visés par l'acte d'accusation adopté par un tribunal new-yorkais. Les accusés sont passibles de la détention à perpétuité.

"Maduro a délibérément utilisé la cocaïne comme une arme" pour dévaster des populations aux Etats-Unis, a assuré le procureur fédéral Geoffrey Berman en charge du dossier.

Selon l'acte d'inculpation, il s'est enrichi au passage, acceptant notamment en 2006 cinq millions de dollars des FARC après les avoir aidés à blanchir de l'argent.

Des poursuites ont également été engagées à Miami contre le chef de la Cour suprême du Venezuela, Maikel Moreno Perez, inculpé de "blanchiment d'argent", et à Washington contre le ministre de la Défense Vladimir Padrino Lopez pour trafic de drogue.

Les Etats-Unis ne reconnaissent pas Nicolas Maduro comme président du Venezuela, tout comme ils ne reconnaissaient pas Manuel Noriega comme président du Panama lorsqu'ils l'ont inculpé en 1989 pour trafic de drogue, a souligné Bill Barr.

A la tête du Venezuela depuis 2013, Nicolas Maduro a été réélu pour un second mandat en 2018 à l'issue d'un scrutin boycotté par l'opposition qui en a rejeté les résultats, comme une grande partie de la communauté internationale.

Les Etats-Unis, ainsi qu'une soixantaine de pays, soutiennent le chef de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido, qu'ils ont reconnu président par intérim.

Julio Borges, nommé "commissaire aux relations extérieures" par Juan Guaido, a d'ailleurs salué les inculpations annoncées jeudi. "L'équation est simple: Maduro égal narcotrafic, Maduro égal crime organisé", a-t-il déclaré.

Washington tente d'asphyxier le gouvernement de Nicolas Maduro avec une série de sanctions économiques. L'objectif affiché de Donald Trump est de contribuer à l'éviction du successeur d'Hugo Chavez, grand pourfendeur de "l'impérialisme nord-américain".

Mais ce dernier conserve le soutien de la Chine, de la Russie et de Cuba, et les soutiens à Juan Guaido commencent à s'essouffler dans le pays. AFP27 mars 2020

- La première guerre de l'Otan-MO renverse l'ordre régional - Réseau Voltaire 24 mars 2020

Pendant que les Européens et les Arabes sont absorbés par le coronavirus, les Anglo-Saxons changent l'ordre du monde. Sous commandement US, le Royaume-Uni a pris le contrôle de l'entrée de la mer Rouge ; les Émirats arabes unis se sont retournés contre l'Arabie saoudite et lui ont infligé une cuisante défaite au Yémen du Sud, tandis que les Houthis le faisaient au Yémen du Nord. Désormais, le Yémen est scindé en deux États distincts et l'intégrité territoriale de l'Arabie saoudite est menacée.

par Thierry Meyssan

Le président Donald Trump poursuit sa politique de retrait militaire du « Moyen-Orient élargi ». Pour ce faire, il déplace progressivement ses troupes, signe des accords avec les forces contre lesquelles elles étaient déployées (par exemple avec les Talibans) et négocie la libération de ses prisonniers. Simultanément, le Pentagone fait appel au Royaume-Uni pour prendre la tête des opérations de la nouvelle Alliance atlantique-Moyen-Orient et superviser la suite de la « guerre sans fin » au « Moyen-Orient élargi ». La Syrie est considérée comme zone d'influence russe tandis que la stratégie Rumsfeld/Cebrowski se poursuit avec la division du Yémen en deux États distincts et la préparation du démembrement de l'Arabie saoudite.

Rapatriement des agents de la CIA détenus prisonniers

Les 18 et 19 mars 2020, un citoyen US, Michael White, détenu en Iran, a été transféré de sa prison à l'ambassade de Suisse à Téhéran ; un autre citoyen US, Amer Fakhoury, détenu au Liban, a été exfiltré par les troupes états-uniennes ; enfin le président Trump a demandé publiquement l'aide de la Syrie pour retrouver un troisième citoyen US, Austin Tice.

Ces opérations sont supervisées par le discret conseiller de sécurité nationale, Robert O'Brien, qui dispose d'une solide expérience en matière de libération de prisonniers.

- Michael White a servi 13 ans dans la Marine US. Il s'est rendu en Iran pour y retrouver sa fiancée. Il a été arrêté en 2018 et condamné à 13 ans de réclusion pour espionnage. D'autres citoyens US emprisonnés en Iran —dont Morad Tahbaz, Robert Levinson, Siamak et Baquer Namazee— ne semblent pas susciter le même intérêt de Washington. Michael White a été remis à l'ambassadeur suisse Markus Leitner pour « raison de santé ». Il n'est pas libre pour autant.

- Amer Fakhoury est un célèbre collaborateur des troupes d'occupation israéliennes au Liban. Il fut membre de l'Armée du Liban-Sud, directeur de la sinistre prison de Kiam et tortionnaire. Il s'est enfui du Liban lors du retrait israélien et y est revenu, pour une raison inconnue, en septembre 2019. Il a immédiatement été reconnu et arrêté. Il a été libéré au motif d'une prescription de ses crimes, ce qui est juridiquement faux, mais interdit de quitter le territoire. Il s'est alors précipité à la méga-ambassade US d'Awkar sous la protection de l'ambassadrice Dorothy Shea, d'où il a été exfiltré en hélicoptère par les Forces spéciales US vers Chypre.

- Austin Tice est un capitaine des Marines devenu journaliste indépendant. Il a pénétré illégalement en Syrie avec l'aide des services secrets turcs avant de disparaître, en 2012, à Daraya (banlieue de Damas). Eva Filipi, l'ambassadrice de Tchéquie qui représente les intérêts US en Syrie, avait affirmé qu'il serait détenu non pas par des jihadistes, mais par les autorités syriennes. Ce que Damas a toujours démenti.

Ces trois citoyens US sont très probablement des collaborateurs ou des agents de la CIA.

- Étrangement, les Émirats arabes unis ont brisé l'embargo US et apporté des médicaments en Iran.

- Chaque faction libanaise accuse l'autre d'avoir cédé aux pressions US. Le Hezbollah assure ne pas avoir trahi la Résistance et ne pas avoir négocié secrètement avec Washington, tandis que le président du Tribunal militaire (pro-Hezbollah) a démissionné.

- C'est la première fois depuis deux décennies qu'un président états-unien sollicite publiquement l'aide de la République arabe syrienne.

Transfert de l'encadrement militaire au Royaume-Uni

Le 5 mars, le secrétaire US à la Défense, Mark Esper, a reçu au Pentagone son homologue britannique Ben Wallace. Les deux hommes se sont partagés le commandement de la nouvelle Otan-MO [1].

Ben Wallace a ensuite prononcé un discours à l'Atlantic Council au cours duquel il a confirmé la solidité de l'alliance UK-USA et la disponibilité du Royaume-Uni. Il a également soutenu la nécessité de juger le « dictateur Bachar el-Assad » (sic), mais l'impossibilité de le faire compte tenu du soutien de l'« ours russe ». En d'autres termes, la Syrie reste un ennemi, mais on n'y touchera plus. La guerre sera déplacée [2].

Les 12 et 13 mars, Ben Wallace s'est rendu en Turquie et en Syrie occupée par les jihadistes. Il a inspecté les postes d'observation de l'armée turque à Idleb et fait parvenir 89 millions de £ de dons « humanitaires » aux familles des jihadistes. Ceux-ci ont alors commencé à attaquer les troupes turques censées les protéger, tuant plusieurs soldats turcs.

La fin du Yémen et le début de celle de l'Arabie saoudite

Poursuivant leur politique de retrait militaire et de transfert de cette fonction à des proxys, les États-Unis sont en train de transformer la guerre du Yémen. Originellement, le Pentagone prévoyait de diviser ce pays en deux selon la ligne de partage qui existait jusqu'en 1990. Il avait encouragé l'Arabie saoudite et Israël à se lancer à l'assaut du pays pour en exploiter les ressources pétrolières de la région mitoyenne du « Quart vide » [3]. L'opération avait été conduite avec l'aviation israélienne, des mercenaires colombiens sous drapeau saoudien et des troupes émiraties. Elle avait été coordonnée par un état-major tripartite (Arabie/USA/Israël) basé au Somaliland.

Cependant, le Pentagone s'appuyant sur les rivalités tribales parvint à complexifier la situation jusqu'à aboutir à un pays effectivement divisé en deux, mais aussi à une Coalition Arabie-soudite/Émirats également divisée. Il lui fallait alors —sans engager ses propres troupes— terminer la division du Yémen en deux États distincts avant de se lancer dans la division de l'ancien allié saoudien en cinq États distincts. Le Pacte du Quincy lui fait obligation de protéger le roi d'Arabie saoudite, mais ni son pays, ni son héritier [4].

Cette semaine, le Pentagone a dépêché un navire de guerre au large d'Aden. Il a installé des troupes britanniques sur l'ile de Socotra pour en faire une base militaire permanente avec les Émirats arabes unis et l'a armé avec des missiles Patriot. Simultanément, les Houthis du Nord soutenus par l'Iran ont attaqué victorieusement deux bases militaires saoudiennes et fait prisonniers plus de 700 soldats saoudiens, tandis que les tribus soutenues par les Émirats ont attaqué les tribus soutenues par l'Arabie saoudite à Aden. Le gouvernement d'Abdrabbo Mansour Hadi, seule autorité officiellement reconnue par l'Onu mais siégeant en exil à Riyad, a perdu le contrôle d'Aden.

Le prince héritier saoudien, Mohamed ben Salman, après avoir torturé son ami d'enfance trop brillant, après avoir assassiné ses rivaux, après avoir exécuté le chef chiite de son opposition, après avoir embastillé et dépouillé ses frères et oncles, après avoir fait découper à Istanbul un Frère musulman trop bavard, n'a plus personne pour le soutenir.

Les départements états-unien, britannique et émirati de la Défense ne communiquent pas sur ces batailles. Seuls les Houthis le font. En l'absence de communication officielle, la presse internationale est aveugle et muette.

Le Yémen du Sud est une ancienne colonie britannique et les Émirats arabes unis étaient intégrés dans l'Empire des Indes. Le Royaume-Uni, sous parapluie états-unien, reconquiert son influence dans le Golfe et en mer Rouge.

L'opposition Arabie saoudite/Axe de la Résistance n'existe plus, faute de combattants. Désormais, après l'Iran (1953-78), l'Iraq (1979-90) et l'Arabie saoudite (1991-2019), les Émirats arabes unis (2020-), sous parapluie de l'Otan-MO, sont devenus les gendarmes de la région.

Ce retournement complet de situation correspond à notre analyse de la crise. Après leur échec en Syrie, les États-Unis poursuivent leur plan de 2001 et s'apprêtent à déstabiliser l'Arabie saoudite. Le président Trump a validé cette étape à la seule condition que les troupes US n'y participent pas directement, mais que les Émirats les représentent. Le suicide de l'Union européenne

Pendant ce temps, l'Union européenne réagit de manière inadaptée à l'épidémie de coronavirus. Au lieu de lutter contre la maladie (tests généralisés, traitement des personnes infectées à la chloroquine, soins d'urgence aux malades avec respiration artificielle et interféron Alfa 2B recombiné), elle prévient l'engorgement de ses hôpitaux (assignation à résidence de la population saine) [5]. Son économie s'est arrêtée et la Banque centrale européenne annonce une récession de 5 % si cette situation se prolonge deux semaines, mais ce sera probablement six.

Lorsque le pic de l'épidémie sera passé, elle ne sera plus une grande puissance économique et le monde sera organisé d'une manière nouvelle, sans elle.

Notes.

[1] « NATO Go Home ! », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 février 2020.

[2] « Quelle cible après la Syrie ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 10 mars 2020.

[3] « Exclusif : Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2015.

[4] « Le Pacte du Quincy ne protège que le roi d'Arabie, pas son héritier », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 octobre 2018.

[5] « Covid-19 : propagande et manipulation », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 20 mars 2020.

- Exercice joint des troupes US et émiraties - Réseau Voltaire 25 mars 2020

Malgré l'épidémie de coronavirus, les troupes émiraties et 4 000 soldats états-uniens ont conduit un exercice joint les 21 et 22 mars sur une base émiratie.

Le camp d'entraînement el-Hamra (« camp rouge ») a été spécialement construit depuis 2015 pour 78 millions de dollars. Il comprend une réplique d'une petite ville avec son aéroport et sa tour de contrôle, sa mosquée et sa petite raffinerie de pétrole. Il avait été édifié en vue d'une attaque contre l'Iran, mais aujourd'hui il s'agit de se préparer à une attaque contre l'Arabie saoudite.

La « Petite Sparte », selon l'expression de l'ancien secrétaire à la Défense, Jim Mattis, se bat actuellement dans la partie Sud du Yémen avec le soutien des forces britanniques et sous le commandement d'officiers généraux états-uniens.

À la différence des troupes saoudiennes, massivement composées de mercenaires, les armées des Émirats sont principalement composées de ressortissants émiratis.

Ce petit État est appelé à devenir le « gendarme du Moyen-Orient élargi » (incluant la Corne de l'Afrique) dans le cadre de l'extension du théâtre d'opération de l'Otan-MO, selon l'expression du président Donald Trump. Réseau Voltaire 25 mars 2020

- La Maison-Blanche envisage une « alliance pétrolière » avec l'Arabie saoudite - Réseau Voltaire 25 mars 2020

Alors que Washington supervise la défaite saoudienne au Yémen et que des rumeurs de possibles coups d'État se succèdent à Riyad, Victoria Coates, a été nommée envoyée spéciale des États-Unis pour l'Énergie. Elle serait arrivée à Riyad où elle résidera.

Madame Coates a été accusée d'être l'auteure de la tribune publiée en 2018 par le New York Times « Je fais partie de la résistance au sein de l'administration Trump » [1] et du livre qui suivit : A warning (Une alerte) [2].

Réputée proche de Donald Rumsfeld, du Pentagone et d'Israël, elle fut conseillère du sénateur Ted Cruz lors de sa campagne électorale. Elle était devenue l'adjointe de l'actuel conseiller national de Sécurité, Robert O'Brien, et suivait particulièrement le dossier iranien.

La Maison-Blanche envisagerait de prendre directement en main l'Aramco (Saudi Arabian Oil Company) qui a été privatisée à hauteur de 1,5 % en décembre dernier. Elle priverait ainsi les Séoud de leur unique source de revenus en échange de leur maintien au pouvoir dans un des cinq États qui surgiraient lors du démantèlement du pays. Réseau Voltaire 25 mars 2020

Notes

[1] « Je fais partie de la résistance au sein de l'administration Trump », New York Times (États-Unis), Réseau Voltaire, 5 septembre 2018.

[2] A Warning, Anonymous, Twelve (2019.

Haut de page

Le 28 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

En restreignant l'accès à la chloroquine, Macron, Philippe, Véran et Salomon sont des monstres de cruauté, des sadiques assumés, il faut s'en débarrasser, il y a urgence !

Il peut se glisser des erreurs dans certains articles, selon que leurs auteurs ont pris ou non connaissance des derniers développements. On vous demande donc de bien vouloir faire preuve de tolérance ou de compréhension pour une fois, avant de porter un jugement hâtif ou définitif.

- 13 pages au format pdf

Eradiquons le capitalisme de la surface de la Terre. Grève générale mondiale contre confinement mondiale.

- Les messages de la vedette Britney Spears dans les médias sociaux deviennent viraux après avoir dit au public de «redistribuer la richesse» et de «faire la grève» par Nick Barrickman - wsws.org - Mondialisation.ca, 27 mars 2020

Vous ne le saviez pas ou vous en doutiez.

- Deadly Germ Research Is Shut Down at Army Lab Over Safety Concerns - nytimes.com Aug. 5, 2019

Problems with disposal of dangerous materials led the government to suspend research at the military's leading biodefense center.

Traduction

La recherche sur les germes meurtriers est arrêtée au laboratoire de l'armée en raison de problèmes de sécurité - nytimes.com 5 août 2019

Des problèmes d'élimination des matières dangereuses ont conduit le gouvernement à suspendre la recherche au principal centre de biodéfense militaire. nytimes.com 5 août 2019

LVOG - Désolé la suite de l'article était réservée aux abonnées du NYT. Déduisez-en ce que vous voudrez provisoirement ou gardez cela sous le coude, cela pourra peut-être servir plus tard.

La scélératesse ordinaire. Et rien de telle que l'armée !

- Le buzz sur la chloroquine freine l'essai clinique européen Discovery - Libération 26-03-2020 - Les Crises 28-03-2020

- Confinement : un maire du Nord fait retirer tous les bancs publics de sa commune - Yahoo 27 mars 2020

À la Madeleine, dans le Nord de la France, proche de Lille, on prend le confinement très au sérieux. Faute d'avoir réussi à dissuader les habitants de se rassembler et de s'installer sur la quarantaine de bancs publics de sa commune, le maire a décidé tout simplement de les faire retirer. "Je les voyais tous les jours depuis la fenêtre de mon bureau de la mairie, s'est agacé Sébastien Leprêtre (DVD) dans le Parisien. Avec le soleil, les habitants venaient y converser et pas seulement dix minutes, une bonne partie de l'après-midi ! C'est inacceptable". Yahoo 27 mars 2020

- Un syndicat de police demande le renfort de l'armée pour faire respecter le confinement dans les banlieues - sputniknews.com 27 mars 2020

Invité sur RMC via Skype, Yves Lefebvre, secrétaire général du syndicat Unité SGP Police FO : «Dans les banlieues et les quartiers difficiles, et pas que dans la banlieue parisienne, [...] on aura besoin de l'armée». sputniknews.com 27 mars 2020

On va tous mourir. Alors soulevez-vous !

- Coronavirus: 62% des Français craignent pour leur vie, selon un sondage - BFMTV28 mars 2020

Un nouveau sondage Ifop publié ce vendredi révèle l'inquiétude grandissante des Français concernant l'épidémie de coronavirus. Plus de 8 Français sur 10 craignent de voir leurs proches mourir, et 6 Français sur 10 craignent pour leur propre vie.

77% confient avoir peur d'être contaminé par le Covid-19 en sortant simplement de leur domicile. Enfin, 79% des Français qui continuent de travailler en cette période disent avoir eu peur d'être infecté en se rendant sur leur lieu de travail.

Selon Le Parisien, 87% des personnes interrogées craignent de voir l'économie française s'effondrer, tandis que 67% craignent de voir les prix des produits alimentaires augmenter. Enfin, 57% ont peur de perdre une part significative de leurs revenus et 31% ont peur de perdre leur emploi. BFMTV 28 mars 2020

LVOG - C'est le moment ou jamais de prendre votre destin en mains.

Redescendons sur terre.

- 1957, 100.000 morts - latribune.fr 29/10/2009

Durant l'hiver 1957-1958, 9 millions de malades et 100.000 morts en France.

Au cours de l'année 1957-1958, le virus de type H2N2 tue 2 à 3 millions de personnes dans le monde.

On estime qu'à l'hiver 1957-1958, 20 % des Français ont été malades, donc immunisés, auxquels il convient d'ajouter 5 % de "porteurs sains" qui ont attrapé le virus sans le savoir. latribune.fr 29/10/2009

C'est la loi de la sélection naturelle des espèces découverte par Darwin qui s'applique aussi à l'homme, et contre laquelle il sera toujours impuissant ou qu'il ne pourra jamais maîtriser totalement. Attention, ne pas l'admettre peut rendre fou en période d'épidémie ! Même si aujourd'hui son origine est pour le moins suspecte. En 1957 le H2N2 était apparu en Chine, paraît-il, mais finalement était-ce exact ? Je n'en sais rien.

Cherchez l'erreur. Relevé ici ou là.

- Des milliards pour les riches, le rationnement pour les pauvres...

- L'État français refuse de réquisitionner les cliniques privés... mais fait appel à l'armée...

- Plus de chloroquine, plus de masques, plus de tests, plus de lits, plus de respirateurs...

- On est « dans un cercle vicieux pervers, la limitation de la liberté imposée par les gouvernements est acceptée au nom d'un désir de sécurité qui a été induit par les mêmes gouvernements qui interviennent maintenant pour le satisfaire »...

- L'arme nucléaire, obsolète face aux nouvelles menaces du 21e siècle...

- Guerre cybernétique, guerre terroriste, guerre climatique, guerre pandémique et sanitaire, qu'ils sont nombreux les visages de la guerre au 21ème siècle...

L'Europe occidentale une nouvelle fois le champ de bataille privilégié de l'oligarchie, un pur hasard (sic!)

Ils auront tout fait pour que ce virus se répande en Europe. Pourquoi ? Vous commencez à avoir la réponse avec les mesures financières prises en faveur des capitalistes, et les mesures antisociales et liberticides prises contre les travailleurs. Mais leurs réelles intentions pourraient s'avérer beaucoup plus criminelles et cyniques, au point que personne ne voudra y croire comme d'habitude.

Ils osent tout, nous cessions d'informer et d'avertir jour après jour depuis plus de 10 ans, personne ne nous a pris au sérieux.

Ils contrôlent l'économie mondiale, la quasi totalité des médias, et tous les gouvernements leur sont acquis à des degrés divers, et face à eux il n'existe aucune opposition organisée susceptible de les menacer, ils sont donc les maîtres du monde.

Partant de ce constat, cette opération semble avoir été organisée pour contrôler davantage encore la population, sachant que les contradictions du capitalisme avaient atteint les limites au-delà desquelles ils ne seraient plus en mesure d'assurer leur hégémonie de classe. Il leur fallait donc créer les conditions qui leur permettraient de mettre en place un régime basé sur des principes despotiques, tout en brisant toute velléité de lutte de classe qui dès lors serait décrétée hors la loi. A cette étape, nous n'en sommes qu'aux prémisses.

Scénario déplacé, débile, complotiste et j'en passe, si c'est ce que vous croyez, alors dites-moi pourquoi ils n'ont pas hésité un

instant à faire chuter brutalement les bourses qui flambaient comme jamais, à mettre en péril les banques qui bénéficiaient des largesses accordées par les banques centrales depuis 2008, sans parler des pans entiers de l'économie, de l'industrie aux services qui ont engrangé d'énorme profits et verser des dividendes records à leurs actionnaires, apparemment tout baignait sur fond d'endettement mondial record aussi, et pourquoi à l'autre pôle, ils s'emploient à soulager les conséquences de cette crise dont sont victime les travailleurs à l'aide de mesures sociales étendues à presque toutes les catégories de travailleurs, certes en remettant en cause temporairement certains aspects du droit du travail, le tout tendant à signifier que leur objectif était tout autre.

Nul ne sait s'ils saisiront cette occasion pour mettre à exécution leurs intentions manifestement inavouables, ou si elle devait servir de test avant la prochaine. La seule chose dont on est certain, c'est qu'elles sont destinées à avoir une répercussion mondiale néfaste sur tous les peuples.

Certains avancent des théories qui ne sont pas dénuées d'intérêt, sans qu'on puisse les confirmer pour le moment. Ils ont développé les armes nucléaires et ils s'en sont servis, ils s'en servent sur les champs de bataille, les bombes à l'uranium appauvri par exemple. Ils ont développé en laboratoire des virus ultra virulents, tout en sachant qu'un jour ou l'autre ils pourraient en perdre le contrôle, et depuis des décennies de nouveaux virus plus virulents que les précédents sont étrangement apparus en Asie et en Afrique notamment avec une fréquence rapprochée remarquable au cours des dernières années ou décennies.

A côté, l'empoisonnement alimentaire ou médicamenteuse, la pollution, etc. font figure de nains dans leur arsenal destiné à nuire à la population. Le pouvoir acquis par les GAFAM en matière de surveillance ou contrôle de la population rend désormais obsolète les fichiers de la police ou des services de renseignement. Associés aux médias et aux instituts de sondages, leur pouvoir de propagande et de conditionnement des masses a atteint des sommets inégalés dans le passé.

Quant au mouvement ouvrier, il est dans un tel état de déliquescence, qu'ils n'ont pas grand chose à craindre de ce côté-là et ils le savent. Maintenant il suffirait de peu pour que la situation devienne hors de contrôle et favorise sa recomposition accélérée sur des bases saines, c'est tout ce qu'on peut espérer.

Vous avez encore le droit de respirer, ouf !

- Peut-on attraper le coronavirus par la ventilation? Un virologue explique - sputniknews.com 27 mars 2020

«Il s'agit d'une infection aéroportée. Si une personne tousse ou éternue, des agents pathogènes apparaissent dans un rayon de trois mètres. Mais le virus ne circule pas dans la ventilation, il ne faut pas la scotcher», a déclaré le virologue russe Gueorgui Vikoulov. sputniknews.com 27 mars 2020

Sans l'effet de surprise, notre machination aurait foiré...

Il semblerait qu'une fois de plus, tous les chefs d'Etat ou de gouvernement aient été mis devant le fait accompli sans plus d'explications dans un premier temps, de sorte qu'ils soient les instruments ou les témoins impuissants du chaos qui allait inévitablement régner par la suite, et que ne sachant pas comment l'aborder, ils se tournent vers leurs conseillers, qui à partir de ce moment-là leur fourniraient la feuille de route qu'ils n'auraient plus qu'à appliquer, conformément au plan concocté par l'oligarchie.

S'agissant d'une opération déclenchée à l'échelle mondiale, il est impensable que Macron figure au sommet de la chaîne de commandement. Il n'en est qu'un maillon au niveau inférieur, un simple exécutant dépourvu de pouvoir, d'où l'incapacité dans laquelle il s'est retrouvé pour prendre les décisions qui s'imposaient au moment opportun, qui lui furent transmises au fur et à mesure du déroulement des opérations, comme sur un champ de bataille où les officiers attendent les ordres de l'état majeur ou de leurs supérieurs pour agir.

Ils l'ont laissé dans l'ignorance de ce qui allait se passer, de sorte qu'ils commettent suffisamment d'erreurs pour se compromettre, histoire de lui faire porter le chapeau si les choses tournaient mal, et qu'il n'ait plus comme seul recours que de s'en remettre à ses protecteurs et d'exécuter leur plan à la lettre, éventuellement pour sauver sa peau s'il n'avait pas démérité. Bush s'est retrouvé dans la même situation le 11 septembre 2001, et en 2008 tous les banquiers américains qui auraient pu sauver Lehman Brothers avaient disparu le temps d'un week-end, personne n'étant en mesure de les joindre à Washington, qui se retrouvait mis devant le fait accompli.

L'empathie n'étant pas le point fort des néolibéraux plutôt adeptes de la matraque et du mépris, car il faut en plus qu'ils nous piétinent, il fallait s'attendre au pire, ils n'ont pas été Charlie pour des prunes ! Chaque attentat leur a servi de terrain d'entraînement pour conditionner la population et restreindre ses libertés de manière brutale et drastique, sans manquer de cruauté au passage, cela leur procure une satisfaction intérieure, une sorte de jubilation en présence de tant de souffrance, ce sont des monstres que nous avons en face de nous et que nous devons affronter, vaincre.

Il y en a parmi nous ou les travailleurs, qui ne veulent pas se battre sur le plan politique. Ce qu'ils oublient, c'est qu'il s'agit d'une

guerre à mort. Elle est en train de se dérouler sous leurs yeux. On n'exagère rien, c'est la stricte réalité. Si on ne se bat pas maintenant, on ne se battra jamais, autant faire acte de soumission totale et sans condition, accepter passivement le sort que l'oligarchie nous réserve, pour le pire uniquement, cela va de soi. Si face à cette violence et à cette terrible menace on refusait de se battre, on abdiquerait tous nos droits, tous nos besoins, toutes nos aspirations, il ne nous resterait plus rien, on en serait rendu à ce qu'Orwell avait décrit, un cauchemar.

Totalitraisme. Enfin, ils y sont arrivés : L'humanité privée de liberté, en camp de concentration.

Edouard Philippe Pétain a parlé.

- Confinement renouvelé en France au moins jusqu'au 15 avril, annonce Philippe - AFP 27 mars 2020

Le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé vendredi le renouvellement du confinement en France pour deux semaines à compter de mardi, soit jusqu'au 15 avril, précisant que cette période pourrait encore être prolongée. AFP 27 mars 2020

Alarmisme, catastrophisme, urgence, apocalypse, ils ne sont jamais à court de superlatifs pour terroriser la population. Ils y prennent un malin plaisir.

- Coronavirus: près de la moitié du monde en confinement, l'épidémie s'étend AFP 28 mars 2020 Plus de trois milliards de personnes sont entrées samedi dans un nouveau weekend de confinement à travers le monde confronté à une accélération de la pandémie de coronavirus qui a déjà fait plus de 25.000 morts et frappe de plein fouet l'Europe, Italie en tête. AFP 28 mars 2020

N'avez-vous pas déjà entendu ce genre de discours ? Si, le soir même du 11 septembre 2001.

- Luigi di Maio : c'est une guerre contre laquelle on ne peut pas lutter avec des "moyens ordinaires" - euronews 27 mars 2020

Luigi di Maio est le ministre italien des Affaires étrangères, le meilleur élève de l'Otan de l'UE.

La planche à billets des banques centrales atteinte par un autre virus.

- Coronavirus: Trump a paraphé le plan de soutien à l'économie - Reuters 27 mars 2020

Le président américain Donald Trump a signé vendredi le plan de soutien de 2.842 milliards d'euros visant à soutenir l'économie des Etats-Unis face à l'épidémie de nouveau coronavirus en cours. Reuters 27 mars 2020

Quoi de plus normal, puisque c'est de là qu'il serait originaire.

- Coronavirus: Les Etats-Unis, pays le plus touché par la pandémie - Reuters 27 mars 2020

Avec 82.153 cas de contamination confirmés, les Etats-Unis sont devenus le pays le plus touché par la pandémie, devant la Chine (81.340 cas rapportés), où le nouveau coronavirus est apparu en décembre dernier, et l'Italie qui en est l'actuel épicentre en Europe avec 80.539 cas. Reuters 27 mars 2020

L'Italie est devenue la principale base de l'Otan en Europe avec des milliers soldats américains, ajoutez les centaines de milliers de migrants venus d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique en contact les uns avec les autres, et vous avez le cocktail de premier choix pour une épidémie de grande envergure, sans préjuger de la situation en temps normal qui doit être comparable à celle de la France ou des autres pays en Europe où chaque année l'épidémie de grippe fait entre 8.000 et 18.000 morts, officiellement.

Stratégie du chaos mondial.

- En Asie, les usines textiles gravement touchées par la crise - Slate.fr 27 mars 2020

Les plus gros clients de l'industrie, dont H&M, Zara ou Primark ont annoncé qu'ils ralentissaient voire arrêtaient leur production. En plus de ne plus passer de commandes, certaines de ces marques ont aussi décidé de ne pas acheter les stocks produits qui n'ont pas encore été expédiés.

Au Bangladesh, au Myanmar, au Cambodge, le scénario se répète: les commandes sont annulées, les usines ferment et des milliers d'ouvrières perdent leur travail. La plupart de ces manufactures sont situées dans des pays pauvres...

Le Wall Street Journal a par exemple interrogé le propriétaire d'une usine bangladaise qui se retrouve avec 14.500 jeans de la

marque Peacocks sur les bras, après que l'entreprise a finalement annulé sa commande. Un cas de figure que l'on retrouve par centaine.

Les fabricants de textile sont dépendants des leaders du prêt-à-porter, alors que ces derniers ont l'embarras du choix quant aux producteurs à qui passer commande. Par conséquent, les manufactures sont très hésitantes à entamer des poursuites en justice, de peur de s'alliéner leur clientèle.

D'après le professeur Sheng Lu, un spécialiste de ce type de commerce, un déclin des exports de 10% pourrait, dans un pays comme le Bangladesh, se traduire par une baisse de l'emploi de 4 à 9%.

Rubana Huq, la présidente de l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh souligne que rien que dans son pays, les emplois de 4,1 millions de personnes sont dans la balance: «C'est un chaos social que nous ne pouvons pas nous permettre.» Slate.fr 27 mars 2020

LVOG - Ici aussi en Inde, partout en fait...

Qui complote contre qui ?

LVOG - L'auteur de cet article est peut-être sur la bonne piste, mais il semble encore loin des objectifs réels que l'oligarchie s'est fixée.

- Pourquoi la France cache un remède contre le virus testé et peu coûteux par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 27 mars 2020

Il semblerait que le gouvernement français aide Big Pharma à tirer profit de la pandémie de Covid-19.

Ce qui se passe dans la cinquième plus grande économie du monde laisse supposer un scandale de collusion majeur dans lequel le gouvernement français aide Big Parma à tirer profit de l'expansion du Covid-19. Les citoyens français informés sont absolument furieux à ce sujet.

Ma première question à une source parisienne sérieuse et irréprochable, la juriste Valérie Bugault, portait sur les liaisons dangereuses entre le Macronisme et Big Pharma et surtout sur la mystérieuse « disparition » – plus probablement le vol pur et simple – de tous les stocks de chloroquine en possession du gouvernement français.

Le respecté Professeur Christian Perronne a parlé de ce vol en direct sur l'une des chaînes d'information françaises qui tourne 24/7 : « La pharmacie centrale des hôpitaux a annoncé aujourd'hui qu'ils étaient confrontés à une rupture totale des stocks, qu'ils avaient été pillés ».

Grâce à la contribution d'une autre source anonyme, il est maintenant possible d'établir un calendrier qui met en perspective les actions récentes du gouvernement français.

Commençons par Yves Levy, qui était à la tête de l'INSERM – l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale – de 2014 à 2018, après avoir été nommé conseiller d'État extraordinaire pour l'administration Macron. Seulement 12 personnes en France ont accédé à ce statut.

Levy est marié à Agnès Buzyn, qui était jusqu'à récemment Ministre de la Santé sous MacronFile:Agnès Buzyn 2018-04-06 lancement stratégie autisme 2018-2022.jpg

Buzyn a en fait reçu une « offre qu'on ne peut pas refuser » du parti de Macron de quitter le Ministère – en pleine crise de coronavirus – et de se présenter à la Mairie de Paris, où elle a été impitoyablement battue au premier tour le 16 mars.

Levy mène une lutte acharnée contre le Professeur Didier Raoult, spécialiste des maladies transmissibles prolifique et souvent cité, basé à Marseille. Levy a retiré le label INSERM au centre de recherche de l'IHU (Institut Hospitalo-Universitaire) de renommée mondiale dirigé par Raoult.

En pratique, en octobre 2019, Levy a révoqué le statut de « fondation » des différents IHU afin de pouvoir reprendre leurs recherches.

Raoult a participé à un essai clinique dans lequel l'hydroxychloroquine et l'azithromycine ont guéri 90% des cas de Covid-19 quand ils étaient testés très tôt. (Les tests précoces et de masse sont au cœur de la stratégie sud-coréenne réussie).

Raoult est opposé au confinement total des individus sains et des porteurs potentiels – qu'il considère comme « médiéval », au

sens anachronique. Il est en faveur des tests de masse (une méthode qui, comme en Corée du Sud, a été couronnée de succès à Singapour, à Taiwan et au Vietnam) et d'un traitement rapide à l'hydroxychloroquine. Seuls les individus contaminés devraient être confinés.

La chloroquine coûte un euro pour dix pilules. Et c'est là que le bât blesse : Big Pharma – qui finance crucialement l'INSERM, et dont fait partie le « champion national » Sanofi – préfèrerait une solution beaucoup plus rentable. Pour l'instant, Sanofi dit qu'elle se « prépare activement » à produire de la chloroquine, mais cela peut prendre « des semaines », et il n'est pas fait mention du prix.

Une Ministre fuyant un tsunami

Voici la chronologie :

Le 13 janvier, Agnès Buzyn, toujours Ministre française de la Santé, classe la chloroquine comme « substance toxique », désormais disponible uniquement sur ordonnance. Une décision étonnante, si l'on considère qu'elle est vendue sur le marché français depuis un demi-siècle.

Le 16 mars, le gouvernement Macron ordonne un confinement partiel. Il n'y a pas un mot sur la chloroquine. Au début, la police n'est pas tenue de porter des masques ; la plupart ont été volés de toute façon, et il n'y a pas assez de masques, même pour le personnel de santé. En 2011, la France comptait près de 1,5 milliard de masques : 800 millions de masques chirurgicaux et 600 millions de masques pour les professionnels de la santé en général.

Mais ensuite, au fil des ans, les stocks stratégiques n'ont pas été renouvelés, pour satisfaire l'UE et pour appliquer les critères de Maastricht, qui limitaient l'adhésion au Pacte de Croissance et de Stabilité aux pays dont le déficit budgétaire ne dépassait pas 3% du PIB. L'un des responsables de l'époque était Jérôme Salomon, aujourd'hui conseiller scientifique du gouvernement Macron.

Le 17 mars, Agnès Buzyn déclare avoir appris que la propagation du COVID-19 sera un véritable tsunami, pour lequel le système de santé français n'a pas de solution. Elle dit également qu'elle avait compris que l'élection du Maire de Paris « n'aurait pas lieu » et que c'était, en fin de compte, « une mascarade ».

Ce qu'elle ne dit pas, c'est qu'elle n'a pas fait de déclaration publique à l'époque où elle se présentait parce que toute la machine politique de Macron était axée sur le fait de remporter la « mascarade ». Le premier tour de l'élection a été insignifiant, alors que le Covid-19 continuait de se répandre. Le deuxième tour a été reporté indéfiniment. Elle devait être informée de la catastrophe sanitaire imminente. Mais en tant que candidate de la machine Macron, elle n'a pas rendu public ses résultats en temps voulu.

En succession rapide :

Le gouvernement Macron refuse d'appliquer les tests de masse, comme cela a été pratiqué avec succès en Corée du Sud et en Allemagne.

Le Monde et l'agence française de la santé publique qualifient les recherches de Raoult de fausses nouvelles, avant de se rétracter.

Le Professeur Perrone révèle sur la chaîne d'information LCI que le stock de chloroquine de la pharmacie centrale de France a été volé. (1)

Grâce à un tweet d'Elon Musk, le Président Trump affirme que la chloroquine devrait être disponible pour tous les Américains. Les personnes souffrant de lupus et de polyarthrite rhumatoïde, qui ont déjà des problèmes d'approvisionnement avec le seul médicament qui leur offre un soulagement, enflamment les réseaux sociaux par leur panique.

Les médecins et autres professionnels de la santé américains se mettent à thésauriser le médicament pour leur propre usage et celui de leurs proches, en falsifiant les ordonnances pour indiquer qu'elles sont destinées à des patients atteints de lupus ou de polyarthrite rhumatoïde.

Le Maroc achète le stock de chloroquine de Sanofi à Casablanca.

Le Pakistan décide d'augmenter sa production de chloroquine pour l'envoyer en Chine.

La Suisse renonce à l'enfermement total de sa population, opte pour des tests de masse et des traitements rapides, et accuse la France de pratiquer une « politique spectacle ».

Christian Estrosi, le Maire de Nice, s'étant fait soigner à la chloroquine, appelle directement Sanofi pour faire livrer de la

chloroquine aux hôpitaux de Nice sans aucune intervention du gouvernement.

Marseille professor seeking to cure Covid-19

Grâce aux recherches de Raoult, un test de chloroquine à grande échelle commence enfin en France, sous la direction – prévisible – de l'INSERM, qui veut « refaire les expériences dans d'autres centres médicaux indépendants ». Cela prendra au moins six semaines de plus, alors que le conseil scientifique du Palais de l'Élysée envisage maintenant de prolonger le verrouillage total de la France à … six semaines.

Si l'utilisation conjointe de l'hydroxychloroquine et de l'azithromycine s'avère définitivement efficace chez les plus gravement malades, les quarantaines pourraient être réduites dans certains groupes sélectionnés.

La seule entreprise française qui fabrique encore de la chloroquine fait l'objet d'une intervention judiciaire. Cela met en perspective la thésaurisation et le vol de la chloroquine. Il faudra du temps pour que ces stocks soient reconstitués, ce qui donnera à Big Pharma la marge de manœuvre nécessaire pour obtenir ce qu'elle veut : une solution coûteuse.

Il semble que les auteurs du vol de chloroquine étaient très bien informés.

Infirmières emballées

Cette chaîne d'événements, étonnante pour un pays du G-7 hautement développé et fier de son service de santé, s'inscrit dans un long et douloureux processus ancré dans le dogme néolibéral. L'austérité imposée par l'UE, associée à la recherche du profit, a entraîné un laxisme extrême à l'égard du système de santé.

Comme me l'a dit Bugault, « des kits de dépistage – très peu nombreux – étaient toujours disponibles, mais surtout pour un petit groupe lié au gouvernement français [anciens responsables du Ministère des finances, PDG de grandes entreprises, oligarques, magnats des médias et du spectacle]. Même chose pour la chloroquine, que ce gouvernement a tout fait pour rendre inaccessible à la population.

Ils n'ont pas rendu la vie facile au Professeur Raoult – il a reçu des menaces de mort et a été intimidé par des « journalistes ».

Et ils n'ont pas protégé les stocks vitaux. Déjà sous le gouvernement Hollande, il y a eu une liquidation consciente du stock de masques – présents en grande quantité dans tous les hôpitaux. Sans oublier que la suppression des lits d'hôpitaux et des moyens hospitaliers s'est accélérée sous Sarkozy ».

Cela rejoint les rapports angoissés de citoyens français qui affirment que les infirmières doivent maintenant utiliser des sacs poubelles en raison du manque de matériel médical approprié.

Dans le même temps, autre fait étonnant, l'État français refuse de réquisitionner les hôpitaux et cliniques privés – qui sont pratiquement vides à ce stade – alors même que le Président de leur association, Lamine Garbi, a plaidé en faveur de cette initiative de service public : « Je demande solennellement que nous soyons réquisitionnés pour aider les hôpitaux publics. Nos installations sont prêtes. La vague qui a surpris l'Est de la France doit nous donner une leçon ».

Bugault reconfirme que la situation sanitaire en France « est très grave et va encore s'aggraver du fait de ces décisions politiques – absence de masques, refus politique de tester massivement les gens, refus d'accès gratuit à la chloroquine – dans un contexte de détresse suprême dans les hôpitaux. Cela va durer et les pénuries seront la norme ».

Professeur contre Président

Dans un dénouement explosif mardi, Raoult a déclaré qu'il ne participerait plus au conseil scientifique de Macron, même s'il ne l'abandonne pas complètement. Raoult insiste une fois de plus sur les tests de masse à l'échelle nationale pour détecter les cas suspects, puis isoler et traiter les patients dont le test est positif. En clair : le modèle sud-coréen.

C'est exactement ce que l'on attend de l'IHU de Marseille, où des centaines d'habitants continuent de faire la queue pour se faire dépister. Et cela rejoint les conclusions d'un expert chinois de premier plan sur le Covid-19, Zhang Nanshan, qui affirme que le traitement au phosphate de chloroquine a eu un « impact positif », les patients se voyant testés négatifs après environ quatre jours.

Le point essentiel a été souligné par Raoult : Utiliser la chloroquine dans des circonstances très particulières, pour les personnes testées très tôt, lorsque la maladie n'est pas encore avancée, et seulement dans ces cas-là. Il ne préconise pas la chloroquine pour tout le monde. C'est exactement ce que les Chinois ont fait, en plus de leur utilisation de l'Interféron.

Depuis des années, Raoult plaide pour une révision radicale des modèles économiques de la santé, afin que les traitements, les cures et les thérapies créés pour la plupart au cours du XXe siècle, soient considérés comme un patrimoine au service de l'humanité tout entière : « Ce n'est pas le cas », dit-il, « parce que nous abandonnons la médecine qui n'est pas rentable, même si elle est efficace. C'est pourquoi il n'y a pratiquement pas de fabrication d'antibiotiques en Occident ».

Mardi, le Ministère français de la Santé a officiellement interdit l'utilisation du traitement à base de chloroquine recommandé par Raoult. En fait, le traitement n'est autorisé que pour les patients en phase terminale du Covid-19, sans autre possibilité de guérison. Cela ne peut qu'exposer le gouvernement Macron à d'autres accusations d'inefficacité au minimum – ajoutées à l'absence de masques, de tests, de traçage des contacts et de respirateurs.

Mercredi, commentant les nouvelles directives du gouvernement, Raoult a déclaré : « Lorsque les dommages aux poumons sont trop importants et que les patients arrivent pour être réanimés, ils n'hébergent pratiquement plus de virus dans leur corps. Il est trop tard pour les traiter avec de la chloroquine. Est-ce que ce sont les seuls cas – les cas très graves – qui seront traités à la chloroquine dans le cadre de la nouvelle directive de Veran ? » Si c'est le cas, a-t-il ajouté ironiquement, « alors ils pourront dire avec certitude scientifique que la chloroquine ne fonctionne pas ».

Raoult n'était pas disponible pour commenter les articles des médias occidentaux citant les résultats des tests chinois qui suggéreraient qu'il se trompe sur l'efficacité de la chloroquine dans le traitement des cas légers de Covid-19.

Les membres du personnel ont plutôt évoqué ses commentaires dans le bulletin de l'IHU. Raoult y déclare qu'il est « insultant » de demander si on peut faire confiance aux Chinois sur l'utilisation de la chloroquine. Si c'était une maladie américaine et que le Président des États-Unis disait : « Nous devons traiter les patients avec cette substance », personne ne discuterait.

En Chine, ajoute-t-il, il y avait « suffisamment d'éléments pour que le gouvernement chinois et tous les experts chinois qui connaissent les coronavirus adoptent une position officielle selon laquelle 'nous devons traiter avec de la chloroquine'. Entre le moment où nous avons les premiers résultats et une publication internationale acceptée, il n'y a pas d'alternative crédible parmi les personnes les mieux informées au monde. Ils ont pris cette mesure dans l'intérêt de la santé publique ».

Point crucial : s'il était infecté par un coronavirus, Raoult dit qu'il prendrait de la chloroquine. Étant donné que Raoult est considéré par ses pairs comme le premier expert mondial en matière de maladies transmissibles, bien au-dessus du Dr Anthony Fauci aux États-Unis, je dirais que les nouveaux rapports reflètent plutôt le discours de Big Pharma.

Raoult a été dénigré et diabolisé sans pitié par les médias corporatifs français qui sont contrôlés par quelques oligarques étroitement liés au Macronisme. Ce n'est pas par hasard si la diabolisation a même atteint les Gilets Jaunes, en particulier à cause du hashtag très populaire #IlsSavaient, avec lequel les Gilets Jaunes soulignent que les élites françaises ont « géré » la crise du Covid-19 en se protégeant tout en laissant la population sans défense contre le virus.

Cela rejoint l'analyse controversée du philosophe émérite Giorgio Agamben dans une chronique publiée il y a un mois, où il soutenait déjà que le Covid-19 montre clairement que l'état d'exception – similaire à l'état d'urgence mais avec des différences importantes pour les philosophes – s'est pleinement normalisé en Occident.

Agamben s'exprimait non pas en tant que médecin ou virologue, mais en tant que maître à penser, dans la lignée de Foucault, Walter Benjamin et Hannah Arendt. Notant comment un état latent de peur s'est métastasé en un état de panique collective, pour lequel le Covid-19 « offre une fois de plus le prétexte idéal », il a décrit comment, « dans un cercle vicieux pervers, la limitation de la liberté imposée par les gouvernements est acceptée au nom d'un désir de sécurité qui a été induit par les mêmes gouvernements qui interviennent maintenant pour le satisfaire ».

Il n'y a pas eu de panique collective en Corée du Sud, à Singapour, à Taiwan et au Vietnam – pour ne citer que quatre exemples asiatiques en dehors de la Chine. Une combinaison rigoureuse de tests de masse et de recherche de contacts a été appliquée avec un immense professionnalisme. Cela a fonctionné. Dans le cas de la Chine, avec l'aide de la chloroquine. Et dans tous les cas asiatiques, sans sombres motivations de profit au bénéfice de Big Pharma.

L'arme du crime qui prouve que le système Macron est non seulement incompétent pour traiter le Covid-19, mais qu'il fait traîner le processus pour que Big Pharma puisse mettre au point un vaccin miracle, rapidement, n'est pas encore apparue. Mais le mécanisme visant à dissuader de recourir à la chloroquine est plus qu'exposé ci-dessus – parallèlement à la diabolisation de Raoult. Mondialisation.ca, 27 mars 2020

1 - LVOG - Rectificatif.

Libération - «C'est le seul médicament aujourd'hui qui est disponible pour les malades. Malheureusement la pharmacie centrale des hôpitaux a annoncé aujourd'hui que c'était en rupture de stock totale. Que les stocks avaient été pillés. C'est lamentable. Les armoires ont été dévalisées. C'est les mails qu'on a reçus aujourd'hui.» La journaliste lui demande où ces médicaments ont

été volés. Il répond : «Je ne sais pas, dans les différents stocks des pharmacies hospitalières.»

Joint par CheckNews, le professeur Christian Perronne reconnaît une forme de maladresse dans ses propos tenus sur LCI. Contrairement à ce qu'ont pu comprendre de nombreux téléspectateurs, le docteur a voulu dire que les stocks de chloroquine sont actuellement vides et non pas qu'ils ont été cambriolés.

Le docteur nous a transmis le mail qu'il a reçu vendredi après-midi, qui fait état de l'absence de ces médicaments dans les stocks de la pharmacie centrale des hôpitaux de Paris.

Une pharmacienne de l'Agence générale des équipements et produits de santé répond à une pharmacienne de l'hôpital de Garches qui lui demandait de lui livrer du Plaquenil (un médicament contenant de l'hydroxychloroquine) : «Depuis ce matin nous avons eu pour ordre de gérer en pénurie ce produit devant l'explosion des commandes à peine le stock reçu. Nous sommes donc en attente de consignes afin de répartir le stock entre les différents établissements. Cette décision à faire suite au manque de "civisme" de certains établissements qui ont clairement donné pour consignes à leurs internes de garde de "vider nos stocks" pendant les gardes. Nous déplorons donc le manque de solidarité entre établissements et cela ne fait qu'augmenter notre charge de travail…» Ce message permet donc de se rendre compte que certains hôpitaux parisiens ne disposaient plus de Plaquenil, non pas parce que les stocks ont été cambriolés, mais parce que d'autres établissements en ont trop pris.

Suite à cette pénurie de chloroquine, l'AP-HP indique à CheckNews que de nouvelles règles de distribution sont mises en place : «A partir de ce dimanche, ces médicaments continuent d'être délivrés aux patients qui le prennent habituellement dans le cadre de pathologies chroniques. Dans le cadre du Covid-19, ils seront délivrés uniquement dans le cadre d'essais thérapeutiques encadrés et destinés à tester son efficacité.» liberation.fr 21 mars 2020

LVOG - Autrement dit, pour qui sait lire, il est interdit en France de prescrire la chloroquine à des personnes présentant les premiers symptômes de l'infection, et qui pourraient être soulagées ou sauvées grâce à cette molécule. C'est pire qu'un vol, c'est un assassinat programmé !

Depuis la situation a évolué. Macron et Véran naviguent à vue en fonction des ordres contradictoires qu'ils reçoivent d'un jour à l'autre, de qui, de leurs mentors ou de Big Pharma, de qui voudriez-vous qu'ils proviennent ?

linternaute.com 27mars - Jeudi 26 mars, un nouveau décret publié au Journal officiel autorisait les médecins hospitaliers à prescrire de la chloroquine aux patients qu'ils estiment en avoir besoin. Vendredi 27 mars, le gouvernement a fait marche arrière en modifiant ce décret.

[Mise à jour le 27 mars 2020 à 10h48]

Olivier Véran, le ministre de la Santé, dans un décret publié au Journal officiel le jeudi 26 mars, autorisait les médecins hospitaliers à prescrire la molécule aux malades qui en auraient besoin, à titre dérogatoire. Et ce, sans attendre les résultats des essais cliniques qui sont en cours pour déterminer si la chloroquine est indiquée ou non pour soigner le coronavirus. Mais pas à la médecine de ville.

Le décret stipulait alors que "l'hydroxychloroquine et l'association lopinavir/ritonavir peuvent être prescrits, dispensés et administrés sous la responsabilité d'un médecin aux patients atteints par le Covid-19, dans les établissements de santé qui les prennent en charge, ainsi que pour la poursuite de leur traitement si leur état le permet et sur autorisation du prescripteur initial, à domicile". Mais ce vendredi 27 mars, le décret a été modifié en ces termes, afin de donner de nouvelles restrictions à l'utilisation de la molécule : "Ces prescriptions interviennent, après décision collégiale, dans le respect des recommandations du Haut conseil de la santé publique et, en particulier, de l'indication pour les patients atteints de pneumonie oxygéno-requérante ou d'une défaillance d'organe".

Samedi 28 mars, le Conseil d'Etat devra par ailleurs déterminer s'il faut constituer des stocks de cette molécule ou non. La décision est attendue d'ici samedi. linternaute.com 27mars

Au Conseil national de l'ordre de médecins, on explique : «Disons que les médecins qui feront tout de même cette prescription hors autorisation de mise sur le marché prennent un gros risque. Ça les engage, civilement, pénalement et déontologiquement.» liberation.fr 27 mars

LVOG - Donc rien de changé sous peine de poursuite des juges de Vichy ! Les médecins de ville sont dissuadés de prescrire la chloroquine, et une personne ne peut pas s'en procurer librement en pharmacie, contrairement à ce qui s'est pratiqué pendant un demi-siècle, c'est donc délibérément que Macron, Philippe, Véran et Salomon décident de laisser mourir des personnes qui pourraient facilement être sauvées grâce à ce médicament, ce sont des sadiques, des assassins, des monstres.

Haut de page

Le 29 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

L'homme est tombé sur la tête, il est devenu complètement fou !

Combien de personnes encore en bonne santé ou valides trépassent-elles tranquillement dans leur lit pendant leur sommeil ? Une infime minorité depuis toujours. On l'a oublié, incroyable mais vrai.

Non, pris dans un délire collectif ou communicatif, les psychopathes enragés qui nous gouvernent ont décrété que cela devrait devenir la norme, la règle absolue à partir de maintenant ! Souhaitons-leur de crever de mort lente !

Qui sont les monstres, qui sont les barbares ? Assez d'hypocrisie !

Si ce qui était au départ une vulgaire épidémie prenait la tournure d'une pandémie particulièrement meurtrière, ce serait uniquement parce qu'ils auraient absolument tout fait pour qu'il en soit ainsi, histoire aussi de faire mentir ceux qui à juste titre n'y avaient pas accordé plus d'importance qu'à l'ordinaire, compte tenu des millions de morts que des virus ou des bactéries causent chaque année à travers le monde dans l'indifférence générale habituellement.

- More than 99% of Italy’s coronavirus fatalities were people who suffered from previous medical conditions, according to a study by the country’s national health authority. bloomberg.com 18 mars 2020

99% des Italiens qui font partie des 10.000 morts comptabilisés dans le cadre de l'épidémie du coronavirus, étaient déjà atteints de différentes affections qui devaient les emporter un jour ou l'autre. Un peu plus tôt, un peu plus tard, plus tard vaudra le mieux, mais quelle connerie !

Car il y a aussi un truc qu'on n'a pas intégré, c'est que de nombreuses personnes encore en vie le plus souvent à un âge avancé, ne sont plus en réalité que des morts vivants qui sont maintenues artificiellement en vie à l'aide de traitements lourds, handicapants, ravageurs, autrement dit, par acharnement thérapeutique tout aussi inhumain, miracle de la médecine moderne paraît-il, suprême cruauté je dirais plutôt. Il faut dire qu'elles ont plutôt tendance à s'en accommoder tout au long de leur misérable existence, à tout justifier, cultivant un individualisme aveugle.

Grabataires, vieillards rendus à l'état de légumes, personnes aux activités réduites souffrant du matin au soir pendant des années, des décennies, dépendantes d'autrui, n'attendant plus que sonne l'heure de leur mort, comble du cynisme, électeurs, quelle monstruosité de faire durer leur condition de vie devenue inhumaine ! Quand quelque chose viendrait abréger leurs souffrances, un virus ou une bactérie, ils hurlent au malheur au lieu de partager leur soulagement !

Personnellement, jamais je n'accepterai d'atteindre ce stade, je programmerai mon départ avant d'en arriver à cette extrémité, ma compagne en est avertie et j'ai déjà pris quelques dispositions. Quand la tête ou le corps est usé ou ne répond plus, il est temps de tirer sa révérence.

- 9 pages au format pdf

TOUT LE MONDE S'EN CONTREFOUT LITTÉRALEMENT, ET POURTANT C'EST LA RÉALITÉ !

La source est l'OMS (World Health Organization - WHO - en anglais.

LVOG - Le choléra fait entre 1,3 et 4 millions de morts par an dans le monde...

- Each year, cholera infects 1.3 to 4 million people around the world, killing 21,000 to 143,000 people, according to the World Health Organization (WHO). history.com Sep 12, 2017

LVOG - En 2018, le VIH ou sida a fait 770,000 morts dans le monde...

- At the end of 2018, about 37.9 million people were living with a Human Immunodeficiency Virus (HIV) infection worldwide, with

25.7 million of those individuals in Africa. About 770,000 people worldwide died from HIV/AIDS in 2018; 49,000 of those deaths were in the Americas, according to the WHO. livescience.com February 10, 2020

LVOG - En 2017, 49,157 Américains sont morts d'une pneumonie...

- In 2017, there were 49,157 deaths from pneumonia in the United States, according to the CDC. livescience.com February 10, 2020

- LVOG - En 2013, le rotavirus a tué 215,000 enfants de moins de 5 ans dans le monde...

- In 2013, rotavirus killed 215,000 children under the age of 5 globally, according to the WHO. About 22 percent of those deaths occurred in India alone; and overall most of the deaths occur in children living in low-income countries. livescience.com February 10, 2020

LVOG - Les virus liés à des moustiques tuent chaque année dans le monde environ 50.000 personne, hors malaria

- Mosquito-borne viruses — of which dengue is one of many — kill an estimated 50,000 people worldwide every year, according to the WHO and the CDC. (Malaria isn't included in that estimate because it's caused by a parasite, not a virus.)

LVOG - Chaque année, 400 millions de personnes sont infectés par le virus de la dengue, 100 millions tombent malades, et 22.000 en meurent...

- Each year, up to 400 million people get infected with dengue. Approximately 100 million people get sick from infection, and 22,000 die from severe dengue. livescience.com February 10, 2020

LVOG - Chaque année 9 millions de personnes meurent de faim ou de maladies liées à la faim, et 822 millions souffrent de sous-alimentation. Un enfant meurt de faim toutes les 10 secondes...

- Around 9 million people die every year of hunger and hunger-related diseases. A child dies from hunger every 10 seconds

Globally, 822 million people suffer from undernourishment. theworldcounts.com

La grippe, c'est entre 250 et 650.000 morts par an dans le monde, sans que personne ne s'en émeuve plus que cela.

Quand on n'est pas capable de prendre en mains son propre destin, on n'est pas digne de se prononcer sur celui des autres pour n'y avoir jamais prêté attention avant.

Macron et le gouvernement, les pires despotes de la planète ?

Ce sont des kleptomanes sadiques, ils ont confisqué la choloroquine pour faire plus de morts. J'ignore si les gens le savent ou s'ils vont en prendre conscience. L'Ordre des médecins a été jusqu'à menacer les médecins qui prescriraient la choloroquine. Le mieux qu'ils ont à faire, c'est de la prescrire pour une autre affection.

Pour profiter de la choloroquine, tu ne peux plus en acheter ou t'en procurer, et comme tu ne peux plus non plus te déplacer librement, tu ne peux pas aller en Italie ou en Suisse, en Belgique ou ailleurs pour t'en procurer, tu es peut-être condamné à mourir, ce qui crée un état de psychose aigue collectif, un choc émotionnel incontrôlé, qui réduit ta volonté à néant. Ils voulaient placer la population dans cet état psychologique, pour ensuite la dépouiller de tous ses droits sociaux et politiques. Le peuple mis en état de servitude totale, son pouvoir est anéanti et il est mis en servage. C'est leur but.

Ils osent tout au-delà de tout ce que vous pouvez imaginer.

Bill Gates.1998 Le prédateur économique n°1. 2000 : Le philanthrope le plus généreux du monde.

BILL GATES : L'INCROYABLE ARNAQUE DERRIÈRE SA FONDATION - Le Média 19 septembre 2019

https://www.youtube.com/watch?v=Dqzt6yAmdDE

Quel est le plus gros contributeur (financier) de l'OMS susceptible d'influencer son orientation ? Bill Gates.

Ceux qui nous gouvernent sont forcément animés de mauvaises intentions envers les masses laborieuses.

LVOG - C'est plutôt rassurant que "pour plus d'un Français sur quatre" le pensent, puisque c'est la stricte vérité. Et peu importe ici si certains d'entre eux peuvent croire des théories farfelues. C'est cela qui indispose ceux qui détiennent le pouvoir et leurs idéologues. Autrefois, c'était la social-démocratie et le stalinisme qui avaient pour fonction de détourner la classe ouvrière et les classes moyennes des courants politiques se réclamant du socialisme qui prônaient la rupture avec le capitalisme et ses institutions, dorénavant ou depuis déjà un certain temps, ce sont les ONG et les réseaux sociaux auxquels est dévolu de jouer ce rôle.

L'Observatoire du conspirationnisme animé par Rudy Reichstadt et la Fondation Jean-Jaurès sont des officines ou think tank néolibéraux, qui suivent la ligne idéologique définie par la NED/CIA ou l'Etat profond anglo-saxon, les oligarques du premier cercle, ceux qui sont à l'origine ou qu'on retrouve impliqués dans toutes les guerres, guerres civiles, coups d'Etat, actes terroristes, krachs boursiers, faillites géantes, famines, pandémies, promotion de la drogue et de la pornographie, campagnes à relent identitaire ou communautariste, financement d'ONG, dérégulation en tous genres, etc.

Ce n'est pas toujours facile ni même possible de le démontrer, je parle pour moi qui suis isolé, pour une organisation c'est différent, d'où la nécessité de partager notre démarche, afin que chacun puisse constater qu'on n'invente rien ou qu'on est parfaitement honnête.

- Coronavirus : pour plus d'un Français sur quatre, le Covid-19 a été créé en laboratoire, selon une étude - Franceinfo 28 mars 2020

Dans ce sondage, réalisé par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et l'Observatoire du conspirationnisme, les plus jeunes et les personnes les plus défavorisées apparaissent comme les plus sensibles aux théories du complot. Franceinfo 28 mars 2020

LVOG - Vous aurez compris que vous devez croire aveuglément toute affirmation venant de Macron ou du gouvernement, de leurs médias, et vous devez rejeter sans vous poser de questions toute affirmation qui la contredirait, d'où qu'elle vienne sans distinction. Je ne suis pas sûr du tout que 75% de la population en soit encore à ce niveau de crétinisme.

Je ne partage pas toutes les théories qui peuvent naître ici ou là. Ce qui m'intéresse, ce sont celles qui mettent en relief dans quelle direction s'oriente le monde pour les combattre, sinon cela servirait à rien. Les théories du complot auxquelles font écho les médias, servent à parasiter ou à nuire à la compréhension de ce qui se passe réellement, à nous de les repérer et des les écarter, de les combattre aussi. On n'a pas d'amis, on a une cause et un idéal, et cela représente un nombre de personnes bien plus considérable.

Pourquoi avions-nous appelé au boycott des élections municipales ? Vous avez la réponse ici.

- Var : pour lutter contre le coronavirus, la commune de Sanary-sur-Mer interdit de sortir à plus de 10 mètres de chez soi - Franceinfo 28 mars 2020

Les courses alimentaires ou l'achat de médicaments à la pharmacie seront toujours autorisés, même au-delà de cette distance. Mais faire un jogging dans les rues ou promener son chien est désormais interdit. Franceinfo 28 mars 2020

Qui est le champion du confinement ? Le FMI.

- Récession mondiale au moins aussi sévère qu'en 2008-2009, dit le FMI - Reuters 27 mars 2020

L'économie mondiale est entrée avec la pandémie de nouveau coronavirus dans une récession au moins aussi sévère, si ce n'est plus, que celle traversée lors de la crise financière de 2008-2009, a déclaré vendredi la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva.

Elle a notamment souligné lors d'un point de presse l'importance de la mise en place de mesures de confinement solides, indispensables pour contenir la propagation du virus et éviter que les difficultés de trésorerie des entreprises ne s'aggravent au point de soulever des problèmes de solvabilité, ce qui compromettrait la reprise attendue l'an prochain.

Engageant les Etats à prendre des mesures énergiques pour atténuer le choc économique découlant de la crise sanitaire en cours, Kristalina Georgieva a précisé que le FMI passait en revue ses instruments de prêts pour identifier les mesures complémentaires qui feraient défaut en ces temps de crise.

Elle a par ailleurs mis en garde contre une levée prématurée des mesures de confinement, lors d'un entretien accordé à la chaîne de télévision américaine CNBC.

"Il sera impossible de parvenir à une reprise solide sans un confinement solide", a-t-elle prévenu. Reuters 27 mars 2020

Encore, encore ! Quelle chance, quel bonheur, on en redemande !

- Coronavirus : pourquoi deux semaines supplémentaires de confinement pourraient ne pas suffire à endiguer l'épidémie - Franceinfo 28 mars 2020

Le Premier ministre, Edouard Philippe, a annoncé, vendredi, le prolongement de quinze jours de la période de confinement en France, soit jusqu'au 15 avril. Mais il existe de fortes chances que cette période soit à nouveau prolongée. Franceinfo 28 mars 2020

LVOG - Que cette pourriture vive un jour de plus est un affront intolérable à l'espèce humaine !

Attentions, des rats infectés refont surface !

- Pollution : "Il faut que l'après soit différent de l'avant en termes d'émissions de gaz carbonique", déclare Jean Jouzel - Franceinfo 28 mars 2020

Le climatologue Jean Jouzel appelle à changer les comportements et l'organisation de la société pour réduire la pollution de l'air alors que le confinement réduit les émissions de dioxyde d'azote dans toute l'Europe. Franceinfo 28 mars 2020

Et qui mène cette guerre ? Le dollar !

- Coronavirus : le roi dollar en passe d'asphyxier les marchés financiers - latribune.fr 27 mars 2020

Extrait.

Et maintenant, la guerre des devises.

Mais une autre menace existe : la guerre des devises. Quelques chiffres pour illustrer la volatilité des cours et la vitesse de propagation : le rouble a perdu 20% face au dollar en tout juste un mois (effet immédiat de la baisse du prix du pétrole) ; la livre s'est effacée de près de 13% en quinze jours face au dollar ; plus étonnant, pour un couple traditionnellement stable (voir « peggé » comme disent les spécialistes), le dollar canadien est au plus bas depuis 2015 face au dollar US. On notera également que si l'euro se maintient face au dollar US autour de 1.10 (après un plus bas à 1.06 mi-mars), la volatilité de la paire euro-dollar est au plus bas depuis janvier 2017.

On connait le contexte de certains pays qui ont structurellement des difficultés à tenir leur devise et qui sont mis à mal par le système financier (mais en raison initialement de gestion budgétaire domestique déficiente): l'Argentine sous le poids de sa dette en cours de discussion avec le FMI, le Liban qui n'a plus de réserve de change et l'Equateur qui a annoncé le 20 mars dernier un probable défaut de paiement sur sa dette souveraine (pays dollarisé totalement, par ailleurs). Des situations qui se multiplient et le FMI a annoncé le 23 mars avoir reçu des demandes de prêt de la part de 80 pays. Non, la surprise vient des mouvements sur les devises que nous avons citées, mais aussi sur les émergents, avec le Vietnam et bien entendu la Chine.

Recours accru au dollar US

Dans ce contexte, les annonces des banques centrales et des gouvernements risquent d'accentuer cette volatilité et un recours accru au dollar US, devise et valeur refuge. Il est difficile de chiffrer les effets combinés des différents plans, notamment en raison de la nature différente des diverses mesures (rachat d'actifs, garantie d'état, actions sur les stocks de devises). S'agissant des flux et des stocks de devises, si l'on regarde l'économie chinoise, on observe à la fois un volume considérable de papiers « US treasury bills » détenus par la banque centrale (1 000 Milliards de dollars à fin 2019), mais en parallèle des encours de dettes en USD qui risquent de ne pas être honorés par des acteurs para-publics et privés (8 000 milliards de dollars, selon la Banque des règlement internationaux à fin 2019). La solution envisagée ? Un nantissement des « US T bills » pour permettre à l'économie chinoise de tourner ? Cela supposerait également un accroissement des lignes de swap que la Federal Reserve US accorde à d'autres banques centrales, la chinoise en l'espèce. Pour l'heure quatorze pays peuvent bénéficier de ce mécanisme (dont la zone Euro), mais le Fed n'a pas augmenté l'enveloppe pour la Chine, contrairement à celle de neuf autres pays.

On touche là une face cachée de ce marché dont le volume quotidien dépasse en moyenne les 6 000 Milliards de dollar. Depuis la crise de 2008, les banques et les économies non étatsuniennes dépendent de plus en plus de ces lignes de swap, cette liquidité du dollar - à la main de la Fed.

Les différentiels de taux ne sont plus la boussole des marchés

Si la technique de « dévaluation compétitive » classique des années 1960 fonctionnait à l'époque, en d'autres termes permettait

de recouvrer un peu de croissance par des exportations, la gestion technique des devises n'est plus organisée de la même manière aujourd'hui : les différentiels de taux ne sont plus la boussole qui guident les marché et l'évolution des parités de change. Dès lors, comment vont réagir des pays comme la Chine, la Russie ? Par ailleurs, les prêts du FMI et de la Banque Mondiale libellés majoritairement en US Dollar accentuent le phénomène de dépendance et de création des « court-circuits ». latribune.fr 27 mars 2020

Une analyse biaisée lue dans un article publié par investigaction.net, qui peut vous induire en erreur.

- Les effets économiques du coronavirus sont littéralement inédits. Pour la première fois depuis des décennies, une crise qui trouve son origine dans «l'économie réelle» renverse violemment les marchés financiers mondiaux, provoquant des pertes sans précédent.

LVOG - C'est la pandémie médiatique occidentale virale qui est à l'origine de cette crise, et non l'économie réelle qui en est la victime ou plus précisément les producteurs des richesses, les travailleurs. Quant aux marchés financiers mondiaux, compte tenu des sommes colossales qu'ils ont empoché au cours de la dernière décennie, ces pertes sont en réalité minimes, sauf peut-être pour ceux qui ont fait preuve d'imprévoyance ou qui avaient mis tous leurs oeufs dans le même panier, hormis les petits porteurs, les autres actionnaires se portent bien, merci pour eux.

- Il y aura certainement un capitalisme après le coronavirus, mais ce sera un capitalisme profondément différent de ce que nous avons connu ces dernières années (malgré les changements radicaux que la crise financière de 2007/2008 a déjà induits).

LVOG - On trouve là mêlé un sophisme et une contrevérité, car s'ils n'ont pas instrumentalisé ce coronavirus ou monté cette machination pour des prunes, en revanche il est faux de prétendre que la crise financière de 2007/2008 aurait changé quoi que ce soit aux pratiques antérieures, à savoir que le capitalisme était déjà en faillite et que les banques centrales n'ont pas cessé de voler à son secours bien avant 2007/2008.

Cela dit, les effets économiques du coronavirus se rapprochent davantage du krach de 1929 que des conditions d'une guerre mondiale, peut-être sont-ils combinés à des degrés divers pour avoir un maximum d'impact sur la psychologie de la population, crainte de mourir et de perdre son emploi, de voir son mode de vie gravement dégrader, au point de se retrouver en situation de survie et de s'estimer heureux d'avoir échappé à pire encore, pour accepter de nouveaux sacrifices ou la perte de libertés fondamentales.

Hors la loi à l'échelle mondiale.

- La Russie déclare indésirable l'European Endowment for Democracy - Réseau Voltaire 28 mars 2020

Le procureur général de Russie a classé le 10 mars 2020 l'European Endowment for Democracy (EED) « organisation indésirable ». Elle a été ainsi invitée à cesser ses activités en Russie sous peine de prison.

C'est la vingtième organisation interdite en Russie.

L'European Endowment for Democracy (EED) est le pendant de l'Union européenne à la National Endowment for Democracy (NED) des Etats-Unis, également indésirable en Russie.

Ce dispositif a été conçu par le président Ronald Reagan (1983) pendant la Guerre froide, dans le cadre de la Charte de l'Atlantique (1941). Il s'agissait d'utiliser les trotskistes états-uniens et britanniques contre les staliniens soviétiques afin de réaliser la « révolution mondiale » pilotée par les Anglo-Saxons. Le même décret institue la National Endowment for Democracy (NED) dont le budget est voté avec celui du département d'État et l'US Institute of Peace (USIP) dont le budget est voté avec celui du département de la Défense. Toutes les forces vives des États-Unis furent sollicitées par le président Reagan, incluant celles de gauche, contre l'« Empire du Mal » (doctrine Kirkpatrick). Des organisations sœurs furent crées en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni.

Ce dispositif fut maintenu après la dissolution de l'URSS. Il fut particulièrement efficace pour la préparation de coups d'État médiatisés sous l'appellation de « révolutions colorées ». En 2006, prenant conscience de cette nouvelle forme de guerre secrète, plusieurs pays interdirent les activités de la NED et de l'USIP, dont la Russie. Aussi, la Haute-Représentante de l'Union Européenne, la Britannique Catherine Ashton, créa en 2012 l'European Endowment for Democracy pour continuer ce travail. Cette organisation a notamment joué un rôle central dans le coup d'État de l'Euromaïdan (Ukraine 2013).

Après un moment de réflexion, l'Union européenne a émis une protestation contre la Justice russe, le 27 mars. Réseau Voltaire 28 mars 2020

Un autre antipaludique ferait l'affaire.

- La Russie dévoile son médicament pour traiter le coronavirus - sputniknews.com 28 mars 2020

L'Agence fédérale russe de biomédecine a présenté ce samedi 28 mars un médicament pour le traitement du coronavirus basé sur le médicament antipaludique Méfloquine.

Selon l'agence, ce «médicament à haute sélectivité bloque l'effet cytopathique du coronavirus dans les cellules et inhibe sa réplication, alors que les effets immunosuppressifs du Méfloquine bloquent l'inflammation provoquée par le virus».

«L'ajout de macrolides et de pénicillines synthétiques empêchera non seulement la formation d'un syndrome bactérien et viral secondaire, mais permettra également d'augmenter la concentration d'agents antiviraux dans le plasma sanguin et les poumons», ce qui fournira «un traitement efficace aux patients atteints de coronavirus de gravité variable».

Plus tôt dans la journée, un nouveau test de dépistage permettant de déceler la présence du Covid-19 en 90 minutes a été certifié en Russie. Selon le site officiel russe de la lutte contre le coronavirus, «les tests ont une sensibilité très élevée de 10 puissance 2».

La mise en service est prévue pour le 30 mars. Il est envisagé d'en produire 1.000 par semaine, chacun capable de réaliser 100 analyses. Cela permettra ainsi de tester 100.000 personnes en sept jours. Il est également prévu d'augmenter la production jusqu'à 2.000 tests par semaine. sputniknews.com 28 mars 2020

Commentaires d'internautes.

1- Le médicament choisi par la Russie pour éradiquer le covid19 est un antipaludéen du nom de Méfloquine. Son principe actif est la molécule 4-quinoléine-méthanol qui est la base du Lariam. Ce n'est pas de la chloroquine mais elle a des propriétés similaires.

2- À New York, principal foyer de la pandémie du Covid-19, le docteur Zev Zelenko, d'origine russe, vient d'envoyer à Donald Trump un courrier présentant les résultats de sa propre étude clinique, concernant 350 puis 150 patients supplémentaires, traités à la chloroquine. Impressionnant ! Mais en France, on tergiverse, on critique, on louvoie, on ment et on savonne la planche du génie marseillais. Tous les médecins de nos hôpitaux dépistés positifs au Covid-19 se soignent à la chloroquine sans attendre. Tous les politiques ou les célébrités font de même. Mais pour le petit peuple, rien ! Olivier Véran, contrairement aux recommandations du Pr Raoult, qui préconise ce traitement avant que l'état du patient ne s'aggrave, réserve l'usage de la chloroquine aux seuls hôpitaux et aux cas graves, pour lesquels la chloroquine est devenue inefficace ! Superbe logique ! En France, on manque de tout pour des raisons budgétaires. Mais on va manquer de chloroquine à 5 euros la boîte, pour des raisons réglementaires."

LVOG - Des raisons ou des intérêts idéologiques...

Le péril jaune a encore frappé !

- Coronavirus : la France commande au total un milliard de masques à la Chine - Franceinfo 28 mars 2020

LVOG - La Chine qu'ils ont traînée dans la boue...

- Coronavirus: le Venezuela reçoit 55 tonnes d'aide envoyées par la Chine - AFP 28 mars 2020

Plusieurs dizaines de tonnes d'aide, dont des respirateurs et 5 millions de masques, sont arrivées samedi à Caracas par avion depuis la Chine pour aider le Venezuela dans sa lutte contre le coronavirus qui a fait deux morts dans le pays jusqu'à maintenant. AFP 28 mars 2020

Une hypothèse à garder sous le coude...

Rob Wallace, biologiste de l'évolution. (investigaction.net 28 mars 2020)

Extraits.

Les monocultures génétiques d'animaux domestiques suppriment les pare-feu immunitaires disponibles pour ralentir la transmission. Des populations plus nombreuses et plus denses favorisent des taux de transmission plus élevés tandis que les conditions de promiscuité diminuent la réponse immunitaire. Le haut débit, inhérent à toute production industrielle, fournit un approvisionnement continuellement renouvelé de sujets sensibles, constituant une forme de carburant pour l'évolution de la virulence. En d'autres termes, l'agro-industrie est tellement axée sur les profits que la sélection d'un virus qui pourrait tuer un

milliard de personnes est considérée comme un risque valable.

Ces entreprises peuvent simplement externaliser les coûts de leurs opérations épidémiologiquement dangereuses sur tous les autres. Des animaux eux-mêmes aux consommateurs, en passant par les travailleurs agricoles, les environnements locaux et les gouvernements du monde entier. Les dommages sont si importants que si nous devions réintégrer ces coûts dans les bilans des entreprises, l'agro-industrie telle que nous la connaissons serait définitivement arrêtée. Aucune entreprise ne pourrait supporter les coûts des dommages qu'elle impose.

Les États-Unis et l'Europe ont également servi de terrain d'essai pour de nouveaux virus de grippes, récemment H5N2 et H5Nx, et leurs multinationales et représentants néocoloniaux ont été à l'origine de l'émergence d'Ebola en Afrique de l'Ouest et de Zika au Brésil. Les responsables étatsuniens de la santé publique ont couvert l'agro-industrie lors des épidémies de H1N1 (2009) et de H5N2.

Utiliser une épidémie pour tester le dernier cri en matière de contrôle autocratique est une catastrophe : le capitalisme a déraillé. En matière de santé publique, il me paraît a priori plus judicieux de s'appuyer sur la confiance et l'empathie, qui sont des facteurs épidémiologiques décisifs. Sans eux, les autorités perdent le soutien des populations.

Il faut mettre définitivement fin à l'agro-industrie en tant que mode de reproduction sociale, ne serait-ce que pour des raisons de santé publique. La production alimentaire capitaliste repose sur des pratiques qui mettent en danger l'humanité tout entière, contribuant en l'occurrence à déclencher une nouvelle pandémie mortelle. investigaction.net 28 mars 2020

LVOG - La surpopulation est évidente, bien qu'on refuse toujours de l'admettre, une aberration de plus. L'anarchie qui règne au sein de la production et l'absence de contrôle de la production par les travailleurs en régime capitaliste, engendrent des disfonctionnements et des maux que personne n'est en mesure de maîtriser, mettant en péril l'existence de la civilisation humaine, d'où la nécessité impérieuse et urgente de se débarrasser de ce mode de production et de répartition des richesses, de passer au socialisme.

Haut de page

Le 30 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Informations ouvrières (POI) a eu la bonne idée de mettre en ligne gratuitement 5 pages (Tribune libre et opinions) consacrées à des témoignages et prises de positions dans le combat engagé contre Macron et son gouvernement d'assassins, je les publie bien volontiers et merci à ces dirigeants.

L'unité des militants révolutionnaires qui se réclament du socialisme devrait être sans faille en cette période particulièrement éprouvante pour tous les travailleurs et militants. J'ai publié l'éditorial de La Tribune des travailleurs (POID) il y a quelques jours en étant animé par le même objectif : Se rassembler pour affronter le régime et l'abattre !

Il faut constituer un pôle de regroupement dans lesquels des millions de travailleurs se reconnaîtraient, afin de chasser Macron et liquider les institutions de la Ve République, instaurer une République sociale. Tous les militants qui partagent ces objectifs politiques, quelle que soient leur sensibilité politique, devraient y trouver leur place et mener ce combat ensemble en laissant de côté leurs arrière-pensées ou vieilles rancunes. J'ai signé la pétition du POID.

Je suis loin du terrain, et il n'est pas facile de saisir avec suffisamment de précision l'état d'esprit des travailleurs pour proposer quoi que ce soit. Cependant je pense que compte tenu de la situation, il faudrait inciter les travailleurs à cesser le travail dès lors qu'ils estiment que leur santé est en danger, et par voie de conséquence leurs familles et leurs proches.

Je ne pense pas qu'il faille en rajouter à propos de cette épidémie. Il est légitime qu'on ait des avis divergents sur cette question comme sur bien d'autres, sans pour autant chercher à les imposer à ceux qui ne les partagent pas, la libre discussion est utile ou nécessaire, la polémique néfaste. On ne doit avancer aucun argument susceptible de diviser les travailleurs ou les militants.

- 19 pages au format pdf

29 décès en Inde sur 1,350 milliard d'habitants, c'est pharaonique ! J'ai indiqué à ma compagne qui est terrifiée, qu'il faut s'attendre

à quelques milliers de morts ou plus.

Les Indiens s'emmerdent grave, sans déconner, ils ne sont pas habitués à ne rien foutre, habituellement ils bossent 6j/7 toute l'année sans congés payés. Et les débits d'alcool sont fermés ! Il leur reste la télévision débile, c'est déprimant au possible.

Plus sérieusement, le pire, c'est que comme ils sont pauvres, ils n'ont pas de réserves, et comme ils sont nombreux à être payés quotidiennement ou en fin de semaine, ils dépensent tout au fur et à mesure et ils n'ont pas d'économies pour tenir le coup pendant des semaines sans revenu. Nombreux sont ceux qui vont se retrouver dans une situation très difficile.

Je ne vais pas aborder la situation sociale ou politique en France puisque d'autres l'ont déjà fait très bien. Je regrette encore une fois qu'aucun parti ouvrier ne se soit pas démarqué de la propagande officielle, encore une occasion de perdue. C'est ce que je trouve le plus préoccupant, et du coup on ne peut rien proposer aux lecteurs ou aux travailleurs.

Macron et son gouvernement : Des sadiques et des crapules.

Chacun devrait aussi avoir à l'esprit, leur acharnement à saisir la moindre occasion pour vouloir à tous prix vacciner l'ensemble de la population, ainsi que leur refus d'accorder l'euthanasie à des patients tétraplégiques ou atteints de maladies sans espoir de rémission qui le réclament.

Le nombre de décès liés au SIDA en Afrique pourrait, selon les estimations de l'OMS, atteindre 90 à 100 millions en 2025. Tout de suite les grands chiffres, là c'est trop, alors tout le monde s'en tape...

De nos jours toutes les valeurs sont inversées. L'humanité sombre dans le chaos.

Chaque fois qu'ils ont décidé d'adopter le confinement, ils n'ont pas donné le temps à la population de s'y préparer, de manière à créer un choc et à ce qu'elle panique !

Voilà qu'ils semblent découvrir les bienfaits de se laver les mains ou de ne pas les laisser traîner partout, des gestes élémentaires qu'en principe les parents enseignent à leurs enfants en temps normal. Mais là encore, c'était peut-être avant que les principes soient inversés, de nos jours ce sont les enfants qui dictent aux parents ce qu'ils doivent leur enseigner, et qui pour cette raison préfèrent les laisser faire ce qu'ils veulent à leur risque et péril, on est ultra libéral ou on ne l'est pas. Cette précaution ou cette règle d'hygiène élémentaire est évidemment valable pour les parents ou les adultes.

C'est plus facile à dire qu'à faire, en France peut-être, en Inde, non, c'est indispensable.

Maintenant il ne faut pas sombrer dans la paranoïa, dans 99,99% des cas l'espèce humaine est conçue pour résister à toutes sortes d'intrusions virales ou bactériennes ou microbiennes, sinon elle aurait déjà disparu. Pour autant, cette défense immunitaire n'est pas donnée une fois pour toute, il faut l'entretenir tout au long de notre vie, ne pas la contrarier, sinon on prend le risque de s'exposer inutilement aux effets nocifs de ces agents pathogènes. La plupart des gens n'en ont pas conscience ou pire, n'en ont pas les moyens financiers.

Les inégalités sociales sur lesquelles reposent le système économique capitaliste, les rapports sociaux, sont à l'origine de tous les maux dont souffrent tous les peuples et plus particulièrement la classe ouvrière, d'où l'inanité de situer le combat politique dans la perspective de l'égalité sous n'importe quelle forme sociale, juridique (en droit) ou institutionnelle sous le régime capitaliste, et par conséquent la nécessité de l'affronter pour l'éradiquer de la surface de la planète.

On peut avoir développé un début de conscience politique sans pour autant être conscient de grand chose en général, et l'inverse est exact aussi, on peut être conscient d'un certain nombre de choses sans pour autant avoir développé une conscience politique. Mieux, et comme l'un interfère avec l'autre dans la vie, ces deux niveaux de conscience s'annulent ou se neutralisent, ce que l'on peut observer lors d'évènements importants ou sortant de l'ordinaire qui demeureront hors de leur portée ou incompris.

Bref, dans ce domaine, rien n'est acquis définitivement en règle générale, au point que si on ne met pas à l'épreuve en permanence notre niveau de conscience, par exemple en confrontant nos idées à celles des autres, il aura tendance à régresser, de la même manière que si on ne cultive pas nos connaissances ou on ne les met pas à jour régulièrement, on finira par les perdre ou elles deviendront obsolètes, inutiles, voire nuisibles.

Si vous les avez cru un instant, c'est que vous n'aviez pas toute votre tête, vous n'avez pas fini de trembler. Ressaisissez-vous, l'épouvantail de l'Italie qu'ils agitent fébrilement sert juste à vous effrayer davantage, or cela n'a pas lieu d'être.

L'Italie est un pays bien pourri, ce que la plupart des travailleurs en France devaient sans doute ignorer, si on en juge par la résurgence du paludisme et d'autres épidémies.

Tenez, saviez-vous qu'en 2015 en Italie, la bactérie Escherichia coli et le staphylocoque doré avaient fait plus de 10.000 morts (33 000 dans l'UE) et que 670 000 personnes avaient été infectées ? Ont-ils sonné l'alarme sanitaire ? Non. Non, parce que ce n'est pas à eux de la tirer, mais au Forum économique mondial associé à l'OMS, à Bill Gates et ses amis charognards.

- Bactéries résistantes aux antibiotiques : autant de morts en Europe que la grippe, le sida et la tuberculose ensemble - Psychomédia 6 novembre 2018

Les bactéries résistantes aux antibiotiques ont causé la mort de 33 000 personnes dans l'Union européenne en 2015, selon une étude du Centre européen de prévention et contrôle des maladies, publiée dans la revue The Lancet Infectious Diseases.

Les chercheurs ont estimé les contaminations et les décès pour 5 types d'infections à partir des données du réseau européen de surveillance EARS (European antimicrobia resistance surveillance network).

Ils estiment à 671 689 le nombre de personnes contaminées et à 33 110 le nombre de décès attribuables aux bactéries multirésistantes pour l'année 2015.

L'impact est « "comparable à l'effet cumulé de la grippe, de la tuberculose et du virus du sida" », sur la même période, soulignent les auteurs.

La majorité des décès touchent les enfants de moins de 12 mois et les personnes âgées de plus de 65 ans. L'impact sur la mortalité est le plus élevé en Italie et en Grèce, l'Italie comptant à elle seule pour plus du tiers des morts associées aux super-bactéries. Plus de 10 000 personnes sont décédées en Italie d'infections, notamment par la bactérie Escherichia coli et le staphylocoque doré.

Sur le total de 670 000 infections par une bactérie multirésistante en 2015, près des deux tiers ont été contractées dans le milieu hospitalier.

Il est estimé que 39 % des cas sont des infections résistantes aux antibiotiques de dernière ligne tels que les carbapénèmes et la colistine. Psychomédia 6 novembre 2018

Pourquoi ne tiennent-ils pas à comparer le coronavirus à la grippe ? Révélateur de leur imposture.

- La grippe saisonnière et ses conséquences potentielles - mylan.be 2019 ?

Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé, les épidémies annuelles à travers le monde sont à l'origine de 3 à 5 millions de cas de maladie grave et de 650 000 décès. Chaque année, 5 à 10 % des adultes et 20 à 30 % des enfants attrapent la grippe.

En Europe, la grippe saisonnière provoque de 4 à 50 millions de cas symptomatiques chaque année et jusqu'à 70 000 décès. Durant la saison 2017-2018, le nombre de décès dus à la grippe était estimé à 152 000. mylan.be 2019 ?

Plus de 4 millions de personnes meurent d'insuffisance respiratoire chaque année dus à une infection virale dans les pays en développement. Chut !

Respiratory viral infections

Acute respiratory diseases claim over four million deaths every year and cause millions of hospitalization in developing countries every year.

https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6676836/

Comme c'est étonnant ces prophéties qui se réalisent sur le champ. Chut !

- Event 201, la simulation prophétique de pandémie à coronavirus du Forum économique mondial
- entelekheia.fr 29 mars 2020

Extrait.

La remise en question des idées imposées par la classe dirigeante ne doit jamais être considérée, ni décrite comme impudente.

Elle ne devrait jamais être raillée. Au contraire, Elle devrait être un préalable et être respectée en tant que telle. L'impératif de toujours remettre en question les idées imposées par la classe dirigeante n'est pas la responsabilité d'une petite poignée d'individus, mais celle de la société pensante dans son ensemble. D'une société de la classe travailleuse. Avec les médias, les institutions mondiales, les ONG, les universités et la science tous dans la poche du capital, alors que des mesures draconiennes s'installent, cette condition préalable n'a jamais été plus importante ou plus urgente.

...le 11 mars 2020, le Forum économique mondial a également annoncé un partenariat avec l'OMS (une agence des Nations unies) pour former la plate-forme d'action COVID-19 – un groupe de travail composé de plus de 200 entreprises privées au moment de son lancement.

Bloomberg a publié deux rapports audio distincts :

Bloomberg, 4 novembre 2019 : Se préparer à la prochaine pandémie (audio) : « Alors que l'épidémie de coronavirus s'approche d'une pandémie, les dirigeants mondiaux et les responsables de la santé s'efforcent d'en contenir les retombées. Cela a déclenché des quarantaines et d'autres mesures d'urgence dans le monde entier. C'est un scénario qui a été planifié, dans un cas il y a quelques mois à peine, lors d'une réunion de dirigeants des secteurs de la finance, de la politique et de la santé au niveau mondial. Janet Wu, de Bloomberg, était présente et nous apporte ce rapport ». [Durée 08:12]

https://www.bloomberg.com/news/audio/2019-11-04/preparing-for-the-next-pandemic-audio

LVOG - Le 4 novembre 2019, vous avez bien relevé la date, n'est-ce pas ?

Bloomberg, 4 mars 2020 : Event 201 : Se préparer à une pandémie (Audio)

https://www.bloomberg.com/news/audio/2020-03-04/event-201-preparing-for-a-pandemic-audio

– Le 13 mars 2020, directeur général du Forum économique mondial, Jeremy Jurgens [« Les gens font plus confiance aux entreprises qu'au gouvernement pour gérer une crise – et cela montre à quel point les entreprises américaines s'engagent dans la lutte contre la pandémie de coronavirus », Business Insider ; « Cet article fait partie de la série de Business Insider sur un capitalisme meilleur »]. [3]

Comme le dit l'adage [américain, NdT], il ne faut jamais rater les bonnes occasions offertes par une crise. La terreur absolue qui entoure le COVID-19 et les futures pandémies est exploitée et utilisée par le Forum économique mondial pour la prochaine financiarisation de la nature : « Comment la perte de biodiversité nuit à notre capacité à combattre les pandémies ». [Source] La marchandisation de la nature, à l'échelle mondiale, est vendue auprès du public dans le cadre de deux campagnes jumelles créées par le Forum économique mondial, le World Wildlife Fund (WWF) et d'autres institutions, dont les Nations unies : Voice For The Planet et le New Deal For Nature. Le terme « biosécurité » sera pleinement utilisé comme moyen d'obtenir l'approbation sociale requise – chez une population paralysée par la peur. L'économie mondiale se transforme pour mieux servir (et sauver) les classes dominantes. (De plus amples informations sur cette escroquerie peuvent être trouvées sur le site web « NO Deal For Nature »). (Il faut dire ici que le World Wildlife Fund est complice de torture, de massacres et de déplacements de peuples indigènes. Des crimes qui ont été documentés depuis plus de trois décennies. Cela, malgré le fait que les peuples indigènes représentent moins de 5% de la population mondiale et protègent plus de 80% de la biodiversité de la Terre).

Global Citizen, une ONG partenaire de grandes entreprises, et toxique, cible la jeunesse occidentale. Le 11 mars 2020, elle a publié un article mettant en avant la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (Coalition for Epidemic Preparedness Innovations, CEPI), qui a été formée lors de la réunion de Davos en 2017 par la Norvège, l'Inde, la Fondation Bill & Melinda Gates, le Wellcome Trust et le Forum économique mondial.

Le 10 mars 2020, la « sœur de la CEPI » a été annoncée : l' « Accélérateur de thérapies COVID-19?. La Fondation Gates et l'organisation caritative Mastercard's Impact Fund ont engagé conjointement 125 millions de dollars de fonds d'amorçage. (Source : https://www.gatesfoundation.org/Media-Center/Press-Releases/2020/03/COVID-19-Therapeutics-Accelerator)

Notes de la traduction :

[1] En ce moment, aux USA, Bloomberg est en première ligne de front dans la lutte contre la chloroquine/hydroxychloroquine, traitement proposé par Donald Trump pour son pays à la suite des annonces du professeur Raoult. A 12 euros par traitement, est-il trop bon marché par rapport aux autres antiviraux proposés contre le Covid-19, par exemple le Kaletra (109 € pour le traitement complet), l'Interféron bêta (692,25 €) ou encore le Remdesivir, antiviral expérimental dont le laboratoire producteur Gilead pourra fixer le prix à sa convenance… et dont Bloomberg fait la promotion ? On pourra rappeler que Gilead commercialisait son traitement de l'hépatite C, le sofosbuvir, à 40 000 euros…

[3] En réalité, ce que les citoyens des USA ont vu en matière « d'engagement des entreprises dans la lutte contre le coronavirus

», c'est une des gestions de crise les plus calamiteuses au monde. entelekheia.fr 29 mars 2020

Non, on ne descend pas au niveau du café du commerce présenté péjorativement.

LVOG - Bigard montre qu'il y a des gens ordinaires qui savent encore écouter, lire et réfléchir librement dans ce pays. En faites-vous partie ? On vous le souhaite.

- Jean-Marie Bigard - Les chinois en 10 jours ils montent un hôpital pour sauver les malades Et en France on a mis 1 mois pour monter une tente et demander au personnel de santé de se démerder...

"Ça me gonfle... Tous les mecs qui ont tout fait pour barrer la route à la chloroquine, qui de toute évidence, est quand même un espoir énorme. Ah oui... Ils permettent de l'utiliser sur des cas très graves, quand le mec va crever dans 48h, là ils l'essaient. Mais ce n'est pas comme ça qu'on essaie un produit. Le professeur Raoult le dit bien : pris très tôt, dès que tu sais, si t'as des tests, tu sais que t'es contaminé, 6 jours plus tard, le virus, il n'existe plus chez toi", scande-t-il avant de faire une petite blague. voici.fr 27 mars 2020

Bon... j'avoue j'ai besoin de gueuler! Les masques qu'on n'a pas, les tests qui n'existent pas, les médicaments qu'on ne nous donne pas... ça me donne envie de gueuler. 25 mars 2020

- Laura Tenoudji soignée à la chloroquine : son message aux détracteurs du professeur Didier Raoult - voici.fr 26 mars 2020

Ce jeudi 26 mars, Laura Tenoudji est intervenue dans Vous avez la parole sur France 2. Soignée à la chloroquine après avoir contracté le coronavirus, la journaliste a adressé un message aux détracteurs du professeur Didier Raoult.

Parmi ses fervents soutiens, le professeur Didier Raoult peut compter sur Laura Tenoudji, qui a elle-même suivi un traitement à base de chloroquine. Dans un message vidéo diffusé dans Vous avez la parole, ce jeudi 26 mars, la chroniqueuse de Télématin est revenue sur sa propre expérience face au coronavirus. « J'ai ressenti les premiers symptômes du Covid-19 le samedi 14 mars. Ça s'est traduit par une grosse fatigue, des courbatures assez violentes, une toux sèche mais peu prononcée et je n'ai jamais eu de fièvre. Le lundi 16 mars, j'ai été diagnostiquée positive au Covid-19 et dès le mercredi, j'ai eu accès au traitement à base de Plaquenil et de Zithromax, a-t-elle déclaré. Au bout de 48 heures, j'ai ressenti déjà les premiers effets positifs. Les symptômes de la maladie commençaient à s'estomper et le dimanche qui a suivi, je retrouvais ma pleine forme. Soit une semaine après le début de la maladie. »

Concernant les effets secondaires de la chloroquine, Laura Tenoudji a confié avoir souffert de « quelques nausées mais vraiment légères». Mais l'épouse de Christian Estrosi a surtout tenu à adresser un message aux opposants de Didier Raoult. « J'aimerais dire aux détracteurs du professeur Raoult ou plutôt j'aimerais leur demander : si le virus les touchait, si le virus touchait un de leurs proches, est-ce qu'ils continueraient à refuser le traitement ? Moi, j'ai été touchée. Franchement, j'ai eu peur, mais je ne regrette pas de l'avoir pris», a-t-elle poursuivi. Et de conclure : « J'aimerais simplement que tous les Français puissent avoir le choix. » voici.fr 26 mars 2020

Rien qu'au titre on comprend pourquoi il fait l'objet d'un lynchage médiatique.

- Épidémies : Vrais dangers et fausses alertes - Didier Raoult

De la grippe aviaire au Covid-19

Anthrax, chikungunya, Ebola, grippes aviaires, H1N1, Zika, SARS-coronavirus, MERS- coronavirus... Pour toutes ces épidémies, on a prédit des millions de morts : il n'en a rien été.

Qu'en sera-t-il du coronavirus chinois qui provoque une panique mondiale ?

Cet affolement provient en grande partie des exagérations de la presse, qui sait que la peur " fait vendre ". Mais que nos gestionnaires – les politiques – surfent à leur tour sur le pire peut être lourd de conséquences. Nous avons affaire à des événements que la science elle-même peine à expliquer, telles la transmission accélérée des épidémies à leur début, leur variation saisonnière et... leur disparition spontanée sans raison apparente. Dans ces conditions, brandir chaque jour le nombre de nouveaux cas et de morts comme un épouvantail ne sert qu'à provoquer des réactions disproportionnées par rapport aux risques réels qui, eux, ne peuvent qu'être négligés dans le même temps.

Avec des si...

Si les tests avaient été plus nombreux, le nombre de cas confirmés aurait été beaucoup plus important et le taux de létalité (le nombre de décès dus au Covid-19 divisé par le nombre total de cas confirmés d'infection) aurait diminué...

Admirez le niveau de médiocrité du ministère de la Santé.

- Grippe saisonnière : l'épidémie fait-elle vraiment moins de morts cette année ? - lci.fr 06 mars 2020

Chaque année en France, plusieurs milliers de personnes décèdent de la grippe. Pourtant, depuis le début de l'hiver, les chiffres officiels ne font état que de 72 morts. Qu'en est-il vraiment ?

Depuis le début de l'hiver, Santé publique France fait état de "744 cas graves", dont "72 décès". Un chiffre qui peut paraître faible quand on sait que le nombre de victimes de la grippe saisonnière est estimé à plusieurs milliers chaque année (on parle de 10.000 morts en moyenne). Comment expliquer cette différence ? Santé publique France nous éclaire.

Selon les chiffres officiels publiés chaque mercredi par l'agence de santé, la grippe saisonnière a causé la mort de 72 personnes depuis le début de l'hiver. Un chiffre faible, notamment au regard des données des années précédentes. L'an dernier, à pareille époque, l'épidémie de grippe avait déjà entraîné la mort de 194 personnes. En 2018, le chiffre était encore plus haut : 348 décès au début du mois de mars.

Statistiquement, cette saison de la grippe est donc moins mortelle.

Tous les indicateurs sont d'ailleurs en baisse par rapport aux précédentes épidémies : "le taux d'incidence de consultation pour syndromes grippaux en médecine de ville, la part des passages aux urgences pour syndromes grippaux, le nombre de cas graves..."

Alors, comment interpréter ces chiffres ? Selon l'agence de santé, cette forte baisse "peut notamment s'expliquer par des conditions météorologiques moins favorables à la circulation des virus grippaux". En effet, l'hiver 2019-2020 a été le plus chaud jamais enregistré en France depuis 1900. Des "probables différences de souches du virus" sont également évoquées par Santé publique France.

L'épidémie de cette année a davantage touché les 'jeunes' de moins de 65 ans, et plus particulièrement les enfants", nous confirme Santé publique France. Elle a "'épargné' les personnes les plus âgées". De quoi expliquer la baisse globale du nombre de décès ? "Les personnes âgées contribuent en effet beaucoup à l'excès de mortalité observé en période d'épidémie lorsqu'elles sont touchées", acquiesce l'agence nationale de santé. lci.fr 06 mars 2020

LVOG - Ce qui est le plus probable mais ils ne l'ont pas dit, c'est qu'une grande partie ou la plupart des personnes atteintes par le coronavirus et décédées auraient été sinon atteintes par le virus de la grippe, heureusement pour leur calcul sordide, ils ne peuvent mourir qu'une fois !

Des statistiques pas plus fiables que des sondages ou le comptage des manifestants.

- Grippe saisonnière : 7000 morts d'après les organisateurs, 500 d'après la police - atoute.org 13 février 2012

Le flou autour des statistiques de la mortalité grippale aveugle les scientifiques

L'Institut National d'Etudes Démographiques (INED) a publié le 28 septembre 2010 un article laissant entendre que la vaccination antigrippale avait permis de diviser par dix la mortalité liée à cette maladie. L'information, reprise par l'AFP, a fait la une de nombreux médias. Pourtant, cette affirmation est bien fragile si l'on se donne la peine de regarder les données d'un peu plus près.

La lecture des courbes de mortalité

France Meslé fonde son analyse sur l'observation des courbes historiques : elle trouve une concordance de temps entre le développement de la vaccination antigrippale dans les années 70 et la diminution de la mortalité liée à la grippe dans plusieurs pays occidentaux.

Les épidémiologistes s'attendront à ce que l'article contiennent d'autres arguments plus probants pour affirmer, comme le fait l'auteur dans sa conclusion :

"La mise au point d'un vaccin efficace, constamment remanié en fonction des mutations du virus, a permis de diviser la mortalité par dix en France comme dans les autres pays industriels en 40 ans. Ce succès a été renforcé par la diffusion gratuite du vaccin auprès des personnes âgées, particulièrement sujettes aux complications étales."

Il n'en est rien. C'est sur le seul argument de concomitance historique que l'article, fort opportunément diffusé la semaine de la sortie du nouveau vaccin saisonnier, affirme le rôle salvateur de la vaccination antigrippale.

Je pourrais m'arrêter là et m'étonner que l'INED, institution respectée, revienne à des procédés obsolètes et contestables. Le biais qui consiste à attribuer un lien de causalité à une relation temporelle fait partie des pièges enseignés aux statisticiens débutants.

Mais l'étude approfondie des données révèle des surprises de taille.

Mortalité directe, indirecte et surmortalité

Pour être précis, il faut aborder les notions de mortalité directe, indirecte et estimée présentes dans l'article.

- La mortalité directe est celle qui est due au seul virus, sans surinfection bactérienne. Le décès est provoqué par une pneumonie gravissime insensible aux antibiotiques. On parle parfois de grippe maligne. C'est une affection très rare qui touche plutôt des sujets jeunes.

- La mortalité indirecte est celle qui est due aux complications de la grippe, mais non à la grippe elle-même. La plus fréquente est la pneumonie bactérienne, qui complique plus d'une grippe sur cent, mais qui se soigne avec des antibiotiques efficaces dans la grande majorité des cas.

Le problème est qu'il est très difficile, y compris en 2010, de faire la part entre la mortalité directe et la mortalité indirecte. Les statistiques englobent donc généralement les deux types de mortalité, même si quelques relevés récents tentent de faire la part des choses. Pour les données historiques anciennes, c'est tout simplement impossible. Nous considérerons donc que la mortalité citée et utilisée pour construire les graphiques est la mortalité globale. Ces chiffres officiels sont utilisés au plan international, notamment par l'Organisation Mondiale de la Santé. Les chiffres français sont très difficiles d'accès. Faites-en l'expérience avec votre moteur de recherche habituel...

Il existe un autre type d'expression de la mortalité liée à la grippe : la mortalité estimée dite aussi "surmortalité due à la grippe". Les partisans de cette estimation (note OMS) considèrent que les certificats de décès rédigés par les médecins sous-estiment le nombre réel de décès dus à la grippe. Ils comparent les courbes de mortalité générale d'une année à l'autre et considèrent que la grippe est responsable de la surmortalité observée en période d'épidémie.

C'est une approche audacieuse.

Pourtant, le décompte de la mortalité par l'analyse des certificats de décès "ratisse" large : il suffit que les mots grippal ou grippe soient présents sur le certificat pour que le décès soit attribué à la grippe. On sait pourtant que de nombreux virus non grippaux peuvent provoquer un syndrome grippal. De ce fait, la méthode de relevé des décès à partir des certificats risque autant de sous-estimer que d'augmenter à tort le nombre de morts attribués à la grippe.

Toujours est-il qu'en France, depuis plusieurs années, c'est la surmortalité estimée à partir des courbes qui est mise en avant par les autorités sanitaires, soit, en fonction des années, 4 à 7000 morts par an. Au début de chaque campagne vaccinale, la presse reprend cette information alarmiste et incite à la vaccination, soutenue dans cet effort d'information par les industriels du vaccin.

Pour la pandémie grippale A/H1N1 2009/2010, un véritable décompte des décès a eu lieu. Nous avons découvert avec surprise que la mortalité réelle dépassait péniblement 300 cas. Et encore, nous n'avons pas la preuve de la responsabilité de la grippe pour de nombreux morts.

La chercheuse y voit un signe franc de l'impact de la vaccination débutée timidement en 1970 puis proposée gratuitement après 75 ans à partir de 1985.

D'autres pays sont pris en exemple, dont les USA et l'Italie

Si l'on fait abstraction du pic de la pandémie Hong Kong 69/70 et ses répliques en 71, il est pourtant aisé de constater que la diminution de la mortalité grippale est régulière depuis 1950. Cette date n'est pas anodine : elle correspond au début de l'utilisation de la pénicilline pour traiter les maladies infectieuses. En 1960, l'ampicilline (Totapen® en France) permet enfin l'utilisation simplifiée par voie orale d'un antibiotique efficace sur les principaux germes responsables des pneumonies.

Dans la mesure où la pneumonie bactérienne est la principale complication grave de la grippe, il n'est pas surprenant de constater une diminution drastique de la mortalité grippale à partir des années 50/60. L'hypothèse du rôle de la pénicilline dans la chute de

la mortalité grippale paraît tout aussi plausible qu'un effet du vaccin qui commençait tout juste à être utilisé.

Ignorer le facteur confondant majeur que représente la pénicilline est pour le moins surprenant dans une publication à vocation scientifique.

Le fait que la mortalité ait commencé à diminuer nettement 20 ans avant la vaccination, notamment aux USA, est éludé par une phrase dans l'article de l'INED : "Aux États-Unis, où le vaccin a sans doute été diffusé plus précocement, la réduction de la mortalité a été très régulière depuis 1950".

L'expression "sans doute" est peu courante dans les articles scientifiques. Creusons un peu. Nous disposons d'un article de 2008 publié par P Doshi dans la revue de la prestigieuse American Public Health Association.

L'auteur déclare dans le texte que la baisse précoce de la mortalité grippale, dès la fin de la guerre, ne peut être due au vaccin qui n'a été utilisé largement qu'à la fin des années 80, référence à l'appui.

La grande foire aux statistiques françaises

Un autre aspect mérite notre intérêt : les taux de mortalité qui ont permis de construire la courbe française.

Quelle surprise... La mortalité de la grippe saisonnière, comme la mortalité de la grippe pandémique, se compte en centaines et non en milliers.

Lorsqu'il s'agit de promouvoir le vaccin en insistant sur la mortalité de la grippe, celle-ci provoque plus de 7000 décès par an.

Lorsqu'il s'agit de promouvoir le vaccin en mettant en avant son effet sur la mortalité, celle-ci tombe à quelques centaines de décès par an.

En fait, suivant que l'on utilise la mortalité estimée ou la mortalité constatée, on obtient facilement la division par 10 de la mortalité attribuée au vaccin. L'article n'indique pas précisément comment la mortalité historique a été mesurée, mais il est à craindre que le mélange de mortalité estimée pour les années anciennes et constatée pour les années récentes ne vienne fausser la lecture des graphiques de France Meslé.

Cette confusion est représentative de l'attitude des autorités sanitaires face à la grippe : la réalité est fabriquée pour être au service de la stratégie vaccinale, alors qu'il conviendrait plutôt de concevoir la stratégie à partir de la réalité, ce qui nous ramène à la gestion de la pandémie 2009/2010 et aux rapports parlementaires qui l'ont stigmatisée.

Comme vous pouvez le constater, la diminution de la mortalité est déjà considérable en 1982, alors que la vaccination ne touchait que 40% des sujets âgés et n'était qu'anecdotique dans le reste de la population. A supposer que le vaccin soit efficace à 50% (fourchette haute du consensus), la baisse de mortalité aurait dû être de 20% puisque cette tranche d'âge concentre l'essentiel des décès. Or, la diminution est déjà de 90% par rapport aux années 40. A cette époque, la vaccination des soignants, vecteurs de la maladie en institution, n'était pas suffisamment répandue pour avoir un rôle significatif sur la mortalité des personnes âgées. Ce taux de vaccination dans la population est insuffisant pour créer un "effet barrière" qui renforce l'activité du vaccin.

Il est donc improbable, voire impossible, que la vaccination suffise à expliquer la diminution importante de la mortalité depuis 50 ans. Les progrès des antibiotiques et de la réanimation, mais aussi un accès plus facile à la santé (assurance maladie généralisée) sont sans doute les principaux artisans de ce progrès. L'apport de la vaccination sur la mortalité, modeste mais réel chez les personnes âgées en institution, doit encore faire ses preuves dans la population générale.

En pratique, l'étude historique des courbes de mortalité grippale ne soutient pas l'hypothèse d'une forte efficacité vaccinale. Cette forte efficacité serait d'ailleurs en contradiction avec les évaluations scientifiques disponibles qui n'attribuent au mieux au vaccin saisonnier qu'un effet modeste, à supposer qu'il existe, sur la mortalité grippale.

Voici quelques extraits de l'impact de l'article de l'INED dans la presse. Nous sommes le 29 septembre 2010, soit une semaine après le lancement du vaccin saisonnier. Je suis trop vieux pour croire aux coïncidences. Ces journalistes qui se réjouissent avec l'INED de la baisse de la mortalité à 500 morts par an sont les mêmes qui nous annonçaient tous les ans 7000 morts lors de la commercialisation du vaccin. Ils semblent ne pas avoir retenu la leçon des errances de la communication officielle sur la pandémie grippale.

L'AFP parle imprudemment d'une "étude" de l'INED, accréditant l'idée de nouvelles données alors qu'il ne s'agit que d'une nouvelle lecture, très contestable, de données connues et d'ailleurs mal documentées. Le lien de cause à effet entre la vaccination

et la baisse de mortalité, fortement suggéré par France Meslé, ne repose sur rien de solide.

J'ajoute que mon but n'est pas de contester tout intérêt à la vaccination antigrippale. Je souhaite simplement pouvoir disposer d'une information sincère et objective pour aider mes patients à faire le meilleur choix pour eux ou pour leurs proches. Malheureusement, ce type de publication ne sert pas la santé publique et n'est pas digne d'une institution comme l'INED. atoute.org 13 février 2012

Commentaire d'un internaute.

- Il suffit de se documenter sur l'avis qu'ont un certain nombre de médecins sur la vaccination, ceux-ci n'étant pas corrompus par l'industrie. Exemples :

« Il n'y a pas de raison de croire que le vaccin de l'influenza (grippe) soit capable de prévenir ou de diminuer la maladie. Ceux qui fabriquent ce vaccin savent qu'il ne sert à rien mais ils continuent quand même à le vendre. »

Dr Anthony MORRIS – virologiste, anciennement chef du Contrôle des vaccins, gouvernement des Etats-Unis.

« Dans plusieurs pays en voie de développement, on s'était imaginé qu'avec une seule campagne de vaccination, on arriverait à résoudre le problème. Or, dans plusieurs de ces pays, la fréquence de ces maladies a augmenté, allant même jusqu'à quintupler depuis la vaccination. »

Pr LEPINE, dans Médecine praticienne, n°467

« Des études nombreuses ont montré que les vaccins contre la grippe donnent peu ou pas de protection contre l'infection et la maladie, et il n'y a aucune raison de croire que les vaccins contre la grippe porcine seront différents. Par exemple. Une revue de 51 études distinctes en 2006 a conclu que les vaccins contre la grippe ne marchaient pas mieux qu'un placebo chez 260.000 enfants âgés de 6 à 23 mois.

Un rapport publié en 2008 a trouvé que les vaccins contre la grippe chez les jeunes enfants ne conduisaient à aucune différence dans le nombre de visites relatives à la grippe chez le médecin ou à l'hôpital. Une étude de 800 enfants asthmatiques a trouvé que ceux recevant le vaccin contre la grippe présentaient un risque accru de visites chez le médecin ou aux urgences relatives à l'asthme. »

« Un autre adjuvant commun est l'hydroxyde d'aluminium, qui peut provoquer l'allergie, l'anaphylaxie, et le myofascite à macrophage, un syndrome d'inflammation chronique. Chez les chats, l'aluminium provoque également des fibrosarcomes à l'endroit de l'injection. Les nombreux nouveaux adjuvants ne sont pas meilleurs, et pourraient être pires. Selon une revue récente dans une publication pharmaceutique, la plupart des adjuvants les plus récents tels que MF59, ISCOMS, QS21, AS02, et AS04 ont « une réactogenicité locale et une toxicité systémique sensiblement plus élevées que l'aluminium. »

Dr. MAE-WAN HO et Prof. Joe CUMMINS, 2009 etc....

Le prédateur n°1 et le bureau des assassins élevés au rang de prophètes ou devins, c'est beau !

- Bill Gates et la CIA avaient prévu la pandémie, et nous ne sommes pas prêts - nouvelobs.com 15 mars 2020

La même année (2009), le nouveau rapport de la CIA estime que « l'apparition d'une nouvelle maladie respiratoire humaine virulente, extrêmement contagieuse, pour laquelle il n'existe pas de traitement adéquat, pourrait déclencher une pandémie mondiale ». Il considère que cette apparition pourrait être liée à des « souches hautement pathogènes de la grippe aviaire telles que le H5N1 », ainsi qu'à « d'autres agents pathogènes, comme le coronavirus du SRAS et diverses souches de la grippe », et qu'elle pourrait intervenir « sans doute dans une zone à forte densité de population, de grande proximité entre humains et animaux, comme il en existe en Chine et dans le Sud-Est asiatique où les populations vivent au contact du bétail » wikipedia.org

Bill Gates et la CIA avaient prévu la pandémie, et nous ne sommes pas prêts Le fondateur de Microsoft, ainsi que les analystes de la CIA, avaient averti sur les risques d'une pandémie semblable à celle du Covid-19.

« Imaginez un autre virus, avec lequel les gens infectés se sentiraient suffisamment en forme pour prendre l'avion ou aller au supermarché. […] D'autres variables rendraient les choses mille fois pires : par exemple, un virus capable de se propager dans l'air comme la grippe espagnole de 1918. »

Il est désormais prouvé que le Covid-19 survit trois heures en suspension dans l'air, que les symptômes peuvent mettre deux semaines à apparaître et que les personnes infectées peuvent être contagieuses même en période d'incubation.

« Je n'ai pas un budget précis, mais il serait minime par rapport aux dégâts potentiels. La Banque mondiale estime qu'une épidémie mondiale de grippe diminuerait la richesse mondiale de 3 000 milliards de dollars, en plus des millions de morts. »

Un petit livre à la couverture rouge, plus ancien que la conférence de Bill Gates (2015), est également réapparu sur les réseaux sociaux ces dernières heures. « Le nouveau rapport de la CIA : comment sera le monde en 2025 ? », dont l'édition française est parue aux éditions Robert Laffont en 2009, est la quatrième édition d'un rapport de l'agence de renseignement américain, qui tente régulièrement de prédire l'avenir du monde dans un horizon de quinze à vingt ans, en pointant l'émergence de facteurs susceptibles de provoquer conflits et tensions. Dans un encart intitulé « Le déclenchement possible d'une pandémie mondiale », les experts de la CIA y décrivent un scénario très proche de la crise du Covid-19, imaginant « l'apparition d'une nouvelle maladie respiratoire humaine virulente, extrêmement contagieuse ».

Le texte prévoit même dans quelle zone et dans quelles circonstances ce nouveau virus pourrait émerger : « Si une maladie pandémique se déclare, ce sera sans doute dans une zone à forte densité de population, de grande proximité entre humains et animaux, comme il en existe en Chine et dans le Sud-Est asiatique où les populations vivent au contact du bétail. »

Les grandes catastrophes s'accompagnent toujours de leurs foules de Cassandre de la douzième heure et de leurs litanies à base de « je vous l'avais bien dit ». En l'occurrence, ce sont les recommandations YouTube, souvent taquines comme chacun le sait, qui ont exhumé ces derniers jours sur de nombreuses « timelines » une intervention de Bill Gates qui, il y a cinq ans, décrivait ses craintes d'une pandémie virale très semblable à celle que nous vivons depuis plusieurs semaines.

Confinement : ce qui reste ouvert et ce qui ferme

Ce « TED talk » (ces mini-conférences qui font un carton en ligne) d'un peu moins de 10 minutes a été vu par près de 5 millions de personnes sur YouTube et s'intitule sobrement « La prochaine épidémie ? Nous ne sommes pas prêts ». Bill Gates, alors encore l'homme le plus riche du monde, y décrit une de ses obsessions, que l'on peut retrouver dans de nombreuses interviews du philanthrope à la même époque : l'irruption d'une pandémie à laquelle l'humanité ne serait pas préparée. Nous sommes alors en mars 2015, dans la foulée de la terrible épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, restée essentiellement contenue à trois pays grâce à l'investissement des ONG dont MSF.

« Quand j'étais petit, la catastrophe dont nous avions le plus peur était un conflit nucléaire », commence le fondateur de Microsoft. « Mais si quelque chose tue plus de 10 millions de personnes dans les prochaines décennies, ce sera plus probablement un virus hautement contagieux qu'une guerre. […] Nous avons investi beaucoup dans la dissuasion nucléaire, et très peu dans un système pour endiguer les épidémies. Nous ne sommes pas prêts. »

En ce qui concerne Ebola, « le problème était qu'il n'y avait pas de système », tranche Bill Gates, qui vient de suivre la progression, via son influente fondation humanitaire, de cette épidémie qui a fait plus de 10 000 morts au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée. « Nous n'avions pas d'équipe d'épidémiologistes prête à partir sur place, les rapports arrivaient sur papier et étaient inexacts. » L'OMS, dont ce serait le rôle, n'est pas armée pour le faire, souligne-t-il.

Coronavirus en Afrique : « Ce n'est que le vent avant une probable tempête » « Nous pourrions avoir moins de chance »

Bill Gates craint alors une épidémie plus mortelle et surtout plus étendue qu'Ebola, qu'il qualifie d'avertissement planétaire. « Il y a trois raisons pour lesquelles Ebola ne s'est pas propagé davantage », explique le milliardaire :

« Un travail héroïque des équipes de santé, qui ont évité la propagation des infections sur place […]

La nature du virus, qui ne se propage pas dans l'air : au moment où ils deviennent contagieux, la plupart des gens sont tellement malades qu'ils restent cloués au lit […]

Le fait qu'Ebola ait touché très peu de zones urbaines, ce qui relève simplement de la chance. »

« La prochaine fois, nous pourrions avoir moins de chance », avertit Bill Gates. « Imaginez un autre virus, avec lequel les gens infectés se sentiraient suffisamment en forme pour prendre l'avion ou aller au supermarché. […] D'autres variables rendraient les choses mille fois pires : par exemple, un virus capable de se propager dans l'air comme la grippe espagnole de 1918. »

Il est désormais prouvé que le Covid-19 survit trois heures en suspension dans l'air, que les symptômes peuvent mettre deux semaines à apparaître et que les personnes infectées peuvent être contagieuses même en période d'incubation.

Combien de temps le coronavirus survit-il dans l'air et sur les surfaces ?

Certes, les avancées de la communication et de la biologie donnent des armes à l'humanité pour riposter rapidement. « Il n'y a pas lieu de paniquer… Mais nous devons nous y mettre », conclut le Bill Gates de 2015, qui plaide pour un « système de santé mondial », avec des unités médicales mobiles et de réservistes. "« Je n'ai pas un budget précis, mais il serait minime par rapport aux dégâts potentiels. La Banque mondiale estime qu'une épidémie mondiale de grippe diminuerait la richesse mondiale de 3 000 milliards de dollars, en plus des millions de morts. » "

« Dans une zone comme il en existe en Chine… »

Un petit livre à la couverture rouge, plus ancien que la conférence de Bill Gates, est également réapparu sur les réseaux sociaux ces dernières heures. « Le nouveau rapport de la CIA : comment sera le monde en 2025 ? », dont l'édition française est parue aux éditions Robert Laffont en 2009, est la quatrième édition d'un rapport de l'agence de renseignement américain, qui tente régulièrement de prédire l'avenir du monde dans un horizon de quinze à vingt ans, en pointant l'émergence de facteurs susceptibles de provoquer conflits et tensions. Dans un encart intitulé « Le déclenchement possible d'une pandémie mondiale », les experts de la CIA y décrivent un scénario très proche de la crise du Covid-19, imaginant « l'apparition d'une nouvelle maladie respiratoire humaine virulente, extrêmement contagieuse ».

Le texte prévoit même dans quelle zone et dans quelles circonstances ce nouveau virus pourrait émerger : « Si une maladie pandémique se déclare, ce sera sans doute dans une zone à forte densité de population, de grande proximité entre humains et animaux, comme il en existe en Chine et dans le Sud-Est asiatique où les populations vivent au contact du bétail. »

Les pratiques d'élevage à l'œuvre dans ces zones sont des vecteurs de contagion virale au sein des populations animales et de transmission à l'homme, soulignent les auteurs en rappelant l'exemple de la grippe H5N1. « Dans un tel scénario, la maladie tarderait à être identifiée si le pays d'origine ne disposait pas des moyens adéquats pour la détecter », redoutent les analystes. « Il faudrait des semaines pour que les laboratoires fournissent des résultats définitifs confirmant l'existence d'une maladie risquant de muter en pandémie. »

Les premiers cas de Covid-19 ont été recensés le 31 décembre dernier, trois semaines après l'apparition des premiers symptômes chez des employés du marché de fruits de mer de Huanan, à Wuhan. (Hors depuis ce marché a été mis hors de cause. - LVOG)

Alors, prédisaient les auteurs, les Etats tenteront de contrôler et limiter les mouvements de leurs populations, avec difficulté et sans garantie de succès. Là encore, la présence de malades asymptomatiques serait un facteur aggravant : « en dépit de restrictions limitant les déplacements internationaux, des voyageurs présentant peu ou pas de symptômes pourraient transporter le virus sur les autres continents ».

Le nombre de malades augmenterait alors de mois en mois, en l'absence d'un vaccin efficace. « Dans le pire des cas, ce sont de dix à plusieurs centaines de millions d'Occidentaux qui contracteraient la maladie », écrit la CIA, qui prévoit également un choc économique majeur, avec une « dégradation des infrastructures vitales et des pertes économiques à l'échelle mondiale ». Si le facteur pathogène s'avérait particulièrement virulent, un bilan humain mondial se comptant en centaines de millions de morts serait même à envisager.

Certes, le monde se prépare alors à une telle éventualité, rassure la CIA, rappelant que des centres de recherche travaillent à la mise au point de vaccins capables de prévenir ou limiter les pandémies de grippe : « Un résultat positif dans les prochaines années réduirait le risque que représente une telle pandémie pour les décennies à venir. »

Avec ce bémol : "« Si une telle maladie apparaît d'ici à 2025, des tensions et des conflits internes ou transfrontaliers ne manqueront pas d'éclater »." nouvelobs.com 15 mars 2020

LVOG - La CIA liée à la recherche de vaccin, non, vous n'avez pas rêvé, comme quoi on en apprend tous les jours, soyons modeste. Ils avaient tout prévu, et nous assistons pile poil au scénario qu'ils avaient envisagé, un pur hasard sans doute !

Commentaire d'un internaute.

- "Exercice de simulation de pandémie au coronavirus : Event201 réalisé à New-York en octobre 2019 par le centre John Hopkins financé par le même Bill Gates

Le rapport de la CIA est... troublant de précision."

LVOG - Complotiste, va !

Une analyse.

- Que se passe-t-il à la suite du confinement de la COVID-19? Destruction économique, pauvreté mondiale, faillites, chômage de masse. Le néolibéralisme à la rescousse. par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 29 mars 2020

Dans le sillage du verrouillage : Les faillites et le chômage de masse, la déstabilisation économique de pays entiers.

Des millions de personnes ont perdu leur emploi et leurs économies de toute une vie. Ils sont incapables de payer leur hypothèque.

Dans les pays en développement, la pauvreté et le désespoir règnent.

Les implications politiques sont considérables. Le verrouillage nuit à la démocratie réelle.

Il serait naïf de croire que la crise financière est uniquement le résultat des forces spontanées du marché. Elle a été soigneusement conçue.

Le coronavirus continue à fournir un camouflage. La peur et la panique (générées à profusion par les médias corporatifs) créent des « conditions favorables » pour les « spéculateurs institutionnels », dont beaucoup avaient une connaissance préalable détaillée de la décision de l'OMS de lancer une urgence mondiale de santé publique le 30 janvier, à un moment où il n'y avait que 150 « cas confirmés » en dehors de la Chine.

L'effondrement des marchés boursiers a entraîné l'un des plus importants transferts de richesse monétaire de l'histoire moderne, qui n'est pas encore fermement établi.

Le Coronavirus n'est pas la cause de l'effondrement financier. Ce qui prévaut, c'est une atmosphère de peur et d'incertitude qui permet à de puissants intérêts financiers de manipuler le marché boursier et de consolider leur position financière. Il est prouvé que « des initiés* au sein des compagnies (Corporate Insiders) ont vendu pour des milliards de dollars d'actions de leur propre entreprise juste avant l'implosion de la bourse ».

Cette crise a conduit à une concentration sans précédent de la richesse monétaire.

Au début du mois de février, environ 6 000 milliards de dollars ont été effacés de la valeur des marchés boursiers du monde entier. Des pertes massives d'épargne personnelle (par exemple des Étasuniens de la classe moyenne) sont en cours, sans parler des faillites et des faillites d'entreprises.

Chaque fois que M. Trump ouvre la bouche, ou qu'il accuse les Chinois sur Twitter, les marchés boursiers réagissent. Ceux qui disposent d'informations privilégiées ou de connaissances préalables sur les décisions politiques étasuniennes se font un paquet d'argent.

Derrière l'urgence de santé publique mondiale, il y a de puissants intérêts économiques : Wall Street, Big Pharma, le Consensus de Washington, les organisations caritatives et les fondations, le FMI, la Banque mondiale, etc. Ils se sont réunis en marge du Forum économique mondial (FEM) du 21 au 24 janvier, une semaine avant le lancement de l'urgence de santé publique mondiale de l'OMS.

La « communauté internationale » appelle à la reprise économique. Comment sera-t-elle instrumentalisée ? On envisage des « sauvetages d'entreprises », c'est-à-dire des « aides » aux banques, aux grandes entreprises, y compris les compagnies aériennes.

Un trillion de dollars promis par la Réserve fédérale américaine, un autre trillion par la Banque centrale européenne (BCE) désormais dirigée par Christine Lagarde. « Nous avons la responsabilité de mieux nous remettre » qu'après la crise financière de 2008, a déclaré le secrétaire général des Nations unies, António Guterres :

« Nous avons un cadre d'action – l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Accord de Paris sur le changement climatique. Nous devons tenir nos promesses pour les populations et la planète ».

Cette soi-disant « promesse » vise à promouvoir les « Green Bonds » (obligations vertesé), un projet d'investissement de plusieurs milliards de dollars parrainé par les Rockefeller entre autres, dont l'objectif est de « réorienter les plans de pension et les fonds communs de placement vers des projets verts ».

Pour les grands argentiers d'Amérique et d'Europe occidentale, c'est une « aumône ». Pour les grandes entreprises pharmaceutiques, le programme de vaccination mondial de plusieurs milliards de dollars sera financé par la dette.

« Les pays en développement »

Et qu'advient-il des pays dits « en développement », dont la plupart sont endettés jusqu'au cou.

Le processus d'appauvrissement en Amérique latine et en Afrique subsaharienne est indescriptible. Dans les grandes villes, les travailleurs du secteur urbain informel sont des travailleurs indépendants, payés à la journée, d'autres sont payés à la semaine. Cela signifie que pour de larges secteurs de la population urbaine, les revenus des ménages ont littéralement été anéantis.

En Inde, le Premier ministre Narendra Modi a ordonné un confinement de 21 jours, ce qui a entraîné une spirale immédiate de chômage, associée à la famine, au désespoir et à la maladie :

« La seule façon de nous sauver du coronavirus est de ne pas quitter nos maisons, quoi qu'il arrive, nous restons à la maison… » a déclaré Modi.

Cette déclaration s'accompagnait de menaces catégoriques : « Si nous ne sommes pas capables de gérer les 21 prochains jours, alors de nombreuses familles seront détruites à jamais. » Déclaration diabolique d'un chef de gouvernement « démocratiquement élu ».

Au moment de l'annonce de Modi (20 mars), l'Inde comptait 482 cas de coronavirus et 10 décès (population totale de l'Inde : 1,37 milliard). Oubliez la COVID-19 ? En Inde, on estime à 37 500 le nombre d'enfants de moins de cinq ans qui meurent chaque jour. Et ce chiffre va grimper en raison de la quarantaine de 21 jours (estimation de 2015, The Lancet)

Mon message au Premier ministre Modi : « Vous tuez les enfants de l'Inde ».

Le surendettement du tiers monde

Le surendettement des pays en développement se mesure en billions.

Il s'agit d'un programme axé sur la dette et visant les pays en développement qui sont déjà lourdement endettés : de nouveaux prêts pour rembourser les « mauvaises dettes ». C'est un « filet de sécurité » pour les créanciers occidentaux et les grandes entreprises pharmaceutiques impliquées dans le projet mondial de vaccination de plusieurs milliards. Une réelle abolition de la dette n'est pas envisagée.

Un plan de sauvetage pour les pays en développement très endettés a été annoncé. Début mars, le directeur général du FMI et le président du groupe de la Banque mondiale ont tenu une conférence de presse commune. Beaucoup de rhétorique humanitaire.

Le chiffre magique : « Nous comptons sur une capacité de prêt globale de 1 000 milliards de dollars« . (FMI M-D Georgieva)

À première vue, cela semble « généreux », beaucoup d'argent. Elle encourage la corruption aux plus hauts rangs du gouvernement. Mais en fin de compte, c'est ce qu'on pourrait appeler de l' « argent fictif », ce qui veut dire

« Nous vous prêterons l'argent et avec l'argent que nous vous prêterons, vous nous rembourserez » (paraphrase).

C'est équivalent à une usure.

La vérité tacite est que ce trillion de dollars ++ est destiné à augmenter la dette extérieure. Et ensuite, les créanciers occidentaux imposeront des réformes économiques massives, notamment la privatisation de la santé et de l'éducation, le gel des salaires, etc. C'est la solution néolibérale appliquée au niveau mondial : Pas de véritable reprise économique, plus de pauvreté et de chômage dans le monde.

Le FMI est explicite. Dans l'un de ses guichets de prêt, le Catastrophe Containment and Relief Trust, qui s'applique aux pandémies, accorde généreusement « des subventions pour l'allégement de la dette de nos membres les plus pauvres et les plus vulnérables ». Déclaration absurde, il est là pour renflouer les caisses des créanciers, l'argent est affecté au service de la dette.

« Pour les pays à faible revenu et pour les pays émergents à revenu intermédiaire, nous avons … jusqu'à 50 milliards de dollars qui ne nécessitent pas un programme complet du FMI. »

Aucune condition sur la façon dont vous dépensez l'argent. Mais cet argent augmente l'encours de la dette et doit être remboursé. Les pays sont déjà dans une camisole de force. Plus vous prêtez, plus vous contraignez les pays en développement à se conformer aux règles politiques. Et c'est finalement l'objectif de l'empire américain en faillite.

« Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale a annoncé un programme de 12 milliards de dollars pour apporter une réponse rapide et souple afin de réduire la transmission des agents pathogènes. (fournitures, équipements, médicaments, etc. vaccination ?) »

Le financement du programme de vaccination n'est pas explicitement mentionné. Il est fort probable que les prêts destinés au programme de vaccination seront annoncés ultérieurement.

Les « pays développés » économiquement avancés

Pour les pays membres de l'UE, un redressement des économies nationales en faillite, fondé sur la dette, est en cours.

Sans un allégement ou une annulation significatifs de la dette, à quoi pouvons-nous nous attendre au lendemain du blocage ?

Un processus de « tiers-mondisation » pure et simple des pays européens « avancés » ?

Si ce programme est accepté par les États membres de l'UE : Les salaires réels vont s'effondrer, l'État providence qui s'est développé dans l'après-guerre sera mis au rebut. Les services sociaux seront privatisés. Les actifs seront vendus pour rembourser la dette.

Des millions de petites et moyennes entreprises, y compris les exploitations agricoles familiales et les services urbains, le tourisme, etc. sont touchés. Le « modèle grec » de restructuration brutale de la dette en 2015 (ou pire) pourrait être appliqué à l'Italie et à l'Espagne…

Nous avons fourni un bref résumé d'un processus complexe. Les négociations avec les créanciers sont en cours pendant le lock-down.

Bien que la panique et la peur règnent à l'égard de COVID-19, ce sont les impacts potentiels de ce que nous pourrions qualifier de « la médecine économique sale » (Dirty Economic Medicine).

Les gens de tous les pays, au niveau national et international, doivent, par solidarité, comprendre ce qui se passe.

Au lendemain du confinement: quelles sont les conséquences économiques et sociales de cette crise?

Il est crucial que cette « solution néo-libérale » à la crise qui consiste à accumuler des dettes soit fortement rejetée. Mondialisation.ca, 29 mars 2020

Là c'est pas du jeu, ils ont triché !

- La Chine annonce la fin de l'épidémie de coronavirus sur son territoire - sputniknews.com 29 mars 2020

Les autorités chinoises ont annoncé la fin de l'épidémie de Covid-19 dans le pays où le nombre des personnes infectées se situe autour de 3.000.

La Chine, qui compte actuellement près de 3.000 cas de coronavirus, a réussi à arrêter la propagation du Covid-19 sur le territoire national, a annoncé dimanche 29 mars le représentant du Comité d'État chinois pour la santé publique, Mi Feng.

La Chine serait en passe d'envoyer une importante aide à l'Algérie pour lutter contre le coronavirus Selon les données officielles chinoises au 29 mars, la Chine compte actuellement 3.509 cas de coronavirus dont 693 cas importés de l'étranger. Le nombre total des personnes infectées dans ce pays depuis le début de l'épidémie a atteint 82.421.

Près de 75.500 personnes ont guéri et 3.300 sont décédées des suites de Covid-19. sputniknews.com 29 mars 2020

Haut de page

Le 31 mars 2020

CAUSERIE ET INFOS

Les infos de la veille n'ont pas été traitées dans cette causerie par manque de temps.

Je viens d'apprendre que ma mère, 85 ou 86 ans, hospitalisée depuis un mois est tombé dans le coma et sa condition s'est soudainement dégradée, on s'attend à son décès d'une heure à l'autre causé par son état de santé déficient et précipité par le virus de la grippe ou le coronavirus.

Au fait, ne vont-ils pas être tentés d'attribuer nombre de décès au coronavirus au lieu du virus de la grippe, sachant que ces ordures sont capables d'absolument tout ? Vont-ils réaliser de véritables autopsies ou vont-ils se fier aux apparences souvent trompeuses ? Ils pourront toujours expliquer qu'ils n'avaient pas le temps ni les moyens de les réaliser, circulez il n'y a rien à voir ! Peu importe, on va les avoir autrement, lisez plus loin.

De mon côté j'ai entrepris une démarche importante en direction de l'Italie, dont je ne peux pas vous parler pour le moment. Les conclusions pourraient être explosives, elles pourraient avoir quelque chose à voir avec le lièvre que je viens de soulever, en comparant le nombre de morts dus au virus de la grippe et du coronavirus.

Connaissez-vous leur dernière trouvaille ou ce qu'ils envisagent à moyen terme ?

Créer une monnaie numérique virtuelle, qui petit à petit se substituerait à la monnaie fiduciaire (papier-monnaie), ce seraient les banques centrales qui s'en chargeraient.

Toutes les transactions ou paiements ne s'effectueraient plus qu'à l'aide de cette monnaie virtuelle. Tous les biens et services ne seraient accessibles qu'en recourant à cette monnaie. Salaire, allocation, loyer, traite, crédit, achat ou dépense, compte courant, facture, absolument tout devrait être réglé à l'aide de cette monnaie, de sorte qu'ils pourraient exercer un contrôle totale sur la population, d'autant plus que cela marcherait de pair avec les GAFAM ou Internet dont ils détiennent également le monopole total. Il leur suffirait de couper votre connexion Internet ou de vous interdire d'accéder à cette monnaie pour anéantir votre existence. Trois banques centrales étudient sérieusement ce projet, comme quoi ce n'est un truc pioché dans une poubelle sur le Net, la Fed, la BCE et la Banque centrale japonaise.

Cependant de sérieux obstacles s'opposent à ce projet, mais ils peuvent aussi procéder par étapes en ciblant certains biens et certaines catégories de la population, pour le généraliser par la suite, on sait que lorsqu'ils ont une idée, ils ne l'abandonnent pas facilement, ils vont tenter de l'exploiter jusqu'au bout... Lire l'article de Slate.fr à la fin de cette causerie.

A propos de l'épidémie de coronavirus, avant que je l'oublie, il y a un aspect qui n'est visiblement pas abordé et qui à mon avis mérite qu'on s'y intéresse. Tout le monde sait maintenant qu'il y a chaque année une épidémie de grippe dans chaque pays qui emporte des milliers ou des dizaines de milliers de personnes, notamment des vieux.

Elle commence vers la mi-octobre et se termine entre la fin février et la mi-avril. La pointe de l'épidémie qui fait le maximum de morts, se situe entre la fin janvier et la mi-mars au plus tard selon les années. Or cette année, si je ne me trompe pas, dans le courant du mois de février elle n'aurait fait que quelques centaines de morts, moins de 400 en France, partant de là il est impossible d'arriver fin mars ou mi-avril au bilan habituel se situant entre 8.000 et 18.000 morts, car personne n'a entendu parler de milliers de morts causés par le virus de la grippe au cours du mois de mars. En revanche le coronavirus a causé 3.000 morts au cours des dernières semaines en France, toujours essentiellement parmi la même population de personnes âgées ou des personnes présentant une ou plusieurs pathologies graves, diabète, hypertension artérielle, insuffisance cardiaque, hépatite, cancer, etc.

Autrement dit, si cela se confirmait, cela signifierait que la population qui normalement aurait dû être emportée par le virus de la grippe le plus naturellement du monde si je puis dire, l'a été par le coronavirus, pour finalement arriver à un bilan similaire ou même inférieur, donc dans ce cas-là il n'y aurait eu aucune raison d'en faire tout un plat !

Si ce constat s'avérait exact, cela prouverait sans l'ombre d'un doute qu'on était bien en présence d'une monstrueuse imposture mis en oeuvre par les dirigeants des puissances occidentales et les institutions internationales contrôlées par l'oligarchie financière anglo-saxonne, dont l'OMS ou l'ONU. On en est tout à fait convaincu après avoir observé de quelle manière ils avaient traité les différents facteurs ou les différentes informations relatives à ce coronavirus, mais ce serait mieux d'en mettre un en lumière qui ne se prête à aucune polémique possible ou qui le prouve incontestablement. A suivre.

Quoi de neuf docteur ?

Etes-vous en bonne santé ? On vous le souhaite, mais en êtes-vous bien sûr ? On reformule et précise notre question : Etes-vous sûr de rester encore longtemps en bonne santé ?

Ils vantent à longueur de temps l'allongement de la durée de la vie, mais ils sont beaucoup moins loquace quand il s'agit

d'aborder l'état de santé dans laquelle se trouvent les personnes, quand elles atteignent le stade de la vieillesse. Et pour cause!

Arrivé à l'âge de 64 ans, je suis concerné et je peux en parler, surtout que depuis un certain temps déjà autour de moi, j'en ai vu plus d'un ou une passer l'arme à gauche. J'ai pu observer dans quel état ils étaient ou comment leur santé s'est dégradée au fil des ans, après avoir vécu dans la plus complète insouciance de leur régime alimentaire ou de leur mode de vie, l'addition devaient souvent être particulièrement salée plus tôt que prévue. Quant à ceux qui sont partis très tard ou plus tard que les autres, ils auront vécu les deux dernières décennies de leur existence quasiment réduits à l'état végétatif ou rendus au stade de morts vivants, bien triste spectacle en vérité auquel j'ai déjà décidé de ne pas participer, telle est ma dernière volonté.

C'est un sujet sensible ou tabou parmi bien d'autres pour les âmes sensibles dont finalement le niveau de conscience au crépuscule de leur existence n'aura pas dépassé celui d'un enfant de 10 ans. C'est juste un constat et non une critique, je ne me le permettrais pas ou tel n'est pas mon propos.

On sait que le développement économique participe au progrès social et à la lutte des classes, et qu'il précède toujours l'élévation du niveau de conscience de la population, sauf que parvenu au dernier stade du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme avec le régime capitaliste, il a tellement tardé à s'élever que dorénavant la civilisation humaine est engagé dans un processus de régression sans fin qui menace à terme son existence.

L'homme n'est pas parvenu à s'élever au niveau de la compréhension du processus historique dont il était le principal acteur précipitant sa fin. C'est en tout cas ce à quoi nous sommes en train d'assister, ajoutons, semble-t-il, pour se laisser un peu d'espoir ou se permettre de croire qu'il pourrait encore échapper à ce destin tragique, sans pouvoir définir comment, puisqu'il demeure obstinément sourd ou aveugle aux multiples signaux ou avertissements qui lui ont été envoyés pour le mettre en garde.

Mon portail aura constitué un bon test pour le confirmer si nécessaire. On n'a au que l'embarras du choix entre ceux qui ne comprenaient rien, qui comprenaient tout de travers, qui ne voulaient pas comprendre, qui comprenaient mais feignaient de ne pas comprendre, qui soi-disant comprenaient mais démontraient le contraire, bref, plus d'un à ma place aurait abandonné depuis longtemps en présence de tant de mauvaise foi ou d'hypocrisie et j'en passe. Mais hélas, mes intentions étaient honnêtes, sincères et motivées.

En Inde, en partageant mon existence avec une femme ultra arriérée, illettrée, en côtoyant quotidiennement un peuple qui en est au même degré d'ignorance et d'inconscience moyenâgeux, pratiquement à chaque heure du jour et de la nuit j'ai pu me rendre compte à quel point il était difficile de se faire comprendre et d'évoluer, aussi longtemps que les conditions objectives ne leur imposaient pas de modifier leur mode de pensée ou leur comportement, comme si seule la contrainte les y obligerait, par la force ou en recourant à la violence, et encore, en s'y reprenant à plusieurs fois, en ne leur laissant aucune chance de s'en sortir autrement, au point de se demander à quoi leur servait-il d'avoir un cerveau.

Cette réflexion, je n'ai cessé de me la faire également à propos des occidentaux, qui étaient réputés plus évolués ou développés, et force est de constater avec l'épisode du coronavirus que tel est bien le cas, hélas ! Quelle conclusion j'en tire ? Je pense qu'il n'y en a pas ou sachant par avance qu'elle n'intéressera personne ici, ce serait inutile de s'attarder dessus. Nous devons sans doute figurer parmi l'infime minorité de l'infime minorité des travailleurs ou militants conscients à travers le monde qui doivent se compter sur les doigts des deux mains à peine ou en étant généreux, impuissants à y changer quoi que ce soit.

Vous allez peut-être penser que c'est là faire preuve de beaucoup de prétention ou manquer singulièrement de modestie, et bien pas du tout, je me contente juste de vous livrer ce que je pense sincèrement, sachant que je serais le plus heureux des hommes si les faits venaient dans l'avenir à me contredire. De toutes manières, j'agis déjà sans en tenir compte, sinon j'aurais déjà fermé ce portail qui ne sert à rien. Je fais comme si j'y croyais encore, parce que je n'ai pas le choix pendant que j'ai encore toute ma tête, on ne peut pas vivre et avoir l'esprit tranquille en se disant que tout est foutu d'avance, vous comprenez.

- 17 pages au format pdf

Une superproduction hollywodienne avec 7,5 milliards de figurants. Ils sont comblés au-delà de leurs espérances les plus folles.

- Coronavirus: l'épidémie fait des ravages en Europe et enfle aux Etats-Unis - AFP 31 mars 2020

Plus de 3,4 milliards de personnes sont astreintes à rester chez elles, soit 44% de la population mondiale. AFP 31 mars 2020

LVOG - Peut mieux faire...

En France, on se souviendra que Macron et son gouvernement auront tout fait pour que l'épidémie fasse le plus de victimes possibles...

Droit de retrait pour tous : Macron dégage !

- Coronavirus : des salariés français veulent exercer leur "droit de retrait" - euronews.com 31 mars 2020

Dans des secteurs comme la grande distribution ou les transports, pour ne citer qu'eux, l'inquiétude des salariés grandit face au coronavirus.

Alors que la France est confinée depuis presque deux semaines, ces salariés ont choisi de poursuivre leur travail, essentiel pour les habitants de Vitrolles et des environs des Bouches-du-Rhône, dans le sud du pays.

Mais cette fois c'est trop. Certains ont décidé d'exercer leur "droit de retrait", inscrit dans le code du travail français, et utilisable en cas de "danger grave et imminent".

"On exerce notre droit de retrait aujourd'hui parce qu'on a la goutte d'eau qui fait déborder le vase", explique ce responsable syndical CGT. "On a un collègue en réanimation. On a beaucoup de cas qui commencent à se multiplier dans l'entreprise. Des cas suspectés et des cas avérés. On est dans une situation où l'ensemble des salariés qui étaient là dès 3h du matin, on était à peu près 150 jusqu'à maintenant, on exerce notre droit de retrait, parce qu'on a la boule au ventre."

"Nous avons l'impression qu'on nous envoie au front"

Le syndicat CGT réclame des "mesures d'hygiène et de protection" jugées insuffisantes jusqu'ici. "On a aucun masque, aucun moyen de se protéger, pas de gant, on manque de gel hydroalcoolique. On manque de tout en fait. Nous avons l'impression, tous les salariés confondus, qu'on nous envoie au front, sans fusil et sans casque", explique ce salarié.

"Nous avons l'impression, tous les salariés confondus, qu'on nous envoie au front, sans fusil et sans casque". Un salarié d'un supermarché.

"Si notre droit de retrait nous est refusé, alors nous exercerons notre droit de grève", ont mis en garde les responsables CGT. Le magasin était toutefois ouvert lundi, avec quatre caisses tenues par des personnes en CDD, selon la CGT.

Carrefour, de son côté, assure mettre tout en oeuvre pour faire respecter les mesures de protection et assure avoir reçu lundi deux millions de masques pour ses différents sites et entrepôts.

Les routiers également inquiets

La grande distribution n'est pas le seul secteur qui menace d'exercer son droit de retrait.

Plusieurs syndicats du transport routier ont appelé les chauffeurs à exercer "individuellement" le leur à partir de ce lundi en cas de "manquements" aux mesures de protection contre le virus.

Les représentants syndicats demandent notamment "l'arrêt des transports non essentiels", la "réquisition des aires de repos, stations-service, restaurants routiers" et, pour les transports sanitaires, "des protections aussi importantes que les urgentistes".

La branche du transport-logistique emploie quelque 750 000 personnes en France. Selon les remontés de FO, elle compte 1 500 contaminés et a enregistré cinq décès. euronews.com 31 mars 2020

LVOG - Toujours pas d'émeutes provoquées par des salariés et des syndicats, révélateur, inquiétant, non ?

Les médias et réseaux sociaux continuent de collecter les ordures destinées directement à l'incinérateur.

- Continuer la collecte des ordures malgré le risque du coronavirus - euronews 30 mars 2020

- Coronavirus : "Qu'il ferme sa gueule"… Daniel Cohn-Bendit s'emporte contre le Professeur Raoult - 20minutes.fr 30 mars 2020

Comme Macron !

- Hongrie: Viktor Orban en route vers des pouvoirs quasi illimités - AFP 30 mars 2020

Ils étaient destinés à être éternels, amen!

LVOG - Ce sont les mêmes qu'un virus de la grippe aurait pu ou dû emporter, mais cela ils ne le diront pas.

- Coronavirus : la moitié des victimes avait au moins trois autres pathologies - Yahoo 30 mars 2020

Une étude italienne démontre que près de trois victimes du Covid-19 sur quatre souffraient d'hypertension artérielle.

La moitié des patients (50,7%) décédés en Italie du coronavirus souffraient d'au moins trois autres pathologies, et 25,7% de deux autres pathologies. C'est ce que révèle une étude réalisée en Italie par l'institut supérieur de la Santé, le 26 mars.

Cette étude, qui se base sur 6 801 victimes du Covid-19, révèle que 73% des victimes souffraient d'hypertension artérielle. C'est l'affection la plus présente parmi les personnes décédées. Autre pathologie souvent présente chez les victimes du coronavirus, le diabète, dont 31,3% des victimes du Covid-19 étaient atteintes.

Les maladies liées au cœur sont également un facteur important de comorbidité : 27,8% des victimes souffraient de cardiopathie ischémique (des troubles cardiaques en raison du rétrécissement des artères coronaires), 23,7% de fibrillation atriale (un trouble du rythme cardiaque qui fait battre le cœur de manière rapide et irrégulière) et 17,1% d'insuffisance cardiaque.

Parmi les autres affections dont souffraient les victimes du coronavirus dans cette étude, 22,2% étaient atteintes d'insuffisance rénale chronique et 17,3% ont été atteintes d'un cancer dans les 5 dernières années.

À noter que l'âge moyen des victimes est de 78 ans.

Enfin l'étude révèle que le temps médian écoulé entre l'apparition des symptômes et le décès est de 9 jours : quatre jours entre les premiers symptômes et l'hospitalisation, et cinq jours entre l'hospitalisation et le décès.

À noter que la durée entre l'hospitalisation et le décès est deux fois plus importante pour les patients transférés en service de réanimation. Yahoo 30 mars 2020

- Un adolescent portugais de 14 ans succombe au coronavirus - L'Express.fr 30 mars 2020

Il souffrait "d'une situation clinique complexe, avec d'autres pathologies graves", a affirmé le directeur général de la santé portugais, Graça Freitas. L'Express.fr 30 mars 2020

Assassinat en masse programmé ou instrumentalisation sordide. Pour un traitement face à l'urgence absolue : "Pas d'échéance précise" laissez-les crever !

- Loin des controverses sur le Pr Raoult, Florence Ader dirige un essai clinique crucial - L'Express.fr 30 mars 2020

Cet essai clinique coordonné par l'Inserm doit tester quatre traitements, dont l'hydroxychloroquine, sur 3200 patients en Europe.

Se tenant loin des controverses suscitées par le professeur Raoult, la professeure Florence Ader pilote à Lyon un essai clinique visant à trouver un traitement contre le coronavirus.

D'emblée, elle balaie les questions polémiques autour de l'efficacité supposée de la chloroquine vantée par le Pr Didier Raoult. "Il faut s'extraire du buzz et privilégier les démarches de recherche médicale", coupe-t-elle.

Pas d'échéance précise. L'Express.fr 30 mars 2020

LVOG - Si ma mémoire est bonne, Marx ne tenait pas en odeur de sainteté les scientifiques et autres intellectuels davantage conscients des privilèges que leur octroient leur statut et le régime en place, nous non plus et à juste titre.

Totalitarisme. Le ministère de la Vérité vous informe ou xénophobie d'Etat.

- Comment la Chine utilise le coronavirus comme outil de propagande - Le HuffPost 30 mars 2020

LVOG - Ils se lâchent. En réalité, ces monstres de cruauté qui ont soutenu les créatures barbares que le Pentagone, la CIA et l'Otan avaient créés, Al-Qaïda et tous les groupes qui en sont issus, regrettent à haute voix que des Etats viennent en aide aux populations qui se retrouvent démunies face à l'épidémie du coronavirus compte tenu de l'état de délabrement de leur système de santé publique livré au profit ou au marché. Leur cynisme est sans limite comme vous pourrez le constater.

Leur haine de la population suinte en filigrane à chaque ligne ou mot. Ils ne peuvent pas se départir de leur ton belliqueux, de leur guerre contre tous les peuples pour préserver l'hégémonie menacée de la classe dominante ou du régime capitaliste.

- En Europe, la "route de la soie de la santé" fait grincer des dents - AFP 30 mars 2020

Certains responsables européens ne cachent plus leur irritation face à une superpuissance chinoise accusée d'avancer ses pions géopolitiques sous couvert de générosité et de diplomatie sanitaire dans la crise du Covid-19, tout en cherchant à réécrire l'histoire de la pandémie sur son sol.

Quelques jours après le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell, la secrétaire d'État française aux Affaires européennes Amélie de Monchalin est montée au créneau dimanche pour reprocher à la Chine, mais aussi à la Russie, "d'instrumentaliser" leur aide internationale et de la "mettre en scène".

La Chine a dénoncé lundi des propos "cyniques". "J'ai entendu plusieurs fois des Occidentaux mentionner le mot de "propagande" par rapport à la Chine. J'aimerais leur demander: à quoi font-ils exactement référence ?", a répliqué Hua Chunying, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

"Que souhaitent-ils? Que la Chine reste les bras croisés face à cette grave épidémie ?", s'est-elle interrogée.

Le 24 mars, Josep Borrell s'était agacé de la "bataille mondiale des narratifs" et "des luttes d'influence" en cours via la "distorsion" des faits et la "politique de générosité".

Il rappelait que s'il y a aujourd'hui "des tentatives pour discréditer" l'Europe, en janvier, la crise n'était que chinoise, localisée dans le Hubei, "aggravée par la dissimulation d'informations cruciales par les responsables du parti (communiste) chinois", et que l'Europe était venue à son aide, comme la Chine le fait aujourd'hui en retour.

La Chine fait aussi "agressivement passer le message qu'à la différence des États-Unis, elle est un partenaire responsable et fiable", observait-t-il.

La superpuissance asiatique - qui semble avoir jugulé l'épidémie sur son territoire - est bel et bien soupçonnée d'exploiter la "diplomatie du masque" pour vanter son modèle de puissance.

Pékin - qui avait demandé la discrétion lorsque l'UE était venue à son aide -, à l'inverse met en exergue ses actions dans une "campagne de communication sans précédent", souligne Antoine Bondaz de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), dans une note consacrée à "la Route de la soie de la santé". Avec à l'appui une série d'initiatives, "don de 20 millions de dollars à l'OMS, envoi d'experts médicaux en Iran et en Italie, construction d'un laboratoire en Irak, acheminement de tests diagnostiques aux Philippines et d'équipements de protection au Pakistan et en France", énumère le chercheur.

L'ambassade de Chine en France se livre ainsi à une campagne décomplexée de promotion du système politique chinois et de sa "réussite" dans la bataille contre le coronavirus.

"Certaines personnes, dans le fond, sont très admiratives des succès de la gouvernance chinoise. Ils envient l'efficacité de notre système politique et haïssent l'incapacité de leur propre pays à faire aussi bien !", écrit-elle sur son site internet, communiquant aussi abondamment via Twitter.

Pour François Heisbourg, expert français en géopolitique, tout cela est "inacceptable au plan diplomatique". "C'est le crédit de la République populaire qui est engagé", même si de tels messages ne sont pas relayés directement par Pékin, pointe-t-il.

La bataille idéologique autour du Covid-19 fait suite à celles pour le contrôle des voies maritimes en mer de Chine ou pour l'accès à la technologie 5G, nouvel enjeu stratégique des télécommunications.

"Depuis sept ans, la Chine s'est engagée dans une rude compétition entre systèmes politiques, et saisit chaque occasion nationale ou internationale pour afficher la "supériorité" présumée de son système", explique à l'AFP Alice Ekman, analyste responsable

de l'Asie à l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS).

Pékin veut aussi "se débarrasser, en interne comme en externe, du pêché originel", celui de l'émergence du virus sur son territoire, estime à son tour auprès de l'AFP François Heisbourg.

Reste à savoir si leur récit de la crise va convaincre, souligne une source diplomatique européenne. Mais s'ils sortent de cette crise rapidement, en particulier au plan économique, ce sera avec une puissance et une confiance décuplées, prédit cette source.

"Même si les déclarations sur l'origine du virus et la surmédiatisation de l'assistance chinoise commencent (...) à se retourner en critiques contre la Chine, d'autres pays continuent à afficher leur proximité avec Pékin dans le contexte actuel (Russie, Iran, Pakistan, Algérie, entre autres), et ne seraient pas mécontents de proclamer en cœur l'émergence d'un "nouvel ordre mondial" post-occidental à l'issue de cette crise", note Mme Ekman.

La Russie, par ailleurs vilipendée pour l'annexion de l'Ukraine en 2014 et les bombardements de civils en Syrie, joue aussi à fond son "soft power" dans cette catastrophe sanitaire, quitte à faire, selon ses détracteurs, de la désinformation.

Salué dans les zones les plus touchées du nord de l'Italie, le déploiement de militaires russes, dont de nombreux officiers, suscite néanmoins des inquiétudes dans les milieux politico-militaire.

"On ne refuse pas les aides mais il faut rester aussi très attentif. La Méditerranée, aussi bien orientale que centrale, est un terrain de lutte pour l'hégémonie, de la Syrie à la Libye", met en garde le général Marco Bertolini, ancien chef du commandement opérationnel inter-forces (COI) italien. AFP 30 mars 2020

Garde-à-vous devant la pandémie médiatique de sadisme.

Qui a dit le 16 mars qu'il était difficile de prévoir l'évolution de la situation, en l'absence de “données épidémiques” ?

Réponse : Un médecin véreux nommé Michel Cymes.

Huffingtonpost - En sa qualité de médecin, Michel Cymes est régulièrement invité sur les plateaux télé depuis le début de la crise.

Lundi 16 mars cependant, sur le plateau de “C à vous”, le médecin a publiquement fait son “mea-culpa” pour s'être montré “trop” rassurant. huffingtonpost.fr 17 mars 2020

- Coronavirus: après 3 décès suspects, l'ANSM alerte sur les possibles "effets secondaires" des traitements - bfmtv.com 30 mars 2020

LVOG - Leur intention inavouable : Empêcher la population de s'en remettre à l'automédication qui pourrait éventuellement la protéger, la soigner, la sauver.

BFMTV - L'Agence du médicament (ANSM) a averti lundi que les traitements testés contre le Covid-19 pouvaient entraîner des effets indésirables graves et ne devaient "en aucun cas" être utilisés en automédication, alors que trois décès potentiellement liés à ces traitements ont été signalés.

LVOG - La suggestion est directe ou l'amalgame est flagrant, "trois décès potentiellement liés à ces traitements", sans savoir exactement quel traitement, quel dosage, dans quelles conditions, par des personnes en bonne santé ou non, ils l'ignorent, c'est de la pure spéculation destinée à décrédibiliser l'hydroxychloroquine.

BFMTV - "Une trentaine" d'effets indésirables graves, dont "trois décès" ont jusqu'à présent été signalés chez des patients atteints du coronavirus traités par Plaquénil (hydroxychloroquine) mais aussi d'autres médicaments tels que le Kaletra (un antiretroviral associant lopinavir/ritonavir), a indiqué à l'AFP Dominique Martin, le directeur général de l'ANSM.

LVOG - "Une trentaine", pourquoi pas une centaine pendant qu'ils y sont, dommage que le ridicule et le sadisme ne tuent pas. On aura admiré au passage "mais aussi d'autres médicaments", ce qui signifie qu'ils ne savent pas lequel de ces médicaments étaient en cause, peu importe, la propagande ne s'embarrasse pas de ces détails...

BFMTV - Leur association "potentialise le risque" de trouble du rythme cardiaque "qui peut conduire à un accident cardiaque", dit-il. Et cela est "encore plus vrai chez les patients qui souffrent du Covid", en raison de troubles métaboliques spécifiques à cette maladie.

LVOG - Le coronavirus s'attaque en priorité aux voies respiratoires, de sorte que tout mouvement va entraîner une accélération

du rythme cardiaque. Mais chaque fois qu'on produit un effort, c'est ce qui se produit, le coeur a été conçu pour résister à ces accélérations qui peuvent durer un certain temps, qu'on pense aux coureurs cyclistes ou de marathon qui n'en meurent pas pour autant. Ils commencent par qualifier de risque ce qui au départ n'est qu'un phénomène naturel histoire de pouvoir envisager le pire ensuite,"un accident cardiaque", là où ils voulaient en venir.

Pour la petite histoire.

Mon épouse, qui a été opérée du coeur il y a 13 ans et survit avec 2 valves mécaniques en acier inoxydable ou quelque chose de semblable, a subi un traitement lourd qui s'est traduit par la détérioration de ses poumons, de l'estomac et du foi, de sa vue notamment, avec une prise de poids de 30 kilos au point de la rendre méconnaissable. Ils lui ont fait prendre jusqu'à 18 comprimés par jour pendant des années, et ils ont détruit entièrement sa santé et ruinée sa vie, nous sommes séparés depuis 7 ans. Si elle pouvait vous parler, elle vous répèterait qu'elle aurait préféré ne pas se réveiller à l'issue de cette opération, plutôt que vivre ce cauchemar.

Elle a été opérée en urgence dans une clinique privée à Aubagne, parce qu'à l'époque l'hôpital public avait un délai d'attente de plusieurs mois. Cardiologues et médecins n'ont cessé d'affirmer depuis 13 ans, que son état de santé ne permettait pas une opération des yeux pour réduire la cataracte dont elle est atteinte aux deux yeux, opération somme doute bénigne et rapide.

Et ne voilà-t-il pas qu'ils lui proposent soudain une nouvelle opération du coeur pour remplacer ces 2 valves par des valves plus confortables ou fabriquées dans une autre matière, opération du coeur à haut risque puisque seulement 1% des patients en ressortent vivants selon les mêmes cardiologues, l'opération dure plus de 10 heures, avec dépose du coeur et bricolage sur une table, etc. Autant dire que cela ressemble à une mise à mort programmée, à un meurtre très lucratif.

Question : Cette clinique privée, combien a-t-elle touché de la Sécurité sociale lors de la première opération ? Comment se fait-ils qu'ils soient intervenus sur 2 valves mitrales, alors qu'au cours des examens qu'elle avait subis depuis sa première opération en 1986 qui n'avait concerné qu'une seule valve, aucun hôpital ou aucune clinique spécialisée en cardiologie en France et en Inde n'avaient détecté le moindre problème sur une seconde valve ?

Leur scélératesse n'a pas de limite.

- L'origine du coronavirus interpelle Marine Le Pen, mais des chercheurs ont déjà la réponse - huffingtonpost.fr 30 mars 2020

LVOG - Comme ils en savent des choses soudainement !

Voulez-vous être identifié à Marine Le Pen, à l'extrême droite ? Bien sûr que non. Alors rejetez spontanément ou sans réfléchir toute information ou fait qui contredirait la version officielle sur l'apparition du coronavirus, sous peine de vous voir accusé non seulement de vous retrouver au côté de l'extrême droite, mais aussi de colporter "les théories du complot sur l'origine de la maladie fleurissent", voilà à quel amalgame ordurier ces salopards professionnels de la désinformation en sont arrivés. Lisez, c'est édifiant, ils osent véritablement tout.

Huffingtonpost - Alors que l'épidémie de Covid-19 touche de plein fouet la France, les théories du complot sur l'origine de la maladie fleurissent. Loin des faits déjà établis par la science.

Depuis son apparition en Chine en décembre 2019, le Covid-19 a tué plus de 35.000 personnes à travers le monde. Trouver son origine a été l'une des premières questions que se sont posées les chercheurs. Dans leurs recherches, ils n'ont pas exclu que le virus puisse avoir été créé par l'humain. De plus, la présence d'un institut de virologie à Wuhan, épicentre de l'épidémie, a alimenté de nombreuses théories.

LVOG - La version quasi officielle chinoise adoptée également ou notamment par des scientifiques japonais et taiwanais dément désormais que ce coronavirus serait apparu spontanément en Chine, selon eux, c'est impossible, il aurait été importé de l'étranger, des Etats-Unis pour être plus précis. Voilà ce qu'ils appellent la théorie du complot, toute version qui contredit la leur et répétée en boucle par Trump et les dirigeants occidentaux.

Huffingtonpost - Dans une étude du 17 mars 2020, publiée dans Nature, les scientifiques ont comparé le SRAS-CoV-2 avec les six autres coronavirus connus pour toucher l'être humain. Voici ce qu'ils rapportent: "nos analyses montrent clairement que le SRAS-CoV-2 n'est pas une construction de laboratoire ou un virus délibérément modifié".

LVOG - Nature, vous verrez plus loin de quelle publication il s'agit. Ils sont affirmatifs, mais en réalité ils n'en savent rien ou ils en savent trop, notez-le bien, car au dernier paragraphe ils lâcheront le morceau.

Huffingtonpost - Kristian Andersen, chercheur en maladies infectieuses à l'Institut de recherche Scripps de La Jolla et co-auteur

de l'étude, est parti du principe que "cette théorie selon laquelle le virus a une origine non naturelle est une hypothèse potentiellement sérieuse".

Mais rapidement, il s'est avéré que la composition du virus était différente de ceux déjà connus. Il a pour origine un ou des virus qui étaient inconnus dans la nature et ne peut donc vraisemblablement pas avoir été créé par l'homme.

LVOG - Vous aurez admiré au passage la manipulation. Ils commencent par nous mettre en confiance en nous présentant un brave chercheur animé de bonnes intentions ou travaillant librement, et qui finalement par le plus grand des hasards allait arriver à une conclusion qui tombait pile-poil avec la version officielle qu'on nous sert en boucle, merveilleux !

Ils étaient surtout inconnus des hommes et non dans la nature, la maîtrise totale de l'homme sur la nature est un mythe. Parce qu'il était inconnu des hommes, des hommes n'auraient pas pu le fabriquer à partir d'un échantillon, or l'on sait que dans le monde entier des laboratoires se livrent à ce genre de manipulations, et il est de notoriété publique qu'ils ont créé des virus plus virulents à partir de cellule souche, là c'est nous prendre pour des ignorants ou des abrutis.

Huffingtonpost - Robert Garry, virologue à l'Université Tulane de la Nouvelle-Orléans, détaille: "Ce n'est pas un virus que quelqu'un aurait conçu et bricolé. Il a trop de fonctionnalités distinctes, dont certaines sont contre-intuitives". Il ajoute même: "Vous ne feriez pas cela si vous essayiez de créer un virus plus mortel".

LVOG - Pourquoi, il y a déjà pensé, qu'est-ce qu'il en sait ? A-t-il déjà effectué des recherches allant dans ce sens-là ? Lui, il sait à l'avance comment va réagir un virus qui va être bricolé, encore un prophète !

Huffingtonpost - Si des scientifiques l'avaient délibérément conçu, ils n'auraient pas modifié les gènes du virus de cette manière, car cela va à l'encontre de tout ce que les modèles informatiques ont indiqué jusqu'à présent. La nature a trouvé un moyen de muter le virus d'une manière plus performante que celle des scientifiques selon l'étude.

LVOG - Voilà qu'ils appellent en renfort "les modèles informatiques" qui ont servi à nous vendre l'urgence climatique ou le réchauffement climatique de nature anthropique qu'ils ont fabriqué de toutes pièces, nous sommes vaccinés, ce procédé aussi est obsolète pour nous berner.

La nature, qu'est-ce qu'ils en connaissent, au bout de 40 ans ils n'ont même pas été foutus de venir à bout du virus du sida qui continue de faire des millions de morts. Ils sont payés pour cela.

Huffingtonpost - À l'inverse, le Covid-19 est comparable à d'autres coronavirus qui ont été découverts chez la chauve-souris et le pangolin, après l'émergence de l'épidémie. Cela montre que la maladie est passée directement de l'animal à l'homme.

Huffingtonpost - Selon toute vraisemblance, le SRAS-CoV-2 a bien une origine naturelle et est passé de l'animal à l'homme, sans d'autres interventions. Ce jeudi 26 mars, dans ScienceNews, Emma Hodcroft, épidémiologiste moléculaire à l'Université de Bâle, concluait simplement: "Ce n'est qu'une autre maladie qui déborde des animaux sur les êtres humains". huffingtonpost.fr 30 mars 2020

LVOG - Cela ne démontre rien de semblable. Et si le coronavirus présente des similitudes avec ceux présents "chez la chauve-souris et le pangolin", c'est peut-être que ce coronavirus a été fabriquée ou manipulée à partir d'une telle souche, pourquoi pas puisqu'ils se livraient à des recherches sur ces coronavirus, ce sont eux qui l'ont dit par ailleurs, un secret de polichinelle.

Admirez, après avoir écarté toutes les hypothèses qui ne leur convenaient pas pour raison idéologique, les voilà qui terminent en nous disant qu'ils n'en savaient absolument rien, car "selon toute vraisemblance" signifie simplement que tout et son contraire est possible ! Cela n'a rien à voir avec une démarche scientifique sérieuse.

Nature, qu'est-ce que c'est ?

Toutes ces données sont extraites de wikipedia.org.

- Nature est une revue scientifique généraliste de référence, à comité de lecture et publiée de manière hebdomadaire. C'est l'une des revues scientifiques les plus anciennes et les plus réputées au monde.

Elle est publiée par le groupe de presse britannique Nature Publishing Group (fusionné depuis 2015 avec Springer Science +Business Media)...

La politique éditoriale de Nature peut ainsi favoriser la course à la publication d'articles suscitant un fort intérêt (dilemme du « publier ou périr »), ce qui vaut à la revue d'être surnommée le « Voici du monde scientifique ».

Business is business.

Springer Science+Business Media ou Springer (anc. Springer Verlag) est un groupe éditorial et de presse spécialisée d'origine allemande. Au niveau mondial, c'est le troisième groupe d'édition spécialisé dans le secteur des Sciences, Technologies et Médecine (STM).

En mai 2015, est formé le groupe Springer Nature, par la fusion avec Nature Publishing Group détenu par Holtzbrinck à hauteur de 53 % et par BC Partners.

Avec quelque 55 maisons d'édition et environ 5 000 salariés à travers le monde, Springer publie aux alentours de 2 000 revues et plus de 6 500 nouveaux livres par an.

Holtzbrinck, Holtzbrinck Publishing Group ou Verlagsgruppe Georg von Holtzbrinck est une maison d'édition allemande classée parmi les dix plus grands groupes éditoriaux mondiaux. Organisée en holding, on y compte des supports de presse comme Die Zeit ou Nature, et des maisons d'édition comme Macmillan Publishers.

Comment firent fortune ses fondateurs ?

En 1931, le futur fondateur du groupe, Georg von Holtzbrinck (1909-1983), ralliait l'Union des étudiants nationaux-socialistes allemands puis en 1933 le Parti national-socialiste des travailleurs allemands sous le no 2.126.353.

En 2010, il faisait partie des dix plus grands groupes éditoriaux mondiaux.

Le président du groupe est Stefan von Holtzbrinck, le fils de Georg.

BC Partners

BC Partners est un fonds d'investissement spécialisé dans le rachat par LBO de sociétés européennes, principalement italiennes, espagnoles, allemandes et françaises.

Nature Publishing Group

Nature Publishing Group (NPG) est un groupe de presse spécialisé dans les sciences, né en 1999, et fusionné avec les éditions scientifiques Macmillan regroupant : Nature...

En 2007, NPG publie plus de 60 revues dans différents domaines de recherche...

En 2007, Nature est corécipiendaire, avec la revue américaine Science, du prix Princesse des Asturies de la communication, une première pour une revue scientifique.

Princesse des Asturies

Le prix Princesse des Asturies (prix Prince des Asturies jusqu'en 2014) est le plus prestigieux prix espagnol, délivré par la Fondation Princesse des Asturies...

Fondation Princesse des Asturies

Présidente d'honneur : princesse Leonor,

Leonor de Borbón y Ortiz, princesse des Asturies, née le 31 octobre 2005 à Madrid, en Espagne, est la fille aînée de Felipe VI, roi d'Espagne, et de son épouse la reine Letizia, ainsi que la petite-fille du roi Juan Carlos Ier et de la reine Sophie. Membre de la famille royale espagnole, elle est l'héritière du trône d'Espagne depuis le 19 juin 2014.

Lauréats. Coopération internationale

1989 : Jacques Delors et Mikhaïl Gorbatchev
1991 : UNHCR
1993 : Les soldats des Nations unies basés en ex-Yougoslavie
2006 : Fondation Bill-et-Melinda-Gates

2007 : Al Gore

Concorde.

1988 : Union internationale pour la conservation de la nature et World Wide Fund for Nature
1991 : Médecins sans frontières
1992 : American Foundation for AIDS Research (AmfAR)
2017 :Union européenne.

Quelle est l'orientation ou la ligne éditoriale de Nature ? Sans surprise, celle du sommet de l'oligarchie. Deux exemples tirés de deux articles publiés dans le portail de Nature.

1- Mais une question clé sera de savoir si les gouvernements sont en mesure de faire avancer les objectifs climatiques lorsqu'ils mettent en œuvre des plans de relance économique - et si oui, dans quelle mesure...

Les experts voient les leçons du programme de relance américain promulgué par l'ancien président Barack Obama après la crise financière de 2008. Ce paquet comprenait des investissements dans les infrastructures vertes ainsi que 16,8 milliards de dollars pour des programmes de recherche et développement ciblant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique - faisant partie d'un investissement de près de 53 milliards de dollars dans la science.

Mais il existe un danger que les gouvernements se replient sur des projets à forte intensité de carbone prêts à démarrer. Mountford note que l'Inde et la Chine ont de nombreux projets de centrales électriques au charbon qui ont été abandonnées à la recherche d'énergies renouvelables, et ils pourraient être relancés rapidement si l'accent est mis uniquement sur la croissance économique et l'emploi.

«C'est une façon facile de procéder», dit Mountford, mais elle ajoute que les gouvernements seraient plus avisés de se concentrer sur la construction d'un nouvel avenir pour les travailleurs et les collectivités plutôt que de soutenir les industries des combustibles fossiles en difficulté. «Nous allons exhorter les gouvernements à ne pas résoudre une crise économique en exacerbant une autre», dit-elle...

L'administration Obama a également utilisé le plan de sauvetage du gouvernement de l'industrie automobile pour obtenir un accord visant à établir des normes d'efficacité énergétique et d'émissions de gaz à effet de serre. Beaucoup voient cela comme un modèle pour faire avancer les politiques publiques en temps de détresse...

2- Lorsque les sources d'informations officielles sont perçues comme non fiables, le climat est propice à la propagation virale de spéculations infondées. COVID-19 a déclenché une source de rumeurs - un mélange indiscernable d'informations non vérifiées, d'informations utiles, de désinformation et de désinformation intentionnellement manipulée. Entre le 1er janvier et la mi-mars 2020, notre surveillance des médias sociaux au Vaccine Confidence Project avait capturé plus de 240 millions de messages numériques et de médias sociaux dans le monde faisant référence au nouveau virus, avec une moyenne de 3,08 millions de messages par jour. Sur Twitter, 113 millions d'auteurs uniques ont tout partagé, des messages provenant des reportages et des commentaires sur COVID-19 aux opinions sur les mesures de quarantaine, les spéculations sur la source du virus et les remèdes maison. Celles-ci allaient de l'eau de Javel relativement inoffensive - manger de l'ail - à la pure et dangereuse. Un message prétendant faussement provenir de l'Université de Stanford en Californie a recommandé de siroter de l'eau pour tuer le virus ou de retenir votre souffle pendant dix secondes pour déterminer si vous êtes infecté. (Ni l'un ni l'autre ne fonctionne.)

Alors que les scientifiques se précipitaient pour enquêter sur le nouveau virus, des théories du complot ont commencé à circuler sur la question de savoir s'il s'agissait d'un nouvel agent pathogène naturellement évolué, celui qui s'était glissé par inadvertance dans un laboratoire de haute sécurité à Wuhan ou qui avait été délibérément créé pour la guerre biologique - une idée jugée plausible. par certains dans le contexte actuel de géopolitique et d'aggravation des tensions entre les États-Unis et la Chine.

Le 19 février, un groupe de scientifiques a publié une déclaration dans The Lancet pour réprimer le tsunami des théories du complot. Ils ont confirmé que les enquêtes «concluaient massivement que ce coronavirus provenait de la faune sauvage». (Origine démentie depuis par les scientifiques chinois qui disent ignorer encore sa provenance. - LVOG)

Dans le registre ils ont de la suite dans les idées.

LVOG - Il est évident que si vous n'intégrez pas tous ces faits (et bien d'autres) dans la stratégie de l'oligarchie, vous ne pourrez pas la combattre efficacement.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en la matière, le déni est la pire erreur à commettre ou la pire posture à adopter, outre que

c'est un puissant facteur de division et de polémiques sans fins, parce que fatalement un jour ou l'autre elle se retournera contre ses auteurs, tout finit toujours par se savoir un jour ou la vérité finit toujours par se frayer un chemin et triompher, malheur à ceux qui l'aurait oublié !

Slate, c'est la voix du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne. S'ils vous informent sur leurs réelles intentions, c'est uniquement pour mieux vous préparer psychologiquement à en subir les conséquences néfastes, et non pour vous fournir matière à les combattre, comme peuvent le croire naïvement ceux qui d'un geste dédaigneux ou hautains s'empresseront de mettre à la poubelle ces faits ou arguments, qu'ils qualifieront de complotistes sans se soucier de leur source, comme si les porte-parole de l'oligarchie complotaient contre l'oligarchie, c'est d'une absurdité confondante.

Pareille confusion foisonne au sein du mouvement ouvrier, au point que c'est devenu la norme chez la plupart des militants, qui sont ainsi manipulés à leur insu ou qui ont adapté leur dogme à cette norme, et c'est ce conformisme qui leur permet de croire qu'ils sont en phase avec les masses.

Terrible méprise, car en réalité ils ne font qu'épouser l'idéologie de la classe dominante, qui effectivement est la plus répandue dans la société. Que cela ne leur vienne pas spontanément à l'esprit, alors que cela nous saute aux yeux, témoigne de la médiocrité de leur niveau théorique ou de leur niveau de conscience politique, de leur incapacité à saisir les faits dans leur enchaînement dialectique, et la crainte qu'ils leur inspirent va se métamorphoser en crainte d'affronter le régime ou en témoigne tout simplement. Dès lors, ils ne peuvent que témoigner du mépris envers les militants de mon espèce, comportement que je me garderai bien d'imiter, sinon cela ferait belle lurette que je m'adresserais plus à eux.

Je les appelle à bien réfléchir à ce qu'ils viennent de lire, sans prétention aucune de ma part, ma contribution politique demeurant somme toute modeste et dépourvue d'intérêt personnel, sans même vouloir avoir raison à tous prix, désolé. Je suis au service d'une cause, voilà tout, et je n'ai nullement l'intention de la trahir ou de m'avilir au point de ne plus en être digne, c'est une question de principe non négociable. L'honnêteté et la discipline la plus élémentaire commandent d'y rester fidèle en toute circonstance.

Contrairement à beaucoup, je n'ai jamais refusé d'examiner sérieusement un fait ou un argument qui m'était soumis, quand bien même je l'aurais ignoré auparavant ou il s'inscrirait en contradiction avec mes analyses ou positions. Je les appelle à en faire autant et tout le monde s'en portera mieux. Vous voyez, je n'ai rien d'un donneur de leçons ou je n'ai rien à voir avec le genre de type qui vous dirait, faites ce que je vous dis mais ne faites pas ce que je fais, il faut avoir l'esprit particulièrement tordu, sournois ou malsain pour recourir à ce genre de procédé, et ce n'est pas mon cas.

Quand on observe à quel point des gens peuvent se méprendre sur des faits somme toute anodins ou répétitifs, on conçoit d'autant plus facilement qu'ils puissent se méprendre sur les réelles intentions des personnes qu'ils sont amenés à croiser ou à côtoyer. C'est un fait qu'on a intégré dans notre réflexion puisque cela fait partie de la réalité. Là encore, on n'exclut rien. Ma démarche consiste uniquement à expliquer et partager ce que je crois avoir compris, c'est tout. C'est la seule chose dont je suis comptable ou responsable.

Selon moi, la véritable intelligence et modestie au passage, consiste à avoir conscience qu'on ignorera toujours plus de choses qu'on en connaît et qu'il en ira toujours ainsi, conformément à la nature des hommes. Quand on a adopté cette définition ou qu'on s'en tient à ce constat élémentaire, par expérience on finit pratiquement par être blindé ou inoxydable à toutes tentations ou dérives dogmatiques.

Qu'on ait des désaccords sur un tas de sujets, c'est normal, c'est la vie, mais qu'on soit en désaccord sur l'essentiel, on ne peut pas le laisser passer, vous comprenez, et c'est là que nous en sommes rendus hélas ! Et les circonstances actuelles ne sont pas vraiment faites pour arranger les choses, bien qu'il faille garder l'espoir qu'elles peuvent à un moment donné se retourner en leur contraire et nous être favorables, souhaitons-le !

- Avec le Covid-19, la Chine invente la main-d'œuvre en libre-service - slate.fr 30 mars 2020

Lorsque l'épidémie de Covid-19 a frappé la Chine en décembre, de nombreux commerces ont été contraints à la fermeture: restaurants, karaokés, services de transport... Leurs salarié·es se sont ainsi retrouvé·es sans emploi et sans certitude de retrouver une situation normale avant plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Mais là où les commerces de proximité chinois ont subi la crise, d'autres, en particulier les supermarchés en ligne, en sont sortis grandis et ont vu la demande exploser. Avec elle est survenu un grand besoin de main d'œuvre, afin de pouvoir assurer les préparations et les livraisons de commandes, raconte le média Abacus.

Les grandes chaînes de distribution ont alors sauté sur l'occasion et ont lancé des programmes de «partage d'employés». L'entreprise Freshippo, propriété du géant Alibaba spécialisée dans l'alimentation, a affirmé avoir employé des centaines de personnes qui travaillaient auparavant dans des restaurants ou des bars karaoké à Shanghai, Pékin et dans d'autres villes.

Même chose du côté de 7Fresh, succursale du groupe JD.com, qui s'est associée pour l'occasion à plusieurs restaurants. Ces programmes de «partage» autorisent officiellement les employé·es à appartenir à deux entreprises à la fois. Freshippo paye ainsi les personnes prêtées, qui sont toujours sous contrat avec leur employeur initial.

Le ministère chinois des ressources humaines et de la sécurité sociale a annoncé le mois dernier que l'employeur principal devait s'assurer que l'entreprise à qui il prêtait sa main d'œuvre versait bien les salaires et les prestations d'assurance sociale.

Un système prêt à être exporté

Avec la pandémie et les mesures de confinement prises un peu partout dans le monde, l'essor du commerce en ligne ne s'arrête pas aux frontières chinoises. Et ce système, un peu différent du plus traditionnel travail intérimaire, pourrait être repris en Occident.

Aux États-Unis, Amazon a annoncé être à la recherche de quelque 100.000 employé·es pour gérer la crise. Dans son communiqué, le groupe s'adresse en particulier aux personnes ayant perdu leur poste dans l'industrie hôtelière, les restaurants et les voyages.

«Nous voulons que ces personnes sachent que nous sommes prêts à les accueillir dans nos effectifs jusqu'à ce que les chosent reviennent à la normale et que leurs employeurs passés puissent les reprendre», a fait savoir Amazon.

Difficile, à ce stade, de savoir si un contrat à la chinoise est envisagé, ou même si ce système ne sera pas qu'un statut ultra-précaire de plus dans l'économie mondiale.

La Chine, d'ores et déjà satisfaite de cette idée de «partage», envisage d'y avoir recours, hors coronavirus, dans des occasions où la demande est plus forte, comme le Black Friday ou bien la Fête des célibataires. slate.fr 30 mars 2020

- Le dollar numérique, une révolution en préparation - slate.fr 30 mars 2020

Une telle mesure bouleverserait le système bancaire américain et la politique monétaire du pays.

Un plan de stimulation d'urgence de l'économie est en ce moment finalisé entre les deux chambres du Parlement des États-Unis. Entre autres décisions envisagées, les représentants démocrates ont proposé une mesure inédite: la création d'un «dollar numérique», géré par la Federal reserve (Fed), la banque centrale américaine.

La proposition n'a en définitive pas été retenue dans l'accord final. Rien de surprenant: une telle mesure impliquerait la construction d'une infrastructure technologique complexe, beaucoup d'organisation et poserait de multiples questions légales. Un dispositif qui semble loind d'être idéal dans l'urgence de la situation.

Cela montre tout de même que cette création d'un dollar numérique est sérieusement envisagée par les parlementaires –ce n'est probablement pas la dernière fois que l'on en entend parler.

La vertu de ce système réside dans le fait que, dans le cas d'un plan d'urgence tel que celui qui est discuté en ce moment, il serait possible de transférer de l'argent à la population plus rapidement qu'aujourd'hui.

Le plan de stimulation prévoit en effet d'envoyer du cash à un certain nombre de citoyen·nes, selon des critères d'éligibilité. Si cela est possible, ces paiements vont être effectués via un virement sur leur compte bancaire. Manque d'accès aux services bancaires

Seulement, un simple virement est loin d'être toujours possible. Aux États-Unis, le droit au compte n'existe pas et 25% des foyers n'ont pas d'accès ou un accès limité aux services bancaires.

Dans ces cas là, un chèque est envoyé par la poste, ce qui peut prendre jusqu'à quatre mois. Or, les personnes qui n'ont pas de compte bancaire ou qui y ont difficilement accès font partie des catégories les plus pauvres de la population.

Un dollar numérique impliquerait la création de comptes à la Fed elle-même, sans avoir à passer par l'intermédiaire d'une banque. Les paiements pourraient ainsi être effectués très rapidement, en créditant automatiquement les comptes personnels des personnes éligibles.

Jerome Powell, le président de la Fed, affirme qu'il étudie la possibilité de la création d'un dollar virtuel. Il est noté par le Wall Street Journal qu'un tel système renforcerait les pouvoirs de la banque centrale en lui permettant d'agir directement auprès des foyers, et non plus seulement en tentant d'influencer les marchés –un changement de paradigme profond. Powell relève toutefois les questions qu'une telle monnaie numérique pose au niveau de la vie privée et de la cyber-sécurité.

L'idée d'une monnaie numérique ne fait pas son chemin qu'aux États-Unis. La Banque de France a annoncé vouloir expérimenter un euro virtuel pour régler des transactions sur les marchés financiers. La Chine travaillerait elle aussi sur la possibilité d'utiliser un Yuan numérique. slate.fr 30 mars 2020

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Haut de page

Le 2 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

Vous avez le temps de lire et de réfléchir, profitez-en !

- 3.000 morts en trois semaines dus au virus de la grippe... c'était en janvier 2019 en France.

Pas de pandémie ? Pas de confinement ? Pas d'état d'urgence sanitaire. A peine croyable ! CHUT ! Le talon de fer de l'union nationale règne de l'extrême droite à l'extrême gauche et assimilés !

Vous avez saisi la manipulation ? Je vous le souhaite.

Quel parti ouvrier a reproduit cette information dans un éditorial ou un communiqué ? Réponse : Aucun.

Question : Pourquoi ? Qui ménagent-ils ainsi ? Devinez. Vous voulez qu'on poursuive ou qu'on vous fasse un dessin ou ce ne sera pas nécessaire ? A quoi servent-ils ? A rien ou vous avez déjà la réponse.

Cela me gêne de le dire (et je suis poli!), mais comment faire autrement ? Vous voyez dans quelle situation ils mettent les militants sincères comme moi. Soit on les imite et on cache la vérité aux travailleurs, on les ménage ou on flatte leur ignorance, soit on leur dit la vérité et les militants vont nous tomber dessus à bras raccourcis. Vous comprenez peut-être mieux ce que nous voulions dire, en affirmant que ces partis nous prenaient en otage. Nous ne cèderons jamais à cet infâme chantage.

Dans ces conditions, le mot d'ordre d'unité n'a aucun sens. Qui divise ? Qui méritent de s'estimer légitimes, ceux qui optent pour l'omerta ou ceux qui la rompent ? A vous de juger comme ils savent si bien dire.

Les crises climatique et sanitaire ont été uniquement conçues pour cacher la crise irréversible ou permanente du régime capitaliste et tenter de la freiner, de la surmonter temporairement pour gagner du temps, sachant que l'affrontement direct avec les masses exploitées et opprimées sera inévitable.

L'effroyable et sordide imposture.

Inde. 1,3 milliard d'habitants confinés pour 41 morts au 1er avril.

- Total Covid-19 - Cases In India Rise To 1,834 With 41 Deaths - swarajyamag.com April 02, 2020 at 9:17 AM

Je n'ai pas le temps de m'attarder sur la situation en Inde, on verra cela plus tard.

Je ne manque de rien, en revanche il ne faut pas qu'un emmerde nous tombe dessus, genre coupure de courant, moteur (eau) en panne, rage de dent et bien sûr cyclone ! Il y a des flics partout, les routes sont coupées...

- 18 pages au format pdf

Les travailleurs n'en peuvent plus, ils sont exaspérés, alors il faut appeler au soulèvement pour en finir avec Macron et le régime.

C'est aux travailleurs qu'il faut s'adresser, car personne d'autres ne se mobilisera à leur place pour faire valoir leurs droits, besoins, aspirations.

- En Italie, le confinement engendre exaspération et colère - Le HuffPost 1 avril 2020

Des tensions émergent en Italie, où le confinement national a été décrété il y a plus de trois semaines en réponse à la pandémie du coronavirus. “On n’a plus un euro. On ne tiendra pas une semaine de plus dans ces conditions”, alerte un habitant de Palerme (Sicile), dans une vidéo mise en ligne ces jours-ci.

Si le gouvernement ne leur apporte pas plus de soutien, “la révolution va éclater”, prévient-il. “Je n’en peux plus. Je suis au bout du rouleau. Ils nous affament”, confie un commerçant de la ville de Bari, dans le sud de l’Italie.

Une autre vidéo montre un groupe de gens interpellant des policiers stationnés devant une banque fermée. “On n’a plus de nourriture, ni d’argent. Ma boutique est fermée depuis maintenant 20 jours. De quoi suis-je censé vivre?” demande un homme.

“Venez chez moi, s’il vous plaît. Vous verrez qu’il ne me reste plus rien. J’ai besoin de nourriture”, implore une femme. La solidarité initiale des Italiens face à la crise du coronavirus s’est manifestement estompée, notamment dans les régions pauvres du sud du pays, et les habitants supportent mal les restrictions qui affectent leur vie quotidienne. Les scènes d’Italiens chantant au balcon ont cédé la place à des images de frustration et de colère.

La semaine dernière, à Naples, un homme a déclenché une altercation entre les clients et le personnel d’une supérette, où il essayait de se procurer des biens de première nécessité (pâtes, tomates, pain, huile) qu’il ne pouvait pas payer. Un client ayant assisté à la scène a tenté de le défendre auprès du personnel: “Ce type n’a pas d’argent. Il n’achète pas du champagne ni du vin, juste l’essentiel!”

La semaine dernière, à Palerme, la police est intervenue dans un supermarché Lidl, où un groupe d’environ 20 familles ayant rempli leur chariot de nourriture ont tenté de partir sans payer.

Il y a deux semaines, le gouvernement a annoncé qu’il débloquerait une enveloppe de 25 milliards d’euros, incluant des dispositifs de soutien aux salariés temporairement mis à pied. Des aides jugées insuffisantes par les citoyens et certains responsables politiques, car elles ne concernent pas les nombreux Italiens qui travaillent dans l’économie informelle.

“Nous devons agir vite, très vite”, a averti le maire de Palerme, Leoluca Orlando, dans La Stampa. “La détresse des gens pourrait se transformer en violence.” Cette semaine, le gouvernement italien a annoncé que le confinement serait prolongé “au moins” jusqu’à Pâques, si ce n’est au-delà. Le lundi 30 mars, le bilan était de 11.591 morts, soit 812 de plus que la veille et davantage que tous les pays. Le nombre total d’infections avérées s’élève à 101 739, même si le taux de nouvelles contaminations semble ralentir.

Plusieurs gouvernements et autorités sanitaires en Europe ont signalé ces derniers jours que les restrictions imposées à l’activité sociale et économique devront probablement être maintenues pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois.
La distanciation sociale est nécessaire pour limiter la propagation du coronavirus, affirment les dirigeants, et une levée trop précoce de ces mesures risquerait de provoquer un retour en force du virus.

Mais la situation italienne indique l'apparition d'un nouveau front dans la lutte contre le coronavirus: l'importance vitale de maintenir le moral de la population et l'ordre social. Au Japon, une hausse soudaine du nombre de cas laisse penser que la population ne prend plus au sérieux les instructions officielles. "Il faut que tout le monde éprouve un sentiment d'urgence", explique Satoshi Hori, professeur à l'université de Juntendo et spécialiste de la lutte contre les maladies infectieuses. "Mais les gens se lassent des restrictions liées à l'activité physique", constate-t-il dans les colonnes du Financial Times.

Faire respecter les restrictions sans s'attirer l'hostilité de la population relève souvent d'un équilibre délicat. Au Royaume-Uni, la police a été critiquée pour son usage de drones et autres tactiques pour faire appliquer les mesures de confinement. Le week-end dernier, un ex-juge de la cour suprême a déclaré à la BBC que les réactions excessives dans certaines régions risquaient de faire du Royaume-Uni un "État policier".

Mardi 31 mars, le Guardian a rapporté que la police britannique avait reçu l'ordre de ne pas "faire de zèle". Selon le quotidien britannique, les chefs des services de police veillent à "ne pas se mettre à dos la population". "Nous n'allons pas résoudre ce problème par la force", affirme ainsi un officier de police à la BBC.

- Tunisie: le confinement prolongé de 15 jours malgré des manifestations - AFP 1 avril 2020

Le confinement général en place depuis le 22 mars en Tunisie a été prolongé de 15 jours, a annoncé mardi soir la présidence tunisienne, en dépit de manifestations contre cette mesure qui plonge dans la misère de nombreux travailleurs précaires. AFP 1 avril 2020

- Coronavirus : la hantise des dirigeants africains, une explosion sociale majeure - Franceinfo 1 avril 2020

Pour des millions de foyers qui vivent dans les bidonvilles et les "quartiers spontanés" du continent, le confinement total pourrait jeter nombre d'entre eux dans la rue, si la crise perdure. Franceinfo 1 avril 2020

POID - Editorial. Réquisition, rupture ! par Daniel Gluckstein - le 2 avril 2020

https://latribunedestravailleurs.fr/2020/04/02/requisition-rupture/

En guise d'avertissement lourd de menaces.

«Crise sanitaire: les libertés abandonnées ne seront pas retrouvées intactes» - Le Figaro 31 mars 2020

Jean-Philippe Delsol est avocat et président de l'Institut de Recherches Économiques et Fiscales (think-tank libéral). Il a notamment publié Éloge de l'inégalité (Manitoba, 2019).

Extrait.

Taïwan, dont le système de santé est très largement privatisé, a réussi à maîtriser la propagation de la maladie sans confinement généralisé. (Conclusion : Il faut privatiser ce qui reste en France du système de santé. - LVOG)

Peut-on, doit-on faire confiance à cet État qui n'a pas prévu de stocks suffisants de masques et de tests, qui s'inquiète de l'insuffisance de lits respiratoire et tarde à en appeler aux lits inoccupés des hôpitaux privés? L'État ne sait pas tout! D'autres politiques étaient possibles. Sans confinement généralisé, la Corée du Sud et Taïwan, dont le système de santé est très largement privatisé, ont réussi à maîtriser la propagation de la maladie avec des distributions ou ventes massives de masques de protection et la multiplication des dépistages permettant un suivi des parcours du virus pour chaque patient. (Au fait, aux Etats-Unis où c'est la Fed et les hyper milliardaires qui font la loi, la situation est identique à la France, non ou pire encore ? - LVOG)

Mais l'État aura pris déjà soin des affaires de tous. Il se croira indispensable. Sûr que sa douce tyrannie est bonne, n'en profitera-t-il pas, comme en Chine, pour étendre son pouvoir sur les citoyens et bientôt sur leur esprit qu'il confinera aussi dans une pensée correcte? (Si ce n'est pas l'Etat qui détient le pouvoir politique, qui alors sinon l'oligarchie financière, les marchés, c'est la trame de cet article. - LVOG)

Certes, je n'imagine pas que MM. Macron et Philippe instituent aujourd'hui un État totalitaire, mais ils habituent la politique française à ces mesures sur la base d'une situation décrétée d'urgence absolue dans des conditions qui ne le méritaient peut-être pas. Ils augurent mal de l'avenir pour lequel déjà ils parlent de nationaliser, de contrôler la production... (Quel crime ! - LVOG)

Une nouvelle religion de précaution se sera répandue pour croire que l'héroïsme conduit à vivre chez soi s'il est dangereux d'en sortir. Tous se seront accoutumés à une présence publique plus tutélaire que jamais. Patrons, indépendants et salariés

garderont tendue la main qui réclame l'aumône que l'État leur consent après en avoir prélevé le montant sur leur dos. Les libertés dédaignées seront amoindries et difficiles à recouvrer. La puissance publique régnera et aura pris plaisir à son obésité. Sauf si nous savons réagir bien sûr et prendre mesure de toutes choses. Le Figaro 31 mars 2020

LVOG - Bref, il faut en finir avec ce qui reste des Etats au profit de la finance dont la générosité est légendaire... uniquement envers elle-même ! Ainsi que les institutions supranationales comme l'UE.

En complément. La régression sociale sans fin, c'est la sobriété.

- Matthieu Orphelin : « Il faut réapprendre la sobriété » - LePoint.fr 1 avril 2020

LVOG - Comme quoi la mise en garde ou les enseignements de G. Orwell méritaient notre attention...

Stratégie du chaos et de la peur.

LVOG - Cet article a été rédigé dans un langage accessible à tous, c'est l'unique raison pour laquelle j'en reproduis un large extrait. Nous ne nous exprimons pas tous en recourant à la même sémantique ou terminologie, j'ai eu l'occasion de constater à de nombreuses reprises que même cela des militants bornés au dernier degré ne pouvaient pas le comprendre.

Moi, j'ai pris le parti de me contrefoutre totalement de ce qu'ils peuvent penser, je m'exprime comme je l'entends. Je suis un simple militant, un ouvrier qui pense, oui cela existe ou peut les surprendre, mais qui sont-ils au juste pour se permettre de nous juger ainsi ? Et les pires ce sont les ouvriéristes qui ont le don de s'adresser à l'élite et qui finalement les imitent !

- Pandémie: l'invention d'une maladie appelée la peur. Perturber l'économie mondiale. par Julian Rose
- Mondialisation.ca, 31 mars 2020

Extrait.

Ainsi, dans un monde fortement conditionné par les proclamations des médias, l'arme de la peur a un énorme pouvoir psychologique.

Comme nous en avons tous été témoins au cours des derniers mois, l'histoire du Coronavirus a été déclenchée, avec une joie lascive à peine contenue, par les médias sous les ordres des pourvoyeurs de missions malveillantes contre l'humanité. Poussé au volume maximum et dispersé dans le monde, le message de peur délibérément conçu a pour effet immédiat de rendre la majorité des gens impuissants.

La majeure partie de l'humanité a subi un processus d'éducation qui dépend, pour son efficacité, de la perception du pouvoir dévolu à une certaine «autorité» pour exercer une influence incontestable sur la direction générale de la vie. Une source d'influence qui dépend, pour son efficacité permanente, de ne jamais être soumise à un examen rationnel ou à un véritable examen d'aucune sorte. Tel est le pouvoir envoûtant de l'endoctrinement total.

Dans la bataille qui fait rage pour savoir «qui contrôle le monde», certains des agents de contrôle de la vie planétaire en grande partie cachés ou déguisés apparaissent maintenant au grand jour. Et c'est pourquoi le chaos et la peur sont vraiment dans «l'air du temps». La contagion de la maladie Covid-19 est pleine à craquer d'idiosyncrasies ; en fait, il y a tellement de facteurs absurdes dans les tentatives des médias de rendre compte de ce qui se passe, que l'on ne peut que se sentir étourdi et confus si l'on essaie de suivre le script en temps réel.

Cependant, ce qui est devenu clair comme de l'eau de roche, c'est le fait qu'une immense quantité de personnes sont rassemblées en troupeau et paissent, sans résistance. Les tactiques d'effarouchement utilisées sont plus dangereuses que le virus qui est l'excuse pour les déployer. Dans cet état de psychose induite, toutes sortes de machinations peuvent être perpétrées contre l'humanité – et c'est précisément ce à quoi nous assistons en ce moment.

Beaucoup de ceux qui lisent ceci connaissent déjà les ambitions de l'élite de l'État profond dominant et savent qu'une phase pré-planifiée de chaos social et économique est un facteur clé dans leur tentative de déploiement du Nouvel ordre mondial totalitaire. Nous sommes maintenant dans cette phase. Son succès dépend du grand nombre de personnes qui suivent les instructions transmises par les marionnettes politiques de l'État profond et par la lâche répétition de ces instructions par les médias grand public.

Encore une fois, la carte de la peur joue un rôle clé. Cette fois, en gardant un niveau constant d'anxiété et d'hystérie en ébullition, tout en veillant à ce que ceux qui sont capables de reconnaître la vraie nature de l'arnaque soient contraints de rester alignés, risquant sinon leur emploi, leur sécurité ou leur statut au sein de la relation maître / esclave, rigoureusement renforcée, du statu quo.

L'ensemble de l'édifice malade maintient son assise par la tromperie et l'exploitation pure et simple. Pourtant, les exploités choisissent largement de ne pas être conscients du fait qu'ils sont utilisés et maltraités au profit d'un idéal fasciste. En ne se rebellant pas face à un tel traitement – mais en s'y conformant – une population muette établit la base de son propre avilissement et de son esclavage.

Ces méthodes ont été pratiquées maintes et maintes fois dans l'histoire du monde, et chaque fois la rétrospective révèle la motivation d'une obsession du pouvoir et du contrôle, et les auteurs, qui ne sont qu'un petit nombre de despotes psychopathes. Que cela prenne la forme d'un pouvoir militaire, d'un dogme religieux ou profane, ou de phénomènes modernes de management des entreprises et des banques, à condition que le drame soit bien géré sur la scène et que le pouvoir réussisse à « terroriser », les hegemons arrivent à leurs fins.

Dans quelle mesure la mise en scène est-elle bien gérée à cette occasion – et quel est le plan ?

En raison des liens internationaux d'aujourd'hui, le «plan directeur» n'est plus une affaire régionale ou nationale, mais mondiale. Les principaux acteurs ont élaboré l'intrigue bien avant que chacun d'entre nous ne le sache et des réunions comme le Forum économique de Davos et les réunions de Bilderberg sont utilisées pour forger un consensus sur le calendrier et les méthodes à employer.

Dans le cas de Covid-19, son apparition sur la scène – ou du moins la diffusion d'un récit sur quelque chose de mauvais portant ce nom – est programmée pour détourner l'attention de l'accélération de l'installation de réseaux qui sont jugés importants pour la création d'un Nouvel ordre mondial totalitaire. Par exemple, le déploiement de la 5G, un réseau intelligent numérique et un «internet des objets» ; un système de transport robotisé ; le programmes de surveillance de la population par reconnaissance faciale ; de nouvelles souches d'organismes génétiquement modifiés et de vaccins, etc. Cependant, l'objectif prédominant consiste à «redéfinir» la finance mondiale de manière à sembler soutenir l'euphémisme du New Deal Vert et de son Saint-Graal «Zero Carbone».

Le fait que la Chine ait probablement été la cible initiale des armes biologiques ne nuit pas à l'objectif plus répandu de perturber l'économie mondiale dans son ensemble.

L'efficacité de cette stratégie mutante dépend du fait que la plus grande partie de la populace soit entraînée dans un champ de croyance aveugle en l'authenticité – la « réalité » – du scénario « virtuel ». Une stratégie qui masque l'imposition très réelle d'un État fasciste.

Je dirais que la mise en scène est assez mauvaise cette fois-ci. La pléthore d'actions de répression contradictoires et irrationnelles imposées au nom de la contention de l'épouvantail dissout la crédibilité de l'opération jusqu'au point de la voir disparaître. En fait, c'est une farce ; mais une farce qui implique des morts réelles et le soutien d'un État policier, ne peut pas être simplement ridiculisée. Mondialisation.ca, 31 mars 2020

Confirmation de ce que nous avancions hier sous forme de supposition.

Il suffit d'avoir du pif, le reste est une question de méthode...

- Le taux de mortalité élevé en Italie pendant l'épidémie de Covid-19 s'expliquerait par ce facteur
- sputniknews.com 2 avril 2020

Les médecins italiens ont expliqué le taux de mortalité élevé dans leur pays pendant la pandémie due au coronavirus par un hiver trop clément, qui a rendu la grippe saisonnière moins virulente, selon un rapport du ministère italien de la Santé.

La saison de la grippe a été moins intense cette année en raison d'un hiver très clément, tuant moins d'Italiens que d'habitude de novembre à janvier, mais les personnes âgées et souffrant de maladies chroniques ont dû ensuite affronter le coronavirus en février et mars ce qui expliquerait le taux de mortalité élevé actuel, ressort-il d'un rapport du ministère italien de la Santé.

En conséquence, les personnes âgées faisant partie du groupe à risque pour la grippe ont été classées dans le groupe à risque pour le Covid-19 lorsque le coronavirus est arrivé en février-mars. Les décès recensés dans ce groupe ont contribué de manière significative aux statistiques globales de mortalité, note l'agence de presse Bloomberg, analysant le rapport.

Moins de décès dus à la grippe, plus de morts dus au Covid-19

Selon ce document, qui présente les données mises à jour le 17 mars pour la plupart des villes, et au 21 mars pour d'autres,

la mortalité due à la grippe de novembre à janvier était de 6% inférieure à la moyenne dans le nord du pays, et de 3% dans les régions du centre et du sud. Durant l'hiver 2016-2017, il était plus élevé, rappelle Bloomberg.

Le taux de mortalité du coronavirus dans les tranches d'âge de plus de 60 ans est de 5% à 25% et augmente avec l'âge, alors qu'il est au niveau minimum dans les autres groupes, d'après le rapport.

Le nombre total de personnes âgées décédées en Italie pendant l'épidémie de Covid-19 a dépassé le taux de mortalité de la grippe enregistré au cours des deux dernières années, mais ce chiffre n'atteint toujours pas le taux de mortalité d'il y a trois ans.

Selon l'Université Johns-Hopkins, 13.155 personnes ont été victimes du coronavirus SARS-CoV-2 en Italie, 110.574 en ont été infectées et 16.847 en ont guéri.

La pire situation est actuellement en Lombardie, où plus de 7.000 personnes sont décédées contre seulement 133 décès en Campanie, en Italie méridionale. sputniknews.com 2 avril 2020

Confirmation officielle par le ministère de la Santé italien.

http://www.epiprev.it/andamento-della-mortalit%C3%A0-giornaliera-sismg-nelle-citt%C3%A0-italiane-relazione-all%E2%80%99epidemia-di-covid-19

LVOG - Comparaison entre l'épidémie de grippe saisonnière ou hivernale et celle du coronavirus

Epiprev.it - La comparaison de la mortalité hivernale (décembre-février) met en évidence une faible mortalité en hiver 2019-2020 attribuable à l'impact réduit des facteurs de risque saisonniers (basses températures et épidémies de grippe). Ce phénomène, déjà observé les années précédentes (Michelozzi et al. 2016) a pour effet de déterminer une augmentation du bassin de sujets plus fragiles (personnes âgées et atteintes de maladies chroniques) qui peut augmenter l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur la la mortalité et expliquer, au moins en partie, la plus grande létalité observée dans notre pays;

http://www.epiprev.it/sites/default/files/SISMG_COVID19_28032020-2.pdf

- L'ISS stima in Italia circa 8.000 decessi l'anno attribuibili all'epidemia influenzale, anche se il numero di morti attribuibili è molto variabile, fino ad 20,000 decessi stimati nell'inverno 2016/17 (Rosano et al. 2019)

Traduction - L'ISS estime à environ 8 000 décès par an en Italie attribuable à l'épidémie de grippe, bien que le nombre de décès attribuables soit très élevé variable, jusqu'à 20000 décès estimés en hiver 2016/17 (Rosano et al.2019)

LVOG - On notera au passage que la fourchette est la même qu'en France, entre 8.000 et 20.000 décès dus à la grippe chaque année.

Dans le monde il y a à ce jour 46.000 décès dus au coronavirus, chaque années le virus de la grippe tue entre 250 et 650.000 personnes, donc il y a encore de la marge, avant quoi, mais de déclencher l'état d'urgence ou le confinement de la population. Ah ben non, j'allais oublier qu'il était déjà en vigueur, ce qui démontre que les dirigeants de tous les pays de la planète sont bien des fous furieux, et que cette mise en scène sordide est un coup d'Etat mondial monté contre tous les peuples.

Totalitarisme. La Bourse ou la vie, devinez ce qu'ils ont choisi ?

LVOG - N'écoutez pas ceux qui brodent ou spéculent sur l'effondrement des Bourses. L'oligarchie a engrangé une telle fortune depuis 2001, qu'elle est à l'abri de ce genre de crise, et pour cause puisque c'est elle qui l'a manigancée et qui devrait en être la seule bénéficiaire.

AFP - Les forces de l'ordre ont réalisé environ 5,8 millions de contrôles depuis le début du confinement le 17 mars et dressé 359.000 procès verbaux pour non-respect des mesures.

Sur le plan économique et social, 337.000 entreprises ont demandé à avoir recours au dispositif du chômage partiel, pour 3,6 millions de salariés, soit un salarié du privé sur cinq. Selon l'entourage de la ministre du Travail Muriel Pénicaud, cela représenterait une dépense potentielle de 11 milliards d'euros sur une durée de trois mois, bien plus que les 8,5 milliards prévus par le projet de loi de finances rectificative.

Première grande marque à sombrer, l'enseigne de chaussures André a été placée en redressement judiciaire. Et face à cette crise qui n'en fini pas d'inquiéter, la Bourse de Paris a encore perdu 4,30%. AFP 2 avril 2020

- Wall Street démarre le trimestre en proie à l'angoisse - AFP 2 avril 2020

La Bourse de New York a de nouveau terminé en forte baisse mercredi, anxieuse face à plusieurs nouvelles sur la propagation de la pandémie de coronavirus et ses conséquences économiques.

Son indice vedette, le Dow Jones Industrial Average, a cédé 4,44% pour finir à 20.943,51 points.

Il vient d'enregistrer son pire mois depuis 2008, en pleine crise financière, et son pire trimestre depuis 1987.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a reculé de 4,41%, à 7.360,58 points, et l'indice élargi S&P 500 a aussi baissé de 4,41%, à 2.470,50 points. AFP 2 avril 2020

- L'anxiété revient en force sur les marchés - AFP 2 avril 2020

Devant les nombreuses incertitudes entourant l'évolution de la pandémie de Covid-19, les marchés mondiaux ont cédé à la déprime mercredi, balayant l'optimisme qui semblait régner en début de semaine.

Le marché parisien a lâché 4,30%, Francfort 4,23% et Londres 3,83%. Milan a reculé de 2,97% et Madrid de 3,04%.

Le pétrole, qui avait repris un peu son souffle mardi, est lui aussi reparti en baisse. Le WTI à New York a a baissé de 0,8%, à 20,31 dollars, tandis que le Brent à Londres a chuté de 6,1%, à 24,74 dollars.

Le marché de la dette en revanche ne s'est toujours pas départi de son calme, terminant la séance sans grand changement.

"Il est important de souligner qu'une grosse partie du marché obligataire est en train de revenir à la normale", à commencer par les emprunts d'Etat, observe Benjamin Melman, directeur des Gestions de Edmond de Rothschild Asset Management. Sur ce terrain, "les banques centrales ont repris le contrôle".

Côté changes, l'euro reculait de 0,64% face au dollar, à 1,0960 dollar, vers 20H30 GMT. AFP 2 avril 2020

Nous l'ignorions.

A lire en prenant soin de distinguer les faits des intentions que l'auteur de cet article prête à différents acteurs, qui peuvent s'avérer correctes ou non.

Extraits d'un article du blog : ns2017.wordpress.com 18 mars 2020

- George Soros est propriétaire du WuXi PHARMA LAB situé à Wuhan, Adresse au 666 Gaoxin Roaden Chine, où COVID-19 a été développé et facilement propagé dans la population chinoise.

- En réalité, il faut savoir au départ que la ville de Wuhan a été désignée comme zone de démonstration 5G officielle en 2019. Le gouvernement chinois avait prévu d'utiliser cette grande métropole comme vitrine futuriste de tous les avantages intelligents extraordinaires qu'un réseau 5G peut offrir à ses utilisateurs sans le moindre fil de connexion. Aussi, il a été prévu à Wuhan 10 000 bases 5G en service à la fin 2019.

Il est aussi curieux que tous les résidents de Wuhan et de ses environs aient subi une vaccination obligatoire probablement antigrippe. Pourquoi ?

- Les vaccins étant en réalité des inhibiteurs démontrés de l'immunité générale (réf. aux ouvrages de sommités indépendantes tels les éminents professeurs EVEN, De LORGERIE, SCHWARTZ, FOURTILLAN, GEORGET, etc.) la vaccination de masse avait pour but réel de fragiliser la population locale aux épidémies.

Ceci a permis à la grippe du Corona virus de s'étendre rapidement en dépit du cinéma avec les masques et les quarantaines obligatoires, ceci engendrant une panique opportuniste au regard de la presse internationale

La Suisse arrête le déploiement de la 5G en raison des graves problèmes de santé conséquents et d'une opposition publique généralisée.

- Les Français on construit avec l'aide des Chinois un laboratoire P4 (La classification P4 d'un laboratoire signifie « pathogène de classe 4 » et le rend susceptible d'abriter des micro-organismes très pathogènes. Dans le monde, les laboratoires de ce type sont également nommés « BSL 4 », de l'anglais : biosafety level 4.

Ces agents de classe 4 sont caractérisés par leur haute dangerosité (taux de mortalité très élevé en cas d'infection), l'absence de vaccin protecteur, l'absence de traitement médical efficace, et la transmission possible par aérosols. La protection maximale exigée pour manipuler ces germes est désignée par le sigle NSB4 (niveau de sécurité biologique 4).

- En 2015, l'institut à Wuhan ouvre le premier laboratoire P4 de Chine, en collaboration avec la France. Une partie du personnel s'est notamment formé au laboratoire P4 Jean Mérieux à Lyon. (Liste des laboratoires P4 dans le monde.)

En 2015, le maire de Wuhan, Wan Yong, avait été reçu en grande pompe lors de la COP 21 à Paris. Il y présentait le projet de « pilotage de la ville durable franco-chinoise à Wuhan » (sic). Il fût reçu par Anne Hidalgo, maire de Paris et Alain Juppé, maire de Bordeaux, ville jumelée avec… Wuhan.

Honneur suprême, il lui fut même permis de rencontrer le grand timonier français de l'époque, François Hollande.

En dehors d'Alain Juppé, un autre membre de notre actuel Conseil Constitutionnel, Laurent Fabius, alors ministre des Affaires Etrangères, avait présidé la cérémonie de signature de la Convention Franco-Chinoise pour la prévention des maladies infectieuses avec l'INSERM, l'Institut Pasteur et la Fondation Mérieux, le 18 septembre 2014.

C'est dire si la France et tous ses dirigeants connaissent bien, et même très bien Wuhan. Étrangement aujourd'hui, il n'est pas fait mention de cette étroite collaboration. Encore plus étrange, aucun des journalistes n'ont interrogé ces hautes personnalités sur cette proximité entre la France et Wuhan.

Monsieur Yves Lévy, Président-directeur général de l'Inserm, a présenté ses vœux pour l'année 2018 lors d'une cérémonie organisée à Paris le 16 janvier 2018.

En Chine, alors que vient d'être inauguré le laboratoire de haute sécurité biologique P4 de Wuhan, conçu sur le modèle du P4 Inserm Jean Mérieux à Lyon, la coopération en matière de prévention et de contrôle des maladies infectieuses émergentes va se poursuivre. Les deux nations devraient en outre construire de nouveaux projets scientifiques autour des thèmes de l'intelligence artificielle et de la silver économie. Concernant ce dernier thème, la collaboration franco-chinoise devrait s'appuyer sur la recherche menée par l'Inserm.

Qui est Yves Lévy bon pas besoin d'aller loin pour savoir, merci Wikipédia….

Yves Lévy, né le 1er août 1957 à Casablanca, au Maroc, est un médecin immunologiste et professeur d'université français, spécialiste de l'infection par le VIH. Président-directeur général de l'Inserm entre 2014 et 2018, il a été depuis conseiller juridique du gouvernement, puis envoyé spécial en RDC au moment de l'épidémie du virus Ebola en 2019, est nommé directeur général de l'INSERM le 11 juin 2014, le 11 octobre 2018, il est nommé conseiller d'État en service extraordinaire, sur proposition de la ministre de la Justice. Selon Le Figaro « sa nomination est déjà la cible de procès en copinage »14 comme l'indique à l'Assemblée nationale le député Jean Lassalle.

Mais encore parce que ce n'est pas tout…. alors il est…. Il est marié à Agnès Buzyn depuis 1997. Agnès Buzyn l'ex ministre de la santé….

Reste un flou, celui des chauves souris. Étant donné que cette épidémie aurait débuté fin décembre, alors que la plupart des espèces de chauves-souris de la région sont en hibernation et que l'habitat de la chauve-souris Chinoise en forme de fer à cheval couvre une énorme partie de la région qui compte des dizaines de villes et des centaines de millions de personnes, le fait que cette souche de coronavirus de Wuhan, appelée Covid-19, ait émergé à proximité du seul laboratoire de virologie BSL-4 de Chine, aujourd'hui notoirement situé à Wuhan.

Le Dr Alan Cantwell, virologue, prouve avec 107 références à des expériences décrites dans la base de données des publications scientifiques « PubMed », que la manipulation génétique des coronavirus a lieu dans les laboratoires médicaux et militaires depuis 1987. Voici une citation du Dr Alan Cantwell :

« J'ai rapidement découvert que les scientifiques ont modifié génétiquement depuis plus de dix ans les coronavirus animaux et humains pour produire des virus mutants et recombinants pathogènes. Pas étonnant que les scientifiques de l'OMS aient

identifié les virus SRAS/Corona si rapidement ». […]

Une analyse du Docteur James Lyons-Weiler montre que même qu'un fragment particulier de la séquence du virus ne peut avoir été inséré qu'en laboratoire.

Ces deux chercheurs virologues constatent que ce virus provient d'un laboratoire qui a été génétiquement modifié ont étayés que plusieurs brevets ont été officiellement enregistrés. CORONAVIRUS PROTÉINES ET ANTIGÈNES.

Ce qui est le plus horrifiant encore c'est qu'un laboratoire biotechnologique de recherche sur les virus situés à Wuhan en Chine, Wuxi Pharmatech inc, est financé par le milliardaire George Soros, grand spéculateur de la haute finance. Adresse du laboratoire là je suis assise heureusement…. un laboratoire de biotechnologie à Wuhan AU 666 Gaoxin Road… bien lu 666… George Soros est également propriétaire de Gilead Biosciences

Comment Gilead Biosciences est-il lié à cette épidémie virale? Gilead a approuvé et est impliqué dans un groupe d'achat de médicaments appelé UNITAID dont le mandat est de créer un «pool de brevets» pour que les sociétés pharmaceutiques partagent leurs «brevets sur les médicaments» avec d'autres sociétés afin de produire des médicaments génériques pour la distribution aux pays africains pauvres .

Les redevances provenant de la vente de ces médicaments génériques sont ensuite versées aux titulaires de brevets. à payer aux titulaires de brevets .

UNITAID est issu de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies de 2000, qui est maintenant devenue le Pacte mondial des Nations Unies.

Leur chronologie Internet montre que le site Web UNITAID Unitaid.org est également lié à Refunite.org, une agence en partenariat avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui aide à connecter les réfugiés avec leurs familles à l'aide d'Internet UNITAID a plusieurs bailleurs de fonds, dont l'OMS, l'ONUSIDA, le Fonds mondial et le Partenariat Faire reculer le paludisme. En outre, UNITAID est parrainé par des sociétés pharmaceutiques avec le «Medicines Patent Pool»

Investisseur milliardaire derrière UNITAID est George Soros lui-même UNITAID est également financé par la Fondation Bill et Melinda Gates et implique également un partenariat avec la Clinton Health Access Initiative (CHAI).

Et de manière assez intéressante, UNITAID et Gilead Biosciences ont soutenu Hillary Clinton à la présidence en 2016. Le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration d'UNITAID du 5 au 6 décembre 2018 à Marrakech au Maroc (qui a coïncidé avec la signature du Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations) a déclaré ce qui suit LE REPRÉSENTANT DE L'OMS a informé le Conseil d'une récente réunion coordonnée par l'OMS avec plusieurs partenaires mondiaux de la santé (GPEI, GFF, Gavi, Unitaid, Fonds mondial) pour soutenir l'élaboration d'un récit de santé commun.

Et comme il n'y a pas de hasard mais que des rendez vous ??? le 11 février 2020 George Soros et Bill Gates s'associent à la Chine pour un médicament contre le coronavirus….. (alors qu'ils travaillent ensemble depuis plus de 10 ans sur wuhan).

Alors que les fabricants de médicaments accélèrent leurs efforts pour trouver un nouveau médicament de traitement pour l'épidémie de coronavirus qui a dévasté la Chine et a provoqué une panique mondiale, une société pharmaceutique chinoise vient d'annoncer qu'elle a commencé à produire en masse un médicament expérimental de Gilead Sciences qui a le potentiel de combattre le nouveau coronavirus.

Croyez-le ou non, une souche de coronavirus est un brevet de l'Institut Pirbright, qui est partiellement financé par la Fondation Bill et Mélinda Gates. Une autre souche, isolée pour les humains, appartient au CDC. (Lien sur la propriété de la souche par Bill Gates) Mais c'est pas tout…. Un examen attentif de la page des brevets montre également que l'Institut Pirbright détient toutes sortes d'autres brevets sur les virus, dont un pour le virus de la peste porcine africaine, qui est répertorié comme un « vaccin ». La façon dont toute cette situation de coronavirus se dessine semble être exactement ce que Gates a proposé une fois comme « solution » au problème présumé de « surpopulation »

Event 201 Bill et Mélinda Gates pour l'éradication de l'humanité.

« Si nous faisons un très bon travail sur les vaccins, les soins de santé, les services de santé génésique, nous pourrions peut-être réduire [la population mondiale] d'environ 10 à 15 % », a déclaré M. Gates à propos de la véritable intention de son « action humanitaire ».

Conclusion :

Si les citoyens croient encore à l'idéalisme de la démocratie avec des partis politiques engagés pour défendre leurs droits, qu'ils apprennent à analyser la situation de panique dans laquelle le monde est plongé avec cette épidémie fabriquée de toute pièce par les mondialistes pour modifier le visage de notre société humaine.

Tout s'imbrique de façon mathématique, impliquant systématiquement les mêmes sinistres individus, dont le principal organisateur de ce drame humain que nous vivons actuellement et que VOUS lecteur/acteur en lisant cet article composé de plusieurs sources sûres et garanties, celui qui agit dans l'ombre, en se faisant passer pour un autre, un bienfaiteur de l'humanité qu'il ne sera jamais.

Cette crise nous permet à nouveau de comprendre que la presse, sous quelque forme qu'elle soit en France, est une presse soumise à la même autorité qui contrôle les États.

Big Pharma, l'industrie et la Finance sont bien devenues les maîtresses du monde en utilisant des méthodes de coercition, de mensonge, de malversation, de corruption, allant jusqu'au meurtre et aux sacrifices de nations entières, oui, ce sont les mêmes méthodes que la mafia utilise auxquelles nous assistons malgré nous.

Cet article est écrit pour faire réfléchir ce sont des recherches, avec des liens, des articles.

A chacun de faire les siennes.

A chacun de faire votre propre avis.

A chacun de croire que les lobbys n'en veulent que votre argent, en passant ar votre propre santé. ns2017.wordpress.com 18 mars 2020

LVOG - Et chaque fois dans tous les coups tordus on retrouve les mêmes oligarques, tous philanthropes comme il se doit...

En complément.

- Et puis, fin mars, le premier ministre australien, Scott Morrison, qui est un allié proche et un ami de Donald Trump, lâche une bombe (involontairement) :

« Le pays qui est en fait responsable d'une grande partie de ces cas (de coronavirus) est en réalité les États-Unis. »

S'exprimant sur 2GB ce matin, Scott Morrison a déclaré que c'était le bon moment pour fermer les frontières du pays.

Capture d'écran de MSN News, 20 mars 2020

LVOG - Il s'était déjà manifesté en refusant de fermer les mines de charbon, là le bougre agrave son cas, les écolos-capitalistes du Green New Deal vont lui tomber dessus...

Qui a dit ?

- Aucune des molécules sur les bancs d'essai pour soigner le Covid-19 "*n'a pour l'instant prouvé son efficacité*".

Réponse : La cheffe de service des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine à Paris, Karine Lacombe, qui s'est opposée à une distribution non-encadrée de l'hydroxychloroquine en France. francetvinfo.fr 1 avril 2020

LVOG - On se demande bien compte tenu de l'absence de molécule ayant démontré leur efficacité, comment les patients s'en sortent-ils, un miracle sans doute !

Quand on apprend de la bouche de médecins que le vaccin de la grippe a une efficacité limitée ou qu'il ne protège pas forcément du virus de la grippe, qu'en déduisent-ils ? Que toute la population devrait être vaccinée, cherchez l'erreur. En guise d'humanisme ou de vocation, tous ces médecins et chercheurs sont en réalité des croque-morts !

Totalitarisme. Ils vous y préparent psychologiquement.

LVOG - Quand est-ce qu'on va confiner à perpétuité Macron, Philippe, Véran, Salomon, Castener, Le Drian et toutes la cliques de crapules du gouvernement et du Medef, du CAC40?

- Sondage BFMTV - 93% des Français s'attendent à un confinement allant au-delà du 15 avril - BFMTV1 avril 2020

Deux semaines après le début du confinement, l'inquiétude des Français s'intensifie. Les chiffres du sondage montrent que la proportion d'individus inquiets reste stable avec 87% de personnes inquiètes, mais la part de personnes "très inquiètes", elle, progresse de 6 points par rapport aux 23 et 24 mars derniers. BFMTV1 avril 2020

- Coronavirus: "différents scénarios de sortie de confinement" à l'étude - AFP 1 avril 2020

- Coronavirus: l'exécutif se prépare à une crise sanitaire longue - AFP 1 avril 2020

Face aux incertitudes, dont la quantité de tests disponibles, l'exécutif se refuse pour l'heure à évoquer le bout du tunnel de la crise sanitaire mais se prépare à absorber le choc durant de longues semaines, voire des mois, en attendant un vaccin. AFP 1 avril 2020

- Le déconfinement pourrait ne pas être "général et absolu pour tout le monde" Le HuffPost 1 avril 2020

Et à en croire le chef du gouvernement, il ne faut pas forcément s'attendre à une sortie de confinement homogène fixée à une date donnée. "Il est probable que nous ne nous acheminions pas vers un déconfinement qui serait général et absolu, en une fois et pour tout le monde", a prévenu Édouard Philippe.

"Nous espérons, et là encore je suis prudent, pouvoir avancer sur le sujet et présenter des éléments d'une stratégie de déconfinement dans les jours, la semaine qui viennent, de façon à donner une perspective à nos concitoyens", a-t-il conclu.

"Nous avons demandé à plusieurs équipes de travailler sur cette question en étudiant l'opportunité, la faisabilité d'un déconfinement qui serait régionalisé, qui serait sujet à une politique de test, en fonction, qui sait, de classes d'âge", a-t-il poursuivi. Le HuffPost 1 avril 2020

- Les restrictions pourraient durer des mois, dit le Premier ministre portugais - Reuters 1 avril 2020

Le Premier ministre portugais, Antonio Costa, a déclaré mercredi que les restrictions de déplacement mises en place pour contrer l'épidémie de coronavirus pourraient durer "un, deux ou trois mois" alors que l'état d'urgence semble sur le point d'être prolongé...Reuters 1 avril 2020

Intox, désinformation et propagande

- Coronavirus : Wei Guixian, le "patient zéro" ? - Yahoo 1 avril 2020

Le patient zéro aurait-il été identifié ? À en croire le Wall Street Journal, une femme de 57 ans, vendeuse de fruits de mer sur le marché de Wuhan, pourrait être ce fameux "patient zéro", soit la première personne à avoir développé le Covid-19. Elle est en tout cas l'une des premières à avoir été testée positive au Covid-19.

LVOG - Qui va être assez con pour "croire le Wall Street Journal" ? En deux lignes, elle passe du statut de "patient zéro" à " l'une des premières à avoir été testée positive au Covid-19", plutôt médiocre la manipulation, en fait ils n'en savent rien, c'est de la pure propagande de l'Etat profond.

Yahoo - Fin décembre, les autorités sanitaires font le lien entre le coronavirus et le marché de fruits de mer de Wuhan.

LVOG - Depuis elles ont démenti cette information, mais Yahoo ne le précisera pas. Elles affirment qu'elles ignorent toujours d'où provient le coronavirus.

Yahoo - Le 31 décembre, la commission municipale de la santé de Wuhan rapporte les premiers cas de Covid-19 : 27 personnes, dont 24 directement liées au marché de Wuhan. Wei Guixian, qui fait partie de ces cas, explique que la contamination pourrait avoir eu lieu dans les toilettes du marché, que partagent les commerçants.

LVOG - Vous avez bien lu, à court d'arguments, ils s'en remettent à l'explication fournit par Wei Guixian, une vendeuse de fruits de mer, pour nous fournir l'origine de cette épidémie, quel délire ! Bref, ceux qui sont habitués à exhumer les ordures entassées au fond de leurs poubelles, en sont rendus à fouiller au fond des chiottes !

Tenez, voilà encore ce qu'ils ont trouvé dans une de leurs poubelles.

Yahoo - Une autre piste est cependant évoquée pour le patient zéro. Elle provient de la publication de documents confidentiels du gouvernement chinois par le South China Morning Post. Selon ce quotidien basé à Hong Kong, le Covid-19 aurait été détecté dès le 17 novembre chez un homme de 55 ans, originaire de la province de Hubei. Là où se situe la ville de Wuhan.

LVOG - La province de superficie de la province de Hubei fait 185 900 km², un tiers de la superficie de la France métropolitaine, 543 965 km², c'est grand, très grand

Commentaires d'internautes

1- Si la maladie peut se déclarer au 13 eme jour, comment peuvent-ils savoir qu'elle est le patient zéro ? Ce n'est pas parce que tu es la première à aller voir le docteur que tu l'es. Fausse info.

2- Le "patient 0" qui apprend en arrivant à la clinique que d'autre patients sont là qui souffrent des mêmes symptômes est au mieux le patient 2 si on sait compter (si pluriel, au moins deux sont déjà là)... Mais ce que cette crise confirme plus que tout c'est que les journalistes n'ont pas de logique, pas d'éthique et pontifient à tour de bras sur des sujets qu'ils ignorent totalement.

3- Le patient 0 arrive à l'hôpital ... Mais il y a déjà plein de patients atteints du Covid-19, et un mois avant, un type en est mort. Mais c'est quoi cet article ?

4- Ce n'est certainement pas un journal US qui va nous dire qui est le "patient 0" en Chine ! Tout cela sent un peu le contre-feu pour éviter de parler de l'hypothèse chinoise qui ferait le le COVID a été importé des USA a Wuhan a l'occasion des Jeux militaires mondiaux...

La Chine a posé officiellement des questions précisent aux USA qui ont refusé de répondre...

D'ou ce genre d' "articles"...

5- Le P4 de Wuhan est à ...300 m du marché duquel serait parti le Covid-19.

6- Tiens, ils ne parlent plus des militaires américains qui seraient morts du coronavirus en octobre ?

Ils pourraient aussi nous affamer les monstres !

- Risque de “pénurie alimentaire mondiale”, l’ONU et l’OMC tirent la sonnette d’alarme - Capital 1 avril 2020

L'ONU et l'OMC mettent en garde l'humanité contre un risque de crise alimentaire mondiale liée au coronavirus. "Les incertitudes liées à la disponibilité de nourriture peuvent déclencher une vague de restrictions à l'exportation", provoquant elle-même "une pénurie sur le marché mondial", déclarent dans un rare communiqué commun le Chinois Qu Dongyu, qui dirige l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Ethiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur-général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Brésilien Roberto Azevedo, dirigeant de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Pour les trois organisations multilatérales traitant de santé, alimentation et commerce mondiaux, il est "important" d'assurer les échanges commerciaux, "en particulier afin d'éviter des pénuries alimentaires", indique leur texte commun reçu à Paris. Les trois organismes s'inquiètent notamment du "ralentissement de la circulation des travailleurs de l'industrie agricole et alimentaire" qui bloquent de nombreuses agricultures occidentales, et des "retards aux frontières pour les containers" de marchandises qui entraînent un "gâchis de produits périssables et une hausse du gaspillage alimentaire". Capital 1 avril 2020

3.000 morts en trois semaines... c'était en janvier 2019 en France.

- Grippe: combien de morts en France en 2019? - francesoir.fr 11 février 2019

Selon le dernier bulletin épidémiologique hebdomadaire dévoilé par Santé publique France mercredi 6, "tous âges confondus, l’excès de mortalité des trois premières semaines de 2019 est estimé à 8% soit près de 3.000 décès". francesoir.fr 11 février 2019

LVOG - Normal, ils sont morts du coronavirus !

- Grippe 2020, moins de morts cette année - francesoir.fr 3 mars 2020

Le pic de l'épidémie de grippe saisonnière est derrière nous. Cette année, le virus semble bien moins virulent. francesoir.fr 3 mars 2020

- La grippe saisonnière est-elle plus dangereuse que le coronavirus ? - cnews 18 mars 2020

LVOG - Premier paragraphe ci-dessous.

Cnews - Le taux de létalité du coronavirus est compris entre 2,5 et 3%, soit près de trente fois plus que plus élevé que celui de la grippe saisonnière, qui s'élève à 0,1%.

LVOG - Dernier paragraphe ci-dessous.

Cnews - A noter que pour l'heure, il est difficile de comparer précisément les deux maladies et d'apporter une réponse définitive. - cnews.fr 18 mars 2020

LVOG - Grotesque !

- En réanimation, le nouveau coronavirus a déjà fait plus de morts que la grippe - Le Point 18 mars 2020

Le nouveau coronavirus a déjà causé plus de morts en réanimation que la grippe saisonnière en France métropolitaine, et cela en moins de temps, selon les chiffres diffusés mercredi sur la grippe, dont le pic est passé dans la majorité des régions.

Selon le dernier point, la grippe saisonnière a été la cause directe de 856 cas graves admis en réanimation en métropole depuis le 4 novembre 2019. Parmi ces malades, 88 sont décédés dont 11 enfants de moins de 15 ans.

Chaque année, au terme de l'épidémie, les autorités sanitaires estiment le nombre de morts attribuables à la grippe en se basant sur les chiffres de surmortalité observé. Cette estimation oscille entre 8.000 à 10.000 décès par an alors qu'un vaccin existe. (Non, entre 8.000 et 18.000. - LVOG)

Ce nombre est bien plus élevé que celui des seuls décès comptabilisés en réanimation, puisque les morts peuvent survenir dans bien d'autres endroits (autres services hospitaliers, domicile, Ehpad...). lepoint.fr 18 mars 2020

L'amalgame ordurier préféré de l'extrême-centre.

- Michèle Cotta – Le rouge et le brun - LePoint.fr1 avril 2020

Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen rompent l'unité nationale et rivalisent de sévérité pour attaquer le chef de l'État.

Est-ce déjà le temps des polémiques ?

Le brun et le rouge unis ? Puisque tout est politique en France, y compris la peste, le choléra, la grippe espagnole, H1N1 et maintenant le coronavirus, parlons politique.

Ce qui se passe aujourd'hui, c'est tout bonnement la conjonction des extrêmes : comme si le coronavirus donnait à l'extrême droite et à l'extrême gauche l'occasion de dessiner bien des convergences. Les partis de gouvernement, au contraire, évitent, depuis la semaine dernière en tout cas, de tomber à bras raccourcis sur le gouvernement et le président. Le mot d'ordre, manifestement, est qu'il ne faut pas affoler les Français... LePoint.fr 1 avril 2020

En Inde, l'hydroxychloroquine et les antibiotiques sont en vente libre, et il n'y a aucune rupture de stock, cherchez l'erreur.

LVOG - Je le sais par expérience puisque je ne passe jamais par un médecin, à éviter autant que faire se peut. J'en distribue même gratuitement à un tas d'Indiens pauvres en m'assurant de l'usage qu'ils vont en faire, après leur avoir posé des questions sur leur état de santé.

- Coronavirus : "Si les gens continuent à prendre du Plaquénil, nom commercial de l'hydroxychloroquine, de manière massive, on va se retrouver en difficulté", alerte l'Agence du médicament - franceinfo 31 mars 2020

LVOG - Comme si il en avait quelque chose à foutre, franchement.

Selon Dominique Martin, directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), les ventes du Plaquénil (dont la substance active est l'hydroxychloroquine) ont été multipliées par deux en pharmacie. Il en a appelé à "la responsabilité" de chacun pour éviter une pénurie et a souligné que ce médicament peut provoquer des effets indésirables graves, voire des décès quand il est utilisé pour soigner le coronavirus Covid-19.

Donc première alerte : attention, il y a une utilisation en ville alors que le cadre actuel ne permet l'utilisation de ce médicament que dans les essais cliniques et également à l'hôpital.

La deuxième alerte, c'est sur le fait qu'on a observé un certain nombre de situations dans lesquelles il y avait eu des accidents, soit des malaises, soit des décès chez des gens qui prenaient ce médicament.

Aujourd'hui, on a des stocks suffisants en Plaquénil pour les malades du lupus et de la polyarthrite rhumatoïde. Mais si les gens prennent de manière massive du Plaquénil en ville, on va se retrouver en difficulté. Ce qu'on a déjà observé c'est que dans certaines pharmacies, parce que des gens se sont précipités pour acheter du Plaquénil, il y a eu des ruptures locales puisque les pharmacies n'avaient pas suffisamment de stocks, donc les patients présentant un lupus ont dû attendre un ou deux jours avant d'avoir leur traitement.

Le risque c'est que si ça continue, si les gens continuent à utiliser le Plaquénil de manière massive, on ait une tension globale, et les malades à qui ce produit est normalement destiné n'auront pas accès à leur traitement. C'est vraiment une responsabilité citoyenne de faire en sorte qu'il n'y ait pas de risque de ce côté-là. Des médecins alertent par ailleurs sur un manque de morphine ou d'antibiotiques, notamment dans les dans les hôpitaux. franceinfo 31 mars 2020

LVOG - Si vous prenez du Plaquénil pour ne pas vous retrouver en réanimation et peut-être mourir, vous êtes irresponsable et criminel, quel salopard !

Les médecins et l'ensemble du corps médical se sont accommodés de ce régime pourri, ils portent donc la responsabilité de la situation actuelle, il en va ainsi des classes moyennes en général...

Certains les appellent les médias-mensonges, les merdias, la prestituée, c'est largement mérité, ils sont nauséabonds.

- La Chine «profondément choquée» par les propos «haineux et diffamatoires» tenus sur France 24 - Sputnik 1 avril 2020

L'ambassade de Chine à Alger a vivement réagi aux déclarations tenues lundi 30 mars sur France 24 par le chercheur au Centre des affaires internationales de Barcelone (CIDOB), Francis Ghilès, concernant l'aide apportée à l'Algérie pour lutter contre l'épidémie du coronavirus, indique un communiqué de la représentation chinoise publié sur son compte Facebook.

Le gouvernement algérien a également protesté auprès de l'ambassadeur de France à Alger contre ces propos, annonçant son intention d'attaquer le média en justice, indique une note du ministère algérien des Affaires étrangères dont Sputnik a eu une copie. Sputnik 1 avril 2020

Haut de page

Le 3 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

La causerie de mars est disponible au format pdf, 268 pages. Il y a un léger décalage à l'affichage en cliquant sur une date, je n'ai pas trouvé où se situait le problème. Bref, on s'est défoncé pour vous informer.

Ma compagne Selvi vient de m'apprendre que les Indiens et hindous allaient procéder chez eux à des rites (pujas) pendant trois et ne pas manger de viande, et lundi, youpi le coronavirus sera mort ! Je lui ai répondu qu'elle fasse ce qu'elle veut, cela ne me concerne pas, puisqu'elle sait très bien ce que je pense. Je la tiens informée de l'évolution de la situation en temps réel. Mes nerfs sont mis à rude épreuve aussi, mais bon, je suis blindé ! On en est là en Inde et dans de très nombreux pays. Plus on est de fous et plus on rit... ou on meurt ! Quel délire !

J'ai dû interrompre quelques instants la rédaction de cette causerie, quand chez moi dans mon jardin, devant la fenêtre où se trouve mon bureau, j'aperçois deux inconnus en train de répandre sur le sol je ne sais pas quoi, ma compagne les avait laissé entrer.

Je l'ai engueulée et je les ai virés sur le champ, j'ai ensuite fermé le portail. De l'eau mélangée à une plante pour nous protéger du coronavirus, ils sont complètement dingues dans ce pays, et ils sont loin d'être les seuls. Ma colère a duré cinq secondes, à la longue on finit par se maîtriser, vaut mieux !

Alors que le village est une véritable décharge, dégueulasse au possible, où errent des chiens pouilleux, crasseux, présentant des plaies purulentes, ils les nourrissent !

Je rappelle que parmi les multiples tâches que j'accomplis quotidiennement, c'est moi qui nettoie l'allée qui donne chez moi. Chaque semaine je remplis un sac plastique de détritus ramassés sur le sol, cela va d'emballages en tous genres, chaussures, vêtements, bouteilles en verre ou en plastique, canettes de bière, etc.

Avis aux amateurs ou dilettantes.

- "*Ceux qui gardent secret le passé, et mentent à son sujet, nous condamnent à le répéter.*"

Ajoutons que ceux qui n'ont pas de passé n'auront pas d'avenir ou il sera terrible, vous me direz que cela revient un peu au même.

Etre ou ne pas être. Croire ou ne pas croire.

3 fois cons. Le tiercé gagnant de l'ignorance populaire partagée par ceux qui savent tout mieux que les autres.

- Conditionnement - Confinement - Consentement.

Dans une certaine limite malgré tout... En effet, selon les lois de la dialectique. Mais attention, les pires illusions en font partie aussi et peuvent anéantir mêmes les espoirs les plus fondés...

Seule la réalité peut nous fournir les matériaux dont nous avons besoin pour changer la société. Seule la réalité peut nous aider à imaginer les instruments dont nous avons besoin pour y parvenir, tout le reste est du domaine de la prophétie ou de la spéculation gratuite sans intérêt, ou pire, nuisible à notre cause.

Allez, encore un petit effort pour battre ce record morbide.

- Grippe : 650.000 morts (maximum) dans le monde chaque année. (OMS)

- Covid-19 : 54.000 morts le 2 avril 2020.

Il va falloir qu'il dure pour faire 600.000 morts supplémentaires ou plus de préférence pour figurer dans le Guinness book! Y parviendra-t-il ? Les paris sont ouverts. Faisons confiance aux puissants et à leurs porte-parole, ils font tout ce qu'il faut pour y arriver, Macron en tête.

Dans leur société immonde où l'hypocrisie règne en maître, les vieux crèvent le plus souvent dans la solitude ou dans des mouroirs, quand auparavant ils n'ont pas fait l'objet d'acharnement thérapeutique histoire que la barbarie puisse sévir légalement jusqu'à leur dernier souffle. L'héritage et l'assurance vie en sont deux des aspects les plus répugnants ou sordides. Au moins ils n'auront pas vécu pour rien ou personne.

Qu'on s'emploie à soutenir à bout de bras une telle société, relève manifestement de la plus crasse ignorance et du sadisme, d'une cruauté monstrueuse.

Les psychopathes enragés qui détiennent tous les pouvoirs ou qui nous gouvernent jubilent, se délectent de cette crise qu'ils ont contribué à créer de toutes pièces ou à laquelle ils s'étaient minutieusement préparés au cours des 15 dernières années.

Le coronavirus, cet "*ennemi invisible*" qu'ils instrumentalisent sans retenue, s'inscrit dans le prolongement d'une logue série d'évènements soudains et violents survenus dans le monde depuis le début du XXIe siècle, toujours spontanément ou tout à fait par hasard ou sans qu'ils y soient mêlés, cela va de soi !

- 7 pages au format pdf

Les tyrans ont de la suite dans les idées.

- Du confinement des personnes à la confiscation des libertés publiques - LePoint.fr 2 avril 2020

Selon Cyrille Dalmont, chercheur associé à l'Institut Thomas More, la lutte contre l'épidémie est l'occasion d'une accélération de la numérisation de nos existences.

Le 19 mars dernier, dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19, le Comité européen de la protection des données (CEPD) a levé l'interdiction sur l'échange et le traitement des informations personnelles des citoyens membres de l'Union européenne, en indiquant que « le RGPD permettait aux autorités sanitaires compétentes de traiter les données personnelles dans le contexte d'une épidémie, conformément au droit national et dans les conditions qui y sont fixées ».

D'ores et déjà, en Pologne, les personnes en quarantaine doivent se prendre en photo chez elles pour prouver via une application qu'elles respectent bien le confinement. L'Italie a également recours à l'utilisation massive de la géolocalisation et du recoupement de données personnelles afin de connaître les personnes qui ont potentiellement été en contact avec des malades. En France, en plus de la loi d'urgence votée le 23 mars, loi d'exception s'il en fut, et des vingt-cinq ordonnances adoptées le 25 mars, le comité Care (Comité analyse recherche et expertise), chargé de conseiller le gouvernement sur le tracking afin d'identifier les personnes en contact avec celles infectées par le coronavirus, se penche sur « l'opportunité de la mise en place d'une stratégie numérique d'identification des personnes ayant été au contact de personnes infectées », c'est-à-dire de géolocalisation et de recoupement des données comme en Italie.

Fichage massif

On doit donc constater lucidement que la lutte contre l'épidémie est l'occasion d'une accélération de la numérisation de nos existences et d'un contrôle accru des pouvoirs publics sur nos vies. La constitution de vastes bases de données, associées à un fichage massif des populations, déjà engagée avant la crise dans tous les États du monde, dont nos États démocratiques, est légitimée par l'urgence sanitaire.

Au risque de choquer, et de déplaire, le parallèle (jugé excessif par certains) avec le système de « crédit social » chinois s'en trouve légitimé en retour, au moins partiellement. Si ce dispositif, consistant en une surveillance généralisée de la population et en l'attribution d'une note au citoyen (bonne s'il est « vertueux », mauvaise s'il est « déviant ») paraît odieux à beaucoup d'entre nous, il faut rappeler qu'il n'est que la mise en commun organisée et systématique par l'État de multiples outils technologiques, le plus souvent inventés et développés en Occident.

On nous rétorquera que les réseaux sociaux (qui collectent tant d'informations sur nous, notre vie, nos habitudes, notre santé, etc.) appartiennent à des entreprises privées et non à l'État. C'est vrai. Mais il n'est pas inutile de rappeler que, dans notre propre pays, des fonctionnaires travaillent depuis plus d'un an avec Facebook à l'élaboration d'une stratégie commune « de lutte contre les contenus haineux », sans que cela émeuve outre mesure. Et l'on voit bien qu'avec le Covid-19, la tentation est grande pour nos États de franchir un nouveau pas. Nous sommes sur un chemin glissant et « la pente est forte », pour paraphraser un ancien Premier ministre sinophilâtre.

L'hubris technologique n'est plus l'apanage des Gafam.

Comment expliquer ce basculement ? Comment comprendre cette accélération de la surveillance généralisée et les menaces qu'elle fait peser sur les libertés publiques et les droits fondamentaux de chacun ? L'exceptionnalité de la situation n'y suffit pas. Elle est le fruit d'une lente dérive, entamée dans les années 1990, qui a vu se multiplier, sans réels garde-fous et sans résultats probants, des politiques sécuritaires toujours plus restrictives des libertés fondamentales, au travers de multiples textes de loi contre, en vrac, le terrorisme, l'immigration de masse, le blanchiment d'argent et la fraude fiscale ou plus récemment les « fake news » et les « contenus haineux » sur Internet. Le Code de la sécurité intérieure créé en 2012, les très nombreuses lois à vocation sécuritaire (plus de vingt en vingt ans), la généralisation de la vidéosurveillance, la surveillance des réseaux sociaux offrent à l'État des instruments inédits de contrôle sur nos vies, qui contribuent à créer une nouvelle relation du pouvoir au citoyen.

L'hubris technologique n'est plus l'apanage des Gafam mais devient celui du ministre de l'Intérieur (et du policier) ou du ministre des Finances (et du fonctionnaire de Bercy) qui disposent de puissants moyens de contrôle. Ils ne notent certes pas les Français et jurent d'agir au service de l'intérêt général mais, immanquablement, cette pente mène à dresser le portrait du « bon citoyen » et, par contraste, celui du « mauvais citoyen ». Deux conséquences funestes sont déjà à prévoir. La première est l'inversement de la charge de la preuve en matière pénale : en cas d'infraction, ce n'est plus à l'État et à ses agents de démontrer et de qualifier la faute mais au citoyen de démontrer qu'il n'en a commis aucune (c'est la logique mortifère de la loi Avia). La seconde est

le renforcement du conformisme, autant social qu'intellectuel, ces outils permettant aisément de faire disparaître le « non conforme » de l'espace public, qu'il soit réel ou virtuel.

Ces menaces sont bien réelles et la lutte contre la pandémie ne doit pas servir de prétexte à franchir de telles lignes rouges en matière de libertés. Car quand il y a régression des libertés, ce n'est jamais à titre temporaire, comme vient de le rappeler Yuval Noah Harari dans les pages du Financial Times du 19 mars : « les mesures prises dans l'urgence ont la mauvaise habitude de rester en place même après l'urgence, d'autant qu'il y a toujours de nouvelles menaces ». Si ces lignes rouges devaient être franchies dans notre pays, il conviendrait de mettre ces décisions tout en haut de la liste des fautes et des manquements sur lesquels nos dirigeants auront à rendre de sérieux comptes à l'issue de cette crise. LePoint.fr 2 avril 2020

Commentaires d'internautes.

1- L'article avertit sur le risque de séparer le mauvais citoyen atteint du virus et le bon citoyen sain. Critiquer cela est inutile car, jamais l'exécutif qui détient le pouvoir (état d'urgence) ne sera puni pour fliquer cette dichotomie (discrimination positive) En revanche le journaliste qui fait cette critique sera qualifié illico de mauvais citoyen et sera puni. L'avantage de ces moyens technologiques de contrôle, combiné avec des enceintes connectées est que l'on peut : fliquer le déplacement des juges, des syndicalistes, de l'opposition, des manifestants etc. On peut connaitre leur itinéraire, dossier médical, leurs orientations sexuelles, leur intimité, leurs finances, et leurs opinions. Tout cela est bon pour maintenir l'exécutif au pouvoir avec tous les pouvoirs. L'état d'urgence qui est indéterminé combiné avec ces technologies de contrôles permet de garder le pouvoir, de séparer les bons citoyens des mauvais citoyens (voir article), de faire pression sur ce "mauvais" citoyen, pour l'empêcher de voter, d'exprimer une opinion, de manifester.

Actuellement, celui qui est atteint du virus est tracé et est un mauvais citoyen qui doit être confiné. Bientôt, celui qui est homosexuel, ou cancéreux, ou a une maîtresse sera enregistré sous vidéo et tracé par une application. On pourra exercer une pression sur lui (extorsion, désistement de candidature) etc.

2- La guerre civile arrive rapidement, et comme nos ancêtres, nous devrons nous battre pour retrouver nos libertés.

Ministère de la Vérité. Censure et omerta à la mode Facebook.

- Coronavirus: Facebook lance un service de "fact-checking" en Italie - Reuters 3 avril 2020

Facebook a annoncé jeudi avoir lancé en Italie un service permettant de vérifier la véracité des informations sur le coronavirus circulant sur son application de messagerie WhatsApp.

Dans une volonté de lutter contre la propagation des fausses nouvelles qui circulent sur la pandémie, la firme américaine a dit qu'elle collaborait avec le service de "fact-checking" Facta, lequel peut analyser vidéos, photos et contenus audio. Reuters 3 avril 2020

A tout mal, un remède.

- La vague du coronavirus entraînera un chômage de masse dans son sillage à travers le globe - BFM Business 2 avril 2020

Ainsi, dans les pays comme l'Espagne et les Etats-Unis qui n'ont pas mis en place de dispositif de chômage partiel financé par l'Etat comme en France, les destructions d'emplois atteignent des niveaux records.

L'Espagne a enregistré en mars 302.265 nouveaux demandeurs d'emploi, a annoncé jeudi le ministère du Travail. Selon la presse espagnole, cette hausse est la plus forte jamais observée dans les statistiques du chômage. Sur les douze premiers jours du mois, avant les mesures strictes de confinement, seuls 2.857 nouveaux chômeurs avaient été enregistrés.

Rappelons que l'Espagne affiche le taux de chômage le plus élevé de la zone euro après la Grèce, à 13,8%. Un taux qui avait fortement réduit ces dernières années. Aux Etats-Unis, les chiffres sont encore plus violents. La semaine dernière, les Etats-Unis ont recensé 3,3 millions de nouveaux demandeurs d'allocations chômage, du jamais vu. (6,6 millions d'Américains ont perdu leur emploi. - AFP 3 avril 2020)

Et ce n'est qu'un avant-goût. Ce sont ainsi entre 2,8 et 5 millions de nouveaux demandeurs d'allocations chômage, selon les estimations, qui devraient être annoncés ce jeudi. En avril, "la masse salariale devrait baisser de 10 millions et plus", prévient Ian Shepherdson, chef économiste chez Pantheon Macroeconomics.

La courbe du chômage devrait continuer son ascension exponentielle. Pour avril, les experts d'Oxford Economics anticipent un chômage "aux alentours de 12%", avec des "pertes d'emplois (qui) pourraient dépasser les 20 millions". Ils prévoient que la

pénurie d'emplois se poursuivra jusqu'en 2021.

En France, pour le moment la vague est contenue avec le dispositif de chômage partiel financé par l'Etat qui concerne à ce jour 4 millions de personnes, soit un salarié sur 5. De quoi éviter les licenciements... mais qu'en sera-t-il si l'arrêt partiel de l'économie se prolonge au-delà d'un mois? BFM Business 2 avril 2020

AFP - En France. Côté économique et social, la mise à l'arrêt d'une bonne partie du pays a une traduction très concrète: 400.000 entreprises ont demandé à avoir recours au dispositif du chômage partiel, pour 4 millions de salariés, soit un salarié du privé sur cinq. AFP 3 avril 2020

Quelle aubaine pour renforcer leur pouvoir déjà exorbitant. Les pires prédateurs sont sur le pied de guerre.

LVOG - Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Coronavirus: La Banque mondiale prête à déployer 160 milliards de dollars - 20minutes.fr 3 avril 2020

L'institution s'est dite prête jeudi à déployer jusqu'à 160 milliards de dollars au cours des 15 prochains mois pour aider les pays les plus pauvres à répondre aux conséquences immédiates de la pandémie et soutenir la reprise économique.

Son conseil d'administration a ainsi approuvé « un premier ensemble d'opérations d'aide d'urgence pour les pays en développement du monde entier », a-t-elle expliqué, faisant état d'un « premier groupe de projets, d'un montant de 1,9 milliard de dollars » pour aider 25 pays. L'Inde sera le plus grand bénéficiaire de la première vague de programmes avec une facilité d'un milliard de dollars, suivie du Pakistan avec 200 millions de dollars et de l'Afghanistan avec un peu plus de 100 millions de dollars. Pour autant, les aides seront proposées aux pays de presque tous les continents, a indiqué la Banque.

LVOG - Ils imposent la double peine aux plus pauvres à titre philanthropique.

20minutes - Les pays les plus pauvres vont subir deux fois les effets du coronavirus. N'ayant pas les infrastructures hospitalières adéquates, la surmortalité pourrait y exploser, en Afrique notamment. Mais une fois la crise sanitaire passée, les problèmes ne seront pour autant pas réglés. La crise économique devrait voir une montée de l'extrême pauvreté dans ces pays. David Malpass a donc souligné la nécessité d'avoir « une action d'ampleur » pour les pays les plus pauvres qui sont les plus vulnérables et seront « probablement les plus durement touchés ». « Ils subissent une double pression économique et sur le plan de la santé », a rappelé David Malpass, le président de l'institution. 20minutes.fr 3 avril 2020

La surexploitation à l'honneur. Les parias appelés à l'aide pour sauver les nantis.

LVOG - On a en mémoire les paroles d'Engels à propos de la classe ouvrière britannique à la fin du XIXe siècle, qui soutenait l'entreprise coloniale de l'impérialisme britannique, parce qu'elle constituait une source de profit qui permettait d'améliorer sa condition... Quant à Marx, il fustigeait déjà le caractère borné et discipliné, militariste, du peuple allemand.

Rien n'a changé sur ce plan-là, nulle part. Pire, la situation se serait plutôt nettement dégradée sur fond d'humanisme ultra libéral ou hyper individualiste, le pendant de la philanthropie des milliardaires, ils font la pair pour partager la philosophie libéral-libertaire ou le nihilisme.

C'est l'équivalent d'un virus sournois qui pénètre profondément dans tous les cerveaux à l'insu des intéressés. Il va y causer de terribles ravages dont évidemment ils n'auront pas conscience, au point de se prétendre de gauche, progressistes, démocrates ou même parfois anticapitalistes, alors que ce sont des réactionnaires.

Ce genre d'évènement présente l'avantage de mettre à dure épreuve leur argumentaire démagogique, en mettant en lumière leur confusion ou plutôt leur collusion avec le régime, ainsi que leurs contradictions, qui en temps normal sont difficiles à combattre du fait qu'ils avancent masqué ou ils changent de masque en permanence. Ils se métamorphosent ou ils adaptent leur discours en fonction de la tournure que prend la crise du capitalisme et ses besoins. Cela dit, il existe un facteur auquel ils ne peuvent pas échapper et qui permet de les confondre en toute circonstance, leur positionnement par rapport à la nécessité de rompre avec le capitalisme et ses institutions, de les affronter, ce dont ils sont incapables évidemment.

A les entendre ce seraient les champions de la lutte contre la misère du monde et d'un tas de causes aux relents humanistes ou progressistes, mais ils s'accommodent du chômage de masse, de la précarité, de la pauvreté ou de la misère qui règnent dans leur propre pays, par exemple, parce que leur statut leur permet de s'adapter au capitalisme. Ils dénoncent ses excès pour mieux en assurer la survie, ce qui leur permet de se donner bonne conscience, leur indignation ou leur engagement politique ne va pas plus loin. Finalement ou l'air de rien, ils ne servent que leurs misérables intérêts individuels et leur orientation est corporatiste. Aujourd'hui, ils sont tous au garde-à-vous devant ce coronavirus, puisque tel est l'ordre qui leur a été donné par leur gouvernement.

- L'Allemagne autorise 80.000 étrangers à participer aux récoltes - Reuters 2 avril 2020

L'Allemagne a annoncé jeudi avoir autorisé plusieurs dizaines de milliers de travailleurs étrangers à venir participer aux récoltes de fruits et légumes dans le pays, dérogeant aux mesures d'interdiction du territoire mises en place pour lutter contre l'épidémie de coronavirus.

Le ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Intérieur ont conclu un accord fixant un quota de 40.000 saisonniers en avril, puis 40.000 autres en mai.

La plupart de ces saisonniers viennent généralement des pays d'Europe de l'Est comme la Pologne, la Roumanie ou la Bulgarie.

Le gouvernement fédéral souhaite également recruter quelque 10.000 personnes en Allemagne parmi les chômeurs, les étudiants ou les demandeurs d'asile pour travailler dans les champs.

En France, le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume a appelé la semaine dernière les Français à rejoindre "la grande armée de l'agriculture" pour nourrir le pays en temps de crise sanitaire et éviter des pénuries de fruits et légumes. Reuters 2 avril 2020

Commentaires d'internautes

- On fait ainsi baisser le coût de la main d'œuvre et pas de grève autorisée ni de protestation des saisonniers payés au juste salaire, c'est pratique.

- C'est dingue, avec les 2 millions de migrants et tous les Allemands, ils n'ont pas assez de monde ? Ou alors, ils ne veulent pas payer ?

Haut de page

Le 4 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je vous annonce le décès de ma mère à 85 ou 86 ans, hier à 3h10. Elle était hospitalisée depuis un mois. J'ignore la cause exacte de sa mort.

J'ai horreur des hôpitaux et des médecins. Tu bouffes tellement mal à l'hôpital, que lorsque tu en ressors, tu es tellement affaibli, que tu seras une proie de choix pour une bactérie ou un virus. Que cela ne vienne pas à l'esprit du corps médical laisse pantois.

Comment après tant d'années d'études peuvent-ils passer à côté de choses aussi élémentaires et déterminantes pour la santé. C'est à croire que leur niveau de conscience général n'a pas progressé davantage que celui de la population. Contrairement à leur statut social et leur niveau de vie, ceci explique cela sans doute.

De la même manière, lorsque vous allez chez un médecin, en 10 minutes c'est bâclé, il vous file une ordonnance longue comme ça, mais il n'aura pas consacré de temps à vous questionner sur votre alimentation, votre mode de vie, ou alors en coup de vent histoire de se donner bonne conscience, il ne vous délivrera aucun conseil, même les plus élémentaires, c'est juste un VRP des trusts pharmaceutiques.

J'ai dû croiser 1 seul vrai médecin digne de ce nom au cours de ma vie, un homéopathe, la consultation durait entre 30 minutes minimum et trois quarts d'heure, plus 2 ou 3 autres qui avaient été formatés comme les autres et qui malgré tout essayaient d'être un peu plus humain.

Dans cette société pourrie, les élites toutes catégories confondues sont médiocres, sauf exceptions qui confirment la règle.

Cela ne saute pas aux yeux, il faut y être confronté un jour pour en prendre conscience. Et quand bien même quelqu'un vous le dirait ou essayerait de vous le démontrer, vous ne le croiriez pas. Pourquoi ? Pardi, parce que cela viendrait bousculer votre petit confort intellectuel ou vous obligerait à remettre en cause vos certitudes qui reposent sur des illusions ou qui sont la manifestation de votre crasse ignorance, l'amour-propre est rarement bien placé !

Un conseil, à défaut de pouvoir vous procurer de la chloroquine, buvez du jus de citron ou d'orange tous les jours en grande quantité, et prenez du zinc en comprimé, histoire de stimuler vos défenses immunitaires. Pas le temps d'en parler, j'ai étudié la question pendant plusieurs années avant de tenir une petite boutique de diététique, il y a de cela fort longtemps.

Au fait, pour la chloroquine, essayez la poste, les commandes sur Internet auprès de pharmacies en Suisse par exemple, j'ignore si c'est possible. Ici, en Inde, je vais à la première pharmacie du coin, je sors quelques dizaines de roupies et on n'en parle plus.

68 morts en Inde au 3 avril sur 1,350 milliard, c'est énorme, j'en tremble, il y a encore de la marge avant que je me précipite à la pharmacie, en attendant je cueille les citrons de mon jardin ! Portez-vous bien.

- 9 pages au format pdf

Fermez le banc !

- Coronavirus : ce que l'on sait de la mort d'une fillette de 5 ans en Italie - Yahoo 3 avril 2020

La petite fille de 5 ans est la plus jeune victime du Covid-19 enregistrée en Europe. Elle résidait à Vipiteno, au nord-est de l'Italie.

La fillette souffrait de très graves pathologies et était sous traitement depuis longtemps. Yahoo 3 avril 2020

LVOG - Qui sait diront les crétins finis, elle aurait encore pu vivre longtemps. C'est sûr, à 5 ans avec "*de très graves pathologies*" quelle vie, sadique ! Ils ne respectent rien ces salopards.

Assassinat de masse prémédité.

Vidéo. Dr Serge Rader - "On achève nos personnes âgées dans les ehpad par sédation Rivotril" - Sud Radio

https://www.youtube.com/watch?v=V-mEDFk8o3E

Quelques réflexions.

- Ils nous ont déclaré la guerre totale, à quel niveau doit-on répondre, en les affrontant, en faisant acte de soumission ou en désertant ?

- Le mot de passe aujourd'hui, c'est passer à l'action. A faire passer.

- Bertolt Brecht : « Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. »

- Umberto Ecco : « Les réseaux sociaux ont donné le droit de parole à des légions d'imbéciles qui, avant, ne parlaient qu'au bar, après un verre de vin et ne causaient aucun tort à la collectivité. On les faisait taire tout de suite alors qu'aujourd'hui ils ont le même droit de parole qu'un prix Nobel. C'est l'invasion des imbéciles. »

- La seule stratégie qui fasse sens est de dépister massivement, puis confiner les positifs et/ou les traiter, tout comme les cas à risque puisque c'est possible, comme on le voit en Chine et en Corée, qui ont intégré l'association de dépistages massifs avec la prescription de chloroquine dans leurs treatment guidelines.

Ni Hong Kong ni Taiwan ni la Corée ni Singapour, territoires qui ont connu les plus faibles taux de mortalité face au Covid-19, n'ont imposé de confinement aux personnes saines. Elles se sont simplement organisées différemment.

Lu dans un blog. Le règne des scientistes en totalitarisme.

- Le scientisme se manifeste en médecine par l'application généralisée de la méthode Evidence Based Medicine, ou « médecine basée sur les preuves« . J'ai eu de l'attirance au début pour cette approche née en 1980. Elle combinait l'approche théorique par consultation des données de la recherche, l'expérience empirique du praticien (par l'archivage systématique des comptes-rendus d'intervention) et des données de contexte qui sont celles du patient. J'ai utilisé cette approche dans la conception des systèmes d'information où il s'agit de contrebalancer la science toute puissante des vendeurs de technologies par l'expérience empirique de l'utilisateur et les variables de contexte d'une organisation.

Le problème est que seule est restée la partie théorique. Et la traduction en français de « evidence » par « preuve » est trompeuse: evidence à, en anglais, un sens beaucoup plus large que preuves (qui a en français un sens d'irréfutabilité) et intègre l'ensemble des faits. L'EBM est de fait devenu l'outil du scientisme pour satisfaire aux prétentions scientifiques de l'idéologie dominante. Il n'est pas étonnant que, dans d'autres domaines que la médecine, des économistes totalitaires comme Cahuc et Zylberberg en fasse leur méthode de référence. Le ton de leur propos est une illustration des sous-jacents sur le non-débat sur la chloroquine et la méthode du professeur Raoult: Notre approche est scientifique, ceux qui s'y opposent sont de dangereux … – le choix d'adjectifs est large, Cahuc et Zylberbeg emploient le terme de « révisionnistes » pour une allusion claire au crypto-nazisme. Dans la même veine, le professeur Raoult est traité de « déséquilibré mentalement » par des plumitifs comme Alain Duhamel qui n'ont aucune compétence en médecine, il se voit donner des leçons d'épidémiologie par le journaliste Patrick Cohen qui a une longue tradition de disqualification de tout opposant, ne serait-ce qu'en pensée, au système.

Un autre collègue, ancien titulaire de la chaire d'ingénierie des systèmes complexes à Polytechnique, a attiré mon attention sur l'ambiance scientiste régnant dans les enseignement de la médecine. Le scientisme est la volonté de donner tout pouvoir à une démarche dite scientifique pour traiter tous les problèmes concernant l'humanité.

Le scientisme procède par démarche hypothético-déductive: on formule une hypothèse à partir d'une analyse théorique puis on cherche à la vérifier. Cette démarche est dite vérificationiste. Le problème est que, si l'on procède ainsi, les expériences seront biaisées car on cherchera à vérifier l'hypothèse et, même inconsciemment, à écarter tout élément qui ne s'inscrirait pas dans cette logique. Il existe un biais de confirmation d'hypothèse, travers psycho-cognitif qui fait que tout individu cherche activement et accorde un poids plus grand aux preuves qui confirment ses hypothèses qu'à celles qui l'infirment.

Quand une hypothèse est réfutée, ce pas parce qu'elle contient une erreur, mais parce qu'elle correspond à un état de vérité qui ne permet plus de résoudre les problèmes. La vérité n'est jamais absolue, toute théorie, pour être dite scientifique, doit potentiellement être réfutable et donner les moyens de sa réfutation. Est vraie une hypothèse qui résiste à la réfutation. C'est ce qui distingue la science de la pseudo-science.

Les scientistes, qui sont dans la pseudo-science, sont donc amenés à être violents et méprisants car ils n'acceptent aucune contradiction. Ils rabaissent leurs contradicteurs en s'attaquant à leur personnalité, en les disqualifiant par des informations n'ont rien à voir avec le sujet. Les journalistes ont sorti de sa boite un médecin généraliste des beaux quartiers de Paris qui n'a aucune compétence sur le sujet et qui a disqualifié Raoult en prétendant qu'il serait climato-sceptique. Le serait-il que cela n'a rien à voir avec le sujet et que c'est sont droit le plus absolu. C'est une méthode totalitaire qui a permis à un charlatan comme Lyssenko de détruire la science agronomique soviétique en allant jusqu'à faire mourir son plus brillant représentant.

La fabrique du consentement n'est pas plus confinée que la planche à billets.

- Coronavirus: la popularité de Macron augmente, celle de Philippe s'envole - Le HuffPost 3 avril 2020

Selon le dernier baromètre YouGov pour Le HuffPost réalisé entre le 30 et le 31 mars, Emmanuel Macron et Édouard Philippe enregistrent chacun un gain net d'opinions favorables.

Si avec 28% d'opinions favorables le chef de l'État gagne 2 points par rapport au mois de mars, c'est le Premier ministre qui voit sa cote littéralement décoller. Édouard Philippe, qui avait été sanctionné le mois dernier après l'utilisation contestée du 49-3 pour la réforme des retraites, voit sa cote de popularité faire un bond de 6 points, pour s'établir à 31%, à trois points de celle du président de la République.

LVOG - Ils osent tout en désespoir de cause. L'art de tout dire et son contraire ou la stratégie du chaos revisitée.

Le HuffPost - Des chiffres à relativiser

Tout d'abord parce que de nombreux précédents montrent que le soutien accordé à l'exécutif en temps de crise ne dure pas.

Par ailleurs, la défiance envers le gouvernement reste forte, comme le montraient deux récents sondages réalisés par YouGov pour Le HuffPost. Une première étude effectuée entre le 19 et le 20 mars montrait qu'une majorité de Français considéraient que le gouvernement gérait mal l'épidémie. Une seconde réalisée entre le 30 et le 31 mars révélait que sept Français sur dix estiment que l'exécutif ne dit pas "toute la vérité" sur le coronavirus. Autant d'indicateurs qui incitent à relativiser cette progression. Le HuffPost 3 avril 2020

Bienvenue chez les psychopathes enragés.

LVOG - Les psychopathes sont repérables à leur manque d'empathie envers les autres ou ceux qui souffrent.

- Le préfet de police de Paris crée la polémique en liant hospitalisation et non-confinement - AFP 3 avril 2020

Des politiques et des médecins ont demandé sa démission, malgré ses excuses : le préfet de police de Paris a une nouvelle fois créé la polémique vendredi, cette fois en établissant un lien entre l'hospitalisation des patients et le non-respect du confinement décrété face au coronavirus.

"Ceux qui sont aujourd'hui hospitalisés, ceux qu'on trouve dans les réanimations, ce sont ceux qui, au début du confinement, ne l'ont pas respecté, c'est très simple, il y a une corrélation très simple", a déclaré le préfet de police Didier Lallement vendredi matin lors d'un point presse sur un contrôle routier pour dissuader les départs en vacances.

Vite reprise, la déclaration a fait réagir sur les réseaux sociaux. Trois heures après avoir prononcé ces mots et sur demande du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, qui l'a appelé, selon une source proche du dossier, le préfet présentait ses excuses, via un communiqué.

Didier Lallement "regrette les propos qu'il a tenus ce matin (...) et tient à les rectifier", indique le communiqué de la préfecture de police.

"L'intention n'était pas d'établir un lien direct entre le non-respect des consignes sanitaires et la présence de malades en réanimation", mais de "de rappeler la nécessité d'une stricte application du confinement", ajoute-t-il. AFP 3 avril 2020

LVOG - Il a dit ce qu'il pensait, c'est tout. A éliminer.

Vive l'armée impérialiste française !

Ah ces révolutionnaires anticapitalistes, anti-impérialistes qui regrettent que les "moyens militaires" aient été "fortement diminués eux aussi depuis des années" !

A propos de Macron et son discours du 25 mars dernier.

- Et de chercher à bluffer l'opinion par l'annonce du déploiement de moyens militaires de santé -fortement diminués eux aussi depuis des années- à travers une opération cyniquement baptisée « Résilience »...

LVOG - C'est signé du courant Démocratie révolutionnaire (Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires) du NPA.

Des agents du Green New Deal propulsé par l'oligarchie financière.

- DR - De nouvelles épidémies, reflet d'une crise écologique globale

Si les virus sont naturels, pas plus cette épidémie que les précédentes ne le sont. Que ce soit dans la façon dont elles apparaissent ou dans la façon dont elles se répandent, ces nouvelles épidémies témoignent de déséquilibres écologiques produits par les interactions entre la société humaine et son écosystème. La succession récente de ces épidémies est une des facettes de la crise écologique globale provoquée par la mondialisation capitaliste qui a entraîné comme jamais des bouleversements très rapides des équilibres naturels de notre planète.

LVOG - Il ne leur viendra pas un instant à l'esprit que l'origine de ce coronavirus pourrait ne pas être naturel. Nous nous sommes plus pragmatique, nous prenons en compte tous les facteurs existants sans a priori, ce qui nous a amené à partager une autre hypothèse, sans nier évidemment que des épidémies peuvent avoir une cause naturelle où c'était effectivement le cas jusqu'à ce que les hommes aient les moyens de les provoquer accidentellement ou intentionnellement.

Si un faisceau d'éléments concordant, de coïncidences troublantes, de présomptions, ne constituent pas une preuve, il ne peut être réfuté, car il n'en demeure pas moins un facteur permettant de mettre en doute une affirmation ou une accusation reposant également sur aucune preuve matérielle ou témoignage, sauf à vouloir privilégier absolument une version des faits plutôt qu'une autre. Mais dans ce cas-là on viole délibérément un processus réputé loyal ou indépendant, qui était uniquement destiné à découvrir ou établir la vérité pour finalement servir une autre cause ou d'autres intérêts de nature inavouables.

Bref, le plus choquant et irrationnel, c'est de vouloir prouver à tous prix qu'une épidémie de nos jours ne pourrait avoir qu'une seule et unique origine, alors qu'ils en existent plusieurs possibles, pire encore que le nier, en faisant disparaître délibérément celles qui divergeaient de celle retenue officiellement par ceux qui avaient tout intérêt à en provoquer une ou auxquels elle profiterait.

Ne pouvant pas établir avec certitude l'origine exacte de la nouvelle épidémie, on ne doit écarter aucune hypothèse. Tous ceux qui

se livrent intentionnellement à une falsification des faits en écartant arbitrairement les hypothèses qui ne leur conviennent pas , ne méritent aucune confiance de notre part, car le procédé auquel ils recourent est identique à celui employé par les dirigeants du vieux monde capitaliste.

Ensuite, et c'est surtout ce qui nous intéresse, on retiendra l'instrumentalisation hystérique dont elle fait l'objet à des fins inavouables, accroître la fortune des plus riches tout en renforçant leur pouvoir politique déjà exorbitant, parvenir à amplifier la concentration du capital entre quelques mains pour sauver l'hégémonie d'une classe ultra minoritaire exercée sur l'immense masse de la population mondiale, pour finalement perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme plutôt que le capitalisme lui-même désormais moribond ou en faillite.

Un complément digne de figurer dans l'article de Démocratie révolutionnaire.

- L'origine du coronavirus ? Il a été créé par les Américains pour affaiblir la Chine. Pas du tout ! Un grand labo a déposé un brevet dessus avant de le laisser s'échapper en vue d'encaisser les chèques du vaccin qu'il est en train de mettre au point…

Les démentis et les clarifications, comme ceux de l'Institut Pasteur ou les travaux de journalistes, comme cet article du Huffington Post, peinent à endiguer la dissémination de fake news complotistes. Elle est d'autant plus nourrie qu'il existe à Wuhan, capitale de la province du Hubei et épicentre de l'épidémie, un laboratoire de recherche biologique ultrasécurisé travaillant sur les virus les plus dangereux de la planète et construit en partenariat avec les Occidentaux, la France en particulier. alternatives-economiques.fr 30 mars 2020

https://www.huffingtonpost.fr/entry/coronavirus-brevet-pasteur-fake-news_fr_5e722c2dc5b6f5b7c53c278f

LVOG - Leur méthode grossière : Se servir des propos délirant d'un illuminé ou d'un provocateur professionnel afin de discréditer l'hypothèse d'un accident ou d'un acte délibéré à l'origine de l'épidémie actuelle.

Leurs références : L'AFP, l'Agence Française de Propagande qu'on n'a plus besoin de présenter, et une officine néolibérale liée à la NED/CIA, Conspiracy Watch.

C'est à la fin du tout dernier paragraphe qu'ils se prennent les pieds dans le tapis, en lâchant une contrevérité ou un énorme mensonge parce qu'ils sont animés d'intentions inavouables :

- Des accusations lunaires (...) faisant fi de toute réalité économique, et oubliant que la recherche coûtera infiniment plus qu'elle ne rapportera dans la lutte contre le coronavirus.

LVOG - Question : La recherche qui "coûtera infiniment plus" à qui, au CNRS, à l'Inserm et à l'institut Pasteur financés avec les deniers publics, et qui rapportera infiniment plus à qui, sinon aux trusts pharmaceutiques qui commercialiseront molécules ou vaccins et empocheront le jackpot ?

https://www.pasteur.fr/fr/coronavirus-attention-aux-fausses-informations-covid-19-circulant-reseaux-sociaux

LVOG - Quant à l'institut Pasteur, à part étaler son impuissance ou la médiocrité de ses recherches, il n'apporte aucun élément de plus.

- Les autorités chinoises partagent, dès le week-end du 11-12 janvier, la séquence complète du génome du coronavirus qu'ils ont détecté dans des échantillons prélevés sur leurs premiers patients.

LVOG - Les Chinois possèdent le génome du coronavirus. Et que va faire l'institue Pasteur ? Le même travail que les Chinois pour arriver aux mêmes conclusions. Et après, cela leur a servi à quoi ? A rien. Voyez plutôt à quelle mise en scène ils se sont livrés pour justifier leurs travaux, c'est éloquent.

https://www.pasteur.fr/fr/espace-presse/documents-presse/institut-pasteur-sequence-genome-complet-du-coronavirus-sars-cov-2

- Vendredi 24 janvier 2020. La détection du virus, confirmée en France.

Vendredi 24, en fin de matinée, des échantillons parviennent à l'Institut Pasteur : trois suspicions de cas possibles (deux patients à Paris, un à Bordeaux). « A partir de ces échantillons prélevés sur ces patients, nous avons détecté le nouveau coronavirus », explique Sylvie Behillil, responsable adjointe du CNR à l'Institut Pasteur.

Dès le vendredi 24 janvier 2020. Le séquençage du génome du virus à l'Institut Pasteur.

Dès le vendredi soir, à partir des échantillons, le séquençage du génome viral est lancé. Le CNR prépare le matériel à séquencer qui sera pris en charge dès le lundi par P2M. Le mardi, en début de soirée, le « run » de séquençage s'achève et l'analyse des données permet de disposer de la séquence du génome complet chez deux des trois premiers cas confirmés en France. « Nous prouvons ainsi l'efficacité du processus d'analyse par séquençage des virus mis en place par le CNR », reprend Vincent Enouf, responsable adjoint du CNR à l'Institut Pasteur.

LVOG - Ils sont satisfaits, ils s'adressent en fait un auto-satisfecit, ils ont uniquement prouvé qu'ils avaient pu séquencer ce virus, au moins ils peuvent justifier leurs subventions d'Etat!

On notera au passage et en finira par là, que les scientifiques au service du régime ont pu développer les nanosciences, envoyer des engins spatiaux à l'autre bout de l'univers, mais quand il s'agit du bien-être de la population, étrangement ils sont aux abonnés absents ou cela prend un temps infini, et il n'est pas dit que cela profitera à l'ensemble de la population non plus. Chacun en conclura ce qu'il veut.

Quand Mediapart diffuse la peste !

- Le Pr. Raoult et la Chloroquine : les failles - 22 mars 2020

https://blogs.mediapart.fr/olivierbelli/blog/220320/le-pr-raoult-et-la-chloroquine-les-failles

Olivier Belli, doctorant au Laboratoire d'Ingénierie Biologique de l'École Polytechnique de Zurich.

- Au delà de la faiblesse manifeste de son étude, la communication du Professeur Raoult sur la chloroquine pose d'important problèmes scientifiques et éthiques.

LVOG - Vous aurez deviné ce qui lui (leur) pose problème. Une molécule à 4 euros la boîte et qui est est efficace...

Comme toujours avec ce genre d'articles, où l'auteur est manifestement animé d'intentions malfaisantes inavouables, c'est aux toutes dernières lignes après avoir cru être parvenu à embobiner les lecteurs, qu'il commet une erreur fatale tellement le mythomane est tellement sûr de lui.

- En conclusion, il est possible que l'hydroxychloroquine soit une piste thérapeutique viable pour le traitement du Covid19, celles-ci ayant par ailleurs montré un effet in vitro.

LVOG - Après avoir vomis dessus, "*il est possible que*", après on ne s'étonne plus de rien, pauvre type, les ouvriers n'ont décidément rien à envier aux élites.

Peu importe que des milliers ou des dizaines de milliers de personnes aient déjà été traitées avec succès avec cette molécule, on est en présence d'un psychopathe.

- Même si les histoires de grand visionnaire seul contre le reste monde sont séduisantes, rappelons-nous que c'est le consensus qui fait la force de la recherche.

LVOG - C'est absolument faux ou c'est une grossière contrevérité, car les auteurs de grandes découvertes scientifiques depuis le XIXe siècle ont toujours dû batailler contre le consensus académique qui prévalait.

Quand on a attrapé le virus de l'idéologie capitaliste, on ne peut pas s'en sortir.

Elle en est la conséquence, mais il est politiquement incorrect de le dire.

- Cette crise n'est pas de même nature que celle de 2008, dont la responsabilité reposait sur les dérives du système financier. alternatives-economiques.fr

Comment épargner l'oligarchie financière, par un tour de passe-passe ou la version officielle anesthésiante du coronavirus.

- Par sa nature, ses causes et ses effets, le choc de 2020 n'a rien à voir avec celui de 2008. alternatives-economiques.fr

Ils ne peuvent pas prendre soin de tout le monde, il faut les comprendre.

- Les gouvernements et les banques centrales ont pris soin des banques dès le début de la pandémie. A juste titre : mieux valait éviter d'ajouter une crise financière à une crise sanitaire et économique. alternatives-economiques.fr 3 avril 2020

La question à 1 centime d'euro.

Qui va payer les dettes de la crise ?

La pandémie fait exploser les déficits publics des pays européens. L'absence de solidarité entre Etats est compensée par la BCE, qui rachète massivement les dettes émises sur les marchés. Cela suffira-t-il ?

Selon les données de la Commission européenne, la dette publique des pays de la zone euro devait atteindre, avant le coronavirus, 10 400 milliards d'euros en 2020, soit 85 % du PIB de la zone. Un niveau qui va progresser très rapidement en conséquence du creusement des déficits budgétaires du fait des mesures de soutien aux économies.

Qui va payer pour ces déficits et l'augmentation conséquente des dettes publiques ? Avec l'Italie et sa dette approchant les 140 % du PIB, le Portugal les 120 %, la France et la Belgique les 100 %… les pays européens vont-ils pouvoir continuer à emprunter sans limite sans affoler les investisseurs ? C'est-à-dire, sans voir leur taux d'intérêt grimper ce qui, compte tenu de leur niveau de dette, représenterait une lourde contrainte budgétaire. alternatives-economiques.fr 2 avril 2020

LVOG - La question n'est pas de savoir si cela suffira ou non, mais qu'est-ce qu'exigera la BCE en retour des Etats, de nouvelles réformes structurelles ou d'aller encore plus loin dans celles déjà engagées, dont celle des retraites...

Au programme : Précarité généralisée, explosion du chômage de masse, "***l'entreprise pourra y recourir pendant un maximum d'un an***". C'est tout ?

- Coronavirus : cinq millions de salariés sont désormais concernés par le chômage partiel en France - Franceinfo 4 avril 2020

Cela représente un quart du secteur privé et près de 500 000 entreprises.

Après presque trois semaines de confinement pour lutter contre le coronavirus, un quart du secteur privé a eu recours au chômage partiel à ce jour. Cela représente désormais cinq millions de salariés dans 473 000 entreprises, selon les chiffres donnés par la ministre du Travail, vendredi 3 avril.

Ce qui veut dire que, en deux jours, c'est un million de salariés supplémentaires pour lesquelles les entreprises ont fait des demandes de mise en chômage partiel. "Aux USA en 2 semaines : 10 millions de salariés licenciés. Fiers de notre modèle qui protège salariés et ", a tweeté Muriel Pénicaud, alors que le principe du chômage partiel n'existe pas outre-atlantique

Le salarié est alors indemnisé à hauteur de 70% du salaire brut et 84% du salaire net. Cette indemnité est désormais prise en charge intégralement par l'Etat jusqu'à une rémunération brute de 4,5 Smic. L'employeur a toujours la possibilité de compléter l'indemnité du salarié pour que celui-ci ne subisse pas de baisse de revenu. Selon un arrêté publié vendredi, l'entreprise pourra y recourir pendant un maximum d'un an (1 607 heures chômées) au lieu de six mois jusqu'ici. Franceinfo 4 avril 2020

Haut de page

Le 5 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

Stimulant la situation, n'est-ce pas ? Non, et bien tant pis pour vous, c'est que ce portail ne vous sert à rien et vous perdez votre temps ! Les petites cellules grises fonctionnent à plein régime, un vrai bonheur, même si des fois j'ai du mal à suivre le rythme, je deviens vieux, quelle horreur !

J'ai pris conscience depuis longtemps qu'il y avait deux trucs à ménager dans la vie, son corps et sa tête. Le corps grâce à une alimentation et un mode de vie équilibrés ; la tête grâce à l'herbe qui pousse dans mon jardin, à dose quasiment homéopathique j'entends, car il ne faut pas que cela m'empêche de penser.

Avec leur connerie de lock-out, je vais tomber en panne de Vodka demain. Je m'en tape, je ne buvais rien d'autre, l'alcool ce n'est pas mon truc.

Quel monde de dingues ! Et dire qu'il y en a qui procréent encore, quelle folie !

Bon d'accord, mais ce n'est tout de même pas une raison pour appeler à un soulèvement le jour où ils annonceront la fin du confinement ou de l'assignation à résidence pour chasser Macron et renverser le régime. On se demande quand ce sera le moment pour nos braves révolutionnaires, à ce train-là, jamais ! Tirez-en les conclusions politiques que vous voudrez.

Mais les travailleurs ne sont pas prêts... Oui, c'est vrai et avec de tels dirigeants ils ne risquent pas d'y être un jour ! Quelle déliquescence politique !

Inde. Au secours, on va tous mourir ! La preuve.

- 0 décès à Pondichéry

- 2 décès au Tamil Nadu (60 millions d'habitants)

Les Français sont des crétins finis qui obéissent au doigt et à l'oeil. Les Indiens qui sont très arriérés, ce qui n'a rien de péjoratif je le rappelle, comprennent encore moins ce qui se passe évidemment.

J'habite au bout d'une allée en terre à l'écart du village qui donne sur des champs. J'ai trois voisins, l'endroit est calme et il n'y a pas de passage, et bien ils ont enfermé leurs gosses dans leur maison exiguë et surchauffée, il fait près de 40°C à l'ombre. Ils sont effrayés.

Ma compagne a pu constater en regardant l'écran de l'ordinateur que je ne lui racontais pas de blagues, elle en a conclu qu'il fallait tuer Modi, le Premier ministre indien ! Je lui ai répondu que c'était les 200 chefs d'Etat ou de gouvernement du monde qui étaient bons à tuer.

On a fait le compte. A frémir !

Au 4 avril 2020

- 5 morts à Singapour, 5 839 239 millions d'habitants.
- 77 morts en Inde, 1 358 408 567 d'habitants
- 177 morts en Corée du Sud, 52 millions d'habitants
- 3350 morts en Chine, 1 441 800 000 d'habitants

Total : 2 858 047 806 d'habitants, 3 609 morts, comment dire, c'est gigantesque !

- 15 pages au format pdf

Quand ils deviennent les conseillers de Macron et LREM.

- Nationalisations, réquisitions, médicaments, loyers: 4 propositions de loi LFI - AFP 3 avril 2020

D'où tirent-ils tous leur légitimité ? Pardi, de la Ve République !

Mais, mais, "***en même temps***" (Macron) ou quand l'idéologie barbare de l'extrême-centre sévit.

L'artémisia aurait prouvé son efficacité contre le paludisme, par conséquent elle est interdite en France, normal !

"Artemisia annua", ou armoise annuelle, est une plante qui pourrait mettre fin à l'épidémie mondiale de malaria. Séchée puis consommée en tisane ou en poudre, nos Observateurs l'ont testée et ont pu constater son efficacité, mais les preuves scientifiques sont encore insuffisantes. observers.france24.com 20 novembre 2017

Saviez-vous que les chiens de garde des GAFAM veillent sur le coronavirus ? Devenez délateur au service

de Big Brother.

- En 2020, une centaine de médias dans le monde ont décidé de s'allier pour lutter contre les intox qui prolifèrent autour de la pandémie de Covid-19, à travers une base de données répertoriant 1500 articles répondant à vos questions. observers.france24.com

Et l'incontournable appel à la délation : Devenez Observateur

- Tout le monde peut s'inscrire. Il suffit de créer sa fiche profil pour intégrer notre communauté. Nos Observateurs sont des volontaires. Ils proposent leurs images et leurs témoignages : ils ne sont pas rémunérés pour leurs contributions.

Vous pourrez ainsi contacter la rédaction du site pour l'alerter sur des contenus amateurs ou des informations intéressantes.

Une fois inscrit sur le site, vous pourrez être contactés par la rédaction pour devenir un Observateur de France 24, c'est-à-dire l'un de nos contacts privilégiés dans une zone géographique ou sur une thématique particulière.

Nos Observateurs sont des hommes et des femmes, vivent dans des villages ou des capitales, ils peuvent être médecins, mineurs ou professeurs… Ils sont vos yeux aux quatre coins du monde.

Les Observateurs de France 24, c'est un site collaboratif entre une équipe de journalistes basée à Paris et un réseau international d'Observateurs.

Nous croyons au partage de notre expertise avec le public, nos confrères et d'autres rédactions, et avec les plateformes en ligne sur lesquelles ces contenus sont partagés. Pour ce faire, nous coopérons avec les organisations et initiatives suivantes :

L'International Fact-Checking Network (IFCN) est un réseau international de vérificateurs des faits basée à l'institut américain Poynter. L'IFCN fait la promotion de meilleures pratiques dans le domaine du fact-checking et organise des échanges via des bourses et d'autres programmes. En 2017, l'IFCN a ainsi financé un échange entre les Observateurs et Teyit.org , une organisation de vérification turque basée à Ankara.

Crosscheck est une association de médias français de vérification des faits. Elle a été lancée dans le cadre d'un projet ponctuel autour de l'élection présidentielle, avec le soutien financier de First Draft News et Google News Lab de février à mai 2017.

Google News Lab – Google a fourni un financement aux Observateurs dans le cadre de son programme Google News Lab Fellowship pour qu'un journaliste puisse rejoindre l'équipe pour un projet de fact-checking sur l'Asie, d'avril à août 2018.

Facebook via son outil contre les fausses informations. Les Observateurs de France 24 ont commencé à travailler avec Facebook en 2017. Avec d'autres organisations de fact-checking basées aux Etats-Unis, en Europe, en Afrique ou en Asie, notre équipe aide Facebook à identifier les fausses informations. Si un élément est identifié comme faux, Facebook diminue sa fréquence sur les fils d'actualité des utilisateurs. Facebook s'assure qu'il apparaît accompagné d'un lien vers un article rédigé par un des partenaires des organisations de vérification des faits. Facebook fournit en retour des fonds pour financer notre participation.

LVOG - Et qui financent cette nouvelle gestapo, devinez ? L'Etat français, Bill Gates et Facebook notamment.

- La rédaction des Observateurs, en tant que service de France 24, est intégrée dans le groupe France Médias Monde, détenu à 100% par l'État français. Nous percevons par ailleurs des financements ponctuels d'organismes privés pour appuyer des projets éditoriaux.

Entre avril 2016 et avril 2017, les fonds alloués par le New Venture Fund ont permis à la rédaction de financer un poste de journaliste à temps plein sur le projet Les Observateurs s'engagent.

En 2018, les fonds alloués par Facebook ont permis à la rédaction de financer un poste de journaliste à temps plein sur le projet Info/Intox.

LVOG - Avec Google quand vous tapez New Venture Fund, vous atterrissez à l'adresse suivante : www.newventurefund.org

New Venture Fund: Using Philanthropy to Shape a More Just, Equitable and Sustainable Future.

Traduction : Un nouveau fonds de capital-risque: utiliser la philanthropie pour façonner un avenir plus juste, équitable et durable.

Ils essaiment la planète :

- At the end of 2019, it manages a charitable portfolio of more than $356 million across nine regions around the globe and has launched more than 500 projects and counting.

Fin 2019, il gère un portefeuille caritatif de plus de 356 millions de dollars dans neuf régions du monde et a lancé plus de 500 projets.

LVOG - Bref le fric coule à flot !

Vous connaissez la chanson, capital et philanthropie riment avec hyper milliardaires ou les sommets de l'oligarchie, vous en doutiez, la preuve alors que vous aviez tort.

Puis Google vous donne l'adresse suivante : New Venture Fund - Bill & Melinda Gates Foundation www.gatesfoundation.org

Et que trouve-t-on dans www.gatesfoundation.org ?

New Venture Fund

Date: November 2011

Purpose: to support efforts to better engage and mobilize public support for educational policy and advocacy goals, especially around common core standards and effective teaching reforms within and among the faith community and faith leaders

Amount: $378,000

Term: 12

Topic: Education

Program: Advocacy

Grantee Location: Washington, District of Columbia

Grantee Website: http://www.newventurefund.org

Il renvoie à la même adresse Web, on est bien d'accord.

Intéressant n'est-ce pas, on a réussi à remonter la piste de Big Brother.

Revenons maintenant à France 24.

La totalité de son équipe éditoriale est issue de Science Po, de grandes écoles ou des médias instititutionnels, AFP, Reuters, ABC News, Time magazine, le Los Angeles Times, News Deeply, RFI, BBC, France 5, Le Soir

Dans ce blog ils ont traité une info à laquelle était mêlée le nom de Bill Gates et qui s'est avérée être une fake news, mais en partie seulement.

Certes, Didier Raoult n'a jamais appelé à ne pas prendre le vaccin de Bill Gates pour lutter contre le coronavirus, en revanche, il est exact que notre philanthrope de service qui a investi des centaines de millions de dollars dans les trusts pharmaceutiques via sa fondation, finance la recherche d'un vaccin sur le coronavirus, qui pourrait éventuellement lui rapporter une immense fortune s'il parvenait à être mis au point. (We will need literally billions of vaccines to protect the world.

https://www.gatesnotes.com/Health/A-coronavirus-AMA?WT.mc_id=20200320080000_AMA_IN-EM_&WT.tsrc=INEM)

- En ce qui concerne le "vaccin de @BillGates", ce dernier a expliqué dans une note de blog qu'il finançait 6 activités de recherche sur le #COVID19 , mais qui n'ont pour l'instant pas abouti... on est donc loin d'un vaccin

Alors du coup je me suis connecté au blog de Gates.

LVOG - A propos de la chloroquine, naturellement pour Gates il est urgent d'attendre, on aura deviné pourquoi !

Thoughts on chloroquine/hydroxychloroquine?

Gates - There are a lot of therapeutic drugs being examined. This is one of many but it is not proven. If it works we will need to make sure the finite supplies are held for the patients who need it most. We have a study going on to figure this out.

Et à propos de la chloroquine / hydroxychloroquine?

Gates - De nombreux médicaments thérapeutiques sont à l'étude. C'est l'un des nombreux mais il n'existe pas de preuves. Si cela fonctionnait, nous devrons nous assurer que les fournitures finies seront réservées aux patients qui en ont le plus besoin. Nous avons une étude en cours pour nous en assurer.

LVOG - Il y a tellement de fric à ramasser à l'arrivée.

How is your foundation helping the current pandemic? Are you donating money, producing products for health workers?

Gates - Our foundation is working with all the groups who make diagnostics, therapeutics and vaccines to make sure the right efforts are prioritized. We want to make sure all countries get access to these tools. We donated $100M in February for a variety of things and we will be doing more. One priority is to make sure that there is enough manufacturing capacity for therapeutics and vaccines.

Comment votre fondation aide-t-elle à combattre la pandémie actuelle? Donnez-vous de l'argent, produisez-vous des produits pour les personnels de santé?

Gates - Notre fondation travaille avec tous les groupes qui font des diagnostics, des thérapies et des vaccins pour s'assurer que les bons efforts sont prioritaires. Nous voulons nous assurer que tous les pays auront accès à ces outils. Nous avons fait un don de 100 millions de dollars en février pour diverses choses et nous en ferons plus. L'une des priorités consiste à s'assurer qu'il existe une capacité de production suffisante pour les produits thérapeutiques et les vaccins.

LVOG - Pour un peu, si vous n'avez pas été vacciné ou si vous avez refusé de l'être, il n'est pas certain que vous conserverez votre emploi, et peut-être même au-delà, il ne l'a pas dit, on devine aussi pourquoi. Et le tout par traçage numérique. C'est bien le règne du totalitarisme qui se mettrait en place grâce à cette opportunité, on n'avait rien inventé, hélas !

What changes are we going to have to make to how businesses operate to maintain our economy while providing social distancing?

Gates - Eventually we will have some digital certificates to show who has recovered or been tested recently or when we have a vaccine who has received it.

Quels changements allons-nous devoir apporter au fonctionnement des entreprises pour maintenir notre économie tout en assurant une distanciation sociale?

Gates - Finalement, nous aurons des certificats numériques pour montrer qui a récupéré ou qui a été testé récemment ou quand nous avons un vaccin qui l'a reçu.

Pour lire l'intégralité sur le blog de Bill Gates.

https://www.gatesnotes.com/Health/A-coronavirus-AMA?WT.mc_id=20200320080000_AMA_IN-EM_&WT.tsrc=INEM

Leur humanisme est la politesse des salauds, ils ne l'auront jamais aussi bien démontré. Les sadiques colonisateurs enragent !

- Coronavirus en Afrique : "Chacun y va de sa tisane, de sa décoction" contre le virus - francetvinfo.fr 4 avril 2020

En l'absence d'un médicament validé par des études scientifiques, les recettes de la médecine traditionnelle ont pignon sur rue dans plusieurs pays africains.

Je le répète, il n'y a pas de plantes anti-virales. On peut stimuler l'immunité avec le curcuma, le gingembre, la vitamine C que l'on trouve dans les agrumes. Tout cela donne une certaine résistance. Mais si le corps n'est pas habitué à se défendre contre le

virus, cela ne peut pas fonctionner", tranche-t-il. Claude Marodon, un spécialiste des plantes médicinales, est formel, pour lui, dire qu'une plante soigne le coronavirus, c'est tout simplement " du charlatanisme". francetvinfo.fr 4 avril 2020

LVOG - Ah ces "*spécialistes*", ces experts, jusqu'où ils vont les dégotter ces ordures adeptes du "*en même temps*", c'est une pandémie !

Ils jouent sur les mots et tiennent en même temps des propos approximatifs qui peuvent induire en erreur, c'est à croire que ce serait le but recherché.

Si le curcuma, le gingembre et le jus de citron ou d'autres agrumes stimulent bien la fabrication d'anticorps, leur rôle s'arrête bien là. Mais c'est suffisant dans la plupart des cas, car réfléchissez un peu, sinon nous serions déjà tous morts ou plutôt nous n'aurions pas vécu plus de quelques heures ou jours, car sans défenses immunitaires l'espèce humaine ne pourrait pas vivre tout simplement face à des milliers de virus ou bactéries qui peuplent tous les continents en permanence.

"*Si le corps n'est pas habitué à se défendre contre le virus, cela ne peut pas fonctionner*", d'abord c'est faux et je viens d'expliquer pourquoi, on possède toujours un minimum de défenses immunitaires sinon on serait mort au bout de quelques jours ou on ne pourrait pas survivre dès notre naissance, ensuite, ces tubercules ou agrumes servent justement à stimuler la création d'anticorps quand ils sont déficients ou à les renforcer.

Le cocktail curcuma, gingembre et jus de citron, c'est ce que je prends tous les matins et je m'en porte très bien, je vous le conseil, mélangé avec du poivre et du sucre ou du miel et évidemment un peu d'eau, un verre suffit.

Ils veulent à tous prix foutre la trouille aux gens pour qu'ils se reportent sur la pharmacopée des trusts pharmaceutiques ou l'industrie chimique qui nous empoisonne. Ils ont réussi à mettre pour ainsi dire hors la loi l'homéopathie, ils remettent régulièrement en cause l'herboristerie ou les compléments alimentaires qui permettent de faire un appoint en oligo-éléments indispensables à la santé.

Macron et le gouvernement français sont les pires criminelles de la planète !

- Coronavirus : 7560 morts en France, dont au moins 2028 dans les Ehpad - BFMTV 4 avril 2020

Le bilan concernant les Ehpad reste incomplet, car tous les établissements n'ont pas encore fait remonter le nombre de personnes contaminées ou mortes à cause du Covid-19. BFMTV 4 avril 2020

- L'Ehpad de Mougins porte plainte pour «mise en danger de la vie d'autrui» - sputniknews.com 5 avril 2020

Selon le président du département des Alpes-Maritimes, cet Ehpad de Mougins compte «autant de victimes que tout le département, pourtant peuplé d'un million d'habitants».

Une plainte contre X pour «mise en danger de la vie d'autrui» a été déposée par la famille d'une résidente de l'Ehpad La Riviera à Mougins (Alpes-Maritimes), où 29 personnes sont décédées depuis le 20 mars, a indiqué le 4 avril le parquet de Grasse.

«Une plainte a été déposée et une enquête est en cours», a précisé Fabienne Atzori, procureur de la République de Grasse, confirmant une information du quotidien Nice-Matin.

En deux semaines, «La Riviera», l'un des quatre établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de la commune de Mougins, près de Cannes, a enregistré 29 décès sur quelque 110 résidents, victimes directes ou indirectes du Covid-19. Le dépistage intégral du personnel et des pensionnaires vient seulement de commencer.

«Si j'avais mon père ou ma mère dans l'établissement, la première chose que je ferais serait de le retirer», indiquait vendredi à l'AFP Richard Galy, maire LR de Mougins.

«Ça fait quasiment deux semaines que je demande de tester tout le monde. (...) De jour en jour, le nombre de personnes touchées a augmenté, ainsi que le nombre de morts. (...) C'est quelque chose d'apocalyptique, une hécatombe», confiait l'élu, qui a proposé de réquisitionner un hôtel pour les personnes encore valides, une solution refusée vendredi lors d'une réunion avec l'Agence régionale de santé (ARS), la sous-préfecture de Grasse et le groupe Korian qui gère cet Ehpad.

L'Agence régionale de santé a fait état, samedi soir, d'un total de 38 décès hospitaliers dans les Alpes-Maritimes en lien avec l'épidémie de Covid-19. sputniknews.com 5 avril 2020

Un nombre de décès pas du tout surprenant. Un autre argument.

Nombre de décès (France métropolitaine - France)

2010 540 469 ; 551 218
2011 534 795 ; 545 057
2012 559 227 ; 569 868
2013 558 408 ; 569 236
2014 547 003 ; 559 293
2015 581 770 ; 593 680
2016 581 073 ; 593 865

En 2015 et 2016, il y a eu près de 40.000 décès de plus que 6 ans auparavant, c'est énorme.

Répartition des décès selon le lieu (Domicile - Établissement de santé - Maison de retraite) 1975 54,0 39,4 5,1
1980 33,3 59,4 5,4
1995 26,8 61,5 9,4
2010 26,9 59,7 11,9
2016 26,0 59,2 13,5

Ces deux dernières années (2015 et 2016- ndlr) se situent en effet dans la tendance à la hausse amorcée au début des années 2010, du fait de l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom à des âges de forte mortalité.

Source : Insee, statistiques de l'état civil. - Insee Focus n° 95 Paru le 12/10/2017

Les gens meurent de plus en plus souvent dans une maison de retraite, au lieu de mourir à leur domicile, les maisons de retraite sont devenues des mouroirs... où elles l'étaient déjà. Quand elles sont la propriété de fonds de pension, devinez sur quoi ils spéculent ?

Trump supplie le Premier ministre indien de lui envoyer de l'hydroxychloroquine, alors que le gouvernement indien a pris la décision d'en interdire l'exportation.

- Coronavirus: Trump Requests PM Modi To Release Hydroxychloroquine Ordered By US - news.abplive.com 5 April 2020

New Delhi: US President Donald Trump has requested Prime Minister Narendra Modi for hydroxychloroquine, a medicine in short supply that could help with facing the Covid-19 pandemic. He said that he called Modi on Saturday morning and told him: "I'd appreciate if they would release the amounts that we ordered and they are giving it serious consideration."

"I called Prime Minister Modi of India this morning. They make large amounts of Hydroxychloroquine. India is giving it a serious consideration," Trump said at his daily news conference at the White House on Saturday.

India's Directorate General of Foreign Trade on March 25 banned the export of Hydroxychloroquine but said that certain shipments on humanitarian grounds may be allowed on a case-by-case basis.

Based on some initial results, the Trump administration is banking heavily on using Hydroxychloroquine, a decades old malaria drug, for the successful treatment of coronavirus.

About India's ban on its export, Trump said, "They hold (the medicine) because they have 1.5 billion people."

Trump, who has been promoting the use of hydroxychloroquine as a preventive and a therapeutic drug for Covid-19, said that he might try it himself.

"I may take it, and I may have to ask my doctors about that," he said.

There has been a run on the medicine in the US because of the reports of its efficacy against coronavirus.

The Trump administration has made Hydroxychloroquine as part of its Strategic National Stockpile.

Trump said that people in malaria affected-countries take Hydroxychloroquine and not many people are infected by coronavirus.

Trump said that he would take Hydroxychloroquine, if needed. news.abplive.com 5 April 2020

LVOG - Trump a encore sorti une grosse connerie, non les Indiens ne sont pas immunisés parce qu'ils prendraient de la chloroquine, je ne connais personne qui en prend ou qui en aurait pris depuis 24 ans.

Totalitarisme. A quoi ça sert ? Comment ça fonctionne ? Pour quel objectif ? Mode d'emploi.

- Smartphones et coronavirus: une loi nécessaire en cas de recours à une application obligatoire selon la présidente de la Cnil - AFP 4 avril 2020

Le gouvernement serait contraint de passer par une mesure législative s'il voulait recourir à une application obligatoire de suivi des déplacements ou des contacts des citoyens, selon la présidente de la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés) Marie-Laure Denis.

Question: La Cnil s'est-elle penchée sur les données agrégées et anonymisées de déplacements de la population, fournies par Orange et SFR à des organismes de recherche comme l'Inserm et l'Inria?

Réponse: Ces solutions ont été mises en place par Orange et SFR il y a quelques années, donc bien avant la crise, après des échanges avec la Cnil. Les deux opérateurs fournissent des données qui sont suffisamment agrégées pour être anonymisées. La Cnil avait alors veillé à ce qu'il n'y ait pas de risque de ré-identification des personnes. AFP 4 avril 2020

LVOG - Il s'agirait donc de légaliser une pratique illégale déjà en service depuis des années, et le coronavirus tombe à pique pour la justifier.

Ils nous avaient déjà fait le coup avec Charlie, les dispositions liberticides qu'ils adoptèrent immédiatement après étaient déjà dans les tiroirs depuis des années, ils n'attendaient plus que l'opportunité se présente pour les ressortir, ne la voyant pas venir, ils l'ont provoquée, vous vous souvenez, n'est-ce pas ? Ah, si vous étiez Charlie, désolé !

Pourquoi ne pas faire durer la comédie indéfiniment ?

- Coronavirus : "On va devoir vivre avec" pendant deux ans, estime un virologue - Franceinfo 4 avril 2020

Un confinement de 18 mois ? C'est la recommandation d'un prestigieux épidémiologiste britannique - Capital 3 avril 2020

Comme le rapporte L'Express, Neil Ferguson, 51 ans, biologiste et mathématicien, est un spécialiste de la modélisation de propagation des virus qui va totalement à l'encontre de la théorie d'"immunisation de masse" de Boris Johnson.

Ainsi selon lui, la stratégie de confinement et de distanciation sociale "devra être maintenue 18 mois, ou jusqu'à ce qu'un vaccin devienne disponible". Pour le professeur Ferguson, un tiers des contaminations s'effectue à la maison entre membres du même foyer, un tiers à l'école et au bureau et un tiers dans les lieux de socialisation, comme les bars et les restaurants. Il veut donc stopper les deux derniers en l'attente d'un vaccin pour endiguer l'épidémie. Capital 3 avril 2020

Quand des scientifiques ignares, corrompus et malveillants postillonnent leur virus pour vous contaminer.

LVOG - Si le virus pouvait se transmettre simplement en parlant, cela signifiait qu'il pouvait se retrouver en suspension dans l'air qu'on respire, logique, mais faute de masques et n'en sachant rien, Macron et le gouvernement ont préféré le nier.

Personnellement je n'en sais rien tant il existe de versions contradictoires.

- Covid-19 : le virus pourrait se transmettre par l'air ambiant - Yahoo 4 avril 2020

C'est en tout cas ce que rapporte le magazine Science, qui indique également que les USA seraient sur le point d'inciter la population à porter systématiquement un masque dans l'espace public, afin de freiner l'épidémie.

Ces propos font écho à trois études : celle publiée le 17 mars par la prestigieuse revue médicale américaine NEJM (New England Journal of Medicine), indiquant que le virus était capable de flotter dans l'air jusqu'à 3 heures et de rester infectieux durant cette période.

Celle de Joshua Santarpia et ses collègues du Centre médical de l'Université du Nebraska qui ont - entre autres - montré que des portions du virus pouvaient se retrouver dans des surfaces difficiles à atteindre dans les chambres d'isolement des patients

traités pour la Covid-19. Enfin, celle réalisée dans un hôpital chinois par des chercheurs de l'Université de Wuhan, constatait que le virus pouvait rester en suspension dans l'air lorsque le personnel soignant retirait son équipement de protection, lors du nettoyage du sol ou bien quand le personnel se déplaçait.

Vendredi, le directeur de l'Institut américain des maladies infectieuses, Anthony Fauci, a lui aussi indiqué sur Fox News que le virus pouvait en réalité "se transmettre quand les gens ne font que parler, plutôt que seulement lorsqu'ils éternuent ou toussent". Si ces hypothèses étaient officiellement validées, elles fourniraient une explication à la haute contagiosité apparente du virus. Ainsi le port du masque pourrait devenir obligatoire pour afin de réduire la transmission involontaire du Covid-19 par des porteurs asymptomatiques.

Jusqu'ici, les scientifiques s'accordaient tous sur le fait que le virus se propageait avant tout via des postillons éjectées par la toux ou les éternuements. Mesurant jusqu'à un millimètre de diamètre, ces postillons tombent en général par gravité dans un rayon de 1 à 2 mètres. La transmission du virus se fait lorsque ces postillons sont directement inhalés ou lorsqu'ils contaminent les surfaces. Ainsi lorsque les gens touchent ces surfaces et qu'ils se touchent ensuite la bouche, le nez ou les yeux, ils ont de grandes chances d'être à leur tour touchés par le virus.

Pour l'OMS, la transmission par les aérosols ne surviendrait que dans des cas très précis, par exemple lors de l'intubation de patients dans un état critique. Selon l'Organisation mondiale de la santé, une analyse de plus de 75 000 cas de coronavirus en Chine n'a révélé aucun cas de transmission par voie aérienne. Yahoo 4 avril 2020

LVOG - L'OMS, c'est le pendant du GIEC sur le climat !

Il est difficile de s'y retrouver, aussi faut-il procéder par déduction. Ce qui apparaît certain, c'est que tous les virus n'ont pas le même comportement du fait de leur composition (physique et chimique) et de leur virulence, leur pouvoir de contamination varie en fonction de ces deux facteurs, de sorte que les moyens par lesquels ils peuvent se transmettre ne sont pas forcément identiques, et la durée pendant laquelle ils demeurent actifs ou en vie est également différente d'un virus à l'autre, ce qui explique par exemple pourquoi celui d'Ebola ne s'est pas transformé en pandémie mondiale.

En conclusion, tout virus a sans doute la possibilité de se transmettre par voie aérienne pendant une durée plus ou moins longue en fonction de leur composition. Un virus est un être vivant, donc il ne peut survivre et se reproduire qu'à condition de s'alimenter, dans le cas contraire il meurt.

Maintenant les scientifiques ignorent si certains virus réapparaissent spontanément parce que les conditions leur sont favorables, ou s'il demeure des fragments de virus capables de survivre sous certaines conditions qu'ils ignorent également. Finalement et contrairement à ce que claironnent certains, ils ne savent pas grand chose sur le comportement de ces virus ou il demeure une grande part d'inconnu, ce que chacun aura pu observer à travers leurs déclarations contradictoires.

Quand on pense qu'ils en sont encore à se demander comment l'homme de Néandertal a bien pu disparaître, balayant avec mépris l'hypothèse qu'un virus pourrait constituer une explication plausible, on se dit que les propos tenus par tous ces scientifiques ne valent pas grand chose ou qu'il faut les prendre avec beaucoup de précautions, en attendant d'en savoir davantage il vaut mieux retenir plusieurs hypothèses, avant de pouvoir se prononcer sur un sujet.

Et il ne faut pas oublier qu'on est en présence de gens dévorés d'ambition, dont la carrière professionnelle rime avec un statut social supérieur qu'ils ne doivent la plupart du temps à leur acte de soumission envers le régime qu'ils servent et qui en retour leur rend bien. Qu'ils fassent preuve d'indépendance, et ils seront impitoyablement brisés par leur hiérarchie ou mis au rencard dans un placard, les crédits indispensables au fonctionnement de leur laboratoire ou à leur recherche leur seront supprimés ou seront amputés, de telle sorte qu'ils ne pourront plus jamais prétendre dans l'avenir à des fonctions dignes de leur ambition, ce qui en fait réfléchir plus d'un. Si j'osais, j'affirmerais que 90% de la recherche ne sert strictement à rien ou est nuisible à la société, sauf à justifier le statut de chercheur ou de scientifique.

Quand on lit que "*jusqu'ici, les scientifiques s'accordaient tous sur le fait que le virus se propageait avant tout via des postillons éjectées par la toux ou les éternuements*" (Yahoo 4 avril 2020), on se dit qu'il est recommandé de ne pas se fier au consensus qu'ils affichent sur de nombreux sujets, dont le climat par exemple.

Commentaires d'internautes.

1- C'est pour cela qu'on a fermé les marchés qui sont en plein air et où le virus est dispersé par le vent, et qu'on garde les marchés et supermarchés fermés où le virus reste dans ces milieux confinés... décidément on fera tout à l'envers jusqu'au bout!

2- Donc en interdisant nos petits marchés à l'air libre au profit des gros supermarchés, notre gouvernement a fait une connerie de plus.

3- Peut-être, mais s'il était si contagieux en aérosol, on aurait déjà toute la France contaminée en supermarché, non?

4- Y'en a marre des "il se pourrait".

5- Chaque jour on subit une avalanche d'informations qui ne font que contredire celles de la veille ; et tout est cautionné par des "scientifiques" et des "médecins" qui passent plus de temps sur les plateaux télé que dans les hôpitaux.

6- Selon comment ils veulent manipuler le peuple pour en obtenir quelque chose, ils inventent tous les jours une variable différente qui peut être le contraire de celle de la veille!

7- Article qui contredit son titre, très Yahoo !

8- N'étant pas du tout un scientifique, je me posais la question à savoir si le virus ne se propageait pas par l'air ambiant, et même s'il reste 2 ou 3 heures en suspension c'est assez pour le transmettre. Comme quoi le port du masque est une impérieuse nécessité. Le gouvernement le sait, mais a menti sur son utilité du fait de n'en avoir pas suffisamment.

9- On va avoir droit a toute les hypothèses, de la plus intelligente a la plus farfelue, nos experts et dieu sait qu'ils sont nombreux ont raison sur un point, ils n'en savent pas plus que la majorité d'entre nous, donc en affirmant tout et son contraire ils sont sûr d'avoir un moment ou un autre en partie raison .

10- Le masque, c'est ce que font les pays asiatique depuis janvier ! Avec les résultats que l'on sait... Ils ont déjà l'expérience de plusieurs épidemies...

11- Bref, rien de certain. Seuls les asiatiques semblent "armés", ils portaient déjà des masques avant même cette épidémie tant l'air est pollué chez eux..

Faites tomber les masques.

- Coronavirus: comment l'exécutif s'est converti au port du masque - Le HuffPost 4 avril 2020

Face à la pénurie, le gouvernement a d'abord tenu un discours sur leur "inutilité" avant de progressivement rétropédaler. Jusqu'à bientôt le rendre obligatoire?

“Le port généralisé d’un masque par la population constituerait une addition logique aux mesures barrières actuellement en vigueur”. La préconisation de l’Académie de médecine, formulée on ne peut plus clairement le 3 avril, vient mettre à mal le discours gouvernemental depuis le début de la pandémie de coronavirus qui entraîne le Covid-19.

Pour faire face à la pénurie de masques que connaît la France, les responsables du gouvernement ont d’abord mis en avant les autres gestes barrières (lavage de mains, usage unique de mouchoirs, distanciation sociale d’au moins un mètre) plutôt que celui du masque, pourtant généralisé dans les pays d’Asie qui observent moins de morts qu’en Europe. Le HuffPost 4 avril 2020

LVOG - On ne doit comparer que ce qui est comparable, et encore sous certaines réserves.

L'Asie est en proie à la surpopulation et à la promiscuité. En France ou dans les pays occidentaux, c'est la société soumise aux besoins du capitalisme qui a créé un effet de surpopulation et de promiscuité, concentration de la population dans des mégapoles, barres d'immeubles ou la population défavorisée s'entasse comme des bestiaux, supermarchés et centres commerciaux géants, transports en commun insuffisants et bondés, classes et amphis surchargés, navires de croisière et avions gigantesques notamment.

Il semble (sic!) que le processus historique soit parvenu à la croisée des chemin, et qu'il est devenu urgent d'éradiquer le capitalisme de la surface de la Terre, si on ne veut pas que la civilisation humaine continue de régresser pour finalement disparaître.

La société telle qu'elle existe doit faire l'objet d'une profonde ou radicale transformation, si elle ne veut pas crever sous le poids de ses propres contradictions. Chaque travailleur doit en prendre conscience, et notre tâche doit consister à les aider à y parvenir, sinon à quoi bon mener un combat politique perdu d'avance, cela aussi chaque militant doit l'avoir présent à l'esprit en permanence.

L'époque où chacun avait sa petite idée sur ce qu'il fallait faire ou détenait sa propre vérité doit être révolue, ce qui malheureusement n'est toujours pas le cas, ce qui somme toute est normal puisque nos dirigeants ne se comportent pas autrement ou donnent le mauvais exemple en se vautrant à tout propos dans la démagogie ou le double langage pour plaire à tout le monde, y compris aux ignorants, en procédant de la sorte on ne s'en sortira jamais, mais je ne suis pas certain que nous soyons nombreux à l'avoir compris malheureusement. Vous pouvez toujours nous contacter pour en témoigner.

Le colonialisme et le racisme ordinaire. .

- "Ils enterrent des Pokémon" : le dérapage d'un présentateur de BFM sur l'hommage chinois aux victimes du coronavirus - Yahoo 4 avril 2020

Emmanuel Lechypre : Ces propos inappropriés ont été diffusés à l'antenne alors que je pensais les micros fermés. Yahoo 4 avril 2020

LVOG - Si nous prenions le pouvoir demain, cela ne vous gênerait pas qu'on ferme immédiatement toutes ces chaînes de télévisions et de radio, n'est-ce pas ? On ne s'appelle pas Chavez, Maduro ou Morales, sans blague !

- Polémique. Tester des vaccins sur les Africains ? **"**Nous ne sommes pas des cobayes !**"** Courrier international 3 avril 2020

Sur une chaîne d'information française, deux spécialistes de la santé ont prôné qu'un futur vaccin contre le Covid-19 soit testé sur les populations africaines. L'échange a soulevé un torrent de critiques sur le continent africain et dans la diaspora.

"Révoltant ! Scandaleux ! Incroyable ! Choquant !" Le site Internet du quotidien du Burkina Faso Wakat Séra enchaîne les qualificatifs d'indignation pour dénoncer les propos tenus par deux spécialistes de la santé sur la chaîne d'information en continu LCI. Durant cet échange, le professeur Camille Locht, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, et Jean-Paul Mira, chef du service de réanimation à l'hôpital Cochin, espèrent la mise en place rapide à l'échelle mondiale de tests pour évaluer l'efficacité du vaccin contre la tuberculose, le bon vieux BCG, contre le Covid-19.

C'est par le professeur Jean-Paul Mira qu'arrive la polémique : "Si je peux être provocateur, est-ce qu'on ne devrait pas faire cette étude en Afrique, où il n'y a pas de masques, pas de traitements, pas de réanimation ? Un peu comme c'est fait d'ailleurs pour certaines études sur le sida, où chez les prostituées on essaye des choses parce qu'on sait qu'elles sont hautement exposées et elles ne se protègent pas ?"

Ce à quoi répond favorablement le professeur Camille Locht, qui affirme qu'une étude sur le continent est en réflexion, tout en précisant que "cela n'empêche pas une étude en Europe et en Australie".

Des propos qui ont déclenché la colère de nombreux internautes africains. "Pourquoi ne proposent-ils pas de tester ces fameux vaccins sur leurs compatriotes qui tombent comme des mouches pulvérisées à l'insecticide ?" renchérit Wakat Séra, qui rappelle que la présence du nouveau coronavirus en Afrique trouve principalement son origine en Europe.

"Pourquoi ramener l'Afrique à ce statut de laboratoire grandeur nature, après l'avoir considérée comme une poubelle où tous les déchets occidentaux, matériels comme humains, sont déversés à longueur de journée, malheureusement avec la complicité active ou passive de dirigeants africains uniquement guidés par leurs intérêts personnels et très égoïstes ?" poursuit Wakat Séra.

Lancé en 2017, Wakat Séra est un site d'informations du Burkina Faso. Outre les articles traitant de l'actualité, il propose des analyses souvent sans concession sur la politique burkinabé et africaine... Courrier international 3 avril 2020

LVOG - Ils sont médecins, professeurs, ils appartiennent aux élites corrompues et pourries par l'idéologie de la classe dominante. Les simples ouvriers ou employés n'ont pas à être complexés ou à se sentir inférieurs parce qu'ils appartiennent à la classe ou aux couches les plus défavorisées de la société, comme j'ai eu l'occasion de l'affirmer à de multiples reprises, ils valent mieux que cette vermine, ils n'ont aucun respect à avoir envers eux, ils ne pourraient pas faire pire qu'eux s'ils détenaient le pouvoir.

Mais voyez-vous, il est de bon ton pour les démagogues qui parlent en notre nom, de flatter les classes moyennes, les intellectuels, l'aristocratie ouvrière, les braves élus, leur République et leur démocratie (sic!) dont les vertus ne profitent finalement qu'aux nantis et leurs larbins comme ces médecins.

Ils n'en reviennent toujours pas !

- La Suède et les Pays-Bas ne confinent pas leurs habitants, et c'est très culturel - huffingtonpost.fr 4 avril 2020

Ce sont les deux exceptions en Europe, les deux seuls pays à ne pas confiner leur population. Les Pays-Bas et la Suède ont adopté une stratégie qui fait débat au sein de l'Union européenne, mais les deux gouvernements ne semblent pas prêts à revenir sur leur position. huffingtonpost.fr 4 avril 2020

LVOG - Qu'est-ce qui les fait chier à ce point-là ? Réponse : "*les habitants sont encore autorisées à sortir, sans attestation dérogatoire ou contrôle policier*", l'absence d'un régime policier !

Encore un médecin adepte de l'Etat policier.

- Le patron de l'AP-HP inquiet de voir trop de monde dans les rues - Le HuffPost 5 avril 2020

Le confinement pas assez respecté à Paris? C'est ce que pense le directeur général de l'AP-HP Martin Hirsch, ce samedi 4 avril...

Un "dispositif exceptionnel" a été mis en place pour empêcher les départs en vacance et faire respecter le confinement, avec l'interdiction des locations sur une partie du littoral. Plus de 160.000 policiers et gendarmes sont mobilisés, et pour tout le week-end, afin de faire appliquer les mesures de confinement. C'est "un dispositif de contrôle exceptionnel", expliquait vendredi le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Laurent Nuñez.

Parmi les départements touristiques, les préfectures de Charente-Maritime, Gironde, Landes et Pyrénées-Atlantiques ont pris des arrêtés, valables jusqu'au 15 avril, interdisant aux hébergements de tourisme de recevoir du public. Le HuffPost 5 avril 2020

En complément. Enfin un bon exemple !

- L'Espagne va prolonger de 2 semaines le confinement - euronews 5 avril 2020

A droite toute et sionisme d'extrême droite assumé !

- Avec Starmer, les Travaillistes tournent la page du socialisme radical - Reuters 4 avril 2020

Keir Starmer a été élu samedi nouveau leader du parti travailliste, principal parti d'opposition de Grande-Bretagne, promettant de mettre fin à plusieurs années de luttes intestines et de travailler avec le gouvernement pour faire face à l'épidémie de coronavirus.

Cet ancien responsable des poursuites pénales pour l'Angleterre et le Pays-de-Galles a été élu chef du Labour avec 56% des voix.

Face à lui, la défaite très claire d'une alliée du leader sortant Jeremy Corbyn, mais aussi l'élection d'Angela Rayner comme bras droit de Keir Starmer annoncent un virage vis-à-vis du socialisme radical défendu par la direction précédente. Reuters 4 avril 2020

- Le centriste et europhile Keir Starmer a été largement élu samedi à la tête du Parti travailliste britannique, succédant au très à gauche Jeremy Corbyn avec pour défi de relancer la principale formation d'opposition, affaiblie et divisée, en pleine crise du coronavirus.

"Au nom du Labour, je m'excuse", a déclaré M. Starmer. Il s'est engagé à "extirper le poison" de l'antisémitsime, "tache sur le parti", se démarquant clairement de son prédécesseur, qui n'avait fait part de ses regrets que tardivement et du bout des lèvres.

"En tant que chefs de partis, nous avons le devoir de travailler ensemble en cette période d'urgence nationale", a écrit M. Johnson publiée samedi sur son compte Twitter. Keir Starmer s'est engagé samedi à collaborer "de manière constructive" avec l'exécutif "dans l'intérêt national", tout en disant qu'il ne manquerait pas de pointer les faiblesses de l'exécutif le cas échéant. AFP 4 avril 2020

Commentaire d'un internaute.

- "Comme si le socialisme avait jamais été radical en GB... Laissez-moi rire !"

LVOG - Là je ne vous suis pas. Certes, le Parti travailliste britannique est un parti ouvrier bourgeois, mais ouvrier tout de même ne l'oubliez jamais, il mérite le respect et qu'on le soutienne, tout comme le SPD en Allemagne, le PSOE en Espagne, etc. foi de révolutionnaires trotskystes. Non, je déconne, mais eux aussi ils osent tout, au point que leurs militants sont complètement décomposés et fuient ce portail comme la peste, on ne les retient pas ! Ceux qui ne se sentent pas concernés auront compris ce que je voulais dire.

Le Labour est un parti de droite comme tous les partis issus de l'Internationale socialiste, cette caractérisation n'est pas négociable pour qui se réclame du marxisme ou du socialisme.

Haut de page

Le 7 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

N'ayant pas eu le temps de terminer la causerie d'hier, elle figurera en première partie.

- 27 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE DU 6 AVRIL 2020

Hommage aux assassins qui nous gouvernent.

- « Riche d'espérance, ferme dans ma foi, je croyais, par des larmes, des soupirs, des contorsions, obtenir du maître des cieux la fin de cette peste cruelle. Maintenant, les suffrages de la foule retentissent à mon oreille comme une raillerie. Oh ! si tu pouvais lire dans mon cœur, combien peu le père et le fils méritent tant de renommée ! Mon père était un obscur honnête homme qui, de bien bonne foi, raisonnait à sa manière sur la nature et ses divins secrets. Il avait coutume de s'enfermer avec une société d'adeptes dans un sombre laboratoire où, d'après des recettes infinies, il opérait la transfusion des contraires. C'était un lion rouge, hardi compagnon qu'il unissait dans un bain tiède à un lis ; puis, les plaçant au milieu des flammes, il les transvasait d'un creuset dans un autre. Alors apparaissait, dans un verre, la jeune reine aux couleurs variées ; c'était là la médecine, les malades mouraient, et personne ne demandait : "Qui a guéri ?". C'est ainsi qu'avec des électuaires infernaux nous avons fait, dans ces montagnes et ces vallées, plus de ravage que l'épidémie. J'ai moi-même offert le poison à des milliers d'hommes ; ils sont morts, et, moi, je survis, hardi meurtrier, pour qu'on m'adresse des éloges!» (Faust de Goethe. Traduction de Gérard de Nerval.)

Le procès du capitalisme.

La survie du capitalisme au-delà de la période historique pendant laquelle il allait s'épanouir ou jouer un rôle progressiste, allait par le biais du développement des sciences et des technologie à son service conduire à créer les conditions propices à rendre la vie des hommes insupportables et à détruire la planète sur laquelle ils vivent.

Voilà où nous en sommes.

Il était clair depuis près d'un siècle et demi pour les penseurs les plus profonds ou illustres, que l'horizon au-delà de cette période s'annonçait particulièrement sombre, morbide, cruelle, au cas où le capitalisme demeurerait l'horizon indépassable en terme d'organisation de la société, puisque tous les rapports en dépendent ou y ramènent dès qu'on se penche dessus pour les étudier.

Le développement économique dans les pays industrialisé ne s'est pas accompagné d'une élévation du niveau de conscience des peuples. Le progrès social qui en découla fut dû en grande partie à la lutte de classe des exploités, mais comme seulement une minorité commença à développer une conscience de classe et y participa, la majorité attribua ces acquis sociaux au capitalisme ou elle se contenta d'en profiter, ce qui allait entraîner au fur et à mesure une régression générale de la conscience de classe de l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes, d'autant plus que cette orientation allait être adoptée ou favorisée par l'ensemble des dirigeants corrompus des principaux courants ou partis du mouvement ouvrier ayant de fait abandonné l'objectif politique d'en finir avec le capitalisme, et la nécessité de passer au socialisme.

Il allait découler de ce processus une régression sociale généralisée et une détérioration continue du mode de vie et des conditions de travail de l'ensemble des travailleurs.

Je vous mets au défi de proposer une autre explication ou interprétation cohérente ou qui correspond à la réalité.

Cette analyse solidement étayée par les faits, mais qui demande toutefois à être étoffée, devrait constituer la base sur laquelle devrait reposer notre programme et d notre stratégie pour affronter le capitalisme et ses institutions dans l'unique perspective de les vaincre, de s'emparer du pouvoir politique pour refonder la société sur des bases sociales conformes aux besoins et aspiration des travailleurs.

Aucun parti ne partage cette analyse à ma connaissance. Combien de militants ou travailleurs avancés sont prêts à la partager, je l'ignore puisqu'ils refusent de se manifester. Peu importe, aussi longtemps que je le pourrai je continuerai à actualiser ce portail ou de fournir aux lecteurs des matériaux dans la perspective de constituer un nouveau courant politique socialiste révolutionnaire. Il n'existe que des partis qui ont trahi ou failli, dès lors ils ne peuvent servir notre cause, c'est également une des conclusions ou un des enseignements auquel était parvenu F. Engels.

Comme disait encore A. Einstein, pour résoudre un problème, si vous vous en remettez à celui qui en est à l'origine, vous n'y parviendrez jamais.

Réquisitoire accablant contre Macron, Phillipe, Véran, Salomon.

- Didier Raoult: «Il faut que l'exécutif se garde de faire de la médecine à notre place» - sputniknews.com 6 avril 2020

Dans un entretien accordé au Figaro, Didier Raoult, directeur de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) de Marseille, a parlé de la méthode qu'il enseigne depuis 42 ans: «il faut identifier et isoler les patients porteurs, et les soigner au mieux de ce que la science permet».

«Nous n'avons pas pu, ou voulu, tester le maximum de malades pour les isoler et les traiter. Le bilan est là: nous faisons partie des quatre pays dans lesquels il y a le plus de morts par million d'habitants, avec l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas. Ça pose quelques questions, tout de même.»

Des études superflues

S'agissant du traitement par la chloroquine et des études lancées pour évaluer ce médicament, il a jugé que celles «sur les grandes cohortes rassurent les bureaucrates de la santé, qui en sont venus à considérer qu'on ne pouvait rien décider sans elles» et que «si le médicament tuait le microbe, c'est que ça marchait».

Selon lui, «90% des traitements qu'on a inventés en maladies infectieuses n'ont jamais donné lieu à de telles études». «Quand l'évaluation s'est éloignée du terrain pour devenir une activité à part, soutenue par des capitaux importants, on a mis en place des normes de vérification de plus en plus lourdes.»

M. Raoult a estimé que «la première chose qu'il fallait faire, c'était doter les hôpitaux d'infectiopôles, et notamment d'unités de fabrication de tests afin de repérer le plus vite possible, et le plus tôt possible, les premiers malades». 1.003 patients soignés et un seul mort

«Pourquoi m'empêcherait-on de donner des médicaments qui sont les seuls qui nous semblent produire un résultat ici et maintenant? On pourra ensuite conduire une étude rétrospective», s'est-il interrogé.

Et de préciser au Figaro: «Nous avons 1.003 patients soignés à l'IHU Méditerranée, et un seul est mort». Son établissement a publié il y a quelques jours une seconde étude «sur 80 patients, dont la charge virale a été à chaque fois diminuée par l'administration de chloroquine».

Un confinement inefficace?

À la question de savoir si le confinement était une mesure efficace pour endiguer la pandémie, le professeur a répondu que «cela n'a jamais bien marché», que ce soit en 1884, pour arrêter le choléra, ou plus tard pour la fièvre jaune.

«Les politiques prennent des décisions, et l'Histoire les jugera. En revanche, je n'ai rien contre la quarantaine biologique. Bien sûr qu'il faut séparer les gens qui sont infectés de ceux qui ne le sont pas. Mais confiner des gens infectés, qui ne le savent pas, avec d'autres qui ne le sont pas, c'est une curieuse méthode. Si vous mettez ensemble les gens d'une même famille et qu'un seul est infecté, vous êtes sûr que quelques semaines plus tard, tous le seront.»

Au sujet de l'utilisation de tels ou tels médicaments pour traiter les malades, Didier Raoult a indiqué que «de temps en temps, les responsables politiques s'autorisent à intervenir dans notre domaine». «Je ne suis pas d'accord quand on interdit aux médecins d'utiliser des médicaments qui sont en circulation depuis des décennies. Je ne suis pas d'accord avec l'interférence de l'État dans la relation entre le médecin et le malade.»

«Il faut donc que l'exécutif se garde de faire de la médecine à notre place», a-t-il assené.

Par ailleurs, trois éminents médecins ont recommandé, dans une tribune publiée dimanche soir sur le site du Figaro, d'appliquer le traitement élaboré par Didier Raoult, lequel prône l'usage de l'hydroxychloroquine dès l'apparition des premiers symptômes du coronavirus. sputniknews.com 6 avril 2020

Et ils ne s'arrêteront pas là. Chassons-les tout de suite du pouvoir !

- Le CHRU de Nancy dénonce les suppressions de postes prévues après l'épidémie - Le HuffPost 5 avril 2020

“Déconcertant et indécent”. Le CHRU de Nancy, en grande tension face à l’afflux de malades du coronavirus, a interpellé le gouvernement (qui lui a répondu ce dimanche) lui demandant de “lever toute ambiguïté sur la politique de l’État en matière de santé publique”, après des propos du directeur de l’Agence régionale de santé (ARS) du Grand Est jugés “totalement décalés”.

Dans une interview à L’Est républicain publiée samedi matin, Christophe Lannelongue estime qu’il n’y a “pas de raison de remettre en cause”, avec l’épidémie de Covid-19, le plan d’économies prévu au CHRU de Nancy, prévoyant la suppression de 174 lits et 598 postes en cinq ans.

“Le dossier devait être examiné début juin. Nous aurons quelques semaines de retard mais la trajectoire restera la même en faisant le pari du développement de la chirurgie ambulatoire et de la rationalisation des installations en passant de 7 sites à un seul. C’est une vision très exigeante”, explique le directeur de l’ARS dans cet entretien. Olivier Véran répond

Le soir même, le CHRU de Nancy partageait sur les réseaux sociaux la lettre envoyée au Premier ministre et au ministre de la Santé en réponse à ces propos. ”Évoquer de tels chiffres à l’heure où les équipes vont au bout du bout de leur investissement personnel est à la fois déconcertant et indécent. Cela témoigne d’une absence de compréhension des réalités de terrain et d’empathie par rapport aux soignants, ce qui ne manquera pas de les blesser en plein combat”, écrivent le président de la commission médicale d’établissement du CHRU et le président du conseil de surveillance et maire centriste de Nancy Laurent Hénart. Le HuffPost 5 avril 2020

Réquisitoire sans appel contre le régime.

Extrait de Coronavirus – L’autoritarisme explique-t-il le succès de la Chine contre l’épidémie ? par Dominique Muselet - entelekheia.fr 4 avril 2020

Qui a décidé le 19 février, de vendre 17 tonnes de matériels médicaux (combinaisons médicales de protection, masques, gants et produits désinfectants) à la Chine, alors que le principe de précaution le plus élémentaire aurait été de les garder ?

Qui a décidé de profiter d’un Conseil des ministres sur le coronavirus pour faire passer la réforme des retraites à coup de 49.3, au lieu de se préparer à l’arrivée de l’épidémie ?

Qui a décidé d’envoyer l’armée chercher en Chine des Français contaminés qu’on a ensuite laissés s’égailler sur le territoire français où ils ont, avec les soldats, répandu la maladie ?

Qui a décidé de maintenir les élections municipales alors que les écoles, les commerces et les restaurants étaient enfin fermés ?

Qui a décidé, d’un seul coup, après nous avoir dit sur tous les tons que nous ne risquions rien, de nous enfermer chez nous sous peine d’amende et de prison (sauf naturellement ceux dont on a besoin pour sauver les malades du coronavirus et les profits des multinationales) ?

Qui a décidé que les masques ne servaient à rien et a attendu qu’il n’y en ait plus sur le marché international pour en commander, malgré le fait bien connu qu’on ne pouvait plus en fabriquer en France, du fait des délocalisations encouragées par les gouvernements successifs ?

Qui a décidé, à rebours de l’exemple chinois, coréen, vietnamien, que les tests ne servaient à rien et qui laisse l’ARS bloquer, depuis 15 jours, les laboratoires départementaux qui pourraient réaliser entre 150 000 et 300 000 tests PCR par semaine ? Une situation à dormir debout qui illustre une fois de plus la paresse, la négligence et l’incompétence de hauts-fonctionnaires surpayés.

Qui refuse de nationaliser les entreprises nécessaires à la lutte contre le virus comme Luxfer à Gerzat et Famar à Lyon, et laisse les multinationales distribuer à leurs actionnaires des dividendes record accumulés sur le dos des travailleurs et des services publics qui nous font si cruellement défaut aujourd’hui ?

Qui a décidé de profiter du coronavirus pour démolir encore un peu plus le droit du travail ? Qui a décidé d’envoyer la police gérer la crise sanitaire, après l’avoir envoyée gérer la crise sociale ? D’après Arié Alimi, l’infraction de non-respect du confinement créée pour la circonstance ne serait même pas « constitutionnelle ».

Qui a décidé de fermer les marchés (puis ensuite de n’en rouvrir que quelques-uns seulement), supprimant ainsi les moyens de subsistance des petits producteurs de légumes, viande, fromages pour favoriser la grande distribution, alors qu’il aurait été possible de les organiser en conséquence comme les supermarchés ?

Qui a pris toutes les décisions contradictoires concernant la chloroquine pour finalement ne l'autoriser que dans les cas où elle ne sert à rien ? « La décision la plus bête du monde ! » selon le professeur Willy Rozenbaum. vN'est-ce pas la Macronie, la plupart du temps sur des coups de tête (les ordres, contre-ordres et contre contre-ordres incessants le prouvent à l'envi !), sans écouter personne, sans aucune préparation, sans même se prévenir les uns les autres et souvent en dehors de toute légalité ?

« Ah mais il y avait urgence ! » s'indignent l'extrême-centre et les médias aux ordres du Capital, pour qui le peuple n'est jamais assez bien tenu en laisse. Mais pourquoi y a-t-il urgence ? N'est-ce pas parce que le gouvernement a regardé, goguenard, les Chinois, puis les Italiens se débattre avec le virus pendant des semaines sans bouger le petit doigt, certain que le virus n'oserait jamais s'attaquer aux demi-dieux qu'ils sont ?

Non, la différence d'efficacité contre le coronavirus entre la République populaire de Chine et la République française ne vient pas de « l'autoritarisme-du-régime-chinois », comme on veut nous le faire croire. Mélenchon a bien raison de qualifier notre « régime » de « monarchie présidentielle ». Il fait en effet davantage penser à celui de l'Ancien régime qu'à celui de la République d'Athènes. C'est, n'en déplaise à l'extrême-centre, déjà un régime autoritaire dans son genre, et de plus en plus.

...dans nos démocraties, la plupart des postes de responsabilité et de pouvoir sont souvent occupés par des incompétents cooptés ou nommés en raison même de leur incompétence car, comme nous l'explique Isabelle Barth, « en récompensant un mauvais, on crée une dette, qui garantit un ascendant sur le long terme à celui qui a fait ce choix … Il s'agit alors de kakistocratie, du grec kakistos : le pire et kratos : le pouvoir. On parle aussi d'idiocratie pour désigner une société qui valorise et récompense les gens en fonction de leur manque d'intelligence ». C'est le principe de la mafia où la loyauté, l'allégeance, prime évidemment sur tout le reste. C'est le mode de fonctionnement de nombreux partis politiques, administrations, universités, entreprises. vPour conclure, je m'associe à la conclusion malicieuse de l'auteur : « Le gouvernement par les pires existe donc. Et vous, pensez-vous connaitre des Kakistrocraties ? » entelekheia.fr 4 avril 2020

A lire également.

- Event 201, la simulation prophétique de pandémie à coronavirus du Forum économique mondial - entelekheia.fr 29 mars 2020 vhttp://www.entelekheia.fr/2020/03/29/event-201-la-simulation-prophetique-de-pandemie-a-coronavirus-du-forum-economique-mondial/

- Les USA, nommés l'année dernière « pays le mieux équipé pour lutter contre une pandémie » - entelekheia.fr 2 avril 2020

http://www.entelekheia.fr/2020/04/02/les-usa-nommes-pays-le-mieux-equipe-pour-lutter-contre-pandemie/

L'année dernière encore, les États-Unis étaient en tête de liste des pays les mieux équipés pour faire face à une pandémie. Mais les experts ont l'air ridicules aujourd'hui, alors que l'Amérique s'enfonce dans la catastrophe du Covid-19.

Les pays ont été évalués sur la base de six critères : « Prévention, détection et notification, réaction rapide, système de santé, conformité aux normes internationales et environnements à risque ». Sur ces six, les États-Unis étaient arrivés en tête de quatre, obtenant même un score presque parfait de 98,2 dans la catégorie « Détection et notification précoces » (Ce qui a été amplement contredit par la réalité des faits).

Pour l'ensemble des critères, les États-Unis humiliaient le reste du monde en obtenant un score de 83,5 sur 100. En deuxième position se trouvait le Royaume-Uni... la Chine à la 51ème... De nombreux think tanks très futés et l'une des meilleures universités du pays ont collaboré à ce projet, et il s'est avéré qu'ils avaient tout faux. La page « À propos » de leur site ne présente pas moins de 21 membres d'un groupe international d'experts, tous avec une liste de diplômes et d'intitulés de postes aussi longue que le bras... entelekheia.fr 2 avril 2020

Le procès du confinement.

LVOG - Volontairement je ne vous fournirai pas la source de cet article sur lequel je suis tombé par hasard. Pourquoi ? Parce l'auteur a réalisé un travail d'investigation ou de recherche documentaire intéressant ou remarquable, mais à côté de cela on a affaire à un illuminé, un déséquilibré mental, une personne qui a développé une névrose obsessionnelle grave qui l'ont conduit à la folie. Par exemple, au point de nier que le coronavirus existe, et là je suis très sérieux. C'est hélas ce qu'on peut constater dans bien des cas, du coup on n'ose pas les citer nommément par crainte qu'on nous identifie à ces personnages infréquentables.

C'est ainsi que j'ai eu l'occasion de mettre des liens vers des blogs pour devoir les retirer par la suite, parce que leurs auteurs avaient publié de nouveaux articles sur le fond ultra réactionnaire ou d'extrême droite pour appeler les choses par leur nom. Sachant à quel point les lecteurs ont une susceptibilité à fleur de peau ou exacerbée, je n'ai pas d'autres alternatives que recourir à cette précaution d'usage.

Hier, j'ai publié un extrait d'article, dont l'auteur très éclectique dans ses références, comptait parmi elles les principaux théoriciens ou idéologues du néolibéralisme. Ayant parfaitement conscience de la réaction a priori de la plupart des lecteurs pour ne pas dire tous si je leur avais révélé, il m'apparut évident qu'ils n'auraient pas lu ce passage ou honteux ils se seraient empressés d'en oublier le contenu, et cela aurait été dommage puisque l'auteur avait fait pour l'occasion preuve d'une grande perspicacité ou lucidité qui nous était fort utile ou nous faisait gagner du temps. Vous voyez, je ne suis pas quelqu'un de borné ou sectaire, je sais faire la part des choses, mais je crains que ce ne soit pas le cas de mes lecteurs, anonymes, à croire qu'ils craignent déjà leur ombre, alors pensez-vous...

- En 1918/1920, alors que des dizaines de millions de personnes mourraient de pneumonie bactérienne, les médecins prirent conscience que le taux de mortalité était considérablement diminué lorsque les patients étaient installés au grand air (de par la capacité purificatrice intrinsèque de l'Atmosphère Vivante) et au Soleil – à savoir en situation de réception de Vitamine D. Voir l'étude, publiée par Richard Hobday, intitulée "The Open-Air Treatment of Pandemic Influenza".

Est-ce pour cela que le Professeur Didier Raoult, et bien d'autres sommités médicales mondiales, déclarent que le confinement est une pratique "médiévale" – ou, pour parler plus crûment, une pratique totalement débile, incohérente, irresponsable, criminelle et morbide? Une pratique médiévale "à vous couper le souffle"…

Avez-vous la vidéo dans laquelle le secrétaire d'Etat US, Mike Pompeo, le 21 mars 2020, proclame, sous forme de lapsus, que le COVID-19 constitue un «live exercise», un «exercice en direct»? Ce à quoi le Président Trump, en arrière-scène, répond: «Vous auriez pu nous prévenir!» Pompeo évoquait-il, en fait, un exercice militaire, "une simulation", avant la prise de pouvoir intégrale par les généraux? [En prévision de l'émergence d'une guerre civile… lorsque le peuple va se révolter? Et où va-t-il, donc, se révolter en premier: en Italie, aux USA… ou bien, alors, en France? (La remarque de Trump confirme ce que j'avais pressenti et exposé dans une causerie («Vous auriez pu nous prévenir!»), tout comme Bush le 11 septembre 2001. - LVOG)

Que se passe-t-il lorsque les Autorités criminelles confinent l'entièreté d'une population dans leurs logements – parfois très exigus – pendant de très longues semaines? Les gens développent, alors, des pathologies mentales – pour ne pas dire qu'ils les amplifient de par le fait que, déjà, un bon tiers de la population Française, par exemple, ne fonctionne qu'avec des anxiolytiques.

Aux USA, le Professeur John P. A. Ioannidis, de l'Université de Stanford, et éminence dans le monde de l'épidémiologie, critique, très fortement les mesures de confinement comme étant du pur non-sens. [64] [86] Tout comme David L. Katz, le directeur du Prevention Research Center de l'Université de Yale, aux USA.

Tout comme le Professeur Yoram Lass, ancien ministre de la Santé, en Israël. Tout comme le Professeur Sucharit Bhakdi, en Allemagne. Tout comme le Professeur pneumologue Wolfgang Wodarg, en Allemagne.

Tout comme Pietro Vernazza, le médecin chef de clinique pour les maladies infectieuses et l'hygiène hospitalière à l'hôpital cantonal de Saint-Gall, en Suisse. Tout comme Frank Ulrich Montgomery, le président de la Fédération Mondiale des Médecins.

Tout comme la Professeure Karin Moelling, l'ancienne directrice du département de virologie médicale de l'Université de Zurich. Tout comme Pablo Goldschmidt, le virologiste Argentin, qui vit dans le sud de la France. Tout comme le Professeur Didier Raoult, et son équipe, en France.

Ce confinement dictatorial, et inhumain, orchestré par un petit gang de psychopathes, va générer une vague catastrophique de stress, de psychoses en tous genres, de dépressions nerveuses, de violences conjugales, de violences familiales et de suicides…

Quelques points de repères lu ici ou là ou ce qu'il faut savoir.

- La découverte providentielle du HIV a permis de faire croire que le tout-venant était exposé au risque et que l'épidémie allait galoper dans tous les milieux, ce qui ne s'est jamais vérifié. Avec le Covid-19, nous sommes dans un scénario similaire : épargnant très étrangement les bébés et les jeunes enfants, la maladie frappe très majoritairement les très vieilles personnes déjà très malades.

- Selon des données émanant de l'armée américaine, la vaccination anti-grippale favorise les infections à coronavirus ! Dans son étude, l'auteur a observé une augmentation de 36% du risque d'infection par cette famille de virus chez les vaccinés contre la grippe. Or doit-on souligner que la médecine vaccine en priorité les personnes âgées ? Il faudrait d'urgence comparer la liste des décédés avec celle des vaccinés. Et en attendant, suspendre sine die cette vaccination dont on sait déjà qu'elle n'apporte rien de bon.

Les modèles informatiques et mathématiques ou les machines infernales à fake news ou à diffuser la propagande de la peur.

- Il a également noté que le modèle développé en 2014 par les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC)

américains concernant Ebola prévoyait plus d'un million de personnes infectées. En définitive, moins de 30.000 personnes l'ont été. cnews.fr 12 mars 2020

- Notez la chronologie : Le développement du vaccin nCoV 2019 a été annoncé au Forum Economique Mondial de Davos (WEF) une semaine avant le lancement officiel par l'OMS d'une urgence de santé publique mondiale (30 janvier), alors que le nombre de "cas confirmés" dans le monde (hors Chine) était de 150 (dont 6 aux États-Unis).

- En 2009, alors qu'il évoquait, au cours d'un TedShow, que le monde s'en allait vers une population de 9 milliards d'humains, Bill Gates affirma: «Si nous sommes performants avec de nouveaux vaccins, les soins de santé, les services de santé reproductrice (l'avortement), nous pourrions la réduire peut-être de 10 ou de 15 %».

- Dans les mots de Peter Koenig: «Qu'est-ce que la fameuse ID2020 ? Il s'agit d'une alliance de partenaires public-privé, dont des agences des Nations unies et la société civile. Il s'agit d'un programme d'identification électronique qui utilise la vaccination généralisée comme plateforme pour l'identité numérique. Le programme exploite les opérations existantes d'enregistrement des naissances et de vaccination pour fournir aux nouveau-nés une identité numérique portable et persistante liée à la biométrie. La GAVI, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, s'identifie sur son site internet comme un partenariat mondial pour la santé regroupant des organisations des secteurs public et privé qui se consacrent à la "vaccination pour tous". La GAVI est soutenue par l'OMS, et il va sans dire que ses principaux partenaires et sponsors sont l'industrie pharmaceutique».

Moins ils vous en diront, et plus vous serez susceptibles de croire n'importe quoi ou de les croire sur parole.

Pneumonie aiguë

Aux États-Unis.

- Chaque année, le nombre de nouveaux cas serait d'environ 2 millions et le nombre de décès compris entre 40 000 et 70 000.

Aux USA, pour une population de 330 millions d'habitants, ce sont entre 3000 et 5500 personnes qui meurent de pneumonie chaque semaine, selon les statistiques officielles du CDC, du Ministère de la Santé, en fonction des années – à savoir entre 430 et 800 personnes, environ, chaque jour de l'année.

En Grande-Bretagne.

La British Thoracic Society avait indiqué que, pour l'année 2017, les services d'urgence des hôpitaux Anglais avaient reçu 913 646 patients pour des pathologies pulmonaires – pneumonie, grippe, maladies pulmonaires obstructives chroniques et asthme – à savoir près d'1 million de patients souffrant de pathologies respiratoires et deux fois plus qu'en 2011. Quelles en sont les causes avancées? Ce sont la pollution, les grippes et l'âge élevé des patients en sus de leur très mauvaise santé globale.

Le Royaume-Uni est le pays d'Europe enregistrant le plus de mortalité due à des pathologies respiratoires. C'est la troisième cause de mortalité dans ce pays et 20% de la population en souffre, de manière générale. Ce sont 115 000 personnes qui décèdent de telles pathologies chaque année. A savoir 315 personnes décèdent, par jour, de pathologies respiratoires – à savoir 13 personnes toutes les heures.

Russie.

D'après le service des statistiques Rosstat, à Moscou, en janvier seulement, le nombre de cas de pneumonies a augmenté de 37 % par rapport aux années précédentes. charliehebdo.fr 20 mars 2020

En France

En France, pour une population de 67 millions d'habitants, ce sont environ 48 000 personnes qui décèdent, annuellement, de maladies respiratoires, et de cancers du poumon – à savoir 140 décès respiratoires par jour.

En France, en 2013 – selon les chiffres apportés par l'Inserm – environ 145 000 personnes atteintes de formes sévères de broncho-pneumopathie chronique obstructive ont bénéficié d'une oxygénothérapie de longue durée (associée ou non à un traitement par ventilation) – à savoir 400 personnes par jour entrant en oxygénothérapie. Et cette statistique n'inclut pas les patients, en phase terminale, mourant d'un cancer des poumons. alterinfo.net

Selon les différents établissements de santé, l'incidence des pneumonies serait de 400 à 600 000 nouveaux cas par an. Les pneumonies seraient responsables de 16 000 décès par an1. Il semblerait que les pneumonies soient la deuxième

cause d'infections nosocomiales, derrière les infections urinaires. wikipedia.org

LVOG - Infections nosocomiales : Infection virale ou bactérienne dont les établissements hospitaliers sont à l'origine, autrement dit c'est l'hôpital ou la clinique qui vous tue !

Les pneumopathies peuvent également être causées par des virus, notamment le virus de la grippe A, mais encore le virus de la rougeole ou de l'herpès.

Complications

Syndrome de détresse respiratoire aiguë

Autres pneumopathies

SRAS

Coronavirus

(Source : wikipedia.org)

Un complément sur les Etats-Unis.

On essaiera de compléter ce dossier dans les jours qui viennent. Ce qui est intéressant à constater, c'est que le nombre de décès dus à une pneumonie ou une grippe est très importants chaque année dans de nombreux pays. D'autre part, le nombre global de morts dus à des infections virales ou bactériennes est en forte augmentation dans plusieurs pays depuis plusieurs années dont la France avec un excès de 40.000 morts (causerie d'hier), excusez du peu, voyez le foin qu'ils font pour 6.000 morts, demain 8 ou 10.000.

Bien entendu, en temps normal ils n'en font pas tout un plat, mais là ils ont extrait un cas parmi d'autres pour le monter en épingle conformément à leur agenda, si vous avez suivi, vous savez de quoi il s'agit.

- Aux États-Unis, avant le coronavirus, la grippe saisonnière - lefigaro.fr 21 février 2020

Selon l'agence américaine de contrôle et de prévention des maladies (Centers for Disease Control and Prevention ou CDC), la saison actuelle de la grippe, qui est loin d'être terminée, est particulièrement virulente cette année. Elle a déjà envoyé plus de 250.000 Américains à l'hôpital, avec une proportion plus élevée que d'habitude d'enfants et de jeunes adultes. Et elle a tué au moins 14.000 personnes.

Ses ravages économiques sont loin d'être négligeables. Un nombre très élevé d'Américains, plus de 26 millions, ont été contaminés. lefigaro.fr 21 février 2020

Capital.fr 24 février 2020 - Outre-Atlantique, l'hiver 2019-2020 est le plus meurtrier depuis dix ans, pour cause de grippe. Selon les statistiques des Centers for Disease Control and Prevention (CDC), l'agence fédérale des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, "la saison actuelle de la grippe touche entre 26 et 36 millions d'Américains, a causé entre 250.000 et 440.000 hospitalisations et tué au moins 14.000 personnes aux États-Unis au cours des 16 semaines qui se sont écoulées depuis le déclenchement de la maladie", rapporte l'expert. Jamais depuis l'épidémie mondiale de la grippe du porc, qui avait touché 60 millions d'Américains et fait 12.469 morts en 2009 et 2010, les États-Unis n'ont subi une épidémie aussi sévère, relève-t-il.

Au cours d'une année standard, "la grippe tue entre 3.000 et 49.000 Américains. Cependant, cette année, le nombre total de décès pourrait dépasser allégrement les 56.000 de 2014- 2015. Si plus de 80% des décès surviennent généralement chez les personnes âgées et les personnes ayant des problèmes de santé sous-jacents, cette année, des personnes plus jeunes et apparemment en meilleure santé sont également hospitalisées", souligne John Plassard.

Il y a plusieurs raisons à la pandémie de grippe. La première est dans le virus même de la grippe. En effet, "il semble que la vaccination soit la moins efficace depuis que les injections contre cette maladie existent. Des chercheurs Américains ont relevé que l'efficacité du vaccin avait été nettement limitée en 2016, ne protégeant que 20 à 30% des personnes vaccinées. La faute à une mutation de la souche dominante de la grippe. Le vaccin pour la saison 2019-2020 est similaire à celui-ci, ce qui augure une saison difficile", juge l'expert.

"La pandémie que connaissent actuellement les États-Unis est bien plus dramatique que ce que l'on a connu ces dernières années et n'a rien à envier (le mot est fort) au coronavirus", met en garde l'expert. Capital.fr 24 février 2020

Charlie ou la peste brune!

- Russie : le pays où le coronavirus n'existe pas - Charlie Hebdo 20 mars 2020

À Moscou, le Covid19 se dit «pneumonie extrahospitalière». Une maladie qui connait une augmentation de 37 % par rapport à l'année dernière. Bizarre, vous avez dit bizarre...

Une importante campagne de désinformation orchestrée par les médias publics russes et les médias pro-Kremlin est en cours à propos du COVID-19 », affirme le document officiel de l'Union Européenne long de neuf pages, publié en interne cette semaine. Charlie Hebdo 20 mars 2020

- Totalitarisme : l'aubaine du Covid-19 - Charlie Hebdo 27 mars 2020

Lutter contre la propagation du Covid-19 nécessite-il de faire une croix sur les libertés individuelles ? À travers le monde, plusieurs pays, peu connus pour leurs démocraties, s'en donne en tout cas à cœur joie. 27 mars 2020

LVOG - Qui visait-il ? La Chine. Depuis que Macron a claquemuré la population, ils ont fermé leur claque-merde !

Dans les supermarchés ou dans les transports en commun, cela ne leur pose pas de problème, cherchez l'erreur. La délation en prime.

- LePoint - "Il y a eu le temps des marchés ouverts, où les promeneurs s'agglutinaient comme si de rien était."

Dans plusieurs villes de France, comme ce fut le cas à Lille ou à Nantes, le 17, le numéro de Police-Secours, a été saturé à plusieurs reprises par des appels de personnes décidées à dénoncer les comportements cavaliers dans leur voisinage. LePoint.fr 5 avril 2020

Ils s'estiment suffisamment puissants pour révéler leurs monstrueuses et criminelles intentions.

- Coronavirus : plus de confinement, moins de gaz à effet de serre ? - Yahoo 5 avril 2020

Depuis 20 jours, le confinement est en vigueur en France et dans une bonne partie du monde. Une mesure inédite aux conséquences multiples. Parmi celles-ci, une baisse sensible des niveaux de pollution.

LVOG - Eugénisme assumé. Le bal des faussaires spécialistes en amalgames continue.

Yahoo - En Europe, chaque jour de confinement se traduit par une réduction de 58 % des émissions de CO_2, principale cause de l'augmentation des gaz à effet de serre.

LVOG - La réduction des émissions de CO_2 due au confinement ne prouve nullement que l'activité humaine serait responsable "de l'augmentation des gaz à effet de serre", mais en présentant ces deux facteurs comme ils poussent les lecteurs à faire un rapport entre les deux, alors qu'il n'existe pas.

Yahoo - Reste à savoir si les émissions vont reprendre leur cours (mortifère) à l'issue du confinement. En Asie, le télétravail reste davantage pratiqué qu'avant la quarantaine. Des déplacements professionnels sont évités au profit de réunions numériques. Et, qui sait, peut-être que les citoyens prendront goût à cette nouvelle qualité de vie.

LVOG - Traduction : Prolonger indéfiniment ce confinement conduirait fatalement dans la même proportion à une diminution importante de la population. Voilà pour leurs réelles intentions.

Vous aurez constaté qu'à aucun moment ils n'évoqueront l'anarchie qui règne en maître dans l'organisation de la société qu'a engendré le capitalisme, anarchie qui concerne en premier lieu la production des marchandises et l'ensemble des services y compris publics.

Pas question de la remettre en cause ou de remettre en cause la sacro-sainte liberté d'entreprendre et de s'enrichir qui conduit à des aberrations, telle celle qui consiste à envoyer un salarié travailler à une ou deux heures de son domicile, alors qu'il existe une entreprise ou une administration qui pourrait l'employer à 10 ou 20 minutes de son domicile, et auquel il pourrait se rendre à pied, en vélo, en scooter, éventuellement en bus s'il y en avait un qui passait par là.

Car la vie des travailleurs seraient trop simplifiée, trop agréable en quelque sorte, ils disposeraient de trop de temps libres, ce qui n'est jamais bon, allez savoir ce qu'ils en feraient, imaginez un peu, ils réaliseraient une économie substantielle en n'ayant plus à recourir quotidiennement à des moyens de transport fort coûteux qui grèvent lourdement leur budget, alors là ce serait franchement dommageable pour l'économie capitaliste basée en grande partie sur le gaspillage ou la consommation à outrance pour compenser partiellement la chute du taux de profit. Donc pas question de procéder à une réorganisation de la société qui permettrait de mettre un terme à cette anarchie et de permettre aux travailleurs d'avoir une vie meilleure. Pourquoi ? Pardi, parce que cela n'a jamais figuré dans les intentions des capitalistes, et qui plus est ce serait contraire à leurs intérêts.

Par conséquent, seule la remise en cause des rapports de production qui caractérisent le capitalisme pourrait mettre fin à cette anarchie et à ces aberrations qui pourrissent la vie des travailleurs...

Totalitarisme. Quelle aubaine ! L'esclavage, c'est la liberté.

- Tracking contre le coronavirus: Castaner estime que cela pourrait être "soutenu par les Français" Le HuffPost 6 avril 2020

Le traçage numérique accepté par les Français? Christophe Castaner était l'invité du JT de 20 heures sur France 2, ce dimanche 5 avril. Le ministre de l'Intérieur a répondu aux questions de Laurent Delahousse sur la crise du Covid-19 et le confinement. Il a également évoqué la technique du traçage numérique, appelé également tracking, pour lutter contre le coronavirus.

Le tracking à visée médicale est une piste étudiée par le gouvernement, a confirmé le ministre sur France 2. Il s'agit de l'utilisation de certaines données des téléphones, notamment GPS, pour tracer les contaminations éventuelles de Covid-19. Alors que ce système est décrié car susceptible de violer les libertés individuelles, Christophe Castaner a estimé ce dimanche soir qu'il pourrait tout de même être "soutenu" par les Français. D'ores et déjà, il existe des projets en France d'utilisation de données de géolocalisation des téléphones portables.

Mais celles-ci seraient anonymisées et agrégées pour rendre impossible toute identification individuelle. Le HuffPost 6 avril 2020

Totalitarisme mondial

- Les pays de l'Est, pourtant moins touchés, adoptent des mesures de confinement très strictes - euronews 6 avril 2020

Ils ont de la suite dans les idées, suivez le guide de la réaction.

- Le vice-président des Républicains Guillaume Peltier propose de supprimer jusqu'à cinq jours de RTT pour financer - Franceinfo 5 avril 2020

La gestapo médiatique et les collabos veillent.

- Plus de déplacements, plus de balades: le relâchement des Français face au confinement se confirme - BFMTV 5 avril 2020

SECONDE PARTIE DU 7 AVRIL 2020

En Inde ils ont sorti les milices pour imposer le masque, alors qu'il n'existe officiellement aucune obligation de le porter.

Hier matin je vais faire quelques courses, et je me retrouve coincé à un barrage. On ne passe pas sans masque, injonction de personnes munies de bâton pour frapper éventuellement les récalcitrants. J'ai forcé ce barrage sans masque en constatant que les policiers assis quelques mètres plus loin n'avaient pas bronché.

Je leur ai dit qu'il y avait 0 mort à Pondichéry et seulement 2 morts au Tamil Nadu, 72 millions d'habitants (2011) pour 130 060 km2, et que le port du masque ne se justifiait pas par conséquent. Impossible de discuter avec ces excités, ils sont hyper arriérés et totalement conditionnés, violents, c'est cela le plus grand danger.

En terme d'arriération, ils ne sont pas les seuls, hélas !

77 morts en Inde, près de 9.000 en France, ils décident de rentrer en France, ils sont irrécupérables.

LVOG - Je précise que les consulats ou ambassades soutiennent financièrement les Français qui se retrouvent coincés en Inde. Aucune autorisation n'est nécessaire pour sortir et on ne manque de rien.

Extrait du courriel reçu le 7 avril 2020.

Le consulat de France à Pondichéry.

Avec deux précédents vols au départ de Chennai, ce sont plus de 500 Français et européens bloqués dans notre circonscription qui ont ainsi pu rejoindre leurs domiciles.

En Inde, l'Ambassade et les autres Consulats généraux ont accompagné les départs de Français de passage de Delhi, Bangalore, Bombay, Calcutta, Goa.

Au total, ce sont plus de 2.000 personnes qui ont regagné notre pays grâce au travail exceptionnel mené ensemble.

La France ne vous oublie pas.

Les plus hautes autorités de l'Etat suivent avec attention votre situation en Inde.

Récemment, le Président de la République et le Premier ministre indien ont eu un entretien téléphonique. Quelques jours auparavant, le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, avait appelé son homologue indien sur le même sujet.

Nous suivons avec la plus grande attention la situation. Si les conditions changeaient, nous prendrions les mesures adéquates pour assurer votre protection.

24h/24, vous pouvez compter sur mon entière implication et celle de toute l'équipe du Consulat général de France à Pondichéry et de son Bureau de France à Chennai.

Nous restons à votre disposition et sommes à vos côtés dans cette période difficile.

A quoi bon, nous sommes perdus !

Enfin, soyez responsable, arrêtez d'être positif pour un oui ou un non, imaginez toujours que le pire peut vous arriver, vous ne vous en sortiez pas en imaginant que le meilleur pourrait advenir, faites nous confiance, d'où avez-vous sorti un truc pareil ?

L'espoir renaît lit-on ici ou là. Non, sans blague, c'est vrai, qui l'aurait cru, c'est à peine croyable, alors on ne va pas tous mourir ? Ah ben non, ignorant que vous êtes ! On vous l'a fait croire, vous l'avez cru, et bien dites-vous quand même que c'est encore possible, quand, on l'ignore, peut-être la prochaine fois, l'année prochaine à la même époque qui sait, on vous fera signe.

Hein, quoi, comment, vous avez la trouille chevillée au ventre. Ce n'est rien, vous aurez peut-être une bonne diarrhée, puis vous ne sentirez plus rien, faites-nous confiance, diable, vous verez, ce régime a un pouvoir anesthésiant au point que vous pourrez souffrir sans même vous en apercevoir, n'est-ce pas merveilleux comme avenir ?

A moins qu'ils expriment à haute voix un regret. Et puis pour assurer le service après-vente, cela va être une autre histoire, plus compliquée, cela risque d'être très mouvementé, explosif, ce sont eux qui le disent, alors ne les faisons pas mentir : Préparons-nous à renverser le régime, peu importe quand, il n'existe pas d'autre voie de salut.

Pourquoi s'acharnent-il contre le professeur Dider Raoult et la chloroquine ?

- Rappelons que Sanofi finance l'IHU de Dider Raoult, mais que les deux médicaments qu'il promeut pour son traitement font partie du domaine public en plus d'être anciens aux effets secondaires éventuels connus de tous les médecins.

La chloroquine et l'hydroxychloroquine sont génériquées (le brevet est arrivé à expiration depuis longtemps).

Selon le directeur marketing de l'entreprise Stefan Schmidinger:

«Les prix du kilo de principe actif de chloroquine, vendu d'habitude autour de 30 dollars et celui de l'hydroxychloroquine, qui oscille normalement entre 130 et 180 dollars, sont montés aujourd'hui à plus de 1000 dollars et parfois plus de 1400 dollars.» (heidi.news 2 avril 2020)

Ceci explique en partie cela. 10 fois plus cher !

NIVAQUINE 100 mg, comprimé sécable, boîte de 100 : 4,55 €
PLAQUENIL 200 mg, comprimé pelliculé, boîte de 30 : 5,19€
LOPINAVIR/RITONAVIR MYLAN 100 mg/25 mg : comprimé (blanc) ; boîte de 60 : 47,06 €.
RITONAVIR (NORVIR) 100 mg, comprimé pelliculé, boîte de 1 flacon de 30 : 21,23 €

Un internaute.

- "Si l'on prend les chiffres du Ministère de la santé pour le 2 Avril :

Patients hospitalisés (dont réa), retour à domicile, décès:
Paris : 2838 (782) , 954 , 455
Bouches du Rhône : 946 (216) , 606 , 65

En gros pour Paris : 1 malade sur 4 va en réa, 1 malade sur 3 rentre chez-lui, 1 malade sur 6 décède…

Pour les B du R : 1 malade sur 4 va en réa, 2 malades sur 3 rentrent chez eux, 1 malade sur 14 décède…"

Dans les chiottes infestées des médias dits alternatifs. "***Ce n'est plus du rabâchage c'est carrément de la propagande.***" (un lecteur du blog Les-Crises.fr)

LVOG - Cela tourne à la caricature grotesque.

C'est quand on fait face à une expérience éprouvante ou inattendue, qui sort de l'ordinaire, que la nature particulièrement médiocre ou sordide d'une personne ou ses réelles intentions se manifestent au grand jour avec violence, le propriétaire de ce blog, Olivier Berruyer en fait la démonstration ici. C'est un psychopathe enragé, qui comme Macron partage la même idéologie, avec ou sans masque, peu importe pour lui, il est "*en même temps*".

- Damien Barraud, médecin réanimateur : « Je suis monstrueusement en colère contre D. Raoult. Sa communication a désorganisé nos services » - Les Crises 6 avril 2020

Commentaires d'internautes.

1- Quand on se veut un minimum objectif, et non pas obsessionnel irrationnel, on instruit un débat à charge et à décharge, visiblement toute déontologie a disparu de ce site.

Le Figaro cite trois éminents médecins en faveur du professeur Raoult.

https://www.lefigaro.fr/vox/societe/chloroquine-l-appel-de-trois-grands-noms-de-la-sante-en-faveur-des-preconisations-du-pr-raoult-20200405

A quelque chose malheur est bon, cette crise a l'avantage de faire tomber quelques masques.

2- Ouf! je suis rassuré Sibeth N'Diaye, les Décodeurs et les représentants de Big Pharma ont réussi à reprendre les commandes du site Les Crises qui peut donc continuer sans contradiction scientifique, le lynchage quotidien du Pr Raoult.

https://blogs.mediapart.fr/bunchun/blog/270320/la-science-bon-dos-dr-raoult-conflit-d-ego-ou-conflit-d-interet

3- En accord avec vous. Il est des choses qui dépassent l'entendement. Le plus surprenant est la construction d'un dossier uniquement à charge avec des sources qui sont habituellement continuellement remises en cause sur ce site. Je me garderai bien de trancher sur cette affaire, tant les infos sont contradictoires. l'utilité de ce site était d'apporter des éclairages autres que mainstream , sur ce dossier nous sommes à l'opposé…avec un acharnement qui tourne à la roulette russe avec la moitié des balles dans le barillet.

4- Vous ne pouvez pas jouer au faux naïf après les centaines de commentaires dont vous disposez. Informez au moins du

conflit d'intérêt de Xavier Lescure avec Gilead Science. https://blogs.mediapart.fr/bunchun/blog/270320/la-science-bon-dos-dr-raoult-conflit-d-ego-ou-conflit-d-interet Il fait la promotion explicite du médicament expérimental: le remdesevir. C'est renseigné dans un plaidoyer pour des antiviraux, avec le lopinavir-ritonavir, promu par son confrère infectiologue Yazdan Yazdanparan, qui est au conseil scientifique de Macron et qui a cosigné le plaidoyer.

https://link.springer.com/article/10.1007/s00134-020-05967-x. Et c'est complètement ignoré des radars médiatiques, y compris des crises.fr

Rappelons que Sanofi finance l'IHU de Dider Raoult, mais que les deux médicaments qu'il promeut pour son traitement font partie du domaine public en plus d'être anciens aux effets secondaires éventuels connus de tous les médecins.

Enfin, pour contrebalancer le parti pris de cet article, Christian Perronne explique l'intérêt pour les médecins à utiliser le traitement de l'IHU de Marseille qui compte beaucoup moins de morts.

http://www.francesoir.fr/societe-sante/christian-perronne-en-tant-de-guerre-la-vision-de-la-medecine-doit-sadapter-avant-quil

5- Pourquoi pensez-vous que les Crises publie des articles de la MSM à faible, voire très faible intérêt, relance la polémique quasiment chaque jour sur le Pr Raoult et ses travaux et ne publie aucun article sur les nombreux faits concernant la gestion criminelle de l'épidémie Covid19 par Macron et son gouvernement ?

6- Les Crises s'abstient de diffuser les nombreux appels/pétitions de médecins renommés – et jour après jour de plus en plus nombreux – pour une autorisation, à tous les médecins, de prescription du traitement du Pr Raoult…et pas seulement en France.

7- À priori dans ce que préconise le bon docteur Raoult, il y a un électrocardiogramme et un suivi. Faut faire confiance dans son médecin.

C'est cette polémique qui traîne en longueur qui biaise et masque deux vraies questions : l'état de l'hôpital et la liberté d'exercer dans le respect du serment d'Hippocrate

On pourrait plus constructivement aborder les problèmes que pose l'annonce de 550 postes et150 lits au CHU de Nancy

8- Dimanche 5 avril 2020. Dans une tribune au Figaro, l'ancien directeur scientifique de l'Institut national du cancer, l'ancien président de la Haute Autorité de santé et l'ancien directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé recommandent d'appliquer le traitement élaboré par le professeur Didier Raoult dès l'apparition des premiers symptômes du coronavirus.

9- L'intervention plus précoce de ces éminents mandarins dans le débat soulevé par M. Raoult aurait sans doute rendu service aux praticiens qui sont en premières lignes comme M. Damien Barraud. Le mal semble-t-il est fait. Et là aussi il sera nécessaire de demander des comptes à chacun, à commencer par les idéologues de la science du médicament, largement financés par les groupes pharmaceutiques.

10- Ce n'est plus du rabâchage c'est carrément de la propagande. L'EBM (Evidence Based Medicine) est parfaitement contestable et contestée. Par le Professeur Peronne entre autres si le nom de Raoult vous révulse. On a bien l'impression en effet qu'il s'agit d'une réaction épidermique, justifiant toutes les médisances et « appels à dénonciation » de sinistre mémoire. Il y a un médecin connu, qui enseigne (carrément!) à l'institut EBM d'Oxford, excusez du peu: le Dr. Ben Goldacre, suivez le sur Tedmed, il a écrit deux livres intéressants, 'Bad Science' & 'Bad Pharma'. Si vous voulez des articles plus « scientifiques », https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/jep.12147 vous montre comment l'EBM a échoué à pratiquement améliorer la qualité des soins. L'EBM n'est pas l'acmé de l'analyse scientifique, elle est apparue dans les années 90, c'est une attitude nouvelle, promue par l'industrie pharmaceutique ayant financé beaucoup de travaux, qui n'a fait ni ses preuves théoriques (appliquée dans aucune autre science) ni ses preuves pratiques.

11- O.B, vous devenez décevant. Non seulement vous censurez certains commentaires, mais votre acharnement à dézinguer le professeur Raoult devient franchement suspect.

12- Raoult pose questions, mais là n'est absolument pas le débat – la question est: son traitement permet-il de réduire la charge virale tôt dans la maladie et réduire la probabilité d'avoir besoin d'assistance respiratoire? Partout dans le monde, des tests montrent que oui, sans être miraculeux, le traitement est efficace.

Le Luxembourg soigne avec grand succès systématiquement au Plaquenil – dès les centres de dépistage, il y a eu seulement 36 morts au Luxembourg:

https://www.wort.lu/fr/luxembourg/cinq-nouveaux-deces-officiellement-enregistres-5e6b55fcda2cc1784e35865c

Les collègues Lorrains de ce médecin – probablement du même hôpital – soignent, et se soignent également, avec succès avec ce traitement:

https://www.republicain-lorrain.fr/sante/2020/04/06/coronavirus-le-bilan-tres-positif-d-un-praticien-lorrain-qui-prescrit-la-chloroquine

Voir aussi cet excellent article: https://www.afrik.com/covid-19-chloroquine-a-quoi-joue-olivier-veran

13- 3 nouveaux articles contre Raoult en 2 jours, waouh il est en forme notre Berruyer.

Petite précision : ceux qui attaquent Raoult ne sont pas forcément pro-lobbies pharmaceutiques, comme Berruyer.

A l'inverse, ceux qui attaquent Berruyer ne sont pas forcément pro-Raoult.

Perso, j'en ai rien à faire de Raoult. C'est juste que la campagne de diffamation obsessionnelle, délirante et haineuse de Berruyer tourne à la farce. En pleine pandémie, il me semble que la priorité n°1 ne devrait pas être de dégommer un médecin qui a peut-être trouvé un remède. C'est une question morale (et non scientifique ou méthodologique).

14- Une étude datée du 25 mars auprès de 6227 médecins dans 30 pays: 30 % de ces médecins pensent que l'hydrochloroquine est le meilleur remède (il arrive en tête devant tous les autres traitements). Les médecins chinois sont 44 % à le placer en tête. page 25 de cette enquête:

https://public-cdn.sermo.com/covid19/c8/be4e/4edbd4/dbd4ba4ac5a3b3d9a479f99cc5/wave-i-sermo-covid-19-global-analysis-final.pdf

Malheureusement, la France ne fait pas partie des pays qui traitent le plus avec l'hydrochloroquine.

15- Je suis bien triste que le site « les-crises » soit en train de devenir un mainstream média…

LVOG - Monsieur Berruyer est un sale type qui vous berne sur toute la ligne.

- Pour Xavier Lescure, infectiologue à l'hôpital Bichat-Claude-Bernard (Paris), l'étude du professeur Raoult « est une honte scientifique ».- Les Crises 6 avril 2020

- Êtes-vous prêt à comprendre le prof. Raoult ? - Les Crises 5 avril 2020

- Conflits, pollution, délinquance… les bonnes surprises du coronavirus - Les Crises 4 avril 2020

- Who is French Dr. Raoult ? Anti-Establishment Rebel or Unethical Megalomaniac ? - Les Crises 3 avril 2020

- Les mensonges de Didier Raoult pour promouvoir la chloroquine et faire oublier le reste - Les Crises 31 mars 2020

Ils ne savent pas. Pourquoi ne savent-ils pas ? Les effets de la propagande criminelle du gouvernement.

- "C'est explosif" : un éducateur de l'Aide Sociale à l'Enfance alerte sur la tension due au confinement dans les foyers - Franceinfo 6 avril 2020

Si un cas de Covid-19 est avéré dans l'un des foyers d'hébergement, on ne sait pas comment gérer, avoue cet éducateur. Franceinfo 6 avril 2020

LVOG - Vous leur donnez de la chloroquine tout simplement, du jus de fruit et si possible un complément en vitamine D et en zinc, sauf contre-indication, voilà tout.

Conformiste ou populisme, ça rime ou quand tu nous tiens...

PRCF - Chacun peut terriblement déplorer le bilan catastrophique du système capitaliste dans la gestion de l'épidémie de COVID-19. Il suffit de comparer le nombre de morts en Chine et en Union Européenne et ce alors que l'épidémie est jugulée en Chine, et qu'elle n'est pas finie en Europe...

Collaboration de classes. Quand l'air de rien ils rament pour le compte du régime.

- Tribune. Coronavirus : 15 associations et syndicats lancent une pétition pour un "Jour d'Après" écologique, féministe et social - francetvinfo.fr 6 avril 2020

LVOG - Question élémentaire : Pourquoi leur accorde-t-il généreusement une tribune ? Devinez. C'est l'alliance de l'aristocratie ouvrière et de l'aristocratie financière qui fit la gloire de l'impérialisme...

Francetvinfo.fr - "Les solutions existent, agissons !" : quinze organisations, parmi elles Action Non-Violente COP 21, Attac France, Greenpeace France ou encore Oxfam France, signent une tribune commune publiée, mardi 7 avril, sur franceinfo.

Ces organisations appellent les citoyens "qui partagent le constat dressé d'urgence sociale et écologique et en ont assez des discours creux, à se mobiliser pour que le 'Jour d'Après' soit construit ensemble, en rupture avec les politiques menées jusque-là."

LVOG - Que réclament-ils à ceux qui détiennent le pouvoir puisqu'il ne s'agit nullement de les neutraliser ou de les empêcher de continuer de nuire à l'ensemble de la société, encore moins de les chasser du pouvoir, vous en doutez, lisez.

Francetvinfo.fr - Une fiscalité bien plus juste et redistributive, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières renforcée et une véritable lutte contre l'évasion fiscale.

LVOG - Convaincu ? Si non, alors vous êtes incurable ! Vous avez entendu ce discours des milliers de fois depuis des décennies, n'est-ce pas ? Qu'est-ce que cela signifie sinon qu'il faut conserver "*les grandes fortunes*", laissez les spéculateurs, boursicoteurs et autres tondeurs de coupons continuer à sévir, bref, ne rien changer fondamentalement pour que tout continue comme avant. Autrement dit, tout serait possible sans changement de régime, vive le capitalisme !

La liste des signataires parle d'elle-même puisqu'il y figure d'importantes officines issues de l'oligarchie ou financées par elle.

La liste des signataires :

Action Non-Violente COP 21, Alternatiba, les Amis de la Terre France, Attac France, CCFD Terre Solidaire, Confédération paysanne, CGT, Convergence nationale des Services Publics, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fondation Copernic, Greenpeace France, Oxfam France, Reclaim Finance, Union syndicale Solidaires, 350.org

La palme de la désinformation toutes catégories revient logiquement au GAFAM.

Yahoo 6 avril 2020 - À l'heure où le Covid-19 décime la population mondiale...

LVOG - Inférieur à l'heure actuelle à 0,001%, c'est qu'ils appellent une extermination de masse ! Ils sont tout juste bons à être enfermés ces sadiques !

Mais la concurrence est rude avec les banquiers...

- Et si la pandémie préfigurait la catastrophe climatique? - Slate.fr 6 avril 2020

Les mesures de confinement et la distanciation sociale imposée sont un avant-goût des bouleversements que le changement climatique va provoquer dans nos existences: c'est la thèse défendue par Jem Bendell, auteur du controversé article de recherche «Deep Adaptation: A Map for Navigating Climate Tragedy», publié en 2018.

Professeur de sustainability leadership à l'université de Cumbria, Bendell a été consultant pour l'ONU, a participé à des rapports de la Commission européenne ou du Forum économique mondial et a conseillé le Parti travailliste britannique. (Un de leurs idéologues de malheur. - LVOG)

«Dans les sociétés industrielles modernes, les retombées du Covid-19 ressemblent à une répétition générale pour le type d'effondrement que le changement climatique risque de provoquer, a-t-il déclaré en interview. Cette crise révèle la fragilité de notre mode de vie actuel.»

Dans son article de 2018, aux tonalités collapsologiques, le chercheur réclamait des mesures graduelles mais radicales pour combattre le changement climatique. Sans elles, affirmait-il, le monde risquait l'effondrement de la civilisation en l'espace de dix ans.

Prophète de malheur?

Selon Bendell, les incendies, les ouragans et les sécheresses constituent les effets les plus visibles du dérèglement climatique. Mais en perturbant les itinéraires migratoires des animaux, ces phénomènes engendrent aussi, indirectement, les pandémies.

Aaron Bernstein, chercheur en santé publique à Harvard, explique à Bloomberg que les espèces animales migrent désormais vers des zones plus fraîches, ce qui les rapproche des êtres humains et accroît les risques de leur transmettre des maladies. Des épidémiologistes affirment d'ailleurs que la chauve-souris est l'animal réservoir du coronavirus SARS-CoV-2. (Et d'autres scientifiques ne partagent pas cette affirmation, mais il faut toujours privilégier le pire puisque cela les arrange. - LVOG)

Dans un contexte de crise économique et de plans de relance, Jem Bendell prévient les gouvernements: «Maintenir à flot les industries les plus polluantes augmentera la probabilité de futures pandémies.»

Comme d'autres scientifiques, Michael Mann, professeur de science atmosphérique à l'université d'État de Pennsylvanie, estime que les prédictions de Bendell sont exagérées. «[Son article] est un exemple classique de catastrophisme climatique», commente-t-il.

Plusieurs figures du monde économique, à l'image de l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney, de la banque d'investissement JPMorgan Chase & Co. et du géant du consulting McKinsey, considèrent néanmoins que le risque d'effondrement généralisé en raison du dérèglement climatique doit être envisagé.

Il est en tout cas certain qu'en l'absence de mesures adaptées et de réponses fortes, les conséquences du changement climatique seront désastreuses, même si elles ne conduiront pas forcément à la disparition de la civilisation ou du capitalisme – n'en déplaise aux collapsologues. (Ouf, le capitalisme sera épargné ! - LVOG) Slate.fr 6 avril 2020

Tous les chercheurs ne sont pas des ânes ou corrompus.

- Coronavirus : Facebook va partager de nouvelles données avec des chercheurs - Franceinfo 6 avril 2020

L'objectif est d'aider les chercheurs à mieux comprendre l'épidémie et à lutter contre la propagation du Covid-19. Franceinfo 6 avril 2020

Comme s'ils n'en existaient pas déjà... mais pas assez chers !

- Coronavirus : un médicament pourrait bloquer le virus avant l'infection des cellules - Yahoo 6 avril 2020

Des chercheurs issus d'instituts suédois et canadiens auraient trouvé un médicament capable d'empêcher l'infection lors des premiers stades de développement du nouveau coronavirus. Yahoo 6 avril 2020

Tous les amalgames sont bons à prendre. Les dangers de la « fausse chloroquine »

- Covid-19 : le choix à double tranchant de la chloroquine par l'Afrique - LePoint.fr 6 avril 2020

En Afrique pourtant, de nombreux pays n'ont pas hésité. Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Maroc, Cameroun, Afrique du Sud, Togo… La liste des gouvernements ayant intégré la chloroquine à leur protocole thérapeutique est longue.

Au Sénégal, près de la moitié des personnes contaminées se sont déjà vu prescrire son dérivé, l'hydroxychloroquine, indiquait, le 26 mars, le professeur Moussa Seydi de l'hôpital de Fann à Dakar. Ce jeudi, il a confirmé à l'AFP ne pas regretter son choix. « En matière de science, la constatation seule ne suffit pas et il faut faire des recherches poussées avant de valider une attitude, a souligné le professeur sénégalais. Mais les résultats que nous avons constatés nous rassurent et rassurent toute mon équipe, et nous allons continuer dans ce sens. » En République démocratique du Congo (RDC), le président Félix Tshisekedi a même déclaré, la semaine dernière, qu'il était « urgent » de produire la chloroquine « en quantité industrielle ».

Les dangers de la « fausse chloroquine »

Dans certains États africains, les médicaments contrefaits représentent entre 30 et 60 % des produits médicaux, estime l'OMS. Ils seraient mêmes responsables de plus de 100 000 morts par an en Afrique. Dans ce contexte, l'aval de la plupart des gouvernements africains pour la chloroquine est une menace pour la santé des populations qui pensent se soigner en se procurant la fameuse molécule sur les marchés.

LVOG - Amis africains, pourquoi vous obstinez-vous à vouloir vous soigner avec des médicaments, vous feriez mieux de vous

en passer. Tel est le message de ces monstres, car c'est la plupart des médicaments qui font l'objet de contrefaçons et pas seulement la chloroquine.

Pour finalement lâcher leur venin.

LePoint - Outre les dangers liés au marché informel, c'est l'efficacité même de la chloroquine qui inquiète Alice Desclaux, anthropologue de la santé à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) au Sénégal,. « Les essais cliniques pratiqués en ce moment en Afrique suscitent beaucoup d'espoir. Mais j'ai peur que la déception soit au rendez-vous, affirme-t-elle. Pour trouver un traitement contre le VIH et le paludisme, l'optimisme a souvent côtoyé la désillusion. Pour obtenir un traitement vraiment efficace, il a fallu des années d'études cliniques. » LePoint.fr 6 avril 2020

LVOG - A 500 euros le traitement en l'absence de chloroquine, somme dont disposent tous les Africains comme chacun sait, c'est cela ? Sinon comment expliquer que le paludisme et le VIH doivent encore faire des dizaines de millions de morts en Afrique au cours des années à venir comme l'a affirmé récemment l'OMS. L'anthropologie de la santé est à la médecine, ce que Science Po est à l'ENA, une sous-catégorie qui constitue un repère de ratés comme il en existe dans bien d'autres disciplines, la climatologie par exemple.

Ils doivent estimer avoir atteint le nombre de cadavres requis pour y venir.

- Covid-19 : le gouvernement va lancer "une vaste opération de dépistage" dans les Ehpad - L'Express.fr 6 avril 2020

Selon le dernier bilan, au moins 2417 décès ont été enregistrés depuis le début de l'épidémie dans les maisons de retraite médicalisées et autres établissements médico-sociaux. L'Express.fr 6 avril 2020

Mais ils en profitent pour vous empoisonner un peu plus.

- Trois questions sur l'ajout de chlore dans l'eau du robinet pendant l'épidémie de coronavirus - Franceinfo 6 avril 2020

Dans certaines régions, le dosage du chlore a été augmenté pour traiter l'eau du robinet face au coronavirus, afin de conserver une eau de bonne qualité microbiologique. Franceinfo 6 avril 2020

Totalitarisme. L'Etat policier français menace.

- Confinement: Castaner autorise les préfets à "durcir les mesures" en cas de relâchement - AFP 6 avril 2020

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a demandé aux préfets "d'examiner au cas par cas", la "nécessité de durcir les mesures" en cas de "relâchement" dans le confinement, selon Beauvau.

Lundi, le président du Conseil scientifique, Jean-François Delfraissy, a suggéré d'être "strict" sur le confinement dont quelques effets positifs commencent à se faire sentir.

"Après trois semaines, hier, avec ce beau week-end de printemps, on a vu trop de monde dans les rues, qui ne respectait ni le confinement ni même les règles de distanciation nécessaires", a-t-il ajouté. AFP 6 avril 2020

Et il a des relais pour faire respecter l'ordre.

- Le déconfinement? Ces soignants ne veulent pas en entendre parler - Le HuffPost 6 avril 2020

Ils sont idéologiquement infectés. Voilà qui va exaspérer ces fanatisés.

- Coronavirus : les Autrichiens entrevoient la sortie du confinement - AFP 6 avril 2020

- Coronavirus: Le gouvernement tchèque envisage un assouplissement du confinement - Reuters 6 avril 2020

LVOG - 8,8 millions d'habitants, 204 morts = 0,003%, c'est phénoménal, quelle hécatombe !

Faites tomber le masque de l'imposture.

- En Suède, les mesures pour lutter contre le coronavirus n'ont pas modifié le quotidien des habitants - Euronews 30 mars 2020

LVOG - 10 040 995 d'habitants, 105 morts = 0.001%

Peu importe, voilà qui devrait convenir aux arriérés, sortir avec un masque en permanence !

- Le port du masque pourrait devenir bientôt obligatoire dans ces deux villes françaises - sputniknews.com 6 avril 2020

Le maire de Nice, Christian Estrosi, prévoit d'interdire prochainement toute sortie dans les rues de la ville sans masque. Un arrêté municipal devrait être pris en ce sens dès lors qu'ils seront disponibles.

«Tous les habitants vont recevoir un masque réutilisable pendant un mois», a précisé Christian Estrosi, cité par Nice-Matin.

La ville voisine de Cannes distribuera elle aussi des masques, a annoncé son maire, David Lisnard.

Dans un communiqué publié le 2 avril, l'Académie nationale de médecine avait indiqué que «le port généralisé d'un masque par la population constituerait une addition logique aux mesures barrières actuellement en vigueur». sputniknews.com 6 avril 2020

En Allemagne aussi, voilà la vraie pandémie d'autoritarisme.

- Berlin prépare l'après-confinement, vise le 19 avril - Reuters 6 avril 2020

Le document que Reuters a pu consulter, considère que la pandémie ne prendra pas fin avant 2021.

Les personnes contaminées et celles avec lesquelles elles ont été en contact seront alors placées en quarantaine, chez elles ou dans des hôtels.

En contrepartie, les commerces pourront rouvrir, de même que les écoles dans certaines régions, même si les règles de distanciation sociale seront maintenues.

Le gouvernement entend par ailleurs alléger les contrôles aux frontières, mais continuera d'interdire les grands rassemblements et les fêtes privées.

En outre, dès que suffisamment de masques seront disponibles, leur usage sera obligatoire dans les trains, dans les bus ainsi que dans les usines et dans les bâtiments publics. Reuters 6 avril 2020

Pendant combien de temps encore va-t-on supporter l'existence de cet Etat policier ?

- "Plus le confinement va durer, plus les tensions vont augmenter" : quand des contrôles d'attestations dégénèrent en violences policières - francetvinfo.fr 6 avril 2020

Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux montrent des contrôles de police violents, dont certains ont donné lieu à l'ouverture d'enquêtes. francetvinfo.fr 6 avril 2020

Le cas de Sofiane, 21 ans, agent logistique pour Amazon, est l'un des plus médiatisés. Il raconte avoir quitté, sans attestation, le domicile de son père, aux Ulis (Essonne) vers 17 heures, le 24 mars. Sofiane se rend chez sa mère, à 500 mètres de là, pour se doucher avant de prendre son poste de nuit. Dans la rue, il voit des amis et se dirige vers eux quand il apprend que la Brigade anti-criminalité (BAC) des Ulis patrouille. Alors Sofiane panique. "Le tort qu'il a eu, c'est de partir en courant lorsqu'il a vu les forces de l'ordre. Il a expliqué qu'il avait fait ça parce qu'il avait peur de se faire tabasser et qu'en plus, il n'avait pas son attestation sur lui", raconte sa mère à l'AFP.

Une plainte déposée pour violences aggravées

Les policiers rattrapent Sofiane et le frappent violemment, à coups de pieds et de matraque télescopique. Mis à terre, il est insulté, puis menotté, fouillé, palpé, avant d'être conduit sous le porche d'un immeuble. Là, un policier couvre la bouche de Sofiane avec sa main. Ce dernier le mord. Il est alors roué de coups et tombe. Des habitants des immeubles avoisinants filment la scène, sous plusieurs angles. "Arrêteeez !" Les cris stridents du jeune homme résonnent dans les vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Sofiane est conduit au commissariat, dont il ressort deux heures plus tard. Le lendemain, un généraliste prescrit quatre

jours d'incapacité totale de travail (ITT). Huit jours plus tard, Sofiane, "encore choqué", n'avait toujours pas repris le travail, selon son avocat, Samim Bolaky, contacté par franceinfo.

Le jeune homme a adressé une plainte, consultée par franceinfo, au parquet d'Evry, principalement pour violences aggravées par personne dépositaire de l'autorité publique. Le parquet confirme à franceinfo l'avoir reçue vendredi dernier, en version numérique, pour contrer les lenteurs actuelles d'acheminement du courrier. En parallèle, une enquête pour rébellion est diligentée par le commissariat de Palaiseau à l'encontre de Sofiane, et le parquet d'Evry annonce à franceinfo avoir saisi, dès le 30 mars, la cellule déontologie de la Direction départementale de la sécurité publique de l'Essonne, une sorte d'équivalent local de l'IGPN. L'enquête est en cours.

Pour le conseil de Sofiane, le cas de son client n'est pas exceptionnel en temps de confinement. Il voit "un dénominateur commun" avec d'autres affaires : "les violences policières". Pour mettre en exergue ces dossiers, il souhaite tenir une conférence de presse virtuelle. Ses confrères Nabil Boudi et Mourad Battikh, qui représentent des victimes dans des affaires similaires, œuvrent dans le même sens.

"Une réaction disproportionnée"

Nabil Boudi est l'avocat de Ramatoulaye. Cette habitante d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), est contrôlée vers 16 heures, le 19 mars, alors qu'elle est sortie acheter du lait pour son bébé avec son petit frère. La jeune femme de 19 ans présente aux forces de l'ordre une attestation "avec la bonne heure et le bon motif", assure son avocat à franceinfo. Les policiers lui reprochent de présenter une attestation manuscrite et non pas imprimée, selon Nabil Boudi, ce qui est pourtant légal. Le ton monte. Un policier lui administre un coup de taser. "Elle perd le contrôle de ses membres et tombe. Un des policiers lui écrase le corps avec sa jambe", décrit l'avocat. Là encore, la scène est filmée par des riverains et diffusée sur Twitter. Ramatoulaye est embarquée dans un fourgon de police.

Après une heure passée au commissariat, Ramatoulaye est relâchée sans aucune poursuite. Son état nécessite cinq jours d'ITT, selon son avocat et un certificat d'incapacité consulté par France Inter. Le médecin constate un "trauma à l'épaule gauche et au poignet droit", ainsi que des "hématomes". Ramatoulaye a déposé un signalement auprès de l'IGPN et a l'intention de porter plainte dans quelques jours. Son avocat a saisi le défenseur des droits. Mais une source policière donne une toute autre version à franceinfo : Ramatoulaye était dépourvue d'attestation, elle s'est approchée des policiers, a postillonné dans leur direction, puis "a tenu des propos virulents" à leur encontre, avant de "saisir le bras" de l'un d'eux. Elle a été verbalisée pour ne pas avoir présenté d'attestation, assure cette source policière.

Le même jour, dans la soirée, à une vingtaine de kilomètres, Medhi* fait, lui aussi, l'objet d'un contrôle de police qui tourne mal. L'adolescent de 17 ans, domicilié à Torcy (Seine-et-Marne), présente une attestation non remplie et une fausse identité. Le Parisien affirme que Medhi crache sur les policiers, "en leur lançant qu'il était malade du Covid-19", mais pour son avocat, "rien ne l'établit dans le dossier". Les fonctionnaires le saisissent à la gorge, puis lui administrent un coup de taser dans la jambe gauche. Selon son avocat, l'adolescent est ensuite plaqué au sol et un policier réalise une clé d'étranglement. Medhi étouffe. Emmené au commissariat, il est placé en garde à vue, puis mis en examen pour outrage, rébellion et violence sans ITT.

Les témoins – pour beaucoup confinés – sont nombreux depuis leur fenêtre ou leur balcon. Deux d'entre eux, Hicham et sa compagne, apostrophent les policiers. "Hé, vous faites quoi, là ? C'est un gamin ! Il y en a combien qui sont morts comme ça ?", hurlent-ils, selon leur témoignage recueilli par Le Média.

"Plus le confinement va durer, plus les tensions dans les quartiers vont augmenter, prévient Nabil Boudi. Il faut que les forces de l'ordre fassent preuve de pédagogie." Mourad Battikh abonde. Depuis le 17 mars, il a été sollicité à cinq reprises pour des violences policières, liées à une attestation mal remplie ou non présentée. "Il n'y a pas toujours de vidéo ni de témoin, donc pas forcément de plainte, mais dans tous les cas, il y a une réaction disproportionnée des forces de l'ordre", constate l'avocat. Dans le cas de Medhi, une plainte a été déposée au parquet de Meaux (Seine-et-Marne) pour violences volontaires commises par personne dépositaire de l'autorité publique avec usage d'une arme, omission de porter secours et injure publique à caractère raciste. La procureure de Meaux a saisi l'IGPN, vendredi, indique à franceinfo une source policière.

"Eviter de penser que ce sont des cas isolés"

Dans les Bouches-du-Rhône aussi, la police des polices est chargée d'enquêter sur les circonstances d'une interpellation menée en temps de confinement, comme le confirme une source policière à franceinfo. Les faits se sont déroulés le 30 mars, en début d'après-midi, à La Penne-sur-Huveaune. Parti en voiture faire des courses avec sa femme, un homme est arrêté par trois policiers. Ils leur reprochent d'être deux dans la voiture et veulent les verbaliser tous les deux, raconte cet agent de la propreté urbaine. La suite est visible dans les vidéos filmées par une riveraine. Le conducteur sort de son véhicule. "Rentre dans la voiture !", crie un policier en le plaquant contre la portière, tandis qu'un autre approche et lance des coups de pieds.

L'homme est placé en garde à vue mais ressort libre le lendemain, sans aucune charge, selon les informations de franceinfo. Dans la soirée, l'intéressé réagit sur Facebook. Il reconnaît avoir craché sur un des policiers et explique avoir d'abord reçu "un coup de

poing au visage", quand il était "menotté et gazé". Deux policiers ont porté plainte contre lui.

Marseille, Asnières, Grigny, Strasbourg… Alors que d'autres situations ont été signalées, Sihame Assbague, journaliste engagée contre les violences policières, tente de les recenser. "Il faut éviter de penser que ce sont des cas isolés", insiste à ses côtés Amal Bentounsi, qui a lancé, mi-mars, une application pour filmer les dérives des interventions policières.

Des citoyens "pas traités de la même façon"

Côté police et gendarmerie, on affirme à franceinfo que les instructions sont claires : les forces de l'ordre doivent à la fois faire preuve de fermeté et de discernement. Tout contrôle abusif sera sanctionné de façon administrative ou pénale, assure la police à franceinfo. La gendarmerie joue l'apaisement en citant en exemple une décision prise par la brigade de Falaise, dans le Calvados. Deux gendarmes avaient verbalisé quatre personnes à la sortie d'un enterrement, le 19 mars, au motif qu'elles circulaient dans le même véhicule alors qu'elles n'étaient pas issues du même foyer. Finalement, les procès-verbaux ne seront pas envoyés. "Les amendes ne seront jamais effectives. On fait preuve de discernement après coup", justifie le Sirpa.

D'autres, cependant, jouent avec le feu. Le syndicat Synergie-Officiers a dénoncé sur les réseaux sociaux le non-respect du confinement, le 27 mars, dans ce qu'il a nommé les "territoires perdus de la République". Le message, retiré depuis, était accompagné d'une vidéo montrant un groupe de jeunes s'amuser avec une patrouille de policiers en grimpant sur leur voiture. Des images qui datent de l'été 2019. Sommé de s'expliquer, le syndicat policier a expliqué que "cette vidéo témoigne de l'ambiance dans certains quartiers à longueur d'année. C'est une illustration du quotidien. Même si cela doit déplaire."

"Dans certains quartiers, les citoyens ne sont pas traités de la même façon par la police pendant le confinement", s'indigne Amal Bentounsi. Cette figure de la lutte contre les violences policières a une vision diamétralement opposée de la situation. Pour elle, "ce qui se passe en ce moment n'est que la partie visible de l'iceberg". Le confinement actuel ne ferait que le mettre en lumière. Elle ne décolère pas : "C'est encore et toujours cette population qui subit la violence. On stigmatise toujours les mêmes." francetvinfo.fr 6 avril 2020

LVOG - Ce qui m'étonne, c'est que personne n'ait encore sorti le fusil à pompe pour répondre à cette violence policière digne de milices fascistes.

Ils ont de la suite dans les idées.

- Supprimer définitivement le bac et le brevet, quelle bonne idée ! - LePoint.fr 6 avril 2020

L'épidémie et le confinement ne doivent pas seulement conduire à aménager les épreuves. Il faut désormais supprimer des rites surannés et coûteux. LePoint.fr 6 avril 2020

Ils tremblent ! Renversons-les !

- Le jour d'après : comment maintenir la paix publique - LePoint.fr 6 avril 2020

Il faudra bien sortir de cette crise inouïe...

Le Premier ministre a commencé à aborder ce sujet et notre « déconfinement ». Qu'il soit bref ou long, progressif ou général, personne n'en sait rien. Ce qui paraît certain, en revanche, c'est qu'il sera délicat, avec de multiples enjeux, dont celui du maintien de la paix publique. Un de ceux qui marqueront « les jours d'après » sera incontestablement d'arriver à une vraie transparence – comprendre : au-delà de la communication – pour tuer dans l'œuf le complotisme, les soupçons les plus excessifs et une colère que l'on entend sourdre, pas seulement sur les réseaux sociaux, par des décisions rapides, claires et nettes. De complot, il n'y en eut point. En revanche, on trouvera probablement de la légèreté, de l'imprévoyance, des insuffisances et de l'incompétence lorsqu'on voudra sérieusement opérer un « retour d'expérience ».

Après ce « juin 40 » de la santé publique, l'État, au sens large, ne pourra échapper à une introspection sincère. Si elle n'a pas lieu, nous courons le risque de nous retrouver face à une situation explosive à côté de laquelle la crise des Gilets jaunes nous paraîtra être un gentil monôme de cour d'école. Il ne s'agit même pas d'exiger un mea culpa, un « responsable et pas coupable » ou le désormais habituel « nous avons été surpris par une vague imprévue ». L'État devra avouer ses responsabilités et ses erreurs, sans tenter de protéger qui que ce soit. En clair, se montrer intraitable (on hésite à écrire : sans pitié).

Pour sortir de cette crise, pour ne pas se faire piéger de la même façon dans quelques années, pour ne pas tomber à court terme dans une crise encore plus grave (pour dire les choses simplement : pour que le pays n'explose pas... LePoint.fr 6 avril 2020

Propagande de l'Etat profond. Pas en France !

- Erreurs, déni, confusion: pourquoi la pandémie a vite conquis les Etats-Unis - AFP 6 avril 2020

Détermination sans faille et cynisme illimitée, tels sont leurs principes.

Le Pentagone refuse d'enlever le président Nicolás Maduro - Réseau Voltaire 6 avril 2020

La Maison-Blanche et l'Union européenne avaient prévu de faire enlever les présidents de la République bolivarienne et de l'Assemblée constituante, Nicolás Maduro et Diosdado Cabello, puis de liquider les institutions constitutionnelles du Venezuela à l'exception des armées.

Le 26 mars, l'Attorney General William Barr avait émis un avis de recherche contre les présidents Maduro et Cabello, accusés de trafic de drogues, et promis d'importantes récompenses à qui aiderait à traduire les « criminels » en « Justice » (c'est-à-dire devant les tribunaux US) [1]. L'US Navy et la DEA devaient alors enlever les deux hommes et les emprisonner aux USA. Plusieurs bâtiments de guerre, dont un destroyer, étaient déjà prêts à porter main-forte au SouthCom (commandement des États-Unis pour l'Amérique du Sud).

Le 31 mars, le secrétaire d'État Mike Pompeo avait publié un Cadre de transition démocratique pour le Venezuela [2].

Il s'agissait de reproduire l'opération « Juste Cause » qui avait permis à Washington de reprendre le contrôle du Panama en 1989.

De manière tout à fait inattendue, le Pentagone s'est violemment opposé à l'opération jugeant qu'elle était inopportune en ces temps d'épidémie.

Les relations entre le président Donald Trump et ses officiers généraux sont en train de virer au vinaigre. De notoriété publique, le NorthCom envisage de l'écarter et de prendre le pouvoir pour gérer l'épidémie [3]. Les militaires se positionneraient comme neutres par rapport au clivage du pays entre Démocrates et Républicains, n'agissant que pour protéger le Peuple. Un groupe au sein du Renseignement militaire tenterait de faire blocage à ce projet en menaçant d'arrêter plusieurs officiers généraux accusés de crimes sexuels.

[1] "Nicolás Maduro Moros and 14 Current and Former Venezuelan Officials Charged with Narco-Terrorism, Corruption, Drug Trafficking and Other Criminal Charges", US Department of Justice, March 26, 2020.

[2] « Cadre de transition démocratique pour le Venezuela » , Réseau Voltaire, 31 mars 2020.

[3] « Des putschistes à l'ombre du coronavirus » , par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire , 31 mars 2020.

Haut de page

Le 9 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

On ajoutera des documents plus tard ou demain matin, je suis crevé ! Vous excuserez les fautes que je n'aurais pas corrigées.

Le mot du jour : Chut !

- 23 pages au format pdf

Mes dernières réflexions à creuser.

- Nos dirigeants (POI-POID-LO-NPA) voulaient éviter à tous prix que les travailleurs souffrent... quitte à privilégier un consensus avec le régime en place ou à s'en accommoder à défaut de mieux, de le combattre véritablement, j'entends souffrir en temps normal. Plus d'une fois je les ai brocardés à cause de cela, je ne supporte pas la démagogie et l'opportunisme.

L'expérience prouve que dans la vie c'est lorsqu'on doit faire face à de graves difficultés ou problèmes qui entraînent des souffrances, ou lorsqu'on est en présence d'une situation insupportable, qu'un danger nous menace, que l'imagination est la plus fertile, qu'on se pose le plus de questions et qu'on y cherche des réponses, quitte à abandonner notre conformisme béat, à balayer nos convictions si tenus, nos plates certitudes, pour si nécessaire passer à l'action ou s'investir directement, bref, on est poussé à prendre en mains notre destin qu'habituellement on laisse le soin à d'autres de se charger à notre place. Comme quoi ils méconnaissent la nature humaine, ce qui les disqualifie pour parler en notre nom ou nous représenter, désolé.

- Pourquoi tirons-nous à boulets rouges sur les féministes, antiracistes, anti-impérialistes, anti-guerres, écologistes, pacifistes, etc. ? Parce qu'ils défendent tous une cause qui s'inscrit dans le cadre de la préservation du capitalisme, en s'en foutant de préférence des autres causes défendues par leurs petits camarades, bref, chacun sa chapelle ou sa secte et les moutons seront bien gardés ou plumés, ajoutons, mieux confinés, attention la gangrène et la putréfaction ne sont pas loin !

Si toutes ces causes ou la plupart d'entre elles méritent d'être défendues, c'est ensemble et en même temps sur le plan politique, en étant orientées dans la même direction, pour en finir avec le régime et non pour lui donner un air plus présentable, démocratique, pendant qu'il guerroie au Moyen-Orient et en Afrique ou mène la guerre dans son propre pays contre la classe ouvrière. On aura compris qu'à défaut d'adopter cette orientation révolutionnaire et de classe, ils seront instrumentalisés et amenés à adopter l'orientation politique de la réaction ou à servir les intérêts du régime, c'est infaillible, on le dit aux intéressés qui lisent ces lignes. Vaut mieux encore être organisé dans un des partis cités plus haut.

Il y a encore de la marge !

En additionnant les morts dus aux différents virus qui se baladent dans le monde (VIH, grippe, pneumonie, dengue, paludisme, etc.) on arrive à environ 1,4 million par an.

Entre autres. Notez bien, dans l'indifférence totale des populations dites éduquées, évoluées...

Demandez le programme du coronabusiness.

Le coronabusiness est plein de promesses, dividendes ou profits grandioses garantis, hausse des prix, nombre vertigineux de faillites, chômage de masse partout, précarité généralisée, toujours plus de pauvres, chaos, dislocation de la société et fin de la civilisation humaine en prime...

- L'ennemi public mondial n° 1 : Bill Gates, son empire et sa fondation.

- Plus de 1,4 million de cas d'infection ont été enregistrés dans 184 pays, près de 81.100 personnes sont décédées. AFP 8 avril 2020

- En 2015, dans le monde 920 000 enfants de moins de 5 ans sont morts de la pneumonie.

Chut ! Qu'est-ce que cela peut bien foutre, bordel, arrêtez avec ça, c'est du corona machin qu'on vous parle, n'essayez pas de nous distraire, restons concentrés sur ce truc-là ou je vous dénonce pour haute trahison...

Ils lâchent le morceau et confirment la thèse de la destruction programmée et contrôlée par virus interposé pour devenir les maîtres absolus du monde.

LVOG - Notez bien le timing, alors que l'épidémie n'existe pas encore, tandis que quelques cas seulement de pneumonie virale surgissent en Chine, ils affirment maintenant qu'ils savaient qu'elle "pourrait être un évènement digne d'un cataclysme", alors que début novembre, absolument personne n'était censée connaître la nature exacte de ce virus, mais eux, au Pentagone et à la CIA le savaient. Question : Comment pouvaient-ils le savoir ? Vous avez deviné, non ?

Ce sont eux qui le disent ou vous apporte la réponse, je n'interprète pas, je me contente simplement de remettre les faits dans l'ordre chronologique. Ils affirment qu'ils étaient informés un mois avant que début décembre les autorités chinoises communiquent à propos de ce virus, ce qui renvoie au début novembre 2019. A cette date-là, combien de personnes avaient été testées porteurs de ce virus, et combien en étaient morts, 1, 2, quelques-uns seulement.

Alors il faudrait qu'on nous explique comment à partir d'une si faible infection déclarée et en ignorant absolument tout sur ce nouveau virus, ont-ils pu en arriver à leurs conclusions, sinon qu'eux au Pentagone et à la CIA connaissaient la nature de ce virus très contagieux et pouvant éventuellement causer une pandémie si des mesures n'étaient pas prises immédiatement pour la prévenir.

Et pourquoi Trump qualifiera le coronavirus de “canular” début février, sinon parce qu'il ne faisait pas partie du cercle des initiés ou ils ne l'avaient pas informé ou alors de telle sorte qu'il ne croie par à leur histoire, bref, c'est aussi la preuve qu'ils l'avaient maintenu dans l'ignorance de leur plan pour lui faire porter le chapeau des victimes à venir aux Etats-Unis.

- La Maison Blanche aurait été alertée dès novembre sur les risques de l'épidémie de coronavirus - Le HuffPost 9 avril 2020

Les autorités américaines, Donald Trump inclus, auraient reçu dès le mois de novembre de premières alertes des services de renseignements sur le coronavirus, qui était alors décrit comme “un évènement probablement cataclysmique”, a révélé la chaîne américaine ABCNews ce mercredi 8 avril.

Les premières alertes auraient été données par les services de renseignements médicaux rattachés au Pentagone, qui surveillent les risques sanitaires sur les territoires où l’armée américaine est engagée.

“Les services de renseignements médicaux prennent en compte toutes les sources d’informations — les images, les renseignements humains, les signaux. Ensuite, il y a des analyses de personnes qui sont spécialistes de la zone”, explique à la chaîne ABC un ancien assistant du ministre de la Défense américain.

Selon des sources proches du dossier, les conclusions des experts étaient sans appel: “Les analystes ont conclu que cela pourrait être un évènement digne d’un cataclysme”.

Dès “fin novembre”, les risques encourus à cause de ce virus ont donc été remontés au plus haut niveau de l’administration américaine: du Pentagone à la Maison Blanche, avec au mois de janvier une note dans le dossier quotidien des renseignements transmis au président des États-Unis.

Officiellement, Pékin a commencé à communiquer sur le coronavirus à partir du mois de décembre. Soit un mois après les premières remontées des renseignements américains, selon les sources interrogées par ABC. Le HuffPost 9 avril 2020

Big Bill Brother. Au temps des milliardaires philanthropes criminels ou du corona pond d'or.

- Bill Gates investit des milliards dans sept vaccins contre le Covid-19 - slate.fr 7 avril 2020

Contrairement à son président comme à de nombreux gouvernements indécis à travers le monde, Bill Gates était donc intellectuellement armé pour comprendre et affronter l'actuelle pandémie de Covid-19.

Dès début février, la fondation dont il s'occupe avec sa femme Melinda engageait ainsi 100 millions de dollars [93 millions d'euros] dans la recherche d'un traitement contre la maladie, avant de faire grimper la somme à 125 millions en mars [116 millions d'euros] avec divers partenaires. Auprès d'Amazon, la structure s'est également engagée à distribuer largement des tests auprès de la population de la ville où est situé son siège, Seattle.

Ces dernières semaines, Gates a de nombreuses fois pris la parole, réclamant par exemple dans une tribune publiée par le Washington Post un confinement national pour les États-Unis, une généralisation des tests et un appui fort à la recherche d'un vaccin.

Un projet dans lequel l'Américain semble désormais vouloir s'impliquer sans réserve. Quitte à perdre énormément d'argent, quitte à occuper une place que beaucoup pourraient considérer comme revenant naturellement aux États plutôt qu'à des structures ou personnes privées. (Quand on sait que c'est un placement garanti et hautement lucratif ! - LVOG)

Désormais philanthrope à plein temps, Bill Gates a annoncé souhaiter engager sans attendre «des milliards de dollars» dans le soutien à sept des laboratoires qui, dans le monde, planchent sur les candidats vaccins les plus prometteurs.

«Cet argent, placé tôt, peut accélérer les choses», a-t-il déclaré lors d'une interview diffusée dans le «The Daily Show with Trevor Noah». Il a néanmoins reconnu qu'une grande partie des sommes misées n'aboutiront à rien d'utile. (L'essentiel, c'est qu'une toute petite partie ou le vaccin pondu par un seul laboratoire rapporte une gigantesque fortune ! Il nous prend vraiment pour des cons le cynique personnage ! - LVOG)

Selon lui, la marche du monde ne pourra revenir à la normale que lorsqu'un tel vaccin sera accessible globalement. Le scénario le plus optimiste table sur douze à dix-huit mois. (C'est lui et son gang mafieux d'oligarques qui battent la mesure, les chefs d'Etat occidentaux s'alignent dessus ensuite. Vous en doutez encore ? Une étude américaine prévoit un déconfinement de la France pour mi-juin... Au plus tôt - L'Express.fr 7 avril 2020. - LVOG)

Précision la source était The Wall Street Journal, cela ne s'invente pas !

Ils ont de la suite dans les idées. Personne ne pourra pas qu'il n'avait pas été prévenu.

- Pouvoir d'achat : plus dure sera la chute - Le Point 9 avril 2020

Moins de revenus, plus d'impôts et d'inflation, au sortir de la crise sanitaire, l'avenir sera bien sombre pour le niveau de vie.

Sans vouloir plomber davantage le moral, l'avenir s'annonce de ce côté bien sombre, avec des revenus inévitablement en baisse, et des impôts et une inflation très probablement en hausse.

La baisse du PIB (trois points par mois de confinement selon l'Insee) s'annonce plus importante que la diminution de la population. Mais cela signifie a contrario que la richesse par habitant va fortement reculer.

Même avec les mesures d'indemnisation, les 3,6 millions de salariés qui se retrouvent au chômage partiel vont voir leurs revenus amputés et surtout, malgré le soutien de l'État, de nombreux petits commerces et entreprises à la santé déjà fragile avant l'épidémie auront du mal à survivre, ce qui laisse craindre au sortir de la crise sanitaire une vague massive de licenciements.

Le pouvoir d'achat risque aussi d'avoir à subir une poussée d'inflation, les rouages du commerce mondial étant durablement grippés tandis que les entreprises vont logiquement chercher à compenser par une hausse de leurs prix la baisse de leur chiffre d'affaires.

Le monde d'après a donc de fortes chances d'être plus inflationniste que le monde d'avant, d'autant que les banques centrales ont annoncé leur intention de créer ex nihilo des quantités colossales de monnaie pour les injecter dans le circuit économique et financier. Faire fonctionner la planche à billets au même rythme que les machines à masques chirurgicaux risque rapidement de diminuer le pouvoir d'achat de monnaies surabondantes, ce qui est la définition même de l'inflation.

De surcroît, cet argent coulant à flots mais avec une moindre valeur ne devrait pas suffire à financer les montagnes de dettes que les États ont choisi d'émettre pour soutenir l'économie. Pour tenter de colmater tant bien que mal les trous budgétaires béants, des hausses massives d'impôts semblent donc inévitables, notamment pour les ménages les plus aisés au niveau de vie et au patrimoine par ailleurs sérieusement estropiés par le krach boursier en cours et le krach immobilier à venir.

Sauf celle des personnels soignants auxquels le chef de l'État a promis le versement de primes, dont il faut souhaiter que le montant soit à la hauteur de leur dévouement sacrificiel, aucune catégorie de Français ne peut raisonnablement espérer une hausse de son pouvoir d'achat dans un avenir proche. Pas plus que contre le Covid-19, il n'existe de traitement miracle contre le mal en train de s'attaquer durement et durablement au niveau de vie. Les Français vont vite regretter l'époque pas si lointaine où celui-ci stagnait. Le Point 9 avril 2020

L'engrenage ou fin de partie. A maintenir les peuples dans l'ignorance, ils en ont fait des cobayes idéals ou des proies faciles à manipuler et asservir.

La population ignore combien de personnes meurent chaque années d'infections virales ou bactériennes, et comme peu de gens se donneront la peine de s'informer à ce sujet, alors qu'ils en ont la possibilité avec Internet, les autorités en profitent pour leur faire croire qu'une épidémie hors du commun existerait, de telle sorte qu'ils peuvent l'instrumentaliser de manière à ce qu'elle devienne réellement hors de contrôle et se transforme en pandémie, c'était l'objectif que s'était fixé ceux qui ont déclenché cette opération ou qui sont responsables de cette machination contre tous les peuples. Mais qui ? Ceux qui aujourd'hui affirment que dès le début novembre ils savaient déjà ce qui allaient se produire, précisons, pour avoir simulé un tel scénario catastrophe quelques semaines plutôt ou pratiquement simultanément.

Peu importe que l'on ne partage pas cette explication ou qu'on la conteste, personne ne peut nier que tous ces éléments concordent, tout y est à sa place.

Quelques réflexions et à savoir..

- Notre capacité à faire preuve de perspicacité, de logique dialectique, de lucidité est mise à rude épreuve.

Et puis, qu'est-ce qu'on peut lire comme conneries, y compris de la part de médecins ou infirmières, c'est délirant !

Mise au point importante.

Si la totalité de la population d'un pays était testée, on s'apercevrait qu'à la longue pratiquement 100% porteraient ce virus ou un autre sans qu'ils soient forcément malades. Par ailleurs, il n'existe pas de barrière entre les êtres humains et les virus dès lors que le contact est établi.. En revanche ils ne sont pas égaux en terme d'immunité, c'est aussi simple que cela.

L'engrenage ou fin de partie. A maintenir les peuples dans l'ignorance, ils en ont fait des cobayes ou des proies faciles à manipuler et asservir.

La population ignore combien de personnes meurent chaque années d'infections virales ou bactériennes, et comme peu de gens se donneront la peine de s'informer à ce sujet, alors qu'ils en ont la possibilité avec Internet, les autorités en profitent pour leur faire croire qu'une épidémie hors du commun existerait, de telle sorte qu'ils peuvent l'instrumentaliser de manière à ce qu'elle devienne réellement hors de contrôle et se transforme en pandémie, c'était l'objectif que s'était fixé ceux qui ont déclenché cette opération ou qui sont responsables de cette machination contre tous les peuples. Mais qui ? Ceux qui aujourd'hui affirment que dès le début novembre ils savaient déjà ce qui allaient se produire, précisons, pour avoir simulé un tel scénario catastrophe quelques semaines plutôt ou pratiquement simultanément.

Peu importe que l'on ne partage pas cette explication ou qu'on la conteste, personne ne peut nier que tous ces éléments concordent, tout y est à sa place.

Seconde précision importante.

L'immunité collective ne signifie pas que la collectivité partagerait les mêmes défenses immunitaires. Cela signifie uniquement que l'ensemble de la population aurait attrapé un virus et développé des anticorps pour le neutraliser, sans qu'on sache exactement s'il aurait complètement disparu, les avis des scientifiques divergent sur ce point.

Il arrive aussi qu'une personne infectée, tombée malade et rétablie après traitement puisse être infectée une seconde fois, des cas existent. Cela signifie que, soit le virus a muté entre temps ou cette personne s'est retrouvée une nouvelle fois en état de déficience immunitaire, sans doute parce qu'à l'issue de son traitement, elle n'a pas été en mesure de fabriquer des anticorps, un traitement n'agissant pas comme un vaccin sur le long terme.

D'autres cas de figure existent encore. Par exemple, quand lors du vieillissement la qualité des anticorps produits par la moelle épinière décline progressivement, il arrive un moment ou aucun traitement ou vaccin ne sera efficace pour désactiver un virus, c'est moi qui le rajoute pour le vaccin, certains croyant que ce serait la panacée ou qu'il aurait un pouvoir quasi divin, or il est admis qu'il est efficace que dans 20 à 50% des cas.

Pour conclure, il n'existe pas d'immunité collective, cette formulation est incorrecte ou trompeuse. Car elle tendrait à faire croire que les défenses immunitaires pourraient se transmettre d'une personne à l'autre, or ce n'est pas le cas. C'est uniquement la moelle épinière de chaque individu qui les produit. Et quant à la vitamine C, qui joue un rôle essentiel dans leur fabrication, elle sert juste à stimuler la moelle épinière. Il semble qu'il y ait eu une confusion avec le fait que c'est uniquement le virus qui est transmissible.

Chut ! Une réflexion de la veille politiquement incorrecte.

Pendant que pas à pas au fil des décennies l'oligarchie parvient à appliquer sa stratégie politique destinée à instaurer un nouvel ordre mondial totalitaire, nos dirigeants en sont encore à rabâcher des formules du XIXe siècle, ignorant ou niant que tous les évènements importants qui se produisirent depuis la fin des années 80, constituèrent autant d'étapes franchies pour se rapprocher de cet objectif.

Alors que nous sommes en train d'assister en direct à l'effondrement programmé et contrôlé de l'économie mondiale depuis les sommets de l'oligarchie, les voilà qui relaient la propagande officielle relative au coronavirus en s'accommodant notamment de la suspension des libertés individuelles et collectives, dont celle de réunion et de manifestation.

Gageons qu'ils expliqueront que cet effondrement était le produit ou la conséquence de la crise du capitalisme, alors qu'en réalité il a été conçu pour la précipiter dans des conditions bien précises ou en saisissant l'opportunité d'une épidémie virale que l'oligarchie a elle-même provoqué ou non, peu importe ici, le fait est qu'elle comptait bien l'instrumentaliser pour exploiter la situation en sa faveur ou appliquer la suite de son programme.

En mettant la situation ainsi créée sur le compte de la crise du capitalisme, ils vont vouloir employer les mêmes moyens qu'hier pour la combattre, qui ont largement démontré leur inefficacité pendant des décennies, ignorant ou niant une fois de plus que si le gang mafieux des banquiers avait le pouvoir de déclencher et de gérer un tel chaos, c'était parce que désormais ils concentraient l'essentiel du pouvoir politique, économique et financier.

Eux, les oligarques, étaient prêts à affronter cette situation, ils l'ont même simulée simultanément, ce qui n'interpellera pas le moins du monde nos braves dirigeants qui ne tiennent pas à se voir accusé de relayer des théories complotistes, , tandis que nous étions totalement démunis pour l'aborder, ce qu'ils savaient parfaitement aussi. Nos dirigeants n'ont cessé de faire étalage de leur incurie politique ou pire lors de chaque évènement ayant influencé le cours de la situation mondiale.

Le 11 septembre 2001 fut manifestement le signal de départ du chaos et de la barbarie qui nous attendaient ou dans lequel l'humanité allait être confinée ou plongée désormais. Chaque attentat suivant ainsi que la crise de 2008, eurent recours systématiquement au même procédé. Si on remontait jusqu'à la Première Guerre mondiale, on s'apercevrait qu'il en fut chaque fois ainsi, un incident secondaire ou qui aurait pu demeurer circonscrit fut traité de manière à prendre des proportions gigantesques, afin de déclencher et justifier une intervention militaire, une guerre, un krach boursier ou une crise financière, puisque ce sera l'interprétation qui sera retenue officiellement, et que nos dirigeants adopteront également en trompant délibérément travailleurs et militants pour des raisons idéologiques inavouables, dont la nature n'échappera à aucun militant encore capable de faire la part des choses, tout du moins on l'espère.

Nous avons eu 20 ans pour nous préparer et préparer les travailleurs à la situation que nous connaissons, afin de l'affronter dans les meilleures conditions possibles, et mettre immédiatement à l'ordre du jour la préparation de l'insurrection pour renverser le régime. Allez dire cela à des dirigeants qui hier encore était en campagne électorale, autant parler à un mur.

Certains ont dû croire que nous faisions une fixation quasi obsessionnelle et malsaine sur le 11 septembre 2001, alors que c'était le seul moyen de faire comprendre aux travailleurs ou militants qui lisaient ces causeries, à la fois sa signification politique et la signification politique de l'attitude de nos dirigeants qui avait consisté finalement à ménager l'oligarchie en ne dévoilant ni comment elle avait opéré ni pourquoi, puisqu'ils nient l'existence de leur stratégie et leur objectif d'établir une gouvernance mondiale, de sorte qu'on serait condamné dans l'avenir à subir passivement ou impuissant encore et encore d'autres évènements d'une portée similaire ou pire encore, nous y sommes.

Les analyses qui sont à l'origine des théories de nos dirigeants sont fausses ou erronées, car totalement dépourvues de perspicacité ou de finesse d'esprit, d'esprit critique ou de logique dialectique, elles ne sont qu'un enchevêtrement de constats tronqués, superficiels ou de lieux communs dignes de figurer dans les manuels scolaires ou sous la plume d'un éditocrate de la presse écrite du régime, quand elles ne sont pas destinés à servir leur dogme. Cependant, si pour nous elles ne présentent aucun intérêt, on se devait de mettre en lumière que leurs interprétations de ces grands évènements marchaient de pair avec leur fâcheuse tendance à ménager également le PS et le PCF ainsi que les dirigeants syndicaux corrompus, ce qui notez bien est parfaitement cohérent, ne s'agissant pas d'erreurs répétées ou passagères, mais bien d'un penchant opportuniste dont ils ne peuvent plus se départir.

Un complément rédigé plus tard.

On vit sous un régime fasciste non achevé. Il lui est inutile de mettre au pas le mouvement ouvrier, il s'y est mis lui-même de son plein gré, c'est comme s'il n'existait plus en somme, il n'a pas eu beaucoup de difficultés pour s'auto-confiner, puisqu'il était déjà en état de putréfaction avancée.

On n'a pas cessé de l'idéaliser sous prétexte qu'il donnerait un jour le meilleur de lui-même, mais c'était sans compter qu'à force de faire acte de servilité envers le régime, la quantité se changerait en qualité au point de ne plus faire la distinction entre le meilleur et le pire, et d'être voué à attendre indéfiniment qu'il renoue avec le meilleur ou sa tradition révolutionnaire.

Se retrouver enfermé chez soi, c'est du fascisme. La police patrouille partout aidée de l'armée. Elle bastonne, gaze, taise, sanctionne, emprisonne et tue parfois, invalide souvent, en toute impunité. Comment appelez-vous un tel régime ? Avec Sarkozy, on avait prévu que ce scénario se réaliserait par étapes au fil du temps, piétiner le référendum de 29 mai 2005 donnait un avant-goût de ce qui nous attendait, vous n'exister pas et tout ce que vous pourrez dire pourra être retenu contre vous, ne pouvant pas se départir de leur esprit policier. C'est leur conception de l'ordre, un ordre policier qui sied admirablement bien au régime totalitaire mondial qu'ils veulent instaurer. Il en est la traduction pratique. Hollande eut l'occasion d'y recourir pour faire passer la loi Travail, tandis que les dirigeants syndicaux conduiront le mouvement social dans une nasse, si bien qu'elle sera aussi policière.

L'ouvriérisme a pris la forme d'une démagogie baignant dans le pire conformisme au point d'en perdre son indépendance. Macron nous impose autoritairement le confinement et personne n'osera s'y opposer. On se retrouve prisonnier de guerre dans notre propre pays, sans que personne n'ose avancer la nécessité de se soulever pour ouvrir la porte et renverser le régime. Ce ne sont pas des choses qu'on doit dire, on a le droit de le penser, et encore, mais c'est tout. Si nous sommes nombreux à le penser, on n'arrive pas à le concrétiser en pratique, à se doter d'une structure politique pour se donner les moyens d'avancer dans cette voie.

Le plus important, c'est l'orientation, car sans orientation on est perdu! Pour mener notre combat, cela va être compliqué dans ces conditions-là.

Bien que Macron ne fasse pas plus partie des initiés que Trump, il nous avait communiqué le contenu du mandat que lui avait confié l'oligarchie, il était lourd d'une terrible menace.

Macron le 15 juin 2017 - «Nous ne devons plus essayer d'adapter nos systèmes par des réformes… ça ne marche plus. Ce que nous avons à conduire ensemble, c'est une révolution en profondeur de nos modèles: nos modèles de pensée, nos organisations économiques et sociales, nos façons de nous comporter.»

https://www.lefigaro.fr/vox/economie/2017/06/27/31007-20170627ARTFIG00311-jean-pierre-robin-macron-n-a-que-des-idees-floues-pour-reformer-l-etat-providence.php

Demandez à l'Etat profond la suite du programme.

Henry Kissinger n'est pas pour rien un des piliers du groupe Bilderberg.

- Henry Kissinger annonce l'après-Covid-19 - Réseau Voltaire 7 avril 2020

Après l'ancien Premier ministre britannique Gordon Brow dans le Financial Times [1], c'est au tour de l'ancien secrétaire d'État états-unien Henry Kissinger dans le Wall Street Journal [2] de préconiser un Nouvel Ordre Mondial à la faveur de l'épidémie de Covid-19.

Les deux hommes suivent la même logique : il ne sera pas possible de rétablir l'économie mondiale après l'épidémie sans autorité pour cela. Tous deux appartiennent au même club, le très select Pilgrim's, présidé par la reine Elisabeth II.

Le Dr. Kissinger avait identiquement annoncé le 11 septembre 2001 sur le site du Washington Post [3], quelques minutes avant la passation de pouvoir entre le général Ralph Eberhart et le président George Bush et l'allocution de celui-ci, la « guerre sans fin ». Réseau Voltaire 7 avril 2020

[1] "End the dog-eat-dog mentality to tackle the crisis", Gordon Brown, Financial Times (UK), Voltaire Network, March 26, 2020.

[2] "The Coronavirus Pandemic Will Forever Alter the World Order" , by Henry Kissinger , Wall Street Journal (United States), Voltaire Network, 4 April 2020.

[3] "Destroy the network", Henry Kissinger, The Washington Post (United States), Voltaire Network, 11 September 2001.

Message reçu 7/7.

- Coronavirus: À la tête d'une ONG, Najat Vallaud-Belkacem demande un plan mondial - Le HuffPost 7 avril 2020

Coronabusiness. Bienvenue au pays de Bilderberg.

- Le parlement des Pays-Bas soutient le gouvernement sur les "coronabonds" - Reuters 9 avril 2020

Le parlement néerlandais a adopté mercredi une motion demandant au gouvernement de ne jamais accepter la moindre proposition au niveau de l'Union européenne revenant à faire assumer aux Pays-Bas la responsabilité de la dette d'un autre pays.

Avec ce vote, les parlementaires néerlandais apportent leur soutien au refus catégorique exprimé par le gouvernement face à l'hypothèse de créer des instruments de dette mutualisée, des "coronabonds", pour faire face aux conséquences économiques de l'épidémie de nouveau coronavirus. Reuters 9 avril 2020

LVOG - Qu'est-ce qui coïnce ? Ce n'était pas précisé dans l'article de Reuters, je l'ai trouvé dans celui de l'AFP.

AFP - L'option est rejetée par l'Italie, pays européen le plus touché par l'épidémie (plus de 17.127 morts), tant que ces prêts s'accompagnent de conditions comme des demandes de réformes, ce qu'exige La Haye. AFP 9 avril 2020

Les Pays-Bas exigent de nouvelles contre-réformes en échange, l'Allemagne et d'autres Etats sont sur la même ligne. Macron peut faire croire qu'il s'y oppose, puisque la plupart des réformes structurelles exigées par l'oligarchie ont déjà été adoptées en France.

En complément.

- Coronavirus: la pandémie pourrait entraîner "la plus profonde récession économique de notre existence" (OMC) - AFP 8 avril 2020

- L'Organisation mondiale du commerce a d'ailleurs prévenu mercredi que la chute du commerce mondial pourrait atteindre 32% en 2020. AFP 8 avril 2020

A Bruxelles, la Commission européenne a renoncé à rendre publiques mercredi ses recommandations pour une sortie du confinement, tandis que l'Autriche et le Danemark envisagent de lever progressivement les restrictions.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a prévenu qu'en dépit de "signes positifs" dans certains pays européens, tout assouplissement était prématuré. "Il est temps de doubler et de tripler une fois de plus nos efforts", a-t-elle souligné. AFP 9 avril 2020

Et ces criminelles en rajoutent.

- Une pénurie "désastreuse" de préservatifs menace à cause du virus - AFP 9 avril 2020

Conséquence inattendue du coronavirus, une pénurie mondiale de préservatifs se profile à cause des nombreuses usines et circuits de distribution paralysés, a averti le principal fabricant du secteur: une situation qui pourrait se révéler "désastreuse" selon l'Onu. AFP 9 avril 2020

LVOG - Rappel : En 2018, le VIH ou sida a fait 770,000 morts dans le monde. 49,000 aux Etats-Unis. On s'en fout, vous comprenez ?

Et la question qui tue, sauf ceux qui la posent, il n'y a décidément pas de justice !

- Coronavirus : le bilan dans les Ehpad est lourd, les mesures ont-elles été prises à temps ? - euronews 9 avril 2020

L'opération visait à éliminer les plus vulnérables ou les plus faibles, les plus pauvres, ceux qui ne produisent plus.

- Le coronavirus semble frapper démesurément les Noirs aux Etats-Unis - AFP 8 avril 2020

Mais d'autres juridictions ont choisi de publier des chiffres qui sont alarmants: dans l'Illinois, les Noirs représentent 14% de la population mais 42% des décès de l'épidémie. A Chicago, c'est 72% des morts, alors qu'ils représentent moins d'un tiers des habitants: des disparités qui "coupent le souffle", a dit la maire de la ville, Lori Lightfoot.

A Washington, 13 des 22 morts étaient Noirs. "J'ai très peur de l'impact disproportionné que ce virus aura sur les Afro-Américains", a dit mardi la maire de la capitale américaine, Muriel Bowser, sur MSNBC.

En Caroline du Nord, 31% des morts étaient Noirs, contre 22% de la population. En Louisiane, où se trouve La Nouvelle-Orléans, la disproportion est plus grande encore: 33% des habitants sont Noirs mais 70% des morts l'étaient. AFP 8 avril 2020

LVOG - Alors que les faits parlent d'eux-mêmes, pour l'AFP il "*semble*", il existerait un doute, quelles pourritures !

Et pourquoi devrait-il y avoir beaucoup de morts aux Etats-Unis, sinon parce la majorité de la population était déjà en mauvaise santé, la preuve leur épidémie de pneumonie ou de grippe n'est pas saisonnière, elle s'étale sur toute l'année faisant entre 40 et 70.000 décès par an, j'ai pu l'observer sur un graphique publié dans un autre article.

Quand l'OMS est est un repère de voyous et de mafieux de la finance.

- Peut-on faire confiance à l'OMS? - Mondialisation.ca, 05 avril 2020

Extrait.

- Malgré les énormes scandales de conflits d'intérêts qui ont éclaté en 2009-2010 entre les grandes sociétés pharmaceutiques et l'OMS, l'OMS dirigée par Tedros n'a pas fait grand-chose pour éliminer la corruption et les conflits d'intérêts.

L'actuel Groupe Consultatif Scientifique d'Experts de l'OMS (SAGE) est truffé de membres qui reçoivent des fonds « financièrement importants » soit des grands fabricants de vaccins, soit de la Fondation Bill et Melinda Gates (BGMF) ou du Wellcome Trust. Dans le dernier affichage par l'OMS des 15 membres scientifiques du SAGE, pas moins de 8 avaient déclaré un intérêt, de par la loi, pour des conflits d'intérêts potentiels. Dans presque tous les cas, le principal bailleur de fonds de ces 8 membres du SAGE était la Fondation Bill et Melinda Gates, Merck & Co. (MSD), Gavi, la Vaccine Alliance (un groupe de vaccins financé par Gates), le BMGF Global Health Scientific Advisory Committee, Pfizer, Novovax, GSK, Novartis, Gilead, et d'autres acteurs majeurs du secteur des vaccins pharmaceutiques. Voilà pour l'objectivité scientifique indépendante à l'OMS.

Gates et l'OMS

Le fait que de nombreux membres du SAGE de l'OMS aient des liens financiers avec la Fondation Gates est très révélateur, même s'il n'est pas surprenant. Aujourd'hui, l'OMS est principalement financée non pas par les gouvernements membres des Nations Unies, mais par ce que l'on appelle un « partenariat public-privé » dans lequel dominent les sociétés privées de vaccins et le groupe d'entités parrainées par Bill Gates.

Dans le dernier rapport financier disponible de l'OMS, pour le 31 décembre 2017, un peu plus de la moitié du budget de plus de 2 milliards de dollars du Fonds Général de l'OMS provenait de donateurs privés ou d'agences externes telles que la Banque Mondiale ou l'UE. Les principaux bailleurs de fonds privés ou non gouvernementaux de l'OMS sont de loin la Fondation Bill et Melinda Gates, ainsi que l'Alliance pour les vaccins de l'Alliance GAVI financée par Gates, le Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme (GFATM) initié par Gates. Ces trois organismes ont fourni plus de 474 millions de dollars à l'OMS. À elle seule, la Fondation Bill et Melinda Gates a donné la somme astronomique de 324 654 317 dollars à l'OMS. En comparaison, le plus grand donateur étatique à l'OMS, le gouvernement américain, a donné 401 millions de dollars à l'OMS.

Parmi les autres donateurs privés, on trouve les plus grands fabricants de vaccins et de médicaments au monde, notamment Gilead Science (qui fait actuellement pression pour que son médicament serve de traitement pour le COVID-19), GlaxoSmithKline, Hoffmann-LaRoche, Sanofi Pasteur, Merck Sharp et Dohme Chibret et Bayer AG. Les fabricants de médicaments ont donné des dizaines de millions de dollars à l'OMS en 2017. Ce soutien de l'industrie privée pro-vaccins à l'agenda de l'OMS par la Fondation Gates et les grandes entreprises pharmaceutiques est plus qu'un simple conflit d'intérêts. Il s'agit d'un détournement de facto de l'agence des Nations Unies chargée de coordonner les réponses mondiales aux épidémies et aux maladies. En outre, la Fondation Gates, la plus importante au monde avec quelque 50 milliards de dollars, investit ses dollars exonérés d'impôts dans ces mêmes fabricants de vaccins, dont Merck, Novartis, Pfizer, GlaxoSmithKline.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que l'homme politique éthiopien Tedros Adhanom ait pris la tête de l'OMS en 2017. Tedros est le premier Directeur de l'OMS à ne pas être médecin, malgré son insistance à utiliser le titre de docteur. Il est docteur en philosophie en santé communautaire pour « des recherches sur les effets des barrages sur la transmission du paludisme dans la région du Tigré en Ethiopie ». Tedros, qui a également été Ministre des Affaires Étrangères de l'Éthiopie jusqu'en 2016, a rencontré Bill Gates lorsqu'il était Ministre de la Santé éthiopien et est devenu Président du Conseil d'administration du Fonds Mondial contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme, lié à Gates.

Sous la direction de Tedros, la corruption notoire et les conflits d'intérêts à l'OMS se sont poursuivis, voire accrus. Selon un récent rapport de l'Australian Broadcasting Corporation, en 2018 et 2019, sous Tedros, le programme d'urgence sanitaire de l'OMS, la section responsable de la réponse mondiale au COVID-19, a été cité avec la note de risque la plus élevée, notant « l'incapacité à financer adéquatement le programme et les opérations d'urgence [risque] de fournir des résultats inadéquats au niveau des pays ». Le rapport d'ABC a également constaté qu'il y a eu une « recrudescence des allégations de corruption interne dans l'ensemble de l'organisation, avec la détection de multiples stratagèmes visant à frauder de grosses sommes d'argent auprès de l'organisme international ». Pas très rassurant.

https://www.mondialisation.ca/peut-on-faire-confiance-a-loms/5643772

- L'OMS et le gouvernement martèlent qu'ils n'existeraient pas de remèdes efficaces, un sordide mensonge. Par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 04 avril 2020

Extrait.

Voici une multitude de remèdes qui se sont révélés très efficaces.

Le professeur français Didier Raoult, qui est l'un des cinq meilleurs scientifiques au monde dans le domaine des maladies transmissibles, a suggéré l'utilisation de l'hydroxychloroquine (Chloroquine ou Plaquenil), un médicament bien connu, simple et peu coûteux, également utilisé pour lutter contre le paludisme, et qui a montré son efficacité avec des coronavirus antérieurs tels que le SRAS. Dès la mi-février 2020, des essais cliniques réalisés dans son institut et en Chine ont déjà confirmé que le médicament pouvait réduire la charge virale et apporter une amélioration spectaculaire. Les scientifiques chinois ont publié leurs premiers essais sur plus de 100 patients et ont annoncé que la Commission nationale chinoise de la santé recommanderait la chloroquine dans ses nouvelles directives pour le traitement du virus COVID-19.

La Chine et Cuba collaborent à l'utilisation de l'interféron Alpha 2B, un médicament antiviral très efficace développé à Cuba depuis 39 ans, mais peu connu du monde entier, en raison de l'embargo imposé par les États-Unis sur tout ce qui provient de Cuba. L'interféron s'est également révélé très efficace dans la lutte contre COVID-19 et est maintenant produit dans une joint-venture en Chine.

Il existe un vieux médicament naturel indien/ayurvédique, la curcumine, qui se présente sous forme de capsules de C90. C'est un composé anti-inflammatoire et antioxydant qui a été utilisé avec succès pour traiter le cancer, les maladies infectieuses et, oui, les coronavirus.

D'autres remèdes simples mais efficaces comprennent l'utilisation de fortes doses de vitamine C, ainsi que de vitamine D3, ou plus généralement l'utilisation de micro-nutriments essentiels pour combattre les infections, notamment les vitamines A, B, C, D et E.

Les produits à base d'argent colloïdal sont un autre remède utilisé depuis des milliers d'années par les anciens Chinois, les Romains et les Égyptiens. Ils se présentent sous forme de liquide à administrer par voie orale, ou à injecter, ou à appliquer sur la peau. Les produits à base d'argent colloïdal renforcent le système immunitaire, combattent les bactéries et les virus, et ont été utilisés pour traiter le cancer, le VIH/sida, le zona, l'herpès, les affections oculaires, la prostatite – et la COVID-19.

Un remède simple et peu coûteux, à utiliser en combinaison avec d'autres, est le « Mentholatum » à base de menthol. Il est utilisé pour les symptômes courants de la grippe et du rhume. Appliqué sur et autour du nez, il agit comme un désinfectant et empêche les germes de pénétrer dans les voies respiratoires, y compris les coronavirus.

Le nord de l'Italie et la Nouvelle-Orléans rapportent qu'un nombre inhabituel de patients ont China Is Using Cuba's Interferon Alfa 2B Against Coronavirus ...dû être hospitalisés dans des unités de soins intensifs (USI) et être mis 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sous un respirateur artificiel à 90 %, certains d'entre eux ne réagissant pas et tombant en insuffisance respiratoire. Le taux de mortalité rapporté est d'environ 40%. Cette condition est appelée syndrome de détresse respiratoire aiguë, SDRA. Cela signifie que les poumons sont remplis de liquide. Lorsque cette description des épisodes de SDRA s'applique, le Dr. Raoult et d'autres collègues médicaux recommandent aux patients COVID-19 de « dormir assis » jusqu'à ce qu'ils soient guéris. Cela permet d'évacuer le liquide des poumons. Cette méthode est connue pour son efficacité depuis qu'elle a été documentée pour la première fois lors de l'épidémie de grippe espagnole de 1918.

Enfin, des chercheurs chinois, en coopération avec des scientifiques cubains et russes, développent également un vaccin qui pourrait bientôt être prêt à être testé. Ce vaccin tenterait de s'attaquer non seulement à un seul brin de coronavirus, mais aussi au génome de base de l'ARN coronaviral (ARN = acide ribonucléique), pour prévenir les nouvelles mutations des coronavirus. Contrairement à l'Occident, qui travaille exclusivement dans un but lucratif, le vaccin sino-cubano-russe serait mis à la disposition du monde entier à un prix modique. Mondialisation.ca, 04 avril 2020

- L'OMS rejette l'usage des masques chirurgicaux par la population - Réseau Voltaire 7 avril 2020

Organisation mondiale de la Santé a rejeté une nouvelle fois, ce 7 avril 2020, l'usage des masques chirurgicaux par la population pour lutter contre l'épidémie de Covid-19.

L'OMS souligne que ces masques sont destinés à protéger les malades des postillons du personnel hospitaliers. Ils n'ont aucune efficacité prouvée pour protéger les soignants qui les portent ou le public en général d'une quelconque contamination.

L'OMS note également que la généralisation de ces masques procure un faux sentiment de sécurité. Elle répète que seules des mesures d'hygiène (se laver les mains, aérer les locaux etc.) et une distance sociale peuvent protéger du virus.

Le port des masques chirurgicaux avait été recommandé par les autorités japonaises lors de l'épidémie de grippe espagnole, en 1918. Elle avait immédiatement été adoptée par de nombreux pays. Par la suite, elle s'est répandue dans toute l'Asie. Cependant cette mesure visait en réalité à garder le moral des populations et n'avait eu aucun impact sur l'épidémie. Réseau Voltaire 7 avril 2020

Totalitarisme. Vers la vaccination obligatoire ? Pourquoi ? Devinez.

Extrait.

Mondialisation.ca - La Fondation Bill et Melinda Gates sera la source de l'organisation de la vaccination de masse qui devrait être lancé dans la période qui suivra le confinement.

L'association de vaccination comprend la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI), une semi-ONG, à laquelle le NIH/NIAID a confié la supervision du programme de vaccination – avec le soutien de Bill Gates ; la GAVI, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination – également une création de Bill Gates, soutenue par l'OMS, également amplement financée par la Fondation Gates ; la Banque mondiale et l'UNICEF ; ainsi qu'une myriade de partenaires pharmaceutiques.

Bill Gates suggère aussi fortement que les voyageurs doivent avoir dans leur passeport un certificat de vaccination avant d'embarquer dans un avion ou d'entrer dans un pays.

La mise en œuvre du programme, y compris un programme mondial d'identité électronique connexe, éventuellement administré au moyen de nanopuces qui pourraient être intégrées au vaccin lui-même, serait supervisée par l'agence peu connue Agenda ID2020, qui est également une initiative de la Fondation Bill et Melinda Gates.

Bill Gates est également connu comme un fervent partisan d'une réduction drastique et sélective de la population. Sachant ce que nous savons, qui ferait confiance à tout vaccin portant la signature de Bill Gates. L'espoir que cette entreprise diabolique ne réussisse pas est fort important. Nous devons garder l'espoir jusqu'à la fin, alors la fin n'arrivera jamais – et peu à peu la Lumière noiera les Ténèbres. Mondialisation.ca, 04 avril 2020

Ce que le gouvernement et ses médecins véreux ne vous diront pas.

Début mars, le Chinese Journal of Infectious Diseases, hébergé par l'Association Médicale de Shanghai, a pré-publié un Consensus d'Expert sur le Traitement du Coronavirus à Shanghai. Les recommandations de traitement comprenaient « fortes doses de vitamine C… injectées par voie intraveineuse à une dose de 100 à 200 mg/kg par jour. L'utilisation continue doit permettre d'améliorer significativement l'indice d'oxygénation ».

C'est la raison pour laquelle 50 tonnes de vitamine C ont été expédiées dans la province de Hubei au début du mois de février. C'est un exemple frappant de solution simple « d'atténuation » capable de minimiser la catastrophe économique. Mondialisation.ca, 04 avril 2020

Le blog Les-Crises a rejoint le ministère de la Vérité de Big Brother ou Big Pharma.

- Hervé Seitz, ce scientifique montpelliérain qui accuse Didier Raoult d'être un « charlatan » - Les Crises 7 avril 2020

- Les énormes failles éthiques et méthodologiques dans l'essai Raoult : analyse, par Olivier Berruyer - Les Crises 7 avril 2020

- Chloroquine et Covid-19 : que faut-il en penser ? - Les Crises 7 avril 2020

Au-dessous du premier article figure la mention "commentaires fermés", ce scélérat ne les a pas fermés à un moment donné parce qu'il y en aurait eu trop, il les a fermés d'emblée pour éviter que des lecteurs s'expriment librement et contestent le contenu de cet article, idem pour celui sur la chloroquine.

Et ce n'est pas parce qu'il y aurait eu trop de commentaires à examiner avant de les mettre en ligne, puisque c'est un algorithme qui s'en charge automatique, un logiciel si vous voulez. Pourquoi ? Parce qu'il a du constater que cet algorithme ne pouvait pas stopper les commentaires trop nombreux qui le mettaient en cause.

Dans le second article, il ne figure plus aucun commentaire favorable à Raoult contrairement aux articles publiés antérieurement, de plus il est impossible au lecteur d'exprimer éventuellement son approbation à la suite de la lecture de cet article.

Les lecteurs ne possédant pas un esprit critique aiguisé, ferait bien d'éviter ce blog et beaucoup d'autres conçus uniquement pour les manipuler pour le compte de l'oligarchie. L'enfer est pavé de bonnes intentions, malheur à celui qui l'aurait oublié.

A propos du système immunitaire.

Pourlascience.fr - L'immunité est naturelle ou provoquée grâce à la vaccination.

Pendant des décennies, les manuels de biologie ont enseigné que les deux systèmes les plus compliqués de l'organisme –le cerveau et le système immunitaire– étaient quasiment isolés l'un de l'autre. Le cerveau gérait le fonctionnement du corps et le système immunitaire, sa défense. Chez les personnes en bonne santé, ils ne se rencontraient jamais. Seulement dans certaines maladies ou traumatismes, les cellules du système immunitaire pénétraient dans le cerveau et, dans ce cas, l'attaquaient.

Mais ces dernières années, une série de découvertes ont révolutionné la compréhension de ces deux systèmes. Les preuves accumulées indiquent que le cerveau et le système immunitaire interagissent en permanence, que l'on soit malade ou en bonne santé. Le système immunitaire vient en renfort en cas de lésion cérébrale, par exemple. Il aide aussi le cerveau à supporter le stress et participe à des fonctions cérébrales essentielles telles que l'apprentissage et le comportement social. Ce n'est pas tout. Le système immunitaire serait une sorte d'organe de surveillance qui détecte les microorganismes dans le corps et autour et en informe le cerveau, tout comme nos yeux transmettent des informations visuelles et nos oreilles, des signaux auditifs. En d'autres termes, le cerveau et le système immunitaire ne se contentent pas d'interagir plus souvent qu'on ne le pensait: ils sont intimement liés.

Pour comprendre l'importance de ces découvertes, il est utile de connaître les bases du fonctionnement du cerveau et du système immunitaire. Le cerveau est notre ordinateur de bord et notre principal régulateur. Avec la moelle épinière et plusieurs

nerfs crâniens – l'ensemble constitue le système nerveux central –, il contrôle toutes les fonctions de l'organisme. Ses unités fonctionnelles sont les neurones, qui occupent environ la moitié du cerveau.

Le cerveau humain compte près de 100 milliards de neurones que relient quelque 100 milliards de connexions, les synapses. Les neurones et divers types de cellules non neuronales, rassemblées sous le nom de glie, constituent le parenchyme cérébral, le tissu fonctionnel responsable du traitement de l'information. D'autres acteurs clés maintiennent l'intégrité de cette structure: les cellules stromales supportent les tissus parenchymateux, et les cellules endothéliales composent la paroi des vaisseaux sanguins qui alimentent le cerveau. Elles forment la barrière hématoencéphalique qui limite le passage des substances des autres régions de l'organisme vers le cerveau.

De son côté, le système immunitaire a deux composantes principales: l'immunité innée et l'immunité acquise. L'immunité innée est l'élément le plus primitif. Apparue il y a environ un milliard d'années chez les premières cellules, elle détecte et détruit les forces ennemies rapidement, mais sans grande précision. C'est la première ligne de défense de l'organisme contre les agents pathogènes, constituée de barrières physiques et chimiques et de cellules tueuses. L'immunité innée déclenche la réaction inflammatoire, dans laquelle les globules blancs envahissent le site d'infection et produisent des protéines qui induisent chaleur et gonflement, ce qui confine et détruit les agents pathogènes.

L'immunité acquise, apparue après la composante innée, englobe principalement des cellules, les lymphocytes T et B, capables de reconnaître un pathogène spécifique et de déclencher une attaque ciblée contre celui-ci. Dans un monde parfait, toutes les cellules de l'immunité acquise viseraient uniquement les agents pathogènes externes et ne toucheraient pas aux protéines ou cellules de l'organisme. Mais chez environ 1% de la population, l'immunité acquise s'emballe et attaque les cellules de l'individu, causant des maladies auto-immunes comme la sclérose en plaques, l'arthrite et certaines formes de diabète. pourlascience.fr 29 août 2018

La France, le pire Etat policier de la planète. Votre insouciance a pavé la voie au totalitarisme.

LVOG - Ils vous y auront préparé psychologiquement, ils sont sympas tout de même ? Non. Alors soulevez-vous !

- Édouard Philippe: "L'heure du confinement va durer" - AFP 8 avril 2020

Édouard Philippe a affirmé mardi à l'Assemblée nationale que le confinement pour lutter contre la propagation du coronavirus allait "durer", jugeant "très largement prématurée" toute question sur les conditions du déconfinement.

"Aujourd'hui c'est l'heure du confinement et l'heure du confinement va durer", a déclaré le Premier ministre lors de la séance des questions au gouvernement.

Le chef du gouvernement répondait aux députés alors que la France entre dans sa quatrième semaine de confinement, fixé jusqu'au 15 avril pour le moment. AFP 8 avril 2020

- Coronavirus : la Suède ne suit pas la stratégie du confinement - fr.euronews.com 8 avril 2020

Si les rassemblements de plus de 50 personnes sont interdits, les bars et les restaurants restent ouverts, tout comme les établissements scolaires. Et les rues sont loin d'être désertes.

Mercredi, la Suède comptabilisait en tout près de 700 décès liés au coronavirus et plus de 8 400 cas officiellement recensés. Mais comme dans beaucoup d'autres pays, ce dernier chiffre risque bien d'être sous-estimé, toutes les personnes présentant des symptômes n'étant pas testées. (En fait, il ne signifie rien, si la totalité de la population d'un pays était testée, on s'apercevrait qu'à la longue pratiquement 100% porteraient ce virus ou un autre sans qu'ils soient forcément malades. Il n'existe pas de barrière entre les êtres humains et les virus dès lors que le contact est établi. En revanche ils ne sont pas égaux en terme d'immunité, c'est aussi simple que cela. - LVOG)

La Grèce, où 80 personnes sont mortes du Covid-19, a déclaré qu'il pourrait y avoir un assouplissement du confinement en mai, mais uniquement si celui-ci est strictement respecté ces trois prochaines semaines.

En République tchèque, la Chambre des députés a voté la prolongation de l'état d'urgence au niveau national jusqu'au 30 avril.

Mais pour certains pays, la crise aura été de courte durée. C'est le cas au Danemark et en Norvège, qui ont annoncé la levée de certaines mesures de distance sociale. La Norvège autorisera la réouverture des crèches et des écoles primaires à partir du 20 avril, suivies de commerces non essentiels plus tard dans le mois. Au Danemark crèches et écoles doivent rouvrir dès la semaine prochaine. fr.euronews.com 8 avril 2020

Parviendront-ils à faire autant de dégâts que lors d'un krach boursier ? Les paris sont ouverts.

- Coronavirus : en France, 5,8 millions de salariés en chômage partiel, soit un sur quatre - BFMTV 8 avril 2020

Ce mardi, lors d'une audition en vidéoconférence au Sénat, Muriel Pénicaud a annoncé que 5,8 millions de salariés sont en chômage partiel, soit un sur quatre. Cette situation pourrait coûter 19,6 milliards d'euros, selon la ministre du Travail. "On est le seul pays à être à ce niveau de chômage partiel", a dit la ministre. BFMTV 8 avril 2020

- Chômage: la crise du coronavirus menace 1,25 milliard de travailleurs dans le monde - BFMTV 7 avril 2020

Le marché de l'emploi affronte avec la pandémie de coronavirus sa plus "grave crise depuis la deuxième guerre mondiale", 1,25 milliard de travailleurs courant un risque élevé de licenciement ou de réduction de salaire, estime l'Organisation internationale du travail (OIT).

Selon une nouvelle étude publiée mardi, cette agence de l'ONU estime que la pandémie du nouveau coronavirus devrait faire disparaître 6,7% des heures de travail dans le monde rien qu'au cours du deuxième trimestre de 2020, soit 195 millions d'équivalents temps plein (pour une semaine de travail de 48 heures).

Ces lourdes pertes en termes d'emplois sont attendues surtout dans les pays à revenu intermédiaire supérieur (100 millions d'équivalents temps plein touchés), une situation allant "bien au-delà des effets de la crise financière de 2008-09".

Les pays arabes et l'Europe devraient être fortement touchés, au prorata de leur population, mais en chiffres absolus, c'est la région Asie-Pacifique qui devrait souffrir le plus, en cette période de l'année.

Globalement, ces pertes dévastatrices en termes d'heures travaillées et d'emplois constitue "la crise mondiale la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale", prévient l'OIT.

Dans la population active mondiale de 3,3 milliards de personnes, plus de quatre personnes sur cinq (81%) sont ainsi actuellement affectées par la fermeture totale ou partielle des lieux de travail, selon l'OIT.

Ainsi, 1,25 milliard de travailleurs sont actuellement employés dans les secteurs identifiés comme courant un risque élevé de hausse "drastique et dévastatrice" de licenciements et de réduction des salaires et d'heures travaillées. Beaucoup de ces travailleurs occupent des emplois peu qualifiés, mal rémunérés.

"Les travailleurs et les entreprises traversent une catastrophe, aussi bien dans les économies développées que dans les économies en développement", a déclaré le directeur général de l'OIT, Guy Ryder, cité dans un communiqué. "Nous devons agir vite, ensemble et avec détermination. De bonnes mesures d'urgence peuvent faire la différence entre survie et effondrement", a-t-il ajouté.

La hausse finale du chômage mondial pour l'année 2020 dépendra pour beaucoup des mesures adoptées, prévient l'OIT, qui juge fort probable que l'incidence de la pandémie sur le chômage dans le monde soit nettement plus élevée que la projection initiale, publiée le 18 mars, qui était de 25 millions d'emplois perdus.

Les secteurs les plus à risque sont les services d'hôtellerie et de restauration, l'industrie manufacturière, le commerce de détail et les activités commerciales et administratives, détaille l'étude. "Ces secteurs à risque sont davantage présents dans la région des Amériques, suivies par l'Europe et l'Asie centrale", a détaillé M. Ryder, en conférence de presse. BFMTV 7 avril 2020

- Lufthansa ne voit pas de retour à la normale avant des années et s'impose une cure d'amaigrissement drastique - latribune.fr 7 avril 2020

Selon nos informations, certains en interne chez Lufthansa ne s'attendent pas à un retour de la demande au niveau de 2019 avant quatre à cinq ans. Par ailleurs, selon un document interne à Lufthansa Technick que Lufthansa n'a pas voulu commenter à part dire que ce n'était pas "une publication officielle", la situation actuelle pourrait durer jusqu'à fin septembre, et la remise en service des capacités ne commencerait réellement qu'à partir d'octobre avec une remise en vol lente des appareils permettant d'atteindre entre 25% et 75% (au mieux) des capacités d'ici à décembre.

Lufthansa va s'imposer une cure d'amaigrissement drastique. Comptant aujourd'hui 763 appareils, Lufthansa va réduire fortement la taille de sa flotte en se séparant définitivement de 42 appareils, notamment de nombreux gros-porteurs (six A380 d'ici à 2022, cinq B747-400, sept A340-600, trois A340-300) et 21 avions court et moyen-courriers A320. Swiss et Austrian vont également réduire la voilure.

Avec 87.000 employés au sein de la compagnie, plus de 60% du personnel sont ou seront inscrits au chômage partiel, dont 62.000 en Allemagne. latribune.fr 7 avril 2020

- Ces pays menacés de faillite par la crise du coronavirus - bfmtv.com 7 avril 2020

La crise du coronavirus ravive les craintes d'une vague de défauts de paiement de pays émergents et moins avancés, suscitant une multitude d'appels aux créanciers à reporter des échéances, voire à annuler partiellement la dette. (Dette qu'ils ont déjà remboursé plusieurs fois par le biais des intérêts déjà versés. - LVOG)

A l'image du Liban qui s'est retrouvé en défaut de paiement dès le 9 mars, ou de l'Argentine qui a reporté mardi à l'année prochaine le paiement de près de 10 milliards de dollars de dette, plusieurs pays émergents étaient déjà très affaiblis économiquement avant la pandémie.

"Avant même l'arrivée du coronavirus, nous avions déjà retrouvé des endettements proches des plus hauts historiques dans la quasi totalité des régions émergentes", a affirmé à l'AFP Julien Marcilly, chef économiste de l'assureur-crédit Coface.

En Afrique, les taux d'endettement étaient revenus à des niveaux "similaires" à ceux d'avant les annulations massives de dettes des années 2000, alors que ceux d'Amérique latine "se rapprochaient de ceux des années 1980", à l'origine de crises en cascades et de l'intervention du Fonds monétaire international dans la région, a rappelé Julien Marcilly.

Pris en étau entre le besoin d'accroître la dépense publique pour faire face à la crise sanitaire et celui de faire face à leurs échéances de dette, les émergents suscitent actuellement "la méfiance des marchés", a expliqué à l'AFP Christopher Dembik, responsable de la recherche économique chez Saxo Banque.

Dans ce contexte, les pays émergents et moins développés font face à une sortie massive de dollars que les investisseurs mettent à l'abri sur des marchés moins volatils.

"Au courant du mois de mars, vous avez eu pour les pays émergents des sorties de capitaux qui ont été quatre fois supérieures au montant observé en 2008-2009. C'est colossal", a affirmé Julien Marcilly, dressant une liste d'Etats qui pourraient se retrouver étranglés si des mesures ne sont pas prises.

"De nombreux pays africains vont se retrouver dans une situation difficile à l'image de l'Angola ou de la Zambie." Même tendance dans d'autres régions avec l'Equateur, sous programme avec le FMI, ou encore le Sri Lanka, la Tunisie ou le sultanat d'Oman ou Bahreïn. bfmtv.com 7 avril 2020

Vont-ils en profiter pour bombarder la Syrie, après avoir envisagé de kidnapper Maduro au Venezuela ?

- Damas responsable d'attaques chimiques en Syrie en 2017, selon l'OIAC - AFP 9 avril 2020

L'IIT (équipe d'identification et d'enquête de l'OIAC), chargée d'identifier les auteurs présumés d'attaques chimiques en Syrie, a conclu qu'il existe "des motifs raisonnables de croire que les auteurs" de ces attaques au sarin les 24 et 30 mars 2017 et au chlore le 25 mars 2017 "étaient des individus appartenant à l'armée de l'air arabe syrienne".

"Malgré les efforts de désinformation de la part des soutiens d'Assad en Russie et en Iran, il est clair que le régime syrien est responsable de nombreuses attaques chimiques", a commenté le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo.

"L'utilisation d'armes chimiques par un pays quel qu'il soit représente une menace inacceptable pour la sécurité de tous les Etats et ne peut pas rester impunie", a-t-il ajouté dans un communiqué.

Le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas a lui aussi dénoncé une "violation flagrante des lois internationales".

Human Rights Watch estime que les travaux de l'IIT "devraient lever tout doute sur le fait que l'Etat syrien a délibérément utilisé des armes chimiques contre son propre peuple", selon son directeur pour les Nations unies, Louis Charbonneau.

"Les conclusions de l'OIAC devraient être utilisées pour soutenir une forme de justice pénale pour les personnes responsables", a-t-il ajouté dans un communiqué.

Malgré de fortes objections de la part de la Syrie et de ses alliés, dont Moscou, une majorité des 193 Etats membres avaient voté en juin 2018 en faveur du renforcement des pouvoirs de l'OIAC, en l'autorisant à désigner l'auteur d'une attaque chimique et non plus seulement à documenter l'utilisation d'une telle arme.

Les conclusions de l'IIT "placent la Syrie en violation de la Convention sur les armes chimiques", a déclaré mercredi dans un tweet Peter Wilson, ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'OIAC.

"Les Etats parties doivent réagir", a-t-il ajouté. AFP 9 avril 2020

LVOG - Vous aurez admiré la formule il existe "*des motifs raisonnables de croire que*" pour porter une accusation aussi grave...

- Equateur : l'ex-président Rafael Correa condamné à huit ans de prison pour corruption - Franceinfo 8 avril 2020

L'ancien président socialiste, qui vit désormais en Belgique, a été condamné dans une affaire de corruption durant son gouvernement (2007-2017). Il réfute les accusations et dénonce un "mensonge". Franceinfo 8 avril 2020

Il y a eu la Nouvelle vague, la première vague, la deuxième, la troisième...

- Coronavirus : l'Italie dévoile les premiers éléments de sa stratégie de déconfinement - Franceinfo 6 avril 2020

Le chef de la Protection civile a évoqué, avec prudence, le 16 mai comme date possible d'entrée dans une "phase 2", synonyme de "coexistence avec le virus".

L'Italie pense à la suite. Au moment où le pays enregistre un nombre de morts quotidien au plus bas depuis plus de deux semaines, le ministre de la Santé a exposé, dimanche 5 avril, un plan stratégique en plusieurs points "pour sortir graduellement" de la pandémie de Covid-19.

En premier lieu, les autorités préconisent le port du masque généralisé. Une telle mesure est déjà obligatoire, depuis dimanche, en Lombardie, la région de Milan.

Le déconfinement passera aussi par une "distanciation sociale scrupuleuse, dans les lieux de vie et de travail," et par un réseau d'hôpitaux se consacrant au Covid-19 qui resteront ouverts après la crise pour empêcher un éventuel retour du virus. Le gouvernement prévoit de renforcer "les réseaux sanitaires locaux" afin que chaque malade identifié puisse être pris en charge, du dépistage à la mise en place d'un traitement. L'exécutif entend mener des tests dans la population pour déterminer le nombre précis de personnes contaminées.

Enfin, Rome envisage la mise en place d'une application sur smartphone, sur le modèle sud-coréen. Il s'agirait à la fois de cartographier les mouvements des malades diagnostiqués pendant les 48 heures ayant précédé l'infection et de favoriser la télémédecine afin, par exemple, de surveiller à domicile leur fréquence cardiaque et leur taux d'oxygène dans le sang.

Enfin, Rome envisage la mise en place d'une application sur smartphone, sur le modèle sud-coréen. Il s'agirait à la fois de cartographier les mouvements des malades diagnostiqués pendant les 48 heures ayant précédé l'infection et de favoriser la télémédecine afin, par exemple, de surveiller à domicile leur fréquence cardiaque et leur taux d'oxygène dans le sang.

Avec l'assouplissement des mesures de confinement, les premières activités qui devraient reprendre sont celles liées à la chaîne d'approvisionnement alimentaire et pharmaceutique. Cela devrait aussi être le cas des artisans dont les boutiques voient passer un nombre limité de personnes. Les bars, restaurants, discothèques ou salles de sport seront les derniers à rouvrir. Le moment venu, il est probable que leurs propriétaires devront prévoir une distance de sécurité d'au mois un mètre entre leurs clients, de même qu'avec leur personnel.

Les personnes souhaitant rentrer en Italie, soit environ 200 000 Italiens actuellement, selon les chiffres officiels, devront se mettre à l'isolement. Il leur faudra présenter, en montant à bord d'un avion ou d'un train, une déclaration sur l'honneur précisant l'adresse où ils devront se soumettre à une période de quarantaine.

Les transports publics devront maintenir une fréquentation basse. Cela sera rendu possible grâce à des contrôleurs chargés de faire respecter une distance entre les passagers, en n'utilisant qu'un siège sur deux ou en ne laissant monter qu'un nombre limité de personnes à bord des rames de métro, bus ou trains.

Un début de déconfinement le 16 mai ?

Apparemment arrivée sur "le plateau" de la pandémie, l'Italie n'a pas encore entamé la descente. "L'urgence n'est pas finie, a insisté le ministre de la Santé, Roberto Speranza. Le danger n'a pas disparu. Nous avons encore quelques mois difficiles devant nous, ne gâchons pas les sacrifices consentis." (Non, subis! - LVOG)

Le chef de la Protection civile, qui égrène chaque soir la litanie des victimes, a annoncé, vendredi, que la péninsule serait toujours confinée pour le pont du 1er mai, avant de préciser que la décision relevait exclusivement du gouvernement. Avec prudence, il a aussi évoqué le 16 mai comme date possible d'entrée dans une "phase 2", synonyme de "coexistence avec le virus", mais seulement "si l'évolution [de la pandémie] ne change pas". Franceinfo 6 avril 2020

Place et hommage au médecin.

- Coronavirus : pour Didier Raoult, "à Marseille, les choses sont très rassurantes concernant le traitement" - Yahoo 8 avril 2020

Dans une nouvelle vidéo mise en ligne mercredi, le Professeur Didier Raoult fait le point sur son fameux traitement à base de chloroquine contre le Covid-19. "À Marseille, les choses sont très rassurantes", a-t-il indiqué, alors que dans son IHU de la Timone, la courbe des malades est désormais "très décroissante".

Alors que la France vit son 23e jour de confinement, le Professeur Didier Raoult s'est montré optimiste mercredi concernant son fameux traitement hydroxychloroquine + azithromycine pour lutter contre le Covid-19. "On est en train de finir l'analyse des 1000 cas qu'on a traités ici (à l'IHU) et les choses sont très rassurantes, a-t-il indiqué dans une nouvelle vidéo mise en ligne. On n'a pas eu d'ennui cardiologique, donc tout va bien, un peu de patience...". Lorsque cette étude sera terminée, l'infectiologue espère qu'elle devienne "l'un des papiers, ou le papier de référence sur cette maladie".

"Comme d'habitude, les Nostradamus ont tort"

Le Professeur marseillais s'est également voulu rassurant concernant la courbe de l'épidémie dans la cité phocéenne, où de nombreux patients ont été testés et traités. "On est actuellement sur une courbe très décroissante, a fait remarquer Didier Raoult. Il y a encore 10 jours, on détectait en moyenne 350 patients par jour et aujourd'hui, on est aux alentours d'une centaine. Donc les choses vont beaucoup mieux. D'ailleurs on le voit, tous nos lits ne sont plus occupés. On a un Nostradamus qui prédisait qu'on n'aurait pas assez de lits de réanimation, mais ça se vide. Comme d'habitude, les Nostradamus ont tort..."

À l'inverse, le médecin s'est dit "inquiet" sur la situation dans les EHPAD où il pourrait "y avoir énormément de morts" vu que les personnes âgées sont la population “cible” du virus. "Je ne suis pas très convaincu par la stratégie du confinement aveugle, c'est à dire de mélanger des personnes positives et négatives, sans éviction des gens porteurs, a confié le patron de l'IHU Méditerranée Infection. Si on laisse des gens positifs au milieu des EHAPD, cela peut avoir des conséquences dramatiques".

Pour terminer, le très populaire professeur de microbiologie est revenu sur les controverses dont il fait l'objet, restant fidèle à sa ligne de conduite : "Je pense toujours la même chose, a-t-il dit. Face à une maladie infectieuse, il faut diagnostiquer, donc se donner les moyens de faire du diagnostic, il faut isoler les gens contagieux et il faut les traiter. C'est ce que je fais et je pense que c'est ce qu'il faut faire, car c'est la base de notre métier. Je suis un médecin infectiologue, ça fait 42 ans que je fais ce métier, et je vois toujours des malades, une fois par semaine, pour rester au contact avec la réalité et ne pas devenir un médecin de bureau".

Pour lui, il s'est creusé "un espèce de fossé entre la pratique médicale et des gens qui confondent la pratique médicale et la recherche". "À chaque fois que vous voyez un malade, c'est un malade que vous voyez, ce n'est pas un objet de recherche, a martelé Didier Raoult. (...) La médecine c'est de soigner au quotidien les gens qui sont malades en leur donnant un traitement. On ne dit pas aux gens ‘rentrez chez vous et si vous n'arrivez plus à respirer venez à l'hôpital’, ce n'est pas ça la médecine. (...) On est devenu fou parce que ce sont les gens qui ne font pas de médecine qui parlent de médecine". Yahoo 8 avril 2020

Les miliciens du ministère de la Vérité en action.

- Coronavirus : un entrepreneur placé en garde à vue pour avoir proposé de la chloroquine à ses salariés dans la Loire - Franceinfo 7 avril 2020

Le fondateur du groupe de chimie SNF a été placé en garde à vue, lundi 6 avril, à Montbrison (Loire), pour avoir proposé de la chloroquine aux salariés de sa société pouvant souffrir du Covid-19. Il a ensuite été relâché.

René Pich, 79 ans, a été entendu par les gendarmes dans le cadre d'une enquête pour "exercice illégal de la pharmacie et de la médecine", ouverte par le parquet de Saint-Etienne. "L'enquête a été ouverte à la suite d'un signalement effectué le 31 mars par l'inspection du travail de la Loire", précise le procureur de la République de Saint-Etienne, David Charmatz, confirmant une information de Libération et Mediapart.

Tout est parti d'une note du directeur général délégué, datée du 18 mars. René Pich y informe l'encadrement de l'entreprise d'Andrézieux-Bouthéon que SNF a fait l'acquisition de comprimés de phosphate de chloroquine. Le document invite les cadres à faire une demande "auprès de la direction pour la délivrance du produit" en cas de symptômes du Covid-19 chez

un salarié. La posologie à suivre y est même indiquée.

Une plainte du syndicat CFDT de la chimie a été déposée, vendredi, pour "mise en danger de la vie d'autrui, exercice illégal de la médecine et de la pharmacie et administration de substances vénéneuses". Franceinfo 7 avril 2020

LVOG - Peu importe les motivations de ce chef d'entreprise, ce qui nous intéresse ici c'est le comportement de cet inspecteur patronal du travail et de ce syndicat aussi patronal. Sous Vichy, ils auraient mérité la médaille de la francisque !

La promiscuité suicidaire des mégapoles-ghettos-surpeuplés fatale à la civilisation humaine.

- Quel est le secret de ces trois départements où aucune mort du Covid-19 n'a été recensée? - fr.sputniknews.com 9 avril 2020

Alors que la France a passé la barre des 10.000 morts, aucun décès dû au Covid-19 n'a été recensé jusqu'au 7 avril dans trois départements, à savoir le Lot, la Lozère et le Cantal, écrit Le Figaro après une enquête.

«Sur le plan sanitaire, la situation est stable», affirme le maire d'Aurillac, Pierre Mathonier, dans le Cantal. Il en va de même dans le Lot et la Lozère où aucune mort due au Covid-19 n'a été constatée jusqu'à présent, rapporte Le Figaro le 7 avril.

Les départements ont enregistré au maximum une vingtaine de personnes hospitalisées. Quant à leur nombre d'admis en réanimation, il «se compte sur les doigts d'une main».

«On est contents, heureux de voir qu'il y a peu de malades […]. On se penche davantage sur des formes de la maladie plus dures à évaluer, comme chez les personnes âgées. On fait attention à prendre en charge tous les malades suspects pour couper les chaînes de transmission», indique au Figaro Clément Theis, infectiologue au centre hospitalier d'Aurillac.

Analysant l'absence de morts du Covid-19 dans ces départements, Le Figaro indique qu'il s'agit de zones à faible densité de population «souvent raillées pour leur manque d'activité». Mais c'est probablement grâce à cela que leurs habitants réussissent à mieux gérer la crise.

«Les lieux de vie sont généralement des maisons, des petits propriétaires. On voit les gens jardiner chez eux, c'est moins difficile à vivre», observe Michel Vergnier, le maire de Guéret, dans la Creuse, où une seule personne a trouvé la mort à cause du coronavirus.

«C'est autrement plus difficile d'être coincé dans un immeuble où l'on n'a pas accès à l'extérieur, et on peut supposer qu'il y a moins de risque quand les personnes sortent», souligne Jean-Marc Vayssouze-Faure.

Un modèle de «confinement précoce»

Les premiers cas autochtones de Covid-19 ont été constatés dans le Cantal pendant le confinement, il y a trois semaines. Ainsi, les chaînes de transmission ont presque toutes été détruites, écrit Le Figaro.

«On est un modèle de confinement précoce qui marche très bien. Et en plus, on est dans une zone naturellement enclavée, avec peu d'urbanisations, où les habitations restent éparses», explique l'infectiologue Clément Theis. fr.sputniknews.com 9 avril 2020

Même un milicien d'extrême droite est moins pire que Macron et sa clique de tueurs à gage.

- Covid-19. Hydroxychloroquine, paracétamol... L'Inde reprend ses exportations de médicaments - Courrier international 7 avril 2020

Donald Trump a gagné. Alors qu'il réclamait depuis trois jours à l'Inde, l'un des plus gros producteurs mondiaux de médicaments, de renoncer au blocage des exportations de certaines molécules pour lutter contre le coronavirus, menaçant même ce pays de "représailles" s'il n'obtempérait pas, le président américain a obtenu satisfaction, mardi 7 avril. Le gouvernement Modi consent "finalement" à rouvrir ses frontières au paracétamol et à l'hydroxychloroquine (utilisée contre certaines maladies auto-immunes comme la polyarthrite rhumatoïde, à ne pas confondre avec la chloroquine qui est un anti-parasitaire utilisé contre le paludisme), relate l'Hindustan Times.

Cela se fera de manière encadrée toutefois : les exportations, qui avaient été interdites dès le 3 mars par Delhi s'agissant du paracétamol et d'une bonne vingtaine d'autres produits, et le 25 mars s'agissant de l'hydroxychloroquine, ne vont reprendre que "dans des quantités appropriées". Et elles ne pourront bénéficier qu'aux pays "voisins" qui "dépendent" de l'industrie pharmaceutique indienne, ainsi qu'aux pays "particulièrement affectés" par la pandémie. Sous entendu : les États-Unis.

L'hydroxychloroquine est officiellement recommandée par le groupe de travail qui conseille le gouvernement Modi pour deux catégories de population : "Les personnels soignants asymptomatiques amenés à être en contact avec des patients contaminés", ainsi que "les membres asymptomatiques de familles au sein desquelles des contaminations ont été confirmées en laboratoire". Courrier international 7 avril 2020

Haut de page

Le 10 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

On ajoutera des documents plus tard dans la journée, et j'ai encore un texte important à rédiger, il est déjà 13h13 heure locale (-3h30 en France).

Stimuler ses défenses immunitaires, sans oublier ses petites cellules grises, c'est fortement recommandé en cette période trouble ou particulièrement glauque et déprimante. Déjà que les Français sont les champions du monde des antidépresseurs, là ils risquent de péter grave un plomb !

Le plus fou et inquiétant, c'est la réaction des élites, des intellectuels en général, d'un grand nombre de membres du corps médical, des dirigeants du mouvement ouvrier, qui s'alignent sur la propagande officielle.

Pas étonnant.

Les décès dus à la démence ont plus que doublé entre 2000 et 2016, ce qui en fait la 5e cause de mortalité dans le monde en 2016 alors qu'ils n'arrivaient qu'en 14e position en 2000.

50 millions de personnes atteintes de démences (dont Alzheimer) dans le monde d'après l'OMS et 152 millions à l'horizon 2050.

Nombre de nouveaux cas de démences en 2015 : 9,9 millions, soit 1 nouveau cas toutes les 3 secondes. frm.org

Ca promet !

Vivre dans un monde pareil est un cauchemar ! Les plus à plaindre sont les jeunes.

Tout s'explique.

Au milieu du XIXe siècle et au début du XXe, il n'est pas étonnant que des organisations anarchistes et autres aient recouru au terrorisme ou l'aient théorisé tant la société était pourrie. D'autres verseront dans le gauchisme, la maladie infantile du communisme dira Lénine.

Un peu de cohérence et de mesure, s'il vous plaît.

"La pneumonie a coûté la vie à plus de 800 000 enfants de moins de cinq ans l'an dernier, soit un toutes les 39 secondes". pourquoidocteur.fr 12 novembre 2019

LVOG - Si on tient compte que 4 à 15% des 290 à 660.000 décès dans le monde attribués au virus de la grippe saisonnière sont en réalité causés par des coronavirus (à lire à la fin de cette causerie), on approcherait les 100.000 morts maximum. Et si cette année les décès dus au virus de la grippe saisonnière était en baisse comme les premiers rapports le montrent (Italie, France, etc.), la différence pourrait être compensée par les morts du coronavirus. Dans ce cas-là le nombre de décès pourrait être de 200 ou 300.000 morts sans que cela soit exceptionnel, soit moins de 0,05% de la population mondiale (7,5 milliards d'habitants).

OMS (Organisation Mondiale de la Santé).

Pneumonie

On estime que la pneumonie cause 15% du nombre total de décès d'enfants de moins de 5 ans. 922 136 enfants de moins de 5

ans sont morts de pneumonie en 2015.

Elle peut être provoquée par des virus, des bactéries ou des champignons.

a prévention est possible grâce à la vaccination, un état nutritionnel satisfaisant et une amélioration des facteurs environnementaux.

On peut traiter les pneumonies causées par les bactéries avec des antibiotiques, mais seulement un tiers des enfants reçoivent les antibiotiques dont ils ont besoin.

Paludisme.

En 2018, on estime à 228 millions le nombre de cas de paludisme dans le monde.

Le nombre estimé de décès imputables au paludisme s'est élevé à 405 000 en 2018.

Les enfants âgés de moins de cinq ans constituent le groupe le plus vulnérable touché par le paludisme ; en 2018, ils ont représenté 67 % des décès imputables au paludisme dans le monde (soit 272 000).

La part de la charge mondiale de morbidité palustre supportée par la Région africaine de l'OMS est disproportionnée. En 2018, 93 % des cas de paludisme et 94 % des décès imputables à cette maladie se sont produits dans cette Région.

https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/malaria

Dengue

La dengue est une infection virale transmise par les moustiques.

Cette infection provoque un syndrome de type grippal et peut évoluer à l'occasion vers des complications potentiellement mortelles, appelées dengue sévère.

L'incidence mondiale de la dengue a progressé de manière spectaculaire au cours des dernières décennies.

Environ, la moitié de la population mondiale environ est exposée au risque. La dengue sévit dans les régions tropicales et subtropicales du monde entier, avec une prédilection pour les zones urbaines et semi-urbaines.

Il n'existe pas de traitement spécifique pour la dengue ou la dengue sévère, mais la détection précoce et l'accès à des soins médicaux adaptés permettent de ramener les taux de mortalité en dessous de 1%.

On estime que, chaque année, 500 000 personnes atteintes de dengue sévère, dont une très forte proportion d'enfants, nécessitent une hospitalisation. Environ 2,5% d'entre eux en meurent.

https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/dengue-and-severe-dengue

VIH/sida

On comptait environ 37,9 millions de personnes vivant avec le VIH à la fin de 2018.

On a compté 770 000 décès en 2018 liés au virus et 1,7 million de nouvelles infections.

Plus des deux tiers des personnes vivant avec le VIH se trouvent dans la Région africaine de l'OMS (25,7 millions).

Le stade le plus avancé de l'infection à VIH est le syndrome d'immunodéficience acquise (sida), qui en l'absence d'un traitement peut mettre deux à 15 ans à apparaître selon le cas. Ce stade se définit par l'apparition de certains cancers, d'infections ou d'autres manifestations cliniques sévères.

https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/hiv-aids

Cancer

Le cancer qui constitue la deuxième cause de décès dans le monde a fait 8,8 millions de morts en 2015. Près d'un décès sur 6 dans le monde est dû au cancer.

Cela vous suffira-t-il pour comprendre cette machination infernale au coronavirus ou on continue ?

Question : Pourquoi y a-t-il si peu de gens qui meurent tranquillement pendant leur sommeil, alors que les conditions de vie et d'hygiène se sont considérablement améliorées par rapport à autrefois ?

Un journaliste regrette que les Indiens ne respectent pas tous les mesures de confinement ou que la situation ne soit pas pire encore.

- Envoyé spécial - "L'Inde est en train de mourir" : un reportage sur les conditions de confinement en Inde bouleverse Yahoo 10 avril 2020

Jeudi 9 avril, l'émission "Envoyé Spécial" sur France 2 a fait état de la situation déplorable en Inde. Face à la crise du coronavirus, le pays peine à imposer les mesures de confinement. Les premiers touchés sont les plus pauvres. Sur Twitter, le reportage a ému de nombreux internautes. Yahoo 10 avril 2020

LVOG - Ici, je vis dans un petit village au Tamil Nadu (Inde du Sud) et ma compagne Selvi est tamoule, rien de tout cela à notre connaissance pour le moment, mais il est vrai que Selvi s'inquiète pour les plus pauvres, dont sa famille puisqu'ils sont tous au chômage et ne reçoivent absolument aucune aide financière ou matérielle. Si le confinement devait durer au-delà du 14 avril, il arriverait forcément un moment où de nombreuses familles se retrouveraient sans moyen pour survivre.

Quant à cette pantomime, elle a fait 8 victimes au 9 avril sur 72 millions d'habitants au Tamil Nadu, soit 0,00001% de la population, quelle pandémie meurtrière !

Commentaires d'internautes.

- Au 10 Avril 2020 officiellement il y a 3700 cas de COVID-19 et 226 décès pour un pays de + 1,3 milliard d'habitants. Info ou intox ?

- Il y a 10 millions de décès par an en Inde, alors prétendre que le pays est en train de mourir du covid qui a fait 200 morts, c'est une blague?

- Quelle hypocrisie dans les commentaires twitter ! On dirait que les gens découvrent pour la première fois ce soir l'existence de quartiers pauvres sur la planète et réalisent qu'ils ne doivent plus se plaindre. Soit ils sont vraiment incultes, soit ils savent que ça existe depuis toujours mais préfèrent regarder leur nombril et se plaindre ...jusqu'au prochain reportage qui va les émouvoir et qu'ils oublieront le lendemain, comme tous ceux d'avant et ceux d'avant et ceux d'avant...

A quoi sert ce genre d'émission ignoble ? Réponse d'un internaute.

- "Un regard sur l'Inde qui permet de voir les Français. Ceux-ci découvrent soudainement qu'il y a des situations mille fois pires que la leur dans le monde eux qui n'arrêtent pas de se plaindre, de pleurnicher de critiquer comme des enfants gâtés, dans certains pays le danger c'est l'inconscience des pouvoirs publics qui voudraient rouvrir les écoles, s'opposent à la fermeture de commerces non essentiels, ou ne souhaitent pas empêcher de grands rassemblements ou alors comme on le voit dans ce reportage ferment tout empêchant la vie du plus grand nombre pour assurer la survie de quelques-uns. Pendant ce temps en France on gueule contre les erreurs ou les errements dans la crise en voulant partir en vacances tout en cherchant des coupables."

LVOG - Tous les travailleurs du monde entier sont embarqués dans la même galère, même si certains bénéficient de meilleures conditions que les autres pour affronter la situation à laquelle ils sont confrontés. Ensemble on s'en sortira, séparément on fera tous naufrage, voilà ce qu'il faut retenir.

- 19 pages au format pdf

A bas le confinement, faites tomber les masques, les gants c'est fait pour les mains sales !

Héraclite - « Toutes choses naissent selon la lutte ». Tout est en mouvement. La vie est un champ de bataille. (Relevé dans un article)

Ne quittez pas ce portail et ce courant politique, faites-les connaître.

Nous sommes demeuré fidèle à notre engagement politique, à nos principes, à notre cause, à notre idéal, nous

sommes incorruptibles, inoxydable, et les faits nous ont encore donné raison, en vain, hélas !

A aucun moment nous n'avons adopté ou soutenu le discours officiel. Nous nous sommes démené comme jamais pour parvenir à comprendre ce qui se passait réellement, et je crois que nous y sommes parvenu en grande partie, les points obscurs sont secondaires, ils recouvrent des questions auxquelles nous n'auront peut-être jamais de réponses ou dans des décennies, donc il est inutile de se focaliser dessus, pour autant ce que nous avons découvert est suffisant pour pouvoir continuer notre combat politique contre le régime. Nos dirigeants en choeur ont décidé de le ménager, c'est leur problème et pas le nôtre. Si la vérité est révolutionnaire, en s'en détournant ils ont signifié qu'ils avaient cessé de l'être voilà tout, dont acte.

Ce qui pourrait nous sauvez peut-être, c'est paradoxal mais c'est ainsi, c'est qu'à la longue la population ou la majorité parvienne à prendre conscience qu'elle est en présence d'une monstrueuse imposture fabriquée de toutes pièces, et qu'elle finisse par se soulever, à moins que cela lui serve de levier pour refonder le mouvement ouvrier. Car il faut bien constater qu'une fois de plus le mouvement ouvrier et sa prétendue avant-garde sont passés à côté ou se sont retrouvés dans le mauvais camp en refusant de dénoncer cette imposture. Ils sont pitoyables, pathétiques, inaudibles, inexistants, le coronavirus les a achevés, souhaitons-le car il n'en sortira jamais rien de bon dans l'avenir.

Alors reconstruisons une avant-garde révolutionnaire sur les bases du marxisme ou du socialisme.

Un complot mondial contre tous les peuples destiné à accroître le pouvoir de l'oligarchie financière...

Une pandémie fabriquée de toutes pièces, une pneumonie virale de type grippe saisonnière.

- La COVID-19 est un coronavirus qui est associé aux symptômes généraux de la grippe saisonnière et de la pneumonie. mondialisation.ca 08 avril 2020 (lire l'article plus loin ou le télécharger)

Ils l'ont fabriquée comme ils fabriquent les krachs boursiers, les guerres et le terrorisme pour les mêmes fins. Cela ne figure dans aucun manuel scolaire ou universitaire ou destiné à des militants, ni dans les récits des historiens officiels.

Frustrés ou privés de leur Troisième Guerre mondiale, ils se sont rabattus sur un malheureux virus.

- Bruno Le Maire : Il s'agit de la plus grande récession en France depuis 1945. lesechos.fr 9 avril 2020

Kristalina Georgieva, directriece du Fonds monétaire international (FMI) : "Les pires conséquences économiques depuis la Grande Dépression" de 1929.

Youpi les milliards coulent à flot !

- L'indice du CAC 40 affiche sur la semaine un rebond de presque 7%. - boursorama.com 9 avril 2020

- Gérald Darmanin et Bruno Le Maire : « Le plan d'urgence révisé à 100 milliards d'euros » - lesechos.fr 9 avril 2020

Coté jardin ensoleillé et plein de promesse, le bonheur

La Banque centrale américaine a frappé un grand coup jeudi en annonçant 2.300 milliards de dollars de nouveaux prêts pour soutenir l'économie et celle-ci pourrait rebondir assez rapidement, selon les autorités.

En Europe, après d'âpres tractations, les ministres des Finances sont parvenus à trouver un accord incluant 500 milliards d'euros disponibles immédiatement et un fonds de relance à venir. AFP 10 avril 2020

Côté cour lugubre et sordide, le malheur.

Les mesures de confinement, qui concernent plus de la moitié de l'humanité, ont pourtant un coût faramineux: des secteurs entiers de l'économie sont à l'arrêt, les échanges s'effondrent, le chômage s'envole. AFP 10 avril 2020

La pandémie de Covid-19, c'est aussi le risque de plus de pauvres encore dans le monde : un demi-milliard de personnes supplémentaires, entre 6 et 8% de la population de la planète, pourraient basculer dans la pauvreté si des plans de soutien ne sont pas rapidement mis en oeuvre. euronews 9 avril 2020

La voix de l'oligarchie. Ouf, "***toutes ces pertes sont néanmoins virtuelles***" ! Il n'y a que pour celui qui travaille qu'elles sont bien réelles.

- Coronavirus : le nombre de milliardaires dans le monde s'effondre - lepoint.fr 9 avril 2020

Le classement « Forbes » des plus grandes fortunes de la planète a vu la disparition de 226 milliardaires en quelques jours, expliquent « Les Échos ».

Les milliardaires, dont les fortunes sont investies dans les marchés actions, notamment dans les entreprises qu'ils dirigent ou dont ils sont les principaux actionnaires, sont ceux qui ont le plus perdu. (Sortez vos mouchoirs, ils osent tout ces salopards. - LVOG)

Le classement des personnalités les plus riches du monde publié par Forbes le 7 avril et relayé ce mercredi par Les Échos en est le premier signe. Au moment où le magazine américain finalise son classement, le 18 mars, on compte 2 095 milliardaires sur la planète contre 2 321 le 6 mars dernier.

Entre 2019 et 2020, rappelle le site des Échos, plus de la moitié des milliardaires ont vu leur fortune diminuer pour une perte cumulée de 700 milliards de dollars.

Jeff Bezos, l'homme le plus riche du monde, a vu sa fortune investie dans Amazon fondre, de 117 milliards de dollars entre le 6 et le 14 mars à 109 milliards, soit 8 milliards de dollars de moins en sept jours, d'après les chiffres en temps réel du magazine Forbes. La fortune de Bill Gates, le cofondateur de Microsoft, est, elle, passée en une semaine de 108,2 milliards de dollars à 103 milliards vendredi, en baisse de 5,2 milliards. Le Français Bernard Arnault, troisième homme le plus riche du monde et PDG de LVMH, a perdu pour sa part 14 milliards en une semaine, à 84,6 milliards.

L'homme d'affaires Warren Buffett, « l'oracle d'Omaha », a été pénalisé par la déroute des compagnies aériennes, dont son groupe Berkshire Hathaway est un actionnaire important. Sa fortune est passée de 81,6 milliards en fin de semaine dernière à 76,3 milliards vendredi. Mark Zuckerberg, qui complète le top 5, a vu sa richesse diminuer de 9,2 milliards de dollars à 62 milliards dans le sillage de la chute boursière de Facebook. Toutes ces pertes sont néanmoins virtuelles, car les grosses fortunes n'ont pas vendu leurs titres et pourront donc regagner l'argent perdu si les marchés se redressent. lepoint.fr 9 avril 2020

- Pour la troisième année d'affilée, ce classement est dominé par le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, dont la fortune (estimée à 113 milliards de dollars) a pourtant été amputée de 18 milliards de dollars cette année, notamment à cause d'un divorce coûteux. Viennent ensuite Bill Gates, fondateur de Microsoft (98 milliards de dollars), et le Français Bernard Arnault, PDG de LVMH (76 milliards de dollars). courrierinternational.com 8 avril 2020

LVOG - Outre la baisse de revenu que subissent les travailleurs due au chômage totale ou partiel rémunéré ou non en partie, ces 700 milliards de dollars correspondaient bien à quelque chose, eux ils n'étaient pas virtuels, ils étaient bien sortis de quelque part, ils avaient bien une origine.

Même s'ils étaient le produit de la planche à billets que possède les oligarques ou banquiers les plus riches et les plus puissants, il a bien fallu qu'ils se matérialisent à un moment ou un autre, qu'ils correspondent à de la richesse produite au cours du cycle du capital ou extorquée aux travailleurs, là où est issue la seule source de plus-value.

Il faut rappeler qu'en soi, la monnaie ou l'argent si vous préférez n'a aucune valeur, en revanche elle ne peut exister ou elle acquiert une valeur qu'à partir du moment où elle représente un capital qui lui-même n'est que de la plus-value (ou de la force de travail) accumulée.

En conclusion, ces 700 milliards de dollars et les milliers d'autres au total perdus dans le monde correspond à une destruction massive de forces productives qui se traduira concrètement pour les travailleurs par davantage de chômage, un appauvrissement généralisé et l'augmentation du taux d'exploitation.

La sordide imposture dévoilée.

Confirmation (causerie du 2 avril). Quand ils font une découverte ! Si le virus de la grippe avait été plus virulent, ils en seraient morts !

- Coronavirus : l'explication totalement inattendue à la forte mortalité en Italie - Futura 8 avril 2020

Un rapport dévoilé par le Ministère de la Santé italien avance une piste plus surprenante : la saison de la grippe, moins virulente cette année en raison de l'hiver très doux, aurait épargné davantage de personnes fragiles (en particulier ceux atteints de maladies cardiovasculaires et respiratoires) qui auraient du coup succombé au Covid-19.

Autrement dit, ces personnes qui seraient mortes de la grippe lors d'une saison normale ont survécu mais ont été finalement tuées par le coronavirus. « La mortalité [due à la grippe] dans les mois précédant l'épidémie de Covid-19 a été plus faible que prévu, avec une réduction de -6 % dans les villes du nord et de -3 % dans les villes du centre-sud », indique ainsi le rapport. C'est bien sûr loin d'être la seule explication, mais il est à noter que les plus de 70 ans représentent 85 % des morts en Italie, et que 99 % des personnes décédées souffraient au moins d'une pathologie existante. Futura 8 avril 2020

Lire l'article : Fausses données sur le coronavirus, campagne de peur. Propagation de l'infection de la COVID-19 par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 08 avril 2020

Le confinement ne sert à rien, sauf à tester le totalitarisme.

- Coronavirus Covid-19 : 4 infections sur 5 seraient asymptomatiques selon une étude - Sciences et Avenir 9 avril 2020

De nouvelles données chinoises laissent entendre que quatre infections sur cinq au coronavirus sont asymptomatiques.

Ce n'est pas une étude scientifique mais un article du British Medical Journal (BMJ) commentant des données rendues publiques par les autorités chinoises. Ces nouveaux chiffres en provenance de Chine indiquent que la très grande majorité des infections à coronavirus ne provoquent pas de symptômes. Selon ces chiffres émanant de la Commission Nationale Chinoise de la Santé – que l'on pourra évidemment croire sur parole ou pas – il apparaît ainsi que quatre infections à coronavirus sur cinq sont asymptomatiques. Ainsi, dans la journée du 1er avril, 130 des 166 nouvelles infections (78%) identifiées étaient asymptomatiques.

"Pourquoi nous confiner ?"

Dans cet article, Tom Jefferson, épidémiologiste et chercheur honoraire au Center for Evidence-Based Medicine de l'Université d'Oxford (Grande-Bretagne) s'exprime et déclare que ces résultats sont "très importants". Il pose aussi une très bonne question : "Ces chiffres suggèrent que le virus est partout. Si ces résultats sont représentatifs, alors nous devons nous demander: Pourquoi nous confiner ?" L'article rapporte également un paru sur le site web du Center for Evidence-Based Medicine où Jefferson et Carl Heneghan, le directeur du centre et le rédacteur en chef de British medical Journal Evidence Based Medicine, posent une autre excellente question : "La situation actuelle se résume à ceci : l'effondrement économique est-il le prix à payer pour arrêter ou retarder un virus qui circule déjà parmi nous ?" A méditer durant le temps du confinement. Sciences et Avenir 9 avril 2020

LVOG - L'effondrement économique, pour reprendre leur expression, était indispensable pour préparer la suite ou passer à l'étape suivante de leur stratégie destinée à instaurer un nouvel ordre mondial totalitaire.

Nettoyage ou écrémage en haut, broyeuse à déchets en bas, ainsi que nivellement vers le bas de tout ce qui se situait entre les deux, les classes moyennes.

Faites tomber les masques.

- Coronavirus : tous les masques, même chirurgicaux, seraient inefficaces - Futura 9 avril 2020

Des chercheurs sud-coréens ont mené des tests avec différents types de masques (masque en coton et masque chirurgical classique – on ne parle pas ici des masques N95 avec très haut niveau de filtration) et demandé à quatre patients de tousser sans et avec le masque. La charge virale a ensuite été mesurée à l'intérieur et à l'extérieur du masque. Résultat : «Ni les masques chirurgicaux ni les masques en coton ne filtrent efficacement le SRAS-CoV-2 lors de la toux des patients infectés», rapportent les auteurs.

Le problème réside dans la taille des particules capables de transporter le coronavirus SARS-CoV-2. Celles du SARS-CoV de l'épidémie de 2003 ont été estimées entre 0,08 et 0,14 µm. Or, de précédentes études ont montré que les particules de 0,04 à 0,2 µm peuvent pénétrer les masques chirurgicaux. L'expérience ne reflète cependant pas la capacité des masques à limiter la transmission du virus. «Il est possible qu'ils limitent quand même la distance de dissémination des gouttelettes», notent les auteurs. Si les masques ont bien une action antiprojection, ils protègent mal le porteur sain des microparticules aéroportées émises par une personne malade car celles-ci sont trop fines, rappellent d'ailleurs la plupart des infectiologues. Futura 9 avril 2020

Parole de médecin suivie de la gesticulation d'un cynique pantin.

Dernière interview de Didier Raoult (révélation choc) - Avril 2020

https://www.youtube.com/watch?v=_FFeaM2hNhI&feature=emb_title

Je l'ai visionné, excellent, soutien total ou inconditionnel au professeur Didier Raoult.

- Coronavirus : Macron à Marseille pour rencontrer le professeur Raoult - AFP 9 avril 2020

Emmanuel Macron à Marseille: l'étude de Didier Raoult estime à 91% l'efficacité de la chloroquine contre le Covid-19 - sputniknews.com 9 avril 2020

En plein débat sur l'utilisation de la chloroquine dans le traitement du Covid-19, le Président français s'est rendu ce 9 avril à l'IHU Méditerranée Infection de Marseille pour rencontrer le Dr Didier Raoult, fervent adepte de l'utilisation de cette substance contre le coronavirus. Le professeur lui a réservé l'exclusivité de son étude sur les résultats de traitements administrés à 1.061 patients traités par hydroxychloroquine et azithromycine, ont indiqué Les Échos. Ce déplacement n'avait pas été annoncé.

«Vous verrez dans les résultats que la mortalité est de l'ordre de 0,5% et que le taux de guérison est extrêmement élevé. Ce traitement a déjà été utilisé par d'autres services de l'AP-HM, avec des résultats comparables, indépendamment de notre équipe. Nous mettons en prépublication le résumé de cet article en anglais et un tableau qui résume l'ensemble de nos données pour que ceci puisse servir éventuellement à des décisions politiques», a-t-il précisé, cité par le journal.

Au cours de ses recherches, le professeur Raoult a étudié 59.655 échantillons prélevés sur 38.617 patients qui ont été testés entre le 3 mars et le 9 avril 2020.

Sur les 3.165 patients soignés à l'IHU, 1.061 ont reçu le traitement préconisé par le professeur. L'âge moyen de ce groupe était de 43,8 ans et 46,4% étaient des hommes.

«La guérison virologique a été obtenue chez 973 patients en 10 jours», soit un taux de 91,7%, calcule l'étude.

Un mauvais résultat a été observé pour 46 patients (4,3%), tandis que 10 ont été transférés en soins intensifs, et cinq, âgés de 74 à 95 ans, sont décédés, détaille-t-elle.

«La combinaison HCQ-AZ, lorsqu'elle est démarrée immédiatement après le diagnostic, est un traitement sûr et efficace pour Covid-19, avec un taux de mortalité de 0,5% chez les patients plus âgés. Il évite l'aggravation et élimine la persistance et la contagiosité du virus dans la plupart des cas», conclut le chercheur, cité par le journal. sputniknews.com 9 avril 2020

LVOG - Cela dit, un certain nombre de malades légers auraient pu se rétablir sans traitement. Comme il est impossible de les comptabiliser dans ce genre de test, il y en a qui hurlent à la supercherie en choeur avec la meute enragée élyséenne ou médiatique corrompue par les trusts pharmaceutiques ou par choix idéologique. Laissons-les aboyer et crever !

Commentaires d'internautes

1- Ils essayent de gagner du temps pour laisser le champs libre à Pasteur en tête de liste... puis Sanofi, Bayer...Bref tout cela est une affaire d'ego, de fric et rien de plus. Raoult leur a cassé leurs plans et ils sont vraiment très ennuyés.

2- Macron est déjà mort politiquement, il a fait retarder tant qu'il a pu les traitements pour faire plaisir à ses copains de l'industrie pharmaceutique avec la complicité des médias.

Sans les réseaux sociaux, on n'aurait rien su des avancées du Professeur Raoult. Tous ces morts qu'on aurait pu sauver ou au moins traiter, c'est plus qu'une faute, c'est un crime.

LVOG - Ils seraient morts de la grippe ou un autre virus cette année à l'année suivante, il faut bien mourir un jour !

3- Trop tard Macron ça fait deux mois que Pr. Raoult dit que le traitement est efficace ! C'est trop grave !

4- Beaucoup plus grave que le coronavirus, le macronavirus ! hélas le Pr Raoult n'a pas le remède ...

C'est nous, le peuple qui avons ce remède : le chasser impitoyablement.

LVOG - Tout de suite !

5- Les labo ne jurent que par les médicaments nouveaux sans génériques (qu'ils inventeront) pour se faire un max de pognon. Raoult, même s'il était un charlatan il serait détesté parce qu'il propose une solution avec un médicament déjà sur le marché, donc moins cher et avec des génériques. Pour les labos, il est l'homme à abattre.

6- Les publications du professeur Raoult dans des revues scientifiques internationales montrent que la chloroquine est efficace et reconnue par le monde médical. Ses détracteurs veulent promouvoir vaccin obligatoire, traçage de la population et de ses itinéraires, de ses rencontres, limitation des déplacements. Nous n'accepterons jamais de vivre dans un tel état policier pire que dans le roman 1984 de George Orwell.

LVOG - Pire, ce serait difficile à imaginer !

7- 67 millions de français en détention à domicile alors qu'il y a un médicament inventé en 1934 et très connu, la chloroquine, qui est totalement efficace pour guérir le coronavirus en 4 ou 5 jours. Cherchez l'erreur...

LVOG - Chez les personnes présentant les premiers symptômes ou peu de temps après, ensuite il est trop tard et il faut recourir à d'autres traitements.

Un numéro de fakir. Après plus blanc que blanc, plus nul que nul ou la "***nullité***", médiocrité ordinaire.

- Ruffin : Le gouvernement a "transformé sa nullité en doctrine" sur les masques et les tests - AFP 9 avril 2020

"Le confinement est un pis-aller, c'est ce qui se faisait au Moyen-Âge, on enferme les gens chez eux", a assené l'élu de la Somme sur France 2, même s'il n'a pas contesté sa nécessité. "Ca doit se conjuguer avec des tests, des tests, des tests: en Chine et en Corée ça a marché".

"Il y a un mois de perdu dans la montée en puissance du dépistage", a ajouté François Ruffin, prenant l'exemple d'un laboratoire privé de son département, qui lui a dit attendre le signal du gouvernement pour fabriquer plus de tests.

"Quant aux laboratoires publics, on vient juste de décider de les mobiliser alors qu'ils pouvaient faire 150.000 à 300.000 tests par semaine", a-t-il martelé.

Selon lui, "on a transformé notre nullité en doctrine: comme le gouvernement ne s'est pas donné les moyens de tester, il a dit "on n'a pas besoin de tests". Ils ont fait le même coup pour les masques".

Le personnel soignant a déploré le manque de masques et de tests à sa disposition pendant plusieurs semaines. Le gouvernement a annoncé début avril avoir commandé 1,5 milliard de masques.

"Je suis pour l'union derrière les soignants. Pas derrière le gouvernement, pas derrière Macron, pas une minute, car ils ont une responsabilité", a insisté François Ruffin. "Ca fait deux ans qu'ils sont alertés sur les difficultés de l'hôpital public par les soignants, (...) qui n'ont essuyé que le silence et le mépris". AFP 9 avril 2020

LVOG - Moi aussi, il y a un mois ou davantage, j'ai cru plus ou moins aux solutions mis en oeuvre en Chine, puis en étant plus amplement informé je me suis posé de nouvelles questions et petit à petit j'ai cessé d'y croire. Bref, j'ai dû infléchir ma position ou en changer complètement, normal quand on n'est pas borné ou lorsque la cause qu'on défend prévaut sur tout intérêt personnel, ce qui n'est manifestement pas le cas de Rufin.

Pourquoi se sent-il obligé de marteler "pas derrière le gouvernement, pas derrière Macron, pas une minute", pour faire oublier que l'orientation politique de LFI est opportuniste et tue plus qu'elle ne sauve de travailleurs ?

Et le paradoxe, si Macron était encore en place en 2022, c'est qu'on serait sans doute obligé d'appeler à voter pour le candidat de LFI pour avoir une chance de ne pas voir réélu Macron. Je le signale dès maintenant pour qu'on ne m'accuse pas plus tard d'être en contradiction avec moi-même.

Le saviez-vous ou ce qu'il faut aussi savoir.

- Fausses données sur le coronavirus, campagne de peur. Propagation de l'infection de la COVID-19 par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 08 avril 2020

Introduction

Ne vous laissez pas induire en erreur par la campagne de peur, qui pointe vers une catastrophe mondiale de coronavirus avec des « prédictions » répétées que des centaines de milliers de personnes vont mourir.

Ce sont de grands mensonges. Les évaluations scientifiques des effets de la COVID-19 sur la santé ont été retenues, elles ne font pas les gros titres dans les médias.

Alors que la COVID-19 constitue un problème de santé grave, pourquoi est-il l'objet de la peur et de la panique ?

Selon l'OMS, « les symptômes les plus fréquemment signalés [COV-19] sont la fièvre, la toux sèche et la difficulté à respirer, et la plupart des patients (80 %) ont souffert de maladies légères« .

Examinez les titres contradictoires :

Selon l'Organisation mondiale de la santé, les personnes infectées souffrent généralement de légers symptômes et guérissent en deux semaines environ.

Capture d'écran de The Hill

Fauci estime que le coronavirus pourrait tuer jusqu'à 200 000 Américains

Un grand spécialiste américain des maladies infectieuses met en garde contre le fait de figurer dans une « cible mouvante » qui pourrait facilement se tromper

-coronavirus- mises à jour américaines en direct

-mises à jour globales en direct

– voir toute notre couverture des coronavirus

Santé et science

Selon un haut responsable de la santé américaine, le coronavirus est 10 fois plus « mortel » que la grippe saisonnière.

Selon l'OMS et John Hopkins Medicine (voir ci-dessous), les risques de mourir de la grippe sont plus élevés que pour la COVID-19.

Source; John Hopkins Medicine

OMS: sujets de santé, pays, salle de presse, urgences, à propos de nous

home/newsroom/detail/ jusqu'à 650 000 personnes meurent chaque année de maladies respiratoires liées à la grippe saisonnière

Décès

COVID-19 : environ 65 711 décès signalés dans le monde entier ; 8 503 décès aux États-Unis, en date du 5 avril 2020

Grippe : 291 000 à 646 000 décès dans le monde ; 12 000 à 61 000 décès par année aux États-Unis

De plus, les médias ne reconnaissent pas qu'il existe des traitements simples et efficaces pour traiter la COVID-19. En fait, les rapports sur le traitement de la COVID-19 sont supprimés. Et la question de la « récupération » est à peine mentionnée.

Des titres et des reportages télévisés persistants. La peur et la panique. Ni l'OMS ni nos gouvernements n'ont pris la peine de nous rassurer.

Selon le dernier battage médiatique, citant et souvent déformant l'opinion scientifique (CNBC)

William Feuer @WILLFOIA: Le coronavirus pourrait tuer des millions d'Américains : « Faites le calcul », dit le conseiller du CDC

Publié THU, Mar 19 2020 + 9:09 AM EDT

Les modèles statistiques des groupes de réflexion de Washington prévoient un scénario de dévastation suggérant que « plus d'un million d'Étasuniens pourraient mourir si la nation ne prend pas des mesures rapides pour arrêter sa propagation le plus vite possible ».

Un modèle des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) suggère qu'entre 160 et 210 millions d'Américains pourraient contracter la maladie en un an. Sur la base des données de mortalité et de la capacité actuelle des hôpitaux, le nombre de décès selon les scénarios du CDC allait de 200 000 à 1,7 million. (The Hill, 13 mars 2020)

La vérité cachée: une crise mondiale sans précédent

La vérité tacite est que le nouveau coronavirus fournit un prétexte aux puissants intérêts financiers et aux politiciens corrompus pour déclencher dans le monde entier une spirale de chômage de masse, de faillite, d'extrême pauvreté et de désespoir.

C'est là le véritable tableau de ce qui se passe. Le « verrouillage de la planète » est un empiètement sur les libertés civiles et le « droit à la vie ». Des économies nationales entières sont en danger. Dans certains pays, la loi martiale a été déclarée.

Les petits et moyens capitaux sont censés être éliminés. Le grand capital prévaut. Une concentration massive de la richesse des entreprises est en cours.

Un « nouvel ordre mondial » diabolique est en train de se mettre en place, comme le suggère Henry Kissinger (avis du WSJ, 3 avril 2020) :

« La pandémie de coronavirus modifiera à jamais l'ordre mondial ».

Rappelez-vous la déclaration historique de Kissinger de 1974 : « Le dépeuplement devrait être la plus haute priorité de la politique étrangère américaine envers le Tiers Monde ». (Mémorandum du Conseil national de sécurité de 1974)

Cette crise est sans précédent dans l'histoire du monde. Elle déstabilise et détruit la vie des gens dans le monde entier. C'est une « guerre contre l'humanité ».

Bien qu'elle soit présentée à l'opinion publique mondiale comme une urgence sanitaire mondiale de l'OMS, ce qui est réellement en jeu, ce sont les mécanismes de la « guerre économique » entretenue par la peur et l'intimidation, avec des conséquences dévastatrices.

Les impacts économiques et sociaux dépassent de loin ceux attribués au coronavirus. Voici quelques exemples d'un processus mondial :

Pertes d'emplois et licenciements massifs aux États-Unis, avec plus de 10 millions de travailleurs qui déposent des demandes d'allocations de chômage.

En Inde, un lock-out de 21 jours a déclenché une vague de famine et de désespoir affectant des millions de travailleurs migrants sans abri dans tout le pays. Pas de confinement pour les sans-abri : « trop pauvres pour se payer un repas ».

L'appauvrissement en Amérique latine et en Afrique subsaharienne est indescriptible. Pour de larges secteurs de la population urbaine, les revenus des ménages ont littéralement été anéantis.

En Italie, la déstabilisation de l'industrie du tourisme a entraîné des faillites et une hausse du chômage.

Dans de nombreux pays, les citoyens sont l'objet de violences policières. Au Kenya et en Afrique du Sud, cinq personnes participant à des manifestations contre la fermeture ont été tuées par la police.

L'urgence sanitaire mondiale de l'OMS a été déclarée le 30 janvier, alors qu'il y avait 150 cas confirmés en dehors de la Chine. Dès le départ, elle était basée sur un Gros Mensonge.

De plus, le moment de l'urgence de l'OMS a coïncidé avec les guerres en cours aux États-Unis ainsi qu'avec l'instabilité financière qui se produisait sur les marchés boursiers du monde entier.

Le verrouillage mondial qui engendre la destruction économique mondiale est-il lié de quelque manière que ce soit au programme militaire mondial des États-Unis d'Amérique ?

« La pandémie de coronavirus amplifie la brutalité de la politique étrangère américaine »

Il s'agit d'un processus extrêmement complexe que nous avons examiné en détail au cours des deux derniers mois. Consultez nos archives sur les coronavirus.

Pour inverser la tendance, nous devons affronter les mensonges. Et les mensonges sont accablants. Une initiative de contre-propagande est nécessaire.

Quand le mensonge devient la vérité, il n'y a pas de retour en arrière.

Partie II.

La deuxième partie de cet article se concentrera en grande partie sur les questions suivantes :

- la définition de la COVID-19 et l'évaluation du nombre de « cas confirmés »,

- les risques pour la santé des personnes,

- la façon dont l'épidémie présumée est mesurée et identifiée.

La propagation de l'infection COVID-19

Dans de nombreux pays, dont les États-Unis, il n'existe pas de test de laboratoire précis permettant d'identifier le COVID-19 comme étant la cause d'une infection positive. En attendant, les médias ne se contentent pas de citer des statistiques peu fiables, ils prévoient un scénario catastrophe.

Remettons la discussion sur COVID-19 dans son contexte.

Qu'est-ce qu'un coronavirus humain ? « Les coronavirus sont partout ». Ils sont classés comme « la deuxième cause principale de rhume (après les rhinovirus) ». Depuis l'épidémie de SRAS (coronavirus du syndrome respiratoire aigu sévère) de 2003, plusieurs (nouveaux) coronavirus ont été identifiés. Le COVID-19 est classé comme un nouveau ou nouveau coronavirus initialement nommé SARS-CoV-2.

Selon le Dr Wolfgang Wodarg, la pneumonie est « régulièrement causée ou accompagnée par des coronavirus ». Et cela a été le cas pendant de nombreuses années avant l'identification du COVID-19 en janvier 2020 :

C'est un fait bien connu que dans chaque « vague de grippe », 7 à 15 % des maladies respiratoires aiguës (IRA) sont accompagnées de coronavirus ».

La COVID-19 appartient à la famille des coronvirus qui déclenchent les rhumes et la grippe saisonnière. Nous aborderons également les tests de laboratoire nécessaires pour estimer les données ainsi que la propagation de la COVID-19. L'OMS définit la COVID-19 comme suit :

« Les symptômes les plus fréquemment signalés [de la COVID-19] comprennent la fièvre, la toux sèche et l'essoufflement, et la plupart des patients (80 %) ont souffert d'une maladie légère. Environ 14 % ont souffert d'une maladie grave et 5 % ont été gravement malades. Les premiers rapports suggèrent que la gravité de la maladie est associée à l'âge (>60 ans) et à une maladie co-morbide ». (en se basant largement sur l'évaluation de l'OMS de la COVID-19 en Chine)

Le prestigieux New England Journal of Medicine (NEJM), dans un article intitulé Covid-19 – Navigating the Uncharted,

https://www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMe2002387 donne la définition suivante :

Les conséquences cliniques globales de Covid-19 pourraient finalement s'apparenter davantage à celles d'une grippe saisonnière grave (qui a un taux de létalité d'environ 0,1 %) ou d'une grippe pandémique (semblable à celles de 1957 et 1968) plutôt qu'à une maladie semblable au SRAS ou au SRASM, qui ont eu des taux de létalité de 9 à 10 % et 36 %, respectivement ».

Ces évaluations confirment que le COVID-19 est apparenté à la grippe saisonnière et à la pneumonie, classées comme des

infections respiratoires contagieuses.

Si les définitions ci-dessus avaient fait la une des journaux, il n'y aurait eu ni crainte ni panique.

La COVID-19. Tests et collecte de données

La pandémie de grippe H1N1 2009. Déjà vu

Ce n'est pas la première fois qu'une urgence sanitaire mondiale est appelée par l'OMS en liaison étroite avec les grandes entreprises pharmaceutiques.

En 2009, l'OMS a lancé la pandémie de grippe porcine H1N1 en prédisant que « jusqu'à 2 milliards de personnes pourraient être infectées au cours des deux prochaines années, soit près d'un tiers de la population mondiale« . (Organisation mondiale de la santé, tel que rapporté par les médias occidentaux, juillet 2009).

Un mois plus tard, le directeur général de l'OMS, Dr Margaret Chan, a déclaré que « les fabricants de vaccins pourraient produire 4,9 milliards de vaccins contre la grippe pandémique par an dans le meilleur des cas »,(Margaret Chan, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cité par Reuters, 21 juillet 2009)

Tout en créant un climat de peur et d'insécurité, indiquant l'imminence d'une crise mondiale de santé publique, l'OMS a néanmoins reconnu que les symptômes du H1N1 étaient modérés et que « la plupart des gens se remettront de la grippe porcine en une semaine, tout comme ils le feraient des formes de grippe saisonnières » (déclaration de l'OMS, citée dans l'Independent du 22 août 2009).

Et le Conseil des conseillers en science et technologie du président Obama a déclaré avec autorité, « rassurant l'opinion publique » que « la pandémie de H1N1 est une menace sanitaire sérieuse… pour les États-Unis – pas aussi grave que la pandémie de grippe espagnole de 1918 mais pire que l'épidémie de grippe porcine de 1976 ».

Fausses données sur le H1N1

À bien des égards, la pandémie de grippe H1N1 2009 révèle les problèmes de collecte et d'analyse des données auxquels nous sommes actuellement confrontés en ce qui concerne la COVID-19.

Après l'apparition de la grippe porcine H1N1 au Mexique, la collecte de données a été au départ maigre et incomplète, comme le confirment les déclarations officielles. Le Centre de contrôle des maladies (CDC), basé à Atlanta, a reconnu que les données recueillies aux États-Unis étaient des chiffres de « cas confirmés et probables« . Il n'y avait cependant pas de répartition entre « confirmé » et « probable ». En fait, seul un faible pourcentage des cas signalés ont été « confirmés » par un test de laboratoire.

Aucune tentative n'a été faite pour améliorer le processus de collecte des données en termes de confirmation en laboratoire. En fait, c'est plutôt le contraire. À la suite de l'annonce d'une pandémie de niveau 6 par le Dr Margaret Chan, l'OMS et les CDC ont décidé que la collecte de données sur les cas individuels confirmés et probables n'était plus nécessaire pour déterminer la propagation de la grippe porcine. Un mois après l'annonce de la pandémie de niveau 6, l'OMS a interrompu la collecte des « cas confirmés ». Elle n'a pas exigé des pays membres qu'ils envoient les chiffres relatifs aux cas confirmés ou probables. (OMS, Note d'information, 2009)

Sur la base de données incomplètes, maigres et supprimées, l'OMS a néanmoins prédit avec autorité que : « pas moins de 2 milliards de personnes pourraient être infectées au cours des deux prochaines années, soit près d'un tiers de la population mondiale« . (Organisation mondiale de la santé, tel que rapporté par les médias occidentaux, juillet 2009).

En 2010, le Dr Margaret Chan et l'OMS ont fait l'objet d'une enquête du Parlement européen :

PACE: L'APCE va préparer un rapport sur la gestion de la pandémie de grippe porcine

26/01/2010 11:02:52 affaires sociales, santé et développement durable

« Les décisions relatives aux pandémies sont-elles prises uniquement sur la base des meilleures preuves scientifiques « , a été la question posée lors d'une audition publique de la commission des affaires sociales, de la santé et de la famille de l'APCE en janvier dernier, qui s'est penchée sur la gestion de la pandémie de H1N1. Le responsable de la grippe de l'Organisation mondiale de la santé a défendu son organisation, affirmant que ses conseils n'avaient pas été influencés de manière inappropriée par l'industrie pharmaceutique.

La commission a maintenant l'intention d'organiser une deuxième audition publique à Paris, avec la participation de responsables gouvernementaux qui ont traité de la pandémie. Le rapporteur Paul Flynn (Royaume-Uni, SOC) doit également se rendre au siège de l'OMS à Genève. Son rapport devrait être disponible fin avril, pour un éventuel débat en plénière en juin.

« Cas confirmés » : La méthodologie du CDC (Centre pour le contrôle et la prévention des maladies) aux États-Unis

La méthodologie des CDC en 2020 est largement similaire (avec des changements mineurs de terminologie) à celle appliquée à la pandémie de grippe H1N1 en 2009. Les « cas probables » ont été remplacés par les « cas présumés ».

Cas présumés contre cas confirmés

Selon le CDC, les données présentées pour les États-Unis comprennent les cas positifs « confirmés » et « présumés » de COVID-19 signalés au CDC ou testés au CDC depuis le 21 janvier, 2020?.

Les données positives présumées ne confirment pas l'infection par le coronavirus : Les tests présomptifs impliquent « l'analyse chimique d'un échantillon qui établit la possibilité qu'une substance soit présente » (c'est nous qui soulignons). Mais il ne confirme pas la présence de COVID-19. Le test présumé doit alors être envoyé pour confirmation à un laboratoire de santé publique accrédité. (Pour plus de détails, voir : Michel Chossudovsky, La peur et la panique se propagent à travers les États-Unis. Analyse des données de la COVID-19, Analyse des données COVID-19, 21 mars 2020)

Comment les données COVID-19 sont-elles comptabilisées?

Les cas présumés (PC) et confirmés (CC) sont regroupés. Et le nombre total (PC + CC) constitue la base pour établir les données relatives à l'infection COVID-19. C'est comme si on additionnait des pommes et des oranges. Le chiffre total (PC+CC) classé dans la catégorie « Total des cas » n'a aucun sens. Il ne mesure pas une infection COVID-19 positive. Et parmi ces « cas totaux », il y a les « cas guéris ».

Données du CDC pour le 5 avril 2020

CDC Data for April 5, 2020

COVID-19 : Les États-Unis en un coup d'œil*+.

-total des cas : 304,826

-total des décès : 7 616

-les juridictions qui signalent des cas :55 (50 États, District de Columbia, Porto Rico, Guam, Mariannes du Nord et îles Vierges américaines

*Les données comprennent les cas positifs confirmés et présumés de COVID-19 signalés aux CDC ou testés aux CDC depuis le 21 janvier 2020, à l'exception des résultats des tests pour les personnes rapatriées aux États-Unis de Wuhan, de Chine et du Japon. Les services de santé publique des États et des collectivités locales effectuent désormais des tests et signalent publiquement leurs cas. En cas de divergence entre les cas du CDC et les cas signalés par les responsables de la santé publique des États et des collectivités locales, les données communiquées par les États doivent être considérées comme les plus récentes.

Mais il y a une autre considération importante : le test de laboratoire requis par le CDC concernant les CC (cas confirmés) est destiné à « confirmer l'infection ». Mais confirme-t-il que l'infection a été causée par la COVID-19 ?

La COVID-19 est un coronavirus qui est associé aux symptômes généraux de la grippe saisonnière et de la pneumonie. Les examens de laboratoire relatifs à la COVID-19 (cas confirmés) sont-ils en mesure d'établir sans équivoque la prévalence d'une infection positive à la COVID-19 ?

Vous trouverez ci-dessous les critères et lignes directrices confirmés par le CDC concernant le « Panel de diagnostic en temps réel par RT-PCR du CDC 2019-Novel Coronavirus (2019-nCoV) » (Lire attentivement) :

Les résultats concernent l'identification de l'ARN du 2019-nCoV. L'ARN du 2019-nCoV est généralement détectable dans les échantillons des voies respiratoires supérieures et inférieures pendant l'infection. Des résultats positifs indiquent une infection active par le 2019-nCoV mais n'excluent pas une infection bactérienne ou une co-infection avec d'autres virus. L'agent détecté peut ne pas être la cause précise de la maladie. Les laboratoires des États-Unis et de ses territoires sont tenus

de signaler tous les résultats positifs aux autorités de santé publique compétentes.

Les résultats négatifs n'excluent pas une infection par le 2019-nCoV et ne doivent pas servir de base unique pour le traitement ou d'autres décisions de prise en charge des patients. Les résultats négatifs doivent être associés aux observations cliniques, aux antécédents du patient et aux informations épidémiologiques.

Cela suggère qu'une infection positive pourrait être le résultat d'autres virus ainsi que d'autres coronavirus. (c'est-à-dire liés à la grippe, influenza, ou à la pneumonie).

En outre, le deuxième paragraphe suggère que les « résultats négatifs » du test de laboratoire n'excluent pas une infection positive par la COVID-19. Mais les « observations cliniques combinées, etc… » ne le font pas non plus.

Ces critères et les lignes directrices du CDC sont contradictoires et inévitablement sujets à erreur. Depuis janvier, ces « résultats positifs » du panel de diagnostic RT-PCR ne prouvent pas que la COVID-19 est la cause d'une infection positive pour la COVID-19. (également appelé 2019-nCoV et SARS-CoV-2). (Voir l'annexe ci-dessous).

D'où vient ce biais ?

Divers coronavirus sont présents dans l'échantillon testé. Le test permet-il d'identifier la COVID-19 ?

La COVID-19 a-t-elle été identifiée comme la source d'une infection active, alors que l'infection pourrait être le résultat d'autres virus et/ou bactéries ?

Question importante ?

Les tests effectués aux États-Unis depuis janvier 2020 (portant sur des échantillons des voies respiratoires supérieures et inférieures) qui confirment une infection due à une ou plusieurs causes (sans preuve de la COVID-19) sont-ils inscrits dans les banques de données du CDC comme « cas confirmés » de COVID-19 ?

En outre, les « cas présumés » mentionnés plus haut – qui n'impliquent pas l'examen d'un échantillon respiratoire – sont regroupés de manière informelle avec les « cas confirmés » qui sont ensuite classés dans la catégorie « Total des cas ».

Une autre question fondamentale : Qu'est-ce qui est testé ?

Dans la mesure où la COVID-19 et la grippe présentent des symptômes similaires, dans quelle mesure les données relatives à la COVID-19 « recoupent-elles » celles relatives à la grippe virale et à la pneumonie ?

Le test relatif à l'infection active pourrait-il être attribué à la grippe ou à la COVID-19, ou aux deux ?

Qu'est-ce qui est plus dangereux : la grippe saisonnière ou la COVID-19 ?

La grippe – qui n'a jamais fait l'objet d'un blocage – apparaît, d'après les données enregistrées sur la mortalité, comme « plus dangereuse » que la COVID-19 ?

Sur la base des chiffres ci-dessous, le taux de mortalité annuel enregistré pour la grippe est sensiblement plus élevé que celui de la COVID-19. (Il s'agit d'une comparaison approximative, étant donné que les données enregistrées concernant la COVID-19 ne sont pas sur une base annuelle).

Les dernières données de l'OMS concernant la COVID-19

(Au niveau mondial, tous pays et territoires confondus) : 40 598 décès (enregistrés jusqu'au 1er avril 2020).

Les estimations de la mortalité annuelle liée à la grippe :

Historiquement de l'ordre de 250 000 à 500 000 par an (au niveau mondial). (OMS).

Les estimations les plus récentes de l'OMS (2017) :

290 000 à 650 000 décès dans le monde (par an).

Haut de page

Le 11 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps d'écrire le texte dont je vous avais parlé hier.

Dans ces temps troubles et glauques, les nerfs des uns et des autres parmi nos savants, nos penseurs, nos intellectuels, nos dirigeants, ceux qui savent tout mieux que tout le monde, qui parlent en notre nom, qui nous promettent un monde meilleur renvoyé aux calendes grecques apparemment, sont mis à rudes épreuves, mais leurs facultés intellectuelles, leurs qualités humaines aussi, et le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas vraiment à leur avantage pour le moment, laissons-leur encore une chance, de toutes manières nous n'avons pas le choix puisque vous et moi nous ne sommes finalement rien.

Bon week-end à ceux pour qui tous les jours ne sont pas dimanche !

Portez-vous bien, même avec le coronavirus !

- 12 pages au format pdf

Terrorisme au coronavirus, il fallait y penser.

Vous vous êtes moqués de nous, parce que nous avons intégré dans notre stratégie les enseignements que George Orwell nous avaient légués dans sa fiction prémonitoire, 1984, les faits démontrent de manière éclatante que nous avions eu mille fois raison de le faire, que cela plaise ou non à certains.

L'art de la politique disait Trotsky, c'est de prévoir, de poser les bons diagnostics à partir de la réalité, sur ce plan-là nos dirigeants auront été en dessous de tout.

- "Les gens sont devenus fous en disant qu'on était en face du médicalement le plus dangereux du monde" - Didier Raoult

En totalitarisme ou sous le règne de Big Brother, un médicament qui soigne ou qui sauve des milliers ou des millions de vies doit être interdit, s'il ne s'avère pas efficace dans 100% des cas ou si accidentellement ou exceptionnellement il peut avoir des effets secondaires et entraîner la mort de certains patients, et peu importe s'ils présentaient déjà de lourdes pathologies ou ils étaient destinés à mourir à court terme, il faut absolument l'interdire et déclarer celui qui le prescrit de criminel, le juger et l'exécuter, tel en a décidé le ministère de la Vérité.

Voilà où nous en sommes. Notez bien que c'est le cas de la quasi totalité des médicaments mis sur le marché, même l'aspirine ou les antibiotiques, peu importe, les tyrans au pouvoir en ont décidé ainsi.

Tenez, un exemple sans appel. 2+2=4, non 5 ont-ils décrété.

AFP 10 avril 2020 - Les habitants se posent de plus en plus de questions sur la manière dont le gouvernement gère un virus qui a fait au moins 16 morts dans le pays et contaminé au moins 1 486 personnes.

LVOG - Sur 9 527 543 d'habitants que comptait la Biélorussie en 2018, cela représente 0.0002% de personnes contaminées et 0.000002% décédés, des chiffres faramineux ! Alors pourquoi voudriez-vous que "les habitants se posent de plus en plus de questions sur la manière dont le gouvernement gère un virus" et lui reproche ? C'est dans la tête des porte-parole de Big Brother que cela se passe et nulle part ailleurs.

La question fatale à cette pantomime grotesque et cynique.

La question que beaucoup n'osent pas se poser de crainte que la réponse révèle leur degré d'inconscience ou le niveau d'influence que l'idéologie de la classe dominante à sur eux, ce qui la ficherait mal pour des esprits qui se croient éclairés ou supérieurs, et qui en réalité sont sous-développés ou corrompus.

Pour entretenir quotidiennement la psychose collective, les autorités comptabilisent toutes les personnes qui viennent se faire

dépister, qu'elles présentent ou non des symptômes d'infection, donc naturellement la plupart seront testés positives, ce qui leur permettra d'affirmer que la pandémie se répand inexorablement et pour justifier les mesures restreignant les libertés individuelles et collectives, et le tour est joué.

Si maintenant ils testaient la totalité des personnes qui ne sont pas restées isolées, c'est-à-dire celle qui composent la population urbaine, on s'apercevrait qu'elles sont toutes porteuses du virus ou elles l'ont été à un moment donné, puisqu'il apparaîtrait qu'il ne disparaît pas complètement selon certains scientifiques, mais dans ce cas-là leur machination et leur propagande ne pourraient plus fonctionner ou seraient dévoilées, et ce serait franchement dommage pour ceux qui l'ont conçues ou l'entretiennent puisque cela précipiterait la fin de cette sordide et monstrueuse opération politico-financière de type mafieuse et criminelle.

Pire encore, le confinement de la population pourrait avoir pour conséquence de déclencher une seconde, voire une troisième ou une quatrième vagues d'infections révélées qui se traduirait par un certain nombre de morts important, pour avoir maintenu à l'écart du virus un grand nombre de personnes, qui une fois en contact avec celles ayant déjà été contaminées, vont l'attraper à leur tour, et c'est ainsi qu'ils pourront maintenir toutes les mesures autoritaires ou liberticides qu'ils auront adoptées entre temps pendant des mois ou des années, voire indéfiniment pour certaines. Maintenant ce scénario pourrait être contrarié, du fait que le virus se répand partout et ne meurt pas spontanément, on y reviendra plus loin à propos de l'Italie.

Ils se seraient contentés de tester et d'isoler les catégories de la population particulièrement vulnérables à ce virus, le confinement et le port du masque n'auraient pas été nécessaires et il y aurait eu beaucoup moins de morts, mais cela aurait contrarier leur plan qui consistait à faire un maximum de mort pour terrifier la population et la rendre ainsi obéissante ou servile.

Ils sont des milliards en vérité, et c'est normal !

Plus de 1.664.110 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 193 pays et territoires depuis le début de l'épidémie. AFP 10 avril 2020

La preuve. "***Même si on a tous les équipements***"

- Dans les hôpitaux italiens débordés par les patients malades du coronavirus, difficile de continuer à se battre quand le moral des soignants est en berne. La mauvaise nouvelle, ils la connaissent tous : 103 des leurs, médecins, infirmiers, sont morts, soldats emportés dans une guerre sans merci. En 24h, sept décès encore dans la profession. 13 500 soignants sont infectés.

"On est inquiets, même si on a tous les équipements, explique Francesca Zani, infirmière, parce qu'on a vu, au fil des jours, tous nos collègues être infectés." euronews.com 10 avril 2020

LVOG - La manière dont cet article pose la question du décès de membres du corps médical est biaisée.

Laissons de côté le fait que les masques ne protègent pas du coronavirus selon l'OMS. Rien ne dit ici que ces personnes n'aient pas été en contact avec des personnes infectées hors de leur lieu de travail, des membres de leur famille, de leurs proches ou simplement en allant faire leurs courses comme tout le monde. Qui plus est, sachant que le coronavirus demeure dans l'air ou sur toutes les surfaces avec lesquelles il a été en contact, de quelques heures à quelques jours.

Bref, cela signifie qu'en principe il est pratiquement impossible d'y échapper quoi qu'on fasse ou presque. Quand ils affirment que tel ou tel chef d'Etat n'a pas été testé positif, ils mentent ou leurs tests ont été défectueux.

Le populisme est un virus très contagieux qui n'épargne personne apparemment...

La Tribune des Travailleurs (POID) 9 avril 2020 - Depuis des semaines, les hospitaliers sont confrontés à une situation terrible. Ils crient leur colère d'avoir à combattre l'épidémie du Covid- 19 dans des conditions effroyables. Ils manquent de masques, de surblouses, de gants, de gel, de lunettes de protection. Ils manquent de tout.

LVOG - Bref, les collègues italiens de ces hospitaliers français qui "même" avec "tous les équipements" sont infectés ou meurent parfois, doivent être des illuminés ou des demeurés pour les dirigeants du POID...

Restera-t-il un média dit alternatif qui n'aura pas été contaminé par la propagande officielle ?

- Alors que le nouveau coronavirus répand la maladie, la mort et la catastrophe dans le monde entier... - investigaction.net 9 avril 2020

Totalitarisme assumé. Devenez un de ses agents anonymes.

- Coronavirus : quand les autorités invitent à la délation - Yahoo 10 avril 2020

En Irlande du Nord, en Nouvelle-Zélande et dans un district de Wuhan, les autorités incitent à dénoncer son voisin, en cas de manquement aux règles ou de suspicion de Covid-19.

Pour faire respecter le confinement, l'Irlande du Nord compte sur le sens de la délation de ses concitoyens. Sur Twitter, les services de police annoncent, ce 10 avril, avoir mis en ligne un outil permettant de signaler tout comportement contrevenant aux règles de confinement.

Une mesure déjà prise en Nouvelle-Zélande, où un site permettant de dénoncer les violations des mesures de confinement a été lancé. Il a même planté, victime de son succès, quelques heures après son lancement.

Il permet, après avoir renseigné ses coordonnées, de signaler une violation des mesures. Parmi les signalements possibles : les fêtes clandestines organisées, les déplacements interdits ou encore certaines pratiques comme la hausse des prix pratiquée dans des magasins.

Le district de Wuchang, à Wuhan en Chine, compte également sur ses habitants, rapporte le Global Times. Selon le journal, les résidents sont invités à dénoncer les patients asymptomatiques, susceptibles d'avoir le Covid-19, ou ceux qui auraient pu avoir des contacts rapprochés avec des malades. Le quotidien évoque même un montant de 200 yuans, soit environ 25 euros, pour les délateurs.

En France, les autorités n'ont pris aucune mesure dans ce sens, mais cela n'empêche pas les signalements aux forces de l'ordre. Le journal Le Monde rapporte notamment la parole d'un policier à Saint-Étienne qui regrette que "les signalements qui désignent des personnes précises nous font en général perdre du temps. Ces appels prétendent remplir un devoir civique. En réalité, beaucoup sont liés à des problèmes de voisinage", explique-t-il.

Même son de cloche dans les DNA, où un agent exerçant dans la région Grand-Est confie : "nous avons des appels incessants de personnes qui dénoncent des regroupements de jeunes ou autre". Même constat en Gironde fait par le lieutenant-colonel de la gendarmerie Patrice Lacaz, dans Sud-Ouest. "Nous répondons avec pédagogie, mais ces appels qui ne concernent pas des urgences encombrent les standards, et nous avons du mal à traiter les appels véritablement urgents". Yahoo 10 avril 2020

Les GAFAM ou Big Brother en première ligne du totalitarisme.

- Apple et Google ont annoncé un partenariat pour permettre le suivi numérique des individus ayant été à proximité des personnes infectées afin de limiter la propagation de la maladie. AFP 11 avril 2020

Cause toujours, il en restera quelque chose, c'est l'essentiel, non ?

- Coronavirus : L'OMS craint une "résurgence mortelle" de la pandémie en cas de déconfinement hâtif - 20minutes.fr 10 avril 2020

Une levée prématurée des mesures de confinement prises pour endiguer la propagation du nouveau coronavirus pourrait entraîner une « résurgence mortelle » de la pandémie, a prévenu vendredi le patron de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

LVOG - D'après ce que j'ai compris, elle est inévitable, donc ils vous y préparent psychologiquement...

- L'UE ne veut pas précipiter le déconfinement - euronews 10 avril 2020

LVOG - Reste à savoir si le compte y est dans tous les sens du terme, vous comprenez à quoi je fais allusion...

Tous les régimes veulent en profiter. On ne voudrait pas être à la place de ceux qui ont confondu Lénine et Poutine !

- La Russie va bloquer les "fake news" critiquant le confinement - Reuters 10 avril 2020

La mairie de Moscou a mis au point une application pour smartphones et un système de QR Codes permettant aux forces de l'ordre de vérifier que la population respecte bien les mesures de confinement en vigueur en Russie où l'épidémie a fait 94 morts et contaminé près de 12. Ces mesures ont été largement commentées sur les réseaux sociaux et ont entraîné une série de "fausses nouvelles" qui menacent, selon le bureau du procureur général, de perturber l'ordre public. Reuters 10 avril 2020

En complément

AFP - Le gouvernement italien a prolongé jusqu'au 3 mai le confinement imposé depuis un mois. Et l'Irlande a décidé de le prolonger jusqu'au 5 mai.

Le Portugal a annoncé qu'il allait prolonger l'état d'urgence jusqu'au 1er mai. - AFP 11 avril 2020

Décryptage de la propagande officielle

LVOG - Yahoo fait partie de l'empire de Bill Gates, rappelons-le.

- Coronavirus : la stratégie risquée de la Biélorussie - Yahoo 10 avril 2020

À l'heure où le Covid-19 sévit aux quatre coins du monde, obligeant les différents gouvernements à prendre de mesures drastiques pour l'éradiquer (Rien ne les oblige en vérité. - LVOG), la Biélorussie "combat" le virus à sa manière, sans confinement.

Alors que toute l'Europe lutte au quotidien contre le coronavirus en mettant en place des mesures préventives inédites (Qui ne servent à rien. - LVOG), la Biélorussie fait office d'exception. Depuis plusieurs semaines, la vie en Biélorussie continue comme si de rien n'était. C'est en tout cas ce que souhaite Alexandre Loukachenko, le président qui refuse de confiner sa population et d'arrêter l'économie dans le pays. Surnommé "le dernier dictateur d'Europe" (Par la "communauté internationale", les puissances occidentales impérialistes. - LVOG), il ne fait pas l'unanimité auprès de la population et des pays voisins pour sa position sur le coronavirus, lui qui est à la tête du pouvoir depuis 1994. (Vous avez déjà vu un chef d'Etat faire "l'unanimité auprès de la population", que dire en France ! - LVOG)

Des raisons économiques... et politiques (Quoi, cette pandémie fabriquée, ah non, j'ai confondu ! - LVOG)

Le 27 mars, Loukachenko a expliqué lors d'une conférence de presse les raisons de son refus de fermer le pays pour lutter contre cette pandémie. La première est économique. Les mesures extrêmes utilisées pour lutter contre le virus dans les autres pays coûtent très chères et ne sont assez efficaces.(Et c'est le cas. - LVOG) Il a ensuite insisté sur la nécessité de protéger la population vieillissante du pays en laissant ouvertes les écoles. Selon lui, leur fermeture impliquerait que les enfants pris en charge par leurs grands-parents soient coincés à la maison avec les personnes les plus vulnérables. (Dites donc, ce n'est pas idiot ! - LVOG)

Depuis plusieurs années, Loukachenko a repoussé à de nombreuses reprises les tentatives persistantes d'annexion de la Russie. En choisissant de ne pas lutter contre un virus qui est en train de ravager l'Europe et le monde, (C'est cette machination qui les ravage plus que le virus. - LVOG) il veut rappeler, à sa manière, la souveraineté de la Biélorussie. (Pourquoi pas ? - LVOG)

La population sceptique (Où vous plutôt. - LVOG)

Si le "dernier dictateur d'Europe" (Après Macron tout de même. - LVOG) bénéficie d'une cote de popularité plutôt favorable auprès des Biélorusses (Là ce n'est pas le cas de Macron ! - LVOG) , une bonne partie d'entre eux sont sceptiques face à tant de laxisme. (Combien ? On ne le saura pas. Laxisme, faire preuve de la logique la plus élémentaire ? - LVOG) Les magasins et restaurants sont encore ouverts mais se vident face à une population qui passe en auto-confinement, notamment à Minsk, la capitale. (Le journaliste jubile! - LVOG) Les entreprises et universités s'organisent peu à peu pour mettre en place le télétravail et les supporters de foot se privent d'aller au stade. Car oui, la Biélorussie est l'un des seuls pays du monde où le championnat et la coupe nationale se poursuivent, avec les gradins ouverts aux spectateurs. (Et ils ne sont pas déjà tous morts ? - LVOG)

Pour Alexandre Loukachenko, il ne s'agit que d'une "psychose" plus dangereuse que le virus lui-même. (Il a raison. - LVOG) Les habitants se posent de plus en plus de questions sur la manière dont le gouvernement gère un virus qui a fait au moins 16 morts dans le pays et contaminé au moins 1 486 personnes. (Sur 9 527 543 d'habitants en 2018, soit moins de 0.0002% contaminées et 0.000002% décédés, c'est normal que la population se pose des questions avec des chiffres aussi faramineux ! Vous voyez à quoi ils en sont réduits ces dangereux psychopathes. - LVOG)

Cela fait deux semaines que les journaux télévisés nationaux parlent de la pandémie et bien qu'ils répètent qu'un confinement n'est pas une solution viable, la population s'inquiète de ce déni du dirigeant face à la maladie. (idem - LVOG)

"C'est effrayant, tout simplement effrayant. Tous les jours, on regarde les nouvelles et c'est choquant. Nous n'avons toujours pas de confinement. À partir de lundi, les enfants vont retourner à l'école et nous allons de nouveau vivre dans la peur", explique Angela, une mère au foyer de 45 ans, à l'AFP. (Ils en ont trouvé une, rassurez-vous, elle ne doit pas être la seule. Une = Les habitants pour l'AFP. - LVOG)

La peur (Invention de l'AFP. - LVOG) des Biélorusses ne semble pas vraiment préoccuper leur président, qui a déclaré que “parmi les gens qui travaillent sur les tracteurs, personne ne parle de virus. Le tracteur guérira tout le monde”. Il a également donné un conseil sur l’attitude à adopter pour vaincre le virus : “Buvez de la vodka, allez au sauna et travaillez dur”, avant d’ajouter “Mieux vaut mourir dignement que vivre à genoux.” Une affirmation qui a au moins le mérite d’être clair... Yahoo 10 avril 2020 (Et elle est préférable en effet. Les misérables larbins de l'AFP ne peuvent pas le concevoir, puisqu'ils n'ont aucune dignité. - LVOG)

Désinformation, manipulation des faits, charlatanisme, mythomanie aggravée, diffamation, inquisition, fanatisme...

Ils ont décidé que 2+2 faisait 5, partant de là vous ne pourrez jamais les convaincre que cela fait 4, voilà tout.

- "Fraude", "données torturées" : les études du Professeur Raoult dézinguées par un spécialiste du CNRS - Télé-Loisirs.fr 9 avril 2020

Le professeur Christian Perronne, chef de service en infectiologie à l'hôpital universitaire Raymond-Poincaré de Garches, n'est pas du tout d'accord avec cette vision estimant que sur le terrain, il y avait des preuves de l'efficacité de la chloroquine. "Je vois tous les jours qu'elle fonctionne, on passe moins de malades en réanimation depuis qu'on l'utilise et tous les médecins qui l'utilisent disent la même chose," affirme-t-il ainsi, précisant que "l'intérêt n'est pas de traiter tout le monde" mais "des cas moyennement sévères qui ont un début de pneumonie pour éviter de les passer en réanimation".

Une chose est sûre, le débat sur la chloroquine est loin d'être tranché tant les avis paraissent aujourd'hui très éloignés. Télé-Loisirs.fr 9 avril 2020

Un "***avertissement***" figurant dans la notice ou sur la boîte du médicament et que connaissent les médecins depuis 70 ans, que ces scélérats font semblant de découvrir.

- Hydroxychloroquine : le sérieux avertissement de l'Agence du médicament - Lexpress.fr/AFP 10 avril 2020

Prudence : l'Agence du médicament (ANSM) a averti ce vendredi que les effets indésirables signalés chez des malades du Covid-19 traités par hydroxychloroquine dessinaient un "signal de vigilance important", les patients atteints du coronavirus semblant présenter une "fragilité particulière" sur le plan cardiaque.

LVOG - Un lien "*plausible*" à défaut de preuve. Ce qu'ils ne diront pas surtout, c'est qu'en l'absence d'autres traitements, ces cas étaient délicats à traiter car porteurs d'autres pathologies graves, c'était donc en dernier recours, soit recourir à l'hydroxychloroquine en association avec l'azithromycine pour essayer de les sauver, soit les laisser mourir.

AFP - Pour "une grande partie" d'entre eux, l'enquête a pu conclure à un lien "plausible" entre l'effet observé et le médicament pris par le patient.

Ce sont des effets secondaires "connus" de l'hydroxychloroquine, "mais il semble qu'ils soient majorés chez les patients du Covid", qui présentent souvent un déficit en potassium, élément essentiel à la contraction des muscles, et notamment du coeur, tandis que les données disponibles laissent penser que le nouveau coronavirus a aussi une toxicité propre sur le coeur.

LVOG - "*Il semble que*", c'est tout ce qu'ils ont trouvé, pour finalement nous servir la conclusion à laquelle ils avaient décidé d'arriver, cette molécule est toxique. Il ne semble pas que ou on ne suppose pas que cette molécule guérit ou protège des patients, c'est une certitude que ces criminels évacuent, nient. Pourquoi ? Parce qu'elle contrecarre leur plan, laisser mourir un maximum de personne, et pour y parvenir il faut l'interdire en dehors des hôpitaux.

AFP - "*Ces informations (...) constituent un signal important*" et renforcent la nécessité de limiter l'usage de ces médicaments "*à l'hôpital, sous étroite surveillance médicale*", insiste l'ANSM

Une info à retenir.

- Coronavirus : trois formes différentes du virus existent - Yahoo 10 avril 2020

Il n’existerait pas une, pas deux mais trois souches du coronavirus. En cartographiant l’histoire génétique de l’infection entre décembre et mars, des chercheurs de l’Université de Cambridge (Royaume-Uni) ont trouvé trois variantes distinctes. Alors

que l'épidémie s'est déclarée en Chine, à Wuhan, elle s'est ensuite répandue en Europe et dans le monde entier. Comme l'explique le Daily Mail, la souche A du virus est le plus proche des chauves-souris et des pangolins.

Tout d'abord, l'analyse des souches a mis en avant que le type A (le virus d'origine) n'était pas le plus courant en Chine. En effet, c'est principalement par le type B que le pays a été touché alors que c'est bien le type A qui s'est massivement propagé aux États-Unis et en Australie. Selon le Daily Mail, c'est également le type B qui a plus largement sévi au Royaume-Uni, en Allemagne, en France, en Belgique et aux Pays-Bas.

Quand à la dernière souche, la C, elle semble descendre directement du type B et se propage également en Europe via Singapour. Les scientifiques pensent que le virus mute afin de vaincre la résistance du système immunitaire dans différentes populations. Pour parvenir à ces conclusions, les scientifiques n'ont retracé que les échantillons de 160 patients à travers le monde. L'analyse a été mise à jour afin d'y inclure 1 000 personnes atteintes de coronavirus et de mettre au point une analyse davantage détaillée.

Dans un premier temps, un premier aperçu publié dans la revue PNAS, suggérait que le type C était le plus répandu en Europe. Les choses ont changé puisque les dernières données montrent maintenant que le type B se propage maintenant à un rythme effréné.

Actuellement, au moins huit souches du virus sont étudiées par les chercheurs du monde entier. "Le virus semble muter très lentement, avec seulement de minuscules différences entre les différentes souches et qu'aucune des souches du virus n'est plus mortelle qu'une autre, selon les experts", rapporte le Daily Mail. Selon les scientifiques, il n'est pas évident que les souches deviendront plus mortelles à mesure qu'elles évoluent. Yahoo 10 avril 2020

LVOG - Questions : Le virus d'origine, n'aurait-il pas dû être plus répandu dans le pays d'origine, la Chine ? Pourquoi s'est-il massivement propagé aux États-Unis, notamment ? J'ai lu dans un autre article que les premiers cas apparus en Australie provenaient de personnes ayant séjourné aux Etats-Unis et non en Chine, ce n'était pas précisé dans cet article.

Combien de temps faut-il aux virus pour muter ?

Un coup de génie !

Lu dans un article publié par Le Grand Soir.

Le COVID-19 permet de réaliser plusieurs tests en grandeur nature :

– Test de contrôle de la population (répression, prison, hélicoptères, drones, communications).
– Test d'obéissance de la police dans ce contrôle des populations.
– Test de privatisation-dislocation de l'éducation nationale transférée en e-learning.
– Test d'avancement de la vidéo-médecine à distance.
– Test de soumission des médias, de la population et des gauches (union nationale oblige).
– Test de démolition avancée du droit du travail.

LVOG - Liste non exhaustive à compléter...

La civilisation humaine est à la croisée des chemins. Qui en douterait encore ?

- Macron, macro, micro et répression par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 09 avril 2020

Extrait. Macron n'attache d'importance qu'au macro, parce que ça brille, c'est grand, c'est beau, c'est chic, c'est international, et ça permet de faire une communication hors pair. Et donc, il y consacre tout son temps. Il fait le tour du monde des cours étrangères parce que ça fait de belles photos et que c'est bien agréable d'être honoré au lieu d'être critiqué ; il multiplie les déclarations creuses et contradictoires aux sommets de l'UE, au G20, à Davos ; pour « résoudre » la crise des Gilets jaunes, il organise un Grand débat qui lui donne l'occasion de monologuer interminablement devant toutes les caméras ; pour « résoudre » la crise écologique, il réunit sa Convention citoyenne pour le climat ; il crée le Grand commandement de l'espace et se pose en cyberdéfenseur ; il pérore devant les patrons des multinationales au sommet Choose France, à Versailles ; face au Coronavirus, il instaure un Conseil scientifique qui donne du sérieux à son impréparation et il convoque un hôpital de campagne d'opérette (30 lits) pour annoncer l'Opération Résilience qui, bien que destinée à obéir à l'obligation de dépense de 2% du PIB pour l'Otan rappelée et exigée par Trump, lui permet de se poser en chef de guerre. Macron n'a pas de vision globale, il n'a pas de direction, il ne connaît que l'apparence, le faux-semblant, il ne sait que se mettre en scène. Rien de ce qu'il fait et dit dans l'ordre du macro ne se traduit dans la réalité. Ça n'a pas d'importance, parce ce n'est pas pour ça que l'oligarchie l'a fait élire président de la France, l'essentiel, à ce niveau, est qu'il joue bien son rôle, celui d'un grand chef d'Etat investi d'une grande mission.

Macron méprise tout ce qui est petit, à commencer par les « riens » que nous sommes. Il laisse la micro-économie à ses

sbires, engagés comme lui pour piller la France au profit de l'oligarchie. Malheureusement, si l'on peut faire illusion auprès des médias au niveau macro, c'est plus difficile au niveau micro qui touche directement les populations. Or pour qu'un système fonctionne, il faut, théoriquement, tenir dans son champ d'opération « en même temps » le macro et le micro. Dès lors qu'on néglige un des deux, rien ne va plus. Si on néglige le macro, on perd de vue les grandes évolutions géo-politiques, scientifiques, historiques, géographiques, et il devient impossible de prendre les bonnes décisions dans un univers qu'on ne comprend pas. Si on néglige le micro, on se prive des moyens nécessaires à la réalisation du macro. C'est toute la difficulté de gouverner : il faut avoir la tête dans les étoiles et les pieds sur terre. Comme on le voit dans crise sanitaire, ce sont précisément ceux que Macron et sa valetaille médiatique méprisent, ignorent et diffament sans répit, qui "tiennent aujourd'hui le pays à bout de bras !" comme l'a noté Rachida Dati. Les Gilets jaunes et, bien entendu, les soignants qui soi-disant « pleurnichent » depuis plus d'un an sur la destruction de l'hôpital public, d'après Yves Calvi, un des plus serviles représentants de la ploutocratie médiatique.

Les milliardaires qui pilotent Macron ne sont pas idiots. Ils savent que, si au niveau macro on peut se contenter de faire semblant, le mépris du micro engendre révoltes et chaos. Comme dit Alain Deneault :

« Le capitalisme ne peut pas être démocratique puisqu'il favorise la croissance du Capital et donc une oligarchie. Il consiste à faire travailler le moins de gens possibles au moindre coût possible. Tous les droits qu'on peut avoir s'estompent au travail où on est totalement subordonné ».

Les patrons de Macron savent tout ça, puisque le système a été mis en place eux et pour eux. Et pour le justifier, comme l'explique encore Alain Deneault, ils ont détourné le mot « Économie » et ont donné le statut de scientifiques aux économistes autoproclamés qui sont en fait des idéologues propagandistes. « L'idéologie, consiste à déguiser un discours d'intérêt en sciences » note Alain Deneault. Jusqu'au 18ième siècle, l'économie de la nature, des arts, de la foi, « c'était la pensée des relations fécondes ». Aujourd'hui, l'économie est « un processus destructeur, inique, anti-social et impérialiste ». Des relations fécondes, nous sommes passés aux relations prédatrices !

Donc, puisqu'il est clair que les peuples ne peuvent pas accepter de bon cœur de voir leur existence détruite au profit de quelques-uns, il ne reste plus qu'à les mater. Quand on a un appareil sécuritaire et judiciaire aguerri et docile, ce n'est pas un problème. Depuis que Macron est aux manettes (les lois travail de Hollande, c'était déjà lui) la répression a atteint des proportions dramatiques dans notre pays, au point que même les députés de l'UE s'en sont émus. Depuis les lois travail, chaque fois que les travailleurs sortent dans la rue pour protester contre la mise à sac du pays, la police les nasse et les gaze.

L'état d'urgence sanitaire et l'assignation à résidence permettent donc, tout la fois, de dissimuler l'état de délabrement de la micro-économie (il n'y a plus d'entreprises de production ni de services publics pleinement opérationnels à cause de l'austérité décrétée par Bruxelles), de faire taire les protestataires (qualifiés d'ennemis de la Nation), de contrôler la population (on voit progresser le tracking à grands pas), de poursuivre la destruction du droit du travail, de terroriser les Français, et de préparer l'après confinement.

Sans compter le plaisir que la Macronie (dispensée, elle, de confinement, d'amendes, de masques, et testée régulièrement), doit éprouver à se venger, enfin, de ces Gaulois récalcitrants. La jouissance narcissique que cette répression violente, arbitraire et rentable procure à la Macronie n'échappe à personne. Il n'y a qu'à voir la joie sadique de Castaner se vantant du nombre de contrôles et de PV, du préfet Lallement affirmant que « que ceux qui sont aujourd'hui hospitalisés, qu'on trouve dans les réanimations, sont ceux qui, au début du confinement, ne l'ont pas respecté », des flics de terrain qui s'en donnent à cœur-joie et des éditocrates qui commentent avec gourmandises chaque nouvelle interdiction. Notez qu'obligé de s'excuser, Lallement s'est vengé cruellement, dès le lendemain, en interdisant aux Parisiens de sortir courir pendant la journée. Déjà, ils avaient fermé les parcs, les forêts, les bois, les plages, bref tous les endroits où on pouvait se détendre, faire du sport, se sentir revivre, sans mettre personne en danger, chaque instance locale ou nationale faisant assaut de mesures répressives, pour montrer sa réactivité, mais révélant, en fait, sa profonde défiance de la population, le pompon revenant à ce maire qui avait interdit qu'on s'éloigne de plus de dix mètres de son domicile. Ainsi, plusieurs communes d'IDF se sont-elles empressées d'emboîter le pas à Lallement/Hidalgo pour interdire le jogging. À défaut de masques, de tests et de respirateurs, les mesures de durcissement du confinement pleuvent comme les feuilles en automne.

La Macronie s'est approprié notre présent

La Macronie contrôle désormais presque chaque instant de notre vie. Le temps de ceux qui sont obligés d'aller travailler sans protection, et le temps de ceux qui sont obligés de rester « confinés » et qui ne peuvent sortir qu'une heure par jour pour faire des courses avec une « attestation de déplacement dérogatoire » infantilisante. Les médias de cour si prompts à dénoncer la moindre incartade des opposants du pouvoir ou des nations qui résistent à l'Empire, sont muets sur les abus infligés à une population déjà privée de liberté de mouvement, de protections sanitaires et du libre usage de son temps ; tout cela, il ne faudra jamais l'oublier, à cause du choix initial d' « immunité collective » que des dirigeants à la solde du grand capital ont fait. Espérons qu'ils seront jugés un jour !

Pour me consoler, j'ai repensé à Pierre Rabhi qui parlait si bien du temps et de l'enfermement: « Le vrai temps, celui qui est ponctué par la respiration ou les battements du cœur, est le seul à procurer un sentiment d'éternité. De même, la civilisation

agraire imposait un temps différent de celui de la société industrielle dans laquelle les gens acceptent d'être enfermés dans des villes, d'être enfermés toute leur vie dans des boîtes, dans un espace où le soleil se lève et se couche pour rien. C'est à se demander s'il existe une vie avant la mort. » Enfermée dans ma boîte par ce temps magnifique, je repense à toutes les boîtes de ma vie, celles où j'ai étudié, celles où j'ai travaillé, celles où je suis allée danser le soir, et celle où je reposerai après ma mort.

Pendant ce temps, les médias, toujours aussi fous de Macron, si photogénique, nous montrent le-chef-de-l'Etat qui, tout sourire et sans masque, brave le virus et ses détracteurs en paradant, à Pantin, au milieu d'une foule de gens sans masques eux non plus. Sans doute parce que la loi interdit de se cacher le visage !

Tous ces fous vont finir par nous rendre aussi fous qu'eux !

La Macronie veut s'approprier notre avenir

Les promesses de changement de Macron ne sont évidemment que poudre aux yeux. Il n'y a aucune chance que Macron se convertisse. Il est missionné par l'oligarchie financière et, comme tous les faibles, plus ça résiste, plus il s'obstine. (...)

Les États-Unis, l'étoile que suit notre président, sont l'exemple type de ces régimes basés uniquement sur la communication et la répression. Ils finissent par croire à leur propre propagande, ne voient pas leur pays s'enfoncer, et mettent de plus en plus de gens en prison (les USA ont le taux le plus élevé de prisonniers par habitant du monde).

La controverse sur la chloroquine est un des plus récents exemples de cet aveuglement têtu et criminel de la « mafia » atlantiste d'extrême-centre qui gouverne une France aux mains des cartels (banquiers, big pharma et consorts). Alors que la Chine, qui selon le Professeur Raoult a dix ans d'avance sur nous pour les maladies infectieuses, et d'autres pays confirment son efficacité, et que même les Etats-Unis l'autorisent au niveau fédéral, en France elle n'est prescrite que dans les cas où elle ne sert plus à rien.

Comme dit Valérie Bugault :

« Les cartes sont actuellement dans les mains des populations civiles : ces dernières ont enfin, phénomène unique dans l'histoire, la possibilité de reprendre leur destin en main ; ce qui signifie, très précisément, qu'elles ont la possibilité de réinstaurer des gouvernements politiques en lieu et place des ersatz actuels entièrement aux mains des puissances financières … Finalement, les lois naturelles, tellement honnies des globalistes, reprennent le dessus et les choses vont entrer dans l'ordre : soit on lutte collectivement pour survivre collectivement, soit on ne lutte pas collectivement et ce sera la fin de la civilisation et de la liberté, y compris celle de vivre et de mourir. » Mondialisation.ca, 09 avril 2020

LVOG - Au lieu "de réinstaurer des gouvernements politiques" qui ont conduit à la situation actuelle parce qu'ils étaient tous les représentants et les serviteurs du même régime, de la même classe sociale, celle des capitalistes, c'est le régime qu'il faut changer, il faut renverser le régime en place, sinon effectivement "ce sera la fin de la civilisation et de la liberté".

Et pendant ce temps-là, ils préparent les guerres de demain.

- Qui sont les narco-terroristes? Un indice **...** George H. Walker Bush – le papa – la famille Bush et le cartel de la drogue mexicain par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 10 avril 2020

https://www.mondialisation.ca/qui-sont-les-narco-terroristes-un-indice-george-h-walker-bush-le-papa-la-famille-bush-et-le-cartel-de-la-drogue-mexicain/5644053

En décembre 2019, Donald Trump a proposé d'intervenir au Mexique, c'est-à-dire de « s'attaquer aux cartels de la drogue ». Le Président mexicain a décliné l'offre généreuse de Trump.

Puis le Président Trump a confirmé que son administration envisageait de qualifier les « cartels de la drogue » de « terroristes », à l'instar d'Al-Qaïda – avec la différence qu'il s'agit de « terroristes catholiques ».

Ils seraient désormais désignés par Washington comme des « organisations terroristes étrangères ».

Quelle est l'intention ?

Créer une justification pour les opérations militaires de « contre-terrorisme » dirigées par les États-Unis contre les pays d'Amérique latine ?

Étendre la « guerre contre le terrorisme » à l'Amérique latine ?

Doctrine de la « Responsabilité de protéger » [R2P] ?

S'attaquer aux « narco-terroristes » ?

Et maintenant, les procureurs fédéraux américains accusent le Président du Venezuela Nicolas Maduro de participer – selon le New York Times – « à une conspiration de narco-terrorisme, à une escalade majeure des efforts de l'administration Trump pour le pousser à quitter ses fonctions ».

Voilà la vérité non dite, ou ce que le New York Times omet de mentionner :

1. Al-Qaïda et les organisations terroristes qui lui sont liées – dont ISIS – au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud-Est sont des créations de la CIA.

2. La CIA protège le commerce mondial de la drogue, qui représente plusieurs milliards de dollars, ainsi que les cartels de la drogue mexicains et colombiens. De plus, on estime que 300 milliards de dollars d'argent de la drogue sont régulièrement blanchis, chaque années, dans des casinos à travers l'Amérique, notamment à Las Vegas et à Atlantic City… ainsi qu'à Macao et à Singapour. Devinez qui sont les plus riches propriétaires de casinos au monde.

3. Les politiciens américains et latino-américains sont connus pour avoir des liens avec le commerce de la drogue.

Revenons aux années 90 :

George H. W. Bush, le père de Bush Junior, avait développé des liens personnels étroits avec Carlos Salinas de Gortari, un ancien président du Mexique, et son père Raul Salinas Lozano qui, selon le Dallas Morning News du 27 février 1997 était « une figure de proue dans les affaires de stupéfiants qui impliquaient également son fils, Raul Salinas de Gortari… Et Raul était un « intimo amigo » de Jeb Bush, (ancien gouverneur de Floride) et frère de George W, Bush. »

La famille Bush a des liens avec la famille Ben Laden ainsi qu'avec la famille Salinas de Gortiari. Est-ce approprié ?

En savoir plus (en anglais) : « Jeb Bush, le cartel de la drogue mexicain et le 'libre-échange'. La famille Bush et le crime organisé. » L'article documente également la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) par un chef d'État mexicain ayant des liens avec les cartels de la drogue. Mondialisation.ca, 10 avril 2020

Haut de page

Le 12 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

Si le site cessait d'être actualisé au cours des deux semaines à venir, où je serai encore assigné à résidence par Modi, ce serait indépendamment de ma volonté, à cause d'un problème technique.

On doit aussi passer du temps à se justifier pour être crédible ou être pris au sérieux, c'est normal, on n'en veut à personne.

Tous les chiffres et faits que l'on fournit ici peuvent être vérifiés rapidement sur Internet. Quand on est parvenu à mettre tout bout à bout ou chaque chose à sa place ou encore à reconstituer la réalité, on y voit déjà beaucoup plus clair, non ? On n'a pratiquement plus besoin d'interpréter quoi que ce soit tant leurs significations coulent de source ou sautent aux yeux, sauf quand on est de mauvaise foi, il paraît que cela existe !

C'est un travail passionnant, mais épuisant aussi. Il y a des gens dont on se demande quoi penser ou ce qu'ils ont dans le bide, ici on étale tout, pas de mauvaises surprises, personne ne pourra dire qu'on a essayé de le berner.

Le ton que j'emploie pourrait peut-être faire penser à un donneur de leçon, alors qu'en réalité je suis seulement profondément consterné, choqué par l'attitude des ignorants et des inconscients qui font preuve systématiquement de suffisance ou de fatuité, parce qu'ils sauraient tout mieux que tout le monde sous prétexte qu'ils ont un statut supérieur à la moyenne des travailleurs ou parce qu'ils sont des militants, c'est juste une manière de leur répondre et de les ridiculiser ou de les remettre à leur place insignifiante.

J'ai en horreur les prétentieux et les ambitieux qui sont généralement des hypocrites de premier ordre et qui sont finalement des gens particulièrement médiocres. Ici on dit les choses simplement, sans détours ou sans manières, telles qu'on les pense. On ne se livre à aucun calcul sournois, on ne triche pas, on agit à découvert, sans protection, on prend des risques, aussi cette manière de s'exprimer, qui n'est peut-être pas la plus appropriée j'en conviens, sert aussi à affirmer qu'un ouvrier peut très bien prendre comprendre de certaines choses qu'ils ne sont jamais parvenus à saisir. De la même manière, je suis convaincu que c'est le lot de la plupart des travailleurs qui méritent qu'on les écoute et qu'on les respecte pour les aider à progresser, car on vaincra ensemble uniquement.

- pages au format pdf

On en parle ? Infections nosocomiales. Chut !

L'Organisation mondiale de la Santé évalue sur son site Internet à 1,4 million le nombre de personnes ayant contracté une infection à l'hôpital. frm.org

Chaque jour ce sont près de 12 personnes qui décèdent du fait d'une infection nosocomiale contractée dans un hôpital en France. Cela représente 4.200 décès par an dus à une infection nosocomiale en milieu hospitalier français.

Depuis le 1er janvier, 1 180 décès.

Il y aurait dix mille morts chaque année en France par erreurs médicales et évènements indésirables graves, ainsi que près d'un million de personnes atteintes d'infections nosocomiales. planetoscope.com

- Les infections nosocomiales ne cessent d'augmenter - lefigaro.fr 29 août 2018

Environ 750.000 patients hospitalisés chaque année en France contractent une infection au cours de leur séjour, soit un malade sur vingt, et quatre mille en meurent. Si cette prévalence est stable depuis 2012, celle des cas les plus inquiétants augmente.

Entre 2001 et 2017, Santé Publique France a reçu plus de 23.000 signalements, les cas d'infections nosocomiales les plus graves, sur un ensemble de 100.700 patients. Des signalements en hausse en raison de l'augmentation des infections causées par des bactéries résistantes à un ou plusieurs antibiotiques, selon une étude parue ce matin dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH). Alors que les infections impliquant ces dangereuses bactéries ne représentaient pas plus de 2,5 % en 2001, elles dépassent les 50 % depuis 2012. lefigaro.fr 29 août 2018

Ils sont fous ! (Pr. Didier Raoult) Mais, ils ont de la suite dans les idées. Suivez le guide.

https://www.mediterranee-infection.com/covid-19/

Je lui ai écrit en lui posant deux questions très précises sur le masque et la durée d'existence d'un virus. A suivre.

La question qui tue.

Pourquoi y a-t-il autant de morts dans les pays d'Europe occidentale et aux Etats-Unis ?

Parce que ce coronavirus vise de préférence les plus vieux dont les défenses immunitaires sont déficientes ou épuisées, contrairement à d'autres qui visent les plus jeunes, ce qui est aussi le cas de bactéries. Et quand le taux de personnes âgées est important parmi la population, c'est normal que cela se traduise par des milliers de morts, du virus de la grippe ou d'autres virus ou coronavirus. On rappelle au passage, qu'ils ont trouvé depuis des années des coronavirus parmi les virus de la grippe.

Les Etats-Unis est le troisième pays le plus peuplé (330 millions d'habitants), et c'est l'Europe (74% en 2007) et l'Amérique du Nord (81%) qui sont les plus urbanisés, avec les trois quarts de la population vivant en ville. L'Amérique latine est également très urbanisée (78%).

Hormis le Japon, c'est en Europe occidentale qu'il y a le plus de personnes âgées de plus de 60 ans, donc plus vulnérables aux virus et bactéries. C'est aussi la tranche d'âge entre 60 ans et 100 ans qui comptent le plus de personnes à l'état de santé fragile ou précaire ou présentant des pathologies graves, ce qui est normal puisque leurs organes finissent par être usés ou

sont endommagés.

Ce sont aussi les continents qui comportent un grand nombre de personnes obèses ou en surpoids, qui consomment le plus de graisse, de viande, de sucre, de sel, de médicaments en tous genres, dont l'alimentation est en grande partie issue de l'industrie agro-alimentaire bourrée de produits chimiques, de l'agriculture et de l'élevage intensifs. Ce sont aussi les continents qui comptent le plus de fumeurs et de consommateurs d'alcool, ce qui n'arrange rien évidemment.

Quand on devient vieux, nos défenses immunitaires ne sont plus aussi vigoureuses qu'avant, on peine même à en produire de nouveaux (la moelle épinière), bref, ce qui nous permettait de rester en vie ou d'affronter virus ou bactéries disparaît.

Tous ces facteurs réunis sont destinés à engendrer une surmortalité dans cette tranche d'âge.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait revoir de fond en comble l'organisation de la totalité de la société et de la production, pas seulement à l'échelle d'un pays mais sur le plan mondial. Mais c'est impensable sous le régime capitaliste.

Ceux qui se figurent que les capitalistes pourraient s'y résoudre un jour se font de graves illusions, parce que cela aurait un coût phénoménal incompatible avec ce que le capitalisme déjà en faillite pourrait supporter. A moins d'envisager de le faire supporter aux travailleurs du monde entier, mais rien ne dit qu'ils accepteront de se sacrifier, sachant qu'ils seraient les derniers bénéficiaires d'une telle réorganisation qui se traduirait par un appauvrissement généralisé sur fond de surexploitation et d'oppression, de totalitarisme également généralisés.

Il y en a encore qui croient naïvement ou par ignorance que les capitalistes se préoccuperaient du bien-être des peuples ou qu'ils seraient à l'origine des progrès réalisés par la civilisation humaine, comme c'est cette croyance qui nous a conduit à la situation actuelle, en s'y accrochant on n'est pas prêt d'en voir la fin.

Pour revenir à notre question après s'en être quelque peu éloigné.

Il est indéniable qu'en ne prenant aucune disposition pour protéger les personnes âgées, les traiter et les isoler, les autorités des puissances occidentales se sont rendus coupables d'un massacre de masse qui aurait pu être en grande partie évité. Il faudrait les arrêter, les juger, les sanctionner, au mieux les exécuter pour tous ces crimes, afin qu'ils ne puissent plus jamais nuire à la société.

Pourquoi n'ont-ils pas pris des mesures préventives pour protéger les catégories de personnes les plus vulnérables, les personnes âgées et celles déjà atteintes de pathologies lourdes, dès lors qu'ils savaient qu'elles étaient la cible privilégiée du coronavirus ?

Réponse : Pour qu'il y ait le maximum de morts, sinon comment auraient-ils pu justifier l'existence d'une dangereuse pandémie et son corollaire, des mesures liberticides destinées à être accepter par la population?

A défaut d'avoir 18 millions de travailleurs en grève générale, il y en a 18 millions au chômage totale ou partiel, bravo !

A qui ? A tous ceux qui ont refusé de préparer les conditions pour que la grève générale se réalise, l'ensemble des dirigeants syndicaux et des partis de la droite sociale, PCF, LFI, etc.

Au bal des hypocrites, c'est chacun son masque.

Il y en a qui condamnent les décrets municipaux obligeant au port du masque dans la rue, et qui dans le même temps réclament l'augmentation de la production ou de l'achat de masques pour que tout le monde puisse en disposer, chercher l'erreur ou le double langage habituel des opportunistes qui eux aussi osent tout.

Tandis que le totalitarisme d'utopie est en train de devenir une réalité, le combat pour conquérir la liberté est à l'ordre du jour.

0,000015% décès en Inde. Leurs mesures liberticides pourraient déboucher sur une gigantesque famine.

Qui va aller travailler dans les champs et moissonner le riz ? Une source d'emploi pour plus de 47% de la population (fao.org).

- Coronavirus: Le confinement va être prolongé en Inde, durée inconnue - Reuters 11 avril 2020

Le Premier ministre indien Narendra Modi a décidé de prolonger le confinement instauré dans le pays d'1,3 milliard d'habitants

pour tenter de freiner la propagation du coronavirus, a fait savoir samedi le ministre en chef de New Delhi, sans toutefois en préciser la durée.

L'épidémie de coronavirus, apparu en Chine en décembre avant de se propager dans le reste du monde, a causé la mort de 206 personnes et a contaminé plus de 6.700 personnes en Inde, selon le dernier bilan officiel fourni vendredi. Reuters 11 avril 2020

LVOG - Voyons de quoi il retourne vraiment.

- 1 300 000 000 = 100%
- 1 300 000 00 = 10%
- 1 300 000 0 = 1%
- 1 300 000 = 0,1%
- 1 300 00 = 0,01%
- 1 300 0 = 0,001%
- 1 300 = 0,0001%
- 130 = 0,00001%

206 = 0,0000158%

1 300 000 000 X 0,0000158 /100 = 205,4

https://www.pharmaceutical-technology.com/news/india-covid-19-coronavirus-updates-status-by-state/

Pondichéry = 0 décès

Tamil Nadu = 8 décès (72 millions d'habitants)

Didier Raoult a répondu à cette question : Je ne lis pas l'avenir dans une boule de cristal.

- «Le Covid-19 est là pour toujours»: un médecin russe sur l'épidémie - sputniknews.com 11 avril 2020

Le nouveau coronavirus qui a causé la pandémie «ne partira plus», selon un médecin russe qui l'a déclaré à la télévision nationale, précisant que la maladie deviendrait moins dangereuse quand l'humanité aura une immunité collective.

Après la fin de la pandémie, le nouveau coronavirus ne disparaîtra pas définitivement, a expliqué le médecin russe Alexandre Myasnikov dans l'émission Soloviev LIVE diffusée sur Internet.

«Le Covid-19 est venu pour toujours, il ne partira plus. Les autres coronavirus provoquent des maladies respiratoires aiguës partout dans le monde, il a rejoint ces six versions de coronavirus humain, et nous en avons maintenant sept», a-t-il dit.

Selon le médecin Alexandre Myasnikov, les Russes, comme les habitants d'autres pays, s'attendent à une deuxième vague d'infection.

«Aujourd'hui, la mortalité due au coronavirus est bien inférieure à celle de la grippe et à celle des autres pneumonies. Et cela est le cas également grâce aux mesures de quarantaine», a expliqué le médecin.

En guise de conclusion, il a tenu à souligner qu'à l'avenir, l'humanité aura une immunité collective et la maladie deviendra moins dangereuse. sputniknews.com 11 avril 2020

LVOG - Dans une causerie j'avais abordé la question de l'immunité collective en affirmant qu'elle n'existait pas, mais j'avais manqué de précision.

Un enfant naît avec les défenses immunitaires qui lui ont été transmises par sa mère, je ne sais plus si je l'avais indiqué. Toutefois elles sont en faibles quantités ou elles n'ont pas le même pouvoir, puisque plus d'un million d'enfants de moins de 5 ans meurt chaque année dans le monde de pneumonie, de diarrhée et d'autres infections virales ou bactériennes, ce qui signifie qu'ils ne sont pas immunisés ou ils ne sont pas en mesure de fabriquer les anticorps adéquates.

Cela pour dire en conclusion, que l'immunité collective est très imparfaite ou sélective malgré tout.

Quand ce médecin affirme que "le Covid-19 est venu pour toujours, il ne partira plus", en réalité il n'en sait rien du tout, c'est ce qu'a affirmé le professeur Didier Raoult en se moquant du journaliste qui lui posait une fois de plus une question à laquelle il ne

pouvait pas ou il ne devait pas répondre selon lui, sauf à vouloir se faire passer pour un devin! Il a dit clairement qu'il ignorait ce que devait par la suite les virus, que l'état de la recherche n'était pas assez avancé pour apporter une réponse sérieuse à cette question. Comme je dis toujours, méfions-nous de ceux qui savent tout et qui en réalité ne savent rien !

Banalité consternante.

- Combien de temps une personne contaminée par le Covid-19 reste-t-elle contagieuse? Un médecin explique - sputniknews.com 11 avril 2020

Plus une personne contaminée par le coronavirus se trouve dans un état grave, plus elle propage le virus dans son environnement, a déclaré un spécialiste russe de l'Institut Pasteur. Selon lui, certains patients peuvent être ainsi contagieux pendant cinq semaines, même après la disparition des signes cliniques de la maladie.

Les patients atteints du coronavirus peuvent rester contagieux même un mois après la disparition de tous les signes cliniques, a annoncé le directeur adjoint du travail innovant de l'Institut Pasteur de Saint-Pétersbourg, Alexandre Semenov, dans le documentaire «Virus dangereux 2» diffusé à la télévision publique russe. sputniknews.com 11 avril 2020

LVOG - Et alors ? C'est ainsi que toute la population finira par vivre avec ce virus ou ce qu'il en restera sans s'en apercevoir. Il est payé combien par l'Institut Pasteur pour effrayer davantage la population ?

Il ne leur reste plus que le syllogisme en dernier recours

LVOG - Il faudrait attendre un vaccin pour mettre fin au confinement, mais comme "personne n'a fait un vaccin efficace contre un coronavirus humain", vous devrez rester confinés aussi longtemps qu'on l'aura décidé.

Un vaccin intervient trop tard et ne sert à rien quand on est déjà porteur d'un virus (Pr. Didier Raoult), ce qui devrait être le cas de la quasi totalité de la population.

- Des scientifiques estiment qu'il faut un vaccin avant de mettre fin au confinement - L'Express.fr 11 avril 2020

- "Ce coronavirus est beaucoup plus contagieux que le premier Sras de 2003", estime le virologue Christian Bréchot - francetvinfo.fr 11 avril 2020

"Ce coronavirus est beaucoup plus contagieux que le premier Sras de 2003", a expliqué, samedi 11 avril sur franceinfo, le professeur Christian Bréchot, virologue, ancien directeur de l'Inserm et de l'Institut Pasteur, aujourd'hui président du Global Virus Network (GVN).

franceinfo : Est-ce qu'il y a une différence entre le coronavirus et le Sras de 2003 ?

Pr Christian Bréchot : Malheureusement, ce coronavirus est beaucoup plus contagieux que le premier Sras de 2003. Il se multiplie à la fois dans les poumons et dans la gorge. La mortalité qu'il induit est plus faible, mais il a toutes les conditions idéales pour donner une pandémie et c'est ce qu'il est en train de faire.

LVOG - Si "*la mortalité qu'il induit est plus faible*", alors pourquoi en faire une montagne ? Parce que sinon on n'aurait jamais entendu parler de cette pandémie qui relève de la machination, pandémie très inférieure à celles qui sévissent tous les ans dans le monde entier et qui font des millions de morts dans l'indifférence générale puisque tout le monde ou presque s'accommode du régime en place.

Pr Christian Bréchot : Pourtant on savait que des pandémies liées à des virus respiratoires pouvaient apparaître, mais on n'était pas suffisamment préparés.

LVOG - Si, en démantelant le système de santé public...

franceinfo : Les mesures de confinement sont-elles une bonne chose ?

Pr Christian Bréchot : Oui. On attend tous un vaccin, mais il n'arrivera pas avant 18 mois, deux ans au mieux. Jusqu'à présent personne n'a fait un vaccin efficace contre un coronavirus humain. Je pense qu'on y arrivera, mais ça n'est pas simple. Donc, on a des traitements qui progressent de façon extrêmement rapide et on a la prévention, le cloisonnement et ça marche.

LVOG - Il n'allait pas répondre par non à propos du confinement. Ce qui est intéressant, c'est qu'il dit attendre un vaccin tout en sachant qu'il n'en a jamais existé concernant un coronavirus, ce qui signifie qu'il n'attend rien du tout parce que la situation actuelle lui convient parfaitement et que chacun devrait se résigner à l'imiter.

franceinfo :Va-t-il falloir s'habituer à vivre longtemps avec le coronavirus ?

Pr Christian Bréchot : Il faut être très humble et très prudent avec ce virus parce qu'on s'est déjà trompés. On ne voit pas bien avec une pandémie de cette ampleur comment tout pourrait miraculeusement revenir à la normale. En permanence, la circulation des gens va poser question. Je pense qu'on va revenir à une vie normale, on espère qu'à partir de la mi-mai on va être dans une situation de décélération, mais le gouvernement à raison de prôner un relâchement progressif. Tout va dépendre du pourcentage de la population contaminée. Si vous avez 15%, il va falloir être très prudent parce que vous avez la possibilité d'une rechute de l'épidémie. Malheureusement, les indications que l'on a sont plutôt de 15%.

LVOG - Non, vous ne vous êtes pas trompés, vous nous avez trompés délibérément, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Qu'on se le dise, rien ne sera jamais plus comme avant, la menace de mort sera permanente, omniprésente et la main invisible du virus pourra vous frapper et vous emporter n'importe quand et n'importe où.

15%, complètement ridicule, c'est là qu'on s'aperçoit qu'on est en présence d'un personnage malfaisant. C'est comme en Inde où il existe des mégapoles surpeuplées et crasseuses comme New Delhi, Mumbai (ex-Bombay), Kolkata (ex-Calcutta), Chennai (ex-Madras), Bangalore, etc. il n'y aurait au total en Inde que 8.800 personnes infectées le 11 avril 2020, c'est se foutre du monde ouvertement, cela doit représenter à peine les habitants d'un petit quartier d'une de ces mégapoles qui a dû être en contact avec le coronavirus qui se balade partout.

Imaginez un instant tous les taxis, voitures particulières, bus et trains qui ont quitté les 30 aéroports internationaux avant la fermeture des frontières le 18 mars, et qui ont répandu leurs millions de voyageurs (Environ 5 millions par mois en vol international) à travers tout les 29 Etats du pays en traversant évidemment ces mégapoles, sachant aussi qu'un grand nombre d'entre eux habitent dans ces mégapoles ou leurs banlieues

More than 120 million flyers book domestic flight tickets every year. The number inflates to over 180 million when you add to it travellers flying on international routes. https://www.happyeasygo.com 30th April 2019

Ils ont raison d'être dubitatifs face à Big Pharma qui les empoisonne.

- Plus d'un quart des Français refuseraient de se faire vacciner contre le coronavirus - sputniknews.com 11 avril 2020

Depuis plusieurs années, la France reste l'un des pays où la population se méfie le plus de la vaccination. Même avec la pandémie, nombre de Français (26%) seraient opposés à la vaccination contre le coronavirus si un vaccin existait, selon une étude réalisée fin mars 2020 par l'Institut de sondage Ifop.

Plus d'un quart des Français interrogés (26%) ne voudraient pas se faire vacciner contre le coronavirus si un vaccin existait, indique une étude réalisée fin mars 2020 par l'Institut de sondage Ifop pour le consortium Coconel.

«Le pourcentage de refus est plus élevé (39%) chez les 26-35 ans. Un tiers environ des employés et des ouvriers le refuseraient aussi, alors que, chez les cadres et professions intellectuelles supérieures, le taux de refus n'est que de 16%», a expliqué au Monde Patrick Peretti-Watel. sputniknews.com 11 avril 2020

LVOG - Ah le bon sens populaire est plus résistant qu'un malheureux virus ! Quant aux cadres et aux membres des professions intellectuelles supérieures ce sont des zombis, ils ont troqué leur statut social contre leur cerveau !

Rappelons que les deux-tiers des infirmières travaillant dans les maisons de retraites sont hostiles à la vaccination pour la grippe. (voir causerie antérieure)

Excès de zèle.

- Les écoles publiques de New York fermées jusqu'à la fin de l'année scolaire - Reuters 11 avril 2020

Propagande toxique des maîtres du nouvel ordre mondial totalitaire ne doit comporter aucune exception.

- Au Nicaragua, le gouvernement est dans le déni face au Coronavirus - euronews.com 11 avril 2020

Les autorités nicaraguayennes n'ont mis en place aucune restriction et continuent même d'organiser des événements avec de nombreuses personnes.

Officiellement, le Nicaragua enregistre seulement 6 cas de contaminations par le Covid-19, et une seule mort liée au virus.

Selon le ministère de la santé nicaraguayen, les personnes infectées par le Coronavirus ont toutes été contaminées à l'étranger, le gouvernement refuse d'imposer un confinement ou une fermeture des écoles.

Un déni qui fait craindre le pire aux épidémiologistes puisque les pays voisins du Nicaragua sont touchés.

Le Honduras compte 392 cas de contaminations et 24 morts liées au Covid-19, et il y a 558 personnes infectées par le virus au Costa Rica, trois d'entre elles sont décédées. euronews.com 11 avril 2020

LVOG - Voyons cela de plus près :

- Nicaragua - 6,466 millions d'habitants, 1 mort = 0,000015%
- Honduras - 9,588 millions d'habitants, 24 morts = 0,00025%
- Costa Rica - 4,999 millions d'habitants, 3 morts = 0,00006%

Qui est dans le déni de la réalité, qui complote en permanence ?

Tout cela pour cela ? Eh oui ! Vous n'y croyez toujours pas ? Si non, c'est que vous êtes décidément incurable ou déjà mort.

- Coronavirus : huit millions de salariés sont désormais au chômage partiel, un record - Franceinfo 11 avril 2020

Le recours au chômage partiel a été demandé par 700 000 entreprises et associations pour 8 millions de salariés, soit 3 millions de plus en une semaine, a annoncé samedi 11 avril la ministre du Travail Muriel Pénicaud, sur son compte Twitter. "A ce jour, 8 millions de salariés et plus de 700 000 entreprises bénéficient du chômage partiel", a-t-elle écrit.

Ce dispositif, mis en place pour aider les entreprises affectées par la crise du coronavirus et le confinement, permet au salarié d'être indemnisé à hauteur de 70% du salaire brut et 84% du salaire net. Son coût, partagé entre l'Etat et l'Unédic, l'organisme qui gère l'assurance-chômage, "sera très important, de plus de 20 milliards d'euros", avait estimé la ministre vendredi sur RMC et BFMTV, estimant que c'était "un investissement qui valait la peine" car il évitait des licenciements massifs. Franceinfo 11 avril 2020

Des intentions inavouables. Cette monstrueuse machination, "un investissement qui valait la peine", on n'en doute pas un instant.

- Le Covid-19 décomplexe les gouvernements autoritaires (et les autres) - Slate.fr 11 avril 2020

Tandis que le monde regarde ailleurs et que chacun se concentre sur sa propre gestion de la crise, des mesures autocratiques sont appliquées là où les démocraties semblaient déjà fragiles. Slate.fr 11 avril 2020

- Coronavirus: le Medef veut faire travailler les Français davantage - Le HuffPost 11 avril 2020

La question d'un retour à la vie normale, celle de savoir "qui va payer la dette" engendrée par cette situation inédite se pose déjà.

Geoffroy Roux de Bézieux a une piste. Dans une interview au Figaro, publiée vendredi 10 avril, le patron du Medef estime que les Français doivent s'attendre à travailler "un peu plus." Et ce, en supprimant des jours fériés, en allongeant le temps de travail ou en jouant sur les congés payés.

"L'important, c'est de remettre la machine économique en marche et de reproduire de la richesse en masse. C'est la création de richesses qui permettra d'augmenter l'assiette des impôts et donc les recettes, et ainsi de rembourser la dette accumulée pendant la crise", explique Geoffroy Roux de Bézieux avant de poursuivre: "ensuite, il faudra bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire." Le HuffPost 11 avril 2020

LVOG - Dès le premier jour je l'avais annoncé, qu'ils n'oublient pas de supprimer les primes et le 13e mois pendant qu'ils y sont. Alors, le capitalisme, le régime, la Ve République : Stop immédiatement ou encore ?

Si les travailleurs n'ont pas fait ou ne parvienne pas à faire le rapprochement entre le déclenchement de cette pantomime et ce qu'on leur annonce maintenant, entre cause et effet, ils sont foutus. Et nous avec, tous, quoi ! Remercions encore une fois nos dirigeants qui auront fait preuve d'obscurantisme une fois de plus, une de trop et peut-être fatale.

Les pires prédateurs sont sur le pied de guerre.

- Le FMI met le paquet pour la Tunisie - LePoint.fr 11 avril 2020

Le Fonds monétaire international a donné son feu vert à un prêt d'urgence de 745 millions de dollars à la Tunisie, au bord de la récession. LePoint.fr 11 avril 2020

Pour les quelque 10 millions de millionnaires américains, il y a encore de la marge.

- Une hausse des réservations de croisières pour 2021 observée face au coronavirus - sputniknews.com 11 avril 2020

Bien que la pandémie de coronavirus ait déjà laissé des dizaines de navires de croisière bloqués temporairement en mer, de nombreux touristes ne pensent pas renoncer à leurs séjours. En outre, des agences de voyages et des experts du tourisme notent même une augmentation des réservations pour 2021 par rapport à 2019.

Bien que la pandémie de coronavirus ait déjà laissé des dizaines de navires de croisière bloqués temporairement en mer, de nombreux touristes ne pensent pas renoncer à leurs séjours. En outre, des agences de voyages et des experts du tourisme notent même une augmentation des réservations pour 2021 par rapport à 2019.

Le nombre de personnes prévoyant de partir en croisière en 2021 a augmenté par rapport à 2019, malgré la situation actuelle autour du coronavirus, rapporte le quotidien Los Angeles Times citant des agences de voyages et des experts du tourisme.

Au cours des 45 derniers jours, Cruise Compet, entreprise spécialisée dans la vente de croisières en ligne, a enregistré une augmentation de 40% des réservations pour 2021 par rapport à 2019. Seuls 11% des réservations proviennent de personnes dont les voyages en 2020 ont été annulés.

«Les gens réservent toujours des croisières et sont impatients de repartir quand tout sera terminé», a déclaré la présidente de l'entreprise au quotidien.

Un sondage en ligne mené auprès de plus de 4.600 touristes a révélé qu'environ 75% prévoient de reprendre leurs croisières soit à la même fréquence qu'auparavant, soit plus souvent une fois que la crise des coronavirus se sera calmée, selon CruiseCritic.com, un site de revue de croisières.

Après avoir mené une analyse de l'industrie des croisières, le géant bancaire suisse UBS a également constaté une augmentation du volume des réservations de croisières pour 2021, soit une hausse de 9% au cours des 30 derniers jours par rapport à la même période l'an dernier.

Selon le rapport d'UBS, publié le 31 mars, bien que les réservations des voyages de croisière en 2021 incluent des personnes dont les croisières ont été annulées, le volume montre toujours une résilience surprenante de la volonté de réserver une croisière.

Le volume des réservations était encore plus élevé pour les voyages en Asie et en Alaska, «il y a donc une demande refoulée pour les voyages en Asie l'année prochaine», a expliqué UBS. sputniknews.com 11 avril 2020

Haut de page

Le 14 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

Actualisation réduite pour cause de Jour de l'An tamoul.

On reviendra demain sur la déclaration télévisée d'hier du tueur à gage dont la tête devrait être mise à prix.

- 6 pages au format pdf

Quand on n'a pas de conscience de classe, on court le risque de n'avoir pas conscience de grand chose.

Les masses vont-elles accepter d'être prises en otage par le représentant de l'oligarchie un mois de plus ou davantage encore ? Sortez, rassemblez-vous, organisez-vous, affrontez le régime, renversez-le !

Quand on se retrouve en présence d'une situation inédite, pour prendre conscience de ce qui se passe réellement, on doit en étudier toutes les composantes ou tous les aspects en y consacrant la même attention...

S'agissant d'épidémie, on avouera humblement notre ignorance presque totale. Compte tenu qu'en la matière on est amené à lire et à entendre tout et son contraire, que les connaissances acquises en épidémiologie nous parviennent au compte-gouttes et qu'on ignore encore beaucoup de choses à propos du comportement des virus et des bactéries, par précaution toute affirmation sera à prendre au conditionnel ou devra être vérifiée et revérifiée.

Dans ces conditions, il est inévitable de s'en remettre temporairement à des approximations ou de livrer des appréciations pouvant être en partie erronées ou devant être rectifiées par la suite, du fait que nous sont livrées des données incomplètes ou imprécises, parce que leurs auteurs ne peuvent pas faire autrement ou pour des raisons idéologiques ou bassement mercantiles.

Qu'il faille lire un maximum d'articles et nous documenter à la suite de nombreuses questions qui nous sont venues à l'esprit, ne garantit nullement qu'on retiendrait forcément les éléments correspondant à la réalité pour ensuite l'interpréter correctement.

Tenez, un exemple tout frais d'hier qui illustre ce que nous venons de dire. Il est tellement facile d'être induit en erreur.

Entre 18 500 morts et 575 400, cherchez l'erreur.

LVOG - Quand les bases d'un calcul sont fausses ou biaisées, le résultat le sera forcément. Si c'est celui qu'on retient, on aura tout faux ! D'où la nécessité d'actualiser nos connaissances en permanence, et cela vaut pour absolument tous les domaines, ce que ne feront pas la plupart des gens qui partant de là raisonneront à partir d'éléments erronés, tout en étant de bonne foi. Mais la bonne foi ne remplace pas la réalité ou la vérité.

Avec 114.000 morts le 13 avril 2020, le Covid-19 est encore très loin du record du virus H1N1, 575 400 morts. Non seulement il n'y a aucune raison de paniquer, mais on est en droit de se demander pourquoi ils n'ont pas fait un tel foin avec le H1N1, il faut croire que leur machination n'était pas encore au point en 2009 et qu'elle l'est en 2020.

En fait, j'ai trouvé l'explication : le H1N1 s'attaquait aux plus jeunes, le Covid-19 s'attaque aux plus vieux, comme les plus jeunes sont concentrés en Afrique et en Asie, ils en eurent rien à foutre qu'ils crèvent par centaines de milliers du H1N1, mais comme le taux de vieux est le plus élevé en Europe occidentale, là c'est normal que la terre s'arrête de tourner. En conclusion, ce ne serait pas forcer le trait, d'affirmer que ce sont des considérations racistes qui ont déterminé le comportement des autorités des puissances occidentales dans les deux cas.

- Coronavirus : Le Covid-19 est dix fois plus mortel que le H1N1, selon l'OMS - 20minutes.fr 14 avril 2020

Selon le patron de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, « la mise au point et la distribution d'un vaccin sûr et efficace vont être nécessaires pour interrompre totalement la transmission » du coronavirus.

« Nous savons que le Covid-19 se répand rapidement et nous savons qu'il est mortel : 10 fois plus que le virus responsable de la pandémie de grippe de 2009 [H1N1, apparu au Mexique] », a annoncé le patron de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, au cours d'une conférence de presse virtuelle depuis Genève, ce lundi. C'est pourquoi, l'Organisation mondiale de la santé appelle à un déconfinement « lent ».

Si la pandémie de nouveau coronavirus a fait près de 115 000 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles, la grippe A (H1N1) avait fait 18 500 morts selon l'OMS mais la revue médicale The Lancet a estimé le nombre de morts entre 151 700 et 575 400. 20minutes.fr 14 avril 2020

Vérifions cette information.

- Les décès causés par la grippe A revus à la hausse - lefigaro.fr 26 juin 2012

La pandémie grippale causée par le virus H1N1 pourrait avoir fait 15 fois plus de morts que les chiffres avancés jusqu'à présent et basés exclusivement sur des examens de laboratoires, selon des travaux publiés mardi par la revue médicale spécialisée The Lancet Infectious Diseases.

Alors que l'OMS faisait jusqu'à présent état de 18.500 décès -confirmés avec des tests en laboratoire - entre avril 2009 et août 2010, une nouvelle étude modélisée avance une fourchette comprise entre 151.700 et 575.400 morts pour les victimes de la grippe H1N1 contractée lors de la première année qui a suivi la circulation du virus dans les différents pays.

«Il s'agit d'une des premières études à fournir des estimations globales du nombre des décès provoqués par la grippe H1N1 et contrairement à d'autres estimations, elle inclut des estimations pour les pays d'Asie du sud-est et d'Afrique où les données sur la mortalité associée aux grippes sont limitées» note Fatimah Dawood, du Centre de contrôle et de prévention des maladies d'Atlanta (CDC), qui co-signe l'étude avec plusieurs autres chercheurs. lefigaro.fr 26 juin 2012

- La pandémie de grippe A de 2009 aurait fait 284.500 morts - bfmtv.com 26 juin 2012

La pandémie de grippe A (H1N1) survenue en 2009 a fait dans les 284.500 morts à travers le monde, soit 15 fois plus que le nombre confirmé à l'époque par des analyses en laboratoire, à en croire une nouvelle étude effectuée par un groupe international de scientifiques.

Le décompte réalisé en 2009 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) faisait état de 18.500 décès dus à cette variante de la grippe. Il ne s'agissait cependant que des morts confirmées par des analyses en laboratoire, et l'OMS elle-même avait souligné qu'il s'agissait d'un total nettement sous-estimé car les décès de personnes n'ayant pas accès à des soins n'avaient pas pu être pris en compte et aussi parce que la présence du virus ne peut pas toujours être décelée après le décès du malade.

La nouvelle étude, dont les conclusions paraissent mardi dans la revue médicale Lancet, montre également que la virulence de la pandémie a fluctué selon les régions: 51% des cas de grippe A (H1N1) sont survenus en Afrique et en Asie du Sud-Est, régions qui ne représentent que 38% de la population mondiale.

"Cette pandémie s'est vraiment soldée par un bilan énorme", a estimé Fatimah Dawood, du Centre américain de prévention et de contrôle des maladies (CDC), qui a dirigé cette étude. Reuters/bfmtv.com 26 juin 2012

- Pandémie A (H1N1)2009, une mortalité 15 fois plus élevée que prévu - lequotidiendumedecin.fr 25 juin 2012

Eugénisme ordinaire. Tenez, un autre massacre dont on s'accommode très bien. 5,84 millions de morts par an. Comment, c'est tout ?

- Saviez-vous que "chaque jour dans le monde, 16 000 enfants succombent à des maladies évitables comme la rougeole et la tuberculose." liberation.fr 2 mai 2016

Cela vous interpelle-t-il pas ?

Après on ne s'étonne plus de rien, car sachant que tout le monde s'en fout, pensez donc : J'y suis pour rien, je ne suis pas responsable, qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse, etc. on connaît la rengaine de tous ces gens bien pensants à la conscience tranquille que cela ne gêne pas de vivre dans un monde aussi dégueulasse ou cruel du moment qu'ils disposent d'un mode de vie relativement confortable. Ils auront contribué à rendre la société dans laquelle ils vivront encore plus pourrie, entre nous, c'est très con et dommage!

Qu'on ne compte pas sur moi pour les flatter ou les ménager, moi contrairement à eux, j'ai en permanence les yeux rivés sur les couches les plus défavorisées, et je me sens bien seul...

Quelques réflexions.

J'ai rédigé rapidement ce passage à différents moments de la journée sans y réfléchir depuis davantage.

- C'est malheureux ou triste à dire, les vieux qui meurent maintenant ne sauront jamais la chance qu'ils ont eu d'avoir échappé à ce qui s'annonce être un cauchemar effroyable que de vivre dans une société aussi pourrie, ce qu'on ne souhaite à personne

de connaître quand il nous reste une trace d'humanisme.

- J'ai appris que des gens applaudissaient pendant deux minutes le personnel hospitalier à 20h, seraient-ce les mêmes qui vont se planter devant leur téléviseur pour regarder le journal des chaînes qui participent à leur malheur ? S'ils attendent encore quelque chose des personnages qui assurent le spectacle, on est mal barré ! Il n'y a rien de plus déprimant.

Lu dans un article.

"*Dans un système où les sociopathes sont récompensés par la richesse, et où richesse égale pouvoir, nous nous retrouvons naturellement dirigés par des sociopathes. Ils manipulent nos perceptions erronées de la réalité objective afin d'amasser des richesses et du pouvoir, qu'ils utilisent pour en accaparer encore davantage.*"

Et le pire, c'est que les nouvelles générations seront bâties sur le même modèle pour n'avoir rien connu d'autres, et il leur sera très difficile d'en changer ou d'en imaginer un autre, s'ils refusaient de bâtir une nouvelle société reposant sur les besoins sociaux et les aspiration démocratique de la population, ce que nous proposons, ce qui implique l'éradication du capitalisme à l'échelle de la planète.

Après tout, ils sont parvenus à exporter leur pandémie partout dans le monde, alors pourquoi le modèle de société que nous proposons ne pourrait pas être adopté par tous les peuples du monde. Pour eux ce serait possible, mais pas pour nous, tiens donc, en l'honneur de quoi nous serions inférieurs à eux ou nous ne serions pas capables d'imaginer un monde meilleur, qui serait débarrassé de l'exploitation et de l'oppression, des inégalités et des injustices, des humiliations, de la répression, de toutes ces souffrances, peines ou angoisses qui nous pourrissent la vie.

Il faut imaginer qu'on a le même pouvoir qu'eux de décider dans quelle genre de société nous voulons vivre, sauf qu'on n'en use pas, c'est ce qu'il faut changer immédiatement, sinon on continuera de subir un modèle de société infernal, c'est à prendre ou à laisser, le capitalisme stop ou encore, il faut choisir. Oui, on peut dire que c'est aussi une question de vie ou de mort, comme on peut le constater quotidiennement.

La trame de la situation.

C'est la démographie exponentielle à l'échelle mondiale depuis le milieu des années 40, qui au cours des 7 dernières décennies aura accéléré l'exacerbation des contradictions sur lesquelles reposait le système capitaliste, jusqu'à l'extrême limite qu'elles pouvaient supporter, et au-delà de laquelle la confrontation directe et violente entre les classes devenait inévitable.

Pour contourner cette menace de plus en plus prégnante, qui pouvait être fatale au capitalisme si le mouvement ouvrier parvenait à renouer avec le socialisme, il fallait se saisir de cette crise du capitalisme devenue permanente pour programmer l'effondrement de certains pans de l'économie ou de la finance, afin de créer un choc qui servirait à accroître (et justifier) le pouvoir (et la fortune au passage) de l'oligarchie sur l'ensemble de l'économie et des institutions politiques nationales et internationales, de telle sorte que des programmes d'austérité ou de régression sociale généralisée seraient adoptés, ainsi que des mesures toujours plus contraignantes ou liberticides seraient prises contre les peuples pour mieux les surveiller ou les contrôler, ce qui présenterait l'avantage de les diviser, de les atomiser, de les neutraliser ou de les réduire à l'impuissance, ce qui permettrait temporairement de soulager l'énorme pression qui pesait sur le capitalisme.

Ceci à défaut de pouvoir recourir à une Troisième Guerre mondiale. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous n'y avons jamais cru, contrairement à ceux qui la brandissaient constamment comme un hochet diabolique pour effrayer les peuples, au lieu de s'en tenir aux faits pour les armer théoriquement afin de pouvoir mener leur combat contre le capitalisme.

Si on avait observé minutieusement ce qu'on a appelé le cycle des crises du capitalisme depuis 70 ans, certes, on se serait aperçu qu'un intervalle d'une dizaine d'années environ les séparait, avec des crises intermédiaires de moindre importance intervenant tous les 3 ou 5 ans en fonction de motivations politiques ou correspondant à des règlement de compte au sein de la finance, on aurait pu remarquer que ces crises se combinaient à des évènements politiques (2001) aux conséquences économiques plus considérables encore que les crises économiques (2008) proprement dites, on aurait pu ainsi saisir les liens qui existaient entre eux, pour comprendre ce qui se passait réellement ou pourquoi l'effondrement programmé du capitalisme pourrait effectivement se produire, mais pas du tout comme on s'y attendait, en étant conçu dans l'unique but d'instaurer un nouvel ordre mondial, dont l'existence reposerait uniquement sur une sorte de règlement de police une fois confisqués tous les pouvoirs par l'oligarchie. Même si les fondements du système économique demeuraient intacts, ses lois de fonctionnement avec leurs contradictions n'auraient désormais plus aucune incidence majeure sur les plans économique ou politique, car une fois passées sous la coupe de ce règlement policier, elles ne seraient plus en mesure d'influencer ou de modifier l'évolution de la situation, autrement dit l'existence de ce régime totalitaire mondiale reposerait sur la combinaison de ces facteurs et induirait la neutralisation de la lutte des classes ou le mouvement ouvrier serait réduit à l'impuissance, ce qu'on peut observer quotidiennement depuis déjà des décennies, écartant définitivement toute menace de révolution socialiste, tout du moins c'est la conclusion à laquelle ses idéologues sont parvenus.

Aujourd'hui, cette machination au coronavirus s'inscrit parfaitement dans ce processus, elle est destinée à en être une étape décisive pour parvenir à leur fin, nous réduire en servage, en esclavage, sans espoir d'en sortir un jour.

Peu importe pour le moment quelle est l'origine exacte de ce coronavirus, ils l'instrumentalisent aux seules fins décrites plus haut, ce qui peut paraître élémentaire ou banal, sauf que la presque totalité de la population ignore pourquoi ou dans quel but précis, et c'est cela qui sera le facteur déterminant pour la suite.

Quand on ignore la nature de quelque chose, on ne peut pas agir dessus, c'est élémentaire, on est réduit à l'impuissance...

Pire encore, quand on nie ce processus, on ne peut pas comprendre ce qui se passe réellement, donc on ne peut pas mener notre combat politique contre le capitalisme et ses institutions. On s'excite, on vocifère, on gesticule, on se lance dans des discours aux allures radicales totalement inaudibles, car bourrés de contradictions ou de contrevérités, on étale au grand jour autant son ignorance que son impuissance, voilà à quoi on est réduit dans ce cas-là.

Quand on n'est pas capable d'analyser la situation dans son ensemble, comment voulez-vous vous orienter politiquement, correctement ou dans la bonne direction, c'est impossible, même si certains croient le contraire en ayant déjà démontré le contraire dans le passé, sinon nous n'en serions pas rendus là, non ?

Quel intérêt l'oligarchie aurait-elle à créer cette crise ? Question stupide s'il en faut.

L'effondrement du capitalisme serait dû au coronavirus nous dit-on. Foutaise, on ne peut le concevoir que lorsque l'on nie que les capitalistes l'instrumentalisent pour justement provoquer cet effondrement, or c'est bien à ce à quoi nous assistons. Minutieusement ils se seront employés à amplifier la croyance en une terrible pandémie de manière à justifier l'adoption par les chefs d'Etats ou de gouvernements de mesures extrêmes réduisant à néant la liberté de déplacement des travailleurs se traduisant concrètement par la paralysie d'une grande partie de l'économie mondiale, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? On voudrait nous faire croire aussi que ces chefs d'Etats mafieux ne sauraient pas ce qu'ils font, qu'ils prendraient eux-mêmes ces décisions sans en référer au préalable à ceux qui les ont mis à cette place, crasse ignorance ou mauvaise foi.

Ce n'est pas un hasard non plus, si ce sont les mêmes qui nient toujours l'effondrement programmé et contrôlé des 3 tours du Word Trade Center le 11 septembre 2001. Tous ces aveugles ou corrompus furent également Charlie, colportant la croyance que les médias incarneraient la liberté d'expression. Non, nous ne sommes pas amnésiques, nous n'oublions rien.

La civilisation humaine à la croisée des chemins. Pour le meilleur et le pire, non, pour le pire ou pour le meilleur uniquement.

Il y en a qui sont tombés dans le panneau qui consistait à croire que le pire et le meilleur étant possibles ou se côtoyant, parce qu'ils existent en toute chose, il vaudrait toujours mieux privilégier le meilleur quitte à perdre de vue le pire comme s'il n'existait pas ou plus, jusqu'au jour où il allait causer des ravages et réduire le meilleur à une portion congrue ou plutôt le ramener à la place qu'il occupait vraiment. Il arrive si facilement de s'illusionner sur un tas de choses ou de gens à en perdre la notion de réalité, tout simplement.

Bien que je le sache pertinemment, personnellement avec les gens que je suis amené à rencontrer, je privilégie habituellement le meilleur, c'est un tort m'a-t-on reproché, je n'y peux rien, c'est dans ma nature pour ainsi dire, j'ai le défaut d'aimer les gens en général sans même les connaître.

Et bien je me suis rendu compte que chaque fois que j'avais agi avec eux en donnant l'impression que j'avais perdu de vue qu'ils pouvaient être capables du pire, souvent ils en ont profité pour me berner en croyant avoir affaire à un idiot, les pauvres d'esprit ! Le pire on le provoque aussi, c'est parfois nécessaire pour s'assurer qu'il existe vraiment. On s'en passerait bien direz-vous peut-être, sauf quand on tient à connaître l'état d'esprit d'une personne à votre égard, c'est révélateur. Cela évite par la suite de se méprendre sur leurs réelles intentions.

Pourquoi les ai-je laissés agir à leur guise si je le savais, quitte à me nuire ? Parce que cela ne pouvait pas m'atteindre ou superficiellement seulement, puisque mes intentions étaient louables. Pour cette raison j'arriverais toujours à m'en remettre ou à m'en sortir, peut-être parce qu'il existe une justice immanente, qui n'a rien à voir avec la soi-disant justice divine ou celle des hommes qui laissent franchement à désirer ou donne envie de vomir, disons que cette justice immanente fait partie du domaine du possible dans le champ de la dialectique dès lors qu'on s'en remet à elle ou qu'on la sollicite. Si je ne croyais pas en la dialectique, je ne croirais pas en les hommes, et je ne croirais pas non plus dans le socialisme, je croirais en rien et je serais très malheureux. Croire a ici une valeur de connaissance, mais cela vous l'aviez bien compris, tout du moins je l'espère pour vous.

Si je me souviens bien, c'est ce qui se dit ou se constate en temps de guerre.

En temps de guerre, au début le pire domine le meilleur, puis petit à petit ou vers la fin c'est l'inverse ou le meilleur qui prend

le dessus, pas toujours, mais cela arrive parfois ou souvent selon le degré de souffrance qu'on a enduré et le niveau de conscience qu'on a acquis...

Il pourrait très bien se produire le même scénario aujourd'hui, ce que redoutent les chefs d'Etat qui se sont lancés en choeur à corps perdu dans une guerre contre leur peuple sous prétexte d'une pandémie qu'ils sont parvenus à incruster dans la tête d'un grand nombre de travailleurs, mais pour combien de temps encore ? La réponse on l'aura dans les semaines ou les mois qui suivront la fin du confinement. Sans se faire trop d'illusions, en l'absence d'un parti ouvrier qui aurait intégré dans son analyse la stratégie de l'oligarchie.

Haut de page

Le 16 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

On enfonce le clou et on va continuer de taper dessus.

L'avertissement d'Henry Kissinger que nos dirigeants ne veulent pas entendre.

- "*L'effort déployé face à la crise, quelles que soient son ampleur et sa nécessité, ne doit pas empêcher le lancement urgent d'une initiative parallèle pour assurer la transition vers le nouvel ordre de l'après-coronavirus.*"

Faisons-le voler en éclats !

- "*Si le monde devait renoncer à équilibrer pouvoir et légitimité, le contrat social se désintégrerait tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales.*" (« La pandémie de coronavirus modifiera à jamais l'ordre mondial » par Henry Kissinger Wall Street Journal - Réseau Voltaire 4 avril 2020)

- 18 pages au format pdf

Ils ont soudain décrété que mourir d'un coronavirus méritait une médiatisation mondiale, comme ils ont décrété qu'une pandémie qui n'était guère différente des précédentes ou de celles qui sévissaient en temps normal méritait d'être élevée au rang d'ennemi public n°1, invisible de préférence, parce que la population l'ignorait tout simplement.

Quel déni, vraiment ? Non, les faits.

Si les gens savaient ou avait conscience que la population vieillit, et que pour cette raison elle était davantage exposée à une infection bactérienne qui pouvait s'avérer fatale, que chaque année dans le monde des millions de personnes trépassaient après avoir attrapé un virus, un coronavirus, une bactérie, un microbe, ou suite à une erreur chirurgicale ou de diagnostic, de traitement inapproprié, des effets secondaires de médicaments, etc. ils n'auraient jamais pu recourir à cette monstrueuse machination consistant à faire croire qu'on serait en présence d'un phénomène nouveau aux conséquences inconnues ou incontrôlables, de manière à provoquer une panique parmi la population et justifier de nouvelles mesures antisociales et liberticides dont elle sera victime, bref, en profiter pour lui infliger une double peine qu'elle n'a pas méritée, puisqu'il s'agit d'un phénomène naturel, tout comme les variations climatiques.

Les mêmes causes sont à l'origine des mêmes effets ou des mêmes maux.

C'est la médiocrité du niveau de conscience dans laquelle est maintenue la population qui est à l'origine de cette tartufferie sordide. A défaut malheureusement de pouvoir nous débarrasser du capitalisme dans l'immédiat, nous devrions mener le combat sur tous les plans afin d'aider les masses exploitées à élever leur niveau de conscience politique pour qu'elles ne puissent plus être les victimes d'une telle machination machiavélique, et ainsi préparer les conditions qui leur permettront de renverser le capitalisme.

Nos ennemis mènent leur féroce lutte de classe contre les travailleurs sur tous les plans, y compris idéologique et psychologique, il faut donc mener notre lutte de classe également sur ces plans-là, avec la même intransigeance et détermination, sinon nous ne pourrons jamais les vaincre.

Il ne s'agit donc pas d'accuser les travailleurs de quoi que ce soit, mais de les aider à sortir de la torpeur dans laquelle le néolibéralisme les a plongés avec la complicité du mouvement ouvrier corrompu, il ne faut jamais oublier de le préciser, sinon on ne peut rien comprendre.

Pour comprendre spontanément ou tardivement qu'on était en présence d'une monstrueuse instrumentalisation, il suffisait d'observer que l'Inde n'allait pas faire exception au confinement.

Parvenu au 14 avril 2020, sur 1,3 milliard d'habitants en Inde, il n'y a eu que 339 morts, ce qui donne un taux de mortalité inférieur à 0,00003%. C'est plus qu'insignifiant, inexistant ! Non, mais il faut en prendre conscience.

Tous corrompus.

Ce chiffre ridicule bas permet de prendre conscience de l'ampleur de cette gigantesque imposture montée de toutes pièces à l'échelle mondiale avec la complicité d'absolument tous les chefs d'Etat ou de gouvernement de la planète, l'ensemble des institutions internationales, pour tout dire la totalité des acteurs politiques et sociaux des plus insignifiants au plus puissants, incluant sans exception à ma connaissance la totalité du mouvement ouvrier, qui, comme il fallait s'y attendre aura fait preuve une fois de plus de veulerie.

Une fois ce constat établi, dites nous pourquoi, comment nous pourrions ou nous devrions avoir confiance dans un parti dit ouvrier, un syndicat, alors qu'ils se sont tous rendus coupables d'avoir participé à cette criminelle opération orchestrée par l'oligarchie et les officines à son service, sachant qu'elle était tournée exclusivement contre l'ensemble des travailleurs et leurs intérêts.

Il fallait faire preuve d'audace et de courage pour ne pas en être, ce qui fait notamment le plus défaut à nos dirigeants, et je suis fier de faire partie de ceux qui s'en sont tenus exclusivement aux faits, car il en existe parmi nous, je regrette qu'ils ne se soient pas manifestés ou que nous n'ayons pas les moyens de nous connaître.

Les faits m'ont donné raison une fois de plus, cela en devient gênant à force, car en réalité c'est l'inverse qui s'est produit, je m'explique.

Les faits ont précédé l'interprétation que j'en ai donnée. Certes, d'autres faits sont intervenus ensuite pour confirmer ce que nous pensions avoir compris, mais au départ ce sont des faits qui ont précédé notre réflexion et non l'inverse. Cela signifie que nous ne sommes pas parti d'a priori ou de dogmes, d'idées reçues ou préconçues, nous sommes parti du principe que nous ignorions tout ou presque, précision dont je m'explique plus loin. Nous sommes parti pour ainsi dire d'une page blanche, vierge, et on s'est contenté d'observer ce qui se passait tout simplement, et c'est seulement ensuite qu'on a commencé à décrire ce que nous avions observé, en indiquant que le comportement et l'orientation du coronavirus n'étaient finalement pas différents de ceux d'autres virus ou coronavirus dont on se souciait guère habituellement, et que partant de là il n'y avait pas lieu d'hurler avec la meute des chiens enragés du régime à la pandémie ou de paniquer. Et cela le plus tranquillement du monde.

J'avoue m'être bien marré en repensant à tous les donneurs de leçons que j'ai eu l'occasion de croiser au cours des 15 dernières années, et qui m'avaient pris pour un abruti ou un illuminé, un complotiste, un extrémiste, un révisionniste, un agent du régime et j'en passe et des meilleurs, eux qui ne sont pas foutus de faire preuve de mesure ou de discernement face à un malheureux virus ou de confondre une pandémie avec une vulgaire machination montée de toutes pièces par l'oligarchie, comment pourraient-ils prétendre être capables de définir une orientation politique pour combattre le capitalisme, foutaises, ils sont pitoyables, pathétiques, définitivement mort politiquement, le coronavirus les aura achevés !

Modi, dit aussi l'américain, le milicien fanatisé d'extrême droite fait du zèle.

- Coronavirus: l'Inde prolonge jusqu'au 3 mai le plus grand confinement du monde - AFP 14 avril 2020

Le Premier ministre indien Narendra Modi a annoncé mardi la prolongation au moins jusqu'au 3 mai du confinement de son pays de 1,3 milliard d'habitants, la plus grande population au monde soumise à cette mesure dans la lutte contre la pandémie de coronavirus.

Un confinement sévère est en place depuis le 25 mars dans tout le pays, le deuxième le plus peuplé de la planète. La mesure avait initialement été déclarée pour trois semaines. Mais face à l'accélération de la croissance de cas locaux de Covid-19, de nombreux États avaient appelé ces derniers jours le gouvernement central à prolonger le dispositif.

L'Inde a recensé à ce jour 10.363 cas confirmés de coronavirus et 339 morts, selon le dernier bilan officiel mardi matin. Ces chiffres sont vraisemblablement sous-estimés en raison de la faiblesse du dépistage. (Mais ils peuvent aussi être exagérés au regard de la médiocrité du système de santé en Inde, parmi ces 339 morts certains sont peut-être morts à cause d'autres virus, ici ils pullulent, et vice versa, donc tenons nous en à ces chiffres, même s'ils sont imparfaits. - LVOG)

Le géant d'Asie du Sud est au point mort depuis la fin mars. Les transports publics sont à l'arrêt et les frontières entre les différents États fermées, perturbant fortement les chaînes d'approvisionnement.

Après le discours de Narendra Modi, l'interdiction des vols d'avions commerciaux, domestiques comme internationaux, et des trains de passagers a également été prolongée au 3 mai.

L'arrêt brutal de l'activité a porté un coup terrible aux Indiens les plus pauvres, qui vivent au jour le jour et ont peu ou pas d'économies. Des millions de travailleurs journaliers se sont retrouvés soudain sans gagne-pain et ont dû rentrer à pied dans leurs villages, marchant parfois des centaines de kilomètres.

Privés de ressources, nombre d'Indiens dépendent aujourd'hui pour survivre des distributions de nourritures opérées par les autorités ou des organisations caritatives.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a salué mardi la décision du gouvernement indien de maintenir le confinement national.

À partir du 20 avril, les districts les moins touchés pourraient bénéficier d'assouplissements du confinement au cas par cas pour reprendre un semblant d'activité, a précisé Narendra Modi dans son allocution. De nouvelles règles pour le fonctionnement de secteurs essentiels, comme l'industrie et l'agriculture, seront annoncées mercredi.

Des analystes s'attendent à une croissance de seulement 1,5 à 2% pour cette année en Inde, bien en-dessous des 8% en progression annuelle dont elle a besoin pour absorber le million de jeunes entrant chaque mois sur son marché du travail. AFP 14 avril 2020

LVOG - Je ne suis pas sorti aujourd'hui, mais ma compagne Selvi, qui a discuté avec des gens du village, m'a dit que dès aujourd'hui 15 avril de nouveaux commerces étaient ouverts, signe que cet assouplissement avait déjà commencé.

Les Indiens n'en peuvent plus, et la plupart vont encore rester un mois sans salaire puisque la paie tombe à la fin du mois et non au début ! Quant aux journaliers ou ceux payés à la tâche qui sont très nombreux, compte tenu que l'activité économique va redémarrer très lentement, ils ne sont pas près de toucher un salaire qui leur permette de survivre. Les magasins vont rouvrir, certes, mais qui a encore de l'argent pour acheter quoi que ce soit ? Qui va engager des dépenses, personne ou presque. Et puis, ils sont tous endettés jusqu'au cou, les créanciers vont finir par s'impatienter. A suivre.

Moi, j'avais pour ainsi dire tout prévu, et puis je vivais déjà pratiquement confiné, donc tout cela n'a eu aucun impact sur mon mode de vie. J'ai eu l'impression pendant 3 semaines d'être revenu 30 ans en arrière, quel bonheur ! Quand les voitures et les deux-roues à moteurs étaient quasi inexistants. A cette époque l'Inde était un pays plutôt silencieux, on pouvait se balader à pied ou en vélo, les routes étaient peu encombrées, alors que maintenant la circulation est devenue un cauchemar !

Ici on sort d'un enfer, je parle pour les Indiens, pour retomber dans un autre enfer, c'est ce qui vous attend aussi en France, en pire parce que vous n'y êtes pas encore habitués. Vous verrez, vous y ferez et vous n'aurez pas le choix, parce que la majorité s'y sera accommodée, là vous vous foutrez un peu moins de moi.

A 64 ans, je suis quasiment en fin de vie, alors je peux me permettre de dire ce que je pense et je n'attends plus rien. Si je peux encore être utile tant mieux, sinon tant pis, ce n'est pas cela qui va pourrir les jours qu'il me reste à vivre.

Parole d'ignorants. "***On nous dit tout et son contraire***".

Quand vous avez développé des défenses immunitaires, au choix, vous serez protégé entre 3 à 6 mois, sinon pendant 1 an, voire pour toujours, bref, ils n'en savent rien.

Vous avez développé des symptômes, on vous a administré un traitement, vous êtes rétablis, vous êtes immunisé, pas de bol un mois plus tard vous êtes à nouveau contaminé.

Au choix également, le coronavirus a une durée de vie très courte, mais il peut encore être très virulent 5 semaines après votre rétablissement, vous pourrez être encore hyper contagieux.

Le coronavirus va disparaître pour toujours, non, il ne disparaîtra jamais, à moins qu'il disparaisse un jour ou l'autre pour rejaillir un peu plus tard, bref, ils n'en savent rien non plus, et c'est normal selon le professeur Didier Raoult, sauf qu'il y a des médecins ou professeurs qui affirment savoir!

Dans le même registre, vous allez tuer le coronavirus, d'autres disent que vous allez le piéger, d'autres encore affirment que vous

en porterez toujours des traces, peut-être pendant un moment à moins que ce soit pour toujours, choisissez ce qui vous arrange ou vous rassure le plus !

Quant aux voies par lesquelles le virus se transmet, c'est du même tonneau. Un coup il colonise l'air, un coup il ne le colonise pas, il peut tomber à 1 mètre, à moins que vous préfériez 3 mètres toujours pour vous rassurez, au choix. Il aurait une durée de vie de 3 heures dans l'air, ce qui lui laissera le temps de se balader et de se déposer partout pour une durée allant de 1 à 6 jours selon les surfaces ou matériaux (papier, tissu, fer, plastique, bois, etc.).

Donc à moins de vivre en permanence ganté, masqué, vous n'avez aucune chance d'y échapper si vous vivez dans une grande ville ou si vous vous y rendez ne serait-ce qu'une seule fois en prenant le bus, le métro ou le train, ou tout simplement en faisant vos courses, il vous accompagnera partout, rassurez-vous c'est la même chose chaque année avec celui de la grippe et vous ne vous en rendez même pas compte, ce que nous aurions dû faire avec ce coronavirus.

Moi, ce que j'ai en tête, c'était dans un appartement parisien, c'est d'avoir vu un jour une très vieille femme allongée sur quelque chose qui ressemblait à une table d'opération. Elle avait des tuyaux branchés partout. Elle bougeait peu et ne pouvait plus marcher depuis déjà des mois. Elle était ainsi maintenue en vie artificiellement, le bienfait de l'acharnement thérapeutique dit-on. J'ai trouvé cela monstrueux de cruauté. La barbarie capitaliste n'épargne décidément aucun secteur de la société, c'est la conclusion que j'en avais tiré.

Quelques éléments pour nourrir cette réflexion.

- On nous dit qu'en France "seulement 10 à 15% de la population ont rencontré le virus" (francetvinfo.fr 12 avril 2020)

LVOG - "On nous dit que". Qui vous dit quoi, les ignares et salopards qui paradent sur les plateaux des télévisions ? Et vous les croyez ? D'ailleurs, pourquoi êtes-vous plantés devant votre téléviseur ?

- La situation est particulièrement préoccupante dans la province du Heilongjiang, dans le nord-est du pays, à la frontière russe, où 49 ressortissants chinois rentrés de Russie ont été testés positifs au SARS-CoV-2 ces dernières 24 heures. Reuters13 avril 2020

LVOG - Etonnant, il paraîtrait que peu de Russes aient rencontré le virus...

Parole d'internaute.

1- Il est probable que chez tous les gens qui ont été infectés, l'immunité dure 3 à 6 mois. Si elle durait moins, ce serait exceptionnel pour un virus de ce genre. Frédéric Tangy - Le Quotidien du médecin

Un autre Médecin de Santé Publique vient de déclarer sur LCi que l'immunité pourrait-être de un à trois ans !

Une autre épidémiologiste vient de déclarer également sur LCi que ceux qui auraient été contaminés et seraient sortis de l'Hôpital devraient effectuer une quarantaine dans leurs logements ! (au risque de contaminer leurs familles) !

Et pourquoi pas à l'Hôpital, Madame l'épidémiologiste, dans les Service autres que la Réa, puisque ces Services sont sous utilisés avec le report des interventions non urgentes ?

On nous dit tout et son contraire !

Tous ces Médecins qui se succèdent sur les plateaux télés feraient mieux de se taire et de moins jouer les vedettes en restant confinés à l'Hôpital avec tous les patients atteints du Covid-19 !

2- J'ai été testé il y a 13 jours positif. J'avais pris la précaution avant de le confinement de me faire prescrire une boite d'hydrochloroquine et l'antibiotique adéquat. Quel bien m'en a pris, car il y a 10 jours j'avais des maux de tête que je ne souhaite à personne, 39 de fièvre, étouffement et toux persistante qui m'empêchait de parler. En accord avec mon médecin traitant je prends depuis plus de 8 jours ce traitement et si je peux vous écrire aujourd'hui c'est que ma fièvre a disparu, mon souffle est redevenu parfaitement normal.

Je revis et je peux vous dire que je suis passé par des angoisses épouvantables surtout quand je lisais en direct les avis morbides de scientifiques qui disaient que c'était un échec assuré, je ne dis pas que ce médicament est miraculeux mais juste permettez à ceux qui veulent l'essayer avec le contrôle de leur médecin traitant de le faire sereinement. Sur moi cela a marché à 100%. Je laisse de côté les batailles de labos et d'egos qui font rage. Si on avait permis de l'administrer avant l'hécatombe on aurait sûrement sauvé des tas de malades.

LVOG - C'est l'évidence même, Macron, Philippe, Véran et Salomon sont des assassins.

3- Oui des incompétents et des menteurs

Pandémie de Covid-19 s'est propagée au Viêt Nam le 23 janvier 2020. Au 4 avril 2020, 100 millions d'habitants 240 cas confirmés, avec 90 guérisons et aucun décès. Et aucun confinement!

Mais encore.

Il y a les cas déclarés, confirmés, infectés, diagnostiqués positifs, autant d'expressions qui veulent dire la même chose. Et parmi les porteurs du coronavirus, il y a ceux qui ne présentent pas de symptômes et ceux qui en présentent, et parmi ces derniers certains sont peu contagieux, tandis que d'autres le sont fortement, ce qui ne signifie pas forcément qu'il se transmettra plus facilement. Autrement dit, il a trouvé un terrain où s'épanouir sans que cela signifie obligatoirement qu'il se transmettra aisément, faut-il encore qu'il trouve un terrain comparable, d'où le fait qu'il frappe une génération plutôt qu'une autre, le coronavirus de 2009 frappa les plus jeunes et celui de 2019 les plus vieux. Pas de jaloux, toutes les générations devraient être soudées...

L'homme est face à un prédateur pire que lui, alors il le prend mal. Peut-être que si l'homme cessait de se comporter en prédateur, il pourrait affronter son concurrent et ennemi dans de meilleures conditions. Nous vivons dans une société où nous sommes tous en concurrence ou en compétition pour survivre les uns contre les autres, alors que la communauté humaine devrait être rassemblée pour défendre l'existence de son espèce, face à un ennemi redoutable et invisible qui la frappe mortellement. Si le bon sens avait cette signification, je m'y rallierais tout de suite.

Et comme on est gouverné ou dirigé par des fous furieux ou des psychopathes endurcis cela n'arrange rien, cela aggrave plutôt la menace. S'en débarrasser semble être la mesure de salut public prioritaire...

Une réflexion politique inachevée

Ils organisent la plus grande récession depuis 1945 en instrumentalisant ce que l'on suppose être un phénomène naturel, à moins qu'il ait été provoqué accidentellement ou intentionnellement, un coronavirus.

On nous dit que les Bourses ont lourdement chuté, certes, cependant si le cours des actions a fortement baissé, les hyper riches ou le sommet de l'oligarchie financière ne se sont pas séparés de leurs titres, ce sont les moins riches ou les membres des classes moyennes qui en ont vendus en masse, tandis que les plus riches les rachèteront en réalisant une excellente opération, bref, ils seront encore plus riches, c'était l'un des buts de la manoeuvre.

Conséquences ou objectifs de cette machination.

Les deux ne poursuivent qu'un seul et unique objet, accroître la fortune des plus riches et renforcer leur pouvoir politique, les deux étant liés et inséparables.

Cause : crise du capitalisme.

Coût de la force de travail réduit... proche de la Chine... relocalisation partielle envisageable... plus de chômage... haro sur les acquis sociaux...

Conséquence : endettement colossal des Etats à la merci des banques centrales détenues par l'oligarchie, qui en échange va exiger des gouvernements sur le plan social qu'ils imposent à leurs peuples de lourds sacrifices...

Régression sociale généralisée nous ramenant 70 ans ou un siècle en arrière...

Gesticulations au Moyen-Orient et dans les Caraïbes, avec toujours le pétrole en toile de fond, le gaz, les matières premières...

- Aux États-Unis, des queues interminables devant les banques alimentaires - Le HuffPost 11 avril 2020

En seulement trois semaines, le marché du travail qui s’affichait au meilleur de sa forme depuis 50 ans s’est effondré au point de forcer 16,7 millions de personnes à remplir un dossier de demande d’allocation.

Dans ce contexte, nombre d’Américains paupérisés n’ont plus le choix: pour survivre, ils sont contraints d’avoir recours à la bienveillance d’œuvres de charité, et notamment à des banques alimentaires.

Une situation qui donne naissance à des scènes qui semblent sortir tout droit de films catastrophes, avec des milliers de véhicules qui patientent devant la banque alimentaire de San Antonio, au Texas, pour recevoir des colis de denrées alimentaires.

Jeudi 9 avril, ce sont plus de 10.000 familles des environs qui ont eu recours aux services de l'organisme pour faire face au week-end de Pâques. Un bien triste record dans l'histoire de la banque alimentaire. Le HuffPost 11 avril 2020

Sur le plan politique.

Il est encore trop tôt pour en avoir une idée précise... Rien n'émerge vraiment pour le moment. A suivre.

Vidéo. "***Le droit d'être intelligents***" se partage.

Coronavirus : Recul de l'épidémie à Marseille - 14 avril 2020

https://www.youtube.com/watch?v=5gMj6r9t-F4&feature=emb_title

Bulletin d'information scientifique de l'IHU - Nous avons le droit d'être intelligents ! Pr Didier Raoult, Directeur de l'IHU Méditerranée Infection

Quel dommage, déjà ?

- Covid-19 : Pour Didier Raoult, il est "possible que l'épidémie disparaisse d'ici quelques semaines" - Yahoo 14 avril 2020

Le combat contre le Covid-19 est-il en train d'être gagné ? Oui, si l'on en croît Didier Raoult. Optimiste, le patron de l'IHU de la Timone a expliqué dans une nouvelle vidéo publiée ce mardi que la virus était de moins en moins présent à Marseille. "Ici, l'épidémie est en train de disparaître progressivement, a-t-il fait remarquer, chiffres à l'appui. Au pic, on a eu jusqu'à 368 cas (positifs) nouveaux par jour, et actuellement on est plutôt dans la zone de 60 à 80 nouveaux cas par jour, donc il y a une diminution significative".

Selon Didier Raoult, il est donc "possible (...) que l'épidémie disparaisse au printemps (à la fin du printemps, ndlr), et que d'ici quelques semaines, il n'y ait plus de cas pour des raisons qui sont extrêmement étranges, mais qu'on a l'habitude de voir pour la plupart des maladies virales respiratoires, je crois que c'est assez banal".

Le professeur de microbiologie a également profité de cette nouvelle vidéo pour démonter une étude sur le remdesivir (autre traitement possible contre le virus, développé par le laboratoire Gilead et salué par l'OMS), publiée dans le New England. "C'est un défi à toute méthodologie, a déploré le spécialiste des maladies infectieuses. Pour la première fois on ose publier une étude où il n'y a pas de comparatif. Ni historique, ni géographique. On ne compare ce traitement à rien (...) La seule chose que l'on note, c'est qu'il y a une toxicité considérable, avec 60% d'effets secondaires, ce qui veut dire que ce médicament ne peut pas être utilisé en dehors des patients qui ont une forme très grave. Et on sait que les patients dans un état grave n'ont presque pas ou n'ont plus de virus".

Didier Raoult a enfin donné quelques résultats du traitement hydroxychloroquine/azithromycine qu'il prescrit à ses patients pour lutter contre le Covid-19. "On est très content, a-t-il dit, avant de donner des chiffres. On a testé 32 083 patients et 4296 étaient positifs. 2628 personnes ont été traitées par notre protocole, et on compte 10 morts. On confirme donc qu'on a pour l'instant une mortalité inférieure à 0,5%, ce qui est un des résultats ou le résultat le plus spectaculaire actuellement au monde". Yahoo 14 avril 2020

Trop tard, la récupération ne fonctionnera pas monsieur le criminel. Mais qui sait ?

- Raoult est un "grand scientifique", sa bi-thérapie doit être "testée", selon Macron - AFP 15 avril 2020

Le président Emmanuel Macron a qualifié mercredi le professeur marseillais Didier Raoult, vivement critiqué pour ses études sur le traitement du Covid-19, de "grand scientifique", estimant qu'il fallait que la bi-thérapie concoctée par ce spécialiste des maladies infectieuses "soit testée".

"La bi-thérapie que propose le professeur Raoult, il faut qu'elle soit testée", a déclaré M. Macron dans un entretien à Radio France internationale (RFI). "Il faut qu'on avance, qu'on montre l'efficacité et qu'on mesure la toxicité".

Ceci tout en tant "très prudent", a poursuivi le chef de l'Etat.

"Ce n'est pas une question de croyance, c'est une question de scientifique. Je suis convaincu que c'est un grand scientifique, et je suis passionné par ce qu'il dit et ce qu'il explique", a relevé Emmanuel Macron sur RFI, disant que M. Raoult était "vraiment une de nos plus grandes sommités en la matière".

"Mon devoir c'est que toutes les pistes thérapeutiques aujourd'hui poursuivies puissent faire l'objet d'essais cliniques rigoureux et les plus rapides possibles pour qu'on trouve un traitement", a-t-il poursuivi, soulignant que son "rôle" consistait à s'assurer que la recherche du professeur Raoult "rentrait bien dans le cadre d'un protocole d'essais cliniques".

Il s'agissait aussi de "regarder avec des méthodes qui doivent être simples mais rigoureuses, si ça marchait ou ça ne marchait pas".

Et le professeur Raoult "nous invite à être humbles", a relevé M. Macron, "parce que lui-même dit que les choses peuvent varier selon les saisons et les géographies, et qu'un virus réagit à un écosystème". AFP 15 avril 2020

LVOG - Laissons de côté les divagations de Macron.

Ce que dit le professeur Didier Raoult en affirmant qu'un "*virus réagit à un écosystème*" met fin à toutes les interrogations sur le surgissement et la durée d'existence d'un virus ou tout simplement son comportement.

Un virus, comme tout être vivant ou la matière en général, est une combinaison d'éléments chimiques, qui, lorsqu'elle va entrer en contact avec d'autres éléments chimiques, va réagir d'une manière ou d'une autre. Sa composition va connaître des évolutions ou se transformer. Son mode de fonctionnement pourra en être modifié ou altéré, sa durée de vie sera écourtée ou prolongée, dans quelle mesure exactement, le professeur Raoult a affirmé qu'on n'en savait rien ou presque, il s'en tient aux constatations qui ont été relevées et étudiées jusqu'à présent, et qui sont loin d'être suffisantes pour prétendre maîtriser à fond ce sujet, admirez au passage sa modestie comparativement aux misérables pantins qui officient sur les plateaux de télévisions.

En fonction des variations de la température et du taux d'humidité, de la composition de l'air, de la saison, du système solaire, etc. la flore et la faune vont réagir différemment, les hommes aussi mais ils n'en ont pas davantage conscience qu'un simple caillou aussi incroyable que cela puisse être, ils viennent d'en faire la démonstration en ne comprenant pas que l'existence ou le comportement d'un virus était régi par les mêmes lois ou cycles physico-chimiques, et non par des décrets royaux !

C'est là qu'on s'aperçoit à quel point les connaissances ou le niveau de conscience des hommes dit évolués sont en réalité très superficiels, contrairement à ce qu'ils croient. Cela aussi devrait les inciter à faire preuve de davantage de modestie, au lieu de se hâter à porter une appréciation sur quelque chose ou quelqu'un qu'ils ne connaissent pas pour finalement faire confiance aux premiers tartuffes venus.

Tireront-ils cette leçon de cette expérience ? Rien n'est moins sûr hélas, puisqu'on est en présence d'un consensus quasi total de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par l'extrême-centre autour duquel ils gravitent tous. Soyons optimiste, espérons-le.

Ils en bavent de rage.

- Coronavirus : une partie de l'Europe sort du confinement cette semaine - euronews.com 15 avril 2020

- Coronavirus: pour Faure (PS), encore "trop d'inconnues" sur "le défi du 11 mai" - AFP 15 avril 2020

- Coronavirus : « C'est tout sauf sérieux de rouvrir les écoles le 11 mai », réagit le Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire - 20minutes.fr 14 avril 2020

- Coronavirus: la reprise de l'école "dans ces conditions, ça sera sans nous", prévient une enseignante - AFP 15 avril 2020

- Le Pen juge "déraisonnable" de rouvrir les écoles à partir du 11 mai - AFP 15 avril 2020

- Jean-Luc Mélenchon, chef de file des députés LFI (sur TF1): "Il vient d'annoncer un déconfinement à la date du 11 mai mais un déconfinement sans planifier les conditions du déconfinement, c'est extrêmement dangereux! Ma première réaction c'est de dire aux gens: surtout restez confinés." AFP 14 avril 2020

LVOG - Union nationale oblige !

Qui se ressemblent s'assemblent, n'est-ce pas Mélenchon

- Pour battre Trump, Sanders se rallie à la candidature de son ex-rival Biden - AFP 14 avril 2020

Le champion de la gauche américaine Bernie Sanders s'est clairement rallié lundi à la candidature de son ex-rival dans les primaires démocrates, le modéré Joe Biden, avec un objectif assumé: battre Donald Trump, le "président le plus dangereux de l'histoire moderne". AFP 14 avril 2020

LVOG - L'ennemi le plus dangereux avance masqué... On voit d'ici la tête dépitée des intellectuels petits bourgeois qui avaient jeté leur dévolu sur Sanders, le Tsipras américain.

Commentaires d'internautes.

1- "Si Macron tente d'imposer la réouverture des écoles, ce n'est pas parce que Raoult l'aurait convaincu que les enfants ne seraient pas contagieux. C'est tout simplement pour libérer les parents et les conduire ainsi à reprendre le chemin de l'usine ou du bureau le 11 mai. A quoi servirait en effet de décréter la fin du confinement et, donc, la reprise du travail, si les parents étaient contraints de rester à la maison pour garder les enfants ? La vérité est que Macron ne sait pas comment mettre fin à un confinement qui va coûter une fortune au pays."

2- "Je ne sais pas ce que Raoult a dit à Macron en privé ... et pour cause. Par contre j'ai écouté ce que Raoult dit aujourd'hui : le nombre de nouveaux cas dans son établissement a été divisé par presque 10 en quelques jours et selon lui l'épidémie était en phase de mise en sommeil saisonnière comme la plupart des infections respiratoires virales. De là à suggérer que le contexte est mur pour un déconfinement rapide ... il n'y a qu'un pas assez logique certes mais que les légitimistes ne voudront certainement pas franchir de peur de faire de la peine à leur président préféré."

3- "Dorénavant les médias gouvernementaux vont rendre le Professeur Raoult responsable des erreurs dramatiques de Macron."

LVOG - Bien qu'ils osent tout, je ne crois pas qu'ils oseront, parce que Raoult n'est pas vraiment le genre à se les laisser marcher sur les pieds, même Macron a dû l'apprendre à ses dépens.

Faites tomber les masques. L'autre confinement.

- PRCF - Le port du masque doit être rendu obligatoire pour tous. C'est l'avis cinglant de l'Académie de Médecine, qui contredit les recommandations du Ministère de la Santé.

- Jean-Luc Mélenchon suit minutieusement ce que demande le gouvernement. Invité de C L'Hebdo ce samedi 11 avril, il a expliqué depuis chez lui pourquoi il n'en porte pas lorsqu'il sort de chez lui : "Je n'en ai pas et puis je le regrette beaucoup. J'en aurai quand on nous dira d'en mettre et qu'on me dira comment m'en procurer." Gala.fr 11 avril 2020

- L'OMS rejette l'usage des masques chirurgicaux par la population. 7 avril 2020

- Le port du masque chirurgical n'est pas recommandé sans présence de symptômes. doctissimo.fr 24 mars 2020

Sinon ils ne savent plus quoi inventer.

- Face au coronavirus, la réponse de la Suède met en danger ses minorités - Le HuffPost 12 avril 2020

- Coronavirus : fumer du cannabis aggrave les risques, même pour les consommateurs occasionnels - Yahoo 12 avril 2020

LVOG - Le plus grave, le pire danger, la pire pandémie, c'est encore la connerie humaine !

Macron, Philippe, Véran, Salomon se sont livrés à un massacre.

Selon le dernier bilan national communiqué samedi soir, le coronavirus a emporté plus de 4.889 résidents des Ehpad et des établissements médico-sociaux depuis le début de l'épidémie, qui touche particulièrement les personnes âgées ou fragiles. AFP 12 avril 2020

LVOG - On ne peut pas parler d'euthanasie puisque leur consentement ne leur a pas été demandé, ils ont été achevés. Que la plupart des vieux meurent d'une contamination bactérienne suite à l'attaque d'un virus, c'est une chose, les faire crever volontairement en est une autre.

Pourquoi se gênerait-il puisque c'est une affaire qui marche si bien ?

- Coronavirus: les principaux points de l'allocution d'Emmanuel Macron - AFP 14 avril 2020

Confinement jusqu'au 11 mai

Pour lutter contre la pandémie, "le confinement le plus strict doit encore se poursuivre jusqu'au lundi 11 mai", a annoncé le président français. Et ne pas dépasser cette échéance ne "sera possible que si nous continuons d'être civiques, responsables, de respecter les règles et que si la propagation du virus a effectivement continué à ralentir", a-t-il prévenu.

Durant cette phase de confinement, Emmanuel Macron "souhaite" toutefois "que les hôpitaux et les maisons de retraite puissent permettre d'organiser pour les plus proches avec les bonnes protections la visite aux malades en fin de vie afin de pouvoir leur dire adieu".

Réouverture "progressive" des écoles, pas des cafés

A partir du 11 mai, les crèches, écoles, collèges et lycées rouvriront "progressivement", a poursuivi le chef de l'Etat, en soulignant que "trop d'enfants", notamment dans les "quartiers populaires" ou les "campagnes" sont "privés d'école" actuellement, faute d'accès au numérique.

Dans l'enseignement supérieur, les cours ne reprendront "physiquement pas avant l'été" en revanche.

"Le 11 mai il s'agira aussi de permettre au plus grand nombre de retourner travailler", avec des règles pour "protéger les salariés".

"Les lieux rassemblant du public, restaurants, cafés et hôtels, cinémas, théâtres, salles de spectacles et musées resteront en revanche fermés à ce stade" et "les grands festivals et événements avec un public nombreux, ne pourront se tenir au moins jusqu'à mi-juillet", a annoncé le chef de l'Etat.

Tests et masques à partir du 11 mai

Le 11 mai, "nous serons en capacité de tester toute personne présentant des symptômes" pour pouvoir mettre les malades en quarantaine, a également affirmé Emmanuel Macron.

"Nous n'allons pas tester toutes les Françaises et tous les Français, ça n'aurait aucun sens. Mais toute personne ayant un symptôme doit pouvoir être testée. Les personnes ayant le virus pourront ainsi être mises en quarantaine, prises en charge et suivies par un médecin", a ajouté le chef de l'Etat.

En outre, à partir de cette date, en "lien avec les maires, l'Etat devra permettre à chaque Français de se procurer un masque grand public".

"Pour les professions les plus exposées et pour certaines situations comme dans les transports en commun, son usage pourrait devenir systématique", a-t-il précisé.

Mesures économiques "prolongées et renforcées"

"Les mesures de chômage partiel pour les salariés et de financement pour les entreprises seront prolongées et renforcées", a souligné M. Macron.

Pour les artisans, les commerçants, les professions libérales et les entrepreneurs, le chef de l'Etat a en outre "demandé au gouvernement d'accroître fortement les aides" et "de les simplifier". Il a souhaité que les banques puissent "décaler toutes les échéances beaucoup plus massivement qu'elles ne l'ont fait" et insisté que "les assurances doivent être au rendez-vous". Enfin "un plan spécifique" sera mis en oeuvre pour les secteurs qui, comme le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, la culture et l'événementiel seront durablement affectés par la crise.

Aides aux plus modestes

Le président a aussi annoncé "une aide exceptionnelle aux familles les plus modestes avec des enfants afin de leur permettre de faire face à leurs besoins essentiels".

"Les étudiants les plus précaires vivant parfois loin de leur famille, en particulier lorsque celles-ci viennent d'outre-mer seront aussi aidés", a-t-il complété.

"Ratés" français

Alors que les sondages montrent que les Français sont très critiques sur la gestion de la crise, notamment sur la pénurie de masques, Emmanuel Macron a reconnu que la France n'était "à l'évidence pas assez préparée" à cette pandémie, qui a "révélé des failles".

Il y a eu "des insuffisances comme dans tous les pays du monde nous avons manqué de blouses, de gants, de gel hydro-alcoolique, nous n'avons pas pu distribuer autant de masques que nous l'aurions voulu", a-t-il souligné en évoquant des "ratés" dont il faudra "tirer toutes les conséquences en temps voulu".

Se "réinventer"

Emmanuel Macron n'est pas rentré dans les détails de "l'après" coronavirus, mais il a appelé à "rebâtir l'indépendance agricole, sanitaire, industrielle, et technologique française".

Il a à nouveau évoqué un "plan massif pour notre santé, notre recherche et nos aînés".

"Il nous faudra bâtir une stratégie où nous retrouverons le temps long, la possibilité de planifier, la sobriété carbone, la prévention, la résilience", a-t-il réclamé. "Sachons nous réinventer, moi le premier". AFP 14 avril 2020

LVOG - C'est déjà un dangereux mutant qui n'a plus grand chose à voir avec l'espèce humaine...

Parole de médecin.

COVID-19 – Vérifiez vos sources. Guerre contre... la corruption? par Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 12 avril 2020

https://www.mondialisation.ca/covid-19-verifiez-vos-sources-guerre-contre-la-corruption/5644084

Monsieur Pascal Sacré est un médecin belge spécialisé en anesthésie-réanimation et en soins intensifs.

Extrait.

Synthèse

J’aurais pu continuer ainsi pays par pays, mais les principes sont toujours les mêmes.

En premier lieu : créer des organisations uniques, monolithiques, qui deviennent nos sources officielles et agréées d’informations, soi-disant garantes des meilleures prises de décisions : OMS au niveau mondial, EMA au niveau européen, CARE en France ou SCIENSANO en Belgique, des structures uniformes, opaques et dépendantes des institutions politiques et industrielles.

Cela est fait malgré les scandales avérés et les affaires documentées de corruption ayant impacté tous ces organismes, à un moment ou à un autre, avec des conséquences dramatiques pour la santé de la population.

Cela est fait malgré l’opposition de personnes, non pas d’individus inconnus ou de sites conspirationnistes, mais de spécialistes raisonnables et dûment reconnus, dans chacun de ces pays.

Les décisions gouvernementales impactent le monde réel, en l’occurrence la santé et le bien-être des populations.

Ces mêmes populations sont maintenues à l’écart de ces scandales et de ces voix dissidentes et pourtant légitimes.

Les populations ignorent ces avis divergents et pourtant dignes de foi. Les journalistes, intentionnellement ou parce qu’ils l’ignorent eux-mêmes, n’en parlent pas.

Exemple : la prise de décision du confinement de la part des gouvernements belge et français, au travers de l’avis du CARE et de SCIENSANO, est annoncée comme une décision raisonnable et unilatéralement partagée par le monde scientifique.

Il n’en est rien. Ce n’est ni raisonnable, ni défendu par tout le monde scientifique.

Beaucoup de médecins, de professeurs, de spécialistes s'opposent à la notion de confiner une majorité saine de la population [27-28] et le font sur des bases scientifiques.

Une étude récente de l'University College London (UCL) révèle que les fermetures d'écoles n'auront que peu d'impact sur la propagation du coronavirus [37]. Pourtant, nos sources affirment que le confinement est la seule solution.

Les conséquences du confinement sont potentiellement terribles.

L'information de nos populations n'est pas éclairée, impartiale et honnête. La responsabilité en incombe à nos politiciens, nos journalistes et nos comités d'experts choisis unilatéralement par les premiers.

En deuxième lieu : accepter que perdurent l'opacité et l'existence de liens entre les scientifiques, les politiciens et les milieux intéressés par la vente et la promotion de leurs produits, l'industrie pharmaceutique dans le domaine de la santé.

Il suffit de quelques clics sur internet pour vérifier que la médecine reste bien sous influence, pour ne pas dire sous contrôle absolu de l'industrie pharmaceutique, comme ici sur le site de Formindep en France (FORMation médicale continue INDEPendante) [38], ou ici, où l'on apprend qu'en leur offrant gratifications et contrats rémunérateurs, les laboratoires pharmaceutiques ont tissé une dense toile de liens d'intérêts au sein de la profession médicale [39], ou encore ici, sur le site de la fédération maisons médicales, en avril 2008, qui analyse bien le problème en profondeur [40].

Par exemple, qui parle aux étudiants en médecine des firmes pharmaceutiques et de leurs méthodes manipulatoires et malhonnêtes ? Personne ! Je confirme.

Pourtant, comme le dit Cindy Joye, médecin généraliste belge, dans son travail de fin d'études : « Depuis que je travaille en médecine générale, je reçois en moyenne un délégué médical par semaine en consultation. » [41]

Dans l'édition santé du 25 octobre 2015, parue dans le Monde Diplomatique [42], le professeur Peter C. Gøtzsche, spécialiste de médecine interne, directeur du centre Cochrane nordique, un groupe d'experts indépendants, déjà cité [26], n'y va pas de main morte.

« Selon lui, [l'industrie pharmaceutique] … serait à l'origine de centaines de milliers de morts dans le monde chaque année, ce qui en ferait la troisième cause de décès après le cancer et les maladies cardio-vasculaires. Il estime que les connaissances accumulées sur les stratégies d'influence de ce lobby — le « Big Pharma » — pour augmenter ses profits permettent de le comparer au crime organisé et à la Mafia. » [43]

Cela parait pourtant sain de dissocier travail scientifique sur un produit et financement par l'industrie intéressée par la vente du même produit.

D'abord, le risque, la tentation d'abandonner toute impartialité sont alors grands.

Ensuite, les faits ont montré que très rapidement, au cours de l'histoire, la corruption s'installait effectivement. C'est un fait et cet article le démontre.

Enfin, à ceux qui diraient qu'il est impossible de faire autrement, c'est faux car il existe bel et bien des médecins honnêtes, incorruptibles, ainsi que des organismes réellement indépendants et pourtant de haut niveau scientifique, tels que :

-) La collaboration Cochrane [44] :

« Nous n'acceptons aucun financement commercial ou conflictuel. Cela revêt une importance vitale pour nous, afin de pouvoir générer de l'information fiable faisant autorité et de travailler librement, sans être entravés par des intérêts commerciaux et financiers. »

-) L'institut pour la liberté scientifique [45], fondé en 2019 par le professeur Peter C Gøtzsche déjà cité dans cet article [36] :

« L'institut lutte pour l'honnêteté et l'intégrité en science, et pour aider à développer de meilleurs soins de santé. »

-) L'AIMSIB, l'association internationale pour une médecine scientifique indépendante et bienveillante [46] :

« Nos objectifs sont de fournir une information critique, indépendante, scientifique et exempte de conflits d'intérêt sur les médicaments, traitements et dispositifs médicaux. »

-) La revue Prescrire [47] :

« L'Association Mieux Prescrire, qui édite toutes les productions Prescrire, est une association de formation à but non lucratif (loi 1901). Elle s'est organisée pour être affranchie des influences des firmes, comme de celles des organismes chargés de l'organisation des systèmes de soins. La mission de Prescrire est inscrite dans l'Article 1 des statuts de l'Association Mieux Prescrire (AMP) : « Œuvrer, en toute indépendance, pour des soins de qualité, dans l'intérêt premier des patients. À cet effet, l'Association pourra prendre toute initiative et entreprendre toute action à des fins de formation des professionnels de santé, de sensibilisation, d'information, et d'amélioration des pratiques. »

Donc, créer des comités composés de scientifiques renommés, compétents et honnêtes, réellement indépendants, afin de conseiller les gouvernements sans que leurs décisions ne soient influencées par l'industrie ou les divers lobbys, oui, serait possible.

Ce ne serait ni inconcevable, ni naïf.

C'est au peuple de l'exiger.

L'histoire l'a montré, la solution ne viendra pas des organisations elles-mêmes qui au mieux se font taper sur les doigts mais poursuivent quand même leur pratique malsaine, au pire ne rendent même aucun compte et continuent comme si de rien n'était.

Ainsi l'OMS après le scandale de la gestion de la pandémie de grippe H1N1, ainsi l'EMA après le scandale de la gestion du vaccin Gardasil et de ses effets secondaires graves pointés du doigt par la branche nordique du réseau Cochrane [17].

Cela ne viendra pas non plus des politiques qui au mieux, laissent faire, au pire, profitent du système des portes tournantes (revolving doors) ou pantouflage [18].

Cela ne viendra pas de l'industrie pharmaceutique qui profite en premier du système.

Cela ne peut venir que du peuple, des gens, vous, moi.

L'enjeu en vaut la peine, non ?

Nous devrions partir en guerre, non pas contre un virus, mais contre la malhonnêteté, la corruption, le mensonge et l'immoralité qui poussent les personnes qui devraient nous protéger à ruiner nos santés au nom de leur profit.

Dr Pascal Sacré

Notes

[17] Agence européenne du médicament : des experts sous influence ?, 12 décembre 2017.

https://www.alternativesante.fr/medicaments/agence-europeenne-du-medicament-des-experts-encore-sous-influence

[18] « Pantouflage » ou « revolving doors », après la polémique sur le recrutement de José Manuel Barroso par Goldman Sachs ou celle sur les conférences rémunérées d'Hillary Clinton à Wall Street, les appels se multiplient pour mieux encadrer les relations entre la politique et la finance. Ce comportement gangrène toute la société, y compris le domaine des soins.

https://trends.levif.be/economie/politique-economique/pantouflage-ou-revolving-doors-les-liaisons-dangereuses-finance-politique-sous-les-critiques/article-normal-574255.html?cookie_check=1586596166

[26] Professor Peter C. Gøtzsche, Corona : an epidemic of mass panic, publié le 21 mars 2020.

https://www.deadlymedicines.dk/corona-an-epidemic-of-mass-panic/

[27] 12 Experts Questioning the Coronavirus Panic

https://off-guardian.org/2020/03/24/12-experts-questioning-the-coronavirus-panic/

[28] 10 MORE Experts Criticising the Coronavirus Panic

https://off-guardian.org/2020/03/28/10-more-experts-criticising-the-coronavirus-panic/

[37] Les fermetures d'écoles auront probablement un impact relativement faible sur la propagation du Covid-19, The Guardian, par Sally Weale, 7 avril 2020.

[38] Le système d'influence des laboratoires pharmaceutiques, Notre association, le Formindep, a pu constater l'influence que les firmes pouvaient avoir sur les décisions politiques. 18 avril 2015.

[39] Entre les labos pharmaceutiques et les médecins, 14 millions de conflits d'intérêts potentiels !, malgré la succession de scandales, la transparence reste très parcellaire. En partenariat avec le projet EurosForDocs, nous dévoilons un outil permettant d'y voir plus clair sur ces liens d'intérêts : pas moins de 14 millions de liens sont été répertoriés en France depuis 2012, pour un montant total de plus de 3,5 milliards d'euros versés aux professionnels de santé. Rozenn Le Saint, 13 novembre 2018.

[40] Médecins sous influence. Enquête sur les relations entre les médecins hospitaliers, avril 2008, Dr Jean Laperche, Krings Guillaume, Leroy Philippe, Kara Osman, Lecomte Laurie, Mertens Maud, Lallemand Séverine, Kabayadondo Gugu

https://www.maisonmedicale.org/Medecins-sous-influence-Enquete.html

[41] Influences des firmes pharmaceutiques sur les soins de santé, Cindy Joye, travail de fin d'études dans le cadre de son Certificat Universitaire en Ethique des Soins de Santé (UCL & FUNDP – 2012)

[42] Les laboratoires pharmaceutiques en accusation, par Paul Scheffer, Le Monde Diplomatique, Santé, octobre 2015.

https://www.monde-diplomatique.fr/2015/10/SCHEFFER/53952

[43] Peter C. Gøtzsche, Remèdes mortels et crime organisé. Comment l'industrie pharmaceutique a corrompu les services de santé, Presses de l'Université Laval, Québec, 2015, 457 pages

[44] About Cochrane, Cochrane s'adresse à toute personne intéressée par l'application d'informations fiables aux décisions en matière de santé. Que vous soyez médecin ou infirmier, patient, soignant ou aidant, chercheur ou financeur, les données probantes Cochrane sont des outils puissants pour améliorer vos connaissances et vos prises de décisions en matière de santé.

[45] Institute for Scientific Freedom, it works to preserve honesty and integrity in science and to help develop a better healthcare where more people will benefit ; fewer will be harmed ; and more will live longer in good health.

[46] L'association AIMSIB est un collectif de bonnes volontés issues de la société civile,

[47] Pourquoi Prescrire ?, Depuis janvier 1981, la raison d'être de Prescrire est d'apporter aux professionnels de santé, et grâce à eux, aux patients, les informations claires, synthétiques et fiables dont ils ont besoin, en particulier sur les médicaments et les stratégies diagnostiques et thérapeutiques.

Dossier Syrie.

- Les Émirats soutiennent la Syrie contre la Turquie - Réseau Voltaire 12 avril 2020

Selon Middle East Eye, le prince régnant d'Abou Dhabi, Mohammed bin Zayed, a décidé de soutenir la libération du gouvernorat d'Idleb (Syrie) occupé par des jihadistes et l'armée turque [1]. Il a proposé 3 milliards de dollars pour soutenir l'armée syrienne.

La Russie a utilisé la Turquie pour organiser le repli des jihadistes à Idleb. Elle a réalisé ses objectifs stratégiques en libérant Damas et Alep, puis en développant la base militaire maritime de Tartous.

Les Émirats et la Russie se battent ensemble contre la Turquie en Libye.

Le 5 mars, la Russie et la Turquie signaient un accord —jamais appliqué— de cessez-le-feu. Sans en tenir compte, la Syrie, soutenue par les Émirats, poursuivait la libération de son territoire avant d'être appelée à cessez-le-feu par le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, venu spécialement rencontrer le président el-Assad à Damas le 23 mars.

Les Émirats ayant déjà versé deux fois 250 millions de dollars, le prince Mohammed bin Zayed téléphona à son homologue syrien, le 27 mars, pour accepter d'utiliser cet argent non pas pour bouter les Turcs hors de Syrie, mais pour lutter contre le

coronavirus. Réseau Voltaire 12 avril 2020

Haut de page

Le 17 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

On se démène pour vous informer au mieux.

Cool, on se détend, c'est le week-end. Pour moi c'est dimanche depuis déjà 24 ans, c'est long ! Je suis peut-être con, mais j'aurai profité de la vie, tout en mettant mon temps libre au service de notre cause depuis 16 ans quand même. Alors je n'ai de compte à rendre à personne, pas même à des lecteurs anonymes.

L'adversité me galvanise. C'est un défi, une provocation qu'il faut relever ou affronter. Malheur aux faibles, aux lâches ou aux mous du cerveau, ils seront broyés impitoyablement. Tout se paie un jour dans la vie. L'ignorance, l'insouciance, l'indifférence, l'égoïsme, l'ambition, l'oisiveté, la lâcheté, l'hypocrisie, le mensonge, la mauvaise foi sont indignes de l'homme.

Je vous souhaite le meilleur et le pire, pour que vous puissiez mettre à l'épreuve les innombrables qualités que l'homme moderne s'attribue si généreusement par modestie. C'est valable pour moi évidemment... depuis si longtemps déjà.

Plus ça va et plus je tourne tout en dérision tellement ce qui se passe est absurde. Cela évite d'être triste et aigri.

Nouvelles d'Inde.

Je me suis accroché une nouvelle fois avec la milice fasciste de Modi.

Maintenant je me couvre le visage avec un mouchoir dès que j'arrive à un barrage, et je le rabaisse aussitôt après. Mais je n'avais pas pensé qu'ils patrouillaient à proximité des rares commerces ouverts pour interpeller les récalcitrants dans mon genre. J'ignore qui ils étaient, mais ce n'étaient pas des flics.

J'ai envoyés chier ces excités après qu'ils aient refusé de me laisser m'exprimer et m'avoir ordonné sur un ton belliqueux de reculer d'un mètre, alors qu'il y n'y avait personne devant moi, et avoir aboyé sur le propriétaire du petit commerce qui ne savait plus où se foutre, normal. D'autant plus que juste à côté de moi, il y avait trois indiennes collées les unes contre les autres et sans protection en train de papoter tranquillement. Trois autres indiens se tenaient deux mètres plus loin le visage découvert, eux non plus ils n'ont pas été emmerdés par ces miliciens. Tout cela s'est déroulé à l'extérieur.

J'ai dû avoir affaire à des racistes, voilà ce que j'en ai déduit. Ils doivent croire que ce sont les étrangers qui sont à l'origine de leur malheur, d'ailleurs à plusieurs reprises ils m'ont demandé de quel pays je venais et j'ai refusé de leur répondre.

Autre mauvaise surprise, alors que je voulais acheter des cigarettes valant 50 roupies, dans une boutique on me les proposa à 75 roupies et 80 roupies dans une autre, du coup je n'en ai pas achetées. Le kilo de sucre est passé de 35 à 50 roupies également. J'ai voulu acheter des petits pains pour le petit déjeuner, le prix était passé de 20 à 30 roupies en une semaine. Il n'y a que les légumes qui sont restés au même prix. J'ai aussi renoncé à acheter des oranges, qui de 50 roupies étaient passées à 120 roupies, pareil pour le raisin.

J'ai toujours décrit les rapports en Inde comme hyper individualistes ou très pourris, et bien aujourd'hui l'occasion nous est fournie de le vérifier.

Lavez-vous les mains. Ne mettez pas vos mains à votre bouche!

Voilà qui me fait bien marrer, car les 1,350 milliard d'Indiens mangent avec la main droite, la gauche pour les gaucher, l'autre sert à s'essuyer le derrière quand ils ont été se soulager.

A ma connaissance, aucun Indien n'a abandonné cette habitude multi millénaires. Ici la fourchette n'existe pas.

Moi, je ne mange que le riz avec la main. La pizza aussi, mais là je vais aussi en être privé comme de beaucoup de choses, parce que je ne peux plus me fournir en fromage, disponible uniquement dans un supermarché de Pondichéry auquel je ne peux pas

me rendre pour cause d'assignation à domicile.

- 20 pages au format pdf

Ceci explique cela. Faites-le savoir.

Cherchez l'erreur.

Pas de catastrophe - Entre 250.000 et 650.000 décès annuellement pour la grippe saisonnière.

Catastrophe - 140.000 décès dus au Covid-19, le 16 avril 2020.

Pourquoi, parce que ce sont les pays riches qui sont le plus visés par le coronavirus. N'était-ce pas voulu ? N'auront-ils pas tout fait pour qu'il en soit ainsi ?

Que et qui visaient-ils au juste ? Plusieurs explications dans cette causerie.

Ils sont encore loin du compte, allez, encore un petit effort...

Le Center For Disease Control (Centre pour le contrôle des maladies, CDC) a estimé que jusqu'à 42,9 millions de personnes sont tombées malades pendant la saison de la grippe 2018-2019 aux États-Unis.

Pas moins de 647 000 personnes ont été hospitalisées. Et 61 200 sont mortes. (Dans la causerie du 1er mars 2020)

Mais non, pas comme ça... ni comme ça d'ailleurs...

- Covid-19, la leçon de la Grèce au reste de l'Europe - slate.fr 16 avril 2020

Avec seulement 102 décès et 2.192 cas d'infection au 16 avril, la Grèce fait figure d'exception dans une Europe frappée de plein fouet par la pandémie. Qu'ils soient géographiquement proches (Italie, Turquie), économiquement plus puissants (France, Royaume-Uni), aux proportions équivalentes (Belgique, Pays-Bas), nombreux sont les pays qui s'en sortent moins bien.

Si le facteur chance n'est pas à ignorer –l'ensemble des Balkans est relativement épargné–, ce faible bilan est à mettre au crédit d'une réponse rapide et efficace du gouvernement conservateur de Kyriákos Mitsotákis.

En prenant des mesures vite et tôt, le Premier ministre grec a empêché que le virus ne se propage sur l'ensemble du territoire et ne mette à mal un système de santé ébranlé par une décennie d'austérité.

L'ensemble de la société, et la classe politique en premier lieu, est consciente de l'appauvrissement d'un secteur affaibli par des coupes budgétaires et le départ à l'étranger de près de 20.000 médecins depuis 2010.

Dès le 10 mars, alors que la Grèce ne compte encore aucun décès et moins de 100 cas recensés de Covid-19, les établissements scolaires sont fermés. Les commerces, musées, sites archéologiques, théâtres, restaurants, plages et tous les lieux propices aux rassemblements publics les suivent le 14 mars.

Le 15 mars, les liaisons avec l'Espagne et l'Italie sont coupées et les zones les plus touchées par l'épidémie dans le nord du pays sont rapidement mises en quarantaine stricte, pour endiguer la propagation du virus. Le confinement général est mis en place le 23 mars. slate.fr 16 avril 2020

Là c'est le pire scénario, ils nous cassent la baraque les Russes, voilà qu'ils copies les Chinois !

- L'hydroxychloroquine autorisée en Russie pour soigner le Covid-19 - sputniknews.com 16 avril 2020

Le Premier ministre russe, Mikhaïl Michoustine, a autorisé à employer l'hydroxychloroquine, non enregistrée, pour soigner les personnes contaminées par le Covid-19 ou celles chez qui la maladie est suspectée. sputniknews.com 16 avril 2020

C'est-il pas malheureux, les Sénégalais traités à l'hydroxychloroquine et à l'azithromicyne qui nous

tournent en ridiculisent, ils nous le paieront !

LVOG - Le professeur Raoult originaire du Sénégal a gardé un pied dans ce pays... Alors lui sa tête est mise à prix !

- Coronavirus: quelques raisons pour lesquelles le Sénégal est peu touché par l'épidémie - RFI 15 avril 2020

Le docteur Massamba Sassoun Diop est médecin urgentiste et président de SOS médecin à Dakar, au Sénégal. Il est aussi le président de la Société sénégalaise d'anesthésie-réanimation et de médecine d'urgence. Mardi 14 avril, il était invité dans l'émission Priorité santé, sur RFI.

Aujourd'hui (mardi 14 avril), où en est-on en termes de cas testés, de cas graves et de décès au Sénégal ?

Il y a eu 291 cas positifs. Parmi eux, 178 sont guéris et 111 sont hospitalisés. Il y a eu deux décès au Sénégal et une personne avait été évacuée et est décédée une semaine après à Nice, en France.

On a l'impression que la mortalité reste basse et que les cas en réanimation aussi, par rapport aux statistiques internationales. Il faut quand même noter que nous hospitalisons tous les patients. Aujourd'hui, en Europe, il y a tellement de cas, que quelqu'un qui va bien – c'est le cas de 80 à 85% de la population – reste chez lui. Si vous hospitalisez tout le monde, forcément, vous avez plus de guéris.

On s'attendait pour l'instant à avoir un peu plus de cas. Il y a toujours cette discussion : sont-ils tous répertoriés ? C'est arrivé, lors d'épidémies précédentes, que l'on ait besoin de containers car il n'y avait plus de place pour mettre les corps des défunts dans les morgues. S'il y avait vraiment un nombre très important de décès qui passeraient inaperçus, on le saurait par cet intermédiaire.

Comment expliquez-vous cela ?

Il y a plusieurs pistes. On a vu que la couverture vaccinale contre le BCG, dans les pays comme l'Italie, les États-Unis, est très faible. Dans ces pays, il y a environ 358 cas pour un million d'habitants. En revanche, dans les contrées qui se vaccinent, qui sont plus les contrées du Sud, il y a 38 cas pour un million d'habitants. La mortalité passe de 40 à 4 pour un million d'habitants. On peut se poser la question par rapport à ce BCG.

D'autre part, la population est clairement plus jeune : 96% de la population a moins de 60 ans.

On sait que la contamination se fait essentiellement dans les maisons, mais on peut aussi se dire qu'à l'extérieur, sur une rampe, sur le sol, le virus survit moins avec les UV. Peut-être que cet ensemble de cofacteurs favorise le fait d'avoir moins de transmission.

L'état d'urgence, comme au Sénégal ou comme d'autres pays qui ont mis en place un système pour isoler les populations ; ces mesures ont un effet, même si les gens circulent quand même un peu dans la journée. Est-ce que toutes ces mesures n'ont pas entraîné cette non-aggravation de la situation ?

Il faut rester prudent, car nous avons un retard dans l'épidémie par rapport à l'Europe, il faut attendre les prochaines semaines.

On le sait, à Dakar, le choix a été fait de traiter les patients avec hydroxychloroquine. Certains auditeurs nous demandent pourquoi ne pas mettre tous patients testés positifs et asymptomatiques sous hydroxychloroquine d'emblée ?

Face à cette question de la chloroquine, on est en train de se retrouver avec les gens qui croient et ceux qui ne croient pas aux bénéfices de ce traitement ; un clivage presque idéologique. C'est très compliqué. Il y a un certain nombre de faits. Par exemple, on prend les gens qui sont sous Plaquenil qui ont un problème de pathologie chronique inflammatoire. Ces patients-là n'ont pas fait de formes graves. On peut donc imaginer qu'il y a un vrai effet.

L'étude du professeur Raoult est en train de sortir. Une étude basée sur un peu plus de 1 000 patients, 1 061 patients pour être exact. Il a traité ces personnes testées positives. Certains regrettent que l'étude n'ait pas été faite avec un placebo, que ce soit plus des femmes traitées, alors que les hommes développent davantage de formes graves. Certains jugent donc qu'il y a des biais, dans cette étude.

Au Sénégal, c'est l'option qui a été privilégiée, et l'on remarque des résultats, puisqu'il n'y a pas eu beaucoup de formes graves. Ici, une fois que les patients sont testés positifs, il y a un vrai suivi pour vérifier qu'il n'y a pas de contre-indications au niveau cardiaque. Quand cela n'est pas contre-indiqué, ils ont tous été mis sous hydroxychloroquine. Le professeur Raoult dit qu'ils ne vont pas développer de formes graves, alors que l'essai Discovery, mené actuellement en Europe, ne s'occupe lui que des formes graves et modérées. Cela va encore entraîner des discussions.

Il y a également l'association d'hydroxychloroquine et d'azithromicyne. De quoi s'agit-il ?

Le professeur Raoult considère que cet antibiotique, l'azithromicyne, a un effet antiviral d'une part et qu'il va éviter la surinfection bactérienne d'autre part. RFI 15 avril 2020

Il aurait mieux valu les laisser crever !

- Tom Hanks : pour sa femme Rita Wilson, la chloroquine a entraîné des effets secondaires "extrêmes"
- Programme.TV 15 avril 2020

Dans un témoignage livré à CBS Morning, Rita Wilson met en garde contre le traitement à la chloroquine, largement soutenu par le professeur Didier Raoult en France. Selon la femme de l'acteur Tom Hanks, qui affirme avoir été prise de fatigue, de fièvre, de perte du goût et de l'odorat après avoir été testée positive au Covid-19, des complications sont apparues dès lors qu'on lui a administré un traitement à base de chloroquine.

Si elle affirme que sa fièvre a baissé après la prise de ce médicament (actuellement encore en phase de test en France) au neuvième jour de la maladie, elle reste très prudente quant à ses réels bienfaits : "Je ne peux pas dire si le traitement a fonctionné ou si c'était le moment où la fièvre devait cesser, mais la fièvre a cessé".

Elle tient ensuite à mettre la population en garde en abordant les effets secondaires de ce traitement : "La chloroquine a eu des effets secondaires extrêmes, j'étais complètement nauséeuse, j'avais des vertiges, je ne pouvais pas marcher et mes muscles étaient très faibles". "Les gens doivent faire attention avec ce médicament. Nous ne savons pas vraiment si c'est utile dans le cas du coronavirus", ajoute sans détours l'actrice et chanteuse de 63 ans. Programme.TV 15 avril 2020

L'homme et la science moderne plus arriérés que les Phéniciens.

- Pourquoi le cuivre est le pire ennemi du coronavirus en plein air - huffingtonpost.fr 15 avril 2020

24 heures sur du carton, 48 heures sur du plastique, plusieurs jours sur le fer... et moins de 4 heures sur du cuivre. Si l'on savait déjà que face au coronavirus, toutes les surfaces ne se valent pas, le métal rouge est d'une efficacité qui le place bien au-dessus des matières du quotidien. Des propriétés antiseptiques redoutables qui s'appliquent à tous les micro-organismes...

Rien à faire, cet élément que l'on retrouve dans tant d'objets, en général sous forme d'alliage en association avec un autre métal comme du zinc ou de l'étain, est le plus fort. Non seulement contre le Covid-19, mais aussi d'autres virus, à l'image de la grippe aviaire (H1N1) ou encore du syndrome respiratoire MERS: l'effet est quasi-immédiat, fait "exploser" le micro-organisme parfois en quelques minutes seulement, pour reprendre les mots de Bill Keevil, microbiologiste à l'université de Southampton (Grande-Bretagne).

Virus, microbes, bactéries...le cuivre possède donc une propriété autonettoyante unique, plus encore que des métaux lourds comme l'or et l'argent, connus eux aussi pour leur capacité antiseptique. Une combativité due essentiellement à sa composition atomique: chaque atome de cuivre contient un électron libre, qui vient oxyder les molécules du micro-organisme, l'endommageant grandement.

Même alors, le cuivre n'en a pas fini avec l'indésirable: ses ions agissent comme de véritables petits missiles, endommageant l'enveloppe de tout microbe ou autre organisme qui viendrait s'y frotter. Mis à nu, c'est ensuite au tour de l'ARN du virus de subir l'assaut mortel des électrons: après un tel traitement, il ne reste rien ou presque. Dans l'étude menée en 2015 par Bill Keevil sur un coronavirus cousin du Covid-19, il suffit ainsi de 20 minutes passées sur un alliage constitué à 95% de cuivre pour qu'une dose de liquide contagieux soit entièrement détruite.

Cette action purificatrice du métal conducteur n'a rien de nouveau: des Phéniciens traitants les blessures de guerre au bronze, un alliage du cuivre, pour éviter les infections, jusqu'aux instruments de médecine moderne réalisés avec le même métal, cet avantage a été utilisé par de nombreuses cultures, longtemps sans pouvoir toujours être compris. huffingtonpost.fr 15 avril 2020

Complotisme, bouc émissaire, xénophobie et racisme d'Etat. Sinon, d'où pourrait-il provenir, franchement.

- Gestion du virus en Chine: «des choses se sont passées qu'on ne sait pas», selon Macron - sputniknews.com 16 avril 2020

Emmanuel Macron a estimé qu'il existait des zones d'ombre dans la gestion de l'épidémie due au coronavirus par la Chine. Il a ainsi déclaré au Financial Times: «Il y a manifestement des choses qui se sont passées qu'on ne sait pas».

Les réserves du chef de l'État sur la gestion de la crise par Pékin rejoignent les doutes exprimés par Londres et Washington.

Le Royaume-Uni vient d'avertir jeudi la Chine qu'elle devrait répondre à des «questions difficiles sur l'apparition du virus, et pourquoi il n'a pas été stoppé plus tôt», rappelle l'AFP.

L'administration Trump a de son côté accusé Pékin d'avoir «dissimulé» la gravité de l'épidémie à son début en Chine...

La Russie est à son tour intervenue pour prendre la défense de Pékin. sputniknews.com 16 avril 2020

Sur la piste du labo, non, pas celui-là évidemment.

LVOG - C'est tout frais, il y a quelques semaines ou le mois dernier, vous vous souvenez encore comment les médias étaient montés au créneau pour évacuer violemment la piste du laboratoire P4 livré par la France à la Chine à Wuhan justement.

Leurs maîtres le montrent du doigt, et sur la champ ils abandonnent l'accusation de théorie complotiste qu'ils avaient adressée à ceux qui avaient émis prudemment cette hypothèse. Pensez donc, Trump, Pompeo, Macron complotistes, non mais ça va pas la tête, hein ?

- Et si le coronavirus provenait d'un laboratoire de Wuhan? Washington "enquête" - AFP 16 avril 2020

Les Etats-Unis n'excluent pas que le coronavirus à l'origine de la pandémie qui a déjà tué plus de 137.000 personnes dans le monde provienne, bien que d'origine naturelle, d'un laboratoire chinois à Wuhan, et évoquent une "enquête" pour faire toute la lumière.

LVOG - Pourquoi avancent-ils cette piste ? Lisez la suite, parce que contrairement à ce que les médias aux ordres racontent en boucle depuis décembre 2019, tout le monde en ignore l'origine le 15 avril 2019, tout le monde peut-être pas, on n'en sait rien à ce stade.

AFP - Le nouveau coronavirus est soupçonné d'être apparu fin 2019 dans un marché en plein air de la ville chinoise de Wuhan, où sont vendus des animaux exotiques vivants.

Les experts ont découvert qu'il était proche d'un virus présent chez des chauves-souris, qui aurait muté et se serait transmis à l'une des espèces vendues sur le marché, d'où le virus aurait ensuite contaminé des humains. L'animal intermédiaire n'a pas été identifié avec certitude.

LVOG - Un soupçon enrobé au conditionnel pour finalement avouer qu'ils n'ont aucune certitude.

AFP - Selon le Washington Post, l'ambassade des Etats-Unis à Pékin, à la suite de plusieurs visites à l'Institut de virologie de Wuhan, avait alerté à deux reprises, il y a 2 ans, le département d'Etat américain sur les mesures de sécurité insuffisantes dans ce laboratoire qui étudiait les coronavirus chez les chauves-souris.

Sa "fuite" ne serait pas volontaire, mais due aux mauvais protocoles de sécurité de cet institut pourtant censé respecter les normes les plus strictes. Dans cette hypothèse, le "patient zéro" serait donc un employé du laboratoire, qui aurait propagé le virus dans la population après avoir été accidentellement contaminé.

Interrogé jeudi, un porte-parole de la diplomatie chinoise, Zhao Lijian, a démenti cette possibilité.

"De nombreux experts médicaux réputés dans le monde estiment que l'hypothèse d'une soi-disant fuite n'a aucune base scientifique", a-t-il déclaré, estimant que l'origine du virus devait faire l'objet d'études de spécialistes.

LVOG - On n'en connaîtra peut-être jamais l'origine, en revanche pour qu'ils passent d'une explication simpliste à une autre n'incite à croire ni l'une ni l'autre, et à penser qu'ils cachent la vérité qui est forcément inavouable, or les Chinois déjà accusée et acculée par les deux versions avancées n'auraient rien à perdre à ce que la vérité ou la version retenue définitivement corresponde à l'une ou l'autre, ce qui n'est pas le cas des Américains si d'une manière ou d'une autre ils étaient impliqués.

C'est la raison pour laquelle Mike Pompeo a martelé sur la chaîne Fox News : "*ce que nous savons, c'est que ce virus est né à Wuhan, en Chine*", l'hypothèse qu'il pourrait venir d'ailleurs étant à exclure, puisque cela ne pourrait être que des Etats-Unis.

Un labo peut en cacher un autre, qui sait ? Extrait de la causerie du 1er mars 2020.

Dr Francis Boyle, professeur de droit international à l'université de l'Illinois et auteur, entre autres, de Biowarfare and Terrorism

(Bio-guerre et terrorisme). C'est lui qui a rédigé la loi américaine de 1989 sur les armes bactériologiques et le terrorisme, signée par George H. W. Bush.

Ses propres recherches ont permis au gouvernement des États-Unis de consacrer 100 milliards de dollars à la recherche sur la guerre bactériologique à la date de 2015 : « Nous avons bien plus de 13 000 scientifiques des sciences de la vie… qui testent des armes bactériologiques ici aux États-Unis.

La Bible néocon de 1996, le rapport du Project for a New American Century (Projet pour un nouveau siècle américain, PNAC), affirmait sans ambiguïté que « les formes avancées de guerre biologiques qui peuvent « cibler » des génotypes spécifiques peuvent faire passer la guerre biologique du domaine de la terreur à celui d'outil politiquement utile ».

Il ne fait aucun doute que le coronavirus, jusqu'à présent, a été un outil politiquement utile tombé du ciel, atteignant, avec un minimum d'investissement, les cibles souhaitées d'une puissance mondiale américaine – même de façon éphémère, et maximisée par une offensive de propagande ininterrompue – et isolant la Chine avec son économie semi-paralysée.

N'oubliez pas que 300 militaires américains sont venus à Wuhan pour les Jeux militaires mondiaux et ne sont pas repartis avant la fin du mois d'octobre. Ils ont remporté zéro épreuves et ont récolté une poignée de médailles, pour la plupart de bronze. L'athlétisme n'était pas leur point fort. L'incubation de ce virus est de 4 semaines asymptomatiques, pendant qu'il se propage.

Le premier cas de pneumonie a été retracé au 1er décembre. Certains qualifient de « conspirationnisme » le fait d'établir des liens et de poser des questions et préfèrent que nous nous en tenions au récit des médias grand public, qu'ils considèrent comme «factuel ».

Gerry Brown a parlé de deux scénarios, un innocent et un autre malveillant.

La version innocente est celle d'une évasion du virus des laboratoires de biologie américains, qui a infecté certains Américains. Cela été pris pour la grippe saisonnière et ils n'ont pas été testés. Parmi les personnes infectées se trouvaient certains militaires participant aux World Military Games à Wuhan en octobre. D'où la première épidémie à Wuhan en novembre, deux semaines après les Jeux.

Le scénario malveillant est que les Américains participant aux Jeux ont délibérément propagé le virus à Wuhan. Un sous-ensemble de ce scénario serait que les États-Unis connaissaient ceux qui étaient déjà infectés par le virus et les ont choisis pour aller aux Jeux, même si c'étaient de mauvais athlètes. D'où le nombre exceptionnellement faible de médailles remportées par l'équipe américaine. » entelekheia.fr 25 février 2020

LVOG - J'ai découvert deux autres portails, un français et un américain apparemment qui fournissent des données précises sur les Américains morts de pneumonie ou de coronavirus entre juin et octobre 2019 aux Etats-Unis. Je n'ai pas eu le temps de les éplucher et de traduire celui en anglais, de vérifier ses sources. Cela dit ces deux portails sont infréquentables en temps ordinaires, je n'ai pas encore compris s'ils étaient animés par des illuminés ou l'extrême droite. A suivre.

Rassurez-vous, vous ne serez pas concernés, retournez dormir tranquille ou profitez de la vie.

LVOG - Après tout, après avoir observé à quel point cette opération criminelle et juteuse s'était déroulée à merveille jusque là, ils pourraient être tentés d'agiter chaque année ou selon leur agenda un virus ou une des bactérie qui traînent sur la planète, qu'ils auraient minutieusement sélectionné en fonction de son degré de contamination et les populations qu'il ou elle pourrait infecter à l'échelle mondiale.

Quand on voit que tout le monde ou presque réclame des masques pour en porter dans la rue dans les semaines ou les mois à venir, pourquoi pas, pourquoi pas indéfiniment pendant qu'ils y sont, si c'est la population qui réclame ce régime pénitencier, franchement pourquoi lui refuser, cela ne fera que renforcer son penchant à la servitude ou à l'esclavage au lieu de combattre pour s'en émanciper.

- Une épidémie d'une autre maladie dangereuse menacerait le monde à cause du Covid-19 - sputniknews.com 15 avril 2020

Une épidémie de rougeole risque d'éclater dans le monde parce que 117 millions d'enfants ne seront pas vaccinés cette année en raison de la pandémie de Covid-19, a annoncé l'Initiative mondiale contre la rougeole et la rubéole (M&RI) dirigée par la Croix-Rouge américaine, la Fondation des Nations unies, les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé.

«Alors que le Covid-19 continue de se propager à l'échelle mondiale, plus de 117 millions d'enfants dans 37 pays pourraient ne pas recevoir de vaccins anti-rougeoleux vitaux. Les campagnes de vaccination contre la rougeole dans 24 pays ont déjà été

retardées; d'autres seront reportés» dans 13 autres pays en 2020, indique le communiqué.

En décembre, l'OMS a publié un rapport selon lequel près de la moitié des cas de rougeole étaient recensés en Ukraine, en République démocratique du Congo, au Liberia, en Somalie et à Madagascar.

La rougeole est très contagieuse et peut entraîner de graves complications, telles que la cécité ou l'encéphalite. De plus, elle augmente le risque de développer une pneumonie et des maladies intestinales, qui entraînent souvent la mort du patient.

Malgré l'existence d'un vaccin sûr et efficace depuis plus de 50 ans, «les cas de rougeole ont augmenté ces dernières années et ont fait plus de 140.000 morts en 2018, principalement des enfants et des bébés, des décès qu'on aurait pu éviter», selon la M&RI. sputniknews.com 15 avril 2020

LVOG - 140.000 morts en 2018, ni vue ni connue, rien à foutre c'est pas chez nous ! Comme c'est étrange, les cas augmentent malgré l'existence d'un vaccin, tandis que la population devrait bénéficier d'une immunité collective, encore plus étrange...

Ce vaccin, la panacée, est-il efficace au moins ? Celui de la grippe l'est à hauteur de 20 à 50% seulement. Il mute très souvent, dans ce cas-là le vaccin n'a aucun effet. Ne vous inquiétez pas, les trusts pharmaceutiques vont vous en sortir un nouveau de leurs chapeaux et ainsi de suite, une rente assurée en dizaines de milliards de dollars.

Faites tomber les masques. Sans blague, ils ont fait une découverte !

- Coronavirus: la contagion possible avant l'apparition des premiers symptômes, selon une étude - bfmtv.com 15 avril 2020

LVOG - Le but de la manoeuvre : Justifier le port du masque obligatoire. Dès lors que"*la question (est) de savoir si les personnes asymptomatiques devaient porter un masque*", signifie que toutes devraient en porter.

Faites tomber les masques. L'épreuve de vérité implacable et cruelle.

GMI 14 avril 2020 - Les décisions du gouvernement n'ont été dictées ni par l'urgence, ni par les incertitudes scientifiques sur le virus, mais par un mélange d'incompétence et de volonté de dissimuler les conséquences de la politique poursuivie contre le système de santé publique.

LVOG - Je pense plutôt que les décisions du gouvernement ont été dictées par le lobby pharmaceutique, des intérêts purement mercantiles, sachant que cette machination était destinée à atteindre des objectifs économiques, raser ce qui restait des droits ou acquis sociaux arrachés ou concédés aux travailleurs au cours de la première décennie qui a succédé à la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 80.

A aucun moment le GMI -comme l'ensemble des formations du mouvement ouvrier, n'évoquera cette instrumentalisation d'un virus, qui pour le moment est loin d'avoir fait autant de victimes dans le monde qu'une banale grippe saisonnière.

Ce sont les faits, qu'on le veuille ou non. Et les uns et les autres seront jugés sur la manière dont ils les auront pris en compte, pour le moment ils sont dans le déni total, ils se font donc les complices de cette machination. Question : peut-on être à la fois les agents de cette machination, et combattre efficacement au côté des travailleurs ceux qui en sont responsables ou qui sont destinés à en tirer avantage, les capitalistes, devinez ?

C'est comme les travailleurs, soit ils auront compris ce qui s'était passé, et il serait plus difficile de leur jouer le même tour, soit ils ne l'auraient pas compris, et alors on pourrait leur refaire le même coup ou un autre en pire. Je crois que cela doit nous interpeller en tant que militant.

GMI - Des masques, des tests pour tous...

LVOG - Je vous fais cadeau du mien et du vaccin qui me serait destiné, je n'en ai pas besoin et je n'en veux pas.

Faites tomber les masques. Quand le mouvement ouvrier a sombré dans le populisme.

- Le secrétaire de la FSU déclare sur RTL. « Emmanuel Macron dit que toutes les conditions sanitaires seront réunies mais on a un grand nombre d'inquiétudes (…), On ne va pas pouvoir reprendre des classes à 35 ».

- Philippe Martinez (CGT) « ne voit pas pourquoi certains retourneraient bosser sans respecter les barrières de protection ».

- "*Le déconfinement s'arrêtera le 11 mai*" déplore Daniel Gluckstein pour le POID (Editorial de la Tribune des travailleurs du 15 avril 2020) Et de réclamer à cor et à cri "*de réels masques de protection pour tous*". Et de découvrir parce que ce n'était pas le cas depuis le départ que "*désormais les arguments économiques l'emportent ouvertement sur les arguments scientifiques et médicaux.*", tartuffe !

Alors qu'on vient d'avoir un aperçu de leur "*indépendance*", le sempiternel refrain : " *C'est dans l'indépendance de classe des travailleurs et de leurs organisations que doit être organisée la mobilisation pour imposer les mesures d'urgence...*", autant dire qu'il n'y a rien à en attendre.

La "***catastrophe***" ou les "***ravages***" de l'opportunisme sont pire encore !

POID - 1er mai, journée internationale de lutte des travailleurs.

- "*Ces gouvernements sont responsables des plus de 100 000 morts à ce jour, et de la catastrophe qui menace l'humanité.*"

LVOG - La "*catastrophe*", c'est de partager l'interprétation des gouvernements sur une pandémie inexistante ou qui n'a rien à envier aux épidémies qui sévissent chaque année dans l'indifférence générale, qui leur sert de prétexte frauduleux pour justifier leurs attaques contre les droits sociaux des travailleurs.

- "*Les ravages de l'épidémie*"...

LVOG - Ils y tiennent, cela revient à tenir un double langage qui profitera à ces gouvernements...

Cela ne vous dirait-il pas de travailler 72 heures par semaine ?

LVOG - Quand on qualifiait d'esclavage les différents régimes en place, là encore on nous traitait d'extrémiste, hélas les faits nous donnent encore raison !

- Employees To Work 12 Hrs Post Covid-19 Lockdown? Centre Plans To Bring In Ordinance - news.abplive.com 14 April 2020

Extrait et traduction.

Dans le contexte de l'extension du verrouillage national jusqu'au 3 mai, le gouvernement central va bientôt par ordonnance permettre aux gouvernements des États la possibilité d'étendre les heures de travail des employés dans les établissements à 12 heures par jour au lieu de huit heures.

Le gouvernement reçoit de nombreuses demandes des organisations d'employeurs et de l'industrie afin d'augmenter les heures de travail, car cela leur permettrait de résoudre le problème de la pénurie de main-d'œuvre après le confinement, car les travailleurs migrants sont retournés chez eux et ne peuvent pas reprendre immédiatement le travail. news.abplive.com 14 April 2020

- Trade Unions write to Centre, oppose Modi govt's plans to raise working hours to 12 from 8 a day - nationalheraldindia.com 11 Apr 2020

Plus tôt dans la journée, un article de presse paru dans le Hindustan Times, affirmait que le gouvernement central réfléchissait à une telle modification de la loi de 1948 sur le travail.

Une coalition composée de plusieurs syndicats en Inde a soumis un mémorandum au ministre du Travail de l'Union, exprimant leur opposition à ce projet de loi. Le journal a indiqué que le gouvernement envisageait de recourir à cet amendement, car il s'attendait à une pénurie de main-d'œuvre en raison de licenciements massifs, ce qui a également été critiqué par les syndicats.

Lettre des syndicats au ministre du Travail du gouvernement de New Delhi - 11th April 2020

Objet : Proposition du gouvernement de travailler 12 heures par jour.

Un article paru dans le Hindustan Times aujourd'hui indique que le gouvernement indien envisage de modifier la loi de 1948 sur les entreprises, qui portera la journée de travail actuelle de 8 heures à 12 heures. Cela signifierait que le travail normal de 48 heures par semaine passerait à 72 heures par semaine. Il est également suggéré qu'étant donné qu'il y aura moins de main-d'œuvre pour travailler en cette période de coronavirus à la suite de licenciements, le changement proposé des heures de travail serait devenu nécessaire. La déclaration indique en outre clairement qu'en raison de circonstances exceptionnelles prévalant dans

le pays, des dispositions exceptionnelles doivent être prises.

Nous, les représentants soussignés de diverses organisations syndicales, nous opposons fermement à cette décision d'augmenter le nombre d'heures de travail de huit à douze, car cela imposera une charge supplémentaire aux travailleurs. En premier lieu, étant donné le scénario actuel du coronavirus dans le pays, il enjoint au gouvernement de prendre des mesures qui protègent et créent des emplois et ne réduisent pas la main-d'œuvre. Permettre aux employeurs de recourir à des licenciements d'une part et d'augmenter la production d'autre part est anachronique et n'est pas acceptable. Il est vrai qu'il existe des conditions exceptionnelles dans le pays et dans le monde également, mais les mesures envisagées par le gouvernement vont à l'encontre des intérêts de toute une masse de travailleurs et servent en même temps les intérêts des employeurs. À l'heure actuelle, il est impératif que le gouvernement stimule la demande afin de relancer l'économie et donc de créer des emplois et d'augmenter les salaires.

Nous souhaitons également rappeler au gouvernement que la journée de travail de 8 heures est protégée par la Convention n° 1 de l'OIT définissant ce droit essentiel du travail.

Nous demandons donc instamment au gouvernement de veiller à ce que les mesures proposées pour augmenter l'augmentation du temps de travail soient abandonnées.

Gautam Mody, General Secretary, NTUI
S.Venkateshwar Rao, President, IFTU
Thangaraj, General Secretary, NDLF
Vijay Kumar General Secretary, AIFTU (New)
Kanhai Baranwal, General Secretary, IFTU (Sarvahara)
Sanjay Singhvi, General Secretary, TUCI
Sudipta Pal, Advisor, ECLTSAU
Kailash, President, IMK
B. Pradeep, General Secretary, IFTU
Som Nath, Secretary, JSM

Ils ont peut-être le droit de s'inquiéter ou la petite carotte et le gros bâton.

- Coronavirus: Le FMI craint des mouvements sociaux dans certains pays - Reuters 15 avril 2020

Certains pays pourraient voir émerger des mouvements de contestation sociale si les mesures mises en oeuvre pour tenter d'atténuer l'impact de l'épidémie de nouveau coronavirus sont jugées insuffisantes ou inéquitables par la population, prévient le Fonds monétaire international (FMI) dans un rapport publié mercredi.

Les mesures drastiques prises pour tenter d'enrayer la propagation du virus ont mis à l'arrêt des pans entiers de l'économie mondiale et les pays émergents ou en développement risquent d'accuser encore davantage le coup.

Pour l'instant, les mesures de confinement en vigueur dans de nombreux pays rendent la tenue de manifestations peu probables, mais des troubles pourraient émerger lorsque la crise sanitaire semblera être maîtrisée, a déclaré lors d'un entretien à Reuters le directeur du département des finances publiques du FMI, Vitor Gaspar.

D'autant que de nombreux pays ont été le théâtre de mouvement sociaux de contestation tout au long de l'année 2019 - qu'il s'agisse des Gilets jaunes en France, des manifestations à Hong Kong ou au Liban, en passant par l'Algérie ou le Chili.

Pour éviter la résurgence de tels troubles, "l'objectif est de soutenir et de protéger les personnes et les entreprises qui ont été affectées par le confinement", note Vitor Gaspar.

Selon lui, les pouvoirs publics doivent échanger avec les populations concernées afin de s'assurer de leur soutien dans la lutte contre la propagation du virus.

A travers le monde, les gouvernements ont déjà consacré près de 8.000 milliards de dollars (environ 7.400 milliards d'euros) pour combattre cette crise sanitaire ainsi que les répercussions économiques de la pandémie, mais des plans de relance budgétaire seront encore nécessaire une fois que les flambées épidémiques se seront atténuées, prévient le FMI dans sa publication semestrielle "Moniteur des finances publiques".

Dans ce contexte de crise, les Etats voient leurs recettes - notamment fiscales - s'étioler cependant que leurs dépenses publiques s'envolent. Les déficits publics se creusent nettement, tandis que la dette publique cumulée à l'échelle mondiale devrait bondir de 13 points de pourcentage cette année pour s'établir à plus de 96% du produit intérieur brut (PIB) de la planète, est-il précisé dans ce document. (Soit proche de 70.000 milliards de dollars, de quoi tenir solidement en laisse les Etats. C'était l'un

de leurs principaux objectifs. - LVOG)

Pour Vitor Gaspar, il est encore difficile de prédire le montant des dépenses supplémentaires qui seront encore nécessaires mais il juge indispensable des plans globaux de relance budgétaire pour alimenter la reprise une fois que la crise sanitaire sera passée.

Dans ses dernières prévisions, publiées mardi, le FMI table sur une contraction de 3% de l'économie mondiale cette année en raison de la pandémie en cours, mais l'institution de Washington a prévenu que cette estimation était entachée d'une "extrême incertitude". Reuters 15 avril 2020

Côté cour et côté jardin.

AFP - Etats-Unis - Plus de 22 millions de personnes se sont inscrites au chômage en quatre semaines.

La société de gestion Blackrock ("3,6%) s'est montrée confiante pour le reste de l'année, assurant avoir limité les dégâts causés par la pandémie. Le groupe a été choisi par la banque centrale américaine (Fed) pour piloter des programmes d'aide aux entreprises et prodigue ses conseils financiers à d'autres banques centrales.

Netflix a atteint son plus haut historique à la clôture ("2,9% à 439,17 dollars). Le géant du streaming a notamment profité d'une anticipation à la hausse du cours de son titre par Goldman Sachs, qui prévoit une action à 490 dollars d'ici un an.

Amazon a touché un plus haut historique, son action s'établissant à 2.408,19 dollars (+4,4%).

Selon les estimations du cabinet d'analyse financière Factset, les 500 plus grandes entreprises cotées à Wall Street devraient voir leurs bénéfices trimestriels reculer en moyenne de plus de 13%. AFP 17 avril 2020

Coronabusiness. What fucking opportunity ! (Quelle putain d'aubaine!)

- Les grandes fortunes ne connaissent pas la crise - slate.fr 16 avril 2020

Des milliards d'êtres humains vivent dans l'angoisse. Celle, primaire, de la survie face à la pandémie. Celle de la récession qui pointe, la pire crise depuis la Grande Dépression des années 1930, selon le FMI. Celle de ne plus pouvoir mettre un toit au-dessus de leur tête ou celles de leurs familles: brusquement sans emploi et souvent sans aucun filet social, 31% des New-Yorkais ont été dans l'incapacité, dans les premiers jours d'avril, de payer leur loyer.

De l'autre côté de la chaîne, tout va en revanche pour le mieux. Quel que soit le marasme, il a ses gagnants et l'un des principaux bénéficiaires de la crise que traverse le monde n'est autre que l'homme le plus riche du monde, Jeff Bezos.

Selon les calculs de Bloomberg, l'homme d'affaires aurait gagné 24 milliards de dollars [22 milliards d'euros] depuis le début de l'année grâce aux gains boursier d'Amazon.

Le portefeuille d'actions d'Elon Musk profite également, dans la tempête, des performances folles de Tesla –plus 10,4 milliards de dollars [9,6 milliards d'euros] au compteur.

Le gros gadin boursier de début de crise a coûté cher à certaines fortunes milliardaires, en particulier dans les secteurs énergétiques. Dans d'autres domaines, il a en revanche déjà été en partie effacé. Surtout, il a permis à de nombreuses personnes aux comptes en banques bien fournis de faire de très bonnes affaires.

Bloomberg donne ainsi l'exemple du conglomérat touristique Carnival Corp., célèbre notamment pour ses croisières, une activité qui s'est transformée en cauchemar avec la pandémie. L'un des membres du board de la firme, Randall Weisenburger, a acheté au creux de la vague pour 10 millions de dollars d'actions. Le lendemain, le cours de l'entreprise bondissait de 56%: joli gain.

Selon Sundial Capital Research, le volume des transactions des valeurs les plus frappées par la crise montre que Weisenburger n'est pas le seul à flairer les bonnes affaires, et que les investisseurs continue à avoir une solide confiance en la capacité du marché à retrouver ses cimes stratosphériques.

Que ces niveaux soient ou non corrélés aux performances de l'économie réelle est une autre question, puisqu'il s'agit presque d'un autre monde. Comme le note Bloomberg dans un autre article, Wall Street semble rester étrangement aveugle aux réalités du monde dont elle est supposée, d'une manière ou d'une autre, être le thermomètre. slate.fr 16 avril 2020

C'est "***magique***" ! Pourquoi ou comment les banksters sont-ils devenus les maîtres du monde ? Réponse.

LVOG - Entre nous, cela remonte quand même à 1913, date de la création de la Fed. Comment vous l'ignoriez, continuez et ça ira pour le mieux !

Aux Etats-Unis, la Fed, les plus puissantes banques privées et commerciales des Etats-Unis possèdent la planche à billets. Elles en impriment qu'elles adressent ensuite au Trésor américain sous la forme de prêts à des taux d'intérêt qu'elles ont fixés elles-mêmes. Et comme tout ou presque est privatisé aux Etats-Unis, le Trésor va verser ces sommes colossales aux banques, institutions financières, grandes entreprises, multinationales, trusts, etc. dont les principaux actionnaires sont les mêmes qui figurent parmi les principaux membres des conseils d'administration de ces principales banques.

La dette de l'Etat et les intérêts seront payés par les contribuables américains, ainsi que les dettes contractées par les mêmes banques et Cie que la Fed aura rachetées.

C'est très tordu comme truc, car voilà un système où les banques reçoivent de l'argent qu'elles ont créé elles-mêmes et qu'elles devront se rembourser via la Fed, cela revient à se prêter à elles-mêmes une somme d'argent moyennant des intérêts, qu'elles n'auront jamais à rembourser ou régler puisque la Fed rachètera leurs dettes. Les écritures comptables sont susceptibles de faire de réels miracles quand les dettes ne figurent pas au bilan des entreprises, dont celui des banques, dès lors les banquiers n'ont guère à s'en soucier puisqu'ils détiennent le pouvoir de décider d'en faire ce qu'ils veulent et le tour est joué.

Quel intérêt cela présente-t-il pour elles?

Entre temps, notamment elles se seront livrées à un tas d'opération financière ou spéculative qui leur auront rapporté un maximum d'argent qu'elles s'emploieront à dissimuler au fisc ou à faire disparaître dans des paradis fiscaux, ce n'est pas plus compliqué que cela. C'est une sorte de sauf-conduit pour voyous de la finance afin qu'ils s'enrichissent toujours plus sans risque puisqu'ils contrôlent tout le processus de A à Z.

Bref, l'instrumentalisation du coronavirus aura été une formidable occasion pour elles de justifier la création de dettes (création monétaire) en proportion colossale juste pour s'enrichir davantage, tandis que l'immense masse des travailleurs n'en profiteront pas et devront régler la note.

Cette monstrueuse création monétaire n'ayant aucun équivalent dans l'économie productive de richesses, il en résultera une inflation que l'oligarchie financière fera supporter à tous les peuples, puisque le dollar demeure la principale valeur des échanges et des règlements internationaux. Aux Etats-Unis elle se traduira par l'appauvrissement des classes moyennes et de la classe ouvrière.

- D'où vient l'argent magique du gouvernement américain? - slate.fr 17 avril 2020

Chaque centime sera emprunté. Le plan de sauvetage de l'économie, baptisé «CARES Act», prévoit que le gouvernement accroisse considérablement sa dette. Fait exceptionnel, la banque centrale des États-Unis (Fed) a annoncé de manière simultanée qu'elle rachèterait une quantité illimitée de dette.

«C'est un moment épique concernant la fin de l'orthodoxie de la “séparation de l'Église et de l'État” entre les autorités financières et monétaires», explique Paul McCulley, un ancien économiste de Pimco, géant de la gestion d'actifs et professeur d'économie à l'université de Georgetown.

Hétérodoxie d'État

En effet, la coordination de ces deux stratégies tranche avec l'orthodoxie budgétaire et monétaire traditionnelle et se rapproche d'une théorie économique jusqu'ici marginale, la Théorie monétaire moderne (MMT).

Schématiquement, cette théorie veut que la dette d'un État qui contrôle sa monnaie importe peu, et qu'il lui est impossible de faire faillite puisqu'il ne risque pas de se retrouver à court de sa propre devise. La banque centrale est là pour imprimer de l'argent et repayer sa dette.

Cela dit, il ne faut pas voir le comportement de la Fed comme une nouvelle ère d'endettement pour les États-Unis. C'est avant tout la réponse exceptionnelle à une crise exceptionnelle et, pour nombre de critiques de cette théorie hétérodoxe, cela devrait le rester.

Ces sceptiques brandissent le risque d'inflation monstre menaçant un État qui s'endetterait sans compter en s'appuyant sur sa banque centrale et sur un usage immodéré de la planche à billets. Cette analyse, classique, fait d'ailleurs un relatif consensus au sein des cercles économiques.

Dans tout les cas, comme le résume le professeur Paul McCulley, «ce que cette crise a fait apparaître, c'est que [la MMT] n'est

plus seulement un débat académique». Elle vient de se faire un nom en entrant avec fracas sur le devant de la scène. slate.fr 17 avril 2020

Après les caisses sont vides et on n'a pas les moyens de les remplir, voilà qu'elles regorgent de milliards !

- Coronavirus: Philippe détaille "un plan d'une ampleur exceptionnelle" de 110 milliards - AFP 15 avril 2020

Commentaires d'internautes.

1- Dire qu'il y a encore quelques semaines il n'y avait plus d'argent pour rien du tout...

2- Mais d'où sort tout cet argent, d'un coup ? Pas un sou lorsque le personnel médical disait sa souffrance, que les retraités aussi et tous les corps professionnels, et maintenant... des sous par milliards !

3- Il y a quelques semaines encore, il n'y avait plus d'argent pour le maintient du système actuel des retraites, les retraites elles depuis des années étaient bloquées et soudain, les milliards pleuvent a n'en plus finir. Soit le gouvernement est composé de menteurs, soit on nous a pris pour des cons. Bizarrement je pense aux deux solutions.

Les enragés en rajoutent une couche quotidiennement pour alimenter la psychose collective.

- Coronavirus : le chiffre des patients en réanimation pourrait être trompeur, selon certains médecins - Yahoo 15 avril 2020

- La crise va durer "des années", selon Bruno Le Maire - AFP 15 avril 2020

- Le PDG de la SNCF demande l'obligation du port de masques pour les voyageurs dès la levée du confinement - Franceinfo 15 avril 2020

- Confinement prolongé en Belgique jusqu'au 3 mai - Reuters 15 avril 2020

- Coronavirus: L'Allemagne compte prolonger le confinement jusqu'au 3 mai - Reuters 15 avril 2020

Bienvenue chez les anthropophages.

- C'est demain - Coronavirus : les scénarios extrêmes d'une anthropologue pour l'après crise - huffingtonpost.fr 16 avril 2020

- Un futur où le logement est le seul refuge.

- Un monde où les seuls déplacements possibles sont ceux de l'esprit. huffingtonpost.fr 16 avril 2020

LVOG - Ce genre de scénarios doit exciter ces cinglés !

Leur humanisme est la politesse des salauds... La preuve.

LVOG - Le confinement ou le masque, vous avez le choix. Et la liberté de revenir à la situation antérieure ou de refuser les deux, n'y comptez pas trop pour le moment.

- L'Académie de médecine déconseille le confinement obligatoire des personnes fragiles après le 11 mai BFMTV 17 avril 2020

Faut-il obliger les personnes fragiles à rester chez elles après le 11 mai? C'est l'une des pistes envisagées par l'exécutif pour sortir du confinement imposé par le coronavirus. Mais ce jeudi, l'Académie de médecine a fait savoir qu'elle s'opposait à cette obligation, qu'elle juge stigmatisante.

LVOG - Elle propose parmi trois impératifs :

BFMTV - "Inciter la population générale à la solidarité intergénérationnelle", en respectant les gestes barrières et en s'équipant d'un masque à chaque sortie... BFMTV 17 avril 2020

Le totalitarisme en marche expliqué par un de ses idéologues.

- La crise du Covid-19 révèle l'ampleur de l'emprise des GAFAM sur nos vies - Slate.fr 15 avril 2020

Ça n'aura pas échappé à grand-monde: les GAFAM ressortent d'ores et déjà comme les grands gagnants de la crise actuelle. Non que ce soit une surprise absolue, mais en quelques semaines, les tech companies se sont rendues incontournables dans chaque aspect de nos vies confinées: le travail et l'enseignement à distance, la communication avec nos proches, l'accès à l'information et au divertissement, les achats en ligne, la livraison et même les téléconsultations médicales.

Autrement dit, avec leurs produits et leurs services, Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft -pour ne citer qu'eux- ont encore resserré leur emprise dans tous les compartiments de nos existences. Pas un mince exploit vu comme nous étions déjà sous perfusion du temps où nous pouvions sortir plus d'une heure par jour. C'est désagréable mais nous sommes plus que jamais des otages consentants des entreprises de la Silicon Valley et de leur quincaillerie technologique.

Beaucoup d'intellectuels brillants l'ont rappelé, les conséquences violentes du Covid-19 entérinent l'échec des États à garantir la sécurité et la santé physique de leurs concitoyens. Dans une tribune intitulée «L'insoutenable légèreté du capitalisme vis-à-vis de notre santé», la sociologue Eva Illouz -invoquant la thèse de Michel Foucault qui plaçait la santé comme la pierre angulaire de la gouvernance étatique moderne- résumait avec une concision remarquable ce qui nous a entraînés dans la dystopie du moment:

«Ce contrat, dans de nombreuses parties du monde, a progressivement été rompu par l'État, qui a changé de vocation en devenant un acteur économique entièrement préoccupé de réduire les coûts du travail, d'autoriser ou encourager la délocalisation de la production (et, entre autres, celle de médicaments clés), de déréguler les activités bancaires et financières et de subvenir aux besoins des entreprises. Le résultat, intentionnel ou non, a été une érosion extraordinaire du secteur public.» ("Ou non" est de trop ! - LVOG)

De ce constat vertigineux découle le second volet du triomphe des tech companies en ces temps de crise sanitaire. En investissant les espaces laissés béants par nos États séduits par les sirènes de l'ultralibéralisme, les entreprises de la Silicon Valley se sont adjugées une part de ce biopouvoir laissé vacant. Visez plutôt. Dans la baie de San Francisco, Verily, une des entreprises d'Alphabet, la maison mère de Google, a mis en place dès début mars une interface pour permettre à quiconque de déterminer s'il était éligible à un test Covid-19, et lui indiquer où aller l'effectuer le cas échéant. Apple a d'abord filé vingt millions de masques aux soignants puis s'est mis à fabriquer un million de visières par semaine. Mieux, les deux meilleurs ennemis viennent d'annoncer qu'ils s'associaient pour déployer un système Bluetooth commun afin de faciliter le traçage des personnes infectées. (Le flicage ou la surveillance permanente. - LVOG)

En Angleterre, lorsque le gouvernement a émis la possibilité de proposer un test individuel à grande échelle, Amazon s'est immédiatement porté volontaire pour en assurer la logistique. Dans la foulée, Jeff Bezos a claironné qu'il donnerait 100 millions de dollars aux banques alimentaires américaines, qui en auront besoin vu le désastre qui s'amorce. Bill et Melinda Gates, eux, ont investi 100 millions de dollars dans un fonds de recherche spécial Covid-19 dès février. Bill Gates a également répété qu'il comptait injecter plusieurs milliards pour bâtir des usines de production d'un vaccin qu'on n'a même pas encore trouvé.

Jack Dorsey, le fondateur de Twitter, a carrément tenté de plier le game en mettant un milliard de dollars sur la table. Quant à Mark Zuckerberg et sa femme Priscilla Chan, en plus d'avoir transféré 25 millions à Bill et Melinda pour leur «accélérateur thérapeutique Covid-19», ils arrosent l'OMS d'encarts publicitaires gratuits et de paquets de données d'utilisateurs pour comprendre comment se propage l'épidémie. D'ailleurs, la santé n'est pas un terrain inconnu pour le patron de Facebook: à San Francisco, le principal hôpital public a été rebaptisé «Zuckerberg General Hospital and Trauma Center», adoptant le nom de son principal donateur en 2015.

Cela dit, aborder le phénomène uniquement par le prisme américain serait une erreur. Au rayon des tech milliardaires en quête de sauvetage de l'humanité, le Chinois Jack Ma, fondateur d'Alibaba, est lui aussi à la manœuvre. Depuis février, sa fondation a gracieusement distribué des millions de masques et de kits de dépistage en Europe, aux États-Unis et en Afrique. Et puis, Alibaba –qui opère l'algorithme servant de socle à l'horrible système de notation des citoyens chinois– fournit également le «QR code santé», incontournable sur les téléphones chinois.

Si le statut de l'appli est vert, c'est bon, vous pouvez vous déplacer. Mais malheur à vous si vous côtoyez une personne suspectée ou atteinte du Covid-19, ou si vous tentez de dissimuler des informations qui seront par ailleurs recroisées avec des données fournies par des tiers (compagnies aériennes, transports en commun, banques, télécom...), c'est le statut jaune ou rouge qui vous attend et le retour à la case quarantaine.

Les géants technologiques font main basse sur la santé, et la philanthropie a tout du cheval de Troie pour investir de nouveaux marchés, en accroissant leur pouvoir politique. Un des exemples les plus parlants est la révélation de discussions entre l'AP-HP et Palantir, concernant la mise à disposition par le second d'un algorithme qui servira à tracer la diffusion du virus et à lutter contre les pénuries de personnel, de respirateurs et de médicaments, en proposant une répartition optimale entre les trente-neuf hôpitaux en temps réel.

Peu connue du public, Palantir est l'une des licornes emblématiques de la Silicon Valley. Valorisée à plus de 20 milliards de dollars, ce fleuron du big data est sorti de l'esprit de Peter Thiel, argentier visionnaire de la Silicon Valley, également cofondateur de PayPal et investisseur historique de Facebook. Libertarien pur jus, aussi cynique qu'intelligent, il est le seul personnage notable du sérail à avoir soutenu Trump en 2016.

Palantir a un business simple sur le papier, elle commercialise deux algorithmes: Gotham et Foundry. Le premier, outil de surveillance et de prédiction de crimes, collecte informations et renseignements et se destine à des agences d'intelligence ou des services de police, tandis que le second vise à augmenter la productivité et le rendement d'entreprises. Selon les besoins, Palantir peut panacher les deux. En matière de clients, c'est le haut du panier: NSA, FBI, Homeland Security, CDC, mais aussi Ferrari, Airbus, Fiat Chrysler, Sanofi, Merck ou le Crédit Suisse.

Cette possibilité de deal avec l'AP-HP ne sort pas de nulle part. La France a déjà signé un contrat avec Palantir en 2016, après les attentats de novembre, renouvelé l'an passé. Et à crise exceptionnelle, offre immanquable: ces jours-ci, Palantir propose une version gratuite de Foundry, édition spéciale Covid-19. Les termes, évidemment, sont secrets, mais l'entreprise a laissé entendre qu'elle fournirait ces outils gratuitement aussi longtemps que nécessaire. De ce qui en a filtré dans la presse, Palantir a déjà signé des deals avec le NHS en Angleterre, le gouvernement de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie en Allemagne, et des agences de santé en Espagne, Autriche, Canada, Grèce. C'est de cette solution dont l'AP-HP serait en passe de se doter.

À un niveau de lecture basique, ces initiatives sont remarquables. Si les GAFAM, les Alibaba et les Palantir peuvent sauver des vies avec leurs algorithmes, leurs fonds de recherches, leurs dons de matériel et, par extension, soulager le personnel médical, ça paraît compliqué de faire la fine bouche. En fait, c'est terrible à avouer, mais en l'état, nous avons besoin de leurs ressources pour limiter la casse. Enfin, peut-être pas sur tout, non plus.

Concernant les applications de tracing pour sortir du confinement dont il est beaucoup question ces jours-ci, a priori, tout concourt à penser que nous sommes en plein délit (habituel) de solutionnisme technologique cher au chercheur Evgeny Morozov. Transformer le Covid-19 en un problème technique, alors que les spécialistes de la santé s'accordent à dire que ce sont des moyens qu'il faut (tests, recherches, essais...), voilà au moins un bourbier dont nous pourrions nous passer.

Mais reconnaître que nous avons besoin de ces tech companies n'empêche pas de se poser des questions. Pour en rester sur le cas concret de Palantir, qui peut garantir que les données utilisées, notamment celles des patients, seront vraiment départies des détails personnels comme l'entreprise le promet? Et si après l'épisode de Covid-19, l'AP-HP ou une agence de santé européenne qui a profité de son échantillon gratuit veut récupérer ses données et construire son propre système, est-ce qu'on lui rendra cette masse dans un état exploitable ou faudra-t-il repartir de zéro ou presque? Les déboires de la police new-yorkaise, qui s'est retrouvée penaude lorsqu'elle a voulu se passer de Palantir, devraient être un indicateur à garder en tête. On commence à le savoir: avec les dealers de big data, ce qui est gratuit a toujours un coût caché. Et puis, au passage, il ne faudrait pas que l'algorithme miracle serve de caution à de nouvelles politiques d'austérité.

Nous sommes donc en train d'être «sauvés» par des milliardaires et des plateformes dont le business repose sur nos données personnelles. Qu'on s'en remette à eux les yeux fermés, en prenant pour acquis leurs vœux pieux, nous fait courir un vrai danger en matière de respect de la vie privée et de la gouvernance des données, d'autant qu'on sait que ces mastodontes s'arrogent bien des libertés avec le règlement général sur la protection des données (RGPD).

Et, il s'agirait de ne pas oublier qu'avant l'épisode actuel, ces entreprises étaient sous le feu nourri de tirs croisés et justifiés, en raison de leur taille de plus en plus inquiétante, de leur obsession pour la surveillance des citoyens, des scandales de manipulations frauduleuses de nos données, de leurs pratiques laborales qui piétinent le droit du travail, et de leurs propensions à éteindre les voix dissidentes en interne.

Les données (de la vraie vie) sont donc simples: nous sommes ultra-dépendants de ces entreprises technologiques et de leurs charitables patrons, nos systèmes de santé et nos économies sont à l'agonie; histoire de ne rien arranger, on nous promet d'autres pandémies du genre, et un énorme cataclysme climatique nous arrive droit dessus. Sans prétendre tout régler au détour d'un texte publié sur internet, peut-être serait-il judicieux que les instances européennes se penchent sérieusement sur des solutions pour retrouver une forme de souveraineté et d'éthique en matière de gouvernance des données, plutôt que de gaspiller de l'énergie et de l'argent à imaginer des applications vérolées pour transformer nos smartphones en bracelet électronique.

Il serait sans doute temps de développer des outils similaires à ceux vendus par ces sentinelles du big data. Allouons-y des moyens dignes de ce nom. Insufflons une dose de transparence dans ces boîtes noires. Est-il inconcevable que nous administrions nos données nous-mêmes, avec les garde-fous requis, plutôt que de déléguer cette tâche à des plateformes qui s'apparentent à des infrastructures d'utilité publique, mais dont le dessein reste dicté par des intérêts purement financiers?

Enfin, gardons en tête que pour les tech milliardaires, particulièrement dans un contexte américain fondé sur un capitalisme sans foi ni loi et un État faible, leur philanthropie est par tradition un levier pour contrer les appels à les taxer. Pour reprendre un argument d'Anand Giridharadas, essayiste critique de la stratégie des Zuckeberg, Bezos, Gates & co, peut-être devrions-nous arrêter de demander aux incendiaires du système d'en être les pompiers. Formulé en d'autres termes empruntés à une tribune

signée d'un collectif d'universitaires dont Thomas Piketty, Anne-Laure Delatte et Antoine Vauchez: «Ces entreprises et leurs actionnaires ont profité de la concurrence fiscale pour échapper à l'impôt, contribuant à détériorer les services publics, notamment ceux mobilisés dans cette crise sanitaire.»

N'attendons donc plus seulement qu'ils nous sauvent la mise à l'arrivée, mais qu'ils contribuent à l'effort collectif en mettant au pot dès le départ, en commençant par s'acquitter d'impôts dignes de ce nom. Si à la rhétorique du peuple «qui va devoir se sacrifier pour relancer l'économie», on pouvait ajouter, une fois n'est pas coutume, une dose de justice fiscale afin de repartir sur un paradigme un peu moins inégalitaire, en reconnaissant au passage que nos vies dépendent beaucoup du personnel médical, et donc des services publics, voilà qui ne ferait sans doute pas de mal pour mieux appréhender la prochaine saleté qui ne manquera pas de nous tomber dessus. Slate.fr 15 avril 2020

LVOG - Délirant jusqu'à la dernière ligne, pas le temps de commenter cet article. Mais ô combien révélateur de la manière dont se construit leur modèle de société totalitaire...

Le totalitarisme en marche ou le féodalisme barbare, au choix. Leur point commun : Légitimer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

- Les islamistes, « révolutionnaires » mais pas contre le capitalisme - LePoint.fr 16 avril 2020

Depuis la fondation, en 1928, des Frères musulmans par l'Égyptien Hassan el-Banna, les islamistes n'ont jamais cessé de défendre l'enrichissement personnel.

Dans son essai intitulé Les (néo) Frères musulmans et le Nouvel Esprit capitaliste (*), Haoues Seniguer, maître de conférences en sciences politiques à Sciences Po Lyon, reprend la formule d'un autre chercheur, Edward Webb, qui constate que le mouvement islamiste ne cherche qu'à « changer l'acteur et non le jeu ». En d'autres termes, à aucun moment dans l'histoire les islamistes n'ont remis en cause l'économie de marché, le capitalisme, ni même les inégalités sociales. Quant aux pauvres (qui représentent l'immense majorité de la population dans un pays comme l'Égypte), ils doivent se contenter de la zakat (l'aumône), versée par ceux qui sont imposables au regard de la législation islamique. Mais pas question d'améliorer leur situation. D'ailleurs, Hassan el-Banna, à l'origine de la Confrérie, s'appuyait sur un verset coranique disant « Et ne confiez pas aux incapables vos biens dont Allah a fait votre subsistance. Mais prélevez-en, pour eux, nourriture et vêtements ».

Si les communistes appelaient à mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, les islamistes, en revanche, n'ont eu recours qu'à une seule pensée magique : l'islam se suffit à lui-même. « Notre programme ? C'est le Coran », proclamaient les Frères musulmans égyptiens lors des élections législatives. Quant au parti islamiste marocain Justice et Développement, il exhortait les Marocains à invoquer Dieu « pour s'extirper du chômage et retrouver le chemin de l'emploi ».

« Rien ne s'oppose à l'enrichissement »

Pour Hassan el-Banna, « la richesse saine est donnée à l'homme vertueux », et, évoquant le caractère impérieux de la recherche du gain, il écrivait que « l'argent propre/sain est le moteur de la vie ». Sayyid Qutb, le penseur le plus radical de la Confrérie (1906-1966), ne le contredisait surtout pas en défendant deux aspects moteurs du capitalisme : la « propriété des biens » et « la liberté absolue du possesseur/possédant/détenteur du capital ». Dans son essai, Haoues Seniguer constate que les nouveaux Frères musulmans (ou néo-Frères musulmans, car la plupart d'entre eux prétendent ne pas appartenir à la Confrérie) suivent exactement le même chemin. Pour le Qatari Yusuf al-Qaradawi, l'ancien président de l'Union internationale des savants musulmans, « rien ne s'oppose fondamentalement à l'enrichissement, à l'acquisition de biens et d'argent, dès lors que c'est licite religieusement »… LePoint.fr 16 avril 2020

LVOG - Vaut mieux quand même être communiste, non ?

Haut de page

Le 19 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

On mettra des documents en ligne plus tard.

Pourquoi privilégions-nous ou sommes-nous attiré par le talent, la virtuosité, le génie dans tous les domaines de la création artistique ou de la recherche scientifique ? Parce qu'on ne voit pas pourquoi on devrait se priver de cette production, au profit de

celle particulièrement médiocre encensée par ceux qui nous gouvernent et leurs courtisans qui le sont tout autant.

Que ce soit le plus médiocre ou le pire qu'on nous serve quotidiennement, et qu'il soit le plus répandu parmi la population, y compris celle dite éduquée ou cultivée, n'occulte en rien le fait que le meilleur est accessible à tous. Libre ensuite à ceux qui le souhaitent de l'ignorer. Mais ce serait franchement dommage de ne pas en profiter, sachant qu'il concourt également à nous élever à un niveau de conscience supérieur indispensable pour conquérir notre émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, notre liberté.

Sinon, quel sens donner à notre vie ? Cela devrait être notre obsession de réduire notre ignorance et de partager nos connaissances, tout en sachant qu'on n'en viendra jamais à bout et heureusement !

C'est aussi ainsi qu'on peut s'épanouir dans cette société autant que faire se peut, en demeurant digne de nos idées ou de notre idéal.

Rappel.

Vidéo. Bulletin d'information scientifique de l'IHU - Nous avons le droit d'être intelligents ! Pr Didier Raoult, Directeur de l'IHU Méditerranée Infection - 14 avril 2020

https://www.youtube.com/watch?v=5gMj6r9t-F4&feature=emb_title

Un petit tour en Inde.

Dans mon village, plus personne n'ose sortir, c'est dingue. Ils sont abattus, hébétés, ils ne comprennent évidemment pas ce qui se passe.

Le 17 avril 2020. 1,350 milliard d'habitants en Inde, 360 morts seulement, 14 au Tamil Nadu où j'habite sur 72 millions d'habitants, 0 à Pondichéry, le seul mort venait de Mahé, une autre enclave du Territoire de Pondichéry situé au Kerala, un peu plus au sud (ouest).

Le Chief minister du Tamil Nadu, K. Palaniswami, a déclaré le 14 avril, que le coronavirus était une « *maladie des riches* » (The New Indian Express) visant les Indiens de retour de l'étranger ou voyageant en Inde, et qui avaient répandu le coronavirus dans tous les Etats de l'Union. Mais pour un grand nombre d'Indiens, dont les plus arriérés qui sont les plus nombreux, ce sont les personnes d'autres nationalités les plus riches, plus particulièrement les Blancs, d'où les actes racistes dont ils peuvent être victimes.

L'exemple vient le plus souvent d'en haut, surtout quand il est stupide, mauvais ou détestable !

Personnel.

Ma mère a été achevée par le coronavirus le 3 avril, comme elle l'aurait été sinon par le virus de la grippe ou des bactéries omniprésentes en milieu hospitalier. Elle était déjà dans le coma depuis plusieurs jours et hospitalisée depuis plus d'un mois à 86 ans, elle était donc en fin de vie.

Les autorités et leur porte-parole jouent sur la phobie de la mort qui angoisse la plupart des gens, et il faut reconnaître qu'elles prennent un certain plaisir sadique à l'entretenir à un niveau hystérique. Cette expérience permet de prendre la mesure exacte du niveau de conscience des masses et de remettre les pendules à l'heure.

En ce qui me concerne, je savais à quoi m'en tenir en affirmant qu'il était aussi médiocre qu'autrefois ou pire encore depuis que le mouvement ouvrier eut complètement sombré dans l'opportunisme. J'ai eu l'occasion d'expliquer, que plus nous vivions dans une société sophistiquée due au développement technologique et à de nouvelles découvertes scientifiques, plus le niveau de conscience des masses devrait être élevé pour espérer affronter le capitalisme et le vaincre, rejoignant le constat dressé par Trotsky entre 1938 et 1940 je ne sais plus au juste.

C'est somme toute logique, car plus les capitalistes devaient avoir à leur disposition d'instruments pour formater et corrompre leurs cerveaux, plus il nous faudrait les combattre sur le plan idéologique et psychologique, si nous voulions parvenir à bout des illusions des éléments les plus avancés du prolétariat pour les gagner au socialisme, ce que nous avons été incapables de comprendre et donc de réaliser comme tâche politique, parce que nos dirigeants y étaient opposés. Quand on envisage une grève par exemple, si on ne tient pas compte de l'état d'esprit des travailleurs ou qu'on ne les y a pas préparés minutieusement, on risquera de les embarquer dans une aventure qui se terminera par une défaite inutile et nuisible, ce serait faire preuve de dilettantisme, d'inconscience ou d'ignorance.

Dans la situation qui nous occupe ici, nos dirigeants ont relayé aveuglément le discours (et les contradictions ou contrevérités)

tenu par l'OMS et le gouvernement Macron-Philippe-Véran destiné à promouvoir une psychose collective, au détriment de toute réflexion rationnelle basée strictement sur les faits et l'historiographie des différentes épidémies du passé, qui aurait permis de mettre en lumière cette machination, et donc de la combattre plus efficacement ou tout du moins sans se corrompre honteusement, ce qui n'a pas été le cas hélas, nos dirigeants bornés préférant s'avilir un peu plus au point de nous livrer pieds et mains liés à la caste d'oligarques mafieux qui a orchestré cette formidable et sordide instrumentalisation.

L'union nationale était à ce prix. Ils ont accepté de le faire payer aux travailleurs, pour ensuite leur expliquer qu'ils étaient à leur côté pour lutter contre Macron et les mesures antisociales qu'il a déjà annoncées à la manière des staliniens ou des social-démocrates dégénérés. Quand on a ainsi un pied de chaque côté de la barricade, il faut s'attendre à ce qu'elle soit votre cercueil et rien d'autres.

Comme d'habitude chez les réformistes révisionnistes ou antisocialistes, ceux qui nient ce constat se gargariseront avec les quelques concessions que Macron a dû faire à la classe ouvrière, il y en a même qui iront jusqu'à les revendiquer, ne seraient-elles pas le produit de sa résistance et de l'engagement du mouvement ouvrier à ses côtés, en partie seulement ou c'est là l'aspect superficiel des rapports entre les classes, car Macron craignait plus que tout une explosion sociale spontanée et incontrôlée, concessions destinées à mieux supporter la situation présente, mais surtout pour mieux s'accommoder ou subir la suite du programme déjà annoncé par Macron.

C'est toujours ainsi qu'ils procèdent, tandis que la réaction continue pas à pas d'appliquer sa stratégie. Démagogiquement ils revendiquent des avancées sociales, sans préciser qu'en toile de fond la réaction renforce ses positions ou son pouvoir en vue de la suite des évènements qui s'annoncent pire encore. Parce que la réaction a de la suite dans les idées, contrairement à ces dirigeants dont l'action est similaire à celle des ONG quand on y regarde de plus près, qui consiste à soulager temporairement les souffrances de la minorité la plus exposée aux coups du capitalisme, afin de pouvoir continuer à frapper plus fort sur la majorité et finalement la totalité des exploités. C'est comme poser un pansement sur une plaie sans la désinfecter en attendant que la gangrène vous emporte.

- 14 pages au format pdf

La stratégie du choc, du chaos, de la déstabilisation, de la peur appliquée à l'échelle mondiale.

1- Une esquisse d'analyse ou un complément à notre manière à ce qu'on peut lire ici ou là.

Comment ont-ils pu imposer aussi facilement aux Grecques des mesures liberticides ? Parce que l'issue de l'épisode précédent les avait rendus dociles ou avait eu raison de leurs résistances, ils en étaient rendus au même stade de résignation que les Américains.

Avec leur machination au coronavirus et en confinant plus de la moitié des travailleurs de la planète, c'est ce qu'ils ont voulu tester à grande échelle avant d'aller plus loin encore, pour vérifier si les conditions étaient réunies pour imposer un modèle de société totalitaire.

Ils ont pu constater, qu'ils étaient parvenus à obtenir un consensus total de la part de tous les acteurs politiques, ce qui les disqualifiait pour jouer un rôle politique par la suite en leur laissant le champ libre, ce dont ils allaient profiter pour appliquer leur agenda sur le plan politique, dont on ignore encore la teneur exacte, puisque jusqu'à présent ils n'ont créé aucune institution nouvelle, ils n'ont pas procédé à un regroupement d'institutions, il n'y a pas eu de bascule du pouvoir d'une institution à une autre, aucune institution n'a disparu, en revanche le FMI et la Banque mondiale, les banques centrales ont renforcé le leur.

Tout ce qu'on a pu constater, c'est qu'ils avaient réalisé ce qu'ils avaient imaginé à Davos, juste après avoir instrumentalisé le climat, comme si cela avait servi également de répétition générale, le lobby pharmaceutique a remplacé le lobby du Green New Deal, avec en toile de fond les banques centrales qui sont privées et non publiques, qui régulent l'économie en fonction des besoins de l'oligarchie financière, dont le souci consiste à éviter que le capitalisme s'effondre ou continue de jouer un rôle dans la répartition des pouvoirs entre les classes qui conduirait à une situation incontrôlable et imprévisible. Ce qu'ils détestent le plus, car leur objectif est d'exercer un contrôle total sur la société pour arriver à une situation stable, après le chaos qu'ils auront orchestré, et pendant lequel ils auront franchi les unes après les autres les étapes qui les rapprochent de leur objectif, ce qui est en train de se dessiner sous nos yeux à l'aide d'instruments numériques contrôlés par les GAFAM.

Ils s'y sont longuement préparés à l'avance. Ils étaient en transe au moment de l'éclatement de l'affaire du coronavirus. Ils étaient sur la brèche comme s'il était déjà annoncé. Ils ont multiplié les rencontres, conférences ou réunions diverses où se côtoyaient les plus riches de la planète.

Il y a eu une telle simultanéité entre ces faits (et d'autres), qu'on ne peut pas retenir le hasard. Une simulation au coronavirus

au moment même où il va apparaître, car avec un cas remontant au 18 novembre 2019, la personne peut avoir été infectée fin octobre ou début novembre, quand une délégation militaire importante était présente à Wuhan, et on devrait trouver cela normal, ce serait une pure coïncidence.

2- Bien de simples travailleurs ou militants l'ont bien compris ou commencent à en prendre conscience, ce qui n'est pas le cas des dirigeants des partis dits ouvriers, question, pourquoi ? Parce qu'ils sont infectés par l'idéologie de la classe dominante. Et ils sont incurables depuis le temps.

L'idéologie de la classe dominante étant l'idéologie dominante dans la société, vous écouterez de préférence le discours que vous souhaitiez entendre, qui coïncidait en tout ou partie avec celui de la classe dominante, dans le cas contraire vous serez tenté de ne pas écouter la personne ou le militant qui s'adresse à vous, c'est ce qu'on appelle céder à la démagogie ou au populisme.

Ce n'est pas nouveau, disons qu'au fil du temps cette tendance à l'autoritarisme ou à l'intolérance a gagné toutes les couches de la société imitant les représentants du régime, reléguant à la marginalité les militants comme moi qui pensent encore librement.

3- Un internaute : Le Covid-19 sera plus facile à traiter que la connerie !

LVOG - On peut dire la même chose en plus raffinée.

Lu ailleurs (ms21.org) :

4- On prête à Brecht la phrase "Celui qui ne sait pas est un imbécile. Celui qui sait et ne dit rien est un criminel". Peut-être faut-il la relativiser : notre société fabrique des gens qui ne sont pas tous imbéciles mais parfois rendus incapables de penser et d'agir par eux mêmes.

LVOG - Parce qu'ils le veulent bien dans certains cas, les prétextes ne manquent pas. Pourquoi faudrait-il "*relativiser*" ? Pour plaire à tout le monde ? On sent poindre le nez des ouvriéristes, qui par démagogie et hypocrisie tiennent à ménager des travailleurs qui sont indifférents au sort de ceux qui sont les plus défavorisés, comportement qui est étranger au léninisme dont ils se réclament. Entre eux les travailleurs se traitent de cons, ils n'y vont pas avec le dos de la cuillère, donc les ménager c'est mal les connaître.

Bien malin celui qui sait en vérité ! Plus modestement, je préfèrerais dire que je ne sais pas, même lorsque j'ai l'impression ou j'ai la conviction de savoir, parce que selon moi le véritable savoir ne consiste pas à savoir, mais à savoir partager notre savoir, sans que cela garantisse qu'il n'existe pas un savoir présentant des avantages supérieurs. Pour écouter, apprendre, progresser, vaut mieux partir du principe qu'on ne sait rien. La valeur du savoir se mesure à sa capacité à se transmettre, et cela peut prendre beaucoup de temps ! Nous n'avons pas été foutus de maîtriser les enseignements que nous ont transmis Marx et Engels un siècle et demi plus tard, donc nous sommes tous des imbéciles, moi compris !

- Lorsqu'un individu obéit à une autorité, il est conscient de réaliser les désirs de l'autorité, mais avec le conformisme, il est persuadé que ses motivations lui sont propres et qu'il n'imite pas le comportement du groupe. Ce mimétisme est donc une façon pour l'individu de ne pas se démarquer du groupe et, (...) pousse nombre de personnes à reprendre les goûts et mode de vie de la caste supérieure.

LVOG - Cela signifie qu'obéir "*à une autorité*" ou verser dans le conformisme revient finalement au même, dans les deux cas le mode opératoire et les conséquences seront les mêmes, il s'illusionne sur son indépendance et il agira contre ses propres intérêts. Ce qui distingue ces deux états d'esprit ou comportements, c'est uniquement le support qui sert à fixer cette illusion, l'autorité ou la multitude, la majorité d'ignorants ou d'inconscients. Il peut aller jusqu'à s'identifier à eux et devenir fanatique.

En revanche, il est faux d'affirmer qu'il serait "*conscient de réaliser les désirs de l'autorité*", il est plutôt persuadé de réaliser ses propres désirs en imputant à l'autorité de les partager, d'où le culte qu'il lui voue. J'ai été élevé dans un milieu ouvrier très arriéré et réactionnaire, et c'est ainsi que pensaient mes parents et toutes les autres personnes de ma famille. Ils n'avaient nullement conscience qu'ils avaient adopté "*les désirs de l'autorité*" ou ils le niaient farouchement par vanité, une des nombreuses "*qualités*" que cultivent les ignorants.

A les entendre ils n'avaient besoin de personne pour leur dire quoi penser. Et quand l'objet les dépassait, là effectivement ils admettaient s'en remettre aux autorités qui le savaient mieux que personne, me clouant le bec dès que je voulais leur proposer une autre interprétation. Les faibles cultivent le culte des puissants en général, vous et moi, simple travailleur ou militant, nous ne comptons pas à leurs yeux, nous sommes forcément des ignorants ou des doctrinaires de mauvaise foi qu'il ne faut surtout pas écouter.

5- Dr Pascal Sacré : La science, aujourd'hui, a autant de dogmes que la religion autrefois !

Dogmes = idées qu'on ne peut plus discuter. C'est l'inverse de l'idée qu'on se fait de la science, non ? (COVID-19: Dogmes et droits humains par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 17 avril 2020)

LVOG - Mon pauvre monsieur, si vous saviez comme ils sévissent en politique.

Dr Pascal Sacré - Covid-19.

- En Allemagne : quand la police sonne à la porte : un cardiologue arrêté pour… ses opinions !

- En Suisse alémanique : le médecin cardiologue, Thomas Binder, a été arrêté chez lui dans la soirée du 11 avril par plusieurs policiers.

- En Angleterre : La police du coronavirus rentre chez un particulier

- En Belgique : François Licoppe internée en institut psychiatrique pour… ses opinions politiques !

- La France déploie des drones pour contrôler le confinement. La France bascule dans un État policier.

Cela ne se passe pas en Chine ou en Corée du Nord, mais en… Belgique, Allemagne, France, Angleterre… Démocraties ? Non. Pour des délits d'opinion, de pensées, d'idées !

Prisonniers politiques, vous pourriez en être un, un jour. Si vous refusez le futur vaccin, la puce, le confinement réédité tous les ans… Dr Pascal Sacré, 17 avril 2020.

LVOG - Le droit de réunion et de manifestation est suspendu, donc nous y sommes déjà.

Numéro d'illusionnisme. Bienvenue chez les néo staliniens recyclés en néo féodaux.

- Une seule solution, la démondialisation ! Pardem - 11 avril 2020

- Les démondialisateurs auraient donc raison ?

- Impensable avant la « crise » sanitaire. Evidence aujourd'hui !

Il allait de soi que ceux qui voulaient réindustrialiser la France, lui rendre sa souveraineté économique, politique (démocratique), monétaire et financière, militaire, diplomatique, restaurer et élargir la Sécurité sociale pour garantir la justice sociale, préserver la biodiversité, refonder l'instruction publique, etc. n'étaient que de dangereux (et idiots) souverainistes (voire nationalistes) dégénérés.

Le programme de démondialisation que le Pardem présente, pour résoudre les crises sociale, économique, environnementale, sécuritaire, politique, morale, afin de remettre notre pays debout, vise à sortir de la mondialisation néolibérale. Pardem - 11 avril 2020

LVOG - Question à 1 centime d'euro et c'est généreux : la "*souveraineté économique, politique (démocratique), monétaire et financière, militaire, diplomatique*" ou "*résoudre les crises sociale, économique, environnementale, sécuritaire, politique, morale*", qui devrait mettre en oeuvre un tel programme, la classe des capitalistes qui détient le pouvoir ou la ouvrière après s'être emparée du pouvoir politique et à condition d'exproprier les capitalistes sans leur verser 1 euro ?

La réponse ne figure nulle part dans la littérature du Pardem, et pour cause, vous avez devinez pourquoi, n'est-ce pas ?

Bienvenue chez les staliniens. Le PCF ne sait rien, Macron si.

Bolsonaro et la chloroquine comme unique panacée - lepcf.fr 10 avril 2020

- Si le médicament a une efficacité dans le traitement de la maladie, ce n'est pas à Bolsonaro de répondre, mais aux médecins et chercheurs. Comme le ministère de la Santé l'informe, le médicament est toujours en cours de test et on ne sait pas encore s'il contribue réellement à la guérison. lepcf.fr 10 avril 2020

LVOG - S'il faut s'en remettre au ministère de la Santé, on n'a plus rien à dire ou on n'a plus qu'à attendre de crever ! Eux, rien ne

les guérira un jour !

Un témoignage.

- Un Français résidant au Vietnam : « La France, ce pays en voie d'enveloppement » - nouvelobs.com 2 avril 2020

Extrait.

Michael Sibony, 33 ans, consultant indépendant en investissement immobilier, est en mission longue durée à Hanoï, la capitale du Vietnam :

« Vue d'Extrême-Orient, la situation européenne face à la pandémie ferait presque sourire si elle n'était pas si tragique. Les pays progressistes imposent à leur population de se confiner et, en France, on enrobe cette privation de libertés d'un champ lexical martial et guerrier anachronique. C'est en observant de loin mon pays se débattre qu'un constat s'impose.

Au Vietnam, pays "en voie de développement", en guerre il y a cinquante ans, on ne compte à ce jour aucun mort [212 cas confirmés selon le décompte de l'université Johns-Hopkins, dont le suivi fait référence, NDLR]. Plus petit — sa surface équivaut à la moitié de celle de la France — et plus peuplé avec 93 millions d'habitants — soit presque 40 % de plus qu'en France —, le Vietnam gère d'une tout autre manière la non-prolifération du virus, sans appeler à la guerre ni créer de psychose dans les chaumières. Simplement, en confinant les personnes contaminées, en les testant et en identifiant les personnes risquant de l'être. Ces dernières sont isolées quatorze jours dans des hôtels d'État ou des bases militaires. Pas les autres. Quelques milliers de confinés au Vietnam, par rapport aux millions en France. Quant au reste de la population, les personnes sont incitées à rester chez elles, mais sans privation de libertés, sans ticket à imprimer pour sortir, comme si elles étaient rationnées [un "confinement renforcé" est entré en vigueur ce mercredi 1er avril, pour quinze jours, afin de freiner la propagation du virus, NDLR].

C'est intégré : pour s'en sortir, il faut être collectif et responsable. La population entière porte le masque. Alors qu'en France en porter est considéré comme un acte presque malveillant ayant vocation à alimenter les peurs, ne pas en porter au Vietnam est une imbécillité coupable.

Bien sûr, l'État communiste et policier est présent. Avec leurs casquettes soviétiques et leur mini pick-ups qui rappellent les petites voitures Majorette des années 1980, ils quadrillent les quartiers en diffusant des consignes préventives avec des haut-parleurs. Toute la population reçoit un SMS quasi-quotidien contenant des indications ou des avis de recherche de personnes à risque, là où, en France, on s'offusque de voir le gouvernement envoyer un seul message de ce type. Ne nous trompons-nous pas de combat ?

La gestion de la crise n'a pas besoin d'être guerrière (d'ailleurs, par respect pour les rescapés des guerres, la décence devrait nous empêcher d'utiliser ce mot), mais simplement d'être organisée, d'être préparée. Au Vietnam, les dépistages sont maîtrisés et utilisés en grand nombre. Ils sont même exportés, alors qu'en France même les médecins ont du mal à en bénéficier. (...)

Le Vietnam, État presque insignifiant en matière de puissance économique, avec des infrastructures supposées défaillantes, s'avère méticuleux, organisé. Il endigue ce virus de manière humaine et appliquée, pas à pas, puisque les cas sont encore comptés individuellement, et non pas en enfermant ses millions d'habitants chez eux. Où est l'État totalitaire ? Où est l'État protecteur ? Lequel est en faillite ? nouvelobs.com 2 avril 2020

LVOG - Comme d'autres pays l'ont montré à travers le monde, il existait d'autres alternatives plus efficaces que les mesures autoritaires et répressives adoptées par Macron et sa clique mafieuse et sadique aux ordres de Big Pharma ou de l'Etat profond. Quant à choisir entre l'État totalitaire et l'État protecteur, c'est nous demander de choisir entre la lèpre et le choléra...

Quand les instrumentalisations du climat et du coronavirus se combinent pour justifier un "***nouveau modèle de société***" totalitaire.

LVOG - Convention citoyenne ou Conseil scientifique, ce sont les petites mains du régime désignées ou retenues par Macron...

- Coronavirus : la Convention citoyenne pour le climat appelle l'exécutif à "établir un nouveau modèle de société" - francetvinfo.fr 10 avril 2020

La crise sanitaire "n'est apparemment pas sans lien avec le dérèglement climatique et la dégradation de l'environnement", relèvent les 150 citoyens de cette instance mise en place par le gouvernement. Ils demandent que "les financements mobilisés dans le cadre de la sortie de crise soient socialement acceptables, fléchés vers des solutions vertes" et que les investissements aillent à "des secteurs d'avenir respectueux du climat".

Agés de 16 à 80 ans et venus de toute la France, ces citoyens tirés au sort appellent à établir un "nouveau modèle de société". Ils plaident pour "une régulation de la mondialisation en faveur du climat", accompagnée d'une "relocalisation des activités des secteurs stratégiques pour assurer notre sécurité alimentaire, sanitaire et énergétique", le tout en améliorant "notre santé et notre bien-être collectifs". francetvinfo.fr 10 avril 2020

franceinter.fr - Avec ce cahier de doléances, voté à la hâte pour l'occasion, les citoyens espèrent apporter leur contribution au plan de relance du gouvernement. Ils demandent notamment un plan d'investissement pour l'agriculture avec une priorité donnée aux circuits courts, qui privilégierait la production locale, durable, à faible coût environnemental, et limiterait le transports de produits alimentaires.

Ils demandent par ailleurs un plan d'investissement pour les transports en commun et pour les voitures sans essence. franceinter.fr 10 avril 2020

LVOG - Cette Convention citoyenne a uniquement pour objet de légitimer au nom de l'ensemble de la population, les mesures que Macron prendra dans le cadre de l'urgence climatique qu'ils ont fabriquée de toutes pièces.

Faites tomber les masques. Un immense camp de concentration. L'état d'esprit policier est la pire pandémie qui nous menace.

1- Au moins 4,5 milliards de personnes, soit près de 58% de la population mondiale, sont appelées ou contraintes par leurs autorités à rester chez elles, selon un comptage réalisé vendredi à partir d'une base de données de l'AFP. Au moins 110 pays ou territoires sont concernés. AFP 17 avril 2020

2- Créer un centre de surveillance sur la grande région (de Yunnan) pourrait donc permettre de prévenir le développement de nouveaux virus, de type coronavirus par exemple. francetvinfo.fr 17 avril 2020

LVOG - Que les futurs prétendants prennent garde, ils montent la garde, comme si une surveillance pouvait empêcher la création d'un virus, mais quelle connerie !

3- Coronavirus : le port du masque, "on aurait dû le faire depuis longtemps en période hivernale", estime un médecin spécialiste d'hygiène hospitalière - Franceinfo 17 avril 2020

Pierre Parneix, médecin de santé publique et d'hygiène hospitalière au CHU de Bordeaux.

LVOG - Depuis 100 ans ou plus, quelle horreur ! Il devrait être radié à vie !

4- Coronavirus : Valérie Pécresse demande au gouvernement de rendre "obligatoire" le port du masque dans les transports - Franceinfo 17 avril 2020

Et la possibilité de verbaliser les usagers inciviques qui ne s'y plieraient pas. Franceinfo 17 avril 2020

5- Covid-19 : "Il est difficile d'imaginer la disparition totale du coronavirus avant qu'il n'y ait un vaccin", avance un épidémiologiste - Franceinfo 17 avril 2020

Le professeur Philippe Ravaud, chef de service à l'AP-HP et directeur d'un laboratoire de recherches de l'Inserm.

LVOG - L'Inserm, le CNRS, l'Institut Pasteur aussi corrompus que l'OMS n'ont aucune crédibilité.

Il faut que les lecteurs le sachent, s'ils ne le savent pas déjà, jamais aucun vaccin n'a été conçu contre un coronavirus, même pas contre le rétrovirus du sida ou VIH.

La liberté surveillée généralisée. L'un de leurs objectifs politiques prioritaires.

6- #EtAprès. Quelle sera l'application de demain pour lutter contre le Covid-19 ? - francetvinfo.fr 17 avril 2020

Les outils numériques ont un rôle à jouer dans la lutte contre l'épidémie. Comment, pour quelle utilisation, à quelles conditions ? Le point avec Mathis Cohen et Simon Matet, du think tank Terra Nova.

Heureusement, la CNIL veille à la protection des données personnelles. francetvinfo.fr 17 avril 2020

LVOG - Terra Nova est un think tank néolibéral lié au PS. Si la CNIL veille, on est rassuré !

7- Coronavirus : "Nous ferons tout" pour que l'application Stopcovid soit prête le 11 mai, déclare le secrétaire d'État au Numérique - francetvinfo.fr 17 avril 2020

Cédric Ô tient à rassurer sur la sécurité des données des futurs utilisateurs de cet outil. "Cette application respecte toutes nos lois et toutes nos valeurs en termes de libertés publiques et de protection de la vie privée, argumente-t-il. Il n'y a aucune donnée qui est accessible, ni pour l'État, ni pour qui que ce soit. francetvinfo.fr 17 avril 2020

LVOG - "Libertés publiques et de protection de la vie privée", des valeurs qui n'existent déjà plus ! Ces données comme toutes autres seront accessibles aux opérateurs téléphoniques, donc au GAFAM, donc à l'Etat et éventuellement à sa police. Ils nous prennent vraiment pour des cons !

francetvinfo.fr - "Nous nous engageons à ce que cette application soit totalement respectueuse de nos libertés. Le code sera d'ailleurs public. Tout le monde pourra vérifier que cette application fait bien ce qu'elle dit", insiste Cédric Ô. Il souligne également que rien n'obligerait à installer et utiliser cet outil. "Ce sera totalement volontaire. Vous installez l'application si vous le voulez, vous allez vous faire tester si vous le voulez", insiste le secrétaire d'État. Mais nous comptons bien évidemment sur la responsabilité individuelle et collective des Français." francetvinfo.fr 17 avril 2020

LVOG - Ma responsabilité me commande de n'avoir absolument aucune confiance dans aucun de ces acteurs publics ou privés. Il a une sale gueule de mafieux.

8- Chasse à l'homme et répression en Etat policier.

- Confinement: Hidalgo interpelle Castaner sur le nord-est parisien - AFP 17 avril 2020

Anne Hidalgo a demandé à Christophe Castaner de déployer davantage de policiers dans le nord-est de la capitale où la délinquance persisterait en dépit du confinement, selon une lettre dont l'AFP a eu connaissance vendredi.

"Il me semble nécessaire de déployer davantage d'autres moyens de police dans les rues de Paris", complète Mme Hidalgo dans cette lettre datée de mardi.

Pour répondre à ce besoin d'effectifs supplémentaires, l'élue socialiste propose notamment d'avoir recours aux réservistes de la Garde nationale pour épauler les forces de sécurité dans la lutte contre la délinquance. AFP 17 avril 2020

LVOG - Pourquoi pas la Légion étrangère, des tueurs à gage, des milices patriotiques (fascistes).

- Le non respect du confinement a engendré 1733 gardes à vue et 762.106 amendes - Le HuffPost 17 avril 2020

Union nationale. Un crime de lèse-majesté révélateur.

- Pour Mélenchon, Macron est un "faussaire" qui "vole les mots" de LFI - AFP 17 avril 2020

Jean-Luc Mélenchon a accusé vendredi Emmanuel Macron de se comporter comme un "faussaire" en "volant les mots" de la France insoumise mais sans reprendre son programme qui propose pourtant, selon lui, un "chemin gouvernemental" pour sortir de la crise du coronavirus. AFP 17 avril 2020

LVOG - L'histrion du régime qui vole au secours de Macron, c'est grandiose ! Vous rendez-vous compte, Macron refuse de reprendre le programme de LFI... Pour un peu il aurait pu faire un bon Premier ministre sous Macron. Si cela n'est pas la gauche, c'est que je ne m'y connais pas !

Qui savait qu'on vivait en réalité sous une Constitution et un régime despotique ?

Extrait - Comme dit le philosophe et sociologue Geoffroy de Lagasnerie dans l'émission « Interdit d'interdire » de Frédéric Taddei : « Quand un état ne peut pas gérer les choses en termes de prévention, il les gère en termes de répression ». Il est symptomatique, à cet égard, que le gouvernement ait lancé, début mars, des commandes de gaz lacrymogène plutôt que des tests de coronavirus.

Puis, s'en sont suivi l'instauration, le 23 mars, d'un état d'urgence sanitaire sans dies ad quem, qui selon l'aveu même du Monde « bouscule l'état de droit », puis la répression policière et la pluie d'amendes, notamment dans les quartiers populaires, et enfin les « dérogations » au droit du travail et au droit pénal. Tout cela avec la bénédiction du Conseil Constitutionnel et du Conseil d'état,

des institutions supposées nous protéger contre ces soi-disant « aménagements, assouplissements, dérogations », qui sont en réalité des violations de nos droits et/ou de la Constitution qui bouleversent et parfois détruisent la vie des Français.

Cela va de pair, me semble-t-il, avec une polarisation sado-masochiste de la population française. On sait que chaque fois qu'une population ou une minorité est dépouillée de ses droits et/ou en position de faiblesse institutionnelle, cela favorise les tendances sadiques de ceux qui ont la main sur elle. « Le sadisme et le mal pervers existent à l'état latent chez tout le monde, susceptibles d'être réveillés et activés dans les situations extrêmes. » La vulnérabilité des uns réveille les tendances sadiques des autres.

C'est certainement une des composantes de l'expérience de Milgram. Et c'est une des composantes de plus en plus visible de notre société. On voit avec quelle joie cruelle la Macronie, sa police et sa justice se lâchent contre les opposants, les SDF, les immigrés, les quartiers populaires, derrière le panache blanc du préfet Lallement. On le voit dans la progression de la méfiance, de la surveillance, de la délation. On le voit dans les pressions perpétuelles et décomplexées des dominants pour plus de contrôles, plus d'interdictions, plus de durcissement, plus de répression, et toujours moins de liberté pour le peuple. Et pourquoi s'en priveraient-ils ? Le Conseil scientifique, la haute-administration, l'UE, l'OTAN, le Conseil Constitutionnel et tous les corps d'état trouvent cela très bien…

Et évidemment cela déteint sur nous. Cela réveille le flic en chacun de nous. On se met à surveiller ses voisins, on va même jusqu'à dénoncer ceux qui, à nos yeux, ne respectent pas assez bien le confinement. Et pourquoi nous en priverions-nous ? La police, les médecins et les éditorialistes qui squattent les plateaux de TV et passent leur temps à attiser les peurs, nous y encouragent vivement…

Ils sont si contents de nous tenir enfermés, à leur merci, que s'ils n'avaient pas besoin de nous pour faire tourner le pays et faire fructifier leur capital, ils ne nous relâcheraient pas de sitôt !

La situation devient dangereuse. Beaucoup craignent que les possédants ne profitent de cette crise pour instaurer une forme de dictature au service des « forces économiques fascisantes » (une expression de Geoffroy de Lagasnerie), qui constituent l'Etat profond de beaucoup de pays, dans cette période de recomposition géopolitique. (Au nom de la science, obéissez-moi! par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 17 avril 2020)

LVOG - La menace est sérieuse en effet.

Puisqu'aucune de ces hypothèses n'est probante, alors pourquoi ne pas en examiner d'autres ?

AFP - Que disent les scientifiques ?

De l'avis de nombreux chercheurs, le nouveau coronavirus est sans doute né chez la chauve-souris. Ils pensent toutefois qu'il est passé par une autre espèce avant de se transmettre à l'homme.

Des scientifiques chinois ont affirmé que cet animal intermédiaire pourrait être le pangolin, petit mammifère menacé d'extinction car exploité en raison de ses écailles.

Seulement voilà: des études publiées par d'autres chercheurs chinois dans des revues scientifiques réputées affirment que le premier patient connu n'a pas fréquenté le marché de Wuhan incriminé.

"L'origine de l'épidémie est toujours une question en suspens", déclare à l'AFP Filippa Lentzos, chercheuse en biosécurité au King's College de Londres.

Rien ne vient accréditer l'hypothèse d'une fuite de virus depuis un laboratoire et il n'existe "aucune vraie preuve" que le nouveau coronavirus provienne bien du marché de Wuhan, souligne-t-elle. AFP 17 avril 2020

LVOG - Confirmation de ce que j'ai écrit ces derniers jours, à aujourd'hui ils ignorent toujours son origine exacte, ce qui ne les empêche pas de désigner la Chine et le marché de Wuhan...

Désinformation. Ils ont été très loin pour le trouver !

- Coronavirus et hydroxychloroquine : les contrevérités - lepoint.fr 17 avril 2020

Le traitement à base de chloroquine du Pr Raoult contre le Covid-19 divise. Aimé Bonny, professeur de cardiologie, détricote les chiffres.

Aimé Bonny est cardiologue, université de Douala-Cameroun. lepoint.fr 17 avril 2020

Big Pharma en transe.

- Le remdesivir guérirait rapidement les patients atteints du Covid-19 - Yahoo 17 avril 2020

S'ils ne sont que partiels, les résultats de l'essai clinique avec le remdesivir se sont montrés convaincants sur les patients atteints du coronavirus.

LVOG - Résultats partiels... mais convaincants !

Yahoo - Dans le cadre d'un essai clinique très surveillé, un hôpital de Chicago traite des patients gravement atteints par le nouveau coronavirus avec le remdesivir, un antiviral étudié au départ contre le virus Ebola.

LVOG - Très surveillé... ne signifie rien !

Yahoo - Selon le site américain STAT, spécialisé dans l'information médicale, la plupart des patients sont sortis de l'hôpital en moins d'une semaine.

LVOG - La plupart des patients... contentez-vous de cette approximation.

Yahoo - Mais l'Université de Chicago a tenu à souligner, via un communiqué, que les résultats ne sont que partiels. "Les données partielles d'un essai clinique en cours sont par définition incomplètes et ne devraient jamais être utilisées pour tirer des conclusions sur l'innocuité ou l'efficacité d'un traitement potentiel encore à l'étude". L'université a précisé par la suite que l'information venait d'un forum interne entre les chercheurs qui mènent l'étude, et qu'elle n'aurait jamais dû être divulguée pour les raisons précédemment évoquées.

LVOG - Un forum interne... une discussion de comptoir en somme. Yahoo - Le médicament fabriqué par le laboratoire pharmaceutique américain Gilead avait été testé contre le virus Ebola avec peu de succès. Mais plusieurs études ont montré que le médicament pouvait à la fois prévenir et traiter les autres coronavirus, comme le SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère) et le MERS (Syndrome respiratoire du Moyen-Orient). Récemment, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que le remdesivir avait un potentiel contre le Covid-19.

LVOG - L'OMS corrompue jusqu'à la moelle ou la voix de Gilead, un gage d'indépendance et d'impartialité.

- Hydroxichloroquine (Plaquenil) (Sanofi) - Le Plaquenil a l'avantage d'être connu et bon marché (de 4 à 5 euros la boîte de 30 comprimés).

- Remdesivir (Gilead) - Un médicament à usage de recherche jamais commercialisé.

"Il n'y a à ce jour aucune preuve scientifique démontrant une quelconque efficacité clinique potentielle du remdesivir contre le CoVID-19 chez l'homme. Ce médicament n'a reçu aucune autorisation de mise sur le marché et n'a donc jamais été commercialisé", explique-t-on au siège de la filiale française du laboratoire américain.

Effets possibles de l'injection (hypotension artérielle notamment), de même pour leurs fonctions rénales et hépatiques, "en lien avec son profil de risque. " "En effet, le rein a été identifié comme organe cible de la toxicité dans les études non cliniques et dans les études cliniques des augmentations transitoires des ALAT et/ou des ASAT ont été rapportées". (Wikipédia.org)

24 février, le jour précédant les premières déclarations du Pr. Didier Raoult sur l'hydroxychloroquine, tout s'accélère… En bourse, les actions de Gilead Sciences augmente de près de 5 % suite à la déclaration de Bruce Aylward, sous-directeur général de l'OMS, lors d'une conférence de presse à Pékin : « Il n'y a qu'un seul médicament actuellement qui, selon nous, pourrait avoir une réelle efficacité, et c'est le remdesivir ».

Concernant le remdesivir, une étude intéressante financée par Gilead a été publiée dans le New England Journal of Medicine. Elle permet uniquement de conclure à la toxicité du remdesivir pour les patients à qui il a été administré (60% d'effets secondaires, 23% d'effets secondaires graves, 8% menant à l'arrêt du traitement). (J'ai oublié de noter la source)

- Lopinavir+ritonavir (Kaletra/Aluvia) (Abbvie) - 433,72 euros (en 2006).

Mais, cette association a fait l'objet d'une première étude clinique sur Covid-19, réalisée avec 199 patients et parue le 18 mars

2020 dans la réputée revue médicale New England Journal of Medicine. L'essai n'a pas été concluant, ne permettant pas de démontrer une quelconque efficacité du traitement sur les malades testés, ajoute le Quotidien du médecin. bfmtv.com 31 mars 2020

L'art de l'enfumage ou de tout dire et son contraire pour finalement affirmer qu'ils ne savent rien... mais savent tout !

- Coronavirus: L'OMS pas certaine que les anticorps protègent d'une réinfection - Reuters17 avril 2020

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'est pas sûre que la présence dans le sang d'anticorps contre le coronavirus permette d'éviter une nouvelle contamination, a déclaré vendredi son directeur exécutif chargé de la gestion des situations d'urgence sanitaire.

Même si les anticorps sont efficaces, a poursuivi Mike Ryan, il y a peu de chance qu'un grand nombre de personnes les possèdent, ce qui permettrait d'accéder à une hypothétique "immunité collective".

"De nombreuses informations préliminaires qui nous parviennent actuellement suggèrent qu'un pourcentage assez faible de la population est séroconverti (pour produire des anticorps)", a-t-il précisé, lors d'un point de presse.

"Quant à l'attente que (...) la majorité de la société ait développé des anticorps, les données générales montrent l'inverse. Cela ne résoudra donc probablement pas le problème des gouvernements." Reuters 17 avril 2020

Autre exemple. Avant-hier il mourrait aux environs de 60°C, et depuis hier il ne meurt plus à cette température.

- La température de survie du coronavirus établie par une équipe de scientifiques marseillais - sputniknews.com 17 avril 2020

Des chercheurs de l'Université d'Aix-Marseille ont chauffé l'agent pathogène à l'origine du Covid-19 à 60 degrés Celsius pendant une heure et ont constaté qu'à cette température certaines souches étaient encore capables de se répliquer.

Les résultats de leur expérience publiés dans un article non revu par les pairs sur le site bioRxiv revêtent une grande importance pour les techniciens de laboratoire travaillant avec le virus car le protocole standard de sa désactivation utilisé dans la plupart des laboratoires prévoit de l'exposer à cette température pendant une heure.

Les scientifiques ont dû porter la température presque au point d'ébullition pour tuer complètement le virus. sputniknews.com 17 avril 2020

LVOG - Question : En sont-il si certains ? La suite au prochain rebondissement ! Quand on pense à tous ces laboratoires publics et privés dans le monde qui brassent des milliards, et ils ne sont pas foutus d'en savoir davantage sur un misérable virus.

J'ai lu dans un article que cela ne les intéressait pas, parce qu'un virus a une durée de vie limitée, cela ne vaut pas le coup de mettre au point des molécules efficaces ou des vaccins qui ne serviront plus à rien une fois l'épidémie ou la pandémie terminée.

La répercution sociale de leur machination diabolique.

- Coronavirus : les salariés en arrêt de travail considérés en chômage partiel à partir du 1er mai - Franceinfo18 avril 2020

- Les salariés actuellement en arrêt maladie pour garder leurs enfants basculeront en chômage partiel à partir du 1er mai.
- francetvinfo.fr 18 avril 2020

- "À partir de cette date, il n'y aura plus d'arrêts maladie, mais du chômage partiel généralisé, et ce même si l'entreprise est susceptible de vous fournir du travail. Deux catégories de salariés sont concernées : d'abord les personnes les plus vulnérables qui souffrent d'une maladie chronique, comme le diabète ou l'asthme, par exemple, et les parents, qui peuvent à tour de rôle bénéficier d'un arrêt maladie pour garder leur enfant de moins de 16 ans", explique la journaliste Gaëlle-Anne Dolz sur le plateau du 19/20. En ce moment, ces actifs empêchés de travailler perçoivent 90% de leur salaire, mais au bout de 30 jours, ces indemnités baissent automatiquement et passent à 66% du salaire, comme c'est le principe pour tout arrêt maladie".

- "C'est pour éviter cette perte de revenus que le gouvernement a décidé de basculer tout le monde en chômage partiel à partir du 1er mai. En cas de chômage partiel, les indemnités garanties son à hauteur de 84% du salaire net, et même 100% pour les salariés au SMIC", ajoute-t-elle. Combien de personnes sont-elles concernées ? "Beaucoup, puisqu'il y a aujourd'hui 400 000 personnes arrêtées pour des raisons de santé et 1,7 million de parents qui gardent leurs enfants. Ce sont donc un peu plus de

2 millions de Français qui vont venir gonfler les chiffres du chômage partiel. À cette date, 9,3 millions de salariés y sont contraints, soit 1 salarié sur 2", conclut Gaëlle-Anne Dolz. francetvinfo.fr 18 avril 2020

Haut de page

Le 20 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'avais oublié de télécharger quelques articles dans le serveur du portail, sorry !

Tiens, mais où sont donc passés les terroristes, l'ultra gauche, les black-blocs ? Envolés, disparus ! Et les anarchistes terroristes, les gauchistes, terrés dans leurs caves à l'abri du virus ? Et le mouvement ouvrier, son avant-garde, nos braves révolutionnaires, anticapitalistes, eux ils sont trop occupés à réclamer une prolongation du confinement, des masques pour tous en tout lieu, l'Elysée et Matignon sont devenus leur quartier général !

Ah, vous ignoriez jusqu'à présent que vous viviez dans un monde aussi sordide, barbare, qui en arriverait à laisser crever délibérément ses malades, qui instrumentaliserait ses cadavres ou compterait s'enrichir sur leur dépouille, c'est que vous vous étiez fiés aux interprétations qui vous arrangeaient parce que c'était les plus confortables ou elles étaient compatibles avec votre statut social, ne culpabilisez pas, car c'est le lot de l'immense majorité de la population d'après ce que j'ai pu comprendre.

Vous viviez dans la plus parfaite inconscience des méfaits du capitalisme parce que vous étiez relativement épargnés. Vous avez cru vous en sortir individuellement, et bien c'est raté ! Il va vous pourrir la vie comme jamais auparavant, vivre dans leur société va devenir un véritable cauchemar, un enfer au quotidien.

Certains prétendaient combattre le capitalisme au nom du socialisme, afin disaient-ils de vous éviter des souffrances inutiles, intention charitable mais complètement stupide, ignorant que c'était le meilleur moyen de vous accommoder du capitalisme et de préparer ainsi les conditions qui verraient s'étendre ces souffrances à l'ensemble de la population, donc en attendant que votre tour vienne un jour. Vous avez eu des décennies pour prendre en mains votre destin, et vous ne l'avez pas fait, et maintenant il est trop tard pour tenter d'inverser l'orientation de la situation. Vous êtes réduits à l'impuissance totale. Vous en êtes rendus à être prisonniers chez vous, même cela vous êtes amenés à le subir sans broncher. Quelle liberté vous reste-t-il ? Absolument aucune. Demain, comme un zombi, vous allez vous trimballer dans la rue avec un masque, ah vous aurez l'air fin ainsi affublé ! Et réduit à un virus, vous laisserez une trace numérique partout afin qu'on puisse vous surveillez 24h/24, légalement. Quelle déchéance !

Quel bonheur de vivre en démocratie disiez-vous hier encore, n'est-ce pas ? Dites-vous bien que vous y êtes encore puisque ni la Constitution ni le régime n'ont changé. Ah ce constat ne vous était pas encore venu à l'esprit, c'est vraiment dommage ! Cela fait partie des milles et une chose petites ou grandes que vous avez cru aveuglément. Tout a un prix ou tout se paie un jour que voulez-vous, désolé. Ne croyez pas que j'y trouverais un malin plaisir, non, je me dis simplement que si cela pouvait vous forcer à réfléchir davantage et à passer à l'action, au moins nous n'aurions pas vécu ce pénible épisode pour rien, je suis pragmatique, c'est tout. Je prends les choses comme elles se présentent, et non pas comme je voudrais qu'elles soient qui est tout autre chose.

Vous ne vouliez pas entendre parler de la perspective d'une révolution socialiste ou d'un changement de régime, parce que cela aurait bouleversé votre misérable existence ou cela aurait pu vous causer des souffrances jugées inutiles, pauvre chéri, et bien pour la peine il vous en sera infligé milles fois plus cette fois totalement injustes et inutiles !

Vous déciderez-vous un jour à réfléchir tranquillement et à passer à l'action, à vous organiser pour faire table rase ou changer de société ? Il n'est jamais trop tard de l'envisager contrairement aux apparences. Profitez-en c'est le moment ou jamais. Après ? Si vous ne réagissez pas, il n'y aura pas d'après.

Chut, pour cause d'omerta, de consensus, d'union nationale !

- 164.000 morts dans le monde dus au COVID-19. Encore un petit effort pour arriver au 650.000 du virus de la grippe !

Un internaute rapporte :

- Nombre de décès en France détails du 1er trimestre 2020 (chiffre INSEE)

Janvier 2020 : 57238

Février 2020 : 42692
Mars 2020 : 57441

1er Trimestre : 157371
1er Trimestre 2019 : 171918 (soit + 14549 morts).

Nota 1 : Le mois de février 2020 semble très bas. Probablement qu'un ajustement sera fait sur les chiffres du mois de mars 2020, les chiffres ne sont connus qu'au 27).

Nota 2 : Le chiffre de 57 441 décès de mars 2020 a été donné par l'INSEE. Étant donné que ces chiffres n'ont été transmis qu'après le 10 avril (pour éviter d'oublier les recensements tardifs de décès) on peut considérer que ce chiffre est très proche du chiffre réel final.

Compte tenu de ces facteurs on peut déduire que le 1er trimestre 2020 est le moins meurtrier de ces cinq dernières années ou le deuxième moins meurtrier si on ajoute au mois de février de cette année 10000 décès que l'on pourrait considérer comme non comptabilisés au mois de février (les chiffres consolidés définitifs seront publié courant juin).'

LVOG - Moins de morts sur les routes, d'accidents du travail, d'overdose... Peut-être plus d'obésité, de maladies mentales, de suicides, à moins que cela vienne plus tard, de violences individuelles, conjugales comme ils disent, d'enfants et d'animaux domestiques maltraités... Quel bonheur leur société ! Stop ou encore ? Encore hurle la foule fanatisée...

- 16 pages au format pdf

Soigner ou laisser mourir il faut choisir.

- Covid-19 - Actualité du traitement - mediterranee-infection.com 14 avril 2020

La lutte contre l'épidémie de COVID-19 a impliqué l'exploration de nombreuses pistes thérapeutiques, qui ont donné lieu à des recherches in vitro et in vivo. Cependant, les praticiens dans le monde n'ont pas attendu les résultats de ces recherches pour utiliser ce qui leur paraissait être le traitement le plus adéquat (1). Cela oblige à faire preuve de rapidité dans la réalisation de recherches puis dans la diffusion des résultats aux médecins confrontés à l'épidémie sur le terrain, pour orienter leur prise en charge thérapeutique des patients.

L'utilisation de traitements potentiels sur des patients permet de produire des données, utilisables ensuite dans la recherche. Dans la communauté scientifique, la réalisation d'essais cliniques randomisés en double-aveugle est devenue le gold standard permettant de valider l'efficacité d'un traitement. Cependant, lorsque l'urgence est de soigner des patients dont la vie est en danger, il n'est pas éthique de leur donner un placebo lorsque l'état de l'art donne au médecin l'intime conviction que la balance bénéfice-risque est en faveur de l'administration du traitement qu'il souhaite expérimenter. Nous ne devons donc pas oublier que des études simple-bras, sans randomisation, peuvent être tout aussi probantes que des études randomisées.

Deux éléments nous apparaissent cruciaux pour qu'une étude réalisée sans randomisation soit significative. Il faut d'abord qu'elle étudie des end-point clairement identifiés. Pour le COVID19, nous en identifions trois : la mortalité, le passage en réanimation, et la charge virale. Il faut en outre qu'elle soit comparative. Il faut que l'étude compare les résultats suite à l'utilisation d'un traitement à des séries de résultats historiques, ou à une série de résultats dans d'autres centres de soin.

Aujourd'hui, 5 pistes thérapeutiques se dégagent pour lutter contre l'épidémie de coronavirus et sont l'objet d'essais cliniques dans le monde : la chloroquine/hydroxychloroquine, l'hydroxychloroquine combinée à l'azithromycine, le lopinavir/ritonavir (Kaletra), le remdesivir et l'utilisation de plasma de patients guéris d'une infection à COVID-19. Nous nous proposons de passer en revue les résultats publiés au sujet de ces 5 pistes thérapetiques.

Des résultats in vitro ont montré une efficacité de la chloroquine et de l'hydroxychloroquine (3). Sur la base de ce travail, les résultats de trois études ont été publiées : une en France portant sur 24 patients et concluant à l'efficacité de ce traitement (4), et deux en Chine, la première ne concluant pas à une efficacité suite à l'expérimentation sur 15 patients avec groupe contrôle (3), la deuxième ayant conclu à l'efficacité de l'hydroxychloroquine suite à une expérimentation sur 31 patients avec groupe contrôle (5). Deux limites dans ces études limitent aujourd'hui la connaissance. D'abord, ces études ne rapportent ni la même durée de traitement, ni la même posologie. Ensuite, les deux études chinoises ne donnent pas de précisions concernant les autres traitements utilisés dans le cadre du protocole.

Concernant l'utilisation de la combinaison hydroxychloroquine + azithromycine, notre équipe a publié deux études observationnelles,

le premier portant sur 80 patients (6), le deuxième portant sur 1061 patients (7). Tous deux concluent à une efficacité de ce traitement pour les trois end-points définis plus haut. Nos points de comparaison sont, concernant la durée de portage viral, des études chinoises sur l'histoire naturelle de la maladie (8), et concernant les aspects cliniques, les études réaliséesdans des services n'utilisant pas cette prescription.

Concernant le kaletra, une étude comparative avec deux bras a conclu à son inefficacité (9). Son efficacité in vitro reste à démontrer.

Concernant le remdesivir, une étude intéressante financée par Gilead a été publiée dans le New England Journal of Medicine (10). Elle permet uniquement de conclure à la toxicité du remdesivir pour les patients à qui il a été administré (60% d'effets secondaires, 23% d'effets secondaires graves, 8% menant à l'arrêt du traitement). S'il est encourageant de constater que des équipes sérieuses, comme celle qui a écrit cet article, comprennent qu'il n'est pas éthique de donner un placebo à un patient dont la vie est en danger, il ne faut pas que cela implique d'oublier qu'une étude qui ne comporte ni end-point, ni comparatif, ne peut permettre de conclure quoi que ce soit.

L'utilisation de plasma est une idée théoriquement intéressante. Deux études ont été publiées à ce jour (11,12). Scientifiquement, cette solution pose problème car l'utilisation du plasma est difficile à envisager dans les formes non-graves de la maladie. Dans les formes graves, le problème n'est pas virologique mais immunitaire.

Au vu de ces données de la littérature, les équipes médicales de l'IHU, comme médecins s'étant engagés à respecter le serment d'Hippocrate, ont pris la décision de poursuivre le traitement des patients atteints de COVID19 avec le protocole hydroxychloroquine+azithromycine, en l'attente de nouveaux résultats. mediterranee-infection.com 14 avril 2020

Yanis Roussel, Didier Raoult

Notes.

1- Sermo (2020) Sermo COVID-19 Real Time Barometer. https://app.sermo.com/covid19- 442 barometer?utm_campaign=wwwsermo_covid19

2- Gautret P, Lagier J-C, Parola P, et al. Hydroxychloroquine and azithromycin as a treatment of COVID-19: results of an open-label non-randomized clinical trial. Int J Antimicrob Agents 2020;105949.

3- Wang M, Cao R, Zhang L, Yang X, Liu J et al (2020) Remdesivir and chloroquine 427 effectively inhibit the recently emerged novel coronavirus (2019-nCoV) in vitro. Cell 428 Res 30:269-271.

4- Chen J, Liu D, Liu L, et al. A pilot study of hydroxychloroquine in treatment of patients with common coronavirus disease-19 (COVID-19) J Zhejiang Univ (Med Sci) 2020, 49 (1): 0-0. DOI: 10.3785/j.issn.1008-9292.2020.03.03

5- Chen Z, Hu J, Zhang Z, et al. Efficacy of hydroxychloroquine in patients with COVID-19: results of a randomized clinical trial [Internet]. Epidemiology; 2020 [cited 2020 Apr 1]. Available from: http://medrxiv.org/lookup/doi/10.1101/2020.03.22.20040758

6- Gautret P, Lagier J-C, Parola P, Hoang VT. Clinical and microbiological effect of a combination of hydroxychloroquine and azithromycin in 80 COVID-19 patients with at least a siw-day follow up?: an observational study. Preprint.

7- Million M, Lagier J-C, Gautret P, COLSON P, Parola P, RAOULT D. Early treatment of 1061 COVID-19 patients with hydroxychloroquine and azithromycin, Marseille, France. 2020

8- Zhou F, Yu T, Du R, Fan G, Liu Y et al (2020) Clinical course and risk factors for 395 mortality of adult inpatients with COVID-19 in Wuhan, China: a retrospective cohort 396 study. Lancet 395:1054-1062

9- Cao B, Wang Y, Wen D, et al. A Trial of Lopinavir–Ritonavir in Adults Hospitalized with Severe Covid-19. N Engl J Med 2020;NEJMoa2001282.

10- Grein J, Ohmagari N, Shin D, et al. Compassionate Use of Remdesivir for Patients with Severe Covid-19. N Engl J Med 2020;NEJMoa2007016.

11- Duan K, Liu B, Li C, et al. Effectiveness of convalescent plasma therapy in severe COVID-19 patients. Proc Natl Acad Sci USA 2020;202004168.

12- Shen C, Wang Z, Zhao F, et al. Treatment of 5 Critically Ill Patients With COVID-19 With Convalescent Plasma. JAMA [Internet] 2020 [cited 2020 Mar 29];Available from: https://jamanetwork.com/journals/jama/fullarticle/2763983

(https://www.mediterranee-infection.com/actualite-du-traitement)

Big Pharma en est en transe. Bienvenue chez les faussaires, escrocs, nuls, charlatans, criminels, au choix ou tout à la fois.

LVOG - Question préliminaire : Pourquoi s'acharnent-ils donc tant sur un traitement qui a fait ses preuves à l'échelle mondiale ? Les médecins sont-ils là pour soigner des malades ou les laisser mourir ?

Pris à temps la bi-thérapie préconisée par le professeur Raoult se traduit par un taux de mortalité aux alentours de 0,5%, et il n'existe dans le monde aucun autre traitement parvenant à ce résultat. Quand maintenant on fournit ce traitement à des patients qui sont fortement infectés, en mauvaise santé ou trop tard, il est inefficace.

Quand un médecin ausculte une personne ou même analyse les résultats d'une simple prise de sang, cela ne suffit pas pour détecter les graves déficiences dont elle fait l'objet puisqu'elles peuvent très bien ne présenter aucun symptôme apparent (ils sont asymptomatiques). Ce sont seulement des analyses ou des test plus poussés et beaucoup plus coûteux (radios, scanner, IRM, etc.) qui peuvent les détecter.

Cette étude et le titre de cet article relève de la désinformation manifeste parce qu'ils ont testé le protocole du professeur Raoult sur des malades où le virus était déjà à un stade très avancé nécessitant un apport en oxygène pour respirer, par masque ou par tube comme l'indique leur rapport :

- "*Adult patients were eligible in this study if they were aged between 18 years and 80 years, had PCR-confirmed SARS-CoV-2 infection, and required oxygen by mask or nasal prongs (corresponding to a WHO progression score of 5).*"

https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.04.10.20060699v1.full.pdf

Notez que le même procédé est utilisé actuellement dans le cadre de l'étude dite Discorvery dirigée par des médecins notoirement corrompus, liés à des trusts pharmaceutiques.

Cette racaille a donc sciemment violé les conditions dans lesquelles ce traitement est efficace, uniquement pour parvenir à la conclusion à laquelle elle avait décidé d'arriver : inefficace et dangereux.

Et ces diafoirus de se rabattre sur le lopinavir–ritonavir (433,72 euros en 2006 au lieu de quelques euros pour la bi-thérapie de Raoult) ignorant l'étude clinique réalisée avec 199 patients et parue le 18 mars 2020 dans la réputée revue médicale New England Journal of Medicine. L'essai n'a pas été concluant, ne permettant pas de démontrer une quelconque efficacité du traitement sur les malades testés, ajoute le Quotidien du médecin. bfmtv.com 31 mars 2020 (causerie du 19 avril 2020).

Comment peut-on être à la fois médecin et criminel, cela dépasse l'imagination d'une personne mentalement équilibrée ou normalement constituée, mais pourtant cela existe plus que ce que l'on croit. Cessons de croire et on s'en portera tous mieux !

- Une nouvelle étude française met en lumière l'inefficacité de la chloroquine contre le coronavirus
- sputniknews.com 18 avril 2020.

Une nouvelle étude menée par une trentaine de médecins français a montré l'inefficacité de cette molécule. Les résultats de l'étude ont été publiés sur le site Medrxiv.org.

Les données ont été collectées auprès de quatre hôpitaux français accueillant 181 patients testés positifs au Covid-19, souffrant d'une pneumonie et nécessitant d'être oxygénés. Âgés de 52 à 68 ans, les malades de tous sexes confondus ont été divisés en deux groupes. (Sur la base de quels critères ? De leur état de santé, de leurs antécédents médicaux ? De leur mode ou niveau de vie ? - LVOG)

Pas d'influence sur la survie

Le premier comptant 84 personnes a pris de l'hydroxychloroquine dans les 48 heures suivant leur admission à l'hôpital (groupe HCQ). Les malades du second groupe (non HCQ) n'ont pas été soignés par ce médicament.

D'après les médecins, 20,2% des patients ayant reçu de l'hydroxychloroquine sont décédés ou ont été transférés en réanimation dans les sept jours suivants, contre 22,1% des malades du second groupe. Comme l'écart entre les deux groupes s'avère minuscule, les chercheurs ont constaté l'absence d'efficacité de ce médicament.

Au-delà de cette conclusion sur l'inutilité de la molécule pour la survie, le traitement par l'hydroxychloroquine aurait provoqué d'importants problèmes respiratoires et cardiaques: 27,4% des patients ont développé des syndromes de détresse respiratoire aiguë dans les sept jours après la prise de celui-ci, alors que moins de malades du groupe non-HCQ (24,1%) ont été touchés par ces complications. Huit personnes ont également arrêté de prendre de l'hydroxychloroquine en raison de troubles détectés sur leurs électrocardiogrammes.

En outre, les médecins ont noté l'importance majeure de ces résultats obtenus qui «n'encouragent pas l'utilisation de l'hydroxychloroquine chez les patients atteints d'une pneumonie due au Sars-Cov-2», vue l'inefficacité du médicament. sputniknews.com 18 avril 2020.

LVOG - Ils préfèrent les laisser crever, on devrait radier ou exécuter ces médecins pour qu'ils cessent définitivement de nuire à la santé de la population.

Quand les instituts de sondage remplacent la science.

- 14% des Français, 17% des personnels hospitaliers et 19% des infirmières savent ou pensent qu'ils ont été infectés par le Covid-19, selon un sondage Odoxa-MNH pour Le Figaro et France Info qui arrive à cette estimation. Le Quotidien des médecins 17 avril 2020

Massacre programmé des vieux par la Constitution de la Ve République, Macron, son gouvernement, leur comité d'experts scientifiques. La preuve.

- Dépistage massif et masque obligatoire en Ehpad ? Le Conseil d'Etat dit non - leparisien.fr 16 avril 2020

La haute juridiction a rejeté la demande de plusieurs syndicats qui demandaient davantage de mesures sanitaires systématiques en Ehpad en raison du coronavirus.

« L'Etat fait déjà beaucoup et n'aurait pas les moyens de faire plus. » C'est en résumé la décision du Conseil d'Etat concernant les Ehpad rendue publique ce jeudi. leparisien.fr 16 avril 2020

Totalitarisme. Le confinement est idéologique.

On est en présence d'un abus de pouvoir caractérisé, quand 4,5 milliards d'habitants sont emprisonné chez eux.

Il faut qu'on trouve un moyen de les virer du pouvoir, ils sont définitivement trop dangereux, criminels.

Savez-vous qu'il y a eu une manifestement réunissant environ 2.000 personnes en Israël hier malgré le confinement ? Alors pourquoi n'y en aurait-il pas en France ? Pendant ce temps-là nos dirigeants décidément débiles ou trop corrompus organisent des meetings virtuels sur le Net !

Vous ne devrez jamais vous en remettre, ils en ont décidé ainsi.

- France: le déconfinement total attendra de longs mois - AFP 20 avril 2020

Edouard Philippe a tracé les grandes lignes d'un déconfinement qui exigera le maintien de précautions sanitaires pendant de longs mois et reposera sur des tests massifs et l'isolement des malades.

Il a insisté sur "trois éléments essentiels" pour enclencher le processus à partir du 11 mai: la poursuite de l'adoption "des gestes barrières", comme la distanciation sociale, la généralisation du port de masques "grand public" et le dépistage massif.

Les commerces actuellement fermés en raison de la crise sanitaire ne pourront donc rouvrir que s'ils font respecter les "gestes barrières" et prennent des mesures de "distanciation sociale", a déclaré Edouard Philippe dimanche lors d'une conférence de presse.

Les cafés et les restaurants resteront en revanche fermés car leur activité "ne permet pas de limiter dans un premier temps la circulation du virus", a ajouté Edouard Philippe.

En ce qui concerne le dépistage, l'objectif du gouvernement est de pouvoir réaliser à partir du déconfinement 500.000 tests par semaine pour les personnes présentant des symptômes et celles ayant été en contact avec un malade du Covid-19, a indiqué M. Véran.

Les masques produits en France à 17 millions d'exemplaires par semaine d'ici le 11 mai seront probablement rendus "obligatoires" dans les transports publics, répondant ainsi à la demande des principaux opérateurs de transports en commun. AFP 20 avril 2020

LVOG - Ce devrait être les médecins, aux professeurs, aux chercheurs en virologie les plus réputés et indépendants, liés à aucun trust pharmaceutique, aucune institution, qui ont des résultats sur le terrain, qui devraient revenir le droit de se prononcer sur ce sujet et non le gouvernement, des opérateurs de transports ou je ne sais quel lobby. Comme quoi c'est bien une idéologie qui guide leurs décisions et non les intérêts ou le bien-être de la population.

En complément.

- Coronavirus: Le Maroc et l'Algérie prolongent le confinement - Reuters 20 avril 2020

Bienvenue chez les charlatans et les corrompus qui mène la guerre idéologique et psychologique contre tous les peuples.

- Mélenchon "n'enverrait pas" son enfant à l'école le 11 mai - AFP 20 avril 2020

LVOG - Le mieux aurait encore été qu'il n'en ait pas !

- "Les Français doivent porter un masque dès maintenant", pour le médecin Philippe Juvin Le HuffPost 20 avril 2020

Philippe Juvin, chef des urgences de l'hôpital européen Georges Pompidou, est fermement opposé à une sortie massive du confinement le 11 mai. Le HuffPost 20 avril 2020

LVOG - Les gradés de la fonction publique ou du secteur privé se sont convertis sans mal à l'idéologie néolibérale...

- Que sait-on du coronavirus? Florence Ader, l'infectiologue invitée par Édouard Philippe, fait le point - huffingtonpost.fr 19 avril 2020

Florence Ader participe au programme de recherche Discorvery.

Aux côtés du Premier ministre, elle a été chargée de faire le point sur les connaissances actuelles sur le coronavirus. huffingtonpost.fr 19 avril 2020

LVOG - Une autre disciple du professeur Neil Ferguson. (lire plus loin)

- Coronavirus: Philippe loue la résilience des Français pour mieux les préparer aux nouveaux efforts Le HuffPost 20 avril 2020

Pour Édouard Philippe, la question ne se pose pas: le confinement est une réussite.

Une façon de mieux préparer les esprits à la suite de cette crise sanitaire et économique? Le HuffPost 20 avril 2020

LVOG - Ils peuvent être satisfaits, leur machination a fonctionné à merveille puisque tous les acteurs politiques ou sociaux y participent. Même les masses en redemande. Vous vouliez savoir où en était leur état d'esprit, et bien maintenant vous le savez ! Le pire est à venir, voilà ce que cela signifie. Tenez, la transition était toute trouvée.

- Les Français doivent s'attendre à une baisse de pouvoir d'achat après le confinement, selon l'industrie agroalimentaire - Franceinfo 18 avril 2020

Pour l'instant, les industries agroalimentaires absorbent le choc. Mais la crise du coronavirus pourrait bien faire monter les prix à la caisse, préviennent-elles, dégradant ainsi le pouvoir d'achat des Français. "Les entreprises agroalimentaires tiennent, mais à quel prix ?" s'interroge l'Association nationale des industries agroalimentaires (Ania) dans son deuxième baromètre du secteur depuis le début du confinement, il y a un mois.

"Même si l'inflation en rayons est quasi nulle, les entreprises de l'alimentation supportent des hausses de coût directement liées à l'augmentation des prix des matières premières, des coûts de maintenance des outils de production ou encore de l'achat

des équipements de protection des salariés", prévient l'Ania, qui fédère indirectement près de 18 000 entreprises du secteur.
Baisses de chiffres d'affaires et de rentabilité

"Ces hausses de coûts, remontées par l'ensemble des industriels, sont comprises entre 3% et 16%. Elles grèvent actuellement la rentabilité des entreprises agroalimentaires", indique encore l'association, qui fonde son enquête sur les réponses de 700 entreprises consultées entre le 6 et le 10 avril.

"Tous les Français doivent en avoir conscience. Une nouvelle ère s'engagera lors de la sortie de crise, façonnée par une demande durablement modifiée du consommateur, dans ses choix, ses circuits d'achat, son pouvoir d'achat", a-t-il prévenu.
Franceinfo 18 avril 2020

Fabrication du conditionnement. La stratégie de l'ennemi invisible et de la peur permanente.

LVOG - Alors que c'est le cas avec absolument tous les virus, la société a toujours vécu avec... Mais voilà, c'était sans compter que dorénavant de dangereux psychopathes détiennent tous les pouvoirs comme jamais, et ils comptent bien s'en servir en vous faisant croire qu'une terrible menace planera au-dessus de vos têtes en permanence, histoire de justifier la mise en quarantaine des libertés collectives et leur incursion dans vos libertés individuelles déjà réduites à une peau de chagrin.

Vous vivrez dans une société totalitaire prétendument démocratique, uniquement parce que vous l'aurez bien voulu, il faut tout de même préciser, car chacun à sa part de responsabilité dans ce qui arrive à un moment donné.

- Coronavirus : il pourrait ne jamais y avoir de vaccin efficace, prévient un expert de l'OMS - Yahoo 19 avril 2020

David Nabarro est professeur de santé publique au prestigieux Imperial College de Londres, et représentant anglais à l'Organisation Mondiale de la Santé sur le sujet du Covid-19. Et dans une interview donnée à l'hebdomadaire anglais The Observer, il douche les espoirs de ceux qui misaient sur le développement d'un vaccin à court terme pour vaincre le coronavirus et, enfin, reprendre le cours d'une vie normale. “Nous allons devoir trouver le moyen de vivre nos vies sous la menace constante du virus”, prévient-il.

La société pourrait donc devoir s'adapter. Le professeur donne quelques pistes de ce qui pourrait nous attendre : “Cela veut dire isoler ceux qui montrent des signes de maladie, ainsi que leurs contacts. Les plus âgés vont devoir être protégés. Les capacités hospitalières pour traiter les cas de Covid-19 devront être pérennisées.” Et de conclure : “Tout cela va être notre nouveau quotidien”. Yahoo 19 avril 2020

LVOG - La situation redeviendra comme avant quand il y aura un vaccin, comme il ne faut pas compter sur un vaccin avant des lustres, la situation ne redeviendra jamais comme avant, quel magnifique syllogisme ! Il faut être demeuré pour ne pas comprendre ce qui se passe.

Et si nous empruntions la même voie ? Rassurez-vous, pas cette fois-ci, c'est juste une mauvaise farce !

Confirmation. Il y a quelques jours dans une cause j'avais émis l'hypothèse que la disparition des Néandertaliens aurait pu être due à une pandémie virale, ignorant que l'IHU Méditerranée Infection dirigé par le professeur Raoult était déjà sur cette piste.

- Une épidémie de peste concomitante au déclin des populations du Néolithique - mediterranee-infection.com 6 décembre 2018

Le coût du progrès : Les grandes agglomérations et les innovations technologiques ont contribué à la première pandémie de peste concomitante au déclin des populations du Néolithique.

Résumé :

Une équipe internationale de chercheurs français (IHU Méditerranée Infection, CNRS et Université d'Aix-Marseille), du Danemark et de Suède a découvert la présence de la peste, l'une des maladies infectieuses les plus meurtrières de tous les temps, chez des populations d'agriculteurs du néolithique en Suède, il y a 5,000 ans. En utilisant une approche intégrative combinant des analyses d'ADN ancien de génomes d'humains et de pathogènes et un examen approfondi des archives archéologiques, les chercheurs ont été en mesure de créer un modèle d'émergence du plus ancien cas de peste et des facteurs qui ont contribué à sa propagation rapide dans l'Eurasie au Néolithique et à l'âge de Bronze. Les auteurs suggèrent qu'il s'agissait de la première pandémie humaine de l'histoire. Ces résultats ont été publiés le 6 décembre 2018 dans Cell.

Yersinia pestis, une des bactéries les plus meurtrières de l'histoire de l'humanité, a coûté la vie à des millions de personnes

et provoqué de multiples pandémies telles que la Peste Noire (XIVe siècle), la Grande Peste de Marseille (1720-1722) et la peste Justinienne (VIe siècle). Il a récemment été découvert que Y. pestis infectait déjà des populations humaines à l'Age de Bronze (-4700 à -2800 ans) dans différentes régions de l'Eurasie, mais quand et où la peste est apparue et comment elle s'est propagée dans ces populations restait à découvrir.

Une équipe interdisciplinaire de chercheurs de France, du Danemark et de Suède a fait une avancée majeure dans ce domaine. En ré-analysant des jeux de données publics d'ADN ancien provenant d'échantillons humains, les auteurs ont découvert la présence de Y. pestis chez des agriculteurs de Suède du Néolithique, décédés il y a 5,000 ans. Cette souche, la plus ancienne séquencée à ce jour, se positionne phylogénétiquement à la racine de toutes les souches de Y. pestis connues à l'heure actuelle. La présence surprenante de cet agent pathogène à cet endroit et à cette époque ne cadrait avec aucun des modèles précédents de dispersion de la peste.

A l'aide d'analyses d'horloge moléculaire, les chercheurs ont découvert que différentes lignées indépendantes de Y. pestis avaient émergé et rayonné à travers l'Eurasie sur une période de temps relativement brève, entre -5000 et -6000 ans. Cette expansion coïncidait en tous points à une période de croissance rapide et d'effondrement soudain des premières grandes agglomérations humaines ayant existé en Europe. Elle correspondait également à une période de révolution technologique au cours de laquelle la roue, la traction animale et la métallurgie ont été introduites et largement répandues dans toute l'Eurasie. L'ensemble proposait ainsi des conditions sans précédent pour l'émergence et la propagation rapide de maladies infectieuses sur des régions distantes. L'analyse de centaines de génomes humains anciens de chacune des régions et époques où Y. pestis a été détectée a montré que ces populations étaient génétiquement distinctes et que par conséquent, la dispersion de la peste n'était pas due à des migrations humaines massives, mais avait plutôt été facilitée par des interactions entre populations humaines, telles que les échanges commerciaux, qui se sont également largement développés au cours de cette période.

Sur la base de toutes ces évidences, les chercheurs ont proposé l'hypothèse d'une pandémie de peste apparue au sein de grands regroupements humains, rapidement dispersée par des véhicules à roues dans toute l'Eurasie, et qui aurait probablement contribué au déclin des populations d'agriculteurs du néolithique, ouvrant ainsi la voie aux futures migrations pastorales de la steppe vers l'Europe. mediterranee-infection.com 6 décembre 2018

LVOG - Les oiseaux de malheur ou charlatans que sont les écologistes, les adeptes du Green New Deal, du confinement et du port du masque ad vitam aeternam, de la démondialisation, de ce qu'ils appellent le productivisme, pourraient se saisir de cette découverte pour proposer de ramener l'espèce humaine à une époque antérieure à l'invention de la roue, qui sait ce que ces fanatiques ou cinglés ont dans la tête !

Quand des statisticiens charlatans conseillent les gouvernements

- Covid-19 : Neil Ferguson, le Lyssenko libéral par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 18 avril 2020

Jadis les dirigeants politiques européens cédaient aux injonctions de leurs astrologues. Aujourd'hui, ils s'en référent identiquement aux statisticiens de l'Imperial College. Par le passé, ceux-ci leur ont fourni autant que de besoin des justificatifs de leur politique hospitalière libérale. Aujourd'hui, ils prédisent des millions de morts sans la moindre rigueur scientifique. Thierry Meyssan révèle comment ces charlatans ont pris le contrôle des politiques de l'Union européenne, du Royaume-Uni et de certains États fédérés des États-Unis.

Par Thierry Meyssan

Aux débuts de la Guerre froide, il était d'usage en Occident de se gausser de l'aveuglement des Soviétiques qui croyaient aux balivernes du professeur Trofim Lyssenko. Le Premier secrétaire du Parti, Joseph Staline, avait interdit l'enseignement de la génétique et utilisait Lyssenko pour justifier scientifiquement du marxisme, mais il n'en tirait aucune conséquence pratique. Aujourd'hui la même maladie mentale a atteint l'Occident. Le professeur Neil Ferguson assure que les statistiques peuvent prédire le comportement d'être vivants. C'est stupide, pourtant de nombreux hauts dirigeants politiques le croient. Malheureusement, à la différence des Soviétiques, ils en tirent des conséquences politiques qui ruinent leurs pays.

La création du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies

Depuis une vingtaine d'années, les dirigeants politiques occidentaux tentent d'utiliser les connaissances statistiques des épidémies pour déterminer les bonnes décisions à prendre en cas de danger. Suite à celle de SRAS en 2003, l'Union européenne s'est dotée en 2005 d'un Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDPC). Durant le second semestre 2008, celui-ci et la présidence tournante française organisèrent un colloque pour étudier l'opportunité de la fermeture des écoles pour lutter contre une épidémie de grippe et déterminer quand celle-ci devrait intervenir et quand elle devrait cesser. On ne parlait pas encore de confinement généralisé de toute la population.

La principale contribution fut celle du professeur Neil Ferguson et de Simon Cauchemez de l'Imperial College de Londres.

Elle comparaît les données statistiques des fermetures d'école à Hong Kong en 2003 et 2008, de celle occasionnée par la grève des professeurs en Israël en 2000, de l'impact des vacances par zones en France de 1984 à 2006, de la fermetures des écoles infectées par la grippe en France en 1957, et de celles de la grippe espagnole dans certaines villes US et en Australie en 1918. Et elle relevait les inégalités et les injustices liées aux fermetures d'école au Royaume-Uni et aux USA.

Dès ce moment-là, le problème était posé à l'envers. Les experts avaient observé que les fermetures d'école n'avaient pas d'incidence notable sur le nombre final de décès, mais uniquement sur la vitesse de propagation de la maladie. Ils avaient pour mission de prévoir une solution à la fermeture de lits d'hôpitaux qui n'étaient pas occupés au jour le jour. Les statistiques n'étaient plus au service de la santé des Européens, mais d'une idéologie, celle de la gestion libérale de l'État.

Bernard Kouchner, le ministre français des Affaires étrangères qui organisa ce colloque, était celui qui, lorsqu'il était ministre de la Santé (1992-93, 1997-99, 2001-02) avait débuté la réorganisation du système hospitalier français non plus selon des critères médicaux, mais selon une logique de rentabilité. En une quinzaine d'années, la France a ainsi pu réaliser de substantielles économies en fermant 15 % de ses lits d'hôpitaux ; des économies dérisoires au regard du coût actuel du confinement.

Le charlatanisme du professeur Neil Ferguson

Le professeur Ferguson est toujours la référence européenne en matière de modélisation des épidémies.

- Pourtant c'est lui qui, en 2001, avait convaincu le Premier ministre Tony Blair de faire abattre 6 millions de bovins pour stopper l'épidémie de fièvre aphteuse (une décision qui coûta 10 milliards de livres et qui est aujourd'hui considérée comme aberrante).

- En 2002, il calcula que la maladie de la vache folle tuerait environ 50 000 britanniques et 150 000 de plus lorsque elle se transmettrait aux moutons. Il y en eu en réalité 177.

- En 2005, il prédit que la grippe aviaire tuerait 65 000 Britanniques. Il y en eu au total 457.

Peu importe, il est devenu conseiller de la Banque mondiale et de nombreux gouvernements. C'est lui qui fit parvenir le 12 mars une note confidentielle au président français Emmanuel Macron annonçant un demi-million de morts en France. Affolé celui-ci prit la décision de confinement généralisée le soir même. C'est encore le professeur Ferguson qui annonçait publiquement, le 16 mars, que, si rien n'était fait, on compterait jusqu'à 550 000 morts au Royaume-Uni et jusqu'à 1,2 million aux États-Unis, contraignant le gouvernement britannique à revoir sa politique.

Simon Cauchemez, qui était en 2009 son bras droit, dirige aujourd'hui l'unité de modélisation de l'Institut Pasteur. Il est bien sûr membre du Comité scientifique de l'Élysée où il a proposé le confinement généralisé. Ce comité a été constitué par le directeur général de la Santé, le professeur Jérôme Salomon, fils spirituel et ancien conseiller technique de Bernard Kouchner.

La prise de pouvoir de l'équipe Ferguson est fondée sur une escroquerie intellectuelle. La « biologie mathématique » (sic) pourrait justifier la gestion libérale des services de santé.

Malheureusement si les statistiques permettent d'évaluer après coup les effets de telle ou telle mesure, elles ne peuvent pas prévoir le comportement d'un organisme vivant, d'un virus. Celui-ci cherche à se propager, surtout pas à tuer, ce qu'il provoque involontairement lorsque l'espèce dans laquelle il se niche n'a pas encore d'anticorps appropriés. Aucun virus n'éliminera d'espèce, y compris les humains, car s'il les tuait tous, il disparaîtrait avec eux.

Au demeurant, l'extrapolation de mesures concernant des grippes à l'épidémie de Covid-19 est une absurdité : la grippe touche de nombreux enfants, pas le Covid-19 qui ne tue en termes démographiques que des personnes âgées ou diabétiques ou encore hypertendues. Les enfants contaminés au Covid-19 n'ont qu'une très faible charge virale, on ignore même à ce jour s'ils sont contagieux.

Le professeur Ferguson a reconnu, le 22 mars, avoir effectué ses calculs sur l'épidémie de Covid-19 exclusivement avec une base de données vieille de 13 ans relative aux épidémies de grippe.

Au demeurant, force est de constater la dérive de ce guru qui ne se contente plus de justifier des politiques libérales appliquées à la Santé publique, mais en vient à préconiser de priver de liberté des peuples entiers. Pour masquer la réalité de cette dérive, les partisans du professeur Fergusson détournent l'attention du public en lui proposant l'usage de masques chirurgicaux dont nous avons déjà expliqué qu'il ne sont d'aucune utilité face à l'épidémie [1]

La polémique avec le professeur Didier Raoult

Ces explications éclairent d'un jour nouveau la polémique qui a opposé les disciples du professeur Neil Ferguson à ceux du professeur Didier Raoult [2]. Contrairement à ce que l'on a dit, il ne s'agit pas d'un problème de méthodologie, mais bien de finalité.

Neil Ferguson est un charlatan happé par son escroquerie, tandis que Didier Raoult est un médecin clinicien. Les adeptes du premier ont besoin de morts pour croire en leur religion, ceux du second soignent leurs malades.

Le problème que nous affrontons n'est pas un débat scientifique, mais une guerre d'erreurs répétées contre la démarche scientifique. Il est stupéfiant d'entendre des membres du Conseil scientifique de l'Élysée reprocher au professeur Raoult de ne pas mener d'études comparatives avec un groupe témoin. Faut-il qu'en période de crise un médecin responsable ne soigne pas certains de ses patients et les sacrifie délibérément ?

Notes.

[1] « Panique et absurdité politique face à la pandémie » , par Thierry Meyssan , Réseau Voltaire , 7 avril 2020.

[2] « Covid-19 : propagande et manipulation » , par Thierry Meyssan , Réseau Voltaire , 20 mars 2020.

LVOG - Saluons au passage la perspicacité et le courage de Thierry Meyssan et de Didier Raoult, ce qui fait le plus défaut à nos dirigeants malheureusement. Je leur ai écrit et j'ai eu plusieurs échanges avec monsieur Meyssan.

Il était une fois... Et dire que personne ne voulait y croire.

- Vers un nouvel ordre mondial? La crise de la dette mondiale et la privatisation de l'État Par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 17 avril 2020

L'objectif ultime est de faire monter en flèche la dette extérieure (libellée en dollars).

Le FMI est explicite. Dans l'un de ses guichets de prêt, le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (Catastrophe Containment and Relief Trust), qui s'applique aux pandémies, est généreux, « accorde des subventions pour l'allègement de la dette à nos membres les plus pauvres et les plus vulnérables ».

Déclaration absurde : il est là pour renflouer les caisses des créanciers, l'argent est affecté au service de la dette.

« Pour les pays à faible revenu et pour les pays émergents à revenu intermédiaire, nous avons … jusqu'à 50 milliards de dollars qui ne nécessitent pas un programme complet du FMI. »

Aucune condition sur la façon dont vous dépensez l'argent. Mais cet argent augmente le stock de la dette et nécessite un remboursement.

Les pays sont déjà dans une camisole de force. Et l'objectif est qu'ils se conforment aux exigences des créanciers. C'est la solution néolibérale appliquée au niveau mondial : Pas de véritable reprise économique, plus de pauvreté et de chômage dans le monde. La « solution » devient la « cause ». Elle initie un nouveau processus d'endettement. Elle contribue à une escalade de la dette.

Plus vous prêtez, plus vous poussez les pays en développement à se conformer aux règles politiques. Et c'est finalement l'objectif de l'empire américain en faillite.

La vérité non dite est que ce trillion de dollars ++ des institutions de Bretton Woods est destiné à faire augmenter la dette extérieure.

Lors de récents développements, les ministres des finances du G20 ont décidé de « mettre en attente » le remboursement des obligations de service de la dette des pays les plus pauvres du monde.

L'annulation de la dette n'a pas été envisagée. Bien au contraire. La stratégie consiste à accumuler la dette.

Il est important que les gouvernements des pays en développement prennent fermement position contre l' « opération de sauvetage » du FMI et de la Banque mondiale.

La crise mondiale de la dette dans les pays développés

Une crise fiscale sans précédent se déroule à tous les niveaux de gouvernement. Avec des niveaux de chômage élevés, les

recettes fiscales entrantes dans les pays développés sont presque au point mort. Au cours des deux derniers mois, les gouvernements nationaux se sont de plus en plus endettés.

À leur tour, les gouvernements occidentaux ainsi que les partis politiques sont de plus en plus sous le contrôle des créanciers, qui en fin de compte mènent la barque.

Tous les niveaux de gouvernement ont été précipités dans un étranglement de la dette. La dette ne peut être remboursée. Aux États-Unis, le déficit fédéral « a augmenté de 26 % pour atteindre 984 milliards de dollars pour l'exercice 2019, soit le plus haut niveau en 7 ans ». Et ce n'est que le début.

Dans les pays occidentaux, une expansion colossale de la dette publique a eu lieu. Elle est utilisée pour financer les « sauvetages », les « aides » aux entreprises ainsi que les « filets de sécurité sociale » aux chômeurs.

La logique des plans de sauvetage est à certains égards similaire à celle de la crise économique de 2008, mais à une échelle beaucoup plus grande. Ironiquement, en 2008, les banques américaines étaient à la fois les créanciers du gouvernement fédéral américain et les heureux bénéficiaires : l'opération de sauvetage a été financée par les banques dans le but de « renflouer les banques ». Cela semble contradictoire ?

La privatisation de l'État

Cette crise finira par précipiter la privatisation de l'État. De plus en plus, les gouvernements nationaux seront sous la coupe du Big Money.

Criblé par l'accumulation des dettes, ce qui est en jeu est l'éventuelle privatisation de facto de toute la structure de l'État, dans différents pays, à tous les niveaux de gouvernement, sous la surveillance de puissants intérêts financiers. La fiction de « gouvernements souverains » servant les intérêts des électeurs sera néanmoins maintenue.

Le premier niveau de gouvernement à privatiser sera les municipalités (dont beaucoup sont déjà partiellement ou totalement privatisées, comme Détroit en 2013). Les milliardaires américains seront incités à racheter une ville entière. Plusieurs grandes villes sont déjà au bord de la faillite. (Ce n'est pas nouveau).

La ville de Vancouver est-elle prête à être privatisée ? « Le maire de Vancouver a déjà indiqué qu'il craignait la faillite de sa ville. » (Le Devoir, 15 avril 2020)

Dans les grandes villes américaines, les gens sont tout simplement incapables de payer leurs impôts : La dette de la ville de New York pour l'année fiscale 2019 s'élève à 91,56 milliards de dollars (FY 2019), soit une augmentation de 132% depuis l'année fiscale 2000. En retour, les dettes personnelles ont explosé dans toute l'Amérique.

« Les ménages américains ont collectivement environ 1 000 milliards de dollars de dettes de cartes de crédit. » Aucune mesure n'est prise aux États-Unis pour réduire les taux d'intérêt sur les dettes de cartes de crédit.

Le nouvel ordre mondial ?

Le verrouillage appauvrit à la fois les pays développés et les pays en développement et détruit littéralement les économies nationales.

Il déstabilise l'ensemble du paysage économique. Il sape les institutions sociales, notamment les écoles et les universités. Il conduit les petites et moyennes entreprises à la faillite.

Quel genre de monde nous attend ?

Un « nouvel ordre mondial » diabolique en devenir, comme le suggère Henry Kissinger? (Avis de la WSJ, 3 avril 2020) :

« La pandémie de coronavirus va changer à jamais l'ordre mondial ».

Rappelez-vous la déclaration historique de Kissinger en 1974 : « Le dépeuplement devrait être la priorité absolue de la politique étrangère américaine à l'égard du Tiers-Monde ». (Mémorandum du Conseil national de sécurité de 1974)

Les implications politiques sont considérables.

Quel type de gouvernement aurons-nous au lendemain de la crise ?

Remarques de conclusion

Il y a beaucoup de malentendus concernant la nature de cette crise.

Plusieurs intellectuels progressistes disent aujourd'hui que cette crise constitue une défaite du néolibéralisme. « Elle ouvre un nouveau départ ».

Certains y voient un « tournant potentiel », qui ouvre une opportunité de « construire le socialisme » ou de « restaurer la social-démocratie » dans le sillage du verrouillage.

Les preuves confirment amplement que le néolibéralisme n'a pas été vaincu. Bien au contraire.

Le capitalisme mondial a consolidé son emprise. La peur et la panique l'emportent. L'État est en train d'être privatisé. La tendance est aux formes de gouvernement autoritaires.

Ce sont les problèmes auxquels nous devons faire face.

L'occasion historique de confronter les structures de pouvoir du capitalisme mondial, y compris l'appareil militaire des États-Unis et de l'OTAN, reste à être établie fermement à la suite du verrouillage. Mondialisation.ca, 17 avril 2020

LVOG - Je partage cette analyse. Quant à la suite, nous sommes suspendus à la réaction des peuples pour envisager la suite. S'ils continuent à tout subir sans broncher ou presque, il faut s'attendre à ce que l'oligarchie renforce son emprise politique sur le monde au détriment des Etats. Comment cela se traduira-t-il concrètement ? Il est trop tôt pour l'évoquer.

Haut de page

Le 21 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je vous mâche le boulot, sympa, non ? Non, OK !

Moi y en a vouloir des sous - Un film de Jean Yann, 1972, une satire de mai 68.

Moralité : "*Le monde est fait d'imbéciles qui se battent contre des demeurés pour sauvegarder une société absurde.*"

C'est à peu près cela en effet. Rien n'a changé ou si, en pire sur tous les plans, et en prime sans plus aucun espoir de pouvoir changer de société dans l'état actuel des choses, ce qui est profondément déprimant, je parle pour les jeunes ou plus jeunes que moi.

Je ne regrette pas d'avoir quitté définitivement la France en 1996.

Le confinement entre la maison et le jardin, qu'est-ce que c'est pénible, je déconne. Hormis l'année de mes 20 ans en 1975, celle qui a précédé la naissance de ma fille en 1980, je n'ai jamais eu une vie aussi agréable que maintenant. J'ai bien profité aussi des 11 ans que j'ai vécus sur une plage avec des hauts et des bas.

Là aussi j'ai fait le bon choix. Je connais un franco-indien qui a vendu tous ses terrains pour aller s'installer dans un faubourg de Pondichéry. Il est content, il a un énorme compte en banque, il fait partie des VIP (Very important person), quelle connerie entre nous !

Je vais encore vous accompagner jusqu'au déconfinement, après on verra si on poursuit ou non en l'absence de toute perspective politique et compte tenu de mon isolement politique.

Cet épisode aura mis en lumière la corruption par l'idéologie néolibérale qui sévit dans la médecine à tous les niveaux, laissant peu de place aux médecins, professeurs ou chercheurs vraiment indépendant et honnête ou au service du bien-être de la population.

Les démagogues de tous poils s'emploient généralement à réserver leurs coups au ministère de la Santé ou aux trusts pharmaceutiques en ménageant soigneusement toute la chaîne qui va du médecin au chercheur, déformant ainsi la situation

de telle sorte que la population se forgera une idée fausse de la réalité, ce qui pourra l'amener à soutenir des mesures préconisées par le gouvernement et la majorité du personnel de la santé allant à l'encontre de ses intérêts, exactement comme dans tous les domaines où elle est gavée de graves illusions, du genre par exemple de l'école qui serait censée former des hommes ou des femmes libres, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse qui se produit parce que les enseignants ou les professeurs d'université sont tout aussi corrompus que les médecins ou les chercheurs pour l'immense majorité d'entre eux.

C'est tabou ou politiquement incorrect de le dire quand on est un militant ouvrier. Partant de là, on peut en déduire que toute la chaîne qui va du militant au dirigeant d'un parti ouvrier est également corrompue, ce qui n'est plus à démontrer, mais il est bon de le mettre en évidence à chaque occasion qui se présente, pour montrer aux travailleurs et aux militants qu'il existe tout de même parmi nous une minorité sur laquelle l'idéologie dominante n'a aucune emprise, sur laquelle ils peuvent compter ou qu'ils peuvent rejoindre sans craindre de se faire manipuler.

Si nos dirigeants ont une vision complètement faussée de la réalité, c'est parce qu'elle est déformée idéologiquement. Là en l'occurrence, il s'agit de ménager les membres des classes moyennes sous prétexte que la classe ouvrière a besoin de son soutien pour mener son combat politique, pour finalement privilégier l'idéologie réformiste adoptée par les classes moyennes qui fait la part belle au capitalisme au détriment du socialisme.

Tout s'explique très simplement, dès lors que nos intentions sont honnêtes ou lorsqu'on n'a rien à cacher aux travailleurs ou aux militants.

- 13 pages au format pdf

Encore un petit effort coronabusiness.

- Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 219 millions de cas de paludisme ou malaria et 435 000 décès ont été recensés en 2017, des chiffres qui ne diminuent plus depuis 2015. 80 % de ces cas se concentrent dans une quinzaine de pays d'Afrique subsaharienne et en Inde. Le Monde 27 février 2019

LVOG - Les nantis s'en foutent !

Le saviez-vous?

Etats-Unis - Les Centers for Disease Control and Prevention ne connaissent pas le nombre exact de personnes qui ont été malades ou ont été touchées par la grippe, car la grippe n'est pas une maladie à déclaration obligatoire dans la plupart des États des Etats-Unis. Cependant, ces chiffres sont estimés à l'aide d'un modèle mathématique basé sur les taux observés lors des hospitalisations associées à la grippe. mesvaccins.net 13 janvier 2019

LVOG - Cela vaut bien le taux de chômage aux Etats-Unis obtenu par sondages téléphoniques ! Ils sont complètement dingues avec leurs modèles mathématiques.

La psychose collective doit durer coûte que coûte.

- Déconfinement : la mise en garde de l'OMS qui rappelle que l'épidémie "n'est pas terminée" - euronews 20 avril 2020

Totalitarisme. Fabrication du consentement. Quelle légitimité ont-ils ? Aucune.

LVOG - Le chiffre qu'ils avancent est ridicule, il ne correspond manifestement pas à la réalité, car forcément l'immense majorité de la population a attrapée le virus à un moment ou à un autre, qu'il lui en reste des traces ou non ils n'en savent absolument rien.

Ce pourcentage de nature idéologique doit juste servir à justifier le prolongement du confinement ou les mesures liberticides qui accompagneront le déconfinement.

Rien d'étonnant avec ce trio infernal, l'Institut Pasteur, Santé publique France et l'Inserm sont les officines corrompues et mafieuses qui n'ont pas arrêté de tirer sur le professeur Didier Raoult et sa bi-thérapie.

- Moins de 6% des Français infectés par le Covid-19, selon l'Institut Pasteur - sputniknews.com 21 avril 2020

Selon des estimations publiées le 21 avril par l'Institut Pasteur, 5,7% des Français ont été infectés par le coronavirus, un niveau très insuffisant pour éviter une deuxième vague épidémique si toutes les mesures étaient intégralement levées après le 11 mai.

Moins de 6% des Français auront été infectés par le nouveau coronavirus d'ici au 11 mai, date de levée progressive du confinement, selon une estimation de l'Institut Pasteur.

«Pour que l'immunité collective soit suffisante pour éviter une deuxième vague, il faudrait 70% de personnes immunisées. On est très en-dessous», explique à l'AFP l'auteur principal de l'étude, Simon Cauchemez.

Par conséquent, «au sortir du confinement, si on veut éviter une deuxième vague importante, des mesures doivent être maintenues», ajoute-t-il.

Réalisée par l'Institut Pasteur en collaboration avec l'agence sanitaire Santé publique France et l'Inserm, l'étude se base sur des modélisations mathématiques et statistiques.

«L'intervalle d'incertitude est important, entre 3 et 10%», note Simon Cauchemez.

Mais «que ce soit 6%, 10% ou même 20%, ça ne change pas vraiment la nature du problème, qui est que dans tous les cas, on sera très loin des 70% dont on aurait besoin pour pouvoir faire une sortie du confinement sans problème», souligne-t-il. sputniknews.com 21 avril 2020

LVOG - Ils auront vraiment tout fait pour qu'il y ait le maximum de mort et vous pourrir la vie le plus longtemps possible, sans que personne ne bronche, bravo, c'était les encourager à en remettre une grosse couche !

- Un académicien russe donne une condition pour que la pandémie prenne fin - sputniknews.com 20 avril 2020

La pandémie de coronavirus pourrait décliner quand 70 à 80% de la population mondiale aura été infectée, a expliqué Félix Erchov, scientifique de l'Académie russe des sciences dans une interview accordée au journal Moskovski Komsomolets.

«Le virus est en train d'être propagé grâce à des personnes qui ne sont pas malades mais servent de porteurs», a-t-il souligné.

Il a indiqué que ces gens servaient de vaccin naturel et contribuaient à l'immunité collective.

«D'un côté, c'est apparemment bien, et de l'autre, très dangereux parce que ces porteurs infectent les vieux et les personnes ayant des maladies chroniques, et ces personnes ne peuvent pas résister à cette pression virale.»

Si le virus n'infecte pas la majorité de la population, un scénario défavorable pourrait provoquer une deuxième vague d'épidémie, selon le scientifique.

«En guise de conclusion, je tiens à dire que cette pandémie arrive progressivement à sa fin et que je pense que nous penserons que c'était un mauvais rêve d'ici à l'automne», a conclu Félix Erchov. sputniknews.com 20 avril 2020

Zéro mort à Madagascar. Voilà ce qui rend malade l'OMS, l'agence internationale criminelle (CIA à l'envers) de Big Pharma.

Madagascar

- 587 041 km²

- 26,26 millions d'habitants (2018)

- 0 mort.

France

- 543 965 km²

67 millions d'habitants

- 20.000 morts.

Que le développement des moyens de transport soit à l'origine probable de la dissémination d'un virus qui aurait précipité la disparition de l'homme de Néandertal, est une explication plausible.

Dans le cas qui nous occupe aujourd'hui, certes, le transport aérien et maritime internationale peut favoriser l'accélération de la diffusion d'un virus, mais il n'en demeure pas moins qu'avec le meilleur gouvernement du monde, le meilleur service de santé que l'on puisse imaginer ne pourrait pas empêcher que des centaines de milliers de personnes meurent suite à une infection virale, car face à un nouveau virus, même avec la meilleure volonté du monde il n'existerait pas de remède miracle disponible du jour au lendemain pour soigner les personnes affectées les plus fragiles. Ajoutons qu'il demeurerait impossible qu'un pays ou une région dispose d'équipements et de personnels en quantité suffisante pour affronter une pandémie du jour au lendemain, sachant que l'apparition d'un virus est imprévisible, ainsi que sa nature, puisque sa composition et son fonctionnement sont inconnus au début. Il ne faut pas oublier que les médicaments ou vaccins et une partie du matériel (masque, etc.) ont une durée de vie limitée, donc il serait insensé d'en produire par millions et millions qui seraient gaspillés et jetés le reste du temps.

Cela signifie qu'au-delà des moyens de transports des personnes ou des marchandises qui sillonnent la planète quotidiennement, la démographie est bien en dernière analyse le facteur déterminant des épidémies ou pandémies, qu'on le veuille ou non. A moins d'imposer à l'ensemble de la population des conditions d'existence insupportable, de l'enfermer, etc.

Maintenant, on ne peut pas soutenir une théorie conduisant à la réduction drastique de la population mondiale aussi longtemps que le capitalisme existera, puisqu'elle conduirait forcément à une élimination de masse ou un gigantesque massacre des catégories de la population la plus défavorisée.

Il faut donc procédé logiquement, par étape, en commençant par nous débarrasser du capitalisme. Ensuite, sereinement les peuples ayant conquis le pouvoir politique décideront démocratiquement quelles mesures ils devront adopter pour réduire la population mondiale sans porter atteinte au bien-être de chacun et à l'harmonie qui règnera entre les peuples. Vous voyez, le socialisme n'a rien de monstrueux, c'est l'idéologie la plus humaniste qui soit.

- Le président malgache affirme que son pays a découvert une tisane remède contre le coronavirus - bfmtv.com 20 avril 2020

Si l'Organisation mondiale de la Santé a déjà reconnu que certaines plantent pouvaient "atténuer les symptômes" du coronavirus, elle précise qu'il n'y a "aucune preuve" qui démontre l'efficacité du remède malgache.

LVOG - Vous constaterez que l'OMS tient exactement le même discours à propos de la chloroquine et de l'hydroxychloroquine.

bfmtv - Le président malgache Andry Rajoelina a officiellement lancé ce lundi, à grandes gorgées, un remède à base de plantes médicinales locales capable, selon lui, de prévenir et de guérir les patients malades du nouveau coronavirus.

"On a fait des tests, deux personnes sont maintenant guéries par ce traitement", a affirmé Andry Rajoelina devant ministres, ambassadeurs et journalistes réunis à l'Institut malgache de recherche appliquée (IMRA) qui a conçu le breuvage.

"Cette tisane donne des résultats en sept jours", s'est-il réjoui en en ingurgitant une dose. "Je vais être le premier à boire ça aujourd'hui, devant vous, pour vous montrer que ce produit guéri et ne tue point", a-t-il lancé aux sceptiques qui doutent des vertus de cette potion magique.

Baptisée "Covid-Organics", elle est préparée à base d'artemisia, une plante à l'efficacité prouvée dans les multithérapies contre le paludisme, et d'autres herbes qui poussent à Madagascar.

Son efficacité spécifique contre le Covid-19 n'a fait pour l'heure l'objet d'aucune étude scientifique publiée.

L'annonce des premiers cas d'infection a causé sur la Grande île un vif intérêt pour toute une série de plantes médicinales ou de produits tels que le gingembre et le citron censés guérir ou, à tout le moins, protéger du virus.

Si elle a reconnu que certaines d'entre elles pouvaient "atténuer les symptômes" du coronavirus, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rappelé qu'il n'existait pour l'heure "aucune preuve" qu'elles peuvent "prévenir ou guérir la maladie". L'efficacité contre le Covid-19 d'autres antipaludiques comme la controversée hydroxychloroquine fait l'objet d'études. L'OMS n'a pas assisté lundi au lancement du "Covid-Organics".

Aucun cas mortel officiellement recensé

Andry Rajoelina a balayé ces réserves en annonçant que sa potion serait offerte aux enfants des écoles et en rappelant que son devoir était de "protéger les Malgaches".

"Le Covid-Organics sera utilisé en prophylaxie, c'est-à-dire en préventif, mais des observations cliniques ont montré une tendance à son efficacité en curatif", a insisté le Dr Charles Andrianjara, directeur général de l'IMRA.

Le confinement des trois principales villes malgaches a commencé lundi à être progressivement levé. Selon le dernier bilan, 121 cas de contamination - aucun mortel - ont été recensés sur l'île, dont 39 considérés comme guéris. bfmtv.com 20

- Covid-19 : la Tanzanie ne veut pas entendre parler du virus - LePoint.fr 20 avril 2020

Le président John Magufuli, au pouvoir depuis novembre 2015, a appelé ses concitoyens à se tourner vers Dieu et surtout à continuer de faire tourner la machine économique.

La Tanzanie a déclaré son premier cas de coronavirus le 16 mars.

Le système scolaire est bien fermé, mais les gares routières et les marchés sont toujours noirs de monde, a constaté l'Agence France-Presse. Magufuli, surnommé le bulldozer (« tingatinga » en swahili), fait partie d'une poignée de dirigeants dans le monde qui doutent encore de la dangerosité de la pandémie de Covid-19, à tout le moins en public.

Des experts s'interrogent sur la pertinence de confinements stricts en Afrique, où des millions de citadins miséreux vivent au jour le jour, et plaident pour des politiques de tests en masse et d'aide directe aux plus vulnérables. Le Burundi voisin a lui aussi décidé de laisser la vie suivre son cours quasi normal. LePoint.fr 20 avril 2020

LVOG - Ils regrettent que les Africains ne tombent pas comme des mouches...

Tanzanie

945.087 km²

56,32 millions d'habitants (2018)

5 morts au 20 avril 2020

Burundi

27.834 km²

11,18 millions d'habitants(2018)

1 mort au 16 avril 2020

Quelle pandémie meurtrière !

Une petite histoire pour se détendre un peu.

Inde - Uttarakhand : 0 décès au 21 avril 2020 à 8h du matin.

(Source : https://www.mygov.in/corona-data/covid19-statewise-status)

- Inde: six touristes retrouvés après un mois confinés dans une grotte - BFMTV 21 avril 2020

Six touristes ont, en effet, été retrouvés cachés dans une grotte, près de la ville de Rishikesh, dans l'Etat d'Uttarakhand au nord du pays, selon le porte-parole de la police, rapporte ce lundi CNN.

Cela faisait un mois que ces six étrangers, quatre hommes et deux femmes originaires de France, de Turquie, d'Ukraine, des Etats-Unis et du Népal, se trouvaient dans la caverne. Ils avaient décidé de s'y confiner après avoir dépensé tout leur argent et ne pouvant plus rester dans leur hôtel. BFMTV 21 avril 2020

LVOG - En guise de punition, les autorités de l'Etat d'Uttarakhand a décidé de les confiner pendant 2 semaines, quel délire !

On peut se poser la question.

Wuhan, c'est :

- Un marché aux animaux sauvages
- La G5
- Les Jeux olympiques militaires
- Un laboratoire P4
- Le coronavirus

Vous ne trouvez pas que cela fait beaucoup pour une seule ville, classée au 15e rang des plus grandes villes chinoises en comptant son agglomération, dans un pays comptant 90 villes dépassant le million d'habitants?

Mais non, mais non, c'est la chloroquine ou l'hydroxychloroquine qui est en cause.

- Coronavirus : le virus touche (aussi) les reins - Yahoo 20 avril 2020

Le coronavirus pourrait causer des problèmes rénaux chez des patients qui n'en avaient pas auparavant. Plusieurs spécialistes mettent en garde contre une recrudescence de l'insuffisance rénale. Yahoo 20 avril 2020

LVOG - Comme s'ils en savaient quelque chose, un ou quelques cas et ils généralisent.

Pandémie médiatique. Ils se démènent quotidiennement pour alimenter la psychose collective.

- Coronavirus, guérison, immunité... Pourquoi rien n'est encore certain - huffingtonpost.fr 20 avril 2020

4e paragraphe - Des patients inoculés avec le coronavirus 229E (un rhume sans gravité) ont développé une résistance maximale en une semaine.

10e paragraphe - Le corps commence en effet à produire des anticorps entre 12 et 14 jours après le début de l'infection (Sars-Cov2). huffingtonpost.fr 20 avril 2020

LVOG - Ce qu'ils ne diront pas, c'est que la moelle épinière fabrique plus ou moins rapidement d'anticorps en plus ou moins en grande quantité et qualité en fonction du taux de vitamine C dans le sang notamment ou de l'état de santé, de l'alimentation d'une personne, de son état mental aussi depuis qu'on sait qu'il existe une interaction entre certaines régions du cerveau et la moelle épinière.

L'alimentation et le mode de vie de la population étant de moins adaptés aux besoins biologiques du corps humain, en fonction du type de virus ou de bactérie chaque génération sera rendue plus vulnérable dans l'avenir avec tous les risques de pandémie que cela comporte.

Ils ne peuvent pas aborder sérieusement ou à fond cet aspect du problème, parce qu'il touche au fondement même de leur société et du vieux monde qui se sont développés de façon anarchique ou inconsciente. Une alimentation saine et équilibrée, ainsi qu'un mode de vie harmonieux soucieux du respect de la nature, sont incompatibles avec l'existence du régime capitaliste.

Totalitarisme. La France est devenue le pire Etat policier de la planète.

- Confinement : les contrôles et verbalisations atteignent des sommets - Capital 19 avril 2020

Selon le JDD, samedi 18 avril au soir, 14.037.954 contrôles des attestations autorisant un déplacement avaient été effectués depuis le 17 mars et 831.798 personnes avaient été verbalisées. Des chiffres qui tendent à contredire les affirmations du ministre de l'Intérieur qui a déclaré dans la presse et devant les parlementaires que le confinement était "bien respecté". Capital 19 avril 2020

Ils sont déjà en état de mort clinique.

- Coronavirus : pour le 1er-Mai, les syndicats appellent à une mobilisation sur le balcon - Franceinfo 20 avril 2020

Quand ils prennent leurs désirs sadiques pour la réalité.

- Covid-19 : l'enjeu n'est pas « la vie d'après » mais « la vie avec » - LePoint.fr 20 avril 2020

Ils rendent folle la population.

- Pendant la pandémie, hausse des empoisonnements aux produits nettoyants aux Etats-Unis - BFMTV 20 avril 2020

Les centres ont reçu 45.550 appels liés aux deux catégories de janvier à mars, contre 37.822 en janvier-mars 2019. La hausse est assurément liée à la pandémie de Covid-19 en raison de la coïncidence avec le début de la flambée de l'épidémie américaine, début mars, jugent les auteurs. BFMTV 20 avril 2020

Ils ont de la suite dans les idées. Avertissement.

- Dette liée au coronavirus: "Il faudra rembourser", prévient le gouverneur de la Banque de France - BFMTV 19 avril 2020

François Villeroy de Galhau évoque plusieurs pistes. Rembourser la dette liée au coronavirus "dans plus longtemps" mais aussi, réduire les dépenses. "Pour le même modèle social que nos voisins, nous dépensons beaucoup plus", argue le gouverneur de la Banque de France. BFMTV 19 avril 2020

Faites la grève de la consommation et le régime s'effondrera, il ne restera plus qu'à l'achever.

LVOG - Gageons que les misérables dirigeants du mouvement ouvrier feront tout pour encourager les travailleurs à consommer fébrilement ou aveuglément de nouveau pour sauver le régime, ce qu'ils ont toujours fait en somme.

Nous non plus nous ne changerons pas notre stratégie, dont l'orientation politique est totalement opposée à la leur. Notre objectif demeure la chute des institutions de la Ve République et du régime, la prise du pouvoir politique par les masses exploitées et l'instauration d'une République sociale débarrassée du capitalisme.

En aucun cas nous ne soutiendrons des mesures sociales qui conforteraient le capitalisme, ce que l'on peut très facilement expliquer aux travailleurs.

Ce qu'on vous propose, c'est ni plus ni moins de continuer à vivre en pire dans une société qui était déjà devenue nauséabonde avant l'invention de cette pandémie. Nous rejetons catégoriquement cette perspective. L'heure est donc à la mobilisation générale de l'ensemble des exploités pour s'en débarrasser au profit d'une société meilleure et plus juste gérée et contrôlée par les travailleurs une fois les capitalistes déclarés hors la loi et le régime basé sur le profit aboli.

Si dans le passé vous vous étiez illusionnés ou vous vous étiez laissé illusionner par votre statut social et de beaux discours, vous portant à croire que vous pourriez être épargnés par une crise ou que vous pourriez toujours vous en sortir individuellement mieux que les autres, cet épisode vient justement de démontrer le contraire puisque vous avez contraint au confinement comme tout le monde ou privé du peu de liberté dont vous disposiez encore.

- Déconfinement : pour relancer l'économie, il faudra que les Français consomment ce qu'ils sont en train d'épargner, estime un économiste de l'OFCE - Franceinfo 20 avril 2020

Pour l'organisme, les Français ont épargné 55 milliards d'euros depuis le début du confinement. Pour réussir la sortie de crise, il faut que les ménages reconsomment comme avant selon l'économiste. "Sinon, malheureusement, il y aura très peu de leviers de reprise", affirme-t-il.

C'est-à-dire qu'on est dans un choc extrêmement violent pour l'ensemble des agents économiques. Sauf que dans ce choc-là, les ménages, en réalité pour beaucoup, sont un peu plus préservés, pour ceux, notamment, qui sont en contrat long, qui bénéficient du chômage partiel, des indemnités gardes d'enfants. Ils ont des pertes de revenus, mais qui sont bien moindres que d'autres, par exemple des entreprises ou des indépendants qui doivent fermer totalement leur commerce. On se retrouve dans une situation assez particulière où le revenu baisse. Mais en réalité, la consommation baisse encore plus. Le choc sur la consommation est tel parce qu'elle est contrainte, vous ne pouvez pas sortir dehors, consommer comme d'habitude, partir en voyage, etc. Ce qui fait qu'on a une épargne qui s'accumule de façon importante. On a estimé à 55 milliards d'euros sur les huit semaines. Ce qui serait intéressant pour la reprise de l'économie, c'est que les ménages consomment cette épargne qui n'a pas été consommée aujourd'hui, qui soutiendrait l'activité des entreprises. C'est un des grands enjeux de la suite.

D'abord est-ce que ce ne sera que huit semaines de confinement et après on a un déconfinement ? Et au déconfinement, c'est comment les ménages vont pouvoir se comporter, c'est-à-dire d'abord des écoles, du travail, mais surtout aussi est-ce qu'ils vont pouvoir consommer comme avant ? C'est la première chose. Deuxièmement, s'ils peuvent consommer comme avant, c'est finalement est-ce qu'il y aura une extrême prudence et qui ferait que, justement, ils vont continuer à accumuler de l'épargne ? A ce moment-là, ça poserait un vrai problème parce que cette épargne qui s'accumule n'est pas consommée. Or, il faut savoir que majoritairement, l'activité des entreprises, elle se fait par la consommation et la consommation locale. On le voit par exemple pour les restaurants, pour l'hébergement, pour les spectacles, pour tout ce qui est touristique. Et donc, ça sera déterminant sur la suite des événements. C'est-à-dire que si on veut soutenir l'économie, il faut que cette épargne soit reconsommée, réinjecté dans l'économie. Sinon, malheureusement, il y aura très peu de leviers de reprise.

LVOG - Les "*leviers de reprise*" causeront votre propre perte. Souhaitez-vous les actionner ou préférez-vous virer ceux qui sont réellement aux commandes et qui vous ont pourri la vie comme jamais ?

Franceinfo - Donc, c'est vrai que les ménages vont continuer, à priori, à accumuler de l'épargne. Ce qu'on craint en réalité, c'est qu'on passe dans une phase 2 où les entreprises, face aux difficultés qui sont durables, se mettent à licencier massivement. Aujourd'hui, on n'est pas dans cette phase-là. Donc c'est vrai que le revenu des ménages est épargné, est quelque part préservé parce qu'on n'est pas dans une phase où on a énormément de destructions d'emplois. Il y a des destructions d'emplois, mais c'est plutôt les contrats précaires, les contrats courts. Donc ça veut dire que le revenu des ménages reste quand même plutôt assez solide pour le moment, tant qu'on ne passe pas dans cette phase. Mais en revanche, si on ne veut pas passer dans cette phase 2 où on aura des licenciements massifs, il faut qu'on puisse, à un moment, retrouver de l'activité dans un certain nombre de secteurs. Pour qu'il y ait de l'activité, il faut que les ménages puissent consommer. Ça pose une vraie problématique à la fois entre les enjeux sanitaires, mais aussi entre les enjeux économiques.

LVOG - Vaut donc mieux qu'il y ait des millions de chômeurs supplémentaires, sachant qu'ils ne se résigneraient pas à le subir et qu'ils se soulèveraient. Voilà ce que veulent à tous prix éviter non seulement les capitalistes, mais aussi les dirigeants du mouvement ouvrier qui jusqu'à présent se sont toujours accommodés d'un chômage de masse, mais qui savent que le régime ne pourrait pas en supporter davantage sans être gravement menacé, d'où leur appel à l'interdiction des licenciements, pendant que ceux qui sont déjà au chômage seront condamnés à y rester, ce qui les a jamais empêché de dormir.

On est donc en présence de deux stratégies opposées, celle des dirigeants du mouvement ouvrier volant au secours du régime, et celle que je propose qui s'inscrit dans la tradition du marxisme ou qui demeure fidèle au socialisme. Je sais par avance que la plupart des militants cautionneront celle de leurs dirigeants, parce qu'ils sont aussi éloignés qu'eux du socialisme.

Chacun sait ou devrait savoir par expérience, que les travailleurs ne se mobiliseront jamais pour interdire les licenciements aussi longtemps qu'ils ne seront pas directement concernés, ce qui favorise le discours qu'on vient d'entendre, d'autant plus qu'après une longue période de frustration, ils vont se remettre à consommer aveuglément ou frénétiquement dès qu'ils en auront l'occasion. Je n'invente rien, regardez ou informez-vous, c'est ce qui est en train de se produire en Chine par exemple.

Le mouvement ouvrier est pourri à la base. Il ne représente plus que les classes moyennes supérieures et les travailleurs privilégiés qui ont un emploi stable ou garantie par l'Etat, des revenus qui leur permettent de s'en sortir, un mode de vie relativement confortable, bref, tous ceux qui s'accommodent du régime en place ou qui n'ont nullement intérêt à son renversement, ce sont eux qui assurent la stabilité du régime. Et ce n'est pas un hasard si c'est aussi cette frange de la population que le gouvernement soigne particulièrement.

Là où cela coince, c'est lorsqu'il veut avec le patronat les obliger à retourner travailler sans protection spéciale contre le coronavirus, après avoir élevé le niveau de psychose collective à un niveau démentiel et leur avoir fait croire qu'ils allaient tous mourir. Les dirigeants du mouvement ouvrier, qui ont refusé de dénoncer cette machination et donc d'affronter Macron et le gouvernement, en sont réduits pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas à réclamer des masques pour tous, et la boucle de l'opportunisme se referme, interdisant aux travailleurs d'entrevoir la moindre issue politique conforme à leurs intérêts.

"Des soulèvements populaires suivront la fin de la pandémie". Qu'en penser ?

- Pour Michel Maffesoli, après la pandémie, le temps des soulèvements populaires - sputniknews.com 20 avril 2020

Prise de conscience écologique, surveillance accrue, déconfinement difficile: les observateurs débattent sur le «monde d'après» Covid-19. À quels autres grands changements peut-on s'attendre? Pour le sociologue Michel Maffesoli, la fin de la pandémie sera surtout marquée par de violents soulèvements populaires. Il explique à Sputnik pourquoi.

À quoi ressemblera le monde au sortir de la pandémie de Covid-19? Si les prédictions se multiplient, l'une des plus saisissantes est celle du sociologue Michel Maffesoli. Professeur émérite à la Sorbonne et auteur de nombreux ouvrages traduits dans des dizaines de langues, il estime que des soulèvements populaires suivront la fin de la pandémie. Ces événements auront lieu un peu partout dans le monde, mais en particulier dans les pays occidentaux, prévoit-il.

«Actuellement, il y a encore du calme. La méfiance ne s'exprime pas tellement. Il s'agit d'une hypothèse, bien sûr, mais je crois nous assisterons en France –mais pas seulement en France– à de multiples explosions. [...] On pourra parler de soulèvements, d'insurrections ou de révoltes. Dans quelques mois, ces expressions sont appelées à se multiplier. Les Gilets jaunes en France étaient en quelque sorte précurseurs de ce mouvement en gestation», explique M. Maffesoli en entrevue avec Sputnik.

Le 11 avril dernier, Le Parisien a révélé que les services secrets français redoutaient ce même phénomène. De fait, le service central du renseignement territorial (SCRT) craint une radicalisation de la contestation sociale après le confinement. Selon les informations de ce quotidien, le SCRT craindrait particulièrement le collectif contestataire rennais du nom de «Refusons le retour à la normale», lequel s'oppose à certaines mesures de surveillance de l'État français.

«Le jour d'après est un thème fortement mobilisateur des mouvances contestataires. [...] Le confinement ne permet plus à la gronde populaire de s'exprimer, mais la colère ne faiblit pas et la gestion de crise, très critiquée, nourrit la contestation», relate Le Parisien, citant des sources du SCRT datées du 7, 8 et 9 avril.

Selon Michel Maffesoli, le peuple français dans son ensemble ne craint toutefois pas ces possibles soulèvements, dont plusieurs pourraient être «violents».

Le jour d'après, «un thème fortement mobilisateur»

Au contraire, le sociologue considère que «le manque de confiance fondamental envers l'État, le Président Macron et les experts» nourrit une colère populaire appelée à s'exprimer lors des soulèvements en question.

«Il y a un vrai décalage entre le peuple et les élites, autrement dit entre lui et ceux qui ont le pouvoir de dire et le pouvoir de faire. Les élites ne comprennent pas que l'esprit du temps a changé. [...] Le peuple ne se reconnaît plus dans ses élites. La population n'adhère plus du tout au discours officiel. [...] Ce n'est d'ailleurs pas la première fois dans l'histoire que les gens ne se reconnaissent plus dans leurs représentants. Il y a une véritable crise de la représentation», poursuit le sociologue.

Les très hauts taux d'abstention électorale en France et dans d'autres pays seraient aussi symptomatiques de cette méfiance populaire. «Toute vie sociale repose sur la confiance», constate le professeur émérite.

Une rupture entre le peuple et les élites

Dans l'Hexagone surtout, la plupart des grands médias contribueraient aussi à jeter de l'huile sur le feu en ne reflétant pas l'opinion de la majorité:

«Certains médias tentent en quelque sorte de se protéger en mettant en garde contre ces prochains soulèvements. En France, au moins 80% des médias sont Macron-conformes. Le discours qui est véhiculé dans ces médias n'est plus du tout en adéquation avec celui qui est diffusé parmi le peuple», estime-t-il.

Si la crise fait ressortir un manque de confiance envers les élites, elle fait aussi apparaître une désillusion envers le progrès et la modernité, poursuit Michel Maffesoli, qui évoque un «retour du tragique». La pandémie refait prendre conscience à l'humanité de sa fragilité:

«La crise nous fait nous rendre compte de notre finitude. Elle nous rappelle que le progrès ne va pas pouvoir régler tous les problèmes. Il y a un réveil du spirituel et de l'idée de mort. [...] La technologie est constitutive de notre époque, de la postmodernité, mais il y a une science en laquelle on ne croit plus et c'est celle du gouvernement des experts. Cette science est très déconnectée de la vie quotidienne», conclut le sociologue à notre micro. sputniknews.com 20 avril 2020

Commentaire d'un internaute.

- "Je pense qu'il a une vision claire de la situation. Il oublie deux petits détails qui ont leur importance, sans pour autant remettre en cause ses conclusions.

D'abord le fait que cette épidémie n'est rien, mais alors rien du tout en relation avec la crise économique qui va nous tomber dessus. Des pointures en économie, comme Gave, Delamarche et Jovanovic, prédisent tous dans les 30% de faillites. C'est la première lame, car quand dix entreprises ferment, dix autres sont affectées à leur tour. En toute logique il faudrait plutôt tabler sur 50 à 60%. L'assurance chômage ne pourra y faire face.

Ensuite, le confinement permet à chacun de s'informer et de découvrir la faillite de ce gouvernement telle qu'elle est et non telle que nous la décrivent les médias mainstream. Or un homme averti en vaut deux. Nous savons maintenant que rien n'a été fait sur

le plan sanitaire et encore moins pour éviter les conséquences économiques, non pas de l'épidémie, mais bien de ce confinement aussi inutile que dévastateur.

Ce monsieur a raison mais reste toutefois en deçà de la réalité."

ECONOMIE

Pétrole.

- Chute historique: le baril de WTI perd 300% de sa valeur pour s'arrêter à -37,63 dollars à la clôture
- sputniknews.com 20 avril 2020

Le prix des contrats à terme pour mai du pétrole WTI est passé pour la première fois dans l'Histoire en dessous de zéro ce lundi 20 avril et a plongé jusqu'à -37,63 dollars le baril au moment de la fermeture de la bourse new-yorkaise NYMEX.

Après avoir enchaîné des minimums historiques ce lundi 20 avril et être descendu jusqu'à zéro, le prix des contrats à terme pour mai du pétrole WTI a poursuivi sa chute pour tomber à près de -40 dollars.

À 20h43, heure de Paris, la valeur du WTI pour mai est tombée de 292,67%, à -35,2 dollars le baril, lors des échanges de la bourse new-yorkaise NYMEX. Quelques minutes plus tôt, son prix a plongé jusqu'à -39,55 dollars le baril. À la Bourse de Londres ICE, son prix s'est effondré de 137,71%, atteignant -6,89 dollars le baril.

Finalement, après avoir chuté de 300%, le prix des contrats à terme pour mai du pétrole WTI s'est établi à -37,63 dollars le baril au moment de la fermeture du NYMEX.

Cette chute vertigineuse s'explique par le fait que le contrat sur le baril de WTI pour livraison en mai expire lundi soir et ceux qui en détiennent doivent trouver des acheteurs physiques au plus vite et cela dans la situation où les stocks ont augmenté en raison d'une demande anéantie par la pandémie de Covid-19. Situation «normale»

Interrogé par Sputnik, Asem Jihad, représentant du ministère irakien du Pétrole, a trouvé la situation «normale» compte tenu du manque de transactions d'achat qui affecte négativement le prix de l'or noir.

«Cette situation est normale étant donné le fait qu'il est difficile d'endiguer la propagation du coronavirus, ce qui a conduit à la stagnation du marché du pétrole brut et au gonflement des stocks. Il y a une offre abondante sur le marché», a expliqué Asem Jihad.

D'après lui, il faut attendre le moment où les restrictions de circulation sur les transports seront levées ce qui doit avoir un effet positif sur la consommation de pétrole et ses prix. sputniknews.com 20 avril 2020

Le baril de Brent se négocie 25,04$. - boursier.com 21 avril 2020

Lundi, le baril coté à New York chute à 0,01 dollars - boursenews.ma 20 avril 2020

Haut de page

Le 23 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

La bêtise est contagieuse et dangereuse.

Hier matin, le propriétaire d'un petit magasin d'alimentation qui me connaît et qui sait que je n'ai pas quitté l'Inde depuis des années me demande de quel pays je viens, je lui réponds de France. Il s'empressa de remonter son mouchoir devant sa bouche et son nez de crainte que je le contamine !

Au coin de la rue, à l'ombre d'un arbre, un flic masqué assoupi nonchalamment sur une chaise, et sur la chaussée plantés là quelques individus portant des tee-shirts où figuraient la mention "*volontaire Covid-19*" munis de long bâtons pour se défouler sur le premier Indien venu, quoiqu'ils n'avaient que l'embarras du choix puisque un sur deux que je venais de croiser ne portaient pas de masque ou de mouchoir, le mien était baissé, je le relève qu'en cas d'alerte, j'évite de me faire provocateur inutilement, surtout en ce moment. J'ai horreur qu'on empiète sur ma liberté et j'ai encore plus horreur des flics et des miliciens.

Qu'ils osent me toucher ces vauriens, j'emporte toujours mon nunchaku et la moitié d'une paire de ciseaux pour pouvoir me défendre en cas d'agression, un homme averti en vaut deux ! Je ne suis pas un voyou, de toute mon existence je n'ai jamais agressé personne. J'ai horreur de la violence, en revanche j'estime que c'est une réaction saine de se protéger ou de ne pas subir une répression injustice sans réagir. C'est dangereux ? Certes, ceux qui n'ont jamais vécu un jour dangereusement n'ont jamais rien vécu et je les plains, dans une telle société cela fait partie de la vie, sauf si on est faible ou une lavette. Maintenant je n'ignore pas que je ne peux pas tout me permettre non plus sous peine d'expulsion, c'est le seul truc qui peut me forcer à fermer ma gueule, et là j'enrage !

Je suis plutôt du genre à penser que tout différent peut s'arranger tranquillement avec une explication franche ou sincère. Mais en réalité les choses se passent autrement. En présence d'arriérés profonds ou de psychopathes en crise, de gens manifestement de mauvaise foi, il vaut mieux ne pas insister et les laisser comme ils sont, on perdrait son temps ou on risquerait de s'énerver pour rien.

Il m'est arrivé plus d'une fois d'entretenir sous perfusion ou artificiellement de longues relations avec des gens qui en valaient la peine, tout du moins c'était ce à quoi j'étais parvenu à me convaincre en privilégiant leurs bons côtés réels ou imaginaires, jusqu'au jour où j'en ai eu marre de leur hypocrisie. Je leur ai balancé en face ce que je pensais d'eux en les plaquant brutalement, parce qu'en plus ils me prenaient pour un crétin ou un con, ce que je déteste autant que vous, n'est-ce pas ?

Voilà ce qui arrive quand on a la faiblesse de faire preuve de compréhension ou de tolérance, appelez cela comme vous voudrez, envers des gens qui n'en valent finalement pas la peine, puisqu'ils se comportent de cette manière détestable avec tout le monde, ce que je n'ignorais évidemment pas. Ces simples d'esprits croyaient que je l'ignorais, je les ai laissé le croire, erreur fatale, car à force de croire qu'on est plus intelligent que les autres, on finit par perdre de vue la réalité ou qu'on peut aussi rencontrer quelqu'un qui soit plus intelligent que vous, qui vous remettra un jour ou l'autre à votre place.

Quand on a la modestie de ne pas se prendre pour autre chose que ce qu'on est, on vit ce genre d'expérience avec le recul suffisant pour ne pas être atteint pas ses conséquences désagréables éventuelles, autrement dit, on les oublie.

Autre chose.

Cela faisait très longtemps que je n'avais pas regardé les statistiques de fréquentation du portail. Rien de changé, stable depuis des années, diffusion confidentielle ou très faible, environ 100 visites par jour d'internautes aux quatre coins du monde. Je leur souhaite bien le bonjour.

Si vous ne prenez pas votre destinée en main, ne venez pas pleurer sur votre sort.

Evoquant les appels qui circulent à ne plus respecter le confinement, pour BFMTV la "*volonté de reprendre en main sa destinée*" serait "*hors-la-loi*", confirmant qu'elle avait été confisquée. (Source : bfmtv.com 21 avril 2020)

C'était l'objet de cette machination machiavélique.

- 20 pages au format pdf

Vont-ils remonter jusqu'à la source ? Février, janvier, décembre, encore un petit effort, novembre, octobre...

- Le coronavirus hantait-il les États-Unis depuis des mois? - sputniknews.com 22 avril 2020

Des autopsies pratiquées en Californie sur des décès suspects remontant à février révèlent que ces personnes ont été infectées par le nouveau coronavirus avant le début officiel de l'épidémie de Covid-19 aux États-Unis.

Le premier cas confirmé avait été annoncé par les autorités fédérales le 21 janvier, un trentenaire revenu le 15 janvier de la région de Wuhan, en Chine, qui n'avait pas de symptômes graves et avait lui-même contacté un médecin, précise l'AFP.

La découverte, tardive, que des gens ont commencé à mourir début février implique qu'il y avait probablement de nombreux cas sur

la côte ouest des États-Unis dès janvier, voire début janvier, et que le bilan officiel actuel de 45.000 morts est en dessous de la réalité.

Ce bilan, pour le début de l'année, devrait en toute logique monter, au fur et à mesure que les responsables locaux et médecins légistes recatégorisent des causes de décès hivernaux attribués à l'époque à des pneumonies ou des grippes.

Le médecin légiste du comté de Santa Clara, qui inclut la Silicon Valley, a annoncé mardi soir que trois personnes décédées chez elles les 6 et 17 février et le 6 mars avaient, après autopsies, été testées positives au coronavirus.

Puisque plusieurs semaines (de l'ordre de trois à quatre) séparent généralement la contamination de la mort, cela fait remonter au début ou au milieu du mois de janvier ces contagions. Les premiers morts officiels du coronavirus aux États-Unis dataient auparavant du 26 février.

Les trois cas californiens, dont on ignore l'identité, n'avaient apparemment pas voyagé en Chine, a déclaré Sara Cody, responsable de santé publique du comté, au Washington Post.

On ignore pourquoi il a fallu autant de temps pour tester ces corps, mais les responsables locaux ont pointé du doigt les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), qui ont jusqu'à fin février insisté pour limiter les tests de dépistage aux seules personnes revenant de Chine et présentant des symptômes.

Ce n'est qu'en février que la politique de tests a été assouplie, et vers mi-mars que les vannes ont été réellement ouvertes.

Analyses génétiques

D'autres indices d'une arrivée précoce du coronavirus viennent d'analyses génétiques.

Deux équipes de généticiens à New York ont établi que le virus avait commencé à se répandre dans la métropole de la côte est mi-février, en provenance d'Europe, alors que le premier cas local confirmé n'avait été annoncé que le 1er mars, chez une femme revenue d'Iran.

Ils le savent, car le virus, en se répliquant, mute, comme tous les virus. L'analyse des génomes de virus récupérés en mars chez des New-Yorkais a permis de reconstituer un arbre généalogique du coronavirus, car les mutations interviennent à intervalles réguliers.

Les responsables californiens s'attendent à trouver d'autres cas anciens de Covid-19. Le responsable du comté de Santa Clara, Jeff Smith, a déclaré récemment que le SARS-CoV-2 était sans doute arrivé en décembre sur ses côtes. sputniknews.com 22 avril 2020

LVOG - Ne nous faisons pas trop d'illusions, seules des fuites ou des éléments incontrôlés pourraient nous en apprendre davantage dans l'avenir, à leur risque et péril...

Souvenez-vous de ce que nous avions appris avant-hier (causerie d'hier).

- La grippe n'est pas une maladie à déclaration obligatoire dans la plupart des États des Etats-Unis. Cependant, ces chiffres sont estimés à l'aide d'un modèle mathématique basé sur les taux observés lors des hospitalisations associées à la grippe. mesvaccins.net 13 janvier 2019

Comme cette déclaration n'est pas obligatoire aux Etats-Unis, cela signifie qu'aucune autopsie ou analyse poussée n'ayant été effectuée sur un grand nombre d'Américain décédé officiellement d'une grippe, il faudrait obtenir un permis d'inhumé concernant des centaines de morts ou davantage pour vérifier de quel virus ils sont réellement mort, ce qui est inenvisageable, car les autorités s'empresseraient de bloquer une telle procédure sachant ce qu'on risquerait de découvrir, à savoir que ce coronavirus serait originaire des Etats-Unis et non de Chine ou ailleurs.

Au jeu des 7 familles, demandez l'arrière grand-père et vous serez proche du but.

- Le Covid-19 a une grand-mère, un grand-père et un arrière grand-père. Où sont-ils ? par M.K. Bhadrakumar - entelekheia.fr 22 avril 2020

La recherche dans la genèse de Covid-19 est en train de virer au feuilleton épique. A la suite des insinuations du président américain Donald Trump – « virus de la Chine », « virus de Wuhan », etc. – aux implications politiques et stratégiques explosives, Pékin est aujourd'hui plus déterminé que jamais à aller au fond des choses.

Ce qui est une bonne chose, car maintenant que Pékin a été piqué au vif et qu'il est en mode turbo, cette histoire sortira tôt ou tard dans le domaine public.

Dans un geste inhabituel le week-end dernier, l'envoyé de la Chine à Moscou, Zhang Hanhui, a suggéré que l'histoire du Covid-19 ne fait que commencer et que des surprises sont en réserve pour la communauté mondiale.

Il est inconcevable que l'ambassadeur Zhang se soit exprimé sans l'accord de Pékin. Il est significatif que l'envoyé chinois ait choisi l'agence de presse d'État russe Tass pour faire quelques révélations surprenantes. Selon l'ambassadeur,

Cinq organisations scientifiques chinoises de premier plan ont recueilli les données de 93 spécimens du génome du Covid-19 publiés dans une base de données mondiale basée sur les contributions de 12 pays sur quatre continents différents.

Les recherches ont montré que le premier « ancêtre » du Covid-19 est un virus connu sous le nom de mv1, qui a ensuite évolué vers les haplotypes H13 et H38. (Un haplotype est un groupe de gènes hérité d'un seul parent au sein d'un organisme).

A leur tour, les H13 et H38 ont évolué en un haplotype de deuxième génération – H3 – qui a ensuite évolue en H1 (Covid-19).

En d'autres termes, le « père » du Covid-19 est le H3 ; ses « grands-parents » sont le H13 et le H38 ; et son « arrière-grand-père » est le mv1.

Or, bien que le virus qui a été découvert sur le marché des fruits de mer de Wuhan soit bien de la variété H1 (Covid-19), seul son « père », le H3 a été repéré à Wuhan – et PAS sur le marché des fruits de mer.

Il est important de noter que les « grands-parents » du Covid-19 – le H13 et le H38 – n'ont jamais été repérés à Wuhan.

« Cela suggère que le H1 a été apporté au marché des fruits de mer par une personne infectée, ce qui a déclenché l'épidémie. La séquence génétique ne peut pas mentir ». (Ambassadeur Zhang)

Il suffit de dire que la source originelle de la propagation de Covid-19 reste à déterminer et que la piste pourrait aller dans n'importe quelle direction. À l'heure actuelle, bien que le Covid-19 ait été découvert pour la première fois à Wuhan, son origine exacte reste encore à déterminer.

En attendant, il existe des signes révélateurs. Ainsi, l'ambassadeur Zhang a expliqué :

1. Un couple marié du Japon a contracté le Covid-19 alors qu'il se trouvait à Hawaï (où est basé le commandement des Pacific Air Forces américaines) entre le 28 janvier et le 3 février, bien qu'il n'ait pas visité la Chine et n'ait pas été en contact avec une quelconque personne chinoise. Le mari a eu des symptômes à partir du 3 février.

2. Les médias ont rapporté que le Covid-19 est apparu pour la première fois en Lombardie, dans le nord de l'Italie, dès le 1er janvier.

3. Selon le médecin spécialiste italien de renom Giuseppe Remuzzi, l'épidémie de Covid-19 avait commencé à se propager en Italie avant d'avoir débuté en Chine.

4. Le virologue américain bien connu Robert Redfield – actuellement directeur des Centers for Disease Control and Prevention (CDC, le principal institut fédéral de santé publique des États-Unis) et administrateur de l'Agency for Toxic Substances and Disease Registry (une agence fédérale de santé publique basée à Atlanta, Géorgie) – a émis l'hypothèse selon laquelle un certain nombre de décès dus à la grippe aux États-Unis pourraient en fait avoir été causés par le Covid-19, mais les États-Unis n'ont pas effectué de tests à ce sujet à l'époque. (On estime que 80 000 Américains sont morts de la grippe et de ses complications l'hiver dernier).

5. Il est assez surprenant de constater que l'Italie a voulu retracer le premier cas d'infection par le Covid-19 en procédant à l'exhumation de victimes alléguées de la grippe aux États-Unis, mais ces derniers ont catégoriquement refusé de l'autoriser.

Cependant, la science et la technologie contemporaines sont bien équipées pour remonter la piste du Covid-19 et il est absolument certain que « tôt ou tard, le jour viendra où tout ce qui a été dissimulé sera révélé ». (Ambassadeur Zhang)

Il est intéressant de noter que depuis la publication de l'interview de l'ambassadeur Zhang par Tass, le président Trump a modéré ses allégations précédentes de complicité et d'intentions malhonnêtes de la part de la Chine. Alors que Trump avait menacé Pékin de représailles, il a depuis revu sa position et a déclaré samedi lors d'un point de presse à la Maison Blanche :

« Vous savez, la question a été posée : « Seriez-vous en colère contre la Chine ? » Eh bien, la réponse pourrait bien être un « oui » très retentissant, mais cela dépend : S'agit-il d'une erreur qui a échappé à tout contrôle ou a-t-elle été commise délibérément ? [Sic, NdT] D'accord ? C'est une grande différence entre les deux. Dans les deux cas, ils auraient dû nous laisser y aller. Vous savez, nous avons demandé à y aller très tôt, et ils ne voulaient pas que nous entrions. Je pense qu'ils étaient gênés. Je pense qu'ils savaient que c'était quelque chose de mauvais, et je pense qu'ils étaient gênés ».

Trump n'est plus catégorique sur la culpabilité de la Chine. Il ne s'agit plus plus d'une affaire entendue. Elle est probablement négociable. Trump s'est exprimé deux jours seulement après la parution de l'interview de l'ambassadeur Zhang.

Le diplomate chinois a clairement laissé entendre que la piste du Covid-19 peut être et sera remontée scientifiquement. Trump aura un sérieux problème s'il s'avère que la grand-mère, le grand-père et l'arrière grand-père du Covid-19 sont en fait domiciliés aux États-Unis.

M.K. Bhadrakumar a travaillé au sein du corps diplomatique indien pendant 29 ans. Il a été ambassadeur de l'Inde en Ouzbékistan (1995-1998) et en Turquie (1998-2001). Il tient le blog Indian Punchline et contribue régulièrement aux colonnes d'Asia Times, du Hindu et du Deccan Herald. Il est basé à New Delhi. entelekheia.fr 22 avril 2020

L'OMS : Organisation Mondiale antiScientifique.

- Coronavirus: L'OMS rejette les théories d'une manipulation de laboratoire - Reuters 21 avril 2020

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a assuré mardi que, selon tous les éléments disponibles, le nouveau coronavirus est d'origine animale et il ne s'agit pas d'une manipulation de laboratoire.

LVOG - Affirmer sur la base d'"éléments disponibles" ne veut rien dire !

Reuters - "Toutes les preuves disponibles suggèrent que le virus a une origine animale et qu'il n'est pas le résultat d'une construction ou d'une manipulation dans un laboratoire ou ailleurs", a déclaré une porte-parole de l'OMS lors d'un point de presse.

LVOG - Comment des "éléments disponibles" deviennent par miracle des "preuves disponibles" !

Reuters - "Il est probable que le virus est d'origine animale", a-t-elle souligné. Si les modalités de franchissement de la barrière des espèces jusqu'à l'homme ne sont pas encore éclaircies, il y a "certainement" eu un hôte animal intermédiaire, a-t-elle ajouté.

LVOG - Leurs "preuves disponibles" n'existent pas, elles sont basées sur des probabilités ("Il est probable que", "certainement"), autrement dit ils n'ont aucune preuve. Reuters 21 avril 2020

Dis-moi qui te finance et je te dirai pour quels intérêts tu travailles.

- Qui contrôle l'OMS ? - entelekheia.fr 16 avril 2020

http://www.entelekheia.fr/2020/04/16/qui-controle-loms/

La Fondation Bill et Melinda Gates est le deuxième bailleur de fonds de l'OMS après le gouvernement américain. entelekheia.fr 16 avril 2020

- Vidéo. L'OMS dans les griffes des lobbyistes - Documentaire ARTE - 2016

https://www.youtube.com/watch?v=N-mL9gX9gws

Enquête de 2016 menée par Jutta Pinzler et Tatjana Mischke pour la chaîne allemande NDR. Reportage diffusé le 4 avril 2017 par Arte. L'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS) ne serait-elle pas neutre ? L'enquête « L'OMS : dans les griffes des lobbyistes ? » diffusée sur Arte montre qu'il y a en effet de quoi douter. Pour cause, au cours des trois dernières décennies, la structure internationale a perdu son indépendance financière : Aujourd'hui, ses principales ressources proviennent de plus en plus de fonds privés et d'entreprises dont les intérêts dépendent de ses décisions. De quoi laisser craindre une prise d'influence sur des questions de santé publique. (Un euphémisme déplacé ou stupide, dont la gauche ou la droite sociale a le secret ! - LVOG)

Depuis l'entrée en vigueur de sa Constitution le 7 avril 1948, l'OMS travaille inlassablement à améliorer la santé sur toute la planète. Du moins en théorie. En pratique, l'énorme business de la santé, avec tout ce qui y touche de près ou de loin (agro-alimentaire, climat, traitements et équipements médicaux, prévention, etc) attire une multitude de prédateurs – des lobbies

du secteur privé, des fondations dites « philanthropiques » à visées commerciales, des magnats des médias (Bloomberg) et leurs actionnaires… au détriment de la santé mondiale ? – Entelekheia

Présentation d'Arte :

Sous-financée, dépendante de donateurs privés dont Bill Gates, l'OMS peut-elle encore assurer ses missions au service de la santé publique ? Une solide investigation sur les conflits d'intérêts qui entravent son efficacité.

Pandémies, grippes virulentes ou maladies consécutives à un accident nucléaire : l'OMS (Organisation mondiale de la santé) doit intervenir sur tous les fronts de la planète pour prévenir et guérir. Mais cette institution de l'ONU, créée en 1948, dispose-t-elle encore des moyens suffisants pour assurer ses missions, au-delà de ses succès incontestables, en matière de vaccination notamment ? Financée, dans les années 1970, à 80 % par les contributions de ses États membres et à 20 % par des entreprises et des donateurs privés, elle voit aujourd'hui cette proportion s'inverser, alors que le tout-puissant Bill Gates participe de plus en plus au financement de l'OMS par le biais de sa fondation. Les faits s'accumulent : complaisance troublante envers le glyphosate – molécule active du Roundup cher à Monsanto –, que l'OMS a déclaré sans danger en dépit des victimes de l'herbicide, aveuglement face aux conséquences de la pollution liée aux compagnies pétrolières en Afrique, minoration des bilans humains des catastrophes nucléaires, de Tchernobyl à Fukushima, et des désastres de l'utilisation de munitions à uranium appauvri en Irak ou dans les Balkans.

L'indépendance de l'organisation est compromise tout à la fois par l'influence des lobbies industriels – dont celle des laboratoires pharmaceutiques – et par les intérêts de ses États membres. L'institution de Genève, qui avait sous-estimé la menace Ebola (plus de onze mille morts), est de surcroît accusée de gabegie et de négligence vis-à-vis des maladies tropicales, au profit de marchés plus juteux.

Privée d'autonomie

Entre analyse d'experts, détracteurs et défenseurs, langue de bois de son porte-parole Gregory Hartl et reportages sur le terrain, cette enquête livre une édifiante radiographie de l'OMS. Sans sombrer dans le réquisitoire, les auteurs dressent le portrait d'une structure fragilisée, soumise à de multiples conflits d'intérêts et étrangement liée à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) – avec laquelle elle a signé une convention… Menée avec rigueur, une ambitieuse investigation qui montre combien les intérêts privés dominent désormais les enjeux de santé publique. Passionnant et glaçant. entelekheia.fr 17 avril 2020

La stratégie du chaos et de la peur est incompatible avec la prévention sanitaire, bien au contraire.

LVOG - Une épidémie orchestrée délibérément, une entreprise criminelle, une sordide machination ? Ils auront tout fait pour créer un climat de psychose collective et provoquer l'effondrement de l'économie à des fins idéologiques ou conformément à une stratégie politique fixée de longue date.

Un rapport remis par le Pr Raoult il y a 17 ans prédisait le chaos à venir mais le gouvernement l'a ignoré - sputniknews.com 1er avril 2020

Le professeur Didier Raoult, désormais bien connu pour avoir présenté la chloroquine comme un potentiel traitement au Covid-19, avait mis en garde le gouvernement il y a déjà 17 ans. En effet, en 2003, il avait remis un rapport de 372 pages consacré au «risque d'apparition de mutants de virus respiratoires, en particulier de la grippe». Il y soulignait d'ailleurs que «notre préparation face à ces événements chaotiques est faible», a rapporté Le Parisien.

«Le risque épidémique par les maladies transmises par voie respiratoire est extrêmement important, du fait de la densification de la population humaine», avait-il écrit, soulignant que ce sont des «événements rares, chaotiques mais qui peuvent avoir des conséquences extrêmement rapides et extrêmement dangereuses».

Il avait par ailleurs prévenu que les «pays riches» ne devraient pas s'estimer à l'abri de tels virus, même avec un système de santé mieux développé. «L'espèce humaine est unique, les micro-organismes se déplacent et toute émergence d'un nouveau pathogène dans n'importe quel pays du monde lui permettra une rapide extension sans qu'aucun contrôle ne soit réalisable aux frontières», avait-il alerté.

Ainsi, le docteur Raoult souhaitait remédier au manque de préparation du gouvernement en créant des «infectiopôles» dans les plus grandes villes de France. Ceux-ci auraient eu pour but de surveiller les maladies infectieuses et de mieux s'y préparer, un paramètre où la France était déjà à la traîne en 2003, et encore aujourd'hui, comme l'a démontré la pandémie du Covid-19.

Un rapport ignoré par le gouvernement

Le ministre de la Santé de l'époque, Jean-François Mattei, regrette sans doute aujourd'hui que l'avertissement du professeur

Raoult soit tombé dans l'oubli. «C'est tombé en plein cœur de la canicule de 2003, ce qui a bloqué certaines décisions sanitaires. Il est clair que le rapport de Didier Raoult est passé au second plan», a-t-il admis auprès du quotidien francilien.

«À l'époque, j'ai prêché dans le désert et eu la désagréable impression que l'on me prenait pour un imbécile, mais j'ai finalement réussi à bâtir à Marseille l'infectiopôle que je conseillais de faire», s'est rappelé Didier Raoult, interrogé par Le Parisien. Depuis le 23 mars, les patients affluent devant l'Institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infections afin de recevoir un traitement à base de chloroquine ou de se faire dépister gratuitement. sputniknews.com 1er avril 2020

En complément. Faites tomber les masques. Mattei sévit encore.

- Coronavirus : "Il faut adopter de manière systématique le port du masque, dès maintenant", insiste Jean-François Mattei - Franceinfo 22 avril 2020

"Le masque, il est indispensable !", a affirmé mercredi sur franceinfo le président de l'Académie nationale de médecine. Franceinfo 22 avril 2020

L'Etat profond ne manque pas de relais ou de provocateurs. Suivez le guide.

- Le Pr Raoult qualifie de «fake news» une étude sur la mortalité des patients traités à la chloroquine - sputniknews.com 22 avril 2020

Sur son compte Twitter, Didier Raoult s'en prend à l'étude qui affirme que le taux de mortalité des patients traités à l'hydroxychloroquine est plus élevé que parmi ceux qui n'en ont pas pris.

L'étude en question porte sur 368 patients du réseau des hôpitaux publics des vétérans américains qui sont soit morts soit sortis de l'hôpital avant le 11 avril. Selon ses résultats, la proportion de patients décédés a été la plus forte parmi ceux qui avaient été traités avec de l'hydroxychloroquine (28%), alors que parmi ceux qui n'en avaient pas reçu le taux de mortalité a atteint 11%.

C'est la microbiologiste Elisabeth Bik qui a attiré l'attention sur les chiffres contenus dans l'étude.

Le Pr Raoult dénonce un «combat paranoïaque» de la chercheuse néerlandaise, qui ne prête selon lui pas assez «attention aux détails».

Des patients moribonds atteints de lymphopénie étaient traités à l'hydroxychloroquine. Une étude frauduleuse. Fake news», fustige-t-il. sputniknews.com 22 avril 2020

Qui est Elisabeth Bik ?

In 2001, Bik partit vivre en Californie pour travailler à l'université de Stanford dans un laboratoire dirigé par David Relman... Elle y travaillera pendant 15 ans... Wikipedia.org

L'université de Stanford est réputée pour être noyautée par la CIA et les idéologues néolibéraux depuis les années 60, ceci doit expliquer cela. Complotisme ? Vérifions-le tout de suite

Qui est David Relman ?

Il est actuellement président du Forum sur les menaces microbiennes à l'Institut de médecine et membre du Comité des sciences, de la technologie et du droit ainsi qu'au bureau d'étude de la communauté du renseignement de l'Académie nationale des sciences. Wikipedia.org

Cela pourra étonner les Français, qui ignoraient que "la communauté du renseignement" ou la CIA avait des représentants dans absolument tous les ministères ou institutions américaines.

Retour à Elisabeth Bik .

In 2016, Bik quitta Stanford pour aller travailler chez uBiome

In March 2018, uBiome made Fast Company's list for The World's Most Innovative Companies in Data Science...

Fast Company, qu'est-ce que c'est ?

Fast Company est un magazine américain dédié aux affaires et aux technologies...

Stephanie Mehta a été nommée éditorialiste en chef en février 2018, après avoir travaillé à Vanity Fair, Bloomberg, Fortune, et The Wall Street Journal. Fast Company is détenu par Mansueto Ventures et son siège social est à New York.

Mansueto Ventures, qu'est-ce que c'est ?

Joseph Daniel Mansueto est un entrepreneur américain milliardaire an American billionaire entrepreneur; le fondateur, actionnaire majoritaire et président exécutif de Morningstar, Inc. Wikipedia.org

Eric Schurenberg a été nommé président directeur générale de Mansueto Ventures en décembre 2017. forbes.com

Avant de rejoindre Mansueto Ventures j'étais rédacteur en chef fondateur chez CBS MoneyWatch.com et rédacteur en chef chez BNET.com

Avant cela, j'étais rédacteur en chef de Money Magazine. Parmi les autres fonctions que j'ai occupées dans le journalisme et ailleurs, j'ai été rédacteur en chef adjoint chez Business 2.0, le directeur adjoint de la rédaction chez Fortune et le vice-président chez Goldman Sachs. ericschurenberg.com

LVOG - Je crois qu'on peut s'arrêter là.

On n'invente rien, vous aurez constaté que chaque fois qu'on remonte une piste on atterrit au sommet de l'oligarchie financière. Etonnant, n'est-ce pas ? Non, normal. Qui le sait ? Personne ou presque. Normal ? Oui, sauf si vous vous connectez régulièrement à ce portail.

- Coronavirus : pourquoi la dernière étude du professeur Raoult est dans le viseur de l'Agence de sécurité du médicament - Franceinfo 21 avril 2020

Après la méthodologie, c'est au tour de la légalité d'une étude du professeur Didier Raoult sur l'hydroxychloroquine d'être questionnée. L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) a demandé au médecin et à son équipe de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) de Marseille de prouver le "caractère observationnel" de leur dernière étude publiée, rapporte le média spécialisé APM News, lundi 20 avril. Franceinfo21 avril 2020

Sur son site internet, l'ANSM rappelle qu'une autorisation permet également de prévoir un contrôle tout au long de l'essai clinique, du respect des mesures de protection des personnes ou sur la qualité et la fiabilité des résultats. Si les chercheurs ne parviennent pas à prouver le caractère observationnel de cette seconde étude, l'IHU s'expose à des sanctions, y compris pénales. Franceinfo 21 avril 2020

LVOG - Si ces corrompus espèrent l'intimider, ils ont du soucis à se faire.

Une leçon à retenir.

- Vidéo. Pr Didier Raoult. La leçon des épidémies courtes - IHU Méditerranée-Infection 21 avril 2020

https://www.youtube.com/watch?v=HrJBppuSEmk&feature=emb_title

J'ai constaté qu'il avait répondu à des hypothèses que j'avais soulevées sur le survenance d'un virus, en reprenant exactement les termes que j'avais employés dans mon courriel.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, les chercheurs ignorent encore énormément de choses sur les virus. Je ne suis pas chercheur en virologie, mais je me dis que l'essentiel, c'est de mener des recherches dans la bonne direction, il faut donc commencer par déterminer laquelle ou lesquelles, sans quoi on ne risque pas de découvrir ce que l'on cherchait.

Hormis les rares exceptions dont fait partie le professeur Raoult, quand la recherche est corrompue et orientée par des critères idéologiques ou mercantiles, elle ne risque pas de découvrir grand chose d'utile pour la population.

Le scénario qui rend fou les psychopathes qui nous gouvernent.

- Coronavirus : pour Didier Raoult, "il est possible que d'ici un mois, il n'y ait plus de cas dans la plupart

des pays tempérés" - Yahoo 21 avril 2020

Le désormais célèbre directeur de l'IHU Mediterranée-Infection Didier Raoult persiste et signe, l'épidémie de coronavirus est "sur une vague descendante", qui pourrait mener à une diminution drastique du nombre de nouveaux cas dans les semaines à venir, en France comme dans d'autres pays.

"On a maintenant à Marseille une diminution constante du nombre de cas diagnostiqués, mais aussi du nombre de cas hospitalisés en réanimation, affirme l'infectiologue dans une nouvelle vidéo publiée ce mardi sur YouTube. Pour ce qui est du nombre de morts, ce sera un peu plus long, parce que les gens meurent souvent plus d'un mois après avoir été infectés."

"Nous avons les mêmes données dans la région PACA, plus ou moins décalées, les mêmes données en France, dans la plupart des pays d'Europe et en Amérique du Nord", explique le Professeur Raoult, qui avait déjà indiqué un recul de l'épidémie la semaine dernière dans sa précédente vidéo.

"On est sur une vague descendante, confirme le directeur de l'IHU de La Timone. Je ne prédis pas l'avenir, mais si les choses continuent comme ça, on a bien l'impression que ce qui était l'une des possibilités de cette maladie, c'est-à-dire une maladie saisonnière, est en train de se réaliser."

"Il est possible que d'ici un mois, il n'y ait plus de cas du tout dans la plupart des pays tempérés, avance Didier Raoul. C'est une possibilité qui n'est pas négligeable et qui va amener à une réflexion de fond (autour du constat) que l'arrivée d'une maladie nouvelle aiguë est une chose à laquelle l'ensemble des pays riches n'est pas prêt." Difficile d'affirmer le contraire, vue l'étendue des dégâts causé par le Covid-19. Yahoo 21 avril 2020

Ils veulent vous rendre fous !

LVOG - En enfermant la totalité de la population, ils auront tout fait pour faire durer le plaisir, car ils y prennent un malin plaisir, par exemple en annonçant que 6% seulement auraient été en présence du coronavirus, à mon avis en prenant leur désir pour la réalité, car si c'était le cas et qu'ils renfermaient la totalité de la population, l'épidémie pourrait durer des mois et des mois ou devenir permanente, ce qui en soi ne serait pas différent de l'épidémie de pneumonie qui est étalée toute l'année aux Etats-Unis dans l'indifférence générale.

- Coronavirus : l'Élysée n'exclut pas de reconfiner en cas de deuxième vague épidémique après le 11 mai - LeFigaro.fr 22 avril 2020

LVOG - On a vraiment affaire à des enragés, la preuve.

- Coronavirus: au Royaume-Uni, des chiens dressés à détecter les malades - AFP 22 avril 2020

Des chercheurs britanniques tentent de dresser des chiens pour détecter le nouveau coronavirus et repérer les personnes malades afin de contribuer à freiner la propagation de la maladie. AFP 22 avril 2020

LVOG - Que craignent-ils donc ?

- L'Irlande interdit les rassemblements de plus de 5.000 personnes jusqu'à fin août - Reuters 22 avril 2020

- Coronavirus : le Danemark interdit les rassemblements de plus de 500 personnes jusqu'à la fin de l'été - 22 avril 2020

Dans le même temps, le pays lève peu à peu les mesures restrictives. Après les écoles et les crèches, des petites entreprises comme les salons de coiffure et les dentistes ont rouvert lundi.22 avril 2020

LVOG - Organisation Mafieuse de la Santé. Ils ont tenu le même discours sur le terrorisme ou Al-Qaïda, leur créature. A qui profite le crime ? Les mêmes. Coïncidence, devinez ?

- Coronavirus : la lutte sera longue, prévient l'OMS - AFP 22 avril 2020

Le nouveau coronavirus, contre lequel des essais de vaccins sont en cours, n'est pas près d'être vaincu, a averti mercredi l'Organisation mondiale de la Santé au moment où les mesures de confinement sont progressivement allégées dans certains pays. AFP 22 avril 2020

LVOG - Et ils veulent nous réduire à la misère et nous affamer les monstres.

- Coronavirus: vers une "catastrophe humanitaire", prévient l'ONU - AFP 22 avril 2020

Le Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM) a prévenu mardi que le Covid-19 risquait de provoquer en 2020 un doublement du nombre de personnes au bord de la famine, induisant une "catastrophe humanitaire mondiale".

"Le nombre de personnes souffrant sévèrement de la faim pourrait doubler en raison de la pandémie de Covid-19, atteignant alors plus de 250 millions d'ici la fin de 2020", en raison de l'impact économique causé par la maladie, a averti cette agence de l'ONU.

En Europe, le ralentissement économique provoqué par le virus pourrait à terme affecter les emplois de 60 millions de travailleurs, entre baisses de salaires et licenciements, a prévenu mardi le cabinet d'études McKinsey.

La pandémie pourrait "presque doubler le taux de chômage européen dans les prochains mois", estime le cabinet de conseil américain, pour qui l'évolution de la situation sur le marché de l'emploi dépendra de "l'efficacité de la réponse de santé publique".

Une agence de l'ONU basée au Chili a par ailleurs estimé mardi que l'Amérique latine allait connaître cette année la pire récession de son histoire, avec une chute attendue de 5,3% du PIB à cause des conséquences de la pandémie sur les économies de la région.

Au moins 4,5 milliards de personnes dans 110 pays ou territoires vivent aujourd'hui confinées ou contraintes de limiter leur déplacement pour tenter d'endiguer la propagation du virus, soit environ 58% de la population mondiale.

En Europe, plusieurs pays - Allemagne en tête, mais aussi Autriche, Norvège, Danemark - ont commencé à assouplir les mesures de confinement, tout en conservant des mesures de "distanciation sociale".

Berlin et dix des 16 états fédérés allemands ont décidé d'imposer le port du masque dans les transports publics. Bars, restaurants, lieux culturels, terrains de sports y demeurent fermés. Ecoles et lycées rouvriront progressivement.

Au Royaume-Uni, qui a enregistré mardi 828 décès supplémentaires et est toujours "en situation de danger", le confinement instauré le 23 mars a été prolongé d'au moins trois semaines. AFP 22 avril 2020

LVOG - On envisage sérieusement de les neutraliser pour qu'ils ne puisse plus nuire définitivement aux peuples ou on attend qu'ils aient notre peau ?

Est-ce exagéré ? Réponse.

- Dans cette entreprise française, les salariés sont invités à baisser leur salaire - Capital 21 avril 2020

Face à la crise économique le groupe Technicolor tente une nouvelle stratégie. L'entreprise a demandé lundi 20 avril à ses salariés d'accepter une baisse de salaire "sur une base volontaire". Richard Moat, le directeur général a ouvert la voie. "En plus de s'appliquer lui-même une réduction de salaire de 25 %, Richard Moat a demandé aux membres du comité exécutif de consentir une réduction de 20 % et encourage tous ses employés à participer à cet effort sur une base volontaire", selon un communiqué du groupe de technologie et production d'effets vidéo.

Pour limiter les coûts, "une réduction des effectifs dans nos studios de création a déjà démarré", a-t-il précisé ajoutant que "dans la mesure du possible" le groupe avait eu recours au "chômage partiel, congés et autres licenciements temporaires", sans autre précision.Capital 21 avril 2020

- Comment le confinement favorise la dépression - LePoint.fr 22 avril 2020

Une nouvelle étude montre que de nombreux Français présentent des symptômes dépressifs, ce qui aura des conséquences politiques importantes. LePoint.fr 22 avril 2020

LVOG - Coronabusiness. Sadisme ordinaire chez Big Pharma qui se repaît de cobayes humains.

- Coronavirus : les Britanniques vont fabriquer un million de vaccins... sans savoir s'il est efficace Futura 21 avril 2020

En juillet 2009, la France avait commandé 94 millions de doses de vaccin contre le virus de la grippe H1N1, pour finalement 6

millions utilisés. Un fiasco à 382,7 millions d'euros qui ne fait apparemment pas reculer les Britanniques : l'université d'Oxford a annoncé qu'elle allait produire un million de vaccins expérimentaux contre le Covid-19 d'ici le mois de septembre, alors même que les essais cliniques n'ont pas encore commencé. Ce vaccin, nommé ChAdOx1 nCoV-19, est l'un des 70 candidats potentiels de vaccins actuellement à l'étude dans le monde.

« Bien entendu on ne peut jamais être sûr à 100 % que ça va marcher, mais mon point de vue est que notre vaccin a de très grandes chances ». En cas de succès, le laboratoire espère bénéficier d'une procédure d'urgence d'autorisation sur le marché, ce qui pourrait prendre six semaines. Il disposerait alors d'une avance inestimable sur ses concurrents. On ignore toutefois qui va payer cette fabrication hasardeuse. Futura 21 avril 2020

En Allemagne, l'autorité fédérale chargée de la certification des vaccins a donné son feu vert à des essais cliniques sur des humains menés par le laboratoire allemand BioNTech, basé à Mayence, en lien avec le géant américain Pfizer. Il s'agit des cinquièmes essais réalisés sur l'homme dans le monde. AFP 23 avril 2020

S'ils avaient dépisté, traité, isolé les plus âgés, il n'y aurait eu que quelques milliers de morts, pas suffisamment pour organiser la suite des réjouissances ou orchestrer l'effondrement de l'économie.

LVOG - Sans rire, ils sont pour ainsi dire morts de mort naturelle comme chaque année, sauf que cette fois ils sont intervenus pour qu'il y ait si possible plus de morts, pour pouvoir ensuite justifier leur histoire de pandémie et ses conséquences que vous allez payer très chères. Bref, ils n'y sont pour rien, ce que plus d'un crétin est prêt à croire... Question : Jusqu'à quand ? A suivre.

- Le coronavirus a fait plus de 8000 morts dans les Ehpad en France - Le HuffPost 22 avril 2020

- Qui sont les 20 000 Français morts du Covid-19 ? - Le Point 21 avril 2020

Le portrait type de la personne décédée du Covid-19 en France est ainsi dressé dans le dernier bulletin hebdomadaire de Santé publique France : l'âge médian des décès se situe à 84 ans (75 % avaient 75 ans et plus), 56 % étant des hommes. Dans 67 % des cas, des comorbidités sont rapportées (43 % pour les pathologies cardiaques, 26 % pour l'hypertension artérielle). Enfin, « 2 % des personnes décédées ne présentaient pas de comorbidité et étaient âgées de moins de 65 ans ». Ce sont donc – comme pour la grippe ou les canicules — les personnes âgées qui payent le plus lourd tribut à cet épisode épidémique. Près de 40 % des décès en France ont eu lieu dans les Ehpad (7 649), chiffres qui n'étaient pas inclus dans les premiers bilans annoncés par le directeur général de la Santé, Jérôme Salomon. Le Point 21 avril 2020

Commentaires d'internautes.

1- Les premières études sur les 20000 décès donnent âge médian de … 84 ans, les 3/4 ont plus de 75 ans … comme d'hab' avec les grippes saisonnières quoi. On devrait constater que le 1/4 des moins de 75 ans avaient des comorbidités graves et je suis désolé mais lorsqu'on meurt à 84 ans, le poids des ans est bien plus prépondérant qu'un virus … un simple rhume lié à un courant d'air suffit à faire passer de vie à trépas la personne âgée!

(nb: j'ai 70 ans et une maladie auto-immune déclarée depuis 1987, alors !...)

2- 2% des morts, soit 400 personnes, ont moins de 65 ans et pas de maladie chronique, donc ça fait moins d'1 risque sur 100 000 de mourir. Pas très mortelle cette souche...

3- Est-ce qu'à un moment on va accepter que ce soit un virus comme un autre, qui ne réclame ni plus ni moins de précautions qu'un autre ? Est- ce qu'à un moment il va être possible de réfléchir posément, de faire des arbitrages conformes à l'intérêt général et de cesser la tragédie de la société du spectacle ?

La charité, à votre bon coeur messieurs-dames ou on les chasse du pouvoir ?

LVOG - Devinez laquelle de ces deux stratégies ont adopté les dirigeants du mouvement ouvrier ? La première, gagné... ou plutôt perdu ! On y reviendra demain.

- Le déficit de la sécurité sociale atteint le montant record de 41 milliards d'euros - BFMTV 22 avril 2020

Le coronavirus va faire exploser le déficit de la Sécurité sociale à plus de 41 milliards d'euros a prévenu mercredi le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin.

Le record de 2010 (28 milliards) est effacé et ce montant "qui peut donner le tournis" reste de surcroît "une hypothèse favorable", a déclaré M. Darmanin lors d'une audition par la commission des Affaires sociales du Sénat.

Très loin des 1,9 milliard de déficit atteints fin 2019, la Sécu se retrouve avec 8 milliards de dépenses nouvelles (achats de masques, primes aux soignants, arrêts pour gardes d'enfants...), mais surtout avec 31 milliards de recettes en moins (cotisations, CSG, TVA...).

Or, les prévisions partent du "principe que l'ensemble des cotisations reportées seront payées d'ici décembre, ce qui ne sera probablement pas le cas", a indiqué le ministre. Non seulement les entreprises bénéficieront d'un "étalement" de leurs paiements, mais "le gouvernement travaille à des annulations" qui concerneront "certains secteurs", à commencer par la restauration.

Des ressources qui plongent avec la récession

Cela pourrait également s'appliquer à l'hôtellerie, au tourisme, à l'événementiel, à la culture, mais aussi à des "secteurs de conséquence" comme les blanchisseurs dépendant des hôtels, ou les viticulteurs dépendant des bars et restaurants.

Autre écueil, les ressources de la Sécu sont en partie tributaires de l'ampleur de la récession économique. Pour l'heure le gouvernement table sur un PIB en baisse de 8%, mais "plus la croissance sera négative, plus les chiffres se détérioreront", a averti M. Darmanin.

De même, les comptes de l'assurance chômage sont plombés par le recours massif au chômage partiel, qui concerne désormais plus de 10 millions de salariés. La dette de l'Unédic devrait ainsi se situer "sans doute autour de 47 milliards d'euros en juin", soit 10 milliards de plus qu'en début d'année, a-t-il précisé. BFMTV 22 avril 2020

LVOG - Voilà le genre de trucs dont raffolent les ouvriéristes, les réformistes, les opportunistes, les traitres.

- Confinement: "les files d'attente de la faim" sévissent dans les quartiers populaires - Le HuffPost 22 avril 2020

Une situation notamment mise en lumière par un reportage du Monde, publié le 18 avril. Le quotidien raconte la vie d'habitants de quartiers populaires, notamment à Clichy-sous-Bois en Seine-Saint-Denis, où se multiplient les files d'attente devant les distributions alimentaires.

"Les premiers sont arrivés à 8 heures, soit trois heures avant l'ouverture des portes de la maison de la jeunesse de la ville. (...) Organisée par le collectif Aclefeu et le centre social Toucouleurs, avec le soutien de la Fondation Abbé Pierre, cette distribution alimentaire était la troisième en huit jours. 190 personnes se sont présentées la première fois, 490 la deuxième, puis 750", peut-on lire dans cet article accompagné d'une photo aussi éloquente qu'inquiétante en ces temps de pandémie de coronavirus.

Toujours dans Le Monde, le président des Restos du coeur Patrice Blanc explique que les 1400 centres encore ouverts (sur 1700) sont pris d'assaut. À Bordeaux, les flux à chaque distribution alimentaire auraient été multipliés par cinq. Par trois à Toulouse.

À l'université Paris-VIII, au moins 700 étudiants ont demandé à bénéficier d'une aide organisée par le Secours populaire et une cinquantaine de volontaires. Le HuffPost 22 avril 2020

LVOG -Légitime défense. Qu'est-ce qu'on attend pour nous défendre?

Une interpellation policière fait polémique à Limoges, l'IGPN saisie - Yahoo 22 avril 2020

Depuis mardi soir, les images d'une interpellation violente d'un homme de 46 ans à Limoges circulent en boucle sur les réseaux sociaux, et font largement polémique. On y voit l'individu être mis au sol par deux policiers (BAC) après un tir à bout portant - probablement de flash-ball - puis se faire frapper violemment par un troisième policier en civil alors que l'homme était maintenu au sol et donc maîtrisé.

Filmée par des habitants du quartier de Beaubreuil, les images montrent clairement un policier en civil arriver en courant et donner en plein élan des coups de pied dans le dos du quadragénaire. Dans une autre vidéo, on aperçoit également ce même policier lancer ensuite une grenade de désencerclement proche des habitations, afin d'éloigner la population du lieu d'arrestation.

À cette heure, aucun des trois policiers visibles sur les vidéos n'a été mis à pied. Yahoo 22 avril 2020

Nous vivons déjà sous un régime totalitaire pour avoir renoncé au peu de liberté qu'il nous restait.

- Les Français suspendent leur Liberté par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 21 avril 2020

La France est cet étrange pays qui n'a cessé de collaborer avec divers envahisseurs avant de se révolter avec honneur ; un pays d'abord lâche, puis toujours brave. Sans y réfléchir, comme à son habitude, elle vient d'abandonner la devise de ses aïeux, que sans nul doute elle retrouvera bientôt avec gloire.

Par Thierry Meyssan

Tous les régimes politiques, quels qu'ils soient, n'ont d'autre fonction que de protéger leurs sujets ou citoyens d'agressions dont ils ne peuvent se protéger eux-mêmes. Ils peuvent en retour limiter les libertés de leurs mandants ce que certains régimes croient devoir faire plus que d'autres.

Le Britannique Thomas Hobbes admettait tous les crimes de l'État pourvu qu'il protège ses sujets des affres de la guerre civile qu'il avait vécue. Rompant avec lui, le Français Montesquieu imagina des mécanismes de contrôle de la raison d'État. Avec lui, tous les bâtisseurs des régimes modernes considérèrent les libertés comme le but ultime des démocraties.

Lors d'épidémies mortelles, certains régimes estimaient nécessaire de limiter, voire de priver de libertés, une partie de leurs mandants. Il était accepté, jusqu'à l'épidémie de Covid-19, que les démocraties pourraient exceptionnellement limiter les droits de personnes infectées, ou suspectées de l'être, afin de protéger les personnes saines. Il est désormais admis qu'elles peuvent aussi limiter les libertés de ces dernières, voire assigner à domicile la quasi-totalité de leur population.

Cette nouvelle norme n'a jamais été discutée démocratiquement. Elle s'est imposée aux gouvernants dans l'urgence et a été acceptée par leurs mandants comme un moindre mal. Ce faisant, ils ont acté un changement temporaire de régime politique, puisqu'en démocratie les décisions politiques ne sont légitimes que si elles ont été débattues devant des assemblées représentatives. Emportés par leur élan, les régimes d'exception s'attellent désormais à concevoir des vêtements de protection obligatoires, eux qui il y a peu encore interdisaient la burkha. Ainsi que des applications mobiles qui puissent prévenir leurs citoyens de la présence dans leur proximité d'une personne infectée.

Il ne s'agit pas là d'une fiction apocalyptique, mais de la réalité que nous vivons. Cette évolution se fonde exclusivement sur deux sources d'informations. Selon le professeur Neil Ferguson dans l'Union européenne et au Royaume-Uni et selon le professeur Anthony Fauci aux États-Unis, l'épidémie de Covid-19 devrait tuer au total au moins 55 millions d'humains dans le monde. Il y en a eu pour le moment 170 000, soit plus de 300 fois moins.

La peur des épidémies est inscrite en nous. Nous savons qu'à certaines époques, en certains lieux, elles ont emporté des civilisations. Nous savons aussi que les progrès de la médecine ne nous seront d'aucun secours face à de nouveaux virus puisque, précisément, elle n'a pas pu encore les étudier. Cependant, nous savons aussi que les pires épidémies virales, comme la variole aux Amériques, n'ont pas pu détruire de civilisations. Les États pré-colombiens n'ont été anéantis que parce que la variole a aidé les conquistadores à le faire. Les pestes, celle de Justinien au VIème siècle ou la peste noire du XIVème siècle, sont des maladies bactériennes qui peuvent être combattues par l'hygiène et vaincues par les antibiotiques.

Dès le début des démocraties modernes, Benjamin Franklin, qui fut l'un des Pères fondateurs des États-Unis et un « frère » de Voltaire, posa : « Ceux qui renonceraient à la Liberté essentielle, pour acheter un peu de Sécurité temporaire, ne méritent ni la Liberté, ni la Sécurité » ("Those who would give up essential Liberty, to purchase a little temporary Safety, deserve neither Liberty nor Safety") ; une maxime qui s'applique sans aucun doute également aux épidémies.

Nous devons en prendre acte : les assignations à résidence de populations saines « pour leur Bien » sont incompatibles avec l'idéal démocratique. Il ne s'agit pas de se lamenter sur certains reculs de notre démocratie, face au terrorisme par exemple. Elles ne concernaient que certains d'entre nous et ne gênaient pas le plus grand nombre. Mais de constater que nous venons, temporairement tout au moins, de mettre fin à la démocratie simultanément dans de nombreux pays. Une décision qui nous touche tous et nous emprisonne chez nous pour une durée indéterminée.

Opposer comme on le fait le bon président Macron qui protège la Santé de ses concitoyens au mauvais président Trump qui privilégie l'Économie n'est qu'un rideau de fumée. La triste réalité est que nous venons d'abandonner successivement l'usage de notre Liberté, puis notre Liberté toute entière.

Ce ne sont ni une crise économique, ni une guerre qui ont provoqué ce bouleversement. Le Covid-19 est une épidémie bien moins mortelle que nombre de précédentes. La grippe de Hong-Kong en 1968-70 a fait plus d'un million de morts, tandis que le sida, sur une quarantaine d'années, a tué plus de 32 millions de personnes. Ces virus n'ont rien changé politiquement parlant. Il est donc probable que notre réaction politique à l'épidémie actuelle traduit une évolution préalable à cette réalité.

Le confinement généralisé a été justifié dans tous les pays qui le pratiquent comme une réponse à la fragilité du système hospitalier. Même si c'est faux, l'usage de cet argument manifeste que nous considérons notre Santé comme plus importante que notre Liberté alors que nos aïeux ont toujours affirmé que leurs Vies étaient moins importantes que leur Liberté.

En suspendant la démocratie jusqu'à nouvel ordre, nous avons renoncé à marcher dans les pas de nos héros. Réseau Voltaire 21 avril 2020

LVOG - Ne serait-ce pas parce qu'on se serait leurré sur la nature du régime qui était encore en place hier en le caractérisant de démocratique, que son aspect dictatorial peut s'épanouir aujourd'hui sans rencontrer pratiquement le moindre obstacle ou tout du moins la moindre résistance organisée ?

Force est de constater, que tous les partis dits ouvriers participent au consensus souhaité par Macron sur le confinement, au nom de la lutte contre une pandémie qui a été créée de toutes pièces, une machination imaginée par l'oligarchie, nos dirigeants désertant ainsi le combat politique en défense des libertés individuelles et collectives de la classe ouvrière, trahissant ainsi l'idéal dont ils se réclamaient, le combat pour notre émancipation du capital ou pour le socialisme.

Dès l'adoption de la Constitution de la Ve République nous savions que les droits politiques des travailleurs étaient gravement menacés. Les différents traités adoptés par la suite par l'Union européenne le confirmèrent ou précisèrent la nature de cette menace. Les Etats devaient céder leurs droits régaliens à cette institution supranationale antidémocratique, pour ne conserver que ceux qui caractérisent un Etat policier, de manière à pouvoir appliquer à la lettre les directives de l'UE et à réprimer férocement ceux qui s'y opposeraient.

Face à la résistance qu'ils allaient rencontrer de la part des peuples qui exigeaient l'amélioration de leur sort ou le maintien de leurs droits sociaux, il leur fallait trouver les moyens de les neutraliser temporairement, définitivement par la suite si possible. D'où le recours à des attentats pour les terroriser et justifier l'adoption de lois toujours plus liberticides pour soi-disant les protéger. Ensuite, ils procédèrent à une grossière instrumentalisation des changements climatiques leur promettant l'apocalypse ou la fin du monde pour les effrayer davantage, s'ils ne se résignaient pas à accepter des mesures qui se traduiraient par une détérioration considérable de leur mode de vie. Il s'agissait en fait d'une sorte de répétition générale pour les préparer psychologiquement à la suite de leur programme ou tester leur réaction à grande échelle. Cette machination ayant relativement bien fonctionné, sans attendre ils pouvaient déclencher l'opération suivante.

Pour qu'elle soit menée à bien, il leur fallait briser nette la capacité de résistance des masses en les atomisant totalement, ce qui leur permettrait de supprimer tous leurs droits politiques, de paralyser l'économie de sorte qu'elles seraient davantage préoccupées par leur survie au niveau individuel plutôt qu'à combattre collectivement le régime, combat rendu impossible ou réduit à l'impuissance une fois confinées avec la complicité des dirigeants du mouvement ouvrier.

C'est ainsi qu'ils purent mettre tranquillement en oeuvre la plus vaste imposture conçue de tous les temps, consistant à déclencher une véritable psychose collective débouchant sur un arsenal de mesures toutes plus antisociales et liberticides que jamais, dont la liste est loin d'être close, à partir de l'émergence accidentelle ou provoquée d'un nouveau virus, qui ferait l'objet d'une manipulation inouïe et si possible un maximum de morts pour marquer profondément les esprits. Sans tirer un coup de feu, ils sont parvenus à neutraliser la lutte de classe du prolétariat. Bravo, avec les compliments de nos dirigeants ! Si, si, j'y tiens absolument, il faut leur rendre hommage, sinon ils pourraient croire qu'on les méprise ou qu'on sous-estime leur rôle contre-révolutionnaire. A suivre.

Le totalitarisme comme modèle de société, les GAFAM maîtres du monde y travaillent avec détermination. La preuve.

- Distanciation sociale de la démocratie par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 21 avril 2020

L'épidémie de Covid-19 est l'occasion d'imposer des traçages numériques individuels qu'en temps normal les démocraties refuseraient. Ceci n'est pas de la science-fiction et pourrait devenir très rapidement la réalité

Par Manlio Dinucci

« La distanciation sociale est là pour rester beaucoup plus que quelques semaines. Elle bouleversera notre mode de vie, d'une certaine manière pour toujours » : c'est ce qu'ont annoncé les chercheurs du Massachusetts Institute of Technology, une des plus prestigieuses universités étasuniennes [1].

Ils citent le rapport présenté par des chercheurs de l'Imperial College London, selon lequel la distanciation sociale devrait devenir une norme constante et être assouplie ou intensifiée selon le nombre d'hospitalisés à cause du Covid-19 dans les services de thérapie intensive. Le modèle élaboré par ces chercheurs, et par d'autres, ne concerne pas seulement les mesures à prendre contre le coronavirus. Il devient un véritable modèle social, dont on prépare déjà les procédures et les instruments que les gouvernements devraient imposer par des lois.

Les deux géants étasuniens de l'information Apple et Google, jusqu'ici rivaux, se sont associés pour insérer dans les systèmes opérationnels de milliards de téléphones iPhone et Android, dans le monde entier, un programme de « traçage des

contacts » qui avertit les usagers si une personne infectée par le virus s'approche d'eux. Les deux sociétés garantissent que le programme « respectera la transparence et la vie privée des usagers ».

Un système de traçage plus efficace encore est celui des « certificats digitaux », auxquels sont en train de travailler deux universités étasuniennes, la Rice University et le MIT, soutenues par la Bill et Melinda Gates Foundation, la fondation étasunienne créée par Bill Gates, fondateur de Microsoft et deuxième personne la plus riche du monde d'après la revue Forbes. Il l'a lui-même annoncé publiquement, en réponse à un entrepreneur qui lui demandait comment pouvoir reprendre les activités de production en gardant la distanciation sociale :

« Pour finir nous aurons des certificats digitaux pour montrer qui est guéri ou a été testé récemment, ou, quand nous aurons un vaccin, qui l'aura eu » [2].

Le certificat digital dont parle Gates n'est pas la carte de santé électronique actuelle. La Rice University a annoncé en décembre 2019 l'invention de points quantiques à base de cuivre qui, injectés dans le corps avec le vaccin, « deviennent quelque chose comme un tatouage avec code barres, qui peut être lu avec un smartphone personnalisé » [3].

La même technologie a été développée par le Massachusetts Institute of Technology [4].

L'invention de cette technologie a été commandée et financée par la Fondation Gates, qui déclare vouloir l'utiliser dans les vaccinations des enfants principalement dans les pays en voie de développement. Elle pourrait être utilisée aussi dans une vaccination à l'échelle mondiale contre le coronavirus.

Voilà le futur « mode de vie » qui nous est pré-annoncé : la distanciation sociale à dispositif variable toujours en vigueur, la peur constante d'être approché par une personne infecté par le virus signalé par une sonnerie de notre portable, le contrôle permanent à travers le « code barres » implanté dans notre corps. Ce serait en substance une extension des systèmes militaires avec lesquels on peut suivre et frapper les « cibles » humaines.

Sans sous-évaluer la dangerosité du coronavirus, quelle que soit son origine, et la nécessité de mesures pour en empêcher la diffusion, nous ne pouvons pas laisser dans les mains des scientifiques du MIT et de la Fondation Gates la décision de ce que doit être notre façon de vivre. Et nous ne pouvons pas arrêter de penser, en posant des questions. Par exemple : il est très grave que les morts du coronavirus en Europe soient actuellement presque 97.000, mais quelles mesures devrait-on, en proportion, prendre contre les particules fines qui, selon les données officielles de l'European Environment Agency [5] provoquent chaque année la mort prématurée de plus de 400.000 personnes ?

Notes.

[1] "We're not going back to normal", MIT Tenchnology Review, March 17, 2020

[2] "31 questions and answers about COVID-19", The Blog of Bill Gates, March 19, 2020

[3] "Quantum-dot tattoos hold vaccination record", Mike Williams, Rice University, December 18, 2019.

[4] "Invisible Ink Could Reveal whether Kids Have Been Vaccinated", Scientific American, December 19, 2019.

[5] "Air quality in Europe — 2019 Report", European Environment Agency. Réseau Voltaire 21 avril 2020

LVOG - Quand les dirigeants du mouvement ouvrier se décideront-ils à informer les travailleurs et les militants sur la terrible menace que ces psychopathes font planer sur l'avenir de la civilisation humaine ? L'immense majorité des travailleurs et des militants l'ignorent.

Encore un petit effort petit coronavirus. Afrique du Sud. 58 morts (21 avril) sur 57,78 millions d'habitants (2018). Effondrement provoqué et contrôlé.

- Covid-19 : les entreprises sud-africaines jouent leur survie - lepoint.fr 22 avril 2020

Un sondage révèle que plus de 40 % des entreprises pourraient ne pas survivre à la pandémie et au confinement.

Le gouvernement sud-africain a dévoilé un paquet financier de 500 milliards de rands, soit 26 milliards de dollars, pour soutenir une économie dévastée par les impacts de la pandémie de coronavirus et aider ceux qui ont été les plus touchés. C'est un montant colossal, qui représente environ 10 % du produit intérieur brut de l'Afrique du Sud.

Parmi les 500 milliards de rands alloués au plan de reprise, 130 milliards sont issus du budget actuel, pour lequel les priorités ont été revues, a précisé le chef de l'État.

Les 370 milliards de rands restants proviendront notamment « des partenaires internationaux et des institutions financières internationales ».

Pour le volet social, un total de 50 milliards de rands sera alloué aux plus vulnérables, qui vont recevoir une augmentation de leurs allocations sociales pendant six mois.

Cette enveloppe doit permettre de venir en aide à des « millions de Sud-Africains dans l'économie informelle » et les chômeurs qui « se battent pour survivre » alors que « la pauvreté et l'insécurité alimentaire se sont aggravées de façon spectaculaire au cours des dernières semaines », a souligné le chef de l'État.

Ce plan doit permettre d'aider « plus de 700 000 entreprises et plus de 3 millions d'employés » dans cette période difficile qui intervient après l'entrée en récession, au début de l'année, de l'Afrique du Sud. Selon le critère retenu, le chiffre d'affaires de ces sociétés doit être inférieur à 300 millions de rands par an.

Une entreprise sur deux pourrait ne pas survivre à la pandémie

Entrée en récession fin 2019 avant le début de la pandémie, l'Afrique du Sud tourne au ralenti depuis son entrée en confinement national, le 27 mars dernier. Cette mesure a été prolongée jusqu'au 30 avril au moins. Seuls les services jugés « essentiels » ont été autorisés à continuer leurs activités.

Selon une enquête de l'Institut national de la statistique (StatsSA) publiée mardi 21avril, plus de 40 % des entreprises sud-africaines redoutent de ne pas survivre à la pandémie de coronavirus et au confinement total. Plus de la moitié (54 %) des entreprises interrogées ont précisé qu'elles pensaient pouvoir survivre si le confinement ne durait pas plus de trois mois, selon l'enquête de StatsSA. Près de 30 % des entreprises ont réduit les heures de travail du personnel et 20 % ont déclaré qu'elles licencieraient à court terme.

La banque centrale sud-africaine avait estimé que le confinement initial de trois semaines pourrait coûter 370 000 emplois dans le secteur formel et entraîner la fermeture de 1 600 entreprises. Mais, après que les restrictions ont été prolongées de 14 jours supplémentaires, la gouverneure Lesetja Kganyago a déclaré que c'était un cauchemar pour les prévisionnistes.

Déjà les deux tiers d'entre elles (65 %) anticipent par ailleurs que « la pandémie de Covid-19 aura un impact substantiellement pire sur leur situation que la crise financière mondiale de 2008-2009 ».

Pour les analystes de Bloomberg, « malgré le plan de relance apparemment important annoncé, le Trésor n'a pas injecté autant d'argent frais dans l'économie. Ils ont remanié les dépenses et mis en place un vaste programme de garantie de prêt. Ce dont vous avez besoin, c'est de dépenses, pas de prêts. Seuls 170 milliards de rands du paquet représentent de nouvelles dépenses discrétionnaires, ce qui rend la taille du programme de soutien réel annoncé plus proche de 3 % du PIB ».

Le pays est le plus touché en Afrique subsaharienne par la pandémie mondiale de Covid-19, avec 3 465 cas confirmés, dont 58 morts. L'économie sud-africaine, la plus industrialisée du continent, devrait voir sa croissance reculer de 65,8 % en 2020, selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI). lepoint.fr 22 avril 2020

Haut de page

Le 26 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans les infos de la veille.

Ici, il pleut depuis ce matin, et évidemment ils ont coupé le courant !

Le gouvernement du Tamil Nadu a décrété hier que les 72 millions d'habitants de cet Etat seraient séquestrés ce dimanche avec interdiction formelle de sortir de chez soi, sous peine d'être arrêté ou abattu par la police ou l'armée.

Avant-hier matin, j'ai encore eu maille à partir avec la milice de Modi.

Parvenu au barrage dressé à l'ancien octroi de Pondichéry, un embouteillage. J'emprunte un passage qui me permet de me faufiler jusqu'à la hauteur de cet obstacle. J'aperçois un trou dans leur dispositif et je m'y engouffre, là les miliciens me tombent dessus et tentent de m'arrêter, freiné dans mon élan je redémarre à fond, devant moi la voie était libre.

Je croyais être sorti d'affaire quand soudain des miliciens me rejoignent et m'obligent à m'arrêter, j'obtempère croyant avoir affaire à des policiers en civil. Ils m'hurlent dessus comme des chiens enragés, ce qui n'est pas l'habitude des policiers de Pondichéry avec un Blanc, je commence à les connaître à force. Je leur dis de se calmer en souriant et je leur demande s'ils sont de la police, ils me répondent que non.

Encerclé je ne peux pas m'échapper. Il y en a un qui tente alors de prendre les clés de mon scooter. Je l'en empêche, il rentre dans une fureur monstre qui ne m'impressionne pas du tout, cependant pour le calmer je me mets à hurler dessus encore plus fort que lui, pour lui faire comprendre qu'il est tombé sur un os ou pour qu'il doute de la misérable autorité qu'il croyait avoir sur moi. Du coup il baisse d'un ton et il appelle au téléphone le commissariat de police pour qu'on lui envoie du renfort. Entre temps, il m'intime l'ordre de descendre de mon scooter, ce que je refuse également, il me réclame à nouveau mes clés, je l'envoie chier proprement.

Quand le policier arriva, il commença par leur donner l'ordre de se calmer et de lui expliquer ce qui s'était passé. Il était très calme et m'adressa un regard bienveillant, là je me dis que c'était dans la poche et que cela allait finir comme d'habitude par des excuses de leur part, et c'est effectivement ce qui allait se passer.

Il monte derrière moi sur le scooter, en route pour le commissariat situé à deux cents mètres de là. On discute un peu tranquillement, la situation est apaisée, la tourmente est passée. Son supérieur me reçoit, ainsi que deux autres policiers, en présence du jeune milicien qui avait déclenché ce ramdam. Ils l'écoutent à peine, puis ils me donnent la parole.

Je leur raconte très calmement, et non sur un ton détaché, ils ont horreur de cela et je le sais, que je voulais juste aller au distributeur situé un peu plus loin pour retirer un peu d'argent afin d'aller faire des courses, et que si je ne m'étais pas arrêté au barrage c'était uniquement parce que je n'avais pas d'intentions inavouables à cacher, de plus je n'avais pas à obéir à un individu non identifié en tee-shirt, jean et basket ne portant aucun insigne distinctif permettant de l'identifier comme un policier. Je vous passe les détails, la scène dura en tout 15 minutes environ. Une fois le milicien dégagé rapidement après avoir fait sa bafouille, les policiers me posèrent des questions d'ordre personnel auxquels je répondis de manière exhaustive de manière à les soûler et les embrouiller ou les endormir. Au moment de partir, ils se levèrent et me saluèrent le sourire aux lèvres en me demandant d'oublier cet incident regrettable.

Toute la question est de bien maîtriser la situation. Ensuite, en présence d'imbéciles on peut toujours manoeuvrer en finesse, le plus hypocritement du monde, vaut mieux avoir auparavant étudié attentivement la psychologie humaine pour ne pas se piéger soi-même bêtement ou tenir un discours incohérent. Surtout il ne faut pas nier les faits, c'est même recommandé de les revendiquer en jouant le naïf ou l'idiot, du coup ils croient vous tenir ou que vous culpabilisez, cela les flatte car ils sont imbus de leur pouvoir. Du moment que vous ne leur manquez pas de respect, il ne vous arrivera rien, car tout l'art consiste à faire preuve de suffisamment d'humilité pour qu'ils soient comblés, tout en conservant sa dignité ce qui leur inspirera du respect et ne leur donnera pas envie de vous réprimer. S'ils ne peuvent pas piffrer les fortes têtes, ils méprisent les lâches qui leur ressemblent, car c'est ce qu'ils sont avec leurs supérieurs hiérarchiques.

J'ai pris cela comme une farce ou un tour que je leur ai joué, car finalement j'ai réussi à aller au distributeur, et en prime, comme plein de petites boutiques étaient ouvertes dans ce quartier, j'en ai profité pour remplir mon grand sac et j'ai même acheté un poulet, on n'a plus mangé de viande depuis un mois.

- 25 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

La civilisation humaine est à la croisée des chemins.

Pourquoi ne pas saisir cette occasion pour se poser cette question ?

Par individualisme crasse, amour propre mal placé, vanité, cupidité, lâcheté, on pourrait assister au suicide de cette espèce, dont on feint hypocritement de découvrir aujourd'hui la vulnérabilité, et qui n'aurait plus rien d'humaine, après avoir eu bien du mal à acquérir cette qualité qu'elle s'était d'ailleurs dotée elle-même, largement frelatée (et contestée) ou qu'elle s'était attribuée frauduleusement au détriment de toutes les autres espèces vivantes animales ou végétales, qui ne peuvent évidemment

pas contester à ce prédateur universel ce titre qu'elle ne méritait pas.

Nous n'avons aucune excuse.

Pour survivre, nous avons tous été amenés dès notre naissance à nous fondre dans une société particulièrement inhumaine, antisociale, injuste. Au fil du temps, nous avons été confrontés à des situations, des difficultés ou des expériences en général, qui nous ont conduit à nous poser de nombreuses questions relatives au fonctionnement de la société, et d'acquérir un certain nombre de connaissances qui auraient dû nous faire réagir et nous inciter à chercher, s'il existait des moyens pour changer la société ou plutôt changer radicalement de société.

Nous n'avons pas su, mais surtout nous n'avons pas voulu saisir ces opportunités qui sont apparues tout au long de notre existence, parce qu'elles nécessitaient de notre part de modifier notre mode de penser et de vie, un sacrifice jugé inutile ou au-delà de nos moyens, quand bien même nous en avions l'occasion sans que cela se traduise par des désagréments ou nous coûte quoi que ce soit en réalité, hormis peut-être de renoncer à des ambitions et des illusions qui se traduisaient par des rapports hypocrites et malsains, ce dont on aurait dû avoir hâte de se séparer, si on avait eu un brin de conscience ou en tête qu'une telle société était condamnée à brève échéance à dégénérer ou à disparaître, je n'ose pas dire un brin d'humanisme puisqu'il était absent, ne pensant même pas au destin effroyable auquel seraient confrontés les enfants que nous allions ou que nous avions mis au monde.

C'est ainsi que nous avons vécu dans l'insouciance la plus totale de ce qui était déjà en train de se passer, n'ignorant pas que le pire restait à venir ou était déjà annoncé.

La seule question qui mérite d'être posée, consiste à se demander si on continue comme avant ou si on décide une fois pour toute de prendre notre destin en mains, quels que soient les sacrifices que cela pourraient nous coûter, et qui seront largement compensées par la satisfaction et la fierté qu'on sera en droit de tirer de notre comportement à la fois conscient et humaniste.

Au lieu de passer la majeure partie de mon temps devant cet écran à essayer de partager mes expériences et mes connaissances, je pourrais très bien décider de me consacrer à mes intérêts strictement personnels en oubliant tout le reste. C'est parfaitement possible, j'en ai les moyens. J'aurais sans doute une vie beaucoup plus agréable et cela m'éviterait bien des problèmes engendrés par le fait que je néglige mes propres affaires.

Quant à ma conscience, je pourrais très bien m'arranger avec elle sans difficulté. Il suffirait par exemple que je me dise que dans ma situation, compte tenu que je ne peux pas influer sur le cours du mouvement ouvrier, mon activité politique ne sert à rien, donc autant arrêter tout de suite et le tour est joué.

Rien de plus facile, et à mon âge, qui franchement m'en voudrait de vouloir profiter des quelques années qu'il me reste encore à vivre, personne pour n'avoir fait que rejoindre l'immense cohorte des ignorants et des irresponsables qui peuplent ce monde, donc même pas de quoi me sentir coupable de quoi que ce soit, et quand je trépasserai on dira : il a bien vécu et il l'avait bien mérité. Quelle horreur ! Mais je ne vous garantis pas que je continuerais encore longtemps au même rythme, la machine commence tout de même à être bien usée.

Si cette réflexion devait servir à éclairer quelques lecteurs, je n'aurais pas complètement perdu mon temps. Ma seule satisfaction, c'est d'avoir accompli ce qui me semblait être le devoir d'un homme digne de ce nom, d'un exploité et d'un opprimé, d'un militant ouvrier, conformément à sa conscience et à l'idéal humaniste le plus élevé qu'il avait adopté, le socialisme ou le communisme synonyme de justice sociale et de liberté à l'échelle de l'humanité.

J'ajoute un mot après la pause déjeuner.

Les marxistes purs et durs dits orthodoxes ou dogmatiques jusqu'à la racine des cheveux nous dirons que le problème n'est pas le mode de pensée des masses ou leur niveau de conscience, parce que de toutes manières on n'y peut rien, il faut faire avec comme elles sont, vous ne les changerez pas, patati et patata.

Je n'ai jamais eu l'intention de les changer, ce sont à elles de changer, et de la même manière que j'ai personnellement modifié la manière dont j'interprétais la société quand j'étais jeune, elles peuvent très bien y arriver également, tout du moins une minorité suffisamment significative pour que cela soit suffisant pour entrevoir une transformation révolutionnaire de la société.

Je ne perds pas de vue un instant que l'action précède le verbe ou que c'est l'action des hommes qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine, pour autant fallait-il qu'ils aient retenu des leçons des expériences qu'avaient vécues les générations antérieures, en d'autres termes qu'ils aient aussi quelque chose dans la tête ou qu'ils aient aussi développé leurs facultés intellectuelles, qu'on le veuille ou non ou qu'on peine à le concevoir de nos jours surtout en niant cette combinaison qui a structuré l'ensemble du processus historique.

Vous pouvez avoir conçu à un moment donné une machine très sophistiquée, si vous la mettez entre les mains d'un ouvrier qui

n'est pas capable de comprendre comment elle fonctionne, il est à craindre qu'il ne soit pas en mesure de s'en servir. Sinon d'après vous, pourquoi les capitalistes auraient-ils institué l'école publique gratuite et obligatoire ?

Il y en a qui croient encore qu'avec une tête vide on peut tout faire, c'est absurde, grotesque à la fin. Attendez, ce postulat est à l'origine de la stratégie de tous les courants ou partis d'extrême gauche. Vous comprendrez mieux pourquoi on est dans une telle confusion ou impasse politique aujourd'hui.

Ces gens-là ont une conception rigide et doctrinaire de l'homme, de la société, de l'histoire, de la nature et de leur développement. Ils ne peuvent pas concevoir que la pensée et l'action ont toujours été intimement liées pour que l'humanité progresse, ou que leurs rapports ne sont pas uniformes ou monolithiques, comme peuvent l'être le contenu de leurs propres cerveaux qu'ils projettent sur la société à laquelle ils ne comprennent finalement pas grand chose.

Parfois c'est la pensée qui prime, parfois c'est l'action selon les circonstances, même si ce qui en restera ou ce qui sera visible ou essentiellement matériel, pas seulement quand on pense à toute la production écrite qui se transmet de génération à génération, il nous faut donc admettre que toutes ces réalisations ou productions matérielles comportent aussi de la matière grise. C'est incroyable qu'on en soit encore à devoir rappeler ces vérités élémentaires.

Le visage hideux du capitalisme.

Concentration de la population

Le processus historique inconscient qui caractérise le développement anarchique des forces productives, recelait à terme une menace fatale pour la survie de la civilisation humaine, et au-delà de l'espèce humaine. Elle avait été identifiée dès le milieu du XXe siècle par Marx et Engels notamment.

Un cocktail explosif.

La démographie exponentielle combinée au développement économique et au progrès social devait conduire en régime capitaliste à une urbanisation frénétique et anarchique, une concentration de la population dans des mégapoles ou des villes comptant des centaines de milliers ou plus de 20 millions d'habitants, se traduisant par une multitude de nuisances se répercutant sur leur mode de vie, au point de la rendre insupportable et particulièrement malsaine en terme d'hygiène ou sur le plan sanitaire, dont les conséquences nous explosent à la figure aujourd'hui.

Surpopulation urbaine.

Imaginez qu'il y a 14 ans déjà, il existait à Mumbai (ex-Bombay) un bidonville de 3 km2, dans lequel s'entassaient plus d'un million d'habitants dans des conditions de pauvreté et d'hygiène effroyable. La Chine compte 90 villes de plus d'1 million d'habitants, Shanghai avec son agglomération compte plus de 26 millions d'habitants, on pourrait encore citer Tokyio, Jakarta, Delhi, Séoul, Mexico, New York, Sao Paulo, Manille, etc.

Une promiscuité digne d'un virus.

L'île de Salsette, en Inde où se trouve Mumbai comptait 29 817 habitants au km² en 2017, Manhattan, à New York, aux Etats-Unis, 25 510 habitants au km², Hong Kong en Chine,15 299 habitants au km², etc.

Le cauchemar à venir.

La population mondiale devrait atteindre 8,5 milliards d'individus en 2030, puis passer à 9,7 milliards d'individus en 2050 et 11,2 milliards vers 2100, selon les prévisions et les statistiques démographiques des Nations Unies. un.org

L'enfer sur terre pour tous ses habitants si le capitalisme n'est pas éradiqué rapidement de la planète.

Extrait d'une étude de l'ONU publié le 9 décembre 2003 (https://www.un.org/press/fr/2003/POP881.doc.htm)

- Selon ces projections, avec un taux de fertilité qui devrait se stabiliser autour de deux enfants par femme, la population mondiale se situerait entre 6,3 milliards et 9 milliards de personnes en 2300. Si la fertilité restait la même qu'aujourd'hui, la population mondiale s'élèverait à 244 milliards de personnes en 2150 et 134 trillions en 2300 (trillion - mille milliards - LVOG), ces chiffres indiquant clairement que les niveaux élevés actuels de fertilité ne peuvent se maintenir indéfiniment.

Parmi les conclusions majeures du rapport, on peut relever celle indiquant que même à un taux de deux enfants par femme, la population mondiale continuera de croître en raison des progrès en matière de longévité. Les projections basses et hautes

prévoient que la population mondiale se situerait entre 2,3 milliards et 36,4 milliards de personnes en 2300. La projection basse suppose que la fertilité se stabilise à 1,85 enfants par femme et la projection hausse qu'elle se stabilise autour de 2,35 enfants par femme. Selon les projections, la part de la population africaine dans la population mondiale devrait doubler, passant de 13% en 2003 à 24% en 2300. La population mondiale devrait continuer à vieillir rapidement: l'âge moyen de la population mondiale devrait passer de 26 ans à près de 50 ans en 2300. un.org 9 décembre 2003

Entre 2,3 milliards et 36,4 milliards, d'après vous quel scénario l'oligarchie privilégie ?

Les psychopathes enragés nient que plus rien ne peut arrêter la propagation d'un virus, dès lors qu'il a commencé à se répandre dans la population.

Elections municipales : à Saint-Ouen, un tiers des assesseurs ont déclaré des symptômes évocateurs du coronavirus - franceinfo.fr 23 avril 2020

Des équipes d'"Envoyé spécial" (1) – qui diffuse jeudi 23 avril une émission consacrée aux municipales – et de France Télévisions ont contacté toutes les personnes concernées par l'organisation du scrutin. Nos équipes sont finalement parvenues à joindre 209 assesseurs sur 303. Et parmi ces personnes interrogées, 73 ont évoqué des symptômes à un moment ou à un autre de l'épidémie, soit près de 35% de personnes potentiellement contaminées. Certains bureaux (sur les 28 de la ville de Saint-Ouen) n'ont signalé aucun cas. Mais dans le numéro 18, plus de la moitié des assesseurs ont ainsi signalé des manifestations de symptômes suspects (toux, fièvre, courbatures...) avant ou après le scrutin.

LVOG - Comment expliquer que plus d'un tiers de la population aurait été contaminé avant et aux alentours du 15 mars, et qu'un mois plus tard l'Institut Pasteur affirme que seulement 6% le serait, sinon par la volonté sur des critères idéologiques de priver la totalité de la population de libertés individuelles et collectives.

La suite de cet article va d'ailleurs servir à décrédibiliser le témoignage de ces personnes afin de rendre plausible le scénario avancé par le modèle mathématique infernal de l'Institut Pasteur.

Franceinfo - Tous ces résultats, toutefois, doivent être interprétés avec prudence, puisqu'ils reposent sur des déclarations et non sur des cas confirmés par un test. Par ailleurs, ce type de sondage comporte d'inévitables biais, notamment liés à l'aspect psychologique. Plusieurs sondés évoquent des symptômes le soir même de l'élection (4) ou le lendemain (15), ce qui semble incohérent avec une infection lors du scrutin. Le professeur Olivier Bouchaud, chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital Avicenne, à Bobigny, met d'ailleurs en garde contre d'éventuelles "manifestations psychosomatiques" inhérentes à ces recueils d'informations par téléphone.

Mêmes réserves pour une professionnelle de santé de Saint-Ouen. "Je me souviens d'un couple d'assesseurs sans symptôme venu en consultation après avoir passé le scrutin avec un assesseur testé positif ensuite", explique-t-elle à franceinfo. "La première et la deuxième semaine après le confinement, c'était du Covid-19 non stop. Dans un contexte de stress, beaucoup de gens pensaient identifier la maladie au moindre symptôme."

LVOG - Pour que cette opération de désinformation et de reformatage de la réalité soit complète, il leur fallait recourir au "en même temps" histoire de faire croire qu'ils n'auraient pas de parti pris ou qu'ils ne seraient pas animés d'intentions inavouables, de manière à ce que les lecteurs adhèrent à leur théorie qui sert à justifier le confinement et sa prolongation, ainsi que les mesures liberticides attenantes.

Vous constaterez qu'ils mettent en doute l'hypothèse d'un haut niveau de contamination dès la mi-mars, parce que ces témoignages proviendraient de gens qui "pensaient", autrement dit, croyaient car n'étant pas médecins forcément ils n'en savaient rien ou ils auraient raconté n'importe quoi, pour finalement donner la parole à un professeur qui "pense" tout et son contraire, un "spécialiste" nous dit-on, ce dont on est en droit de douter fortement quand il affirme le plus sérieusement du monde qu'il aurait suffi "d'ouvrir les fenêtres" pour que le virus s'envole par enchantement, quel délire !

Franceinfo - Le professeur Eric Caumes, chef du service des maladies infectieuses à la Pitié Salpêtrière, accueille avec davantage d'intérêt les résultats de l'enquête, même s'il regrette l'absence de groupe contrôle pour limiter les biais cognitifs. "Je pense qu'il y a eu très peu de contaminations au moment du vote lui-même. La plupart des contaminations ont eu lieu lors du dépouillement, où ils [assesseurs et présidents de bureaux] ont dû relâcher leur vigilance", estime-t-il.

On n'a jamais eu de taux de prévalence [la part de malades dans une population donnée] aussi élevé en France, à part le 'Charles-de-Gaulle'. Si le jour du 15 mars, il y avait plus de deux personnes dans les bureaux de vote qui étaient infectées, c'est-à-dire symptomatiques, alors on peut parler de 'clusters' dans ces bureaux de vote. Eric Caumes infectiologue à la Pitié Salpêtrière

Ce spécialiste n'exclut pas, d'ailleurs, que le nombre de personnes qui déclarent avoir eu des symptômes soit encore en deçà de la réalité. "Je pense qu'il n'y avait pas de risques majeurs lors du scrutin, à condition de respecter les mesures barrières et d'ouvrir

les fenêtres", explique-t-il, tout en relevant un "moment à risque" lors du dépouillement. franceinfo.fr 23 avril 2020

1- "Le vote de trop ?" dans "Envoyé spécial" le 23 avril 2020.

LVOG - Admirez : "Il n'y avait pas de risques majeurs" mais en même temps il existait un "moment à risque". Chez ce genre de corrompus idéologiquement le conditionnel remplace avantageusement le présent ou la réalité, de manière à pouvoir en douter et lui substituer ceux qu'ils ont inventés pour servir une cause inavouable, et qui dès lors sera élevé au rang de vérité que tout le monde sera prié de partager ou que personne ne devra contester.

On ne nie pas que cette campagne électorale et cette élection ait pu contribuer à la propagation du coronavirus, pour la simple raison qu'il était inévitable qu'il gagne l'ensemble de la population, ne serait-ce que dans les transports en commun ou sur les lieux de travail, dans les supermarchés ou chez les commerçants, dans la rue, partout. Qui ne comprend pas qu'ils nous refont le coup foireux du nuage radioactif de Tchernobyl qui se serait arrêté aux frontières.

Big Pharma, une arme de destruction massive.

Sur son propre site web, la Federal Drug Administration (FDA) admet que les médicaments dont elle certifie l'innocuité contribuent à plus de 100 000 décès par an. (Constitutional Attorney on US Federal Drug Administration (FDA) Corruption, Disinformation and Cover Up of Health Dangers, Activist Post, 8 février 2015). Mondialisation.ca, 22 avril 2020

LVOG - Cela fait combien de morts par an dans le monde, 200, 300, 500 000 ? Chut !

Didier Raoult a peut-être évoqué dans sa dernière vidéo le courriel que je lui avais adressé.

- "*Je reçois beaucoup de mails qui analysent les données disponibles, parfois de manière beaucoup plus profonde et professionnelle que dans les journaux scientifiques.*"

J'ai une autre question à lui poser, plus précise que les précédentes. Il a répondu que la température, l'humidité ou l'activité solaire n'étaient pas les facteurs qui présidaient au comportement d'un virus, parce qu'il y en a qui apparaissent ou disparaissent tout au long de l'année sous différentes latitudes ou continents. Bien, il a raison.

En revanche, pourquoi le virus de la grippe sévit-il toujours entre la 40e semaine et se termine-t-elle entre la 12e et la16e de l'année suivante, pourquoi ne sévit-il pas en été en France par exemple ? Si on admet que la grippe est saisonnière, qu'est-ce qui est en cause dans la saison ? Si ce n'est pas la température ou l'humidité ou les deux à fois, qu'est-ce qui déclenche l'activation du virus systématiquement à la même époque de l'année ? Ce ne peut être la répétition de coïncidences hasardeuses pendant des décennies, il faut arrêter le délire.

A force de trop en faire, leur machination va-t-elle se retourner contre leurs auteurs ?

«On peut avoir l'approche de se dire "bon, c'est sympathique tout ça, mais on est quand même en train de faire un raffut et de foutre l'économie et la vie sociale par terre pour quand même une virose qui emmène 2,6% des gens à l'hôpital et en tue 0,5%." On a connu des viroses qui en tuent plus que ça, donc en cela, cette virose est quand même très surdimensionnée en termes de réaction», lance au micro de Sputnik Fréderic Bizard, économiste et président de l'Institut Santé, un think tank. sputniknews.com 24 avril 2020

Comment ils assassinent des patients pour prouver que la chloroquine serait dangereuse.

LVOG - Donnons la parole à des internautes.

1- Le professeur Raoult insistait : pas plus de 600 mg par jour ! Si les testeurs font n'importe quoi, ce sont eux les fautifs.

2- La dose est de 600 mg /jour selon le Pr. Raoult et non deux fois 600mg/j. La chloroquine est comme la crème Chantilly, si on en prend trop, on tombe malade !

3- Résultat de l'expérimentation : Si l'on prend une dose mortelle de chloroquine, on décède ! Trop forts !

4- L'important c'est de conclure que la chloroquine est dangereuse et que ça fasse les gros titres. Parce que beaucoup ne voient que les titres des articles et ne lisent pas le contenu.

5- Ce qui laisse penser que l'équipe de chercheurs qui testait de la chloroquine n'ont pas respecté le protocole, car ce médicament

est utilisé depuis plus longtemps que cette équipe et les contre-indications sont connues depuis longtemps sauf par eux, semble-t-il.

6- Ils ont sacrifié tous ces patients (volontairement) pour arriver à leurs fins et démolir insidieusement la chloroquine. Ce sont des assassinats programmés.

LVOG - Effectivement. Le New York Times, c'est la voix de l'Etat profond, de Bilderberg, rien d'étonnant.

Des tests de la chloroquine contre le Covid-19 interrompus pour des raisons de sécurité après plusieurs décès - sputniknews.com 24 avril 2020

Une étude destinée à vérifier l'efficacité contre le Covid-19 de la chloroquine, un médicament antipaludéen, s'est terminée plus tôt que prévu après que 21 des 81 patients qui avaient pris des doses quotidiennes sont décédés, ressort-il des résultats de cette étude publiée dans le Journal de l'American Medical Association.

Le New York Times avait précédemment rapporté que l'étude avait été interrompue pour des raisons de sécurité, mais les détails complets de l'étude n'ont pas été révélés avant cette publication de vendredi 24 avril.

Quelle était la méthode?

Menée par une trentaine de chercheurs et parrainée par l'État brésilien d'Amazonas, l'étude a été menée entre le 23 mars et le 5 avril dans un établissement de soins médicaux au Brésil. Les scientifiques ont suivi le traitement de 81 patients adultes hospitalisés pour avoir contracté le Covid-19, qui ont été divisés en deux groupes.

Les 40 malades du premier groupe ont reçu deux fois 450 milligrammes de chloroquine le premier jour puis une dose quotidienne pendant les quatre jours suivants. Les 41 autres patients ont reçu 600 milligrammes deux fois par jour pendant 10 jours. Aux patients a également été administré l'antibiotique azithromycine, communément appelé Z-Pak.

Des résultats plutôt décevants

Au 13e jour, six des 40 patients du groupe à faible dose étaient décédés, tout comme 16 des 41 patients du groupe à forte dose.

Des anomalies cardiaques ont été observées chez 11 des 81 patients. De plus, deux patients du groupe à forte dose ont présenté une tachycardie ventriculaire, un trouble du rythme cardiaque.

«On ne peut que conclure de cet essai que la chloroquine à haute dose (et par association étroite, l'hydroxychloroquine) en association avec l'azithromycine et peut-être l'oseltamivir, sont potentiellement capables de provoquer une mortalité accrue chez les patients atteints de Covid-19», a estimé le docteur Stephan Fihn du Harborview Medical Center de Seattle, qui n'a pas participé aux travaux au Brésil.

Les auteurs de l'étude supposent que les résultats de leur étude devraient susciter un certain scepticisme de la part du public envers les affirmations enthousiastes et «servir à freiner l'utilisation exubérante» de la chloroquine que le Président Trump a jugé capable de changer la donne dans la lutte contre le SARS-CoV-2.

Les résultats de la nouvelle étude sont susceptibles de doucher l'espoir que le médicament antipaludéen puisse être utilisé pour lutter contre le coronavirus.

La Food and Drug Administration des États-Unis et l'Agence européenne des médicaments (EMA) ont mis en garde les consommateurs contre la prise de chloroquine et d'hydroxychloroquine pour traiter le Covid-19 en dehors d'un hôpital ou d'un cadre d'essai clinique formel après que des empoisonnements «graves» et des décès ont été signalés. sputniknews.com 24 avril 2020

La prise de conscience de la population n'est pas encore parvenue à maturité, apparemment.

- Coronavirus – Pourquoi l'hystérie ne retombe-t-elle pas? par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 22 avril 2020

Extrait.

On peut donc se demander pourquoi on continue, sur les plateaux de télévision, à entretenir l'hystérie, à grands coups de propagande anxiogène. Comme les médias dominants sont la voix de leurs maîtres, c'est sans doute que l'oligarchie a intérêt à maintenir un certain niveau d'hystérisation.

A mon avis, il y a deux raisons, à cela. D'une part il ne faut pas perdre le contrôle de la population et d'autre part il faut la préparer à de plus grandes souffrances.

Le gouvernement par la peur et la haine, dans sa version hystérique, a commencé, pour l'Occident, après les attentats du 11 septembre 2001 avec la guerre de Georges W. Bush contre le terrorisme, une guerre sans fin, puisque l'ennemi est à la fois partout et nulle part. Les Etats-Unis peinaient à maintenir sur le monde une hégémonie remise en cause par la Chine, la Russie, et les Républiques bolivariennes. La guerre contre le terrorisme a permis aux Etats-Unis d'entraîner la nation et ses satellites dans des guerres de pillage tous azimut. Cerise sur le gâteau, les dirigeants étasuniens ont pu imposer le Patriot Act, et les dirigeants français l'Etat d'urgence à leurs populations. A l'époque, on nous a répété sur tous les tons qu'il fallait nous habituer à vivre avec le terrorisme et, aujourd'hui, on nous rabâche qu'il faut s'habituer à vivre avec le coronavirus. Nos dirigeants ne cessent de nous désigner des ennemis, au dehors et au-dedans, qui changent tout le temps. On ne peut s'empêcher de penser à 1984 de Georges Orwell :

« Au sixième jour de la Semaine de la Haine … Alors que « la haine générale contre l'Eurasia avait atteint son point culminant … juste à ce moment, on annonça qu'après tout l'Océania n'était pas en guerre contre l'Eurasia. L'Océania était en guerre contre l'Estasia … Il n'y eut naturellement aucune déclaration d'un changement quelconque. On apprit simplement, partout à la fois, avec une extrême soudaineté, que l'ennemi c'était l'Estasia et non l'Eurasia … L'orateur, qui étreignait encore le tube du microphone, les épaules courbées en avant, la main libre déchirant l'air, avait sans interruption continué son discours. Une minute après, les sauvages hurlements de rage éclataient de nouveau dans la foule. La Haine continuait exactement comme auparavant, sauf que la cible avait été changée.»

La Macronie veut que nous comprenions bien qu'il n'y aura pas de « retour à la vie normale » Nous serons en liberté surveillée, un peu comme des prisonniers qui viennent de finir leur peine. Mondialisation.ca, 22 avril 2020

Totalitarisme. La stratégie de la terreur permanente pour mieux vous asservir.

- Le coronavirus pourrait circuler indéfiniment dans le monde entier - Yahoo 23 avril 2020

Le Covid-19 pourrait circuler dans le monde entier de manière permanente. C'est en tout cas ce qu'affirme Jeremy Farrar, un scientifique membre du Sage (Scientific Advisory Group for Emergencies), un organisme consultatif pour le gouvernement britannique.

"Nous devons absolument nous préparer à ce que cet épisode ne soit pas ponctuel, même si nous sommes pas sûrs que cela soit le cas. Je pense qu'il s'agit maintenant d'une infection humaine endémique."

"Nous devons avoir des médicaments pour traiter cette infection car elle reviendra et certaines personnes tomberont à nouveau malade. Il est essentiel que nous développions des vaccins afin de pouvoir échapper à ce qui me semble inévitable, des nouvelles vagues."

Il a également souligné qu'il était important que le vaccin soit mis à la disposition de tous et non réservé à une partie de la population qui peut se le permettre. C'est pourquoi il estime un coût à plusieurs milliards de dollars : "Pour y parvenir, nous pensons qu'il y a encore un déficit de financement d'environ 8 milliards de dollars. Il faudra bien plus que cela au fabricant pour le distribuer aux 7 milliards de personnes dans le monde." Yahoo 23 avril 2020

LVOG - Encore un de ces enragés ou prophète de malheur au service de Big Pharma qui "pense" ou croit, qui affirme "absolument" pour dire ensuite "nous sommes pas sûrs", bref qui ne sait rien. Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer que la totalité de la population mondiale devrait se faire vacciner, alors que l'on sait que les vaccins contre les virus ou coronavirus sont inopérants dans 30 à 50% des cas ou davantage encore parce qu'ils mutent, quand ils ne sont pas des vecteurs du déclenchement d'une infection.

A la question posée sur l'avenir de ce coronavirus, le professeur Raoult a répondu qu'il n'en savait absolument rien puisqu'il s'agissait d'un nouveau coronavirus.

La stratégie du chaos, comment cela fonctionne.

- Vers un déconfinement "adapté aux territoires" et l'école sur la base du volontariat - AFP 23 avril 2020

Emmanuel Macron est passé jeudi aux travaux pratiques du déconfinement prévu à partir du 11 mai, en annonçant un cadre "adapté aux territoires" avec l'appui des élus locaux, une école sur la base du volontariat des parents et des masques sans doute obligatoires dans les transports. AFP 23 avril 2020

Les sadiques osent tout. Quand on sait qu'ils portent la responsabilité de milliers de morts qui auraient peut-être pu être évités.

LVOG - Pire, ils ont délibérément décidé d'achever par milliers des vieux ou de les laisser crever. Jusqu'à quand nos dirigeants vont couvrir ce massacre ?

Le confinement a déjà évité 60.000 morts en France, selon cette étude - Le HuffPost 23 avril 2020

Il aurait suffit de dépister dès le départ les catégories de personnes à risque, de les traiter et de les isoler quelque temps pour que tout se passe tranquillement, mais là leur machination aurait foirée. Cela fait des années qu'ils s'y préparaient. Ils ont de la suite dans les idées. Rien ne peut les arrêter, sinon un soulèvement révolutionnaire des masses.

Je me souviens d'avoir lu un jour un article qui m'avait interpellé, car il relatait une rencontre qui avait eu lieu entre je ne sais plus quel banquier et hommes d'affaires avec un membre influent du gouvernement britannique, cela se passait en Afrique du Sud. L'objet de leur discussion portait sur les conditions à créer pour rendre une guerre mondiale inévitable, à partir de là ils se chargeraient de la justifier auprès de la population pour qu'elle y adhère et y participe de bon coeur, c'était aux alentours de 1896 si ma mémoire est bonne, donc près de 20 ans avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

On sait que l'oligarchie financière anglo-saxonne s'était minutieusement préparée au krach du 29 octobre 1929, tout comme elle allait hisser littéralement Hitler au pouvoir afin de précipiter la Seconde Guerre mondiale.

On sait que des années avant le 11 septembre 2001 qui fut également leur oeuvre, le Pentagone avait déjà programmé toutes les guerres qui ont eu lieu depuis au Moyen-Orient, son "redécoupage", etc.

On sait aussi qu'ils ont créé, financé, armé, encadré les talibans, al-Qaïda, Daesh

On sait qu'ils sont à l'origine de la plupart des attentats terroristes qui se sont produits dans le monde depuis le milieu du XXe siècle.

On sait qu'ils ont déclenché la crise financière de 2008, qui devait leur servir à justifier la création de dizaine de milliers de milliards de dollars qu'ils allaient se distribuer par la suite, c'est d'ailleurs à partir de cette date-là qu'ils devaient s'enrichir comme jamais en un lapse de temps record.

Etc. etc. etc.

Sans prendre de risque, on peut affirmer qu'ils sont à l'origine de tous les grands évènements qui ont contribué à orienter la situation mondiale conformément à la stratégie qu'ils avaient définie. Partant de là, il leur fallait créer les conditions qui leur permettraient d'exercer un contrôle total sur la population et de le justifier, dans la perspective d'instaurer un ordre mondial totalitaire sachant que la crise du capitalisme était parvenue à maturité, la neutralisation de la lutte de classe du prolétariat devenait un objectif urgent et indispensable à réaliser, ils ne pouvaient pas se permettre de prendre le risque de laisser la classe ouvrière renouer avec sa tradition révolutionnaire.

Tout se tient, tout s'enchaîne parfaitement. Nous sommes parvenu à reconstituer l'ensemble des rapports de cause à effet qui existaient entre tous ces évènements et les conséquences qui en découlèrent depuis plus d'un siècle, qui correspondaient à ceux qu'ils avaient programmées, à leurs besoins, aux objectifs qu'ils s'étaient fixés jusque dans les moindre détails.

Vous complèterez la liste qui est édifiante depuis la seconde moitié du XXe siècle, dont la création d'une multitude d'institutions financières ou politiques internationales, ces évènement ont également ou surtout servi à atteindre cet objectif. Elles incarnent au plus haut degré leur puissance, et témoignent de leur pouvoir politique quasi absolu sur la destinée du monde.

Nos dirigeants nient en totalité ou en partie ce qui relève d'une simple observation, d'un constat, ce qui signifie qu'à partir de là on ne peut pas partager leur analyse de la situation en France ou dans le monde.

En France, Sarkozy acquis à leur idéologie néolibérale, leur servit à mettre au pas la branche conservatrice de la réaction au sein de l'UMP, n'y parvenant pas totalement, ils décidèrent de briser le parti (LR) qui l'incarnait.

Dans la foulée, ils décidèrent de s'attaquer au PS, pour le disloquer ils désignèrent Hollande qui remplit parfaitement sa mission.

Les deux principaux partis de droite qui étaient issus de la lutte des classes au XXe siècle une fois neutralisés, il ne leur restait plus qu'à créer un parti qui serait à leur image, et à propulser à la tête de l'Etat un raté, un roturier pourri d'ambition et psychopathe, recommandé par la maison Rothschild, qui leur obéirait au doigt et à l'oeil ou qui les laisserait gouverner à sa place, Emmanuel Macron.

Pendant le passage de Sarkozy et Hollande l'essentiel des institutions ont été épurées, dans les ministères et aux postes clés de l'administration ne devait plus figurer que les technocrates ou le personnel acquis à leur idéologie. Tout l'appareil de l'Etat étant entre leurs mains ainsi que les médias, la suite ne serait plus qu'une formalité... A suivre.

Un choix dicté par des intérêts idéologiques et non sanitaire.

- Pas d'autre choix que le confinement? par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 23 avril 2020

Extrait.

Je connais le témoignage d'un directeur de maison de repos (hébergement pour personne âgée, EHPAD en France), qui veut garder l'anonymat.

Selon cet homme, il arrive qu'une seule et même personne âgée, symptomatique d'une infection respiratoire, soit encodée 3 fois pour le COVID-19 !

Dès la suspicion d'infection COVID-19, alors que la symptomatologie n'est pas spécifique et que la grippe par exemple n'a pas disparu depuis l'arrivée du coronavirus, le patient est quand même encodé dans le registre national comme COVID-19.

Lors de son passage aux urgences pour réaliser un test diagnostique par PCR, il est réencodé à nouveau dans le registre national comme COVID-19.

Et lorsqu'il revient à la maison de repos, la direction doit encore le réencoder COVID-19, une troisième fois donc.

Quelle fraude statistique !

Aujourd'hui, toute personne décédée avec un tableau clinique suspect de COVID-19, même s'il n'est pas confirmé de façon formelle, est encodée « décès COVID-19 ».

C'est le cas dans d'autres pays, comme ici, aux USA :

Des certificats de décès COVID-19 manipulés

La Dr Annie Bukacek est médecin agréée en médecine interne. Elle pratique la médecine depuis plus de 30 ans, principalement au Montana, aux USA. « Le CDC (Center for Disease Control and Prevention [11]) compte à la fois les vrais cas de COVID19 et les suppositions spéculatives de COVID19.

Ils surestiment automatiquement le nombre réel de décès de leur propre aveu. »

Les tests sont également source d'erreurs.

Nous utilisons un type de test appelé RT-PCR (rapid test-polymerase chain reaction) [12].

Ce test recherche des gènes du virus caché dans les cellules prélevées sur le patient, par un écouvillonnage nasopharyngé ou buccopharyngé (dans le fond de la gorge). Une technique d'amplification permet de détecter de très petites quantités de séquences génétiques propres au virus du COVID-19 (SRAS-CoV-2).

De source sûre :

« …Il faut savoir que la sensibilité du test n'est que de 60%, ce qui veut dire que dans 40% un test négatif est un faux négatif potentiel, n'identifiant pas un réel porteur et ce chez des personnes pourtant symptomatiques. »

Cela a été mon cas personnel.

J'ai été symptomatique au mois de mars : fièvre légère, encombrement nasal léger mais surtout fatigue extrême et céphalées continues et violentes-ce que je n'avais jamais eu jusque-là, pendant 5 jours de suite. Pourtant, mon test s'est révélé « négatif ».

Étant soignant, en première ligne, je me suis mis en quarantaine moi-même et j'ai repris le travail après 7 jours.

« Dans une population de personnes asymptomatiques, s'il est plus difficile de déterminer la fiabilité de ce test, elle est encore plus basse » ! »

Sensibilité < 60% !

Sensibilité encore inférieure chez les asymptomatiques.

Pour revenir à cette notion de symptômes du COVID-19, pour être clair, il faut savoir, comme avec le SRAS-CoV-1 de 2003, que le virus peut infecter une personne sans provoquer de symptômes. Celle-ci est déclarée asymptomatique.

Dans un deuxième groupe de porteurs, le virus engendre des symptômes légers à modérés (comme pour moi), avec un syndrome aspécifique.

Ce syndrome peut aussi bien être retrouvé dans des infections à rhinovirus (rhumes) qu'à influenza virus (grippe avec fièvre et douleurs musculaires).

Cela peut déboucher sur un syndrome respiratoire avec toux, éternuements, crachats, difficultés respiratoires modérées.

Alors qu'un tel tableau peut être causé par tout un tas de virus, aujourd'hui, on attribue et on gère ce tableau clinique exclusivement comme étant dû au COVID-19 ! Mondialisation.ca, 23 avril 2020

Eugénisme et rente de l'industrie pharmaceutique mafieuse.

- 25 faits sur l'industrie pharmaceutique, les vaccins et les « antivaccins » par Julie Lévesque - 13 mars 2015 - Mondialisation.ca, 22 avril 2020

Extrait

1- La Chine a des épidémies de rougeole, mais 99 % des Chinois sont vaccinés

Une étude récente publiée dans la revue PLoS intitulée « Difficultés dans l'élimination de la rougeole et le contrôle de la rubéole et des oreillons : étude transversale d'une première vaccination contre la rougeole et la rubéole et d'une seconde vaccination contre la rougeole, les oreillons et la rubéole », a mis en lumière l'inefficacité flagrante de deux vaccins contre la rougeole (rougeole-rubéole (RR) ou rougeole-rubéole-oreillons (RRO)). Contrairement à ce qu'ils promettaient, ceux-ci n'ont pas prévenu d'épidémies dans les populations se conformant à la vaccination. (Sayer Ji, Why Is China Having Measles Outbreaks When 99% Are Vaccinated?, GreenMedInfo, 20 septembre 2014)

2- Une étude démontre que la vaccination obligatoire contre la varicelle fait augmenter les taux de maladie

La varicelle ou la vaccination contre la varicelle, est obligatoire en Corée du Sud depuis 2005. La loi exige que les nourrissons de 12 à 15 mois soient vaccinés. En 2011, le pays a atteint un taux de conformité quasi universelle, cependant le nombre de patients atteints de varicelle n'a pas diminué. Il a plutôt augmenté depuis l'atteinte du taux obligatoire de vaccination.

Le nombre de patients atteints de la varicelle signalés aux Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (KCDC) a augmenté, passant de 22,6 cas pour 100 000 en 2006 à 71,6 cas pour 100 000 en 2011. Cela constitue une énorme différence et prouve amplement que le programme de vaccination est inefficace pour contrôler la propagation de la maladie. (Christina Sarich, With 97% Compliance Chicken Pox Vaccine Still Causes Outbreaks, Natural Society, 8 janvier 2015)

3- Lors d'une épidémie de rougeole en 2012 au Québec (Canada), plus de la moitié des cas étaient des adolescents vaccinés

Une enquête sur une éclosion dans une école secondaire d'une ville fortement touchée par le virus [de la rougeole] a révélé qu'environ la moitié des cas étaient des adolescents qui avaient reçu les deux doses recommandées du vaccin durant leur enfance. Autrement dit, les autorités s'attendaient à ce que ces adolescents soient protégés contre le virus de la rougeole.

Il est généralement admis que le vaccin contre la rougeole, lorsqu'il est administré en deux doses durant la petite enfance, devrait protéger contre l'infection de la rougeole environ 99 pour cent du temps. Ainsi, les chercheurs ayant mené l'enquête ont été choqués de découvrir que 52 des 98 adolescents qui ont attrapé la rougeole étaient entièrement vaccinés. (La Presse Canadienne Measles among vaccinated Quebec kids questioned, CBC, 20 octobre 2011)

4- En 1987, une épidémie de rougeole a été documentée chez un groupe d'enfants totalement immunisés

En 1987, par exemple, une étude publiée dans le New England Journal of Medicine (NEJM) a documenté une épidémie de rougeole à Corpus Christi, au Texas, au printemps 1985. Quatorze étudiants adolescents, tous vaccinés contre la rougeole, ont contracté la maladie même s'ils avaient reçu le vaccin RRO. Les chercheurs ont noté que plus de 99 pour cent des élèves de l'école – soit presque tous – avait également été vaccinés, des anticorps contre la rougeole ayant été détectés chez plus de 95 pour cent d'entre eux. (Ethan A. Huff, Measles Outbreak Documented Among Fully Immunized Group of Children, Natural News, 15 février 2015)

5- Les données des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) démontrent des liens entre les vaccins et le syndrome de mort subite du nourrisson (SMSN)

Que se passe-t-il lorsque les preuves fournies par la littérature scientifique et la documentation clinique produite par ces organismes contredit leurs propres politiques de vaccination?

C'est exactement ce qui s'est produit avec la publication d'une nouvelle étude dans le Journal of Pediatrics intitulé « Événements indésirables suivants la vaccination contre l'Haemophilus influenzae de type b dans le Système de rapports sur les événements indésirables suivant la vaccination, 1990-2013 ». Les chercheurs du CDC et de la Federal Drug Administration (FDA) y ont identifié 749 décès liés à l'administration du vaccin Hib, dont 51 % des cas étaient des morts subites du nourrisson liées à l'administration du vaccin Hib. (Sayer Ji, Centers for Disease Control's (CDC) Own Data Shows Links Between Vaccines and Sudden Infant Death Syndrome (SIDS), GreenMedInfo 23 janvier 2015)

6- Le Japon a interdit le vaccin RRO en 1993 « après que 1,8 million d'enfants aient reçu deux types de vaccin RRO et qu'un nombre record ait développé une méningite non virale et d'autres effets indésirables »

Le gouvernement japonais a réalisé qu'il y avait un problème avec le RRO peu de temps après son introduction en avril 1989, lorsque la vaccination est devenue obligatoire. Les parents qui refusaient devaient payer une petite amende.

Une analyse des vaccinations au cours d'une période de trois mois a montré qu'un enfant sur 900 éprouvait des problèmes de santé. Ce taux était 2000 fois plus élevé que le taux attendu d'un enfant sur 100 000 à 200 000. (Jenny Hope, Why Japan banned MMR vaccine, Daily Mail)

7- Une étude a conclu que les pays exigeant que la population reçoive davantage de doses de vaccin ont tendance à avoir des taux de mortalité infantile plus élevés

Le calendrier de vaccination infantile des États-Unis nécessite 26 doses de vaccins pour les nourrissons âgés de moins de 1 an, le taux le plus élevé dans le monde, mais 33 pays ont de meilleures Taux de mortalité infantile [TMI].

Certains pays ont des taux de mortalité infantile inférieurs à la moitié du taux étasunien : Singapour, la Suède et le Japon sont en dessous de 2,80. Selon les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), « la position relative des États-Unis par rapport aux pays ayant les plus faibles taux de mortalité infantile semble s'aggraver ».

Ces résultats démontrent une relation contre-intuitive : les pays qui demandent davantage de doses de vaccin ont tendance à avoir des taux plus élevés de mortalité infantile. (Neil Z Miller et Gary Goldman S., Infant mortality rates regressed against number of vaccine doses routinely given: Is there a biochemical or synergistic toxicity?, US National Library of Medicine, septembre 2011)

8- Les États-Unis disposent d'une cour spéciale (programme d'indemnisation) pour les vaccins apparemment conçue pour exonérer les fabricants de toute responsabilité

Durant des années, les médias dominants étaient réticents à admettre l'existence même de cette cour. Ce système juridique spécial conçu pour gérer les cas de problèmes de santé causés par les vaccins et, en bout de ligne, les balayer sous le tapis le plus rapidement possible – a fait les manchettes en raison de son incapacité à compenser adéquatement et favorablement les familles d'enfants victimes de la vaccination. (Ethan A. Huff, Secretive Vaccine Court Exposed: Designed to Shield Manufacturers from Liability, Natural News 19 novembre 2014)

9- En plus d'avoir admis qu'il avait commis une fraude en exonérant le vaccin RRO dans une étude du Centers for Disease Control (CDC) en 2004, le Dr William Thompson, un scientifique du CDC, affirme qu'il existe un lien entre le mercure (thimérosal) dans les vaccins et l'autisme. (Jon Rappoport, U.S. Centers for Disease Control Whistleblower: Mercury (Thimerosal) in Vaccines Causes Autism, No More Fake News, 5 septembre 2014)

10 – En 2002, William Thompson était déjà au courant des résultats d'une étude reliant le vaccin RRO à une très forte

augmentation du risque de développer l'autisme chez les enfants afro-américains. Voir l'étude qu'a publiée Brian Hooker ici, ainsi qu'une analyse complète des données du CDC révélant un risque accru d'autisme de 340 % chez les enfants afro-américains suivant l'administration du vaccin RRO. (Mike Adams, Autism Links to Vaccines: Whistleblower Reveals Evidence of Criminal Coverup by the Centers for Disease Control (CDC), Natural News 26 août 2014)

11- Tom Verstraeten, un épidémiologiste du CDC, a analysé une gigantesque base de données de l'agence contenant les dossiers médicaux de 100 000 enfants. Selon lui, un agent de conservation à base de mercure dans les vaccins – le thimérosal – semblait être responsable d'une augmentation spectaculaire de l'autisme et d'une foule d'autres troubles neurologiques chez les enfants. (Robert F. Kennedy Jr, Vaccinations: Deadly Immunity. Government Cover-up of a Mercury / Autism Scandal, Rollingstone.com, le 20 juillet 2005)

12- Au lieu de prendre des mesures immédiates pour alerter le public et se débarrasser de l'approvisionnement en vaccins contenant du thimérosal, les fonctionnaires et les dirigeants ont [discuté] de la façon de camoufler les données compromettantes.

Le CDC a payé l'Institut de médecine pour qu'il mène une nouvelle étude éliminant les risques du thimérosal, ordonnant aux chercheurs d'« exclure » le lien entre de la substance chimique et l'autisme.

Le CDC n'a pas divulgué les conclusions de Verstraeten, même si leur publication immédiate avait été prévue, et déclaré à d'autres scientifiques que ses données originales avaient été « perdues » et ne pouvaient être répliquées. Par ailleurs, afin de contrecarrer la Loi sur l'accès à l'information (Freedom of Information Act), il a remis sa gigantesque base de données sur les dossiers de vaccination à une société privée, la déclarant interdite d'accès aux chercheurs. Lorsque Verstraeten a finalement publié son étude en 2003, il travaillait pour GlaxoSmithKline et avait retravaillé ses données afin de cacher le lien entre le thimérosal et l'autisme. (Ibid.)

11- Depuis 1991, lorsque le CDC et la FDA ont recommandé que trois vaccins supplémentaires mélangés avec l'agent de conservation [thimérosal] soit donnés aux très jeunes enfants […], le nombre estimé de cas d'autisme a augmenté de 15 % [en 2005], passant de un enfant sur 2500 à un enfant sur 166. (Ibid.)

Une chercheuse du MIT a pour sa part lié l'autisme au glyphosate, l'herbicide chimique utilisé dans le Roundup de Monsanto.

12- Les fabricants de vaccins […] ont continué à vendre leurs stocks de vaccins à base de mercure jusqu'en 2004

Le CDC et la FDA [ont acheté] les vaccins contaminés et les ont exportés vers les pays en développement. Ils ont également permis aux compagnies pharmaceutiques de continuer à utiliser l'agent de conservation dans certains vaccins étasuniens, y compris plusieurs vaccins pédiatriques contre la grippe ainsi que des doses de rappel du vaccin contre le tétanos que l'on donne régulièrement aux enfants de onze ans. (Ibid.)

13- Le leader de la majorité au Sénat Bill Frist, qui a reçu $ 873000 en contributions de l'industrie pharmaceutique, s'affaire à exonérer les fabricants de vaccins de toute responsabilité dans 4200 poursuites déposées par des parents d'enfants victimes de la vaccination. (Ibid.)

14- Les vaccins contre la grippe saisonnière contiennent toujours du thimérosal.

Regardez les monographies. Par exemple, celle de Vaxigrip de Sanofi Pasteur indique à la page 4 que l'agent de conservation à base de mercure est utilisé dans son format multidose :

« Composants non médicamenteux cliniquement importants : thimérosal*, formaldéhyde, TritonMD X-100, néomycine »

15- Le Dr Scott Reuben ancien porte-parole de Pfizer a publié des dizaines de fausses études dans des revues médicales

Le Dr Reuben a accepté une subvention de Pfizer de 75 000 dollars pour étudier Celebrex en 2005 […] Son étude publiée dans une revue médicale a depuis été citée par des centaines d'autres médecins et chercheurs comme « preuve » que Celebrex aidait à réduire la douleur au cours de la guérison postopératoire […] Aucun patient n'a jamais été inclus dans l'étude!

Il a également faussé des données dans des études sur les médicaments Bextra Aked et Vioxx. [L]a revue médicale à comité de lecture Anesthesia & Analgesia a été obligée de rétracter 10 études « scientifiques » rédigées par Reuben […] Vingt et une études écrites par le Dr Reuben et publiées dans des revues médicales ont apparemment été fabriquées et doivent également être rétractées. (Big Pharma chercheur admet semblant dizaines d'études de recherche de Pfizer, Merck (avis) , Mike Adams , Natural News.com 18 février 2010)

16- Le pédiatre Paul Thomas s'est récemment opposé à un projet de loi sur la vaccination obligatoire en Oregon et a affirmé que

la question des liens entre les vaccins et l'autisme n'est toujours pas réglée du point de vue scientifique.

Dans son témoignage devant le Comité sénatorial, le Dr Paul a déclaré qu'il ne donne pas tous les vaccins à chacun de ses patients, et qu'en conséquence, sur plus de 1000 patients âgés de 3 ans, aucun d'entre eux ne souffre d'autisme. Le reste du pays connaît un taux d'environ un enfant sur 50 souffrant du spectre de l'autisme.

« Les études ne sont pas finales […] Ce n'est pas comme ça que la science fonctionne. La science est un processus. Des études doivent être faites comparant les enfants ayant reçu tous les vaccins, ceux qui ont reçu des vaccins de manière sélective et ceux qui n'ont pas été vaccinés. » (Vaccines Linked to Autism – Preserve Medical Freedom: Dr. Paul Thomas, M.D., Health Impact News, 25 février 2015)

17- Il existe au moins 97 études montrant des liens entre les vaccins et l'autisme.

18- Le CDC affirme qu'« il n'existe pas de preuve convaincante démontrant que les faibles doses de thimérosal dans les vaccins peuvent être dommageables », mais que les autorités sanitaires « ont convenu que l'utilisation du thimérosal dans les vaccins devrait être réduite ou éliminée par mesure de précaution ».

À propos du thimérosal, le site web du CDC indique :

« Depuis 2001, à l'exception de certains vaccins contre l'influenza (grippe), le thimérosal n'est pas utilisé comme agent de conservation dans les vaccins systématiquement recommandés pour les enfants. Le thimérosal, un agent de conservation contenant du mercure, est utilisé dans certains vaccins et autres produits depuis les années 1930. Outre des réactions mineures comme des rougeurs et de l'enflure au point d'injection. Cependant, en juillet 1999, les services de santé publique, l'American Academy of Pediatrics, et les fabricants de vaccins ont convenu que l'utilisation du thimérosal dans les vaccins devrait être réduite ou éliminée par mesure de précaution. »

19- Les essais cliniques financés par l'industrie et publiés dans les revues médicales favorisent systématiquement les promoteurs

Compte tenu de ce contrôle et des conflits d'intérêts qui imprègnent l'industrie, il n'est pas surprenant que les essais cliniques financés par l'industrie et publiés dans des revues médicales favorisent systématiquement les commanditaires. Cela est principalement dû au fait que les résultats négatifs ne sont pas publiés, que les résultats positifs sont publiés à plusieurs reprises dans des formes légèrement différentes, et que l'on donne un biais positif même aux résultats négatifs. Par exemple, l'analyse de soixante-quatorze essais cliniques sur des antidépresseurs a permis de constater que trente-sept des trente-huit études positives avaient été publiées, alors que sur trente-six études négatives, trente-trois d'entre-elles n'avaient pas été publiées ou l'avaient été de manière à transmetttre un résultat positif. – Marcia Angell, MD (Dr Gary G. Kohls, Beware the Drug Companies, How they Deceive Us: "Criticizing Big Pharma" Global Research 16 février 2015)

20- Près de la moitié des articles publiés dans des revues scientifiques contiennent de fausses conclusions

« Il y a six ans, John Ioannidis, professeur d'épidémiologie à l'École de médecine de l'Université de Ioannina en Grèce, a révélé que près de la moitié des articles publiés dans des revues scientifiques contenaient de fausses conclusions, en ce sens que des chercheurs indépendants ne pouvaient pas les reproduire. Le problème est particulièrement répandu dans la recherche médicale, où des articles évalués par des pairs dans des revues médicales peuvent être cruciales pour influencer les décisions concernant des dépenses de plusieurs millions, voire parfois de plusieurs milliards de dollars. Il serait surprenant que des conflits d'intérêts ne compromettent pas parfois la neutralité éditoriale, et, dans le cas de la recherche médicale, les sources de biais sont évidentes. (Ibid.)

21- La plupart des revues médicales reçoivent la moitié de leurs revenus ou plus de la publicité des compagnies pharmaceutiques et des commandes de réimpression, et des dizaines d'autres [journaux] appartiennent à des sociétés comme Wolters Kluwer, un éditeur de revues médicales fournissant également des services de marketing pour l'industrie pharmaceutique. – Helen Epstein, auteure de « Flu Warning: Beware the Drug Companies"(http://aaci-india.org/COI/Flu_web_final.pdf, ibid.)

22- Sur son propre site web, la Federal Drug Administration (FDA) admet que les médicaments dont elle certifie l'innocuité contribuent à plus de 100 000 décès par an. (Constitutional Attorney on US Federal Drug Administration (FDA) Corruption, Disinformation and Cover Up of Health Dangers, Activist Post, 8 février 2015)

23- La FDA approuve régulièrement des médicaments même si ses propres médecins examinateurs s'y objectent. (Ibid.)

24- La FDA n'effectue aucun examen médical indépendant.

Il s'agit d'un système fondé sur les conflits d'intérêts, laissant les consommateurs dans l'ignorance totale quant aux véritables conséquences encourues par la prise de produits de l'industrie pharmaceutique. (Ibid.)

25- En 2012, GlaxoSmithKline (GSK) a plaidé coupable et payé « 3 milliards de dollars pour régler des allégations de fraude et d'omission de données de sécurité »

Selon le Département de la Justice des États-Unis :

Ce règlement est le plus important de l'histoire des États-Unis relativement à une fraude dans les soins de santé et le montant le plus élevé jamais payé par une société pharmaceutique […]

GSK a accepté de plaider coupable à trois chefs de d'accusations criminelles, dont deux pour avoir introduit dans le commerce interétatique des médicaments mal étiquetés, Paxil et Wellbutrin, et un chef d'accusation pour avoir omis de déclarer des données de sécurité sur le médicament Avandia à la Food and Drug Administration (FDA).

Ils en savaient trop !

- Qu'est-ce que les renseignements américains savaient vraiment sur le virus «chinois»? par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 23 avril 2020

Extrait.

Comment le NCMI (National Center for Medical Intelligence) pouvait-il être au courant d'une pandémie virale, déjà en novembre, alors que les médecins chinois n'ont positivement identifié les premiers cas d'un nouveau type de pneumonie que le 26 décembre ?

Ajoutez à cela la question intrigante de savoir pourquoi le NCMI s'est intéressé à cette saison particulière de la grippe en Chine en premier lieu...

La Chine ne pouvait pas « couvrir » ce qui n'a été identifié comme une nouvelle maladie que le 30 décembre, dûment communiqué à l'OMS. Puis, le 3 janvier, le chef du CDC américain, Robert Redfield, a appelé le haut responsable chinois du CDC. Les médecins chinois ont séquencé le virus. Et ce n'est que le 8 janvier qu'il a été déterminé qu'il s'agissait du Sars-Cov-2 – qui provoque le Covid-19.

Cette chaîne d'événements rouvre, une fois de plus, une redoutable boîte de Pandore. Nous avons l'événement 201, qui arrive à point nommé ; la relation intime entre la Fondation Bill et Melinda Gates et l'OMS, ainsi que le Forum Économique Mondial et la galaxie Johns Hopkins à Baltimore, incluant l'École de Santé Publique Bloomberg ; le combo identité numérique ID2020/ vaccin ; Dark Winter – qui a simulé une bio-attaque de variole sur les États-Unis, avant que l'attaque à l'anthrax de 2001 ne soit imputée à l'Irak ; les sénateurs américains qui se débarrassent de leurs actions après un briefing du CDC ; plus de 1 300 PDG qui abandonnent leur confortable perchoir en 2019, « prévoyant » l'effondrement du marché total ; la Fed qui déverse de l'argent hélicoptère dès septembre 2019 – dans le cadre du QE4.

Et puis, validant le rapport d'ABC News, Israël intervient. Les renseignements israéliens confirment que les renseignements américains les ont effectivement avertis en novembre d'une pandémie potentiellement catastrophique à Wuhan (une fois de plus : comment ont-ils pu savoir cela la deuxième semaine de novembre, si tôt dans la partie ?) Et les alliés de l'OTAN ont été avertis – en novembre également.

Le bilan est explosif : l'administration Trump ainsi que le CDC avaient un délai d'avance de pas moins de quatre mois – de novembre à mars – pour être correctement préparés à l'éventualité où le Covid-19 frapperait les États-Unis. Toute l'affaire « La Chine est une sorcière » est démystifiée.

De plus, la révélation israélienne soutient ce qui n'est rien de moins qu'extraordinaire : Les renseignements américains connaissaient déjà l'existence du Sars-Cov-2 environ un mois avant les premiers cas confirmés détectés par les médecins dans un hôpital de Wuhan. Une intervention divine.

Cela n'aurait pu se produire que si les renseignements américains étaient au courant, avec certitude, d'une chaîne d'événements antérieure qui aurait nécessairement abouti à la « mystérieuse épidémie » de Wuhan. Et pas seulement cela : ils savaient exactement où chercher. Ni en Mongolie intérieure, ni à Pékin, ni dans la province de Guangdong.

Il n'est pas de trop de répéter la question dans son intégralité : comment les renseignements américains ont-ils pu être au courant d'une contagion un mois avant que les médecins chinois ne détectent un virus inconnu ?

Mike « Nous mentons, nous trichons, nous volons » Pompeo a peut-être dévoilé le jeu lorsqu'il a déclaré, en public, que le Covid-19 était un « exercice en live ». Si l'on ajoute à cela les nouvelles d'ABC et les rapports israéliens, la seule conclusion possible

et logique est que le Pentagone – et la CIA – savaient d'avance qu'une pandémie serait inévitable.

C'est la preuve irréfutable. Et maintenant, le gouvernement américain couvre toutes les bases en accusant la Chine proactivement et rétroactivement. Mondialisation.ca, 23 avril 2020

Totalitarisme en marche. Comment ils vous tiennent dans le creux de leurs mains.

- "Je n'ai jamais vu une telle demande" : aux Etats-Unis, l'épidémie de coronavirus fait exploser la fréquentation des banques alimentaires Franceinfo 23 avril 2020

"Cette queue ne s'arrêtait pas. J'ai commencé à paniquer." Eric Cooper, président de la banque alimentaire de San Antonio, au Texas (Etats-Unis), garde un vif souvenir de cette image relayée à travers le pays. Des milliers de voitures garées à l'entrée de son association, jeudi 9 avril. Des milliers de familles ayant un besoin urgent de nourriture. "Tellement de gens attendaient, relate-t-il auprès de franceinfo. Nous avons servi 10 000 familles ce jour-là… 10 000 familles !"

En cinq semaines, 26 millions d'Américans ont perdu leur emploi et demandé à percevoir des allocations chômage, d'après un dernier bilan relayé par Reuters*, jeudi 23 avril.

A San Antonio, celle dirigée par Eric Cooper sert désormais 120 000 familles par semaine, contre 60 000 avant la crise sanitaire. Une évolution observée à travers tout le pays : Feeding America, large réseau de banques alimentaires, recense une augmentation de 98% du nombre de bénéficiaires, rapporte CBS News*.

La moitié des personnes aidées à San Antonio n'avaient jamais fait appel à une banque alimentaire auparavant. "Beaucoup des familles que nous aidions étaient à la limite de la pauvreté. Le coronavirus les a plongées dedans. Mais maintenant, nous voyons des familles dont les voitures sont plus récentes, des gens qui ont des belles voitures", observe Eric Cooper.

Une nouvelle pauvreté constatée aussi à Amherst, dans l'Etat du Massachusetts. La banque alimentaire y a constaté une augmentation de 849% de la nourriture distribuée, entre les mois de mars 2019 et mars 2020, souligne le Guardian*. "Au début de la crise, chaque jour était comparable à notre jour le plus chargé de l'année", relate Lev Ben-Ezra, directrice de l'Amherst Survival Center.

En cause : la perte de nombreux emplois du fait du Covid-19, mais aussi la fermeture des écoles, qui fournissaient chaque jour des repas aux enfants de la ville. "Nous avons besoin de dons"

Pour aider ces personnes dans le besoin, le centre dirigé par Lev Ben-Ezra se fournit désormais cinq fois par semaine auprès de la banque alimentaire du Western Massachusetts. Avant cette crise massive, il était nécessaire d'y aller une fois par semaine. "Nous avons radicalement augmenté la quantité de nourriture que nous achetons", poursuit Lev Ben-Ezra. Mais pour cela, "nous avons besoin de dons", insiste-t-elle.

A San Antonio, "nous tenons depuis plusieurs semaines mais nous sommes en difficulté", convient Eric Cooper. Sa banque alimentaire a reçu "des centaines de milliers de dollars de dons", issus de fondations, d'entreprises ou de particuliers. Mais la demande est telle qu'une aide publique est devenue indispensable. Il y a deux semaines, l'association a demandé une aide d'urgence de l'Etat du Texas, d'un montant de 12 millions de dollars, d'après News4 San Antonio. Franceinfo 23 avril 2020

- Les revenus des Français baissent, mais leurs dépenses encore plus - capital.fr 23 avril 2020

Les Français accumulent de l'argent comme ils ne l'ont jamais fait. Confinés depuis le 17 mars, la plupart des ménages continuent de toucher des revenus (amputés, certes) à l'aide notamment des mesures de chômage partiel. Ce maintien relatif de pouvoir d'achat, couplé à la fermeture des commerces et au confinement, aboutit mécaniquement à une épargne forcée pour les ménages. Selon les économistes de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), durant les huit semaines de confinement prévues jusqu'au 11 mai, les Français devraient accumuler le montant astronomique de 55 milliards d'euros d'épargne.

Il en ressort d'abord que les rentrées d'argent ont sensiblement diminué pour certaines catégories sociales. Pour les ménages dont le revenu est compris entre 900 et 1.700 euros, elles ont chuté de 13,7% entre le 17 mars et le 4 avril, par rapport à une période de référence considérée comme normale (ici, entre le 18 février et le 10 mars). Une chute quasi identique à celle constatée auprès des classes moyennes, dont le revenu est compris entre 1.700 et 2.500 euros (-13,4%). Ce sont finalement les catégories un peu plus aisées qui s'en sortent le mieux. Les utilisateurs gagnant entre 2.500 et 3.300 euros n'ont perdu que 5,6% de leurs revenus.

Les mesures d'indemnisation de chômage partiel - 84% du salaire net pris en charge par l'Etat pour le compte des entreprises - ont donc largement amorti le choc financier pour les ménages. Il en résulte malgré tout une perte, puisque toutes les entreprises n'ont pas abondé systématiquement cette indemnisation pour offrir un salaire complet aux employés.

Comme prévu également, on constate que les dépenses, bien plus que les revenus, ont dégringolé. En agrégeant les variations observées dans tous les postes de dépenses de la vie quotidienne - dont les soins médicaux, le commerce en ligne, le carburant et les péage, les transports en commun, les loisirs, la livraison et les jeux vidéo -, Bankin' et Bridge ont ainsi pu établir que le montant des dépenses a diminué de 29% pour les revenus modestes (de 900 à 1.700 euros) et les catégories moyennes (entre 1.700 et 2.500 euros). Alors qu'ils sont ceux ayant le moins souffert d'une chute de revenus, les plus aisés (entre 2.500 et 3.300 euros) sont aussi ceux dont les dépenses ont le moins diminué (-22,4%). "Nous constatons donc pour l'instant que la baisse des dépenses semble compenser la baisse des revenus", confirme Bankin'.

ADP, le concessionnaire des aéroports de Roissy-CDG et Orly, a annoncé la semaine dernière que son trafic à Paris avait chuté, en mars 2020, de 58,5% par rapport à mars 2019. A Paris-Orly, la baisse a atteint 58,7%. Et ce n'est pas près de s'arrêter, car si l'affluence de la première moitié d'avril devait rester identique jusqu'à la fin du mois, la baisse estimée serait respectivement … de 98% et de 93,8%, a indiqué le groupe dans un communiqué. La SNCF enregistre elle aussi une sacrée réduction de sa fréquentation. Le dernier week-end de mars, elle n'a par exemple fait circuler que 17% de ses TGV, 9% des Intercités et 12% des TER. Conséquence, la néobanque Revolut a chiffré que la diminution du nombre de transactions a atteint 51,2% entre le 1er mars et le 8 avril.

Même s'il a visiblement repris depuis quelques jours, le trafic routier s'est effondré les premières semaines du confinement. La deuxième moitié de mars et le début d'avril ont vu la consommation d'essence et de gazole s'effondrer à un niveau "historiquement bas" selon Francis Pousse, président du Comité National des Professionnels de l'Automobile (CNPA), en charge des exploitants de stations-service. La chute, visible sur ce graphique, est comprise entre 70 et 90% de la consommation par rapport à la normale.

Malgré les incitations du gouvernement, les Français semblent avoir déserté les cabinets de soins. Selon l'Assurance-maladie, à mi-avril, les consultations chez les médecins généralistes ont chuté de 40 %. Chez les spécialistes, c'est même 50% de l'activité qui a disparu. La plateforme de prise de rendez-vous Doctolib a ainsi alerté sur le sort de certains professionnels de la santé qui n'ont quasiment plus d'activité : les chirurgiens-dentistes ont vu le nombre de leurs consultations via Doctolib s'effondrer de 95%. Une tendance confirmée par les chiffres de Bankin' et Bridge, puisque ce sont bien les chirurgiens-dentistes qui ont vu leur clientèle fondre le plus, devant les médecins et les opticiens. A l'inverse, ce sont les pharmacies qui s'en tirent le mieux, ces dernières devant fournir du gel hydroalcoolique à la population, ainsi que du paracétamol pour les personnes souffrantes.

Ce sont bien les activités de loisir qui ont le plus pâti du confinement des Français, comme l'illustrent les données de Bankin', recueillies grâce à sa technologie Bridge. Les utilisateurs ont largement mis de côté leurs projets de vacances, et donc les dépenses qui les accompagnent. capital.fr 23 avril 2020

DEUXIEME PARTIE

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) du 22 avril 2020.

Le danger totalitaire par Daniel Gluckstein

La Ve République s'est constituée dès l'origine comme un régime à vocation totalitaire. Le président-Bonaparte concentre tous les pouvoirs entre ses mains. Les organisations syndicales sont en permanence soumises à des tentatives de les intégrer à l'État.

Depuis le début de la pandémie, la nature antidémocratique et bonapartiste du régime s'est aggravée : mise en place de l'état d'urgence prétendument « sanitaire », adoption des ordonnances qui confisquent au Parlement ses maigres pouvoirs pour attaquer les garanties sociales arrachées par l'action de la classe ouvrière, renforcement dans tous les domaines du pouvoir personnel (« J'ai décidé, je fais, je vais faire », répète Macron, contradictoirement à ce qu'il avait décidé, fait et déclaré vouloir faire quelques jours auparavant). À quoi s'ajoutent les atteintes aux libertés individuelles et aux droits ouvriers.

Ces derniers jours, un cran a été franchi. Il faut à tout prix, assène Macron, que le travail reprenne le 11 mai. Y a-t-il à l'appui de cette décision des raisons scientifiques, un recul spectaculaire de la pandémie ? Non : de nombreux scientifiques et médecins mettent en garde contre les conséquences possibles d'un déconfinement dans ces conditions, pouvant déboucher sur une « deuxième vague » et des milliers de victimes supplémentaires.

C'est la classe capitaliste et son représentant, le Medef, qui exigent la reprise du travail le 11 mai : pour eux, il est temps que « les affaires » reprennent. Cette tentative d'imposer l'impératif d'exploitation à l'encontre des considérations de santé suscite une grande inquiétude parmi les salariés : revendications, protestations, prises de position se multiplient.

Dans le camp d'en face, une escouade de plumitifs à la solde du Medef se déchaîne dans la presse aux ordres : c'est à qui tapera

le plus fort contre le mouvement ouvrier, sur le ton le plus radicalement réactionnaire.

Éric Le Boucher est de ceux-là. Éditorialiste aux Échos, il avait, la semaine passée, plaidé pour une reprise du travail immédiate, assumant qu'elle ferait sans doute des milliers de morts. Il récidive le 17 avril dans un éditorial intitulé : « Déconfinement : la responsabilité historique des syndicats ». Dénonçant la prétendue « préférence française pour le non-travail » (admirez l'élégant emballage qui enveloppe ce vomi anti-ouvrier), Le Boucher martèle : « Il n'y a pas le choix, il faut reprendre le travail. Dès le 12 mai. (…) Il faut dire aux salariés français qu'il faut retourner au travail, que "le risque zéro" n'existe pas. » Pour y parvenir, Le Boucher prétend réquisitionner les syndicats : « Comme l'État sera vite à bout de force, le déconfinement repose sur la bonne entente obligée des partenaires sociaux. » Traduisons : les syndicats ouvriers doivent filer droit, répondre au doigt et à l'œil aux exigences de l'État et du Medef dont ils doivent accepter d'être les supplétifs.

Il s'agit pour Le Boucher d'assurer « un changement radical à 180° dans un monde du travail dirigé par des relations conflictuelles ». Sur ce dernier point, il faut reconnaître qu'il a raison : la feuille de route qu'il prétend imposer aux syndicats est directement inspirée de la Charte du travail de Pétain de 1940 ; elle est en effet à 180° de la démocratie politique qui reconnaît le droit des exploités à s'organiser de manière indépendante pour défendre leurs intérêts particuliers contre les patrons et l'État. La vision corporatiste de Le Boucher va au-delà de la pandémie : « Il faut que les partenaires se saisissent du moment. Après les guerres, l'économie repart sur les compromis neufs, c'est le moment d'inventer un nouveau capitalisme français. »

Hé quoi, qu'est-ce qui met Le Boucher dans cet état de rage ? Les organisations syndicales – y compris les confédérations au plan national – revendiquent des masques, des gants, des blouses, du gel hydro-alcoolique, des tests et s'inquiètent d'une reprise sans ces protections, en particulier dans les écoles où des millions d'enfants côtoient des centaines de milliers d'enseignants ? Certaines vont jusqu'à exiger le report de la date fixée le 11 mai tant que les mesures de protection des travailleurs ne seront pas garanties ? Elles sont dans leur rôle.

Les organisations syndicales montrent du doigt le danger qu'il y aurait à reprendre les transports en commun dans ces conditions ? Elles mettent en cause les ordonnances qui dérogent au temps de travail, aux repos hebdomadaires et dominicaux et dénoncent les atteintes aux droits collectifs, aux conventions, au Code du travail ? C'est leur mandat.

Elles s'opposent aux licenciements et suppressions d'emplois, exigent l'abrogation des contre-réformes et le maintien des salaires et des droits collectifs ? Elles se prononcent contre les délocalisations et les externalisations, et pour certaines nationalisations ? Elles sont dans leur rôle.

N'en déplaise à Le Boucher et ses semblables, c'est précisément pour cela que la classe ouvrière a constitué ses organisations. Le rôle historique du mouvement ouvrier n'est certainement pas « d'inventer un nouveau capitalisme français ». La Charte d'Amiens adoptée en 1906 par la CGT (dont sont issues la CGT et la CGT-FO) lui assigne la tâche historique opposée : aider à l'avènement d'un monde nouveau où les moyens de production ne seront plus la propriété de quelques-uns, mais la propriété commune de la classe des producteurs ; un monde nouveau où cette socialisation des moyens de production permettra à la société d'aller de l'avant et d'écarter de son chemin de nouvelles catastrophes comme la pandémie en cours.

De manière immédiate, l'urgence est à forger le bloc uni des travailleurs et des organisations qui se réclament de leurs intérêts afin de rejeter toute forme de participation-intégration à l'État et de mettre en échec la tentative totalitaire. Il s'agit d'aider le peuple travailleur à préserver l'essentiel : sa vie.

LVOG - Cette chute est pathétique, plus catastrophique tu meurs ! A moins que ce soit lui qui soit déjà mort politiquement. Vérifions-le.

Que signifie "*les organisations syndicales sont en permanence soumises à des tentatives de les intégrer à l'État*", peut-être parce que la nature de leurs dirigeants encouragerait les représentants de l'Etat à avancer dans cette voie, qui sait ? Il ne nous le dira pas évidemment, puisque ce serait "*le bloc uni des travailleurs*" avec ces organisations qui permettrait de "*rejeter toute forme de participation-intégration à l'État*". Comme si les conditions se prêtaient à la réalisation de ce "*bloc uni des travailleurs*" qui semble plus que jamais compromis dans l'état actuel de la situation, et qui, s'il devait malgré tout parvenir à se réaliser, devrait aussitôt se placer sous le carcan d'organisations qui auraient hâte de les trahir, non pas qu'elles pourraient être intégrées à l'Etat, elles n'en ont jamais eu besoin pour avancer dans la voie de la "*participation*" ou du corporatisme. Alors pourquoi devraient-elles modifier une formule qui fonctionne si bien, car après tout si nous en sommes rendus là, c'est bien que la réaction n'a cessé de remporter des victoires sur la classe ouvrière grâce à la collaboration de classes, non ?

Quant aux "*garanties sociales arrachées par l'action de la classe ouvrière*", c'est une approximation qui n'est plus de mise ou qui est déplacée, puisque ce n'est vrai qu'en partie seulement. Car, d'une part certaines réformes sociales adoptées depuis le milieu du XXe siècle ou même avant ont correspondu à des besoins du capital pour assurer son développement, école, santé, habitat, transport, communication, etc., d'autres sont dus effectivement à la lutte de classe du prolétariat, congés payés, réduction de la durée du travail, etc. ; D'autre part, ce n'est qu'une fraction de la classe ouvrière soutenue par les classes moyennes qui participa à la lutte de classes. De plus, de nos jours ces générations de travailleurs ont disparu ou sont en voie d'extinction, et celles qui les ont remplacées dans les syndicats ne combattent plus pour en finir avec le capitalisme, mais uniquement pour défendre leur bout de gras ou leur statut souvent privilégié, elles sont toutes sur une orientation corporatiste, y compris la CGT et

FO, SUD ou Solidaire, etc.

Du coup, on a du mal à comprendre comment les organisations syndicales pourraient être amenés à servir réellement les intérêts fondamentaux des travailleurs. Ils feraient mieux de créer un nouveau syndicat ou de s'organiser indépendamment de ces syndicats corrompus et acquis au régime.

Gluckstein appartient à ce clan de trotskystes, qui confond les tâches que les masses peuvent réaliser en période révolutionnaire, avec celles qu'elles peuvent accomplir en période de réaction sur toute la ligne ou que doit s'assigner l'avant-garde du mouvement ouvrier, certes beaucoup plus limitées ou moins spectaculaires, mais tout aussi déterminantes pour la suite de la lutte de classe, dans la mesure où elles consistent essentiellement à préparer le terrain ou les conditions qui permettront de construire le parti révolutionnaire dont les masses ont besoin pour renverser le régime en place, à saper systématiquement les bases du régime en le harcelant ou la confiance qu'elles lui portent.

On est en droit de se demander si cette confusion est inconsciente ou feinte, quand on observe de quelle manière il s'emploie à ménager les dirigeants syndicaux, dont les déclarations seraient conformes à "*leur mandat*" ou encore quand il prétend qu'ils rempliraient "*leur rôle*", tandis qu'en pratique ils violent en permanence ce mandat et ils jouent un tout autre rôle en collaborant avec les représentants du régime, Macron et son gouvernement, ainsi que le patronat ou le Medef.

Pour finalement adopter le discours de Macron et de son comité d'experts mafieux et corrompus par l'industrie pharmaceutique dont les membres sont habités uniquement par des considérations idéologiques et non sanitaires, qui conseillent de prolonger le confinement, jusqu'à quand, on l'ignore et il s'en fout, comme il se fout de ses conséquences annoncées qui ne se situeront pas uniquement sur le plan salarial ou de l'emploi, mais qui porteront sur le modèle totalitaire de société dans lequel nous serions amenés à vivre s'ils parvenaient à leurs fins.

A moins que Gluckstein s'en accommode par avance, parce qu'il s'agit davantage d'une très grave menace suffisamment documentée qui plane sur le peu de liberté dont nous disposions, plutôt qu'un simple "*danger totalitaire*" qui consisterait à exposer les travailleurs au méchant coronavirus, à croire qu'il ignore que nous y sommes tous confrontés depuis 4 mois et qu'on n'en est pas mort pour autant. En fait, il voudrait que la vie continue ou reprenne comme avant, les moutons étaient si bien gardés par les braves dirigeants syndicaux, et comme Macron et Philippe ont martelé que ce ne serait pas possible, c'est tout ce que notre héritier de Trotsky a trouvé pour se faire passer pour un grand révolutionnaire, Trotsky doit s'en retourner dans sa tombe !

Je rajoute un mot sur les syndicats.

Gluckstein estime qu'il faut sauver la CGT et FO notamment de toute intégration à l'Etat, partant du principe que si tous les syndicats étaient intégrés à l'Etat, ils perdraient leur indépendance et ils ne pourraient plus mener le combat sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat ou défendre les intérêts des travailleurs. Laissons de côté le fait qu'il nie que d'une certaine manière ou en pratique les syndicats se comportent déjà depuis des lustres comme s'ils étaient intégrés à l'Etat, ne serait-ce, par exemple, par leur participation au Conseil économique et social et environnemental. Or, à ma connaissance dans le monde ils existent de nombreux syndicats qui sont plus ou moins intégrés officiellement à l'Etat, dans les pays scandinaves par exemple, ce qui ne les empêchent pas de déclencher des grèves ou d'affronter l'Etat sur des revendications sociales. Il existe aussi des syndicats tout aussi pourris aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Grèce, en Italie, en Espagne, etc. S'il ne faut pas en attendre davantage, ils se comportent plus ou moins comme la CFDT, l'UNSA, dans lesquels il existe aussi des militants qui se battent au côté des travailleurs, tout comme à la CGT ou à FO.

Autrement dit, que les syndicats soient intégrés ou non à l'Etat, il y aura toujours des militants pour affronter le patronat ou l'Etat, il s'agit donc d'un faux argument qui ne sert qu'à justifier le refus de constituer un nouveau syndicat ou une tendance révolutionnaire dans les syndicats déjà existant, ce qui revient à conforter les dirigeants syndicaux vendus en place.

En revanche, la transformation qualitatif de la nature politique du régime va influencer les rapports que les syndicats entretiennent avec l'Etat, au point de les contraindre ou plutôt de les inviter à se séparer de leurs éléments les plus combatifs pour ne conserver que ceux qui servent déjà docilement les intérêts des capitalistes, dès lors que le régime bascule dans le totalitarisme ou le fascisme. Autrement dit, tout le travail qu'auront fait ces militants dans ces syndicats pendant des années ou des décennies sera réduit à néant par décret, sans qu'ils puissent y faire quoi que ce soit, car là il sera trop tard pour se retourner et envisager la construction d'un nouveau syndicat, le régime fera tout ce qui est en son pouvoir pour l'empêcher.

Haut de page

Le 27 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

On a été privé d'électricité toute la journée sous une chaleur de plomb, 39°C à l'ombre. Comment rester enfermé chez soi dans ces conditions-là ? Et attendez, hier, comme le dimanche présent, le confinement a été total.

J'ai travaillé avec l'ordinateur portable pour économiser les batteries de secours de la maison, ce n'est pas évident quand on est habitué au confort d'un grand écran et qu'on a la vue qui baisse.

Un petit mot sur notre travail.

Ce qui est un avantage et un inconvénient quand on ne publie pas immédiatement ce qu'on a écrit, c'est qu'à chaque fois qu'on est amené à relire un texte, on va s'aperçoit qu'il est bourré de défauts ou parfois même qu'il a été rédigé n'importe comment, du coup on passera un temps considérable à le corriger ou à modifier des paragraphes entiers, et on ne fera rien d'autres pendant ce temps-là.

Des fois je me demande comment j'ai pu écrire des trucs pareils, c'est pour dire ! Je crois que cela vient du fait que souvent j'écris comme je parle, très vite, et comme la langue orale est plus relâchée que la langue écrite, cela peut donner à l'arrivée l'impression désagréable qu'on aurait bâclé le boulot ou qu'on aurait fait preuve d'un manque de rigueur, alors que ce n'est pas du tout le cas.

Si on doit privilégier les idées ou le contenu, on ne doit pas pour autant négliger la syntaxe qui structure un texte, sinon on prend le risque qu'il soit incompréhensible pour les lecteurs ou qu'ils l'interprètent de travers. Certaines erreurs de syntaxe peuvent se traduire par des contresens ou des méprises regrettables, aussi j'essaie d'y faire davantage attention. Par exemple, il est si facile d'écrire voit au lieu de voie, non pas que je confondrais le présent de l'indicatif et celui du subjectif, je ne m'en aperçois pas tout simplement.

Je n'ai pas acquis la structure du mode de penser d'un intellectuel, et quelque part je ne le souhaite pas. Ma brève incursion dans le monde universitaire à 45 ans m'en a dissuadé à jamais. Je suis resté un ouvrier et c'est très bien ainsi, avec évidemment les inconvénients que cela comporte, il faut les assumer comme tout le reste, et puis tant pis s'il y en a qui nous le reprochent, on fera avec ou sans !

Selon mes principes, il n'y a qu'un endroit légitime envers lequel on a le droit de faire preuve d'intolérance, c'est envers soi-même pour toujours progresser, et tant pis si certains n'en comprennent pas la signification, ce serait trop loin à expliquer ici pourquoi, je crois qu'avec un peu de bonne volonté chacun peut y arriver.

Il y a tellement de choses à lire et auxquelles il faut réfléchir qu'on y passe un temps considérable, alors quand vient le moment de passer à la rédaction qui va encore prendre des heures, on est déjà fatigué et l'attention se relâche, et quand celui de la relecture est arrivée, on est littéralement épuisé ; Il faut savoir que lorsque je publie l'équivalent de 10 pages par jour en moyenne ou même moins, cela signifie que j'en ai lues entre 100 et 200 quotidiennement, cela vous donne une petite idée de l'effort et du sacrifice monstrueux que je produis pour actualiser le portail ou servir notre cause.

- 14 pages au format pdf

Faites tomber les masques.

Psychopathes assumés, mythomanes, déséquilibrés mentaux, hystériques, cinglés, détraqués, enragés, déments, furieux fanatiques, criminels endurcis, despotes médiocres et cyniques, appelez-les comme vous voudrez, ils gouvernent le monde.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Si vous êtes un lecteur attitré de ce portail, vous êtes censés connaître la réponse.

Entre nous, admirez la transition.

Comment, nous ne savions pas ce qui nous pendait au nez ?

Question : Pourquoi nos dirigeants n'ont-ils pas intégré dans leur analyse et leur stratégie la perspective politique décrite par Orwell, qui somme toute était tout à fait plausible, puisqu'à bien des égards elle reposait sur des situations similaires déjà vécues dans le passé ou que nous étions sur le chemin de revivre, observant que depuis Sarkozy la société s'orientait dans cette direction ou que la tentation de recourir à une dictature, comme je l'avais appelée dans mes causeries, devenait chaque jour plus prégnante, se précisait ou se faisait plus menaçante que jamais ?

A l'instar de la guerre, le totalitarisme ou le fascisme est l'aboutissement de la crise du capitalisme.

De plus ou surtout, l'exacerbation croissante des contradictions du capitalisme parvenues à la limite de ce qu'elles pouvaient supporter à l'échelle mondiale, mettait à l'ordre du jour la nécessité pour l'oligarchie de mettre au pas, de mater ou de neutraliser la classe ouvrière et les classes moyennes, le mouvement ouvrier même dégénéré, ce que cette machination au coronavirus est parvenue à faire du jour au lendemain sans tirer le moindre coup de feu, après que la répétition générale ou le conditionnement psychologique des masses réalisé à partir de l'instrumentalisation du terrorisme, puis du climat ait remporté un réel succès, puisque aucun parti ouvrier ne les avaient dénoncées comme telles, la voie était libre pour passer à la suite de leur programme.

Ils ont de la suite dans les idées. Une imposture peut en cacher une autre et ainsi de suite.

Il faut préciser un point très important ou même déterminant pour comprendre ce qui est en train de se passer.

Avez-vous remarqué comment l'oligarchie a procédé pour parvenir à ses fins depuis le 11 septembre 2001?

Les étapes successives abordées ci-dessous faisaient suite à celle du terrorisme, qui avait pour objectif de paver la voie au totalitarisme. Qu'ils aient commencé par là ne fut pas un hasard, puisqu'il leur fallait terroriser la population.

C'est ainsi qu'ils créèrent les conditions pour que le peuple (ou les peuples) abandonne progressivement le peu de liberté dont il disposait au profit de sa sécurité aux allures de camisole de force, face à un ennemi décrété invisible et qui pouvait frapper n'importe qui, n'importe quand et n'importe où, ennemi qui existait réellement, vulnérable malgré tout parce que le terrorisme n'avait rien de naturel ou il était leur créature, tandis que les deux suivants seront de nature plus subtile ou éthérée, donc plus effrayant encore.

Les étapes suivantes seront donc conçues sur le même modèle dès lors bien rodé pendant des années. Leur instrumentalisation en sera d'autant plus facilitée pour parvenir à l'état de psychose collective souhaité par ces despotes détraqués, au point de rendre urgent leur élimination et celle du capitalisme.

A - La psychose ou les effets produits par le terrorisme s'épuisant, il était urgent de passer à l'étape suivante, celle sur le climat.

1 - L'oligarchie lance une opération mondiale sur le climat. En réalité elle l'avait préparée de longue date...
2 - Elle décrète qu'il est déréglé ou qu'il se réchauffe.
3 - Elle met en cause un ennemi invisible, le CO2.
4 - Elle décrète que cet ennemi serait de nature anthropique ou humaine.
5 - Elle en conclut que le mode de vie de la population mondiale devra impérativement changer.
6 - Elle cible principalement les énergies fossiles.
7 - Elle indique qu'il faudra en réduire drastiquement et rapidement la consommation.
8 - Elle précise que c'est une question de vie ou de mort, annonçant sinon la fin du monde.
9 - Elle préconise une réduction du transport aérien et décrète la fin des véhicules à moteur fonctionnant à base de pétrole.
10 - Elle précise que la population devra réduire sa consommation, notamment de viande et de produits à base animale.

B - Sans transition ou sans tarder, sans doute pour ne pas perdre les avantages acquis lors de l'opération antérieure, l'oligarchie passe à l'étape de la pandémie au coronavirus qu'elle a créée également de toutes pièces, à laquelle elle s'était aussi préparée de longue date.

1- Elle lance l'opération mondiale épidémie au coronavirus.
2- Elle induit en erreur les dirigeants du monde entier, de manière à ce qu'ils adoptent des mesures qui amplifieront la diffusion du coronavirus et feront un maximum de victimes.
3- Elle indique que l'épidémie pourrait se transformer en pandémie.
4- Elle décide que ce coronavirus constitue dorénavant une menace mortelle pour la population mondiale.
5- Elle décrète la suspension des libertés individuelles et collectives pour lutter contre la propagation de la pandémie.
6- Elle crée ainsi les conditions conduisant à la paralysie de secteurs entiers de l'économie ou à leur effondrement.
7- Elle envoie en quelques semaines au chômage plus de 165 millions de travailleurs dans le monde (OIT).
8 - Elle décide d'appauvrir et d'affamer une grande partie de la population mondiale.
9 - Elle vise les pans des classes moyennes les plus vulnérables destinées à connaître le même sort que la classe ouvrière.
10 - Elle décrète que plus rien ne sera comme avant.
11 - Elle fabrique et se distribue des milliers de milliards de dollars pour accroître son emprise sur l'économie mondiale.
12 - Elle permet aux Etats de s'endetter dans des proportions colossales pour mieux les contrôler ou renforcer son pouvoir politique.
13 - Elle encourage le traçage numérique de la population et sa vaccination obligatoire pour en avoir le contrôle total dans l'avenir.
14 - Elle réalise à l'arrivée les objectifs qu'elle s'était fixée avec le climat :

- Plus un avion dans le ciel,

- Plus une voiture ne circule ou si peu,
- La consommation plonge,
- La population est privée de loisirs,
- Un grand nombre ne peut plus acheter ou manger de la viande, etc.

En revanche :

- La moitié des salariés est au chômage, tandis que l'autre moitié est vouée à la surexploitation, à travailler entre 48 et 72 heures sur 6 jours par semaine selon les pays,
- Les GAFAM renforcent leur emprise sur la totalité de la société ou de nos vies, etc.

Bref, le totalitarisme est si bien instauré et toléré jusqu'à présent, qu'ils envisagent de le prolonger aussi longtemps que la menace au coronavirus n'aura pas disparu, après avoir annoncé que sa durée de vie était indéfinie et la boucle est bouclée.

Il ne vous aura pas échappé au passage, que le coronavirus leur avait permis d'atteindre exactement les objectifs qu'ils s'étaient fixés lorsqu'ils avaient élaboré l'opération sur le climat, autrement dit ils avaient tout programmé à l'avance et tout s'est déroulé comme ils l'avaient prévu. Ils sont très forts tout de même, ils n'y seraient jamais parvenus si le mouvement ouvrier n'avait pas été complètement corrompu.

Il n'y a donc pas de coïncidence hasardeuse dans ce qui s'est passé depuis qu'ils avaient décidé de passer à la vitesse supérieure sur le climat lors de la COP 21 à Paris. Non, ils avaient tout minutieusement manigancé. Seul l'épisode syrien a quelque peu contrarié leur plan ou empêché que la machination sur le climat s'enchaîne harmonieusement avec celle sur le terrorisme.
En revanche, l'enchaînement avec celle au coronavirus a été parfait, peut-être trop, car ils craignent maintenant qu'au "*déconfinement*" succèdent des explosions sociales aux conséquences imprévisibles, mais ils doivent estimer qu'en maintenant une situation chaotique, ils pourront toujours mater la classe ouvrière parce qu'elle est privée de direction.

Pour plus amples détails sur le déroulement de ces opérations, je vous renvoie aux évènements qui ont eu lieu dans le monde depuis le 11 septembre 2001 en relation avec le terrorisme, le climat et les virus ou coronavirus, et la manière dont ils les ont traités durant toute cette période jusqu'à nos jours. Tout figure dans les causeries antérieures ou dans les documents que j'ai publiés.

En conclusion.

On voudrait qu'il y ait moins d'avions dans le ciel, moins de voitures sur les routes... C'est formidable, c'est magique, cela tombe bien, il n'y en a plus ! Ah ben ça alors, qui aurait cru que cela arriverait un jour, c'est à peine croyable ! Quel bonheur ou quel malheur, pour qui ?

Y aura-t-il encore des crétins pour affirmer que ce serait un hasard, une simple coïncidence, une prophétie qui se réalise, pourquoi pas un don divin ? Les opportunistes forcenés, les négationnistes ou révisionnistes professionnels, ceux qui réclament une prolongation du confinement, que tout le monde porte désormais des masques partout, nous n'en doutons pas un seul instant. Pour savoir dans quel camp ils se situent vraiment, observez, écoutez ou lisez attentivement les uns et les autres et faites-vous votre propre idée.

Encore un mot.

Le coup des avions cloués au sol ou des bagnoles remisées au parking ou au garage ne doit pas nous détourner de l'essentiel, à savoir les violentes mesures antisociales et liberticides présentes et à venir qui accompagnent cette machination au coronavirus, et qui caractérisent la mise en place d'un modèle de société totalitaire à l'échelle de la planète. Malheur à tous ceux qui n'en prendraient pas la mesure exacte très rapidement, car après il sera trop tard !

Aux travailleurs ou militants qui doutent de la version qu'on leur propose parce qu'ils sont sous l'emprise de l'idéologie dominante, il serait inutile de leur exposer la totalité de notre argumentation car ils ne nous écouteraient pas, par contre on peut leur demander s'ils ne trouvaient pas un peu étrange qu'avec le coronavirus une partie des objectifs définis par les promoteurs du changement climatique ait été atteint, et ceux qui en avaient marre du matraquage sur le climat pourraient être les plus sensibles à cet argument et les faire douter de la version officielle sur le coronavirus.

Qu'on ne vienne pas nous raconter, que même sans cette argumentation ils pourraient parvenir à en douter, certainement pas en exigeant une prolongation du confinement ou le port du masque obligatoire partout, car c'est là justement se situer sur le terrain de nos ennemis ou adopter leurs arguments, tandis que réclamer de Macron et du gouvernement des compensations financières en tout genre les conduirait à s'accommoder de la situation au lieu de la combattre, ce qui correspond en fait à la posture opportuniste adoptée par l'ensemble du mouvement ouvrier, ce qui ne nous surprend pas.

Le confinement et le port du masque obligatoire relève du totalitarisme ou du fascisme, ils sont donc incompatibles avec

les revendications sociales des travailleurs qui ne peuvent s'inscrire que dans une perspective révolutionnaire. On ne peut pas revendiquer l'un et l'autre à la fois, alors que ces revendications se situent sur des terrains de classe opposés ou elles représentent des intérêts de classe contraires.

Nous n'avons rien à exiger ou à attendre de Macron qui est à l'origine de la situation en tant que représentant de l'oligarchie, c'est à nous de prendre en mains notre destin, de nous organiser pour le chasser du pouvoir et refonder la société sur la base des besoins et des aspirations de l'ensemble des travailleurs.

Voilà l'orientation politique que je défends et sur laquelle je vous propose de combattre.

Tiens, ce n'est pas en France que cela arriverait, pourquoi ?

- Des milliers d'Israéliens manifestent contre le gouvernement - AFP 26 avril 2020

Environ 2.000 manifestants -selon les chiffres de médias israéliens- ont répondu à l'appel sur les réseaux sociaux du mouvement dit des "drapeaux noirs" pour protester contre ce qu'ils jugent être "un gouvernement de la corruption".

Le 19 avril, des milliers d'Israéliens avaient déjà manifesté à Tel-Aviv pour marquer leur opposition à la signature d'un accord entre Benny Gantz et Benjamin Netanyahu. AFP 26 avril 2020

LVOG - Certains de nos dirigeants, les plus farouches partisans du confinement, ce qui ne vous étonnera pas, en sont à organiser des meetings virtuels sur le Net, de quoi bien faire marrer les GAFAM ! Bravo !

Totalitarisme. Rien de mieux que le chaos pour préparer psychologiquement les futurs esclaves au destin auquel ils les destinent.

- Le Conseil scientifique recommande le port obligatoire du masque au collège et au lycée dès le 11 mai - BFMTV 26 avril 2020

- Coronavirus : l'Académie de médecine recommande une batterie de mesures pour la réouverture des écoles - franceinfo 25 avril 2020

L'Académie propose d'"aménager les horaires" pour permettre un accueil "espacé" des enfants, d'assurer un écartement "d'un mètre au minimum" entre les tables de classe et "une disposition sécurisée des places" à la cantine. Les récréations devraient être organisées "par petits groupes, composés si possible des mêmes enfants". Enfin, les parents et enfants ne devraient pas être autorisés à se rassembler à la sortie. (On croirait qu'ils ignorent que les classes sont surchargées et manque d'espace, et qu'il manque aussi de personnels dans les écoles. - LVOG)

Concernant les masques, l'Académie estime que les écoles devraient se constituer une "réserve suffisante de masques anti-projection (ou de masques alternatifs)". Ceux-ci devraient être distribués aux adultes (enseignants, personnel, parents) et aux élèves à partir du CP, "à porter lors des activités récréatives en dehors de la classe et à la sortie de l'établissement", mais pas en classe.

L'Académie préconise aussi un lavage des mains "systématique et pluriquotidien, à l'eau et au savon", l'installation de distributeurs de solution hydro-alcoolique, le nettoyage et la désinfection plusieurs fois par jour des sanitaires, rampes d'escalier, tables en salle de classe, poignées de porte et supports pédagogiques. (Quelle bande de dingues et d'ordures surtout ! - LVOG)

Pour détecter rapidement tout cas suspect, elle recommande également de prendre la température des élèves chaque matin par thermomètre frontal, avant l'entrée dans les locaux. En amont de l'ouverture, l'Académie nationale de médecine recommande une formation sur les gestes barrière pour les enseignants et le personnel, "à relayer pour les enfants". (Vous imaginez un instant l'impacte traumatisant sur le cerveau malléable et fragile des enfants. Rien que pour cela, si j'avais des enfants je refuserais de les envoyer à l'école, tant que les conditions antérieures ne seraient pas intégralement rétablies. - LVOG)

S'agissant des crèches, l'Académie recommande en outre d'accueillir un seul parent dans un sas d'entrée pour prendre la température du nourrisson, et de le renvoyer à domicile en cas de fièvre, pour avis médical. Le personnel de puériculture devrait également porter impérativement un masque et une surblouse changée quotidiennement, et se laver les mains entre chaque nourrisson lors des soins et avant la préparation des biberons. franceinfo 25 avril 2020

Totalitarisme. Le ministère de la Haine menace le professeur Didier Raoult.

LVOG - Le professeur Raoult a notre total soutien.

Tandis qu'il a soigné et sauvé des milliers de patients, le Conseil de l'Ordre établi par le régime fasciste de Vichy et digne de lui l'accuse de "*de susciter de faux espoirs de guérison*". On est bien dans le cadre du scénario totalitaire imaginé et décrit par Orwell devenu réalité, n'en déplaisent à ses détracteurs.

- Didier Raoult bientôt démis de ses fonctions par le Conseil de l'Ordre des médecins ? - Yahoo 25 avril 2020

Dans un communiqué très ferme, le CNOM appelle les médecins à "ne pas susciter de faux espoirs de guérison".

Dans un communiqué publié le 23 avril, le Conseil de l'Ordre des médecins de France (CNOM) met sérieusement en cause les agissements du professeur Didier Raoult, sans toutefois le citer nommément. Dans ce texte, l'Ordre rappelle avec fermeté les règles en vigueur pour les protocoles de recherches cliniques, et indique qu'il est "inadmissible dans ce contexte de susciter de faux espoirs de guérison", alors que le patron de l'IHU Méditerranée Infection martèle depuis le début de l'épidémie que l'association hydroxychloroquine/azithromicyne permet d'avoir des résultats "excellents" contre le Covid-19.

Le corps médical se doit "d'être à la hauteur pendant cette crise sanitaire". (De quoi, d'assumer une sordide imposture ou de tenter de soigner ou sauver des malades avec les moyens du bord ? - LVOG)

"Ces dernières semaines dans les médias, plusieurs médecins ont fait état de 'protocoles de traitement' du Covid-19 qui nécessitent une clarification de la part du Conseil national de l'Ordre des médecins, indique le communiqué. Le CNOM rappelle fermement à l'ensemble des médecins qu'en cette période de vulnérabilité particulière et face à l'inquiétude de nos concitoyens, leur parole prend un sens encore plus important (...) Les Français, nos patients, vouent une confiance importante au corps médical, qui se doit d'en être à la hauteur pendant cette crise sanitaire sans précédent". (La parole des membres d'une officine créée par le régime de Vichy est illégitime. - LVOG)

L'Ordre annonce également avoir informé l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) de l'existence de "ces protocoles qui s'inscrivent en dehors de la législation en vigueur" et qu'elle tirera le cas échéant "les conséquences de l'avis de l'ANSM". L'Ordre pourrait ainsi reprocher au professeur de microbiologie la méthodologie de ses travaux, présentés en avant-première à Emmanuel Macron le 9 avril et qui ont fait depuis l'objet d'une demande de précision de la part de l'ANSM, sans réponse de Didier Raoult. (On ne répond pas à un procès d'intention. - LVOG)

Sans l'appui de l'ANSM, le très populaire chercheur marseillais serait finalement hors la loi, car un essai clinique qui ne respecte pas les procédures officielles est passible d'un an de prison et de 15 000 euros d'amende. Yahoo 25 avril 2020

LVOG - Si nous prenions le pouvoir, nous déclarerions hors la loi toutes les officines comme le Conseil de l'Ordre des médecins, l'Agence nationale de sécurité du médicament, l'INSERM, l'Institut Pasteur, l'OMS, etc. Nul doute qu'il faille faire table rase du passé et le plus tôt sera le mieux.

Totalitarisme. La machine à propagande du ministère de la Vérité devient hystérique.

LVOG - Ils radotent !

- Coronavirus : Augmentation des effets secondaires graves lors des tests de traitements contre le Covid-19 - 20minutes.fr 25 avril 2020

Cela concerne aussi la fameuse hydroxychloriquine.

Les signalements d'effets indésirables liés aux traitements testés contre le Covid-19 ont continué à augmenter ces dernières semaines, atteignant plus de 300 cas, a annoncé l'Agence du médicament (ANSM), qui confirme en particulier le « signal de vigilance » concernant l'hydroxychloroquine. « Au 22 avril 2020, 321 cas d'effets indésirables ont été déclarés en lien avec une infection à Covid-19, dont 80 % de cas graves », détaille l'Agence nationale de sécurité du médicament, qui avait annoncé une centaine de cas le 10 avril.

Dans les deux tiers des cas (soit 215 personnes), l'enquête de pharmacovigilance a pu conclure à un lien probable entre l'effet observé et le médicament administré au patient atteint de Covid-19. Parmi ceux-ci, plus de la moitié concernent des patients atteints du coronavirus traités par hydroxychloroquine (23 %) ou par ce médicament associé à l'antibiotique azithromycine (31 %), tandis que 42 % portent sur le Kaletra (un antiretroviral combinant lopinavir et ritonavir).

Le nombre de décès constatés dans ce cadre est toujours de quatre, tous liés à l'hydroxychloroquine et survenus en milieu hospitalier. Ce médicament, un dérivé de l'antipaludéen chloroquine, est connu pour provoquer chez certains patients des anomalies électriques du fonctionnement du coeur visibles à l'électrocardiogramme, qui peuvent mener à des troubles du rythme cardiaque voire au décès.

Mais il semble que « les malades du Covid sont plus fragiles sur le plan cardiovasculaire et donc plus susceptibles que les personnes lambda d'avoir des problèmes avec des médicaments qui sont délétères pour le coeur » tels que l'hydroxychloroquine, avait expliqué le directeur général de l'ANSM Dominique Martin début avril. Les effets indésirables liés au Kaletra sont essentiellement des atteintes du foie, mais aussi du système digestif, du coeur et des reins.

Ces signalements d'effets secondaires ne reflètent pas « l'exhaustivité du nombre de cas réellement survenus, et ce notamment en raison de la très forte sous-notification, mais permet d'émettre des signaux en vue de prendre des mesures de réduction du risque », telles que le fait de réserver l'hydroxychloroquine à un usage hospitalier, souligne l'ANSM. Pour cette raison, il n'est notamment pas possible de rapporter le nombre d'effets secondaires signalés au nombre total de patients traités pour calculer un « taux de risque » de chaque médicament, insiste l'agence sanitaire. 20minutes.fr 25 avril 2020

Totalitarisme. L'Organisation Mafieuse de la Santé exige une preuve qui n'a jamais existé, donc que personne ne pourra jamais fournir.

LVOG - Comment appelez-vous cela : En l'absence de preuve prouvant le contraire, je vous accuse d'être coupable sans avoir à vous fournir de preuve de votre culpabilité ? C'est comme l'existence de Dieu en somme, je décrète qu'il existe jusqu'à temps que vous m'ayez fourni la preuve qu'il n'existait pas. Comme on ne peut pas apporter la preuve de quelque chose qui n'existe pas, jusqu'à nouvel ordre, il existe !

Cette institution corrompue et criminelle tient absolument à ce que la psychose collective dure éternellement.

Tout son discours est antiscientifique, une aberration totale, puisqu'il n'existe aucune immunité à vie contre aucun virus ou coronavirus.

La capacité à développer une immunité dépend de l'état de santé d'une personne, de l'équilibre bio-chimique entre les différentes molécules qui composent son corps. De la même manière l'état ou le fonctionnement de chacun de ses organes.

Et les chercheurs ne sont jamais parvenus à ce jour à inventer un vaccin contre un coronavirus, cela n'existe nulle part dans le monde. Mieux, comme les virus mutent en permanence, aucun vaccin ne protège définitivement contre une infection virale ou une année sur l'autre.

- Covid-19 : "aucune preuve" que les personnes déjà infectées sont immunisées, selon l'OMS - Yahoo 25 avril 2020

Dans une note scientifique, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré samedi qu'il n'y avait actuellement "aucune preuve" que les personnes déjà infectées par le Covid-19 étaient immunisées, même en ayant développé des anticorps. (Ils le sont du moins temporairement sinon ils seraient infectés ou déjà morts ! Rappelons que ce qui vaut pour les anticorps vaut également pour un vaccin puisque les virus mutent plus ou moins en permanence, donc des anticorps ou un vaccin qui protégeait contre un virus, ne protègera pas forcément lors de l'épidémie suivante et ainsi de suite... - LVOG)

Plusieurs mois après son apparition, le Covid-19 semble toujours aussi mystérieux (Tiens donc, après tout ce qu'ils ont déblatéré à son sujet. - LVOG) . Alors que de nombreux pays du globe sont toujours confinés pour lutter contre le virus et que d'autres ont commencé ou envisagé de se déconfiner, l'OMS a déclaré samedi, dans une note scientifique, qu'il n'y avait à ce jour "aucune preuve" que les personnes infectées par le Coronavirus étaient immunisées.

Traduction : si on attrape le Covid-19 une première fois, rien ne prouve qu'on ne pourra pas être contaminé une deuxième fois par la suite. L'organisation mondiale de la santé a ainsi mis en garde les pays contre la délivrance de "passeports immunitaires" aux personnes guéries car leur fiabilité ne peut actuellement pas être garantie. (Rendez-vous compte, cela foutrait en l'air le plan de vaccination mondiale de Big Pharma. - LVOG)

Selon l'OMS, le "certificat d'absence de risque" aurait des effets néfastes car il pourrait augmenter les risques de propagation. En effet, les personnes guéries s'exposeraient sans précaution en pensant être protégées du virus et relanceraient peut-être l'épidémie. "À la date du 24 avril, aucune étude n'a évalué si la présence d'anticorps au SARS-CoV-2 confère une immunité contre une future infection par ce virus chez les humains", précise l'OMS. (Ils insistent un peu trop lourdement pour avoir des intentions avouables. - LVOG)

Certains gouvernements avaient émis ces dernières semaines l'idée de délivrer des documents attestant l'immunité des personnes sur la base de tests sérologiques révélant la présence d'anticorps dans le sang, de façon à déconfiner progressivement et relancer l'activité économique. (Il fallait faire durer le plaisir aussi, merci on l'avait compris depuis le début. - LVOG)

Dans ce contexte, seul un vaccin fiable semble pouvoir être en mesure de mettre un terme à la pandémie. Yahoo 25 avril 2020

LVOG - Voilà où ils voulaient en venir, parole venimeuse de Yahoo (Microsoft) ou des GAFAM.

Commentaire d'internaute

1- "Mais c'est bien sûr ! Faut garder le momentum. Ça aide à faire passer les suppositoires tels le 5G, la géolocalisation, les masques obligatoires, les vaccins obligatoires, l'accès réservé aux transports en commun, l'accès réservé aux supermarchés, etc, etc...

Et d'ailleurs la France est un phare. Sur le mondialisme à l'oeuvre."

2- Tant qu'ils ne nous auront pas injecté le vaccin de Big Pharma, ils ne nous lâcheront pas.

3- Pas d'immunité, pas de vaccin, pas de traitement. Confinés pour toujours.

4- L'art de la désinformation. Plusieurs articles disent oui, de nombreux autres articles disent non, comment ne peut-on pas être sûr de rien ? Quand c'est comme cela, c'est qu'on veut simplement vous désorienter afin que vous ne puissiez pas réfléchir rationnellement. Et quelqu'un qui est désorienté est beaucoup plus facilement influençable. Mais pas de théorie du complot : c'est toujours pour votre bien, soyez en sûrs, voyons. Après deux guerres mondiales vous devez savoir que c'est la bienveillance généralisée partout, c'est évident.

A lire également :

Si je ne publie pas certains de ces articles, c'est parce qu'ils comportent des démonstrations que j'ai jugées inopportunes, voire scabreuses par endroit et contre-productives. Par exemple, on peut reprocher beaucoup de choses à Bill Gates, mais on ne peut pas l'accuser de promouvoir la vaccination pour réduire la population mondiale, sauf si on était certain que chaque vaccin comporterait une molécule conduisant à la stérilisation de la population, ce qui n'est pas le cas jusqu'à preuve du contraire, même si ce procédé a été utilisé avec certaines femmes en Afrique.

Il ne faut pas raconter n'importe quoi ou généraliser sans preuve un ou des cas particuliers, auquel cas on se discrédite et on fait le jeu de ce brave philanthrope. On doit s'en tenir en toute circonstance strictement aux faits, ce principe n'est pas négociable.

Donc tous ces articles peuvent être lus, à condition d'être capable de faire la part des choses ou d'avoir acquis un esprit critique suffisamment aiguisé pour ne pas se faire manipuler dans un sens ou un autre. En cas de doute vous pouvez toujours m'écrire, on en discutera tranquillement, car je crois avoir acquis une solide expérience dans le décryptage des fausses informations ou pour les repérer.

- Bill Gates et le programme de dépeuplement. Robert F. Kennedy Junior demande une enquête par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 19 avril 2020

https://www.mondialisation.ca/bill-gates-et-le-programme-de-depeuplement-robert-f-kennedy-junior-demande-une-enquete/5644453

Extrait - Depuis plus de vingt ans, Bill Gates et sa fondation, la Fondation Bill et Melinda Gates (FBMG), vaccinent par millions les enfants dans les régions reculées des pays pauvres, principalement en Afrique et en Asie. La majeure partie de leur programme de vaccination a eu des résultats désastreux, provoquant la maladie elle-même (polio, par exemple en Inde) et stérilisant les jeunes femmes (Kenya, avec des vaccins antitétaniques modifiés). Beaucoup de ces enfants vaccinés sont morts. De nombreux programmes ont été réalisés avec le soutien de l'OMS et – oui – de l'agence des Nations unies responsable de la protection des enfants, l'UNICEF.

La plupart de ces campagnes de vaccination ont été mises en oeuvre sans le consentement éclairé des enfants, des parents, des tuteurs ou des enseignants, ni avec le consentement éclairé, ou avec un consentement falsifié, des autorités gouvernementales respectives. Dans la foulée, la Fondation Gates a été poursuivie en justice par des gouvernements du monde entier, au Kenya, en Inde, aux Philippines – et bien d'autres encore.

À l'époque où le rapport Rockefeller de 2010 a été publié, avec son scénario encore plus tristement célèbre « Lock Step« (étape de confinement), dont nous vivons précisément le début en ce moment, Bill Gates a parlé de l'utilisation de l'énergie lors d'une émission de TED en Californie, « Innovating to Zero » (Innovation Zéro).

Gates, l'UNICEF et l'OMS ont déjà été accusés de manière crédible de stériliser intentionnellement des enfants kenyans par l'utilisation d'un antigène HCG caché dans les vaccins antitétaniques ».

- Démystifier les statistiques sur le coronavirus. A lire attentivement: Les risques sont excessivement faibles! par Dr. Gary G. Kohls

- Mondialisation.ca, 25 avril 2020

https://www.mondialisation.ca/demystifier-les-statistiques-sur-les-coronavirus-a-lire-attentivement-les-risques-sont-excessivement-faibles/5644719

Extrait - Mon domicile de Duluth se trouve dans le comté de St-Louis (population = 199 000 habitants). Au 18 avril, il y a 52 cas avec 8 décès, ce qui donne une incidence de 0,000026 (ou 0,026 % de chance de contracter la COVID ; c'est-à-dire que 26 personnes sont infectées sur 100 000 habitants du comté) et un taux de mortalité de 0,000042 (ou 0,004 % de chance de mourir de la COVID = 4 personnes mourant sur 100 000 habitants du comté).

Il faut garder à l'esprit que le Bureau des statistiques du CDC encourage fortement (et même ordonne?) tous les médecins étasuniens à inscrire la « COVID » comme cause de décès sur les certificats de sortie et de décès de chaque patient dont le test était positif ou simplement suspecté d'avoir la COVID pendant l'hospitalisation, la maladie ou le décès à la maison ou dans la rue. Cela est vrai même si le patient était en fait un patient âgé en phase terminale, ne pas réanimer (DNR), qui aurait dû succomber à ses maladies cardiaques, pulmonaires, rénales, immunologiques et/ou hépatiques préexistantes, qui étaient donc également « traitées » avec un grand nombre de médicaments sur ordonnance potentiellement toxiques.

- L'énorme canular de la Covid-19 par Tony Cartalucci - Mondialisation.ca, 24 avril 2020

https://www.mondialisation.ca/lenorme-canular-de-la-covid-19/5644688

Extrait - Dès le mois dernier, des experts gardant la tête froide ont averti que les taux de mortalité exagérés propagés par les politiciens, les médias occidentaux, d'autres semeurs de panique et même les responsables de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) allaient céder la place à des taux de mortalité beaucoup, beaucoup plus faibles, car un plus grand nombre de personnes ont été testées, ont été infectées par le virus et n'ont présenté que peu ou pas de symptômes.

Le nombre d'infections par rapport au nombre de décès en Islande, où les tests ont été les plus répandus, montre un taux de mortalité d'environ 0,5%, bien que seulement 5% de la population ait été testée. 50 % des personnes testées ne présentaient aucun symptôme, ce qui signifie que beaucoup, beaucoup plus d'Islandais ont probablement eu le virus, l'ont surmonté avec facilité et n'ont jamais consulté un médecin ou un hôpital pour se faire tester ou pour figurer dans les statistiques nationales sur la Covid-19.

Une autre étude menée aux États-Unis par l'université de Stanford a révélé que le taux d'infection était probablement 50 à 85 fois plus élevé que celui qui avait été signalé – ce qui signifie que le taux de mortalité était astronomiquement plus bas que celui qui a été signalé, soit environ 0,2 % à 0,12 % – et non pas les 3 à 4 % avancés par l'Organisation mondiale de la santé.

En d'autres termes, la Covid-19 n'est pas plus dangereux ou mortel que la grippe annuelle. Mais il a été présenté comme tel par les politiciens occidentaux, les médias d'entreprise occidentaux et même les institutions internationales comme l'OMS – une tromperie délibérée accompagnée d'un théâtre coordonné comprenant des briefings gouvernementaux avec des journalistes drôlement distancés dans la « peur » de contracter la Covid-19.

Si les médias présentaient les décès dus à la Covid-19 dans le contexte et par rapport aux décès annuels dus à la grippe, les Étasuniens – par exemple – verraient que par rapport à la saison de la grippe de 2019, la Covid-19 représente en fait 30 000 à 40 000 décès de moins que la grippe ordinaire – sans parler du battage médiatique et de l'hystérie que le gouvernement et les médias ont délibérément créés autour de la Covid-19 pour justifier les confinements.

Alors pourquoi les gouvernements du monde entier ont-ils paralysé leurs économies, mis des millions de personnes au chômage et mis en place des mesures draconiennes pour, en substance, emprisonner leurs populations chez eux ?

Les tyrans et les affameurs, il faut les chasser du pouvoir !

- Seine-Saint-Denis : les autorités redoutent des «émeutes de la faim» - LeFigaro.fr 25 avril 2020

«Émeutes de la faim». Les mots sont forts. Ce sont pourtant les termes qu'aurait employés le préfet de Seine-Saint-Denis, Georges-François Leclerc. Mercredi 22 avril, Le Canard enchaîné rapportait un mail envoyé par le haut fonctionnaire, le 18 avril, à son homologue Michel Cadot, préfet de la région Île-de-France. Dans ce mail, Georges-François Leclerc redoutait des «émeutes de la faim» et s'inquiétait d'un «risque alimentaire» menaçant les habitants les plus pauvres de Seine-Saint-Denis.

«Nous comptons entre 15.000 et 20.000 personnes qui, entre les bidonvilles, les hébergements d'urgence et les foyers de travailleurs migrants, vont avoir du mal à se nourrir», s'alarmait-il dans ces échanges. «L'économie souterraine, de rapine, l'uber-économie et l'effondrement de l'intérim ont provoqué une baisse importante et brutale des revenus des précaires de Seine-Saint-Denis», constatait également le préfet. Avant de conclure : «Ce qui était jouable sur un mois de confinement ne le sera pas sur deux».

Les propos du préfet de Seine-Saint-Denis font suite à de multiples messages d'alerte sur la situation alimentaire du département .

Début avril, un journaliste de LCI, William Molinié, relatait une conversation avec un policier en poste dans le 93. «Ne pas sous-estimer le risque d'émeutes de la faim. Des familles nourrissent leurs enfants habituellement pris en charge dans les cantines. Ça paraît dingue, mais ça les met dans une difficulté financière que les autorités peinent à imaginer», lui expliquait alors le fonctionnaire.

La Seine-Saint-Denis en quelques chiffres

Comme le démontrait une étude de l'INSEE de février, la Seine-Saint-Denis (1,6 million d'habitants répartis sur 40 communes) est le département de tous les «records». Le taux de pauvreté y était de 28% en 2017 (contre 14% au niveau national) : c'est taux le plus élevé de France métropolitaine.

Selon l'INSEE, le département comptait environ 85.000 allocataires du RSA en 2018. Ainsi, plus de 11% de la population totale est couverte par cette prestation. Ce samedi matin sur France Culture, le président du département, Stéphane Troussel, évoquait le chiffre de 100.000 bénéficiaires du RSA en Seine-Saint-Denis. Le département compte aussi 32% de ménages locataires du parc social : c'est le taux le plus élevé de France.

Autre caractéristique du département, près de 30% de la population de Seine-Saint-Denis est immigrée. Cette proportion place le département au 1er rang en termes de pourcentage d'immigrés en France métropolitaine. La part des familles nombreuses (qui compte au moins trois enfants) atteint 18%. Là encore, la Seine-Saint-Denis est en tête. LeFigaro.fr 25 avril 2020

Ces psychopathes ne sont jamais à court d'imagination.

LVOG - Mieux que le terrorisme, mieux que le climat, mieux qu'un virus, un astéroïde nous menace !

- Doit-on avoir peur qu'un astéroïde détruise la planète Terre? - BFMTV 25 avril 2020

LVOG - Serait-ce le thème de leur prochaine machination planétaire ?

L'ennemi se baladerait dans l'univers tout entier, on ne serait pas prêt de le localiser. Mais comment en faire porter la responsabilité à la société, aux travailleurs, ah là ce serait un peu plus compliqué ! Son aspect quasi virtuel pourrait suffire pour un peu, car personne ne pourrait accuser l'oligarchie d'y être pour quelque chose cette fois. Quoique, la panique serait à son comble, et pendant ce temps-là l'oligarchie pourrait justifier les centaines ou milliers de milliards qu'elle consacrerait à sa guerre des étoiles. Vous voyez que c'est une idée qui pourrait peut-être bien avoir de l'avenir, qui sait avec ces cinglés.

L'emprise tentaculaire de Big Brother sur le monde se précise de jour en jour.

Les GAFA assoient leur puissance à la faveur du «Grand confinement» - sputniknews.com 26 avril 2020

L'économie mondiale est paralysée par le coronavirus, la récession menace et les recettes publicitaires sont asséchées, mais les géants des technologies, Amazon, Google et Facebook en tête, battent des records d'utilisation prometteurs pour leur avenir.

Du 28 au 30 avril, les géants des technologies comme Amazon, Google et Facebook, publieront leurs résultats financiers pour les trois premiers mois de l'année, marqués par le basculement de la planète dans la pandémie et la crise économique.

Mais sur les applications du réseau social dominant, c'est réveillon tous les jours depuis un mois: le niveau d'appels passés via WhatsApp et Messenger a doublé, atteignant au quotidien celui des fêtes du nouvel an, d'ordinaire le pic annuel.

Le nombre d'appels vidéo passés via «Teams», la solution de visioconférence de Microsoft, a bondi de 1.000% en mars.

Alors que le chômage explose, Amazon recrute à tous de bras (175.000 emplois supplémentaires aux Etats-Unis) pour faire face à l'afflux des commandes en ligne depuis la mise en place de la distanciation sociale, indique l'AFP.

Google et Apple, de leur côté, sortent de nouveaux produits, physiques ou numériques, et proposent de se rendre encore plus indispensables avec de nouveaux outils de suivi des contacts humains («contact tracing»), pour lutter contre le nouveau coronavirus.

Facebook a lancé cette semaine une appli de streaming de jeux vidéo, en concurrence directe avec Twitch (Amazon) ou

Mixer (Microsoft), et une nouvelle interface d'appels vidéo, Messenger Rooms, qui permet de «faire un saut», virtuellement, dans le salon de ses amis.

Google et Apple, dont les systèmes d'exploitation sont les plus utilisés sur les smartphones dans le monde, vont jusqu'à proposer une alliance inédite pour pouvoir suivre numériquement les individus ayant été à proximité des personnes contaminées.

«C'est fascinant. Ils peuvent avoir un impact déterminant sur toute la planète», commente Bob O'Donnell. «Cela montre leur pouvoir et leur influence: aucun gouvernement ne peut toucher autant de gens à la fois.» sputniknews.com 26 avril 2020

Malheur à tous ceux qui ont cru un jour que le capitalisme n'avait pas que de mauvaises intentions à leur égard !

- Disney va économiser 500 millions de dollars par mois en suspendant les salaires... mais verser 1,5 milliard de dividendes - Capital 24 avril 2020

Voilà une information qui risque de faire grincer des dents. Alors que Disney a pris la décision de ne plus payer 100.000 de ses employés, le Financial Times révèle que les économies réalisées grâce à cette mesure, pourraient servir à financer les plans de bonus des dirigeants et dividendes pour les actionnaires qui s'élèvent à 1,5 milliard de dollars. En suspendant les salaires de la moitié de ses effectifs, la firme américaine va économiser jusqu'à 500 millions de dollars (459 millions d'euros) par mois. Les salariés vont ainsi devoir s'en remettre aux aides d'États alors que Disney aurait fait le choix de protéger les bonus et dividendes de ses dirigeants et actionnaires.

Pourtant, au cours du mois dernier, Disney a levé des dettes et signé de nouvelles facilités de crédit, laissant à la société environ 20 milliards de dollars de liquidités à utiliser en cas de ralentissement. Une somme qui permettait au groupe de ne pas mettre ses salariés en congés. D'après Rich Greenfield, analyste chez BTIG, Disney s'est probablement préparé à un "arrêt très prolongé". "La main d'œuvre représentant environ 45% des dépenses d'exploitation et 33% des dépenses totales, nous supposons des économies notables", estime Alexia Quadrani de JPMorgan, relayée par le Financial Times. Selon elle, les congés imposés aux salariés, parallèlement à d'autres réductions de coûts, permettront à Disney d'économiser environ 500 millions de dollars par mois. Capital 24 avril 2020

A lire également :

- Marchands de mort: Le renflouement de l'industrie de l'armement se chiffre en milliers de milliards de dollars, pendant que le nombre de victimes du COVID-19 augmente par Bill Van Auken (wsws.org 27 avril 2020) - Mondialisation.ca, 24 avril 2020

https://www.mondialisation.ca/marchands-de-mort-le-renflouement-de-lindustrie-de-larmement-se-chiffre-en-milliers-de-milliards-de-dollars-pendant-que-lenombre- de-victimes-du-covid-19-augmente/5644662

Haut de page

Le 29 avril 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je vous conseille vivement la lecture des deux derniers articles de Thierry Meyssan, qui fournissent des informations essentielles pour comprendre ce qui se passe réellement.

- 19 pages au format pdf

Vous avez assez masséré pour digérer la suite hautement toxique ou nuisible du programme qu'ils vous ont concotée.

Vidéo. Le Pr Didier Raoult nous parle du déconfinement et de la fameuse deuxième vague de l'épidémie. - 29 avril 2020

https://www.youtube.com/watch?v=Bh5exajcXlk

Ce qu'il explique, c'est que le virus passe par différentes phases avant de disparaître et l'épidémie en fait de même, il n'y donc pas lieu de paniquer.

Ce qu'on apprécie particulièrement, c'est quand il dit et répète qu'il ne sait pas, qu'il n'en sait rien en réponse à certaines questions.

Quand il explique que ce serait l'écosystème qui serait peut-être responsable de l'activation d'un virus de manière saisonnière, une fois évacuées les variations de la température et du taux d'humidité ou le soleil, qu'est-ce qui reste sinon l'activité humaine, la société telle qu'elle fonctionne ou elle est organisée, les hommes tels qu'ils s'alimentent, y compris en médicaments.

Je pencherais pour une combinaison de ces différents facteurs, climatiques, anthropologiques, économiques, autrement dit politiques, sans oublier le facteur génétique puisqu'il n'existe pas deux êtres strictement identiques.

Hommage à un intellectuel italien engagé à nos côtés.

- Giulietto Chiesa, en première ligne jusqu'à la fin par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 28 avril 2020

Les dernières paroles de Giulietto Chiesa lors de la Conférence internationale du 25 avril *Libérons-nous du virus de la guerre*. Il était journaliste et militant italien issu du PCI, membre du World Political Forum et du Valdai International Discussion Club. Depuis 2002, il participait activement aux travaux du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace.

Giulietto Chiesa - « Il est indispensable d'unir les forces que nous avons, qui ne sont pas si petites mais ont un défaut fondamental : celui d'être divisées, incapables de parler d'une seule voix. Il faut un outil qui parle aux millions de citoyens qui veulent savoir ».

Cet outil pour agir ne peut être que l'Internationale réunissant tous les partis ou organisations politiques dans le monde engagés dans la lutte pour éradiquer le capitalisme de la surface de la planète.

Or, ces partis ou organisations n'existent pas ou ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante, à moins qu'ils en existent mais qui sont tellement insignifiantes que personne ne les connaît pas. Personnellement j'ai fouillé partout et je n'en ai pas trouvé. J'ai peut-être mal cherché, je n'en sais rien, tous ceux sur lesquels je suis tombé se sont compromis à jamais dans le passé avec le régime ou en font la démonstration de nos jours.

Aucun d'entre eux ne réunit les conditions pour rassembler les éléments les plus avancés de la classe ouvrière et des classes moyennes, soit qu'ils n'ont pas intégré les enseignements de la lutte de classes que nous ont légué Marx, Engels, Lénine et Trotsky, soit qu'ils n'ont pas suffisamment assimilé la méthode du matérialisme dialectique et historique, soit qu'ils ne reconnaissent pas la stratégie politique adoptée par l'oligarchie qui s'inscrit dans le cadre du processus historique conduisant à terme la civilisation humaine à sa perte ou à sa disparition, et dont l'unique cause est la survie du capitalisme.

Chaque fois l'une de ces conditions leur fait défaut, et infailliblement ils en viennent à verser dans l'opportunisme ou ils se raccrochent ouvertement au capitalisme, ou encore ils en appellent au droit international ou aux institutions du capital. S'ils cherchaient vraiment ce qui nous divise, nous affaiblit, nous réduit à l'impuissance, ils devraient commencer par examiner (étudier) honnêtement et sérieusement ces conditions, au lieu de les écarter ou de les rejeter au nom de je ne sais quel a priori dicté par des intérêts individuels au détriment des intérêts de tous les peuples qu'ils prétendent représenter.

C'est sans doute aussi le cas de mes lecteurs, qui parce qu'ils ne partagent pas l'unes ou l'autre de ces conditions estiment inutile de m'écrire.

On nous reprochera peut-être de proposer un cadre trop rigide, trop exigeant en réunissant ces trois conditions. Pourquoi pas, je ne suis pas borné. Moi ce que je constate en attendant, c'est que lorsqu'une seule fait défaut, leurs analyses partent en vrille et se terminent systématiquement dans une impasse ou confinent à l'impuissance en pratique, cela personne ne pourra le nier.

On est en droit de se poser des questions.

Cabale, imposture, escroquerie, machination, complot, appelez cela comme vous voudrez, contre tous les peuples par ceux qui détiennent le pouvoir.

Pourquoi aucun parti ouvrier ne dénonce-t-il pas cette opération en tant que telle ? N'auraient-ils accès aux mêmes sources d'information que nous ?

Vous avez deviné, c'était fastoche, bravo quand même !

Maintenant on a la preuve par des médecins, que les autorités attribuent au coronavirus des décès qui auraient d'autres origines, histoire de gonfler les statistiques des morts pour justifier la suite de leur programme totalitaire. Toute personne décédée depuis deux mois présentant des comorbidités et par ailleurs porteuse du coronavirus est décrétée morte à cause du Covid19, ainsi ils le tiennent leur maximum de morts. Temporairement seulement, jusqu'au premier trimestre de l'année prochaine où le nombre total de décès enregistrés en 2020 seront publiés, ainsi que leur ventilation en fonction de leurs origines (Accidents du travail, de la route, domestiques, grippe, pneumonie, bactérie, cancer, AVC, overdose, assassinat, suicide, etc.), en comparant avec les chiffres des années antérieures, des anomalies apparaîtront et leur escroquerie sera démasquée, si c'était encore nécessaire.

De la même manière qu'on sait qu'un test sur deux est foireux ou pas fiable, et qu'en dehors des masques de chirurgiens, aucun ne protège du coronavirus. Comme on sait que l'eau et le savon sont aussi efficaces que le gel hydroalcoolique, jamais à 100%, ce qu'ils se passent bien de préciser.

On sait qu'ils ont cessé de soigner des malades pour s'occuper exclusivement de ceux infectés par le coronavirus entraînant un certain nombre de morts qui auraient pu être évités

On sait qu'ils ont abandonné les vieux dans les Ehpad ou ils les ont achevés par milliers.

Tout s'est merveilleusement passé puisque les masses soi-disant cultivées, éduquées, développées ne se sont pas révoltées. La suite promet d'être plus mouvementée ou compliquée à gérer pour ces tyrans, quoique, sans se faire trop d'illusions en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui pourrait servir de pôle pour les rassembler et les guider pour renverser le régime.

En complément, un extrait d'un blog :

On remarque que :

– Certains hôpitaux sont quasiment vides (reportage-vidéo allemand à l’appui).

– Les chiffres des décès du cancer, de maladies respiratoires et autres ont curieusement baissé depuis mars 2020 : et pour cause, puisque toute personne décédée « avec » le coronavirus est classée dans les décédés « du » coronavirus. L’écrasante majorité des personnes prétendument décédées de ce virus avaient par ailleurs d’autres maladies graves (voir les statistiques).

– Le taux de mortalité en France n’a pas augmenté d’une manière si explosive par rapport aux autres années, et il est même légèrement plus bas en mars 2020 qu’en mars 2018 !

– Des sommités, comme le Prix Nobel Luc Montagnier, affirment que le virus est de fabrication humaine et que toute recherche visant à le démontrer est étouffée par « les autorités internationales ».

– Les articles ou vidéos explorant des pistes alternatives au sujet du coronavirus, sur des plateformes comme YouTube ou Facebook, sont censurés au même titre que « l’incitation à la haine ».

– Des économistes avaient prévus une crise économique pour mars 2020.

– Etc., etc. (...)

Le test est concluant : désormais, le coup du virus pourra être ressorti n’importe quand pour justifier la mise à l’arrêt d’un ou plusieurs pays. Nous passons là une étape historique, qui peut ouvrir la voie à de nouveaux totalitarismes, pouvant même se révéler plus dangereux que ceux que nous avons connus au XXème siècle car ils ne seront pas justifiés par une idéologie (laquelle a toujours des opposants), mais par la nécessité de sauver l’humanité ! Qui peut s’opposer à la sauvegarde de l’humanité sans passer pour un monstre ?

Ce nouveau prétexte, ainsi que la dimension internationale de ses conséquences, doivent nous faire redouter le pire : même si le confinement se lève et que nous avons l’impression de retrouver une certaine « liberté », nous avons passé un cap et glisserons progressivement, dans les mois et années à venir, vers une société pouvant légitimer l’interdiction des libertés les plus fondamentales… et ensuite la répression de ses opposants ! On entend déjà que « ceux qui affirment qu’il n’y a pas une réelle pandémie incitent à la baisse de la vigilance et sont donc des dangers publics » ! La catégorisation de certaines personnes en tant que « danger pour les autres » a toujours été le meilleur prétexte à la persécution de ces personnes. le-clan-des-brigandes.fr 25 avril 2020

Confirmation. Le saviez-vous ?

- Un médecin californien déclare que le taux de mortalité du Covid-19 est inférieur à 0.1% et que des médecins ont été obligés de porter un diagnostic de Covid19 alors qu'ils n'étaient pas d'accord par Dr. Dan Erickson - Mondialisation.ca, 27 avril 2020

Le médecin californien Dr. Dan Erickson a décrit ses observations concernant le Covid19 lors d'une conférence de presse.

Les hôpitaux et les unités de soins intensifs en Californie et dans d'autres États sont restés largement vides jusqu'à présent. Sur la base des taux respectifs de tests positifs, le Dr Erickson calcule que le taux de létalité de Covid19 est actuellement de 0,03% en Californie, 0,05% en Espagne, 0,09% en Suède et 0,1% dans l'État de New York, tandis que le taux de létalité de la grippe aux États-Unis est d'environ 0,13%. (Remarque : le taux de tests positifs ne peut pas refléter les « effets de points chauds » locaux).

La probabilité de survivre au Covid19 sans symptômes ou avec des symptômes légers est supérieure à 95%. Le Dr Erickson rapporte que des médecins de plusieurs États U.S ont été « « poussés » à délivrer des certificats de décès mentionnant le Covid19, même s'ils n'étaient pas eux-mêmes d'accord.

Le Dr Erickson affirme que le confinement et la peur affaiblissent le système immunitaire et la santé des personnes. Il y a déjà eu une augmentation marquée des « effets secondaires » tels que l'alcoolisme, la dépression, le suicide et la maltraitance des enfants et des conjoints. Le Dr Erickson recommande que seuls les malades et non les personnes en bonne santé ou la société entière soient mis en quarantaine. Selon le Dr Erickson, un masque buccal n'a de sens que dans des situations aiguës comme à l'hôpital, mais pas dans la vie de tous les jours. Mondialisation.ca, 27 avril 2020

LVOG - Cela doit être la même chose en Belgique, en France, en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne notamment.

Ils rivalisent de cruauté.

- La police indienne enferme les contrevenants au confinement avec un faux malade du Covid-19 - Yahoo 27 avril 2020

Désinformation. En réalité, beaucoup moins que la grippe saisonnière, le sida, le paludisme, la pneumonie, etc. chut !

- Le coronavirus a tué plus d'Américains que la guerre du Vietnam, Paris et Madrid vers un déconfinement gradué - AFP 28 avril 2020

LVOG - Ils veulent vous déconfinez graduellement pour maintenir en vous le virus de la peur aussi longtemps que possible, qui une fois suffisamment dilué, mais profondément incrusté en vous, ne vous quittera plus jusqu'à la prochaine fois pour n'avoir pas eu le reflex de le rejeter dès le début...

Hier, c'était un astéroïde qui nous menaçait, aujourd'hui les "***ovnis***".

- Le Pentagone diffuse des vidéos d'"ovnis" prises par des pilotes - AFP 28 avril 2020

Le Pentagone diffuse trois vidéos prises par des pilotes de la Marine américaine montrant des rencontres en vol avec ce qui semble être des ovnis. AFP 28 avril 2020

La liste des menaces qui planent sur vous est considérable : le communisme, le terrorisme, le climat, les virus, les astéroïdes, les ovnis...

Tremblez je vous dis, c'est un ordre, mettez-vous sous notre protection, faites-nous confiance...

Parole d'internaute.

- "*L'humanité toute entière est en train de démontrer qu'il suffit d'une petite psychose collective médiatiquement bien organisée pour qu'elle accepte, en un rien de temps, de renoncer à toutes les libertés les plus fondamentales. Et elle s'en félicite, même, prête à s'applaudir tous les soirs au balcon. Cela me semble beaucoup plus grave que le nombre de victimes du virus, pour l'avenir de l'humanité.*"

LVOG - C'est là qu'on prend conscience, que l'école n'a formé que des esclaves et non des hommes ou des femmes libres contrairement au mythe répandu.

C'est là qu'on prend conscience, que pour un certain nombre de médecins leur statut privilégié est plus important que la vie de leurs patients.

C'est là aussi qu'on prend conscience, que face à un pouvoir totalitaire on est complètement désarmé pour l'affronter, dès lors qu'on s'est détourné des enseignements de la lutte de classes légués par les marxistes.

Ceux qui ont l'habitude de se cacher derrière un masque ne seront pas incommodés, rien de changé pour eux puisque celui qu'ils portaient leur avait déjà été imposé, non ?

Jusqu'à présent le capitalisme fait des millions de morts par an qui pourraient être évités, si la population mondiale disposait de conditions décente pour vivre, c'est donc délibéré. Et là on ne parle pas de massacres, de catastrophe sanitaire, encore moins d'urgence, puisqu'elle est de les éliminer pour ceux qui contrôlent l'orientation morbide du monde.

Quand ils nous bourrent de produits chimiques, ils nous rendent malade un jour ou l'autre. Et si un jour vous avez un cancer, vous ne pourrez pas mettre en cause tel ou tel trust de l'agro-alimentaire ou de l'industrie pharmaceutique, leurs crimes jouissent de l'impunité totale.

C'est le visage hideux du capitalisme, qui a lui seul justifie qu'on l'éradique de la planète.

Guerre à l'opportunisme.

Je ne voudrais pas qu'on croie que je serais médisant, mais il y a des trucs révélateurs qu'on ne peut pas laisser passer.

L'Ordre mafieux des médecins garant de "***la déontologie médicale***", on s'étrangle.

Informations ouvrières (POI) – Supplément au n° 600 page II.

- L'hécatombe dans les Ehpad, scandale d'État par le docteur M. J. Alliot.

Le conseil national de l'Ordre des médecins adresse cette mise en garde (...) C'est clair, la déontologie médicale n'est pas morte...

Le "fil d'infos" de la Tribune des travailleurs (POID) sert-il à relayer la propagande gouvernementale ?

- StopCovid : le projet d'application de traçage du gouvernement pose problème pour les libertés individuelles

LVOG - Ne vous fiez pas au titre, si c'est un organisme issu des institutions de la Ve République et liée au gouvernement qui le dit, on peut compter sur elle pour être garante des "libertés individuelles". On se demande si le POI a vraiment scissionné pour des raisons politiques...

26 avril 2020 – L'application de traçage StopCovid que le gouvernement veut mettre en place pour alerter les personnes ayant été en contact avec des porteurs du coronavirus soulève des questions liées à la protection de la vie privée et beaucoup s'interrogent sur son efficacité. Le dispositif repose sur la technologie « Bluetooth » permettant à des smartphones de communiquer entre eux quand ils sont proches. La Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL) a demandé dimanche des garanties supplémentaires et veut pouvoir se prononcer à nouveau après la tenue du débat au Parlement. Elle met en garde contre toute pression sur les personnes qui refuseraient d'utiliser l'application. Le secrétaire d'Etat au numérique a fait état du refus de Apple d'autoriser que le Bluetooth de ses iPhone fonctionne sur la future application quand elle n'est pas active alors que le gouvernement en a besoin pour que celle-ci puisse identifier les utilisateurs du système ayant couru un risque de contagion – y compris lorsqu'ils n'auront pas ouvert l'application sur leurs smartphones.

- A la SNCF, tous les syndicats jugent le déconfinement « prématuré »

LVOG - Sans surprise les syndicats corrompus font du zèle et le POID aussi. Ils peuvent rester confinés aussi longtemps qu'ils le voudront, personne ne s'en apercevra.

26 avril 2020 – L'annonce du port du masque obligatoire dans les transports ne suffit pas à les rassurer les cheminots. « Rien n'est prêt, c'est prématuré » dénoncent en chœur plusieurs responsables syndicaux. Parmi leurs plus grosses inquiétudes : la capacité à accueillir autant de personnes dans les gares, sur les quais, à l'embarquement. « Comment va-t-on gérer cet afflux et la distanciation ? » Tous les syndicats ont prévenu : au moindre écart vis-à-vis des protections sanitaires des agents et du public le droit de retrait sera déclenché. « Les cheminots n'organiseront pas le massacre parce qu'ils ne veulent pas contaminer les gens, ils ne veulent pas être contaminés ni contaminer leurs familles », a notamment déclaré le secrétaire de la fédération CGT des cheminots.

LVOG - Commencez par cesser de contaminer le mouvement ouvrier et il s'en portera mieux assurément.

Et puis quelle comédie cynique ! Après avoir refusé d'appeler à la grève générale, cela fait trois mois que les travailleurs s'entassent dans les transports en commun sans que cela les gêne, parce que Macron en avait décidé ainsi, ce qui signifie qu'ils n'en ont rien à foutre du sort des travailleurs. On a envie de dire, ordure, le massacre a déjà eu lieu et vous l'avez couvert.

- Le Conseil scientifique en désaccord avec le gouvernement sur le déconfinement

LVOG - Tiens les voilà en bonne compagnie. Ils reçoivent le renfort du Conseil idéologique de Big Pharma qui souhaite poursuivre le confinement.

25 avril 2020 – Les quatorze membres du conseil scientifique Covid-19 chargés de conseiller le chef de l' Etat ont rendu le 20 avril un avis publié ce jour qui « propose de maintenir les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités fermés jusqu'au mois de septembre. » Ils ajoutent « prend[re] acte de la décision politique prenant en compte les enjeux sanitaires, mais aussi sociétaux et économiques, de réouverture progressive et prudente des crèches, écoles, collèges et lycées » à compter du 11 mai. De même, concernant les transports en commun, le conseil scientifique estime que « le non-respect des règles de distance physique d'un mètre de part et d'autre, que les usagers portent ou non un masque de protection, constitue un vecteur important de la transmission du virus, tant en termes de vitesse que de volume, ce qui pourrait conduire à la reprise incontrôlable de l'épidémie ». De son coté, la présidente de la RATP qui se prononce pour le port du masque obligatoire dans les transports en commun reconnaît que « La distanciation sociale n'est pas faisable dans un réseau aussi dense .»

- Des milliers d'Israéliens manifestent contre le gouvernement

LVOG - Ils n'ont pas manifesté contre le gouvernement, ils demandent à Benny Gantz qui est le clone de Netanyahu, d'assumer la charge de Premier ministre à la place de Netanyahu, sachant que Gantz poursuivra la politique de Netanyahu.

Moi quand j'ai relayé cette information je l'ai fait endosser à l'AFP, ce n'est pas du tout pareil.

En Israël ou dans l'Etat juif pour paraphraser Netanyahu, 95% des israéliens sont sionistes et pratiquement autant s'accommodent du sort réservé aux Palestiniens, donc quand ils manifestent on est en droit de douter que ce soit pour une bonne cause.

25 avril 2020 – Des milliers d'Israéliens ont manifesté samedi soir à Tel-Aviv, en respectant les mesures de distanciation sociale pour protester contre ce qu'ils jugent être « un gouvernement de la corruption ». Un accord vient d'être conclu entre le Premier ministre Benjamin Netanyahu et son ex-rival Benny Gantz. Il prévoit que Netanyahu, dont le procès pour corruption a été reporté à cause de la crise, restera Premier ministre pendant les 18 premiers mois, après quoi il sera remplacé par Benny Gantz.

- Plus de 200 000 décès liés au Covid-19 dans le monde avec une grande variabilité selon les pays. AFP 27 avril 2020

LVOG - Sinon vous avez la version POID, c'est la même.

Comparé par exemple aux 650 000 dus à la grippe saisonnière ou aux plus de 760 000 dus au paludisme, etc. il y a encore de la marge !

25 avril 2020 – Il y a désormais plus de 200 000 décès dans le monde du fait de la pandémie du Covid-19. Mais le nombre de ces décès rapporté au nombre d'habitants montre une grande différence selon les pays : de 60,6 décès pour 100 000h en Belgique à 6,4 au Canada. Après la Belgique, l'Espagne et l'Italie, la France est le 4ème pays le plus affecté avec 33,2 morts pour 100 000h. On en compte 7 pour 100 000 en Allemagne et la Corée du sud n'a enregistré que 242 décès pour près de 52 millions d'habitants.

LVOG - Ils ont oublié l'Inde et la Chine, respectivement 881 morts pour 1,38 milliard d'habitants (0,06 pour 100 000h) et 4 633 pour 1,40 milliard d'habitants (0,3 pour 100 000h).

Oui mais vous comparez des pays qui ne sont pas comparables. Comment cela, la Chine et l'Inde comptent un nombre de grandes villes ou mégalopoles avec leurs faubourgs dont la population total atteint ou dépasse celle des pays européens. C'est d'ailleurs dans ces grandes villes que se trouve la presque quasi totalité des personnes malades ou décédées.

Je crois que c'est en Isère en France qu'il n'y a eu aucun décès, et bien en Inde en Chine c'est la même chose, la totalité des cas ou des morts sont concentrés sur une superficie insignifiante à l'échelle de ces immenses pays.

Pourquoi y a-t-il eu autant de morts en Europe et aux Etats-Unis ? Parce que la population est plus âgée et en mauvaise santé. J'ai lu hier qu'aux Etats-Unis 83% des personnes décédées étaient obèses, cela donne une indication vers où chercher les causes de

leur vulnérabilité au coronavirus. Ces populations ont été soumises à la pollution, elles se sont gavées d'antibiotiques et de produits pharmaceutiques, elles ont consommé beaucoup d'alcool et de cigarettes, elles ont été soumises à un régime alimentaire bourré de produits chimiques, elles se sont gavés de viande et de charcuterie, d'huile, de sucre, etc. Comme l'a fait remarquer le professeur Raoult, c'est une maladie qui frappe les riches par rapport au reste du monde.

Je vis en Inde depuis août 1996. Certes, j'ai vieilli. J'ai peu d'activités physiques, par contre je transpire abondamment à cause de la chaleur toute l'année, donc cela compense en partie le manque d'activité où l'on brûle des calories, bien que j'aie réduit ma consommation des deux tiers au moins et l'alcool des trois quarts, j'ai tendance à grossir ou je n'arrive pas à maigrir, ce qui me désole, cela doit être dû au manque de sommeil, mais peut-être pas seulement, j'ai aussi pu accumuler des saloperies quand je vivais en France

Quand je vivais en France entre la viande et la charcuterie, je devais en manger au moins 1,5 kilo par semaine, maintenant je n'en consomme plus que 300 grammes en moyenne et encore, du poulet sans la peau. Plus de surgelés, plus de conserves, plus de plats préparés, pas d'entrée, pas de fromage, pas de dessert, un plat unique à chaque repas, j'ai même récemment réduit le riz à deux ou trois rations par mois, aucune boisson sucrée hormis des jus ou sirops faits maison. Côté médicament, pratiquement rien. Côté pollution pratiquement zéro, je vis à la campagne dans un petit village et la mer est à 15 km à vol d'oiseau.

Le mode de vie des gens qui vivent en ville est épouvantable pour ne pas dire complètement débile. Ils cumulent tous les inconvénients qui se traduisent par de sérieux handicaps, qui à la longue vont finir par peser très lourds sur leur destin ou les conduira à partir prématurément ou à terminer leur existence dans des conditions effroyables, jusqu'au jour où ils seront emportés par une épidémie virale ou bactérienne, quand entre temps ils n'auront pas développé un cancer, du diabète, de l'hypertension, une pathologie pulmonaire, etc. qui les aura fragilisés d'autant, fin prévisible et pour ainsi dire naturelle dans ces conditions-là, qu'on en soit surpris après tant d'insouciance, c'est cela qui pose davantage problème, car c'était s'imposer un régime suicidaire, bien que dans une certaine mesure on n'ait pas le choix dans cette société pourrie.

LVOG - On comprend pourquoi ils ne peuvent pas s'exprimer sans masque... 27 avril 2020 - La distribution des masques grand public a du mal à se mettre en place

LVOG - Et les voilà en représentant du parlementarisme sous la Ve République ou le régime totalitaire de Macron

- « Le gouvernement nous met dans une situation très délicate » déclare un député de la majorité 27 avril 2020 – Dans un entretien publié par le Parisien, le député LREM des Deux-Sèvres Guillaume Chiche critique sévèrement la façon dont l'exécutif traite les parlementaires avant la présentation, ce mardi, du plan de déconfinement.

Totalitarisme. Contrôle des populations. La stratégie du chaos et de la peur permanente.

- Édouard Philippe détaille un déconfinement sous conditions - lefigaro.fr 28 avril 2020

Le virus de la délation.

- Pourquoi le confinement a exacerbé les critiques envers les Parisiens - Le HuffPost 27 avril 2020

- Lyon: un collectif de riverains dénonce le non-respect du confinement à la Guillotière - BFMTV 27 avril 2020

- "Si les gens retournent travailler le 11 mai, même avec des masques, ce ne sera pas suffisant" : l'angoisse des usagers des transports parisiens - francetvinfo.fr 27 avril 2020

LVOG - Ce sera tout pour aujourd'hui ? Allez, encore deux pour la route.

- Lors du déconfinement, le Conseil scientifique s'attend à 2000 à 3000 nouveaux cas par jour - Le HuffPost 28 avril 2020

- Il est déjà temps de se préparer à la prochaine pandémie - slate.fr 26 avril 2020

Big Pharma ne se goiffrera pas avec le remdésivir...

- Des scientifiques pointent les effets secondaires d'un médicament contre le coronavirus - sputniknews.com 27 avril 2020

Le médicament GS-5734, ou remdésivir (Gilead - LVOG), utilisé comme traitement contre le coronavirus, peut être dangereux pour le système reproducteur, selon un article de scientifiques chinois consultable sur le portail bioRxiv.org.

Dans le cadre des études précliniques, les experts ont utilisé 28 souris, qui ont été divisées en quatre groupes. Le premier groupe ne recevait pas de remdésivir, et les trois autres ont respectivement reçu par injection dix, 50 et 150 microgrammes de la substance par jour.

Une semaine plus tard, il s'est avéré que l'utilisation du médicament avait des effets négatifs sur les cellules reproductrices et la mobilité. En outre, plus importante était la dose du médicament, plus son effet était négatif. sputniknews.com 27 avril 2020

...mais il compte bien se rattraper avec le tocilizumab...

LVOG - Et ils appellent cela "*une première bonne nouvelle sur le front de la recherche*" (AFP 27 avril 2020).

A ce prix prohibitif, on comprend qu'ils se réjouissent...

Le laboratoire Roche commercialise le Tamiflu qui est une escroquerie ni plus ni moins quand il est prescrit un jours ou deux après le début de l'infection.

- Scandale du Tamiflu (grippe) : inefficacité et effets secondaires, selon une grande étude - Psychomédia 11 avril 2014

Les médicaments antiviraux Tamiflu (oseltamivir) et Relenza (zanamivir) contre la grippe sont inefficaces tout en comportant des effets secondaires indésirables significatifs, selon une nouvelle méta-analyse des essais cliniques.

Sans véritables preuves de l'efficacité de ces médicaments, des milliards de dollars ont été dépensés à travers le monde pour constituer des réserves en cas de pandémie de grippe, notamment celle de la grippe A H1N1 en 2009.

http://www.psychomedia.qc.ca/sante/2014-04-11/tamiflu-inefficace-contre-la-grippe

- Le Tamiflu de Roche menacé de retrait d'une liste de l'OMS - bilan.ch 7 juin 2017

De nouvelles données montrent que l'efficacité du Tamiflu dans le cadre d'une épidémie de grippe est moins importante que lors de la précédente évaluation.

https://www.bilan.ch/entreprises1/le_tamiflu_de_roche_menace_de_retrait_d_une_liste_de_l_oms

Parmi la liste des principaux actionnaires au 13 novembre 2019, on trouve les deux plus importants fonds spéculatifs ou de pension, The Vanguard Group et BlackRock Fund Advisors. wikipedia.org

- Le tocilizumab est-il le nouveau remède contre le coronavirus ? - europe1.fr 27 avril 2020

Le traitement via ce médicament a "diminué de façon significative le nombre de patients qui vont en réanimation", explique au micro d'Europe 1 le professeur Olivier Hermine, coordinateur de cet essai.

Mais l'AP-HP explique avoir décidé de les rendre publics dès maintenant "pour des raisons de santé publique", du fait du contexte de crise pandémique, et les avoir communiqués aux autorités sanitaires françaises et à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Le tocilizumab (Actemra ou RoActemra), du laboratoire Roche, appartient à la famille des anticorps monoclonaux - des anticorps créés en laboratoire, issus d'une seule et même souche de lymphocytes et conçus pour répondre à une cible précise.

65 patients ont reçu une ou deux injections de tocilizumab en plus du traitement standard (oxygène, antibiotiques et anticoagulants), tandis que l'autre moitié (64) a reçu uniquement les soins standards. Ils ont ensuite été suivis pendant 14 jours pour obtenir ces résultats intermédiaires, un suivi qui se poursuivra pour confirmer les conclusions. À ce stade, les chercheurs n'ont pas observé plus d'effets secondaires indésirables chez les patients ayant reçu l'immuno-modulateur que chez ceux qui ont reçu le traitement standard, a souligné le Pr Mariette.

Utilisé habituellement dans le traitement de la polyarthrite rhumatoïde, il agit en bloquant le récepteur d'une protéine du système immunitaire qui joue un rôle important dans le processus inflammatoire.

Une réaction rare, mais grave

Ce profil correspond « seulement à 5 % à 10 % des patients infectés » par le coronavirus, mais ils font partie de ceux qui ont le plus

de risque d'être placés sous respiration artificielle ou de décéder, a souligné Xavier Mariette, co-investigateur coordonnateur de l'étude, au cours de la conférence téléphonique.

Environ 800 euros par injection

D'autres équipes ont déjà fait état de résultats encourageants concernant le tocilizumab, à l'hôpital Foch notamment, mais ils s'agissait d'études "ouvertes" qui n'apportent "pas le même niveau de preuve" et "ne permettent pas de définir un standard de traitement", ont souligné les chercheurs de l'AP-HP. Le coût actuel du tocilizumab est d'environ 800 euros par injection, un prix élevé mais bien moindre que celui d'une journée d'hospitalisation dans un service de réanimation, ont-ils indiqué. (776 euros plus cher que la Chloroquine - LVOG)

Un médicament comparable, le sarilumab (Kevzara), développé par Sanofi et Regeneron est également testé dans le cadre du même programme d'essais cliniques, baptisé CORIMMUNO, et les premiers résultats devraient être connus "dans les tout prochains jours", selon le Pr Mariette. AFP et europe1.fr 27 avril 2020

"***Le paludisme se prévient et se soigne***", tiens donc, alors pourquoi fait-il encore des millions de morts ?

LVOG - Ah, ce sont des Africains, cela ne compte pas, ils sont trop pauvres, pas solvables !

- Covid-19 et paludisme, la double peine pour le continent africain - lepoint.fr 27 avril 2020

Alors que toute l'attention se porte sur la lutte contre le coronavirus, le paludisme continue de tuer. L'OMS prédit un pronostic plus sombre si rien n'est fait.

« Le bilan des morts du paludisme en Afrique subsaharienne en 2020 atteindrait 769 000, deux fois plus qu'en 2018. Cela signifierait un retour à des taux de mortalité que l'on ne voit plus depuis 20 ans », a souligné l'OMS.

L'Afrique subsaharienne représentait en 2018 environ 93 % de tous les cas de paludisme dans le monde, et 94 % des décès. Plus des deux tiers des décès, soit 272 000, concernent les enfants de moins de cinq ans, selon le dernier rapport mondial sur le paludisme de l'OMS. Mais les moustiques ont développé une résistance accrue aux médicaments couramment utilisés, ce qui complique la lutte contre la maladie.

Comment soigne-t-on le palu ?

Le paludisme se prévient et se soigne. Un diagnostic précoce et un traitement rapide sont les moyens les plus efficaces de prévenir l'aggravation des cas de paludisme et les décès associés. Exemple : les voyageurs qui se rendent dans les régions concernées prennent des médicaments antipaludéens.

Quand ils tombent malades, les médicaments existants sont efficaces, pour les enfants et les femmes enceintes – mais moins d'un enfant sur trois a pu en recevoir régulièrement, note l'OMS.

Le premier vaccin pour enfants, RTS, S, a commencé à être distribué dans trois pays africains en 2019, mais il ne réduit le risque que de 40 % après quatre doses. Malgré des milliards de dollars de dépenses, le monde n'a toujours pas trouvé de solution radicale contre le paludisme. lepoint.fr 27 avril 2020

LVOG - Ils existent des traitements, mais une grande partie de la population n'y a pas accès faute de moyens financiers.

En France, Macron et sa bande d'assassins ont fait la même chose en interdisant aux médecins de ville de prescrire la chloroquine, préférant qu'il y ait un maximum de morts.

OMS - Au niveau mondial, le nombre de cas de paludisme est estimé à 228 millions en 2018 (intervalle de confiance [IC] de 95 %: 206-258 millions), contre 251 millions en 2010 (IC de 95 %: 231-278 millions) et 231 millions en 2017 (IC de 95 %: 211-259 millions).

Au niveau mondial, le nombre de décès dus au paludisme a été estimé à 405 000 en 2018, contre 416 000 en 2017 et 585 000 en 2010.

Dix-neuf pays d'Afrique subsaharienne et l'Inde ont concentré quasiment 85 % du nombre total de cas de paludisme dans le monde. who.int 4 décembre 2019

L'artémisinine est la substance active médicamenteuse isolée de la plante Artemisia annua.

La plante, qui appartient à la famille des Asteraceae, est utilisée en herbologie chinoise depuis plus de 2 000 ans.

Elle est la base des médicaments antipaludiques les plus récents et actuellement les plus efficaces.

Une des recettes décrit "comment faire tremper les feuilles et les branches de la plante de qing hao dans l'eau pendant une nuit, puis boire cette eau en tant que traitement contre le paludisme".

La prescription d'artémisinine, sous forme d'infusions, dont l'eau ne doit pas avoir bouilli, de feuilles séchées de l'Armoise annuelle peut s'avérer très efficace et des résultats acceptables ont été obtenus avec des cures sous forme de tisanes, à utiliser au moment des fièvres. Les meilleurs résultats sont obtenus par simple macération dans l'eau froide ou dans le lait dont les lipides favorisent la dissolution et la stabilité moléculaire de l'artémisinine.

Pourtant, cette utilisation en tisane fut fortement et rapidement déconseillée par l'OMS, car cette approche pouvait favoriser la résistance du parasite à la molécule semi-synthétique de l'artéméther. Bien que l'application du principe de précaution de la part de l'OMS soit louable, certains firent remarquer qu'aucune forme de résistance à l'artémisinine n'a été enregistrée en Chine, alors que cette tisane est utilisée seule depuis près de 2000 ans.

L'Institut malgache de recherches appliquées (IMRA) a mis au point en 2020 le Covid-Organics, à base de plantes dont l'armoise annuelle, qui permettrait de lutter contre l'épidémie de COVID-19. wikipedia.org

Un problème de pharmacorésistance apparaît rapidement, le parasite mute ou développe une résistance aux traitements antipaludiques.

En Thaïlande la sulfadoxine-pyriméthamine (SP) qui était efficace à près de 100% lorsqu'elle a été introduite en 1977 n'agissait plus, cinq ans plus tard, que dans 10% des cas du fait du développement des mécanismes de pharmacorésistance. De même, la chloroquine, autrefois largement utilisée, est désormais pratiquement partout dénuée d'efficacité. «Entre 1999 et 2004, on a donné de la chloroquine à 95% des petits Africains souffrant de paludisme alors même que le médicament ne guérit plus que la moitié des cas de paludisme dans de nombreux pays» observe-t-on à l'OMS où l'on ajoute qu'une résistance à l'atovaquone est apparue dans les douze mois qui ont suivi l'introduction de ce produit en 1997.

La priorité est claire : en développant des ACT (associations thérapeutiques à base d'artémisinine ou artemisinine based combinaison therapy) avec de multiples associations médicamenteuses et des composants bloquant la transmission, il est possible de prévenir la résistance. «Notre principal souci pour l'instant est de soigner les patients avec des médicaments sûrs et efficaces et d'éviter l'apparition d'une pharmacorésistance. Si les ACT nous abandonnent, nous n'aurons plus de traitement contre le paludisme, souligne le nouveau directeur du département du paludisme de l'OMS, le Dr Arata Kochi. Et il faudra probablement dix ans au moins avant d'en trouver un nouveau.» revmed.ch 2016

Menace ou intimidation de la sainte Inquisition, en vain.

- La mise au point très ferme de Didier Raoult face aux "menaces de l'Ordre des Médecins" - Yahoo 26 avril 2020

Suite à un communiqué du Conseil National de l'Ordre des médecins, Didier Raoult a tenu à réagir. Car s'il n'était pas nommément cité, tous les regards se tournaient vers lui. Il rejette toute accusation.

Le message est clair : "Je ne suis évidemment pas concerné par les menaces de l'Ordre des médecins", commence le turbulent Professeur marseillais. Avant l'explication, lapidaire, de ses pratiques et de leur cadre légal : "Je m'inscris dans le cadre du décret du 25/03. Les doses d'HCQ (hydroxychloroquine, ndlr) prescrites à l'IHU sont des doses habituelles, administrées sous surveillance. L'AZ (azithromycine, ndlr) est le traitement de référence des infections respiratoires." Autrement dit : aucune pratique hors-la-loi dans ses protocoles, qui n'ont pas lieu d'être visés par le communiqué délivré hier par le Conseil National de l'Ordre des médecins.

Je ne suis évidemment pas concerné par les menaces de l'@ordre_medecins. Je m'inscris dans le cadre du décret du 25/03. Les doses d'HCQ prescrites à l'IHU sont des doses habituelles, administrées sous surveillance. L'AZ est le traitement de référence des infections respiratoires.

— Didier Raoult (@raoult_didier) April 26, 2020 Yahoo 26 avril 2020

LVOG - Ils sont dépités, 670 commentaires à la suite de cet article dont plus de 90% en faveur de Raoult.

Ils cherchent à le décrédibiliser autrement, en vain.

- L'acteur Bernard Ménez dénonce le "scandale absolu" de la chloroquine et défend Didier Raoult Gala.fr 27 avril 2020

Il dénonce « le scandale absolu de cette histoire de la chloroquine et le protocole du docteur Raoult qui n'est absolument pas pris au sérieux par les pouvoirs publics parce que ça les dérange (…) derrière tout ça, il y a des morts, donc ils sont responsables. C'est monstrueux ce qui se passe », affirme-t-il.

Au passage, Bernard Ménez tacle la façon dont le gouvernement gère la crise sanitaire depuis le mois de mars dernier. « Elle (la gestion de cette crise, ndlr) m'énerve parce qu'elle est faite comme d'habitude, de communication, de surcommunication. On nous donne des chiffres, des nombres de morts (…) on nous enfume avec de la surcommunication ». Il dénonce aussi la future crise économique dans laquelle la France va être plongée. Gala.fr 27 avril 2020

Commentaire d'un internaute.

- "C'est effectivement un scandale et les procès sont à venir. Notez que le journaliste essaye de faire passer Raoult pour un clown en utilisant l'image d'un comique."

LVOG - A force de trop en faire, ils vont finir par perdre toute crédibilité auprès de la population, et puis tous les gens ne sont pas complètement idiots. Je le dis rarement pour que personne ne croie le contraire de manière inconsidérée.

De la même manière, si on insiste plus sur leurs défauts ou leurs faiblesses, ce ne serait pas par manque d'empathie, c'est tout simplement parce qu'on aurait tendance à les oublier ou c'est ce qu'on combat aussi chez eux. Quel intérêt y aurait-il à flatter leurs qualités ? Si j'ignorais qu'ils en avaient, pourquoi je continuerais cette activité politique qui leur est destinée ?

Salamalekoum, vive les médecins algériens !

- Des médecins algériens attestent de l'«efficacité quasi totale» de la chloroquine contre le Covid-19 - sputniknews.com 27 avril 2020

Les chefs de services de maladies infectieuses d'un hôpital à Blida et d'un autre à Alger affirment que le protocole à base d'hydroxychloroquine, suivi dans le traitement des patients atteints du coronavirus, donne un résultat positif «quasi total», rapporte TSA.

Toujours décrié dans certains pays, le traitement du Covid-19 par l'hydroxychloroquine combinée à l'azithromycine, défendu depuis le début de la pandémie par le Pr Didier Raoult, montre une efficacité «quasi totale» en Algérie, ont affirmé des spécialistes à la presse locale. Blida, épicentre de l'épidémie

À l'hôpital de Boufarik, dans la wilaya (région) de Blida, à l'ouest d'Alger, 150 patients sur 300 hospitalisés depuis le 23 mars à cause du nouveau coronavirus ont guéri grâce au protocole thérapeutique à base de chloroquine, assure le Dr Mohamed Yousfi, chef du service des maladies infectieuses, rapporte le site d'information Tout Sur l'Algérie (TSA).

«90% des cas ont très bien réagi à ce protocole de traitement recommandé par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière», indique-t-il, soulignant que les «récents résultats d'analyses pour ces patients ont démontré leur guérison totale».

Concernant les autres patients, le spécialiste explique qu'ils ont été exclus du protocole thérapeutique en raison de maladies cardiovasculaires ou de non-tolérance au médicament. «Ces derniers ont été mis sous antiviraux, utilisés dans le traitement des infections par le VIH et qui ont donné des résultats très satisfaisants», informe-t-il.

Même constat à Alger

La cheffe du service des maladies infectieuses à l'hôpital EL Kettar à Alger, le Pr Nassima Achour, assure que plus de 85 malades, tous âges confondus, hospitalisés au sein de son service ont été traités à base de chloroquine associée à des antiviraux utilisés dans le traitement du VIH.

Selon elle, le protocole à base d'hydroxychloroquine a montré une «efficacité quasi totale», soulignant que l'état de santé des malades «connaît une évolution positive de jour en jour».

Depuis le 24 mars, 3.470 malades du coronavirus sur 5.000 ont été soignés à chloroquine en Algérie, soit 69.4%, a confié à la presse le Pr. Lyes Rehal, directeur général de l'Institut national de santé publique (INSP). sputniknews.com 27 avril 2020

LVOG - Il n'y a qu'en France, en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis que les chef d'Etat ou de gouvernements ont laissé crever leurs malades. A eux 4, ces pays totalisent les trois quarts des 210.000 morts dans le monde, 190 autres dans le monde se partagent 50.000 morts environ.

Heil ! Faites tomber les masques.

- Virus: l'Allemagne porte à son tour le masque - AFP 28 avril 2020

Bon gré, mal gré, les Allemands se conforment au port du masque devenu obligatoire lundi dans les transports en commun et presque partout dans les magasins pour lutter contre le coronavirus. AFP 28 avril 2020

- Coronavirus : manifestation contre les mesures de confinement à Berlin - euronews 27 avril 2020

Une centaine de personnes ont été arrêtées samedi à Berlin pour non-respect des règles de distanciation sociale. Un millier de manifestants s'étaient rassemblés un peu plus tôt pour contester les mesures de confinement mises en place en Allemagne pour endiguer la propagation du covid-19.

Des rassemblements qui sont organisés chaque samedi depuis plusieurs semaines sur la place Rosa Luxemburg, au cœur de la capitale allemande.

La police avait érigé plusieurs barrières autour de la place mais les participants se sont retrouvés dans les rues voisines, et ce malgré l'interdiction des rassemblements de plus de 20 personnes en vigueur à Berlin.

Le regroupement "n'est pas compatible avec les règles" en place pour stopper la propagation de l'épidémie de Covid-19, a expliqué la police sur Twitter, demandant aux personnes présentes de se disperser.

Ce collectif baptisé "Résistance démocratique" voit dans les mesures de restrictions décidées par le gouvernement un début de régime autoritaire qui porterait selon eux atteinte aux libertés.

Certains accusaient sur leur t-shirt la chancelière Angela Merkel d'avoir "interdit de vivre", d'autres réclamaient la "liberté", affirmant sur des pancartes "Je décide ce que je pense et ce que je dis haut et fort". "Plus jamais fascisme et guerre" ou "stop le lobby pharmaceutique", pouvait-on lire sur d'autres. euronews 27 avril 2020

LVOG - J'ignore quelle était la tendance politique de cette manifestation. Euronew s'est-il livré à un amalgame ordurier en laissant entendre qu'elle aurait été d'extrême droite.

Euronews - Si l'Allemagne desserre très progressivement les restrictions, avec la réouverture de certains magasins par exemple, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) juge que le gouvernement exagère le risques et demande la réouverture immédiate de tous les commerces.

Leur propagande hystérique contrée par les faits, ils enragent.

- Comment le système politique chinois a favorisé la pandémie - LePoint.fr 26 avril 2020

- Coronavirus: La ville chinoise de Wuhan n'a plus de patient hospitalisé - Reuters 26 avril 2020

Soyons lucide et optimiste. "***Il faut reprendre notre sort en main.*** "

- Le gouvernement par la peur a de beaux jours devant lui, à moins que**...** par Dominique Muselet
- Mondialisation.ca, 27 avril 2020

Extrait.

Comme chacun sait, les sentiments se divisent en deux catégories, les positifs et les négatifs. Les deux ont leur utilité et d'une certaine manière se complètent. Les sentiments positifs, l'amour (agapé), la gratitude, l'admiration, engendrent une forme de symbiose qui nous permet d'acquérir les qualités de ceux envers qui nous les éprouvons. Les sentiments négatifs nous alertent sur ce qui ne va pas, en nous ou à l'extérieur. Ainsi l'envie nous indique que nous souhaiterions jouir de ce que nous envions, mais que nous ne nous sentons pas capables ou dignes de l'obtenir. La peur, quant à elle, nous signale un danger. Cependant, le danger peut être imaginaire, il faut alors, sans paniquer, faire appel à notre jugement pour s'assurer de sa réalité.

La peur nous est instillée dès l'enfance par des adultes soucieux d'être obéis. Ils utilisent, pour cela, la violence indirecte, menaces, chantage, culpabilisation, et la violence directe, cris, colère, coups. Peu d'entre nous n'ont jamais connu l'une ou l'autre et parfois les deux formes de violence. L'estime de soi en est altérée et, devenu adulte, on continue à craindre l'autorité et à s'y soumettre sans même se rendre compte que ce n'est pas normal. De sorte qu'il suffit aux gouvernements de jouer avec cette peur qui sommeille en chacun de nous pour obtenir ce qu'ils appellent la « paix sociale », en fait notre soumission. Tous les gouvernements le font à des degrés divers.

Contre-pouvoirs

Cela ne pose pas trop de problèmes au citoyen moyen tant qu'il y a des contre-pouvoirs qui tempèrent le pouvoir. Au Moyen-âge par exemple, une époque tellement diffamée que l'image que nous en avons est entièrement fausse, l'Eglise et la Royauté se disputaient le pouvoir, et les populations jouissaient d'une assez grande liberté, même les serfs qui avaient l'usage de leur lopin par droit d'héritage et les femmes, dont le statut s'est dégradé de la Renaissance au XIXe siècle. Les commerçants essayaient de faire des affaires sans perdre leur âme, comme en témoigne la formule « au nom de Dieu et du profit » qu'on trouve sur les livres de compte.

Tout près de nous, après la seconde guerre mondiale, l'équilibre des forces géopolitiques entre le bloc communiste et le bloc capitaliste, qu'on a appelé la guerre froide, obligeait les gouvernements à ménager leurs populations. L'acquisition de la bombe atomique par plusieurs pays a contribué à instaurer une forme d'équilibre par sa « force de dissuasion ». L'atmosphère avant la chute de l'URSS était très différente d'aujourd'hui. Les populations occidentales se sentaient libres et ne craignaient ni leur police, ni leur justice, ni leurs voisins ; il y avait une certaine pluralité dans les médias ; la finance était régulée, les monopoles capitalistes aussi ; il n'y avait pas de chômage et un salaire d'ouvrier faisait vivre une famille. La société était relativement équilibrée et confiante. Tout a changé avec l'effondrement du mur de Berlin et la Perestroïka. Les Etats-Unis sont devenus hégémoniques et leur modèle, basé sur l'exploitation sans limite et par tous les moyens de tout ce qu'il est possible d'exploiter, est devenu celui de la classe dirigeante mondiale, à de rares exceptions près.

L'effondrement du contre-pouvoir géopolitique a entraîné celui des contre-pouvoirs nationaux. La gauche s'est ralliée au dogme libéral et la justice et les médias se sont mis à son service.

Voyant s'ouvrir un boulevard sur un eldorado sans limites, la classe dirigeante, unie et solidaire comme les conquistadors en Amérique, a perdu toute mesure et s'est lancée dans une course au profit aussi folle que destructrice. Plus rien ne l'arrêtera. Il n'y a aucun espoir qu'elle prenne conscience qu'elle nous entraîne dans l'abîme. L'être humain a tendance, en cas de difficulté, à faire toujours plus de la même chose, alors même qu'il faudrait opérer des changements de niveau, comme l'a très bien montré Paul Watzlawick. On ne peut pas non plus compter sur le fait qu'un jour, il n'y aura plus rien ni plus personne à exploiter.

Techniques d'influence et de surveillance

En plus de réunir toutes les composantes de l'oligarchie internationale, la classe dirigeante dispose de ressources psychologiques et techniques dont il est coutume de dire qu'elles dépassent les plus folles espérances des pires dictateurs.

En 1990 Joseph Nye a donné le nom de « soft power » aux techniques d'influence, en opposition au « hard power », l'agression militaire. Ces techniques peuvent être visibles ou invisibles. Les visibles vont de la menace à la séduction, en passant par la corruption, le chantage, les sanctions. Les puissants en ont toujours usé. Ce qui est plus nouveau, c'est la manipulation à grande échelle, plus pernicieuse, car le plus souvent indétectable. Edward Bernays est considéré comme le père de la propagande politique et d'entreprise, ainsi que de l'industrie des relations publiques, qui ont fortement contribué à développer le consumérisme américain. Il explique, dans une vidéo comment il a convaincu les Etasuniens, qui étaient pacifistes, d'entrer dans la première guerre mondiale, et les femmes de fumer, sans qu'ils ou elles en aient conscience.

Au classement Soft Power 30, la France est passée de la 5ème place en 2016, à la 1ère en 2019. Dans les pays les mieux classés ces cinq dernières années, on retrouve toujours les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, et la France. Ce que les Etasuniens appellent soft power, nous l'appelons propagande, et la propagande s'accompagne nécessairement de censure, ce qui explique que nous soyons 34ième au classement mondial de la presse 2020.

La classe dirigeante dispose aussi de hautes technologies de surveillance. On a découvert grâce à des lanceurs d'alerte comme Assange et Snowden, poursuivis, calomniés et persécutés par l'oligarchie en proportion de l'importance de leurs révélations, comment les gouvernements espionnaient leurs citoyens (en plus des entreprises et dirigeants étrangers).

Chaque crise est désormais utilisée pour imposer des mesures de répression et de surveillance supplémentaires. La classe dirigeante compte bien tirer profit de la crise sanitaire du coronavirus pour nous imposer le traçage numérique individuel avec l'application Stop-covid, et peut-être même un bracelet électronique. Tout cela au nom de notre protection, comme s'il était possible d'être complètement en sécurité !

Le gouvernement par la peur, la haine, la censure et la répression

Toutes ces évolutions ont engendré une peur grandissante dans la population. Et cette peur est rationnelle et légitime. La montée en puissance d'une classe dirigeante mondialisée, sans contre-pouvoirs extérieurs ou intérieurs, et disposant de technologies avancées de surveillance a de quoi faire peur. La peur suscite des réactions de défense. Et le peuple a commencé à se rebeller. Il fallait donc que l'oligarchie détourne d'elle-même la peur et la révolte, en désignant au peuple des ennemis terrifiants, pour que, tétanisé par une angoisse irrationnelle, il se laisse enfin surveiller et réprimer sans protester. Aux Etats-Unis, il y a d'abord eu l'épisode McCarthy avec sa chasse aux communistes, mais c'est Georges W. Bush qui a internationalisé la technique de l'ennemi total et invisible en déclarant la guerre au terrorisme. Pour alimenter la psychose, les Etats-Unis n'ont pas hésité à « fabriquer » des terroristes, comme le dénonce Human Rights Watch, le 21 juillet 2014, dans « un rapport qui accuse le FBI de pousser des petits délinquants ou des personnes atteintes de troubles mentaux à commettre des attentats. Le Département de la Justice et même le Congrès sont également jugés responsables ». En France, avec l'affaire de Tarnac, également fabriquée de toutes pièces, la ministre de l'Intérieur de Sarkozy a tenté de faire d'une pierre deux coups : arrêter des « terroristes » et discréditer l'ultra gauche.

Partout la répression des mouvements sociaux et la censure de l'information alternative augmentent, en même temps que les inégalités et la précarité. La toute-puissance d'une oligarchie qui n'a d'autre dieu que le profit et qui est parfaitement organisée pour protéger ses intérêts de classe, est de plus en plus évidente. Il y a de quoi avoir peur.

On a vu l'essor des dictatures fascistes en Europe dans les années 1930, on a vu la dictature franquiste en Espagne, les dictatures en Amérique latine (Chili, Argentine, Nicaragua) on voit la colonisation brutale de la Palestine. On sait qu'il est possible, aujourd'hui, de maintenir une population éduquée sous le joug d'une force d'occupation ou d'un pouvoir totalitaire pendant des dizaines d'années. On voit avec quelle facilité la Macronie a pris les pleins pouvoirs à la faveur de l'épidémie de coronavirus, décidé d'un confinement extrêmement répressif hors de toute légalité, pris toutes sortes d'ordonnances qui détruisent nos droits et nos libertés, et lancé la police à nos trousses.

Comme dit Emmanuel Todd :

« On a une police en liberté, c'est-à-dire qui n'est plus sous contrôle. Le gouvernement s'en est tellement servi pour faire cogner, avec les consignes qui vont avec, que la police aussi semble avoir pris son autonomie ».

De fait, depuis les manifestations contre la Loi travail, on a peur d'aller en manif parce qu'on sait qu'on risque de se faire tabasser par la police, puis condamner par une justice d'exception.

Et aujourd'hui, en plus des milliers d'amendes fantaisistes qui nous sont tombées dessus, il y a des descentes de police absolument insensées pour voler des masques. Le CAN84 relate la perquisition brutale dont Next-up a été victime :

« Next-Up, une organisation nationale dont le siège est situé en Drôme, et qui milite et informe depuis près de 20 ans contre le nucléaire, les radiations, le compteur espion Linky et la 5G, a été perquisitionnée mardi 21 avril 2020. Le président a été menotté et emmené en garde à vue, le domicile du vice-président a fait également l'objet d'une visite gendarmesque. Les locaux ont été mis sens dessus-dessous et du matériel a été saisi. Très en pointe dans l'aide à la protection des personnels soignants face au covid19 et à la pénurie institutionnelle de matériel, Next-Up est victime de l'incompétence et de la violence du pouvoir.»

On a même peur de dire ce qu'on pense. On fait attention à qui on parle et on se surprend à baisser la voix lorsqu'on exprime une opinion qui n'est pas politiquement correcte, sur l'UE, le climat, Israël, les vaccins, le confinement, ou tout autre sujet tabou. Les médias subventionnés, qui déversent à longueur de journée une propagande digne du Ministère de la Vérité de Georges Orwell, dénoncent comme fake news tout ce qui contrevient à la vérité officielle, et écartent des plateaux TV toute opinion dissidente. Google, youtube et consorts se livrent aussi à une censure sans merci de tous les contenus qui ne sont pas conformes à la doxa.

Le 25 avril, on montrait à la TV une manifestation à Jérusalem, contre le gouvernement d'union, en plein confinement, et le présentateur s'extasiait sur ces Israéliens qui manifestaient en gardant leurs distances. Je regardais ça et je me demandais qui en France oserait faire une chose pareille ? Je pense même que s'il s'était agi de Français le présentateur TV, loin de les regarder d'un air patelin, aurait fustigé leur irresponsabilité et applaudi des deux mains la police qui leur tombait dessus à bras raccourcis. Pour la caste, la liberté des peuples n'est belle qu'ailleurs.

Se libérer de la peur

J'ai entendu sur les réseaux sociaux des rumeurs de préparatifs en vue d'une manifestation le 1er mai, malgré le confinement, sous l'égide du Comité de solidarité avec Grèves et Résistance. Ça m'a fait peur. Je me suis dit, pleine d'admiration : ils sont courageux, mais est-ce que je vais oser y aller ? Même si je sais que le meilleur moyen de conjurer la peur, c'est de faire ce qui nous fait peur.

Les articles sur l'après-covid se multiplient. Chacun y va de sa petite analyse et de ses propositions. Dans l'ensemble, c'est assez décevant, et c'est bien normal, on n'a pas le recul nécessaire et on ne peut pas prédire l'avenir. Mais une chose est sure, si nous ne voulons pas devenir les esclaves d'une caste sans foi ni loi, il faut agir. Il faut reprendre notre sort en main. Et pour cela, il faut se libérer de la peur, je parle de la peur-panique, celle qui paralyse, celle que nous instillent les médias en nous ensevelissant sous un déluge de non-infos contradictoires et anxiogènes, la peur des attentats, du virus, de la Chine, de la Russie, du Venezuela, de tout ce qui bouge. Si nous y parvenons, à mon sens, le reste viendra par surcroît. Mondialisation.ca, 27 avril 2020

LVOG - Un conseil, commencez par cesser aussi d'avoir peur dans le socialisme, et vous verrez que "*le reste viendra par surcroît*", je vous le garantis.

Ils sont en guerre oui ou non ? Soldat français hors du Sahel !

- Sahel : Britanniques et Américains prolongent leur appui à l'opération française Barkhane - Franceinfo 27 avril 2020

Ils ont accepté de maintenir pour plusieurs mois leurs moyens militaires au Sahel, en soutien à l'opération antijihadiste française en Afrique de l'Ouest. Franceinfo 27 avril 2020

LVOG - Chaque militaire de l'opération Barkhane est une cible pour le mouvement de libération national du Sahel de l'occupation française, britannique et américaine...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

Vous m'excuserez d'avoir fait l'impasse sur le 1er mai, je n'ai pas de balcon et je ne suis pas du genre à flatter la bêtise humaine, qui plus est quand elle se présente masquée ! Je laisse ce genre de consensus aux démagogues professionnels.

Si je peux me permettre, profitez de ce mauvais moment à passer pour lire et étudier, réfléchir, n'hésitez pas à tout remettre en cause. Téléchargez et lisez attentivement les documents disponibles dans cette page, ils vous aideront à progresser, cela devrait être notre obsession.

Nous ignorons d'où nous partons vraiment, et nous ne savons pas non plus où nous arriverons. Voilà qui est tout à fait passionnant et devrait nous stimuler ou nous encourager à faire preuve de détermination, afin de donner de la substance à notre aspiration ou à notre idéal de justice et de liberté.

Vous ne trouverez pas plus réfractaire à l'ordre établi que moi, et pourtant paradoxalement je suis un partisan scrupuleux de l'ordre et de la méthode, de la discipline, de la logique dialectique, parce que j'ai pris conscience un jour ou plutôt au fil du temps, que c'était indispensable aussi bien pour s'en sortir dans la vie que pour lui donner un sens qui ne pourrait être que collectif ou partagé. L'anarchie, le désordre, la crasse, l'oisiveté, la médiocrité, la vanité sont les tristes apanages des crétins et font leur malheur, et le nôtre au passage. A nous de savoir ce que l'on veut vraiment.

- « Le bien-être de l'humanité est toujours l'alibi des tyrans. » – Albert Camus

- "Science sans conscience n'est que ruine de l'âme."

- "L'ignorance, c'est la mort ; le savoir, c'est la vie."

- 28 pages au format pdf

On nous a toujours expliqué qu'il était improbable, voir impossible de combattre et vaincre un ennemi qui avancerait masqué ou dont on ignorerait la nature, nous sommes bien d'accord. Alors pourquoi quand l'oligarchie financière monte au créneau sans masque pour superviser la mise en oeuvre de sa stratégie totalitaire, on ne devrait pas lui accorder l'attention qu'elle mérite ?

Pourquoi les chantres du combat contre le néolibéralisme s'en détournent-ils soudainement ?

D'autres sur un ton péremptoire affirment (des maoïstes) que "*la question de savoir si le « déclencheur » Covid-19 est lui-même le fruit d'un réel hasard ou non est sans objet*", à ceci près que recourir à une opportunité qu'on a créée, et saisir une opportunité apparaissant indépendamment de notre volonté ou accidentelle n'est pas du tout la même chose et n'aura pas les mêmes implications. Car dans le premier cas l'intention de nuire sera inscrite dans la nature de ceux qui recourraient à cette opportunité. Elle sera fidèle à l'image de la société qu'ils avaient façonnée, elle sera conforme à ses fondements. Elle figurera au même titre que tous les maux qui accablent les exploités et les opprimés sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Tandis que dans le second scénario leur nature sera épargnée ou le doute subsistera quand aux réels intentions des oligarques, pourquoi n'en auraient-ils pas de bonnes envers leurs sujets, avec toutes les conséquences qui en découleront par la suite.

Le second scénario est d'autant plus insoutenable et opportuniste, au regard des multiples évènements qui ont précédé et accompagné l'émergence de cette pandémie fabriquée au coronavirus, où les oligarques les plus puissants de la planète étaient en première ligne. Que les maoïstes notamment privilégient ce scénario n'a rien d'étonnant, puisque depuis plus de 40 ans ils soutiennent le régime dictatorial chinois intégré au capitalisme mondial, partant de là ils sont forcément mal placés pour combattre le capitalisme et l'oligarchie financière.

Parole d'internaute.

1- "On vit dans un drôle de pays, où on préfère vous pister pour vous verbaliser, plutôt que vous dépister pour vous soigner !"

LVOG - Cela s'appelle un Etat policier, un régime fasciste. Comment pouvez-vous affirmer une chose pareille, s'exclameront les militants pétris de dogmatisme, le fascisme est incompatible avec l'existence du mouvement ouvrier... A ceci près que lorsque le mouvement ouvrier en est réduit à l'état de putréfaction que l'on peut observer quotidiennement, on est en droit d'en conclure qu'il est déjà mort pour la cause qu'il devait servir.

Ce constat ne date pas d'hier, et c'est bien parce que nos dirigeants ont refusé obstinément d'en tenir compte et d'en tirer toutes les leçons politiques pendant des décennies, qu'on en est rendu à cette situation.

Si vous rejetez cette explication, il ne vous restera plus qu'à adopter celle qui consiste à soutenir que d'une manière ou d'une autre l'humanité était destinée au chaos et à la barbarie et qu'il était impossible d'y échapper, parce qu'il n'en existe pas d'autres, soit la classe ouvrière serait en mesure d'accomplir la tâche historique qui consistait à en finir avec le capitalisme et le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, soit elle en serait incapable et elle serait condamnée à perpétuité à la servitude dans les pires conditions qui soient.

2- "30 gamins par classe... 60 personnes dans une rame de métro... mais pas le droit de marcher une heure en famille sur plage ou sur une rive..."

LVOG - Le règne de la tyrannie est implacable, et il ne supporte pas la controverse, la critique, la polémique, le doute ou la moindre suspicion, vous devez y adhérer sous peine d'être violemment réprimé, éliminé. J'ignore si vous vous y ferez un jour, moi jamais, certains en redemandent furieusement, ils deviendront demain les auxiliaires de cette police politique impitoyable, là pour le coup vous avez le droit d'avoir peur ou de craindre pour votre avenir qui s'annonce cauchemardesque, terrifiant.

3- "Triste réalité. Dès qu'une note d'espoir se profile, nous assistons à une levée de boucliers ! Il ne peut exister de traitement. Une deuxième vague est inéluctable. Notre système immunitaire ne nous garantit ni contre une rechute imminente ni une immunité durable dans l'éventualité d'une contamination par ce virus dévastateur."

LVOG - Commencez par cesser de croire que ce virus serait "dévastateur", et vous verrez que la réalité est moins triste que celle qu'on vous présente, parce qu'elle recèle des contradictions explosives, qui, si elles étaient exploitées à bon escient, permettraient d'entrevoir une issue politique qui vous redonnerait le goût à la vie ou de renouer avec l'espoir de changer radicalement de société.

4- "Y en a marre ! Chaque commentateur dit le contraire du précédent. Et forcément chaque commentateur choisit les faits qui lui qui permettent de justifier ses commentaires." (Ma concierge)."

LVOG - Tout est fait minutieusement pour que plus personne ne comprenne la situation. J'en conclus que mes lecteurs sont des privilégiés, car eux ils savent de quoi il retourne. A moins que malgré tout ils s'y refusent, dans ce cas-là on ne pourrait rien plus pour eux.

Nous payons le prix de la capitulation sans combat des dirigeants du mouvement ouvrier tout partis et syndicats réunis.

- En Inde, le confinement prolongé de 2 semaines - Reuters 1 mai 2020

Le gouvernement indien a annoncé vendredi la prolongation pour deux semaines du confinement national qui devait prendre fin le 4 mai. Reuters 1 mai 2020

Le professeur Raoult : "***Le consensus, c'est Pétain***".

Avis à ceux qui se vautrent dans la fange en exigeant un prolongement du confinement et le port du masque obligatoire. Ils se sont discrédités à jamais.

Union nationale de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par l'extrême-centre.

- Hidalgo favorable au port du masque dans les rues de Paris - AFP 29 avril 2020

- Collomb pour l'obligation du port du masque dans l'espace public - AFP 30 avril 2020

- Déconfinement: Estrosi veut des passeports sanitaires pour entrer ou sortir de France - AFP 30 avril 2020

- L'étude inquiétante sur la propagation du coronavirus dans les avions - Yahoo 30 avril 2020

- Déconfinement : une étude française recommande le confinement des plus fragiles "jusqu'à février 2021" - Franceinfo 30 avril 2020

- Coronavirus: Éric Piolle (EELV) se félicite du "changement de ton" du gouvernement - AFP 29 avril 2020

Les classes moyennes atteintes.

- Déconfinement : 45% des Français prévoient de réduire considérablement leur budget mode - ELLE.fr 30 avril 2020

Ils en rajoutent un à leur panoplie de la terreur.

- Alerte rouge : comment repérer le moustique tigre, qui fait son grand retour ? - Yahoo 30 avril 2020

Communisme, terrorisme, climat, virus, astéroïde, ovni, moustique...

La fabrique du consentement a fonctionné à merveille.

- Déconfinement: les Français approuvent le plan sauf sur l'école - AFP 29 avril 2020

Les Français approuvent très majoritairement les principales mesures du plan de déconfinement annoncé mardi par le Premier ministre, à l'exception du retour à l'école dès le 11 mai qui les divise, selon un sondage OpinionWay publié mercredi.

Selon cette enquête pour les Echos, le taux d'approbation est supérieur ou égal à 80% pour cinq mesures : le maintien du télétravail (93%), l'obligation du masque dans les transports (91%), l'annulation des événements sportifs et culturels (82%), la possibilité de circuler sans attestation (80%) et l'interdiction des cérémonies religieuses jusqu'au 2 juin (80%).

L'approbation est aussi supérieure à 60 % pour sept autres mesures : le maintien de la fermeture des lycées (77%), la limitation à 10 personnes des rassemblements (77%), la réouverture des marchés (75%), un déconfinement plus strict dans les départements les plus touchés par l'épidémie (74%), la limitation à 15 élèves par classe (67%), la fermeture des cafés et restaurants au moins jusqu'à début juin (62%) et la réouverture des crèches (61%).

En revanche, la réouverture des écoles ne fait pas consensus: les sondés ne sont que 49 % à l'approuver (et autant à la désapprouver).

Pour autant, la confiance dans la capacité du gouvernement à "limiter les effets" de l'épidémie ne remonte pas et demeure à un plus bas de 40% dans ce baromètre quotidien.

Et le scepticisme se renforce même sur sa capacité à mener des tests à grande échelle comme l'a annoncé mardi Edouard Philippe.

72% des sondés (+5 points depuis le 14 avril) estiment que les pouvoirs publics ne seront pas en mesure de tester toutes les personnes symptomatiques (dont 32% répondent "certainement pas"). AFP 29 avril 2020

Commentaires d'internautes.

1- "Le pouvoir et les charlatans dit scientifiques ont tellement crée de la psychose fantasmée hors réalité, que la crainte des gens est palpable."

2- "Cela fait des années que les français approuvent n'importe quoi ou élisent n'importe qui Même qu'ils ont acceptés le confinement (sorte de suicide économique collectif) alors pourquoi pas approuver le déconfinement !

C'est en faisant n'importe quoi que l'ont devient n'importe qui !"

Et les cinglés ou fanatiques en redemandent.

- Le déconfinement ? Non merci ! Ces personnes comptent bien rester chez elles le plus longtemps possible - Yahoo 30 avril 2020

- Anthony Delon s'emporte contre les "crétins" qui ne respectent pas le confinement - Gala.fr 30 avril 2020

- Etat d'urgence sanitaire: vers une prolongation de deux mois, avec possibilité de placement à l'isolement - BFMTV 30 avril 2020

Le projet de loi prorogeant l'urgence sanitaire doit être présenté samedi en Conseil des ministres, avant son examen au Sénat dès lundi, puis à l'Assemblée nationale, en vue d'une adoption définitive dans la semaine. L'état d'urgence sanitaire "est prorogé pour une durée de deux mois à compter du 24 mai", indique l'avant projet de loi. BFMTV 30 avril 2020

Il nous faut revenir sur le fonctionnement du coronavirus ou corriger un point.

Apparemment l'ensemble de la population ne serait pas affectée parce que la durée de vie du coronavirus serait insuffisante. Au fur et à mesure que le temps s'écoule, il perdrait en intensité et en contagiosité, et il n'aurait plus la force de procéder à une mutation, temporairement ou non, on n'en sait rien.

En fait, le COVID-19 se comporte comme le virus de la grippe. Quant à savoir s'il sera saisonnier ou non, tout le monde l'ignore ou personne ne peut le savoir sauf les charlatans qui officient sur les plateaux de télévisions. S'il était saisonnier, aucun vaccin ne serait efficace puisqu'entre temps il aurait muté !

Nous voilà sous la botte masquée du fascisme.

L'absence de lucidité (sic!) de nos dirigeants confine à la trahison.

Les travailleurs n'avaient pas conscience d'être des esclaves, alors ils n'auront pas davantage conscience avec le confinement d'être les prisonniers d'une société rendue au stade du totalitarisme.

- Le philosophe croate Srecko Horvat - « La crainte d'une pandémie est plus dangereuse que le virus lui-même. Les images apocalyptiques des médias de masse cachent un lien profond entre l'extrême droite et l'économie capitaliste. Comme un virus qui a besoin d'une cellule vivante pour se reproduire, le capitalisme s'adaptera à la nouvelle biopolitique du 21e siècle ».

Giorgio Agamben - Et il y a pire encore : « Un nouveau despotisme, qui en termes de contrôles omniprésents et de cessation de toute activité politique, sera pire que les totalitarismes que nous avons connus jusqu'à présent ».

Agamben redouble ses analyses sur la science comme religion de notre temps : « L'analogie avec la religion est prise au pied de la lettre ; les théologiens ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas définir clairement ce qu'est Dieu, mais en son nom ils dictaient des règles de conduite aux hommes et n'hésitaient pas à brûler les hérétiques. Les virologistes admettent qu'ils ne savent pas exactement ce qu'est un virus, mais en son nom, ils prétendent décider de la façon dont les êtres humains doivent vivre ». (Comment penser l'après-Planète en confinement par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 30 avril 2020)

Révélateur.

POI - En raison de la situation liée au Covid-19, IO (Informations ouvrières) est en libre accès... limité, la censure cela existe !

Quand j'ai voulu aller à la page abonnement, voici sur quoi je suis tombé : Your access to this site has been limited by the site

owner. Traduction : Votre accès à ce portail a été limité par le propriétaire du portail (Informations ouvrières), circulez il n'y a rien à voir !

Autrement dit, ces démocrates dans l'âme m'interdisent de m'abonner en ligne à leur journal, intention que je n'ai jamais eu, c'était juste par curiosité, et ils ont formaté les pages Internet de telle sorte qu'on ne puisse ni les télécharger ni en copier des passages. Ils ont simplement oublier qu'on pouvait les photographier à l'écran, puis en réduire le volume et les formater en pdf, je les mettrai peut-être en ligne demain.

NPA le 29 avril 2020

- Contre ce gouvernement, c'est autour d'un véritable plan d'urgence sanitaire et sociale qu'il s'agit de se mobiliser, pour un « bouclier sanitaire » avec des tests et des masques gratuits, pour aller vers un déconfinement en toute sécurité, pour ne pas payer les frais de la crise économique de leur système. Sur les réseaux sociaux, les murs de nos quartiers, aux fenêtres et balcons, ou dans la rue en tenant compte des mesures de distanciation physique, ce 1er Mai sera une occasion de nous organiser dans cet objectif, une étape dans le déconfinement de nos colères.

LVOG - Ce sont bien des acteurs ou complices de la psychose collective pilotée depuis l'Elysée et Matignon...

Quand un parti cautionne la machination au coronavirus, il cautionne toutes les conséquences qui en découlent pour les travailleurs, il est corrompu et irrécupérable, tout le reste ensuite n'est plus que du baratin correspondant à ce que ses troupes voulaient entendre.

Ceux qui ont refusé de dénoncer cette monstrueuse machination, c'est-à-dire tous les partis dits ouvriers et l'ensemble des syndicats, de fait ils ont rejoint les rangs de l'union nationale derrière Macron. Ils sont morts politiquement et ils ne serviront jamais notre cause.

Pourquoi sur tous les grands évènements depuis le début du XXe siècle, ces dirigeants se réfugient-ils dans le déni de la réalité, pourquoi la falsifient-ils ?

Pour eux, le coronavirus, c'est forcément un phénomène naturel, puisque Macron et sa clique d'assassins l'ont décrété, c'est la vérité et il n'y a pas à revenir dessus. Ils considèrent que les conséquences du coronavirus révèleraient la crise du capitalisme, un point c'est tout. La discussion est terminée. Plutôt léger ou simplet comme explication.

Pour eux, l'origine de tous les évènements qui se sont produits de 1914 à 2020 se réduirait à la crise du capitalisme. Il n'existerait pas d'autres explications. Tous ces évènements auraient été provoqués uniquement par la crise du capitalisme, à aucun moment l'oligarchie financière ne les aurait provoqué, ils surviendraient pratiquement spontanément frappant à la fois toutes les classes, les riches comme les pauvres, personne ne les aurait vu venir. La crise du capitalisme se voit pour ainsi dire dotée d'un pouvoir surnaturel d'imposer sa volonté aux hommes, qui n'auraient plus rien d'autres à faire ensuite qu'en gérer aux mieux les conséquences en fonction de leurs besoins. Ce pouvoir pourrait être personnifié par un évènement concomitant secondaire, qui par miracle déclencherait une succession d'évènements en chaîne tellement imprévisibles que personne ne pourrait plus arrêter cette machine infernale jusqu'à ce qu'elle ait accompli son oeuvre destructrice.

Bref, la crise du capitalisme expliquerait tout. Mais dans ce cas-là, comment expliquer que le capitalisme ne s'est pas encore effondré depuis près de 90 ans, alors qu'il en a eu l'occasion à une multitude de reprises. Il faudrait être plus précis encore pour comprendre de quoi il s'agit vraiment. En fait, le capitalisme ne serait pas en crise auquel cas elle pourrait éclater à tout moment, il est plutôt au bord de la crise, il vit on the edge, sur le fil du rasoir. Il réunit tous les ingrédients et toutes les conditions qui devraient précipiter sa chute, mais elle ne se produit pas, il y a une main invisible à la manoeuvre qui le retient, qui l'empêche de sombrer totalement, mieux qui va voler à son secours pour qu'il puisse se refaire une santé en attendant la prochaine alerte, car il est quand même en proie à une menace bien réelle qu'il ne s'agit pas de nier.

Quand une crise éclate enfin, quel soulagement, pour peu de temps seulement, car il va falloir s'empresser de faire disparaître tous les éléments qui permettraient de comprendre qu'elle a été préméditée et provoquée délibérément, le mieux étant de s'en remettre à la version officielle que le plus grand nombre partagera spontanément. C'est ainsi par exemple que toutes les questions relatives aux conditions dans laquelle elle se produit et qui sont en contradiction avec le discours officiel devront disparaître, de même les délits d'initiés caractérisés, la présence de W. Churchill dans les allées de Wall Street le 29 octobre 1929 n'était que pure coïncidence, de la même manière les simulations d'attentats réalisées par les services de renseignement au moment même où ils vont se produire, de préférence sur les lieus mêmes, seront autant de facteurs jugés insignifiants pour qu'on les mentionne.

Ce qu'on voudrait nous faire croire, c'est que tous ces éléments qui manifestement ont un rapport avec certains évènements précis ou hors du commun, n'en auraient finalement aucun, le coronavirus et le confinement de toute la population non plus, qui plus est les conséquences sociales qui en découlent, du coup pourquoi faudrait-il en chercher l'origine, vaut mieux pratiquer l'autocensure cela évitera de remonter en arrière, car il ne faut pas découvrir des signes annonciateurs de ces évènements ou qui pourraient laisser penser qu'ils auraient été délibérément commis, cela entrerait en contradiction avec la théorie de la crise du capitalisme qui est censée tout expliquer par elle-même, quitte à partager le consensus ambiant ou à se compromettre gravement, ce qui n'a

aucune importance puisque seulement une infime minorité en aura conscience.

Au bout du compte, à quoi cela rime-t-il, sinon à ménager l'oligarchie financière.

On est en présence d'un système ou d'un mode de pensée borné ou monolithique, qui ne peut concevoir que l'oligarchie serait le principal acteur du déclenchement de toutes les crises ou de tous les évènements déterminant l'orientation du capitalisme et de la société, et l'oligarchie est amenée à faire preuve d'autant plus d'audace de nos jours qu'elle concentre tous les pouvoirs plus que jamais dans le passé, ce qui lui garantit une impunité totale pour tous ses crimes. Mieux, elle est tellement sûre d'elle, qu'elle va jusqu'à se permettre d'annoncer la couleur à l'avance à ceux qui partagent leur idéologie pour qu'ils s'y préparent, sans leur fournir plus de détails, car peu font partie des initiés, pas même Trump ou Macron par exemple, on vient d'en avoir la preuve, sachant que si ses ennemis y faisaient référence, il lui suffirait de recourir à ses médias pour nier leurs allégations et les faire passer pour des complotistes pour s'en débarrasser.

Si vous vous en teniez à la littérature du mouvement ouvrier, vous ne seriez jamais en mesure de comprendre la situation, c'est fait exprès pour que vous dépendiez de leurs dirigeants pour vous orienter, dans une impasse évidemment.

Moi j'ai adopté une démarche diamétralement opposée, qui consiste à permettre à chaque lecteur de se forger librement ses propres idées en leur fournissant tous les faits à ma disposition, et peu importe l'usage qu'ils en feront, je n'ai pas à les juger. Au passage, je leur fournis les moyens de critiquer mes idées, ce qui est inconcevable pour ces dirigeants.

J'allais oublier de préciser que je ne néglige pas la crise du capitalisme. J'affirme que c'est devenu un facteur parmi d'autres que l'oligarchie a les moyens de manipuler ou d'instrumentaliser pour en tirer profit, afin d'instaurer un modèle de société totalitaire, où la crise du capitalisme serait relayée au second plan ; Je crois quand on y réfléchit un peu, que détenir la planche à billets ou contrôler l'argent ou la monnaie en circulation dans tous les sens du terme lui confère un pouvoir sans pareil. Aujourd'hui, qui voyons-nous au premier plan de la machination au coronavirus, l'oligarque le plus riche du monde, Bill Gates, un hasard sans doute !

Illustration. "***Tout cet argent de la relance est dédié aux marchés de capitaux***"

- Le Covid-19 fera émerger un nouveau paysage financier - euronews.com 1 mai 2020

Euronews -"Cette crise peut-elle changer les habitudes des investisseurs ? Devons-nous nous attendre à un nouveau paysage financier ?

Amro Zakaria Abdu, cofondateur de Market Trader Academy :

- "Absolument. Je pense que nous allons vers un élargissement du fossé entre le monde de la finance et l'économie. Ils devraient être liés, mais ils ne le sont pas. Il y aura plus de financiarisation, les gouvernements détiendront une plus grande partie de l'économie tout simplement parce qu'ils sont en train d'injecter beaucoup d'argent dans leurs économies pour les relancer. Cela accentuera aussi les disparités entre les riches et les pauvres, malheureusement, parce que tout cet argent de la relance est dédié aux marchés de capitaux et tout le monde ne possède pas des actions ou des obligations... Donc quand nous serons sortis de tout cela, nous serons dans un monde totalement différent en termes d'économie et de marchés financiers." euronews.com 1 mai 2020

Ceci explique cela.

La France a le gouvernement le plus réactionnaire et barbare de la planète, bravo aux dirigeants du mouvement ouvrier qui en portent la responsabilité.

Ils ne veulent surtout pas que la crise sociale s'amplifie, que l'économie s'effondre, les travailleurs risqueraient de prendre le chemin de la révolution, lisez leur littérature pour le vérifier par vous-même.

La seule réponse au confinement à perpétuité : Le 11 mai, grève générale pour préparer le renversement du régime et établir une République sociale.

Au lieu de cela, ils vous offrent un 1er mai au balcon ! Les cons ça osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît (Les Tontons flingueurs), notre impolitesse est honorable parce que nos intentions sont louables et légitimes contrairement aux leurs.

En temps normal ils se font passés pour des révolutionnaires ou des anticapitalistes, en temps de crise, ils dévoilent leur crasse ignorance ou leur véritable nature réactionnaire.

Si vous refusez de l'admettre ou vous le niez, dans ce cas-là dites-vous bien que votre sort est réglé et vous pouvez dire adieu définitivement à un hypothétique changement de régime ou au socialisme. Si vous avez choisi le pire, vous l'aurez en pire encore, nos ennemis vous l'ont promis et on peut leur faire confiance sur ce plan-là. Moi, c'est ce qui m'inquiète le plus. Il faut être lucide.

Ils vous prennent pour des demeurés.

- Nous avons découvert, avec stupéfaction et confusion, que des pays beaucoup plus pauvres que nous s'en sortaient bien mieux que nous. Il est vrai que ces pays ont appliqué tout de suite le triptyque gagnant : dépister, isoler, soigner...

On ne peut pas se fier aux chiffres de la mortalité égrenés chaque soir à la TV par le croque-mort qui nous sert de directeur de la santé. On ne sait s'ils sont augmentés pour justifier le confinement, ou diminués pour justifier le gouvernement, ou simplement impossibles à établir en l'absence de tests. Mais une chose est sure, l'économie est en perdition.

On ne sait pas encore combien il y aura de faillites car tout est suspendu et il est impossible de faire de déclaration de cessation de paiement en ce moment, mais on sait d'ores et déjà que ça va être catastrophique pour les petits entrepreneurs que les gros pourront racheter pour une poignée de cacahuètes, et pour les salariés qui vont se retrouver au chômage dans une grande précarité, du fait que ce gouvernement vient de quasiment supprimer les indemnités. On sait que le confinement a augmenté les violences intrafamiliales ainsi que le mal être d'un peuple qui est déjà un des plus gros consommateurs d'anxiolytiques. Sans compter les menaces qui pèsent sur nos libertés.

Finalement, lorsqu'on dissipe un peu le brouillard qui entoure le coronavirus, on s'aperçoit que, malgré les apparences, l'oligarchie mondialiste, dont nos dirigeants ne sont que les porte-valises, n'est pas le moins du monde ébranlée. En fait, elle était bel et bien prête, non pas à sauver les peuples, mais à utiliser le virus, comme tout ce qui se produit sur terre, accidentellement ou pas, pour nous exploiter mieux et davantage. Pareille à elle-même, elle poursuit, « quoiqu'il en coûte », son rêve de prendre le contrôle absolu d'un peuple d'esclaves.

En face, ce peuple se défend comme il peut, à commencer par les travailleurs. La page FB, C'est la grève, liste les grèves en cours ou à venir. Il y en a beaucoup. Beaucoup de monde est en colère. Tous partagent le même objectif : en finir avec un système qui détruit l'environnement et l'humain. Mais cela n'est pas un projet de société. On dit que la bourgeoisie a mis quatre siècles à imposer la propriété privée des moyens de production, et qu'elle était instaurée dans les faits, bien avant de l'être dans la loi. La bourgeoisie savait exactement ce qu'elle voulait, c'est pourquoi elle l'a obtenu. A mon sens, il nous faudra avoir une idée plus précise et mieux partagée de la société dans laquelle nous voulons vivre, si nous voulons en changer. (Des phares dans la nuit du Coronavirus? par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 30 avril 2020)

LVOG - C'est faux de prétendre que "*Tous partagent le même objectif : en finir avec un système qui détruit l'environnement et l'humain*" pour s'en être très bien accommodés, ils ne cessent d'en faire la démonstration en exhibant leur servilité.

Non, ce n'est pas parce que "*La bourgeoisie savait exactement ce qu'elle voulait, c'est pourquoi elle l'a obtenu*", c'est parce que les forces productives étouffaient dans le cadre du mode de production féodal, donc pour qu'elles continuent de croître, il fallait passer à un mode de production supérieur que la bourgeoisie ou le capitaliste incarnera.

Quand on prétend que l'évolution de la civilisation humaine dépendrait de la volonté des hommes, et non des lois qui régissent le développement des forces productives au cours du processus dialectique matérialiste et historique inconscient, une telle confusion ne peut conduire que dans une impasse ou réduire à l'impuissance ceux qui envisageraient de changer de société, infailliblement ils en arrivent à louer le capitalisme ou à se ranger à ses côtés, et ainsi forger leur propre perte.

Et pendant ce temps-là, l'oligarchie se gave.

La France continue d'être le seul pays au monde à interdire la chloroquine ; et les profits des multinationales seront sauvés à coup d'argent public et sans aucune contrepartie. Cet argent (le nôtre) ira, comme de bien entendu, grossir les fortunes faramineuses accumulées dans les paradis fiscaux. Le président des riches imite, comme toujours, son mentor, les Etats-Unis. Le site WSWS.org ne manque pas de s'en indigner :

« Les milliardaires américains ont, depuis la mi-mars, augmenté leur richesse de $282 milliards. La fortune collective de ces 614 individus, qui s'élève à $3 200 milliards, a été soutenue et renforcée par la hausse continue de la valeur des actions à Wall Street, qui a encore fortement augmenté lundi ».

Et comment se fait-il que les actions aient grimpé de la sorte alors que l'économie étasunienne est frappée de plein fouet et que 10% de sa population active est au chômage (sans indemnités évidemment) ?

« La solution de l'énigme tient en trois lettres : " Fed." La Fed, – c'est-à-dire la Réserve fédérale américaine, – a clairement

indiqué qu'elle ferait tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir Wall Street. En conséquence, les marchés continuent de grimper. »

Voilà, comme toujours, on satisfait les milliardaires en renflouant le CAC 40 et en remettant les travailleurs au boulot, et on satisfait Big Pharma en interdisant le seul médicament sûr et bon marché utilisé par tous les autres pays et dont notre armée elle-même a commandé un stock de sécurité, et pour le reste, c'est fini, plus rien. (Des phares dans la nuit du Coronavirus? par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 30 avril 2020

Le confinement tient du fascisme, et le mouvement ouvrier s'en est accommodé, pire, il en redemande !

- La farce et l'agenda diabolique d'un «verrouillage universel» par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 28 avril 2020

Extrait.

D'abord, il y a la farce, un gouvernement (presque) universel ment dans le monde entier au sujet d'un virus mortel, l'OMS, nommé COVID-19. La décision d'un verrouillage mondial – littéralement pour l'effondrement de l'économie mondiale – a déjà été prise lors de la conférence du Forum économique mondial (FEM) à Davos, du 21 au 24 janvier 2020. Le 30 janvier, l'OMS a déclaré que COVID-19 était une urgence de santé publique de portée internationale (PHEIC). À cette époque, il n'y avait que 150 cas connus de COVID-19 en dehors de la Chine. Il n'y a aucune raison de déclarer une pandémie. Le 11 mars, le Dr Tedros, DG de l'OMS, a transformé la PHEIC en pandémie. Cela a donné le feu vert pour le début de la mise en œuvre du « Plan ».

La pandémie était nécessaire comme prétexte pour stopper et faire s'effondrer l'économie mondiale et le tissu social sous-jacent.

Ce n'est pas une coïncidence. Il y a eu un certain nombre d'événements préparatoires, tous orientés vers une catastrophe historique monumentale à l'échelle mondiale. Tout a commencé il y a au moins 10 ans – probablement bien avant – avec le tristement célèbre rapport Rockefeller de 2010, qui a décrit la première phase d'un plan monstrueux, appelé scénario « Lock Step » (étape de verrouillage). Parmi les derniers préparatifs de la « pandémie », il y a eu l'Événement 201 (Event 201), qui s'est tenu à New York le 18 octobre 2020.

L'événement était parrainé par le Centre de santé publique Johns Hopkins, la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) et le Forum économique mondial (FEM), le club des riches et des puissants qui se réunit chaque année en janvier à Davos, en Suisse. Un certain nombre de produits pharmaceutiques (groupes d'intérêt pour les vaccins), ainsi que les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) des États-Unis et de la Chine y ont participé.

L'un des objectifs de l'événement 201 était une simulation informatique d'une pandémie de coronavirus. Le virus simulé était appelé SARS-2-nCoV, ou plus tard 2019-nCoV. Les résultats de la simulation ont été désastreux : 65 millions de personnes ont été tuées en 18 mois et la bourse a chuté de plus de 30 %, entraînant un chômage et des faillites sans précédent. C'est précisément le scénario que nous vivons aujourd'hui depuis le début de la crise.

Le scénario « Lock Step » (verrouillage ou confinement) prévoit un certain nombre d'événements ou d'éléments épouvantables et inquiétants du plan qui sera mis en œuvre par l'Agenda ID2020, une création de Bill Gates, entièrement intégrée dans les objectifs de développement durable (SDG) des Nations unies – date cible d'achèvement – 2030 (également appelé Agenda 2030, l'agenda caché inconnu de la plupart des membres des Nations unies), la même date cible d'achèvement de l'Agenda ID02020.

Ici, juste les éléments clés en tant que précurseur de ce que le monde vit actuellement, et de ce qui est à venir, si nous ne l'arrêtons pas – pour démontrer comment cette imposture entièrement criminelle a été planifiée. Certaines parties du scénario le sont:

Un programme de vaccination massive, probablement par le biais de la vaccination obligatoire – le rêve et l'idée de Bill Gates est de vacciner 7 milliards de personnes. Une réduction massive de la population, un plan d'eugénisme – en partie par la vaccination et d'autres moyens (Réf. Bill Gates, « si nous faisons un vrai bon travail de vaccination, nous pourrions réduire la population mondiale de 10 à 15 % ». Voir « Innovating to Zero ! », discours prononcé lors de la conférence annuelle TED2010, Long Beach, Californie, 18 février 2010). Bill Gates défend depuis des années la nécessité d'une réduction massive de la population. En effet, depuis plus de 20 ans, les vastes programmes de vaccination de la BMGF en Afrique, en Inde et dans d'autres endroits du monde ont enregistré un record de stérilisation involontaire des femmes entre 14 et 49 ans. Voir En 2014 et 2015 : le Kenya a mené un programme massif de vaccination contre le tétanos, parrainé par l'OMS et l'UNICEF.

Une identification électronique pour chaque personne sur la planète – sous la forme d'une nano-puce, éventuellement injectée en même temps que la vaccination obligatoire. Cette nanopuce pourrait être téléchargée à distance avec toutes les données personnelles.

De l'argent numérisé, plus d'argent liquide.

Déploiement universel de la 5G, suivi plus tard par la 6G.

Cela conduit à un contrôle total de chaque individu sur la planète. Il est vendu au public sous le nom d'Internet des objets (IdO, en anglais Internet of Things), ce qui correspond à des voitures à conduite automatique, de l'équipement de cuisine robotisé, l'intelligence artificielle (IA) pour la production et la livraison de tout produit. Ce que le discours de vente ne dit pas, c'est comment les humains seraient marginalisés et réduits en esclavage. Pour faire avancer ce plan directeur, il faut des ondes électromagnétiques à haute fréquence. Par conséquent, le déploiement de la 5G est indispensable, quel que soit l'impact sur la santé des hommes, de la faune et de la flore – et quelle que soit son influence sur les infections virales, comme peut-être l'actuel COVID19.

L'OMS reste silencieuse, bien qu'elle admette qu'aucune étude officielle indépendante n'a été réalisée sur les dangers de la 5G – et des champs électromagnétiques en général. Cela signifie-t-il que l'OMS est cooptée par les Grands et les Puissants dans ce baratin mortel ? – Qu'il suffise de dire que, contrairement aux autres agences de l'ONU, l'OMS a été créée en 1948 par la Fondation Rockefeller (RF) – voir The Lancet. Il convient également de noter qu'environ la moitié du budget de l'OMS provient de sources d'intérêt privées, principalement de l'industrie pharmaceutique, mais aussi d'autres sources, comme les géants des télécommunications.

C'est un signe avant-coureur pour comprendre comment les choses sont planifiées. Il peut aider à relier les points ensemble pour voir ce qui est à venir.

Il peut également nous aider à comprendre ce qui se passe actuellement, dans la première phase du scénario « Lock Step » (confinement). Il dépeint clairement la nature criminelle de l'obscure État profond.

Peu importe le krach boursier – c'est un syndrome de spéculateur, les risques des riches, car la bourse est une invention occidentale pour jouer avec le capital et les gains en capital au détriment des travailleurs, dont la vie dépend du travail de ce capital. Ils sont les premiers à partir, lorsque le Big Money (le pouvoir financier) appelle à une fusion – ou à une faillite.

Aujourd'hui, la quarantaine quasi universelle et justifiée par RIEN, le verrouillage complet de toutes les entreprises, petites ou grandes – restaurants, construction, tourisme, petites et grandes quincailleries, boulangeries, compagnies aériennes, transports -, l'interruption des chaînes d'approvisionnement – usines, transformation des aliments – et cela continue encore et encore.

Dans les pays du Nord (développés), jusqu'à 90 % des transactions commerciales proviennent de petites et moyennes entreprises (PME). La quasi-totalité d'entre elles sont aujourd'hui fermées. Deux tiers ou plus d'entre elles pourraient ne plus jamais ouvrir. Les employés et les travailleurs sont licenciés ou réduits à un travail à temps partiel, c'est-à-dire à un salaire à temps partiel – mais ils doivent quand même subvenir aux besoins de leur famille. La pauvreté et le désespoir s'installent et se généralisent. Aucun avenir en vue. Les taux de suicide vont augmenter – voir la Grèce lors de la crise de 2008-2009 – et jusqu'à dix ans plus tard – et on verra des familles ruinées, des saisies, des familles expulsées des appartements loués parce qu'elles ne peuvent plus payer leur loyer. La mendicité dans les rues devient normale, sauf qu'il n'y a plus personne pour donner un centime.

En Europe, un tiers au moins de la population active, voire plus de 50 % selon le pays et la structure de la main-d'œuvre, devrait être au chômage ou réduit à un travail à temps partiel. Et ce n'est qu'un début. Aux États-Unis, les chiffres officiels du chômage dépassent les 23 millions à l'heure actuelle – et devraient, selon les prévisions de la FED, Goldman Sachs, Bloomberg – atteindre entre 32 et 40 % au cours du prochain trimestre. Les faillites pourraient devenir insurmontables.

Le FMI prévoit pour 2020 une contraction de l'économie mondiale de seulement 3 % – et un faible taux de croissance dans la dernière partie de 2021. C'est tout à fait ridicule! – Sur quelle planète se trouvent ces gens ? Qui essaient-ils de tromper, et pourquoi ? Peut-être pour encourager les pays à emprunter d'énormes quantités de devises étrangères à ces institutions destructrices de Bretton Woods (au FMI et à la Banque mondiale) – pour s'endetter infiniment en pensant qu'avec les prévisions du FMI, tout ira bien ? – Pour les réduire davantage en esclavage par la tromperie ?

C'est le Nord global (Global North) – qui dispose d'une sorte de filets de sécurité sociale, aussi fragiles soient-ils – il y a une lueur d'espoir de soulagement. Une autre lueur d'espoir se construit sur les prémisses que l'humanité ne cessera de créer – en travaillant ingénieusement, en inventant – en avançant comme un fleuve coulant vers de nouveaux horizons, en créant de nouvelles dynamiques, de nouveaux emplois… oui, c'est ce que l'humanité peut faire – et dans notre confort, nous avons oublié cette vertu – une vertu essentielle pour la survie – la survie de la crise du coronavirus.

Le Sud global (Global South)- ou les pays en développement – présente une histoire plus sombre. Dans des circonstances normales, un tiers à la moitié de l'économie est informelle, c'est-à-dire qu'elle n'est soumise à aucune norme d'organisation formelle ou juridique. Ce sont des travailleurs temporaires, des travailleurs journaliers, des travailleurs horaires – vivant au jour le jour, sans épargne, sans filet de sécurité – et dans la plupart des cas sans couverture médicale. Ils sont laissés aux caprices du « marché », au sens propre du terme. Maintenant, le marché s'est effondré.

Il n'y a plus rien. Pas de travail, pas de revenu, pas d'argent pour payer la nourriture, le loyer, les médicaments – et le

gouvernement leur ordonne, à eux les plus démunis, de rester « chez eux » – « enfermés » en quarantaine – pour se protéger d'un virus, un virus imposé que personne ne voit, mais le gouvernement et les médias veillent à ce que vous soyez conscients – et EFFRAYÉS – de ses dangers, vous ne savez jamais si c'est vrai ou faux.

Confinement à « domicile » ? – Où est la maison ? La maison est partie. Pas d'argent pour payer le loyer. Gardez une distance sociale – ne vous réunissez pas. Restez à l'écart. L'infection pourrait se propager. La peur est essentielle.

Prenez une ville comme Lima, au Pérou. La population totale du Pérou est d'environ 30 millions d'habitants. Lima, environ onze millions – dont 3 à 4 millions vivent en marge de la société ou en dessous du seuil de la pauvreté- dans des bidonvilles, ou pire. Travailleurs journaliers ou horaires. Ils vivent parfois à plusieurs heures de leur lieu de travail. Aujourd'hui, il n'y a plus de lieu de travail. Ils n'ont pas d'argent pour payer la nourriture, le transport ou le loyer – les propriétaires les mettent à la rue, les expulsent de leurs propriétés. Comment peuvent-ils rester confinés ? Comment peuvent-ils prendre soin d'eux-mêmes en étant mis en quarantaine – enfermés – sans abri, sans nourriture – cherchant désespérément à gagner juste assez d'argent pour survivre un jour de plus – et peut-être pour partager avec leur famille ? Ils ne le peuvent pas.

La protection par confinement (sic-sic) est réservée aux riches. Les pauvres, eux, meurent de faim avec leurs enfants et leurs familles – et peut-être aussi du coronavirus. Ils vivent dans des cercles de pauvreté et de misère, où il n'y a rien à épargner. Personne ne possède rien. Même pas en solidarité. Il n'y a tout simplement rien. Une privation totale, causée par un arrêt économique total – imposé au monde et surtout aux pauvres par des hommes diaboliques – et peut-être aussi par des femmes diaboliques.

Ces 3 à 4 ou 5 millions de personnes, elles sont toutes venues à un moment ou à un autre des provinces rurales, pour lesquelles le gouvernement ne fait rien, ou pas assez pour les aider. En quête d'une vie meilleure, ils abandonnent leurs « chacras » (petites parcelles de terre) et partent pour la grande ville – au paradis – où ils sont condamnés à vivre dans une plus grande misère que leurs maigres installations rurales. Ils endurent cela – toujours avec espoir. Aujourd'hui, la crise du Coronavirus provoquée par les hommes a rendu la vie encore pire, bien pire pour eux. Il n'y a pas ou très peu de subventions gouvernementales – ou alors elles arrivent trop tard ou se perdent dans la corruption.

Ils se rassemblent par solidarité. Ils doivent retourner dans leur province d'origine, dans leurs chacras, dans leur famille, où ils trouveront un abri et de la nourriture, où ils pourront à nouveau se sentir « chez eux » et aimés ou du moins accueillis.

Un gouvernement dictatorial de type militaire les empêche de partir – pour des raisons de sécurité, bien sûr – ils peuvent infecter d'autres personnes, – la farce continue. Et personne ne dit « peep ». Personne n'ose le faire, de peur d'être enfermé. Il y a la brutalité policière – bâtons, gaz lacrymogènes – la répression – et retour à nul part où s'abriter – il n'y a pas de nourriture. Jusqu'à ce que le gouvernement central tout-puissant décide d' »organiser » le rapatriement – par bus, mais il n'y a pas assez de moyens, ni d'organisation – le chaos s'installe – et le sort s'aggrave – et combien peut-il s'aggraver ? La famine frappera, les rendra de plus en plus faibles, plus sujets aux maladies et à la mort – non pas de la COVID19 , mais de la famine. Mais selon les statistiques, ces décès seront automatiquement attribués, sur ordre des maîtres, à la pandémie de Coronavirus. Naturellement. C'est ce qui se fait ailleurs, dans le Nord global.

Pourquoi pas dans le Sud ?

Lima n'est qu'un exemple parmi d'autres – il représente probablement la plupart des pays d'Amérique latine, à l'exception du Venezuela, du Nicaragua et de Cuba. Dans ces derniers pays, au centre de la misère, il existe encore un sentiment de solidarité unissant le peuple. Le gouvernement est aux côtés du peuple, mais les gens souffrent davantage, à cause des sanctions occidentales. Les gens sont littéralement assassinés par les sanctions occidentales – d'abord par États-Unis, un état génocidaire.

Le New York Times (22 avril 2020) rapporte : « Au lieu du Coronavirus, la faim nous tuera ». Une crise alimentaire mondiale se profile à l'horizon. Selon les experts, le monde n'a jamais été confronté à une telle urgence alimentaire. Le nombre de personnes confrontées à la faim aiguë pourrait doublé pour atteindre 265 millions à la fin de cette année.

Par ailleurs, d'après le New York Times :

« À Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi, au Kenya, les habitants vivent déjà dans une extrême pauvreté. Des gens voulant désespérément manger ont déclenché une émeute de la faim lors d'une récente distribution de farine et d'huile de cuisine, faisant de nombreux blessés et deux morts ».

« En Inde, des milliers de travailleurs font la queue deux fois par jour pour obtenir du pain et des légumes frits afin de lutter contre la faim.

« Et à travers la Colombie, les familles pauvres accrochent des vêtements rouges et des drapeaux à leurs fenêtres et balcons

pour indiquer qu'ils ont faim. »

« Contrôlez le pétrole et vous contrôlez les nations ; contrôlez la nourriture et vous contrôlez les gens. » Henry Kissinger

Cela nous rappelle la fameuse citation de Kissinger des années 1970 sur la famine,

« Qui contrôle l'approvisionnement alimentaire contrôle les gens », poursuit la citation,

« Qui contrôle l'énergie peut contrôler des continents entiers ; qui contrôle l'argent peut contrôler le monde. »

Kissinger, comme les Gates, les Rockefeller sont « bien intentionnés » : Ils n'ont jamais caché leur volonté de réduire la population mondiale sous une forme qui rappelle l'eugénisme, en » éradiquant la pauvreté « , par exemple par la vaccination – à commencer par l'Afrique. M. Gates a récemment proposé d'essayer son nouveau vaccin à effet corona en Afrique – ce à quoi même son copain, le Dr Tedros, directeur général de l'OMS, a protesté.

La pandémie de coronavirus a apporté la pauvreté et la famine à des millions de personnes dans le monde. Et il n'y a pas de fin à l'horizon.

Au contraire, il semblerait que presque tous les gouvernements soient cooptés ou contraints tacitement à adhérer aux « lignes directrices ».

C'est à la fois diabolique et incompréhensible. Pourquoi ? Les « élites mondiales » croient vraiment qu'elles contribuent à l'avenir et au bien-être de l'humanité. Pourtant, leurs actions ont entraîné une misère abjecte, du chômage et du désespoir.

Sans de telles mesures coercitives, il serait difficile d'expliquer pourquoi presque tous les gouvernements de la planète se soumettent à cet horrible programme social et économique – et mentent, mentent, mentent abjectement – à leur population. Ceux-là même qui sont censés protéger contre le chômage, la famine et le désespoir.

Dans les circonstances « normales » de l'inégalité prédatrice de notre planète, quelque 9 millions de personnes meurent chaque année de la faim et de maladies liées à la famine. Ce chiffre pourrait augmenter de façon exponentielle. Peut-être des dizaines de millions, voire plus.

La famine et les décès dus à la famine pourraient être encore plus importantes, causés par des pénuries alimentaires provoquées artificiellement, ou par des sécheresses ou des inondations – résultant d'un changement climatique délibérément provoqué par l'homme – non pas par l'augmentation de la température causée par le CO2, dont on parle ridiculement, mais par le système avancé HAARP (High Frequency Active Auroral Research Program) de l'US Air Force.

« Pendant la guerre du Vietnam, des techniques d'ensemencement des nuages ont été utilisées à partir de 1967 dans le cadre du projet Popeye, dont l'objectif était de prolonger la saison des moussons et de bloquer les routes d'approvisionnement ennemies le long de la piste Ho Chi Minh ». Aujourd'hui, le système HAARP a été perfectionné et militarisé. Selon le document de l'US Air Force AF 2025 Final Report, la modification du temps (pour usage militaire) :

« offre au combattant de guerre un large éventail d'options possibles pour vaincre ou contraindre un adversaire …

La modification des conditions météorologiques fera partie de la sécurité nationale et internationale et pourrait être effectuée unilatéralement… Elle pourrait avoir des applications offensives et défensives et même être utilisée à des fins de dissuasion. La capacité de générer des précipitations, du brouillard et des tempêtes sur terre ou de modifier la météo spatiale… et la production de météo artificielle font toutes partie d'un ensemble intégré de technologies [militaires] ».

Dans le cadre du programme de vaccination forcée proposé par la Fondation Gates, ceux qui refusent la vaccination pourraient, par exemple, ne pas pouvoir voyager.

La misère abjecte qui est délibérément imposée à l'humanité devient de plus en plus visible. Outre l'anéantissement des biens des gens et des entreprises, c'est la pauvreté et la famine…

Il n'existe aujourd'hui aucun tribunal de type Nuremberg, honnête, éthique et suffisamment puissant pour tenir les élites mondiales responsables et les traduire en justice. (Vous n'auriez rien de moins compromettant ? - LVOG)

Nous, les peuples, devons prendre les rênes de ce changement de paradigme en cours.

Nous, le peuple, devons sortir de ce verrouillage atroce. Mondialisation.ca, 28 avril 2020

Ce sont eux qui pilotent l'OMS et qui sont à l'origine de cette escroquerie au coronavirus.

- The Rockefeller Foundation and the international health agenda - May 11, 2013

https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(13)61013-2/fulltext

Bien qu'elle ne soit plus la seule institution philanthropique à égaliser avec la santé mondiale, la Fondation Rockefeller (RF) a marqué le domaine comme aucune autre organisation. Intégré il y a un siècle ce mois-ci, le FR a établi la coopération en matière de santé comme une initiative légitime d'organisme intergouvernemental et privé et a façonné les principes, les pratiques et les institutions clés du domaine international de la santé. Contrairement aux acteurs mondiaux de la santé avertis des médias aujourd'hui, la RF n'a pas fait étalage de son rôle mais est souvent restée dans les coulisses (...)

La RF avait un rôle géopolitique qui allait bien au-delà de la santé (...) même temps que le FR était impliqué dans des activités pays par pays, il cartographiait également le cadre institutionnel de la santé internationale. Son organisation et ses pratiques ont jeté les bases d'une nouvelle architecture sanitaire internationale légitime, dotée de sa propre bureaucratie et de son propre mode de fonctionnement. L'Organisation de la Santé de la Société des Nations, fondée après la Première Guerre mondiale, était partiellement inspirée du Conseil international de la santé de la RF et partageait bon nombre de ses valeurs, de ses experts et de son savoir-faire en matière de lutte contre les maladies, de renforcement des institutions et de travaux éducatifs et de recherche. Lorsque l'Organisation de la Santé de la Société des Nations a été confrontée à une crise financière, la FR est devenue son principal mécène, finançant finalement une grande partie de son budget de fonctionnement. Après la création de l'OMS en 1948, l'IHD a été dissous. Pourtant, il a maintenu une présence indirecte pendant des décennies (...)

Même après que la RF se soit retirée de son rôle de premier plan dans la santé internationale, elle a gardé la main sur les activités liées à la santé et au développement - en finançant la «révolution verte» dans l'agriculture, le Population Council et les sciences sociales et la recherche médicale. À partir de la fin des années 70, il a cherché à circonscrire le passage de l'OMS aux soins de santé primaires à une variante plus technique et moins sociopolitique. Au cours des années 80, la FR a créé le Réseau international d'épidémiologie clinique et le programme des grandes maladies négligées de l'humanité. Dans les années 90, il a (...) largement inventé le modèle de partenariats public-privé qui est maintenant si omniprésent dans la santé mondiale.

Aujourd'hui, bien sûr, nous ne pouvons pas discuter de philanthropie de la santé sans invoquer la Fondation Bill et Melinda Gates, qui a imité l'approche techniquement orientée de la RF en matière de santé. Pourtant, les deux fondations diffèrent actuellement de la RF d'antan. Dans le passé, le FR a défendu la responsabilité publique en matière de santé publique et a été ouvert à de vastes discussions. Plus récemment, la FR, après avoir revigoré son rôle de santé mondiale, a exprimé son soutien à la couverture universelle des soins de santé, mais uniquement en «mobilisant les ressources du secteur privé pour financer et fournir des services de santé». Le RF encourage également «l'investissement d'impact», incitant les investisseurs en capital-risque à «s'attaquer aux problèmes sociaux et / ou environnementaux tout en réalisant également des bénéfices». Peut-être que le marquage du centenaire de la RF stimulera la réflexion interne, incitant la fondation à revenir à ses objectifs historiques d'améliorer globalement le bien-être, plutôt que de générer des bénéfices pour les investisseurs. thelancet.com May 11, 2013

L'OMS et Trump ou la voix du Pentagone, de l'Etat profond.

- Coronavirus : L'OMS appelle Pékin à l'"inviter" pour enquêter sur les origines du virus - 20minutes.fr 1 mai 2020

Les autorités sanitaires mondiales, accusées par les Etats-Unis de ne pas avoir immédiatement saisi la gravité du nouveau coronavirus, ont appelé vendredi Pékin à les inviter à participer aux enquêtes sur les origines animales du virus. « L'OMS souhaiterait travailler avec des partenaires internationaux et, à l'invitation du gouvernement chinois, participer à l'enquête sur les origines animales », a indiqué un porte-parole de l'organisation, Tarik Jasarevic, à l'AFP.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui a jusqu'à présent couvert de louanges Pékin pour sa gestion de la crise, a expliqué vendredi qu'elle « croyait savoir qu'un certain nombre d'études visant à mieux comprendre l'origine de l'épidémie en Chine sont actuellement en cours ou prévues ».

Donald Trump a dit jeudi envisager de nouvelles taxes punitives contre Pékin après avoir acquis la certitude que le nouveau coronavirus provenait d'un laboratoire hautement sensible de Wuhan, et non d'un marché local d'animaux.

Selon l'OMS, les enquêtes en cours en Chine portent notamment sur des cas de personnes malades « dont les symptômes ont commencé à se manifester à Wuhan et dans ses environs à la fin de 2019, sur des échantillons pris dans les environs des marchés et des fermes des régions où les premiers cas humains ont été identifiés, et (…) sur des espèces sauvages et animaux d'élevage vendus sur ces marchés ». 20minutes.fr 1 mai 2020

Ils osent tout. Poser la question c'est y répondre. Que vaut la parole des services de renseignement

LVOG - Quelle est la nature d'un régime qui s'en remet à l'appareil policier de l'Etat en matière de santé publique ? Un régime totalitaire ou fasciste.

- Le renseignement US ne croit pas que le coronavirus a été fabriqué par l'homme - Reuters 30 avril 2020

- Le nouveau coronavirus n'a été ni créé par l'être humain ni modifié génétiquement, assurent les renseignements américains - Franceinfo 30 avril 2020

"L'ensemble des services de renseignement apporte constamment un soutien crucial aux dirigeants politiques et à ceux qui luttent contre le virus (provoquant la maladie) Covid-19, qui provient de Chine", a indiqué la direction nationale du renseignement (DNI) dans un communiqué. Donald Trump charge Pékin

"Les services de renseignements rejoignent le large consensus de la communauté scientifique pour convenir que le virus du Covid-19 n'a pas été créé par l'homme ou modifié génétiquement", ajoute le communiqué.

"La communauté du renseignement continuera a étudier avec rigueur les informations et renseignements qui émergeront pour déterminer si l'épidémie a commencé par un contact avec des animaux infectés ou si elle a été le résultat d'un accident de laboratoire à Wuhan", la ville chinoise d'où est partie la pandémie, conclut le communiqué.

Cette rare déclaration publique des renseignements américains intervient après que le président Donald Trump n'a pas exclu de réclamer des dédommagements à Pékin pour l'épidémie de coronavirus. Franceinfo 30 avril 2020

C'est contrariant tous ces pays où les gens ne veulent pas mourir...

- COVID-19: Le modèle vénézuélien... occulté par les médias par Thierry Deronne (Venezuela infos 20 avril 2020) - Mondialisation.ca, 29 avril 2020

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) – qui a envoyé ses experts à Caracas – le confirme. Au 20 avril 2020 seuls 9 décès sont à déplorer. On compte 45 % de guérisons sur un total de 256 cas, pour une population de 31 millions d'habitants (1). Face au blocus et aux sanctions renforcées par l'administration Trump, le pont aérien de la coopération chinoise et russe, mais aussi de l'OMS et de la Croix Rouge, se poursuit. Des centaines de tonnes de gants, masques, blouses, kits de dépistage débarquent depuis des semaines.

Conscience et discipline populaires, densité du réseau des centres de santé publique « Barrio Adentro », s'ajoutent au confinement général, tests massifs et port de masques décidés avant toute infection par le Président Nicolas Maduro. « Les faits parlent d'eux-mêmes » explique l'ex-Président Rafael Correa pour qui le Venezuela freine de manière exemplaire le Covid-19 en Amérique Latine alors que par contraste les régimes néo-libéraux font passer l'économie avant la vie, provoquant la mort de milliers de femmes et d'hommes.

Le succès du Venezuela s'explique aussi par la mise en ligne d'une enquête gouvernementale sur la plate-forme « Carnet de la Patria » créée à l'origine pour connaître les besoins des familles populaires face à la guerre économique états-unienne. Au 20 avril 18.637.699 citoyens y ont répondu, et pour certains, déclaré des symptômes qui ont permis aux médecins de les visiter rapidement pour effectuer le test de dépistage. Sans oublier la mission sociale « Barrio Adentro« , système de santé créé avec l'aide de Cuba, qui aide à massifier les tests. Plus de 300.000 tests ont déjà été effectués.

Pourquoi les grands médias le cachent-ils ? Pourquoi cachent-ils les mesures de protection des travailleurs décrétées par le Président Maduro ? Pourquoi cachent-ils le retour de milliers de vénézuéliens fuyant le Covid-19 qui explose en Colombie, au Pérou et en Équateur – principales destinations d'une migration économique qui avait fui les effets du blocus états-uniens (et attribuée par les médias à la « faillite du socialisme ») ?

La réponse réside dans le fait que ces pays n'offrent pas de solution sociale pour prendre en charge ces personnes, dont la plupart sont des travailleurs indépendants. Les routes de Colombie sont à nouveau pleines d'immigrants, mais cette fois dans l'autre sens. Malgré les attaques contre sa monnaie et le blocus maritime des Etats-Unis, le gouvernement bolivarien s'efforce de maintenir une assistance sociale de base. Et comme l'explique la journaliste brésilienne vivant au Venezuela, Fania Rodrigues, c'est ici, au Venezuela, que vivent leurs parents et que sont leurs racines. Pour elles et eux, à la frontière, le protocole de sécurité vénézuélien prévoit une assistance médicale totalement gratuite, des tests obligatoires et une quarantaine de 15 jours avant de se rendre dans leur État. Des refuges et des autobus de l'État ont été affectés à cette quarantaine, pour transporter ensuite les personnes concernées chez elles. C'est le cas des 910 vénézuéliens rentrés la semaine dernière du Brésil. Logés, nourris, confinés quelques jours avant de rentrer chez eux avec l'appui logistique du gouvernement, ils ou elles

ont aussitôt reçu des masques et passé le test de dépistage. Mondialisation.ca, 29 avril 2020

LVOG - J'ai supprimé l'écriture inclusive de cet article, comme je le fais chaque fois que j'en rencontre.

Quand on vous le disait que c'était la nature du régime.

"Le consensus, c'est Pétain" : le professeur Raoult s'en prend au Conseil scientifique et à sa gestion du Covid-19 - francetvinfo.fr 30 avril 2020

Interview accordée à Paris Match.

Première cible : le Conseil scientifique, chargé de conseiller Emmanuel Macron. "Ces personnes ne savaient pas de quoi elles parlaient ! Et chacun poussait ses billes en avant. Il fallait faire plaisir, représenter l'Institut Pasteur, l'Inserm... Il n'y a rien de fiable scientifiquement là-dedans", accuse l'infectiologue qui a lui-même fait partie des onze experts nommés le 11 mars, avant d'en partir.

Toujours à propos de ses anciens confrères du Conseil scientifique, il dit qu'"on ne peut pas mener une guerre avec des gens consensuels". Avant de lâcher, plus loin : "Le consensus, c'est Pétain. Insupportable. On ne peut pas décider de cette manière."

"Trouver un vaccin est même un défi idiot"

Alors que le monde de la recherche est en quête d'un vaccin contre le Covid-19, le professeur Raoult juge que ce n'est pas la bonne solution. "Trouver un vaccin pour une maladie qui n'est pas immunisante… C'est même un défi idiot, juge le scientifique, qui dirige l'IHU Infection Méditerranée, à Marseille. Près de 30 milliards de dollars ont été dépensés pour celui contre le VIH, voyez le résultat ! Ce n'est pas une guerre de laboratoire, mais d'intelligence. Quand on ne sait pas gérer une maladie infectieuse, on nous sort le coup du vaccin !"

Lui continue de défendre son traitement à base d'hydroxychloroquine pour combattre le Covid-19. "L'hydroxychloroquine est le traitement de référence pour les pneumopathies [infections du système respiratoire], se permet-il de rappeler. Un Américain sur huit en prend une fois par an !"

Didier Raoult : Ce traitement est bête comme chou, c'est pour ça qu'il irrite. On part d'un fait : une maladie sans remède. La réflexion ensuite est banale. Quel médicament déjà actif pourrait fonctionner ? francetvinfo.fr 30 avril 2020

C'est comme cela les arrange.

- En effet, chaque pays va ou ne va pas prendre en compte certains critères. Pour le cas belge, il semblerait qu'une «surévaluation» du nombre de morts serait la cause principale à cette première place, comme le rapporte Le Monde. À l'opposé de certains États, la Belgique comptabilise tous les décès, tant au niveau de la localisation que les morts dites «suspectes» – pas obligatoirement testées–, entraînant ainsi une potentielle surévaluation. sputniknews.com 30 avril 2020

LVOG - On les compte ou on les compte pas, les morts dans les maisons de retraite, les morts à leur domicile. On ne sait pas au juste de quoi ils sont morts, on "*suspecte*" le coronavirus, bon allons y pour le coronavirus, et un coronavirus de plus histoire de gonfler les statistiques et de nourrir la psychose collective. Cela doit les divertir les psychopathes sadiques.

Ils ont été jusqu'à trier les condamnés à mort. (Applaudissez !)

Oui, les hôpitaux ont bien procédé au «tri» des patients - sputniknews.com 30 avril 2020

Une semaine après de premières révélations sur des recommandations des autorités sanitaires de «limiter fortement» l'admission en réanimation des «personnes les plus fragiles», le Canard enchaîné revient à la charge après le démenti du ministère. Le document en question existe bel et bien et Sputnik l'a analysé: il laisse peu de place au doute.

«Dans un hôpital public d'Île-de-France –des documents en possession du "Canard" en attestent–, aucun patient de plus de 70 ans n'a été admis en réa durant les six jours les plus critiques de la crise. Un "tri" que personne ne semble prêt à assumer aujourd'hui…»

Le constat dressé par le Canard enchaîné est sans appel. Une semaine après ses révélations concernant l'existence d'une «circulaire» en date du 19 mars qui «suggérait de limiter fortement l'admission en réanimation des personnes les plus fragiles», le palmipède en remet une couche dans son édition du 29 avril, en réponse au démenti du ministère de la Santé.

«Il n'y a pas de circulaire concernant la prise en charge des résidents d'Ehpad publiée à cette date. Nous ne savons pas de quel document il est question», répondait au Figaro le ministère de la Santé, dans un article paru le 23 avril.

Olivier Véran et son administration espéraient-ils s'en tirer à si bon compte? La veille de la publication cette réaction officielle dans les colonnes du Figaro, l'hebdomadaire satirique s'interrogeait quant à l'impact de cette fameuse «circulaire» sur une possible «aggravation du bilan de l'épidémie pour les patients les plus âgés».

Chiffres de l'Assistance publique de Paris à l'appui, l'auteur du papier soulignait ainsi qu'en une quinzaine de jours– à compter du 21 mars –, la part des patients de plus de 75 ans et de plus de 80 ans dans les services de réanimation avait fondu, passant respectivement de 19% à 7% et de 9% à 2%, alors qu'au même moment, l'épidémie «a explosé dans ces tranches d'âges élevées.»

«Son cabinet [d'Olivier Véran, ndlr.] joue sur les mots. Le Palmipède a improprement qualifié de circulaire un texte de recommandations régionales», répond cette semaine le «Canard», qui cette fois-ci, lâche les références exactes du fameux document, publié par l'Agence Régionale de Santé (ARS) d'Île-de-France «avec le visa du ministère, évidemment».

«Échelle de fragilité clinique»

Fort de ces informations, ce document disponible en ligne, qui «s'adresse particulièrement aux médecins», vise à apporter «un soutien conceptuel» aux équipes soignantes «sursollicitées» confrontées –dans le «contexte d'exception» d'une crise sanitaire où «les ressources humaines, thérapeutiques et matérielles pourraient être ou devenir immédiatement limitées»– à «des choix difficiles et des priorisassions dans l'urgence concernant l'accès à la réanimation» et qui «ne sont pas nécessairement habituées à la démarche réflexive des limitations des traitements.»

Six puces détaillent les «principes d'une décision d'admission en unité de soins critiques» [services de soins intensifs, de réanimation, ndlr]. Le document commence par la collégialité de la procédure, «définie par voie réglementaire au décours de la loi Clayes-Leonetti», et rappelle «la garantie d'un accompagnement et de soins pour tous, respectueux de la personne et de sa dignité». Le «respect des volontés et valeurs» du patient, «l'évaluation du nombre de défaillances d'organes au moment de la prise de décision», ainsi que la «prise en compte de l'état antérieur» de ce dernier figurent parmi les critères énumérés.

Afin d'éclairer les médecins sur l'évaluation de ce point particulier, le document de l'ARS suggère «au minimum» la prise en compte des comorbidités, de l'état des fonctions cognitives du patient, mais surtout «de son âge (à prendre particulièrement en compte pour les patients COVID)» et de sa «fragilité». À cette fin, il reprend l'«échelle de fragilité clinique» d'une étude canadienne sur la santé du Geriatric Medicine Research de l'université de Dalhousie (Halifax).

Silhouettes de personnes voûtées équipées de canne ou de déambulateur à l'appui, cette «échelle» illustrée classe les individus en neuf catégories, allant des «très en forme», à savoir des personnes «actives et motivées» à celles en «phase terminale», en passant par le stade «vulnérable», qui concerne les personnes non dépendantes, mais qui «se plaignent souvent d'être au ralenti ou fatiguées durant la journée», ainsi que les «très sévèrement fragiles» qui «habituellement, ne se remettraient pas même d'une maladie bénigne.» À partir du stade 5, tous sont dépeints comme étant des individus plus ou moins «fragiles».

«Démarche réflexive des limitations des traitements»

Le document canadien repris par l'ARS dresse un récapitulatif complémentaire, celui des «scores de fragilité» concernant les patients souffrant de troubles cognitifs. «Démence légère» pour ceux qui «oublient des détails d'un évènement récent» sans avoir oublié l'évènement lui-même, «modérée» pour une mémoire à court terme «très altérée» et un troisième et dernier niveau, qualifié de «sévère» pour les personnes nécessitant une aide pour effectuer leurs soins personnels. Un panel d'éléments censé aider les soignants à prendre leur décision d'accepter ou non de patients d'un certain âge en réanimation, dans le cas où ils ne refuseraient pas d'eux-mêmes d'y rentrer ou si l'absence de signe de gravité de la maladie justifierait un tel refus.

«Une telle admission risquerait aussi de priver un autre patient d'une prise en charge en réanimation, alors qu'elle/il aurait plus de chance d'en bénéficier. Ainsi, nous considérons licite de ne pas admettre un patient en réanimation dès lors qu'il s'agit d'une obstination déraisonnable, y compris si une place de réanimation est disponible», souligne le document de l'ARS d'Île-de-France.

Pour ces patients refoulés des services de soins intensifs, le document laisse peu de doute sur leur sort: «Chez ces patients non admis en soins critiques, les soins ne sont pas interrompus, mais s'intègrent dans le cadre d'un accompagnement en collaboration avec les spécialistes d'une telle prise en charge palliative afin d'assurer une absence de souffrance et une fin de vie digne et apaisée, en présence de leurs proches», développe la note.

En somme, les malades sont mis sur une voie de garage pour laquelle la mort semble être la seule issue envisagée.

«Un "tri" que personne ne semble prêt à assumer aujourd'hui»

Des malades refusés en réanimation pour lesquels un décret publié le 29 mars autorisait jusqu'à la mi-avril le recours au Rivotril (un puissant anxiolytique habituellement utilisé dans le traitement de l'épilepsie) afin de prodiguer des soins palliatifs. D'ailleurs, le tableau méthodologique concluant la note de l'ARS, qui évoque la nécessité pour les familles «d'anticiper» avec les médecins un éventuel recours à des soins palliatifs pour leurs proches en Ephad et en USLD (unités de soins de longue durée), rappelle ceux des fiches de «recommandations» adressées au personnel soignant vers lesquelles renvoyait le fameux décret du 29 mars.

Document qui fut dénoncé en son temps par plusieurs députés, l'un d'eux fustigeant un «passeport pour la mort douce», un autre s'interrogeant: «ne risque-t-on pas de passer de la sélection des patients à une euthanasie massive qui ne dit pas son nom?» sputniknews.com 30 avril 2020

Sinon, à quoi bon franchement !

- La Banque centrale européenne s'attend à un repli de "5 à 12%" du produit intérieur brut de la zone euro cette année, a annoncé sa présidente Christine Lagarde.

La France a annoncé un effondrement de 5,8% de son PIB au premier trimestre, l'Espagne de 5,2% et l'Italie de 4,7%. A l'échelle de la zone euro, l'activité a chuté de 3,8%, selon l'institut Eurostat.

L'économie canadienne risque de se contracter de 12% en 2020 en rythme annuel, selon une étude officielle.

Le nombre de chômeurs a bondi de 13,2% en Allemagne en avril, sa plus forte hausse en un mois depuis 1991. Le taux de chômage est désormais de 5,8%.

Les Etats-Unis ont enregistré 3,8 millions de nouveaux inscrits au chômage sur une semaine, ce qui porte à plus de 30 millions les nouvelles demandes depuis mi-mars. AFP 1 mai 2020

Continuez de vous empoisonner est leur priorité.

- 99% des McDonald's chinois et américains ouverts, 45% en Europe - BFMTV 1 mai 2020

Relativisons, sans direction nous serons toujours vaincus.

Le monde au bord d'une explosion sociale majeure - Les Echos 22 avril 2020

Le déconfinement progressif, qui se fait jour dans la plupart des pays du monde, pourrait relancer les mouvements de protestation. D'autant que les conséquences économiques du Covid-19 sont effroyables pour les plus démunis.

Troubles sociaux, manifestations violentes, révoltes, voire révolutions… Les risques d'effondrement de la société, mise sous le boisseau par les mesures de confinement adoptées dans la majorité des pays du monde, pour-raient de nouveau faire irruption dans le paysage. La semaine dernière, à l'occasion des réunions de printemps, virtuelles, du Fonds monétaire international (FMI), l'économiste en chef de l'institution multilatérale, Gita Gopinath, a mis en garde contre les effets de la récession qui se profile : « Si cette crise est mal gérée et que des citoyens estiment que leur gouvernement n'a pas fait assez pour les aider, des troubles sociaux pourraient émerger. »

Pour le directeur du département des finances publiques du Fonds, Vitor Gaspar, certains pays pourraient voir émerger des mouvements de contestation sociale si les mesures mises en oeuvre pour tenter d'atténuer l'impact de l'épidémie de nouveau coronavirus sont jugées insuffisantes ou inéquitables par la population. Les gouvernements marchent sur des oeufs.

Volcan endormi

Même en temps de confinement, des premiers troubles sont apparus. Aux Etats-Unis, par exemple, des manifestations appelant à la levée de ces mesures ont eu lieu en début de semaine, notamment en Pennsylvanie. Le gouvernement indien, lui, s'est vu obliger d'assouplir les conditions du confine-ment pour permettre à des millions d'Indiens de reprendre le travail depuis le début de la semaine pour leur éviter de mourir de faim. La perspective de la fin du confinement pourrait bien réveiller le volcan d'une contestation sociale qui couvait avant le déclenchement de la pandémie.

Dans la France confinée, plusieurs syndicats et organisations de jeunesse ont appelé, lundi, à la mobilisation. « Même confinés, manifestons toutes et tous le 1er mai avec des pancartes, banderoles ou en envahissant les réseaux sociaux, et donnons à cette journée une véritable force collective », revendiquent les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires et les

mouvements lycéens FIDL, MNL, UNL et étudiant Unef.

Dans son rapport consacré aux finances publiques, le FMI avait souligné que de nombreux pays ont été le théâtre de mouvements sociaux de contestation tout au long de l'année 2019 – qu'il s'agisse des « gilets jaunes » en France, des manifestations à Hong Kong ou au Liban, en passant par l'Algérie ou le Chili. Selon le comptage du centre de réflexion Carnegie Endowment for International Peace, une centaine de mouvements de contestation du gouvernement s'est tenue depuis 2017, à l'instar des « gilets jaunes » en France ou des manifestations contre les leaders politiques des pays pauvres comme le Soudan et la Bolivie. Une vingtaine de ces soulèvements ont d'ailleurs renversé des dirigeants, tandis que plusieurs ont été réprimés de manière brutale.

Bombe sociale

La crise sanitaire du Covid-19 ne fera qu'exacerber les conditions préexistantes d'inégalité partout où elle frappe. A plus ou moins brève échéance, certains s'attendent à des soulèvements et des révolutions. L'Organisation internationale du travail a d'ailleurs averti que la crise détruirait près de 200 millions d'emplois dans le monde et réduirait considérablement les revenus de 1,25 milliard de personnes supplémentaires. Or, la plupart d'entre eux étaient déjà pauvres. Dans un tel contexte, il serait naïf de penser que, une fois l'urgence médicale passée, le monde pourra continuer comme avant. La colère et l'amertume trouveront de nouveaux débouchés. Pour Francesco Rocca, chef de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), la situation est explosive. « Dans les quartiers les plus difficiles des plus grandes villes, j'ai peur que dans quelques semaines nous ayons des problèmes sociaux. C'est une bombe sociale qui peut exploser à tout moment, car ils n'ont aucun moyen d'avoir un revenu », avait-il indiqué lors d'une conférence de presse des Nations unies fin mars. Le compte à rebours a commencé. Les Echos 22 avril 2020

La monstueuse imposture dévoilée petit à petit.

- Covid-19, une réponse sous influence ? - entelekheia.fr 25 avril 2020

Extrait.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Qui a guidé le gouvernement britannique vers cette politique de confinement douteuse et alarmiste ? L'hypothèse admise est que les conclusions ont été formées sur la base d'une analyse épidémiologique solide et de recherches menées par des médecins et des scientifiques qui se soucient du bien-être de tous.

La réalité est ce que nous allons examiner dans cet article. Neil Ferguson, professeur à l'Imperial College, a été le responsable de la modélisation du Covid-19. Son modèle virtuel a été recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et il s'est concrétisé dans des politiques, pratiquement sans examen. la prédiction catastrophiste de Ferguson de 500 000 morts dans le seul Royaume-Uni est devenue le fondement du revirement de Boris Johnson, qui est passé d'une volonté d'immunité collective à une quarantaine collective.

Si certains ont cru comprendre que Ferguson a par la suite revu ses calculs de mortalité à la baisse, il a en fait insisté sur ses prévisions sur Twitter, martelant qu'en l'absence de mesures de confinement drastiques, les chiffres seraient encore plus élevés.

Qui est Neil Ferguson ?

Ferguson est directeur par intérim du Consortium pour la modélisation de l'impact des vaccins (Vaccine Impact Modelling Consortium, VIMC), qui est basé à l'Imperial College de Londres. Selon la biographie de Ferguson sur le site web, « une grande partie de [son] travail est appliquée, informant les institutions de santé publique et mondiale sur les politiques de contrôle des maladies ».

Le professeur qui a fait dérailler l'ébauche de stratégie d' « immunité collective » de Boris Johnson est un familier des controverses, et est décrit comme ayant un bilan « inégal » de modélisation des pandémies par un de ses pairs universitaires, le professeur Michael Thrusfield de l'université d'Edimbourg, un expert en épidémiologie vétérinaire.

Ferguson a contribué à la modélisation de la réponse du gouvernement britannique à la fièvre aphteuse de 2001, que Thrusfield a décrit comme « inadaptée » (2006) et « gravement déficiente » (2012). Thrusfield a souligné les limites des méthodes de modélisation mathématique de Ferguson, et a appliqué les doutes qu'il avait exprimé sur la fièvre aphteuse à la réponse actuelle à la « crise » du Covid-19.

Une estimation de douze millions d'animaux ont été abattus à la suite de l'initiative de Ferguson de 2001. La communauté agricole a été dévastée par des suicides et des faillites qui ont irrémédiablement modifié le paysage de l'agriculture britannique, en forçant des petites exploitations saines à fusionner avec des compagnies agro-alimentaires et en renforçant la gouvernance centrale de l'UE dans le secteur agricole.

Insight : Slaughtered on Suspicion, un documentaire réalisé par UK Column en 2015, donne un aperçu choquant des souffrances causées par le modèle de Ferguson et la « nouvelle normalité » imposée à la communauté agricole britannique. Voici une déclaration faite par l'un des contributeurs au programme :

12.000.000 d'animaux [statistiques de la Meat & Livestock Commission, Commission de la viande et du bétail] ont été abattus, mais cela ne comprend pas les agneaux de lait, les agneaux avortés, les veaux ou les porcelets. En outre, des dizaines de milliers de poulets ont été abattus au cours des premiers mois, au prétexte de santé. 88% des animaux abattus n'avaient pas contracté la fièvre aphteuse [source : ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales]. [2]

L'aérodrome du Grand Orton a été utilisé pour abattre des moutons sous prétexte d'abattage « volontaire » : c'était tout sauf volontaire, et les agriculteurs qui ne participaient pas étaient impitoyablement menacés. Un seul cas bénin de fièvre aphteuse a été enregistré parmi les milliers de tests sanguins effectués à Great Orton [source : DEFRA].

Un tapis roulant courait de la tente d'abattage de Great Orton jusqu'aux tombes. Il courait 16 heures par jour, transportant de jeunes agneaux « morts ». Les abatteurs qui y travaillaient m'ont dit que beaucoup d'agneaux étaient enterrés vivants.

L'homme qui conseillait Tony Blair pendant ce fiasco était, comme beaucoup le savent, le professeur Ferguson de l'Imperial College. Il aurait été licencié par le DEFRA à la fin de l'épidémie, mais le mal était fait ! Le professeur Ferguson a ensuite reçu la médaille de l'Ordre de l'Empire britannique en 2002 pour son travail pendant la fièvre aphteuse de 2001?. [Gras ajouté]

En 2002, Ferguson a prédit que jusqu'à 50 000 personnes mourraient de la variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob connue sous le nom de « maladie de la vache folle », et que ce chiffre passerait à 150 000 si l'épidémie s'étendait aux ovins. La réalité est la suivante : « Depuis 1990, 178 personnes au Royaume-Uni sont mortes de la variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, selon la National CJD Research & Surveillance Unit (unité nationale de recherche et de surveillance de la MCJ de l'université d'Édimbourg ». (2017) [3]

En 2005, Ferguson a affirmé que jusqu'à 200 millions de personnes pourraient être tuées par la grippe aviaire ou H5N1. Début 2006, l'OMS n'avait attribué que 78 décès au virus, sur 147 cas signalés. [4]

En 2009, Ferguson et son équipe de l'Imperial College ont informé le gouvernement que la grippe porcine ou H1N1 allait probablement tuer 65 000 personnes dans le seul Royaume-Uni. Au final, la grippe porcine a coûté la vie à 457 personnes au Royaume-Uni. [5]

Aujourd'hui, en 2020, Ferguson et l'Imperial College ont publié un rapport selon lequel un demi-million de Britanniques et 2,2 millions d'Américains pourraient être tués par le Covid-19. Le rapport n'a toujours pas été examiné par des pairs ; malgré cela et malgré le sensationnalisme mathématique flagrant de Ferguson, le gouvernement britannique a adopté le verrouillage socio-économique dévastateur proposé par Ferguson. [6]

Pourquoi le gouvernement britannique a-t-il été si prompt à suivre le plan de Ferguson ? GAVI et l'Imperial College

Le Vaccine Impact Modelling Consortium (Consortium pour la modélisation de l'impact des vaccins, acronyme anglais VIMC) est hébergé par le département d'épidémiologie de l'Imperial College. Le VIMC est financé par la Fondation Bill et Melinda Gates [7] et par « GAVI, l'alliance pour les vaccins » (« Global Alliance for Vaccines and Immunisation » ensuite devenue « Gavi, The Vaccine Alliance »). [8] Bill et Melinda Gates ont commencé à financer l'Imperial College en 2006, quatre ans avant que la Fondation Gates ne lance la 'Décennie de la collaboration en matière de vaccins des responsables de la santé mondiale' (Global Health Leaders Launch Decade of Vaccines Collaboration, GHLLDVC) et un an après que Ferguson ait démontré son penchant pour les projections exagérées avec les chiffres de la mortalité du H5N1.

Jusqu'à la fin de 2018, la Fondation Gates a parrainé l'Imperial College à la hauteur mirifique de 185 millions de dollars. Cela fait de Gates le deuxième sponsor, battu au pied de la première place du podium par le Wellcome Trust, une organisation caritative britannique de recherche qui avait commencé à financer l'Imperial College avant la débâcle de la fièvre aphteuse de Ferguson et qui, à la fin de 2018, avait déjà fourni à l'Imperial College plus de 400 millions de dollars de financement. J'examinerai les connexions du Wellcome Trust dans la deuxième partie de cette série.

La Fondation Gates a créé le GHLLDVC en collaboration avec l'OMS, l'UNICEF et l'Institut national américain des allergies et des maladies infectieuses (NIAID). Ce qui suit est extrait du site web de la Fondation Gates :

Le plan d'action mondial pour les vaccins permettra une meilleure coordination entre tous les groupes de parties prenantes – gouvernements nationaux, organisations multilatérales, société civile, secteur privé et organisations philanthropiques – et identifiera les lacunes critiques en matière de politique, de ressources et autres qui doivent être comblées pour concrétiser le potentiel des vaccins à sauver des vies.

Le conseil de direction de la Collaboration comprenait à l'époque la directrice générale de l'OMS, le directeur de la NIAID (le Dr Anthony Fauci, aujourd'hui bien connu comme l'un des principaux détracteurs de la chloroquine aux USA, NdT], le directeur de l'UNICEF, le président de la Fondation Gates pour la santé mondiale et le président de l'Alliance des leaders africains contre le paludisme. Le comité directeur comprenait le Directeur de l'immunisation, le Ministère britannique de la santé et de nombreux autres représentants de l'OMS, de l'UNICEF et d'organisations associées. Il s'agit d'un groupe de personnes axées sur l'immunisation qui contrôlent la politique des organes directeurs de la santé mondiale, et qui se disent neutres.

L'OMS a été désignée comme « l'autorité directrice et coordinatrice de la santé internationale au sein du système des Nations unies » et a été créée pour être chargée de « définir le programme de recherche sur la santé », entre autres tâches liées à la politique d'immunisation mondiale. vL'UNICEF, « le plus grand fournisseur mondial de vaccins pour les pays en voie de développement », a accès aux enfants sur le terrain dans plus de 150 territoires et pays (2010).

Nous voyons déjà le potentiel de conflit d'intérêts sérieux derrière le modèle Ferguson sur le Covid-19, et cela deviendra encore plus évident, alors qu'aujourd'hui, ses interactions avec un complexe pharmaceutique protégeant potentiellement ses propres intérêts par rapport à toute préoccupation réelle pour la santé et le bien-être des populations mondiales sont de mieux en mieux comprises.

La GAVI est financée par le même réseau qui forme le GHLLDVC, avec quelques ajouts notables : la Banque mondiale et les gouvernements des pays donateurs. La Fondation Gates en est l'un des principaux sponsors, mais elle est devancée par le gouvernement britannique, qui a joué un rôle clé dans la création de la GAVI et qui en le principal donateur.

Alors que de nombreux secteurs de la société britannique ont vu leur niveau de vie chuter, que les personnes âgées sont gravement négligées, que le Service national de santé est en déclin et que le nombre de sans-abri augmente, le gouvernement britannique, via UKAID, a promis 1,44 milliard de livres sterling à GAVI pour 2016-2020 et hébergera la Conférence des donateurs de GAVI pour 2020, qui doit avoir lieu en juin prochain et sera destinée à « mobiliser au moins 7,4 milliards de dollars de ressources supplémentaires pour protéger la prochaine génération avec des vaccins, réduire les inégalités face aux maladies et créer un monde plus sain, plus sûr et plus prospère ». (gras ajouté)

La conférence prévoit de réunir des dirigeants politiques, des membres de la société civile, des donateurs publics et privés, des fabricants de vaccins et des gouvernements pour soutenir GAVI, l'alliance pour les vaccins – qui se vante d'avoir « aidé à vacciner près de la moitié des enfants du monde contre des maladies infectieuses mortelles et débilitantes ». Le lobby pro-vaccins ne tarit pas d'éloges sur cette affirmation, mais il faut tenir compte des préoccupations concernant l'efficacité et la sécurité de ces programmes de vaccination de masse, notamment lorsqu'ils sont testés dans des pays pauvres, en voie de développement.

Les recettes du marché mondial de la vaccination devraient atteindre 59,2 milliards de dollars en 2020 ; ce chiffre pourrait bien augmenter avec l'arrivée de Covid-19. L'investissement du gouvernement britannique dans la GAVI aux côtés du promoteur de vaccins Bill Gates doit, une fois de plus, soulever la question des conflits d'intérêts. Dans quelle mesure le gouvernement britannique protège-t-il ses propres actifs en imposant un confinement à sa population ? Les vaccins sont appelés à être une source majeure de revenus pour les plus grandes sociétés pharmaceutiques du monde, et le gouvernement britannique est investi dans cet avenir lucratif. La conférence de reconstitution des ressources de la GAVI doit être hébergée par un gouvernement britannique dont la politique de confinement ébranle effectivement l'économie nationale et punit collectivement les plus vulnérables de la société.

Lorsque Bill Gates s'est associé à la GAVI il y a vingt ans, il réfléchissait à la prochaine cible de sa philanthropie et se concentrait « de plus en plus sur le pouvoir et le potentiel des vaccins ». C'est l'important parrainage de Gates qui a lancé la GAVI, et dix ans plus tard, Gates a lancé son propre plan de « Décennie des vaccins » pour les années 2010.

Le plan d'action mondial pour les vaccins (GVAP) 2012-2020, approuvé par les 194 États membres participant à l'Assemblée mondiale de la santé (2012), est dirigé par les membres mêmes du consortium Gates de la « décennie du vaccin », promu par l'OMS, et réunit des gouvernements, des élus, des professionnels de la santé, des universités, des fabricants, des agences mondiales, des organismes de recherche et développement, des membres de la société civile, des médias et le secteur privé – pour promouvoir la vaccination mondiale. Il s'agit d'un complexe d'entreprises à but lucratif qui exploite le secteur « humanitaire » pour donner du crédit aux prétentions de la philanthropie ou, de manière plus réaliste, du philanthro-capitalisme.

Notes de la traduction :

[1] Les mesures de confinement n'offrent aucun avantage scientifiquement prouvé, selon le Professeur Johan Giesecke, conseiller au gouvernement suédois, premier directeur scientifique du CDC européen et conseiller à l'OMS.

Il est probable que, si l'on avait appliqué la politique des tests en masse à la coréenne et confiné uniquement les gens positifs, nous aurions pu sauver des vies dans les Ehpad, au lieu de les transformer en clusters épidémiques comme nous l'avons fait en confinant ensemble des personnes âgées contaminées ou non.

[2] De notre côté, nous avons trouvé le chiffre officiel de 6 millions d'animaux abattus en Grande-Bretagne dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de fièvre aphteuse britannique de 2001… pour un total de 2000 cas déclarés (oui, c'est tout). Sources : BBC, Wikipedia. Le chiffre de 12 millions se réfère probablement aux animaux abattus (souvent en l'absence de cas mais par précaution comme en Espagne ou en Allemagne) dans toute l'Europe. La France en avait eu deux cas.

[3] En France, entre 1992 et 2019, la variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (encéphalopathie spongiforme bovine) a fait… 28 morts.

[4] La pandémie fantôme de grippe H1N1 avait soulevé, à l'époque, bien des questionnements sur les enjeux financiers des politiques de vaccination (lien en français).

[5] La grippe aviaire H1N1 a fait 282 victimes au total dans le monde entre 2003 et 2009.

[6] Le 12 mars, Ferguson annonce à Emmanuel Macron sa prédiction : 500 000 morts en France « si on ne fait rien ». Le gouvernement français s'affole et entame le processus du confinement. Naïveté, incompétence ou suivisme complice ? Le fait est que personne, au gouvernement, n'a l'idée de vérifier le passé de prédictions apocalyptiques fallacieuses de Ferguson. Pourquoi suivre l'Imperial College, étant donné son historique exécrable ? Nous n'avons donc pas de bons modélisateurs en France ?

[7] Qu'est-ce qui justifie l'immense influence de Bill Gates auprès des organisations médicales supra-nationales ? Sur Politico, un portait du magnat de l'informatique le présente ironiquement comme « le médecin le plus puissant du monde », soulignant ainsi en creux que l'un des hommes les plus influents de la planète sur les questions médicales n'a aucune légitimité, à quelque titre que ce soit, pour peser sur les politiques de santé mondiales : c'est de l'exercice illégal de la médecine sur une échelle sans précédent, ni plus ni moins. De plus, en ce moment, il conviendrait de se pencher sur les raisons pour lesquelles Gates, qui prétend agir pour le bien de tous et notamment des pays les plus défavorisés, mène aujourd'hui une croisade contre l'hydroxychloroquine (un traitement facile à produire et bon marché parfaitement adapté aux besoins des pays en voie de développement), et dans l'attente de ses inévitables vaccins, propose à la place son remède à lui, l'injection de plasma de personnes guéries du Covid-19 à des malades, un processus thérapeutique coûteux qui demande une organisation et des équipements inaccessibles aux pays pauvres, et donc déplacé dans le cadre d'une pandémie mondiale. Et aussi, pourquoi cet « ami du peuple » a-t-il préconisé les mesures de confinement les plus draconiennes, à faire suivre par un semi-confinement jusqu'à l'arrivée éventuelle d'un hypothétique vaccin, au risque de ruiner des millions de personnes ?

[8] Gavi, l'alliance de Bill Gates pour les vaccins, travaille également avec l'INSERM et le CNRS.

Ceci explique cela.

Le constructeur aéronautique Boeing a confirmé qu'il allait réduire ses effectifs globaux d'environ 10%. Plusieurs grandes compagnies ont déjà annoncé des plans de suppressions d'emplois: 12.000 chez British Airways, 5.000 chez la scandinave SAS, 2.000 chez Icelandair... AFP 30 avril 2020

LVOG - Des centaines de milliers d'entreprises dans le monde vont les imiter...

- Coronavirus : pas de chômage partiel si vous refusez d'envoyer vos enfants à l'école - Yahoo 29 avril 2020

Les règles vont changer pour l'attribution du chômage partiel pour les parents d'élèves. À partir du 1er juin, les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école alors que celle-ci peut les accueillir ne pourront plus bénéficier du dispositif de chômage partiel.

À défaut, les parents dont les enfants ne peuvent pas retourner à l'école, devront fournir à leur employeur une attestation de l'école précisant que l'établissement ne peut pas accueillir l'enfant. Cela peut être le cas lorsque certains établissements scolaires n'ouvrent pas, comme c'est envisagé par certains élus locaux.

Concernant l'ensemble des salariés concerné par le dispositif de chômage partiel, Muriel Pénicaud a précisé qu'il y aura une évolution progressive du dispositif à partir du 1er juin qui passera "probablement" par un taux de prise en charge "un peu moins important" par l'État des rémunérations versées par les entreprises, "mais ça va être progressif", a-t-elle expliqué.

"Le but, c'est que le chômage partiel accompagne la reprise en douceur", a expliqué la ministre en précisant que des discussions étaient en cours avec les partenaires sociaux pour organiser l'évolution du dispositif au-delà de cette date.

11,3 millions de personnes sont actuellement en chômage partiel, soit près de la moitié des salariés, selon les chiffres donnés le 29 avril par la ministre du Travail sur France Inter. Yahoo 29 avril 2020

Manipulation des faits. Quand ils font une découverte, il faut s'attendre au pire.

- Coronavirus : les enfants auraient autant de risque d'être contaminés que les adultes, selon une étude - Yahoo 29 avril 2020

“Les enfants sont aussi susceptibles d’être contaminés que les adultes”, conclut l’étude, qui ajoute qu’ils sont quand même moins nombreux à développer des symptômes sévères. Yahoo 29 avril 2020

Leur vieux monde empeste, il ne reste plus qu'à faire table rase !

- Suède : la ville de Lund déverse une tonne de fiente dans ses parcs pour décourager les fêtards - Franceinfo 29 avril 2020

- En Espagne, une station balnéaire asperge sa plage d'eau de Javel et provoque un tollé - Yahoo 29 avril 2020

En Andalousie, la petite station balnéaire de Zahara de los Atunes a provoqué un tollé en aspergeant sa plage d'eau de Javel pour protéger les enfants du Covid-19. Yahoo 29 avril 2020

Pendant que d'autres "***manifestaient***" au balcon !

- Liban: Heurts lors de manifestations contre le coût de la vie, un mort - Reuters 29 avril 2020

Des manifestations contre les difficultés économiques croissantes au Liban ont éclaté à Tripoli, ville portuaire du nord du pays située à 80 km de la capitale Beyrouth, et se sont étendues mardi à d'autres villes, donnant lieu pour la deuxième nuit consécutive à des heurts et à l'incendie de banques.

Un manifestant a été tué dans la nuit de lundi à mardi à Tripoli, selon des sources sécuritaires et médicales, alors que la crise économique a alimenté le mouvement de contestation et de remise en cause des élites accusées de corruption qui a émergé en octobre dernier.

Le confinement instauré dans le but d'enrayer la propagation du coronavirus a accentué la pression sur l'économie du Liban, l'un des pays les plus lourdement endettés du monde, avec un effondrement de la monnaie, une inflation grandissante et un taux de chômage croissant. Reuters 29 avril 2020

Haut de page

Le 3 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

Et comme un fait exprès la climatisation (9 ans) est tombée en panne ! Avec plus de 30°C dans la maison à minuit, difficile de dormir. J'ai passé deux nuits sur une natte posée sur le sol et recouverte d'un drap, deux ventilateurs pour me rafraîchir un peu. Je n'ai dormi que quelques heures et je suis claqué. En principe cela devrait fonctionner demain. Dès le retour à la normale, j'en achète un portable.

A partir du 4 mai on va pouvoir sortir de 7 heures du matin à 7 heures du soir, mais on peut être reconfinés à tout moment.

Le professeur Raoult a fait le mauvais choix politique en s'encanaillant avec Onfray et Asselineau, le soutien que nous lui accordions n'ira pas plus loin que le plan médical.

Rabelais - Science sans conscience n'est que ruine de l'âme.

J'ai l'art de me faire des amis... En politique, les pires, ce sont encore les faux amis, ceux qui avancent masqués. C'est le thème de cette causerie.

- 14 pages au format pdf

La guerre est la continuité de la même politique par d'autres moyens, le totalitarisme est la continuité de la dictature (de classe) en place par d'autres moyens.

Certains ont cru naïvement par intérêts mesquins inavouables ou par ignorance, qu'il suffirait de nier la réalité ou l'orientation totalitaire de la société pour y échapper, pour qu'elles finissent par coïncider ou par se conformer à l'interprétation falsifiée qu'ils en faisaient. Pas de bol, elles sont passées allègrement outre.

Que cela ne tiennent, ces dogmatiques fanatiques ou ces mythomanes endurcis refuseront de l'admettre jusqu'au bout, préférant encore participer à un suicide collectif quite à en être eux-mêmes les victimes, jusqu'à un certain point seulement puisqu'ils n'en subiront pas les pires conséquences, plutôt que reconnaître leur erreur ou leur ignorance, donc ils continueront de sévir et de répandre leur venin mortel dans nos rangs.

Nous affirmions que la civilisation humaine en était rendue à la croisée des chemins et qu'elle était gravement menacée dans son existence même, formule éculée qui pour une fois prenait tout son sens, puisque nous nous retrouvions en présence du pire scénario qu'on aurait pu imaginer, qui cette fois risquerait de lui être fatal.

Nous en sommes rendu là ce dimanche 3 mai 2020, car absolument aucun facteur ne permet à l'heure actuelle d'affirmer qu'on y échappera. Ce cauchemar est déjà omniprésent, nous le vivons au quotidien dès lors que notre liberté de mouvement est réduite à néant.

La totalité des dirigeants du mouvement ouvrier sans exception à ma connaissance en portent la responsabilité, ainsi que les intellectuels, les membres influents des classes moyennes qui ont préféré se ranger au côté du capitalisme en faillite parce qu'il leur avait consenti des privilèges, plutôt que se ranger au côté de la classe ouvrière et adopter le socialisme.

Pourquoi s'en prendre à ces dirigeants plutôt qu'aux oligarques ou à leurs représentants, ne trouvez-vous pas que vous y allez un peu fort ?

Parce que j'estime que le mouvement ouvrier demeure la seule solution pour nous libérer du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et qu'elle ne viendra jamais de ces dirigeants faillis ou traîtres qui ont usurpé le statut qu'ils se sont accordés, en abusant de l'ignorance de travailleurs sincères et honnêtes qu'ils se sont employés à dévoyer ou corrompre systématiquement sur le plan idéologique pour en faire des pantins au service de l'ordre établi. N'ont-ils pas tous été Charlie ? Ne réclament-ils pas tous les mêmes mesures de confinement préconisées par Bill Gates, l'OMS, l'UE, Macron, le port du masque obligatoire partout, etc. autant de mesures totalitaires ?

Ne sont-ils pas des acteurs politiques de l'union nationale, du consensus réclamé par Macron et sur lesquels il peut s'appuyer pour mener à bien cette sordide machination contre les travailleurs et les peuples du monde entier ? Ils en sont les petites mains couvertes de sang, les exécutants des basses ou sales besognes au côté de ces tyrans. A cette occasion, ils sont donc passés de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages, exactement comme la social-démocratie et le stalinisme avant eux.

Les faits sont les faits. Ils sont cruels pour tous ceux qui ont cru qu'ils pourraient les manipuler indéfiniment. La réalité en a décidé autrement, ils sont démasqués. Nous avions dit qu'un jour où l'autre l'heure viendrait où le terrible sort qui attendait l'opportunisme sonnerait, c'est maintenant.

Bien entendu que depuis très longtemps nous savions à quoi nous en tenir sur la nature opportuniste de leur engagement politique, mais nous ne pouvions pas l'afficher comme telle sans faire fuire la totalité des militants ou des lecteurs, qui manifestement n'étaient pas encore parvenus à cette conclusion. Il fallait qu'un évènement exceptionnel se produise pour qu'ils commettent l'imprudence de se présenter sans masque, à moins qu'ils y aient été contraints par le développement de la situation, forcés de prendre partie, ils choisiront le camp de l'imposture et de la réaction comme il fallait s'y attendre.

Et ils ne sont pas au bout de leur peine, car dans les semaines ou mois à venir des chiffres ou des statistiques sur la mortalité, des témoignages de médecins dans de nombreux pays, des preuves accablantes vont continuer de tomber qui confirmeront qu'on était bien en présence d'une machination. Compte tenu qu'ils ont joué avec nos vies, nous serons impitoyables avec ces fossoyeurs du mouvement ouvrier et du socialisme.

Voilà qui va faire le bonheur de nos matons estampillés de gauche ou d'extrême gauche.

- Coronavirus en France: le gouvernement va prolonger l'état d'urgence sanitaire - AFP 2 mai 2020

Le gouvernement entérine samedi la prolongation pour deux mois de l'état d'urgence sanitaire contre le Covid-19, mais il est aussi sous pression pour clarifier les modalités concrètes du déconfinement, notamment le casse-tête de réouverture des écoles et la polémique sur la vente des masques.

Après un 1er-Mai confiné pour cause du coronavirus, le Conseil des ministres se penche sur le projet de loi prorogeant l'urgence sanitaire à compter du 24 mai. Son examen au Sénat est prévu dès lundi, avant qu'il ne soit transmis l'Assemblée nationale en vue d'une adoption définitive dans la semaine.

Le texte précise que la mise en quarantaine et le placement à l'isolement, afin de lutter contre la propagation du virus, pourront intervenir "lors de l'arrivée sur le territoire national".

LVOG - Avec les compliments de nos dirigeants au côté de l'extrême-centre fasciste.

AFP - Ainsi, huit maires centristes de Seine-Saint-Denis (Bobigny, Drancy, Saint-Ouen, Coubron, Livry-Gargan, Noisy-le-Sec, Le Raincy et Le Bourget) avaient déjà exprimé, avant même le discours du Premier ministre mardi, leur intention de ne pas rouvrir leurs établissements scolaires.

LVOG - L'école devenu pire qu'une caserne.

AFP - Pour accueillir des élèves, les écoles devront respecter un protocole sanitaire très strict, dont les grandes lignes ont été dévoilées jeudi: lavage de mains répétés, jeux proscrits, désinfection du matériel, sens de circulation marqué au sol... AFP 2 mai 2020

Vous avez le droit de remercier nos dirigeants.

- Déconfinement: près de la moitié des Français ne partiraient pas en vacances cet été - Le HuffPost 2 mai 2020

A peine croyable ! En France le carcan du consensus continue de sévir.

- En Californie, la grogne grandit contre le confinement, et la fermeture des plages - euronews 02 mai 2020

En Californie, la grogne grandit contre le confinement, et la fermeture des plages. Des milliers de personnes ont manifesté, sans masques. euronews 02 mai 2020

Quand l'imposture se double d'une misérable arnaque comptable.

Allez petit coronavirus, encore un effort.

Début mai 240.000 supposés morts du COVID-19. 650.000 décès dus au virus de la grippe.

De quoi vais-je mourir ? Devine ? Dis, pourquoi faudra-t-il cocher la case coronavirus ? Au lieu de poser des questions, tu ferais mieux de la fermer ou de mourir tout de suite !

Extrait.

- Quand la pandémie aura officiellement pris fin en Suède, mais aussi en Hollande et dans les autres pays, il sera intéressant de comparer le nombre total de décès enregistré durant la période en comparaison avec les années précédentes comme 2018 qui avait vu l'émergence d'une épidémie de grippe plus meurtrière que la moyenne.

Et j'ai la nette impression qu'en lieu et place de l'hécatombe annoncée, on aura des statistiques parfaitement comparables aux autres années, sachant que tout naturellement, la mortalité peut varier fortement d'une année sur l'autre :

« Les statistiques sur les décès montrent que le nombre de décès par an peut varier considérablement d'une année à l'autre », explique Tomas Johansson, de Statistics Sweden, Statistics on Population and Economic Welfare. En 2019, moins de 89 000 personnes sont décédées, ce qui représente le plus faible nombre de décès en une seule année depuis 1977. En 2018, lorsque, entre autres, un nombre inhabituellement élevé de cas de grippe est décédé, plus de 92 000 Suédois sont morts. Source : SCB

Il faut bien comprendre que ces chiffres dépendent énormément de la manière d'attribuer ces décès (ou non) par les pays eux-mêmes. Ainsi, l'Allemagne ne compte comme décès « covid » que ceux ayant effectivement été testés positifs au coronavirus, et sont décédés ensuite… Bien que cette manière de faire ne soit pas vraiment correcte non plus. En fait on peut mourir d'un infarctus du myocarde ou de complication d'un diabète tout en étant testé positif. Ceci est à comparer à la majorité des autres pays (France, Italie, Espagne, Belgique) qui ont rangé dans la catégorie Covid à peu près tout ce qui leur tombait sous la main en ne testant qu'à la marge. Ainsi, si une seule personne meurt en ehpad en France et qu'elle est testée positive, non seulement elle

sera rangée dans les stats covid mais tous les décès ultérieurs dans ce home, en l'absence d'un diagnostic sûr, seront également ajoutées aux statistiques « covid », la palme d'or revenant sans aucun doute à la Belgique. levilainpetitcanard.be 21 avril 2020

LVOG - Ce qui est soulevé dans cet article est repris à sa manière ou avec prudence par l'Insee, chacun comprendra pourquoi.

A la louche. Avec un rapport de 1 à 10 la manipulation était un jeu d'enfants pour arriver aux résultats escomptés.

LVOG - Nos dirigeants se prosternent habituellement devant l'Insee, une institution d'Etat, pensez-donc de braves fonctionnaires au-dessus de tout soupçon. C'est étonnant cette faculté qu'ils ont parfois de faire preuve d'autant d'ignorance que le plus profond arriéré... quand cela les arrange. Là ils ne pourront pas nous accuser de manipulation.

- La grippe, cause directe ou indirecte du décès - insee.fr

Une fois identifiée, reste à savoir de combien de décès l'épidémie est effectivement responsable. La réponse est complexe car elle doit tenir compte de la « comorbidité », c'est-à-dire la conjonction, en règle générale, de plusieurs facteurs lorsque l'épidémie de grippe touche chaque hiver la population : de fait, dans les certificats de décès, les médecins doivent coder les différentes causes, selon une classification internationale des maladies. La cause initiale de décès est alors définie comme étant la maladie, ou les circonstances en cas de mort violente (suicide, accident, homicide), « à l'origine du processus morbide ayant entraîné le décès ». C'est ainsi que pour un patient atteint par exemple d'une infection pulmonaire, d'une affection respiratoire ou d'un diabète, la grippe peut précipiter le décès sans être comptabilisée comme la cause directe Le décès serait alors survenu mais quelques semaines ou mois plus tard. Selon cette classification, sont recensés chaque année en France « seulement » quelques centaines de décès attribués à la grippe en cause principale : ce nombre a varié entre 317 et 1 890 selon les années entre 2011 et 2016, d'après les données collectées et publiées par le centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès. Il peut exister un rapport de 1 à 10 entre le nombre de décès causés directement par la grippe et recensés comme tels dans les certificats de décès et le nombre de décès dont l'épidémie est « responsable », mesuré à partir de l'analyse statistique de la surmortalité. (...)

En outre, la mesure de la mortalité spécifique imputable à un événement exceptionnel tel que l'épidémie de Covid-19 devra aussi être analysée conjointement avec ce qui a pu se passer avant ou ce qui se passera après :

– avant : la « clémence » de la grippe saisonnière – les mois de janvier et février 2020 sont des points bas de mortalité – a épargné des personnes très fragiles, ce qui a sans doute accru la population à risque face à cette épidémie ;

– après : on pourrait constater un « déficit de mortalité » correspondant aux vies écourtées par l'épidémie, comme cela a pu être après la canicule de 2003. De même, le pic de décès de janvier 2017 dû à la grippe a été suivi par des points bas de mortalité en mars et avril.

Dans ses publications, Santé publique France pointe que la hausse de la mortalité observée dans les régions les plus touchées est très probablement liée à l'épidémie de Covid-19, sans qu'il soit possible d'en estimer la part attribuable à cette date.

https://blog.insee.fr/mourir-de-la-grippe-ou-du-coronavirus-faire-parler-les-chiffres-de-deces-publies-par-linsee-avec-discernement/

A force de confondre dictature et démocratie, on récolte le totalitarisme.

- Surveillés et dociles? par Alexandre Klein - Mondialisation.ca, 02 mai 2020

Extrait.

Après les drones équipés de haut-parleurs qu'on a vu rappeler des citoyens récalcitrants à l'ordre en Chine puis à Paris, ce sont maintenant des dispositifs de pistage qui fleurissent un peu partout à travers le monde. En France, l'application Stop-Covid est ainsi mise en avant par le gouvernement comme un outil nécessaire au déconfinement, tandis que de l'autre côté de l'Atlantique, les compagnies rivales Apple et Google sont associées pour produire une application pour remonter la chaîne de transmission. À Toulouse, une entreprise propose même des bracelets électroniques pour suivre les malades du coronavirus. Nous sommes entrés, sans trop nous en rendre compte, dans une ère nouvelle, annonciatrice de ce que risque d'être le monde de demain.

Car, si partout on nous assure que ces mesures seront temporaires, l'Histoire tend à nous rendre sceptiques. En effet, les décisions prises en temps de crise sont (trop) souvent devenues les fondements du monde d'après. Ce fut le cas, par exemple, des mesures exceptionnelles adoptées aux États-Unis après le 11 septembre 2001 (le Patriot Act), ou en France dans la foulée des attentats de 2015 (l'état d'urgence), qui se sont inscrites durablement dans le droit et les usages communs de ces deux

pays. Mais plus essentiellement encore, il faut se rappeler que c'est sur le modèle de la gestion de la peste que s'est établi, au cours de l'époque moderne, le mode d'organisation du pouvoir qui qualifie nos sociétés occidentales.

La clôture et le quadrillage du territoire, l'identification et la surveillance constante des individus (appelés à être «dociles», comme le rappelait récemment Geneviève Guilbault), la remontée par écrit des informations des périphéries vers le centre sont des modalités de gestions qui s'appliquent tant à Marseille en 1720 que dans un hôpital, une usine ou une école parisienne du XXe siècle. C'est pour cette raison d'ailleurs que la prise en charge de la pandémie de COVID-19 a pu d'abord s'appuyer sur des dispositifs de contrôle et de police déjà présents dans notre quotidien: le fonctionnement de nos sociétés est basé sur le modèle de gouvernance d'une ville pestiférée. Mais rapidement, cela n'a pourtant plus suffi.

C'est que depuis plusieurs décennies déjà nos sociétés disciplinaires sont en crise, les institutions d'enfermement sur lesquelles elles s'adossaient (écoles, hôpitaux, prisons, usines) ont toutes montré leurs limites et leur besoin d'être réformées en profondeur. C'est ce qui fit dire au philosophe Gilles Deleuze en 1990 que nous étions en train d'entrer dans une nouvelle forme de société: les sociétés dites de contrôle. Moins rigides et fixes que les sociétés disciplinaires établies autour de lourdes structures institutionnelles, ces nouvelles formes d'organisation sociale reposent sur la gestion chiffrée de vastes flux d'informations et sur une autorégulation accrue des populations, plutôt que sur la rééducation individualisée des citoyens déviants. Autrement dit, elles remplacent la prison par le bracelet électronique, l'usine par l'entreprise en open-space et l'école par l'enseignement en ligne. Elles sont le reflet de la transformation d'un capitalisme de production et de propriété, caractéristique du XIXe siècle, en un capitalisme de flux financiers dématérialisés, propre aux dernières années du XXe siècle.

Or, ce sont des dispositifs relevant de cette nouvelle forme de société auxquelles nous sommes actuellement en train de vouloir recourir pour lutter contre la pandémie. Cette dernière confirme en effet l'épuisement, ou du moins notre insatisfaction à l'égard des dispositifs disciplinaires traditionnels et annonce alors la généralisation de nouveaux dispositifs de contrôle, c'est-à-dire notre ancrage définitif dans le modèle des sociétés du même nom.

C'est pour cette raison que les décisions que nous prenons actuellement sont loin d'être anecdotiques ou simplement temporaires. Mondialisation.ca, 02 mai 2020

"***Il se trouvera des idiots parfaits pour applaudir***" et malheureusement ils sont plus nombreux et répandus qu'on le croyait.

- Mais où est le loup? par Philippe Huysmans - Mondialisation.ca, 02 mai 2020

Extrait.

Ceux qui ont suivi mes articles publiés depuis le 22 mars dernier au sujet du Covid19 auront réalisé que j'avais compris très tôt que non seulement le confinement n'a aucun sens en soi (ce que le recul nous permet de confirmer), mais que la maladie elle-même ne justifiait absolument pas de suspendre les droits qui vous sont garantis par la constitution. J'avais dès le début pointé du doigt le crash boursier majeur qui s'était produit le 9, puis le 12 mars comme étant la cause probable de cette véritable opération de guerre psychologique contre les peuples.

Affolées, les élites mondialisées n'ont trouvé pour tout expédient que d'étouffer à mort l'économie réelle pour pouvoir imputer, après coup, la responsabilité de l'effondrement global à un malheureux petit virus. Selon moi, c'est à tout le moins un crime de haute trahison, et je crois que tôt ou tard, ils auront à rendre des comptes pour cette infamie qui ne fera qu'ajouter au fardeau des citoyens.

Et parce que c'est dans les vieilles casseroles qu'on fait le meilleur bouillon, et puis aussi parce que nos gouvernant n'ont pas la plus petite idée de comment ils pourraient s'en tirer autrement, Il y a tout lieu de penser qu'ils appliqueront à cette crise la méthode dont ils avaient usé pour tenter d'endiguer les conséquences de la crise de 2008.

Seulement voilà, repousser l'effondrement mondial du système néolibéral ne sera possible qu'au prix de vous ruiner, littéralement. Je ne parle pas de prélever un petit impôt covid, non, je parle de vous amputer de 50% de vos avoirs et de diviser vos revenus à venir par deux. À côté de ça, la situation dans laquelle la Troïka avait laissé la Grèce vous paraîtra presque enviable. Le monde d'après, ce sera l'esclavage, et la dictature à tous les étages, histoire de parer à toute velléité de rébellion.

Pour comprendre ce qui va se passer, vous aurez besoin de comprendre comment fonctionne le principe de création monétaire. Alors évidemment, je vois d'ici les économistes de salon qui vont vous expliquer doctement que « tout ça, c'est très compliqué, ma petite dame ! », sauf qu'il n'en est rien.

Qu'est-ce que la monnaie ?

En principe, c'est un véhicule représentant une valeur, aisément convertible en produits/services. Aussi bizarre que cela puisse

vous paraître, c'est aussi un produit comme un autre. Sa valeur est déterminée avant tout par son abondance, ou par sa rareté. Et de même nous pourrions payer nos marchandises en sacs de sable, il se trouve que ce n'est pas des plus commode à transporter, et que tout le monde n'est pas forcément prêt à vous échanger un pain contre un sac de sable.

Idéalement, la quantité de monnaie en circulation dans un pays devrait représenter la somme de toutes ses ressources de valeur : la force de travail de la population, les infrastructures, et (à la marge désormais), les réserves de métaux précieux à laquelle cette monnaie serait adossée.

Ainsi, si dans un pays vous avez trop peu de monnaie en circulation pour représenter valablement la richesse de ce pays, la monnaie est surévaluée, et l'économie peut entrer en récession. Si au contraire vous en avez trop, eh bien le montant total de la monnaie en circulation excède la valeur réelle des richesses, et en pareil cas, l'inflation s'installe, voire l'hyperinflation.

Oui mais me direz-vous, si l'on distribue à tout le monde 1 million d'Euros pour les dépenser, l'équilibre interne n'est pas rompu. C'est vrai mais l'évaluation d'une monnaie se fait essentiellement en la comparant aux autres (richesses des voisins). Ainsi, si avec votre million si facilement gagné vous alliez en Suisse pour y acheter une somptueuse résidence secondaire, il y a tout lieu de penser que les Suisses la trouveraient rapidement saumâtre. La valeur d'une monnaie c'est le prix que les autres sont prêts à payer pour l'obtenir, exactement comme pour n'importe quelle marchandise. Et ceci vaut également en interne. Si le banques centrales font tourner la planche à billet pour ne faire que racheter le secteur privé (soit les banques et les grosses capitalisations boursières), cela revient tout de même à prendre l'argent dans votre poche pour l'offrir à ces seuls bénéficiaires.

Le processus de création monétaire

Historiquement, il s'appuie sur deux leviers que sont la création monétaire par la banque centrale et la création monétaire par le crédit.

Création monétaire par la banque centrale

Avant le Traité de Lisbonne, les États européens avaient recours à leur banque centrale, en principe publique, pour créer ou détruire la monnaie pour adapter le volume en circulation à la réalité. Ainsi, en cas de croissance économique de mettons 3%, celle-ci mettait en circulation 3% de masse monétaire pour garder le système à l'équilibre. En cas de récession, elle en détruisait à concurrence des pertes. Il est important que ce système garantissait une certaine souplesse, et qu'il était par essence, gratuit.

Création monétaire par le crédit

Lorsque vous contractez un crédit auprès de votre banque pour acheter un bien immobilier, par exemple, et contrairement à une idée reçue, le banquier ne descend pas au coffre pour aller chercher la somme à vous prêter, mais il s'agit d'un simple jeu d'écriture. À partir de rien, il créé tout à la fois une dette (pour vous) et un crédit (pour lui). Ce faisant il a augmenté la masse monétaire en circulation. Au fur et à mesure du remboursement du crédit, les montants remboursés annuleront une partie de la dette pour qu'à la fin le banquier n'ait plus en mains que la somme des intérêts remboursés qui eux, ne proviennent pas de la création monétaire, mais de votre apport personnel, c'est ainsi qu'il se rémunère.

Traité de Lisbonne (TFUE)

Son article 123 interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales nationales d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions européennes et aux États.

Oui vous avez bien lu, le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne stipule qu'il est interdit aux États de se financer ailleurs que sur les marchés privés. Ils sont donc contraints de se tourner vers le marché, vers les banques privées qui ne manqueront pas de prélever des intérêts plantureux lors de l'opération.

À titre d'information voici un lien vers une vidéo bien ficelée (durée 10?35) qui vous explique tout à la fois le principe de la création monétaire, et la dette publique.

Service de la dette

Lorsqu'en 2008 les marchés financiers se sont effondrés, suite à la crise des subprimes, et que les banques se sont vues happées dans une crise de liquidités sans précédent, le seul ressort des autorités financières que sont la FED (Banque Fédérale US) et la BCE (Banque Centrale Européenne) a été de baisser les taux directeurs afin que le service de la dette ne devienne pas insurmontable et que les États ne tombent pas en faillite les uns après les autres en raison de la charge des intérêts s'ajoutant au remboursement de dettes déjà colossales. En effet, le resserrement des crédits (credit crunch), en raison de la méfiance des acteurs bancaires avait poussé ceux-ci à être extrêmement frileuses s'agissant de prêter aux États (et même entre elles), faisant exploser (par le biais des agences de notations) les montants à rembourser au titre des seuls intérêts. S'en est suivi

une logique crise des liquidités, et la crainte d'un blocage total, puis d'un effondrement de l'économie mondiale.

Ne parvenant pas à éteindre l'incendie, les banques centrales se sont mises à faire tourner la planche à billets à plein régime pour racheter des titres de dettes aux acteurs financiers, notamment des bons du trésor ou des obligations d'entreprise. Oui, vous avez bien lu, ils ont soutenu massivement les banques en rachetant leurs actifs parfois tout pourris avec votre argent, puisque vous savez maintenant que lorsqu'on augmente la masse monétaire sans ajouter de valeur, on diminue globalement la valeur de la monnaie (vos économies, vos revenus, la valeur réelle de chaque euro en circulation).

Et tout ça, avec votre argent, emballé dans un terme joliment technique baptisé quantitative easing. En gros, c'est le pire du communisme et le pire du capitalisme, tout-en-un, puisqu'on privatise les bénéfices et que l'on communautarise les pertes. (On ne voit pas trop ce que vient faire ici le communisme, à moins de lui reprocher d'employer les mêmes méthodes que le capitalisme, mais cette fois tournée contre les capitalistes et non contre les exploités. Le choix idéologique que fait l'auteur de cet article en adoptant le capitalisme, est contradictoire avec ce qu'il dénonce à juste titre par ailleurs. Il baigne en pleine confusion pour être incapable de rompre avec cette idéologie, et par conséquent il est incapable de proposer une autre alternative que le socialisme ou le communisme au capitalisme. Bref, il brasse du vent, l'activité privilégiée et inutile des intellectuels. - LVOG)

Qu'est-ce qui nous attend ?

Eh bien, à dire vrai, rien de bien plaisant, en fait. J'espère qu'au premier jour du confinement vous n'avez pas oublié de dire au revoir à vos droits constitutionnels, comme l'on dit au revoir à ses enfants avant de partir pour un long voyage, parce que vous n'êtes pas près de les revoir. Pas question que le pouvoir laisse à la plèbe la plus petite opportunité de renverser dans la rue ce qu'elle a décidé pour vous dans l'ambiance feutrée des boudoirs. Oh on vous laissera bien sortir, en laisse, plus ou moins, mais à la première petite bronca, ce sera à la niche, et à double tour (le retour du Corona). Accessoirement, et pour la même raison, on ne vous rendra pas le droit à vous assembler pacifiquement pour manifester, et l'on mettra tant et plus d'outils en circulation pour vous traquer jusque dans les moindres retranchements de votre vie privée.

D'un point de vue économique, la perspective est encore nettement moins réjouissante. À l'issue du déconfinement (toujours partiel et conditionné) ce ne sera probablement pas moins de 40% des petites et moyennes entreprises qui seront en dépôt de bilan, laissant dans leur sillage des dizaines de milliers d'emplois sur le carreau, diminuant d'autant les ressources financières que l'État devra compenser : où iront-ils chercher l'argent ? Ils iront l'emprunter sur les marchés, pardi, augmentant considérablement la charge de la dette.

Les grosses entreprises, elles, seront aidées, à coup de centaines de millions, qu'on ira chercher sur les marchés financiers, et il se trouvera des idiots parfaits pour applaudir quand l'État annoncera qu'il « prend ses responsabilités et nationalise » des entreprises comme Air-France, par exemple. Cela aussi revient à vous prendre directement l'argent dans votre poche pour le donner aux milliardaires.

Les défauts s'ajoutant aux défauts, les réassureurs tomberont comme des mouches, avec, en bout de ligne, les banques…

Mais les banques ne tomberont pas

Tout simplement parce que leur chute signifierait la révolution dans les 48h et que nos dirigeants sont parfaitement capables de comprendre que cela signifierait leur lynchage sans autre forme de procès, or d'une manière générale, ils sont très attachés à leur intégrité (physique) et répugnent à la violence (surtout quand elle serait tournée vers eux).

Alors on vous serine que depuis 2009, on a compris la leçon, et qu'en cas de faillite bancaire, un mécanisme européen a été mis en place pour garantir les dépôts des épargnants à concurrence de 100.000 EUR… Mais ce qu'on oublie de vous dire c'est que ces fonds sont très, très insuffisamment abondés ne serait-ce que pour faire face à la faillite d'une seule banque. Pour la Belgique, j'avais écrit et détaillé ceci dans un article en 2016, pour la France, il me semble qu'on tourne autour de 4 milliards (même pas libérables immédiatement) pour un total à couvrir de 2200 milliards. Quand on sait que pour la seule BNP-PARIBAS cela représente plus de 800 milliards on se demande de qui on se moque, à moins que ?

À moins que les banques, sûres du fait que l'État, pour les raisons que je mentionnais, ne peut en aucun cas se permettre de les laisser tomber, en serait réduit à emprunter autant que nécessaire pour les maintenir à flot, avec l'aide de la BCE qui continuera à imprimer tant et plus de fausse monnaie quitte à ce que l'euro perde 40% ou 50% de sa valeur. C'est sûr qu'après ça, on sera concurrentiels, avec des revenus à peine supérieurs à ceux d'un pays sous-développé, et un prix de la vie qui aura doublé.

N'est-ce pas de la folie ?

Eh bien ça dépend de quel point de vue vous regardez ça. Si vous voyez ça du point de vue de dirigeants dont l'objectif serait le bien de ses citoyens, c'est évident, mais croyez-vous réellement que l'objectif des patrons de nos dirigeants ne serait pas parfaitement en accord avec ce qu'amènera pareille situation ?

Vos dirigeants sont des marionnettes, et si vous ne vous réveillez pas, vous allez vous retrouver dans un monde qu'Orwell lui-même n'aurait pas imaginé dans ses pires cauchemars.

La seule question qui vaut la peine de se poser : Pourquoi "***rien n'est pensé à cette occasion pour sortir du capitalisme qui était le problème à résoudre***" ?

LVOG - Parce que la réponse tient en un seul mot : Socialisme.

- Coronavirus : A-t-on encore le droit de s'interroger? par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 02 mai 2020

Il semblerait que toute pensée ne cadrant pas avec le discours de propagande des médias inféodés au pouvoir « stato-financier » – qui fait sentir en ce moment le poids des incohérences répétitives inhérentes à cette pathologie de la pensée unique, du politiquement correct et du centralisme jacobin qui va de pair en France – toute interrogation, tout bon sens, tout esprit critique, tout regard objectif posé sur la réalité qui nous entoure, seraient interdits et même condamnés par le totalitarisme qui s'est durement installé en ce pays depuis au moins les lois anti terroristes et la constitutionnalisation de « l'état d'urgence » le 20 novembre 2015.

Le choix prioritaire et habituel de la répression arbitraire, sur les plans, judiciaire comme policier, opéré par les régimes politiques successifs, depuis Sarkozy, fait de la France l'un des pays, prétendument « démocratiques », où il y a le moins de libertés publiques et privées, au monde : on n'ose même plus évoquer sa place dans la liste des pays totalitaires ni celle des accusés par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU. (Cf., Indice de démocratie créé en 2006 : la France n'arrive même pas dans les 25 premiers pays considérés comme libres.)

J'ai l'impression que les Français ne se rendent pas vraiment compte que leurs libertés publiques ont été graduellement enterrées jusqu'au point même d'être aujourd'hui massivement « assignés à résidence » comme « des repris de justice ». La répression arbitraire des Gilets jaunes par les violences judiciaires et policières, nous avait démontré que l'étatisation jacobine, au service du « stato-financier » ayant pris le pouvoir grâce au chantage des médias inféodés, pratiquant la falsification et la manipulation, voulait bâillonner la volonté démocratique du peuple et sa revendication légitime à commander un État tenu de lui obéir, comme cela se doit dans une véritable démocratie…

Une constante de 70% à 72% des Français (ceux qui n'avaient pas voté Macron) soutenaient le mouvement des Gilets jaunes et ce mouvement avait fait des émules sur tous les continents (relisons les informations abondantes données sur les mouvements sociaux surgis partout dans le monde) en « menaçant » ainsi la Terre entière de se transformer par cette pandémie politique malencontreuse, en une grande démocratie planétaire ! Il fallait empêcher ce « malheur » pour « l'aristocratie stato-financière » et mettre fin à cette pandémie politique en organisant une contre-offensive d'envergure.

En France, la volonté acharnée de l'étatisme jacobin au service de la caste financière était bel et bien de mater la révolte, de réprimer, dans le sang et la brutalité des condamnations judiciaires injustes assurées par une magistrature ayant perdu toute indépendance, les deux catégories sociales majoritaires en termes de nombre, celles qui viennent juste après « l'aristocratie stato-financière » et « les élites de la petite bourgeoisie des professions indépendantes ayant fait des études supérieures ». (Cf., E.Todd, « La lutte de classes en France au XXIème siècle » Seuil, 2020)

Ces deux catégories sociales identifiées par Emmanuel Todd, le bloc central majoritaire des professions intermédiaires, les artisans et les ouvriers qualifiés, paysans et employés qualifiés et le dernier contingent, celui des plus précaires, le prolétariat des employés non qualifiés, constituaient le groupe des 70% de sympathisants avec les Gilets jaunes, les 2% supplémentaires venant s'y ajouter étant des gens de la deuxième classe sociale, celle des intellectuels.

Puis, après un an et demi de lutte déterminée et inflexible, allant toujours plus loin dans une résistance de plus en plus forte, face à l'autoritarisme étatique, « l'aristocratie stato-financière » se rendait compte qu'elle ne pouvait pas avoir le dernier mot. Ce constat était fait partout dans le monde par ceux qui détiennent le pouvoir, « l'aristocratie stato-financière ». C'est la raison pour laquelle il lui restait concrètement l'unique option possible : celle d'un massacre ayant l'inconvénient majeur de mettre le feu aux poudres d'une guerre civile qu'elle ne pourrait pas gagner, compte tenu des leçons de l'histoire !

C'est alors que la providentielle « pandémie du coronavirus » vint à son secours, grâce au décret de l'OMS qui déclenchait un vaste plan de confinement planétaire ! Tout le monde était ipso facto « assigné à résidence » ; le problème était réglé. Personne ne pouvait plus sortir de chez soi, pas même pour faire une promenade solitaire sur une plage déserte. Au milieu des règles énoncées pour le « confinement », beaucoup d'entre elles n'avaient strictement rien à voir, de toute évidence, avec une motivation sanitaire, avec la réalité de la pandémie elle-même, au regard du bon sens, de l'objectivité, de la raison…

C'est là qu'il était interdit de se poser des questions : nous devions faire preuve de « solidarité nationale » avec le corps des soignants qu'il devenait de bon ton d'applaudir chaque soir à 20h00, puis nous devions écouter « religieusement » la litanie des

morts récitée chaque soir par le préposé du ministère de la « terreur programmée ». Enfin, les efforts héroïques des hôpitaux placés en première ligne d'une « guerre » déclarée comme telle par Macron, devaient être « aidés » par notre obéissance civique, cette guerre étant destinée à écraser un « ennemi invisible », non pas le virus de la fable – même si ce dernier était réel et allait répandre son malheur dans bien des familles – mais surtout le virus de la contestation ! La télévision inféodée au système répétait sans cesse comme un « mantra », « sauvez des vies : restez chez vous ! », sous-entendu par conséquent, « celui qui ne reste pas enfermé chez lui est un criminel » ! On imagine alors la « chasse aux sorcières » détestable qui pouvait en découler…

Le ministère de la « terreur programmée » allait donc nous évoquer les Julie A., une Parisienne de 16 ans ; les Vitor, un champion de football portugais de 14 ans ; les Rachel, une jeune Belge de 12 ans ; les Francisco, un entraîneur de football amateur de 21 ans ; les Luca, un Italien de 19 ans qui "était en pleine santé"; un bébé de six semaines né dans le Connecticut…

Les exceptions devenaient soudain la norme, car là était la « réalité » qu'on voulait nous montrer, nous disant au passage, « voyez de quoi nous vous protégeons » ! La panique et l'angoisse attendues étaient au rendez-vous. Des citoyens modèles se mettaient à dénoncer ceux qui auraient l'outrecuidance de ne pas obéir aux injonctions de « l'État innocent, protecteur, providence » ; d'autres iraient même jusqu'à l'intimidation du personnel soignant lui-même au nom de la même terreur et « guerre » menée contre le virus invisible et menaçant de mort toute vie qui passerait à sa portée…

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : au moment où j'écris ce texte, 0,25% de la population française a été touchée par la maladie, mais 99,75% de la population n'ont pas été atteints par ce virus. On peut donc se poser réellement des questions sur le ton alarmiste des médias, les comptes rendus anxiogènes, les descriptions apocalyptiques faites sans arrêt dans les médias officiels et la justification d'un « confinement » radicalisé pour échapper à la mort tout en prétextant « soulager le système de santé » d'ailleurs mis à mal par les mêmes prédateurs du capitalisme ultra libéral depuis 20 ans !

Concernant ce COVID-19, seules les personnes les plus vulnérables étaient visées, la moyenne d'âge qui a été calculée étant de 79 ans, en France : poumons affectés, asthme, système immunitaire défaillant, malades du sida, ceux dont les traitements affaiblissent les défenses, comme les patients en chimiothérapie, les personnes âgées, les diabétiques, les malades du cœur ou du foie, les personnes atteintes d'hypertension, d'une maladie des reins ou sous dialyse, également les personnes souffrant d'obésité. 83% des personnes hospitalisées dans l'hexagone en réanimation ont été des obèses.

Puisque nous nous posons des questions interdites, demandons-nous si le régime macron pouvait sciemment décréter, au nom de l'OMS, un « confinement » de masse sans savoir à l'avance que cela provoquerait une destruction massive elle aussi de toute l'économie en plaçant d'office des millions de gens supplémentaires dans une précarité absolue sans nom, dans un malheur pire que celui engendré par le COVID-19 lui-même ? Là, ce ne sont pas les 0,25% de la population qui sont impactés, mais plutôt les quatre cinquièmes de la population !

Le désastre économique est bien là sans que ce pouvoir n'ait la moindre envie d'organiser ce qui serait l'occasion de sortir de la logique capitaliste ultra libérale qui a été la cause de tous nos maux, y compris celui du COVID-19 et du « confinement » qui a des conséquences encore plus néfastes que la théorique pandémie elle-même…

Il est clair que l'intention de « l'aristocratie stato-financière » au pouvoir, est bien celle de créer une dette telle qu'il sera désormais impossible d'en jamais sortir, pour l'immense bienfait du système bancaire à la fête. Il est évident que nous allons nous retrouver, à travers ce qui est imaginé par ces prédateurs au pouvoir, dans une dette ad vitam aeternam, car impossible à rembourser ; Notre « salut » viendra par la banque ; d'énormes capitaux seront déversés sur l'économie prise en otage, moyennant des conditions « annexes », comme celles d'une soumission encore plus grande à un système verrouillé de contrôle absolu sur les personnes.

Enfin, « Big Brother » pouvait réaliser ce qu'il avait si ardemment rêvé : enfin voici que « Big Brother vous regarde », enfin « les brigades » de la pensée et de la conformité pourront patrouiller à travers le territoire et pourchasser les récalcitrants ou les divergents ; enfin le « ministère de la vérité » pourra proclamer que la « guerre déclarée par Macron », c'est la « paix », que notre « liberté c'est notre esclavage », que notre « ignorance volontaire c'est la force » du pays tout entier ! (Cf., G.Orwell, 1984) Enfin, il n'y aura plus que les citoyens soumis d'un côté et les « conspirateurs » coupables de l'autre…

Ce chef-d'œuvre du manichéisme est celui de la caste de « l'aristocratie stato-financière » qui s'est emparée illégalement du pouvoir, depuis au moins le 20 septembre 1992, lorsque nous avons accepté par référendum le traité de Maastricht, célébrant notre entrée dans l'euro, puis répétitivement depuis cette époque à travers les présidentielles qui sont venues confirmer cette décision malheureuse, comme on l'a expliqué dans un article du 8 mai 2017 (Élections présidentielles en France. Falsification, mensonges, trahison : colère !, Mondialisation.ca).

Le référendum du 29 mai 2005, disant « non » à cette catastrophe ne serait pas respecté et l'avis du peuple ne compterait plus en rien à partir de ce moment-là. La dictature de l'UE était alors scellée et nous avions perdu toute souveraineté. Ce qui arrive donc aujourd'hui est la suite logique de cette tromperie historique.

Mais, dans de telles conditions, la résistance s'organise toujours et le projet des prédateurs allait s'en trouver bien vite contrarié.

Alors il fallait impérativement clouer le bec de ce Pr. Didier Raoult qui venait là comme un cheveu sur la soupe proposer son traitement « bon marché », ne faisant pas l'affaire de « l'aristocratie stato-financière » au pouvoir. Tout à coup, le médicament « coupable » de troubler la fête des lobbies de l'industrie pharmaceutique allait être interdit, il était même déjà déclaré « préventivement », par Agnès Buzyn, comme faisant partie des « poisons » depuis janvier 2020, comme si les médicaments de la pharmacopée allopathique n'étaient pas tous des poisons ! Pourtant la molécule de base de ce traitement avait rendu de loyaux et bons services à l'humanité depuis les années 1940 ! Les médecins eux-mêmes, traités comme des enfants, ne seraient pas autorisés à le prescrire, sous prétexte bidon que les « essais randomisés » n'avaient pas été faits… Enfin, la comédie pathétique que tout le monde connaît désormais, tellement elle nous a sidérés !

Dans l'Union Européenne, les Espagnols et les Italiens allaient au final adopter un traitement proche ou identique au protocole du Pr Raoult interdit en France et ils allaient déclarer qu'à partir du moment où ce protocole avait été adopté, les hospitalisations avaient massivement diminué. Ce fut encore le cas pour bien d'autres populations dans le monde, mais il est bien connu que « nul n'est prophète en son pays » ! Pourtant, une fuite d'information nous a permis d'apprendre que l'armée française s'était dotée d'hydroxychloroquine et d'azithromycine achetées en Chine pour soigner ses troupes et constituer une réserve opérationnelle en cas de besoin !

Voilà une autre question que l'on est en droit de se poser : au nom de quoi le protocole du Professeur Raoult peut-il donc être formellement interdit en France ?

Nous avons entendu tous les argumentaires possibles et imaginables sur les télévisions inféodées du système, avec la même rengaine déconcertante d'une absence de bon sens. Disons-le tout de même, un très grand nombre de médecins se sont passés de l'avis des « experts » du Gouvernements qui donnaient la forte impression de n'avoir plus pratiqué la médecine de terrain depuis 20 ou 30 ans !

Que peut imaginer dès lors le citoyen ordinaire, concernant ces charlatans de la politique qui prétendent diriger le pays ?

De plus, on apprend peu à peu, par bribes d'une timidité quasi gênée aux entournures, que les essais « prestigieux », « randomisés » du Test Européen Discovery, n'auraient pas été concluants et qu'ils auraient même été carrément « décevants » ! Il faut citer ici le nom de Karine Lacombe qui doit rester dans toutes les mémoires et être associé désormais en même temps que devenir synonyme à lui tout seul d'un nouveau «malleus maleficarum» de la médecine inquisition contre la médecine de terrain au service des personnes malades !

Le « Panoramix » de Marseille étant si populaire auprès des « Gaulois réfractaires », la macronie au pouvoir, armée de tous ses a priori, pousserait donc « l'Ordre des médecins » à sanctionner le « druide » tenant tête au « César » du nouvel empire désireux de « soumettre » toute la Terre à sa loi de domination et de profit comme d'un règne sans partage… Mais, bien vite, l'Ordre des médecins aurait d'autres chats à fouetter, grâce à l'intervention inopinée de la Cour des Comptes s'étant penchée sur son cas…

Alors, nous avons été nombreux à nous poser des questions et nous continuons à nous poser les questions qui interpellent toute intelligence naturelle, comme le bon sens. Je renvoie le lecteur à l'article du docteur Pascal Sacré : Opération COVID-19: Tester le degré de soumission des peuples. Activation de nos interrupteurs de paranoïa, Mondialisation.ca, le 26 avril 2020.

Je renvoie encore le lecteur à l'écoute du « Coup de gueule du philosophe André Comte-Sponville sur l'après-confinement », France Inter du 14 avril 2020 à 17h10.

Comment peut-on raisonnablement comprendre un « confinement » radicalisé assorti d'une répression disproportionnée par une police aveugle, ne pratiquant aucun discernement, ne comprenant rien à la réalité des règles de la vie qui demeurent supérieures à celles dictées par une aristocratie stato-financière, illégitime de surcroît, et parfaitement criminelle ?

Pourquoi cette stratégie de la terreur, de la peur, de l'angoisse, de la tétanie mentale ? Quel genre de société peut naître d'une telle idéologie de la peur ?

Pourquoi cette mafia étatique a-t-elle organisé mondialement le massacre de l'économie, puisque rien n'est pensé à cette occasion pour sortir du capitalisme qui était le problème à résoudre ? Pourquoi a-t-elle organisé la précarisation forcée de millions de personnes, la pauvreté absolue et la faim qui va redevenir une réalité de la société moderne du XXIème siècle ? Pourquoi a-t-elle organisé le massacre ? Quelle est donc la suite du programme, si ce n'est pas la mise en place d'un système de contrôle permanent verrouillé grâce à un chantage devenu aisé, pesant désormais sur chaque individu prié de se soumettre à une surveillance de chaque instant au nom de la légitimité à survivre en ce monde « Big Brotherisé » ?

Avons-nous encore le droit de nous poser toutes ces questions ? Mondialisation.ca, 02 mai 2020

Haut de page

Le 6 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie ne tient pas compte des infos de la veille.

- 18 pages au format pdf

Comment caractérisez-vous un tel régime ?

La France, avec la Belgique et le Canada, est l'un des rares pays au monde qui a interdit la vente libre d'un médicament, la chloroquine ou l'hydroxychloroquine, ainsi qu'une plante, l'Artemisia annua, qui renferment tous deux la molécule active contre la malaria ou paludisme et réduit la charge du COVID-19.

Serment d'hypocrite ou serment d'Hypocrate ?

Un internaute - La santé est un levier et la médecine est devenue une arme d'asservissement massive. Pas d'argent pas de soins. C'est d'actualité avec l'encadrement drastique de l'Aide Médicale d'Etat. Et le peuple applaudi..... Pathétique.

Merci docteur !

Un médecin témoigne - Rentré en France, Denis est fiévreux et se sent faible. Il consulte un médecin généraliste en période d'épidémie de grippe, et tout de suite le médecin part sur un diagnostic de grippe sans penser à lui demander s'il n'avait pas séjourné dans un pays tropical quelque temps auparavant... En fait le patient était atteint de paludisme.

Erreur fatale qui se soldera par des lésions cérébrales irréversibles et de graves séquelles, telles que perte de mémoire, d'orientation, fatigue permanente, troubles de l'équilibre, de l'élocution, de la concentration, difficulté à s'alimenter, etc. au point que la personne va se retrouver handicapée à vie.

Ce mal étrange et méconnu, le neuropaludisme. - 26 avril 2018

https://www.youtube.com/watch?v=4351VnK8s7Y

LVOG - En 2020, la plupart des médecins de ville ont été encouragés par les autorités à diagnostiquer une infection au coronavirus au lieu du virus de la grippe chez les patients qui avaient un peu de fièvre ou en présentaient les symptômes, et comme ils ignoraient tout de ce coronavirus et qu'ils croyaient ne disposer d'aucun remède pour traiter leurs patients, ils leur ont prescrit du paracétamol et de la vitamine C, de sorte que selon l'état de santé des patients et leur niveau d'infection, les uns se sont retrouvés en réanimation peu de temps après et un certain nombre d'entre eux sont morts, tandis que d'autres ou l'immense majorité s'en sont sortis en développant des anticorps naturels.

La science sans conscience est l'un des pires dangers qui menace la civilisation humaine. On aurait dû en prendre conscience depuis que l'uranium fut employé pour fabriquer des bombes atomiques ou même bien avant, quand la recherche servit à produire des armes de plus en plus sophistiquées et meurtrières, mais on est passé outre.

A quoi cela a-t-il servi de caractériser d'inconscient l'ensemble du processus historique, si c'était pour n'en tirer finalement aucun enseignement politique ou vanter le développement du capitalisme, tandis que sous de multitudes aspects il s'avérait nuisible à la société ou aux conditions d'existence des hommes qu'ils transformaient en acteurs de leur propre déchéance.

Par dogmatisme ou démagogie encore une fois, aveuglément on vénéra les maîtres d'école, les médecins, les scientifiques, etc. sans rire, les représentants du peuple ! Il en alla de même du charbon, du gaz et du pétrole, de l'automobile, du téléviseur, de l'ordinateur et plus récemment d'Internet, à vous de compléter la liste. Le miracle devait se transformer en cauchemar sans que personne ne le voie venir et en prenne conscience.

C'est l'absence de conscience tout court et de conscience politique qui est la ruine de l'âme, qui compromet l'avenir de la civilisation humaine, car à ce rythme-là, il ne faut pas se raconter d'histoire, elle est condamnée.

Rendu au stade final du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, après deux siècles d'existence les contradictions du capitalisme ont atteint les limites de ce qu'il pouvait supporter du fait principalement de l'accroissement exponentiel de la population mondiale ou du déséquilibre gigantesque entre les besoins de plus de 7,5 milliards d'hommes et de femmes, et ceux d'une poignée d'oligarques ou de capitalistes, la satisfaction des uns étant plus que jamais incompatible avec celles des autres, la question se trouve poser avec une acuité toujours plus pressante de l'élimination des uns pour que les autres puissent survivre.

D'où cette guerre à mort entre les classes en recourant à toutes les armes disponibles pour venir à bout de leurs ennemis, y compris bactériologiques si c'était nécessaire.

Merci patron !

Quel est le business le plus juteux du jour ? Le masque et le gel hydroalcoolique

Merci à nos dirigeants !

C'est la collaboration de la classes qui a permis d'aboutir à la distanciation sociale, au traçage (l'application StopCovid), au flicage généralisée, à la surveillance permanente ou au contrôle total de la population.

L'OMS est un lobby mafieux et criminel et rien d'autre. Qui en doute encore ?

Vidéo. Malaria business : les laboratoires contre la médecine naturelle ?

https://www.youtube.com/watch?v=W6TgP5RlsDQ&feature=emb_title

Alors que le paludisme fait 500 000 morts par an, principalement en Afrique, et que les parasites développent des résistances aux molécules anti-paludiques, les autorités sont toujours réticentes à recourir à l'Artemisia annua. Cette plante, l'armoise annuelle, est consommée depuis deux millénaires en Chine pour soigner le paludisme. Ni toxique, ni une drogue, elle est pourtant déconseillée par l'OMS et interdite dans certains pays, dont la France et la Belgique.

Vidéo. Cette plante peut sauver des millions de vies (et l'OMS n'en veut pas)

https://www.youtube.com/watch?v=8vx5CagbY7M

Auteure du livre "Artemisia : une plante pour éradiquer le paludisme", Lucile Cornet-Vernet raconte les combats de scientifiques et de citoyens venus des quatre coins du monde, pour faire admettre à l'OMS et à l'industrie pharmaceutique les vertus de l'artemisia annua, une plante qui peut terrasser la malaria. Au passage, elle évoque les impasses et les manquements d'une recherche scientifique soumise aux intérêts du monde de l'argent, et bien peu sensible à l'opensource et au "non-profit".

LVOG - Ce qu'il faut savoir :

- Sans vaccin, sans remède les pays industrialisés en Europe ont éradiqué la malaria depuis 1964 en recourant au DTT. 56 ans plus tard la malaria continue de faire entre 500 et 750.000 morts par an principalement en Afrique.

- La malaria : 100 pays, 178 millions de personnes infectées dans le monde en 2013.

- 75 à 80% des Africains continuent de se soigner avec des plantes.

- Seuls quelques pays en Afrique cultivent l'Artemisia annua, et les récoltes sont essentiellement destinées aux trusts pharmaceutiques des puissances impérialistes, ceci explique cela.

Artemisia annua. Quelles sont les propriétés de cette plante ?

Les propriétés et bienfaits de cette plante sont énormes. Elle soigne le paludisme, la fièvre, les maux de tête, la constipation, les règles douloureuses, l'acidité de l'estomac, la bilharziose, l'ulcère de Buruli, tuberculose, le diabète de type 2…

La personne atteinte du palu doit consommer 5 gr d'Artemisia annua pendant 7 jours. Après 2 jours, la fièvre est descendue et après 5 jours le patient ne montre plus de signe de palu.

https://www.au-senegal.com/artemisia-la-plante-miracle-contre-le-paludisme,14888.html

LVOG - 5 gr c'est très peu, c'est là qu'on comprend pourquoi l'homéopathie peut être efficace et qu'elle est en voie d'interdiction en France.

Il faut savoir que la feuille de l'Artemisia annua présente la caractéristique d'être composée d'un ensemble de molécules destinées à fonctionner ensemble, elles sont une et indivisible à l'état naturel. La molécule efficace contre le paludisme est associée à d'autres molécules, de sorte qu'elle demeurera active même si le parasite mutait. Or ce n'est pas le cas des médicaments dans lesquels ne figure plus que la molécule active proprement dite, du coup en l'absence de ces autres molécules le parasite a pu muter et ce médicament est devenu inefficace. Bref, la science avance... à reculons, c'est le progrès !

Cela me fait penser aux combinaisons naturels de molécules que les chercheurs ont cassé, qui lorsqu'elles sont absorbées séparément vont avoir tendance à vouloir se recombiner, et ce qu'il leur manque elles vont aller le puiser dans le corps qui les contient et l'affaiblir, le rendre malade, c'est le cas du riz, du blé, blanchis, dénaturés, amputés, et ce qui te restes a été conçu uniquement pour ne pas te laisser crever de faim, mais pas pour que tu sois en bonne santé.

Commentaires d'internautes.

1- "La devise de Big pharma : "un patient guéri est un client en moins"."

2- "Allez croire que l'industrie pharmaceutique lutte contre les maladies, c'est comme qui dirait croire à des fabricants d'armes qui lutteraient pour la paix !"

3- "Artemisia annua pas autorisée en France , par contre les 11 vaccins de Big pharma eux sont imposés : quelle bande de crapules!"

4- "D'où l'urgence d'avoir un laboratoire pharmaceutique public nationalisé."

5- "Il y a 5 ans, ceux qui en parlaient, étaient traités de complotistes...

L'industrie pharmaceutique, le véritable cancer !"

6- Si on résume l'historique : une plante simple à utilisé juste en tisane soigne à 99% la malaria. L'industrie pharmaceutique préférant le format cachet dans un flacon, dans une boite, dans une pharmacie qui possède une caisse en extrait un composé. Comme c'est un seul composé et non 20 comme dans la plante, la bactérie s'adapte et mute pour devenir résistante. Bravo !

L'histoire n'est pas finie. L'industrie pharma s'emploie à dénigrer, interdire, tuer les promoteurs de la plante / tisane au motif que la bactérie s'est adaptée au composé qu'ils ont extrait et diffusé.

Pour moi il y a des gens à pendre pour crime humanitaire.

7- Les labos ne veulent pas guérir les gens, ils veulent qu'on se soigne à vie avec leurs médicaments !

8- Bill Gates et sa fondation ont fait pression auprès de l'OMS pour développer un vaccin contre le paludisme, plutôt que d'utiliser cette plante qui pourrait sauver des millions de vie. La cupidité de l'Homme est sans fin. Quelle tristesse !

https://youtu.be/Dqzt6yAmdDE

9- Pourquoi l'OMS n'en veut pas?

Parce que la fondation Bill Gates a usé de toute son influence sur cet organisme corrompu pour la faire interdire.

Un grand philanthrope, non? Du moment qu'il a un retour sur investissement...

10- Armoise grande famille de plantes

On y trouve l'estragon l'absinthe et l'armoise

Cette plante sauvage européenne éloigne les parasites, tiques, puces poux, il est urgent de restaurer l'herborisme en France, seul pays européen où ce diplôme n'est pas reconnu suite à une interdiction de Pétain pendant la seconde guerre mondiale

11- Les médecins sont des cons qui ne font pas de parallèle entre un agent infectieux capable de muter et de résister aux médicaments, et un système immunitaire incapable de résister. D'un côté un organisme fonctionnel, et d'un autre un non-fonctionnel. C'est la raison de ce non-fonctionnement qu'il faut chercher, mais comme il n'y a rien à vendre la médecine s'en désintéresse, voire s'y oppose. Il faudrait étudier aussi, et de près, l'hypothèse selon laquelle le système immunitaire aurait l'ordre de ne rien faire, ce qui est pourtant évident surtout que ça concerne des tas de maladie. Le seul malade qui résiste contre sa propre maladie, c'est le médecin.

12- C'est comme l'argent colloïdal, les labos ont tous fait pour l'interdire en interne pour se gaver à vendre leurs antibiotiques.... alors que l'argent colloïdal est naturel

13- Ah le capitalisme... Toujours aussi beau, bon et désintéressé pour le bien de l'humanité...

14- Au Maroc on utilise la tisane comme vermifuge et aussi en cas d'aménorrhées. Elle est très efficace.

15- C'est bien d'avoir un cas documenté de tentative d'homicide par un big Pharma et d'obstruction délibérée à la santé publique. De là on peut en tirer les conséquence pour d'autres pathologies : cancer, hiv, etc

16- Le médecin congolais à la base de ces recherches et de la promotion du traitement à été assassiné il y a quelques jours à Uvira...

LVOG - J'ai trouvé la confirmation ici :

https://www.coupsfrancs.com/ils-ont-finalement-assassine-le-chercheur-africain-qui-a-trouve-le-remede-contre-le-paludisme/

- Le Dr Dieudonné Manenga est connu pour avoir découvert un traitement efficace contre le paludisme. Il a été assassiné par des hommes armés non identifiés, le 16 septembre dernier à son domicile à Uvira (Rep. Dém. Congo)

Rappelons ici qu'il fut depuis la découverte de l'artémisia, la cible des lobbies pharmaceutiques qui voyaient en ce brillant médecin et chercheur une véritable menace pour leurs intérêts. A dire que le jeune chercheur était devenue une "semence dangereuse" pour l'industrie pharmaceutique occidentale qui voyait leur recette en voie de voler en éclat en Afrique, à cause des prouesses scientifiques de cette "épine encombrante". coupsfrancs.com 3 octobre 2019

Vous devez continuer d'avoir peur de votre ombre.

- Coronavirus: la carte du déconfinement s'améliore, les inquiétudes demeurent - AFP 4 mai 2020

- Pénicaud juge "raisonnable" d'envisager un télétravail massif jusque l'été - AFP 4 mai 2020

La ministre du Travail a jugé lundi "raisonnable de dire" que l'on va avoir un télétravail massif jusqu'à l'été et a appelé les partenaires sociaux à négocier rapidement un encadrement de ce mode de travail s'ils le souhaitent. AFP 4 mai 2020

Big Pharma se goinffre.

- Le déconfinement s'accélère en Europe, l'UE lève plus de 7 milliards pour un vaccin - AFP 5 mai 2020

Un précédent.

- Le vaccin contre la grippe H1N1 2009 a causé des lésions cérébrales chez les enfants. Ne laissez pas cela se reproduire par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 04 mai 2020

En 2009, le directeur du NIAID, Anthony Fauci, a soutenu avec fermeté un projet de vaccin contre la grippe H1N1 de plusieurs milliards de dollars

Aujourd'hui, il est un fervent partisan d'un vaccin contre la COVID-19.

Ce qu'il ne reconnaît pas, c'est que le vaccin H1N1 2009 a causé des lésions cérébrales chez les enfants.

Il a été développé par Glaxo Smith Kline qui est aujourd'hui à la pointe de l'initiative du vaccin COVID-19.

Selon l'International Business Times UK dans un rapport de 2014

Les patients ayant subi des dommages cérébraux suite à la prise d'un vaccin contre la grippe porcine vont recevoir des paiements de plusieurs millions de livres de la part du gouvernement britannique.

Le gouvernement devrait recevoir une facture d'environ 60 millions de livres, chacune des 60 victimes devant recevoir environ 1 million de livres.

Peter Todd, un avocat qui a représenté de nombreux demandeurs, a déclaré au Sunday Times :

« Il n'y a jamais eu une affaire comme celle-ci auparavant. Les victimes de ce vaccin sont atteintes d'une maladie incurable qui dure toute la vie et nécessitera une médication importante ».

Suite à l'épidémie de grippe porcine de 2009, environ 60 millions de personnes, pour la plupart des enfants, ont reçu le vaccin.

Il a ensuite été révélé que le vaccin, Pandemrix, peut provoquer une narcolepsie et une cataplexie chez environ une personne sur 16 000, et que de nombreux autres devraient présenter les mêmes symptômes.

Dans toute l'Europe, on sait que plus de 800 enfants ont été rendus malades par le vaccin jusqu'à présent.

La narcolepsie affecte le cycle de sommeil d'une personne, la rendant incapable de dormir pendant plus de 90 minutes à la fois, et l'amenant à perdre conscience pendant la journée. Cette affection endommage les fonctions mentales et la mémoire, et peut entraîner des hallucinations et des maladies mentales. .

Glaxo Smith Kline a participé au développement du vaccin Pandemrix contre la grippe H1N1 :

Le vaccin Pandemrix fabriqué par GlaxoSmithKline (GSK) a été administré à 6 millions de personnes en Grande-Bretagne et à des millions d'autres en Europe pendant la pandémie de grippe porcine de 2009-2010, mais il a été retiré lorsque les médecins ont constaté une augmentation des cas de narcolepsie chez les personnes ayant reçu le vaccin.

En juin, un garçon de 12 ans a reçu 120 000 livres sterling d'un tribunal qui a jugé qu'il avait été gravement handicapé par une narcolepsie causée par Pandemrix. Cette victoire a mis fin à une bataille de trois ans avec le gouvernement qui soutenait que sa maladie n'était pas assez grave pour justifier une indemnisation.

La narcolepsie est un état permanent qui peut provoquer l'endormissement de personnes des dizaines de fois par jour, même lorsqu'elles sont en pleine conversation. Certains souffrent de terreurs nocturnes et d'un problème de contrôle musculaire appelé cataplexie qui peut les conduire à s'effondrer sur place. (Guardian, 25 septembre 2015)

Le point de vue des grandes entreprises pharmaceutiques : Peu importe les enfants… C'était un « dommage collatéral » pour Big Pharma qui a gagné des milliards de dollars en vendant le vaccin H1N1. Par une ironie amère, c'est le gouvernement britannique (plutôt que GSK) qui a payé pour le vaccin

Dommages cérébraux chez les enfants.

Mais les dommages cérébraux documentés au Royaume-Uni et dans l'UE n'étaient que la partie visible de l'iceberg.

Des milliers de personnes sont tombées malades à cause du vaccin H1N1 (cas déclarés et non déclarés)

Lors d'un rare essai sur les effets secondaires présumés du vaccin, les parents affirment que le vaccin contre la grippe H1N1 a tué leur fille de 5 ans.

En 2009, le gouvernement a subi d'importantes pressions pour se procurer le vaccin et l'administrer à grande échelle, mais en même temps, des préoccupations ont été exprimées quant à sa sûreté.

Il a fallu dix ans pour obtenir un jugement. La famille a perdu. GSK a décliné toute responsabilité pour sa mort. Et le gouvernement canadien a remboursé les frais juridiques de GSK.

Si je me souviens bien, beaucoup de gens au Canada sont tombés malades après avoir été vaccinés contre la grippe H1N1.

Les mêmes entreprises qui ont été appelées à retirer leurs vaccins sûrs en 2010 sont à nouveau à l'œuvre.

Les grandes entreprises pharmaceutiques seraient en train de développer un vaccin COVID-19 « sûr » :

Les entreprises pharmaceutiques et les scientifiques du monde entier participent activement à cet appel aux armes, avec au moins cinq vaccins candidats en évaluation clinique et 71 autres en évaluation préclinique clinique, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). (Rapport de CTV, 28 avril 2020)

Le battage médiatique. La campagne de peur du H1N1

En 2009, les médias américains ont été complices de la propagation de la peur et des mensonges (et ils le font encore en ce qui concerne COVID-19).

Le battage médiatique a contribué à soutenir le vaccin contre la grippe H1N1 des grandes entreprises pharmaceutiques, tout comme l'administration Obama. Il s'agissait d'une escroquerie de plusieurs milliards de dollars :

« La grippe porcine pourrait frapper jusqu'à 40 % des Étasuniens au cours des deux prochaines années et plusieurs centaines de milliers de personnes pourraient mourir si une campagne de vaccination et d'autres mesures ne sont pas couronnées de succès ». (Déclaration officielle de l'administration Obama, Associated Press, 24 juillet 2009).

« Les États-Unis s'attendent à disposer de 160 millions de doses de vaccin contre la grippe porcine en octobre », (Associated Press, 23 juillet 2009)

Les pays les plus riches, comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, paieront un peu moins de 10 dollars par dose [de vaccin contre la grippe H1N1]. … Les pays en développement paieront un prix plus bas ». [environ 40 milliards de dollars pour les grandes entreprises pharmaceutiques] (Business Week, juillet 2009)

Mais la pandémie de grippe H1N1 n'a jamais eu lieu.

La pandémie de grippe H1N1 était une escroquerie approuvée par le CDC et le NIAID dirigé par le Dr Fauci

Il n'y a pas eu de pandémie affectant 2 milliards de personnes…

Des millions de doses de vaccin contre la grippe porcine avaient été commandées par les gouvernements nationaux à Big Pharma. Des millions de doses de vaccin ont ensuite été détruites : une aubaine financière pour Big Pharma, une crise de dépenses pour les gouvernements nationaux.

Aucune enquête n'a été menée pour déterminer qui était derrière cette fraude de plusieurs milliards.

Plusieurs critiques ont déclaré que la pandémie de H1N1 était « fausse ».

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui veille au respect des droits de l'homme, enquête publiquement sur les motifs qui ont poussé l'OMS à déclarer une pandémie. En effet, le président de son influent comité de santé, l'épidémiologiste Wolfgang Wodarg, a déclaré que la « fausse pandémie » est « l'un des plus grands scandales médicaux du siècle ». (Forbes, 10 février 2010)

Selon le British Medical Journal :

La gestion de la pandémie de grippe porcine par l'Organisation mondiale de la santé a été profondément entachée par le secret et les conflits d'intérêts avec les sociétés pharmaceutiques, a déclaré vendredi un journal médical de premier plan.

Le British Medical Journal, ou BMJ, a constaté que les directives de l'OMS sur l'utilisation des médicaments antiviraux ont été préparées par des experts qui avaient reçu des honoraires de consultation des deux principaux fabricants de ces médicaments, Roche et GlaxoSmithKline, ou GSK.

En violation apparente de ses propres règles, l'OMS n'a pas révélé publiquement ces conflits lors de l'élaboration des lignes directrices en 2004, selon le rapport, rédigé conjointement par le Bureau of Investigative Journalism, un organisme à but non lucratif basé à Londres.

Les conseils de l'OMS ont conduit les gouvernements du monde entier à stocker de grandes quantités d'antiviraux, et sa décision de déclarer une pandémie en juin 2009 a déclenché l'achat de vaccins fabriqués à la hâte pour une valeur de plusieurs milliards de dollars.

Une grande partie de ces stocks sont restés inutilisés car la pandémie s'est avérée bien moins mortelle que ne le craignaient certains experts, ce qui alimente les soupçons selon lesquels les grandes sociétés pharmaceutiques ont exercé une influence indue sur les décisions de l'OMS.

Le rapport révèle également qu'au moins un expert du « comité d'urgence » secret de 16 membres formé l'année dernière pour conseiller l'OMS sur la question de savoir si et quand déclarer une pandémie a reçu un paiement de GSK en 2009.

L'annonce que la grippe porcine était devenue une pandémie mondiale a automatiquement déclenché des contrats latents pour la fabrication de vaccins avec une demi-douzaine de grandes entreprises pharmaceutiques, dont GSK. L'OMS a refusé d'identifier les membres du comité, arguant qu'ils doivent être protégés des pressions de l'industrie. « La crédibilité de l'OMS a été gravement mise à mal », a déclaré la rédactrice en chef du BMJ, Fiona Godlee, dans un éditorial. AFP 4 juin 2010 (c'est nous qui soulignons) Mondialisation.ca, 04 mai 2020

« ***Gouverner, c'est faire croire*** » a écrit Machiavel.

- Le grand simulacre par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 04 mai 2020

« Gouverner, c'est faire croire » a écrit Machiavel. C'est clairement tout ce que notre société a retenu de ce grand penseur, bien qu'il ait surtout été un grand amoureux de la liberté. Selon lui, pour être autonomes, nous devons vivre dans un État libre, c'est-à-dire un État, lui-même libre, où la liberté de chacun se mesure à l'aune de la liberté de tous. (Ce qui ne veut absolument rien dire, car il ne peut exister d'Etat libre, soit il est inféodé à la classe dominante ou qui détient le pouvoir économique, soit il n'aurait aucune raison d'exister dès lors que les classes sociales auraient disparu. Ce sont les rapports sociaux qui déterminent la nature (de classe) de l'Etat selon la classe qui détient le pouvoir, ce qui valait aussi pour les Etats où le capitalisme avait été exproprié, par exemple l'URSS, la Chine ou Cuba, où la caste bureaucratique au pouvoir régnait pour le compte du capitalisme mondiale dont leur existence dépendait... - LVOG)

De fait, toute la société occidentale repose sur le faux-semblant, la capacité de « faire croire ». Naître dans une telle société est hautement perturbant et déstabilisant car un enfant fait naturellement confiance aux adultes qui l'entourent et quand il s'aperçoit que leurs actes sont loin de correspondre à leurs paroles, il se retrouve coincé dans un double-bind. Ou il « trahit » ceux dont il dépend en les démasquant comme des menteurs, des tricheurs, des hypocrites, ou il se trahit lui-même en niant ses perceptions. L'issue de ce combat destructeur dépend de la confiance que l'enfant a en lui-même, et la plupart décident évidemment de s'aveugler au prix de leur équilibre mental. Par la suite, la majorité d'entre eux trompent à leur tour, « en toute bonne foi » les enfants dont ils ont la charge.

(LVOG - En effet, toute notre éducation repose sur une hypocrisie que l'école met en musique en formatant les esprits pour qu'ils servent plus tard docilement le régime. On s'aveugle soi-même pour s'intégrer dans la société, et au mieux on passera le restant de nos jours à essayer d'y voir clair, en souhaitant à chacun d'y parvenir le plus tôt possible pour combattre la capitalisme et le régime en place.)

« Faire croire » que notre régime est démocratique

Un des plus gros mensonges sur lequel repose notre société est évidemment l'affirmation selon laquelle nous serions le « monde libre » pendant que la plupart des autres pays du monde seraient des « dictatures ». Des pays parfois plus démocratiques que les nôtres, au sens où le peuple y a davantage de pouvoir et/ou y est plus écouté, sont ainsi calomniés de la sorte pour, tout à la fois, servir de contre-exemple, nous « faire croire » que nous avons beaucoup de chance et saper leur influence ou leur développement (Chine, Russie, Iran) et/ou leur voler leurs ressources (Libye, Syrie, Palestine).

(LVOG - Au lieu de parler à tort et à travers de démocratie, on ferait mieux d'évoquer l'indispensable nécessité pour les capitalistes de parvenir à un équilibre entre les classes, qui rend tolérable l'exploitation et sa domination de classe. Cet exercice est si périlleux, que pour maintenir cet équilibre précaire les capitalistes doivent recourir à l'appareil judiciaire et répressif de l'Etat pour le faire respecter par les exploités. Le régime en place est le produit à un moment donné à la fois, du rapport de forces qui existe entre les classes tel qu'il est issu de la lutte de classe du passé, mais aussi du présent, ce qu'on a fâcheusement tendance à oublier, et du stade auquel est parvenu le développement économique (ou la crise économique) qui s'inscrit dans un cycle du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant. Le régime en place à l'échelle planétaire est une dictature exercée par la classe des capitalistes sur l'ensemble des classes exploitées et opprimées, selon des modalités économiques et politiques qui tiennent à l'histoire de chaque pays ou peuple ou qui ont été influencées par le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale.)

Le Venezuela a le malheur de cocher toutes les cases et il est donc l'objet de sanctions, de tentatives de coup d'état, de sabotages fomentés de l'intérieur par la droite extrême et de l'extérieur par les États-Unis. Sans le soutien de son peuple et de la Russie, Maduro aurait été renversé depuis longtemps et le pétrole pillé par son puissant voisin du nord. Or le Venezuela, malgré les attaques crapuleuses qu'il subit, fait tellement mieux que nous dans la lutte contre le coronavirus, avec l'aide de Cuba, que

l'ONU vient de lui demander l'autorisation d'étudier sa stratégie de suppression de la pandémie pour la reproduire dans d'autres pays. (Si je ne me trompe pas, le Venezuela est demeuré l'un des principaux fournisseur en pétrole des Etats-Unis, mais il est politiquement incorrect de le rappeler, notamment. - LVOG)

« Depuis le début de la pandémie jusqu'au 1er mai 2020, et malgré le redoublement des sanctions états-uniennes qui l'empêchent d'acheter l'ensemble du matériel médical nécessaire, le Venezuela a limité à 10 le nombre de décès (soit un taux de 0,3 par million d'habitant(e)s), et à 335 le nombre de personnes infectées (avec un taux de guérison de 43% parmi ces patient(e)s qui sont aussitôt pris en charge gratuitement). Pour consulter les chiffres du Covid-19 au Venezuela et dans le monde, l'OMS a mis en ligne une carte en temps réel ».

Naturellement, les Etats-Unis ne se sont pas contentés de priver le Venezuela de médicaments et de vivres. En pleine crise du Covid-19, ils ont envoyé une armada dans la mer des Caraïbes. C'est le plus grand déploiement militaire américain dans la région depuis 1989 et l'arrestation de Norriega. Cette fois c'est le président vénézuélien Nicolas Maduro qui est accusé de narco-trafic. Tout cela avec le soutien de l'UE, qui est de tous les mauvais coups.

Attendez-vous à ce que les médias dominants, qui ne peuvent plus maintenant dissimuler le succès du Venezuela, l'attribuent au fait que le pays est une dictature, comme ils l'ont fait pour la Chine, et, qui plus est, mafieuse !

Faire croire aux droits humains et au devoir d'ingérence humanitaire

La Déclaration universelle des droits de l'homme a été promulguée en 1948.

« Selon ce concept, tout être humain — en tant que tel et indépendamment de sa condition sociale — a des droits « inhérents à sa personne, inaliénables et sacrés » et donc opposables en toutes circonstances à la société et au pouvoir » (Wikipedia).

Rien de plus noble en apparence que ce concept, mais comme, dans l'état, il ne nous servait pas à grand'chose, nous l'avons complété par le droit d' «ingérence humanitaire », plus opérationnel.

(LVOG - Détrompez-vous, l'auteur de cet article est de mauvaise foi ici, car au même moment l'ONU entérinait la partition, et donc la liquidation de la Palestine. Cette déclaration a servi à la cautionner. On ne peut donc pas affirmer qu'elle servirait à rien, c'est induire les lecteurs en erreur. Pour ainsi dire dans ce genre d'articles, c'est chaque paragraphe qu'il faudrait corriger pour rétablir la vérité.)

« L'expression a été inventée à la fin des années 1980 par Bernard Kouchner, fondateur de Médecins sans frontières et homme politique, et par Mario Bettati, professeur de droit international public. Selon eux, certaines situations d'urgence peuvent justifier moralement un « devoir d'ingérence » dans les affaires d'un Etat, remettant ainsi en cause le principe de souveraineté des Etats ».

(LVOG - Quand la satisfaction des besoins du capitalisme en crise devient urgente ou impérieuse, les principes, le droit, les traités ou conventions, la paix et les bonnes intentions, volent en éclats. Cela signifie qu'ils existaient uniquement pour que la classe des capitalistes puissent continuer d'exercer sa domination de classe, ce qui nous renvoie à la notion d'équilibre abordée plus loin.)

Nous étions donc fin prêts lorsque George W. Bush a déclaré, après les attentats de 2001 :

« « Cela va être une bataille monumentale du bien contre le mal, mais le bien l'emportera » ».

Depuis nous « faisons croire » que toutes les agressions militaires de l'OTAN, sous commandement étasunien, sont motivées par ce noble objectif. En ont fait les frais, entre autres, la République fédérale de Yougoslavie, en 1999, un état européen allié mais qui avait le tort d'être « socialiste » et de constituer « un obstacle au triomphe planétaire de l'économie de marché », la Libye pour l'empêcher de créer une monnaie africaine et lui voler son pétrole et son or, et la Syrie avec moins de succès du fait du veto de la Russie.

Nous avons atteint les sommets de l'hypocrisie, nous ne pouvons qu'être fiers de nous. Notre aveuglement sur nous-mêmes n'a d'égal que la malhonnêteté et la cruauté avec lesquelles nous traitons les pays qui ne font pas partie de la « Communauté internationale », une autre tartufferie, puisque cette communauté ne comprend que les États-Unis et leurs satellites, dont l'UE.

(LVOG - L'hypocrisie atteint également des sommets quand on idéalise des Etats qui continuent d'exploiter et d'opprimer leur peuple, ce qui n'est pas sans conséquences. Car c'est l'un des aspects de la situation que les idéologues de l'oligarchie vont pouvoir exploiter ou instrumentaliser au détriment du socialisme. Car ces Etats sont en proie à des contradictions, qui les conduisent à s'accommoder d'injustices sociales et à réprimer ceux qui s'y opposent, "*la malhonnêteté et la cruauté*" consiste aussi à le minimiser ou à le nier, à faire croire que ces Etats seraient des modèles de société, alors que ce n'est pas du tout le cas. A défaut

de rompre avec le capitalisme, on arrive à s'en accommoder, et à lui trouver des vertus merveilleuses au détriment des conditions des exploitées qui demeurent les mêmes. A force de croire à cette tromperie, on finit par croire que les peuples ne mériteraient pas mieux...)

Faire croire à l'État de droit

« Un État de droit est un système institutionnel dans lequel la puissance publique est soumise au droit. Il est fondé sur le principe essentiel du respect ses normes juridiques (ou « primauté du droit »), chacun étant soumis au même droit, que ce soit l'individu ou bien la puissance publique. Il est donc possible pour un particulier de contester les actions de l'État ou d'un dirigeant politique s'il les considère comme illégales ».

(LVOG - Foutaise, le droit est le produit des rapports sociaux établis. Il est tributaire des inégalités entre les classes qui constituent les fondements du capitalisme. Il incarne ces inégalités dont il peut s'employer à atténuer les conséquences sans jamais les remettre en cause ou en "*contester*" l'existence. Voilà pour les limites du droit qui tient lieu de fétiche à ceux dont le capitalisme est l'horizon indépassable.)

Ce serait génial si tous les pays l'appliquaient mais malheureusement ce n'est pas le cas, et là aussi nous somme à la pointe du progrès, grâce aux États-Unis qui se servent de la loi et du droit quand ça les arrange, pour mettre à terre leurs amis et leurs ennemis, et qui s'en exemptent quand ça les arrange.

(LVOG - Il est frustré, ils ne l'ont pas consulté avant ! L'orientation politique des intellectuels petits bourgeois acquis au capitalisme est bien résumée ici. Elle repose sur des abstractions, des illusions, des hypothèses ou des conditions sans consistance ou que la réalité balaie d'un geste méprisant somme toute justifié. Peu importe, ils continuent d'y croire à défaut d'avoir la volonté de rompre avec le capitalisme. Finalement l'auteur de cet article s'emploie aussi à nous faire croire que le monde serait merveilleux si miraculeusement il était autrement. Autrement dit, il recourt à la même méthode hypocritement ou par ignorance pour se donner bonne conscience et nous tromper, désolé, mais on vous a démasqué.

En le lisant, il me fit penser à tous ces gens qui sont prompts à discerner la brindille qui dans les yeux des autres les empêche de voir la réalité en face, et qui ne voit pas la poutre qu'ils ont devant les leurs, de sorte que la réalité leur apparaît déformée. C'est banal, direz-vous peut-être, certes, mais la manière dont cela peut être présenté peut être bien emballé ou très sophistiqué, de sorte que plus d'un s'y laissera prendre, d'où l'intérêt de décrypter ce genre de discours alambiqués que l'on rencontre quotidiennement. Une fois qu'on a bien compris comment cela fonctionnait, on est vacciné pour toujours, car quel que soit le masque ou la mutation rhétorique qu'empruntera un auteur, il ne pourra s'empêcher de recourir aux mêmes procédés éculés, bref, la nature revient au galop et il n'y peut rien.)

Ils se sont dotés, à travers l'extraterritorialité du droit américain, d'un « puissant instrument de prédation », selon l'expression de Jean-Jacques Urvoas, souvent assorti de corruption et de chantage car ils ne reculent devant rien. Hervé Juvin écrivait en 2016 :

« L'application extra-territoriale du droit américain a détruit des entreprises françaises (Alcatel et Alstom notamment), elle a permis d'extorquer des milliards d'euros à des entreprises européennes. Elle s'apprête à attaquer Sanofi, Airbus, Safran et bien d'autres. Elle a pour prétexte la lutte anti-corruption, le respect des embargos américains, le combat anti-terroriste, pour objectif affiché l'efficacité économique, la moralisation des affaires, l'établissement des conditions d'une concurrence libre, ouverte et équitable partout dans le monde ».

Evidemment, plus c'est immoral et inique, plus on s'abrite derrière la morale :

« Ce dispositif à prétention universel s'accompagne d'un affichage moral, toujours précédé de campagnes de presse appuyées par des Fondations et des ONGs mobilisées dans un but de légitimation. »

Le cas d'Alstom est particulièrement exemplaire, car les États-Unis ont été jusqu'à emprisonner, sans charges, le patron d'une filiale, Frédéric Pierucci, pour faire pression sur Alstom. Alstom est une entreprise stratégique qui produit les turbines de nos centrales nucléaires, de sorte que désormais les États-Unis peuvent couper l'électricité de la France à tout moment.
Notre gouvernement compradore de l'époque, dont Macron était ministre des finances, a « trahi » la France selon Arnaud Montebourg. Mais bizarrement aucun parti politique n'a jugé utile d'invoquer l'article 68 de la Constitution française pour déclencher la procédure de destitution du président de la République.

(LVOG - Cela n'a rien de plus bizarre que prendre Montebourg pour référence ou s'apitoyer sur le sort de Pierucci... et de la France, c'est du même tonneau monsieur l'opportuniste!)

Faire croire à la « protection » des populations et au souci du « bien commun »

La crise sanitaire que nous vivons aura au moins eu le mérite de mettre en lumière certaines des pires hypocrisies de nos

sociétés. Notamment la fiction que ce sont nos dirigeants nationaux qui nous gouvernent et qu'ils le font pour notre bien.

(LVOG - Vos "*dirigeants nationaux*", voilà qui n'est pas une fiction perdue pour tout le monde, représentent ceux qui gouvernent ou détiennent le pouvoir, d'où la nécessité de les combattre ensemble. De la même manière qu'on ne peut pas séparer le combat contre l'oligarchie et le capitalisme, ainsi que ses institutions.)

Big Pharma

L'histoire de la Chloroquine est emblématique à ce sujet. Il est clair que ce n'est pas Macron qui dirige, tout Napoléon qu'il se prétende, ce sont les multinationales. Comme chacun sait, la France et le Canada ont interdit la chloroquine alors qu'elle est utilisée presque partout ailleurs. On sait que les laboratoires pharmaceutiques ne veulent pas de la chloroquine contre le virus, parce qu'ils veulent imposer soit un médicament nouveau et cher comme le Remdesivir, soit un nouveau vaccin.

Par contre, big Pharma a imposé la chloroquine contre le paludisme il y a des dizaines d'années, alors que, pour prévenir et guérir le paludisme, il existe une plante, beaucoup plus efficace, sans effet secondaire et bien moins chère, l'Artémisia. Mais la chloroquine, dans ce cas, est rentable pour les labos. Ce documentaire de France 24 l'explique très bien. On découvre aussi que l'OMS, qui ne veut pas de l'Artémisia et qui promeut la médication chimique et la vaccination tous azimut, est aujourd'hui financée à 80 % par des intérêts privés.

C'est Pasteur qui a donné ses lettres de noblesse à la vaccination. Un article fort intéressant de Karen Selick relate le combat de Pasteur contre Béchamp. Ils avaient deux approches opposées de la maladie, celle de Pasteur se fondait sur l'éradication du germe et celle de Béchamp privilégiait le renforcement des défenses immunitaires. Pour ce dernier, « le virus n'est rien, le terrain est tout ». Malheureusement pour nous, mais heureusement pour Big pharma, c'est Pasteur qui était « habile à s'auto-promouvoir » qui a gagné.

(LVOG - C'est le même combat entre l'allopathie et l'homéopathie.)

Le complexe militaro-industriel

En France les médias de masse font l'omerta sur les guerres que la France mène un peu partout dans le monde, au profit des multinationales françaises (Areva au Sahel) ou étasuniennes. Eux qui ne manquent pas de relever le moindre pas de côté de la Chine, sont restés muets sur l'illégalité des frappes d'avril 2018 en Syrie. Ils ne trouvent pas davantage nécessaire d'apprendre aux Français que la France est accusée par l'ONU d'être complice de crimes de guerre au Yémen.

(LVOG - Vous ne voudriez tout de même pas que les "*les médias de masse*" servent à autres choses. Cette illusion est désastreuse.)

Depuis les manifestations contre la loi travail sous Hollande, l'État français fait aussi la guerre à son peuple. La répression des manifestants, par une police de mieux en mieux armée, a engendré des actions militantes contre des usines de fabrication d'armes du maintien de l'ordre. Malheureusement, il n'y a pas de mouvement populaire contre les opérations de la France à l'étranger, pourtant souvent illégales et toujours très coûteuses, et le complexe militaro-industriel peut continuer de s'enrichir sans problème à coup de marchés publics.

(LVOG - Au lieu de s'apitoyer sur notre triste sort, on ferait mieux de chercher à comprendre comment on a pu en arriver là. Mais apparemment personne n'y tient vraiment.)

Les banques

Chaque crise conforte et augmente le pouvoir des banques. L'État ne peut pas se permettre de les laisser tomber :

« Tout simplement parce que leur chute signifierait la révolution dans les 48h », comme l'explique In absentia. Si bien que l'État en sera « réduit à emprunter autant que nécessaire pour les maintenir à flot, avec l'aide de la BCE qui continuera à imprimer tant et plus de fausse monnaie quitte à ce que l'euro perde 40% ou 50% de sa valeur » (plus on injecte de monnaie, plus ça la dévalue).

(LVOG - L'euro ne fait qu'imiter la voie déjà empruntée par le dollar...)

Résultat des courses :

« Repousser l'effondrement mondial du système néolibéral ne sera possible qu'au prix de vous ruiner, littéralement. Je ne parle pas de prélever un petit impôt covid, non, je parle de vous amputer de 50% de vos avoirs et de diviser vos revenus à venir par deux. »

Et in Absentia de conclure :

« C'est sûr qu'après ça, on sera concurrentiels, avec des revenus à peine supérieurs à ceux d'un pays sous-développé, et un prix de la vie qui aura doublé. À côté de ça, la situation dans laquelle la Troïka avait laissé la Grèce vous paraîtra presque enviable. Le monde d'après, ce sera l'esclavage, et la dictature à tous les étages, histoire de parer à toute velléité de rébellion ».

(LVOG - C'est effectivement ce qui nous pend au nez, mais il faudra relativiser cette situation aussi longtemps que la majorité disposera d'un niveau de vie supérieur au reste de la population dans chaque pays ou au regard de la situation dans le reste du monde. Que ce soit une concession accordée par l'oligarchie pour maintenir la paix sociale ou l'équilibre politique des régimes en place ne sera pas sans conséquence sur le développement de la lutte des classes et la nature de ces régimes tendant toujours plus vers le totalitarisme.)

Faire croire que la « transition écologique » est compatible avec le système capitaliste

La notion de transition écologique a désormais remplacé celles de croissance verte et de développement durable.

Dominique Bourg dans une interview portant sur son livre Transition écologique, plutôt que développement durable règle son compte au développement durable. Mais, s'il milite pour une 6ième République, il ne mentionne pas une seule fois le système capitaliste.

Simon Charbonneau, lui, fustige tout à la fois :

« Développement durable », « transition », « croissance verte », « économie circulaire », etc., autant d'exercices rhétoriques pénibles qui ne sont que des mensonges au regard de la tragédie en cours que devrait vivre consciemment l'humanité qui, chaque jour, travaille à sceller son destin ».

Et il rend l'oligarchie responsable de cette catastrophe :

« Les grands défis auxquels nous devons faire face, parmi lesquels se situent en tout premier lieu la catastrophe écologique en cours, ne sont pas relevés par l'oligarchie, bien au contraire, puisque cette dernière travaille tous les jours à les aggraver tout en prétendant les résoudre!»

Mais lui non plus ne semble pas remettre en question le système capitaliste.

(LVOG - Dominique Muselet non plus, mais il ne s'en est pas encore aperçu ! Vous voyez à quel point notre méthode pour décrypter ce genre d'articles peut être efficace. On ne s'en laisse pas compter par la première déclaration venue quand tout le reste la contredit. Tenez, lisez, il en fait immédiatement la démonstration.)

On est donc un peu surpris de voir la CGT se lancer dans le même combat à la suite de Greenpeace. Dans un article intitulé, Austérité (rebaptisée sobriété), dogme vert, chômage et décroissance : triste 1er mai ! Pierre Lévy nous informe que :

(Le voilà "*surpris*" que la CGT partage le combat d'une officine de l'oligarchie !)

« La direction confédérale de la CGT a « co-signé avec deux douzaines d'organisations, dont… Greenpeace, un appel titré, là aussi de manière bizarre «1er-Mai : « plus jamais ça »», qui met en cause «les dérèglements du capitalisme néolibéral et productiviste ainsi que les dysfonctionnements de l'actuelle gouvernance mondiale ».

« Désormais, s'indigne Pierre Lévy, elle souscrit à un manifeste qui se contente de critiquer… les «dérèglements» du premier, et les «dysfonctionnements» du second… Tout cela pour «affronter ensemble les urgences écologiques, sociales et démocratiques». ?? Voilà enfin une revendication facile à satisfaire : le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, vient de marteler la même chose : il faut «faire de la France une économie décarbonée» car «ce serait une erreur historique de bâtir une relance bâclée avec les énergies fossiles». C'est exactement la bataille que mène la Commission … Et comme le hasard fait décidément bien les choses, le jour même où le texte «1er-Mai : plus jamais ça» était publié, un autre texte paraissait en Allemagne avec précisément la même exigence. Les signataires en sont… une soixante de patrons des plus grosses entreprises, parmi lesquels des amis bien connus de la classe ouvrière : Thyssen-Krupp, Bayer-Monsanto, Allianz ou Deutsche Telekom. …

Ecologie, «sobriété» et décroissance, un si beau consensus… Merci patron ! On a connu 1er Mai plus conquérant. »

La « sobriété » fait en effet florès. Simon Charbonneau dans un article intitulé Austérité imposée et sobriété volontaire, la justifie ainsi :

« On peut estimer opportune l'austérité imposée par l'implosion de la croissance dans la mesure où sa contrainte encouragera nécessairement les démarches de sobriété volontaire au niveau individuel comme collectif. »

Autrement dit, à force d'être contraint à l'austérité, les populations seront trop heureuses de pratiquer la sobriété volontaire. Là encore, aucune remise en cause du système établi, même pas de la dette dont la plus grande partie est pourtant illégitime.

(LVOG - Pourquoi devrait-on attendre des philistins qui se sont fondus dans le "*système établi*", qui en sont le produit, qui s'emploie quotidiennement à le légitimer, qu'ils le remettent en cause ? Encore une fois, l'auteur s'emploie à vouloir nous faire croire que ce serait possible, il agit donc inconsciemment en agent du régime.)

Même Emmanuel Todd, pourtant un esprit libre prompt à déceler les arnaques et autres simulacres, embrasse avec enthousiasme la sobriété heureuse :

(LVOG - Emmanuel Todd un "*esprit libre*", où a-t-il vu cela ? Encore une vue de l'esprit !)

« Mais l'idée d'une écologie qui s'intégrerait à la nouvelle morale, explicite, de sobriété aurait quelque chose de merveilleux. Il faut définir une écologique démocratique. La sortie de l'euro va nous libérer mais il y aura après une phase dure quoi qu'il arrive. Dans un tel contexte, la notion morale de sobriété permettrait l'éclosion d'une écologie d'un genre nouveau, qui répartirait sur toutes les catégories sociales les efforts à faire. »

(LVOG - Et qui c'est qui serait chargé d'établir cette répétition ? Vous connaissez la réponse.)

Faire croire que le virus covid-19 est dangereux

Jean-Dominique Michel, dans une vidéo virale du 26 avril, exprime, avec verve, une position proche de celle du professeur Raoult :

« D'après ce qu'on sait aujourd'hui, les caractéristiques de l'épidémie de Covid-19, en termes de contagiosité, de dangerosité et de létalité sont exactement les mêmes que les épidémies d'influenza qu'on a année après année. Mais depuis le début on a un traitement médiatique halluciné qui en fait une catastrophe planétaire… Ils disent : heureusement qu'on a confiné alors que c'est l'inverse qu'il aurait fallu faire, il fallait dépister et surtout pas confiner … Les morts sont des morts politiques, conséquence d'une politique sanitaire imbécile et létale. Ils disent : regardez comme le virus est dangereux ! On marche sur la tête, on a atteint un degré incroyable de malhonnêteté et de perversité ».

Pour lui, si on peut comprendre que les gouvernements qui n'étaient pas prêts (ceux qui étaient prêts n'ont pas confiné) aient pris au départ de mauvaises décisions, mais on ne comprend pas que, les faits leur donnant tort, ils s'enferment dans un « déni de réalité », au lieu de « corriger le tir ». Selon lui,

« la désinformation et la propagande tiennent lieu de politique publique dans nos pays » et « l'essentiel de la production scientifique est falsifié » parce que « les revues appartiennent à l'industrie pharmaceutique ».

Il s'indigne de ce que « les vrais facteurs de risque : la pollution, la mal bouffe, le stress et la sédentarité » soient ignorés alors qu'ils sont à l'origine des décès du covid-19. Pour lui, tout cela est :

« révélateur de la nocivité systémique d'une civilisation qui privilégie les intérêts privés au bien de la population et du déni d'humanité d'une administration rabougrie ».

(LVOG - Comme s'il suffirait de changer d'administrateurs ou le personnel des institutions pour que cela change quoi que soit, balivernes quand on refuse d'envisager un changement de régime.)

Où trouver de l'aide ?

En l'absence d'une véritable opposition politique et/ou syndicale au règne des propriétaires privés capitalistes des moyens de production qui, pour mieux s'approprier toute la richesse que nous produisons par notre travail, veulent nous réduire en esclavage, qui va donc nous défendre ?

(LVOG - Là il a eu un instant de lucidité qui malheureusement va rapidement s'estomper ou aura été inutile. Effectivement, c'est la clé de la situation l'absence "*d'une véritable opposition politique et/ou syndicale au règne des propriétaires privés capitalistes des moyens de production*", bien qu'il existe des partis qui revendiquent cette opposition, mais ils se sont trop fourvoyés ou corrompus pour faire offices de pôles de regroupement des masses ou tout du moins de leurs éléments les plus avancés. Du coup, comme un naufragé perdu en pleine mer, il va se raccrocher désespérément à la planche pourrie du droit et couler avec.

Peut-être les tribunaux :

« Un tribunal d'arrondissement de Prague a redonné aux Tchèques une plus grande liberté. Le tribunal a décidé il y a quelques jours que les restrictions de sortie à cause du Corona ne reposaient pas sur une base juridique suffisante et étaient donc inadmissibles.

(LVOG - Tout simplement parce la situation économique ne permettait pas de faire autrement, car en dernier lieu c'est ce facteur qui pèse sur les mesures adoptées par les représentants du capitalisme dont fait partie la magistrature.)

En Israël, un tribunal a décidé que la surveillance des téléphones portables des patients atteints de virus doit être arrêtée en raison de l'absence de base juridique.

(LVOG - Que cela ne tienne, d'ici peu le gouvernement israélien va s'atteler à combler cette "*absence de base juridique*" et cet argument tombera à l'eau, comme tous ceux ou presque que contient cet article.)

En Bavière, l'interdiction de vente des grands magasins a été déclarée inconstitutionnelle par la cour. »

(LVOG - Parce que la concurrence libre et non faussée concerne aussi les rapports économiques dans chaque pays et pas seulement entre les pays de l'UE. Les patrons des grands magasins ont plaidé leur cause auprès des juges et ils ont été entendus, voilà tout. En France c'est pire, comme toujours de nos jours, ils n'ont pas eu besoin de réclamer quoi que ce soit, Macron y a pourvu d'office.)

Pour conclure, avez-vous remarqué que plus quelqu'un met en avant quelque « valeur » que ce soit, moins il l'applique lui-même ? Avez-vous remarqué que les états moins puissants, et donc plus en butte aux critiques, sont aussi les moins menteurs ? Avez-vous remarqué que le mot « effectivement » revient à chaque phrase dans la bouche de gens qui ne font que nourrir la psychose, à longueur de journée, à la TV ; des gens pour qui il n'y a absolument rien d'effectif, rien de concret, ni les morts en Ehpad, ni les dommages collatéraux, ni le confinement, ni les amendes, ni rien, parce que leur statut les protège de tout ?

(LVOG - On vit dans un monde où l'imposture et le nihilisme sont élevés au rang de principes chez ceux qui nous gouvernent et leurs armées de larbins, chez ceux qui détiennent le pouvoir, et cela dans absolument tous les domaines. Donc si c'était pour nous dire cela, nous voilà bien avancés, merci on le savait déjà depuis longtemps.

La plupart des lecteurs se reconnaissent dans ce genre de discours démagogique, parce qu'ils y trouvent ce qu'ils avaient envie d'entendre, et peu importe qu'ils soient inconsistants. L'essentiel pour eux, c'est de constater qu'ils ne sont pas les seuls à penser la même chose, même si cela ne leur sert à rien, hormis perdre leur temps, et peut-être rasséréner leur bonne conscience parfois ébranlée par la cruauté du capitalisme par crainte qu'elle les atteigne un jour.

On vit dans un monde épouvantable, mais hélas mon bon monsieur on n'y peut rien, et la vie continue sans que cela les perturbent plus que cela, c'est une manière comme un autre de tout justifier inconsciemment le plus souvent et de s'en accommoder finalement, ils ne sont pas à une incohérence ou à une contradiction près.

La pire illusion, je crois que c'est encore de vouloir se faire passer pour ce qu'on n'est pas. C'est vouloir faire croire qu'on serait différent de ceux que l'on critique, alors qu'en réalité on leur ressemble sur l'essentiel pour ne pas dire en tout points. J'avoue prendre un malin plaisir à les démasquer. Je regrette seulement que mes lecteurs n'en profitent pas pour me témoigner leur soutien ou n'envisagent de faire quelque chose ensemble.)

Haut de page

Le 4 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

Hier soir j'ai regardé *L'homme qui en savait trop* d'Alfred Hitchcock, c'est d'actualité ou cela nous concerne directement.

Le mouvement ouvrier s'est vautré dans le corporatisme le plus immonde qui soit, vous ne voudriez tout de même pas qu'on chante ses louanges, de quoi on aurait l'air, franchement ?

Ici, ce lundi 4 mai 2020, la vie a repris son cours comme avant ou presque, sans masque surtout.

Dans quelques semaines ou mois, on s'apercevra que finalement cela n'avait été qu'une épidémie bénigne ayant causé beaucoup moins de morts dans le monde que le virus de la grippe, qui laisse indifférent en temps normal autorités et populations.

Son instrumentalisation aura permis de faire davantage de victimes dans les pays dominants de manière à neutraliser la lutte de classes, sans avoir réellement besoin de le justifier, puisque la totalité des acteurs politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche l'auront acceptée en réalisant un consensus que l'on croyait jusque là inimaginable, confirmant que le mouvement ouvrier tel qu'il existe depuis le milieu du XXe siècle (ou bien avant) ne peut plus servir à l'émancipation du capital ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ils s'étaient assignés deux objectifs : neutraliser la lutte de classes et mater les classes moyennes.

Pourquoi ont-ils visé l'Italie, la France, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis principalement? Parce que c'est dans ces pays-là que, même frelatée, la tradition de la lutte de classe s'est perpétuée jusqu'à nos jours, hormis les Etats-Unis où le mouvement ouvrier a quasiment disparu, et parce que ce sont ces pays-là qui comportent la classe moyenne la plus nombreuse ramenée au nombre d'habitants et la plus riche, qu'il faut réduire et appauvrir. Si l'Allemagne a été épargnée, c'est parce qu'elle remplit déjà le rôle de gendarme de l'Europe pour le compte de l'oligarchie anglo-saxonne à laquelle elle est liée historiquement depuis au moins le XVIIe siècle, et le mouvement ouvrier ne s'est jamais remis après avoir opté pour le fascisme et la guerre au détriment du socialisme.

Le 1er mai Macron avait de quoi savourer sur un air narquois le confinement du mouvement ouvrier, en déclarant :"*nous retrouverons dès que possible les 1er mai joyeux, chamailleurs qui font notre nation*" (AFP), sachant à quoi s'en tenir sur ses "*partenaires sociaux*" ou complices acquis à son idéologie ou au régime en marche vers le totalitarisme.

Taux de mortalité : 0,0005%, une gigantesque pandémie !

Reuters - La Corée du Sud compte quelque 52 millions d'habitants.

Le dernier bilan officiel communiqué par les autorités sud-coréennes fait état d'un total de 10.778 cas confirmés de contamination au SARS-CoV-2, dont 250 mortels.

La Corée du Sud a opté pour une stratégie de tests massifs, de traçage intensif des personnes ayant été en contact avec des individus contaminés et des applications de suivi, évitant les mesures de confinement drastiques imposées dans d'autres pays. Reuters 3 mai 2020

LVOG - Sans avoir à recourir au traçage, il était possible d'inciter les personnes infectées à se souvenir des personnes avec lesquelles elles avaient eu un contact proche pour les informer, afin qu'elles se fassent tester également et qu'elles soient éventuellement tenus à l'écart du reste de la population le temps qu'elles cessent d'être contagieuses sous la forme d'un arrêt maladie. Toutefois ce procédé aurait été inopérant dans le cas des personnes simplement croisées dans la rue ou ailleurs, sans pour autant justifier la privation de liberté de la totalité de la population.

- 9 pages au format pdf

Extraits des Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Par Jean-Jacques Rosat professeur au Collège de France.

Voilà pourquoi vous n'avez rien à en attendre, sauf exceptions qui confirment la règle.

- Le système de contrôle des esprits fonctionne dans l'Angleterre libérale, chez des intellectuels de gauche qui ne craignent pourtant strictement rien pour leur vie et leur carrière s'ils dénoncent les faits et les injustices en question. Mais ils refusent de les voir.

LVOG - C'est justement parce que leur carrière ou leur vie ne sont pas menacées qu'ils réagissent ainsi, la classe ouvrière peut souffrir de mille maux, ils s'en moquent ou ne remettrons pas en cause l'ordre établi. Ce n'est que sous la menace d'être violemment précipités dans la précarité ou la pauvreté, qu'ils seront tentés de rejoindre le combat de la classe ouvrière, comme lors de la Commune par exemple. En temps normal, ces intellectuels dits de gauche sont des réactionnaires, et en attendre quelque chose c'était versé dans l'opportunisme.

Rien ni personne ne peut se soustraire aux rapports sociaux établis.

- Dans le système de 1984, ce qui est donné comme « devant être cru » à un moment donné n'a absolument aucune consistance propre ni aucune autonomie. Il n'est pas demandé à Winston de croire que « 2+2 =5 » parce que, selon l'idéologie du régime, il aurait été établi d'une manière ou d'une autre que « 2+2=4 » est faux et que « 2+2=5 » est vrai. La seule raison

pour laquelle il lui est demandé de croire que « 2+2=5 » est que le régime a décidé que c'est présentement ce qu'il faut croire ; et il faudra croire, de la même manière, que « 2+2=3 » ou de nouveau que « 2+2=4 » sitôt que le régime l'aura décidé. La marque d'obéissance et de fidélité au régime, ce n'est pas de croire à une idéologie déterminée présentée comme vérité, mais de croire à ce qui est donné à croire pour la seule raison que c'est donné à croire et pour le temps que c'est donné à croire. L'instabilité absolue des croyances et leur changement permanent est un des traits essentiels du système du contrôle des esprits. C'est un point crucial pour comprendre le concept proprement orwellien de totalitarisme.

LVOG - Quel que soit le moyen employé pour conditionner les masses pour les asservir, il repose toujours sur des rapports sociaux que cristallise une idéologie ou avec lesquels une idéologie s'identifie. Aussi l'exercice qui consiste à vouloir déconnecter le totalitarisme de l'idéologie relève du faussaire intéressé. Que le professeur au Collège de France Jean-Jacques Rosat s'y adonne, est somme toute normal au regard de la nature de cette auguste institution qui incarne l'ordre établi.

Quotidiennement l'ensemble des porte-parole du régime empruntent dans leurs discours des éléments propres à différentes idéologies, de la même manière que s'y trouvent mêlés vérités et contrevérités ou mensonges, faits réels et faits falsifiés, etc. sans pour autant qu'ils se départissent un seul instant de l'idéologie qui incarne les intérêts de classe qu'ils représentent et défendent.

L'essentiel ne réside pas tant dans les moyens employés pour conditionner et tromper les masses, bien qu'il soit très important de les identifier avec précision pour les démonter, réduire leur efficacité ou les rendre inopérants, bref les combattre, mais dans la nature sociale de ceux qui y recourent, par la place qu'ils occupent au sein des rapports sociaux qui les trahira à un moment ou un autre. Voyez les efforts désespérés de RN-FN pour se faire passer pour un parti ouvrier, en vain.

Macron ou Le Pen peuvent très bien affirmer que 2+2=5 et le lendemain =4, et le jour suivant =3, 4 représentant l'idéologie qu'ils combattent, la nôtre, celle du socialisme, quoiqu'ils disent ou fassent le 4 n'incarnera jamais leur idéologie.

Vous me direz à juste titre que ce n'était pas tout à fait ce que voulait dire monsieur Rosat ou Orwell, pour peu qu'il n'est pas déformé ce que voulait dire Orwell.

Ce que je voulais dire, c'est que ce n'était pas tenable à la longue de vouloir faire prendre des lanternes pour des vessies à toute la population aussi arriérée ou inconsciente soit-elle. Car, soit que cela constituerait à terme une entrave au fonctionnement de la société, soit que des voix de plus en plus nombreuses finiraient par s'élever pour contester l'existence d'un tel régime, d'où la durée de vie limitée de tous les régimes dictatoriaux qu'on a connus dans le passé, mêmes les plus sophistiqués, les perpétuer indéfiniment n'entraînerait pas seulement la disparition de la civilisation, mais aussi celle de la classe qui se destinait de la dominer par le totalitarisme.

Comme quoi il existe toujours un espoir de les vaincre. Si on l'évoque moins souvent actuellement, c'est parce que la situation ne s'y prête guère vraiment, nous ne sommes pas là pour semer des illusions dans la tête des militants ou des travailleurs, vous comprenez.

Le totalitarisme n'est pas seulement un régime, mais aussi un ensemble de méthodes valables en temps normal.

- Tel qu'[Orwell] l'emploie, le terme "totalitarisme" désigne des stratégies (à la fois pratiques et intellectuelles) qui […] sont appelées ainsi parce qu'elles ont pour but de parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains.

LVOG - Des stratégies, instruments, techniques, procédés, mécanismes d'ordre psychologique, qui font partie de la panoplie de la guerre idéologique que l'oligarchie mène contre tous les peuples.

Quand on observe avec quelle facilité ils ont privé de liberté de mouvement plus de la moitié de l'humanité, vous m'excuserez mais je pense qu'il est urgent de mener le combat politique également sur ce plan.

Nos dirigeants l'ont déserté, parce que selon eux ce serait un facteur secondaire qui n'entrerait pas en ligne de compte dans la lutte des classes, alors que les faits viennent une nouvelle fois de démontrer le contraire de manière éclatante. Ne vous faites pas d'illusions, ils n'en tireront absolument aucun enseignement, d'ailleurs ils le prouvent quotidiennement.

A défaut d'exister, elles sont "***immenses***" ! Qui complote ?

- Coronavirus : Des « preuves immenses » que le virus vient d'un laboratoire de Wuhan, selon Mike Pompeo - 20minutes.fr 03 avril 2020

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a affirmé ce dimanche qu'il existait un « nombre significatif de preuves » que le nouveau coronavirus provient d'un laboratoire de la ville chinoise de Wuhan, berceau de la pandémie. « Il existe des

preuves immenses que c'est de là que c'est parti », a insisté le secrétaire d'Etat américain sur la chaîne ABC, refusant de dire s'il pensait que le virus avait été libéré intentionnellement par Pékin. « Il faut que nous puissions aller là-bas »

« La Chine est connue pour sa propension à infecter le monde et à utiliser des laboratoires ne respectant pas les normes », a-t-il développé. « Ce n'est pas la première fois que le monde est mis en danger à cause de virus provenant de laboratoires chinois ». 20minutes.fr 03 avril 2020

LVOG - Si ces preuves existaient, cela signifierait qu'ils les détiendraient réellement, alors pourquoi ne pas les rendre publics ? Craignent-ils à ce point que cette accusation se retourne contre l'Etat terroriste des Etats-Unis ?

Que l'AFP à l'origine de cet article de 20minutes fasse preuve de complaisance envers Pompéo n'étonnera personne qui a à l'esprit que l'AFP est contrôlé par l'Etat profond. L'agence Reuters fournissait une précision qui ne figurait pas dans l'article de l'AFP/20minutes, et pour cause.

Reuters - Quand son interlocuteur sur ABC a souligné que ce n'était pas la conclusion des agences de renseignement américaines, le secrétaire d'Etat a fait marche arrière. "J'ai vu ce que la communauté du renseignement a dit. Je n'ai aucune raison de croire qu'ils se trompent", a-t-il dit. Reuters 4 mai 2020

Une sorte de rappel à l'ordre à Pompeo, qui laisse penser qu'il ne ferait pas non plus partie des initiés à l'origine de cette machination au coronavirus lancée lors de la dernière réunion du Forum de Davos.

Ecarter l'hypothèse d'une intervention humaine ou d'une fuite d'un laboratoire manipulant des virus et coronavirus à l'origine de cette épidémie, sert à discréditer l'idée que les Américains pourraient y être liés tout autant que les Chinois, menace que l'Etat profond ne peut pas laisser planer plus longtemps. Pourquoi ? On devine la réponse, mais à ce jour on ne dispose d'aucune preuve ou témoignage permettant d'accuser les Américains, bien qu'il existe un nombre troublant de coïncidences ou de faits concordants permettant d'accréditer cette hypothèse.

A défaut d'investigations suffisamment poussées aux Etats-Unis, on se retrouve dans le pire cas de figure qui soit, de sorte qu'à tout moment ils pourront recourir à nouveau à cette arme contre les peuples.

Avec Macron, le régime en France est devenu le plus réactionnaire de la planète.

Totalitarisme. Quand ils regrettent que l'OMS n'ait pas le statut de ministère mondial de la Santé.

- L'OMS, terrain d'affrontement entre puissances mondiales en pleine crise du Covid-19 - slate.fr 04 mai 2020

LVOG - Le procès d'intention qui va servir à justifier l'objectif qu'ils se sont fixés.

Slate - Certains estiment que la Chine joue de son poids économique afin d'influencer le directeur général de l'OMS, l'Éthiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus.

LVOG - L'objectif de cette propagande aux relents totalitaires : Instaurer un ministère mondial de la Santé auquel tous les Etats seraient soumis.

Sachant que l'OMS compte parmi ses principaux contributeurs financiers Bill Gates et le gang mafieux et criminels des oligarques les plus puissants du monde, cela reviendrait à leur donner le pouvoir de renforcer leur contrôle sur la population mondiale, et de déterminer l'orientation de sa démographie qui ne pourrait être qu'eugéniste.

Slate - La faiblesse de l'OMS vient plutôt du fait qu'elle n'a aucun pouvoir cœrcitif, elle ne peut que faire des recommandations, libres aux États membres de les suivre ou pas. Par ailleurs, si elle n'a pas tout de suite envoyé des experts en Chine, c'est parce qu'elle est obligée d'avoir l'accord de l'État hôte: «Si on veut une OMS plus forte, il faut lui donner plus de pouvoir», affirme Anne Sénéquier, codirectrice de l'Observatoire de la santé mondiale.

Cette diplomatie non contraignante est une volonté des États membres, car elle leur permet d'éviter toute ingérence dans leurs affaires nationales. Mais cela entraîne une désorganisation et des politiques individuelles qui ne favorisent pas la lutte contre un virus mondial. Pour Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale à l'université de Genève, avant de critiquer l'OMS, les États membres devraient «d'abord balayer devant leur propre porte». slate.fr 04 mai 2020

Ils multiplient les effets d'annonce pour faire diversion et entretenir le climat de psychose collective.

- Coronavirus: ce que peut changer la découverte d'un nouveau "patient zéro" en France - BFMTV 03

mai 2020

Ils y tiennent à leur "deuxième vague" de contamination, le nombre de morts n'est pas assez élevé et cela les inquiète.

- Pas de quarantaine pour "toute personne en provenance de l'UE" - Le HuffPost 03 mai 2020

Là où l'épidémie aurait été la plus meurtrière, étrange, non ? A moins que cela ne fut pas le cas...

La liste de vos ennemis s'allonge encore : Communisme, terrorisme, climat, coronavirus, astéroïde, ovni, moustique... et frelon ! Mais pas le capitalisme !

- Des frelons géants d'Asie repérés aux États-Unis - Le HuffPost 04 mai 2020

- Moustique tigre : 57 départements français placés en vigilance rouge - BFMTV 03 mai 2020

Totalitarisme. Le traçage est une arme de guerre contre la classe ouvrière.

- Covid-19 : une application de traçage testée avec l'armée suisse - AFP 03 mai 2020

L'armée suisse est mise à contribution pour tester la validité d'une application de traçage de malades atteints du Covid-19, actuellement en cours de développement au sein de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL).

En complément.

- Robots et caméras: la Chine ne badine pas avec le confinement - AFP 03 mai 2020

Où est passé le mouvement ouvrier qui aurait dû appeler à une telle grève en Europe ?

LVOG - Pendant ce temps-là ses dirigeants arpentaient les couloirs des ministères ou des institutions...

- Covid-19 : des milliers de locataires new-yorkais entament une grève des loyers - Yahoo 3 mai 2020

Selon les estimations de l'organisation Housing Justice for All, au moins 12 000 locataires, représentant 100 immeubles, ont manifesté vendredi à New York, pour appeler à une annulation des loyers, affichant le hashtag #cancelrent à leurs fenêtres ou sur les réseaux sociaux, en réaction à la pandémie de Covid-19 qui a fait basculer plus de 30 millions d'Américains au chômage et donc dans la précarité. Yahoo 3 mai 2020

Parole de médecin.

LVOG - Il y en a dans nos rangs qui dans leurs publications ou dans les réseaux dits sociaux donnent la parole à des membres du corps médical qui se font les porte-parole de l'OMS ou du gouvernement, nous nous avons choisi de donner la parole à des praticiens qui les combattent.

- Covid-19: Et maintenant? par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 03 mai 2020

COVID-19 [1], réchauffement climatique attribué au CO2 et aux humains [2], vaccinations de masse [3-4], 5G [5], surveillance mondiale globale sur le modèle chinois avec traçage et emprisonnement de n'importe qui sous tous les prétextes imaginables [6], états d'urgence permanents [7], dictature numérique et états policiers [8].

Cette énumération n'est même pas complète.

Sur tous ces sujets brûlants qui devraient concerner tous les êtres humains de cette planète, vous pouvez constater que les versions officielles, gouvernementales ou institutionnelles, sont contestées.

Elles le sont par des experts dans leur domaine, des personnes éclairées et par des citoyens pondérés bien insérés dans la société.

Dans la crise du COVID-19, des médecins eux-mêmes contestent les prises de position médicale officielles et institutionnelles.

Cela concerne par exemple la prescription d'hydroxychloroquine (Plaquenil°) et/ou d'Azithromycine, interdite par les

institutions officielles et par les gouvernements belge et français, mais pratiquée depuis le début par des médecins de terrain avec des résultats positifs.

Ces médecins de terrain ne sont pas des fous, ils sont diplômés, bien insérés dans la société et n'ont eu jusque-là aucun problème avec l'ordre des médecins.

Ainsi le docteur Rob Elens aux Pays-Bas [9], le docteur Jean-Louis Bellaton en France [10], le cardiologue Gonzague Retournay en France [11], des médecins mosellans et un médecin belge [12], le professeur Christian Perronne, chef du service d'infectiologie à Garches [13], entre autres, testent prudemment ces traitements et observent des résultats positifs.

Et pourtant, que font les autorités : interdire, empêcher [14], menacer, intimider [15], désinformer.

Le professeur Didier Raoult est l'un des premiers médecins à avoir évoqué l'utilité de l'hydroxychloroquine dans la prise en charge de l'infection COVID-19 ou ce qu'on appelle comme tel. Il a mis au point un protocole associant hydroxychloroquine (Plaquenil°) et Azithromycine [16], avec des résultats probants, même s'ils doivent être confirmés [17]. Mais des survivants au COVID sont des survivants au COVID.

La médecine ne devrait pas être réduite à des études multicentriques en double aveugle.

La médecine traite des êtres humains, avant tout.

Une étude américaine [18] a tenté de discréditer le protocole du professeur Raoult, suggérant que la prise d'hydroxychloroquine augmenterait la mortalité.

Expert renommé en maladies infectieuses, le professeur Raoult connaît bien la chloroquine et l'hydroxychloroquine (Plaquenil °), antipaludéens (médicaments contre la malaria).

Il les utilise depuis de nombreuses années. Ce médecin rétablit la vérité dans un article réponse [19] soulignant les défauts méthodologiques (biais) de l'étude américaine.

Un de ces défauts méthodologiques principaux serait d'administrer l'hydroxychloroquine trop tard, à un stade déjà trop avancé de la maladie.

Un médecin états-unien, Vladimir Zelenko, a également administré un protocole similaire à ses compatriotes, en y associant du zinc, à New-York, avec à nouveau de très bons résultats sur le terrain [20].

De même en Algérie [21], au Maroc [22], etc.

Autant de médecins de spécialités, d'âges, de nationalités, d'horizons différents pourraient-ils se tromper ?

Des médecins de terrain, consciencieux, qui soignent, sont au chevet de leurs malades, ne voulant que les sortir de là.

Et ils ont des résultats, loin des chiffres, d'études et de statistiques, ils voient en direct l'efficacité de leurs traitements, sans complications ou à peine.

Quand les gens comprendront-ils où se trouve vraiment leur intérêt ?

Quand les populations comprendront-elles en qui elles doivent avoir confiance ?

Dans les institutions officielles, anonymes, qui interdisent, qui attendent des études qui de toute façon seront faussées, qui répriment et ne voient les gens que comme des statistiques ?

Ou bien dans ces médecins de terrain, dignes de confiance, animés seulement par leur bienveillance et leur volonté d'aider les gens à s'en sortir ?

Pourtant, il est temps aujourd'hui, vraiment, que suffisamment de gens réagissent et défendent ces personnes honnêtes, ces médecins intègres que les institutions officielles cherchent à bâillonner et à remplacer, alors qu'elles, elles ne veulent que contrôler et faire des études.

D'autres médecins critiquent également les statistiques officielles d'infection et de mortalité au COVID-19.

Dans ce cas, ce sont à nouveau des médecins intègres, insérés dans la société, honnêtes, tel que le docteur Gary Kohls, médecin de famille rural dans le Minnesota aux États-Unis [23], ou ce médecin californien, le Dr Dan Erickson qui déclare que le taux de mortalité du Covid-19 est inférieur à 0,1% et que des médecins ont été obligés de porter un diagnostic de Covid 19 alors qu'ils n'étaient pas d'accord [24]. Vous trouverez facilement des témoignages d'autres médecins de par le monde pour confirmer cette situation de mensonge forcé.

Moi-même, intensiviste en exercice en Belgique, je confirme que de nombreux décès douteux ou même non douteux, sont très souvent encodés comme des décès COVID-19, grossissant artificiellement les statistiques de pathologies et de mortalité attribuées au COVID-19.

- Traitements efficaces empêchés, discrédités.
- Médecins généralistes et spécialistes de terrain, honnêtes et exemplaires, intimidés, menacés, bâillonnés.
- Statistiques fausses, servant un processus de peur permanente et de panique organisée.

De l'autre côté…

Des institutions et des organismes officiels (OMS, Agence européenne du médicament, Hautes Autorités de Santé…) rongées par les affaires de corruption et de conflits d'intérêt dont il existe des listes documentées longues comme la Tour Eiffel.

Qu'attendent les gens pour choisir leur camp ?

Et surtout, qu'attendent-ils pour le faire savoir ?

Les médecins intègres et toutes les autres professions (pharmaciens, avocats, économistes, psychologues, sociologues…) qui tentent de restaurer la vérité et le bons sens dans la « pandémie COVID-19 » ont besoin de vous ! Ont besoin de ce soutien affiché !

Écoutez ces parlementaires courageux qui dénoncent également cette escroquerie mondiale maquillée en action humanitaire :

En Italie, la parlementaire Sara Cunial [25].

En Autriche, le parlementaire Herbert Kickl [26].

Regardez et écouter ces vidéos sur YouTube, vite avant qu'elles ne soient censurées et retirées.

Elles montrent que politique ne rime pas nécessairement avec maléfique.

Voilà des parlementaires courageux qui défendent réellement le peuple qu'ils représentent.

Cela me rappelle le courage de la Pologne en 2009, lors de la précédente tentative de l'OMS de déclencher une panique mondiale et un achat record de vaccins, avec la fausse pandémie H1N1, et le refus de la ministre de la santé polonaise, Eva Kopacz de participer à cette mascarade [27-28].

Vraiment.

Qu'attendent les gens ?

Qu'attendez-vous ?

Il en va aujourd'hui de votre santé, de vos libertés de vous promener, de vous serrer dans vos bras, de manifester, de refuser, de débattre, de donner votre opinion, de conserver votre intimité, de faire vos propres choix concernant votre vie, votre famille, vos projets !

Tout cela est mis en danger par la peur, le mensonge, la malhonnêteté, la désinformation qui se trouve là où vous ne vous y attendez pas.

Le conspirationnisme et les fake news ne sont pas là où on vous dit qu'ils sont.

Les docteurs Elens, Bellaton, Retournay, Perronne, Raoult, Zelenko, Kohls, Erickson ne sont pas des conspirationnistes.

Les parlementaires Sara Cunial et Herbert Kickl ne répandent pas de fake news.

Nous sommes en danger, bientôt, il sera trop tard pour y changer quoi que ce soit, d'un instant à l'autre.

Il ne faut pas seulement secouer la tête et se réveiller, relever la tête après cette douche froide, mais réagir, bouger, mener des actions en justice, se liguer, se faire entendre.

La vérité en a besoin.

Les docteurs Elens, Bellaton, Retournay, Perronne, Raoult, Zelenko, Kohls, Erickson et tous leurs confrères courageux qui veulent vous soigner loin des recommandations malhonnêtes ou manipulées des institutions officielles, ont besoin de vous.

Les parlementaires Cunial, Kickl et tous ceux qui veulent parler et ne l'ont pas encore fait ont besoin de savoir qu'ils ne se sont pas levés et pris des risques pour rien.

Car ils les ont pris pour vous.

Il est plus que temps.

Dr Pascal Sacré - Anesthésiste-intensiviste. Mondialisation.ca, 03 mai 2020

LVOG - Merci et bravo à eux, ils ont notre soutien inconditionnel, mais qu'ils ne comptent pas sur celui du mouvement ouvrier qui a délibérément choisi le camp de leurs ennemis, des ennemis des peuples, de leur santé.

Haut de page

Le 8 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ai corrigé quelques défauts ou erreurs dans la page d'accueil.

On se détend un peu avant de rejoindre le champ de bataille, je vous mets en condition, je suis sympa!

Hier soir j'étais tranquillement en train de fignoler cette causerie, quand j'entends des hurlements dehors. C'était mon voisin d'en face qui piquait une crise, il devait être complètement bourré ; Imaginez un peu, il n'a pas picolé pendant 40 jours et depuis quelques jours de l'alcool circule clandestinement dans le coin, alors il se rattrape !

Mon nouveau beau-frère m'en a proposé, j'ai refusé poliment. Il me doit une grosse somme d'argent qu'il ne veut plus me rembourser, donc je n'ai pas à lui dire merci pour quoi que ce soit, c'est un principe, je n'ai rien à lui devoir.

Et puis je m'en passe très bien. Il me reste un seul vice, la clope, et en ce moment cela me coûte très cher. Manger de la viande n'est pas un vice, parce qu'en tant qu'hominien, nous appartenons au sous-ordre des mammifères et à l'ordre des mammifères carnivores ; si nous ne l'avions pas été carnivores, l'homo sapiens n'existerait pas tout simplement, alors nous faire un procès pous cela, c'est vouloir notre mort, décidément, ils sont nombreux en ce moment à la vouloir, mais ils n'auront pas notre peau, on se battra jusqu'au bout pour les vaincre.

La réflexion suivant m'est venu à l'esprit spontanément dans la foulée, la première partie pourrait préfigurer l'orientation politique de la Constitution d'une République sociale.

Nul à titre privé ou collectif n'a le droit de s'accaparer le produit du travail ou le bien d'autrui, qui sont un bien commun ou partagé inaliénable, répartis entre tous les membres de la collectivité sans distinction de classe sociale en fonction de leurs besoins.

La propriété privée est abolie ou plutôt elle est répartie sur l'ensemble de la collectivité humaine, de telle sorte que personne ne peut l'accaparer au détriment d'autrui ou n'éprouve le besoin de nuire à quiconque sous peine de se nuire à lui-même.

De la même manière, la liberté s'arrête où commence celle d'autrui. Personne ne doit ou ne peut empiéter dessus sous peine de

se marcher dessus ou d'attenter à ses propres aspirations au bien-être, à s'épanouir individuellement, à vivre en harmonie et en paix avec les autres, à la liberté.

Les rapports de dominant à dominé sont proscrits de la société par voie naturelle, dès lors que la notion et les moyens d'appropriation et d'exploitation, d'oppression, sont décrétés hors la loi. Donc, les institutions du capital ou l'Etat qui servaient dans l'ancien régime à leur fournir un cadre et une justification à la fois légitime et juridique, et gravaient dans le marbre l'exploitation de l'homme par l'homme pour l'éternité, sont abolies.

L'émancipation définitive du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui coïncidera avec la fin des inégalités et des injustices sociales, de la société divisée en classes sociales, de la lutte des classes qui se poursuivra jusqu'à tant qu'on atteigne cet objectif à l'échelle mondiale. (Précisons en exergue, pour peu qu'on parvienne à s'en tenir aux faits, à la réalité.)

Une réflexion en appelle une autre.

C'est précisément sur cette question que nous buttons, nous en tenir aux faits, cette causerie en fait la démonstration si nécessaire. C'est ce problème auquel il faut nous attelerpour rassembler nos forces, nos bataillons prêts à partir à l'assaut de la citadelle du vieux monde pour terrasser nos ennemis...

Quand ils ont détruit la Syrie notamment, ils ne se sont pas posés de questions d'ordre morale, non, ils sont restés sur le plan idéologique, la morale n'étant qu'un levier parmi d'autres pour atteindre un objectif, un instrument ou un outil pour façonner la société et le monde à leur image ; les oligarques en ont une panoplie à leur service, ils peuvent tout instrumentaliser et instaurer le règne du chaos et de la peur à perpétuité. C'est assez terrifiant qu'ils disposent d'un tel pouvoir, leur retirer est notre objectif politique. Et on est mal barré pour y parvenir rapidement. A suivre.

- 18 pages au format pdf

On y est :

- La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie: Une prison sans murs, dont les prisonniers ne songeraient pas à s'en évader. Un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude. Aldous Husley - Le Meilleur des Mondes.

Ne réclament-ils pas que "*l'après*" ressemble à l'avant ? C'est vrai qu'on nageait déjà dans le bonheur ! Au moins on était plus libre. C'est très relatif en réalité. La prison était un peu plus vaste et on ne voulait pas le voir.

A quoi le combat du mouvement ouvrier tous courants confondus a-t-il été consacré au cours des 70 dernières années, sinon à l'augmentation du pouvoir d'achat, expression détestable qui symbolisait à elle seule l'adaptation à la dictature en place ou à cet esclavage.

C'est ainsi que le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière devait se transformer en son contraire, dès lors qu'il était déconnecté du combat pour l'émancipation du capital. N'écoutez pas ceux qui prétendent que cela aurait été inévitable ou un moindre mal et qu'on s'en remettra. Quand ? Un jour. Mais quand? A une date indéterminée, autant dire aux calendes grecques ! En effet, le prolétariat américain avant nous ne s'en est jamais remis, quoique nos dirigeants vont avoir de plus en plus de mal à avancer ce type d'argument frauduleux tant la société avance vers le totalitarisme.

Les travailleurs n'étant pas prêt pour la révolution socialiste, c'est un euphémisme, au mieux on leur tint un discours révolutionnaire coupé de la réalité qu'ils vivaient, de sorte que cela faisait fuir les uns, l'immense majorité, ou attirait une infime minorité qui y voyait un moyen de lutter pour préserver leurs privilèges ou leur statut, ou encore qui croyaient aux miracles ou se berçaient d'illusions en faisant l'impasse sur les conditions à réunir pour voir surgir une révolution, comme si elle pouvait s'en passer, on les laissa y croire cyniquement, j'en fis partie à une autre époque, ce qui explique pourquoi la plupart ont fini par basculer du réformisme bourgeois vers le corporatisme, quand d'autres à la suite de désillusions répétées, de révolutionnaires acharnés, démoralisée ils finirent par cesser le combat politique, au pire on leur tint un double discours tout en s'en défendant, de sorte que chacun pouvait y trouver son compte ou ce qu'il voulait sans que l'incohérence et l'opportunisme de cette démarche n'inquiète personne ou presque.

Voilà quels genres de militants il reste pratiquement dans les partis dits ouvriers ou de l'avant-garde, farcis d'illusions, gauchistes à leurs heures, collaborationnistes le reste du temps, quoi d'étonnant à ce qu'aujourd'hui ils réclament la poursuite du confinement et que tout le monde porte des masques, se faisant ainsi les agents de cette sordide machination tout en se présentant comme les champions de la lutte de classe. Quel énorme gâchis !

Quelle pandémie mondiale ! Cherchez l'imposture.

Afrique :

- 1,216 milliard d'habitants
- 2 000 décès dus au Covid-19.

Chine :

- 1,4 milliard d'habitants
- 5 000 décès dus au Covid-19

Inde :

- 1,38 milliard d'habitants
- 1783 décès dus au Covid-19

Total :

- 3,996 milliard d'habitants
- 8783 décès dus au Covid-19

C'est l'équivalent du nombre de morts en France toutes causes confondues en 5,5 jours durant toute l'année.

Il y a eu, en 2019 (les chiffres varient d'année en année), 610 000 décès en France. Soit une moyenne de 1 670 par jour. (Source : Insee.)

C'est là que l'on mesure à quel point ceux qui hurlent à la pandémie ou à la catastrophe relèvent de la folie ou de la psychiatrie. En politique, on appelle cela des imposteurs, des charlatans.

Nous ne le répèterons jamais assez, n'oublions pas que tous les acteurs politiques disposaient des mêmes informations que nous et même davantage encore, ils n'ont donc absolument aucune excuse pour prétexter une méprise ou je ne sais quoi. Non, c'est délibérément ou en toute conscience qu'ils ont décidé de nous tromper. Quel sort devrions-nous leur réserver, lorsque le soufflé sera retombé ou cette cabale sera éventée ? Le même qu'on réserve aux traîtres.

Tout s'explique. La tendance générale à la hausse importante des décès depuis 2015 en France devrait se poursuivre jusqu'en 2060.

LVOG - Nos dirigeants n'auraient-ils pas accès aux statistiques de l'Insee ? Pourquoi feignent-ils de les ignorer pour hurler au catastrophisme en choeur avec les autorités et l'OMS? Ils en sont rendus eux aussi à instrumentaliser des morts, il faut avoir conscience que rien ne les arrête pour nous tromper.

- 606 000 personnes sont décédées en France en 2017, la moitié avait plus de 83 ans », Insee Focus n° 128, octobre 2018.

Parmi les personnes décédées en 2017, un quart ont plus de 90 ans et la moitié ont plus de 83 ans

En 2018, 610 000 personnes sont décédées en France, soit 3 000 de plus qu'en 2017 et 16 000 de plus qu'en 2016. Le nombre de décès en France n'a jamais été aussi élevé depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Il a tendance à augmenter mécaniquement depuis le début des années 2010, du fait de l'arrivée des générations nombreuses du baby boom (nées entre 1946 et 1974) à des âges de forte mortalité. En 2004, un point bas avait été atteint avec 519 000 décès, après la forte hausse liée à la canicule de 2003.

L'épidémie de grippe de l'hiver 2018 a été précoce et très longue : elle a débuté début décembre 2017 et s'est achevée fin mars 2018 [Bernard-Stoecklin S. et al., 2018]. Le niveau particulièrement élevé des décès en janvier 2017 n'a toutefois pas été atteint (60 000 décès en janvier 2018 contre 68 000 en janvier 2017), mais le cumul sur les trois premiers mois de l'année en 2018 (172 000 décès) dépasse légèrement celui de 2017 (171 000 décès).

https://www.insee.fr/fr/statistiques/3629105

https://www.insee.fr/fr/statistiques/4218743?sommaire=4204068

- A une épidémie de grippe particulièrement meurtrière lors des trois premiers mois de l'année 2015 – 24 000 décès supplémentaires ont été décomptés au cours de cette période par rapport à la même période en 2014...

Cette stabilité du nombre de décès entre 1946 et 2014 est étonnante. La population a augmenté de plus de moitié (passant de 40 à 64 millions) et a vieilli au cours de cette période, ce qui aurait dû là aussi entraîner une hausse des décès. Pourquoi cela n'a-t-il pas été le cas ? Le nombre de décès va-t-il se maintenir à ce niveau dans les prochaines années ? La forte augmentation de 2015, qui s'inscrit elle-même dans une tendance à la hausse depuis le creux de 2004, annonce-t-elle une nouvelle période ?

L'effet de l'augmentation de la durée de vie

La première raison expliquant que le nombre de décès n'ait pas augmenté sensiblement entre 1946 et 2014 est l'allongement de la vie...

Depuis 1995, les projections de mortalité sont beaucoup plus optimistes et, comme celle de « mortalité basse » de 1986, s'appuient sur l'hypothèse de progrès constants [3]. Elles annoncent néanmoins une hausse importante des décès à terme en raison de deux phénomènes nouveaux : la fin de l'effet des classes creuses nées pendant la Première Guerre mondiale, et l'arrivée des baby-boomers aux grands âges.

Les décès des classes creuses nées pendant la Première Guerre mondiale

L'arrivée de ces classes creuses aux âges élevés où l'on meurt est l'une des raisons de la baisse temporaire des décès à partir du début des années 1980. La courbe est en train de remonter lentement au début des années 2000, l'effet des classes creuses étant alors à son maximum, lorsque survient la canicule de l'été 2003. Elle entraîne un pic de décès cette année-là, suivie d'une baisse sensible en 2004 liée à un « effet de moisson » : des personnes fragiles qui seraient mortes en 2004 s'il n'y avait pas eu de canicule, sont mortes plus tôt, en 2003. Il en résulte un gonflement des décès de 2003 et une diminution à l'inverse des décès de 2004. (On peut donc prévoir une légère baisse des décès en 2021, mais elle peut aussi ne pas se produire. - LVOG)

Le nombre de décès va augmenter en écho au baby-boom

Un autre phénomène de même type a débuté : les générations nombreuses nées pendant le baby-boom, entre 1946 et 1973, arrivent à leur tour aux âges élevés où l'on meurt, entraînant un effet inverse d'augmentation des décès annuels. Ce phénomène est déjà visible sous forme de « vague » sur la figure 2 et il va prendre plus d'ampleur dans les prochaines décennies, gonflant le nombre annuel de décès le temps que ces générations vieillissent puis disparaissent, les dernières générations de baby-boomers devant s'éteindre dans les années 2060. Les projections les plus récentes publiées par l'Insee annoncent toutes une hausse des décès jusqu'à près de 770 000 par an vers 2050 dans le scénario central [4]. Elles font pourtant l'hypothèse d'une poursuite de l'augmentation de l'espérance de vie qui gagne 7,6 ans entre 2007 et 2060 dans ce scénario, passant de 80,9 ans à 88,5 ans sexes confondus. Deux hypothèses haute et basse encadrent ce scénario central, avec des progrès de l'espérance de vie respectivement inférieurs et supérieurs de 2,5 ans à ceux du scénario central. Mais ces variantes ne modifient en rien la tendance générale à la hausse importante des décès, n'augmentant ou ne réduisant que de 30 000 les 770 000 décès annoncés par le scénario central pour 2060.

Même dans un scénario improbable où des innovations majeures en matière de lutte contre le vieillissement biologique permettraient à l'espérance de vie de faire un bond rapide de 10 à 20 ans, on n'échapperait pas à une forte hausse du nombre de décès quand viendrait le moment de la mort pour les baby-boomers, leurs propres décès n'étant alors retardé que d'une à deux décennies.

Résumé.

La population de la France a augmenté de plus de moitié depuis 70 ans et a vieilli, ce qui aurait dû entraîner une hausse du nombre annuel de décès. Deux facteurs expliquent qu'ils se soient maintenus à peu près constants au cours de cette période : l'augmentation de la durée de vie et l'arrivée aux grands âges des classes creuses nées pendant la Première Guerre mondiale. Leur extinction et l'arrivée à ces âges des générations nombreuses du baby-boom vont entraîner une hausse des décès dans les prochaines années.

https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/194/population.societes.2016.531.deces.conjoncture.france.fr.fr.pdf

LVOG - C'est simple à comprendre, non ?

Le professeur Didier Raoult ne parle pas à tort et à travers et moi non plus, je m'en tiens strictement aux faits, qui démontrent que la surmortalité depuis 2015 est naturelle ou normale et va se poursuivre, car voyez-vous l'homme n'est pas encore devenu immortel !

De toutes manières, en admettant qu'ils échappent à des virus ou qu'ils demeurent en bonne santé jusqu'à un âge très avancé, il arrivera bien un jour où les hommes vont mourir ou doivent mourir qu'on le veuille ou non, et ce jour-là un nouveau palier aura été franchi qui se soldera par une augmentation considérable de morts (jusqu'à 770.000 par an) durant toute une période et ainsi de suite ou pas tout à fait, parce qu'il arrivera forcément un moment où nous atteindrons une limite infranchissable, à moins de croire que les hommes seraient devenus éternels ! Le délire actuel montre à quel point il y en a qui y croient, inconsciemment certes, ils se comportent comme s'ils y croyaient, ce qui montre aussi à quel point ils sont déconnectés de leur nature ou de la réalité.

Macron le criminel dégage !

LVOG - Il fallait un maximum de morts pour justifier les mesures liberticides et antisociales qui allaient suivre...

Covid-19 : Emmanuel Macron avait été alerté en décembre sur les dangers du virus - Yahoo Actualités 6 mai 2020

En décembre 2019, peu avant l'arrivée du Covid-19 en Europe, l'Elysée et le Quai d'Orsay avaient reçu des informations alarmantes dont ils n'ont pas tenu compte, révèle le Canard Enchaîné. Laurent Bili, l'ambassadeur de France à Pékin, avait ainsi fait part de sa grande inquiétude à propos du dangereux virus signalé à Wuhan. Emmanuel Macron et Jean-Yves Le Drian étaient alors restés sourds à ces informations.

Pis, le ministre des Affaires étrangères a attendu fin janvier pour organiser le rapatriement par avion des ressortissants français de Wuhan, épicentre chinois du Covid-19, qui fut - en partie - une concession française, de 1896 à 1943. "Quand sont parvenues à Paris les informations relatives à l'apparition d'un nouveau virus, il était encore possible, pour un président conscient de ses responsabilités, de constituer un bon stock de masques, de tests et de respirateurs. Mais Macron n'a pas trouvé le temps d'y penser", fait remarquer froidement le palmipède.

Si le premier cas français de Covid-19 a été officiellement signalé le 24 janvier par les autorités sanitaires, le professeur Yves Cohen, chef du service de réanimation des hôpitaux Avicennes (Bobigny) et Jean-Verdier (Bondy), a affirmé dimanche qu'un homme d'une cinquantaine d'années était déjà infecté 27 décembre. Yahoo Actualités 6 mai 2020

Commentaires d'internautes.

1- "Alors c'est pire que ce qui a été jusqu'à ce jour tracé. Aux dernières nouvelles, A. Buzyn avait prévenu Macron des risques encourus le 11 janvier (cf. son interview du Monde) et la direction générale de la Santé avait été avertie officiellement le 12 janvier par l'OMS via son Bulletin d'information (consultable sur le Net). Ce qui revient à admettre aujourd'hui que le gouvernement n'a rien fait (!) pendant plus de 75 jours. Edifiant !"

2- "Cela nous aura fait 20 000 morts de trop et une interdiction de les soigner en préventif à l'Hydroxychloroquine."

- "Bien sûr qu'il était au courant bien avant que l'épidémie arrive en France, il est président et a accès a des informations du monde entier 24h sur 24h. Donc la vraie question est : pourquoi n'a-t-il pas anticipé ? pourquoi a-t-il attendu si longtemps avant d'agir? L'intérêt des gens qui ont financé sa campagne n'est pas celui du peuple, il n'est qu'un pantin tenu par des puissants qui ont volontairement laissé l'épidémie arriver et faire des dégâts pour leurs intérêts..."

3- "Donc il ont n'ont rien fait pendant trois mois. C'est purement criminel. Dans une démocratie, les responsables politiques devraient être jugés et condamnés à la prison à vie."

Un labo peut en cacher un autre... aux Etats-Unis par exemple.

LVOG - Question : A qui profite le crime ? A ceux qui l'avaient annoncé à Davos à la même date, simultanément, qui s'y étaient minutieusement préparés de longue date et qui l'ont perpétré.

- Covid-19 : des athlètes français contaminés à Wuhan en octobre ? - leparisien.fr 5 mai 2020

Plusieurs sportifs, de retour des Jeux mondiaux militaires organisés fin octobre en Chine, se sont plaints de symptômes à leur retour. Ils pourraient avoir contracté le Covid-19.

Ce sont des mots qui n'ont pas fait de bruit sur le moment. Pourtant, ils pourraient offrir un éclairage capital dans la difficile recherche des origines du Covid-19. Lors d'un entretien accordé le 25 mars au JT de la chaîne locale Télévision Loire 7, pour évoquer l'actualité liée au report des Jeux olympiques de Tokyo, Elodie Clouvel, la championne du monde de pentathlon moderne, a glissé une réponse précieuse. Ce témoignage pourrait s'avérer tout aussi troublant que l'analyse rétroactive de tests conservés à l'hôpital de Bondy qui a permis d'identifier un porteur du virus dès le 27 décembre en France.

Elodie Clouvel venait d'être interrogée sur son éventuelle inquiétude à envisager un été au Japon, « sur un continent où s'est déclarée la maladie ». « Non, parce que je pense qu'avec Valentin (NDLR : Belaud, son compagnon, pentathlète lui aussi) on a déjà eu le coronavirus, enfin le Covid-19 », a-t-elle alors lancé.

« On n'en parlait pas encore »

Et la jeune femme de 31 ans d'expliquer : « On était à Wuhan pour les Jeux mondiaux militaires fin octobre. Et, en fait, il s'avère qu'après on est tous tombés malades. Valentin a loupé trois jours d'entraînement. Moi j'ai été malade aussi. […] « Je pense qu'avec Valentin (son compagnon également pentathlète, ndlr), on a déjà eu le coronavirus, enfin le Covid-19. Il s'avère qu'après on est tous tombés malades. Valentin a loupé trois jours d'entraînement. Moi j'ai été malade aussi. […] J'ai eu des trucs que je n'avais pas eus avant. On ne s'est pas plus inquiété que ça parce qu'on n'en parlait pas encore », explique-t-elle. » (Complété avec valeursactuelles.com 5 mai 2020)

Sa conclusion est là aussi sans équivoque : « Il y a beaucoup d'athlètes des Jeux mondiaux militaires qui ont été très malades. On a eu un contact avec le médecin militaire récemment qui nous a dit : je pense que vous l'avez eu parce qu'il y a beaucoup de gens de cette délégation qui ont été malades. »

Pour rappel, jusqu'à aujourd'hui, le premier cas reconnu de Covid-19, en Chine, remonte au 17 novembre. Les Jeux mondiaux militaires - près de 10 000 athlètes représentant 100 nations - se sont, eux, déroulés du 18 au 27 octobre. Ils étaient déjà apparus dans la chronologie des événements lorsque Zhao Lijian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, avait laissé entendre sur Twitter, le 12 mars, que le coronavirus pourrait avoir été introduit par la délégation américaine y ayant participé.

Plusieurs témoignages

Les dires de la sportive vont dans le sens des déclarations d'un autre des 281 autres athlètes français membres de la délégation. Ce dernier a assuré à BFM TV être « tombé malade tout comme plusieurs membres de la délégation française » à son retour de Wuhan. (Complété avec lepoint.fr 5 mai 2020)

Elodie Clouvel, de son côté, n'a pas souhaité donner suite à nos sollicitations pour reparler du sujet. Sa sortie médiatique du 25 mars n'aurait pas forcément été du goût de la hiérarchie militaire. Depuis, il a été d'ailleurs été demandé à la plupart des athlètes de ne plus répondre aux journalistes sur le sujet. Comme plusieurs nous l'ont confié : consigne leur a été donnée de renvoyer les questions à la direction de la communication des armées. Des athlètes tricolores, présents à Wuhan, avaient pourtant reçu, il y a quelques semaines, un appel de l'armée pour les rassurer. « On nous dit : il n'y a pas de risque, vous êtes repartis le 28 octobre et le virus est arrivé le 1er novembre », témoigne l'un d'entre eux.

Dans un tel contexte, les Français n'ont aucune raison d'avoir été les seuls athlètes potentiellement contaminés. De nombreux malades ont ainsi été répertoriés au sein de la délégation suédoise forte d'une centaine de membres, dont certains victimes de fortes fièvres à leur retour. « Mais aucune des personnes testées n'a donné de résultat positif » a précisé mi-avril, au site NSD, le service de communication des forces armées suédoises. (Elles ne vont pas avouer le contraire, personne ne doit être dupe. - LVOG)

Le site de L'essentiel, rapporte, lui, les témoignages de certains sportifs luxembourgeois. Le nageur Julien Henx se souvient d'un contrôle infrarouge de température corporelle à la descente de l'avion. Le lanceur de poids Bob Bertemes se souvient que « dans le village ils nettoyaient tout deux fois par jour et à minuit ils passaient au nettoyage des rues ». Avant d'ajouter, au sujet du nageur Raphaël Stacchiotti : « Il a été malade là-bas. Depuis on le chambre en lui disant que c'était lui le premier cas ».

Ce mercredi soir, le ministère a assuré par communiqué qu' il n'y avait pas eu, « au sein de la délégation française des JMME, de cas déclarés auprès du Service de santé des armées (SSA) de grippes ou d'hospitalisation pendant et au retour des JMME, pouvant s'apparenter, à postériori, à des cas de Covid-19. » (Le ministère de la Guerre couvre les auteurs de cette machination, c'est naturel. - LVOG) leparisien.fr 5 mai 2020

Coronavirus : Elodie Clouvel et d'autres sportifs contaminés à Wuhan en octobre ? - tl7.fr 6 Mai 2020

https://www.tl7.fr/replay/reportage-tl7_5/coronavirus-elodie-clouvel-et-d-autres-sportifs-contamines-a-wuhan-en-octobre_x7tqpjx.html

Commentaires d'internautes.

1- "Oui, tout est possible. Et on ne saura peut-être jamais la vérité. Ce n'est peut-être ni les Chinois, ni les Américains... ce qui est certain, c'est que l'exploitation de cette épidémie, sans proportion avec sa réalité, est l'oeuvre des mondialistes qui ont préparé un tel scénario depuis longtemps. C'est pire qu'un complot, une idéologie planificatrice pour détruire les nations et instaurer

une dictature mondiale."

2- "Oui , votre réponse me convainc . C'est tellement abasourdissant que le mot qui vient en premier c'est « c'est pas possible c'est complotiste » mais effectivement tout est possible et il est difficile de savoir la vérité ; les faits issus des langues qui se délient sont de plus en plus perturbants ; ce qui sûr en revanche c'est que les intentions dictatoriales du mondialisme transparaissent de plus en plus ...pour qui sait voir et entendre. Merci."

Qui a dit ?

- "*Les responsabilités ne sont engagées que quand il y a des risques inconsidérés qui sont pris, des négligences qui sont faites, ce n'est évidemment pas le cas du protocole sanitaire que nous avons établi*".

Réponse : Le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer auditionné à l'Assemblée nationale. AFP 7 mai 2020

LVOG - Ils osent tout les pires pourritures. On est en présence d'un psychopathe endurci qui ne mérite ni la camisole de force ni un jugement ce serait lui accorder trop de considération...

Faites tomber les masques. La fabrique du consentement a conquis l'extrême gauche. A droite toute !

LVOG - Leur indignation sert uniquement à camoufler leur capitulation ou trahison. Macron ne pouvait rêver meilleurs alliés.

- GMI - Pour protéger les enfants et les travailleurs de l'enseignement primaire, grève générale des écoles à partir du 11 mai !

L'appel à la grève générale jusqu'au report de la rentrée scolaire

C'est la seule voie pour protéger les personnels, les élèves et leurs familles. C'est la seule voie pour interdire la circulation du virus et une seconde vague mortelle. GMI 3 mai 2020

- POID - La Tribune des travailleurs. A la Une : *Un déconfinement de tous les dangers* par Daniel Gluckstein.

- Le pays va au-devant d'une véritable catastrophe sanitaire, mais aussi sociale et économique.

LVOG - On se croirait à la tribune de l'OMS !

- Huit semaines de confinement ont montré, en creux, la puissance de la classe ouvrière.

LVOG - Traduire : Son impuissance et son inconscience. Et l'imposteur d'en rajouter une couche à chaque paragraphe pour alimenter la psychose qui justifie toutes les attaques portées par Macron contre les travailleurs.

- ... la catastrophe qui menace...
- ... un programme d'urgence pour imposer en particulier (...) la distribution massive et gratuite des masques ...
- ... la catastrophe qui se dessine chaque jour un peu plus...
- ... la catastrophe qui vient...

LVOG - Mais quel cinglé !

Le catastrophisme a servi à Macron à réaliser l'union nationale ou un consensus allant de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Le catastrophisme repris par les dirigeants du mouvement ouvrier sert uniquement à resserer les rangs de leurs troupes, au détriment de la cause qu'ils prétendaient défendre et qu'ils ont piétinée. On a connu autrefois ou plutôt jadis tellement il faut remonter loin dans le temps, une avant-garde qui n'hésitait pas à aller à contre-courant des masses ou du mouvement ouvrier quand leur orientation était réactionnaire. De nos jours, dans le même cas de figure, il faut adopter la même orientation que les masses même si elle est réactionnaire.

Ensemble, avec Macron et son gang mafieux, ils auront commis l'exploit dont ils peuvent être fiers, d'avoir fait adhérer la presque totalité de la population à cette machination conçue par l'oligarchie financière et rendue publique lors du dernier forum de Davos. C'est le seul succès significatif qu'ils pourront revendiquer depuis 40 ans... pour le compte de l'oligarchie, du capitalisme, bravo ! J'y tiens pour qu'on ne nous accuse pas de sous-estimer leur mérite ou d'être injuste envers eux.

Etions-nous dans la fabulation ou dans l'outrance, quand nous affirmions que le mouvement ouvrier était mort, et qu'il fallait

le reconstruire sur la base de la rupture avec le capitalisme et ses institutions ?

Ce principe et cet objectif politique devraient figurer en tête des statuts de tout parti ou syndicat ouvrier. Dans le cas contraire, ils n'auraient rien d'ouvrier ou ils incarneraient l'idéologie des capitalistes. C'est cela aussi être réellement de gauche.

Totalitarisme et corporatisme. Le dialogue social est ***"le maître mot"*** (La ministre du Travail, Muriel Pénicaud).

- Il faut relancer le débat sur le temps de travail, selon l'Institut Montaigne - LeFigaro.fr 6 mai 2020

Comment la France règlera-t-elle la facture de la crise hors-norme du coronavirus? Dans une note intitulée «Rebondir face au Covid-19 : l'enjeu du temps de travail», l'Institut Montaigne met les pieds dans le plat. Le think tank libéral, sous la plume de l'économiste Bertrand Martinot, fait neuf propositions pour relancer l'économie en appuyant sur la corde - sensible - du temps de travail.

Le think tank libéral n'appelle pas à un retour généralisé aux 39 heures mais propose des ajustements pour augmenter la durée du travail, petit bout par petit bout. Il propose notamment de supprimer le jeudi de l'Ascension comme jour férié. «Si la France est dans une situation moyenne par rapport à ses partenaires européens pour le nombre de jours fériés, elle se caractérise par un nombre particulièrement élevé de jours au cours du mois de mai (trois ou quatre jours fériés selon les années, dont le jeudi de l'Ascension qui entraîne chaque année un « pont »)», précise-t-on dans la note.

Le HuffPost - L'Institut Montaigne souhaite un "accroissement du temps de travail sans pour autant que la rémunération supplémentaire correspondante ne soit versée immédiatement par les entreprises". Par exemple, en intégrant le versement des heures supplémentaires "dans la formule de calcul de la réserve minimale de participation versée l'année suivante", voire ultérieurement.

Il propose d'"assouplir quelques verrous juridiques persistants" en permettant aux entreprises de "déroger au temps de repos minimum quotidien de 11 heures minimum par jour dans le cadre d'un accord sur le droit à la déconnexion". "Le problème du jour, c'est le retour au travail, et sauver l'emploi", a pour sa part déclaré sur Europe 1 la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, jugeant que le dialogue social est "le maître mot" et estimant que "les entreprises qui ont un bon dialogue social (...) aménagent déjà le temps de travail". Le HuffPost 6 mai 2020

De même, l'Institut propose que «toute formation figurant sur le plan de développement des compétences de l'entreprise pourrait être effectuée en dehors du temps de travail du salarié avec l'accord de celui-ci», à condition que la formation en question ne soit pas obligatoire.

Ces mesures ne devraient pas seulement permettre aux entreprises de donner un coup d'accélérateur soudain à leur activité, argumente l'économiste Bertrand Martinot: «on va vivre pendant de nombreux mois avec le virus, donc dans un environnement sanitaire très particulier qui va faire perdre énormément de productivité horaire aux entreprises». Une perte que l'augmentation du nombre d'heures travaillées devrait venir compenser.

Des efforts demandés aux services publics

L'économiste appelle également le service public à contribution en diminuant d'«une dizaine» le nombre de RTT dans la fonction publique, «à titre provisoire» et sans compensation salariale obligatoire. La crise est selon lui l'occasion de procéder «un nouvel examen de l'organisation du temps de travail dans la fonction publique, qui a déjà fait l'objet de nombreux rapports». L'économiste souhaite mettre l'administration publique au régime, en mettant à plat, «à moyen terme», la question de la durée et de l'aménagement du temps de travail dans ses organismes.

Le HuffPost - La fonction publique fait l'objet de plusieurs propositions de l'Institut Montaigne, telles que la hausse temporaire de la durée de travail pour les "fonctionnaires de secteurs d'activité nécessaires à la vie économique ou en tension (...), en contrepartie d'une rémunération supplémentaire et après concertation avec les organisations syndicales". Pour être crédible, l'Etat devrait d'abord solder les heures supplémentaires impayées, suggère-t-il. Le HuffPost 6 mai 2020

Enfin, l'Institut Montaigne appelle à supprimer la première semaine vacances de la Toussaint de l'automne 2020 pour les élèves, afin de leur permettre de «rattraper les semaines de scolarité en partie perdues durant le printemps et l'été 2020». «Il s'agirait de s'inspirer de la réaction de Singapour à la crise du SRAS en 2003, pays qui a supprimé 15 jours de vacances scolaires du mois de juin pour rattraper les retards scolaires accumulés», argumente-t-il.

Mesures très politiques

Les propositions formulées par l'Institut Montaigne ne sont pas sans rappeler les propos le président du Medef. «Il faudra bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter,

en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire», avait ainsi estimé Geoffroy Roux de Bézieux dans nos colonnes, le 10 avril.

Contacté par nos soins, le ministère du Travail n'a pas réagi à la note du think tank pour l'heure. Au sein du gouvernement, le sujet très sensible du temps de travail n'a été publiquement évoqué que par la secrétaire d'État à l'Économie, Agnès Pannier-Runacher. «Il faudra probablement travailler plus que nous ne l'avons fait avant. Il faudra mettre les bouchées doubles pour créer de la richesse collective», avait-elle déclaré mi-avril, dans la droite ligne des préconisations du Medef et de l'Institut Montaigne. LeFigaro.fr 6 mai 2020

Commentaires d'internautes.

1- "Il va y avoir un record mondial de chomeurs et il faut travailler plus ? Où est la logique ?"

2- "On attend la réaction de l'institut Montaigne, sur le fait que les assurances, vont verser des milliards en dividendes, au mois de Juin....Ils sont scandalisés ?...Ou, ils palpent ?"

Faites tomber les masques ou en famille. La véritable nature réactionnaire de Mélenchon et LFI éclate au grand jour. "***Demi-tour… droite !***

LVOG - La guerre et les crises sont des épreuves révélatrices et destructrices pour les opportunistes

Covid-19 : quand Mélenchon rentre les griffes - LePoint.fr 7 mai 2020

Le leader de La France insoumise annonce qu'il abandonne la stratégie du choc frontal contre le gouvernement. Objectif : attirer les électeurs modérés. LePoint.fr 7 mai 2020

Demi-tour… droite ! Dans un entretien donné à Leading European Newspaper Alliance (Lena), une alliance de journalistes européens, et relayé par le journal espagnol El Pais, Jean-Luc Mélenchon annonce un changement drastique de direction. Si le leader de La France insoumise assume qu'il a usé « jusqu'à maintenant » de « la stratégie du choc frontal » sur tous les sujets, comme « générateur de conscience politique », il la considère comme désuète en période de crise sanitaire et trompette une approche toute nouvelle : « Il n'est pas question d'agresser ceux qui nous gouvernent », prévient-il. LePoint.fr 7 mai 2020

LVOG - Hier, quand il se plaignait d'être victime d'amalgames avec l'extrême droite, nous les dénoncions. Si demain s'il se plaignait d'être victime d'amalgames avec l'extrême-centre de Macron, nous ne les dénoncerions pas puisqu'ils seraient légitimes.

La machine infernale à fabriquer le consentement a fait du bon boulot.

Sondage Odoxa Dentsu Consulting pour Le Figaro et Franceinfo. lefigaro.fr 6 mai 2020

Les Français sont persuadés que la sécurité promise pour le déconfinement ne sera pas au rendez-vous que ce soit dans les écoles (69 %) où les transports (74 %).

Sur ce dernier point, la défiance est d'autant plus forte que l'on se rapproche des grands centres urbains, à commencer par la région parisienne où la densité des transports est plus forte que dans le reste de la France. «80 % des "Parisiens" se montrent pessimistes à ce sujet», souligne ainsi l'étude.

Les Français expriment une grande confiance dans les entreprises pour qu'elles assurent un niveau de sécurité suffisant à leurs salariés. «Ce résultat vient confirmer un autre enseignement inattendu de cette crise sanitaire, souligne Odoxa. La réhabilitation de l'entreprise dans le cœur des Français.» lefigaro.fr 6 mai 2020

Ceci explique cela et pas seulement en France

- Etat d'urgence: Gilles Le Gendre (LREM) s'attend à une nouvelle prolongation après juillet - AFP 6 mai 2020

Le chef de file des députés LREM Gilles Le Gendre ne "pense pas que ce soit la dernière fois qu'on ait à prolonger l'état d'urgence" sanitaire et s'attend à discuter d'une nouvelle prolongation en juillet, a-t-il indiqué mardi. AFP 6 mai 2020

- Coronavirus: L'état d'urgence prolongé en Espagne - Reuters 6 mai 2020

Le Parlement espagnol a approuvé mercredi la prolongation pour deux semaines à compter de dimanche de l'état d'urgence

en vigueur pour lutter contre l'épidémie due au coronavirus. Reuters 6 mai 2020

Le pire virus, c'est lui, effrayant !

- Masqué, Macron visite une école de Poissy pour rassurer sur la rentrée - AFP 6 mai 2020

Portant pour la première fois un masque grand public, en tissu bleu nuit, Emmanuel Macron a visité mardi matin une école de Poissy (Yvelines) et discuté avec des maires pour tenter de rassurer sur une rentrée très contestée après le 11 mai. AFP 6 mai 2020

Ministère de la Vérité. Les médias-oligarques se chargent très bien eux-mêmes de la police de la pensée.

- Le gouvernement renonce à son service controversé "Désinfox coronavirus" - AFP 5 mai 2020

LVOG - Ne cherchez plus, il a renoncé à tout. Ce sont les idéologues et les technocrates au service de l'oligarchie qui leur dictent la politique qu'il doit appliquer. Hier, c'était le GIEC sur le climat, aujourd'hui c'est l'OMS sur le coronavirus, et on pourrait multiplier les exemples par dizaines ou centaines depuis 40 ans.

Totalitarisme. Etat policier permanent.

Déconfinement: Pécresse réclame des forces de l'ordre ou de sécurité dans les gares - AFP 7 mai 2020

La présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a réclamé mardi des "renforts" en forces de l'ordre ou de sécurité dans les gares pour mieux filtrer les usagers des transports et faire respecter la distanciation pour le déconfinement à partir de lundi. AFP 7 mai 2020

L'oligarchie ne lésine pas sur les moyens pour faire taire les scientifiques qui les dérangent.

- Prêt à faire des «conclusions très significatives» sur le Covid-19, un professeur tué par balles - sputniknews.com 6 mai 2020

Un professeur de l'université de Pittsburgh qui était sur le point d'annoncer «des conclusions très significatives» concernant le Covid-19, selon son université, a été tué par balles ce week-end. Le meurtre a été suivi par le suicide de l'auteur de l'attaque, fait savoir la police américaine citée par CNN. sputniknews.com 6 mai 2020

Commentaire d'un internaute

- "Un scientifique qui va donner des informations très significatives sur le Covid19 qui se fait tuer, ça signifie très clairement que le Covid19 n'a rien de naturel. Quant au suicide du tueur, c'est juste qu'il a été éliminé (on déguise généralement ce "nettoyage" en suicide ou en accident)."

C'est toujours bon à savoir.

- Où en est le débat sur l'Hydroxychloroquine ?

https://www.youtube.com/watch?v=eqb1VXHKAAs

- Pour FrontPopulaire.fr, la revue de Michel Onfray, le combat de Didier Raoult contre le coronavirus 4 mai 2020 https://www.youtube.com/watch?v=-juM9NdKDJ0

- Didier Raoult se confie à Apolline de Malherbe sur BFMTV 1 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=cj4bGVszZP8

- Le médicament «sur lequel la France a misé ne marche pas», estime Didier Raoult - sputniknews.com 05 mai 2020

Le professeur Didier Raoult a critiqué le choix de la France de miser sur le Remdesivir pour lutter contre le Covid-19. Selon lui, le traitement à l'hydroxychloroquine est plus efficace et a fait la preuve de sa non-toxicité.

Dans le cadre d'un entretien filmé par l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) Méditerranée, le professeur Didier Raoult a pointé du doigt le recours au Remdesivir, un antiviral actuellement testé dans la lutte contre le coronavirus.

Selon lui, la France a misé sur ce médicament qui s'est révélé inefficace.

«Le médicament sur lequel la France a beaucoup misé, qui est le Remdesivir, ne marche pas. Il y a une énorme étude multicentrique qui a été faite, contre placebo, qui montre que ça ne marche pas. On sait maintenant […] que le Remdesivir ne permet pas de sauver les gens. Il n'y a pas de différence dans la mortalité», a-t-il ainsi commenté au cours de cet entretien.

Le Remdesivir a en particulier été utilisé en France pour traiter l'un des premiers malades du coronavirus, fin janvier, au CHU de Bordeaux, comme le rapporte Le Parisien.

L'hydroxychloroquine non toxique

Par contraste, le professeur Didier Raoult a affirmé que le traitement à l'hydroxychloroquine s'était révélé plus efficace. Il a également assuré que la toxicité de ce traitement, qu'il promeut depuis le début de l'épidémie, n'était pas avérée.

«Nous n'avons eu aucune toxicité avec l'hydroxychloroquine. On n'attendait pas qu'il y ait une toxicité, c'est un fantasme. Je ne sais pas d'où il est parti. Était-ce un fantasme pour promouvoir le Remdesivir? […] Je n'en sais rien. Mais ce n'est pas raisonnable», a-t-il déclaré dans cette vidéo.

L'infectiologue conclut en soulignant l'importance de travailler désormais sur les possibles séquelles laissées par la maladie. Il en appelle à un suivi régulier des personnes anciennement infectées, dont certaines pourraient présenter «une évolutions vers une insuffisance respiratoire». sputniknews.com 05 mai 2020

Quelle catastrophe ! Quel délire !

- La «gravité monstrueuse» du coronavirus est un «délire», affirme Didier Raoult - sputniknews.com 05 mai 2020

Le professeur Didier Raoult a émis quelques réserves sur la gravité de l'épidémie actuelle, affirmant que les taux de mortalité et la contagiosité du Covid-19 n'étaient pas extrêmes.

Le professeur Didier Raoult est revenu sur la gravité de l'épidémie de coronavirus, dans une vidéo réalisée par l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) Méditerranée, où il exerce ses fonctions.

Estimant que la pandémie touchait à sa fin, l'infectiologue s'est autorisé à tirer un premier bilan, soulignant les faibles taux de mortalité liés au Covid-19.

«Tout le délire autour de la gravité monstrueuse de cette maladie est déraisonnable. Ce n'est pas vrai. Globalement ça ne présente pas à la fin une surmortalité exceptionnelle. C'est grave chez les sujets déjà à risques, qu'il fallait essayer de détecter et de traiter le plus tôt possible», a-t-il ainsi expliqué dans cet entretien filmé.

Selon lui, l'épidémie prend une forme de cloche qui est «très banale, pour les maladies virales», soulignant qu'elle se comportait comme toutes les autres.

Et d'exprimer encore une fois ses doutes quant à un éventuel rebond.

«On voit qu'on s'approche de la fin. Les réanimations se vident, la mortalité diminue. Tout ça est en train de disparaître. Personne ne sait si ça réapparaîtra l'année prochaine».

Une faible contagiosité en fin de compte

Le professeur Didier Raoult a également avancé le faible taux d'hospitalisation des plus jeunes, estimant pour sa part ne pas avoir eu affaire à des «forme exceptionnelle de gravité chez l'enfant».

Selon l'infectiologue, la contagiosité du virus a été également surestimée, et s'avère moins importante que prévue.

«La contagiosité ne paraît non plus si extraordinaire qu'on le disait. On peut estimer […] que peut-être 3% de la population a été touchée. C'est beaucoup moins qu'une grippe par exemple. La contagiosité n'a pas été extrême et elle est probablement de

plus en plus basse puisqu'on est en fin d'épidémie», déclare-t-il dans cette vidéo. sputniknews.com 05 mai 2020

Dépités par l'insuffisance de morts à l'échelle mondiale, les criminels fantasment.

- Des virologues allemands prédisent «avec une grande certitude» une deuxième vague de Covid-19 - sputniknews.com 06 mai 2020

Alors que la pandémie de coronavirus a déjà tué plus de 257.000 personnes à travers le monde, des virologues de l'Institut Robert Koch en Allemagne affirment «avec une grande certitude» qu'il y aura une nouvelle vague. Le chef de l'Institut a souligné l'importance d'y être bien préparé.

L'humanité peut être confrontée à de nouvelles vagues de propagation du coronavirus, a déclaré Lothar H. Wieler, président de l'Institut Robert Koch (RKI) auprès du ministère allemand de la Santé lors d'une conférence de presse mardi 5 mai.

«Les virologues conviennent en grand nombre qu'il y aura "avec une grande certitude" une deuxième vague», a-t-il indiqué avant d'ajouter: «Beaucoup ont supposé qu'il y aurait également une troisième vague».

La deuxième vague a déjà été prédite par de nombreux scientifiques et personnalités politiques. Ainsi, la représentante de l'Organisation mondiale de santé en Russie, Melita Vujnovic, a déclaré le 30 avril aux médias russes qu'elle était imminente car la majorité de la population mondiale n'est pas immunisée. sputniknews.com 06 mai 2020

- Quel est le risque d'attraper le coronavirus chez soi? La réponse d'un scientifique - sputniknews.com 06 mai 2020

La possibilité de contracter le coronavirus chez soi a été évaluée par un virologue russe Anatoli Alschtein. Selon lui, l'infection peut être transmise aussi bien par des personnes venant de l'extérieur que par des produits alimentaires et des objets.

«À titre de précaution, il faut utiliser de l'eau bouillie, laver les fruits et les légumes, sans oublier de faire un traitement thermique des produits», a déclaré à la la chaîne russe 5-tv le virologue et professeur, tout en précisant qu'un tel risque est minime.

Afin de ne pas attraper le virus par l'intermédiaire des personnes cohabitant avec vous et qui peuvent être des sources potentielles de contamination, le spécialiste préconise les fameux gestes barrières:

«Pour cela, il faut porter un masque, se laver les mains et se distancier au maximum, notamment garder une distance d'au moins deux mètres avec l'autre personne». sputniknews.com 06 mai 2020

- Une souche dominante du coronavirus plus contagieuse que celle d'origine aurait été identifiée - sputniknews.com 05 mai 2020

Des scientifiques disent avoir identifié une souche du nouveau coronavirus qui, depuis son apparition en février en Europe et sa rapide propagation aux États-Unis, se montre plus contagieuse que celle qui circulait pendant les premières semaines de l'épidémie en Chine, écrit Los Angeles Times.

Une étude menée par des chercheurs du laboratoire national de Los Alamos a révélé l'existence d'une souche du nouveau coronavirus responsable, selon eux, de la rapide propagation du Covid-19 en Europe et aux États-Unis à partir du mois de février, relate Los Angeles Times.

Les scientifiques ont notamment analysé 6.000 séquences de virus provenant de plusieurs pays du monde après quoi ils ont réussi à identifier 14 mutations qui ont eu lieu parmi environ 30.000 paires de base d'ARN constituant le génome de l'agent pathogène.

L'étude a été concentrée sur la mutation baptisée D614G qui s'est avérée responsable du changement des fameuses protubérances protéiques à l'aide desquelles le virus entre dans les cellules humaines.

D'après l'étude, partout où cette dernière souche est apparue, elle a rapidement infecté beaucoup plus de personnes que les souches antérieures issues de Wuhan, en Chine. Ainsi en quelques semaines, c'était la seule souche qui était répandue dans certains pays. Sa prédominance sur ses prédécesseurs montre qu'elle est plus contagieuse bien que les raisons n'en soient pas encore évidentes.

Par exemple, Washington a été parmi les premiers États américains touchés par la souche d'origine fin février, mais déjà le 15 mars, la souche mutée avait commencé à dominer. New York a été frappée par le virus d'origine vers cette date, mais en quelques jours, la nouvelle souche a pris le relais.

L'étude de Los Alamos n'indique pas que la nouvelle souche du virus est plus meurtrière que celle d'origine, mais les personnes infectées par la souche mutée semblent avoir une quantité de particules virales plus élevée.

En plus de se propager plus rapidement, la nouvelle souche peut rendre les personnes guéries vulnérables à une réinfection, avertit le rapport.

Quoi qu'il en soit, l'étude prévient que si la pandémie ne diminue pas à mesure que le temps se réchauffe, le virus pourrait subir d'autres mutations pendant que les scientifiques préparent les premiers traitements médicaux et des vaccins. sputniknews.com 05 mai 2020

La sale besogne achevée, il s'éclipse.

- Neil Ferguson démissionne du SAGE - Réseau Voltaire 6 mai 2020

Le professeur Neil Ferguson a démissionné du Scientific Advisory Group for Emergencies (conseil scientifique consultatif pour les situations d'urgence) (SAGE) britannique.

Le SAGE est un organisme dépendant du Comité COBRA (Cabinet Office Briefing Rooms) chargé de la Sécurité nationale du Royaume-Uni.

Le professeur Ferguson conseille les gouvernements britanniques depuis une vingtaine d'années. C'est lui qui, en 2001, avait conseillé au Premier Ministre, Tony Blair, d'abattre six millions de têtes de bétail par crainte de la fièvre aphteuse ; une mesure qui coûta 10 milliards de livres à l'agriculture britannique et marqua la fin de son élevage bovin [1].

Le professeur Ferguson n'a cessé de prophétiser toutes sortes de calamités, dont 550 000 décès du Covid-19 au Royaume-Uni si un confinement généralisé obligatoire et des distances sociales n'étaient pas mises en œuvre. Ces mesures n'ont jamais été testées lors d'épidémies précédentes. En France, il est parvenu à convaincre le président Emmanuel Macron d'adopter ce plan d'urgence sanitaire.

Le professeur Ferguson n'est pas médecin, mais statisticien.

Il a démissionné après que le Daily Telegraph ait révélé qu'il n'appliquait pas lui-même les règles qu'il avait imposées au pays. Il recevait sa petite amie chez lui en plein confinement.

[1] « Covid-19 : Neil Ferguson, le Lyssenko libéral », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 avril 2020. Réseau Voltaire 6 mai 2020

A bas Charlie !

- Corruption de la presse - Réseau Voltaire 6 mai 2020

Chaque pays a connu dans son histoire des scandales d'achat secret de médias par des agents économiques. C'est aujourd'hui le cas au niveau européen.

Par exemple, la Bill and Melinda Gates Foundation a versé en 2019 :

- Der Spiegel : 2 537 294 $
- Die Zeit : 297 124 $
- Le Monde : 2 126 790 $
- The Atlantic : 500 222 $
- The Bureau of Investigative Journalism : 1 068 169 $
- The Guardian : 175 000 $
- The Project Syndicate (tribunes libres) : 1 619 861 $

Notez bien qu'en finançant des enquêtes (Bureau of Investigative Journalism) ou en rémunérant des auteurs de tribunes libres traduites et diffusées en plusieurs langues (Project Syndicate), le « donateur » « soutient » tous les journaux qui les reprennent sans avoir à leur verser directement d'argent. Réseau Voltaire 6 mai 2020

Et il ne s'est pas effondré en moins de 10 secondes, comme c'est étrange !

Un gratte-ciel résidentiel en proie aux flammes aux Émirats arabes unis - sputniknews.com 05 mai 2020

Un gratte-ciel de 45 étages a été ravagé par le feu dans l'émirat de Charjah dans la soirée du mardi 5 mai, indiquent les médias locaux.

Plusieurs vidéos de témoins montrent que le feu s'est rapidement propagé et a englouti presque tout le bâtiment. sputniknews.com 05 mai

L'autre fascisme ordinaire.

- Le gouvernement israélien approuve l'extension d'une colonie de Cisjordanie - Reuters 6 mai 2020

"Environ 7.000 logements" peuvent être construits sur le terrain concerné, précise le ministère de la Défense dans un communiqué. "La dynamique de construction ne doit pas s'arrêter une seule seconde", a par ailleurs tweeté le ministre, Naftali Bennett, qui est également chef de file de la Nouvelle droite, un parti nationaliste religieux.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui tente de former un gouvernement d'union nationale, a promis d'annexer les colonies de Cisjordanie ainsi que la vallée du Jourdain et souhaite entamer le 1er juillet les discussions à ce sujet avec les membres de l'exécutif.

Les Etats-Unis se sont dits prêts à reconnaître cette annexion, dans le cadre du plan de paix présenté en février par Donald Trump.

"La souveraineté en Judée-Samarie (Cisjordanie, ndlr) et dans la vallée est une décision israélienne. Nous sommes prêts", réaffirme l'ambassadeur américain en Israël David Friedman, dans un entretien accordé à Israel Hayom. Reuters 6 mai 2020

Haut de page

Le 10 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

C'est une très sale histoire qu'on est en train de vivre.

Les infos de la veille ne figurent pas dans cette causerie, il est 13h53 et je n'ai pas eu le temps de me connecter à Internet, j'ai été faire quelques courses, tout est fermé à partir de 13h. En principe on devrait retrouver notre liberté de déplacement le 18 mai.

Je vous conseille vivement de lire attentivement les articles que nous avons mis en ligne, cela vous aidera à mieux comprendre dans quel société nous vivons et ce que nous préparent les tyrans qui dominent le monde.

Etant donné qu'on ne peut pas compter sur nos dirigeants pour nous informer, même si les auteurs de ces articles ne se situent pas sur le terrain du socialisme, les informations qu'ils contiennent sont indispensables pour comprendre la situation. Et pour agir.

Les oligarques, qui participent à l'Etat profond, ont des intentions néfastes et criminelles envers tous les peuples sans exception, qu'ils maquillent tant bien que mal en intentions généreuses et désintéressées, qui ne doivent tromper personne.

Notre devoir de militant ouvrier socialiste est de les porter à la connaissance du plus grand nombre possible de travailleurs. Faites circuler ces articles, discutez-en entre vous, soumettez-les à vos dirigeants ou aux cadres de votre parti ou syndicat, faites-en des copies et distribuez-les autour de vous, à vos proches, collègues de travail, voisins, organisez des réunions pour en discuter, il est toujours possible d'agir qu'on soit ou non organisé.

Soyons lucide ou regardons la réalité en face.

Leur machination climatique leur a servi également a testé leur pouvoir politique à l'échelle mondiale, je parle du premier cercle de l'oligarchie financière, et il faut bien reconnaître que l'épreuve s'est avérée concluante et encourageante pour l'avenir, le leur, car nous et les générations suivantes n'en auront pas au rythme où nous sommes partis.

Cela ne devait pas surprendre nos lecteurs qui savaient déjà à quoi s'en tenir, bien que je doute qu'ils m'aient réellement pris au sérieux. On en est arrivé au point, où parler de civilisation humaine sera bientôt déplacé ou inapproprié, pour caractériser le

stade supérieur de développement auquel était parvenu le seul hominidé encore en vie, l'homo sapiens.

Le niveau de conscience du milieu, de la société ou du monde dans lesquels ils vivaient, est l'unique facteur qui n'ait pas progressé au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, il ne s'est pas fossilisé, il s'est désagrégé, il a même régressé par rapport au demi-siècle antérieur.

Avec l'organisation des travailleurs, c'était la seconde tâche politique qui aurait dû être adoptée par un parti ouvrier, et tous ont échoué lamentablement au point que le niveau de conscience de leur militants a régressé également, dans des proportions qui dans la plupart des cas ne permettent plus la moindre discussion sérieuse et libre. Quand on consulte leurs publications, on s'aperçoit au premier coup d'oeil, qu'ils en sont restés à une analyse du capitalisme et de la lutte de classe du XIXe siècle, exactement comme si rien ne s'était passé depuis.

Ainsi va le dogmatisme suicidaire et criminel des dirigeants qui ont confisqué le mouvement ouvrier, qui n'est plus qu'un instrument au service du régime. Ils ne publieront absolument aucun article que nous publions ici, parce qu'ils considèrent que tous les sujets qu'ils traitent n'ont rien à voir avec la lutte de classe, ils les considèrent hors sujet, sans intérêt, bien qu'en réalité ils soient directement liés à la lutte des classes.

Ces dirigeants, souvent âgés ou très âgés, appartiennent à des générations qui ont vu le jour et grandi à une tout autre époque. Ils ont hérité du mode de penser des générations antérieures qui avait été façonné lors d'une période historique qui appartient désormais au passé ou qui a disparu, mais qu'ils tentent à tous prix de maintenir en vie artificiellement, et évidemment cela ne pouvait que nous mener dans une impasse politique ou nous réduire à l'impuissance.

Nous, nous proposons un mode de penser et d'action, qui s'inspirent de la réalité et qui s'inscrit dans le présent, en intégrant les enseignements de la lutte de classe du passé et l'ensemble des transformations que la société et le capitalisme ont subies notamment depuis un demi-siècle, de manière à être en phase avec la réalité et à pouvoir tracer une perspective politique qui nous projette dans le futur débarrassé du capitalisme et des institutions de la Ve République, bref, de se donner les moyens théoriques et politiques d'aborder sérieusement et de résoudre la question d'un changement de régime.

- 20 pages au format pdf

De la menace à la mise en application du totalitarisme.

LVOG - Nous soutenons ces médecins.

Vidéo. Cri d'alarme et alerte d'un médecin - Violation du secret médical - 6 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=2g71I-Qpvn8&feature=emb_title

Vidéo. Dr Éric Menat - Il y a urgence !

https://www.youtube.com/watch?v=a3FWeatEF9k&feature=emb_title

Des tests frauduleux positif à n'importe quel virus ou coronavirus

LVOG - Cette arnaque, il fallait y penser, ils ont mis sur le marché des tests qui réagissent indistinctement à n'importe quel virus ou coronavirus, ce qui aura une conséquence non seulement sur le diagnostique mais aussi sur le traitement destiné à chaque malade potentiel. Si parce que les tests ne sont pas suffisamment précis une personne est diagnostiquée positive au coronavirus, alors qu'elle a été infectée par le virus de la grippe, elle sera comptabilisée parmi les personnes décédées du coronavirus, et le tour est joué pour fausser les statistiques et faire croire à une pandémie.

Dans de nombreux pays il y a eu des plaintes sur la qualité des tests dont l'efficacité a été contestée. A l'inverse, ils existaient des tests qui ne permettaient pas de diagnostiquer le coronavirus et des milliers de personnes en sont mortes.

Ce qu'il y a d'avantageux avec ces tests foireux, c'est que dans les deux cas que nous venons d'évoquer, ils aboutissaient à faire plus de morts, l'objectif recherché par les oligarques à l'origine de cette criminelle machination.

Tanzanie : des test de COVID-19 frauduleux sont positifs sur des animaux et des fruits geopolintel.fr 6 mai 2020

Les tests ont été réalisés en aveugle sur plusieurs échantillons non humains, notamment d'une papaye, d'une chèvre et d'un mouton, à qui on avait attribué des références humaines avec un nom et un âge.

Ces échantillons ont ensuite été soumis au laboratoire tanzanien pour y rechercher le coronavirus, les techniciens de laboratoire ayant délibérément ignoré leur origine.

Les échantillons de papaye et de chèvre ont été testés positifs pour le COVID-19, le président John Magufuli affirme que cela signifiait qu'il était probable que certaines personnes soient testées positives alors qu'en fait, elles n'étaient pas infectées par le coronavirus.

M. Magufuli a déclaré ,« Il se passe quelque chose. J'ai dit auparavant que nous ne devrions pas accepter ça et que l'aide destinée à la nation doit nous être bénéfique », ajoutant que les kits devraient faire l'objet d'une enquête.

Samedi, M. Magufuli a dit qu'il avait commandé un traitement à base de plantes (Artémisia annua) pour le coronavirus dont le président de Madagascar fait la promotion.

« J'ai déjà écrit au président de Madagascar et nous allons bientôt envoyer un avion pour aller chercher le médicament afin que la Tanzanie puisse également en bénéficier ».

Le remède à base de plantes, appelé « Covid Organics » et préparé par l'Institut malgache de recherche appliquée, est fabriqué à partir d'Artemisia, une plante cultivée sur l'île de Madagascar dans l'océan Indien.

Malgré le manque de preuves scientifiques, le président malgache Andry Rajoelina a affirmé que le remède avait déjà guéri certains Malgaches de COVID-19. Les enfants qui retournent à l'école ont été obligés de le prendre. geopolintel.fr 6 mai 2020

Source :

https://www.aljazeera.com/news/2020/05/tanzania-president-questions-coronavirus-kits-animal-test-200503174100809.html

Comment les chefs d'Etat ou de gouvernement des puissances occidentales ont délibérément conduit à la mort des dizaines de milliers de personnes.

- Pompeo et les caprices du virus - entelekheia.fr 6 mai 2020

Extrait.

Le ministère de la santé à Téhéran a déclaré samedi que le taux d'infection a enregistré une nette tendance à la baisse. Cela a été possible parce que pas moins de 78 millions de personnes ont été dépistées dans la première phase d'un programme national contre le Covid-19, et 30 millions dans la seconde phase.

Pour un pays de 84 millions d'habitants, c'est un record stupéfiant. En revanche, les tests aux États-Unis restent rares, avec environ 5,5 millions de tests effectués depuis le premier cas confirmé aux États-Unis le 20 janvier.

Une analyse récente de chercheurs de Harvard et du STAT montre qu'alors que les États-Unis tentent de dépasser la débâcle des tests de dépistage du coronavirus, qui dure depuis des mois – tests défectueux, pénurie de tests, et directives excluant de nombreuses personnes qui auraient dû être testées pour contrôler l'épidémie – ils risquent de passer à côté du prochain défi : tester suffisamment de personnes pour déterminer quelles villes et quels États peuvent rouvrir et rester ouverts en toute sécurité.

Les chiffres correspondants en Iran racontent une toute autre histoire : L'Iran compte un total de 97 424 cas de coronavirus. 78 422 patients se sont rétablis et sont sortis des hôpitaux jusqu'à présent. Le nombre de décès dus à l'épidémie a augmenté de 47 cas au cours des dernières 24 heures pour atteindre 6 203, le plus bas niveau atteint par l'Iran en près de deux mois. [Update : aujourd'hui, le 5, l'Iran compte 63 décès de plus].

La population iranienne représente un quart de la population des États-Unis et, d'après les évaluations américaines, au moins un quart de million de citoyens iraniens auraient dû être infectés et environ 18 000 vies auraient dû être perdues à ce jour.

D'après ce qu'a dit Trump, le Covid-19 pose une énigme à son administration. Il a tué près de 70 000 Américains jusqu'à présent, mais en Irak, le nombre de morts est inférieur à 100 ; en Malaisie, il est également d'environ 100 ; au Bangladesh, de 182.

Ou encore, prenez le décompte des décès dans les pays voisins de la Chine : Taiwan – 6 ; Kazakhstan – 27 ; Kirghizistan – 10 ;

Laos – 0 ; Cambodge – 0 ; Myanmar – 6 ; Népal – 0 ; Thaïlande – 54. La métropole de New York a été dévastée alors que des villes asiatiques surpeuplées comme New Delhi, Mumbai et Kolkata ont été jusqu'à présent largement épargnées.

Pompeo aurait-il une réponse ? Il est vexé que Pékin n'ait pas permis aux scientifiques occidentaux d'entrer à Wuhan et de mener des recherches. Mais ce privilège n'a pas non plus été accordé au Vietnam. Peut-être que le Vietnam peut enseigner aux États-Unis quelque chose qui pourrait avoir de profondes implications sur la façon dont les pays réagissent au virus. (Conseil déplacé ou grotesque sachant que les autorités américaines avaient besoin d'un maximum de morts. - LVOG)

Le Vietnam, qui partage une frontière avec la Chine et se trouve à environ 2000 kilomètres de l'endroit où l'épidémie a été signalée pour la première fois à Wuhan, a enregistré 271 cas confirmés avec 95 guérisons et aucun décès. Oui, aucun décès. entelekheia.fr 6 mai 2020

Désinformation. L'Agence Française de Propagande détient la palme des fake news.

AFP - Il n'y a pas encore de preuves avérées que ce dérivé de la chloroquine (l'hydroxychloroquine) soit efficace pour prévenir ou soigner la maladie de Covid-19, mais les médecins syriens, comme d'autres à travers la planète...

Dans plusieurs pays, certains médecins utilisent les antipaludiques pour traiter les patients, assurant avoir des résultats probants. AFP 8 mai 2020

LVOG - En fait, les trois quart des pays du monde deviennent "*plusieurs pays*" à l'AFP, et ils n'utilisent pas des antipaludiques, mais un antipaludique spécifique, et n'assurent ou ne jurent rien, ils ont prouvé qu'ils avaient des résultats probants pour avoir soigné des dizaines de milliers de patients qui ont été traités avec cet antipaludique, la chloroquine (l'hydroxychloroquine) associée à un antibiotique.

Totalitarisme et négationisme. Plus on approche de la fin de l'épidémie, et plus la meute enragée des porte-parole de Big Pharma se fait belliqueuse et menaçante.

LVOG - Quel acharnement de la part de médecins qui préfèrent laisser crever des patients plutôt qu'essayer de les soigner ou de les sauver ! Ils signent ainsi leurs crimes.

David Gorski : En promouvant la chloroquine, Raoult a causé des dégâts considérables - lexpress.fr 7 mai 2020

Pour David Gorski, Didier Raoult "colporte sa science grotesquement mauvaise" dans les médias.

Le rédacteur en chef de Science-Based Medicine analyse les dommages causés sur la recherche d'un traitement efficace contre le Covid-19 par les agissements du Pr Raoult pour promouvoir son "remède miracle"

Le Dr David Gorski, rédacteur en chef du site américain Science-Based Medicine, qui défend une médecine basée sur la science et les faits, est chirurgien oncologue à l'institut du cancer Barbara Ann Karmanos et professeur à l'école de médecine de l'université Wayne State, à Detroit (Michigan). L'article dont L'Express vous livre ici la traduction est paru le 27 avril sur Science-Based Medicine.

A la mi-mars, un "médecin franc-tireur" français, Didier Raoult, a sorti une étude en tous points exécrable et peut-être même frauduleuse affirmant que la combinaison HCQ-azithromycine avait le pouvoir d'éliminer le Sras-COV-2, le coronavirus causant le Covid-19. lexpress.fr 7 mai 20

Une étude dénonce l'inefficacité de la chloroquine - 7sur7.be 8 mai 2020

L'administration d'hydroxychloroquine, un médicament contre le paludisme, n'a ni amélioré ni détérioré de manière significative l'état de patients gravement malades du coronavirus, selon une étude publiée jeudi et réalisée dans des hôpitaux new-yorkais.

L'Agence américaine du médicament (FDA) a par ailleurs autorisé en urgence la semaine dernière l'utilisation de l'antiviral expérimental remdesivir. 7sur7.be 8 mai 2020

Un généraliste qui prescrit la chloroquine menacé de sanctions par l'Ordre des médecins - capital.fr 6 mai 2020

En Charente-Maritime, un praticien qui a prescrit de l'hydroxychloroquine en traitement du Covid-19 s'est attiré les foudres de l'antenne locale de l'Ordre des médecins.

En France, contrairement à d'autres pays tels que l'Italie la prescription et la délivrance du Plaquenil par les médecins libéraux et les pharmacies de ville est donc, depuis peu, rigoureusement proscrite en dehors des indications thérapeutiques de l'AMM. Et ce, alors même que le médicament était en vente libre jusqu'à la fin du mois de janvier. capital.fr 6 mai 2020

La chloroquine dézinguée par un ténor de la pharmacologie - capital.fr 4 mai 2020

Le chef de service de pharmacologie médicale du CHU de Bordeaux affirme qu'il n'y a pour l'instant aucune vraie preuve de l'efficacité de la chloroquine contre le coronavirus.

"Pour l'instant, je n'ai pas le début du commencement d'une preuve que c'est efficace". C'est ce qu'il a déclaré dimanche au micro d'Europe 1.

"Il faut savoir s'arrêter le plus vite possible, car on a des dizaines de médicaments qui peuvent être donnés et qui peuvent potentiellement être efficaces contre le Covid-19. Si on pousse plus loin un médicament qui ne marche pas, on a gaspillé de l'argent, de l'énergie, des ressources et mis en danger des patients", explique-t-il en détail. capital.fr 4 mai 2020

Pour imposer la distanciation sociale, ils ont trouvé mieux.

Détecté dans du sperme, le coronavirus serait aussi une MST - sputniknews.com 8 mai 2020

Une équipe de chercheurs chinois a constaté que le sperme de plusieurs personnes ayant contracté le Covid-19 était positif au virus, y compris chez des patients en rémission, écrit l'AFP, se référant à une étude publiée jeudi par la revue scientifique Journal of the American Medical Association. sputniknews.com 8 mai 2020

Sinon, vous avez la version ***Les envahisseurs*** pour vous faire peur.

Un ver toxique à tête de marteau venant d'Asie découvert pour la première fois dans la Drôme - sputniknews.com 7 mai 2020

Une espèce de ver toxique en provenance d'Asie, et qui représente par conséquent une menace importante pour la biodiversité française, a été détectée pour la première fois dans la Drôme.

Déjà présent dans les Pyrénées-Orientales, un ver plat à tête de marteau a été signalé pour la première fois près de Montélimar, dans la Drôme, relate Le Dauphiné Libéré.

Déjà présent dans les Pyrénées-Orientales, un ver plat à tête de marteau a été signalé pour la première fois près de Montélimar, dans la Drôme, relate Le Dauphiné Libéré. - sputniknews.com 7 mai 2020

Le Japon se prépare en cas de rencontre avec un ovni - Slate.fr 8 mai 2020

En réaction aux images déclassifiées par le Pentagone. Nous n'avons jamais croisés d'ovni mais nous voulons pouvoir réagir correctement si cela devait arriver. Slate.fr 8 mai 2020

Il y a urgence, le climat refroidit !

Une tempête de neige historique menace la côte est des Etats-Unis - BFMTV 8 mai 2020

Une tempête de neige est attendue sur la côte est des Etats-Unis ce week-end, révèle la chaîne de télévision ABC. Elle pourrait entraîner des chutes de neige historiques pour cette période de l'année.

Les villes de Syracuse, Albany ou encore Scranton pourraient être recouvertes d'un épais manteau blanc. En campagne, on attend jusqu'à 15cm de neige par endroits. Cela établirait un nouveau record pour un mois de mai. Des températures négatives

Les températures vont par ailleurs fortement baisser pendant le week-end. Plus de 50 records de température pourraient être atteints samedi ou dimanche avec un thermomètre affichant jusqu'à 6°C (20°F) de moins que les normales de saison. BFMTV 8 mai 2020

Ceux qui sont à l'origine d'un problème n'ont aucune légitimité pour prétendre le résoudre.

Le dernier film de Michael Moore accuse les énergies renouvelables d'être dans la poche de géants du pétrole - entelekheia.fr 1er mai 2020

Extrait. Le complexe climato-industriel demande la tête du cinéaste Michael Moore après que son dernier film ait mis en lumière l'hypocrisie de l'industrie des « énergies renouvelables », en exposant la relation intime de ses dirigeants avec les croquemitaines des énergies fossiles.

Le documentaire polémique de Moore sur le changement climatique, 'Planet of the Humans', réalisé par Jeff Gibbs, a été vu plus de quatre millions de fois sur YouTube en un peu plus d'une semaine. Mais deux jours seulement après la sortie du film, prévue pour la Journée mondiale de la Terre, le cinéaste Josh Fox a porté plainte pour que Moore – qui avait été un de ses « héros » – soit censuré pour cause de désinformation alléguée. Dans une lettre sévère, Fox a exigé non seulement une « rétractation et des excuses » de Moore, mais aussi que le film soit entièrement retiré de la distribution.

Un « who's-who » de gros bonnets de l'environnement ont suivi, reprochant à Moore d'avoir censément répété « des éléments de langage faussaires de l'industrie des combustibles fossiles, trompant son public sur les énergies renouvelables » et attaquant « d'importants leaders climatiques » ainsi que « des campagnes pour le climat et contre les combustibles fossiles ».

En fait, les critiques se sont retenus in extremis de traiter l'écologiste de longue date de « négationniste du changement climatique », et ont fait de leur mieux pour le décrire comme un agent des ploutocrates mêmes du Big Business dont il expose, dans le film, la présence discrète sous la surface de l'industrie des « énergies renouvelables ».

Le distributeur de documentaires Films for Action a brièvement retiré le film de sa filmothèque en ligne, expliquant qu'il n'avait pas vu le « produit fini » mais qu'il l'avait pris sur la foi de la réputation de Moore – pour ensuite faire marche arrière, en soulignant qu'une censure du film lui donnerait « plus de pouvoir et de portée qu'il n'en mérite ».

Ce qui m'amène aux raisons pour lesquelles Moore a été éreinté par les forces mêmes qui étaient autrefois ses alliés de la gauche.

'Planet of the Humans' s'attaque directement au rêve selon lequel les biocarburants, l'énergie solaire et l'énergie éolienne sauveront le monde de l'industrie rapace des combustibles fossiles et, par extension, du changement climatique lui-même. Bien qu'une grande partie du documentaire ait apparemment été filmée il y a des années, ses conclusions restent d'actualité, d'autant plus que les partisans des énergies renouvelables exigent que le crash provoqué par la pandémie devienne l' « Année Zéro » de la construction d'une nouvelle économie fondée sur les énergies renouvelables.

Moore ne s'écarte pas un seul instant de son orthodoxie sur le changement climatique. Cependant, il n'hésite pas à accuser des noms prestigieux comme Bill McKibben, de 350.org, et le Sierra Club d'être partisans d'une industrie tout aussi destructrice que le pétrole, le charbon et le gaz naturel, et qui exige dans de nombreux cas l'utilisation de ces combustibles « sales » très mal vus pour maintenir la fiction selon laquelle l'énergie « propre » peut soutenir la civilisation.

Le concept de « biomasse », en particulier, se révèle une sale blague, cet euphémisme couvrant le fait que des forêts coupées ras sont présentées comme une source d'énergie « durable » parce que les arbres introduits dans les broyeurs « repousseront ».

Le film affirme exposer la réalité destructrice des sources d'énergie « renouvelables », en soulignant que les panneaux solaires nécessitent du charbon et des terres rares non durables pour être fabriqués – et que les bailleurs de fonds de ces projets sont souvent les mêmes qui ont fait fortune avec le pétrole et le gaz.

Moore note que les redoutables frères Koch [*] ne se contentent pas de construire des centrales solaires, mais qu'ils fabriquent un type spécial de verre utilisé pour les panneaux. Ils sont présents à chaque étape du processus de production de l'énergie solaire, présentée comme une bouée de sauvetage pour l'humanité par un mouvement vert qui insulte ses ennemis en les traitant d'agents de ces mêmes frères Koch. Dans le même temps, d'autres mastodontes du business comme Michael Bloomberg (qui met le gaz naturel dans le même panier que le solaire et l'éolien comme source d'énergie renouvelable) et le magnat du bois Jeremy Grantham sont présentés comme des parrains de projets apparemment écologiques qui, à l'examen, ne font que violer la planète d'une façon nouvelle.

Le plus révélateur est peut-être la demande des critiques de retirer complètement le film de la circulation parce qu'il serait « dangereux ». Même si Moore était un « agent caché des Frères Koch » qui nierait le changement climatique – ce qu'il n'est manifestement pas – il serait loin d'être le seul dans le monde du cinéma en ligne, car de nombreux films correspondant à cette description font le tour du web quotidiennement sans rencontrer d'opposition aussi virulente de la part des têtes de file de l'environnement.

Mais Moore est crédible dans les cercles « verts » et militants, et son exposé a la capacité de couper l'herbe sous le pied des mouvements réputés qui exercent actuellement des pressions sur les institutions et gouvernements pour qu'ils renoncent aux combustibles fossiles et investissent dans les « énergies renouvelables ». Qui descendait dans la rue pour exiger

le désinvestissement du pétrole et du gaz, sachant que l'argent investi dans les « énergies renouvelables » retournera dans les poches des profiteurs des combustibles fossiles ?

Il y a d'autres failles dans le film de Moore, bien sûr. Beaucoup ont souligné son apparente focalisation sur ce qu'on appelle par euphémisme le « contrôle de la population » comme seule solution possible au problème du changement climatique. En fait, il existe d'autres moyens – tels que la réduction des activités des plus grands consommateurs de ressources au monde, le complexe militaro-industriel – pour contrôler la consommation humaine desdites ressources.

Mais la plupart des critiques « verts » de Moore ne contestent pas l'idée malthusienne – et naturellement répréhensible – selon laquelle les problèmes de l'humanité ne peuvent être résolus qu'en débarrassant la planète de tous les gens « excédentaires », non plus que les ploutocrates comme Bloomberg et Grantham, dont l'hypocrisie est révélée dans le film.

En effet, les critiques du documentaire et son réalisateur ne divergent que sur la volonté de perpétuer l'illusion confortable selon laquelle on pourrait faire confiance aux personnes mêmes qui ont créé la « crise » du changement climatique pour la résoudre. Ainsi, alors que les critiques peuvent bien tourner Moore en dérision en le traitant d'éco-fasciste, ce sont les sujets de son film qui méritent cette injure.

Qui est le plus dangereux, les entreprises qui suggèrent que la biomasse, les êtres vivants comme les plantes et les animaux, sont un combustible durable sur lequel on pourra compter pour alimenter l'avenir, ou le cinéaste qui souligne leur hypocrisie ? Il vaut mieux laisser le spectateur en décider. entelekheia.fr 1er mai 2020

LVOG - Pour autant, je ne considère pas que la consommation de pétrole, de charbon et de gaz naturel serait à l'origine du réchauffement climatique, qui a démarré bien avant le développement industriel...

Le conformisme est la pire des pandémies, historique!

Eh bien n'y allez pas !

- Aller chez le coiffeur vous coûtera "2 à 5 euros" plus cher à partir du 11 mai - Yahoo 8 mai 2020

Eh bien n'en portez pas !

- Les masques vont coûter cher aux familles - Yahoo 8 mai 2020

Faites tomber les masques.

- Coronavirus : et si les masques faisaient plus de mal que de bien ? - Futura 6 mai 2020

« Si vous êtes en bonne santé, vous ne devez utiliser un masque que si vous vous occupez d'une personne présumée infectée par le Covid-19 », indique clairement sur son site l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Autrement dit, le masque n'est pas recommandé pour l'ensemble du public. « Il n'existe aucune preuve que le port d'un masque par des personnes en bonne santé puisse empêcher d'être infecté par des virus respiratoires », insiste l'OMS.

Le 12 avril, une étude sud-coréenne concluait à l'inefficacité des masques, y compris chirurgicaux dans la limitation de la transmission, en raison notamment de la taille des particules virales, capables de traverser les masques.

Aucune preuve solide de l'efficacité des masques

« Il n'y a aucune preuve solide que le masque peut réduire la transmission du virus dans la communauté », rejette Ben Killingley, consultant en médecine aiguë et en maladies infectieuses à l'hôpital University College de Londres, interrogé par le Guardian. « Les études sur les masques faciaux n'ont pas été menées pendant une pandémie ou dans le contexte d'un nouveau virus », met en garde le spécialiste. De plus, les tests sont menés en laboratoire, bien loin des conditions réelles de la vie de tous les jours.

Or, selon plusieurs spécialistes, les inconvénients des masques l'emportent largement sur ses bénéfices. « L'utilisation de masques médicaux à grande échelle peut créer un faux sentiment de sécurité, et entraîner la négligence d'autres mesures essentielles, telles que l'hygiène des mains et la distanciation physique », remarque par exemple l'OMS.

En second lieu, la gêne occasionnée par le masque conduit les personnes à se toucher plus fréquemment le visage avec leurs mains potentiellement contaminées, ce qui accroît le risque d'attraper le virus. Sans compter les difficultés à respirer au travers de certains masques. De fait, on voit un grand nombre de personnes ayant réclamé des masques à cor et à cris porter les

masques... sur le menton. « Je suis allergique au tissu », plaide par exemple Sophie, caissière à Strasbourg. Dernier souci : le masque doit en principe être lavé après chaque usage, ce qui est loin d'être le cas. Futura 6 mai 2020

En totalitarisme toutes les valeurs sont inversées ou elles ne comptent plus.

Nice impose le port du masque dans tout son espace public à compter du 11 mai - AFP 09 mai 2020

Que cela ne tienne, Big Brother va vous surveiller.

- Déconfinement: des caméras détecteront le port du masque à la station Châtelet - BFMTV 8 mai 2020

Ce dispositif fera l'objet d'un test pendant trois mois. Son objectif: estimer le nombre d'usagers respectant l'obligation du port du masque dans les transports et non verbaliser, selon la RATP. BFMTV 8 mai 2020

Ces monstres comptent bien faire durer le plaisir - pour eux - le plus longtemps possible.

- Coronavirus: un déconfinement progressif et encore très encadré - AFP 8 mai 2020

Tout en desserrant l'étau, le gouvernement maintient ou instaure de nombreuses obligations : masques dans les transports en commun sous peine de 135 euros d'amende; attestations exigées de l'employeur pour les déplacements aux heures de pointe dans les transports en Ile-de-France; création d'une nouvelle attestation justifiant d'un "motif professionnel ou familial impérieux" (dont les deuils et l'aide aux personnes vulnérables) pour les voyages à plus de 100 km de son domicile à vol d'oiseau, a précisé le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. AFP 8 mai 2020

La terrible pandémie aura foudroyé la France avec 0,0003% de décès.

- «Désastre» du confinement de Macron: bientôt l'heure des comptes - sputniknews.com 8 mai 2020

Après deux mois de crise sanitaire, quel bilan tirer de la stratégie de l'Élysée? Avec 25.500 morts officiellement recensés, dont une partie pourrait être imputable aux manquements des pouvoirs publics, et une récession inédite, le confinement aura-t-il fait plus de mal que de bien?

Dans l'Hexagone, le Covid-19 a fait jusque-là un peu plus de 25.500 morts, selon les chiffres officiels au 6 mai, soit un taux de mortalité rapporté à la population française de 0,0003%, seul chiffre incontestable, faute de tests en nombre suffisant. Le jeu en valait-il la chandelle? Non, selon Jean-Dominique Michel, expert en santé publique et auteur d'un brûlot publié le 29 avril dernier, COVID-19: anatomie d'une crise sanitaire. «Oui je parle de désastre», a-t-il déploré à l'antenne de CNews.

De fait, dans le bilan français, les personnes âgées comptent pour la moitié des décès, soit près de 12.800 personnes.

Les seniors auraient-ils été mieux protégés par un confinement ciblé que le bilan du Covid-19 en France aurait sans doute été beaucoup moins lourd. Parlant de bilan dans les hôpitaux comme dans les Ehpad et maisons de retraite privées, difficile aussi de savoir ce qui, du coronavirus ou des autres facteurs de morbidité, a réellement causé la mort de nombre de patients durant l'épidémie.

«Il faut d'abord avoir en tête quelques ordres de grandeur: en France, le nombre de décès annuel est de 600.000, soit 1.650 en moyenne par jour; on meurt plus souvent en hiver qu'à la belle saison et le nombre de décès journaliers est en général compris entre 1.500 en été et 1.800 en hiver, mais il peut dépasser 2.000 lors des pics de grippe saisonnière (comme en janvier 2017, avec 2.200 décès par jour en moyenne).»

Le suivi annuel de la mortalité permet d'affirmer que la grippe tue en moyenne chaque année en France, explique l'INSEE, 10.000 personnes, souvent âgées. 8.000 environ en 2019, 13.000 en 2018, 14.500 en 2017.

Un bilan, en tout état de cause, bien inférieur à celui annoncé pour le SARS-CoV-2, qui ne prend même pas en compte les morts à domicile, jusque-là passées sous les radars. Pourtant, le doute persiste, à tort ou à raison, sur l'ampleur de la mortalité avec ses effets délétères sur l'opinion.

Malgré un recours massif au chômage partiel, qui concerne désormais 12,1 millions de salariés et près d'un million d'entreprises, l'économie française s'est retrouvée au premier trimestre en situation de destruction nette d'emplois pour la première fois depuis 2015. Selon une première estimation publiée par l'INSEE, un total de 453.800 destructions nettes d'emplois salariés dans le secteur privé a été recensé sur la période janvier-mars, contre 88.800 créations nettes sur les trois derniers mois de 2019.

L'empressement du gouvernement durant la semaine écoulée à relancer l'activité économique l'indique: le plus grand danger, y compris dans sa dimension sanitaire, c'est sans doute l'effondrement économique. - sputniknews.com 8 mai 2020

L'heure des comptes pour Mélenchon aussi.

- Déconfinement : Mélenchon prédit que «la situation va se dégrader» à partir du 11 mai - LeFigaro.fr 8 mai 2020

L'Afrique ne doit pas échapper au chaos selon leur stratégie eugéniste et totalitaire

- Peut-on envisager une Afrique sans catastrophe? - Slate.fr 8 mai 2020

Dans leurs articles sur la pandémie de Covid-19, les médias préfèrent évoquer le futur hypothétiquement horrible du continent que de commenter un présent objectivement encourageant.

«L'Afrique, bombe à retardement», «Une catastrophe redoutée», «L'Afrique en première ligne» , «L'évolution "dramatique" de la pandémie dans un continent mal armé»... Les titres alarmistes s'enchaînent jour après jour. Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, à chaque fois que les regards se tournent vers le continent africain, c'est pour annoncer l'inéluctable catastrophe qui semble sceller son sort.

À ce jour, le continent est de loin le moins touché au monde et pourtant, c'est celui sur lequel on projette les plus funestes prédictions. Nos médias semblent compter les jours restant avant que l'effondrement de l'Afrique ne soit officiellement prononcé.

En dépit de la réalité objective, il semble impossible de ne pas associer l'Afrique au chaos.

Un article de Nasir Javaid, Fazal Jamil and Muhammad Salar Khan, traduit par Courrier international, rappelle que le virus frappe plus durement les personnes âgées, proportionnellement moins nombreuses en Afrique, où les moins de 25 ans «représentent au contraire 60% de la population».

Les auteurs évoquent également la faible densité sur l'ensemble du continent, qui limiterait la propagation du Covid-19, ainsi que des aéroports faiblement fréquentés par des vols en provenance d'autres continents, ce qui aurait freiné son importation.

Ainsi les métropoles africaines, toujours présentées comme des terres quasi sauvages et peu organisées, semblent-elles résister là où New York, symbole de notre monde prétendument moderne, s'est révélée impuissante à contenir l'épidémie –au point de devenir la ville de la planète la plus cruellement touchée par le Covid-19.

Même quand les catastrophes n'ont pas lieu, elles sont annoncées, comme la destinée fatidique d'un continent condamné à l'horreur. Comment des puissances du monde entier pourraient-elles être en proie à une telle calamité sans que l'Afrique ne soit frappée?

Un cataclysme qui survient en Afrique, c'est vraisemblablement l'ordre des choses imprimé dans l'inconscient collectif, et si cela n'arrive pas tout de suite, on ne peut s'empêcher d'imaginer que cela doit arriver. Inexorablement. Slate.fr 8 mai 2020

Un sabotage au regard des conclusions attendus, mais soyons prudent, ils osent tout.

Essai clinique Discovery: nouveau fiasco européen face au Covid - sputniknews.com 7 mai 2020

Les essais cliniques Discovery, basés sur la coopération européenne, ont tourné à la déconfiture. Retards en série, complications bureaucratiques, désintérêt de certains pays, hormis les 740 patients français, un seul Luxembourgeois participe depuis une semaine à cette étude, qui met en lumière l'incapacité des Européens à travailler de concert.

Ses premiers résultats étaient attendus pour début avril, comme l'annonçait sur France Info, dès la fin mars, Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Ce sera finalement le 14 mai, a assuré Emmanuel Macron lors d'un point presse à l'Élysée le 4 mai dernier. «Une étape importante», a déclaré le Président qui, en même temps, a tenu à se montrer prudent en précisant que pour l'heure, «on n'a rien de concluant».

Et pour cause, si depuis plusieurs semaines, différents accrocs à l'avancée de l'étude ont paru dans la presse, comme les retards pris suite au manque de volontaires pour tester les traitements expérimentaux autres que l'Hydroxychloroquine (l'un des quatre traitements attribués aléatoirement aux patients, avant que ceux-ci et leur médecin ne soient informés sur la thérapie reçue), ou ceux pris dans la délivrance des antiviraux à des centres hospitaliers participant aux essais, on apprend que seul le Luxembourg

a jusqu'ici collaboré à cette étude européenne.

S'il s'agissait bien sûr de trouver un remède à l'épidémie meurtrière, Discovery a surtout été présenté comme la réponse aux espoirs et craintes suscitées par l'Hydroxychloroquine.

Associé à un antibiotique, l'Azithromycine, cet antipaludique constitue en effet le traitement préconisé par le professeur Didier Raoult. Si le chef de l'Institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infection (IHU) affirme l'efficacité de son protocole pour les malades pris à un stade précoce, ses détracteurs lui reprochent de ne pas avoir suivi les protocoles standard d'essais cliniques.

Au moment du lancement de Discovery, la polémique faisait rage, alimentée par la saisie des stocks d'Hydroxychloroquine des pharmacies et l'interdiction pour les médecins de ville d'en prescrire sous prétexte de potentiels effets secondaires pour les personnes cardiaques. De plus, les révélations sur de possibles conflits d'intérêts touchant certains détracteurs du professeur ont ajouté à la controverse.

Pourtant, l'Hydroxychloroquine ne sera intégrée qu'in extremis à des tests qui ne concernaient à la base que le Remdesivir (un antiviral conçu pour Ebola), le Lopinavir en combinaison avec le Ritonavir (un médicament contre le VIH appelé Kaletra). De plus, l'antipaludique figure dans Discovery sans l'Azithromycine et pour les malades les plus gravement atteints: on est loin des préconisations de l'infectiologue marseillais.

Autant de facteurs qui ont fait planer le doute sur la réelle volonté de l'étude promue par l'INSERM de tester le traitement préconisé par le professeur Raoult. Il est en effet de notoriété publique que le président de l'institut est brouillé avec le ponte marseillais. Ajoutez à cela une série de retards et d'échecs potentiellement imputables à la volonté d'avoir voulu jouer à tout prix la carte de la coopération européenne et les ingrédients d'un scandale pourraient bien se retrouver réunis. sputniknews.com 7 mai 2020

Une contribution politique

LVOG - Je ne partage pas bien des passages de cet article, et je n'ai pas le temps de le décrypter.

Si on n'a pas un pouvoir centralisé, un Etat pour affronter les firmes transnationales, on ne pourra jamais les vaincre. Elles disposent d'une richesse qui leur permet tout, et je crois que c'est ce qu'on n'a pas encore suffisamment assimilé. Si on n'en prend pas conscience très rapidement, elles vont devenir les maîtres du monde. Cela mérite qu'on y réfléchisse, non ?

Le danger est prégnant, la menace soutenue, le harcèlement permanent pour façonner votre cerveau et votre comportement, ils dépensent sans compter pour y arriver, ils sont absolument déterminés à nous imposer leur modèle totalitaire de société. Si nous ne sommes pas aussi déterminés qu'eux pour les affronter et les vaincre, vous devinez qui va remporter cette guerre. Ce ne sera peut-être pas la dernière, mais cela aurait été la dernière qu'on pouvait encore espérer gagner, car après cela deviendra totalement inenvisageable. Ne pas le comprendre relève de la mauvaise foi ou de l'ignorance qui serait fatale à la civilisation humaine.

S'ils parvenaient à nous implanter un traceur à l'occasion d'une vaccination obligatoire, la civilisation humaine cesserait d'exister à l'instant même et vous pourriez dire adieu définitivement au socialisme. Donc, douter, tergiverser, hésiter à engager le combat politique pour renverser leur régime totalitaire serait faire preuve d'une insouciance suicidaire ou criminelle.

- Penser l'après déconfinement par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 08 mai 2020

La question de la peur et la moralisation

À cinq jours du 11 mai, Odoxa a réalisé un sondage pour Le Figaro et Franceinfo. Dans les détails, les Français sont à 65 %, pour le déconfinement, contre 35 % qui affirment vouloir rester dans le confinement révélant une angoisse qui a été alimentée par des opérations de communication sans doute volontairement désastreuses et les mesures contradictoires, donc hautement anxiogènes, qui ont été prises effectivement par le gouvernement tout au long d'une gestion assez (ou volontairement) chaotique de la crise.

Inutile de préciser que les partisans du confinement prolongé ne peuvent être que ceux qui ont les moyens de se le payer !

Un célèbre journaliste, « bien avisé » s'exprimait le jeudi 7 mai sur une chaîne d'infos continues CNews, en disant aux Français brutalisés par cette opération de confinement : en prime, « vous allez devoir travailler plus et gagner moins » ; « travailler aussi le dimanche » ; « vous allez devoir subir un colossal appauvrissement » ; « tout le monde va s'appauvrir » ; « vous allez perdre les RTT », vous allez devoir « sacrifier vos congés payés » ; vous allez entrer dans une « régression spectaculaire », « nous allons retourner au 19ème siècle » ; « c'est une évidence, c'est absolument certain et inévitable… »

On se demande sur quelle planète vivent ces « élites » de la classe qui se pense toujours « supérieure » et associée à celle de « l'aristocratie stato-financière » (les riches et les très riches), celle de la petite bourgeoisie ayant fait des hautes études ! C'est un abîme sidérant qui sépare ces deux premières classes des deux autres majoritaires en France, (selon la classification d'Emmanuel Todd), celle qui est faite des 65% de Français du sondage ayant l'obligation de retourner au travail.

Qui peut sérieusement penser aujourd'hui, sans délirer, que les revendications sociales acharnées depuis novembre 2018 jusqu'à la veille de la pandémie, auraient été effacées purement et simplement de la mémoire politique du peuple Français : tout cela n'aurait jamais existé, cette lutte inflexible se serait évanouie soudain dans les oubliettes de l'histoire à cause d'un coronavirus et les Français, comme un troupeau de moutons bêlant, se précipiteraient têtes baissées dans un sacrifice collectif suicidaire pour « sauver le système capitaliste ultra libéral », les entreprises du CAC 40 qui détournent des milliards de l'impôt annuel et la mafia bancaire? Qui sont donc ces gens délirants qui pensent « sincèrement » une telle absurdité ?

Ce célèbre journaliste et expert de la société française, « élite » du politiquement correct et de la pensée unique ne pouvait pas en démordre de sa « croyance » et récitait son « credo » en croyant rappeler à « ceux qui ne sont rien », « toute la vérité et rien que la vérité » !

Le capitalisme ultra libéral sur la sellette

On le voit, il n'est même pas question pour les « élites » de la classe se pensant toujours « supérieure » d'imaginer que les ressources des personnes ne doivent plus dépendre de l'aléa de leur activité et que seul le salaire lié à la personne permet de sortir de la forme capitaliste de la rémunération liée à des activités aléatoires.

Tout en tenant ce discours moralisant sur « l'évidence » d'un sacrifice collectif obligatoire des classes de travailleurs, on se garde bien de dire que les effets désastreux de la crise présente doivent être mis au compte du capitalisme ultra libéral qui a généré les conditions favorables et nécessaires à la possibilité même de la pandémie du coronavirus et à ses effets destructeurs …

Il est clair que la mondialisation a été le vecteur principal de la pandémie et que les délocalisations massives, provoquées par la logique capitaliste de l'ultra libéralisme, ont fortement contribué à la déroute colossale qui a été observée dans l'absence de réactivité pour la lutte contre la pandémie sur le territoire !

Il n'est même pas fait allusion ici à ce système ultra libéral qui a été à l'origine du démantèlement de toute l'organisation sanitaire en France, comme dans tous les pays de l'UE qui avaient du mal à respecter la règle de Maastricht sur la limite des 3% de déficit du PIB à ne pas dépasser… L'origine du malheur qui nous a durement frappés aujourd'hui, se trouve bien dans le capitalisme ultra libéral ne raisonnant qu'en termes de profit et ayant arbitrairement imposé ses règles avec la création de la monnaie unique euro.

Certes, la santé n'est pas un domaine compatible avec le rentable, le profit, la logique de cette société européenne qui est dirigée par des gestionnaires, des comptables et des banquiers et leurs fondés de pouvoir dans les Gouvernements des Nations ! Pour eux, l'humain d'abord est anachronique et c'est à cette occasion que chacun a pu constater le genre de résultat que cette logique absurde pouvait donner !

Pourtant, il est certain, et on l'a déjà entendu, que les chantres de cette erreur de civilisation vont continuer dans les médias inféodés à s'égosiller sur leurs certitudes, incapables de se remettre en question. Des « gestionnaires » de la fonction publique ont répété que les plans déjà engagés pour la suppression d'hôpitaux, ainsi que de places d'accueil dans des structures de santé, seraient poursuivis, dès la fin de la crise ! La leçon présente donnée aux « comptables » de l'Etat jacobin, n'a toujours pas été comprise par la vision bornée qu'impose en soi une conception jacobine étatiste de la fonction publique en France. A ce sujet, des collectifs de médecins ont dénoncé l'extrême pesanteur de multiples structures inutiles, comme les ARS, qui ont été des obstacles majeurs à la mission de soins du corps médical dans son ensemble et à sa réussite.

A l'heure des bilans de la situation, des conclusions à tirer de cette expérience inédite, les médecins comptent bien reprendre la main en ce qui concerne les questions sanitaires relevant de leur compétence et de leur responsabilité, et renvoyer toutes ces structures administratives de flicage et de répression, n'ayant rien à y faire, hors du domaine de la santé publique. Car la santé ne doit pas être dirigée par des gestionnaires et des comptables qui servent des causes incompatibles avec les intérêts humains prioritaires de ce secteur. Les impératifs de la vie passent avant toute considération économico-financière !

La précarité massive

Nous devons maintenant réaliser qu'il y a aussi environ un million de Français qui vont se retrouver d'office à la rue, compte tenu du désastre économique qui s'annonce. Le Régime Macron y a-t-il pensé et qu'a-t-il prévu en la matière ? Nous n'avons aucun élément de réponse à ce jour, pas même après la nouvelle intervention publique des ministres le jeudi 7 mai à 16h00 … A la limite, on pourrait penser que cet effet négatif collatéral du « confinement » était précisément attendu ?!

Nous allons dépasser très largement les 10 millions de précaires absolus en France, qui ne mangeront pas à leur faim et cela en

2020, une situation qui est contraire aux normes du progrès se révélant être un fiasco total. Cela n'empêche pas à l'arrogance journalistique de continuer à vomir son discours méprisant sur la classe de ceux « qui ne sont rien » !

La société capitaliste ultra libérale a démontré sa faiblesse totale et son incapacité à garantir le droit à une vie décente aux individus de la société qu'elle a prétendu organiser au nom de ses principes déclarés « les plus performants » de tous les systèmes connus dans l'histoire de l'humanité.

En revanche, le seul élément que nous avons pour expliquer la réalité d'une telle régression s'étant avérée possible – alors que nos moyens n'ont jamais été aussi forts, techniquement, scientifiquement, sur le plan de la connaissance et de l'expérience comme sur le plan financier – c'est une perversion du système en soi, celui dans lequel on se trouve : le système capitaliste ultra libéral. C'est lui qu'il faut pointer du doigt, car tout nous renvoie résolument à cette plaie…

Pourquoi l'aristocratie stato-financière fait la guerre à ce qui est bon pour le peuple ?

Nous savons aujourd'hui que les propositions faites par le Pr. Didier Raoult nous protègeraient effectivement de la menace Covid-19. Pourtant, le Régime Macron au pouvoir interdit farouchement la prescription du protocole par les médecins ; le traitement n'est toujours pas autorisé « officiellement » dans les hôpitaux. Tout est fait pour barrer la route à cette bithérapie bon marché mise au point par le Pr. Raoult et qui a plus que largement démontré sa pertinence comme son innocuité. Nous le savons déjà : les brillants essais « randomisés » européens, « Discovery », conduits par l'INSERM, sont un échec absolu et l'expression d'une « bérézina » technocratique, concernant d'ailleurs tout ce qui provient des initiatives habituelles contre productives de l'UE. L'Union Européenne est le terrain de chasse privé des lobbies de tout genre, y compris du lobby pharmaceutique. Cette falsification permanente sous-jacente du mensonge européen annonçait déjà l'issue fatale de cette étude vouée a priori à l'échec !

Je renvoie ici le lecteur à l'excellent article de Jean Dominique Michel, un anthropologue et spécialiste de la santé publique, expert Genevois de renommée internationale, publié le 18 mars 2020. Ce qu'il analysait déjà à cette période de la crise se révèle aujourd'hui être parfaitement exact et tout à fait éclairant. (Cf., Covid-19 : fin de partie ?! : Anthropo-logiques 18/03/2020, les Blogs, en partenariat avec la Tribune de Genève)

En réalité, l'immense majorité du monde médical en France a bel et bien utilisé le protocole du Pr. Raoult, comme le déclarait clairement un médecin sur le plateau de Cnews, le jeudi 7 mai 2020 à 11h45, ajoutant que la colère des médecins était grande en France, compte tenu que les « autorités sanitaires » les avaient implicitement empêchés de respecter leur serment d'Hippocrate. Les grandes unités hospitalières ont également utilisé le protocole Raoult, tout en le cachant ou en le niant, pour éviter les problèmes avec les instances administratives qui ont fait preuve, encore une fois, de leur complète inutilité.

La classe dirigeante n'est pas au service des intérêts du bien commun, mais au service du Capital.

Décoloniser les Provinces

On l'aura retenu et on s'en souviendra pour longtemps : non seulement toutes ces instances d'un étatisme ringard jacobin sont inutiles, mais plus encore, elles sont un obstacle aux intérêts du bien commun. Il est plus que temps de « décoloniser les Provinces » (CF., Michel Onfray)

Cet épisode du fiasco absolu de la gestion de la crise Covid-19, pour le peuple, doit être rattaché en grande partie à cette maladie jacobine qu'est, en soi, la mentalité infantilisante qu'elle génère, et qui se traduit par les tracasseries administratives dominant sans cesse la réalité sur le terrain et lui mettant en permanence des « bâtons dans les roues » pour ce même motif, celui d'un pouvoir qui ne veut pas entendre parler de démocratie, d'indépendance des régions, de responsabilité des élus locaux, de gouvernement par le peuple et du service d'un Etat obéissant à la souveraineté constitutionnelle du peuple…

C'est là une des premières conclusions à tirer de l'expérience malheureuse de la pandémie COVID-19 de 2020 : l'évidence pratique d'en venir à une « décolonisation des Provinces »…

Lorsqu'on a enfin laissé plus d'initiatives aux responsables locaux, on a vu la situation s'améliorer considérablement. Là où on a vu des entreprises relocaliser leur activité industrielle, prenant en main le relais d'une déficience avérée des moyens de l'Etat, les communautés locales s'en sont mieux sorties et ont solutionné les problèmes qui se posaient. Lorsque l'Etat jacobin s'est retiré, faute de ne pouvoir assurer le succès de sa prétention républicaine centralisée, l'ordre et la sécurité, le bon déroulement du confinement, sont revenus dans les communes à l'initiative des élus locaux mais aussi des citoyens eux-mêmes qui ont compris qu'ils devaient se débrouiller localement pour la gestion de cette crise qui les concernait.

Les médecins nous ont ouvert la voie en désobéissant massivement et collectivement aux directives des « autorités jacobines de la santé publique » et en prenant leurs responsabilités sans attendre une « permission » d'un système qui s'est révélé à cette occasion incapable d'être à la hauteur de sa mission…

Nous venons de vivre en direct l'expérience qui démontre que nous n'avons pas besoin d'un Etat, jacobin ou non, pour nous gouverner.

Car, en réalité, nous n'avons pas besoin de gouvernance. Les humains ne sont pas obligatoirement des pervers et des loups pour leurs frères en humanité. Ils peuvent s'organiser sans avoir besoin d'un Pouvoir qui les conduise à l'image du troupeau de moutons que l'on peut tondre ainsi à souhait ou conduire à l'abattoir ! Chaque citoyen responsable peut animer la vie commune par sa responsabilité et c'est cela le fondement de la légitimité d'une « gouvernance participative », la démocratie.

Le pouvoir n'est même plus entre les mains de gens identifiables et identifiés, ceux que l'on voyait auparavant imprimés sur les billets de banque, désormais ce sont des bâtiments, des ponts, des constructions architecturales qui sont imprimés sur les euros, car le Pouvoir est désormais dans les infrastructures de ce monde et de ce fait il est devenu invisible. Les politiques, ces « élus » de la comédie politicienne, sont donc là pour un leurre, celui de la distraction et de la diversion, car ce ne sont pas eux qui exercent le vrai pouvoir sur nous les citoyens dépouillés de notre souveraineté depuis longtemps morte et enterrée. Le Pouvoir n'est plus dans les Institutions, il est dans l'organisation même de ce monde. Ce Pouvoir invisible n'a donc rien de secret (rien de la conspiration) puisque nous savons qui il est et où il est : dans l'organisation elle-même de ce monde modelé par une idéologie qui transcende les esprits devenus incapables de s'émanciper de son emprise s'exerçant sur eux grâce à son « invisibilité »…

C'est pour cela qu'un peuple peut se passer parfaitement d'un gouvernement, puisque le gouvernement est dans l'organisation du monde lui-même. Le gouvernement n'est plus dans le Gouvernement même représentatif ! L'Etat jacobin se terre dans l'architecture de la société elle-même : c'est à travers elle qu'il exerce sa tyrannie. Dès qu'un mouvement de révolte ou un comportement émancipé, (comme celui qui consisterait à se promener seul sur une plage déserte lors du confinement décrété par l'Etat jacobin), s'attaque au cadre ainsi défini de la vie quotidienne, cette infraction devient un sacrilège provoquant des cris et protestations de la bien-pensance. Le Pouvoir est dans l'organisation elle-même de ce monde. S'attaquer à cette organisation c'est donc s'attaquer au Pouvoir lui-même. Le Pouvoir s'est fondu dans le décor et respecter ce décor, comme étant quasi sacré, veut dire respecter ce Pouvoir que l'on condamne, que l'on rejette, auquel nous n'accordons aucune légitimité, parce qu'il n'est pas la vie, mais l'enfermement de la vie et sa mise à mort symbolique en l'identifiant avec l'objet qui en soi est froid, vide de ce sens et de la conscience quant à elle capable en soi de surconscience et de sacralisation… Voilà la raison réelle, hors motivation sanitaire, de cet acharnement à châtier les promeneurs solitaires dans les forêts des Vosges ou sur les plages « abandonnées » de France !

La responsabilité citoyenne c'est d'abord une capacité à l'auto-organisation de la vie commune qui de ce fait ravage les infrastructures du Pouvoir descendu dans les formes. Cette capacité à l'auto-organisation provoque un blocage du Pouvoir, car celui-ci est dans l'organisation de ce monde. Si je vais dans l'auto-organisation je sors de l'organisation, je m'en émancipe et le Pouvoir se retrouve sans pouvoir, d'où cet acharnement à réprimer des gestes qui ne menaçaient en rien les motifs sanitaires faussement implorés.

Si nous créons une auto-organisation généralisée de la Nation, nous évacuons purement et simplement la nature même du Pouvoir, comme si nous tirions la chasse des WC de la dépendance après s'en être débarrassée pour notre aisance.

Cette expérience du coronavirus nous donne l'occasion de nous auto-organiser en toute indépendance, abolissant le lien matériel au Pouvoir et le lien politique qu'il crée de cette manière à nos dépens. Nous ne devrions pas craindre la pénurie si nous savons nous auto-organiser dans la solidarité et l'échange des compétences. Il s'agit de sortir d'une situation de survie pour aller vers une situation de vie. Il nous est possible de sortir et de mettre en place un nouveau rapport au monde, non marchandisé, mais en « communaux collaboratifs » auto-organisés et indépendants de tout pouvoir oppresseur et exploiteur.

La police cybernétique

L'aristocratie stato-financière poursuit, sans le dire, son projet associé aux « brigades » qu'il a toujours l'intention de lâcher sur tout le territoire. Puisque le Pouvoir veut conduire la conduite des personnes, dépouillées de leur souveraineté citoyenne, il suffit pour lui d'installer ce contrôle par le traitement algorithmique des informations disponibles sur elles, sans avoir besoin de faire confiance, la confiance étant remplacée systématiquement par la surveillance. Ce gouvernement que l'on peut nommer « cybernétique », prépare la catastrophe assurée, puisque sa finalité est d'abord d'empêcher toute contestation, tout esprit critique ou divergent, en s'appuyant sur le merveilleux prétexte de veiller sur la santé et la sécurité de tous, pour créer perpétuellement un contrôle des systèmes par la circulation obligatoire des informations sur soi-même, faisant définitivement abstraction d'un droit de la protection naturelle de ses données et de leur confidentialité…

Ce système cybernétique qui se met en place silencieusement mais sûrement, soigne les apparences en nous laissant croire que nous pouvons toujours communiquer librement entre nous, mais le projet ouvertement affiché c'est de « réinventer les systèmes sociaux dans un cadre rigoureusement contrôlé » (Déclaration d'un expert du MIT).

La police cybernétique prévoit d'agir directement sur le virtuel afin de structurer les possibles. Prochainement, ceux qui refuseront d'utiliser Google, Amazon, Facebook, Apple, ou d'autres systèmes concoctés pour l'occasion, seront traités en suspects, déviants, divergents, voire même « terroristes » potentiels.

Tous ceux qui refuseront d'avoir un profil virtuel, un smartphone ou un contact habituel avec des systèmes de données online, seront suspectés d'avoir quelque chose à cacher et donc susceptibles d'enfreindre la loi ! La mesure « antiterroriste » consistera alors à créer un fichier des « gens cachés ». Si vous n'avez aucun profil sur un réseau social, cela entraînera ipso facto des fouilles approfondies lorsque, par malheur, vous vous présenterez dans un aéroport. Cela pourrait même aller jusqu'à vous interdire carrément de voyager, d'entrer dans un magasin, de réaliser toutes sortes de paiements, d'acheter de la nourriture, s'il est démontré que vous n'avez pas été pucé ou vacciné !

La liberté et la surveillance relèvent au final du même paradigme de la gouvernance par l'organisation du système. Pour nous, actuellement, dans ce monde qui est le nôtre, il n'y a de liberté que surveillée.

En réalité, il n'y a personne ni rien à organiser, nous sommes nous-mêmes la force qui grandit de l'intérieur, qui s'organise elle-même et se développe de l'intérieur. La répression policière tente toujours de séparer les « gouvernés » de leur puissance politique à agir, en isolant ceux qu'elle qualifie de « violents », alors que l'agir politique est en soi une violence faite au système qui veut l'inaction, la sidération, la pétrification des individus et leur silence accompli. C'est là la stratégie de la peur qui est effectivement présente depuis le début de la pandémie.

Chaque fois que la répression tombera sur l'un d'entre nous, qu'il sache que le système cherche simplement à le séparer du reste des hommes afin de pouvoir le ficher dans une identité politique même fictive, mais lui permettant par la suite de l'éliminer sans chercher à rien comprendre de ses motivations légitimes.

S'organiser serait donc trouver des gens qui travaillent ensemble, qui s'entendent sur les projets de vie, qui apprennent à se connaître honnêtement, qui recruteront d'autres personnes ayant les mêmes motivations, qui formeront des réseaux de connivences, qui créeront une nouvelle société émancipée du monde orwellien de la surveillance et du dressage.

Aujourd'hui, le Pouvoir a peur de voir les citoyens habiter un territoire et d'assumer sa configuration située du monde, une façon d'y vivre et d'y demeurer, des valeurs, des vérités, et à partir de cela entrer en conflit ou en complémentarité avec les autres entités sociales du monde.

C'est notre organisation quotidienne dans la complémentarité qui nous fait découvrir que l'État est inutile, que le gouvernement est superflu, que sans lui la coopération devient aussitôt naturelle.

Les communaux collaboratifs c'est la promesse faite entre des personnes de se tenir ensemble, se jurant assistance ; c'est s'engager à se soucier les uns des autres et à se défendre contre tout oppresseur. Une commune c'est un serment commun. Le communal collaboratif c'est le serment de se confronter ensemble au monde. C'est compter sur ses propres forces communes pour s'assurer la liberté, l'égalité et la fraternité. Il s'agit d'une qualité de lien et une façon d'être dans le monde. La commune de Paris en 1871 c'était cela : des gens qui ont consenti à se lier les uns aux autres.

(LVOG - Liaison qui ne peut être établie que sur une base de classe ou qui doit exclure impérativement les capitalistes et leurs représentants. Cette condition vaut pour les autres sujets abordés dans cet article. Sans rupture avec le capitaliste, tout ce qui peut être préconisé avec les meilleures intentions du monde ne peut que servir les desseins du régime en place. Autrement dit, sans conscience de classe, on ne peut que sombrer dans l'opportunisme. - LVOG)

La situation actuelle d'un grand nombre va entraîner un retour massif de l'économie sociale et solidaire. En fait, la guerre de tous contre tous n'est pas ce qui vient quand l'État n'est plus là, mais c'est ce qu'il organise habilement tant qu'il existe.
Mondialisation.ca, 08 mai 2020

LVOG - Ce que nous propose l'auteur de cet article, c'est une sorte d'autogestion revisitée aux relents de collaboration de classes et de féodalisme enveloppée dans un gilet jaune. Lors de chaque crise, il y en a toujours pour nous rejouer ce tour d'illusionniste, il s'inscrit dans la même logique idéologique archaïque et dévastatrice, réactionnaire, que les concepts de décroissance ou de démondialisation, utopie chères aux écologistes et aux néostaliniens ou à une partie de l'extrême gauche (NPA notamment.

Mise en garde.

Quand ils font référence à la Commune de 1871, ce n'est pas parce que ce serait des révolutionnaires ou des opposants au capitalisme, puisqu'à cette époque il n'était pas suffisamment développé pour permettre à une révolution socialiste de l'emporter ou pour passer à un mode de production supérieur. Donc, le modèle de société qu'ils préconisent, renvoie à un stade du développement des forces productives et de la lutte des classes antérieurs à celui qui a permis à la civilisation humaine de réaliser d'importants progrès sociaux. Et ce n'est certainement pas un hasard si ce que préconise monsieur Jézéquel coïncide avec le stade de sous-développement auquel l'oligarchie et les adeptes de Green New Deal voudraient nous renvoyer. En dernière analyse, à qui et à quoi sert ce type de discours, on vient de vous fournir la réponse.

Confirmation. L'Etat profond ou le sommet de l'oligarchie dispose des moyens financiers pour mener

tout type de machination criminelle dans le monde. La preuve.

- Venezuela: L'opposition a négocié avec une firme pour chasser Maduro - Reuters 8 mai 2020

Des membres de l'opposition vénézuélienne ont négocié en octobre dernier un accord de 213 millions de dollars avec une petite société de sécurité de Floride pour qu'elle mène une opération dans le pays afin de chasser du pouvoir le président Nicolas Maduro, selon un document publié jeudi par le Washington Post.

Les autorités vénézuéliennes ont arrêté durant la semaine écoulée plus d'une dizaine de personnes, dont deux ressortissants américains travaillant pour la société de sécurité Silvercorp USA, qu'elles accusent d'une opération d'incursion destinée à faire chuter Nicolas Maduro.

Des images diffusées par la télévision publique vénézuélienne montrent les deux détenus américains déclarer qu'ils ont été chargés par Silvercorp de prendre le contrôle de l'aéroport de la capitale Caracas dans le but d'y exfiltrer Maduro.

Le document de 42 pages publié par le Washington Post, dont Reuters n'a pas pu vérifier dans l'immédiat l'authenticité, détaille de nombreux éléments tactiques - notamment le matériel militaire à utiliser - mais n'offre aucune explication sur la manière dont un petit commando peut venir à bout de centaines de milliers de membres des forces de sécurité loyales à Maduro.

D'après le journal, les termes généraux de l'"accord de service" ont été rédigés par le directeur de Silvercorp, Jordan Goudreau, qui avait publiquement reconnu avoir organisé l'opération. Les éléments détaillés ont été fournis par l'opposition vénézuélienne, précise le Post.

Sur le document figurent les signatures de Juan Guaido, de l'un de ses conseillers, Juan Rendon, et d'un élu de l'opposition vénézuélienne, Sergio Vergara, en plus de celle de Jordan Goudreau.

S'exprimant sur la chaîne CNN, Rendon a déclaré avoir signé un "accord exploratoire" avec Silvercorp mais que celui-ci n'a jamais été conclu. Il a ajouté que la firme de sécurité avait mené une opération "suicide" dans le soutien de Guaido. Reuters 8 mai 2020

Haut de page

Le 12 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

Voilà une misérable mystification qui aura marché du tonnerre de dieu grâce à la servilité de nos dirigeants. Nous saurons nous en souvenir, ils peuvent compter sur nous...

Autrefois les dirigeants du mouvement ne furent pas seulement de brillants ou profonds penseurs, ce furent des militants doués d'un courage extraordinaire qui sacrifièrent leur vie pour notre cause, ne concédant aucune concession aux représentants des régimes qu'ils combattaient, ce qui leur valut d'être traqués, emprisonnés, conduits à l'exil ou d'être assassinés.

La plupart vécurent dans la précarité, la pauvreté ou au bord de la misère sans jamais se plaindre de leur condition, qu'ils considéraient comme le juste prix à payer au regard des souffrances qu'endurait le prolétariat mondial. Tout cela contribua à former des dirigeants ou des hommes d'une qualité exceptionnelle, pas seulement sur le plan politique, mais humain aussi, doués d'une détermination sans faille, d'une volonté de fer, d'une morale irréprochable, qui aujourd'hui font honte aux dirigeants qui s'en réclament ainsi que du socialisme.

Tout le monde ou presque s'interrogeait sur l'état d'esprit des masses ou leur niveau de conscience politique, et bien maintenant au moins vous savez à quoi vous en tenir, et ce n'est guère rassurant ou encourageant pour la suite. Il a suffit qu'un tyran claque des doigts pour que tous ses sujets se mettent au garde-à-vous sans broncher à commencer par leurs chefs.

Ici on préfère causer de la réalité, de la vie, à la légère, à la bonne franquette entre camarades ou amis inconnus, en prenant parfois un air décontracté histoire de pouvoir placer ce qu'on avait envie de dire qui pouvait choquer, il n'en demeure pas moins, qu'on traite chaque sujet le plus sérieusement du monde sans jamais porter le moindre masque.

On ne partage pas des émotions ou des opinions, on ne cherche même pas à produire un effet quelconque dans la tête des lecteurs, on se contente juste de partager les enseignements des expériences qu'on a vécues parmi lesquelles figurent une multitude de réflexions dont certaines sont achevées et d'autres encore à développer, toujours sans aucune ambition

personnelle particulière.

Quand on adopte cette démarche, on est moins sujet à subir malgré soi des influences toxiques qui viendraient parasiter la manière dont nous observons ou nous abordons la réalité, on gagne en indépendance ou on la conforte, de sorte qu'on reste tendu vers notre objectif.

Quant au recours au langage outrancier, je l'assume. Il n'est pas involontaire ou incontrôlé. Il sert juste à contrebalancer le langage servile de nos dirigeants, qui induit en erreur les militants ou travailleurs sur la nature du régime ou sur ce qui les attend à plus ou moins brève échéance, pas pour leur éviter le pire comme le font démagogiquement nos dirigeants, mais pour les aider à prendre conscience de la menace qui plane sur leur destin dès à présent. Vous avouerez qu'après coup, la plupart du temps les faits m'ont donné raison contre mes contradicteurs qui ont passé leur temps à vous endormir ou à vous détourner de l'essentiel en versant dans le gauchisme. Ce qui chez nous a pu être caractérisé par certains de grotesque ou de complotiste à un moment donné, est devenu réalité, au-delà même de tout ce qu'on avait pu imaginer.

Quand on confond ce qui est en devenir, et qui existe déjà à l'état latent dans la situation ou dont l'orientation se dessine en filigrane dans les rapports entre les classes, avec des spéculations d'ordre dogmatique ou les manifestations d'une imagination fantasques détachée de la réalité, on peut facilement se méprendre sur la situation, ses différents acteurs, sur les intentions d'un militant ou d'une personne.

Je ne vous demanderai pas d'applaudir, je le ferai pour vous, je plaisante, c'est mon état d'esprit habituel.

Au fait, j'allais oublier de vous le dire, ça y est, on est déconfiné, ce matin tout était ouvert et la plupart des masques étaient tombés, pas un seul policier ou milicien à l'horizon.

Le régime en Inde est moins pourrie que celui de la France, quoique cela ne veuille pas dire grand chose, en fait, le gang mafieux de Gates, Rockefeller, Link, Buffett, Soros et Cie. a plus à faire dans les pays développés qu'ici. Ici on a déjà un régime semi-féodal ou totalitaire, c'est seulement le sous-développement qui les empêche d'aller plus loin pour le moment.

- 24 pages au format pdf

Pour se détendre un peu ou pour se rafraîchir avant de continuer le combat.

Vidéo. Un berger qui a tout compris sur le Corona ! - 13 avr. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=3eYy1Giw1bo&feature=emb_title

L'élévation du niveau conscience des peuples pour éradiquer le capitalisme de la surface de la planète doit être notre priorité absolue avec leur organisation.

- « *C'est le peuple qui s'asservit, qui se coupe la gorge, qui, ayant le choix d'être serf ou d'être libre, renonce à son indépendance et prend le joug… tous les hommes, tant qu'ils ont quelque chose d'humain, ne se laissent assujettir que pour deux raisons, par contrainte ou par tromperie* ». (Étienne de la Boétie, Discours de la servitude volontaire)

LVOG - La tromperie va être suivie de la contrainte. Tu as renoncé à ton indépendance, tu auras les deux !

Dans les pays occidentaux, c'est la ploutocratie qui fait régner le régime tyrannique de la peur par l'entremise de leurs Constitutions, qui octroient les pleins pouvoirs au chef de guerre qui trône au sommet de l'Etat en la personne du Président ou du Premier ministre.

Cette bande de malfaiteurs mafieux et criminels est parvenue à enfermer des peuples entiers pour mieux les tenir dans leurs mains, en recourant à un règlement policier en guise de droit inaliénable, ce qui signifie qu'ils n'ont de compte à rendre à personne et qu'ils peuvent agir en toute impunité quels que soient les forfaits qu'ils commettront.

Quand tu es un militant socialiste, tu as juste envie de te soulever pour abattre ce régime totalitaire, tout le reste ne compte plus ou passe au second plan. Le plus dramatique, c'est qu'il n'y a aucun parti ouvrier qui prenne le relais.

Aux bonnes consciences, aux hypocrites, aux opportunistes qui s'accommodent du capitalisme.

En 2018, la pneumonie a tué un jeune enfant toutes les 39 secondes (Le double sont morts de faim ou de malnutrition - LVOG)

- 800 000 enfants sont morts de pneumonie dans le monde en 2018.
- 437 000 enfants de moins de 5 ans sont morts de maladies diarrhéiques en 2018 dans le monde.
- 272 000 du paludisme. (Source : OMS)

LVOG - Ce qui inhumain et intolérable, c'est de le tolérer sans se poser de questions, sans agir. Engagez-vous dans la lutte de classe, et ne vous découragez pas aux premiers obstacles ou désillusions, persévérez, faites preuve de détermination, lisez, réfléchissez, étudiez, discutez, donnez-vous les moyens de progresser et ensemble nous y arriverons, nous vaincrons !

Applaudissez, encouragez-le, portez un masque. Allez petit coronavirus, encore un petit effort si tu veux figurer dans le Guinness Book des records !

- How Many Car Accident Deaths Are There Per Year? Nearly 1.25 million people are killed in car crashes each year. On average, that's 3,287 deaths a day. An additional 20-50 million are injured or disabled.17 oct. 2019.

Traduction LVOG - Combien de personnes meurent-elles dans un accident de voiture chaque année aux Etats-Unis ? 1,25 million, soit environ 3,287 morts par jours. Entre 20 et 50 millions sont blessés ou handicapés. Yahoo 17 oct. 2019

LVOG - Covid-19, tu es franchement ridicule !

Etats-Unis. En réalité, la plupart sont morts du virus de la grippe et non du Covid-19. Le vaccin, une farce de Big Pharma. Ils le disent eux-mêmes.

Capital - Outre-Atlantique, l'hiver 2019-2020 est le plus meurtrier depuis dix ans, pour cause de grippe. Selon les statistiques des Centers for Disease Control and Prevention (CDC), l'agence fédérale des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, "la saison actuelle de la grippe touche entre 26 et 36 millions d'Américains, a causé entre 250.000 et 440.000 hospitalisations et tué au moins 14.000 personnes aux États-Unis au cours des 16 semaines qui se sont écoulées depuis le déclenchement de la maladie", rapporte l'expert. Jamais depuis l'épidémie mondiale de la grippe du porc, qui avait touché 60 millions d'Américains et fait 12.469 morts en 2009 et 2010, les États-Unis n'ont subi une épidémie aussi sévère, relève-t-il.

Au cours d'une année standard, "la grippe tue entre 3.000 et 49.000 Américains. Cependant, cette année, le nombre total de décès pourrait dépasser allégrement les 56.000 de 2014- 2015. Si plus de 80% des décès surviennent généralement chez les personnes âgées et les personnes ayant des problèmes de santé sous-jacents, cette année, des personnes plus jeunes et apparemment en meilleure santé sont également hospitalisées", souligne John Plassard.

Il y a plusieurs raisons à la pandémie de grippe. La première est dans le virus même de la grippe. En effet, "il semble que la vaccination soit la moins efficace depuis que les injections contre cette maladie existent. Des chercheurs Américains ont relevé que l'efficacité du vaccin avait été nettement limitée en 2016, ne protégeant que 20 à 30% des personnes vaccinées. La faute à une mutation de la souche dominante de la grippe. Le vaccin pour la saison 2019-2020 est similaire à celui-ci, ce qui augure une saison difficile", juge l'expert.

"La pandémie que connaissent actuellement les États-Unis est bien plus dramatique que ce que l'on a connu ces dernières années et n'a rien à envier (le mot est fort) au coronavirus", met en garde l'expert. capital.fr 25 février 2020

L'ombre de la mort rôde partout, tremblez fragiles et pécheresses créatures !

- Coronavirus : des maladies mortelles prospèrent dans l'ombre de la pandémie - francetvinfo.fr 11 mai 2020 Des maladies infectieuses continuent de tuer des millions de personnes, dont de nombreux enfants, dans les pays en développement.

Plus de 2 500 enfants meurent chaque jour de pneumonie, une infection bactérienne qu'on sait soigner avec des médicaments efficaces et peu chers. Plus de 800 000 morts pourraient être évitées chaque année, selon des études.

La tuberculose reste la maladie infectieuse la plus meurtrière de la planète, avec environ 10 millions de nouveaux cas par an et 1,5 million de morts, même si des traitements existent.

Chez les femmes, c'est le diabète qui s'avère le plus meurtrier, selon Vicki Pinkney-Atkinson, responsable de l'Alliance NCD en Afrique du Sud. Alors qu'on peut vivre avec, si l'on a les bons médicaments au quotidien. francetvinfo.fr 11 mai 2020

Et dire qu'on a osé appeler cette société cruelle et barbare de démocratique, la civilisation humaine.

LVOG - Notez bien qu'à chaque fois il existe des traitements très simples, mais ils ne sont pas abordables pour les victimes. Quand l'ONU célèbre le jour de l'enfant, c'est ce décompte morbide à mettre à son actif qu'elle doit fêter.

Il est indécent ou opportuniste d'attendre quelque chose de l'ONU ou ses agences, et se prétendre anti-impérialiste ou anticapitaliste, c'est incompatible.

OMS - On estime que la pneumonie cause 15% du nombre total de décès d'enfants de moins de 5 ans. 922 136 enfants de moins de 5 ans sont morts de pneumonie en 2015.

On peut traiter la pneumonie causée par des bactéries avec des antibiotiques.

https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/pneumonia

OMS - Jusqu'à 650 000 décès par an sont dus à la grippe saisonnière

Ce chiffre représente une hausse par rapport à l'estimation précédente qui s'établissait entre 250 000 et 500 000 à l'échelle mondiale; elle datait de plus de 10 ans et portait sur l'ensemble des décès liés à la grippe, y compris les maladies cardiovasculaires ou le diabète. Les nouveaux chiffres, compris entre 290 000 et 650 000 décès, reposent sur des données plus récentes issues d'un groupe de pays plus large et plus divers, incluant des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et excluent les décès dus à des affections autres que respiratoires.

«Ces chiffres témoignent de la forte charge de mortalité due à la grippe et de son coût social et économique considérable à l'échelle mondiale», déclare le Dr Peter Salama, Directeur exécutif du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire. «Ils soulignent l'importance de la prévention face à l'épidémie saisonnière de grippe, ainsi que de la préparation à d'éventuelles pandémies.»

https://www.who.int/fr/news-room/detail/14-12-2017-jusqu-%C3%A0-650-000-d%C3%A9c%C3%A8s-par-an-sont-dus-aux-affections-respiratoires-li%C3%A9es-%C3%A0-la-grippe-saisonni%C3%A8re

LVOG - Le traitement : le paracétamol pour faire baisser la fièvre et calmer douleurs et courbatures, et la vitamine C pour lutter contre la fatigue et stimuler les défenses immunitaires. Il existe un vaccin, mais son efficacité est aléatoire parce que le virus mute en permanence.

Le capitalisme en crise ne peut survivre que par la surexploitation de toutes les ressources de la nature, dont l'homme ou la force de travail, la faune et la flore destinées à la consommation à leur risque et péril.

- Salmonelle : plus de 500 000 oeufs rappelés - Yahoo 11 mai 2020

Ces œufs ont été vendus chez Atac, Auchan, Carrefour, Système U, Intermarché ou E.Leclerc, comme le rapporte le site de 60 Millions de Consommateurs.

Les salmonelles peuvent causer des toxi-infections alimentaires. Comme le rappelle l'Anses, les bactéries du genre Salmonella représentent la cause la plus fréquente d'épidémies d'origine alimentaire et la deuxième cause de maladies d'origine alimentaire en Europe. La salmonellose se manifeste par des troubles gastro-intestinaux : douleurs abdominales, diarrhées, vomissements, nausées, fièvre. Le plus fréquemment, les aliments impliqués sont les œufs et les produits à base d'œufs crus comme la mayonnaise. "Chez les nourrissons ainsi que chez les personnes au système immunitaire affaibli (maladie auto immune, immunosuppressive, traitement médical immunosuppresseur, etc.), une infection par les salmonelles peut devenir très grave, voire mortelle", alerte l'Anses. Enfin, il est déconseillé aux personnes âgées, malades, immunodéprimées, aux jeunes enfants et aux femmes enceintes, de consommer des œufs crus ou peu cuits. Yahoo 11 mai 2020

Covid-19 : Une arme contre tous les dissidents de la propagande de guerre.

- Non plus « conspirationistes », mais « traîtres » - L'UE, l'Otan, NewsGuard et le Réseau Voltaire par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 5 mai 2020

Le dispositif de propagande visant à étouffer toute voix dissidente a franchi un pas. Il ne s'agit plus simplement de les accuser de commettre des erreurs factuelles ou de mentir délibérément, mais de les présenter comme des traîtres à la solde d'une puissance étrangère.

Par Thierry Meyssan

Le Service européen pour l'action extérieure (European External Action Service) a créé en 2015 l'East StratCom Task Force, une unité chargée de lutter contre la désinformation des services secrets russes. Celle-ci édite un site internet, EUvsDisinfo.eu, et expédie chaque semaine des e-mails aux journalistes de l'Union afin qu'ils répercutent sa bonne parole. Nous avons déjà relaté que cette unité est reliée au Centre de communication de l'Otan à Riga [1].

Cette unité vient de mettre en garde les journalistes de l'Union et accessoirement tous ceux qui se sont abonnés à sa lettre d'information [2] que notre article du 31 mars, « Des putschistes à l'ombre du coronavirus » [3], est une désinformation russe [4].

Premièrement, nous sommes outrés de figurer sur un site officiel de l'Union chargé de recenser la désinformation russe —et ce n'est pas la première fois—. Nous n'avons aucun lien, ni avec les autorités russes, ni avec celles de quelque autre pays que ce soit. Ceci est de la pure diffamation.

Deuxièmement, la réfutation de l'UE se borne à indiquer que notre travail serait : « Une interprétation exagérée d'un article de Newsweek de la mi-mars. Newsweek décrit le rôle de l'armée américaine en cas d'incapacité des dirigeants politiques » (An exaggerated interpretation of a Newsweek article article from Mid-March. Newsweek describes the role of the US military, should the political leadership be incapacitated). Or, nous avons cité une partie de l'article de William Arkin sans le déformer et en analysant ses informations au regard d'autres qui ne sont pas plus contestées. C'est la mise en perspective de l'ensemble de ces données qui gêne l'UE.

Jusqu'à présent, les pouvoirs publics avaient financé des initiatives privées pour décrédibiliser les sources dissidentes. C'est par exemple la fonction du Decodex du Monde [5]. Il s'agit maintenant d'aller plus loin et de les accuser de trahison.

Pour distinguer, le vrai du faux, exercez votre esprit critique !

NewsGuard, une société new-yorkaise créée pour évaluer la fiabilité des sites internet et faire apparaître une note sur les moteurs de recherche, nous a contactés nous demandant d'abord quelles sont nos relations avec l'État syrien, puis ce que nous « pensons de cette critique ».

NewsGuard est on ne peut plus neutre. Son Conseil d'administration est secret, mais son Conseil consultatif comprend aussi bien l'un des cofondateurs de Wikipedia (Jimmy Wales) que l'ancien directeur de la CIA et de la NSA (le général Michael Hayden), l'ancien secrétaire général de l'Otan (Anders Fogh Rasmussen), l'ancien secrétaire à la Sécurité de la Patrie (Tom Ridge) ou encore l'ancien sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique —c'est-à-dire à la Propagande— (Richard Stengel) [6].

De par les Traités européens, l'Otan protège l'UE. C'est-à-dire que l'Union européenne n'est que le volet civil d'un ensemble dont l'Otan est le volet militaire.

Après plusieurs tentatives d'enlèvement ou d'assassinat contre un de mes collaborateurs et contre moi dans quatre pays différents, nous avons toutes les raisons de penser que c'est l'Alliance atlantique qui, de nombreuses fois, a saturé, voire hacké, notre site internet. Nos adversaires semblent revenir à des moyens non-létaux : le mensonge et la diffamation.

La Propagande de guerre est un processus en trois phases visant à engager le public dans des causes que normalement il réprouverait :

- La première consiste à mêler le faux au vrai tout en accusant ceux qui disent la vérité d'être dans l'erreur ou dans le mensonge (fake news).

- La seconde à écarter tous les discours dissidents et à créer ainsi une apparence d'unanimité autour de la vérité trafiquée. À ce moment, les dissidents ne sont plus des hurluberlus affabulateurs, mais deviennent des traîtres.

- La troisième à pousser les cibles à pratiquer des actes symboliques d'acquiescement de la nouvelle idéologie.

Un pas vient d'être franchi.

Notes.

[1] « La campagne de l'Otan contre la liberté d'expression », Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 décembre 2016.

[2] "Subscribe"

[3] « Des putschistes à l'ombre du coronavirus », Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 31 mars 2020.

[4] "Disinfo : The bankers and the military prepare a takeover in the US", EUvsDisinfo.eu, April 30, 2020.

[5] « L'Otan et l'Union européenne derrière le Décodex », Réseau Voltaire, 16 février 2017. « La vérité sur les "fake news" », Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 janvier 2018.

[6] "Our Advisory Board", NewsGuard, consulted May 3, 2020.

LVOG - Soutien total à Thierry Meyssan et les membres de son association. Il nous arrive d'avoir des échanges professionnelles et cordiaux par courriel... Ils ont plus de courage et de dignité que nos piètres dirigeants, et ils nous sont plus indispensables pour comprendre la situation.

Comment nos ennemis peuvent-ils mentir éhontément à la face du monde ?

Parce qu'il n'existe aucune force politique organisée pour les contredire ou les affronter, tous les partis ouvriers sont corrompus par l'idéologie du capital et reprennent en choeur la rhétorique de Macron ou des médias aux ordres, voilà la vérité. Et le plus grave, c'est que les militants s'en foutent ou la partagent.

Fake news signée de l'agence de presse russe Sputnik

- "Alors que la pandémie de Covid-19 fait des ravages dans le monde entier". - sputniknews.com 28 avril 2020

Les enragés resservent le couvert quotidiennement.

Rendez-vous compte, ils ont découvert un cas en Chine, un autre en Corée du Sud. Et lorsque l'épidémie de grippe se termine chaque année, quelques personnes ou dizaines de personnes continuent d'en mourir au cours des mois suivants ou toute l'années comme c'est le cas aux Etats-Unis.

Ce qui était la norme hier, devient soudainement un cas hors norme parce que les porte-parole des idéologues de l'oligarchie en ont décidé ainsi, autant dire que cette instrumentalisation peut s'étendre pendant une durée indéterminée ou devenir permanente, histoire de justifier les mesures (numériques, législatives, etc.) toujours plus liberticides à venir.

L'intox a pris des proportions monstrueuses.

Taux de mortalité de la population totale en Indonésie : 0,0004%. Quelle pandémie !

- Indonésie: Plus de 14.000 cas, près de 1.000 morts - Reuters 10 mai 2020

Quand les puissances occidentales organisent la fraude aux macchabées à grande échelle.

LVOG - Voilà ce que cautionnent les dirigeants du mouvement ouvrier qui hurlent à la pandémie.

- La pandémie 2020: De la fraude statistique à la société de contrôle par Vincent Mathieu - Mondialisation.ca, 09 mai 2020

Extrait.

Dans une lettre ouverte écrite à la Chancelière allemande Angela Merkel, le Dr Sucharit Bhakdi mentionne:

L'erreur est commise dans le monde entier de signaler les décès liés au virus dès qu'il est établi que le virus était présent au moment du décès – indépendamment d'autres facteurs. Cela viole un principe de base de l'infectiologie : un diagnostic ne peut être établi que lorsqu'il est certain qu'un agent a joué un rôle important dans la maladie ou le décès.

Le 16 avril 2020, le Dr Arruda déclarait dans le point de presse quotidien du gouvernement québécois: « Il y a eu un changement de méthode dans la saisie des données et l'analyse épidémiologique de la part de la santé publique, sur des patients décédés au cours de la dernière semaine. Le choix qu'on a fait c'est de déclarer tous les patients, même les patients qui n'ont pas été testés, mais qui ont toutes les définitions pour être des patients qui sont décédés de la Covid-19. »

Autre aberration dans la façon de comptabiliser les décès, la santé publique choisit de considérer comme « mortes de la Covid-19 » des personnes qui ont simplement côtoyé de près d'autres personnes atteintes ou décédées de la Covid-19. Autrement dit, si une femme en CHSLD mourait et qu'elle occupait une chambre adjacente à un cas confirmé de Covid-19, on la déclarait morte de la Covid-19. Voici ce que déclarait le Dr Arruda lors du point de presse du 14 avril 2020 suite à une question concernant le dépistage non systématique:

« On n'attend pas l'enquête du coroner, on compte ces cas-là. On n'a pas testé tous les cas. C'est une définition de cas qu'on nomme cas en liens épidémiologiques. S'il y a des cas en CHSLD, sur le même étage 1 cas ou 2 confirmés en laboratoire, si dans la chambre à côté vous avez un cas, pas d'autres raisons de décès comme tel, on est presque sûr, à bon pourcentage, que c'est du Covid-19 ».

Dans le point de presse du 22 avril 2020, le Dr Arruda revenait sur cette analyse épidémiologique en la qualifiant de « scrupuleuse » et « transparente ». Voici la déclaration hallucinante qui s'en est suivie quelques secondes plus tard:

« Je voudrais vous rappeler qu'à chaque année, en temps ordinaire, il y a environ 1000 personnes par mois qui meurent en CHSLD. Et dans le fond il faut comprendre que des décès actuels qu'on comptabilise associés au Covid-19, (ils) seraient survenus malgré la situation ».

À son émission quotidienne, mise en ligne sur le site du Journal de Montréal le 23 avril 2020, Mario Dumont recevait le Dr Vinh-Kim Nguyen, urgentologue à l'Hôpital général juif de Montréal. M. Dumont posait des questions sur la façon de comptabiliser les décès liés à la Covid-19 car on se demandait si certains des décès observés en CHSLD n'étaient pas liés davantage à un manque de soin qu'à la Covid-19. Voici une partie de l'échange entre M. Dumont et le Dr Nguyen:

Dr. Nguyen: « Ce qu'on peut faire et ce que font déjà les Français et d'autres pays c'est que en état de pandémie, on comptabilise tous les décès en plus que la moyenne. C'est-à-dire que si aujourd'hui en moyenne au Québec on a 58 décès, et que cette année-ci on en a 82, on va rajouter, ça fait 24, 24 de plus, on va (les) attribuer à la Covid. On va pas aller chercher plus loin, aller fouiller dans les certificats (de décès).

M. Dumont: « On va présumer que le surplus de décès est lié à la pandémie qui est en place ». Dr Nguyen: « Lié à la pandémie directement ou indirectement ». Il est difficile de comprendre pourquoi les journalistes acceptaient béatement cette méthode de calcul inflationniste sans la remettre en question.

La méthode selon laquelle les personnes sont déclarées mortes de la Covid-19 par liens épidémiologiques ou tout simplement parce que la moyenne annuelle des décès aurait augmentée cette année-ci défie toute logique.

On semble avoir développé une manière ad hoc de comptabiliser les morts pour les besoins de la cause, car le taux de mortalité de la grippe saisonnière se calcule de façon beaucoup plus conservatrice.

Dans le Bilan démographique du Québec 2019 préparé par l'Institut de la statistique (voir nbp 6), on différencie la mortalité liée à la grippe et la mortalité liée à des affections comorbides. On peut y lire: « Il est difficile de mesurer la part exacte des décès directement ou indirectement attribuables au virus de la grippe, en raison notamment de la présence fréquente de comorbidité (autres causes concomitantes de décès). Les grippes et pneumopathies sont fréquemment citées comme cause secondaire de décès; elles peuvent donc être impliquées dans un plus grand nombre de décès que dans les cas où elles sont retenues comme cause initiale (principale) ».

Ceci est diamétralement opposé à la méthode de calcul utilisée pour établir la mortalité du nouveau coronavirus. En effet, au contraire de la grippe, on considère systématiquement le coronavirus comme la cause principale de décès sans même effectuer de test et par simples liens épidémiologiques. Je réitère que comme le déclarait le Dr Arruda dans une conférence de presse précédemment citée, toutes les personnes décédées présentant des symptômes s'apparentant à la Covid-19 étaient considérées décédées de la Covid-19.

À noter que si on en croit les propos du Dr Bhakdi dans sa lettre ouverte à la chancelière Merkel, cette méthode de calcul qu'il nomme « soupçon de Covid » est généralisée et a probablement été utilisée en France, en Espagne et en Italie. Ces pays ont dévoilé un taux de mortalité très élevé dès les débuts de la crise et ont contribué à l'établissement de l'atmosphère de peur que l'on a connue en Occident.

Peut-on conclure que la surmortalité officielle associée à la Covid-19 par rapport à la grippe n'est pas réelle, mais qu'elle dépend principalement de la méthode de calcul?

Ce qu'on pourrait qualifier de fraude statistique s'est observée partout dans le monde. Aux États-Unis, quelques médecins ont eu le courage de parler et ont déclaré avoir senti des pressions pour indiquer, dans les certificats de décès, que la Covid-19 était la principale cause de mortalité des patients. Dans une vidéo mise en ligne sur youtube, vidéo rapidement retirée par cette

même chaîne, le Dr Daniel Erickson, urgentologue à Bakersfield en Californie, déclare:

« On parle de comorbidités… La Covid faisait partie du tableau clinique, ce n'est pas la raison pour laquelle ils sont morts les amis! C'était une des raisons, donc d'être si simplistes et de dire que c'est une mort Covid parce qu'ils avaient la Covid, savez-vous combien de personnes meurent avec des pneumonies, ou combien de personnes meurent de la grippe, ou devrais-je dire avec la grippe? …

Leurs poumons sont affaiblis par une maladie pulmonaire obstructive chronique, ils ont eu une crise cardiaque deux années auparavant, ils ont une santé fragilisée. On n'est pas incité à tester pour la grippe… Mais je parlais à un ami qui disait, tu sais c'est intéressant, quand j'écris mon rapport de décès, je reçois de la pression pour écrire « Covid ».

Pourquoi est-ce que c'est comme ça? Pourquoi on nous fait des pressions pour écrire « Covid »? Pour peut-être gonfler les chiffres et les faire paraître pires qu'ils ne le sont? Je pense que oui ».

À noter que dans cette vidéo, le Dr Erickson expose avec des statistiques indépendantes (sans filtre médiatique) que le nouveau coronavirus n'est pas plus létal que la grippe saisonnière.

La Dre Annie Bukacek, médecin à Kalispell dans l'état du Montana, mentionne essentiellement la même chose. Elle dit que sur le site internet du Center of disease control and prevention (CDC; principale agence fédérale en matière de santé publique aux États-Unis), les données sur la mortalité incluent à la fois les cas confirmés et les cas présumés de Covid-19. Selon les instructions de la CDC, on encouragerait les médecins à faire des diagnostics de Covid-19 sur la base de simples suppositions. Elle déclare :

« La CDC compte les vrais cas de Covid-19 et les cas hypothétiques de Covid-19, comme s'ils étaient la même chose, ils les appellent morts par Covid-19… Ils surestiment automatiquement le vrai nombre de décès de leur propre aveu… Vous pouvez être certains que le nombre réel (de décès) est substantiellement plus bas que celui qui vous est dit ». Médecin et sénateur du Minnesota, le Dr Scott Jensen décrit une situation analogue dans une entrevue avec le journaliste Chris Berg:

« Vendredi dernier j'ai reçu un document de 7 pages qui, en quelque sorte, me disait que si j'avais un patiente de 86 ans qui avait une pneumonie mais n'avait jamais été testée pour la Covid-19, mais qui après meurt de pneumonie et dont on a appris qu'elle avait été en contact avec son fils qui n'avait pas de symptôme mais qui a été testé positif ultérieurement à la Covid-19, ce serait approprié de mettre sur le certificat de décès Covid-19…. Si quelqu'un a une pneumonie au milieu d'une épidémie de grippe, et que je n'ai pas de test pour dépister l'influenza, je ne mettrai pas un diagnostic d'influenza sur le certificat de décès. Je vais écrire cette personne est décédée de pneumonie ».

Le Dr Jensen mentionne ensuite que normalement, la pratique médicale exige de faire des diagnostics sur la base de faits et non de suppositions, contrairement à ce qui leur est demandé actuellement avec la Covid-19. Le journaliste Berg lui demande pourquoi alors, selon lui, il reçoit ce genre d'instruction et quel serait l'objectif de fausser ainsi les statistiques.

« Et bien, la peur est un excellent moyen de contrôler le monde. Je m'inquiète que, parfois, on soit seulement intéressé à faire grimper la peur».

Si toutes les épidémies de grippe avaient, dans le passé, été traitées de la même façon par les autorités sanitaires et médiatiques, nous serions dans un état de panique constant. Faut-il le rappeler, ce sont les fausses statistiques de mortalité, cette fausse idée de dangerosité pour nos vies, martelées soir et matin par les médias de masse, qui ont contribué au climat de peur collective et justifier toutes les mesures de confinement et d'atteintes aux droits et libertés que nous avons subies au printemps 2020.

Sommes-nous collectivement le malade imaginaire de Molière? Malade par peur d'être malade; qui implore sa thérapeutique pour être sauvé au grand bonheur d'une médecine cupide et outrecuidante. Si tel est le cas, les décisions prises par la santé publique doivent être dénoncées, particulièrement vu les impacts sociaux et économiques qu'elles ont eues. Parmi ces impacts; des décès et des vies qui auraient, elles aussi, mérité d'être sauvées. Mondialisation.ca, 9 mai 2020

- La tyrannie du coronavirus – et la mort par la famine par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 10 mai 2020

Extrait. En Occident, l'attention se concentre sur le chaos créé par la mauvaise gestion du système de santé privatisé et à but lucratif. Elle met lentement en lumière la manipulation grossière, aux États-Unis, des infections et des taux de mortalité liés à la COVID-19 – comment les hôpitaux sont prétendument encouragés à « admettre » des patients atteints de la COVID-19 – pour chaque patient atteint de la COVID-19, l'hôpital reçoit une « subvention » de 13 000 dollars US (dans le cadre du Medicare), et si le patient est mis sous respirateur (taux de mortalité moyen de 40 à 60 %), la « prime » s'élève à 39 000 dollars US.

Selon le Dr Scott Jensen, sénateur du Minnesota, dans une interview de Laura Ingraham à Fox News : « En ce moment, l'assurance maladie détermine que si vous êtes admis à l'hôpital avec un COVID-19, vous recevez 13 000 dollars. Si ce

patient COVID-19 est placé sous respirateur, vous recevez 39 000 dollars, soit trois fois plus. Personne ne peut me dire, après 35 ans dans le monde de la médecine, que parfois ce genre de choses a un impact sur ce que nous faisons ».

Les architectes de cette pandémie COVID-19 – qui ont l'ordre universel d'ordonner aux gouvernements nationaux de suivre un strict et total verrouillage – sont, consciemment ou non, responsables de « crimes contre l'humanité ». Mondialisation.ca, 10 mai 2020

LVOG - Tous les dirigeants du mouvement ouvrier connaissent les portails du Réseau Voltaire et du Centre de recherche sur la mondialisation. Alors quand ils adoptent le discours officiel sur la pandémie, ils mentent délibérément aux militants et aux travailleurs avec le même cynisme que Macron ou l'OMS.

En totalitarisme la vérité devient une théorie du complot.

Un internaute - "*Pourquoi ne pas citer les faits qui tendent à prouver que le traitement, correctement appliqué du Pr Raoult marche ? N'y a-t-il pas une volonté de manipulation de l'info encore une fois ? Quelle confiance avoir ensuite face à ces intox à répétition ?*"

Un assassinat de masse programmé. Pourquoi y a-t-il eu une hécatombe dans les maisons de retraite et plus généralement chez les vieux ?

Parce qu'ils ont refusé d'appliquer un traitement prophylactique à la chloroquine au personnel soignant, aux pensionnaires des maisons de retraite, aux personnes âgées, on peut ajouter aux personnes plus jeunes fragilisées à la suite d'une maladie grave, à peine rétablies ou encore sous traitement.

Si, si, applaudissez ! Vous voulez être infecté et mourir, rendez-vous à l'hôpital.

Dans l'institut Hospitalo-Universitaire de Marseille dirigé par le professeur Diider Raoult où plus de 5.000 patients porteurs du coronavirus sont passés, aucun des quelques 400 membres du personnel médical et de recherche n'a été malade ou est mort. Pourquoi ? Mais parce qu'ils ont été testés et traités préventivement à la chloroquine, pardi !

En Inde, c'est aussi à titre préventif que le gouvernement a décidé d'opter pour les mêmes mesures prophylactique pour protéger le personnel médical, résultat : aucun décès à ma connaissance.

Je ne sais pas si vous vous rendez vraiment compte de la situation, la France et son régime tyrannique sont pires que l'Inde et le régime du milicien d'extrême droite Modi.

Mais alors pourquoi ces mesures n'ont-elle pas été prises dans les pays occidentaux, par exemple l'Italie où il y a eu plus de 130 médecins ou infirmières décédés du coronavirus ? Pour que la panique ou la peur soit maximum ou n'épargne personne, c'est la seule explication plausible et sérieuse.

Question : Pourquoi le personnel hospitalier ne l'a-t-il pas exigé au lieu de se prononcer stupidement en faveur du confinement et du port du masque qui sont tous les deux inutiles ou pire, contreproductifs ?

Ce qu'on n'a pas compris au début, c'est que le confinement représentait un terrible danger pour la population. Comment cela ?

Dans la mesure où il a faussé la manière dont se répandrait le virus et donc la manière de l'aborder et de le traiter, afin d'éviter des dizaines de milliers de morts. Dès lors, qu'il était impossible d'en mesurer la contagiosité exacte et de prendre tranquillement les mesures en conséquence, les autorités pouvaient développer leur propagande alarmiste et justifier toutes les mesures liberticides qu'elles allaient prendre.

Dit autrement, c'était uniquement en mettant en contact la population avec le virus qu'on pouvait rapidement se rendre compte de sa contagiosité et mesurer son taux de létalité, ce que les Chinois n'ont pas fait puisqu'ils ont immédiatement confiné des dizaines de millions de personnes. E

n occident, le confinement a retardé le pique des contaminations et des décès en l'amplifiant, puisque parallèlement aucune mesures prophylactiques à caractère médicale n'avait été prise en direction des populations à risques qui constituent 98% des décès ou que les autorités ont livré dès lors à une mort certaine. Pire, elles n'ont même pas appliqué ces mesures au personnel hospitalier ou des maisons de retraite qui comptabilisent environ la moitié des 26.000 morts en France. Et en livrant à eux-mêmes des personnes infectées en les confinement au lieu de les tester, les traiter et les isoler, elles ont fait en sorte que les personnes qui les côtoyaient soient également infectées pour qu'il y ait le plus de malades et de morts possible.

Bref, Macron a délibérément laissé mourir ces dizaines de milliers de vieux ou vieilles ou encore les personnes déjà affaiblies par

une maladie grave.

Ces hôpitaux transformés en mouroirs à l'instard des maisons de retraite.

- L'hôpital où elle suit un traitement devient un foyer de Covid-19 - sputniknews.com 2 mai 2020

Une femme a contracté le Covid-19 qui s'est répandu dans les services d'un hôpital de Montréal, où elle était soignée pour des problèmes hépatiques, a affirmé sa fille au Journal de Montréal.

Admise dans un hôpital de Montréal afin de suivre un traitement pour son foie malade, une femme y a contracté le coronavirus, d'après les dires de sa fille.

«Ça me fâche beaucoup, car ça fait un mois et demi que je fais tout pour la protéger. [...] Je l'envoie à l'hôpital et elle rentre à la maison infectée», a-t-elle affirmé, citée par Le Journal de Montréal.

Sa mère de 72 ans, qui vit avec elle, a une santé fragile et souffre d'une cirrhose, en plus de diabète et d'emphysème. Dès le début du confinement, à la mi-mars, maintes précautions ont été prises pour la protéger, de même que ses trois jeunes petits-enfants puisque tous habitent ensemble. Plus personne n'a quitté la maison ou la cour, a ainsi expliqué la fille.

Toutefois, sa mère a commencé à avoir des saignements dans l'œsophage et a dû être hospitalisée. À son admission, elle aurait passé un test de dépistage du coronavirus qui se serait révélé négatif. Mais alors que la patiente était sur le point de quitter l'établissement, ce dernier a constaté l'expansion du virus SARS-CoV-2 dans l'unité où elle était soignée, a poursuivi la fille.

Toujours selon sa fille, la femme étant asymptomatique deux jours plus tard, elle a été renvoyée à la maison.

Or dès le lendemain, elle a commencé à beaucoup tousser et sa famille craint à présent que son état ne s'aggrave.

Entre temps, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal a annoncé que 317 personnes avaient été déclarées positives au nouveau coronavirus dans deux centres hospitaliers, dont celui où a séjourné la femme, a précisé Le Journal de Montréal. sputniknews.com 2 mai 2020

«Je veux m'en aller avec ma femme»:ce couple décide de mourir du Covid-19 ensemble - sputniknews.com 26 avril 2020

Deux handicapés canadiens ont décidé de s'éteindre ensemble après avoir contracté le Covid-19, rapporte Radio-Canada. Gina Lepage et René Desmarchais, tout deux cinquantenaires, étaient atteints de spina bifida, une maladie congénitale du tube neural. Mariés en 2012, ils vivaient ensemble dans le même CHSLD (Centre hospitalier de soins de longue durée) à Montréal. Lorsque Gina a contracté le Covid-19 et a refusé l'intubation, son mari lui a emboîté le pas.

Au sein de l'établissement qu'ils fréquentaient, l'inquiétude prévaut désormais. Une vingtaine d'autres résidents ont déjà été infectés, et placés dans une section à part. sputniknews.com 26 avril 2020

LVOG - C'est triste à dire, mais en ne vivant pas la suite qui s'annonce comme un cauchemar sans fin, ils ont échappé au pire.

Vous sauver ou sauver cette pandémie fabriquée, à vous de choisir.

LVOG - Ce qu'on apprécie, c'est quand ils parlent au conditionnel... quand il est trop tard !

Cette vitamine pourrait réduire de moitié le taux de mortalité du Covid-19 - sputniknews.com 10.05

Des chercheurs de l'université Northwestern, dans l'Illinois, ont découvert une importante corrélation entre les carences graves en vitamine D et les taux de mortalité des suites du Covid-19.

Ils ont analysé les relevés d'hôpitaux et de cliniques dans de nombreux pays, notamment en Chine, en France, en Iran et en Corée du Sud, et ont constaté que les patients des pays à taux de mortalité élevés, comme l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni, avaient des niveaux de vitamine D inférieurs à ceux des patients des pays qui n'étaient pas aussi gravement touchés.

Et bien que certains évoquent une éventuelle différence de la qualité des soins, la répartition des âges dans la population, le nombre de tests ou les souches de coronavirus, l'équipe s'est tournée vers une autre hypothèse.

«Aucun de ces facteurs ne semble jouer un rôle important et le système de santé du nord de l'Italie est l'un des meilleurs au

monde», a déclaré Vadim Backman qui a dirigé l'étude.

En outre, des différences de mortalité existent dans le même groupe d'âge et des disparités dans le taux de mortalité restent présentes même lors de l'examen de pays avec un nombre similaire de tests, a-t-il précisé.

«Par contre, nous avons constaté une corrélation significative avec une carence en vitamine D», a-t-il poursuivi.

En analysant les données de patients du monde entier, les chercheurs ont découvert qu'il existait un lien entre le niveau de vitamine D et la tempête de cytokines, une hyper-inflammation causée par un système immunitaire qui réagit de manière excessive.

«La tempête de cytokines peut gravement endommager les poumons et entraîner un syndrome de détresse respiratoire aiguë et la mort […] C'est ce qui semble tuer la majorité des patients atteints de Covid-19, et non la destruction des poumons par le virus lui-même», a fait remarquer pour sa part Ali Daneshkhah, co-auteur de l'étude.

Les scientifiques estiment qu'un niveau «correct» de vitamine D pourrait jouer un rôle protecteur.

«Cela n'empêchera pas un patient de contracter le virus, mais cela peut réduire les complications et empêcher la mort des personnes infectées», suppute l'étude.

Non seulement la vitamine D améliore notre système immunitaire, mais encore elle l'empêche de devenir dangereusement hyperactif.

«Notre analyse montre que cela pourrait réduire le taux de mortalité de moitié, a affirmé David Backman.

Selon lui, cette corrélation permettrait d'expliquer notamment pourquoi les enfants sont moins susceptibles de mourir. En effet, les petits n'ont pas encore de système immunitaire acquis pleinement développé qui est plus susceptible de réagir de manière excessive. sputniknews.com 10.05

En complément.

Il y a deux manières de couvrir ce besoin quotidien: l'exposition au soleil et la consommation d'aliments riches en vitamine D. Cependant, si la première solution pose problème compte tenu des mesures de restrictions de circulation, les aliments peuvent y pourvoir.

Parmi ceux riches en vitamine D, l'Anses note le hareng, les sardines, le saumon et le maquereau, les abats (notamment le foie), le jaune d'œuf, les produits laitiers enrichis en vitamine D, le beurre et la margarine, le fromage et la viande.

Le risque d'apport insuffisant en vitamine D est plus élevé pour certaines personnes à risque.

L'Anses met toutefois en garde contre des compléments alimentaires contenant de la vitamine D qui peuvent conduire à des apports trop élevés. sputniknews.com 20 avril 2020

Dès qu'un traitement pas cher est à la disposition de la population, l'Anses fera tout pour le discréditer pour le compte de Big Pharma.

J'ignore qui elle est, mais elle a raison, le bon sens populaire l'emporte contre la tyrannie.

LVOG - Observez comment ces chiens enragés la traîne dans la boue.

- Kim Glow fait polémique avec des propos complotistes comparant le coronavirus aux camps de concentration - programme-tv.net 10 mai 2020

Kim Glow se retrouve une nouvelle fois dans l'oeil du cyclone.

Kim Glow crée une nouvelle fois la polémique et choque les internautes en comparant le coronavirus aux camps de concentration. Ce samedi 9 mai, la starlette de télé-réalité a pris la parole sur Snapchat pour faire par de sa dernière "illumination", partageant avec ses abonnés sa théorie du complot sur la crise sanitaire actuelle : "Aujourd'hui, tu ne peux pas t'amuser à faire des guerres. Avec la bombe nucléaire, toute la planète elle crève d'un coup. Donc ils ont créé ce virus pour que les plus faibles ils crèvent. C'est une sorte de... comme le truc qu'on étudie à l'école... comment ça s'appelle... les camps de concentration. En gros, là c'est une guerre pour les plus faibles. C'est horrible mais c'est vrai."

Kim Glow en est persuadée, le coronavirus a été créé par les puissants pour éliminer les faibles et les vieux pour sauver la terre et

le système des retraites : "Nan mais j'ai un moment de lucidité, là, quand j'y pense. Mais c'est une évidence en fait ! La planète est surpeuplée, ça va mal. Là, avec les personnes âgées qui meurent, ça va alléger les caisses de retraite pour l'Etat. Ah, mais c'est trop une évidence ! D'un coup, c'est comme si j'avais une illumination. C'est une évidence. Réfléchissez !". La jeune femme conclut ensuite sa tirade par un texte écrit tout aussi complotiste : "Nous subissons une guerre bactérienne, nous sommes des pions. Les plus faibles meurent. Ils veulent alléger la planète qui est en surpopulation. LA FIN DU MONDE APPROCHE." Des propos qui ne sont pas sans rappeler l'étrange sortie de Juliette Binoche sur les vaccins. programme-tv.net 10 mai 2020

- Juliette Binoche : sa théorie sur les vaccins choque les internautes - programme-tv.net 7 mai 2020

Sur son compte Instagram, Juliette Binoche a relayé des thèses complotistes sur l'utilisation des données de santé par le gouvernement, qui ont surpris et choqué les internautes. programme-tv.net 7 mai 2020

Ce mercredi 6 mai, Juliette Binoche faisait l'actualité avec une lettre ouverte, dont elle était l'initiatrice avec le philosophe Aurélien Barreau, parue dans Le Monde. L'actrice du Patient Anglais réclamait une prise de conscience internationale à repenser notre système, notre économie et nos habitudes, à l'aune de la crise sanitaire que nous traversons. Une tribune signée notamment par d'immenses stars comme Robert De Niro, Madonna, Sting ou Monica Bellucci. Mais, dans le même temps, la comédienne relayait sur son compte Instagram une vidéo qui prête à débat. Dans celle-ci, un jeune homme, se présentant comme médecin, alerte sur "les trois violations du secret médical" qui seraient orchestrées par le gouvernement. Il explique, entre autres, que l'État contraint les médecins à "recenser" toutes les personnes de l'entourage du patient contaminé, "avec leurs coordonnées et leur adresse, pour les faire remonter à l'assurance maladie, afin qu'ils leur envoient une brigade sanitaire". Juliette Binoche critiquée

Devant la stupeur exprimée par certains de ses followers à la découverte de sa vidéo, Juliette Binoche a renchéri dans les commentaires : "Ce sont des opérations organisées par des groupes financiers internationaux (principalement américains), depuis longtemps. Ils manipulent (sans être parano !) : les vaccins qu'ils préparent en font partie. Mettre une puce sous-cutanée pour tous : c'est NON. NON aux opérations de Bill Gates, NON à la 5G." Juliette Binoche sous-entend donc que le fondateur de Microsoft prépare un vaccin contenant des puces, afin de pouvoir géolocaliser la population. Une théorie du complot, largement reprise sur certains sites, mais sans preuves. (Alors qu'elles abondent ! - LVOG)

Si certains internautes remercient Juliette Binoche de communiquer autour de ce sujet, la plupart ont été choqués de cette prise de position, l'accusant de profiter de sa notoriété pour colporter des messages complotistes, voire d'être "en plein délire". Cherchant sans doute l'apaisement, Juliette Binoche n'a pas réagi à ces critiques, venus pour la plupart de fans éberlués devant les propos de la star, pourtant habituée à plus de mesure...

LVOG - On croirait un porte-parole du ministère de la propagande du régime nazi.

Qui sont réellement ceux qui traitent de complotiste tous ceux qui dévient de l'idéologie dominante ? Une officine de l'Etat profond.

- Que répondre à quelqu'un qui vous envoie une vidéo complotiste sur le Covid-19? - slate.fr 10 mai 2020

Le magazine The Atlantic offre un petit guide des bonnes pratiques pour répondre aux personnes qui propagent des vidéos contenant de fausses informations sur la pandémie mondiale de Covid-19. slate.fr 10 mai 2020

LVOG - Passons sur le fait qu'il n'y ait jamais eu de pandémie mondiale.

Atlantic, qu'est-ce que c'est ?

Leur portail : https://www.theatlantic.com/masthead/

David G. Bradley,

PDG. Membre du Council on Foreign Relations (CFR) et the New America Foundation.

On ne présente plus le CFR.

La Fondation New America est un think tank néolibéral. En 2017 cette fondation avait un budget de 26,788,098 millions de dollars.

La Fondation New America a reçu en 2013 une donation d'1 million dollars de la part de chacun de ses généreux donateurs, dont la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Lumina et le Département d'Etat américain.

La Fondation New America sponsorise Google.

Sa président, Helene D. Gayle, est également membre du CFR. Elle a travaillé à la Fondation Bill et Melinda Gates avant de rejoindre le Centers for Disease Control and Prevention (ONU) où elle travaille depuis 20 ans. Elle a servi dans l'administration d'Obama.

Gayle siège à plusieurs conseils d'administration, dont le Center for Strategic and International Studies, Colgate-Palmolive Company, ONE Campaign, Coca-Cola, Brookings Institutions, New America, la Federal Reserve Bank of Chicago et l'Economic Club of Chicago, la Rockefeller Foundation .

Retour à Atlantic.

Laurene Powell Jobs

Fondatrice et principale actionnaire, épouse du cofondateur d'Apple, Steve Jobs.

The Atlantic est lié à l'Institut Aspen depuis 2005, financé par the Carnegie Corporation, the Rockefeller Brothers Fund, the Gates Foundation, the Lumina Foundation, and the Ford Foundation. (wikipédia en anglais)

La plupart des journalistes qui officient dans ce magazine viennent du New Yorker, du New York Times et du Washington Post, ces deux derniers sont deux piliers du groupe Bilderberg.

Le 14 janvier 2013, le site Web de l'Atlantique a publié un «contenu de parrainage» faisant la promotion de David Miscavige, le chef de l'Église de Scientologie.

En 2016 il s'engagea au côté d'Hillary Clinton.

Jeffrey Goldberg

Editeur en chef. Un néolibéral ultra sioniste assumé.

Chroniqueur pour the Los Angeles Times, The New York Times, The Washington Post, Slate, il a également écrit pour le Jewish Daily Forward et a été chroniqueur pour le Jerusalem Post.

LVOG - Conclusion : Ceux qui veillent à ce que vous ne soyez pas la proie de complotiste, sont ceux qui en sont à l'origine, les artisans de Big Brother ou du totalitarisme, parce qu'ils ne tiennent pas à attirer l'attention sur eux...

Stratégie de la peur et fake news. Le taux réel du chômage aux Etats-Unis enfin révélé et instrumentalisé comme il se doit.

LVOG - De nombreuse sources diverses depuis des décennies affirmaient que le taux officiel de chômage était truqué, et qu'en réalité au lieu de se situer aux alentours de 5%, il était en réalité supérieur à 10%. D'ailleurs comment aurait-il pu en être autrement puisqu'il était évalué à la manière d'un sondage téléphonique, et non à partir d'un contrôle strict réalité par l'agence de l'emploi. Les dizaines de millions de travailleurs américains qui jusque là n'étaient pas comptabilisés se sont fait connaître à l'occasion du confinement pour bénéficier de l'aide financière dispensée par l'Etat aux chômeurs. Que quelques millions de chômeurs les aient rejoints ne fait aucun doute par ailleurs.

Contrairement à ce qu'on peut lire pratiquement partout, je ne crois pas à la perte de millions d'emplois dans aucun pays dans les mois à venir parce que leurs employeurs auront besoin d'eux. On est donc en présence d'un autre énorme mensonge destiné à faire peur à tous ceux qui ont encore un emploi pour qu'ils acceptent sans broncher l'amputation de leurs droits ou les mesures antisociales déjà annoncées par les différents gouvernements, travailler plus pour gagner moins, pour sauver son emploi.

Le chômage atteint 14,7 % aux Etats-Unis, son plus haut niveau depuis les années 1930 - lemonde.fr 09 mai 2020

Le taux de chômage américain a atteint 14,7 % en avril, tandis que 20,5 millions d'emplois ont été détruits en raison de la crise causée par le coronavirus. Le confinement généralisé a fait basculer les Etats-Unis du plein-emploi, avec un chômage de 3,5 % – au plus bas depuis un demi-siècle –, à la pire situation enregistrée depuis les années 1930, lorsqu'un Américain sur quatre était sans emploi. En un mois, le nombre de chômeurs a crû de 15,9 millions, pour atteindre 23,1 millions, sur une population active de 156 millions. S'y ajoutent les 6,5 millions d'Américains qui se sont retirés du marché du travail en avril. lemonde.fr 09 mai 2020

LVOG - En matière de manipulation rien ne les arrête.

Faites tomber les masques de l'imposture.

POID - La Tribune des travailleurs s'est encore illustrée.

LTT - 6 mai 2020 – La distribution (payante) de masques par les grandes surfaces et supermarchés fait scandale.

LTT - Toujours sur les masques !

8 mai 2020 – Les particuliers peuvent désormais se procurer des masques à usage unique en pharmacie. Mais ils auraient pu en acheter beaucoup plus tôt.

8 mai 2020 – La police interdit une distribution gratuite de masques à Paris

LVOG - Vous aurez compris pourquoi le gouvernement peut vous imposer le port du masque, il peut compter sur de nombreux alliés.

Quand on pense à ces dizaines de milliers de militants qui ont sacrifié les meilleures années de leur vie pour ces partis pourris, on a sincèrement de la peine, mais quand on observe qu'ils ne sont même pas foutus de réagir à cette dernière trahison, là on n'a plus du tout envie de les plaindre. Laissons-les macérer dans leur jus puisqu'ils s'y complaisent. Il y a peu de chance qu'ils en sortent indemne un jour, on le sait malheureusement pas expérience, hormis quelques rares cas isolés auxquels je m'adresse en attendant peut-être des jours meilleurs ou que la relève soit assurée par de nouvelles générations de militants. Mais à l'allure où l'on va, cela risque de prendre trop de temps ou d'être compromis et augure des jours encore sombres à venir, pourvu que je me trompe.

LTT - Production suspendue à l'usine Renault de Sandouville après une décision de justice

7 mai 2020 – L'usine, qui employait l'an dernier environ 1.900 personnes, avait été la deuxième usine française de Renault à reprendre une activité partielle fin avril. A la suite de la procédure en référé portée par la CGT Sandouville le 24 avril 2020, l'activité de l'usine de Sandouville est arrêtée depuis le jeudi 7 mai après-midi et jusqu'à nouvel ordre. Le tribunal du Havre critique les modalités de présentation des mesures sanitaires renforcées mises en place par le constructeur automobile dans le cadre de la pandémie de coronavirus.

LVOG - Question : Depuis la reprise du travail le 24 avril, combien d'ouvriers ont été infectés sur leur lieu de travail, combien en sont-ils morts ? Aucun sinon ils l'auraient évoqué. Qu'il y en ait qui soient porteurs du coronavirus n'aurait rien d'extraordinaire, puisque l'épidemie n'est pas encore terminé, comme chaque année avec le virus de la grippe.

Voilà ce qu'ils redoutent tous.

Le Figaro - Dans un sondage Ifop pour le JDD et Sud Radio publié dimanche, près de 50% de Français indique la lutte contre le chômage et la lutte contre la précarité comme «tout à fait prioritaires». Signe donc qu'après la santé, la situation économique fait figure de préoccupation première. D'autant qu'en France, la hausse du chômage couplée à un niveau de défiance record laisse présager d'une nouvelle crise sociale. Un autre défi de «l'après-crise» pour le chef de l'État. L'exercice du déconfinement s'amorce à peine mais il s'annonce déjà périlleux pour l'exécutif. lefigaro.fr 10 mai 2020

Les représentants du mouvement ouvrier redoutent plus que les travailleurs finissent par se soulever, plutôt que le capital et ses méfaits. Alors dans quel camp combattent-ils ?

Par ailleurs, je me suis refusé à mettre en ligne les articles alarmistes suivants en attendant d'en savoir davantage.

- La tyrannie du coronavirus – et la mort par la famine par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 10 mai 2020

- Une sinistre nouvelle normalité à venir? Pire que le 1984 d'Orwell. Une pauvreté mondiale et une misère humaine sans précédent par Stephen Lendman - Mondialisation.ca, 09 mai 2020

LVOG - Après les prévisions catastrophiques sur le nombre de morts à venir dus au coronavirus, des millions, ils nous annoncent la même chose avec les pertes d'emplois... A suivre.

En totalitarisme, les citoyens n'ont plus aucun droit constitutionnel ou politique.

- En Italie, un opposant au confinement placé en hôpital psychiatrique - Réseau Voltaire 9 mai 2020

En Sicile, à Ravanusa, Dario Musso, un homme de 33 ans, est passé en voiture dans sa ville avec un mégaphone pour réveiller ses concitoyens au cri de « La pandémie n'est pas grave ! Sortez, enlevez vos masques ! Ouvrez les magasins ! ».

Les témoins affirment tous qu'il était parfaitement sain d'esprit, simplement révolté.

Les carabiniers l'ont arrêté. Il a été envoyé en hôpital psychiatrique, ligoté durant 4 jours à un lit, nourri au goutte à goutte par un cathéter et placé sous sédatif.

L'hôpital refuse de communiquer.

L'article 21 de la Constitution italienne dispose : « Tout individu a le droit de manifester librement sa pensée par la parole, par l'écrit et par tout autre moyen de diffusion ». L'article 32 : « Nul ne peut être contraint à un traitement sanitaire déterminé, si ce n'est par une disposition de la loi. La loi ne peut, en aucun cas, violer les limites imposées par le respect de la personne humaine ». Réseau Voltaire 9 mai 2020

En complément.

- En Europe, le ras-le-bol des citoyens confinés : ils manifestent contre les restrictions - euronews 10 mai 2020

Il faut les enfermer d'urgence !

- Déconfinement: la deuxième vague sérieusement envisagée par les chercheurs - Le HuffPost 12 mai 2020

Il est impossible de prédire avec certitude l'évolution de la situation en France. Mais les chercheurs tentent, via des modélisations mathématiques, d'imaginer les scénarios futurs. Ces modèles doivent donc être pris avec beaucoup de pincettes. Mais ce qui est sûr, c'est que leurs estimations sont loin d'être optimistes.

Ces modèles ne sont pas, une fois encore, des boules de cristal, mais ils nous mettent tous en garde: si la vague actuelle de Covid-19 semble derrière nous, le coronavirus est loin d'avoir disparu et il va falloir adapter notre vie en conséquence dans les mois à venir. Le HuffPost 12 mai 2020

LVOG - Les chercheurs qui substituent des modèles mathématiques à la réalité et qui spéculent sur le futur sont des charlatans.

- Pour ce psychiatre, le confinement a permis de soigner des cas très graves - Le HuffPost 10 mai 2020

- Le confinement est prolongé au moins jusqu'au 1er juin au Royaume-Uni - BFMTV 10 mai 2020

- Déconfinement: au Canal Saint-Martin, la police disperse les Parisiens trop serrés - Le HuffPost 11 mai 2020

Alors, vous êtes contents de vous ?

- Coronavirus : "On a beaucoup d'interventions liées à des troubles psychiatriques", selon un ambulancier - Franceinfo 10 mai 2020

- Italie : 700.000 enfants en difficulté alimentaire en raison de la pandémie - BFMTV 10 mai 2020

- France. Coronavirus : le Parlement adopte la prolongation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 10 juillet - francetvinfo.fr 9 mai 2020

Après une semaine de tractations entre députés et sénateurs, le Parlement a définitivement adopté, samedi 9 mai, la prolongation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 10 juillet face à l'épidémie de nouveau coronavirus.

A gauche, à l'inverse, Jean-Luc Mélenchon, leader de la France insoumise, a défendu sans succès à l'Assemblée une motion de rejet préalable pour contester l'absence de "mesures sociales" comme la "gratuité" et la distribution de masques pour tous et mettre en garde contre l'installation d'une "société de surveillance". francetvinfo.fr 9 mai 2020

- Pour compenser le confinement, la droite s'en prend aux 35 heures - Le HuffPost 11 mai 2020

La question du temps de travail devra se poser", a expliqué Christian Jacob, qui n'écarte pas l'hypothèse d'une semaine à 40 heures. "Non seulement ça ne me choque pas, mais je pense que c'est une réponse qui peut être apportée. On gagnerait sur tous les fronts", a-t-il insisté. Le HuffPost11 mai 2020

Politiquement ou socialement et psychologiquement inconscient.

LVOG - Pour n'avoir pas su ou voulu combiner les deux, comme si ces aspects de la nature humaine n'avaient aucun rapport entre eux ou existaient indépendamment l'un de l'autre, l'avant-garde du mouvement ouvrier a lamentablement échoué.

Dans la réalité, ils se combinent et l'un à des effets sur l'autre réciproquement, de sorte que l'un peut entraver l'évolution de l'autre ou lui nuire ou au contraire en favoriser l'épanouissement. Il était donc fortement recommandé de les traiter ensemble pour qu'ils puissent se développer harmonieusement. C'est la raison pour laquelle ici nous menons de front la guerre à la réaction et à l'opportunisme sur le plan idéologique ou politique, ainsi que sur le plan psychologique ou de la propagande, du conditionnement.

Ce qui me désole parfois, mais est révélateur, c'est que je n'ai pas trouvé un seul cadre ou dirigeant pour mener avec moi ce combat à ce niveau-là.

PSY-OP COVID-19: assignés à résidence! - Analyse de la crise COVID-19 du point de vue psychologique – 1è partie par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 11 mai 2020

Extrait.

Comment peut-on en arriver là ?

Stanley Milgram – Soumission à l'autorité

Stanley Milgram est un psychosociologue états-unien. Il mène une expérience célèbre au début des années soixante.

Prétextant une étude sur la mémoire, il met en contact un « maître » (le véritable sujet de l'expérience) et un « élève » devant mémoriser des mots et les répéter.

Les « élèves » sont en réalité des comédiens. Ils sont dans le coup avec l'expérimentateur en blouse blanche qui joue le rôle de l'autorité.

Le sujet testé est le maître qui doit punir l'élève par une décharge électrique de plus en plus puissante en cas de mauvaise réponse ou d'absence de réponse.

En fait, les élèves-comédiens ne reçoivent rien et simulent la douleur en criant, en pleurant ou en se contorsionnant.

Sous la pression verbale de l'expérimentateur qui incarne l'autorité, la plupart des maîtres vont infliger des décharges électriques très élevées, 450 volts pour les plus intenses.

Pourtant, les maîtres sont bien au courant de la souffrance infligée et du risque de décès chez les élèves.

Pour Milgram, ces actions choquantes peuvent s'expliquer par la notion « d'état agentique » :

L'individu se considère comme l'agent exécutif d'une volonté étrangère (à lui), par opposition à « l'état autonome » dans lequel il estime être responsable de ses actes. L'individu, dans cette perspective de soumission, estime être engagé vis-à-vis de l'autorité et donc, il ne se sent pas responsable des ordres donnés par celle-ci.

Cette expérience démontre l'extraordinaire degré d'asservissement des individus à l'autorité.

Malgré les décisions contradictoires de nos gouvernements, leur amateurisme ou au contraire leur autoritarisme, malgré le fait que des médecins généralistes ont été empêchés de prescrire certains médicaments, malgré les scandales sur les masques, les tests, l'isolement des personnes âgées, l'encadrement policier brutal d'une population assignée à résidence, malgré l'absence de catastrophe dans les pays qui n'ont pas recouru au confinement, malgré toutes ces aberrations, la majeure partie des populations confinées continue d'obéir.

Solomon Asch – le poids du conformisme

Solomon Asch est chercheur en psychologie au Swarthmore College, aux États-Unis.

Au début des années 1950, il mène lui aussi une expérience sociale très intéressante : comment un individu peut aller jusqu'à renoncer à son propre jugement, et mentir pour se conformer aux décisions du groupe.

L'expérience est présentée comme une expérience de perception visuelle.

Sur une image, un premier trait vertical est représenté.

Sur une deuxième image, trois traits verticaux désignés par A, B et C sont représentés. Un seul des traits (C) a la même longueur que celui représenté sur la première image.

La bonne réponse est évidente.

Dans l'expérience d'Asch, 8 personnes sont évaluées. 7 d'entre elles sont des complices de l'expérimentateur.

Le sujet étudié est toujours interrogé en dernier. Les 7 complices, interrogés en premier, donnent leur réponse à voix haute et précisent, sur la deuxième image, le trait qui a la même longueur que celui de la première image.

Lorsque les 7 sujets complices se mettent à donner une fausse réponse, le sujet étudié, malgré son intime conviction, donne à son tour une mauvaise réponse.

Cela fut observé chez 3 sujets sur 4.

Cela veut dire que la majorité des gens préfèrent se conformer au reste du groupe, même si cela implique de se tromper ou de mentir.

Un point intéressant est qu'à la fin du test, on a fini par révéler aux sujets étudiés le but réel de l'expérience.

Asch a alors recueilli trois types de réponses parmi ceux qui avaient suivi l'avis erroné du groupe :

- Le déni : certains sujets continuaient de penser qu'ils avaient donné la bonne réponse.
- L'influence : certains sujets ont reconnu avoir été trompés par le groupe
- L'acceptation : certains sujets avaient la bonne réponse mais n'ont pas osé dénoter par rapport à l'avis général

La conclusion de cette expérience est que nous sommes bien plus influençables que nous voudrions le croire !

L'expérience a été reproduite de nombreuses fois.

Henri Laborit – L'inhibition de l'action

Que se passe-t-il quand on ne peut ni fuir, ni lutter face à une situation conflictuelle ?

Le professeur Henri Laborit, chirurgien et neurobiologiste français né en 1914, a mené ces expériences sur des rats de laboratoire.

Cadre de l'expérience :

Laborit utilise une cage grillagée dont le plancher est électrifié. La cage comporte deux compartiments séparés par une cloison munie d'une porte. Les planchers de chaque compartiment sont parcourus de décharges électriques alternativement.

Quatre secondes après un flash lumineux et un signal sonore, un courant électrique est envoyé au plancher d'un des compartiments de la cage.

Laborit mène d'abord deux expériences.

Dans la première expérience, il permet au rat de quitter le compartiment électrifié en laissant la porte ouverte.

Le rat associe très vite le flash lumineux, le signal sonore et la survenue du choc électrique. Ainsi, dès qu'il perçoit le flash et entend le son, il passe dans l'autre compartiment, ainsi de suite chaque fois qu'il entend le son et perçoit le flash, évitant ainsi les

décharges électriques.

Dans la deuxième expérience, il place deux rats dans le compartiment et la porte est fermée. Les deux rats ne peuvent pas quitter ce compartiment. Ils subissent les chocs électriques sans pouvoir s'enfuir. Alors, ils se battent, se mordent, se griffent.

Dans les deux expériences, ce stress électrique est appliqué 10 minutes par jour, pendant 10 jours.

À la fin des deux expériences, lorsqu'on examine les rats, même ceux qui se sont battus (hormis leurs griffures), ils sont tous en bonne santé.

Laborit mène alors une troisième expérience décisive.

Un rat est placé dans le compartiment, porte fermée. Il est seul et ne peut pas s'enfuir. Au bout d'un moment, Laborit observe que le rat n'essaie même plus de bouger. Il reste prostré, parcouru de décharges électriques. À la fin de l'expérience, il accuse une perte de poids importante, une hypertension artérielle prolongée (plusieurs semaines) et présente de multiples ulcères à l'estomac.

Cette expérience montre qu'un être vivant confronté au stress, s'il ne peut pas agir dessus, fuir ou lutter, se fige, se prostre et développe des maladies.

C'est l'inhibition de l'action.

Parmi les milliards d'êtres humains confinés, beaucoup se sont soumis à l'autorité, certains prêts à suivre tous les ordres donnés, mêmes absurdes, et à les faire respecter à leur tour.

D'autres ont préféré croire au mensonge ou faire comme si c'était vrai, de peur d'affronter la pression de leur groupe.

La majorité, enfin, figés, prostrés, sous l'effet conjugué de la peur et du confinement, ont inhibé toute action, réflexion, soumis à l'ordre de rester chez eux, de respecter un isolement agressif sans pouvoir ni bouger ni lutter.

J'ai comblé cette lacune, et j'ai parlé de Milgram, Asch et Laborit à mes enfants.

Il y a un espoir.

Stanley Milgram relativisait la portée de son expérience en rappelant toutes les situations historiques dans lesquelles la résistance à une autorité malveillante a pu se développer grâce à l'action collective.

De même, Solomon Asch précisait que dès que le sujet étudié n'était plus seul, mais qu'un autre résistait à la pression mensongère du groupe, alors le sujet étudié résistait à son tour beaucoup plus et le taux de conformisme baissait considérablement. Il suffit d'être plusieurs à résister.

Enfin, Henri Laborit a démontré que ce n'est pas le stress qui nous arrive ou qu'on nous inflige qui compte, mais notre réaction face à ce stress ! L'important est d'y réagir et de ne pas le subir sans rien faire.

Agir.

Ensemble, comme ici en Suisse, Des protestataires ont manifesté ce samedi dans plusieurs villes de Suisse alémanique contre les mesures imposées par le gouvernement pendant la pandémie du coronavirus.

Seule une action collective, concertée, intelligente et déterminée viendra à bout des pouvoirs intrusifs que le COVID-19 a lâchés sur nous.

En complément. Quand ils découvrent la circulation sanguine !

- Coronavirus: la pandémie s'intensifie, les symptômes se multiplient - AFP 10 mai 2020

De la tête aux orteils, en passant par les poumons et même les reins: chaque semaine la liste des symptômes provoqués par le nouveau coronavirus s'allonge et peu d'organes semblent épargnés par cette maladie dont les formes varient de bénignes à graves. AFP 10 mai 2020

Haut de page

Le 15 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

On rajoutera des documents en ligne plus tard. La causerie ne tient pas compte des infos de la veille.

J'incite les lecteurs à télécharger les longues causeries au lieu de les lire dans cette page, car cela ne leur servirait à strictement rien. Si j'y consacre des dizaines d'heures, c'est que bien des sujets méritent qu'on y réfléchisse attentivement, et je n'ai pas la prétention de réfléchir à la place des lecteurs.

On va être totalement déconfiné lundi prochain, en principe.

Si le mouvement ouvrier n'avait pas obéi au doigt et à l'oeil aux injonctions des gouvernements, les travailleurs auraient été portés à adopter un tout autre comportement. A ne jamais perdre de vue.

Ceux qui refusent de dénoncer la supercherie à la pandémie, ne sont pas qualifiés ou ils n'ont aucune légitimité pour combattre les conséquences liberticides et antisociales qui en découlent, ce sont des imposteurs ou des charlatans.

Au fait, je n'ai jamais acheté ou porté un masque, un grand mouchoir autour du coup et baissé la plupart du temps fit l'affaire. Je ne suis pas du genre à obéir au doigt ou à l'oeil ou à marcher à la baguette, je ne suis pas fait du même bois que nos dirigeants qui nous font honte.

Eux, ils sont du genre à baisser la garde ou à se mettre au garde-à-vous à la moindre injonction ou à déguerpir à la moindre menace. Moi, je reste inflexible ou je l'affronte aussi longtemps que possible. Même en présence de serpents, je teste ma résistance ! Je ne recule jamais avant que ce soit devenu une nécessité impérieuse ou lorsque mes intérêts fondamentaux sont gravement menacés. Eux, leur statut de fonctionnaire les a toujours protégés. Moi, mon statut de salarié du privé ne m'a jamais protégé de rien du tout, et j'ai bossé dans plus de 45 boîtes en une vingtaine d'années, donc la pauvreté, la précarité, les licenciements, le chômage, le logement vétuste, les menaces d'expulsion, les difficultés sans nombre, etc. je connais, eux non. Eux ils sont incapables de sortir de leur rhétorique et de leur terminologie insipides, qui résonnent comme un syllogisme sorti d'un asile d'aliénés. Moi, je suis capable d'en changer en fonction de mes interlocuteurs.

Ici c'est différent, ils sont tellement différents les uns des autres, que j'ai dû adopter une sorte de discours hybrides mêlant différents niveaux de langue comme l'on dit en linguistique, afin d'être compris par le plus grand nombre. Je sais que la terminologie des militants indispose la plupart des travailleurs pour ne pas dire qu'elle les emmerde profondément. Elle leur est étrangère et ils ne se reconnaissent pas dedans, c'est l'une des raisons pour lesquelles ils prennent les militants pour des illuminés, des farfelus ou des cinglés, des gens pas très sérieux, même s'ils n'osent pas leur dire en face, un ton modérément moqueur ou un sourire en coin a suffi à le faire comprendre au militant de terrain que j'ai été dans le passé.

Je n'ai pas reçu ma retraite complémentaire qui devait m'être versée le 1er avril, je la reçois trimestriellement tellement elle est misérable, 142 euros par mois, qui viennent s'ajouter à ma retraite générale toute aussi famélique de 242 euros par mois, je n'avais cotisé que 93 trimestres.

Je ne remercierai jamais assez les partenaires sociaux du patronat de m'avoir réservé ce généreux sort pour mes vieux jours, comme à bien d'autres travailleurs. Je suis plus en phase avec les conditions d'existence des marxistes du milieu du XIXe siècle et du début du XXe qu'avec celles de leurs héritiers autoproclamés, bien que mon sacrifice n'arrive pas au niveau du leur, puisque même en étant pauvre je peux vivre à peu près normalement en Inde, donc je n'ai aucun mérite.

Je fais partie des travailleurs qui doivent se battre quotidiennement pour survivre, dont la moindre erreur peut compromettre l'existence. Cela nous incite à faire preuve de rigueur dans notre vie ou dans tout ce qu'on fait ou entreprend.

On est habitué au danger, sans pour autant paniquer ou être pris d'angoisse. On a une tête et on essaie de s'en servir, tout en sachant que ce qui est vrai aujourd'hui pourra être faux demain, mais si on ne considérait pas nos connaissances comme vrai dans le présent, on ne pourrait jamais parvenir à considérer qu'elles étaient fausses dans le futur, aussi on ne progresserait pas et l'homo sapiens n'aurait tout simplement jamais pu exister. On en est à devoir réhabiliter la connaissance que la philosophie nihiliste des néolibéraux ou de l'extrême-centre nie ou souhaite faire disparaître avec notre espèce.

Ma soeur cadette m'a envoyé pleins de photos que je n'avais jamais revues depuis 50 ou 63 ans. Quel choc! Je ne me suis

pas reconnu partout. J'ignorais que j'étais monté sur le pont d'un paquebot de croisière au Havre, quand mon père menuisier travaillait sur ce bateau. Et les neuf dixième des personnes présentes sur ces photos sont déjà mortes, quand je vous disais qu'elle rôdait, je déconne. Encore un sujet de réflexion et d'étonnement, d'enseignement...

- 28 pages au format pdf

Invitation.

J'ai reçu une invitation d'un parti que je ne connaissais pas, le Parti de la cause ouvrière (en portugais : Partido da Causa Operária, PCO), c'est un parti politique brésilien de tendance trotskiste fondé en 1995. (Source : wikipédia)

- Vous êtes invité par le PCO à participer à une conférence et discussion par vidéoconférence, en français.

Débats marxistes n ° 13 - Escola Marxista n ° 3 - La «théorie de la révolution permanente» de Léon Trotsky

Je crois que c'est à 20h en France, 0h30 du matin en Inde, à cette heure-là je dors, j'ai oublié de noter le jour, désolé, et puis je ne vois pas l'intérêt d'une conférence sur ce thème en ce moment.

Voyez-vous, je suis un travailleur pauvre à la retraite, un ouvrier devenu enseignant sur le tard et pendant une brève période en Inde, un militant de base qui a rompu avec tous les dogmatismes, qui ne dispose comme référence que les enseignements qu'il a tirés de l'école de la vie, la meilleure selon Lénine, de ses quelques années de militantisme quand il était jeune, et qui a adopté la méthode scientifique du matérialisme dialectique et historique comme mode de pensée ou pour observer et ensuite interpréter le monde, méthode qui me sert de guide dans la vie quotidienne.

Quand j'ai un calcul à faire, je fais appel aux mathématiques et non à philosophie, et bien quand je dois interpréter le comportement de la matière, de la nature, des hommes, de la société, je fais logiquement appel aux lois de la dialectique qui déterminent leur fonctionnement et non à la métaphysique ou à des modèles mathématiques foireux.

Le mot du jour : Ceci explique cela.

Quel syndicat ou quel parti dit ouvrier a dénoncé cette mystification au coronavirus ? Absolument aucun.

Le visage hideux du capitalisme, c'est ce que nous vivons au quotidien. Mais apparemment certains s'en accommodent, parce qu'ils s'en tirent mieux que d'autres, pas toujours, et jusqu'à un certain point ils se moquent de savoir dans quelles conditions pourvu qu'ils puissent continuer de vivre comme avant, cela existe sans doute plus qu'on ne le croit.

Cela dit il n'y a pas lieu d'être pessimiste plutôt qu'optimisme, on s'en tient aux faits ou aux principaux facteurs qui déterminent l'orientation de la situation politique, et on n'accorde pas davantage d'importance qu'elles ne méritent aux déclarations d'où qu'elles viennent.

Mais vous mettez l'accent sur ce qui est négatif... Normal, puisque c'est ce qui l'emporte en période de réaction sur toute la ligne, non ? Ce n'est pas moi qui suis négatif, ne confondons pas. Et puis, si on met l'accent sur ce qui est négatif, c'est aussi parce que c'est ce que nous devons combattre aussi. Dire les choses simplement, s'en tenir à un constat ou aux faits, serait-ce être négatif ? Sans doute chez ceux qui voudraient nous faire taire.

Qui dit mieux ?

- Selon l'ONG Oxfam, la crise sanitaire pourrait précipiter 500 millions d'humains dans la pauvreté. AFP 14 mai 2020

LVOG - Vous ne trouvez pas cela suspecte cette propension à dramatiser quotidiennement la situation sociale ?

En réalité, ils jouent la même comédie qu'avec une banale épidémie qu'ils se sont employés à monter en épingle. Finalement, le Covid-19 se sera comporté comme le virus de la grippe ou les autres virus ou coronavirus apparus au cours des décennies antérieures.

Au lieu de le traiter de la même manière, ils ont décrété à Davos qu'il fallait transformer une simple épidémie en une terrifiante pandémie, histoire de déclencher une psychose collective qui justifierait des mesures coercitives et liberticides, antisociales, et permettrait à la ploutocratie d'avancer son agenda totalitaire et eugéniste.

La crise du capitalisme couvait ou s'était déjà répandue à l'échelle mondiale sur fond de récession économique annoncée ou en cours et de guerres permanentes, réduisant à la pauvreté et à la précarité des centaines de millions de travailleurs sans que cela ne préoccupe plus que cela la majorité des peuples des pays dits les plus riches ou développés, les travailleurs les mieux nantis et les couches des classes moyennes disposant d'un mode de vie supérieur à celui du reste de la population mondiale.

Aussi, cette machination à la pandémie imaginaire en paralysant une grande partie de l'économie mondiale aura présenté l'insigne avantage de projeter au premier plan ces centaines de millions de travailleurs pauvres, de manière à inquiéter tous ceux qui n'en faisaient pas encore partie, et auxquels par la suite ils sera exigés de nombreux sacrifices sous peine de les rejoindre un jour, ce qu'ils accepteront volontiers, quitte à devenir les esclaves et les complices d'un modèle de société détestable ou de plus en plus totalitaire, peu importe du moment que leur mode de vie privilégié aura été préservé ou n'aura été que peu écorné, ce qui en fait ne les changera guère ou pas du tout, l'essentiel étant que le régime dispose d'une base sociale minimale sur laquelle se reposer pour assurer sa stabilité politique, afin également de pouvoir mater ou réprimer en toute tranquillité toute velléité de soulèvement des couches les plus pauvres ou défavorisés.

On peut lire un peu partout que l'économie mondiale s'est écroulée et que le pire est devant nous. Le capitalisme va s'effondrer, survivra-t-il ? L'UE va exploser. Les classes moyennes vont dégraisser comme des millions d'entreprises qui vont envoyer au chômage des centaines de millions de travailleurs, des millions de petits commerces et de petites entreprises vont disparaître. Bref, cela annoncerait la fin du modèle de société que nous connaissions et que nous pouvions contester, ce qui deviendrait impossible s'ils nous numérisaient, vous cesseriez d'être humain. Je ne crois pas à cet effondrement, je n'ai aucune raison de croire dans des effondrements contrôlés, en revanche je crois en leur détermination à nous réduire en esclavage dans le cadre d'un régime totalitaire.

Ils font croire que des centaines de millions d'emplois pourraient disparaître du jour au lendemain, pour que ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, c'est-à-dire, tous ceux qui ont été mis au chômage partiel et qui vont retrouver demain leur emploi, adoptent sans broncher le modèle antisociale que l'oligarchie leur aura concocté entre temps ou les mesures que le gouvernement a déjà annoncées et qui seront mises en oeuvre pendant une durée indéterminée, mesures justifiées par la nécessité de faire redémarrer l'économie et rembourser les 400 milliards d'euros que l'Etat a eu la générosité de distribuer aux braves capitalistes, non pas pour qu'ils s'enrichissent davantage ou spéculent, mais pour sauver des millions d'emplois et empêcher que ces travailleurs se retrouvent au chômage ou sombrent dans la pauvreté, accessoirement pour procéder à des licenciements. Ainsi, ils seront amenés à dire, merci Macron, merci patron ! Avec en guise d'encouragement, la bénédiction des dirigeants syndicaux et des partis dits ouvriers.

Combien vont-ils rester sur le carreau, pendant combien de temps, telle est la question, et selon la réponse dépendra qu'on s'acheminera vers une situation révolutionnaire ou l'inverse sachant que le pire serait encore à venir. Raoult n'est pas devin dans son domaine, moi non plus dans le mien.

Ce n'est pas aussi difficile que cela.

A propos de l'édito de la Tribune des travailleurs (POID) du 13 mai 2020.

Extraits.

LTT - Comme quoi « combattre la lutte des classes » – c'est-à-dire tenter de l'étouffer dans l'union nationale ou le corporatisme –, c'est plus facile à écrire qu'à faire dans la vraie vie.

LVOG - On va démontrer comment c'est tout aussi facile "*à faire dans la vraie vie*".

Nos dirigeants sont des bricoleurs amateurs, des dilettantes, ce qui "*n'a pas de sens*" c'est de réclamer une autre politique dans le cadre d'un régime totalitaire, parce que l'obstacle est justement l'existence du régime qu'il faut abattre, en présentant les choses ainsi, ils évitent d'affronter le régime, ils le ménagent. On se demandera comment on peut en arriver à faire référence à "*la vraie vie*", en ne tenant pas compte de la nature du régime en place, sinon par pur opportunisme.

A entendre notre philistin de service, la lutte de classe du prolétariat n'aurait pas été "*étouffée*" durant le confinement, elle n'aurait pas été non plus étouffée sous Sarkozy, Hollande et maintenant Macron, mais peut-être ne parlons-nous pas de la même chose. Moi j'évoque la lutte de classe des travailleurs qui a une orientation révolutionnaire, qui n'a pas un contenu réactionnaire ou corporatiste, or à quoi avons-nous assisté depuis des lustres ? Lui il en fait la promotion, moi je la combats. Chacun son camp !

On nous rétorquera que c'est démagogique de prétendre que le mouvement ouvrier pourrait avoir une orientation révolutionnaire en période de réaction sur toute la ligne. Autrement dit, cela justifierait tous les reniements possibles et imaginables. Toutes les combines pourries qui consistent à ménager les intérêts de l'aristocratie ouvrière ou des couches moyennes et supérieures des classes moyennes au détriment des autres couches de travailleurs, les plus défavorisées, celles où les travailleurs ne sont pas organisés et qui ne peuvent pas opposer de résistance au patronat et au gouvernement, seraient pour ainsi dire légitimes. Ce

qu'il essaie de nous vendre, c'est une version prolétarienne (sic!) de la théorie du ruissellement chère aux "*premiers de cordée*".

Tandis que quelques millions de travailleurs bénéficient de la garantie d'emploi, d'un statut, de conventions collectives, de règlements intérieurs, de comités d'entreprise, de salaires leur permettant d'avoir un mode de vie relativement confortable, devinez qui fait les frais principalement des mesures adoptées dans le cadre du "*dialogue social*", sinon l'immense majorité des travailleurs précarisés sur la tête desquels plane en permanence l'épée de Damoclès du chômage et de l'extrême pauvreté ou de la misère. Un tel consensus suffit, pas besoin d'évoquer l'union nationale ou le corporatisme au conditionnel, ils figurent déjà en toile de fond de la situation.

LVOG - Une hypothèse mille fois vérifiée dans le passé, faisons comme si nous ne le savions pas.

LTT - Dans cette hypothèse qui verrait des syndicats accepter de coorganiser la baisse des salaires et l'allongement de la durée de travail, l'emploi serait-il préservé pour autant ? Même pas, reconnaît Soubie, qui prévoit de gigantesques plans de suppression d'emplois dans tous les cas.

LVOG - Ah, si au moins les emplois étaient préservés, rien ne dit que notre brave trotskyste n'accepterait pas que les salaires des travailleurs soient amputés, bravo !

La question a été posée et elle était de trop, même au conditionnel, ô combien révélatrice, les masques tombent ! Car que vaut votre parole contre celle de Soubie ? Que dal, la même chose pour Soubie, des cacahuètes pour les travailleurs, à ceci près qui fait toute la différence, c'est que le plus avantageux pour les travailleurs serait encore de croire qu'ils pourraient conserver leur emploi, donc ils seraient davantage portés à croire Soubie s'exprimant au nom du patronat.

LTT - Ce qui n'a pas de sens, c'est que le gouvernement ait fait voter par une Assemblée nationale unanime un plan de 343 milliards (devenus ensuite 400 milliards) d'euros déversés aux capitalistes pour qu'ils licencient en masse !

LVOG - Répétons-le encore une fois, ceux que vous nous avez vendus frauduleusement pour les représentants de la gauche pendant des décennies, n'ont-ils pas déjà accompagné des centaines de plans de licenciements brisant des millions de vie d'ouvriers et leurs familles tout au long de leur funeste carrière ?

Les réhabiliter ne suffisait pas, il fallait aussi faire croire en se servant de la classe ouvrière comme caution, procédé dégueulasse s'il en est, qu'ils pourraient prendre position pour l'interdiction des licenciements, alors qu'ils n'ont eu de cesse de les accompagner...

LTT - Ce qui ne ferait pas sens pour les travailleurs, ce serait que les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier accompagnent un tel scénario. Ce qui fait sens pour la classe ouvrière, c'est précisément l'interdiction des licenciements et la confiscation des 400 milliards pour les affecter à l'emploi, les salaires, l'école, la santé et les services publics.

LVOG - Comment forger "*le bloc uni de la classe ouvrière et de ses organisations rompant tout lien avec Macron*", alors qu'elles sont génétiquement inféodées au régime, c'est encore faire croire que la classe ouvrière pourrait les submerger lors d'une mobilisation de masse, certes admettons-le pour l'occasion, mais privée de direction politique, sur quelle orientation sinon corporatiste, quelle en serait l'issue politique, on le sait d'avance, des concessions ou des miettes seraient accordées temporairement aux couches les plus mobilisées, tandis que les autres seraient mises à contribution pour régler l'addition.

S'il y en a encore qui croient que ce serait en alimentant ce genre d'illusions, qu'on va parvenir à résoudre la question de la direction de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier, on peut attendre indéfiniment.

Faites tomber les masques. Une imposture peut en cacher une autre.

POI 8 mai 2020 - Une véritable rentrée scolaire ? Non, un mensonge et une imposture !

En multipliant prises de position, déclarations, pétitions, des milliers de parents, d'enseignants avec leurs syndicats, refusent ce chaos. Pour que les écoles puissent rouvrir, ils exigent que les conditions de sécurité (le dépistage systématique, les masques...) soient réunies, que l'école reste l'école et qu'elle ne soit pas transformée en garderie.

Comme les personnels hospitaliers qui refusent la destruction du service public de santé et ses conséquences meurtrières, comme les personnels de Sécu qui refusent de fliquer les malades du Covid 19 et leurs contacts...

LVOG - En somme, l'ouvriérisme ou la crasse démagogie sans masque des fossoyeurs du socialisme.

Comment ça fonctionne ? C'est très simple

D'un côté, ils alimentent la psychose collective, de l'autre, ils en dénoncent les conséquences sur le plan social.

Parlons-en du personnel hospitalier, qui jusqu'à l'apparition de cette mystification au coronavirus, s'est accommodé "*de la destruction du service public de santé et ses conséquences meurtrières*" notamment. On pourrait en dire autant du personnel enseignant transformé en auxiliaire de la propagande du régime.

Les agents des transports en commun pourront verbaliser le non-respect du port du masque a-t-on appris, il serait sanctionner par une amende de 135 euros, de mieux en mieux !

Quant au personnel de la Sécu, en temps ordinaire il ne refuse pas de fliquer, sanctionner ou réprimer les assurés sociaux pour le moindre retard dans la transmission d'un document qui parfois leur a déjà été transmis, par exemple, au lieux de s'attaquer aux escrocs en col blanc des laboratoires ou des cliniques privées, aux praticiens qui prescrivent des traitements, des analyses, des opérations inutiles et coûteuses.

La plupart de leurs dirigeants sont issus de l'Education nationale ou sont fonctionnaires, idem au POID, LO, NPA, ceci explique cela.

Ce n'est qu'un constat et non une accusation, qu'on se comprenne bien. Comment voulez-vous combattre efficacement les conséquences de mesures que vous partagez ou auxquelles vous participez vous-même tout en sachant qui en est à l'origine, il faudra qu'on nous l'explique.

Les opportunistes flattent le comportement des fonctionnaires pour les recruter ou leur vendre leur camelote, c'est leur fond de commerce, au détriment du combat contre le régime et pour élever leur niveau de conscience politique qui jusqu'à preuve du contraire est compatible avec le corporatisme, ce qui les dérange le moins du monde, ceci explique cela.

Quand ils ne tiennent pas compte de la nature totalitaire du régime.

Coronavirus: plus de 60 plaintes déposées contre le gouvernement - AFP 13 mai 2020

LVOG - Apparemment, l'épisode de la répression féroce qui s'était abattue sur les Gilets jaunes pendant un an ne leur aura pas servi de leçon. L'amnésie ou l'incohérence du comportement des uns et des autres est stupéfiante. Jamais je ne signerai une pétition destinée à cautionner la légitimité de Macron et de ce régime. Déjà que j'ai peut-être fait une connerie en signant celle du POID...

Il y a des questions qu'on évite de se poser, parce que l'on craint les réponses qui risquent d'y être apportées.

Prenons la démographie mondiale.

Il ne faudra pas attendre que la population mondiale ait doublé ou triplé pour se poser la question de sa maîtrise et aborder sa réduction, car si on attendait d'être 15 ou 20 milliards pour se pencher dessus, il y a fort à parier qu'il serait alors trop tard pour reconstituer tout ce qui aurait été irrémédiablement épuisé ou détruit en terme de faune, flore et ressources naturelles ou matières premières, sans parler des graves dommages qui auraient été causés à la civilisation humaine, quand ils ne seraient pas irréversibles, car on n'imagine pas qu'une telle masse d'humains pourraient cohabiter paisiblement dans une société harmonieuse garantissant les libertés individuelles et collectives.

Il ne faut pas rêver, ce serait un cauchemar inimaginable, où la moindre pensée ou le moindre geste serait si sévèrement encadré, surveillé, orienté, que l'idée même de liberté ne nous viendrait même plus à l'esprit, le chaos précédant l'asservissement total de la population, qui n'étant plus maître de sa destinée pourrait dégénérée et la civilisation humaine disparaître.

La psychose collective doit être permanente pour instaurer le totalitarisme avec le soutien de la population.

À Wuhan, cela fait plus d'un mois que le confinement a été levé mais cinq nouveaux cas ont été détectés lundi 11 mai et en tout, le pays a signalé 17 nouveaux cas sur son territoire. francetvinfo.fr 12 mai 2020

LVOG - 17 nouveaux cas sur 1,4 milliard de Chinois, cela fait combien : 0,0000001% de la population, voilà ce qui sert à justifier des mesures d'un Etat policier, totalitaire.

Si les Chinois les acceptent, c'est que leurs facultés cognitives sont réduites à néant, ce ne sont plus que des zombis, ils sont plus qu'écervelés, comme lobotomisés.

L'épidémie de grippe saisonnière démarre chaque année aux environs de la 40e semaine de l'année et s'arrête entre la 12e et 16e de l'année suivante, elle dure donc entre 24 et 28 semaines. L'épidémie de Covid-19 ayant démarré lors des premières semaines de janvier elle devrait s'achever entre la fin juin ou juillet. Donc entre temps des gens vont encore mourir de ce coronavirus,

La stratégie du chaos et de la peur, de la guerre permanente comme unique principe de gouvernance des tyrans qui détiennent tous les pouvoirs.

LVOG - Il ne manquera plus bientôt que la sueur, mais la sueur, c'est pour la bonne cause!

Coronavirus : Bientôt 300 000 morts, le virus pourrait « ne jamais disparaître », selon l'OMS - 20minutes.fr 14 mai 2020

Au moment où des pays commencent à lever progressivement les restrictions imposées pour tenter de freiner l'épidémie apparue en décembre en Chine, l'OMS a lancé mercredi un message alarmant. « Nous avons un nouveau virus qui pénètre la population humaine pour la première fois et il est en conséquence très difficile de dire quand nous pourrons le vaincre », a déclaré Michael Ryan, directeur des questions d'urgence sanitaire à l'OMS, lors d'une conférence de presse virtuelle à Genève. « Ce virus pourrait devenir endémique dans nos communautés, il pourrait ne jamais disparaître », a-t-il insisté.

Autre élément inquiétant, une étude montre que le coronavirus pourrait bien se transmettre non seulement par la toux ou l'éternuement mais même par la parole. Les microgouttelettes de salive générées par la parole peuvent rester suspendues dans l'air d'un espace fermé pendant plus de dix minutes, selon une expérience publiée mercredi dans la revue PNAS et qui souligne le rôle probable des microgouttelettes dans la pandémie de Covid-19. 20minutes.fr 14 mai 2020

Ils ont de la suite dans les idées. Comment pourraient-ils vous pourrir la vie éternellement ? Suivez le guide.

LVOG - Vont-ils en profiter pour embrayer avec le virus de la grippe à l'automne prochain, la tentation est grande. Sachant qu'il existe un vaccin... et qu'il est inopérant, cela promet !

Coronavirus : et si l'on en faisait autant contre la grippe ? - lemonde.fr 09 mars 2020

Imaginez un virus contre lequel existeraient des médicaments, des barrières efficaces et un vaccin, et qui pourtant ferait en moyenne 10 000 morts par an en France. La collectivité nationale accepterait-elle pareil scandale ? Au vu de la mobilisation générale contre le SARS-CoV-2, qui a déjà infecté 1 126 personnes en France et en a tué 19, selon, le bilan effectué le 8 mars, on pourrait penser que non. Or ce virus et ce scandale existent. Ce sont ceux de la grippe saisonnière et de ses morts oubliés.

Cette maladie-là a engendré une surmortalité d'environ 8 100 décès lors de la saison 2018-2019, 13 000 l'année précédente et 14 000 en 2016-2017, selon Santé Publique France. Certes, des campagnes de vaccination sont organisées chaque hiver.

Les vaccins antigrippaux n'offrent qu'une protection partielle, en raison des mutations des souches virales.

Le tableau général est celui d'une large ignorance des bénéfices pour autrui de la vaccination. Ainsi, le système immunitaire affaibli des personnes âgées ne leur permet de profiter que très partiellement de la protection offerte par l'injection. Les vacciner n'est donc qu'une partie de la solution. La circulation du virus est plus efficacement stoppée parmi les plus jeunes, qui sont aussi les plus aptes à résister sans vaccin.

Il faut rappeler la dimension citoyenne de la vaccination : ce n'est pas uniquement pour soi que l'on surmonte la crainte de la seringue, mais pour les plus vulnérables – nourrissons, personnes immunodéprimées et âgées. Or ces dernières sont souvent invisibles dans notre société : affaiblies, elles meurent dans l'anonymat, fauchées par un virus grippal opportuniste. En 2019, 84 % des morts de la grippe avaient plus de 75 ans. Une forme de fatalisme et de désinvolture semble entourer ces fins de vie.

A ceux qui dénoncent un emballement excessif face au coronavirus en relativisant son impact par rapport à celui de la grippe si familière, proposons une question : combien de décès de la grippe seraient-ils évités chaque année si nous adoptions collectivement, et individuellement, ne serait-ce qu'une partie des comportements de précaution qu'a ressuscités l'arrivée du Covid-19 ? lemonde.fr 09 mars 2020

LVOG - Des "*comportements de précaution* imposés y compris par la force et non "*ressuscités*".

L'heure des comptes approch et ils vont s'avérer particulièrement cruels pour les uns et les autres.

Vidéo. COVID19 : Quelles leçons doit-on tirer de l'épidémie ? - 12 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=nGPaQsh_rVM

Big Brother Pharma l'a mauvaise, le Pr Didier Raoult a dévoilé un pan de leur sordide machination et il bénéficie du soutien de plus de 90% de la population, du coup sur YouTube "les commentaires sont désactivés" !

«On n'a pas voulu soigner les gens», fustige le Pr Didier Raoult - sputniknews.com 12 mai 2020

Dans un entretien filmé, le professeur Didier Raoult critique vertement les carences en matière de soins et d'hospitalisation des malades durant la crise sanitaire. Il pointe en particulier du doigt l'absence de tests systématiques et les essais thérapeutiques sur des substances qui auraient retardé les soins.

Selon lui, la crise sanitaire a mis en lumière que certains patients ont parfois été livrés à eux-mêmes.

À ce sujet, la décision des autorités de ne pas autoriser immédiatement l'hydroxychloroquine, traitement dont il vante l'efficacité contre le Covid-19, le laisse perplexe.

«Il ne faut pas que cette peur de l'épidémie, qui semble avoir tout envahi, finisse par remplacer ce qu'est la médecine habituelle. Il faut soigner les gens, il ne faut pas les laisser à la maison. […] Il s'est mis en place quelque chose de très étonnant. On ne soigne pas les gens, ensuite on interdit de prescrire les médicaments qui pourraient marcher. Ces épidémies ne doivent pas faire perdre les nerfs au point où en oublie la médecine elle-même», explique-t-il dans cet entretien.

«Tout ça a été rendu confus, car il y a un grand projet d'évaluation scientifique. C'est peut-être la raison pour laquelle on n'a pas voulu soigner les gens, en attendant qu'il y ait un essai thérapeutique qui arrive. Essai dont on connaîtra les résultats quand il n'y aura plus personne de malade […]», déclare-t-il dans cette vidéo.

Absence de tests systématiques

Le professeur Raoult a également souligné l'échec des autorités à mettre en place une politique de tests systématiques pour dépister les malades. Il y voit le signe d'une attitude «profondément antimédicale».

«Nous avons été incapables de développer les stratégies de tests systématiques, qui ont été mis en place dans la plupart des pays. Pourtant c'est banal, il y a plein de gens volontaires pour les faire. Il y a eu une tentative de monopoliser la capacité à diagnostiquer les gens, qui est profondément antimédicale», affirme-t-il. sputniknews.com 12 mai 2020

En complément. La désinformation n'est pas un "***miracle***" hélas !

- «Le traitement miracle n'en fait pas»: Michel Cymes lance une nouvelle pique à son confrère Didier Raoult – sputniknews.com 11 mai 2020

Quand les escrocs professionnels réclament des "***certitudes***" là où il n'en existe pas, et nient celles qui existent belles et bien.

Le Professeur Raoult ou le messie des temps modernes - La Tribune 12 mai 2020

Extraits.

LVOG - Des spécialistes du coronabusiness vous parlent ! Délirant !

La Tribune - Par Jamal Bououiyour (IRMAPE, ESC Pau Business School, CATT, Université de Pau), Amal Miftah (LEDa, DIALUMR 225, Université de Paris-Dauphine, ESC Pau Business School) et Mariem Brahim, enseignante-chercheuse (ESLSCA Business School Paris).

LVOG - Sa démarche est salutaire, un cauchemar pour Big Brother !

La Tribune - La démarche du professeur pose aussi d'autres problèmes comme le risque de faire naître de faux espoirs, de décrédibiliser la science et de briser une confiance, déjà fragile, envers les institutions scientifiques.

LVOG - Quand sa létalité est inférieur à celui de la grippe, de la pneumonie, de la tuberculose, du VIH, etc.

La Tribune - Or, en ces temps de vacarme et de tumulte, les citoyens ont besoin de certitudes et de clarté, tant ils sont abasourdis

par la virulence du Covid-19 et par l'ampleur de ses dégâts sur les plans économique, social mais surtout humain.

LVOG - Quand ce traitement a été administré par des dizaines de milliers de médecins et dans un grand nombre d'hôpitaux.

La Tribune - Sans oublier que, seuls les patients de l'IHU de Marseille ont « profité » de ce traitement ainsi que certaines personnalités bien en vue.

LVOG - Ne pas soigner les malades, ne pas sauver des vies, voilà leur éthique, criminelle !

La Tribune - Il semble évident que la recherche scientifique demande de la méthode et la médecine requiert de l'éthique.

LVOG - Ils ne s'en remettent pas, les médias ont été discrédités par les interventions du professeur Raoult.

La Tribune - Il est évident que le Pr. Raoult a raflé, en quelque sorte, la mise médiatique. N'empêche ! Sa croyance sans faille dans l'efficacité de la chloroquine le fera entrer, soit dans le panthéon des héros et du registre de vaillants lanceurs d'alerte si le traitement est efficace, soit dans les geôles de l'histoire, dans le cas contraire. L'avenir (proche) nous le dira. La Tribune 12 mai 2020

LVOG - Sans attendre votre place est toute trouvée, dans les poubelles de l'histoire !

Commentaires d'internautes.

1- La question est: faut-il faire confiance à la haute autorité médicale, des bureaucrates qui ne savent pas ce qu'est un patient.... ou alors faire confiance à une sommité reconnue des maladies infectieuses, qui lui est en contact permanent avec des patients.... mon choix est sans appel.

Merci Professeur pour la ponctualité de vos interventions et la pertinence de votre discours durant ces quelques semaines...

J'ose espérer que cela fera bouger le système et remettra l'église au milieu du village et surtout, qu'on arrêtera de financer ces bureaucrates bon à rien...

2- Article débile. Ce sont les Sud-coréens et les Chinois qui ont utilisé les premiers ce traitement. Puis des tas de pays et de médecins. Le Maroc a opté massivement pour la bi thérapie hydroxychloroquine azythromycine moins de 200 morts. Des tas de pays de Bahreïn, au Costa Rica, etc.

3- "On peut se poser la question de savoir si les analyses et les méthodologies académiques habituelles sont adaptées aux situations d'urgence sanitaire"

Tout est là. Et qui a donné les clés de bagnoles à des scientifiques ? Macron.

Si la crise avait été géré par des médecins militaires ou une comité ad hoc de crise, ayant pour objectif de "sauver le maximum de gens", on n'aurait pas 30 000 morts mais 5x moins.

Raoult ne fait que reprendre le protocole chinois qui propose 8 remèdes.

Les données ne sont pas statistiquement géniales, mais peut on se permettre d'attendre à 500 morts par jour comme en avril ?

Le plasma fonctionne il a été mis en œuvre massivement par la Chine aussi.

Le tocilizumab c'est la Chine aussi.

Alors ces études longues sont criminelles.

Quand en plus on sait que nos scientifiques ont osé donner du placebo (rien !) à des mourants, c'est monstrueux.

4- Les chiffres parlent pour le professeur Raoult 0.4 % de morts chez les gens atteint du coronavirus a Marseille contre plus de 2 % a Paris. Ce n'est pas le Christ mais juste un bon docteur au service des malades. Les autres sont des rapaces qui pensent qu'au fric versé par les labos.

5- Buzyn la grande critique de Raoult, a donné son traitement à la chloroquine à un proche.

La seule chose que les gens voient c'est que les labos ont un grand réseau de toubib qu'ils financent et que les politiques sont sous leur influence.

Le personnel soignant, les gens aisés et les politiques se soignent avec le traitement Raoult. Ca aussi on le voit.

Notre santé ne vaut pas bien chère pour tous ces toubibs, ils m'écoeurent.

6- Il a traité l'urgence comme un médecin de guerre et pour ceci il a eu raison. Point barre

7- Ah mais ça vient de la Tribune, ce journal de hyènes galeuses et de mous du bulbe ! Combien vous êtes payés bande d'ordures pour cracher sur le professeur Raoult ?

8- Au Sénégal moins de 30 morts merci Raoult.

9- Qui a dit qu'il était un messie ? Pas lui en tout cas. Comment essayer de faire passer quelqu'un pour un vantard alors qu'il n'a rien dit ni rien demandé. Cet homme est un scientifique, contrairement à toutes les dindes qui s'emploient à le contredire et le ridiculiser. Il fait honneur au serment d'Hippocrate et ne plie pas face aux lobbys pharmaceutiques.

C'est un médecin, un vrai

10- Il est juste resté honnête, l'appât du gain il s'en fout.

11- En tout cas, on ne parle pas assez de la tisane à base d'Artemisia de Madagascar qui est sans effet secondaire !

12- Ce n'est pas le messie le Professeur Raoult mais au moins comme il le dit très modestement, son devoir de médecin est de soigner les malades et d'en sauver le plus possible. Quoiqu'il en soit, il est navrant de constater qu'on empêche les gens de se soigner comme on veut pour préserver l'industrie de la grande pharmacie chimique et cela au détriment de remèdes naturels utilisés depuis très longtemps en Chine ou ailleurs et sans effet secondaire.

13- C'est juste un type rationnel.

Ce qui détonne beaucoup dans le monde d'aujourd'hui.

14- La communauté scientifique n'évalue que dal sinon la capacité des labos à faire de la tune sur le désespoir des gens.

La chloroquine est baucoup moins nocive que des tas de médicaments américains Ibuprofène et Zantac qui ont l'aval de cette même entité et qui rendent les patients encore plus malades. La nivaquine ne date pas d'hier des milliers de personnes dont je fais partie sont vivantes grâce à ce médicament qu'on a pris en Afrique et continue de prendre sans effet secondaire aucun. Seulement, qu'aux jours d'aujourd'hui on veut réinventer la roue, il faut des versions 2.0 avec leur sacro sainte technologie sinon ils croient retourner en arrière même si cela est ce qu'il y a de mieux pour sauver des vies dès le début des symptômes, pas au milieu, ni en fin de parcours. Ce qui connaissent n'ont pas besoin d'être convaincus, ni des discours de pseudo-experts qui ne sont en fait que des pions de la machine sanitaire mondiale qui au mois d'octobre simulait déjà des scénarios plausibles de cette pandémie; cherchez sur Google Event 201 vous verrez bien ce que nous préparait les bien pensants de ce monde capitaliste véreux.

15- Encore un article pour décrédibiliser le professeur Raoult.

Cependant maintenant nous savons tous qui il est, un homme intègre, dirigeant un bataillon de professeurs, de médecins et de chercheurs (+ de 800 personnes sur le site de l'IHU)

Nous connaissons tous son pedigree, un professeur de renommé mondiale, le n°1 de la recherche épidémiologique. Il y a suffisamment de documents consultables sur le net pour ajouter crédit à sa notoriété et à la qualité de ses recherches.

Nous voyons tous ses vidéos sur Youtube, ou sa façon d'expliquer sa lutte au quotidien nous permet de voir quel homme, quel scientifique il est. En comparaison avec les pseudo spécialistes des plateaux TV, cet homme, ce professeur là est en permanence sur le terrain, dirigeant les recherches et conduisant les travaux (test, analyses,etc) afin de bâtir une stratégie, une doctrine sur la lutte contre ce virus.

Notez aussi que d'innombrables scientifiques, professeurs, médecins appuient ses travaux et confirment sa vision de l'épidémie et cela malgré les tentatives grotesques du gouvernement de museler l'information et de décourager ceux qui veulent marcher dans ses pas !

Français, nous ne sommes pas aveugles, nous voyons qui cherche à nous soigner et qui poursuit le but de nous maintenir dans une situation de stress et de peur afin de nous soumettre.

Résistance.

16- Une seule chose est vraie: En temps de guerre (dixit Macron) on use pour soigner les blessés tout ce qu'on a sous la main et on ne peut pas attendre qu'un comité donne ou ne donne pas son aval pour tel ou tel soin. Le curieux dans cette affaire c'est que le gouvernement a interdit aux médecins d'user le médicament qui existait et en quantité sur le marché sous prétexte qu'il n'était pas admis pour soigner le covid19 mais autre chose. Les médecins ont été privés du droit de soigner leurs patients selon leurs critères. Et cela pour protéger les intérêts financiers des grands Labos qui veulent s'enrichir encore plus avec cette pandémie... Là, après faudra que ce "pouvoir" rende des comptes car des milliers de morts vont réclamer pour leur vies!

17- Une chose est sûre, cette crise et le professeur Raoult m'ont permis de réaliser la puissance et le culot des lobbies des grands groupes pharmaceutiques ! Même preuves à l'appui, ils continuent à essayer de vendre leurs merdes en démolissant (avec la collaboration des médias et des médecins de plateaux télévisés) les produits efficaces dont le seul défaut est d'être bon marché !

18- Il semble plus logique de faire confiance à un expert-professeur avec une renommée mondiale, qu'à une bande de politicards, pseudo-médecins et porte-parole qui vendraient leurs parents pour leur carrière.

19- Les auteurs de l'article : Jamal Bououiyour (IRMAPE, ESC Pau Business School, CATT, Université de Pau), Amal Miftah (LEDa, DIALUMR 225, Université de Paris-Dauphine, ESC Pau Business School)

Bref ! de grands infectiologues ou virologues en herbe français...

20- Comment voulez-vous que les laboratoires qui cherchent un vaccin qui leur rapportera des milliards puissent tolérer qu'on soigne la COVID19 avec des comprimés à 80 Cts ! En empêchant cette thérapie il y a eu des milliers de morts inutiles mais personne ne leur fera payer.

21- Propagande anti Raoult. Lamentable. Ce n'est pas du journalisme et vous manquez totalement d'intégrité.

22- Encore un article de voyous qui fait semblant d'aller dans le sens du poil pour démolir le Professeur Raoult.

Mais le Professeur n'aura pas sur la conscience des milliers de morts tétanisés par la peur et la tragédie.

23- En tant que spécialiste en méthodologie expérimentale je ne peux qu'approuver le Pr Raoult et désapprouver Madame Agnès Buzyn qui a déjà montré son inaptitude à un jugement pragmatique quant à ses décisions sur le remboursement de l'homéopathie. Le consensus scientifique est extrêmement dangereux, rappelez vous Galilée et Giordano Bruno.

24- Normalement une courbe naturelle d'épidémie a un pic, un plateau, ça redescend et ça diminue de virulence , quelques sursauts et ça disparaît comme le Sras en 2003... si ce virus se maintient et ça s'aggrave : il faut une enquête internationale sur les origines non naturelles de ce virus.

La récession économique mondiale était déjà existante avant le virus.

Les Marseillais ont la chance d'avoir le Professeur Raoult.

25- Je suis encore surpris des jugements que les journalistes utilisent alors qu'ils n'ont manifestement aucune aptitude à juger. Le journaliste écrit "on retrouve la question de la méthode « scientifique » qui évalue rigoureusement la réelle efficacité d'un traitement, et garantit aussi son innocuité et sa non-toxicité"

Je voudrais tout d'abord, en tant que scientifique, (un doctorat et quelques années de recherche derrière moi), vous préciser que dès le premier test du Professeur Raoult, la rigueur scientifique était présente, ce premier essai préliminaire est exactement ce que font tous les chercheurs dignes de ce nom, afin de détecter un éventuel effet. 3 fois 24 patients subissant trois traitements différents est un test riche d'enseignement. Les résultats obtenus sont si différents qu'ils sont indiscutable et statistiquement déjà représentatifs. L'effet est démontré comme significatif. Il ne se trouvera aucun chercheur digne de ce nom qui pourra démontrer le contraire.

En contrepartie, les précisions de l'effet différencié ne sont déterminées avec précision, comme c'est le cas dans chaque essai préliminaire mais ce n'est pas le sujet. Les biais d'un tel test qui réduiraient la pertinence de la démonstration ne sont pas décrits par ses détracteurs et personne n'en a même abordé un seul.

Quant aux effets secondaires, ils sont connus depuis si longtemps qu'aucun médecin de ville ne se laisserait surprendre par eux. Alors pourquoi répéter bêtement ce que des pseudo médecins de bureau ou de salon en disent. A croire qu'ils sont si incompétents qu'ils viendraient de les découvrir, ils devraient retourner en cabinet, ça leur ferait du bien.

26- Encore une fois cet article fait la part belle au mythe du messie alors que le Pr Raoult lui-même a dit plusieurs fois que Nostradamus c'est pas à Marseille c'est à Salon-de-Provence. Il faudrait le comparer au général Patton plutôt, Raoult a un esprit militaire, il sait organiser et commander et il ne se fait pas que des amis mais l'efficacité est la seule chose qui compte. En résumé il fonce comme Patton le faisait et pose la question de l'efficacité globale de l'action qui consiste en l'occurrence à tester, diagnostiquer et traiter VITE (le traitement n'est qu'une part de son action). Et il faut constater que 17 décès sur plus de 3200 patients, c'est un résultat qui dépasse tout ce qui existe même dans certains pays où on teste beaucoup. Le facteur prépondérant c'est la rapidité et la qualité de la prise en charge, c'est visible partout dans le monde. C'est pourquoi certains pays font (beaucoup) mieux que d'autres et si on ajoute la bithérapie Raoult c'est encore mieux. Et pourquoi aussi quand on regarde les essais faits sur des patients déjà gravement atteints, voire déjà en réanimation les résultats sont bien pires, traitement ou pas. D'après les spécialistes, c'est toujours comme ça pour toutes les maladies infectieuses. Raoult n'est ni un prophète ni un messie ni un politique, c'est un guerrier. Il s'est construit comme ça, à l'image de son père (général) et de son grand-père résistant.

27- Résultat surtout de la pensée binaire imposée par les médias de masse et plus particulièrement la télévision dont la capacité de manipulation est de loin la plus puissante.

"Le controversé professeur Raoult" c'est comme ça que je l'ai vu traité par un présentateur de l'information télé, on ne peut décemment pas parler de journalisme, le cantonnant de suite dans le "mal" cataloguant d'emblée, sans aucun débat, ses partisans.

Les partisans de ce fait se retrouvent également cantonnés à défendre tout entier un personnage alors que cela n'est sémantiquement pas possible et le piège sémantique est bien en place.

L'intelligence voudrait simplement que l'on se penche sur ses affirmations et que l'on tente ça et là de voir ce que cela donne et de l'utiliser quand il y en a besoin mais non la binarité sémantique médiatique impose que l'on choisisse un camp bannissant définitivement ainsi la vérité.

Votre papier n'échappe pas à la règle tandis qu'un article étoffé, prenant du recul sur les phénomènes, pesant le pour et le contre ne fera pas le buzz certes parce que comme le dit Nietzsche il est plus facile de convaincre les gens avec une demi vérité qu'une vérité toujours plus longue à expliquer alors que le cerveau humain n'aime pas ce qui est long à expliquer, mais servira de référence pour des siècles à venir, la cupidité pathologique et maladie des propriétaires de ces médias leur impose de traduire leur obscurantisme qu'ils prennent pour une vérité sur le "papier" générant des articles jetables.

Ne vous ne faites pas ils sont la règle car les écoles de journalisme formatent l'individu à la production et non aux raisonnements forcément bien trop dangereux pour nos dragons célestes dont la suprématie ne se repose pas sur leur génie mais seulement sur la cupidité et faiblesse de leurs serviteurs alimentant leurs propre cupidité et faiblesse.

Fake news. Cette "***découverte***" chinoise (sic!) vous est offerte généreusement par... BlackRock !

LVOG - Le but de la manoeuvre : Ecarter l'hypothèse qu'un laboratoire pourrait être à l'origine du SARS-CoV-2 ou Covid-19.

Comment se fait-il qu'il ait été séquencé le 5 janvier 2020 à l'université Fudan de Shanghai en Chine, et que ce soit quatre mois plus tard que des chercheurs chinois se réveillent et découvrent qu'il présenterait certaines similitudes et différences (pour ne retenir que ces dernières) avec un coronavirus issu de chauves-souris?

En réalité, les chercheurs chinois le savaient depuis des mois ou même depuis le début, puisqu'ils avaient séquencé le coronavirus RmYN02 entre mai et octobre 2019, il suffisait de comparer les deux coronavirus dès le mois de janvier pour s'en apercevoir. La revue Nature le confirma le 3 février (https://www.nature.com/articles/s41586-020-2012-7).

Restait à démontrer que le Covid-19 aurait été le produit de mutations d'un tel coronavirus, le RmYN02. Ne trouvant toujours pas d'explications, ils en déduisent soudainement sur fond de polémique, que ces mutations tout en étant "*inhabituelles*", n'auraient pas pu être conçues en laboratoire, et comme ils ne craignent pas le ridicule ou ils peuvent sévir en toute impunité, ils affirment que ces mutations auraient une "*origine indépendante*" sans savoir laquelle évidemment, écartant autoritairement une intervention humaine.

Vous aurez noté au passage qu'en réalité ils ne savaient pas grand chose, entre ce qui est "*inhabituelles*" ou qu'ils sont incapables d'expliquer, et ce qui a une "*origine indépendante*" et demeure un mystère, ce qui ne les a pas empêché de devenir impératif au moment de nous servir leur conclusion, là où ils voulaient en venir sans doute.

On sait que dans de nombreux laboratoires, y compris militaires aux Etats-Unis notamment, des chercheurs manipulent des virus ou coronavirus provenant de toutes sortes d'animaux dont les chauves-souris, et qu'ils vont même jusqu'à les modifier pour en observer le comportement... Donc l' "origine indépendante" des mutations d'un virus de la chauve-souris pourrait très bien se trouver dans un laboratoire.

Si le coronavirus RmYN02 pratiquement similaire au Covd-19 était incapable d'infecter les cellules humaines, parce qu'il n'y avait aucune ressemblance avec "*la partie du génome codant le domaine protéique associé au récepteur de l'Homme ACE2*", pourquoi ne pourrait-on pas envisager qu'il ait fait l'objet d'une manipulation en laboratoire, qui aurait permis de combler cette lacune et de contaminer les hommes ? L'origine du Covid-19 serait établi et la polémique serait close, mais cela ne règlerait pas pour autant la question de l'origine de cette mutation.

Ce qui est étonnant, après les multiples coïncidences (sic!) qui ont entouré l'apparition de ce coronavirus depuis octobre 2019, et dont vous trouverez tous les détails dans ce portail, on apprend qu'au même moment ou durant la période allant de mai à octobre 2019, des chercheurs avaient collectés au même endroit, dans la province chinoise de Wuhan, justement là où l'épidémie allait démarrer, pas moins de 227 échantillons de coronavirus sur des chauves-souris.

Vous avouerez que cela fait décidément beaucoup trop de coïncidences pour en être vraiment, sans préjuger de ce qui s'est réellement passé et qu'on ne sera peut-être jamais, sans pour autant accorder le moindre crédit à la déclaration de ces chercheurs. D'autant plus qu'ils ont publié le résultat de leur recherche dans une revue américaine dont le principal actionnaire est BlackRock, lisez, cela ne s'invente pas.

En guise d'épilogue.

S'il est exact qu'aucun de ces 227 échantillons de coronavirus prélevés sur des chauves-souris n'était transmissible à l'homme, sachant qu'une chauve-souris peut accueillir jusqu'à 1500 virus, cela ne prouve rien. Previous studies have shown that some bat SARSr-CoVs have the potential to infect humans (Nature, id). Traduction : Des études antérieures ont montré que des chauves-souris porteuses de SARSr-CoVs avaient le potentiel d'infecter les humains. En admettant que ce ne soit pas le cas, cela signifierait que le Covid-19 serait venu d'ailleurs, d'où, on n'en sait rien. Il existe seulement un faisceau de coïncidences qui mène à Davos à défaut de preuves.

Et ces horribles russes qui ne veulent pas mourir du Covid-19 !

Coronavirus : que se passe-t-il en Russie, où l'on recense 10 000 nouveaux cas de Covid-19 chaque jour, mais où le nombre de morts reste relativement bas ? - francetvinfo.fr 14 mai 2020

Le phénomène se répète depuis dix jours. Toutes les 24 heures en Russie, un peu plus de 10 000 nouveaux cas de contamination au coronavirus sont recensés, d'après les données de l'université américaine Johns-Hopkins*. C'est désormais le deuxième pays le plus touché au monde en termes de contaminations, avec 242 271 cas confirmés, mercredi 13 mai.

Deuxième Etat le plus touché en nombre de cas, mais pas en morts liées au Covid-19. Avec 2 212 victimes officielles du coronavirus, la Russie arrive très loin derrière les Etats-Unis (82 548 morts), mais aussi derrière l'Espagne (près de 27 000 morts) et le Royaume-Uni (plus de 33 000 décès), deux pays affichant pourtant des niveaux équivalents d'infections au virus.

"Il semblerait que la vague épidémique en Russie ait du retard sur l'Europe occidentale. Le pays a été touché un peu plus tard", observe Luc Lacroix, correspondant permanent de France Télévisions à Moscou.

L'ampleur du dépistage du coronavirus en Russie expliquerait aussi, selon les autorités, ces bilans quotidiens si élevés. Mardi, pas moins de 5,8 millions de tests avaient été recensés dans le pays, sur une population d'environ 145 millions d'habitants. Le président de la Fédération, Vladimir Poutine, a d'ailleurs assuré lundi que jusqu'à 300 000 tests seraient réalisés quotidiennement, contre 170 000 en début de semaine.

"L'une des raisons de leurs bons chiffres officiels (en termes de décès), selon eux, c'est qu'ils ont pris des mesures tôt", explique Luc Lacroix. Le confinement a débuté le 30 mars à Moscou "et l'isolement des personnes de plus de 65 ans a commencé une semaine plus tôt", précise le correspondant de France Télévisions.

La Russie assure en parallèle avoir pris à temps des mesures au niveau de ses frontières. Mi-mars, elle les fermait à tout citoyen étranger, alors que sa frontière avec la Chine était close depuis le 30 janvier. Les personnes revenant de pays considérés à risque ont été placées en quarantaine chez elles, pendant 14 jours.

Selon certaines critiques du pouvoir russe, plusieurs milliers de morts liées au Covid-19 n'ont pas été correctement recensées dans le pays. Des données relayées par le journal Moscow Times* montrent qu'il y a eu 20% de décès en plus à Moscou en avril, en comparaison avec le nombre moyen de décès recensés le même mois au cours des dix dernières années. Une augmentation liée à l'épidémie ? C'est possible, répond Vladimir Kozlov. Pour Aleksei I. Raksha, démographe à Moscou interrogé par le New York Times*, 70% des morts liées au Covid-19 dans la capitale russe n'ont pas été rapportées. Une sous-évaluation qui pourrait être liée à la méthode de recensement des décès.

Et "si en France nous comptons largement, en Russie, on estime qu'il faut que le Covid-19 soit la seule cause du décès, explique Luc Lacroix. Si vous avez par exemple un problème cardiaque et le Covid-19, on ne comptera pas forcément le Covid-19 comme cause de votre mort." A Tcheliabinsk par exemple, trois morts ont été recensées comme ayant été provoquées par le virus. Sept autres personnes sont mortes après avoir été testées positives au Covid-19, mais les statistiques officielles estiment qu'elles sont mortes d'autres causes, relate le Moscow Times*. Le journaliste relève que les deux premières victimes du coronavirus en Russie ont par la suite été "déclassées" : "Ces personnes avaient une autre pathologie, on a ensuite estimé que le virus ne les avait pas tuées". francetvinfo.fr 14 mai 2020

LVOG - Vous aurez particulièrement apprécié cet aveu d'une cruauté inouïe "*si en France nous comptons largement*", à la louche pour entretenir la psychose et justifier le confinement, le masque et le traçage numérique, la remise en cause de nos droits sociaux, le totalitarisme.

Il faut croire qu'il y aurait plus de médecins honnêtes en Russie qu'en France ou en Italie, en Espagne, en Belgique, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis notamment.

Une découverte... idéologique.

Des scientifiques chinois auraient percé le mystère de l'origine du coronavirus de Wuhan - sputniknews.com 12 mai 2020

Une équipe de scientifiques chinois a découvert que les mutations inhabituelles qui caractérisent le coronavirus SARS-CoV-2 se retrouvent dans un autre virus récemment identifié, issu de chauves-souris. Cette découverte réfute la théorie selon lequel le nouveau type de coronavirus aurait été créé en laboratoire. Les résultats de leur étude ont été publiés dans la revue Current Biology.

Le coronavirus RmYN02 a été détecté parmi 227 échantillons collectés dans la province chinoise de Wuhan entre mai et octobre 2019. Il s'avère que certaines parties du génome ARN RmYN02 sont presque identiques à ce qui est observable chez SARS-CoV-2. Par exemple, les ARN des deux virus sont similaires à 97,2% pour les protéines codant le gène 1ab.

Toutefois, dans la partie du génome codant le domaine protéique associé au récepteur de l'Homme ACE2, aucune ressemblance n'a été détectée. Cela signifie que RmYN02 est incapable d'infecter les cellules humaines, contrairement à SARS-CoV-2.

La principale ressemblance entre les deux virus est qu'ils ont tous les deux des insertions aminoacides au niveau de la protéine responsable de l'infiltration du pathogène dans la cellule. Ces mutations étaient considérées comme une particularité unique de SARS-CoV-2 et étaient présentes dans tous les génomes du coronavirus de Wuhan jusqu'à présent. Et parce que ces mutations étaient inhabituelles, certains experts avaient suggéré qu'elles pourraient indiquer l'élaboration du virus en laboratoire, indique la revue. …et différences

Toutefois, les insertions de séquences chez RmYN02 diffèrent de celles de SARS-CoV-2, ce qui indique leur origine indépendante. Suite au fait que le RmYN02 ne se trouve que dans la faune sauvage, cela réfute l'hypothèse selon laquelle les insertions du coronavirus de Wuhan puissent être le résultat d'une manipulation génétique. sputniknews.com 12 mai 2020

Un internaute : Nos commentaires sont systématiquement supprimés, je ne comprend pas ?

LVOG - On va vous expliquer pourquoi.

Qu'est-ce que Current Biology ?

Wikipédia - Current Biology (abrégé en Curr. Biol.) est une revue scientifique américaine de biologie cellulaire, biologie moléculaire, zoologie, botanique, neuroscience, immunologie, virologie, microbiologie, génétique, et physiologie, écologie, éditée depuis décembre 1991. Elle a été fondée par le groupe Current Science puis acquise en 1998 par Elsevier avant d'être intégrée au groupe Cell Press depuis 2001. Elle est publiée bimensuellement en anglais.

Qu'est-ce que Cell Press ?

Cell Press, est une maison d'édition basée aux États-Unis et filiale du groupe éditorial Elsevier

Qu'est-ce que Elsevier ?

Elsevier B.V. est un groupe éditorial, filiale de la multinationale néerlando-britannique RELX Group.

En 1991, la revue The Lancet, propriété de Robert Maxwell via Pergamon Press est acquise par Elsevier.

En 1993 a lieu la fusion avec le groupe britannique Reed, spécialisé dans l'événementiel professionnel et les médias, pour former le groupe Reed Elsevier.

En 2005, le groupe rachète l'éditeur scientifique français Masson et le fusionne avec Elsevier France pour former Elsevier Masson.

En 2015, Reed Elsevier prend le nom de RELX Group.

Elsevier dispose de plus de 7 000 collaborateurs répartis sur une centaine de sites à travers le monde.

Qu'est-ce que RELX Group ?

RELX Group, anciennement Reed Elsevier, est un groupe international d'édition professionnelle, issu de la fusion, en 1993, de la société britannique Reed International PLC et de la maison d'édition néerlandaise Elsevier NV.

En 2009, le groupe était le second plus grand éditeur mondial et employait plus de 32 000 personnes réparties dans 200 pays.

Reed Business Information France a été cédé à Edmond de Rothschild Investment Partners le 31 mai 2013.

Principaux actionnaires

BlackRock Investment Management
BlackRock Fund Advisors
The Vanguard Group
Lazard Asset Management LVOG – Quel taux de fiabilité accordez-vous à cette "*découverte*" ? Zéro !

Les rats quittent le navire infecté ou ils sont exfiltrés une fois la sale besogne accomplie

Le directeur de l'OMC prévoit de quitter ses fonctions, rapporte Bloomberg - Reuters 14 mai 2020

Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Roberto Azevedo, prévoit de quitter ses fonctions avant la fin de son mandat en 2021, a rapporté mercredi soir Bloomberg, citant quatre personnes au fait de la question. Reuters 14 mai 2020

Totalitarisme. Ils haïssent la liberté d'expression, une menace...

Haine en ligne: le Parlement valide des mesures de lutte controversées - AFP 13 mai 2020

A l'issue d'un long parcours chaotique, le Parlement a adopté définitivement mercredi, via un ultime vote de l'Assemblée à main levée, la proposition de loi de Laetitia Avia (LREM) visant à "mettre fin à l'impunité" de la haine en ligne, un texte jugé "liberticide" par ses détracteurs.

Les députés se sont prononcés par 355 voix pour, 150 contre et 47 abstentions sur ce texte qui prévoit à partir de juillet pour les plateformes et les moteurs de recherche l'obligation de retirer sous 24 heures les contenus "manifestement" illicites, sous peine d'être condamnés à des amendes allant jusqu'à 1,25 million d'euros. Sont visées les incitations à la haine, la violence, les injures à caractère raciste ou encore religieuses.

Il s'agit de la première loi au menu sans lien avec le coronavirus, depuis le début de l'épidémie en France. Mais selon le secrétaire d'Etat au Numérique Cédric O, "la haine en ligne a augmenté" durant le confinement et ses auteurs "se sentaient plus que jamais intouchables".

Dans le droit fil de l'engagement d'Emmanuel Macron depuis 2018 à renforcer la lutte contre la haine raciste et antisémite qui

prospère sur internet, la proposition de loi avait entamé son parcours parlementaire en avril 2019.

Fustigeant un texte confiant aux GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple) "le soin de réguler une liberté publique", le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau, a annoncé une saisine du Conseil constitutionnel.

Les opposants au texte déplorent que la caractérisation d'un contenu «manifestement illicite» soit mise entre les mains des réseaux sociaux, et non de la justice. «Ces messages explicites n'ont pas besoin d'une procédure judiciaire de plusieurs mois pour être retirés», estime Frédéric Potier, délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT. «Ce texte n'est pas parfait, mais il répond à un problème important.» Autre crainte: que les plateformes censurent à tour de bras les contenus signalés afin d'échapper aux sanctions financières. Cet argument est repris par les réseaux sociaux. «Le régulateur doit être prudent lorsqu'il souhaite confier à une entreprise privée la question de la légalité d'un propos, plutôt que de se référer à la justice», affirmait en février au Figaro Monika Bickert, directrice de la politique des contenus de Facebook. «Traiter le contenu gris, difficile à qualifier, suppose des modérateurs formés et qualifiés, car l'intelligence artificielle ne peut pas tout, ajoute Loïc Rivière, directeur de Tech In France, qui représente notamment les plateformes. Or le coronavirus empêchera de recruter et former rapidement le personnel nécessaire.» Les plateformes demandent donc de repousser l'entrée en vigueur du texte, prévu pour le 1er juillet.

Le texte de loi impose aux grandes plateformes comme Facebook, Twitter ou YouTube de retirer sous 24 heures tout contenu «manifestement haineux» qu'il leur sera signalé par leurs utilisateurs. Sont concernés: l'injure, la provocation ou l'appel à la haine contre des personnes en raison de leur religion, orientation sexuelle ou origines. La négation et l'apologie des crimes contre l'humanité sont aussi concernées, tout comme le harcèlement sexuel en ligne. Un volet du texte, ajouté en cours de route, fixe aussi une limite d'une heure pour le retrait des contenus terroristes et pédopornographiques signalés par les autorités.

En attendant, la bataille se déplacera sur le champ des décrets d'application du texte. Il s'agira de déterminer quels sites seront réellement concernés par la nouvelle loi. Il n'est pas encore tranché si les forums et les sections commentaires des sites d'information seront concernés. De plus, un seuil, fixé en fonction du nombre de visiteurs du site, devra être défini pour épargner les plus petits d'appliquer les lourdes obligations prévues. «L'objectif est de cibler les gros acteurs, ceux qui présentent le plus grand risque de large propagation des contenus haineux, explique-t-on dans l'entourage de Cédric O. Mais nous voulons également éviter tout phénomène de déport des contenus haineux vers des sites non couverts.» AFP et Le Figaro 13 mai 2020

Commentaires d'internautes, du Figaro, s'il vous plaît.

1- Après le masque... le bâillon !

2- Nous voilà bâillonnés. La prochaine étape, c'est quoi ? nous bander les yeux ?

- Ces lois étendent abusivement les pouvoirs discrétionnaires de plates-formes et de juges, dans un régime où la morale est monopolisée par l'Etat, après qu'il ait évacué toutes les autres par une mensongère "neutralité".

3- Une honte absolue. Chaque jour ce régime enchaîne la France un peu plus.

4- On vit une époque formidable, des siècles pour obtenir la liberté d'opinion, de parole, de caricature, et finalement ça n'aura duré qu'une fraction de seconde à l'échelle de l'histoire. Le pouvoir s'est toujours arrogé le droit de mettre en cage les enragés nuisibles. Maintenant on va appeler à la délation et vous ranger dans des cases. Nietzsche disait que les puissants sont des bêtes sauvages non-attachées.

5- Alors je n'ai plus le droit de dire que je hais l'homme qui a tué mon enfant ?

C'est un exemple de la stupidité de cette loi.

6- Une loi liberticide de plus.

Seul l'éveil des consciences individuelles pourra sauver le monde.

7- Un monde parfait sans pensée déviante à portée de main, le monde idéal pour celui qui peut définir ce qui est le bien.

Une tyrannie pour les autres.

8- Encore un déni de démocratie! LaReM instaure une dictature en France. Révoltons nous !

9- Le siècle des lumières ? Le pays des droits de l'homme ? Liberté, égalité, fraternité ? Ah oui, c'était avant. Foutaise désormais.

Et dire que la majorité actuelle selon les dernières élections ne représente que 15% des Français.

10- La loi Avia donne à la France de 2020 un air de l'Allemagne des années 1933 à 1945. Le guide est la manœuvre.

11- Interdire un sentiment, encore une réussite de LREM. 1984, nous voilà.

12- Encore une atteinte de plus à la liberté d'expression, un vieil acquis de la révolution, et cap sur le bien-pensant et la pensée unique. Ils sont loin les Coluches, Desproges, etc... On ne peut pratiquement plus rien dire, avant on pouvait... reste plus qu'à subir.

13- Pathétique. J'ai honte pour mon pays.

Cela fait belle lurette que la raison d'Etat n'existe plus en occident ou aux Etats-Unis.

Déconfinement : pour Muriel Pénicaud, "il n'y a pas de raison que l'Etat continue à payer l'intégralité des salaires" du secteur privé - francetvinfo.fr 11 mai 2020

"Aujourd'hui, il y a 12,2 millions de salariés qui sont couverts par le chômage partiel", soit "six emplois sur dix du secteur privé", a déclaré Muriel Pénicaud sur LCI. Mais "aujourd'hui, les conditions de la reprise sont là. Donc il n'y a pas tellement de raison que ce soit l'Etat qui continue à payer l'intégralité des salaires de 12 millions de salariés en France", a poursuivi la ministre.

"C'est pour ça qu'on va définir je pense dans la semaine quelle est la part de salaire que paiera l'entreprise", a-t-elle précisé, en indiquant que ce montant n'était "pas encore décidé". "Ce sera modeste dans un premier temps mais progressif", a-t-elle néanmoins promis.

Actuellement, les salariés du privé mis au chômage partiel par leur entreprise bénéficient d'une garantie de 84% du salaire net (100% pour les salariés au smic), que l'Etat et l'assurance-chômage remboursent intégralement aux employeurs dans la limite de 4,5 smic.

En raison du déconfinement, le gouvernement a toutefois prévu que les entreprises contribuent dans des "proportions raisonnables" aux salaires des employés maintenus au chômage partiel, après le 1er juin. Toutefois, le chômage partiel restera pris en charge "à taux plein" dans certains secteurs comme l'hôtellerie et la restauration, qui ne sont pas autorisés à reprendre leur activité. francetvinfo.fr 11 mai 2020

Non, ils bossaient gratis !

- Télétravail: les employeurs doivent-ils indemniser leurs salariés? - Le HuffPost 13 mai 2020

La Grande-Bretagne prolonge de quatre mois le dispositif de chômage partiel - Reuters 12 mai 2020

La Grande-Bretagne a prolongé mardi de quatre mois, jusqu'en octobre, son dispositif de chômage partiel financé par l'Etat pour permettre aux entreprises de faire face aux conséquences de la crise du nouveau coronavirus.

Quelque 7,5 millions de salariés bénéficient actuellement de ce dispositif, qui permet de toucher 80% de sa rémunération dans la limite de 2.500 livres (2.834 euros) par mois.

Le programme, destiné à éviter une envolée du chômage comme celle observée aux Etats-Unis, coûte à l'Etat britannique environ 10 milliards de livres par mois, soit l'équivalent des dépenses consacrées aux services publics de santé.

Les entreprises utilisant ce dispositif seront autorisées à compter du mois d'août à demander à leurs salariés de retourner au travail, a déclaré Rishi Sunak.

Il a ajouté qu'à cette date les entreprises devraient commencer aussi à partager le coût du programme, promettant de fournir des précisions sur le sujet d'ici la fin mai. Reuters 12 mai 2020

Mêmes la pauvreté et la précarité, qu'en temps ordinaire ils ignoraient, doivent faire l'objet d'une instrumentalisation.

En Italie, les "nouveaux pauvres" du coronavirus - AFP 14 mai 2020

En février, la pandémie a trouvé une économie déjà fragile, plombée par une grande inégalité, l'endettement public, un chômage à 9%, et une part importante du travail au noir, notamment dans le sud.

Selon le syndicat agricole Coldiretti, le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire a augmenté de plus d'un tiers, pour atteindre 3,7 millions de personnes, soit un million de plus qu'auparavant, ceux que le syndicat a décrits comme les "nouveaux pauvres".

En Grande-Bretagne, presqu'un million de personnes, soit dix fois plus qu'en temps normal, ont entrepris de demander le crédit universel, la principale aide publique; aux Etats-Unis, les rangs des chômeurs se sont gonflés de 20 millions de personnes.

En avril, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), a prévenu que 27% des Italiens pourraient tomber dans la pauvreté s'ils devaient renoncer à trois mois de revenus. Or, la Repubblica a évalué à 11,5 millions le nombre de personnes qui ont subi des pertes de revenu, soit la moitié de la force de travail du pays.

Caritas explique que les demandes d'aide dans ses centres ont plus que doublé depuis le début de la pandémie ("114%). L'association Nonna Roma, qui aide les Roms de la capitale italienne, une population très vulnérable, aidait 300 familles, le chiffre est passé à quasiment 4.000, dit à l'AFP son président Alberto Campailla.

"Il ne s'agit plus seulement des familles en situation de pauvreté absolue, mais aussi de ceux qui travaillaient au noir, des travailleurs indépendants, des jeunes, et donc de nombreux migrants. Ces gens n'ont plus de travail", dit ce responsable associatif.

Nonna Roma distribue des denrées de base chaque week-end. Beaucoup de ceux qui en bénéficient expliquent à l'AFP ne pas avoir encore reçu les bons alimentaires, pour un maximum de 100 euros par semaine et par famille. Selon la mairie, 60.000 ont été distribués, mais les associations estiment les besoins à 90.000.

Venu chercher un colis à l'association Nonna Roma, une Philippine qui dit se prénommer Marie-Thérèse, explique n'être pas la plus à plaindre. Près de chez elle, les sans domicile fixe ne trouvent plus à manger dans les poubelles: "Personne ne jette plus rien." AFP 14 mai 2020

Il y en aura toujours qui seront incurables dans leur société.

- Déconfinement: une partie de l'Europe redécouvre le plaisir du shopping - AFP 13 mai 2020

- Disneyland rouvre à Shanghai avec de multiples restrictions - AFP 12 mai 2020

Comment fonctionne le conditionnement des masses. Mode d'emploi.

LVOG - A Slate, une officine de Big Brother, ils ont la haine que leur machination ait eu des failles. Ce qui est intéressant ici, c'est que toutes les critiques que l'auteur de cet article portent contre le gouvernement suédois, se retournent ou vont comme un gant aux autorités de tous les pays qu'ils encensent, y compris l'OMS. Et le tout en toute inconscience, c'est cela la leçon qu'il faut en tirer.

Je viens de rentrer en Suède et suis horrifié par sa gestion du Covid-19 - slate.fr 12 mai 2020

Extrait.

L'exception suédoise est un concept que la Suède se plaît depuis longtemps à mettre en avant dans de nombreux domaines, qu'il s'agisse de l'art, de la pop culture, de la technologie ou de la science. (Vous pouvez ajouter l'alcoolisme et le taux de suicide ! Et le corporatisme. - LVOG)

Toutefois, la réponse de la Suède à la pandémie de Covid-19 a quelque peu terni la belle image dont elle jouissait. Ces dernières semaines, le monde a ainsi pu observer comment l'agence de la santé publique suédoise a choisi d'ignorer en grande partie le consensus scientifique qui s'est fait internationalement sur la réponse la plus efficace à apporter au Covid-19: la distanciation sociale. La Suède est le seul membre du groupe des pays les plus développés à avoir opté pour un laisser-faire presque complet face à la pandémie. (Un "*consensus scientifique*" aussi frauduleux que celui sur le climat... "*Laisser-faire*" en guise de dénigrement, le confinement total de la population en revanche c'était du sérieux... pour les psychopathes, les dictateurs en herbe. - LVOG)

Je suis Suédois, mais j'ai passé ces dix dernières années aux États-Unis. Récemment, toutefois, je suis retourné dans mon pays et je dois avouer avoir beaucoup de mal à comprendre la position incroyablement imprudente et arrogante de mon pays, même si

cette réaction n'était pas totalement imprévisible. (Quand on a passé "*ces dix dernières années aux États-Unis*", on n'en ressort pas indemne et cela se voit au premier coup d'oeil ! - LVOG)

...le port de masques, de gants ou d'autres protections en public n'est pas recommandé. Les gens qui portent des masques sont regardés de travers... (Normal, ils se comportent comme des fous ! - LVOG)

Au moment même où les États-Unis et la majeure partie de l'Europe renforçaient leurs restrictions, les bars suédois se voyaient autorisés à ouvrir leurs patios extérieurs plus tôt que d'habitude. À quelques rares exceptions près, les bars, les cafés, les restaurants, les clubs et les magasins restent ouverts. Le nombre de morts du Covid-19 par habitant en Suède compte parmi les plus élevés au monde. (Ma réponse plus loin. - LVOG)

Comme l'ont montré les données de géolocalisation anonymisées fournies par Google, la population suédoise est en Europe celle qui a le moins changé ses habitudes à des fins de distanciation sociale. Lorsque je suis arrivé en Suède depuis Los Angeles le mois dernier (un voyage obligatoire que j'ai réalisé vêtu d'un masque, de gants et d'un ersatz de combinaison Hazmat n'étant pas sans rappeler celle des Beastie Boys dans «Intergalactic»), j'ai eu l'impression de débarquer dans un univers parallèle: aucun contrôle d'aucune sorte, aucune brochure sur les précautions à prendre contre le Covid-19... c'était comme si le virus n'avait jamais quitté la ville chinoise de Wuhan. (Il est vrai que lorsqu'on voyage "*vêtu d'un masque, de gants et d'un ersatz de combinaison Hazmat*", c'est qu'on est déjà mentalement déséquilibré, gravement atteint de schizophrénie ou on vit dans "*un univers parallèle*". - LVOG)

Lors du trajet jusqu'à mon appartement de Stockholm, j'ai rapidement remarqué à quel point les choses paraissaient normales pour cette période de l'année. Le printemps –ce moment où les Suédois tentent de se remettre de la longue période hivernale en s'exposant compulsivement le visage au soleil, les yeux fermés– semblait plus normal que jamais. Je n'ai vu personne qui semblait se préoccuper de distanciation sociale. Les cafés étaient pleins à craquer et les gens pique-niquaient dans les parcs, assis à plusieurs sur une même couverture. Durant les premières heures de mon retour à Stockholm, j'ai vu plus de poignées de mains et d'embrassades que je n'en avais vu en deux mois à Los Angeles (où je n'en avais vu aucune, il faut dire). (Sous influence vous en arrivez à croire que ce qui est normal ne le serait pas, et que la réalité qu'on a fabriquée et substituée à la place serait la normalité, on baigne en plein dans *1984* d'Orwell. - LVOG)

Après avoir passé cette dernière décennie à travailler à San Francisco et Los Angeles en tant que journaliste culturel et producteur TV, j'ai choisi de revenir temporairement en Suède pour m'occuper de ma grand-mère, 71 ans, durant cette période difficile (en tenant compte de toutes les mesures de précaution internationalement recommandées et plus encore). Être témoin de telles différences entre mon pays natal et mon pays d'adoption était extrêmement déconcertant et cela m'a mis en colère. (Un " *journaliste culturel et producteur TV*" tout s'explique, c'est l'un des milieux les plus pourris qui soient ! - LVOG)

Avant mon retour, l'expression «Nous ne faisons que suivre les recommandations» revenait déjà sans cesse depuis deux mois dans la bouche de mes amis suédois. Susan Sontag a ainsi décrit cette tendance à la conformité: «Dès que cela est possible, les situations et les mots sont pris au pied de la lettre.» Souvent, cela implique d'écouter les conseils que dispensent les spécialistes pour le bien général. (Il est tellement conditionné, qu'il ne s'aperçoit pas qu'il parle de lui-même, qu'il décrit son propre cas ! Hallucinant, mais la folie est ainsi, ceux qui l'ont étudiée le savent très bien. - LVOG)

Mais que se passe-t-il lorsque les spécialistes donnent aux gens des conseils qui peuvent les rendre malades? Dans une société où le taux d'éducation est si élevé, on pourrait imaginer que la population se révolterait face à une réponse gouvernementale d'autant plus aberrante qu'il est aujourd'hui prouvé qu'elle entraîne de nombreuses morts, n'est-ce pas? La réponse est non. (Et aux Etats-Unis ? Pas touche ! - LVOG)

L'épidémiologiste Anders Tegnell a été l'une des voix les plus fortes et les mieux écoutées de l'équipe en charge d'apporter une réponse à l'épidémie. Il a affiché un détachement proche de la lobotomie pour parler du coût tragique de son plan de réponse et a refusé d'assumer la responsabilité des pires résultats du plan en question, en rejetant sur les établissements pour personnes âgées la responsabilité des morts inévitablement causées par l'approche gouvernementale. (Ma réponse plus loin. - LVOG)

Il faut expliquer qu'en Suède, le modèle national d'approche du Covid-19 a été défendu de manière très agressive par nombre d'éditorialistes et autres commentateurs et commentatrices. Une culture destructrice de dénigrement systématique des journalistes (ou même des scientifiques!) qui critiquent la position suédoise s'est mise en place. Et les éditorialistes qui se posent en garants (autoproclamés) d'idéologies supposément empathiques sont clairement les plus véhéments. (Parce que les propagandistes hystériques de la pandémie n'auraient pas agi ainsi ? Il est déjà lobotomisé ! - LVOG)

Aveuglés par un sentiment d'invincibilité, des auteurs et autrices ont commencé à attaquer des spécialistes et à empêcher tout débat critique. Jansson a récemment adressé une réponse virulente aux responsables de cette tendance inquiétante dans le quotidien suédois Aftonbladet. «Je vous accuse, écrit-il, d'avoir détruit toute possibilité de débattre autour de la question la plus importante qui se pose à la Suède depuis la Seconde Guerre mondiale. Vous mettez des vies en danger. Vous devriez avoir honte.» (Quand on est atteint à ce point par le virus néolibéral, c'est incurable. - LVOG)

Ce que je n'ai pas vu beaucoup, en revanche, ce sont des discussions rationnelles sur les raisons qui font que le peuple suédois pense que sa petite agence de santé publique est à ce point supérieure au savoir accumulé au sujet du Covid-19 dans tous les autres pays développés.

On entend aussi malheureusement très peu parler aux informations des personnes décédées et de leurs familles, ou même des soignants qui risquent leurs vies en raison des conditions épouvantables auxquelles les exposent nos autorités. Pour un petit pays comme la Suède, il y aurait de quoi créer un véritable traumatisme national. (Il regrette qu'il n'ait pas eu lieu en Suède, c'est bien un psychopathe endurci. - LVOG)

Quelques rares éditorialistes ont toutefois réussi à faire entendre leur avis discordant. Par exemple, Peter Wolodarski, le rédacteur en chef du journal le plus important du pays, Dagens Nyheter, n'a pas suivi l'opinion de la plupart de ses collègues. (Qu'il se rassure, il n'y a eu aucun à ma connaissance en France, Italie, Espagne, etc. - LVOG)

La réponse unique de la Suède face au Covid-19 s'explique en partie par la grande confiance que la population suédoise a toujours eue dans son gouvernement. (Une "*réponse*" qui n'a pas été unique, mais universelle et majoritaire a des degrés divers. Une belle réussite jusqu'à maintenant. - LVOG)

Il existe chez le peuple suédois une tendance à la passivité lâche et un sentiment de supériorité morale qui a refait surface depuis cette époque. (Ailleurs aussi en occident si cela peut le rassurer. - LVOG)

Ces notions culturelles spécifiques à la Suède, la notion de lagom, la confiance démesurée dans les experts du gouvernement et le sentiment intériorisé d'exceptionnalisme ont souvent profité au pays. Mais en cas de crise mondiale, ils deviennent un handicap. Il est toujours possible que la réponse suédoise face à la pandémie finisse par être justifiée –si par exemple, l'immunité collective fait son effet et que le taux de mortalité en Suède s'avère inférieur à celui des pays voisins en fin de crise. Cette issue semble hautement improbable, mais c'est toujours de l'ordre du possible. slate.fr 12 mai 2020

LVOG - L'immunité collective n'existe pas. Suède : 10 millions d'habitants, 3 200 morts le 11 mai dus à raison ou à tort au coronavirus, cela donne un taux de mortalité de 0,032%, identique à celui des Etats-Unis, le confinement et ses conséquences sociales en moins. Une grande partie de ces morts aurait pu être évitée s'ils avaient procédé à un traitement prophylactique à la chloroquine des personnes âgées ou à risque.

Totalitarisme. Répression tout azimut.

LVOG - Le préfet de police de Paris, l'Ordre des médecins et le syndicat MG France même pourriture, même combat ! Tout leur est bon pour opprimer le peuple.

Déconfinement : le préfet de police de Paris interdit la consommation d'alcool sur l'ensemble des voies sur berges "à - Franceinfo12 mai 2020

Déconfinement : un syndicat de médecins met en garde contre "le risque de revenir en arrière" après les rassemblements au canal Saint-Martin à Paris - Franceinfo 12 mai 2020

"Si on veut se retrouver un petit peu sur l'espace public, au moins portons un masque", insiste Jacques Battistoni du syndicat MG France, après que le préfet de Paris a pris une mesure d'interdiction de consommation d'alcool sur les berges motivée par des fêtards trop enthousiastes.

Je pense qu'il faut mettre des règles, rappeler l'interdiction des groupes de plus de 10 personnes, que même ces groupes de moins de 10 personnes doivent respecter les distances et porter des masques. C'est capital si l'on ne veut pas se rater et que l'épidémie redémarre.

Je pense qu'il y a eu un moment où les gens ont eu envie de souffler. C'est tout à fait regrettable car le virus circule toujours, il faut que les Français en restent persuadés, il faut qu'ils portent des masques et qu'ils respectent les distances de sécurité.

Car nous ne sommes pas sortis de ce virus, il faut que les Français en soient persuadés, il va falloir apprendre à vivre avec et c'est une course de longue durée dont on ne connaît pas la fin. Franceinfo 12 mai 2020

Afrique du Sud: une interdiction de la vente de tabac qui passe mal - lepoint.fr 12 mai 2020

Le 23 avril, le président Cyril Ramaphosa annonce, dans le cadre d'un assouplissement progressif des mesures de confinement, la levée à partir du 1er mai de l'interdiction de la vente des cigarettes, en vigueur depuis fin mars.

Six jours plus tard, la ministre de la Gouvernance, Nkosazana Dlamini-Zuma, membre-clé du cabinet resserré en charge de la crise sanitaire, fait marche arrière.

"La façon dont le tabac est partagé ne permet pas de distanciation sociale", justifie la ministre qui, il y a plus de vingt ans, s'était illustrée dans une croisade anti-tabac au ministère de la Santé.

"Quand les gens se roulent une cigarette", ajoute-t-elle, "ils mettent de la salive sur le papier puis ils partagent cette cigarette." Fin de l'explication.

Les fumeurs sont furieux. Depuis fin mars, plus d'un demi-million de personnes ont signé une pétition dénonçant une "farce" et exigeant la reprise du commerce de cigarettes. lepoint.fr 12 mai 2020

Essonne : des jeunes affirment avoir reçu des centaines d'amendes sans contrôle - Capital 12 mai 2020

Ce sont de lourdes accusations que portent des jeunes d'Epinay-sous-Sénart dans l'Essonne. Ces habitants du quartier des Cinéastes affirment en effet avoir reçu une centaine d'amendes pour violation du confinement sans jamais avoir été contrôlés. Selon les documents consultés par Le Parisien deux personnes différentes auraient ainsi reçu un PV à une minute d'intervalle alors qu'elles se trouvaient à plus d'un kilomètre l'une de l'autre.

"La police municipale nous reconnaît sur les caméras de la ville et nous envoie les amendes sans même nous contrôler, nos attestations ne servent à rien", avance ainsi Mohamed dans les colonnes du quotidien. "Qu'on sorte pour aller à la boulangerie ou quoi que ce soit on est verbalisés. Pourtant on n'a croisé aucune patrouille de la police municipale", peste le jeune homme.

Une douzaine de jeunes seraient ainsi concernés. Des amendes impossibles à contester pour certaines, car il est stipulé sur le PV "vous avez été interpellé". Un "mensonge" selon plusieurs jeunes. Par ailleurs, selon le Parisien, certaines adresses inscrites sur les PV correspondent bien à des lieux où se trouvent des caméras de vidéosurveillance. Avec ces preuves, plusieurs jeunes ont décidé de faire un recours et d'envoyer un courrier à la préfecture.

Des élus d'opposition à la mairie ont également saisi la municipalité à ce sujet alors que le problème ne semble pas nouveau. "On avait déjà connu le problème avant le confinement avec des amendes par caméra pour stationnement, ou pour avoir traversé en dehors du passage piéton… Et certains destinataires des amendes n'étaient même pas là au moment des faits reprochés", affirme ainsi Constant Lékiby, élu d'opposition MoDem à Epinay-sous-Sénart. Capital 12 mai 2020

En Inde.

Inde: Modi annonce un plan de relance de 245 milliards d'euros - Reuters 13 mai 2020

Le Premier ministre indien Narendra Modi a annoncé mardi un plan de relance de l'économie du géant de l'Asie du Sud de 20.000 milliards de roupies (245 milliards d'euros) pour faire face aux conséquences de la crise engendrée par le coronavirus.

L'Inde a officiellement enregistré à ce jour plus de 70.000 cas de contamination au SARS-CoV-2. Les mesures de confinement à domicile ont été prolongées jusqu'au 17 mai, a annoncé Narendra Modi.

Dans une allocution à la nation, le Premier ministre a déclaré que le plan de relance représentait 10% du produit intérieur brut indien.

En mars dernier, son gouvernement avait annoncé le déblocage de 1.700 milliards de roupies de transferts d'argent, principalement pour les plus pauvres, mais beaucoup avaient critiqué des mesures beaucoup trop modestes face à l'ampleur des conséquences économiques de la crise sanitaire.

Dans son discours, Narendra Modi a promis que les modalités précises du plan de soutien, qui s'accompagnera de réformes du marché foncier et du marché du travail, seraient détaillées dans les prochains jours.

"Le plan (...) s'articulera autour de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, des travailleurs, des classes moyennes, des industries, entre autres", a-t-il dit. Reuters 13 mai 2020

LVOG - Avec l'isolement je ne sais pas trop ce qui se passe et je n'ai pas le temps de lire la presse en anglais. On y reviendra plus tard.

Haut de page

Le 17 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

Et la lutte des classes, même si l'immense majorité l'ignore encore...

- "*Une des victoires les plus éclatantes des oligarchies est l'aliénation qu'elles ont imposée à la conscience collective : faire croire que seules les forces du marché font l'histoire, et que ce n'est plus l'Homme qui est le sujet de sa propre histoire. (...)*

Le virus va provoquer la rupture de la conscience aliénée et d'une manière ou d'une autre, des mouvements populaires vont naître et vont abattre ce système cannibale du capitalisme…

Et bien on ne peut pas se prononcer sur le chemin que le peuple prendra, mais le fait qu'il y aura une insurrection, c'est certain." (7 mai 2020 - Jean Ziegler, vice-président du comité consultatif des Droits de l'Homme aux Nations-Unies)

- 28 pages au format pdf

Il figure à la suite de la causerie dans la version pdf, un article commenté d'une tendance du NPA .

38 pays représentant 5 793 294 379 habitants = 48 906 décès dus au Covid-19 au 16 mai 2020 = Taux de mortalité de la pandémie imaginaire : 0.008%.

(Source : L'IUH de Marseille)

Chine = 1 401 501 343 d'habitants = 4 633 décès.
Inde = 1 380 004 385 d'habitants = 2 753 décès.
Indonésie = 273 523 615 d'habitants = 1 076 décès.
Pakistan = 220 892 340 d'habitants = 220 décès.
Brésil = 212 559 417 d'habitants = 14 962 décès.
Nigéria = 206 139 589 d'habitants = 171 décès.
Bangladesh = 164 689 383 d'habitants = 298 décès.
Russie = 145 934 462 d'habitants = 2 418 décès.
Mexique = 128 932 753 d'habitants = 4 767 décès.
Japon = 126 476 461 d'habitants = 713 décès.
Ethiopie = 114 963 588 d'habitants = 0 décès.
Philippines = 109 581 078 d'habitants = 806 décès.
Egypte = 102 334 404 d'habitants = 592 décès.
Vietnam = 97 338 579 d'habitants = 0 décès.
Turquie = 84 339 067 d'habitants = 4 055 décès.
Iran = 83 992 949 d'habitants = 6 902 décès.
Thailande = 69 799 978 d'habitants = 56 décès.
Tanzanie = 59 734 218 d'habitants = 21 décès.
Afrique du Sud = 59 308 690 d'habitants = 247 décès.
Kénya = 53 771 296 d'habitants = 45 décès.
Corée du Sud = 51 269 185 d'habitants = 262 décès.
Colombia = 50 882 891 d'habitants = 546 décès.
Ouganda = 45 741 007 d'habitants = 0 décès.
Argentine = 45 195 774 d'habitants = 356 décès.
Algérie = 43 851 044 d'habitants = 536 décès.
Soudan = 43 849 260 d'habitants = 91 décès.
Ukraine = 43 733 762 d'habitants = 476 décès.
Iraq = 40 222 493 d'habitants = 117 décès.
Poland = 37 846 611 d'habitants = 907 décès.
Maroc = 36 910 560 d'habitants = 190 décès.
Arabie saoudite = 34 813 871 d'habitants = 292 décès.
Pérou = 32 971 854 d'habitants = 2 392 décès.
Angola = 32 866 272 d'habitants = 2 décès.
Malaysie = 32 365 999 d'habitants = 112 décès.
Mozambique = 31 255 435 d'habitants = 0 décès.

Ghana = 31 072 940 d'habitants = 28 décès.
Népal = 29 136 808 = 0 décès.
Madagascar = 27 691 018 d'habitants = 0 décès

LVOG - Avez-vous encore un doute sur l'origine de cette machination monstrueuse ? Si oui, c'est incurable, c'est que vous êtes déjà cérébralement mort.

Le confinement était idéologique. Qui en doutait ?

Coronavirus : le professeur Didier Raoult pas convaincu de l'utilité du confinement - Yahoo 16 mai 2020

En se penchant sur les résultats d'une étude menée par le ministère de la Santé espagnol et l'Institut de la Santé Carlos III, l'infectiologue marseillais a ainsi relevé un chiffre étonnant.

Plus de contaminés dedans que dehors

En travaillant sur un échantillon de 60 983 personnes, les chercheurs ont ainsi montré que 5% de la population avait développé des anticorps, bien loin de l'immunité collective recherchée par certains. Mais le professeur Raoult a été surpris par une autre donnée. En effet, d'après cette étude, 5,3 % des travailleurs essentiels, qui ont continué à se rendre au travail, présentent des anticorps... contre seulement 6,3 % de ceux placés en télétravail. En d'autres termes, le virus a davantage touché les personnes confinées.

Il n'en fallait pas plus pour que le sulfureux professeur se questionne. "Séroprévalence de 60 000 personnes en Espagne : parmi les travailleurs actifs, ceux qui exercent une profession essentielle et ont continué à sortir ont été moins contaminés par le Covid-19 que ceux confinés. Cela doit amener à réfléchir sur le confinement", a-t-il ainsi tweeté. Yahoo 16 mai 2020

Ils ne sont plus à un amalgame près.

- Manifestations anti-restrictions aux quatre coins de l'Europe - euronews.com 16 mai 2020

En Allemagne, au Royaume-Uni ou en France, des milliers de personnes ont manifesté ce samedi contre le maintien de mesures de confinement encore en vigueur dans leurs pays.

Ces rassemblements réunissent un assemblage hétéroclite de militants de l'extrême droite et de l'ultra gauche, de la mouvance conspirationniste, de personnes authentiquement inquiètes d'une limitation de libertés publiques, d'opposants aux vaccins, voire d'antisémites. Tous se rejoignent pour dénoncer le port du masque dans les magasins ou les restrictions de mouvement qui subsistent après le déconfinement.

Le mouvement n'est pas marginal. Près d'un Allemand sur quatre dit comprendre les manifestations, selon un sondage Civey. euronews.com 16 mai 2020

Coronavirus : l'OMS met en garde contre une seconde vague en Europe cet hiver - euronews.com 16 mai 2020

C'est une sévère mise en garde qu'a lancé par le directeur régional de l'OMS pour l'Europe. Alors que les restrictions sont allégées sur le continent, Hans Kluge prévient dans une interview au Telegraph : le coronavirus reviendra cet hiver. Une seconde vague qui pourrait être plus terrible encore que la première car elle sera associée à d'autres épidémies saisonnières comme celle de la grippe. euronews.com 16 mai 2020

Ils osent tout.

Avez-vous remarqué sur quel ton léger, décontracté, ils ont annoncé que le déconfinement se déroulait à merveille, tandis que le nombre de morts baissait peu ou stagnait ou il est même reparti à la hausse dans certains pays, ce qui montre bien que c'est autre chose qui les a conduit à nous imposer cette assignation à résidence de plus de 50 jours.

En Inde c'est la même chose. Au Tamil Nadu le nombre de morts a doublé en quelques jours passant de 33 à 66 le 14 mai, ce qui demeure insignifiant sur une population de 72 millions d'habitants, peu importe, le rétablissement de la circulation des bus et de tous les trains est annoncé pour lundi prochain 18 mai.

Il faut en conclure, qu'ils doivent estimer être parvenus aux objectifs qu'ils escomptaient, car par ailleurs on n'a perçu aucun signe perceptible d'affolement sur les conséquences sociales du confinement, tout du moins au sommet de l'Etat ou dans les ministères, hormis certains chroniqueurs de la presse aux ordres, qui ni une ni deux sont passés de la peur au coronavirus à

la crainte du chômage massif ou de sombrer dans la pauvreté pour des millions de travailleurs, là ils sont prolixes et tous les jours ils en rajoutent une grosse louche, la palme revenant à une ONG qui prévoie 500 millions de chômeurs dans les mois à venir dans le monde, en plus par rapport à la période antérieure à cette machination, qui dit mieux !

Maintenant le thème en vogue, ce sont les vacances des Français en juillet et août, mais ils n'ont pas précisé quelles saloperies ils leur réserveraient durant cette période, qu'ils découvriront en septembre, il faut donc rester très vigilant ou ne pas baisser la garde, la guerre de classe continue.

Il ne se passe pas un jour sans une attaque contre la thérapie appliquée par le professeur D. Raoult ou contre sa personne. Sans qu'on nous parle aussi de vaccin ou de traitements hypothétiques parce qu'il n'existerait aucun traitement, aucun médicament, aucune molécule efficace, nulle part dans le monde, ils l'ont décrété et cela ne se discute pas, ils en ont le pouvoir, alors ils en usent et abusent.

Dans quel journal du mouvement ouvrier avez-vous entendu parler de machination, d'instrumentalisation, de manipulation, d'escroquerie, de supercherie, de mystification au coronavirus ? Nulle part, à ma connaissance, ils en ont tous été les complices. Ceux qui refusent ce constat ne valent pas mieux, leur déni ou leur mode de pensée valent ceux de la réaction.

Pour la rupture avec le capitalisme et ses institutions.

- Lordon: Problèmes de la transition - 16 mai 2016

Nicolas Hulot, passé à l'état de flaque de sirop, est répandu partout dans la presse. Macron laisse entendre qu'il réfléchit à un « green deal à la française ». Sur l'échelle ouverte de Richter du foutage de gueule, on se prépare des sommets — et les « jours heureux » nous sembleront comparativement un modèle de sincérité. Pendant ce temps, des économistes rêvent éveillés de « monnaie verte ». Benoît Hamon sort de son catafalque. On ne parlera plus bientôt que de « transition », comme déjà l'Union européenne sous les avisés conseils de BlackRock. Comme avec « l'Europe sociale et démocratique », mais un niveau au-dessus, on essaye de nouveau d'estimer le temps que toutes ces imbécillités vont nous faire encore perdre.

La transition n'est pas une question « écologique » (pour « écologistes »). Il ne s'agit pas de transiter vers un « capitalisme-respectueux-de-l'environnement » — on appelle « quadrature du cercle » les projets de transition vers les cercles carrés, et ça n'a jamais très bien fonctionné. Il ne s'agit pas de sortir du capitalisme « pas encore vert ». Il s'agit de sortir du capitalisme tout court.

Une transition de cette nature se réfléchit alors autour de trois grandes questions, toutes liées à la division du travail :

1) ce qu'on en garde, et ce qu'on en jette — le plus possible : nous avons sur les bras une planète qui tourne tantôt à l'incendie tantôt à la boîte de Pétri géante. 2) Le fait que la division du travail, spécialement sous la contrainte du « à garder », nécessite d'interroger la solution des autonomies locales. 3) Les nouveaux rapports sociaux dans lesquels la couler — pour qu'elle ne soit plus une division du travail capitaliste — et, d'abord, les fausses solutions qui rôdent en cette matière.

La division du travail : en garder et en jeter

Deux choses doivent être claires : 1) ce dont nous sommes mis en demeure, c'est d'en finir avec le capitalisme ; 2) sortir du capitalisme, c'est perdre le « niveau de vie » du capitalisme. À un moment, il faut se rendre à un principe de conséquence. On ne pourra pas vouloir la fin du système qui nous promet le double désastre viral et environnemental, et la continuation de ses « bienfaits » matériels. C'est un lot : avec l'iPhone 15, la voiture Google et la 7G viendront inséparablement la caniculisation du monde et les pestes. Il faudra le dire, le répéter, jusqu'à ce que ces choses soient parfaitement claires dans la conscience commune.

Toute la question du communisme a donc pour préalable celle des renoncements matériels rationnellement consentis, et de leur ampleur. Ceci est un sujet éminemment politique. Dans le capitalisme, le périmètre des satisfactions matérielles est abandonné à la croissance spontanée, anarchique, de la division du travail sous la conduite aveugle et folle de la valeur d'échange. Dans le communisme, ce périmètre redevient une question de délibération collective. Avec quels objets voulons-nous vivre, desquels pouvons-nous nous passer, desquels non ? C'est à nous de décider — et ce sera, en effet, de la politique : car tout le monde ne sera pas d'accord. Comme toute décision politique, celle-ci sera imparfaite, majoritaire seulement (la politique ne connaît pas l'unanimité).

C'est un lot : avec l'iPhone 15, la voiture Google et la 7G viendront inséparablement la caniculisation du monde et les pestes

Encore pour l'être — majoritaire — requerra-t-elle un principe de prudence, c'est-à-dire de discernement. Partant de la situation présente, du degré d'aliénation marchande auquel le capitalisme nous a réduits, avec un très grand succès d'ailleurs, on ne peut pas prendre pour hypothèse le surgissement instantané de l'homme nouveau, ni envisager de lui faire faire tout de suite des bonds de géant en matière de renoncements matériels. Des déplacements oui, des bonds non. La vie à la ZAD : un bond de

géant — à la portée de quelques-uns seulement. Dans cette mesure même admirable… et impropre à soutenir une hypothèse majoritaire, en tout cas pour l'heure.

Bien sûr, on ne saurait présenter une transition révolutionnaire comme un simple renoncement, là où en fait il s'agit plutôt d'une grande substitution : abandonner une chose mais pour en gagner une autre : à la place de la vie comme quantité (le parfaitement nommé « niveau de vie »), la vie comme qualité ; à la place des futurs colifichets perdus par anticipation (iPhone 15, etc.), la tranquillité matérielle pour tous, de vastes services collectifs gratuits, une nature restaurée et, peut-être par-dessus tout, du temps. Cependant la grande substitution restera un fantasme sans suite si elle est trop exigeante, si le rapport des contreparties est trop défavorable relativement à ce que l'homme-pas-nouveau peut tolérer.

Par exemple, parmi les ennemis mortels de tout processus révolutionnaire, il y a les étals vides, et son corrélat : le marché noir inflationniste. Une transition révolutionnaire qui se retrouve face à ça est cuite. C'est dire qu'il y a intérêt à l'avoir pensé avant. La collectivité doit s'organiser pour déterminer l'ensemble des biens sur lesquels une tranquillité absolue doit régner pour tous : alimentation de qualité, logement de qualité — évidemment encore à conquérir, mais qu'au moins il n'y ait aucun recul — énergie, eau, moyens de communications, médecine et pharmacie, et « quelques autres choses encore » (Marx et Engels). Le renoncement et la substitution ne commencent qu'à partir de ce socle.

Héritant du niveau de développement des forces productives du capitalisme, nous avons des chances raisonnables d'y parvenir — c'est tant mieux. Les révolutions antérieures n'avaient pas eu cet avantage, et elles l'ont cruellement payé. On connaît le paradoxe de la révolution russe, survenue dans le pays où Marx la jugeait la moins probable du fait, précisément, de son arriération matérielle. Le paradoxe ne cessa pas d'être mordant puisque, la prise révolutionnaire du pouvoir accomplie, l'effort de développement eut à s'effectuer dans les pires conditions, toutes les ressources devant être dirigées vers le rattrapage des forces productives à marche forcée, le primat de l'industrialisation et des biens d'équipements — les moyens de produire tout le reste, notamment les biens de consommation, mais qui viennent logiquement avant eux. Et de même la Chine de Mao et son Grand Bond en avant, dont on sait dans quel état il a laissé la population chinoise. Drames du décollage économique forcé dans des rythmes infernaux, drames d'ailleurs pas seulement économiques : drames humanitaires, puisque ces transitions se sont payées de terribles famines, et drames politiques car seule la poigne de fer des régimes a « tenu » les populations à la grande transition dans des conditions aussi difficiles.

Sauf à être soutenues par un désir commun très puissant, les trajectoires de sacrifice se payent au prix politique fort. Les frustrations matérielles vécues finissent toujours par s'exprimer comme tensions politiques, parfois très violentes, dont la réduction ne fait pas dans la dentelle — et l'expérience révolutionnaire chargée d'espérance de verser dans l'autoritarisme le plus désespérant. Ces trajectoires ne sont plus envisageables. Heureusement nous avons désormais les moyens de nous les épargner. Dans le bilan historique du capitalisme, il restera donc qu'il était sur le point de détruire l'humanité en l'homme, de rendre la planète inhabitable, mais aussi qu'il nous laisse l'état de très haut développement de ses forces productives, et, partant, nous permet d'envisager de l'abandonner dans des conditions matérielles plus favorables que jamais — merci, au revoir.

Il va cependant sans dire que, si c'est pour faire tourner les machines capitalistes comme les capitalistes mais sans eux, ça n'est pas exactement la peine de se lancer dans des chambardements pareils. C'est donc la délibération politique qui détermine ce qu'il y a à garder de la division du travail capitaliste et ce qu'il y a à jeter. Qu'il faille en jeter un maximum, la chose est certaine. Mais qu'il faille en garder — évidemment pour la couler dans de tout autres rapports sociaux — ne l'est pas moins. Alors il faut reprendre la question du local et du global, mais cette fois sous l'angle des « autonomies » — et pour y faire des distinctions.

Des « autonomies »

Ici il faut redire et la valeur essentielle et l'insuffisance matérielle des pratiques « locales » de l'autonomie — pour les raisons mêmes qui viennent d'être indiquées : elles ne peuvent à elles seules fournir le « socle matériel » à partir duquel seulement le gros de la population peut entrer dans la logique du renoncement et de la substitution — les paris « anthropologiques » aventureux, à grande échelle, sur les « conversions frugales » finissent mal en général (soit en cruelles désillusions soit en autoritarismes politiques).

Mais il y a plusieurs manières d'envisager l'autonomie : l'autonomie purement « localiste », ou bien réinscrite dans un ordre social global. Purement « localiste », soit elle demeure partielle — autonomie centrée sur une pratique particulière (jardin, garage, dispensaire, etc.), et par-là reste branchée sur l'extérieur du système tel qu'il est ; soit elle va aussi loin que possible dans la reconstitution d'une forme de vie complète mais alors ne concerne que des participants « d'élite ».

Chacune à sa manière, les deux courent le même risque : celui de se détourner de fait de la transformation du système d'ensemble. Souvent d'ailleurs les pratiques de l'autonomie naissent au cœur d'une crise, comme des réponses réactionnelles à des situations de détresse matérielle. Ainsi, sans doute, par exemple, du mouvement très contemporain vers les jardins potagers dont la visée d'autosuffisance est manifeste… et suffit à dire son ambivalence : tourné vers la subsistance du petit collectif concerné, et de fait désintéressé du changement d'ensemble, soit : l'autonomie-expérimentation tournant en autonomie-fuite, sans égard pour ce qui reste derrière. C'est peu dire que le capitalisme s'en accommode fort bien. Il s'en accommode doublement même. D'abord parce que certaines de ces autonomies de nécessité sont réversibles : les participants retournent au système institutionnel standard dès que celui-ci refonctionne à peu près correctement — l'activité des clubs de troc et de

monnaies parallèles en Argentine, par exemple, était très corrélée à la conjoncture globale, leurs membres revenant dès qu'ils le pouvaient au salariat comme solution privilégiée d'accès à l'argent.

Les pratiques de l'« autonomie » forment donc un ensemble tout sauf homogène

Ensuite parce que, même quand ces expérimentations résistent au reflux et persévèrent, elles demeurent des isolats et le système d'ensemble n'en est pas affecté : au travers de la crise des années 2010, le capitalisme grec, au passage ravi que « ces gens aillent faire leurs affaires ailleurs, désencombrent les guichets de l'État-providence et nous épargnent des charges », n'en a pas moins continué son cours après qu'avant la floraison des lieux collectifs auto-organisés. Bien sûr, ce que le capitalisme grec ne voit pas, c'est que si ces expérimentations ne l'affectent pas dans le court terme, elles sont cependant des matrices à déplacements individuels, qui finissent par faire des déplacements collectifs, et lui préparent des situations difficiles quand ils viendront à maturité — c'est là l'éminente valeur de toute cette vie sous les radars des institutions officielles. Mais pour l'heure, c'est vrai, il a la paix. Les pratiques de l'« autonomie » forment donc un ensemble tout sauf homogène : « autonomies de détresse » réversibles, « autonomies de persévérance » locales et autocentrées, « autonomies locales mais de combat » branchées, elles, sur une perspective politique de propagation, selon un modèle de défection généralisée. À quoi il faudra ajouter une dernière sorte : « autonomies réinscrites dans une division du travail d'ensemble ». C'est à ces dernières qu'on verra ce que la transition ne doit pas être : de la « décroissance ». Impasse de la décroissance

Car l'esprit humain va au bout du déni et des procédés dilatoires pour ne pas regarder en face ce qu'il lui est trop pénible d'envisager. Alors il continue de tirer jusqu'au bout du bout sur l'élastique pour faire durer encore un peu ce qui ne peut plus durer — en se racontant quand même qu'il est en train de « tout changer ». Typiquement : la décroissance. La décroissance est le projet insensé de n'avoir pas à renverser le capitalisme tout en espérant le convaincre de contredire son essence — qui est de croître, et indéfiniment. Au vrai, on peut très bien « décroître » en capitalisme. Mais ça s'appelle la récession, et ça n'est pas beau à voir.

De deux choses l'une donc : soit il est précisé que « décroissance » est un autre nom pour « sortie du capitalisme ». Mais alors pourquoi ne pas dire simplement… « sortie du capitalisme » ? Et surtout pourquoi maintenir cette problématique de la croissance (dont la décroissance n'est qu'une modalité) qui, en réalité, n'a de sens que dans le capitalisme. Il y a des questions qui appartiennent tellement à un cadre (ordre social) particulier qu'elles s'évaporent comme absurdités sitôt qu'on en sort. Par exemple, dans le cadre théologico-superstitieux, la survenue d'une pandémie peut donner lieu à des problèmes caractéristiques comme : « Qu'avons-nous fait qui ait pu offenser Dieu ? ». Alors le débat fait rage : « ceci l'a offensé, non c'est cela… ». Dans le cadre rationnel-scientifique, évidemment, ces questions-là n'ont pas trop lieu d'être — ont perdu tout sens. Les problèmes sont posés d'une façon tout à fait autre : la façon de la virologie, de l'épidémiologie, de l'économie politique, de la science des milieux naturels, etc. De même pour croissance et décroissance. Elles ne sont des obsessions cardinales que du monde capitaliste. Dans un monde communiste, on en est tellement libéré que ça ne traverse plus la tête de personne. Certes, le contrôle politique collectif de la division du travail ne cesse d'avoir à l'esprit (comme jamais d'ailleurs) les problèmes de l'inscription humaine dans la nature, et des dégâts qu'elle peut y commettre. Mais ces problèmes-là ne sont plus du tout codés dans les catégories de la « (dé-)croissance », qui n'ont de sens qu'attachées à l'ordre capitaliste. Si les mots ont une importance, pourquoi ceux qui entendent bien la « décroissance » comme sortie du capitalisme continuent-ils donc de couler leur discours dans les catégories du capitalisme ?

Soit, donc, la décroissance comme autre nom de la sortie du capitalisme, soit la décroissance comme autre chose dans le capitalisme — la version hélas la plus répandue. Qui se figure gentiment qu'un mode de production dont l'essence est la croissance pourrait se mettre à la décroissance-demain-j'arrête, et surtout qui a tout organisé selon la logique de la croissance : notamment l'emploi. Cas extrême, mais significatif : entre 2008 et 2014, la Grèce perd 33 % de PIB — une très belle performance de décroissance —, moyennant quoi son taux de chômage atteint 27 %. Oui, c'est l'ennui : dans le capitalisme, le rapport entre croissance et emploi est bien serré.

Hors de situations aussi critiques, ne pourrait-on cependant le dénouer un peu ? Par exemple envisager de maintenir l'emploi à taux de croissance moindre, voire négatif, en faisant porter l'ajustement sur la productivité — dont la baisse devrait être concomitante à celle de la croissance. Mais la baisse de la productivité, c'est celle du profit. Interrogeons les capitalistes : — « Êtes-vous prêts à maintenir une masse salariale invariante en face d'un chiffre d'affaire diminué ? » — « Mais certainement Madame Teresa, on commence demain ». Un patron un peu roué aurait même la ressource de l'hypocrisie bien fondée, et de répondre que lui voudrait bien, mais ses actionnaires… Et de fait : s'il ne leur donne pas satisfaction, il sautera.

Pour rendre compatible maintien de l'emploi et décroissance capitaliste(s), il faudrait donc en finir avec le pouvoir actionnarial. Donc avec ses structures — celles de la déréglementation des marchés de capitaux. Tout ça commence à devenir très compliqué — en tout cas dans la logique qui voudrait bricoler une solution « à l'économie ». Et surtout très contradictoire. Car, dans l'alternative radicalisée désormais posée par l'état présent du capitalisme (et du capital), décidé à ne plus céder sur rien, soit l'épreuve de force tournera court, soit elle prendra l'ampleur d'un affrontement total où s'amorcera de fait un processus de rupture, pas seulement avec la « financiarisation », mais avec le capitalisme dans son ensemble. Mais alors, dans ces conditions, pourquoi ne pas y aller carrément ?

Tout, dans le capitalisme, trouve sa justification par l'emploi. L'emploi est la solution imposée aux individus par le capital

pour simplement survivre

On aurait tort de se gêner car, en définitive, le petit problème « d'emploi » de la décroissance en capitalisme vient indiquer qu'il est en réalité celui du capitalisme. C'est le capitalisme qui a fait de l'emploi un problème — plus exactement notre problème, le problème des non-capitalistes —, tout de même que les curés avaient fait du courroux divin le problème des croyants sur lesquels ils régnaient. Et comme ceux-ci étaient pris en otages par le salut éternel, ceux-là sont pris en otages (d'une manière un peu plus rudement objective) par l'emploi. Et la société entière, sous l'ultimatum, se voit enrôlée dans les indifférences de la valeur d'échange, donc possiblement à faire tout et n'importe quoi : des pneus, du nucléaire, du gaz de schiste. Tout, dans le capitalisme, trouve sa justification par l'emploi. L'emploi est la solution imposée aux individus par le capital pour simplement survivre. Quand on a coulé les données de la survie des individus dans la forme de la valeur d'échange, tout le reste s'en suit sans coup férir. Un journaliste de France Info en décembre 2019 interviewe, pour le contredire, un opposant à la réouverture de Lubrizol : « mais quand même c'est bon pour l'emploi ». Le pire étant qu'il n'y a objectivement pas grand-chose à opposer à ça — sinon bien sûr qu'il faut urgemment se débarrasser du système qui fait régner ce genre de logique.

Car, comme toujours, le partage du « possible » et de l'« impossible » est conditionnel à l'acceptation implicite, et le plus souvent impensée, d'un certain cadre. Pour que du possible ré-advienne, il faut briser le cadre qui condamnait — objectivement — à l'impossible. Dans leur cadre, les capitalistes et les néolibéraux ont objectivement raison. Mais dans leur cadre seulement. De sorte qu'ils n'ont pas absolument raison. Ce que révèle, même, la pandémie, c'est que leur cadre est inclus dans un cadre plus grand — où se déterminent des enjeux, ceux de la planète et de la situation des hommes sur la planète, qui leur donnent absolument tort.

Nous commençons alors à mieux voir ce que nous avons à faire, et selon quelles lignes nous orienter : nous libérer simultanément des tyrannies de la valeur capitaliste et de l'emploi. Donc en détruire les institutions caractéristiques : la finance, le droit de propriété privé des moyens de production, le marché du travail.

À suivre (blog.mondediplo.net/problemes-de-la-transition)

LVOG - Je ne connais pas particulièrement Lordon. C'est un intellectuel très brillant, il lui manque un cadre organisationnel dans le cadre du mouvement ouvrier...

Le nouvel ordre mondial totalitaire ou le socialisme, choisissez, vite.

- La véritable victime du coronavirus: Les relations humaines par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 13 mai 2020

Extraits.

« Seuls le toucher, le remède et la parole peuvent véritablement guérir. » – Hippocrate, 5è siècle avant J-C

Certains disent que le monde va changer. Pour moi, il a déjà changé en mars 2020.

Un monde « coronavirus ».

Un monde meilleur ?

Cela dépend.

Pour moi, le monde ne change pas en mieux. Ce n'est jamais qu'un point de vue, mon point de vue, car pour les fabricants de futurs médicaments et vaccins [1], bien sûr, c'est un changement en mieux.

La minorité pour laquelle le monde change en mieux grâce au coronavirus :

Des profits phénoménaux en perspective. Une véritable pluie de dollars et d'euros à venir pour les actionnaires majoritaires et les CEO de Big Pharma, déjà immensément riches.

Pour les gens déjà les plus riches du monde, c'est un changement en mieux, oui [2].

D'après Forbes [3],

« Le taux de chômage et le nombre de cas COVID-19 continuent de monter en flèche, mais le marché boursier se porte mieux.

Le Dow Jones Industrial Average et le S&P 500 ont tous deux bondi de plus de 12% au cours de la semaine se terminant le 9 avril. (Les marchés ont fermé le 10 avril pour le Vendredi Saint). Les actions ont fait un bond notable jeudi alors que la Réserve fédérale a annoncé un prêt de 2,3 billions (mille milliards) de dollars pour soutenir l'économie. Les gains du marché ont entraîné une augmentation combinée de 51,3 milliards de dollars pour 10 des milliardaires du monde depuis la fermeture du marché il y a une semaine, le 2 avril. »

Je me suis toujours demandé pourquoi, à un tel niveau de richesses, vouloir être encore plus riche.

Mais c'est là, certainement, l'interrogation naïve d'une personne qui ne fait pas partie de ce monde (et ne veut pas en faire partie).

Pour les gouvernements, chefs d'entreprise, directeurs, pour toute personne de pouvoir attirée par une dérive autoritaire, voire totalitaire, dictatoriale [4], c'est un changement en mieux aussi.

C'est le cas au niveau mondial, au niveau national mais également dans toutes les structures de pouvoir, majeures comme mineures.

Partout où les dirigeants préfèrent imposer que proposer, forcer que convaincre, la crise du coronavirus permet de suspendre des droits, d'instaurer manu militari leurs programmes d'austérité, presque ni vu ni connu.

La crise du coronavirus menace de nous faire vivre dans une dictature « à la chinoise » [5], un modèle social « Amazon » [6], un modèle éthique « Apple » [7], un modèle moral « Google [8], un modèle de droiture à la « Facebook » [9] … cette fois à l'échelle du monde entier.

Dans le monde « coronavirus », vous êtes un numéro, un morceau de viande, une part de cerveau plus ou moins rentable, sans protection sociale, sans droit si ce n'est celui de faire ce que le pouvoir vous dit de faire.

En usant toujours du même langage de propagande :

« Plus de sécurité contre moins de libertés ».

« État d'urgence… sanitaire ».

Leitmotiv novlangue répétés à l'infini et plus c'est répété, plus c'est accepté.

Ainsi, dans certains pays, des malades peuvent sortir de l'hôpital en acceptant de porter un bracelet électronique [10]. Ceci n'est qu'un échantillon de toutes les mesures totalitaires envisagées voire déjà décidées par nos gouvernements à la faveur de la crise du coronavirus. Cela va beaucoup plus loin, c'est sans limites [11] et cela touche une bonne partie du monde, sinon le monde entier [12 :

« Après les drones équipés de haut-parleurs qu'on a vu rappeler des citoyens récalcitrants à l'ordre en Chine puis à Paris, ce sont maintenant des dispositifs de pistage qui fleurissent un peu partout à travers le monde. En France, l'application Stop-Covid est ainsi mise en avant par le gouvernement comme un outil nécessaire au déconfinement, tandis que de l'autre côté de l'Atlantique, les compagnies rivales Apple et Google sont associées pour produire une application pour remonter la chaîne de transmission. »

Ce n'est pas étonnant qu'Apple, Google et Facebook se mettent « au service » (gros profits en perspective) de ces dérives totalitaires.

De même pour YouTube, dont la PDG Susan Wojcicki s'est arrogée le droit de supprimer toutes les informations qui ne suivent pas les recommandations de l'OMS [13].

Après Bill Gates, un non médecin qui nous dit ce qu'il faut faire, c'est au tour du PDG d'un site de vidéos en ligne de se mêler de nos santés et de décider ce qui est bon ou mauvais pour nous de savoir. Au nom de quoi ? De qui ?

Quant aux médecins, les vrais, ou d'autres spécialistes comme l'anthropologue de la santé Jean-Dominique Michel [14], eux sont vilipendés. On dit aux gens qu'il ne faut pas les écouter !

Quel monde inversé !

Plus de contrôle contre moins d'autonomie.

Entre temps, tous les droits constitutionnels chèrement acquis par nos ancêtres et tous les droits de l'Homme sont attaqués.

Libertés de manifester, de se réunir, libertés d'expression, de se prendre dans les bras, de respirer librement, de se déplacer, de contester tout dogme sanitaire venant de la ligne officielle.

Ce qui est sensé et scientifiquement fondé est fake news.

Ce qui est une fausse nouvelle est la vérité inattaquable.

Dans ce monde « coronavirus » qui va profiter à la minorité décrite au début de cet article.

Certaines personnes ont été internées de force dans des hôpitaux psychiatriques, pratique que je pensais reléguée au siècle dernier ou aux dictatures communistes. C'est aujourd'hui, en Italie [15], en Allemagne [16], dans ce nouveau monde « coronavirus ». (Aux dictatures staliniennes.- LVOG)

Donc,

Pour les gens très riches (non, c'est bien plus que ça, pour les gens riches de manière stratosphérique)

Pour les actionnaires majoritaires et les CEO des monstres financiers que sont devenus les laboratoires pharmaceutiques (1000 milliards d'euros de profits en vingt ans)

Pour les médias, aux mains des premiers [17- situation en France], et qui vivent mieux de la peur et des crises pour vendre

Pour toutes personnes intéressées par plus d'autorité, plus de pouvoir pour elles et par moins d'autonomie et de libertés pour les citoyens

Le monde change en mieux.

Pour des milliards de gens, vous, moi, le monde change en pire.

Oui, ici, pour autant que vous ne soyez pas un de ces gouvernants, CEO de laboratoire pharmaceutique, journaliste porte-parole des gouvernements ou directeur addict au pouvoir fort, c'est de vous, de moi qu'il s'agit à présent.

Ce monde « coronavirus » est un changement en pire.

Deux visions du monde s'affrontent aujourd'hui, exacerbées par cette crise du coronavirus.

D'un côté :

Un monde froid, sans contacts, masqué et tyrannique, le même pour tous, sans réflexion ni bon sens, promesse de pouvoirs et profits gigantesques pour une minorité de gens déjà immensément riches et puissants.

De l'autre côté :

Un monde où le contact, la chaleur, le regard, le sourire restent la base inviolable de toute humanité.

Un monde où le toucher, le remède (naturel) et la parole [20] continuent de former le pilier inébranlable de la médecine humaine.

Un monde où l'on ne sacrifie pas tout, la dignité humaine, les droits de l'Homme (et de la Femme), en échange de la vie à tout prix, car faire cela ôte sa valeur à la vie, justement.

Notes

[1] Coronavirus : la course contre la montre pour trouver un vaccin

https://www.parismatch.com/Actu/Sante/Coronavirus-la-course-contre-la-montre-pour-trouver-un-vaccin-1678996

[2] La grande arnaque du COVID 19:les 10 milliardaires ont gagné 51 milliards $ la semaine dernière

https://michelduchaine.com/2020/04/23/la-grande-arnaque-du-covid-19les-10-milliardaires-ont-gagne-51-milliards-la-semaine-derniere/

[3] 10 Billionaires Gained $51 Billion This Week As Markets Edged Up From The Stock Crash, Forbes.com, 11 avril 2020.

https://www.forbes.com/sites/hayleycuccinello/2020/04/11/billionaire-gainers-ortega-bezos-buffett/#3bdb43b23e8d

[4] Techno-tyrannie: Comment l'Etat sécuritaire étasunien utilise la crise du coronavirus pour concrétiser une vision digne d'Orwell

https://www.mondialisation.ca/techno-tyrannie-comment-letat-securitaire-etasunien-utilise-la-crise-du-coronavirus-pour-concretiser-une-vision-digne-dorwell/5645402

[5] Le coronavirus pousse à la dictature et pas seulement en Chine

https://www.contrepoints.org/2020/03/23/367242-le-coronavirus-pousse-a-la-dictature-et-pas-seulement-en-chine

[6] Des témoignages de l'intérieur ont montré un autre visage d'Amazon : celui d'une firme maltraitante, ultra-libérale, important des méthodes de management difficilement compatibles avec le droit français. Là-dessus, le ministre fait silence.

https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-economie/20140320.RUE2786/tu-travailles-a-amazon-oh-mon-pauvre-tu-tiens-le-coup.html

[7] Apple est-elle une entreprise éthique : la grande illusion du dividende.

https://www.lemonde.fr/blog/finance/2012/03/25/apple-est-elle-une-entreprise-ethique-la-grande-illusion-du-dividende/

[8] Google ne respecte plus ses principes éthiques, selon un ancien directeur. L'ancien directeur des relations internationales de Google accuse le géant d'internet d'avoir abandonné ses valeurs morales fondatrices et de se rendre complice de violations des droits humains dans certains pays, comme la Chine ou l'Arabie saoudite. https://www.lefigaro.fr/flash-eco/google-ne-respecte-plus-ses-principes-ethiques-selon-un-ancien-directeur-20200102

[9] Facebook et son éthique douteuse, flicage d'utilisateurs.

http://leplus.nouvelobs.com/contribution/586642-facebook-et-son-ethique-douteuse-s-agit-il-du-veritable-nom-de-votre-ami.html

[10] Dans plusieurs pays comme la Russie, les malades peuvent décider de sortir de l'hôpital à condition de porter un bracelet électronique. Le gouvernement français étudierait cette possibilité.

https://www.gentside.com/news/coronavirus-des-bracelets-electroniques-pour-les-malades-en-france_art94922.html

[11] Dans une école maternelle de Varèse en Italie, des bracelets électroniques pour la distanciation sociale des enfants

https://fr.sott.net/article/35556-Dans-une-ecole-maternelle-de-Varese-en-Italie-des-bracelets-electroniques-pour-la-distanciation-sociale-des-enfants

[12] Surveillés et dociles. C'est au tour de Justin Trudeau de se laisser séduire par les sirènes des applications de pistage.

[13] Coronavirus: YouTube supprime toutes les informations qui ne suivent pas les recommandations de l'OMS. La PDG de YouTube, Susan Wojcicki, a déclaré à CNN que tout contenu lié au coronavirus allant à l'encontre des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sera supprimé de sa plateforme.

https://fr.theepochtimes.com/coronavirus-youtube-supprime-toutes-les-informations-qui-ne-suivent-pas-les-recommandations-de-loms-1342397.html

[14] Jean-Dominique Michel, anthropologue de la santé

https://www.inrees.com/soutien/Jean-Dominique-Michel/

[15] En Italie, un opposant au confinement placé en hôpital psychiatrique, 9 mai 2020

https://www.voltairenet.org/article209863.html

[16] Covid-19, avocate internée en psychiatrie parce qu'elle à osée, se mettre sur le chemin du Coronavirus. Me Beate Bahner, une avocate installée à Heidelberg / Allemagne, a déposé un recours d'annulations des mesures prises par le gouvernement allemand. En effet, suite au Covid-19 des mesures restrictives ont étés mises en place par la chancelière. Me Bahner plaide le viol des droits de liberté que subit le peuple allemand vis à vis des mesures mises en place pour freiner l'avancée du virus. Elle a donc demandé à La Cour constitutionnelle fédérale d'annuler ces mesures de restriction des libertés. Résultat ? Internement en psychiatrie !

Origine : Polizei bringt « Coronoia »-Anwältin Bahner in die Psychiatrie

https://strategies-de-survie.fr/covid-19-avocate-internee-en-psychiatrie/

https://www.t-online.de/nachrichten/deutschland/id_87699240/corona-krise-polizei-bringt-coronoia-anwaeltin-beate-bahner-in-die-psychiatrie-.html

[17] Médias français, qui possède quoi

https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/PPA

[20] Le toucher, le remède, la parole, par Roberta Milanese et Simona Milanese, éditions SATAS, 2015 édition originale en italien, 2018, traduction en français. Soigner, c'est s'occuper autant de la personne que de la maladie.

http://www.mieux-etre.org/Le-toucher-le-remede-la-parole.html

Quand "***tout, au plan économique, reviendra à la normale***", c'est ce que souhaite ardemment la soi-disant gauche canadienne.

LVOG - Voilà un très bon exercice pour les militants.

Que la vie continue comme avant, c'est aussi ce que souhaite l'ensemble de la pseudo-gauche ou extrême gauche en France, pas de crise, pas de dépression, il ne faut surtout pas que les travailleurs souffrent davantage... Cela signifie qu'ils ne souhaitent pas que les conditions indispensables au surgissement d'une révolution soient réunies. Pourquoi ? Parce qu'ils ont tourné le dos au socialisme dont elles se réclament.

Leurs dirigeants n'ont aucune confiance dans la capacité de la classe ouvrière à accomplir la tâche historique de se débarrasser du capitalisme et de mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, donc finalement ils trouvent que vivre sous le régime actuel ce ne serait pas si insupportable que cela, s'exprimant ainsi au nom de l'aristocratie ouvrière ou des classes moyennes, et non au nom de l'ensemble des exploités et des opprimés.

Si ces dirigeants n'ont aucune confiance dans la capacité de la classe ouvrière à accomplir sa tâche historique, c'est parce qu'ils incarnent au premier rang l'incapacité de se doter d'une direction politique capable d'organiser et de guider la classe ouvrière pour accomplir cette tâche. Autrement dit, c'est l'aveu de leur propre faillite politique ou qu'il n'y a rien à en attendre pour mener le combat pour en finir avec le capitalisme, ce n'est pas leur objectif.

- La sévère récession économique actuelle peut-elle se muer en une véritable dépression économique mondiale? par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 12 mai 2020

Extraits.

- Une baisse de 5 à 10% du PIB, et peut-être davantage, n'est guère hors de question en 2020

Les données préliminaires concernant la baisse du produit intérieur brut (PIB) au cours du premier trimestre de 2020 ne donnent pas une image complète des pertes économiques causées par le confinement et la fermeture d'entreprises. Pour le moment, aux États-Unis, on s'attend à une baisse de 4,8% du PIB au taux annuel. Cependant, le deuxième trimestre, lequel se termine avec le mois de juin, devrait montrer une plus importante perte.

C'est pourquoi, une contraction du PIB américain de l'ordre de 5 à 10%, pour l'ensemble de 2020, est certes possible, et pourrait même être dépassée, s'il survient une

- La grande importance relative du secteur des services

Il est important de comprendre que la structure des économies avancées modernes accorde une grande place à la production de services par rapport à la production de biens tangibles. De nos jours, la part des services dans la production nationale dépasse de beaucoup la production des secteurs primaire et secondaire de biens (agriculture, foresterie, mines, fabrication, énergie, etc.). Par exemple, le secteur tertiaire des services (services personnels aux consommateurs, soins de santé, éducation, commerce de détail et de gros, services financiers, tourisme, transports, médias, culture, etc.) représente 80% du PIB aux États-Unis, et c'est aussi là que l'on retrouve 80 pour cent des emplois.

Tout cela pour dire que la perte de production pendant le blocage économique est vraiment une perte qui ne sera pas entièrement récupérée lorsque l'économie rebondira. En effet, on ne peut entreposer des services.

On peut donc conclure d'une façon préliminaire que même avec un rebond économique important au second semestre de 2020 et avec une poursuite en 2021, comme de nombreux économistes anticipent, cela sera loin de compenser pour les dommages économiques importants causés par le verrouillage de l'économie pendant le premier semestre de cette année.

Aux États-Unis, une baisse de 5% du PIB réel pour 2020 dans son ensemble signifierait une perte de production d'environ 1,1 billion de dollars américains. Cependant, dans le cas d'un scénario plus pessimiste de baisse de 10% du PIB, cela pourrait se traduire par une perte de production de quelque 2,1 billions de dollars américains.

- Un objectif de première importance : Empêcher qu'une déflation structurelle durable n'apparaisse

Parmi les responsabilités de première ligne des banques centrales et des gouvernements, en cette période de crise virale et économique, est de prendre les mesures nécessaires pour empêcher qu'une dangereuse déflation structurelle ne s'installe à demeure.

Une déflation structurelle ou maligne est causée par une demande insuffisante dans un environnement de surcapacité de production.

Elle peut être la conséquence d'un vieillissement de la population. Il en résulte alors une pression durable à la baisse sur les prix et les salaires. Une telle situation économique se produit lorsque plusieurs secteurs (ex. marchés financiers, agriculture, énergie, mines, etc.) subissent une baisse des prix, quand une demande stagnante oblige les producteurs à abaisser leurs prix pour écouler leurs surplus de stocks d'inventaire.

Il en résulte une baisse dans les bénéfices et un déclin dans la demande de main-d'oeuvre. À son tour, la hausse du taux de chômage fait chuter les salaires, et c'est alors qu'une dangereuse spirale de baisse des prix et des salaires peut se mettre en marche.

En effet, lorsqu'une économie se trouve confrontée à une baisse des prix des titres financiers, à des fermetures d'entreprises et à un chômage massif, les banques, les entreprises et les consommateurs les plus endettés subissent alors de lourdes pertes financières à cause du poids écrasant de leurs dettes. Cela peut conduire à des fermetures de banques, à des défauts de paiement, à des défaillances et faillites d'entreprises et à des saisies hypothécaires… ainsi qu'à une baisse additionnelle de la demande, des prix et des salaires. C'est dans un tel contexte déflationniste qu'une récession économique ordinaire pourrait se muer en une dépression économique qui enregistrerait des taux de chômage supérieurs à 20 pourcent, pendant plusieurs années.

- Une déflation pourrait entraîner une désastreuse déflation des dettes

Quand une économie est surchargée de dettes, comme c'est le cas actuellement pour de nombreuses économies, une déflation structurelle peut sonner le glas au retour durable de la croissance économique. En effet, le talon d'Achille des économies est le niveau historiquement élevé d'endettement par rapport au produit intérieur brut (PIB).

Voici un bref aperçu des niveaux d'endettement aux États-Unis, à la mi-2019:

1- La dette totale des entreprises aux États-Unis (dette des sociétés non financières des grandes entreprises, dette des petites et moyennes entreprises, entreprises familiales et autres dettes commerciales) était de 15,5 billions de dollars, soit 72% du PIB américain.

2- La dette totale des consommateurs américains (cartes de crédit, prêts automobiles, prêts étudiants, hypothèques immobilières et autres dettes des ménages) était de 13,95 billions de dollars ou 65,2% du PIB.

3- La dette totale du gouvernement américain (dette non remboursée du gouvernement fédéral) était de 22,7 billions de dollars ou 106,1% du PIB.

En somme, le niveau d'endettement total des États-Unis, excluant le secteur financier, égalait l'an dernier environ 52 000 milliards de dollars, soit 243% du PIB pour une économie qui produit environ 22 000 milliards de dollars par an de biens et de services.

C’est comme si un cavalier pesant 250 kilos chevauchait un poney.

Avec un déficit budgétaire fortement en hausse à hauteur de 3 700 milliards de dollars en 2020-21, et un autre déficit d’environ 2 000 milliards de dollars en 2021-22, la dette totale du gouvernement américain, à lui seul, pourrait facilement grimper à 27 700 milliards de dollars.

Hormis une menace inflationniste imminente, les gouvernements peuvent faire appel à la banque centrale pour que cette dernière fasse gonfler la masse de monnaie fiduciaire en monétisant les dettes gouvernementales. Cependant, les entreprises privées et les consommateurs surendettés n’ont guère ce luxe. Ils peuvent n’avoir d’autre choix que celui de faire défaut sur leurs dettes ou de réduire considérablement leurs dépenses.

Dans le contexte actuel, les conséquences économiques d’une telle déflation des dettes pourraient mettre un frein important à la forte reprise économique à laquelle de nombreux observateurs s’attendent, une fois la crise pandémique surmontée et un retour de l’économie à la normale.

- Le marché des prêts corporatifs à hauts risques

Finalement, en plus de toutes les dettes publiques et privées ordinaires, les autorités devraient porter une attention particulière au marché des prêts corporatifs à hauts risques, un marché financier parallèle d’environ $1 200 milliards et qui a pris de l’importance au cours de la dernière décennie. Il s’agit d’un marché très peu réglementé.

Il met en cause des fonds spéculatifs et les prêts que ces derniers font à des entreprises déjà fortement endettées. Cette catégorie de dettes n’est pas sans rappeler la crise des subprimes au cours des années 2007-2008, laquelle fut une des causes de la grande récession de 2007-2009. Ces prêts corporatifs à hauts risques pourraient être la première tranche de dettes à s’effondrer si la présente récession allait empirer.

- Conclusion

Ce n’est pas souvent qu’un problème majeur de santé publique se juxtapose à un déclin économique majeur. Dans un tel contexte de crise à la fois sanitaire et économique, bien malin pourrait prédire avec certitude ce qui arrivera dans l’avenir.

C’est pourquoi, permettez-moi d’identifier trois scénarios économiques possibles : Un scénario optimiste à court terme, lequel suppose que tout se passe pour le mieux, tel que souhaité ; un scénario de stagflation à moyen terme, quand une pression inflationniste et une faible croissance économique vont de pair ; et, un scénario plus pessimiste, quand une déflation généralisée, de mauvaises prises de décision tant politiques que sanitaires, et un niveau élevé d’endettement font en sorte de plonger l’économie dans une dépression économique.

Le scénario optimiste : tout se passe bien, les mesures gouvernementales de soutien à l’économie sont suffisantes pour empêcher l’émergence d’une déflation structurelle et d’une dangereuse spirale de déflation des dettes. Le chômage revient à ses niveaux historiques. —Ce scénario repose sur l’hypothèse que la menace d’une contagion virale s’estompe de façon permanente et ne persiste pas pendant des mois, voire des années. Cela suppose aussi que les chaînes d’approvisionnement des entreprises se rétablissent sans problèmes et sans dangereuses guerres commerciales.

1. Un scénario de stagflation à moyen terme : la situation actuelle entraîne d’importantes pénuries dans certains secteurs de production ; les prix au détail grimpent et une certaine forme de rationnement localisé devient nécessaire. C’est le scénario de la stagflation. Le chômage demeure élevé.

2.Un scénario plus pessimiste : après des années d’irresponsabilité budgétaire et d’une forte accumulation de dettes, la récession économique actuelle se transforme en une véritable dépression économique mondiale et l’économie est aux prises avec un processus de déflation des dettes. Les gouvernements et les banques centrales répètent les erreurs des années ’30, à savoir poussent les taux d’intérêt à la hausse, laissent la masse monétaire se contracter, et adoptent des politiques commerciales protectionnistes. Le tout se combine pour transformer une récession économique en une dépression économique mondiale, avec pour conséquence que tous les pays sortent perdants. Un chômage généralisé se maintient au-delà de 20 pourcent pendant plusieurs années.

3. Au plan géopolitique, si on se fie aux déclarations intempestives de Donald Trump et de son administration (Pompeo, Kushner, Miller, etc.), lesquelles visent à établir un lien entre la pandémie du Covid-19 et les attaques de Pearl Harbor, on ne peut exclure la possibilité que les États-Unis soient tentés de déclencher une guerre, commerciale ou autre, contre la Chine et/ou contre l’Iran. Si cela se produisait, cela pourrait jeter de l’essence sur le feu et transformer une très mauvaise situation en une grande catastrophe économique, avec peut-être le danger de créer une inflation galopante, voire une hyperinflation monétaire. Quoique rares, de tels évènements sont déjà arrivés dans le passé.

Par conséquent, il est trop tôt pour crier victoire et penser que tout, au plan économique, reviendra à la normale, une fois que la crise virale aura perdu de son intensité et que le blocage économique aura été complètement levé. — On verra. Mondialisation.ca, 12 mai 2020

LVOG - Quelle victoire ? Pour qui en réalité, devinez.

Qui a osé dire ?

- "Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, la Russie et la Chine diffusent beaucoup de désinformation, essayant ainsi de changer l'ordre mondial".

Réponse : Le secrétaire général de l'Otan, Stoltenberg. (sputniknews.com 15 mai 2020)

Propagande idéologique hystérique contre science et médecine.

- Plus de 500 effets indésirables liés aux traitements contre le coronavirus, incluant l'hydroxychloroquine - sputniknews.com 16 mai 2020

Sputnik - Les signalements d'effets indésirables des traitements liés au Covid-19 atteignent plus de 500, selon un point de l'Agence du médicament (ANSM), qui souligne en particulier que le «signal de cardiotoxicité» de l'hydroxychloroquine «continue à être confirmé», selon l'AFP.

LVOG - 500, qui dit mieux pour un médicament prescrit depuis 70 ans dans le monde entier, employé par les médecins du monde entier et recommandé par l'OMS avant qu'ils ne le criminalisent pour l'occasion. Ils en font tellement trop que plus personne ne leur accordera le moindre crédit, excellent.

L'ANSM rappelle que le risque de troubles neuropsychiatriques était déjà connu pour l'hydroxychloroquine et la chloroquine (psychose, nervosité, insomnies, dépression, etc.) et pourrait être aggravé par le contexte lié à la pandémie et au confinement. Une évaluation à ce sujet est en cours au niveau européen.

LVOG - Ce sont les membres de l'ANSM qui sont mentalement déséquilibrés et qu'il faudrait enfermer pour qu'ils cessent de nuire à la population.

C'est la peur et le confinement qui causent des dommages psychologiques à des milliers de personnes ou enfants dont certaines étaient déjà mentalement fragiles. La France demeure championne du monde en terme de consommation de psychotropes ou tranquillisants par habitants, mais cela ils ne le rappelleront pas.

Sputnik - Concernant les autres effets indésirables, l'ANSM remarque que «le nombre de cas d'effets indésirables cardiaques des traitements avec l'hydroxychloroquine seule ou en association connaît une augmentation moins importante par rapport aux semaines précédentes».

L'hydroxychloroquine derrière la plupart des effets indésirables cardiaques

LVOG - Admirez "il semble" mais ils en tirent des conclusions hâtives, la prescription de l'hydroxychloroquine devrait être déclarée hors la loi. Ils racontent n'importe quoi, la plupart des personnes qui "sont plus fragiles sur le plan cardiovasculaire" l'ignorent elles-mêmes et leurs médecins également.

Quel délire une fois de plus ! Ils voudraient nous faire croire que les personnes qui seront un jour atteintes d'une grave maladie l'auraient prédit ou le savaient avant qu'elle se déclare, très fort ! Autrement dit, une personne, qui n'aurait fait aucune étude de médecine, aurait pu acquérir un niveau de conscience et de connaissance qui en ferait un médecin hors pair capable de diagnostiquer la futur maladie dont elle souffrira un jour avant même que le moindre symptôme n'apparaisse. Alors qu'on est en présence d'une population particulièrement insouciante, manifestement inconsciente ou profondément ignorante, comme elle vient de l'illustrer magistralement.

Ces manipulateurs enragés iront jusqu'à ignorer dans le paragraphe suivant, que c'était des personnes obèses ou très âgées de préférence qui avaient présenté les symptômes les plus graves du Covid-19 ou qui en étaient mortes, personnes dont le système cardiovasculaire était fragilisé du fait de leur état de santé défectueux ou de leur grand âge, allant même jusqu'à oublier que, lorsqu'une personne encore en relative bonne santé meurt dans son lit entre 80 et 100 ans, on ne peut pas attribuer sa mort à une maladie ou à un accident, elle décède le plus naturellement du monde d'un arrêt du coeur, tout simplement parce qu'il était fatigué ou usé, cela arrive ! Ce qu'ils remettent en cause ou instrumentalise, c'est le cycle naturel de la vie, aussi incroyable que cela puisse paraître.

Sputnik - Il semble que «les malades du Covid sont plus fragiles sur le plan cardiovasculaire et donc plus susceptibles que les personnes lambda d'avoir des problèmes avec des médicaments qui sont délétères pour le coeur» tels que l'hydroxychloroquine, avait expliqué le directeur général de l'ANSM Dominique Martin à l'AFP début avril.

- Le nombre de décès liés à l'hydroxychloroquine survenus en milieu hospitalier est toujours de quatre. sputniknews.com 16 mai 2020

LVOG - 4 décès éventuellement causés par l'hydroxychloroquine pour des centaines de milliers de vie sauvées dans le monde, et malgré ce bilan extrêmement positif ils voudraient en interdire définitivement l'usage pour traiter préventivement les personnes prédisposées à attraper le Covid-19 ou à tomber malades.

A l'IUH où le professeur Didier Raoult travaille et où il a traité des milliers de patients avec cette molécule, aucune n'est décédée. Mais il avait pris soin d'exclure de ce traitement les personnes qui présentaient un risque cardiaque évident, précaution que n'ont manifestement pas prise d'autres médecins.

Quand on voit de quelle manière épouvantable ont été pris en charge les patients dans les hôpitaux, il ne faut s'étonner de rien, entre les tests bâclés ou défectueux, les interprétations d'analyses ou de scanners foireuses, les diagnostics erronés, les médications prescrites au petit bonheur la chance, tout a été fait minutieusement pour aboutir au résultat actuel, là où les initiateurs de cette sadique machination voulaient en arriver. Que toutes les agences de presse en soient les complices ne devraient plus étonner personne.

- L'hydroxychloroquine n'est pas efficace, selon deux études - sputniknews.com 15 mai 2020

La première étude, menée par des chercheurs français, conclut que ce dérivé de l'antipaludéen chloroquine ne réduit pas significativement les risques d'admission en réanimation ni de décès chez les patients hospitalisés avec une pneumonie due au Covid-19.

Selon la seconde étude, menée par une équipe chinoise, l'hydroxychloroquine ne permet pas d'éliminer le virus plus rapidement que des traitements standard chez des patients hospitalisés avec une forme «légère» ou «modérée» de Covid-19. En outre, les effets secondaires sont plus importants.

«Considérés dans leur ensemble, ces résultats ne plaident pas pour une utilisation de l'hydroxychloroquine comme un traitement de routine pour les patients atteints du Covid-19», estime dans un communiqué de presse la revue médicale britannique BMJ, qui publie les deux études.

Première étude

La première porte sur 181 patients adultes admis à l'hôpital avec une pneumonie due au Covid-19 qui nécessitait qu'on leur administre de l'oxygène.

84 de ces patients ont reçu de l'hydroxychloroquine quotidiennement moins de deux jours après leur hospitalisation, contrairement aux 97 autres.

Le fait d'en recevoir ou pas n'a rien changé, que ce soit pour les transferts en réanimation (76% des patients traités à l'hydroxychloroquine étaient en réanimation au bout du 21e jour, contre 75% dans l'autre groupe de patients) ou pour la mortalité (le taux de survie au 21e jour était respectivement de 89% et 91%).

«L'hydroxychloroquine a reçu une attention planétaire comme traitement potentiel du Covid-19 après des résultats positifs de petites études. Cependant, les résultats de cette étude n'étayent pas son utilisation chez les patients admis à l'hôpital avec le Covid-19 qui nécessitent de l'oxygène», concluent les chercheurs de plusieurs hôpitaux de la région parisienne, cités par l'AFP.

Seconde étude

La seconde étude portait sur 150 adultes hospitalisés en Chine avec essentiellement des formes «légères» ou «modérées» de Covid-19. La moitié a reçu de l'hydroxychloroquine, l'autre non.

Là encore, le fait de recevoir ou non ce traitement n'a rien changé sur l'élimination du virus par les patients au bout de quatre semaines. De plus, 30% de ceux qui en avaient reçu ont souffert d'effets indésirables (le plus fréquent était la diarrhée) contre 9% chez les patients qui n'en avaient pas pris.

Utilisée pour traiter des maladies auto-immunes, le lupus et la polyarthrite rhumatoïde, l'hydroxychloroquine a de fervents partisans. Le professeur français Didier Raoult promeut ainsi l'usage de ce médicament chez des patients en début de maladie, associé à un antibiotique, l'azythromycine. sputniknews.com 15 mai 2020

Commentaires d'internautes.

1- "Sauf que l'hydroxychloroquine doit être administrée dans les 15 premiers jours, associée il faut le répéter, à un antibiotique et non pas administrée dans les 15 et derniers jours suivants, sans quoi elle perd de son efficacité. Ceci pour répondre à la 1ere étude. Car dans le développement d'une affection due au covid, il y 4 phases.

L'hydroxychloroquine ne doit pas être administrée seule. Le covid affaiblit les défenses immunitaires mais n'empêche nullement le développement des pathologies sous-jacentes, les microbes, virus et autres qui eux se développeront puisque le système immunitaire ne répond quasiment plus. Ceci pour répondre à la deuxième étude.

Le problème de ces deux équipes, c'est qu'elles ne respectent aucunement le PROTOCOLE d'administration. Donc et évidemment, on aboutira à la conclusion fournie par ces deux équipes. Ces deux équipes ont donc correctement répondu à la question posée à savoir l'effet de l'hydroxychloroquine seule. Par conséquent, ces équipes apportent une réponse totalement faussée à pouvoir mettre en opposition au protocole de traitement du Pr Raoult. Il faudrait se poser la question de savoir quel labo a financé cette étude tronquée."

2- La CHQ est efficace dans tous les pays où elle était utilisée. Le seul cas exceptionnel était en France où elle était prescrite sur des pathologies approchant de la fin. Je serais curieux de voir l'étude chinoise alors que c'est le remède qui fut utilisé en masse pour soigner...

3- Le fait est que l'hydroxychloroquine semble être très efficace contre les profits industriels et boursiers. Les réactions d'opposants à l'utilisation de ce médicament éprouvé signent leurs liens financiers et leurs conflits d'intérêts, non leur science médicale.

- L'ancien ministre de la santé Douste blazy a communiqué des chiffres qu'il serait bon de savoir s'ils sont véridiques, pourcentage de morts par rapport aux malades 5 % en France, 0.8% à Marseille. Ce qui est bizarre c'est que ces informations n'ont pas été démenties par les autorités. 4.2% de morts en plus cela fait du monde.

4- "Donnez moi les noms de ceux qui ont commandé cette étude , et je vous dirai ce que cette étude va vous révéler " … Je ne me rappelle pas qui a dit ça , mais tout est dit !

Fake news de la pseudo-gauche britannique. Des fausses victimes du Covid-19 de tout âge.

- La mort d'un bébé de trois jours en ferait la plus jeune victime du Covid-19 - sputniknews.com 15 mai 2020

La principale cause du décès est une encéphalopathie hypoxique ischémique sévère, ce qui signifie que son cerveau était privé de sang et d'oxygène. L'infection au nouveau coronavirus a été jugée cause secondaire. Il serait la plus jeune victime du Covid-19, souligne le Guardian. sputniknews.com 15 mai 2020

- Coronavirus : un enfant meurt du syndrome de Kawasaki pour la première fois - LePoint.fr 14 mai 2020

Des tests de sérologie ont montré que cet enfant « avait été en contact » avec le coronavirus, mais il n'avait pas développé les symptômes du Covid-19, a indiqué à l'Agence France-Presse le professeur Fabrice Michel, chef du service de réanimation pédiatrique à La Timone.

LVOG - Comment faire pour parvenir à lier ce syndrome au Covid-19, quel casse-tête !

Dans son point hebdomadaire jeudi soir, l'agence sanitaire Santé publique France faisait mention du décès de ce garçon, atteint d'une autre maladie, « une comorbidité neuro-développementale », sans préciser laquelle. Mais, selon le Pr Michel, cette autre maladie n'a joué aucun rôle dans son décès : « Qu'il l'ait eue ou pas, ça ne change rien. »

LVOG - Alors qu'il ignore encore de quoi il est mort au juste, bravo !

LVOG - Un mystère que l'OMS se charge d'éclaircir, devinez dans quel sens.

La maladie intrigue les autorités sanitaires de plusieurs pays depuis deux semaines alors même que les enfants ne sont que très peu atteints par les formes graves du Covid-19. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué qu'elle étudiait un possible lien entre les deux maladies.

LVOG - Sans aucune certitude, peu importe. "Probable"... ou pas. "Evoquait"... ou son contraire. "Très en faveur"... ou en sa défaveur, piochez dans la pochette surprise, au choix.

Plus de la moitié des cas ont été testés positifs au Covid-19, et « le lien au virus était probable » chez 12 % des petits patients, car ils avaient été en contact avec un sujet positif ou avaient eu un scanner qui évoquait le Covid-19. « Ces résultats sont très en faveur d'un lien entre l'infection par le Sars-CoV-2 et cette pathologie », juge Santé publique France...

LVOG - Au passage cet aveu ne vous aura pas échappé, "un scanner qui évoquait le Covid-19", ce qui signifie qu'un grand nombre de personnes ont été diagnostiquées atteintes du Covid-19 suite à un scanner qui ne voulait rien dire ou qu'ils furent incapables d'interpréter, d'où la surmortalité attribuée au Covid-19 artificiellement.

Deux études parues ces derniers jours dans la revue médicale The Lancet ont décrit les premiers cas survenus en Angleterre et en Italie. En Angleterre, six des huit premiers cas observés étaient des enfants noirs, « d'origine afro-caribéenne », selon l'une de ces études, ce qui pourrait suggérer une piste génétique. Le garçon mort à Marseille était lui aussi « d'origine africaine », selon le Pr Michel, qui n'en tire toutefois pas de conclusion : « C'est peut-être aussi des populations où le virus circule plus. »

LVOG - Surtout s'il ne revenait pas d'Afrique ou il résidait en France depuis longtemps, les virus sont éternels, comme les hommes, c'est bien connu, n'importe quoi.

Le crétinisme est une maladie infectieuse.

- Greta Thunberg, «spécialiste des maladies infectieuses» sur CNN, la toile laissée bouche bée
- sputniknews.com 14 mai 2020

Après être devenue l'une des leaders d'opinion mondiales sur les questions climatiques, Greta Thunberg se retrouve désormais invitée à une émission de débat en public organisée par la chaîne CNN, au milieu d'un panel d'experts… du coronavirus. L'invitation n'a pas tardé à enflammer l'opinion publique aux États-Unis.

Le tweet de Donald Trump junior, fils du Président, en est exemple très éloquent:

«Greta Thunberg a une carrière remarquable dès son adolescence, puisqu'elle est aujourd'hui une spécialiste des maladies infectieuses et une épidémiologiste de renommée mondiale ET une voix scientifique de premier plan en matière de politique climatique mondiale. C'est vraiment impressionnant.»

Si les sympathisants de Donald Trump ont abondé dans ce sens, certains analystes plus modérés que l'entourage du Président des États-Unis sont, eux, surpris par cette décision.

Après avoir été nommé par le magazine Times «personne de l'année», finaliste dans la course pour le prix Nobel de la paix, et l'une des 100 femmes les plus influentes par le magazine Forbes, la jeune activiste scandinave, devenue une figure familière dans les foyers aux États-Unis, se retrouve une nouvelle fois sous le feu des projecteurs. sputniknews.com 14 mai 2020

Peut-être une bonne nouvelle.

- Coronavirus: Pas de vaccin avant deux ans, selon le patron de Novartis - Reuters 15 mai 2020

La droite se dote d'un nouveau masque... de gauche.

- Une quarantaine d'intellectuels de gauche lancent une nouvelle revue - lefigaro.fr 14 mai 2020

Le projet est encore confidentiel. Mais ils sont une quarantaine d'intellectuels et de hauts fonctionnaires à travailler dessus depuis un an désormais. Tous se sont attelés à la création d'une nouvelle revue d'idées. Publiée chez l'éditeur bordelais engagé Le Bord de l'eau, cette revue nommée « Germinal », pourrait voir le jour à l'automne prochain. Elle veut être « l'équivalent pour la gauche de la revue Commentaire du début des années 80 ».

À la manœuvre, aucun politique mais des intellectuels comme les philosophes Dominique Meda ou Bruno Karsenti, l'historien Thomas Branthôme ou l'économiste Xavier Ragot. Un jeune étudiant orchestre l'ensemble, qui n'est autre que Nathan Cazeneuve, le fils de l'ex premier ministre Bernard Cazeneuve. Âgé de 24 ans, ce normalien, agrégé de philo, en dernière année à l'École d'affaires publiques de Sciences Po s'apprête à engager une thèse sur « l'état social et la théorie de la souveraineté ».

Dans un message envoyé aux éventuels contributeurs que Le Figaro s'est procuré, la revue Germinal se présente comme « une revue socialiste, au sens théorique, engagée et de référence, capable d'opposer un discours fort et construit aux limites du libéralisme ainsi qu'au populisme et au nationalisme ». Les initiateurs déplorent « la malheureuse et trop grande faiblesse des idées de gauche dans le débat public par rapport à l'urgence sociale et environnementale actuelle ». lefigaro.fr 14 mai 2020

Immanquable.

- Sylvain Maillard (LREM) : « Instaurons une TVA sociale ! » - LePoint.fr 15 mai 2020

Totalitarisme. Les GAFAM instruments privilégiés du contrôle des populations.

- Le FBI pourrait bientôt accéder sans mandat à l'historique des internautes - LePoint.fr 15 mai 2020

Mercredi 13 mai, les sénateurs américains ont d'ailleurs rejeté un amendement bipartisan qui visait à interdire aux forces de l'ordre, comme le FBI, d'accéder sans mandat aux historiques de navigation et de recherche en ligne des Américains, relaie BFM TV, s'appuyant sur le site Gizmodo.

Le vote se déroulait dans le cadre de la réforme du Patriot Act, cette loi antiterroriste entrée en vigueur en 2001 après les attentats du 11 Septembre, et qui accroît les prérogatives des agences de renseignements et des agences fédérales policières, notamment en matière de données informatiques. Certains outils de la loi ont expiré le 15 mars, mais l'amendement voté mercredi allait plus loin que le texte originel, autorisant explicitement les forces de l'ordre à ne pas fournir aux opérateurs télécom et aux fournisseurs d'accès à Internet une preuve que l'individu à surveiller aurait commis des actes répréhensibles.

L'amendement a finalement recueilli le vote de 59 sénateurs, alors qu'il en fallait 60 pour qu'il soit adopté. Plusieurs sénateurs favorables à l'amendement, dont Bernie Sanders, ne se sont pas présentés en session, faisant donc échouer l'adoption du texte. Désormais, la loi modifiée, sans l'amendement en question, donc, doit être votée dans les prochains jours par les sénateurs. Une fois cette étape franchie, l'ensemble du texte devra être signé par Donald Trump. LePoint.fr 15 mai 2020

Qui complote ? Encore ? Oui et toujours, on n'invente rien, c'est officiel.

- Une unité secrète pour la « reconstruction » du Venezuela à Londres - Réseau Voltaire 15 mai 2020

Le site internet d'information anglo-saxon The Canary vient d'obtenir la déclassification de documents officiels britanniques relatifs au Venezuela. Ils prouvent l'existence depuis janvier 2019 d'une unité secrète au sein de Whitehall (le ministère britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth) chargée de la déstabilisation puis de la reconstruction du pays.

Nous avions annoncé dès décembre 2018 que les États-Unis préparaient une guerre de pays latino-américains contre le Venezuela [1], puis en avril 2020, nous avions révélé l'existence d'une coordination des anciennes puissances coloniales du continent (Espagne, France, Portugal, Pays-Bas, Royaume-Uni) sous présidence US pour enlever le président constitutionnel, Nicolas Maduro [2].

Les documents consultés par The Canary attestent de l'investissement du Royaume-Uni dans ce projet. Les personnes qui pourraient être portées au pouvoir dont Juan Guaido, se sont engagées à favoriser les intérêts économiques de la Couronne au détriment de leur propre population.

Revealed : Secretive British unit planning for 'reconstruction' of Venezuela, John McEvoy, The Canary, May 13th, 2020.

Notes

[1] « Les États-Unis préparent une guerre entre latino-américains », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 décembre 2018.

[2] « Trump adapte la stratégie énergétique US », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 14 avril 2020.

Haut de page

Le 20 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

La température est montée à 40°C à l'ombre, normal, c'est la saison. Hier soir à 23h il faisait encore 32°C à l'extérieur, un peu plus à l'intérieur de la maison. 26°C avec la clim dans la chambre de 1h à 5h du matin, après je la coupe pour faire des économies d'électricité. Toujours pas reçu ma retraite complémentaire qui devait m'être versée par Humanis le 1er avril. Bonne journée et bon courage, il en faut ! On vaincra !

Ils osent tout.

Ils déconfinent comme ils ont confiné, et vous croyez que cela questionnerait les misérables manipulateurs qui ont soutenu la nécessité du confinement et du port du masque puisque cela allait ensemble généralement, pas le moins du monde. Quand on est profondément conditionné, apparemment il en faut plus pour en sortir.

Quel militant ouvrier va-t-il tirer des enseignements politiques de cet épisode sordide ? Lesquels en sont-ils encore capables ? Combien sont-ils, qui sont-ils ? On l'ignore sans se faire d'illusions. Même si notre portail a une très faible audience, il est connu de milliers de militants, cadres et dirigeants du mouvement ouvrier. Le fait qu'aucun ne souhaite s'exprimer ici ou manifester son soutien à l'auteur de ce portail, témoigne suffisamment de l'endoctrinement qu'ils ont subi ou de l'influence du discours officiel qui pèse sur eux. Peu importe ou dommage, nous ne changerons pas notre orientation politique ou nous n'abandonnerons pas nos principes et notre idéal pour autant.

Ceci explique cela.

Le bout de gras et le corporatisme sur fond de populisme (confinement et masque), voilà ce qui reste de la lutte de classe de l'avant-garde (sic!) du mouvement ouvrier, dont acte.

Entre nous, si un jour quelqu'un me traitait de salaud, d'ordure, de salopard, de réactionnaire, ma première réaction serait de me demander pourquoi j'aurais mérité un tel sort, qu'est-ce que j'aurais fait ou qu'est-ce que je n'aurais pas fait, je serais extrêmement choqué, humilié, un cauchemar à se taper la tête contre les murs. Face à une situation comparable la première réaction de nos dirigeants serait de demander à cette personne d'où elle sort cela, parce que cela ne pourrait pas venir d'eux-mêmes. Vous saisissez la différence. Moi je ne crois pas être infaillible, eux si ! Vous comprenez pourquoi dans ces conditions on ne pourra jamais s'entendre.

Tenez, on pourrait en profiter pour corriger une erreur. J'avais reproduit l'information selon laquelle 70% de la population pourrait être infectée par le coronavirus, alors qu'en fait le taux tournerait autour de 3 à 5%, en fait on en apprend un peu plus tous les jours. Notez bien que cela ne signifierait pas forcément grand chose, car un virus peut être très contagieux sans pour autant est plus létal qu'un virus qui serait peu contagieux mais davantage mortel. On ne sait jamais à l'avance comment un virus va se comporter dans le temps, il n'y a que les devins qui trônent sur les plateaux de télévisions ou dans les rédactions des médias aux ordres qui le savent.

Ce matin, Vidje, un cousin de ma compagne Selvi est passé chez nous. Il a un peu plus de 20 ans, il travaille comme soudeur dans une usine produisant des moteurs électriques destinés à l'exportation. On se connaît depuis 7 ans. Je lui ai prêté de l'argent à plusieurs reprises.

Il débarque pendant que j'étais devant l'ordinateur, un grand mouchoir lui couvrant la moitié du visage. Je lui dis en souriant qu'il peut l'enlever, il refuse en me répondant que le coronavirus est très dangereux. Là j'éclate de rire et je tente de lui arracher. Impossible, il s'accroche à son mouchoir avec ses deux mains, et il me demande pourquoi c'est une farce. J'essaie de lui expliquer posément, le plus simplement du monde en lui citant des faits très concrets, rien à faire. Je lui donne le cas de l'Inde avec son taux de mortalité ridiculement bas, 0,0003%, sans effet, il ne se rend pas compte de ce que cela représente. On en restera là.

Vous comprenez pourquoi j'enrage, parce qu'ils ont réussi à conditionner et à pourrir la vie de milliards de travailleurs. C'est dégueulasse, épouvantable, que les dirigeants du mouvement ouvrier se soient faits les complices de cette sordide machination en notre nom. Le mouvement ouvrier n'est pas plus réformable que le capitalisme, il faut le refonder entièrement.

On a appris que les syndicats s'apprêtaient à discuter avec le gouvernement d'un énième plan sur la santé et qu'ils en attendaient quelque chose, ce n'est pas une blague ou une fake news. Au même moment Macron s'adressait un satisfecit sur la gestion des masques, dont personnellement je n'ai rien à foutre, ce qui n'est pas le cas de nos dirigeants enragés qui voulaient en imposer le port à tout le monde dans les espaces publics. Je me suis demander, mais où on va comme cela, les voilà plus royalistes que le roi sans dénoncer cette mascarade. Et vous savez pourquoi, parce que le personnel soignant se verrait attribuer par le gouvernement une obole de 300 euros. Autrement dit tout s'achète, surtout la paix sociale, et c'est grosso modo le contenu de tous les mouvements sociaux en cours, filez nous une prime et tout pourra continuer comme avant, on fera comme si rien ne s'était passé. C'est l'orientation politique de nos braves révolutionnaires. Quand ils proposent une issue politique à la crise du capitalisme, ils y croient autant que les bureaucrates syndicaux corrompus lorsqu'ils appellent les travailleurs à se mobiliser en faisant tout pour qu'ils n'en fassent rien.

C'est d'autant plus grave et dangereux, car cela signifie que les travailleurs n'auront tiré absolument aucune leçon de cette expérience de 50 jours de privation de liberté, opération qui pourra se renouveler n'importe quand dans l'avenir. A bas Macron, Macron dégage, Macron démission, ça c'est du passé, ce n'était pas plus sérieux que cela, c'était juste un mot d'ordre lancé en l'air sans lien avec la lutte des classes, une posture inconsistante d'opportunistes en peine de légitimité.

- 24 pages au format pdf

Un commentaire modéré adressé à un portail scientifique belge.

Bonjour monsieur,

Merci pour ces articles très brillants.

Intéressante discussion sur la crédibilité des scientifiques qui se proclament climato-réalistes, remarque qui vaut pour tous les scientifiques en général.

Sans être scientifique, je partage en grande partie les conclusions temporaires des climato-réalistes sur l'origine des variations climatiques qui n'est manifestement pas due à l'activité humaine.

Il est vrai que rares sont les scientifiques capables de tenir un discours accessible au plus grand nombre. Partant de ce constat, on a la fâcheuse impression, qui ne joue pas en leur faveur, qu'ils sont déconnectés du monde réel dès qu'ils sortent de leur domaine scientifique de prédilection ou dès qu'ils doivent donner leur avis sur un tout autre sujet, le Covid-19 ou la crise à laquelle est en proie la civilisation humaine, par exemple, les deux sont d'ailleurs liées.

Autant sur la question climatique ils rompent avec l'idéologie officielle, et dans la plupart des autres domaines, dont les deux cités précédemment , ils y adhèrent ou ils la partagent avec le même empressement et aveuglement dont fait preuve un citoyen lambda profondément ignorant ou incapable de réfléchir par lui-même.

Là pour le coup, ils semblent soudainement tétanisés et dépourvus de tout esprit scientifique (et critique), comme s'ils méconnaissaient les instruments logiques les plus élémentaires auxquels ils recourent quotidiennement pour mener à bien leurs recherches scientifiques.

En conclusion, cette vulnérabilité ou cette perméabilité à l'influence de l'idéologie dominante ou officielle, va porter un coup fatal à la crédibilité qu'ils avaient eu tant de mal à acquérir auprès d'un large public parmi le plus évolué, qui sait par expérience et qui conserve présent à l'esprit, que les intentions qui guident ceux qui nous gouvernent sont généralement malsaines et inavouables au point de ne leur accorder aucun crédit, principe de précaution que ces scientifiques n'adoptent pas visiblement.

Alors, quand ces mêmes scientifiques climato-réalistes adoptent la rhétorique de la pandémie au coronavirus pour aborder une simple épidémie virale, ils brisent tout espoir de rallier à leur théorie sur le climat de nouveaux citoyens, pire, ils vont perdre la confiance d'une grande partie de ceux qui avaient partagé cette théorie avec eux, non pas sur la base de critères scientifiques car ils en étaient incapables, mais uniquement par méfiance envers les représentants du régime en place, peu importe ici la valeur contestable de leur argument, seul compte le fait que ces scientifiques demeureront marginaux, et les citoyens, disons les plus progressistes ou humanistes, resteront privés du soutien de scientifiques ou d'intellectuels, qui leur fait tant défaut pour faire prévaloir la légitimité de leurs analyses pour changer la société.

Dès qu'un sujet d'actualité en rapport avec la question sociale se présente, on s'aperçoit que systématiquement les scientifiques vont se fourvoyer pour ne pas dire pire encore ; Même sur la question climatique, puisqu'à défaut de remettre en cause le régime en place, ils vont le charger de la résoudre. Voilà une aberration qu'aurait dénoncé Einstein, pour lequel il ne faut pas demander à celui qui est à l'origine d'un problème de trouver une solution pour le résoudre.

Au final, les scientifiques sont limités, non pas intellectuellement, mais influencés idéologiquement et c'est bien dommage.

Elevons-nous au-dessus de la médiocrité ambiante avec A. Einstein dont nous partageons les observations ou aphorismes.

- Trois grandes forces dominent le monde: la stupidité, la peur et la cupidité.

- Le monde est dangereux à vivre ! Non pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent

faire. (Parmi ceux qui savent et s'accommode du capitalisme. - LVOG)

- Petit est le nombre de personnes qui voient avec leurs yeux et pensent avec leurs esprits. (Comme les yeux sont directement connectés au cerveau, si la connexion ne se fait pas entre les deux, vous voilà avec un cerveau aveugle ou qui ne fonctionne pas. Cela peut donner les émotions les plus folles. - LVOG)

- Folie : faire la même chose encore et encore et attendre des résultats différents. (Des mêmes dirigeants ou partis. - LVOG)

- La condamnation avant enquête est la plus haute forme d'ignorance. (Ou de malveillance. - LVOG)

- Il n'existe que deux choses infinies, l'univers et la bêtise humaine... mais pour l'univers, je n'ai pas de certitude absolue.

- Le comble de la stupidité est le plus clairement démontré par l'individu qui se moque de quelque chose dont il ne sait rien. (C'est la forme de stupidité la plus communément répandue. - LVOG)

- Ne sous-estimez jamais votre propre ignorance.

- Le progrès technique est comme une hache qu'on aurait mise dans les mains d'un psychopathe.

- Il est hélas devenu évident aujourd'hui que notre technologie a dépassé notre humanité.

- Les amères leçons du passé doivent être réapprises sans cesse.

- Il est plus facile de désintégrer un atome qu'un préjugé.

- Peu d'être sont capables d'exprimer posément une opinion différente des préjugés de leur milieu. La plupart des êtres sont mêmes incapables d'arriver à formuler de telles opinions.

- L'intelligence n'est pas la capacité de stocker des informations, mais de savoir où les trouver. (Encore faut-il les chercher. - LVOG)

- Ce n'est pas que je suis si intelligent, c'est que je reste plus longtemps avec les problèmes.

- La mesure de l'intelligence est la capacité de changer.

- L'imagination est beaucoup plus importante que l'intelligence. (Le déni de la réalité est le pire ennemi de l'imagination. - LVOG)

- La seule vraie chose précieuse est l'intuition. (A condition de s'y fier. - LVOG)

- Un homme qui lit trop et qui fait trop peu d'efforts cérébraux prend vite des habitudes de paresse d'esprit. (Cela vaut pour les intellectuels en général. - LVOG)

- Apprendre d'hier, vivre aujourd'hui, espérer pour demain. L'important est de ne pas arrêter de poser des questions. (A condition de ne pas craindre les réponses qu'on risque de trouver. - LVOG)

- Je ne suis ni particulièrement intelligent ni particulièrement doué. Je ne suis que très, très curieux. (Notre éducation nous a enseigné que c'était un vilain défaut. - LVOG)

- Je n'ai pas de talent particulier. Je suis simplement curieux. (Une tare que dénoncent les dogmatiques, les esprits étroits et bornés. - LVOG)

- Penser est un travail difficile. c'est pourquoi si peu le font. (Et dire qu'il y en a qui croient que tout le monde pense. - LVOG)

- Nous ne pouvons pas arriver là où nous rêvons d'être demain sans changer notre façon de penser aujourd'hui. (Dites-le à ceux qui ont adopté un mode de penser monolithique. - LVOG)

- Plus j'apprends, plus je réalise que je ne sais pas. (La modestie n'est pas le point fort des hommes. - LVOG)

- Dès que tu cesses d'apprendre, tu commences à mourir. (C'est ainsi que le monde est peuplé de morts vivants prêts à partir à l'abattoir. - LVOG)

- La seule erreur dans la vie est la leçon non apprise. (Celle qu'on ne tire pas de nos expériences. - LVOG

- Nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes avec la même pensée que nous avons utilisée lorsque nous les avons créés. (Et le malheur des hommes réside dans le fait qu'ils croient que ceux qui sont à l'origine de leurs problèmes les résoudront. - LVOG)

- La seule chose dont nous pouvons être certains dans cette vie, c'est que nous ne pouvons être certains de rien. (Mais nous ne pourrions pas arriver à cette conclusion si nous n'étions pas certain de quelque chose. Pourquoi ? Parce qu'en partant de rien on n'arriverait même pas à rien, il faut bien partir de quelque chose ou de quelque part. - LVOG)

- Viser la justice sociale est la chose la plus précieuse à faire dans la vie. (La seule qui fait sens. - LVOG)

- J'ai le sentiment que les différences de classe sociale ne sont pas justifiées et qu'elles ne reposent en fin de compte que sur la violence. (C'est effectivement sur ce type de rapports que repose le régime capitaliste. - LVOG)

- La possession de merveilleux moyens de production n'a pas apporté la liberté, mais le souci et la famine.

- Nous ne pouvons pas désespérer des hommes, puisque nous sommes nous-mêmes des hommes. (C'est la raison d'être du socialisme. - LVOG)

- Si vous voulez mener une vie heureuse, associez-la à un objectif, et non à des personnes ou à des objets. (Au socialisme par exemple. - LVOG)

"***Abroger le mensonge***" pour abolir le capitalisme, sinon c'est remplacer un mensonge par un autre.

La globalisation du capitalisme, le « gouvernement mondial » et la crise du coronavirus. Quand le mensonge devient la vérité, il n'y a pas de retour en arrière par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 18 mai 2020

Extraits.

Le monde est trompé sur les causes et les conséquences de la crise du coronavirus.

La crise COVID-19 est marquée par une « urgence » de santé publique sous les auspices de l'OMS qui sert de prétexte et de justification au déclenchement d'un processus mondial de restructuration économique, sociale et politique.

L'ingénierie sociale est appliquée. Les gouvernements sont poussés à prolonger le verrouillage, malgré ses conséquences économiques et sociales dévastatrices.

Ce qui se passe est sans précédent dans l'histoire du monde.

D'éminents scientifiques soutiennent le verrouillage sans sourciller, comme une « solution » à une urgence sanitaire mondiale.

Amplement documentées, les estimations de la maladie COVID-19, y compris la mortalité, sont grossièrement manipulées.

En retour, les gens obéissent à leurs gouvernements. Pourquoi ? Parce qu'ils ont peur ?

Causes contre solutions ?

La fermeture des économies nationales appliquée dans le monde entier entraînera inévitablement la pauvreté, le chômage de masse et une augmentation de la mortalité. C'est un acte de guerre économique.

Pourquoi les politiciens mentent-ils ?

Ils sont les instruments politiques de l'establishment financier, y compris les « philanthropes ultra-riches ». Leur tâche est de mener à bien le projet de restructuration économique mondiale qui consiste à geler l'activité économique dans le monde entier.

Dans toutes les grandes régions du monde, les politiciens ont reçu l'ordre de puissants intérêts financiers de maintenir le verrouillage et d'empêcher la réouverture de l'économie nationale.

Les gouvernements corrompus agissent comme des « chiens bergers » avec l' »instinct de gérer les troupeaux » de moutons.

Le « troupeau » a-t-il trop peur pour s'en prendre à son « gouvernement » ?

L'analogie peut être simpliste, mais néanmoins considérée comme pertinente par les psychologues.

Mais il y a une autre dimension. Les politiciens de haut niveau chargés de « convaincre leur troupeau » croient en fait aux mensonges qui leur sont imposés par une autorité supérieure.

Le mensonge devient la vérité. Les politiciens approuvent le consensus, ils appliquent l' »ingénierie sociale », ils croient en leurs propres mensonges.

Ne nous faisons pas d'illusions, il s'agit d'une opération soigneusement planifiée. Il n'y a rien de spontané ou d'accidentel. La récession économique est provoquée aux niveaux national et mondial. À son tour, cette crise est également intégrée dans la planification militaire et de renseignement des États-Unis et de l'OTAN. Elle vise non seulement à affaiblir la Chine, la Russie et l'Iran, mais elle consiste également à déstabiliser le tissu économique de l'Union européenne (UE).

« Gouvernance mondiale »

Une nouvelle étape dans l'évolution du capitalisme mondial est en train de se dérouler. Un système de « gouvernance mondiale » contrôlé par de puissants intérêts financiers, dont des fondations d'entreprises et des think tanks de Washington, supervise la prise de décision au niveau national et mondial. Les gouvernements nationaux deviennent subordonnés à la « gouvernance mondiale ». Le concept de gouvernement mondial a été soulevé par David Rockefeller (décédé en 2017) lors de la réunion de Bilderberger, Baden Allemagne, en juin 1991 :

«Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au Time Magazine et à d'autres grandes publications dont les directeurs ont participé à nos réunions et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de 40 ans. … Il nous aurait été impossible d'élaborer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux yeux de la publicité pendant ces années. Mais, le monde est maintenant plus sophistiqué et prêt à marcher vers un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est certainement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée au cours des siècles passés. » (cité par Aspen Times, 15 août 2011, je souligne)

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)

Certains pensent même que nous faisons partie d'une cabale secrète qui va à l'encontre des intérêts des États-Unis, que ma famille et moi sommes des « internationalistes » et que nous conspirons avec d'autres dans le monde entier pour construire une structure politique et économique mondiale plus intégrée, un seul monde si vous voulez. Si telle est l'accusation, je suis coupable, et j'en suis fier ». (Ibid)

Les gens ne remettent pas en cause le consensus, un consensus qui frôle l'absurde.

Cette crise provoquée est sans précédent dans l'histoire du monde. Il s'agit d'un acte de guerre.

Le verrouillage déclenche un processus de désengagement des ressources humaines et matérielles du processus de production. L'économie réelle est paralysée. La réduction de l'activité économique compromet la « reproduction de la vie réelle ». Cela ne concerne pas seulement la production réelle des « nécessités de la vie » (alimentation, santé, éducation, logement), mais aussi la « reproduction » des relations sociales, des institutions politiques, de la culture, de l'identité nationale. Au moment où nous écrivons ces lignes, le verrouillage ne déclenche pas seulement une crise économique, il mine et détruit également le tissu même de la société civile, sans parler de la nature du gouvernement et des institutions de l'État (paralysés par l'accumulation des dettes), qui seront finalement privatisés sous la supervision des créanciers du « pouvoir de l'argent » (Big Money).

Il y a des conflits au sein du système capitaliste qui sont rarement abordés par les grands médias. Les milliardaires, les puissantes institutions bancaires et financières (qui sont créanciers à la fois des gouvernements et des entreprises) mènent une guerre non déclarée contre l'économie réelle. Alors que les établissements financiers et bancaires du « pouvoir de l'argent » (Big Money) sont des « créanciers », les entreprises de l'économie réelle qui sont déstabilisées et conduites à la faillite sont des « débiteurs ».

La crise redéfinit la structure du paysage économique mondial. Elle déstabilise les petites et moyennes entreprises dans le monde entier, elle précipite des secteurs entiers de l'économie mondiale, notamment le transport aérien, le tourisme, le commerce de détail, l'industrie manufacturière, etc. dans la faillite.

Ce processus diabolique ne se limite pas à l'anéantissement des petites et moyennes entreprises. Le « pouvoir de l'argent » est également le créancier des grandes entreprises (notamment les compagnies aériennes, les chaînes d'hôtels, les laboratoires de haute technologie, les détaillants, les entreprises d'import-export, etc.

L'establishment financier mondial n'est pas monolithique. Il est marqué par des divisions et des rivalités. La faction dominante du « pouvoir de l'argent » (Big Money) cherche à déstabiliser ses concurrents de l'intérieur. Il en résulterait une série de faillites d'institutions bancaires régionales et nationales ainsi qu'un processus de consolidation financière mondiale.

Ce que ces rapports omettent de mentionner, ce sont les causes non-avouées : une campagne de peur au nom des créanciers, les instructions de gouvernements corrompus de fermer l'économie, prétendument pour « sauver des vies », ce qui est un gros mensonge. Des vies ne sont pas sauvées, et ils le savent.

Les intérêts du « pouvoir financier » (Big Money) (intérêts financiers mondiaux) se recoupent avec ceux des Big Pharma, Big Oil (les supermajors du pétrole), les entrepreneurs de la Défense, etc. Les grandes institutions bancaires étasuniennes, dont JP Morgan Chase, Bank of America, Citigroup, Wells Fargo, State Street Co. et Goldman Sachs, investissent dans l'économie de guerre, notamment dans le développement d'armes nucléaires dans le cadre du programme d'armement nucléaire de Trump, d'un montant de 1,2 trillion de dollars (mis en place sous Obama).

L'objectif ultime du « pouvoir de l'argent » (« Big Money ») est de transformer les États nationaux (avec leurs propres institutions et une économie nationale) en « territoires économiques ouverts ». C'est le sort de l'Irak et de l'Afghanistan. Mais maintenant, vous pouvez le faire sans envoyer de troupes, en ordonnant simplement à des gouvernements par procuration (proxy government) asservis par des politiciens corrompus de fermer leur économie pour des raisons humanitaires, ce qu'on appelle la « responsabilité de protéger » (R2P) sans qu'il soit nécessaire d'intervenir militairement.

Impossible à estimer ou à évaluer. Plus de la moitié de l'économie mondiale est perturbée ou au point mort.

Soyons clairs. Il s'agit d'un programme impérial (imperial agenda). Que veulent les élites financières mondiales ? Privatiser l'État ? Posséder et privatiser la planète entière ?

La tendance est à la centralisation et à la concentration du pouvoir économique. Les gouvernements nationaux lourdement endettés sont les instruments du « pouvoir de l'argent » (Big Money). Ils sont des mandataires. Les principales nominations politiques sont contrôlées par des groupes de pression représentant Wall Street, le complexe militaro-industriel, les grandes sociétés pharmaceutiques, les grandes sociétés pétrolières, les médias d'entreprise et les géants de la communication numérique, etc.

En Europe et en Amérique, le « pouvoir de l'argent » (« Big Money«) (par l'intermédiaire des groupes de pression de Washington) cherche à contrôler les gouvernements nationaux.

Dans quelle direction allons-nous ? Quel est l'avenir de l'humanité ? La crise actuelle du coronavirus est un projet impérial sophistiqué, qui consiste en une domination mondiale par une poignée de conglomérats de plusieurs milliards de dollars. Est-ce la troisième guerre mondiale ? Le capitalisme mondial détruit le capitalisme national.

L'intention tacite du capitalisme mondial est la destruction de l'État-nation et de ses institutions, ce qui conduit à une pauvreté mondiale d'une ampleur sans précédent.

La citation suivante de Lénine, datée de décembre 1915 au plus fort de la Première Guerre mondiale, a mis en évidence avec clairvoyance certaines des contradictions auxquelles nous sommes actuellement confrontés. D'autre part, nous devons comprendre qu'il n'y a pas de solutions faciles et que cette crise vise à renforcer l'impérialisme et l'emprise du capitalisme mondial :

« Il ne fait aucun doute que le développement va dans le sens d'un monopole corporatif mondial (single World trust) qui engloutira toutes les entreprises et tous les États sans exception. Mais le développement dans cette direction se fait sous une telle pression, avec un tel rythme, avec de telles contradictions, conflits et convulsions non seulement économiques, mais aussi politiques, nationales, etc. etc. – qu'avant qu'un monopole corporatif mondial ne soit atteint, avant que les capitales financières nationales respectives n'aient formé une « Union mondiale » d'ultra-impérialisme, l'impérialisme explosera et le capitalisme deviendra son contraire.

(V. I. Lénine, Introduction to Imperialism and World Economy by N, Bukharin, Martin Lawrence, Londres, imprimé aux États-Unis, édition russe, novembre 1917)

Comment inverser la tendance. La première priorité est d'abroger le mensonge.

À cet égard, il est regrettable que de nombreuses personnes « progressistes » (y compris des intellectuels de gauche éminents)

soient – malgré les mensonges – favorables au verrouillage et à la fermeture de l'économie comme solution à l'urgence de santé publique. C'est la position du parti démocrate aux États-Unis, qui va à l'encontre du bon sens.

La vérité est une arme puissante pour abroger les mensonges des médias corporatifs et des gouvernements.

Quand le mensonge devient la vérité, il n'y a pas de retour en arrière

Sans la campagne de peur et la propagande médiatique, les actions entreprises par nos gouvernements n'auraient pas de fondement.

La « distanciation sociale » n'empêche pas les élites financières de donner des instructions à des politiciens corrompus.

D'autre part, la « distanciation sociale » combinée au confinement est utilisée comme un moyen de subordination sociale. Elle empêche les gens de se réunir et de protester contre ce soi-disant nouvel ordre mondial.

L'organisation, la vérité et la solidarité sont essentielles pour renverser la tendance. La première étape d'un mouvement mondial est la « contre-propagande ». Mondialisation.ca, 18 mai 2020

Parmi la liste des 20 plus riches du monde ne figurent pas certains qui devraient y être, dont Rockefeller.

- Plan US : contrôle militarisé de la population par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 19 mai 2020

La Fondation Rockefeller, qui entretient des liens historiques avec l'État fédéral US, a présenté un plan national pour contrôler l'épidémie de coronavirus. Il vise à tester 30 millions de personnes par jour aux frais de l'État et à soumettre les citoyens US à un strict contrôle militaire.

Illustration d'une photo.

Le président de la Fondation Rockefeller, le docteur Rajiv Shah, est un haut fonctionnaire US spécialiste de la manipulation des « secours humanitaires » comme moyens de pression politique. Il a notamment été directeur du programme écologique de la Fondation Bill & Melinda Gates en Afrique, puis a été nommé par Hillary Clinton directeur de l'Agence US de développement international (USAID). Il serait membre de The Fellowship, le groupe de prière qui réunit les chefs d'état-major US et Hillary Clinton à côté du Pentagone.

Par Manlio Dinucci

La Fondation Rockefeller a présenté son Plan d'action national pour le contrôle du Covid-19, en indiquant les « pas pragmatiques pour ré-ouvrir nos lieux de travail et nos communautés ».

Mais il ne s'agit pas, comme il apparaît dans le titre, simplement de mesures sanitaires. Le Plan —auquel ont contribué certaines des plus prestigieuses universités (Harvard, Yale, Johns Hopkins et autres)— préfigure un véritable modèle social hiérarchisé et militarisé. Au sommet : le « Conseil de contrôle de la pandémie, analogue au Conseil de production de guerre que les États-Unis créèrent durant la Seconde Guerre mondiale ».

Il serait composé de « leaders du monde des affaires, du gouvernement et du monde universitaire » (ainsi listé par ordre d'importance, avec au premier rang non pas les représentants gouvernementaux, mais ceux de la Finance et de l'Économie). Ce Conseil suprême aurait le pouvoir de décider productions et services, avec une autorité analogue à celle conférée au président des États-Unis en temps de guerre par la Loi pour la production de la Défense. Le Plan prévoit qu'il faut soumettre au test Covid-19, hebdomadairement, 3 millions de citoyens états-uniens, et que le nombre doit être porté à 30 millions par semaine en six mois. L'objectif, à réaliser en une année, est celui d'atteindre la capacité de soumettre à des tests Covid-19 30 millions de personnes par jour.

Pour chaque test on prévoit « un remboursement adéquat à un prix de marché de 100 dollars ». Il faudra donc, en argent public, « des milliards de dollars par mois ».

La Fondation Rockefeller et ses partenaires financiers contribueront à créer un réseau pour la fourniture de garanties de crédit et la signature des contrats avec les fournisseurs, c'est-à-dire avec les grandes sociétés productrices de médicaments et équipements médicaux. Selon le Plan, le « Conseil de contrôle de la pandémie » est aussi autorisé à créer un « Corps de réponse à la pandémie » : une force spéciale (non fortuitement nommée « Corps » comme celui des Marines) avec un personnel de 100 à 300 000 membres. Ils seraient recrutés parmi les volontaires des Peace Corps et des Americorps (créés par le gouvernement US officiellement pour « aider les pays en voie de développement ») et parmi les militaires de la Garde Nationale.

Les membres du « Corps de réponse à la pandémie » recevraient un salaire moyen brut de 40 000 dollars annuels, pour lequel est prévue une dépense publique de 4 à 12 milliards de dollars annuels. Le « Corps de réponse à la pandémie » aurait surtout la tâche de contrôler la population avec des techniques de type militaire, à travers des systèmes digitaux de traçage et d'identification, dans les lieux de travail et d'étude, dans les quartiers de résidence, dans les locaux publics et au cours des déplacements. Des systèmes de ce type —rappelle la Fondation Rockefeller— sont réalisés par Apple, Google et Facebook.

Selon le Plan, les informations sur les personnes individuelles, relatives à leur état de santé et à leurs activités, resteraient confidentielles « autant qu'il est possible ». Elles seraient cependant toutes centralisées dans une plate-forme digitale cogérée par l'État Fédéral et par des sociétés privées.

Sur la base des données fournies par le « Conseil de contrôle de la pandémie », serait décidé tour à tour quelles zones seraient soumises au confinement et pour combien de temps. Ceci, en synthèse, est le plan que la Fondation Rockefeller veut opérer aux États-Unis et ailleurs. S'il était réalisé même partiellement, se produirait une ultérieure concentration du pouvoir économique et politique dans les mains d'élites encore plus restreintes, au détriment d'une majorité croissante qui se verrait privée des droits démocratiques fondamentaux.

Opération conduite au nom du « contrôle du Covid-19 », dont le taux de mortalité, d'après les données officielles, est jusqu'à présent inférieur à 0,03 % de la population états-unienne. Dans le Plan de la Fondation Rockefeller le virus se trouve utilisé comme une véritable arme, plus dangereuse encore que le Covid-19 même.

Réseau Voltaire 19 mai 2020

Document joint.

National Covid-19 - Testing Action - Plan Pragmatic steps to reopen our workplaces and our communities - The Rockefeller Foundation - Tuesday, April 21, 2020

https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/TheRockefellerFoundation_WhitePaper_Covid19_4_22_2020.pdf

- National Covid-19 - Testing Action - Plan Pragmatic steps to reopen our workplaces and our communities. (18.04)

Déjà ? Ils anticipent une mauvaise nouvelle.

- Coronavirus : comment se terminent les épidémies ? - Franceinfo 19 mai 2020

Une imposture peut en servir une autre.

- "Il faut qu'on fasse de cette crise un levier pour accélérer la transition écologique" : Bruno Le Maire annonce des plans de soutien pour l'automobile et l'aéronautique - Franceinfo 17 mai 2020

Scientisme et manipulation. Quand ils prennent leur désir pour la réalité, c'est forcément morbide. Quand le "***probable*** devient une certitude.

- Covid-19 : pourquoi le réchauffement estival ne stoppera pas l'épidémie - Yahoo 19 mai 2020

Le Sars-Cov-2, le virus qui cause le Covid-19, est-il saisonnier ? Peut-on espérer un retour à la normale avec l'arrivée de l'été en France ? Depuis plusieurs semaines, les scientifiques du monde entier se demandent s'il existe, ou non, une corrélation entre la météo et l'épidémie. En effet, le climat, en particulier l'humidité, jouent un rôle dans la propagation d'autres coronavirus et de la grippe. Pourquoi n'en serait-il pas de même dans le cas du Sars-Cov-2 ?

Pour répondre à cette question, des chercheurs de l'université américaine Princeton ont mené une vaste étude publiée ce lundi 18 mai dans la revue Science. Ils ont modélisé plusieurs scénarios, dans plusieurs régions du globe, avec différentes températures et niveaux d'humidité. Résultat : le lien entre le climat et la propagation du virus est tellement infime qu'il est trop ambitieux de croire que le Covid-19 disparaîtra avec le réchauffement estival. "Nous prévoyons que les climats plus chauds et humides ne ralentiront pas le virus dans les stades initiaux de la pandémie", explique Rachel Baker, chercheuse en post-doctorat à l'université de Princeton, dans un communiqué. Vers un virus hivernal

"Le virus se propagera vite, quelles que soient les conditions climatiques", ajoute la scientifique. En cause, la faible immunité collective contre le Sars-Cov-2. Les chercheurs estiment qu'à ce stade, trop peu de gens ont été infectés par le virus pour stopper sa progression. Selon l'Institut Pasteur, moins de 5% de la population en France serait immunisé contre cette forme de coronavirus. Les experts considèrent qu'il faudrait que 50 à 60% de la population soit infectée pour développer une

immunité collective. C'est seulement à partir de ce moment que le virus pourra devenir saisonnier.

"D'autres coronavirus humains, comme ceux du rhume, dépendent fortement de facteurs saisonniers, en culminant pendant l'hiver en dehors des tropiques", explique le professeur Bryan Grenfell.

"Si, comme c'est probable, le nouveau coronavirus est également saisonnier, on peut s'attendre à ce qu'il se transforme en virus hivernal au fur et à mesure qu'il deviendra endémique dans la population".

Pour les auteurs de cette étude, cela ne fait aucun doute : "les régions tropicales et tempérées doivent se préparer à des épidémies sévères, et que les températures estivales ne vont pas contenir la propagation des infections". La patience est donc de rigueur. Yahoo 19 mai 2020

En complément

SRAS - 2002-2003 - A travers le monde. L'épidémie s'est naturellement arrêtée au début du printemps. Il semble que seuls les contacts rapprochés et prolongés avec des personnes très malades entraînaient une contagion.

MERS-Cov - 2012 - De rares cas sporadiques sont régulièrement enregistrés au Moyen-Orient. Le MERS se propage essentiellement par les contacts rapprochés avec le chameau, l'hôte intermédiaire du virus, même si de rares cas de transmission interhumaine ont été enregistrés dans un hôpital du Corée du Sud.

Ebola - 1979 puis 2014 et 2016 - Ebola sévit toujours en République démocratique du Congo. Le virus ne se transmet pas par aérosol mais par contact étroit avec du sang, des sécrétions souillées ou des animaux sauvages. Le contenir est donc beaucoup plus facile en appliquant des mesures d'hygiène strictes.

Zika - 2015 - Le virus Zika, de la même famille que celui de la dengue ou la fièvre jaune. Une lutte efficace contre le moustique (qui prolifère d'ailleurs seulement une partie de l'année) a permis d'éradiquer l'épidémie, même si le virus reste présent dans la région (Amérique du Sud).

Grippe H1N1 (grippe aviaire) - 2009 - Se transmettant par voie aérosole comme la grippe saisonnière, le H1N1 s'est pourtant avéré trois fois moins contagieux et son impact est resté limité. D'autre part, « certaines personnes avaient déjà rencontré soit l'épitope H1, soit N1, et possédaient donc déjà une certaine immunité», explique Étienne Decroly sur LCI. futura-sciences.com 20 avril 2020

Virus de la grippe - Le confinement est le facteur principal de son développement. wikipedia.org (Tiens, donc ! - LVOG)

La grippe est nettement plus fréquente et épidémique en hiver dans les zones tempérées, sauf lors de certaines pandémies. Ce phénomène est mal compris. Des dizaines d'hypothèses tentent d'expliquer cette saisonnalité, parmi lesquelles :

- en période froide, rester plus souvent à l'intérieur, où l'atmosphère confinée et immobile maintient les micro-gouttelettes porteuses de virus, favorise leur transmission ;

- diminution du taux de vitamine D lié à un ensoleillement plus faible en hiver ;

- le faible taux d'humidité de l'air à l'intérieur durant l'hiver assèche davantage la muqueuse nasale, la rendant plus fragile et perméable à la pénétration du virus. Un air sec apparaît comme un milieu propice à la diffusion des particules virales qui ne sont pas rabattues vers le sol par la condensation... wikipedia.org

LVOG - Il est indiqué par ailleurs, que la déficience en zinc, en vitamine C et D sont des facteurs favorisant l'infection aux différents virus ou coronavirus. Cette déficience est due essentiellement à une alimentation défectueuse et non à des causes surnaturelles ou extérieures. L'insouciance pour sa santé dont fait preuve la population en général - comme pour bien d'autres choses, est responsable de cette carence qui peut s'avérer fatale. C'est à cela qu'on peut aussi mesurer le niveau de conscience médiocre de la population.

Une imposture enfle, gonfle, se façonne au jour le jour. En fait de découverte, que du réchauffé.

Coronavirus: Âge, surpoids, tabac... Ce que nous dit la plus vaste étude sur les risques de décès - Le HuffPost 19 mai 2020

Il semblerait que les facteurs de comorbidité ne soient pas les principaux facteurs de décès.

Cette étude, qui n'a pas encore été publiée dans une revue à comité de lecture, est sortie le 7 mai dernier. Elle a été réalisée pour le compte de NHS England. L'information principale qui ressort de ces cherches est le poids primordial de l'âge dans les risques de décès liés au Covid-19. Jusqu'à présent, c'était les comorbidités qui semblaient être les principaux facteurs. L'augmentation de l'âge augmente les risques.

LVOG - L'art de tout dire et son contraire.

Le HuffPost - Interrogé par Le HuffPost, le Professeur Denis Malvy, infectiologue au CHU de Bordeaux relativise: "Il y a la réalité statistique et la réalité logique." L'âge est "la variable qui écrase toutes les autres mais il est complété par d'autres comorbidités", particulièrement dans la tranche 50-60 ans. D'ailleurs, cette dernière sert de base pour calculer les multiplicateurs de risques de décès.

Des comorbidités comme le surpoids, l'obésité et les infections respiratoires chroniques sont des facteurs de risques importants.

"Des comorbidités sévères comme le surpoids/obésité sont conformes à l'observation de tous les réanimateurs", confirme le Professeur Denis Malvy. En général, les personnes souffrant d'obésité, cumulent des pathologies comme le diabète ou l'hypertension. Mais dans leurs études, les chercheurs ont été surpris de voir que ces maladies n'entraînaient pas de sur-risques de décès.

Un des résultats plus inattendu de cette étude - même si déjà évoqué lors par des premières remontées de terrain - est le lien entre les facteurs de décès et le tabagisme. D'après les résultats de l'étude, les non-fumeurs et les anciens fumeurs ont plus de chance de mourir du Covid-19 que les fumeurs actifs.

LVOG - Politiquement incorrect, ils n'hésitent pas à remettre en cause cet aspect de cette étude.

Carole Dufouil, épidémiologiste à l'Inserm rapporte au Monde, "des doutes sur les effets protecteurs du tabac observés dans cette étude qui sont sans doute la conséquence d'une modélisation erronée."

LVOG - Une étude biaisée, peu importe, elle sert à valider le nombre de morts attribués au coronavirus et contestés par de nombreux médecins.

L'étude se concentre sur les personnes décédées à l'hôpital et exclut par conséquent les populations mortes dans les Ehpad ou à leur domicile. Certains patients sont également décédés sans avoir eu de test virologique. Le HuffPost 19 mai 2020

En complément

- Covid-19 - Selon un récent article paru dans le journal Le Monde, repris par La Ligue contre l'obésité, 83 % des patients en soins intensifs seraient en surpoids ou obèses. futura-sciences.com 9 avril 2020

« Dans un hôpital de La Nouvelle-Orléans, 60 % des cas critiques concernent des personnes obèses »

Lors de l'épidémie de H1N1, en 2009. En Californie, une étude avait alors montré que sur 268 patients hospitalisés ou décédés, 58 % étaient obèses et, parmi eux, deux tiers présentaient une obésité sévère. Deux tiers également souffraient de diabète, d'une maladie pulmonaire ou cardiaque. « Mais même les obèses métaboliquement sains sont des sujets à risque, car leur immunité est compromise », précise M. Ravussin. Le Monde 7 avril 2020

https://liguecontrelobesite.org/actualite/le-rapport-americain-qui-pointe-du-doigt-lobesite-comme-facteur-aggravant-du-covid-19/

Chacun y va de sa petite ou grande musique. Flûte alors !

Selon une étude, il n'existerait pas de risques de contamination au covid-19 dans les orchestres - LeFigaro.fr 19 mai 2020

Les musiciens ne se transmettent pas entre eux le nouveau coronavirus lorsqu'ils jouent de leur instrument, selon une étude réalisée par l'Orchestre philharmonique de Vienne, qui pense ne pas avoir besoin d'adapter sa pratique dans la perspective du déconfinement.

Les résultats du docteur Fritz Sterz, communiqués lundi par le Philharmonique à l'AFP, montrent que qu'«il ne faut pas s'attendre à ce que l'air exhalé par un artiste excède une distance de 80 centimètres». Seule la flûte traversière a émis des particules loin du musicien, jusqu'à 80 centimètres. LeFigaro.fr 19 mai 2020

Il ne manquait plus que la voyante.

Greta Thunberg annonce la fin du monde dans le nouveau clip de Pearl Jam - LeFigaro.fr 19 mai 2020

La jeune Suédoise joue à la voyante dans la vidéo du morceau très écolo Retrograde. LeFigaro.fr19 mai 2020

LVOG - Retrograde, quand la conscience humaine régresse jusqu'à l'infantilisme en déclarant progresser dans les pas de U2, pitoyable.

Les médias, l'infâme et cynique machine à désinformer, à conditionner, à décérébrer.

Didier Raoult fustige les médias : "la plupart du temps, les informations sont de meilleure qualité sur YouTube" - Yahoo 17 mai 2020

Dans une interview donnée jeudi à la chaîne de télévision israélienne i24news, Didier Raoult a fustigé les médias dits "traditionnels", estimant que les informations étaient "la plupart du temps de meilleure qualité sur YouTube".

Selon Didier Raoult, les réseaux sociaux mettent en danger les médias traditionnels, et cela se "traduit par beaucoup de violence". "Si sur un podcast j'ai trois fois la notoriété du journal Le Monde, je comprends que ce journal ne m'aime pas, a poursuivi le patron de l'IHU Méditerranée Infection. Moi ça coûte rien, ça ne me rapporte rien et je deviens donc un rival incontrôlable dans la clarté ou la réalité de l'information, car je n'ai pas du tout d'a priori dans la vie".

Pour conclure, le spécialiste des virus considère qu'il n'y a pas plus "d'informations exactes" dans les médias traditionnels que sur les réseaux sociaux. "On voit que les médias traditionnels identifient comme des fake news - ça m'est arrivé - des news qu'ils ne relaient pas. (...) On est dans un tournant historique de la distribution de l'information qui explique des conflits qui me dépassent de très loin.". Yahoo 17 mai 2020

Coronavirus: entretien exclusif avec le professeur Didier Raoult - 14 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=yqxvhbciPQ8&feature=emb_title

LVOG - Dans cet entretien, le professeur Raoult a martelé une fois de plus que le masque ne servait strictement à rien, hormis pour le personnel soignant se trouvant à 10 ou 20 centimes de la bouche d'un malade.

Ils vous le disent. Vous devez être malade et si nécessaire mourir plutôt que vous soigner et vivre.

Coronavirus : Donald Trump annonce prendre de l'hydroxychloroquine "depuis une semaine et demie" - BFMTV 18 mai 2020

Interrogé pour savoir s'il avait des symptômes du virus, le président américain a répondu par la négative. "Zéro symptôme!", a-t-il assuré à la presse, avant d'ajouter: "De nombreuses personnes sur le terrain en prennent, et ils ont l'air de très bien se porter". BFMTV 18 mai 2020

Si vous prenez de l'hydroxychloroquine en traitement préventif comme Trump, voici ce que vous risquez - huffingtonpost.fr 19 mai 2020

En réalité, il y a beaucoup de risques à prendre un médicament au bénéfice très hypothétique contre le coronavirus, mais aux effets secondaires très clairs.

LVOG - On pourrait les cataloguer dans le camp de la mort. Comme matons !

Huffingtonpost - Mais après tout, “qu’est-ce que vous avez à perdre”? Eh bien justement, sur cette question, les choses sont un peu plus claires.

LVOG - Vraiment ? Pour nous ressortir les lieux communs mille fois rabâchés en vain.

Huffingtonpost - Car l’hydroxychloroquine est un médicament bien connu. Ses effets secondaires également. Comme le rappelle Science Magazine, on sait que ce traitement peut provoquer de l’arythmie cardiaque. Même si ces effets sont rares, ils ne sont pas négligeables. Surtout que l’azithromycine provoque également un effet similaire. Et ce cocktail semble décupler

les problèmes. huffingtonpost.fr 19 mai 2020

LVOG - Des effets "*rares*", peu importe, ils ont décrété qu'ils n'étaient pas "*négligeables*" donc considérables ! L'article se terminait en appelant la population à ne surtout pas utiliser cette molécule "*il ne devrait donc surtout pas être utilisé en auto-médication*". En Inde, c'est la seule méthode efficace que j'ai à ma disposition pour me soigner, et je m'en porte bien. Pour quelques dizaines de roupies seulement.

Les "***médias traditionnels***" pas crédibles, et pour cause...

Jean-Jacques Bourdin tacle Didier Raoult : « Il n'a pas eu la politesse de répondre à mes messages » - starmag.com 19 mai 2020

Jean-Jacques Bourdin - Je l'ai invité, une fois ou deux mais, comme j'ai vu qu'il ne me répondait pas, qu'il n'avait même pas la politesse de répondre à mes messages, je ne l'ai plus invité ! C'est très simple. C'est vrai que je l'ai invité au début, parce que j'étais curieux, et puis il n'est pas venu. Je ne sais pas pourquoi.

LVOG - Il avait mieux à faire ! Pour qui se prend-il ce psychopathe?

Jean-Jacques Bourdin - Je l'ai invité deux fois, il ne m'a pas répondu. Je ne vais pas me mettre à plat ventre pour Didier Raoult. C'est son problème, s'il ne veut pas venir, il ne vient pas. starmag.com 19 mai 2020

LVOG - Et il n'en mourra pas espèce de cinglé.

Et pour cause...

- Inde, Russie : les nouveaux épicentres du coronavirus ? - Yahoo 18 mai 2020

L'Inde et la Russie sont très sévèrement touchées par le nouveau coronavirus, battant des records de contamination. Pourtant, les deux pays ont choisi d'assouplir le confinement. Yahoo 18 mai 2020

LVOG - 3 041 morts en Inde pour 1,380 milliard d'habitants ; 2 722 morts en Russie pour 145 millions d'habitants. Ils ne digèrent pas qu'il n'y ait pas plus de morts à travers le monde et que le confinement mondial prenne fin. Qu'ils se rassurent la pointe de l'épidémie n'étant pas atteinte au même moment sous les différentes latitudes, le nombre de morts va augmenter dans plusieurs pays.

Yahoo contredit par Reuters le même jour.

- Les nouveaux cas de coronavirus baissent encore en Russie - Reuters 18 mai 2020

Et pour cause...

- Coronavirus: des traces repérées sur un scanner datant de novembre à Colmar - huffingtonpost.fr 18 mai 2020

Pour le Dr Michel Schmitt, interviewé par Le Parisien, le but est de rechercher des "anomalies pulmonaires typiques provoquées par le Covid-19" pour mieux cerner quand, comment et à quelle vitesse la maladie s'est propagée. Des premiers résultats qui devront être confirmés.

Un scanner datant du 16 novembre montre ces anomalies sur un premier cas. Un second cas a été trouvé pour le mois de novembre, douze en décembre et seize en janvier. Selon le média, la prochaine étape est de rencontrer, mener des analyses épidémiologiques, afin de retracer leur histoire et découvrir comment ils ont pu être contaminés alors que l'épidémie n'était pas encore déclarée dans le pays.

Aussi, certaines lésions peuvent être visibles sans que toutefois elles soient nécessairement imputables au Covid-19. "On aimerait se dire: on a un examen et il est fiable à 100 %. Malheureusement, ce n'est pas si simple, explique au Parisien Chantal Raherison-Semjen, présidente de la société de pneumologie. On rencontre des lésions en verre dépoli (des inflammations visibles dans les clichés de Covid-19) dans beaucoup de maladies. Le scanner est un outil, mais pas la panacée". huffingtonpost.fr 18 mai 2020

LVOG - La polémique faisant rage sur le confinement et l'hydroxychloroquine, et la fin de cette machination étant annoncée,

certains se lâchent.

Après les tests plus ou moins fiables ou carrément défectueux, les masques passoires qui ne servent à rien, les déclarations se multiplient affirmant que les images produites par les scanners sont compliquées à interpréter ou peuvent faire l'objet d'interprétations erronées. De là à douter de l'existence d'une pandémie, on n'en est plus très loin.

La question qui tue ceux qui en portent.

- Les masques sont-ils réellement efficaces pour lutter contre l'épidémie ? - programme-tv.net 18 mai 2020

Et pour cause, il fallait la trouver celle-là, vous la devez à FranceInfo ou à la voix du régime.

Coronavirus: des tests sur les hamsters prouvent l'efficacité des masques pour réduire le risque de contamination - Franceinfo 17 mai 2020

Inquiétant.

- Masque obligatoire à Levallois-Perret : "c'est très réconfortant", se félicite le maire Jean-Yves Cavallini - Franceinfo 17 mai 2020

D'autres villes ayant pris des arrêtés similaires ont vu leurs décisions annulées par la justice administrative. Une issue qui n'inquiète pas l'élu levalloisien, qui argue que sa ville se trouve dans "une situation très particulière". Franceinfo 17 mai 2020

Et pour cause, ce sont des parasites à éliminer. Attention, un autre ennemi vous guettte : Les tiques !

- Avec le retour des balades en forêt, comment se protéger des tiques? - BFMTV 17 mai 2020

LVOG - Restez chez vous et vous ne rencontrerez pas de tiques. Ne voyez plus personne, ne parlez plus à personne, n'écoutez plus personne, sauf ceux qui distille la bonne parole au 20H...

Mais vous pouvez aussi vous enfermer dans votre bagnole, vous verrez, cela peut être miraculeux !

Première messe en "drive-in" de France : "C'était magnifique", se réjouit l'évêque de Châlons, à l'origine de l'initiative - Franceinfo 17 mai 2020

Chacun dans sa voiture a pu suivre via son autoradio la cérémonie de Mgr Touvet, l'évêque de Chalons, qui décrit un moment "magnifique" et "d'une joie profonde". Franceinfo 17 mai 2020

Sinon vous pouvez essayer la serpillère, mais on ne vous le conseille pas.

- Pour Ségolène Royal, "ce n'est plus le moment de critiquer" l'exécutif - BFMTV 17 mai 2020

Et pour cause.

Il a « créé le Covid 19 », veut « dépeupler la terre », « implanter des puces »**...** Bill Gates, « poupée vaudou » des complotistes sur le Web - 20minutes.fr 17 mai 2020

Bill Gates a « créé le Covid-19 », veut « dépeupler la Terre », « implanter des puces électroniques à la population »… Des fausses affirmations comme celles-ci, partagées des millions de fois, explosent littéralement sur Internet. Le célèbre milliardaire américain est devenu la cible favorite des complotistes, dont les publications bénéficient d'une visibilité accrue à la faveur de la pandémie, et qui essaiment sur Internet sous diverses déclinaisons.

Présentes dans le monde entier et de nombreuses langues, on les retrouve sur Facebook, Twitter, Instagram, WhatsApp, ou sur les forums 4chan, Reddit… Avec des citations et vidéos détournées, décontextualisées, des photomontages, des raccourcis mensongers, ces publications l'accusent de vouloir donner un vaccin empoisonné aux Africains, d'avoir paralysé des centaines de milliers d'enfants, de posséder l'OMS, d'utiliser notre cerveau pour créer des cryptomonnaies ou même… d'être sataniste.

Si beaucoup circulaient déjà avant la pandémie du nouveau coronavirus, les allégations visant Bill Gates ont un point commun : l'accuser de vouloir tirer profit de la pandémie, telle la figure du « profiteur de guerre » : asservir le monde ou s'enrichir

en vendant des vaccins. « Ces théories (…) peuvent réduire la confiance des gens dans les organisations de santé et faire baisser les taux de vaccination, c'est inquiétant », poursuit Rory Smith.

« Parce qu'il a critiqué l'administration Trump, qu'il est un magnat de la technologie devenu philanthrope, un fervent promoteur et financeur de la vaccination, le cofondateur de Microsoft est le bouc-émissaire parfait d'une crise, qui est à l'intersection de la technologie et de la science médicale », résume-t-elle.

Engagée dans de nombreux projets humanitaires -notamment en Afrique, où les infox sur Bill Gates sont particulièrement nombreuses-, pourvoyeuse de fonds d'entreprises privées et deuxième financeuse de l'OMS, la Fondation sert de terreau à bien des rumeurs visant le milliardaire.

Pour autant, démonter les fausses affirmations, ça ne « revient pas à expliquer que tout le monde est gentil », dit-il encore, rappelant qu'il peut y avoir des interrogations étayées et légitimes sur l'usage des données personnelles par les groupes technologiques ou des gouvernements par exemple. La Fondation a par ailleurs déjà fait l'objet de critiques sur un manque de transparence de sa gestion ou sur ses choix de financements, dans la revue scientifique prestigieuse The Lancet par exemple. 20minutes.fr17 mai 2020

LVOG - 90% des accusations portées contre Bill Gates sont exactes et vérifiables, les 10% restant sont le fait de provocateurs destinés à décrédibiliser les 90% largement documentés et jamais réfutées. Lire dans la causerie du 2 mai, traduit en français :

- The Rockefeller Foundation and the international health agenda - May 11, 2013

Un internaute.

- "Pourquoi l'institution caritative la plus riche du monde est-elle actionnaire de sociétés à l'origine des fléaux sanitaires et écologique qu'elle s'est donné pour objectif de combattre ?"

Les barbares sont hors catégorie.

- Virus au Qatar: jusqu'à 3 ans de prison pour non-port du masque - AFP 17 mai 2020

Le Qatar a commencé dimanche à appliquer les sanctions les plus sévères au monde contre les personnes ne portant pas de masque en public, pouvant aller jusqu'à trois ans de prison, pour endiguer l'épidémie de coronavirus qui progresse rapidement dans le pays. AFP 17 mai 2020

Totalitarisme. A toutes les époques ils ont recouru au gaz.

- Pologne: Gaz lacrymogènes contre des manifestants anticonfinement - Reuters 17 mai 2020

La police a fait usage de gaz lacrymogènes contre des manifestants à Varsovie réclamant une accélération de la réouverture des entreprises après un confinement destiné à lutter contre l'épidémie de coronavirus.

Des centaines de personnes se sont rassemblées dans la Vieille Ville de Varsovie en début d'après-midi avec des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "du travail et du pain" notamment.

Les manifestants, qui se sont réunis à plusieurs reprises ces dernières semaines, estiment que l'assouplissement doit être beaucoup plus rapide afin qu'ils puissent subvenir à leurs besoins.

La police a bloqué la manifestation qui était prévue, en déclarant dans un communiqué diffusé sur internet que les rassemblements publics étaient toujours interdits. Reuters 17 mai 2020

C'est sûr qu'ils vous le feront payer le prix fort.

- Macron et Merkel proposent à l'UE un plan de relance de 500 milliards - AFP 19 mai 2020

Le couple franco-allemand a proposé lundi un plan de relance de 500 milliards d'euros afin d'aider l'Union européenne à surmonter la crise historique engendrée par la pandémie de coronavirus, via un mécanisme inédit de mutualisation de la dette européenne.

"Pour soutenir une reprise durable qui rétablisse et renforce la croissance dans l'UE, l'Allemagne et la France soutiennent la

création d'un Fonds de relance ambitieux, temporaire et ciblé" dans le cadre du prochain budget de l'UE doté "de 500 milliards d'euros", souligne une déclaration commune.

Élément inédit dans la construction européenne: Paris comme Berlin proposent que ce soutien soit financé par des emprunts de la Commission sur les marchés "au nom de l'UE".

Cet argent sera ensuite reversé en "dépenses budgétaires" aux pays européens et "aux secteurs et régions les plus touchés", souligne la déclaration.

"Ces 500 milliards ne seront pas remboursés par les bénéficiaires de ceux qui utiliseront cet argent", a affirmé le président français Emmanuel Macron dans une conférence de presse commune avec la chancelière allemande Angela Merkel.

"Ce ne seront pas des prêts mais des dotations" directes aux pays les plus touchés, a-t-il martelé.

Ces 500 milliards viendraient s'ajouter aux 500 milliards environ déjà décidés par les ministres des Finances de la zone euro et constitués de capacités de prêts notamment.

Au total, l'Europe débloquerait donc environ 1.000 milliards d'euros pour contrer la récession historique qui se profile pour 2020 dans la zone euro (-7,7% selon les dernières prévisions de la Commission).

Reste désormais au couple franco-allemand à convaincre l'ensemble des Etats membres de l'UE.

"Les propositions franco-allemandes sont ambitieuses, ciblées et bienvenues", s'est félicitée la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est également "réjouie de la proposition constructive de la France et de l'Allemagne".

Elle doit elle-même présenter le 27 mai prochain son propre plan pour la relance économique de l'UE.

"Cette proposition (franco-allemande) va dans le sens de celle préparée par la Commission, laquelle tiendra également compte des points de vue de tous les États membres et du Parlement européen", a-t-elle ajouté. AFP 19 mai 2020

- Chômage partiel : le bouclier européen validé - euronews.com 19 mai 2020

L'UE valide le dispositif d'urgence européen de chômage partiel. Les Etats membres ont donné mercredi leur accord à l'instrument temporaire proposé par la Commission européenne. Cet outil, appelé SURE, propose jusqu'à 100 milliards d'euros sous forme de prêts pour aider les systèmes nationaux. La Commission veut ainsi atténuer les conséquences sociales de la crise du coronavirus.

Depuis le début de la pandémie près de 42 millions de travailleurs en Europe ont fait appel à différents dispositifs de chômage partiel :

47,8 % en France
46,6% en Italie
26,9% en Allemagne
24,1% en Espagne

Le dispositif européen doit permettre d'éviter les licenciements et de limiter le choc de la crise sur l'économie et le marché du travail. L'objectif est de maintenir les revenus des ménages, de préserver la capacité de production et de sauvegarder le capital humain des entreprises.

Les syndicats se félicitent de cette adoption mais ils précisent qu'il ne s'agit que d'une étape. "SURE n'est qu'un début sur la route d'une Europe plus sociale et plus juste", insiste Miranda Ulens du syndicat belge FGTB. (Encore un syndicat bien pourri, chut! - LVOG)

Pour les pays membres avec un taux d'endettement élevé, comme l'Italie, cet outil européen est un accès facilité à des lignes de crédit. euronews.com 19 mai 2020

Capitalisme : Stop ou encore ?

- Covid-19 : en Espagne, les banques alimentaires sont débordées - euronews.com 17 mai 2020

L'une des conséquences de la crise du coronavirus en Espagne est la difficulté pour se nourrir. Selon la fédération des associations de quartier de Madrid, 100 000 personnes se rendent régulièrement dans les services sociaux et les réseaux d'aide de quartier pour se procurer un sac de nourriture.

Elle remplissait pourtant les conditions pour recevoir la subvention spéciale de l'État, mais la saturation du service public de l'emploi retarde son allocation. Sa situation avant la pandémie était déjà compliquée. Salvadorienne, elle a émigré de son pays à la mort de son mari et survit en louant une chambre avec ses deux filles dans une colocation. Certains évitent d'aller dans les services sociaux

Selon l'association de voisinage du quartier d'Aluche à Madrid, certains n'ont pas accès aux allocations de l'Etat ou ont peur d'utiliser les services sociaux. "Il y a des gens qui ont essayé d'accéder aux services sociaux, mais ils sont débordés et n'acceptent pas plus de gens" explique Alba Diéz, bénévole.

"Peut-être qu'ils ne peuvent tout simplement pas parce qu'ils pourraient avoir un problème juridique. Il y a des gens qui n'ont pas de papiers et ne peuvent pas aller aux services sociaux".

Résultat, les réseaux d'entraide de quartier débordent. À Aluche, le nombre de sacs de provisions fourni aux personnes dans le besoin a quadruplé en seulement un mois.

Selon le programme de stabilité envoyé par le gouvernement espagnol à Bruxelles, plus de 7 millions de personnes ont demandé une allocation au gouvernement, soit parce qu'elles ont cessé leur activité, soit parce qu'elles sont devenus temporairement ou indéfiniment sans emploi. Mais cette statistique ne prend pas en compte les travailleurs invisibles, ceux qui n'ont pas de contrat de travail, beaucoup d'entre eux attendent ici dans les files d'attente. euronews.com 17 mai 2020

- Grande-Bretagne: Hausse sans précédent des inscriptions au chômage en avril - Reuters 19 mai 2020

Les demandes d'allocations au chômage ont augmenté de 856.500 en avril, la plus forte progression jamais enregistrée d'un mois sur l'autre (+69%), pour atteindre 2,097 millions, un plus haut depuis juillet 1996, a déclaré l'Office des statistiques nationles (ONS).

Les économistes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne un chiffre bien inférieur à 676.500 avec des prévisions s'échelonnant de 56.000 à 1,5 million.

L'augmentation aurait été encore plus forte sans le dispositif de chômage partiel financé par l'Etat qui permet à huit millions de salariés de toucher 80% de leur rémunération.

"Je pense que nous devons nous préparer à une augmentation importante du taux de chômage", a déclaré Therese Coffey, la ministre britannique du Travail et des Retraites.

Les changements apportés en urgence au système de protection sociale britannique impliquent que les chiffres du chômage incluent davantage de salariés toujours en activité mais ayant subi une importante baisse de revenu.

D'autres données publiées par l'ONS montre que le taux de chômage est tombé à 3,9% sur la période janvier-mars, qui ne couvre qu'une semaine sous les mesures de confinement, mises en place le 23 mars, contre 4,0% au cours des trois mois à février.

L'organisme public de prévisions budgétaires a prévenu que le taux de chômage pourrait atteindre 10% sur cette période. Reuters 19 mai 2020

LVOG - On a du mal à suivre, il y aurait moins de chômage en réalité, mais en incluant "davantage de salariés toujours en activité mais ayant subi une importante baisse de revenu", il augmente ! En fonction de l'évolution de la situation ils modifient les règles pour comptabiliser les chômeurs, c'est comme pour évaluer la cause des morts intervenus depuis 4 mois, elle serait imputable au coronavirus mais pas à l'état de santé grave ou profondément délabré de certaines catégories de la population dont les plus âgées.

On aurait dû s'en douter, puisque c'était déjà ce qui existait avec le virus de la grippe, qui en réalité ne tue pas 8 à 18000 personnes chaque année en France, mais environ 1500, le virus servant uniquement de porte d'entrée à des bactéries chez la plupart des personnes qui vont décéder. Il joue donc toutefois un rôle déterminant.

Mais alors pourquoi sortent-ils toujours ce nombre important de morts du virus de la grippe, jusqu'à 650.000 dans le monde annuellement ? Pour vendre leur saloperie de vaccin qui est inefficace ou inutile, et puisque le virus mute tous les ans,

cela devient une rente juteuse pour les trusts pharmaceutiques. Sans parler des milliards que rapportent les traitements qui existent.

- Coronavirus: manifestations en Espagne pour exiger la démission du Premier ministre - AFP 19 mai 2020

Des centaines de personnes, mécontentes de la gestion de la pandémie de coronavirus par le gouvernement, descendent dans les rues de plusieurs villes espagnoles et demandent la démission du Premier ministre socialiste Pedro Sanchez. AFP 19 mai 2020

- Faim au Chili: manifestation violente en banlieue de Santiago - AFP 19 mai 2020

Des habitants d'une ville pauvre de la banlieue de Santiago du Chili, El Bosque, ont affronté lundi la police pour protester contre les pénuries alimentaires en temps de confinement pour cause d'épidémie de coronavirus.

Des barricades ont été dressées, et la violence a monté jusqu'à des affrontements à coups de bâton et de jets de pierre du côté des manifestants, et de gaz lacrymogène et de canons à eau du côté des forces de l'ordre, a constaté un journaliste de l'AFP.

La police a fait état de 21 interpellations, étalées sur plusieurs heures dans l'après-midi.

D'autres manifestations ont eu lieu en soirée dans trois autres endroits autour de Santiago. Un bus a été incendié, et des barricades ont aussi été dressées.

Le gouvernement du président Sebastian Piñera avait décrété vendredi le confinement de toute la population de la région de la capitale, qui concentre 80% des cas de coronavirus du pays. AFP 19 mai 2020

- Etats-Unis. Taxe Covid : le supplément de restaurants qui ne passe pas - Yahoo 18 mai 2020

Aux États-Unis, certains clients de restaurants ont eu la surprise de découvrir une “taxe Covid” au bas de leur addition.

“Merci de comprendre que nous ne faisons pas cela pour profiter de vous !”, a écrit le restaurant. “Nous le faisons pour ajuster au plus juste les frais supplémentaires chaque semaine, plutôt que d’augmenter l’intégralité de nos menus, liés à l’augmentation des prix de nos fournisseurs sur la viande, la volaille, les fruits de mer et l’ensemble des produits alimentaires.”

Avec les mesures de confinement, les fermetures d’usines et les difficultés liées au transport de marchandises, les prix se sont effectivement envolés. Aux États-Unis, celui de la viande fraîche a bondi de plus de 8% sur le mois d’avril. Yahoo 18 mai 2020

On a gardé le meilleur pour la faim. Quand la pauvreté est "***une solution et non un problème***".

- Afrique : comment le « PochVid-20 » s'est installé à côté du Covid-19 - LePoint.fr 19 mai 2020

Dans les pays en développement, les activités informelles concernent les deux tiers de l'emploi, et les quartiers informels abritent entre un tiers et deux tiers des citadins, selon les pays. Ce secteur informel est touché de plein fouet par la crise liée au Covid-19. Les médias d'Afrique francophone parlent d'une épidémie de « PochVid-20 », plus dangereuse qu'un coronavirus.

Les quartiers précaires (informels) sont plus sensibles aux épidémies que les quartiers aisés. En effet, les maladies chroniques et la malnutrition, facteurs de comorbidité, y sont plus fréquentes qu'ailleurs. La présence de migrants informels, de déplacés internes et de personnes sans domicile fixe non enregistrés dans les services sociaux y est plus importante. La prévention de la diffusion du virus est rendue difficile par le manque d'accès à l'eau : 24 % seulement de la population d'Afrique subsaharienne bénéficie de l'eau à domicile. Les lacunes en termes d'infrastructures de santé sont flagrantes. L'hôpital de Bangui en Centrafrique, par exemple, dispose seulement de douze lits pour la prise en charge des malades du Covid-19, pour une population de plus de 1 million d'habitants.

Les mesures de confinement renforcent la promiscuité au sein des foyers. La moitié de la population d'Abidjan habite dans des logements qui accueillent plus de trois habitants par pièce. Les gestes barrière de distanciation sociale sont très difficiles dans ce contexte. De plus, les restrictions de mobilité accroissent le risque de violences domestiques.

Les quartiers informels sont une solution et non un problème, ils fournissent aux populations des logements lorsque la puissance publique n'en a pas les moyens. De même, les activités économiques informelles proposent souvent des biens et des services de proximité et offrent de nombreux emplois. LePoint.fr 19 mai 2020

LVOG - Cela ne vous étonnera pas si je vous dis qu'ici en Inde on se sent plus proche que vous des Africains.

Les activités et les quartiers informels : Quel bonheur !

Alors le capitalisme : Stop ou encore ?

Nos ennemis osent absolument tout comme vous venez de le voir dans cette causerie, ils se contrefoutent des conséquences qui en découleront pour des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde tant qu'ils peuvent les contrôler.

Alors nous devons envisager d'en faire autant en nous contrefoutant de savoir ce qu'en penseront nos ennemis et ceux qui partagent leur idéologie. Parmi ces derniers un grand nombre nous rejoindrons si nous faisons preuve d'une détermination sans faille, ce qui manque manifestement à nos dirigeants.

Au début nous serons forcément peu nombreux, comme aujourd'hui, puis une fois que le mécanisme ou le dynamisme sera enclenché plus rien ne pourra l'arrêter, même pas la désinformation médiatique dès lors que nous continueront à la casser quotidiennement.

Nos arguments présentent l'avantage sur ceux de nos ennemis d'être vérifiables, imparables, inattaquables, inoxydables, rien ne peut entamer notre légitimité à vivre dans une société débarrasser de toute cette pourriture, du capitalisme et tous les maux qu'il réserve à tous les peuples, nous n'avons pas à le justifier.

Nous savons par expérience, que vouloir commencer à justifier le modèle de société dans lequel nous voulons vivre conduit infailliblement au reniement, au renoncement. La soi-disant impossibilité de changer de régime économique, social et politique repose uniquement sur une croyance, cela relève de l'obscurantisme, de la manipulation des consciences destinée à nous faire accepter le sort misérable que les capitalistes nous ont réservé.

Tous les changements de régime qui se sont produits dans le passé étaient inconcevables la veille encore, pendant des lustres on entendit dire que le régime en place était éternel ou de droit divin jusqu'au jour où il fut renversé. Soyons les artisans de cette révolution à venir pour que la civilisation humaine renoue avec le progrès social et vive en paix. Ne nous laissons pas intimider par la tâche colossale qui nous attend, ramenée aux milliards d'exploités et d'opprimés que nous sommes face à une poignée d'oligarques, en la partageant nous nous apercevrons ébahis que ce défit n'était pas aussi insurmontable qu'il en avait l'air. Vive le socialisme !

Haut de page

Le 23 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

Bonne lecture et bon week-end.

- 18 pages au format pdf

Depuis une semaine on assiste l'air de rien à un glissement sémantique, ils sont passés d'une pandémie à une simple épidémie.

Il est interdit de penser, de réfléchir, d'exister.

Qu'est-ce que serait un homme qui, à partir de la situation qu'il rencontrerait ou au regard des expériences auxquelles il aurait été confronté dans la vie, ne se poserait pas de questions, n'émettrait pas d'hypothèses, ne ferait preuve d'aucune imagination ? Ce ne serait pas tout à fait un homme.

Internet, les réseaux sociaux, parlons-en, ils fourmillent d'articles ou de vidéos invitant les tyrans qui gouvernent le monde à revoir leur copie, on croit rêver, on se demande si ces gens-là ont vraiment un cerveau.

Rappelez-vous, dès qu'on a commencé à analyser le fonctionnement des réseaux sociaux, on en a déduit que c'était de formidables instruments conçus pour asservir davantage les hommes et rien d'autres.

On vient d'en avoir une magistrale illustration avec l'épisode de la machination au Covid-19, où les quelques dizaines d'articles

ou vidéos rendant compte réellement des faits ont été noyés parmi des centaines de milliers de documents relayant la propagande officielle, conformément à ce qu'on a pu observer quotidiennement pendant quatre mois sur les plateaux de télévision ou dans les salles de rédaction de la presse écrite ou encore dans les studios de radios.

Si dans les médias se sont des intellectuels médiocres et corrompus qui interviennent pour distiller la parole toxique du régime, dans les réseaux sociaux, ce sont des centaines de milliers de citoyens lambdas ignorants qui les relaient, de sorte qu'ensemble ils forment un consensus ou une chape de plomb empêchant la population d'accéder à la réelle information, de sorte qu'elle ne peut pas se faire une idée libre de la situation. Elle sera donc amenée à partager les idées et à adopter le comportement de ce qu'elle croit être la majorité, alors qu'en réalité c'est une minorité qui oriente ses décisions dans un but inconnu et non avouable ou allant à l'encontre de ses intérêts.

Bref, on est en présence d'une entreprise malhonnête, sournoise et criminelle, qui sévit dans le seul but de conditionner les esprits de la population, de manière à lui faire accepter toutes les mesures liberticides ou antisociales qui lui seront imposés par la suite par les autorités, en les présentant comme bénéfiques à leur bien-être ou à leur sécurité.

Il n'est pas interdit de penser que les travailleurs sont des crétins, je dirais même que c'est fortement recommandé, sauf pour ceux qui se trouvent bien ainsi et l'ignorent, les ouvriéristes ou ceux qui vouent un culte aux masses pour exploiter leur ignorance.

Je vais avoir bientôt 65 ans, et je me souviens encore de l'époque où j'étais profondément arriéré, j'étais pour tout dire un abruti fini à l'âge de 19 ans, un crétin, un gros con comme on en croise ou on en entend tant autour de nous, au point que j'en suis encore choqué quand j'y repense 41 ans plus tard, car j'aurais très pu le rester, et le fait d'y avoir échappé ravive cette humiliation et ce cauchemar chaque fois que j'évoque cette période de ma vie.

Nous vivons dans une société fortement hiérarchisée, dont tous les rapports sont structurés sur la base des rapports sociaux de production, qui ont pour origine la répartition de la population au sein de classes sociales présentant la particularité de n'être ni libres ni égales face à la propriété des moyens de production ou à la production des richesses qui déterminent sa répartition, inégalités qui traduisent les rapports existant entre exploiteurs et exploités, maîtres et esclaves, oppresseurs et opprimés, dominants et dominés.

La société toute entière va reproduire ces rapports, c'est ce qui caractérise sa nature inégalitaire, injuste, antidémocratique, autoritaire. Elle va les reproduire absolument partout, dans les familles, dans les relations entre deux personnes, à l'école, dans les entreprises, toute notre éducation en sera imbibée, toutes nos connaissances aussi, aucune de nos expérience n'y échappera, même quand on se croit plus libre ou plus intelligent que la moyenne des gens, c'est un leurre qu'on aura l'occasion d'expérimenter tout au long de notre vie, mais apparemment sans en tirer le moindre enseignement.

De la même manière que certains ou la majorité avaient perdu de vue que l'homme ne fait pas de miracle ou qu'il est vulnérable aux aléas du climat ou de la nature, ils n'ont pas plus conscience qu'ils étaient parfaitement ignorants comme tout un chacun quand ils sont venus au monde, et qu'à partir de ce moment-là on n'a pas cessé de leur inculquer un certain nombre d'idées et de comportements durant toute leur enfance, puis pendant leur adolescence jusqu'à l'âge qu'ils ont aujourd'hui, sans soupçonner le moins du monde que ces idées et comportements avaient été conçus sur la base de ces rapports entre dominants et dominés par ceux qui avaient tout intérêt à reproduire indéfiniment ce type de rapports de domination, donc sans jamais se poser de questions sur la manière dont les connaissances qu'ils avaient acquises leur avaient été transmises, ni sur la forme et le contenu de l'éducation qu'ils avaient reçues, de telle sorte qu'à l'arrivée, ils seraient incapables de tirer le moindre enseignement des expériences auxquelles ils seraient confrontés au cours de leur vie, de façon à ce qu'ils soient susceptibles de préférence de croire ou de partager n'importe quoi, du moment que cela viendrait d'une autorité supérieure ou de la majorité.

Voilà en quelque sorte très brièvement, comment se forge le culte du pouvoir en place auquel s'adonne l'immense masse de la population, y compris de la part de ceux qui le combattent, quand on observe qu'ils flattent sa bêtise ou crasse ignorance.

C'est le système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui en est responsable, dont le capitalisme incarne le dernier cycle avant que la civilisation humaine sombre définitivement dans le chaos, la peur, la barbarie, disparaisse en somme, ou se hisse à un niveau supérieur en réalisant le socialisme, puis le communisme, pour atteindre le règne de la liberté, là où l'homme fera sa propre histoire consciemment au lieu de la subir.

Le confinement, non merci, j'ai déjà donné.

Je suis d'autant plus scandalisé par les prises de position de nos dirigeants (du mouvement ouvrier), que j'étais devenu un crétin innommable dans ma jeunesse, parce que je l'avais passé en grande partie confinée dans à peine 15m² au 6è étage d'un immeuble sans ascenseur en plein centre de Paris, sans fenêtre à part deux vasistas, enfermé là jusqu'à ma 12è année, de sorte que mon imagination allait être totalement étouffée, au point que ce que j'avais vécu jusque là allait littéralement s'effacer au fur et à mesure de ma mémoire, qui serait endommagée à jamais, un terrible handicap que je surpasse aujourd'hui au prix d'un effort colossal dont les lecteurs n'ont pas idée pour réaliser ces causeries. Inutile d'applaudir, je n'ai donc aucun mérite à avoir pris partie contre le confinement de la population. Si j'ajoute que plus tard mes parents me menaceront de m'envoyer en

pensionnat, puis en maison de correction, et enfin en asile psychiatrique. Vous comprendrez pourquoi je prête une attention toute particulière à tous les rapports qui servent à asservir les hommes, à les priver de liberté, à reproduire ce modèle de société infâme.

Le fait d'avoir été un enfant battu, en plus, explique sans doute en partie pourquoi j'ai si longtemps manqué d'imagination, en user et elle aurait été brutalement réprimée.

C'est le choc de découvrir qu'il existait des jeunes différents de moi que me permettra d'évoluer, quand nous quitterons Paris pour aller s'installer en banlieue dans une bicoque en bois mis à la disposition de mes parents par un de mes oncles. En réalité, il m'aura encore fallu attendre 8 ans pour me faire des copains plus évolués, et surtout plus libres que moi. Car c'est la liberté qui permet à l'imagination de s'épanouir et de trouver les solutions aux problèmes qu'on rencontre dans la vie ou la société. Il n'y avait donc décidément rien de bon à attendre du confinement, honte à ceux qui en ont redemandé ainsi que des masques, quelle horreur !

Sans imagination on ne pourrait pas saisir les choses intuitivement, on ne pourrait pas se projeter dans l'avenir, on serait condamné à les subir. Nous avons parcouru du chemin en partant des faits, vous ne trouvez pas ? C'est encourageant, non ?

Nous vivons une situation inédite dans l'histoire de l'humanité dans de nombreux domaines, dans ces conditions, étouffer les libertés, la liberté d'expression, la liberté des scientifiques, la création artistique, revient à vouloir interdire au peuple d'en prendre la mesure ou conscience, c'est vouloir lui interdire d'exercer son imagination pour modifier ou orienter la situation conformément à ses besoins et à ses aspirations légitimes pour qu'il accède à un monde meilleur et plus juste. Il n'existe pas de recette magique ou une voie unique pour accéder à un niveau de conscience supérieure, il faut donc toutes les explorer afin de trouver la bonne, celle qui doit permettre à chacun de progresser.

On a pu constater comment le culte des puissants a été observé rigoureusement par la population, à quel point elle avait manqué d'imagination, à quel degré de servitude elle était parvenue.

Le défit auquel nous sommes confrontés, ne pourra pas être relevé si la population demeurait à un tel stade d'ignorance ou d'inconscience (et donc d'organisation, les deux sont liés), sauf à croire aux miracles, la civilisation humaine ne pourrait pas franchir avec succès cette étape décisive, il faut en prendre conscience. C'est une des leçons qu'on peut tirer de l'épisode du coronavirus.

Sur le plan politique, cet épisode a mis au premier plan le rapport qui existe entre le capital et le travail, et au lieu de se cantonner à ce rapport en exigeant l'interdiction des licenciements, il aurait fallu l'étendre à l'expropriation des capitalistes, pour que ce mot d'ordre s'inscrive réellement dans la perspective d'une rupture avec le capitalisme, dans une perspective révolutionnaire, c'est la moindre des choses quand on prétend construire un parti révolutionnaire.

Cet épisode a également mis en relief le lien qui existait entre un acte autoritaire, un acte de guerre contre le peuple, l'assignation à résidence de la totalité de la population, Macron et la Constitution de la Vé République, dans la mesure où c'était la Constitution qui lui conférait ce pouvoir, donc il aurait fallu lier le mot d'ordre à bas le confinement jamais prononcé par un dirigeant du mouvement ouvrier, à celui de l'abrogation de la Constitution de la Vé République ouvrant la voie à l'instauration d'une République sociale... Là aussi nos dirigeants ont loupé le coche, ils étaient trop occupés à vouloir faire respecter le confinement et à nous faire porter des masques, consensus oblige. Nous les avons démasqués, nous avons fait notre devoir.

Comme c'est difficile d'être un "***homme ordinaire***".

LVOG - Je dirais plutôt être un homme libre, là où c'est seulement possible de l'être sous le régime actuel

Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat - Quand les intellectuels s'emparent du fouet - Collège de France

- La question politique décisive est de savoir comment, dans le monde moderne, chacun, même s'il est un intellectuel, peut rester un homme ordinaire, comment il peut conserver sa capacité de se fier à son expérience et à son jugement, comment il peut préserver son sens du réel et son sens moral. (...)

Comme le fait observer le philosophe américain James Conant, les jugements de perception et les jugements arithmétiques élémentaires ont un point commun :

- Une fois qu'un membre de notre communauté linguistique est devenu compétent dans l'application des concepts appropriés (perceptuels ou arithmétiques), ce sont deux types de jugements dont il peut facilement établir, individuellement et par lui-même, la vérité ou la fausseté. Une fois qu'il a acquis les concepts appropriés et qu'il les a complètement maîtrisés, ce sont des domaines où il est capable de prononcer un verdict sans s'occuper de ce que devient, au sein de sa communauté, le consensus les concernant. […]

L'existence du monde ordinaire repose donc sur la capacité de chacun de nous à établir la vérité d'un certain nombre d'affirmations par lui-même, indépendamment de ce que peuvent affirmer les autres et, plus encore, indépendamment de tout pouvoir. Cette capacité est la caractéristique première de l'homme ordinaire.

4. James Conant, « Freedom, Cruelty, and Truth », in Robert B. Brandom, Rorty and his Critics, Blackwell, 2000, p. 299. Traduction française à paraître : James Conant, Orwell ou le pouvoir de la vérité, Agone, 2012.

LVOG - "*La vérité d'un certain nombre d'affirmations*", ce sont les faits et leurs enchaînements, y compris les effets produits par les hommes, sans filtre, les faits bruts. Quant à l'interprétation qui en sera faite, elle doit demeurer bien distinct ou séparée des faits pour éviter toute confusion, elle ne doit en aucun cas se substituer aux faits, c'est un principe auquel on devrait se tenir strictement.

Le socialisme repose sur les faits et pour ainsi dire rien d'autres, il faut donc en déduire qu'on se débrouille mal pour les mettre en valeur ou on peine à les rassembler pour présenter un tableau fidèle à la réalité. On nous dira peut-être, qu'il serait naïf de croire que cela pourrait suffire pour convaincre quelqu'un de quelque chose. Certes, il existe des gens, et ils sont très nombreux, qui ne voudront jamais rien entendre, comme ce jeune indien dont j'ai parlé dans ma précédente causerie, mais il existe aussi un nombre considérable de travailleurs qui sont disponibles pour prêter attention aux faits, et en tenir compte pour forger leurs propres convictions. Les deux existent, cependant si on mise sur les premiers pour aller de l'avant, on aura tout faux, et comme c'est justement ce qu'on n'a pas arrêté de faire depuis des lustres, il ne faut pas s'étonner du résultat pitoyable. Ce n'est pas la démarche qui serait en cause ou défectueuse, mais la méthode pour aborder et présenter les faits.

On va arrêter là car j'ai encore du boulot.

Ce qui est étrange ou qu'on n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi des travailleurs qui vivent la même expérience que nous l'interprète différemment. On nous dira que c'est normal parce que dans le passé nous avons vécu autres choses, ou même dans le présent notre condition n'est pas identique... Certes, il n'empêche que toutes ces expériences se sont déroulées dans le même cadre, sous le même régime, dans la même société, sans qu'on en ait conscience, ce qui expliquerait pourquoi on les interprète différemment. Et si on considérait tout ce qui nous sépare parfois, le milieu social, toutes les expériences que nous n'avons pas vécues contrairement à d'autres ou pas au même moment, on arriverait au même constat puisque nous les avons vécues sans faire preuve de conscience non plus..

Pour autant que je m'en souvienne, quand j'ai découvert Marx et Engels et le socialisme à l'âge de 22 ans, j'étais prêt à m'en remettre qu'aux faits, mais je l'ignorais. C'était de cela que j'étais en quête inconsciemment, rassasié de philosophie au cours des deux ou trois années antérieures, je restais sur ma faim. Tous ces systèmes de pensée savants ou très sophistiqués n'avaient pas apporté de réponses pratiques aux questions que je me posais. Je ne comprenais pas pourquoi le monde était ainsi fait et comment il fonctionnait, comment il serait possible de le changer, et le but de mon étude était de le découvrir.

Avec Marx et Engels, c'est le déroulement de l'histoire qui s'étalait soudain sous mes yeux. J'en fus stupéfait et j'étais comblé de bonheur. Mais ma joie fut de courte durée en réalisant à quel point la tâche allait s'avérer difficile pour changer de société, je faillis en faire une dépression. Marx et Engels n'étaient pas des magiciens, ils avaient juste réussi à remettre chaque chose à leur place, de telle façon que la situation m'apparaissait enfin clairement pour la première fois de ma vie, je leur dois une reconnaissance infinie. De mon côté, je n'avais pas changé, je n'avais subi aucun conditionnement particulier pour me préparer à accueillir cette découverte fabuleuse, cela m'est tombé dessus, en un clin d'oeil ma vie s'illuminait et allait prendre une toute autre tournure.

J'avais cessé d'être un crétin fini depuis quelques années en m'étant mis à la littérature et à la philosophie, mais j'ignorais totalement où cela allait me mener. J'ai suivi le fil de ce qui me semblait être la connaissance, je m'y suis accroché désespérément, plus seul que jamais, et j'ai progressé pas à pas, le lexis Larousse toujours à porter de la main, étudiant tous les sujets qui se présentaient, j'étais déterminé plus que jamais à vaincre la crasse ignorance qui m'avait habité si longtemps, c'était mon pire ennemi, et le restant de mes jours j'allais m'y consacrer avec plus ou moins de bonheur.

Je pense que c'était la bonne voie parce que cela m'a porté chance quelque part. Cela m'a aidé à prendre des décisions délicates, cela m'a aussi permis d'éviter bien des écueils, de faire face à bien des difficultés, de toujours m'en sortir en restant honnête et fidèle à mes principes, de m'assumer tel que je suis, c'est déjà pas mal en sachant d'où je reviens. Si cela s'est traduit par un parcours chaotique ou anachronique, paradoxal ou contradictoire parfois, je crois que c'était inévitable dès lors qu'on refuse de se fondre dans le conformisme ou de se compromettre. Et puis on n'a pas toujours le choix, c'est même plutôt rarement le cas. La société est impitoyable et les hommes sont cruels, ajoutons les femmes pour l'occasion car elles le méritent bien, quand on aime il faut être juste, n'est-ce pas ? donc vaut mieux s'en tenir aux critères de la lutte de classe plutôt que formuler des jugements sur nos semblables qui seraient forcément injustes ou injustifiés.

Si au cours de notre vie on doit combattre toute forme de domination, je veux dire par là qu'il serait inadmissible qu'elle ait cours chez nous, dans notre propre foyer, avec nos enfants, avec les gens qu'on côtoie, avec nos semblables qu'on ne connaît pas,

c'est contre la domination de classe qu'il faut consacrer tous nos coups. C'est le contenu que doit prendre notre combat contre l'ignorance des masses.

Le rapport de cause à effet vous dit-il quelque chose ?

Relevé dans un commentaire et un article.

- La formule de confinement mondial a provoqué, presque du jour au lendemain, la pire crise économique depuis des générations.

- La notion de confinement obligatoire généralisé n'est justifiée par aucune justification médicale, ni par des recherches épidémiologiques de pointe, lorsqu'il s'agit de lutter contre une pandémie. Pourtant, le confinement a été consacré comme la politique hégémonique – avec le corollaire inévitable d'innombrables masses en proie au chômage. Tout cela sur la base de modèles mathématiques délirants et ratés de type Imperial College, imposés par de puissants groupes de pression allant du Forum Économique Mondial (WEF) à la Conférence de Munich sur la Sécurité.

Le rapport, confinement = crise économique = chômage de masse, est incontestable. On était donc en droit d'attendre que ceux qui prétendent lutter contre les licenciements et le chômage condamnent le confinement qui en est la cause. Eh bien non ! Le culte qu'ils entretiennent de la démocratie aura eu raison de la logique la plus élémentaire et les aura amenés à se placer au côté des représentants du régime En Marche vers le totalitarisme. Les applaudissements seraient fortement déplacés.

Le culte de la démocratie, parce qu'aux yeux des dirigeants du mouvement ouvrier, tout partis et syndicats confondus, si le président de la République, le Premier ministre, le ministre de la Santé, l'OMS, le Pentagone, le Forum Economique Mondial (Davos), Rockefeller et Gates pour le sommet de l'oligarchie financière, l'intégralité des médias institutionnels, etc. si en choeur ils ont préconisé et imposé le confinement de la population mondiale, c'était parce qu'en tant que représentant des peuples, donc démocrates s'il vous plaît, voire philanthropes, cette mesure était forcément conçue pour leur bien-être, leur santé, leur sécurité, pour leur éviter bien des souffrances inutiles, bref, partant de là ils se sentirent obligés de réaliser un consensus avec ces monstrueux criminels.

Il ne faut pas confondre crise rampante et crise ouverte du capitalisme.

Le capitalisme était en proie à une crise rampante depuis déjà plusieurs décennies avant que survienne l'épisode de la machination à l'urgence sanitaire... pour le sauver.

En fait, cela faisait plus d'un siècle qu'il était entré dans une phase de crise permanente au tournant de son passage au stade de l'impérialisme, étant dans l'incapacité de contenir les forces productives qu'il avait contribué à développer, ainsi que les forces sociales correspondantes où la masse des travailleurs qui exigeaient que leurs besoins soient satisfaits.

Pour remédier temporairement à cette situation lourde de menace pour l'hégémonie de la classe dominante ou faire baisser la pression qui pesait sur elle, à deux reprises au cours du XXe siècle l'oligarchie financière va recourir à des stratagèmes destructeurs et guerriers, qui se solderont par la destruction massive de forces productives à l'échelle mondiale à laquelle participeront les forces sociales correspondantes, la classe ouvrière et paysanne.

Bien que la classe ouvrière et paysanne ait servi de chair à canon au capitalisme, hormis la Russie et la Chine, des pays sous-développés, ainsi que leurs satellites qui représentaient ensemble 1/6e du marché mondiale, nulle part et jamais la classe ouvrière ne sera en mesure de revendiquer le pouvoir politique laissant donc les capitalistes décider de leur sort à leur place. Dans la longue période qui allait suivre, un sorte de statu quo s'instaura entre les différentes forces sociales en présences, dont les conflits se réglèrent dans le cadre de la lutte des classes et des régimes en place, sans qu'ils soient réellement menacés, puisqu'entre temps sous les coups répétés du stalinisme et de la social-démocratie dégénérée le mouvement ouvrier international allait définitivement abandonner le socialisme.

Deux guerres mondiales n'étant pas venues à bout des contradictions du capitalisme, le nouveau cycle du capital qui couvre la période allant de 1945 à nos jours allait être caractérisé par le recours à la planche à billets ou à la dette de manière à mieux pouvoir enchaîner les travailleurs et les Etats au destin du capitalisme, les asservir aux lois du marché. C'est ainsi qu'ils allaient régler les spasmes de cette crise du capitalisme qui devaient surgir périodiquement dès la fin des années 60, et qui devaient leur permettre de rebondir ou d'accroître leur richesse et leur pouvoir politique. Aucune crise n'allait être le produit d'un effondrement spontané ou imprévisible du capitalisme comme cela avait eu lieu au XIXe siècle, non, toutes allaient être minutieusement programmées et contrôlées pour en tirer un maximum de profit.

La population mondiale ayant plus que doublé entre 1945 et 2000, la crise du capitalisme ne pouvait prendre qu'une tournure particulièrement violente, sans que cette fois ils puissent recourir à une nouvelle mondiale au regard des armes nucléaires, chimiques, bactériologiques qui essaimaient sur tous les continents, il leur fallait donc concevoir d'autres stratégies.

Dans un premier temps, après avoir créé des institutions financières internationales pour cadenasser le marché mondial, FMI et Banque mondiale, imposer le dollar comme principale monnaie pour les transactions commerciales internationales, ils vont se mettre à exporter en Asie une partie des masses colossales de capitaux qu'ils avaient accumulés au cours des 3 décennies d'après-guerre, appelées aussi les "*Trente glorieuses*" au profit du capitalisme de préférence et non de la classe ouvrière contrairement à ce que les opportunistes nous ont enseigné, ce qui va se traduire par l'accroissement des forces productives en incluant dans la division internationale du travail des centaines de millions de nouveaux travailleurs surexploités, ce qui va permettre de créer de nouvelles classes moyennes ou de nouveaux marchés, histoire de compenser la baisse tendancielle du taux de profit et réaliser de gigantesques profits.

On comprend au premier coup d'oeil que cette stratégie ne pouvait pas résoudre durablement la crise d'accumulation du capital, elle devait au contraire l'amplifier et l'accélérer comme jamais auparavant, ce qui allait donner lieu à toute une suite de crises prenant la forme d'épiphénomènes ou ne constituant pas une réelle menace pour le capitalisme, dans la mesure où elles seront toutes supervisées par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne, de celle en Thaïlande en 1998 à celle de 2008 aux Etats-Unis, en passant par celle d'Eon et d'Internet, etc.

Le 11 septembre 2001, ils allaient commettre un coup d'Etat aux Etats-Unis, afin de justifier la relance de la guerre au Moyen-Orient provoquant d'énormes destructions et massacres de population. Dès lors la course aux armements repartira de plus belle à travers le monde.

En 2008 ils laisseront s'effondrer Lehman Brothers, souvenez-vous durant le week-end qui précéda ce lundi noir aucun banquier n'était joignable aux Etats-Unis, ce qui donnera lieu à une crise financière mondiale qu'ils solderont en se distribuant plus de 30.000 milliards de dollars fraîchement fabriqués par les différentes banques centrales, au point que 10 ans plus tard, en un temps records les oligarques auront accru leur fortune dans des proportions inégalées dans le passé, ainsi que le pouvoir politique qui va avec, hormis la Russie et la Chine et leurs alliés respectifs, qui seules peuvent concurrencer les Etats-Unis en tant que grande puissance impérialiste, tous les autres Etats deviendront des vassaux dociles de l'oligarchie financière anglo-saxonne quand elle n'aura pas pris directement le contrôle de leur gouvernement ou de leurs institutions (Italie, Grèce, Grande-Bretagne, Espagne, France, Pologne, les pays baltes, l'Ukraine, la Georgie, etc.).

Entre temps, entre 1990 et 2020, la population mondiale aura encore augmenté d'environ 1,5 milliard d'habitants posant de gigantesques défis aussi bien aux capitalistes qu'à la civilisation humaine ou encore à notre planète, dont les ressources et les besoins sont condamnés par le capitalisme au même sort que ceux légitimes des travailleurs exigeant impatiemment qu'ils soient satisfaits.

C'est dans cette situation qu'ils recourront à l'imposture climatique, puis au coronavirus dans la foulée, histoire de pouvoir justifier la création de milliers de milliards de dollars qu'ils se distribueront à nouveau, accroître la dette des Etats dans des proportions monstrueuses envers les banques centrales privées, les marchés ou les banquiers, de sorte qu'ils soient en mesure de leur dicter la marche à suivre sur la plan social sans qu'ils aient leur mot à dire, d'où la stratégie de la peur et du chaos que viendra couronner le confinement, qui à son tour entraînera une régression sociale et politique sans précédent sans que les travailleurs puissent s'y opposer, puisque leur lutte de classe sera neutralisée après que le mouvement ouvrier n'eut offert aucune résistance à la mise en place de ces mesures totalitaires, pire, puisqu'il ira jusqu'à reprendre à son compte le confinement (et le port de masque) de tous les peuples.

Je n'ai plus le temps de poursuivre cette analyse.

D'autres questions surgissent évidemment, quelques-unes me viennent à l'esprit pour y avoir déjà réfléchi : Qui va payer la note et comment vont-ils s'y prendre pour nous la faire payer ? Pourquoi les Bourses s'emballent-elles à nouveau ? Pourquoi le capitalisme ne s'est-il pas effondré une fois de plus ? Alors sur quoi repose réellement l'économie mondiale ? Quel rôle y joue le système financier mafieux ? Sur quels relais s'appuie-t-il dans le monde, sur quelles institutions ? De quels moyens politiques disposent-ils ? Dispose-t-il de moyens et de pouvoirs illimités ou au contraire sont-ils faillibles, en quoi et pourquoi ? Quels sont les objectifs de leur stratégie ? Ont-ils décidé qu'il fallait réduire la population mondiale pour conserver leur hégémonie et leur existence dans le futur ? Ont-ils décidé au contraire de la laisser croître indéfiniment au risque que la situation devienne également un cauchemar pour eux ? Quel avenir pour le mouvement ouvrier s'il demeurait l'otage d'opportunistes ? Quelle stratégie politique, quelle conception de la lutte de classe adopter sachant que les enseignements tirés du développement du capitalisme sont en grande partie obsolètes ? Comment doit s'articuler la lutte contre la guerre idéologique et psychologique que l'oligarchie mène contre les masses ? Peut-on envisager de la vaincre sans remporter la victoire sur ces deux tableaux ? Peut-on envisager de la vaincre sans convaincre une partie des classes moyennes et des intellectuels de rejoindre notre combat, et pourquoi pas d'en prendre la direction ? Quels rapports adopter avec le régime et ses représentants, ses institutions, sachant qu'ils tendent de plus en plus ouvertement vers le totalitarisme ? Comment s'adresser aux couches les plus défavorisées sachant que ce ne sont pas forcément les plus arriérées ? Etc.

Einstein - Apprendre d'hier, vivre aujourd'hui, espérer pour demain. L'important est de ne pas arrêter de poser des questions.

Des vaccins ou des poisons ?

- COVID-19 – Idolâtrie pour le dangereux, mépris pour le naturel par Docteur Pascal Sacré. - Mondialisation.ca, 21 mai 2020

Extrait.

Sur le site d'Association Liberté Information Santé [11], des informations rétablissent l'équilibre des connaissances sur la vaccination.

Ainsi, j'ai pu apprendre de quoi les vaccins sont composés, matière étrangement absente de nos cours de médecine [12-13], je vous encourage à consulter ces documents, c'est édifiant :

Béta-propiolactone (cancérigène)
Levures génétiquement modifiées
Latex
Glutamate de sodium (neurotoxique-tératogène-mutagène)
Aluminium
Formaldéhyde (formol)
Micro-organismes
Polysorbate 80 (cancérigène chez les animaux)
Glutaraldéhyde (poison tératogène chez l'animal)
Mercure (théoriquement interdit dans les vaccins depuis 1999)
Phénol/phénoxyéthanol (antigel)
Borate de sodium ou borax (insecticide, raticide contenu dans le Gardasil) …

Notes

[11] ALIS Nous sommes une association Loi 1901 qui ne professe aucun dogme aucune doctrine.

http://www.alis-france.com/alis/lassociation

[12] Composants des vaccins

http://s175833897.onlinehome.fr/wp-content/uploads/2017/04/composants_vaccins.pdf

[13] QUE TROUVE-T-ON DANS LES VACCINS

http://www.alis-france.com/que-trouve-ton-dans-les-vaccins

Sauvons le pays, sauvons la France, sauvons les capitalistes, et vive le socialisme !

Un appel du bureau national du POID du 16 mai 2020.

Extraits.

POID - Une catastrophe certaine menace notre pays.

LVOG - Plus catastrophiste que moi, tu meurs ! Bravo ! En tant que "*citoyen du monde*" (Marx), je ne me reconnais pas dans la France. Voilà un concept incompatible avec la reconnaissance de la lutte des classes. On peut être Français sur le plan administratif, mais au-delà nous faisons partie d'une classe sociale. Cette sorte de social-patriotisme nauséabond n'est pas fortuit ou un accident, la suite va le démontrer.

POID - Une catastrophe certaine menace notre pays. Tout le monde le sait. Mais rien n'est fait pour l'empêcher.

LVOG - Macron le devrait-il par hasard ? Il manque à tous ses devoirs décidément!

POID - À gauche, les députés des partis – Parti socialiste, Parti communiste, La France insoumise – ont voté...

LVOG - Non ce n'était pas un accident pour caractériser de gauche des partis réactionnaires, de droite, liés organiquement au régime.

POID - À gauche, les dirigeants des partis émettent des critiques...

LVOG - Ils y tiennent ! Pourquoi ? Parce qu'ils y sont idéologiquement liés, les trotskystes, ce qui expliquent pourquoi sur le confinement ils forment un consensus avec eux et Macron. Ces "trotskystes" jouent le même rôle qu'hier le stalinisme, avant-hier la social-démocratie...

POID - Il y a urgence à empêcher la catastrophe.

LVOG - Sachant que sans catastrophe, la vie continuera comme avant, c'est d'ailleurs ce qu'ils appellent de leur voeu, ne comptez pas sur eux pour affronter le régime ou pour en changer. C'est le cri de désespoir non pas de la révolution socialiste, mais de la contre-révolution. On sait pas expérience que ce sont les catastrophes, la guerre par exemple, qui sont à l'origine des révolutions, dès lors vouloir à tous prix les éviter, c'est refuser que soient réunies les conditions objectives propices à poser la question du pouvoir ou qui précipitent une crise révolutionnaire. Là encore, entre le capitalisme et le socialisme, nos braves révolutionnaires imitent les social-démocrates et les staliniens. Plus loin, ils vont essayer de nous embobiner d'une autre manière, en voulant nous faire croire que sans catastrophe tout serait possible, ce qui ne s'est jamais produit au cours de la lutte des classes, peu importe, ils ne sont plus à une contradiction ou à une invention près.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'on souhaiterait que les travailleurs souffrent davantage, nous ne sommes pas masochistes. On a simplement voulu montrer comment ils alimentaient la peur chez les travailleurs, sachant qu'elle les réduit à l'impuissance, à l'instar des représentants du régime qui passent leur temps à les effrayer avec le terrorisme, le climat, maintenant le coronavirus, etc. Sachant que les travailleurs ne comprennent pas ce qui se passe réellement, tout le monde s'emploie à les manipuler.
Vous croyez arriver à quoi en employant de tel procédé ? Que dal ! Ou si, à les rendre complètement schizophrènes et paranoïaques.

POID - Les mesures pour cela sont connues de tous : (...) assurer la distribution gratuite et massive des masques...

LVOG - On comprend pourquoi ils préfèrent sortir masqués, nous, nous n'en avons pas besoin. Des masques gratuits ?
Quelle connerie, vous avez déjà vu quelque chose de gratuit dans leur société vouée au mercantilisme, ils vous les feront payer d'une manière ou d'une autre.

POID - Oui, les mesures nécessaires sont connues de tous

Pour cela, bien sûr, on ne peut pas s'en remettre à Macron. Il faut au contraire rompre avec lui et sa politique, sans attendre, non pour le remplacer par un autre « homme providentiel » dans deux ans, mais pour en finir avec la Ve République, ce régime autoritaire et autocratique, et convoquer l'Assemblée constituante souveraine par laquelle le peuple définira lui-même ce que doit être la démocratie, sans hésiter à remettre en cause le carcan de l'Union européenne et de ses traités.

LVOG - Non, je ne leur ai pas fait un procès d'intention, puisque quand ils disent en parlant de Macron "*Il faut au contraire rompre avec lui et sa politique*", le POID s'adresse à des partis de droite, le PS, le PCF et LFI.

POID - Que toutes les organisations qui se revendiquent de la classe ouvrière s'accordent sur un plan de lutte et de mobilisation pour imposer de telles mesures d'urgence qu'elles affirment qu'elles n'hésiteront pas à poser la question du pouvoir sous la forme d'un gouvernement d'unité ouvrière rassemblant les organisations et les représentants de travailleurs afin d'imposer ce programme d'urgence et de rupture. Nul doute que les travailleurs et la jeunesse répondraient avec enthousiasme à un tel appel à agir et s'organiser pour que l'emportent leurs besoins vitaux. Dans ces conditions, la catastrophe peut être empêchée.

Il s'agira d'aider à rassembler la force qui combat pour l'unité, pour ouvrir la voie à la rupture, empêcher la catastrophe, permettre une issue ouvrière à la crise.

LVOG - On croit rêver en lisant ces balivernes, "*que toutes les organisations (...) s'accordent sur un plan de lutte et de mobilisation*", mais elles ne font que cela, contre la classe ouvrière précisément. Ce n'est pas la classe ouvrière qui caractérise de gauche ces partis réactionnaires, le PS, le PCF et LFI, ce sont les dirigeants du POID, et ils imputent cette caractérisation aux travailleurs, c'est une manipulation des faits car les travailleurs n'ont aucune confiance dans ces partis pourris.

Savez-vous pourquoi ils peuvent encore entonner ce refrain ? Parce que les travailleurs n'ont pas une conscience politique très aiguisée. Donc il est facile d'instrumentaliser le produit de leur inconscience et de leur faire dire ce qu'on veut. Par exemple, qu'il existerait une différence entre ces partis et les partis de droite, alors que fondamentalement il n'en existe pas, elle repose uniquement sur des déclarations d'intention jamais suivies d'effets ou des illusions, des apparences trompeuses.

De nombreux travailleurs en ont parfaitement conscience, mais ce n'est pas sur eux que le POID compte s'appuyer contrairement à ce qu'on serait en droit d'attendre d'un parti soi-disant organisant l'avant-garde de la classe ouvrière, ce n'est pas à eux qu'ils s'adressent manifestement, ils ne les intéressent pas, ils préfèrent s'adresser aux travailleurs qui sont bourrés d'illusions ou qui sont les plus facilement manipulables, qui sont aussi les plus influencés par l'idéologie de la classe dominante, bref, ceux qui sont les plus éloignés du socialisme, ce qui n'est pas un problème pour le POID puisqu'il l'a balancé par dessus bord.

Le Covid-19 : Un attentat de l'oligarchie sous faux drapeau.

- Une épidémie bien planifiée par Mark Taliano - Mondialisation.ca, 21 mai 2020

Les preuves démontrent que l'opération Coronavirus a commencé bien avant les « confinements » et les campagnes de peur.

Considérons, par exemple, qu'alors que l'OMS a déclaré une urgence de santé publique de portée internationale (PHEIC) le 30 janvier 2020 (1), le Coronavirus Aid Relief and Economic Security Act (CARE Act), également connu sous le nom de H.R 748 a été introduit plus d'un an auparavant, le 24 janvier 2019, à un moment où la plupart n'avaient même pas entendu parler du Coronavirus.

Selon le descripteur, le projet de loi « répond à l'épidémie de la COVID-19 (c'est-à-dire la maladie à coronavirus 2019) et à son impact sur l'économie, la santé publique, les gouvernements des États et des collectivités locales, les individus et les entreprises ». (2) Le président Trump qualifiera par la suite le CARE Act (un plan de sauvetage de 6,2 billions de dollars) de « plus grand plan d'aide économique de l'histoire américaine » (3).

Tout ceci est significatif, car il contredit l'idée que le virus ou d'autres parties ont causé le krach, car il renforce la probabilité que le krach a été en fait créé, volontairement. Le virus est le bouc émissaire ou le faux drapeau des plans de sauvetage économique, du chômage, de la détresse fiscale et sociale, des lois d'urgence, de l'autoritarisme, des programmes de vaccination et d'une « quatrième révolution industrielle » imposée.

Mais ce n'est pas tout. Le 20 novembre 2018, la Fondation Bill et Melinda Gates, par l'intermédiaire du Pirbright Institute, dont elle est « l'une des principales parties prenantes », a acquis un brevet sur le coronavirus lui-même (4). Ils sont donc les « propriétaires » du « problème ». Ils ont également investi des fonds dans les « solutions » envisagées, qui incluraient des vaccins.

Considérez également, comme le souligne Mike Champine, que l'administration Trump a mené ces « exercices de pandémie » en 2019 :

1. Crimson Contagion par le ministère américain de la santé et des services sociaux de l'administration Trump (janvier-août 2019).

2. Éclosion urbaine, par le Collège de guerre de la marine américaine et Johns Hopkins (septembre 2019). Elle a été suivie immédiatement par la création, par le gouvernement étasunien, d'un groupe de travail sur le vaccin antigrippal.

3. Événement 201, par Johns Hopkins, le Forum économique mondial et la Fondation Gates (octobre 2019).

Alors que les porte-parole des gouvernements appellent maintenant à une « deuxième vague » de la « pandémie », nous pouvons anticiper davantage d'enseignement et de soins de santé numériques, plus d'autoritarisme, plus de pauvreté, des taux de « surmortalité » plus élevés et une sphère publique de plus en plus ravagée.

Nous n'avons pas consenti à tout cela. Mondialisation.ca, 21 mai 2020

Notes

(1) Prof. Michel Chossudovsky et Bonnie Faulkner, « COVID-19 Coronavirus : The Crisis/Transcription complète de l'interview du professeur Michel Chossudovsky et de Bonnie Faulkner sur les armes à feu et le beurre ». Global Research, 27 mars 2020 Guns and Butter 19 mars 2020.

(https://www.globalresearch.ca/covid-19-coronavirus-crisis/5706741?fbclid=IwAR3j3fSb4Sx8JjxhZDwYt2pgZAzJwo1Wg7kzOp8BqcBMcs6qWTZOCga_uhI) Consulté le 13 mai 2020.

(2) H.R.748 – CARES Act, Sponsor : Rep. Courtney, Joe [D-CT-2] (Présenté le 24 janvier 2009).

(https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/748?fbclid=IwAR0YAAx1kNmSfMeJopDVtxUIBLxZLCZ3NNFYL5-SJkrVjiT_JjdiPAsjf5c) Consulté le 13 mai 2020. (voir aussi : https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/748/all-info?fbclid=IwAR1zVMX0k0_DIXZ81MoqX46pQA6OlQuf-XEqPVtUmEa5jpMv4Db5WRHhdXk)

(3) « Remarques du Président Trump lors de la signature de la loi H.R.748, The CARES Act » (

(https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-signing-h-r-748-cares-act/) Consulté le 13 mai 2020.

(4) Mark Taliano, « Problem, Reaction, Solution » www.marktaliano.net

(https://www.marktaliano.net/problem-reaction-solution/) Consulté le 13 mai 2020

Voir aussi :

https://www.facebook.com/donna.durant.5/videos/3137146132972082/?fref=mentions

Quand "***les patients sont arbitrairement classés dans la catégorie COVID-19 sans test ni diagnostic.***"

- Les décès COVID-19 des foyers de soins de Montréal. Taux de mortalité COVID-19 à la hausse au Québec? par William Walter Kay et Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 20 mai 2020

Extrait.

La seconde concerne la manipulation pure et simple des statistiques relatives aux causes de décès au Québec. Les patients sont soit diagnostiqués par un médecin, et/ou « testés » pour le COVID-19 avec le test standard des anticorps (voies respiratoires). Aucune de ces deux procédures ne prouve l'incidence du COVID-19. De plus, dans de nombreux cas, les patients sont arbitrairement classés dans la catégorie COVID-19 sans test ni diagnostic.

Une fois que le patient est classé dans la catégorie COVID-19 (« présumé », avec ou sans tests), COVID-19 sera inclus comme « cause de décès » (sur le certificat de décès), indépendamment de l'état de santé réel du patient âgé décédé dans la maison de retraite.

Et ensuite, ces données de mortalité (basée sur COVID-19 comme cause de décès) seront tabulées et entrées dans la banque de données COVID-19 pour la province de Québec et le Canada. Et ces données sont ensuite transmises à l'OMS, qui les intégrera dans la banque de données des statistiques mondiales.

Selon toute probabilité, la majorité des patients en phase terminale dans les maisons de retraite ne sont pas morts de la COVID19.

Ces statistiques de décès enregistrées (arbitrairement attribuées à COVID-19) serviront ensuite à entretenir l'illusion que le coronavirus au Québec augmente à un rythme alarmant, justifiant ainsi le maintien du confinement et de la distanciation sociale.

C'est un gros mensonge. Et le personnel médical et les politiciens québécois le savent. Pourtant, les médias n'en parlent pas. Mondialisation.ca, 20 mai 2020

LVOG - Si j'ai bien compris, tout le monde le sait et tout le monde se tait. Applaudissez !

Pourquoi ? Quelle en est la signification politique ? Chut ! Cette question est tabou, parce que la réponse remet en cause les analyses et les stratégies opportunistes de LFI au POID en passant par le POI, le NPA et LO.

On tient le bon bout, on a tenu jusqu'au bout, tout le monde ne peut pas en dire autant.

- Didier Raoult : "Sur le plan de l'épidémie, on est au bout" - Yahoo 20 mai 2020

Dans une nouvelle vidéo publiée mardi sur Youtube, le professeur Didier Raoult s'est une nouvelle fois montré rassurant sur l'épidémie de Covid-19. "On est au bout", a-t-il promis, avant de se lancer dans une comparaison des mortalités entre Marseille et Paris.

Les semaines se suivent et se ressemblent pour Didier Raoult. Depuis fin avril, le populaire fondateur de l'IHU Méditerranée Infection a toujours martelé qu'il n'y aurait pas de deuxième vague de Covid-19. Et il a continué de le faire dans sa dernière vidéo publiée sur YouTube ce 19 mai.

"Sur le plan de l'épidémie, on est au bout, a-t-il affirmé. Il ne reste que quelques cas sporadiques mais les choses sont en train de se résoudre, à Marseille comme ailleurs. Le nombre de patients hospitalisés en réanimation, de morts et de cas nouveaux diminue à peu près partout et l'épidémie disparaît donc au milieu du printemps comme c'était une possibilité non négligeable".

Le professeur de microbiologie en a également profité pour se lancer dans une comparaison entre Marseille et Paris concernant la mortalité liée au Covid-19. "La mortalité de Paris est plus de 5 fois supérieure à celle de Marseille, a-t-il fait remarquer, chiffres

à l'appui. Cela fait une grosse différence. (...) En France, si on prend les données de Santé publique France, le nombre de décès par million d'habitants est de 419, ce qui est beaucoup, avec des pics considérables à 600 morts dans le Grand Est ou encore 759 morts à Paris, ce qui est considérable".

"Pour vous donner une idée, il y a eu plus de morts en Île-de-France qui compte 12 millions d'habitants qu'à Wuhan pour le même nombre d'habitants, a poursuivi le professeur de microbiologie. (...) Et si on compare à la région PACA, il y a eu 168 morts par million d'habitants, et aux alentours de 140 à Marseille. (...) À l'IHU, avec notre protocole thérapeutique (hydroxychloroquine+azithromycine), on a un taux de mortalité de 0,5%, ce qui est extrêmement bas." Un traitement dont l'efficacité n'a pas encore été prouvé scientifiquement jusqu'à présent. Yahoo 20 mai 2020

LVOG - Admirez la répartie des faussaires de Yahoo (Microsoft - Bill Gates).

Coronavirus: entretien exclusif avec le professeur Didier Raoult - i24News 14 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=yqxvhbciPQ8

Commentaires d'internautes.

1- Il existe deux catégories de personnes, une qui fait les choses, par intérêt, calculées, et une autre qui les fait par passion. Ce qui explique les difficultés rencontrées par le Pr Raoult pour faire admettre ce protocole.

2- "En France on attend toujours les résultats d'un test alors que l'épidémie est finie" En une phrase il résume tout.

3- Heureusement que nous avons le professeur Raoult qui nous donnent de vrais news car les guignols du gouvernement se contredisent systématiquement en nous prenant pour des abrutis. Nous sommes avec vous Mr Raoult.

4- Ce n'est pas un visionnaire, c'est un professeur en virologie intègre, qui fait son travail avec humanité, une personne rare. Bravo professeur Raoult.

5- Répondre "j'en sais rien" quand on est une "sommité" est d'une honnêteté rafraîchissante. Une qualité qui se fait rare.

6- Il a juste soigné passionnément les malades sans chercher à gagner de l'argent, il est gênant pour ceux qui veulent faire du fric sur des cadavres.

7- "Les gens normaux n'intéressent personne" Le professeur a fait le choix de soigner ! Merci à lui de son intégrité !

8- Professeur, vous avez toute ma confiance, vous n'avez pas trahi le serment d'Hippocrate!

9- Un tout grand merci pour le travail de l'IHU et le soutien direct à la population qui avait besoin d'une écoute et d'être soignée ! Votre travail et l'action durant le coeur de la crise a permis à moi à ma famille et mes amis de comprendre et de garder l'espoir mais surtout d'y voir clair! C'est tout simplement fabuleux.

10- Je suis stupéfaite qu'on fasse tout "ce foin" en France (port du masque dans les transports, plexiglas dans les magasins,...), que les restaurants soient toujours fermés,... alors que l'épidémie est en train de se terminer... vraiment je ne comprends pas... si ce n'est de nous distiller de la peur en perfusion... mais dès qu'on dit ça, on est accusé de complotisme... un truc de dingue...

Et voilà comment une thérapie se voit étiqueter d'extrême droite !

- Coronavirus: le Brésil de Bolsonaro parie sur la chloroquine - AFP 20 mai 2020

Le ministère de la Santé du Brésil a recommandé mercredi l'usage de chloroquine et d'hydroxychloroquine pour les patients légèrement atteints par la Covid-19, après des semaines de pressions du président Jair Bolsonaro, qui y voit un remède miracle. AFP 20 mai 2020

LVOG - On n'attendra pas de miracle de l'Agence Française de Propagande de Big Brother.

Peu importe, il n'a jamais rien vu venir !

- Coronavirus : Pelloux, médecin urgentiste ne "voit pas la deuxième vague arriver" - AFP 21 mai 2020

Comme on lui demandait s'il "redoutait" une deuxième vague de l'épidémie de coronavirus, l'urgentiste a répondu: "de moins en moins".

"Les modèles mathématiques donnaient la possibilité d'une remontée (...) avec un petit pic qui devait commencer maintenant et en fait on ne le voit pas", a-t-il lancé. "Cela ne veut pas dire que l'épidémie est arrêtée", a-t-il ajouté, insistant bien sur la nécessité de continuer à respecter les gestes barrières et porter le masque. AFP 21 mai 2020

LVOG - Profil bas le scélérat du PS !

Ils l'appellent de tout leur voeux, c'est plus fort qu'eux, ils veulent encore plus du sang, de larmes et de cadavres.

- L'Europe doit s'attendre à une deuxième vague de coronavirus, alertent les responsables sanitaires - AFP/ Le HuffPost 21 mai 2020

C'est une question de temps, mais de l'avis les responsables sanitaires européens, la venue d'une deuxième vague de coronavirus est certaine. Alors que de nombreux pays ont amorcé un déconfinement, la directrice du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), Andrea Ammon a alerté sur la nécessité de s'y préparer.

La question n'est pas de savoir s'il y aura une nouvelle vague de contaminations, mais "quand et de quelle ampleur", a affirmé Andrea Ammon dans un entretien paru ce jeudi 21 mai dans le quotidien britannique The Guardian.

"Le virus est autour de nous, circulant beaucoup plus qu'en janvier et février", a-t-elle ajouté, soulignant que les chiffres concernant l'immunité de la population n'étaient pas encourageants: "85% à 90%" restent exposés à la maladie Covid-19.

"Je ne veux pas dresser une image catastrophique mais je pense que nous devons être réalistes. Ce n'est pas le moment, maintenant, de se relâcher complètement", a-t-elle ajouté. AFP/Le HuffPost 21 mai 2020

LVOG - The Guardian ou Pelloux, c'est du pareil au même, la social-démocratie pourrie.

Vaguelette ou déferlante ?

LVOG - A les entendre en parler sur un ton nonchalant je parierais pour le clapotis ou une onde de choc réduite ou amortissable, d'autant plus que le mouvement ouvrier s'est gravement compromis dans cette affaire. Je peux me tromper, je suis loin et je peux difficilement me fier à ce que je lis en la matière, entre ceux qui en rajoutent et ceux qui minimisent à terme les conséquences du confinement. Je préfère m'abstenir.

- Déconfinement: comme le coronavirus, la crise économique va frapper par vagues - Le HuffPost 21 mai 2020

"Cette crise n'est pas une affaire de semaines, pas une affaire de mois, mais une affaire d'années", alertait le ministre de l'Économie Bruno Le Maire cette semaine. De fait, tous les indicateurs montrent que la crise sanitaire du nouveau coronavirus a déclenché une crise économique et sociale, qui, loin d'être linéaire, pourrait se faire par vagues successives, lesquelles suivront indéniablement le rythme du Covid-19.

Mais plus que la phase de confinement, c'est surtout la phase de déconfinement qui préfigurera de l'ampleur de la crise. "Ce sera une vague structurelle, certains secteurs d'activité ont une capacité de rattrapage, d'autres non. Certains repartent tout de suite, d'autres secteurs doivent attendre encore. C'est le principe de base", relève Pascal De Lima. Plus l'activité retrouvera ses couleurs habituelles rapidement, moins le choc sera violent. En l'état, les indicateurs arrivent au compte-goutte, mais ils sont loin d'être optimistes.

"La reprise est partielle, plusieurs secteurs n'ont pas pu rouvrir et des salariés ne peuvent pas reprendre non plus leur activité, parce qu'il sont malades, à risque, ou qu'ils ont des enfants. Par ailleurs, en sortie de confinement, de nombreuses entreprises se retrouvent à court de liquidités, et là encore les prêts garantis par l'État ne permettent pas d'absorber tout", détaille Bruno Ducoudré, en évoquant l'exemple de l'entreprise d'ameublement Alinéa.

Avant le confinement, l'entreprise se trouvait déjà en délicatesse financière. Et celle-ci s'est accentuée ces dernières semaines. Résultat: la société vient d'être placée en redressement judiciaire, comme la marque de vêtements pour femmes Naf Naf ou le vendeur de chaussures, le groupe André.

"On risque d'avoir dans les semaines et les mois qui viennent, une multitude d'entreprises qui se retrouvent dans cette situation

et donc avec des emplois dont la pérennité n'est pas assurée. On va au devant de plans de restructuration et de licenciement, qui pourraient se généraliser", juge Bruno Ducoudré.

Un balancier qui pourrait commencer à tanguer particulièrement à partir du 2 juin, moment à partir duquel le chômage partiel sera moins pris en charge par l'État "afin d'encourager les entreprises à reprendre l'activité et éviter de se reposer uniquement sur le chômage partiel". À l'inverse, certains secteurs seront soutenus plus longtemps comme celui du tourisme.

En se basant sur une estimation, jugée plutôt optimiste d'une chute de 8% du PIB cette année, le FMI table sur un taux de chômage à 10,4% à la fin de l'année 2020 en France. Une situation explosive qui fait craindre au gouvernement un "appauvrissement généralisé", pour reprendre les mots d'Édouard Philippe le 7 mai dernier lors de la présentation de son plan de déconfinement.

Les associations caritatives, elles-mêmes en danger, tirent la sonnette d'alarme. Nombreuses sont celles a avoir observé une hausse de leurs bénéficiaires dans le cadre des distributions alimentaires.

Le logement est également vu comme une véritable "bombe à retardement". "Certains bailleurs sociaux parlent déjà de 10% de loyers impayés depuis le début du confinement mais le risque, majeur, de défaut de paiement de loyers et de charges est encore devant nous, avec à terme, la menace d'expulsion", explique ainsi à France Culture, Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre...

Si les plans de restructurations et que les faillites s'enchaînent, on risque de basculer dans un régime qui s'auto-entretient: une faible activité, pas de confiance des ménages pas d'investissement des entreprises. Le HuffPost 21 mai 2020

LVOG - C'est le scénario qui mènerait à la dépression et à la guerre, mais comme de guerre il ne peut pas y avoir lieu, ce serait une guerre civile sans fin, à suivre.

On vit déjà sous un régime policier.

La torture.

- Le masque vous fait mal aux oreilles? Voici 5 solutions pour y remédier - Le HuffPost 21 mai 2020

Un air de franquisme.

- Espagne : prolongation de l'état d'alerte, jusqu'au 6 juin - euronews 20 mai 2020

Les députés ont voté une prolongation de deux semaines de l'état d'alerte. Cette mesure d'exception permet notamment de limiter la liberté de circulation. euronews 20 mai 2020

Un air de Vichy.

- Coronavirus : À Paris, la police évacue l'esplanade des Invalides bondée - Le HuffPost 21 mai 2020

Déconfinement total. Ce mercredi 20 mai au soir, les forces de l'ordre ont dû intervenir dans le VIIe arrondissement de Paris pour mettre un terme à un immense rassemblement qui s'était formé de manière spontanée sur l'esplanade des Invalides.

Par petits groupes, des centaines de Parisiens s'étaient effectivement installés dans l'herbe haute pour profiter d'une soirée à l'allure estivale, au mépris des règles de distanciation sociale et des gestes barrières. Le HuffPost 21 mai 2020

Un air de Big Brother.

- Intox. Plus de tests de dépistage = plus de nouveaux cas de contamination, quoi de plus normal !

Coronavirus: L'OMS fait état d'un nombre record de nouveaux cas - Reuters 20 mai 2020 Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé mercredi que 106.000 nouveaux cas de contamination au coronavirus avaient été dénombrés dans le monde au cours des 24 dernières heures, un chiffre qui n'avait encore jamais été atteint. Reuters 20 mai 2020

LVOG - Plus les pays testent la population, plus il y a de cas dénombré, voilà ce qu'ils instrumentalisent. En admettant que 5% de la population mondiale (7,5 milliards) pourraient être porteurs du coronavirus, avant d'arriver à 375 millions de personnes infectées

ils ont encore de la marge pour alimenter la psychose collective.

Quelle aubaine ! Non, une coïncidence. Une de plus. Une de trop ?

- Vaste plan social chez Rolls-Royce : 9000 suppressions de postes - euronews 20 mai 2020

- Renault envisagerait de fermer plusieurs sites en France - euronews 20 mai 2020

Selon l'hebdomadaire satirique Le Canard Enchaîné, Renault envisagerait de fermer quatre sites en France - Flins, Dieppe, Choisy-le-Roi et les Fonderies de Bretagne - dans le cadre d'un plan de 2 milliards d'euros d'économies qui doit être dévoilé le 29 mai.

L'Etat français, premier actionnaire de Renault avec 15% du capital, prévoit de garantir un prêt bancaire d'environ 5 milliards d'euros pour le constructeur. euronews 20 mai 2020

LVOG - Les opportunistes vont hurler, comment des milliards pour les capitalistes... C'est à croire qu'ils ont oublié qu'on vivait sous le régime capitaliste, à force de s'en accommoder, voilà ce qui arrive...

Et puis il y a un autre truc à avoir à l'esprit et qui leur échappe ou plutôt dont ils se contrefoutent.

Imaginons que le gouvernement distribue des milliards à certaines catégories de travailleurs en France. D'après vous, où va-t-il les chercher ces milliards, dans la poche des capitalistes ou des actionnaires? Vous voulez rire ou quoi, un peu de sérieux s'il vous plaît. Non, ce sont les autres travailleurs qui vont régler la note en France, à moins qu'ils la paient tous ensemble d'une manière ou d'une autre, ou alors ce sont les travailleurs ailleurs dans le monde qui la règleront. Cela fait plus de deux siècles que cela dure, alors pourquoi ne pas continuer, après tout, on est ou on n'est pas internationaliste, n'est-ce pas ?

Haut de page

Le 26 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

L'autocensure : La pire atteinte à la liberté d'expression. Ajoutons, la plus sournoise qui soit.

Tu avais déjà l'air con, mais en marchant dans la rue avec un téléphone à la main et un masque sur le visage, maintenant tu n'as plus grand chose d'humain.

Il y a quelques jours, je me suis dit qu'on vivait sous un régime fasciste, dès lors que notre liberté de mouvement était entravée, et voyez-vous je ne le supporte pas.

La seconde partie de la causerie est réservée aux militants de préférence.

J'ai bâclé la relecture, il fait une chaleur à crever et je suis épuisé.

- 20 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE.

Il appelle cela le progrès. L'illettrisme remplacé par l'illectronisme.

- 13 millions de Français sont victimes d'illectronisme - huffingtonpost.fr 26 mai 2020

Alors que l'usage du numérique a plus que jamais explosé avec le confinement, "des millions" de Français sont victimes d'illectronisme.

Dans le cadre de la mission d'information "sur la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique" mise en place au Sénat mi-mai, le Défenseur des droits a été auditionné ce lundi 25 mai. Comme le rapporte Le Point, Jacques Toubon a estimé qu'environ "13 millions de personnes déclarent avoir des difficultés dans l'usage des outils numériques".

Il a pointé plusieurs lacunes, allant de l'absence de connexion Internet pour les personnes de plus de 70 ans, au manque d'équipement pour d'autres. huffingtonpost.fr 26 mai 2020

LVOG - Ce qu'ils ne disent pas, c'est que cela a un prix faramineux, car compte tenu que les systèmes d'exploitation (95, 98, XP, Vista, System 7, 8, 10 etc.) qui servent au fonctionnement des ordinateurs changent en permanence ou sont obsolètes au bout de quelques années, sous peine de les actualiser, donc d'acheter les nouvelles versions (ou de les pirater) vous ne pourrez plus accéder à certaines applications ou utiliser vos logiciels, regarder ou télécharger des vidéos, il vous faudra passer encore et encore à la caisse ou vous en passer, sauf que lorsqu'il s'agit de documents officiels, cela pose problème. Sans parler des problèmes posés par l'actualisation gratuite de certains logiciels qui ne fonctionnent plus avec votre système d'exploitation, sans que vous puissiez revenir à la version antérieure, sauf si vous avez des connaissances en informatique, ce qui n'est pas le cas d'une personne sur deux au moins.

C'est ainsi qu'ils obligent les utilisateurs à changer de système d'exploitation. Et si votre ordinateur est trop ancien pour supporter le nouveau système d'exploitation, vous devrez en changer, donc débourser une somme importante, je suis dans ce cas-là. C'est du racket ou cela assure une gigantesque rente à vie aux oligarques tel Bill Gates. L'idéal, c'est encore, quand c'est possible, de tout pirater comme je le fais depuis 15 ans.

Cela aurait-il quelque chose à voir avec le changement climatique ?

- Le champ magnétique de la Terre s'affaiblit pour des raisons inconnues, selon l'ESA - sputniknews.com 24 mai 2020

Le champ magnétique de notre planète, qui protège la couche d'ozone des radiations cosmiques et des rayons ultraviolets nocifs, est en train de s'affaiblir par endroits pour des raisons inconnues, selon l'Agence spatiale européenne (ESA).

En 200 ans, le champ magnétique de la Terre a perdu 9% de son intensité et continue de s'affaiblir, l'apparition d'une nouvelle zone d'intensité minimale en Afrique en témoigne, a annoncé l'Agence spatiale européenne (ESA) citant des données de sa mission Swarm, une constellation de satellites mise en orbite en 2013.

«Un nouveau minimum oriental de l'anomalie de l'Atlantique sud est apparu au cours de la dernière décennie et n'a cessé de se développer ces dernières années», a indiqué Jürgen Matzka, du Centre allemand de recherche en géosciences.

L'anomalie de l'Atlantique sud est une zone située entre l'Afrique et l'Amérique du Sud où le champ magnétique est plus faible que dans les autres régions du globe. Depuis sa découverte en 1958, cette zone s'est développée et s'est déplacée vers l'ouest à un rythme d'environ 20 kilomètres par an.

«De 1970 à 2020, l'intensité minimale du champ dans cette zone est passée d'environ 24.000 nanoteslas à 22.000», précise l'ESA.

La deuxième zone de faible intensité magnétique, qui a émergé en Afrique du Sud, serait un signe annonçant que l'anomalie de l'Atlantique sud «pourrait se diviser en deux zones distinctes». Une inversion des pôles Nord et Sud?

Selon une hypothèse de l'ESA, le comportement bizarre du champ magnétique terrestre pourrait s'expliquer par une inversion des pôles Nord et Sud, puisque des études récentes ont montré que la position du pôle magnétique Nord change rapidement.

Pour l'instant, l'affaiblissement du champ magnétique, qui protège la Terre des radiations cosmiques et des rayons nocifs du Soleil, ne présente pas de danger pour les humains, estime l'ESA. sputniknews.com 24 mai 2020

La stratégie de la peur permanente sert à anhilier toute tentation de remise en cause de l'ordre établi.

Ce que la crise va changer : les leçons d'un confinement - Le Point.fr 22 mai 2020

La peur du virus s'installe durablement dans tous les pays touchés par l'épidémie

Alors que les courbes des décès retombent fort heureusement dans la plupart des pays, les courbes de la peur liée au virus continuent, elles, de plafonner, signe que si l'épidémie ralentit, la crainte, elle, reste très présente. C'est ce que montre le baromètre No Com des deux crises, la sanitaire et l'économique, réalisé des deux côtés des Pyrénées. Le Point.fr 22 mai 2020

Le Covid-19 a-t-il agi comme révélateur de notre degré de déshumanisation ? - entelekheia.fr 25 mai 2020

Extrait

L'homme occidental, enivré de sa richesse et de sa puissance, s'est pris pour un démiurge. Et c'est dans cet état de toute-puissance absolue, d'auto-satisfaction sans faille et de mépris total pour le reste de l'humanité que nous a surpris la « pandémie ».

On peut le dire sans crainte d'être lynché, maintenant que de plus en plus de médecins osent avouer à la TV que l'épidémie est finie, le monstre qui nous a tous terrorisés par le biais des médias stipendiés a finalement accouché d'une souris. Et pourtant, tout est détruit...

Comment est-ce possible, nous demandons-nous, ébahis ?

Eh bien ce n'est pas l'épidémie qui nous a vaincus. Elle n'a été qu'un révélateur. Nous sommes tout simplement tombés sous le poids de nos aveuglements, de nos contradictions, de nos excès et du scientisme aveugle qui nous éloigne de plus en plus de la réalité et nous pousse à vitesse accélérée vers la déshumanisation, la réduction de l'humain à des variables comptables.

Le risque zéro est une chimère. Mais ce n'est pas étonnant, notre société s'est spécialisée dans la poursuite de chimères : une vie sans fin, une croissance sans fin, un progrès sans fin, une productivité sans fin, des profits sans fin.

David Cayley résume bien le dilemme dans lequel nous nous sommes enfermés : « L'effort massif et coûteux déployé pour endiguer et limiter les maux causés par le virus est-il le seul choix qui s'offre à nous ? Cet effort est-il une sorte de réponse évidente, inévitable, dictée par la simple prudence, afin de protéger toutes les personnes les plus vulnérables ? Ou bien n'est-il pas une forme désastreuse, qui cherche à contrôler ce qui est clairement hors-contrôle ? Un effort qui doublera les dégâts provoqués par la maladie d'autres problèmes, qui auront une incidence dans un futur plus ou moins éloigné ? »

Poser la question, c'est y répondre. Et comment cherchons-nous à contrôler l'incontrôlable ? Par la science, la norme, la statistique, les probabilités, les sondages, les courbes, les tableaux, les chiffres, les nombres. On traite « de plus en plus des cas particuliers comme des cas généraux, comme représentants d'une catégorie ou d'une classe, plutôt que comme des situations délicates uniques ».

Nous ne sommes plus des êtres humains, nous sommes des corps sans âme, des corps en série...

La norme, la courbe et la statistique dominent le discours sur le coronavirus...

Le président général en chef de la frange des Français qui ont voté pour lui ne montre-t-il pas l'exemple ? « Dès le 12 mars, dans son adresse aux Français, Emmanuel Macron donne le ton : « Un principe nous guide pour définir nos actions (…) : c'est la confiance dans la science ». Ou plutôt dans la statistique : « La première des sciences inexactes », selon Edmond et Jules de Goncourt. Vous vous rappelez des prédictions alarmantes qui ont inspiré les choix d'Emmanuel Macron, de Donald Trump ou de Boris Johnson ? Eh oui, il parait que ce sont les prédictions complètement fantaisistes de l'épidémiologiste britannique Neil Ferguson qui sont responsables du désastre…

Mais cela n'empêche pas le mathématicien Cédric Villani de se vanter de ce que « Le nouveau groupe Ecologie, démocratie, solidarité s'appuiera sur la science ». Pour lui, « s'appuyer sur la science va au-delà de l'écologie mais s'applique à toute la vie publique. La science est indispensable au conseil politique ».

Continuons donc à faire toujours plus de la même chose, cela nous réussit si bien…

De toute façon, il y a longtemps que les Autorités ne se préoccupent plus de la réalité. Macron ne vient-il pas de nous affirmer que nous n'avions « jamais été en rupture de masques », après nous avoir assuré que tout allait changer à l'hôpital : fini les coupes budgétaires et les tableaux excel !

Peu importe que sur le terrain ce soit tout le contraire, comme nous l'indique Politis, « Si, de concert, Emmanuel Macron et Olivier Veran ont annoncé l'ouverture de discussions pour remettre en question le système de gestion hospitalière, force est de constater que celui-ci a la vie dure. Les réflexes budgétaires reprennent dans certains hôpitaux qui voient la pression monter sur les reprises d'activités. Une pression qui s'appuie sur un outil désormais bien connu : le tableau Excel … Censés donner une image de l'activité d'un service, ces tableaux Excel sont surtout l'outil d'une gestion budgétaire et d'une pression de rentabilité ».

Quant à la promesse de cesser de couper les vivres à l'hôpital, Marianne a vite douché nos espoirs : 2,6 milliards d'économies : comment le gouvernement Macron a continué d'essorer les hôpitaux.

Pendant que nous courons à l'abîme derrière des dirigeants hors-sol, empêtrés dans des habitudes et des croyances mortifères, pendant que nous laissons nos aînés mourir seuls dans les Ehpad pour le plus grand désespoir de leurs proches, il y a des pays, en Europe même, qui se comportent de manière pragmatique, empirique, et qui ont de bien meilleurs résultats que nous : « La Grèce est un pays que nous regardons de haut dans l'Union. C'est la la deuxième population plus âgée de l'Union, 55% des Grecs sont en surpoids ou obèses, l'hôpital compte 4,2 lits pour 1000 habitants (8 en Allemagne), et depuis 2009, 18 000 médecins ont quitté le pays. Et c'est un pays sans véritable frontière simple à fermer. Tout pour être la victime désignée du Covid-19. Or, la Grèce, au 23 avril 2020, compte 12 morts par million d'habitants, contre 68 pour l'Allemagne, 178 pour la Suisse, 267 pour la France, 415 pour l'Italie. Aux premiers signes de maladie, chloroquine et l'antibiotique azithromycine sont prescrits, des médicaments à coût très bas.

De fait, les Grecs ont suivi les recommandations du Pr Raoult, des recommandations pour pays pauvres. La France recommande de rester chez soi en cas de fièvre … qui doit disparaître en quelques jours … puis en raccourcis de se rendre à l'hôpital … devenu exsangue. C'est une démarche de pays riche. Si l'expression « pays pauvre » gêne, il faut la remplacer par « start-up ». Les start-up se débrouillent avec les astuces et moyens du bord, les grandes entreprises se réfèrent à des processus … et ne savent plus innover ».

En France, nous préférons nous désoler de ne pas avoir de traitement et sortir étude sur étude pour prouver – plus ou moins malhonnêtement, comme le montre cet article de France-soir – que le professeur Raoult est un charlatan…

Il y a moins de morts là où on a appliqué son traitement ? Quelle importance, puisque, selon la TV, les statistiques disent le contraire… entelekheia.fr 25 mai 2020

The Lancet est à la médecine, ce que The Economist est à l'économie, ce que l'extrême-centre est à la politique, la voix de Big Pharma, de Big Brother, de l'extrême droite néolibérale.

Cette "*manipulation (qui) équivaut à un délit criminel et à une faute.*"

Shocking Report from Medical Insiders - F. William Engdahl - 18.06.2015

https://journal-neo.org/2015/06/18/shocking-report-from-medical-insiders/

Extrait.

Un aveu choquant du rédacteur en chef de la revue médicale la plus respectée au monde, The Lancet, a été pratiquement ignoré par les médias grand public. Le Dr Richard Horton, rédacteur en chef du Lancet a récemment publié une déclaration déclarant qu'une quantité choquante de recherches publiées n'est au mieux pas fiable, sinon complètement fausse, comme dans, frauduleuse.

Horton a déclaré: «Une grande partie de la littérature scientifique, peut-être la moitié, peut simplement être fausse. Affligée par des études avec de petits échantillons, de minuscules effets, des analyses exploratoires invalides et des conflits d'intérêts flagrants, ainsi que par une obsession de poursuivre des tendances à la mode d'une importance douteuse, la science a pris un tournant vers l'obscurité. »

En d'autres termes, Horton déclare sans détour que les grandes sociétés pharmaceutiques falsifient ou manipulent des tests sur la santé, la sécurité et l'efficacité de leurs divers médicaments en prélevant des échantillons trop petits pour être statistiquement significatifs ou en embauchant des laboratoires de tests ou des scientifiques où le laboratoire ou le scientifique a des conflits d'intérêts flagrants tels que le fait de plaire à la société pharmaceutique pour obtenir des subventions supplémentaires. Au moins la moitié de tous ces tests sont sans valeur ou pire, selon lui. Étant donné que les drogues ont un effet majeur sur la santé de millions de consommateurs, la manipulation équivaut à un délit criminel et à une faute.

Les études parrainées par l'industrie pharmaceutique Horton font référence au développement de médicaments ou de vaccins commerciaux censés aider les gens, utilisés pour former du personnel médical, pour former des étudiants en médecine et plus encore.

Horton a écrit ses commentaires choquants après avoir assisté à un symposium sur la reproductibilité et la fiabilité de la recherche biomédicale au Wellcome Trust à Londres. Il a noté les règles de confidentialité ou de «Chatham House» où les participants sont interdits de nommer des noms: «« Beaucoup de ce qui est publié est incorrect. »Je ne suis pas autorisé à dire qui a fait cette remarque parce qu'on nous a demandé d'observer les règles de Chatham House . On nous a également demandé de ne pas prendre de photos de diapositives. »

Autres voix

Le Dr Marcia Angell est médecin et a longtemps été rédacteur en chef du New England Medical Journal (NEMJ), considéré

comme l'un des plus prestigieux journaux médicaux à comité de lecture au monde. Angell a déclaré:

«Il n'est tout simplement plus possible de croire une grande partie de la recherche clinique publiée ou de se fier au jugement de médecins de confiance ou à des directives médicales faisant autorité. Je ne prends aucun plaisir à cette conclusion, à laquelle je suis parvenu lentement et à contrecœur au cours de mes deux décennies en tant que rédacteur en chef du New England Journal of Medicine. »

Harvey Marcovitch, qui a étudié et écrit sur la corruption des tests médicaux et la publication dans des revues médicales, écrit que «les études montrant des résultats positifs pour un médicament ou un appareil à l'étude sont plus susceptibles d'être publiées que les études« négatives »; les éditeurs sont en partie à blâmer pour cela, tout comme les sponsors commerciaux, dont les études méthodologiquement bien menées avec des résultats défavorables avaient tendance à ne pas voir le jour… »

Au Neural Dynamics Research Group de l'Université de la Colombie-Britannique au Département d'ophtalmologie et des sciences visuelles, le Dr Lucija Tomljenovic a obtenu des documents qui montraient que «les fabricants de vaccins, les sociétés pharmaceutiques et les autorités sanitaires connaissaient les multiples dangers associés aux vaccins, mais ont choisi de les cacher au public. Il s'agit d'une fraude scientifique, et leur complicité suggère que cette pratique se poursuit à ce jour. »

Le Dr Horton du Lancet conclut: «Ceux qui ont le pouvoir d'agir semblent penser que quelqu'un d'autre devrait agir en premier. Et chaque action positive (par exemple, le financement de réplications bien alimentées) a un contre-argument (la science deviendra moins créative). La bonne nouvelle est que la science commence à prendre très au sérieux certains de ses pires défauts. La mauvaise nouvelle est que personne n'est prêt à faire le premier pas pour nettoyer le système.

La corruption de l'industrie médicale dans le monde est un problème énorme, peut-être plus dangereux que la menace de toutes les guerres réunies... journal-neo.org 18.06.2015

Coronavirus : l'hydroxychloroquine et la chloroquine sont inefficaces et même néfastes, selon une nouvelle étude - franceinfo 22 mai 2020

Cette étude, la première de cette ampleur, apporte une "preuve statistique robuste" que ces deux traitements promus en France par le professeur Raoult ne fonctionnent pas et sont même dangereux.

Ni la chloroquine, ni son dérivé l'hydroxychloroquine ne se montrent efficaces contre le Covid-19 chez les malades hospitalisés, et ces molécules augmentent même le risque de décès et d'arythmie cardiaque, prévient une vaste étude parue vendredi 22 mai dans The Lancet, qui recommande de ne pas les prescrire en dehors des essais cliniques.

Menée sur près de 15 000 malades, cette étude est la "première étude à large échelle" à montrer une "preuve statistique robuste" que ces deux traitements, promus notamment par le professeur Didier Raoult et le président américain Donald Trump, "ne bénéficient pas aux patients du Covid-19", déclare le docteur Mandeep Mehra, auteur principal de l'étude publiée dans la prestigieuse revue médicale.

Ces patients ont reçu quatre combinaisons différentes à base de chloroquine (un antipaludéen) et d'hydroxychloroquine (prescrit contre la polyarthrite rhumatoïde par exemple) : les traitements étaient soit administrés seuls, soit associés à un antibiotique de la famille des macrolides. L'étude a analysé des données d'environ 96 000 patients infectés par le virus Sars-CoV-2 admis dans 671 hôpitaux entre le 20 décembre 2019 et le 14 avril 2020, sortis ou décédés depuis. Environ 15 000 d'entre eux ont reçu l'une des quatre combinaisons (chloroquine seule ou associée à l'antibiotique, hydroxychloroquine seule ou associée à ce même antibiotique), puis ces quatre groupes ont été comparés aux 81 000 malades du groupe témoin n'ayant pas reçu ce traitement. Un risque de mortalité bien plus élevé

Résultat, les quatre traitements ont tous été associés à un risque de mortalité bien plus élevé qu'au sein du groupe témoin (qui était de 9,3%) : 16,4% de décès pour la chloroquine seule, 22,2% quand elle était combinée à l'antibiotique ; 18% pour l'hydroxychloroquine seule, et 23,8% quand elle était associée au même antibiotique. Les auteurs estiment ainsi que le risque de mortalité est de 34% à 45% plus élevé chez des patients prenant ces traitements que chez des patients présentant des facteurs de comorbidité, c'est-à-dire de facteurs de risque.

Ils ont aussi découvert de sérieuses arythmies cardiaques graves plus fréquentes chez les patients recevant chloroquine ou hydroxychloroquine, surtout avec la combinaison hydroxycholroquine-macrolide (8% des malades contre 0,3% dans le groupe témoin). Le risque d'arythmie serait en définitive cinq fois plus élevé avec la prise de ces deux molécules, même si le lien de cause à effet n'est pas directement prouvé, expliquent les auteurs, qui demandent une confirmation "urgente" via des essais cliniques randomisés (patients choisis par tirage au sort) avant toute conclusion.

Soulignant que des études préliminaires à petite échelle ont déjà "échoué à identifier des preuves robustes d'un bénéfice" de ces deux traitements, "nous savons maintenant avec notre étude que les chances d'améliorer" l'état des malades du Covid-19 "sont

plutôt minces", écrit le docteur Frank Ruschitzka, du centre hospitalier universitaire de Zurich, coauteur de l'étude. Alors que plusieurs pays comme le Brésil parient sur l'usage de la chloroquine et de son dérivé, l'étude recommande de ne pas administrer ces traitements en dehors des essais cliniques. L'hydroxychloroquine est actuellement testée dans plusieurs essais cliniques, dont l'essai européen Discovery. franceinfo 22 mai 2020

Au vu de ces résultats alarmants, le ministre de la Santé Olivier Véran vient d'annoncer ce samedi 23 mai qu'il avait saisi le Haut Conseil de la santé publique pour qu'il analyse cette étude et lui "propose sous 48 h une révision des règles dérogatoires de prescription" de l'hydroxychloroquine. Programme.TV 23 mai 2020

LVOG - Je vous renvoie à la causerie du 2 mai 2020.

Ce sont eux qui pilotent l'OMS et qui sont à l'origine de cette escroquerie au coronavirus.

- The Rockefeller Foundation and the international health agenda - May 11, 2013

https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(13)61013-2/fulltext

Vous y apprendrez notamment que "*l'OMS a été créée en 1948 par la Fondation Rockefeller*", ce qu'ignore la plupart des gens. Ceci explique cela.

«On peut le dire haut et fort, Didier Raoult se trompe!»: l'hydroxychloroquine à nouveau désapprouvée dans une étude - sputniknews.com 24 mai 2020

Le professeur Jean-François Bergmann, ancien vice-président de l'ANSM, condamne les pseudo-sciences, dont l'hydroxychloroquine recommandée par Didier Raoult.

«Maintenant que la situation s'est calmée, on peut le dire haut et fort, ce monsieur se trompe!», lance-t-il, affirmant que suffisamment de preuves sont désormais réunies pour prouver l'inefficacité de cette molécule dans le traitement du Covid-19.

Selon M.Bergmann, également ancien chef de médecine interne à l'hôpital Lariboisière à Paris, la lenteur des recherches en France a favorisé l'apparition de ces pseudo-sciences. «On s'en est pris plein la figure. Lui avait le traitement et nous, on était des crétins auxquels il refusait tout débat scientifique. On s'est tus avec élégance», confie-t-il. Il pointe par ailleurs la lourdeur administrative dans l'Hexagone concernant la validation des médicaments, regrettant que la recherche ne soit «pas assez valorisée».

Alors que d'autres grands essais cliniques sont toujours en cours, le professeur privilégie l'attente d'un vaccin, rappelant qu'aucun médicament ne traite encore aujourd'hui la varicelle, la rougeole ou les oreillons. Contre le nouveau coronavirus, les chercheurs ont privilégié dans l'urgence l'utilisation de médicaments déjà existants, mais les résultats sont «souvent décevants».

«Il faut traiter les symptômes et attendre le vaccin. Quand tous les gros labos s'y mettent, en général, ça marche. C'est un vrai espoir», conclut-il auprès du quotidien francilien. sputniknews.com 24 mai 2020

Coronavirus : les essais cliniques avec l'hydroxychloroquine suspendus, le test européen Discovery également concerné - Franceinfo 26 mai 2020

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé avoir suspendu "temporairement" les essais cliniques avec l'hydroxychloroquine qu'elle mène avec ses partenaires dans plusieurs pays, par mesure de précaution. AFP 26 mai 2020

Totalitarisme. Big Brother = Big Data = Big Pharma.

LVOG - Ce matin j'ai adressé un nouveau message au professeur Raoult, dans lequel je lui ai communiqué l'article *Shocking Report from Medical Insiders*.

Le professeur Raoult contre-attaque et dénonce "une dérive des journaux de recherche médicale" - Yahoo 25 mai 2020

Dans une vidéo publiée ce lundi sur YouTube, le professeur Raoult a réagi à la polémique et défendu sa position. "Ici, il nous est passé plus de 4 000 malades dans les mains, ne croyez pas que je vais changer d'avis parce qu'il y a des gens qui font du big data, qui est une fantaisie complètement délirante, qui prend des données dont on ne connaît pas du tout la qualité et mélange tout", affirme ainsi l'infectiologue.

“Comment voulez-vous qu’une étude foireuse faite avec du big data change ce que nous avons vu ?, interroge Didier Raoult. Des électrocardiogrammes, ici, nous en avons fait 10 000 chez les malades qui ont eu cette maladie. 10 000 électrocardiogrammes qui ont tous été vus par l’équipe d’un cardiologue spécialisé dans l’analyse électrique du coeur...”

Raoult dénonce une “dérive” de la presse médicale

“Je ne vais pas changer d’avis parce qu’il y a une publication, quel que soit le journal dans lequel elle sort, maintient le directeur de l’IHU de La Timone. C’est plus une question de savoir s’il existe une dérive des journaux de recherche médicale, ce que je crois, comparable à ce qu’on a vu chez les médias généralistes, dans laquelle la réalité est tordue de telle manière qu’à la fin, ce qui est rapporté n’a plus rien à voir avec ce qui est observable.”

“Moi, il n’y a rien, à part peut-être l’Alzheimer, qui effacera ce que j’ai vu de mes yeux. Le reste, ce qui se publie dans la littérature, c’est complètement déraisonnable, poursuit le professeur Raoult. Si d’un coup, il suffisait que quelqu’un publie une bêtise pour que j’oublie tout ce qu’on a fait pendant deux mois et demi, je serais devenu fou. Donc je ne vais pas changer d’avis parce qu’il y a des gens qui nous disent ‘nous qui n’avons pas vu de malades, nous vous disons ce qu’il s’est passé, alors que vous qui avez vu des malades, vous ne savez pas ce qu’il s’est passé’.” Yahoo 25 mai 2020

Vidéo. 4000 patients traités VS Big Data : qui croire ? - 25 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=DZFN3DryH68

- Christian Estrosi dénonce le «lynchage médiatique» contre le professeur Raoult - sputniknews.com 22 mai 2020

«Je suis plus derrière ceux qui agissent que ceux qui commentent». Invité de BFM TV et RMC, le maire LR de Nice Christian Estrosi a réaffirmé son soutien au directeur de l'IHU de Marseille. Pour lui, Didier Raoult, «le plus grand chercheur» de France, est victime d'un «lynchage médiatique».

«Parfaite ou imparfaite, il y avait une solution. Je ne comprends pas pourquoi on s'est livré à cet espèce de lynchage médiatique de quelqu'un qui travaille, de quelqu'un qui ne veut pas se mêler de tous ces débats, de quelqu'un qui, au lieu de passer son temps à être un commentateur sur les plateaux de télévision, préfère se consacrer à ses patients», a défendu Christian Estrosi.

Pour l’élu LR, les acteurs du «monde scientifique» ne sont que des «commentateurs».

«Je ne les vois pas enfermés du matin au soir dans leurs laboratoires, mais je les vois surtout occuper tous les plateaux de télévision. [...] Je suis plus derrière ceux qui agissent que ceux qui commentent», a-t-il conclu. sputniknews.com 22 mai 2020

Coronavrius : un collectif de médecins réclame la liberté de prescrire la bithérapie du P. Raoult - 21 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=TnosUU19UAc

Etude à l’appui, un collectif de médecins affirme que la bithérapie azithromycine/hydroxychloroquine développée par le Professeur Raoult à Marseille est efficace contre le COVID 19. Il réclame la liberté de prescrire pour soigner les patients éligibles à ce protocole.

Gérard Guillaume, médecin rhumatologue : "il n'y a pas de deuxième vague ! l'épidémie est finie" - 19 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=9Mi5n2YR7Hs

Violaine Guérin -"Le conseil scientifique a des intérêts dans l'industrie pharmaceutique" - 19 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=Fh-GFweteig

Tripatouillage avoué déjà pardonné !

- Coronavirus: L'Espagne soustrait 2.000 décès à son bilan - Reuters 26 mai 2020

Le coordinateur de l'urgence sanitaire, Fernando Simon, a précisé que des décès avaient été comptabilisés plusieurs fois et que

des patients que l'on croyait morts du Covid-19 avaient en fait succombé à d'autres maladies. Reuters 26 mai 2020

Totalitarisme. Big Brother vous surveille, mais c'est pour votre sécurité. La servitude volontaire. Boycott !

Coronavirus : l'application StopCovid pourrait être disponible dès ce week-end - Franceinfo 26 mai 2020

Le gouvernement va-t-il bénéficier d'une nouvelle arme contre le nouveau coronavirus dans les jours à venir ? L'application de traçage StopCovid, destinée à repérer la propagation du coronavirus, sera disponible dès le week-end prochain si les parlementaires l'approuvent. C'est ce qu'a déclaré le secrétaire d'Etat au Numérique, Cédric O, au Figaro (article payant), lundi 25 mai.

"Sous réserve du vote au Parlement, l'application pourrait être disponible dans les magasins d'application d'Apple et d'Android ce week-end", déclare-t-il.

L'application sera basée sur une participation volontaire. Franceinfo 26 mai 2020

LVOG - En attendant qu'elle soit généralisée ou rendue obligatoire en fonction du nombre de décérébrés qui se seront portés volontaires. N'est-ce pas ce qu'ils ont osé faire avec les vaccins ? A suivre.

Totalitarisme. Répression, c'est "***nécessaire***" pour votre sécurité, comme la privation de liberté.

LVOG - Encore une mesure liberticide.

Sécurité routière : Désormais, le permis sera automatiquement retenu en cas d'infraction avec un téléphone au volant - 20 Minutes 22 mai 2020

A partir de ce vendredi, si vous commettez une infraction sur la route et que vous étiez en possession de votre téléphone portable à la main, votre permis de conduire sera automatiquement retenu. Toutes les infractions sont concernées par cette mesure, que cela soit un défaut de clignotant, le franchissement d'une ligne continue, un excès de vitesse, un refus de priorité aux piétons ou un dépassement dangereux.

Au-delà des 72 heures de rétention, le préfet pourra prononcer une suspension de permis pouvant aller jusqu'à six mois et même un an en cas d'accident, de conduite en état d'alcoolémie ou après usage de stupéfiant. Une sanction drastique, mais nécessaire pour la Sécurité routière selon qui le téléphone au volant est responsable d'un accident corporel sur 10 et multiplie les risques d'accident par trois. Amende de 135 euros pour les établissements de nuit sans éthylotests

D'autres mesures, qui avaient été prises lors d'un conseil interministériel de la Sécurité routière en janvier 2018, entrent également en vigueur ce vendredi après publication la veille du décret d'application au Journal officiel. Ainsi, la durée maximale d'obligation de ne conduire qu'un véhicule équipé d'un éthylotest anti-démarrage (EAD), qui impose de souffler dans un éthylotest et bloque le véhicule si l'alcoolémie est trop élevée, passe de six mois à un an. Cette mesure est prononcée comme alternative à la suspension du permis de conduire.

L'obligation de mise à disposition d'éthylotests dans les établissements de nuit est, elle, renforcée et expose désormais les contrevenants à une amende de 135 euros. En revanche, il n'est plus obligatoire de posséder un éthylotest dans son véhicule. 20 Minutes 22 mai 2020

Le régime policier sait faire preuve de mansuétude.

- Suisse : 5 mois de prison avec sursis pour avoir blanchi 35 millions de dollars - LePoint.fr 23 mai 2020

Il vaut mieux habiter le centre-ville de Montréal, Madrid, Barcenole, Rome, Athène qu'un bidonville de Buenos Aires

Les autorités argentines ont décrété lundi la mise en quarantaine totale du bidonville de Villa Azul, qui compte environ 3.000 habitants dans la banlieue de Buenos Aires, pour tenter de freiner la propagation du coronavirus. "Le quartier a été encerclé par les forces de sécurité. Personne n'est autorisé à en sortir, sauf pour des raisons de santé", a expliqué à l'AFP une source du gouvernement provincial de Buenos Aires.

A Montréal, épicentre de la pandémie de coronavirus au Canada, le centre-ville a repris des couleurs lundi avec la réouverture des magasins de la célèbre rue Saint-Catherine, après deux mois de confinement.

En Espagne, Madrilènes et Barcelonais ont retrouvé leurs parcs et terrasses, tandis que les habitants des autres régions moins touchées par la pandémie peuvent retourner sur les plages. Les terrasses ont rouvert en Grèce et en Bavière tandis qu'en Italie, piscines et salles de sport sont à nouveau accessibles. AFP 26 mai 2020

Quand soudain la réalité repris ses droits.

En Italie, le travail au noir lourdement impacté par la crise sanitaire - Euronews 22 mai 2020

Dans le quartier de Quarticciolo, dans la banlieue est de Rome, 70 % des résidents vivaient jusqu'à il y a quelques mois du travail au noir, un marché parallèle ancré dans la réalité italienne. Mais lorsque le confinement a été décrété, tout s'est arrêté pour les artisans, charpentiers ou femmes de ménage travaillant sans contrat. N'ayant droit à aucune aide, ils viennent grossir les files d'attentes devant les banques alimentaires ou auprès des producteurs offrant quelques paniers.

Gian Maria Fare dirige le centre d'études Eurispes. Pour lui, l'économie souterraine a été favorisée par les dysfonctionnements de l'administration italienne et une fiscalité élevée. Elle représenterait 35 % du PIB italien.

« Avec ces revenus non déclarés, des familles entières achetaient leur nourriture, se déplaçaient, en d'autres termes elles vivaient une vie normale et bien que l'on parle d'économie souterraine, elles participaient à l'économie dans son ensemble, de la même manière que l'économie criminelle se fond dans l'économie globale », explique-t-il. Euronews 22 mai 2020

Ceci explique cela. D'où vient le coronabusiness, à quel moment ? Une crise peut en cacher une autre.

Ces milliardaires américains qui se sont enrichis pendant la pandémie - francetvinfo.fr 22 mai 2020

Les milliardaires américains continuent de s'enrichir pendant que la pandémie de Covid-19 détruit des dizaines de millions d'emplois aux Etats-Unis, selon des données compilées par deux centres de réflexion. Entre le 18 mars et le 19 mai, les 600 ultra-riches américains ont ainsi vu leur fortune augmenter de 434 milliards de dollars (398 milliards d'euros), soit une hausse de près de 15% en deux mois, selon ces données publiées par le magazine Forbes (en anglais), jeudi 21 mai.

Les mesures de confinement de la population, la fermeture des restaurants et des magasins ont fait bondir les achats en ligne et le besoin de rester connecté via les réseaux sociaux. Conséquence ? La valeur de plusieurs titres a flambé en Bourse depuis le 16 mars, notamment ceux d'Amazon (45%), de Facebook (près de 60%), de Netflix (46%) ou d'Apple (31%). Et cela ne semble pas s'arrêter puisque les titres Amazon et Facebook ont atteint cette semaine leur plus haut historique.

Entre mars et mai, la fortune de Jeff Bezos (Amazon) a par exemple augmenté de plus de 30% et atteint désormais 147,6 milliards de dollars (135 milliards d'euros). Celle de Mark Zuckerberg, patron de Facebook, a bondi de plus de 46% et atteint 80 milliards de dollars (73,5 milliards d'euros), selon le rapport (en anglais) d'Americans for Tax Fairness et de l'Institute for Policy Studies Program for Inequality, qui ont compilé les données de Forbes. francetvinfo.fr 22 mai 2020

LVOG - La plupart des internautes confondent la capitalisation boursière des entreprises et leur chiffre d'affaires.

Commentaires d'internautes.

1- Voilà pourquoi ils soutiennent le confinement et la surveillance des populations.

2- "Messieurs les journalistes, vos chiffres alarmistes sont vrais mais... c'est pas beau de prendre en référence le point le + bas de mars, et non le + haut de janvier.

Ainsi Apple +31% depuis mars mais... 0% depuis janvier.

Facebook, Netflix et Amazon, c'est respectivement +7% +23% et +30% depuis janvier. C'est bien certes, mais beaucoup moins que vos chiffres spectaculaires, et c'est évidemment dû au confinement.

Si on avait découvert par exemple que les écrans étaient cancérigènes, elles se seraient au contraire effondrées. Enfin, avec votre mode de raisonnement, je vous annonce que Total a "flambé" de 45% depuis le 18 mars ! Bon, le titre avait perdu 65% depuis janvier..."

3- Ce que l'article ne dit pas c'est qu'entre début mars et le 18 la bourse a perdu plus de 35 %. Le 18 était le point le plus bas.

CAC 40 janvier 6 000 pts 18 mars 3 750 pts 22 mai 4 444 pts.

Donc oui la bourse (les riches) a beaucoup gagné depuis le 18 mars mais pas autant qu'elle a perdu !

4- Dans le même temps la FED explose son bilan de 7000 milliards de dollars. Ce qui, encore une fois, prouve que l'endettement se fait au détriment des plus faibles pour engraisser les plus riches. ça fait 20 ans qu'ils font ça et que ça s'aggrave à chaque crise...jusqu'à quand?

- Cela ne peut étonner personne. Toutes les grandes crises ont permis à des riches de devenir plus riches. Dans le cas présent cela se fait sur le dos du commerce local, dans le cas des guerres c'est souvent grâce à des compromissions avec l'ennemi. Mais que le bon petit peuple se rassure les riches appauvris sont encore très riches mais surtout ils continueront tous ensemble à imposer leurs décisions aux populations par pantins interposés.

Tout ne se passe pas forcément comme ils l'avaient prévu... heureusement pour nous.

Plan de relance européen: les pays du Nord rejettent la proposition franco-allemande - LeFigaro.fr 23 mai 2020

Les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Danemark ont adressé samedi matin à la Commission leur proposition. Dans ce document, ils confirment leur opposition au principe de transferts budgétaires vers les pays les plus touchés par la crise du coronavirus.

Dans ce document que Le Figaro a pu consulter, les pays du Nord se disent certes favorables à la création d'«un fonds d'urgence temporaire et unique pour soutenir la reprise économique et la résilience de nos secteurs de santé aux éventuelles vagues futures» qui, grâce à des emprunts réalisés par la Commission, viendrait renforcer le budget européen. Mais, comme le répétait ces derniers jours le chancelier autrichien Sebastian Kurz et comme il l'a encore déclaré vendredi soir sur Bild TV, ils rejettent le principe des dettes mutualisées et l'option selon laquelle le soutien de l'UE aux pays les plus affectés par la crise du coronavirus prendrait la forme de dons comme le veulent Paris et Berlin, ainsi que les pays du sud. «Nous proposons de créer un fonds de relance d'urgence basé sur une approche 'prêt pour prêt', conforme aux principes fondamentaux du budget de l'UE», est-il écrit dans le document.

Les quatre pays proposent également d'encadrer ce fonds de relance. Ainsi, devra-t-il être limité à deux ans et devra-t-il veiller à réduire le risque financier des États membres en cas de défaut d'un pays bénéficiaire des prêts. D'autres conditions sont également fixées: «évaluation approfondie des besoins» des secteurs et segments les plus touchés par la crise, «engagement ferme en faveur des réformes» de la part des pays bénéficiaires, soutien à la recherche et à l'innovation ainsi qu'au pacte vert et à la transition numérique pour soutenir la reprise, respect de l'État de droit, etc.

Les quatre pays posent, par ailleurs, leurs conditions en ce qui concerne le budget européen pour la période 2021-2027 qui va être remanié, afin de tenir compte de la crise du coronavirus. Il n'est pas souhaitable, selon eux, d'aboutir à «une augmentation significative» de ce budget. Car, estiment-ils, «des fonds supplémentaires pour l'UE, quelle que soit la manière dont ils sont financés, pèseront encore plus sur les budgets nationaux». Comme ils l'avaient déjà fait en février, lors du désastreux Conseil européen consacré au budget, ils appellent à nouveau à faire des économies «en redéfinissant les priorités dans les domaines qui sont les moins susceptibles de contribuer à la reprise». LeFigaro.fr 23 mai 2020

DEUXIEME PARTIE RÉSERVÉE AUX MILITANTS DE PRÉFÉRENCE.

J'ai reçu un courriel d'un revenant, du militant qui m'avait harcelé pendant des années avant que je bloque son adresse. Depuis il en a changé pour finalement me resservir le même vomi belliqueux cent fois réchauffé, j'ai bloqué cette adresse également pour ne plus être importuné par ce cinglé. Je ne supporte pas les procès d'intention, la malhonnêteté.

Il y a des gens qui n'ont jamais appris à lire et qui enseigne la lecture, en voici un exemple pathétique. Et ce n'est certainement pas un hasard si ce sont les mêmes qui vouent un culte démesuré ou aveugle à saint Marx, Lénine, Trotsky et à leurs héritiers autoproclamés.

Marx avait commis de grossières erreurs dans la rédaction du Capital qu'Engels eut le temps de corriger avant publication. Engels avoua à F. Mehring (1893), bien que le terme ne me plaise pas, qu'avec Marx il avait négligé la forme, " la manière dont se constituent ces représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles (...) ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations (...) et la faute ne m'est toujours apparue que post festum.", négligence toujours exploitée de nos jours manifestement. Lénine s'exclamera qu'il avait commis d'innombrables erreurs, et si certaines furent sans conséquences, on est en droit d'affirmer ce ne fut pas obligatoirement le cas dans tous les cas de figure.

Loin de moi l'idée de leur reprocher. Bref, si on ajoute que leurs enseignements remontent à une époque déjà lointaine ou sans rapport avec la nôtre à bien des égards, les reproduire fidèlement ne peut conduire dans bien des cas qu'à commettre des contresens ou des erreurs gravissimes inexcusables quand on les répète à l'infini, là où justement excellent nos dirigeants.

Quelle que soit l'époque ou la situation, on ne peut envisager son évolution qu'en fonction des conditions et des rapports qui prévalent entre différents facteurs en fonction de leur nature et de leurs contradictions, au delà ce serait spéculer sur quelque chose qui n'existe pas, exercice qui certes présente pour certains l'avantage de faire surgir n'importe quoi du néant, mais qui en aucune manière nous renseignera utilement sur la situation et comment on pourrait changer.

De la même manière qu'on ne nie pas que le présent soit le produit du passé, on sait qu'il s'orientera dans une certaine direction dans le futur à partir des mêmes lois générales du mouvement ou la dialectique, sans pour autant pouvoir déterminer à l'avance de quelle manière et dans quelle direction se dénoueront des rapports qui n'existent pas encore au moment où on aborde cette question, sans savoir quelles conditions prévaudront pour les influencer, à moins bien sûr d'être un devin !

C'est ainsi que quelque chose qui paraissait totalement invraisemblable ou impossible un jour, se réalisera ou deviendra possible un jour ou l'autre. On ne fera pas l'affront de rappeler aux lecteurs que cela se produit en permanence dans la nature, l'histoire ou la vie des hommes. Pourquoi ? Parce que des conditions qui n'existaient pas ou qui n'étaient pas mûres pour qu'un évènement se produise se sont trouvées réunies, soit soudainement ou accidentellement, y compris par hasard quand on ne peut pas les expliquer, cela existe aussi et oui, soit à l'issue d'un long et périlleux processus. L'improbable ne signifie pas obligatoirement impossibilité, sauf quand entre les deux existe un océan incommensurable constituant un obstacle à jamais infranchissable.

On atteint là la limite de la connaissance telle qu'on peut la concevoir sur des bases purement matérielles ou objectives existantes, qui lui donnent à fois un caractère absolu et relatif, puisque ces bases évolueront avec le temps, la connaissance n'est pas figée, sauf pour les ignorants ou ceux qui la manipulent.

Quand on dit que la connaissance des hommes est limitée, c'est à la fois vrai et faux, mais c'est surtout la faculté des hommes à y accéder qui est grandement entravée ou limitée.

Dans l'exercice qui suit, mon contradicteur, qui m'a traité en charlatan, s'est employé à en faire la démonstration.

- Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère. (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine (1916))

Extrait de la causerie du 20 mai 2020

- La globalisation du capitalisme, le « gouvernement mondial » et la crise du coronavirus. Quand le mensonge devient la vérité, il n'y a pas de retour en arrière par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 18 mai 2020

Dans quelle direction allons-nous ? Quel est l'avenir de l'humanité ? La crise actuelle du coronavirus est un projet impérial sophistiqué, qui consiste en une domination mondiale par une poignée de conglomérats de plusieurs milliards de dollars. Est-ce la troisième guerre mondiale ? Le capitalisme mondial détruit le capitalisme national.

L'intention tacite du capitalisme mondial est la destruction de l'État-nation et de ses institutions, ce qui conduit à une pauvreté mondiale d'une ampleur sans précédent.

La citation suivante de Lénine, datée de décembre 1915 au plus fort de la Première Guerre mondiale, a mis en évidence avec clairvoyance certaines des contradictions auxquelles nous sommes actuellement confrontés. D'autre part, nous devons comprendre qu'il n'y a pas de solutions faciles et que cette crise vise à renforcer l'impérialisme et l'emprise du capitalisme mondial :

« *Il ne fait aucun doute que le développement va dans le sens d'un monopole corporatif mondial (single World trust) qui engloutira toutes les entreprises et tous les États sans exception. Mais le développement dans cette direction se fait sous une telle pression, avec un tel rythme, avec de telles contradictions, conflits et convulsions non seulement économiques, mais aussi politiques, nationales, etc. etc. – qu'avant qu'un monopole corporatif mondial ne soit atteint, avant que les capitales financières nationales respectives n'aient formé une « Union mondiale » d'ultra-impérialisme, l'impérialisme explosera et le capitalisme deviendra son contraire.* »

(V. I. Lénine, Introduction to Imperialism and World Economy by N, Bukharin, Martin Lawrence, Londres, imprimé aux États-Unis, édition russe, novembre 1917)

LVOG - Je ne connaissais pas ce document de Lénine, qui fut rédigé la même année où fut publié L'impérialisme stade suprême du capitalisme, dans lequel on trouvait un passage pratiquement identique. Que disait Lénine, sinon que le capitalisme "explosera" avant que la formation d'"une « Union mondiale » d'ultra-impérialisme voie le jour, thèse que l'auteur de cet article n'a pas rejeté.

Alors je me demande pourquoi après avoir reproduit cet article, un sympathisant ou militant du POID m'a accusé à tort de soutenir la thèse de l'ultra-impérialisme, sinon qu'il n'assume pas les prises de position du POID en faveur du confinement et du port du masque partout, et surtout d'en partager les conséquences sur le plan social et psychologique pour les travailleurs avec Macron et son gouvernement. A ma connaissance, personne n'a obligé le POID à soutenir ces mesures liberticides aux conséquences antisociales désastreuses.

N'ayant aucun argument à m'opposer, il n'a rien trouvé de mieux que vouloir me faire passer pour un renégat du marxisme qui aurait adopté la théorie de l'ultra-impérialisme de Kautsky. Quand Kauksky adopta cette théorie ce fut pour farder l'impérialisme de qualités qu'il n'aura jamais, de manière à rendre respectable ou fréquentable les opportunistes, la social-démocratie devenue social-impérialiste. Or, non seulement je me suis toujours refusé à reconnaître la moindre vertu au capitalisme sachant qu'il était le produit d'un processus historique inconscient, et loin de chercher à redorer le blason de la social-démocratie je l'ai caractérisé de droite pour qu'aucune ambiguïté ne subsiste sur sa nature réactionnaire.

Quant à l'ultra-impérialisme, Lénine affirma qu'effectivement le capitalisme s'orientait dans cette direction, en précisant toutefois qu'il pourrait se réaliser temporairement (Des "trêves" entre des guerres), sans pour autant que les contradictions entre les différents impérialistes ne disparaissent et donnent lieu à de nouvelles guerres, et qu'en aucun cas il pourrait être mené à son terme. Sur ce point précis, l'analyse de Lénine datant de 104 ans, je vais faire l'idiot, je ne suis pas sûr qu'il ferait en 2020 exactement la même analyse, sauf le prendre également pour un imbécile

A la même époque les Etats-Unis d'Europe étaient hypothétiques, toutes les institutions financière internationales que nous connaissons aujourd'hui et auxquelles participent tous les Etats n'existaient pas non plus, c'était la Grande-Bretagne qui dominait le marché mondial, le dollar n'avait pas encore acquis le statut de monnaie internationale, la planche à billets n'était pas encore apparue en dernier ressort comme la seule planche de salut du capitalisme en crise, les armes nucléaires et la plupart des armes bactériologiques et chimiques qui existent aujourd'hui étaient inconnues au début du XXe siècle, aucune armée impérialiste n'avait non plus n'avait eu recours à une armée de barbares sanguinaires pour déstabiliser des pays et massacrer leurs peuples, hormis la presse écrite, il n'existait à l'époque de Lénine aucun des moyens de communication modernes, la population comptait 1 milliard d'habitants, 7,5 milliards en 2020, personne n'aurait pu imaginer qu'un siècle plus tard quelques dizaines d'hyper riches possèderaient autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, etc. Bref, la société et le monde telles qu'ils existaient en 1917 sont définitivement révolus, hormis la division de la société en classes et l'Etat, et encore faudrait-il aussi prendre en compte leurs transformations...

J'ignore ce que voulait dire Lénine par "le capitalisme deviendra son contraire", sinon le socialisme, mais au cas où par malheur ce ne serait pas le socialisme qui se réaliserait, qu'est-ce que cela pourrait bien être, question qu'on est en droit de se poser un siècle plus tard me semble-t-il. Force est d'en déduire que le capitalisme n'a cessé de s'orienter dans "le sens d'un monopole corporatif mondial", c'est tout du moins ce qu'on peut constater quotidiennement, toujours sur fond de guerre larvée entre les différents impérialistes, Américain, Russe, Chinois, Français, Britannique essentiellement.

Force est aussi de constater que l'oligarchie financière s'est largement émancipé du pouvoir des Etats auxquels elle dicte dorénavant sa loi, ou la politique économique et sociale qu'ils doivent adopter sous peine de représailles ou de sanctions, et elle s'est dotée d'institutions politiques pour promouvoir sa politique à travers le monde ou plutôt l'imposer à tous les peuples. Elle s'est dotée d'institutions politiques telle le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale et le Council Foreign Relation (CFR), ainsi qu'une multitude de fondations, d'ONG, de think tanks qui tous ont pour seul objectif de promouvoir ses intérêts dans le monde. S'y trouvent associés des personnalités de tous les continents, y compris des Russes et des Chinois, qui dans leur pays respectif oeuvrent à la promotion de la stratégie néolibérale de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Depuis le coup d'Etat du 11 septembre 2001 jusqu'à la machination au coronavirus en 2020, on a pu observer comment la totalité des médias mondiaux avaient adopté en choeur la version de Bush et de l'OMS, ce qui montre assez clairement que le curseur sur l'échelle de la probabilité de l'établissement d'un gouvernement mondial s'était nettement déplacé en faveur de sa réalisation, ou tout du moins qu'un consensus mondial s'était chaque fois dégagé comme si tous les Etats avaient soudainement perdu leur indépendance, temporairement. A force que ce soit temporaire et que cela se répète depuis une vingtaine d'années au moins, montre suffisamment que cette tendance s'est renforcée.

On doit ajouter également, que jamais dans le passé le mouvement ouvrier international n'a été aussi corrompu ou pour ainsi dire inexistant lors de chacun de ses évènements importants, pour avoir adopté les mêmes positions que tous les chefs d'Etat des puissance impérialistes, de sorte que l'un des principaux obstacles à la stratégie de l'oligarchie a pratiquement disparu.

Quand on dresse le tableau de la situation et qu'on met cote à cote tous ces facteurs et leur évolution, on est bien obligé d'admettre que ce qui paraissait inimaginable autrefois l'est beaucoup moins de nos jours, sans pour autant en tirer la conclusion que l'oligarchie serait sur le point de gagner la guerre de classe comme l'avait indiqué Warren Buffett il y a de cela déjà

quelques années, mais elle s'en rapproche dangereusement puisqu'on ne voit vraiment ce qui permettrait d'inverser cette tendance.

Vous remarquerez que je me suis simplement livré à un rapide constat sans chercher à interpréter ou manipuler tel ou tel facteur, les faits suffisent amplement. Cette polémique qui provient du déni de ces faits ou qui sont systématiquement écartés de toute analyse politique par les opportunistes ou les charlatans, durera aussi longtemps que la Russie et la Chine ne seront pas intégrées dans la stratégie américaine ou n'auront pas adopté le même modèle de société totalitaire.

On peut encore ajouter qu'à l'occasion des mystifications climatique et virale, l'oligarchie avait manifesté son objectif de détruire des pans entiers du capitalisme et de ravaler le niveau de vie de la population tout en projetant de la réduire en esclavage.

Personnellement, je n'ai jamais fait référence à cette notion d'ultra-impérialisme, pour la bonne raison que j'estime que la stratégie de l'oligarchie rompt avec le capitalisme pour avoir violé ses lois de fonctionnement en s'octroyant un pouvoir sans partage qui la destine à devenir le maître du monde, en se libérant des contraintes de l'économie pour ainsi dire par décret royal. Qui pourrait contester son pouvoir ? Personne.

Ce sont des fous qui disposent de pouvoirs leur permettant d'orienter l'évolution du monde, en édictant des règlements de police qui ont valeur de règlement intérieur, où la population est prisonnière et totalement asservie. Elle n'existe plus non plus, il n'existe plus que des comportements qu'il suffit de brider pour avoir la paix sociale. Ils sont des ennemis farouches de la connaissance. Avec leur philosophie, tout ce qui était humain disparaît.

On est dans une autre dimension, c'est autre chose et quelque chose d'inachevée, c'est planétaire. A suivre.

L'épisode du confinement aura été le 4 août du trotskysme.

La décision de confiner la population et de lui faire porter un masque n'a pas été prise par Macron pour des raisons sanitaires ou de santé publique, mais purement idéologiques. Et dès lors qu'on soutenait ces mesures, on en partagerait les conséquences qui en découleraient inévitablement sur le plan social et psychologique pour les travailleurs.

Mais nous dira-t-on le confinement et le masque auraient permis d'éviter de faire des milliers de morts supplémentaires, foutaises, argument fallacieux s'il en est, sachant que Macron et son gang mafieux avaient décidé à l'avance qu'il devrait y avoir un maximum de morts pour valider la théorie de la pandémie, pour terroriser la population et la rendre docile pour qu'ils puissent appliquer la suite de leur programme entièrement tourné contre les intérêts des travailleurs, sachant qu'ils allaient refuser de tester systématiquement les personnes à risque, sachant qu'ils allaient interdire la vente libre de la seule molécule accessible à tous présentant une efficacité pour lutter contre le coronavirus, la chloroquine ou hydroxychloroquine, qu'ils allaient interdire aux médecins de ville de la prescrire à leurs patients, qu'ils allaient refuser de recommander au personnel de la santé de prendre cette molécule à titre prophylactique, qu'ils allaient refuser d'en généraliser la diffusion dans les maisons de retraites, autant de mesures qui si elles avaient été prises auraient permis de sauver au bas mot plus de 10.000 vies.

Dans le passé aussi loin qu'on remonte, jamais le confinement de la population n'a permis d'empêcher un virus de se répandre parmi la population, c'était une imposture, en revanche il allait avoir des conséquences dramatiques sur les plans social et psychologique pour l'ensemble des travailleurs en jetant des millions de travailleurs au chômage et en en précipitant autant dans la précarité et la pauvreté parfois extrême.

En conclusion, en prétendant éviter le pire avec ces mesures autoritaires, à l'arrivée nous aurons eu le pire sur les deux plans avec un maximum de morts et de chômeurs.

En admettant que l'absence de confinement aurait conduit au nombre de morts recensés aujourd'hui ou davantage encore, qui d'une manière ou d'une autre seraient morts à court terme puisqu'en fin de vie et généralement en très mauvaise santé, le virus de la grippe les aurait tués cette année ou l'année suivante, sachant qu'il arrive un moment où il faut bien mourir de quelque chose et qu'il est rare de mourir dans son lit pendant son sommeil quand on est parvenu à un âge très avancé, cela n'aurait-il pas été préférable plutôt que fournir un prétexte à l'oligarchie qui lui permet de franchir une nouvelle étape vers l'instauration d'un modèle de société totalitaire qu'il serait pratiquement impossible de combattre et de sortir une fois ce projet bien avancé

Il est permis ou plutôt fortement recommandé de se poser certaines questions. Chut !

Aucun attentat depuis 5 mois sur le territoire des puissances impérialistes occidentales, comme c'est curieux, c'est à croire qu'un petit virus aurait suffi pour avoir raison du terrorisme... à moins que les donneurs d'ordre ou ceux qui l'instrumentalisent aient mieux à faire en ce moment ou en avaient décidé autrement.

Ils ont fermé les frontières, confinés des peuples entiers, réduits au chômage des centaines de millions de travailleurs, et les voilà qui déconfinent et rouvrent les frontières, tout en affirmant que le nombre de cas de contaminations n'a jamais été aussi nombreux dans le monde et en agitant le spectre d'une seconde vague là où le coronavirus a déjà sévi, privilégiant le tourisme et

les sports de masse comme le football, comme si de rien n'était ou comme si cette épidémie à peine digne de la grippe saisonnière était terminée... Il faut donc en déduire qu'ils auraient atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés à cette étape. Car il y en aura d'autres déjà annoncées, telles le traçage numérique ou la mise sous surveillance policière de la totalité de la population ; la vaccination fortement recommandée, ou pire, obligatoire ; la hausse prévisible ou persistante du chômage ; la hausse des prix ; la prolongation des dérogations au droit du travail accordées aux patrons ; la poursuite ou l'accélération de l'application des mesures adoptées dans le cadre de l'imposture au réchauffement climatique d'origine anthropique, cela pourrait se traduire par la mise en faillite de secteurs entiers de l'économie ; l'augmentation des impôts ou des taxes ; la réduction des budgets alloués par l'Etat nécessaires au fonctionnement des services publics, leur privatisation ; la chasse aux idées déviantes sur les réseaux dits sociaux ou leur censure systématique, etc.

Il y a quelques jours, je me suis dit qu'on vivait sous un régime fasciste, dès lors que notre liberté de mouvement était entravée.

C'est l'oligarchie qui nous l'impose. Ce n'est pas un fascisme à caractère nationaliste, mais transnational, comme la finance, c'est son mode de gouvernance sur le plan politique, son idéologie, son programme pour se sauver du désastre qui l'attendait avec le capitalisme.

Pourquoi n'arrive-t-on à la combattre ? Peut-être parce qu'on en est resté à une analyse du capitalisme devenue en partie désuète, pour n'avoir pas intégré l'évolution de certains facteurs qui ont contribué à son développement, et qui à un moment donné se sont transformés en leurs contraires ou devaient le conduire à sa perte.

Il en va ainsi de la démographique exponentielle mondiale avec l'ensemble des conséquences qui devaient en découler, notamment au niveau des besoins des peuples à satisfaire, qui allaient devenir plus que jamais incompatibles avec la concentration toujours plus grande des richesses entre quelques mains.

Le pendant de la démographique exponentielle mondiale a bien sûr été le développement des forces productives et de la division du travail, qui devaient contribuer à amplifier toutes les contradictions du fonctionnement du capitalisme jusqu'à ébranler ses fondements ou les inégalités entre les classes, alimentant la lutte de classe des exploités que l'oligarchie devait neutraliser à l'aide de ses nombreux agents au sein du mouvement ouvrier ou à la lisière de celui-ci, allant jusqu'à créer de nouveaux instruments qu'elle pourrait instrumentaliser pour multiplier à l'infini les agents qu'elle pourrait manipuler.

Le nouveau cycle de développement des forces productives et de la division du travail à partir des années 70 allait se réaliser au détriment de ceux déjà existants, préfigurant ce qui allait se généraliser à terme à partir du début des années 2000 et s'accélérer en 2919 et 2020, une régression sociale sans fin associée à l'imposition d'un mode de vie croulant sous des charges financières incompressibles, conformément à un modèle de société basé sur la peur et la surveillance croissante de tous ses membres privés des libertés les plus fondamentales. Ce qui jusque là avait pu être caractérisé de facteur progressiste ou de bienfait pour la civilisation humaine, bien qu'anarchique et cruel, se développait dorénavant au détriment de sa survie, en ne présentant plus que des aspects négatifs, monstrueux ou barbares.

On pourrait aussi citer la baisse inexorable de la part du capital variable dans la production de la plus-value due à la mise en oeuvres des formidables découvertes scientifiques et technologiques réalisées au cours du XXe siècle, de sorte que les capitalistes pour s'en sortir n'ont plus d'autre alternative que produire toujours davantage, de rationaliser toujours plus la production, ce qui nécessite de disposer de capitaux toujours plus importants ou d'être toujours plus riches, de sorte qu'ils seront en mesure de dicter leurs lois au reste de la planète.

Cette gigantesque richesse accumulée leur servira à acheter ou corrompre, à prendre le contrôle politique de tous les Etats ou institutions, qui à leur tour adopteront des lois qui leur seront favorables, condition qui doit garantir la pérennité de leur hégémonie sur l'ensemble de l'économie mondiale. Cet objectif autrefois improbable a été atteint.

Pour y parvenir l'oligarchie devait aussi s'assurer du contrôle de tous les moyens de communication, des principaux médias qui conditionnent les consciences des peuples, afin que seule leur idéologie pénètre quotidiennement dans chaque foyer, et faire en sorte que quels que soient les évènements qui pourraient se produire dans l'avenir et dont elle serait à l'origine, les voix qui en révèleraient la véritable nature soient systématiquement étouffées ou marginalisées, censurées, de sorte que la majorité les assimilent à des tenants de la théorie du complot, à des ennemis, à des traîtres.

On est passé d'une société où ses membres vivaient dans l'insouciance la plus complète, dont la principale satisfaction ou l'idéal consistait à consommer avidement de tout et de n'importe quoi sans discernement, tout du moins pour ceux qui en avaient les moyens, soit la majorité, affichant ou exprimant bruyamment leur individualisme effréné et leur pitoyable suffisance sur les réseaux dits sociaux, méprisant ou haïssant ceux qui ne leur ressemblaient pas, à une société aux abois, menacée, effrayée par un ennemi invisible, tétanisée, réduite au silence, fermée et enfermée, privée de toute liberté, dont les membres ont fait preuve d'une docilité à réjouir les pires dictateurs, marchant au pas ou obéissant aveuglément aux injonctions des tyrans qui les gouvernaient comme lobotomisés, dépourvus de toute volonté ou conscience, errant comme des fantômes dans un monde triste et morbide définitivement rendu inhospitalier, inhumain, au point de se dire qu'un tel changement même temporaire, n'aurait pas pu

se produire si ses membres n'y avaient pas été minutieusement préparés psychologiquement de longue date, expérience qui ne restera pas sans conséquences ou sans laisser de profondes traces à défaut d'en tirer des enseignements pour l'avenir, hélas !

La situation que nous connaissons est inédite, mais il y en a toujours parmi nous pour le nier et lui infliger des recettes du passé, cela ne fonctionne pas, mais ils s'en foutent, soit qu'ils n'aient aucune imagination, soit qu'ils s'en contentent.

Tous les facteurs que nous avons nommés plus haut ne se comportent plus comme dans le passé, absolument aucun ne peut être traité comme autrefois. Dès lors pour les aborder, cela nécessite de procéder à une révolution de l'état des lieux et non de notre mode de pensée, tout dépend de ce qu'on entend par là ou de la conception qu'on en a. Si on fait allusion aux faits qui devraient en être à l'origine, y changer quoi que ce soit serait forcément dommageable, pour autant qu'on les a conçus dans leur évolution ou au sein du processus historique ; si maintenant notre mode de pensée demeurait figé, obtus, étroit, borné par des dogmes et des formules obsolètes gravées dans le marbre, s'y accrocher ou n'y rien changer signerait notre arrêt de mort ou nous condamnerait à ne rien comprendre à la situation, et donc à ne jamais trouver la voie et les moyens pour renverser l'ordre établi.

A des niveaux différents selon la génération à laquelle on appartient, selon le milieu social dont nous somme issus, selon notre statut social présent, la société ou le monde tels que nous les avons connus jusqu'aux alentours de la fin du XXe siècle n'existent plus ou ils ont connu de telles transformations qu'on ne peut plus les aborder de la même manière, tout du moins avec les connaissances ou avec les critères d'autrefois, tout scientifique sérieux vous le dira si vous n'êtes pas convaincus.

Haut de page

Le 28 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

Comment faites-vous pour tenir le cap et garder le moral au fond de votre trou en Inde du Sud ?

Pardi, je pense à vous, au meilleur des hommes ! Et des femmes si vous y tenez, elles, je les aime c'est différent ! On se détend un peu.

Ma compagne est absente pour 9 jours, elle est partie aider une de ses soeurs qui s'est démise un genou en tombant à cause d'une vache, un accident domestique ! On ne vit pas tout à fait dans le même monde, mais en faisant un petit effort on peut se comprendre, je parle de vous et moi, avec ma compagne c'est plus compliqué mais on y arrive en faisant preuve de beaucoup de patience et d'imagination, comme quoi, hein !

Voilà un bon exercice pour mettre à l'épreuve ces facultés, allez à la rencontre de gens qui ne nous ressemblent pas du tout.

Je connais en revanche un tas de gens qui prétendent me ressembler et avec lesquels je ne m'entends pas du tout, cherchez l'erreur ! Après de longues années d'expérience, je peux pratiquement me mettre à la place de n'importe qui, ce qui n'est pas donné à tout le monde apparemment.

En allant chercher de l'essence hier matin, j'ai constaté que certains magasins vendant de l'alcool étaient ouverts, je suis passé devant sans m'arrêter, c'est un truc qui m'est passé, apparemment aussi, vaut mieux être prudent ! En attendant je me sens mieux, et les neurones fonctionnent aussi bien que mon foie que j'entretiens.

Sachant que la vieillesse est le pire moment de l'existence à passer, autant faire en sorte qu'il soit le plus agréable possible, ce qui est impossible quand on est en permanence malade. La maladie est une chose, tant qu'elle n'est pas bien grave, on peut la supporter et réduire son traitement au minimum. Là où cela se gâte, c'est quand elle empire, vous allez vous soigner d'un côté pour vous détruire de l'autre, et vous risquez de ne jamais en sortir, alors vaut mieux essayer de ne jamais en arriver à cette extrémité là. Il me reste la clope à éliminer, quelle saloperie ! Je mange aussi de moins en moins et j'ai encore perdu 1 kilo, un peu à cause de la chaleur accablante le premier depuis un an environ, en tout j'en ai perdu 8, il m'en reste encore une dizaine à perdre pour redevenir un jeune homme. On a idéalisé la science et la technologie, la médecine notamment, on est des ânes ! C'est toujours mieux que des moutons !

Plus le monde devient pourri, plus j'ai l'impression de gagner en sérénité, et cela n'a rien à voir avec un quelconque renoncement à quoi que ce soit ou une sorte de lassitude qui me conduirait à tout relativiser ou accepter, quelle horreur, j'en crèverais sur le champ ! Non, je suis sur le pied de guerre. Je suis un peu provocateur sur les bords pour susciter des réactions de type immunitaires contre la bêtise humaine, aussi je vis comme une provocation intolérable cette mystification au coronavirus, cela provoque chez moi une réaction épidermique violente, un peu comme toute humiliation imposée.

Abus de pouvoir, un euphémisme pour caractériser un régime fascisant, le régime de Macron, de la Ve République.

Ce que vient de révéler cet épisode, c'est exactement ce que j'avais soulevé, à savoir que l'embourgeoisement des masses combiné au conditionnement des consciences constituait le noeud du problème que nous avions à résoudre. Nos dirigeants nient l'un et l'autre, ce qui ne devrait pas vous étonner.

Force est de constater que la résistance au totalitarisme se manifeste principalement hors du mouvement ouvrier, dorénavant orienté uniquement vers la corporatisme tous courants politiques confondus.

Vidéo. ÁFRICA SE REVELA CONTRA EL NUEVO ORDEN MUNDIAL (en français) - 21 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=YfifjjCcTYM&feature=emb_title

A bas les GAFAM !

Covid Infos :

- Notre page Facebook est inaccessible car elle a été supprimée par Facebook au bout de 24 heures d'existence, sans la moindre explication.

Apparemment le concept de liberté d'expression leur échappe un peu. covidinfos.net

---

- 31 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE.

Quand leurs désirs sont des ordres. Aux militants qui sont restés bloquer au XIXe siècle.

Le POI et le POID comptent parmi leurs militants et sympathisants de nombreux vieillards, ayant adopté les conceptions de la société et de la lutte de classe que leur avaient léguées leurs prédécesseurs et qui dataient de la première moitié du XXe siècle, sans se donner la peine de chercher à comprendre ni comment le capitalisme avait évolué ni pourquoi la société avait connu tant de profondes transformations, au point qu'il suffirait de se plonger ou replonger dans les écrits des marxistes d'autrefois pour trouver miraculeusement les réponses à toutes les questions qui se posent à nous aujourd'hui ou pour affronter tous les défis que nous avons à relever, et à leur tour ils ont transmis ce mode de penser dogmatique ou monolithique aux générations suivantes de militants ou à leurs propres rejetons, qui évidemment se retrouvent confrontés à des contradictions dont la nature leur échappe...

Ils vivent dans un monde fantasmagorique qu'ils se sont fabriqués, et tout ce qui n'en fait pas partie doit en être exclu impitoyablement, ce qui les amène à vivre dans le déni permanent de pans entiers de la société ou coupés de la réalité, au point que toute discussion sérieuse avec eux, libre et fraternelle est absolument inenvisageable. On a vu il y a quelques jours qu'ils continuaient à caractériser le PS de gauche par exemple. Si un jour celui que vous considériez être votre ami violait et massacrait votre fille, continueriez-vous de le traiter en ami, vous et moi certainement pas, eux oui, c'est choquant, mais ils sont ainsi. Cela vaut pour le NPA et LO et d'autres formations issues de ces partis.

Ils en sont restés au capitalisme de grand-papa, et à saint Marx qui ne méritait pas cela. On conçoit parfaitement que notre ignorance délimite notre horizon, c'est valable pour tout le monde, à ceci près qu'il y en a qui s'emploient à essayer de repousser ces limites, tandis que d'autres s'y complaisent ou s'y accrochent, ils appartiennent à cette catégorie là. Ils savent que le capitalisme n'existe pas de toute éternité, mais ils ont oublié qu'il n'était pas inéluctable que le socialisme le remplace, même Trotsky, auquel ils vouent littéralement un culte, y fit référence à plusieurs reprises, on verra cela dans la seconde partie de cette causerie.

Ils ne veulent pas en entendre parler, parce que cela signifierait que du capitalisme pourrait naître un modèle de société totalitaire - pour reprendre une expression de Trotsky - qui ne reposerait plus exactement sur les rapports sociaux qui accompagnèrent le développement du capitalisme, c'est moi qui le précise, puisqu'ils nous ramèneraient à l'époque jadis de l'esclavagisme, cette précision est de Trotsky, ajoutons dont il serait extrêmement difficile de sortir.

Si les choses étaient aussi simplistes qu'ils les présentent, on ne voit ni comment ni pourquoi un destin aussi tragique pourrait nous échoir. En réalité, elles sont beaucoup plus compliquées, et plus le temps passe plus elles le deviennent. Le temps pourrait

jouer en notre faveur comme il arrive parfois, sauf que là de toutes évidences c'est le contraire qui est en train de se produire, le passage qui suit le prouve amplement.

Bill Gates - « Tout d'abord, nous devons adopter une approche nationale cohérente du confinement. Malgré l'insistance des experts de la santé publique, certains États et comtés n'ont pas encore complètement fermé leurs portes. Dans certains États, les plages sont encore ouvertes, dans d'autres, les restaurants servent encore des repas aux tables…

Les dirigeants du pays doivent être clairs : la fermeture signifie la fermeture de tout. Jusqu'à ce que le nombre de cas commence à baisser dans toute l'Amérique – ce qui pourrait prendre 10 semaines ou plus – personne ne peut continuer à fonctionner comme si de rien n'était ou relâcher le confinement. Toute confusion sur ce point ne fera qu'étendre la douleur économique, augmenter les chances que le virus revienne et causer plus de morts…

Pour mettre fin à la maladie, nous aurons besoin d'un vaccin sûr et efficace. Si nous faisons tout correctement, nous pourrions en avoir un en moins de 18 mois, ce qui serait le vaccin le plus rapide jamais mis au point. Mais la création d'un vaccin n'est que la moitié de la bataille. Pour protéger les Américains et les habitants du monde entier, nous devrons fabriquer des milliards de doses ». (« Bill Gates : Here's how to make up for lost time on covid-19 », Washington Post)

Voici une autre lettre de Gates au cas où il y aurait des doutes sur ses intentions : « L'une des questions qui me sont le plus souvent posées ces jours-ci est de savoir quand le monde pourra revenir à ce qu'il était en décembre, avant la « pandémie » de coronavirus. Ma réponse est toujours la même : quand nous aurons un médicament presque parfait pour traiter le COVID-19, ou quand presque chaque personne sur la planète aura été vaccinée contre le coronavirus ». (« Bill Gates – Gates Notes »)

Mais de quoi parle-t-il ? Gates n'est pas un médecin, un scientifique, un épidémiologiste ou un élu qui définit une politique. C'est un riche dilettante qui a gagné des milliards en dominant impitoyablement l'industrie du logiciel. C'est tout. Cela fait-il de lui un expert en maladies infectieuses ? Est-ce que cela lui donne le droit d'ordonner le confinement de 328 millions d'Américains ?

Non, mais les tentacules de Gates sont également enroulés autour des médias (ce qui l'aide à façonner l'opinion publique), comme le souligne cet extrait d'un article de Lew Rockwell :

« La Fondation Gates accorde des subventions de plusieurs centaines de milliers et souvent de millions de dollars à des organisations médiatiques telles que NBCUniversal, Al Jazeera, BBC, Viacom (CBS) et Participant Media … Gates et la Fondation Gates sont tous deux des actionnaires importants de Comcast, … ainsi que … MSNBC et NBC News …

En 2009, le New York Times a rapporté que la Fondation Gates s'associait à des entreprises médiatiques pour écrire et façonner des histoires afin « d'intégrer » des messages dans les émissions en prime time :

« Elle [la Fondation Gates] est moins connue pour son influence en coulisses sur l'attitude du public à l'égard de ces questions, en aidant à façonner des scénarios et à insérer des messages dans des divertissements populaires comme les émissions de télévision ER, Law & Order : SVU and Private Practice… »

« Sa richesse énorme et la portée des sociétés médiatiques mères semblent exempter Gates des obligations de divulgation habituelles. … Il donne des interviews de softball dans l'émission Vox, soutenue par Comcast, sans révéler qu'il est un investisseur important de Comcast. Parce que sa participation dans les sociétés de médias est suffisamment blanchie, on suppose qu'elle ne mérite pas d'être mentionnée ». (« Bill Gates, HR6666, Remdesivir, Deaths in Italy », Lew Rockwell) Bill Gates a des contacts essentiels dans les médias, les soins de santé mondiale et la politique. S'il veut que ses opinions soient largement diffusées, il n'a qu'à le dire. Cela dit, nous ne saurons peut-être jamais si le confinement était son idée, mais il a certainement le pouvoir de le faire appliquer s'il le souhaite. Et pour ceux qui restent sceptiques sur ce point, considérez ces mots d'avertissement tirés de l'excellente série vidéo en trois parties de James Corbett sur la pourriture de Microsoft intitulée « Bill Gates and the Population Control Grid » :

« La prise de contrôle de la santé publique que nous avons documentée dans « Comment Bill Gates a monopolisé la santé mondiale » et la pression particulièrement effrontée pour vacciner tous les habitants de la planète que nous avons documentée dans « Le plan de Bill Gates pour vacciner le monde » n'était pas, à la base, une question d'argent.

La richesse inimaginable que Gates a accumulée est maintenant utilisée pour acheter quelque chose de bien plus utile : le contrôle. Le contrôle non seulement des organismes de santé mondiale qui peuvent coordonner un programme mondial de vaccination, ou des gouvernements qui vont mandater une telle campagne sans précédent, mais le contrôle de la population mondiale elle-même ». (James Corbett, The Off-Guardian)

Le confinement est une question de pouvoir ; un pouvoir politique brut entre les mains d'oligarques non élus et non responsables... (Le confinement est-il le plus grand désastre politique de l'histoire des États-Unis? par Mike Whitney - Mondialisation.ca, 22 mai 2020)

LVOG - Intéressant, n'est-ce pas ? Nos braves trotskystes ont montré qu'ils étaient bornés au point de soutenir le confinement de la population et d'en redemander, donc je n'invente rien, hélas ! Gates a agi avec ses amis banquiers en maître du monde, Hitler aussi sans pour autant que cela change quoi que ce soit au fonctionnement du capitalisme, à ceci près qui change la donne, qu'Hitler n'en était pas le maître. Autrefois l'oligarchie en eut besoin, de nos jours elle s'en passe, et c'est elle qui se charge directement d'imposer sa politique, parce qu'elle a acquis suffisamment de pouvoir pour s'émanciper de tous les facteurs historiques qui pouvaient entraver ses manoeuvres, désormais elles les façonnent en fonction de ses besoins et de son agenda, laissant aux Etats le soin d'en gérer au mieux les conséquences, d'assurer essentiellement un service de police ou de répression, ce facteur permettant à lui seul de déterminer la nature de l'Etat, fasciste ou fascisant. L'Etat a cessé d'être au service du capitalisme, d'un ou plusieurs secteurs du capitalisme ou de l'économie, il est devenu uniquement un instrument entre les mains d'une ploutocratie toute puissante n'ayant de compte à rendre à personne.

Nous vivons dans un monde dystopique dès lors que la lutte des classes ne remplit plus son rôle historique progressiste.

Une dystopie est un récit de fiction dépeignant une société imaginaire organisée de telle façon qu'il est impossible de lui échapper et dont les dirigeants peuvent exercer un pouvoir généralement sans contraintes sur des citoyens qui ne peuvent pas atteindre le bonheur. (Sur Internet)

- 1984, de G. Orwell publié le 8 juin1949

- Le Meilleur des mondes est un roman d'anticipation dystopique, écrit en 1931 par Aldous Huxley. Il paraît en 1932.

- Fahrenheit 451 est un roman de science-fiction dystopique de Ray Bradbury publié en 1953

Totalitarisme. Le doigt dans l'engrenage infernal. La délation ou le fascisme numérique. Etes-vous volontaire ?

- La Cnil donne son feu-vert à l'application de traçage StopCovid - Euronews 26 mai 2020

L'autorité administrative indépendante chargée de veiller aux libertés informatiques en France a donné son feu vert mardi à la mise en place de StopCovid, l'application controversée de traçage de contacts voulue par le gouvernement pour lutter contre l'épidémie du coronavirus. Mais cet avis favorable ne parvient pas à rassurer les détracteurs de l'application, qui craignent une violation de certaines libertés. Euronews avec AFP 26 mai 2020

- Coronavirus : le Parlement donne son feu vert à l'application de traçage StopCovid - Franceinfo 28 mai 2020

Le Parlement a approuvé, mercredi 27 mai, l'application de traçage StopCovid, censée aider à lutter contre la propagation du coronavirus, en traçant les "cas contacts". Franceinfo 28 mai 2020

- LeTemps.ch : « A Singapour, le traçage par app dégénère en surveillance de masse » - covidinfos.net 10 mai 2020

« Singapour lance un nouveau service liberticide, baptisé SafeEntry. » C'est ainsi qu'un article paru dans le journal suisse Le Temps décrit l'application lancée par le gouvernement singapourien pour « tracer les personnes porteuses de la maladie. » A noter que la France s'inspire de l'exemple singapourien pour son application « StopCovid ». Extraits.

« En lançant le 20 mars son application, Singapour est l'un des premiers, si ce n'est le premier Etat – Chine mise à part – à lancer un programme de traçage du virus. Le programme TraceTogether, développé par l'Etat, est proposé de manière volontaire et anonyme. Il se base sur la technologie Bluetooth pour détecter si deux individus sont restés à proximité l'un de l'autre durant plus de quinze minutes. » […]

« La suite sera beaucoup plus compliquée. De nombreux experts pensaient que les Singapouriens, réputés pour leur discipline, leur acceptation des règles et leur utilisation importante des technologies, allaient utiliser en masse TraceTogether. Il n'en est rien: un peu plus d'un million de personnes la téléchargent, soit environ 20% des 5,6 millions habitants de la cité-Etat. On est loin des 60% espérés, un taux jugé par de nombreux scientifiques comme nécessaire pour endiguer la propagation du virus. » […]

« Peu satisfait par ce résultat, le gouvernement Singapourien en a alors décidé d'e « finir avec la base volontaire. La cité-Etat annonce une mesure drastique : l'obligation de s'enregistrer lorsque l'on pénètre dans un bâtiment public, via le système SafeEntry. […] Obligation qui sera étendue aux centres commerciaux, aux entreprises, aux gares et les parcs. »[…]

https://covidinfos.net/covid19/letemps-ch-a-singapour-le-tracage-par-app-degenere-en-surveillance-de-masse/852/

Lire l'article original :

– A Singapour, le traçage par app dégénère en surveillance de masse covidinfos.net 10 mai 2020

https://www.letemps.ch/economie/singapour-tracage-app-degenere-surveillance-masse?fbclid=IwAR0W12zKqn_Qrp51D3zm0DV7CWp2pW_omGex_LZM9t-bbWDKqujeXwVGONo

- «Milice», «dictature orwellienne»: bientôt 60.000 Italiens chargés de surveiller le déconfinement? - sputniknews.com 27 mai 2020

Un ministre et un maire italiens ont proposé la création d'un corps «d'assistants civiques», composé de 60.000 volontaires. Ces derniers seraient entre autres chargés de veiller au respect des règles du déconfinement. L'idée a suscité un tollé, ses opposants y voyant notamment une proposition dangereuse.

Dans le détail, ces «assistants civiques» seraient notamment chargés de veiller au respect des consignes des autorités par rapport au déconfinement.

«Dans cette nouvelle phase, ils facilitent le contrôle de l'accès aux parcs ou aux marchés, comptant le nombre de personnes qui entrent ou sortent, ou expliquent les règles d'accès aux plages quand elles rouvriront», a précisé Antonio Decaro dans un communiqué publié le 25 mai. sputniknews.com 27 mai 2020

Faites tomber les masques. Aux décérébrés, aux charlatans, aux imposteurs, aux manipulateurs qui ont réclamé le port du masque partout et soutenus le confinement.

- Jusqu'à quand les individus sains vont-ils porter un masque qui entrave leur respiration et qui les fait réavaler du gaz carbonique nocif, éjecté à l'expiration? Jusqu'à ce que la température monte à 30º Celsius, qu'ils s'évanouissent, respirent difficilement et se croient infectés de covid-19 ? Mondialisation.ca, 26 mai 2020

LVOG - En acceptant le confinement, vous avez renoncé volontairement à tous vos droits, toutes vos aspirations, à votre liberté. Partant de là, vous espérez quoi pour vous, vos enfants ou petits-enfants ? Si vous espérez vivre un jour dans un monde meilleur et plus juste en conservant le même mode de penser, vous vous faites de graves illusions, votre sort sera pire que tout ce que vous avez pu imaginer, dites-vous bien que vous en étiez encore qu'aux amuse-gueules et que ce qui vous attend est un cauchemar infernal. Stop ou encore, à vous de décider, vite, très vite.

Faites tomber les masques. Quand la gauche fait pire que la droite, elle devient d'extrême-centre.

LVOG - L'extrême-centre incarne le clan le plus à droite ou radical de l'oligarchie, son extrême droite, l'Etat profond.

- "Un crétin": Biden tacle Trump en plaçant le port du masque au coeur de sa campagne - AFP 27 mai 2020

- USA/Election: La confédération syndicale AFL-CIO soutient Biden - Reuters 27 mai 2020

L'AFL-CIO, plus grande confédération syndicale des Etats-Unis, a apporté mardi son soutien au démocrate Joe Biden en vue de l'élection présidentielle américaine du 3 novembre. Reuters 27 mai 2020

- Ségolène Royal supprime en douce ses tweets pro-chloroquine - LePoint.fr 27 mai 2020

Après la parution d'une nouvelle étude défavorable à la chloroquine, l'ex-ministre a subitement fait un ménage de printemps sur son compte Twitter. LePoint.fr 27 mai 2020

Coronabusiness.

- Coronavirus: La Commission européenne veut un budget de 1.100 milliards d'euros et un fonds de 750 milliards d'euros pour la relance - Reuters 27 mai 2020

Le plan de relance post-pandémie liée au coronavirus dévoilé mercredi par la Commission européenne propose de nouvelles taxes destinées à abonder un budget pluriannuel commun qui serait porté à 1.100 milliards d'euros sur sept ans, en complément d'un fonds de relance doté de 750 milliards d'euros.

Le projet de l'exécutif européen pour relancer une économie européenne malmenée par cette crise sanitaire mentionne la possibilité de mettre en place une nouvelle taxe sur le numérique, une taxe carbone sur les importations ainsi qu'une taxe sur les entreprises. Reuters 27 mai 2020

LVOG - Au total dans le monde ils doivent déjà approcher les 10.000 milliards de dollars, entre 2008 et 2020 les faux monnayeurs s'étaient distribués entre 25 et 30.000 milliards de dollars. Ils ne peuvent pas juguler la crise ou la faillite du capitalisme, à la limite ils sont prêts à l'accentuer pour en finir une bonne fois pour toute avec toute menace de changement de régime, sans prendre de risques inconsidérés sachant qu'en face il n'existe aucune force organisée capable de les concurrencer ou de les renverser. Jusqu'à quand ?

Si on doit se poser la question, il faut rester lucide et ne pas faire naître d'espoirs inconsidérés dans la tête des travailleurs ou des militants... Nos ennemis ne contrôlent pas seulement la situation, ils savent parfaitement à quoi s'en tenir sur l'état de nos forces, affaiblies comme jamais, divisées, disloquées, gangrenées par l'opportunisme ou le corporatisme, épuisées, démoralisées...

Confirmation. L'Organisation Mafieuse de la Santé est une officine de Big Pharma.

L'OMS, qui «a plusieurs fois mis en garde contre une pandémie», lance une fondation - sputniknews.com 27 mai 2020

Une nouvelle fondation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Fondation de l'OMS, sera créée pour attirer des fonds de la part de donateurs du monde entier...

Selon le directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, la nouvelle Fondation de l'OMS permettra de lever davantage de fonds et de financer des programmes de santé malgré le fait que seuls 20% de son budget proviennent des contributions des États membres, «tandis que plus de 80% sont des contributions volontaires, qui sont généralement affectées à des programmes spécifiques». sputniknews.com 27 mai 2020

Parole de médecin. The Lancet = Industrie Pharmaceutique.

COVID-19: le côté obscur de la science révélé par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 26 mai 2020

Extrait. En novembre 2019, encore The Lancet publiait la tribune du docteur Patricia Garcia intitulée Corruption in global health: the open secret, PDF, dans laquelle l'auteure relevait :

« La corruption fait partie intégrante des systèmes de santé. Tout au long de ma vie de chercheuse, de spécialiste en santé publique et de ministre de la santé, j'ai pu constater que la malhonnêteté et la fraude étaient ancrées partout. Mais bien qu'elle soit l'un des principaux obstacles à la mise en place d'une couverture médicale universelle à travers le monde la corruption est rarement évoquée ouvertement. »

Nous retrouvons un discours similaire dans une autre grande revue médicale internationale, BMJ (British Medical Journal) :

Dr Richard Smith, ancien rédacteur en chef du British Medical Journal :

- « La plupart des études scientifiques sont erronées, et elles le sont parce que les scientifiques s'intéressent au financement et à leurs carrières plutôt qu'à la vérité. »

- « La profession médicale est achetée par l'industrie pharmaceutique, non seulement en termes de pratique de la médecine, mais aussi en termes d'enseignement et de recherche. Les institutions académiques de ce pays se permettent d'être les agents rémunérés de l'industrie pharmaceutique. Je pense que c'est honteux. »

Revenons à l'HCQ (L'hydroxychloroquine) et à cette étude du LANCET de ce 22 mai.

Ont participé au financement de l'étude (page 9) :

« Abbott, Medtronic, Janssen, Mesoblast, Portola, Bayer, Baim Institute for Clinical Research, Nupulse CV, FineHeart, Leviticus, Roivant et Triple Gene« , c'est à dire des entreprises privées ayant intérêt à discréditer l'HCQ.

Participent au financement de la Harvard Médical School dont est issu l'auteur principal de l'étude :

La fondation Bill et Melinda Gates, la revoilà !

Mark Zuckerberg (Facebook)
Lakshmi N. Mittal (ArcelorMittal)
La fondation Rockefeller (faut-il encore la présenter ?) [14].

Tous impliqués dans des projets de vaccination contre le Covid 19, des projets à plusieurs milliards de dollars de bénéfice et, si l'on en croit certains milieux bien informés, un prétexte pour mettre en place une série de mesures inavouables (contrôle des populations, eugénisme, hold-up financier mondial) [15].

L'ensemble de ces informations est accessible dans l'étude elle-même et sur les sites de la Harvard Business School ou sur les sites des fondations évoquées plus haut. Mondialisation.ca, 26 mai 2020

- Un infectiologue marocain étrille l'étude de The Lancet critiquant la chloroquine - sputniknews.com 26 mai 2020

Un infectiologue marocain a révélé cinq limites d'un point de vue méthodologique et épistémologique de l'étude publiée par The Lancet sur l'efficacité de la chloroquine, remettant en cause ses conclusions, selon Médias 24. Il a présenté les résultats qu'il a lui-même obtenus avec ce protocole.

L'épidémiologiste et infectiologue marocain, le Pr Jaâfar Heikel, directeur général d'une clinique privée qui soigne dans le cadre d'un volontariat les malades atteints du Covid-19 à Casablanca, a réagi à l'étude publiée par The Lancet concernant l'efficacité du protocole basé sur l'hydroxychloroquine et l'azithromycine.

Dans une déclaration au site d'information Médias 24, le Pr Heikel a montré les limites de cette étude et par conséquent a remis en question sa valeur scientifique.

Le Maroc va ériger une base militaire à la frontière avec l'Algérie «Attention, il faut bien comprendre que ce n'est pas une étude clinique mais une analyse de registres [informatisés] de données de différents hôpitaux et pays. C'est évidemment une publication importante qu'il faut considérer pour ce qu'elle vaut ni plus ni moins», a-t-il indiqué, ajoutant que «si vous avez bien lu, ce n'est pas une étude ou un essai clinique mais l'analyse statistique de données de registres [informatisés]».

Dans le même sens, le spécialiste a affirmé qu'il «faut attendre la publication de la grande série mondiale, celle de Raoult et celles d'autres équipes de différents pays, basées vraiment sur la recherche clinique et thérapeutique et non pas sur l'analyse de données de dossiers informatisés».

Les problèmes de la méthodologie suivie

Pour étayer son analyse, le Pr Jaâfar Heikel a cité cinq limites, reconnues selon lui, même par les rédacteurs de l'étude publiée par The Lancet.

La première est le fait qu'«ils ne peuvent associer la mortalité au traitement car ils n'ont pas d'autres informations sur les morbidités cardiovasculaires ou certains facteurs de risques». Et d'expliquer qu'«en effet, lorsque certaines caractéristiques cliniques n'étaient pas informatisées [mais reportées] sur les registres [manuels], les auteurs ont considéré qu'elles étaient absentes chez le patient!» «Ceci est une hypothèse qui de facto biaise dans une certaine mesure l'analyse pronostic», a-t-il souligné.

Le Maroc emprunte près de 200 millions d'euros pour acheter des missiles sol-air à la France Selon lui, les rédacteurs de l'étude n'ont également pas «mesuré le segment QT [segment représentant la dépolarisation myocardique sur le tracé de l'électrocardiographe (ECG), ndlr]».

Par ailleurs, le Pr Heikel a rappelé que les patients retenus dans l'étude «sont de continents différents et avec des souches virales différentes (plusieurs variantes existent de virulence différente probablement, et en Afrique c'est encore plus vrai)».

Les deux dernières limites avancées par le spécialiste sont «les posologies et les durées de traitement différentes» et le fait que «plusieurs auteurs dont le principal reconnaissent être payés ou recevoir une rémunération ou des fonds par des laboratoires ou autres entreprises».

Les résultats obtenus au Maroc

Après l'Algérie, le Maroc encense l'efficacité de la chloroquine contre le Covid-19 Partant du principe que toute étude statistique a besoin d'un point de vue méthodologique et épistémologique d'être vérifiée par des faits et des essais cliniques avec des données de protocoles identiques (stade maladie, posologie et durée de traitement approprié), Jaâfar Heikel a expliqué que «cela voudrait dire que les millions de personnes [atteintes du] Covid-19 qui ont pris l'hydroxychloroquine ont guéri spontanément

ou par autre chose».

Ainsi, en conclusion, le Pr Heikel a déclaré qu'«honnêtement, je ne peux parler que de mon expérience avec 3.200 patients dans la région de Casablanca en coordination avec la direction régionale de la Santé». «Nous avons 94,3% de guérison, 5,7% de cas graves dont 2,8% de létalité. Par ailleurs, [nous avons enregistré] 0,8% d'effets indésirables sérieux et 12% d'effets indésirables mineurs», a-t-il précisé. «Ça, ce sont des faits même si évidement nos patients sont en moyenne plus jeunes (45 ans) et que nous traitons tout cas positif qui a été dépisté même asymptomatique», a-t-il conclu. sputniknews.com 26 mai 2020

En complément

Vidéo. Corinne Reverbel -"L'étude reCoVery en cours va montre les effets positifs de l'hydroxychloroquine - 26 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=EZhup-LgOlo

Dans quel monde vivons-nous ?

- Le prix Nobel de chimie Michael Levitt se demande « comment avons-nous pu être dupés à ce point ? » - covidinfos.net 6 mai 2020

Le professeur Michael Levitt, lauréat du prix Nobel de chimie et biophysicien de Stanford, affirme dans cette interview qu'il n'y a pas de preuve évidente que le Covid-19 provoque des pertes massives de vies humaines. Et que les personnes qui décèdent de cette maladie sont celles qui étaient de toute façon en danger de mort même sans le virus. Selon lui nous serions victimes d'une « panique du Covid-19 ». Extraits.

« …La grippe a été presque totalement absente l'hiver dernier et, d'une certaine manière, les décès de covid-19 compensent cette absence… Comme il n'y a pas eu de saison de grippe sérieuse cette année, beaucoup de personnes fragiles sont encore en vie et elles sont évidemment la première cible du coronavirus. »

« Il va être très intéressant de revenir sur ces six mois dans un an et nous nous demanderons probablement comment avons-nous pu être dupés à ce point. Parce qu'il y a eu beaucoup de reportages très très irresponsables, même dans des journaux dits de haute qualité comme le New York Times.[…] La question clé sera […] quel est le nombre total de décès dans le monde au cours de cette période ? Est-il sensiblement plus élevé que celui des années précédentes ? Je ne le sais pas, mais je ne serais pas surpris si l'excès était très très faible. »

« Il ne m'est pas évident qu'un confinement total soit nécessaire ou même souhaitable. On cause … d'énormes dommages psychologiques aux enfants… les crises de panique sont maintenant très fréquentes, … puis il y a bien sûr le coût économique. »

« Les estimations des [premières] modélisations étaient incroyablement fausses. Regardez ce qui s'est passé en Angleterre et aux États-Unis. Le groupe de modélisation de l'Imperial College a déclaré très clairement qu'il prévoyait 2 millions de décès aux États-Unis et 500 000 au Royaume-Uni. Quelques semaines plus tard, ils sont revenus sur ces chiffres: Oh non non non, nous voulions dire 20 000. [Donc] chaque année, pendant la saison de la grippe, on va devoir mettre la société en confinement. … Pensez-vous que ce soit une bonne idée ? »

https://covidinfos.net/covid19/le-prix-nobel-de-chimie-michael-levitt-se-demande-comment-avons-nous-pu-etre-dupes-a-ce-point/787/

- « Le problème que nous avons, c'est la peur, nous devons mettre fin à la psychologie de la peur » selon le Pr. Sikora - covidinfos.net 25 mai 2020

Le professeur Sikora est un médecin britannique spécialisé en oncologie, notamment doyen et professeur de médecine à l'Université de Buckingham, il affirme dans cette interview que même sans le virus « beaucoup de gens qui sont morts, tristement, seraient morts exactement au même moment » et que même sans confinement « les résultats définitifs en Suède ne seront pas différents des nôtres ». Extraits et vidéo.

« Il n'y a pas de doute, la situation s'améliore partout dans le monde. L'Europe se ré-ouvre maintenant. L'Autriche, le premier pays à avoir réouvert le 14 Avril, n'a pas connu de deuxième vague, pas d'augmentation de cas […] pas de problèmes. Les restaurants et cafés commencent à ré-ouvrir littéralement aujourd'hui. »

« De mon point de vue, nous devons mettre un terme à la pandémie, et nous devons mettre fin à la psychologie de la peur que nous avons construit durant cette pandémie. »

« […] le problème que nous avons, c'est la peur, la peur de ce qui pourrait arriver, la peur de protéger le système de santé, une peur qui pourrait en fait faire plus de victimes, parce que les gens dans ma spécialité, le cancer, ne viennent plus. Les patients atteints du cancer ont disparu depuis Avril, et il semble qu'ils ne reviendront pas en Mai. Il faut les faire revenir. »

« Mon opinion est que le virus commence à fatiguer, soit qu'il change, soit que nous avons changé, où c'est une combinaison entre le virus qui se fatigue et une immunité de groupe qui s'annonce »

« Ce que l'on peut voir, c'est que partout dans le monde, si l'on regarde les pics et les courbes épidémiques, elles s'effondrent toutes plus ou moins au même moment après que tout ait commencé… »

« Les preuves au sujet [de l'utilité] des masques sont justes inexistantes, dans un sens comme dans l'autre […]. Je pense que c'est une décision individuelle. »

Dans une interview à The Morning sur la chaîne britannique ITV, il a également ajouté la chose suivante :

« Pour les patients atteints du cancer, le calcul est simple. Si nous devons attendre jusqu'à Septembre pour commencer à traiter à nouveau les patients atteints du cancer, à peu près 50,000 mourront de leur cancer, ce qui est plus que ceux ayant malheureusement perdu la vie jusqu'à maintenant à cause de la pandémie. » covidinfos.net 25 mai 2020

https://covidinfos.net/covid19/le-probleme-que-nous-avons-cest-la-peur-nous-devons-mettre-fin-a-la-psychologie-de-la-peur-selon-le-pr-sikora/1133/

Sources : Interview 'Lockdown TV' :

https://www.youtube.com/watch?v=uk2YZfnsOPg

https://www.youtube.com/watch?v=EQ-ATT_Cd6M

- « Stoppez la Panique » – Cinq faits-clés sur le Covid-19 par le Dr. Scott Atlas - covidinfos.net 21 mai 2020

Scott W. Atlas, médecin, est chercheur principal à l'Institut Hoover de l'Université Stanford et ex-neuroradiologiste en chef au Centre médical de l'Université Stanford. L'article originellement publié en anglais a été partagé plus d'un million de fois, voici sa version française intégrale, traduite par l'IEDM :

Nous avons les données – Stoppez la panique et mettez un terme aux confinements !

On semble commencer à endiguer graduellement la tragique pandémie de COVID-19. Des dizaines de milliers d'Américains sont décédés et nos concitoyens ont besoin de décideurs politiques raisonnables qui auront le courage d'ignorer la panique et de s'appuyer sur les faits. Les leaders doivent examiner les données accumulées pour voir ce qui est réellement arrivé – plutôt que des projections hypothétiques –, combiner ces preuves empiriques avec les principes fondamentaux de la biologie établis depuis des décennies et, ensuite, remettre judicieusement le pays en marche. Cinq faits clés sont actuellement ignorés par ceux qui réclament le maintien d'un confinement quasi total.

Fait 1 : Une écrasante majorité de la population ne court aucun risque important de mourir de la COVID-19

Selon la récente étude sur les anticorps qu'a menée l'université Stanford, on estime actuellement que le taux de létalité en cas d'infection est probablement de 0,1 à 0,2 pour cent, un risque nettement plus bas que les estimations antérieures de l'Organisation mondiale de la Santé qui étaient 20 à 30 fois plus élevées et avaient motivé les politiques d'isolement. À New York, un épicentre de la pandémie qui dénombre plus du tiers de tous les décès aux États-Unis, le taux de mortalité chez les gens âgés de 18 à 45 ans est de 0,01 pour cent ou de 10 par 100 000 personnes. Par contre, les gens âgés de 75 ans ou plus présentent un taux de mortalité 80 fois plus élevé. Pour les moins de 18 ans, ce taux est de 0 par 100 000 personnes. Parmi toutes les personnes décédées dans l'État de New York, les deux tiers étaient des patients de plus de 70 ans; plus de 95 pour cent avaient plus de 50 ans et environ 90 pour cent de tous les défunts souffraient d'une maladie sous-jacente. Parmi les 6570 cas confirmés de décès lié à la COVID-19 sur lesquels on a mené jusqu'à ce jour une enquête complète visant les maladies sous-jacentes, 6520, soit 99,2 pour cent, présentaient une telle maladie. Si vous ne souffrez pas déjà d'une maladie chronique sous-jacente, vous courez un faible risque de mourir, peu importe votre âge. De plus, les jeunes adultes et enfants jouissant d'une santé normale ne courent presque aucun risque de contracter quelque maladie grave en raison de la COVID-19.

Fait 2 : Protéger les gens plus âgés, vulnérables, évite le surpeuplement des hôpitaux.

Nous pouvons tirer des enseignements sur l'utilisation des hôpitaux en examinant les données de la ville de New York, le point

chaud de la COVID-19, où plus de 34 600 personnes ont été hospitalisées jusqu'à maintenant. Chez les moins de 18 ans, le taux d'hospitalisation lié au virus est de 0,01 pour cent, soit 11 par 100 000 personnes; chez les 18 à 44 ans, il est de 0,1 pour cent. Même chez les gens âgés de 65 à 74 ans,il y a eu hospitalisation dans seulement 1,7 pour cent des cas. Au sujet des 4103 patients qui ont reçu un diagnostic confirmé de COVID-19 et présentaient des symptômes suffisamment sérieux pour demander des soins médicaux, la Dre Leora Horwitz, du Centre médical de NYU, a conclu que « l'âge est de loin le plus fort facteur de risque en matière d'hospitalisation ». Même les premiers rapports de l'OMS signalaient que 80 pour cent de tous les cas étaient bénins, et des études plus récentes indiquent un taux d'infection nettement plus généralisé et un plus faible taux de maladie grave. La moitié des personnes ayant subi un test d'infection qui s'est révélé positif n'éprouvent pas le moindre symptôme. En grande majorité, les personnes plus jeunes et autrement en bonne santé ne nécessitent pas de soins médicaux substantiels.

Fait 3 : Les politiques d'isolement total empêchent le développement d'une immunité collective – un facteur crucial –, ce qui prolonge le problème.

Des décennies de science médicale nous ont appris qu'une infection permet aux gens de développer une réponse immunitaire, de sorte que l'infection est contrôlée dans l'ensemble de la population par une « immunité de groupe ». L'immunisation de la population est le véritable objectif pour les autres infections virales. Dans le cas présent nous savons que les soins médicaux ne sont même pas requis pour la vaste majorité des personnes infectées. Le virus est si faible que la moitié des personnes infectées sont asymptomatiques, comme l'ont démontré les données initiales du navire Diamond Princess et, ensuite, celles d'Islande et d'Italie. On a faussement décrit ce virus comme un problème nécessitant un isolement collectif. Concrètement, les personnes infectées exemptes de maladie grave sont les vecteurs immédiatement disponibles pour l'établissement d'une immunité généralisée. En transmettant le virus à d'autres membres du groupe à faible risque qui développeront des anticorps, ces personnes bloquent les voies d'accès menant aux gens les plus vulnérables, ce qui, en définitive, mettra fin à la menace. En étendant l'isolement de la population générale, on empêcherait le développement de cette immunité de masse.

Fait 4 : Des gens meurent parce que d'autres soins médicaux ne sont pas prodigués

Des soins de santé essentiels destinés à des millions d'Américains sont actuellement mis de côté et des gens meurent afin d'aider des patients « potentiels » et d'endiguer la propagation. La plupart des États et de nombreux hôpitaux ont suspendu des actes médicaux et chirurgies « non essentiels ». Cela empêche le diagnostic de maladies mortelles, comme les cancers, des biopsies de tumeurs non découvertes et des anévrismes cérébraux. Des traitements, notamment des soins d'urgence, pour les maladies les plus graves ont aussi été annulés. Des patients atteints du cancer ont retardé leur chimiothérapie. On estime que 80 pour cent des chirurgies du cerveau ont été laissées en plan. Des patients ayant subi un accident vasculaire cérébral ou une crise cardiaque aigus ont perdu la chance d'être traités, certains en meurent et beaucoup risquent une invalidité permanente.

Fait 5 : Nous sommes en présence d'une population à risque clairement définie qui peut être protégée par des mesures ciblées.

Des preuves accablantes provenant du monde entier démontrent uniformément qu'un groupe clairement défini — les gens plus âgés et ceux souffrant de maladies sous-jacentes — court un plus grand risque d'être hospitalisé et de mourir de la COVID-19. Un objectif atteignable consiste à cibler ce groupe par une politique d'isolement et à contrôler les personnes qui interagissent avec lui. Les résidents des centres d'hébergement, les plus à risque, devraient être les plus simples à protéger systématiquement contre les personnes infectées, puisqu'ils vivent déjà dans des espaces confinés. Les fondements de la biologie et les preuves dont nous disposons déjà militent pour une stratégie plus ciblée : protéger les gens qu'on sait vulnérables, demander aux personnes légèrement malades de s'isoler et ouvrir la plupart des lieux de travail et des petites entreprises en prenant certaines précautions pour les groupes plus nombreux15. On permettrait ainsi les relations sociales essentielles au développement d'une immunité chez ceux qui courent un risque minimal de conséquences graves tout en sauvant des vies, en évitant le surpeuplement des hôpitaux et en limitant les dommages qui s'accumulent lors d'un isolement total. Cessons d'occulter les preuves empiriques pour tout miser sur des modèles hypothétiques. Les faits ont toute leur importance. covidinfos.net 21 mai 2020

Source, traduction et références : IEDM

https://www.iedm.org/wp-content/uploads/2020/05/lepoint092020_fr.pdf

Article original :

The data is in — stop the panic and end the total isolation

https://thehill.com/opinion/healthcare/494034-the-data-are-in-stop-the-panic-and-end-the-total-isolation

- « Comment se fait-il qu'on cherche à empêcher des médecins de soigner leurs patients comme ils l'entendent ? » - alternativesante.fr 20 mai 2020

Le sociologue Laurent Mucchielli mène sa propre enquête depuis fin mars sur la gestion française de la crise du Covid-19. Alors

que l'application StopCovid doit être débattue à l'Assemblée nationale le 27 mai, et que les autorités sont de plus en plus critiquées, nous avons interrogé cet expert des questions de sécurité directeur de recherches au CNRS (Laboratoire méditerranéen de sociologie, Aix-Marseille Université). Entretien sans détour avec Laurent Mucchielli, qui nous livre ses premières investigations.

Quels sont d'après vous les risques pour la liberté individuelle ou la vie privée qu'entraînerait StopCovid, ce système de traçage des contacts des personnes contaminées par le virus ? Cette application peut-elle amener des bénéfices sanitaires réels dans la lutte contre le virus ?

LM : Dans mon travail de recherche sur la vidéosurveillance, j'avais déjà documenté ce phénomène de crédulité vis-à-vis des technologies. Notre époque contemporaine vit dans un mythe technologique, la croyance que les technologies révolutionnent tout et améliorent fondamentalement nos vies. Cette crédulité est alimentée d'un côté par le marketing des industriels qui produisent ces technologies, et de l'autre par des responsables politiques qui promettent aux électeurs : « C'est formidable, vous serez ainsi mieux protégés, c'est pour votre bien ».

Mais lorsqu'on analyse la réalité, que l'on cherche à évaluer réellement le bénéfice de ces technologies, on s'aperçoit qu'il est minime, et que ce n'est pas rentable pour les finances publiques. On comprend aussi que ce système nous aveugle sur d'autres façons de gérer les problèmes de société qui rendraient plus actifs les citoyens, en recréant de la solidarité entre eux plutôt qu'en les maintenant dans une position de passivité, d'isolement et de peur, avec une technologie qui réglerait nos problèmes humains et sociaux à notre place. L'application StopCovid est caractéristique de cette déresponsabilisation.

Ces technologies sont par ailleurs très intrusives, elles menacent notre vie privée, elles infantilisent et déresponsabilisent l'individu. Alors que l'idéal démocratique me semble au contraire de chercher la progression en termes d'autonomie et de liberté sur la base d'une certaine confiance qu'on accorde fondamentalement à l'individu.

L'application StopCovid sera(it) installée sur la base du volontariat selon les autorités : que penser de cette notion de liberté de choix alors que la peur et les appels bruyants au civisme ont été omniprésents, et la crise sanitaire gérée de manière si verticale ?

Pour que ces outils puissent fonctionner dans un cadre démocratique, il faudrait que nous soyons dans une situation sociale et politique différente. On peut comparer la situation de la France avec celle de la Corée du Sud qui a déployé un « tracking » technologique du Covid. En Corée, il existe un large consensus dans la société autour de la stratégie politico-sanitaire, avec une agence gouvernementale crédible et respectée qui pilote la crise. La situation est très différente en France où nous constatons, au contraire, la défiance d'une majorité de la population à l'égard du gouvernement et des institutions, comme le montrent les enquêtes d'opinion. Dans un tel contexte, il est difficile d'imaginer le succès d'une application, telle que StopCovid, qui demanderait une adhésion massive de la population pour fonctionner efficacement.

Vous avez commencé à mener une enquête sociologique sur la gestion française de ce coronavirus. Qu'est-ce qui l'a motivée et quels sont vos champs d'investigation ?

J'ai commencé, en effet, à la fin du mois de mars, une « enquête en temps de crise ». Je travaille beaucoup mais dans des délais courts et dans un domaine que je ne connaissais pas beaucoup avant la crise, en assumant donc des risques d'erreur ou d'incomplétude. Je les réduis cependant grâce à la constitution informelle d'une petite équipe qui permet de partager les informations et de contrôler collectivement notre production éditoriale. Au départ, deux événements m'ont interpellé : d'une part la manière dont est née et a été nourrie la « polémique Raoult » et d'autre part les décrets du 25-26 mars 2020, qui restreignaient la liberté de prescrire des médecins de ville, laissant comme seule alternative aux malades de prendre du paracétamol en attendant que ça passe, ou d'appeler le 15 pour être hospitalisé en cas d'aggravation. Il me semblait que c'était intellectuellement irrationnel et moralement condamnable.

Ce qui m'a frappé concernant la polémique Raoult, c'est à quel point les débats se sont très vite cristallisés autour de sa personnalité. Les élites intellectuelles et les médias, parisiens essentiellement, se sont fixés à ce que j'appelle le stade « people » et qui me paraissait superficiel. Certes, l'homme est narcissique, il se considère le meilleur et ne se prive pas de le dire. Et on peut critiquer sa communication avec une certaine façon de se mettre en scène. Mais ça ne nous dit rien sur le bien-fondé ou non de son propos. Et puis Raoult n'est pas n'importe qui en virologie, c'est un des meilleurs spécialistes du monde ! Ensuite, dans sa volonté de rassurer et d'éviter la panique, il a sous-estimé l'ampleur de l'épidémie au début (« moins de morts que par accidents de trottinette »), mais il est très loin d'être le seul. Tout cela a masqué le fond, à savoir le fait que Raoult a adopté la posture fondamentale du médecin qui dit : il y a un nouveau virus, je dépiste les gens, j'isole les personnes infectées, je teste des traitements in vitro puis in vivo, je soigne et je suis mes patients. C'est évidemment ce qu'il fallait faire. Et on lui répond : « Tais-toi ! ». Je trouve ça délirant.

Qu'est-ce qui s'est joué à votre sens dans cette personnalisation à outrance et cette polarisation ?

Pour comprendre l'erreur des élites intellectuelles et des journalistes, je pense que deux choses ont joué un rôle déterminant. D'abord, il se joue un peu la même chose que ce que j'avais observé au début de la crise des gilets jaunes ; il y a une sorte de mépris de classe, un mépris élitiste, intellectuel, envers le succès populaire de Raoult : « Ces gens ne savent pas, ils suivent

bêtement un “gourou” qui aurait un “remède miracle” ». Alors que la plupart des gens ne sont ni idiots ni complotistes. Je crois au contraire qu’ils ont juste du bon sens et qu’ils ont compris la posture fondamentale de médecin dont je parlais. Ces expressions « gourou » et « remède miracle » sont des inventions de journalistes qui disent bien le sentiment de supériorité intellectuelle d’une certaine élite croyant devoir éclairer la stupide populace.

Ensuite, il y a eu une politisation simpliste. Raoult a été catalogué « homme de droite » du fait des soutiens politiques qu’il a reçus dans la région Sud, surtout dans les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes. Mais c’est un débat qui n’a pas lieu d’être ici. Lorsque je vais voir un médecin, c’est que je l’estime compétent pour me soigner, je ne me demande pas quelles sont ses opinions politiques. Cette politisation a constitué une autre erreur majeure d’une grande partie des élites parisiennes.

Vous dites avoir déclenché votre enquête suite aux décrets du gouvernement du 25-26 mars dernier, limitant fortement, pour les médecins de ville, la possibilité de prescrire à leurs patients de l'hydroxychloroquine. Plus récemment, certains se sont vus rappelés à l’ordre pour la prescription d’autres médicaments à leurs patients. Qu’est-ce que ça vous inspire ?

Ce décret m’a effectivement choqué et surtout fait réfléchir. Comment se fait-il qu’on cherche à empêcher les médecins de base de soigner leurs patients comme ils l’entendent ? Certes, il est normal et même souhaitable que les autorités politiques et sanitaires d’un pays donnent des directives générales de santé publique, des Medical guidelines. Et il est normal et souhaitable qu’elles coordonnent et harmonisent la prise en charge hospitalière. Mais voilà que, en France, elles ont aussi décidé en pleine crise de ne pas s’appuyer sur les quelque 130 000 médecins libéraux (dont 100 000 généralistes), alors que pour la plupart des citoyens le médecin de famille est le premier référent. C’est une situation quasiment unique dans le monde. Se priver de ces personnes est incompréhensible en terme stratégique. De plus, c’est totalement infantilisant pour les médecins. Enfin, ce n’est pas rationnel. On ne peut pas dire qu’il y a une incertitude sur l’efficacité des traitements possibles, qu’on lance des études statistiques pour en savoir plus, et en même temps interdire aux médecins de base d’utiliser les médicaments disponibles pour soigner les malades qui se présentent à eux dans l’immédiat. Outre le problème éthique (comment décider de ne rien faire face à un malade qui est devant vous, sous prétexte que la science n’a pas encore livré ses calculs définitifs ?), l’attitude logique de quelqu’un qui ne sait pas est de ne fermer aucune porte, de se dire que toutes les idées sont bonnes à prendre et qu’on va chercher tous ensemble. Les médecins libéraux ont bien compris tout ça d’ailleurs. L’action du collectif « Laissons les médecins prescrire » est très révélatrice. Et leur pétition a eu un grand succès auprès des personnels soignants.

Comment comprendre donc ces décisions du ministère de la Santé ? Je ne vois que deux explications possibles : soit c’est de l’incompétence/panique de la part des instances politico-sanitaires, soit elles voulaient empêcher les médecins d’utiliser le protocole Raoult. Les deux pouvant se cumuler.

Vous avez constitué une équipe de recherche, quels sont vos premiers chantiers d'investigation ?

J’ai commencé mon enquête avec une ancienne journaliste, amie de longue date que je considère un peu comme une lanceuse d’alerte. Nous avons profité d’un petit lieu de publication : mon blog de Mediapart . Et si la parution de notre premier article le 29 mars nous a valu un torrent d’insultes de la part des élites intellectuelles et journalistiques, elle nous a aussi rapporté des soutiens immédiats de la part de personnes qui se posaient les mêmes questions que nous. J’ai ainsi pu former rapidement une petite équipe comprenant, outre la journaliste et moi, quatre médecins, un anthropologue, un économiste et un géophysicien. Et nous avons travaillé sur les enjeux qui se profilent derrière cette polémique Raoult.

Le premier est celui de l’industrie pharmaceutique et des enjeux financiers qui se cachent derrière les médicaments. C’est un problème dont je parlais déjà longuement dans mon manuel universitaire Sociologie de la délinquance (Armand Colin, 2018). Comme dans l’industrie agro-alimentaire, dans l’agriculture, dans la construction automobile et bien d’autres secteurs encore, les enjeux financiers sont très présents dans la santé publique. Très vite nous avons compris que la plupart des médecins qui cherchaient à balayer les propositions du Dr Raoult, et que l’on voyait beaucoup dans les médias, avaient en réalité de forts liens d'intérêt avec le laboratoire pharmaceutique américain Gilead qui cherche à imposer un médicament très onéreux dont il détient le brevet : le Remdesivir. S’il y parvient, ce sera le « jackpot » financier. Et si certains ont la mémoire courte, d’autres se souviendront du fait que Gilead a déjà fait le coup il y a quelques années dans la lutte contre l’hépatite C*.

Au vu de vos premières recherches, comment cette crise vient-elle éclairer les tensions entre santé publique et intérêt industriel des laboratoires pharmaceutiques ? Et comment cette histoire va-t-elle se terminer selon vous ?

Ce qu’il faut bien comprendre, c’est que la santé ne fonctionne hélas pas différemment des autres domaines de la vie économique et sociale. Les grands laboratoires pharmaceutiques privés ne sont pas de simples partenaires des États qui fabriqueraient des médicaments et les proposeraient sur un marché public. Ce sont des multinationales hyperpuissantes, cotées en Bourse qui, pour conquérir des parts de marché et faire un maximum de profits pour leurs dirigeants et leurs actionnaires, mettent en œuvre des stratégies industrielles globales avec non seulement de la propagande commerciale mais aussi du trafic d’influence à destination des agences sanitaires et des médecins pour favoriser la prescription de leurs produits et, si possible, se construire des monopoles. Je crains que cette réalité n’ait joué un rôle majeur dans la question du traitement médical du Covid, rôle qui n’est peut-être pas terminé d’ailleurs, puisqu’il risque de se prolonger à travers la question du vaccin.

Mon rôle, et j'y tiens beaucoup, est celui d'un chercheur-citoyen. Je me suis posé des questions, j'ai eu des doutes, j'ai fait un travail de recherche dans l'urgence qu'imposait la situation (les gens mourraient !). Une partie de mes confrères et la totalité des journalistes « mainstream » (y compris la rédaction de Mediapart d'ailleurs) ont traduit « il soutient Raoult », ce qui est une interprétation ras-du-plancher. L'avenir dira si j'ai vu juste ou pas, ou en partie. Ce que j'espère surtout c'est que les journalistes se réveilleront, et que les parlementaires joueront enfin leur rôle à travers une grande commission d'enquête. Nos démocraties sont en crise. C'est peut-être une occasion de se ressaisir un peu.

* NDLR : le sofosbuvir vendu 43 000 euros pour 12 semaines de traitement. Voir par exemple le bras de fer qui les a opposés à l'association Médecins du monde. alternativesante.fr 20 mai 2020

La foire aux cadavres !

- Décès dus au Covid-19 : le nombre officiel de morts en France est-il surestimé ? - covidinfos.net 27 avril 2020

En France comme dans de nombreux pays se pose la question des morts attribuées au Covid-19. On sait notamment qu'en Italie on ne fait pas de différence entre « les personnes mortes DU virus et celles mortes AVEC le virus », on sait qu'en Allemagne le président de l'institut Robert Koch a confirmé que le pays comptait « toute personne décédée testée positive au coronavirus comme une victime du Covid-19, que le virus soit responsable ou non de la mort. » Et c'est le cas dans beaucoup d'autres pays.

Qu'en est-il dans l'hexagone ?

Les morts en EHPAD

Concernant les morts en EHPAD et autres structures équivalentes voici ce que l'on trouve sur le rapport du « Point épidémiologique hebdomadaire national » de L'INSEE du 23 avril. Ce tableau vaut pour la période du 1er mars au 20 avril 2020 :

On notera que la majorité des cas sont des « cas possibles » et par ailleurs que d'après le tableau aucun décès n'a été à déplorer dans le personnel des instituts concernés, malgré 31907 « cas » cumulés.

Quelle est la différence entre un « cas possible » et un « cas confirmé » ?

– Cas confirmé COVID-19 : « toute personne, symptomatique ou non, avec un prélèvement confirmant l'infection par le SARS-CoV-2 parmi les personnes résidentes ou les membres de personnel d'un EMS/EHPA. » Traduction : toute personne qu'elle soit malade (symptomatique) ou non est considérée comme un cas confirmé à partir du moment où un membre du personnel ou un résident a été testé positif au Covid-19. Autrement dit, un cas testé positif dans une résidence transforme immédiatement l'ensemble des personnes de la résidence en « cas confirmés », qui seront donc comptabilisés dans les statistiques du COVID-19.

– Cas possible COVID-19 : « fièvre (ou sensation de fièvre) avec des signes respiratoires (comme la toux, un essoufflement ou une sensation d'oppression thoracique) OU autre tableau clinique compatible avec le COVID-19 selon le médecin, parmi les personnes résidentes ou les membres de personnel d'un EMS/EHPA. » Traduction : toute personne résidant dans une structure type EHPAD dans laquelle « des résidents » ou « des membres de personnel » présentent des signes pouvant laisser supposer un cas de COVID-19 est considérée comme « cas possible ». Autrement dit, si un résident (ou un employé) tousse, tous les occupants de la résidence deviennent des « cas possibles », et sont comptabilisés dans les statistiques du COVID-19.

Population générale : les patients sont-ils tous testés ?

Réponse en page 6 du rapport :

« Les patients présentant des signes de COVID-19 ne sont plus systématiquement confirmés par un test biologique. Selon les recommandations ministérielles du 13 mars 2020, la réalisation de prélèvements a` visée diagnostique n'est recommandée que pour certains patients et il convient notamment de tenir compte des comorbidités, de la profession (professionnels de santé) et du tableau clinique. »

Traduction : depuis le 13 mars, tous les cas de « COVID-19 » n'ont pas besoin d'être confirmés par un test virologique ce qui implique que n'importe quelle maladie avec des symptômes comparables (grippe principalement, mais aussi divers maux d'hiver) peut être inclue dans ce décompte.

Autres éléments intéressants dans ce même rapport :

Voici ce qu'on y lit à la page 7 :

« A noter que la mise en place d'un processus de qualité en lien avec les ARS et les cellules régionales (vérification et validation des données et amélioration de la qualité de la saisie dans les établissements) a mis en évidence une sur-déclaration et surestimation des cas cumulés chez les résidents et le personnel depuis le début de la mise en place de la surveillance. Ces ajustements ont été réalisés le 20 avril 2020. »

Et à la page 23 : « Un excès de la mortalité toutes causes est observe´ au niveau national et est particulièrement marque´ depuis la semaine 13 dans les régions Grand Est et Ile-de-France. La part de la mortalité attribuable a` l'épidémie de COVID-19 reste cependant à déterminer. » Est-ce que l'INSEE cherche à prouver une surmortalité ?

Interrogé par Libération, voici ce que Patrick Guérin, épidémiologiste et président d'Open Health Company, l'organisme qui coordonne la surveillance mondiale de la grippe a dit : «Il faut noter l'effort de transparence de l'Insee mais qui semble vouloir chercher la démonstration d'une forte surmortalité. Le choix est fait de comparer les données à mars 2019, où la mortalité était faible, alors que, par exemple, en janvier 2017, le nombre mensuel total de morts toutes causes confondues a été de 68 816 personnes. Un chiffre énorme qui s'explique par un virulent épisode grippal. De même, l'augmentation de la population qui implique une hausse des décès n'est pas prise en compte pour relativiser ces chiffres »

L'article explique également : « Avant le 31 mars, les établissements de santé ne pouvaient déclarer un cas comme lié au coronavirus que s'il avait été prouvé par un test biologique. Depuis, ils le peuvent aussi si avec pour seule preuve «un scanner thoracique évoquant un diagnostic Covid-19», d'après Santé publique France. Avec le risque d'intégrer d'autres infections respiratoires dans ces chiffres. » covidinfos.net 27 avril 2020

https://covidinfos.net/covid19/deces-dus-au-covid-19-le-nombre-officiel-de-morts-en-france-est-il-surestime/502/

Sources :

Libération : « Covid-19 : que disent les nouveaux chiffres de décès de l'Insee ? » du 10 avril 2020 par Aude Massiot

https://www.liberation.fr/france/2020/04/10/covid-19-que-disent-les-nouveaux-chiffres-de-deces-de-l-insee_1784845

SantePubliqueFrance.fr : Point épidémiologique hebdomadaire du 23 avril 2020

https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/04/COVID19_PE_20200423.pdf

- « Le chiffre de la mortalité due au coronavirus est un faux chiffre » selon le Dr. Lass - covidinfos.net 25 mai 2020

Interviewé par le site Spiked, Yoram Lass, médecin, chercheur, et ancien directeur général du ministère de la Santé Israélien dénonce « le lavage de cerveau de populations entières » et une « hystérie monumentale. » Extraits.

« C'est la première épidémie de l'histoire qui s'accompagne d'une autre épidémie – le virus des réseaux sociaux. Ces nouveaux médias ont entraîné le lavage de cerveau de populations entières. Les résultats sont la peur et l'anxiété, et une incapacité à regarder les données réelles. Et donc, vous avez tous les ingrédients pour une hystérie monumentale.[…] »

« Ce n'est rien de plus qu'une épidémie de grippe si l'on se penche sur les chiffres et les données, mais les personnes qui sont dans un état d'anxiété sont aveugles. Si c'était moi qui prenais les décisions, j'essaierais de donner aux gens les vrais chiffres. Et je ne détruirais jamais mon pays.[…] »

« Le chiffre de la mortalité due au coronavirus est un faux chiffre. La plupart des gens ne meurent pas du coronavirus. Ceux qui enregistrent les décès changent simplement la cause du décès. Si les patients sont morts de leucémie, de cancer métastatique, de maladie cardiovasculaire ou de démence, ils inscrivent coronavirus. De plus, le nombre de personnes infectées est faux, car il dépend du nombre de tests. Plus vous faites de tests, plus vous avez de personnes infectées.[…] »

« Si vous regardez la courbe du coronavirus sur un graphique, vous verrez qu'elle ressemble à un pic. Le coronavirus arrive très vite, mais il s'en va aussi très vite. La courbe de la grippe est superficielle car elle met trois mois à passer, mais le coronavirus met un mois. Si vous comptez le nombre de personnes qui meurent en termes de surmortalité vous verrez que pendant la saison du coronavirus, nous avons eu une surmortalité qui est environ 15 % plus importante que l'épidémie de grippe ordinaire de 2017.[…] »

« Par rapport à cette augmentation, les mesures draconiennes sont de proportions bibliques. Des centaines de millions de personnes souffrent. Dans les pays en développement, beaucoup mourront de faim. Dans les pays développés, beaucoup

mourront du chômage. Le chômage, c'est la mortalité. Plus de personnes mourront à cause de ces mesures que du virus.[…] »

« N'importe quel expert raisonnable […] vous dira que le confinement ne peut pas changer le nombre final de personnes infectées. Il ne peut que modifier le taux d'infection. Et certains affirment qu'en modifiant le taux d'infection et en « aplanissant la courbe », nous avons évité l'effondrement des hôpitaux. […] Mais regardez la Suède. Pas de confinement et pas d'effondrement des hôpitaux. L'argument en faveur du confinement s'effondre.[…] »

« Si vous regardez les chiffres, en 2017, 25 000 Italiens sont morts de complications liées à la grippe. Aujourd'hui, environ 30 000 personnes y sont mortes du coronavirus. C'est donc un chiffre comparable. Vous ne devriez pas ruiner un pays pour des chiffres comparables.[…] » covidinfos.net 25 mai 2020

https://covidinfos.net/covid19/le-chiffre-de-la-mortalite-due-au-coronavirus-est-un-faux-chiffre-selon-le-dr-lass/1151/

Source :

– Spiked.com : 'Nothing can justify this destruction of people's lives'

https://www.spiked-online.com/2020/05/22/nothing-can-justify-this-destruction-of-peoples-lives/

- LeMonde.fr reconnaît qu'il est « impossible d'établir avec précision le nombre de victimes du Covid-19 » covidinfos.net 2 mai 2020

Dans un article daté du 2 mai, le site internet du « quotidien de référence » reconnaît qu'« il est aujourd'hui impossible d'établir avec précision le nombre de victimes du Covid-19 en France. »

Et l'article d'expliquer « précisément » : « Soyons clairs : il est aujourd'hui impossible d'établir avec précision le nombre de victimes du Covid-19 en France. Les chiffres en temps réel avancés çà et là sont tantôt des hypothèses qui risquent d'être infirmées une fois l'épidémie achevée, tantôt l'addition de décès attribués avec certitude ou presque au virus, mais qui omet des milliers de cas. »

Alors « soyons clairs » : la citation ci-dessus ne l'est pas du tout « claire ». Et on est par ailleurs en droit de s'interroger sur ce qu'est une « certitude ou presque ». À priori, par définition, une « presque » certitude n'est justement pas une certitude. Est-ce que les « décès attribués avec certitude ou presque au virus », sont des personnes qui sont « presque mortes » du virus, ou des personnes qui sont mortes du « presque virus » ?

Quoiqu'il en soit, à lire l'article, on pourrait déduire que l'apocalyptique nombre de morts que l'on nous sert chaque jour depuis des semaines ne repose sur aucun calcul sérieux, voire qu'il ne correspond à aucune réalité, quelle qu'elle soit.

On appréciera enfin l'utilisation de l'expression « chiffres avancés ça et là » dont on pourrait se demander si elle révèle une forme subtile et salutaire d'auto-critique de la part des journalistes du « fameux » journal.

Vous êtes confus ?

C'est normal.

https://covidinfos.net/covid19/lemonde-fr-reconnait-quil-est-impossible-detablir-avec-precision-le-nombre-de-victimes-du-covid-19/648/

Lire l'article : LeMonde.fr

https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/05/02/coronavirus-en-france-avoir-un-bilan-final-prendra-plusieurs-mois_6038434_3244.html

- Un médecin et sénateur américain révèle avoir été poussé à déclarer mortes du Covid-19 des personnes non testées - covidinfos.net 10 avril 2020

Le docteur et sénateur de l'état du Minnesota Scott Jensen a affirmé dans une interview télévisée le 07 avril 2020 avoir reçu des directives du ministère de la santé américain l'enjoignant à indiquer les décès comme étant causé par le virus Covid-19 que le patient décédé ait été testé positif ou non, et donc que la présence du virus soit avérée ou non.

L'objectif étant que tous les décès liés à « des pneumonies et maladies de type grippal soient enregistrés comme des cas de Covid-19 qu'il y ait eu un test ou non ».

Interrogé sur le pourquoi de ces directives qu'il a par ailleurs qualifié de « ridicules », le Dr Scott Jensen a répondu :« Eh bien, la peur est un moyen formidable de contrôler les gens, et cela m'inquiète. Je suis inquiet parce que s'ils sont suffisamment effrayés la capacité des gens à penser par eux-mêmes peut être paralysée …» covidinfos.net 10 avril 2020

Sources :

https://www.powerlineblog.com/archives/2020/04/how-honest-is-the-covid-fatality-count.php

https://off-guardian.org/2020/04/10/watch-dr-scott-jensen-reveals-ridiculous-covid19-guidance/

https://www.youtube.com/watch?v=lsRay1wInBg

A bas le port du masque !

- « Rendre le port du masque obligatoire serait la mesure de trop » pour Laurence Simon - covidinfos.net 25 mai 2020

Laurence Simon, professeur de lettres et éditorialiste, estime dans le magazine Causeur que « Rendre le port du masque obligatoire serait la mesure de trop » et que « Certains d'entre nous ne trouvent plus désormais de sentiment d'exister que dans la peur. » Extraits.

« Nous avons été traqués jusque sur les sentiers les plus déserts, là où précisément le risque sanitaire était nul. Nous avons été placés sous la menace d'amendes, mirobolantes […] »

« La population a été désorientée par les palinodies continuelles de ses gouvernants ; tétanisée par des mises en accusation répétées qui nous désignaient comme des enfants pas sages et bons pour le fouet ; plongée dans un état de psychose par des discours alarmistes à souhait, enflés d'hyperboles guerrières, et par la grand messe vespérale, le rabâchement quotidien des chiffres de la mortalité par coronavirus jamais mis en perspective rationnelle avec d'autres chiffres significatifs, opération pourtant essentielle à toute démarche scientifique, qui aurait permis de relativiser la gravité de l'épidémie qui nous a touchés.[…] »

« Certains d'entre nous ne trouvent plus désormais de sentiment d'exister que dans la peur, de jouissance que dans la contrainte et la punition qu'ils peuvent voir infligées aux autres »

« Jamais nos gouvernants ne se sont vraiment adressés à nous comme à des citoyens adultes, libres, éclairés et responsables. Pour la première fois peut-être, on a regretté de n'être pas Allemands ou Suédois… On nous a même affirmé sans rire que se laver les mains était un acte héroïque. C'est dire à quel degré de bêtise et de veulerie nous avons été ravalés – et quelle vanité en même temps nous enfle : nous sommes prêts d'éclater.[…] »

« Céder à la tentation démagogique en rendant le port du masque obligatoire, serait faire courir un risque délétère à toute la société. Nous sommes des animaux sociaux. Voir le visage de l'autre, c'est la condition pour se reconnaître en lui, pour l'aimer et le respecter, pour vivre en confiance avec lui […]. »

« Mais qui se lève pour défendre notre liberté d'abord, notre fraternité ensuite ? Où sont les hommes et les femmes de courage et de bon sens, qui osent résister à la psychose ambiante ? »[…] covidinfos.net 25 mai 2020

https://covidinfos.net/covid19/rendre-le-port-du-masque-obligatoire-serait-la-mesure-de-trop-pour-laurence-simon/1146/

Source :

– Causeur.fr : Ne laissons pas notre société s'enliser dans une vie amoindrie et névrotique

https://www.causeur.fr/masques-societe-francaise-176882

- Pour le Pr. Bhakdi, un vaccin contre le coronavirus serait « inutile et dangereux » et les masques sont des « nids à microbes » - covidinfos.net 7 mai 2020

Dans une nouvelle interview à la chaîne de télévision allemande Servus TV, le professeur émérite de l'Université Johannes-Gutenberg de Mayence Sucharit Bhakdi dénonce une « campagne de peur intolérable » menée par les médias ainsi qu'une « campagne de désinformation irresponsable ». Extraits et vidéos.

Selon le professeur Bhakdi, « les masques pour la population générale ne sont pas nécessaires et peuvent en fait être des « nids à microbes » plus nuisibles qu'autre chose »

Il explique que « la crise actuelle a été provoquée par les politiciens eux-mêmes et n'a pas grand chose à voir avec le virus » mais également qu'un vaccin contre le coronavirus serait « inutile et dangereux, comme c'était déjà le cas pour la grippe porcine. »

Il pointe également la responsabilité de L'OMS, qui selon lui « n'a jamais assumé la responsabilité des nombreuses mauvaises décisions qu'elle a prises au fil des ans ». covidinfos.net 7 mai 2020

https://covidinfos.net/covid19/pour-le-pr-bhakdi-un-vaccin-contre-le-coronavirus-serait-inutile-et-dangereux/839/ Coronavirus: premier bilan de l'utilisation de l'hydroxychloroquine au Sénégal - rfi.fr 3 mai 2020

Au Sénégal, les premiers résultats préliminaires de l'étude à propos de l'utilisation de la chloroquine pour traiter les patients atteints par le coronavirus sont désormais connus. La molécule a été prescrite à certains malades de l'hôpital de Fann à Dakar par le professeur Moussa Seydi. Le 2 mai, le médecin a rendu public ses premières conclusions. D'après un échantillon de 181 patients, l'hydroxychloroquine permettrait une guérison plus rapide.

Dans le panel de 181 patients pris en charge par Moussa Seydi, tous les malades ont survécu. Cet échantillon a été divisé en trois catégories. Le premier type de patients correspond aux témoins, ceux qui n'ont pas pris d'hydroxychloroquine. La moitié d'entre eux est sortie au bout de 13 jours de l'hôpital.

Il y a ensuite ceux qui se sont vu prescrire la molécule. Avec de la chloroquine, la guérison est plus rapide. Il faut onze jours, soit 48 heures de moins à la moitié de ces patients, pour éradiquer le virus. Enfin, un dernier groupe minoritaire s'est vu administrer, en complément, de l'azithromycine. Il s'agit d'un antibiotique pour éviter une surinfection. Ceux-là ont quitté l'hôpital au bout de neuf jours seulement, explique Moussa Seydi. Pour lui, ces résultats sont encore préliminaires mais satisfaisants.

« Chez tous les patients qui ont bénéficié du traitement à base d'hydroxychloroquine et qui ont consulté précocement, aucune complication n'a été notée, encore moins de cas de décès, a-t-il déclaré. Nous allons continuer notre prise en charge avec l'hydroxychloroquine et l'azithromycine ».

Dans le même temps, le professeur a mené une deuxième étude dans laquelle 362 patients ont reçu uniquement de l'hydroxychloroquine. Le but est d'évaluer les effets secondaires de la substance. Seuls douze malades ont présenté des effets indésirables. rfi.fr 3 mai 2020

Testez votre esprit critique.

- Selon le Dr. Richard Capek « l'épidémie de Corona » serait en fait une « épidémie de tests » - covidinfos.net 28 mars 2020

Selon plusieurs chercheurs, l'augmentation de cas positifs serait tout simplement due à l'augmentation du nombre de personnes testées. La quantité de personnes « infectées » augmente proportionnellement au nombre de personnes testées.

Le chercheur allemand Dr. Richard Capek avance dans cet article que « l'épidémie de Corona » est en fait une « épidémie de tests » et que le ratio de personnes « infectées » est « probablement constant ou à peine changeant » depuis le 9 mars aux USA.

Même son de cloche à l'institut Robert Koch : l'augmentation du nombre de cas serait due à l'augmentation du nombre de personnes testées. covidinfos.net 28 mars 2020

A bas le confinement !

- La modélisation qui annonce 60000 vies sauvées grâce au confinement démontée dans le Journal International de Médecine - covidinfos.net 6 mai 2020

Edouard Philippe l'a affirmé le 28 avril devant l'assemblée, le confinement aurait sauvé « plus de 60000 vies ». Cette affirmation est basée sur une modélisation des chercheurs de l'Ecole des Hautes Etudes de la Santé Publique (EHESP).

Trois autres chercheurs ont analysé ladite modélisation et arrivent à la conclusion que ses résultats sont « systématiquement amplifiés » et que « personne ne peut s'appuyer raisonnablement sur ce type d'étude pour justifier » un confinement.

Les trois chercheurs en question, Eric Le Bourg, Quentin de Larochelambert et Jean-François Toussaint, expliquent dans le

Journal International de Médecine que « les limites statistiques de cette modélisation ne sont probablement pas mineures. » […] Et que « la modélisation amplifie systématiquement les résultats à mesure que le temps passe. »

Les méthodes et résultats de la « modélisation utilisée […] diverge significativement des valeurs observées les deux derniers jours : elle surestime donc les variables mesurées. »

En extrapolant la méthode de la modélisation ils notent : « Poursuivre ce type de modélisation jusqu'au 11 mai aboutit à près de trois millions de décès hospitaliers. […] En ce qui concerne le nombre d'hospitalisations, peut-être aurait-on dépassé le 11 mai… la taille de la population française. »

Et de conclure : « l'utilisation [de cette méthode] doit donc rester prudente quant aux conclusions à en tirer et personne ne peut s'appuyer raisonnablement sur ce type d'étude pour justifier une mesure dont nous n'avons pas fini de mesurer les impacts sanitaires, économiques et sociaux. Alors que l'angoisse et la peine affectent des milliers de familles, il est sans doute préférable d'éviter d'induire de telles erreurs, surtout si elles altèrent la décision publique. » covidinfos.net 6 mai 2020

Lire l'article complet :

– Journal International de la médecine : Etude critique d'une modélisation des effets du confinement

https://www.jim.fr/medecin/jimplus/e-docs/etude_critique_dune_modelisation_des_effets_du_confinement__182808/document_edito.phtml

- La docteur Nicole Delépine fustige une « propagande honteuse » et un confinement qui « a entrainé bien des drames et des morts » - covidinfos.net 12 mai 2020

Dans un long article consacré aux effets de l'épidémie et du confinement, la Docteur Nicole Delépine s'alarme des conséquences délétères de « l'enfermement policier » subi par la population, tant du point de vue de la santé physique que de la santé mentale, dénonçant un « propagande honteuse », ainsi que « la perte de tout bon sens et la mise au placard du serment d'Hippocrate. » Extraits.

« Cette maladie n'est pas la peste, et traiter simplement les malades au début aurait permis de calmer l'épidémie et d'éviter de nombreux séjours en réanimation. Mais il fallait sûrement que l'épidémie persiste pour continuer d'espérer vendre 7 milliards de doses de vaccins[…]. Evidemment la désinformation sur l'effet des traitements du Pr Raoult et de bien d'autres (…) bat son plein car pas question de priver Big pharma et affidés de tant de milliards de bénéfices et de surveillance électronique bien utile en dictature. » […]

Ce qu'elle dit sur la santé mentale : « Impactée pour 20 ans ou plus d'après les psychiatres et pédopsychiatres qui appellent au secours de ce confinement inique, depuis son début, dans un silence assourdissant, absents des grands médias. Le retentissement psychologique des mesures de confinement pourrait être très important. » Et de citer son confrère le Dr Bocher : « le confinement va à l'opposé des principes de soin dans les hôpitaux psychiatriques » […]

Sur les hôpitaux débordés : « Les services hospitaliers privés et publiques totalement vides depuis le confinement. Réflexion confirmée par un médecin de Bichat, hôpital parisien. Les urgences hors Covid sont vides ! Il y a une baisse considérable du nombre d'AVC et d'accident ischémique transitoire à l'hôpital depuis le début de la crise du Covid-19. Pas d'urgences, des services vides y compris dans les grands hôpitaux parisiens dont les internes témoignent de leur ennui… Pendant ce temps-là grand cirque médiatique sur les lits débordés…. » […]

Sur le traitement des cancers : « La crise du Covid19, qui rappelons-le, ne semble pas devoir tuer dans le monde plus de personnes que la grippe saisonnière habituelle met en danger de nombreux patients chroniques, dont les cancéreux au premier plan. […] Au-delà des pertes objectives de chances de survie, l'état psychologique du patient laisse craindre des abandons de traitement, des suicides ou intention dont certains ont évoqué la possibilité de façon itérative sur les réseaux sociaux. Ils iront grandir le lot des personnes fortement impactées sur le plan psychologique par l'enfermement policier. » […]

Sur le retour des enfants à l'école : « Déjà 2 mois et certains parents voudraient poursuivre cette prison terrible pour leurs petits, manipulés par la propagande honteuse, répétitive des messages télévisés. Non, ce confinement n'a pas été nécessaire, il n'a pas sauvé de vies, bien au contraire comme le démontrent les mortalités comparées des pays ayant confiné à la française (Italie, Espagne, Belgique), et de ceux ayant, comme toujours dans l'Histoire, isolé et traité les malades (Allemagne, Pays-Bas, Corée du Sud etc.). » […]

« Mais toute la profession dans sa soumission aveugle nuit aux patients qu'elle chérit d'habitude. Sidération des peuples, sidération des médecins, il faut en sortir et vite. Chaque journée d'obéissance à ce confinement délétère pour tous est responsable de nouveaux drames et de nombreux décès. Mr Pascal Praud chaque soir, sur CNews justifie ce cirque par le célèbre « sauvez

des vies », mais le compteur n'est pas au point. » […]

« Ce coronavirus mis en exergue pour des raisons de gros sous, vente prévue de 7 milliards de vaccins, et de mise sous tutelle de la population, a comme signe clinique majeur la perte de tout bon sens et la mise au placard du serment d'Hippocrate. » […] covidinfos.net 12 mai 2020

Lire l'article original :

– Covid19 et confinement aveugle, combien de morts évitables ?

https://www.medias-presse.info/covid19-et-confinement-aveugle-combien-de-morts-evitables-dr-nicole-delepine/120366/amp/

Vidéo. Docteur Nicole Delepine interviewée par André Bercoff sur Sud Radio, 11 Mai. Elle parle notamment de la rentrée des écoles.

https://www.youtube.com/watch?v=t910y6-x4AQ

A lire également.

- Covid-19 : le Sénégal ne renonce pas à l'hydroxychloroquine - 27 mai 2020

https://www.lepoint.fr/afrique/covid-19-le-senegal-ne-renonce-pas-a-l-hydroxychloroquine-27-05-2020-2377281_3826.php#xtor=CS3-190

- Le professeur Didier Raoult n'est pas encore seul - 27 mai 2020 https://www.lepoint.fr/afrique/le-professeur-didier-raoult-n-est-pas-encore-seul-27-05-2020-2377259_3826.php

- La dangerosité de l'hydroxychloroquine : une fable politico-médiatique ? - financialafrik.com 11 mai 2020

https://www.financialafrik.com/2020/05/11/la-dangerosite-de-lhydroxychloroquine-une-fable-politico-mediatique/

Une étude espagnole « massive » démontre que les personnes confinées ont été davantage infectées que les personnes non confinées

https://covidinfos.net/covid19/une-etude-espagnole-massive-demontre-que-les-personnes-confinees-ont-ete-davantage-infectees-que-les-personnes-non-confinees/1090/

Nous avons vu l'équivalent « d'un an de tentatives de suicide au cours des quatre dernières semaines » s'alarment des soignants californiens

https://covidinfos.net/covid19/nous-avons-vu-lequivalent-dun-an-de-tentatives-de-suicide-au-cours-des-quatre-dernieres-semaines-salarment-des-soignants-californiens/1137/

Ils sont dépités ! Macron, Philippe, Véran : Dégagez !

Didier Raoult face à David Pujadas : Ses punchlines amusent les internautes - Yahoo 27 mai 2020

A l'exception de quelques détracteurs, le professeur Raoult compte de nombreux alliés.

A l'exception de quelques détracteurs, le professeur Raoult compte de nombreux alliés. D'ailleurs, après avoir remis à sa place David Pujadas à plusieurs reprises car ce dernier lui coupait la parole, il s'est amusé à défier le journaliste. Lorsque la question sur l'étude Lancet et sur la décision du Haut conseil de la santé publique est tombée, le virologue a rétorqué qu'il aimerait savoir à qui les Français faisaient le plus confiance, lui ou Olivier Véran ?

En tout cas, il faut reconnaître que la tendance générale sur Twitter était en la faveur du professeur Raoult... Yahoo 27 mai 2020

Commentaires d'internautes.

- "Incroyable ces journaleux qui ne sont même pas fichus de faire un travail d'analyse de 5mn:

1) L'étude Lancet a été menée comme celles biaisées d'entrée en France: A savoir qu'ils ont pris des personnes dans un état grave !

*Raoult administre son protocole dès les 1ers symptômes pour limiter la charge virale.

2) L'étude Lancet n'a utilisé que la chloroquine.

*Raoult administre un cocktail, le deuxième médicament est un antibiotique (azythro qqchose)

3) Pour ceux qui connaissent un peu le monde des études médicales, le panel exposé dans l'étude de Lancet est plus que suspect pour le résultat homogène et systématique par continent

*Pour être claire, il y a une très forte probabilité que l'étude ait été truquée

4) Depuis qq années Lancet est de plus en plus noyauté par les lobbies pharmaceutiques et perd de sa légendaire indépendance

Conclusion: Vu les intérêts économiques derrières (vaccin à vendre à la Terre entière et antiviral à 400€) il est clair que Raoult est l'homme à abattre pour de très gros intérêts financiers.

Bravo à Raoult de tenir!

Il devient détestable de noter que les journaleux ne sont plus que des agents de propagande."

- "Raoult dit quelque chose de très intéressant : "Les "médias" classiques sont complètement déconnectés de la réalité, et en arrivent à dire le contraire de ce qui se passe". Ce n'est malheureusement pas nouveau, mais c'est vrai qu'en Occident, ça atteint des proportions inquiétantes..." Equateur: manifestation contre les bas salaires et les coupes budgétaires en pleine pandémie - AFP 26 mai 2020

Des centaines de personnes, dont des syndicalistes, des étudiants et des fonctionnaires, marchent vers le palais du gouvernement dans la capitale équatorienne pour protester contre la baisse des salaires, le chômage et les coupes budgétaires mises en place pendant le confinement imposé au pays pour tenter d'enrayer la propagation du coronavirus. AFP 26 mai 2020 Coronavirus: au Chili, le sursaut de révolte des plus démunis AFP 27 mai 2020

Des habitants d'un quartier de Santiago au Chili affrontent la police alors qu'ils manifestent pour réclamer de l'aide au gouvernement pour faire face à la pandémie de coronavirus. AFP 27 mai 2020

DEUXIEME PARTIE RÉSERVÉE AUX MILITANTS DE PRÉFÉRENCE.

Pour revenir brièvement sur un des volets de la causerie d'avant-hier, tous les courants qui se réclament du trotskysme ont soutenu la machination au coronavirus initiée par l'oligarchie financière, la mesure policière du confinement, puis le port du masque obligatoire partout. Bien entendu, ils refusent d'assumer la responsabilité de leurs conséquences sociales et politiques. Les faits étant les faits, on va enfoncer le clou dans le cercueil de ce courant politique qui comme les précédents socialiste ou communiste a été totalement dénaturé et détourné de son objectif politique.

Et dire qu'on s'en est bien sorti sans le connaître. Vous aurez le droit d'applaudir plus tard!

J'ai découvert par hasard un portail sur le Covid-19 en lisant des commentaires à la suite d'un article de presse, dans lequel se trouvent rassembler les témoignages de médecins ou professeurs en médecine du monde entier dénonçant et démontant pièce par pièce cette mystification, le confinement et le port du masque, leurs dangers pour la population...

Je reproduis dans cette causerie certains articles, et je fournis les adresses d'autres articles trop longs pour figurer ici, mais à lire également car très instructifs, ils posent des questions intéressantes que nos détracteurs préfèrent ignorer. Ces témoignages ont d'autant plus de valeur, qu'ils proviennent de médecins qui ne se connaissaient pas.

Par ailleurs, et cela n'aura échappé à aucun militant ou travailleur, aussi surprenant que cela puisse paraître pour certains, choquant pour d'autres, ce sont des personnalités de droite ou même d'extrême droite qui ont adopté des positions correctes sur l'ensemble de ces questions ou qui se sont dressés contre Macron et le gouvernement, pour des raisons diverses qui n'étaient pas forcément liées directement à l'idéologie dont ils se réclament, dans la mesure où elles entraient pour l'occasion en conflit avec leurs intérêts personnels, qu'ils appartiennent ou non au corps médical, déterminant quel type d'intérêts ils entendaient

préserver qui est une autre question ou qui ne nous intéresse pas ici, car nous estimons que l'urgence était de faire cesser le plus tôt possible cette mascarade sordide qui porte atteinte à l'indépendance de la classe ouvrière, donc à sa résistance et à son combat contre le régime.

Il est révélateur et tout à fait navrant que ce ne soit pas des personnalités de gauche ou d'extrême gauche qui aient condamné cette machination destinée à enrichir davantage une poignée d'oligarques et à accroître leur pouvoir tentaculaire sur le monde... Ils auront été en dessous de tout et ils ont déserté ce combat, dont acte. Entre nous, nous n'en attendions pas davantage de leur part pour avoir appelé à refonder le mouvement ouvrier depuis déjà de nombreuses années.

On aurait pu ajouter quelque chose à la causerie d'hier.

Le capitalisme est passé du stade de la libre concurrence à celui du monopole ou de l'impérialisme, pour atteindre de nos jours celui de la transnationalité, ce qui signifie qu'un quarteron d'oligarques mafieux et criminels disposent dorénavant d'une fortune et d'un pouvoir politique tellement colossal, y compris militaire, qu'ils peuvent agir à leur guise en toute impunité en transgressant les lois des Etats qu'ils ont eux-mêmes contribué à faire adopter ou en profitant des failles existant dans les législations en vigueur, en se servant des relais occultes aux quatre coins du monde qu'ils ont constitués au fil du temps, la City de Londres, l'Etat du Delaware aux Etats-Unis, l'ensemble des paradis fiscaux, la BRI, ainsi que les banques centrales qu'ils contrôlent ou qui pour ainsi dire leur appartiennent, ainsi que la planche à billets, la monnaie en circulation, ce qui leur permet d'influencer directement l'orientation de l'économie mondiale et de façonner la société à leur image détestable.

Il est maintenant admis par exemple que les GAFAM disposent d'un pouvoir hors de contrôle. Ils n'ont de compte à rendre à personne. Ils dictent leurs exigences aux différents gouvernements des puissances occidentales et leurs vassaux qui s'exécutent ou s'empressent de les satisfaire, avec les conséquences sociales désastreuses qui en découlent pour tous les peuples. S'ils disposent d'un pouvoir transnational, dont celui de fomenter des guerres et des coups d'Etat, des machinations en tout genre, climatique ou virale par exemple, de paralyser l'économie mondiale pour mieux en assurer le contrôle, c'est leur obsession, c'est parce qu'ils contrôlent également les principales officines de l'ONU (Le GIEC et l'OMS...) et l'Otan, le Pentagone, etc. ce qui leur a permis de s'émanciper autoritairement des contraintes ou des contradictions relatives au capitalisme dont dépendait jusque là la lutte des classes, ce qui explique pourquoi elle a pris une telle tournure chaotique et incompréhensible pour la plupart des travailleurs ou militants, qui ne comprennent pas où ils veulent en venir, qui au mieux n'ont rien vu venir et continuent de croire que rien n'aurait changé dans les rapports entre les classes, donc il serait inutile ou néfaste de modifier notre analyse de la situation mondiale et notre conception de la lutte de classes qui manifestement nous ont conduit à la situation actuelle, qui au pire l'admettrait, mais refuserait obstinément d'en tenir compte, considérant à voix basse et c'est important de le préciser, que de toutes manières nous aurions perdu la guerre de classes, et que par conséquent il allait bien falloir s'adapter au modèle de société totalitaire qui est en train de se mettre en place, quitte à renier nos principes les uns après les autres en attendant des jours meilleurs, qui dans ces conditions n'arriveront jamais évidemment.

Reconnaître certains faits en les torturant pour qu'ils deviennent compatibles avec notre théorie transformée en dogme ou pour ainsi dire fossilisée, ou les nier tout simplement, n'a jamais signifié qu'on serait en mesurer de tirer le moindre enseignement politique de la situation comme on vient de le voir. Qu'on ne parvienne pas à imaginer qu'il arrive un moment où la quantité se transformant en qualité de nouveaux rapports puissent surgir de la situation ou voir le jour indépendamment de ceux qui existaient précédemment, c'est ne rien comprendre au processus dialectique qui préside à l'évolution de l'histoire de la civilisation humaine.

Il ne s'agit pas là d'une construction purement intellectuelle ou idéologique qui serait détachée de la réalité objective comme voudrait nous le faire croire nos contradicteurs qui nous accusent de fabuler, car la réalité objective ne se limite pas aux rapports établis entre les classes sous le régime capitalisme, elle demeure inséparable du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, elle en est l'expression parvenue à un certain stade du développement des forces productives, qu'il est justement question de détruire en masse pour en assurer le contrôle en instaurant un régime totalitaire planétaire ou de se libérer de ce carcan en passant au socialisme universel.

Nous poursuivons le même but que nos ennemis, à ceci près qu'au lieu qu'il profite à une minorité de nantis, il profiterait à l'ensemble de la population. Eux en ont conscience, nous pas. Eux ils ne reculent devant aucun moyen pour parvenir à leur fin, nous on s'y refuse. Eux ils savent ce qu'ils veulent, nous, nous savons rien, comment pourrait-on le savoir ou comment pourrait-il en être autrement dans ces conditions-là, quand on se réfugie dans un déni permanent de la réalité.

Si nos besoins sociaux ou nos aspirations démocratiques, à la liberté, peuvent se passer de toute justification pour être légitimes, qu'est-ce qui empêcherait nos ennemis d'en faire autant, je vous le demande. Oui mais entre le vouloir et le pouvoir il existe une marge, effectivement.

Si nous ne parvenons pas à les réaliser, ne serait-ce pas parce qu'on ne parvient pas à le concevoir, à réduire cette marge ? Nos ennemis ne s'embarrassent pas de considérations sociales ou morales, ils créent de toutes pièces les instruments qui vont leur permettre d'exercer leur domination sur l'humanité entière ou d'orienter son destin. Tandis que nous en sommes encore à chercher notre salut dans des formules devenues stériles qui signent notre arrêt de mort.

Finalement, tous les cas de figure ont été envisagés par les marxistes, ce qui ne voulait pas dire que tous seraient réalisables.

Trotsky - Si l'on considère, au contraire, que la guerre actuelle provoquera non point la révolution mais la déchéance du prolétariat, il n'existe alors qu'une autre issue à l'alternative: la décomposition ultérieure du capitalisme monopoliste, sa fusion ultérieure avec l'Etat et la disparition de la démocratie, là où elle s'est encore maintenue, au profit d'un régime totalitaire. L'incapacité du prolétariat à prendre en mains la direction de la société pourrait effectivement dans ces conditions mener à l'émergence d'une nouvelle classe exploiteuse issue de la bureaucratie bonapartiste et fasciste. Ce serait, selon toute vraisemblance, un régime de décadence, qui signifierait le crépuscule de la civilisation. (...)

LVOG - "La disparition de la démocratie (...) au profit d'un régime totalitaire" est un fait quasiment acquis quand on voit ce qui s'est passé aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Grèce, en Italie, en France, demain en Espagne et ailleurs. C'est également le totalitarisme qui ponctue le fonctionnement de toutes les institutions internationales financières ou politiques. Mais point de nouvelle classe, un gang d'oligarques, parmi les plus riches, les mieux organisés, les plus puissants dictent leurs lois au monde entier avec plus ou moins de succès, c'est la tendance générale.

Trotsky - Si le prolétariat mondial apparaissait effectivement incapable de remplir la mission que le cours du développement place sur ses épaules, il ne resterait alors rien d'autre à faire que de reconnaître ouvertement que le programme socialiste, construit sur les contradictions internes de la société capitaliste, s'est avéré une pure utopie. Il faudrait alors, évidemment, élaborer un nouveau programme "minimum" pour défendre les intérêts des esclaves de la société bureaucratique totalitaire.

Existe-t-il, toutefois, des données objectives à ce point inébranlables ou, du moins, assez convaincantes pour nous contraindre aujourd'hui à refuser les perspectives de la révolution socialiste? Là est la question. (Défense du marxisme - L. Trotsky)

LVOG - Je ne partage pas du tout cette appréciation de Trotsky. Ce n'est pas parce que le prolétariat mondial ne serait pas parvenu à remplir sa mission jusqu'à présent, que "le programme socialiste" serait en cause, à moins qu'il ait comporté de graves erreurs que nos dirigeants par la suite n'ont cessé de reproduire. Et les conditions n'étaient peut-être pas aussi favorables à la révolution socialiste qu'on l'avait cru, ce qui pose la question de savoir si l'analyse de la situation mondiale était correcte ou non, apparemment non. C'est donc tout le programme qui aurait mérité d'être corrigé. Et puis il fallait peut-être aussi se méfier de cette tendance à faire preuve d'un optimisme révolutionnaire un peu trop hâtif et injustifié, qui pouvait induire en erreur, même avec un programme juste. Contrairement à ce que Trotsky affirma là, même sous un régime esclavagiste, l'objectif politique des esclaves était de mettre un terme à ce régime, au lieu de se contenter d'un "programme "minimum" pour défendre les intérêts des esclaves" qui devait les conduire à s'en accommoder.

Quand on évoque le socialisme, rares sont les militants qui sont vraiment sur la même longueur d'onde ou qui parlent de la même chose.

Quand on discute avec un travailleur et qu'on envisage de le recruter pour mener le combat politique pour le socialisme, il faudrait commencer d'emblée par mettre les point sur les i ou lui retirer toutes illusions sur ce qu'il pourrait entendre par là, ce que généralement on se passe de faire pour ne pas les effrayer ou les décourager.

Ne vous attendez pas à le voir de votre vivant, n'espérez pas en tirer un quelconque profit personnellement, c'est un long chemin semé d'embûches qui réserve bien des surprises, il vaut mieux le savoir dès le début. Tout au plus si vous vous engagez dans cette voie, cela vous permettra de donner un sens à votre vie et de conserver votre dignité, c'est inestimable, c'est quelque part réaliser un idéal accessible à peu de gens. Il faudra vous en contenter sachant que vous ne devrez compter que sur vous-même pour demeurer à la hauteur de ses exigences, car vous ne serez pas mieux loti que les autres travailleurs qui eux aussi ne doivent compter que sur eux-mêmes pour assurer leur survie et celle de leur famille, ce que je veux dire par là, c'est que personne ne pourrait venir à bout à votre place des illusions qui un jour pourraient vous perturber ou vous envahir, vous faire douter, d'où l'intérêt de savoir à quoi s'en tenir ou prendre les devants pour éviter que ce genre de situation se produise ou savoir quoi faire en pareil cas, pour qu'elle ne dégénère pas ou que cette expérience tourne court ou n'ait servi à rien, ce qui serait dommage pour tout le monde. Si vous ne vous sentiez pas capable d'assumer cette responsabilité, rien ne vous obligerait à vous engager dans cette voie qui comporte des contraintes, comme il en existe dans la vie en général, cela n'a rien d'extraordinaire en soi, mais il faut le savoir ou en avoir conscience maintenant, car plus tard il serait fatalement trop tard, on a acquis suffisamment d'expérience pour le savoir.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'on ne devient pas socialiste, parce qu'on aurait décidé d'adopter le socialisme, les choses ne se passent jamais ainsi dans la réalité. On ne devient pas médecin du jour au lendemain, sans avoir suivi assidûment les cours de médecines pendant de longues années. Ceux qui veulent brûler les étapes feront sans doute des charlatans, mais certainement pas des militants conscients et socialistes.

Trotsky - Bertrand Russel croit, il est vrai, qu'un Etat victorieux pourrait, en conclusion de la guerre, unifier le monde entier dans un étau totalitaire. Mais même si une telle hypothèse se vérifiait, ce qui est plus que douteux, une "unification" militaire ne serait pas plus stable que la paix de Versailles. Les soulèvements nationaux et les pacifications qui s'ensuivraient déboucheraient sur

une nouvelle guerre mondiale, qui pourrait creuser le tombeau de la civilisation. Ce ne sont pas nos voeux subjectifs, mais la réalité objective qui indique que la seule issue pour l'humanité est la révolution socialiste mondiale. L'alternative, c'est la rechute dans la barbarie. (id)

LVOG - Si les conditions pour que se produise une nouvelle guerre mondiale sont devenues hypothétiques car elle serait apocalyptique, en revanche elle peut revêtir différentes formes tout aussi dévastatrices pour l'humanité et la livrer à la barbarie.

Trotsky - Tout homme cultivé, depuis Darwin, se targue d'être "évolutionniste". Mais le véritable évolutionniste doit appliquer l'idée de l'évolution à ses propres formes de pensée. La logique élémentaire, fondée à l'époque où l'idée même d'évolution était à peu près inexistante, est évidemment insuffisante pour la connaissance des processus évolutifs. La logique de Hegel est la logique de l'évolution.

Mais il faut se rappeler que le concept même d'"évolution" est terriblement déformé et châtré par les professeurs d'université et les journalistes libéraux qui en font une espèce de "progrès" pacifique. Celui qui a compris que l'évolution procède au travers de la lutte de forces antagonistes que la lente accumulation des changements fait éclater à un moment donné la vieille enveloppe et mène à la catastrophe, à la révolution; celui qui a appris enfin à appliquer les lois générales de l'évolution à la pensée elle-même, celui-là est un dialecticien, à la différence de l'évolutionniste vulgaire. (id)

LVOG - Il y a quelques jours, j'écrivais qu'il ne fallait pas effrayer les travailleurs avec la catastrophe à venir, car elle pouvait être grosse d'une révolution. Les travailleurs ne sont même plus maîtres de leur corps ou de leur santé, on leur a retiré ce droit légitime, le droit de se soigner librement, ils n'ont plus rien, ils doivent mourir, c'est arrivé au cours des 4 derniers mois. Comment caractérise-t-on un tel régime ? De fasciste.

S'ils n'ont plus rien, certains peuvent être tentés par le socialisme, l'espoir n'est pas perdu. Quand on cherche, en creusant la réalité on trouve.

Imposer une discipline à quelqu'un, c'est comme lui imposer un uniforme. On peut s'en imposer une à soi-même, c'est même parfois conseillé pour réguler notre soif débordante d'existence et éviter des emportements dommageables qui pourrait tourner aux châtiments corporels. Malheur à vous si vous avez échoué dans un Ehpad, on vous supprimera ! Cet assassinat en masse est digne du fascisme.

Ni balle, ni gaz, ni matraque, un truc invisible et inodore, il fallait y penser.

Haut de page

Le 31 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

Demain on mettra des documents en ligne, permettez-moi de profiter un peu de mon dimanche pour me reposer, merci.

- 29 pages au format pdf

Le coronavirus dénommé Covid-19 n'aura été finalement qu'un virus du type de celui de la grippe, ce que nous savions pratiquement depuis le début de cette machination.

Le constat est consternant, sans appel et très préoccupant : La mystification au coronavirus vient de démontrer de manière magistrale qu'absolument tous les partis politiques étaient corrompus, sans exception, aucun n'a passé cette épreuve avec succès, tous se sont vautrés dans la désinformation, les mensonges les plus grossiers et éhontés qui soient. Leur cause : C'est uniquement leur misérable boutique, leur statut et leurs intérêts individuels.

Tous les éléments que nous portons à la connaissance des lecteurs le prouvent un peu plus chaque jour qui passe, sauf à nier à nouveau la réalité des faits, du terrain rapportée par des médecins intègres, oui cela existe, comme il existe aussi encore des militants ouvriers honnêtes dont j'estime faire partie.

Voilà le contexte extrêmement difficile ou délicat dans lequel nous continuons malgré tout notre combat politique, pratiquement

seul envers et contre toutes les forces organisées de l'extrême droite à l'extrême gauche incluse, en s'exposant à des insultes ou à un lynchage de la part des uns et des autres. Inutile pour autant de les juger, les faits s'en chargent et ils sont suffisamment accablants.

Rien ni personne ne nous fera dévier de notre objectif : Le renversement du régime en place ou la prise du pouvoir par la classe ouvrière, l'établissement d'une République sociale, l'abolition du capitalisme, le socialisme, la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Question légitime que peuvent se poser des lecteurs : Mais pourquoi vous en prenez-vous à ces braves dirigeants du mouvement ouvrier ? Parce qu'ils avancent masqués pour mieux nous, vous tromper. Ensuite, j'interviens dans le cadre de la lutte de classe du mouvement ouvrier, de ma propre classe, la classe ouvrière, et je ne tiens pas à être identifié à ces dirigeants.

La théâtralisation mise en oeuvre ici ou là dans cette causerie (et d'autres) sert à rendre plus vivant, plus humain et dynamique un exercice où font défaut l'image et le son, histoire de rappeler aux lecteurs qu'au-delà l'écran il existe une personne en chair et en os.

Les résultats des études qui sont en train de sortir dans plusieurs pays, montrent que le recours au confinement et au port du masque par la population n'était pas du tout justifié, comme nous n'avons cessé de le répéter, pire, ces mesures auront eu des effets encore plus néfastes pour la population.

Tous les acteurs politiques qui ont soutenu ces mesures ont joué avec la peur et la vie de la population, il faut en avoir conscience, ces faits sont donc d'une extrême gravité. Les positions qu'ils ont adoptées en choeur n'ont pas été prises par souci de préserver la santé ou le bien-être des gens, pas du tout, mais uniquement pour satisfaire des besoins d'ordre idéologique dictés par l'oligarchie financières, puisque c'est elle qui en fut à l'origine et les revendiqua, on a publié les documents qui l'attestent et il en figure de nouveaux dans cette causerie, donc on n'invente absolument rien.

Maintenant, ce n'est pas parce que le mouvement ouvrier nous a abandonné ou trahi une nouvelle fois, qu'il faudrait nous lamenter sur notre triste sort, nous ne sommes pas seul loin de là, car au niveau mondial la résistance s'organise pour affronter l'oligarchie financière, cette causerie en fait l'écho à son niveau.

Voilà qui devrait inciter les lecteurs et les militants à en faire de même. Je les invite également à envoyer des courriels de soutien ou de témoignage à tous ces médecins, scientifiques, journalistes ou intellectuels qui refusent de se taire, d'être les complices et les victimes des impostures d'un régime mondial fascisant ou totalitaire, sans tenir compte des contradictions qui peuvent exister par ailleurs dans leur discours ou des désaccords que vous pourriez avoir avec eux, ne soyons pas sectaire envers ceux qui montrent un tel courage, sanctionnons plutôt les lâches, méprisons ceux qui nous ont livrés pieds et mains liés à la cruauté sans nom de l'oligarchie qu'ils prétendent combattre, en réalisant un consensus sordide avec Macron.

Lettre du docteur Denis Agret à la population. Au nom de la peur... d'un virus, au nom de la peur de la mort ! - 25 mai 2020

https://covidinfos.net/covid19/au-nom-de-la-peur-la-lettre-dun-medecin-urgentiste-aux-francais/1158/

Le Pr. Bhakdi lance une association des « Professionnels médicaux et scientifiques pour la santé, la liberté et la démocratie » - 28 mai 2020

https://www.mshfd.org/fr/professionnels-medicaux-et-scientifiques-pour-la-sante-la-liberte-et-la-democratie/

Commence ici la causerie que j'avais préparée les deux derniers jours et que j'ai actualisée ce matin.

Bonne lecture, bon courage, bon moral, bonne continuation. Nous vaincrons !

Quoi de neuf docteur ? Une carotte et un bâton !

S'ils envisageaient un nouveau confinement en octobre prochain, c'est à la guerre civile qu'il faudrait se préparer...

Détendez-vous, relaxe, cool, soyez zen, respirez à fond, ne déprimez pas, reprenez-vous, que la confrérie des Diafoirus et autres bonimenteurs aillent au diable ! La foi réside en vous et nulle part ailleurs, dans votre détermination à combattre l'obscurantisme ou l'ignorance dans laquelle on veut nous enfermer pour nous empêcher de prendre en mains notre destin.

Voilà le genre de conneries ou de saloperies où certains en sont arrivés :

- Je suis militant ouvrier, je combats pour l'interdiction des licenciements, donc j'ai soutenu avec zèle le confinement et je regrette qu'il ne se soit pas prolongé plus longtemps pour envoyer au chômage davantage de travailleurs. Camarades travailleurs tenez bon, je suis à vos côtés, faites-moi confiance...

Ne vous marrez pas, c'est très sérieux, Daniel Gluckstein vient de s'en féliciter dans l'éditorial de La Tribune des travailleurs du 27 mai.

Et n'ayez pas le bourdon.

La cloche, l'épidémie forme une cloche, comme notre vie, c'est cloche ! Cela sonne bien, applaudissez ! La bénédiction en moins, s'il vous plaît, ayez pitié de cette vieille cloche. Non, ne pleurez pas, ce serait indigne de bénitier!

Savez-vous pourquoi un pauvre ne doit pas être trop maigre ? Parce qu'il doit faire des réserves pour les jours sans, je cherche à justifier mon surpoids, je déconne, quoique je m'emploie à le réduire.

Je voulais vous dire que j'appréciais que vous ne m'écriviez pas, car cela montre au moins que je ne vous forçais pas la main ! On se détend, n'applaudissez pas maintenant, vous pourriez le regretter ! Si on ne se soulage pas un peu dans ce monde de dingues, on est foutu.

Pensez à tous ceux qui dépriment, cela ne donne pas vraiment envie de les imiter ou de leur ressembler, n'est-ce pas ?

Tenez, il y a un truc qu'on peut dire et qui est politiquement incorrect. On vivait quand même mieux un demi-siècle en arrière, peut-être pas sous toutes les latitudes, quoiqu'à cette époque les intéressés ne savaient pas quel bonheur ils avaient de se passer de tout ce qu'il leur manquait... parce qu'ils l'ignoraient, du coup ils étaient plus heureux qu'aujourd'hui ! Je vous dis cela parce que j'ai cela sous les yeux quotidiennement, je l'ai vécu en Inde aussi, un travailleur français pauvre, mais un nanti tout de même, rien ne m'échappe, surtout quand je suis le premier concerné.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, on sait que les générations à venir vivront forcément beaucoup plus mal que nous, si aucun changement de régime n'intervenait très rapidement, et là cela concerne les peuples sous toutes les latitudes. Si cela ne fait pas réfléchir intensément, c'est à désespérer. Quand on affirme que la civilisation humaine est à la croisée des chemins, c'est à cela que l'on pense.

C'est la lutte de classes qui est le carburant du progrès, alors si elle est en panne ou bloquée, neutralisée par la classe des exploiteurs et des oppresseurs, forcément cela va mal se passer pour les générations à venir. Raison de plus pour ne pas laisser des dirigeants faillis et corrompus la kidnapper et nous tenir en otage plus longtemps.

L'épisode du coronavirus aura été une formidable défaite pour la classe ouvrière et le mouvement ouvrier international, la pire depuis le 11 septembre 2001 quand en choeur nos dirigeants se rangeront comme un seul homme derrière G. Bush.

Quel parti a-t-il tiré ce bilan ? Aucun, et pour cause, nos dirigeants ont capitulé sans combat en rase campagne. Quel militant en a tiré cet enseignement politique ? Je l'ignore, aucun peut-être parce qu'ils y avaient été préparés de longue date. Depuis l'élection de Macron a deux reprises au moins j'ai affirmé que dans ces conditions il fallait s'attendre à connaître une période de réaction sur toute la ligne d'au moins un demi siècle en m'inspirant de l'expérience américaine, on vient d'en avoir confirmation.

Macron vient d'interdire l'usage en France du seul traitement existant contre le Covid-19, la chloroquine ou hydroxychloroquine, alors que cette molécule a été mise sur le marché il y a 70 ans et a été prescrite à des milliards de personnes dans le monde.

Comment caractérisez-vous un tel régime qui préfère voir mourir des patients plutôt que les soigner ? Fasciste.

Quel parti dit ouvrier a-t-il publié un communiqué pour dénoncer cette mesure digne du régime de Vichy contre laquelle se sont dressés de très nombreux médecins ? Aucun. Dès lors, leur silence témoigne de leur complicité avec Macron contre le droit accordé jusque là à chaque médecin de prescrire librement le traitement le plus approprié pour soigner leurs malades.

Quel militant ouvrier digne de ce nom peut-il tolérer une telle compromission ou collusion d'intérêts entre leurs dirigeants et le représentant de l'oligarchie ou des trusts pharmaceutiques responsables de la mort inutile de milliers de citoyens ? Aucun sous peine de s'avilir à jamais ou de trahir son engagement politique ou son idéal.

Il n'est pas exagéré de qualifier de coup d'Etat fasciste l'enfermement de l'ensemble des travailleurs sous un faux prétexte.

Je renouvelle mon appel à tous les militants ouvriers à constituer une nouvelle tendance au sein du mouvement ouvrier qui soit fidèle au socialisme.

J'ai envie de dire à ceux qui hésitent, peu importe nos faiblesses ou nos lacunes, on ne fera jamais pire que ces dirigeants. Qu'avez-vous à perdre franchement, à part votre dignité si vous restez dans ces partis qui en terme d'imposture, trahison ou cynisme rivalisent avec les sociaux-libéraux et les staliniens.

Dès la fin des années 70, ils prévoyaient la chute de la Ve République d'une semaine à l'autre pour ceux qui s'en souviennent encore, j'en faisais alors partie, selon leur théorie l'heure de la révolution avait sonné, vous connaissez la suite un demi-siècle plus tard. Jamais à les entendre un président de la République et une majorité parlementaire issus d'un autre parti que le parti de l'ordre, à l'époque l'UDR, le parti de de Gaulle, aujourd'hui LR, ne pourrait gouverner sous la Ve République, les faits démentirent de manière cinglante et continue cette analyse foireuse parmi tant d'autres et ainsi de suite. Ils allèrent jusqu'à se lier organiquement au PS et lui donner un Premier ministre sous la Ve République, qui sera notamment le champion des privatisations. Plus tard ils lui firent cadeaux de la MNEF et de l'UNEF, entre temps ils allaient s'encanailler avec la franc-maçonnerie dont Trotsky disait qu'il fallait la brûler. Le PS n'étant pas aussi ingrat qu'on pourrait le croire envers ses larbins, leur offrit de nombreux postes rémunérés de permanents au sein de FO pendant plus d'un demi-siècle, pour finalement partager la présidence de la Libre Pensée ou avoir un pied dedans et un pied dehors de cette grande famille social-démocrate décomposée.

Quand on fait le bilan du courant trotskyste lambertiste 70 ans plus tard, on s'aperçoit qu'en permanence il ne s'est agi que de manoeuvres ou manigances d'appareils, d'accords secrets passés entre des dirigeants dans le dos des militants, de théories foireuses, de double langage, de réformisme éhonté ou de gauchisme selon, de manière à garantir à vie le statut privilégié d'une poignée de dirigeants inamovibles et corrompus parvenus à évincer leurs concurrents en recourant à des méthodes déloyales, à des coups tordus, voire des menaces physiques, violant les statuts de leur parti, interdisant le droit de tendance dans leur parti, désignant leurs successeurs ou les membres de leur cour à la manière de monarques, le fonctionnement de leur parti ou ses instances relevant davantage du verticalisme, où ce qui remonte de la base finit dans une poubelle, tandis que ce qui descend de la direction doit atterrir dans le cerveau des militants ainsi conditionnés, au point par exemple qu'ils en arriveront à prendre le confinement imposé par Macron pour une mesure sanitaire indispensable, saine, salutaire, humaine, progressiste, sociale, juste comme il faut, ils iront même jusqu'à en redemander, c'est pour dire.

Vous me direz que parvenu à ce stade de confusion, on ne peut plus rien pour eux. On veut croire pourtant que certains pourraient profiter de cet épisode pour refuser de participer plus longtemps à cette sordide imposture, car ce qui vient de se passer avec cette déclaration de guerre de Macron au peuple à laquelle leurs dirigeants n'ont pas répondu est trop grave, des milliers de personnes sont mortes qui pourraient encore être en vie, je ne pense pas aux plus âgées, mais aux plus jeunes qui ont été sacrifiées, assassinées. Cela vaut pour les militants des autres partis, puisqu'il n'y en a pas un qui se soit distingué des autres, tous ont rejoint le consensus national derrière Macron. C'est aussi cela le fascisme, quand il n'existe plus de véritable opposition organisée face au régime. Vous vous souvenez de ce qu'on avait dit sur l'extrême-centre, vous pouvez constater qu'on n'avait rien inventé ou exagéré.

Maintenant je conçois qu'il soit parfois difficile de se repérer, quand on voit qu'il y a des gens qui ont des avis différents sur le confinement, le masque ou le traçage. Il ne faut pas y prêter trop d'attention, ce sont des gens qui font passer leurs intérêts individuels avant leurs intérêts idéologiques ou leur conscience de classe. Je pense bien sûr aux médecins qui peuvent adopter des positions contradictoires, parce qu'ils ont peur pour eux et leurs proches. Rien ne permet de justifier ces mesures liberticides. Je me suis bien marré en observant les ronds de jambes embarrassés de journalistes, d'intellectuels ou de néostaliniens reconvertis au maoïsme vantant hier la "Route de la soie", et aujourd'hui le confinement à la chinoise, difficile pour eux de s'attaquer à Macron après cela ! Excellent, on raffole de ce genre de situations où les masques des opportunistes tombent tout seuls.

Vous voyez qu'il ne faut pas prendre la situation au tragique, on peut s'en sortir si on s'en donne les moyens. Tout est fait minutieusement pour vous démontrer le contraire, à vous de savoir ce que vous voulez vraiment.

Le passage suivant avait été rédigé la veille, je le conserve parce qu'il est instructif. Je ne fais pas exprès d'employer un ton professoral, désolé, une déformation professionnelle de la dernière heure, car quand j'étais gosse j'étais parvenu à détester l'école, pour finalement terminer ma carrière professionnelle comme professeur de français, comme quoi la vie réserve bien des surprises et il faut l'aborder modestement.

L'épisode du coronavirus aura été une cruelle épreuve pour les imposteurs en tout genre sur le plan politique, et au-delà sur le plan individuel pour tout un chacun, qui se figurait que par miracle, il serait épargné par la déliquescence du capitalisme qui entraîne dans son sillage vers l'abîme toute la société.

C'était peine perdue sur tous les tableaux et sonnait comme un violent rappel à l'ordre, que nul ne peut se réfugier indéfiniment dans l'hypocrisie ou le déni de la réalité sans devoir en payer un jour les conséquences désagréables ou désastreuses.

Cette soudaine provocation (au coronavirus) aura tellement pris au dépourvu les différents acteurs politiques, qu'ils se lâcheront, se révèleront tels qu'ils étaient véritablement, nous offrant un spectacle peu ragoûtant ou carrément pitoyable, que viendra consacrer à son apothéose un consensus national de l'extrême droite à l'extrême gauche sur la nécessité d'enfermer la totalité de la population et de lui imposer le port d'un masque, marque suprême de l'infamie partagée dont seul un régime tyrannique ou fasciste a le secret. Dès lors, chacun comprendra très bien pourquoi aujourd'hui aucun de ces acteurs dits de gauche ou d'extrême

gauche osera le caractériser ainsi, plus tard peut-être, qui sait, sachant qu'ils osent tout ou que cela ne leur coûterait rien.

Ils ne changeront rien à leur orientation politique, ne vous faites pas d'illusions. Ils auront vite fait d'oublier cet épisode embarrassant comme tant d'autres, de la même manière qu'ils ont enterré tous ceux du passé qui contredisaient leurs analyses de la société ou des rapports entre les classes ou avec l'Etat. Ils vont réclamer des sous, et ils vont continuer de participer aux institutions (ou aux différentes élections) comme si absolument rien ne s'était passé depuis quatre mois. Des partis qui se sont aussi gravement compromis, il n'y a rien à en attendre. Engels et Lénine tinrent ce discours autrefois, mais tout le monde l'a oublié, leurs dirigeants savent qu'ils peuvent compter sur l'amnésie ou sur l'ignorance de leurs militants.

La preuve en est, par exemple, que le POID a déjà réhabilité le PS comme parti de gauche, sans guillemets, à quoi bon s'embarrasser de précautions devenues inutiles au point où ils en sont. On comprend qu'à défaut de rompre avec le régime et de l'affronter, ce qu'aurait signifié la dénonciation de la mystification de la pandémie virale, le rejet du confinement et du masque, il renoue avec le pire opportunisme qui ne les avait jamais quitté, quoi de plus naturel en somme.

Vous aurez également remarqué que ceux qui entre autres refusèrent de se réjouir de la libération d'Alep en Syrie, sont les mêmes qui refusèrent de soutenir l'Irak, la Libye, qui furent Charlie, qui réclamèrent hier la prolongation du confinement, le maintien de la fermeture des écoles, qui voulurent faire porter des masques à toute la population dans la rue ou les lieux publics, qui ont cautionné la version idéologique de la pandémie fabriquée dans les hautes sphères de l'oligarchie financière. Applaudissez, non, pas vous voyons, les Gates, Rockefeller, Link, Soros, Buffett et leurs amis ! C'est mérité, non ?

Cette provocation aura permis de montrer que le mouvement ouvrier était devenu un agent de la réaction ou qu'il n'existait pas un seul syndicat ou parti indépendant du capital. Libre à chacun ensuite de s'en accommoder ou non, et surtout de l'assumer. C'est là que les choses se gâtent généralement, et pas seulement pour les militants.

Dans la vie quotidienne ou sur le plan strictement individuel on est confronté aux mêmes alternatives ou choix, c'est d'ailleurs une des seules libertés qu'il nous reste, quand toutes les autres ont foutu le camp ou demeurent au stade de l'utopie.

On a passé sa vie à se forger tant bien que mal une personnalité, et voilà qu'un évènement vient la heurter de plein fouet, qui nous oblige à regarder la réalité en face. On conçoit que ce soit un terrible choc pour ceux qui n'y sont pas habitués. On s'était paré hypocritement de tant d'illusions qu'on avait fini par se croire invulnérable, au point que toute atteinte à notre intégrité physique nous semblait inconcevable, oubliant même qu'on était de simples mortels, aussi incroyable que cela puisse paraître, alors évidemment en présence d'une expérience aussi soudaine que violente, la panique devait nous emporter.

Je dois avouer que j'ai pris plus d'une fois un malin plaisir à user de provocations envers des gens, histoire de les faire réagir ou de débusquer l'hypocrisie qui leur servait de bonne conscience, éventuellement pour les faire réfléchir, et sans en attendre un quelconque avantage personnel, sachant à l'avance qu'ils risquaient de mal le prendre, ce qui ne loupa pas dans la plupart des cas sans que je renonce pour autant à ce stratagème. Vous me direz que ce n'est pas la meilleure méthode pour se faire des amis ou des relations. Certes, j'en conviens, mais vaut mieux encore être seul que mal entouré, on dit aussi vivre seul que mal accompagné, car de toutes manières nous sommes toujours seul, on n'a qu'une vie, cet épisode aussi vient de le rappeler à chacun d'entre nous, n'est-ce pas ?

Voyez-vous, je pars du principe que, quel que soit notre statut social, les idées et le comportement de chaque personne ou travailleur auront des conséquences positives ou nuisibles sur la nature et le fonctionnement, l'orientation de la société dans laquelle nous vivons, et absolument personne ne peut y échapper. Cela va faire hurler les ouvriéristes enfermés dans leur dogme, qui se figureront que c'est là porter un jugement injuste, parce qu'ils considèrent sans faire preuve de la moindre nuance, qu'en toute circonstance les hommes seraient capables du meilleur ou du pire, or l'épisode que nous venons de vivre vient justement (une nouvelle fois) de leur rappeler que dans la réalité il en était tout autrement ou rarement ainsi, désolé. Quand le pire a été cultivé en permanence, vous ne voudriez tout de même pas que le meilleur l'emporte soudainement, il n'y a que lors d'une révolution qu'un tel exploit peut se réaliser, et encore, il n'est pas inépuisable.

Qu'un pauvre vole un riche, il est dans son droit, c'est légitime, il n'y a rien à redire. Mais qu'un pauvre vole un autre pauvre auquel fera défaut ce qu'il lui a volé, cela on ne peut pas l'admettre ou alors il faut cautionner la barbarie. Vous saisissez la différence. Quand un Indien me vole, comme cela m'est arrivé une multitude de fois en 26 ans, c'est normal puisqu'il estime qu'en tant que Blanc, étranger, Français, je suis forcément plus riche que lui, cela me contrarie, mais finalement je ne peux pas lui en vouloir. En adoptant cet état d'esprit je ne suis pas plus tolérant ou généreux que quelqu'un d'autre, je n'ai absolument aucun mérite, je m'en tiens à la situation et aux rapports qui existent entre nous ou qu'on nous a imposés. Il ne me viendrait pas à l'idée d'aller voler un plus pauvre que moi ou une personne qui partage les mêmes conditions que moi, en revanche, un riche je ne dis pas non et ce serait légitime, même si je m'en abstiens.

J'ai eu l'occasion d'observer quotidiennement tout cela pendant des décennies autour de moi, et j'en ai tiré des enseignements qui me sont également utiles sur le plan politique. Moi, je pars ou je parle de la réalité, de ce que nous vivons, et non de ce qui figure dans des livres aussi savants soient-ils ou de ce que je voudrais qui soit.

Quand je recours à la provocation envers certaines personnes, c'est parce que leur comportement m'agace au plus haut point. Car j'ai l'impression ou plutôt j'ai acquis la certitude qu'elles me prennent pour un demeuré ou qu'elles se moquent de moi, tout cela parce que je m'exprime très librement, cela les met en confiance, elles pensent donc pouvoir en profiter, mais elles se trompent lourdement ! Je sais pertinemment que de leur côté elles ne me disent pas vraiment ce qu'elles pensent. Quelles que soient les précautions ou les artifices dont elles peuvent s'entourer ou user pour le maquiller, c'est un truc que j'ai appris à flairer à force de concentrer toute mon attention sur l'attitude des personnes avec lesquelles j'avais des échanges, leur mimique, leur langage et sa tonalité ô combien révélateur, et plus je vais pousser loin la provocation, plus elles vont se retrouver acculer à lâcher ce qu'elles pensaient réellement qui contredira l'impression qu'elles avaient voulu donner d'elle-même précédemment ou leurs propres idées, autrement dit, elles seront prises en flagrant délit d'hypocrisie ou de mensonge, situation très inconfortable, qui se soldera souvent par une rupture ou des insultes ou les deux à la fois, de la part d'esprits médiocres qui se croient supérieurs aux autres.

J'ai horreur de cette attitude qui consiste à croire qu'on pourrait inconsidérément abuser des autres ou les mépriser à leur insu. J'aime bien remettre ces gens-là à leur place, en fait ce sont eux qui sont conduits à se remettent eux-mêmes à leur place, je leur sers de guide uniquement, ne vous marrez pas, j'ai peut-être l'air de m'en amuser, mais je peux vous assurer que c'est rarement un moment agréable à passer ! (Applaudissement !)

Pourquoi vous donnez-vous autant de peine, me direz-vous peut-être ? Parce que j'aime les gens en général et sans eux on ne serait rien, voilà tout, et cela me fait de la peine qu'ils se donnent tant de peine pour se mentir à eux-mêmes et nous pourrir la vie au passage, puisque notre sort est lié qu'on le veuille ou non.

Je vous concède que lorsqu'on n'en a rien à foutre des autres, l'affaire est réglée, on vous raconte n'importe quoi, vous racontez n'importe quoi, match nul, mais ce sont là des relations de merde qui font qu'on finit par vivre dans un monde de merde, est-ce cela que nous désirons ? Si on milite pour en arriver à ce genre de rapports, vaut mieux s'abstenir ou faire autre chose franchement. On n'est pas venu au monde pour supporter cela non plus, si le sens de la vie devait se réduire à cela, à quoi bon.

Vous savez, cela me fait penser à tous ces gens qui prennent les autres pour des cons, et qui n'imagineront pas un seul instant qu'ils pourraient être les cons de quelqu'un. La plupart des gens parlent à tort et à travers de ce qu'ils ne connaissent pas sans se donner la peine de lire ou d'étudier quoi que ce soit. Au mois d'avril j'ai lu plus de 700 articles et j'ai publié une causerie de 222 pages. Cela ne prouve rien, je vous l'accorde volontiers, cependant cela donne une certaine légitimité pour s'exprimer, non ?

Populisme d'extrême gauche jusqu'à la caricature ou ces agents de la stratégie de la psychose collective.

NPA 6 mai 2020 - « Du fric pour l'hôpital public ! ». Pour les services publics, pour nos salaires, tou-te-s ensemble !

L'angoisse n'en a pas disparu pour autant. La sortie du «déconfinement» à partir du 11 mai inquiète. Les choix gouvernementaux de remettre les enfants à l'école, pour favoriser le retour à tout prix des parents au travail, crée toutes les conditions favorables à l'arrivée dans un système hospitalier fragilisé et épuisé d'une « seconde vague » de patientEs Covid qui le déborderait encore plus que la précédente, même si elle est de moindre ampleur.

...mais qu'en sera-t-il si, comme on peut le prévoir, le déconfinement non maitrisé du 11 mai, sans les mesures d'accompagnement indispensables, provoque un nouvel afflux vers les services hospitaliers ?

De ce point de vue, l'absence de masques distribués gratuitement à la population...

LVOG - La totale ou la panoplie complète du parfait propagandiste du régime fascisant, l'écriture inclusive en prime ! Comment faut-il caractériser ce courant politique ? De réactionnaire, mais encore ?

Témoignage d'une jeune médecin parisienne urgentiste.

- « Depuis un mois les urgences sont désertes », « Ceux qui se font passer pour des héros abusent » - covidinfos.net 11 mai 2020

Une jeune médecin parisienne témoigne pour Le Point en forme de « coup de gueule », « s'agace de voir certains collègues s'ériger en héros et entretenir la peur. » et l'affirme : « C'est terminé, je n'applaudirai plus mes confrères, le soir, à 20 heures ». Extraits et vidéo.

« On fait le job, et c'est normal. […] Ça va sûrement choquer que je dise ça, mais ceux qui se font passer pour des héros abusent. […] Personnellement, je n'ai juste pas fait grand-chose, par rapport à d'habitude. Pour être honnête, je ne suis pas submergée et je ne l'ai jamais été. Pourtant, j'étais au « front », en « première ligne », comme on dit aujourd'hui. »

Selon elle, « certains médecins détournent à présent leur savoir et leur pouvoir pour alimenter une psychose collective qui va

nous coûter cher sur le plan médical, social, psychologique et économique… et c'est dégueulasse. »

« Notre boulot de médecin, c'est aussi de rassurer les gens. En tout cas, ce n'est certainement pas d'affoler la population.[…] Quand on est en bonne santé, on ne devrait pas se complaire dans le confinement, le repli et la docilité. »

« Elle « commence seulement » à mesurer les conséquences insoupçonnées que deux mois de confinement ont produites chez ses patients. Elle cite, pêle-mêle, la dépression, la douleur physique, les insomnies, la peur de se faire soigner, les retards de diagnostic, l'isolement, les angoisses massives, « y compris chez les enfants ». « Le pire, c'est que personne n'ose se plaindre alors que ce qu'on vit est très difficile, même quand on n'est pas malade. »

« Certains médecins exagèrent en leur faveur la situation réelle dans les hôpitaux pour renforcer leur pouvoir, leur ego, et obtenir un intéressement financier…. il y a un décalage entre ce que rapportent certains médias et la réalité du terrain… depuis un mois… les urgences sont désertes. »

« Quand on a hérité du statut de héros, on n'est pas pressé d'en sortir ! », et de conclure qu' « on ne pourra pas s'empêcher de vivre indéfiniment. Il y a un équilibre à trouver entre le risque lié au virus et les risques que l'on prend en prolongeant l'enfermement. » covidinfos.net 11 mai 2020

Le Point. - Le Dr Laurence Peignot, médecin généraliste à Paris (18e arrondissement), 33 ans, trois ans d'exercice en libéral, a « un petit souci avec ça ». « Qu'on s'entende bien : j'ai beaucoup d'admiration pour mes collègues hospitaliers qui, aux urgences et en réanimation, se sont donnés sans compter pour soigner les gens, affrontant la mort, luttant au péril de leur vie, se sacrifiant, pour certains, face à un virus qu'ils ne connaissaient pas. » Elle les a d'ailleurs applaudis « 43 soirs de suite, à [sa] fenêtre ». Mais maintenant, elle pense que « ça suffit ».

« Ça va sûrement choquer que je dise ça, mais ceux qui se font passer pour des héros abusent », juge-t-elle. Ils seraient d'ailleurs minoritaires, parmi ses collègues, à prendre ces applaudissements vespéraux pour argent comptant. À l'écouter, ils seraient au contraire nombreux, comme elle, à être « un peu gênés avec ça ».

Elle ne milite dans rien, si ce n'est dans un cours de théâtre ; elle n'est encartée à aucun parti. Mais elle trouve ça « triste », cet « endormissement généralisé, cette docilité, ce manque de révolte ». Car « quand on vous prend votre liberté, qu'on vous oblige à mettre un masque dans les transports, même si c'est indispensable, ce n'est pas quelque chose de normal, ni d'anodin. On a le droit de dire qu'on n'est pas content, qu'on est en colère, que c'est dur. On a le droit de se plaindre, ça fait du bien. C'est ce que je fais avec ma petite bafouille. »

Hier, elle a « vu passer un tweet » dans lequel un urgentiste de l'AP-HP réclamait des fonds pour acheter des stéthoscopes. « Je me suis dit : il abuse carrément, ce mec. Des tas de gens sont dans la panade et attendent de pouvoir rebosser et, nous, on est en train de demander des sous en jouant sur la peur des gens. » Là encore, du haut de ses 33 ans et de son statut de « généraliste », elle a trouvé ça « dégueulasse ». Elle ironise : « Tout le monde a compris que nous étions indispensables. Ce n'est peut-être pas la peine d'en rajouter et d'en profiter ! »

« Or, il y a un décalage entre ce que rapportent certains médias et la réalité du terrain. Les internes que je côtoie me racontent leur stage hospitalier : les services qui ont été réorganisés pour accueillir les patients atteints du Covid ont été pleins durant deux ou trois semaines, au plus fort de la vague. Mais, depuis un mois, ce n'est plus du tout le cas. Les urgences sont désertes ; en tout cas, ceux qui, parmi mes patients, y ont fait un passage ont été traités plus rapidement que jamais. Je regrette donc de voir certains de mes confrères inquiéter davantage une population déjà à cran pour arriver à leurs fins, aussi légitimes soient-elles. Si ça continue, un jour, les gens nous diront : vous nous avez fait flipper pendant des semaines et ça se retournera contre nous ! » lepoint.fr 11 mai 2020

Les deux faces de la même pièce ou une farce en guise de "***face à face***".

Éric Zemmour face à Michel Onfray : "Remarquable", "fantastique", "captivant"... Un débat respectueux et bienveillant applaudi par les internautes - Yahoo 30 mai 2020

LVOG - Tout était dit ici :

Yahoo - ...même si Éric Zemmour et Michel Onfray sont deux personnalités ayant initialement des points de vues politiques diamétralement opposés, ils se sont rejoints sur la plupart des idées. Certaines personnes s'attendaient donc à plus d'intensité lors de ce face à face, qui était finalement trop "calme" pour eux... Yahoo 30 mai 2020

Nissan en Espagne. Les syndicats vendus avaient accepté l'inacceptable.

AFP - Après des mois de conflit, ils avaient obtenu l'attribution de nouveaux véhicules à fabriquer, tout en acceptant une

importante réduction de salaires et une dégradation de leurs conditions de travail. AFP 28 mai 2020

LVOG - En France aussi chez Ford, PSA, Renault ou Continental et dans bien d'autres grandes entreprises ou multinationales, et ce n'était pas seulement les syndicats jaunes qui avaient signé ces accords scélérats scellant le destin de leurs travailleurs sans en tirer le moindre enseignement ou avantage politique, car c'est cela qu'on met en cause...

Vous êtes trop bon monseigneur. Banalisation de la pauvreté. Dites merci et applaudissez !

- Face à la hausse de la pauvreté, l'Espagne instaure un revenu minimum vital - AFP 29 mai 2020

Pablo Iglesias, vice-Premier ministre espagnol et chef de file de Podemos, annonce la création d'un "revenu minimum vital" pour lutter contre une pauvreté encore aggravée par la crise du coronavirus qui a fait exploser la demande d'aide alimentaire. Il est fixé à 462 euros par mois pour une personne seule, et jusqu'à 1.015 euros pour une famille.

Il a été adopté en conseil des ministres ce vendredi et devrait profiter à 2,3 millions de personnes dès début juin.

850 000 familles sont concernées. L'aide mensuelle, entre 460 et 1000 euros, pourra être demandée dès le 1er juin, y compris par les migrants et les demandeurs d'asile. Coût pour Madrid, 3 milliards d'euros.

Avec au moins 22%, le pays est le second, ou le troisième selon les sources - en taux de pauvreté au niveau européen derrière la Roumanie.

La Banque d'Espagne a révélé dans son dernier rapport qu'au moins 12 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté.

Avec la crise sanitaire, des milliers de foyers qui se trouvaient juste au dessus du fameux seuil ont perdu leurs emplois et ont du se résoudre à demander l'aide des associations locales et des paroisses catholiques... Madrid et Barcelone en particulier ont constaté ce phénomène. AFP et euronews 29 mai 2020

LVOG - A lire ou relire dans cette page ce qu'aurait pensé Engels de cet acte de "*bienfaisance*" qui sera salué comme il se doit par nos dirigeants à l'opposé d'Engels : *L'attitude de la bourgeoisie à l'égard du prolétariat.* - La situation de la classe ouvrière en Angleterre (F. Engels -1845)

Il faut être de mauvaise foi ou intéressé, pour ne pas constater qu'il existe aucun parti digne de se revendiquer du marxisme ou du socialisme en Espagne comme en France ou ailleurs.

Comment ils vous préparent psychologiquement au pire... pour que vous acceptiez de bon coeur de nouveaux sacrifices.

LVOG - Quand on lit attentivement cet article et d'autres, que disent-ils, que dans tel ou tel secteur la situation renvoie au quatrième trimestre de 2019, à 2013, à 1968... pour finalement annoncer en moyenne un recul ou une contraction de l'économie de 4%, ce qui ne les empêche pas d'évoquer un effondrement... contrôlé, une catastrophe... programmé, il faut bien justifier la facture du service après-vente de la machination au coronavirus imposée aux travailleurs...

France: Contraction du PIB inédite depuis 1968 au deuxième trimestre, le pire reste à venir - Reuters 29 mai 2020

L'économie française s'est finalement contractée moins qu'estimé initialement au cours d'un premier trimestre marqué par l'instauration du confinement mi-mars, s'enfonçant malgré tout dans une récession qui devrait encore s'aggraver au deuxième trimestre. Reuters 29 mai 2020

LVOG - Que c'est dit en termes choisis et mesurés, à croire qu'ils ont peur de se brûler avec l'incendie qu'ils ont déclenché ou de devoir se contredire dans quelques mois...

Les entreprises qui ont moins produit ont écoulé leur stock, elles ont ainsi réalisé des économies substantielles. Les personnes qui ont suspendu certaines dépenses vont les reprogrammer. En laissant leur argent à la banque au lieu de le dépenser, les banques en ont profité pour spéculer avec et réaliser des profits.

Dans certains pays comme l'Inde, pourquoi les banques rémunèrent-elles les comptes courants à hauteur de 4% environ ? Parce qu'elles s'en servent, pardi, c'est de l'argent disponible gratuitement, génial, non ? Et c'est valable dans tous les pays.

Pourquoi on ne peut pas les encadrer ? Réponse.

Cadres, traders, sportifs professionnels... qui sont les salariés du privé les mieux payés ? Capital 29 mai 2020

En France, pas moins de 163.000 salariés du privé gagnaient plus de 8.680 euros net par mois en 2017, selon l'Insee. Et tout en haut de l'échelle, les 1.000 salariés les mieux rémunérés percevaient pas moins de… 89.530 euros net par mois !

L'institut est tout de même parvenu à faire ressortir quatre grandes catégories : les dirigeants d'entreprise, les autres cadres à haute responsabilité, les cadres des organismes bancaires et des marchés financiers, les sportifs professionnels. Capital 29 mai 2020

Instrumentalisation et démagogie. Ils en avaient plus que marre !

Le plan de déconfinement plébiscité par les Français - lefigaro.fr 30 mai 2020

Commentaires d'internautes.

1- On est surtout content de pouvoir retrouver notre liberté qu'on nous a volé car si je suis condamné à tort et qu'on me libère ce n'est pas pour cela que je vais aller embrasser le juge !

2- Pardi ! On est content ! Mais pas pour longtemps . Hé bien moi j'ai la rage. Un gouvernement qui joue sur la peur, le mensonge, qui se défausse sur des pseudos experts scientifiques, joue sur la maladie en enlevant la liberté aux citoyens par incompétence, lenteur à la décision et lâcheté, me donne la nausée.

Efficacité du confinement et étude de prévalence sérologique en Espagne - mediterranee-infection.com 14 mai 2020

Une étude a été menée par les autorités espagnoles sur 60 983 personnes, détectant les anticorps contre le COVID-19. Un résultat en particulier a attiré notre attention : les travailleurs actifs ont été séparés en deux groupes : les « travailleurs essentiels », n'étant donc pas confinés à la maison, comparés aux autres travailleurs actifs, confinés en Espagne. La différence est très intéressante : les personnes qui n'étaient pas confinées ont été moins infectées que les personnes confinées.

Ces données basées sur des études massives permettent de réfléchir sur l'importance du confinement à domicile qui, en Espagne, n'a pas fait la preuve de son efficacité, alors que la fermeture des lieux de rassemblement collectifs (stades, salles de concert, lieux de culte…) pendant ces périodes épidémiques est pleine de bon sens.

Ceci rejoint les données que nous avons à l'IHU, où seulement 3,5% du personnel, pourtant au contact permanent des malades, présente des anticorps témoins d'une infection, diagnostiquée ou non.

Source : Estudio nacional de sero–epidemiologia de la infecction por SARS-COV-2 en Espana. Informe preliminar 13 de mayo de 2020.

Le confinement rend la population générale « vulnérable à de nouveaux pathogènes » selon la Pr. Gupta - covidinfos.net 28 mai 2020

Interviewé par UnHerdTV, Sunetra Gupta, professeur britannique d'épidémiologie à l'université d'Oxford, notamment spécialisée dans l'étude des agents infectieux responsables du VIH ou de la grippe, a estimé « probable que le pathogène était déjà considérablement répandu au sein de la population au moment où le confinement a été mis en place », et que le confinement était quelque chose de « très dangereux, du point de vue de la vulnérabilité de la population toute entière ». Extraits et vidéo.

« Dans presque tous les contextes, on a vu l'épidémie croître, puis diminuer et mourir. Presque comme une horloge. Différents pays ont eu des politiques de confinement différentes, et pourtant nous observons partout un comportement similaire […]. Pour moi, cela suggère que la force principale à l'oeuvre, c'est le développement d'une immunité. Je pense que c'est une explication plus simple, plutôt que d'essayer de dire que le confinement, à différents degrés, jusqu'à l'absence de confinement, a eu le même effet partout. »

« A moins d'avoir un très bon cadre statistique en place […] il est assez difficile de déterminer de façon définitive […] le niveau total d'exposition de la population [au virus]… »

« …mon point de vue personnel, tant que la question n'est pas tranchée : je dirais qu'il est probable que le pathogène soit arrivé

plus tôt que nous ne le pensons, et qu'il était déjà considérablement répandu au sein de la population au moment où le confinement a été mis en place. »

« Le nombre de cas, on ne peut absolument pas s'y fier, car c'est complétement dépendant du nombre de tests qui sont effectués. Je ne comprends pas pourquoi il y a pu avoir un tel engouement sur les cas. Je ne pense pas que les données sur le nombre de cas devraient être présentées, elles ne devraient même pas faire partie de cette discussion. »

« Il est possible que l'on s'en serait mieux sorti si l'on n'avait rien fait du tout, ou si l'on avait fait quelque chose de différent, c'est-à-dire de protéger les gens fragiles, d'avoir pensé à protéger les gens fragiles il y a 30 ou 40 ans, quand on a commencé à réduire le nombre de lits d'hôpitaux. Donc l'origine de tout ça remonte à très très loin. Si nous avions un système de santé publique suffisamment financé, avec suffisamment de capacité pour ce genre d'évènement, je pense qu'on s'en serait beaucoup mieux sorti… »

« Qui est à risque ? Nous avons plus d'informations à ce sujet maintenant, comparé à ce que nous savions en Mars, et il est de plus en plus clair que la majorité des décès a lieu chez les personnes âgées, et ceux qui ont des comorbidités et autres maladies sous-jacentes. […] Cela donne des indications sur comment protéger les personnes vulnérables, et comment sortir du confinement tout en protégeant ceux qui sont vulnérables au Covid, mais aussi en protégeant ceux qui sont vulnérables au confinement. »

« L'autre chose à dire, c'est que de rester dans un état de confinement est quelque chose qui je pense est très dangereux, du point de vue de la vulnérabilité de la population toute entière, vis-à-vis de nouveaux pathogènes. En fait, nous avons déjà vécu dans un état proche du confinement, il y a environ un siècle de ça. Et c'est ce qui, je pense, a créé les conditions favorables pour que la grippe espagnole se répande et fasse 50 millions de victimes. »

« Je pense qu'il est très dangereux de parler du confinement, sans reconnaître le coût énorme que le confinement a sur d'autres segments de la population. […] La vérité, c'est que le confinement est un luxe, c'est un luxe que les classes moyennes peuvent se permettre, que les pays avec de hauts revenus peuvent se permettre, au détriment des plus pauvres, et des pays les moins développés… » covidinfos.net 28 mai 2020

https://covidinfos.net/covid19/le-confinement-rend-la-population-generale-vulnerable-a-de-nouveaux-pathogenes-selon-la-pr-gupta/1195/

Coronavirus: en Indonésie, l'humiliation comme sanction pour non respect des mesures sanitaires - AFP 30 mai 2020

Les autorités indonésiennes utilisent l'humiliation publique comme sanction contre les personnes ne respectant pas les mesures de protection contre le Covid-19, alors que le pays se bat pour contenir la recrudescence des infections. AFP 30 mai 2020

Assassinat ordinaire sous des régimes fascisants.

LVOG - Un de plus, c'est tellement banal aux Etats-Unis. Mais dans le contexte particulier de la machination au coronavirus cela peut prendre une tournure explosive, à moins qu'il fasse l'objet d'une manipulation de l'Etat profond via les fascistes du Parti démocrate...

Les Etats-Unis sous tension après la mort d'un homme noir aux mains de la police - AFP 29 mai 2020

Les autorités américaines ont décidé jeudi d'envoyer des renforts à Minneapolis pour contrer de nouvelles violences après deux nuits de heurts entre la police et des manifestants révoltés par la mort d'un Noir suite à son interpellation musclée.

Le gouverneur de l'Etat du Minnesota a signé un décret pour autoriser l'intervention de la garde nationale dans cette ville du nord des Etats-Unis. Deux cent policiers de l'Etat, ainsi que des hélicoptères, vont également être envoyés sur place.

"La mort de Gorge Floyd doit apporter de la justice et des réformes de fond, pas plus de morts et de destruction", a estimé Tim Walz dans un communiqué, alors que de nouvelles manifestations sont prévues en fin de journée.

Cet Afro-Américain de 46 ans est décédé lundi soir juste après avoir été arrêté par la police, qui le soupçonnait d'avoir voulu écouler un faux billet de 20 dollars.

Lors de l'intervention, il a été plaqué au sol par un agent qui a maintenu son genou sur son cou pendant de longues minutes. "Je ne peux plus respirer", l'entend-on dire sur un enregistrement de la scène, devenu viral. AFP 29 mai 2020

Décès de George Floyd: les manifestations se multiplient malgré un policier inculpé - AFP 30 mai 2020

Derek Chauvin et les trois autres agents impliqués dans le drame ont été licenciés et des enquêtes fédérales et locales ont été ouvertes pour établir leurs responsabilités.

M. Chauvin est accusé d'avoir commis un acte cruel et dangereux ayant causé la mort et d'homicide involontaire, a précisé le procureur du comté de Hennepin, où se trouve Minneapolis.

Ce développement fait suite à une troisième nuit d'émeutes dans cette grande ville du Minnesota, dans le nord du pays, où des manifestants réclament que justice soit rendue.

La Garde nationale a été déployée pour tenter de ramener le calme et un couvre-feu décrété à partir de vendredi soir, de 20H00 locales jusqu'à 06H00 le lendemain, alors qu'un commissariat a été incendié dans la nuit et plusieurs commerces pillés. AFP 30 mai 2020

- Un Palestinien tué à Jérusalem par la police israélienne qui le croyait armé - AFP 30 mai 2020

L'eugénisme commence par les plus pauvres.

L'impossible lutte contre le coronavirus dans les bidonvilles d'Amérique latine - AFP 28 mai 2020

Eugénisme. Quand les vaccins et les médicaments contenant de l'aluminium vous rendent malade.

Alzheimer : la maladie favorisée par l'aluminium ? - Yahoo 29 mai 2020

Une nouvelle étude confirme le lien entre la survenue de la maladie d'Alzheimer et l'exposition à l'aluminium. En 2014, le chercheur Christopher Exley avait déjà établi un lien entre les deux et préconisait des doses maximums d'aluminium pour chaque personne.

Dans le Journal of Alzheimer's Disease, lui et son équipe ont publié les résultats d'une nouvelle étude selon laquelle des dépôts trop importants d'aluminium pourraient favoriser l'apparition de la maladie d'Alzheimer dite "familiale", comme le dévoile Science Post. Aujourd'hui, la maladie d'Alzheimer reste la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Près de 225 000 nouveaux cas sont diagnostiqués chaque année.

L'équipe de scientifiques a remarqué que les patients atteints de démence affichaient un taux plus important d'aluminium que les autres. Mais ce n'est pas tout. Les chercheurs ont mis en évidence une co-localisation avec la protéine bêta-amyloïde. Un phénomène qui pourrait favoriser l'apparition de la maladie d'Alzheimer comme l'explique Science Post.

Des dépôts d'aluminium

Pour parvenir à ces conclusions, ils ont analysé les tissus cérébraux stockés dans la banque des cerveaux d'une université colombienne. Tous partageaient une mutation spécifique et souffraient d'une forme familiale de la maladie d'Alzheimer. Comme le précise, Science Post, "cette mutation engendre un niveau élevé de bêta-amyloïde mais également un début précoce de la maladie."

"La microscopie à fluorescence spécifique à l'aluminium a confirmé la présence d'un nombre important de dépôts d'aluminium dans le tissu cérébral de tous les donneurs dans les quatre lobes et dans la matière grise et blanche", assurent les chercheurs. Ainsi, selon les résultats, 42% des tissus ont été considérés comme significatifs. D'autres études doivent maintenant être réalisées afin de confirmer ces hypothèses. Yahoo 29 mai 2020

Commentaires d'internautes.

1- Demandez-vous pourquoi il y a toujours davantage de gens qui sont hostiles à la vaccination. Depuis le temps que la question est posée, les représentants des laboratoires n'ont jamais voulu donné la véritable raison pour laquelle ils utilisaient des adjuvants à base d'aluminium dans leurs vaccins.

2- Il me semble bien avoir déjà lu ça dans Science & Vie... Quand? Ca devait être en 1985 ou1986... Bon et maintenant on est en quelle année, là ?

3- Hypocrites criminels. Et pourquoi faire surface avec cela maintenant après tant d'années ? Parce que l'on veut vous imposer

de "meilleurs" vaccins à base de nano-technologie et de modifications génétiques.

LVOG - Remarque qui ne manque pas de perspicacité, à suivre.

4- Aluminium = Poison. Et comme pratiquement tous les vaccins qu'ils inoculent à tour de bras dès le plus jeunes âge des enfants...

Sinon, je sais que cette maladie épouvantable se soigne avec la substance psychoactive du THC que contient le cannabis. Il aurait un effet neuroprotecteur contre ce "système" de dégâts cérébraux. Mais personne n'en dit jamais mot. Je me demande bien pourquoi.

LVOG - J'en suis témoin depuis 45 ans, et effectivement mon cerveau fonctionne normalement ! Et au moins cela ne pourrit pas le foie et ne fait pas grossir comme l'alcool. Et éventuellement, c'est gratuit !

Ce qui est incroyable avec ce truc-là, c'est qu'il fait littéralement voler en éclats les limites de l'imagination, et si on l'utilise à bon escient en le combinant avec une observation attentive de la réalité, notre niveau de conscience peut progresser très rapidement, dans le cas contraire on peut sombrer dans la mégalomanie ou la folie, non mais il faut quand même le savoir. Ceux qui en prennent uniquement pour se distraire ou s'amuser, peuvent aussi devenir dépressifs ou faire des crises d'épilepsie.

En fait, on se retrouve confronté à une autre difficulté, les matériaux jaillissent sans cesse sous forme d'idées, de questions ou d'hypothèses, qu'il faut identifier et traiter avant qu'ils disparaissent. Quoiqu'on en pense, c'est un formidable accélérateur de la pensée qui peut conduire à la confusion ou à la clarté. Alors quand on a le cerveau un peu lent ou mal formaté au départ comme le mien, cela peut rendre d'énormes services. Autrement il permet de se détendre, ce qui n'est pas un luxe dans ce monde pourri ! Autres qualités, c'est un aphrodisiaque et un somnifère, sans les effets indésirables de la pornographie et des somnifères et autres antidépresseurs. Je ne cherche pas à vous vendre ce truc, je suis objectif, c'est tout.

Intox. Hystérie anti-chinoise pour justifier une imposture. L'OMS déjà privatisée ou financée à hauteur de 80% par les trusts pharmaceutiques dont la plupart sont made in USA.

- Trump annonce la fin des relations entre les États-Unis et l'OMS - Le HuffPost 30 mai 2020

Le président américain Donald Trump a annoncé ce vendredi 29 mai mettre fin à la relation entre son pays et l'OMS, qu'il accuse depuis le début de la pandémie de coronavirus de se montrer trop indulgente avec Pékin.

Avant même les annonces américaines, l'OMS avait accéléré les efforts pour attirer d'autres fonds pour répondre à la pandémie, en lançant à la mi-mars un fonds solidaire qui a attiré depuis près de 215 millions de dollars (196 millions d'euros). Le HuffPost 30 mai 2020

LVOG - Dis-moi qui te finance et je te dirai pour qui tu travailles. Et Trump est déjà (ou toujours) en campagne électorale...

La manipulation de trop.

- Hydroxychloroquine : les auteurs de l'étude publiée par le Lancet ont tous un conflit d'intérêt... par Éric Verhaeghe - lecourrierdesstrateges.fr 24 mai 2020

https://lecourrierdesstrateges.fr/2020/05/24/hydroxychloroquine-les-aut

Extrait.

L'hydroxychloroquine est-elle dangereuse ? Une étude de la revue The Lancet le soutient. J'ai rapidement regardé le parcours de chacun de ses auteurs. Aucun n'est vierge de conflit d'intérêt dans ce dossier, et chacun d'eux a des relations d'intérêt patentes avec des concurrents de l'hydroxychloroquine. Voilà un point de détail qui mérite tout de même d'être noté…

Selon la revue « scientifique » The Lancet, l'hydroxychloroquine est inefficace et même dangereuse pour traiter le coronavirus. Une étude, qu'aucun journaliste ni commentateur politique n'a lue, mais qu'ils citent tous comme preuve de la méchanceté de Didier Raoult et de l'incapacité du petit peuple à se gouverner lui-même, le prouverait à partir d'un échantillonnage particulièrement amusant (officiellement, elle intègre 96.000 patients, mais seulement 15.000 d'entre eux ont été traités à l'hydroxychloroquine). L'étude, menée aux États-Unis, est signée par quatre noms : Mandeep Mehra, Sapan S. Desai, Frank Ruschitzka et Amit Patel. L'étude du curriculum vitae de chacun des signataires de l'étude en dit long sur l'objectivité de leurs résultats.

Mandeep Mehra anime des conférences pour Gilead…

On se souvient de la rivalité, évoquée dans ces colonnes, entre Gilead, producteur de l'infortuné Remdesivir qui peine à prouver son efficacité contre le coronavirus malgré des investissements colossaux, et l'hydroxychloroquine, pauvre petit médicament minable, inventé il y a 70 ans, et qui n'est aussi hype que les élites parisiennes le voudraient. Il se trouve que l'étude qui démolit l'hydroxychloroquine a été pilotée par Mandeep Mehra, qui a donné une interview dans France-Soir. Le quotidien français se sent obligé de préciser que l'intéressé a tout de même, début avril, animé une conférence organisée par Gilead. Non ? Vraiment…

Ce doit être une coïncidence… d'ailleurs, l'intéressé indique qu'il n'y aucun conflit d'intérêt dans cette affaire. Comment ne pas le croire !

Il se trouve quand même que les coïncidences ne s'arrêtent pas là (et nous sommes sans doute loin de l'exhaustivité sur ce chapitre…). Selon son parcours renseigné sur Linkedin, Mehra dirige le centre de cardiologie de l'hôpital de Brigham (à Boston), qui a testé le Remdesivir à grand renfort de publicité. Voilà donc un médecin qui travaille main dans la main avec Gilead, rival des remèdes de Raoult, qui produit une étude pour dire que Raoult est un charlatan…

Comment imaginer qu'il pourrait y avait un conflit d'intérêt nuisant à l'objectivité scientifique dans cette histoire ?

Mandeep Mehra a déclaré n'avoir aucun conflit d'intérêt avec les laboratoires et que cette étude a été financeé sur les fonds de dotation propres de chaire de professeur. Il a participé à une conférence sponsorisée par Gilead début Avril 2020 dans le cadre du Covid-19. France Soir Tweet

Sapan S Desai, le marchand de tests pour coronavirus…

Autre auteur particulièrement objectif dans cette étude, Sapan S. Desai, dont les coordonnées professionnelles sont données par Business Wire (encore un autre acte d'intense investigation qui n'était manifestement pas à la portée de la presse française, toujours prête à donner des leçons de déontologie à la terre entière). Et que découvre-t-on ? Que Sapan Desai est à la tête d'une entreprise de santé appelée Surgisphere, qui produit des tests pour dépister le coronavirus…

Là encore, il faudrait fameusement gonflé pour imaginer qu'un gars à la tête d'une entreprise qui entend dépister le coronavirus à grande échelle voudrait décourager un produit prévenant cette maladie au moyen d'arguments que personne ne va vérifier…

Frank Ruschitzka, le vieux compagnon de route de Gilead

Les liens de Frank Ruschitzka, le très discret cardiologue de Zurich, avec Gilead, sont moins facilement apparents. On notera que le centre de cardiologie de Zurich, où il opère, a testé, en 2010 le Darusentan, produit par Gilead. Cette collaboration ne s'est pas arrêtée là. Gilead semble être un financier régulier de l'université de Zurich, comme l'indique un article scientifique de 2019 sur le SIDA, publié dans la prestigieuse revue Nature.

Ceci ne signifie pas que Ruschitzka ait sciemment menti dans une étude. Mais on notera simplement qu'il appartient à une entité subventionnée par Gilead, en lutte ouverte contre l'hydroxychloroquine, et qu'il n'est pas le seul à pouvoir être suspecté de conflit d'intérêt dans l'article publié par The Lancet.

"the University of Zurich received research grants from Gilead Science, Roche, and Merck Sharp & Dohme for studies that Dr. Metzner serves as principal investigator, and advisory board honoraria from Gilead Sciences." Nature Tweet

Amit Patel, l'inconnu de l'Utah… qui milite pour Merck

Enfin, le quatrième signataire de l'étude est un peu connu praticien de Nashville, Amit Patel, qui vient de signer une étude sur l'efficacité d'un médicament produit par Merck, l'Ivermectine, dans la lutte contre le coronavirus. Voilà qui ne ressemble pas, non plus, à un conflit d'intérêt !

On remarquera que l'intéressé a écrit, sur le réseau social Reddit, un post tout à fait éloquent sur le sujet : « It is sold under the brand name Stromectol, and produced by Merck. Merck's stock traded SIDEWAYS yesterday. Remember how Gilead stock shot up over 15% overnight off of a RUMOR?? This has strong evidence to do more than just maybe work, and it's not harsh on the system like an antiviral or choloroquinine. » (Il est vendu sous la marque Stromectol, et produit par Merck. Les actions Merck ont peu bougé hier. Souvenez-vous comment l'action Gilead a fait un bond de 15% hier sur la foi d'une rumeur. Il y a pourtant une évidence d'efficacité plus solide qu'un simple peut-être).

Autrement dit, Amit Patel n'est pas simplement un chercheur qui cherche, c'est aussi un chercheur qui investit en bourse, fait des calculs sur les cours, et roule pour ceux de Merck… lecourrierdesstrateges.fr 24 mai 2020

Il n'y aura bientôt plus que les faschos Macron, Philippe et Véran qui ne douteront de rien.

- Coronavirus : Des scientifiques doutent de l'étude de « The Lancet » sur la chloroquine - 20 Minutes 29 mai 2020

Des dizaines de scientifiques ont publié une lettre ouverte exprimant leurs « inquiétudes » sur les méthodes de la vaste étude parue dans The Lancet, ayant conduit à la suspension d'essais cliniques sur l'hydroxychloroquine.

Le retentissement de cette étude a « conduit de nombreux chercheurs à travers le monde à examiner minutieusement, en détail, la publication en question », écrivent les auteurs de la lettre ouverte publiée jeudi soir. « Cet examen a soulevé à la fois des inquiétudes liées à la méthodologie et à l'intégrité des données », soulignent-ils avant de faire une longue liste de points problématiques, du refus des auteurs de donner accès aux données à l'absence d'« examen éthique ». 20 Minutes 29 mai 2020

- Coronavirus et chloroquine : le Pr Froguel critique l'étude du Lancet - Yahoo 29 mai 2020

La communauté scientifique s'oppose autour de ce traitement. Interrogé par France Bleu Hauts-de-France, le Professeur Philippe Froguel, professeur au CHU de Lille et à l'Imperial College de Londres, a également réagi suite aux résultats parus dans la revue scientifique. S'il précise ne pas être pro-Raoult, il conteste la méthode de l'étude : "Les données sont trop bizarres, pas fiables. On ne sait même exactement d'où elles viennent, comment ils se les sont procurées. Du coup, les conclusions ne peuvent pas être fiables". Il va encore plus loin en estimant que "ce papier est une merde en grande partie fabriquée par une firme inconnue qui voulait se faire de la pub". Il accuse la revue d'être "le tabloïd de la presse médicale. Ils font le buzz avec des données fake. La science, ce n'est pas ça ! Et la presse française a repris sans réfléchir cet article. Nous n'avons plus de journalistes scientifiques".

Dès la révélation de cette étude, le gouvernement a immédiatement réagi et a décidé d'abroger les dispositions dérogatoires autorisant la prescription de cette molécule contre la Covid-19 à l'hôpital en France. De son côté, l'Organisation mondiale de la Santé a annoncé la suspension des essais cliniques. Des décisions qui irritent le Pr Froguel comme il l'explique à France Bleu : "Ils ont réglé leurs comptes avec Raoult mais ils l'ont fait sans se rendre compte qu'ils utilisaient pour cela The Lancet, qui a quelque part ridiculisé la science française avec cet article. C'est un règlement de comptes politique pour arrêter la prescription désorganisée de choloroquine". Yahoo 29 mai 2020

- Chloroquine: Raoult contre-attaque sur le fond à l'étude du Lancet (et il n'est pas le seul) - huffpost.com 29 mai 2020

Ces derniers jours, le microbiologiste français iconoclaste Didier Raoult, grand défenseur de la chloroquine, a vivement critiqué l'article publié dans The Lancet, avec des arguments de fond. Son bras droit, Philippe Parola, estime que "tout ce qui est dedans est soit faux, soit imprécis, soit maladroit, soit frauduleux".

Une étude qui, nous le rappelions il y a quelques jours, n'est pas exempte de défauts. Le fait de comparer des centaines d'hôpitaux aux protocoles différents peut clairement créer d'importants biais rendant caducs les résultats. Et même les auteurs relevaient que la hausse de mortalité devait être prise avec beaucoup de pincettes.

Mais ce n'est pas tout. Ces derniers jours, de nombreux chercheurs ont repéré des failles encore plus importantes et étranges, notamment dans l'origine des données.

Dans un communiqué, Surgisphere a défendu l'intégrité de ses données et affirmé qu'elles viennent d'hôpitaux qui collaborent avec elle. Mais "nos accords d'utilisation des données ne nous permettent pas de les rendre publiques", a ajouté la société, précisant avoir déjà indiqué clairement que l'étude présentait des "limites".

...on peut se demander si prendre des décisions radicales à partir de la publication d'une seule étude, qui plus est qui n'est pas un essai clinique bien encadré, est la bonne solution. Un débat plus éthique que scientifique qui s'applique autant aux adorateurs qu'aux contempteurs de la chloroquine. huffpost.com 29 mai 2020

- Ces pays africains qui ont décidé de continuer à soigner le Covid-19 avec l'hydroxychloroquine - francetvinfo.fr 28 mai 2020

La plupart déclarent obtenir des résultats probants avec une molécule pour laquelle ils ont opté depuis le début de la pandémie.

Le Nigeria, l'Algérie, le Maroc, le Sénégal ou encore le Tchad comptent parmi les premiers pays du continent africain à faire savoir qu'ils continuent de traiter la maladie à coronavirus avec l'hydroxychloroquine. Des annonces qui interviennent après que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a décidé la suspension temporaire des essais cliniques portant sur la molécule, le temps que "la question de la sécurité soit examinée".

Ainsi, au lendemain de l'annonce de l'OMS, le Nigeria a indiqué qu'il poursuivrait ses essais cliniques sur l'hydroxychloroquine. A l'antenne de la chaîne de télévision nigériane TVC, la patronne de l'agence nigériane du médicament (Nafdac), Mojisola Adeyeye, a indiqué que l'hydroxycloroquine semblait donner des résultats probants quand elle était utilisée au début de la maladie.

Bien que les informations sur le Covid-19 évoluaient au quotidien, le professeur Mojisola Adeyeye a affirmé que trois phases de la maladie avaient été identifiées : un premier stade, une phase intermédiaire et une phase plus sévère. "Il est très probable que l'hydroxychloroquine fonctionnera" au premier stade et "en partie" dans la phase intermédiaire. En outre, "des données prouvent que l'hydroxychloroquine a fonctionné pour de nombreux patients atteints de Covid-19".

Ce qui justifie la poursuite des essais cliniques qui ont démarré au Nigeria.

La chloroquine est toujours au cœur de l'offre thérapeutique contre la maladie à coronavirus au Royaume chérifien pour des raisons similaires à celles du Nigeria. "Les avis divergent, a confié le ministre marocain de la Santé Khalid Aït Taleb au journal L'Economiste dans un article daté du 27 mai 2020. Mais l'essentiel est que la chloroquine intervient dans l'inactivation virale." Selon lui, "le virus infecte l'hôte en s'introduisant dans la cellule en plusieurs étapes. Une des étapes est inhibée par la chloroquine", a-t-il expliqué.

L'Economiste rappelle que Khalid Aït Taleb a "acté" depuis le 8 avril 2020, "le démarrage du traitement à la chloroquine et le contrôle de guérison chez les patients de Covid-19". Le traitement étant autorisé, précise le média marocain, "pour les cas possibles de Covid-19 symptomatiques, sans attendre les résultats de virologie, et tout en envisageant l'arrêt du traitement si le test s'avère négatif".

Des résultats "satisfaisants"

L'Algérie voisine ne désavoue pas non plus la chloroquine. Comme le rapporte le journal El Watan dans sa parution du 27 mai 2020, "15 000 patients diagnostiqués par PCR (test de dépistage) et scanner à ce jour" bénéficient de ce traitement.

"La décision de (le) mettre en place a été prise par le conseil scientifique depuis le mois de mars (2020) et les résultats à ce jour sont satisfaisants pour les patients traités", a déclaré au journal algérien le professeur Smail Mesbah, infectiologue et membre du Comité scientifique du suivi de l'évolution de la Covid-19.

Ce protocole de soin a été adopté "après avoir pris connaissance de l'expérience chinoise, des travaux du CDC (Centre pour la prévention et le contrôle des maladies) à Atlanta, aux Etats-Unis, et ceux du Pr Didier Raoult à Marseille", a précisé pour sa part au quotidien le Dr Mohamed Yousfi, chef du service infectiologie de l'hôpital de Boufarik (Blida).

En Afrique subsaharienne, le Sénégal ne renonce pas non plus à la chloroquine. "Le traitement avec l'hydroxychloroquine va continuer au Sénégal, l'équipe du professeur Seydi maintient son protocole thérapeutique", a indiqué le Dr Abdoulaye Bousso, directeur du Centre des opérations d'urgences sanitaires, dans un courrier adressé à l'AFP.

Une démarche confirmée par le professeur Moussa Seydi, l'infectiologue qui coordonne la prise en charge des malades du Covid-19, et qui avait récemment publié des résultats encourageants sur l'usage du médicament. Le Sénégal utilise l'hydroxychloroquine depuis le 19 mars, précise le site Dakaractu, "c'est-à-dire 17 jours après le diagnostic du premier cas de coronavirus".

Enfin, au Tchad, "en attendant des recherches approfondies avec des résultats probants, nous continuons notre protocole", à savoir la chloroquine associée à l'antibiotique azithromycine, a déclaré également à l'AFP le professeur Ali Moussa, chargé de la prise en charge de la pathologie dans le pays.

Stop ! Le protocole adopté fidèle en partie à celui du Pr. Raoult, aurait révélé l'innocuité et l'efficacité de cette molécule.

Coronavirus: Sanofi suspend le recrutement de patients pour deux études sur l'hydroxychloroquine - Reuters 29 mai 2020

Sanofi a annoncé vendredi suspendre temporairement le recrutement de nouveaux patients dans le cadre de ses deux essais cliniques sur l'hydroxychloroquine et suspendre la livraison de ce médicament en raison des interrogations sur ses effets secondaires.

Sanofi avait lancé deux essais cliniques randomisés et contrôlés sur l'hydroxychloroquine pour le COVID-19.

Le premier devait tester 210 patients aux États-Unis, en France, en Belgique et aux Pays-Bas qui n'étaient pas hospitalisés et

qui souffraient du stade précoce de la maladie.

Le second était axé sur les patients hospitalisés atteints de COVID-19 modéré à sévère en Europe. Il était prévu d'inclure environ 300 patients. Reuters 29 mai 2020

En complément. Quelques blogs où s'informer aussi.

Blog du Dr Gérard Maudrux

https://blog.gerardmaudrux.lequotidiendumedecin.fr/

https://jdmichel.blog.tdg.ch/

Lettre ouverte par le prof Eberlin et 25 autres chercheurs brésiliens.

https://conexaopolitica.com.br/ultimas/brazilian-scientists-and-academics-write-an-open-letter-on-the-science-of-the-coronavirus-pandemic/

Quand ils ont voulu nous faire passer des testicules pour des lanternes.

Les tests: talon d'Achille du château de cartes COVID-19 Par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 28 mai 2020

Extrait.

« L'outil n'est pas le problème, c'est ce que nous en faisons. »

Des tests pas aussi fiables que ça !
Des faux négatifs (vrais malades non dépistés)
Des faux positifs (des malades qui n'en sont pas)
Des tests qui repèrent des fragments de virus et non le virus lui-même !
Des tests qui ne quantifient pas la charge virale, l'élément le plus important
Des kits de tests infectés par le virus lui-même : vous pourriez l'attraper en vous faisant dépister !

Tests pour le diagnostic de la présence du coronavirus SRAS-CoV-2

1- La RT-PCR

Pour Reverse Transcription-Polymerase Chain Reaction, inventée en 1985 par le prix Nobel de chimie (1993) Kary Mullis.

Quelques définitions avant d'aller plus loin :

La sensibilité du test est la facilité avec laquelle le test identifie la cible.

La spécificité du test est la capacité du test à identifier la cible et pas une autre.

Le test idéal est à la fois très sensible (100%) et très spécifique (100%).

La RT-PCR est-elle très sensible et très spécifique ? Cela dépend.

Faux négatifs : la RT-PCR revient négative pour le SRAS-CoV-2 alors que le patient est pourtant infecté. Moins le test est sensible, plus il y aura de faux négatifs

Faux positifs : la RT-PCR revient positive pour le SRAS-CoV-2 alors que le patient n'est pourtant PAS infecté. Moins le test est spécifique, plus il y aura de faux positifs.

Première déception, la RT-PCR ne détecte pas le virus, mais une trace génétique (ARN) de ce virus, ce qui n'est pas la même chose.

Un test RT-PCR positif n'indique pas nécessairement la présence de virus complet. Or c'est le virus complet, intact, qui est

l'acteur transmissible de la maladie COVID-19.

Ainsi que la FDA l'admet [5], la détection d'ARN viral par la technique de la RT-PCR ne traduit pas obligatoirement une infection virale active (avec syndrome clinique) !

Deuxième déception, la RT-PCR ne permet pas de quantifier la charge virale puisqu'elle amplifie (multiplie) artificiellement le matériel génétique détecté. Elle dit seulement que le virus est présent ou non, et encore, des traces de virus, pas le virus complet.

Troisième déception, la technique est complexe et ses limites nombreuses ! Encore plus pour détecter les virus ARN comme dans le cas du SRAS-CoV-2.

« L'interprétation des résultats de PCR est difficile. Toute PCR doit être effectuée sur un prélèvement de bonne qualité et adapté à l'indication. Dans le cadre de certaines infections virales, une PCR positive n'est pas synonyme de maladie… Le dialogue entre le clinicien et le microbiologiste est primordial pour un bon diagnostic. » (RMS, 2007, Vol 3).

Dans la plupart des cas, les cellules étudiées proviennent des voies respiratoires supérieures, et sont prélevées au moyen d'un long coton-tige introduit dans les fosses nasales, assez profondément [6]. On dit que pour être efficace, le geste doit être douloureux pour la personne testée.

Si les cellules contiennent le plus petit fragment nucléique (ARN) du coronavirus SRAS-CoV-2, la théorie dit qu'il sera détecté par la RT-PCR. Mais pas que le patient est forcément malade et atteint du COVID-19 !

Dans cet article de la Revue Médicale Suisse de 2005 [7], on y lit que :

« Pour certaines infections, les tests PCR sont considérés comme une méthode de référence alors que pour d'autres, ils sont seulement une aide au diagnostic. Un contact avec le laboratoire effectuant l'analyse est important afin d'interpréter les résultats PCR correctement. »

Pour les infections respiratoires,

« La sérologie (analyse sanguine-voir plus bas) reste cependant la preuve définitive d'une infection ayant causé une réponse immune et est donc toujours considérée…comme un test de référence. »

Pour les coronavirus, la culture est difficile et la détection par RT-PCR est la technique de choix.

Mais de nombreuses étapes sont nécessaires pour amorcer puis amplifier le matériel génétique spécifique et c'est un processus complexe et très sophistiqué, comportant de nombreuses occasions de se tromper ou de fausser le résultat [8] :

Une mauvaise manipulation, un équipement mal calibré ou contaminé (venant de la personne testée, du technicien de laboratoire ou de l'environnement), une erreur de conservation ou d'acheminement et tout le résultat peut être compromis.

Les tests PCR peuvent être faussés lorsque l'échantillon est contaminé par d'autres souches, notamment bactériennes.

Il existe un risque non négligeable de faux négatifs, comme le rapporte le site Alternatif Bien-Être [9] :

1- Le test est mal fait

2- Le virus est ailleurs (pas dans le site où le prélèvement est effectué)

3- Les tests n'ont pas été homologués

4- Le virus mute déjà

Il existe un risque encore plus élevé de faux positifs, comme le souligne la journaliste indépendante Pryska Ducoeurjoly [10] qui se base sur la Revue Médicale Suisse (8 avril 2020) et la revue française Prescrire [11].

2- Test antigénique rapide

Une variante de la PCR dont le résultat peut prendre 24 à 48h avant d'être connu, est un test antigénique plus rapide (résultats en

15 minutes), certifié par l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé en Belgique [12]. Il permet la mise en évidence d'antigènes (protéines virales), toujours au départ d'un prélèvement nasopharyngé.

C'est par contre beaucoup moins spécifique !

Dans une étude, seuls 50% des patients confirmés positifs par la RT-PCR étaient détectés par ce test antigénique.

Ce test n'est pas conseillé par l'OMS dans le dépistage de la maladie COVID-19.

C'est tout dire.

Tests pour la confirmation de l'infection virale et son suivi

1- Les tests sérologiques

Ces tests reposent sur une prise de sang suivie d'une analyse dans un laboratoire spécialisé.

On recherche la présence d'anticorps développés par le patient. Cela permet de savoir si la personne a vraiment été en contact avec le SRAS-CoV-2 (IgM) et si elle s'est immunisée contre lui (IgG).

C'est le test que beaucoup de Belges attendent avec impatience et qui sera en priorité réservé aux personnels soignants.

2- Les tests ELISA

Ces tests sérologiques particuliers (des dizaines d'échantillons traités en une fois) sont réalisés dans les laboratoires universitaires pour suivre l'évolution des anticorps au cours du temps et apprécier le type et la durée d'immunité induite par l'infection due au SRAS-CoV-2.

Quel est le tarif de ces tests en Belgique ?

Pour le test de détection moléculaire (PCR), l'INAMI rembourse 46,81 EUR.
Pour le test de détection d'antigènes, l'INAMI rembourse 16,72 EUR.
Pour le test de détection d'anticorps (test sérologique), l'INAMI rembourse 9,60 EUR.

Ces montants incluent tous les frais liés au test : le matériel de prélèvement, l'appareillage, les réactifs, les frais d'investissement, la surveillance de la qualité, les frais de personnel, la supervision, le matériel de protection, les frais de transport, etc.

Il n'y a aucune part à charge du patient (pas de ticket modérateur) [13].

Des kits de prélèvements infectés !

Comme si ce n'était pas suffisant, nous apprenons que des lots de kits de détection sont infectés par le SRAS-CoV-2 !

Notamment aux USA [14], au Québec [15], au Royaume-Uni [16], en Afrique (Tanzanie) [17]…

« Alors que le nouveau coronavirus commençait à se propager à travers le pays, les Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) ont envoyé début février aux différents États des kits de tests contaminés, selon une enquête fédérale. »

« Des milliers d'écouvillons commandés par Québec pour dépister la COVID-19 se sont avérés potentiellement contaminés… On a découvert une contamination fongique sur plusieurs écouvillons. Ceux-ci viendraient d'une livraison reçue de la Chine selon Nicolas Vigneault, porte-parole du ministère de la Santé et des Services sociaux. »

« Un lot de tests de dépistage du coronavirus, sur les millions attendus par le Royaume-Uni, a été contaminé par le virus lui-même. Le gouvernement britannique avait commandé à un laboratoire des lots de tests de dépistage du coronavirus. Mais un de ceux-ci a été infecté par… le Covid-19 lui-même, explique le Telegraph, sans donner d'explication sur les raisons de cette contamination malencontreuse. La livraison de ces tests a immédiatement été annulée. »

« Le Président tanzanien estime que l'épidémie du Coronavirus n'a pas encore l'ampleur que lui collent les chiffres officiels. Selon

lui, les données sur la Covid-19 seraient trafiquées par des autorités alarmistes, a-t-il dénoncé, dans son discours… Il affirme avoir lui-même secrètement testé une chèvre, une caille et une papaye mais qu'à son grand étonnement, les résultats se sont avérés positifs. Il met donc en doute la fiabilité des tests. Ces résultats positifs sur des animaux et même végétaux sont, pour lui, la preuve que des personnes déclarées positives au virus pourraient ne pas en être porteur en réalité. Cela voudrait dire que la situation réelle n'est pas aussi alarmante en Tanzanie. »

Cela fait beaucoup d'erreurs, partout dans le monde, vous ne trouvez pas ?

Bizarre, l'absence d'écho dans les principaux journaux occidentaux.

C'est très grave pourtant, et cela remet en cause toute la campagne de dépistage massif de ce coronavirus.

L'avis d'un expert international

John P. A. Ioannidis n'est pas n'importe qui sur la scène médicale internationale.

« John P. A. Ioannidis est un professeur de médecine et un chercheur de l'école de médecine et de l'école d'humanité et de sciences de l'université Stanford. Directeur du Stanford Prevention Research Center, il codirige, avec Steven N. Goodman, le Meta-Research Innovation Center at Stanford. » Wikipédia [18].

C'est un des spécialistes les plus reconnus de l'épistémologie en matière de santé.

Il est formel :

« Alors que la pandémie de coronavirus s'installe, nous prenons des décisions sans données fiables. » [19]

Il confirme que les tests PCR utilisés dans la crise COVID-19 ne sont pas aussi fiables que ça, malgré les efforts déployés par les médias et par nos instituts de santé (Sciensano en Belgique) pour nous le faire croire.

Voyez son interview en anglais : Perspectives on the Pandemic | Dr. John Ioannidis Update: 4.17.20, à la minute 27 pour ses commentaires sur les tests PCR dans le contexte de la maladie COVID-19.

En résumé

Quel fiasco.

Les tests de diagnostic représentés surtout par la RT-PCR, technique d'amplification génique, ont loin d'avoir la fiabilité espérée, fiabilité pourtant cruciale dans une crise comme celle que nous traversons.

Même positif, le test RT-PCR ne traduit que la mise en évidence d'un fragment ARN du coronavirus SRAS-CoV-2, pas la maladie COVID-19 elle-même. Pour dire cela, il faut un tableau clinique correspondant ! Il faut envisager toutes les autres pathologies du patient et s'il meurt, en tenir compte avant d'attribuer le décès au COVID-19 !

C'est effrayant quand on imagine les conséquences peut-être injustifiées résultant de décisions prises sur base de ces tests !

Confinements/mises en quarantaine
Mesures liberticides sans précédent
Bouleversements hospitaliers et des centres de soins
Diagnostics graves peut-être assénés à tort à des personnes terrorisées en réalité en bonne santé
Distanciation sociale aux conséquences lourdes sur les rapports humains
Impact économique et social majeur dont on ignore aujourd'hui la portée réelle
Suspension de toutes les activités sociales (écoles, restaurations, loisirs)
Projets de traçage et de flicage de populations entières

Je pense que face à autant de folie auto-entretenue, malgré le virus de la peur qui s'est largement répandu, le meilleur antidote est de garder son calme.

Revenir à du bon sens.

Réévaluer la véritable portée de cette maladie (mortalité inférieure à 3% au 26 mai 2020-[20]).

Le coronavirus SRAS-CoV-2 devra prendre sa juste place parmi tous les autres problèmes de santé, ni plus, ni moins.

Et nous, puissions-nous rapidement revivre sans masques, sans distance sociale et sans lois liberticides excessives.

Et prendre la leçon de tant d'erreurs. Mondialisation.ca, 28 mai 2020

D'autres articles à lire.

- Pour le Pr. Vernazza « La plupart des personnes figurant dans les statistiques sur le coronavirus ne sont pas mortes de la maladie Covid-19. »

https://covidinfos.net/covid19/pour-le-pr-vernazza-la-plupart-des-personnes-figurant-dans-les-statistiques-sur-le-coronavirus-ne-sont-pas-mortes-de-la-maladie-covid-19/1066/

- « Bilan du Covid-19 : Aurions-nous succombé à la panique ? » interroge le Pr. Toussaint - covidinfos.net 29 mai 2020

https://covidinfos.net/covid19/bilan-du-covid-19-aurions-nous-succombe-a-la-panique-interroge-le-pr-toussaint/1206/

- « C'est 7 milliards d'individus qu'il va falloir vacciner » affirme la fondation de Bill Gates. Vraiment ?

https://covidinfos.net/covid19/cest-7-milliards-dindividus-quil-va-falloir-vacciner-affirme-la-fondation-de-bill-gates/940/

Quelle vague emportera-t-elle le régime ?

- « On est à des kilomètres d'une nouvelle vague » estime le Dr. Freund - covidinfos.net 29 mai 2020

Le Dr. Yonathan Freund est médecin urgentiste à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, et professeur à l'université de la Sorbonne. Interviewé le 27 Mai sur Europe 1 il estime notamment que la possibilité d'une « nouvelle vague » est très lointaine. Extraits et vidéo.

« Sur le terrain, on se rend compte depuis des semaines et des semaines qu'il n'y a quasiment plus aucun cas d'infection aigüe, d'infection récente au coronavirus. »

« Dans certains endroits, le confinement n'était pas absolu, et on aurait eu des signaux avant-coureurs s'il y avait une reprise de l'épidémie. Pour l'instant il n'y en a aucun. »

Les clusters d'infection qui subsistent sont « normaux » :

« De toute façon ces clusters ne sont pas du tout inquiétants. C'est évident que le virus existe encore, et il y a des cas épars comme ça, il va y avoir un cluster de 40 personnes dans un abattoir. Mais on est à des kilomètres d'une reprise épidémique, on est à des kilomètres d'une nouvelle vague parce qu'il y a des clusters par-ci par-là. »

Sur le déconfinement, le Pr. Freund est optimiste :

« Je pense qu'il faut relâcher au maximum, enfin de plus en plus, les mesures restrictives actuelles […]. Je pense qu'il faut être assez confiant et assez optimiste, et permettre aux gens de retrouver le plus vite possible une activité normale. »

Quant au retour du virus à l'automne prochain :

« [Le virus] pourrait muter, mais dans un sens comme dans l'autre. La plupart des coronavirus sont tout à fait bénins, comme vous le savez. Donc là, il y a eu une espèce d'hérésie, il est devenu méchant, mais qu'est-ce qui nous dit que s'il remute la saison prochaine, il ne va pas remuter comme un gentil coronavirus classique. »

La question de l'immunité est également abordée :

« Au début de l'épidémie, on est un service très exposé, on est aux urgences […] il y a eu un collègue, médecin ou interne, malade tous les 3 jours, avec un test positif […] Au bout de 2 semaines, une fois que 10 à 15% de mes collègues ont été contaminés, on a assisté à zéro nouvelle contamination. »

« On se rend compte quand même que ce virus ne cible pas tout le monde. Que ce virus ne peut pas, à priori, infecter 100% des personnes qu'il va rencontrer. Et sur des expériences plus ou moins personnelles et rapportées, on se rend compte qu'il y a une catégorie, un pourcentage de la population, qui n'est pas touché. Peut-être parce qu'il est déjà immunisé. »

« Ce qui avait été dit initialement, c'est qu'il fallait […] 60% d'immunisés pour que le virus ne circule plus, or on était inquiet parce qu'on ne voyait que 10% de sérologie positive. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'il y a probablement des personnes qui sont immunisées sans sérologie positive. Prenez par exemple les enfants. Les enfants, pour une raison qu'on ignore un petit peu, sont quasiment tous protégés contre ce virus, pourtant si vous leur faites une sérologie, ils seront négatifs. Donc il y a probablement une autre immunité qui fait que le virus ne ciblera pas tout le monde. »

https://covidinfos.net/covid19/on-est-a-des-kilometres-dune-nouvelle-vague-estime-le-dr-freund/1210/

Totalitarisme. Tout ce qui « ***va à l'encontre des recommandations de l'OMS*** » sera censuré dixit le PDG de YouTube.

- L'épidémiologiste et professeur Knut Wittkowski censuré par YouTube - covidinfos.net 21 mai 2020

Après la vidéo du Dr. Dan Erickson, que vous pouvez voir ici, c'est au tour de celle du professeur Knut Wittkowski d'être censurée par YouTube (vidéo visionnable en bas de cet article). Dans cette vidéo réalisée par les documentaristes de Journeyman Pictures et vue plus d'un million de fois, le Pr. Wittkowski exprimait son sceptiscisme quant aux mesures de confinement et défendait l'intérêt de « l'immunité collective »… Le site Spiked s'est fait l'écho de cette censure dans un article récent baptisé « Pourquoi YouTube censure les scientifiques ? ».

Extraits.

« La censure des médias sociaux est devenue excessive depuis l'arrivée de la pandémie Covid-19. YouTube a été particulièrement actif dans la censure. Le mois dernier, son PDG a déclaré que la plateforme supprimerait « tout ce qui n'est pas médicalement fondé » ou qui « va à l'encontre des recommandations de l'OMS ». En conséquence, YouTube censure désormais non seulement les théoriciens de la désinformation ou de la conspiration, mais aussi les scientifiques respectables qui contestent les réponses du gouvernement au Covid-19. »

« YouTube a retiré une vidéo mettant en scène Knut Wittkowski, un épidémiologiste qui critique férocement les mesures de confinement. La vidéo avait été visionnée plus de 1,3 million de fois avant d'être supprimée. Selon Wittkowski, la seule explication de YouTube pour le retrait était que la vidéo violait les « règles de la communauté ». »

« Dans la vidéo, Wittkowski affirme que la seule façon d'arrêter Covid-19, en l'absence de vaccin, est de permettre au public de développer une immunité collective. »

« En supprimant la vidéo, YouTube a franchi une étape importante. YouTube interfère désormais avec le débat scientifique. Le point de vue de Wittkowski sur l'immunité collective n'est peut-être pas celui de la plupart des gouvernements occidentaux, mais il s'inscrit bien dans le courant dominant. Même les épidémiologistes d'État, comme le Suédois Anders Tegnell, considèrent l'immunité collective comme une stratégie viable. »

https://covidinfos.net/covid19/lepidemiologiste-et-professeur-knut-wittkowski-censure-par-youtube/1128/

L'autre parasite à éradiquer : L'ONGisme.

L'ONGisme: du néolibéralisme au «regime change» par Ahmed Bensaada - Mondialisation.ca, 28 mai 2020

Extrait. Bien que leur genèse soit beaucoup plus ancienne, les entités regroupées sous le vocable d'organisations non gouvernementales (ONG) ont eu un essor fulgurant dans les années 80 et 90 du siècle dernier et leurs domaines d'intervention se sont diversifiés : urgence humanitaire, alimentation, droits de l'homme ou environnement.

D'après les spécialistes, cet accroissement coïncide avec la montée du néolibéralisme impulsé durant les années Reagan-Thatcher. Selon la militante Ana Minski,

« la prolifération des ONG au Sud, dans les années 1990, est indubitablement liée à l'affaiblissement des capacités gouvernementales à fournir des services publics, résultat des politiques néolibérales qui se sont imposées dans le contexte d'un capitalisme mondialisé et fortement financiarisé ».

À cause des politiques d'austérité et de réduction des dépenses publiques, les gouvernements se sont tournés vers les ONG pour fournir des services à bas prix, services qu'ils assuraient naguère dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la culture, etc. Abondant dans ce sens, l'écrivaine indienne Arundhati Roy précise que les ONG distribuent « au compte-gouttes, sous forme d'aide ou de bénévolat, ce à quoi les gens devraient normalement avoir droit ». Ce qui amène certains spécialistes à qualifier les ONG de « cheval de Troie » du néolibéralisme.

Avec la fin de la Guerre froide, les ONG ont été utilisées à d'autres desseins. Il s'agissait de la « démocratisation » des pays de l'Est anciennement dans le giron soviétique, afin de les extraire de l'influence russe. Dans cet objectif, les États-Unis ont déployé un arsenal d'organismes spécialement dédiés à cette tâche. Citons, à titre d'exemple : l'USAID (United States Agency for International Development), la NED (National Endowment for Democracy) et ses quatre satellites, Freedom House et l'Open Society. À part ce dernier qui est privé, tous les autres organismes sont financés directement ou indirectement, partiellement ou entièrement par le gouvernement américain.

Les satellites de la NED sont bien connus : l'IRI (International Republican Institute), le NDI (National Democratic Institute), le Solidarity Center et le CIPE (Center for International Private Enterprise).

Pour se prévaloir de la dénomination d'ONG, une organisation doit satisfaire au moins aux cinq conditions suivantes : l'origine privée de sa constitution, le but non lucratif de son action, son indépendance financière, son indépendance politique et la notion d'intérêt public de sa mission. Dans le cas de ces organismes américains et des groupes qu'ils financent dans les pays visés, ces conditions ne sont jamais réunies.

L'utilisation de ces organismes a prouvé l'efficacité du « soft power » étasunien dans les opérations de « regime change ». Cela a été manifeste dans les révolutions colorées en Serbie, en Géorgie ou en Ukraine. Lors du « printemps » arabe, ces mêmes organismes américains d'« exportation » de la démocratie ont été impliqués en Tunisie, en Égypte, en Libye, en Syrie et au Yémen et le résultat désastreux de leur implication est maintenant connu, tout particulièrement dans les trois derniers pays.

Le modus operandi de cette « démocratisation » est toujours le même. Des activistes locaux, regroupés ou non dans des ONG locales sont choisis, financés, formés et réseautés dans leur région d'appartenance (dans le cas des pays arabes, il s'agit de la région MENA – Middle East and North Africa). Lors d'éventuelles protestations populaires légitimes causées par de réels problèmes sociaux, ces activistes se mettent aux premières loges des manifestations et tentent de les diriger selon des agendas concoctés à l'étranger.

Pour illustrer ce propos, citons des activistes comme Slim Amamou (Tunisie), Mohamed Adel (Mouvement du 6 avril – Égypte), Ali Ramadan Abouzaakouk, (Libya Human and Political Development Forum – Libye), Aussama Monajed (Movement for Justice and Development – Syrie) et Tawakkol Karman (Women Journalists Without Chains – Yémen).

En Algérie, plusieurs ONG locales financées par les organismes américains ont été très visibles lors des manifestations, aussi bien en 2011 que lors du Hirak, en 2019-2020. Il s'agit, entre autres, de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), du Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ), du Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA), etc. Il est quand même curieux de constater que les ONG qui reçoivent des subsides étrangers sont toutes sur la même longueur d'onde concernant leurs revendications.

Il faut savoir que de telles activités sur le sol américain sont régies par le « Foreign Agents Registration Act » qui est une loi américaine exigeant l'enregistrement des lobbyistes représentant des intérêts politiques ou économiques étrangers.

Finalement, il ne faut absolument pas croire que les ONG américaines sont les seules actives sur le sol algérien. D'autres, européennes, y sont très présentes.

Faut-il alors légiférer pour encadrer, contrôler voire interdire le financement étranger des ONG en Algérie? C'est certainement un point sur lequel il est impératif de se pencher sérieusement dans un avenir très proche. Mondialisation.ca, 28 mai 2020

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 juin 2020

CAUSERIE ET INFOS

La baisse de tension a fait sauter l'onduleur de l'ordinateur à 5 reprises pendant que je finalisais cette causerie, et comme je n'avais pas eu forcément le temps de sauvegarder tout le travail effectué, il se peut qu'il manque des mots, des bouts de phrases ou des paragraphes, je suis trop crevé pour tout relire encore une fois, il fait près de 40°C.

J'ai envoyé des courriels aux responsables de différents blogs ou portail...

Cette causerie comporte deux parties. La seconde concernera de préférence les militants ou les travailleurs qui entendent participer à la lutte de classe, y figure aussi des infos politiques.

En tant que militant ouvrier borné, dogmatique et sectaire, je conçois que les discussion politique ou la polémique indisposent les lecteurs qui n'ont aucune connaissance du mouvement ouvrier ou que cela n'intéresse pas ; Si c'est dommage ou je le déplore, je ne suis pas là pour leur imposer.

Je rappelle que personne n'est obligé de se connecter à ce portail ou à ce courant politique, et que ceux que mon discours indispose ne se gênent pas pour aller voir ailleurs, vous voyez, je reste fidèle à mes principes. (Applaudissez !)

- 17 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE.

L'heure des comptes de cette machination au coronavirus arrive, cela promet d'être un vrai régal. Pandémie, chloroquine, confinement, test, confinement, masque, traçage, distanciation sociale, tout va y passer, il faut savoir être patient. L'imposture va tomber.

D'ici quelques jours ou semaines on sera fixé sur le nombre de morts causés par le virus de la grippe saisonnière. Apparemment il devrait être fortement en baisse, à moins que là aussi ils trafiquent les chiffres, mais à mon avis cet exercice est impossible. En revanche pour la surmortalité il faudra encore attendre qu'une année pleine se soit écoulée depuis le début de l'épidémie du coronavirus, soit près d'un an. Tout chiffre fourni avant n'aura aucune signification, puisque les personnes âgées qui auraient

pu rester en vie jusqu'à l'hiver 2020 ou la fin du printemps 2021 et qui sont décédés au printemps 2020, ne mourront pas deux fois !

Ce que je veux dire par là, c'est qu'en étant mortes prématurément au printemps 2020, si on ne considérait que le premier trimestre de 2020, on aboutirait forcément à un taux de surmortalité que les assassins attribueraient systématiquement au coronavirus, mais en prenant en compte le printemps 2021 où elles ne pourraient pas mourir puisqu'elles seraient déjà mortes un an plus tôt, le taux de surmortalité risque d'être inexistant ou montrer une courbe plate.

Quant à l'origine de ce coronavirus, on en restera à l'hypothèse fort vraisemblable qu'il a été importé en Chine par la délégation américaine ayant participé aux Jeux olympiques militaires à Wuhan, le premier foyer d'infection, après que le médecin militaire de la délégation française eut reconnu que des militaires français avaient été infectés par le coronavirus à la mi-octobre 2019 et eurent été soignés sur place en Chine. Le coronavirus circulait-il déjà aux Etats-Unis dès cette époque ? C'est ce que certains américains ont affirmé, notamment en Californie, mais on manque de preuves irréfutables pour le confirmer à l'heure actuelle, et on ne le sera peut-être jamais ou beaucoup plus tard, peu importe.

Certains parmi nous, toujours animés d'intentions louables envers les travailleurs, ne sont pas pressés de les aider à élever leur niveau de conscience, je dirais même qu'ils n'y tiennent pas. Pourquoi ? Peut-être parce qu'à cette occasion, on s'apercevrait que leur propre niveau de conscience était surfait ou était inférieur à ce qu'ils laissaient paraître ou aux apparences souvent trompeuses. Pour moi cela ne fait absolument aucun doute, mais je laisse le soin à chacun d'en décider librement. C'est la moindre des choses, puisque le niveau de conscience diffère d'une personne à l'autre, sauf à se conduire en tyran.

Cet épisode nous aura fait beaucoup réfléchir, en principe, et il nous aura offert l'occasion de nous poser une multitude de questions auxquelles on ne s'attendait pas du tout, donc d'apprendre beaucoup de choses qu'on ignorait ou qu'on avait oubliées, un vrai bonheur en quelque sorte. Cet exercice salutaire n'aura pas été de tout repos, puisqu'il aura fallu se creuser en profondeur la cervelle, mobiliser toutes nos capacités intellectuelles, et surtout faire preuve d'une attention rigoureuse, d'une concentration soutenue pendant des mois 24h/24, pour comprendre ce qui se passait réellement, analyser le comportement des uns et des autres, éviter tout contresens ou toute méprise, de se faire manipuler. Il nous a fallu étudier des sujets dans des domaines où nous ignorions pratiquement tout en un temps records, avec l'aide du meilleur épidémiologiste du monde, c'était relativement facile.

Bref, j'en suis arrivé à la conclusion en guise d'enseignement politique, que non seulement il fallait tout faire pour aider les travailleurs à élever le plus rapidement possible leur niveau de conscience politique, en peaufinant ce qu'on entendait pas là, à savoir qu'à une époque où les sciences et les technologies ont pris une place envahissante dans notre existence et dans la société en général, c'est une conscience scientifique que les travailleurs doivent acquérir, ce qui tombe très bien puisque la politique est aussi une science, une science sociale, désolé pour ceux parmi les militants qui en sont dépourvus, il faudra qu'ils s'y fassent. Et qui plus est, cette science sociale comme toutes les autres sciences présente la particularité d'être soumise aux mêmes lois de la dialectique, du matérialisme dialectique plus précisément.

Voilà une excellente occasion pour remettre le marxisme et le socialisme au goût du jour, n'est-ce pas ? C'est tout de même bizarre tous ces militants, cadres ou dirigeants qui se disent marxistes ou socialistes, et qui ne veulent pas en entendre parler ou qui vous pilonnent dès que vous faites la promotion du mode de penser du marxisme ou du socialisme, comme si cette méthode simple et pratique, logique pour interpréter la situation devait demeurer inaccessible aux travailleurs, ils sont tellement idiots, d'ailleurs on se demande bien comment un simple ouvrier comme moi a pu y parvenir un jour, c'est le genre de mystère qu'ils adorent cultiver entre eux, en fait ils se conduisent exactement comme les fausses élites qui ont confisqué le savoir ou la connaissance à leur profit. Nous ici on le partage, sans prétention ou très modestement, cela va de soi.

Pourquoi en suis-je arrivé à cette conclusion ? Pardi, y serais-je parvenu si je n'avais pas déjà possédé à un niveau somme toute modeste un état d'esprit scientifique ? J'ai passé ma vie à étudier, alors je suis en droit de le revendiquer, non ? Pas plus tard qu'il y a quelques mois, on était parti dans la paléontologie, l'anthropologie, puis on a abordé la chimie et la biochimie, en passant par l'astrophysique et l'astronomie, depuis je n'ai pas eu le temps de vous en parler, mais j'ai visionné des conférences sur les microbes et les virus, et ainsi de suite depuis 45 ans tout de même, et depuis le 11 septembre 2001, j'ai relu très attentivement la presque totalité des oeuvres des marxistes et je me suis fait des cours d'économie jusqu'à 2 heures du matin, oui, quand j'habitais sur une plage, sous les cocotiers, pour dire que quand il s'agit de combattre ma propre ignorance, je suis un enragé, c'est mon obsession, vieillir et mourir ce n'est pas grave, cela arrive à tout le monde, mais con, cela ne devrait pas être permis, si vous me permettez.

Pour se détendre un instant, une petite histoire indienne.

Vous savez que ma compagne indienne, Selvi (48 ans), est ultra arriérée, illettrée, elle ignore si la Terre est ronde, plate ou carré, bien qu'à mon contact elle a fait de réels progrès. Pour la première fois elle vient de réussir à lire et à comprendre une recette de cuisine rédigée dans sa langue, le tamoul, cela faisait près de 7 ans qu'elle essayait d'apprendre à lire, comme quoi.

C'est moi qui lui aie servi de professeur, mais jusque là elle ne m'écoutait pas. Cela faisait des années qu'elle savait écrire, cependant quand je lui disais qu'elle devait lire 20 à 30 minutes par jour pour arriver à maîtriser la lecture, elle refusait de s'y mettre. J'eus beau lui expliquer que je ne pouvais pas lire à sa place, il n'y avait rien à faire. Et bien là, sans que je sache

pourquoi, elle s'y est mise assidûment et le résultat est au rendez-vous. Quand elle m'en a fait la démonstration, on pouvait lire son bonheur sur son visage et ses yeux scintillaient comme des étoiles, la connaissance les illuminait. Ce n'est pas un conte de fée, c'est la vérité.

Il y a peut-être un truc qui a agi sur son inconscience. Comme tous les Indiens, elle a été littéralement terrorisée à l'annonce qu'on allait tous mourir du coronavirus ! Alors quand patiemment je lui ai expliqué de quoi il retournait vraiment, ce qu'elle a parfaitement compris, je peux vous l'assurer, il se peut que ce soit à partir de ce moment-là qu'elle ait accordé un peu plus d'attention à ce que je lui disais à propos de son apprentissage de la lecture. Toujours est-il qu'elle s'y est mise du jour au lendemain pendant 30 minutes matin et soir. Je crois que c'est le fait que je l'ai rassurée, qui aurait contribué à modifier son comportement. Il faut dire aussi qu'elle savait compter et le taux de mortalité en Inde ne laissait aucun doute sur la nature de cette machination, c'était un argument convainquant.

Un autre élément a pu jouer, quand elle observa avec quelle frénésie je travaillais 7j/7 pour informer les lecteurs. Elle m'en fit la remarque. Quand elle était dans le jardin, elle me regardait discrètement travailler par la fenêtre, et elle m'imita au clavier face à l'écran en s'en amusant. Finalement. Finalement, je lui ai peut-être communiqué ma détermination absolue, ma rage de vaincre le mauvais sort qu'on voulait nous imposer.

Quand je pense à ceux qui m'ont accusé de mépriser les personnes qui sont différentes de moi ou qui ne pensent pas comme moi, je ne peux pas m'empêcher de sourire avec ma Selvi. Ce sont des pauvres d'esprit.

Faites tomber les masques des imposteurs.

Un échappé des galères, de prison : un individu patibulaire. Je t'ai reconnu, enlève ton masque !

1 - Le Grand Robert de la langue française, on s'instruit aussi, c'est con à dire, on en a besoin.

Ils vous ont fait porter le masque de l'humiliation, de la peur et de la mort.

Et toujours pas de pandémie ou des millions et millions de morts et de deuxième vague pourtant annoncés, quel désespoir ! Et tous ces gosses qui vont à l'école et qui ne veulent pas non plus mourir, quel dommage ! Et plus de la moitié de la population mondiale accro à ce médicament mortel, la chloroquine ou hydroxychloroquine, qui refuse aussi de mourir !

En trafiquant dans la plupart des pays occidentaux les certificats de mortalité et en faisant crever des centaines de milliers de vieux dans les maisons de retraite, ils ne sont pas encore parvenus à rivaliser avec la grippe ou le paludisme, là c'est vraiment de la mauvaise volonté.

Avec mon air con, si si j'y tiens, pour ne pas choquer ou culpabiliser ceux qui ont développé un complexe d'infériorité, qui entre nous est le plus souvent mérité, il y a quelques mois j'avais émis l'hypothèse qu'en Inde et partant de là ailleurs ou partout dans le monde, frayant en permanence avec un tas de virus ou coronavirus il y avait de fortes chances qu'on soit pratiquement tous immunisés. Et hier le professeur Didier Raoult a rapporté qu'un test réalisé à grande échelle en Islande montrait que c'était effectivement le cas, notamment chez les enfants ou les plus jeunes, dans 40 à 70% de la population en fonction des générations et du mode de vie des habitants, selon qu'ils étaient isolés ou pas. Cela paraissait tellement évident, logique depuis le départ, qu'on se demande encore comment on a pu en douter un instant.

L'heure est à la contre-attaque sur tous les fronts.

L'Artémisia annua prescrite en tisane contre le paludisme donne des résultats dans 99% des cas, sans effets secondaires et sans provoquer la mutation du parasite contrairement à tous les médicaments existant sur le marché.

Cette plante est interdite en France et l'OMS s'est dressée contre cette plante.

Docteur Nicole Delepine - "La chloroquine c'est le meilleur de ce qu'on peut proposer !" - 9 avril 2020

https://www.youtube.com/watch?v=Z1VMBXLKff4&feature=youtu.be

« L'élite, c'est moi » : la dernière contre-attaque de Didier Raoult - lepoint.fr 2 juin 2020

Dans une vidéo publiée mardi, le médecin s'attache à défendre sa crédibilité, affirmant être « une star des maladies infectieuses » suscitant la jalousie.

« Les Pieds nickelés font de la science. » Depuis le début de la pandémie de nouveau coronavirus, le docteur Didier Raoult a

montré qu'il maîtrisait les codes des réseaux sociaux et le prouve encore ce mardi 2 juin 2020, date de la publication d'une vidéo tirant à boulets rouges sur ses détracteurs. Le médecin en charge de l'IHU de Marseille, qui défend bec et ongles l'hydroxychloroquine comme traitement contre le Covid-19, commence par une brève, mais très sèche, critique à l'endroit de la prestigieuse revue scientifique The Lancet, qui vient de publier une étude démontant par le menu ses travaux.

La blouse blanche la plus connue de l'Hexagone s'attache ensuite à défendre sa propre crédibilité. « Moi je suis une star des maladies infectieuses, j'ai un cursus qui fait rêver à peu près n'importe qui […], j'ai été le plus jeune président de l'Université de France, le plus jeune président des médecins, le plus jeune de tous les professeurs de la classe exceptionnelle, le professeur le plus ancien dans le grade le plus élevé de tout ce pays en médecine, j'ai tout eu dans ma vie. C'est moi, l'élite », énumère le docteur Raoult face caméra.

« Il y a une vraie haine des élites »

Didier Raoult impute son impopularité auprès de certains scientifiques à la manie qu'aurait la France de « décapiter son élite » : « Il y a une haine des vraies élites, les vraies élites, c'est nous, en réalité. Les gens disent pourquoi les élites ne nous aiment pas ?, c'est pas les élites qui ne nous aiment pas, c'est eux qui n'aiment pas les élites », développe-t-il. Raoult poursuit son raisonnement, assurant que ce n'est pas l'élite qui est contre lui, mais les « seconds couteaux [...] qui n'ont pas réussi dans le métier ». lepoint.fr 2 juin 2020

Vidéo. #LancetGate. Les Pieds nickelés font de la science - 2 juin 2020

https://www.youtube.com/watch?v=zUbiYhknaK0

Quand « Les Pieds nickelés font de la science ».

- Masque et distance physique, des barrières efficaces contre le coronavirus - Yahoo Actualités 2 juin 2020

Selon une étude parue dans The Lancet, le port du masque et le respect des distances sociales sont les éléments les plus importants pour limiter le risque de contamination. Yahoo Actualités 2 juin 2020

« Le confinement est véritablement l'escroquerie sanitaire du XXIe siècle » selon une étude qui souligne la responsabilité de l'OMS - covidinfos.net 1 juin 2020

Une nouvelle étude d'origine française soumise (pre-print) au British Medical Journal met en évidence les coûts disproportionnés du confinement en termes sociaux, économiques et humains, dénonce une « escroquerie sanitaire » et pointe la responsabilité de l'OMS. Extraits ci-dessous, ou consultez l'intégralité de l'étude (en anglais) en cliquant ici.

« En médecine : le confinement n'existe pas. Il n'existe pas en infectiologie, en épidémiologie ou en santé publique. Il est d'ailleurs inédit dans l'histoire de la médecine et de l'humanité ! Il est donc nécessaire de revenir à la raison et de pratiquer la médecine du 21ème siècle.[…] »

« Rien ne prouve que la Chine ait « aplani » la courbe épidémique grâce au confinement. Dire que la Chine a réduit le nombre de cas ou a bien géré l'épidémie grâce à l'enfermement est un pur mensonge et ne repose sur aucune preuve (…), car personne n'est en mesure de donner le nombre de cas ou de décès en Chine si elle n'avait pas appliqué de confinement[…] »

« Quels sont les risques, les dangers et les conséquences catastrophiques pendant et après l'enfermement ?
– Suicides de personnes, comme cela a été signalé en Chine et a déjà commencé dans de nombreux pays.
– Développement de pathologies psychiatriques.
– Paralysie du parcours scolaire des élèves et étudiants à l'université.
– Impacts négatifs et dangers sur les animaux.
– Négligence d'autres maladies (en particulier les maladies chroniques) et augmentation de leur mortalité.
– Augmentation des violences domestiques.
– Pertes économiques, chômage et crise économique majeure : cela va également interrompre le flux de financement nécessaire à l'équipement des hôpitaux. En outre, peu de gens savent que la crise économique de 2007-2008 a entraîné le suicide d'au moins 13 000 personnes rien qu'en Europe et en Amérique du Nord.
– Sérieuses conséquences pour l'agriculture.
– Déstabilisation des pays et de la paix sociale et risque de guerre.[…] »

« Après avoir exposé tous les dangers de l'enfermement, il est clair que l'équilibre bénéfices-risques est extrêmement et dangereusement défavorable, d'autant plus que les bénéfices du confinement ne sont absolument pas fondés sur des preuves et même proches de 0 ![…] »

« Chaque année : le virus de la grippe infecte 1 milliard de personnes dans le monde et en tue 650 000, et la tuberculose, qui figure parmi les dix premières causes de décès dans le monde et qui est beaucoup plus contagieuse (un patient non traité peut infecter 10 à 15 personnes), cause 10,4 millions de cas et tue 1,8 million de personnes. Pourtant, on ne parle jamais de crise sanitaire. L'ensemble du système hospitalier des pays n'est absolument pas débordé car la saturation ne concerne que très peu d'hôpitaux et cela peut être évité en prenant des mesures raisonnables pour gérer cette épidémie comme nous l'avons indiqué et comme la Suède l'a fait.[…] »

« les pays du monde ont pris des mesures disproportionnées et suivi aveuglément les recommandations de l'OMS en confinant leurs populations, une mesure basée sur une escroquerie […]. Les médias ont également alimenté la peur et la psychose en présentant le SRAS-CoV-2 comme un virus très dangereux ou à forte mortalité alors que ce n'est absolument pas le cas. Même certains professionnels de la santé les suivent comme des moutons. Sans entrer dans des théories de conspiration et après des précédents comme le H1N1 de 2009, peut-on faire confiance à l'OMS et suivre tous ses recommandations ? est-elle indépendante dans ses recommandations et ses décisions ? La réponse est bien sûr : non. »

« L'OMS est en fait financée à 80% par les laboratoires pharmaceutiques, les banques, l'industrie de l'armement, les compagnies pétrolières, l'industrie de l'alcool, etc. tandis que Bill Gates participe de plus en plus au financement de l'OMS par l'intermédiaire de sa fondation, ce qui rend l'organisation très dépendante […] et que les faits s'accumulent : fausse alerte sur la grippe H1N1 sous la pression des lobbies pharmaceutiques, complaisance inquiétante vis-à-vis du glyphosate que l'OMS a déclaré sûr malgré les victimes de l'herbicide, aveuglement sur les conséquences de la pollution due aux compagnies pétrolières en Afrique, minimisation du bilan humain des catastrophes nucléaires (en raison de l'accord que l'OMS a signé avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) !) de Tchernobyl à Fukushima […]. L'indépendance de l'organisation est compromise à la fois par l'influence des lobbies industriels – y compris celui des laboratoires pharmaceutiques – et par les intérêts de ses États membres, notamment la Chine. »

« L'OMS doit faire l'objet d'une réforme radicale. Le confinement est véritablement l'escroquerie sanitaire du XXIe siècle, une enquête doit être menée à ce sujet et les responsables de l'OMS et de l'Imperial College de Londres doivent être interrogés et, si nécessaire, jugés.[…] »

– Consulter l'intégralité de l'étude (en anglais)

https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/06/Facing-COVID-19-by-the-confinement.pdf

– Source : SSRN : Facing COVID-19 by the Confinement : EBM, 'MBM' or 'SBM'?

https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3600511

- Le confinement obligatoire n'a servi à rien face au Covid-19 - Réseau Voltaire 2 juin 2020

Selon le très officiel Folkehelseinstituttet (Institut de Santé publique norvégien), les résultats face au Covid-19 sont identiques dans les pays ayant pratiqué le confinement obligatoire de la population et dans ceux qui s'y sont refusés.

Déjà le 5 mai 2020, l'Institut mettait en garde le gouvernement face à de possibles mesures attentatoires aux libertés constitutionnelles.

Dans une interview à la radio nationale, le 22 mai, la directrice de l'institut, Camilla Stoltenberg qui est à la fois médecin et anthropologue, a déclaré qu'il était important rétrospectivement de constater que le confinement n'avait servi à rien [1].

Le Dr. Camilla Stoltenberg est la sœur du secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. Réseau Voltaire 2 juin 2020

[1] "Stoltenberg : – Vi kunne kanskje klart å få kontroll over smitten uten å stenge ned så kraftig]", Tormod Strand, Norsk rikskringkasting, 22. mai 2020.

- « Un résultat similaire avec ou sans confinement » selon une étude de l'Institut norvégien de santé publique - covidinfos.net 1 juin 2020

Selon la chercheuse Camilla Stoltenberg, directrice générale de l'Institut norvégien de santé publique, les résultats obtenus avec confinement ou sans confinement auraient été « similaires ». C'est la conclusion de l'étude que son institut a menée. Extraits de l'interview de la Dr. Stoltenberg et de l'article que le site BusinessAM.be y a consacré.

« L'étude lancée par l'Institut norvégien de santé publique a collecté les données liées au coronavirus: cas confirmés, hospitalisations, taux de reproduction, etc. Début mars, on craignait qu'une personne infectée en contamine quatre autres.

Cette hypothèse de l'Imperial College of London a induit l'idée que seul un confinement pourrait permettre de limiter drastiquement le taux de reproduction. C'est ainsi que la Norvège, comme la plupart des pays européens, ont imposé le confinement. »

« L'étude norvégienne aboutit toutefois à une autre conclusion. Le nombre de contaminations par malade n'a jamais atteint les prédictions britanniques. En outre, celui-ci diminuait déjà pendant les quelques jours avant le début du confinement. »

« Il semble que le taux de reproduction effectif était déjà tombé à 1,1 le 12 mars. Il n'a donc pas fallu grand-chose pour le faire descendre encore un peu plus » a déclaré Camilla Stoltenberg lors d'une interview sur la chaîne de télévision NRK. « Notre conclusion maintenant est que nous aurions pu avoir un résultat similaire sans imposer un confinement. Nous aurions pu rester ouverts en prenant simplement une série de précautions pour ralentir l'épidémie. Il est important que nous en soyons conscients. Car si le nombre d'infections remonte en hiver ou s'il y a une seconde vague, nous devrons l'inclure dans notre analyse pour savoir si un tel confinement est efficace. »

« L'Agence norvégienne de statistique s'est aussi penchée sur le calcul des dommages causés par le confinement, et principalement par la fermeture des écoles et des crèches. Les statisticiens en viennent à la conclusion que chaque semaine de fermeture scolaire fait diminuer un peu plus les potentiels revenus futurs des enfants.[…] » covidinfos.net 1 juin 2020

Sources :

– BusinessAM.be : « Norvège: Le confinement n'était pas nécessaire pour gérer le covid-19 »

– Interview originale (norvégien) : Vi kunne kanskje klart å få kontroll over smitten uten å stenge ned så kraftig

Les tyrans formulent un voeu. Le totalitarisme est fait pour durer, sinon à quoi bon.

La fin de l'épidémie de coronavirus risque de prendre plus de temps que vous ne l'espérez - Le HuffPost1 juin 2020

Si l'épidémie de Covid-19 semble contrôlée en France et en Europe, difficile de dire quand le coronavirus Sars-Cov2 sera entièrement derrière nous.

Mais jusqu'à quand devra-t-on rester vigilant ? À quel moment pourrons-nous dire, enfin, que cette parenthèse est définitivement derrière nous? S'il est impossible de prédire l'avenir, on peut tout de même évoquer les différentes hypothèses plus ou moins probables, au vu du fonctionnement du coronavirus Sars-Cov2 et des précédentes pandémies mondiales. Et la réponse a peu de chance d'être "très bientôt". Le HuffPost1 juin 2020

Commentaires d'internautes.

1- George Orwell écrit dans 1984 : «Pour que les grands gardent perpétuellement leurs places, la condition mentale dominante doit être la folie dirigée.» (P.307)

2- Faut absolument laisser les peuples dans une forme de peur !

C'est le seul outil qui reste à nos puissants, sinon les peuples commenceraient à se réveiller, et surtout à demander des comptes.

Mais ce système pourra durer encore combien de temps encore ?

DEUXIEME PARTIE.

Même pas eu peur !

Non, ce n'est pas la peur qui serait la cause du comportement servile des travailleurs et des militants envers les mesures que Macron leur impose, mais leur ignorance, la peur en est la conséquence.

La véritable catastrophe est ailleurs.

Un grand nombre de gens ont été amenés une fois de plus à confondre cause et effet, ce qui a des conséquences fâcheuses pour

ne pas dire catastrophiques. Comment une telle confusion peut-elle être possible dans la tête de militants qui sont censés recourir à la méthode (logique) du matérialisme dialectique pour analyser la situation ? Parce qu'en réalité ils ne maîtrisent pas du tout cette méthode, du coup leur interprétation de la situation sera erronée. Et quand leurs dirigeants leur présentent une telle interprétation, ils s'empressent de la prendre pour argent comptant, c'est aussi simple que cela. Je mets au défit quiconque de prouver le contraire.

Et ils la colporteront avec d'autant plus de zèle, qu'ils ignorent pourquoi elle est fausse, contrairement à leurs dirigeants qui pouvaient apparaître calmes, du fait qu'ils en connaissaient parfaitement les raisons, puisque c'étaient eux qui les avaient inventées, quand ils n'avaient pas eu simplement à adopter celles proposées par Macron et son gouvernement par exemple.

Quand on est un militant ouvrier et qu'on ne comprend pas cela, c'est qu'on est proprement un idiot. Quand on a milité une grande partie de sa vie et qu'on en est encore à ce stade d'ignorance, c'est qu'on n'a tiré aucun enseignement des expériences qu'on a vécues, et par conséquent on n'a aucune légitimité pour s'exprimer au nom des travailleurs ou de ce qu'on ne connaît pas.

Le premier principe qu'un militant devrait adopter, c'est la modestie, or c'est tout l'inverse que leurs dirigeants leur enseignent. Finalement ces militants se comporteront de la même manière détestable que la plupart des travailleurs sur les réseaux dits sociaux en étalant leur ignorance, pour le plus grand bonheur de nos ennemis qui n'en demandaient mieux. Une armée de petites voix va ainsi alimenter la psychose collective ou devenir gratuitement les agents zélés de leur propre instrumentalisation au détriment de leurs propres intérêts, plus stupide tu meurs, les oligarques sont comblés, n'en jetez plus la cour est pleine !

Quand vous êtes en possession de tous vos moyens, vous n'avez aucune raison d'avoir peur de quelque chose, même de ce qui pourrait vous être fatal. Pourquoi ? Parce que vous savez que vous vous en tirerez, et que si vous ne deviez pas vous en sortir, ce serait uniquement parce que c'était impossible ou c'était votre destin et il fallait l'assumer, tout simplement. Mais la peur est naturelle chez l'animal, oui chez l'animal, pas chez un homme conscient. A-t-on véritablement réfléchi à ce qui les distingue, apparemment rien n'est moins sûr.

Quand on n'assume pas ce qui nous arrive, ce n'est pas parce qu'on en ignore les raisons ou plutôt, c'est très souvent parce qu'on ignore qu'on en est la cause, par conséquent on cherchera ailleurs une raison, et comme évidemment on ne la trouvera pas, on sera pris de panique, voilà où mènent ce genre de confusions, à adopter des comportements illogiques ou contraire à nos intérêts, parce qu'on est incapable de les identifier comme tels.

Allons plus loin. Quand on ne s'est pas préparé à affronter ce genre de situations difficiles, on en n'acquiert pas spontanément la compréhension, c'est généralement rendu impossible du fait qu'on ne va pas se départir de notre ignorance en claquant des doigts. Car vaincre notre ignorance ne correspond pas à un acte de volonté, cela ne peut se produire qu'au fur et à mesure ou au terme d'un long et profond processus de réflexion ou d'étude, cela ne s'improvise pas, sauf à s'en remettre aux miracles, désolé. Et comme la société se transforme sans cesse, ce processus de réflexion ou d'étude doit se poursuivre tout au long de la vie...
A suivre.

Un nouvel ordre mondial ne serait pas en train de se mettre en place, ah bon ?

- Les trusts pharmaceutiques possèdent l'OMS...
- Les oligarques monopolisent les principaux médias dans le monde...
- Les multinationales ou les entreprises transnationales sont plus riches et puissantes que les Etats...
- Les oligarques les plus puissants détiennent les planches à billets et contrôlent la masse monétaire en circulation...

Etc. etc. etc.

Lu dans différents articles.

1- Aujourd'hui, en France, il est interdit de plaisanter, de rire, de faire de l'humour, de pratiquer l'auto dérision traditionnelle ou même la satyre.

Dans les « élites » politiques, il n'y a plus personne aujourd'hui en France qui pourrait prononcer cette parole attribuée traditionnellement à Voltaire : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai pour que vous puissiez le dire librement. » Cette liberté est devenue impensable en France ! Comment en est-on arrivé là ?

Les marchands, les financiers, les spéculateurs se sont emparés du pouvoir en écrivant les lois à la place du peuple. Ils ont donc rédigés les lois en vertu de leurs intérêts marchands, contre ceux du peuple dépossédé de sa souveraineté constitutionnelle.

Depuis la crise du Covid-19, et le massacre du « confinement radicalisé policier », le désastre économique et le chômage de masse sont là. Les règles ont été perverties, la vie a été ouvertement interdite et seule la survie dans la terreur est restée une solution autorisée tout en étant inacceptable.

2- Le totalitarisme sanitariste mondialisé

Peut-être tout n'est-il pas perdu. Dans l'océan de mensonges, de faux semblants et de confusion qui nous entoure, il reste quelques îlots de vérité et de sincérité, quelques vrais penseurs, qui, en mettant des mots sur ce que nous ressentons confusément, nous empêchent de tomber dans la folie ou le désespoir.

Dans un article au titre provocateur : Crise sanitaire : « Pour les dictateurs en herbe, il n'est plus très difficile d'abattre toutes les libertés » paru le 22 mai dans Marianne, le philosophe Robert Redeker explique que, pendant l'épidémie : « les hommes firent l'objet de la simulation d'une nouvelle forme d'Etat totalitaire. » Les peuples ont été gérés comme des troupeaux d'animaux. Tout était interdit, même de critiquer le pouvoir, puisque la police faisait enlever les banderoles contre Macron « comme si, au lieu de protéger les Français, les forces de l'ordre étaient en guerre contre eux ». Pour lui : « La célèbre affirmation de Joseph de Maistre selon laquelle » toutes les maladies sont des châtiments » hante l'esprit des gouvernants modernes … A la maladie, il faut un coupable ; le coupable c'est le peuple !

Parole d'internaute

1- La classe dominante n'est pas encore en faillite puisqu'elle a réussie à confiner 4 à 5 milliards d'êtres humains sans provoquer de révolte, qu'elle réussie à promouvoir les technologies de surveillance des masses avec très peu d'opposition et qu'elle a le monopole de la création monétaire qui lui permet de faire de l'argent avec de l'argent pour masquer l'effondrement de l'économie réelle.

2- Les « Crises » qui a mené aux côtés du gouvernement la campagne contre la liberté de se soigner donne une leçon de déontologie. On rêve.

LVOG - Il s'agit du blog Les-Crises.fr qui à l'occasion de cet épisode a volé au secours de Macron et révéler au grand jour sa vocation réactionnaire, pour ceux qui l'ignoraient encore. La plupart des médias dits indépendants ou alternatifs l'ont imité, à l'exception notamment du Réseau Voltaire et du Centre de recherche sur la mondialisation canadien (mondialisation.ca).

Comment avons-nous pu en arriver là ?

On se retrouve sous un régime mondial ouvertement de type fasciste auquel tous les Etats n'ont pas été préparé de la même manière. Certains sceptiques se demandaient à quoi pourraient ressembler le nouvel ordre mondial annoncé par G.W. Bush et d'autres chefs d'Etat, ils ont la réponse.

En France quelle est la situation politique ?

Traditionnellement lors des grandes luttes politique en France, c'était les classes moyennes qui lançaient la bataille, généralement quand la classe ouvrière commençait à s'agiter. Elles disposaient du PS pour mener ce combat ou c'est lui qui les canalisait. Une fois monté en première ligne ou manifestant l'intention d'en découdre, il pouvait compter dans le mouvement ouvrier sur les syndicats qu'il contrôlait ou dans lesquels il avait des positions importantes, FO, la CFDT, CFTC, FEN, UNEF, ainsi que sur les trotskystes lambertistes (Successivement OCI-PCI-MPPT-PT-POI-POID) sur lesquels il pouvait compter pour l'agitation.

En 2020, les classes moyennes ne disposent plus d'aucun parti pour les représenter hormis des partis de droite. En 1981, le PS leur a retiré le tapis, il faut donc repartir de cette époque pour comprendre comment et pourquoi nous en sommes arrivés à la situation actuelle inextricable ou sans issue politique pour la classe ouvrière.

En appelant à voter pour le candidat du PS en mai 1981, Mitterrand, les trotskystes lambertistes se suicidèrent ou ils entamèrent la longue marche qui devait conduire à leur totale décomposition et à leur dislocation, à connaître le même sort que le PS. Une fois au pouvoir, le PS s'empressa de balancer par dessus bord toute référence au socialisme en manifestant publiquement son attachement à "l'économie de marché", au capitalisme, histoire que tout le monde comprenne bien quelle était sa nature sociale et son intention de gouverner au profit des capitalistes contre la classe ouvrière quoi qu'il advienne.

Les trotskystes lambertistes n'en tinrent pas compte le moins du monde, à croire qu'être les cocus ou les dindons de cette mauvaise farce ne les indisposait pas plus que cela ou les arrangeait, allez savoir, continuant d'offrir leur service au PS comme si de rien n'était. Après tout leur analyse et leur pronostic s'étaient avérés erronés, pas leur stratégie puisqu'ils s'étaient donnés pour seul objectif de porter le PS au pouvoir, ensuite advienne que pourra, ils s'en lavaient déjà les mains ou après nous le déluge, peu importe. La plupart de leurs militants l'ignoraient évidemment, ils croyaient naïvement que la situation déboucherait sur une révolution, à peine quelques années plus tard leur principal dirigeant Pierre Lambert se lâchera en déclarant au fils de Pierre Broué qu'il n'y avait jamais cru, admirez le cynisme sans fond.

Le PS allait par la suite assumer son virage social-libéral à droite toute laissant les classes moyennes dans l'expectative ou en proie

à un désarroi croissant, sentant bien que le vent était en train de tourner et qu'il ne leur était pas favorable. C'est ainsi que le candidat du PS (Jospin) sera éliminé dès le premier tour de la présidentielle le 21 avril 2002, le PS ayant déjà entamé sa descente aux enfers ou son autoliquidation.

Au sein des syndicats ou le PS était présent, les permanent trotskystes lambertistes continueront de vaquer à leurs petite occupations de bureaucrates zélés, toujours comme si n'était en train de se passer, imperturbable. Sarkozy étant pressenti pour briser le RPR, il allait être propulsé président par l'oligarchie qui déjà détenait le pouvoir de désigner le prochain président de la République en France.

Restait à achever le PS, tâche qui reviendrait à Hollande. Pendant la dernière année du mandat de Sarkozy et plus particulièrement au cours des derniers mois, les médias déjà possédés par les mêmes oligarques qui l'avaient fait élire, allaient se déchaîner pour empêcher sa réélection, qu'il loupera de peu puisqu'il ne lui manquera qu'un million de voix environ, car entre temps l'oligarchie avait jeté son dévolu sur Hollande qui devait porter le coup de grâce au PS.

Ainsi les deux principaux partis qui incarnaient encore les deux classes indépendantes (la classe ouvrière et celle des capitalistes) et la lutte des classes allaient disparaître ou tout du moins allaient être ravalés au second plan politique, de manière à céder la place au parti que l'oligarchie allait créer de toutes pièces (LREM), en lui donnant comme dirigeant un de ses sujets élevé dans son sérail, Emmanuel Macron. C'est Hollande qui sera chargé de le propulser dans l'arène politique.

Entre temps, en prenant Valls comme Premier ministre et en s'attaquant à tous les acquis sociaux de la classe ouvrière sans épargner les classe moyennes au passage, il précipitera la dislocation du PS, donc mission accomplie sur tous les tableaux, vous avez le droit d'applaudir, non pas vous, les oligarques voyons.

Macron va donc parvenir au pouvoir alors que le terrain a été déblayé par Sarkozy et Hollande, tandis que le mouvement ouvrier et son avant-garde avaient été entraînés dans la chute finale du PS et du PCF déjà moribond. Certains dirigeants et élus du PS allaient demeurer au bercail, tandis que d'autres allaient rejoindre LREM ou Générations, très peu LFI et pour peu de temps.

C'est ainsi que les classes moyennes allaient se retrouver sans parti politique pour les représenter, hormis des partis de droite ou des partis dits de gauche qui les avaient vendues à l'oligarchie, autrement dit, elles ne disposaient plus d'aucun parti pour mener le combat politique pour faire valoir leurs besoins ou leurs droits, elles n'étaient plus en mesure de se mobiliser et d'entraîner la classe ouvrière dans son sillage, et la classe ouvrière se retrouvait dans la même situation, sans direction, livrée à elle-même face à un régime qui se destinait de passer au rouleau compresseur les acquis qu'il lui restait.

Si aucune nouvelle direction de la classe ouvrière et des classes moyennes ne s'était constituée au cours des 40 années qui venaient de s'écouler, c'était principalement parce que tous les courants politiques du mouvement ouvrier étaient organiquement liés au PS ou au PCF, on disait alors que les courants trotskystes en étaient les flancs gauches, la caution de gauche pour tromper la classe ouvrière et les classes moyennes, qui ne se doutaient pas du dénouement dramatique qui les attendait.

Aucun courant trotskyste n'est parvenu à tisser des liens profonds avec la classe ouvrière ou les classes moyennes, à aucun moment ils ne furent réellement indépendants de leurs parrains du PS ou du PCF, donc du régime. Or, leurs dirigeants prétendirent dur comme fer que leur stratégie (du front unique PS-PCF) était correcte, parce qu'elle permettait de ne pas se couper des masses, or les faits devaient démontrer exactement le contraire mieux que de longs discours jusqu'à ce lundi 1er juin 2020.

Aujourd'hui, les classes moyennes ou ses éléments les plus progressistes ne se reconnaissent dans aucun parti issu du trotskysme, POID, POI, NPA, LO, ni même dans LFI ou à la marge, le temps d'une élection, d'un mirage. Du coup l'oligarchie et son parti se retrouvent seuls aux commandes sans ennemi organisé en face, alors ils foncent, ils osent tout, ils démolissent tout ce qu'ils peuvent, répriment férocement les manifestants, votent mesures antisociales et lois liberticides à la chaîne, sans que le mouvement ouvrier, la classe ouvrière ou les classes moyennes n'offrent la moindre résistance ou presque, et pour ajouter une touche de surréalisme, toujours comme si de rien n'était, tous les courants qui se réclament du trotskysme continuent de tenir les mêmes discours, pire encore, ils se raccrochent aux cadavres puant du PS et du PCF, c'est hallucinant !

Quand on se déroule tout le film, tout s'explique, tout s'imbrique parfaitement, et on se dit que forcément dans ces conditions là, il fallait s'attendre au pire, nous y sommes. On a l'impression que pendant que les membres de chaque classe jouaient les personnages d'un scénario qui leur avait été imposé, au montage des petits malins allaient couper ou censurer certaines scènes, modifier les dialogues, de sorte que les acteurs ne se reconnaîtraient plus dans cette histoire.

Un jour, quand je militais à l'OCI, j'ai été extrêmement choqué de m'entendre dire par un de mes meilleurs amis et sa compagne, qui était aussi une de mes meilleurs copines de longue date, que j'avais tellement changé qu'ils ne voulaient plus me voir, que j'étais devenu impossible, en me foutant pratiquement dehors de chez eux, et effectivement je ne les reverrai jamais plus. Pourquoi ? Parce que je ne parlais plus que de politique et cela les emmerdait au plus haut point. J'étais tellement coupé de la réalité que les autres travailleurs vivaient, que j'étais totalement incapable de m'en apercevoir, c'était pour moi inconcevable. C'était pour montrer à quel point on peut se tromper d'histoire quand elle est bien emballée, d'une manière flatteuse et

subtile, sournoise ou trompeuse.

Le PS devait être le bourreau des classes moyennes et par voie de conséquence de la classe ouvrière, telle était en dernière analyse sa raison d'être ou sa mission. On peut l'observer plus facilement aux Etats-Unis avec le Parti démocrate. Alors s'en remettre au PS pour lui faire jouer un rôle incompatible avec sa nature réactionnaire, non cela n'allait pas permettre de forcer le destin, c'était tout au plus une illusion ou une croyance digne de l'obscurantisme développé par les francs-maçons que les trotskystes lambertistes adoptèrent très tôt à défaut d'être capables de développer une stratégie indépendante fidèle au socialisme, c'était tout bonnement suicidaire et cela devait forcément mal tourner et se terminer par un KO généralisé, nous y sommes puisqu'il n'existe plus aucune force organisée pour affronter le régime et servir de pôle de regroupement à la classe ouvrière pour mener sa lutte de classe.

Marx et Engels le pressentir très tôt, en observant dans quelle direction s'orientaient le capitalisme et les rapports entre les classes, qui allaient favoriser l'essor de l'opportunisme au sein des classes moyennes et du mouvement ouvrier, et c'est à la fois pour s'en démarquer et parce qu'il incarnait mieux l'issue de la lutte de classe du prolétariat qu'ils allaient se définir communistes plutôt que socialistes ou social-démocrates.

Au moment de la dissolution de la Ier Internationale, Engels affirmera que les partis ouvriers qui constitueront la prochaine Internationale seront communistes, la social-démocratie ayant fait son temps... Or, les partis qui allaient former la IIe Internationale allaient enfreindre cette recommandation qui incarnait au plus haut point les enseignements de la lutte de classe du prolétariat, ils allaient se nommer social-démocrates ou socialistes avec toutes les conséquences dramatiques que cela allait avoir sans discontinuité par la suite jusqu'à nos jours, à l'exception d'une poignée de militants en Russie qui allaient assurer la continuité de l'oeuvre entamée par Marx et Engels, dont Lénine et Trotsky qui allaient s'écarter, puis rompre avec la social-démocratie dégénérée ou corrompue et la IIe Internationale.

C'est ainsi qu'on s'aperçoit que le ver qui allait pourrir toutes les sections de la IIe Internationale était dans le fruit dès le départ, et qu'il serait impossible de l'extraire, parce qu'à partir de ce moment-là, ce ver allait imprimer sa nature de sorte qu'ils seraient à jamais indissociables, condamnant tous ces partis à jouer le rôle d'agent du capital au sein de la classe ouvrière et des classes moyennes.

Maintenant il faudrait être borné pour ne pas concevoir que les rapports de l'avant-garde du mouvement ouvrier avec les sections de la IIe Internationale devraient forcément évoluer ; Il était impensable qu'ils demeurent identiques des décennies ou un demi-siècle plus tard à ceux qui prévalaient lors des premiers congrès de la IIIe Internationale ou Internationale communiste fondée à l'initiative de Lénine, or c'est justement ce que les dirigeants trotskystes imposèrent à leurs militants et à l'ensemble des travailleurs.

Comment allaient-ils s'y prendre pour nous vendre leur camelote avariée ou empoisonnée ? En se servant de la lutte contre le stalinisme comme caution qu'ils allaient maquiller à l'aide de discours ou de formules radicales aux relents révolutionnaires ou marxistes, qui justement correspondaient à ce que voulaient entendre les éléments les plus évolués ou combatifs des travailleurs, qui seraient ainsi trompés sur la signification du combat politique qu'ils menaient.

Mais une fois le PS parvenu au pouvoir et l'URSS disparut qu'allait-il se passer, ce qui devait fatalement arriver. Le PS apparaissant ou gouvernant de plus en plus ouvertement comme un parti de droite ou de la réaction, leur orientation politique allait pencher dans la même direction, saisissant toutes les occasions qui allaient se présenter pour le ménager quand ils n'allaient pas en être à l'initiative, recourant au double discours, allant jusqu'à présenter à l'élection présidentielle un candidat issu du PS déclarant publiquement son opposition à la révolution socialiste, Schivardi, un exemple parmi des centaines d'autres entre le milieu des années 80 à nos jours.

A aucun moment ils ne feront la critique de leur théorie foireuse de l'imminence de la révolution ou de leurs erreurs, bien au contraire. Donc partant de ce constat, ils devaient s'enfoncer dans l'opportunisme au point de pousser l'infamie jusqu'à soutenir en 2020 la machination au coronavirus imaginée par l'oligarchie, le confinement policier et le port du masque ou la distanciation sociale qui sont les marques de fabrique d'un régime totalitaire ou fascisant.

Depuis la mort de Trotsky le 20 août 1940 ou la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils ne cessèrent de marcher dans les pas de la social-démocratie, c'est le fil ou la trame qui permet de comprendre la faillite de ce courant politique. Le NPA et LO préfèreront la compagnie des staliniens sans ménager à l'occasion leur soutien au PS. Tous appelleront à battre Sarkozy en 2012 sans appeler ouvertement à voter Hollande, mais cela revenait au même, puisqu'en réalité l'alternative politique qui était proposé aux travailleurs consistait déjà à choisir entre la peste et le choléra, la formule qu'ils adopteront en 2017, alors que c'était Hollande qui avait propulsé Macron sur le devant de la scène politique, comme quoi ils ne sont jamais à une contradiction près, ce dont ils se foutent éperdument sachant que les militants qui leur restent fidèles sont complètement sclérosés ou déjà fossilisés.

Espérer encore quelque chose de ces courants issus du trotskysme, c'est comme manifester envers le PS et accessoirement le PCF les mêmes illusions qu'autrefois, c'est croire aux miracles, laïques s'ils vous plaît ! Inutile de vous dire que toute discussion est rendue impossible avec les militants qui n'en ont pas encore pris conscience.

Ces gens-là vivent dans une bulle, un système qui n'existe que dans leur tête, ce sont à leur manière des fanatiques dans le mauvais sens du terme, des schizophrènes dans la mesure où ils sont complètement coupés de la réalité que vivent les travailleurs au quotidien, non pas qu'ils l'ignoreraient, mais ils refusent de tenir compte de toutes les conséquences qui en découlent sur leur mode de pensée et de vie, leurs idées et leur comportement si vous préférez, ce qui revient à les abandonner à leur triste sort.

Ils ne peuvent concevoir la lutte de classe qu'à travers le prisme étriqué et déformé des appareils pourris du mouvement ouvrier, laissant le soin aux représentants de l'oligarchie de mener leur guerre idéologique et psychologique contre les travailleurs comme ils l'entendent, en aucun cas ils ne veulent s'y mêler ; Vous qui en avez en ce moment les conséquences sous les yeux, devriez enrager contre cette conception suicidaire de la lutte de classe.

A aucun moment il ne leur viendra à l'esprit que l'immense majorité des travailleurs ne participent pas à la lutte des classes ou n'y a jamais participé dans le passé, et que les travailleurs auxquels ils s'adressent sont en réalité ceux qui sont les plus aptes à s'accommoder du régime en place, ou sur lequel effectivement repose sa stabilité, puisqu'ils n'ont aucune raison de l'affronter ou n'y tiennent pas vraiment.

La classe ouvrière tend à se détourner de la politique ou sombre dans le désespoir, le mouvement ouvrier organisé tend de plus en plus vers le corporatisme, et les classes moyennes livrées à elles-mêmes se retrouvent également privées de direction pour affronter Macron et le régime, l'ensemble constitue le terrain fertile où peut s'épanouir tranquillement la réaction sur toute la ligne

Ce constat, on a déjà eu l'occasion de l'exposer à de nombreuses reprises dans des causeries, et bien que malheureusement la réalité n'ait fait que le confirmer, aucun militant, cadre ou dirigeant n'a cru bon de se manifester, dont acte.

Que personne partant de là ne vienne se plaindre de ce qui lui arrive, car je veux bien admettre que ma démarche puisse être critiquable à bien des égards, et je suis le premier à en avoir conscience, mais cela ne justifie pas cet assourdissant silence qui m'entoure ou la discrimination dont je fais l'objet, sauf à confondre la forme et le contenu, mes principes et mes intentions ou mes objectifs politiques n'ayant jamais changé.

Il est vrai que je n'ai jamais flatté aucun lecteur ou militant, je n'ai jamais non plus cherché à les retenir, en cela j'ai toujours été sincère et honnête. Je suis resté fidèle à mes principes et à notre idéal, à la morale que j'ai adoptée, y compris pendant les deux décennies pendant lesquelles je n'ai pas milité. Bien que j'ai eu un parcours anachronique dans la vie, je suis resté fidèle à tout ce que j'avais aimé un jour, dès lors que ce n'était pas désuet ou superficiel ou que c'était motivé au point de correspondre à des valeurs universelles qui permettaient de faire progresser la civilisation humaine.

A quoi bon exposer tout cela, c'est la remarque qu'Engels s'était fait un jour également, aussi surprenant que cela puisse paraître de sa part. Si maintenant on préfère nous juger sur nos défauts ou sur ce qui nous fait défaut ou je ne sais quoi encore, qu'y puis-je, rien.

On abordera une autre fois l'orientation de la situation mondiale. Pour alimenter la réflexion, disons qu'il existe plusieurs facteurs clés qui la déterminent, parmi eux : l'état de crise du capitalisme devenue permanente ; les 7,5 milliards d'hommes et de femmes, d'exploités qui frappent à la porte et s'impatientent, qui exigent que leurs besoins soient satisfaits ; la concentration toujours plus grande des richesses et du pouvoir entre quelques mains ; le pouvoir quasi illimité ou dictatorial accordé aux oligarques les plus puissants capables de dicter leurs lois aux Etats, on dit aussi l'Etat profond ; le recours à la planche à billets pour empêcher l'effondrement du capitalisme, laissé à la discrétion de l'oligarchie financière n'ayant de compte à rendre à personne ; la dette colossale mondiale qui hypothèque tout progrès social pour les générations à venir, qui étouffe littéralement la civilisation humaine ; l'absence de partis ouvriers et d'une Internationale proposant une alternative au capitalisme, la corruption généralisée de tous les partis et syndicats du mouvement ouvrier ; l'absence d'une force politique organisée dans laquelle le prolétariat et les éléments progressistes des classes moyennes pourraient se reconnaître ; le conditionnement de la conscience de la population par les médias détenus par l'oligarchie, et la censure qu'ils exercent sur toutes les voix déviantes de la parole du régime ; l'ignorance des masses du rôle et de l'influence nocives des différents acteurs ou instruments qui interviennent sur la scène politique pour les tromper ou les empêcher de prendre conscience de l'ensemble de ce processus destiné à les maintenir en esclavage ou à instaurer un régime mondial totalitaire...

Quand ils font comme si de rien n'était, qu'est-ce qu'on est en droit d'en attendre d'après vous ? Le pire, uniquement le pire.

Depuis que les accords de performance collective (APC) ont été créés par les ordonnances Travail de 2017, plus de 350 ont été signés. Ce dispositif dont la durée d'application ne peut excéder cinq ans permet à toute entreprise de remettre en cause les dispositions inscrites dans un contrat de travail lorsque la conjoncture se dégrade. Il peut se traduire par des baisses de rémunération mais aussi par un réaménagement du temps de travail (suppression de RTT, amplitude horaire plus importante, heures supplémentaires avec une majoration moins attractive…) ou encore une modification de l'organisation du travail (changement de poste, de site…).

C'est ce qu'on pouvait lire dans le portail de La tribune des travailleurs le 31 mai 2020. Au moins ils ne pourront pas dire qu'ils

ne savaient pas.

Question : Est-ce la vocation des syndicats représentant les travailleurs de négocier des baisses de rémunération, des mesures qui se traduisent par la dégradation des conditions de travail, la surexploitation, la flexibilité ? Les syndicats organisent avec le patronat la flexisécurité, le bradage de nos acquis, ils plongent de plein pied dans le corporatisme, au détriment du combat pour l'émancipation du capital.

Dans ces conditions, tout devient possible pour la réaction, jusqu'à l'emprisonnement de l'ensemble de la population.

Comme je le rappelle souvent, une fois que le petit doigt est pris dans l'engrenage du reniement ou de la collaboration de classes, tout le reste va y passer un jour ou l'autre, et c'est effectivement ce à quoi nous assistons chaque fois, c'est aussi infaillible qu'une loi de la dialectique.

Cela fait partie des leçons qu'on aurait dû tirer de la lutte de classe des 7 dernières décennies, mais on n'en a pas été capables. (au pluriel parce que "on" est pluriel, il remplace "nous", inclusif ou non, selon qu'on en fait partie ou non, même si le verbe ou l'auxiliaire est au singulier, c'est une singularité de la langue française, les deux versions sont acceptées, avec ou sans "s". J'ai peut-être l'air con, mais j'ai quand même un peu étudié la linguistique. Avec "en", c'est pareil, on accorde s'il est complément d'objet direct, et s'il est autre chose, on n'accorde pas. Il y a "tout aussi, adverbe invariable, oui mais toutes les combinaisons sont possibles, MS, MP, FS, FP !) Les ânes ne sont pas toujours ceux qu'on croyait.

Qu'est-on en droit d'attendre de syndicats qui ont signé de tels accords avec les capitalistes ? Des miracles nous dit-on le plus sérieusement du monde. Il n'y a que lors de révolution qu'il s'en produit parmi les masses, parce qu'on n'avait pas saisi par quels différents stades était passé la maturation de leur conscience politique.

Etats-Unis. Info ou intox, instrumentalisation et démagogie ou défoulement spontané suite au confinement ?

LVOG - Dites-moi qui soutient une opération, et je vous dirai qui en est à l'origine et qui en profitera.

Il n'aura échappé à aucun lecteur ou militant attentif que dans aucun pays il n'y a eu de telles manifestations contre le confinement et le traçage policier, le port du masque de l'humiliation, la distanciation antisociale.

Attention, tous les populistes sont sur le pied de guerre pour mieux nous tromper une fois de plus et se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas. Et puis, qui n'est pas antiraciste, franchement, même quand on l'est, on préfère se taire.

C'est le système de l'exploitation de l'homme par l'homme, donc le capitalisme qui est à l'origine de l'esclavage et du racisme. Parmi tous ceux qui dénoncent le racisme, combien sont-ils à prendre position ou à combattre pour l'éradication du capitalisme de la surface de la planète ? Le racisme existera aussi longtemps que le capitalisme existera, le reste est du baratin. Et il en va de même pour la xénophobie, l'homophobie, la misogynie, etc.

Illustration.

- Mort de George Floyd: marche de soutien au mouvement Black Lives Matter à Dublin - RFI 3 juin 2020

LVOG - Black Lives Matter financé par Soros notamment...

- Biden accuse Trump d'avoir transformé l'Amérique en "champ de bataille" - AFP 3 juin 2020

LVOG - Pourquoi ne pas l'accuser carrément d'avoir tué ce malheureux George Floyd !

- Émeutes aux Etats-Unis : "Donald Trump attise les frustrations" à cinq mois de la présidentielle - euronews.com 2 juin 2020

LVOG - Il le ferait exprès pour perdre cette élection, c'est évident !

- Le racisme étouffe l'Amérique - Slate.fr 2 juin 2020

Depuis le meurtre de George Floyd, les États-Unis ont pris feu. Récit, jour après jour, d'un incendie qui ne s'éteindra pas jusqu'à ce que le pays apprenne à se regarder en face. Slate.fr 2 juin 2020

LVOG - Foi des porte-parole de l'Etat profond : Entendez par là, on fera tout pour que cet "incendie" dure jusqu'au mois de novembre afin que Biden notre candidat soit élu.

- L'UE se dit consternée après la mort de George Floyd - Reuters 3 juin 2020

"Comme le peuple américain, nous sommes choqués et consternés par la mort de George Floyd (.) Toutes les sociétés doivent rester vigilantes face au recours excessif à la force", a déclaré Josep Borrell, s'adressant à la presse. Reuters 3 juin 2020

LVOG - L'UE qui a soutenu toutes les guerres impérialistes, tous les coups d'Etat fomentés par l'Otan, le confinement policier des peuples de l'UE, qui a supervisé la destruction des systèmes de santé en Europe et ailleurs...

En France

Mort d'Adama Traoré : plusieurs dizaines de milliers de personnes rassemblées en France contre les violences policières - francetvinfo.fr 3 juin 2020

Une foule impressionnante est venue faire entendre sa voix contre les violences policières, mardi 2 juin au soir, à l'appel du comité de soutien à la famille d'Adama Traoré, jeune homme noir de 24 ans mort en 2016 après son interpellation. Le collectif Vérité pour Adama organisait un rassemblement sur le parvis du tribunal judiciaire de Paris (17e arrondissement). Des manifestations ont également eu lieu à Lille (Nord), Marseille (Bouches-du-Rhône) et Lyon (Rhône).

La mort de George Floyd, un homme noir de 46 ans asphyxié par un policier blanc aux Etats-Unis, qui a déclenché aux Etats-Unis des manifestations massives depuis une semaine contre les brutalités policières, était également au cœur de l'indignation des manifestants, âgés d'une vingtaine d'années en moyenne, selon les journalistes présents sur place.

Ces manifestations ont eu lieu au moment où était rendue publique une nouvelle expertise réalisée à la demande de la famille d'Adama Traoré, mettant en cause les gendarmes dans la mort du jeune homme. francetvinfo.fr 3 juin 2020

- Seine-Saint-Denis : l'avocat de Gabriel, l'adolescent de 14 ans gravement blessé lors de son interpellation à Bondy - Franceinfo 2 juin 2020

L'adolescent doit être opéré dans l'après-midi à l'hôpital Necker de Paris car il présente plusieurs fractures du plancher de l'orbite. Il dit avoir reçu des coups au visage et au crâne par deux policiers. Franceinfo 2 juin 2020

Haut de page

Le 6 juin 2020

CAUSERIE ET INFOS

On se détend un peu avant de rejoindre le champ de bataille.

Je vais bientôt recevoir le versement de ma retraite complémentaire dû depuis le 1er avril. Humanis avait bloqué mon dossier parce que la CNAV ne leur avait pas transmis mon Certificat de vie.

Il y a des moments dans la vie, où on ressent davantage le besoin de s'exprimer (et d'agir), parce qu'on ne se reconnaît pas dans ce qui est en train de se passer. Une partie de ce passage a été rédigée hier.

On a encore un bon 40°C à l'ombre, et dire qu'il faut que j'aille faire des courses, quelle corvée ! J'ai découvert une boutique à 5 km de chez moi, qui propose presque tous les produits que j'allais acheter au supermarché de Pondichéry à 15 km, donc je vais économiser de l'essence et du temps, et mes nerfs, car en ville la circulation est épouvantable et très dangereuse entre autres. Pour un peu en m'organisant bien, je n'y foutrai presque plus les pieds, j'ai horreur de la ville et cela ne s'arrange pas en vieillissant !

Je connais des gens qui ont choisi d'aller vivre en ville, alors qu'ils vivaient ou pouvaient vivre en dehors. C'est à cela qu'on reconnaît ceux qui font preuve de perspicacité et ceux qui en manquent singulièrement, ceux qui prêtent davantage d'attention aux apparences quitte à le regretter amèrement un jour, et ceux pour qui la qualité de la vie prime sur le reste. A chacun son truc.

J'ai la chance d'avoir eu le choix, donc j'aurais été con de ne pas en profiter. Comme quoi il arrive dans la vie d'avoir des choix à faire, plus souvent qu'on ne le croit en y réfléchissant bien, mais vaut mieux ne pas trop y penser, de crainte de s'apercevoir qu'on

a souvent fait le mauvais choix, on se doit d'avoir une haute estime de soi-même, n'est-ce pas, quelle horreur ou quelle connerie !

C'est comme la société, quand on se penche dessus ou sur son fonctionnement, on en arrive rapidement à la conclusion qu'elle est débile pratiquement du début jusqu'à la fin ou dans tous les domaines. Le plus consternant, c'est encore de ne pas s'en être aperçu beaucoup plus tôt. Vous me direz que ce n'est pas bien grave, puisque la plus part des gens mourront sans même jamais l'avoir soupçonné un instant ou l'avoir oublié aussitôt. Cela me fait une belle jambe entre nous !

Le plus consternant, c'est d'avoir développé une conscience politique ou tout du moins avoir essayé dans la plupart des cas, en étant passé à côté de tout le reste, autrement dit, en ayant conservé un niveau de conscience rudimentaire ou pour ainsi dire inexistante, acquise par mimétisme ou inconsciemment, sans jamais avoir progressé, reproduisant une multitude de comportements stupides au possible. Je trouve cela humiliant, cela devrait nous inciter à faire preuve de davantage de modestie et à éviter de juger les autres, on devrait commencer par soi-même, et là il y a réellement un gros boulot en perspective !

Moi je trouve cela passionnant et très valorisant d'étudier tout ce qui nous passe sous les yeux, de découvrir un tas de choses, c'est merveilleux. Je dirais même que cela contribue à donner un sens à la vie, et puis, quelque part c'est rassurant de savoir qu'on mourra moins con, on n'en souffrira pas parce qu'on aura fait ce que nous avions à faire, quel bonheur ! Quand on devient vieux, c'est un truc qui vous vient spontanément à l'esprit. Au passage, je plains ceux qui me font des procès d'intention, ils souffrent déjà, ça se sent.

Ma compagne Selvi, ça l'effraie quand j'évoque mon grand départ, ma mort. Elle a 17 ans de moins que moi, avant c'était 15 ans, mais depuis elle a rajeuni, en fait elle ne saura jamais quelle âge elle avait, on se marre bien quand même. C'est vraiment une brave femme, la plus courageuse que je n'ai jamais rencontrée, douce, gentille, un délice. J'adore quand elle me joue des tours pour me montrer qu'elle aussi elle a quelque chose dans la tête, ce dont je n'ai jamais douté, même si j'ai des difficultés à découvrir comment elle est faite. Elle aussi je crois, mais pas pour les mêmes raisons ou ça ne se passe pas de la même manière. Ce qui me fait le plus marrer, c'est quand elle prend un air pensive. Je lui demande à quoi elle pense, elle me répond rien, et moi de lui répondre : je m'en doutais, et là on rigole aux éclats. Je comprends pourquoi elle refuse d'admettre que je deviens vieux, avec elle j'ai parfois l'impression de retourner en enfance. Je ne risque pas de régresser, car l'instant d'après c'est reparti dans ma tête avec un des sujets de la prochaine causerie. Cet entracte m'a changé les idées et m'en a donné de nouvelles ou elles sont plus claires, une telle transition en une fraction de seconde a quelque chose de fascinant, cela a sans doute une signification...

On apprend tout des autres, on leur doit tout, mais malheureusement on a un peu trop tendance à l'oublier. L'ingratitude et le manque de modestie vont de pair généralement.

Déjà que les lecteurs avaient développé une susceptibilité à fleur de peau, alors maintenant ils vont encore plus craindre d'être contaminés par l'auteur de ce portail, surtout que je ne porte pas de masque face à l'écran, méfiez-vous, on ne sait jamais !

Franchement je les plains, que dire pour les rassurer, rien, j'avoue mon impuissance, ou si, la contagiosité est pratiquement nulle si j'en juge par leur silence de mes lecteurs, nul comme le monde dans lequel on vit, qu'ils ne changent rien surtout et tout continuera comme avant, on se rassure comme l'on peut, n'est-ce pas ?

Qu'ils ne le prennent pas mal, on est entre nous et on peut tout se dire. Ici voyez-vous, on part de zéro, moi y compris, donc on ne peut pas descendre plus bas, on ne peut que s'élever, c'est rassurant, non ? Maintenant on conçoit que ceux qui s'estiment au sommet n'y aient pas vraiment leur place, il y en a plus que ce que l'on croit, et bien qu'ils aillent voir ailleurs si on y est ! On ne progresse pas en entendant des choses agréables ou qui flattent notre ego, mais le contraire, à condition qu'on nous respecte, cela va de soi entre nous.

On sait tout cela et on y pense, la preuve. On part du principe qu'on partage la même cause, le même idéal, qu'on est animé des mêmes bonnes intentions, tout le reste est secondaire ou devrait l'être, ce qui est rarement le cas malheureusement. C'est la vie qui est faite ainsi et il faut faire avec. Si certains lecteurs ont l'impression qu'on parle dans ces causeries de tout et de rien, dites-vous bien que c'est pour aider ceux qui ne l'ont pas encore compris ; Personne ne doit rester sur le bord du chemin du processus conduisant à la connaissance ou à la prise de conscience du monde dans lequel on vit, sinon le combat pour notre cause n'aurait aucun sens ou alors on combattrait pour une autre cause, inavouable, ce qui n'est pas le cas, le renversement du régime en place, la prise du pouvoir politique, le socialisme, la liberté, sont nos uniques objectifs. Pour les atteindre on a absolument besoin de l'ensemble des masses exploitées et opprimées, sans elles nous ne sommes rien ou rien n'est possible. C'est la raison pour laquelle on les traite parfois aussi durement, et je peux vous affirmer qu'elles nous sont grès de leur parler franchement, plutôt qu'user d'artifices démagogiques méprisants, qui témoignent qu'on ne s'intéressent pas à leur existence, ce que les travailleurs en général sont capables de sentir ou de repérer au premier contact. Avec mes lecteurs j'ai quand même un doute !

En ayant depuis 26 ans des rapports directs et francs avec les travailleurs indiens qui sont à des degrés divers ultra arriérés, j'ai pu observer attentivement leurs réactions et en tirer une multitude d'enseignements, que j'utilise y compris pour m'exprimer dans les causeries. Je pourrais vous en parler plus longuement, mais je n'ai plus le temps.

Une petite histoire indienne pour vous mettre dans l'ambiance.

Savez-vous pourquoi les indo-aryens à peau pâle qui viennent du nord de l'Inde, interdisent-ils au dravidien à peau foncée d'utiliser la piscine de l'ashram de Sri Aurobindo à Pondichéry ? Parce la peau foncée dégagerait une odeur plus forte que la peau pâle et cela les incommode. C'est une histoire véridique qu'on m'avait racontée, quand je travaillais comme prof de français à l'Alliance française. C'est le genre de truc infâme qu'on ne peut pas oublier.

Autant dire que je n'ai jamais eu le moindre rapport avec cette institution à caractère religieux ou ses membres, hormis quelques élèves ignobles, institution qui se dit philanthropique, mais qui en réalité est plus mercantiliste qu'autres choses, exemption de taxes oblige !

Ce passage a été ajouté ce samedi matin.

La causerie de mai est disponible au format pdf, 219 pages.

On a consacré les trois quart des 709 pages des causeries des 3 derniers mois (correspondant à la lecture de plus de 1950 articles.) à l'escroquerie virale, alors qu'on ne peut pas dire que l'épidémiologie aurait été un de nos sujets de prédilection, et je crois que nous nous en sommes relativement bien sortis, contrairement à d'autres qui jour après jour se sont vautrés littéralement dans un populisme consensuel nauséabond. A chacun d'assumer ses analyses et ses positions.

Aucun des acteurs politiques ne pourra dire qu'il ne savait pas de quoi il retournait vraiment, car tous ont eu accès aux mêmes faits ou informations que nous. Par conséquent, chacun s'est déterminé consciemment en fonction des intérêts de classe qu'il représentait.

Nous avons tous pu constater qu'il s'était formé un front ou un consensus alliant tous les partis politiques pour soutenir cette machination au coronavirus, face auquel les travailleurs sont demeurés seuls, abandonnés à leur triste sort, ce qui à n'en pas douter ne sera pas sans conséquences sociales et politiques dans les semaines ou mois à venir, le pire étant encore devant nous évidemment, il faut s'y préparer.

On consacre beaucoup de temps à se justifier et à raconter des tranches de vie, parce qu'on n'est pas différent des autres travailleurs, mais aussi pour les mettre à l'aise avec les idées qui leur sont présentées ici, qui tranchent souvent avec ce qu'ils peuvent entendre ailleurs. On explique d'où elles viennent, et ils peuvent pour ainsi dire les suivre à la trace, à l'arrivée, s'ils ont été suffisamment attentifs ou concentrés, les lecteurs seront en mesure de les reconstituer entièrement. Ils retiendront ce qui leur aura semblé cohérent en discernant leurs faiblesses, lacunes ou erreurs qu'ils combleront ou corrigeront éventuellement, en étant en possession de tous les éléments qui composent la situation, ils pourront mieux la comprendre et agir en fonction des convictions qu'ils se seront forgés librement.

Désolé de ne pas pouvoir leur proposer davantage, et de constater que le partage des idées fonctionnent à sens unique.

Ici on dit ce qu'on pense librement sans se soucier du reste, c'est mon plus gros défaut, sans avoir besoin de demander l'autorisation à quiconque, pas même à notre mauvaise conscience qu'on traîne comme un boulet, où se logent nos arrière-pensées et nos complexes, attitude qui nous condamne à ne jamais progresser par faiblesse ou fatuité, et contribue à faire notre propre malheur et celui des nôtres, dommage.

C'est mon plus gros défaut parce que peu de gens sont disposés à le supporter ou sont capables de le comprendre, d'en faire autant, et le sachant, au lieu de m'abstenir ou de réfréner ce penchant qui vient de mon éducation, j'en rajoute encore et encore me rendant odieux auprès de mon entourage (en France) et des lecteurs avec lesquels je partage un grand nombre d'idées.

J'ai beaucoup de mal à admettre que l'hypocrisie ou le mensonge font partie de la vie de la plupart des gens et qu'il faut faire avec. S'ils se comportent ainsi, c'est qu'ils ne peuvent pas se comporter autrement. Je croyais qu'en les mettant face à leur hypocrisie ou mensonge, cela les ferait réfléchir, mais en réalité pas du tout, ils se braquent et ils croient qu'on les juge, alors que je n'en ai jamais eu l'intention, cette idée me fait horreur au plus haut point.

Comme quoi les relations sont compliquées, quoi qu'on fasse ou quelles que soient les bonnes intentions qui nous animent. C'est un sujet qui mériterait d'être développé. Quand on a dans la vie un comportement sincère et honnête, respectueux des autres jusqu'à la racine des cheveux, quand on abat un tel boulot de dingue, et qu'au bout du compte on ne récolte que mépris ou indifférence, on est en droit d'estimer qu'on est victime d'une terrible injustice, dont l'ensemble de la société paiera d'une manière ou d'une autre les conséquences, et pas seulement moi qui suis si peu de choses. C'est ce qui m'afflige le plus, parce que personne parmi nous n'a mérité un tel traitement ou sort.

Quand on commet une injustice envers une personne, c'est envers soi-même et les membres de notre classe qu'on la commet, parce que notre sort est lié. Ce que je voulais dire par là, c'est l'orientation de la société qui déteint sur le comportement des gens qui m'attriste, et non mon propre sort, puisque je m'en suis sorti en restant fidèle à mes principes et mes idées, mon

idéal. Personnellement j'ai de quoi être heureux et je pourrais m'en contenter, mais c'est impossible au regard du malheur et de la pauvreté qui frappent tant de travailleurs de par le monde, je vis parmi eux, je partage leur quotidien, je sais ce qu'ils endurent, c'est à pleurer ou mourir de tristesse. C'est tellement injuste, que lorsqu'on en a conscience, on a beaucoup de mal à supporter l'hypocrisie des gens qui bénéficient d'un mode de vie relativement confortable, et qui par dessus le marché osent juger les autres, alors qu'il y a tant à dire sur leur propre comportement.

Flatter ou condamner la médiocrité ou l'ignorance ne sert à rien, il faut essayer de comprendre d'où elles viennent, comment elles prospèrent, etc. pour agir sur leurs origines sociales, d'où la nécessité d'éradiquer le capitalisme de la surface de la planète au moyen de la lutte de classe, du socialisme.

- 20 pages au format pdf

POLITIQUE

L'esclavage disparaîtra réellement quand le capitalisme sera aboli. C'est se situer sur un terrain de classe, tandis que Black Lives Matter (POID), c'est se situer sur le terrain du communautarisme. (Lire plus loin)

La fabrication d'un complot au virus expliquée par ses auteurs ou quand des extrémistes terroristes détiennent le pouvoir.

- La vulnérabilité des sociétés modernes face aux virus mise en évidence par la pandémie de Covid-19 a démontré leur potentiel redoutable, faisant peser la menace d'une utilisation des armes biologiques par des extrémistes, alerte le comité du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme.

L'utilisation délibérée d'un agent pathogène ou d'un autre agent biologique par des terroristes «peut s'avérer extrêmement efficace», préviennent des experts en sécurité des États membres du Conseil de l'Europe. sputniknews.com 25 mai 2020

LVOG - Merci, on s'en est aperçu en créant une psychose collective mondiale, bravo ! Bravo au consensus entre tous les acteurs politiques.

Un consensus peut en cacher un autre.

Nous avons assisté à un consensus sur la pandémie imaginaire et le confinement policier (notamment) : LREM, MoDem, LR, UDI, RN, PS, Générations, MRC, PRG, EELV, PCF, LFI, POI, POID, NPA, LO, ceux que j'ai oubliés m'excuseront. Et la totalité des syndicats, des ONG.

Gageons qu'ils en assumeront tous les conséquences sociales et en terme de santé pour la population, y compris sur le plan mental. Vous avez le droit de les applaudir si ça vous chante. Non, vous ne voulez pas, à vous de voir, de toutes manières ils s'en foutent ! Tant qu'il n'y aura pas de force organisée pour affronter le régime, il ne risque rien et ils le savent, rien ne menacera vraiment leurs petites affaires, leur boutique...

Lors de chaque crise ou évènement marquant on a assisté à la même mascarade, au moins depuis le 11 septembre 2001, l'apothéose en terme d'imposture, supplantée maintenant par le coronavirus présenté en avant-première à Davos en 2019, une institution du gouvernement mondial où étaient représentés le FMI, la Banque mondiale et le gratin de l'oligarchie, spécialisé dans le numérique, la pharmacie, le militaire et bien entendu dans l'économie, la banque, tous en ayant des intérêts croisés dans tous les secteurs économiques ou en contrôlant déjà une grande partie, l'agro-alimentaire, les matières premières, l'énergie, le transport, etc.

Ils ont le pouvoir d'orienter le destin du monde et de la civilisation humaine, c'est ce qu'ils viennent de démontrer, à nous de faire en sorte que ce soit le plus bref possible, on ne peut pas imaginer parler avec les représentants de ce régime, il faut le renverser il n'existe pas d'autres alternatives. Renverser la table, c'est possible dans la mesure où on n'a même plus le droit de s'y asseoir librement, il faut envisager sérieusement de faire table rase.

Le Grand Robert de la langue française.

Consensus.

Accord entre personnes; consentement.

Le terme est à la mode dans le vocabulaire politique, au sens de « accord social conforme aux vœux de la majorité ».

Consensuel.

Formé par le seul consentement des parties.Accord, contrat consensuel.

Consentement.

Acquiescement donné à un projet; décision de ne pas s'y opposer. (Le Grand Robert de la langue française)

Effectivement, aucun de ces acteurs politiques ne s'y opposera.

Lu dans un article.

- ...le 26 mai, le Dr Alexander Myasnikov, responsable russe de l'information sur les coronavirus, a accordé une interview à l'ancienne candidate à la présidence [russe], Ksenia Sobchak, dans laquelle il a apparemment laissé échapper son vrai sentiment. Croyant l'interview terminée, et la caméra éteinte, Myasnikov a déclaré :

« C'est de la connerie […] C'est exagéré. C'est une maladie respiratoire aiguë avec une mortalité minimale […] Pourquoi le monde entier a-t-il été détruit ? Ça, je ne le sais pas ».

LVOG - On lui explique ? Allons y. Lors de chaque crise l'oligarchie financière apparaît comme l'unique bénéficiaire et l'unique sauveur des Etats endettés jusqu'au cou ayant un besoin urgent de fonds importants pour y faire face, via les banques centrales que l'oligarchie contrôle, en échange de quoi les Etats lui feront des concessions qui lui permettront de renforcer encore plus son pouvoir politique et d'accroître sa fortune, sa main mise sur toute la société et le monde.

Face aux oligarques il n'existe plus d'opposition organisée. Ils savent que la classe ouvrière et les classes moyennes ne disposent plus de direction. Pire, puisque la totalité du mouvement ouvrier est corrompu comme il vient une nouvelle fois de le démontrer, donc hormis des voix isolées ou marginales sans bataillon pour critiquer leur politique, il n'existe plus aucun obstacle à la mise en oeuvre de leur stratégie qui consiste à terme à intégrer la Russie et la Chine, de sorte qu'une fois cet objectif atteint il n'existera plus de modèles de société différents de celui qu'ils ont décidé d'instaurer à l'échelle mondiale pour pérenniser leur domination de classe, ou ils pourront enfin imposer leur régime totalitaire aux peuples de toute la planète sans que plus personne ni aucun Etat ne puisse s'y opposer, d'où aussi tous les instruments de contrôle de la population (traçage numérique, etc.) qu'ils sont en train de promouvoir.

J'ignore si je me fais bien comprendre des lecteurs, aussi je vais me servir de mon expérience personnelle pour illustrer ce qui vient d'être dit.

En Inde, la population n'a jamais vécu sous un régime ou des institutions régies par des règles ou des principes, des valeurs plus ou moins républicaines ou démocratiques, les Indiens en sont restés à des rapports semi-féodaux et barbares, alors lorsque dans mes rapports avec eux je veux faire prévaloir ces règles, principes ou valeurs, ils ne comprennent pas de quoi je leur parle, à quoi je fais allusion, ils ont l'impression que j'aurais vécu sur une autre planète que la leur, ce qui donne lieu entre nous à toutes sortes d'incompréhensions, de méprises, de quiproquos, cocasses parfois, surprenants généralement, désagréables très souvent, dangereux parfois.

On a pu observer comment l'OMS financée et contrôlée par l'oligarchie ainsi que ses conseillers ou idéologues, ont imposé cette machination au coronavirus à la totalité des Etats, et le confinement à plus de la moitié de la population mondiale, à la manière de représentants d'un gouvernement mondial totalitaire. Précédemment ils avaient procédé de même avec l'escroquerie climatique en se servant du GIEC. Et bien ce que les oligarques visent comme objectif politique, c'est de disposer du même pouvoir dans tous les domaines pour orienter la situation mondiale uniquement en fonction de leurs besoins, basée sur les principes de la peur, de la haine, de la peur, de la violence, de la guerre, du chaos.

Le POID s'enfonce un peu plus dans le populisme.

Editorial de La Tribune des travailleurs (LTT).

- Black Lives Matter (1) par Daniel Gluckstein 3 juin 2020

Avant de commencer et pour éviter de raconter n'importe quoi, il est préférable de planter le décor :

AFP - C'est le mouvement "Black Live Matters" qui organise la contestation AFP 4 juin 2020

Or, cette ONG est financée par Soros, l'un des oligarques les plus influents de l'Etat profond spécialiste dans les coups les plus pourris.

J'ignore si ce mouvement contre le racisme a démarré spontanément, ce qui est sûr en revanche, c'est qu'il a été récupéré et instrumentalisé pour en faire un instrument politique contre Trump et sa réélection, autrement dit tous ceux qui maintenant y participeront ou le soutiendront en deviendront des agents pour le compte du clan de l'Etat profond tenté de miser sur Joe Biden.

Ce qui est certain également, c'est qu'il n'aurait jamais pris une telle ampleur (mondiale) sans la complicité des médias à la solde de l'oligarchie. On a assisté à la même opération que la Marche des femmes organisée au lendemain de l'élection de Trump pour pourrir son mandat, dont les ONG étaient aussi financées par Soros, je vous renvoie aux causeries de l'époque pour le vérifier si nécessaire. La similitude vaut également avec une autre manipulation célèbre et récente, quand une collégienne sortie de nulle part fut élevée tout d'un coup en égérie mondiale de la lutte contre le réchauffement climatique.

Ceux qui ont soutenu toutes ces opérations montées par l'oligarchie, y compris la pandémie frauduleuse au coronavirus, ne pouvaient pas manquer à l'appel de la dernière en date contre le racisme.

Pour enfoncer le clou. Rien que ça ! Un numéro de prestidigitation cynique.

AFP - "Tu as changé le monde": poignante cérémonie d'hommage à George Floyd - AFP 4 juin 2020

LTT- Oui, les Noirs des États-Unis ont le droit, légitime, de réagir comme ils le décident, de protester comme ils l'entendent et de s'organiser comme ils le jugent nécessaire.

LVOG - Dites-moi si je me trompe, il a oublié White Lives Matter, car à ma connaissance il est tout aussi compliqué, voire dangereux, de vouloir constituer un syndicat dans une entreprise aux Etats-Unis.

A défaut de manifestations contre le chômage ou le confinement policier, ils ont un os à ronger. On comprend pourquoi puisque le POID a soutenu ce confinement (et le port du masque partout), il a même réclamé sa poursuite, et il a même été jusqu'à instrumentaliser les enfants en s'opposant à la réouverture des écoles. Le POID a été un des acteurs du catastrophisme au coronavirus, de la psychose collective, qui peut l'oublier ?

LTT- La volonté de ne plus subir le racisme et ses crimes rejoint l'angoisse du chômage : 34 millions de travailleurs ont perdu leur emploi ces dernières semaines.

LVOG - Vous en partagez la responsabilité, tout du moins en France, à défaut de l'assumer on a le droit à cette parodie d'humanisme à vomir.

LTT- Dans une déclaration (1er juin), quatre unions locales de Californie de la centrale syndicale AFL-CIO (2), qui représentent plus d'un demi-million de familles ouvrières, ont lancé un « Appel pour la justice »

LVOG - AFL-CIO qui a apporté son soutien officiel à Joe Biden, quel démagogue, délirant !

Causerie du 28 mai 2020 :

- USA/Election: La confédération syndicale AFL-CIO soutient Biden - Reuters 27 mai 2020

L'AFL-CIO, plus grande confédération syndicale des Etats-Unis, a apporté mardi son soutien au démocrate Joe Biden en vue de l'élection présidentielle américaine du 3 novembre. Reuters 27 mai 2020

LTT- L'exigence d'égalité et de justice pour les Noirs passe par la rupture avec les Biden et autres politiciens démocrates, molles répliques de Trump.

LVOG - Les "Biden et autres politiciens démocrates", de "molles répliques de Trump", qui ont poursuivi sous Obama la politique de guerre sans fin de Bush, il fallait oser la sortir celle-là ! Le Parti démocrate réputés être des va-t-en-guerre enragés genre Hillary Clinton, c'est aussi l'arrière-cour où l'extrême-centre recrutent les pires réactionnaires, voire LREM.

Egalité et justice aux Etats-Unis, on croit rêver, qui y croit dans le pays le plus inégalitaire et injuste du monde ? Personne, pas même Gluckstein, mais il s'en fout visiblement. L'important, c'est de paraître, le fond, qui s'en soucie au POID ?

LTT- Une Amérique où, oui, la vie des Noirs comme celle des travailleurs et des jeunes comptera vraiment et définitivement !

LVOG - Ce n'est pas Obama et ses semblables qui diront le contraire, pitoyable !

Au fait, les Noirs, ce sont des Afro-Américains, ici en Inde, ce sont des dravidiens au côté des indo-aryens, pas des Noirs, jamais je n'ai traité ma compagne de Noire !

LTT- Plus généralement, il s'agit d'ouvrir la voie à un avenir, de forger une Amérique débarrassée du racisme, de l'oppression et de l'exploitation capitaliste.

LVOG - A mon avis, "*plus généralement*" il vaudrait mieux commencer par se débarrasser de l'exploitation capitaliste qui est à l'origine de l'oppression et du racisme, de toutes les discriminations et injustices.

Le syndicalisme ne sert pas la lutte de classe des travailleurs, il sert uniquement des intérêts individuels.

Dès l'annonce que Renault maintenait le site de Maubeuge (2100 salariés), les syndicats ont appelé à la reprise du travail, tandis qu'au même moment les ouvriers de Choisy (262 salariés) se mettaient en grève, ça c'est ce qu'on appelle un syndicat de classe, la solidarité entre ouvriers !

Grève illimitée avec occupation et comité de grève jusqu'au retrait total des fermetures et transferts annoncés par la direction et financés par le gouvernement ! Voilà ce que c'est le véritable syndicalisme ouvrier. Y aura-t-il un parti ouvrier pour le rappeler ?

Qu'on ne m'accuse pas d'être médisant. Qui défend le syndicalisme? Qui en est son fossoyeur ? Il est bon de remettre les choses à leurs places, si on veut remettre le mouvement ouvrier sur les rails, non ?

ÉCONOMIE

Objectif atteint ?

- A Wall Street, le Dow Jones grimpe de 2% dans un marché optimiste - AFP 4 juin 2020

La Bourse de New York a terminé nettement dans le vert mercredi, le Dow Jones Industrial Average affichant les gains les plus solides, dans un marché toujours optimiste quant à la réouverture de l'économie américaine.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a gagné 0,78% à 9.682,91 points, finissant proche de son plus haut historique atteint le 19 février.

L'indice élargi S&P 500 a pris 1,36% à 3.122,87 points, lui aussi à quelques encablures de son record de février.

"L'hypothèse du marché est que nous avons touché le fond", avance Quincy Krosby, rappelant la dégringolade de la place new-yorkaise mi-mars avec l'intensification de la pandémie de Covid-19 et des mesures pour l'endiguer.

"Si de nombreuses données économiques restent mauvaises, elles s'améliorent à la marge", ajoute Mme Krosby.

Cela s'est vérifié mercredi avec les 2,7 millions d'emplois détruits par les entreprises privées en mai, selon l'enquête mensuelle de la firme ADP.

Si ce chiffre reste historiquement élevé, il est largement inférieur à celui d'avril (20 millions) et moins pire que ce à quoi s'attendaient les analystes, qui tablaient sur 9 millions d'emplois détruits.

L'activité dans les services a elle continué à se contracter en mai. Mais elle s'est redressée par rapport au plongeon du mois d'avril, qui avait mis fin à plus de dix années de croissance, selon l'indice de l'association professionnelle ISM également publié mercredi.

"En l'absence d'une deuxième vague de contamination, l'économie américaine se renforce, même si c'est à un rythme lent", observe Quincy Krosby.

Les manifestations à travers les Etats-Unis pour protester contre les brutalités policières faites aux minorités, et notamment les

Afro-Américains, n'ont quant à elles eu aucune incidence sur le marché jusqu'à présent. AFP 4 juin 2020

En complément.

- Dans un article publié par Mondialisation.ca on peut lire que la situation sociale créée par le confinement serait "*pire que la grande dépression de 1929*", info ou intox, personnellement je n'y crois pas ou elle sera de courte durée. En revanche, les autorités vont se servir de l'endettement record de l'Etat et des organismes sociaux pour annoncer de nouvelles mesures d'austérité et antisociales, là le doute n'est pas permis.

- Dans un autre article publié par le même portail, un autre auteur émettait l'hypothèse que ces émeutes avaient été programmées pour faire suite à l'épisode du coronavirus dans le but d'instaurer "un contrôle militaire total, vers la loi martiale – vers la suspension de tous les droits civils et humains ; la suspension de nos droits constitutionnels ? – Qui sait ?"

Voilà qui ressemble à une interprétation et une prédiction purement policière de la situation à laquelle on ne peut pas adhérer dans l'état actuel des choses, car ce serait prendre le risque de déclencher une guerre civile à l'issue incertaine tant le fonctionnement de l'Etat est rongé par l'anarchie, la médiocrité et les ambitions de ses zélés serviteurs.

Je pense plutôt qu'ils pourraient déclencher une autre opération ou en relancer certaines, histoire de passer sans encombre l'épreuve périlleuse qui les attend avec les révélations ou témoignages qui s'accumulent démontant pièce par pièce la machination à la pandémie au coronavirus.

On s'aperçoit jour après jour qu'ils ne sont plus en mesure d'exercer une censure totale sur ce qui s'est réellement passé, qui diffère diamétralement de leur récit fabriqué. Et hormis les lieux où l'accès demeure interdit sans masque, ailleurs ou dans la rue la plupart des gens n'en portent plus et ne respectent plus la distanciation sociale, ce dont on peut se féliciter. Gageons qu'ils auront toutes les difficultés du monde à renouveler de sitôt ce genre de machination et à imposer ces mesures policières à la population.

Tout doit être fait pour communiquer à la population les faits réels, cela l'immunisera contre le risque d'une seconde vague de confinement policier contre lequel elle se soulèverait.

Coronajackpot : Dettes publiques et Fonds à perte pas pour tout le monde... pour des profits privés.

- Coronavirus: L'UE mobilise un fonds d'urgence dans la course aux vaccins - Reuters 4 juin 2020

L'Union européenne va mobiliser un fonds d'urgence de 2,4 milliards d'euros pour des commandes anticipées de candidats vaccins prometteurs contre le nouveau coronavirus, ont déclaré jeudi à Reuters des responsables européens.

Selon un responsable européen, il est indispensable que l'Europe adopte la même approche, en dépit des probables pertes financières liées au fait qu'une grande partie des candidats vaccins en développement ne verront jamais le jour. Reuters 4 juin 2020

Quand la BCE est un clone de la FED. Casino. Le fric coule à flot **“**no limit**”** !

- La BCE muscle sa réponse à la pandémie et voit la crise durer - AFP 4 juin 2020

Les gardiens de la monnaie unique ont gonflé de 600 milliards d'euros le programme d'urgence PEPP, forgé en mars et initialement doté de 750 milliards d'euros pour racheter des obligations publiques et privées.

Ils ont également prolongé cette arme inédite jusqu'à "au moins fin juin 2021", contre la fin 2020 initialement, signe qu'ils ont abandonné tout espoir d'une sortie rapide de la crise sanitaire.

La BCE a aussi indiqué qu'elle allait réinvestir à leur échéance les titres participant au PEPP jusqu'à "au moins la fin 2022", ce qui lui permet de piloter ce stock d'actifs sur le long terme, comme elle le fait déjà depuis 2015 pour son programme "QE" de rachats d'actifs.

Enfin, l'institut a maintenu ses taux directeurs à leur plancher historique, afin de stimuler l'offre de crédit en zone euro à destination des ménages comme des entreprises.

Il est même probable "que la BCE annonce une seconde et dernière expansion du PEPP plus tard dans l'année", estime M. Ducrozet, si l'institut veut poursuivre ses emplettes au rythme actuel.

Reste à lever l'incertitude que la Cour constitutionnelle allemande fait peser sur l'action des gardiens de l'euro: dans un arrêt retentissant début mai, les juges de Karlsruhe ont sommé la BCE de justifier sous trois mois la "proportionnalité" de ses rachats d'actifs.

Mais jeudi encore, Mme Lagarde s'est dite "confiante" sur le fait qu'une "bonne solution sera trouvée". Elle a martelé que la BCE se trouvait "sous la juridiction de la Cour européenne de justice", qui a, elle, adoubé son programme.

Dans une réponse indirecte aux juges allemands, elle a cependant assuré que les membres du conseil des gouverneurs débattaient à chaque réunion "de l'efficacité et du rapport coûts-bénéfices" de leurs mesures. AFP 4 juin 2020

En complément. Lu dans un autre article.

- Les géants de la finance se ruent sur l'or: crise de panique ou désir de protection? - sputniknews.com 4 juin 2020

Le premier trimestre 2020 aura vu plusieurs géants de la finance augmenter sensiblement leurs achats d'or. Dans le même temps, les transferts d'or physique vers les États-Unis atteignent un niveau record. L'indice que quelque chose de grave se prépare? L'économiste Philippe Herlin livre son analyse à Sputnik France.

La crise du Covid-19 provoque une véritable ruée vers l'or. Le métal jaune, valeur refuge en temps de crise, a profité de l'épidémie de coronavirus pour prendre de la valeur. L'once d'or évolue actuellement à plus de 1.700 dollars, un niveau bien supérieur à celui d'avant la crise.

L'onde de choc économique causée par la pandémie de coronavirus commence déjà à se faire sentir dans de nombreux pays. Selon de nombreux observateurs, le pire est à venir. Les géants de la finance Morgan Stanley, Bank of America, UBS, Wells Fargo et Blackrock auraient-ils anticipé la catastrophe? (Ou ne l'ont-ils pas provoquée serait plus juste, non ? - LVOG)

Dans le détail, Blackrock est passé de 387 millions de dollars d'avoirs en or au 31 décembre 2019 à 1,2 milliard de dollars au 31 mars 2020. Du côté de Morgan Stanley, le montant est passé de 600 millions à 2,05 milliards.

Coronavirus: «La multiplication des planches à billets va faire décoller les prix de l'or»

Le site Or.fr note également que ces dernières semaines, des transferts d'or physique record ont eu lieu vers les États-Unis: «Depuis fin mars, pas moins de 550 tonnes d'or, d'une valeur de 30 milliards de dollars au prix actuel [26 milliards d'euros, ndlr], soit à peu près l'équivalent de la production minière mondiale au cours de cette période– ont été ajoutées aux stocks des entrepôts du Comex [le marché américain des matières premières, ndlr]; des centaines de tonnes de cet or ont été importées.»

Allan Finn, directeur des matières premières chez l'entreprise de logistique et de sécurité Malca-Amit, cité par Or.fr, a souligné le caractère inédit d'une telle frénésie dans les achats d'or physique: «Les flux vers New York sont sans précédent.»

Lorsque l'on regarde les grandes classes d'actifs, on s'aperçoit que l'or est très bien placé.

L'immobilier, aussi bien commercial que résidentiel, va souffrir de par l'explosion du chômage et la récession. Difficile d'imaginer le voir monter dans un futur proche.

Pour ce qui est des actions, les marchés ont presque retrouvé leur niveau d'avant la crise, mais c'est en grande partie dû à la planche à billets des Banques centrales. Les perspectives de l'économie réelle sont assez sombres.

États et Banques centrales n'ont pas hésité à sortir l'artillerie lourde afin de contrer les effets de la crise économique. Aux États-Unis, la Fed (Réserve fédérale des États-Unis) injecte des milliers de milliards de dollars, notamment sous forme de prêts aux entreprises. En Europe, l'intervention de la Banque centrale européenne atteindra des niveaux jamais vus: plus de 1.600 milliards d'euros.

D'après Philippe Herlin, il existe un vrai risque de dépréciation des devises et d'inflation, ce qui motiverait de nombreux acteurs économiques à acheter de l'or. «La meilleure protection contre l'inflation reste le métal jaune. Certains pourront rétorquer que les Banques centrales font tourner la planche à billets depuis des années sans que cela ait provoqué d'inflation. C'est vrai pour les biens de consommation, mais des actifs comme l'immobilier ou les actions ont vu leurs prix monter», souligne l'économiste. Et de poursuivre:

«La situation actuelle pourrait très bien conduire à une hausse générale des prix. Les chaînes d'approvisionnement ne fonctionnent toujours pas de manière optimale, des relocalisations de chaînes de production sont évoquées et la planche à billets des Banques centrales a encore franchi un cap. D'autant plus que du côté de la Fed comme de la BCE, les dirigeants ont

clairement fait comprendre qu'elle serait "no limit".» sputniknews.com 4 juin 2020

Quand Gavi se gave, Gates se régale !

- La quête mondiale d'un vaccin anti-coronavirus - euronews.com 4 juin 2020

Un sommet mondial pour la vaccination s'est tenu à Londres, avec une priorité : soutenir la recherche d'un vaccin contre le coronavirus, et un souhait : que ce futur vaccin soit accessible à tous.

8,8 milliards de dollars pour les vaccins : c'est le total des dons promis par les participants au sommet de l'Alliance mondiale pour la vaccination (Gavi). Ce sommet était organisé ce jeudi à Londres, et s'est déroulé par visio-conférence. euronews.com 4 juin 2020

LA MACHINATION AU CORONAVIRUS DÉMONTÉE.

Lancetgate.

LVOG - Totalitarisme. L'aveu en titre. Une étude fabriquée. Ils ont de quoi enrager !

- Hydroxychloroquine : « The Lancet » émet des doutes sur son étude, mais ça change quoi ? - 20minutes.fr 3 juin 2020

La revue scientifique britannique a publié ce mardi une « expression of concern », émettant ainsi des doutes sur la fiabilité de l'étude sur la chloroquine publiée le 22 mai dans ses pages.

Des doutes partagés par une autre revue scientifique de référence et qui viennent gonfler les inquiétudes soulevées par de nombreux scientifiques, qui remettaient en question la méthodologie employée.

Après avoir suspendu ses essais en cours sur l'hydroxychloroquine au lendemain de la publication de l'étude dans The Lancet, l'OMS annonce leur reprise ce mercredi.

Les auteurs, le Dr Mandeep Mehra et ses collègues, se défendent. « Nous sommes fiers de contribuer aux travaux sur le Covid-19 » en cette période d'« incertitude », déclarait le 29 mai l'un d'eux, Sapan Desai, patron de Surgisphere. Selon The Lancet, la base de Surgisphere contiendrait notamment les données de plus de 63.000 patients Covid-19 admis dans 559 hôpitaux d'Amérique du Nord au 14 avril. Le PDG et fondateur de Surgisphere, Sapan Desai, a toutefois refusé de divulguer les noms des hôpitaux concernés, invoquant des accords de confidentialité.

Mais le magazine The Scientist a mené l'enquête et n'est parvenu à trouver aucun hôpital ayant participé à cette collecte de données. De nombreux établissements contactés ont même assuré qu'ils n'avaient pas fourni de données. Même constat pour The Guardian, qui a contacté les principaux hôpitaux de Sydney et Melbourne en Australie – l'étude avance des données sur les patients australiens – mais tous ont indiqué n'avoir pas fourni de données à Surgisphere.

LVOG - Une étude frauduleuse ou pas, "ça change quoi" quand on ose tout, quand on se prend pour des despotes tout puissants. Ces salopards de journalistes en sont là, des gestapistes.

LVOG -Les escrocs pris en flagrant délit de fabrication de fausses données.

- Hydroxychloroquine : trois des auteurs de l'étude controversée se rétractent, "The Lancet" retire l'article. - Franceinfo 5 juin 2020

Les critiques mettaient en particulier en cause les données sur lesquelles se fondaient l'étude (96 000 patients hospitalisés entre décembre et avril dans 671 hôpitaux, récoltées) récoltées par la société américaine Surgisphere, dirigée par le quatrième auteur Sapan Desai.

"Nous avons lancé une analyse indépendante de Surgisphere avec l'accord de Sapan Desai pour évaluer l'origine des éléments de la base de données, confirmer qu'elle était complète et répliquer les analyses présentées dans l'article", écrivent les trois autres auteurs dans le texte publié par le Lancet. Franceinfo 5 juin 2020

Des auteurs de l'étude condamnant l'hydroxychloroquine la remettent en cause - Réseau Voltaire 3 juin 2020

La revue médicale The Lancet (groupe Elsevier) a publié le 2 juin 2020 une mise en garde face à l'article qu'elle avait publiée sur la dangerosité de l'hydroxychloroquine dans le traitement du Covid-19 [1].

The Guardian avait relevé l'inanité des données de bases de l'étude qui avaient été manifestement falsifiées [2].

Des auteurs de l'étude n'étant pas liés à la société de traitement des données, Surgisphere, ont demandé une enquête sur l'origine et la fiabilité des données de cette étude.

The Lancet indique attendre le résultat de cette enquête pour se prononcer sur la sincérité de l'étude [3]. Réseau Voltaire 3 juin 2020

Notes.

[1] "Hydroxychloroquine or chloroquine with or without a macrolide for treatment of COVID-19 : a multinational registry analysis", Mandeep R. Mehra, Sapan S. Desai, Frank Ruschitzka, Amit N. Patel, The Lancet Online, May 22, 2020.

[2] "Questions raised over hydroxychloroquine study which caused WHO to halt trials for Covid-19", Melissa Davey, The Guardian, May 28, 2020.

[3] "Expression of concern : Hydroxychloroquine or chloroquine with or without a macrolide for treatment of COVID-19 : a multinational registry analysis", The Lancet, June 2, 2020.

Confinement policier. Les Pieds nickelés à la manoeuvre.

- Covid-19: le Conseil scientifique imagine 4 scénarios pour les mois à venir - Le HuffPost 4 juin 2020

Ces quatre scénarios, dévoilés ce jeudi 4 juin, devront être actualisés en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques et des exigences opérationnelles.

1er scénario: Il reste "le plus favorable. C'est celui d'une épidémie sous contrôle au vu des indicateurs disponibles, associée à l'occurrence de clusters localisés pouvant être maîtrisés. En présence du virus, ce scénario nécessite cependant un maintien des mesures de lutte contre l'épidémie."

2e scénario: "Plus défavorable", il "verrait apparaître des clusters critiques, laissant craindre une perte de contrôle des chaînes de contamination, et donc du contrôle de l'épidémie elle-même. Ce scénario exigerait des mesures strictes, précoces et localisées, afin d'éviter une perte de contrôle plus large de l'épidémie."

3e scénario: Il "ferait basculer une situation contrôlée vers une reprise progressive et à bas bruit de l'épidémie, plus difficile à identifier. Des indicateurs se dégraderaient alors sans que les chaînes de contamination puissent être identifiées, ni a fortiori contrôlées. Ce scénario exigerait des mesures strictes ainsi que l'activation rapide de plusieurs mesures du P2R-COVID. Les mesures à prendre pourraient encore être envisagées à une échelle régionale si les indicateurs le permettent, ou au niveau national."

4e scénario: "La dégradation critique des indicateurs traduirait une perte du contrôle de l'épidémie, et exigerait des décisions difficiles, conduisant à choisir entre un confinement national généralisé, permettant de minimiser la mortalité directe, et d'autres objectifs collectifs, économiques et sociaux, s'accompagnant alors d'une importante mortalité directe."

Commentaire d'un internaute.

- "5eme scénario : il disparaît complètement et ne revient plus... ils l'ont oublié celui là..."

Ils sont tous corrompus.

- Selon Marianne.fr, le « conseil scientifique » a touché 450.000 € des firmes pharmaceutiques depuis 2015 - covidinfos.net 1 mai 2020 https://covidinfos.net/covid19/selon-marianne-fr-le-conseil-scientifique-a-touche-450-000-e-des-firmes-pharmaceutiques-depuis-2015/643/

- Le quotidien Le Monde a reçu plus de 4 millions de dollars de la fondation de Bill Gates - covidinfos.net 11 mai 2020

https://covidinfos.net/covid19/le-quotidien-le-monde-a-recu-plus-de-4-millions-de-dollars-de-la-fondation-de-bill-gates/984/

Et ce n'est pas un secret, puisque n'importe qui peut se rendre sur le site de la fondation Bill & Melinda Gates et vérifier par lui-même le montant de ces dons. 4 061 258 dollars. Dont 2 126 790 dollars juste pour l'année 2019. L'objectif serait d'« Informer et mobiliser les communautés » Bill Gates le monde

Vous voulez vérifier par vous-même ? Rendez-vous directement sur le site de la fondation Bill & Melinda Gates en cliquant ici »

Sommes-nous en droit de nous étonner, voire de nous inquiéter, quand on connaît l'intention déclarée et assumée de Bill Gates de vacciner 7 milliards d'humains contre le Coronavirus, et la propension du quotidien Le Monde à offrir des tribunes au fondateur de Microsoft, ou à simplement prendre sa défense contre les « complotistes », par exemple dans les articles suivants :

Non, Bill Gates ne veut pas utiliser les vaccins pour faire baisser la population (Le Monde – 16 janvier 2020)

Coronavirus : Bill Gates ciblé par des rumeurs et infox complotistes (Le Monde – 05 février 2020)

La fondation Gates a-t-elle vraiment financé « le groupe qui détient le brevet » du coronavirus ? (Le Monde – 06 février 2020)

Bill Gates a-t-il dit que les vaccins sont « l'une des clés de la réduction des niveaux de population » ? (Le Monde – 06

février 2020)

Coronavirus : la fondation Gates a-t-elle organisé une « simulation » de l'épidémie, à la fin de 2019 ? (Le Monde – 06 février 2020)

Bill Gates : « Pour une approche globale de la lutte contre le Covid-19 » (Le Monde – 12 avril 2020)

À vous de voir…

Et pour complément d'information, cette interview de Laurent Astruc sur France Inter, journaliste et auteur de L'art de la fausse générosité – La fondation Bill et Melinda Gates, voici (entre autres) ce qu'il explique :

« La fondation a plus de budget que bien des États. Bill Gates maîtrise l'art de transformer cette pseudo-générosité en pouvoir pour alimenter un système qui le porte, lui, en haut de la pyramide. »

« Officiellement, son objectif est de lutter contre les inégalités. En réalité, elle alimente davantage et consolide un système qui produit des inégalités. »

Et également cet article de Slate.fr de 2015 baptisé Les médias adorent la fondation Gates, les experts beaucoup moins, qui expliquait :

« De nombreux experts, économistes, spécialistes du développement, de la médecine, sont en fait très sceptiques et critiques sur les objectifs, les méthodes et les résultats des campagnes menées par la fondation Bill & Melinda Gates et sur son impact sur les questions de santé dans le monde. Certains chercheurs vont plus loin et dénoncent le manque total de transparence de la fondation, son pouvoir de veto sur le financement et l'existence même de nombreux organismes internationaux de santé et sur les priorités de ses dépenses. »

« En 2008, deux chercheurs de l'Université d'Oxford estimaient dans The Lancet que la fondation Gates «finance mal la santé mondiale» fournissant la plupart de ses financements aux pays riches et en donnant la priorité aux maladies infectieuses au détriment des tueurs chroniques comme l'obésité, le diabète, le cancer. »

« Les autres reproches faits à la fondation sont d'accorder trop d'importance aux médicaments et aux vaccins et pas à une tâche plus ingrate et plus efficace qui est de renforcer les systèmes de santé des pays pauvres. »

« Mais ces critiques ont peu d'écho. Sophie Harman, une universitaire de la Queen Mary University de Londres, souligne combien les critiques contre la fondation sont peu nombreuses et inaudibles. «Tout le monde a peur de mettre en cause le rôle des Gates et de la fondation parce qu'ils ne veulent pas perdre leurs financements…». » […] covidinfos.net 11 mai 2020

Le Monde a reçu de la fondation Gates :

2019 - 2, 126 790 millions de dollars

2017 - 680 675 dollars
2016 - 516 601 dollars
2015 - 438 083 dollars
2014 - 299 109 dollars

Vous pouvez le vérifier à l'adresse suivante :

https://www.gatesfoundation.org/how-we-work/quick-links/grants-database#q/k=Le%20Monde&program=Global%20Policy%20%26%20Advocacy&issue=Inform%20and%20Engage%20Communities

Didier Raoult : Le médecin à abattre.

LVOG - Le professeur Didier Raoult est au coronavirus, ce que Thierry Meyssan a été au 11 septembre 2001. Merci à eux. Qu'ils soient détestés des dirigeants faillis ou vendu du mouvement ouvrier ou les laissent indifférents est somme toute normal ou ceci explique cela.

Moi, je les soutiens, je suis en phase avec l'immense majorité des travailleurs qui supportent ce médecin, et je n'ai pas besoin de formules savantes ou de citations des marxistes pour le justifier ou me faire passer pour un militant ouvrier contrairement à d'autres.

"Taisez-vous !" : Didier Raoult recadre sèchement une journaliste sur BFMTV, la Toile s'enflamme - Yahoo 4 juin 2020

Interviewé par Ruth Elkrief et Margaux de Frouville, sur BFMTV ce mercredi 3 juin, le célèbre professeur marseillais a perdu ses nerfs.

Mais alors que Margaux de Frouville posait une question à Didier Raoult, ce dernier, après avoir tenté d'y répondre, a perdu son sang-froid. “Taisez-vous !” lui a-t-il sèchement lancé. Yahoo 4 juin 2020

Commentaires d'internautes.

1- J'ai vu la vidéo, elle, agaçante ne s'arrête pas de parler, il a eu raison de lui dire, de plus il le dit calmement sans agressivité pourquoi en faire une polémique.

2- J'ai vu l'interview. Il n'a pas perdu ses nerfs, il a juste recadré une journaliste qui lui posait des questions auxquelles il ne pouvait pas répondre comme il le souhaitait car elle lui coupait sans arrêt la parole. Il les a recadrées toutes les deux d'ailleurs. C'est fou ces journalistes qui coupent sans arrêt la parole et ne laissent pas parler les invités. Il faudrait que quelqu'un, un jour, se lève et les plante là comme des andouilles.

3- Quand on pose une question à un expert, on attend la réponse! Le problème dans ce journalisme moderne est que les interviewers ne cherchent pas à informer le public mais à se faire admirer par leur agressivité ou leur bons mots(pour les rares meilleurs). Le but n'est pas l'information mais le buzz!...Parce que le buzz fait l'audience et l'audience, le chiffre d'affaire et le chiffre d'affaire, la renommée des susdits agressifs!

Minables!

4- Le but des journalistes est de le faire sortir hors de ses gongs pour qu'il perde son sang-froid et qu'il fasse des déclarations discutables ou critiquables... technique bien rodée des journaleux(ses) voulant le descendre à tout prix (ou sur ordre ?!)...

Très bonne réaction Pr Raoult !

Ils en sont rendus à la délation calomnieuse.

- Coronavirus à Marseille : Le parquet « étudie » une dénonciation contre Didier Raoult - 20minutes.fr 3 juin 2020

Les expérimentations menées par le professeur Didier Raoult étaient-elles illégales ? Un professionnel de santé a envoyé un courrier à la procureure de Marseille pour dénoncer le célèbre patron de l'IHU Méditerranée infection. Selon ce courrier, Didier Raoult n'aurait pas respecté le « consentement libre et éclairé » de certains patients, a appris 20 Minutes, confirmant une information du Canard Enchaîné. L'infectiologue médiatique continue d'affirmer que l'hydroxychloroquine est un remède efficace pour guérir du Covid-19.

Selon l'hebdomadaire satyrique, le signalement proviendrait d'un autre infectiologue et daterait du début du mois d'avril. Didier Raoult venait alors de publier une étude bouclée dans l'urgence. Selon Le Canard Enchaîné, l'Agence nationale du médicament, qui a mené une enquête, a conclu que ce protocole ne respectait pas « les modalités d'information des patients et de traçabilité de la motivation de la prescription. »

La procureure de Marseille Dominique Laurens confirme que « des échanges ont eu lieu avec l'Agence nationale de sécurité du médicament » et précise à 20 Minutes que le parquet « étudie ce courrier avec la plus grande prudence, car il est facile de dénoncer certaines choses mais il est plus difficile de les vérifier. » L'enquête sera longue, car « rien n'est net », selon la magistrate.

Le pôle Santé publique du parquet de Marseille, qui a déjà « procédé à une analyse juridique et technique » du dossier, devra déterminer précisément dans quel cadre juridique Didier Raoult a prescrit de l'hydroxychloroquine : les règles ne sont pas les mêmes pour les études observationnelles et pour les essais cliniques. « Tout a été fait dans les règles », assure un porte-parole de l'IHU, joint ce mercredi.

Suite à cette enquête, l'ANSM a par ailleurs saisi l'Ordre national des médecins. S'il paraît difficile, à ce stade, de déterminer quelles vont être les conséquences du signalement déposé devant le parquet de Marseille, la réponse médiatique du professeur Didier Raoult ne devrait pas se faire attendre. 20minutes.fr et yahoo.com 3 juin 2020

LVOG - Quel « *consentement libre et éclairé* » ? Depuis quand un médecin demande-t-il l'autorisation à ses patients avant de leur prescrire un médicament ou un traitement, sachant que les patients n'ont aucune connaissance scientifique ou en pharmacopée ? Parce que ce devrait être aux patients de dicter aux médecins ce qu'ils doivent leur prescrire ?

Comment provoquer un choc, un traumatisme paralysant, anesthésiant, abêtissant.

Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale de l'université de Genève, estime qu'il y a "l'effet du confinement pendant ces derniers mois qui se prolonge" car les Français appliquent "une sorte d'auto confinement". francetvinfo.fr 4 juin 2020

LVOG - On va le faire populaire pour se soulager un peu, car nous aussi on n'en peut plus parfois.

Ils y sont poussés par les salopards qui ont participé à ce consensus, c'est dégueulasse. Le professeur Raoult a raison de remettre à leur place ces raclures de journalistes archi pourris, et quand on pense à tous ces partis qui ont été Charlie, c'est une constante chez eux, on ne se demande plus pourquoi on en est arrivé là, on a l'explication.

- Des universitaires allemands contestent la gestion de l'épidémie Réseau Voltaire 3 juin 2020

Un employé de l'unité KM4 (chargée de la protection des infrastructures) du ministère allemand de l'Intérieur a fait parvenir, le 9 mai 2020, au magazine libéral-conservateur Tichys Einblick un document interne contestant la gestion de l'épidémie de Covid-19. Le ministère a immédiatement dénoncé cette fuite comme n'exprimant que l'opinion d'un fonctionnaire, Stephen Kohn pour ne pas le nommer, et non celle du gouvernement.

Peu après, les personnalités civiles [1] qui avaient participé à la rédaction de ce rapport ont publiquement réitéré leurs critiques vis à vis de la gestion gouvernementale de l'épidémie.

Le document conteste la dangerosité du Covid-19. Il souligne que les estimations de ses dommages étaient fantaisistes et qu'il a moins tué que la grippe de 2017-18. Il met en garde contre les conséquences désastreuses de mesures de confinement obligatoire. Réseau Voltaire 3 juin 2020

[1] Prof. Dr. Sucharit Bhakdi, Dr. med. Gunter Frank, Prof. Dr. phil. Dr. rer. pol. Dipl.-Soz. Dr. Gunnar Heinsohn, Prof. Dr. Stefan W. Hockertz, Prof. Dr. Dr. rer. nat. Andreas S. Lübbe, Prof. Dr. Karina Reiß, Prof. Dr. Peter Schirmacher, Prof. Dr. Andreas Sönnichsen, Dr. med. Til Uebel, Prof. Dr. Dr. phil. Harald Walach.

- Confinement : « 30.000 à 33.000 personnes n'ont pas vu leur cancer détecté », selon le Dr. Axel Kahn - covidinfos.net 1 juin 2020

Interviewé par RTL ce week-end, Axel Kahn, scientifique, médecin, directeur de recherche à l'Inserm, et président de la Ligue nationale contre le cancer, revient sur le confinement qui touche à sa fin, et certains de ses effets.

Sur la fin du confinement :

Le Dr. Khan parle de « liberté retrouvée », « pour beaucoup de personnes, cela commençait à devenir insupportable.

La question très importante de la vie, c'est quel est l'intérêt de vivre si on en éprouve pas de plaisir. »

« Avec le confinement qui s'éternisait, notamment pour des personnes qui se disaient qu'elles n'avaient pas énormément de temps devant elles, ça devenait quelque chose d'extrêmement anxiogène, et voire de désespérant. Il y a eu, d'ailleurs les psychiatres le savent très bien, il y a eu des dépressions extrêmement sévères, des décompensations de maladies psychiatriques, durant cette période. »

Sur les cancers :

Concernant le cancer, le docteur Axel Khan parle d'une « très grande inquiétude » : « La moitié simplement du nombre de cancers que l'on se serait attendu à détecter durant ces 2 mois de confinement ont été détectés. Il y a 30.000 personnes qui doivent avoir un cancer, 30.000 à 33.000, qui sont dans la nature parce qu'elles n'ont pas osé aller consulter, elles avaient la tête à autre chose, et là pour le coup le retard au diagnostic, c'est-à-dire le retard au plan thérapeutique pour essayer de vaincre la maladie, il peut avoir des conséquences, et ce peut être une perte de chances.»

Sur le tabac :

Le tabac est responsable de 75.000 décès par an en France, dont 45.000 par cancer. Le Dr. Khan observe en raison du confinement « une augmentation importante de la consommation de tabac chez un quart des personnes, et 41 % des personnes jeunes, et ça, malheureusement, ce sont des milliers de morts…» covidinfos.net 1 juin 2020

Source :

– RTL : Confinement : 30.000 à 33.000 personnes n'ont pas vu leur cancer détecté, selon le médecin Axel Kahn

https://www.rtl.fr/actu/bien-etre/confinement-30-000-a-33-000-personnes-n-ont-pas-vu-leur-cancer-detecte-selon-le-medecin-axel-kahn-7800562326

- « Les dommages causés par le confinement pourraient l'emporter sur ceux du coronavirus », prévient le Pr. Carl Heneghan - covidinfos.net 22 avril 2020

Le professeur Carl Heneghan, directeur du centre de médecine factuelle de l'Université d'Oxford était interviewé dans l'émission « Today » de la station Radio 4. Extraits.

« Heneghan a fait valoir que le nombre de tests n'avait pas été suffisant pour que le gouvernement puisse savoir combien de personnes avaient réellement été touchées par le COVID-19… »

« Le gouvernement n'a aucun plan quant à ce qui se passera ensuite. Quand vous imposez un confinement – vous devez avoir une stratégie de sortie claire », a-t-il déclaré lundi. « Vous devez comprendre les avantages et les inconvénients de ce que vous faites. […] En fait, l'effet néfaste du confinement va maintenant l'emporter sur l'effet néfaste du coronavirus. »

« Si le gouvernement reconnaît que le nombre de décès a atteint son pic le 8 avril, cela doit signifier que les infections étaient à leur plus haut niveau environ trois semaines auparavant. Soit juste avant le début du confinement. »

Il a également déclaré: « Nous devrions rouvrir la société. Nous devons mettre un plan en place rapidement, nous ne pouvons pas attendre trois semaines… » covidinfos.net 22 avril 2020

Source :

Français (traduction automatique) : Yahoo News

https://translate.google.com/translate?sl=auto&tl=fr&u=https://news.yahoo.com/lockdown-damage-outweighs-coronavirus-warning-121940675.html

- Confinement, économie, tests : 8 nouveaux experts critiquent la panique liée au Coronavirus - covidinfos.net 18 avril 2020

https://covidinfos.net/covid19/confinement-economie-tests-8-nouveaux-experts-critiquent-la-panique-liee-au-coronavirus/355/

- La lettre d'un praticien hospitalier adressée au Ministère de la Santé dénonce une « arnaque sanitaire » - covidinfos.net 29 avril 2020

https://covidinfos.net/covid19/la-lettre-dun-praticien-hospitalier-adressee-au-ministere-de-la-sante-denonce-une-arnaque-sanitaire/604/

- LaRecherche.fr : « Les pays qui n'ont pas adopté la voie du confinement généralisé montrent une évolution épidémique similaire... » 4 mai 2020

https://covidinfos.net/covid19/larecherche-fr-les-pays-qui-nont-pas-adopte-la-voie-du-confinement-generalise-montrent-une-evolution-epidemique-similaire/700/

- Coronavirus : finalement, les enfants seraient de "tout petits contaminateurs", selon une étude 20minutes.fr 4 juin 2020

Aux dictateurs en herbe qui ont soutenu le confinement.

- Madagascar: incidents violents entre police et manifestants anti-confinement - AFP 4 juin 2020

Des échauffourées opposent à Toamasina, deuxième ville malgache, les forces de l'ordre à des manifestants qui dénoncent les conditions du confinement imposé par les autorités pour y enrayer la propagation du coronavirus. AFP 4 juin 2020

- Le Sénégal allège le couvre-feu devant la montée de la grogne populaire - AFP 4 juin 2020

Le ministre sénégalais de l'Intérieur annonce un allègement du couvre-feu nocturne et une reprise des transports entre les villes après deux nuits d'incidents et de protestations contre les mesures destinées à contenir le nouveau coronavirus. AFP 4 juin 2020

Haut de page

Le 9 juin 2020

CAUSERIE ET INFOS

On mettra en ligne de nouveaux documents plus tard ou demain, je suis fatigué.

Je n'ai aucune raison de me prendre au sérieux, puisque les lecteurs ne me prennent pas au sérieux.

Quand on ouvre ou consulte un journal, un magazine, un manuel scolaire, un récit d'historien, un dictionnaire ou une encyclopédie, on ne doit surtout pas croire tout ce qu'on lit, en dehors des lieux et des dates qui sont réputés fiables, tout le reste doit être pris au conditionnel ou doit faire l'objet de vérifications, ou tout du moins on peut le conserver en mémoire uniquement comme points de repères temporaires. Cela vaut pour tout contenu politique, historique ou scientifique.

Cette précaution devrait s'imposer à nous dans une société basée sur une imposture, sachant qu'elle ne peut exister que grâce à l'ignorance du plus grand nombre. Qui rédigent tous ces ouvrages ? Quelles sont les réelles intentions de leurs auteurs ? Qui sont-ils ? Au profit de qui, et en sommes-nous vraiment certain ?

Parce que les sciences ont considérablement progressé en mathématiques, physique et chimie, permettant à d'autres sciences de voir le jour ou de se développer, comme la biologie, la médecine, la géologie, l'astronomie, etc. et aux technologies de se perfectionner, fonte et travail des métaux, mécanique, exploitation des matières fossiles, du champ magnétique ou des forces ou énergies cosmiques, etc. on s'est figuré que les sciences sociales étaient tout aussi fiables, anthropologie, ethnologie, philosophie, politique, etc. au point de croire naïvement ou plutôt inconsciemment, que l'expression orale ou la production écrite qui font partie de la linguistique étaient des moyens de communication idéaux, sans se soucier qu'il s'y mêlait des facteurs subjectifs susceptibles d'aboutir à une perception déformée de la réalité ou des faits observés, souvent rapportés.

L'objectivité de la parole écrite ou orale repose uniquement sur la réalité des faits qu'elle est supposée transmettre. Mais dès lors que certains faits sont ignorés, tronqués, déformés, maquillés ou pire inventés, elle n'est plus animée par la même noble intention, celle de partager des connaissances, elle répond à un autre mobile, inavouable et néfaste, elle est uniquement destinée à nuire, et son auteur compte bien tirer profit de cette nuisance.

La pédagogie employée ou la manière scolastique dont les connaissances sont enseignés à la population ou transmises dès le plus bas âge, est biaisée du fait qu'elles sont enfermées dans des catégories ou cloisonnées de telle sorte que le niveau de conscience progressera inégalement ou des pans entiers de la réalité demeureront ignorés ou inaccessibles à l'ensemble de la population pratiquement sans exception, ce qui fait par exemple qu'on se retrouve avec des universitaires, des médecins, des chercheurs ou des scientifiques idiots, et on vient de s'apercevoir qu'ils étaient légion, plus nombreux encore que les décorés de la Légion d'honneur !

Au lieu d'un masque infâme, il faut se fabriquer un filtre efficace pour séparer (ou distinguer) les faits des impureté qui viennent se greffer dessus, en attendant de pouvoir les relier entre eux ou de découvrir le fil ou la trame qui les unit. Plus généralement, aucun support de type médiatique n'a pour fonction de nous informer ou d'aider la population à réduire son ignorance, puisque leurs propriétaires en vivent. Et tous les divertissements qu'ils proposent, sont faits pour abêtir les gens ou les distraire, pour qu'ils supportent mieux les conséquences de leur propre bêtise, c'est en quelque sorte une manière de les encourager à ne surtout rien changer.

Quant à ce que racontent les gens, on fera la distinction entre les faits et leurs interprétations, qui ne sont pas sans intérêt si on veut les connaître davantage ou en tirer des enseignements personnels, puisque nous ne sommes jamais très différents les uns des autres, je le précise pour qu'on ne croie pas que je détesterais la terre entière, bien au contraire, car on progressera ou on régressera ensemble, alors autant tout faire pour progresser ensemble, non ?

On n'est pas obligé de croire n'importe quoi et n'importe qui, sauf à finir chèvre ou plutôt mouton.

Quant à choisir vaudrait mieux encore finir chèvre, histoire de ne pas être tondu dans tous les sens du terme, parole d'un ex-éleveur de chèvres pendant deux ans qui n'a pas vu un coiffeur depuis un an. Et ce qu'il y a de moche dans le mouton, c'est que quand il se rebelle, cela va être pour s'en prendre à plus faible que lui ou à ceux qui n'ont aucun moyen de se défendre non sans un excès de zèle. Malheur à vous si vous avez un différend avec un organisme social (ou un service de l'Etat), dont il est à l'origine de préférence. Là vous allez être confronté à des agents médiocres et de mauvaise foi qui vont vous pourrir la vie, à croire qu'ils n'avaient rien trouvé de mieux pour se soulager. En principe ils sont à votre service, mais là les rôles sont inversés, ils vous tiennent dans le creux de leurs mains et ces lâches en profitent.

Depuis septembre 2019, ils ont bloqué ma retraite à trois reprises, la CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse qui gère la retraite générale) et Humanis Malakoff (Qui gère la retraite complémentaire pour le compte de l'Agir-Arrco) . Les connaissant et sachant de quoi ils étaient capables, j'avais pris les devants en envoyant mon Certificat de vie environ un mois avant l'échéance annuelle ; tous les ans je dois remplir et retourner à la CNAV ce document dûment visé par le consulat de France pour prouver que je suis encore en vie, afin qu'ils continuent de me verser ma misérable retraite, ils signalent à Humanis si mon dossier est complet ou non.

Trois mois plus tard vers la fin de l'année, je reçois un courriel dans lequel on me demandait d'envoyer à nouveau un Certificat de vie, je me suis dit que je n'étais pas concerné, puisqu'ils l'avaient déjà en leur possession. En février 2020, ils bloquent mon dossier sans me prévenir, le mépris est en prime avec eux. J'envoie courriel sur courriel et au bout d'un mois on m'apprend qu'ils l'avaient bloqué parce qu'ils n'auraient pas reçu mon Certificat de vie, or je l'avais expédié par la poste et par courriel pour être certain qu'il leur parvienne, et la poste en Inde fonctionne très bien, je n'ai eu aucun problème en 26 ans. Ces abrutis me demandent de leur envoyer par la poste alors qu'il n'y a plus aucun avion qui vole ! Je réussis à leur faire accepter de leur envoyer par courriel, entre temps par une note ministérielle il est accordé aux assurés sociaux un délai supplémentaire de 3 mois pour le renvoyer en raison du confinement, mon dossier n'a donc plus aucune raison d'être bloqué. Le 23 mars 2020 je leur envoie le document par Internet. Un mois plus tard, je touche enfin ma retraite générale des deux derniers mois.

Le 1er avril je devais recevoir ma retraite complémentaire gérée par un organisme privé, Humanis Malakoff, elle est versée trimestriellement tellement elle est misérable, environ 425 euros au total. Un mois passe, rien, pas de nouvelles. Je les contacte à de multiples reprises, ma soeur en France tente de leur téléphoner, aucune réponse et impossible de les joindre. J'insiste, en vain. J'adresse une plainte à l'Agirc-Arrco. Deux semaines plus tard, ils me répondent qu'ils ont contacté Humanis. Dix jours plus tard, Humanis m'apprend qu'ils ont bloqué mon dossier parce que la CNAV n'aurait pas reçu mon Certificat de vie. A deux reprises j'en envoie une copie par courriel à Humanis. Hier, je reçois un autre courriel d'Humanis accompagné d'un Certificat de vie vierge à faire remplir. Là j'explose et je leur demande s'ils sont complètement tarés ou s'ils se foutent de ma gueule, j'envoie à cette personne une nouvelle copie de mon Certificat de vie accompagné du virement reçu de la CNAV prouvant que mon dossier n'est plus bloqué. Ce matin je lui ai adressé en complément une copie du certificat de paiement de la CNAV du mai. J'attends la suite.

Il y a un peu plus d'un an ils avaient bloqué mon dossier pendant plus de 4 mois parce qu'ils s'étaient trompés de code inter bancaire, et c'était moi qui par déduction avait finalement résolu le problème !

- 24 pages au format pdf

Applaudissement, réaction compulsive incontrôlée de type psychotique.

Ils se sont payés une psychose et un chaos mondial, ils sont comblés (en deux syllabes), la récolte a été bonne, la population mondiale a été mise KO !

Cet épisode aura surtout démontré, que contrairement à ce qu'on s'était employé à nous faire croire, le niveau de conscience (politique) des peuples réputés parmi les plus évolués de la planète, n'avait pas dépassé en réalité celui des indigènes vivant dans la forêt amazonienne...

Croyez-vous que les auteurs de cette mystification en profiteront pour rectifier leur analyse foireuse de la situation sur laquelle reposait leur stratégie politique ?

Vous plaisantez ou quoi, bien au contraire, ils devraient confirmer leur participation au consensus sur cette machination virale. En attendant, ils versent dans le repli identitaire en participant à l'instrumentalisation du racisme pour le compte du clan le plus extrémiste de l'oligarchie financière. Avec l'été et les grandes chaleurs qui arrivent, période propice aux cyclones, typhons et autres ras de marée, ils vont pouvoir embrayer sur la catastrophisme climatique. Avec un peu de chance le coronavirus réapparaîtra à l'automne ou sinon ils pourraient se reporter sur le virus de la grippe, qui lui est fidèle au rendez-vous chaque année, histoire de finir en fanfare une année qu'ils se seront employés à nous pourrir minutieusement.

Il y a ceux qui ont écouté le "Comité d'experts scientifiques" nommé par Macron, en réalité qui lui a été imposé car il ne dispose d'aucun pouvoir, et il y a ceux qui ont écouté les médecins et scientifiques indépendants qui préconisaient exactement le contraire, autrement dit qui estimaient inutile ou nuisible le confinement total de la population.

D'après vous, quels sont ceux qui ont manifesté leur indépendance de Macron et du régime à cette occasion ou tout du moins sur ce sujet ?

Ceux qui ont été pris en flagrant délit d'allégeance au régime, rétorqueront que cela ne constitue pas un argument. Soit, mais le problème avec eux, c'est que chaque fois ils n'ont pas d'autres arguments à avancer pour justifier leur prise de position, autrement dit aucun, ce qui revient à dire : croyez-nous sur parole, on s'occupe de tout à votre place et dans votre intérêt, désolé, on ne marche pas dans cette combine pourrie.

WSWS. Bienvenue chez les enragés du confinement policier.

LVOG - Comment dire, les mots nous manquent pour qualifier ce courant politique qui se réclame du trotskysme, des abrutis au dernier degré, des agents de la réaction, assurément, conscients, car pour écrire autant de conneries en si peu de lignes, ce n'est pas possible de ne pas s'en apercevoir.

C'est un vieux camarade et fidèle lecteur du portail depuis plus de 10 ans qui m'a envoyé hier leurs coordonnées croyant que je ne les connaissais pas. Mon cher Paul, c'est vraiment le fond de la poubelle du mouvement ouvrier, j'ai même du mal à croire qu'ils en font partie. La concurrence aura été vive chez les trotskystes, pour savoir lesquels auront mérité la palme des meilleurs agents du confinement policier décrété par Macron, le WSWS est à mon avis le champion !

- Les réouvertures massives dans le monde entier ont accéléré la pandémie de coronavirus - World Socialist Web Site 6 juin 2020

Extraits.

LVOG - Donc il aurait fallu que l'emprisonnement de la population se poursuive. Et puis cette affirmation est contredite par les faits, mais cela comme le reste, ils en ont absolument rien à foutre.

WSWS - Les réouvertures économiques massives en Amérique, en Europe et en Asie qui ont débuté en mai ont ouvert la voie à une propagation massive de la pandémie de coronavirus au niveau international. Selon les données du Worldometer, le nombre moyen de nouveaux cas s'élève à plus de 115.000 depuis le 27 mai, un chiffre en constante augmentation depuis le 12 mai.

LVOG - Plus il y a de personnes en contact avec des personnes ayant attrapé le virus, plus il y aura de personnes porteuses du virus, sans pour autant qu'elles soient malades, mais cela ils ne le diront pas. Plus il y a de pays qui procèdent à des tests, plus il y a de cas déclarés sans que cela ait d'autres significations, sauf qu'eux s'en servent pour alimenter la psychose collective. C'est intentionnel, c'est destiné à nuire à la population. C'est dégueulasse ! La preuve cet effet d'annonce :

- Coronavirus: la situation "s'aggrave" dans le monde, alerte l'OMS - AFP 9 juin 2020

“Plus de 100.000 nouveaux cas ont été recensés sur 9 des 10 derniers jours. Hier, le bilan s’est élevé à plus de 136.000 nouveaux cas”, le chiffre le plus élevé sur une journée, a déclaré le patron de l’OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus lors d’une conférence de presse virtuelle à Genève. Il a précisé que près de 75% des nouveaux cas enregistrés dimanche l’ont été dans 10 pays, principalement sur le continent américain et en Asie du Sud. AFP 9 juin 2020

En fait, rien de grave, à latitudes différentes correspondent des délais différents de propagation ou non d'un virus.

Les autorités sanitaire font un décompte quotidien des personnes qui ont été contaminées ou qui ont été en contact avec le coronavirus, il augmente forcément puisque l'épidémie n'est pas encore totalement terminée. En revanche, ils ne donnent pas un décompte des personnes qui sont encore contaminées, car s'il soustrayaient celles qui ne le sont plus, il serait en baisse de 80, 90%, et là l'effet de panique ne fonctionnerait pas, ils ne pourraient plus justifier trompeusement leurs mesures liberticides encore en usage, comme le port du masque. La manipulation des faits peut se faire de nombreuses manières, c'est avec cela qu'il faut se familiariser ou il faut en avoir conscience pour ne pas se faire manipuler. Le confinement avait objectif de faire le plus de morts possibles, le New York Times félicite Macron, c'est dans l'ordre des choses.

Sinon ils terminent régulièrement leurs articles en prévoyant le déclenchement de la troisième guerre, ce sont des détraqués mentaux. Je me demande comment des travailleurs peuvent les rejoindre ou alors ils se ressemblent.

Tenez encore un passage où ils étalent leur crétinisme, c'est à propos des Etats-Unis.

WSWS - Cependant, près de la moitié des États enregistrent une augmentation des nouveaux cas, en particulier dans les zones où la pandémie n’a pas initialement infecté de larges couches de la population.

LVOG - C'est comme si vous disiez, avant que les gens soient exposés au soleil ils étaient pâles, et maintenant ils sont bronzés, ah ben en voilà une découverte, comme c'est étrange, non mais c'est carrément débile !

WSWS - Les actions du gouvernement Modi ont fait monter en flèche le nombre de cas et de décès officiels en Inde. Ils s’élèvent actuellement à 226.000 et 6.309, respectivement, et augmentent de manière exponentielle.

LVOG - 6.309 décès pour 1,380 milliard d'habitants en Inde, cela fait quoi en terme de taux de mortalité ? 0,00045%. Comme vous le voyez l'augmentation des décès "*monte en flèche*", est "*exponentielle*". Abrutis ou faussaires professionnels ?

WSWS - Les épidémies dans ces pays et dans bien d’autres soulignent les avertissements que l’Organisation mondiale de la santé a lancés à plusieurs reprises.

LVOG - L'OMS leur sert de référence, naturellement, ils doivent être les seuls au monde à ignorer que c'est une officine mafieuse de Big Pharma. Ignorants ou salauds ? Stop, on perd notre temps.

"***La France n’a jamais été une « démocratie »***", elle est sous un régime dictatorial.

L’après coronavirus? par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 08 juin 2020

Extrait.

A partir de tout cela, apparaît bien clairement l’aspect aberrant des « mesures de confinement », des « mesures de distanciation sociale », le saccage insistant sur tous les aspects majeurs de la vie humaine en société et le désastre volontairement organisé de la vie économique sur le plan individuel des populations modestes, car les plus riches ne sont pas concernés. On a l’impression que le but était d’achever, par le biais économique, tous ceux « qui ne sont rien », les protestataires Gilets jaunes et ce peuple récalcitrant qui luttait contre les réformes faites au seul profit des « élites » de « l’aristocratie stato-financière ».

Comme l’écrivait Natacha Polony dans Marianne :

« Macron a laissé la situation pourrir et le nombre de cas (déclarés chaque jour par la propagande) exploser pour justifier la mise en place du confinement. Le confinement lui a permis de passer la loi d’urgence sanitaire. La loi sanitaire lui a permis d’avoir le droit de gouverner par ordonnances. Il a fait passer par ordonnance des lois qui ont fini de casser le code du travail et les droits des travailleurs. Grâce à la stratégie de la peur et grâce au confinement, personne n’est à même de réagir et de manifester contre ces décisions infâmes dignes d’un traître et d’un dictateur. Les oligarques se frottent les mains à l’idée de pouvoir disposer d’une future main d’œuvre qu’ils vont traiter comme des esclaves corvéables à souhait.

Macron leur a permis de revenir à la situation d'avant-guerre en matière de droits du travail et de protection sociale. » (Natacha Polony plus révolutionnaire que Gluckstein, Besancenot, Arthaud réunis qui ont adopté le confinement, on croit rêver, et pourtant c'est une réac, ce qu'ils ont au moins en commun ! - LVOG)

Macron a livré les Français au patronat qu'il a rassuré et consolidé grâce à la garantie des 330 Milliards promis. Ces milliards augmenteront la dette publique, que nous devrons rembourser en travaillant 60 heures/semaine et jusqu'à 70 ans, voire plus.

Enfin, grâce à « l'état d'urgence sanitaire », Macron peut tranquillement imposer toutes sortes de lois purement destinées à contrôler et à surveiller en permanence le peuple encore plus éloigné que jamais de son aspiration à la démocratie. Ces lois, on le voit déjà, sont là uniquement pour empêcher toutes les manifestations ou regroupements. La révolte est clairement interdite et la démocratie n'est vraiment pas à l'ordre du jour pour « l'aristocratie stato-financière » protégeant son coup d'Etat et ses infractions répétées à la Constitution n'ayant plus aucune valeur réelle en France.

Je suis chaque fois fort étonné par le nombre d'auteurs qui font spontanément référence à la « démocratie » en parlant de nos pays « atlantistes » ou Occidentaux, alors que la démocratie n'a jamais existé pour aucun d'entre eux. En Europe le modèle suisse est celui qui s'en rapproche sans doute le plus, mais ce n'est pas encore vraiment la « démocratie ». Dans une démocratie réelle, authentique, effective, c'est le peuple constituant qui dirige, choisit, contrôle, décide, commande et c'est l'Etat qui obéit, qui est là pour exécuter, réaliser ce que le peuple a commandé !

Indiquez-moi un seul pays occidental dans lequel cette règle basique de la démocratie existerait (à part dans l'Etat du Chiapas au Mexique) !

La France n'a jamais été une « démocratie » et beaucoup trop de gens, à mon sens, continuent de confondre des « libertés publiques et privées » avec la « démocratie ». Cette confusion fausse énormément de raisonnements qui sont faits à longueur de temps, surtout par les donneurs de leçons de morale et par ceux qui sont convaincus de détenir la « vérité révélée » de « l'idéal démocratique » généralement assimilé et d'ailleurs confondu avec « l'idéologie ultra libérale » …

Dans son discours du 7 septembre 1789, Sieyès disait:

« Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif ; ce serait un État démocratique. Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants. »

C'est assez clair, depuis la Révolution elle-même ! Pourtant, beaucoup d'entre nous continuent de penser qu'on est « en démocratie ». C'est le discours manipulateur que l'on entend continuellement dans tous les médias inféodés ou pas. Tous ceux qui détiennent le pouvoir d'une façon ou d'une autre nous font entendre cette « petite musique » qui est faite pour nous endormir et nous faire croire que nous serions les maîtres de notre destin alors que c'est tout le contraire qui est vrai !

Chacun est en droit de se demander si ce « massacre coronavirus » n'a pas été délibérément planifié, programmé, orchestré par une volonté politique ayant transitée par l'OMS, en quelque sorte prise en otage, tellement cet organisme a persisté dans un comportement dont les tenants et les aboutissants échappaient à la logique sanitaire qu'il aurait théoriquement dû privilégier ! Cette « fausse alerte » est pour le moins « étrange » et on ne voit pas vraiment où était l'objectif recherché sans se dire que la promotion de la « peur » mondialisée était centrale en constituant un axe autour duquel pouvait ensuite s'articuler une opération de dressage des peuples, s'assurant les bonnes conditions pour une durable élimination de toute velléité à la liberté et à la démocratie…

Sachant que le seul véritable ennemi à abattre c'est le capitalisme et que toutes les luttes se concentrent en effet sur la cause ultra libérale des malheurs actuels de l'humanité, même environnementaux, il y a fort à parier que tout ce qui vient de se passer n'avait pas d'autre objectif que celui de placer mondialement les peuples face à la contrainte d'une « assignation à résidence ». Ce « confinement » forcé produirait logiquement, comme principal effet, la ruine du modèle économique tenant encore trop compte du bien être des peuples. Cette ruine était en soi un signal fort que le Capital, dans sa toute-puissance actuelle, envoyait au monde entier, lui signifiant qu'il n'avait plus besoin des masses laborieuses pour triompher seul à l'intérieur d'une classe pouvant se passer aisément de tous ceux qui ne comprendraient pas qu'ils sont autorisés à exister dans la mesure où ils accepteraient d'être les esclaves au service du bonheur non partagé des profiteurs d'en haut !

« Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois. » Quel que soit l'auteur de cette déclaration, il faut comprendre que l'argent se suffit à lui-même, il se reproduit en vase clos et n'a pas besoin d'une autre motivation pour exister que sa propre logique : celle du pouvoir qu'il confère à ceux qui le détiennent. Quelles que soient les revendications des peuples, tant qu'ils n'ont pas le contrôle de leur souveraineté monétaire, ils ne peuvent rien faire de plus que de se mettre à genoux et survivre ou de se révolter et mourir !

Si vous contrôlez l'énergie, vous contrôlez un pays ; si vous contrôlez l'agriculture, vous contrôlez l'alimentation du monde ; si

vous contrôlez l'alimentation, vous contrôlez la santé planétaire ; si vous contrôlez les « pandémies », vous contrôlez le droit à la vie ou la mort de tous, sur les plans politique, sanitaire, économique, sociaux et culturels… Pour contrôler les « pandémies » il faut avoir le pouvoir de l'argent qui est à la source de tous les plans de dressage et de contrôle des peuples !

Pour qu'un monde nouveau, différent, puisse naître du désastre actuel accentué par le massacre « coronavirus », il est impératif que nous soyons unis dans la volonté de créer en France (et dans le monde entier) des modèles de démocratie. Cette démocratie qui n'a jamais existé encore, chez nous, nous devons la faire naître, l'engendrer, la construire. Pour cela nous devons bien logiquement commencer par reconquérir notre souveraineté monétaire, ce qui veut dire abolir notre position d'inféodés aux règles de Maastricht et à toutes les autres de l'Union Européenne telle qu'elle est aujourd'hui, (le contraire d'une démocratie). La loi de l'impérialisme capitaliste sous sa forme ultra libérale actuelle doit être abolie : nous devons créer des « espaces émancipés des règles capitalistes ». Voilà où est le commencement de « l'après massacre coronavirus ». Mondialisation.ca, 08 juin 2020

LVOG - Encore un petit effort : Ce n'est pas seulement "*la loi de l'impérialisme capitaliste sous sa forme ultra libérale actuelle doit être abolie*", mais le capitalisme en tant que tel. L'auteur de cet article ne comprend pas apparemment que l'existence du capitalisme est incompatible avec l'exercice de la démocratie. Pourquoi ? On va lui expliquer brièvement et simplement.

S'il n'était pas fâché avec la lutte des classes, il s'apercevrait qu'il est inconcevable qu'une classe détienne le pouvoir économique, celle des capitalistes, et qu'une autre détienne le pouvoir politique, la classe ouvrière, c'est incompatible, parce que la classe des capitalistes vit uniquement au détriment des intérêts de la classe ouvrière tout simplement.

Un capitaliste détient les moyens de production, mais il ne produit aucune richesse. C'est un parasite, un exploiteur et un oppresseur puisque c'est lui effectue unilatéralement ou autoritairement le partage des richesses produites, contrairement à un ouvrier qui produit les richesses mais qui ne détient aucun pouvoir quant à la répartition des richesses produites, sauf à se mettre en grève pour obtenir des miettes qui ne changeront pas radicalement sa condition. Et il est tout aussi inconcevable d'imaginer un capitalisme renoncer à cette prérogative ou à ce droit inscrit dans la Constitution, sauf à exiger qu'il ne renonce à être un capitaliste, ce qui serait absurde.

Sur le plan politique.

Etant donné qu'un travailleur est placé dans un rapport de subordination au capitaliste au sein des rapports sociaux de production tels qu'ils existent dans ce système économique, il ne pourra pas accéder au pouvoir économique aussi longtemps que le régime politique en place cautionnera son existence constitutionnellement, institutionnellement ou juridiquement. Il faut donc au travailleur s'emparer du pouvoir politique pour atteindre ou accéder au pouvoir économique, et inverser ses rapports ou les abolir. Encore faut-il pour qu'il puisse y parvenir, qu'il renverse ou liquide tout ce qui incarnait le pouvoir politique du capitaliste, c'est-à-dire la Constitution et les institutions de la Ve République, puisqu'il a été conçu uniquement pour assurer la pérennité du pouvoir économique du capitaliste.

Voilà pour tous les discours sur une meilleure répartition des richesses et la démocratie en général, qui ne servent qu'à cautionner l'existence du capitalisme et ses institutions, et camoufler le refus de les affronter.

C'est simple à comprendre, non ? Tous ces voeux, ces bonnes intentions ou ces discours à l'emporte-pièce sur la démocratie n'ont aucune consistance ou ne correspondent pas à la réalité.

C'est un peu comme si vous secouiez le contenu d'un flacon contenant de l'eau et de l'huile, momentanément vous assisteriez à un mélange des deux composants qui pourrait donner l'illusion qu'ils se seraient combinés pour ne plus former qu'un seul composant aux propriétés identiques, mais une fois votre flacon au repos, ces deux éléments se sépareraient à nouveau pour reprendre leur forme initiale conformément aux propriétés respectives de leurs atomes ou combinaison d'atomes.

Voilà pourquoi, c'est une illusion ou pure ignorance de croire que la classe ouvrière pourrait s'emparer du pouvoir politique sans exproprier les capitalistes. Quant à faire croire que cela suffirait pour satisfaire les besoins et aspirations des travailleurs, c'est une escroquerie politique et rien d'autres.

Tartuferie ou exercice de démagogie lu dans un article à propos des Etats-Unis.

- "*Plus de deux siècles de mensonges sont maintenant dévoilés. Les contes farfelus sur la liberté et la démocratie s'effondrent comme des châteaux de cartes.*"

LVOG - Non monsieur, tout le monde le savait, tout le monde ou presque a laissé faire ou s'en est accommodé, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Quand on évoque l'inertie de l'histoire que la société traîne derrière elle comme un boulet ayant tendance à la tirer en arrière, on a le droit d'inclure cette croyance constante servant de caution ou de bonne conscience aux petits et au grands bourgeois pour

justifier tous les actes de brigandages et de pillages, tous les crimes causés par les colonisateurs occidentaux couverts par leur régime respectif.

Ce qui a changé mais qu'il ne veut pas comprendre, c'est que la crise généralisée et permanente du capitalisme ne permet plus un partage des richesses aussi généreux avec les classes moyennes, à moins que ce soit devenu nécessaire de réduire la place qu'elle occupait dans la société ainsi que leur pouvoir, dès lors que le monde est destiné à s'engager dans un cycle de régression sociale incompatible avec l'existence les libertés individuelles et collectives ou les expressions de la démocratique mêmes les plus élémentaires qui servent traditionnellement comme moyens politiques pour obtenir des droits sociaux nouveaux, en fait les deux explications sont plausibles ou ceci explique cela.

Il faut préciser, que cela aurait été impossible si les classes moyennes n'avaient pas permis à l'oligarchie financière de concentrer autant de richesse et de pouvoir, parfois en un temps record.

L'objectif que vise l'oligarchie, ce n'est plus seulement la recherche du profit comme certains continuent de le rabâcher sans réfléchir davantage, mais son contrôle totale de la population mondiale afin d'orienter la situation mondiale pour parvenir à l'instauration d'un gouvernement mondial, où tous les peuples seront dépossédés de tout pouvoir politique, qui leur servait précédemment pour défendre leurs droits sociaux ou en acquérir de nouveaux.

Contrairement aux dirigeants faillis ou vendus du mouvement ouvrier qui nient cette stratégie de l'oligarchie, les oligarques ont parfaitement compris ou pris conscience que la courbe exponentielle de la démographie mondiale avec les besoins sociaux qui vont de pair et coïncidant avec la surexploitation des ressources de la planète, constituait un défit gigantesque, un danger qui menacerait à terme son existence, son hégémonie ou le sort de la civilisation humaine passant pour ainsi dire au second plan ou devant être dissociés, bien que ces facteurs demeurent liés entre eux, d'où les difficultés à avancer dans cette voie, mais comme il n'en existe pas d'autres...

Ce qu'on a du mal à saisir semble-t-il, c'est qu'on est en présence de deux processus engagés dans des directions différentes et qui se chevauchent, dont les objectifs convergent par certains endroits et divergent sur d'autres. Certains s'inscrivent dans le prolongement du processus historique, d'autres rompent avec, sans que l'ensemble soit contradictoire, dans la mesure où le régime basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme serait amenée à être supplantée par un régime basé uniquement sur l'oppression de l'homme par l'homme.

Ce basculement signifierait que tous les facteurs et rapports objectifs ou économiques qui continueraient d'exister n'auraient plus forcément d'emprise sur la marche de la société ou seraient supplantés par des facteurs et rapports à caractère subjectif, où le sort des travailleurs dépendrait uniquement de lois ou de mesures autoritaires adoptées unilatéralement par l'oligarchie, qui se justifieraient par elles-mêmes sans que personne ne puisse les contester ou s'y opposer, sous peine d'être éliminé ou de se voir refuser l'accès à tous les services qui permettent de survivre, la notion de droit ayant totalement disparu dans une telle société.

De nos jours, l'oppression domine l'exploitation. Voilà ce qu'il nous faut développer en s'en tenant strictement à la réalité.

Vous aurez constaté qu'ils se moquaient éperdument de tous les facteurs économiques. Stop, j'en vois déjà qui affirment que c'est faux. Quels arguments vont-ils bien pouvoir trouver ou inventer pour invalider cette affirmation ? Poursuivons. La faillite du capitalisme, la valeur de la monnaie rendue au prix de l'encre et du papier pour la produire, l'endettement mondial colossal, la baisse tendancielle du taux de profit proche de zéro, les taux d'intérêt négatifs des banques centrales, la spéculation financière rendue à la nanoseconde pour ne pas perdre une miette de profit, les profits dégagés par les générations à venir déjà hypothéqués plusieurs fois, etc. bref si leur système économique devait tenir grâce à ces facteurs pas plus épais qu'une feuille de papier à cigarette, ils auraient réellement du souci à se faire.

Il fallait donc trouver une parade qui leur permettrait à la fois de ne plus dépendre de facteurs économiques qui leur seront toujours plus défavorables, et d'éviter l'affrontement direct avec le prolétariat mondial au cours duquel il pourrait regrouper ses forces et gagner en maturité. En disposant d'une immense fortune et de pratiquement tous les pouvoirs, ils devaient imaginer une stratégie qui les mettrait pour longtemps ou pour toujours à l'abri de telles menaces. La planche à billets et les instruments sophistiqués de communication ou modernes de propagande devaient leur en fournir les moyens pour peu qu'ils combinent intelligemment leur emploi au bon moment.

Contrairement au capitalisme qui avait accompagné le développement de la civilisation humaine, il s'agissait maintenant pour eux d'organiser la régression de la civilisation humaine ou briser l'espoir qu'un jour elle parviendrait au niveau atteint par les sociétés les plus avancées ou pourrait encore progresser, peu importe la manière démagogique avec laquelle ils allaient la présenter.

Lors des opérations qu'ils ont orchestrées sur le climat et le coronavirus, les oligarques ont mobilisé tous les pouvoirs dont ils disposaient, à cette occasion ils ont sorti le grand jeu avec le GIEC et l'OMS qui étaient leurs créatures, toutes issues de l'ONU, institution à laquelle se raccrochent désespérément ceux qui craignent de disparaître lors du naufrage du capitalisme. Elles devaient servir d'instruments pour s'assurer que les conditions politiques étaient réunies pour appliquer la suite de leur programme devant mener à l'instauration d'un régime mondial totalitaire.

Dans le même article l'auteur rappelait que :

- De janvier 2015 à ce jour, par exemple, 1 250 citoyens afro-américains ont été abattus par la police, aux États-Unis...

- Maintenant, de plus en plus de gens peuvent enfin voir...

Voir quoi ? Que dal ! Ils viennent de le démontrer lors de l'épisode du coronavirus, soit il l'a déjà oublié, soit il ne s'en est pas aperçu. Plus sûrement, il s'en est aperçu, mais il s'est empressé de l'oublier pour ne pas avoir à en chercher la signification politique, car ce qu'il trouverait mettrait à mal son discours démagogique et il n'en a pas d'autres.

L'oligarchie et ses médias instrumentalisent le meurtre d'un afro-américain, et le voilà qui embraie à leur suite ("maintenant"). Il fait partie de cette ribambelle d'intellectuels sous influence auxquels il suffit de souffler un truc à l'oreille pour qu'ils en deviennent des agents...

Instrumentalisations à la chaîne dévoilées.

- La « fausse alerte mondiale » COVID-19, la Campagne contre le racisme et le néolibéralisme par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 05 juin 2020

Extrait.

La campagne contre le racisme, y compris les mouvements de protestation, ne peut être dissociée de la lutte plus large contre le néolibéralisme et les instruments soigneusement conçus d'oppression économique et sociale.

À ce stade, il y a une question importante qui doit être abordée. La pandémie de la Covid-19, qui repose sur des données manipulées et une campagne de peur, détruit la vie des gens. Il s'agit d'un acte de guerre économique et sociale contre l'humanité. Elle est menée dans le monde entier.

Les preuves les plus récentes provenant d'un rapport du ministère allemand de l'intérieur qui a fait l'objet d'une fuite confirment que le virus de la COVID-19 est une « fausse alerte ».

D'autres rapports arrivent à des conclusions similaires, sans parler de la manipulation des certificats de décès.

Les mensonges sont nombreux : de nombreux scientifiques et politiciens éminents se sont exprimés. Tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, le « double comptage » a été utilisé pour gonfler le nombre de cas positifs signalés.

Pendant ce temps, les politiciens ont menti comme un arracheur de dents, les médias ont été chargés de soutenir la campagne de peur. La vie des gens est menacée. Les mensonges et les pots-de-vin sont la force motrice. Les politiciens et les scientifiques sont cooptés.

Tout cela dans le but de justifier la « distanciation sociale » et d'imposer le fameux « verrouillage » qui confine les gens dans leur maison, souvent sans revenu, sans nourriture et sans soins médicaux. Et les gens obéissent parce qu'ils ont peur.

Mais pourquoi ces questions n'ont-elles pas été soulevées par la campagne antiraciste ?

La campagne antiraciste et le verrouillage des frontières

Le verrouillage dès le départ est utilisé comme un moyen de déstabiliser l'économie américaine et de créer un chômage massif. Pourquoi alors la campagne « contre le racisme » soutient-elle fermement le verrouillage ?

Cette campagne contre le racisme n'est pas un mouvement de protestation contre les élites financières qui font pression sur les gouvernements pour retarder le plus longtemps possible la réouverture de l'économie nationale.

Le Big Money contrôle les politiciens. Ils contrôlent les médias qui mènent la campagne de la peur. Ils sont également les créanciers de l'État, qui sont en train de concocter un paquet de prêts de plusieurs milliers de milliards de dollars pour les gouvernements endettés. Leur intention est de déréglementer le marché du travail et de ramasser les morceaux des entreprises en faillite.

Les protestations et les émeutes servent leurs intérêts. Les élites financières ne sont pas la cible du mouvement de protestation.

Bien au contraire : leurs fondations milliardaires d'élite soutiennent de nombreuses ONG progressistes qui mènent la campagne contre le racisme, tout en se prononçant du bout des lèvres en faveur du Parti démocrate, qui est fermement opposé à la réouverture de l'économie étasunienne :

La campagne #WhatMatters2020 du BLM vise à maximiser l'impact du mouvement BLM en galvanisant les partisans et alliés du BLM dans les sondages de l'élection présidentielle américaine de 2020 afin de construire un pouvoir collectif et de s'assurer que les candidats sont tenus responsables des questions qui ont un impact systématique et disproportionné sur les communautés noires et mal desservies à travers le pays.

Le programme #WhatMatters2020 du BLM se concentrera sur les questions concernant l'injustice raciale, la brutalité policière, la réforme de la justice pénale, l'immigration noire, l'injustice économique, les LGBTQIA+ et les droits de l'homme, l'injustice environnementale, l'accès aux soins de santé, l'accès à une éducation de qualité, et le droit de vote et sa suppression.

Cette initiative inspirera et motivera les gens à se demander, ainsi qu'à leurs candidats, si vous abordez vraiment la question « Quelle importance en 2020 ?

« Qu'est-ce qui compte en 2020? » Ce que BlackLivesMatter n'aborde pas, c'est que les Afro-Américains sont les victimes de la campagne de peur de la pandémie COVID-19, ce qui, dans la pratique, contribue aux divisions sociales ainsi qu'au racisme.

Il s'agit d'une escroquerie : L'enfermement crée du chômage, ce qui affecte les communautés afro-américaines à travers les États-Unis. C'est un instrument d' «injustice économique ». C'est le néolibéralisme.

Le « dommage collatéral » économique et social de COVID-19 est le chômage de masse, la pauvreté, la mort et le désespoir. Il émane de l'establishment financier.

Soutenir le verrouillage qui crée de la pauvreté et perturbe l'activité économique dans le monde entier a de facto des connotations racistes. Pourquoi ? Parce qu'il détruit la vie des gens.

Les dommages causés par un « verrouillage économique mondial » dépassent de loin les effets du virus de la corona sur la santé.

L'objectif des élites financières, des fondations milliardaires et des philanthropes est la concentration des richesses, la faillite de l'économie réelle, le chômage de masse, l'inégalité sociale et le racisme.

Si vous êtes contre le racisme, la fin de l'enfermement, la réouverture de l'économie nationale et le rétablissement de l'emploi devraient être une priorité absolue.

Pour le dire sans détour : Il n'y a pas de mouvement de protestation de masse contre le confinement COVID-19. Les mensonges sont acceptés tels quels.

L'OMS est financée par la Fondation Gates et Big Pharma, les politiciens du monde entier sont cooptés et soudoyés. Mais en même temps, les organisations caritatives et les fondations milliardaires (dont Soros, la Fondation Ford, Rockefeller et autres) financent les ONG antiracistes « progressistes », qui agissent comme une « opposition contrôlée ».

La dissidence fabriquée et le financement de la dissidence est également une entreprise de plusieurs milliards de dollars. « Les mécanismes de « fabrication de la dissidence » nécessitent un environnement manipulateur, un processus de tordage de bras et une subtile cooptation des individus au sein des organisations progressistes ».

Et ces ONG ont décidé d'ignorer le fait que les Afro-Américains sont les victimes du néolibéralisme et du verrouillage de l'économie américaine.

Et ce verrouillage fait partie intégrante de la plate-forme électorale du Parti démocrate pour 2020, qui est un programme raciste néolibéral pro-guerre imposé par Wall Street, les grandes sociétés pharmaceutiques, le complexe militaro-industriel, etc.

Vous ne pouvez pas relancer une bataille contre l'Empire et demander ensuite à l'Empire de financer vos mouvements de protestation. « Tout ce que la Fondation [Ford] a fait peut être considéré comme « rendre le monde sûr pour le capitalisme« , réduire les tensions sociales en aidant à réconforter les affligés, fournir des soupapes de sécurité pour les coléreux et améliorer le fonctionnement du gouvernement (McGeorge Bundy, ancien conseiller à la sécurité nationale et président de la Fondation Ford, (1966-1979)

Le BLM ne « met » en aucun cas en danger le capitalisme mondial :

« … Black Lives Matter est de plus en plus inondé d'argent liquide, récoltant des promesses de plus de 100 millions de dollars de la part de fondations libérales [2016]… [y compris] la Fondation Ford et Borealis Philanthropy … Ce financement s'ajoute aux 33 millions de dollars du principal donateur du Parti démocrate, George Soros, ainsi qu'aux subventions du Center for American Progress. [dirigé par John Podesta Jr., le chef de cabinet de la Maison Blanche d'Obama]

Un véritable mouvement de base

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un véritable mouvement de base, à travers le pays, au niveau national et international, indépendant du financement des entreprises. La crise du Coronavirus est un acte de guerre contre l'humanité. Nous devons tendre la main à tous ceux qui sont victimes de la crise du coronavirus. La légitimité de la pandémie COVID-19 dépend de la peur, de la désinformation et de la soumission à une autorité supérieure.

Briser le mensonge signifie briser un projet criminel de destruction mondiale, dans lequel la recherche du profit est la force prépondérante.

Ce qu'il faut, c'est développer un large réseau de base indépendant à tous les niveaux de la société, dans les zones urbaines, les villes et les villages, les lieux de travail, les paroisses. Les organisations de travailleurs et d'agriculteurs, les associations professionnelles, les associations d'entreprises, les écoles, les syndicats d'étudiants, les associations d'anciens combattants, les groupes religieux seraient appelés à intégrer ce mouvement. La pandémie COVID-19 est basée sur un mensonge. Le consensus doit être rompu. Mondialisation.ca, 05 juin 2020

LVOG - L'analyse est globalement correcte, mais la conclusion est pathétique. Maintenant quand on a à l'esprit le degré de putréfaction ou de corruption de l'avant-garde du mouvement ouvrier, on ne peut pas lui en vouloir de ne pas adopter le marxisme ou le socialisme. Monsieur Michel Chossudovsky est animé de bonnes intentions assurément, mais cela ne suffit pas, hélas ! A lui aussi j'ai eu l'occasion d'écrire, sans réponse, mais il faut dire que je ne l'avais pas ménagé !

En guise de complément. Comme à l'accoutumer ils auront mis le paquet... en vain !

Racisme aux Etats-Unis: nouvelle journée de rassemblements massifs attendue samedi - AFP 6 juin 2020

Les Etats-Unis s'attendaient à des rassemblements massifs contre les inégalités raciales et les brutalités policières samedi... AFP 6 juin 2020

Washington se prépare à une vaste manifestation après la mort de George Floyd - Reuters 6 juin 2020

Washington pourrait connaître ce samedi l'une des plus grandes manifestations jamais organisées dans la capitale fédérale des Etats-Unis, a dit le chef de la police de la ville. Les médias américains s'attendent à des dizaines de milliers de participants. Reuters 6 juin 2020

Vérifions-le le lendemain.

À Washington, une foule pacifique défile contre les violences policières aux États-Unis - RFI 7 juin 2020

Et ils n'étaient pas avares de superlatifs les faussaires :

- Une foule...

- Une mobilisation sans précédent...

- Une marée humaine...

Vraiment ?

RFI - Plus de dix mille personnes ont défilé dans la capitale toute la journée samedi et une bonne partie de la soirée dans le calme, bien souvent en famille. RFI 7 juin 2020

Quant à l'AFP, elle a préféré ne fournir aucun chiffre !

AFP- Plus d'une dizaine de collectifs, dont plusieurs se sont formés spontanément sur les réseaux sociaux après la mort de George Floyd, ont appelé à envahir les rues de la capitale.

...une foule dense a envahi les rues de la capitale fédérale américaine, aux abords de la Maison Blanche, du Capitole ou encore du mémorial de Lincoln. AFP 7 juin 2020

LVOG - Des badauds profitant du soleil printanier...

En comparaison.

Le 28 août 1963 la manifestation pour les droits civiques avait rassemblé à Washington près de 250 000 personnes, devant le mémorial de Lincoln où Martin Luther King allait lancé "I have a dream".

Pour expliquer le flop de cette opération patronnée par les agences de presse, l'AFP a cru bon de préciser que :

AFP- Contrairement à ce mouvement emblématique des années 60, ou aux autres rassemblements que la capitale à l'habitude d'accueillir, les manifestations de samedi n'étaient pas centrées sur un événement ou une allocution.

On comprend, on comprend, les manipulations pris en flagrant délit une fois de plus...

Epilogue. Rajoutez "historique" !

LVOG - Question : A quel genre de manipulation êtes-vous associés si vous soutenez ces manifestations ? La réponse est cruelle. Un "*vent nouveau*" souffle, celui de la pire réaction ! Lisez.

- Manifestations contre le racisme : des marches historiques font souffler un vent nouveau - Franceinfo 8 juin 2020

Une union de la jeunesse noire et blanche, celle des grandes villes américaines. Des jeunes qui n'ont plus que l'antiracisme en commun. Une jeunesse aussi très politisée face à Donald Trump. La gauche américaine espère que ces jeunes seront aussi mobilisés en novembre, quand il sera l'heure d'aller voter.

Sa mort est maintenant au cœur de la campagne présidentielle américaine. "Joe Biden va venir rencontrer la famille de George Floyd. Il ne sera pas présent à la cérémonie mardi pour des raisons de sécurité (...) Selon les pronostics, il devrait prendre une candidate vice-présidente, femme et noire", indique le journaliste Loïc de la Mornais, en duplex depuis Washington, la capitale américaine. "Du côté des républicains, il y a une ambiance de guerre civile. Colin Powell, l'ancien secrétaire d'État de George H. W. Bush durant la guerre en Irak, un républicain, vient d'annoncer qu'il ne soutiendra pas Donald Trump en novembre prochain et appelle à voter Joe Biden. Même chose pour l'ancien président George W. Bush et l'ancien candidat à la présidence Mitt Romney", conclut-il. Franceinfo 8 juin 2020

- Colin Powell dénonce les "mensonges" de Trump, votera Biden - AFP 8 juin 2020

L'ex-secrétaire d'Etat de George W. Bush, Colin Powell, a annoncé dimanche qu'il voterait pour le démocrate Joe Biden, mettant en garde contre le danger d'un second mandat de Donald Trump, président "qui ment tout le temps". AFP 8 juin 2020

LVOG - Avez-vous saisi le mobile politique de cette opération ? Non, alors lisez.

- Mort de George Floyd : le candidat démocrate Joe Biden a rencontré des membres de la famille - Franceinfo 8 juin 2020

"Il les a écoutés, a entendu leur souffrance et a partagé leur malheur", a déclaré Benjamin Crump. "Cette compassion signifiait beaucoup pour cette famille endeuillée", a poursuivi l'avocat. Franceinfo 8 juin 2020

La machination au coronavirus mise en pièces.

- Le confinement « aberration humaine, sanitaire, économique » selon le Dr. Delépine - covidinfos.net 7 juin 2020

Publié par France Soir, un article très complet du Dr Gerard Delépine, chirurgien oncologue et statisticien, se livre à un bilan du confinement et de ses conséquences, soulignant que l'enfermement « n'a ni diminué, ni ralenti l'épidémie » et que l'on fait face à

un « dramatique échec médical. » Extraits.

« En réalité, l'épidémie se termine en France comme partout en Europe. Il n'y aura pas de vraie deuxième vague de Covid19, car cela n'est jamais observé dans les maladies virales. […] »

« Ne cédez pas à la pression des médias et des autorités pour vous faire ficher ; l'usage du test est devenu une arme politique pour faire croire qu'on s'occupe de son peuple, de sa ville. Il n'a plus aucun intérêt à ce stade de disparition de cette virose.[…] »

« Les données publiées par l'OMS prouvent que la propagation de l'épidémie n'a été ni retardée, ni amoindrie par le confinement aveugle dans aucun des pays qui l'ont imposé à leur population.[…] »

« Dans les pays confinés, les évolutions du nombre de contaminations quotidiennes avant et après le verrouillage, ne montrent en effet aucun signe de discontinuité, ni dans leurs taux de croissance, ni dans leurs temps de doublement. Cette remarque a été le sujet d'un article bien documenté. Ceux qui prétendent que le confinement aurait évité l'accélération, protégeant de fait d'une surcharge des hôpitaux, sont démentis par les faits que démontrent les résultats comparés entre pays voisins de même culture.[…] »

« Le bilan médical actuel du confinement aveugle franco-italien appliqué aussi en Belgique et en Espagne est catastrophique.[…] »

« D'après les données publiées par l'OMS le 30 mai 2020, la mortalité directe du Covid19 est beaucoup plus élevée dans les pays qui ont pratiqué le confinement aveugle (sans séparer les porteurs de virus des autres) et autoritaire (avec contrôle policier), que dans ceux qui ont pratiqué la quarantaine ciblée (réservée aux seuls porteurs de virus) et fait confiance à leurs citoyens (conseillés et non astreints à domicile).[…] »

« Au 29 mai 2020, exprimée par million d'habitants, la mortalité officielle directement liée au Covid19 atteint 810 en Belgique, 621 en Espagne, 548 en Italie et 459 en France, pays adeptes du confinement aveugle et policier, contre 100 en Allemagne, 98 au Danemark et 4 à 7 dans les pays asiatiques démocratiques qui n'ont pas confiné leur population.[…] »

« En adoptant les mesures sanitaires de l'Allemagne, nous aurions probablement 23 000 morts de Covid19, en moins à déplorer. Et sans aucune mesure sanitaire, à l'instar des Pays-Bas, nous pourrions avoir eu 6100 morts directes du Covid19 en moins.[…] »

« A ce surplus de mortalité directe lié au confinement aveugle, il convient d'ajouter les victimes collatérales et en particulier les malades souffrant de pathologies chroniques (cancéreux, cardiaques, déprimés) qui ont subi l'arrêt des traitements prévus, arrêt imposé par le plan Blanc et les nouveaux malades qui n'ont pas pu être diagnostiqués, ni traités du fait de l'interdiction d'opérer les malades non reconnus urgents par les agences régionales de santé.[…] »

« La comparaison de l'évolution de l'épidémie en Belgique et aux Pays-Bas, proches par leur situation géographique et leurs modes de vie, est particulièrement frappante et questionne une fois de plus sur l'utilité même du confinement. En effet, les Pays-Bas, qui n'ont pas restreint les libertés publiques, bénéficient de la même régression (83%) de l'épidémie et dans les mêmes délais que la Belgique confinée policièrement après avoir pleuré au total 344 décès par million d'habitants contre 810/1000000 en Belgique.[…] »

https://covidinfos.net/covid19/le-confinement-aberration-humaine-sanitaire-economique-selon-le-dr-delepine/1255/

Lire l'article intégral :

– Le confinement, tout ce que l'on ne vous a pas dit : aberration humaine, sanitaire, économique

http://www.francesoir.fr/le-confinement-tout-ce-que-lon-ne-vous-pas-dit-aberration-humaine-sanitaire-economique

- Dr G. Delépine : Confinement, cette mesure d'enfermement collectif est-elle efficace ? Chiffres OMS de mortalité comparés - medias-presse.info 10 avril 2020

https://www.medias-presse.info/dr-g-delepine-confinement-cette-mesure-denfermement-collectif-est-elle-efficace-chiffres-oms-de-mortalite-compares/119647/

- Tribune. Ce qui est refusé au professeur Didier Raoult est permis à d'autres - lepoint.fr 7 juin 2020

https://www.lepoint.fr/invites-du-point/tribune-ce-qui-est-refuse-au-professeur-didier-raoult-est-permis-a-d-autres-07-06-2020-2378816_420.php#xtor=CS3-190

Amine Umlil est pharmacien hospitalier, responsable du Centre territorial d'information indépendante et d'avis pharmaceutique, au centre hospitalier de Cholet.

Extrait.

Un filtre académique et des autorités ad hoc discrédité

Il est reproché à l'IHU de Marseille de ne pas avoir respecté le filtre académique. Il y a lieu de s'interroger sur l'efficacité, la sécurité et le coût d'un tel filtre. L'exemple suivant est édifiant. Il date de quelques jours. The Lancet, l'une des revues scientifiques les plus prestigieuses avec comité de lecture, et elle n'est pas la seule, vient de publier une étude censée démontrer un rapport bénéfice/risque défavorable pour l'hydroxychloroquine. Sur la base de cette publication, le ministre des Solidarités et de la Santé, qui est aussi médecin, saisit un groupe d'experts. Ces derniers sont invités à rendre un avis au ministre sur le contenu de cette publication internationale. La décision tombe rapidement : la prescription de ce médicament doit cesser. Les médecins sont avertis, voire menacés de sanctions. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande l'arrêt des essais cliniques en cours ; l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) suit. Ces essais sont stoppés.

Mais, quelques jours après, à la suite des observations formulées par des experts d'en bas, ladite revue The Lancet dénonce, elle-même, ce qu'elle vient de publier. Alors, les suiveurs suivent à nouveau, mais dans l'autre sens cette fois : les essais cliniques peuvent reprendre. Il y a donc lieu de soulever les deux questions suivantes : ces experts d'en haut, placés dans toutes ces hautes instances, qui dictent au monde entier ce qui est bien et ce qui est mal pour notre santé, ont-ils lu l'étude publiée avant de rendre leur décision ? Si oui, ces experts seraient soit incompétents, soit de mauvaise foi, soit les deux à la fois. Si non, pourquoi avoir accepté cette publication sans lecture sérieuse préalable ? Dans ces différents cas, c'est pour le moins inquiétant pour la sécurité des populations.

Le 4 juin 2020, nous apprenons que trois des quatre auteurs de cette publication se rétractent. Un trou dans le filtre académique ? En réalité, la lecture critique d'une étude, d'un essai clinique, d'une publication… n'est pas accessible à tous les professionnels de santé, furent-ils médecins, pharmaciens, experts désignés, etc. Par ailleurs, nous connaissons certains aspects, étrangers à la science, qui influencent sur la décision de publier des travaux de telle ou telle équipe dans telle ou telle revue. lepoint.fr 7 juin 2020

Trafic de cadavres (suite).

- Covid-19 : Comment ils ont gonflé les chiffres pour mieux terroriser les peuples par Nicole Delépine
- officierunjour.net 23 mai 2020

https://www.officierunjour.net/actualites/covid-19-pand%C3%A9mie-2020/covid-19-comment-ils-ont-gonfl%C3%A9-les-chiffres-pour-mieux-terroriser-les-peuples/

Extrait.

Trucage aux USA particulièrement à New York

Ainsi le « le 14 avril, le nombre de décès dus au Coronavirus dans la ville de New York a été révisé et un nombre important de 3 700 décès a été ajouté, le décompte comprenant désormais « les personnes qui n'ont jamais été testées positives pour le virus, mais qui sont présumées l'avoir ». C'est tellement mieux pour paniquer la population et raviver la sidération.

Ils définissent « probable, sans test de laboratoire de confirmation effectué pour Covid-19 ». Juste une supposition du médecin responsable ». Exemple : « on demande aux médecins de mentionner Covid-19 comme cause de décès même si, par exemple, un patient de 83 ans souffrant de diabète ou de problèmes cardiaques préexistants ou de pneumonie meurt avec ou sans tests Covid-19 ».

Tous les patients devinrent Covid-19

Comme en France, on ne soigne plus les autres pathologies réputées non urgentes et les hôpitaux vidés en attente du tsunami qui n'arriva pas… Les administrateurs d'hôpitaux ont reçu l'ordre d'annuler toutes les opérations. Ceux qui meurent tout de même et arrivent malgré tout à l'hôpital sont classés Covid-19. Le tour est joué.

Dans les autres pays européens, tout pour le Covid, rien que pour le Covid-19

Nous avons eu confirmation qu'en France, en Allemagne, en Espagne, la grande majorité des malades arrivés jusqu'à l'hôpital ont été classés Covid-19.

Ainsi des cardiologues parisiens s'étonnaient de la disparition des embolies pulmonaires ou infarctus dans leurs services. Morts chez eux, classés Covid au téléphone devant leurs symptômes et sommés de prendre le bien-aimé Doliprane à domicile. Les patients des Ehpad furent interdits d'hôpital quel que fut leur état par la circulaire du 20 mars et le décret autorisant l'injection de Rivotril aux aînés souffrant d'une détresse respiratoire suspectée, sans preuve et sans traitement autorisé par les autorités sanitaires. Un des grands scandales de ce siècle dont on entendra parler après le silence de la peur et de la sidération.

On apprend que les autopsies avaient été proscrites par l'OMS et que les malades devaient être rapidement incinérés comme à l'époque de la toute-puissance des dogmes religieux, empêchant toute analyse des causes de la mort. Un recul scientifique de plus de 150 ans et l'oubli que les progrès de la médecine moderne repose sur la médecine expérimentale promue par Claude Bernard. Des médecins légistes italiens et allemands ont désobéi, pour le meilleur de la science et de l'épidémiologie et rapportent également des chiffres sidérants sur le nombre de malades classés Covid-19 et la réalité des faits. Nous y reviendrons. officierunjour.net 23 mai 2020

L'après coronavirus? par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 08 juin 2020

Extrait.

En Italie, les autorités sanitaires ont commandité un examen détaillé d'un échantillon de 355 décès « présumés » de covid-19, et elles ont constaté que l'âge moyen des personnes décédées était de 79,5 ans.

« Dans cet échantillon, 117 patients (30%) avaient une cardiopathie ischémique, 126 (35,5%) étaient diabétiques, 72 (20,3%) avaient un cancer actif, 87 (24,5%) avaient une fibrillation auriculaire, 24 (6,8%) étaient atteints de démence et 34 (9,6%) avaient des antécédents d'accident vasculaire cérébral. Le nombre moyen de maladies préexistantes était de 2,7. Dans l'ensemble, seuls 3 patients (0,8 %) n'avaient aucune maladie. » (Cf., Journal of the American Medical Association, article rédigé par un collectif de médecins italiens.)

Cela signifie que 99,2 % de l'échantillon étaient porteurs d'autres maladies graves et qu'il était, de ce fait, impossible d'en conclure que ces 355 personnes étaient décédées par coronavirus. Mondialisation.ca, 08 juin 2020

The Lancet ou les Pieds nickelés.

- Rétractation de deux articles « scientifiques » sur le Covid-19 - Réseau Voltaire 6 juin 2020

The Lancet s'est rétracté le 5 juin 2020 d'un article publié le 22 mai [1], suivi une heure plus tard du New England Journal of Medicine pour un article similaire paru le 1er mai [2].

Ces deux articles [3] [4] avaient été mis en valeur par une vaste campagne de presse orchestrée par le laboratoire Gilead Science. Ils prétendaient prouver que certains médicaments étaient inutiles face au Covid-19, laissant la voie libre aux médicaments produits par ce laboratoire.

Ces deux articles se fondaient sur des données récoltées et traitées par Surgisphere, la société de Big Data fondée par le docteur Sapan S. Desai, également signataire des deux études. Il s'était déjà fait connaître en promouvant l'Ivermectine, pour lutter contre la Covid-19.

The Guardian avait montré que les données de Surgisphère concernant des hôpitaux australiens et utilisés dans l'étude sur l'hydroxychloroquine étaient inventées. Suite à ces révélations, les autres auteurs des deux articles ne sont pas parvenus à consulter les données récoltées par Surgisphere [5].

La rétractation des deux revues scientifiques ne permet toujours pas de savoir ce qui s'est passé. En effet, de nombreux spécialistes ont pu mettre en doute dès la première lecture ces deux études, pourtant jugées assez « fiables » pour être publiées. Il reste à déterminer si le docteur Sapan S. Desai est juste un escroc qui a mené en bateau ses collègues, ou si ces intoxications avaient été commanditées par Gilead Science. En effet, ces études allaient dans le sens des intérêts du laboratoire, ont été promues par son service de presse, et ont toutes deux été dirigées par le professeur Mandeep Mehra qui a masqué travailler pour Gilead Science. Réseau Voltaire 6 juin 2020

Notes.

[1] "Retraction—Hydroxychloroquine or chloroquine with or without a macrolide for treatment of COVID-19 : a multinational registry analysis", Mandeep R. Mehra, Frank Ruschitzka, Amit N. Patel, The Lancet, June 5, 2020.

[2] "Retraction : Cardiovascular Disease, Drug Therapy, and Mortality in Covid-19", New England Journal of Medicine, June 5, 2020.

[3] “Hydroxychloroquine or chloroquine with or without a macrolide for treatment of COVID-19 : a multinational registry analysis”, Mandeep R. Mehra, Sapan S. Desai, Frank Ruschitzka, Amit N. Patel, The Lancet Online, May 22, 2020.

[4] “Cardiovascular Disease, Drug Therapy,and Mortality in Covid-19”, Mandeep R. Mehra, Sapan S. Desai, SreyRam Kuy, Timothy D. Henry, Amit N. Patel, New England Journal of Medicine, May 1, 2020.

[5] “Questions raised over hydroxychloroquine study which caused WHO to halt trials for Covid-19”, Melissa Davey, The Guardian, May 28, 2020.

En complément

- Dr Gérard Maudrux - Chirurgien urologue

https://blog.gerardmaudrux.lequotidiendumedecin.fr/2020/06/05/la-bonne-farce-du-lancet/#

- LancetGate : Surgisphere la société qui a fourni les données à l’étude est-elle sérieuse ? - 29 mai 2020

http://www.francesoir.fr/societe-economie/lancetgate-surgisphere-la-societe-qui-fourni-les-donnees-letude-est-elle-serieuse

La machination éventée.

- Le Covid-19, une « fausse alerte mondiale » selon un « rapport officiel allemand » ? Prudence ! - 20minutes.fr 6 juin 2020

Dans cet article, il était raconté que l'auteur se prévalait à tort d'avoir travaillé avec une groupe de scientifiques, avant de convenir qu'ils avaient tout de même "apporter des éléments" à ce document, dont ils avaient pris connaissance sans en rejeter le contenu.

Le ministère de l’Intérieur s'est empressé de suspendre de ses fonctions l'auteur de cette étude pour le moins embarrassante. Peu importe, des témoignages de médecins du monde entier confirment que le confinement était la pire mesure à prendre face à une simple épidémie. 20minutes.fr 6 juin 2020

Les Pieds nickelés ont de nombreux émules.

- Coronavirus: Combien de morts évités avec le confinement? Cette étude donne une nouvelle estimation -

Le HuffPost 8 juin 2020 Selon une étude publiée dans la revue scientifique "Nature", le confinement a eu "un effet substantiel” sur le contrôle de l’épidémie et a permis d'éviter 3,1 millions de morts supplémentaires dans 11 pays européens. Le HuffPost avec AFP 8 juin 2020

LVOG - Qui dit mieux ? Et d'où vient ce chiffre, je vous le donne en mille : "*des modalisations mathématiques des scientifiques de l’Imperial College de Londres*" qui ont été à l'origine du confinement policier. Ils n'allaient pas dire le contraire, franchement.

Commentaires d'internautes.

1- Chiffres invérifiables et produits par les mêmes qui nous ont prédit je cite "une 2éme vague inévitable" !

2- Gros mensonge, ce collège de Londres disait au mois de janvier qu'il y aurait une hécatombe en Afrique, que les rues africaines seraient jonchées des cadavres. Mais, ce qui est drôle, c'est de voir les journalistes relayer ses mensonges.

3- Les médias ne parlent que trop rarement des pays ou le nombre de victimes est rare comme le Maroc ou la Grèce, mais a la place nous abreuvent de chiffres et de conclusions issues d'études plus que douteuses et allant uniquement dans le sens de la politique du gouvernement français

4- Cette étude est fausse !

Elle est le fruit de Neil Ferguson, l'auteur des scénarios apocalyptiques qui ont conduit aux confinements !

Dans son scénario de début février, il prévoyait 2,6 millions aux USA (100 fois moins en réalité), 1,4 million de morts au Japon

(650 décès en réalité), 510 000 morts en France (29 000 en réalité)...

C'est aussi l'homme qui prévoyait 150 000 morts de l'ESB en Angleterre en 2002. En réalité ce fut 2700 seulement !

En 2005, il prédisait 200 millions de morts dans le monde à cause de la grippe aviaire... Ce sera 455 seulement !

De nombreux scientifiques critiques ses méthodes et ses modèles informatiques !

5 - L'Imperial College a intoxiqué tous les dirigeants européens au début de la crise en donnant des chiffres apocalyptiques, qui ont justifié la décision de confinement. A la sortie, ils se sont trompés d'un facteur 20. Il s'agit d'autojustification, ni plus ni moins. La réalité est que les pays qui n'ont pas confinés, mais qui ont testés, isolés les porteurs, et préconisés l'emploi des masques, ont plutôt mieux faits que les pays qui ont confinés. Dans tous les cas de figure, le nombre de décès n'est fort heureusement pas celui prédit par ces « experts ».

Les agents du totalitarisme ne désarment pas.

- Une deuxième vague de Covid-19, «c'est presque certain», affirme un infectiologue japonais - sputniknews.com 6 juin 2020

Dans une interview à Sputnik, Akihiro Sato, infectiologue japonais, a estimé que si la seconde vague de Covid-19 ne se produisait pas, «nous serions chanceux»:

«La probabilité d'une deuxième vague d'infections à coronavirus est élevée, elle est d'environ 90%, ce qui signifie que c'est presque certain.»

«Très probablement, ce sera en automne ou en hiver», a-t-il supposé. «Mais il se pourrait bien que la deuxième vague arrive plus tôt, en juillet ou en août». sputniknews.com 6 juin 2020

Vous comparerez l'attitude de cet infectiologue infesté par l'idéologue dominante avec celle du médecin et scientifique Didier Raoult, qui répond invariablement à ce genre de questions qui l'agacent, qu'il ne sait pas.

- L'OMS revient sur ses recommandations concernant le port du masque - sputniknews.com 5 juin 2020

L'Organisation mondiale de la santé reconsidère sa position sur les masques médicaux. Alors qu'auparavant, l'autorité sanitaire se montrait réticente au port du masque par les personnes non-contaminées, désormais elle le recommande à tous si maintenir la distanciation physique est difficile, selon le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

«Compte tenu de l'évolution des données, l'OMS conseille aux gouvernements d'encourager le grand public à porter des masques lorsque la transmission est généralisée et la distanciation physique difficile, par exemple dans les transports publics, dans les magasins ou dans d'autres milieux fermés ou très fréquentés», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse vendredi 5 juin. sputniknews.com 5 juin 2020

Dans la foire aux "***essais cliniques***" ou à la poule aux oeufs d'or... sonnants et trébuchants puisqu'il faut bien les financer.

LVOG - Et si c'était exactement l'inverse, ces patients présentaient une carence en cette vitamine K parce qu'ils l'auraient consommé pour faire face à l'attaque du virus ?

Et si les formes sévères du Covid-19 étaient liées à une carence en cette vitamine? - sputniknews.com 7 juin 2020

Une carence en vitamine K peut être liée aux formes sévères du Covid-19, selon les recherches de scientifiques britanniques, relate le Guardian.

Les formes sévères de Covid-19 provoquent la coagulation du sang et une dégradation des fibres élastiques situées dans les poumons ont constaté les scientifiques. Or, la vitamine K est un élément clé de la production de protéines qui régulent la coagulation, ainsi que de la protection des fibres des poumons qui se font attaquer par le coronavirus.

«Nous avons trouvé que les personnes qui sont mortes des suites du Covid-19 et qui se trouvaient en soins intensifs avaient des niveaux de vitamine K plus bas comparé aux personnes saines. Nous croyons qu'il y a un rapport entre la vitamine K et

comment la maladie progresse», a dit Dr Rob Janssen.

Où trouver de la vitamine K?

La vitamine K, qui comprend plusieurs molécules telles notamment K1 et K2, peut être trouvée dans les œufs, les fromages bleus et les légumes verts, comme les épinards, par exemple.

Maintenant qu'un lien entre une carence en vitamine K et une forme grave de Covid-19 a été établi, les chercheurs souhaiteraient procéder à des essais cliniques, indique le quotidien britannique. sputniknews.com 7 juin 2020

Vous préférez peut-être la version cobaye ou apprenti sorcier ?

- Ce médicament serait d'une grande aide pour soigner le Covid-19 - sputniknews.com 6 juin 2020

Suite à une étude établie à partir de dix patients, des scientifiques ont conclu que la consommation de famotidine aurait contribué au traitement de Covid-19 de personnes qui n'ont pas été hospitalisées mais soignées à domicile, rapporte la revue spécialisée Gut. Il est pourtant prématuré de tirer des conclusions définitives sur son efficacité.

Ce médicament est à l'origine utilisé contre les brûlures d'estomac.

Les 10 patients ont indiqué que leur état de santé avait commencé à s'améliorer dès le début de la prise du médicament. L'évaluation totale des symptômes s'est considérablement améliorée au cours des premières 24 heures. sputniknews.com 6 juin 2020

Totalitarisme. Ils visaient bien l'instauration d'un modèle de société pire encore.

- L'ONU demande un changement de cap pour "un avenir vert" après la pandémie - AFP 6 juin 2020

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a demandé vendredi à la communauté internationale de changer de cap et de prendre la nature en compte dans ses décisions, afin de "forger un avenir vert" après la pandémie du nouveau coronavirus.

Pour lui, l'apparition du nouveau coronavirus est un "message clair" de la nature face à la dégradation des habitats et à la perte de biodiversité, liées à l'activité humaine, associée à des inondations, catastrophes naturelles et incendies de plus en plus fréquents.

"Repensons ce que nous achetons et ce que nous utilisons, adoptons des habitudes, des systèmes alimentaires et des modèles d'entreprenariat durables, préservons les espaces et la vie sylvestres qui existent encore, et engageons nous à forger un avenir vert et résilient", a-t-il souligné. AFP 6 juin 2020

L'autre confinement policier.

- Marseille: Mélenchon apporte son soutien à la liste d'union de la gauche - AFP 6 juin 2020

Le leader de la France Insoumise et député des Bouches-du-Rhône, Jean-Luc Mélenchon, a apporté samedi son soutien à la candidate de la liste d'union de la gauche Michèle Rubirola pour les municipales à Marseille, mais reste "perplexe" sur sa stratégie. AFP 6 juin 2020

Quand le scélérat s'en remet au matraqueur, gazeur, amputeur, éborgneur... Macron.

- "Que le président prenne la parole" sur la police plutôt "que pour vendre des voitures", affirme Mélenchon - AFP 7 juin 2020

"Il vaudrait mieux que le président prenne la parole" sur le racisme présumé dans la police a déclaré le chef des Insoumis Jean-Luc Mélenchon dimanche.

Selon lui, "il y a un problème de formation" dans la police... AFP 7 juin 2020

LVOG - Dites, c'était une offre de service ?

Un tour de force "***méthodologie***".

- Forces de l'ordre : 85 % des Français en ont une « image positive » selon une enquête mais la méthodologie interroge - 20minutes.fr 7 juin 2020

...pour une moralisation et une banalisation du régime fascisant.

- Macron demande au gouvernement d'"accélérer" sur la déontologie policière - AFP 8 juin 2020

Emmanuel Macron a demandé au gouvernement "d'accélérer" dans ses propositions pour améliorer la déontologie des forces de l'ordre, face à la multiplication des manifestations contre le racisme et les violences policières, a indiqué lundi l'Elysée. AFP 8 juin 2020

LVOG - Il ne manque plus que la déontologie des forces armées et de la guerre ! Peut-être jugent-ils la population suffisamment servile, qui sait ?

A moins que ce ne soit une opération dans le cadre de la guerre psychologique qu'ils mènent contre les masses, en leur disant : Voyez, la police va renoncer à l'usage de la violence alors vous en ferez autant même si vous n'êtes pas satisfait de votre sort ou s'il empire, dans le cas contraire on vous dénoncera et vous aurez tout le monde contre vous, et là la police recourra à la violence sans modération et personne ne vous défendra. Obéissez sans vous poser de questions, tenez-vous à carreau et tout se passera bien, sans bavure...

Paroles d'esclavagiste. Au fait, tous les travailleurs sont victime de l'esclavage sans distinction de peau. Chut !

- Méthode d'étranglement, sanctions, formation... Ce qu'il faut retenir des annonces de Christophe Castaner contre les violences policières - Franceinfo 9 juin 2020

- Méthode d'étranglement, sanctions, formation... Ce qu'il faut retenir des annonces de Christophe Castaner "Le racisme n'a pas sa place dans notre société, et encore moins dans notre police républicaine", a averti le ministre de l'Intérieur... Franceinfo 9 juin 2020

LVOG - Demain l'exploitation et l'oppression seront aussi vertueuses que les capitalistes et l'appareil policier de leur Etat.

Le régime le plus zélé et le plus autoritaire reconnu à sa juste valeur par ses maîtres.

- La gestion française du coronavirus saluée par le "New York Times", la Macronie jubile - Le HuffPost 8 juin 2020

Pour sélectionner les malades qui seront soignés et ceux qui devront mourir ?

- Hôpital: Martinez (CGT) espère que les citoyens seront nombreux dans la rue le 16 juin - AFP 8 juin 2020

Après le sang contaminé, le lait contaminé !

- Des militantes seins nus dénoncent à Paris "le calvaire" des vaches laitières - AFP 6 juin 2020

Haut de page

Le 18 juin 2020

CAUSERIE ET INFOS

(21h56 heure locale.

Les nouveaux documents mis en ligne n'étaient pas disponibles quelques heures plus tôt à cause d'un problème de connexion, sorry !

Au fait, moi y a vouloir des sous, personne n'exige la démission de Véran et Salomon, la dissolution des officines faisant partie

des autorités médicales française, je n'ai pas la liste en tête, bref, ils peuvent dormir tranquille avec un tel mouvement ouvrier.)

Cette longue causerie a été réalisée entre le 9 et le 16 juin. Plus loin j'annonce qu'elle sera la dernière... pour le moment ou définitivement, je l'ignore. Ma compagne sera encore absente pour une semaine dès demain, on verra si j'ai le temps d'actualiser le portail.

A quoi ont servi les chercheurs et les scientifiques depuis un siècle ? La plupart à rien du tout. Qu'en était-il de la vocation des médecins ? Une fable généralement. Que faut-il penser des progrès réalisés au XXe siècle jusqu'à nos jours ? Désolé, je ne comprends pas de quoi vous voulez parler. Quel avenir entrevoyez-vous pour la civilisation humaine ? Aucun comme c'est parti, il faut être lucide. Pourquoi continuer de procréer ? Pour augmenter le nombre de malheureux sur Terre.

Le visage hideux du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme met régulièrement sur le devant de la scène politique différents acteurs et aspects de la réalité tout aussi immondes, qu'on allait nous présenter sous un jour favorable. Bref, on allait nous raconter des histoires, à l'instar de ce qu'on enseigne dans les manuels scolaires pour que la servitude humaine se poursuive jusqu'à la dégénérescence complète de l'espèce, voire son extinction.

Pourquoi le mouvement ouvrier ne caractérise-t-il pas le régime de totalitaire ? Question stupide, parce qu'il le cautionne ou y collabore. Qui a évoqué dans un éditorial un crime d'Etat délibéré pour arriver à 30.000 morts ? Aucun parti dit ouvrier. Qui traite Macron de despote ou de tyran, de fasciste, d'assassin, de corrompu ? Personne hormis des médecins courageux qui se sont opposés à ses mesures, quelques personnalités ou militants isolés dont je fais partie.

Un internaute s'interroge à juste titre :

"Mais jusqu'où ira-t-on ?
L'argent domine-t-il le monde à ce point ?
Où est passé l'humanisme ?
Où est passés la morale ?

Nous assistons à une dérive totale et sans limites."

L'Etat d'urgence policier maintenu.

- L'Assemblée vote le projet de loi sur la sortie de l'état d'urgence sanitaire - AFP18 juin 2020

L'Assemblée a voté mercredi le projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire après le 10 juillet, avec une période de "vigilance" durant laquelle des restrictions resteront possibles...

Le texte a été adopté en première lecture, avec le soutien des élus LREM, MoDem et Agir, les oppositions de droite comme de gauche le jugeant "liberticide". Il sera examiné au Sénat dès lundi.

Le texte permet donc des restrictions sur la circulation des personnes, l'accueil du public dans certains établissements ou les rassemblements, et ce jusqu'au 30 octobre.

Les manifestations feront l'objet d'un régime d'autorisation "au regard de la mise en oeuvre des mesures barrières". Il faut ajouter la possibilité de prolonger la conservation de certaines données collectées par les systèmes d'information de santé, alors qu'elle devait être limitée à 3 mois. AFP 18 juin 2020

- 43 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Révélateur. Tout va bien, la base qui soutient le régime est stable, Macron est déjà réélu !

23,6 millions de téléspectateurs ont regardé l'allocution présidentielle - AFP 15 juin 2020

- 36,7 millions de téléspectateurs le13 avril

- 35,4 millions de spectateurs le 16 mars
- 23,6 millions de téléspectateurs le 14 juin. AFP 15 juin 2020

"*Nous pouvons être fiers*", Macron a raison d'être fier d'avoir réalisé un consensus incluant la totalité du mouvement ouvrier sur des mesures totalitaires. Les militants qui y ont participé n'ont pas signé leur arrêt de mort politique, cet épisode a révélé qu'il l'était déjà, confirmant ce que nous savions depuis longtemps.

L'espoir même ténu est ailleurs.

- L'économiste et philosophe Frédéric Lordon, chercheur au CNRS français, passe à l'inévitable : la seule solution serait une insurrection révolutionnaire. Et il sait exactement comment l'alliance des médias mainstream et des marchés financiers ne le permettrait jamais. Le Grand Capital est capable de coopter et de saboter n'importe quoi.

C'est donc notre choix : soit la Restauration néolibérale, soit une rupture révolutionnaire. Et rien entre les deux. Il faut quelqu'un de la trempe de Marx pour construire une idéologie écosocialiste du 21e siècle et capable d'une mobilisation soutenue et durable. Aux armes, citoyens! (Notre sombre avenir: le retour du néolibéralisme ou un néofascisme hybride ? par Pepe Escobar - Investig'Action 08 Juin 2020)

https://www.strategic-culture.org/news/2020/05/29/our-grim-future-restored-neoliberalism-or-hybrid-neofascism/

LVOG - "*Le Grand Capital*", combien de divisions ? La classe ouvrière, combien de divisions ? En cas d'affrontement direct, d'après vous qui l'emporterait ?

Cela dit, on ne va pas se plaindre si des intellectuels en arrivent à la conclusion qu'il faut rompre avec le capitalisme, même si c'est de manière encore confuse, et compte tenu que la crise actuelle va frapper violemment les classes moyennes, il faut s'attendre à ce que certaines éléments de ces classes se radicalisent et cherchent une voie au-delà du capitalisme ou renouent avec le socialisme, ce sera la seule bonne nouvelle de cette causerie, on s'en contentera.

Quelques réflexions sur la situation.

Le confinement et le masque du totalitarisme qu'ont adopté tous les courants du mouvement ouvrier sans exception m'affectent directement, puisque je ne peux pas me rendre dans certains lieux ou accéder à certains produits alimentaires, faute d'accepter de porter un masque. J'enrage de craindre de sortir et de me retrouver face à des policiers ou des miliciens, auxquels je devrais justifier le besoin d'aller à Pondichéry en venant du Tamil Nadu, sachant qu'en cas de refus je pourrais perdre mon calme et me retrouver à nouveau au commissariat de police.

Ceux qui s'en prennent à Macron et son gouvernement se trompent de cibles, car si le POI, POID, NPA et LO s'étaient opposés fermement au confinement et avaient manifesté la même opposition dans les syndicats, ils auraient eu beaucoup plus de mal pour l'imposer ou ils auraient dû y renoncer. Mais voilà ils se sont tous couchés, c'est là que se situe le problème politique. Le noeud de la situation n'est pas Macron ou la nature du régime, ça c'est l'argument avancé par les opportunistes, il réside dans la compromission, la capitulation totale du mouvement ouvrier. D'ailleurs qui y a prêté attention, personne, c'est comme s'il n'existait plus.

Par conséquent, puisqu'ils portent atteintes à ma liberté, je considère tous leurs dirigeants comme des pourritures. Quand j'affirmais qu'ils avaient pris en otage les militants restés fidèles au socialisme, je n'exagérais pas. Il ne vous étonnera pas que la résistance s'exprime à l'extérieur du mouvement ouvrier devenu la putain du régime. Comment voulez-vous dans ces conditions-là proposer à des travailleurs de rejoindre le mouvement ouvrier ? On se répète, je sais, et on en a plus que marre.

Face au constat que le mouvement ouvrier a basculé avec armes et masques dans le camp du confinement ou de la réaction, face au constat que le lien avec le marxisme et le socialisme rompu depuis la mort de Trotsky en 1940 ou de Lénine 1924 n'a jamais été rétabli, et que ceux qui se présentèrent comme leurs héritiers n'ont cessé de s'en écarter pour finalement les trahir ouvertement, face au constat qu'il n'existe aucune formation politique digne du marxisme et du socialisme, force est d'en déduire que notre combat politique est perdu d'avance ou le socialisme demeurera une utopie, et d'en conclure que la civilisation humaine est condamnée à dégénérer et à disparaître. Est-ce votre conclusion définitive demanderez-vous peut-être ? Je le crains parce que je ne crois pas au miracle et je ne suis pas du genre à me raconter des histoires.

En observant et en étudiant la situation, j'en suis arrivé à d'autres conclusions plutôt inattendues, bien que certaines aient été ébauchées dans le passé, à savoir pour n'en citer que trois : 1- Que le trotskysme avait été davantage une sorte d'abcès qu'auraient produit la social-démocratie dégénérée et le stalinisme, et en aucun cas un courant politique indépendant du capitalisme, plus personne ne peut l'ignorer dorénavant ; 2- Que le capitalisme était encore plus monstrueux que ce que l'on savait déjà, tandis que l'ensemble des acteurs politiques s'en étaient accommodés ; 3- Et il est assez troublant de constater que tout ce qu'on a pu apprendre pendant 45 ans sur le fonctionnement de la société et du capitalisme en dehors des domaines de

la politique, de l'économie ou de l'histoire, donc dans le domaine des sciences, par exemple en chimie, physique, biologie, médecine, comportaient un grand nombre de données qui n'étaient évidemment pas à l'avantage du capitalisme que nous aurions dû utiliser contre lui, ce que nous n'avons pas fait puisque toutes nous ont été transmises en dehors du mouvement ouvrier qui a horreur du mélange des genres par pur conformisme académique, dogmatisme ou sectarisme. Cela signifie que vous avez pu militer toute votre vie dans un syndicat et/ou dans un parti, et que vous aviez cru qu'il était censé partager ou transmettre le meilleur des connaissances acquises par l'humanité, pour finalement vous apercevoir qu'il avait tout fait pour que vous restiez un parfait ignare dans tant de domaines que c'en est affligeant et le mot est faible, tout ce que vous aviez appris relevait davantage de la propagande ou du discours officiel, des manuels scolaires qui n'avaient pas grand chose à voir avec la réalité.

Ici je me suis employé à élargir le champ d'investigation de nos recherches (Anthropologie, paléontologie, chimie, astrophysique, philosophie, psychologie et psychanalyse, les arts, etc.) de manière à sortir du cadre étriqué et fossilisé de la conception de la lutte de classe qu'on nous avait imposée, en reliant entre eux tout ce qu'on avait découvert, ce qui permettait à notre analyse politique de s'enrichir et de gagner en profondeur. On nous a servi une présentation du capitalisme largement tronqué et relativement flatteuse pour lui, dans la mesure où elle prenait soin de ménager les classes moyennes et la recherche scientifique en particulier qui a les entendre méritaient des louanges, alors qu'en réalité elles se livraient à des activités criminelles dans le dos du peuple. Comment ? En faisant l'impasse à la fois sur leur fonctionnement et les véritables intérêts qu'elles servaient jusqu'à préparer l'avènement d'un régime totalitaire. Un exemple parmi des dizaines d'autres.

En grands défenseurs du droit à la santé des travailleurs, ils ont combattu les attaques contre la Sécurité sociale, ils ont défendu les statuts du personnel hospitalier, mais à aucun moment ils ne dénonceront la conception de la médecine couramment pratiquée qui empoisonnait la population et permettait aux trusts pharmaceutiques de s'engraisser dans des proportions gigantesques, au détriment du budget de la SS soit dit en passant et justifiant l'augmentation des cotisations sociales prélevées sur les salaires, mais cet aspect passait également à la trappe. Et pour cause, ils rouleront pour Big Pharma dont certains découvrent effarés l'énorme pouvoir, en exigeant le remboursement de tous les médicaments (et vaccins), dont on sait maintenant que 80% d'entre eux sont inutiles ou nuisibles, toxiques, sans jamais s'en prendre à la pratique médicale qui consiste à prescrire des ordonnances longues comme le bras en traitements et analyses, voire en opérations, coûteux et inutiles, mais pas pour tout le monde ! Ils ne défendront pas davantage l'homéopathie ou l'herboristerie, et à aucun moment ils ne mettront l'accent sur l'alimentation qui est pour l'essentiel responsable de l'état de santé d'une personne, là il aurait fallu s'en prendre aux empoisonneurs de l'agro-alimentaire, aux agriculteurs et aux éleveurs, vous n'y pensez pas, des travailleurs comme les autres selon eux, et cela vaut pour la recherche, l'école, l'université censées participer au développement de la civilisation humaine, pour s'apercevoir qu'en réalité elles oeuvraient à son déclin, à sa déchéance.

On nous rétorquera que si la médecine, la recherche, l'école, l'université, etc. étaient parfaites, on n'aurait pas besoin de les défendre, on vivrait dans une société idéale, mais comme ce n'était pas le cas, il fallait bien les défendre, quand bien même elles oeuvreraient à leur propre perte, puisqu'elles étaient inféodées au régime et qu'on n'y pouvait rien, car on ne choisit pas les conditions dans lesquelles on vit, elles s'imposent à nous et nous devons faire avec qu'on le veuille ou non... Voilà à quelle absurdité et degré de soumission aboutit leur conception de la lutte de classe.

Vous allez à l'école, estimez-vous heureux. Vous pouvez faire des études, estimez-vous heureux. Vous avez des médecins et des hôpitaux à votre disposition, estimez-vous heureux. Vous avez de quoi vous nourrir, estimez-vous heureux. Vous avez un toit, estimez-vous heureux, etc. Question : Mais à quoi ou à qui cela sert-il au juste ? A faire le bonheur de qui en réalité ? Quelle est leur conception du bonheur ou de vos besoins ? Pas vraiment la vôtre apparemment, pas la mienne assurément. C'est à croire que quoi qu'on vous enseigne, quel que soit le traitement ou l'alimentation que vous adopterez, cela n'aura aucune importance ou implication par la suite, ce sera uniquement du ressort des effets secondaires qui seront traités ailleurs, à l'hôpital, en prison ou à la morgue parce que vous n'aurez pas été un esclave modèle, merci, en voilà une généreuse intention. Du coup on comprend pourquoi il faille ajouter : Vous avez un travail, estimez-vous heureux, et si vous ne l'êtes pas vraiment, on va vous aider à améliorer votre sort de manière à ce que vous le soyez davantage, ainsi vous ne ressentirez même pas le besoin de changer de société ou de régime et la boucle du parfait opportuniste est bouclée.

On nous rétorquera encore : Vous adoptez le comportement de la réaction, vous voulez la destruction de l'école publique, des hôpitaux, etc. Qui en fait ? Pas besoin, la réaction se charge de les pourrir de l'intérieur et elle peut compter sur votre collaboration pour y parvenir. D'ailleurs, quand on y regarde de plus près, quelle que soit l'influence que vous avez eu dans les syndicats, c'est bien l'orientation qu'ils n'ont eu de cesse d'emprunter, non, sinon comment expliquer qu'on en soit rendu là ?

Il n'aura pas échappé aux lecteurs les plus attentifs que cette démonstration relevait en partie du procès d'intention, car ils ont combattu les multiples contre-réformes de l'école. Certes, quand on leur demande pourquoi malgré tout elles sont passées, ils vous répondront à cause des militants des autres courants du mouvement ouvrier qui les ont soutenues ou qui ont organisé la division, patati et patata. Mais le véritable problème se situe ailleurs et ils ne tiennent pas à l'aborder. Leur analyse ne va pas jusqu'au bout, jamais ils ne se demanderont pourquoi les autres courants du mouvement ouvrier ont-ils pu agir ainsi, si ce n'est parce que le corps enseignant est idéologiquement corrompu ou subordonné au régime en place, parce que son niveau de conscience politique est nul ou proche de zéro, ou aux yeux d'un enseignant son statut constitue le facteur privilégié et tout le reste passe après ou il s'en fout, il fera avec. J'ai enseigné peu de temps dans un lycée, mais suffisamment pour être confronté à cette mentalité et l'avoir affrontée. Vous me connaissez, cela a été plus fort que moi, il a fallu que je leur dise ce que j'observais, et vous savez ce qu'ils m'ont répondu, je vous le donne en mille : Tu fais ce que tu veux, tu n'es pas obligé d'utiliser ces supports ou cette méthode, du moment que tu suis le programme. Autrement dit, ils pouvaient très bien en faire autant, mais eux ils

préféraient rester dans les clous fixés par le ministère de l'Education, c'est plus confortable (points de carrière et avancement) et moins fatiguant, et tant pis si au passage les gosses seront soumis à un bourrage de crâne abêtissant.

De la même manière, il ne faudrait jamais critiquer un travailleur, un médecin, un chercheur, etc. surtout s'il est foncé de peau, homosexuel, issu de l'immigration, s'il affiche sa croyance, et qui plus est si c'est une femme, il ou elle sera intouchable, quasiment parfaite, idéalisée, déifiée !

Comment ont-ils procédé avec la machination au coronavirus ? Exactement de la même manière. Et quels enseignements les travailleurs en auront-ils tirés ? Aucun. Dès le départ ils ont adopté la version officielle et ils y sont restés fidèles jusqu'au bout, à la grande satisfaction de Macron et du Medef. Quand auront-ils mis à la disposition des travailleurs et des militants tous les éléments que nous avons publiés pour les aider à comprendre ce qui se tramait réellement ? Jamais. Vous avouerez que ce n'est plus simplement du domaine de la mauvaise volonté, mais plutôt de l'intention de nuire à leurs intérêts. Il se peut qu'ils aient publié à la marge certains éléments, mais jamais ils n'ont dénoncé comme telle cette machination, rendant l'exploitation de ces éléments impossible.

Pourquoi les travailleurs en France sont-ils toujours aussi arriérés ? Vous avez là une explication. Parce qu'ils auront tout fait pour qu'il n'en soit jamais autrement. Et la presque totalité des militants le sont tout autant. Leur méthode est identique à celle des tyrans du bien-pensant qui n'acceptent aucune critique.

Personnellement, quand j'avais 19 ans, j'étais profondément arriéré ou un abruti complet, et bien si j'avais procédé envers moi-même en employant leur méthode, c'est bien simple, je le serais resté toute ma vie ! Je ne me suis accordé aucune circonstance atténuante pour justifier mon crétinisme. J'avoue avoir été terriblement choqué et profondément humilié quand j'en pris soudain conscience, et j'étais encore loin d'avoir découvert l'ampleur des dégâts, mais je n'en suis pas mort pour autant, je m'en suis remis, au lieu de faire dans le déni après l'avoir pris en pleine gueule, j'ai affronté de face le problème, je me suis mis immédiatement au boulot, 24h/24, je ne voulais plus vivre un jour de plus aussi con. Je n'en voulus pas à mes potes qui étaient beaucoup plus évolués que moi, alors qu'indirectement et sans le vouloir c'étaient eux qui m'avaient ouvert les yeux...

C'est pourquoi j'estime qu'on peut dire en face aux travailleurs les choses qui les concernent directement. C'est le meilleur service qu'on puisse leur rendre, et je vous garantis qu'ensuite ils se retourneront contre la société et le capitalisme. Réfléchissez, pourquoi voudriez-vous qu'ils procèdent autrement ou qu'ils s'en prennent à d'autres travailleurs, sachant qu'ils se ressemblent, ils auront envie de partager leur démarche avec eux pour avancer ensemble, sinon à quoi bon ou ce serait ne rien avoir compris.

Marx, Engels et Lénine n'ont jamais ménagé les travailleurs, bien au contraire, et personne n'oserait remettre en doute leurs intentions, la démagogie n'a jamais été leur truc, n'est-ce pas ? Et bien dites-moi pourquoi devrions-nous procéder autrement. Quand on n'a rien à se reprocher ou à cacher, pourquoi devrions-nous agir autrement ? Pour se faire des amis, des vrais ou des faux amis, la question mérite d'être posée, être estimé des autres ou ne serait-ce pas plutôt pour s'estimer soi-même ? Cela aussi est un truc qui nous est totalement étranger pour la raison évoquée précédemment, on n'en voit vraiment pas l'utilité, pour personne, et quand bien même on se tromperait sur soi-même, comment pourrait-on ne pas tromper les autres, hein, dites-moi, et qu'est-ce qu'on serait en droit d'en attendre ? Rien à l'arrivée, c'est tellement médiocre.

Compte tenu que nous ne sommes pas parvenus à constituer un nouveau courant politique qui incarnerait le marxisme et le socialisme, par conséquent ce sera la dernière causerie.

Je ne me donnerai même pas la peine de la terminer, je vous livre le brouillon, faites-en ce que vous voulez. Je reste disponible pour entretenir une correspondance avec les militants qui le souhaiteraient. De mon côté, je ne changerai évidemment absolument rien. Je demeurerai incorruptible, inoxydable, insensible aux appels à faire preuve de loyauté envers un régime que je caractérise de fascisant ou totalitaire.

Ma situation (et mon âge) ne me permet pas de faire davantage. Après avoir publié plus de 17.000 pages de causeries et infos en bref notamment au cours des 11 dernières années, je n'ai pas besoin de me justifier ou j'estime n'avoir de compte à rendre à personne. L'absence d'intérêt des militants pour les idées que j'ai développées prouvent amplement que je ne me trompe pas, hélas ! J'ai accompli ma tâche de militant socialiste, j'ai véritablement sacrifié 15 ans de ma vie pour rien finalement. Ce bilan que vous avez le droit d'estimer lamentable n'est pas le mien, mais le vôtre. Hormis toutefois mon vieux camarade Paul, qui vient de me témoigner son soutien et auquel je renouvelle mon amitié.

On a connu des hauts et des bas tous les deux, parfois je n'ai plus eu de nouvelles de lui pendant de longues périodes, pour finalement m'écrire qu'il partageait pratiquement toute mes idées ou positions et que j'étais le seul à être demeuré inflexible face à la tentation du populisme. J'ai cru comprendre qu'il était fier d'avoir encore un pote qui incarne l'idéal de sa vie, le socialisme ou le communisme, je l'en remercie, cela m'a beaucoup touché, car je sais à quel point il est exigeant sur les principes. On ne cèdera jamais rien à la réaction mon cher Paul, quitte à demeurer seul, incompris de la multitude qui se croit évoluée et qui est plutôt arriérée.

Il fallait être idiot pour croire qu'on aurait fait tout ce travail pour que les lecteurs parviennent à partager nos idées sans même s'être donné la peine de les étudier, dans ces conditions on aurait estimé qu'ils en auraient été de toutes manières incapables, et les faits nous auraient encore donné raison, la preuve !

- Demandez le manuel du parfait manipulateur. Vous avez été Charlie, serez-vous Floyd ?

L'argument de la peur est bien pratique, tout le monde y recourt pour expliquer le comportement des masses, plutôt étrange, non ?

Mais qu'y a-t-il au-delà de la peur ?

Inspirer la peur aux masses les paralyserait, les rendrait plus docile, les empêcherait de réfléchir, c'est ce qu'on entend dire. Certes, mais cela ne doit pas nous empêcher de nous demander pourquoi des masses qui ont été scolarisées, qui sont donc censées être éduquées ou instruites, évoluées ou développées, qui disposent d'une multitude de moyens d'information, se comportent-elles d'une manière aussi irrationnelle ou stupide, sinon qu'elles n'ont pas vraiment acquis les qualités qu'on leur prête ou leur niveau de conscience générale n'a rien à envier aux peuples les moins évolués ou les plus arriérés.

Ce constat est embarrassant pour ceux qui n'ont cessé de le nier, les mêmes qui prétendent que cela ne présenterait aucun intérêt de les aider à élever leur niveau de conscience ou que ce facteur serait étranger à la conception de la lutte de classe communément admise par le mouvement ouvrier, conception à laquelle il ne faudrait surtout rien changer sous peine de se voir accuser de révisionnisme ou d'être excommunier du mouvement ouvrier, c'est ce qu'un jour un militant m'avait sorti, seul compterait la participation des travailleurs à la lutte de classes, aux actions pratiques, grève, manifestation, etc. Pourquoi pas, voyons où cela nous mène.

Comme plus de 99% des travailleurs ne sont pas organisés ou ne se reconnaissent dans aucun parti dit ouvrier, il faut en déduire que seul 1% partage et légitime cette conception de la lutte de classe, 1% qui sont répartis dans une multitude de formations politiques allant du parti au groupuscule qui en font une interprétation différente, autrement dit la notion même de lutte des classes est si diluée et elle a un contenu qui varie tellement d'un courant à l'autre, si bien qu'au final elle n'a plus aucune consistance ou chacun peut y trouver tout et son contraire, sauf l'essentiel. Ce 1% est le pendant du 1% de l'oligarchie financière, les uns ont pris le capitalisme en otage, les autres, la classe ouvrière, et ils poursuivent les mêmes objectifs...

- Faites tomber les masques.

Ici la première info titrée *Faites tomber les masques* remonte au 11 mai 2012. Cela concernait Hollande. A l'époque certains avaient osé affirmer qu'il fallait attendre de voir quelle politique il allait appliquer, comme si on ne le savait pas à l'avance.

8 ans plus, les mêmes nous racontent que les manifestations en cours seraient axées contre le racisme et spontanées, ce qui est vrai et faux "en même temps", procédé qui doit vous faire penser à quelqu'un qui en est très friand.

Vrai dans la mesure où des travailleurs qui y participent trouvent là un moyen d'exprimer leur rejet de la politique du gouvernement en place et de la répression policière, aux Etats-Unis, en France ou ailleurs ; Faux parce que ces manifestations sont orchestrées par le Parti démocrate ou l'extrême-centre, leurs relais politiques dans le monde, ainsi que les médias ou réseaux sociaux qu'ils contrôlent.

- En effet, le public, gent moutonnière, prend l'habitude de suivre les arrêts de cette conscience stupide décorée du nom de vox populi. (Balzac, Des artistes, iii, in Œ. diverses, t. I, p. 358.)

- "La vulnérabilité des sociétés modernes face aux virus mise en évidence par la pandémie de Covid-19" (sputniknews.com 25 mai 2020)

- La gauche a achevé son aggiornamento à l'extrême-centre.

Cette prostituée a pour mission de racoler les bobos misanthropes, les CSP+ égocentriques, les petits bourgeois dévorés par l'ambition, les artistes et les intellectuels mégalomanes, les élites asociales, sans oublier leurs rejetons lobotomisés qui devront faire prendre à la jeunesse prolétarienne des vessies pour des lanternes, en lui faisant croire qu'elle combat pour de bonnes causes, sans savoir pour qui, ce qui suggère que toutes les manipulations sont possibles à ses dépens.

On ne peut pas soutenir ou participer à des manifestations organisées par la pire réaction. Les bonnes intentions de la jeunesse sont détournées pour permettre à l'extrême-centre d'appliquer sa politique, dont font partie les machinations au coronavirus ou au CO2, ou encore contre le racisme, et à l'oligarchie d'accroître son pouvoir sur la population. C'est elle qui a lancé le confinement total repris par les chefs d'Etat et les institutions internationales, dont l'OMS.

- On est passé de la prostitution imposée à la prostitution volontaire . L'avantage, c'est que ceux qui en profitent n'ont pas plus de compte à rendre que ceux qui s'y livrent, elle est devenue partagée et assumée.

Le racisme a une nature purement économique. Il a pour origine les inégalités entre les classes, sur lesquels reposent le capitalisme et ses menées colonialistes qui n'ont jamais cessé depuis le XVe siècle.

Si l'Afrique était aussi développée sur le plan économique que l'Europe ou l'Amérique du Nord, les Africains auraient un mode de vie comparable à celui des peuples de ces continents ou leurs ressemblances l'emporteraient sur ce qui les distingue, et on en oublierait leur différence de peau.

Moi, je vis en Inde depuis un quart de siècle totalement immergé dans la population locale d'origine dravidienne à peau sombre, mon épouse, puis ma dernière compagne en sont issues. Dans le petit village et le district où je vis, je suis le seul étranger à peau pâle, quand on me dit que j'ai la peau blanche, je rectifie, non, regardez bien, en fait elle est rose comme celle des cochons, en m'empressant d'ajouter qu'il en existe aussi à la peau noire pour que l'équilibre naturel soit respecté et on rigole en choeur. Voyez-vous, je ne tolère pas que le racisme, même inconsciemment ou aussi ténu qu'un brin de paille, vienne s'immiscer entre nous.

Pour les Indiens, du fait de mon statut d'étranger et d'homme blanc, je suis naturellement supérieur à eux ou je mérite le respect qu'ils ne s'accordent pas entre eux, sauf envers les plus riches qu'ils craignent. Il me faut donc rectifier cette croyance et préciser qu'ils surestiment les qualités ou les vertus des étrangers blancs, qu'un grand nombre ne méritent pas plus que les potentats locaux de leur communauté.

Quant à moi, il ne m'est jamais arrivé de faire référence à ce facteur, pour la bonne raison que j'ai adopté un mode de vie ou plutôt un comportement très simple identique ou comparable à celui des Indiens pauvres, au point qu'on ne perçois pas ce qui nous distingue hormis la couleur de la peau. Cela va même beaucoup plus loin, car lorsque j'aperçois un Blanc je lui trouve un aspect maladif, on ne se ressemble pas, on n'est plus pareil, c'est indéfinissable comme impression, je crois que je dois ressentir la même chose qu'un Noir.

En Inde, même si on vit tous ensemble, la couleur de la peau est un sujet récurrent, parce que chaque année l'été venu ceux à peau pâle se protègent du soleil, tandis que ceux à peau sombre vont encore bronzer les malheureux ! Quand ma compagne se déshabille, elle compare la couleur des différentes parties de son corps selon qu'elles ont été ou non exposées au soleil. Elle est capable de vous dire parmi ses 6 frères et soeurs, lequel est le plus clair et lequel est le plus foncé, ce qui a le don de m'agacer passablement, mais bon, c'est un truc ancré en eux, ce n'est pas du racisme évidemment, mais de la bêtise. Dès leur naissance on leur rabâche qu'ils ressemblaient plus à leur père ou à leur mère, au plus clair de peau des deux de préférence, en hiver les plus foncés peuvent faire illusion, mais à la fin de l'été, il est indubitable qu'ils ressemblent plus à un Ethiopien qu'à un Grec ! C'est encore un critère pour les mariages arrangés (plus de 90% des mariages), mais si votre famille est riche

- Le totalitarisme, c'est l'extrême opposé du communisme.

- "Nous devons renforcer nos efforts de santé publique et également renforcer notre surveillance de la santé" publique.

Traduire : Nous devons renforcer nos efforts de surveillance de la population.

La dernière instrumentalisation scélérate en date oppose les bons et sages esclaves, aux méchants policiers et vilains colonisateurs. Quant à l'opposition entre exploités et opprimés, et exploiteurs et oppresseurs, elle passe à la trappe, normal, c'était fait pour cela, vous ne vouliez tout de même pas qu'elle vise l'oligarchie ou le capitalisme et qu'elle fasse le panégyrique du socialisme, un peu de sérieux.

Comme le bon confinement à l'heure du déconfinement risquait de passer de plus en plus mal, alors il fallait donner un os à ronger à la droite sociale histoire de pouvoir proroger le consensus avec les représentants du régime fascisant, bravo l'opération médiatico-politique est réussie.

Un concours de circonstances semble être à l'origine de la mort de George Floyd, d'une part il était malade ou sous l'emprise de drogues, d'une part l'ex-policier Derek Chauvin avait une phobie des Afro-américain.

D'une taille de 2 mètres et corpulent, George Floyd avait un physique si imposant qu'on pouvait oublier qu'il pouvait être en réalité très vulnérable.

- Wikipédia - Le 25 mai 2020, peu avant 20 h, dans le quartier de Powderhorn Park (en)[12], à l'intersection de la Chicago Avenue South et de l'E. 38th Street, à dix minutes du centre-ville de Minneapolis (Minnesota), George Floyd achète des cigarettes dans l'épicerie Cup Foods. Il rejoint ensuite sa voiture, garée sur la 38th Street à côté du restaurant Dragon Work, où plusieurs amis l'attendent. Rapidement, il est soupçonné d'avoir utilisé un faux billet de vingt dollars. À 19 h 57, deux employés viennent réclamer les cigarettes, sans succès. Quatre minutes plus tard, à 20 h 1, un employé de l'épicerie contacte le

911. Il décrit Floyd comme « affreusement saoul » et n'ayant pas « contrôle de lui-même »[13],[n 1]. Le policier qui reçoit l'appel demande à trois reprises à propos de Floyd « Quelle race ? », « Est-il blanc, noir, amérindien, hispanique, asiatique ? »[14],[n 2].

Lorsque les premiers policiers, J. Alexander Kueng et Thomas Lane arrivent sur place, George Floyd est dans sa voiture. Ils se garent de l'autre côté de la route, sur la Chicago Avenue South, près de l'épicerie, et viennent au contact à pieds. Lane sort son arme et ordonne à Floyd de poser ses mains sur son volant. Il range son arme, puis, moins de deux minutes après, extrait Floyd de sa voiture. Avec l'aide de Kueng, il le menotte dans le dos. Ce dernier l'emmène contre le mur du restaurant, et le fait asseoir par terre. Pendant son interpellation, Floyd ne fait preuve d'aucune violence ; il montre des signes de stress[13]. Un troisième policier [15] vient en renfort en voiture. Six minutes après, Floyd est emmené au véhicule de police de Kueng et Lane. Près du véhicule, il s'effondre au sol. Après un demi-tour, le troisième policier rejoint Kueng et Lane, avant qu'une seconde équipe n'intervienne à 20 h 17 : Derek Chauvin et Tou Thao[13].

J. Alexander Kueng tente de faire monter George Floyd sur la banquette arrière, mais Chauvin le ressort de la voiture. Il l'allonge au sol, sur le bitume. Avec ses collègues Kueng et Lane[13], il pratique un plaquage ventral[16]. Floyd est allongé sur le ventre et est quasiment immobile[17]. Chauvin appuie avec son genou sur le cou, Kueng est agenouillé sur son dos et Thomas Lane sur ses jambes. Tou Thao reste debout, près de sa tête. C'est à ce moment que débute la première vidéo d'un passant, prise depuis la route. À 20 h 20, Floyd gémit et dit aux policiers : « I can't breathe. Please. » (« Je ne peux pas respirer. S'il vous plaît. »). Lane ordonne au témoin de s'éloigner. Durant le même temps, un policier appelle les secours, expliquant que Floyd saigne de la bouche. L'appel passe rapidement en « code 3 », qui correspond à l'assistance médicale d'urgence. Depuis le trottoir à côté duquel Floyd est plaqué, une autre passante commence de filmer, en live. Malgré l'appel aux urgences, Chauvin continue d'appuyer sur le cou de Floyd. Kueng et Lane ne sont pas visibles sur la vidéo ; il est impossible de savoir si les policiers continuent le plaquage[13]. Floyd appelle à l'aide[18] ; en moins de cinq minutes, il répète seize fois qu'il ne parvient pas à respirer[13]. Chauvin exige de lui de se calmer[12]. Plusieurs témoins assistant à la scène[19] demandent aux forces de l'ordre d'arrêter[17].

Floyd devient immobile quelques minutes plus tard, mais Derek maintient son genou sur le cou de Floyd jusqu'à la venue des secours[17],[20], soit pendant deux minutes et cinquante-trois secondes[21]. Les passants alertent sur son immobilité et demandent que son pouls soit pris[17],[22]. Ils sont tenus à distance par Tou Thao[12]. Les policiers appellent une ambulance[23]. À l'intérieur de celle-ci, les ambulanciers contrôlent son pouls à plusieurs reprises, sans pouvoir le détecter, et tentent de le réanimer[24]. George Floyd est finalement transféré à l'Hennepin County Medical Center (en), et est déclaré mort[18].

Une vidéo de 45 secondes[28] prise depuis l'intérieur d'une voiture montre George Floyd être sorti de son véhicule, sans qu'il n'oppose de résistance aux policiers[15],[29]. La vidéosurveillance du restaurant Dragon Work montre J. Alexander Kueng et Thomas Lane[13], rejoints par un troisième policier, sortir George Floyd de sa voiture, sans qu'il ne résiste. Il est menotté puis tombe. Un policier l'aide à se relever et le conduit sur le trottoir adjacent au restaurant. Il s'assoit contre le mur, avant d'être de nouveau relevé par un policier. Il échange quelques mots avec un autre. Vice le décrit à ce moment comme « angoissé ». Il est ensuite emmené à la voiture de police de l'autre côté de la rue, située en-dehors du cadre. D'après CNN, il semble tomber de nouveau mais un véhicule de police bloque la vue[15],[30]. La vidéosurveillance de Cup Foods filme J. Alexander Kueng essayant de faire monter George Floyd sur la banquette arrière de la voiture de police. Une vidéo prise quelques minutes plus tard, émanant d'un témoin traversant la route, filme J. Alexander Kueng et Thomas Lane[13] plaquant Floyd sur le ventre, en s'asseyant sur lui[31]. Derek Chauvin a déjà son genou posé sur le cou de Floyd, et Tou Thao est debout[13].

Le 29 mai 2020, la plainte contre le policier indique que selon l'autopsie officielle du corps de Georges Floyd, il n'est pas mort de strangulation ou asphyxie, mais du fait de sa contention au sol, « combinée avec ses problèmes de santé et une intoxication potentielle ». Floyd était atteint d'une maladie coronarienne et d'une maladie cardiovasculaire. Les premières conclusions indiquent qu'« aucune constatation physique ne permet d'étayer un diagnostic d'asphyxie ou d'étranglement traumatique ». La plainte rappelle que cette manœuvre est connue pour son caractère dangereux, à laquelle sont sensibilisées les forces de police[43]. Les avocats de la famille affirment cependant que Floyd n'avait pas de problème de santé sous-jacent[44].

Une seconde autopsie, indépendante et réalisée à la demande de la famille par Michael Baden (en) et Allecia Wilson[45], affirme que George Floyd est mort d'« asphyxie due à une pression soutenue » et donc un homicide. La compression qu'il a subi, au cou et au dos, a bloqué la circulation sanguine jusqu'à son cerveau. Elle rapporte aussi que George Floyd n'avait « aucun problème de santé qui aurait pu causer le décès ou y contribuer »[46]. En plus de Derek Chauvin, elle met en cause les policiers Thomas Lane et J. Alexander Kueng[44].

Le jour même de la publication de la contre-autopsie, le 1er juin 2020, le médecin-légiste en charge de l'autopsie officielle communique à la presse ses « conclusions finales »[44]. Il affirme finalement que Floyd est mort d'un « arrêt cardiopulmonaire »[47], rejoignant ainsi les avis de Baden et Wilson. Il évoque clairement un homicide, mais aussi, en plus de problèmes de santé, une « utilisation récente de méthamphétamine » et une « intoxication au fentanyl » qui ont selon lui contribué à sa mort[44].

Benjamin Crump, connu pour avoir représenté les familles de Trayvon Martin, Michael Brown et Ahmaud Arbery dans d'autres affaires médiatiques, est l'avocat de celle de Floyd[18]. Wikipédia.org.

- Floyd a également travaillé comme agent de sécurité au El Nuevo Rodeo, dans le centre-ville de Minneapolis et a côtoyé un

certain Derek Chauvin, son meurtrier présumé, qui officiait également comme agent de sécurité dans l'établissement. "Ils étaient tous les deux des agents de sécurité de ce restaurant. Alors, l'officier Chauvin connaissait George. Ils étaient collègues depuis très longtemps", a déclaré Andrea Jenkins, la vice-présidente du conseil municipal de Minneapolis, à CNN. LCI 30 mai 2020

- Selon son dossier judiciaire, cité par le Houston Chronicle, George Floyd compte plusieurs démêlés avec la justice, à commencer par une accusation de trafic de drogue en 1997 à Houston. Sa dernière affaire était un vol à main armé en 2007, qui a abouti à une lourde condamnation et à une peine de cinq ans de prison. Le Parisien 4 juin 2020

Un "doux géant"

- « C'est un gentil géant, il ne ferait de mal à personne », a raconté publiquement son frère.

George Floyd compte plusieurs démêlés avec la justice, à commencer par une accusation de trafic de drogue en 1997 à Houston. Sa dernière affaire était un vol à main armé en 2007, qui a abouti à une lourde condamnation et à une peine de cinq ans de prison.

Floyd a également travaillé comme agent de sécurité au El Nuevo Rodeo, dans le centre-ville de Minneapolis et a côtoyé un certain Derek Chauvin, son meurtrier présumé, qui officiait également comme agent de sécurité dans l'établissement. "Ils étaient tous les deux des agents de sécurité de ce restaurant. Alors, l'officier Chauvin connaissait George. Ils étaient collègues depuis très longtemps", a déclaré Andrea Jenkins, la vice-présidente du conseil municipal de Minneapolis, à CNN.

DEUXIEME PARTIE

Une malédiction. Chaque fois que ma compagne Selvi prépare un sirop ou un jus de fruit, ce qu'elle regarde en premier, c'est la couleur et non le goût. C'est la couleur qui déterminera la qualité du produit. C'est en Inde que cela se passe, pas aux Etats-Unis.

Depuis son enfance Selvi a été traumatisée pour être née avec la peau très foncée, dans sa propre famille je précise. Paradoxe, plus le sirop de raisin noir sera foncé, plus il sera réputé meilleur ou sucré ! Quant au raisin blanc, on n'en achète jamais pour faire du sirop ou du jus, on le consomme directement, et on l'apprécie parce qu'il est très sucré !

Ne cherchez pas la logique dans tout cela, il n'y en a pas, hormis multiplier les critères qui permettent de diviser les exploités entre eux pour mieux les maintenir en esclavage, et les tenir à l'écart de la lutte des classes. Pour perpétuer l'esclavage, rien de tel consciemment ou non que l'instrumentalisation du racisme. Il en va de même de l'ensemble des préjugés ancrés profondément dans l'inconscience des masses, qui sont le produit de milliers d'années d'exploitation et d'oppression.

La connerie ordinaire. Comment alimenter le racisme et le communautarisme. Mode d'emploi.

Lu dans la manifestation contre les violences policières à Paris samedi 13 juin : "*La peur doit changer de camp*"... avec un masque sur le visage !

Les néostaliniens ne sont pas en reste.

Marx, penseur du racisme systémique par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 15 juin 2020

Parmi les incongruités lues ici ou là ces derniers temps, figure l'idée qu'il serait scandaleux de se réclamer du marxisme lorsqu'on participe au combat contre le racisme. Au motif que pour Marx le capital n'avait pas de couleur, qu'il défendait la majorité et non les minorités, et que l'essentiel c'est la lutte des classes et non la lutte des races, et autres arguments du même acabit. Mondialisation.ca, 15 juin 2020

https://www.mondialisation.ca/marx-penseur-du-racisme-systemique/5646587

LVOG - En voilà une découverte ! Dans un tour de passe-passe d'une cinquantaine de lignes, sans rire, on apprend que Marx avait conscience du racisme et qu'il privilégiait la lutte contre le système capitaliste d'exploitation.

Le but de ces citations de Marx était uniquement de justifier la participation du mouvement ouvrier et ce qu'ils comptent de déchets néostaliniens ou de social-impérialistes repentis aux manifestations contre le racisme aux relents communautaristes et racistes télécommandées depuis les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne, dont il ne sera fait nullement mention dans cet article.

Pour certains on ne peut pas rire de tout avec tout le monde. Pour nous, on ne peut pas manifester avec n'importe qui sur

n'importe quoi sans se demander qui en profitera, là en l'occurrence, la pire réaction.

Et puis cela évite de se demander pourquoi le mouvement ouvrier n'est pas en mesure d'organiser des manifestations pour la rupture avec capitalisme, pour le socialisme.

Juste un mot au passage sur le double langage qu'on trouve désormais partout dans le mouvement ouvrier.

Un auteur peut débuter un article en défendant le confinement policier ou l'existence d'une pandémie, et le terminer en appelant à la rupture avec le capitalisme et ses institutions. A quel exercice se livre-t-il ?

Au delà du double langage qui saute aux yeux ou de l'apparente contradiction entre ces deux positions, il ne faut pas perdre de vue que le soutien au confinement ou à la thèse d'une pandémie est bien réel, c'est un fait avéré, objectif, pratique, qui s'inscrit dans la réalité politique, les rapports qui existent entre les classes, il a donc une valeur ou il va exercer une certaine influence sur la réalité, tandis que ce qui va figurer à la fin de l'article ne dépassera pas le stade de la subjectivité, de l'intention, de l'idée, du souhait, du voeux, appelez cela comme vous voudrez, sans lien concret avec la réalité, du virtuel, de l'effet d'annonce sans conséquences ni lendemain, qui ne coûte rien, correspondant au mieux à un objectif situé dans un futur indéterminé, qui ne présentera aucun intérêt immédiat, sans action sur le présent.

D'après vous, dans la réalité, lequel des deux va l'emporter sur l'autre, va compter finalement, lequel des deux peut être qualifié d'actif, d'élément objectif, pratique, qui sera susceptible d'influencer directement le comportement des travailleurs et des militants, ou au contraire l'élément subjectif et sans action sur la réalité renvoyant à quelque chose qui n'existe pas, à un avenir lointain ?

A ce compte-là n'importe qui peut se faire passer pour un anticapitaliste ou un révolutionnaire, tout en étant exactement l'opposé.

Quand vous lisez un article, généralement le premier et le dernier paragraphe suffisent pour déterminer à qui vous avez affaire, le reste c'est du baratin ou de l'enfumage destiné à embrouiller les lecteurs. L'auteur garde toujours le meilleur pour la fin évidemment, escomptant que les lecteurs se focaliseront dessus pour mieux les manipuler ou les tromper.

Histoire d'une instrumentalisation politique.

Racisme et antiracisme comme mensonges - Réseau Voltaire 16 juin 2020

Les idéologies de l'antiracisme et du racisme se fondent sur la même imposture : il existerait des races humaines distinctes ne pouvant avoir de descendance commune en bonne santé ; postulat stupide dont chacun peut constater l'ineptie. Interrogés à ce sujet, les partisans de ces deux idéologies ne peuvent qu'assurer parler au figuré, mais reprennent peu après leur interprétation raciale de l'humanité et de son histoire. Comme le montre Thierry Meyssan, ce couple passionné n'a jamais servi que les intérêts des puissances dominantes.

par Thierry Meyssan

Les communautés humaines ont tendance à surestimer leur mode de vie et à se méfier de celui des autres. Pour maintenir la cohésion de leur groupe, certains de ses membres ont un réflexe de rejet des nouveaux arrivants. Cependant, dès qu'ils font leur connaissance, qu'ils comprennent que ce sont des hommes comme eux, les tensions s'apaisent.

À ce fonctionnement ethnologique, des idéologies sont venues s'ajouter au XIXème et XXème siècle : le racisme et l'antiracisme. Dans le contexte de l'impérialisme britannique et du développement de la biologie et de la génétique, ces théories permettaient de justifier la hiérarchie ou l'égalité en droits des populations.

Le racisme scientifique

Suite aux théories de Charles Darwin (1809-1882) sur l'évolution des espèces animales, Herbert Spencer (1820–1903), posa qu'il existait des races humaines distinctes et que la sélection naturelle avait abouti à la supériorité des Blancs. C'était le début du « social-darwinisme ». Un cousin de Darwin, Sir Francis Galton (1822-1911), étalonna les races et relia le taux de fécondité des femmes à la dégénérescence des individus. Il put ainsi non seulement prouver la supériorité des Blancs sur les gens de couleur, mais aussi des riches sur les pauvres.

Un « consensus scientifique » établit que les accouplements interraciaux étaient à l'origine de nombreux handicaps. Dès lors, il devenait indispensable de les interdire au même titre que l'inceste pour préserver chaque race. C'était l'« eugénisme ». La mise en application de ce principe fut d'autant complexe que, quelle que soit la définition de chaque race, aucun individu n'est de race pure, par conséquent chaque situation est sujette à discussion. Aux États-Unis cette logique ne conduisit pas seulement à décourager la formation de couples entre Européens d'un côté et Indiens, Noirs ou Chinois de l'autre, mais aussi à privilégier

les Blancs Anglo-Saxons sur les Blancs non-Anglo-Saxons (Italiens, Polonais, Serbes, Grecs etc.) (Immigration Act en vigueur de 1924 à 1965).

L'Institut du Kaiser Wilhelm (équivalent allemand du CNRS français) démontra que non seulement la préservation de la race exigeait de ne pas se reproduire avec des individus de race différente, mais aussi de ne pas s'accoupler du tout. En effet, dans le cas de pénétration anale, les gènes de l'un et de l'autre se mêlaient bien que n'ayant pas de descendance. D'où la prohibition de l'homosexualité par les nazis.

Il fallut attendre la chute du nazisme et la décolonisation pour que le « consensus scientifique » se retourne et que l'on prenne conscience de l'incroyable diversité au sein de chaque race supposée. Ce qui nous ressemble chez certains individus d'autres races supposées est beaucoup plus important que ce qui nous distingue d'individus de notre race supposée.

En juillet 1950, l'Unesco proclame l'inanité du « darwinisme social » et de l'« eugénisme ». Tout simplement, l'humanité est certes issue de plusieurs races d'homo sapiens préhistoriques distinctes, mais ne constitue qu'une seule race dont les individus peuvent s'accoupler sans risques. Évidemment, il n'était pas nécessaire d'être scientifique pour le remarquer, mais les idéologies impérialiste et coloniale avaient provisoirement obscurci l'esprit des « savants ».

Le racisme juridique

Alors que les scientifiques retrouvaient leur unité, les juristes se divisaient en deux manières différentes d'aborder la question. Cette fois ce ne sont pas les idéologies impérialiste et coloniale qui les séparent, mais leurs conceptions de la Nation. Pour les Anglo-Saxons, celle-ci est un rassemblement ethnique (au sens culturel), tandis que pour les Français, elle est un choix politique. Le principal dictionnaire juridique US dispose : « Nation : Un grand groupe de personnes ayant une origine, une langue, une tradition et des coutumes communes constituant une entité politique » ("Nation : A large group of people having a common origin, language, and tradition and usu. constituting a political entity," Black's Law Dictionary, 2014). Au contraire la France depuis la Révolution dispose : Nation : « Personne juridique constituée par l'ensemble des individus composant l'État » (Arrêté du roi Louis XVI du 23 juillet 1789).

La vision française est aujourd'hui à peu près universelle, celle des Britanniques n'est défendue que par eux et par leurs créations coloniales : les Frères musulmans et le RSS indien [1].

Ainsi malgré les progrès de la science, les Britanniques vivent aujourd'hui sous le Race Relations Act 1976 (Lois sur les relations raciales de 1976) et sont arbitrés par la Commission for Racial Equality (Commission pour l'égalité raciale), tandis que les textes officiels français parlent de « prétendue race ». Dans la pratique, les deux sociétés n'établissent pas de différences « raciales », mais de classe sociale pour les Britanniques et de niveau social pour les Français.

L'antiracisme

En Occident, l'antiracisme est désormais confondu avec l'antifascisme. Alors même qu'il n'y a plus de racisme faute de races, ni de fascisme, faute des situations économiques auxquelles cette pensée répondait. Les groupes qui se réclament de ces idées ont aujourd'hui la particularité de se réclamer de l'extrême-gauche anticapitaliste, mais d'être subventionnés par le spéculateur George Soros et de travailler pour le compte de l'Otan, champion du capitalisme. Ils disposent donc d'un entraînement militaire.

C'est non sans délectation que le président turc Recep Tayyip Erdogan n'a pas manqué de souligner, lors d'un entretien téléphonique avec son homologue US le 8 juin 2020, que l'Otan avait utilisé les Brigades internationales antifascistes à la fois contre la Syrie et contre la Turquie [2] ; les mêmes « Antifas » qui coordonnent les émeutes antiracistes actuelles aux États-Unis.

En réalité, le racisme et l'antiracisme sont les deux faces d'une même pièce. Tous deux se fondent sur le fantasme des races dont nous savons pourtant qu'elles n'existent pas. Dans les deux cas, il s'agit d'un conformisme à l'air du temps. Les racistes correspondaient aux idéologies impérialiste et coloniale, les antiracistes à la globalisation financière. Leur unique utilité politique commune est d'occuper le terrain pour masquer les authentiques luttes sociales. Réseau Voltaire 16 juin 2020

Notes.

[1] « Histoire mondiale des Frères musulmans » (6 parties), Thierry Meyssan, 21 juin 2019. « Déjà 10 mois de confinement du Jammu-et-Cachemire », par Moin ul Haque, Dawn (Pakistan) , Réseau Voltaire, 10 juin 2020.

[2] « Les Brigades anarchistes de l'Otan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 12 septembre 2017.

Qu'est-ce que les Black Panthers penseraient de Black Lives Matter? par Paul Street (Truthdig 29 octobre 2017) - Mondialisation.ca, 16 juin 2020

Comme l'a expliqué le jeune et légendaire Black Panther de Chicago Fred Hampton dans un discours prononcé en 1969 :

Nous devons faire face à certains faits. Que les masses sont pauvres, que les masses appartiennent à ce que vous appelez la classe inférieure, et quand je parle des masses, je parle des masses blanches, je parle des masses noires, et des masses brunes, et des masses jaunes aussi. Nous devons admettre que certains disent que le feu est le meilleur moyen de combattre le feu, mais nous disons que l'eau est le meilleur moyen d'éteindre le feu. Nous disons qu'on ne combat pas le racisme par le racisme. Nous allons combattre le racisme par la solidarité. Nous disons qu'on ne combat pas le capitalisme en rejetant le capitalisme noir, mais qu'on combat le capitalisme par le socialisme.

Lire l'article :

https://www.mondialisation.ca/quest-ce-que-les-black-panthers-penseraient-de-black-lives-matter/5646651

Vous apprendrez qu'à l'opposé des Black Panther, Black Lives Matter est une ONG racialiste financée généreusement par des fondations détenues par des oligarques.

Un autre article pourrait vous intéresser.

BFM TV and co détestent les Gilets jaunes mais adorent le Comité Adama Traoré par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 15 juin 2020

https://www.mondialisation.ca/bfm-tv-and-co-detestent-les-gilets-jaunes-mais-adorent-le-comite-adama-traore/5646567

George Floyd : Un produit de marketing qui vous est offert par le Parti démocrate ou l'extrême-centre (extrême droite) de l'oligarchie.

Entelekheia.fr - Par Peter Van Buren qui a travaillé au Département d'État des USA pendant 24 ans. Il a écrit plusieurs livres, dont 'We Meant Well: How I Helped Lose the Battle for the Hearts and Minds of the Iraqi People', un ouvrage qui lui a valu des menaces de poursuites du Département d'État.

Extrait.

- Si Trump semble se démarquer des autres présidents, c'est seulement parce qu'il met à nu la réalité de l'Amérique masquée jusque-là avec plus ou moins d'habileté par ses prédécesseurs.

La question que doivent se poser les Américains aujourd'hui est soit celle d'une refonte totale de leurs institutions (à commencer par leur Constitution et leur Cour suprême, qui interdisent depuis trop longtemps des réformes indispensables), soit d'une poursuite inéluctable de l'agonie des USA.

Pour la première fois depuis des mois, il n'y a pas d'article en première page sur le Covid. Le remplaçant est la tuerie policière à Minneapolis et le chaos partout ailleurs. Mais l'orientation du discours est familière : il s'agit d'accuser Trump de la tragédie pour le vaincre en novembre.

La nouvelle qui s'impose aujourd'hui est la mort d'encore un autre homme noir aux mains d'encore un autre flic blanc dans des circonstances douteuses. Si les 100 000 décès du Covid ne peuvent pas ébranler votre foi en Trump, peut-être qu'autre chose le pourra. Aux yeux des médias grand public, c'est bien sûr entièrement la faute de Trump. Le problème est que l'ex-policier de Minneapolis Derek Chauvin, maintenant accusé du meurtre de George Floyd, a déjà tiré sur un suspect, a été impliqué dans une fusillade qui en a tué un autre, et a fait l'objet de 17 plaintes au bas mot pendant ses presque vingt ans de service.

Personne ne l'a poursuivi pour tout cela, y compris Amy Klobuchar [procureur, sénatrice du Minnesota depuis 2007, Démocrate, candidate à la vice-présidence aux côtés de Joe Biden], qui ne sera jamais vice-présidente, en tant que procureur du comté. Amy Klobuchar n'a pas non plus inculpé d'autres policiers dans les plus de deux douzaines d'affaires de décès impliquant la police survenus pendant qu'elle était procureur. Elle a délégué ces décisions à un grand jury. L'actuel procureur général du Minnesota, Keith Ellison, qui était avocat et législateur de l'État lorsque Klobuchar était procureur, a défendu la position de Klobuchar en expliquant que c'était « une pratique courante à l'époque ». Autrement dit, c'était systématique.

Une personne que Klobuchar a systématiquement refusé de poursuivre était l'accusé d'aujourd'hui, Derek Chauvin.

Vous voyez, cette semaine s'est déjà produite. George Bush a eu Rodney King. Sous Bill Clinton, Amadou Diallo avait reçu 41 balles, ce dont se souvient la chanson de Bruce Springsteen American Skin (41 Shots). Pour George W. Bush, c'était Sean Bell. Eric Garner a été étranglé par la police pendant le mandat d'Obama, parallèlement à la fusillade qui a tué Michael Brown à

Ferguson, dans le Missouri.

Au bilan des noirs assassinés par la police sous Obama, on peut ajouter Trayvon Martin (2012), Freddie Gray (2015), Tamir Rice (2014), Laquan McDonald (2014) et Eric Garner (2014), sans oublier tous ceux qui n'ont pas été couverts par les médias.

Barack Obama a déclaré que ce qui s'est passé la semaine dernière au Minnesota « ne devrait pas être normal dans l'Amérique de 2020 » alors qu'en fait, c'est normal depuis un bon moment, y compris sous sa présidence. Après le meurtre de Freddie Gray par la police à Baltimore, dans le Maryland, en 2015, Obama avait qualifié les manifestants de « criminels ». Oups. Mais les médias le couvrent maintenant ; Vox est entré dans le débat en écrivant qu' « être un ancien président, c'est différent. Maintenant qu'il n'est plus en fonction, Obama a les mains libres pour essayer d'être le leader du changement social que sa candidature avait promis ». Un changement ? Un leader ? Le Département de la justice d'Obama n'a pas poursuivi l'assassin d'Eric Garner.
Le Département de la justice d'Obama n'a pas poursuivi l'assassin de Michael Brown. Donc aujourd'hui, il n'y a toujours pas de justice, pas de paix. Rejetons-en la faute sur Trump.

Si ce flic du Minnesota est un raciste violent, il n'a certainement pas attendu Trump, pas avec deux décennies de plaintes contre lui et deux décennies de violence à son actif et deux décennies de somnolence du procureur de l'État derrière lui.

Rappelez-nous encore une fois, qui était le président Démocrate noir des États-Unis pendant la majeure partie de cette période ? Et quelqu'un essaie d'utiliser le racisme en 2020 pour faire tomber Trump ?

L'ex-flic Derek Chauvin n'a pas attendu que Trump poste un tweet, ni même qu'il prenne ses fonctions pour devenir violent. Il l'était depuis deux décennies. Le racisme systématique au Minnesota a des racines profondes dans sa gouvernance démocrate, et n'a pas été encouragé par quelques tweets. C'est la même réponse pour le virus ; l'inégalité économique qui a envoyé le virus dans des endroits comme New York City a très peu à voir avec Trump ou son prétendu manque de leadership, tout comme elle n'a rien à voir avec la pénurie inventée de respirateurs. Il n'est pas surprenant qu'en 2020, les deux principales causes de décès chez les pauvres et les Noirs soient les fusillades policières et le Covid.

Si tout ce que nous faisons est de la politique électorale avec des tragédies, nous n'irons pas au-delà pour résoudre les tragédies. La solution réside dans la recherche de réponses fondamentales plutôt que dans le fait de chercher quelqu'un à blâmer. Dans les commentaires, certains diront que je défends Trump. C'est aussi faux que déplacé. Si quelqu'un parmi vous pense que plus de violence est la solution, ou que cette affaire va faire élire Biden, ou que son administration va changer les choses, vous passez à côté du point le plus important : la révolution a été télévisée. [2] Vous l'avez déjà regardée, mais vous n'avez pas compris quel camp a gagné. entelekheia.fr 3 juin 2020

Paru sur Moon of Alabama sous le titre Begun The Civil Wars Of 2020 Have

- Aux USA, les meurtres de personnes de couleur par la police se succèdent depuis des décennies – ou plutôt, ils n'ont jamais cessé. Ces affaires suivent généralement toutes le même schéma : un homme noir est tué par un policier trop enclin à jouer de la gâchette ou de la matraque, les médias se saisissent de l'affaire, des manifestations s'ensuivent pour demander justice et tournent parfois à l'émeute, le gouverneur de l'Etat les fait réprimer, le policier est jugé et relaxé, et le pays retourne à son somnambulisme… jusqu'à la fois suivante. entelekheia.fr 1er juin 2020

LVOG - A qui profite cette instrumentalisation ? Suivez ses guides.

- Etats-Unis: la démocrate Nancy Pelosi appelle à retirer les statues de confédérés du Capitole - BFMTV 10 juin 2020

La démocrate Nancy Pelosi a appelé au retrait de statues de confédérés du Capitole, ce mercredi, deux semaines après la mort de George Floyd aux Etats-Unis. Depuis plusieurs jours à travers le monde, des militants antiracistes souhaitent supprimer les symboles du passé colonialiste ou esclavagiste de l'espace public. BFMTV 10 juin 2020

- USA 2020: Biden demande à Facebook de vérifier les publicités politiques - Reuters 11 juin 2020

Dans son courrier, Joe Biden souhaite également que Facebook supprime les informations fausses et virales et que "des règles claires s'appliquent à tous, y compris Donald Trump, pour interdire le comportement menaçant et les mensonges sur les modalités de participation à l'élection". L'équipe de campagne du candidat démocrate a lancé une pétition pour tenter d'obtenir gain de cause.

- Treize points d'avance pour Biden sur Trump, selon sondage Reuters-Ipsos - Reuters 17 juin 2020

Le futur candidat du Parti démocrate, mesuré à 48% des intentions de vote, n'avait jamais été crédité d'une telle marge sur le président républicain sortant (35%) par les sondeurs d'Ipsos pour Reuters. Reuters 17 juin 2020

Mimétisme. Le totalitarisme international s'offre 8 minutes et 46 secondes de propagande.

États-Unis: les démocrates du Congrès s'agenouillent pour George Floyd - huffingtonpost.fr 8 juin 2020

Plusieurs démocrates du Congrès américain se sont agenouillés ce lundi 8 juin pour observer 8 minutes 46 secondes de silence en hommage à George Floyd et d'autres Afro-Américains "qui ont perdu leur vie de façon injuste". huffingtonpost.fr 8 juin 2020

LVOG - La droite communautariste appelle à la délation et manifeste son soutien à l'extrême-centre "un genou à terre".

Violences policières: les leaders de la gauche et des Verts un genou à terre à Paris AFP 9 juin 2020

Les leaders de la gauche et des Verts ont posé un genou à terre pendant 8 minutes 46 de silence mardi soir lors d'une manifestation en mémoire de George Floyd et contre le racisme dans la police, place de la République à Paris.

Jean-Luc Mélenchon (LFI), Olivier Faure (PS), Yannick Jadot (EELV), Fabien Roussel (PCF) figuraient parmi les centaines de personnes rassemblées mardi à l'appel de SOS Racisme, en écho à une cérémonie en mémoire de George Floyd à Houston aux Etats-Unis.

Le "rassemblement solennel" de Paris était soutenu par plusieurs syndicats (CGT, FSU, Unsa), partis politiques (EELV, PS, LFI, PCF), organisations étudiantes et lycéennes (Fage, Unef, UNL), associations et ONG (Ligue des droits de l'homme, MRAP, Cran).

Ces rassemblements, bien qu'interdits par la loi en raison de la crise sanitaire, seront tolérés, a déclaré mardi le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

"La police nationale doit être reprise en main", a ajouté M. Mélenchon.

"J'invite les policiers à dénoncer leur collègues quand ils sont racistes et violents", a-t-il ajouté.

Il s'est félicité que Christophe Castaner, qui a annoncé la fin de la procédure d'immobilisation par étranglement, reconnaisse que "des gestes peuvent tuer". "La police nationale doit être reprise en main", a ajouté M. Mélenchon. AFP 9 juin 2020

La clé d'étranglement finalement autorisée en attendant une technique d'interpellation alternative - BFMTV 15 juin 2020

L'entourage du ministre de l'Intérieur dément tout "rétropédalage", et assure que le courrier de vendredi dernier annonçait la fin de l'enseignement de cette méthode en école de police et non une suppression immédiate. Dans cette lettre, Christophe Castaner s'exprime au futur et ne précise pas quand la clé d'étranglement cessera d'être enseignée ou sera interdite. BFMTV 15 juin 2020

A coup de Taser !

Généraliser le pistolet à impulsion électrique à tous les policiers, une bonne idée? - BFMTV 9 juin 2020

Les syndicats de police sont reçus jeudi 11 et vendredi 12 juin par le ministre de l'intérieur. Plusieurs d'entre eux réclament la généralisation du taser, ce pistolet à impulsion électrique. Pour remplacer la technique d'étranglement, désormais interdite.

Après avoir annoncé la suppression de la technique d'interpellation dite de "l'étranglement", le ministre de l'Intérieur devrait annoncer aux syndicats de police la dotation à tous les fonctionnaires d'un pistolet à impulsion électrique. Une arme pourtant constamment décriée depuis son arrivée en France en 2006. BFMTV 9 juin et francetvinfo.fr 10 juin 2020

La destruction de la civilisation humaine a commencé.

- Pendant que les puissances occidentales et asiatiques continuent leurs guerres coloniales de pillage (notamment) se poursuivent...

- Asymétrique...

- La médiocrité, hypocrisie...

- Les bien-pensants « révisionnistes » nous emmerdent...

- La police de la pensée...

- Les préjugés...

- Censure, autodafé, demain pogrom contre les opposants, la délation... mais apologie de la guerre et de la finance...

Le film Autant en emporte le vent, jugé raciste, retiré de la plateforme HBO Max - BFM TV 10 juin 2020

Le film Autant en emporte le vent, qualifié par certains historiens de révisionniste, a été retiré de la plateforme de streaming HBO Max, en plein mouvement de protestation contre le racisme et les violences policières visant les Noirs aux Etats-Unis.

Le long métrage fleuve (3h58) sorti en 1939 est considéré par de nombreux universitaires comme l'instrument le plus ambitieux et efficace du révisionnisme sudiste. Il présente notamment une version romantique du Sud et une vision très édulcorée de l'esclavage, avec notamment du personnel de maison dépeint comme satisfait de son sort et traité comme des employés ordinaires.

Cette réinterprétation d'une période sombre de l'histoire américaine est l'œuvre de mouvements très organisés dans les anciens Etats confédérés, qui se sont attachés à montrer le Sud d'avant la guerre de Sécession sous un jour présentable. BFM TV 10 juin 2020

(Placer ici l'article de Meyssan)

LVOG - Si vous enlevez tous les films faisant la promotion de la cigarette, de l'alcool, où il y a des propos misogynes, homophobes, racistes, xénophobes, etc. la cinématographie n'existe plus, le passé disparaît.

Le capitalisme à visage humain s'offre un toilettage, c'est beau, comme on l'aime...

« Autant en emporte le vent », non à l'hygiénisme historique ! - Le Point 10 juin 2020

En neuf réflexions, l'écrivain Yann Moix s'insurge contre la décision de HBO Max de retirer pour le recontextualiser le film culte de 1939, jugé « raciste ».

Extrait.

La plateforme de streaming HBO Max retire « temporairement » Autant en emporte le vent. Le film est jugé « raciste ». Il en était de même avec Naissance d'une nation de Griffith. La question est de savoir si nous devons également enlever le livre des librairies. Au Masque et la plume, dimanche dernier, ils étaient tous pitoyables (à part un seul critique), paniqués à l'idée de passer pour des racistes : ils se sont donc tous débrouillés pour « trouver raciste » le livre de Margaret Mitchell. Bref, cela appelle en tout cas, en vrac, plusieurs réflexions.

1. Le véritable mal n'est pas le racisme. La France n'est pas plus raciste qu'un autre pays, elle l'est sans doute beaucoup moins ; la France et les États-Unis sont des pays où il y a du racisme, ce ne sont pas des pays racistes. Le véritable mal, le véritable cancer, c'est la peur. La peur de passer pour un raciste. Tout ce qui se passe en ce moment est à lire à l'aune de la peur. Nous sommes entrés dans des sociétés de la panique. Nous avons pénétré dans l'ère de la trouille. Nous avons eu peur des Gilets jaunes, nous avons eu peur du Covid-19, nous avons peur à présent des manifestants noirs.

2. Celui qui a peur de passer pour raciste l'est peut-être en effet. Du moins n'est-il pas très clair vis-à-vis de lui-même. C'est ce qu'il trahit dans sa panique, comme s'il avait peur d'être en quelque sorte « démasqué ». Donner des garanties de son non-racisme est mauvais signe. C'est avoir des doutes sur son propre racisme. C'est comme quelqu'un qui serait plus poli, plus prévenant avec un Noir qu'avec un autre. La galanterie excessive, par exemple, est une sorte de misogynie. Il ne s'agit pas de nier qu'il y a du racisme, car il y en a. On peut également être blanc et placer cette lutte au premier plan de ses préoccupations ; mais ce qui est douteux, c'est de vouloir à tout prix montrer son certificat d'antiraciste à la police de l'époque.

3. Je me souviens de Pierre Desproges, écrivant : « Quand un Noir dit qu'un Blanc est con, on dit que le Blanc est con. Quand un Blanc dit qu'un Noir est con, on dit que le Blanc est raciste. » C'était en 1985. Et c'est à méditer en 2020.

4. Ainsi la décision de HBO est-elle vraiment la décision du Blanc pas net par excellence. Celui qui veut être plus royaliste que le roi. Celui qui, pour n'être pas taxé de racisme, prend les devants. J'ai à peu près le même mépris pour le raciste que pour celui qui a peur de passer pour tel. Les deux sont des lâches ; les deux sont des salauds ; les deux sont des faibles ; les deux ont une mauvaise conception de ce qu'est, de ce que doit être, de ce que devrait être l'humanité.

5. Regardons les gouvernements. Notamment en France, où l'on entend mélanger, que ce soit chez les ministres ou dans la rue, l'affaire Floyd avec l'affaire Traoré. Castaner prend des mesures contre Chauvin. Mais Chauvin est un policier américain. Le gouvernement ne cède pas seulement aux pressions de la rue française, il cède aux pressions de la rue américaine. Cela posé, on ne peut que se réjouir que la prise au cou soit interdite – mais là n'est pas la question ; la question est celle d'un opportunisme paniquard. Le problème est de céder par la peur. Par excès de faiblesse. Or la faiblesse ne fait qu'attiser une chose : la haine.

6. Céder à la foule des Noirs qui revendiquent, c'est n'être pas sûr de soi. Le raisonnement fait sur l'individu peut se faire sur un gouvernement. Ce n'est pas parce que la foule est noire que la foule a raison. Car la question est là : une foule noire est-elle d'abord un nombre ou une couleur ? Frapper un Noir parce qu'il est noir, c'est du racisme. Mais céder aux Noirs parce qu'ils sont Noirs, c'est pour moi la définition même du racisme. Autoriser aux Noirs une manifestation interdite parce que c'est une manifestation noire, c'est du racisme. Du racisme anti-Noir. Être plus méchant avec un Noir qu'avec un Blanc, c'est du racisme anti-Noir ; être plus gentil avec un Noir qu'avec un Blanc, c'est encore du racisme anti-Noir. Le racisme réside dans le seul fait de distinguer une couleur, de « voir » la couleur.

Le racialisme est déjà du racisme.

7. HBO a tort. Car il y a plusieurs strates d'histoire, ici, qui se mêlent. Le roman Autant en emporte le vent a été écrit en 1936, le film date de 1939. 1936 et 1939 sont des époques racistes. Ce sont des dates racistes qui traitent du problème de l'esclavage. Une époque raciste traite l'année 1861 avec les tropismes qui sont les siens. Une époque qui traite mal les Noirs réalise un film dans lequel on voit des esclaves, c'est-à-dire des Noirs maltraités. La présentation historique du Nord et du Sud est idéalisée et bancale. Certes. C'est indubitable. Mais l'arracher à la vue du public est typiquement une décision de Blancs. En outre, on ne demande pas à un film, fût-il historique, de relever de l'histoire. Il ne s'agit pas d'un document. Que faudrait-il faire ? Inventer la machine à remonter le temps et faire cesser le tournage ? Ce que les gens ne comprennent pas, c'est qu'Autant en emporte le vent n'est pas un document sur 1861, mais un document – précieux – sur 1939. Pour faire plaisir à 1861, c'est-à-dire à 2020, on éradique 1939, on soustrait de l'histoire du cinéma, c'est-à-dire de l'histoire tout court, les préjugés de 1939 qui, eux aussi, comme la traite des Noirs, constituent un témoignage.

8. En 1940, on attribua huit oscars à Autant en emporte le vent, le film de Selznick, malgré son racisme. En 1940, il est même possible qu'on attribuât huit oscars au film pour son racisme. L'hypothèse la plus probable étant qu'on attribua ces huit oscars au film parce que la manière dont la question noire était traitée dans le film faisait écho à la doxa de 1940. Aujourd'hui, un film obtiendrait évidemment huit oscars pour des raisons symétriquement opposées. J'ose dire que cela ne vaut guère mieux. D'un côté, une vision pleine de préjugés ; de l'autre, une vision pleine de rancœur. Que les Noirs veuillent leur revanche de siècles d'horreur, c'est très bien ; qu'ils entendent se venger, non. La revanche consiste à se faire rembourser ; la vengeance consiste à faire payer les autres. Les Blancs de 2020 ne sont pas responsables des oscars attribués à un film par les Blancs de 1940. Pas plus que les Blancs de 1940 n'étaient responsables de l'esclavage de 1861.

Il faut appeler, en toute urgence, à empêcher l'hygiénisme historique. Oui, il y eut une époque où, dans Spirou, étaient publiées chaque semaine les aventures de Blondin et Cirage. Blondin était un petit blond et Cirage, un petit Noir. Oui, fort heureusement, cela n'est plus possible : mais gommer le fait que cela le fut est une ineptie. On ne nettoie pas l'histoire. On ne fait pas le ménage dans les événements du passé comme on nettoie sa salle à manger, voulant éradiquer les acariens. Les préjugés font partie de l'histoire, et non seulement ils en font partie, mais ils la constituent ; ils en sont parfois le décor, et parfois le moteur. Soustraire ce film, c'est enlever, tel un chirurgien, ce qui aujourd'hui nous apparaît comme un mélanome, ce qui jadis fut considéré comme un joli grain de beauté.

On ne peut pas prélever du passé, pour en faire la biopsie avec les connaissances d'aujourd'hui, ce qui nous semble insulter le présent. La seule insulte que nous infligeons à l'humanité, c'est de manipuler son patrimoine, c'est de désinfecter sa mémoire, c'est d'assainir son histoire. Nous voulons éradiquer tous les virus, inventant ainsi un monde antiseptique, voué à un avenir gentil, installé sur un passé revisité qui, dorénavant, sera susceptible de plaire à tout le monde. HBO insulte 2020 au prétexte que 1940 insulte 1861. C'est la marche des Noirs – mais sur la tête.

9. Autant en emporte le vent est une fiction sur 1860. Mais c'est un document sur 1940. Le Point 10 juin 2020

Etats-Unis : des statues de Christophe Colomb prises pour cible à Boston, à Miami et en Virginie - francetvinfo.fr 10 juin 2020

Le navigateur génois, longtemps présenté comme le "découvreur de l'Amérique", est désormais souvent considéré comme une des figures du génocide des Amérindiens et des indigènes en général. francetvinfo.fr 10 juin 2020

TROISIEME PARTIE

4 vidéos recommandées.

1- Analyse et résultats pour 3 737 patients suivis à l'IHU - 16 juin 2020

https://www.youtube.com/watch?v=ngwgr4lmVkE&feature=emb_title

2- Les Marx Brothers font de la science : l'exemple de RECOVERY - 9 juin 2020

https://www.youtube.com/watch?v=RW_7xxVJZmk

3- Pr Perronne- "Ceux qui critiquent le protocole Raoult malgré les preuves sont achetés par les labos" - 16 juin 2020

https://www.youtube.com/watch?v=crbITXQTo24

- «J'ose le dire, il y a une véritable corruption qui a plongé des dizaines de milliers de Français dans la mort ! On aurait pu éviter environ 25 000 morts en France ! » a clamé le professeur Christian Perronne, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital de Garches, au micro de Sud Radio.

...le professeur Perronne s'insurge contre « les sociétés savantes », qu'il juge « complètement corrompues ». « La plupart des sociétés savantes ont des milliers, voire des millions d'euros sur leurs comptes en banque, qui [proviennent] de l'industrie pharmaceutique », révèle-t-il à Sud Radio.

« J'étais totalement scandalisé par ce lien de beaucoup d'experts avec l'industrie pharmaceutiques et cette corruption, on n'ose pas dire le mot, j'ose le dire aujourd'hui, c'est de la véritable corruption, qui a plongé des dizaines de milliers de Français dans la mort, [il ne] faut pas avoir peur des mots. Il y a près de 30 000 Français qui sont décédés », assène-t-il.

Le professeur est persuadé que si le traitement à base de chloroquine avait pu être utilisé librement, « on aurait pu éviter, à mon avis, environ 25 000 morts en France ». Alors que « dans beaucoup de pays qui l'ont fait systématiquement, dès le 1er jour, dans des formes pas trop sévères, il y a eu très peu de morts », précise encore le professeur.

Pour lui, « c'est énorme et c'est très grave ». Et pour remédier à ce problème, une seule solution : « Foutre en l'air tout ce système de décision en matière médicale, avec tous ces journaux médicaux qui sont totalement corrompus, y compris les plus grands », dont entre autres The Lancet, souligne-t-il. theepochtimes.com 17 juin 2020

4- Pr Philippe Even - 80% des médicaments ne servent à rien - 13 juillet 2016

https://www.youtube.com/watch?v=mkuUFGBz-ls&pbjreload=101

Faites tomber les masques.

« Révolte », la lettre ouverte d'une citoyenne, mère de famille et enseignante - covidinfos.net 11 juin 2020

Madame Elena Le Clézio nous a contacté pour nous demander de publier cette lettre ouverte.

- Nous lançons un formidable appel à nos Professionnels du DROIT, à nos Professionnels de la SANTÉ et à nos Professionnels de l'Éducation : nous avons besoin d'une mobilisation massive, calme et déterminée, pour défendre nos précieuses libertés prises dans l'engrenage d'une machine infernale.

Lettre d'une citoyenne, mère de famille et enseignante, qui n'est ni extrémiste, ni complotiste !

Aujourd'hui notre démocratie est morte. Ou peut-être le vendredi 13 mars 2020 à 16h30.

Sans délai de réflexion, il fallut trouver les mots pour tenter d'expliquer à notre enfant la fermeture soudaine de son école. Il ne verrait plus son enseignant ni ses camarades avant longtemps. Il ne pratiquerait plus son activité sportive ni aucune autre activité en lien avec autrui. Il ne verrait plus certains membres de sa famille. A défaut de jardin, il aurait le droit de marcher 60 minutes par jour à l'extérieur, sur du goudron. L'intention de protection avait un étrange goût de sanction.

Un virus justifiait cette décision imposée dans l'urgence. Urgence sanitaire ou dictature de l'urgence ? Le fait est que la vie se figea brutalement, à l'image de Pompéi sous les cendres.

La catastrophe était virale. Ensevelis sous des nuées toxiques invisibles, il nous restait un enchevêtrement de sentiments divers et la lumière d'un ordinateur messager de nouvelles anxiogènes et incohérentes.

Au cœur du chaos, comment rassurer l'enfant qui assiste à la dislocation de son univers ? Comment le convaincre du bien-fondé d'une prescription étatique que l'on pressent nuisible à son esprit, nuisible à sa santé physique, nuisible à sa liberté fondamentale ?

En quelques heures, le vide et le silence s'imposèrent sans obstacle en tous lieux, chevauchant des contrées dociles, animées essentiellement par le passage régulier du bleu gendarme et par le vol scrutateur des hélicoptères. Notre société est libre. A tel point que nos enfants se retrouvèrent cloîtrés chez eux, fauchés dans leur élan, dans leur apprentissage, dans leur relation aux autres.

Cependant, un concept salvateur fit irruption au sein du marasme : celui de la « continuité pédagogique ». Grâce à la technologie, le bon déroulement de la scolarité serait assuré. La présence réelle du pédagogue prit un caractère suranné tandis que l'école numérique, couronnée de lauriers, fit une entrée triomphale dans nos vies. La lutte quotidienne pour limiter l'exposition des enfants aux écrans devint obsolète face à l'apologie du virtuel.

On tue au nom de Dieu. Au nom de la santé, les enfants ont subi un enfermement physique et moral pendant deux mois. A présent, l'État leur propose de réintégrer une école vidée de sa substance, réduite à un protocole sanitaire digne d'un régime pénitentiaire.

Alors que la vie s'exprime à nouveau dans les rues et sur les chemins à l'issue de longues semaines de séquestration, les enfants devraient quant à eux fréquenter un milieu scolaire à l'odeur carcérale, dépourvu d'humanisme et d'échanges féconds.

Dans cette logique infernale, nous sommes invités à effectuer nos réservations pour les grandes vacances d'été afin de relancer l'industrie du tourisme. Notons que quelques jours auparavant, nous étions menacés de mort et que le moindre de nos déplacements était jugé dangereux.

Des marionnettistes machiavéliques ont élaboré pour nous cette pièce de théâtre cauchemardesque dans laquelle nos libertés fondamentales sont bafouées de manière méthodique et consciencieuse.

Par la mise en place de pratiques d'hygiène obsessionnelles, par l'instauration d'une multiplicité d'interdictions absurdes, par le fait d'imposer l'immobilisme et l'autocontrôle à de jeunes êtres pleins de spontanéité, par la répression des mouvements naturels et la prohibition d'approcher les autres considérés comme des dangers potentiels, par la création d'un climat délétère au cœur même de l'École qui demande de la douceur et de la bienveillance, l'État a blessé nos enfants dans leur dignité. Avec un aplomb effroyable, il a enfreint la Convention internationale des droits de l'enfant.

Selon l'article 28 , « Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que la discipline scolaire soit appliquée d'une manière compatible avec la dignité de l'enfant en tant qu'être humain. » Le protocole sanitaire imposé aux écoliers est, de manière flagrante, incompatible avec le respect de leur dignité. Il offense également les enseignants qui sont obligés d'agir à l'encontre de leurs valeurs.

D'après l'article 29, les États parties conviennent que l'éducation doit viser à « inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales » et à « préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre ». Comment l'État français, dont le sens de l'action est profondément liberticide, peut-il prétendre à cela ?

C'est également la dignité de chaque homme et de chaque femme de ce pays qui a été violée dans l'exigence de soumission à un diktat sanitaire. En brandissant l'argument fallacieux de la protection collective, l'État a fait de nous ses pantins avec une facilité glaçante.

Parallèlement, la parole médiatique s'est adonnée à la désacralisation des individus, faisant pleuvoir quotidiennement des chiffres aléatoires qui formaient une sorte de package des cas de contamination et des décès. Noyés dans une tonalité catastrophiste, les vivants et les morts n'avaient pas davantage de réalité que les personnages d'un jeu vidéo.

Derrière le masque de la raison et de la logique, le visage de la folie est apparu. Et c'est précisément ce visage monstrueux qui doit nous faire peur et réveiller notre conscience pétrifiée. Doté d'une large gueule à l'instar d'une Gorgone, il postillonne des formules et des slogans dogmatiques hautement contagieux. Contaminés en nombre, les individus succombent à ce que Eugène Ionesco appelait la « rhinocérite » : une métamorphose abjecte de l'être par l'idéologie.

L'auteur de la pièce Rhinocéros avait lancé un cri d'alarme face au phénomène de contagion mentale dans un monde en proie au délire. Un tel cri trouve un écho puissant aujourd'hui. Aux « rhinocéros » se sont substituées des silhouettes masquées – même en forêt (!) – à l'allure robotisée, commandées par la peur et obsédées par la désinfection. Dépourvues d'empathie, certaines

sont prêtes à éliminer, au moyen d'une arme virtuelle, tous ceux qui sur leur chemin représenteraient une menace hypothétique.

Au lieu de combattre le monstre totalitaire, notre société l'alimente – que ce soit de manière volontaire ou involontaire – et manque ici à son devoir de désobéissance civile.

Extrait de l'acte III de Rhinocéros :

DUDARD

Mon devoir est de ne pas les abandonner, j'écoute mon devoir.

BÉRENGER

Au contraire, votre devoir est de… vous ne connaissez pas votre devoir véritable… votre devoir est de vous opposer à eux, lucidement, fermement.

Pour lutter contre l'épidémie idéologique qui submerge et pervertit l'humanité, il faut ranimer notre souffle profond atteint par l'asphyxie, rallumer notre lucidité aveuglée par l'obscurité d'un spectacle macabre, raviver notre capacité de révolte paralysée par la peur, renouer avec l'esprit des Lumières piétiné par un système politique pervers.

Aujourd'hui, la patrie des droits de l'homme est sous emprise. Elle ne peut plus bouger, elle ne peut plus penser, elle ne peut plus s'exprimer librement. Assujettie au contrôle de l'État, qui arbore avec orgueil un costume de bienfaiteur, elle attend l'intervention salvatrice de citoyens libres-penseurs. Masquée sous l'effondrement des principes et des idéaux issus du siècle des Lumières, elle peine à respirer.

Face au mal, Hannah Arendt nous invite à la distanciation : « Le mal est un phénomène de surface. Nous résistons au mal en refusant de nous laisser submerger par la surface des choses, en nous arrêtant et en réfléchissant. »

Arrêtons-nous et regardons simplement autour de nous. En faisant cela, nous constaterons que la réalité ne coïncide pas avec le tableau apocalyptique brossé par l'État et les médias. Il nous appartient de sortir de la vision terrifiante qu'ils cherchent à nous imposer. À moins que nous aimions notre servitude. Si nous désirons véritablement défendre notre humanité, nous devons faire volte-face et ne plus accepter de servir le mensonge et l'injustice. Pour cela, notre résistance aux lois iniques, intrusives et répressives, qui nous sont imposées par une autorité extérieure, est nécessaire. Car « il n'est pas souhaitable de cultiver le même respect pour la loi et pour le bien. (…) La loi n'a jamais rendu les hommes un brin plus justes, et par l'effet du respect qu'ils lui témoignent les gens les mieux intentionnés se font chaque jour les commis de l'injustice. » (Henry David Thoreau, La Désobéissance civile)

Libérons-nous de l'emprise en osant dire « non ». Révoltons-nous pour défendre ce que nous sommes.

Extrait de L'homme révolté d'Albert Camus :

« Le mouvement de révolte s'appuie sur le refus catégorique d'une intrusion jugée intolérable et sur la certitude confuse d'un bon droit (…). »

Nous sommes en droit de nous déplacer, de sortir de notre foyer, « d'aller dans le monde et de rencontrer d'autres gens en actes et en paroles » (Hannah Arendt, La crise de la culture), à moins que nous risquions d'être réduits en miettes par une attaque nucléaire ;

Nous sommes en droit de respirer de l'oxygène et non notre propre dioxyde de carbone sous un masque inutile dans la vie quotidienne ;

Nous sommes en droit d'accéder à une parole journalistique vraie, intelligente, constructive au lieu d'une parole médiatique biaisée, tombée sous la coupe de l'État ;

Nous sommes en droit de privilégier une médecine respectueuse du corps et de l'esprit par opposition à une médecine gangrenée par les lobbies pharmaceutiques ;

Nous sommes en droit de veiller personnellement sur notre santé et de nous opposer – quel que soit le contexte – à toute ingérence sanitaire ;

Nous sommes en droit de résister aux tentations émanant d'une Science qui se prend pour Dieu en inondant le monde de

prétendus remèdes « salvateurs » ;

Nous sommes en droit d'exercer notre esprit critique et de contester les décisions absurdes et dogmatiques qui pourrissent l'éducation, la santé, le travail ;

Nous sommes en droit de défendre notre intégrité physique et spirituelle face aux attaques commises par le pouvoir politique au nom du bien et de la protection.

Cessons d'avoir peur d'un pouvoir illégitime et gardons à l'esprit la phrase de Montesquieu : « Tout pouvoir sans bornes ne saurait être légitime, parce qu'il n'a jamais pu avoir d'origine légitime. »

NOUS SOMMES LE POUVOIR.

Incarnons le peuple citoyen « noble, beau et grand » guidé par la Liberté.

Commentaires d'internautes.

1- Bravo Madame ! Je suis Mère de 4 enfants et citoyenne comme vous, libre, ni extrémiste, ni complotiste, apolitique et tournée vers l'avenir pour nos enfants et petits enfants et je vous remercie mille fois pour ce texte ! Ce qu'ils ont fait à nos enfants (entre autres) est honteux et scandaleux, insupportable et intolérable ! Merci d'oser le dire haut et fière c'est tellement vrai !! Malheureusement dire non est mal vu, je suis repartie du lycée avec les livres et le dossier d'inscription en terminale ce matin pour avoir refusé « l'invitation à mettre un masque ». Mais je ne lâcherai pas et suis mobilisée pour lutter auprès de professionnels du droit. Vous avez raison il ne faut plus avoir peur de résister, nous l'avons fait trop longtemps. Je suis de tout cœur à vos côtés ! Il est temps de défendre nos valeurs et l'avenir de nos enfants et petits enfants !

2- Cette lettre me rassure et tout n'est pas perdu.

Je suis tellement d'accord avec tout ça. Je suis si triste et en colère à la fois quand j'imagine les enfants à l'école qui doivent subir ce lavage de cerveau sans cesse par des profs peut être terrorisés…

Mais qui sommes nous? des Etres humains ou des animaux que l'on enferme?

Le peu de liberté que nous avions, était encore une promesse pour nos enfants mais voilà que tout fout le camp.

Que laissons-nous à nos enfants?

Une citoyenne pour la liberté

3- Bien évidemment, je suis en accord total avec ce qui est exprimé ici de belle façon.

Mais une fois qu'on a dit ça, on fait quoi ?

4- Bonsoir ! Bonne question ! Je crois qu'on peut porter haut notre point de vue et en parler sans trop forcer mais pour pousser les gens à réfléchir, s'interroger et chercher ! Ce que nous faisons tous sur ce site. Plus de gens auront le courage d'exprimer, sans chercher à tout prix à convaincre, mais sereinement et sûr de soi et plus nous éveillerons de consciences. L'autre jour je suis repartie avec les livres scolaires. Je les rendrai plus tard et je vais envoyer le dossier d'inscription par recommandé, il ne faut pas lâcher. Il n'y a qu'en nous unissant dans notre conviction du bon sens et du droit que nous avancerons. Regardez les tous avec leurs masques même seuls dans leur voiture ? Il faut leur donner le déclic, ils ont le droit de porter le masque mais pas sans un peu de réflexion et dans la limite du bon sens non ? Bonne soirée

5- Merci Madame pour vos bons mots, pour la justesse de vos contestations et l'espoir qu'ils sous-tendent. Nous avons également constaté la souffrance de nos propres enfants, pourtant universitaires, leur désarroi, leurs angoisses et leurs désillusions dans cette crise dite sanitaire.

Permettez moi bien modestement d'ajouter un commentaire à votre courrier : n'ayez plus peur des mots « complot » et « complotisme ». Vous observerez qu'ils traduisent souvent l'ignorance des gens qui les utilisent, ou la perfidie des gens qui les nient. Ils ne sont que les instruments d'une insulte facile qui pousse la victime à se sentir honteuse de dénoncer de réels dysfonctionnements.

Qu'est-ce que votre lettre, sinon la dénonciation courageuse de tels dysfonctionnements (vous évoquez : chaos, dislocation

de l'univers, monstre totalitaire, logique infernale, … de la part de marionnettistes machiavéliques bafouant nos libertés de manière méthodique et consciencieuse) et un appel au soulèvement ?

Que représente ce magnifique site Covidinfos.net, si ce n'est une somme formidable d'informations qui, lectures après lectures, convergent inéluctablement vers un scénario politique international qui ne semble plus être le fruit du hasard ?

Que vous remplaciez « complot » par « projet gouvernemental », « stratégie mondialiste », « guerre contre les peuples » ou « plan de renouveau social », un mouvement fort peu démocratique dépassant nos frontières est en route, et ce depuis bien longtemps. Le « complotisme » n'est-il pas alors que la juste compréhension, parfois ardue et douloureuse, d'une réalité factuelle qui dépasse l'entendement ?

« L'Histoire est une conspiration permanente contre la vérité » écrivait Joseph de Maistre. Osons lui rendre hommage en reconnaissant que le Présent l'est aussi.

Tour de prestigiditation morbide. Comment ils ont assimilé les cas de grippe saisonnière au Covid-19.

LVOG - Ce sont eux qui le disent, on n'invente rien.

Le coronavirus a-t-il fait disparaître la grippe ? - ouest-france.fr 8 avril 2020

L'épidémie de grippe saisonnière est largement passée au second plan cet hiver. Au point que le réseau de veille sanitaire Sentinelles a fini par enregistrer les cas recensés dans la même catégorie générale des « infections respiratoires aiguës » que le Covid-19.

Les derniers chiffres publiés par le Réseau Sentinelles de veille sanitaire sont même plutôt préoccupants. Ils font ressortir que les cas de grippes n'ont jamais été aussi nombreux depuis 2015, une année noire durant laquelle elle avait entraîné plus de 11 400 décès.

Mais ces cas de grippe, qui n'entraînent pas forcément de décès, sont aussi mieux détectés. Probablement inquiétés par la pandémie de coronavirus, les patients consultent bien plus que les trois dernières années, et la courbe des rendez-vous médicaux s'est même envolée à partir de mi-février.

Comme un chien dans un jeu de quilles, le coronavirus est donc venu perturber toutes les statistiques. « Alors que le cas d'incidence des syndromes grippaux devait diminuer en mars comme d'habitude, en comparaison des autres années, on a remarqué qu'il était en train d'augmenter. Sur la semaine 10, on était en excès de 57 cas pour 100 000 habitants et de 109 cas pour la semaine 11 », souligne Daouda Niaré.

Des données anormalement élevées, brouillées par l'épidémie de coronavirus, dont les symptômes ressemblent à ceux de la grippe. Difficile de s'y retrouver, donc.

Depuis quelques jours, le Réseau Sentinelles a arrêté de comptabiliser les cas de grippe saisonnière pour adapter sa surveillance au Covid-19. Un virus classé, comme la grippe, dans la catégorie générale « Infections respiratoires aiguës ».

Il sera donc probablement très difficile d'évaluer précisément l'impact de la grippe sur la population française pour l'hiver 2019-2020. Mais le 18 mars, on annonçait seulement 88 décès, alors que le pic de l'épidémie était passé dans la majorité des régions.

Un chiffre à relativiser, toutefois, puisqu'il ne prend en compte que les décès comptabilisés en service de réanimation. Or les patients peuvent succomber dans bien d'autres endroits (autres services hospitaliers, domicile, Ehpad…) ouest-france.fr 8 avril 2020

En Inde aussi ils vont pouvoir instrumentaliser les cadavres.

- "Nous allons devoir traiter tous les gens comme s'ils étaient des malades du Covid-19", explique à l'AFP Vidya Thakur, de l'hôpital public Rajawadi de Bombay. "Toutes les précautions devront être prises". AFP 16 juin 2020

Totalitarisme. Ils vous ont préparés psychologiquement à la piquouse.

LVOG - Ne protestez pas, vous avez été des agents dociles du confinement et du masque.

Coronavirus : Allemagne, France, Italie et Pays-Bas commandent 400 millions de vaccins à Astrazeneca - Reuters13 juin 2020

L'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas ont signé avec Astrazeneca un contrat portant sur la fourniture de 400 millions de doses de vaccins contre le coronavirus, a annoncé samedi le ministre italien de la Santé.

Ce contrat porte sur la livraison d'un vaccin actuellement développé par l'université d'Oxford et dont l'expérimentation est à une phase avancée, a déclaré Roberto Speranza sur Facebook.

Une première tranche de ces vaccins seront disponibles d'ici la fin de l'année.

Les gouvernements européens ont donné vendredi un mandat politique à la Commission européenne pour négocier en leurs noms les pré-commandes de vaccins potentiels contre le coronavirus. Reuters 13 juin 2020

Commentaires.

1- On commande des vaccins qui n'ont pas prouvé leur efficacité…

Ce gouvernement est de pire en pire...

2- On comprend pourquoi ils ont voulu discréditer le professeur Raoult et l'hydroxychloroquine!

3- Un vaccin prend 10 ans de recherche en principe voire 20 ans. Et là en 2 mois c'est bouclé. En tout cas leur poison et puçage ne passeront pas par moi.

4- Celui qui va inventer le vaccin contre la connerie sera très très riche.

5- Ce système capitaliste qui utilise l'argent des contribuables pour satisfaire les besoins de leurs amis capitalistes est à proscrire. Un vaccin qui n'a pas fait ses preuves. C'est de l'escroquerie.

6- La fameux vaccin promit pour 2021 et obligatoire pour prendre les transports aériens...

7- Le protocole de Raoult utilisé un médicament qui ne coûte rien! Le vaccin des laboratoires vaut une fortune! Encore des actionnaires qui vont se remplir les poches avec notre argent... Et quand on voit comment sont faits les tests!

Bonjour les problèmes après le vaccin.

8- Vous comprenez pourquoi ils comptabilisent tous les mort en covid, pourquoi ils nous font croire que la pandémie n'est pas finie, pourquoi ils ont entretenu la peur, pourquoi ils ont interdit tout ce qui pouvait guérir ce virus (chloroquine, artémisia, injections massives de vitamine C... etc. etc).

9- D'habitude il faut des années pour mettre au point un vaccin et la on se precipite pour piquer la population sans preuve d'efficacité ni d'absence d'effet secondaire alors qu'on s'acharne sur un Raoult qui soigne avec un médoc qui a démontré sa non toxicité pendant 70 ans et qui coûte 2 balles, alors que l'épidémie en Europe arrive à sa fin et qu'ils ont truqué plein d'études pour discréditer le traitement à 2 balles.

10- Vaccins=génocide planétaire !

11- Les scientifiques et chercheurs sérieux savent que ce vaccin sera difficile à trouver, qu'il faudrait plusieurs années au mieux; sachant que pour la plupart d'entre eux, il sera impossible à trouver, comme celui du Sida, (et pour cause...) Sans réfléchir bien longtemps, qu'un vaccin soit déjà annoncé, signifie beaucoup; ce timing est impossible, saut à ce que la recherche ait commencé beaucoup plus tôt (on ne cherche pas un vaccin sur un virus et une épidémie qui n'existent pas encore...sauf...) Nous comprenons qu'il s'agit de Bourse, dividendes, captation de sommes considérables aux états (complices) sur une chimère - en tout cas à ce stade. Notre santé n'est considérée que comme une juteuse affaire. La seule chose positive est qu'aujourd'hui tout est clair. Plus personne ne peut ignorer que nous avons été trompés, manipulés, trahis et que nous sommes en danger face à ces mafias politiques et scientifiques (celle des labos) qui n'ont qu'une santé en tête la leur, pas la nôtre.

Quand les Pieds nickelés enquêtent.

- Selon une étude, "à peu près un quart de la population française ne se ferait pas vacciner" contre le Covid-19 si un vaccin était disponible - francetvinfo.fr 16 juin 2020

C'est un chiffre qui surprend le sociologue Jérémy Ward.

Jérémy Ward - "Là, c'est un cas particulier puisqu'on a réalisé ces enquêtes au cours du mois d'avril, à un moment où le nombre de morts augmentait énormément, c'est une période pendant laquelle il n'y avait pas de débat particulier sur le danger de ce vaccin puisque d'ailleurs il n'y avait pas beaucoup d'évocations de ce vaccin dans les médias." francetvinfo.fr 16 juin 2020

LVOG - Ils sont parvenus à 75% qui accepteraient un vaccin en interrogeant des gens au moment où "*le nombre de morts augmentait énormément*", au meilleur moment pour obtenir le taux le plus élevé. En général, le taux est inverse, y compris chez le personnel hospitalier.

Suivez le totalitarisme à la trace.

Coronavirus: L'Allemagne lance à son tour son application de suivi sur smartphone - Reuters 16 juin 2020

Cette application, baptisée Corona-Warn-App, est téléchargeable sur les boutiques mobiles d'Apple et de Google.

A la différence de StopCovid en France, l'application allemande de "contact tracing" est basée sur un protocole défini par Apple et Google qui est censé assurer une meilleure confidentialité des données, l'historique des informations collectées étant stocké dans le téléphone et non sur un serveur centralisé.

L'enthousiasme du grand public pour Corona-Warn-App reste cependant limité. Selon un sondage Politbarometer pour ZDF, publié la semaine dernière, seulement 42% des personnes interrogées se disaient prêtes à la télécharger, 48% assuraient ne pas vouloir le faire, et 8% affirmaient ne pas disposer de smartphone.

Pour que l'application soit efficace, des millions de téléchargements sont nécessaires. L'Allemagne espérait initialement une adoption par jusqu'à 60% de la population, mais cet objectif a été abandonné. Reuters 16 juin 2020

Totalitarisme, en marche, non, permanent.

Coronavirus: situation "extrêmement grave" à Pékin - AFP 15 juin 2020

Virus : nouveau foyer de contamination en Chine, crainte d'une deuxième vague - AFP 13 juin 2020

Le confinement d'urgence de onze quartiers de Pékin a été ordonné samedi, après l'apparition d'un nouveau foyer de Covid-19, faisant craindre une résurgence de la pandémie en Chine, où la maladie est apparue l'an dernier.

Selon les autorités chinoises, 57 nouveaux cas confirmés de contamination au coronavirus ont été recensés en 24 heures, dont 36 à Pékin, le plus haut chiffre quotidien depuis avril. Une nouvelle inquiétante pour le reste du monde qui redoute une seconde vague de l'épidémie... AFP 13 juin 2020

LVOG - Comme il continuera d'y avoir des porteurs du virus pendant des mois... Ils pourront remettre cela à tout moment...

Covid-19 : une nouvelle étude confirme la saisonnalité de l'épidémie - Yahoo 15 juin 2020

Une nouvelle étude vient conforter cette théorie assurant que l'épidémie du nouveau coronavirus pourrait bien disparaître avec l'installation des beaux jours et revenir avec l'automne. "Il y avait déjà eu des analyses plus restreintes montrant que le SARS-CoV-2 est sensible à la latitude, à l'humidité ou à la température, mais nous le montrons dans une perspective mondiale", souligne le Dr. Mohammad Sajadi, de l'Université de Virginie, l'auteur principal de cette étude publiée dans la revue JAMA Network Open et relayée par La Presse. Yahoo 15 juin 2020

LVOG - Vous devriez vivre désormais dans la crainte permanente de ce virus ou d'un autre...

Le masque du totalitarisme.

Coronavirus : voici le masque qui permettrait de respirer plus facilement en cas de chaleur l'été - femina.fr 9 juin 2020

Coronavirus : à New York, le port du masque recommandé pour faire l'amour - Yahoo 11 juin 2020

Coronavirus : voilà pourquoi il est important de porter un masque à bord d'un avion - Futura 13 juin 2020

Nice : ils refusent de porter un masque à bord et se font cueillir sur le tarmac - lepoint.fr 13 juin 2020

Le commandant de bord a sévèrement mis en garde les passagers en faute : "Si vous ne mettez pas le masque immédiatement, la police sera là l'arrivée." Et il a tenu parole. Six policiers et gendarmes attendaient les voyageurs à l'arrivée de l'avion, en retard de 15 minutes. Celles et ceux qui avaient refusé d'obéir à l'ordre donné par le commandant de bord devraient écoper, selon la législation en vigueur, d'une amende de 135 euros. lepoint.fr 13 juin 2020

Commentaires d'internautes.

1- IL NE FAUT PAS LES LOUPER.

Le montant de l'amende n'est pas assez élevé pour ces irresponsables qui mettent la vie des autres en danger. Il faut dans ce genre de situation que la législation soit renforcée et que des suites judiciaires puissent être engagées. l'obligation du port des masques dans les transports doit être renforcée Félicitations au Commandant de bord qui les a fait cueillir par la Police à l'arrivée.

2-135€. Le ridicule de la justice en France

1 an de prison ferme pour mettre la vie des passagers en danger et €50000 d'amende. Voilà ce qu'on fait dans un pays normal.

LVOG - Avec les compliments des miliciens de LREM, MoDem, LR, UDI, RN, PS, Générations, PCF, PG, LFI, POI, POID, LO, NPA...

Espagne: le masque sera obligatoire jusqu'à ce que le virus soit "vaincu" - BFMTV 9 juin 2020

Une amende de 100 euros pourra être infligée aux personnes ne le portant pas sur la voie publique ou dans les lieux fermés comme les magasins quand elles ne peuvent pas maintenir de distance de sécurité avec ceux qui les entourent, a précisé le ministère dans un communiqué.

Étant obligatoire depuis le 4 mai dans les transports en commun, il le restera aussi dans les avions, les trains ou dans les véhicules privés dont les occupants ne partagent pas le même domicile.

A Rabat, le tram enfile un masque pour inciter les Marocains à en porter - AFP 12 juin 2020

Les tramways de Rabat ont été ornés de masques sur leur nez afin d'inciter les habitants de la capitale marocaine à en porter. L'état d'urgence sanitaire a été prolongé au Maroc jusqu'au 10 juillet et le port du masque est obligatoire en extérieur, afin de lutter contre la pandémie de nouveau coronavirus. AFP 12 juin 2020

Covid-19 en France : la hausse des contaminations fait planer l'inquiétude d'une seconde vague - France 24 12 juin 2020

Les Pieds nickelés vous informent.

Covid-19 : le coronavirus aurait commencé sa propagation dès le mois d'août - Yahoo 9 juin 2020

Dans le cadre d'une étude réalisée par la Harvard Medical School, les scientifiques ont analysé les chiffres de fréquentation des hôpitaux et les recherches internet.

Le nouveau coronavirus circule certainement depuis plus longtemps qu'on ne le pense. Une nouvelle étude, menée par la Harvard Medical School, s'est appuyée sur des images satellite des parkings des hôpitaux de Wuhan et les tendances de recherche sur Internet. D'après les résultats, la Covid-19 se serait propagée en Chine dès le mois d'août dernier.

Davantage de recherches avec les termes diarrhée et toux ont ainsi été réalisées.

"Bien que nous ne puissions pas confirmer si l'augmentation du volume était directement liée au nouveau virus, nos preuves soutiennent d'autres travaux récents montrant que l'émergence s'est produite avant l'identification sur le marché des fruits de mer de Huanan", selon John Brownstein et son équipe. Et de poursuivre : "Ces résultats corroborent également l'hypothèse selon laquelle le virus a émergé naturellement dans le Sud de la Chine et était déjà potentiellement en circulation au moment de l'amas de Wuhan". Yahoo 9 juin 2020

- Mais selon Paul Digard, virologue à l'université d'Edimbourg, ces données sont seulement corrélatives et - comme l'ont noté les scientifiques de Harvard - ne peuvent permettre d'en identifier la cause. Reuters 9 juin 2020

Commentaire d'internautes

1- A la même époque il y a eu aussi une sérieuse épidémie de pneumonies, avec plusieurs dizaines de morts aux état unis, Illinois, agent non identifié. Finalement attribuée à un virus saisonnier. Puis se sont ajoutés d'autres cas attribués à une apparition précoce de la grippe. Et si les troubles gastro intestinaux sont "un marqueur important pour la Covid" il le sont plus pour une gastro entérite non? Il y avait une épidémie de gastro en France à cette époque aussi et on doit probablement retrouver les mêmes augmentations de recherches internet sur les diarrhées, pourquoi ne les attribue-t-on pas au Covid? Et pourquoi n'y a-t-il pas eu des centaines de morts et des millions de contaminations en Chine à partir d'Août puisque on sait que ce virus était très virulent et qu'aucune mesure n'existait? Ou bien attendait-il l'hiver pour attaquer? Ces études deviennent n'importe quoi. Des observations dont on ne peut rien déduire. L'augmentation des recherches internets sur une affection c'est connu pour être un indicateur de l'apparition d'une affection qui précède les alertes des médecins car les gens s'informent avant de consulter. Mais c'est juste un indicateur. Sans confirmation par des tests sérologiques on ne saura rien. Et encore, d'autres virus semblent pousser l'organisme à développer des anticorps identiques à celui du Covid donc il faudra des analyses très fines.

2- Et voilà d'autres pseudo-scientifiques (étasuniens, étrangement) qui "observent" de loin et "tirent des conclusions" à la hâte comme le chiffon paru incroyablement dans le très respecté (mais plus maintenant) The Lancet.

La science devient de plus en plus malhonnête chez les anglo-saxons.

Le gouvernement mondial totalitaire a son ministère du Tourisme

Covid-19 : un label sanitaire mondial pour la reprise du tourisme - euronews.com 13 juin 2020

Le Conseil mondial du voyage et du tourisme lance un label mondial sur la sécurité et l'hygiène. L'objectif est de favoriser la reprise du tourisme, dans les destinations qui appliquent des protocoles sanitaires conformes aux exigences de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations unies.

Les pays obtiendront un label "Safe travel", comme l'indique le communiqué de l'organisation. euronews.com 13 juin 2020

QUATRIEME PARTIE

Le Forum économique mondial de Davos vous a concocté la suite du programme du régime mondial totalitaire : le « Grand Reset » !

LVOG - Ne le dites surtout pas à un militant du mouvement ouvrier qui vit dans le déni permanent de la réalité. Bien que ce qui est décrit ci-dessous soit la stricte réalité revendiquée par l'oligarchie elle-même, il vous traitera de complotiste ou de tous les noms. Car selon lui les oligarques ne détiennent pas le pouvoir, ce n'est pas l'oligarchie qui détermine l'orientation du monde, la gouvernance mondiale ou le gouvernement mondial n'existe pas même quand il en a la preuve sous les yeux.

C'est un fait, que le mouvement ouvrier touts courants confondus est parvenu à l'instar du capitalisme à un degré de putréfaction et de corruption irréversible ou irrécupérable, il faut le refonder. Et il ne peut être refondé que sur la base de la rupture avec le capitalisme et l'oligarchie, leurs institutions.

Ces institutions ne servant plus qu'à légitimer l'instauration d'un régime ouvertement de type totalitaire ou fasciste toujours plus teintée d'humanisme ou de philanthropisme pour tromper les masses, y participer ne servirait qu'à cautionner cet objectif politique.

Comme par le passé, non seulement nous ne participerons jamais à une machination, opération, campagne, manifestation initiées par l'oligarchie et destinées uniquement à atteindre les objectifs politiques qu'elle s'était fixée ou renforcer son pouvoir tentaculaire sur la société, nous les dénoncerons et les combattrons sans relâche en expliquant aux travailleurs quels en étaient les tenants et les aboutissants, pourquoi ils n'avaient rien à en attendre de bon, puisqu'elles avaient été conçues pour nuire à leurs intérêts.

Et maintenant le « Grand Reset » de l'économie mondiale de Davos. Que se passe-t-il après la pandémie de la Covid-19? par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 12 juin 2020

Pour ceux qui se demandent ce qui va se passer après que la pandémie de COVID-19 ait pratiquement paralysé l'ensemble de l'économie mondiale, propageant la pire dépression depuis les années 1930, les dirigeants de la première ONG de la mondialisation, le Forum économique mondial de Davos, viennent de dévoiler les grandes lignes de ce à quoi nous pouvons nous attendre. Ces personnes ont décidé d'utiliser cette crise comme une opportunité.

Le 3 juin dernier, le Forum économique mondial de Davos (FEM) a dévoilé, via son site web, les grandes lignes de son prochain forum qui se tiendra en janvier 2021. Ils l'appellent « The Great Reset » . Il s'agit de profiter de l'impact stupéfiant du coronavirus pour faire avancer un programme très spécifique. Il est à noter que ce programme s'inscrit parfaitement dans un autre programme spécifique, à savoir l'Agenda 2030 des Nations Unies pour 2015. L'ironie de la situation du premier forum mondial des grandes entreprises, celui qui a fait avancer le programme de mondialisation des entreprises depuis les années 1990, en adoptant maintenant ce qu'ils appellent le développement durable, est énorme. Cela nous donne un indice que cet agenda ne correspond pas tout à fait à ce que le FEM et ses partenaires prétendent.

La grande réinitialisation (« The Great Reset«)

Le 3 juin, le président du FEM, Klaus Schwab, a publié une vidéo annonçant le thème annuel pour 2021, « The Great Reset« . Il semble qu'il ne s'agisse de rien de moins que de promouvoir un programme mondial de restructuration de l'économie mondiale selon des lignes très spécifiques, qui ne ressemblent étonnamment pas à celles préconisées par le GIEC*, par la Suédoise Greta et ses amis du monde des affaires comme Al Gore ou Larry Fink de Blackwater.

Il est intéressant de noter que les porte-parole du FEM situent la « réinitialisation » de l'économie mondiale dans le contexte du coronavirus et de l'effondrement de l'économie industrielle mondiale qui en découle. Le site internet du FEM déclare : « Il y a de nombreuses raisons de poursuivre une grande réinitialisation, mais la plus urgente est celle de COVID-19 ». La Grande Réinitialisation de l'économie mondiale découle donc de COVID-19 et de « l'opportunité » qu'il représente.

En annonçant le thème de 2021, le fondateur du FEM, M. Schwab, a ensuite déclaré, en changeant habilement l'ordre du jour :

« Nous n'avons qu'une seule planète et nous savons que le changement climatique pourrait être la prochaine catastrophe mondiale avec des conséquences encore plus dramatiques pour l'humanité« .

L'implication est que le changement climatique est la raison sous-jacente de la catastrophe de la pandémie de coronavirus.

Pour souligner son programme vert « durable », le FEM accueille ensuite le futur roi du Royaume-Uni, le prince Charles. Le prince de Galles fait référence à la catastrophe mondiale du COVID-19,

« S'il y a une leçon essentielle à tirer de cette crise, c'est que nous devons placer la nature au cœur de notre fonctionnement. Nous ne pouvons tout simplement pas perdre plus de temps ».

À bord de Schwab et du Prince se trouve le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. Il déclare, « Nous devons construire des économies et des sociétés plus égales, plus inclusives et plus durables, qui soient plus résistantes face aux pandémies, au changement climatique et aux nombreux autres changements mondiaux auxquels nous sommes confrontés ».

Notez son discours sur les « économies et sociétés durables » – nous y reviendrons plus tard. La nouvelle directrice du FMI, Kristalina Georgieva, a également approuvé le projet « The Great Reset ». Parmi les autres resetters (réinitialisateurs) du FEM, citons Ma Jun, président du Comité des finances vertes de la Société chinoise de finance et de banque et membre du Comité de politique monétaire de la Banque populaire de Chine ; Bernard Looney, PDG de BP ; Ajay Banga, PDG de Mastercard ; Bradford Smith, président de Microsoft.

Ne vous y trompez pas, la Grande Réinitialisation n'est pas une idée du moment de Schwab et ses amis. Le site internet du FEM déclare :

« Les mesures de verrouillage de COVID-19 s'atténuent peut-être progressivement, mais l'anxiété concernant les perspectives sociales et économiques du monde ne fait que s'intensifier. Il y a de bonnes raisons de s'inquiéter : un fort ralentissement économique a déjà commencé, et nous pourrions être confrontés à la pire dépression depuis les années 1930. Mais, si cette issue est probable, elle n'est pas inévitable ».

Les financeurs du FEM ont de grands projets : « …le monde doit agir conjointement et rapidement pour réorganiser tous les aspects de nos sociétés et de nos économies, de l'éducation aux contrats sociaux et aux conditions de travail. Chaque pays, des États-Unis à la Chine, doit participer, et chaque industrie, du pétrole et du gaz à la technologie, doit être transformée. En bref, nous avons besoin d'un « Grand Rétablissement » du capitalisme ». C'est un gros truc.

Des changements radicaux

Schwab nous en dit plus sur l'agenda à venir : « …un des points positifs de la pandémie est qu'elle a montré à quelle vitesse nous pouvons apporter des changements radicaux à nos modes de vie. Presque instantanément, la crise a forcé les entreprises et les particuliers à abandonner des pratiques longtemps considérées comme essentielles, depuis les voyages aériens

fréquents jusqu'au travail au bureau ». Ce sont censés être des points positifs ?

Il suggère que ces changements radicaux soient prolongés : « L'agenda de la Grande Restitution aurait trois composantes principales. Le premier orienterait le marché vers des résultats plus équitables. À cette fin, les gouvernements devraient améliorer la coordination… et créer les conditions d'une « économie des parties prenantes… » Elle comprendrait « des modifications de l'impôt sur la fortune, la suppression des subventions aux combustibles fossiles et de nouvelles règles régissant la propriété intellectuelle, le commerce et la concurrence« .

Le deuxième volet du programme Great Reset garantirait que « les investissements fassent progresser les objectifs communs, tels que l'égalité et la durabilité ». Ici, le chef du WEF déclare que les récents budgets de relance économique énormes de l'UE, des États-Unis, de la Chine et d'ailleurs doivent être utilisés pour créer une nouvelle économie, « plus résistante, équitable et durable à long terme ». Cela signifie, par exemple, la construction d'infrastructures urbaines « vertes » et la création d'incitations pour les industries afin d'améliorer leurs résultats en matière de mesures environnementales, sociales et de gouvernance (ESG)« .

Enfin, la troisième étape de cette grande réinitialisation consistera à mettre en œuvre l'un des projets favoris de Schwab, la quatrième révolution industrielle : « La troisième et dernière priorité d'un programme Great Reset est d'exploiter les innovations de la quatrième révolution industrielle pour soutenir le bien public, notamment en relevant les défis sanitaires et sociaux. Pendant la crise COVID-19, des entreprises, des universités et d'autres ont uni leurs forces pour développer des diagnostics, des thérapies et d'éventuels vaccins, établir des centres d'essai, créer des mécanismes de traçage des infections et fournir des services de télémédecine. Imaginez ce qui pourrait être possible si des efforts concertés similaires étaient déployés dans tous les secteurs« . La quatrième révolution industrielle comprend les biotechnologies d'édition de gènes, les télécommunications 5G, l'intelligence artificielle, etc.

L'Agenda 2030 de l'ONU et la grande réinitialisation

Si nous comparons les détails de l'Agenda 2030 de l'ONU pour 2015 avec la Grande Restitution du WEF, nous constatons que les deux s'accordent très bien. Le thème de l'Agenda2030 est un « monde durable », c'est-à-dire un monde où règnent l'égalité des revenus, l'égalité des sexes, les vaccins pour tous, sous l'égide de l'OMS et de la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), qui a été lancée en 2017 par le WEF avec la Fondation Bill & Melinda Gates.

En 2015, les Nations unies ont publié un document intitulé « Transformer notre monde : l'Agenda 2030 pour le développement durable ». L'administration Obama ne l'a jamais soumis au Sénat pour ratification, sachant qu'il échouerait. Pourtant, il est en train d'être mis en œuvre à l'échelle mondiale. Il comprend 17 objectifs de développement durable, prolongeant ainsi un Agenda21 antérieur. Les 17 incluent « mettre fin à la pauvreté et à la faim, sous toutes leurs formes et dimensions… protéger la planète de la dégradation, notamment par une consommation et une production durables, en gérant de manière durable ses ressources naturelles et en prenant des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique… Il appelle à une croissance économique durable, à une agriculture durable (OGM), à une énergie durable et moderne (éolienne, solaire), à des villes durables, à une industrialisation durable… Le mot durable est le mot clé. Si nous creusons un peu plus, il est clair qu'il s'agit d'un mot de code pour une réorganisation de la richesse mondiale par des moyens tels que des taxes punitives sur le carbone qui réduiront considérablement les voyages en avion et en voiture. Le monde moins développé ne s'élèvera pas au niveau des pays développés, mais à l'inverse, les civilisations avancées doivent voir leur niveau de vie baisser pour devenir « durables ».

Maurice Strong

Pour comprendre le double langage de la durabilité, il faut remonter à Maurice Strong, un pétrolier canadien milliardaire et ami proche de David Rockefeller, l'homme qui a joué un rôle central dans les années 1970 pour l'idée que les émissions de CO2 dues à l'homme rendaient le monde non durable. Strong a créé le Programme des Nations unies pour l'environnement et, en 1988, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour étudier exclusivement le CO2 d'origine humaine.

En 1992, Strong a déclaré,

« Le seul espoir pour la planète n'est-il pas que les civilisations industrialisées s'effondrent ? N'est-ce pas notre responsabilité d'y parvenir ? » Au Sommet de la Terre de Rio Strong, la même année, il a ajouté : « Les modes de vie et de consommation actuels de la classe moyenne aisée – impliquant une consommation élevée de viande, l'utilisation de combustibles fossiles, d'appareils électroménagers, de climatisation et de logements de banlieue – ne sont pas durables« .

La décision de diaboliser le CO2, l'un des composés les plus essentiels à la survie de toute vie, humaine et végétale, n'est pas le fruit du hasard. Comme le dit le professeur Richard Lindzen, physicien de l'atmosphère au MIT,

« Le CO2 a des attraits différents selon les personnes. Après tout, qu'est-ce que c'est ? – Ce n'est pas un polluant, c'est le produit de la respiration de chaque créature vivante, c'est le produit de toute respiration végétale, c'est essentiel pour la vie des plantes et

la photosynthèse, c'est le produit de toute combustion industrielle, c'est le produit de la conduite – je veux dire, si jamais vous vouliez un point de levier pour tout contrôler, de l'expiration à la conduite, ce serait un rêve. C'est donc une sorte d'attrait fondamental pour la mentalité bureaucratique« .

N'oublions pas que l'exercice sur la pandémie de New York, curieusement bien choisi, l'événement 201 du 18 octobre 2019 a été coparrainé par le Forum économique mondial et la Fondation Gates. Il était basé sur l'idée que « ce n'est qu'une question de temps avant qu'une de ces épidémies ne devienne mondiale – une pandémie aux conséquences potentiellement catastrophiques. Une pandémie grave, qui devient « Evénement 201?, nécessiterait une coopération fiable entre plusieurs industries, gouvernements nationaux et institutions internationales clés ». Le scénario « Event201 » postule « l'apparition d'un nouveau coronavirus zoonotique transmis de la chauve-souris au porc et à l'homme, qui finit par se transmettre efficacement d'homme à homme, entraînant une grave pandémie ». L'agent pathogène et la maladie qu'il provoque sont largement inspirés du SRAS, mais il est plus transmissible dans le cadre communautaire par des personnes présentant des symptômes légers« .

La déclaration du Forum économique mondial de faire un grand retour en arrière est, à tous les égards, une tentative à peine voilée de faire avancer le modèle dystopique « durable » de l'Agenda 2030, un « Green New Deal » mondial (la nouvelle donne verte mondiale) dans le sillage des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19. Leurs liens étroits avec les projets de la Fondation Gates, avec l'OMS et avec les Nations unies laissent penser que nous pourrions bientôt être confrontés à un monde bien plus sinistre après la fin de la pandémie de COVID-19. Mondialisation.ca, 12 juin 2020

Ils en remettent une couche encouragée par le consensus qui se poursuit.

Wall Street sombre dans le rouge, les Bourses européennes dévissent - euronews.com 11 juin 2020

Les bourses américaines ont fortement été chahutées ce jeudi. Le Dow Jones, le Nasdaq et le Standard & Poor's 500 ont tout simplement leur pire séance depuis le mois de mars.

Un nouveau plongeon qui survient après que la Fed a annoncé mercredi la baisse de ses taux d'intérêt entre 0% et 0,25% jusqu'en 2022 et des prévisions faisant état d'une chute de 6,5% du PIB cette année aux Etats-Unis.

Les bourses européennes ont également dévissé de plus de 4% ce jeudi : Paris (-4,71%), Francfort (-4,47%), Londres (-3,99%), Milan (-4,81%) et Madrid (-5,04%). L'Eurostoxx a perdu 4,27%.

Une baisse qui traduit là aussi les inquiétudes fortes concernant la reprise économique après la pandémie de coronavirus et devant des risques de seconde vague. euronews.com 11 juin 2020

Vive la France ! Soumission concrète et sans modération au régime.

LVOG - La panoplie complète du parfait propagandiste de la réaction. François Ruffin remercie Le Point de lui avoir offert cette tribune gratuite... qui rassurera les lecteurs du Point.

François Ruffin : « Je suis modéré et concret » - LePoint.fr 12 juin 2020

- Nous venons de vivre les douze derniers mois les plus chauds de la planète (...) On en connaît les causes, humaines... (Allez, culpabilisez un peu plus ! Porte-parole du GIEC ou de l'oligarchie. - LVOG)

- Je suis modéré et concret, de mon côté, je revendique simplement le droit à bricoler... (Un dilettante, quoi. - LVOG)

- La comparaison qui me vient, c'est l'économie américaine pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle était capitaliste, mais dirigée. Et, sans cette direction, fixée par les élus, jamais ils n'auraient produit des tanks, des porte-avions, des bombardiers. Eh bien, il nous faut une économie de guerre climatique. (Encore un nostalgique des Jours heureux ! - LVOG)

- ...je souhaite que la France soit de ces pays-là, qu'elle canalise son énergie, son intelligence, ses capitaux vers une économie de guerre climatique. Encore une fois, les États-Unis ne sont pas sortis du capitalisme pendant la Seconde Guerre mondiale, mais ils ont simplement redirigé leur économie. (Vive l'économie de guerre ! - LVOG)

- Je prône cette direction : pour une police de la confiance. (Parole d'opposant. Pourvu qu'elle soit à la hauteur pour défendre l'existence du régime... Quel réac ! - LVOG

- Quelle police veut-on ? Voilà la question qui doit être posée. Comment veut-on la former ? (- Et moi qui pensais que seuls des représentants du régime se posaient ce genre de questions. - Non, mais attendez, c'est le cas ici. - Ah oui, que suis-je bête,

vous avez raison. - LVOG)

- ...plus on attend, plus la déchirure va s'aggraver entre la police et la population, plus les tensions vont s'exacerber, plutôt que de chercher des solutions acceptables par tous. (Un consensus de plus, cette fois avec l'appareil de répression de l'Etat. - LVOG)

- L'histoire de France est faite de moments de honte, de moments de gloire, qui parfois se conjuguent. (On lui laisse volontiers la honte, mais apparemment c'est un sentiment qu'il ne doit pas connaître. - LVOG)

- on trouverait moyen de s'arranger pour un Front populaire écologique (Parole de "bricoleur" ! - LVOG)

Voulez-vous vraiment le pouvoir ?

- ...je n'ai pas besoin d'être au premier rang, mais qu'on remette le pays dans le bon sens, celui de la décence... (Parce qu'il aurait été un jour dans le bon sens ? - LVOG)

Comment avez-vous vécu le confinement ?

Plutôt bien, pour moi.

Et je me demande si plein de gens, comme moi, n'ont pas pris cet épisode comme un soulagement, en tout cas au début. (Quel dommage qu'il soit déjà terminé. - LVOG)

Dette: le moratoire, un répit face au Covid-19 pour bientôt plus de 30 pays - AFP 10 juin 2020

Suspendre le fardeau financier des pays les plus pauvres face au coronavirus: 12 Etats ont obtenu des créanciers du Club de Paris un moratoire sur leur dette et 19 devraient suivre "rapidement" -- tandis que d'autres puissances du G20, dont la Chine, mènent des efforts similaires en bilatéral.

Le report proposé mi-avril ne représente qu'une petite partie de l'endettement total du continent africain estimé à 365 milliards de dollars.

Actuellement, l'initiative de moratoire concerne potentiellement 73 pays débiteurs, dont 38 en Afrique subsaharienne.

Enfin, les créanciers privés ont été appelés à rejoindre l'effort général de moratoire, sur une base volontaire. AFP 10 juin 2020

Les USA et l'UE provoquent une crise alimentaire en Syrie - Réseau Voltaire 12 juin 2020

La Coalition internationale ayant perdu tout espoir de détruire la République arabe syrienne par la force, les États-Unis et l'Union européenne tentent d'y parvenir par la faim.

Le siège du pays a commencé. Les sanctions économiques ont été très durement renforcées et le seront encore à la mi-juin. Toute personne ou entité qui commerce avec la Syrie sera durement condamnée par les États-Unis et l'Union européenne (Loi César).

Ces « sanctions » sont illégales au regard du Droit international. Celles empêchant l'approvisionnement en matériel médical sont des crimes au regard des Conventions de Genève.

Les jihadistes au Nord et les troupes US au Sud ont commencées à incendier les champs de manière coordonnée. La Syrie a porté plainte devant le Conseil de sécurité des Nations Unies.

En quelques jours, les produits alimentaires importés sont devenus introuvables et le prix des produits alimentaires locaux a grimpé en flèche. La livre syrienne s'est effondrée sur le marché des changes. Elle est aujourd'hui échangée au marché noir au quart de sa valeur officielle.

La présidence de la République a préparé un plan pour l'autosuffisance alimentaire, dont la mise en œuvre agricole demandera plusieurs années. La Russie sauvera la population à court terme, mais le temps compte pour éviter la famine à moyen terme.

Des manifestations ont débuté le 9 juin pour réclamer de la nourriture. Dans certaines villes, des gens vont se nourrir dans les poubelles. La Syrie n'avait jamais connue de problèmes alimentaires durant la guerre, sauf dans les zones occupées par les jihadistes. Ceux-ci rackettaient la population pour lui donner accès à la nourriture.

Le président el-Assad a révoqué le président du Conseil des ministres, Imad Khamis, le 11 juin 2020. La Syrie est un régime présidentiel comme les États-Unis. Elle n'a donc pas de Premier ministre contrairement à ce que raconte la presse occidentale. Réseau Voltaire 12 juin 2020

L'Etat profond prend position publiquement.

La fracture entre Trump et le Pentagone s'élargit - AFP 11 juin 2020

Le chef d'état-major américain, le général Mark Milley, a regretté jeudi s'être montré aux côtés de Donald Trump après la dispersion de manifestations antiracistes, signe que la fracture s'élargit entre le Pentagone et le président américain.

"Je n'aurais pas dû être là", a déclaré le général Milley qui, tout comme le ministre de la Défense Mark Esper la semaine dernière, prenait publiquement ses distances de Donald Trump. "Nous devons respecter scrupuleusement le principe d'une armée apolitique, qui est profondément enraciné dans la quintessence de notre république." AFP11 juin 2020

Le Pentagone contre le président Trump - Réseau Voltaire 11 juin 2020

Nous avions abordé il y a plus de deux mois la possible déclaration de la loi martiale pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 [1]. L'Union européenne avait alors dénoncé notre article comme de la propagande pro-Russe [2]. Mais les principaux officiers viennent de sortir de leur réserve.

Le secrétaire à la Défense, Mark Esper, a pris ses distances avec le président Trump. Il a publiquement pris position contre la mobilisation de militaires pour rétablir l'ordre actuellement gravement troublé par des manifestations violentes à l'occasion de la mort de George Flyod.

L'ancien secrétaire à la Défense, le général Jim Mattis, a donné la semaine dernière une interview à The Atlantic, accompagné du président du comité des chefs d'état-major, le général Mike Milley. Si le plus haut gradé en exercice n'a pas dit mot durant la rencontre, il a remis une tribune libre au mensuel contre la mobilisation des Forces armées à des fins de maintien de l'ordre public. Son ancien patron a explicitement dénoncé la politique clivante du président Donald Trump.

L'ancien directeur de la CIA, le général David Petraeus, a également remis une tribune à The Atlantic pour demander que l'on renomme une dizaines de bases militaires actuellement désignée sous le nom de généraux confédérés.

L'ancien vice-président des États-Unis et candidat du Parti démocrate à la présidence, Jo Biden, a déclaré lors du Daily Show de Comedy Central, le 10 juin 2020, qu'il avait entendu dire que les officiers US étaient prêts à renvoyer Donald Trump manu militari s'il perdait l'élection.

Le 11 juin, le président Trump a remercié dans un tweet Mgr. Viganò pour lui avoir envoyé une lettre dans laquelle il assimile les organisateurs du coup de force à l'occasion du Covid-19 et ceux des manifestations violentes à l'occasion de la mort de George Floyd [3].

Le président du Comité des chefs d'état major, le général Mark Milley, a solennellement déclaré, dans un message enregistré pour une remise de diplômes à la faculté militaire de Notre Dame University le 11 juin, qu'il n'aurait pas dû accompagner le président Trump au pied de l'église Saint John lorsque la foule a été dispersée. Il a regretté d'avoir donné une image partisane des Forces armées (photo).

Les officiers du Pentagone ont tous été formés par l'amiral Arthur Cebrowski. Nombreux sont ceux qui déplorent le retrait en cours des troupes d'Afghanistan et celui annoncé des troupes d'Allemagne. Au contraire, les soldats sont massivement favorables au président Trump et espèrent que toutes les troupes rentreront à la maison. Réseau Voltaire 11 juin 2020

[1] « Des putschistes à l'ombre du coronavirus », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 31 mars 2020.

[2] "Disinfo : The bankers and the military prepare a takeover in the US", EUvsDisinfo.eu, April 30, 2020.

[3] « Pour Mgr. Viganò, ce sont les mêmes acteurs derrière le confinement et les manifestations actuelles »,

La guerre contre la Syrie continue.

Syrie: Washington multiplie les sanctions contre Assad et en promet de nouvelles - AFP 18 juin 2020

Les Etats-Unis ont annoncé mercredi des dizaines de sanctions pour faire cesser "la guerre inutile et brutale" en Syrie dans le cadre de la nouvelle "loi César", avec l'espoir de priver de ressources le président Bachar al-Assad et ses soutiens.

"A partir d'aujourd'hui, les sanctions prévues par la loi César entrent pleinement en vigueur. Quiconque fera affaire avec le régime Assad, et où qu'il se trouve dans le monde, s'expose à des restrictions de voyage et à des sanctions financières", a déclaré le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo dans un communiqué.

Il a évoqué "une campagne de pression économique et politique pour priver le régime Assad des revenus et du soutien dont il bénéficie".

"Nous prévoyons beaucoup plus de sanctions et ne nous arrêterons pas tant qu'Assad et son régime n'auront pas mis fin à leur guerre inutile et brutale contre le peuple syrien et que le gouvernement syrien n'aura pas accepté une solution politique" sous l'égide de l'ONU, a-t-il prévenu.

L'émissaire américain pour la Syrie Jim Jeffrey a d'ailleurs expliqué à des journalistes que la stratégie de Washington ne visait pas "une chute du régime".

Mais plutôt à "faire comprendre aux dirigeants syriens ainsi qu'à la Russie et à l'Iran", principaux parrains et soutiens militaires du pouvoir syrien dans un conflit qui s'est largement régionalisé, "qu'il est temps de commencer à coopérer avec la communauté internationale".

De nombreux membres de la famille et de l'entourage du président syrien sont concernés par ces nouvelles sanctions qui visent en tout 39 personnes et entités.

Certains étaient déjà sur d'autres listes noires américaines, comme Bachar al-Assad lui-même depuis le début de la répression, en 2011, pour mater un mouvement de révolte populaire, qui aboutit rapidement à une guerre dévastatrice ayant fait plus de 380.000 morts et des millions de réfugiés.

D'autres, comme son épouse Asma al-Assad, présentée par Mike Pompeo comme "l'une des plus célèbres profiteuses de la guerre en Syrie", sont sanctionnés pour la première fois par Washington.

Le Trésor a aussi mis sur liste noire des individus et entreprises accusés de dévoyer l'effort de reconstruction en utilisant les terrains "expropriés" à la faveur des déplacements massifs de population pour "construire des propriétés luxueuses", notamment dans "des zones de Damas qui étaient encore récemment des quartiers de travailleurs proches de l'opposition".

L'Union européenne avait elle-même renforcé ses sanctions contre la guerre en Syrie en début d'année.

La loi prévoit d'interdire d'entrée aux Etats-Unis et de barrer l'accès au système financier américain à toute personne, institution ou entreprise qui ferait obstacle à la paix en Syrie, ou qui faciliterait logistiquement l'effort de guerre de Damas.

Cela pourrait donc viser directement ou indirectement la Russie et l'Iran. Mais, à part une milice iranienne, ils ont été épargnés par cette première étape de la loi César, qui apparaît donc largement symbolique à ce stade.

Pas de trace pour l'instant non plus des "mesures spéciales" brandies contre la Banque centrale syrienne, à un moment où elle a été contrainte mercredi de dévaluer sa monnaie après des semaines de forte dépréciation sur le marché noir.

Le chef du mouvement chiite libanais Hezbollah, Hassan Nasrallah, militairement engagé auprès de Damas, a néanmoins accusé mardi la loi César d'avoir pour objectif d'"affamer la Syrie". AFP 18 juin 2020

Selon Hassan Nasrallah, les États-Unis veulent provoquer la famine au Liban - Réseau Voltaire 17 juin 2020

Lors d'un discours télévisé, diffusé le 16 juin 2020, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a démenti les imputations selon lesquelles des milliards de dollars auraient été transférés ces derniers mois du Liban vers l'Iran ou la Syrie.

Il a au contraire accusé une banque d'avoir transféré illégalement au moins 20 milliards de dollars du Liban vers les USA provoquant l'effondrement de la livre libanaise.

L'entrée en vigueur le lendemain, 17 juin 2020, de la loi César (Cesar Act), qui prohibe tout commerce avec la Syrie ou avec des Syriens, aura pour conséquence de répandre la famine au Liban et en Syrie.

Sayyed Hassan Nasrallah a conclu : « La Syrie constitue le seul corridor terrestre pour le pays du cèdre, tant sur le plan économique que commercial. Je demande au gouvernement de ne pas nous soumettre à la loi César qui cherche à affamer le Liban et la Syrie ». Réseau Voltaire 17 juin 2020

Haut de page

Le 28 juin 2020

CAUSERIE ET INFOS

On ajoutera de nouveaux documents demain.

Je ne m'étais pas aperçu que 10 jours s'étaient écoulés entre les deux dernières causeries, tellement je suis pris par ce travail. Je suis complètement épuisé !

La CNAV et Humanis ont continué de m'emmerder, bon, je pense être venu à bout du problème, ils m'avaient encore réclamé mon Certificat de vie il y a quelques jours, quel délire, en un an je leur en aurai envoyé 4 exemplaires ! En attendant j'attends toujours mon fric, d'ici 10 jours si tout va bien.

Heureusement que j'avais vu le coup venir depuis longtemps. Depuis 24 ans que je vis en Inde, je vis en état de survie, je ne dépense que le strict minimum et j'économise ce que je peux. Evidemment les Indiens à qui j'ai prêté de l'argent ne peuvent pas me rembourser en ce moment, je ne leur ai pas réclamé d'ailleurs.

Imaginez un instant l'effet dévastateur de la propagande officielle sur des cerveaux ultra arriérés.

Ici, ils sont scotchés à leur télé à écouter du matin au soir des informations plus alarmistes les unes que les autres, ils deviennent fous, ils sont terrorisés, c'est terrible. Plus personne ne vient chez moi, plus personne ne m'adresse la parole, un Blanc, c'est le coronavirus fait homme, c'est le diable, la mort, Dourga ! Impossible de leur parler, ils n'écoutent rien. Ma compagne a écourté son séjour dans son village, elle n'en pouvait plus. On lui a volé ses tongs toutes neuves. Les gens vivent dehors, avec la misère ambiante les vols se multiplient et la violence aussi.

On ne se comprend pas parce qu'on ne parle pas de la même chose ou on n'est pas situé sur la même longueur d'onde.

Par exemple, quand je croise un patron moyen ou gros, je ne me dis pas : Tiens, un brave type ou non qui fait des affaires, non, je pense un salopard d'exploiteur ; Quand je croise un commerçant, je me dis : Tiens voilà un épicier qui fait sa caisse tous les soirs ; Quand je croise un auto-entrepreneur, je me dis : Encore un qui joue au capitaliste, qui rêve d'en devenir un ou qui croit s'en tirer individuellement ou encore qui ne pense qu'à sa gueule, comme les autres déjà cités et ceux qui suivent ; Quand je croise un intellectuel, je me dis : Encore un qui a la tête trop pleine et mal faite ; Quand je pense à un élu, je me dis : Tiens encore un démagogue, un cynique ; Quand je pense à un journaliste, je dis : Tiens encore un menteur, un manipulateur ; Quand je pense à un chercheur ou à un scientifique, je me dis : Tiens encore un ambitieux qui n'a pas inventé le fil à couper le beurre mais est convaincu du contraire : Et quand je pense à un simple travailleur ou à un artisan, je me dis : Tiens un exploité et opprimé qui l'ignore et qui fait son propre malheur.

Bref, je les situe socialement sans me faire la moindre illusion sur eux, sans tenir compte de ce qu'ils peuvent penser car je sais que cela va et vient, à la fin des années 10 et au début des années 20 au XXe siècle, en Allemagne par exemple on croyait que la situation était portée par une vague sociale, progressiste, humaniste dans la foulée de la révolution russe de 1917, et 10 ans plus ce fut le fascisme qui l'emporta, le même scénario se reproduisit à quelque chose près dans une multitude de pays dans le monde entier, Espagne, France, Grèce, Chili, etc.

On en connaît les raisons politiques, mais il ne faut pas les confondre avec la psychologie des masses et leur niveau de conscience politique qui sont deux choses différentes, or, c'est ce qu'on a pris la fâcheuse tendance de faire, au point que cela a complètement modifié l'idéologie du mouvement ouvrier (y compris son avant-garde) qui est devenue méconnaissable, pour tout dire, corporatiste, réactionnaire, au point d'être incapable de renouer avec le socialisme, qui ne sert plus que de faux drapeau ou de masque aux opportunistes.

De la même manière, quand j'aperçoit un bâtiment public, une statut, un pont, une usine, etc. à aucun moment je vais me dire : Comme nous avons un beau parlement, comme notre ville est bien entretenue, nous avons réalisé des ouvrages

magnifiques, dans notre pays ou chez nous patati patata. Non, parce que pour moi spontanément c'est à eux et pas à moi que cela appartient, moi je n'ai toujours rien de plus que ma force de travail pour survivre. A quel moment aurais-je décidé de quoi que ce soit dans ce pays ? Quand ? Jamais, et jamais ils ne m'en donneront l'occasion, jamais ils ne m'écouteront, comment pourrais-je l'oublier un instant, ou alors je serais inconscient.

Même le terrain et la maison où je vis et que j'ai achetés, ne m'appartiennent pas. Et pour cause, je ne suis pas né avec et je ne vais pas les emporter avec moi sur le bûcher tout de même (En Inde, c'est moi qui fournirait le bois avant de partir !) ! J'en suis locataire, comme mon esprit est le locataire de ce corps, et mon seul devoir est de les entretenir ou d'en faire un bon usage dans le respect des intérêts des générations présentes et faire en sorte éventuellement que les générations suivantes puissent en profiter, c'est tout. Par commodité, chaque fois que je dis ma maison, je me mors la langue parce que je ne le pense pas. D'ailleurs pour m'en débarrasser, je l'ai déjà mise au nom de ma compagne ainsi que notre petit capital pour survivre, donc matériellement ce 27 juin 2020, je ne possède rien, quel bonheur, quelle liberté ! Vous vous demandiez peut-être comment je faisais pour m'exprimer aussi librement, vous avez la réponse.

Même mes idées ne m'appartiennent pas puisqu'elles me sont venues à l'esprit de l'extérieur, je les dois aux autres, à tous les gens que j'ai croisés un jour de leur vivant ou dans des livres, d'où la reconnaissance que je leur dois et dont j'ai aussi parfaitement conscience, ce que je n'exprime pas forcément, parce que cela les flatterait et pourrait les induire en erreur, ce qui serait une faute de ma part. Quand on voit tous ces gens aux idées bornées, étriquées, limitées, qui critiquent celles des autres ou qui les prennent pour des imbéciles sur un ton arrogant ou méprisant, on ne peut s'empêcher de sourire, parfois de leur rentrer dedans parce que cela les rend injuste, mauvais, belliqueux, haineux, violents.

A l'opposé, quand on n'a aucun a priori, qu'on est délivré de ce vice de la possession, on a juste envie de partager nos idées et d'en acquérir d'autres au contact des autres, parce que c'est à leur contact qu'on peut les enrichir, et qui plus est, apprendre à mieux se connaître soi-même, du fait que nous sommes à la fois semblables et différents les uns des autres. Car, notre imagination, sortie de la réalité ou des expériences que nous vivons, n'a aucune valeur ou elle ne mène pas bien loin ou encore à la folie, qui n'est pas vraiment un état apte à facilité la progression de la pensée, pensée dont on ignore souvent qu'elle ne peut pas vivre ou respirer sans idéal. Et vers quel idéal pourrait-elle pencher, sinon le plus élevé, celui de la liberté.

La liberté ne doit pas empiéter pas sur celle d'autrui sous peine de réduire la nôtre, d'où la nécessité de combattre impitoyablement ceux qui s'y opposent ou entendent la museler, l'enchaîner, l'enfermer ou la confiner. C'est une valeur universelle à laquelle aspirent profondément tous les peuples, donc tout ce qui s'y oppose est illégitime. Le malheur des hommes a fait que bien peu en aient conscience, et qu'il faille les instruire pour qu'ils en prennent conscience. Or il se trouve que leurs instructeurs n'en ont qu'une conscience partielle ou limitée, dont ils n'ont pas conscience eux-mêmes, ce qui peut produire des petits dictateurs en herbe qui s'ignorent, qui tendront à vouloir imposer leurs idées aux autres, ce qui aboutira à un fiasco inévitablement ou à son contraire.

Personne ne peut imposer des idées à quelqu'un, même les meilleures ou les plus généreuses du monde, cela ne fonctionne pas ainsi chez l'homme. Partant de ce constat on se passera bien d'en faire l'expérience ici, chacun demeure libre de penser ce qu'il veut à condition de l'assumer, sans quoi nous ne pourrions progresser et la civilisation humaine serait vouée à disparaître.

Il y en a qui doivent se dire que je suis dangereux, un vieux cons, parce que le nombre de morts attribué à raison et à tort au coronavirus atteint 500.000 dans le monde, dont plus de 300.000 dans 6 pays seulement, les États-Unis, le Brésil, le Royaume-Uni, l'Italie, la France et l'Espagne, et que ce n'est pas terminé.

J'ai une simple question à leur poser : Pourquoi continuent-ils de faire croire qu'il y aurait une pandémie planétaire dans des articles où s'étale quotidiennement leur hystérie, leur fanatisme sordide ? Trois exemples parmi d'autres.

- Virus: bientôt 10 millions de malades - AFP 24 juin 2020

- Coronavirus: Le nombre de morts en Amérique latine dépassera les 390.000 d'ici octobre - Reuters 25 juin 2020

- Coronavirus: Plus de 500.000 cas de contamination en Inde Reuters 27 juin 2020

Connectons-nous au portail du gouvernement indien pour vérifier ce qui se passe réellement.

https://www.mygov.in/corona-data/covid19-statewise-status

Covid India As On: 28 June 2020, 08:00 IST (GMT+5:30)

- Active Cases : 203051

- Cured/Discharged : 309712
- Deaths : 16095

Que constatons-nous sur 1,380 milliard d'habitants ?

Sur un total de 512.763 personnes infectées ou qui ont été testées positives, 309712 ont déjà été soignées ou sont hors de danger ou sauvées, et il ne reste plus que 203051 personnes sous traitement. Quant au nombre de morts il est insignifiant, 16095.

Le taux de mortalité toutes causes confondues en Inde est de 7,3% par millier d'habitants, celui attribué au coronavirus est de 11,1% par million d'habitants, soit 0,1% par millier d'habitants des cas testés positifs, ramené à la totalité de la population cela donne 0.001%.

Cela signifie que les décès causés par ce coronavirus ne seraient peut-être jamais apparus dans les statistiques du ministère de la Santé tellement ils étaient ridiculement faibles, si cette pandémie politico-médiatique-financière n'avait pas existé. Car qu'est-ce que représentent 16095 morts sur 9,757,000 de décès annuels (en 2010), plus de 10 millions aujourd'hui : 0,16%, même en multipliant ce chiffre par 10 dans les 2 mois à venir, cela ne ferait toujours que 1,6%, que dal en somme ! (Sources : IHU – Méditerranée Infection, actualisé le 27.06.2020 ; indexmundi.com, chiffre de 2018 ; Wikipédia, chiffre de 2010)

Pour ceux que cela intéresse, le nombre de tests en Inde :

- Total Samples Tested: 8,227,802 (total)
- Samples Tested Today : 231,095 (journalier)

- 52 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Lobotomie : Une opération inodore.

- Après ses bougies senteur vagin, Gwyneth Paltrow récidive avec une fragrance qui doit rappeler l'odeur de ses orgasmes
- 20minutes.fr 21 juin 2020

Totalitarisme. Voilà ce qui arrive quand les terroristes sont au pouvoir. Un pas de plus vers l'instauration de la liberté surveillée à perpétuité.

Les députés votent pour durcir les dispositifs de sûreté pour les personnes ayant purgé une peine pour terrorisme - Franceinfo 23 juin 2020

L'Assemblée nationale a voté dans la nuit de lundi à mardi 23 juin une proposition de loi LREM controversée prévoyant des "mesures de sûreté" pour les condamnés pour terrorisme, à l'issue de leur peine.

L'autorité judiciaire pourra imposer durant cinq ou dix ans à ces personnes l'obligation de répondre aux convocations du juge d'application des peines, d'établir sa résidence en un lieu déterminé, des interdictions d'entrer en relation et de paraître dans certains lieux, et encore l'obligation de pointage ainsi que, sous réserve de l'accord de la personne, le port du bracelet électronique.

A l'issue d'âpres débats, les députés LREM, LR et UDI ont voté l'ensemble de cette proposition de loi en faveur de "la sécurité des Français"... Franceinfo 23 juin 2020

Big Brother vous surveille.

Chrome : un logiciel espion installé sur des dizaines de millions d'ordinateurs - Futura 19 juin 2020

Selon un nouveau rapport publié par la société de cybersécurité Awake Security, plus d'une centaine d'extensions pour le navigateur Google Chrome intégraient un logiciel espion qui s'installait à l'insu des utilisateurs. Au total, ces extensions cumulent plus de 32 millions d'installations ! Futura 19 juin 2020

LVOG - Google est responsable puisque c'est lui accrédite les extensions qu'il accueillera. Qui va le juger ? Personne, il fait partie

des maîtres du monde, juge et partie à la fois...

Capitalisme : Stop ou encore ?

Scénario encore plus sombre pour une récession historique - AFP 24 juin 2020

Gita Gopinath, l'économiste en chef du FMI, a dévoilé une prévision de récession de 4,9% cette année. "Un degré élevé d'incertitude entoure" ces prévisions, reconnaît Mme Gopinath...

LVOG - Et qui va-t-elle impacter le plus ? Pas ceux qui auront reporté leurs achats ou dépenses ou encore leurs projets de quelques mois, mais les plus faibles, les plus vulnérables, les plus pauvres, sinon à quoi bon !

AFP - Le FMI est particulièrement inquiet de l'impact négatif sur les plus vulnérables, qui "met en péril les progrès significatifs accomplis dans la réduction de l'extrême pauvreté dans le monde depuis les années 1990". (Je n'ai pas pu m'empêcher de penser à l'Inde où je vis après ce que m'a raconté ma compagne qui revient de son village. Tous les jours, c'est le défilé des gens qui mendient de la nourriture ou quelques roupies pour survivre, et tout le monde pleure ! - LVOG)

"Ce sont les ménages à faibles revenus et les travailleurs peu qualifiés qui sont les plus affectés par cette crise", a déclaré Gita Gopinath dans un entretien à l'AFP. Ceux-là mêmes qui mettront plus de temps à retrouver un emploi.

"Pour les jeunes entrant sur le marché du travail en ce moment, il peut y avoir un impact négatif sur l'avenir", a-t-elle ajouté. AFP 24 juin 2020

LVOG - Ils ont donc parfaitement conscience des souffrances qu'ils imposent à la population, ils sont donc coupables d'actes de tyrannie, de barbarie. De cruauté, en ajoutant les morts inutiles ou qu'ils ont provoqués délibérément. Et qu'il y ait affluence dans les services psychiatriques n'a rien d'étonnant non plus.

Les dégâts sont considérables ou touchent tout le monde ou presque, toutes les classes, hormis les nomades qui sèment la terreur à travers le monde. En frappant les classes moyennes au passage ils peuvent s'aliéner les pans qui autrefois étaient récupérés par la gauche institutionnelle devenue mondialiste et identitaire, certaines personnes peuvent se révolter ou ne peuvent plus se retenir de parler parce qu'elles étouffent littéralement sous le carcan de ce régime totalitaire. Cela te sert à quoi d'avoir une situation confortable, si tu dois vivre dans un pays où tu n'as plus aucune liberté. Tu ne seras jamais heureux, à moins que tu deviennes un être, non plus servile - car de ce côté-là tu t'y connais déjà, mais lobotomisé, sans cervelle et sans coeur, sans raison, non pas renvoyé à la préhistoire, puisque tu n'en seras jamais sorti. Si tu ne seras jamais heureux sous ce régime, alors il faut en changer.

Ils voulaient raréfier la monnaie fiduciaire, pourquoi pas, supprimons la monnaie, les banques, les Bourses, toutes les institutions financières, et je crois bien que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité soufflera un vent de liberté et de paix universelles. Cela devrait faire partie de notre programme.

Nous aussi on supprimerait toutes les activités polluantes qui empestent l'atmosphère ou sont nocives pour notre santé, mais destiner à la rue ou au chômage un seul travailleur, toute personne valide ou saine d'esprit doit participer à la collectivité en fonction de ses capacités, et recevoir de la société ce qu'elle a besoin pour s'épanouir. Sans fournir de mesure, cela me semble juste, l'Inquisition aura été définitivement vaincue, ainsi on sera venu à bout des inégalités, pas avant.

Ce programme inclut la fin du capitalisme, puisque le système économique basé sur la valeur d'échange et le commerce sera de fait aboli. On administrera les choses et les services, et non plus les hommes. Je préfère les choses aux biens, car dans les biens il y a encore une notion de propriété nauséabonde ou incompatible avec la liberté de chacun et donc de tous, c'est valable dans les deux sens et indissociable, l'une ne peut pas exister sans l'autre. Les marchandises ne convenaient pas non plus, parce dans le système économique actuel, les hommes sont aussi ou surtout des marchandises, ce qui n'entre pas dans le cadre de la société que nous voulons instaurée, pas pour l'éternité, disons le temps de passer à autre chose et ainsi de suite, personne ne sait où mènera cette aventure.

On doit garder l'espoir que des membres de toutes les classes exploitées et opprimées partagent cette perspective politique. Ils doivent comprendre que sans les masses rien ne se fera. Ils doivent donc se tourner vers elles et les aider à s'organiser pour se mobiliser sur des objectifs politiques...

Comment ils instrumentalisent la démocratie pour le compte du totalitarisme.

Le coronavirus renforce l'autoritarisme et menace la démocratie - Reuters 25 juin 2020

La pandémie due au nouveau coronavirus renforce l'autoritarisme à travers le monde et menace la démocratie, estiment plusieurs centaines d'anciens gouvernants, lauréats du prix Nobel et élus dans une lettre ouverte publiée jeudi.

"La démocratie est menacée et ceux que cela inquiète doivent rassembler volonté, discipline et solidarité pour la défendre. Ce qui est en jeu, c'est la liberté, la santé et la dignité de tous". Reuters 25 juin 2020

Comment instrumentaliser un constat ou le détourner à des fins de propagande. Mode d'emploi.

La crise sanitaire du Covid 19 et le risque d'États néo-totalitaires par Edgar Morin - Comité Valmy 18 juin 2020

Extrait

- ...au cours des dernières décennies, les progrès de l'informatique, les développements de l'intelligence artificielle qui rendent possible le traitement d'énormes masses de données, ont créé des conditions qui permettent aussi bien aux Gafa de prendre connaissance de tous les éléments de la vie personnelle de chacun, mais aussi à des satellites de très haut et à des drones de très bas de surveiller tous les comportements d'un individu. Les conditions d'un contrôle total de l'être humain dans ses pensées exprimées, dans ses actions, y compris le secret et le sacré de la vie privée, sont désormais en place.

Il suffirait que les paroles et écrits contrôlés par les Gafa, via smartphones, ordinateurs et tablettes soient confiés aux États, eux-mêmes pouvant exercer la surveillance des individus par drones, satellites, vidéos, et contrôle facial dans la vie quotidienne, pour que désormais tout ce qui est de l'ordre du privé devienne transparent en même temps que tout ce qui est du domaine du pouvoir devienne de plus en plus opaque aux citoyens, par limitation ou disparition de tout contrôle parlementaire ou judiciaire.

La Chine est devenue « exemplaire » en intégrant dans son système déjà totalitaire tous ces contrôles et surveillances. Elle avait ouvert une brèche dans son totalitarisme du XXe siècle en laissant se déchaîner chez elle le profit capitaliste. Elle put refermer cette brèche en y introduisant les éléments d'un totalitarisme du XXIe siècle, fondé sur l'électronique et sur l'informatique, sans pour autant supprimer de l'ancien système la délation, les mouchardages, les dénonciations, l'utilisation des concierges, les arrestations arbitraires, et la censure.

Encore en amont, si nous considérons l'évolution de la planète ces vingt dernières années, nous avons subi une crise générale des démocraties, privées de la sève des pensées politiques, la politique étant à la remorque de l'économie, et celle de l'idéologie néo-libérale, laquelle réduit à son minimum l'État-providence et en même temps maximise l'État-gendarme.

Nous avons constaté l'apparition et la consolidation, puis la généralisation sur tous continents, y compris en Europe, des États néo-autoritaires. Nous avons vu également dans de très grandes nations, accéder au pouvoir d'étranges et d'inquiétants démagogues.

En Aval. Alors regardons en aval vers l'après-virus. Nous pouvons craindre une énorme crise économique mondiale et que celle-ci, comme le fut celle de 1929, précipite la crise des démocraties en effondrements, suscite des états néo-autoritaires, et qu'au-delà, ces États néo-autoritaires se transforment en États néo-totalitaires disposant de toutes les techniques de contrôle et surveillance de plus en plus disponibles et de plus en plus sophistiquées.

Tel est le vrai péril, et il concerne évidemment aussi notre pays. Celui-ci risque de subir les effets d'une crise économique mondiale, et de toutes façons il subira des troubles politiques et sociaux, d'autant plus que l'épidémie aura révélé une politique économique défaillante pour le service public de santé, et la carence de l'État. Comité Valmy 18 juin 2020

LVOG - Il n'aura pas échappé aux lecteurs que le régime fascisant de Macron ne faisait pas partie des États néo-autoritaires ou néo-totalitaires, en fait l'auteur visait les ennemis brandis par l'oligarchie anglo-saxonne, et en aucune manière les GAFAM serviraient leur projet totalitaire.

A propos de la guerre que se livrent les deux principaux clans de l'oligarchie

Nixon-Trump contre la stratégie de la tension par Pepe Escobar (Strategic Culture Foundation 18 juin 2020) - Mondialisation.ca, 22 juin 2020

Extrait.

Dans l'état actuel des choses, nous nous trouvons face à un conflit à mort de modèles : le MAGA contre un système exclusif contrôlé par la Fed/Wall Street/Silicon Valley.

MAGA – qui est une reprise du rêve américain – ne peut tout simplement pas se réaliser lorsque la société est vicieusement

polarisée, que de vastes secteurs de la classe moyenne sont complètement effacés et que l'immigration de masse provient du Sud Global.

En revanche, la Fed, en tant que fonds spéculatif de Wall Street, rencontre le modèle de la Silicon Valley, une concoction extrêmement élitiste des 0,001%, qui dispose d'importantes marges de manœuvre pour prospérer.

Le modèle est basé sur un monopole d'entreprise encore plus rigide ; la prééminence des marchés de capitaux, où un boom de Wall Street est garanti par le rachat de sa propre dette par le gouvernement ; et la vie elle-même régulée par les algorithmes et le Big Data.

C'est le Meilleur des Mondes rêvés par les maîtres techno-financiers de l'univers.

Les malheurs du MAGA de Trump ont été aggravés par une piètre manœuvre géopolitique en tandem avec la Loi et l'Ordre : sa campagne de réélection sera sous le signe de « la Chine, la Chine, la Chine ». En cas de problème, blâmez un ennemi étranger.

Cela vient de l'opportuniste déchu en série Steve Bannon et de son acolyte milliardaire chinois Guo Wengui, ou Miles Guo. Les voici en mode Statue de la Liberté annonçant leur campagne de guerre de l'info sans retenue pour diaboliser le Parti Communiste Chinois (PCC) afin de « libérer le peuple chinois ».

L'argument préféré de Bannon est que si sa guerre de l'info échoue, il y aura une « guerre cinétique ». C'est absurde. Les priorités de Pékin sont ailleurs. Seuls quelques Docteurs Strangelove néoclassiques envisageraient une « guerre cinétique » – comme une frappe nucléaire préventive contre le territoire chinois.

Alastair Crooke a magistralement montré comment le jeu géoéconomique, selon Trump, consiste avant tout à préserver la puissance du dollar américain : « Sa principale préoccupation serait de voir une Europe ombilicalement liée au poids financier et technologique qu'est la Chine. Cela, en soi, présagerait effectivement d'une autre gouvernance financière mondiale ».

Mais il y a aussi le syndrome du Guépard : « Pour que tout reste comme avant, il faut que tout change ». Arrive le Covid-19 comme un accélérateur de particules, utilisé par les maîtres de l'univers pour modifier un peu les « choses » afin qu'elles restent non seulement comme elles sont, mais que la mainmise du maître sur le monde se resserre.

Le problème est que le Covid-19 se comporte comme un ensemble d'électrons libres – incontrôlables -. Cela signifie que personne, même les Maîtres de l'Univers, n'est capable de peser toutes les conséquences d'une crise financière/sociale aggravée et incontrôlable.

Décortiquer Nixon-Trump

Le Russiagate, aujourd'hui totalement démystifié, s'est en fait révélé être un coup d'État : une non-révolution colorée se transformant en Ukrainegate et en fiasco de l'impeachment. Dans ce jeu de moralité au scénario médiocre et sans preuves avec des nuances de Watergate, Trump a été choisi par les Démocrates pour incarner Nixon.

Grosse erreur. Le Watergate n'a rien à voir avec quelques journalistes audacieux et célèbres d'Hollywood. Le Watergate représentait le complexe industrie-militaire-sécurité-médias qui s'en prenait à Nixon. Deep Throat et d'autres sources provenaient de l'intérieur de l'État Profond. Et ce n'est pas par hasard qu'ils dirigeaient le Washington Post – qui, entre autres rôles, joue à la perfection le rôle de porte-parole de la CIA.

Trump est une toute autre affaire. L'État Profond le garde sous contrôle. Il suffit de regarder le bilan : plus de fonds pour le Pentagone, 1 000 milliards de dollars d'armes nucléaires flambant neuves, des sanctions permanentes contre la Russie, des menaces incessantes aux frontières occidentales de la Russie, des efforts (ratés) pour faire dérailler le Nord Stream 2. Et ce n'est qu'une liste partielle.

Ainsi, du point de vue d'un État Profond, le front géopolitique – l'endiguement de la Russie et de la Chine – est assuré. Sur le plan intérieur, c'est beaucoup plus compliqué.

Bien que Black Lives Matter ne menace pas le système, même de loin, comme les Black Panthers dans les années 60, Trump pense que son propre la Loi & l'Ordre, comme Nixon, prévaudra à nouveau. La clé sera d'attirer le vote des femmes blanches des banlieues. Les sondeurs républicains sont extrêmement optimistes et parlent même d'un « raz-de-marée ».

Il faut cependant comprendre le comportement d'un vecteur supplémentaire crucial : ce que veulent les entreprises américaines.

Lorsque l'on examine qui soutient Black Lives Matter – et les Antifas – on trouve, entre autres, Adidas, Amazon, Airbnb,

American Express, Bank of America, BMW, Burger King, Citigroup, Coca Cola, DHL, Disney, eBay, General Motors, Goldman Sachs, Google, IBM, Mastercard, McDonald's, Microsoft, Netflix, Nike, Pfizer, Procter & Gamble, Sony, Starbucks, Twitter, Verizon, WalMart, Warner Brothers et YouTube.

Ce who's who suggère un Trump complètement isolé. Mais nous devons ensuite nous pencher sur ce qui importe vraiment, la dynamique de la lutte des classes dans ce qui est en fait un système de castes, comme le soutient Laurence Brahm.

Black Lives Matter, l'organisation et ses ramifications, est essentiellement instrumentalisée par des intérêts commerciaux sélectionnés pour accélérer leur propre priorité : écraser les classes ouvrières américaines dans un état d'anomie perpétuelle, alors qu'une nouvelle économie automatisée se met en place.

Cela peut toujours se produire sous Trump. Mais ce sera plus rapide sans Trump.

Ce qui est fascinant, c'est la façon dont ce scénario de stratégie de tension actuelle est développé comme une révolution de couleur classique de la CIA/NED.

Un grief incontesté et authentique – sur la brutalité policière et le racisme systémique – a été complètement manipulé, arrosé de fonds considérables, infiltré et même utilisé comme arme contre « le régime ».

Le simple fait de contrôler Trump n'est pas suffisant pour l'État Profond – en raison de l'instabilité maximale et du manque de fiabilité de sa personne narcissique démentielle. Ainsi, dans une autre ironie historique inestimable, « Assad doit partir » s'est métastasé en « Trump doit partir ».

Le cadavre au sous-sol

Il ne faut jamais perdre de vue les objectifs fondamentaux de ceux qui contrôlent fermement cette assemblée de pantins achetés et payés au Capitole : toujours privilégier Diviser pour Régner – sur les politiques de classe, de race, d'identité.

Après tout, la majorité de la population est considérée comme sacrifiable. Que les personnes instrumentalisées jouent leur rôle à la perfection, totalement légitimées par les médias traditionnels, aide considérablement. Personne n'entendra Black Lives Matter grassement financé, s'attaquer au véritable cœur du problème : la réinitialisation du projet de néolibéralisme prédateur restauré, à peine débarrassé de son vernis de néofascisme hybride. Le projet est la Grande Réinitialisation qui sera lancée par le Forum Économique Mondial en janvier 2021.

Il sera fascinant de voir comment Trump traitera ce remake du « Summer of Love » du Maidan transposé à la commune de Seattle. L'allusion des cercles de l'équipe Trump est qu'il ne fera rien : une coalition de suprémacistes blancs et de gangs de motards pourrait s'occuper du « problème » le 4 juillet.

Rien de tout cela n'adoucit le fait que Trump se trouve au cœur d'un ouragan de feux croisés : sa réaction désastreuse au Covid-19, les effets dévastateurs à venir de la Nouvelle Grande Dépression et ses insinuations indiquant ce qui pourrait se transformer en loi martiale.

Pourtant, la légendaire maxime hollywoodienne – « personne ne sait rien » – prévaut. Même en se présentant avec un semi-cadavre dans un sous-sol, les Démocrates pourraient gagner en novembre simplement en ne faisant rien. Pourtant, il ne faut jamais sous-estimer Tréflon Trump. L'État Profond peut même se rendre compte qu'il est plus utile qu'ils ne le pensent.
Mondialisation.ca, 22 juin 2020

La guerre de Big Pharma pour nous empoisonner et s'enrichir toujours plus continue...

L'Inde autorise une version générique de l'anti-COVID de Gilead - Reuters 21 juin 2020

Coronavirus: l'Agence européenne des médicaments recommande l'autorisation du remdesivir - AFP 25 juin 2020

"Compte tenu des données disponibles", l'agence a estimé que les effets positifs du médicament l'emportent sur les risques pour ce type de patients.

Une étude réalisée sur plus de 1.000 patients hospitalisés atteints du Covid-19 a en effet démontré que ceux traités par du remdesivir se rétablissaient en moyenne quatre jours plus vite que les autres malades, affirme l'EMA.

Des données supplémentaires sur le remdesivir, développé par le laboratoire américain Gilead, continueront à être collectées par

le biais d'études en cours, a précisé l'EMA.

"Afin de mieux caractériser l'efficacité et l'innocuité du remdesivir, la compagnie devra soumettre les rapports finaux des études" sur ce médicament à l'agence d'ici décembre 2020, ainsi que des "données supplémentaires sur la qualité du médicament et des données finales sur la mortalité d'ici août 2020", a-t-elle prévenu. AFP 25 juin 2020

LVOG - Autrement dit, un effet d'annonce en direction de Wall Street !

Pour gagner 4 jours seulement, prendre le risque d'effets secondaires graves comme l'avait révélé le Pr. Raoult, un médicament hors de prix, aux alentours de 500 euros, le jackpot, les actionnaires de Gilead en rêvent !

Coronavirus: Les Etats-Unis arrêtent un essai sur l'hydroxychloroquine - Reuters 21 juin 2020

Oublier l'hydroxychloroquine contre le coronavirus? Cet infectiologue explique pourquoi - huffingtonpost.fr 24 juin 2020

Nathan Peiffer-Smadja, infectiologue au CHU de Bichat, dénoncé les propos des professeurs Didier Raoult et Christian Perronne qui défendent l'utilisation de l'hydroxychloroquine pour traiter la Covid-19.

LVOG - Leur crime ? "Ils disent que l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) ment, que la communauté scientifique internationale ment, que les médecins, hormis eux, mentent tous."

Pas les pieds devant, quel dommage !

Covid-19 : l'hydroxychloroquine permettrait de sortir plus vite de l'hôpital - Yahoo 23 juin 2020

Selon une étude française, les patients atteints par le nouveau coronavirus et traités avec de l'hydroxychloroquine sortiraient plus rapidement de l'hôpital. Par contre, ce médicament n'impacte pas la mortalité. Yahoo 23 juin 2020

Commentaires d'internautes.

1- Article stupide ! Comment peut-on dire ce : "médicament n'impacte pas la mortalité." s'il est maintenant prouvé que l'hydroxychloroquine permettrait de sortir plus vite de l'hôpital c'est qu'il soigne et de ce fait peut éviter la mort.

2- Ça confirme bien ce que disait le Pr Raoult au sujet de la charge virale qui passe de 21 à 7 jours. Donc les personnes infectées sont porteuses du virus moins longtemps, d'où une réduction du taux de reproduction et un effet de frein sur la propagation du virus. C'est déjà quelque chose de positif.

3- Au début il était dangereux, maintenant il n'est plus dangereux et permet de sortir plus vite de l'hôpital, demain on y viendra, il sera efficace contre le covid.

Quand les Pieds nickelés font dans l'autosatisfaction prophétique. Une imposture criminelle de plus dont ils sont très fiers.

LVOG - Rappelons qu'il s'agit des fanatiques à l'origine du confinement policier, porte-parole des Fondations Gates et Rockefeller. Ne vous fiez pas au titre trompeur comme 9 fois sur 10 avec eux. Retenez que "*pour le moment*" ils n'en sont qu'au stade de l'"*espoir*", du vent, allant jusqu'à saluer leurs "*progrès dans les mois à venir*", hypothétiques !

L'idée ou leur objectif est de maintenir en haleine la population dans la quête miraculeuse d'un vaccin. Le Pr. Raoult vient de rappeler que tous les vaccins qui existaient avaient nécessité en moyenne 30 ans de recherche, et qu'il n'en existait actuellement aucun pour les coronavirus.

Covid-19 : un premier vaccin testé avec succès - Yahoo 25 juin 2020

À Londres, au sein de l'Imperial College, une équipe de scientifiques œuvre pour mettre au point un vaccin efficace. Et ils semblent en bonne voie pour y parvenir. Selon l'équipe clinique, le premier volontaire sain qui a reçu la dose du vaccin est actuellement en bonne santé. L'identité de ce dernier est tenue secrète. "Nous avons franchi une étape importante dans cette étude révolutionnaire", a annoncé Katrina Pollock du Département des maladies infectieuses et auteure principale de l'étude.

Grâce à cet essai, les chercheurs ont pu s'assurer que le vaccin n'avait pas d'effets indésirables. "Nous sommes maintenant prêts

à tester le vaccin dans la phase d'évaluation des doses avant de passer à l'évaluation en plus grand nombre", a déclaré Katrina Pollock. Le vaccin s'est révélé sûr pour le volontaire et a émis des signes encourageants d'une réponse immunitaire efficace. "Nous attendons maintenant avec impatience un recrutement rapide pour le procès afin que nous puissions évaluer à la fois la sécurité du vaccin et sa capacité à produire des anticorps neutralisants qui indiqueraient une réponse efficace contre COVID-19. Je me réjouis de nos progrès dans les mois à venir", a détaillé le professeur Robin Shattock du Département des maladies infectieuses de l'Imperial College et qui dirige les travaux.

Dans les prochaines semaines, 300 participants en bonne santé devraient recevoir deux doses du vaccin. Si le vaccin est sûr et présente une réponse immunitaire prometteuse chez l'homme, des essais plus importants se dérouleront plus tard dans l'année. Pour le moment, le premier volontaire a reçu une première dose du vaccin puis une deuxième dose de rappel dans les quatre semaines. D'autres volontaires devraient suivre dans les prochaines semaines afin de déterminer l'efficacité du vaccin et la production des anticorps contre la Covid-19. "Ces essais sur l'homme contribueront aux efforts mondiaux pour trouver un vaccin, qui est notre meilleur espoir pour prévenir le COVID-19 et permettre à la vie de revenir à la normale", espère la professeure Fiona Watt, présidente exécutive du Medical Research Council, qui a contribué au financement de cet essai. Yahoo 25 juin 2020

La "***déontologie***" des assassins et nostalgiques du régime de Vichy à l'oeuvre.

LVOG - Soutien total au Pr. Perronne.

Contre le professeur Perronne, l'Ordre des Médecins lance une procédure - Le HuffPost 25 juin 2020

L'affaire est prise très au sérieux. Le Conseil national de l'Ordre des médecins s'apprête à ouvrir une procédure contre le professeur Christian Perronne, chef du service à l'hôpital Raymond-Poincaré à Garches, relaie Le Figaro.

Le CNOM a en ligne de mire les récentes interviews du médecin pour la sortie de son livre Y a-t-il une erreur qu'ILS n'ont pas commise? (Albin Michel). Fervent défenseur de Didier Raoult et de l'usage de la chloroquine, les prises paroles de Christian Perronne ont souvent suscité un vif tollé.

Il avait notamment déclaré que 25.000 morts auraient pu être évités avec la chloroquine, ajoutant que "les intérêts de laboratoires pharmaceutiques qui voulaient promouvoir d'autres molécules" ont été favorisés.

Dans un communiqué, des infectiologues ont haussé le ton face à ces "propos graves, car ils font passer pour des 'criminels' les médecins qui s'appuient sur les données de la science pour soigner leurs patients". Le 20 juin dernier, une pétition a même été lancée pour demander au Conseil de condamner ces propos controversés Des réclamations qui ont été entendues. Au Figaro; le Conseil national de l'ordre explique avoir saisi le conseil départemental des Hauts-de-Seine."Il lui a été demandé de se saisir et d'instruire le dossier du Pr Perronne et d'informer le CNOM des suites qui seront données", précise-t-on au quotidien.

Dans la foulée de cette annonce, l'AP-HP a confirmé de son côté avoir saisir ses instances déontologiques, selon un courrier dont l'AFP a obtenu copie jeudi.

Dans cette lettre de saisine datée de mercredi, le directeur général de l'AP-HP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris), Martin Hirsch, demande à son collège de déontologie de donner un avis "avant la fin du mois de juillet".

La question est de savoir "s'il peut y avoir des manquements à des obligations d'ordre déontologique (...) dans un cas de figure où des propos sont tenus avec l'autorité conférée à une fonction de responsabilité dans un hôpital public universitaire".

La lettre de l'AP-HP pointe notamment "l'accusation portée à l'égard d'une autre équipe hospitalière extérieure à l'AP-HP d'avoir 'laissé crever' un patient, en l'occurrence le beau-frère de l'intéressé, au motif que ne lui aurait pas été délivré un traitement, préconisé par l'auteur comme ayant fait ses preuves, alors que cette efficacité n'est pas établie".

Cette accusation, qui visait des médecins du CHU de Nantes, a récemment été proférée par le professeur Perronne à la télévision et portait sur l'hydroxychloroquine.

Autres propos qui "doivent retenir l'attention" selon le courrier de Martin Hirsch: "Prétendre que les décisions concernant un tel traitement sont à l'origine de 25.000 morts dans notre pays; enfin, mettre en cause la probité d'autres médecins de la même institution dans la manière dont ils ont émis des avis sur la crise, en affirmant que leur attitude a provoqué des milliers de morts".

Martin Hirsch demande ainsi collège de déontologie de dire si les propos litigieux sont contraires à l'article 25 de la loi sur les droits et obligations des fonctionnaires du 13 juillet 1983, selon lequel "le fonctionnaire exerce ses fonctions avec dignité, impartialité, intégrité et probité". Le HuffPost 25 juin 2020

LVOG - Noublions jamais, cela devrait être gravé profondément dans le cerveau de chaque travailleur pour ne jamais plus en sortir, qu'en interdisant aux médecins de prescrire l'hydroxychloroquine, de soigner leurs malades, de laisser mourir les vieux dans les EPHAD ou chez eux, Macron, son gouvernement, et les agents du régime au sein des institutions sanitaires du pays sont responsables de la mort de 10,15, 20.000 personnes innocentes, ils ont agi sous l'emprise d'une idéologie totalitaire comme des assassins et pas autres choses.

Dès lors, c'est ainsi que nous les caractériserons ainsi que son régime, fascisant. Ceux qui vont aller voter ce dimanche l'ont déjà oublié ou ils s'en foutent, ce n'est pas une raison pour les imiter, que diable, un peu de dignité.

Vidéo. Hypocrate contre hypocrite.

- Finalement, la chloroquine... - 23 juin 2020

https://www.youtube.com/watch?v=VXDMTp82Rzg&feature=emb_title

- Didier Raoult: revoir l'intégralité de son audition devant la commission d'enquête parlementaire - 24 juin 2020

https://www.youtube.com/watch?v=K71LcQDnlOg

- Le Pr. Didier Raoult était l'invité de Jean-Jacques Bourdin, ce jeudi 25 juin 2020.

https://www.youtube.com/watch?v=8iIIZV1hNcw

Parole d'internaute.

- Je viens d'analyser les dernières statistiques INSEE des décès en France de janvier à mai 2020. BILAN : environ 5000 morts en plus que les 3 dernières années sur 275000 en moyenne. Cela représente un supplément de moins de 1,8% ! Et si ils avaient autorisé le traitement de Raoult, on aurait sans doute vu aucune différence. On pourrait même penser que c'est la peur que les médias ont diffusé qui a provoqué ces morts en plus.

https://insee.fr/fr/information/4190491

LVOG - 5000 morts en plus de janvier à mai 2020, combien en moins les mois suivants ?

Ce qui caractérise un régime totalitaire, c'est la médiocrité de ses dirigeants ou larbins.

Véran répond à Raoult sur le remdesivir et les conflits d'intérêts - Le HuffPost 26 juin 2020

Lors de son audition devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, le scientifique marseillais a étrillé le Conseil scientifique et ses "conflits d'intérêts".

Des accusations de conflits d'intérêts qu'Olivier Véran a niées sur Europe 1 ce vendredi, dénonçant " des accusations ad hominem" et renvoyant notamment aux déclarations publiques d'intérêts signées par les membres du Conseil scientifique: "[Elles] engagent ceux qui les signent et sont par définition publiques".

Alors que la journaliste Sonia Mabrouk pointait du doigt que ces déclarations pouvaient s'avérer incomplètes, le ministre a finalement assuré qu'il "n'y a eu aucune intention cachée ou directe d'aucun membre du Conseil scientifique pour nous pousser à prescrire quelque traitement que ce soit, y compris le remdesivir". Le HuffPost 26 juin 2020

Commentaires d'internautes.

1- Le problème Véran avec le Covid-19, c'est qu'il existe un cas similaire pour le cancer ... en effet. Un cancérologue dans une radio de grande écoute à dit que Veran sous Marisol Touraine avait interdit un médicament efficace à 35 euros pour le remplacer par un équivalent à 3000 euros d'où une charge mensuelle de 2965 euros en plus par mois par malade pour la Sécurité sociale. Que fait Véran encore à ce ministère ?

2- Il y a une dizaine de jours, je sis allée sur le site du gouvernement base transparence santé et j'ai mis le nom de Karine Lacombe en tant que bénéficiaire. Résultat , elle avait reçu de l'argent de Gilead et Pfizer à plusieurs reprises. Suite aux accusations du Pr Raoult, je suis retournée hier sur ce site et ai mis les noms de certains du conseil scientifique. Résultat : néant. Alors, j'ai mis à nouveau le nom de Karine Lacombe et résultat : NEANT ! Etrange !

Stratégie de la terreur pour gouverner. La peur doit devenir la norme.

Virus : le déconfinement fait entrer le monde dans "une phase dangereuse" - AFP 20 juin 2020

Le déconfinement est à l'ordre du jour dans de nombreux pays touchés par la pandémie de coronavirus, mais cela fait entrer le monde dans une "phase dangereuse", a mis en garde vendredi l'Organisation mondiale de la santé.

"Le virus continue de se propager rapidement, il reste mortel et la plupart des personnes restent exposées", a averti le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, précisant que ses services avaient recensé jeudi plus de 150.000 nouveaux cas, un record sur une seule journée depuis le début de l'épidémie.

Dans le pays, des experts partis à la recherche de traces du virus dans des échantillons d'eaux usées ont déterminé qu'il était présent dans les égouts de Milan et Turin dès le mois de décembre 2019, soit deux mois avant que le premier malade ne soit recensé dans le pays.

L'Institut supérieur italien de la santé (ISS) cite également une étude espagnole qui a identifié le virus dans les eaux usées de Barcelone recueillies vers la mi-janvier, "environ 40 jours avant la notification du premier cas autochtone" en Espagne. "Nos résultats confirment l'évidence acquise désormais au niveau international sur l'importance de la surveillance du virus dans les échantillons prélevés dans les eaux usées", assure Luca Lucentini, un responsable de l'ISS. AFP 20 juin 2020

Trois cas et c'est la fin du monde, on va tous mourir !

Coronavirus: Le nombre de clusters progresse en France mais pas de signe de reprise de l'épidémie - 20 Minutes avec AFP 19 juin 2020

Un cluster se définit comme la survenue d'au moins trois cas confirmés ou probables. AFP 19 juin 2020

LVOG - Quand on sait que certains tests PCR ne sont pas fiables, et que souvent personne n'est capable de les utiliser correctement ou d'interpréter le résultat du test, c'est la porte ouverte à toutes les manipulations...

Au lieu de ne pas penser à quelque chose qui n'existe pas, imaginez le pire scénario.

Coronavirus : "On n'est pas dans une perspective d'une deuxième vague" mais "une nouvelle circulation du virus" est possible "dans l'hiver ou dans l'automne" - Franceinfo 21 juin 2020

Flagrant délit. Manipulation des faits. Fabrication de la peur.

La Nouvelle-Zélande confrontée à trois nouveaux cas de coronavirus - Reuters 18 juin 2020

La Nouvelle-Zélande a fait état jeudi d'un troisième nouveau cas de coronavirus en une semaine, semant le doute sur la gestion de la crise sanitaire par le pays qui a été le premier au monde à déclarer l'épidémie comme étant terminée.

LVOG - Vous aurez compris où ils voulaient en venir, le coronavirus et l'épidémie sont fait pour durer indéfiniment... Voyons de quoi il retournait.

Reuters - Il s'agit d'un homme d'une soixantaine d'années (...) qui a pris l'avion depuis le Pakistan et est arrivé à Melbourne le 11 juin. Ce cas s'ajoute à celui de deux femmes arrivées de Grande-Bretagne qui ont été testées positives... Reuters 18 juin 2020

LVOG - Autrement dit zéro néozélandais !

Coronavirus: la Corée du Sud dit faire face à "une deuxième vague" depuis mai - BFMTV 23 juin 2020

La Corée du Sud a reconnu ce mardi qu'elle luttait depuis mi-mai contre "une deuxième vague" de coronavirus, avec entre 35 et 50 nouveaux cas répertoriés chaque jour, essentiellement à Séoul et ses environs.

Des mesures de distanciation sociale ont été réimposées fin mai après l'apparition de foyers de contamination à Séoul et à proximité. La plupart des cas enregistrés ces trois dernières semaines ont cependant été importés. Ainsi, sur les 46 nouveaux cas répertoriés dans le pays ce mardi, 30 étaient des passagers arrivés de l'étranger. BFMTV 23 juin 2020

LVOG - Autrement dit 16 personnes contaminés, la norme en fait...

Commentaire d'un internaute

- …Mais en plus les chiffres sont mensongers ! 5 membres du parlement brésilien encouragés par le président Bolsonaro sont entrés de force dans un hôpital qui affirmait traiter 5000 cas et avoir 200 morts. Leur constat en vidéo : zéro patient et zéro mort, des cercueils vides, l'hôpital n'est même pas fini !

Brazilian MPs Expose Biggest Covid-19 Hoax Known to Date http://www.thetruthseeker.co.uk/?p=209037

Joaquin Flores – Fort Russ June 19, 2020

FRN brings the following major revelation:

Members of the Brazilian parliament decided to confirm suspicions and break into a hospital that claimed to have 5,000 infected & 200 deaths from COVID-19, and found that the hospital had grossly over-represented the cases and its claims. There was in fact not a single person, they report, and the hospital was entirely empty and was obviously still under construction.

Acting on a tip that something was going wrong at this hospital, five members of the Brazil parliament went to hospitals under encouragement by president Bolsonaro to break in & check to see the number of patients there.

L'épisode du coronavirus devait servir à préparer les conditions pour imposer les mesures annoncées lors du Green New Deal.

Ils ont de la suite dans les idées.

1- La Commission européenne a fait écho à ces propositions dans le cadre de sa stratégie "De la ferme à la fourchette" publiée la semaine dernière. Cette stratégie vise également de manière explicite à réduire la consommation de viande : "S'orienter vers une réduction de la consommation de viandes rouges ou transformés et augmentation de l'apport en fruits et en légumes réduira non seulement les risques pour la santé, mais aussi l'impact sur l'environnement". france24.com 25 mai 2020

2- Ce foyer de contamination pourrait avoir des conséquences sur le marché de la viande notamment dans le circuit du hard-discount, très développé en Allemagne. Les magasins pourraient faire face à une pénurie de viandes dans les prochaines semaines ou appliquer une hausse des prix. francetvinfo.fr 19 juin 2020

3- « Quand on cherche, on trouve, résume Jeanne Brugère-Picoux, professeure honoraire de l'École nationale vétérinaire d'Alfort et membre de l'Académie nationale de médecine. Les salariés des abattoirs étaient certainement tout aussi touchés durant le confinement mais on ne le savait pas car aucun test n'était effectué au sein des entreprises ou dans l'entourage ». Le simple fait d'avoir continué à fonctionner pendant le confinement, contrairement à d'autres industries, peut aussi conduire à un effet loupe, soulignent les professionnels du secteur. futura-sciences.com 24 mai 2020

Combien la mafia des trusts pharmaceutiques a-t-elle perdu à cause de la chloroquine ? La réponse de son porte-parole.

L'OMS réclame plus de 30 milliards de dollars pour lutter contre le coronavirus - Reuters 26 juin 2020

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé vendredi que 31,3 milliards de dollars (27,8 milliards d'euros) seraient nécessaires au cours des 12 prochains mois pour mener des tests, développer des traitements et des vaccins contre le coronavirus.

L'OMS, qui a lancé une initiative internationale contre la pandémie, souhaite dans le cadre de ce programme conduire 500 millions de tests et proposer 245 millions de traitements dans les pays en développement et à revenus intermédiaires d'ici 2021, précise l'organisation dans un communiqué.

L'équipe de l'OMS veut également distribuer deux milliards de vaccins d'ici fin 2021, dont la moitié dans les pays à faible et moyen revenus. Reuters 26 juin 2020

Fabrication du consentement ou la servitude volontaire.

Sondage. Les Français plébiscitent la transition écologique - Journal du Dimanche 20 juin 2020

Notre tableau de bord de la transformation No Com-Ifop-JDD montre une aspiration renforcée des Français à changer de modèle de développement.

Ils sont 56% à préférer "un pays qui va faire le choix d'un autre modèle de développement avec comme objectif la préservation des ressources naturelles", plutôt qu'une priorité donnée à plus de croissance et à la création d'emplois. Journal du Dimanche 20 juin 2020

La convention citoyenne sur le climat rejette la réduction du temps de travail à 28 heures - Le HuffPost 20 juin 2020

En complément

- Selon Guillaume Faury, le niveau de trafic aérien de 2019 ne sera pas retrouvé au niveau mondial avant 2023 "au mieux", "voire 2025". "La crise du secteur de l'aviation sera longue et d'une ampleur telle qu'elle nécessite que nous prenions des mesures plus importantes" que celles déjà prises chez Airbus, explique le responsable. "L'ampleur de la crise du Covid-19 pour notre secteur impose à Airbus de s'adapter. Cette adaptation signifie en fait une réduction significative du format de notre entreprise. Après des décennies de croissance ininterrompue, c'est une véritable épreuve. Elle nous contraint à des décisions amères", ajoute Guillaume Faury dans sa lettre qui évoque aussi le besoin de "courage" face à "des décisions difficiles". "Ces décisions sont malheureusement nécessaires pour protéger l'avenir de notre entreprise", estime le dirigeant.

Devant des cadres du groupe, il avait déjà indiqué qu'un plan de restructuration comprenant des suppressions d'emplois serait nécessaire.

L'américain Boeing, qui était déjà empêtré depuis plus d'un an avec les déboires de son Boeing 737 MAX, a de son côté annoncé fin avril la suppression de 10% de ses effectifs, soit 16.000 emplois. Le Canadien Bombardier compte réduire ses effectifs de 2.500 postes, quand aux motoristes aéronautiques General Electric et Rolls Royce, ils ont annoncé respectivement 12.600 et 9.000 réductions d'effectifs.

LREM-EELV

Municipales 2020 à Lille : Stéphane Baly (EELV) appelle les électeurs macronistes à voter pour lui - Franceinfo 21 juin 2020

EELV soutient l'ensemble des propositions de la Convention citoyenne pour le climat, la droite se montre critique - Franceinfo 21 juin 2020

La gauche s'allie aux Frères musulmans dans la 4ème ville de France - Réseau Voltaire 24 juin 2020

La liste commune des formations de gauche au deuxième tour des élections municipales de Toulouse (quatrième ville de France), Archipel citoyen, a fait alliance avec les Frères musulmans.

L'écologiste Antoine Maurice est arrivé en seconde position lors du premier tour des élections municipales. Il a rallié sur son nom presque toutes les formations de gauche contre le maire sortant, le Républicain Jean-Luc Moudenc, connu pour ses positions laïques.

Les Frères musulmans sont une société secrète internationale visant à prendre le Pouvoir dans tous les pays du Moyen-Orient en manipulant la religion musulmane [1]. Ils ont constitué un parti local, l'Union Démocratique des Musulmans Français, dont la dénomination vise à masquer leur opposition totale et définitive à la démocratie. Ce parti est présidé par Mhamdi Taoufik (photo), directeur d'une société de gardes du corps.

Antoine Maurice est un proche de Cécile Duflot, ancienne ministre du Logement et actuelle directrice d'Oxfam-France. Cette ONG est membre de la Fédération Oxfam International, connue au Moyen-Orient pour ses liens avec le MI6 (services secrets britanniques). À l'issue de plusieurs coups d'État manqués au Moyen-Orient, des dirigeants des Frères musulmans avaient obtenu l'asile politique en France et en Allemagne durant la Guerre froide sur recommandation du MI6. Réseau Voltaire 24 juin 2020

[1] « Histoire mondiale des Frères musulmans » (6 parties), par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 21 juin 2019.

L'erreur est humaine et doit demeurer impunie quand elle rapporte aux banquiers.

Crédit immobilier : cette décision de justice qui porte un coup dur aux emprunteurs - Capital 20 juin 2020

Voilà une décision importante pour les particuliers qui espèrent obtenir un dédommagement après avoir constaté une irrégularité sur le calcul de leur crédit. La Cour de cassation vient en effet de rendre une décision précisant qu'en cas d'erreur avérée sur un emprunt, les intérêts du prêt ne devaient pas être automatiquement ramenés au taux légal - très inférieur aux taux du marché, voire proche de zéro -, mais qu'il appartenait bien au juge de fixer le montant de l'indemnisation.

Pour bien comprendre le sujet, rappelons que chaque contrat de crédit doit obligatoirement mentionner un taux effectif global : le fameux TEG. Celui-ci indique le coût total de l'emprunt (frais de la banque, assurance et intérêts compris). Problème : près de la moitié des contrats seraient concernés par des erreurs de TEG. Fort de constat, des milliers d'emprunteurs ont porté leur dossier devant la justice ces dernières années afin d'obtenir réparation. Or il faut savoir que le juge a alors la possibilité de prononcer la déchéance totale ou partielle des intérêts, voire même la nullité du taux. Dans ce cas, c'est le taux légal qui est appliqué, bien inférieur aux taux pratiqués par les banques. Les indemnités alors versées aux emprunteurs lésées peuvent s'élever à plusieurs dizaines de milliers d'euros.

Las, la décision de la Cour de cassation entérine le fait que ces indemnités maximales ne sont pas forcément automatiques. Un coup dur donc pour les emprunteurs, même si dans les faits peu de plaignants avaient jusqu'ici obtenu une application du taux légal. Désormais, explique la Cour de cassation, la clause fixant les intérêts convenus n'est pas nulle au prétexte qu'elle comporterait une erreur, mais le juge fixera la proportion d'intérêts dus par l'emprunteur. Capital 20 juin 2020

L'avenir qu'ils nous réservent. La norme, mènerait "l'humanité à un retour à la société animale?"

Covid-19 – Entre normativité et subjectivité par Vincent Mathieu - Mondialisation.ca, 20 juin 2020

Extrait. Retournons dans le passé brièvement. Un mois avant la déclaration de pandémie H1N1 en 2009, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait modifié son système de catégorisation des pandémies en y supprimant le critère relatif à la virulence (forte mortalité, maladie grave etc.). Une épidémie contagieuse, mais assez bénigne sur le plan de la létalité générale, pouvait ainsi être considérée pandémique. La pandémie H1N1 a conséquemment permis aux compagnies pharmaceutiques d'écouler des stocks énormes de vaccins et mené à un gaspillage éhonté de fonds publics. Selon un groupe de médecins québécois,(2) les conflits d'intérêts entre l'OMS et l'industrie pharmaceutique,(3) la « médiatisation indécente » des mortalités et la confusion entre « précaution » et « précipitation » ont causé une « pandémie de la peur » injustifiée scientifiquement. Ces médecins évoquent même l'idée d'une « psychose collective » qui a été très coûteuse en ressources humaines et financières. Dix ans plus tard, rebelote!

La Covid-19 n'aurait effectivement jamais pu être déclarée pandémique sans l'extension normative de 2009 dans la catégorisation des pandémies. Après plusieurs semaines d'analyses, la dangerosité de la Covid-19 est même reconnue par plusieurs scientifiques comme similaire à celle de la grippe saisonnière en termes d'ordre de grandeur.(4) À partir de ces données, rien ne justifie la panique inoculée à la population par les directions de santé publique et le corps médiatique. Et rien ne justifie les nouvelles normes sanitaires à la fois contraignantes et incohérentes qui nous ont été et nous sont toujours imposées. La vague de mortalité de nos aînés et des gens en mauvaise santé, exacerbée par les lacunes d'un système de soin déserté et soumis aux standards comptables du néolibéralisme, aurait dû être bien mieux endiguée.(5) Que dire de la validation de l'innocuité des médicaments contre la Covid-19 qui semble dépendre davantage d'intérêts financiers et boursiers que d'analyses scientifiques fiables et intègres?(6) Tout ceci nous force à constater que la réalité qu'on nous impose depuis quelques mois dépend moins d'un aléa de la nature face auquel il faudrait désormais s'adapter que de malhonnêteté et de turpitudes propres à l'hommerie.

La Covid-19 aurait pu être combattue avec beaucoup moins d'agressivité, beaucoup moins d'angoisse et beaucoup moins de dégâts collatéraux. Alors, si comme le propose Alexandre Klein, il faut inventer la vie après la maladie, il est pertinent de se demander de quelle maladie parle-t-on. Si la maladie dont on parle présente les symptômes de conflits d'intérêts, de partialité médiatique et d'influence des pouvoirs d'argent sur nos institutions sociales, ce n'est pas à la vie après la maladie qu'il faut réfléchir, mais à la situation actuelle qui mène gaillardement notre civilisation vers sa chute. Lorsque la dangerosité d'une épidémie virale est exagérée en fonction de normes arbitraires et de spéculations mathématiques et qu'elle est de surcroît accentuée par la corruption et des décisions politiques douteuses, l'heure n'est pas à penser l'invention d'un futur post-covid. L'heure est plutôt à clarifier courageusement un passé et un présent malmenés. En guise de première réflexion, on peut se référer à Molière qui nous a bien montré la vulnérabilité du Malade imaginaire face à la cupidité de certains médecins. Absorbé par sa peur de ne pas être en santé, il se soumet à la bonne parole de la divine médecine jusqu'à dilapider sa fortune et s'en rendre malade. Trois-cent-cinquante ans plus tard, rebelote!

L'humain est vulnérable et de cette vulnérabilité vient sa dépendance aux figures d'autorité. La médecine et toute autre science ont beaucoup à nous apprendre, mais l'admiration portée aux médecins et aux scientifiques, aujourd'hui transformée en idolâtrie païenne, nous amène à croire à n'importe quelle de leur prévision, à n'importe quelle mystique. Les éclairages que la science nous apporte auront toujours leur place dans le débat publique, voire une importance centrale. Mais jamais, dans une démocratie libérale, le scientifique ou quelqu'autre autorité de référence ne devrait avoir quoique ce soit à nous dicter. La science n'est pas pure, la science n'est pas neutre, puisque comme tout autre élément de l'économie capitaliste, la science est une marchandise. Jamais le scientifique ne devrait balayer les consciences et régenter nos existences tel qu'on l'expérimente aujourd'hui. La sacralisation de la parole des experts est selon moi la plus grande menace pour nos sociétés

présentes et futures, car cette bonne parole étaye les orientations politiques et économiques des organes étatiques. Et comme toutes les religions qui l'ont précédée, la science se transforme en un outil de légitimation du pouvoir en place. Si le peuple tient toujours à la démocratie et à sa liberté de parole et de choix, les autorités non-élues qui s'arrogent le droit de décréter des normes (qu'elles soient sanitaires ou autres) doivent immédiatement être remises à leur place, c'est-à-dire au même niveau que l'opinion citoyenne.

Dès l'aube de l'après-guerre, l'historien des civilisations Arnold J. Toynbee disait que la plus grande menace des temps à venir n'était pas les catastrophes naturelles ou tout autre caprice de Dame Nature, mais la folie des êtres humains.(7) Si la crise de la Covid-19 a confronté l'humanité au danger des virus, elle l'a surtout confrontée aux dangers émanant de sa propre folie. La science, en plus d'être subjuguée à des intérêts vénaux et politiques, est désormais intrinsèquement en proie aux impératifs normatifs de la performance quantitative, de la publication à facteur d'impact et de la standardisation de ses procédés. Ainsi, elle est plus que jamais éloignée des nécessités humaines et de ses visées fondamentales. La profession de foi envers la modélisation statistique pour évaluer la propagation et la létalité des épidémies ou la préséance accordée aux essais cliniques randomisés pour évaluer l'efficacité d'une thérapeutique alors que nous sommes en pleine période de crise qui nécessite un soin immédiat et inconditionnel de TOUS les patients, sont des exemples patents des dérives de la science standardisée dont les principes se sont perdus dans la méthode. Si on prend l'exemple des prévisions faites par des épidémiologistes hyperspécialistes de la mathématique des probabilités, on constate que l'on confond la science et la technique et que l'on prend de graves décisions politiques sur la base de modélisations virtuelles qui n'ont souvent rien à voir avec le réel. On nie, par le fétichisme des chiffres, que certains facteurs intangibles ne peuvent être ni réduits à une statistique, ni prévus. En effet, les premiers modèles alarmistes concernant la propagation et la létalité des deux dernières infections virales pandémiques, soit la grippe H1N1 et la Covid-19, se sont tous avérés erronés.(8) Malgré cela, la parole de l'expert scientifique, ce monseigneur contemporain, est bue comme du petit-lait. La deuxième vague annoncée par ce même type de modèle fait maintenant poindre à l'horizon un autre confinement et est perçue comme une prophétie à laquelle les ouailles doivent se soumettre peu importe les conséquences qui en découlent.(9)

Dans notre monde féru de contrôle normatif, l'autorité nous enjoint à croire en des réalités virtuelles et nous pousse à agir conformément aux normes qu'elle a expertisées pour nous. Les tendances « à la mode », que ce soit les recherches sur les propagations épidémiques ou les changements climatiques,(10) sont toutes soumises au standard de la modélisation statistique et au dictat de la pensée unique. Et face aux logiciels mathématiques désincarnés qui nous modélisent l'avenir, la libre pensée n'est rien d'autre qu'une hérésie à censurer.

Alexandre Klein nous propose d'inventer la vie après la Covid-19 en inscrivant « dans la durée ces nouvelles valeurs qui furent les nôtres au cours des dernières semaines » (confinement discipliné, réactivité des gouvernements, ralentissement du système économique profitable à l'écologie etc.). L'individu sain serait celui qui s'adapte et instaure de nouvelles normes de vie en fonction de la réalité qui s'impose. Le problème est que ces nouvelles normes et valeurs, que ce soit celles qui ressortent de la crise sanitaire ou celles qui nous prescrivent attitudes et comportements à adopter dans la lutte aux changements climatiques, ne viennent pas de l'individu. Elles viennent du monopole de ceux à qui on donne le droit de définir le réel. Cette normativité, loin de tenir compte de la « singularité des rapports qu'entretiennent les individus avec leur milieu », n'est autre que le modelage du sujet inféodé à des forces élitistes.

Canguilhem, qui voyait dans le malade un « sujet capable d'expression »,(11) a dû se retourner dans sa tombe en voyant le traitement qu'ont reçu nos aînés confinés, isolés, abandonnés et réduits à des objets à qui on disait savoir mieux qu'eux ce qui leur était bénéfique. Canguilhem ne disait-il pas lui-même, concernant la norme, qu'elle menait l'humanité à un retour à la société animale?(12) Si l'on s'appuie sur la pensée de Roland Gori (13) à l'égard de cette idée de Canguilhem, il est malheureux de constater que sous couvert de progrès scientifiques et d'avancées technologiques, notre organisation sociale nous pousse vers le guêpier d'une vie normée, surveillée et contrôlée, enfermant l'individu dans son rôle d'acteur utilitaire de la production systémique.

Le normatif n'est-il donc pas, dans sa racine et son essence, la perte de subjectivité de l'individu? L'adaptation aux nouvelles normes de vie imposées aux hommes par d'autres hommes ne s'avère-t-elle pas, dans sa finalité, à être le fossoyeur du sujet pensant et résistant? L'abnégation prescrite à tous dans la lutte au virus et aux changements climatiques, c'est l'ordonnance de se soumettre à un commandement moral constitutif du nouveau lien social. Pour ma part, je ne crois pas que cet humain normalisé respire la santé. Je ne crois pas non plus qu'il incarne le citoyen post-Refus global. Il est plutôt le citoyen de la Grande noirceur qui accepte tout et ne refuse rien, globalement. La normativité qui s'impose désormais à nous, c'est l'éloge du héraut conditionné et du bigot formaté. C'est la domestication de l'être aux volontés et aux passions étouffées. Mondialisation.ca, 20 juin 2020

Du même auteur dans une note :

- Le faux consensus scientifique à l'égard des changements climatiques anthropiques et leurs impacts est peut-être le dogme le plus dangereux de notre ère moderne. Sans nier l'importance de réfléchir aux défis posés par le climat (et l'écologie dans son ensemble), l'apocalypse annoncée par certains scientifiques et par les filtres médiatiques est aujourd'hui un instrument de conditionnement et de réformes sociales qui amène les peuples à délaisser leurs moeurs ainsi que leur souveraineté relative. La « concertation des efforts » dans la lutte aux changements climatiques n'est que l'euphémisme qui évite de nommer clairement les désirs de « concentration des pouvoirs » d'une oligarchie mondialiste qui répudie toute forme d'auto-détermination nationale.

Pour lire des idées divergentes et critiques à l'égard de la théorie des changements climatiques, les lecteurs sont invités à consulter les documents suivants:

https://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/2009/03/29/magazine/29Dyson-t.html;

http://www.lactualitechimique.org/Des-histoires-belges;

https://www.climato-realistes.fr/jean-claude-bernier-soutenu-par-vingt-cinq-membres-de-l-academie-des-sciences/; Jérôme Halzan, Mythes et réalités de la science, Kontre Kulture, 2017; Mototaka Nakamura, Confessions of a climate scientist, 2019: https://c-c-netzwerk.ch/images/ccn-blog_articles/717/Confessions-Nakamura.pdf.

https://www.mondialisation.ca/covid-19-entre-normativite-et-subjectivite/5646732

Leur vieux monde guerrier et criminel.

Belgique: le maire de Bruges poignardé, enquête pour tentative de meurtre - BFMTV 21 juin 2020

Royaume-Uni: trois morts lors d'une attaque au couteau dans un parc - AFP

Trois personnes ont été tuées lors d'une attaque au couteau samedi soir dans un parc à Reading, à l'ouest de Londres, selon la police, qui ne retient pas actuellement la piste terroriste. AFP

Plusieurs personnes tuées dans une rue de Glasgow - Reuters

États-Unis: au moins un mort dans une fusillade à Minneapolis - BFMTV 21 juin 2020

Après les émeutes de Dijon, quatre mises en examen - euronews

Emoi en Allemagne après des scènes d'émeutes et de pillage à Stuttgart - AFP

L'Egypte prête à intervenir "directement" en Libye si le GNA progresse - AFP

Des affrontements meurtriers à la frontière entre l'Inde et la Chine - Slate.fr

---

POLITIQUE

Serbie

Serbie: tsunami électoral pour le parti du président - AFP22 juin 2020

Le parti du président serbe Aleksandar Vucic a étendu dimanche son emprise sur le pouvoir par un raz de marée électoral au Parlement où l'opposition est réduite à peau de chagrin et dénonce une dérive autoritaire.

"Je suis reconnaissant au peuple pour ce soutien historique", a lancé le chef de l'Etat en annonçant que le Parti serbe du progrès (SNS, centre droit) avait considérablement élargi sa domination avec environ 63% des voix.

"Nous avons gagné partout, nous avons gagné là où nous n'avions jamais gagné", a-t-il déclaré.

Le SNS remporte 189 sièges sur 250 contre 131 dans la législature précédente, selon les estimations d'Ipsos.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Tunisie

Troubles sociaux dans le sud marginalisé de la Tunisie - AFP 22 juin 2020

Des heurts ont repris lundi entre forces de l'ordre et manifestants à Tataouine, dans le sud de la Tunisie, près d'une zone de production pétrolière, où les protestataires réclament les milliers d'emplois promis par le gouvernement.

Depuis plusieurs semaines, des jeunes et chômeurs de Tataouine, ville située à 500 km de Tunis, observaient un sit-in pour réclamer l'application d'accords signés en 2017 avec le gouvernement, promettant des emplois et des investissements dans cette région marginalisée.

Ils bloquaient ponctuellement certaines routes de la ville et les camions des sociétés d'exploitation de gaz et de pétrole desservant le site de production d'El Kamour, situé à 160 kilomètres de là, en plein désert.

Selon le ministère de l'Energie, ces troubles n'ont pas eu d'impact sur la production de pétrole et de gaz, contrairement à 2017, lorsque les protestataires avaient fini par bloquer les vannes des pipelines.

Le gouvernement avait alors promis d'investir chaque année 80 millions de dinars (quelque 27 millions d'euros) pour le développement de Tataouine, sans que cela ne se concrétise, selon le syndicat UGTT.

Et seule une partie des milliers d'emplois promis, dans des sociétés pétrolières ou des structures d'entretien de l'environnement, ont été créés.

ECONOMIE

Chine

Le "GPS chinois" finalisé avec un ultime satellite - AFP 23 juin 2020

Le GPS a un nouveau concurrent de poids: la Chine a finalisé mardi grâce au lancement d'un dernier satellite son système de navigation Beidou, qui lui permet de couvrir le monde entier et de s'affranchir des Américains.

Prévu la semaine dernière, l'événement avait été reporté au tout dernier moment en raison d'un "problème technique" non précisé.

Ce 30e et ultime satellite de la troisième génération Beidou (Beidou-3) a été propulsé dans l'espace à 09H43 locales (01H43 GMT) depuis le centre de lancement de Xichang, dans le sud-ouest de la Chine, par une fusée Longue-Marche 3, selon des images de la télévision publique CCTV.

Déjà en service commercial à l'étranger depuis 2012, la technologie chinoise était d'abord limitée à l'Asie-Pacifique. Avec la finalisation de cette constellation, l'ensemble de la planète est désormais couvert.

Beidou, qui tire son nom de la constellation de la "Grande Ourse" en mandarin, cohabite avec d'autres systèmes de navigation par satellite au niveau mondial: GPS (propriété du gouvernement américain et opéré par l'armée de l'air), Galileo (Union européenne) et Glonass (Russie).

Leurs applications sont multiples: guidage de piétons, d'automobiles, de bateaux cargos, de secouristes lors de catastrophes naturelles, envoi de messages, service de positionnement pour l'industrie minière ou l'agriculture...

Stratégiques, ils peuvent également être utilisés par les armées de leurs pays respectifs (Chine, Etats-Unis, Russie) afin d'effectuer de la géolocalisation ou du guidage de missiles de très haute précision.

Le lancement de mardi est un "grand événement" qui "permet de rendre la Chine indépendante des systèmes américain et européen", note Jonathan McDowell, astronome au Centre Harvard-Smithsonian pour l'astrophysique, aux Etats-Unis.

"La finalisation de Beidou-3 est un événement majeur pour la population chinoise mais aussi sans nul doute pour son armée", souligne Carter Palmer, spécialiste des questions spatiales au cabinet américain Forecast International.

En clair: avec sa constellation terminée, la Chine peut se mettre à l'abri d'une éventuelle coupure de GPS décidée par les Etats-Unis en cas d'hypothétique conflit entre les deux puissances.

Depuis le lancement du programme dans les années 1990, plus de 100.000 scientifiques, ingénieurs et techniciens ont participé à la conception du système de navigation. Le tout premier satellite Beidou avait été lancé en 2000.

Ses services sont aujourd'hui employés en Chine dans les taxis, les bus, les voitures particulières et bien sûr par les smartphones.

Plusieurs dizaines de pays comme le Pakistan, la Thaïlande, le Laos ou encore Brunei utilisent par ailleurs déjà officiellement le système, selon les médias d'Etat chinois.

"La plupart des smartphones sous Android fonctionnent avec un positionnement multi-mode qui reçoit simultanément les signaux GPS, Beidou, Glonass et Galileo afin d'améliorer la précision du positionnement", souligne également Chen Lan, analyste pour le site GoTaikonauts.com, spécialisé dans le programme spatial chinois.

"Il existe par ailleurs un grand nombre d'utilisateurs industriels, notamment des navires et des flottes logistiques en Chine", qui outre le service de positionnement de Beidou utilisent son "système de messagerie", non présent chez ses concurrents, pour "les urgences et le sauvetage", note-t-il.

Mais le système chinois peut-il vraiment grignoter des parts de marché voire détrôner son rival américain?

"De façon générale, Beidou a une meilleure précision que le GPS", souligne Carter Palmer. "Mais sa fiabilité reste à démontrer."

La marge d'erreur du système de navigation au niveau mondial est de 10 mètres en version civile, selon les données officielles communiquées mardi. Une très bonne précision qui lui permet d'espérer gagner des parts de marché face au GPS.

"Je ne pense pas que Beidou va supplanter entièrement le GPS", prédit M. Palmer. "J'imagine plutôt une situation où l'utilisateur emploiera plusieurs systèmes, dont Beidou, pour avoir des données de navigation par satellite plus précises."

Selon Jonathan McDowell, le système américain devrait ainsi conserver sa domination "lors des dix voire vingt années à venir".

L'enjeu financier est important.

Le secteur de la navigation par satellite devrait peser cette année en Chine 400 milliards de yuans (50 milliards d'euros), selon un haut responsable cité par un média officiel. AFP 23 juin 2020

Quand l'oligarchie financière devient antiraciste.

George Floyd n'a pas été tué par la police (P. Craig Roberts) - publié le 20 juin 2020

« George Floyd n'a pas été tué par la police. Selon le rapport de toxicologie, Floyd est mort d'une concentration de Fentanyl dans son sang trois fois supérieure à la dose fatale. Le fentanyl est un opioïde dangereux 50 fois plus puissant que l'héroïne. Vous pouvez lire l'analyse ici : https://www.unz.com/article/or-did-george-floyd-die-of-a-drug-overdose/ .

Un lien est fourni vers le rapport d'autopsie.

Réfléchissez un instant. Que devient une société dans laquelle les faits n'ont pas d'importance ? Les médias américains, le parti démocrate, les libéraux blancs et la triste excuse d'une gauche sont tellement enclins au « racisme blanc » qu'ils ont sauté à la conclusion souhaitée et ont encouragé les émeutes et les pillages qui ont entraîné des dégâts matériels massifs dans plusieurs villes, quelques morts, de nombreux blessés et beaucoup de dommages pour les relations raciales. Les maires et les gouverneurs démocrates ont démissionné. La police et la Garde nationale, qui tentaient de contenir la violence, n'ont pas été soutenues. Même le président de l'état-major interarmées et le secrétaire à la défense de Trump se sont accommodés des émeutes et des pillages en sapant la position du président Trump contre ceux-ci. Les entreprises de nombreuses personnes ont été anéanties et, dans la plupart des cas, les assurances ne couvrent pas les dommages causés par les émeutes. Les politiciens et les médias sont responsables des milliards de dollars que les « protestations pacifiques » ont coûtés. Ceux qui ont subi des dommages devraient intenter des actions collectives.

Lorsque la police du Minnesota, qui a été faussement accusée du meurtre de George Floyd, sera jugée, les jurés auront peur de ne pas condamner. L'histoire est gravée dans le marbre, et trop d'intérêts puissants y sont attachés. La police a déjà été jugée et condamnée dans les médias, et les jurés auront peur d'aller à l'encontre de l'opinion publique que les médias et les libéraux blancs ont orchestrée. L'effet sur le moral et l'engagement de la police sera dévastateur. Déjà, la police se retire face aux

crimes commis par des « gens de couleur ». Les Noirs apprennent qu'ils sont immunisés contre leur comportement violent. Pour l'élément criminel, les protestations sont des opportunités de profit. Attendez-vous à davantage de « protestations pacifiques ».

Les abus extraordinaires imposés au Sud vaincu par la Reconstruction ont empoisonné les relations entre Blancs et Noirs. En 1900, les politiciens du Sud, comme James K. Vardaman du Mississippi, dans leurs efforts pour arracher le pouvoir à l'argent et à l'aristocratie du Sud, cultivaient la haine raciale envers les Noirs parmi les blancs pauvres et utilisaient le processus électoral pour vaincre les dirigeants du Sud comme Le Roy Percy qui travaillait pour l'harmonie raciale.

À notre époque, ce processus a été inversé. Aujourd'hui, les libéraux blancs fomentent parmi les Noirs la haine raciale contre les Blancs. Les libéraux blancs ont inventé une fausse histoire, symbolisée par le projet 1619 du New York Times, selon laquelle les États-Unis sont fondés sur le racisme blanc. Cette histoire est maintenant institutionnalisée dans le système éducatif et les médias, ce qui signifie que le fossé entre les blancs et les noirs ne peut que s'aggraver.

La politique identitaire, idéologie officielle du parti démocrate et de ce qui passe pour une gauche, désunit la population. Les Américains sont divisés en groupes hostiles par race, sexe et préférence sexuelle. Ni les démocrates ni la gauche ne représentent plus la classe ouvrière, désormais définie comme l'ennemi – « l'atout déplorable ». En désunissant les Américains, les élites dirigeantes ont rendu impossible toute opposition efficace à leur égard. Comme la désunion sert les intérêts des élites dirigeantes, elles veilleront à ce qu'elle se poursuive. Nous pouvons nous attendre à ce que l'animosité raciale soit davantage cultivée.

Pouvons-nous espérer que les éléments responsables de la population noire s'uniront à leurs homologues blancs pour produire l'amitié entre les races qu'exige une société multiculturelle ? Tout Noir américain qui tenterait de prendre la tête d'un tel mouvement serait rejeté comme un « oncle Tom » au service du racisme blanc.

Les faits n'ont plus d'importance aux États-Unis ou dans le monde occidental. Les récits factuels qui ne satisfont pas les émotions éveillées sont rejetés comme étant racistes ou sexistes ou une autre forme de péché. En d'autres termes, la vérité en Amérique a perdu son pouvoir. Il n'est plus possible de combattre les idéologies destructrices par la vérité. Vous pouvez le tester vous-même. Essayez de convaincre CNN, le New York Times, NPR, un professeur libéral blanc, un membre d'Antifa ou un manifestant noir que George Floyd s'est suicidé en prenant une dose excessive d'un dangereux opiacé. Ils rejetteront le rapport de toxicologie comme une couverture de la violence policière raciste contre les noirs, et ils vous rejetteront comme un raciste de la suprématie blanche.

L'interprétation raciste de l'Amérique vise à susciter la colère chez les Noirs et la culpabilité chez les Blancs. À mesure que l'hostilité des Noirs augmente et que la confiance des Blancs diminue, la société s'effondre.

Comme je l'ai écrit, les États-Unis et l'ensemble du monde occidental vivent le Camp des Saints ».

- Aux États-Unis, le nouvel antiracisme vire à la paranoïa - slate.fr 26 juin 2020

Les démissions, dénonciations et excuses publiques se multiplient, dans un environnement où un nombre toujours croissant d'attitudes sont considérées comme racistes. slate.fr 26 juin 2020

- Philip Stinson, archiviste des errements policiers américains - slate.fr 26 juin 2020

Ancien policier, le professeur de criminologie Philip Stinson tient depuis quinze ans la base de données de référence sur les crimes et délits commis aux États-Unis par des policiers.

Tout a commencé en 2004, avec un pari. Philip Stinson, avocat en reconversion, assistait à un cours de droit à l'université de West Chester, en Pennsylvanie, lorsque ses camarades de classe se lancèrent dans un débat passionné sur l'impunité policière. «L'un d'entre eux disait que les arrestations de policiers étaient rares, je lui ai parié le contraire», raconte-t-il par téléphone. C'est avec les moyens du bord qu'il s'est attelé à la tâche : en consultant des sources ouvertes, et en installant 48 alertes sur Google News.

Ce qui était à l'origine un défi étudiant est devenu une thèse de doctorat en 2009, puis un projet de recherche. Aujourd'hui âgé de 55 ans, il continue d'y consacrer «28 heures par semaine» à l'université de Bowling Green, dans l'Ohio, où il enseigne la criminologie. Son protocole est resté pour l'essentiel artisanal, bien qu'il se soit en partie automatisé à mesure qu'il créait des alertes et recrutait des dizaines d'étudiants pour suivre au cas par cas le devenir judiciaire de policiers ayant fait l'objet d'une arrestation. «Je dirais qu'on travaille avec environ 10.000 alertes Google aujourd'hui», énonce-t-il d'une voix imperturbable.

Grâce à ce procédé, Philip Stinson a documenté depuis 2005 plus de 17.300 arrestations, impliquant 15.000 policiers américains. Une mine d'informations colossale, déployant jusqu'à 270 variables par cas (âge, type d'infraction, antécédents, alcoolémie au moment des faits...), reconnue aujourd'hui comme la base de données la plus complète qui soit sur les infractions commises par des policiers américains, qu'il s'agisse d'extorsion, de meurtre ou de conduite en état d'ivresse. À l'heure où la police

américaine essuie des critiques sans précédents, ces données viennent éclairer un débat aussi politique que passionné sur les violences policières et leur impunité supposée.

«D'après mon comptage, depuis 2005, 113 agents de police non-fédéraux ont été arrêtés pour meurtre ou homicide après avoir fait usage de leur arme», détaille-t-il, «92 d'entre eux ont été jugés, et seuls 42 ont été condamnés, rarement pour meurtre». La plupart ont en effet été condamnés pour «homicide», «homicide involontaire», «homicide par négligence», «faute lourde» [official misconduct, en anglais]. En quinze ans, seuls 5 policiers ont été condamnés pour meurtre. Un chiffre extraordinairement faible en comparaison avec le nombre de personnes tuées chaque année par la police. En 2019, ce bilan s'élevait à 1030 morts selon un décompte du Washington Post.

«De manière générale, les tribunaux sont très réticents à l'idée de condamner un policier», explique Philip Stinson. «Il faut vraiment avoir très lourdement déconné pour être condamné, pas seulement pour homicide, mais pour n'importe quoi. Et beaucoup de policiers arrêtés pour des crimes graves ne perdent pas leur emploi. Certains changent de service, mais continuent de travailler comme policier.» Le chercheur a ainsi recensé pas moins de 47 agents qui, après avoir démissionné à la suite d'une première arrestation, sont parvenus à retrouver un emploi de policier, et à le perdre à nouveau.

Qui sont ces policiers qui se retrouvent en état d'arrestation ? D'après Philip Stinson, le profil type n'existerait pas, et les infractions seraient commises autant en ville qu'à la campagne. Mais contrairement à une idée répandue, ce ne sont pas les jeunes qui sont le plus souvent mis en cause, mais les policiers expérimentés, avec par ailleurs une forte surreprésentation des policiers à l'approche de la retraite. 17% des policiers arrêtés le sont ainsi dans les trois dernières années de leur carrière. «Je pense que c'est lié à l'angoisse de ne bientôt plus être policier, de perdre leur badge, leur arme, et le pouvoir qui y est associé», explique-t-il.

Un constat qui l'amène à considérer que le problème ne découle pas d'erreurs de recrutement, mais de la sous-culture policière dans laquelle les policiers évoluent. Une culture dont il a une connaissance intime, car avant de devenir avocat puis chercheur, Philip Stinson a lui-même été policier pendant deux ans dans le New Hampshire.

«C'est une mentalité "eux contre nous", exacerbée par la violence du métier et la forte ségrégation spatiale des villes américaines», analyse-t-il. «Les policiers ne vivent pas dans les quartiers où ils patrouillent. Ils font leurs courses dans d'autres magasins, ils prient dans d'autres églises. Ils partent au travail avec des armes lourdes et une mentalité de soldat, qui n'est pas arrangée par la manie américaine de parler de guerre à tout bout de champ : guerre contre la drogue, guerre contre le crime, guerre contre les vitres brisées... Et puis évidemment il y a la question du racisme, de la peur des Noirs, qui se traduit très clairement dans nos données sur les faits de violence.»

Constitutives du processus de socialisation et de construction identitaire des policiers, ces croyances sont, selon Philip Stinson, autant d'obstacles aux réformes d'un système de police américain, par ailleurs formidablement fragmenté - on compte 18.000 forces de polices dans l'ensemble du pays. «On parle trop souvent de "pommes pourries" pour désigner les policiers criminels et individualiser le problème, mais le défi est systémique : il faut replanter le verger.»

Le chercheur ne se dit pas favorable à la proposition de désinvestir dans la police («Defund the police») brandie en slogan par de nombreux manifestants ces dernières semaines aux États-Unis, qu'il juge peu pragmatique. Pour lui, la première des priorités est la mise en pratique d'une tolérance zéro envers les actes policiers litigieux. «L'impunité est la racine du problème», postule-t-il. «Les policiers peuvent déclarer la version des faits qui leur conviendra le mieux, et compter sur la loi du silence pour se protéger. À moins qu'il y ait eu un mort, ils ne se dénoncent pas les uns les autres.»

Lui-même affirme avoir été témoin, au cours de sa courte carrière dans la police du New Hampshire, d'actes répréhensibles, voire criminels. «J'ai vu des types menottés se faire tabasser, des preuves bidouillées, des rapports falsifiés... J'ai été consterné par ce que j'ai vu là-bas, je n'avais aucune idée que ça existait. Ça m'a ouvert les yeux.» Il affirme pourtant ne pas avoir entamé ses recherches pour régler un compte. Son but est d'aider, en informant l'opinion publique, les décideurs, et in fine les policiers eux-mêmes.

En 2016, le directeur du FBI James Comey lui-même déplorait l'absence de statistiques gouvernementales unifiées sur les forces de police américaines, leur emploi de la force létale et leurs éventuels biais raciaux. D'après lui, l'impossibilité de tenir «un débat informé sur ces questions d'une importance vitale» était un terreau fertile sur lequel proliféraient les discours accusant la police américaine de «tuer les hommes noirs à la vitesse d'une épidémie».

Depuis, le gouvernement fédéral a lancé un projet de comptage, mais ses informations demeurent parcellaires. «40% seulement des services de police ont pour l'heure communiqué leurs chiffres», affirme Philip Stinson. Une raison de plus de poursuivre ses recherches. «Un ami m'a dit un jour que je pouvais m'arrêter, que j'avais assez de données pour le restant de mes jours», raconte-t-il. «Je ne suis pas d'accord : tant que j'aurai des financements je continuerai à compter et analyser ces données. On ne sait pas si les données transmises par les services de police au gouvernement seront fiables. Il est plus que jamais nécessaire de disposer d'outils de comptage indépendants.» slate.fr 26 juin 2020

LVOG - Encore une machination qui figurait déjà à l'ordre du jour ("agenda") de la réunion annuelle de Davos en janvier 2020. On

peut donc en déduire qu'elle devait s'insérer dans leur plan d'attaque au coronavirus et de confinement mondial.

Pour le vérifier, regardez attentivement l'adresse suivante, c'est écrit en toute lettre :

https://www.weforum.org/agenda/2020/01/this-psychologist-is-using-science-to-beat-racism/

Une instrumentalisation préméditée ?

Les articles qui figurent dans le portail du Forum économique mondial démontrent d'où elle provient, qui en est à l'origine, exactement comme avec le terrorisme, le réchauffement climatique d'origine anthropique, le cororavirus, etc. L'oligarchie financière ne se contente plus d'influer sur le cours de la situation mondiale, dorénavant elle la façonne directement, on a donc franchi une étape importante vers la réalisation de l'objectif totalitaire qu'elle poursuit.

Page d'accueil (https://www.weforum.org)

Systemic Racism

- After the George Floyd protests, what next for racial justice in the US? - 25 Jun 2020
- 4 ways to be an ally in the fight against racism - 19 Jun 2020
- 'We existed in parallel universes' – what it's like to be black in Silicon Valley - 10 Jun 2020
- Responding to the anger par Klaus Schwab (Fondateur du FEM) - 10 Jun 2020
- Four generations of black Americans discuss: Will George Floyd's death bring change? - 06 Jun 2020
7 ways businesses can show they value black lives - 06 Jun 2020
- George Floyd: these are the injustices that led to the protests in the United States - 05 Jun 2020
- George Floyd: How to address America's racial disparities - 04 Jun 2020
- To fix racism we need to start measuring it, says this psychologist - 23 Jan 2020

Have you read?

- How gender and racial biases are hurting economics - April 2019
- This is how we can stop young children developing racial biases - March 2018
- These three areas show how bad America's racial inequality is - June 2017

Et cette machination figurait même au programme de la dernière réunion de l'oligarchie à Davos en janvier 2020, lisez.

https://www.weforum.org/agenda/2020/01/this-psychologist-is-using-science-to-beat-racism/

This article is part of the World Economic Forum Annual Meeting

This article was originally published in January 2020, as part of our Annual Meeting coverage.

Traduction - Cet article a été initialement publié en janvier 2020, dans le cadre de notre couverture de l'Assemblée annuelle.

- Speaking at the World Economic Forum's 2020 Annual Meeting in Davos, Dr. Goff, the co-founder and president of the Center for Policing Equity in New York, told the heartbreaking and horrifying story of Emmett Till.

Traduction - S'exprimant lors de la réunion annuelle 2020 du Forum économique mondial à Davos, le Dr Goff, co-fondateur et président du Center for Policing Equity à New York, a raconté l'histoire déchirante et horrible d'Emmett Till.

Et de terminer ainsi

- Fixing racism, whether in a police force or a corporation, requires the measurement of behaviours and action in order to change them, he argued.

Traduction - Corriger le racisme, que ce soit dans une police ou une entreprise, nécessite la mesure des comportements et des actions afin de les changer, a-t-il soutenu. weforum.org

LVOG - Janvier 2020, juin 2020, même rhétorique à la virgule près, incroyable, pour un peu on serait bluffé, n'est-ce pas ? Et pourtant, tout ce qui figure ici est l'exacte vérité. On n'a rien fait de plus que leur donner la parole, on ne peut pas faire mieux.

En complément.

COVID-19

Air pollution kills 7 million people a year - and probably makes COVID-19 more deadly: this week's World Vs Virus podcast - weforum.org 25 Jun 2020

Evidemment, l'oligarchie est en première ligne de l'imposture climatique destinée à être combinée à celle du coronavirus, disons en fonction des saisons ; L'imposture climatique pour les saisons chaudes, l'imposture au coronavirus pour les saisons froides, ainsi toute l'année sera couverte, quand vous ne vous confinerez pas à cause du virus, vous vous confinerez à cause de la température.

Hier vous ne vous confiniez pas à cause du virus de la grippe, vous ne vous confiniez pas non plus l'été, et bien maintenant que vous avez pris au sérieux cette menace profondément incrustée dans votre cerveau à force de propagande hystérique, vous allez vous soumettre à ce nouveau mode de vie, remarquez bien que c'est pour votre bien-être ou votre sécurité, vous devriez remercier ces bienfaiteurs.

Le plus dingue, c'est qu'hier personne ne se souciait de l'un ou de l'autre. On vivait avec sans même s'en apercevoir, et d'un coup ce sont devenus des dangers mortels pour toute la population. Ils appuient sur un bouton, et tout le monde ou presque embraie derrière. C'est cela qui devrait nous inquiéter. C'est révélateur du niveau de conscience misérable de la population livrée à elle-même, puisqu'il n'y a pas eu un seul parti politique pour confondre les initiateurs de ces machinations et les démonter.

Dites-vous bien que pas un dirigeant ignore ce qui figure dans nos causeries, pas un, tous ont accès à ces documents sur Internet et savent lire. Vous comprenez pourquoi il faut refonder le mouvement ouvrier...

DEUXIEME PARTIE

Rappelons les différentes étapes de la dernière imposture mise au point par les psychopathes qui détiennent tous les pouvoirs, et le rapport de cause à effet des mesures qu'ils ont prises.

- Instrumentalisation par décret d'une simple épidémie élevée au rang de pandémie mondiale, histoire de terroriser tous les peuples...

- Confinement et mesures liberticides imposés par les Etats pour y faire face...

- Paralysie, effondrement délibéré et contrôlé de pans entiers de l'économie mondiale...

- Dérégulation du droit du travail au profit des capitalistes...

- Chômage de masse et appauvrissement généralisée...

- Mesures économiques et sociales pour y faire face...

- Quant à la facture, nous saurons assez tôt comment ils comptent nous la faire payer, il suffit de suivre leur programme...

- La suite a été programmée par le Forum économique mondial le 3 juin 2020 : Le "Great Reset" ou la Grande Réinitialisation de l'économie mondiale prévue en janvier 2021, destinée notamment à imposer aux peuples du monde entier les mesures contenues dans le Green New Deal ou la quatrième révolution industrielle, et à légitimer celles prises au cours du premier semestre 2020...

J'ai reçu des courriels de deux lecteurs de longue date dont les idées recoupent les miennes pour l'essentiel, 74 et 75 ans, je leur ai déjà répondu en partie. Nous sommes au moins trois ! J'appelle tous les lecteurs à se faire connaître.

Le dernier épisode de la crise du régime capitaliste a montré qu'il n'existait aucune issue individuelle, aucune chance de s'en sortir individuellement dans une société totalitaire, soit on se rassemble et on vaincra ensemble nos ennemis, soit on demeure isolé, inorganisé ou lié à des formations politiques faillies ou corrompues et nous serons vaincus, condamné à subir le

sort épouvantable que nos ennemis nous ont réservé.

Ceux qui croyaient pouvoir être épargnés, savent à quoi s'en tenir maintenant. Quant à ceux qui avaient mis leur espoir dans des partis qui n'ont cessé de faire allégeance au régime de différentes manières ou à différents niveaux, ils se retrouvent aujourd'hui être les agents de la pire réaction ou conduits à cautionner une orientation politique toujours plus droitière, identitaire, corporatiste, au point de servir les mêmes intérêts que la gauche mondialiste ou de la globalisation financière que nous avons caractérisée à juste titre de droite, nous osons imaginer qu'ils valent mieux, et que nous partageons encore l'idéal qui fut à l'origine de notre engagement politique et que nos dirigeants ont abandonné ou trahi, généralement les deux puisqu'ils en ont forcément pris conscience à un moment donné. Les juger ne nous intéresse pas, les faits sont suffisamment révélateurs et cruels pour eux, nous avons mieux à faire sachant qu'ils sont irrécupérables.

Là comme ailleurs dans la vie, nous comptons sur notre indépendance (de classe) pour aller de l'avant, car c'est le bien le plus précieux qu'il nous reste pour continuer le combat et demeurer fidèle à notre idéal humaniste, le socialisme, le communisme, l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, la liberté. Comment pourrions-nous nous compromettre en permanence avec le régime et estimer être digne de cet idéal ?

Quelques réflexions politiques et personnelles.

- Il y a 24 ans j'ai pris la route de l'exil, parce que j'estimais ne plus avoir ma place en France puisqu'on me refusait un emploi et un salaire qui me permettrait de vivre décemment, sans avoir à subir des humiliations quotidiennes et craindre de finir mes jours dans la misère noire ou dans la rue. C'était une question de survie et de principe, parce que l'esclavage consenti ou la servitude volontaire n'a jamais été mon truc ou était incompatible avec mon idéal.

Dès le plus bas âge, la société exige des hommes qu'ils se soumettent de gré ou de force à un ordre établi absurde et cruel, la plupart vont s'y résoudre et compromettre leur chance d'en sortir un jour, une infime minorité va s'y refuser définitivement en espérant qu'un jour elle deviendra la majorité afin de renverser l'ordre établi ou réaliser leur idéal.

En fait, quand on est jeune, on est très nombreux à aspirer à une vie meilleure que celle qu'on subit les générations antérieures, puis cet idéal s'estompe et disparaît, le plus souvent pour toujours, au point qu'on perd jusqu'à la trace de son existence passée, allant même jusqu'à faire le procès de ceux qui s'en réclament encore, parce que lorsqu'on a abdiqué cette liberté on a tout perdu en réalité, tout ce qui pouvait donner un sens à notre vie. Ce qu'on a perdu, c'est ce qui nous reliait à la communauté des hommes dont les besoins et aspirations, les valeurs, sont universels, partant de là on ne peut plus peser sur son destin, on peut uniquement subir individuellement celui qui lui est imposé par les puissants qui gouvernent le monde.

On peut conserver la capacité d'agir sur la société, mais cela ne servira à strictement rien si on a abandonné l'espoir de la changer. Nous sommes nombreux à avoir confondu les rapports qui existaient entre ces deux facteurs pour finalement les dissocier, donnant ici des êtres soumis, hypocrites et sournois, là des fanatiques qui s'ignorent.

Et ce n'est pas pour rien si la réaction s'emploie minutieusement à briser net tout espoir de vivre un jour dans une société meilleure ou plus juste, chaque jour qui passe elle noircit un peu plus le tableau pour faire disparaître cet espoir ou le renvoyer à un avenir indéterminé, on est bien d'accord. Comment ? En détournant cette capacité d'agir sur la société, qui est la seule véritable liberté dont disposent les travailleurs, afin d'éviter qu'ils la mettent au service exclusivement de leur besoins ou aspirations démocratiques, auquel cas les jours du régime fascisant en place seraient comptés.

S'employer par tous les moyens à entretenir cet espoir ou à le faire renaître dans la tête de millions de travailleurs et jeunes, tout en s'appuyant sur cette capacité des masses à prendre conscience qu'elles seules peuvent changer la société, voilà sur quoi devrait reposer la stratégie du mouvement ouvrier qui affirmerait au passage son indépendance de classe.

Mais la rupture avec le capitalisme, ses institutions, le régime, l'ordre établi, ne doit pas être seulement conçue comme un objectif politique, elle doit se manifester quotidiennement dans la lutte de classes, en refusant tout compromis avec la réaction.

Comment peut-on affirmer que Macron et son gouvernement sont responsables des conséquences de la crise économique et sanitaire, sans reconnaître qu'ils en sont à l'origine, puisque personne ne les a obligés à transformer une simple épidémie virale en machination morbide à la pandémie, et sans en tirer les conclusions politiques qui s'imposaient, à savoir, qu'il était dès lors rendu impossible d'envisager les moindres rapports avec ces criminels liés à l'oligarchie mafieuse responsables de dizaines de milliers de morts qui auraient pu être évités, que seule la rupture s'imposait, et qu'au lieu de leur réclamer quoi que ce soit, il fallait exiger leur départ immédiat ou les chasser du pouvoir sur le champ, agir autrement, n'était-ce pas les légitimer et cautionner leur orientation politique?

Comment peut-on manifester sans exiger les têtes de Macron, Philippe, Véran et Salomon, et la dissolution de toutes les

instances sanitaires corrompues du pays ? (1)

1- La Direction générale de la santé (DGS), HAS : Haute Autorité de Santé, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), le Haut Conseil de la santé publique (HCSP), Santé publique France est l'agence nationale de santé publique. Le Conseil de l'ordre des médecins, le Comité national de santé publique (CNSP), l'Agence nationale d'évaluation et d'accréditation (ANAES), le Réseau national de santé publique (RNSP), l'Agence européenne des médicaments, l'Institut de veille sanitaire (InVS), etc.

- Coronabusiness.

Au cours des dernières années ils ont voté une multitude de mesures qui remettaient en cause des pans entiers du droit du travail dans de nombreux pays sans pouvoir les appliquer, hormis aux nouveaux embauchés. Avec cette machination au coronavirus, ils ont trouvé le moyen de les imposer à un plus grand nombre de travailleurs, voire à tous, tel était l'un de leurs principaux objectifs. Vous noterez au passage, que là aussi il s'agissait de casser l'idée que demain on pourrait bénéficier de conditions de travail meilleures que par le passé.

Maintenant, quand les opportunistes expliquent aux travailleurs qu'il n'en est rien, que c'était le produit du hasard ou une pure coïncidence qui avait conduit à la situation actuelle, alors ce qui vient tout de suite à l'esprit, c'est qu'il serait injuste de s'en prendre aux malheureux capitalistes qui eux aussi sont durement frappés, après tout ils n'y sont pour rien dans cette épidémie ainsi que ses conséquences sociales désastreuses, par conséquent chacun doit accepter de supporter une part du fardeau de la crise en attendant des jours meilleurs.

Une fois qu'ils ont planté ce décor, ils vont vous sortir qu'il faudrait combattre pour interdire les licenciements, après avoir fait la démonstration qui s'imposait à tous les acteurs sociaux que c'était la situation ou la fatalité qui les imposait. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en interdisant aux travailleurs de comprendre la situation, ils leur enlèvent les moyens de mener leur combat sur leur propre terrain de classe. C'est dans ce sens qu'on est en présence de partis ouvriers contre-révolutionnaires ou oeuvrant pour le compte de la réaction. Je sais qu'il y en a qui sont sensibles aux beaux discours comme certaines femmes aux beaux parleurs, mais rien nous oblige à les imiter.

L'argument selon lequel il fallait se situer sur le terrain des illusions des masses pour ne pas s'en couper était démagogique, il fut employé davantage pour les entretenir plutôt que les aider à s'en débarrasser. Hier soir en regardant à nouveau *La fille du puisatier* de Marcel Pagnol, je suis tombé sur le discours radiophonique de Pétain appelant à "*cesser le combat*" ou la capitulation devant le régime nazi, et en l'écoutant attentivement, spontanément je me suis dit que c'était enrobé et présenté d'une telle manière, qu'un très grand nombre de Français avaient dû croire qu'il était sincère ou qu'il n'y avait aucune raison de ne pas lui faire confiance pour finalement s'y rallier.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit en faisant abstraction de ma conscience de classe qui m'aurait conduit à condamner les propos de Pétain, et qui m'aurait fait passer à côté de l'essentiel, à savoir, que les masses dépourvues de conscience politique devaient l'avoir interprété différemment ou de différentes manières, donc on pouvait très bien se mettre à la place des masses sans les idéaliser ou sans les criminaliser non plus ou les traiter en suppôts de Pétain, autrement dit, sans ménager leurs illusions ou sans exagérer leurs qualités, sachant que ces dernières n'étaient pas pour autant le produit d'une conscience de classe, et que sur ce plan-là tout restait à faire.

Cela pour dire, qu'il fallait faire attention à ne pas confondre notre propre interprétation avec celle des travailleurs, et qu'en aucun cas sous prétexte que celle des travailleurs incarnaient la majorité on devrait l'adopter ou les ménager.

Sous le faux prétexte qu'il y aurait une pandémie, on a fait croire n'importe quoi aux travailleurs, et certains prétendent que cela n'aurait aucune espèce d'importance pour la suite, alors que je prétends que pour qu'ils cessent d'y croire ils doivent impérativement comprendre la nature de cette machination et remonter jusqu'à son origine, les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne.

Pour vous maintenir en bonne santé, vous avez le choix entre deux méthodes, dont une seule sera efficace pour atteindre cet objectif : Avoir une alimentation équilibrée et être calme ou sain d'esprit, ou au contraire négliger son alimentation ce qui conduira à se gaver de médicaments, tout en étant bourré d'angoisses et de rancoeur, de problèmes psychologiques qui nuiront au cerveau qui commande au fonctionnement de tous les organes et dégénèrera un jour ou prématurément en cancer, diabète, hypertension, etc.

Mais pour modifier votre alimentation ou l'améliorer faut-il encore qu'un évènement vous l'impose, car de vous-même vous n'en changerez pas puisque vous y trouver du plaisir. Il faut donc saisir l'occasion qui se présente, et pour qu'elle soit fructueuse, il faudra que cette expérience vous apporte des compensations ou présentent des avantages. Après c'est une simple question d'observation ou d'attention sur la manière dont ils se manifestent. Par exemple, j'ai supprimé le seul verre d'alcool que je me permettais encore quotidiennement, deux doigts de vodka dans un cocktail avant le dîner du soir, outre les économies importantes que je réalise, j'ai constaté que j'avais gagné en concentration, que j'avais la tête moins lourde le matin, bref, que

j'avais les idées plus claires plus rapidement, du coup je l'ai définitivement supprimé. C'est dommage que je sois parvenu à me procurer des cigarettes, mon plus gros vilain défaut. J'avais étudié cela avec la psychanalyse autrefois. Freud avait abordé ces mécanismes psychologiques de dépendance et comment en sortir, il avait pris pour exemple une femme qui se livrait à la prostitution, et il expliquait qu'elle ne pourrait jamais en sortir aussi longtemps qu'elle n'aurait pas trouvé le moyen de subvenir à ses besoins autrement, car elle n'était pas prête de lâcher les avantages que lui procurait la prostitution.

On ne peut pas espérer que les travailleurs changeront de mode de penser simplement parce qu'ils estimeraient que celui qu'on leur propose paraîtrait sérieux ou cohérent, non, s'ils n'y trouvent aucun intérêt immédiat, ils n'en changeront pas.

- L'inconscience des lois qui régissent le processus historique, conduit à écouter aveuglément ceux qui ont le privilège de bénéficier d'un statut social supérieur que la société leur a accordé, avantage dont ils usent et abusent...

Quand on dit que la peur est une réaction émotionnelle, irrationnelle en dehors de tout danger immédiat, on oublie que l'homme dispose en principe de facultés pour apprécier une situation...

Chez tous les animaux, tout phénomène soudain ou inattendu, à titre préventif ou par instinct de survie, ce qui est assimilable à un danger immédiat va susciter la peur et entraîner une réaction, qui sera caractérisée par la paralysie ou la fuite, rarement l'attaque ou d'autres comportements ataviques, par exemple certains animaux changent de couleur en fonction de leur environnement pour passer inaperçus auprès des prédateurs qui peuvent roder dans les parages, d'autres se figent pour qu'on ne les assimile pas à des êtres vivants comestibles.

On aurait pu croire que l'espèce animale la plus évoluée agirait autrement de nos jours, et bien pas du tout, l'homo sapiens demeure plus proche de l'animal sauvage ou domestiqué, que l'homme ayant développé une conscience et étant capable de s'en servir à bon escient. Ce constat nous avons pu l'observer quotidiennement depuis des mois.

On a affirmé comme beaucoup d'autres, que son comportement avait été dicté uniquement par la peur, effaçant d'un coup les progrès qu'il avait réalisés pendant les dizaines de millénaires qui viennent de s'écouler pour s'élever au-dessus de sa condition et conquérir son émancipation du règne de la nécessité, dont finalement non seulement il était toujours l'esclave, tout en étant susceptible de retourner à l'état sauvage ou d'en adopter les codes. Autrement dit, de l'homme sauvage à l'homme moderne, les atavismes les plus résistants ou qui l'emportent renvoient l'homme à sa condition primaire animale ou barbare.

Du coup on comprend mieux pourquoi il peut s'accommoder de tant de guerres, de haine, de violence, d'injustices sociales dans la société ou dans le monde, qui sont la traduction moderne de cette barbarie qui n'a jamais réellement disparu.

Les riches, les puissants, les capitalistes agissent comme des prédateurs contre l'ensemble de l'espèce humaine pour assurer leur propre survie, donc il faut impérativement les éradiquer de la surface de notre planète ou anéantir leur pouvoir de nuisance sur les hommes et la société.

Chez les animaux, la peur face à un danger déclenche généralement une réaction salutaire. Chez l'homme ordinaire, elle déclenche l'effroi qui le tétanise, donc en fait une proie facile pour son agresseur qui n'aura plus qu'à s'en saisir et la dévorer ou l'éliminer.

Quelques jours après avoir écrit ces lignes, j'ai réussi à aller à Pondichéry. Je me suis vite retrouvé parmi la foule habituelle. Au départ je devais juste aller acheter un nouvel onduleur, le mien venait de lâcher au bout de 11 ans, la boutique se situait à la périphérie de la ville et je ne comptais pas aller plus loin.

Par curiosité je me suis aventuré jusqu'au centre ville en empruntant de grandes artères, en observant tout au long de mon trajet les milliers d'Indiens juchés sur leurs deux-roues et autant de piétons. J'ai constaté que j'étais absolument le seul à ne pas porter de masque ou de mouchoir sur mon visage, même le plus vieux et loqueteux en portait un. J'ai été pris d'un profond malaise, je me suis demandé ce que je foutais là, au point de filer au plus vite pour rentrer chez moi sans faire la moindre course.

La réaction a de la suite dans les idées.

Vous vous en souvenez peut-être, il y a déjà quelques années j'écrivais que le nouvel ordre mondial que l'oligarchie financière projetait d'instaurer pourrait ressembler à une monarchie absolue aussi bien dans sa forme que par son contenu, que l'annonce en soit faite aujourd'hui par, je cite, S.A.R. le Prince de Galles ou son altesse royale n'est pas dû au hasard, puisque l'alliance de la finance ou de la banque avec la monarchie britannique en particulier et les monarchies en Europe en général remonte à la fin du XVIIe siècle, des empires coloniaux, dont la principale rente à partir du début du XXe siècle reposera sur le pétrole, jusqu'à en faire aujourd'hui les maîtres du monde. Bien entendu, ce n'est pas vraiment l'histoire qu'on enseigne dans les écoles ou les universités...

Apparemment on est passé à côté de quelque chose d'une extrême importance que je n'ai pas encore eu le temps d'analyser, l'annonce le 3 juin dernier par le Forum Économique Mondial d'un "Great Reset" ou d'une "Grande Réinitialisation" de l'économie mondiale à partir de 2021, qui pourrait constituer le premier acte officiel du gouvernement mondial. Le coup d'envoi sera donné à Davos en janvier prochain, à moins que ce soit le second, le troisième ou le énième et qu'on ne s'en soit pas aperçu plus tôt, qui sait, après les amuse-gueule et le hors d'oeuvre, le prochain devrait être plus consistant ou le plat principe d'un menu hautement toxique ou fatal qui nous est destiné.

Bien entendu, cela n'a fait l'objet d'aucun éditorial dans la presse du mouvement ouvrier. A quoi bon, les travailleurs et particulièrement les jeunes ne doivent pas savoir ce qui se trame dans leurs dos, à quoi cela pourrait leur servir, franchement, ils l'apprendront suffisamment tôt, quand il sera trop tard pour le comprendre, donc pour agir ou se mobiliser, à croire que c'est fait exprès...

Nos dirigeants sont des conformistes de la pire espèce, des légalistes qui n'accordent d'intérêt qu'aux institutions définies par la Constitution, et ignorent toutes celles qui existent indépendamment de l'Etat, quand bien même elles auraient été fondées par l'oligarchie et influenceraient l'orientation de la situation mondiale ou étendraient leur pouvoir sur tous les secteurs économique, social, politique, culturel de la société. C'est l'Etat ploutocratique et son agence de presse, l'AFP, qui seuls rythment l'activité politique, y compris les soubresauts de la lutte de classe qui de ce fait n'a rien d'indépendante.

Partant de là, constatant qu'ils se laissent embarquer dans les machinations climatique et coronavirale ou qu'ils participent depuis des décennies à de grossières instrumentalisations de type identitaire manigancées également par l'oligarchie, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils vous annoncent la suite du programme, puisqu'ils continuent de nier que l'oligarchie agirait selon une stratégie fixée de très longue date. Et cela tombe bien pour elle, puisque sa stratégie hégémonique se confond avec l'évolution du capitalisme.

Doublement pas de bol pour nous, car non seulement l'oligarchie possède bien une stratégie qu'elle modifie en fonction des obstacles ou des imprévus qu'elle rencontre au moment de l'appliquer, et nous, nous n'en avons aucune pour la combattre, avouez que c'est rageant, non ? Les uns jouent la carte de l'imposture, les autres celle du déni, et dans tous les cas de figure nous sommes les perdants car réduits à l'impuissance ou mis devant le fait accompli.

Dans la cour de récréation de nos dirigeants, le nouvel ordre mondial n'existe pas, le gouvernement mondial n'existe pas, la gouvernance mondiale n'existe pas, leurs institutions n'existent pas évidemment. Big Brother, Big Data, Big Pharma, etc. la Fondation Gates, jamais entendu parlé, ce sont des inventions de mégalomanes, de malades mentaux, d'illuminés étrangers au mouvement ouvrier. La planche à billets ou la spéculation financière à la nanoseconde près sont des instruments légaux, donc pas de quoi en faire un plat, circulez il n'y a rien à voir. L'immense puissance financière et pouvoir politique dont disposent à présent une poignée d'oligarques anglo-saxons ne présente aucun intérêt, qu'on se le dise. Nous, nous l'intégrons dans notre analyse et notre stratégie.

Je n'ai pas le temps d'aborder cette annonce du Forum économique mondial, on l'abordera plus tard. En attendant je publie des articles qui vous permettront d'être informé. Les éléments qui constituent la trame du "Great Reset" sont facilement identifiables. Maintenant quoi qu'on en dise, il y a loin de la coupe aux lèvres, même si à l'heure actuelle nos chances de pouvoir renverser leur régime sont inexistantes, il ne faut pas se leurrer.

Le cadre du "Great Reset".

- Par SAR le Prince de Galles (SAR = Son Altesse Royal)
- Un sommet mondial

Les acteurs.

- les principaux dirigeants gouvernementaux et commerciaux du monde entier
- les médias mondiaux et les réseaux de médias sociaux mobiliseront des millions de personnes en leur permettant de partager leurs contributions

Leurs intentions ou objectifs.

- les bases de notre système économique et social pour un avenir plus juste, plus durable et plus résistant.
- placer la nature au coeur de notre mode de fonctionnement.
- transition vers l'ère de la quatrième révolution industrielle.

Pour un changement de régime.

- un nouveau contrat social
- construire un nouveau contrat social

Corporatiste

- passer du capitalisme actionnarial à la responsabilité des parties prenantes

- tous les acteurs de la société mondiale dans une communauté d'intérêt, d'objectif et d'action communs"

Les instruments ou moyens.

- Nous devons changer de mentalité
- Un système fonctionnel de coopération mondiale intelligente, structuré
- Les nouvelles technologies dans le monde numérique, biologique et physique restent centrées sur l'homme et servent la société dans son ensemble

Aux commandes.

- Des dirigeants de gouvernements, d'entreprises et de la société civile, ainsi que différents acteurs du monde entier
- La Grande Réinitialisation exigera que nous intégrions tous les acteurs de la société mondiale dans une communauté d'intérêt, d'objectif et d'action communs"

Leurs cibles.

- Un dialogue tourné vers l'avenir et animé par la jeune génération.
- A la hauteur des attentes des jeunes.
- Animé par la jeune génération
- Des milliers de jeunes dans plus de 400 villes du monde entier, la communauté des "Global Shapers", qui seront reliés à un puissant réseau virtuel

Le mobile.

- La crise sanitaire mondiale (...) a créé une crise sociale
- Le changement climatique pourrait être la prochaine catastrophe mondiale

Et ça urge...

- De manière urgente

Lu dans différents articles.

1- La seule chose qui ait modifié la situation est la pandémie (et le confinement auquel elle a donné lieu), utilisée comme moteur de changement. En l'occurrence, ce n'est pas la maladie qui est intéressante comme levier, mais le crash économique mondial qui l'a accompagnée «grâce» au confinement.

Le 30 décembre 2019, par exemple, le Financial Times publiait une présentation sur YouTube sous le titre «Pourquoi le capitalisme doit être réinitialisé en 2020». Le thème en est le «stakeholder capitalism», selon lequel «les choix d'une entreprise vis-à-vis des personnes, de la planète et de l'innovation — y compris la manière dont elle protège et applique la valeur ajoutée de ses data — doit prendre davantage de place dans les décisions d'allocation de capital» (c'est la description qu'en fait le site weforum.org). Mais c'est bien le COVID-19 qui permet de précipiter cette révolution.

Prince Charles : «une occasion en or»

Présentant le Great Reset Initiative dont il est l'un des principaux promoteurs, le prince Charles a même semblé assez satisfait de la situation : «Nous avons une occasion en or de tirer quelque chose de bon de cette crise. Ses ondes de choc sans précédent pourraient bien rendre les gens plus réceptifs aux grandes visions du changement», a-t-il déclaré.

Le choc et la grande peur mondiale sont en effet de puissants moteurs. Parmi les citations clefs de la réunion virtuelle en ligne au cours de laquelle le président du Forum économique mondial, le professeur Klaus Schwab, le prince Charles et plusieurs autres personnes ont présenté l'initiative Great Reset, on trouve de nombreuses remarques de ce type.

Le fondateur du Forum de Davos veut un «nouveau contrat social»

Schwab a qualifié la situation actuelle de «fenêtre d'opportunité unique». Nous devons «construire un nouveau contrat social», a-t-il déclaré : «Nous devons changer nos mentalités» et nos «modes de vie».

La taxe carbone et les énergies renouvelables figurent déjà en bonne place dans l'agenda du Great Reset. Antonio Guterres a cité la nécessité de «progresser vers des émissions zéro» et de mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

Dans un article de John Miller intitulé «La Grande réinitialisation : pourquoi l'inclusion LGBT+ est le secret des villes qui connaissent un succès post-pandémique», weforum.org assure ainsi qu'«une forte corrélation positive existe entre l'inclusion des LGBT+ et la résilience économique»

Alors que la crise «menace de réduire à néant des décennies de progrès dans la lutte contre la pauvreté», sa tribune affirme que «l'inclusion des LGBT» permettra une reprise plus rapide, citant «Open for Business», une coalition d'entreprises qui promeuvent «l'égalité LGBT+».

Voilà un exemple clair de ce que la crise COVID-19 sert à promouvoir.

LVOG - Confirmation à mettre en perspective avec les déclarations du Forum économique mondial figurant dans cette causerie. New York est le fief du Parti démocrate, du milliardaire Michael Bloomberg, ex-maire démocrate de la ville, et bien sûr du New York Times, pilier du groupe Bilderberg propriété de l'oligarchie anglo-saxonne.

- À New York, les militants LGBT solidaires avec le mouvement «Black lives matter» - LeFigaro.fr 27 juin 2020

Si de nombreuses Marches des Fiertés ont dû être annulées ou reportées dans le monde à cause de la pandémie de nouveau coronavirus, la communauté LGBT a tout de même prévu de nombreuses festivités en ligne samedi 27 juin pour la Gay Pride 2020. Une «Global Pride» promet ainsi de faire vivre l'esprit de l'événement avec une fête spéciale diffusée en direct sur internet pendant 24h. Les organisateurs, qui fédèrent des responsables de plusieurs marches des fiertés à travers le monde, espèrent réunir plusieurs centaines de millions de personnes devant leur ordinateur. LeFigaro.fr 27 juin 2020

2- En effet, le forum se donne l'ambition de devenir la plaque tournante pour favoriser tous azimuts la coopération entre le public et le privé.

L'organisation fondée par Klaus Schwab prépare déjà l'édition 2021 sous l'enseigne «La Grande Réinitialisation» – The Great Reset en anglais. Il s'agira de s'engager à «construire un système économique et social pour un avenir plus juste, plus durable et plus résistant». Comme il est beaucoup question de racisme et de discrimination ces jours, plus particulièrement aux Etats-Unis, le WEF les a inclus comme thèmes forts de débats.

Il faut dire que l'agenda 2021 du WEF ressemble beaucoup à celui de l'édition 2002. C'était quelques mois seulement après les attentats terroristes de septembre 2001 à New York. Klaus Schwab, qui se trouvait alors dans la ville américaine frappée et endeuillée, avait à son retour à Genève insisté sur la nécessité de construire un monde plus juste et plus équitable.

Crime prémédité, qui en douterait ? Deux articles pour nous éclairer.

LVOG - Milliardaire, philanthrope, prophète, prédicateur...

La Fondation Gates a négocié un contrat gouvernemental de traçage des contacts de 100 milliards de dollars… 6 mois avant la "pandémie" ! - truepundit.com 17 juin 2020

En août 2019, la Fondation Bill et Melinda Gates a participé aux négociations pour déterminer qui obtiendrait un contrat de 100 milliards de dollars soutenu par le gouvernement américain pour le traçage des contacts, six mois avant que la « pandémie » n'arrive aux États-Unis et quatre mois avant qu'elle ne se propage en Chine.

Ces révélations choquantes ont été dévoilées sur le podcast de Thomas Paine and the Moore Paine Show sur Patreon par les deux enquêteurs qui ont dénoncé la fraude fiscale massive de la Fondation Clinton lors d'une audition du Congrès en 2018. John Moynihan et Larry Doyle ont témoigné au Congrès, détaillant la fraude et les stratagèmes utilisés par les Clinton pour éviter de payer jusqu'à 2,5 milliards de dollars d'impôts fédéraux.

lien du podcast en anglais : https://megaphone.link/ADV9358975629

Le duo d'enquêteurs, dans leur première interview depuis ce témoignage retentissant au Congrès, a révélé à Paine que des représentants de la Fondation Gates ont rencontré le membre du Congrès Américain Bobby L. Rush, un Démocrate de l'Illinois, lors d'une réunion au Rwanda, en Afrique de l'Est, à la mi-août 2019, afin de déterminer qui allait profiter de l'opportunité d'un programme gouvernemental de traçage des contacts. Et le mois dernier, neuf mois après les réunions avec la Fondation Gates au Rwanda, Rush a présenté la loi H.R. 6666 : COVID-19 Testing, Reaching and Contacting Everyone – TRACE, pour un budget de 100 milliards de dollars.

Le projet de loi de Rush établirait un programme géré par les Centres pour le Contrôle et la Prévention des Maladies (CDC) pour le dépistage national du coronavirus et le traçage des contacts.

Paine a depuis appris que le membre du Congrès Rush s'est rendu au Rwanda avec son épouse du 12 au 19 août 2019 pour participer à des discussions et à un événement d'une semaine financé par la Fondation Bill et Melinda Gates et le Rockefeller Brothers Fund.

Mais comment négocier les sous-produits de la surveillance d'une « pandémie » six à sept mois avant même que le virus ne se déclare ?

source : https://truepundit.com

Les mondialistes révèlent que la « réinitialisation de l'économie mondiale » est prévue pour 2021
par Brandon Smith - Alt-Market.com 19 juin 2019

Pour ceux qui ne connaissent pas l'expression "réinitialisation de l'économie mondiale", c'est une expression qui est utilisée depuis plusieurs années de plus en plus souvent par les élitistes du monde des banques centrales. Je l'ai entendue pour la première fois en 2014 par Christine Lagarde, qui dirigeait alors le FMI. La réinitialisation est souvent mentionnée dans le même souffle que des idées comme "le nouveau multilatéralisme" ou "l'ordre mondial multipolaire" ou "le nouvel ordre mondial". Toutes ces expressions signifient essentiellement la même chose.

La réinitialisation est présentée comme une solution à la crise économique actuelle qui a été déclenchée en 2008. Ce même krach financier est toujours présent aujourd'hui ; mais aujourd'hui, après une décennie d'impression de monnaie de banque centrale et de création de dettes, la bulle est encore plus grande qu'elle ne l'était auparavant. Comme toujours, le "remède" de la banque centrale est bien pire que la maladie, et le nouveau krach auquel nous sommes confrontés aujourd'hui est bien plus meurtrier que ce qui se serait passé en 2008 si nous avions simplement pris nos médicaments et refusé de soutenir artificiellement les secteurs faibles de l'économie.

De nombreux économistes alternatifs attribuent souvent à tort à l'"orgueil" ou à l'"ignorance" l'habitude qu'a la Fed d'aggraver les choses. Ils pensent que la Fed veut en fait sauver le système financier ou "protéger la poule aux œufs d'or", mais ce n'est pas la réalité. La vérité, c'est que la Fed n'est pas un homme d'entretien maladroit, la Fed est un saboteur, un kamikaze qui est prêt à se détruire lui-même en tant qu'institution afin de faire exploser l'économie américaine et d'ouvrir la voie à un nouveau système mondial unique et centralisé. D'où le "Global Reset".

En 2015, dans mon article "The Global Economic Reset Has Begun", j'ai déclaré

[I]La réinitialisation mondiale n'est pas une "réponse" au processus d'effondrement dans lequel nous sommes piégés aujourd'hui. Non, la réinitialisation globale telle qu'elle est mise en œuvre par les banques centrales et la BRI/FMI est la cause de l'effondrement. L'effondrement est un outil, un lance-flammes qui brûle un grand trou dans la forêt pour faire place à la construction des fondations de la Ziggourat mondialiste... le désastre économique sert les intérêts des élitistes.[/I]

Aujourd'hui, en 2020, nous voyons le plan mondialiste se concrétiser, les élites révélant ce qui semble être leur intention de lancer leur réinitialisation en 2021. Le Forum économique mondial a officiellement annoncé l'initiative Great Rese dans le cadre de sa plate-forme d'action Covid la semaine dernière, et un sommet est prévu en janvier 2021 pour discuter plus ouvertement de leurs plans avec le monde et les médias grand public.

Le WEF a également mis en ligne une vidéo assez bizarre sur la réinitialisation, qui consiste en une série d'images du monde en train de s'effondrer (et des images d'usines rejetant des émissions de carbone inoffensives dans l'air, ce qui, je suppose, est destiné à nous effrayer avec des notions de réchauffement climatique). La destruction est ensuite "réinitialisée" par simple pression d'un bouton, tout redevient un monde de nature vierge sans humain et les mots "Rejoignez-nous".

La réinitialisation, selon les discussions du FMI, est essentiellement la prochaine étape dans la formation d'un système économique mondial unique et d'un gouvernement mondial potentiel. Cela semble correspondre aux solutions proposées lors de la simulation de pandémie Evénement 201, une simulation de pandémie de coronavirus qui a été organisée par la Fondation Bill et Melinda Gates et le Forum économique mondial deux mois seulement avant que la VRAIE CHOSE ne se produise au début

de 2020. L'événement 201 a suggéré que l'une des principales solutions à une pandémie serait l'institution d'un organisme économique mondial centralisé qui pourrait gérer la réponse financière au coronavirus.

N'est-il pas commode que les événements de la véritable pandémie de coronavirus correspondent exactement à la simulation de l'événement 201, ainsi qu'aux plans de relance du FMI et du Forum économique mondial ? Comme on dit, ne laissons pas la crise se perdre, ou, comme le dit la devise des mondialistes, "Du chaos nait l'ordre."

Avec les troubles civils sur le point de devenir un mode de vie dans de nombreuses régions du monde, y compris aux États-Unis, et la pandémie qui risque de provoquer une résurgence des infections après la "réouverture", ce qui justifie une deuxième vague de fermetures, probablement en juillet, l'économie telle que nous la connaissons est en train d'être détruite. Les derniers vestiges du système, qui ne tenaient plus qu'à un fil après le krach de 2008, sont maintenant en train d'être coupés.

L'objectif est assez évident : terrifier la population avec la pauvreté, les conflits internes et une chaîne d'approvisionnement brisée jusqu'à ce qu'elle fasse pression sur l'establishment pour obtenir de l'aide. Ensuite, offrir la "solution" qui consiste à imposer la tyrannie médicale, les passeports d'immunité, la loi martiale, un système économique mondial basé sur une société numérique sans numérairedans laquelle la vie privée dans le commerce est effacée, puis former lentement mais sûrement un gouvernement mondial "multilatéral" sans visage qui ne répond à personne et fait ce qui lui plaît.

Je me souviens qu'en 2014, Christine Lagarde a commencé à parler de la réinitialisation. La même année, elle a également fait un discours très étrange au Club national de la presse, dans lequel elle s'est mise à divaguer joyeusement sur la numérologie et le "chiffre magique 7". Beaucoup de personnes au sein du club ont ri, car il y avait apparemment une blague interne à laquelle nous n'étions pas habitués. Je rappelle que la réunion du Forum économique mondial sur la réinitialisation du monde en 2021 se tiendra exactement 7 ans après le discours de Lagarde. Une autre coïncidence intéressante, je suppose...

Le nouvel ordre mondial, la réinitialisation du monde, est un projet de longue haleine visant à centraliser le pouvoir, mais d'une manière qui est censée être maintenue pendant des siècles. Les élites savent qu'il ne suffit pas de parvenir à une gouvernance mondiale par la seule force ; une telle tentative ne ferait qu'entraîner une résistance et une rébellion éternelle. Non, ce que les élites veulent, c'est que le public DEMANDE, voire supplie, une gouvernance mondiale. Si le public est amené à l'exiger pour le sauver des horreurs du chaos mondial, alors il est beaucoup moins probable qu'il se rebellera plus tard. Problème - réaction - solution.

La pandémie ne va pas disparaître de sitôt. Tout le monde doit s'attendre à ce que les gouvernements des États et le gouvernement fédéral réclament de nouveaux blocages. Avec ces nouveaux blocages, l'économie américaine en particulier sera achevée. Avec 40 millions de personnes qui ont perdu leur emploi au cours des derniers lock-out ([46 millions à ce jour - [l] Ed].), de nombreux États qui n'ont été que partiellement rouverts et seulement 13 à 18% des petites entreprises qui ont reçu des prêts de sauvetage pour survivre, les deux prochains mois vont être un signal d'alarme dévastateur.

La véritable solution consistera pour les gens à former des communautés plus autonomes, libérées de l'économie dominante. La véritable solution devrait être la décentralisation et l'indépendance, et non la centralisation et l'esclavage. Les mondialistes chercheront à s'opposer à toute tentative de rupture du programme. Cela dit, ils ne peuvent pas faire grand-chose si des millions de personnes font des efforts de re-localisation en même temps. Si les gens ne dépendent pas du système, alors ils ne peuvent pas être contrôlés par le système.

Le véritable test viendra avec l'effondrement final de l'économie existante. Lorsque la stagflation sera encore plus forte qu'elle ne l'est actuellement et que les prix des produits de première nécessité doubleront ou tripleront à nouveau, et que le chômage augmentera encore davantage, combien de personnes réclameront la solution mondialiste et combien construiront leur propre système ? Combien s'inclineront dans la soumission et combien seront prêts à riposter. C'est une question à laquelle je n'ai toujours pas de réponse, même après 14 ans d'analyse sur le sujet.

Ce que je soupçonne, c'est que beaucoup de gens vont se défendre. Pas autant qu'on pourrait l'espérer, mais suffisamment pour défendre la cause de la liberté. C'est peut-être trop optimiste, mais je crois que les mondialistes sont destinés à perdre cette guerre à long terme.

- Albert Einstein : « Ce n'est pas avec ceux qui ont créé les problèmes qu'il faut espérer les résoudre ».

Totalitarisme. La censure mondiale s'installe.

LVOG - Ils instrumentalisent ce qu'ils appellent "les droits de l'homme" en visant tous les actes de violence ("Pour obtenir une meilleure régulation des groupes y incitant à la haine, au racisme ou à la violence."), y compris celles visant le régime, c'est leur véritable cible. Restreindre la liberté d'expression des opposants au régime.

Face au boycott de plusieurs annonceurs, Facebook durcit sa politique de modération - Euronews avec

AFP 27 juin 2020

Coca Cola, le géant de l'agroalimentaire et des cosmétiques Unilever, la société américaine de télécoms Verizon, le glacier Ben & Jerry's (Unilever), les fabricants d'articles de loisirs en plein air Patagonia, North Face et REI, ainsi que l'agence de recrutement Upwork ont répondu présent.

Mark Zuckerberg est intervenu vendredi sur la préparation de la plateforme à l'approche de la présidentielle de novembre et a assuré que les mesures prises venaient "directement de retours de la part d'organisation de défense des droits". (Qui toutes sont reliées, financées par des oligarques ou orientées, noyautées par le Parti démocrate. Cela fait partie de leur stratégie pour faire élire Joe Biden, dresser toutes les communautés contre Trump, les Afro-Américains, les Hispaniques, les Asiatiques, les Sud-Américains, pour qu'il ne lui reste que les Blancs originaires de pays du continent européen. - LVOG) Euronews avec AFP 27 juin 2020

Le programme du totalitarisme comme si vous y étiez.

The Great Reset - Forum Economique Mondial 3 juin 2020

https://www.youtube.com/watch?time_continue=57&v=8rAiTDQ-NVY&feature=emb_title
http://www3.weforum.org/docs/WEF_The_Great_Reset_AM21_French.pdf

La "Grande Réinitialisation" : un sommet unique pour débuter 2021

La "Grande Réinitialisation" (anglais: "Great Reset") sera le thème d'un sommet unique qui aura lieu en janvier 2021, et qui sera convoqué par le Forum Économique Mondial.

- La "Grande Réinitialisation" est un engagement à construire conjointement et de manière urgente les bases de notre système économique et social pour un avenir plus juste, plus durable et plus résistant.

- Elle exige un nouveau contrat social centré sur la dignité humaine et la justice sociale, et dans lequel le développement économique n'empiète pas sur le progrès de la société.

- La crise sanitaire mondiale a mis à nu des ruptures de longue date dans nos économies et nos sociétés, et a créé une crise sociale qui nécessite de toute urgence la création d'emplois décents et significatifs.

- Le sommet se tiendra à la fois en présentiel et virtuellement, et mettra en relation les principaux dirigeants gouvernementaux et les chefs d'entreprises à Davos avec un réseau mondial de participants présent dans 400 villes du monde entier pour un dialogue tourné vers l'avenir et animé par la jeune génération.

- L'annonce de la "Grande Réinitialisation" sera faite par SAR le Prince de Galles et Klaus Schwab lors d'une réunion virtuelle aujourd'hui à 14h30, heure d'été d'Europe centrale, et peut être suivie ici.

Genève, Suisse, 3 juin 2020 – La "Grande Réinitialisation" sera le thème d'un sommet unique qui sera convoqué par le Forum économique mondial en janvier 2021. La 51e Réunion Annuelle du Forum Économique Mondial réunira des dirigeants de gouvernements, d'entreprises et de la société civile, ainsi que différents acteurs du monde entier dans une configuration sans précédent qui comprendra des dialogues en personne et virtuels.

"Nous n'avons qu'une seule planète et nous savons que le changement climatique pourrait être la prochaine catastrophe mondiale ayant des conséquences encore plus dramatiques pour l'humanité. Nous devons décarboniser l'économie dans la courte fenêtre d'action qui nous reste et mettre à nouveau notre pensée et notre comportement en harmonie avec la nature", a déclaré Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum Économique Mondial. "Afin d'assurer notre avenir et de prospérer, nous devons faire évoluer notre modèle économique et placer les humains et la planète au coeur d'une création de valeur mondiale. S'il y a une leçon essentielle à tirer de cette crise, c'est que nous devons placer la nature au coeur de notre mode de fonctionnement. Nous ne pouvons tout simplement pas perdre plus de temps", a déclaré S.A.R. le Prince de Galles.

"La Grande Réinitialisation est la confirmation que nous devons considérer cette tragédie humaine comme un signal d'alarme. Nous devons construire des économies et des sociétés plus égales, plus inclusives et plus durables, qui soient plus résistantes face aux pandémies, au changement climatique et aux nombreux autres défis auxquels nous sommes confrontés au niveau global", a déclaré António Guterres, secrétaire général des Nations unies à New York.

"Une Grande Réinitialisation est nécessaire pour construire un nouveau contrat social qui honore la dignité de chaque être humain", a ajouté M. Schwab. "La crise sanitaire mondiale a mis à nu la non-durabilité de notre ancien système en termes de cohésion

sociale, d'absence d'égalité des chances et d'inclusion. De plus, nous ne pouvons pas non plus tourner le dos aux maux causés par le racisme et la discrimination. Nous devons intégrer dans ce nouveau contrat social notre responsabilité intergénérationnelle pour nous assurer que nous sommes à la hauteur des attentes des jeunes".

"La COVID-19 a accéléré notre transition vers l'ère de la quatrième révolution industrielle. Nous devons nous assurer que les nouvelles technologies dans le monde numérique, biologique et physique restent centrées sur l'homme et servent la société dans son ensemble, en offrant à chacun un accès équitable", a-t-il déclaré.

"Cette pandémie mondiale a également démontré une fois de plus à quel point nous sommes interconnectés. Il est de notre devoir de rétablir un système fonctionnel de coopération mondiale intelligente, structuré pour relever les défis des 50 prochaines années. La Grande Réinitialisation exigera que nous intégrions tous les acteurs de la société mondiale dans une communauté d'intérêt, d'objectif et d'action communs", a déclaré le Professeur Schwab. "Nous devons changer de mentalité, passer d'une réflexion à court terme à une réflexion à long terme, passer du capitalisme actionnarial à la responsabilité des parties prenantes. La gouvernance environnementale et sociale et la bonne gouvernance doivent être des éléments mesurés de la responsabilité des entreprises et des gouvernements", a-t-il ajouté.

Ce sommet innovant sera une Réunion Annuelle très différente, reflétant l'esprit de la "Grande Réinitialisation". Il offrira une occasion unique, au début de l'année 2021, de réunir à Davos les principaux dirigeants gouvernementaux et commerciaux du monde entier, tout en s'inscrivant dans le cadre d'un sommet mondial animé par la jeune génération, afin de garantir que le dialogue sur la "Grande Réinitialisation" dépasse les limites de la pensée traditionnelle et soit véritablement tourné vers l'avenir.

Pour ce faire, le Forum Économique Mondial s'appuiera sur des milliers de jeunes dans plus de 400 villes du monde entier, la communauté des "Global Shapers", qui seront reliés à un puissant réseau virtuel pour interagir avec les dirigeants de Davos. Chacun de ces hubs appliquera une politique de portes ouvertes pour intégrer tous les citoyens intéressés dans ce dialogue, ce qui rendra la Réunion Annuelle ouverte à tous. En outre, les médias mondiaux et les réseaux de médias sociaux mobiliseront des millions de personnes en leur permettant de partager leurs contributions tout en leur donnant accès aux discussions de la Réunion Annuelle de Davos.

L'annonce de la "La Grande Réinitialisation" a été faite par S.A.R. le Prince de Galles et le professeur Schwab lors d'une réunion virtuelle, suivie de déclarations du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, et de la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva.

Leurs déclarations ont été soutenues par les voix de tous les groupes d'acteurs de la société mondiale, notamment Victoria Alonsoperez, fondatrice et directrice générale de Chipsafer, Uruguay, et membre de la communauté des "Young Global Leader" ; Caroline Anstey, présidente et directrice générale de Pact, États-Unis ; Ajay S. Banga, directeur général de Mastercard, États-Unis ; Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI), Bruxelles ; Ma Jun, président du Green Finance Committee de la China Society for Finance and Banking et membre du comité de politique monétaire de la Banque populaire de Chine ; Bernard Looney, directeur général de bp, Royaume-Uni ; Juliana Rotich, associée, Atlantica Ventures, Kenya ; Bradford L. Smith, président, Microsoft, États-Unis ; et Nick Stern, président, Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, Royaume-Uni.

Dans la perspective de la Réunion Annuelle, le Forum accueillera une série de dialogues virtuels, "The Great Reset Dialogues". Ces dialogues sont une initiative conjointe du Forum Économique Mondial et de S.A.R. le Prince de Galles. Des contributions à la "Grande Réinitialisation", seront également sollicitées par l'intermédiaire d'UpLink, la plateforme numérique du Forum Économique Mondial, en vue de rassembler des innovations en faveur des Objectifs de développement durable

La carte ci-dessous indique l'emplacement des hubs de la communauté des "Global Shapers" : plus de 420 hubs et 11'000 actuels et anciens "Global Shapers".

https://www.weforum.org/great-reset

Qui sont les Global Shapers?

https://www.globalshapers.org/story

Le pouvoir des jeunes en action

La communauté Global Shapers est un réseau de jeunes qui encouragent le dialogue, l'action et le changement.

Construire un mouvement

Nous croyons en un monde où les jeunes sont au cœur de l'élaboration de solutions, de l'élaboration de politiques et d'un

changement durable.

Un point de basculement

Avec la plus grande population de jeunes de l'histoire, les jeunes ont une occasion sans précédent de jouer un rôle actif dans la construction de l'avenir. Cette génération a hérité d'énormes défis mondiaux, mais a la capacité de faire face au statu quo et d'offrir des solutions de changement dirigées par des jeunes.

Un réseau populaire

Née du Forum économique mondial, la communauté Global Shapers est un réseau de jeunes de moins de 30 ans inspirants qui travaillent ensemble pour relever les défis locaux, régionaux et mondiaux. Avec plus de 7 000 membres, la communauté Global Shapers s'étend sur 369 centres urbains dans 171 pays.

Dans chaque ville, des équipes de Shapers s'auto-organisent pour créer des projets qui répondent aux besoins de leur communauté. Les projets sont de grande envergure - allant de la réponse aux catastrophes et de la lutte contre la pauvreté à la lutte contre le changement climatique et à la construction de communautés inclusives. Les Shapers sont divers dans l'expertise, l'éducation, le revenu et la race, mais sont unis par leur désir de provoquer le changement.

Une empreinte mondiale

Les Shapers recherchent des opportunités d'avoir un impact à l'échelle mondiale en joignant leurs forces à d'autres hubs. Ils représentent un réseau de pairs connectés par la technologie, des événements et des projets communs. Chaque année, des centaines de dirigeants de carrefours, appelés conservateurs, se réunissent pour présenter le travail de leur carrefour et renforcer les relations entre les communautés. Au niveau régional, les événements sont conçus et dirigés par Shapers pour encourager la collaboration, partager l'expertise et explorer des solutions communautaires.

Le pouvoir des équipes

Les Shapers prennent des mesures sur des questions critiques - grandes et petites.

En tant qu'étudiant, Global Shaper Siddarth Hande a organisé des campagnes de nettoyage sur les plages près de son domicile à Chennai, en Inde. Lui et ses amis ont rapidement réalisé que le simple fait de déplacer les déchets d'un endroit à un autre ne résout pas le problème fondamental. Ils ont donc contacté les kabadiwallas - des petits commerçants qui achètent des matériaux aux récupérateurs et les vendent ensuite à des intermédiaires avant de se rendre aux installations de transformation.

Hande pensait que les kabadiwallas étaient des acteurs essentiels de la chaîne de recyclage, et avec le soutien d'une subvention, le Chennai Hub a créé Kabadiwalla Connect, qui rationalise la collecte et le traitement des déchets organiques et recyclables des petits producteurs de déchets urbains en Inde. Une application pour smartphone aide les propriétaires de maisons et les entreprises à localiser les kabadiwallas pour organiser le ramassage des déchets directement auprès d'eux. En collectant et en revendant les matériaux aux transformateurs sans recourir à des intermédiaires, les kabadiwallas peuvent désormais vendre leurs déchets à des prix plus élevés.

Kabadiwalla Connect vise à responsabiliser les parties prenantes de l'écosystème informel des déchets, en contribuant à créer de meilleurs revenus et à fournir un mécanisme d'approvisionnement plus efficace pour les petits récupérateurs et les kabadiwallas dans l'Inde urbaine. Et cela profite à l'environnement. La mission de Kabadiwalla Connect est d'aider à détourner 70% des déchets de l'Inde urbaine des décharges, contribuant ainsi à éviter les émissions de près de 80 millions de tonnes métriques de CO_2 chaque année.

Shapers et le Forum économique mondial

En 2011, le professeur Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum économique mondial, a fondé la communauté Global Shapers afin de permettre aux jeunes de jouer un rôle actif dans l'élaboration des agendas locaux, régionaux et mondiaux.

La communauté Global Shapers est une organisation à but non lucratif enregistrée à Genève, en Suisse, et hébergée au Forum économique mondial. La contribution du Forum à l'organisation Shapers comprend d'importantes contributions financières et en nature pour le soutien opérationnel, notamment le temps du personnel, les outils technologiques et les possibilités d'interagir et de collaborer avec son réseau de membres.

Direction

La communauté Global Shapers est dirigée par un conseil de fondation qui comprend des dirigeants d'entreprises, du gouvernement et de la société civile.

Klaus Schwab, fondateur et président exécutif, Forum économique mondial
David M. Rubenstein, cofondateur et co-chef de la direction, Carlyle Group, États-Unis d'Amérique
Jack Ma, président exécutif, Alibaba Group Holding Limited, République populaire de Chine
Ellyn Shook, chef de la direction et des ressources humaines, Accenture, États-Unis d'Amérique
Adrian Monck, directeur général; Responsable de l'engagement public et social, Forum économique mondial
Maria Teresa Kumar, présidente et chef de la direction, Voto Latina, États-Unis d'Amérique
Khalid Alkhudair, vice-président exécutif, Riyad Bank, Arabie saoudite
Sharmeen Obaid Chinoy, directrice générale, SOC Films, Canada
Abi Ramanan, président-directeur général, ImpactVision, États-Unis d'Amérique
Juan Jose Pocaterra, co-fondateur et chef de la direction, ViKua, Venezuela
Basima Abdulrahman, fondateur et chef de la direction, KESK Green Building Consulting, Iraq
Akira Sakano, Global Shaper, Hub d'Osaka, Japon

https://www.weforum.org/agenda/2011/10/who-are-the-global-shapers/

- De Santiago à Shanghai et de Los Angeles à Londres, la communauté Global Shapers est le dernier ajout au Forum économique mondial.

Les Shapers sont exceptionnels par leur potentiel, leurs réalisations et leur volonté d'apporter une contribution positive à leurs communautés. Âgés de moins de 30 ans et travaillant dans divers domaines, les Shapers sont un réseau de hubs fondé et dirigé par la prochaine génération.

GlobalShapers

«À notre âge, nous pensons toujours que tout est possible et rien n'est impossible. Collectivement, nous pouvons y faire quelque chose », explique Global Shaper Grace Aneiza Ali, fondatrice et directrice éditoriale d'ofnotemagazine.org, un magazine en ligne pour les artistes qui défendent les questions sociales.

Tous les shapers sont nominés avant leur 30e anniversaire et bien qu'ils soient unis dans leur engagement à faire la différence, les Shapers sont un groupe diversifié. Avec plus de 100 hubs actifs dans les grandes villes du monde, les Shapers sont variés géographiquement, démographiquement et professionnellement. «C'est un groupe incroyable de personnes», a déclaré le Global Shaper Adam Braun, fondateur de Pencils for Promise, une organisation éducative qui a construit plus de 40 écoles à travers le Laos, le Nicaragua et le Guatemala. «Lorsque vous maillez tout cela ensemble, les compétences et l'énergie du groupe ne ressemblent à rien de ce que j'ai vu auparavant.»

Le Forum économique mondial est particulièrement enthousiasmé par les possibilités que présente cette communauté et le calibre des individus impliqués. Avec plus de 50% de la population mondiale de moins de 27 ans, la voix des jeunes est de plus en plus pertinente pour l'engagement du Forum à améliorer l'état du monde. Selon le fondateur et président exécutif, Klaus Schwab; «Ce que nous faisons ici n'est pas quelque chose de nouveau ou d'innovant. Ce que nous faisons ici est quelque chose d'obligatoire. »

GlobalShapers

Les carrefours locaux rencontrent des dirigeants gouvernementaux, commerciaux et culturels, et participent à des initiatives axées sur l'impact pour améliorer leurs communautés. Global Shapers a déjà partagé sa voix lors de la récente réunion annuelle des nouveaux champions à Dalian et les Shapers de Shanghai participeront à la prochaine réunion spéciale sur la croissance économique et la création d'emplois dans le monde arabe, au sommet économique de l'Inde et à notre réunion annuelle à Davos.

Le Forum espère catalyser et soutenir de nouvelles idées et solutions aux défis les plus pressants du monde grâce à des réunions en personne et des interactions virtuelles en utilisant la plate-forme en ligne Shapers. Nous visons également à inspirer Shapers et d'autres communautés grâce au mentorat croisé. Nous sommes ravis de fournir à ce groupe unique la possibilité d'avoir un impact local dans un contexte mondial plus vaste et nous sommes impatients de voir la communauté Global Shapers continuer à évoluer et à croître.

Wikipédia

https://fr.wikipedia.org/wiki/Forum_%C3%A9conomique_mondial

Organisation

Le Forum économique mondial est une fondation à but non lucratif. Il ne défend aucun intérêt politique, partisan ou national et s'est donné pour mission « d'améliorer l'état du monde ».

Membres

Le financement du forum est assuré par les 1 000 entreprises membres. Le profil type de l'entreprise membre est une multinationale réalisant un chiffre d'affaires supérieur à cinq milliards USD (soit environ 3,7 milliards d'euros), un chiffre qui peut toutefois varier selon la branche et la région concernées. Par ailleurs, ces entreprises se classent parmi les meilleures dans leur secteur d'activité et/ou pays et jouent un rôle prédominant dans l'évolution future de leur secteur d'activité et/ou région.

Réunion annuelle de Davos

Événement phare du Forum, la Réunion annuelle a lieu chaque année à la fin janvier à Davos. Cet événement organisé dans la célèbre station de sport d'hiver des Alpes suisses réunit les PDG des 1 000 entreprises membres du Forum ainsi que des responsables politiques, des représentants des milieux universitaires et des ONG, des chefs religieux et des personnalités du monde des médias. La participation à la Réunion Annuelle est uniquement sur invitation.

Samuel Huntington a décrit les participants à la réunion annuelle comme appartenant à l'espèce de « l'homme de Davos », en référence à une élite mondiale dont les membres se projettent dans une dimension purement globale.

Critiques

De simple réunion informelle de chefs d'entreprises européennes, le forum de Davos s'est peu à peu transformé en club planétaire de riches et puissants capitalistes, accusés de défendre un modèle économique qui les avantage. Il a acquis sur la scène économique mondiale un poids et un pouvoir impressionnants, ce qui fait dire à ses détracteurs qu'il est l'incarnation d'un impérialisme économique. La puissance du forum économique mondial est telle que, malgré son caractère non-démocratique (il n'est pas une instance élue), l'ONU a mis en place depuis 1998 un partenariat avec lui, permettant une implication croissante des entreprises dans le règlement des affaires économiques mondiales. Réseau de dirigeants organisés pour conforter la mondialisation libérale, le forum entend donc aussi faire jouer un rôle de plus en plus important aux dirigeants d'entreprises au détriment du rôle de régulation des États. Il œuvre à affirmer la légitimité d'une nouvelle « gouvernance globale » des affaires économiques mondiales, où les entreprises, par la prise en compte d'impératifs éthiques, par une implication citoyenne, seraient aptes à remplacer le rôle jugé défaillant et obsolète des États.

Le Forum économique mondial, comme le G8, peuvent être considérés comme des institutions impérialistes puisque, alors qu'elles constituent des instances non élues, et qu'elles représentent non pas les intérêts de la population mondiale mais seulement des très grandes entreprises, des banques et des États les plus riches, elles s'arrogent le droit de prendre des décisions majeures sur les orientations économiques du monde.

Global Shapers

En 2011, le Forum a mis en place le Global Shapers Community, une communauté de jeunes dirigeants de 20 à 30 ans dotés d'un grand potentiel pour jouer un rôle dans l'avenir de la société et qui travaillent à améliorer la situation des populations autour d'eux.

https://fr.weforum.org/agenda

Agenda

Les histoires qui façonnent les agendas du monde, des régions et des industries

Pourquoi la Grande Réinitialisation signifie aussi lutter contre le racisme - 06 juin 2020

https://fr.weforum.org/agenda/2020/06/pourquoi-la-grande-reinitialisation-signifie-aussi-lutter-contre-le-racisme/

La Grande Réinitialisation a été lancée le 3 juin par Klaus Schwab et le Prince Charles.

Selon la chef du FMI, cela signifiera "un monde plus vert, plus intelligent et plus juste".

Schwab cite Mandela sur le lien entre le racisme, l'économie et des sociétés équitables.

La Grande Réinitialisation - reconstruire l'économie mondiale d'une manière plus juste et plus verte alors que nous sortons de la pandémie de coronavirus - exigera également des sociétés qu'elles combattent et battent le racisme.

Dans ses derniers mots lors du lancement du projet mercredi, le fondateur et président exécutif du Forum économique mondial, Klaus Schwab, a choisi de citer Nelson Mandela, un homme emprisonné pendant des années pour avoir lutté contre le racisme institutionnel en Afrique du Sud sous l'apartheid et qui est devenu le président du pays.

"Il y a 21 ans, j'étais sur scène avec Nelson Mandela à Davos lorsqu'il a déclaré : "Nous devrions mettre un terme au fléau du racisme et des divisions. Cela nécessite des institutions démocratiques fortes et la volonté de tous, ainsi qu'une culture de la compassion. Rien de tout cela n'est possible sans une économie forte et une société cohésive".

Si une grande partie de la Grande Réinitialisation portera sur la durabilité environnementale et une meilleure utilisation de la technologie, elle vise également à rechercher une plus grande équité et moins d'inégalités.

"La crise COVID-19 nous a montré que nos anciens systèmes ne sont plus adaptés au XXIe siècle", a déclaré M. Schwab dans son discours d'ouverture. "Elle a révélé le manque fondamental de cohésion sociale, d'équité, d'inclusion et d'égalité".

Nous pourrions essayer de revenir au monde que nous avions avant la pandémie, a-t-il dit, mais cela risquerait "d'amplifier bon nombre des tendances que nous constatons aujourd'hui : la polarisation, le nationalisme, le racisme et, en fin de compte, les troubles sociaux et les conflits".

Une grande remise à zéro de la façon dont l'économie et la société fonctionnent ferait le contraire, a-t-il dit.

C'était aussi le moment de soutenir ceux qui avaient été laissés de côté. Juliana Rotich, Venture Partner chez Atlantica Ventures à Nairobi, a déclaré que nous étions à un point d'inflexion.

"Il y a une opportunité de centrer la réinitialisation sur ceux qui sont les plus vulnérables, ceux qui sont à la limite où il suffit de quelque chose comme une pandémie pour glisser dans la pauvreté".

D'autres intervenants lors du lancement ont fait écho aux préoccupations de M. Schwab concernant l'inégalité et le racisme.

Le président de Microsoft, Brad Smith, a fait une référence directe au conflit racial dans son propre pays et à la façon dont la Grande Réinitialisation pourrait faire partie de la solution.

"Les données, et plus largement la technologie, sont des outils indispensables pour résoudre presque tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés", a-t-il déclaré.

"Et donc, lorsqu'il s'agit de protéger les droits fondamentaux des gens, comme nous le voyons aujourd'hui aux États-Unis, nous nous sommes concentrés pendant plusieurs années sur l'utilisation des données pour mettre en lumière les disparités, par exemple, entre les pratiques de la police sur les Afro-Américains aux États-Unis par rapport aux autres populations - c'est une partie de ce que nous devrons aborder dans le monde entier".

Dans un discours passionné, Kristalina Georgieva, la directrice du Fonds monétaire international, a déclaré que la Grande Réinitialisation aboutirait à un "monde plus vert, plus intelligent et plus juste".

"Nous savons que cette pandémie, si elle est laissée à elle-même, va aggraver les inégalités", a-t-elle déclaré.

"Mais si nous nous concentrions sur l'investissement dans les personnes, dans le tissu social de nos sociétés, dans l'accès aux opportunités et à l'éducation pour tous, dans l'expansion des programmes sociaux - alors nous pourrions avoir un monde qui serait meilleur pour tous".

Les estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté

https://fr.weforum.org/agenda/2020/06/les-estimations-de-limpact-de-la-pandemie-de-covid-19-sur-la-pauvrete/

En avril, nous estimions que la pandémie de COVID-19 entraînerait entre 40 et 60 millions de personnes dans l'extrême pauvreté (a). Depuis, son épicentre s'est déplacé de l'Europe et l'Amérique du Nord vers l'hémisphère Sud. Le nombre des décès a augmenté dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les mesures de confinement ont été prolongées et le coût économique de la crise sanitaire s'est alourdi. En conséquence, nous avons revu à la hausse nos estimations sur l'impact du coronavirus sur la pauvreté dans le monde.

Ces nouvelles projections (a) se fondent sur les dernières prévisions de croissance publiées dans l'édition de juin des Perspectives économiques mondiales, qui proposent deux scénarios : un scénario de base et un scénario pessimiste. À notre tour, nous retenons ces deux hypothèses appliquées à l'impact possible de la pandémie sur la pauvreté. Le scénario de base suppose que l'épidémie se maintiendra aux niveaux envisagés aujourd'hui et que l'activité reprendra plus tard dans l'année. Selon le scénario pessimiste au contraire, la crise sanitaire persistera plus longtemps qu'anticipé, obligeant les pays à maintenir ou à réintroduire des mesures de confinement. Si l'hypothèse pessimiste se concrétisait, les entreprises fragiles disparaîtraient du marché, les ménages vulnérables réduiraient fortement leur consommation et plusieurs pays à revenu faible et intermédiaire connaîtraient de graves tensions financières. Le scénario de base prévoit une contraction de la croissance mondiale d'environ 5 % en 2020, un recul qui atteindrait 8 % dans l'hypothèse pessimiste.

Selon le scénario de base, nous estimons que la pandémie de COVID-19 fera basculer 71 millions de personnes dans l'extrême pauvreté* (sous le seuil international de 1,90 dollar par jour). Avec le scénario pessimiste, ce chiffre s'élèverait à 100 millions de personnes.

En ce qui concerne la situation en 2021 et au-delà, les prévisions sont encore plus incertaines. D'après les données du rapport, la production économique mondiale progressera d'environ 4 % en 2021, mais nos projections suggèrent que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté restera globalement inchangé entre 2020 et 2021.

Les nouvelles prévisions économiques mondiales dressent un tableau particulièrement sombre pour l'Inde, qui compte une grande partie de la population pauvre du monde. Par conséquent, sachant que la situation est à peu près inchangée pour l'Afrique subsaharienne, c'est l'Asie du Sud qui devrait enregistrer la plus forte hausse du nombre de pauvres à la suite de la pandémie. Il faut toutefois noter que les dernières estimations de la pauvreté en Inde datent de 2011-2012. Il est donc très difficile de se faire une idée précise de la pauvreté dans ce pays avant le déclenchement de la pandémie.

TROISIEME PARTIE

Faites tomber les masques. Quand l'extrême gauche a sombré dans le populisme ordinaire, elle est irrécupérable.

FIL D'INFOS (https://latribunedestravailleurs.fr/) (POID)

Quelques titres ou extraits.

LVOG - Que deviendront les salariés de l'usine où cette activité avait été transférée ? A la rue, au chômage !

- Manifestation pour la relocalisation de l'usine Luxfer de bouteilles d'oxygène

LVOG - On va le faire au ras des pâquerettes puisqu'ils en sont là. Quand une fille vous a quitté, inutile de courir après car elle ne reviendra pas. La seule question qui vaut la peine de se poser, c'est pourquoi elle vous a largué, sinon vous ne comprendrez jamais ce qui s'est passé, et soit vous finirez seul, soit mal accompagné.

Que chaque travailleur défende son gagne-pain, c'est normal, mais pas n'importe comment ou pas sur n'importe quelle orientation politique quand on est un parti ou un militant, c'est juste ce que je voulais préciser. Tous les travailleurs du monde sont mis en concurrence les uns avec les autres, au détriment de tous finalement puisque c'est aussi la division internationale du travail qui permet au capitalisme de s'en sortir. Et ce système est d'autant plus injuste et intolérable, que ce sont ceux qui sont les plus exploités qui bénéficieront le moins du fruit de leur travail, par conséquent on doit veiller à ne jamais ménager ce système. Ajoutons que plus ce système est en crise, et plus la tentation sera grande d'opposer les travailleurs entre eux juste pour se faire passer pour de bons syndicalistes ou militants ouvriers au lieu de placer notre combat dans une perspective politique...

Pourquoi cette usine a-t-elle été délocalisée ? Pour faire des économies sur les coûts de production ou augmenter les profits de son patron ou de ses dirigeants. Autrement dit, plus généralement c'est le seul critère dont dépend l'ensemble du système économique en vigueur avec ses conséquences néfastes sur les conditions d'existence de l'ensemble des travailleurs, dès lors une seule question mérite d'être posée : On le conserve et on en assume toutes les conséquences, ou on l'abolit et on passe à une République sociale.

Ce n'est pas ce que j'ai eu l'impression de lire. C'est sur cette orientation politique que les militants devraient intervenir dans le syndicalisme ou auprès des travailleurs.

LVOG - Qui va payer cette baisse du coût de la force de travail ? La totalité des travailleurs, qui voulez-vous que ce soit !

- Exonération de cotisations sociales pour favoriser l'emploi des jeunes

LVOG - Là, pareil, la même démonstration est valable. Si on refuse d'opposer les travailleurs entre eux, on refuse d'opposer les différentes générations entre elles. Qu'est-ce qui est en jeu ? La compétitivité des entreprises sur le marché mondial. En quoi cela nous concerne-t-il ? En aucune manière, puisque notre objectif politique est d'exproprier les capitalistes ou actionnaires où qu'ils soient dans le monde. L'Etat prend en charge la faillite du capitalisme et présente l'addition aux travailleurs pendant que le capitalisme est préservé, quel militant ouvrier peut souscrire à une telle orientation politique ? C'est la question qu'il faut aussi poser aux travailleurs et aux jeunes : Votre avenir, vous l'envisager avec ou sans le capitalisme ?

LVOG - La vocation des syndicats ouvriers est-elle de collaborer à des plans de licenciements ?

- Vers des accords de chômage partiel prévoyant des suppressions d'emplois

LVOG - Après on ose nous parler de syndicats indépendants, quelle imposture !

LVOG - Si au moins il les avait consultés, c'est uniquement ce qu'ils lui reprochent.

- Les syndicats accusent le gouvernement de mettre en cause le droit de manifester

LVOG - Dès l'annonce du confinement dont les conséquences sociales étaient prévisibles, pourquoi aucun syndicat ou parti ouvrier n'a-t-il pas appelé à s'y opposer et à descendre dans la rue ? Consensus oblige avec Macron, CQFD, point barre !

LVOG - Instrumentalisation de la lutte contre le racisme. L'apologie du communautarisme made in USA.

- La Chaîne américaine BET récompense Assa Traoré pour son engagement contre le racisme

LVOG - BET, la chaîne 100 % noire qui débarque des USA - telerama.fr

BET fait partie du conglomérat américain ViacomCBS Networks International. La société s'est formée depuis la fusion des deux groupes américains CBS Corporation et Viacom le 4 décembre 2019. Avec 8,58% le fonds d'investissement américain The Vanguard Group (+ de 5.000 milliars de dollars) en est le premier actionnaire. (Source : wikipédia.org) L'oligarchie "récompense" Assa Traoré, le POID s'en félicite à sa manière, cela se passe de commentaires.

LVOG - BFMTV mettrait la clé sous la porte qu'ils voleraient à son secours.

- Première grève à BFMTV contre les suppressions de postes

LVOG - Le sort des journalistes de BTFMTV et de l'ensemble des médias-oligarques nous laisse totalement indifférent.

LVOG - L'extrême gauche a rejoint le communautarisme de la gauche mondialiste ou de la globalisation financière.

- Toubon, Défenseur des droits, demande la création d'un « observatoire des discriminations »

LVOG - Au fait, il y a une discrimination qu'ils oublient toujours de nommer, c'est la division injuste de la société en classes sociales, dont toutes les autres discriminations découlent. En procédant ainsi ils la cautionnent, ils légitiment le régime en place. L'air de rien, c'est toujours ou presque très sournois...

LVOG - Raoult a pilonné la totalité des positions adoptées par le POID, confinement et masque notamment... Chut !

- Le professeur Didier Raoult critique devant l'Assemblée nationale l'organisation « totalement archaïque » des tests de dépistage du Covid-19 en France...

Il a en outre renouvelé l'affirmation selon laquelle certains détracteurs de l'hydroxychloroquine seraient financièrement liés au laboratoire Gilead, fabricant du remdesivir, autre molécule dont l'efficacité est testée dans le traitement du Covid-19.

LVOG - "*Seraient financièrement liés*" le POID emploie le conditionnel pour ménager Véran et Macron, alors que c'est du domaine public comme l'a rappelé à plusieurs reprises le Pr. Raoult. Pire encore, en terminant par "*remdesivir, autre molécule dont l'efficacité est testée*", il laisse entendre qu'elle pourrait être efficace, dites, on vous paie combien pour publier cela ? Rien, on est en présence d'une corruption purement idéologique.

LVOG - Ils sont devenus friands des journées d'action bidons ou la course aux "enveloppes" (et aux masques, le leur est tombé!).

- Hôpitaux : nouvelle journée nationale d'action le 30 juin

Aucune enveloppe n'a pour l'instant été mise sur la table par l'exécutif, dans le cadre du « Ségur de la santé ».

LVOG - Rassurez-vous, il y en aura sous la table !

LVOG - Quand ils deviennent la voix de l'OMS.

- La pandémie du Covid-19 a entraîné la mort de plus de 300 465 personnes dans le monde (au 21 juin)

LVOG - Jamais ils ne dénonceront cette fausse pandémie, ces faux morts attribués au coronavirus, l'hécatombe provoqué des EPHAD, ils nous dégoûtent au dernier degré, le POID est à vomir !

LVOG - C'est le produit du confinement policier que vous avez approuvé en regrettant qu'il ne se prolonge pas, personne ne l'a oublié.

- Afflux de malades dans les Services psychiatriques

Mais aucun plan de grande ampleur n'a été mis en place, regrettent les soignants...

LVOG - Si, le confinement policier... auquel ils ont adhéré. C'était prévisible et ils étaient les mieux placés pour le savoir, non ? Comment, vous êtes dur avec eux ? Vraiment ? Quand on rejoint le corps médical, c'est comme lorsqu'on entre dans la police, l'armée ou les pompes funèbres, on doit s'attendre à devoir supporter bien des souffrances et même des morts, on assume.

On se souvient également que le POID, le POI, le NPA et LO notamment avaient condamné la réouverture des écoles, trop tôt, trop risqué, patati et patata... Là aussi le Pr. Raoult avait rendu publique une étude qui montrait que les enfants n'étaient pas touchés par le coronavirus, ils n'en ont pas tenu compte, ils adoptèrent le pire scénario emboîtant le pas à l'OMS et à Bill Gates, son principal actionnaire. Pas de bol, le temps passant les pires impostures ne résistent pas à la réalité des faits et les opportunistes de tout poil doivent s'y soumettre, c'est cruel pour eux d'être ainsi démasqués.

AFP - Les décès chez les enfants dus au Covid-19 sont extrêmement rares et ne surviennent que dans moins de 1% des cas, car la maladie reste chez eux essentiellement bénigne, confirme une étude internationale européenne. AFP 26 juin 2020

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet 2020

CAUSERIE ET INFOS

Pondichéry 17h26.

J'avais encore commis des erreurs dans les adresses de certains fichiers, je les ai corrigées.

J'ai mis en ligne 14 documents et 3 vidéos dans les rubriques suivantes :

- Documents d'actualité - Dossier coronavirus
- Dossier La "Grande réinitialisation" (Great Reset en anglais)
- Documents d'actualité
- Réchauffement climatique - article divers.
- Comment fonctionne leur vieux monde.

J'ai également créé des sous-sections dans plusieurs rubriques accessibles directement. J'ai un peu éclairci la présentation au passage.

La causerie mise en ligne ce matin.

Il arrive que j'oublie de formater un paragraphe, et pourtant je relis tout au moins deux fois !Je m'en excuse, il arrive un moment où je ne vois plus rien à l'écran, on vieillit et on fatigue ! On ajoutera des documents dans la journée, je m'excuse du retard. La causerie de juin est disponible au format pdf, 114 pages.

Il pleut depuis quelques jours, quel bonheur ! Donc il y a de nombreuses coupures de courant, dont une toute une nuit, nuit blanche avant-hier, j'ai récupéré un peu en dormant de 6h à 11h du matin, j'ai été cassé le restant de la journée. Quand je me lève, j'ai la tête qui tourne, c'est pour dire, mais on tient le coup, on est plus déterminé que jamais, on ira jusqu'au bout ! Il va quand même falloir que je me repose un peu.

Mon seul souci, c'est le cerveau, la machine à tout faire, le poste de commandement, si on le néglige, on est foutu ! Le pire ce n'est pas de tomber malade, c'est la médecine ! Le pire, ce n'est pas l'exploitation, mais ceux qui parlent au nom des exploiteurs en se faisant passer pour des représentants des exploités. C'est la même chose quand les médecins roulent pour les trusts pharmaceutiques.

Cette causerie comporte encore trois parties.

Même pas peur, et la prochaine fois ? Quand la psychopathie a pris une tournure pandémique, fanatique.

- Chine : des chercheurs découvrent un virus de grippe porcine propice à une pandémie - Franceinfo 30 juin 2020

Sadisme ordinaire. Ils se font assurément un malin plaisir à balancer ce genre d'infos pour alimenter la psychose collective qui ne doit pas faiblir, et vous convaincre que désormais tout espoir de vivre dans une société meilleure est vain. Cessez de résister ou d'y croire, laissez-vous guider par ceux qui détiennent un pouvoir de vie ou de mort sur vous, eux seuls peuvent vous sauver de la catastrophe annoncée, car il n'existe pas d'autres alternatives.

Ici on vous en propose une, à vous de la saisir ou de la laisser filer.

Ne vous attendez pas à une présentation du deuxième tour des élections municipales qui viennent d'avoir lieu en France qui soit conforme à la norme, notre aversion pour l'ordre établi et notre indépendance vous ont réservé une autre lecture. Je précise qu'en dehors des articles de presse publiés sur Internet, je n'ai rien lu d'autres, donc je n'ai subi l'influence d'aucun courant politique, ce qui explique ma liberté de ton et d'interprétation.

Je suis allé à l'essentiel. Il me manque des éléments sur la situation sociale que je compense par des signes révélateurs de l'état d'esprit des travailleurs. Je me dis qu'en dehors de forces organisées, atomisés il ne peut pas se passer grand chose, en dehors de soubresauts ou de sursauts quand on est directement menacé de tout perdre en perdant son boulot. Je connais cela, je me suis retrouvé un jour à aller bosser sans bouffer pendant trois jours, c'était en 1976. Avec les quelques centimes qu'il me restait, j'avais acheté une tranche de jambon aussi fine qu'une feuille de papier à cigarette à mon chat, 70 grammes, je m'en souviens encore, voilà qui va faire plaisir à Paul.

On a eu des échanges sur la pauvreté, on l'a testée quand nous étions jeunes et cela a provoqué plus tard chez nous la même réaction, nous nous sommes radicalisés politiquement. En voilà un espoir que nos ennemis ne pourront pas nous ravir, et il nous habite toujours, à 64 et 74 ans (Paul), en direction de la jeunesse déstabilisée par la tournure de la situation, où elle voit toutes ses illusions s'envoler d'un seul coup sans autre espoir que vivre dans un monde toujours plus cauchemardesque et liberticide.

La jeunesse peut tirer comme leçon de notre expérience politique de 44 et 56 ans (Paul), qu'en demeurant constant dans les idées de justice et de liberté qui nous animaient quand nous étions jeunes, on peut se donner les moyens de les conserver et de les transformer à nouveau en révolte générale contre la société capitaliste.

Partout dans la société il existe des travailleurs ou travailleuses - là je suis obligé de mentionner le féminin, qui ne pensent qu'à renouer avec les aspirations à la liberté de leur jeunesse, comment pourrait-il en être autrement, qui en douterait ? Il ne s'agit pas de sombrer dans un optimisme béat pour contrebalancer le pessimisme général, on essaie de prendre en compte tous les facteurs qui composent la situation, il est dommage que ceux qui nous permettraient d'aller de l'avant ne soient pas pris en considération, mais il ne faut pas désespérer.

En 3 ans à peine ils ont littéralement essoré Macron et LREM ! Ils n'en sont pas encore au goutte à goutte, mais ils pourraient très bien se retrouver en salle de réanimation si les masses optaient pour la désobéissance civile, qui pourrait être le préambule d'un soulèvement généralisé qu'ils auraient toute les peines du monde à contenir, la haine remplaçant la peur se retournant contre eux.

Ils croyaient sans doute tirer davantage de Macron et LREM, mais leur attelage n'aura pas fait long feu, un assemblage fait de bric et de broc, instable, inefficace ou manquant d'entrain, construit sur des sables mouvants ou avec des planches pourries, ils ont surestimé leur capacité à hypnotiser les masses même s'ils contrôlent la situation. Ils doivent se douter qu'ils vont avoir du mal à changer leur image catastrophique, il faut donc préparer la relève, mais laquelle ? Un scénario à l'allemande ? Improbable ou intenable, la situation économique n'est pas du tout la même, l'Allemagne fait partie des pays du nord avec la Grande-Bretagne, les monarchies du nord de l'Europe, les pays baltes, l'Autriche et la Suisse, la France destinée à en faire partie pourrait rejoindre les pays du sud voué au chaos ou à connaître le même sort que la Grèce (ou le Liban). La Grande-Bretagne l'a déjà expérimenté, donc elle méritait bien son Brexit, elle avait été une bonne élève avant l'heure avec M. Thatcher.

Tout les pays du nord ne sont pas amenés à se soumettre de la même manière au diktat de la finance mondiale, du moment que leur contribution est consistante chacun dans son domaine, ils peuvent supporter quelques anicroches à leur projet, d'autant plus qu'elles servent leur image de philanthropes ou de bienfaiteurs de l'humanité.

On pourrait retomber dans le classique gauche droite replâtré, à gauche sous le masque de l'écologie, à droite en rassurant les souverainistes, mais sans aucune marge de manoeuvre et surtout sans bataillons, celui qui serait au pouvoir serait consumé en un rien de temps ! Reste à savoir ce que l'oligarchie va nous sortir dans 6 mois. Quant aux moyens, ils n'ont que l'embarras du choix entre le terrorisme, le climat et un virus ou un effondrement contrôlé de la Bourse, une guerre ici ou là, un coup tordu ou

une provocation apte à provoquer un consensus national...

J'ignore si le chômage va prendre les proportions annoncées. Si c'était le cas, il faudrait encore attendre quelques mois avant que ses conséquences explosent, que ceux qui avaient des économies les aient épuisées, que ceux qui n'ont pas réussi à se refaire une santé financière mettent la clé sous la porte, que ceux qui croulent sous les dettes ne puissent plus les rembourser, qu'il soit devenu impossible à une famille de vivre avec un seul salaire, que ceux qui croyaient hier encore s'en sortir individuellement n'y croient plus, autant de cas individuels qui peuvent conduire les uns et les autres à se poser des questions sur le destin que leur réserve cette société infâme, encore faudrait-il qu'ils se transforment en cause collective et les conduire à se mobiliser pour la renverser, à condition que ce soit dans la bonne direction et non en suivant des populistes ou des charlatans, et là ce n'est pas gagné d'avance, car il faudrait qu'une nouvelle direction émerge qui renoue avec le socialisme, on n'en est manifestement pas encore là, hélas ! Mais nous y travaillons ardemment.

A part la paupérisation grandissante des classes moyennes et les coups portés à l'aristocratie ouvrière, on ne voit pas ce qui pourrait conduire leurs éléments les plus avancés à rompre avec le capitalisme... Pour nous, chaque crise n'est pas une catastrophe, mais une opportunité pour passer à l'offensive et rassembler nos forces. Chaque lutte doit être exploitée dans cet unique objectif politique, à condition que ce soit la classe ouvrière qui en soit à l'initiative et non l'oligarchie.

Autrefois on disait que chaque lutte avait un contenu politique, mais de nos jours on doit veiller à ce qu'elle ne soit pas instrumentalisée par l'oligarchie auquel cas elle serait destinée à en tirer partie, d'où la nécessité aussi de combattre les populistes qui leur servent d'agents au sein du mouvement ouvrier, en réalité tous les partis et syndicats, à ma connaissance.

De ce fait, il ne serait pas raisonnable d'espérer quoi que ce soit de ces partis, l'avant-garde organisée n'existe plus, c'est donc à la lisière du mouvement ouvrier parmi les classes moyennes et les éléments inorganisés de la classe ouvrière demeurés fidèle au socialisme, que peut émerger une nouvelle direction résolument déterminée à affronter le régime, sachant que des centaines ou des milliers de militants et cadres de ces partis la rejoindrait sur la base du programme de la révolution socialiste mondiale.

On y oeuvre inlassablement en sapant systématiquement les illusions des intellectuels dans le régime en place, en leur montrant l'incohérence de leurs analyses ou l'inanité de leurs conclusions. Sachant qu'ils ne nous connaissent pas ou ne se connecteront pas à notre portail, quand j'ai leur adresse électronique je leur envoie des courriels où j'en fais la démonstration. Le tout est d'être patient. Si des militants collaboraient à notre démarche nous pourrions en contacter un plus grand nombre. Nous pourrions aussi contacter une multitude de blogs dont les auteurs sont engagés dans la lutte de classes au côté des travailleurs, qui sait si certains ne seraient pas intéressés par notre démarche et nos propositions.

Notre démarche est parfaitement claire et honnête. Elle repose sur les faits, sur l'observation de ce qui se passe réellement, et non sur des a priori doctrinaires ou théoriques destinés à se substituer à la réalité, du coup ce qui s'impose à chacun, ce n'est pas une interprétation des faits mais leur déroulement, que l'on peut saisir ou nier selon les intentions qui nous animent, plaçant chacun face à ses responsabilités et mettant en lumière les contradictions éventuels des uns et des autres ou leurs erreurs de perception de la réalité que chacun peut corriger sans faire appel à une milice de la pensée, la question étant de savoir ce que l'on veut vraiment et si on est prêt à tout faire pour qu'il se réalise.

Sommes-nous oui ou non convaincus que la satisfaction des besoins sociaux et les aspirations démocratiques des travailleurs du monde entier, la sauvegarde de notre planète, est incompatible avec la survie du capitalisme, et si oui, sommes-nous prêts à lutter jusqu'à son éradication de la surface de la Terre, telle doit être la base de notre engagement politique. Ceux qui refusent de poser cette question, qui refusent d'y répondre ne sont pas digne de confiance.

Cependant des imposteurs peuvent se glisser parmi eux. Certes, on y a pensé évidemment, mais de nos jours ils se démasqueront eux-mêmes avant même qu'on ait eu besoin de le faire. Tenez, un exemple pris dans l'actualisé, lisez plus loin l'article où figure en détail la véritable nature de Black Lives Matter, le deuxième ou troisième que nous publions depuis début juin, le plus complet, des articles disponibles sur le Net et que tout le monde a pu lire. Dès lors, ceux qui ont appelé à participer à cette opération instrumentalisée par l'oligarchie financière savaient pertinemment à quoi s'en tenir, à qui et à quoi elle devait servir, certainement pas à lutter contre le racisme, elle était plutôt destinée à l'alimenter pour semer le chaos, chaos dont profitent ceux qui gouvernent évidemment. Ils ont donc manipulé sciemment travailleurs et militants pour le compte de notre pire ennemi, le clan de l'oligarchie financière le plus extrémiste, fanatique, va-t-en-guerre, barbare, responsable de la situation actuelle des peuples sur tous les continents. Dès lors, comment pourrions-nous leur attribuer de lutter pour la satisfaction des besoins sociaux et les aspirations démocratiques des travailleurs du monde entier, un peu de sérieux.

- 27 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Elections municipales en France. Un hold-up électoral pour le compte du Forum économique mondial et

du Green New Deal.

Le contexte.

- Il y a 525 000 élus municipaux en France.

- 16,5 millions d'électeurs appelés à voter dans les 4820 et 157 000 candidats étaient concernés par ce scrutin.

Au premier tour, le 15 mars, l'abstention s'était élevée à 55,25%, ce qui représentait déjà un record.

- 1 250 villes avaient vu leur maire élu avec moins de 25 % des inscrits.

Pour rappel, lors du second tour des élections municipales de 2014, le taux d'abstention était de 37,87%. francetvinfo.fr 29 juin 2020

Qu'est-ce que c'est EELV ?

A lire ou relire : Etude sur la nature des mouvements écologistes (1999)

http://www.luttedeclasse.org/dossier50/Etude_nature_mouvements_ecologistes.pdf

EELV = Une imposture.
EELV = L'autre masque de la gauche de la finance.
EELV = Le capitalisme vert.
EELV = L'écologie néolibérale.
EELV = Un agent du Forum économique mondial.
EELV = Des juristes, avocats, chefs d'entreprise, ongistes...

EELV - LREM, c'est dire à quel point ils sont compatibles.

- Selon une enquête Harris interactive pour TF1, LCI et RTL dimanche soir, une majorité de Français, ils sont 59% à vouloir des ministres d'EELV dans le gouvernement en cas de remaniement. - AFP 29 juin 2020

Aviez-vous flairé le lièvre ? Cautionner un nouveau coup d'Etat imaginé par les artisans du Green New Deal.

- Climat : Emmanuel Macron adopte 146 mesures sur 149 - franceinfo.fr 30 juin 2020

Dès dimanche 28 juin, l'Élysée a annoncé qu'Emmanuel Macron allait répondre de manière forte à l'attente des Français en matière d'écologie. Des gages ont d'ores et déjà été donnés.

Lundi 29 juin, le chef de l'État Emmanuel Macron a retenu quasiment toutes les propositions de la Convention citoyenne pour le climat, soit 146 mesures sur 149 et une enveloppe de 15 milliards d'euros supplémentaires.

À l'inverse, plusieurs idées ont été écartées, notamment la taxation des dividendes. franceinfo.fr 30 juin 2020

Devinette à deux balles.

Elections municipales 2020 : quels programmes vont appliquer les candidats écologistes dans les grandes villes conquises ?
- franceinfo.fr 30 juin 2020

LVOG - Des mesures cosmétiques destinées à améliorer les conditions de vie des classes moyennes qui vivent dans les centres villes, la classe ouvrière en a été expulsée depuis longtemps...

Sur le plan social, aucun changement, comment pourrait-il en être autrement ?

Le social était un faux prétexte, qui en doutait ?

- "je ne crois pas que c'est un retour à la gauche plurielle", a souligné David Cormand car "la force propulsive de ces élections, c'est l'écologie". AFP 29 juin 2020

L'écologie "***ne plaît qu'à une classe de fait privilégiée***".

- C'est "une vraie victoire", analyse Vanessa Jérôme, spécialiste de l'écologie politique en France. - francetvinfo.fr 29 juin 2020

"A un moment où la transition écologique est vue comme une évidence, EELV a profité d'un contexte porteur, reprend Vanessa Jérôme. La crise du Covid est aussi évidemment passée par là. Des électeurs ont ouvert les yeux et se sont sentis concernés par les enjeux qui pouvaient jusque-là leur paraître éloignés."

"Qu'ils n'oublient pas non plus qu'ils gagnent aussi et surtout grâce à des alliances. Donc on peut aussi considérer, au-delà du fait que les idées écologistes progressent, que c'est une victoire de toute la gauche."

Il revient aussi à EELV d'"accrocher des électeurs qui ne sont pas forcément les plus convaincus. Je pense aux précaires, aux ouvriers, plus globalement aux 'gilets jaunes'. Tous ne sont pas forcément irréconciliables. Mais ça va demander un vrai travail de pédagogie". Sinon ? "Sinon, ils se feront 'corneriser' comme avant, certains se chargeront de les résumer à une écologie punitive, qui ne plaît qu'à une classe de fait privilégiée, selon Vincent Tiberj, chercheur en sociologie électorale et professeur à Sciences Po Bordeaux. francetvinfo.fr 29 juin 2020

Quelques enseignements politiques.

- Aucun élu n'est légitime.

- Peu importe qui a été élu, ils appliqueront tous la politique dictée par l'oligarchie à Bruxelles.

- Le rejet massif, majoritaire des institutions de la Ve République, de tous les partis qui y participent.

Qu'est-ce que vous voulez que cela me fasse d'aller travailler à pied, à vélo, à cheval, en voiture, en tram, en bus, en métro ou en train, si mes conditions de travail ne cessent de se dégrader, si mon salaire demeure misérable, etc. ?

Les écologistes sont les grands gagnants, vraiment ?

EELV incarne l'ongination de la politique ou l'emprise des ONG sur les classes moyennes, leur dislocation ou putréfaction politique pour mieux les dissocier, les écarter de la classe ouvrière ou les dresser contre elle, les réduire à l'impuissance politique, de manière à ce qu'il se substitue au PS à la suite de sa débâcle annoncée et canalise les voix de ces classes pour le compte de l'oligarchie, au côté du nouveau parti de l'ordre, LREM, qui capterait les couches supérieures des classes moyennes et de la grande bourgeoisie.

EELV, c'est le parti des nantis, des petits bourgeois qui soutiennent le régime en place, et qui exigent en contrepartie qu'il contribue à l'amélioration de leurs conditions d'existence déjà privilégiées, en abandonnant à leur triste sort tous ceux qui ont un statut inférieur aux leurs ou appartiennent aux catégories de travailleurs les plus défavorisés. EELV essaie de les enrôler, mais cela ne fonctionne pas, car la classe ouvrière à d'autres préoccupations sociales prioritaires ou urgentes à satisfaire, incompatibles avec leur programme. Alors il se rabat sur la jeunesse réputée faible et malléable, qu'il tente de manipuler cyniquement en se servant des craintes qu'elle exprime pour son avenir. Ce sont des imposteurs ou des escrocs aussi pourris qu'au PS, LREM ou LR.

Bref, ce sont des réactionnaires puisqu'il faut bien les caractériser politiquement, car contrairement à ce que certains croient, ce ne sont ni des progressistes, ni des humanistes.

Pour ceux qui l'aurait oublié.

EELV s'était distingué en allant en Ukraine supporter le coup d'Etat de l'Otan-UE place Maidan réalisé grâce à des milices fascistes. EELV est aligné sur l'impérialisme français ou il a soutenu toutes ses guerres. Il est aussi le porte-parole de l'UE, de l'ONU, du GIEC et de l'OMS, du Green New Deal, etc. n'en jetez plus la poubelle est pleine et elle pue !

C'est le PS, Générations, le PCF, LFI et le POI notamment qui ont permis à EELV d'enlever de nombreuses grandes villes porté par les médias-oligarques les jours précédents le scrutin.

AFP- Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Marseille... sont toutes passées dimanche soir de la droite aux mains des Verts, grâce aux alliances tissées entre EELV, le PS ou le PCF.

Pour sa part, le PS conforte ses positions à Paris, Nantes, Rennes, Lille, Villeurbanne, Dijon, Le Mans, Bourges ou encore Nancy et Montpellier. Là aussi, l'alliance à gauche a constitué la formule gagnante, ouvrant la voie à "un bloc social-écologique", selon le patron du PS Olivier Faure.

A priori, il semble que c'est bien l'alliance avec le PS et le PCF (presque partout), et parfois avec LFI qui leur a permis d'engranger autant de succès. AFP 29 juin 2020

Le NPA se devait d'en être.

- Malgré une très forte abstention, Alain Claeys, qui fût le maire PS de Poitiers de 2008 à 2020, vient de perdre. C'est Léonore Moncond'huy, de Poitiers Collectif, tête d'une liste rassemblant EELV, PCF, Génération.s et de nombreux/ses citoyenNEs, qui a gagné.

Le NPA a appelé à battre Claeys en utilisant le bulletin Poitiers Collectif. npa2009.org 28 juin 2020

LVOG - Tous les partis qui ont participé à cette élection avaient à leur actif le consensus sur les machinations climatiques et sanitaires sponsorisées par le Forum économique mondial, partant de là les seuls véritables perdants étaient à chercher ailleurs, dans le camp des abstentionnistes.

Les gagnants, peu importe que leurs représentants soient EELV, le PS ou LR puisqu'ils partagent tous la même orientation politique définie par l'oligarchie, il n'y a que leur présentation et la manière de la mettre en oeuvre qui présentent des nuances, qui accélèrent ou ralentissent le rythme de l'application de son programme dans des conditions qui s'imposent à tous.

Ils savaient pertinemment que cette élection n'était pas jouable pour Macron et LREM, alors la veille du scrutin tous les médias ont propulsé EELV comme ils l'avaient fait avec Macron et LREM en 2017, parce que cela collait avec leur agenda, le "Great Reset" destiné à appliquer le Green New Deal. EELV, c'est la caution de gauche des nantis qui ne pouvait pas émerger à LREM. C'est une combinaison semblable à celle des Verts avec le PS, qui a formé une grande partie des bataillons de LREM, donc ils sont en famille. EELV a intégré le programme du PS et de LREM, et comme cette fusion reprend à son compte le Green New Deal, vous savez qui a remporté cette élection, partant de là peu importe que ce soit ou non LREM, puisque Macron va continuer de gouverner pour les bénéficiaires du Green New Deal ou du Great Reset.

Quand on lit la déclaration qui a accompagné l'annonce d'un Great Reset à partir de janvier 2021, on s'aperçoit qu'ils ont présenté leurs intentions de manière à ce que tout le monde les partage, mais l'essentiel est ailleurs. Quand on se demande, qui est-ce qui a formulé ces intentions, la réponse fournit une idée assez précise de la nature de ceux qui sont destinés à en profiter, sachant qu'il s'agit des 1.000 plus puissants et riches de la planète, je me dis qu'ils doivent être satisfaits des 40% de votants, s'ils en conservent 25%, ils sont sûrs de garder le pouvoir pendant encore des années. Dans le monde entier il y a des millions d'élus qui n'ont aucune légitimité, parce qu'ils ont été élus avec seulement entre 20 et 25% des voix des électeurs, parfois beaucoup moins, c'est le cercueil du parlementarisme.

La question qui tue EELV.

Question d'un internaute à Franceinfo :

- "*J'ai le souvenir de Jadot parlant d'illégitimité du Président Macron car, selon lui, mal élu. Dit-il la même chose des EELV aujourd'hui élus avec un taux d'abstention record ?*"

Alors que le taux de participation a été de 41,6%, les commentateurs s'égosillent, matraquent :

- Une vague verte.
- Une vague verte a déferlé.
- Cette déferlante verte.
- "Une vague verte" qui "se lève en France".
- Une vague écologiste a déferlé en France.
- Ce soir c'est historique.
- Poussée historique des Verts.
- Victoire historique des écologistes.
- Une percée historique des écologistes.
- "Un immense élan se lève sur toute la France".
- Municipales 2020: Les écologistes font un "pas de géant" historique - Le HuffPost 29 juin 2020

LVOG - Quelle hystérie ! A croire qu'ils sont les seuls à y croire !

Mimétisme avec le Forum économique mondial. Changer de vie, pas de régime.

- "On a vu dans cette campagne une incroyable aspiration populaire à s'emparer de nouveau de sa vie", a réagi Yannick Jadot, député européen Europe Ecologie-Les Verts (EELV). "Ce qui se passe (...) nous oblige à aller beaucoup plus loin dans l'écologie", a déclaré Julien Denormandie, le ministre de la Ville et du Logement. AFP 29 juin 2020

Ils osent tout. "*Une incroyable aspiration populaire à s'emparer de nouveau de sa vie*"... avec un taux de participation de 41,6% !

- Municipales : un record d'abstention au second tour - franceinfo.fr 30 juin 2020

Jamais, sous la Ve République, le second tour d'une élection municipale n'avait si peu mobilisé.

Quels que soient les scores des uns et les autres, tous les partis sont perdants sur un point : ils n'ont pas réussi à mobiliser les électeurs.

Mathieu Gallard, directeur d'études à Ipsos, rapporte : "On a interrogé des abstentionnistes pour connaître les raisons de leur choix, et on en retire que pour la majorité d'entre eux, 43%, ça reste la peur du covid qui explique leur refus."

"Ensuite on a aussi des raisons plus traditionnelles de l'abstention, par exemple le fait d'avoir le sentiment que ces élections ne vont rien changer à leur vie, ou le fait d'être insatisfait par les candidats dans leurs communes. Et puis dans un contexte de déconfinement, de crise économique qui pointe à l'horizon, on a aussi toute une partie des abstentionnistes qui nous ont dit qu'ils n'avaient pas la tête à ses élections", rajoute Mathieu Gallard. franceinfo.fr 30 juin 2020

Des électeurs fantômes. Hier à coup de sondages truqués, ils affirmaient que les maires étaient les élus préférés des électeurs.

- Elections municipales 2020 : voici les 100 communes où le maire a été élu par le plus faible taux d'inscrits sur les listes - franceinfo.fr 30 juin 2020

En raison d'une très forte abstention et de la dispersion des listes, les vainqueurs ont été désignés avec les voix de moins de 15% des électeurs à Lille, Dijon ou Aix-en-Provence. D'Amiens à Nîmes, de Brest à Metz, en passant par Clermont-Ferrand, aucun de ces nouveaux maires ne peut se vanter d'avoir le soutien de plus de 15% du corps électoral. A Mulhouse, c'est moins de 10%.

Marquée par une très forte abstention, cette élection a couronné de nombreux autres maires élus avec une infime base électorale.

Une abstention dépassant parfois 80%

Dans une grande majorité de ces 100 communes, le niveau d'abstention record enregistré à l'échelle nationale (58,4%) a été dépassé. Dans un tiers des villes, la barre des 70% d'abstention a même été franchie. Cela a été le cas à Tourcoing (74,6% d'abstention), si bien que le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin, s'est retrouvé élu au premier tour avec les voix de 15,05% des électeurs seulement. Même situation dans le 7e secteur de Marseille, où l'abstention a presque atteint 74% au second tour. Le candidat LR David Galtier l'a emporté d'une courte tête face au maire RN sortant Stéphane Ravier, grâce au maigre appui de 11,86% des inscrits.

Derrière Mulhouse, la plus faible proportion d'inscrits ayant voté pour le vainqueur a été enregistrée à Vénissieux (9,9%), dans la métropole de Lyon. L'abstention y a été de 74,4%, ce qui alarme la maire PCF réélue. Troisième ville où le taux d'inscrits "victorieux" a été le plus faible, Vaulx-en-Velin (10,4%)

Plus anecdotique, à Eckbolsheim, Herserange, Illzach et Vétraz-Monthoux, une seule liste était en course : le match était plié d'avance, peu d'intérêt à aller voter, d'où une abstention supérieure à 80% et des maires élus à 100% par une petite minorité de leurs administrés.

LVOG - En cause : "Il faut retrouver le sens de l'engagement et de l'intérêt général que les gens avaient à l'époque de l'industrie et des syndicats." confie à franceinfo Michèle Picard, maire PCF de Vénissieux.

A Vaulx-en-Velin suffrages exprimés 24.08%, abstentionnistes 75.92%, auxquels il faut ajouter 1.35% de votes blancs, conclusion: le nouveau maire a été élu avec 2,2% ou 2,4% des voix des électeurs.

A Vénissieux la participation a été de 25.59%, la candidate du PCF a été élu avec 40.02 % des suffrages exprimés, soit 10,02%.

Commentaires d'internautes.

1- Législatives 2017 abstention second Tour 57,36% soit quasiment le même score et sans covid. Je ne me rappelle pas avoir lu que la majorité présidentielle au parlement avait bien peu se légitimité, au contraire c'est dans cette légitimité que se drape Macron depuis 3 ans...

2- Que ceux qui se lamentent d'une abstention élevée aillent une fois voir chez nos voisins helvètes souvent considérés comme modèles de démocrates. Ils seront surpris de constater qu'en Suisse le taux des abstentions dépasse souvent allègrement les 60%. Ponctuellement même des taux autour de 80% se présentent. Et en Suisse ils ont l'habitude de considérer que les citoyens ne se déplacent pas puisqu'ils font tout simplement confiance à leurs autorités…

3- Bien sûr, mais 60% ou plus s'en foutent et s'abstiennent. Et en plus, les citoyens suisses suivent presque toujours les recommandations du gouvernement. Ils ont ainsi, par exemple, rejetés massivement l'augmentation des congés payés de 5 à 6 semaines et l'introduction d'un salaire minimum.

La débâcle de LREM.

- Pour cette dernière, le calvaire de la campagne s'est achevé par une ultime humiliation: faute de voix suffisantes dans son XVIIe arrondissement, ni l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn ni son porte-parole Gapard Gantzer ni la ministre Marlène Schiappa ne siégeront au Conseil de Paris. Il n'y aura pas de place non plus Cédric Villani, candidat dissident. Symbole d'un fiasco général pour La République en marche. francetvinfo.fr et Le HuffPost 29 juin 2020

- "Les résultats ont été vraiment très mauvais au premier tour : aucun député La République en marche n'a fait plus de 20% au premier tour. Souvent, ils faisaient moins de 10%"

- A l'issue du premier tour, le mouvement d'Emmanuel Macron comptait ainsi seulement 268 conseillers municipaux élus, contre 3 539 pour Les Républicains et 1 810 pour le Parti socialiste, ou encore 1 072 pour le Parti communiste français, note Libération

- Sur 296 listes "investies ou soutenues" par le mouvement et présentes au second tour "dans les villes de plus de 9 000 habitants (hors arrondissements Paris-Lyon-Marseille)", moins de la moitié (125) sont "autonomes ou alliées avec le centre". Par ailleurs, 33 se sont alliées avec la gauche, et pas moins de 76 ont dû trouver des accords avec la droite pour avoir une chance de gagner. Faire alliance avec la droite était "faire très peu de cas du fait qu'une majorité d'électeurs LREM en 2017 venaient de la gauche", analyse Olivier Costa. francetvinfo.fr 29 juin 2020

Mélenchon au chevet des institutions antidémocratiques de la Ve République.

- Cette abstention a également été commentée par Jean-Luc Mélenchon, qui s'est inquiété "d'une grève civique" des Français, "d'une forme d'insurrection froide contre toutes les institutions du pays". "C'est donc un moment compliqué, dangereux, de la vie de la nation qui se présente devant nous", a-t-il estimé. BFMTV 29 juin 2020

LVOG - Inquiétude partagée par Macron :

- Emmanuel Macron a "marqué sa préoccupation pour le faible taux de participation aux élections municipales", qui n'est "pas une très bonne nouvelle", a fait savoir l'Élysée dans la soirée. BFMTV 29 juin 2020

Comment ils ont trompé les travailleurs pour qu'ils deviennent des acteurs de leur propre malheur.

Éric Coquerel, député LFI à franceinfo : "Notre volonté, c'était de continuer à essayer de faire en sorte que les gens reviennent en politique ou deviennent des animateurs politiques pour préparer la suite". franceinfo.fr 29 juin 2020

LVOG - Il ne s'agissait pas pour eux "*de faire en sorte que les gens reviennent en politique*" au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire en toute indépendance du régime pour l'affronter, non, exactement le contraire, en y faisant allégeance en participant à cette farce électorale.

Un boycott qui était doublement légitime. Il y a ceux qui restent debout, et les autres qui se "plient", s'agenouillent ou se couchent.

- Masque sur le visage et gel hydroalcoolique à disposition : les électeurs qui ont fait le déplacement se sont une nouvelle fois pliés aux dispositifs sanitaires mis en place.

Les bureaux de vote devaient être organisés de manière à respecter la distanciation physique, c'est-à-dire avec un mètre de distance entre chaque personne. Le nombre de personnes simultanément présentes était également limité.

Une "dérogation à l'obligation d'estampiller la carte électorale après la signature de la liste d'émargement" a aussi été mise en place pour "éviter les contacts".

Avant d'aller voter, certains électeurs ont également glissé un stylo dans leur poche pour limiter les risques de contamination. Des bureaux de vote avaient de leur côté prévu des stocks... francetvinfo.fr 29 juin 2020

DEUXIEME PARTIE

Le même acharnement des eugénistes de Big Pharma. Pourquoi la population est-elle en si mauvaise santé ?

LVOG - Chloroquine, homéopathie, herboristerie, au tour (à nouveau) des compléments alimentaires. Vous devez être en mauvaise santé ou le rester, et tenez-le vous pour dit, il n'existe pas de traitement pour le Covid-19, vous risquez tous de mourir et personne n'y peut rien. Quand vous êtes malade, surtout ne vous posez pas de questions, bourrez-vous de médicaments, faites-vous opérer, ne regardez pas à la dépense, c'est comme la dette, elle est socialisée, c'est gratuit ou presque, en fait vous le paierez et vos cotisations sociales augmenteront toujours plus parce que les profits, les seuls réels profits à en attendre sont privatisés, mais cela on ne vous le dira pas ou on ne s'attardera pas dessus...

Une association de consommateurs dénonce une arnaque aux compléments alimentaires - capital.fr 27 juin 2020

La Confédération consommation logement et cadre de vie (CLCV) a attaqué en justice le site Nutrilife Shop. Ce dernier est accusé d'avoir joué sur la peur de l'épidémie pour écouler des compléments alimentaires.

Certains n'hésitent pas à utiliser les peurs pour vendre leur produit. Le site Nutrilife Shop est visé par une action en justice pour sa campagne commerciale pour des compléments alimentaires, révèle Le Parisien. capital.fr 27 juin 2020

Les compléments alimentaires, un succès qui laisse la science sceptique - capital.fr 28 mars 2018

Ces compléments sont jugés "utiles pour lutter contre une alimentation déséquilibrée (manque de magnésium, de calcium...)" par 67% des sondés, et presque autant (64%) les trouvent "utiles à certaines périodes de l'année pour éviter et limiter les petits maux (rhume, grippe, fatigue régulière...)". Plus de la moitié (52%) estiment que "consommer des compléments alimentaires permet de prévenir ou ralentir certains problèmes de santé".

L'Agence nationale de sécurité sanitaire et de l'alimentation (Anses) a alerté à de multiples reprises sur ces produits qui, contrairement aux médicaments, ne sont pas soumis à une autorisation de mise sur le marché.

"Par définition, un complément alimentaire ne peut avoir, ni revendiquer d'effets thérapeutiques", lit-on sur son site internet. Et le danger, selon elle, est de dépasser les "limites de sécurité" de prises de vitamines ou minéraux.

Plusieurs études scientifiques ont conclu, pour la grande majorité des compléments en vitamines ou minéraux, à l'absence d'intérêt prouvé.

"Il n'y a aucune base scientifique à tout ce que prétendent prévenir ou guérir ces produits", estime le pharmacologue Jean-Paul Giroud, de l'Académie de médecine.

"Raisonnons en termes de sous-populations. Le déficit en vitamine D est extrêmement fréquent chez les personnes âgées, et les gériatres en font prendre à raison." capital.fr 28 mars 2018

LVOG - Prétendre que "*par définition, un complément alimentaire ne peut avoir, ni revendiquer d'effets thérapeutiques*", c'est comme dire que les aliments qui renferment les mêmes molécules n'en auraient aucun.

"Ce sont globalement des conditions de vie, et non des caprices d'un microbe quelconque dont dépend la santé."

COVID-19 – Saurons-nous tirer toutes les conséquences de cette crise? par Pascal Perrier - Mondialisation.ca, 29 juin 2020

Nous traversons une période de folie collective. Espérons que nous parviendrons un jour à ce constat, les crises permettant parfois, même si ce n'est qu'a posteriori, des prises de conscience salutaires. Espérons même que la singularité de ce

confinement forcé puisse d'ors et déjà favoriser l'émergence d'une réflexion individuelle sur cette crise que nous traversons. (Le problème de toute "réflexion individuelle". Tout d'abord, c'est d'arriver à discerner dans quelle direction elle est orientée, sinon elle demeurera inutile ou improductive ; ensuite, il faut déterminer la nature des différentes orientations qui se présentent à nous, sachant que toutes ne bénéficient pas de la même publicité ou couverture médiatique ou certaines sont quasiment inconnues ou ont été dévoyées au point de les rendre méconnaissables ; pour enfin, si on a réussi à passer avec succès l'épreuve précédente, choisir celle qui correspond réellement ou le mieux à nos aspirations, et là ce n'est pas gagné d'avance parce que ceux qui sont censés l'incarnés l'ont détournée de leur objectif initial. - LVOG)

Il y a peu, de nombreux mouvements sociaux tendaient ici et là à mettre en lumière différents aspects d'une autre crise, une crise sociétale profonde, appelant des réponses concrètes et urgentes. Du jour au lendemain, tout cela a été disqualifié, marginalisé, anéanti même au profit d'une « union sacrée » de tous les « Enfants de la patrie », d'une « guerre » totale contre un virus. (Ceci explique cela, sinon, à quoi bon ! - LVOG)

De part cet écrasement soudain des perspectives, qualifier cette période présente de folie collective peut être perçu par beaucoup comme une dangereuse dissidence. Mais le pire en la circonstance, comme en bien d'autres, serait d'y laisser s'anéantir notre esprit démocratique, en refusant par exemple d'examiner ce qui motive cette expression. (...)

L'épreuve des faits

Or, parmi ces fondements, l'un des plus importants se trouve être la biologie. Parmi les sciences de la nature auxquelles nous devons des conquêtes si remarquables, c'est l'évolution des idées dans ce domaine, particulièrement au tournant des XIXème et XXème siècles, qui a ouvert la voie aux conceptions qui déterminent encore de nos jours cette agriculture dite conventionnelle dont le modèle s'est imposé. Ce qui peut-être, quitte à surprendre, montrera le mieux en quoi a consisté cette évolution des idées se dégagera de l'examen du principe de la vaccination. Citons à cet effet deux sources d'information :

a – Une étude menée en 2017, et publiée par des chercheurs du Département d'épidémiologie et de biostatistiques de l'université de Jackson (USA), portant sur des enfants vaccinés et non vaccinés, montre que les premiers sont très sensiblement plus sujets aux maladies que les seconds (1). Ces résultats sont d'ailleurs corroborés par d'autres études semblables aux USA (2).

b – En 2009 la mathématicienne Angelica Kögel-Schanz parvenait déjà, de façon très nette, à la même conclusion en analysant les données brutes (plus de 26 millions d'informations au total) d'une grande étude – appelée KIGGS – sur la santé physique et mentale de 17641 enfants et adolescents âgés de 0 à 17 ans, réalisée de mai 2003 à mai 2006 par la plus haute instance de santé allemande, l'Institut Robert Koch (3). Nombre d'études similaires confirment d'ailleurs ce constat, menées en Autriche, en Guinée-Bissau, en Nouvelle-Zélande, en Hollande ou en Angleterre, parfois depuis le début des années 90 (4).

Pourquoi ces informations, parfaitement vérifiables et d'une importance capitale, n'ont eu aucun effet sur les responsables des institutions de santé publique (pas plus d'ailleurs que sur le corps médical dans son ensemble) ? Comment est-il possible qu'aucun des 200 articles scientifiques publiés à la suite de l'étude KIGGS n'ait relevé cette relation, pourtant on ne peut plus visible, entre le statut vaccinal et la santé ? (5)

Comment en vient-on à une telle situation, à une posture aussi anti-scientifique de la part de scientifiques ? Cela ne peut s'expliquer à première vue que pour deux motifs : 1 – lorsqu'on a affaire à une idéologie ; 2 – lorsque des intérêts financiers importants sont en jeu – la seconde restant assujettie à la première, mais ces deux propositions étant évidemment cumulables (6).

L'épreuve des faits

Or, parmi ces fondements, l'un des plus importants se trouve être la biologie. Parmi les sciences de la nature auxquelles nous devons des conquêtes si remarquables, c'est l'évolution des idées dans ce domaine, particulièrement au tournant des XIXème et XXème siècles, qui a ouvert la voie aux conceptions qui déterminent encore de nos jours cette agriculture dite conventionnelle dont le modèle s'est imposé. Ce qui peut-être, quitte à surprendre, montrera le mieux en quoi a consisté cette évolution des idées se dégagera de l'examen du principe de la vaccination. Citons à cet effet deux sources d'information :

a – Une étude menée en 2017, et publiée par des chercheurs du Département d'épidémiologie et de biostatistiques de l'université de Jackson (USA), portant sur des enfants vaccinés et non vaccinés, montre que les premiers sont très sensiblement plus sujets aux maladies que les seconds (1). Ces résultats sont d'ailleurs corroborés par d'autres études semblables aux USA (2).

b – En 2009 la mathématicienne Angelica Kögel-Schanz parvenait déjà, de façon très nette, à la même conclusion en analysant les données brutes (plus de 26 millions d'informations au total) d'une grande étude – appelée KIGGS – sur la santé physique et mentale de 17641 enfants et adolescents âgés de 0 à 17 ans, réalisée de mai 2003 à mai 2006 par la plus haute instance de santé allemande, l'Institut Robert Koch (3). Nombre d'études similaires confirment d'ailleurs ce constat, menées en Autriche, en Guinée-Bissau, en Nouvelle-Zélande, en Hollande ou en Angleterre, parfois depuis le début des années 90 (4).

Pourquoi ces informations, parfaitement vérifiables et d'une importance capitale, n'ont eu aucun effet sur les responsables des institutions de santé publique (pas plus d'ailleurs que sur le corps médical dans son ensemble) ? Comment est-il possible qu'aucun des 200 articles scientifiques publiés à la suite de l'étude KIGGS n'ait relevé cette relation, pourtant on ne peut plus visible, entre le statut vaccinal et la santé ? (5)

Comment en vient-on à une telle situation, à une posture aussi anti-scientifique de la part de scientifiques ? Cela ne peut s'expliquer à première vue que pour deux motifs : 1 – lorsqu'on a affaire à une idéologie ; 2 – lorsque des intérêts financiers importants sont en jeu – la seconde restant assujettie à la première, mais ces deux propositions étant évidemment cumulables (6).

Or, qu'est-ce qu'une idéologie : c'est un ensemble d'idées, relativement cohérent, proposant dans un but pratique une certaine interprétation de la réalité. Depuis Aristote, la raison, la pensée rationnelle, qui prend appui sur la logique, s'est imposée comme l'outil indispensable à la construction de tout système d'interprétation – l'erreur fondamentale pour l'auteur d'un système quelconque étant de perdre de vue qu'il n'est justement que le fruit d'une certaine interprétation ; qu'à nous autres humains tributaires de nos organes sensoriels, la réalité n'est jamais directement accessible. D'où l'utilité de l'épistémologie, cette partie de la philosophie « qui a pour objet l'étude critique des postulats, conclusions et méthodes d'une science particulière, considérée du point de vue de son évolution, (…). » (CNRTL) (C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le marxisme n'est pas une "construction" ou un "système d'interprétation", mais une description scientifique des rapports dialectiques de cause à effet qui caractérisent le mouvement de la matière toutes manifestations confondues incluant les idées qui sont issues du cerveau des hommes... - LVOG)

De ce qui précède, nous devrions nous accorder à dire que tout scientifique honnête (au moins intellectuellement) doit se doubler d'un épistémologue, afin de veiller à mettre en question son idéologie partout où celle-ci viendrait d'expérience en contradiction avec la réalité. Fondement du principe de la vaccination, l'idée que toute maladie infectieuse a pour seule et unique cause un antigène de nature microbienne venu du milieu extérieur a été très tôt combattue, y compris par des médecins qui l'avaient au départ adoptée et loyalement appliquée. Une abondante littérature sérieusement documentée en témoigne (7). Mais on n'en a pas davantage tenu compte que de l'évidence de ces statistiques précitées, pourtant parfaitement fiables. Rien donc d'étonnant, selon ce parti pris, à ce qu'on trouve naturel de réserver aux vaccins un statut spécial en matière d'Autorisation de Mise sur le Marché (en effet, contrairement à tout autre substance, on ne compare pas les vaccins à des placebos réels, et aucune étude n'est faite des effets secondaires à long terme).

C'est à ces traits remarquables qu'on voit qu'une idéologie a muté en un dogme. Et c'est un fait d'autant plus dommageable qu'elle est à l'origine et à la base de cette branche de la médecine (qui en comprend de nombreuses) devenue médecine officielle de l'Etat et de la nation, et source exclusive de l'enseignement hospitalo-universitaire.

Passer de l'idéologie au dogme est une démarche qui relève de la psychologie, pour ne pas dire de la psychopathologie, mais qui se révèle d'autant plus aisée que la biologie moderne a été élevée, en tout arbitraire, au rang de science exacte – ce qui, pris au mot, revient à décréter ses valeurs comme universelles, et par là-même indiscutables.

C'est lorsque, quittant les chemins de la raison ordinaire, nous succombons à notre besoin proprement humain de trouver des réponses à nos éternelles questions sur le monde, à notre rêve de posséder un jour la clé des réponses à tout, que nous versons dans le théorisme, dans ce travers qui nous fait adopter une théorie, une idéologie comme définitive, allant par là-même, en l'occurrence, jusqu'à rompre avec les principes fondamentaux de la démarche scientifique telle que définie par la communauté scientifique internationale. (Un marxisme n'adopte pas aveuglément une théorie, il met en pratique une théorie et vérifie en permanence sa validité au contact de la réalité, si elle ne concorde pas avec la réalité, il adapte sa théorie à la réalité et non l'inverse. - LVOG)

Ce serait évidemment un moindre mal si cette idéologie incohérente avait été circonscrite à un domaine quelconque en marge de la vie sociale. Mais elle s'est imposée au contraire comme un paradigme en matière de santé publique et de santé tout court, placées d'office entre les mains d'experts, et adoptée en bloc par la grande majorité de la population éduquée au respect de l'autorité scientifique. (C'est bien la quasi totalité de la médecine qui est aujourd'hui gangrenée par l'idéologie néolibérale. - LVOG)

Pourtant, il ne s'agit pas de juger de la valeur d'une idéologie d'après des connaissances – qu'il faudrait d'abord s'approprier – il s'agit de juger d'après les faits. Et c'est même indispensable pour chaque adulte responsable lorsque ces faits impactent une société tout entière. Le principe de la vaccination pris pour modèle ici, suit une logique séduisante, établit une relation antigène-anticorps fort intéressante, mais le fait est là : dans la réalité, il ne marche pas.

Comme on l'a vu, des voix se sont toujours élevées pour alerter de la dangerosité de cet égarement contagieux de la science, mais on ne les entend pas (8). Ainsi, cette profonde vérité exprimée par Albert Einstein que «toute notre science, mesurée par rapport à la réalité, est primitive et enfantine», n'est absolument pas prise au sérieux. Mais le mal est tel qu'au mieux, en accordant quelque crédit à ces avertissements, on peut toujours continuer à se bercer de l'idée que notre matérialisme foncier laisse encore un peu de place à la rêverie, que nous n'avons pas tué toute spiritualité. Car dans la pratique, au contraire, nous sommes tellement attachés à cette illusion de maîtriser les faits que nous en étouffons la complexité dès qu'elle nous apparaît. (Si toute idéologie se rattache aux faits, ce qui les distingue en dernière analyse, ce sont les faits ou facteurs qu'elle privilégie sur les autres, pour l'idéologie capitaliste, le profit, l'hégémonie de classe, le règne de l'exploitation, pour l'idéologie socialiste,

la satisfaction des besoins sociaux et des aspirations démocratiques de l'ensemble des citoyens, la justice de classe, l'émancipation de l'exploitation. - LVOG)

Le résultat en effet, c'est que nous sommes incapables de voir que c'est cette irrationalité même qui nous gouverne, que c'est actuellement à la panique que nous obéissons et non à un reste de raison. La dangerosité de cette conception irréelle ne peut donc, de part l'amateurisme qui lui est inhérent, qu'amener des maux pires que le mal qu'elle déclare combattre. Le confinement de masse est aux antipodes de ce qu'il faut faire ; le climat de terreur répandu sur la population, largement entretenu et amplifié par les médias, ne peut que faire basculer dans la maladie quantité de personnes faibles et aisément impressionnables. Mais aussi absurdes que soient les mesures qu'on aura imposées, communes d'ailleurs en bien des points avec l'élevage industriel, on clamera en haut lieu qu'elles ont démontré leur efficacité, et on s'apprêtera à les reproduire.

Avant même d'être une question médicale, une épidémie est une question sociale

On peut lire actuellement sur le site de l'Institut Pasteur : « Une épidémie de pneumonies d'allure virale d'étiologie inconnue a émergé dans la ville de Wuhan (province de Hubei, Chine) en décembre 2019 . » L'Institut nous dit bien : « d'étiologie inconnue », (autrement dit : « dont on ne connaît pas la cause ») mais curieusement, il n'y voit aucune contre-indication à désigner un peu plus loin le covid-19 comme « l'agent responsable de cette nouvelle maladie infectieuse respiratoire ». Etonnante faculté que celle qui ignore même la logique élémentaire lorsqu'il s'agit de faire entrer les faits dans la théorie ; qui permet d'écarter, au profit de son « agent responsable » microscopique tout « agent responsable » macroscopique que peuvent suggérer les faits.

Car pour ce qui est des faits, quiconque veut se documenter un peu sur cette mégapole qu'est Wuhan y découvrira des conditions de vie généralement incompatibles avec la conservation de la santé – notamment le cocktail toxique de sa pollution atmosphérique quasi permanente, facteur commun à des dizaines de villes chinoises caractérisées par une vitesse de développement industriel et urbanistique sans précédent.

Les autorités de santé publique nous le disent (sans rire) : 80 % des personnes « infectées » par ce coronavirus sont asymptomatiques – c'est à dire qu'elles ne présentent aucun symptôme, qu'elles ne s'éprouvent pas elles-mêmes malades. S'il y a une chose qu'on mesure clairement dans ce nombre, c'est le degré d'infantilisation de la population qui s'en remet docilement au « sachant » pour ce qui est de savoir si elle est malade ou pas. Le concept même de maladie, que ce critère illustre, peut ainsi se maintenir, aussi délirant soit-il, sans provoquer aucune réaction. Car si l'on tenait absolument à faire figurer ce virus dans ses observations, il faudrait dire plutôt, en toute logique : « La présence de ce virus est généralement un signe de bonne santé. » Une affirmation aussi irrecevable aujourd'hui que parfaitement juste. Une grippe n'est jamais autre chose qu'une « simple grippe » pour toute personne dotée au départ d'un état général satisfaisant. Aucun médecin sensé n'ira contre cette affirmation. C'est à la fois au regard et grâce à cette idéologie que cette épidémie – qu'elle s'abstient de comparer avec les précédentes – est particulière et particulièrement dangereuse. Toute autre approche médicale (parmi une grande richesse « alternative »(9)) est implicitement exclue du débat, réduit au choix binaire chloroquine ou vaccin.

Ainsi doit-on, de ce point de vue épidémiologique, si l'on ne veut pas déroger à la théorie, rester aveugle par principe à cette observation macroscopique que le choléra et la dysenterie suivent avec constance toutes les guerres (tout comme les pestes au Moyen-âge) ; écarter de l'étiologie au profit d'un microbe, la dénutrition, le défaut de structures sanitaires et d'hygiène, les traumatismes physiques et psychologiques, etc, qui sont de toute évidence les causes premières de ces maladies.

C'est grâce à un semblable processus mental, déconnecté de la réalité, que la raison d'être des épidémies de tuberculose a été au départ, puis définitivement, attribuée à un bacille plutôt qu'à ces phénomènes de société que sont la malnutrition, le logement insalubre, la promiscuité, l'épuisement au travail (en gros à l'extrême misère des populations déracinées, rejetées de leurs campagnes par les effets de la révolution industrielle). Sans aucune prétention d'exhaustivité, ne serait-il pas au moins utile de rapprocher l'importance de la pandémie de grippe espagnole de 1918 de la faiblesse, voire du délabrement physique et moral des populations concernées, après quatre années de guerre ? ; de relier l'accélération des transformations sociétales et écologiques, ainsi que la globalisation de l'économie avec la multiplication par dix des épidémies depuis les années quarante ?; de relier les taux de morbidité et de mortalité des populations d'origines africaine et hispanique (les plus touchées aux USA par la pauvreté et la malnutrition) de ceux nettement plus faibles de la population blanche ? ; de relier le record épidémique actuel de l'Italie du nord avec son record européen de pollution, comme on le voit nettement sur les cartes comparatives du site de l'Agence spatiale européenne, etc.

Rien de nouveau sous le soleil

Rien, au départ, ne fait de cette épidémie une spécificité parmi les grippes saisonnières, sinon au moins l'état chronique de dénuement de l'hôpital public soumis à l'accumulation de réformes libérales, la folie anxiogène et contagieuse des experts et des grands médias, et la radicalité et la forme autocratique de son traitement. Sous une avalanche quotidienne de chiffres, aucun élément de comparaison n'est apporté. – On a décompté en France 9 900 morts dans la période 2017-2018, et plus de 14 000 dans la précédente, attribuables à ces grippes ; un dénombrement qu'il faudrait encore nuancer du fait que, comme à présent, rares étaient les cas présentant une unique pathologie. Est-il devenu soudain inadmissible que des gens meurent – de la grippe ou d'autre chose ? Pourquoi n'avons-nous pas eu chaque année une crise planétaire d'une ampleur au moins aussi grande que celle-ci ?

Nous savons fort bien, au fond, que ce sont globalement des conditions de vie, et non des caprices d'un microbe quelconque dont dépend la santé. Si l'on suit bien la théorie officielle, nous avons là une partie du monde subvisuel, qui, contrairement à tout autre, n'obéit à aucune loi ; d'où provient un mal susceptible de frapper au hasard n'importe qui n'importe quand, qu'il soit jeune ou vieux, bien-portant ou malade ; un mal déresponsabilisant, tout extérieur, dans lequel nous ne serions pour rien. La peur de tout, de ce qu'on respire, de ce qu'on touche, de son voisin, de ses proches, l'oppression qui en résulte, le repliement et la perte de confiance en soi sont tous en eux-mêmes délétères. Quelles forces de vie et de guérison peut-il rester à ces vieux qu'on a privé de la présence de leurs proches, qui se voient, dans des hôpitaux débordés, manipulés avec des gants par des êtres revêtus de combinaisons, aux expressions effacées par des masques, et qui les regardent comme des pestiférés ? (Sachant que généralement chacun s'arrange avec sa conscience, si la confiance en soi a été une de leurs cibles, en la déstabilisant ils peuvent avoir contribué à remettre en cause bien des idées reçues adoptées par la population qui étaient opposées à ses intérêts... - LVOG)

Nous avons là tous les symptômes d'une maladie qui a pour nom phobie microbienne, et si nous ne voyons pas le ridicule de cette contagion irrationnelle, c'est bien la preuve que nous y avons perdu la raison. Car l'idéologie dont nous parlons a imbibé si profondément les esprits dans la population qu'elle en a expurgé jusqu'au simple bon sens – Le respect, voire la vénération hypnotique qu'on voue à ce prêt-à-penser tenant essentiellement au caractère scientifique dont il s'est auréolé, et qui lui confère, dans la personne de l'expert, l'autorité suprême. L'affaire de la chloroquine en témoigne où cette autorité va jusqu'à bafouer l'indépendance professionnelle du « simple » médecin, en faisant fi du Code de déontologie qui la protège.

A la réduction de la diversité d'un environnement, c'est à dire au confinement, correspond la réduction du potentiel de réaction des organismes qui y vivent – ce potentiel de réaction reposant sur ce qu'on nomme aujourd'hui le système immunitaire et autrefois les forces d'adaptation et de guérison, c'est à dire la capacité d'un organisme à maintenir son intégrité. – C'est d'abord dans des conditions de confinement similaires, mais tout aussi débilitantes, issues de calculs productivistes, qu'il faut chercher les causes réelles des grippes aviaires et porcines.

La réduction globale de la diversité est de toutes les manières un caractère majeur du système capitaliste libéral. La mainmise des grands bénéficiaires de ce dernier sur l'Etat leur ont permis, dès après la Révolution, de rendre l'organisation de la société conforme à leurs intérêts, et d'anéantir autant que possible l'alternative, la respiration sociale, quitte à rendre le monde malade. (Irrespirable ! - LVOG)

Cette réduction, cet appauvrissement, dangereux à tous points de vues, touchent physiquement autant que moralement les populations prises dans ce système globalisé. Et c'est bien d'abord ce facteur commun, et non le virus en soi (un symptôme biologique parmi d'autres), qui crée les conditions même de ce type de pandémie – ce que cette pseudo-science est dans l'incapacité intellectuelle de voir. Celle-ci ne sachant que brandir l'espoir de son prochain remède-miracle vaccinal, quand nous avons besoin planétairement d'un remède contre la pauvreté, de lutter non contre l'invisible mais contre de tangibles forces antidémocratiques. Le drame est là. Et il faut s'attendre malheureusement à d'autres crises semblables ou pires. (Le seul "remède contre la pauvreté" doit consister à en extraire la racine, les inégalités sociales qui servent de fondement au capitalisme, au système économique de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la société divisée en classes, etc. bref, le socialisme. - LVOG)

Une crise de démocraties malades

Le mouvement de panique qui s'est visiblement emparé de l'Etat chinois (face sans doute à une très réelle catastrophe environnementale et sanitaire) reste typique de cette idéologie politico-scientifique qu'il partage assez largement avec l'occident. Rien d'étonnant donc dans le suivisme mimétique de nos nations respectives, en pleine émulation d'empilage de barricades sanitaires. Car cette crise est surtout bel et bien une crise de démocraties malades. A quelques rares exceptions près, proches de nous (dont l'Allemagne, la Suède ou l'Islande, restées plus modérées), un régime franchement autoritaire, liberticide, soutenu avec enthousiasme par les médias dominants, a remplacé et balayé d'un coup jusqu'aux fondements de nos constitutions : et tout ce qu'on trouve à lui reprocher, éventuellement, c'est de n'en faire pas assez (comme d'arroser rues et passants de détergent ?)

Tout régime totalitaire, établi ou s'employant à le devenir, rêve de l'adhésion du peuple qu'il domine à son idéologie. Cette science d'Etat offre en la matière un sésame irremplaçable. Macron l'a très bien vu, qui s'est posé, dès le début de son fameux discours guerrier, comme le messager de cette pseudo-science, s'appuyant dessus pour affermir l'idéologie sous-jacente qu'il sert en réactualisant le lexique de Sarkozy de 2008. C'est l'occasion inespérée de tester « in vivo » le degré de soumission d'une population à l'autorité de l'Etat, et spécialement de son chef, auto-promu chef suprême d'une union sacrée contre l'envahisseur microscopique, doté des pleins pouvoirs pour décréter ses mesures, dont le bien fondé sera à jamais invérifiable (puisque l'épidémie cessera de toutes façons), mais qui, en démolissant l'économie réelle, suscitera insécurité, individualisme, docilité et résignation dans la population ; augmentera automatiquement la dette et justifiera mesures d'austérité accrues, surveillance étatique et politique antisociale chères aux marchés et aux banques.

Ce sont des gens tels que ceux-ci, qui n'y comprennent rien, à qui revient sans partage la direction des opérations. (Détrompez-vous, ils ne comprennent peut-être pas tout ce que leurs parrains attendent d'eux, mais ils ont parfaitement conscience

des conséquences qui en découlent. Généralement, les intellectuels qui dressent ce constat ne sont pas encore convaincus de la nécessité de les affronter, ils s'accrochent encore ou désespérément au capitalisme et ses institution, on va le vérifier un peu plus loin. - LVOG) Après les avoir regardés, sans trop réagir, démolir méthodiquement, pendant des dizaines d'années, services publics et acquis sociaux, nous leur conservons encore assez de crédit pour décider du bien et du mal en matière de santé, dicter à chacun d'entre nous son comportement, hors duquel il tombe sous le coup d'une « mise en danger de la vie d'autrui ». Mais cette aberration n'apparaît ni aux grands médias ni à la population : l'indignation exprimée par les syndicats d'avocats et de la magistrature face à l'atteinte récente aux libertés publiques par le Conseil d'Etat, décrétant ses mesures d'exception pour la justice, n'y a aucun écho. De plus en plus loin de l'état de droit, où l'Etat est soumis au droit et en particulier aux droits fondamentaux de l'homme, c'est ici l'Etat qui fait sa loi, semant hier comme demain le chaos et la confusion. (Voilà une "aberration" dont on se serait bien passé ! - LVOG)

« Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre et finit par perdre les deux », disait Benjamin Franklin.

L'idéal, pour les premiers bénéficiaires de nos régimes libéraux, pour qui les frontières, pas plus que la notion de nation, n'ont de valeur ; pour tous ces gens détenteurs du pouvoir réel, économique et financier, c'est de légitimer dans ces deux domaines leur idéologie commune d'après ce modèle qui a si bien fait ses preuves en façonnant « scientifiquement » médecine et agriculture modernes.

Car dès lors qu'on parvient à faire admettre des principes comme scientifiques, ils deviennent automatiquement incontestables. C'est pourquoi, au travers de ses cercles, (Fondation Saint-Simon, Terra Nova, Fondation Concorde, l'Institut Montaigne, l'iFrap et autres Fondation Jean Jaurès, La Fondapol, le groupe Les Gracques, France Stratégie, etc), l'idéologie libérale française se démène, comme ailleurs, à hisser au rang de sciences la finance et l'économie. Le projet prend forme ; L'augmentation croissante des normes et des exigences de standardisation, qui rendent peu à peu compatibles avec le modèle néo-libéral tous les secteurs de la vie sociale, s'appuie ainsi sur une rationalité technico-scientifique qui donne à ce processus une valeur objective. On peut imaginer qu'à défaut d'une volonté forte d'arracher l'humain à ces paradigmes mécanistes, c'est à une technocratie qu'auront bientôt fait place tous nos parlementarismes (10). (Eh bien débarrassons-nous du parlementarisme, assumons pleinement notre indépendance et avançons sur la voie du socialisme ! - LVOG)

La population alors, de même qu'elle obéit actuellement, aveuglément à ce que lui impose son gouvernement sur la caution du comité d'experts désignés à sa discrétion, obéira de même à ce qui lui sera dicté par les lois d'une science économique auto-proclamée. Abreuvé par les rabâchages des « fondés de pouvoir médiatique de l'oligarchie », elle nagera alors dans cet abrutissement bienheureux de la soumission volontaire des moutons de Georges Orwell.

Les obstacles à ce genre d'ambition sont peu nombreux : si l'intelligence consiste à élargir sans cesse sa connaissance, exercer son jugement propre et maintenir sans prévention sa disposition à le réviser, il faut bien admettre qu'elle ne peut être l'apanage d'aucun milieu. Elle ne peut naître que du désir individuel et sincère d'indépendance, de liberté. A peu près rien, dans nos sociétés ne nous y invite, et dans les grandes écoles moins qu'ailleurs. D'où vient que la fracture qu'on voit entre gauche et droite, techniciens et gens de lettres, universitaires et ouvriers, se comble aussitôt qu'il est question de science, où règne soudain le consensus ? (Cette "fracture" n'était-elle pas en grande partie factice, une imposture ? - LVOG)

On ne peut malheureusement pas compter qu'une science telle que celle-ci, installée depuis deux siècles comme science d'Etat, se réforme d'elle-même. Comme on peut le voir en s'informant un peu, le rejet de la critique qu'on y pratique est permanent et systématique. C'est à chacun des citoyens que nous sommes qu'il revient d'interroger sans prévention les sources de ses connaissances, de cesser de se confier aveuglément dans l'autorité, de voir enfin les conséquences réelles de cette idéologie étriquée et d'oeuvrer à son abolition, car cette idéologie tend à étouffer tout autre forme d'expression de la société. Cela ne sera envisageable que si nous sortons nos intellects de cette ornière évoquée par Einstein, qui consiste à tenter de résoudre « un problème avec les modes de pensées qui l'ont engendré ». (Vous ne pouvez pas abolir une idéologie sans abolir au préalable les rapports sociaux sur lesquels elle repose ou qu'elle incarne. - LVOG)

C'est pourquoi la question fondamentale qui se pose aujourd'hui n'est pas d'ordre sanitaire mais intellectuel et politique. (Social avant tout, puisque tout en découle dans la société. - LVOG) Intellectuel dans le sens où il ne peut y avoir de liberté sans une information pluraliste, une connaissance librement accessible et la possibilité d'un jugement autonome de l'individu – pas plus qu'il ne peut y avoir de justice sans l'indépendance et l'impartialité du juge ; Politique dans le sens où c'est notre Constitution même qui doit être interrogée : si le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris dans celle du 4 octobre 1958 en vigueur actuellement, est bien celui d'une démocratie, il n'a plus aujourd'hui qu'une valeur théorique. Car dans la pratique ce préambule n'a pas empêché une oligarchie de s'imposer. Dès lors, (r)établir dans les faits les conditions d'une démocratie revient en particulier à délimiter strictement le rôle de l'Etat ; Quelles sont les prérogatives qui doivent être attachées à cette institution, quels sont les pouvoirs de décisions qui doivent lui être retirés et remis entre les mains de l'ensemble des citoyens (11). Ce sont actuellement les droits des classes bourgeoises que défend l'Etat, quand sa mission première, dans une démocratie, serait d'être le garant des seuls Droits de l'hommes, de veiller à ce qu'aucune loi, dans tous les secteurs de la société, et donc y compris dans l'économie, ne viennent en contradiction avec ceux-ci. (En réalité, la démocratie est une fiction, qui n'a existé depuis 1789 que dans la tête de tous ceux qui ont cautionné l'ordre établi, puisque les masses exploitées n'ont jamais réellement détenu ou exercé le pouvoir politique, qui leur a été confisqué par les classes dominantes avec le concours des

classes moyennes auxquelles doit appartenir l'auteur de cet article. - LVOG) Mondialisation.ca, 29 juin 2020

Notes :

1 – https://www.oatext.com/pdf/JTS-3-186.pdf – https://oatext.com/pdf/JTS-3-187.pdf

2.a – https://www.youtube.com/watch?v=Bjvjf4MnFqc&feature=youtu.be

Une évaluation des données de la clinique pédiatrique du Dr Paul Thomas, pédiatre étasunien a été réalisée en 2019 par un chercheur indépendant sur les 3345 patients suivis par le Dr Thomas depuis leur naissance. Ce dernier a demandé qu'on évalue ses données puisqu'il dit avoir constaté dans sa pratique que les vaccins sont une cause potentielle du trouble du spectre de l'autisme, et qu'on lui demande toujours de le prouver. Cela s'avère difficile en l'absence d'études adéquates sur le sujet.

Les cas d'autisme sur ses 3345 patients sont répartis de la manière suivante :

vaccinés selon le calendrier régulier du CDC : 1 sur 45
vaccinés selon le calendrier alternatif : 1 sur 440
non vaccinés : 1 sur 715

2.b – Lettre ouverte de Tetyana Obukhanych, docteure en immunologie, aux législateurs étasuniens concernant les fausses idées reçues sur la vaccination. La lettre a été écrite en 2015. https://healthimpactnews.com/wp-content/uploads/ sites/2/2017/11/H.98_Dr.-Tetyana-Obukhanych_Written- Comments_4-22-2015.pdf

3 – http://s175833897.onlinehome.fr/wp-content/uploads/2017/04/courrier_alis_75-27-35.pdf

4.a – http://whale.to/v/state_of_health_of_unvaccinated.html

4.b – https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5360569/

4.c – https://www.thelancet.com/journals/ebiom/article/PIIS2352-3964(17)30046-4/fulltext

4.d – https://vaccinesafetycouncilminnesota.org/new-study-vaccinated-children-have-2-to-5-times-more-diseases-and- disorders-than-unvaccinated-children/

4.e – https://www.bmj.com/content/322/7282/360.full

4.f – https://www.jp-petit.org/nouv_f/pandemie/absence_de_pharmacovigilance.pdf

4.g – https://wavesnz.org.nz/wp-content/uploads/2015/02/The-1992-IAS-NZ-Survey-of-Vaccinated-vs.-Unvaccinated- Children.pdf

5 – On peut noter en revanche la réaction de l'Institut Koch qui a annoncé, après avoir attaqué violemment et publiquement Angelica Kögel (mais sans fournir la preuve de ses allégations), la publication d'une interprétation contradictoire l'année suivante (que l'intéressée attend encore).

6 – https://documentcloud.adobe.com/link/track/?pageNum=1&uri=urn%3Aaaid%3Ascds%3AUS%3A3f860c44-c780- 40c1-b11f-1e92ce6bd6a2

7 – Notamment : Les vaccinations en question, collectif, Editions Frison-Roche, 2003 – Vaccinations, les vérités indésirables, Pr Michel Georget, Editions Dangles, 2011- L'intoxication vaccinale, Fernand Delarue, esssayiste, Edition du Seuil, 1977 – La Faillite du B.C.G, Dr Marcel Ferru, autoédition 1977, – Réimpression Témoignages d'hier et d'aujourd'hui, 1995 – Vaccins, abus de conscience, Dr Alain Perrier, Marco Pietteur Editeur, 2011.

8 – Ainsi de la déclaration récente du Dr Sucharit Bhakdi, spécialiste allemand en microbiologie.« Les mesures anti- COVID19 du gouvernement sont grotesques, absurdes et très dangereuses […] L'espérance de vie de millions de personnes est réduite. L'effroyable impact sur l'économie mondiale menace l'existence d'innombrables personnes. Les conséquences sur les soins médicaux sont profondes. Déjà, les services aux patients dans le besoin sont réduits, les opérations annulées, les cabinets vides, le personnel hospitalier réduit. Tout cela aura un impact profond sur l'ensemble de notre société. Toutes ces mesures conduisent à l'autodestruction et au suicide collectif basé sur rien d'autre qu'un fantôme. » https://strategika. fr/2020/03/30/douze-experts-sinterrogent-sur-la-panique-autour-du- coronavirus-strategika/

9 – Cette médecine dite « conventionnelle », issue de cette idéologie dont nous parlons, a pour nom allopathie, ce qui signifie « autre médecine ». Par la désignation de celles qui l'ont précédée sous le vocable de « médecines alternatives » (« alter », autre), un renversement révélateur s'est donc opéré.

10 – https://www.cairn.info/revue-connexions-2010-2-page-49.htm

11 – Comme par exemple, pour sa valeur de symbole, la classification d'archives nationales.

http://www.afrase.org/2020/03/04/des-archives-des-guerres-coloniales-ont-ete-recemment-declarees-classifiees-et-sont-actuellement-rendues-inaccessibles-aux-chercheurs-dans-les-archives-publiques/

– mais avant tout les décisions de réformer le code du travail, le régime de Sécurité sociale ou celui des retraites, d'orienter l'économie ou de décider des programmes scolaires (l'Etat n'ayant aucun droit à s'ériger en dépositaire d'une culture nationale), ou de la privatisation pure et simple de l'Education nationale.

TROISIEME PARTIE

Black Lives Matter et Antifa : Qui financent, qui tirent les ficelles ?

Les États-Unis ont leur propre révolution de couleurs par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 28 juin 2020

Depuis les années 1980, la révolution de couleurs est le terme utilisé pour décrire une série d'opérations de changement de régime remarquablement efficaces menées par la CIA en utilisant des techniques développées par la RAND Corporation, les ONG « démocratie » et d'autres groupes . Elles ont été utilisées sous une forme rudimentaire pour faire tomber le régime communiste polonais à la fin des années 1980. Ces techniques ont ensuite été affinées et utilisées, avec de généreux pots-de-vin, pour renverser le régime de Gorbatchev en Union soviétique. Pour tous ceux qui ont étudié ces modèles de près, il est clair que les protestations contre les violences policières menées par des organisations amorphes portant des noms tels que Black Lives Matter ou Antifa sont plus que de simples mouvements de contestation spontanés. Des centaines de milliers de jeunes Étasuniens sont utilisés comme un boulet pour renverser non seulement un président étasunien, mais aussi, ce faisant, les structures mêmes de l'ordre constitutionnel étasunien.

Si nous prenons du recul par rapport aux vidéos montrant un policier blanc de Minneapolis enfonçant son genou sur le cou d'un homme noir, George Floyd, et si l'on regarde ce qui s'est passé dans tout le pays depuis lors, il est clair que certaines organisations ou certains groupes étaient bien préparés pour exploiter cet horrible événement pour leur propre finalités.

Les manifestations qui ont eu lieu depuis le 25 mai ont souvent commencé de manière pacifique pour être ensuite reprises par des individus violents bien entraînés. Deux organisations sont apparues régulièrement en relation avec les manifestations violentes : Black Lives Matter et Antifa (États-Unis). Les vidéos montrent des manifestants bien équipés, vêtus de noir et masqués (pas pour le coronavirus, bien sûr), vandalisant des voitures de police, brûlant des postes de police, brisant des vitrines de magasins avec des tuyaux ou des battes de baseball. L'utilisation de Twitter et d'autres médias sociaux pour coordonner les délits de fuite des foules de manifestants est évidente.

Ce qui s'est passé depuis l'événement déclencheur de Minneapolis a été comparé à la vague d'émeutes de protestation dans les ghettos noirs en 1968. J'ai vécu ces événements en 1968 et ce qui se passe aujourd'hui est bien différent. On le compare davantage à la révolutionne couleurs yougoslave qui a renversé Milosevic en 2000.

Gene Sharp : Modèle pour le renversement du régime

En 2000, le Département d'État étasunien, aidé par sa Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy – NED) et par certains agents de la CIA, a commencé à former secrètement un groupe d'étudiants universitaires de Belgrade dirigé par un groupe d'étudiants qui s'appelait Otpor ! (Résistance !). La NED et ses diverses ramifications ont été créés dans les années 1980 par le chef de la CIA Bill Casey comme un outil secret de la CIA pour renverser des régimes spécifiques dans le monde entier sous le couvert d'une ONG de défense des droits de l'homme. En fait, ils reçoivent leur argent du Congrès et de l'USAID.

Dans le cadre de la déstabilisation de la Serbie par le mouvement Otpor! en 2000, la NED et l'ambassadeur étasunien Richard Miles à Belgrade ont sélectionné et formé un groupe de plusieurs dizaines d'étudiants, dirigé par Srda Popovic, en utilisant le manuel « From Dictatorship to Democracy », traduit en serbe, du défunt Gene Sharp et de son Institution Albert Einstein. Dans un post mortem sur les événements en Serbie, le Washington Post a écrit :

« Les consultants financés par les États-Unis ont joué un rôle crucial dans les coulisses de pratiquement toutes les facettes de l'anti-démocratie, en organisant des sondages de suivi, en formant des milliers de militants de l'opposition et en aidant à organiser un décompte des votes parallèles d'une importance vitale. Les contribuables étasuniens ont payé les 5 000 bombes de peinture utilisées par les étudiants militants pour faire des graffitis anti-Miloševic sur les murs de toute la Serbie ».

Des escouades de militants formés ont été déployées dans les manifestations pour prendre le contrôle des pâtés de maisons à l'aide d'écrans vidéo intégrés à un « casque intelligent » (intelligence helmet) qui leur donnent une vue d'ensemble instantanée de leur environnement. Des bandes de jeunes convergeant vers des carrefours ciblés en communication constante sur les téléphones portables, allaient alors affronter la police. Le gouvernement étasunien a dépensé quelque 41 millions de dollars pour cette opération. Des groupes d'étudiants ont été secrètement formés aux techniques du manuel Sharp pour organiser des manifestations qui se moquaient de l'autorité de la police représentant le pouvoir, la montrant maladroite et impuissante face aux jeunes manifestants. Des professionnels de la CIA et du Département d'État étasunien les ont guidés dans les coulisses.

Le modèle de Révolution de couleur Optor! a été affiné et déployé en 2004 sous le nom de « Révolution orange » en Ukraine avec le logo et les écharpes de couleur, et en 2003 en Géorgie sous le nom de « Révolution rose ». Plus tard, la secrétaire d'État Hillary Clinton a utilisé ce modèle pour lancer le Printemps arabe. Dans tous les cas, la NED a été impliqué avec d'autres ONG, y compris les Fondations Soros.

Après le renversement de Milosevic, Popovic a créé un centre de formation sur la Révolution des couleurs, CANVAS (Centre for Applied NonViolent Action and Strategies). Ce centre est une sorte de cabinet de conseil à but lucratif pour la révolution, et était personnellement présent à New York pour travailler avec Antifa pendant l'occupation de Wall Street, où l'argent de Soros a également été rapporté.

Antifa et BLM

Les protestations, émeutes, actions violentes et non-violentes qui ont balayé les États-Unis depuis le 25 mai, y compris une attaque aux portes de la Maison Blanche, commencent à prendre tout leur sens quand on comprend le manuel de la Révolution de couleurs de la CIA.

L'impact des manifestations n'aurait pas été possible sans le soutien d'un réseau de responsables au sein du Parti démocrate, au niveau local et national, au point que le maire démocrate de Seattle a ordonné à la police d'abandonner plusieurs rues au cœur du centre-ville occupées par les manifestants.

Ces dernières années, des fractions importantes du Parti démocrate à travers les États-Unis ont été tranquillement prises en charge par ce que l'on pourrait appeler des candidats de la gauche radicale. Souvent, ils gagnent avec le soutien actif d'organisations telles que Democratic Socialists of America ou Freedom Road Socialist Organizations. À la Chambre des représentants des États-Unis, le quart des nouveaux représentants qui s'expriment avec force autour d'Alexandria Ocasio-Cortez (D-NY), Rashida Tlaib et Ilhan Omar, représentant de Minneapolis, sont tous membres ou proches des Democratic Socialists of America. Il est clair que sans la sympathie des responsables démocrates dans les villes clés, les manifestations organisés, par exemple, par Black Lives Matter et Antifa n'auraient pas eu un impact aussi spectaculaire.

Pour mieux comprendre la gravité du mouvement de protestation actuel, nous devrions nous demander qui a versé des millions au BLM. L'Antifa est plus difficile à examiner en raison de sa forme d'organisation explicitement anonyme. Cependant, leur manuel en ligne recommande ouvertement que les « cellules » locales de l'Antifa se joignent aux chapitres du BLM.

OSRF : Suivez l'argent

Le BLM a vu le jour en 2013 lorsque trois amis militants ont créé le hashtag #BlackLivesMatter pour protester contre les allégations de coups de feu tirés sur un adolescent noir non armé, Trayvon Martin, par le gardien d'un quartier hispanique blanc, George Zimmermann. Alicia Garza, Patrisse Cullors et Opal Tometi étaient toutes liées et financées par des groupes de façade liés à une organisation appelée Freedom Road Socialist Organization, l'une des quatre plus grandes organisations de gauche radicale aux États-Unis, issue d'un mouvement appelé New Communist Movement qui s'est dissout dans les années quatre-vingt.

Le 12 juin 2020, la page internet de la Freedom Road Socialist Organization déclare :

« Le temps est venu de rejoindre une organisation révolutionnaire ! Rejoindre Freedom Road Socialist Organization… Si vous avez été manifester dans la rue ces dernières semaines, il y a de bonnes chances que vous ayez réfléchi à la différence entre le type de changement que ce système a à offrir et le type de changement dont ce pays a besoin. Le capitalisme est un système qui a échoué et qui prospère grâce à l'exploitation, l'inégalité et l'oppression. L'administration réactionnaire et raciste de Trump a aggravé la pandémie. La crise économique que nous traversons est la pire depuis les années 1930. Le capitalisme monopolistique est un système qui se meurt et nous devons y mettre un terme. Et c'est exactement ce à quoi travaille l'organisation socialiste Freedom Road ».

En bref, les protestations contre le meurtre présumé d'un homme noir par la police dans le Minnesota sont maintenant utilisées pour appeler à une révolution contre le capitalisme. La FRSO chapeaute des dizaines de groupes ambigus, dont Black Lives Matter ou BLM. Ce qui est intéressant dans les racines marxistes-léninistes de la Freedom Road Socialist Organization (FRSO), ce n'est pas tant leur politique de gauche que le financement de leur création par un groupe de fondations bien implantées et exonérées d'impôts.

Alicia Garza, du BLM, est également membre du conseil d'administration ou de la direction de cinq différents groupes de façade de Freedom Road, dont le président du conseil d'administration de Right to the City Alliance pour 2011, le membre du conseil d'administration de l'École de l'unité et de la libération (SOUL), de People Organized to Win Employment Rights (POWER), Forward Together et le directeur des projets spéciaux de la National Domestic Workers Alliance.

L'Alliance pour le droit à la ville (The Right to the City Alliance) a reçu 6,5 millions de dollars entre 2011 et 2014 de plusieurs fondations exonérées d'impôts et très bien établies, dont la Fondation Ford (1,9 million de dollars), les deux principales fondations exonérées d'impôts de George Soros, Open Society, et la Fondation pour la promotion d'une société ouverte (Foundation to Promote Open Society) (1,3 million de dollars). Egalement la Fondation Kellogg (cornflake-tied) pour 250 000 dollars, et curieusement, la Fondation Ben & Jerry's (crème glacée) pour 30 000 dollars.

Garza a également obtenu d'importantes subventions en tant que directeur exécutif du FRSO, POWER, où l'ancien « tsar des emplois verts » d'Obama, Van Jones, un « communiste » autoproclamé et un « nationaliste noir turbulent », maintenant à CNN, était au conseil d'administration. Alicia Garza a également présidé l'Alliance de la droite pour la ville, un réseau de groupes militants qui s'opposent à l'embourgeoisement des villes. Depuis 2009, ce front a reçu 1,3 million de dollars de la Fondation Ford, ainsi que 600 000 dollars des fondations Soros et encore, Ben & Jerry's (50 000 dollars). Et l'ÂME de Garza, qui prétend avoir formé 712 « organisateurs » en 2014, lorsqu'elle a cofondé Black Lives Matter, a reçu 210 000 dollars de la Fondation Rockefeller et 255 000 dollars de la Fondation Heinz (ketchup et famille John Kerry), entre autres. Avec le Forward Together du FRSO, Garza a siégé au conseil d'administration d'une « organisation multiraciale qui travaille avec des dirigeants et des organisations communautaires pour transformer la culture et la politique afin de catalyser le changement social ». Elle a officiellement reçu 4 millions de dollars en recettes de 2014 et, de 2012 à 2014, l'organisation a reçu un total de 2,9 millions de dollars de la Fondation Ford (655 000 dollars) et d'autres grandes fondations.

La cofondatrice de BLM, Opal Tometi, née au Nigeria, est également issue du réseau du FRSO. Opal Tometi a dirigé l'Alliance noire pour une immigration juste du FRSO. Curieusement, avec une « équipe » de deux personnes, elle a obtenu de l'argent de grandes fondations, dont la Kellogg Foundation pour 75 000 dollars et les fondations Soros pour 100 000 dollars, et, à nouveau, Ben & Jerry's (10 000 dollars). Tometi a obtenu 60 000 dollars en 2014 pour diriger le groupe.

L'organisation socialiste Freedom Road, qui appelle désormais ouvertement à une révolution contre le capitalisme à la suite du meurtre de Floyd George, a une autre groupe, The Advancement Project, qui se décrit comme « une organisation de défense des droits civils multiraciaux de la prochaine génération ». Son conseil d'administration comprend un ancien directeur de la sensibilisation des communautés du département étasunien de l'éducation de Barack Obama et un ancien assistant du procureur général pour les droits civils de Bill Clinton. En 2013, l'Advancement Project du FRSO a reçu des millions de la part de grandes fondations étasuniennes exonérées d'impôts, dont Ford (8,5 millions de dollars), Kellogg (3 millions de dollars), la fondation Hewlett du fondateur de l'industrie de la défense HP (2,5 millions de dollars), la fondation Rockefeller (2,5 millions de dollars) et les fondations Soros (8,6 millions de dollars).

Major Money et ActBlue

En 2016, année de l'élection présidentielle où Hillary Clinton affrontait Donald Trump, Black Lives Matter s'était révélé comme un réseau bien organisé. Cette année-là, la Fondation Ford et Borealis Philanthropy ont annoncé la création du Black-Led Movement Fund (BLMF), « une campagne de six ans de mise en commun des donateurs visant à collecter 100 millions de dollars pour la coalition Movement for Black Lives » dont le BLM était un élément central. A cette époque, les fondations Soros avaient déjà accordé quelque 33 millions de dollars de subventions au mouvement Black Lives Matter. Il s'agissait là d'une somme importante pour les fondations.

Le BLMF s'est identifié comme ayant été créé par des fondations de prestige, dont la Ford Foundation, la Kellogg Foundation et les Soros Open Society Foundations. Elles ont décrit leur rôle ainsi :

« La BLMF fournit des subventions, des ressources pour la construction du mouvement et une assistance technique aux organisations qui travaillent à faire avancer le leadership et la vision des jeunes leaders noirs, queers, féministes et immigrants qui façonnent et dirigent une discussion au plan national sur la criminalisation, le maintien de l'ordre et la race aux États-Unis ».

La coalition Movement for Black Lives (M4BL), qui comprend Black Lives Matter, a déjà demandé en 2016 :

« le financement des services de police, des réparations basées sur la race, le droit de vote pour les immigrants illégaux,

le désinvestissement des combustibles fossiles, la fin de l'enseignement privé et des écoles à charte, un revenu de base universel et un collège gratuit pour les noirs« .

Notamment, lorsque nous cliquons sur le site web de M4BL, sous leur bouton « donate », nous apprenons que les dons iront à quelque chose appelé ActBlue Charities. ActBlue facilite les dons aux « démocrates et aux progressistes ». en date du 21 mai, ActBlue avait donné 119 millions de dollars à la campagne de Joe Biden.

C'était avant les manifestations mondiales du 25 mai de Black Lives Matter (BLM). Maintenant, de grandes entreprises comme Apple, Disney, Nike et des centaines d'autres pourraient verser des millions de dollars non déclarés à ActBlue sous le nom de Black Lives Matter, des fonds qui peuvent en fait servir à financer l'élection d'un président démocrate, Joe Biden. C'est peut-être la véritable raison pour laquelle la campagne de Biden a été soutenue à ce point par des électeurs noirs. Ce qui est clair, rien qu'à partir de ce compte-rendu du rôle crucial des fondations à gros budget derrière les groupes de protestation comme Black lives Matter, c'est qu'il y a un programme bien plus complexe à la base des protestations qui déstabilisent maintenant les villes à travers les États-Unis. Le rôle des fondations exonérées d'impôts liées aux fortunes des plus grandes sociétés industrielles et financières telles que Rockefeller, Ford, Kellogg, Hewlett et Soros indique qu'il existe un motif bien plus profond et bien plus sinistre pour expliquer les manifestations en cours que le simple scandale spontané ne le suggère. Mondialisation.ca, 28 juin 2020

https://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-ont-leur-propre-revolution-de-couleurs/5646915

Faites tomber les masques de la réaction : La gauche.

- Débat sur les masques face à la flambée du Covid-19 aux Etats-Unis - AFP 30 juin 2020

Se couvrir le visage est devenu un geste quasi-politique aux Etats-Unis: les démocrates appellent à rendre les masques obligatoires en public pour endiguer la pandémie.

Quant au masque, Donald Trump n'en porte pas en public, à l'inverse des démocrates, dont son adversaire pour la Maison Blanche, Joe Biden.

L'attitude se retrouve chez les Américains: les trois-quarts des démocrates disent porter régulièrement un masque dans les commerces, contre une moitié des républicains, selon un sondage Pew.

Les masques sont aujourd'hui obligatoires en public dans au moins 20 des 50 Etats américains, selon l'organisation ASTHO et l'AFP. Plusieurs gouverneurs démocrates (Californie, Nevada) l'ont décidé ces dernières semaines, et l'Oregon ce lundi. Ceux du Texas et de la Floride, républicains, l'encouragent mais refusent de le requérir.

Mais Jacksonville, en Floride, est la dernière grande ville en date à avoir décrété l'obligation, suivant d'autres agglomérations dont Miami.

Autre nouvelle mesure restrictive décidée au niveau local: toutes les plages du sud de la Floride, dont celles de Miami, seront fermées le long week-end prochain, dont vendredi qui est férié pour la fête nationale. Le maire de Miami Beach a rendu obligatoire le port du masque en public sous peine d'une amende de cinquante dollars et la ville de Miami a menacé d'au moins dix jours de fermetures les commerces ne respectant pas les consignes sanitaires.

En Californie, le comté de Los Angeles a lui aussi décidé de fermer temporairement ses plages le week-end prochain pour éviter un regain de contaminations.

Face au patchwork de décisions, les appels montent pour qu'une obligation nationale du masque dans les espaces publics intérieurs soit décrétée par Donald Trump, notamment d'Andrew Cuomo, le gouverneur démocrate de New York.

"La Maison Blanche est en déni sur le coronavirus depuis le début", a accusé Andrew Cuomo.

Les données confirment l'efficacité de la mesure, explique à l'AFP David Rubin, professeur de médecine et responsable d'un modèle épidémiologique à l'hôpital pour enfants de Philadelphie. Il cite Richmond où les contaminations ont nettement chuté après l'obligation imposée le 29 mai en Virginie.

C'est pour lui "la seule façon de créer une cohérence dans tout le pays pour réduire le risque posé par les gens qui voyagent d'une région à une autre".

Pour les épidémiologistes, il est urgent d'intervenir pour inverser la tendance. AFP 30 juin 2020

LVOG - Rappel. Le Pr. Raoult a expliqué que le masque ne servait à rien et que seul le lavage des mains était un geste sanitaire utile. Dans l'IHU de Marseille où sont passés plus de 5.000 personnes porteuses du virus ou testées positives, le personnel soignant ne portait pas de masque et aucun malade grave ou décès n'a été enregistré.

Leur humanisme est la politique des salauds, la preuve.

- Les USA commencent à priver Hong Kong de ses privilèges commerciaux - Reuters 30 juin 2020

- RDC : le roi des Belges exprime pour la première fois des "regrets" pour le passé colonial - Franceinfo 30 juin 2020

- Porter le plaidoyer contre le racisme sur la scène internationale est un "devoir moral" pour les pays africains - Franceinfo 30 juin 2020

- Kosovo: Le président Thaçi rejette les accusations de crimes de guerre - Reuters 30 juin 2020

Non grata !

- Maduro ordonne à l'émissaire de l'UE de quitter le Venezuela Reuters 30 juin 2020

Nicolas Maduro a ordonné lundi à l'émissaire de l'Union européenne de quitter le Venezuela, après que l'UE a annoncé des sanctions financières contre des représentants fidèles au président vénézuélien en leur reprochant d'avoir nui au fonctionnement de l'Assemblée, contrôlée par l'opposition.

Plus tôt ce mois-ci, l'Union a dit considérer comme illégitime la décision de la Cour suprême vénézuélienne de nommer un allié de Nicolas Maduro à la tête de l'Assemblée nationale, considérant que le chef de file de l'opposition, Juan Guaido, avait été élu à ce poste de manière légale en janvier.

Nicolas Maduro a donné 72 heures à l'émissaire de l'UE, Isabel Brilhante Pedrosa, pour quitter le pays après l'annonce plus tôt dans la journée des sanctions prises par le bloc communautaire.

"Un avion peut lui être prêté pour partir", a dit le dirigeant socialiste lors d'une apparition à la télévision publique.

Parmi les 11 représentants vénézuéliens sanctionnés par Bruxelles figurent Luis Parra, allié de Maduro désigné par la Cour suprême comme président de l'Assemblée nationale, Juan José Mendoza, président de la chambre constitutionnelle de la Cour suprême, et le général José Ornelas, qui dirige le Conseil national de défense.

L'UE leur reproche d'être "particulièrement responsables d'actions contre le fonctionnement démocratique de l'Assemblée nationale, notamment en privant d'immunité parlementaire plusieurs de ses membres". Reuters 30 juin 2020

Haut de page

Le 11 juillet 2020

CAUSERIE ET INFOS

La causerie comporte quatre parties.

La manipulation débridée des faits a atteint un tel niveau dans tous les domaines, qu'il n'est plus possible de se fier à ce qu'on lit sans devoir corriger en permanence ce qu'on écrit ou prendre le risque de publier malgré nous des conneries. Du coup, comme les informations se contredisent un jour sur l'autre ou qu'on en apprend un peu plus chaque jour au compte-gouttes, et encore, quand on ne passe pas à côté et à condition de les chercher, on est obligé d'attendre la suite, la confirmation ou la réfutation de ce qu'on a lu, sans savoir si elle viendra, ce qui est très désagréable et perturbe notre travail et la compréhension de ce qui se passe réellement.

C'est la raison pour laquelle il n'est plus possible de traiter à chaud un sujet. Par conséquent, il est préférable d'espacer nos causeries, ce qui n'est pas plus mal, car cela permet d'avoir une vue d'ensemble de la situation ou d'aborder plus à fond chaque sujet. Entre nous, c'est un truc de fou, ils voudraient rendre dingue la population qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Certains sont assez naïfs pour croire qu'ils ne le font pas exprès, on veut bien l'admettre dans certains cas isolés, mais dans la majorité des cas, c'est délibérément, pour être plus précis, c'est naturel chez eux et cela ne les gêne pas du tout, ce sont des

psychopathes enragés, des personnages particulièrement malfaisants, des cinglés dont on doit se débarrasser au plus vite. Comment ? Hélas nous n'avons pas de réponse à cette question ou si, mais celle qu'on propose n'intéresse pratiquement personne !

Bref, réaliser cette causerie est devenue un véritable casse-tête. Imaginez un peu, j'ai dû y consacrer plus de 100 heures, et physiquement la machine donne des signes évidents de faiblesse que je ne peux plus ignorer plus longtemps, je vais donc devoir me reposer un peu ou espacer ces causeries. En Inde, je ne peux pas me permettre de jouer avec ma santé, d'ailleurs je n'en ai pas les moyens financiers. On continuera comme on pourra.

A lire sur les ONG :

- Les périls du tout-humanitaire par Arundhati Roy. (10.2004)

Il existe de nombreuses vidéos en anglais sur le Net de cet écrivain indien (Ecrivaine indienne pour les féminisés à la mauvaise conscience.).

On a semble-t-il oublié qu'on vient à peine de sortir de l'alchimie ou qu'à bien des égards on y est encore !

Pour définir le niveau de la science de nos jours, on pourrait dire qu'elle a à peine commencé à prendre conscience de l'étendue de son ignorance, et qu'au lieu d'en tirer une leçon de modestie, elle s'en vante, ce qui n'augure rien de bon pour la suite sans un changement de régime économique.

Un internaute : "*On avait peur du gros champignon radioactif, en fait ce sera un minuscule virus.*"

On avait oublié de le mentionner dans les précédentes causeries. C'est vrai que pendant plusieurs décennies ils ont combiné la peur du communisme à celle d'une guerre mondiale thermonucléaire ou à la prolifération nucléaire, et ils s'en servirent pour lancer les écologistes ou l'ongisation de la politique qui portera un coup fatal au mouvement ouvrier.

J'avais lu quelque part sans m'y attarder, qu'il existait de nombreuses similitudes entre les ONG, les partis et les syndicats du mouvement ouvrier. Il est vrai que dans les entreprises ou la fonction publique les syndicats font généralement davantage office d'assistante sociale, d'assistant du chef du personnel ou du DRH, de collaborateur de la direction ou du ministre, plutôt qu'opposants au capitalisme et à son Etat...

Si on questionnait l'ensemble des travailleurs syndiqués ou ayant été syndiqués un jour du secteur privé ou marchand, on s'apercevrait que 99% d'entre eux n'avaient jamais été anticapitalistes ou si peu de temps pour une infime minorité d'entre eux, et quant à ceux du secteur public ou les fonctionnaires, on s'apercevrait qu'ils n'avaient pas été plus nombreux à souhaiter le renversement de l'Etat des capitalistes, qu'ils n'avaient jamais considéré comme leur ennemi. Partant de là, avec un niveau de conscience politique aussi médiocre, il ne fallait pas s'attendre à des jours meilleurs ou cela préfigurait des jours bien pires dans l'avenir. Le nier était sans doute le meilleur moyen de ne pas y échapper.

Je rappelle que ce constat est toujours tabou de nos jours, ce qui n'est pas sans signification politique. Attention dès que vous abordez cette question sous cet angle-là, vous devenez systématiquement un ennemi de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Pourquoi, que craignent-ils donc, car finalement on ne fait qu'observer, énoncer des faits, décrire la réalité, dire la vérité ? Certes, mais vous mettez en évidence pourquoi non seulement ils estiment inutile d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience politique, mais aussi ou surtout pourquoi ils refusent de combattre quotidiennement à leur côté la propagande gouvernementale ou de l'oligarchie destinée à les déstabiliser psychologiquement et à les conditionner idéologiquement pour mieux les enchaîner au régime, car vous montrez qu'en laissant le champ libre à la réaction sur ce terrain-là, ils lui rendent un fier service au lieu de servir notre cause, et comme c'est tellement évident, leur masque marqué du sceau de l'imposture ou de l'infamie ne résiste pas longtemps et tombe.

En avaient-ils conscience ou non ? Peu importe ici, nous ne sommes pas dans un tribunal ou je ne pense pas que ce soit la bonne question qu'il faille se poser. On devrait plutôt se demander s'ils croyaient ou non dans le socialisme, s'ils croyaient ou non dans la capacité des masses à accomplir leur tâche historique, apparemment non.

D'ailleurs, si je me réfère à ma propre expérience qui n'a rien de glorieuse, quand j'ai soudain cessé de militer en 1981, j'ai démontré que je n'y croyais pas ou que j'ignorais ce que cela signifiait vraiment, la valeur de mon engagement politique pour sincère qu'il était, était manifestement médiocre ou reposait sur une grande part d'ignorance (ou d'illusions), que mes convictions ou mes bonnes intentions ne pourraient jamais suffire à combler.

Cela ne vous surprendra pas si je vous avoue que c'est seulement au cours des dernières années que je suis parvenu à en prendre conscience, en revenant sans cesse pendant 20 ans sur l'évolution de l'orientation politique des différents courants du mouvement ouvrier au cours du XXe siècle.

- 53 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

La nature l'emportera toujours sur l'homme, même quand il se croit supérieur aux autres espèces et les maltraite.

Il est extrêmement rare de rencontrer des homos sapiens qui ont en permanence à l'esprit qu'ils viennent au monde totalement ignorants, qui ne savent rien de rien de tout quand ils sortent du ventre de leur mère, et comme ils vont passer le restant de leurs jours à l'ignorer, cela va forcément en faire de dangereux déséquilibrés mentaux parvenus à l'âge adulte ou même avant, qui s'ignoreront évidemment.

On a cru que leur adaptation au milieu naturel dans lequel ils baignaient et sa transformation, témoignait du développement d'une forme d'intelligence supérieure qui n'existerait pas chez les autres espèces, ce qui d'ailleurs était erroné comme on le découvrira plus tard, alors qu'en réalité cette réaction était dictée uniquement par leur instinct de survie ou plus prosaïquement encore, par un processus biochimique qui était régi par ses propres lois, et qui une fois lancé se poursuivait jusqu'à l'accomplissement de sa destiné qui le ramènerait à sa condition biochimique initiale, sans qu'ils sachent comment ou pour tout dire sans s'en soucier ou en prendre conscience, puisqu'à l'article de la mort ils interprèteront leur existence comme ils l'avaient vécue et non comme elle s'était réellement déroulée, donc terminant leur vie comme ils l'avaient commencée, aussi ignorants qu'au premier jour à peu de choses près pour l'immense majorité d'entre eux.

Non satisfait d'être parvenus à devenir le plus grand prédateur de la planète, ils allaient littéralement l'envahir en se multipliant démesurément pour assurer la survie de leur espèce, qu'aucune autre ne menaçait véritablement à part la leur, les hommes faisant régner leurs lois ou la terreur sur Terre, jusqu'à ce que la nature les rappelle à ses bons souvenirs, ou qu'il existait depuis la nuit des temps une espèce de virus encore plus nuisible et dévastatrice que la leur, et contre laquelle ils demeureraient toujours impuissants tant ils lui ressemblaient.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit en lisant à propos du Covid-19, que "*la nouvelle vague est survenue dans le cadre d'un déconfinement rapide autorisé par les autorités*" serbes (AFP 9 juillet 2020), parce qu'ils ont cru qu'en perturbant les voies par lesquelles le coronavirus se propageait, ils y échapperaient ou que cela suffirait à en modifier la destiné et la leur par voie de conséquence, alors qu'ils en ignoraient tout et n'apprendraient rien ou presque de cette expérience au cours des mois suivants, après avoir perdu leur temps à se livrer à une multitude d'expériences en laboratoire, ou à l'issue desquelles ils ne seraient toujours pas foutus de déterminer précisément comment se transmettait ce coronavirus, ce qui devait permettre aux chefs de ces psychopathes de les maltraiter ou de leur rappeler qu'ils n'étaient que des esclaves de leur condition en liberté surveillée, et que finalement ils n'avaient pratiquement pas évolué au cours des dizaines de milliers d'années écoulées.

Ce constat sans concession, on devrait peut-être plutôt dire sans compromission tellement c'est devenu un comportement généralisé, normal ou consensuel de nos jours, comporte un certain nombre de sous-entendus facilement repérables, dont on peut saisir la teneur pour peu qu'on fasse preuve d'honnêteté intellectuelle, de manière à en nuancer la portée ou tenir compte qu'il existe tout de même des hommes et des femmes plus évolués que la moyenne, bien que leurs connaissances présentent de très graves lacunes, ce qu'ils ignorent eux-mêmes, cela va de soi, mais on devait le préciser car on n'idéalise personne et on se range soi-même dans cette catégorie qui essaie de tirer en avant l'histoire ou ce qu'on appelle encore la civilisation humaine au lieu de concourir à sa régression et à son dépérissement. Personnellement plus j'observe le comportement de la population, et plus j'ai conscience de ne pas y ressembler. Ces réflexions me sont venues également à l'esprit après avoir reçu un courriel de ma soeur cadette (54 ans), apparemment très banal, mais en analysant le contenu, surréaliste, hallucinant, sidérant totalement délirant tellement on avait l'impression qu'il ne s'était rien passé au cours des mois précédents ou que c'était déjà oublié, que cela n'avait jamais eu lieu, en espérant seulement pouvoir partir en vacances à la fin du mois dans sa résidence secondaire au Portugal.

Ce qui était le plus frappant, c'est qu'à aucun moment j'ai eu l'impression qu'elle avait essayé de comprendre ce qui se passait ou s'était passé, en se contentant du discours officiel ou en ne pensant qu'à ses petites affaires, ses petits plaisirs, certes c'est légitime, mais cela ne l'est plus quand il n'existe rien d'autres et que notre comportement influera sur la suite des évènements. Je crois que c'est le cas de l'immense majorité des gens qui finalement n'apprennent ou ne retiennent jamais rien ou si peu des expériences qu'ils ont vécues, ou qui en tireront parfois des leçons quand il sera trop tard ou quand cela ne leur servira plus à rien, quand on devient vieux de préférence, cela m'arrive aussi et j'en ai pris conscience, ce n'est pas spécialement agréable et cela fait réfléchir, faut-il encore avoir la modestie de l'admettre.

Le tableau peu optimiste ou réjouissant que je viens de décrire, c'est finalement l'envers du décors de la lutte des classes que généralement on ne tient pas à vous montrer ou qu'on préfère ignorer parce qu'il plonge au-delà des origines économiques ou sociales de notre condition. Cela peut être déstabilisant sur le plan mental et sujet à instrumentalisation psychologique, voyez comment l'oligarchie s'en sert pour conditionner les masses et vous aurez compris pourquoi je l'aborde dans mes

causeries, j'estime que cela fait partie de notre combat politique et doit être pris en compte dans notre conception de la lutte de classe.

On vous le cache pour ne pas vous démoraliser ou vous décourager quand vous rejoignez le mouvement ouvrier, car si vous preniez conscience de l'ampleur de la tâche à accomplir vous pourriez être choqué et renoncé à votre engagement politique. C'est là, donc dès le début, qu'on va commencer à vous raconter des blagues ou qu'on vous cachera une partie déterminante de la réalité que vous aurez à affronter, et comme malgré tout vous la prendrez en pleine gueule, vous ne serez pas en mesure de comprendre ce qui se passe, vous déserterez un jour ou l'autre ou vous vous laisserez corrompre idéologiquement sans même vous en rendre compte, vous ne progresserez plus jamais, vous serez définitivement perdu pour notre cause.

D'où la nécessité absolue de tout dire (encore faut-il le découvrir !) en remontant à l'origine de l'ensemble des manifestations de la nature dont nous faisons partie, et ensuite advienne que pourra, et si par endroit j'ai fait preuve de maladresse, tant pis pour nous, on fait ce qu'on peut.

Il n'y a pas de place pour les tricheurs dans la société des hommes.

Etes-vous "***plus humains que vos prédécesseurs***?

LVOG - Tiré d'un blog.

Victor Hugo ou Denis Diderot ?

Victor Hugo

« C’est la civilisation qui marche sur la barbarie. C’est un peuple éclairé qui va trouver un peuple dans la nuit. Nous sommes les grecs du monde, c’est à nous d’illuminer le monde. »

— Victor Hugo, Choses vues (1887).

L’objectif de la colonisation de l’Afrique, selon Hugo ?

« Refaire une Afrique nouvelle, rendre la vieille Afrique maniable à la civilisation, tel est le problème. L’Europe le résoudra. Allez, Peuples ! Emparez-vous de cette terre. Prenez-la. À qui ? À personne. Prenez cette terre à Dieu. Dieu donne la terre aux hommes. Dieu donne l’Afrique à l’Europe. Prenez-la. […] Prenez-la non pour le canon, mais pour la charrue ; non pour le sabre, mais pour le commerce ; non pour la bataille, mais pour l’industrie ; non pour la conquête, mais pour la fraternité. » (Discours sur l’Afrique).

Ainsi prodigue-t-il quelques conseils aux dirigeants européens :

« Versez votre trop-plein dans cette Afrique, et du même coup résolvez vos questions sociales, changez vos prolétaires en propriétaires. Allez, faites ! faites des routes, faites des ports, faites des villes ; croissez, cultivez, colonisez, multipliez ; »

Hugo toujours :

« Faire l’éducation du genre humain, c’est la mission de l’Europe.

Chacun des peuples européens devra contribuer à cette sainte et grande œuvre dans la proportion de sa propre lumière […] Tous ne sont pas propres à tout.

La France, par exemple, saura mal coloniser et n’y réussira qu’avec peine […] Chose étrange à dire et bien vraie pourtant, ce qui manque à la France en Alger, c’est un peu de barbarie. Les Turcs allaient plus vite, plus sûrement et plus loin ; ils savaient mieux couper des têtes.

La première chose qui frappe le sauvage, ce n’est pas la raison, c’est la force.

Ce qui manque à la France, l’Angleterre l’a ; la Russie également.

[…] L’enseignement des peuples a deux degrés, la colonisation et la civilisation. L’Angleterre et la Russie coloniseront le monde barbare ; la France civilisera le monde colonisé. »

Et encore :

« La barbarie est en Afrique, je le sais, mais […] nous ne devons pas l'y prendre, nous devons l'y détruire ; nous ne sommes pas venus l'y chercher, mais l'en chasser. Nous ne sommes pas venus […] inoculer la barbarie à notre armée, mais notre civilisation à tout un peuple. »

Diderot.

« Discours aux Hottentots », tiré de l'Histoire des deux Indes (1770) :

« Vous riez avec mépris des superstitions de l'Hottentot. Mais vos prêtres ne vous empoisonnent-ils pas en naissant de préjugés qui font le supplice de votre vie, qui sèment la division dans vos familles, qui arment vos contrées les unes contre les autres ? Vos pères se sont cent fois égorgés pour des questions incompréhensibles. Ces temps de frénésie renaîtront, et vous vous massacrerez encore.

Vous êtes fiers de vos lumières : mais à quoi vous servent-elles ? De quelle utilité seraient-elles à l'Hottentot ? est-il donc si important de savoir parler de la vertu sans la pratiquer ? Quelle obligation vous aura le Sauvage, lorsque vous lui aurez porté des arts sans lesquels il est satisfait, des industries qui ne feraient que multiplier ses besoins et ses travaux, des lois dont il ne peut se promettre plus de sécurité que vous n'en avez !

Encore si, lorsque vous avez abordé sur ses rivages, vous vous étiez proposé de l'amener à une vie plus policée, à des mœurs qui vous paraissaient préférables aux siennes, on vous excuserait. Mais vous êtes descendues dans son pays pour l'en dépouiller. Vous ne vous êtes approchés de sa cabane que pour l'en chasser, que pour le substituer, si vous le pouviez, à l'animal qui laboure sous le fouet de l'agriculteur, que pour achever de l'abrutir, que pour satisfaire votre cupidité.

Fuyez, malheureux Hottentots, fuyez ! enfoncez-vous dans vos forêts. Les bêtes féroces qui les habitent sont moins redoutables que les monstres sous l'empire desquels vous allez tomber. Le tigre vous déchirera peut-être, mais il ne vous ôtera que la vie. L'autre vous ravira l´innocence et la liberté. Ou si vous vous en sentez le courage, prenez vos haches, tendez vos arcs, faites pleuvoir sur ces étrangers vos flèches empoisonnées. Puisse-t-il n'en rester aucun pour porter à leurs citoyens la nouvelle de leur désastre !

Mais hélas ! vous êtes sans défiance, et vous ne les connaissez pas. Ils ont la douceur peinte sur leurs visages. Leur maintien promet une affabilité qui vous en imposera. Et comment ne vous tromperait-elle pas ? c'est un piège pour eux-mêmes. La vérité semble habiter sur leurs lèvres. En vous abordant, ils s'inclineront. Ils auront une main placée sur la poitrine. Ils tourneront l'autre vers le ciel, ou vous la présenteront avec amitié. Leur geste sera celui de la bienfaisance ; leur regard celui de l'humanité : mais la cruauté, mais la trahison sont au fond de leur cœur. Ils disperseront vos cabanes ; ils se jetteront sur vos troupeaux ; ils corrompront vos femmes ; ils séduiront vos filles. Ou vous vous plierez à leurs folles opinions, ou ils vous massacreront sans pitié. Ils croient que celui qui ne pense pas comme eux est indigne de vivre.

Hâtez-vous donc, embusquez-vous ; et lorsqu'ils se courberont d'une manière suppliante et perfide, percez-leur la poitrine. Ce ne sont pas les représentations de la justice qu'ils n'écoutent pas, ce sont vos flèches qu'il faut leur adresser. Il en est temps ; Riebeck approche. Celui-ci ne vous fera peut-être pas tout le mal que je vous annonce ; mais cette feinte modération ne sera pas imitée par ceux qui le suivront. Et vous, cruels Européens, ne vous irritez pas de ma harangue. Ni l'Hottentot, ni l'habitant des contrées qui vous restent à dévaster ne l'entendront. Si mon discours vous offense, c'est que vous n'êtes pas plus humains que vos prédécesseurs ; c'est que vous voyez dans la haine que je leur ai vouée celle que j'ai pour vous. »

Stratégie de la terreur comme mode de gouvernance.

- Un chat meurt d'un virus rare en Italie, les autorités s'inquiètent - Yahoo 2 juillet 2020

- Djihadisme, séparatisme, violence politique : l'Europe reste sous la menace terroriste - LeFigaro.fr 2 juillet 2020

- Le premier semestre 2020, le plus chaud de France - euronews 2 juillet 2020

On est en droit de se poser cette question.

- "*Quelle est la valeur d'une société composée d'individus nuls?*", Aldous Huxley dans un entretien à une télévision canadienne en 1960, 3 ans avant sa mort. (Vidéo sur YouTube)

LVOG - Sans aller jusqu'à dire que la population est nulle, il faut lui reconnaître un manque certain de maturité ou de conscience, un euphémisme...

Ils se ruent chez les coiffeurs, dans les pubs, sur les plages, etc. les ventes de voitures et de biens immobiliers repartent et les voilà qui ne pensent plus qu'à leurs vacances comme si absolument rien ne s'était passé, c'est normal, c'est humain paraît-il, et si c'était vrai, hélas ! C'est une expression du conformisme ambiant...

L'épisode actuel a confirmé mon analyse. Il a démontré que les masses ne réagissaient pas à un évènement en fonction de leur conscience, mais de l'émotion qu'il suscitait chez elles. Le populisme a consisté à l'interpréter en ignorant une partie des faits de manière à pouvoir manipuler leurs émotions dans une direction donnée ou en fonction d'un but déterminé qui consista à les maintenir dans l'ignorance de ce qui se passait réellement pour qu'elles soient réduites à l'impuissance ou le subisse sans pouvoir réagir.

Dès qu'on s'écarte des principes fondamentaux, on s'égare, et plus on s'en éloigne, plus on régresse, encore faut-il avoir défini ce qu'on entendait par principes fondamentaux ou en avoir été réellement capable un jour, et là il est permis d'en douter fortement pour la plupart des gens. Car ce n'est pas quelque chose dont il suffirait de se saisir, bien que cela se passe sous nos yeux, comme tout ou presque d'ailleurs, c'est plutôt quelque chose que l'on doit chercher et découvrir à l'aide des lois de la dialectique. Voilà pour la première difficulté sur laquelle nous butons, parce que généralement nous sommes buté !

La seconde va résider dans la tendance à considérer que tout ce qui est acquis l'est définitivement ou à confondre ce qui est relatif et absolue, sachant que toute connaissance sera à la fois ou successivement l'un et l'autre pendant une durée déterminée qu'on ignore, mais sur laquelle on spécule parce que cela nous arrange ou permet d'apporter des réponses à des questions qu'on ne s'est même pas donné la peine de se poser ou qu'on préfère ne pas aborder pour diverses raisons.

Cette confusion va contribuer à produire un épais brouillard entre nous et la réalité rendant ces principes fondamentaux méconnaissables, au point de confondre la cause et la conséquence, le particulier et le général, la quantité et la qualité, la fin et les moyens.

La troisième difficulté qui découle de la précédente, donc de la confusion entre ces éléments logiques, va nous entraîner à substituer inconsciemment à la réalité celle que des hommes ont façonné intentionnellement, de sorte que ces principes fondamentaux seront devenus inaccessibles sous un amas d'amalgames, de contrevérités, d'éléments purement et simplement inventés ou fabriqués, autrement dit, toute trace des liens qui existaient entre des faits auront disparu ou seront devenus mystérieux autant que leur origine, rendant toute interprétation indépendante de la situation impossible.

C'est la conclusion à laquelle nous voulions arriver.

Un homme normalement constitué ou équilibré mentalement, réputé évolué ou instruit, devrait toujours se poser des questions élémentaires avant de se faire une idée sur quelque chose ou quelqu'un, sur la situation ou un évènement, or il en est en grande partie ou totalement incapable la plupart du temps.

Quant à ceux qui avaient commencé à évoluer, ils ont arrêté en cours de route, et désormais quand ils font appel à ces principes fondamentaux c'est uniquement pour tenter de justifier leur interprétation de la situation une fois épurée des éléments qui la contrediraient ou en torturant les faits pour leur faire dire ce qu'ils ont envie qu'ils disent et pas autres choses.

C'est toujours pour la bonne cause. Laquelle ?

C'est ainsi par exemple qu'ils passeront sous silence l'irruption officielle d'une épidémie virale moins de trois après que l'oligarchie en ait simulé une, pour ne pas dire simultanément. Pour eux, soit cela n'avait aucun rapport, soit c'était une pure coïncidence, et tant pis si elle avait été précédée d'autres coïncidences du même genre, et si par la suite elle s'accompagnerait d'une multitude de coïncidences. Ils décrèteront que rien ne doit entraver la lutte contre cette épidémie déclarée cause mondiale par l'OMS, autrement dit l'oligarchie avec laquelle au passage ils réaliseront un consensus contre tous les peuples.

Lorsqu'on observe pendant des années que les mêmes scénarios se reproduisent à l'identique dans différents pays ou à l'échelle mondiale lors de campagnes sur des thèmes tels que le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, l'homophobie, l'écologie, le cannabis, les droits des femmes, la lutte contre le terrorisme, etc. actionnés par les mêmes acteurs, soutenus par les mêmes institutions, financés par les mêmes milliardaires philanthropes, promus par les mêmes médias, il ne leur viendra pas à l'idée qu'elles pourraient être instrumentalisées et servir de tous autres buts que ceux affichés, impossible ou ils s'en moquent parce qu'ils ont décidé un jour que ces causes étaient justes quoiqu'il arrive, quelle que soit la manière dont les choses se passent.

Du 11 septembre au Covid-19 en passant par Charlie et la destruction de l'Irak, de la Libye et de la Syrie, chaque fois ces principes fondamentaux ont été piétinés ou ignorés au profit d'une sordide démagogie, qui désormais a été intégrée à la conception de la lutte des classes de la totalité des formations du mouvement ouvrier.

On est donc en droit d'en déduire, que leur conception de la lutte des classes était déjà pourrie ou complètement dévoyée pour se laisser ainsi influencer ou entraîner par la réaction et lui servir d'agents, on ne voit pas trop comment il aurait pu en être

autrement partant de là ou quelle autre explication il pourrait y avoir.

Imposture consommée. Indispensable indépendance.

Indispensable indépendance, c'était le titre de l'éditorial de la Tribune de travailleurs (POID) du 1 juillet 2020.

LTT - "Pékin impose sa loi à Hong Kong".

LVOG - Une annonce de Washington, de la NED/CIA ? Non, du POID le 29 juin 2020 !

LTT - "Macron est isolé, et il le sait. "

LVOG - Vraiment ? Vérifions-le.

- Convention citoyenne pour le climat : Julien Bayou a "envie d'applaudir" Emmanuel Macron, mais "attend du concret" - Franceinfo 2 juillet 2020

LTT - Élections municipales : échec de La République en marche (LREM) du président Macron.

LVOG - Hier ou plutôt avant-hier il donnait du "dégage Macron", et maintenant il donne dans le "président Macron", passons, mais c'est révélateur.

La défaite, que dis-je la déroute de LREM était annoncée, inévitable, déjà actée lors du lancement du produit de marketing en 2016-2017, la date de péremption figurait même en caractère gras sur l'emballage avec l'avertissement suivant : Attention en fonction des conditions rencontrées elle pourrait être avancée ou la durée de vie de ce produit pourrait être réduite de moitié, à consommer rapidement de préférence.

Il était grillé avant même d'être élu.

Il en fut de même avec Sarkozy et Hollande, alors pourquoi Macron aurait-il dû y échapper ? Sans élus locaux, sans enracinement territorial, dans un contexte exacerbé qui imaginait un autre résultat, personne, c'était plié d'avance, alors pourquoi faire croire le contraire ?

Le contexte social n'ayant cessé de se dégrader et étant promis au pire dans les mois ou années à venir, la lutte des classes allait repartir de plus belle fournissant l'occasion de ranimer l'imposture ou le clivage artificiel gauche-droite, tandis que le centre ou l'extrême-centre allait se retrouver marginalisé, ainsi que l'extrême droite, pris entre le marteau et l'enclume, LREM allait se faire ratatiner sèchement, c'était plus que prévisible ou inévitable, c'était écrit.

Serait-ce un échec pour ses mentors de l'oligarchie ?

Pas du tout, bien au contraire, en propulsant EELV Macron va avoir les mains libres pour appliquer la suite de son programme, l'essentiel était de sauver la perspective tracée par LREM, objectif atteint. Que la majorité des électeurs n'aient pas été votés ne contrarie pas leur plan, elle l'avait intégré dans ses prévisions dès sa rédaction. Il était inévitable qu'après tous les coups qu'ils allaient prendre pendant trois ans, qui plus est sur fond de psychose collective, l'abstention serait massive ou majoritaire, peu importe puisque cela ne représenterait pas une force organisée qui menacerait le régime.

Parler de l'échec de Macron et LREM sous-entendait forcément que d'autres avaient remporté une victoire ou avaient triomphé, pas EELV, pas les abstentionnistes, le POID (et le POI) les méprise, qui d'autres sinon le cadavre de l'union de la gauche ressorti du placard...

LREM-LR-PS. Un remaniement : un nouveau coup d'Etat ou une provocation en forme de bras d'honneur.

Macron a nommé Jean Castex Premier ministre, un casseur de l'hôpital public, comme provocation ou bras d'honneur on ne pouvait imaginer plus sordide et cruel. Tous les dirigeants syndicaux sont prêts à discuter avec lui comme si rien ne s'était passé au cours des quatre derniers mois en France, on est déjà dans le consensus pour préserver "le vieux monde" capitaliste.

L'assassin Olivier Véran demeure en place aux Solidarités et à la Santé, son statut de ministre devrait le protéger de toutes poursuites judiciaires, idem pour Gérald Darmanin visé par une plainte pour viol promu ministère de l'Intérieur, ils pourront être défendus par Éric Dupond-Moretti dont la nomination au ministère de la Justice constitue "*une déclaration de guerre*" selon les syndicats de la magistrature. Et pour finir une chroniqueuse télé comme ministre de la Culture pour bien montrer le mépris

qu'elle leur inspire, la prochaine fois il ferait mieux d'imiter les Américains qui ont supprimé ce ministère jugé inutile depuis belle lurette.

Ils ont recentré le gouvernement en direction de LR, sur lequel ils pourraient se reporter en 2022 au cas où LREM serait trop marginalisé pour être certain de l'emporter. Cela devrait leur permettre de racoler une partie des voix des retraités (15 millions d'électeurs) qui votent traditionnellement pour le parti officiel de l'ordre, et de s'appuyer sur le réseau des élus LR majoritaires parmi les communes de plus de 9.000 habitants, là où LREM est pratiquement inexistant, tout en conservant leurs liens avec le PS, Le Drian conservant le poste clé du ministère des Affaires Etrangère)

Compatible, soluble, révélateur, un peu trop !

- Emmanuelle Cosse a refusé d'entrer au gouvernement - LeFigaro.fr 8 juillet 2020

L'ex secrétaire nationale d'EELV et ministre du Logement sous François Hollande n'a pas voulu donner suite à la proposition. LeFigaro.fr 8 juillet 2020

Totalitarisme et corporatisme. Tartuferie. Comme il l'aime "***le vieux monde***". Quelle "***plaie***" cette racaille !

Discours d'Emmanuel Macron le 14 juillet : Force ouvrière attend de l"apaisement" et que le gouvernement ne remette pas "du sel sur la plaie" avec la réforme des retraites - Franceinfo 5 juillet 2020

Franceinfo : Qu'attendez-vous du discours d'Emmanuel Macron le 14 juillet ?

Yves Veyrier : Je ne sais pas...

LVOG - Traduisez : Il s'en contrefout !

Franceinfo : Croyez-vous au tournant social du gouvernement ?

Yves Veyrier : Moi, je ne crois en rien. Je suis athée, d'une manière générale. Je ne vais pas dire que je suis comme Saint Thomas, mais moi, ce qui m'importe, ce sont les actes. Ce sont les politiques qui vont être mises en œuvre et on va voir ce qu'il en sera. Je constate la volonté d'un habillage plus social avec la nomination de Jean Castex. Il se définit lui-même comme gaulliste social, donc c'est plutôt un peu le vieux monde qui reviendrait, mais dans sa forme moderne. Moi, je ne crois pas que le vieux monde soit derrière nous, soit défait. Je pense que le nouveau monde s'est plutôt fracassé sur les réalités ces jours derniers.

Franceinfo : Interrogé sur le remaniement, Yves Veyrier a semblé se réjouir du maintien de Bruno Le Maire à l'Économie. "Heureux ? Je ne sais pas, on va voir ce que ce seront les politiques qui seront mises en œuvre, les actes". francetvinfo.fr 7 juillet 2020

LVOG - Il croit tout de même dans les vertus du capitalisme. Oui mais c'est naturel chez lui, donc ce n'est pas une croyance ! Effectivement, ce qui l'importe "*ce sont les actes*" et cela en est un de soutenir le régime en place.

Franceinfo : Le Premier ministre Jean Castex dit vouloir tendre la main aux organisations syndicales. N'est-ce pas un bon point de départ ?

Yves Veyrier : J'attends de voir. J'ai entendu les paroles du Premier ministre. Il a dit que réexaminer n'est pas se renier, alors ça veut dire quoi ?

LVOG - Il préfère qu'on le prenne pour un crétin plutôt qu'un agent du régime, il doit estimer que ce serait moins compromettant...

Comment, vous ne le saviez pas encore ? C'est la vocation de Macron et son gouvernement de défendre "avec ardeur et conviction" les intérêts des travailleurs.

Prisons : FO Pénitentiaire "espère que le ténor du barreau" Éric Dupond-Moretti défendra "avec ardeur et conviction les personnels pénitentiaires" - Franceinfo 8 juillet 2020

LVOG - Avec de tels opposants, le régime de la Ve République est bien gardé.

Qui a dit : "*On a un gouvernement nouveau, qui est nommé, avec un Premier ministre, et en général vous avez un discours de politique générale. Le gouvernement demande une majorité à l'Assemblée. Eh bien ce discours, ce ne sera que le 15 juillet, dans huit jours*". Et, "*Avant, on va faire des questions au gouvernement, on va continuer des lois, comme si de rien n'était, comme si finalement on connaissait le programme de ce gouvernement. Si c'est pas inédit, c'est de toute façon anormal et scandaleux.*"

Réponse : Eric Coquerel (LFI) mercredi matin sur Europe 1. Europe1 8 juillet 2020

LVOG - On a compris qu'il se fout de leur programme autant que Veyrier, donc ce n'est pas cela qui le dérange, que dis-je, qui le choque, c'est que l'esprit de la Ve République soit malmené.

Europe1 - Eric Coquerel voit là une nouvelle occasion de critiquer Emmanuel Macron, qui concentre selon lui tous les pouvoirs. "C'est une manière d'exacerber le caractère monarchiste de la Cinquième République, parce qu'en réalité un homme a tout décidé", a-t-il jugé. "Cet homme c'est Emmanuel Macron, qui a donné une interview le 3 juillet dans la presse quotidienne régionale où il a annoncé le programme du gouvernement. Il est président, Premier ministre à la fois et Monsieur Castex est son secrétaire général bis."

LVOG - Parce cela changerait tout pour nous si c'était le Premier ministre qui annonçait la suite du programme, car voyez-vous on est trop débile pour le deviner.

La soupe est toujours bonne pour les ouvriéristes, tiers-mondistes, quarts-mondistes.

Claire Hédon pour remplacer Jacques Toubon comme défenseure des droits - AFP 1 juillet 2020

Mme Hédon, âgée de 57 ans et dirigeante depuis 2015 de l'association ATD-Quart monde qui lutte contre l'extrême pauvreté.

Ancienne journaliste de radio (RFI, France inter), elle est aussi membre du Comité consultatif national d'éthique depuis 2017.

Mme Hédon avait accueilli M. Macron plusieurs heures dans un centre d'ATD-Quart Monde à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) en septembre 2018, en marge de la présentation de la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté. AFP 1 juillet 2020

En famille. On ne se croirait pas sous un régime fascisant. Tous acceptent de collaborer avec lui.

Mystification.

Retraites: Castex face au mur du refus des syndicats - lefigaro.fr 9 juillet 2020

Tous les partenaires sociaux, qui ont défilé ce jeudi dans le bureau du premier ministre, ont opposé une fin de non-recevoir à toute relance de la réforme.

Très déterminé, le chef du gouvernement a commencé à recevoir individuellement les partenaires sociaux à Matignon jeudi, en présence de la nouvelle ministre du Travail, Élisabeth Borne, qui récupère dans son périmètre ce dossier explosif. Les discussions doivent se boucler ce vendredi après-midi. Puis une réunion, où les partenaires sociaux seront tous réunis collectivement, est prévue «avant le 20 juillet», probablement vendredi prochain.

LVOG - En fait, les dirigeants syndicaux corrompus estiment tout comme le Medef, que remettre immédiatement sur le tapis la contre-réforme des retraites alors que la situation sociale devrait continuer de s'aggraver dans les mois à venir, ne leur permettrait peut-être pas de contenir leurs bases, ce qui pourrait perturber les affaires de leurs braves partenaires capitalistes. Lisez, ils le disent eux-mêmes, pour eux la priorité, c'est la "*relance*" de la machine capitaliste, sauvegarder le régime. D'ailleurs, ils n'ont pas dit non ou qu'ils y étaient opposés, et en précisant que ce n'était pas "*le moment*", en quelque sorte ils ont fourni un bon conseil à Macron et Castex pour la faire passer plus facilement plus tard.

Le Figaro - «On a clairement dit au premier ministre que la question des retraites ne devait pas venir polluer la question de la relance», a-t-il encore insisté, en soulignant que «la priorité aujourd'hui, c'est l'emploi». Pour les syndicats hostiles depuis le début à la réforme, l'opposition reste totale. «Ce n'est vraiment pas le moment», a martelé Yves Veyrier, secrétaire général de FO. «On lui a dit que c'était un sujet explosif qui allait diviser le pays. S'il démarre son mandat par ce genre de situation, ça laisse mal augurer de la suite», a réagi Philippe Martinez, son homologue de la CGT... lefigaro.fr 9 juillet 2020

LVOG - "*Ca laisse mal augurer de la suite*" pour qui ? Martinez qui s'inquiète du sort du nouveau Premier ministre...

Le président de la CFE-CGC, François Hommeril, a bien résumé l'ambiance de cette réunion de famille :

franceinfo - "J'ai la même priorité que tout le monde. Il n'y en a qu'une aujourd'hui, c'est la question économique, c'est la question des entreprises."

LVOG - Il a toutefois fourni un élément intéressant. franceinfo - "Notre syndicat était, dans tous les cas, radicalement opposé au principe même de la retraite universel par point, poursuit François Hommeril. Je rappelle que si on avait fait cette réforme il y a cinq ans, au coeur de la crise aujourd'hui, les pensions auraient été diminuées de 10 à 12 %. Donc on a l'exacte mesure de ce que représente le système par point. Ce n'est rien d'autre que la diminution des pensions." francetvinfo.fr 9 juillet 2020

Faites tomber les masques.

Dans l'éditorial du 8 juillet de la Tribune des travailleurs (POID), avant de s'épandre sur "*la dramatique situation que connaît le pays*" à la manière d'un populiste, Daniel Gluckstein devait saluer l'attitude responsable des partenaires sociaux de tous bords, relayant au passage les inquiétudes du Figaro et l'insouciance des " *partis de « gauche »* ", qui n'auraient rien à craindre non plus puisqu'une "*solution conforme aux intérêts de la majorité de la population – celle qui n'a que son travail pour vivre – maintiendrait (voire abaisserait) l'âge de départ à la retraite à taux plein*".

Vous avez bien lu, si "*une politique ouvrière, politique pour la majorité par la majorité, un gouvernement de la classe ouvrière et de la démocratie*" voyait le jour, il pourrait maintenir l'âge de départ à la retraite à taux plein, adieu le retour aux 37,5 annuités, adieu l'alignement du régime général sur les régimes spéciaux les plus avantageux ou le départ à la retraite dès 50 ans, et parfois ce serait encore trop tard.

La prochaine fois qu'il nous épargne le doute ou le conditionnel, et qu'il nous dise carrément que notre condition demeurerait inchangée si lui et ses amis parvenaient au pouvoir, à cause de "*la dramatique situation que (connaîtrait) le pays*".

Source : http://www.latribunedestravailleurs.fr/

Moi-y-a-vouloir-des-sous... pas la tête des assassins Macron-Véran-Salomon.

Le "Ségur de la santé" accouche au forceps d'un projet d'accord sur les salaires - AFP 10 juillet 2020

A l'issue d'une négociation marathon, le gouvernement a proposé jeudi un protocole d'accord à 180 euros net mensuels au moins pour les personnels hospitaliers, laissant entrevoir une avancée dans le "Ségur de la santé", et les discussions pourraient aussi se débloquer avec les médecins.

Le document, dont l'AFP a obtenu copie, prévoit 20 mesures, dont une hausse de salaire de 183 euros net mensuels pour l'ensemble des "personnels des établissements hospitaliers et des Ehpad" - à l'exception des médecins, qui font l'objet de négociations séparées.

Cette augmentation de salaire dite "socle" devra être votée en fin d'année dans le budget de la Sécu et interviendra en deux temps: une première revalorisation de 90 euros "avec un effet rétroactif" au 1er septembre et une autre de 93 euros au 1er mars 2021.

Le texte inclut également une "révision" des grilles de salaires pour certains métiers soignants (infirmiers, aides-soignants), médico-techniques (manipulateurs radio) et de rééducation (kinés), qui serait bouclée avant le printemps pour une "entrée en application" le 1er janvier 2022 au plus tard.

Selon le ministère, cela se traduirait par une rallonge de l'ordre de 35 euros net par mois en moyenne pour les agents concernés.

De nouvelles majorations sont en outre envisagées pour les heures supplémentaires, ainsi que le travail de nuit, du dimanche et des jours fériés.

Des "recrutements" sont enfin mentionnés, mais les 15.000 postes évoqués par plusieurs participants ne figurent pas noir sur blanc.

Les syndicats ont désormais jusqu'à lundi pour se prononcer sur ce texte, qui serait ensuite signé à Matignon.

Dans une réaction transmise à l'AFP, Olivier Véran a rappelé "son souhait d'aboutir à un accord" signé par une majorité de syndicats.

Mais la CGT-Santé, première organisation du secteur, considère que le gouvernement "ne cède que des miettes" et appelle dans un communiqué les personnels hospitaliers "à participer aux mobilisations prévues le 14 juillet".

SUD-Santé entend aussi manifester le 14 juillet, avec notamment un cortège à Paris entre République et Bastille. Le syndicat, qui avait quitté la négociation début juin, affirme que "le compte n'y est pas", au regard des 300 euros net revendiqués.

"D'autres choses" ont été obtenues "en compensation", a souligné Didier Birig, secrétaire général de FO-Santé, considérant que

"ce protocole n'est pas parfait" mais que "7,5 milliards d'euros, ce n'est pas une petite somme".

Une partie de la manne serait toutefois destinée aux établissements privés, qu'ils soient associatifs ou à but lucratif, afin que leurs salariés non médicaux soient augmentés d'environ 160 euros net.

La numéro un de la CFDT-Santé, Eve Rescanières, a estimé qu'il s'agissait d'"un bon accord" qui "a le mérite d'exister", même s'il "n'est pas suffisant pour rattraper le retard accumulé depuis des décennies"

"Ca ne va pas aussi loin qu'on le voulait au départ, mais on a obtenu des avancées", a insisté Jean-Claude Stutz, secrétaire national de l'Unsa-Santé.

Du côté des médecins, qui font l'objet de négociations séparées, la situation était aussi en passe de se débloquer.

Après l'échec d'une précédente réunion mercredi, le gouvernement a concédé jeudi une rallonge de 50 millions d'euros, portant à 450 millions l'enveloppe pour revaloriser les fins de carrières et la prime d'engagement de service public exclusif, selon deux sources syndicales.

L'une d'elles prédit que plusieurs organisations pourraient donner leur accord à cette ultime proposition dès vendredi matin.

Avant ce rebondissement, deux syndicats (APH et Jeunes Médecins) avaient dénoncé un "mépris pour les praticiens hospitaliers" et appelé la profession "à se préparer à une mobilisation de grande ampleur".

Les internes et étudiants en médecine ont, pour leur part, obtenu une rallonge de 38 millions d'euros, portant à près de 200 millions le budget prévu pour améliorer leurs rémunérations.

Malgré le préavis de grève déposé par le principal syndicat d'internes (Isni), son président Justin Breysse s'est dit satisfait de ce montant, tout en rappelant ses "fortes attentes" sur les "conditions de travail et de formation".

Le ministère assure que d'autres mesures doivent permettre "un meilleur respect du temps de travail". AFP 10 juillet 2020

En complément

Quand je lis dans un tract "*300 euros pour tous ! Des postes ! Dirigeants syndicaux, sortez de l'imposture du Ségur !*", je ne vais pas plus loin pour ne pas perdre mon temps.

Mais..."***la circulation des personnes***" pourra être limitée.

Etat d'urgence sanitaire : Le Conseil constitutionnel valide la loi et précise les interdictions de circulation - 20 Minutes 9 juillet 2020

Le Conseil constitutionnel a validé jeudi la loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire à partir de samedi, mais précisé les interdictions de circulation des personnes, qui ne peuvent selon lui conduire à un confinement, même localisé.

LVOG - Faux. La preuve.

20 Minutes - Le texte permet des restrictions sur la circulation des personnes, l'accueil du public dans certains établissements ou les rassemblements. Le Conseil constitutionnel considère que « l'interdiction de circulation des personnes et des véhicules ainsi que l'interdiction d'accès aux moyens de transport collectif de voyageurs ne peut être édictée que dans les territoires où une circulation active du virus a été constatée ». 20 Minutes 9 juillet 2020

LVOG - Il suffit donc de décréter qu'"une circulation active du virus a été constatée" pour restreindre à nouveau "la circulation des personnes".

Il n'y a plus qu'à prononcer sa liquidation... ou à casquer, à moins que ce soit les deux à la fois !

Le Sénat vote le "trou de la Sécu", l'amorce d'une 5e branche et une "règle d'or" - AFP 2 juillet 2020

Avec ces deux textes (organique et ordinaire), votés mi-juin en première lecture par les députés, le gouvernement entend entériner l'ajout de 136 milliards d'euros de dettes au "trou de la Sécu" et poser le principe d'une nouvelle branche consacrée à la perte d'autonomie.

Députés et sénateurs tenteront de se mettre d'accord sur un texte commun en commission mixte paritaire. En cas d'échec une nouvelle lecture sera organisée dans les deux chambres, l'Assemblée nationale ayant le dernier mot.

Les sénateurs ont accepté le transfert à la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) des déficits passés et à venir de la Sécurité sociale, jusqu'à l'exercice 2023, pour un montant maximal de 123 milliards d'euros.

Mais ils ont rejeté le transfert de la dette des hôpitaux (pour 13 milliards d'euros), estimant que l'État devait en assumer la charge car il s'agissait d'une dette "essentiellement immobilière".

Pour le secrétaire d'État auprès du ministre de la Santé Adrien Taquet, cette suppression "prive les hôpitaux d'une bouffée d'air (...) qui était très fortement attendue".

Les sénateurs ont aussi souhaité instaurer une "règle d'or" qui encadrerait les futures lois de financement de la Sécurité sociale. A partir de 2025, chacune de ces lois devrait ainsi assurer un équilibre des comptes de la Sécurité sociale sur cinq ans. AFP 2 juillet 2020

Retenez votre souffle, ne respirez plus : Vous avez atteint votre "***quota carbone individuel***", mourez !

LVOG - Pas encore carbonisés?

Environnement: des députés proposent un "quota carbone individuel" pour limiter l'usage de l'avion - AFP 30 juin 2020

Contre la pollution du transport aérien, les députés François Ruffin (LFI) et Delphine Batho (Ecologie, Démocratie, Solidarité) ont présenté mardi une proposition de loi qui entend instaurer un "quota carbone" par individu pour limiter les voyages en avion.

"A l'époque, on nous avait traités de fous, d'extrémistes, d'écolos radicaux", se souvient François Ruffin qui entend, avec sa nouvelle proposition de loi déposée mardi sur le bureau de l'Assemblée, "poser un principe pour l'avenir".

"L'objectif est de mettre en place un système de quota carbone individuel pour l'usage de l'avion (les déplacements professionnels ne sont pas concernés). Ce quota serait le même pour chacun. Cela limiterait la possibilité de prendre l'avion pour ceux qui le prennent beaucoup trop, chacun aura la possibilité d'accumuler des points carbone dans le temps pour pouvoir faire un voyage de temps en temps", a expliqué Delphine Batho. AFP 30 juin 2020

Voilà qui devrait les réjouir.

Aéronautique : le groupe Airbus annonce la suppression de 15 000 postes, dont 5 000 en France - Franceinfo 30 juin 2020

Le groupe Airbus a annoncé mardi 30 juin au soir la suppression de 15 000 postes dans le monde d'ici l'été 2021, évoquant son souhait "d'adapter ses effectifs à la crise du Covid-19". Le constructeur européen prévoit de supprimer 5 000 postes en France, 5 100 en Allemagne et 1 700 au Royaume-Uni.

Ces suppressions de postes devraient quasi exclusivement toucher la branche aviation commerciale du groupe – également présente dans la défense, l'espace et les hélicoptères – ainsi que plusieurs filiales comme la française Stelia Aerospace ou encore l'allemande Premium Aerotec.

Depuis plusieurs semaines, Guillaume Faury, le président exécutif du groupe aux 135 000 salariés, dont 81 000 dans sa branche d'avions commerciaux, prévenait que la crise engendrée par l'épidémie de coronavirus mettait en jeu la "survie d'Airbus".

"L'ampleur de la crise du Covid-19 pour notre secteur impose à Airbus de s'adapter. Cette adaptation signifie en fait une réduction significative du format de notre entreprise. Après des décennies de croissance ininterrompue, c'est une véritable épreuve. Elle nous contraint à des décisions amères", a-t-il écrit dans une lettre aux salariés.

Le groupe Airbus compte 49 000 salariés en France, 45 500 en Allemagne, 12 500 en Espagne et 11 000 au Royaume-Uni. Les suppressions de postes concerneraient donc plus de 10% des effectifs totaux. La branche Defense and Space d'Airbus, confrontée à un marché difficile, a déjà annoncé en février un plan de restructuration prévoyant 2 665 suppressions de postes. Franceinfo 30 juin 2020

Airbus, Hop !, Nokia, tous unis contre les licenciements - euronews.com 9 juillet 2020

C'est sur ce site même, près de Toulouse, que 3 500 emplois doivent être supprimés. Et ça, les salariés d'Airbus ne peuvent pas l'accepter. Ils ont manifesté ce mercredi matin contre le plan social annoncé par l'avionneur européen, qui menace quelques 5 000 postes en France, conséquence de la crise économique qui frappe le secteur aérien.

Jean François Knepper, Délégué FO Airbus : "Nous avons une revendication collective ici, c'est "pour deux départs, une embauche", sinon on va sacrifier en plus dans cette crise toute une génération de jeunes". (Il accepte donc 1 licenciement sur 2, gageons que ce délégué syndical patronal n'est pas concerné. - LVOG)

Autre entreprise mise à mal par les conséquences de la crise sanitaire, Air France KLM et sa filiale HOP. Plusieurs centaines de ses salariés se sont rassemblées à Morlaix (Finistère) devant le site local de HOP, où sont employées 280 personnes, pour protester contre sa fermeture. Selon le plan décidé par la direction d'Air France, 40% des 2 400 emplois de Hop doivent être supprimés.

Nokia est aussi sous le coup de menaces d'un plan social. Comme la semaine dernière, sur ces images à Lannion dans les Côtes d'Armor, plusieurs centaines de salariés de l'équipementier téléphonique finlandais ont défilé à Paris contre la suppression de 1 233 emplois en France. euronews.com 9 juillet 2020

Coronabusiness, ce devrait être un secret pour personne.

La raison secrète pour laquelle les riches aiment la pandémie - entelekheia.fr 19 juin 2020

Extrait.

Aux États-Unis, les milliardaires ont vu leur fortune grimper en flèche, avec une augmentation de 12,5 % depuis le début de la pandémie. L'Institute for Policy Studies a publié une étude « montrant que, dans les huit semaines entre le 18 mars et le 14 mai, les super-riches du pays ont ajouté 368,8 milliards de dollars supplémentaires à leurs fortunes déjà énormes ».

Bien avant que le coronavirus ne devienne un nom familier, les trois Américains les plus riches étaient plus riches que les 50% les plus pauvres de notre pays. Pour ceux d'entre vous qui savent calculer, cela représente 164 millions de personnes.

Outre ces inégalités surréalistes, les riches ne paient pas non plus leur juste part d'impôts. (Choqué ?) Ils ont reçu une réduction d'impôt géante de Donald Trump, et les super-riches cachent 32 billions de dollars dans des paradis fiscaux offshore du monde entier.

Pendant ce temps, pour les Américains moyens, les choses ne vont pas aussi bien. Comme l'écrit Alan Mcleod pour MintPress, « Un nombre record de 36 millions d'Américains ont déposé une demande d'assurance-chômage, des millions d'autres ont perdu leur assurance-santé dépendante de l'employeur, [1] et environ un tiers du pays ne peut plus payer son loyer.

Une fois que vous avez tout mis sur la table et que vous avez regardé les cartes qui nous ont été distribuées, vous n'avez pas d'autre choix que de vous demander : « Comment se fait-il que notre société ne s'effondre pas ? Comment se fait-il que beaucoup plus de choses ne soient pas incendiées ? Pourquoi le beurre de cacahuète est-il encore disponible dans les épiceries ? Pourquoi les gens continuent-ils à se promener en trottinette électrique en souriant sous leur masque de pandémie ? Pourquoi la bourse n'est-elle pas si basse qu'elle permette de voir mes chaussettes ?

Eh bien, une des raisons est que nous avons maintenant une ploutonomie – un terme utilisé par les analystes de Citigroup et d'autres pour décrire un système dans lequel les plus riches (les 1%) sont le moteur ainsi que les bénéficiaires de la croissance économique.

Au fond, dans l'Amérique d'aujourd'hui, seul compte ce que font les riches – ce qu'ils achètent, ce qu'ils vendent, ce dans quoi ils investissent, ce qu'ils baisent et ce qu'ils écoutent. Vous et moi n'avons tout simplement pas d'importance.

Quoi qu'il en soit, cette idée de ploutonomie a en fait été divulguée dans une note d'analyste de Citigroup, il y a plusieurs années. Ils ont accidentellement énoncé à voix haute, pour leurs clients super riches, ce qu'ils taisent normalement. On pouvait y lire :

Le monde est en train de se diviser en deux blocs – les ploutonomies, dont la croissance économique est alimentée et largement consommée par une riche minorité, et le reste. …Quels sont les moteurs les plus communs de la Ploutonomie ? Des gains de productivité dus à la technologie, une innovation financière créative, des gouvernements coopératifs favorables au capitalisme, … et des conquêtes à l'étranger qui stimulent la création de richesses, les États de droit et les brevets d'inventions.

Prenons un moment pour traduire ce que cela signifie en langage humain. Par exemple, « une innovation financière créative » se traduit par « de nouvelles façons de voler les gens ». Ensuite, « des gouvernements coopératifs favorables au capitalisme »

doit être lu comme « des gouvernements contrôlés par les riches et conçus pour escroquer le peuple comme au coin d'un bois ». C'est ce que cela signifie quand un gouvernement « coopère » avec la Citibank. Et enfin, « les conquêtes à l'étranger qui stimulent la création de richesses, les États de droit et les brevets d'inventions ». Ce charabia signifie « envahir et prendre le contrôle d'autres nations et d'autres peuples, puis voler leurs ressources ».

C'est une bien belle langue qu'ils parlent là-bas à la Citibank, n'est-ce pas ?

La note de Citigroup se termine par : « Souvent, ces vagues de richesse impliquent une grande complexité, exploitée au mieux par les personnes riches et instruites du moment. » Ils disent que la ploutonomie est trop compliquée pour nous, les masses troglodytes, avec nos T-shirts avec des choses écrites dessus et nos pailles extra longues avec une petite cuillère au bout pour atteindre le fond de nos gobelets de boissons glacées Slush Puppie.

Revenons maintenant à l'article de Mintpress sur les gains époustouflants des riches – « Le fait que la richesse des milliardaires augmente si rapidement en période d'effondrement économique suggère que les gains des riches ne sont même plus reliés aux forces productives et qu'ils sont davantage liés à la quantité de richesse que l'on peut tirer des coffres publics ».

Vous voyez, il y a une lutte des classes depuis des années – perpétrée par les riches contre tous les autres. Dans une étude publiée dans les Proceedings de la National Academy of Sciences, des chercheurs ont découvert que l'appartenance à la classe sociale des possédants était un bon indicateur de comportements non éthiques. Ils ont montré que les riches sont plus susceptibles de prendre des décisions contraires à l'éthique, de voler les autres, d'enfreindre les règles du Code de la route et de tricher lors des concours. entelekheia.fr 19 juin 2020

https://inequality.org/billionaire-bonanza-2020-updates

Mise à jour du 18 juin 2020 : la richesse des milliardaires américains atteint 584 milliards de dollars, soit 20%, depuis le début de la pandémie

Depuis le 18 mars, la classe des milliardaires américains a vu sa richesse augmenter de 20%, soit 584 milliards de dollars, depuis le début de la pandémie, alors que 45,5 millions d'Américains ont déposé une demande de chômage et que l'économie a cratéré, selon une nouvelle analyse d'Americans for Tax L'équité (ATF) et l'Institut d'études politiques - Programme sur les inégalités (IPS), en s'appuyant sur le rapport IPS Billionaire Bonanza 2020.

Dans l'ensemble, entre le 18 mars - date approximative du début de la fermeture de la pandémie, lorsque la plupart des restrictions économiques fédérales et étatiques étaient en place - et le 17 juin, la valeur nette totale des plus de 640 milliardaires américains est passée de 2,948 billions de dollars à 3,531 milliards de dollars, selon sur l'analyse des données de Forbes par les deux groupes. Depuis le 18 mars, date à laquelle Forbes a publié son rapport annuel sur la richesse des milliardaires, les États-Unis ont ajouté 29 milliardaires supplémentaires, passant de 614 à 643. Au cours des trois mêmes mois, plus de 45,5 millions de personnes ont déposé une demande de chômage, selon le ministère du Travail.

Les cinq premiers milliardaires - Jeff Bezos, Bill Gates, Mark Zuckerberg, Warren Buffett et Larry Ellison - ont vu leur richesse augmenter de 101,7 milliards de dollars, soit 26%. Ils ont capturé 17,4% de la croissance de la richesse totale des 600 milliardaires et plus au cours des trois derniers mois. La fortune de Bezos et de Zuckerberg a augmenté de près de 76 milliards de dollars, soit 13% du total de 584 milliards de dollars.

"Cette orgie de richesse montre à quel point notre système économique est fondamentalement défectueux", a déclaré Frank Clemente, directeur exécutif d'ATF. «En trois mois, environ 600 milliardaires ont augmenté leur richesse de bien plus que ce que les gouverneurs du pays disent que leurs États ont besoin d'une aide fiscale pour continuer à fournir des services à 330 millions de résidents. Leur richesse a augmenté deux fois plus que le gouvernement fédéral a versé en chèques uniques à plus de 150 millions d'Américains. Si cette pandémie révèle quelque chose, c'est à quel point notre société est devenue inégale et à quel point elle doit changer radicalement. »

"La dernière chose dont la société américaine a besoin, c'est d'une polarisation économique et raciale accrue", a déclaré Chuck Collins, directeur de l'Institute for Policy Studies Program on Inequality et co-auteur du rapport Billionaire Bonanza 2020. «L'augmentation de la richesse du milliardaire et le profit de la pandémie sapent l'unité et la solidarité dont le peuple américain aura besoin pour se rétablir et grandir ensemble, et non pour se séparer.»

Au cours de la même période d'environ trois mois, près de 2,1 millions d'Américains sont tombés malades du virus et environ 118 000 en sont morts. Parmi les autres victimes de la pandémie, 27 millions d'Américains pourraient perdre leur couverture de soins de santé fournie par l'employeur. Les travailleurs à bas salaires, les personnes de couleur et les femmes ont souffert de manière disproportionnée dans les crises médicale et économique combinées. Les milliardaires sont des hommes extrêmement blancs.

Fait remarquable, 12 milliardaires ont plus que doublé leur fortune au cours des trois derniers mois. L'un d'eux, Trevor Milton, le fondateur de Nikola Motor qui construit des semi-camions alimentés par des batteries et de l'hydrogène, a augmenté sa richesse plus de cinq fois.

Des décennies de réductions d'impôts pour les riches ont alimenté la croissance des milliardaires et leur richesse. Même au milieu de la plus grande urgence nationale depuis la Seconde Guerre mondiale, les versements d'impôts aux riches se sont poursuivis - plus récemment sous la forme de «Millionaire Giveaways» glissés dans la loi d'allégement de la pandémie CARES promulguée fin mars.

La loi House HEROES, récemment adoptée, abrogerait cet allégement fiscal qui donne une réduction d'impôt moyenne de 1,6 million de dollars cette année à 43 000 millionnaires et milliardaires, selon le Comité mixte de la fiscalité. JCT estime que la suppression de cette échappatoire générerait 246 milliards de dollars, une somme énorme qui pourrait être utilisée pour soulager une pandémie.

https://inequality.org/billionaire-bonanza-2020-updates

Les banksters en action.

Ces centaines de millions d'euros que les banques prélèveraient indûment - LePoint.fr 2 juillet 2020 Selon l'UFC-Que choisir, les banques prélèveraient indûment près de 420 millions d'euros chaque année de frais d'incidents.

Selon ses calculs, pour la seule année 2018, les banques auraient indûment prélevé pas moins de 420 millions d'euros aux ménages français. Une somme qui serait semblable d'une année sur l'autre et qui correspondrait dans les faits aux doublons des frais de rejet de prélèvement, lorsque le compte d'un client est en manque de provision.

Ces frais de rejet sont facturés « en moyenne 20 euros », estime l'association de consommateurs et sont récupérés par la banque lorsqu'elle doit refuser le paiement d'une créance d'un client, car son compte n'est pas assez approvisionné. Toutefois, des surfacturations peuvent survenir notamment lorsqu'un nouvel ordre de prélèvement est issu par le créancier dans un délai de dix jours et que le client concerné n'a pas eu le temps d'alimenter son compte bancaire entre-temps. Ce sont ces doublons pour une même opération bancaire que dénonce l'UFC-Que choisir et qui, au total, représentent 420 millions d'euros.

Chaque année, au total, ces prélèvements de frais d'incidents rapporteraient aux banques pas moins de 6,7 milliards d'euros. Or, selon l'UFC-Que choisir, les établissements bancaires s'assureraient sur ces frais des « marges exorbitantes de 86 % en moyenne ». LePoint.fr 2 juillet 2020

L'Australie, l'autre bastion de l'Etat profond.

- Australie: une partie de Melbourne confinée pour éviter une recrudescence du coronavirus - AFP 1 juillet 2020

Des centaines de milliers d'habitants du nord et de l'ouest de Melbourne ont reçu mardi l'ordre de rester confinés chez eux pour contenir l'épidémie de coronavirus qui frappe la deuxième plus grande ville du pays. AFP 1 juillet 2020

- L'Australie va nettement accroître son budget de défense - Reuters 1 juillet 2020

L'Australie va augmenter ses dépenses en matière de défense de 40% au cours des dix prochaines années, avec l'achat d'équipements militaires de longue portée qui seront avant tout focalisés sur la région indo-pacifique, a déclaré mercredi le Premier ministre Scott Morrison.

Au cours d'un discours dont la teneur pourrait exacerber les tensions avec la Chine, le dirigeant a indiqué que le pays allait débourser plus de 270 milliards de dollars australiens (166 milliards d'euros) au cours de la prochaine décennie pour acquérir des forces de frappe aérienne, terrestre et maritime de longue portée.

"Nous voulons une région indo-pacifique libre de toute coercition et hégémonie", a-t-il déclaré dans une critique voilée visant la Chine. "Nous voulons une région où tous les pays, grands et petits, peuvent nouer librement des relations et être guidés par des lois et normes internationales".

Cette nouvelle posture, plus musclée, de Canberra tend à montrer la volonté de l'Australie de s'affirmer face à la Chine et d'être moins dépendante des Etats-Unis. Reuters 1 juillet 2020

- L'Australie va investir plus de 800 millions d'euros dans la cybersécurité - Reuters 1 juillet 2020

L'Australie va investir 1,35 milliard de dollars australiens (826,2 millions d'euros) dans la cybersécurité au cours des 10 prochaines années, a annoncé mardi le Premier ministre Scott Morrison, alors que Canberra s'efforce de lutter contre une vague de cyberattaques. Reuters 1 juillet 2020

- L'Australie suspend son traité d'extradition avec Hong Kong - Reuters 8 juillet 2020

Morrison a aussi annoncé des mesures destinées à aider les résidents de Hong Kong à venir s'installer en Australie pour y mener une nouvelle vie, et des critères d'immigration assouplis pour les étudiants hongkongais déjà présents sur le territoire australien. Les immigrés hongkongais disposant d'un permis de travail temporaire pourront le prolonger pour cinq ans et demander ensuite la résidence permanente, a ajouté le dirigeant. Reuters 8 juillet 2020

DEUXIEME PARTIE

Mais qui est aux commandes ?

Ils instrumentalisent tous les éléments qui permettent de distinguer les membres de notre espèce, genre, sexe (étendu aux pratiques sexuelles), corpulence ou morphologie, couleur de la peau, âge ou génération, régime alimentaire, statut social (dans une certaine limite seulement), us et coutumes, langue, culture, etc. pour les opposer les uns aux autres et créer un climat de haine généralisée, la distanciation sociale en constitue l'apothéose.

Seuls les rapports entre les classes doivent demeurés inchangés ou sont inattaquables, comme si leur existence était d'origine divine ou transcendait l'apparition de notre espèce ou elles existeraient de toute éternité.

Totalitarisme. Le gouvernement mondial vous informe et oeuvre pour votre bien-être.

LVOG - Question : Les 1000 oligarques, banquiers, hommes d'affaires, industriels les plus riches et les plus puissants de la planète vous tendent la main pour que vous participiez à leurs actions dans votre pays, vous laisserez-vous tenter ou est-ce déjà fait ?

Ne cherchez plus d'où viennent tous les maux qui vous accablent, toute cette propagande à vous rendre fou, vous avez la réponse sous les yeux, ouvrez-les et gardez-les bien ouverts et vous aurez tout compris ou presque.

The World Economic Forum is the International Organization for Public-Private Cooperation (https://www.weforum.org/)

Traduction : Le Forum économique mondial est l'Organisation internationale pour une coopération public-privé

La propagation de COVID-19 exige une coopération mondiale entre les gouvernements, les organisations internationales et le monde des affaires. Cette coopération multipartite est au cœur de la mission du Forum économique mondial en tant qu'Organisation internationale de coopération public-privé.

COVID-19

How green entrepreneurs can help the Great Reset: Nico Rosberg on this week's World Vs Virus podcast - 02 Jul 2020
Traduction - Comment les entrepreneurs verts peuvent aider à la Grande Réinitialisation

Will COVID-19 usher in a new culture of outdoor living and dining? - 03 Jul 2020
Traduction - COVID-19 inaugurera-t-il un nouveau mode de vie et d'alimentation ?

COVID-19 is the biggest setback to gender equality in a decade - 01 juil.2020
Traduction - COVID-19 est le plus grand recul de l'égalité des sexes depuis une décennie

Climate Change

Over 60% of Americans say climate change is affecting their community - 03 Jul 2020
Traduction - Plus de 60% des Américains disent que le changement climatique affecte leur communauté

2020 is predicted to be the hottest year on record, according to NASA - 02 Jul 2020
Traduction - 2020 devrait être l'année la plus chaude jamais enregistrée, selon la NASA

South pole warmed ‘three times faster’ than global average over past 30 years - 01 Jul 2020
Traduction - Le pôle Sud s'est réchauffé «trois fois plus vite» que la moyenne mondiale au cours des 30 dernières années

Systemic Racism

Have we finally reached a moment of promise and possibility on race? 02 Jul 2020
Traduction - Avons-nous enfin atteint le moment de tenir nos promesses sur le racisme?

'We ignore the power of symbols at our peril' - architect David Adjaye on why racist monuments must be replaced 03 Jul 2020
Traduction - «Nous ignorons le pouvoir des symboles à nos risques et périls» - l'architecte David Adjaye explique pourquoi les monuments racistes doivent être remplacés

The legacy of ‘redlining’. How earlier urban zoning reinforces racial segregation 03 Jul 2020
Traduction - L’héritage de la «redlining». Comment un zonage urbain antérieur renforce la ségrégation raciale

Peur, consentement, lobotomie, contrôle des populations, eugénisme, l’épidémie qui menace votre cerveau (brain) et votre liberté.

Réseau d'innovation en matière de ressources et d'analyses des mégadonnées épidémiques (EPI-BRAIN)

Les épidémies sont inévitables, cependant, dans la quatrième révolution industrielle, il est possible - si nous agissons collectivement - d'atténuer l'impact des épidémies en exploitant l'IA et l'intelligence épidémique pour prédire et prévoir les épidémies.

Il existe des exemples prometteurs où les données et les informations publiques et privées ont amélioré la préparation aux épidémies, mais l'innovation a généralement été ponctuelle, initiée uniquement autour des épidémies, cloisonnée, de courte durée et sous-intégrée.

Les investissements dans l'innovation des données n'ont pas été à la mesure de l'opportunité potentielle, ni de la menace croissante que les épidémies font peser sur les vies et les moyens de subsistance. Et, encore, la plupart des pays n'ont pas accès aux approches analytiques contemporaines.

Pour libérer tout le potentiel, il faudra une approche tout-en-un, comme lorsque la communauté internationale s'est engagée à créer le CERN.

Le réseau Epidemic Big Data Resource and Analytics Innovation Network (EPI-BRAIN) vise à être un écosystème d'innovation de données durable, partagé, accessible et intégré pour réduire l'impact des épidémies grâce à la prévision et à l'analyse prédictive.

Partners

Africa Centres for Disease Control and Prevention (Africa CDC)
American Heart Association
Bill & Melinda Gates Foundation
Cloudera
Coalition for Epidemic Preparedness and Innovations (CEPI)
Department of Foreign Affairs and Trade of Australia
Dharma
Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL)
Federal Ministry of Health of Germany
Flowminder
Gavi, the Vaccine Alliance (Gates)
Harvard University
Henry Schein
Imperial College London
Institute of Global Health, Geneva
International Air Transport Association (IATA)
Johnson & Johnson
Korea CDC
KT (Korea Telecom)
Malaria Atlas Project
Médecins Sans Frontières
Ministry of Health and Family Welfare of Bangladesh

Ministry of Health of Singapore
Ministry of Social Affairs and Health of Finland
MSD
Nielsen
Nigeria CDC
Novo Nordisk
Panorama
PATH
RESOLVE
Robert-Koch-Institut
Swiss Re
Telenor Group
United Nations Foundation
USAID - US Agency for International Development (CIA)
US Department of Health and Human Services
Vital Strategies
Wellcome Trust
World Bank (Banque mondiale)
World Health Organization (WHO) (OMS)

Pages connexes

Nations Unies
5 244 310 abonnés

Financial Times
4 038 920 abonnés

The Economist (Rothschild ou l'extrême-centre)
9 341 323 abonnés

En complément

Dans son livre *Capitalisme, une histoire de fantômes*, Arundhati Roy, une auteure et militante indienne, décrit ces processus :

« Ayant trouvé comment s'y prendre avec les gouvernements, les partis politiques, les élections, les tribunaux, les médias et l'opinion progressiste, l'establishment néolibéral fut confronté à un ultime défi : gérer l'agitation croissante, la menace du « pouvoir du peuple ». Comment l'apprivoise-t-on ? Comment transforme-t-on des protestataires en gentils toutous ? Comment canalise-t-on la colère des gens pour l'évacuer vers des voies sans issue ?

Là encore, les fondations et leurs organisations alliées ont une longue et célèbre histoire. Un exemple révélateur est leur rôle dans le désamorçage et la déradicalisation du mouvement afro-américain pour les droits civiques aux États-Unis pendant les années soixante et la transformation réussie du Black Power [« pouvoir noir »] en Black Capitalism [« capitalisme noir »].

La fondation Rockefeller, dans la lignée des idéaux de John D. Rockefeller, avait travaillé en étroite collaboration avec Martin Luther King Sr. (le père de Martin Luther King Jr.). Mais son influence déclina avec la montée des organisations plus militantes — le Student Non-Violent Coordinating Committee (SNCC) et les Panthères noires. Les fondations Ford et Rockefeller entrèrent en action. En 1970, elles firent un don de 15 millions de dollars aux organisations noires « modérées », à distribuer en subventions, bourses de toutes sortes, formations professionnelles pour ceux qui avaient abandonné leurs études, et mises de fonds initiales pour les entreprises appartenant à des Noirs. La répression, les luttes intestines et les sirènes du financement conduisirent à l'atrophie progressive des organisations noires radicales.

Martin Luther King Jr. fit des rapprochements tabous entre capitalisme, impérialisme, racisme et guerre du Vietnam. Du coup, après son assassinat, son souvenir même devint toxique, une menace pour l'ordre public. Les fondations et les entreprises ont travaillé dur pour remanier son héritage afin qu'il cadre avec le marché. Le Martin Luther King Jr. Center for Nonviolent Social Change, avec une subvention d'exploitation de 2 millions de dollars, a été créé, entre autres, par Ford, General Motors, Mobil, Western Electric, Proctor & Gamble, U.S. Steel et Monsanto. Le centre entretient la bibliothèque et les archives du mouvement pour les droits civiques. Parmi les nombreux programmes gérés par le centre King se trouvent des projets qui « travaillent étroitement avec le département de la Défense américain, le Comité des aumôniers des forces armées, et autres ». Il fut l'un des sponsors de la série de séminaires Martin Luther King Jr., intitulée : « Le système de libre entreprise : un agent pour le changement social non violent ».

Amen.

Un coup similaire fut réalisé dans la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud. En 1978, la fondation Rockefeller organisa une commission d'étude sur la politique américaine en Afrique australe (Study Commission on US Policy toward Southern Africa), dont le rapport mit en garde contre l'influence croissante de l'Union soviétique sur le Congrès national africain (ANC) et déclara que les intérêts stratégiques des États-Unis ainsi que les intérêts des entreprises américaines (c'est-à-dire l'accès aux minéraux d'Afrique du Sud) seraient mieux servis si le pouvoir politique était réellement partagé par toutes les races.

Les fondations commencèrent à soutenir l'ANC, qui ne tarda pas à attaquer les organisations plus radicales comme le Black Consciousness Movement [mouvement de la conscience noire] de Steve Biko et à les éliminer peu ou prou. Lorsque Nelson Mandela prit le pouvoir en tant que premier président noir d'Afrique du Sud, il fut canonisé de son vivant, non seulement pour avoir passé vingt-sept ans en prison en tant que combattant de la liberté, mais aussi pour s'être complètement plié au consensus de Washington. Le socialisme disparut du programme de l'ANC. La grande « transition pacifique » de l'Afrique du Sud, si louée et encensée, signifiait qu'il n'y aurait ni réformes agraires, ni demandes de réparations, ni nationalisation des mines du pays. Au lieu de cela, il y eut de la privatisation et de l'ajustement structurel. Mandela remit la plus haute distinction honorifique d'Afrique du Sud — l'ordre de Bonne Espérance — à son vieil ami et partisan, le général Suharto, le tueur de communistes en Indonésie. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud est gouvernée par une poignée d'anciens radicaux et syndicalistes qui roulent en Mercedes. Mais c'est amplement suffisant pour perpétuer le mythe de la libération des Noirs. » partage-le.com 28 juin 2018

Démagogie assumée. Quand ceux qui instrumentalisent des mouvements sont ceux qui les répriment.

Investigaction.net - Extrait. L'actuel locataire de la Maison Blanche semblait avoir la voie libre pour sa réélection. Mais l'arrivée de la pandémie du coronavirus avec la catastrophe qu'elle représente pour les États-Unis et ses impacts sur l'économie nationale, et puis, maintenant, les protestations massives contre la violence policière, tout cela rend sa réélection beaucoup plus compliquée.

Cependant, la situation n'est pas facile non plus pour ses rivaux du Parti Démocrate. Historiquement, les Démocrates ont été aussi racistes que leurs collègues Républicains, même s'ils ont préconisé une politique plus subtile. Et c'est ainsi que l'instinct de «marquer des points politiques » contre Trump a refait surface aussitôt.

Mais en même temps, les Démocrates comprennent fort bien qu'il faut absolument écarter toute menace mettant en péril le statu quo. En outre, parmi tous les maires et gouverneurs qui ont déployé leurs forces de répression contre les manifestants, un grand nombre d'entre eux sont Démocrates. investigaction.net 25 Juin 2020

LVOG - Ici la "*subitilité*" consistait à ne pas dire aux lecteurs que c'était le Parti Démocrate qui était à l'origine de la propagation des manifestations contre le racisme relayé par les médias. Pour en savoir plus, lire les articles publiés dans les deux dernières causeries qui fournissent les preuves et les détails.

Des centaines d'anciens de la présidence Bush s'apprêtent à soutenir Biden face à Trump - Reuters 1 juillet 2020

Des centaines de responsables gouvernementaux qui ont travaillé pour l'administration républicaine de George W. Bush s'apprêtent à apporter leur soutien au démocrate Joe Biden, futur adversaire de Donald Trump lors de l'élection présidentielle du 3 novembre, a-t-on appris auprès de sources impliquées dans cette initiative. Reuters 1 juillet 2020

Conformément à la législation encadrant l'activité des comités d'action politique, ou Super PAC, les membres des 43 Alumni ne pourront pas travailler ou discuter avec l'équipe de campagne de Joe Biden mais pourront lever des fonds sans aucun plafond pour financer des campagnes publicitaires ou organiser des manifestations de soutien. Reuters 1 juillet 2020

Commentaire d'internautes.

1- C'est la preuve éclatante que l'hostilité envers Trump est due au fait qu'il n'a pas été assez belliciste.

2- Le monde comprend maintenant que la haine contre Trump n'a rien n'avoir avec les intérêts du pays mais pour celui d'une minorité se côtoyant dans les mêmes sectes, ayant le même programme et qui ne prospèrent que lorsque les US déclenchent des guerres dans le monde. Sinon d'un point de vue économique, Trump a fait mieux que ses prédécesseurs des vingt dernières années.

3- Les néocons voulaient installer Jeb Bush, le frère de Junior, à la présidence pour continuer leur guerre au moyen-orient. Malheureusement pour eux, Trump a gagné et leur à mis des bâtons dans les roues en stoppant ces dépenses inutiles. Ils misent donc maintenant sur Biden pour reprendre leurs actions néfastes."

Les GAFAM et les multinationales sont apolitiques, qui ne le savait pas ?

Marques contre le racisme: prise de conscience ou posture marketing? - Slate.fr 8 juillet 2020

L'Oréal n'est pas la seule. Campagnes sur les réseaux sociaux, promesses de dons, créations de comités inclusifs: la liste des actions prises -ou seulement annoncées- par les GAFAM, groupes de luxe et autres multinationales pour axer leur communication sur la lutte antiraciste ne fait que s'allonger depuis les décès de George Floyd et Ahmaud Arbery aux États-Unis.

Devant un fond neutre, en robe rouge vif, l'actrice afro-américaine Viola Davis fixe l'objectif de la caméra: «You're worth it» («Vous le valez bien») assène-t-elle. Dans la bouche d'une de ses rares égéries noires, le slogan vieux d'un demi-siècle du groupe français L'Oréal aimerait prendre un nouveau sens.

Diffusé quelques jours après le début des manifestations antiracistes qui secouent les États-Unis et le reste du monde, le spot publicitaire de la marque de cosmétique tombe à pic. «Comprenez-vous vraiment ce que cela veut dire? Il y a de la valeur en chacun d'entre nous -vous inclus.» Pendant deux minutes, l'actrice oscarisée déclame un texte qui résonne comme un nouvel engagement de la part de L'Oréal face à sa clientèle racisée.

Un tournant dans les stratégies de communication.

Quelques mois avant le début des manifestations, Hanneke Faber –la présidente de la branche Europe du groupe Unilever– avait annoncé la couleur sur le site du Marketing Journal: «L'activisme, c'est l'avenir du marketing», déclarait-elle.

La plupart du temps, s'exprimer sur des enjeux sociaux est une décision calculée pour les entreprises. «Même en les utilisant à des fins de communication, les marques donnent de la visibilité à ces causes, détaille-t-elle. Leur popularité permet de toucher des gens qui ne sont ni engagés politiquement, ni militants». Slate.fr 8 juillet 2020

Black Lives Matter : Une instrumentalisation expliquée par ceux qui sont aux manettes.

- Le slogan "Black Lives Matter" peint devant la tour Trump à New York - BFMTV 9 juillet 2020

Début juin à Washington, la maire démocrate avait également fait peindre ces mots dans une rue menant à la Maison Blanche. BFMTV 9 juillet 2020

- Black Lives Matter pourrait bien être le plus grand mouvement de l'histoire des États-Unis - slate.fr 5 juillet 2020

Selon le New York Times, au cours des dernières semaines, on estime que 15 à 26 millions d'Américains auraient participé à des manifestations à travers tout le pays.

LVOG - Vraiment ?

Slate - «Si l'on additionne toutes les manifestations qui ont eu lieu pendant cette période, on parle de centaines de milliers de personnes, mais pas de millions», rappelle Deva Woodly, professeure associée de politique à la New School.

LVOG - Bon, c'était une fake news. Alors où veulent-ils en venir ?

Slate - Avec une population totale de 328 millions à ce jour, les rassemblements concerneraient entre 4,5% et 8% des habitants des États-Unis. Selon une étude d'Erica Chenoweth portant sur les mouvements de contestations à travers le monde, les protestations visant à renverser le gouvernement ou à obtenir l'indépendance sont généralement couronnées de succès dès lors qu'elles impliquent 3,5% de la population totale d'un pays.

LVOG - Black Lives Matter financé par les oligarques qui soutiennent le parti démocrate aux commandes.

Slate - Bien que toutes les manifestations qui ont essaimé au cours des derniers mois pour protester contre le racisme institutionnel aux États-Unis n'aient pas nécessairement été organisées par Black Lives Matter, le mouvement a fourni un cadre, du matériel et des conseils pour les nouveaux et les nouvelles militantes, notamment par le biais des réseaux sociaux, ce qui a permis d'atteindre plus vite et plus efficacement un large public.

LVOG - Les couches les plus vulnérables de la société devaient leur servir de bataillons.

Slate - La moitié des personnes mobilisées a déclaré que c'était la première fois qu'elle s'engageait dans une forme d'activisme

ou participait à une manifestation, et la tranche d'âge la plus représentée est celle des moins de 35 ans.

LVOG - Mais qui visaient-ils ? Le racisme et les violences policières ont servi de prétexte pour viser Trump et préparer l'élection du candidat de l'Etat profond, Joe Biden, c'est son porte-parole qui s'est chargé de le faire savoir.

Slate - D'après le New York Times, la présidence Trump a suscité plus de protestations que toute autre depuis la guerre froide. Entre la gestion désastreuse du Covid-19 et les controverses successives sur les discriminations raciales, l'immigration, le dérèglement climatique et les armes à feu, le contexte actuel est propice à la manifestation. slate.fr 5 juillet 2020

En complément.

- Deux expertes ont étudié les mouvements civils de lutte non violente. Les résultats de leurs recherches sont étonnants puisque la mobilisation de seulement 3,5% d'une population suffirait à renverser un gouvernement en place !

Maria J. Stephan est experte en désobéissance civile et directrice du programme d'action non violente à l'Institut de Paix des États-Unis. Erica Chenoweth est une chercheuse en violence politique et résistance citoyenne, notamment pour le compte de l'Université de Denver (États-Unis). Ces deux femmes ont collaboré à la rédaction de l'ouvrage Why Civil Resistance Works (Pourquoi la désobéissance civile fonctionne) publié en 2011. Dans ce livre de 320 pages, le duo a compilé et analysé les campagnes de résistance civile non violente entre 1900 et 2006.

Sources : La Relève et la Peste (Un blog d'extrême droite se présentant sous un faux drapeau. Lire plus loin. - LVOG)

Qui est Maria J. Stephan ?

Avant de travailler avec l'Institut de la paix des États-Unis, Stephan a travaillé au Département de la défense des États-Unis où elle était responsable des affaires étrangères pour le Bureau des opérations de conflit et de stabilisation et au siège de l'OTAN.

United States Institute of Peace (USIP)

L'Institut de paix des États-Unis (USIP) est une institution fédérale américaine chargée de promouvoir la résolution et la prévention des conflits dans le monde. Le président Ronald Reagan a signé le United States Institute of Peace Act en 1984.

L'USIP est financé annuellement par le Congrès américain. Pour l'exercice 2012, le Congrès a fourni 39 millions de dollars. [14] À l'occasion, l'USIP reçoit des fonds transférés d'organismes gouvernementaux tels que le Département d'État, l'USAID et le Département de la défense.

L'Institut est dirigé par un conseil d'administration, avec un nombre égal d'administrateurs républicains et démocrates nommés par le président des États-Unis et confirmés par le Sénat.

Mike Pompeo fait partie de ses membres. Wikipédia.org

Qui est Erica Chenoweth ?

Erica Chenoweth dirige le Program on Terrorism and Insurgency Research (Programme de recherche sur le terrorisme et l'insurrection) de l'université de Denver, aux USA, et est également une chercheuse au PRIO, Peace Research Institute Oslo (Institut de recherche sur la paix d'Oslo). Pour comprendre et/ou anticiper ce qui va suivre, précisons que le PRIO est financé par la Banque mondiale, l'UE et différentes fondations privées. partage-le.com 28 juin 2018

Le 5 novembre 2014, le site d'extrême droite Le Cercle des Volontaires annonçait la sortie prochaine d'une revue au titre mystérieux : La Relève et La Peste. infolibertaire.net 29-11-2017

Qu'est-ce que La Relève et la Peste ?

- Media et maison d'édition indépendant, La Relève et la Peste est fondée sur des valeurs humanistes, écologistes et antiracistes. mediapart.fr

- Parrainée par Edgar Morin, en partenariat avec Amnesty International... mrmondialisation.org mrmondialisation.org 29 juin 2020

LVOG - Florilège, extrait d'un article publié dans ce blog.

- Il est clair que les résistances à ce confinement relèvent bien souvent de l'ignorance (une méconnaissance totale du danger de contamination face à un ennemi invisible), mais aussi d'une forme de blocage psychologique (voire de nature psychiatrique !) émanant principalement des secteurs néo-fascistes de la société.

- Et nous ne devrions pas nous inquiéter quand les discours négationnistes sur les risques du Covid-19 viennent à proliférer parmi les dépossédés ?

- À partir de maintenant, il serait salutaire que les initiatives des partis de gauche puissent s'orienter vers une écologisation plus dynamique et que cela apparaisse clairement dans leurs agendas.

- La coopération internationale qui a pris forme pour le combat contre la pandémie doit aussi, par la pression de la société civile globale et des scientifiques, permettre de relancer l'accord climatique pour la transition énergétique.

- Il incombe ainsi aux réseaux de mouvements sociaux un rôle stratégique, celui de profiter de cette opportunité politique pour renforcer le débat sous de nouvelles formes pour défendre le sens de la vie sur notre planète.

A lire aussi sur le même sujet :

http://www.luttedeclasse.org/dossier47/USA_%20Srda_Popovic_Otpor_CANVAS_02042018.pdf

Dans quel monde totalitaire voudraient-ils nous projeter ?

Extrait de la causerie du 2 février 2017.

Le Meilleur des mondes - Aldous Huxley (1931)

Extraits - « La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader, un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude. »

« Sous la poussée d'une surpopulation qui s'accélère et d'une sur-organisation croissante et par le moyen de méthodes toujours plus efficaces de manipulation des esprits, les démocraties changeront de nature. Les vieilles formes pittoresques — élections, parlements, Cours suprêmes, et tout le reste — demeureront, mais la substance sous-jacente sera une nouvelle espèce de totalitarisme non violent. Toutes les appellations traditionnelles, tous les slogans consacrés resteront exactement ce qu'ils étaient au bon vieux temps. La démocratie et la liberté seront les thèmes de toutes les émissions de radio et de tous les éditoriaux. Entre temps, l'oligarchie au pouvoir et son élite hautement qualifiée de soldats, de policiers, de fabricants de pensée, de manipulateurs des esprits, mènera tout et tout le monde comme bon lui semblera. » (Le Meilleur des mondes - Aldous Huxley 1931) Aldous Huxley consacrera le reste de ses jours à combattre l'oligarchie et sa conception totalitaire du monde. 27 ans après la rédaction du Meilleur des mondes il nous livrera ses conclusions qui sont matières à réflexion et enseignements pour le combat que nous menons pour abattre le capitalisme et l'éradiquer de la surface de la terre.

Retour au Meilleur des mondes - Aldous Huxley -1958

Extrait - Arrivés à ce point, nous nous trouvons devant une question très troublante. Désirons-nous vraiment agir? Est-ce que la majorité de la population estime qu'il vaut bien la peine de faire des efforts assez considérables pour arrêter et si possible renverser la tendance actuelle vers le contrôle totalitaire intégral? Aux U.S.A. - et l'Amérique est l'image prophétique de ce que sera le reste du monde urbano-industriel dans quelques années d'ici - des sondages récents de l'opinion publique ont révélé que la majorité des adolescents au-dessous de vingt ans, les votants de demain, ne croient pas aux institutions démocratiques, ne voient pas d'inconvénient à la censure des idées impopulaires, ne jugent pas possible le gouvernement du peuple par le peuple et s'estimeraient parfaitement satisfaits d'être gouvernés d'en haut par une oligarchie d'experts assortis, s'ils pouvaient continuer à vivre dans les conditions auxquelles une période de grande prospérité les a habitués. Que tant de jeunes spectateurs bien nourris de la télévision, dans la plus puissante démocratie du monde, soient si totalement indifférents à l'idée de se gouverner eux-mêmes, s'intéressent si peu à la liberté d'esprit et au droit d'opposition est navrant, mais assez peu surprenant.“ Libre comme un oiseau ”, disons-nous, et nous envions les créatures ailées qui peuvent se mouvoir sans entrave dans les trois dimensions de l'espace, mais hélas, nous oublions le dodo. Tout oiseau qui a appris à gratter une bonne pitance d'insectes et de vers sans être obligé de se servir de ses ailes renonce bien vite au privilège du vol et reste définitivement à terre. Il se passe quelque chose d'analogue pour les humains. Si le pain leur est fourni régulièrement et en abondance trois fois par jour, beaucoup d'entre eux se contenteront fort bien de vivre de pain seulement - ou de pain et de cirque. “ En fin de compte ”, dit le Grand Inquisiteur dans la parabole de Dostoïevski, “ ils déposeront leur liberté à nos pieds et nous diront : faites de nous vos esclaves, mais nourrissez-nous. ” Et quand Aliocha Karamazov demande à son frère, celui qui raconte l'histoire, si ce personnage parle ironiquement, Ivan répond : “ Pas le moins du monde! Il revendique comme un mérite pour lui et son Eglise d'avoir vaincu la liberté dans le dessein de rendre les hommes heureux. ” Oui, pour rendre les hommes heureux. “ Car rien ”, assure-t-il, “ n'a jamais été

plus insupportable pour un homme ou une société humaine que la liberté. ” Rien, si ce n’est son absence; en effet, lorsque les choses vont mal et que les rations sont réduites, les dodos rivés au sol réclament leurs ailes à tue-tête - pour y renoncer, une fois de plus, quand les temps deviennent meilleurs et les éleveurs plus indulgents, plus généreux. Les jeunes qui ont si piètre opinion de la démocratie combattront peut-être pour défendre la liberté. Le cri de “ Donnez-moi la télévision et des saucisses chaudes, mais ne m’assommez pas avec les responsabilités de l’indépendance ”, fera peut-être place, dans des circonstances différentes à celui de “ La liberté ou la mort ”. Si une telle révolution se produit, elle sera due en partie à l’action de forces sur lesquelles, même les gouvernants les plus puissants n’ont que très peu de pouvoir, en partie à l’incompétence de ces chefs, à leur manque d’efficacité dans le maniement des instruments de manipulation mentale que la technique et la science ont fournis et continueront à fournir aux aspirants dictateurs.

Si l’on considère leur ignorance et le peu de moyens dont ils disposaient, les Grands Inquisiteurs du passé ont obtenu des résultats remarquables. Mais leurs successeurs, les dictateurs bien informés et intégralement scientifiques de l’avenir, feront à n’en pas douter beaucoup mieux. Le Grand Inquisiteur reproche au Christ d’avoir appelé les hommes à la liberté et Lui dit “ Nous avons corrigé ton oeuvre et l’avons fondée sur le miracle, le mystère et l’autorité. ” Mais cette trinité n’est pas suffisante pour garantir la survie indéfinie d’une tyrannie.

Dans Le Meilleur des Monde, les dictateurs y avaient ajouté la science, ce qui leur permettait d’assurer leur autorité par la manipulation des embryons, des réflexes chez les enfants et des esprits à tous les âges. Au lieu de parler simplement de miracles et de glisser des allusions symboliques aux mystères, ils étaient en mesure, grâce à des drogues, d’en faire faire l’expérience directe à leurs sujets - de transformer la foi en connaissance extatique.

Les anciens dictateurs sont tombés parce qu’ils n’ont jamais pu fournir assez de pain, de jeux, de miracles et de mystères à leurs sujets; ils ne possédaient pas non plus un système vraiment efficace de manipulation mentale. Par le passé, libres penseurs et révolutionnaires étaient souvent les, produits de l’éducation la plus pieusement orthodoxe et il n’y avait rien là de surprenant. Les méthodes employées par les éducateurs classiques étaient et sont encore extrêmement inefficaces. Sous la férule d’un dictateur scientifique, l’éducation produira vraiment les effets voulus et il en résultera que la plupart des hommes et des femmes en arriveront à aimer leur servitude sans jamais songer à la révolution. Il semble qu’il n’y ait aucune raison valable pour qu’une dictature parfaitement scientifique soit jamais renversée.

En attendant, il reste encore quelque liberté dans le monde. Il est vrai que beaucoup de jeunes n’ont pas l’air de l’apprécier, mais un certain nombre d’entre nous croient encore que sans elle les humains ne peuvent pas devenir pleinement humains et qu’elle a donc une irremplaçable valeur. Peut-être les forces qui la menacent sont-elles trop puissantes pour que l’on puisse leur résister très longtemps. C’est encore et toujours notre devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous opposer à elles. (Retour au Meilleur des mondes - Aldous Huxley)

TROISIEME PARTIE

Si certains lecteurs ont cru que je m'étais trouvé un nouveau gourou en la personne du Pr. Didier Raoult, ils se sont lourdement trompés, car après avoir fait référence à trois théoriciens du néolibéralisme, Milton Friedman, Friedrich Hayek et Karl Popper, et accessoirement à des personnalités de notre époque prônant la même idéologie mais particulièrement médiocres, BHL notamment, comment ne pas savoir à quoi s'en tenir sur le personnage et son orientation politique.

Si les mêmes lecteurs ou d'autres avaient pu croire précédemment que G. Orwell et accessoirement A. Huxley me servaient de gourous, et bien ils s'étaient également trompés. Au passage ne pas confondre G. Orwell et H.G. Orwell. J'ai déjà publié une mise au point sur G. Orwell pour qu'ils chassent cette idée de leur esprit, dans cette causerie on va aller beaucoup plus loin encore, bien qu'il reste des zones d'ombre à leur sujet, à ma connaissance j'entends, sans grande importance ou qu'on pourra relativiser à l'issue de mon analyse, vous comprendrez pourquoi en la lisant attentivement. G. Orwell est souvent présenté comme un socialiste démocratique, plus rarement comme un anarchiste. H.G. Orwell fut le type même du despote fanatique, là aucune confusion n'est permise. Quant A. Huxley, un temps proche de H.G. Orwell, peut-être horrifié par le scénario totalitaire qu'il appelait de ses voeux, il passera le restant de ses jours à le dénoncer sans toutefois se rapprocher du socialisme contrairement à G. Orwell.

C'est la lecture d'un commentaire au contenu frauduleux de type rouge/brun associant A. Huxley à G. Orwell et en confondant ce dernier à H.G. Orwell qui m'a fait réagir. En fait je connaissais assez peu ces trois personnages et j'ai passé des heures à en apprendre davantage sur chacun d'entre eux, jusqu'à là je ne connaissais assez bien que G. Orwell, très peu A. Huxley, et pas du tout H.G. Orwell.

Pour réussir à me manipuler avec les connaissances que j'ai accumulées, il faut dorénavant se lever de bonne heure. Cependant, on doit admettre que sous l'effet de la fatigue cela pourrait encore se produire en s'aveuglant soi-même par exemple. C'est une manière comme une autre de se débarrasser rapidement d'un sujet quand on n'a pas le temps de l'approfondir, en prenant le risque de passer à côté de quelque chose qui portée à notre connaissance nous amènerait à produire une toute autre analyse ou

à parvenir à de toutes autres conclusions, c'est possible et on ne doit jamais l'exclure par principe. Bref, comme l'on dit, parfois il vaut mieux se reposer un peu au lieu de dire ou faire des conneries.

La République, la dialectique, la lutte des classes et le socialisme : Les ennemis du totalitarisme.

Karl Popper, The Open Society and Its Enemies (1945), cela ne vous dit-il pas quelque chose ?

La Société ouverte et ses ennemis. Dans cet ouvrage, Karl Popper tente de montrer comment ce qu'il appelle l'historicisme a conduit aux totalitarismes. Plus particulièrement, il s'attache à critiquer trois philosophes reconnus : Platon, Hegel et Karl Marx. Il leur reproche l'erreur fondamentale de mettre en place des systèmes philosophiques historicistes, centrés sur une loi « naturelle » d'évolution du monde : la décadence des choses réelles chez Platon, le développement de l'Esprit chez Hegel et la lutte des classes conduisant à la société sans classes chez Marx.

Friedrich Hayek voulait, que Popper soit recruté à la London School of Economics afin d'enseigner de la philosophie sociale.

La Open Society Foundations, créée par l'investisseur George Soros, a affirmé s'être inspiré du titre du livre de Popper pour nommer la fondation.

Les idées politiques de Popper sont fondamentalement sociales-libérales, libérales comme en témoigne sa participation à la fondation de la Société du Mont Pèlerin aux côtés de libéraux très engagés comme Ludwig von Mises, Milton Friedman et Friedrich Hayek, et aussi sociales dans son attachement à la lutte contre la pauvreté et l'aide aux défavorisés et aux minorités, telle que le défendit avec force Karl Marx auquel il reconnaît cet apport essentiel à la défense des valeurs humaines.

Comme le dit Jean Baudoin, dans son livre La philosophie politique de Karl Popper, Popper définit un cadre intellectuel et procédural dans lequel les groupements humains peuvent progresser dans la liberté et l'égalité sans tomber sous le coup d'une contrainte collective qui l'emporterait sur la responsabilité personnelle. Il propose en effet une vision du monde dans laquelle la liberté de l'homme est fondamentale et doit être protégée. En particulier, dans sa critique du marxisme et de l'historicisme hégélien, il combat une conception du monde dans laquelle l'homme serait impuissant face à la marche de l'histoire. Popper soutient au contraire que les idées influencent le monde et l'histoire, et que l'homme, en particulier les philosophes, ont une importante responsabilité. wikipedia.org

Cette idéologie repose sur une contrevérité, à savoir que tous les hommes seraient égaux en droit notamment, alors que c'est nullement le cas. Leur droit et leur faculté de déterminer ce qui doit faire office de droit dépend de la place ou du pouvoir qu'ils occupent ou détiennent au sein des rapports de production, ainsi il est impossible d'établir une égalité de droit entre exploiteurs et exploités, entre ceux qui vivent du travail des autres (le volent en réalité) et ceux qui vivent exclusivement de leur travail.

L'homme dépouillé de son appartenance à une classe sociale déterminée n'a donc aucune existence sur le plan historique, il n'est donc pas en mesure d'établir le droit, mais comme ce droit existe malgré tout, c'est qu'il provient d'un autre facteur qui ne peut être que le système économique en vigueur basé sur des inégalités sociales, plus précisément la classe dominante ou hégémonique qui impose sa conception du droit à tous les hommes, dont le contenu sera conforme à ses intérêts distincts de classe et s'opposera à ceux des autres classes excluant toute notion d'égalité de droit entre les hommes.

Ramener toute discussion ou réflexion à l'homme est particulièrement dangereux ou malsain parce que cela conduit infailliblement à privilégier les hommes qui détiennent le pouvoir ou à cautionner l'existence du capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, à nier la lutte des classes, à nier l'existence des classes, à nier qu'elles ont des intérêts opposés et inconciliables, et conduit finalement à la collaboration de classes, au corporatisme, au fascisme, au totalitarisme.

Effectivement, l'homme réduit à sa nature biologique ou atomisé dans la société "*serait impuissant face à la marche de l'histoire*", parce qu'en réalité l'histoire n'a pas été façonnée par des hommes qui seraient tous identiques entre eux, mais par des hommes doués de pouvoirs inégalement répartis entre eux, d'où découle deux idéologies contradictoires, celle qui le nie et profite de ce déni pour que ces rapports se perpétuent éternellement, celle des capitalistes, et celle qui prend en compte ces facteurs pour mettre fin un jour à ces rapports, l'idéologie des exploités, le socialisme.

De plus, l'homme exploité demeurerait "*impuissant face à la marche de l'histoire*" s'il ne prenait pas conscience d'appartenir à une classe sociale pour s'organiser et lutter pour modifier "*la marche de l'histoire*" en fonction de ses besoins ou aspirations, car non seulement il n'est pas confronté à d'autres hommes en général, mais à une classe sociale fortement structurée, organisée, disposant d'institutions, d'un Etat pour servir ses intérêts. Quand Popper s'en prenait à ce qu'il appela l'historicisme ou le déterminisme historique, c'est l'ensemble du processus historique matérialiste et dialectique qu'il visait, car il savait qu'il menaçait à terme l'existence du capitalisme dont il était un des idéologues ou théoriciens. Autrement dit, il fit oeuvre de faussaire ou de négationnisme juste pour servir ses maîtres qui en échangent bâtir sa notoriété.

A défaut de pouvoir réfuter une science, il la nie.

Lu dans un blog de philosophie.

- On convient généralement que les travaux de Marx comportent des observations et des raisonnements exacts, mais il s'agit d'un mélange associant des aspects politiques, sociaux, économiques et idéologiques dont la complexité rend l'évaluation difficile. Cependant, dans l'œuvre de Karl Marx, la théorie de la valeur comme quantité de travail social ou la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit pourraient être quantifiées et soumises à des tests empiriques et ainsi réfutées ou corroborées. Le problème qui se pose est de savoir pourquoi la communauté savante en matière d'économie ne se charge pas de ce test ? La réponse est sociologique. La théorie économique marxiste est prise dans un débat politique qui empêche son évaluation d'un point de vue scientifique.

LVOG - La réponse n'était pas sociologique, mais idéologique. Le résultat du test validerait la théorie marxiste, donc trop compromettant pour les tenants de l'idéologie capitaliste. Et puis l'effondrement de la civilisation humaine en cours, ne serait-elle pas due à l'effondrement du capitalisme ?

Les ennemis du socialisme affirment que le marxisme aurait été réfuté parce que le capitalisme ne s'effondrerait pas, et les faux amis du socialisme en guise d'argument affirment qu'il s'effondrera un jour ou l'autre sans préciser ni quand ni pourquoi il ne s'est pas déjà effondré, ce qui revient finalement à donner raison à ses ennemis.

Nous, nous proposons une autre explication.

Avec un endettement mondial qui dépasse 250.000 milliards de dollars n'est-il pas déjà en train de s'effondrer ? Les faux monnayeurs en fabriquant plus de 50.000 milliards de dollars depuis le début des années 90 qu'ils se sont distribués lors de chaque crise au cours de ces 30 dernières années, n'ont-ils pas contribué à la fois à camoufler et à précipiter l'effondrement du capitalisme ?

Donc, mais vous êtes bien obligé de reconnaître que le capitalisme existe toujours, donc Marx s'était trompé. Force est de constater que ce sont les faux amis du socialisme qui fournissent des arguments à ses ennemis contre le marxisme, soit quand ils refusent d'admettre que le processus d'effondrement du capitalisme est déjà engagé, soit quand ils prétendent qu'il correspondrait à ce que Marx avait décrit, alors que c'est totalement impossible puisque les facteurs et les mécanismes auxquels recourt l'oligarchie financière n'existaient pas à l'époque de Marx, argumentation totalement indémontrable contribuant à ridiculiser ceux qui se réclament du socialisme.

C'est dans ce sens que ses faux amis rendent un fier service aux tenants du capitalisme. Ce qui n'est pas le cas quand on met en lumière que l'oligarchie recourt désormais à des moyens mafieux pour accompagner et contrôler l'effondrement du capitalisme en contournant ou en violant les lois de fonctionnement du capitalisme.

Comme on a pu l'observer depuis 30 ans, chaque fois que surgit une crise déclenchée spontanément ou télécommandée, crise liée au fonctionnement du capitalisme, l'oligarchie procède exactement de la même manière, ce qui signifie que dorénavant ce processus s'est banalisé ou qu'elle est parvenue à concentrer suffisamment de pouvoir pour l'imposer à tous les Etats sans avoir de compte à rendre à personne.

Dit autrement, ce système financier parasitaire issu du capitalisme a acquis son indépendance ou il fonctionne de nos jours selon ses propres lois échappant à tout contrôle ; c'est comme si en quelque sorte la notion de paradis fiscal avait été étendue aux banques centrales (et à l'ensemble du réseau bancaire bénéficiant de leur soutien), auxquelles les Etats doivent faire allégeance pour se financer puisqu'ils ne disposent plus du pouvoir de la création monétaire. Les Etats sont donc devenus des maillons de ce système mafieux, en fait c'est l'ensemble de l'économie qui se retrouve sous la coupe de ces gangsters de la finance mondiale. Les Etats et les institutions internationales leur servent d'entremetteurs ou de caution légale auprès des peuples pour piller ou ponctionner les richesses produites dans chaque pays, participant ainsi à l'effondrement général du capitalisme se traduisant par la détérioration, le dysfonctionnement ou la désintégration des services publics, et précipitant la régression sans fin du mode de vie et des conditions de travail...

On peut donc affirmer en conclusion au regard de ces éléments, qu'ils constituent les signes les plus visibles ou les preuves matérielles incontestables de l'effondrement en cours du capitalisme.

L'avantage de cette interprétation est triple, car d'une part elle démontre que le capitalisme est bien voué à s'effondrer comme l'avait décrit Marx et Engels, d'autre part elle intègre les mécanismes financiers mafieux créés par les gangsters de la finance qui n'existaient pas à l'époque où furent rédigés Le Capital et le Manifeste du parti communiste, de plus ou par conséquent, elle permet de les intégrer dans une stratégie politique qui s'inscrit dans la continuité de la lutte des classes et du socialisme.

Maintenant on ne peut pas parvenir à cette interprétation ou admettre son bien-fondé, donc renouer avec le marxisme et le socialisme, quand on nie l'effondrement en cours du capitalisme, quand on nie que l'oligarchie se serait dotée d'instruments et d'institutions pour contrôler l'économie mondiale et détenir le pouvoir politique.

A mon avis cela explique l'état d'impuissance auquel sont réduits les militants qui entendaient demeurés fidèles au socialisme, et plus généralement le populisme dans lequel sont tombés la plupart d'entre eux.

Partant de là je comprends parfaitement pourquoi certains lecteurs ou militants ont pu croire que je me serais éloigné du socialisme pour ne pas dire pire encore. Je ne leur en veux pas du tout, puisque je conçois que la situation se prête à bien des confusions.

Quand le capitalisme, la société telle qu'il l'a façonnée apparaît sous un jour toujours plus hideux dans absolument tous les domaines, quand on découvre ou feint de découvrir l'état de médiocrité ou de décomposition auquel sont parvenus tous les rapports dans la société au point de déteindre sur les idées et les comportements de chaque personne, quand on constate que tout ce qu'il produit ou touche est systématiquement asocial, antisocial, synonyme de pourriture, d'injustice, de cruauté, etc. on est obligé d'admettre qu'un processus de putréfaction menaçant l'existence de la civilisation humaine est déjà à l'oeuvre ou profondément engagé, par conséquent on ne peut pas admettre la théorie selon laquelle le capitalisme et la société demeureraient pour ainsi dire inchangés parce qu'ils fonctionneraient ou seraient organisés sur la base des mêmes facteurs ou rapports d'autrefois.

Le capitalisme pourrissant avait muté en impérialisme à l'occasion de la fusion de l'industrie et la banque au détour du XXe siècle, et moins d'un siècle plus tard le monstre allait se métamorphoser à son tour pour donner naissance à une créature plus impitoyable et monstrueuse encore destinée à détruire toute trace d'humanisme chez les hommes ou dans la société, pour qu'une infime minorité conservent leurs privilèges ou leur hégémonie sur le reste de l'humanité réduite en esclavage.

Ce qui est remarquable et révélateur, c'est l'extrême médiocrité des moyens auxquels les oligarques ou leurs représentants recourent dans leur discours pour parvenir à leur fin, imposture ou démagogie grotesque, mensonge ou hypocrisie insensée, contrevérité stupide, faux argument vulgaire, fait falsifié gros comme le nez au milieu du visage, témoignage relevant de la farce, crime à peine déguisé, etc. parce que sous le règne de la ploutocratie tout ce qui existe ou est produit est systématiquement destiné à être dénaturé, sali, enlaidi, trafiqué, pollué, intoxiqué, détruit, tué, sans que personne n'en tire le moindre profit ou la moindre satisfaction hormis pour ceux qui sont aux commandes de cet ordre mondial sordide ou immonde où il n'existe plus aucune trace d'humanité.

Pour qu'une telle transformation qualitative puisse se réaliser, il fallait forcément qu'un élément extérieur ou étranger ait été introduit dans le système économique, et que certains de ses facteurs internes aient fait l'objet d'une profonde modification. Cet élément extérieur est à mettre au compte du développement ou des découvertes scientifiques et technologiques qui ont facilité la dérèglement financière autant que le conditionnement et le contrôle de la population... Quant aux facteurs internes, le principal résida dans la dégénérescence du mouvement ouvrier ou son adaptation au capitalisme à partir desquelles tout devenait possible pour l'oligarchie, même le plus improbable ou le plus incroyable dont malheureusement on refusa de tenir compte, au point que la plupart des militants de nos jours préfèrent sombrer dans un déni suicidaire plutôt que l'admettre, j'ignore à quoi cela les avance, mais c'est ainsi.

Je pense avoir posé ici les bases d'une analyse de la situation qui demande à être approfondie ou complétée, afin de définir une stratégie politique pour combattre l'oligarchie et le capitalisme, leurs institutions, pour le socialisme. Quand on voit à quel point les uns et les autres se fourvoient en répondant présent aux opérations lancées par l'oligarchie, je me dis qu'il y a urgence à réagir, à réfléchir et à agir, non pas pour infléchir la situation parce que nous n'en aurions pas les moyens, mais pour commencer à reconstruire une avant-garde digne de ce nom, sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale.

Ils ont été jusqu'à applaudir et faire applaudir le personnel soignant qui ont accompagné à la morgue des milliers de patients qui ont été littéralement assassinés par des médecins ou professeurs des hôpitaux, selon les professeurs Raoult et Perronne notamment, cela fait réfléchir sur l'état de pourriture du mouvement ouvrier.

Cela dit, à titre individuel puisque nous ne disposons pas de structure organisée, j'encourage les lecteurs ou militants isolés à participer à toutes les manifestations, soit en demeurant silencieux, soit en reprenant nos positions, là en l'occurrence on aurait manifesté les 16 et 30 juin dernier sur les mots d'ordre suivants : Macron, Véran, Salomon assassins, les coupables doivent être jugés : Dehors ! Abolition du Conseil de l'ordre des médecins ! Démantèlement des officines corrompues des autorités sanitaires ! Expropriation des trusts pharmaceutiques ! Pas un centime pour les banquiers et le CAC 40 ! Abolition du capitalisme et instauration d'une République sociale !

Nous aurions manifesté au côté du personnel soignant parce qu'il aurait été à l'initiative de cette mobilisation, mais en aucun cas nous aurions participé aux manifestations contre le racisme instrumentalisées par l'oligarchie.

QUATRIEME PARTIE

Même pas peur ! Tremble carcasse car chaque jour apporte son lot de terreur.

Un virus de grippe porcine capable de provoquer une nouvelle pandémie découvert en Chine - Sputnik 30 juin 2020

Selon une étude publiée par Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS), un virus de grippe porcine a été découvert en Chine et qualifié comme propice à une prochaine pandémie. Cette souche qui descend du H1N1 semble avoir infecté des ouvriers chinois.

Des chercheurs ont découvert une souche de virus de grippe porcine en Chine présentant toutes les caractéristiques capables de provoquer une future pandémie, selon une étude parue le 29 juin dans la revue scientifique américaine PNAS.

Les virus s'appellent G4 et descendent génétiquement de la souche H1N1 à l'origine d'une pandémie en 2009: ils «possèdent tous les traits essentiels montrant une haute adaptabilité pour infecter les humains», écrivent les auteurs, des scientifiques issus d'universités chinoises et du Centre de prévention et de lutte contre les maladies chinois.

Le travail présenté est volumineux: de 2011 à 2018, 30.000 prélèvements nasaux ont été réalisés sur des porcs dans les abattoirs de 10 provinces chinoises et dans un hôpital vétérinaire, permettant d'isoler 179 virus de grippe porcine. La majorité était de la nouvelle variété, qui est devenue dominante chez les porcs depuis 2016.

Les chercheurs ont ensuite réalisé diverses expériences en laboratoire et sur des furets, des animaux très utilisés dans la recherche sur la grippe car leurs symptômes sont comparables à ceux des humains: ils ont de la fièvre, toussent et éternuent.

Ils ont observé que les virus G4 étaient plus infectieux, se répliquaient dans des cellules humaines et provoquaient chez les furets des symptômes plus graves que d'autres souches.

En outre, selon des tests in vitro, l'immunité obtenue après contact avec les virus humains de la grippe saisonnière ne protègerait pas contre le G4.

L'autre mauvaise nouvelle est que les ouvriers et personnes travaillant avec les porcs étaient relativement nombreux à avoir été infectés, 10,4%, selon des tests sanguins qui ont cherché la présence d'anticorps au virus. 4,4% de la population générale apparaissait également contaminée.

Le virus serait donc déjà passé chez les humains, rapportent les scientifiques, mais il n'y a pas de preuve qu'il peut être transmis d'humain à humain. C'est aujourd'hui leur crainte. Sputnik 30 juin 2020

«Ebola du lapin»: un nouveau virus mortel a déjà décimé des milliers d'animaux - Sputnik 01 juillet 2020

Des lapins aux États-Unis, ainsi qu'en France, en Australie et au Canada, ont été frappés par un virus mortel qui continue à se propager aux États-Unis et contre lequel les médecins n'ont pas de vaccin, fait savoir Business Insider. Il est précisé que, pour la première fois, le virus a été transmis des animaux domestiques aux sauvages.

Certains vétérinaires l'appellent l'«Ebola du lapin», car le virus s'attaque aussi aux organes et aux tissus des animaux, ce qui entraîne une hémorragie interne et la mort. Selon les médecins, souvent, le seul signe extérieur montrant que les lapins sont infectés apparaît après leur mort, quand le sang commence à couler du nez.

Dès le mois d'avril, le département américain de l'Agriculture a confirmé des cas de maladie RHDV2 dans plusieurs États, notamment l'Arizona, la Californie, le Colorado, le Nevada, l'Utah, le Texas et le Nouveau-Mexique.

Le virus se propage par le sang, les excréments et l'urine. En termes de danger, selon les vétérinaires, il est supérieur au nouveau type de coronavirus humain, car l'animal infecté meurt dans 90% des cas. En outre, il a été indiqué que RHDV2 ne présente pas de danger pour les humains, les chats et les chiens, mais peut survivre sur les surfaces et les vêtements pendant trois mois et demi.

D'après le média, le virus avait déjà été enregistré sur des lapins domestiques dans l'Ohio en 2018, puis dans l'État de Washington à l'été 2019 et celui de New York en février de cette année. L'Europe est aussi concernée

La France, l'Australie et le Canada ont également enregistré des cas de contamination. Cette infection est apparue pour la première en 1984, lorsque des lapins en Chine sont tombés malades.

L'épidémie actuelle est considérée comme particulièrement inquiétante par les scientifiques, car le virus a été transmis pour la première fois des animaux domestiques aux lapins sauvages et aux lièvres. Il n'y a toujours pas de vaccin contre le virus. Sputnik 01 juillet 2020

Totalitarisme. Ils vous y préparent psychologiquement.

- Coronavirus : vers une deuxième vague dès cet été ? - LePoint.fr 7 juillet 2020

Éric Caumes, chef du service des maladies infectieuses de la Pitié-Salpêtrière, craint dans « Le Parisien » que le « laxisme » français conduise au pire. LePoint.fr 7 juillet 2020

Le « laxisme » français dit merde à ce laxatif!

- Castex veut "préparer la France à une seconde vague" du Covid-19, mais sans "reconfinement absolu" - BFMTV 8 juillet 2020

- Coronavirus : à quoi ressemblerait un reconfinement "ciblé" en France ? - Yahoo 9 juillet 2020

- Coronavirus : la situation en Espagne "est vraiment un signal d'alerte pour nous", avertit un épidémiologiste - francetvinfo.fr 7 juillet 2020

"C'est vraiment un signal d'alerte pour nous", a mis en garde lundi 6 juillet sur France Inter Arnaud Fontanet, épidémiologiste à l'Institut Pasteur, et membre du Conseil scientifique sur le coronavirus, à propos des reconfinements localisés décidés en Espagne, à cause de la résurgence de l'épidémie de Covid-19.

"Il faut peut-être qu'on se ressaisisse un peu" en France, estime Arnaud Fontanet. Il craint aussi que "quand il recommencera à faire froid dans l'hémisphère nord, le virus reviendra".

Le coronavirus reviendra cet hiver. francetvinfo.fr 7 juillet 2020

Commentaire d'un internaute.

- Arnaud Fontanet est un épidémiologiste sans doute sérieux pourtant son analyse est surprenante. Monsieur Fontanet évoque une flambée des cas dans l'hémisphère sud en raison de l'hiver australe et averti d'une recrudescence des cas en Europe en octobre. Pourtant actuellement, les cas sont nombreux (probablement à cause des tests) aux Etats-Unis alors que l'été bat son plein. Les cas sont également nombreux en Inde où les températures dépassent à cette période les 40°.

L'épidémie a cours en Amérique Latine notamment au Brésil, certes le pays est dans l'hémisphère sud mais sous ces latitudes on est dans un climat tropical sans véritable saison, les températures actuelles sont entre 25 et 30°. Tout comme en Afrique du Sud ou à Madagascar.

Le seul exemple pertinent de Monsieur Fontanet est le cas de Melbourne, là bas le climat est hivernal à cette époque mais pour le moment le nombre de cas est assez limité et on ne peut pas parler de flambée épidémique.

Comme depuis le début de l'épidémie les membres du Conseil scientifique jouent aux cassandres sans vraiment connaître la dynamique épidémique. Certes il ne faut pas être angélique mais il ne sert à rien de prédire un avenir incertain avec des pseudo arguments climatiques.

LVOG - Surtout que dans l'hémisphère sud, c'est le virus de la grippe qui va prendre le relais, donc ils vont pouvoir s'en donner à coeur joie et manipuler les cadavres à tour de bras en les assimilant à ceux du Covid-19...

Vidéos

- Des mots et des chiffres - IHU Méditerranée Infection 7 juil. 2020
https://www.youtube.com/watch?v=og7doP37AI8&feature=emb_title

- Le Pr. Perronne balance sur « les magouilles et les attaques dégueulasses contre Raoult » - 2 juillet 2020
https://www.youtube.com/watch?v=D8hvDKHIxKw

- Covid-19 : Les masques et les "gestes barrières" sont inutiles (Prof. Denis Rancourt) - 30 mai 2020
https://www.youtube.com/watch?v=Fvp6uah-2hY&feature=emb_title

- Pierre Perret - Les confinis - 9 juin 2020
https://www.youtube.com/watch?v=zA2JjodD6IU

Pas de pitié envers les assassins.

Didier Raoult répond à l'AP-HP qui l'avait accusé de «faux témoignage» - Sputnik 3 juillet 2020

Le Pr Raoult a d'abord publié une vidéo montrant une intervention sur LCI d'Éric Caumes, chef de service des maladies infectieuses à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, affirmant à propos du taux de décès que «pour Paris, en réanimation, c'est de l'ordre de 40%». L'infectiologue marseillais a assuré devant les députés que ce chiffre était de 43% à Paris, contre 16% dans son propre institut.

Il a ensuite partagé une interview sur BFM TV dans laquelle Karine Lacombe, également chef de service d'un hôpital parisien, déclare que «c'est jamais un bon pronostic de passer en réanimation parce qu'on sait qu'à peu près 40 à 50% de ces personnes vont décéder». Un autre élément qui penche en faveur de Didier Raoult dans sa bataille des chiffres avec l'AP-HP.

Enfin, le virologue est revenu sur le premier patient décédé du Covid-19 sur le territoire français, dont il estime qu'il n'a pas été pris en charge correctement. Il s'agissait d'un ressortissant chinois de 80 ans, qui était également le premier cas en Europe.

D'après Didier Raoult, ce patient a été admis à la Pitié-Salpêtrière, a été ensuite renvoyé chez lui avant de revenir «sept jours après» pour «mourir dans un hôpital». Des faits contestés par Martin Hirsch.

Pour prouver ses dires, le Pr Raoult a mis en avant un article de CNews datant du 15 février et relatant les mêmes faits. Dans celui-ci, le Pr Yazdan Yazdanpanah, chef de service des maladies infectieuses de l'hôpital Bichat à Paris, admettait lui-même que les médecins n'avaient «pas pu le détecter».

Après le développement de symptômes respiratoires chez ce patient, l'hypothèse du coronavirus avait finalement été posée. C'est ce cas qui a poussé Agnès Buzyn, ministre de la Santé de l'époque, à revoir les critères de définition des cas suspects, a également relaté l'article. Sputnik 3 juillet 2020

Il existe encore de vrais médecins.

Chloroquine : un long fleuve tranquille par le docteur Gérard Maudrux - blog.gerardmaudrux.lequotidiendumedecin.fr 8 juillet 2020

Extrait.

Depuis des mois nous assistons à un spectacle ahurissant qui montre la médecine administrée et les experts scientifiques du monde entier, sous un jour qui n'est pas fait pour nous rassurer en ce qui concerne notre future santé. La médecine a progressé depuis des siècles en toute liberté, mais administrée, réglementée, contrôlée et diffusée par des « hautes autorités scientifiques » nationales et internationales, n'est-elle pas en train de régresser ?

Pourquoi, dans certains pays, cette frénésie à vouloir abattre un vieux médicament qui a sauvé depuis sa naissance des millions de vies ? On a assisté à un florilège d'études bidons, orientées, manipulatrices, dangereuses. On a vu des politiques, des autorités scientifiques se précipiter pour montrer leur incompétence en vantant les mérites de ces études à charge qui n'avaient rien de scientifiques. On a vu la plus haute autorité du pays, le Ministre de la Santé, conseiller aux élus de mieux se renseigner en lisant un article que manifestement il n'avait pas lu lui-même, sinon il aurait pu lire que l'hydroxychloroquine, qu'il voulait interdire, avait été administrée aux cas les plus graves, telle une extrême onction ! Il est ensuite, toujours avec précipitation, immédiatement et sans réfléchir, tombé dans le panneau du LancetGate, ayant pris une étude publicitaire montée de toutes pièces, pour une étude scientifique de très haut niveau. La plus haute autorité internationale, l'OMS, a fait de même. Pire, elle a autorisé des études avec doses (volontairement ?) létales, pour « prouver » la dangerosité d'un médicalement, de plus dans de mauvaises indications, à un stade où il n'y a plus de virus mais ses complications létales, sur lesquelles n'importe quel ignare est capable de comprendre l'inutilité du traitement testé. The Lancet, soi-disant plus haute publication scientifique internationale devant apporter toutes les garanties de sérieux des publications a montré le niveau zéro de ses contrôles, jetant un doute sur toutes ses publications. A qui peut-on se fier maintenant, confier notre vie ?

Si on résume, en caricaturant à peine, le peuple a appris que des autorités sont capables d'interdire de traiter, en attendant le résultat d'études, dont on donnera les résultats quand il n'y aura plus besoin de traiter, où l'on exige de tirer au sort des patients, une moitié devant ne pas être traitée face à une maladie mortelle, l'autre moitié devant recevoir un traitement inutile, à des doses pouvant être mortelles. Est-ce cela la médecine de demain ? En tous cas c'est une partie de celle d'aujourd'hui, et aucun des responsables ne pense avoir tort, restant en place pour continuer. Et que dire de leurs propres études, ils critiquent celles des autres mais sont incapables de sortir Discovery, après avoir promis des résultats préliminaires pour il y a 4 mois ? Des

difficultés pour manipuler les chiffres ? Les résultats ne leur plaisent pas et ils attendent l'effet de notre manque de mémoire collective ? Tous les doutes sont permis, car les patients de l'étude sont tous sortis, debout ou pieds devant, depuis bien longtemps.

En marge de tout cela, la chloroquine poursuit son petit bonhomme de chemin. Après la tempête organisée, arrive le calme. Nombre d'études plus sérieuses commencent à sortir, venant confirmer la première, celle de l'IHU de Marseille, comportant maintenant 3 737 cas, avec diminution plus que significative de la mortalité, que les intellectuellement aveugles ne veulent pas voir. Les 26 juin et 3 juillet, ce sont des études Portugaise et Chinoise, la première portant sur 26 815 patients traités par HCQ pour lupus, PR et autres affections auto-immunes, la seconde sur 6 223 PR, les deux montrant que ces patients voient leur risque de contacter la Covid divisé par deux.

Le 29 juin, c'est La Fondation Henri Ford qui possède de nombreux hôpitaux, et qui a traité dans 6 de ses hôpitaux à Detroit 2 541 patient avec HCQ+AZI, le taux de décès est diminué de 71%, aucun effet secondaire. Le 30 juin c'est une autre étude, dans 8 hôpitaux de New York, 6 493 patients dont 3 708 hospitalisés, avec encore division par 2 du nombre de décès, toujours sans effets secondaires. Cela complète les 88 patients français (« Laissez les prescrire », avec les 700 non publiés) et tous les exemples déjà cités. Avez-vous vu tout cela à la une des journaux, toujours prompts à publier les études douteuses dans l'autre sens ?

Et puis il y a encore ces pays qui traitent largement depuis le début, sans polémique, sans se poser de questions, comme le Sénégal, 8 morts par million d'habitants, ou plus près de chez nous la Grèce, 18 morts/million, contre 447 pour la France.

En fait on assiste à un conflit entre soignants, qui traitent, publient sans faire de chichis, en disant : voilà ce que j'ai fait, voilà ce que j'ai vu, et les scientifiques non soignants, dont on a vu qu'ils disaient et faisaient n'importe quoi. Lesquels faut-il croire à votre avis. Ceux qui constatent sont-ils tous menteurs ? Il en est maintenant de cette médecine, dans laquelle je ne me retrouve pas, comme de la justice : on cherche le vice de forme qui permet d'ignorer ensuite les faits qui deviennent inexistants.

Il y a aussi l'histoire que l'on renie, ce qui conduit immanquablement à reproduire les mêmes erreurs. La quinine est connue depuis le XVIè siècle, certainement avant chez les indiens d'Amérique du Sud, où l'arbre quiquina a été découvert au Pérou, son écorce étant réputée contre la fièvre et certains parasites. Savez-vous que la chloroquine, un dérivé, avait été utilisée contre la grippe espagnole ? Qu'elle est utilisée dans de nombreux pays contre la grippe, depuis plus d'un siècle (et dans plus de 60% des pays actuellement contre la Covid) ? Voici une affiche de 1889 vantant ses mérites dans la grippe et influenza.

Egalement un article du journal « Le Matin », du 22 octobre 1918 qui relate une enquête « prouvant » que les paludéens sont moins atteints par la grippe espagnole grâce à la quinine, dont « la valeur curative contre la grippe est incontestable et incontestée ». Déjà, selon un article du » Petit Parisien » du 20 décembre 1889, la Faculté conseillait le chlorhydrate de quinine pour la grippe, et « L'intransigeant » du 4 novembre 1918 : « La quinine à faible dose… sont des adjuvants utiles… Traités de la sorte, la plupart des patients guérissent vite et sans complications. »

La quinine a été officiellement découverte en 1820 par deux chimistes, Joseph Pelletier et Joseph Caventou qui ont extrait le principe actif de l'écorce du quinquina. Pourquoi n'est-elle pas mieux défendue ? Le journal « Le Constitutionnel » du 12 aout 1845 relate qu'ils ont refusé de « prendre un brevet d'invention qui eut fait leur fortune, ils ont doté gratuitement le monde entier d'un remède héroïque…. Leur désintéressement les a jetés dans l'oubli ; leur richesse aurait popularisé leur nom et leur découverte ».

Prémonitoire ? Histoire de gros sous ? En ce qui concerne les enjeux financiers, je vous invite à lire Laurent Mucchielli (1) (un autre billet est en préparation sur l'action Gilead), ou encore cela (2), sur ce concurrent miracle de la chloroquine, qui, dans les différentes publications, n'a pas dû sauver plus de 10 vies au total dans le monde entier, pour avoir les faveurs financières de nos « élites ». blog.gerardmaudrux.lequotidiendumedecin.fr 8 juillet 2020

1 - https://blogs.mediapart.fr/laurent-mucchielli/blog/060520/le-remdesivir-l-industrie-pharmaceutique-et-la-crise-du-covid

2 - http://www.francesoir.fr/remdesivir-pour-quelques-milliards-de-plus-producteur-gilead-participation-de-lagence-europeenne-du

LVOG - Ces articles sont disponibles dans la page d'accueil du portail.

Comment ils ont grossi le nombre de morts attribués au Covid-19 ? Ils le disent eux-mêmes, il suffit de savoir lire

AFP - Le réseau Balkan investigative Reporting Network a accusé les autorités d'avoir minimisé le nombre de morts en n'incluant pas dans son bilan tous les décès de patients testés positifs. AFP 8 juillet 2020

LVOG - La norme devrait être d'attribuer au Covid-19 la mort de toute personne seulement testée positive, autrement dit faire comme si elle en était morte alors que ce n'était pas le cas.

Le Covid-19 ne présentait pas plus de menace que le virus saisonnier de la grippe, il devait faire peu de morts en comparaison, alors pour obtenir un maximum de morts ils ont refusé de tester des personnes qui auraient dû l'être, ils ont refusé de soigner des malades avec la bithérapie préconisée par le Pr Raoult, ils ont laissé mourir des malades par dizaines ou centaines de milliers dans le monde, et comme cela ne suffisait pas encore, ils ont été jusqu'à trafiquer des certificats de décès. Quel acharnement dans la cruauté !

A bas le confinement !

- Serbie: manifestations tendues après l'annonce d'un couvre-feu anti virus - AFP 8 juillet 2020

La police a tiré mardi des gaz lacrymogènes à Belgrade pour disperser des milliers de manifestants furieux à l'annonce par les autorités d'un nouveau couvre-feu destiné à lutter contre une résurgence du coronavirus, ont rapporté des photographes de l'AFP.

Des milliers de manifestants en colère se sont rassemblés devant le Parlement de la capitale serbe après l'annonce par le président Aleksandar Vucic que les habitants allaient à nouveau rester enfermés chez eux pendant le weekend.

"Démission", "Arrêtez Vucic", scandaient les protestataires qui lançaient des cailloux contre les policiers, selon les images de la télévision locale. AFP 8 juillet 2020

- Coronavirus: nouvelle manifestation violente à Belgrade - AFP 9 juillet 2020

Des données et non des Big Data.

Traitement chronique par hydroxychloroquine et infection par le SRAS-CoV-2. medrxiv.org

Contexte: Le sulfate d'hydroxychloroquine (HCQ) fait l'objet d'un examen minutieux afin de le repositionner dans le traitement et la prévention de l'infection par le SRAS-Cov-2. Ce médicament antipaludique est également utilisé de façon chronique pour traiter les patients atteints de maladies auto-immunes.

Méthodes: En analysant les données anonymisées portugaises sur les prescriptions médicales privées et publiques, nous avons identifié tous les cas recevant HCQ de façon chronique pour la gestion de maladies telles que le lupus érythémateux disséminé, la polyarthrite rhumatoïde et d'autres maladies auto-immunes.

De plus, nous avons détecté tous les cas d'infection à SARS-CoV-2 confirmés en laboratoire et tous les cas négatifs confirmés en laboratoire dans la population portugaise (enregistrés obligatoirement dans une base de données gérée de manière centralisée). Le croisement des deux ensembles de données nous a permis de comparer la proportion de traitement chronique HCQ (au moins 2 grammes par mois) dans les cas confirmés en laboratoire d'infection par le SRAS-CoV-2 avec les cas négatifs confirmés en laboratoire.

Résultats: Sur 26815 patients séropositifs pour le SRAS-CoV-2, 77 (0,29%) ont été traités de façon chronique par HCQ, tandis que 1215 (0,36%) sur 333489 patients négatifs l'ont reçu de façon chronique (P = 0,04). Après ajustement pour l'âge, le sexe et le traitement chronique avec des corticostéroïdes et / ou des immunosuppresseurs, le rapport de cotes de l'infection par le SRAS-CoV-2 pour le traitement chronique avec HCQ a été de 0,51 (0,37-0,70). Conclusions: Nos données suggèrent que le traitement chronique par HCQ confère une protection contre l'infection par le SRAS-CoV-2. medrxiv.org

On ne réhabilite pas les faussaires, on les achève !

Coronavirus : Une nouvelle étude scientifique est-elle en train de réhabiliter l'hydroxychloroquine ? 20minutes.fr 7 juillet 2020

Nouveau rebondissement dans le débat sur l'efficacité de l'hydroxychloroquine contre le Covid ? Une étude réalisée en Chine et publiée le 3 juillet dans la célèbre revue scientifique The Lancet, prouverait que le taux de Covid 19 serait plus faible chez des patients prenant de l' hydroxycholoroquine. 20minutes.fr 7 juillet 2020

LVOG - Cependant pour 20minutes porte-parole de Big Pharma "*le remède miracle contre le Covid n'est toujours pas arrivé*", car "*si l'étude publiée par The Lancet est bien réelle, elle ne dit en aucun cas que les patients soignés à l'hydroxychloroquine guérissent du Covid.*"

LVOG - L'AFP en rajoute une couche.

AFP - Il (Jair Bolsonaro) a précisé suivre un traitement à base de l'azithromycine (un antibiotique) et de l'hydroxychloroquine, un médicament controversé, un temps adopté par Donald Trump mais dont l'OMS a fini par conclure qu'il n'avait aucun effet bénéfique.

Une étude française, publiée mardi, fait valoir que les patients traités "au long cours" avec de la chloroquine ou de l'hydroxychloroquine, notamment pour des maladies auto-immunes, n'ont pas été moins touchés par des formes graves de Covid-19 durant l'épidémie. AFP 8 juillet 2020

Coronavirus : prendre de l'hydroxychloroquine "au long cours" ne protège pas des formes graves de Covid-19, selon une étude française - francetvinfo.fr 7 juillet 2020

En se basant sur des données de l'Assurance maladie, les chercheurs de l'Agence du médicament (ANSM) n'ont pas identifié de rôle préventif contre le Covid-19 pour cette molécule.

Réalisée par Epi-phare, structure réunissant l'Agence du médicament (ANSM) et l'Assurance maladie, l'étude a été menée à partir des données de cette dernière (en particulier les remboursements de médicaments) et des dossiers médicaux des hôpitaux (dates d'hospitalisation, diagnostics, actes médicaux et médicaments délivrés…). Les résultats de l'étude ne suggèrent "pas de rôle préventif de l'utilisation des antipaludéens de synthèse (APS) au long cours sur le risque de survenue d'une hospitalisation, d'une intubation ou d'un décès liés au Covid-19".

L'hydroxychloroquine, dérivée de l'antipaludéen chloroquine, est prescrite dans le traitement de maladies auto-immunes, comme le lupus et ou la polyarthrite rhumatoïde. Ainsi, les résultats mettent même en évidence "un sur-risque d'hospitalisation, d'intubation et de décès liés au Covid-19 parmi les patients sous APS au long cours par rapport à la population générale française". Mais "les analyses réalisées suggèrent que ce sur-risque est expliqué par les caractéristiques liées à la pathologie chronique sous-jacente" de ces patients, "notamment la co-médication par corticoïdes oraux, plutôt que par l'exposition aux APS elle-même". francetvinfo.fr 7 juillet 2020

LVOG - Les corticoïdes annulent les effets des APS selon le Pr. Raoult, donc les APS ne peuvent pas jouer un rôle préventif contre le Covid-19, fermez le banc, pas besoin d'être médecin pour le comprendre !

Mystification. L'UE : Une officine de Big Pharma.

Coronavirus: L'UE approuve sous condition le recours au remdesivir - Reuters 3 juillet 2020

La Commission européenne a approuvé vendredi sous conditions l'utilisation de l'antiviral remdesivir contre le Covid-19, la maladie provoquée par le nouveau coronavirus, à la suite d'un examen accéléré.

La Commission a déclaré mercredi négocier avec Gilead pour obtenir des doses de remdesivir pour les 27 pays de l'UE.

Le département américain de la Santé a cependant annoncé avoir déjà obtenu l'intégralité de la production de Gilead prévue en juillet et 90% de celles d'août et septembre.

La demande est très forte pour le remdesivir depuis qu'il a contribué à réduire le délai de guérison dans les hôpitaux lors d'essais cliniques. Il est perçu comme plus efficace que d'autres moyens thérapeutiques comme la dexaméthasone, un corticoïde, dans le traitement plus précoce des patients.

Il doit cependant être administré par intraveineuse pendant au moins cinq jours et il est donc généralement réservé aux patients dans un état nécessitant une hospitalisation. Reuters 3 juillet 2020

Les Pieds nickelés récidivent. L'homme est enfin sorti de sa caverne ! Et un virus lunatique.

LVOG - Comment faire croire qu'un phénomène serait nouveau pour lui faire dire ce que l'on veut. Cela fait 10, 15, 20 ans que l'homme défriche, déforeste, parcourt tous les recoins de la planète et s'expose ainsi à toute sorte de bactéries et virus, cette version est reprise par une partie de l'extrême gauche, alors qu'en réalité cela fait des siècles ou des millénaires !

Dans un autre article tout aussi tordu, on pouvait lire une version plus proche de la réalité: "*On est peut-être confronté à un virus qui est resté en sommeil à travers le monde et a émergé lorsque les conditions environnementales étaient propices à sa croissance*", a déclaré le chercheur au Telegraph. "*Les agents pathogènes du virus ne viennent de nulle part et ne vont nulle part. Ils sont toujours là et quelque chose les enflamme*", selon Tom Jefferson l'une des pointures scientifiques de l'université d'Oxford (Yahoo 6 juillet 2020)

Des chercheurs alertent sur les «conditions épidémiques parfaites» créées par l'Homme - Sputnik 07.06

Selon des scientifiques de l'Université de Liverpool, l'ingérence de l'Homme dans la nature favorise l'apparition des épidémies. Comme «ce n'est pas la dernière à laquelle nous faisons face», ils ont élaboré un moyen de détection des agents les plus pathogènes.

L'humanité a créé des conditions très favorables pour la transmission de maladies qui viennent de la nature et pour leur propagation à travers le monde, rapporte la BBC se référant à des chercheurs de l'Université de Liverpool.

Selon eux, la déforestation et l'empiètement des humains sur divers habitats naturels aident les pathologies à se transmettre des animaux aux Hommes.

«Les écosystèmes transformés par l'Homme avec une biodiversité plus faible, tels que les paysages agricoles ou les plantations, sont souvent associés à un risque humain accru de nombreuses infections», estime la professeur Kate Jones de l'University College de Londres.

«La perte de biodiversité peut créer des zones qui favorisent le renforcement des contacts entre l'humain et la faune, ainsi que des risques de transmission de certains virus, bactéries et parasites aux humains», poursuit la professeur.

L'Homme a presque créé «des conditions parfaites» pour l'émergence de nouveaux agents pathogènes. Sputnik 07.06

LVOG - Les changements ou les variations climatiques tout comme l'existence ou l'émergence de virus sont des phénomènes naturels, ceux qui le nient sont des escrocs.

Au fait, les populations indigènes qui peuplent encore des forêts dans l'hémisphère sud, elles auraient dû toute disparaître depuis longtemps puisqu'elles étaient en contact avec ces virus ou bactéries. Les "*parasites*", ce sont ces pseudo-scientifiques, tous ces faussaires devraient être radiés à vie.

- Le Covid-19 ne viendrait pas de Chine selon un expert de l'Université d'Oxford - Yahoo 6 juillet 2020

Selon l'un des chercheurs principaux de l'université d'Oxford, le Covid-19 pourrait être resté en sommeil à travers le monde pendant un long moment avant d'avoir émergé lorsque les conditions étaient favorables à sa croissance.

Et si le nouveau coronavirus ne venait pas de Chine ? C'est en tout cas ce que suppose Tom Jefferson, l'une des pointures scientifiques de l'université d'Oxford. Selon lui, il existe de plus en plus de preuves que le virus était "partout" avant qu'il n'apparaisse en Chine au mois de décembre. "On est peut-être confronté à un virus qui est resté en sommeil à travers le monde et a émergé lorsque les conditions environnementales étaient propices à sa croissance", a déclaré le chercheur au Telegraph.

En effet, des traces de Covid-19 ont été trouvées en Espagne, en Italie ou encore au Brésil bien avant la découverte du virus en Chine. Récemment, des virologues espagnols ont annoncé avoir trouvé des traces du virus dans des échantillons d'eaux usées collectés à Barcelone en mars 2019, soit neuf mois avant sa découverte à Wuhan et près d'un an avant qu'il ne frappe l'Europe. Selon les scientifiques, il serait passé sous le radar "parce que c'était la saison de la grippe et que personne ne le recherchait". Des échantillons obtenus à Turin et Milan à la mi-décembre ont également montré des résultats positifs, tandis que des experts ont trouvé des traces au Brésil, à Florianopólis en novembre dernier. Yahoo 6 juillet 2020

LVOG - J'ai trouvé un article plus précis.

Le coronavirus circulait déjà dans les égouts de Barcelone... en mars 2019 - lindependant.fr 27 juin 2020

Des chercheurs de l'Université de Barcelone (UB) ont détecté la présence du SARS-CoV-2 dans des échantillons d'eaux usées collectés à Barcelone le 12 mars 2019.

Les chercheurs barcelonais ont fait cette découverte inattendue en relevant la concentration du coronavirus dans les matières fécales. En surveillant les eaux usées, les chercheurs ont mis au point un "outil potentiel d'alerte précoce" de la circulation du virus dans la population.

Du coup, en collaboration avec les services des eaux de la ville (Aigües de Barcelona), les chercheurs de l'Université de Barcelone ont commencé à étudier des échantillons hebdomadaires congelés provenant de deux usines de traitement des eaux usées.

Selon les chercheurs, "les niveaux de SARS-CoV-2 étaient très bas mais ils ont été clairement positifs avec un test PCR". lindependant.fr 27 juin 2020

LVOG - "*Un outil potentiel d'alerte précoce*" suivi d'un grand silence, qu'il soit permis d'en douter ! Pourquoi n'ont-ils pas alerté la communauté scientifique? Pourquoi l'IHU de Marseille n'a-t-il pas été informé ?

Test PCR dont la fiabilité est de 50%, test réel ou interprétation trafiquée ? On se demandera pourquoi l'épidémie n'a-t-elle pas commencé au printemps ou à l'automne 2019, puisque les conditions étaient identiques à celles du printemps 2020.

Quand ils citent l'Espagne, l'Italie et le Brésil, ils se livrent à un amalgame entre échantillons obtenus dans des conditions totalement différentes, des eaux usées et chez des patients, et par ailleurs, cela ne les dérange pas qu'entre les deux ils se soient passés environ 9 mois sans que personne ne s'aperçoive de l'existence de ce coronavirus, à moins que l'épidémie se soit développée et ait fait de nombreuses victimes similaires à ceux du virus de la grippe sans que personne ne s'en émeuve jusqu'au jour où le Forum économique mondial donne le départ de la pandémie.

Si c'était le cas, cela écarterait la piste américaine au profit d'une autre version tout aussi sordide.

Lors de la réunion du Forum économique mondial consacrée à une pandémie mondiale en octobre 2019, ils savaient déjà qu'un coronavirus était sur le point de déclencher une épidémie lors du printemps 2020, ce qui expliquerait pourquoi ils s'y sont préparés fébrilement pour prendre à temps la direction des opérations et imposer leurs mesures à la population mondiale, et pourquoi le gouvernement français a décidé d'interdire la vente libre de l'hydroxychloroquine ou la chloroquine le 13 janvier 2020 sachant que cette molécule était efficace contre d'autres virus.

Toutefois, l'hypothèse selon laquelle ce coronavirus n'avait pas pu faire le tour de la Terre sans être détecté par aucun laboratoire ou centre hospitalier dans le monde semble invraisemblable, d'autant plus que d'après leur dire cela concernait toutes les latitudes, en principe si tel avait été le cas l'épidémie aurait dû commencer dès l'hiver 2019 dans l'hémisphère sud et non dans l'hémisphère nord.

On pourrait aussi se demander si cette version n'aurait pas été motivée par des considérations politiques.

Sachant que Trump a axé sa campagne électorale sur la Chine, qui serait responsable de tous les malheurs qui accablent l'économie américaine, cette version présenterait l'avantage de briser nette son argumentation au profit de son adversaire, Joe Biden. Reste à voir comment cette information va être exploitée (ou non) aux Etats-Unis. A suivre.

Autre remarque.

Si le Covid-19 était déjà présent au printemps 2019, cela signifierait qu'on serait en présence d'un virus saisonnier ou qui ne disparaîtrait pas, donc cela signifierait qu'il pourrait ressurgir n'importe quand ou tous les ans, imaginez le cauchemar avec les psychopathes qui sont aux commandes.

Tenez, ils y viennent déjà.

- Jérôme Salomon appelle à «se préparer à une reprise de l'épidémie» de Covid-19 - sputniknews.com 8 juillet 2020

«Il faut se préparer à une reprise de l'épidémie (de Covid-19), voire à une deuxième vague», qui est possible «cet automne ou cet hiver», estime le directeur général de la Santé, Jérôme Salomon, dans le Figaro mercredi.

«Nous ne savons pas tout sur le comportement saisonnier de ce virus qui circule toujours», indique le N.2 du ministère de la Santé.

«Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que ce sont essentiellement nos comportements qui conditionnent la reprise épidémique: si nous voulons éviter cela, il faut que chacune et chacun continue de respecter les mesures barrières, les mesures d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque, surtout en situation de promiscuité et dans un espace clos», poursuit le Pr Salomon. sputniknews.com 8 juillet 2020

LVOG - Ils tiennent exactement le même discours avec le réchauffement climatique, vous devez changer de comportement, de mode de vie, etc.

A l'OMS ils ne doutent de rien, ils osent tout.

L'OMS va enquêter à Wuhan sur les origines du SARS-CoV-2 - Reuters 7 juillet 2020

Des experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) se rendront ce week-end en Chine pour préparer une étude sur les origines du nouveau coronavirus apparu en décembre dans la province de Wuhan et sur la manière dont il a été transmis aux humains par les animaux.

"Le meilleur endroit pour commencer est évidemment celui où la maladie est pour la première fois apparue chez les humains, et c'est à Wuhan que la maladie a émergé, que les premiers clusters de pneumonies atypiques ont été observés", a expliqué le Dr Mike Ryan, directeur des programmes d'urgence de l'OMS. Reuters 7 juillet 2020

Quand les Pieds nickelés se transforment en girouette. Le Covid-19 aurait-il un don d'ubiquité ?

LVOG - Ce qui est publié par le New York Times n'est jamais anodin, il représente les intérêts de Big Pharma. Tout doit être fait pour que la psychose collective s'installe durablement parmi la population et que la menace du coronavirus persiste pour justifier la suite de leur programme liberticide, port du masque, traçage, vaccination si possible obligatoire.

J'en profite pour préciser que lorsqu'on a écrit des bêtises dans nos causeries depuis 4 mois, on avait fait que reproduire en toute bonne foi celles de médecins ou professeurs, y compris les plus éminents.

239 chercheurs alertent : le coronavirus serait bien aéroporté - capital.fr 6 juillet 2020

Selon eux, le coronavirus persiste dans l'air qui flotte dans une pièce et par conséquent peut contaminer les personnes qui se trouvent à proximité, rapporte le New York Times. Une donnée pourtant réfutée par l'OMS, qui soutient que le virus se propage principalement par de grosses gouttes après un éternuement ou par la toux.

Dans une lettre ouverte, adressée à l'OMS, qui sera publiée prochainement dans une revue scientifique, ces 239 scientifiques demandent à l'agence de réviser ses recommandations. Même dans sa dernière mise à jour sur le coronavirus, publiée le 29 juin, l'OMS assure que la transmission par voie aérienne du virus n'est possible qu'après des procédures médicales produisant des aérosols ou des gouttelettes.

D'après le Dr Benedetta Allegranzi, responsable technique de l'OMS dans la lutte contre les infections, les preuves de la propagation du virus par voie aérienne ne sont pas convaincantes. "Au cours des deux derniers mois, nous avons déclaré à plusieurs reprises que nous considérions la transmission aéroportée comme possible, mais certainement pas étayée par des preuves solides ou même claires. Il y a un fort débat à ce sujet", a-t-elle précisé, relayée par le New York Times.

Les conclusions des entretiens réalisés par le NYT avec près de 20 scientifiques - dont une douzaine de l'OMS - brossent un tableau d'une organisation qui, malgré de bonnes intentions, est en décalage avec la science. capital.fr 6 juillet 2020

LVOG - Et dès le lendemain, quelle aubaine !

Transmission du coronavirus par l'air : l'OMS reconnaît que des "preuves émergent" - Europe 1 07 juillet 2020

"Nous reconnaissons que des preuves émergent dans ce domaine et par conséquent nous devons être ouverts à cette possibilité et à ses implications, ainsi qu'aux précautions qui doivent être prises", a déclaré Benedetta Allegranzi, une responsable de l'OMS, lors d'une conférence de presse virtuelle.

Plus de 200 scientifiques internationaux ont exhorté lundi l'OMS et la communauté médicale internationale à "reconnaître le potentiel de transmission aérienne du Covid-19", dans un article publié dans la revue Clinical Infectious Diseases d'Oxford. L'OMS, déjà critiquée pour avoir tardé à recommander les masques, a été accusée de refuser de voir l'accumulation d'indices d'une propagation par l'air du virus. "Nous tentons de consolider les connaissances qui émergent autour de la transmission (du virus)", a ajouté une autre responsable, Maria Van Kerkhove, précisant que l'OMS publierait une fiche d'information à ce sujet "dans les prochains jours". 07 juillet 2020

239 scientifiques remettent en cause le mode de transmission du Covid-19 - voltairenet.org 07 juillet 2020

Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, on considère comme allant de soi qu'elle se transmet par des gouttelettes respiratoires à la fois dans l'air et par contact. C'est sur cette base que l'on a préconisé de nettoyer les poignées de porte, de porter un masque et de respecter des « distances sociales ».

Or, ce mode de transmission n'a jamais été prouvé.

Au contraire, si l'on considère la Covid-19 comme un virus respiratoire, on doit envisager qu'il se transmet exclusivement par aérosol comme toutes les autres maladies virales respiratoires. Dans un tel cas, il est absurde de nettoyer les poignées de

porte, absolument inutile de porter des masques ou d'enfiler des combinaisons, ridicule de respecter des distances sociales. La seule et unique prévention est d'aérer le plus possible.

Ce mode de transmission n'a pas non plus été prouvé, mais il est beaucoup plus logique que l'hypothèse dominante.

Cette théorie est soutenue par de nombreux chercheurs depuis le début de l'épidémie, mais on ne leur donne pas la parole. C'est cette hypothèse qui avait conduit Thierry Meyssan à ironiser sur le port du masque et à le comparer aux masques anti-peste du XVIIème siècle [1]. voltairenet.org 07 juillet 2020

[1] « Panique et absurdité politique face à la pandémie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 avril 2020.

Documents joints "It is Time to Address Airborne Transmission of COVID-19", Clinical Infectious Diseases, July 2020 (PDF - 510.3 ko)

https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/10-1093_cid_ciaa939.pdf

Extrait du courriel que j'ai adressé avant-hier au Réseau Voltaire.

Je crois qu'il y a une confusion quelque part. Qu'est-ce qui est le plus dangereux, un virus qui se balade dans l'air et qui se dépose partout ou qu'on peut attraper partout quelles que soient les mesures préventives qu'on prenne, ou un virus qui se transmet essentiellement par des gouttelettes respiratoires à la fois dans l'air ou par contact et contre lequel on peut se protéger autant que faire se peut en portant un masque et en se lavant les mains ou en évitant tout contact physique avec d'autres personnes qui peuvent être déjà infectées ? Notez que je n'ai pas de parti pris, je n'ai jamais porté de masque, un mouchoir sur le visage à l'abord de policiers, j'ai forcé 3 barrages pour me rendre à Pondichéry ou aller faire des courses, et je me suis fait prendre une fois par un milicien zélé, j'ai été embarqué au commissariat de police et j'ai été relâché 15 minutes plus tard.

Ce qui me choque ici, c'est que la transmission par voie aéroportée est bien plus efficace ou redoutable que par gouttelettes respiratoire, et cela ne correspond pas à la réalité. A moins que ce soit moi qui n'aie rien compris, pourquoi pas, je suis épuisé !

Le Pr. Raoult a déjà démenti cette hypothèse en montrant chiffres à l'appui que parmi le personnel travaillant à l'IHU de Marseille où avaient circulé plus de 5.000 personnes porteuses du Covid-19 (testées ou certifiées), seuls 3,5% avaient attrapé ce coronavirus, alors qu'il ne portait pas de masque en permanence et ne pratiquait pas la distanciation sociale, seul le lavage des mains une multitude de fois par jour avait été pratiqué au cours des 4 ou 5 derniers mois par le personnel de l'IHU, ce qui leur avait évité d'être contaminé dixit Raoult dans une vidéo. D'ailleurs, presque toutes les fois où nous avons pu apercevoir le Pr. Raoult ou ses collaborateurs dans l'enceinte de l'IHU dans des vidéos, aucun ne portait de masque.

Si le Covid-19 se transmettait essentiellement par voie aéroportée, dans un lieu fermé comme l'IHU de Marseille, la contamination du personnel aurait été forcément très importante. Cela signifierait qu'il serait hyper contagieux, qu'il ne se contenterait pas de rester suspendu dans les airs, ils se seraient déposés partout, on en trouverait des traces partout, et dans ces conditions il aurait dû y avoir des millions de morts dans le monde.

Depuis les Pieds nickelés se sont faits magiciens.

Coronavirus : les anticorps disparaîtraient en quelques semaines pour de nombreux patients - Yahoo 9 juillet 2020

En effet, 14 % des personnes qui ont été testées positives aux anticorps du coronavirus lors d'une première série de tests n'en avaient plus deux mois plus tard. (Cela signifie que des personnes infectées une première fois auraient pu l'être une seconde fois deux mois plus tard, or aucun cas n'a été signalé dans le monde. Donc de deux choses l'une ou les deux à la fois, soit ces tests étaient foireux, soit c'est encore une étude fabriquée de toutes pièces. Pourquoi ? On y viendra plus loin. - LVOG)

Cette étude menée par le gouvernement espagnol en collaboration avec les plus grands épidémiologistes du pays note que 5% de la population ibérique a développé des anticorps contre la maladie et 95% de la population y reste donc sensible. Or, selon les experts, l'immunité collective ne serait atteinte que lorsque 60% de la population aurait été exposée et aurait développé des anticorps contre le SARS-CoV-2, un chiffre très loin d'être atteint. (Cela confirme que la transmission du Covid-19 n'est pas aéroportée, car si c'était le cas il pourrait être présent pratiquement partout et la majorité de la population aurait dû être testée positive. - LVOG)

Pas de symptômes, pas d'immunité ?

La disparition des anticorps a été principalement observée chez les patients qui présentaient peu ou pas de symptômes

du coronavirus. “L’immunité peut être incomplète, elle peut être transitoire, elle peut durer un court instant puis disparaître”, a déclaré au Times Raquel Yotti, directrice de l'Institut espagnol de santé Carlos III, qui a codirigé l’étude. (Disparition ou absence d'anticorps ? De quel type d'anticorps s'agissait-il ? Symptômes du coronavirus ou d'un autre virus ? De quel virus, celui de la grippe ou du Covid-19 ? - LVOG)

Ian Jones, professeur de virologie à l’Université de Reading, en Grande-Bretagne en a donc tiré une conclusion quelque peu décourageante : “L’absence de symptômes suggère une infection légère, qui ne permet jamais vraiment au système immunitaire de fonctionner suffisamment bien pour générer une ‘mémoire immunologique’”. De plus, il tient à rappeler que toute personne positive au test de dépistage des anticorps ne doit pas se considérer comme protégée. (Bref, vous devrez vous faire vacciner, c'est là qu'ils voulaient en venir. - LVOG) Isabella Eckerle, directrice du Centre de Genève pour les maladies virales émergentes, et Benjamin Meyer, virologue à l’Université de Genève, ont été invités à commenter les résultats de cette enquête et estiment que toute approche proposée pour parvenir à l’immunité collective par infection naturelle, autrement dit sans vaccin, est “non seulement hautement contraire à l'éthique, mais aussi irréalisable”. Yahoo Actualités 9 juillet 2020

Commentaires d'internautes.

1- Bien sûr! Il faut bien tenter de justifier le projet de vaccination... sans compter que les virus respiratoires effectuent d'innombrables mutations qui rendent les vaccins obsoletes en quelques semaines ou moins!

2- Pour rappel, les tests actuels ont entre 2 et 50% de risques de faux-positif/négatif .

Donc 14 % d'anciens détectés qui ne sont plus détectables, ça rentre dans la frange de foirabilité des tests disponibles.

3- C'est stupide! Encore un/des scientifiques qui n'ont pas le temps de lire... Les anticorps disparaissent, cela ne signifie pas que le corps a oublié comment les synthétiser! Le principe de l'ADN est de s'adapter à l'environnement. Si l'environnement est propice, il n'y a pas de raison de synthétiser les anticorps nécessaires. Ils réapparaîtront quand le besoin se fera sentir.

4- Il n'y a pas que les anticorps dans l'immunité. Et ces cellules tueuses sont déclenchées aussi par l'immunité acquise lors d'une primo-infection.

Par contre impossible de savoir si on a acquis cette immunité là, au contraire des anticorps dont la présence est facile à tester

LVOG - Apparemment, si c'est facile de le savoir. Si lorsqu'une épidémie sévit à nouveau, vous êtes infecté mais vous ne tombez pas malade sans produire d'anticorps, c'est que vous avez été immunisé lors d'une primo-infection qui a agit comme un vaccin.

En l'absence de "preuve claire et certaine" pourquoi ne pas retenir le scénario le plus liberticide?

Si le coronavirus se transmet bien par l'air, qu'est-ce que cela change à nos vies ? - huffingtonpost.fr 8 juillet 2020

Il n’y a pas de preuve claire et certaine de transmission par l’air, mais il n’y a pas de preuve de l’inverse, explique Bill Hanage, professeur de santé publique à Harvard.

Pour comprendre ce que ce débat pourrait changer, il faut déjà comprendre ce que c’est qu’une contamination par aérosol. De manière générale, vous pouvez être infecté si vous êtes en contact avec des particules virales. Celles-ci sont rejetées par une personne infectée lorsqu’il tousse, éternue, respire, etc. Il est contenu dans de petites gouttelettes.

Au début de l’épidémie, la communauté scientifique pensait que le coronavirus Sars-Cov2 était présent dans de grosses gouttelettes, de plus de 5 microns (un dixième du diamètre d’un cheveu environ). Celles-ci, plus lourdes que l’air, tombent à quelques mètres de la personne infectée. C’est pour cela que l’on recommande de se laver les mains (si l’on a touché une surface contaminée) et de se tenir à 2 mètres d’une personne (car une grosse gouttelette ne devrait pas voler très loin).

La question, c’est de savoir si les particules virales existent également dans des gouttelettes plus petites. Comme elles sont plus légères, elles ne tombent pas et peuvent “voler” avec l’air. Dans une première étude en mars, le virus a été retrouvé en aérosol après quelques heures. Mais on ne savait pas à l’époque si ces particules étaient encore contaminantes.

“Depuis, une autre étude a trouvé du virus viable, capable d’infecter les souris après 16 heures. Le Sars-Cov2 aurait même un potentiel d’aérosolisation un peu plus important que le Sars-Cov1 ou le Mers”, explique au HuffPost Christophe Bécavin, chercheur à université Côte d’Azur et à l’Institut de pharmacologie moléculaire et cellulaire du CNRS.

“Le virus est aérosol, mais on ne sait pas exactement à quel point”, rappelle Christophe Bécavin. C’est le nœud du débat. Car

quand on parle de contamination par l'air, on peut avoir l'idée que vous pouvez être contaminé n'importe où. Sauf qu'il y a deux grandes inconnues, rappelle le chercheur.

La première, c'est qu'"on ne sait pas encore combien de charge virale il faut pour être infecté, par exemple il faut énormément de virus pour la grippe et très peu pour Ebola". Si l'on reprend l'étude sur les souris, elles ont été exposées à énormément de virus, donc cela ne permet pas de trancher.

L'autre inconnue, c'est à quel point le virus survit dans ces toutes petites gouttelettes portées par l'air. "Les grosses gouttelettes sont liquides, alors que l'air est sec, quel est l'impact de cette différence sur la structure moléculaire de Sars-Cov2?", s'interroge Christophe Bécavin.

"Quoi qu'il arrive, le coronavirus n'est pas autant aérosol que des virus comme la rougeole par exemple, où le R0 [le nombre théorique de personnes infectées par un malade, NDLR] est autour de 10 ou 15, alors qu'il n'a pas dépassé 3 ou 4 pour le coronavirus", rappelle le chercheur. La rougeole, en effet, est extrêmement contagieuse, le virus peut survivre 24 heures dans l'air d'une pièce. Le taux de transmission de 50 à 90% dans un foyer, bien plus élevé que dans le cas du Covid-19, rappelle dans un blog le professeur Daniel Diekema, spécialiste des maladies infectieuses.

Celui-ci estime que le problème, c'est cette différence nette entre "gouttelettes" et "aérosol" faite par les scientifiques en général. Si le coronavirus peut contaminer par aérosol, il est très différent de ces autres maladies comme la rougeole ou la varicelle et il ne faudrait pas calquer, dans la lutte contre la pandémie, les mesures prises contre ce type de virus. huffingtonpost.fr 8 juillet 2020

Tous cela pour 0,97% de la population !

LVOG - 42,5% de 2,3% de la population = 0,9975%. C'est grave docteur ? Mentalement assurément.

Dans une ville du nord de l'Italie, 40% de porteurs du coronavirus n'avaient aucun symptôme - BFMTV 30 juin 2020

Plus de 40% des personnes habitant une ville italienne, testées positives au Covid-19, n'avaient aucun signe de maladie, selon une étude publiée mardi soulignant le potentiel de propagation du coronavirus.

Cette recherche montre l'importance des tests de masse et de l'isolement des porteurs du virus pour contenir les foyers de contamination ("clusters"), selon les auteurs dont les travaux sont parus dans la revue scientifique Nature .

Fin février, le premier décès d'Italie a été enregistré dans la ville de Vo' (3200 habitants), près de Padoue (région de Vénétie, dans le nord du pays). La ville a été mise immédiatement deux semaines en confinement, au cours duquel les chercheurs ont pu faire des tests virologiques chez plus de 85% de la population.

En début de quarantaine, 2,3% des habitants de Vo' étaient infectés contre 1,2% à la fin du confinement et 42,5% des gens testés positifs n'avaient aucun symptôme au moment du test, ni après. Selon les auteurs, leur étude montre que l'isolement rapide des cas et les tests de masse ont permis d'éliminer efficacement le virus de cette petite ville.

"Le dépistage de tous les citoyens, qu'ils présentent ou non des symptômes, permet de gérer la propagation de la maladie et d'empêcher les épidémies de devenir incontrôlables", selon Andrea Crisanti, du département de médecine moléculaire de l'Université de Padoue et du département de Sciences de la vie à l'Imperial College de Londres. "Malgré une transmission 'silencieuse' et généralisée, la maladie peut être contrôlée."

Une charge virale similaire aux personnes symptomatiques

Les porteurs asymptomatiques de l'infection avaient une charge virale similaire à ceux qui sont tombés malades, ce qui suggère que, même sans être eux-mêmes malades, ils peuvent propager le virus. "Même les infections asymptomatiques ont le potentiel de contribuer à la transmission", insiste Enrico Lavezzo, de l'Université de Padoue, co-auteur de l'étude.

Inconscientes de leur infection, les personnes asymptomatiques, peuvent, en effet, selon leur mode de vie et leur métier, rencontrer un grand nombre de gens sans modifier leur comportement (dont les gestes barrières: masque, distance physique, hygiène des mains).

En outre, aucun des enfants de moins de 10 ans n'était positif au test, même s'ils vivaient avec des adultes infectés, selon l'étude.

"L'étude Vo' démontre que l'identification précoce des foyers d'infection et l'isolement rapide des cas d'infections avec ou sans symptômes peuvent éliminer la transmission et enrayer une épidémie à ses débuts", renchérit une chercheuse co-auteure

de l'étude, Ilaria Dorigatti, du MRC Center for Global Infectious Disease Analysis de l'Imperial College de Londres. BFMTV30 juin 2020

Climat délétère, c'est reparti !

À propos du record de chaleur enregistré en Sibérie le 20 juin 2020 - climato-realistes.fr 30 juin 2020

Samedi 21 juin une température de 38 °C a été relevée à Verkhoïansk, une ville de Sibérie d'environ 1300 habitants située dans la République de Sakha à 4 675 km de Moscou. L'événement a déclenché une tempête médiatique. Le Monde, donnant le ton, a titré : « chaleur record en Sibérie : 38 °C au-delà du cercle arctique ! ».

Verkhoïansk se situe à 67° de latitude donc au Nord du cercle arctique (66° 33' 47,445? de latitude Nord). Mais cela ne veut pas dire que le climat y soit nécessairement polaire. Malgré une croyance répandue, les vagues de chaleur dans les régions au Nord du cercle polaire ne sont pas exceptionnelles. Les variations annuelles de température y sont très importantes et les vagues de chaleur brèves mais marquées ne sont pas rares.

La région dans laquelle se trouve Verkhoïansk connaît un climat hypercontinental où il peut faire très chaud l'été et très froid en hiver. Ainsi Verkhoïansk est réputée pour être le point le plus froid de l'hémisphère Nord (avec un record à -69,8 °C.). La moyenne des maximales du mois de juillet est de 23 °C, mais Il n'est pas rare selon Météo France d'y mesurer de températures supérieures à 30 °C. Le précédent record de température pour Verkhoïansk était de 37,3 ° C en juillet 1988.

Commentant ce record de chaleur en Sibérie, Antony Watt rappelle que cette région est dominée une grande partie de l'année par des hautes pressions qui la coupe des influences du réchauffement en hiver et qui , associées à un manque de couverture nuageuse, entraînent un froid intense pendant les mois les plus froids. En été, c'est l'inverse qui se produit, conduisant à des températures excessivement élevées.

Dans ce même article Antony Watt indique que Fort Yukon, qui est également au- dessus du cercle polaire arctique a connu un record de température de 100 degrés Fahrenheit (37,78 °C) le 27 juin 1915 selon les documents officiels du National Weather Service dont les enregistrements remontent à 1904. Une anomalie de +0,8 C pour l'hémisphère Nord.

La carte du monde ci-dessous (Figure 2) permet de visualiser les anomalies de température (écart par rapport à la moyenne 1979-2010) le 22 juin 2020, à 2 mètres du sol pour l'hémisphère Nord.

On y voit une zone très chaude en Sibérie. Mais on y voit aussi d'autres régions du Monde marquées par des anomalies négatives, de sorte que l'anomalie moyenne pour l'hémisphère Nord n'était ce jour là que de 0,8°C.

Les températures sont revenues à des valeurs normales

Si l'on regarde maintenant les prévisions météorologiques à Verkhoïansk pour la semaine du 1 au 8 juillet, on voit des températures maximales s'étageant entre 9°C et 27°C.

Que conclure ?

La Sibérie est une vaste région dont une grande partie est peu observée, ce qui signifie qu'il existe peu de données directes sur les températures. Même s'il est admis que la Sibérie se réchauffe plus rapidement que la moyenne de la planète, la surréaction des médias à un événement météorologique isolé montre à quel point un débat rationnel sur le changement climatique devient au fil des années plus difficile. climato-realistes.fr 30 juin 2020

Haut de page

Le 14 juillet 2020

CAUSERIE ET INFOS

Les deux fichiers suivants sont disponibles, j'avais oublié de les charger dans le serveur.

- Covid-19_US_billionaire_18062020.pdf

- Grand_Moyen_Orient_30062020.pdf

Des conditions favorables m'ont permis d'actualiser le portail. Bon mardi !

Avertissement.

Je m'apprêtais à mettre en ligne une vidéo et sa transcription qui prétendait prouver scientifiquement l'inutilité du masque, jusqu'au moment où je suis tombé sur une énormité qui m'a fait comprendre que j'étais en présence d'un vulgaire manipulateur, un ex-professeur canadien de physique.

Chacun comprendra que ma réaction n'a pas été influencée par mes propres convictions ou des considérations personnelles, car bien que je sois un farouche opposant au port du masque, hormis en salle d'opération ou en laboratoire, théoriquement j'aurais dû accueillir favorablement cette vidéo, sauf que mes principes sont supérieurs à toute sorte de motivations, et que jusqu'à preuve du contraire ils demeurent les garants de mon honnêteté, donc j'y tiens plus que tout.

Sans entrer dans les détails car cela n'en vaut pas la peine, cet ex-physicien en est arrivé à affirmer que le masque ne servait à rien en salle d'opération, en chirurgie, pire, que toute opération se solderait forcément par des infections, ce qui est évidemment un faux grotesque. Si c'était le cas lorsque mon épouse a subi une opération du coeur de 12 heures en 2007, elle aurait largement eu le temps d'être infectée, or cela n'a pas été le cas.

Je n'ai pas visualisé cette vidéo, j'ai préféré lire attentivement sa transcription. Par curiosité j'ai lu une partie des centaines de commentaires qui figuraient à la suite de cette vidéo sur YouTube, et j'ai pu constater que l'immense majorité des internautes encensaient son auteur. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'ils avaient entendu ce qu'ils avaient envie d'entendre, parce qu'ils en avaient marre de devoir porter un masque dans les espaces publics clos, les transports en commun ou les commerces par exemple.

Tout peut faire l'objet d'une manipulation, de préférence tous les sujets qui portent à polémique ou à controverse, de manière à discréditer les analyses ou arguments les plus pertinents ou justes qui contredisent les théories officielles que la population doit adopter. Et on peut observer que cela fonctionne à merveille, hélas !

Il suffit sur un sujet donné au côté de personnes sérieuses, compétentes et honnêtes fournissant les preuves et les sources de ce qu'elles avancent, de donner la parole dans les médias ou les réseaux dits sociaux à des provocateurs professionnels ou des agents officiels de la réaction, des charlatans ou des escrocs patentés, des illuminés inconnus ou des ignares sujets à la mythomanie, ou encore toutes sortes de cinglés ayant une inclinaison au délire mégalomaniaque, ils pullulent, pour les mettre tous dans le même panier de crabes ou que personne ne soit en mesure de savoir quoi penser, de sorte que seule la version officielle restera en lice ou fera office de vérité.

Imaginons que j'ai mis cette vidéo en ligne dans notre portail, en écoutant son auteur déblatérer des énormités, les personnes, qui jusqu'à présent me manifestaient une certaine confiance ou estime, seraient amenés à se poser des questions ou à réviser leur jugement, et elles auraient raison de me cataloguer parmi les complotistes ou autres éberlué qui essaiment sur le Net.

Au cours des 6 derniers mois les occasions de se tromper sur certains aspects de la crise sanitaire artificiellement créée n'ont pas manqué, et comme tout le monde il m'est arrivé de reproduire des âneries, y compris du Pr. Raoult ou d'autres scientifiques parmi les plus respectables, mais sans doute moins que la moyenne et je me suis employé à les rectifier quand je m'en suis aperçu. Parfois ils ont avoué leur propre ignorance, mais parfois aussi pressés de répondre à des questions, ils se sont livrés à des démonstrations qui se sont avérées en partie fausses, du fait de leur complexité ou par manque de temps pour vérifier que l'ensemble des données qui existaient, n'avaient pas donner lieu à des interprétations qui ne se contredisaient pas, ce qui n'apparaîtrait clairement que plus tard, ce qu'on peut parfaitement comprendre sans les accuser d'avoir voulu nous manipuler délibérément, pour peu qu'on n'ait pas un esprit borné ou qu'on ne prétende pas tout connaître mieux que tout le monde.

Toujours est-il qu'on a pu aussi observer que tous ces scientifiques n'étaient pas d'accord entre eux sur des questions essentielles, contrairement à ce qu'on aurait pu croire au premier abord, ce qui avait de quoi en surprendre plus d'un. Par exemple, le Pr. Raoult a affirmé que les masques ne servaient à rien, alors que le Pr Perronne soutenait le contraire. On peut concevoir que ce soit déstabilisant, mais comme le citoyen lambda n'y comprend rien, finalement cela n'a pas tellement d'importance. L'immense majorité les soutient indistinctement, et quelque part c'est très bien ainsi puisque tous les deux soignent leurs patients au lieu de les laisser mourir. Cependant, il nous est impossible de d'imiter le citoyen lambda. Notre devoir est d'aborder chaque sujet séparément et de les traiter en fonction des connaissances disponibles, que l'un ou l'autre de ces professeurs en ignore une partie n'est pas notre affaire, on ne s'aligne pas sur l'un ou sur l'autre, on ne pratique pas le culte de la personnalité, on conserve notre indépendance en toute circonstance, c'est ce que les lecteurs attendent de nous, n'est-ce pas ? On ne fait pas partie de ces militants qui se prétendent indépendants, et qui à la première occasion démontrent le contraire, nos lecteurs ne nous le pardonneraient pas et ils auraient raison.

Ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est qu'il était impossible de traiter du Covid-19 sans mettre en relation un certain nombre de facteurs extrêmement complexes et leurs conséquences politiques ou sociales, le mode de transmission, la contagiosité, le taux

de mortalité, les différents types d'immunité, les tests, quel traitement ou protocole, etc. le confinement, le masque, le traçage, la distanciation sociale, etc. le tout simultanément, à chaud, sans recul, parce que tout le monde exigeait des réponses immédiates et définitives au-delà du raisonnable parfois ou souvent, d'où certaines approximations ou erreurs qui ont été en grande partie corrigées par la suite...

Oui, on passe beaucoup de temps à se justifier, à expliquer les choses, cela me semble indispensable à une époque ou trônent l'imposture, la mystification, la charlatanerie... On sait que la confusion domine la plupart des esprits, et pour en venir à bout ou que nos explications soient accessibles au plus grand nombre, ce n'est pas toujours simple de trouver les mots ou les tournures de phrases les plus appropriés, je vous assure que cela nécessite une concentration hors du commun ou de se dépasser, quand on en est capable, ce qui n'est pas toujours le cas, cela apporte une certaine satisfaction, mais c'est épuisant !

Aux dernières nouvelles, compte tenu que sur les 30.000 morts attribués au Covid-19, entre un tiers ou la moitié sont imputables au virus de la grippe, car ils sont bien passés quelque part ces morts, ils ne se sont pas volatilisés, s'ils ne figurent pas dans les statistiques des morts attribués au virus de la grippe, c'est qu'ils ont été comptés parmi ceux attribués au Covid-19, et comme il y a chaque année entre 10 et 20.000 morts de la grippe, en prenant la moyenne de 15.000 on reste dans la norme. Alors ce qui se peut aussi, c'est que chez les enfants le coronavirus ait supplanté le virus de la grippe et qu'ils l'aient transmis de préférence à des adultes ou des vieux, ce qui expliquerait pourquoi il y a eu si peu de morts de la grippe. Il n'y a donc pas de surmortalité, ou alors elle a été délibérément provoquée comme en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Imaginez un instant que les enfants ne soient pas immunisés ou qu'ils n'aient pas les capacités de s'immuniser, cela aurait été une catastrophe entraînant une panique générale pire que celle qu'on a connue, les gosses mourant comme des mouches par dizaines de milliers, c'est tout un peuple qui aurait été dévasté.

- 24 pages au format pdf

Il y a un truc qui ne colle pas dans leur histoire.

Dans la dernière causerie, on a rendu compte qu'ils auraient découvert des traces du Covid-19 un peu partout dans le monde un an plus tôt, aux alentours du mois de mars 2019. Bien, mais alors comment expliquent-ils que l'épidémie se serait manifestée presque un an plus tard à Wuhan en Chine, pourquoi précisément à Wuhan et pas ailleurs ?

Admettons qu'en mars 2019 il aurait été trop tard pour que l'épidémie se déclenche en Espagne, en revanche rien n'explique pourquoi elle ne s'est pas déclenchée quand les conditions étaient favorables quelques mois plus tard dans l'hémisphère sud. S'agissait-il de la même souche et combien de fois auraient-elles muté ?

N'aurait-il pas été possible de répandre dans le monde à des époques de l'année bien précises en tenant compte des caractéristiques saisonnières de chaque continent, une souche mère peu active en prévision qu'elle mute au cours des mois suivants et que sa contagiosité augmente de manière à déclencher un début d'épidémie dans une région du monde précise, là où les conditions étaient particulièrement favorables compte tenu de la densité de sa population ?

Cette hypothèse est motivée par le fait qu'au même moment la Gates Foundation et le Forum économique mondial organisait un exercice de simulation de pandémie au nCoV-2019, cela ne tenait certainement pas du hasard, à moins de leur prêter des dons de devins, ce qui n'est pas notre cas. Comment pouvaient-ils savoir dès octobre 2019 que cette épidémie mondiale était sur le point d'éclater ? Sans une connaissance précise de ce coronavirus c'était totalement impossible.

Il se peut aussi que cette révélation tardive par les médias de l'existence de traces du Covid-19 dans le monde entier un an plus tôt, ait été purement et simplement fabriquée à partir d'interprétations erronées de tests. Car sachant que les différents coronavirus ou virus ont en commun certains éléments génétiques ou segments, il est facile d'instrumentaliser ces échantillons en attribuant les traces de virus trouvées lors des tests à n'importe quel coronavirus.

On a bien découvert tout récemment, qu'ils avaient instrumentalisé les morceaux de coronavirus découverts lors de tests PCR décrétés positifs en faisant croire que les porteurs étaient tous contagieux, alors qu'en réalité dans bien des cas il ne s'agissait que de traces ou de résidus inactifs du coronavirus chez des personnes qui avaient été précédemment contaminées mais qui ne l'étaient plus, donc qui n'étaient plus contagieuses, le tout histoire d'entretenir la psychose collective, opération facilitée en multipliant les tests parmi la population, forcément le nombre de personnes testées positives allaient fortement augmenter, sans que le nombre de morts n'augmentent, d'où leur focalisation sur le nombre de personnes infectées.

Comme de nombreux facteurs entrent en ligne de compte dans cette machination, il est difficile de trouver celui ou ceux qui l'emporteraient sur les autres ou quel est leur ordre de priorité, quels intérêts économiques ou politiques ils ont privilégiés, on en connaît plusieurs, Big Pharma, la situation politique aux Etats-Unis à quelques mois de l'élection présidentielle, les relations économiques avec la Chine... Sur un plan plus général on peut se demander comment cette opération s'inscrit dans

leur stratégie à l'échelle mondiale, notamment dans la perspective du bouleversement mondial ou "great reset" annoncé pour janvier 2021, ce qui apparemment ne préoccupe pas grand monde ou tout le monde s'en fout, je crois que c'est l'aspect le plus préoccupant et dangereux de la situation.

Ces gens-là ne sont pas des dilettantes, ils ne font jamais rien sans en attendre quelque chose en retour. On sait qu'ils exploitent chaque crise pour renforcer leur pouvoir et augmenter leur fortune, et celle-ci n'a pas échappé à la règle, et sachant qu'elle a été programmées pour durer au-delà de décembre 2020, ils n'arrêtent pas de répéter que ses conséquences économiques et sociales vont se répercuter au moins jusqu'en 2022, alors la négliger ou la traiter comme les précédentes risque de réduire à néant notre capacité à affronter à partir de janvier 2021 la tempête qui se prépare.

Venons-nous d'assister à une répétition générale de ce qui nous attend par la suite en pire sur le plan social à partir de janvier 2021? On peut se poser légitimement la question. A quoi bon direz-vous peut-être.

Effectivement, si on ne modifie pas radicalement et immédiatement nos rapports au régime, aux institutions, à l'oligarchie, c'est parce qu'on estime qu'il ne s'est pratiquement rien passé au cours du premier semestre 2020, c'est d'ailleurs ce à quoi on assiste de la part de tous les acteurs politiques, y compris chez ceux qui hurlent à la catastrophe, car cela sert à couvrir leur incapacité ou leur refus de caractériser le régime, de l'affronter surtout, après qu'il ait choisi de ne pas traiter des milliers de malades qu'il a condamnés à mort, crime de masse incontestable qui pour nous a une signification politique, mais qu'eux considèrent insignifiant ou pas suffisant pour modifier leur caractérisation du régime, décision criminelle qu'on a tout lieu d'assimiler à une trahison qu'on pourrait qualifier de suicidaire sans s'en préoccupper si nous n'étions pas les premiers concernés, l'ensemble de la classe ouvrière.

A cette occasion, on peut observer que ceux qui parlent de rupture avec le capitalisme refusent obstinément de rompre avec l'opportunisme, ainsi ils préparent les conditions des pires défaites à venir pour la classe ouvrière ou l'avènement d'un régime mondial totalitaire. On a beau essayer de mettre en garde les travailleurs et militants, en vain. D'ailleurs je me demande s'il y en a encore beaucoup qui se connectent à notre portail ou courant politique, la plupart de ceux qui s'y sont connectés un jour l'ont déserté également depuis longtemps, parce qu'ils s'accommodaient aussi bien des sornettes que leur racontaient leurs dirigeants que du régime en place au lieu de le combattre réellement.

Unité, unité, travailleurs, travailleuses, la lutte, la lutte, créer un rapport de forces, patati et patata, voilà ce qu'ils n'ont cessé de répéter depuis 75 ans, et ils continuent, je le répète, exactement comme si rien ne venait de se passer ou rien ne se préparait de plus terrible encore, pour finalement un résultat nul qui se soldera de la même manière demain, à ceci près que notre espoir de changer de régime et de société se sera un peu plus éloigné ou aura pratiquement disparu, notre émancipation ou le socialisme sera devenu impossible à réaliser. Souhaitons que je me trompe.

Réglez vos comptes : Publicité, télévision, réseaux sociaux, fuyez-les comme la peste et vous vous porterez déjà mieux !

- Première explication invoquée par les femmes pour expliquer leurs complexes : l'influence de la publicité (86 %), suivie de près par celle de la télévision (84 %) ...et des réseaux sociaux (79 %). Cet impact se constate tristement parmi les réponses des Françaises interrogées : si 68 % de celles qui sont inscrites sur un réseau social type Facebook sont mal à l'aise avec leur physique, le chiffre chute à 49 % chez celles qui ne possèdent aucun compte en ligne. yahoo.com/femina.fr 9 juillet 2020

LVOG - Soyez naturelles mesdames au dehors comme au dedans, physiquement et dans votre tête, et vous vous porterez mieux spontanément. A quoi bon tricher avec la réalité, c'est une source de confusion et de malheur dans la vie. Ceux qui vous jugent d'après votre physique ne valent pas la peine que vous leur prêtiez la moindre attention. Et que celles qui sont victimes de cette discrimination, se disent qu'ils en existent de bien pire si cela peut les consoler. Il n'existe rien de supérieur à vos qualités humaines. Si vous n'en êtes pas convaincues, c'est peut-être parce que vous avez encore des efforts à faire de ce côté-là.

En tant qu'homme, j'ai toujours vécu avec des femmes auxquelles je prêtais certaines qualités humaines qu'elles n'avaient pas forcément, ce qui explique pourquoi j'ai dû en changer parfois ou notre relation se solda par une rupture, c'est tout du moins mon explication, qu'elles ne partageront pas forcément. On peut tolérer beaucoup de choses désagréables d'une personne pendant longtemps, mais rien ne peut remplacer chez elle l'absence de certaines qualités ou valeurs humaines, appelez cela comme vous voudrez.

Le problème dans la vie, c'est que ce n'est pas écrit sur son visage, on le découvrira plus tard quand elle nous pourrira l'existence, et quoiqu'on fasse n'y changera rien généralement ou envenimera encore nos rapports jusqu'à les rendre exécrables ou invivables, et dans ce cas-là, se raccrocher à ces valeurs n'y changera rien, car elles ne peuvent pas s'épanouir spontanément si on a cessé un jour de les cultiver ou de les mettre en pratique. Ce qui se passe habituellement, c'est qu'au départ on est rempli de bonnes intentions réciproques, et le temps passant nos intérêts individuels prennent le dessus sur ces valeurs humaines, qui, bien qu'elles soient universelles, nous irons jusqu'à accuser celui ou celle qui s'en réclame d'hypocrite, dès lors tout espoir de revenir à l'état d'esprit initial aura totalement disparu et la mauvaise entente ou la séparation sera rendue inévitable et souhaitable pour tous les deux, oui, je parle en connaissance de cause, hélas !

Qui a dit ?

Ils osent tout au-delà de tout ce qu'un individu normalement constitué peut imaginer, qui de ce fait sera porté à les croire sur parole et en sera la victime.

- "*Si nous laissons les médicaments et les vaccins aller aux plus offrants, au lieu des gens là où on en a le plus besoin, nous aurons une pandémie plus longue, plus injuste et plus meurtrière*".

- "*Nous avons besoin de leaders afin de prendre des décisions fermes pour une distribution fondée sur l'équité et non juste sur des facteurs liés au marché*".

- "*Que ce soit le sida ou le Covid-19, la coopération mondiale et la détermination pour inventer des outils et les livrer là où on en a le plus besoin, sont cruciales*"

LVOG - Assurément ces paroles sont celle d'un honnête homme, un homme de bien, bon et généreux, profondément humaniste, mais est-ce bien sûr ?

Réponse : Bill Gates dans une vidéo enregistrée à Seattle. (Source : BFMTV 12 juillet 2020)

LVOG - Lisez les discours des plus grands dictateurs du XXe siècle, le ton de leur discours était identique, Hitler, Mussolini, Franco ou Pinochet étaient des bienfaiteurs de l'humanité bénis par l'église catholique.

Capitalisme : Stop ou encore ? "***60 à 80% des maladies dont souffre la population seraient évitables***"... à condition de changer de régime!

Jean-Dominique Michel est anthropoloqgue médical.

Il vient de publier Covid: anatomie d'une crise sanitaire (éditions humensciences).

Jean-Dominique Michel - Comme le domaine de la santé est plein de non-dits, de demi-vérités et de conflits d'intérêt, j'ai ironisé en disant que je me réjouissais de l'entendre aussi rappeler que 60 à 80% des maladies dont souffre la population seraient évitables et sont le produit du laxisme de notre législation. La laissant exposée à cinq facteurs de risque majeurs: l'alimentation toxique, la pollution atmosphérique, les polluants chimiques, la sédentarité et le stress.

De grandes industries (comme l'agroalimentaire, la pétrochimie, les énergies fossiles ou les transports) se voient accorder des «permis de prospérer» en causant des dommages majeurs à la santé des gens.

790 000 personnes meurent chaque année de la pollution atmosphérique en Europe, soit bien plus que les victimes de la Covid. On n'a jamais que je sache imposé un «lock-down» ou interrompu les trafics aérien et routier pour éviter ces décès. Cette fois-ci, pour un virus nouveau mais bien moins grave comme problème de santé que les maladies tueuses chroniques, on a montré que faire quelque chose était possible! lefigaro.fr 12 juillet 2020

LVOG - A y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'ils stigmatisent les malades et les vieux qui jusqu'à présent vivaient parmi nous, et qui dorénavant sous prétexte de l'existence d'un virus devraient changer de comportement et s'imposer des mesures liberticides, afin d'éviter d'être contaminés ou mourir prématurément, comme si délibérément la société vouée au profit ne sécrétait pas déjà une multitude d'éléments toxiques susceptibles de porter atteinte à leur santé ou de réduire leur espérance de vie, sans que personne ou presque n'y trouve rien à redire.

Mieux encore, et pour ne pas mettre en danger la vie de ces catégories de la population, leurs proches et tous ceux qui sont amenés à les approcher devraient aussi adopter ces mesures liberticides, éviter tout contact physique et porter un masque pour s'adresser à eux.

C'est ainsi qu'ils visent toutes les générations, bien-portants et malades, l'ensemble de la population. Demain ces sadiques accuseront un petit garçon d'avoir embrassé son grand-père et d'avoir causé sa mort, par exemple.

Comment peut-on vivre et espérer s'épanouir dans une telle société ? La classe dominante a développé ses activités criminelles dans tant de secteurs de la société, que sans avoir à fournir le moindre effort ou sans même avoir une bonne mémoire, on regorge de matériaux pour en faire le procès et lui adresser un certificat de décès.

Parole d'internaute.

- "...les vrais problèmes ne sont pas sur ce sujet, mais sur la privation de liberté à travers le confinement, car c'est un emprisonnement collectif pris pour mesurer le niveau de réaction des peuples. Depuis des décennies les gouvernements (occidentaux notamment) n'ont eu de cesse que de casser les liens sociaux en opposant les communautés, avec le covid-19 ils ont franchi une étape supérieure en imposant la distanciation individuelle. La dégringolade est réelle, du peuple au groupe, du groupe à l'individu. L'individu se retrouve seul face au gouvernement. Un gouvernement détenteur de la vérité et qui sait mieux que chacun de nous ce qui est bon pour nous..."

LVOG - Un gouvernement qui remet en cause la liberté de prescription des médecins est tyrannique.

Faites tomber les masques de l'opportunisme.

Noté dans le blog minable du POI.

IO 612

- Un nouveau Premier ministre. Toujours le même objectif

LVOG - Pardi, en voilà une info !

IO 611

- Un rejet général !

LVOG - Faux : 40% ont encore cautionné l'existence des institutions de la Ve République.

- Les hospitaliers ne veulent pas lâcher Macron et Véran !

LVOG - C'est une histoire d'amour que voulez-vous. Pour nous ce sera : Macron et Véran : Dehors !

Communiqué du POI du 7 juillet 2020

- Licenciements : "fatalité"... ou résistance ?

LVOG - Ou changement de régime, non ? Ce sera non.

La réaction en famille. Qui en doutait ?

Les maires écolos seront "des partenaires", assure Barbara Pompili - AFP 12 juillet 2020

Les maires écologistes nouvellement élus à la tête de plusieurs métropoles françaises seront "des partenaires" du gouvernement, comme tous les élus qui porteront des politiques vertes, a assuré samedi la nouvelle ministre de l'Environnement Barbara Pompili. AFP 12 juillet 2020

Contorsions d'un illusionniste.

Jean-Luc Mélenchon au JDD : "Macron est complètement dépassé par la situation" - Journal du Dimanche 12 juillet 2020

LVOG - On ne voit pas comment Macron pourrait être "*complètement dépassé par la situation*", sachant qu'il n'a aucun pouvoir. Il ne rate pas une occasion de le légitimer.

La gauche avait perdu "***son identité collective***", quand elle abandonna le socialisme.

Le communautarisme fait perdre son identité collective à la gauche (RT) — Tomasz Pierscionek - taibaweb.com 2 January 2019

Tomasz Pierscionek est médecin spécialisé en psychiatrie.

Extrait.

Le phénomène des communautarismes qui envahit le monde occidental est une stratégie de division et de conquête qui entrave l'émergence d'une véritable résistance aux élites.

L'un des principes fondamentaux du socialisme est l'idée d'une solidarité supranationale qui unit la classe ouvrière internationale et l'emporte sur tout facteur qui pourrait la diviser, comme la nation, la race ou le sexe. Les travailleurs de toutes les nations sont des partenaires, avec la même valeur et la même responsabilité dans la lutte contre les exploiteurs de leur cerveau et de leurs muscles.

Le capitalisme, surtout dans sa forme la plus aboutie, exploiteuse et dénuée d'états d'âme — l'impérialisme — a fait plus de tort à certains groupes de personnes qu'à d'autres. Les empires coloniaux réservaient leur pires brutalités aux peuples subjugués, alors que pour sa part, la classe ouvrière de ces nations impérialistes s'en sortait mieux, parce qu'elle se tenait plus près des miettes qui tombaient de la table de l'empire. La lutte internationale des classes vise à libérer tous les peuples du joug capitaliste, quel que soit leur degré d'oppression passé ou présent. L'expression 'an injury to one is an injury to all' ['Une attaque contre un est une attaque contre tous', slogan du syndicat étasunien fondé en 1905 Industrial Workers of the World, Travailleurs industriels du monde, NdT] résume cet état d'esprit et exclut de donner la priorité aux intérêts d'une faction de la classe ouvrière sur la collectivité.

Depuis la fin du XXe siècle, une tendance d'inspiration libérale infiltrée dans la gauche (du moins en Occident) encourage l'abandon d'une identité collectivité unique fondée sur la classe sociale en faveur de communautés multiples fondées sur le genre, la sexualité, la race ou tout autre vecteur de divisions. Chaque sous-groupe, de plus en plus distant de tous les autres, se concentre sur une identité partagée et les seules expériences de ses membres, et donne la priorité à sa propre émancipation. Toute personne extérieure à ce sous-groupe est admise, au mieux, au rang d'allié.

Mais il est beaucoup plus facile de « lutter » contre un groupe aussi opprimé, ou légèrement moins opprimé que le vôtre que de s'unir et de s'organiser contre l'ennemi commun – le capitalisme. La lutte contre l'oppression par le biais du communautarisme est au mieux une forme paresseuse, perverse et fétichiste de la lutte des classes. Elle est pilotée par des militants issus de la classe moyenne et de l'enseignement supérieur pour la plupart libéraux, et qui ne comprennent pas grand-chose à la théorie politique de gauche. Au pire, il s'agit d'un autre outil utilisé par les 1 % de l'élite économique pour diviser les 99 % restants en 99, ou en 999 groupes concurrents trop occupés à se battre entre eux pour remettre en question le statu quo. Sans surprise, l'un des principaux donateurs de cette fausse gauche communautariste est le milliardaire cisgenre blanc George Soros, dont les ONG ont aidé à orchestrer les manifestations de l'Euromaïdan en Ukraine, avec leur émergence de mouvements d'extrême droite et néo-nazis : le genre d'individus qui croient dur comme fer à une supériorité raciale et ne voient pas la diversité d'un bon œil.

Il existe une fausse idée largement diffusée, selon laquelle le communautarisme dériverait de la pensée marxiste. L'expression sans signification « marxisme culturel », qui a plus de rapport avec la culture libérale qu'avec le marxisme, est utilisée pour vendre cette ligne de pensée. [Aux USA, le « marxisme culturel » est une idéologie très à la mode émanée de l'École de Francfort, dont les travaux démarrés en 1923 avaient fini par déboucher sur une fusion entre le marxisme et l'idéologie bourgeoise. En France, nous en avons eu l'équivalent (sans l'étiquette marxiste) avec des intellectuels comme Derrida, Foucault, Deleuze, Guattari, etc. On notera que par exemple, le Français Raymond Aron faisait à la fois partie de l'École de Francfort et du Congress for Cultural Freedom, une officine implantée par la CIA en France (lien en français) dans les années 50, expressément pour faire la promotion d'une gauche anticommuniste, libérale-libertaire, capable d'éliminer l'influence du Parti communiste en Europe. [Mission accomplie, NdT].

Non seulement le communautarisme n'a rien de commun avec le marxisme, le socialisme ou tout autre courant de pensée traditionnelle de gauche, mais il en représente l'antithèse exacte.

L'idée selon laquelle le communautarisme fait partie de la pensée traditionnelle de gauche est diffusée par la droite, qui cherche à discréditer les mouvements de gauche, par les libéraux qui cherchent à les infiltrer, à les poignarder dans le dos et à les détruire, et par des jeunes radicaux malavisés qui ne connaissent rien à la théorie politique, et qui n'ont ni la patience ni la discipline nécessaires pour l'apprendre. Ces derniers cherchent à se donner à bon compte l'illusion d'ébranler les fondements du capitalisme alors qu'en réalité, ils les renforcent.

Le communautarisme est typiquement un phénomène moderne piloté par la classe moyenne [à la remorque des médias grand public, NdT] pour aider les dirigeants libéraux à diviser et distraire les masses. En Occident, vous êtes libre de choisir votre sexe ou votre sexualité, d'en changer à votre guise ou même de créer les vôtres, mais vous n'avez pas le droit de remettre en question les fondements du capitalisme ou du libéralisme. Le communautarisme est le nouvel opium du peuple et handicape sérieusement toute résistance organisée contre le système. Certains segments de la gauche occidentale pensent même que ces « libertés » susmentionnées sont un indicateur de progrès et de supériorité culturelle qui justifie leur exportation à l'étranger, que ce soit en douceur par l'intermédiaire d'ONG ou plus brutalement, par des révolutions de couleur et des changements de régime. taibaweb.com 2 January 2019

LVOG - Pas seulement "*certains segments de la gauche occidentale*", la totalité en incluant l'extrême gauche, à l'exception de quelques voix éparpillées qui dénoncent le communautarisme et qui ne sont pas de gauche pour la plupart d'entre elles.

Toujours dans le registre on va tous mourir. Leur dernière trouvaille destinée aux croyants.

Ouvrez les fenêtres et priez poliment le Covid-19, de sortir... et de ne pas entrer, c'est moi qui le précise.

Plus fort encore, mettez la climatisation en marche et laissez les fenêtres ouvertes, quel luxe ou c'est à se demander à quoi cela sert d'allumer la climatisation, si c'est pour laisser entrer l'air chaud !

La climatisation brasse de l'air, et au cas où le Covid-19 serait présent dans l'air, elle serait responsable de sa propagation. Quelle découverte ! Si vous étiez complexé parce que vous n'aviez pas fait d'études supérieures, cessez de l'être, 99,99% des chercheurs, scientifiques, professeurs et autres intellectuels des classes moyennes sont incapables de faire preuve de la logique la plus élémentaire ou ils sont rongés par l'ambition, quand ils ne sont pas influencés idéologiquement.

Remarque : C'est exactement la même chose qui se produit avec un ventilateur ou même un éventail ou lorsque vous créez un courant d'air dans une pièce en ouvrant une porte ou une fenêtre. Tout ce qu'il y a dans l'air va se trouver soudainement propulser aux alentours et ne sortira pas forcément par la fenêtre comme on a pu le lire ici ou là, ce qui était stupide, car on ne voit pas pourquoi un virus présent dans l'air se dirigerait obligatoirement vers l'extérieur.

Tout le monde a déjà fait l'expérience d'ouvrir les fenêtres de son habitation pour évacuer une odeur de friture ou de tabac par exemple, et chacun a pu constater que cela mettait un certain temps avant qu'elle ne disparaisse sans l'aide d'un ventilateur, mieux qu'elle persistait ou réapparaissait dès qu'on fermait les fenêtres parce qu'en réalité elle n'avait pas totalement disparu, donc durant tout ce temps on a eu largement le temps de l'inhaler, et dans le cas d'un virus de le respirer par le nez et la bouche.

On se marre en lisant que pour bien ventiler une pièce il faudrait ouvrir la ou les fenêtres entre 5 et 15 minutes plusieurs fois par jour, la ou les fenêtres ce n'est déjà pas la même chose, sans parler de la taille des fenêtres, leur location, en rez-de-chaussée ou au 4è étage, avec ou sans vis-à-vis, ce n'est pas non plus la même chose, leur orientation ou exposition, si elles sont situées au sud et que le vent souffle du nord, il ne risquera pas d'entrer dans cette pièce...

Et dans le cas qui nous occupe ici, vous pouvez aussi bien le faire sortir ou le faire entrer par les fenêtres puisque le virus peut être présent à l'intérieur ou à l'extérieur de votre habitation.

Chez nous dans notre petite maison il y a 11 fenêtres pour 4 pièces en comptant la salle d'eau/WC. Sauf celles de la chambre climatisée une partie de la nuit, toutes les fenêtres restent ouvertes la nuit jusqu'à 9h où on les ferme à cause de la chaleur extérieure, et on les rouvre vers 17h quand la température commence à descendre. Les fenêtres toutes équipées de moustiquaires donnent sur le jardin où se baladent toutes sortes d'animaux sauvages et virus, virus qui ne me demandent pas l'autorisation pour entrer dans la maison par les fenêtres ou avec lesquels je serai en contact dans le jardin. Bref, quoique je fasse, je ne peux pas y échapper, et je ne parle même pas dès que je vais en ville, là c'est le bain assuré, et comme tous les Indiens, miracle, malgré tous les virus que je me trimballe, je ne suis pas encore mort !

Conclusion : Ils multiplient les articles et les arguments aux apparences bien intentionnées ou soi-disant pour protéger la population d'une menace qu'ils s'emploient à instrumentaliser ou à amplifier uniquement pour entretenir un climat de psychose collective et justifier des mesures liberticides. Car si ce virus est présent dans l'air, il est destiné à se répandre absolument partout, aussi longtemps qu'il en a la force ou que les conditions atmosphériques le permettent.

Ces climatiseurs peuvent augmenter le risque d'attraper le Covid-19, selon le Telegraph - sputniknews.com 12 juillet 2020

Éteindre la climatisation est une bonne idée, estime un expert de l'Académie royale britannique d'ingénierie interrogé par le Telegraph, et ce alors que l'OMS a changé d'avis sur la possibilité de transmission du Covid-19 dans l'air.

Les climatiseurs qui font circuler le même air dans une pièce risquent d'aggraver la propagation des particules virales si une personne est infectée par le Covid-19, annonce le journal The Telegraph qui se réfère à Shaun Fitzgerald, expert de l'Académie royale britannique d'ingénierie.

Les climatiseurs qui n'ont pas de «source dédiée d'air extérieur […] pourraient être responsables de la propagation des particules virales aéroportées dans le chemin des utilisateurs socialement distanciés», expliquent les recommandations de la Chartered Institution of Building Service Engineers (CIBSE) que M.Fitzgerald a aidé à rédiger.

«Si vous avez un climatiseur split, la stratégie que nous recommandons consiste à ouvrir la fenêtre et renoncer à avoir

un environnement froid ou plus frais. S'il y a un minimum de vent, il y aura un mouvement d'air. Si vous ne pouvez pas ouvrir une fenêtre, éteignez l'appareil», indique M.Fitzgerald.

D'après lui, cela pourrait aller à l'encontre de la sagesse conventionnelle et être plus cher, mais ouvrir une fenêtre pendant le fonctionnement du climatiseur serait le meilleur moyen d'atténuer les risques d'attraper le Covid-19. sputniknews.com 12 juillet 2020

LVOG - On croirait entre les "experts" du GIEC !

Même pas peur !

Une nouvelle pneumonie "plus mortelle" que le Covid-19 découverte ? - Yahoo 10 juillet 2020

La Chine s'inquiète d'une nouvelle "pneumonie inconnue" au Kazakhstan, plus mortelle que le Covid-19. Les autorités du pays réfutent ses accusations et plaident une différence de classement des maladies.

Si les autorités chinoises s'en inquiètent maintenant, c'est que le nombre de cas aurait bondi depuis la mi-juin, principalement dans les provinces d'Atyrau (au sud-ouest, près de la mer Caspienne) et Aktobe (au nord-ouest, près de la frontière russe), ainsi que dans la ville de Shymkent (au sud, près de la frontière avec l'Ouzbékistan).

Selon la Chine, près de 1 800 personnes seraient décédées de cette mystérieuse pneumonie depuis le début de l'année, dont plus de 600 rien qu'au mois de juin, comme le rapporte le South China Morning Post. Le nombre de cas enregistré le mois dernier serait ainsi deux fois plus élevé qu'à la même période en 2019, d'après l'agence de presse Kazinform. "300 personnes sont hospitalisées chaque jour avec une pneumonie", a expliqué Saule Kisikova, cheffe du département de la santé à Astana (la capitale).

Pour autant, le gouvernement réfute totalement l'appellation de "nouvelle pneumonie", avancée par la Chine, selon CNN. Le ministre de la Santé a reconnu qu'il y avait bien "une pneumonie virale dont la cause n'est pas spécifiée", mais il a nié le fait que cette épidémie était inconnue ou nouvelle.

Selon les autorités kazakhs, c'est avec le terme "non spécifié" que seraient enregistrés les cas de pneumonie lorsque le Covid-19 est diagnostiqué chez un patient mais qu'il n'y a pas de confirmation par test, conformément aux indications de l'OMS. Yahoo 10 juillet 2020

La réaction sans masque.

LVOG - Ils tiennent absolument à vous garder à genoux, ils vous tiennent et ils ne veulent plus vous lâcher...

Coronavirus : "développer le port du masque est à l'étude", affirme Castex - Europe1 13 juillet 2020

En déplacement en Guyane, le Premier ministre Jean Castex a indiqué dimanche que "la question de développer le port du masque est à l'étude", notamment pour les lieux clos, afin de lutter contre l'épidémie de coronavirus. Europe1 13 juillet 2020

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute incivilité est honorable.

Coronavirus : "Ne pas porter un masque c'est un geste d'incivilité" estime le président du syndicat de médecin MG France Franceinfo 13 juillet 2020

"Il faut que les gens se disent que ne pas porter un masque c'est un geste d'incivilité par rapport à la société dans laquelle on évolue dès lors qu'on ne peut pas garder une distance suffisante". Franceinfo 13 juillet 2020

Commentaire d'un internaute.

- "Aujourd'hui, on a des masques, il faut s'en servir" ... preuve que ce n'est donc plus de la médecine mais une décision politique, cqfd !

1) au pic de l'épidémie, les masques manquaient, ils étaient donc déclarés inutiles.

2) lorsque les masques ont été reçu en quantité, l'épidémie était réduite de moitié, et ils sont devenus conseillés.

3) maintenant que c'est terminé, l'Etat se retrouve avec les masques sur les bras, qu'il faut absolument écouler, donc ils

deviennent obligatoires.

Qui peut encore faire confiance en nos dirigeants ?

Les moutons et les complices, et je ne suis ni l'un ni l'autre !

Que cet imposteur subventionné aille raconter ses mensonges ailleurs.

Des soignants sans masques et ils ne meurent pas, c'est donc que le masque est inutile. CQFD.

"Nos soignants n'ont toujours pas de masques", alerte le président des maires de Guyane avant la visite de Jean Castex - Europe1 12 juillet 2020

"Les chiffres, paraît-il, diminuent. Moi, je n'en suis pas certain. On en est à notre 26ème décès et on frôle les 6.000 cas", pointe au micro d'Europe 1 David Riché, le président de l'Association des maires de Guyane, qui avait demandé par courrier, début juin, un reconfinement. "Nos soignants n'ont toujours pas de masques", relève-il. Europe1 12 juillet 2020

Coronavirus : des médecins demandent le port du masque obligatoire en lieux fermés - Yahoo 10 juillet 2020

En Belgique, le port du masque est désormais obligatoire dans tous les magasins et musées, alors qu'en Catalogne, le masque est imposé dans tout l'espace public.

"Il y a un relâchement profond des Français sur les mesures de distanciation sociale et les gestes barrières", alertait Jean-Francois Delfraissy, président du Conseil scientifique. Même au sommet de l'État, le port du masque et les gestes barrières ne sont plus respectés aussi scrupuleusement.

Pour l'instant, le port du masque est obligatoire dans les transports en commun, trains, avions, les gares et aéroports, pour les personnels de la restauration, pour les clients des restaurants durant leurs déplacements ou encore dans certains magasins.

Mais face aux décisions de la Catalogne et de la Belgique, plusieurs médecins souhaitent que la France étende l'obligation de port du masque, comme le professeur Gilbert Deray, chef du service néphrologie à la Pitié-Salpêtrière à Paris. "Les masques doivent être rendus obligatoires dans tous les lieux publics fermés ET ouverts. Cela s'appelle le principe de précaution", argumente-t-il.

Toujours dans l'hebdomadaire, Jean-Paul Hamon, président de la Fédération des Médecins de France, s'appuie sur l'étude qui révèle que le Covid-19 pourrait se transmettre par voie aérienne pour renforcer le port du masque : "s'il s'avère que c'est le cas, ce serait une catastrophe et il faudrait impérativement imposer le masque en toutes circonstances", argumente-t-il.

Des demandes qui semblent avoir un très léger écho au sein du gouvernement. À l'Assemblée, Olivier Véran, ministre de la Santé, a exhorté les députés à remettre leur masque lorsqu'ils s'invectivent.

Vendredi matin sur BFMTV, Olivier Véran a rappelé "l'importance des gestes barrières", sans toutefois évoquer le port du masque.

Durant un déplacement à Dijon, le Premier ministre Jean Castex s'est exprimé sur ce sujet : "J'ai demandé à tous les acteurs de porter de plus en plus de masques pour nous prévenir au mieux d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie", a-t-il déclaré, lors d'une seconde allocution en fin de matinée. Et de prévenir: "la meilleure façon de la combattre, c'est de la prévenir", rapporte BFMTV.

Pour autant, le gouvernement n'évoque pas l'idée d'étendre l'obligation de port du masque dans les lieux clos. Santé publique France note dans son bulletin hebdomadaire "une tendance à l'augmentation de la circulation du virus en France métropolitaine". Ce qui pourrait changer la donne... Yahoo 10 juillet 2020

En totalitarisme il faut choisir entre le masque et le confinement, la sécurité et la liberté, l'emploi et le salaire.

Port du masque : "Dans les endroits clos où il y a du monde, c'est quelque chose de vraiment indispensable", explique Axel Kahn - Franceinfo 12 juillet 2020

Dans une tribune publiée dans Le Parisien, des médecins réclament que le port du masque soit obligatoire dans les lieux publics clos pour éviter que l'épidémie de coronavirus ne reparte. Parmi les signataires, le généticien Axel Kahn qui s'en est expliqué sur franceinfo samedi 11 juillet : "Pour que vraiment l'effort qu'on a accompli avec le confinement ne soit pas perdu, le port

des masques dans les endroits clos où il y a du monde, c'est quelque chose qui est vraiment indispensable."

"Le fait qu'on ait accepté courageusement le confinement a fait énormément baisser la circulation du virus, poursuit Axel Kahn. Maintenant, si on est raisonnables et prudents avec des gestes de distanciation physique je suis persuadé qu'une deuxième vague peut être évitée." Franceinfo 12 juillet 2020

A bas toutes les mesures liberticides adoptées par les criminels Macron-Castex-Véran !

Lyon: un homme refuse de mettre un masque et agresse un contrôleur TCL - BFMTV 12 juillet 2020

L'individu se déplaçait dans les couloirs du métro, à la station Hôtel de Ville, sans porter de masque, pourtant obligatoire. Rappelé à l'ordre par des contrôleurs, il aurait prétexté souffrir de la chaleur. L'homme s'est alors mis en colère, poussant avec violence l'un des agents.

Il a été arrêté pour outrage et violence et placé en garde à vue. BFMTV 12 juillet 2020

LVOG - Ce sont eux qui sont responsables de la mort du chauffeur de bus à Bayonne.

Heurts à Athènes après un défilé pour défendre le droit de manifester - AFP 10 juillet 2020

Des milliers de Grecs manifestent contre une loi du gouvernement de droite visant à restreindre le droit de manifester. Ils craignent d'être muselés, alors qu'une grave récession s'annonce. AFP 10 juillet 2020

Israël: des milliers de manifestants contre la gestion de l'épidémie - AFP 12 juillet 2020

Des milliers de personnes se sont rassemblées samedi sur la place Rabin à Tel-Aviv pour protester contre la gestion de la pandémie de Covid-19 et de ses conséquence par le gouvernement israélien.

La manifestation a été organisée par des groupes de travailleurs indépendants, de petites entreprises mais aussi d'artistes, se sentant abandonnés par le gouvernement après la fermeture forcée de leur commerce et des lieux publics pendant la pandémie.

Les syndicats étudiants ont aussi participé au rassemblement pour exprimer leurs inquiétudes dans un contexte où de nombreux jeunes se retrouvent aujourd'hui sans travail.

Le taux de chômage en Israël a bondi ces derniers mois, passant de 3,4% en février à 27% en avril, avant de redescendre légèrement en mai à 23,5%. Les chiffres de juin n'ont pas encore été publiés.

Israël avait imposé mi-mars un strict confinement. Seuls les professionnels exerçant des métiers jugés essentiels étaient autorisés à travailler et tout rassemblement public était interdit.

Le gouvernement a levé certaines restrictions à la fin du mois de mai.

Le nombre de contaminations est toutefois reparti à la hausse, entraînant le rétablissement de restrictions comme la fermeture des bars, des boîtes de nuit, des salles de sports et des piscines publiques.

Si les salariés qui se sont retrouvés sans travail ont pu demander des allocations chômage, les travailleurs indépendants arguent que nombre d'entre eux attendent depuis des mois l'aide promise par le gouvernement.

Vendredi, le ministère de la Santé israélien a annoncé un nombre record de nouvelles contaminations, avec plus de 1.500 nouveaux cas enregistrés la veille.

Le pays, qui compte environ 9 millions d'habitants, a enregistré le premier cas de Covid-19 sur son sol le 21 février. Depuis, l'Etat hébreu a recensé plus de 36.000 contaminations, dont plus de 350 décès. AFP 12 juillet 2020

LVOG - Le taux de mortalité sur 9 millions d'habitants dû officiellement au Covid-19 est donc de 0,004%, c'est gigantesque !

Mascarade morbide

Covid-19 : l'étrange, le curieux et l'inexplicable - entelekheia.fr 5 juillet 2020

Malcolm Kendrick est médecin généraliste au sein du NHS britannique et auteur. Il a écrit « Doctoring Data – How to Sort Out Medical Advice from Medical Nonsense ».

Sources : South China Morning Post et Euronews.com

Extrait. Il a été presque impossible de donner un sens aux chiffres des décès du Covid -19 dans le monde entier. Le dicton dit que la première victime de la guerre est la vérité.

En bref, si l'on regarde le monde entier, on ne constate aucun schéma précis, et les taux de mortalité varient de plus de cent fois d'un pays à l'autre.

Au Royaume-Uni, on a conseillé aux médecins d'écrire oui, alors que dans d'autres pays, ils sont plus susceptibles d'écrire non. D'autre part, il a été rapporté que des médecins américains ont été amenés à écrire « Covid » sur presque tous les certificats de décès, parce que l'hôpital perçoit plus d'argent s'ils le font.

Cela signifie que se fier uniquement aux statistiques des décès enregistrés du Covid peut être très trompeur.

Quel pays fait des tests en masse, quel pays attribue des décès au Covid en l'absence de toute preuve ? Quel pays mélange décès directement imputables au Covid et décès avec le Covid, mais dus à d'autres facteurs ? Quel pays triche carrément sur ses chiffres, et dans quel sens ? Tout cela devrait être éclairci avec le temps, mais en attendant, prudence. entelekheia.fr 5 juillet 2020

Comment nomme-t-on un régime qui plébiscite le permis de tuer et interdit de guérir ?

COVID-19 – Remdesivir: permis de tuer. Hydroxychloroquine: interdiction de guérir. par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 12 juillet 2020

Le combat du Remdesivir contre l'Hydroxychloroquine (HCQ), c'est un peu le symbole du combat de la médecine des revues, des institutions corrompues contre la médecine de terrain, celle des médecins généralistes, nombreux, qui sont au chevet des malades.

Le Remdesivir est une molécule coûteuse, propriété d'une compagnie pharmaceutique, Gilead. Dans la course au traitement miracle du COVID-19, Gilead essaie de remporter la palme car cela peut lui rapporter gros [1].

L'Hydroxychloroquine est une molécule libre de droit, passée dans le domaine public et très peu coûteuse. Autrement dit, bien que fabriqué au départ par une compagnie pharmaceutique, Sanofi, ce traitement ne rapportera rien à l'industrie et donc rien à tous les gens corrompus par elle.

Le combat du Remdesivir contre l'Hydroxychloroquine, c'est le symbole du combat de la médecine mensongère, la médecine des gros sous, contre la médecine factuelle, une médecine qui peut rapporter gros au malade (sa santé), sans rien coûter ou presque à la société.

On dit que l'Hydroxychloroquine (traitement défendu par le professeur Raoult à Marseilles, France, entre autres) est inefficace dans le COVID-19, voire dangereux [2].

C'est faux.

Suffisamment d'indices laissent à penser que l'Hydroxychloroquine, associée ou non à l'azythromycine et au zinc, est efficace pour inhiber la réplication virale du SRAS-CoV-2, avec un profil de sécurité tout à fait satisfaisant en particulier pour des médecins habitués et habilités à le prescrire. Ces molécules, la chloroquine et l'Hydroxychloroquine, sont connues depuis des dizaines d'années [3]. Voilà la vérité.

Inversement, on dit que le Remdesivir est efficace et sans danger particulier.

C'est faux.

Le Remdesivir peut engendrer insuffisance rénale sévère (nécessitant dialyse, greffe rénale), insuffisance hépatique (foie), mutation génétique, problèmes cardiaques allant jusqu'à l'arrêt cardiaque, entre autres [4]. Voilà la vérité.

D'un côté, le Lancet essaie de démolir l'hydroxychloroquine [5], de l'autre, le New England Journal of Medicine fait l'éloge du Remdesivir [6-7].

Dans un article précédent, j'ai écrit que ce que les anciens rédacteurs en chef de ces revues disent ce qu'il faut en penser : corruption et mensonges à tous les étages [8].

Pour tous les médecins intègres, les véritables scientifiques, le public, cela pourrait même devenir un critère de discernement : quand une « grande » revue médicale encense un médicament, méfiez-vous ! Quand elle démolit un traitement, alors, vous feriez bien de vous y intéresser.

Remdesivir contre Hydroxychloroquine, c'est encore et toujours une histoire de gros sous.

La médecine, ce n'est plus que cela, à présent.

Le Remdesivir rapporterait 4500 dollars par traitement à Gilead [9].

L'hydroxychloroquine, même associé à l'Azithromycine, ne coûte que 10 euros par traitement et ne rapporte rien à l'industrie.

Au lieu de culpabiliser et de faire peur à tout le monde avec des chiffres de mortalité exagérés et des deuxièmes vagues qui n'existent pas, au lieu d'imposer des mesures aussi inefficaces que toxiques comme le port du masque partout pour tous, au lieu de faire croire aux gens que des médicaments efficaces et bon marchés sont dangereux et que des médicaments chers et dangereux sont la solution, au lieu de se prosterner devant la vaccination, Graal illusoire dans la lutte contre le COVID-19, voici ce que nos hautes autorités de santé devraient faire :

Prendre les conseils de scientifiques appelant à plus de calme et de réalisme sur le modèle du professeur John Ioannidis de Stanford

Observer et mesurer les faits réels, et non des modèles mathématiques statistiques

Ne pas confondre test RT-PCR positif et maladie COVID-19

Prévoir des mesures de protection drastiques seulement pour les personnes fragiles et à haut risque

Laisser circuler librement, sans masques, les personnes saines, en bonne santé et surtout, les jeunes et les enfants

Proposer à toute la population des prises en charge psychologiques adaptées pour gérer les états de stress post-traumatiques générés par les médias anxiogènes

Permettre à tous les médecins de première ligne de prescrire aux vrais malades du COVID-19, dès les premiers signes, l'association hydroxychloroquine-azythromycine-zinc, selon les modalités de sécurité bien établies depuis toutes ces années où ces médicaments sont prescrits dans leurs diverses indications

Ce n'est possible que si ces hautes autorités de santé ne sont pas corrompues par tout l'argent des compagnies pharmaceutiques telles que Gilead.

Pour le dernier point, numéro 6, le médecin généraliste bruxellois Éric Beeth et moi-même avons envoyé à tous les responsables concernés, ministre de la santé, membres du conseil COVID-19 au sein de SCIENSANO qui encadre le gouvernement dans la gestion de la crise, une lettre requérant la liberté pour tous les médecins belges de prescrire l'hydroxychloroquine dans le COVID-19 et surtout, la constitution au sein des pharmacies belges, d'un stock suffisant de ce médicament.

Nous attendons réponse. Mondialisation.ca, 12 juillet 2020

Notes :

[1] Une brève histoire du remdésivir (GS-5734), 17 juin 2020, mise à jour le 25 juin 2020

[2] Hydroxychloroquine versus Remdesivir, 8 juillet 2020

[3] Hot Topic, Chloroquine for the 2019 novel coronavirus SARS-CoV-2, International Journal of Antimicrobial Agents, February 2020

[4] L'entreprise Gilead aurait-elle dissimulé la vraie toxicité du Veklury© (remdesivir) ?, 8 juillet 2020, « Il semble donc qu'au regard des éléments présentés précédemment, nous puissions fortement penser que le Veklury (remdesivir) est un médicament nocif et

que ces éléments ont été dissimulés par Gilead. Nous pensons que l'opération de lobbying conduite dans les médias et certaines instances de santé publique afin de décrédibiliser l'hydroxychloroquine, spécifiquement en milieu hospitalier, avait vocation à faire du Velkury (remdesivir) la seule solution dans cette situation. »

[5] RETRACTED: Hydroxychloroquine or chloroquine with or without a macrolide for treatment of COVID-19: a multinational registry analysis

[6] Compassionate Use of Remdesivir for Patients with Severe Covid-19, NEJM 10 avril 2020

[7] Remdesivir for the Treatment of Covid-19 — Preliminary Report, NEJM 22 mai 2020

[8] COVID-19: le côté obscur de la science révélé, « Une grande partie de la littérature scientifique, sans doute la moitié, pourrait être tout simplement fausse, affligée d'études avec des échantillons réduits, d'effets infimes, d'analyses préliminaires invalides, et de conflits d'intérêts* flagrants, avec l'obsession de suivre les tendances d'importance douteuse à la mode, la science a pris le mauvais tournant vers les ténèbres. »

[9] Remdésivir : une molécule d'intérêt thérapeutique très discutable sur le COVID-19

Si vous ne voulez pas vous faire taxer d'extrême droite, laissez-vous mourir !

Jair Bolsonaro annonce sur Facebook qu'il va "très bien" et recommande la chloroquine - BFMTV 10 juillet 2020

Le président d'extrême droite... BFMTV 10 juillet 2020

Comment ils ont instrumentalisé les tests et l'immunité.

Coronavirus: Pourquoi tout le monde s'est trompé. Il ne s'agit pas d'un « nouveau virus ». « Le conte de fée de l'absence d'immunité » par Dr Beda M Stadler - Mondialisation.ca, 10 juillet 2020

Extrait.

"Il était encore plus faux de prétendre que la population n'aurait pas déjà une certaine immunité contre ce virus." La réponse immunitaire au virus est plus forte que ce que tout le monde pensait

Beda M Stadler, est l'ancien directeur de l'Institut d'immunologie de l'Université de Berne, biologiste et professeur émérite.

https://www.mondialisation.ca/coronavirus-pourquoi-tout-le-monde-sest-trompe-il-ne-sagit-pas-dun-nouveau-virus-le-conte-de-fee-de-labsence-dimmunite/5647271

LVOG - Je ne sais pas si vous vous en souvenez, il y a quelques mois en me basant sur ma propre expérience en Inde, j'avais affirmé qu'il était impossible que l'immense majorité de la population ne soit pas déjà naturellement immunisé contre le Covid-19 ou d'autres virus du fait du mode de vie des Indiens, de la surpopulation ou de la promiscuité dans laquelle ils vivent, le manque ou l'absence d'hygiène quasi généralisée dans le pays, et une alimentation déséquilibrée ou présentant d'importantes carences que ce soit en protéines, en vitamines ou en oligo-éléments, ainsi que la présence ou le contact avec un grand nombre d'animaux sauvages de différentes espèces, bref, l'ensemble de ces éléments était suffisant pour soutenir cette hypothèse, bien que je ne sois pas médecin.

Ce que j'avais voulu dire, c'est qu'on ne pouvait pas imaginer de meilleures conditions pour favoriser la propagation et la transmission des virus et bactéries d'animaux à des hommes et entre hommes ensuite, par conséquent, nous les partagions ou nous les portions tous sans le savoir et sans être malades parce que nous étions immunisés, dans le cas contraire la population se serait déjà éteinte depuis très longtemps tout simplement.

Maintenant, puisque le niveau de l'immunité ou notre capacité à en acquérir une dépendant essentiellement de notre état de santé ou de notre alimentation, de notre âge, quand la première est déficience ou quand on devient vieux notre immunité sera trop faible pour combattre virus ou bactéries et on pourra en mourir, voilà tout.

Ici on est littéralement envahi par des virus et des bactéries en tous genres, les Indiens, particulièrement les enfants et les personnes âgées, les premiers en guenilles, sales, qui marchent nus pieds, ne se lavent pas les mains qui sont crasseuses, qui se les mettent dans la bouche au moment du repas ou les doigts dans le nez, les seconds qui sont à peu près dans le même cas, ils devraient mourir comme des mouches, mais non, certains tombent malades toute l'année, d'autres plus nombreux au moment de

la mousson ou des fortes pluies, sans plus. Je serais bien curieux de comparer le taux de mortalité de la grippe saisonnière en France avec celui relatif aux virus en Inde, je crois qu'on découvrirait qu'il y a plus de morts en France qu'en Inde, alors que les conditions de vie et d'hygiène sont incomparables ou favorables à la France.

Autre réflexion ou rappel.

Si avant de naître l'enfant ne bénéficiait pas de l'immunisation transmise par sa mère, il ne vivrait pas. J'avais aussi soutenu l'hypothèse que la plupart des virus au contact desquels les hommes avaient été en contact sur tous les continents étaient dorénavant présents partout dans le monde suivant la route des voyageurs et des marchandises.

Ne dites pas que tout cela serait connu ou banal, si vous avez plébiscité le confinement, la fermeture des écoles, le port du masque partout et l'absence d'immunité collective, vous étiez dans l'erreur. Personnellement, par manque d'informations claires sur les différents types d'immunisation j'ai failli me faire piéger sur ce point particulier.

On peut en déduire que la question du mode de transmission du Covid-19 était uniquement destinée à nous induire en erreur pour justifier toutes les mesures liberticides et antisociales imposées par l'OMS et les différents gouvernements à la solde de la ploutocratie qui trône au Forum économique mondial.

Plus généralement, c'est notre conception de la santé qui est complètement biaisée, parce qu'on ignore le fonctionnement biologique du corps humain. J'en veux pour preuve qu'on en arrive à avoir des réactions émotionnelles ou irrationnelles en présence de phénomènes naturels qu'on ne maîtrise pas, tel par exemple une simple fièvre qui nous met dans tous nos états, alors qu'il s'agit d'une manifestation clinique généralement bénigne ou anodine d'une infection contre laquelle l'organisme est en train de lutter par les moyens à sa disposition, dont l'élévation de la température du corps pour expulser l'intrus, et non le signe qu'on serait en danger de mort. Lorsque la fièvre est contrôlée ou inférieure à 40°, au lieu de ne pas paniquer et de la laisser tranquillement faire sont travail, on l'interrompt brutalement et on préfère se bourrer d'antibiotiques. C'est d'autant plus dommage, si je ne dis pas une bêtise, que c'est durant cette période que l'organisme se met à produire les anticorps dont il a besoin pour vaincre le virus, et on le privera peut-être des moyens de s'auto-immuniser, ce qui serait idiot, cela demande à être vérifié.

Beda M Stadler - Pourquoi tout le monde s'est trompé.

2. Le conte de fées de l'absence d'immunité

De l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à tous les virologistes de Facebook- tout le monde a affirmé que ce virus était particulièrement dangereux, parce qu'il n'y avait pas d'immunité contre lui, parce que c'était un nouveau virus.

Même Anthony Fauci, le plus important conseiller de l'administration Trump, a noté au début de chaque apparition publique que le danger du virus résidait dans le fait qu'il n'y avait pas d'immunité contre lui.

Prof. Beda Stadler: tout simplement faux.

- La réponse immunitaire humaine a été complètement sous-estimée

- Sans symptômes ? Alors vous ne pouvez pas infecter les autres.

Tony [Anthony Fauci] et moi étions souvent assis l'un à côté de l'autre lors de séminaires d'immunologie au National Institute of Health de Bethesda aux États-Unis, car nous travaillions alors dans des domaines connexes. Pendant un certain temps, je n'ai donc pas critiqué ses déclarations, car c'était un collègue respectable.

Le prix n'a baissé que lorsque j'ai réalisé que le premier test d'anticorps disponible dans le commerce [pour le Sars-CoV-2] avait été élaboré à partir d'un ancien test d'anticorps destiné à détecter le Sars-1.

Ce type de test permet d'évaluer s'il y a des anticorps dans le sang d'une personne et s'ils sont issus d'une lutte précoce contre le virus. Les scientifiques ont même extrait des anticorps d'un lama qui permettaient de détecter le Sars-1, le Sars-CoV-2 et même le virus de Mers. On a également appris que le Sars-CoV-2 avait un impact moins important dans les régions de Chine où le Sars-1 avait auparavant fait rage. Il s'agit là d'une preuve évidente et réelle suggérant que notre système immunitaire considère les Sars-1 et les Sars-Cov-2 comme étant en partie identiques et qu'un des virus pourrait probablement nous protéger de l'autre virus.

C'est alors que j'ai réalisé que le monde entier prétendait simplement qu'il n'y avait pas d'immunité, mais qu'en réalité, personne ne disposait d'un test prêt à prouver une telle affirmation. Ce n'était pas de la science, mais une pure spéculation basée sur un sentiment instinctif qui a ensuite été repris par tout le monde. À ce jour, il n'existe pas un seul test d'anticorps qui puisse

décrire toutes les situations immunologiques possibles, telles que : si quelqu'un est immunisé, depuis quand, ce que les anticorps neutralisants ciblent et combien de structures existent sur d'autres coronaviri qui peuvent également conduire à l'immunité.

À la mi-avril, les travaux ont été publiés par le groupe d'Andreas Thiel à la Charité de Berlin. Un article avec 30 auteurs, dont le virologiste Christian Drosten. Il a montré que chez 34 % des Berlinois qui n'avaient jamais été en contact avec le virus Sars-CoV-2, les cellules T étaient néanmoins immunisées contre celui-ci (l'immunité des cellules T est un autre type de réaction immunitaire, voir ci-dessous). Cela signifie que nos cellules T, c'est-à-dire les globules blancs, détectent les structures communes apparaissant sur le Sars-CoV-2 et les virus du rhume ordinaire et les combattent donc toutes les deux.

Une étude de John P. A. Ioannidis de l'université de Stanford – selon la Fondation Einstein à Berlin, l'un des dix scientifiques les plus cités au monde – a montré que l'immunité contre le Sars-Cov-2, mesurée sous forme d'anticorps, est beaucoup plus élevée qu'on ne le pensait auparavant. Ioannidis n'est certainement pas un théoricien de la conspiration qui veut juste aller à contre-courant ; il est néanmoins critiqué aujourd'hui, car les tests d'anticorps utilisés n'étaient pas extrêmement précis. Ses détracteurs admettent qu'ils ne disposent pas encore de tels tests. En outre, John P. A. Ioannidis est une telle réputation scientifique que tous les autres virologistes allemands paraissent avoir un profil moins important.

3. L'échec des « modélisateurs » [spécifications]

Les épidémiologistes sont également tombés dans le mythe de l'absence d'immunité dans la population. Ils ne voulaient pas non plus croire que les coronaviri étaient des viri des saisons froides qui disparaîtraient en été. Sinon, leurs modèles de courbe auraient été différents. Lorsque les premiers scénarios les plus pessimistes ne se sont réalisés nulle part, certains s'accrochent encore aujourd'hui à des modèles prédisant une deuxième vague. Laissons-leur leurs espoirs – je n'ai jamais vu une branche scientifique qui s'est tant manœuvrée dans le hors-jeu. Je n'ai pas non plus encore compris pourquoi les épidémiologistes s'intéressaient tant au nombre de décès plutôt qu'au nombre de personnes qui pourraient être sauvées.

4. Immunologie du bon sens

En tant qu'immunologiste, je fais confiance à un modèle biologique, à savoir celui de l'organisme humain, qui a construit un système immunitaire adaptatif éprouvé. Fin février, en rentrant chez moi après l'enregistrement [d'un débat politique télévisé suisse], j'ai mentionné à Daniel Koch [ancien chef de la section fédérale suisse « Maladies transmissibles » de l'Office fédéral de la santé publique] que je soupçonnais une immunité générale de la population contre le Sars-Cov-2. Il a contesté mon point de vue.

Je l'ai quand même défendu par la suite, lorsqu'il a déclaré que les enfants n'étaient pas un facteur déterminant dans la propagation de la pandémie. Il soupçonnait que les enfants n'avaient pas de récepteur pour le virus, ce qui est bien sûr un non-sens. Nous avons quand même dû admettre que ses observations étaient correctes. Mais le fait que tous les scientifiques l'ont attaqué par la suite et ont demandé des études pour prouver son point de vue, était quelque peu ironique. Personne n'a demandé d'études pour prouver que des personnes de certains groupes à risque mouraient. Lorsque les premières statistiques de la Chine et, plus tard, les données mondiales ont montré la même tendance, c'est-à-dire que presque aucun enfant de moins de dix ans ne tombait malade, tout le monde aurait dû faire valoir que les enfants doivent clairement être immunisés. Pour toute autre maladie qui n'affecte pas un certain groupe de personnes, nous en viendrions à la conclusion que ce groupe est immunisé. Lorsque des personnes meurent tristement dans une maison de retraite, mais que d'autres retraités présentant les mêmes facteurs de risque sont laissés totalement indemnes, nous devrions également conclure qu'ils étaient probablement immunisés.

Mais ce bon sens semble avoir échappé à beaucoup, appelons-les des « négateurs de l'immunité » juste pour le plaisir. Cette nouvelle race de négationnistes a dû constater que la majorité des personnes ayant été testées positives pour ce virus, c'est-à-dire que le virus était présent dans leur gorge, ne sont pas tombées malades. Le terme de « porteurs silencieux » a été évoqué et on a prétendu que l'on pouvait être malade sans avoir de symptômes. Ce serait quelque chose ! Si ce principe était désormais naturalisé dans le domaine de la médecine, les assureurs santé auraient vraiment un problème, mais aussi les enseignants dont les élèves pourraient désormais prétendre avoir n'importe quelle maladie pour sécher l'école, si en fin de compte on n'avait plus besoin de symptômes pour être malade.

La blague suivante, que certains virologistes ont partagée, était l'affirmation que ceux qui étaient malades sans symptômes pouvaient encore transmettre le virus à d'autres personnes. Les malades « sains » auraient tellement de virus dans la gorge qu'une conversation normale entre deux personnes suffirait pour que la « personne saine » infecte l'autre personne saine. À ce stade, nous devons disséquer ce qui se passe ici : Si un virus se développe quelque part dans le corps, y compris dans la gorge, cela signifie que les cellules humaines meurent. Lorsque les cellules [humaines] meurent, le système immunitaire est immédiatement alerté et une infection est provoquée. L'un des cinq symptômes cardinaux d'une infection est la douleur. Il est compréhensible que les personnes atteintes de Covid-19 ne se souviennent pas de leur gorge irritée au départ et prétendent ensuite qu'elles n'avaient aucun symptôme il y a quelques jours à peine. Mais le fait que les médecins et les virologistes transforment cette histoire en une histoire de malades « sains », qui alimente la panique et a souvent été invoquée pour justifier des mesures de confinement plus strictes, montre à quel point la plaisanterie est mauvaise. Au moins, l'OMS n'a pas accepté l'allégation d'infections asymptomatiques et la conteste même sur son site internet.

Voici un bref résumé, en particulier pour les personnes qui nient l'immunité, de la façon dont les humains sont attaqués par les germes et de notre réaction à ceux-ci : S'il existe des virus pathogènes dans notre environnement, alors tous les humains – qu'ils soient immunisés ou non – sont attaqués par ce virus. Si une personne est immunisée, la bataille contre le virus commence. Nous essayons d'abord d'empêcher le virus de se fixer sur nos propres cellules à l'aide d'anticorps. Cela ne fonctionne normalement que partiellement, tous ne sont pas bloqués et certains viri s'attacheront aux cellules appropriées. Cela ne doit pas nécessairement entraîner de symptômes, mais ce n'est pas non plus une maladie. Parce que la deuxième garde du système immunitaire est maintenant appelée à agir. Il s'agit des cellules T mentionnées ci-dessus, les globules blancs, qui peuvent déterminer de l'extérieur dans quelles autres cellules le virus se cache maintenant pour se multiplier. Ces cellules, qui incubent maintenant le virus, sont recherchées dans tout le corps et tuées par les cellules T jusqu'à ce que le dernier virus soit mort.

Ainsi, si nous faisons un test PCR corona sur une personne immunisée, ce n'est pas un virus qui est détecté, mais une petite partie brisée du génome viral. Le test est positif tant qu'il reste de minuscules fragments du virus. Correct : Même si les virus infectieux sont morts depuis longtemps, un test corona peut revenir positif, car la méthode PCR multiplie même une infime fraction du matériel génétique viral suffisamment [pour être détectée]. C'est exactement ce qui s'est passé, quand on a appris dans le monde entier, même par l'OMS, que 200 Coréens qui avaient déjà subi le test Covid-19 ont été infectés une deuxième fois et qu'il n'y avait donc probablement pas d'immunité contre ce virus. L'explication de ce qui s'est réellement passé et les excuses n'ont été présentées que plus tard, lorsqu'il est apparu clairement que les Coréens immunisés étaient en parfaite santé et n'avaient eu qu'une courte bataille contre le virus. L'essentiel était que les particules du virus se soient inscrits au test trop sensible et soient donc revenus comme « positifs ». Il est probable qu'un grand nombre des chiffres quotidiens d'infection rapportés sont purement dus aux particules virales.

Le test PCR, avec son extrême sensibilité, était initialement parfait pour découvrir où le virus pouvait se trouver. Mais ce test ne peut pas identifier si le virus est toujours vivant, c'est-à-dire s'il est toujours infectieux. Malheureusement, cela a également conduit certains virologistes à assimiler la force d'un résultat de test à la charge virale, c'est-à-dire à la quantité de virus qu'une personne peut expirer. Heureusement, nos crèches sont restées ouvertes, mais pas tout à fait. Les virologistes allemands ont manqué cette partie, car, par principe, ils ne regardent pas ce que font les autres pays, même si le nombre de cas dans les autres pays diminue plus rapidement.

5. Le problème de l'immunité contre le coronavirus

Qu'est-ce que tout cela signifie dans la vie réelle ? Le temps d'incubation extrêmement long de deux à 14 jours – et les rapports de 22 à 27 jours – devrait réveiller n'importe quel immunologiste. Ainsi que l'affirmation selon laquelle la plupart des patients ne sécréteraient plus le virus après cinq jours. Les deux [affirmations] amènent à leur tour à la conclusion qu'il existe – en quelque sorte en arrière-plan – une immunité de base qui déforme les événements, par rapport à un cycle prévu [d'une infection virale] – c'est-à-dire qui conduit à une longue période d'incubation et à une immunité rapide. Cette immunité semble également être le problème pour les patients présentant une évolution grave de la maladie. Notre titre d'anticorps, c'est-à-dire la précision de notre système de défense, diminue au fur et à mesure que nous vieillissons. Mais les personnes qui ont une mauvaise alimentation ou qui sont mal nourries peuvent également avoir un système immunitaire affaibli, c'est pourquoi ce virus ne révèle pas seulement les problèmes médicaux d'un pays, mais aussi les questions sociales.

Si une personne infectée n'a pas assez d'anticorps, c'est-à-dire une faible réponse immunitaire, le virus se propage lentement dans tout le corps. Maintenant qu'il n'y a pas assez d'anticorps, il ne reste plus que la deuxième branche adaptative de notre réponse immunitaire : Les lymphocytes T commencent à attaquer les cellules infectées par le virus dans tout l'organisme. Cela peut conduire à une réponse immunitaire exagérée, essentiellement à un massacre massif ; c'est ce qu'on appelle une tempête de cytokines. Très rarement, cela peut également se produire chez les jeunes enfants, dans ce cas, on parle de syndrome de Kawasaki. Ce phénomène très rare chez les enfants a également été utilisé dans notre pays pour attiser la panique. Il est toutefois intéressant de noter que ce syndrome est très facile à soigner. Les enfants [affectés] reçoivent des anticorps de donneurs de sang sains, c'est-à-dire de personnes qui ont eu un rhume à coronavirus. Ce qui signifie que l'immunité de la population est en fait utilisée à des fins thérapeutiques.

Et maintenant ?

Le virus est parti pour l'instant. Il reviendra probablement en hiver, mais ce ne sera pas une deuxième vague, mais juste un rhume. Les jeunes gens en bonne santé qui se promènent actuellement avec un masque sur le visage feraient mieux de porter un casque, car le risque de chute sur la tête est plus grand que celui de contracter un cas grave de Covid-19.

Si nous observons une augmentation significative des infections en 14 jours [après que les Suisses aient assoupli le verrouillage], nous saurions au moins qu'une des mesures est utile. À part cela, je vous recommande de lire le dernier ouvrage de John P. A. Ioannidis, dans lequel il décrit la situation mondiale sur la base des données au 1er mai 2020 : Les personnes de moins de 65 ans ne représentent que 0,6 à 2,6 % de tous les cas de covariectomie mortels. Pour maîtriser la pandémie, nous avons besoin d'une stratégie qui se concentre uniquement sur la protection des personnes à risque de plus de 65 ans. Si c'est l'avis d'un expert de haut niveau, un deuxième verrouillage est tout simplement impossible.

Les "***miracles***" sont rarement suivis d'effets.

Artemisia: la plante "miracle" agit sur le Covid19 - parismatch.com 23 juin 2020

Après des mois d'analyses, l'Institut Max Planck de Potsdam en Allemagne a annoncé mercredi 24 juin que des extraits d'Artemisia séchée se sont révélés efficaces, en laboratoire, pour lutter contre le virus Covid19. Des essais cliniques sont sur le point d'être lancés aux Etats-Unis et au Mexique sur des patients atteints du coronavirus.

Après quatre heures de visite, Peter Seeberger et son adjoint, Kerry Gilmore, assoient leurs doubles mètres respectifs. Les deux colosses affichent leur confiance. « Si je n'étais pas optimiste, je n'aurais pas accepté que vous veniez jusqu'à nous », nous dit le directeur de l'Institut Max Planck, à Potsdam, en Allemagne. Son enthousiasme est contagieux. Le chercheur nous laisse entendre qu'un premier laboratoire aurait déjà livré des conclusions positives. Si le deuxième les confirme, alors… « Nous allons subir une pression énorme. » Au moment où il nous parle, début mai, il ignore qu'il lui faudra attendre presque deux mois avant de connaître la réponse. Le détail des résultats a enfin été communiqué lors d'une conférence de presse mercredi 24 juin. parismatch.com 23 juin 2020

https://www.parismatch.com/Actu/Sante/Artemisia-la-plante-miracle-agit-sur-le-Covid19-1690916

A qui profite le crime ? Aux criminels, pardi ! Chut !

L'économie s'effondre, les grandes fortunes prospèrent: «Une politique débile qui favorise les riches» - sputniknews.com 11 juillet 2020

La France s'enfonce dans la récession, mais le patrimoine des 500 plus grandes fortunes du pays a continué de s'accroître, malgré la crise du coronavirus. Un phénomène semblable s'observe aux États-Unis. Charles Gave, président de l'Institut des Libertés, analyse la situation pour Sputnik.

Alors que la Commission européenne prévoit désormais un plongeon historique du Produit intérieur brut français (PIB), qui devrait décroître de 10,6% en 2020, les citoyens les plus nantis de l'Hexagone ne connaissent pas la crise.

Le dernier classement de Challenges des 500 plus grandes fortunes de France est là pour le démontrer. Le montant cumulé de ces dernières atteint le niveau record de 730 milliards d'euros. Un chiffre en progression de 3% en 2020. Un magot qui représente «l'équivalent du tiers du PIB attendu cette année», d'après Challenges, qui note que cette part a été multipliée par dix depuis 1996.

Les politiques des Banques centrales responsables?

Comment expliquer de telles performances dans un contexte économique aussi morose? Pour l'essayiste, financier et entrepreneur français Charles Gave, la réponse est très simple:

«Les taux d'intérêt des Banques centrales sont extraordinairement bas, voire négatifs. Les riches possèdent des actifs. Ces derniers leur servent à emprunter auprès des banques en les mettant en garantie. L'argent emprunté servira donc à acheter d'autres actifs.»

La Banque centrale européenne (BCE) a en effet sorti la sulfateuse à liquidités pour lutter contre la crise économique. Avec un taux de refinancement à zéro, un taux de dépôt à -0,5% et un taux de prêt marginal à 0,25%, l'institut monétaire basé à Francfort a également mis en place un plan de rachat d'actifs pour un montant de 1.600 milliards d'euros.

«C'est une politique débile qui favorise les riches. Le prix des actifs monte. Personne ne fait d'investissements, car il est toujours plus facile d'acheter une maison ou un hôtel existant que d'en bâtir un nouveau. Le manque d'investissements fait baisser la productivité du travail et les pauvres deviennent plus pauvres», analyse Charles Gave. «Les taux bas sont une politique faite par les riches pour les riches et pour appauvrir les pauvres. Les Banques centrales sont au service des riches», poursuit-il.

La fortune professionnelle de Bernard Arnault a augmenté de 13% entre 2019 et 2020 et dépasse 100 milliards €.

«Si vous injectez des milliards dans les marchés, ils serviront à acheter des actions. Et tout cela avec des taux extrêmement bas. Encore une fois, tout cela est organisé de manière à rendre les riches encore plus riches», insiste Charles Gave.

D'après lui, la corrélation entre reprise des marchés actions et augmentation de la fortune des plus riches est évidente:

«Le contexte actuel permet aux individus d'acheter des produits qui offrent plusieurs pour cent de rentabilité tout en ayant emprunté à presque zéro. Les investisseurs se dirigent donc vers les actifs existants et plus personne ne cherche à créer de nouveaux actifs. Cela fait monter le prix des actifs et rend plus riches les riches.»

Point intéressant noté par Challenges: alors que la valeur cumulée des 500 plus grandes fortunes de France a augmenté pendant cette crise du coronavirus, elle avait chuté de 27% en 2009 en pleine crise des «subprimes». Un risque sur les monnaies?

Une fois encore, Charles Gave pense avoir trouvé l'explication: «Lors de la crise des "subprimes", ce sont les banques commerciales qui avaient prêté l'argent. Quand elles "sautent", elles rappellent leurs prêts et il est nécessaire que les investisseurs vendent leurs titres. Dans la crise actuelle, ce sont les Banques centrales qui prêtent avec de l'argent qui n'existe pas. Une bulle peut soit être financée par des banques commerciales et dans ce cas-là quand elle explose, elles "sautent". Ou elle peut être financée par les Banques centrales et en cas de problème, ce sera la monnaie qui baissera.»

D'après le président de l'Institut des Libertés, c'est là que se situe le vrai danger des politiques actuelles des Banques centrales:

«Le risque est sur la dévaluation des monnaies et il existe une grande probabilité de voir plonger leur valeur par rapport à celle d'autres devises», conclut-il. sputniknews.com 11 juillet 2020

Haut de page

Le 17 juillet 2020

CAUSERIE ET INFOS

La causerie a été réalisée sans les infos du 16. Je peux vous envoyer les causeries au format pdf dès qu'elles sont publiées. Ce qui suit a été rédigé d'un trait ce matin.

Le masque du despotisme transforme des peuples entiers en zombis. Voilà un constat que les uns et les autres s'empressent de minimiser ou de nier parce qu'il est trop compromettant pour eux, de la même manière qu'ils refusent de caractériser le régime de totalitaire parce qu'ils collaborent avec lui. C'était prévisible après l'avoir caractérisé d'antidémocratique et de bonapartiste pendant plus d'un demi-siècle sans jamais rompre avec ses représentants et ses institutions.

Ils ont ignoré que la guerre de classe que menait la réaction était une guerre d'usure, et qu'étant donné qu'elle était aux commandes, l'évolution de la situation mondiale avec toutes ses contradictions joueraient en sa faveur. Par conséquent, si on ignorait ou on ne tenait pas compte des modifications qui allaient en découler au niveau des rapports entre les classes et de l'ensemble des facteurs économiques, de toute la société, on ne pourrait pas être en mesure de la combattre efficacement ou de progresser sur la voie du socialisme en terme d'organisation, donc fatalement on courrait au devant de lourdes défaites et finalement on serait vaincu.

Les dirigeants et partis qui se réclament du trotskysme ont oublié le principal enseignement du marxisme ou de la lutte de classes que nous ont transmis Marx et Engels, à savoir que c'était l'évolution du capitalisme qui déterminait la nature du parti que la classe ouvrière devait construire, ainsi que les objectifs politiques pour lesquels elle devait combattre, ce qui les amena à abandonner le socialisme au profit du communisme dès le milieu des années 40 au XIXe siècle, et Engels à déclarer après la dissolution de la Première Internationale que les partis de la IIe Internationale ne pourraient être que des partis communistes. Ce qui ne fut pas le cas, du coup la IIe Internationale était vouée à la faillite dès sa création. Toutefois, un courant d'un de ses partis qui se réclamait du communisme parviendra à accéder au pouvoir en Russie, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky.

Certains militants pourraient être tentés de nous rétorquer que leur courant politique est demeuré fidèle aux enseignements du léninisme, ce qui est faux ou ce serait faire preuve d'ignorance, dans la mesure où leur courant politique a relégué au second plan ou aux oubliettes le combat pour la prise du pouvoir qui constituait l'axe de combat du parti bolchevik sous l'impulsion de Lénine durant toutes les années qui précèderont la révolution de 1917. Et il est significatif que ceux parmi les dirigeants bolcheviks qui s'en écarteront ou s'en détourneront, s'opposeront à la ligne politique définie par Lénine la veille de la révolution d'Octobre, la trahiront ensuite ou deviendront les pires ennemis du parti communiste, renégats ou staliniens. Eux aussi préféraient demeurer dans l'opposition, car verser dans le parlementarisme bourgeois teinté de républicanisme ou de démocratisme était relativement plus confortable et moins compromettant aux yeux de la réaction, qu'assumer les responsabilités du pouvoir avec tous les risques que comportait l'affrontement direct avec les forces de la réaction.

L'espoir de vaincre un jour la réaction tenait tout entier dans cet objectif de la prise du pouvoir, du renversement du régime en place, dès lors qu'on s'y tenait fermement ou que chaque lutte y était reliée, servait ou était subordonné à cet objectif, c'était ce qui cimentait les rangs du parti bolchevik, sans quoi cet espoir se serait évanoui et ce parti aurait ressemblé aux partis

social-démocrates de la IIe Internationale passés du côté de la réaction en 1914. Et pourtant à l'époque les ouvriers et les paysans étaient plus arriérés, une grande partie d'entre eux étaient illettrés, et les classes moyennes n'étaient pas particulièrement enclines à leur témoigner plus de solidarité ou d'humanisme que de nos jours, donc rien ne les disposait plus qu'aujourd'hui à se tourner vers le socialisme. Cependant, les uns comme les autres espéraient encore vivre des jours meilleurs, ils ne pouvaient pas se résoudre au destin abominable auquel la réaction les condamnaient indéfiniment ; C'est une constante chez les hommes de se dresser contre leurs conditions d'esclaves, contre la tyrannie, contre l'exploitation et l'oppression, et c'est parce que le parti bolchevik incarnait au plus haut degré ce combat libérateur, qu'ils finiront par le rejoindre et le porter au pouvoir.

On peut toujours avancer que sans des circonstances exceptionnelles jamais cet objectif n'aurait pu être atteint. C'est exact, encore faut-il ne pas en oublier une ou un facteur déterminant, l'existence de ce véritable parti communiste, qui cessera d'exister dès la disparition de Lénine en 1924. Pour faire bref et répondre à ceux qui se demandent encore pourquoi il a disparu, nous répondrons que ce fut pratiquement le seul véritable parti communiste dans le monde, et aucun dirigeant n'aura la trempe de Lénine, la combinaison de ces facteurs et le fait que les circonstances exceptionnelles ne sont pas faites par définition pour durer indéfiniment, précipiteront la dégénérescence du parti bolchevik et de l'URSS vouée également à disparaître.

Une autre question émerge spontanément : Peut-on imaginer s'emparer du pouvoir politique en dehors de circonstances exceptionnelles réputées faussement n'arriver qu'une fois par siècle ? Pour répondre rapidement à cette question, disons qu'il faut commencer par définir ce qu'on appelle des circonstances exceptionnelles, mais on ne peut pas y parvenir sérieusement si on ne tient pas compte de l'évolution de tous les facteurs et rapports au sein du capitalisme et de la société depuis un siècle. Ensuite, il faut se demander s'il n'existe pas des facteurs qui pourraient suppléer dans une certaine mesure, et il faut déterminer comment ou à quel niveau, l'absence de circonstances favorables. Et enfin, on doit se demander s'il n'existerait pas un ou des facteurs qui constitueraient des handicaps à l'émergence de telles circonstances ou s'y opposeraient temporairement ou durablement.

J'ai envie de répondre que lorsqu'on vit dans une société fortement inégalitaire et injuste, ces circonstances exceptionnelles qui se manifestent par la capacité de dresser les masses exploitées contre le régime pour le renverser existent en permanence. Cela dit, il faut préciser que théoriquement de nos jours les moyens existent, même si on ne les exploite pas, parce que la lutte de classe du prolétariat a pris une tournure corporatiste. Je veux dire par là, qu'il existe des millions de travailleurs des différentes classes exploitées et opprimées qui n'acceptent pas le destin qu'on leur a réservé, de vivre dans une société aussi pourrie, et que parmi ces millions de travailleurs des centaines de milliers seraient prêts à engager le combat politique, à créer une dynamique entraînant des millions de travailleurs pour peu qu'ils soient persuadés que l'objectif de la prise du pouvoir est accessible.

Or, aucun parti n'a adopté cette orientation politique ou il n'existe plus aucun parti portant cet objectif politique, hormis glisser à la fin d'un article ou éditorial histoire de faire bonne figure, de la même manière que plus aucun parti ne fait la propagande du socialisme ou ne propose un changement radical de société par crainte de passer pour des fous ou parce qu'ils n'y croient plus eux-mêmes.

Dites demain on ferme la Bourse, on supprime les compagnies d'assurance, les notaires, on exproprie tous les banquiers, on saisit tous les biens et avoirs des plus riches, on les arrête et on les juge, on dissout l'armée et la police, tout l'appareil répressif de l'Etat, on supprime toutes les institutions de la Ve République, on confisque les terres de tous les grands propriétaires terriens, on dissout tous les médias liées à des oligarques, on crée une nouvelle monnaie, on annule les dettes de toute la population hormis celles des nantis, on réduit la semaine de travail hebdomadaire à 28 heures (4x7), on passe l'âge de la retraite entre 45 et 50 ans en fonction de la pénibilité du travail, on décrète hors la loi les OGM et tous les substances chimiques toxiques qui figurent dans les produits de l'agro-alimentaire et les médicaments, les vaccins, on démonte les éoliennes déjà implantées, on exploite toutes les technologies existantes pour réduire la pollution et le gaspillage de matières premières, on trie et recycle tous les déchets, on met en culture ou on reboise toutes les terres laissées à l'abandon, on réorganise le travail de telle sorte que chacun puisse travailler à proximité de son domicile, l'instruction, l'accès au soin et les transports en commun, ainsi que les cantines scolaires sont gratuits pour tous, tous les chômeurs et clochards sont pris en charge par l'Etat en attendant qu'ils soient réintégrés dans la société en tenant compte de leurs capacités et aspirations, le salaire minimum est fixé de telle sorte qu'il permette à chacun de vivre décemment, les loyers sont bloqués ou diminués, la TVA est supprimé, toutes les taxes ou impôts sont dégressifs ou établis en fonction des revenus de chaque ménage, toute la population est conviée à participer à la réorganisation de la société, à la vie de la collectivité quelques heures par semaine, c'est elle qui planifiera l'organisation de la production en fonction de ses besoins et qui contrôlera la répartition des richesses entre tous les membres de la société de manière à ce que pas un homme ou pas une femme ne soit laissé sur le bas du chemin, toutes les lois anti-ouvrières, antisociales, liberticides adoptées sont abolies, etc.

Dites cela et vos dirigeants vont en faire une syncope ou vous traiter de fou, eux ils en sont à réclamer des sous au gouvernement, à exiger l'interdiction des licenciements qui laisserait les patrons ou actionnaires maîtres de l'économie, et tout le reste est à l'avenant, mais cela n'a rien à voir avec le socialisme ou le communisme. Vous vous demandiez ce qu'était le socialisme ou le communisme, on vient de vous l'exposer. Oui effectivement, cela n'a pas grand chose à voir avec la société capitaliste que nous connaissons. Et alors, il faut savoir ce que l'on veut et s'y tenir. Quelle misère que nous ne soyons pas plus nombreux à combattre pour cet objectif politique !

Ceux qu'il effarouche ou qui y sont opposés vont nous dire : Mon Dieu, mais combien cela va-t-il coûter ? Quelle vulgarité ! On ferait comme la Fed ou la BCE pauvre pomme ! C'est irréaliste, etc. Vous êtes rongé par le conformiste. Assurément quand on n'est pas capable de penser autrement que dans le cadre du capitalisme, vous préférez peut-être vivre cette vie de merde jusqu'à votre dernier souffle, et tous les peuples à travers le monde qui au passage vous en remercie, soyez internationaliste jusqu'au bout s'il vous plaît. Nous, nous ne nous y résignerons jamais, parce que nous estimons que les hommes méritent mieux que ce triste sort, et que c'est matériellement possible. Notre motivation est humaniste tout simplement, et si le processus historique et notre idéologie correspondent à cet idéal, c'est qu'ils sont en phase et n'ont besoin d'aucune autre justification pour être partagés par tous les exploités et opprimés.

C'est ce facteur, l'élément qui pourrait suppléer l'absence de circonstances exceptionnels combiné à une situation sociale très dégradée et une situation politique délétère.

Moi je suis persuadé que les idées exposées ici pourraient intéresser de très nombreux travailleurs des différentes classes. Nos dirigeants n'y croient pas parce qu'ils ont cessé d'y croire, alors ils généralisent, ils croient que tout le monde leur ressemble, la preuve que non !

Les deux paragraphes suivants avaient été rédigés après le premier, et ils m'ont inspiré le long développement que vous venez de lire. Vous remarquerez au passage que j'ai toujours de la suite dans les idées, donc je ne suis pas encore grabataire !

Apparemment personne ne cherche à trouver l'origine de ce coronavirus, parce que la version officielle fait partie du consensus établi entre tous les acteurs politiques. Personne ne s'intéresse non plus au "Great Reset" annoncé par le Forum économique mondial pour janvier 2021, dans à peine six mois, et évidemment personne ne fera le lien entre les deux évènements, ainsi que le Green New Deal et la crise du capitalisme. C'est à croire que nos dirigeants aurait subi une lobotomie ou que le masque qu'ils portent si fièrement aujourd'hui sera le dernier et ils le savent.

Ne nous demandez pas de poser avec un masque, on ne sait pas faire. Vous prenez des risques nous dira-t-on. Cela témoigne au moins que le socialisme vit toujours, alors que ceux qui ont adopté le masque du servage sont déjà mort politiquement.

Bon week-end.

- 20pages au format pdf

Faites tomber les masques du totalitarisme.

Les coronavirus sont nombreux et l'ont toujours été, mais toute l'histoire officielle repose sur l'existence d'un nouveau virus. Si les gens savaient que notre corps comporte quelque 130.000 milliards de virus, dont 10 à 15% de coronavirus, ils auraient sans doute moins peur, mais il ne faut pas qu'ils cessent d'avoir peur, car pendant qu'ils ont peur, ils sont incapables de penser rationnellement et on peut leur imposer n'importe quelle restriction à leur liberté ou les inciter à changer de comportement.

Maintenant, pour alimenter la psychose collective, compte tenu que le nombre de morts journaliers est devenu dérisoire, ils se reportent sur le nombre de cas confirmés à tort ou à raison de contamination au Covid-19 qui augmentent logiquement puisqu'ils réalisent dorénavant 300 000 tests virologiques par semaine, et pour montrer qu'ils manipulent consciemment les esprits des gens, l'épidémiologiste Daniel Lévy-Bruhl l'a confirmé à sa manière dans Le Point en déclarant que "*cette augmentation du nombre de tests explique peut-être aussi, en partie, la hausse du nombre d'infections que nous relevions précédemment*", ainsi rien n'est laisser au hasard chez nos ennemis.

Ensuite, ils se servent de cet argument pour justifier le maintien de mesures liberticides, et pour entretenir la psychose, les tyrans au pouvoir "*répètent qu'une seconde vague d'infections au Covid-19 se profile dès cet été*".

Ils en ont un autre pour bien bourré le crâne des gens, le taux de reproduction du virus, le fameux « R effectif » (ou R), c'est un indice qui donne "*une idée de la vitesse de propagation de la maladie*", et quand elle augmente, cela "*veut dire que le virus est à nouveau à l'offensive*", à vous d'en déduire qu'il vous menace et que vous allez éventuellement mourir, qui sait, vous n'êtes peut-être pas en aussi bonne santé que vous le croyiez ou invulnérable, immortel, quelle brutale désillusion, si après tout cela vous n'avez pas été profondément choqué à un moment ou un autre, c'est que vous ne serez jamais lobotomisé, ce serait mauvais signe pour eux, mais qu'ils se rassurent ou ils le savent, l'affaire a fonctionné à merveille.

Sinon ils ont encore un autre truc pour maintenir les esprits en alerte, ils répertorient les foyers (clusters) de contamination qui peuvent être nombreux, ce qu'ils se passeront de préciser évidemment, foyers qui en fait sont la suite logique du déconfinement, sans forcément constituer une menace d'après les données fournies par Daniel Lévy-Bruhl : "*333 depuis le déconfinement… auxquels il convient d'ajouter 104 Ehpad, mais seuls 68 sont en cours d'investigation. Ce qui veut dire que tous les autres ne sont*

plus actifs", soit 80% qui ne présenteraient plus aucun danger, cela aurait été plus facile à dire ainsi, mais cela aurait incité les gens à penser que la situation s'améliorait et à se sentir mieux. Or, il ne faut surtout pas que la psychose retombe. Ils vont en avoir besoin pour aborder leur "*Great Reset*", leur grande réinitialisation de l'espèce humaine, un projet également eugéniste. Car c'est de cela dont il s'agit, et pour modeler l'espèce humaine à leur image il faut impérativement qu'elle soit devenue plus malléable, docile, servile.

L'espoir d'une vie meilleure un jour, vous êtes prié de l'abandonner définitivement, voilà ce qu'ils exigent de vous. Accepterez-vous, toute la question est là.

Vous me direz que la plupart des gens n'avaient déjà plus cet espoir depuis longtemps ou que cela leur était sorti de l'esprit sans qu'ils s'en aperçoivent, d'ailleurs ils seraient bien en peine d'en déterminer le moment ou l'époque, quand ils tournèrent la page de leur jeunesse peut-être, souvent, toujours est-il qu'ils n'y croyaient pas il y a 6 mois et nos ennemis le savaient, si bien qu'ils en ont usé et abusé, ce qui valide ce facteur que certains ont tendance à nier ou à sous-estimer. J'attache une pareille importance aux facteurs subjectifs qu'aux facteurs objectifs, car c'est le seul moyen de découvrir leurs rapports, donc l'origine du comportement des hommes. Et les femmes ?

Peu importe puisqu'ils partagent 4 lettres et ils n'ont qu'un seul phonème ou une seule syllabe [om] et [fam], et les deux premières lettres ne servent qu'à différencier leur sexe, elles n'ont aucune fonction sociale, puisqu'elle est comprise dans les 4 lettres qu'ils partagent rendant l'homme ou la femme générique selon le contexte dans lequel on les emploie, donc logiquement quand quelqu'un évoquer le sort des femmes en générale, je me sens concerné puisque je vis la même chose qu'elles, j'entends la même exploitation et oppression, car c'est ce qui détermine notre comportement et nos idées. Ce qu'on a écrit plus haut n'ai pas tout à fait exact dans la mesure où bien avant l'avènement de l'homo sapiens, c'est la différenciation qui a permis au primate que nous étions de progresser, et plus tard, c'est devenu un des facteurs essentiels de la connaissance et du développement scientifique, qui acquit une fonction sociale dans la société des hommes...

Vous m'excusez cette digression qui m'est venue soudain à l'esprit. C'est d'ailleurs ainsi que je fonctionne, je laisse ma pensée filer et j'observe sur quoi cela va déboucher et si c'est exploitable ou non, généralement je ne suis pas déçu, car c'est en la laissant libre qu'elle peut s'épanouir et donner le meilleur d'elle-même, en farfouillant dans notre inconscience, elle en fait remonter des morceaux à la surface qui sont autant de pièces manquantes au grand puzzle de la réalité ou on gagne en conscience, c'est toujours cela de pris qu'on ne pourra pas nous enlever. Le combat contre l'ignorance s'applique également à nous-même.

Où voulait en venir cet épidémiologiste digne de figurer dans la bande des Pieds nickelés de la science, à la nécessité "*du respect des mesures barrières et de distanciation sociale*" et du port du masque, pour continuer de vous pourrir la vie indéfiniment, car "*le virus n'est pas parti. Il est toujours là. Nous devons apprendre à vivre avec et trouver un équilibre en reprenant une vie presque normale*" (Source : Le Point.fr 12 juillet 2020)

Idéologiquement en phase.

- L'Organisation mondiale de la Santé a prévenu lundi qu'il n'y aurait "*pas de retour à l'ancienne normalité dans un avenir prévisible*". AFP 15 juillet 2020

La population mondiale pourrait décliner à la fin du siècle, selon une étude

LVOG - D'où sort cette étude ? Réponse :

Réponse :Les chercheurs de l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME) prédisent un pic de population dès 2064 à 9,7 milliards de personnes, avant un déclin jusqu'à 8,8 milliards en 2100.

LVOG - Qui l'a financée ? Réponse

Réponse : L'IHME est un organisme financé par la Fondation Bill et Melinda Gates, qui fait référence pour ses études mondiales en santé publique.

LVOG - Quels sont leurs objectifs, de quel pouvoir disposent-ils ?

Réponse : Les chercheurs anticipent une possible redistribution des cartes économiques et géopolitiques, même si la puissance d'un Etat ne se réduit pas nécessairement à la seule taille de sa population. (Source : franceinfo avec AFP 15 juillet 2020)

Qui dicte aux gouvernements ces mesures liberticides ?

Le monde au « temps du coronavirus ». Rockefeller et la solution finale. par Maryse Laurence Lewis

- Mondialisation.ca, 14 juillet 2020

Extrait.

Certaines revues, à prétentions historiques, rapprochent Staline et le régime nazi. En réalité, tandis que de nombreux pays d'Europe adoptaient des lois eugénistes, au XXe siècle, L'URSS refusait d'en instituer, sous l'influence de l'agronome Trofim Lyssenko, lequel niait le déterminisme génétique. Par contre, il suffit de quelques lectures, d'ouvrages traitant d'eugénisme, pour constater que les mesures discriminatoires, instaurées aux États-Unis dès 1907, ont inspiré celles entreprises par les nazis, en 1935. La principale instance chargée d'approfondir cette question fut l'Eugenics Record Office, subventionnée par le magnat de l'acier Andrew Carnegie et celui du pétrole John Davison Rockefeller. Le biologiste Charles Davenport dirigeait le Cold Spring Harbor Laboratory de Long Island. En 1935, son collaborateur, Harry Laughlin, accepta un doctorat honoris causa pour « sa science du nettoyage ethnique », bien qu'il ne put se rendre en Allemagne, pour y recevoir cet honneur. [1]

Quand la philanthropie masque l'eugénisme

La Fondation Rockefeller est demeurée active et en lien avec les nazis, avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. En ce moment, les sceptiques et ceux qui sont las de se faire affubler du nom de conspirationniste, peuvent accéder au site de cette fondation. Un document y est consacré au coronavirus.[2] Le niveau de rédaction anglaise ne s'y avère pas très complexe et des illustrations accompagnent chaque texte, pour en assurer la compréhension. Je vous invite donc à consulter ce mémoire et à en méditer tout particulièrement la page 18.

Voici un petit résumé des mesures qui y sont exposées :

La création d'une brigade munie d'appareils électroniques et de thermomètres, afin de tester en permanence les promeneurs dans leur quartier, les automobilistes lors d'une traversée de barrage routier ou pont à péage, en pouvant obliger au confinement tout individu présumé porteur du virus, en s'autorisant à vérifier ses réseaux sociaux, afin de forcer au confinement toutes les personnes avec lesquelles ce citoyen aurait été en contact, ainsi que décider du temps de confinement de chacun et qui aura la permission de retourner au travail;

Le droit d'arrêter des gens suspects d'être des « asymptomatiques » potentiellement porteurs de virus, ce qui représente un abus de pouvoir envers quiconque déplaît aux autorités

On y affirme qu'un individu ayant été atteint par le coronavirus, en dépit du fait d'en être guéri, pourrait à nouveau s'en voir infecter, même suite une vaccination. Ce qui suppose un droit permanent à suspecter les gens et à les vacciner à répétition, tout en reconnaissant que ces injections ne garantissent pas l'éradication d'un virus;

On s'affaire à établir une plateforme mondiale, permettant de cibler les zones soi-disant à risque et d'y intervenir, au-delà des lois et des volontés des pays indépendants, ce qui donnerait l'aval à des éliminations eugénistes, sans que le gouvernement local puisse procéder à des investigations, puisque les fabricants des vaccins employés recevraient la promesse de ne jamais être poursuivis en Cour, quel que soit le résultat de la campagne de vaccination, le niveau sécuritaire de leurs soins ou le nombre de décès des gens traités;

L'imposition d'une carte d'identité sur laquelle des informations liées à la santé du détenteur seraient codifiées et disponibles en permanence aux autorités. Les individus ne possédant pas cette carte ne pourraient pas voyager à l'étranger, ni acheter des billets de transport régional, de spectacles ou de joutes sportives. (...)

Si ces faits ne sont pas suffisants pour les sceptiques, la question est la suivante : croyez-vous que les politiciens et affairistes qui ne voient aucune urgence à assainir l'environnement, lorsque les mesures à prendre semblent coûteuses, se préoccupent sincèrement de la santé des individus faibles et des vieillards, en promouvant une vaccination mondiale?

Pour se lancer dans une telle entreprise, il faut qu'elle soit lucrative. Et cette motivation est l'unique préoccupation de ces individus.

En fait de droits et de services sociaux, les États-Unis représentent le pire modèle au monde, compte tenu qu'on donne à ce pays l'épithète de riche. En conséquence, il est injustifiable de prétendre que l'on doive procéder à une vaccination mondiale, parce qu'une minorité de gens risquent déjà de mourir, de problèmes cardio-respiratoire, d'un cancer, du SIDA ou du diabète.

Cette éventuelle vaccination intensive d'individus, non atteints par le Covid-19, serait un acte totalitaire, ou soit un attentant contre tous les droits humains. D'autant plus lorsque l'on sait que ce vaccin pourrait entraîner le décès d'entre 10% et 15% de ceux qui le recevront et n'ayant pourtant aucun risque de périr du coronavirus.

Comment des États qui se prétendent démocratiques, « non dictatoriaux », peuvent-ils promouvoir une opération massive pouvant risquer la vie de centaines de milliers de gens sains, parce qu'un pourcentage à peine plus élevé de gens déjà faibles

peuvent être contaminés?

Une société démocratique ne devrait jamais promouvoir la méfiance mutuelle et l'individualisme, en recommandant une distanciation sociale et de ne pas assister la victime d'une faiblesse ou d'une chute. Il est impératif de fortifier notre système immunitaire.

Porter un masque entrave la respiration et fait réabsorber le dioxyde de carbone nocif, éjecté à l'expiration.

Actuellement, les causes de mortalités qui, normalement, seraient corrélées aux troubles cardiorespiratoires, au SIDA, au diabète ou au cancer, sont attribuées sans vérification au coronavirus, afin de maintenir la population dans la croyance d'une menace plus importante qu'auparavant et qui serait permanente.

Au Québec, le gouvernement défraie une partie des indemnités aux compagnies d'assurance-vie. Certains décès sont donc attribués au Covid-19, ce qui permet aux assureurs de réduire leurs versements, auprès des familles des souscripteurs défunts. Mondialisation.ca, 14 juillet 2020

Références et notes :

1. The Harry H. Laughlin Papers, Truman State University

German letter from Heidelberg about H. Laughlin's honorary degree

« P. G, » about German eugenics

« Classification standards, » by Harry H. Laughlin

2. Le site : TheRockefellerFoundation_WhitePaper_Covid19_4_22_2020

Comment ils s'emploient déjà à contenir la démographie mondiale.

La faim dans le monde s'est aggravée en 2019, et la situation devrait s'empirer en 2020 - BFMTV 13 juillet 2020

Près d'un humain sur neuf souffrait de sous-alimentation chronique en 2019, une proportion appelée à s'aggraver en raison de la pandémie de Covid-19, selon un rapport annuel de l'ONU publié ce lundi.

D'après les dernières estimations, la faim touchait l'an dernier environ 690 millions de personnes, soit 8,9% de la population mondiale, peut-on lire dans le rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), rédigé avec le concours du Fonds international pour le développement de l'agriculture, de l'Unicef, du Programme alimentaire mondial et de l'Organisation mondiale de la santé. BFMTV 13 juillet 2020

Ils peuvent mieux faire encore pour peu qu'on leur en donne les moyens.

Ces millionnaires qui demandent à payer plus d'impôts - le 13 juillet 2020

Dans une lettre ouverte, 83 millionnaires appellent lundi à taxer davantage, de manière immédiate et permanente, les plus riches de la planète, afin de lutter plus efficacement contre la pandémie de coronavirus. "Alors que le Covid-19 frappe le monde, les millionnaires comme nous avons un rôle essentiel à jouer pour guérir le monde", écrivent-ils.

"Nous avons de l'argent, beaucoup. On a absolument besoin d'argent maintenant et on continuera à en avoir besoin dans les années à venir" pour se remettre de la crise, dont l'impact "durera des dizaines d'années" et pourrait "pousser un demi-milliard de personnes dans la pauvreté".

Depuis des années, des milliardaires tels que Warren Buffett et Bill Gates demandent à être taxés davantage. Il y a un an, un petit groupe de milliardaires américains comprenant l'homme d'affaires George Soros, le co-fondateur de Facebook Chris Hughes et des héritiers des empires Hyatt et Disney entre autres, avaient également publié une lettre pour soutenir l'idée d'un impôt sur la fortune. Europe 1 avec AFP 13 juillet 2020

Coronabusiness = Green New Deal et "***Great Reset***"

Plan de relance : Jean Castex annonce 40 milliards d'euros pour l'industrie - Europe1 15 juillet 2020

- Le Premier ministre Jean Castex a annoncé que "40 milliards d'euros" du plan de relance seront consacrés à l'industrie, "pour que cela change". Europe1 15 juillet 2020

- "Produire en France sera moins cher": Bruno Le Maire annonce une baisse de 20 milliards d'euros des impôts de production Franceinfo 16 juillet 2020

Il s'agit d'une réduction significative, puisque le produit annuel de ces impôts représente plus de 70 milliards d'euros ? "Si vous voulez que les entreprises industrielles s'installent sur les territoires, il ne faut pas qu'elles paient, avant même qu'elles fassent des bénéfices, cinq fois plus d'impôts de production qu'en Allemagne. Produire en France sera moins cher, c'est aussi simple que ça", a-t-il ajouté.

Les industriels estiment que ces impôts, qui incluent également la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la taxe sur le foncier bâti, nuisent à leur compétitivité. Franceinfo 16 juillet 2020

Jean Castex annonce 20 milliards d'euros pour l'environnement - Europe1 16 juillet 2020

La ploutocratie règne en maître absolu. La preuve (si nécessaire)

Affaire Apple : pourquoi la Commission a été désavouée - lepoint.fr 15 juillet 2020

La commissaire Vestager, qui avait mis l'Irlande en demeure de récupérer 13 milliards d'euros d'Apple, a subi un revers cinglant devant le Tribunal de l'UE.

À la veille d'un sommet européen où il va être question d'une taxe numérique sur les multinationales, la décision du tribunal de l'UE tombe comme un sacré pavé dans la mare et une gifle pour la commissaire Vestager, internationalement connue, depuis sa décision de 2016, comme la « tombeuse d'Apple ». Ainsi, l'Irlande aurait à juste titre permis au groupe Apple de payer un impôt minimum (13 milliards d'euros de ristourne selon la Commission) à travers ce qu'on appelle un rescrit fiscal (*). Depuis les années 1990, l'Irlande héberge deux succursales d'Apple (ASI et AOS) qui paient un impôt faible à l'État irlandais. Dublin tire avantage de cet hébergement au détriment de tous les autres pays dans lesquels Apple exerce son activité. Quand, en 2016, la Commission sanctionne cette pratique et impose à l'Irlande de récupérer 13 milliards d'avantages fiscaux à la firme de Cupertino, l'Irlande va se battre pour refuser cet argent. Pourquoi la justice européenne couvre-t-elle ce que beaucoup considèrent comme de l'optimisation fiscale agressive ?

Margrethe Vestager a réagi à l'arrêt du Tribunal de l'UE en rappelant ce qu'elle estime devoir être pris en compte : « une filiale irlandaise d'Apple avait, par exemple, enregistré des bénéfices européens de 22 milliards de dollars [soit environ 16 milliards d'euros] en 2011, dont seulement 50 millions d'euros environ avaient été considérés comme imposables en Irlande en vertu des dispositions de la décision fiscale correspondante. Si les États membres accordent à certaines entreprises multinationales des avantages fiscaux dont leurs concurrents ne bénéficient pas, cela nuit à la concurrence loyale dans l'UE. Cela prive également les finances publiques et les citoyens de fonds nécessaires pour des investissements indispensables – encore plus en période de crise. » La Commission peut toujours faire appel de la décision du Tribunal.

En tout cas, dans l'affaire Apple, l'Irlande remporte une bataille assez paradoxale vu le contexte. Comme beaucoup d'États européens, l'Irlande va sombrer économiquement avec la crise du Covid-19 et aurait besoin de cet argent. Le plan de relance de l'UE ne prévoit qu'une petite subvention pour Dublin (1,2 milliard d'euros), soit plus de 10 fois moins que ce que le litige Apple pourrait rapporter… Et pourtant, l'Irlande se bat pour ne pas récupérer cette somme. C'est aussi l'Irlande, avec le Danemark et la Suède, qui a bloqué la taxe numérique au Conseil Écofin de novembre 2018. À l'époque, le ministre des Finances irlandais, Paschal Donohoe, faisait valoir que les États-Unis ont considérablement modifié le paysage fiscal, si bien qu'il serait plus prudent d'en tenir compte et d'attendre…

Dernière conséquence : si la concurrence fiscale est admise comme « sauvage » entre les États membres, comment l'UE pourrait-elle objecter au Royaume-Uni qu'il ne puisse devenir un paradis fiscal à ses portes ? Si le fameux « level playing field » (la concurrence équitable) n'est pas déjà en place au sein de l'UE, pourquoi Londres – qui quitte l'Europe – devrait-il s'y plier ? Il y a donc, derrière l'arrêt irlandais, un enjeu bien plus important et un homme qui, de loin, s'en frotte les mains, le dénommé Boris Johnson… lepoint.fr 15 juillet 2020

Démystification de la machination au coronavirus.

99,5% ont survécu, quelle pandémie meurtrière!

- Et alors ? 13 millions de cas dans le monde. 12,5 millions de personnes ont survécu.

Pourquoi veulent-ils perpétuer leurs mesures liberticides ? Pour faire plus de morts encore si possible.

- La meilleure protection contre le covid19 semble être l'immunité collective, or toutes leurs mesures, confinement, masque, distanciation sociale, gants s'opposent entravent l'immunité collective.

Les faits sont accablants.

Réalité sur les décès covid 19 en France et dans le monde - Jean Laherrère 12 juillet 2020

Actuellement ayant mis sur internet (site aspofrance.org) depuis le 16 mars 33 papiers sur le covid19 sur le passé et les prévisions du nombre ultimes, je suis arrivé aux conclusions suivantes :

- Les données de cas covid 19 sont peu fiables et inutilisables, car le pourcentage de cas asymptomatiques est fort élevé et difficile à estimer

- Le nombre des décès covid est mal mesuré, notamment le weekend (les administratifs ne travaillent pas le weekend !) et confondu avec les autres morbidités : la date d'enregistrement n'est pas la date du décès

- Le pourcentage des décès covid19 pour les moins de 50 ans est de 1% : le risque de mortalité covid19 des moins de 50 ans est de l'ordre de celui des accidents

- Le pic des décès covid19 en hémisphère nord est bien passé et le déclin est bien assuré sauf pour l'Inde, en hémisphère sud Brésil, Chili, Argentine sont encore en plateau

- La covid 19 semble saisonnier, car tous les pays de l'hémisphère nord sont en déclin, mais on peut avoir une deuxième vague l'hiver prochain

- En France le pic des décès covid19 est le 1er avril et depuis le 1er mai le nombre de décès totaux journaliers est identique aux années précédentes (15 mai pour Belgique et Espagne, fin mai pour Suède)

- Pas de traitement efficace et les vaccins risquent d'arriver trop tard pour cette année (Affirmation fausse et espoir qu'on lui laisse. LVOG)

- Les affirmations de la majorité des scientifiques que le confinement a sauvé des millions de vies ne sont basées que sur des modèles et non des faits, contredites par la comparaison des décès ultimes de la France confinée et de la Suède non confinée qui ont similaires malgré les mauvaises mesures de protection des maisons de retraite suivant la ministre de santé suédoise

- Seules les données de tous les décès 2020 comparés à 2019 donnent la vérité sur les décès covid19 et de nombreux pays sont revenus au niveau de 2019, montrant que l'impact de la covid est terminé. Dans quelques années en regardant les données de 2020 il est probable que l'on dira que le monde s'est affolé et a pris les mauvaises décisions !

- La courbe des décès covid19 est dissymétrique alors que la courbe des décès excès2019 est symétrique : la première est basée sur des données douteuses et la seconde sur des données incontestables (si on attend un an). La première est montrée dans tous les médias, donnant une idée fausse d'une montée rapide et d'une descente lente, la seconde est rarement publiée dans les médias montrant que le monde est plutôt symétrique comme les modèles des courbes en cloche : courbe de Gauss (aléatoire) ou courbe de Verhulst (courbe logistique).

- Conclusion

La covid19 a perturbé le monde qui s'est affolé, dominé par la peur de la mort pour la population et pour les politiques d'être traînés en justice (comme pour le sang contaminé en France), les données chaotiques et fausses, les réseaux sociaux et les effets spectacle (hôpital monté en 10 jours et fermé un mois après, patients sur brancards transportés péniblement au-dessus des sièges de train TGV)

De nombreux politiciens et scientifiques affirment sans preuves que le confinement a sauvé des millions de vie, mais qu'il ne faut surtout pas recommencer, admettant que c'était une erreur.

Le risque de mortalité est faible pour les moins de 50 ans (1% des décès) et plus les moins de 50 ans auront été vaccinés naturellement, plus vite l'épidémie sera éteinte (immunité collective et croisée). Il ne faut se préoccuper que des plus âgés.

Pour certains pays et pour certains départements français la covid19 a été un non-événement et seule la chance semble être la meilleure explication pour les variations considérables des décès suivant les régions et les pays.

Les chiffres de morts covid19 sont sous-estimés avant le pic et surestimés après le pic : ils sont donc peu fiables et les chiffres de décès toutes causes en excès des années précédentes sont bien préférables, montrant que le retour à la normale apparaît plus rapide que l'examen des morts covid19.

Seuls les chiffres de tous les décès sont fiables (au bout d'un certain temps) et ils montrent des courbes plus symétriques que les courbes douteuses des décès covid19. Les chiffres de tous les morts sont revenus au niveau de 2019 en France depuis le 1er mai, en Europe depuis fin mai et aux US depuis fin juin. Il n'y a aucun signe de deuxième vague.

Il faut maintenant se préoccuper de faire redémarrer ce que les politiques ont arrêté. Ce n'est pas la crise de 2008 imposée par la déroute de l'économie devant les aberrations des banques (subprimes et titrisation), l'arrêt de l'économie en 2020 a été imposée par les politiques (s'appuyant sur les scientifiques) !

Commentaire d'un internaute.

- "La protection la plus efficace, en cas de saisonnalité (à ne pas confondre avec « deuxième vague ») c'est l'immunité collective. Pour ça, il faut en principe que le virus circule. En imposant le port du masque, quelques médecins médiatiques risquent de provoquer une catastrophe immunitaire, et pas seulement face au coronavirus.

Au-delà de votre intervention très pertinente, il faut constater la faillite du monde scientifique. Rien qu'hier, j'ai lu dans la presse deux comptes-rendus d'études (sans le moindre recul, les journalistes n'en étant pas capables). L'une postulait qu'un gros pourcentage de la population était déjà immunisé, et l'autre affirmait que l'immunité était très brève, ce qui impliquerait plusieurs prises de vaccin (inconnu à ce jour) pour tout le monde. J'ai parfois l'impression que tous les farfelus qui disposent de deux éprouvettes et d'un rat de laboratoire lancent des études visant à étayer des conclusions tirées avant la moindre recherche. Ce sentiment ne date pas de la crise. Depuis des années, on entend parler d'études faramineuses (sur le cancer, Parkinson, le diabète) qui annoncent des révolutions qu'on ne voit jamais arriver. Je sais qu'il faut du temps entre l'étude et le résultat, mais quand même…"

Faites tomber les masques du totalitarisme. La tyrannie est mondiale.

Ils en ont trouvé 26 en 3 jours !

- France. Coronavirus: 26 morts dans les hôpitaux depuis lundi - BFMTV 15 juillet 2020

1 ou 2 cas, c'est inquiétant !

- Coronavirus : Marseille, la Gironde, Melun... Où sont les situations inquiétantes en France ? - Yahoo 15 juillet 2020

C'est notamment le cas en Île-de-France et plus particulièrement à Melun, en Seine-et-Marne. Depuis trois semaines, l'hôpital de la ville voit arriver chaque jour un nouveau patient atteint du coronavirus, comme le rapporte France info. Ces derniers jours, ce sont même deux nouvelles contaminations quotidiennes qui ont été enregistrées.

Des situations à suivre, donc, alors que la question du port du masque obligatoire dans les lieux clos commence à se poser. Yahoo 15 juillet 2020

Quand ils manipulent taux d'infection et taux de contagiosité.

- Tokyo en alerte maximale face à l'envolée des cas de coronavirus - Reuters 15 juillet 2020

Le taux d'infection au nouveau coronavirus à Tokyo est désormais au niveau "rouge", le plus élevé sur une échelle de quatre, a ajouté la gouverneure, qui a dit s'appuyer sur l'analyse d'experts en santé publique selon lesquels les contaminations "dépassent les pics".

Yuriko Koike s'est engagée à intensifier le dépistage de la population en exploitant notamment le matériel utilisé dans les universités.

"D'après ce que je constate, nous sommes maintenant dans une situation plutôt grave", a-t-elle dit.

Face à la crainte d'une deuxième vague... Reuters 15 juillet 2020

Fanatisme même pas masqué.

Covid-19: reconfinements et masques obligatoires progressent dans le monde - AFP 15 juillet 2020

États-Unis: un sénateur proche de Trump sermonné par American Airlines pour non-port du masque - BFMTV 15 juillet 2020

L'exécutif pressé de trancher sur le port obligatoire du masque dans les lieux clos - LeFigaro.fr 14 juillet 2020

- Emmanuel Macron veut rendre le masque obligatoire "dans tous les lieux publics clos" - Europe1 14 juillet 2020

- Le port du masque obligatoire fait consensus, pas la date du 1er août - HuffPost 14 juillet 2020

LVOG - Consensus incluant l'extrême droite et l'extrême gauche il faut bien préciser...

- Quels sont les "lieux publics clos" où le port du masque sera obligatoire à partir du 1er août? BFMTV 14 juillet 2020

À partir du 1er août, le masque devrait être rendu obligatoire dans tous "les lieux publics clos" en vue d'éviter une reprise de l'épidémie de Covid-19. C'est le souhait formulé par Emmanuel Macron pendant son interview télévisée ce mardi 14 juillet.

Lors de cette intervention, le chef de l'État a suggéré aux Français de "porter le masque au maximum quand ils sont dehors et, a fortiori, quand ils sont dans un lieu clos". Jusqu'ici, le port du masque n'était obligatoire que dans les transports en commun (bus, trains, trams, gares, taxis et VTC) et ce depuis le déconfinement du 11 mai.

Début août, le port du masque obligatoire devrait être ainsi généralisé dans l'ensemble des espaces accessibles des services publics, à savoir les hôpitaux, mairies, préfectures, bibliothèques, ou encore la Poste.

Sont également considérés comme des établissements recevant du public les lieux de cultes, banques, établissements sportifs, musées, salles de concert et de cinéma comme des établissements recevant du public. Ils devraient ainsi être concernés par cette mesure, à l'image des parties accessibles au public des établissements de soins et maisons de retraite (Ehpad).

Les commerces de détail, centres commerciaux, bars, hôtels et autres restaurants font également partie de la liste des ERP. En somme, l'ensemble des établissements privés qui accueillent du public derrière un guichet.

En revanche, "une entreprise non ouverte au public, mais seulement au personnel, n'est pas un établissement recevant du public". Si l'exécutif s'en tient à cette définition pour établir la liste des lieux où le masque est obligatoire, un professionnel qui ne reçoit pas de clientèle dans son bureau pourrait ainsi ne pas être concerné. Le port du masque reste néanmoins fortement recommandé par les autorités sanitaires. BFMTV 14 juillet 2020

La France est devenu le pays le plus réactionnaire, le plus pourri de la planète, en voilà la confirmation, un camp de concentration, une prison, mais apparemment l'immense majorité des Français sont prêts à s'en accommoder. Quant au mouvement ouvrier, il ne s'en est pas encore rendu compte, ce qui signifie qu'il est aussi pourri, désolé !

Grande-Bretagne: Masque obligatoire dans les commerces à compter du 24 juillet - Reuters 13 juillet 2020

LVOG - Il faut dire qu'ils recensent tant de morts quotidiennement :

Le Royaume-Uni recense 11 décès supplémentaires liés au coronavirus - Reuters 13 juillet 2020

LVOG - Sur 66,65 millions d'habitants en 2019 , 44.830 décès attribués à raison ou à tort au Covid-19 ; Taux de mortalité = 0,07% de la population. 11 = 0.00002%

Coronavirus : Trois décès supplémentaires recensés en Allemagne - Reuters 15 juillet 2020

Le nombre de cas confirmés de contamination au coronavirus en Allemagne a grimpé à 199.726, soit 351 cas de plus que la veille, selon les données publiées mercredi par l'Institut Robert Koch (RKI) pour les maladies infectieuses. Reuters 15 juillet 2020

LVOG - Ils testent massivement, logique !

Il faut supprimer les ascenseurs !

Coronavirus : elle provoque un cluster de 71 personnes infectées en passant une minute dans un ascenseur - Yahoo 13 juillet 2020

LVOG - Oui, mais ils prendront tous les escaliers, qu'on les supprime aussi ! Qui ?

Coronabusiness pour tout le monde, mais pas toujours dans le même sens !

En Inde, les amendes pleuvent pour non port du masque - AFP 14 juillet 2020

L'épidémie de coronavirus fait actuellement rage en Inde, qui compte à ce jour 23.727 morts sur 906.752 cas déclarés de la maladie Covid-19. Les spécialistes estiment que le pic de l'épidémie n'est toujours pas atteint dans la deuxième nation la plus peuplée de la planète, où les chiffres grimpent rapidement.

Dans ce contexte de crise sanitaire, le gouvernement impose le port du masque dans l'espace public, dans les transports et au travail. Si la mesure semble globalement respectée dans les grandes villes, de nombreux Indiens portent cependant leur inconfortable masque de façon baroque, pendant à l'oreille, glissé sous le nez ou le menton.

Depuis mars, la police de Delhi a distribué plus de 42.000 amendes pour non port du masque ou non respect de la distanciation physique. À travers l'Inde, les forces de l'ordre ont ainsi récolté des centaines de milliers d'euros en contraventions, qui vont de 200 roupies à Bangalore (2,3 euros) à 1.000 roupies (11,7 euros) à Bombay.

Les amendes données pour non respect des mesures de protection sanitaire s'élèvent à près de 117.000 euros en un mois dans la ville de Bangalore (sud), a annoncé la semaine sur Twitter le chef de la police locale, Hemant Nimbalkar.

Dans la ville de Firozabad (nord), les contrevenants au port du masque n'écopent pas d'amende mais doivent suivre un cours de quatre heures sur la distanciation physique et recopier 500 fois "Un masque doit être porté". AFP 14 juillet 2020

LVOG - Et comment font-ils avec les centaines de millions d'illettrés ? Ce qui est certain, c'est que la police étant aussi corrompue que l'ensemble des institutions indiennes si ce n'est plus, les policiers ont récolté l'équivalent de centaines de milliers de roupies qui n'apparaîtront nulle part. Ici étrangement je n'en ai plus vu depuis au moins 2 ou 3 semaines, en fait je ne me souviens plus quand j'en ai croisés la dernière fois sur la route, et quand je sors je passe devant le poste de police, ils ont disparu, tant mieux !

Ce qui me fait marrer, c'est que du coup de nombreux Indiens ne portent plus le masque, alors que le nombre de cas a augmenté dans notre région. Ici on est habitué à mourir de toutes sortes de choses, la vie vaut encore moins qu'ailleurs...

Tests foireux ou interprétations erronées.

- Coronavirus : l'énigmatique contamination de marins argentins après 35 jours en mer - BFMTV 14 juillet 2020

Testés négatifs avant leur départ, sept marins ont été contaminés par le covid-19 après plus d'un mois en mer. Les autorités cherchent à comprendre comment ils ont pu être infectés.

L'Argentine cherche à résoudre ce qui s'apparente à une énigme : sept marins ont été contaminés au nouveau coronavirus alors qu'ils venaient de passer 35 jours en mer et que l'intégralité de l'équipage avait été testés négatifs avant de partir.

Le bateau de pêche Etchizen Maru est revenu au port après que certains de ses passagers ont présenté des symptômes typiques du Covid-19, a annoncé lundi le ministère de la Santé de la province argentine de la Terre de Feu (sud), confirmant sept cas positifs. BFMTV 14 juillet 2020

Tour de prestidigitation des Pieds nickelés de la science.

- Coronavirus : L'immunité pourrait disparaître en quelques mois, suggère une étude - 20minutes.fr 13 juillet 2020

L'immunité basée sur les anticorps, acquise après avoir guéri du Covid-19, disparaîtrait la plupart du temps en quelques mois,

selon une nouvelle étude, ce qui risque de compliquer la mise au point d'un vaccin efficace à long terme.

« Ce travail confirme que les réponses en anticorps protecteurs chez les personnes infectées par le SARS-CoV-2 (…) semblent décliner rapidement », souligne lundi le Dr Stephen Griffin, professeur agrégé à l'Ecole de médecine de l'université de Leeds (Royaume-Uni). « Les vaccins en cours de développement devront soit générer une protection plus forte et plus durable par rapport aux infections naturelles, soit être administrés régulièrement », ajoute ce médecin qui n'a pas participé à l'étude.

« Si l'infection vous donne des niveaux d'anticorps qui diminuent en deux à trois mois, le vaccin fera potentiellement la même chose », et « une seule injection ne sera peut-être pas suffisante », indique la Dr Katie Doores, principale auteure de l'étude, dans le Guardian. L'étude du prestigieux King's College de Londres, qui n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation par des pairs, a été mise en ligne sur le site medrxiv.

LVOG - Mais, mais... tout et son contraire

- Les spécialistes font toutefois remarquer que l'immunité ne repose pas que sur les anticorps, l'organisme produisant également des cellules immunitaires (B et T) qui jouent un rôle dans la défense.

« Même si vous vous retrouvez sans anticorps circulants détectables, cela ne signifie pas nécessairement que vous n'avez pas d'immunité protectrice parce que vous avez probablement des cellules mémoire immunitaires qui peuvent rapidement entrer en action pour démarrer une nouvelle réponse immunitaire si vous rencontrez à nouveau le virus. Il est donc possible que vous contractiez une infection plus bénigne », avance la professeure d'immunologie virale Mala Maini, consultante à l'University College de Londres.

LVOG - Peu importe, vous devez continuer d'appliquer les mesures liberticides...

- En attendant d'en savoir plus, « même ceux qui ont un test d'anticorps positif – en particulier ceux qui ne peuvent pas expliquer où ils peuvent avoir été exposés – devraient continuer à faire preuve de prudence, de distanciation sociale et d'utiliser un masque approprié » avertit James Gill, professeur honoraire de clinique à la Warwick Medical School. 20minutes.fr 13 juillet 2020

C'était une mystification ou quand une épidémie peut en remplacer une autre.

Comment le coronavirus a stoppé net l'épidémie de grippe - futura-sciences.com 26 mai 2020

« Globalement, l'activité grippale est moins importante que prévu pour cette période de l'année. Dans la zone tempérée de l'hémisphère Nord, une forte baisse de l'activité grippale a été observée ces dernières semaines », note l'OMS.

LVOG - Et pourtant...

- La grippe 2020 s'annonçait pourtant particulièrement vigoureuse. En janvier, avant l'arrivée du Covid-19, l'épidémie avait débuté sur les chapeaux de roues, « bien partie pour être l'une des plus sévères depuis des décennies », indique Nature.

Il est enfin possible que des personnes âgées qui seraient normalement mortes de la grippe aient été emportées avant par le coronavirus.

La surmortalité globale est cependant bien supérieure en 2020.

LVOG - Mais, mais...

- Mais là encore, ne tirons pas des conclusions trop rapidement : « On pourrait constater un déficit de mortalité correspondant aux vies écourtées par l'épidémie, comme cela a pu être le cas après la canicule de 2003 », note l'Insee. De même, le pic de décès de janvier 2017 dû à la grippe avait été suivi par des points bas de mortalité en mars et avril. futura-sciences.com 26 mai 2020

LVOG - Confirmation en Italie.

- Un rapport dévoilé par le Ministère de la Santé italien avance une piste plus surprenante : la saison de la grippe, moins virulente cette année en raison de l'hiver très doux, aurait épargné davantage de personnes fragiles (en particulier ceux atteints de maladies cardiovasculaires et respiratoires) qui auraient du coup succombé au Covid-19.

Autrement dit, ces personnes qui seraient mortes de la grippe lors d'une saison normale ont survécu mais ont été finalement tuées par le coronavirus. « La mortalité [due à la grippe] dans les mois précédant l'épidémie de Covid-19 a été plus faible que prévu,

avec une réduction de -6 % dans les villes du nord et de -3 % dans les villes du centre-sud », indique ainsi le rapport. C'est bien sûr loin d'être la seule explication, mais il est à noter que les plus de 70 ans représentent 85 % des morts en Italie, et que 99 % des personnes décédées souffraient au moins d'une pathologie existante. futura-sciences.com 28 avril 2020

LVOG - Ils ont même réussi à faire plus fort, si, si il faut leur reconnaître ce mérite, ils ont réussi à faire mourir ceux qui sinon seraient morts au cours de l'hiver 2020-2021

Si "*99 % des personnes décédées souffraient au moins d'une pathologie existante*", c'est qu'elles devaient mourir un peu plus tôt ou un peu plus tard, dont ils leur ont rendu service en abrégeant leur souffrance et en échange ils l'ont leur pandémie !

Totalitarisme. Trompettes de la mort. Les bruits de bottes gagnent en décibels ou les canons à son.

C'est le son de la police: le bruit aussi peut être une arme - slate.fr 14 juillet 2020

Au cours des manifestations de ces derniers mois inspirées par le mouvement Black Lives Matter, l'usage d'armes militaires comme les grenades assourdissantes et les canons à son (LRAD, pour Long-range Acoustic Device) s'est largement développé.

Ces armes sonores peuvent provoquer des lésions durables, notamment en perforant le tympan. Les grenades assourdissantes par exemple produisent des détonations de 170 décibels: à titre de comparaison, le bruit d'une fusée est de 180 décibels, et celui d'un avion à réaction de 150.

Si le bruit peut être utilisé pour blesser physiquement des foules ou les disperser, il est donc avant tout un outil de contrôle, qui vise à construire une certaine représentation de la criminalité ou de la déviance. Associés à différentes situations selon le contexte dans lequel ils sont employés, les sons produits par la police ont pour objectif de modifier les comportements de celles et ceux qui les entendent. slate.fr 14 juillet 2020

Le terrorisme d'Etat va-t-il à nouveau sévir ?

Laurent Nuñez va être nommé patron de la « task force » antiterroriste de l'Élysée - LePoint.fr 15 juillet 2020

L'ancien secrétaire d'État à l'Intérieur sera le nouveau coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme. LePoint.fr 15 juillet 2020

Comment l'esprit du régime ou son idéologie a infiltré le cerveau de tous nos dirigeants.

Editorial de La Tribune des travailleurs (POID) par Daniel Gluckstein - 15 juillet 2020

LTT- La relance réelle de l'économie suppose la confiscation des 460 milliards et leur affectation au maintien de tous les emplois. Soit les capitalistes s'en accommodent, quitte à sacrifier une part de leurs profits. Soit ils ne s'en accommodent pas. Dans ce cas, la préservation des intérêts vitaux de la majorité exigera de nationaliser sans indemnité ni rachat les entreprises concernées.

LVOG - En apparence cela sonne très bien, quel révolutionnaire Gluckstein, mais quand on réfléchit un instant on en arrive à la conclusion inverse, j'explique pourquoi.

Car un Etat ouvrier ou une République sociale ou socialiste rompant avec le capitalisme réorganiserait l'économie en fonction des besoins de la population et mettrait donc un terme à l'anarchie qui caractérisait la production ou s'émanciperait des règles imposées par le marché mondial dominé par le capitalisme qui ont structuré toutes les économies nationales, dont la division internationale du travail qui est le pendant de la concurrence non faussée s'imposant à toutes les économies, de sorte que la production et l'emploi dans un tel Etat ou République sociale ne ressembleraient pas du tout ou de très loin à ce qui existe aujourd'hui.

Ce n'est manifestement pas dans cette perspective que se place Gluckstein, car "la confiscation des 460 milliards et leur affectation au maintien de tous les emplois" signifierait que finalement il n'y aurait pas lieu de remettre en cause l'organisation de la production telle qu'elle existe de nos jours sous un régime capitalisme... On retrouve là la ligne politique adoptée par les staliniens depuis des lustres.

La question qui est posée à tous les travailleurs n'est pas de savoir si les capitalismes pourraient s'accommoder ou non de quoi que ce soit, mais uniquement de rassembler les forces pour les chasser du pouvoir et renverser les rapports sociaux, auquel cas la question précédente ne se poserait pas puisque les travailleurs l'auraient résolue à leur manière en expropriant les capitalistes.

LTT- Quant à ce régime de menteurs et de bonimenteurs (...) profitant du soutien apporté par les « partis de gauche »,

prétend imposer aux organisations syndicales une « concertation » sur toutes ses contre-réformes, il faudra bien le balayer.

LVOG - Là encore on est en présence d'une mystification ou double langage. Car Macron ne prétend pas "*imposer aux organisations syndicales*" quoi que ce soit puisqu'en réalité elles sont toutes sans exception acquises au régime, faire croire le contraire sert directement les intérêts de Macron dont Gluckstein se fait l'agent ici.

La ligne directrice de Gluckstein n'était pas difficile à cerner puisqu'il la partage avec tous les opportunistes qui se présentent comme des opposants à on ne sait quoi finalement, puisqu'ils refusent tous de remettre en cause l'existence du capitalisme.

La politique de Macron sert-elle à sauver les institutions de la Ve République ou le capitalisme en faillite ? On nous rétorquera peut-être qu'avant de pouvoir s'attaquer aux fondements du capitalisme il faut commencer par s'emparer du pouvoir politique ou chasser du pouvoir les représentants du capitalisme. Certes, c'est exact, à ceci près qu'il faudrait que les travailleurs le sachent ou qu'on leur dise clairement, ce qui n'est pas du tout le cas ici, bien au contraire, et la référence à la révolution bourgeoise de 1789 qui a consisté à mettre au capitalisme le pied à l'étrier confirme ce qui a été dit plus haut, alors que désormais il s'agit de l'abolir.

La fin pathétique de son éditorial va le prouver magistralement, lisez, c'est écrit noir sur blanc.

LTT- Oui, il faudra bien que le pouvoir passe à la majorité, celle qui n'a pas d'autre richesse que sa force de travail.

Retirer le pouvoir à la poignée de privilégiés qui s'accordent toujours plus sur le dos du peuple travailleur ; en finir avec cette Ve République de chômage et de misère ; établir une authentique démocratie : loin des ors de l'Élysée, l'urgence, en ce 14 juillet 2020, est que (re) vive la Révolution.

LVOG - Quelle révolution ? Apparemment plus celle socialiste de 1917 !

Qui a dit ?

Qui a salué la priorité donné à l'emploi des jeunes : "*C'est un chantier sur lequel, bien évidemment, nous allons nous investir*", même s'il redoute que les baisses de charges donnent lieu à des "*effets d'aubaine*".

Réponse : Michel Beaugas, secrétaire confédéral de Force ouvrière en charge de l'emploi et des retraites, sur franceinfo mercredi 15 juillet.(Source : francetvinfo.fr 15 juillet 2020)

LVOG - Alors faut-il ou non construire un nouveau syndicat ouvrier ?

Pourquoi Macron a-t-il hésité entre Castex et Mélenchon ?

Jean-Luc Mélenchon, chef de file de la France insoumise, revendique la paternité de la réhabilitation du Plan, jadis cher au général de Gaulle.

Et de lancer: "*Faut-il rappeler qu'en France, le premier commissariat général au plan fonctionna sous la houlette de Jean Monnet? Il fallait reconstruire la France après la Seconde Guerre mondiale. Quant à De Gaulle, il parlait du plan comme d'une +ardente obligation+*", rappelle-t-il. (Il pue la réaction à plein nez ce salopard ! - LVOG)

Peu avant la déclaration de politique générale, le député LFI Bastien Lachaud s'était réjoui que "*l'idée de la création d'un nouveau commissariat général du plan semble s'imposer*" au sein de l'exécutif, y voyant là encore une "*victoire culturelle*" de LFI. Le HuffPost 15 juillet 2020

LVOG - Alors, LFI et le PG, de droite ou non ? Pourquoi réfléchissez-vous, Mélenchon vient de vous dire qu'il l'était et qu'il en était fier, c'est un vrai patriote, un authentique gaulliste... et atlantiste avec Jean Monnet, cela ne vous suffit-il pas ? Si vous n'y tenez pas, c'est peut-être parce que vous vous ressemblez ou vous êtes bourré d'illusions, ce qui revient au même ici. Que voulez-vous, il faut s'assumer.

Qui a dit à propos du masque obligatoire ?

A - «*Je suis quand même étonné de voir que le gouvernement, en fonction de données, semble hésiter*».

B - "*C'est une bonne idée*".

Réponse A : Éric Coquerel sur France Info lundi matin. (LeFigaro.fr 14 juillet 2020)

Réponse B : Adrien Quatennens, coordinateur de La France insoumise et invité d'Europe 1 mardi soir. (Europe 1 15 juillet 2020)

LVOG - Les miliciens du régime fascisant font du zèle...

Etait-ce encore des syndicats quand ils signent des accords avec un régime totalitaire ou fascisant ?

LVOG - Il y a fort à parier que la plupart des militants conditionnés par leurs dirigeants ou leur adaptation au capitalisme estimeront cette question totalement déplacée ou pire encore, de la même manière que les masses tout aussi dépourvues de conscience politique justifient les mesures liberticides imposées par Macron dans le cadre de la lutte contre une pandémie virale inexistante ou fabriquée de toutes pièces.

Autant dire tout de suite, que ce serait peine perdue d'avance d'essayer de nous influencer ou de vouloir nous contraindre à refuser de prendre en compte les rapports qui existent aujourd'hui entre les classes.

Nos principes et notre idéal ne sont pas à vendre, ne sont pas négociables.

Quelle est la nature sociale de ces rapports ?

Pour permettre d'imposer des mesures toujours plus antisociales ou liberticides destinées à accroître la fortune et le pouvoir politique de l'oligarchie, ces rapports reposent sur l'usage de la force ou de la répression, de la violence, ainsi que le collaboration de classe, le dialogue social, le corporatisme.

Dès lors comment doit-on caractériser un tel régime ?

Dès lors que tout espoir d'une vie ou d'une société meilleure ou plus juste à totalement disparu, que le progrès social est exclu, et que toutes les aspirations démocratiques des masses sont bâillonnées ou piétinées, un tel régime doit être caractérisé de totalitaire ou fascisant davantage par son contenu que par sa forme (provisoirement), où le pouvoir tyrannique des entreprises transnationales ou de l'oligarchie financière élevée au rang de ploutocratie remplace le nationalisme qui caractérisait autrefois le fascisme

Le volet salarial du "Ségur de la santé" signé, les manifestations se poursuivent - Journal du Dimanche 13 juillet 2020

Ce volet sur les rémunérations prévoient notamment :

7,5 milliards d'euros pour les personnels paramédicaux (infirmiers, aides-soignants) et autres non médicaux (techniciens, agents administratifs...), avec à la clé une hausse de salaire de 183 euros net mensuels pour les salariés. Cet accord a été signé par trois syndicats majoritaires : FO, la CFDT et l'Unsa. Les deux autres syndicats représentatifs (CGT et SUD) n'ont pas souhaité le valider.

450 millions pour les médecins, destinés principalement à augmenter l'indemnité de "service public exclusif", versée aux praticiens qui s'engagent à ne travailler que dans les hôpitaux publics. Trois syndicats majoritaires ont donné leur feu vert : l'INPH, le CMH et le Snam-HP. Les deux autres syndicats représentatifs (APH et Jeunes médecins) ont dénoncé des arbitrages "incompréhensibles" et un "simulacre de négociations". Journal du Dimanche 13 juillet 2020

Les riches se sont payés leur "***vague verte***".

À Strasbourg, la "vague verte" des municipales s'est-elle arrêtée aux banlieues ? - europe1.fr 13 juillet 2020

Si elle a suscité un véritable raz-de-marée dans l'hypercentre et les quartiers à la mode de Strasbourg, la "vague verte" semble s'arrêter à la banlieue, là où l'abstention a parfois atteint 85%, comme dans le quartier de Hautepierre. Résultat : lorsqu'on montre une photo de la nouvelle maire à ces habitants, les réponses se font hésitantes, et aucune des personnes interrogées ne la reconnaît. "Inconnue au bataillon", répond même un jeune homme au micro d'Europe 1. Un phénomène qui s'explique peut-être en partie parce que Jeanne Barseghian a eu beau recueillir 42% des suffrages le 28 juin dernier, elle n'a été élue que par 15% des électeurs seulement.

Dès lors, il n'est pas étonnant que certains points emblématiques de son programme, comme l'interdiction des véhicules diesel dès 2025, soient loin de faire l'unanimité dans ces quartiers. "Elle a pété les plombs ?" se demande un jeune homme qui estime qu'on "ne peut pas" mettre en place une telle mesure. "Elle a cru que les gens étaient tous riches ?", lance un autre habitant.

De là à dire que cette divergence cache une réelle fracture spatio-économique ? Oui, à en croire l'ancienne maire socialiste, et candidate malheureuse cette année, Catherine Trautmann. "J'ai rencontré beaucoup de gens dans les quartiers qui m'ont fait part de leur volonté d'être dans la rue, et que ce serait violent, si la fin du diesel était actée", rapporte-t-elle. "Les gilets jaunes étaient déjà l'expression d'un malaise social des couches sociales basses de la population, mais là on peut avoir un problème plus grave de tension si on regarde l'avenir". europe1.fr 13 juillet 2020

Haut de page

Le 24 juillet 2020

CAUSERIE ET INFOS

Les 14 articles que j'ai ajoutés ne sont pas consultables ou téléchargeables pour le moment, connexion trop lente, donc demain matin ou peut-être avant.

J'ai bien failli ne jamais publier cette causerie. Même pas peur !

Hier après-midi, comme tous les jours je nettoie le jardin, j'étais en train de retirer les feuilles mortes d'un hibiscus quand à une distance équivalente à la longueur de mon bras j'aperçois un cobra qui était enroulé à l'embranchement de plusieurs branches, apparemment il était en train de digérer une proie, l'instant d'avant je venais juste de retirer une feuille d'une branche située à quelques dizaines de centimètres du venin mortel de l'animal.

Je l'observais longuement, il ne bougeait pas, apparemment l'endroit lui convenait ou il était décidé à continuer sa sieste digestive par ce temps radieux. Finalement, au lieu de le tuer, après l'avoir prié poliment de bien vouloir quitter les lieux sur le champs et voyant qu'il adoptait un comportement languissant, je l'ai laissé filer, après avoir dû claquer à plusieurs reprises dans mes mains, de branche en branche il rejoignit à regret le mur qui entoure le jardin et il tomba de l'autre côté. Quelques jours plus tôt mes voisins en avaient chassé deux. Ils ne les tuent pas, ce sont des réincarnations de Dieux !

Ma compagne Selvi qui était à côté de moi était en état de choc, moi je me marrais pour détendre l'atmosphère ! Je lui rappelai qu'on avait l'occasion de mourir tous les jours, et qu'il n'y avait pas de quoi en faire un plat avec leur saloperie de coronabusiness.

Donc, si un jour soudainement je ne donnais plus signe de vie, vous ne vous étonneriez pas. Car si je décidais de ne plus actualiser le portail, je vous préviendrais, seul un accident de ce genre m'en empêcherait.

Dernière info du bled : Un villageois s'est pendu ce matin. J'ai été réveillé au son des tambours à 8h30. Réaction de ma compagne : il a dû se suicider à cause de sa femme, il avait une quarantaine d'années et deux enfants.

Au fait, le cinglé de Modi, le Premier ministre, n'entrevoie pas la réouverture des écoles et universités avant le 15 septembre, elles sont fermées depuis avril.

Passons aux choses sérieuses.

Le mot du jour : Dorénavant la lutte pour l'abolition du capitalisme se combine à la lutte pour la liberté. Pour un peu se seraient les objectifs du communisme et non plus du socialisme qui seraient à l'ordre du jour, on a le droit d'y réfléchir en observant l'évolution de la situation politique.

De la part des droitiers qui ont plébiscité les mesures liberticides adoptées par Macron et inspirées par le Forum économique mondial, notamment le confinement et le masque, cela va me valoir d'être traité de gauchiste. Entre nous, venant de gens qui se prétendent indépendants et qui considèrent encore que les syndicats le seraient également, on n'en a strictement rien à foutre !

Si le nombre de sujets abordés dans cette causerie est limité, c'est parce que je ne peux être partout à la fois, vaut mieux essayer de traiter quelques sujets à fond, plutôt que d'en aborder davantage en dilettante.

Et puis, en tant que courant politique indépendant, nous privilégions le développement de notre politique en fonction de la manière dont nos ennemis appliquent leur stratégie, et non à partir des déclarations ou gesticulations de leurs représentants. Notre seul souci, c'est d'aider les lecteurs à mieux comprendre la situation, ensuite à eux de voir ce qu'ils feront ou non du matériel mis à leur disposition.

Nous sommes à l'écoute des besoins des masses au lieu de se substituer à elle ou de les suivre bêtement, tel est notre principe.

Nous ne confondons pas notre niveau de conscience politique avec leur état d'esprit bourré d'illusions, ainsi nous ne cherchons pas à imposer quoi que ce soit, chacun à sa place et à chacun ses responsabilité. Cela vaut le coup d'aborder des questions sociales pour les orienter dans la direction du socialisme, sinon vaut mieux aller se faire embaucher dans un média mainstream, ce sera plus rentable !

J'en suis arrivé à la conclusion qu'aucun courant se réclamant du trotskysme n'avait été en mesure d'assurer la continuité du marxisme et du socialisme, et leurs dirigeants en ont pris conscience depuis le milieu des années 40, la scission de 1952 de la IVe Internationale le confirmera et constituera leur acte de décès en tant que tel.

Moi de mon côté je fais ce que je peux pour essayer de faire avancer notre cause sans plus de prétention ou ambition. De deux choses l'une, j'ai bien conscience que l'analyse que je propose tranche radicalement avec celles proposées par les uns ou les autres, qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse, je ne vais pas en changer pour leur faire plaisir. D'ailleurs, que disent-ils quand on les écoute attentivement, sinon que le capitalisme aurait encore de beaux jours devant lui comme si c'était écrit quelque part, car les masses sont solidement amarrées au capitalisme et personne n'y pourrait rien en quelque sorte, ce qui justifie à leurs yeux leur désertion du combat contre la guerre idéologique et psychologique que l'oligarchie mène inlassablement, avec acharnement contre les masses, et les précipite dans le populisme, ces dirigeants mais aussi une bonne partie des masses qui n'y est pas insensible, particulièrement la jeunesse.

Qui ne voit pas que la lutte de classe telle qu'ils la conçoivent, se réduit de plus en plus à des questions purement alimentaires, corporatistes ou identitaires, qui doivent permettre de pouvoir mieux s'adapter individuellement au capitalisme en crise, tout en participant à l'agenda de l'oligarchie qui dicte quelle discrimination instrumentaliser pour mieux monter toutes les couches du prolétariat les unes contre les autres, pendant que Macron applique son programme ultra réactionnaire, et que se met en place un régime totalitaire.

Certains croient qu'affronter le patronat consisterait à exiger des augmentations de salaire, des postes ou je ne sais quoi, alors que le véritable syndicalisme consiste à dresser les travailleurs contre le capitalisme, à ne leur laisser aucune illusion sur sa nature, donc à promouvoir le combat pour l'émancipation du capital qui est l'objectif commun du syndicalisme ouvrier et du communisme. Quel militant, quel délégué syndical développe aujourd'hui cette argumentation ?

Marx et Engels, et davantage encore Lénine, avaient démontré qu'il n'existait pas de circonstances particulières pour développer la politique du socialisme en direction des masses, et que les sceptiques ou les éternels pessimistes s'y opposaient parce qu'ils ne croyaient pas dans les masses ou ils craignaient d'affronter le régime... Le médiocre niveau de conscience des masses au lieu de les motiver les décourage. Ils se satisfont de miettes arrachées ou de victoires éphémères, ce qui leur permet de préserver leur statut ou de se faire valoir auprès de militants qui ne cherchent pas à réfléchir davantage ou complètement paumés, tout ce beau monde baigne dans un conformisme rassurant qui finalement ne satisfait qu'eux-mêmes... et nos ennemis de classe ! J'en veux pour preuve qu'ils veulent à tout prix éviter une catastrophe à la classe ouvrière, alors que c'est justement la condition pour qu'elle se dresse contre le régime, tout du moins jusqu'à présent ou jusqu'à preuve du contraire.

Si notre tâche n'est pas de favoriser l'émergence d'une telle catastrophe, elle n'est pas non plus de l'éviter à la classe ouvrière, auquel cas aucune révolution prolétarienne n'aurait vu le jour dans le passé. Mais après tout, c'est peut-être ce qu'ils cherchent à faire, parce qu'ils n'y croient plus tout simplement.

- 28 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Le masque, la cagoule, l'uniforme du fascisme.

Pour passer mes soirées et changer un peu des concerts et des films français des années 30 à 70 ou 80, j'ai entrepris de visionner des documentaires historiques et d'en tirer des réflexions ou leçons politiques.

Lors d'un meeting du Parti populaire français sur le thème *L'Europe unie contre le bolchevisme*, Joseph Darnand qui deviendra le chef de la milice et lieutenant de la Waffen-SS, Marcel Déat (ex-SFIO) et Jacques Doriot (ex-PC) se succèdent à la tribune. Ensemble à la caserne de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme ils chanteront La Marseillaise en compagnie d'officiers de la Wehrmacht. (Vidéo - Documentaire - Les Brûlures de l'Histoire - 1940-1944 : Les collabos)

Je me suis fais la réflexion qu'ils ne risquaient pas d'entonner L'Internationale ou de hisser le drapeau du communisme, et que ceux qui les avaient troqués pour La Marseillaise et le drapeau tricolore ou pire encore, qui les mêlaient, avaient dû confondre le camp de la réaction avec celui de la révolution. Notez que c'est en 36 que le PC réintroduira le drapeau de la réaction dans les manifestations. Le PS n'en aura jamais eu d'autres. Les trotskystes ne cesseront de les légitimer au sein du mouvement

ouvrier jusqu'à nos jours.

Vous pouvez le vérifier en lisant le dernier éditorial de D. Gluckstein *Nouveau chemin, vieilles recettes* publié par La Tribune des travailleurs (POID), qui estime que "*le statut de « partenaires sociaux »*" des syndicats corrompus serait seulement une "*formule déjà extrêmement équivoque*", à dissocier "*de partenaires gouvernementaux*" qu'en réalité ils n'ont jamais cessé d'être, tout comme les trotskystes qui d'une côté dénonçaient l'aspect antidémocratique et bonapartistes des institutions de la Ve République, auxquelles d'un autre côté ils n'ont jamais cessé non plus de participer en légitimant chaque élection depuis 1958.

Gluckstein prétend s'appuyer sur "*l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations*", moi je prétends qu'elle n'existe pas ou qu'elle est à conquérir, que c'est une imposture de le faire croire, et les faits innombrables sont là pour le prouver. Vous lirez plus loin ce qu'il en est. Au nom de l'unité des opportunistes, tout est permis.

Cela nous renvoie au sujet précédent où était établie la collusion de la SFIO et du PC avec le régime, qui eux aussi revendiquaient haut et fort leur indépendance, les liquidateurs du mouvement révolutionnaire de juin 36 qui ouvriront la voie à Daladier puis au régime de Vichy.

Ils étaient tellement indépendants que le 10 juillet 1940 ils se rendront au théâtre du Grand Casino de Vichy où l'Assemblée nationale issue des élections législatives du 3 mai 1936 était convoquée par le président de la République française, Albert Lebrun, après que le maréchal Pétain a été nommé président du Conseil. L'objet de cette réunion était de donner les pleins pouvoirs à Pétain et d'instaurer un régime aux relents totalitaires qui allait rapidement sombrer dans le fascisme.

Ils étaient déjà tellement indépendants que sur les 569 parlementaires qui voteront en faveur des pleins pouvoirs, 286 avaient une étiquette de gauche ou de centre-gauche et 237 une étiquette de droite ou de centre-droit et 46 étaient sans étiquette, les 72 députés du PC n'avaient pu se rendre à Vichy parce que le Parti communiste était interdit depuis le décret-loi d'Édouard Daladier du 26 septembre 1939. En 2020, tous réunis en famille ils voteront comme un seul homme l'enveloppe de 400 milliards d'euros destinée aux banquiers et aux capitalistes, l'équivalent des pleins pouvoirs au dictateur Macron.

Tout le XXe siècle démontre que ni la SFIO/PS, ni le PC/PCF, ni aucun syndicat contrôlé par ces partis n'ont été ou ne sont ou ne seront un jour indépendants de l'Etat, du capitalisme. Alors à quoi cela rime-t-il de vouloir nous faire croire le contraire, quelles en ont été les conséquences désastreuses sociales et politiques pour le mouvement ouvrier et la classe ouvrière ? Ceci n'explique-t-il pas cela ?

Pourquoi le niveau de conscience des masses n'a-t-il finalement jamais progressé comme on peut le constater ? A entendre Gluckstein, on croirait que la classe ouvrière serait massivement mobilisée contre Macron et sa politique. Je n'en ai pas du tout l'impression, j'ajouterai que même si c'était le cas, avec un niveau de conscience politique et d'organisation aussi médiocre, cela se terminerait exactement comme les autres fois ou l'ordre établi ne serait nullement inquiété. Rappelons aussi que si ce sont les masses qui font la révolution, l'improvisation trouve rapidement ses limites et se traduit invariablement par la victoire de la réaction.

J'ai pu aussi constater à quel point Pétain avait été populaire. En observant le climat de l'époque et le comparant avec celui d'aujourd'hui, j'y ai trouvé une ressemblance dans le fanatisme, l'hystérie collective à faire respecter des mesures liberticides inutiles.

Réaction d'un internaute à propos des Pieds nickelés de la science : "*Prescrire un placebo à un patient en danger de mort! Eh bien ils osent, comme au temps des nazis. Serions-nous ravalés au rang des bestiaux?*".

Il semblerait que les hommes en soient demeurés jamais bien loin.

Le Pr Didier Raoult l'a répété à plusieurs reprises, on n'a pas soigné les gens, c'est du jamais vu dans l'histoire de la médecine. Sous le signe de l'Ordre des médecins créé par le régime de Vichy et maintenu par tous les gouvernements successifs jusqu'à nos jours, quoi de plus naturel en somme, il n'a pas changé. Nous l'abolirions immédiatement évidemment.

Tout à fait fascinant d'observer près de 80 ans plus tard que rien n'a changé avec l'adoption au doigt et à l'oeil du confinement et du masque. Le peuple lettré ou illettré demeure toujours aussi arriéré, cela devrait nous questionner, à quoi bon puisque personne n'y tient, le suicide sera collectif ou ne sera pas.

Le progrès social était conditionné essentiellement par la lutte de classe du prolétariat, et non par le capitalisme dont la raison d'être est uniquement le profit. Il fut le produit de l'organisation et de la mobilisation de la classe ouvrière qui nous font cruellement défaut. A défaut de se situer en rupture avec le capitalisme ou dans la perspective du socialisme, la réaction sur toute la ligne et la régression sociale généralisée devaient fatalement un jour dominer la situation politique. Cela montre d'une certaine manière que l'individualisme conduit infailliblement à la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques ou qu'elle ne peut pas constituer une réponse satisfaisante à la crise du régime capitaliste.

Bien avant la macronie. Le fanatisme n'exista pas seulement chez les kamikazes japonais ou chez les barbares d'al Qaïda.

- Bataille de France (https://www.youtube.com/watch?v=in0TLT2zCUA)

Elle est appelé par les militaires, la pire défaite qu'ait subi l'armée française.

L'aspirant Créspeille raconte : La colonel de l'école Michaud a dit aux élèves officiers de l'école de cavalerie de la caserne de Saumur appelés les cadets de Saumur, que lorsqu'ils auraient reçu leurs galons à l'école ils seraient affectés à des unités avec des missions de sacrifices, "*nous acceptions ces sacrifices, à cette époque dans cette génération de garçons de 18 à 22 ans, la question ne se posait même pas*" , un autre aspirant dira que "*le sacrifice de ses camarades n'aura pas été inutile parce qu'il correspondait à une certaine idée de la France*".

Drôle de guerre, drôle d'idée, décidément l'homme peine à se défaire de ses instincts primaires. Si vous avez envie de vous faire peur, il suffit de lire les articles de Yahoo ou de l'AFP, un modèle du genre.

Notes de lecture.

- Banque mondiale et FMI: 76 ans, ça suffit! par Eric Toussaint (CADTM 13 juillet 2020) - Mondialisation.ca, 18 juillet 2020

J'ai mis en ligne ce document, bien que son auteur prétende que la seule issue soit la rupture avec le capitalisme, qu'il remplacerait... par le capitalisme !

- Note sur l'article mis en ligne USA : le dérapage du racisme égalitaire, par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 14 juillet 2020.

Dans le camp de la réaction, quelle que soit leur étiquette ou stratégie tous les acteurs politiques mentent à un moment ou un autre. On peut rappeler au passage que leur idéologie repose sur un mensonge, celui selon lequel tous les hommes seraient égaux en droit, puisque les inégalités sociales entre les classes constituent les fondements du capitalisme. Du fait de cette imposture, ils ne peuvent pas faire autrement que mentir en permanence. Ils incarnent le mensonge, raison de plus pour le bannir ou l'inscrire parmi les principes qu'ils condamnent, de manière à pouvoir dénoncer n'importe quelle personne qui s'y adonnerait... Si vous voulez, c'est comme un menteur qui une fois parvenu au pouvoir grâce à ses mensonges, décrèterait illégal le mensonge pour pouvoir continuer à mentir, tandis que personne ne pourrait contester son pouvoir.

Les accusés sachant que leurs accusateurs mentent autant qu'eux ou plus encore pourraient à leur tour les accuser de mentir, sauf qu'ils ne le feront pas ou cela n'aura jamais ou rarement la même portée, parce qu'ils ne peuvent pas aller plus loin sans prendre le risque de se démasquer ou que n'apparaissent les liens d'intérêt ou de classe qui les unissent et prévalent sur tous les principes moraux, religieux ou autres, intérêt de classe qu'ils doivent préserver à tous prix.

Le clan des Puritains comme les nomme Thierry Meyssan, les démocrates et les éléments correspondant au sein des républicains et de l'Etat profond se servent de nos jours à grande échelle de ce principe contre les préjugés passés et présents que la société avait véhiculé sous l'égide des classes dominantes successives, pour supprimer tous les acteurs ou évènements qui ont contribué à l'histoire de la lutte des classes, tout le processus inconscient ayant accompagné le développement de la civilisation humaine, ce qui est logique puisque tous ces membres de la réaction entendent neutraliser la lutte des classes dans un régime totaitaire, et la vouent dorénavant à la déchéance, à une régression sociale sans fin dans une société plus inégalitaire et injuste que jamais, alors qu'ils prétendent que leurs objectifs seraient exactement inverses comme chacun a pu l'observer.

Toute l'histoire du processus historique ayant alterné périodes de barbarie et de progrès social, de guerres et de paix, en visant ou en faisant disparaître les auteurs ou les acteurs de cette barbarie ou de ces guerres, ils ne sont pas guidés par des principes moraux ou humanistes, bien au contraire. Car, quand on observe ce qui est en train de se passer sous nos yeux avec la dictature sanitaire au nom de la lutte contre une pandémie qu'ils ont fabriquée de toutes pièces, on s'aperçoit clairement que c'est la barbarie qui est à l'oeuvre, et qu'ils livrent une féroce guerre psychologique contre les masses exploitées en lui promettant un avenir cauchemardesque auxquelles elles devraient se soumettre, mieux, dont elles devraient être les principaux acteurs ou demandeurs.

Oui, le combat contre la barbarie et la guerre sert en réalité à les promouvoir, et ils peuvent compter sur le soutien des éléments les plus décomposés ou réactionnaires du mouvement ouvrier pour ne pas dire l'ensemble du mouvement ouvrier, leurs alliés les plus précieux sachant qu'aucun parti ne dénonce les fondements sociaux de cette imposture, ce qui explique pourquoi ils participent à toutes les opérations orchestrées par ce clan de l'oligarchie depuis plusieurs décennies.

Les moralisateurs ou les puritains sont des procureurs dignes de l'Inquisition, des tyrans et rien d'autres.

Dans un pays semi-féodal comme l'Inde, sous-développé à tous les niveaux, à commencer par la conscience de la population, en moyenne profondément ou ultra arriérée, il existe une Constitution et une multitude de lois imposées à la population qui les ignore totalement ou dont elle ne comprendrait pas un traître mot si elles étaient portées à sa connaissance. Du coup, très fréquemment, pour ne pas dire quotidiennement elle sera amenée à les violer, inconsciemment, involontairement si l'on veut ou à les interpréter à sa manière sans en mesurer les conséquences qu'elles ignorent tout autant.

Et pourquoi agit-elle de la sorte ou ne peut-elle pas parvenir à saisir que la Constitution et toutes ces lois avaient été adoptées soi-disant pour son bien-être, sinon parce qu'elle est soumise en permanence à des conditions d'existence où le bien-être est justement absent. Du coup, inconsciemment elle est portée à croire que la Constitution et toutes ces lois, l'ensemble des institutions sont contraires à ses intérêts, et elle ne voit aucune raison de les respecter, sauf bien sûr la crainte du gendarme, de la répression.

Voilà donc un autre exemple de bonnes intentions en réalité despotiques inadaptées au niveau de développement de la société, tout aussi démesurées que le principe consistant à décréter hors la loi le mensonge ou certains préjugés sachant que tout le monde est conduit par la force des choses à mentir plus ou moins dans une société reproduisant sans cesse un mensonge originel ou colportant une interprétation historique mensongère.

Ici en Inde, c'est le sport n°1 des Indiens, mentir pour tirer profit de quelqu'un ou lui voler de l'argent, c'est la norme et il est conseillé de ne pas en dévier. Même ma compagne me ment effrontément, à tour de bras, pour un rien. Elle au moins elle l'assume, c'est la raison pour laquelle je la supporte encore... Les autres, ils en sont fiers quand cela leur a permis d'arriver à leurs fins, ils se moquent ouvertement de ceux qu'ils ont trompés, oui, quelque part ce sera à celui qui sera le plus malhonnête, alors évidemment je ne vous dis pas le nombre de fois où je me suis fait avoir.

Si j'arrive à suivre ce qui est en train de se passer en France ou en occident, c'est parce que j'y suis confronté quotidiennement depuis près d'un quart de siècle en Inde. J'ai de l'avance sur vous, donc aucun mérite, mon seul mérite c'est de n'avoir jamais changé ou de m'en tenir à mes principes, et cela fait belle lurette que je sais qu'ici ils n'ont absolument aucune valeur. Sans déconner, c'est pour cette raison qu'ils croient les Blancs ou les occidentaux supérieurs, sans se douter à quel point ils sont hypocrites, ce que je leur enseigne évidemment. Les occidentaux se sentent flattés, et les Indiens peuvent ainsi les tromper plus facilement. A ce jeu-là il n'y a que des perdants, c'est ce que je m'évertue à leur expliquer, en vain, du coup je garde mes distances avec eux sans toujours le laisser paraître. Et quant à ceux qui ont cru pouvoir abuser de ma crédulité, je leur fais comprendre qu'ils y ont plus perdu que gagné, car je n'appartiens pas au genre d'idiots qu'on peut tromper deux fois impunément. Je leur dis tel quel en face avec le sourire, généralement j'ajoute que je savais dès le premier jour à quoi m'en tenir à leur sujet, pour qu'ils n'aient plus aucun doute sur ce que je pense et qu'ils n'y reviennent pas, nos relations n'allant pas plus loin de fait puisqu'il n'y aura plus rien à gratter.

Comme je dis toujours, hormis en présence d'un patron, d'un policier ou d'un juge (toujours le couple exploitation et oppression, vous l'aurez remarqué au passage) mentir est inutile, nuisible, incompatible avec de saines relations. C'est tellement stupide. Deux soirs de suite avant de m'endormir, je me suis fais la réflexion que l'homme à l'échelle de l'univers était moins qu'une nanoparticule, moins qu'un coronavirus, il était inexistant, et qu'il n'y avait qu'à l'échelon de l'histoire de son espèce qu'il jouait un rôle, et sachant qu'elle s'étale sur des dizaines ou centaines de milliers d'années, voir davantage, et que l'histoire va se poursuivre après nous, il ne restera finalement pas une trace de notre existence. Alors elle est déjà tellement insignifiance, si en plus on triche avec elle, on la rend méconnaissable avant même de disparaître ou on est déjà pour ainsi dire mort, bref, c'est très con ou suicidaire !

J'ai pris le parti qui me semble raisonnable de ne pas tenir plus à l'une qu'à l'autre, la vie ou la mort. Chaque chose en son temps, et ce n'est pas parce qu'il y en aura une qui sera plus longue que l'autre qu'il faudrait devenir hystérique ou craindre de mourir, cette inégalité, on ne pourra jamais la vaincre, alors on ferait mieux de consacrer notre vie à lutter contre les inégalités à l'origine du capitalisme, là on aurait une chance d'en venir à bout.

Réflexions sur le syndicalisme.

Vous avez déjà lu un tract destiné aux étudiants ou aux fonctionnaires ?

Les premiers sont destinés à devenir des cadres dans des entreprises privées ou les services de l'Etat ou à rejoindre les classes moyennes, médecins, avocats, architectes, etc. mais la majorité d'entre eux vont rejoindre la classe ouvrière ou les échelons inférieurs de la fonction publique. Les seconds assurent le service qu'organise l'Etat pour le compte des capitalistes. Le reste produit les marchandises ou les richesses et assure leur distribution sans contrôler ni l'un ni l'autre.

Quand on fait des études ou qu'on est fonctionnaire, c'est en principe pour la bonne cause, pour servir la bonne cause sous une forme ou une autre, mais ce n'est pas le cas dans cette société destinée à servir les nantis et non l'immense majorité ou le reste de la population. Ils seront donc enclins à penser comme la minorité ou à l'imiter ou à avoir tendance à l'individualisme, à penser à

soi avant de penser aux autres, ce qui donnera par exemple des médecins ou scientifiques véreux et sordides ou des fanatiques de la législation ou de l'ordre établi. C'est ce qui leur sert d'éducation politique ou sert à les conditionner idéologiquement pour le compte du régime. Partant de là, on peut leur soumettre une perspective politique, où ils serviraient la majorité de la population et s'épanouiraient dans leur travail, ce qui implique un changement de régime puisque ces conditions sont incompatibles avec l'existence du capitalisme. Voilà une bonne base pour un engagement politique quand on est étudiant ou fonctionnaire, révolutionnaire.

Les syndicats de fonctionnaires devraient viser l'Etat, et ceux des étudiants et des autres travailleurs devraient cibler le capitalisme et l'oligarchie, leurs institutions, dont le Forum économique mondial. Pas pour supprimer l'Etat mais le remplacer par un autre Etat de nature sociale différente ou opposée à celle de celui qui existe, un Etat social entamant le processus d'extinction de l'Etat et en même temps que celui des classes sociales, en commençant par réduire les inégalités, tout en étant supportables pour ceux de conditions sociales inférieures, pour enfin parvenir à les éradiquer, ainsi que les dernières traces du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Alors on repose la question : Avez-vous déjà lu un truc pareil dans un tract destiné aux étudiants ou aux fonctionnaires ?

Quand j'étais délégué syndical et représentant du personnel, j'avais adopté une attitude face à la direction fonder sur un principe très simple : Ne rien céder ! L'inverse de ce que je suis dans la vie courante, parce que je me situais sur le terrain politique c'était facile de suivre des règles ou des principes, surtout que cela ne dépendait que de moi, on n'a aucune excuse de se compromettre, on discute entre compères ou on reste chacun d'un côté de la barricade, j'ai préféré la solitude sachant que je n'étais pas seul puisque j'avais tout le personnel derrière moi.

La direction expose, propose, décide, applique, en quoi cela devrait-il nous concerner ? Nous, nous ne décidons rien et tout nous est imposé, alors pourquoi voudrait-on qu'on s'implique là-dedans ? Il faut remettre les choses à leurs places. Je crois qu'il faut commencer par là, ensuite on peut développer notre politique en direction des travailleurs.

Quand tu bosses dans une boîte, tu te rends tout de suite compte que tu n'es rien, on te le fait sentir au cours des entretiens d'embauche, quelle torture quand tu t'en tapes deux ou trois ! Mais plus c'est long, plus c'est bon, alors tu gardes espoir jusqu'au bout. Il y a un seul truc en jeu pour toi : Ta vie ! Sans déconner, tu le vis comme ça. Tenez, vous avez autant la trouille que lors d'un contrôle de police, bien que dans les deux cas vous n'avez rien commis de répréhensible, c'est typique de l'exploitation et de l'oppression il faut croire.

Composer avec un patron, c'est comme collaborer avec la police et se comporter comme elle parfois, je ne crois pas que ce soit compatible avec notre conception du syndicalisme et de la lutte de classe. Moi je ne négocie rien avec un patron, c'est le personnel qui décide ce qu'il exige et ce qu'il accepte, j'adopte ce qu'il exige et si nécessaire j'ajoute ce que j'exige, je le soumets au personnel pour qu'il l'accepte ou le rejette, s'il l'accepte, c'est ce que je présenterai au représentant de la direction ou au patron. Ce n'est pas moi qui décide ce qui est négociable avec un patron, c'est le personnel qui en prend la responsabilité et qui l'assume, moi je ne suis que son porte-parole tant que cela n'engage pas mes convictions, sauf si les exigences du personnel coïncident avec les miennes, dans tous les cas de figure je préserve mon indépendance. Ceux qui se vautrent dans la conciliation lors de négociations, peuvent ensuite raconter qu'ils n'ont fait qu'exprimer les attentes du personnel parce qu'il y était préparé ou il n'espérait rien d'autres, cela l'arrangeait de ne pas affronter le patronat en réalité. Il y a aussi le cas de ceux qui disparaissent lors de négociations, leur rupture est une sorte de fuite pour ne pas avoir de compte à rendre et cela fonctionne à merveille.

J'arrête là il est tard, un dernier truc qui me vient à l'esprit, le Comité d'entreprise, c'est l'ONG du patronat, finances comprises. A la japonaise ou au corporatisme accompli, cela tient aussi de l'OGM, l'organisme génétiquement modifié, c'est le cerveau des salariés !

La preuve que les syndicats sont indépendants.

AFP - "Je suis heureux de la qualité du dialogue que nous avons établi ce matin avec les partenaires sociaux", s'est félicité le Premier ministre à l'issue de trois heures de réunion multilatérale à Matignon. Il faut d'abord savoir nous parler, nous respecter et fixer des voies et des chemins pour l'avenir", a encore plaidé M. Castex.

"Nous sommes convenus ensemble que la priorité des priorités..." "Nous avons à cet effet établi un calendrier extrêmement exigeant (...) pour arrêter et finaliser le plan de relance" auquel les partenaires sociaux seront étroitement associés, a-t-il garanti."

Jean Castex a aussi annoncé la tenue d'une nouvelle "conférence de dialogue social" en octobre. AFP 17 juillet 2020

En complément.

Franceinfo - De la CGT à FO en passant par la CFDT, tous saluent les premiers pas du successeur d'Edouard Philippe.

"Il y aura, on le sait, des divergences. Mais il faut d'abord savoir nous parler, nous respecter", a déclaré le Premier ministre,

vendredi. "L'instauration d'un nouveau régime de retraite universel sera maintenue. Simplement, nous lui appliquerons une nouvelle méthode (...) en reprenant la concertation dans les mois à venir", a-t-il annoncé après avoir rencontré les syndicats.

Sauf que ses paroles se retrouvent dans les actes, d'après plusieurs leaders syndicaux. "Il y a un véritable changement de ton", a déclaré Yves Veyrier, secrétaire général de FO sur franceinfo, vendredi. "C'est un discours de gaulliste social qui rompt avec Macron, c'est déstabilisant", a-t-il commenté auprès de l'AFP. "Le Premier ministre parle beaucoup du dialogue. Il y met de la qualité, on va dire, y compris en soulignant qu'on peut parfois être en accord, parfois en désaccord a précisé Yves Veyrier. franceinfo 18 juillet 2020

LVOG - Faut-il encore commenter ?

En famille. Numéro d'illusionnisme de la réaction de gauche farouchement anti-ouvrière et antisocialiste.

Joffrin : «Et le plus extraordinaire, c'est que personne, ou presque, dans leurs rangs ni même à l'extrême-gauche ne vient crier à la trahison. L'explication va de soi. Chacun sait bien par devers lui que la doctrine [socialiste] est fausse. Personne n'ose le dire trop haut, de peur de mettre un peu plus en cause une identité de la gauche déjà bien mal en point». (Laurent Joffrin, La gauche en voie de disparition. Comment changer sans trahir? - Seuil 1984.)

Nouveau réseau d'élus socialistes et écologistes : "C'est la création d'une petite famille" pour le maire de Tours Emmanuel Denis - francetvinfo.fr 21 juillet 2020

Dénonçant un "archaïsme" jacobin, une vingtaine de maires de gauche et écologistes, se sont affichés à Tours autour d'Anne Hidalgo et d'Éric Piolle, pour défendre une lutte pour le climat et contre les inégalités au niveau local.

"Nous sommes des décentralisateurs. Il faut qu'enfin, on sorte de cet archaïsme dans lequel notre pays est plongé depuis très longtemps, ce colbertisme", qui fait que "tout se décide au niveau des ministères parisiens", a affirmé la maire PS de Paris, Mme Hidalgo, devant la presse.

Ce "jacobisme fait peur", a insisté l'édile de la capitale, réélue le 28 juin avec un programme social et écologiste.

"Même si ce n'est pas notre première préoccupation, on a tous l'espoir de créer un nouveau mouvement politique large autour des sujets de solidarité, d'écologie, de citoyenneté", a confié le maire de Tours. AFP/francetvinfo.fr 21 et 22 juillet 2020

LVOG - Qui est le champion de la décentralisation ? L'Union européenne.

Lancement de l'appel "Engageons-nous" : "L'idée, c'est de relancer le réformisme de gauche en France" explique Laurent Joffrin - francetvinfo.fr 21 juillet 2020

- C'est dans le numéro du 6-7 mai 2017, veille de l'élection, qu'on trouve cette une désormais fameuse, qui est souvent brandie comme la preuve de l'allégeance de Libération à Macron : «Faites ce que vous voulez, mais votez Macron».

L'éditorial était signé Laurent Joffrin.

Au lendemain du deuxième tour, l'édito de Libération signé par Laurent Joffrin se félicite que la «République l'ait emporté». Libération : "Une République qu'une bonne partie du peuple abandonne n'est plus une République. Emmanuel Macron a toute légitimité pour mettre en œuvre, s'il gagne les législatives, le programme qu'il a présenté aux Français." liberation.fr 11 novembre 2017

Quel est son thème de prédilection, aux Etats-Unis le Parti démocratique vient de le ressortir : "La lutte contre le racisme et les discriminations, l'immigration" ou le populisme débridé.

Qui est monsieur Mouchard qui porte bien son nom ?

- Ancien membre de la Fondation Saint Simon, think tank libéral et atlantiste.

- En 1994, il participe au programme Young Leaders organisé par la French-American Foundation.

- En 2004, il participe au Forum de Davos.

- Le 20 novembre 2006, il est nommé directeur de publication de Libération dans le cadre du plan de relance du journal proposé

par ses actionnaires, dont Édouard de Rothschild, actionnaire de référence.

- En 2008, il est invité à la « conférence annuelle des Entrepreneurs » sur le thème « La France sait-elle aimer ses entrepreneurs ? » en compagnie de Nicolas Beytout, président du Groupe DI-Les Echos, Lau-rence Parisot, présidente du Medef et Grégoire Sentilhes, président-fondateur de la société d'investissement Nextstage (et président depuis 2011 du G20 Young Entrepreneur Alliance).

- Pour la journaliste Aude Lancelin, Laurent Joffrin fait partie des journalistes labellisés « de gauche », mais qui sont « en réalité entièrement acquis au néolibéralisme ».

- Il a également été membre du Club Le Siècle jusqu'en 2011

- Signé Jofrin : «Syrie : lutter contre Assad ou contre BHL ? », Le Nouvel Observateur, 24 octobre 2012

- En janvier 2013, il est invité à la convention nationale du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF)

- Il est actuellement, membre du conseil d'administration du think tank proche du Parti Socialiste : « En Temps Réel » ojim.fr

- "Il faut créer un nouveau mouvement, qui englobe et dépasse les formations de la gauche historique, notamment le PS", écrit ce proche de François Hollande dans son appel...

- "L'histoire de la social-démocratie est évidemment jalonnée de trahisons et de renoncements"

- Il prône une "réorientation du projet européen autour d'une nouvelle donne énergétique et écologique".

- Nécromancie : pour sauver la gauche, Laurent Joffrin veut ressusciter la social-démocratie - marianne.net 20 juillet 2020

"J'ai dirigé deux journaux de gauche, j'ai toujours défendu mes idées". (Libération et le Nouvel Obs de gauche, on s'étrangle ! - LVOG)

La plate-forme de Laurent Joffrin est propulsée par un appel signé par 150 personnalités de gauche délibérément non issues du monde politique. On y trouve des universitaires (l'historien Pap Ndiaye, le démographe Hervé Le Bras), des intellectuels compagnons de route de la deuxième gauche (les sociologue Alain Touraine et Michel Wievorka, Hélène Cixous, Frédérique Bredin), des journalistes (Pierre Lescure, Serge Moati) mais aussi des artistes (Ariane Mnouchkine, Benjamin Biolay, Denis Podalydès, François Morel, Agnès Jaoui, Jean-Michel Ribes…).

Laurent Joffrin place sa démarche dans la continuité de ses convictions politiques : "Toute ma vie, j'ai cru aux idéaux de la gauche démocratique, malgré ses vicissitudes, assume cet ancien encarté au Parti socialiste. Je suis resté un fidèle".

Elle (la gauche) serait affaiblie par sa division en trois blocs ("gauche radicale, gauche écologiste et gauche réformiste") mais surtout par la faiblesse de son troisième pôle, le plus modéré.

Le texte de l'appel, les idées brassées et les références mobilisées par Les Engagés s'inscrivent donc dans la plus pure tradition social-démocrate...

Laurent Joffrin indique avoir discuté de son mouvement politique avec Lionel Jospin, Bernard Cazeneuve, Jean-Christophe Cambadélis ou encore Anne Hidalgo...

Le sexagénaire salue "le foisonnement de propositions" venant de "la société civile, des militants, du monde culturel, associatif, syndical, intellectuel", évoque l'influence de la CFDT, indique cibler notamment "les gens de gauche qui ont voté Macron et sont déçus". (Parce qu'il y a des "gens de gauche" qui auraient voté Macron au 1er tour de la présidentielle en 2017 ? Qui lui ressemblent, c'est possible. - LVOG)

Les Engagés visent avant tout à "enclencher un processus" pour convaincre la gauche de s'unir autour d'un programme "réformiste"...

Pour lui, la gauche souffrirait du poids trop important de son aile "radicale", laquelle aurait moins de "légitimité" que les écologistes et les "réalistes".

- « appel à la recomposition de la gauche », qu'il souhaite « réaliste » et qui serait ni « entièrement écologiste, ni bien sûr d'extrême-gauche », a-t-il déclaré à l'AFP.

Parole, parole, parole...

- Objectif : « refonder le discours d'une gauche démocratique ». - lesechos.fr 17 juillet 2020

Le casino au coronabusines se porte à merveille. Cherchez le mobile du crime et vous trouverez son auteur.

Wall Street finit proche de l'équilibre après une semaine riche en résultats - AFP 18 juillet 2020

La Bourse de New York a peu évolué vendredi, reprenant son souffle à l'issue d'une semaine qui a marqué le coup d'envoi officieux de la saison des résultats à Wall Street.

Son indice vedette, le Dow Jones Industrial Average a cédé 0,23% à 26.671,95 points.

Le Nasdaq s'est en revanche apprécié de 0,28% à 10.503,19 points et l'indice élargi S&P 500 est monté de 0,28% à 3.224,73 points.

De lundi à vendredi, le Dow Jones a pris 2,29% et le S&P 500 est monté de 1,25%. Le Nasdaq s'est tassé de 1,08%.

"Le marché a fait une pause aujourd'hui", note Sam Stovall de CFRA, qui précise que les investisseurs "attendent la semaine prochaine pour s'enthousiasmer à nouveau."

Lors de la publication de leurs chiffres d'affaires et de leurs bénéfices entre avril et juin, les grandes banques américaines, durement frappées par l'impact de la pandémie de Covid-19, ont dans l'ensemble fait moins pire que prévu, avec des mentions spéciales pour Morgan Stanley (-0,44%) et JPMorgan Chase (-1,85%).

Sur le front sanitaire, les investisseurs n'ont pas semblé s'alarmer de la flambée des nouvelles contaminations au coronavirus aux Etats-Unis...

Parmi les autres valeurs du jour, Blackrock a pris 3,66%. Le premier gestionnaire d'actifs au monde a attiré 100 milliards de dollars de nouveaux fonds à placer au deuxième trimestre AFP 18 juillet 2020

Coronabusiness. Quand la Commission européenne décide du destin des 27 pays de l'UE.

LVOG - Débourser 82 milliards d'euros pour en recevoir 40 : « un jour historique pour l'Europe » selon Macron, encensé comme il se doit par le gang des éditocrates réunis qui crient victoire.

Sommet européen - lepoint.fr 21 juillet 2020

La « facilité pour la reprise et la résilience »

C'est le nom donné au principal instrument de relance destiné aux États membres. Il combine 312,5 milliards d'euros de subventions et 360 milliards d'euros en prêts. Pour bénéficier de cet argent, les États membres élaborent des plans nationaux d'investissement qu'ils soumettent pour évaluation à la Commission.

Le consentement des pays dits frugaux, Pays-Bas, Autriche, Suède, Danemark, a été acheté à coups de rabais sur leur contribution nationale. Ces ristournes sont donc à la charge de tous les autres pays, et en particulier à la charge des contribuables français vu la taille du PIB de l'Hexagone dans la richesse européenne.

Les Allemands conservent leur rabais (3,671 milliards d'euros) mais, eux, ont la décence de ne pas exiger d'augmentation. Mark Rutte, le Premier ministre néerlandais, obtient une augmentation de son rabais de 345 millions d'euros par an, soit une ristourne annuelle de 1,921 milliard. L'Autrichien Sebastian Kurz était le plus virulent sur le sujet. Il obtient un rabais annuel de 565 millions d'euros (en augmentation de 328 millions d'euros). La Suède, avec 1,069 milliard d'euros, voit son rabais progresser de 246 millions par an. Enfin, le Danemark peut se réjouir d'un rabais annuel de 322 millions d'euros, en progression de 125 millions d'euros.

La France devrait percevoir une subvention approchant les 40 milliards d'euros, c'est donc environ 40 % de son plan national de relance qui sera soutenu par des financements européens.

30 % des fonds doivent être investis en faveur de la neutralité carbone et aucune dépense ne doit dégrader davantage le climat. Le programme de santé dit EU4Health – 9 milliards d'euros – a tout simplement disparu ! Alors que tous ont déploré l'absence

de moyens de l'UE face à la pandémie, les mêmes ont évacué « L'Europe de la santé » du programme européen… Que diront les Européens lorsqu'une nouvelle catastrophe sanitaire pointera ? Cela fait partie des dommages collatéraux de cette négociation de marchands de tapis…

Comment financer le grand emprunt de la Commission ? Les leaders européens prennent rendez-vous pour créer des « ressources propres » – des taxes – dans les années à venir : une taxe sur le plastique non recyclable avant la fin de l'année, une extension du marché du carbone à l'aviation et au secteur maritime, une taxe carbone aux frontières avant 2023, une taxe numérique avant 2023, éventuellement une taxe sur les transactions financières… À vrai dire, personne ne sait si l'UE sera capable d'adopter de telles taxes à l'unanimité dans les délais définis. Les Allemands ne sont pas très emballés…

Les Parlements nationaux doivent autoriser, avant la fin de l'année, la Commission à réaliser ce grand emprunt. In fine, le Parlement européen devra approuver le budget européen de long terme. La négociation reprendra donc sans doute avec les parlementaires européens assez contrariés des coupes opérées dans les programmes européens… Ils ne peuvent pas amender le projet mais seulement l'adopter ou le rejeter. Peu d'observateurs considèrent que le Parlement européen peut prendre la responsabilité de jeter à terre un échafaudage financier si difficilement obtenu à 27… lepoint.fr 21 juillet 2020

Un complément de ruptures-presse.fr

- Mardi 21 juillet, les bourses ont fait un bond, saluant l'accord obtenu dans la nuit entre les Vingt-sept, et indiquant ainsi implicitement qui en sont les vrais gagnants.

Adossé sur le budget communautaire, cet emprunt global sera pris en charge en commun, autrement dit les remboursements devraient être fonction de la richesse nationale (PIB) de chaque Etat membre (et non de la somme reçue). Ainsi, dans le schéma initial de la Commission, Paris devait recevoir 39 milliards d'euros. Mais la France contribue à 11% du budget communautaire. Sur les 750 milliards empruntés, le pays serait donc redevable de 82 milliards, sans compter les intérêts (ces derniers étant exigibles dès 2021). Soit le double des subventions prévues pour Paris. ruptures-presse.fr 21 juillet 2020

LVOG - Au fait, avez-vous compris pourquoi le Brexit et pourquoi nous ne l'avons pas soutenu ? Et vous avez la réponse à la question qui gouverne réellement dans chaque pays.

Comment ils se goinffrent grâce au coronabusiness.

https://www.synairgenJeff Bezos a gagné 13 milliards de dollars en une seule journée, un record - AFP/ Le HuffPost 22 juillet 2020

Le patron et fondateur d'Amazon Jeff Bezos a vu sa fortune personnelle grimper de 13 milliards de dollars en une seule journée, lundi 20 juillet, du jamais vu depuis la création de l'indice Bloomberg Billionaires en 2012, rapporte Capital.

Les actions du géant du commerce en ligne ont elles bondi de 7,9%, rapporte le magazine, le plus haut niveau depuis décembre 2018.

Les mesures de confinement de la population dues au coronavirus, la fermeture des restaurants et des magasins ont fait bondir les achats en ligne. Ce qui a fait grimper en Bourse la valeur des titres d'Amazon et des entreprises high-tech en général.

Entre mars et mai, la fortune de Jeff Bezos a augmenté de plus de 30% et la valeur du titre d'Amazon a augmenté de 45%, selon un rapport d'Americans for Tax Fairness et de l'Institute for Policy Studies Program for Inequality, qui ont compilé des données publiées par Forbes. 4,6 milliards de dollars en 24h pour son ex-épouse

À 56 ans, Jeff Bezos est l'homme le plus riche de la planète (189,3 milliards de dollars) devant le PDG de Microsoft Bill Gates (118 milliards) et le PDG français de LVMH Bernard Arnault (94,7 milliards).

Le record de Jeff Bezos lundi fait aussi le bonheur de son ex-épouse MacKenzie Bezos, note Capital, puisque cette dernière, qui détient 4% du capital d'Amazon, a gagné près de 4,6 milliards de dollars. Elle est la deuxième femme la plus riche du monde (62 milliards de dollars) derrière l'héritière de L'Oréal, François Bettencourt Meyers (66,7 milliards). AFP/Le HuffPost 22 juillet 2020

DEUXIEME PARTIE

Bienvenue au Forum économique mondial (FEM) ou au gouvernement du nouvel ordre mondial totalitaire.

Vidéo. Event 201 Pandemic Exercise short film

https://www.youtube.com/watch?v=BfRWJN1aSpY

This is the short fictional movie screened at the "Event 201 Pandemic Exercise", a tabletop exercise hosted by The Johns Hopkins Center for Health Security in partnership with the World Economic Forum and the Bill and Melinda Gates Foundation on October 18, 2019, in New York, NY. The exercise illustrated the pandemic preparedness efforts needed to diminish the large-scale economic and societal consequences of a severe pandemic.

Drawing from actual events, Event 201 identifies important policy issues and preparedness challenges that could be solved with sufficient political will and attention. These issues were designed in a narrative to engage and educate the participants and the audience.

Il s'agit du court métrage de fiction projeté lors de l "'Événement 201 Pandemic Exercise", un exercice de simulation organisé par le Johns Hopkins Center for Health Security en partenariat avec le Forum économique mondial et la Fondation Bill et Melinda Gates le 18 octobre 2019, à New York, NY. L'exercice a illustré les efforts de préparation à une pandémie nécessaires pour atténuer les conséquences économiques et sociétales à grande échelle d'une pandémie grave.

S'appuyant sur des événements réels, l'événement 201 identifie les problèmes politiques importants et les défis de préparation qui pourraient être résolus avec une volonté et une attention politique suffisante. Ces questions ont été conçues dans un récit pour engager et éduquer les participants et le public.

LVOG - La version longue :

Event 201 Pandemic Exercise: Segment 1, Intro and Medical Countermeasures (MCM) Discussion - 4 nov. 2019

https://www.youtube.com/watch?v=Vm1-DnxRiPM&t=1479s

Comment s'articule leur stratégie.

La "*Grande Réinitialisation*" ("*Great Reset*") de l'économie mondiale annoncée le 3 juin dernier pour janvier 2021 pourrait avoir été déclenchée en fait depuis le lancement du Green New Deal, qui aurait servi à préconditionner psychologiquement la population avant que la phase du Covid-19 ne prenne le relais en créant un climat de psychose collective apte à paralyser les esprits, et à réunir les conditions d'un consensus qui justifieraient l'adoption de mesures de confinement qui se traduirait par l'effondrement contrôlé de pans entiers de l'économie mondial, de sorte que la population laborieuse atomisée ou abandonnée à son triste sort par le mouvement ouvrier, réduite à observer impuissante l'évolution de la situation et n'ayant pas conscience de ce qui passe réellement, adopte les mesures liberticides imposées par les représentants de l'oligarchie qui les gouvernent et s'en remette à eux pour soi-disant sauver leur peau, donc à ceux qui sont responsables de tous leurs malheurs et la boucle du totalitarisme est bouclée.

D'où viennent l'imposture au réchauffement climatique d'origine anthropique, le Covid-19, les campagnes identitaires ? Qui dicte la propagande en direction de la population aux gouvernements des différents Etats, des institutions internationales, des agences de presse, des médias ?

Un rapide survol en anglais des thèmes et des régions figurant dans la page d'accueil de leur portail permettra de répondre à cette question. Des banques aux effets psychiatriques de leur machination au Covid-19 sur les populations les plus vulnérables et la population en générale relayée au rang de serf, tout y figure. Afrique, Moyen-Orient, Asie, Europe, la jeunesse (Université et intégration dans la société), la connaissance, l'économie, la santé, les tendances sexuelles, l'identité raciale, le Green new deal, et en prime, le masque !

Avant on peut en avoir un aperçu à travers leur "*guide pour les dirigeants*" de la planète, chefs d'entreprise, etc.

https://fr.weforum.org/

- Le Forum Économique Mondial publie un guide pour les dirigeants afin d'améliorer la diversité, l'équité et l'inclusion sur le lieu de travail post-COVID-19

- Les nouvelles technologies peuvent contribuer à créer des lieux de travail justes, équitables et diversifiés, selon le guide du Forum Économique Mondial Diversity, Equity and Inclusion 4.0 (Boîte à outils : diversité, équité et inclusion 4.0), publié aujourd'hui

Alors que les entreprises sortent de la crise liée à la pandémie de COVID-19, elles ont une occasion unique de faire en sorte

que l'équité, l'inclusion et la justice définissent la "nouvelle normalité" et de s'attaquer à l'exclusion, aux préjugés et à la discrimination liés à la race, au sexe, aux capacités, à l'orientation sexuelle et à toutes les autres formes de diversité humaine

La technologie ne peut à elle seule créer des lieux de travail justes, équitables et diversifiés ; cela nécessite une stratégie intégrée associant de nouveaux outils technologiques à des approches centrées sur l'homme...

LVOG - Si vous vous demandiez encore qui était à l'origine depuis des années de toutes ces campagnes contre le racisme, le sexisme, l'homophobie, la xénophobie, etc. et à qui elles devaient profiter, vous avez la réponse écrite noire sur blanc.

L'accent porté sur les "*lieux de travail justes, équitables et diversifiés*" devrait servir à généraliser le télétravail partout où ce serait possible ou à l'encourager, ainsi toute trace physique des rapports sociaux disparaîtrait ou serait réduite au minimum, sans que la nature des rapports d'exploitation n'ait changé évidemment. Dit autrement : Dématérialiser tous les rapports à l'économie ou les rendre pour ainsi dire virtuels en supprimant tous les intermédiaires, le guichetier, la caissière, le vendeur, etc.

Question : Comment l'oligarchie est-elle parvenue à se présenter comme la championne du combat contre les inégalités ou les injustices sociales, contre toutes les discriminations, du respect de l'environnement, du bien-être de la population, de la paix ?

Réponse : Parce qu'il n'existe plus aucune force organisée suffisamment puissance au sein du mouvement ouvrier pour constituer un pôle de rassemblement ou d'entraînement des masses exploités et opprimés pour l'affronter, l'oligarchie a pour ainsi dire le champ libre pour investir tous les thèmes spécifiques au mouvement ouvrier, et se substituer à lui à partir des ONG qu'elle a créées à cet effet ou qu'elle contrôle grâce à leur financement.

Le prolétariat n'est pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction politique, parce que tous ses dirigeants et partis ont tous sombré dans l'opportunisme à la suite du stalinisme et de la social-démocratie, et il n'existe plus un seul parti pour assurer la continuité du marxisme ou du socialisme. Ces dirigeants ont sont arrivés au point de dégénérescence ou de corruption, où en présence d'un régime adoptant des mesures clairement de type fasciste ou totalitaire, ils refusent de le caractériser tel quel et de rompre leurs relations avec leurs représentants, y compris au sein du mouvement ouvrier ou des syndicats. Ils prétendent lutter contre les conséquences de ces mesures, et en même temps ils n'ont cessé de soutenir ces mesures antisociales et liberticides, dont le port obligatoire du masque de la soumission qui leur va si bien.

Ce n'était pas par dérision ou pour faire preuve d'un humour mal placé ou sadomasochiste que j'avais affirmé à de nombreuses reprises dans des causeries en s'adressant à nos ennemis que la voie était libre et que je ne comprenais pas pourquoi ils n'en profitaient pas pour nous écraser ou nous imposer leur projet totalitaire, puisque nous n'étions pas en mesure de leur résister, ce qu'apparemment personne n'avait compris puisque personne ne m'a soutenu, hormis quelques travailleurs qui se comptent sur les doigts de la main. Aussi imparfaites qu'aient été ma démarche ou mes propositions, leur orientation politique était conforme aux besoins fondamentaux des travailleurs et fidèles au socialisme, ce que les faits sont venus confirmer comme chacun a pu le constater.

Maintenant, comment caractériser le triptyque diversité-équité-inclusion dont se réclame l'oligarchie, sinon un instrument de combat au contenu corporatiste destiné à neutraliser la lutte de classe des exploités et des opprimés pour les réduire à l'impuissance et leur imposer un modèle de société de type fasciste ou totalitaire. C'est le contenu idéologique de ce triptyque destiné à faire disparaître toute trace ou toute référence aux différentes classes sociales existantes.

Pour parvenir à leur fin, les oligarques entendent ne rien laisser au hasard. C'est ainsi qu'ils comptent s'appuyer sur tous les critères qui distinguent deux personnes dans la société pour les instrumentaliser et les dresser les uns contre les autres tout en présentant leur entreprise comme progressiste. En voici la liste exposé dans le document destiné à l'ensemble des dirigeants de la réaction, politiques, chefs d'entreprise, médias et leurs intermédiaires ou complices au sein des classes moyennes et du mouvement ouvrier, ce document daté du mois de juin 2020 est intitulé *Diversity, Equity and Inclusion 4.0 - A toolkit for leaders to accelerate social progress in the future of work*.

— Age and generation (Age et génération)
— Gender and gender expression (Genre sexuel)
— Sexual orientation (Orientation sexuelle)
— Mental and physical abilities (Etats et capacités physiques et mentals)
— Level of health (Santé, bien portants, malades, dépendants)
— Personality traits and behaviours (Personnalités ou idées et comportements)
— Race, ethnicity and religion (Race, ethnie et religion)
— Language and nationality (Langue et nationalité)
— Location (such as rural and urban) (Lieu d'habitation)
— Social origin and parental background (Origine sociale, y compris milieu social des parents)
— Income, education and socio-economic status (Revenu, niveau d'études et statut social)
— Appearance (L'apparence extérieure, le look)

La traduction en français est de moi. Tout y est pour recomposer entièrement la société selon de nouvelles règles ou rapports rigides qui seraient imposés à toute la population en faisant disparaître tous ceux qui existaient précédemment ou qui seraient voués à être déclarés condamnables ou hors la loi pour les uns, archaïques ou obsolètes pour les autres.

Bref, c'est toute l'histoire de la civilisation humaine, tout le processus historique qui a accompagné son développement pendant des millénaires, y compris économique, qu'il s'agit d'annihiler, de soustraire des rapports successifs ayant existé entre les classes, tel est leur projet global ou totalitaire exprimer ici.

Vous noterez au passage qu'en mettant à la disposition de nos lecteurs le contenu de ces documents que chacun peut consulter ou télécharger et traduire, notre démarche n'a rien à voir avec celle d'un complotiste ou personne ne pourra nous adresser cette accusation. Si complot il y a de la part de l'oligarchie contre le peuple, c'est uniquement dans la présentation ou l'interprétation des objectifs de sa stratégie, que nos dirigeant continuent d'ignorer malheureusement.

On pourra encore se demander pourquoi cela intervient maintenant, mais parce que les conditions sont en grande partie réunie pour orienter la situation mondiale dans cette direction, le capitalisme ayant déjà dépassé le stade de la faillite et son existence présentant désormais une terrible menace pour leur hégémonie, ainsi que la dislocation ou la neutralisation du mouvement ouvrier international, la combinaison de ces deux facteurs constitue la condition permettant de façonner le monde selon leur volonté despotique, c'est aussi simple que cela.

Notre analyse tranche aussi avec les niaiseries de nos dirigeants, qui ne comprennent pas pourquoi l'oligarchie s'attaque au capitalisme, parce qu'ils sont restés rivés aux conditions qui prévalaient antérieurement qui n'existent plus ou qui ont évolué sans qu'ils en tiennent compte.

Pour ne donner qu'un exemple, le fait que les banquiers des banques centrales usent et abusent du pouvoir dont ils disposent d'appuyer sur un bouton pour fabriquer à partir de rien des dizaines de milliers de milliards de dollars, euros, livres, yens, yuans, roubles, etc. les laisse totalement indifférent ou n'aurait aucune signification ou conséquence économique particulière, hormis répéter comme des moulins à prière que le capitalisme est en crise ou que ces sommes astronomiques servent à la spéculation, patati et patata, alors que cette démarche fausse complètement le fonctionnement de l'économie mondiale. Mieux, elle viole les lois de fonctionnement du capitalisme qui prévalaient depuis le XVII ou XVIIIe siècle. Or, la société dans laquelle nous vivions jusque là en étaient le produit ou tous les rapports sociaux qui existaient entre l'ensemble des composantes de la société en portaient la marque.

C'est la raison pour laquelle il n'est pas étonnant que l'oligarchie s'y attaque ou même commence par là, car elle ne peut faire disparaître le capitalisme d'un coup, puisque son existence coïncide toujours avec les rapports d'exploitation, en attendant de remanier l'ensemble de l'économie selon des critères destinés à liquider les progrès sociaux qui avaient accompagné le développement du capitalisme et la lutte des classes, dans l'unique but d'assurer la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme à son profit, non plus en s'appuyant sur des lois ou rapports économiques mais un règlement policier, totalitaire.

En résumé, si ce ne se sont pas les exploités qui liquident le capitalisme à son profit, c'est l'oligarchie qui va s'en charger pour son propre compte, parce qu'il devait arriver un jour où l'exacerbation des contradictions du capitalisme ou leurs limites seraient atteintes ou il ne serait pas possible de les repousser indéfiniment, tout simplement, mais ce qu'on a du mal à concevoir, alors que chacun devrait savoir que tout a un commencement et une fin.

Bon il est vrai que quand on observe que de nos jours on a du mal à concevoir que l'homme ne serait pas immortel ou ne devrait plus mourir quand il a fait son temps, c'est le genre de choses qu'on ne pourra pas entrevoir ou admettre facilement ou qu'on aura tendance à nier ; Si c'était pour se rassurer, ce serait franchement d'un très mauvais goût, mais bon, nos dirigeants ne s'embarrassent pas vraiment de ce genre de scrupules !

Notre analyse est parfaitement cohérente, et si elle paraît désordonnée, dites-vous bien que cela est dû avant tout au chaos que l'oligarchie a engendré dans la société, j'en suis désolé.

On ne peut plus continuer de caractériser de capitaliste le système économique qui domine le marché mondial puisque cela ne correspond plus tout à fait à la réalité. Si on considère la définition de la ploutocratie, on s'aperçoit qu'elle correspond mieux à la réalité. Et on peut la qualifier de totalitaire dans la mesure où le pouvoir économique et politique de l'oligarchie s'étend à la totalité des rapports sociaux de la société, c'est elle qui entend dicter ces rapports comme on peut le constater dans ses documents ou tout simplement en suivant quotidiennement l'actualité politique.

Ploutocratie : Gouvernement par les plus fortunés. État d'une société où l'influence politique des riches, la puissance de l'argent sont prépondérantes. Pays, régime ploutocratique. (Le Grand Robert de la langue française)

Coronavirus : « Le monde n'est pas tiré d'affaire », prévient le FMI - lepoint.fr 16 juillet 2020

La présidente du FMI a appelé les dirigeants à profiter de l'occasion pour reconstruire un monde « plus équitable, plus vert » et surtout plus « résilient ».

Le Point - La crise provoquée par la pandémie...

LVOG - Traduire : la crise déclenchée à l'aide du confinement justifié par une pandémie fabriquée, le tout propulsé par la Fondation Bill Gates et le Forum économique mondial dont on retrouve à la virgule près l'agenda, lisez.

S'exprimant dans un blog à quelques jours d'une réunion virtuelle du G20, présidé par l'Arabie saoudite, Kristalina Georgieva a appelé à profiter de cette « occasion qui ne se présente qu'une fois par siècle » pour reconstruire un monde « plus équitable, plus vert, plus durable, plus intelligent et surtout plus résilient », où chacun s'adapterait à sa condition de vie misérable dans une société devenue totalitaire.

Le Point - Cette « crise pas comme les autres » est bien plus sévère que prévu et la reprise sera plus lente qu'espéré, avait prévenu le 24 juin le Fonds en publiant la révision de ses prévisions économiques mondiales. Pour 2020, le FMI prévoit une récession mondiale de 4,9 %. C'est bien pire que les 3 % anticipés en avril, en plein cœur de la pandémie, quand le Fonds soulignait déjà qu'il s'agissait de la pire crise depuis la grande dépression des années 1930.

LVOG - Qui devait précipiter la Seconde Guerre mondiale ou la suite de leur programme. Tenez, cela me fait penser que j'ai oublié quelque chose à propos des années de la collaboration 40-44. A un moment il est dit que tous ceux ou presque qui avaient collaboré avec le régime de Vichy ou les nazis avaient été réprimés après la fin de la guerre, sauf une catégorie particulière de la population, les banquiers et hommes d'affaires, normal en somme.

Revenons à l'ordre du jour du Forum économique mondial.

Par ordre chronologique.

COVID-19

COVID-19: When will things get back to normal? Never, says Davos founder - The Australian Financial Review 22 Jul 2020

Quand les choses reviendront-elles à la normale? Jamais, dit le fondateur de Davos.

COVID-19 has shifted the cultural context: suddenly previous obstacles to change are surmountable as bigger ones are overcome, and an ethos of urgent action takes hold. - 17 Jul 2020

COVID-19: How multilateral development banks can lead through a crisis - 17 Jul 2020

Recovery is not about starting from scratch, but starting better - 17 Jul 2020

Don't let the pandemic marginalize LGBTIQ people further - 17 Jul 2020

How fintech can help South-East Asia's MSMEs recover from COVID-19 - 17 Jul 2020

COVID-19: It's time for a great reset of Africa's e-health systems. Here’s how - 17 Jul 2020

Thankfully, some building blocks are in place. For example, Africa is home to the fastest-growing mobile ecosystems, as over 70% of the continent has mobile coverage with 3G connections and 30% with 4G networks. Additionally, Facebook and Google are installing high-speed broadband networks within and across the continent.

LVOG - Comment contraindre les Africains à adopter Facebook et Google...

In a study in the Journal of Hospital Infection, researchers assessed the ability of a variety of nontraditional mask materials to protect a person from infection. - Futurity 16 Jul 2020

How have the remotest places on Earth fared during COVID-19? - 16 Jul 2020

These are the 4 effects COVID-19 can have on your brain - The Conversation 16 Jul 2020

COVID-19 is a respiratory disease, but it can also cause neurological problems including delirium and blood clots leading to stroke. The Conversation 16 Jul 2020

An economist explains how COVID-19 will impact universities - Project Syndicate 16 Jul 2020

The COVID-19 crisis is likely to bring about rapid and far-reaching economic shifts, but also presents an opportunity writes Harvard economist Kenneth Rogoff. Project Syndicate 16 Jul 2020

Coronavirus: Could 'Class of 2020' become Europe's lost generation?

Coronavirus and the resulting economic downturn has meant millions of people are struggling to find a job or out of work. Those aged 18-24 are most affected. - Reuters 16 Jul 2020

New research covering eight countries, including Iraq, Jordan and Uganda, shows that refugees are 60% more likely to lose jobs or income due to the pandemic. - Thomson Reuters Foundation trust.org 16 Jul 2020

EU growth forecasts have been downgraded - here's what it means

New figures published by the European Commission include downgraded figures, meaning that Europe's recession is predicted to be worse than first imagined. - · Statista 16 Jul 2020

Nature-led coronavirus recovery could create $10tn a year, says WEF - theguardian.com15 Jul 2020

How coronavirus is widening the UK gender pay gap - theguardian.com14 Jul 2020

Covid-19 pandemic has only accelerated trends like lack of inclusion, WEF founder says - cnbc.com14 Jul 2020

Environment and Natural Resource Security

A blueprint for business to transition to a nature-positive future - 15 Jul 2020

The Great Reset

COVID-19's legacy: This is how to get the Great Reset right - 14 Jul 2020

5 ways racism is bad for business – and what we can do about it - 14 Jul 2020

Parmi leurs agents ou ceux qui se laissent instrumentaliser par eux.

La manifestation pour Adama Traoré n'a plus rien à voir avec les précédentes - Le HuffPost18 juillet 2020

Après les gilets jaunes, au tour des militants écologistes et anticapitalistes d'opérer la fameuse "convergence des luttes", ils ont fait le déplacement dans la petite commune de Beaumont-sur-Oise pour défiler sous le slogan “On veut respirer”, comme vous pouvez le voir dans notre vidéo en tête d’article. Un slogan à la double connotation. Il fait écho d’une part au mouvement Black Lives Matter aux États-Unis.... D’autre part, le slogan embrasse la cause écologiste et dénonce l’inaction des dirigeants politiques pour sauver la planète. Le HuffPost18 juillet 2020

Le Green New Deal et ses agents.

Ils ont commencé par noyauter le mouvement ouvrier à la manière d'une fraction pour mieux le fragmenter et le disloquer, ensuite ils ont créé leurs propres structures grâce au financement octroyé par de généreux donateurs liés au régime, et pour finir ils se sont substitués au mouvement ouvrier ou ils intègrent ses éléments les plus décomposés en bénéficiant d'une couverture médiatique et étatique puisque leurs intérêts convergent, inutile de préciser au détriment de qui ou de quoi, tout le monde l'aura deviné.

Alternatiba

(Source : https://alternatiba.eu)

Parrain : Stéphane Hessel (PS)

Une structure, un matériel et des finances dignes des plus grandes ONG, sans oublier le désormais "Kit méthodologique"... véritable lessiveuse à cerveau (LVOG) qui n'est pas sans rappeler celui du FEM.

La charte des Alternatiba « la construction d'un monde plus humain et plus solidaire est bien évidemment totalement incompatible avec les idées et comportements xénophobes, racistes, sexistes, homophobes, discriminatoires, antidémocratiques ou violents. »

Le film Alternatiba

Le Kit méthodologique (48 pages) "Comment et pourquoi créer un Alternatiba dans sa ville, son canton ou son territoire" et ses deux documents annexes. Version en français, anglais, allemand et en catalan, s'il vous plaît. (LVOG)

TROISIEME PARTIE

A propos de leur machination au coronabusiness.

L'hypothèse que j'ai retenue sur l'origine du Covid-19 repose sur un faisceau d'indices concordant, qui en aucune manière ne peuvent correspondre à une simple coïncidence ou relevé du hasard, et malgré l'absence de preuves constituent suffisamment d'éléments pour affirmer que ce coronavirus n'a pas pu apparaître naturellement, dès lors qu'on prend en compte les circonstances précises qui ont entouré son émergence, on a acquis l'intime conviction qu'il ne pouvait pas avoir une cause naturelle ou indépendante des hommes.

J'ai retenu et étudié toutes les hypothèses qui ont été émise depuis 7 mois et aucune ne s'est avérée correspondre à la réalité. Pour corroborer l'hypothèse que j'ai retenue, il ne nous manque que le mode opératoire, maintenant si on se remémore ce qu'ils ont été capables de réaliser le 11 septembre 2001, on est en droit de se dire qu'il doit dépasser une nouvelle fois tout ce qu'on peut imaginer. Toujours est-il que le mobile du crime et ce qu'il était permis d'en attendre en terme de profit sur le plan économique et politique désigne les auteurs du 11/9, car personne d'autres n'aurait pu être en mesure de réaliser une telle opération.

La vérification de toutes les hypothèses qui sont parvenues à notre connaissance, m'a amené à en émettre une qui apporte une réponse à toutes les questions qu'on se posait à propos du lieu et du moment où ce coronavirus a été lâché dans la nature. Le scénario peut paraître techniquement complexe, mais quand on a à l'esprit les moyens colossaux ou pratiquement illimités dont ils disposent, on ne peut s'empêcher de se dire que cela a dû être relativement facile de le réaliser, d'autant plus que l'objet est invisible ! Il présente l'avantage indéniable de répondre aux questions, pourquoi Wuhan en Chine et pourquoi il a pu émerger pratiquement simultanément sur tous les continents. Le voici.

Ils étaient en possession d'une multitude de coronavirus, on a appris par exemple qu'ils avaient répertorié 1500 souches différentes rien que dans une chauve-souris, donc ils n'avaient que l'embarras du choix. Il ne leur restait plus qu'à en mettre en culture un certain nombre avec des cellules provenant du corps humain, jusqu'à ce que l'une d'entre elle montre qu'elle serait susceptible de se transmettre à l'homme, l'étape suivante consistant à la nourrir jusqu'à ce qu'elle mute une ou plusieurs fois, de manière à isoler une version suffisamment contagieuse pour qu'en fonction du moment (saison) et du lieu (continent ou hémisphère) où elle serait lâchée, elle produise l'effet d'une pandémie mondiale. Une fois le produit prêt à l'emploi, il ne restait plus qu'à désigner les aéroports ou les grandes villes sur chaque continent ou pays ainsi que la date où ils le disperseraient, en faisant en sorte que le début de l'épidémie coïncide avec celle annuelle due au virus de la grippe, et pour garantir le succès de cette opération, les souches les plus contagieuses ou virulentes seraient destinées à l'Europe et aux Etats-Unis. Je n'ai pas retenu la Chine pour la bonne raison que le covid-19 est apparu la première fois non pas en janvier, mais aux environs du début du mois de novembre 2019, ce qui signifie que si une souche très contagieuse avait été lâchée à Wuhan à cette date-là, le coronavirus se serait rapidement répandu dans toute la Chine. Or, cela n'a pas été le cas, le confinement des 11 millions d'habitants de Wuhan serait intervenu beaucoup trop tard pour stopper l'épidémie.

Vous remarquerez que ce scénario respecte le bilan de certaines études, qui ont conclu que le génome du covid-19 n'avait fait l'objet d'aucune manipulation humaine, l'isoler et le nourrir n'en constituant pas une. Ce scénario est également compatible avec le développement de l'épidémie à l'échelle mondiale. On peut aussi imaginer qu'ils s'y soient pris à plusieurs reprises, parce que l'effet escompté aurait tardé à venir, je pense au Brésil et à l'Amérique latine, et rien ne dit non plus que des tentatives antérieures auraient échouées, puisque la simulation au coronavirus réalisée en octobre 2019 par le Forum économique mondial et la Fondation Gates n'était pas la première, elle était toutefois beaucoup plus élaborée...

Ce scénario est d'autant plus plausible, sachant qu'ils s'acharnent à coup de milliards de dollars à développer en laboratoire à partir de souches de virus ou coronavirus des versions encore plus virulentes, soi-disant pour mettre au point des traitements ou vaccins

qui permettraient endiguer une éventuelle pandémie, alors que l'on sait que les trusts pharmaceutiques ont abandonné ce genre de recherches jugées non lucratives ou au profit hypothétique, et les rares Etats concernés à commencer par les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à développer ce genre de recherches, puisque leur objectif serait de créer les conditions d'une pandémie mondiale hors de contrôle ou de faire un maximum de morts dans le monde, ce qui explique pourquoi ils ont claironné qu'il n'existait aucun traitement contre le covid-19, et que dire du malin plaisir quasi hystérique qu'ils prennent visiblement quotidiennement à égrener les morts comme autant de trophées s'ajoutant à leur collection déjà bien garnie.

Si on ne doit pas surestimer les capacités de nuisance de nos ennemis, il ne faut pas non plus sous-estimer les moyens dont ils disposent pour nuire à la population mondiale. Il ne faut surtout pas oublier qu'ils font preuve d'une détermination inébranlable et d'un cynisme sans fond.

D'une certaine manière on se retrouve dans la même situation qu'avec le 11 septembre 2001, où l'on sait pertinemment que la version officielle était bourrée de contradictions ou ne répondait pas aux nombreuses questions qui avaient émergées, et en observant quelle instrumentalisation cet évènement allait donner lieu par la suite, qui allaient l'instrumentaliser et à quelle fin, qui allaient en tirer profit et au détriment de qui, on avait le mobile du crime qui désignait ses auteurs sans même avoir besoin de connaître leurs identités ou quels rôles exacts ils avaient joué au cours de cette opération, ce qui à ce stade ne présentait plus qu'un intérêt relatif.

Nous sommes dans le même cas de figure ou imposture avec la pandémie fabriquée au covid-19.

Je tiens à préciser que si une autre hypothèse reposant sur des preuves vérifiables ou incontestables se présentait, je l'adopterais.

En attendant, à quoi devait servir la piste chinoise ? Réponse en titres.

- Mike Pompeo appelle le monde à tenir tête à la Chine - AFP 21 juillet 2020

- Un rapport américain dénonce "l'autoritarisme numérique" de la Chine - Reuters 21 juillet 2020

- Ouïghours: Les USA ajoutent 11 entreprises chinoises à leur liste noire - Reuters 21 juillet 2020

- Chine : la France "condamne avec beaucoup de fermeté" les camps d'internement de Ouïghours - euronews 21 juillet 2020

- Londres suspend son traité d'extradition avec Hong Kong - euronews 21 juillet 2020

- La vigueur des mouvements féministes en Chine - Slate.fr 21 juillet 2020

- Que se passe-t-il avec les Ouïghours en Chine ? - Yahoo 22 juillet 2020

- Washington ferme le consulat chinois à Houston, accusé d'espionnage - AFP 22 juillet 2020

- "On attendait une réaction" : la prise de position française sur la situation des Ouïghours saluée par des spécialistes de la Chine - Franceinfo 22 juillet 2020

- Ouïghours du Xinjiang : comment la Chine s'est retrouvée dans l'impasse en quelques semaines - LeFigaro.fr 22 juillet 2020

- Le secrétaire d'Etat américain accuse le chef de l'OMS d'avoir été "acheté" par la Chine (presse) - AFP 22 juillet 2020

Quelques réflexions.

1- On est gouverné par des imposteurs, des sadiques, des monstres de cruauté. Le plus déconcertant quand on ne s'y attendait pas, c'est que la majorité des Français écoutent Macron et son ministre véreux de la Santé

2- L'intention de nuire délibérément est établie dès lors qu'on vous impose des mesures inutiles.

On voit qu'en dépit de l'inexistence d'une pandémie exceptionnelle, ils tentent par tous les moyens de faire croire le contraire le plus longtemps possible. Leur jeu sordide pourrait consister à tenir jusqu'au mois d'octobre où la grippe prendrait le relais pour réaliser un amalgame entre les deux virus et justifier le maintien des mesures liberticides indéfiniment ou au moins pendant un an, entre temps le "Great Reset" aura eu lieu...

3- J'ai signé cette pétition.

Soutien au Professeur Perronne ! Nous ne pouvons pas laisser passer cela !

https://www.mesopinions.com/petition/sante/soutien-professeur-perronne-pouvons-laisser-passer/93958

4- L'Association Victimes Coronavirus Covid-19 France – Stop Covid-19

https://association-victimes-coronavirus-france.org/communique-de-presse-11-juillet-2020-droit-de-prescription-du-plaquenil-covid-19/

Contact : presse@association-victimes-coronavirus-france.org

5- A retenir.

Population mondiale : 7,5 milliards d'habitants, 600 000 morts = 0.008%.

- Cas confirmés : 14 507 491
- Guérisons : 8 133 663
- Décès : 606 173

6- - Nous savons que le port d'un masque en dehors des établissements de santé n'offre que peu, voire aucune protection contre les infections. – The New England Journal of Medicine, 21 mai 2020

- « Il y a peu de données pour montrer que l'utilisation de masques simples ou de masques-respirateurs (en dur, avec éventuellement une cartouche type N95 ou FFP2) prévient l'infection à venir. De nouvelles études sur les infections naturelles en milieu contrôlé ou d'études dans des établissements de soins ou communautaires sont nécessaires pour mieux définir l'efficacité des masques faciaux et des masques-respirateurs dans la prévention de la transmission du virus influenza (grippe classique). » Medline (La plus grande base de données scientifiques notamment pour le domaine de la santé) :

Propagande. Fabrication du consentement. Quand les Pieds nickelés de la science font dans l'autosuggestion.

Une étude identifie un lien entre le taux de fer et le vieillissement - Yahoo 21 juillet 2020

Des chercheurs ont trouvé des preuves que les niveaux de fer dans le sang pourraient jouer un rôle dans la durée de vie.

LVOG - Des "*preuves*" qui au conditionnel "*pourraient*" ou "*suggèrent*" n'ont aucune valeur scientifique ! Qui visent-ils ou quoi ?

Yahoo- "Ces résultats enthousiasmants suggèrent fortement que des niveaux élevés de fer dans le sang réduisent nos années de vie en bonne santé, et que le maintien de ces niveaux sous contrôle pourrait éviter les dommages liés à l'âge", détaille Paul Timmers, analyste de l'Université d'Edimbourg au Royaume-Uni. Et d'ajouter : "Nous pensons que nos découvertes sur le métabolisme du fer pourraient également commencer à expliquer pourquoi des niveaux très élevés de viande rouge riche en fer dans l'alimentation ont été liés à des conditions liées à l'âge telles que les maladies cardiaques". Yahoo 21 juillet 2020

LVOG - La jonction est ainsi réalisée avec les recommandations du GIEC pour faire face aux aléas du climat qui incite la population à consommer moins de viande. Ceux qui n'ont pas les moyens d'en manger apprécieront. Personnellement j'en mange si peu que je ne suis pas concerné, donc ma réaction est sans a priori.

Yahoo officine criminelle assumée.

Yahoo- S'il y a encore quelques semaines des médicaments comme l'hydroxychloroquine et le traitement lopinavir/ritonavir semblaient donner des signes encourageants pour être des médicaments efficaces contre le Covid-19, il n'en est finalement rien. Ces médicaments ont été jugés inefficaces et sont même suspectés d'effets indésirables.

Un seul médicament qui sauve des vies

La dexaméthasone, un corticoïde qui permettrait de réduire d'un tiers la mortalité chez les patients placés sous assistance respiratoire mécanique et d'un cinquième chez ceux recevant de l'oxygène, selon un vaste essai mené en Grande-Bretagne.

LVOG - Sans blague, et de préciser une fois que vous êtes "*sous assistance respiratoire mécanique*" et "*chez ceux recevant de l'oxygène*", c'est là qu'ils veulent entraîner les malades pour faire plus de morts en les traitant pas avant avec les médicaments

qui sont efficaces.

Yahoo - Un autre qui réduit la durée d'hospitalisation

Le remdesivir fait également partie des médicaments ayant montré des résultats positifs. Ce médicament fabriqué par le laboratoire pharmaceutique américain Gilead.

LVOG - Réaction du Pr. Raoult sur Twitter :

Le remdesivir ne soigne pas. Pire, il cause des insuffisances rénales : sur les 5 premiers patients traités par ce médicament à l'hôpital Bichat @APHP, 2 ont été mis sous dialyse.

Quand aura-t-on les résultats de Discovery ?

Qu'attend l'OMS pour réagir ?

Yahoo - "Un potentiel énorme" pour un médicament à inhaler

Baptisé SNG001, il réduirait de 79% le risque de développer une forme sévère du Covid-19. Même si certains émettent encore beaucoup de réserves concernant le SNG001.

LVOG - Tarif : "*The average cost of a hospitalisation in 2010 for a COPD patient was $7,400*". Traduction : Le coût moyen de l'hospitalisation et du traitement aux Etats-Unis étaient de 7400 dollars en 2010.

(Source : https://www.synairgen.com/programmes/ifn-%CE%B2-in-copd/)

Totalitarisme. La stratégie de la peur.

Le port du masque désormais obligatoire dans les lieux publics clos - AFP 20 juillet 2020

Quatre mois après avoir été jugé "inutile" par les autorités pour contenir l'épidémie de coronavirus, le port du masque est désormais obligatoire dans les lieux publics clos, et pourra même valoir une amende de 135 euros en cas d'infraction.

En plein coeur de l'été, cette mesure répond aux signes d'un léger regain du virus : hausse des recours à SOS médecins, des passages aux urgences et du nombre de "clusters" (cas groupés), même si la situation reste sous contrôle. AFP 20 juillet 2020

La situation serait "***vraiment critique***" avec un taux de mortalité de 0.00015% !

Coronavirus: à Hong Kong la situation est "vraiment critique" - AFP/Le HuffPost 19 juillet 2020

Carrie Lam a annoncé dimanche que plus de 500 nouvelles contaminations avaient été enregistrées ces deux dernières semaines, portant le total de la ville à 1788 cas, dont 12 décès.

"Je crois que la situation est vraiment critique et rien ne permet de penser qu'elle soit en train d'être contrôlée", a déclaré Carrie Lam aux journalistes.

Les autorités ont ordonné la semaine dernière de nouvelles mesures de distanciation sociale, parmi lesquelles la fermeture des salles de sport ou des discothèques, en imposant en outre le port du masque dans les transports en commun. AFP/Le HuffPost 19 juillet 2020

LVOG - Hong Kong : 7,5 millions d'habitants. 12 morts = 0.00015% de la population. Le régime chinois est aussi tyrannique que les autres, n'en déplaisent à ceux qui plébiscitent la "*Nouvelle route de la soie*", la bouée de sauvetage du capitalisme à laquelle certains opportunistes se raccrochent désespérément.

Faites tomber les masques du totalitarisme. Chasse aux sorcières et délation.

Gestes barrières : les réfractaires se démasquent - Franceinfo 19 juillet 2020

Combien sont-ils ? Combien de Français refusent de porter un masque malgré les recommandations ? Selon une enquête, les

« réfractaires » seraient 15 %, certains en feraient même un étendard idéologique. Franceinfo 19 juillet 2020

Quand les Pieds nickelés de la science appellent en renfort les "***thèses complotistes***".

Qui sont les Français réfractaires au port du masque obligatoire? - BFMTV 20 juillet 2020

Pourtant, malgré son efficacité prouvée et son usage appuyé par les autorités sanitaires dont l'Académie de Médecine, l'idée même du port du masque dans ces lieux, dont la liste a été diffusée par le ministre de la Santé Olivier Véran, a du mal à être acceptée par une partie de la population française. Selon un sondage BVA réalisé ces derniers jours pour RTL et Orange, ils sont 15% a être opposés à cette mesure, et même 22% chez les 18-34 ans.

Selon certains récents travaux de professionnels de la santé, la transmission du coronavirus par aérosol, comprendre à travers un nuage de particules virales en suspension durable dans l'air non renouvelé, est une hypothèse qui prend de plus en plus de poids. Le port du masque devient ainsi la principale arme contre ce type de contamination.

"Cette voie de transmission, différente de celle concernant la transmission par microgouttelettes et par les mains souillées, est connue et prouvée pour le Sras de 2002, ainsi que pour le Mers. Elle a enfin été admise par l'OMS jeudi pour le Sars-CoV-2", est-il d'ailleurs expliqué dans une récente tribune publiée outre-Atlantique.

A l'image des groupes "anti-confinement" qui étaient apparus lors de la quarantaine, bon nombre de ces groupes "anti-masques" reprennent en réalité de nombreuses thèses complotistes, qui sont ensuite partagées sans réelles, voire aucune, vérifications. BFMTV 20 juillet 2020

Commentaires d'internautes

1- "On nous prend pour des idiots. Hier le masque était inutile et c'était l'Etat de la science. Cela reste vrai et les dernières études publiées dans les revues scientifiques n'ont pas démontré un quelconque avantage du masque. Les français ignorants sont convaincus de son intérêt et 83% souhaitent qu'il soit obligatoire. Ils croient, ils sont sûr a 100% mais sans la moindre preuve médicale scientifique et ceux qui se contentent de dire l'état de la science sur le science sur le sujet seraient des complotistes sans autre argumentaire. La croyance sans preuve est plus forte que la science avec des preuves. Il n'y a pas consensus scientifique sur le port du masque c'est le moins que l'on puisse dire. Donc Macron a pris une décision politique et pas de santé publique."

2- "A côté des "complotistes", il y a de nombreuses personnes sérieuses opposées au port du masque et j'en fait partie. Pourquoi:

- Si le masque est efficace, c'était en début de pandémie qu'il fallait le porter pour laisser le temps au gouvernement d'équiper les hôpitaux afin qu'ils puissent prendre en charge correctement les malades.

- Toutefois, la façon dont la majorité de la population porte le masque le rend inefficace. On n'arrête pas de le mettre puis de l'enlever. Si on porte le virus, on l'étend ainsi partout sur le masque. Des médecins eux-mêmes reconnaissent que le port du masque dans ces conditions est inefficace.

- Porter le masque de façon efficace ne fait que retarder la propagation du virus. Or, le virus finira par se répandre dans l'ensemble de la population humaine, comme les autres virus. Nos hôpitaux étant maintenant équipés, laissons la nature gérer ce virus mais en protégeant au maximum les personnes à risque. Pourquoi veux-t-on protéger 100% de la population quand on sait que la majorité des personnes en contact avec le virus n'aura aucun symptômes ou que de légers symptômes (ceci est mentionné dans des pages web du gouvernement!)

- On multiplie les lieux où le port du masque est obligatoire sous prétexte que le nombre de "cas" augmente. Si le nombre de cas augmente, c'est tout simplement parce qu'on multiplie les tests. Le nombre de cas est-il important? Je pense que c'est plutôt le nombre de personne en réanimation et le nombre de décès. Or, les chiffres fournis par le gouvernement montrent que le nombre de cas positifs augmente MAIS le nombre d'hospitalisation diminue de même que le nombre de personnes en réanimation. Quant au nombre de décès, la courbe s'est aplanie depuis la mi-mai.

En conclusion, le virus continue de se propager mais son impact médical diminue. Pourquoi alors renforcer les mesures de distanciation et le port du masque?

Nous vivons dans une société qui n'accepte plus que la nature soit plus forte que l'homme. Les maladies font partie de la nature et nous devons accepter de les subir et d'en mourir. On n'accepte pas les 30.000 morts du covid, mais on accepte les 10.000 morts de la grippe chaque année car on s'y est habitué depuis le temps qu'on connaît cette maladie. Va-t-on chaque hiver nous obliger à porter un masque pour éviter les 10.000 morts de la grippe? Si vous acceptez de porter un masque pour le covid, vous devez accepter de porter un masque pour la grippe. Dans quelle société allez-vous accepter de vivre?"

A bord du totalitarisme. Imaginez-vous rester 9 heures avec un masque sur le visage.

Covid-19: le masque en tissu n'est pas autorisé à bord des avions - BFMTV 21 juillet 2020

La compagnie aérienne Air Corsica a fait savoir, dans un tweet publié vendredi dernier, que "seuls les masques chirurgicaux FFP1 ou de type FFP2 ou FFP3 (devaient) être portés à bord de (leurs) avions par les passagers de plus de 11 ans".

La compagnie s'appuie sur le dernier décret 2020-860 daté du 11 juillet 2020 qui régit les dispositions à prendre dans les transports aériens. Celui-ci précise que "toute personne de onze ans ou plus" doit porter un masque de type chirurgical à usage unique à bord des aéronefs effectuant du transport public à destination, en provenance ou à l'intérieur du territoire national", et ce "dès l'embarquement".

Air France précise également, sur son site, que "le port du masque chirurgical est obligatoire dès l'arrivée à l'aéroport et à bord de tous les avions Air France". Ce dernier doit donc être conservé "en permanence à bord des avions", "en dehors des temps de repas à bord". BFMTV 21 juillet 2020

LVOG - C'est là que l'imposture est dévoilée, "en dehors des temps de repas à bord", alors pendant les temps de repas vous pourrez libérer le coronavirus dans tout l'avion ! Cela tourne à la débilité complète. Et les gens acceptent d'être traités ainsi ?

En complément. Mystification.

- Face à la menace d'une seconde vague, l'Europe durcit ses mesures anti-Covid - AFP 17 juillet 2020

Face à la recrudescence des contaminations par le coronavirus SARS-CoV-2 et la menace d'une deuxième vague, les autorités de plusieurs pays d'Europe ont durci les mesures anti-Covid. AFP 17 juillet 2020

Haut de page

Le 25 juillet 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ignore ce qui vous énerve ou vous exaspère le plus ou encore ce que vous ne supportez plus, la tournure que prend la situation mondiale ou l'attitude des dirigeants corrompus qui prétendent parler en notre nom. Les deux.

On attend toujours qu'un parti ose dénoncer la machination au coronabusiness. Vous comprenez pourquoi j'affirme qu'il n'y a rien à attendre de tous ces partis. Je sais que c'est désolant, mais c'est cela où se compromettre. Et n'allez pas croire que je serais le seul à le refuser, nous sommes nombreux à être dorénavant inorganisés et à partager les mêmes conclusions, mais hélas il nous manque un ou plusieurs dirigeants pour assurer la relève du combat pour le socialisme.

On ne lâchera rien, on ne capitulera pas, on ne vous trahira jamais, on n'acceptera aucun compromis avec le régime et ses représentants, notre dignité en dépend, notre idéal surtout. Certains croient que la solitude serait confortable, ils se trompent lourdement, c'est extrêmement pesant et épuisant...

Le coronavirus, quelle qu'en soit l'origine, est avant tout une affaire politique, idéologique, une arme de guerre contre le progrès social, contre la civilisation humaine pour la réduire en esclavage ou la ramener à l'état de sauvagerie.

Nos dirigeants ont refusé de livrer cette bataille contre l'oligarchie. Ils ont préféré se placer à ses côtés en participant au consensus qu'elle avait appelé de ses voeux depuis le Forum économique mondial. Nous n'avons pas d'autres alternatives que les combattre également, et eux seuls portent la responsabilité de la division de nos forces au moment où nous aurions le plus besoin qu'elles soient soudées pour affronter un ennemi décidé à décimer des millions et millions de travailleurs dans le monde par n'importe quel moyen.

J'appelle une nouvelle fois les lecteurs à soutenir notre combat politique ou à se faire connaître, sans me fournir leur identité, je m'en fous, juste histoire de nous compter, cela remonterait le moral des autres (rares) camarades qui se sont manifestés.

Bon week-end à tous, bon courage et bon moral, on vaincra !

- 15 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Le ministère de la Vérité mis à rude épreuve.

Yahoo faisant l'objet d'une multitude de commentaires l'accusant de propagande idéologique ou de manipuler les faits, a décidé tout simplement de supprimer sa rubrique commentaire figurant à la suite des articles qu'il publie en adressant ce message laconique à ses lecteurs :

Yahoo- Notre objectif est d'assurer la meilleure expérience possible pour nos utilisateurs et de créer une communauté respectueuse de chacun. Nous travaillons à l'amélioration de cette expérience et pendant cette période, le module commentaires a la fin de nos articles n'est pas disponible. Merci de votre compréhension. N'hésitez pas à nous faire part de votre opinion pour que nous améliorions votre expérience.

Il faut dire qu'avec les partis qui se disent de gauche, les Français sont 99% de droite !

Le coeur des Français penche de plus en plus à droite, selon l'Ifop - europe1.fr 23 juillet 2020

LVOG - Et puis pour ne pas passer pour des cancres, ils ont opté pour la plus haute note ! Lisez :

Europe1 - L'institut de sondage (Ifop) a demandé aux personnes interrogées de se situer sur une échelle de 0 à 10, le chiffre 0 pour la position la plus à gauche et le 10 pour la plus à droite. europe1.fr 23 juillet 2020

Tenez, à vous dégoûter à vie de la gauche si nécessaire.

Huffingtonpost - L'ex-adjoint à la Culture d'Anne Hidalgo, Christophe Girard, a quitté son poste après avoir été mis en cause par le groupe écolo et des associations féministes, qui l'accusent de complaisance envers Gabriel Matzneff, écrivain poursuivi pour "viol sur mineurs".

Plus tard durant la séance du Conseil de Paris, l'élue insoumise Danielle Simonnet a remis une pièce dans la machine, en remerciant l'engagement féministe des deux élues qui réclamaient le départ de Christophe Girard. huffingtonpost.fr 24 juillet 2020

En complément.

- Royaume-Uni : une simple amende pour le boxeur qui expliquait comment cogner sa femme - Yahoo 24 juillet 2020

LVOG - Sous le règne de Big Brother la liberté d'expression est hors la loi ou réprimée.

Avec la gauche, tout est bien qui finit bien, pour qui, devinez !

Projet de décret sur l'assurance-chômage : "C'est une vraie douche froide", déplore Michel Beaugas du syndicat Force Ouvrière - franceinfo 23 juillet 2020

Projet de décret sur l'assurance-chômage : "C'est une vraie colère et un mauvais début pour le Premier ministre", déclare Philippe Martinez - franceinfo 23 juillet 2020

"Ça commence mal", a réagi sur franceinfo le secrétaire général de la CGT. franceinfo 23 juillet 2020

Du coup l'Etat policier se lâche.

Sécurité : Gérald Darmanin dit vouloir "stopper l'ensauvagement d'une certaine partie de la société" - francetvinfo.fr 24 juillet 2020

"Nous assistons à une crise de l'autorité. Il faut stopper l'ensauvagement d'une certaine partie de la société. Il faut réaffirmer l'autorité de l'État, et ne rien laisser passer", déclare le ministre à la veille d'un déplacement à Nice sur le thème de l'insécurité.

"Chacun le sait, il ne faut pas être naïf sur une radicalité islamiste qui est un grand danger et gangrène la République."
Pour paraphraser une formule célèbre : 'L'islamisme, voilà l'ennemi !', Gérald Darmanin au Figaro. francetvinfo.fr 24 juillet 2020

Sinon, vous avez aussi le recyclage des déchets de l'extrême gauche.

Emmanuel Macron confie à l'historien Benjamin Stora une mission sur la colonisation et la guerre d'Algérie - francetvinfo.fr 24 juillet 2020

Objectif : favoriser "la réconciliation entre les peuples français et algérien".

Dans la lettre de mission de Benjamin Stora, Emmanuel Macron indique qu'"il importe que l'histoire de la guerre d'Algérie soit connue et regardée avec lucidité. Il en va de l'apaisement et de la sérénité de ceux qu'elle a meurtries". francetvinfo.fr 24 juillet 2020

LVOG - Benjamin Stora fut comme Jospin et Cambadelis un dirigeant de l'OCI, le courant trotskyste dit lambertiste présent au sein du POI et du POID.

Parole de gauche. Quelle "***alternative heureuse***" sur fond de taxes supplémentaires ou hausse des prix tout azimut.

Julien Bayou, secrétaire national du parti Europe Écologie - Les Verts et invité des "4 Vérités" de France 2, jeudi 23 juillet. "Notre objectif c'est de proposer une alternative heureuse au pays. D'abord les municipales, puis les régionales et ensuite 2022", ajoute Julien Bayou. francetvinfo.fr 23 juillet 2020

Coronabusiness et totalitarisme. Comment le gang mafieux des ploutocrates vous rackettent avec la complicité de leur commis, Macron.

Plan de relance européen : quel coût pour le contribuable français ? - AFP/latribune.fr 24 juillet 2020

Emmanuel Macron a assuré que « ce n'est pas le contribuable français qui paiera ».

Pour rembourser la totalité de la dette, trois options s'offrent à l'UE, estime Shahin Vallée, spécialiste des questions d'intégration européenne : « Augmenter les ressources propres, augmenter la contribution des États, baisser les dépenses ».

En consommant, les contribuables européens risquent de payer indirectement de nouveaux impôts. L'accord prévoit en effet l'instauration début 2021 d'une taxe sur le plastique non-recyclé. Avant 2023, l'UE doit également créer une taxe carbone sur les produits importés, une refonte du marché européen du carbone, ainsi qu'une taxe sur les géants du numérique. Au total, ces taxes pourraient rapporter entre 19,8 et 33,1 milliards d'euros chaque année, selon les estimations cumulées de la Commission européenne.

Comme Emmanuel Macron, le commissaire européen au marché intérieur Thierry Breton a assuré que « ce ne sont pas les Européens qui vont payer ». Ces présentations sont « malhonnêtes », considère Shihan Vallée. « On emprunte en commun et on est en train de créer des impôts européens communs ». Avec une taxe aux frontières, « les citoyens ne paient pas eux-mêmes l'impôt mais paient des produits importés plus chers », explique-t-il. « Dire que cela ne coûte rien au contribuable, c'est "jouer sur les mots" ». AFP/latribune.fr 24 juillet 2020

DEUXIEME PARTIE

Faites tomber les masques du totalitarisme. La machination au coronabusiness s'emballe et livre son vrai visage.

LVOG - Le plus inquiétant ou effrayant, c'est qu'on baigne toujours en plein consensus de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par l'extrême centre, mais cette fois le sujet est beaucoup plus grave, car certains vaccins utilisent la technologie de l'ADN/ARN qui pourrait aboutir à la modification ou à la recomposition du code génétique de l'espèce humaine ou homo sapiens sans que personne évidemment ne puisse en connaître à l'avance les conséquences dans le futur.

Je suppose que les lecteurs de notre portail qui ne tiennent pas à se faire connaître, estiment que ces annonces sont farfelues, bien qu'elles soient vérifiables et sourcées et proviennent parfois d'acteurs qui sont eux-mêmes impliqués dans ces recherches,

par exemple la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA).

En France les Pieds nickelés de la science assassins désignent les futurs cobayes de Big Pharma.

LVOG - Conditionnement psychologique ou la fabrication du consentement...

Coronavirus: Le conseil scientifique appelle à préparer l'arrivée d'un vaccin - 20minutes.fr 25 juillet 2020

L'avis provient de la réflexion d'un groupe constitué de membres du Comité Analyse Recherche Expertise (Care) Covid-19, du comité scientifique vaccins Covid-19 et du conseil scientifique Covid-19.

De nombreux essais sont en cours et bien que l'utilisation d'un vaccin soit soumise aux « incertitudes et inconnues scientifiques (efficacité, disponibilité à moyen ou long terme, type de vaccins…), il est dès à présent crucial d'élaborer une stratégie vaccinale nationale » pour l'intégrer efficacement dans la lutte contre l'épidémie, dès qu'il sera disponible, selon l'avis du conseil publié vendredi.

Le gouvernement français négocie (en partenariat avec ses homologues européens) des contrats de réservation de vaccins dont on ne connaît pas encore les caractéristiques (efficacité contre l'infection, la transmission, nombre d'injections, avec ou sans rappel…).

Les experts jugent « impératif de se donner le temps nécessaire à une évaluation rigoureuse » de l'efficacité et de la sécurité des candidats vaccins « avant leur utilisation à grande échelle ».

Le gouvernement, selon la nature du ou des vaccins disponibles, devra déterminer « qui vacciner et comment », souligne l'avis qui préconise d'associer les citoyens à cette démarche de préparation, afin de ne pas renouveler l'échec de la vaccination antigrippale de 2009. Le Conseil rejette l'idée d'« une vaccination obligatoire », préconisant une vaccination « organisée ».

Une fois connues, les caractéristiques des vaccins permettront à la France de faire les meilleurs choix en fonction des besoins identifiés (sous forme d'unidose plus facilement utilisable dans les cabinets médicaux, ou dans des flacons multidoses…).

« Le ciblage des populations prioritaires est crucial », selon ce document. Parmi les populations prioritaires en France (Outremer inclus), se trouvent environ 6,8 millions de personnes à risque d'exposition professionnelle avec une « priorité très élevée » pour environ 1,8 million d'entre elles, essentiellement des professionnels de santé.

Dans ce groupe, figurent autour de 5 millions de personnes à « priorité élevée » exposés par leur emploi au contact de la population (commerçants, aides à domicile, enseignants, chauffeurs de bus) ou travaillant en milieux confinés à risque (abattoirs, taxis/VTC, croisières.) ou ayant un hébergement confiné à risque (travailleurs migrants, site de construction…).

Les personnes à risque du fait de leur âge ou de leur état de santé, soit environ 23 millions de personnes en France et celles en grande précarité (environ 250.000 personnes) constituent l'autre groupe des populations prioritaires en premier lieu, selon l'avis. 20minutes.fr 25 juillet 2020

Une guerre de classe ? C'est plus que « probables »!

La deuxième vague de coronavirus aux États-Unis est-elle un canular politique? Par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 23 juillet 2020

Pendant plusieurs semaines, au moment où la plupart des États américains ont commencé à rouvrir, après trois mois de mesures de verrouillage visant à « aplatir la courbe », plusieurs États, dont le Texas et la Floride, ont commencé à déclarer un nombre record de nouveaux cas de séropositivité au coronavirus. C'est du moins ce que l'on dit au monde entier. Une enquête plus minutieuse suggère ce qui se passe comme une énorme manipulation des tests de dépistage du coronavirus qui inclut la collusion des centres nationaux pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), le même CDC qui a mal géré le déploiement initial des tests de dépistage du virus en mars en distribuant des tests qui se sont avérés contenir des traces du virus et d'autres défauts graves. Le scandale actuel porte les marques d'une mauvaise gestion. Il semble qu'il y ait eu collusion politique pour influencer les élections de novembre et bien plus encore.

Il semble qu'aujourd'hui quelque chose soit très, très pourri dans l'État du Texas. Il en va de même pour la Floride, la Californie, l'Arizona et de nombreux autres États qui, juste après leur réouverture, ont à nouveau imposé le verrouillage et le port de masques et la distanciation sociale stupides et inefficaces. Pourtant, si nous examinons les données réelles concernant les décès attribués au coronavirus, depuis la mi-avril environ, les décès quotidiens désignés par la COVID-19, qu'ils soient « avec » ou « de », ont régulièrement chuté à un niveau inférieur de quelque 90 % par rapport au pic de l'épidémie.

Même le CDC, très corrompu, a dû admettre que « au niveau national, les niveaux de syndrome grippal (ILI) sont faibles dans l'ensemble… Les changements dans les indicateurs qui suivent le syndrome grippal COVID-19 (CLI) et les analyses de laboratoire ont confirmé que le SARS-CoV-2 n'était pas cohérent au cours de la semaine la plus récente, certains augmentant, mais d'autres diminuant ». Ensuite, le rapport hebdomadaire des CDC, mis à jour le 17 juillet, fait la déclaration suivante :

« Sur la base des données des certificats de décès, le pourcentage de décès attribués à la pneumonie, à la grippe ou à la COVID-19 (PIC) est passé de 8,1 % pendant la semaine 27 à 6,4 % pendant la semaine 28, ce qui représente la douzième semaine d'un pourcentage décroissant de décès dus à la PIC… Au niveau national, l'activité de la CLI reste inférieure au taux de base de la treizième semaine, mais elle augmente depuis 5 semaines maintenant« .

Notez bien le langage. Le CDC définit le SG comme une « maladie de type grippal ». S'agit-il donc de tests pour la présence d'un virus spécifique, le SRAS COV-2, qui est responsable de l'épidémie de Wuhan qui s'est apparemment répandue dans le monde entier depuis le début de l'année 2020 ? Ou s'agit-il de maladies « pseudo-grippales », un fourre-tout qui peut ou non inclure le coronavirus ? Le CDC a habilement regroupé les décès, qu'ils soient dus à la pneumonie, à la grippe ou à la COVID-19, dans un seul et même panier de causes de décès qu'il appelle PIC – Pneumonie, grippe ou COVID-19. Tous les décès par PIC sont désormais désignés comme COVID-19 selon les instructions du CDC sur un certificat de décès.

Même avec ce tour de passe-passe, le CDC ne peut pas cacher le fait que tous les décès par PIC aux États-Unis ont diminué depuis douze semaines maintenant. Comment maintenir le pays dans un état de peur et de confinement plus longtemps et comment satisfaire le programme des démocrates sans scrupules qui semblent prêts à tout faire pour affaiblir l'économie afin de provoquer la défaite du candidat républicain à la présidence le 3 novembre ?

« Des cas de Covid-19 »?

La réponse a été une augmentation spectaculaire du nombre de tests sur les citoyens pour le coronavirus ou plus précisément pour un test indirect d'anticorps ou d'autres signes qui peuvent ou non indiquer qu'une personne est atteinte du SRAS COV-2. Vers la mi-juin, alors que la plupart des États étaient en train de revenir à des conditions plus normales, le CDC a fait des efforts pour augmenter considérablement le nombre de tests. Naturellement, une augmentation spectaculaire du nombre de personnes testées donnera un nombre croissant de personnes dont le test sera également positif pour des indications de coronavirus. Au moment où M. Trump et de nombreux gouverneurs d'États préconisaient avec raison la réouverture, le CDC a commencé à faire pression en faveur d'une augmentation spectaculaire des tests. Le nombre de tests est passé d'environ 150 000 à plus de 700 000 par jour. Reuters a rapporté que de nombreux tests approuvés par le CDC étaient également contaminés.

Aujourd'hui, le cas du Texas est à présent représentatif de ce qui semble se passer. Selon les responsables du Texas en contact avec l'ancien membre du Congrès étasunien Ron Paul, lui-même médecin, le département des services de santé de l'État du Texas a modifié la définition de ce qui constitue un « cas de Covid » à la mi-mai, lorsque les cas ont connu un déclin important. La nouvelle définition stipule que « alors qu'auparavant la détermination d'un « cas » Covid était un résultat de test confirmé, la définition a soudainement été modifiée pour compter les cas « probables » comme des « cas » Covid-19. Parallèlement, le critère [seuil] permettant de déterminer les cas « probables » a été abaissé à un niveau insensé ». En principe, si vous avez de la fièvre et des maux de tête, même sans test, vous pouvez être répertorié comme un « patient COVID-19 probable ».

Il y a pire. Sur la base de critères subjectifs sans aucun rapport avec les cas coronavirus, jusqu'à 15 personnes en contact possible avec ce cas « probable » ont également été répertoriées comme « cas probables ». Et les « cas probables » ont été considérés comme des cas Covid-19. Presto ! Le Texas est en panique et des masques obligatoires et d'autres mesures draconiennes sont imposées. De plus, les responsables de la santé du Texas ont augmenté la peur du coronavirus en signalant que les hôpitaux de l'État étaient inondés par des patients atteints de la Covid-19. Pourtant, lorsqu'ils ont été contactés, les directeurs des hôpitaux de Houston eux-mêmes ont déclaré qu'ils étaient loin de dépasser leur capacité d'accueil et qu'ils étaient en fait à peu près au même niveau que l'année dernière. Le Texas a un gouverneur républicain et est un état critique pour Trump en novembre.

La Floride aussi…

En Floride, où le gouverneur républicain a fait l'objet d'une forte attaque médiatique pour avoir autorisé l'ouverture des plages et d'autres mesures, comme ce fut le cas dans « The Sunshine State », le récent pic de cas « positifs » de corona est tout aussi suspect. Une chaîne de télévision locale de Floride a été alertée lorsqu'elle a vu une dégradation des tests de laboratoire, dont beaucoup ont montré que 100% des tests étaient « positifs ». La chaîne de télévision a contacté les laboratoires de test de tout l'État. Ce qu'ils ont trouvé est révélateur.

Le journaliste Charles Billi a déclaré : « Nous avons trouvé de nombreux laboratoires qui ne communiquent que des résultats positifs, ce qui signifie qu'ils affichent un taux de positivité de 100 %. Cela a attiré notre attention ». Ils ont trouvé vingt-deux laboratoires qui ont rapporté un taux de positivité de 100 %. Deux laboratoires ont rapporté des taux de positivité de 91,18 %. De tels résultats suggèrent que quelque chose est pourri quelque part. Une enquête plus approfondie a montré que de nombreux laboratoires n'ont même pas rapporté de résultats négatifs. Mais lorsque les journalistes de la télévision ont contacté

les différents laboratoires pour remettre en question ces chiffres choquants, les données ont alors changé de manière suspecte. Un laboratoire, Orlando Health, avait un taux de positivité de 98 %. « Cependant, lorsque FOX 35 News a contacté l'hôpital, ils ont confirmé des erreurs dans le rapport. Le taux de positivité d'Orlando Health n'est que de 9,4 %, et non de 98 % comme dans le rapport ». De même, le centre médical pour vétérans d'Orlando a un taux de positivité de 76%. « Un porte-parole du VA a déclaré mardi à FOX 35 News que cela ne reflète pas leurs chiffres et que le taux de positivité du centre est en fait de 6 %. » C'est une énorme différence.

Il n'est pas surprenant que les « infections » de COVID-19 aient connu une hausse alarmante en Floride ces dernières semaines. Au 14 juillet, les responsables de la santé de l'Etat de Floride n'avaient pas encore répondu aux demandes de commentaires des journalistes.

Citant une augmentation spectaculaire du nombre de personnes testées positives à la corona, le gouverneur démocrate de Californie Gavin Newsome est revenu sur sa décision du 14 juillet d'autoriser la réouverture des écoles, des bureaux, des centres commerciaux et des églises, bien que des marches de protestation comme Antifa ou BLM soient autorisées, semble-t-il. Cette décision dans un État de 40 millions d'habitants et la plus grande économie de l'État, portera un coup sévère à toute reprise économique des États-Unis avant novembre. Le mois dernier, le gouverneur démocrate Gavin Newsom a ordonné que les bulletins de vote soient envoyés par la poste à tous les 20,6 millions d'électeurs de Californie pour les élections générales du 3 novembre.

Changement de discours

Ces cas montrent l'énorme aberration qui entoure tout le sujet du risque que représente le SRAS COV-2 pour la population étasunienne et un programme politique qui pourrait avoir des conséquences inquiétantes pour le processus démocratique aux États-Unis.

Les forces politiques influentes qui soutiennent le gourou du NIH Tony « trust science » [faire confiance à la science] Fauci – qui s'est toujours trompé dans ses conseils, mais a toujours favorisé le confinement et les tests et vaccins les plus draconiens – essaient clairement de poursuivre le verrouillage destructeur jusqu'aux élections étasuniennes de novembre. Ces forces politiques semblent prêtes à toute manipulation et à toute campagne de panique pour y parvenir. Maintenant, Fauci et ses collègues ont tout simplement changé de discours. Il y a trois mois, Fauci et ses complices ont déclaré que l'objectif du confinement et de la distanciation sociale – ce qui n'avait jamais été fait auparavant dans le domaine de la santé publique moderne – était d' »aplatir la courbe » des nouveaux cas de coronavirus afin que les hôpitaux ne soient pas surchargés. Cette saturation s'est rarement produite. Maintenant que les hôpitaux sont presque vides dans tout le pays, le récit est passé au nombre insignifiant de « nouveaux cas de coronavirus », ce qui signifie en fait de nouveaux chiffres testés avec des tests dont la fiabilité a été à plusieurs reprises qualifiée' « insatisfaisante » ou même pire.

Le Dr John Ioannidis, de l'université de Stanford, souligne que le taux de mortalité à cause de la COVID-19 chez les moins de 45 ans est « presque nul », et qu'entre 45 et 70 ans, il se situe entre 0,05 % et 0,3 %. Ainsi, le fait que les jeunes adultes et les adultes d'âge moyen soient testés positifs en grand nombre n'est pas un signe indiquant une vague imminente de décès, car le risque de décès dans ces groupes d'âge est négligeable. La courbe de COVID19 a été « aplatie ». La politique dirige les événements de la COVID-19 aux États-Unis, mais pas la politique que Fauci et le gouverneur de Californie prétendent. Cette situation pourrait avoir des conséquences sociales et économiques catastrophiques si elle se poursuit. Mondialisation.ca, 23 juillet 2020

Ces tyrans apprentis sorciers vont-ils réussir à anéantir l'espèce humaine, la question est dorénavant posée avec plus d'acuité que jamais

LVOG - Frustrés de ne pas pouvoir nous livrer une Troisième guerre mondiale pour cause de bombes atomiques, ils ont trouvé la parade...

La supercherie coronavirus devient toujours plus évidente par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 23 juillet 2020

1 – Le dimanche 19 juillet 2020, le Dr. Carrie Madej publiait une vidéo pour expliquer ce qui va se passer avec les vaccins : je renvoie les anglophones à cette vidéo éloquente (https://www.youtube.com/watch?v=Rrwx8nMlzfw).

Dans la vidéo suivante, la Dr Carrie Madej s'interroge sur ce que « c'est que d'être humain ». Pourquoi ? Parce que les vaccins dits [antis-] « COVID » utilisent la technologie de l'ADN/ARN qui « recompose » le code génétique tout comme Monsanto, par exemple, recompose le code génétique de nombreuses semences (y compris les tomates, le maïs, etc.), sans parler de l'application de la biotechnologie génétique aux animaux. (Mark Taliano, « Vaccins contre la COVID » et « Humains génétiquement modifiés », juillet 2020. Ce texte résume la vidéo.)

2 – Neuf jours plus tôt, le 10 juillet 2020, on pouvait également suivre l'interview de fond et si éclairante, de Celeste Solum sur

le vaccin – Former Fema – Vaccine Agenda Exposed (Nano Tech Hydrogel In The Cooties-91 Vaccine) [vidéo en anglais]: https://www.bitchute.com/video/rLtA2m0gbUee/

3 – Le 19 juillet 2020, sur la chaîne de la télévision israélienne i24 News Direct, on pouvait écouter Le Professeur Yoram Lass, médecin, chercheur et ancien Directeur Général du Ministère de la Santé Israélien, balancer des informations déterminantes sur la crise du coronavirus…

Il expliquait entre-autre que le virus n'est plus là aujourd'hui, pour la simple raison qu'il est mort, que son temps est passé et que désormais on se met à faire des tests par centaines de milliers. Il est tout à fait naturel, expliquait-il, que plus on fera de tests plus on découvrira des porteurs positifs du coronavirus. Le nombre de tests détermine donc le nombre de déclarés « contaminés ». On dit alors qu'ils sont « malades » et que la « situation est grave ». Le Pr Yoram Lass disait qu'en Israël, au moment où il parlait, il y avait 24 personnes au total sous respirateur et pourtant le Gouvernement voulait à tout prix recommencer un nouveau confinement…

Il poursuivait l'interview en disant :

« Le test PCR n'est pas fiable, puisqu'il ne distingue absolument pas les virus morts des virus vivants, si bien que selon ce test qui est pratiqué en masse aujourd'hui, tout le monde se retrouve dans les « contaminés » déclarés aussitôt « malades » alors que scientifiquement c'est absolument faux et ces milliers de personnes déclarées « malades » parce que testées positifs au coronavirus, sont en réalité parfaitement saines ! »

Le taux de létalité pour coronavirus en Israël est de 0,8% à ce jour, au regard du nombre de « contaminés » déclaré (le 19 juillet 2020), c'est-à-dire beaucoup moins que les chiffres connus des années antérieures après le passage de la grippe saisonnière. On se demande donc pourquoi faire toute cette falsification autour des « testés positifs » en déclarant faussement que « testé positif = infecté et donc malade » ! Quel est le but de cette falsification et grossière manipulation pratiquée par le ministère de la santé ?! Pour moi, disait le Pr Yoram Lass, il s'agit d'un « comportement hystérique de la part des responsables » et nous allons avoir « plus de morts du massacre économique et du chômage » que de cette maladie qui n'a rien de menaçant ! Il n'y a pas de « seconde vague », tout cela est ridicule et il est temps de redevenir sérieux !

En effet, le discours moralisant et alarmiste qui circule actuellement, grâce à des journalistes privés de tout sens critique et de liberté de penser, s'alimente à la source des tests « positifs » qui sont pratiquées massivement aujourd'hui. C'est l'occasion pour maintenir la propagande en alerte et de s'assurer que la peur est bien entretenue elle aussi afin de pouvoir tenir jusqu'à l'arrivée du vaccin qui sera ainsi demandé, attendu impatiemment par une majorité d'abusés. Les directives sur l'obligation du masque en tous lieux sont également faites pour que le message soit clair : nous sommes toujours menacés par le virus (sous-entendu : tant que le vaccin n'a pas été imposé à la population mondiale entière !)

Le Pr Yoram Lass termine en disant :

« les tests ne sont intéressants que pour l'information. Il est aberrant que des chiffres soient diffusés sur le nombre de malades que cela signifie alors qu'une incontestable majorité de ces gens testés « positifs » sont en réalité en pleine forme et ne sont absolument pas malades ! »

Ce jeu « étrange » de la part des autorités est non seulement insensé mais « irresponsable ».

Des médecins « collaborateurs » trouvent le moyen de dire, également chez nous en France, que si ces mêmes personnes sont ensuite testées « négatives», cela voudra dire qu'elles se seront « rétablies » ! En réalité elles ne se seront pas « rétablies » puisqu'elles n'étaient pas malades… Il est important que les populations sachent que ce discours de peur sur la « pandémie » est une comédie dont il faut honnêtement se demander quel en est le but réel à part celui que tout le monde a déjà compris : le jackpot des affaires des grands groupes pharmaceutiques… Qui a donc intérêt à faire peur, à soumettre, à imposer des règles liberticides et à détruire massivement l'économie sans rien prévoir pour la repenser sérieusement ? Pourquoi un tel massacre réalisé sans scrupule et avec détermination ? Qui va profiter du crime de masse organisé par ce chantage à la peur ? Que chacun fasse l'effort d'y réfléchir et qu'il trouve par lui-même les réponses évidentes…

On peut déjà dire que cet épisode « confinement pour pandémie coronavirus » n'a fait que révéler le degré de perversion dans lequel se trouvent les gens qui se sont emparés du pouvoir. Désormais la majorité des citoyens a pu mesurer le mensonge habituel dans lequel elle se fait balader à longueur de temps et toute crédibilité des politiques, du moins ce qui en restait, a été balayée… Cela veut dire aussi et annonce les violences qui vont suivre désormais pour les règlements de compte avec ce pouvoir nous ayant méprisés à ce point !

4 – Il y a quelques semaines avant, c'est un autre médecin spécialiste qui nous informait sur cette question tournée en ridicule par les autorités politiques dépassées par leur incapacité à discerner ce qui est juste de ce qui est pervers. Le Dr. Beda M. Stadler, ancien directeur de l'Institut d'immunologie de l'Université de Berne, biologiste et Professeur émérite, une sommité reconnue en Suisse et dans le monde, publiait un article dans le magazine suisse Weltwoche (Semaine mondiale) le 10 juin 2020.

Ce docteur nous expliquait alors qu'il était faux de prétendre que ce virus était nouveau ; qu'il était encore plus faux de prétendre que la population n'aurait pas déjà une certaine immunité contre ce virus ; que c'était le comble de la stupidité que de prétendre qu'une personne pouvait avoir la Covid-19 sans aucun symptôme ou même de transmettre la maladie sans présenter le moindre symptôme. Le contenu de son article expliquait le problème des tests pratiqués pour la détection du Sras-CoV-2. On a vu que le Pr Yoram Lass expliquait très simplement la même chose concernant le mensonge s'appuyant sur les tests…

Je renvoie le lecteur francophone à l'article du Dr Stadler qui a été traduit en français et publié le 10 juillet 2020 sur www.mondialisation.ca. Il trouvera dans cet article toutes les explications d'un scientifique qui sait de quoi il parle. Le titre de son article en dit long sur la supercherie qu'on nous sert à longueur de temps dans les médias, de la part de politiques irresponsables ! « Coronavirus : pourquoi tout le monde s'est trompé. Il ne s'agit pas d'un 'nouveau virus'. Le conte de fée de l'absence d'immunité »

5 – On peut encore citer l'article de Makia Freeman, publié en français dans mondialisation.ca du 13 juillet 2020, dans lequel elle explique que l'on trouve énormément de coronavirus par les tests qui sont pratiqués en ce moment, mais qu'on n'a toujours pas retrouvé la trace du Sras-CoV2. Elle renvoie le lecteur à une étude qui, en février dernier, insistait déjà sur le fait que les tests ne révélaient aucune preuve de l'existence du virus appelé COVID-19.

6 – Quand on ajoute à tout cela l'histoire retentissante du LancetGate, on est alors en mesure de comprendre les mensonges scientifiques qui ont été honteusement radotés sur le coronavirus, en découvrant au passage la corruption des grandes sociétés pharmaceutiques. (Cf., article publié par le Professeur Michel Chossudovsky dans mondialisation.ca du 15 juillet 2020.) Pour celui qui a un peu de bon sens, il est devenu hors de question de continuer à faire confiance aux « Comités dit scientifiques » qui n'ont pas hésité à utiliser leur position prestigieuse pour nous abuser. La preuve a été faite qu'on nous menait en bateau et les bornes ont été largement dépassées.

CONCLUSION

Tous ces articles cités et bien d'autres références comme les livres entiers publiés par le Pr Perronne (« Y a-t-il une erreur qu'ils n'ont pas commise ? ») et par le Pr Raoult (« Epidémies, vrais dangers et fausses alertes »), les articles si détaillés du docteur Nicole Delépine (« Covid-19, Genèse et conséquences d'une hystérie mondiale »), nous renvoient à des sources abondantes sur toutes ces questions. Il est insupportable de voir un tel mensonge, sur une soi-disant « pandémie », s'étaler à perte de vue sans que les peuples ne réagissent vigoureusement à ce scandale absolu qui les jette dans un malheur sans nom.

Le massacre « coronavirus » aura été spectaculaire : l'opération a été « bien menée » par les obscurs commanditaires d'une telle initiative ayant transité par l'OMS et qui reste étrange tout en posant de nombreuses questions importantes non résolues. Il faudra bien que prochainement la lumière soit faite, lorsque tout le monde comprendra obligatoirement à quel point il s'est fait manipuler ! Mondialisation.ca, 23 juillet 2020

« Vaccins contre la COVID » et « Humains génétiquement modifiés » par Carrie Madej et Mark Taliano - Mondialisation.ca, 23 juillet 2020

La Dr Carrie Madej, DO est spécialiste en médecine interne à McDonough, GA. La Dr Madej a effectué une résidence à l'Université Mercer, au Med Center of Central Ga. Elle exerce actuellement au Phoenix Medical Group of Georgia, LLC et est affiliée à l'hôpital Piedmont Fayette.

Dans la vidéo suivante, la Dr Carrie Madej s'interroge sur ce que « c'est que d'être humain ». Pourquoi ? Parce que les vaccins dits [antis-] « COVID » utilisent la technologie de l'ADN/ARN qui « recompose » le code génétique tout comme Monsanto, par exemple, recompose le code génétique de nombreuses semences (y compris les tomates, le maïs, etc.), sans parler de l'application de la biotechnologie génétique aux animaux :

« La biotechnologie peut être classée comme le clonage d'animaux ayant une composition génétique identique ou le génie génétique (via la technologie de l'ADN recombinant et l'édition de gènes) pour produire des animaux ou des micro-organismes génétiquement modifiés. Le clonage permet de conserver des espèces et des races, en particulier celles qui présentent d'excellents caractères biologiques et économiques. La technologie de l'ADN recombinant combine des matériaux génétiques provenant de plusieurs sources en une seule cellule pour générer des protéines. (Journal of Animal Science and Biotechnology)

Les organismes génétiquement modifiés peuvent être brevetés et faire l'objet d'un droit de propriété. Monsanto est propriétaire des semences OGM. Une fois que les vaccins à ADN seront utilisés sur les humains – et cela n'a jamais été fait auparavant – les humains pourraient éventuellement devenir « propriétés intellectuelles » [sur les variations des gènes humains]. Nous pourrions [comme humains] en théorie être « brevetés ».

Rien de tout cela n'a été suffisamment discuté, et très peu de choses à ce sujet sont connues du grand public.

Aucun essai randomisé contrôlé par placebo n'a été réalisé. Les fabricants de vaccins sont exemptés de ces garanties et de bien plus encore.

En 2010, la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) a admis que ce type de technologie peut être utilisé pour « améliorer et modifier » génétiquement les humains.

La nanotechnologie de l'hydrogel est injectée sous la peau. Elle peut s'interfacer avec les téléphones portables et l'intelligence artificielle pour surveiller pratiquement tout ce qui se trouve dans le corps humain, y compris les angoisses, les émotions, les ovulations, les vitamines, etc.

Une fois implantée, la technologie se répand dans tout le corps. Les scientifiques ne savent pas comment cela affecte notre ADN.

Selon la Dr Madej, la technologie de l'ARN et de l'ADN recombinés entraînera des modifications génétiques permanentes et inconnues dans le corps d'une personne.

Cela va-t-il créer une nouvelle espèce et détruire ainsi l'ancien Homo sapiens ? Mondialisation.ca, 23 juillet 2020

Tout s'explique. La majeure partie de la population était déjà immunisée.

LVOG - Il y a quelques mois déjà, j'avais formulé l'idée que le coronavirus était présent partout où il avait séjourné, et qu'ensuite ceux qui avaient été en contact avec lui l'avaient répandu dans tous les espaces qu'ils avaient fréquentés, cela me paraissait logique en privilégiant le fait qu'il était aéroporté. Donc en principe la plupart des gens devraient y être confrontés, et s'ils n'y avaient pas plus de malades, c'était parce qu'un grand nombre de personnes étaient en mesure de développer des anticorps ou elles en possédaient déjà ou encore, d'une manière ou d'une autre elles étaient immunisés après avoir rencontré antérieurement d'autres coronavirus (immunité croisée), ce n'était qu'une supposition, j'ignorais alors l'existence des épitopes, je ne suis pas un spécialiste en la matière, je faisais simplement fonctionner mes petites cellules grises.

Aujourd'hui mon hypothèse est confirmée et j'en suis très heureux. Au passage, que dire de nos crétins de dirigeants (POI, POID, NPA, LO) qui n'y ont même pas pensé, et qui ont adopté les positions de Macron ou de l'OMS, c'était apparemment plus confortable, consensus oblige ! Ils sont fâchés avec la dialectique. Pour des dirigeants qui se disent indépendants ou marxistes, cela la fout mal franchement. Même dans les plus petits détails, il faut qu'ils trouvent le moyen de se distinguer par leur médiocrité...

Chez des personnes peu ou non symptomatiques on ne retrouve pas d'anticorps mais une forte réponse cellulaire attestant du contact avec le virus. par Emma Kahn - Mondialisation.ca, 24 juillet 2020

Extrait.

Introduction

Depuis le début de la pandémie Covid-19, on a cherché à détecter les personnes infectées.

Le tests PCR par écouvillonnage nasal ont pour but de détecter l'ARN (génome) du virus chez les personnes présentant des symptômes.

La sérologie (recherche et dosage des anticorps) vise à détecter les personnes ayant été en contact avec le virus et ayant réagit en fabriquant des anticorps spécifiques.

Ceci a un intérêt particulier pour le malade (ou convalescent) mais aussi un intérêt plus général épidémiologique afin d'établir des statistiques.

Des doutes étaient apparus sur la validité des tests sérologiques (Le jeu des tests: une brique de plus dans la désinformation COVID-19, le 25 juin 2020); voici un article signé par des scientifiques du CHU de Strasbourg et une professeure d'immunologie de l'Institut Pasteur qui montre de manière définitive que la fiabilité des tests sérologiques est quasi nulle.

Ils ont étudié une cohorte de patients index (les premiers contaminés dans cette étude, des soignants en général) et de patients contacts (les membres de leurs familles contaminés en second lieu).

Ils ont mesuré chez ces patients les taux anticorps contre certaines parties d'antigènes (épitopes) du SARS-CoV-2.

Ils ont également testé leur réponse cellulaire immune contre quasiment tous les épitopes du SARS-CoV-2 et également contre certains épitopes des HCoV (les coronavirus humains de rhume banal) pour évaluer l'immunité croisée.

La conclusion est la suivante : concernant la détection des personnes ayant été infectées par le Covid-19, la recherche d'anticorps conduit à une sous-estimation massive de l'exposition.

Ces résultats confirment d'autres études qui suggèrent que les anticorps jouent peu ou pas de rôle dans la protection contre les infections virales (références 6,7,8 de cette étude).

Mais les auteurs semblent redécouvrir quelque chose qui est connu au moins depuis 1956 : les anticorps ne joueraient qu'un rôle négligeable dans l'immunité anti-virale.

En effet les enfants agammaglobulinémiques font des infections virales normales et développent une immunité de longue durée équivalente à la population normale. Mondialisation.ca, 24 juillet 2020

Faites tomber les masques de l'imposture.

L'hôpital pour enfants de Toronto recommande une rentrée scolaire sans masque ni distanciation sociale. Rapport détaillé par John C. A. Manley - Mondialisation.ca, 24 juillet 2020

L'hôpital pour enfants malades de Toronto (SickKids) a publié un rapport détaillé sur « les effets néfastes de la fermeture des écoles sur la santé physique et mentale des enfants ». Les préjudices sont inclus : « On peut prévoir une augmentation des taux de dépression, de traumatismes, de toxicomanie et d'addiction, voire de suicide« .

Le rapport de SickKids rassure les parents en affirmant qu'il existe « des preuves solides que la majorité des enfants qui sont infectés par le CoV-2 du SRAS sont asymptomatiques ou n'ont que des symptômes légers… ». Aucun décès pédiatrique n'a été signalé au Canada à ce jour ».

Ce qui est encore plus encourageant, c'est que l'hôpital SickKids recommande : « Les masques faciaux non médicaux et médicaux ne sont pas requis ou recommandés pour les enfants qui retournent à l'école. » Ils soulignent que « s'il n'est pas porté correctement, il pourrait entraîner un risque accru d'infection et il n'est pas pratique pour un enfant de porter un masque correctement pendant la durée d'une journée scolaire ».

Ils soulignent également le fait, souvent ignoré, que « Il n'y a pas de preuve que le port d'un masque facial empêche la transmission du SRAS-CoV-2 chez les enfants ». Plutôt l'absence de preuve (directe). Il en va de même pour les adultes. C'est peut-être la raison pour laquelle le rapport conseille aux enseignants d'enseigner sans masque car « l'expression du visage est une partie importante de la communication dont les enfants ne devraient pas être privés ».

Mais qu'en est-il de l'éloignement physique ? Les enfants devraient-ils tous être logés dans des cubicules comme en Chine et avoir une cavité dans une bulle d'un mètre cinquante ? Voici ce que dit l'hôpital pour enfants malades :

« …une stricte distanciation physique ne devrait pas être imposée aux enfants dans le cadre scolaire car elle n'est pas pratique et pourrait causer un préjudice psychologique important. Une interaction étroite, comme le jeu et la socialisation, est essentielle pour le développement de l'enfant et ne doit pas être désapprouvée ».

Au lieu de cela, pour aider à prévenir la propagation de la COVID, ils donnent quelques suggestions raisonnables qui ont de nombreux autres avantages pour la santé : « Si le temps le permet, on pourrait envisager de donner des cours à l'extérieur….
Il faudrait veiller à améliorer la ventilation des salles de classe (par exemple, en optimisant l'entretien des systèmes de ventilation et en augmentant la proportion d'air extérieur amené par ces systèmes) ».

Même pour les enfants à haut risque, on ne conseille pas de les mettre en quarantaine :

« …il n'existe pas de preuves convaincantes suggérant que le niveau de risque médical pour les enfants [à haut risque] du SRAS-CoV-2 est différent de celui posé par d'autres virus respiratoires, tels que la grippe. Par conséquent, étant donné les répercussions indésirable associées à la non scolarisation, il est recommandé à la majorité de ces enfants de fréquenter l'école ».

Vous pouvez lire les conseils judicieux et rafraîchissants de l'hôpital SickKids dans COVID-19 : Recommandations pour la réouverture des écoles.

Peut-être pouvons-nous éviter de transformer les écoles en camps de concentration du coronavirus, comme l'a mis en garde la parlementaire italienne Sara Cunial. Mondialisation.ca, 24 juillet 2020

7 essais contrôlés randomisés montrent que les masques n'arrêtent pas l'infection… mais nous les imposons quand même! - muchadoaboutcorona.ca 24 juillet 2020

Le gouvernement de l'Ontario conseillant maintenant les masques faciaux (comme la plupart des pays dirigés par l'OMS), j'ai demandé des preuves pour justifier ce nouveau décret auprès du personnel de notre hôpital local. Ils m'ont dirigé vers un rapport de Santé publique Ontario intitulé COVID-19 - Ce que nous savons jusqu'à présent sur… le port de masques en public.

Ici, je trouverais enfin la preuve que les masques sauvent des vies et ont du sens.

Hélas, je doute vraiment que le personnel qui a recommandé le document le lise.

Tout d'abord, le document commence presque à admettre qu'ils n'ont aucune preuve que les masques sont utiles. Il dit que les masques sont «probablement bénéfiques», ont des «fonctions potentielles» et «théoriquement» servent de filtre adéquat des gouttelettes virales. Il admet même que «les preuves existantes démontrent que le port d'un masque au sein des ménages après le début d'une maladie n'est pas efficace pour prévenir les infections respiratoires secondaires».

Pas un début convaincant.

Le même rapport cite ensuite sept essais randomisés conçus pour évaluer comment l'utilisation du masque dans le grand public pourrait réduire les maladies grippales. Étonnamment, les sept études ont déterminé que se museler avec un masque chirurgical n'a entraîné aucune réduction significative des maladies de type grippal. Voici un bref résumé:

1- Un essai contrôlé randomisé de la School of Public Health de l'Université du Michigan a révélé que le lavage des mains réduisait les maladies de type grippal; tandis que le port du masque ne faisait aucune différence.

https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0029744

2- Un essai contrôlé randomisé allemand a révélé «qu'il n'y avait pas d'effet statistiquement significatif» en ce qui concerne le port de masques «sur les infections secondaires».

https://bmcinfectdis.biomedcentral.com/articles/10.1186/1471-2334-12-26

3- Une étude randomisée de 2010 dans le Journal of Infectious Diseases a révélé que ni «l'utilisation d'un masque facial et de l'hygiène des mains ni l'utilisation d'un masque facial seuls n'étaient associés à une réduction significative du taux de maladies pseudo-grippales cumulées.»

https://academic.oup.com/jid/article/201/4/491/861190

4- Un essai contrôlé randomisé mené en Thaïlande pendant la pandémie H1N1 a révélé que «la transmission de la grippe n'a pas été réduite par des interventions visant à promouvoir le lavage des mains et l'utilisation de masques faciaux.»

https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/j.1750-2659.2011.00205.x

5- Un essai contrôlé randomisé de 19 mois sur des ménages urbains surpeuplés a révélé une réduction significative des infections des voies respiratoires supérieures grâce à des interventions éducatives; mais aucune réduction lors de l'ajout de désinfectants pour les mains ou de masques.

https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/003335491012500206

6- Un essai contrôlé randomisé de personnes dormant ensemble dans des tentes pendant un pèlerinage islamique a été rapporté dans Troubles infectieux. Les chercheurs n'ont trouvé aucune différence dans les cas de grippe confirmés en laboratoire entre ceux qui portent des masques et ceux qui ne le sont pas.

https://www.eurekaselect.com/125489/article

7- Un essai randomisé en France a révélé que le port d'un masque ne produisait qu'une réduction de 0,4% de l'infection secondaire et «n'a identifié aucune tendance dans les résultats suggérant l'efficacité des masques faciaux».

https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0013998

Je félicite les auteurs de ce rapport gouvernemental pour leur honnêteté; mais remettez en question la logique du même gouvernement qui conseille alors une pratique qui, selon ses propres références, ne produit aucune «réduction significative du taux de maladies de type grippal». Et si les masques n'aident pas contre l'humble grippe, comment vont-ils être utiles contre le puissant coronavirus? muchadoaboutcorona.ca 24 juillet 2020

TROISIEME PARTIE

Bienvenue dans l'agenda du Forum économique mondial

- Covid-19 : le nombre de tests réalisés est-il suffisant ? - Statista France 23 juil. 2020

- Plus de la moitié de la population mondiale utilise désormais les réseaux sociaux - Business Insider 22 juil. 2020

- Cinq faits étonnants sur notre cerveau - The Conversation 22 juil. 2020

- Port du masque : où est-il obligatoire en Europe ? - Statista France 21 juil. 2020

- Comment les femmes peuvent faire fonctionner la transition écologique - Project Syndicate 13 juil. 2020

En complément. Leur xénophobie en temps réel ou l'autre ennemi, c'est la Chine !

- Washington appelle "le monde libre" à "triompher" de la "nouvelle tyrannie" chinoise - AFP 24 juillet 2020

- Pompeo prône une approche plus ferme à l'égard du "Frankenstein" chinois - Reuters 24 juillet 2020

- Hong Kong : un chef de file pro-démocratie en exil à Londres témoigne - euronews 25 juillet 2020

Haut de page

Le 26 juillet 2020

CAUSERIE ET INFOS

Devinette. Pourquoi dans nos rangs il y en a tant qui préfèrent sortir masqués ?

Chez nous, ce sera comme d'habitude, sans masque et sans filet.

Au cours des derniers mois j'ai écarté plusieurs blogs ou portails auxquels je faisais référence, parce que leur contenu était de plus en plus déséquilibré au profit de la propagande au détriment de l'information, ou parce que leur nature droitière pour les uns ou opportuniste pour les autres les avait rattrapée, on a donc préféré se passer de leur service, plutôt que prendre le risque de favoriser leur idéologie.

C'est donc une décision assumée, qui cependant peut connaître des entorses en de rares occasions si je le jugeais utile, en tous cas elles seraient limitées ou sous contrôle. C'est le cas pour les blogs Les Crises.fr, celui des climato-réalistes sur le climat, de RT, de Michel Collon, et d'autres que je consultais plus rarement. Il m'est arrivé de laisser des commentaires dans certains d'entre eux ou d'entrer en contact avec leurs responsables, mon idée était de faire mieux connaître notre portail et nos idées, et comme cette expérience s'est avérée infructueuse, il n'y a rien à regretter de ne plus s'y connecter.

Notre axe d'intérêt ou de combat s'est déplacé vers l'oligarchie et particulièrement les institutions à partir desquelles elle exerce son pouvoir économique et politique, son pouvoir de nuisance sur tous les peuples, aucun n'est épargné, et les Américains sont aux premières loges ou parmi les mieux servis, ils étrennent souvent ce qui va advenir aux autres peuples plus tard, les Etats-Unis servent de laboratoire à la militarisation de la police et de la société, du totalitarisme.

Je crois que c'est la bonne direction, car si on ne désigne pas l'ennemi à abattre, on ne l'affrontera jamais. Démasquer ses

impostures ou machinations et montrer comment elles s'articulent avec sa propagande, permet de mieux cerner la situation et de mieux les combattre.

S'il y en a qui croient que j'adopterais une posture ou que je voudrais me distinguer, ils se trompent lourdement, car se taper des articles en anglo-américain et passer par le traducteur de Google pour y comprendre quelque chose, ce n'est pas de tout repos, il faut en vouloir comme l'on dit.

Les masses sont quand même en train de faire l'expérience de son pouvoir de nuisance avec le coronabusiness, donc je ne crois pas être à côté de la plaque ou m'écarter de la réalité, au contraire j'en suis au coeur, puisque tout ce qui influence l'orientation du monde part de là ; Je n'ai pas dit pour autant que ce serait le seul facteur qui l'influencerait ou qui déciderait du destin des peuples, il y participe à la hauteur du pouvoir qu'il a acquis, c'est dans ce sens qu'il détermine la marche du monde.

En intégrant tous les volets de la stratégie de l'oligarchie à notre analyse, on peut mieux la combattre sur tous les fronts, ainsi que ceux qui lui prêtent la main ou l'opportunisme. On adapte notre conception de la lutte de classe à l'évolution de la situation au lieu de faire l'inverse, ce qui peut avoir de graves conséquences, puisqu'on peut se retrouver à combattre au côté de l'oligarchie ou à servir ses intérêts, c'est déconseillé, fâcheux ou pour tout dire à éviter absolument !

Notre combat politique se situe toujours sur le plan de la lutte des classes, parce que toutes les situations auxquelles nous sommes confrontés nous ramènent aux rapports d'exploitation ou d'oppression, à la nature du régime.

La question du masque et de notre liberté rejoint toutes les questions sociales qui ne peuvent pas être résolues dans le cadre du capitalisme et des institutions de la Ve République. Ceux qui au sein du mouvement ouvrier sont favorables au port du masque révèlent leur véritable nature réactionnaire.

On les a ménagés beaucoup trop longtemps, alors qu'on les avait démasqués depuis longtemps, j'avais même affirmé qu'ils avaient assassiné Trotsky une seconde fois. Que dorénavant l'extrême gauche (tous courants trotskystes confondus) se place ouvertement au côté de la réaction en surprendra plus d'un, qui préfèreront le nier ou s'en accommoder, plutôt que d'affronter des dirigeants qui ont passé leur temps à les tromper délibérément. Les faits, rien que les faits comme ils disent.

La véritable résistance contre le régime totalitaire il ne faut pas la chercher au sein du mouvement ouvrier, hélas !

- 12 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE.

Devinez qui en France l'extrême gauche soutient-elle ? "***Les libéraux blancs sont plus dangereux que les conservateurs***".

Le point de vue de la gauche noire sur les élections étasuniennes compte par Arnold August (telesurtv) - Mondialisation.ca, 25 juillet 2020

Extrait.

Netfa Freeman est un organisateur de la Pan-African Community Action (Action communautaire panafricaine) et du comité de coordination de la Black Alliance for Peace (Alliance noire pour la paix). Il est également animateur pour une émission radiophonique populaire, Voices with Vision, basée à Washington, D.C., et un partisan actif des Révolutions cubaine et bolivarienne. Dans une entrevue en ligne exclusive pour teleSur, à partir de Washington, D.C., Freeman affirmait que le principal message qu'il souhaitait adresser aux lecteurs était le suivant : « La démarche de la gauche Noire est la lutte pour le pouvoir. » En réponse à une question sur les illusions au sujet du Parti démocratique comme alternative aux Trump/républicains, il a déclaré :

« La seule façon pour la classe ouvrière noire des États-Unis d'obtenir justice par des élections présidentielles est de mener une lutte incessante pour construire un formidable parti alternatif aux partis capitalistes, impérialistes républicains et démocrates. »

Il fait bien sûr référence à un parti politique qui comprend toutes les races.

Le discours du « moindre mal » est dominateur et pernicieusement omniprésent dans la politique étasunienne. Cela mène inévitablement à une guerre idéologique odieuse et continue, qui ne se limite pas aux cycles électoraux présidentiels. Freeman poursuit :

« Aux États-Unis, les Noirs doivent rejeter une fois pour toutes la fausse notion d'un moindre mal entre les candidats de ces deux partis. Ils adhèrent tous les deux à des politiques génocidaires contre les personnes d'origine africaine, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Contrairement à Trump, le bilan des politiques contre les Noirs que Joe Biden (à titre de sénateur du Congrès depuis 1972) a appuyées remonte à 1975, en tant que partisan raciste de la ségrégation et coauteur en 1994 d'un projet de loi sur le "crime" qui a contribué à la prolifération de l'incarcération massive des Noirs et des populations métissées. Alors que Biden était vice-président sous Obama, la valeur du matériel militaire transféré aux services de police nationaux a augmenté de 2400 %, lequel a été utilisé principalement contre les communautés noires et métissées. »

Lorsqu'on lui a demandé de préciser davantage la pression du « moindre de deux maux », sa réponse a été une mise en accusation cinglante du système politique étasunien :

« Je dis toujours qu'une condition préalable non avouée pour être président des États-Unis est de pouvoir bombarder des bébés dans un autre pays et prétendre qu'il n'y a pas de prisonniers politiques aux États-Unis, alors que plusieurs d'entre eux croupissent en prison depuis les années 1970. »

Depuis le lynchage moderne de George Floyd en mai, l'une des perspectives les plus importantes découlant de la rébellion actuelle est la suivante : aux États-Unis, la lutte contre l'État raciste ne peut être séparée de ses guerres impérialistes à l'étranger, comme Freeman l'a illustré très clairement plus haut. La population la plus persécutée et opprimée des États-Unis, celle des Noirs, est actuellement à l'avant-garde et insiste par altruisme pour affirmer qu'il ne peut y avoir de paix aux États-Unis sans la paix pour les autres peuples du monde qui sont victimes de l'agression étasunienne.

N'est-ce pas Martin Luther King Jr, dans les discours qu'il a prononcés juste avant son assassinat, qui a lié la situation intérieure à la guerre des États-Unis contre le Vietnam? La guerre, le militarisme, le racisme et les préoccupations de MLK concernant la pauvreté généralisée à tous les niveaux sont soigneusement censurés du débat actuel alimenté par la révolte en cours. Cyniquement, l'élite des États-Unis ne retient que le discours « I Have a Dream » de MLK, blanchissant ainsi commodément son héritage et apaisant la conscience des libéraux en leur fournissant une expression à la mode pour la récupération.

De la même façon, Malcolm X est cité évasivement par les libéraux comme si sa pensée et son action étaient une idée romantique d'une époque révolue. Cependant, son héritage se perpétue dans l'esprit et le cœur de millions d'Étasuniens de toutes origines. Malcolm X a caractérisé les élections de 2020 il y a longtemps :

« Les conservateurs blancs ne sont pas des amis du Noir, mais au moins ils n'essaient pas de le cacher. Ils sont comme des loups; ils montrent leurs dents dans un grondement qui garde le Noir conscient de sa position parmi eux. Mais les libéraux blancs sont des renards; ils montrent aussi leurs dents au Noir, mais en faisant semblant de sourire. Les libéraux blancs sont plus dangereux que les conservateurs; ils leurrent le Noir, et pendant que le Noir fuit le loup qui grogne, il plonge dans les mâchoires ouvertes du renard "souriant". L'un est un loup, l'autre est un renard. Quoi qu'il en soit, ils vous dévoreront tous les deux. » Mondialisation.ca, 25 juillet 2020

LVOG - Si vous lisez la littérature de l'extrême gauche, vous aurez constaté qu'elle tire à vue sur Trump, mais ménage Biden. Hier elle avait été jusqu'à se compromettre avec le PS et Mitterrand, les ONG ou les associations liées au PS. Depuis que le PS s'est disloqué, elle se contente des syndicats, qui seuls lui permet encore d'exister, sans toutefois jamais rompre avec leurs dirigeants corrompus, sinon elle n'aurait rien à attendre en terme de postes ou de permanents. Toute position politique comporte toujours une origine idéologique, même si à côté d'autres explications peuvent exister.

L'attitude que l'extrême gauche adopte envers Trump et Biden est une copie conforme de celle du clan de l'oligarchie le plus extrémiste qui soutient Biden, et il se trouve que tout ce qui se rapporte à ce clan de l'oligarchie est absent de son discours pour ne pas le contrarier, en somme l'extrême gauche demeure fidèle à la social-démocratie dégénérée, ceci explique cela. Mondialisation.ca, 25 juillet 2020

Le passé esclavagiste du Parti démocrate US - Réseau Voltaire 24 juillet 2020

À la demande de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi (Démocrate, Californie), diverses statues devraient être retirées du Congrès au motif que ces hommes avaient volontairement servi les armées confédérées durant la guerre de Sécession (H.R. 7573).

Madame Pelosi assimile les Confédérés (opposés aux droits de douane fixés par le gouvernement fédéral) à l'esclavagisme selon une compréhension erronée de la guerre de Sécession aujourd'hui prévalente. Or, les statues des quatre présidents de l'Assemblée (Robert M.T. Hunter, Howell Cobb, James L. Orr et Charles F. Crisp) sont celles de personnalités membres, comme elle, du Parti démocrate.

Louie Gohmert (Républicain, Texas) n'a pas manqué de le relever. Allant plus loin dans la polémique, il vient de déposer une proposition de loi visant à interdire le Parti démocrate en raison de son rôle historique en faveur de l'esclavage.

- Les programmes du Parti démocrate de 1840, 1844, 1848, 1852 et de 1856 affirment que l'abolitionnisme diminue le bonheur du peuple et met en danger la stabilité et la permanence de l'Union.

- Le programme de 1856 déclare que les États membres de l'Union peuvent ou non pratiquer l'esclavage domestique et l'inscrire dans leur constitution.

- Le programme de 1860 décrit les efforts des États abolitionnistes qui refusaient d'arrêter les esclaves en fuite comme subversifs et révolutionnaires.

- Le 14ème amendement qui octroie la pleine citoyenneté aux esclaves affranchis a été adopté en 1868 par 94 % des parlementaires du Parti républicain et 0 % des parlementaires du Parti démocrate.

- Le 15ème amendement qui octroie le droit de vote aux esclaves affranchis a été adopté en 1870 par 100 % des parlementaires du Parti républicain et 0 % des parlementaires du Parti démocrate

- En 1902, le Parti démocrate a fait voter en Virginie une loi supprimant le droit de vote de plus de 90 % des Afro-Américains.

- Le président Woodrow Wilson a institué la ségrégation raciale des employés fédéraux et a rendu obligatoire la présence d'une photo sur chaque demande d'emploi.

- La Convention nationale du Parti démocrate en 1924, au Madison Square Garden de New York, fut appelé le « Klan-Bake » en raison de l'influence du Ku Klux Klan dans le parti.

- En 1964, des parlementaires démocrates bloquèrent pendant 75 jours l'adoption du Civil Rights Act mettant fin à la ségrégation raciale. Réseau Voltaire 24 juillet 2020

Devenez acteur du totalitarisme. Le corporatisme ou comment cogérer la crise du capitalisme.

TRIBUNE. "Budget participatif : pour un plan de relance pour les citoyens, par les citoyens", par Paula Forteza - Journal du Dimanche 25 juillet 2020

Dans une tribune, la députée des Français de l'étranger Paula Forteza, co-présidente du groupe Ecologie Démocratie Solidarité à l'Assemblée nationale, plaide pour un "budget participatif".

Ce plan s'inscrit dans le double contexte d'un climat de défiance profond et inquiétant entre les Françaises, les Français et leurs gouvernants et d'un besoin de se tourner vers le « monde d'après », de l'imaginer et de le construire collectivement. L'implication citoyenne dans un plan aussi structurant pour la vie quotidienne et les intérêts des générations futures répond à cette attente.

C'est pourquoi nous proposons d'imaginer un dispositif permettant aux citoyennes et citoyens de s'impliquer dans cet exercice budgétaire déterminant.

Nous formulons cette proposition alors même que la Convention citoyenne pour le climat, exercice inédit de participation citoyenne à échelle nationale, a prouvé la capacité de chacune et chacun à s'emparer de sujets complexes et à formuler des propositions cohérentes, raisonnées et sincères.

La consultation citoyenne sous toutes ses formes et dans de nombreux domaines, vient enrichir notre démocratie représentative. Journal du Dimanche 25 juillet 2020

Et son volet policier renforcé...

Lutte contre l'insécurité : ce qu'il faut retenir des annonces de Jean Castex - europe1.fr 25 juillet 2020

Jean Castex donne son feu vert à l'expérimentation d'une extension des compétences de la police municipales. Elle se fera "dans un cadre qui sera fixé par les ministres ici présents", a déclaré le Premier ministre, désignant les ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Jean Castex a annoncé le déploiement de 60 policiers municipaux à Nice dans les semaines à venir. En outre, 150 emplois seront crées pour "renforcer l'action pénale de proximité" d'ici la fin de l'année, fait savoir le chef du gouvernement.

Le Premier ministre a aussi insisté sur le besoin de renforcer l'action pénale de proximité, promettant davantage de moyens pour la justice. Il a aussi annoncé la généralisation de la forfaitisation des délits stupéfiants. Dès la rentrée, les forces de l'ordre pourront verbaliser les contrevents, ce qui leur permettra de faire appliquer la loi sans délai.

Mais pour Davido Reverdy, délégué national du syndicat de police Alliance, il s'agit là d'un "aveu d'impuissance" plutôt que d'une mesure prometteuse. "Cela veut dire que l'on va pouvoir consommer de la cocaïne en ne risquant aucun passage au tribunal puisque ce sera une amende forfaitaire, un peu comme un délit routier lors d'un excès de vitesse. C'est un aveu d'impuissance puisque les trafics de drogue n'ont jamais été aussi florissants", a-t-il affirmé samedi au micro d'Europe 1.

Il ajoute : "Comme on n'arrive pas à endiguer le phénomène, on va banaliser cet usage. C'est une mesure qui vise davantage à désengorger les tribunaux plutôt qu'à lutter efficacement contre le trafic de stupéfiant. Pour nous, cette mesure ne va pas dans le bon sens." europe1.fr 25 juillet 2020

DEUXIEME PARTIE

Faites tomber les masques du totalitarisme.

Vidéo. A quoi servent les masques ? - IHU Méditerranée Infection 24 juil. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=QEOZj3GVfM8&feature=emb_title

Quand les dégénérés du NPA adoptent le totalitarisme.

NPA - Nos vies valent plus que leurs profits : gratuité des masques pour tou.te.s !

NPA - Masques obligatoires : masques gratuits ! - 22 juillet 2020

Alors que tous les scientifiques pointent une remontée inquiétante du nombre de contaminations et le début de la fameuse « 2e vague »…

Toutes les mesures de protection sanitaire (tests, masques, gel…), parce qu'elles sont indispensables, doivent être accessibles librement et gratuitement pour touTEs. NPA 22 juillet 2020

LVOG - On retrouve là la propagande officielle. Qui est à l'origine de l'amalgame rouge brun ? Ces abrutis et leurs semblables et ils ne manquent pas...

Comment les tyrans ont manipulé le seuil épidémique pour entretenir la psychose collective.

Le seuil épidémique est « grossièrement manipulé » pour faire croire à une reprise de l'épidémie selon le Dr François Petsy - covidinfos.net 23 juillet 2020

Le seuil épidémique pour chaque épidémie à virus respiratoire (syndromes grippaux) depuis 1985 et jusqu'à 2018 (dernière année pour laquelle le réseau Sentinelles a publié un bilan annuel) a constamment été fixé entre 150 et 200 cas pour 100.000 habitants.

Jamais un seuil épidémique n'a été fixé à 50 cas pour 100000 habitants.

Dans toutes les régions nous sommes en dessous des seuils épidémiques habituels.

Tout est fait pour nous faire croire que la situation est toujours grave, et que les décisions dures étaient les bonnes… covidinfos.net 23 juillet 2020

Le masque sert la stratégie de la terreur et du chaos.

Le port du masque obligatoire va provoquer « plus d'immaturité, de passivité et de peur dans la population » - covidinfos.net 21 juillet 2020

Le port du masque est obligatoire depuis le 20 juillet dans les « lieux clos recevant du public » en France. Cet article date originellement du 07 mai, les questions qu'il soulève sont plus que jamais d'actualité.

La ministre Elisabeth Borne a annoncé aujourd'hui que le port du masque serait obligatoire dans les transports en commun pour les passagers à partir de 11 ans.

Le président du conseil de l'Association Médicale Mondiale, Frank Montgomery, a lui affirmé de son côté ce genre de mesure était « une erreur ».

D'autres comme le Dr. Erickson ont affirmé : « des études montrent que l'utilisation de masques dans la vie quotidienne n'apporte pas de bénéfices mesurables aux personnes en bonne santé et asymptomatiques ».

L'infectiologue Suisse Dr. Vernazza a dénoncé un « battage médiatique » autour des masques. Et le Pr. Bhakdi affirmé que les masques étaient des « nids à microbes plus nuisibles qu'autre chose »

D'autres critiques parlent d'un symbole d'« obéissance forcée, visible par le public ».

C'est le cas du site Multipolar, qui explique : « L'obligation du port du masque dans les transports publics et lors de l'entrée dans les magasins et les supermarchés est moins une mesure médicale qu'une mesure psychologique : les citoyens sont traités comme des enfants et sont obligés d'obéir publiquement. »

« Outre l'absence d'intérêt médical, la mesure consiste à forcer tous les citoyens à montrer qu'ils ont peur du virus publiquement et de manière ostensible […]. Sous la menace de sanctions, les personnes sont forcées à signaler [via le port de masque] à leurs concitoyens qu'elles se soumettent volontiers [aux mesures du gouvernement], quelle que soit l'objectivité ou le doute des mesures ordonnées. »

« Le résultat prévisible de l'obligation de porter un masque est donc encore plus d'immaturité, de passivité, de découragement et de peur dans la population. » covidinfos.net 21 juillet 2020

C'était une « ***arnaque intellectuelle*** ».

Masques obligatoires, confinement**…** Le philosophe Québécois D. Vachon dénonce une « arnaque intellectuelle » - covidinfos.net 26 juillet 2020

David Vachon, Docteur en philosophie à l'Université de Montréal a publié cet article dans le quotidien Le Devoir du 24 juillet. Vous pouvez lire l'article original en cliquant ici.

Depuis son imposition par le gouvernement dans tous les lieux publics fermés le 18 juillet 2020, le masque est devenu un intense sujet de débat. Dans une lettre du 21 juillet publiée dans Le Devoir, Pierre Sévigny nous présente un cas d'école de la rhétorique pro-masque. En effet, la question est réglée d'un seul carreau tiré : on insulte les « dissidents » en les présentant en proie au delirium et on établit une analogie douteuse avec le tabagisme. Nous démontrerons dans cet article les biais méthodologiques de cette position, notamment la psychiatrisation systématique des esprits critiques, la reductio ad mortem et la vacuité abyssale de tout argument rationnel.

Au premier cours de philosophie au niveau collégial, Philosophie et rationalité, nos élèves apprennent les différentes stratégies rhétoriques utilisées par les sophistes. Tout en haut de la liste des sophismes, nous présentons généralement « l'attaque ad hominem », c'est-à-dire la stratégie par laquelle, pour faire l'économie des arguments, le protagoniste insulte et diffame le tenant d'une opinion.

De nos jours, les sophistes sont légion et ils monopolisent généralement le débat public. Cela est particulièrement visible avec la « crise sanitaire » actuelle. En effet, le sophiste se glose d'une rhétorique injurieuse contre ceux qui osent avancer une opinion divergente, en les stigmatisant comme des conspirationnistes, des sans-cœur qui se fichent des personnes fragiles, des oligophrènes ignorant les vertus de la science, ou, simplement, des fous. Toutefois, l'attaque contre une personne est toujours le signe d'un manque d'honnêteté intellectuelle et d'une absence d'arguments valables.

Le refus de la mort

L'argument de M. Sévigny se déploie ainsi : la COVID-19 est une maladie mortelle, or il faut tout faire pour éviter la mort des gens. Ainsi, puisque le masque diminue les chances de propager le virus, il faut donc rendre obligatoire le port du masque pour l'ensemble de la population. D'un point de vue logique, l'argument se tient. Toutefois, nous considérons que les trois prémisses sont problématiques et ne vont aucunement de soi. D'abord, le taux de létalité du virus semble avoir été surestimé. De

plus, les études divergent quant à la réelle efficacité du masque pour protéger les individus.

Or, ce qui nous intéresse ici est la seconde prémisse : tout faire pour éviter la mort des gens. Comme l'affirme d'ailleurs le philosophe français André Comte-Sponville (L'Écho, 27 mai 2020), notre rapport à la mort a radicalement changé depuis une ou deux générations. Nous nous souvenons de l'année 1969 non pas pour le confinement et les masques, mais plutôt pour le gigantesque festival Woodstock et pour l'amour libre des hippies — antithèse radicale de la distanciation. Pourtant, le nombre de morts au niveau mondial a dépassé le million lors de la grippe de Hong Kong. Idem pour la grippe asiatique la décennie précédente.

M. Sévigny compare le port du masque obligatoire à l'interdiction de fumer dans les espaces publics. Puisque les deux mesures coercitives gouvernementales ont pour vertu de « sauver des vies », le recours à l'argument de la liberté individuelle serait vide de sens. Pourtant, nous pourrions bien dire, étant donné par exemple que l'influenza tue plus d'un demi-million de personnes par année dans le monde, que le masque devrait être obligatoire chaque année pendant l'hiver, ainsi qu'un confinement général et une fermeture des commerces entre les mois de décembre et de février. Et pourquoi ne pas fermer tous les fast-food de la planète et obliger la population à faire 30 minutes de jogging par jour ? Cela permettrait de limiter plusieurs maladies dues à une mauvaise alimentation et à un mode de vie sédentaire, sauvant ainsi de nombreuses vies.

La réponse à ces questions est évidente : la liberté individuelle. Notre modèle politique est fondé sur le respect de la liberté individuelle, considérée comme un droit inaliénable. La rhétorique émotivo-sentimentale de la « peur de la mort » n'est que charlatanisme et arnaque intellectuelle. […]

Une question sanitaire ?

Nous entendons régulièrement les gens dire : Pourquoi imposer le port du masque au mois de juillet et non pas plutôt en mars ? Pourquoi n'importe quel masque, peu importe son efficacité, est-il toléré ? Ces questions, fort légitimes a priori, sont généralement laissées sans réponse. Pourquoi ? Parce que le port du masque obligatoire n'est pas une question sanitaire, mais plutôt symbolique. En effet, la raison pour laquelle c'est uniquement le port du couvre-visage qui importe, et non son efficacité, est que le masque sert principalement de symbole de réminiscence constante que nous sommes en période de pandémie. Ainsi, le masque permet d'entretenir un état anxiogène de peur, justifiant des mesures liberticides que plusieurs jugent disproportionnées.

Si le nombre de décès et de cas ayant justifié la normalisation du couvre-visage sont actuellement si bas, qu'est-ce qui nous permettra de l'enlever ? Si on applique un tel décret en plein été, quand retournerons-nous à la normale ? Devrons-nous porter ad vitam aeternam ce satané chiffon au visage ? Est-ce vraiment ce visage glauque et sinistre que nous désirons proposer aux prochaines générations ? Bref, devons-nous réellement museler la vie pour mieux sauver la mort ? Le questionnement et la pensée critique sont toujours un signe de santé, non de folie. covidinfos.net 26 juillet 2020

"Rien ne justifie ces discours. A part la peur."

« Il n'y a eu aucune reprise nulle part » selon le Dr. Yonathan Freund, qui évoque un « délire alarmiste » - covidinfos.net 22 juillet 2020

Le Dr. Yonathan Freund est médecin urgentiste à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, et professeur à l'université de la Sorbonne. Il s'est exprimé le 17 juillet sur l'évolution actuelle de l'épidémie de Coronavirus et sur l'obligation de porter un masque dans les « lieux clos recevant du public ».

Voici l'intégralité de son « Tweet » :

« C'est difficile effectivement de rester silencieux. Quand je vois le délire alarmiste qui envahit les médias et les RS [réseaux sociaux], et qui fait fi de toute mesure. Des journalistes qui infantilisent, ceux qui veulent « punir » les français mal disciplinés… Alors on va debunker un peu.

1) Allez, je fais du #moije comme on me le reproche. Ma position n'est pas imprudente. Je livre une analyse que j'espère circonstanciée et critique des données. Je rappelle que si mon hypothèse est contredite par les chiffres, alors on pourra agir et ce ne sera pas trop tard.

2) Le délire de certains spécialistes en rien sauf en plateau télé et en consultation privée, n'ayant jamais vu un patient COVID, qui nous « apprennent » que l'épidémie reprend : rien ne justifie ces discours. A part la peur.

3) Voilà 2 mois qu'il existe des arguments pour douter d'une seconde vague meurtrière et une reprise de l'épidémie.

Les épidémiologistes chefs d'entreprise vendeurs de modèles nous prédisaient 80 000 morts à la levée du confinement même

avec gestes barrières. RAS.

Il n'y a eu aucune reprise nulle part. Les évènements et comportements qu'on adorait critiquer (fête de la musique, manifestations etc.) n'ont causé aucune reprise.

Il y a une circulation du virus. Il y a des nouveaux cas. MAIS,

4) et c'est le point central, toujours le même, à ce jour, il y a chaque jour, chaque semaine, de moins en moins de nouveaux cas hospitalisés ou en réanimation. Et ce partout (hors Guyanne). Alors bien sur, on arrive à un niveau si bas que nous allons forcément voir des hausses. Quand on est tout en bas, ça ne peut qu'augmenter. Le virus n'est pas mort je le rappelle. Mais est-ce nécessaire de dire qu'on a un signal de reprise quand on passe de 1 par semaine a 3 par semaine? On va arriver à un bruit de fond. En tout cas ds les régions déjà très touchées.

Le R est à 2 et quelques en Bretagne! Alerte alerte! Mais non. Il y a juste eu des clusters et des dépistages systématiques. Donc des cas. R (on l'a déjà dit) n'a aucun sens quand l'épidémie est au point mort, outre des clusters. Aucun sens. Sur toute la Bretagne, on est passé de 6 hospitalisations la semaine dernière à 8. Est ce une explosion? Soyons sérieux. Bien sur qu'il y aura toutes les semaines des régions qui verront une augmentation des cas. On part de tellement bas… En Mayenne alerte rouge? Quasi zéro hospitalisations. ZERO.

5) la décision d'imposer le port du masque est très difficile à comprendre. Pourquoi avoir pris cette décision au moment où tous les indicateurs sont au vert?

Quel est le plan ? pour combien de temps ?

Faut-il vraiment changer la société pour une durée indéterminée sans savoir si c'est nécessaire, et surtout sans savoir ce qui fera revenir en arrière ? Nous sommes nombreux à être d'accord : dans les régions fortement touchées, l'immunité est importante. Probablement suffisante – l'immunité n'est pas uniquement visible sur la sérologie. Il n'y a aucune reprise nulle part dans le monde là où l'épidémie a frappé violemment. Aucune.

Pourquoi cette décision du port du masque obligatoire ? Pour protéger les personnes vulnérables ? Mais les personnes vulnérables se protègent. Elles peuvent respecter strictement les mesures de distanciations et autres.

6) En revanche, il faut se poser la question : veut-on totalement arrêter la circulation du virus? Je pense que c'est illusoire. Ou alors j'espère que vous avez du temps devant vous. La solution de le laisser circuler tout en le contrôlant est probablement la bonne.

Certains disent « pour protéger les personnes vulnérables, protégez vous ». C'est peut être faux. Pour protéger les personnes vulnérables, protégez LES, mais si vous êtes malades puis immunisés, vous les protégerez à vie. ATTENTION je ne dis pas que il faut disséminer le virus partout. Mais vouloir à tout prix arrêter sa diffusion, partout, est illusoire et pas forcément un bon calcul à long terme.

Quel est le plan ?

Il n'y a pas d'autre plan cohérent que de poursuivre les mesures de distanciations sans les renforcer, en pouvant assouplir selon l'évolution, et surveiller les vrais indicateurs! (pas les appels à SOS médecin qui augmentent au début des vacances et face à l'alarmisme ambiant)

Il y a une part d'incertitude dans cette maladie. Tout le monde est d'accord là dessus. Mais pourquoi la prendre systématiquement sur le pire scénario possible ? Pourquoi une telle symbiose des médias, « experts », etc ? Alors que c'est incertain ? Ce n'est pas logique. » covidinfos.net 22 juillet 2020

Test. Les tyrans n'ont plus que cela à se mettre sous la dent pour alimenter la psychose collective qu'ils ont fabriquée.

LVOG - Lisez l'article en entier, celui de l'AFP était construit sur le même modèle, vous constaterez qu'il n'y figure pas les morts, et pour cause, ils sont insignifiants ou nuls !

On est donc bien en présence d'une campagne de désinformation, de manipulation des faits sciemment orchestrée par les porte-parole de l'oligarchie, l'OMS en tête. Ceux qui le nient ou qui refusent de partager ce constat sont des négationnistes, des faussaires de la pire espèce.

Coronavirus: Les nouveaux cas repartent à la hausse dans le monde - Reuters 25 juillet 2020

Près de quarante pays ont, au cours de la semaine, enregistré une hausse record de nouveaux cas de coronavirus, selon un décompte réalisé par Reuters, ce qui démontre une reprise de la circulation du virus dans toutes les régions du monde.

Le nombre de cas confirmés de nouvelles contaminations au COVID-19 a augmenté aux Etats-Unis, au Brésil, en Inde, mais aussi en Australie, au Japon à Hong Kong, en Belgique ainsi qu'en France.

Plusieurs pays, parmi lesquels figurent des Etats qui ont récemment assoupli les mesures de confinement et de distanciation sociale, ont enregistré une accélération des contaminations.

"Nous ne retournerons pas à "l'ancienne normalité. La pandémie a déjà changé nos façons de vivre", a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les autorités sud-coréennes ont de leur côté fait état samedi de la plus forte hausse de nouveaux cas depuis le mois de mars. En Corée du Sud, il s'agit, selon les autorités, de cas importés.

En Ukraine, le ministère de la Santé a indiqué avoir enregistré un nouveau record de nouvelles contaminations au coronavirus en l'espace de vingt-quatre heures depuis le 26 juin.

Les Etats-Unis ont enregistré vendredi pour un quatrième jour consécutif plus de 1.000 décès liés au COVID-19 et près de 70.000 nouveaux cas de contamination.

En France, le nombre de nouvelles contaminations au coronavirus s'est élevé à 1.130 entre jeudi et vendredi, dépassant le seuil du millier pour le deuxième jour consécutif et retrouvant un niveau comparable à celui de la fin du confinement.

"La circulation virale est en nette augmentation en France avec un R à 1,3", a fait savoir la direction générale de la Santé (DGS) dans un communiqué, appelant à un meilleur respect des mesures de prévention, en particulier la nécessité pour les personnes testées positives de s'isoler.

Le gouvernement français a annoncé vendredi renforcer les contrôles des personnes en provenance de 16 pays frappés par le coronavirus en imposant des tests à leur arrivée à l'aéroport, qui pourront déboucher sur une "quatorzaine" pour les passagers positifs.

Le Premier ministre, Jean Castex, a également invité les Français a éviter de se rendre en Catalogne, où l'épidémie reprend. Reuters 25 juillet 2020

Les plus enragés sont de gauche.

Coronavirus : "il faut porter le masque tout le temps", "même dans la rue", affirme Patrick Pelloux - Franceinfo 25 juillet 2020

Le président de l'association des médecins urgentistes, Patrick Pelloux estime qu'il faut aller plus loin dans l'obligation du port du masque."Il faut dire aux gens : il faut porter le masque tout le temps", "même dans la rue", a-t-il déclaré sur franceinfo, samedi 25 juillet."Il va falloir à un moment prendre la décision de dire aux gens de porter le masque tout le temps, de se laver les mains au savon ou au gel hydroalcoolique toutes les heures, et d'avoir la distanciation physique", a-t-il conseillé. Franceinfo 25 juillet 2020

L'oppression s'accentue avec un taux de mortalité de 0, 085%.

La Belgique envisage de durcir encore ses mesures contre le virus - BFMTV 25 juillet 2020

Des mesures renforcées sont déjà entrées en vigueur ce samedi, en particulier le port obligatoire du masque dans les endroits à forte fréquentation, comme les marchés, les brocantes, les rues commerçantes, les hôtels, les restaurants et les cafés. Le masque était déjà obligatoire depuis le 11 juillet dans les transports en commun, les magasins, les cinémas, les lieux de culte ou encore les musées et bibliothèques.

Les Belges sont actuellement autorisés à voir 15 personnes par semaine, mais "cette bulle de 15 n'est certainement pas définitive et son maintien à l'avenir dépendra du comportement de chacun", avait expliqué jeudi la Première ministre.

La Belgique est l'un des pays qui compte le plus grand nombre de morts du Covid-19 par rapport à sa population, avec 85 décès pour 100.000 habitants. BFMTV 25 juillet 2020

LVOG - Cela donne un taux de mortalité de 0, 085%, ridicule !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août 2020

CAUSERIE ET INFOS

Merci à Paul pour le document qu'il m'a envoyé, porte-toi bien camarade.

La causerie de juillet au format pdf est en ligne, 131 pages. Je remets à plus tard la mise en ligne de nouveaux documents, un gros orage vient d'éclater, je charge cette causerie dans le serveur et je débranche tout !

Avec les moyens de communication modernes on peut voyager sans bouger. Allez, pas bouger le chien ou le mouton.

Ils ont supprimé presque toutes les libertés individuelles et collectives dans tous les domaines, allant même jusqu'à retirer aux médecins celle de prescrire le traitement le plus approprié pour combattre le covid-19... Question : N'était-ce pas ainsi qu'on caractérisait jusqu'à présent la dictature, le fascisme, le totalitarisme ? Effectivement et tout le monde le sait, et bien les dirigeants qui se taisent en sont les complices. Ils peuvent tenir tous les discours qu'ils veulent, ils n'y changeront rien.

Tout comme les Daladier ou Blum fréquentaient le régime de Vichy comme si finalement rien ne s'était passé, nos dirigeants continuent de fréquenter les Martinez, Veyrier et cie. qui arpentent les allées du pouvoir, comme si le crime de masse que Macron-Philippe-Buzin-Véran-Salomon viennent de réaliser n'avait jamais eu lieu, c'est insupportable ! Au lieu d'interpréter la situation en partant des faits pour aider les travailleurs à en prendre conscience, ils privilégient les rapports qu'ils entretiennent avec ces dirigeants syndicaux pourris. Si vous vous demandiez encore quelles étaient leurs réelles intentions, vous avez la réponse sous les yeux.

- 52 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Quelques réflexions en guise d'introduction.

1- Divertissement et propagande.

On renouvelle notre avertissement sur les infos qu'on trouve sur le Net, on peut facilement se faire piéger. Quel est l'assassin ou l'escroc idéal ? Celui qui passe partout, qui ressemble à monsieur tout-le-monde. Le soir je regarde parfois ou même souvent des films plutôt légers, des comédies qui ne sont peut-être pas dignes de figurer dans l'anthologie du cinéma, mais qui change les idées et renseignent sur les préjugés d'une époque. Je m'arrange toujours pour en retenir quelque chose qui me servira plus tard.

Quand on ne tire pas immédiatement les leçons d'une expérience vécue, elle est perdue ou généralement plus tard il est trop tard ou on n'en comprendra pas réellement la signification, car il nous manquera le contexte pour la saisir. Ce ne sera plus qu'une sorte de construction ou reconstruction intellectuelle coupée de la réalité, même si on replace l'action dans son contexte dont une grande partie nous échappera... C'est évidemment valable pour les expériences vécues sur le plan de la lutte des classes, ce qui explique en partie pourquoi la conscience de classe des masses qui s'y sont engagés à un moment donné n'a pas progressé ou si peu. A une expérience sont liées des sensations et un tas d'impressions, des illusions aussi, qui ne seront jamais ou rarement rendues fidèlement par la suite, or ce sont elles qui nous renseignent sur notre état d'esprit ou de conscience, et si on l'ignore on aura toutes les peines du monde à la faire progresser...

2- Autant faire durer le plaisir, les psychopathes en jouissent littéralement et ne s'en cachent pas.

Les mesures liberticides qu'ils ont adoptées ont eu pour conséquence d'étaler dans le temps la transmission du virus de manière à faire croire à une pandémie et à justifier ces mesures le plus longtemps possible. Dans certains pays l'état d'urgence a été prolongé jusqu'à l'automne, espérant que le virus sera saisonnier et repartira de plus bel, afin de prolonger l'état d'urgence indéfiniment...

3- Wanted mort ou vif !

Le test que l'on appelle PCR Polymerase Chain Reaction, réaction en chaines de polyméréases, et bien ce test ne distingue pas les virus morts des virus vivants. Dans les 2 cas, le test est positif même si le virus est mort. Parce que la contagion n'est pas de maintenant, la contagion a eu lieu il y a 1 mois et l'on trouve maintenant des gens qui ont été contaminés il y a un mois et on dit qu'ils sont positifs, on dit qu'ils sont malades mais ils sont sains, ils sont tous sains ! C'est ça la situation. Déclaratin de Yoram Lass, médecin, chercheur, et ancien directeur général du ministère de la Santé Israélien interviewé par la chaîne i24 News le 26 juillet 2020.

Lu ailleurs : "*Aujourd'hui, ils entretiennent la peur de deuxièmes vagues, de nouveau confinement en faisant passer, à tort, les cas de tests PCR positifs pour de nouveaux cas de COVID-19.*"

4- Décidément on ne partage pas tout à fait les mêmes conditions...

Environ 65% des 12 millions d'habitants de Bombay vivent dans des bidonvilles.

D'après une étude menée conjointement par la municipalité de Bombay, le centre de réflexion Niti Aayog et l'Institut Tata de recherche fondamentale sur un échantillon de 7.000 personnes composé au hasard, 57% des habitants des bidonvilles de Bombay présentent des anticorps contre le coronavirus. Reuters 29 juillet 2020

LVOG - Chez Reuters ils doivent être nostalgiques de l'époque impériale où Bombay était la porte d'entrée du Raj britannique ou de l'empire des Indes, Bombay a été renommé Mumbai en 1995.

Et leurs chiffres retardent sérieusement, la mégapole Mumbai, capitale du Maharashtra est aussi la capitale économique et financière de l'Inde, elle compte en 2020 environ 20 millions d'habitants et non 12 !

Le principal bidonville de Mumbai, Dharavi, compte environ 1 million d'habitants. (Sources diverses sur le Net)

Personnellement je n'ai jamais été plus loin que l'aéroport international. L'Inde est tout juste une sorte d'immense bidonville amélioré...

5- La manipulation des masses est permanente.

- "*Il est beaucoup plus facile de diriger une société par le contrôle mental que par le contrôle physique, au moyen de l'infantilisation, de la confusion, de la désinformation et de la peur.*"

6- Qu'on se le dise, l'homme n'est plus mortel, mieux, il est parfait. Et bien, s'il n'est ni l'un ni l'autre, qu'il disparaisse !

"*Au vu de toutes ces informations, j'ai plutôt tendance à être rassuré devant le nombre d'échecs des mariages. Après tout, est-ce que cela vous semble logique de penser que vous allez rencontrer dans les dix premières années de votre vie adulte (sur soixante-dix en moyenne) la personne parfaite? (Et une fois qu'on l'a rencontrée, la possibilité du divorce vous incite à travailler très dur pour*

la conserver. En tout cas, c'est l'effet que ça a eu sur moi.)" slate.fr 25 juillet 2020

Le passage de l'animalité à l'humanité chez nos lointains ancêtres ne plaît pas aux fanatiques de la déréglementation générale des rapports sociaux qui ont pour modèle le lupanar et la prostitution à laquelle ils s'adonnent. Ils veulent nous ramener encore plus en arrière. Ils ne peuvent concevoir que la liberté sexuelle ou une société sans règles sexuelles serait compatible avec la notion de couple durable et qu'elle ait existé. (Lire : Engels (1884), L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État)

La probabilité dans la vie de rencontrer une personne avec laquelle vous partagerez suffisamment d'idées et de valeurs pour lier ou développer des rapports sentimentaux sincères afin de supporter le meilleur et le pire dans l'avenir ou passer sans encombre les aléas de l'existence est tellement faible, qu'il ne faut pas espérer davantage. En général, cette occasion ne se renouvellera jamais. Et évidemment quand on y pense, il est souvent trop tard ou on ne peut plus revenir en arrière !

L'être humain est perfectible, il est susceptible de s'améliorer, on peut tendre vers la perfection en toute chose en sachant qu'on aura peu de chance de l'atteindre, surtout dans ce domaine où on subit inconsciemment un tas d'influences néfastes provenant de la société, qui peuvent nous amener à prendre des décisions ou à adopter un certain comportement qu'on regrettera le restant de nos jours. Vous aurez compris que je parle en connaissance de cause, hélas, c'est la vie !

6- Et pourtant cela dure depuis plus d'un demi-siècle !

L'investisseur milliardaire en fonds spéculatifs Ray Dalio, directeur de Bridgewater Associates, a déclaré : «*Ce qui m'inquiète le plus, c'est la solidité de notre argent. On ne peut pas continuer à faire des déficits, à vendre des dettes ou à imprimer de l'argent plutôt que d'être productif, et maintenir cette situation indéfiniment*». Mondialisation.ca, 30 juillet 2020

LVOG - Le plus extraordinaire, c'est que l'ensemble de ces facteurs, "*faire des déficits*", "*vendre des dettes*" ou "*imprimer de l'argent plutôt que d'être productif*" ne figuraient pas dans les lois de fonctionnement du capitalisme, surtout pas à un tel niveau débridé ou totalement hors de contrôle, les plus bornés nous assurent que rien n'aurait changé depuis la rédaction du *Capital* par Marx et Engels il y plus de 130 ans, une telle affirmation les discrédite définitivement...

Et si on allait faire un tour sur le terrain de la lutte de classes.

1- Voilà qui s'applique aux chiens de garde du régime.

- On croit entendre un procureur général qui peut se permettre toutes les libertés pour présenter à sa façon une affaire mais qui exige du défenseur, pour chacune de ses paroles, la preuve, juridiquement valable la plus formelle. (Engels (1884), L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État)

Engels et Marx étaient passionnés d'ethnologie, Trotsky de psychanalyse, Lénine de tout. Et nos dirigeants ? De rien!

2- Par curiosité et acquis de conscience, avant-hier soir j'ai surfé sur quelques blogs syndicaux et de l'extrême gauche, 15 minutes plus tard j'avais tout refermé sans avoir retenu le moindre article ou avoir pris la moindre note, j'ai perdu 15 minutes, bref, j'ai eu confirmation de ce j'avais écrit au cours des dernières causeries.

3- A introduire dans la formation scolaire.

Vidéo. La révolution de Février et la révolution d'Octobre : Révolutions russes de 1917

https://www.youtube.com/watch?v=__8bz3MZK6M

4- Tout s'explique.

Je ne suis pas du genre qu'on balade où à qui on peut raconter indéfiniment des sornettes. Quand je lis à la page 7 dans un journal l'inverse de ce qui figurait à la page 4 et ainsi de suite, je dis stop !

Par acquis de conscience, j'ai pris le temps de vérifier que j'avais bien lu ce qui figurait dans le n°602 d'Informations ouvrières que j'avais capturé à l'écran avec le logiciel Corel fin avril, et j'ai gardé en mémoire ce qui figurait dans les éditoriaux de la Tribune des travailleurs durant les 6 derniers mois.

Le POI tout comme le POID étaient opposés à la réouverture des écoles, alors qu'aucun enfant n'était mort ou n'est mort depuis dans aucune école de France, mieux le POI avait publié un communiqué d'une intersyndicale s'opposant au fonctionnement des transports en commun parce que les voyageurs ne portaient pas de masques et ils ne pouvaient pas respecter la distanciation sociale, c'était écrit noir sur blanc. Autrement dit, privés totalement de transports en commun, quasiment toutes

les entreprises auraient été à l'arrêt, ce qui quelque part n'aurait pas été pour nous déplaire, à ceci près que les travailleurs se seraient retrouvés atomisés et cloîtrés chez eux sans pouvoir offrir la moindre résistance, et privés de la possibilité de s'organiser donc livrés à eux-mêmes ou réduit à l'impuissance, le pire des scénarios pour affronter la suite du programme de la réaction.

Comme on a pu le constater à la fin du confinement, ils ne se sont pas précipités pour s'organiser ou affronter le régime, car en plus à les entendre on aurait été au bord d'un soulèvement populaire, que personnellement je n'ai perçu nulle part sauf peut-être de manière sporadique et isolée, je n'en sais rien, ce n'est pas parvenu jusqu'à moi, donc je suis fondé à penser que c'était encore une fabulation de leur part.

Lors du mouvement des Gilets jaunes j'avais constaté la même chose, à retardement chez certains, la veille et le lendemain du 29 mai 2005 également, du 10 mai 1981 aussi, si vous voulez remonter plus loin, c'était du domaine de la croyance ou de la manipulation des rapports qui existaient entre les classes à ce moment-là ou à l'état de conscience politique des masses. Et puis, si les masses étaient à ce point exaspérées et prêtes à se mobiliser, pourquoi ni le POI ni le POID ni aucun parti ouvrier n'ont-ils appelé (dans l'unité) à une manifestation contre les mesures liberticides imposées par Macron ? Ils ont toujours manifesté un respect démesuré de la légalité, de l'ordre établi, il faut dire que c'est plus confortable que de risquer comme Marx, Lénine, Trotsky et leurs camarades de s'exposer à la répression policière ou du législateur. Leur conception du militantisme ou de la lutte de classe va de pair avec leur orientation politique réformiste ou opportuniste, tout se tient.

Il suffisait éventuellement d'isoler les personnes à risque pour les protéger pendant quelques semaines ou de leur fournir un traitement préventif, et il n'était pas utile de recourir au confinement de la population, au masque, à la distanciation sociale, etc. puisque hormis ces catégories de personnes le reste de la population ne mourrait pas davantage du coronavirus que de la grippe et les enfants étaient épargnés. Zéro décès d'enfants, donc ils les ont instrumentalisés en faisant roder la mort autour d'eux, vous imaginez l'effet que cela peut avoir sur le cerveau d'un enfant, ce sont des monstres de cruauté.

5- Comment cautionner la machination du Forum économique mondial. Mode d'emploi.

- Lancement des assises internationales de l'écosocialisme - Parti de Gauche 26 Juin 2020

La crise sanitaire actuelle est bien la conséquence du mode capitaliste d'exploitation, de production, de consommation et d'échanges. Parti de Gauche 26 Juin 2020

LVOG - Non, la "*crise sanitaire*" n'est la conséquence ni de la déforestation (argument des écologistes et des gauchistes), ni du capitalisme, elle est le produit d'une machination, d'une instrumentalisation minutieusement orchestrée quelle que soit l'origine du coronavirus. Leur argumentation sert justement à ne pas s'interroger sur les multiples coïncidences qui ont entouré le déclenchement de cette épidémie somme toute banale, ce qui leur permet de s'aligner sur la propagande officielle ou de participer au consensus général avec les représentants de l'oligarchie tout en se faisant passer pour de braves anticapitalistes.

Défense du marxisme.

Quand le pouvoir des "***présidents des conseils d'administration*** des banques et des trusts étaient déjà plus puissant que celui du président des Etats-Unis

Les Etats-Unis, les monopoles et le gouvernement de l'argent. OEuvres avril 1939 – L.Trotsky)

Concentration de la richesse et croissance des contradictions de classe

Les capitalistes et leurs avocats s'efforcent, par tous les moyens, de dissimuler aux yeux du peuple comme aux yeux du fisc, le degré réel de la concentration des richesses. La presse bourgeoise, au mépris de l'évidence, s'efforce toujours de maintenir l'illusion d'une répartition "démocratique" des capitaux investis. Le New-York Times, voulant réfuter les marxistes, signale qu'il y a de trois à cinq millions d'employeurs isolés. Les sociétés anonymes, il est vrai, représentent une plus grande concentration de capital que les trois à cinq millions de patrons individuels, mais les États -Unis comptent "un demi-million de sociétés".

Ces jongleries avec des sommes globales et des moyennes ont pour but, non d'éclairer, mais de cacher la vraie nature des choses. Depuis le commencement de la guerre jusqu'en 1923, le nombre des usines et des fabriques des États-Unis tomba de l'indice 100 à 98.7, tandis que la masse de la production industrielle montait de l'indice 100 à 156,3. Pendant les années de grande prospérité (1923-1929), alors qu'il semblait que tout le monde était en train de devenir riche, l'indice du nombre des établissements tomba de 100 à 93.8, tandis que la production montait de 100 à 113. Cependant, la concentration des établissements industriels, limitée par leur corps matériel encombrant, reste loin en arrière de la concentration de leurs âmes, c'est-à-dire de leur propriété.

En 1929, les États-Unis comptaient réellement plus de 300.000 sociétés, comme le New-York Times le signale correctement. Il faut seulement ajouter que 200 d'entre elles, c'est-à-dire 0,07 % du nombre total, contrôlaient directement 49,2 % des fonds de

toutes les sociétés. Quatre ans plus tard, cette proportion était déjà montée à 56 % ; et, pendant les années de l'administration de Roosevelt, elle a certainement augmenté encore. Or, parmi ces 200 sociétés anonymes dirigeantes, la domination réelle appartient à une petite minorité 161.

Les mêmes processus peuvent être observés dans les banques et les assurances. Cinq des plus grandes sociétés d'assurances des Etats-Unis ont absorbé, non seulement les autres compagnies d'assurances, mais aussi plusieurs banques. Le nombre total des banques décroît par l'absorption des plus petites par les plus grandes, principalement sous la forme de ce qu'on appelle les "mergers" (fusions). Ce processus s'accélère rapidement. Au-dessus des banques s'élève l'oligarchie des super-banques. Le capital bancaire fusionne avec le capital industriel sous la forme de super-capital financier. En supposant que la concentration de l'industrie et des banques doive continuer au même rythme que pendant le dernier quart de siècle, – en fait ce rythme s'accélère – au cours du prochain quart de siècle, les hommes des trusts auront accaparé toute l'économie du pays.

Nous avons ici recours aux statistiques des Etats-Unis pour la seule raison qu'elles sont plus exactes et plus saisissantes. Dans son essence, le processus de concentration revêt un caractère international. A travers les différentes étapes du capitalisme, à travers toutes les phases des cycles conjoncturels, à travers tous les régimes politiques, à travers les périodes de paix comme à travers celles de conflits armés, le processus de concentration de toutes les grandes fortunes en un nombre de mains toujours plus petit s'est poursuivi et se poursuivra jusqu'à la fin. Pendant les années de la grande guerre, alors que les nations étaient saignées à mort, alors que les systèmes fiscaux roulaient à l'abîme, entraînant avec eux les classes moyennes, les hommes des trusts ramassaient des bénéfices sans précédent dans le sang et la boue. Les plus grandes sociétés des Etats-Unis, pendant les années de guerre, doublèrent, triplèrent, quadruplèrent, décuplèrent leur capital et gonflèrent leurs dividendes de 300 %, 400 %, 900 %, et même davantage.

En 1840, huit ans avant la publication par Marx et Engels du Manifeste du Parti communiste, l'écrivain français bien connu Alexis de Tocqueville écrivait dans un livre intitulé La Démocratie en Amérique : "La grande fortune tend à disparaître, les petites fortunes tendent à se multiplier". Cette affirmation a été répétée d'innombrables fois, d'abord à propos des Etats-Unis, ensuite à propos d'autres jeunes démocraties, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Certes, l'opinion de Tocqueville était déjà fausse de son temps.

Cependant la véritable concentration des richesses ne commença qu'après la guerre civile américaine, à la veille de laquelle Tocqueville mourut. Au commencement de ce siècle, 2 % de la population des Etats-Unis possédaient déjà plus de la moitié de la fortune totale du pays ; en 1929, ces 2 % possédaient les 3/5 de la fortune nationale. A la même époque, 36.000 familles riches jouissaient d'un revenu aussi grand que 11 millions de familles moyennes et pauvres. Pendant la crise de 1929-1933, les trusts n'eurent pas besoin de faire appel à la charité publique ; au contraire, ils s'élevèrent toujours plus haut au-dessus du déclin général de l'économie nationale. Pendant le précaire renouveau industriel qui suivit, suscité par le New Deal, les hommes des trusts réalisèrent de nouveaux profits. Le nombre des chômeurs tomba, dans le meilleur des cas, de 20 à 10 millions ; pendant le même laps de temps, le gratin de la société capitaliste, 6.000 personnes au maximum, faisait des bénéfices fantastiques. C'est ce que l'avocat général Robert H. Jackson, lors de son passage au poste de procureur général adjoint anti-trust, révéla, chiffres à l'appui.

Mais le concept abstrait de "capital monopoleur" acquiert pour nous chair et sang. Ce qu'il signifie, c'est qu'une poignée de familles162, rassemblées par les liens de la parenté et des intérêts communs en une oligarchie capitaliste fermée, disposent du destin économique et politique d'une grande nation. Il faut reconnaître que la loi de la concentration énoncée par Marx a puissamment fonctionné.

Notes.

161 - Une commission du sénat des Etats-Unis a constaté, en février 1937, que, pendant les vingt dernières années, les décisions des douze plus grandes sociétés équivalaient à des ordres pour la plus grande partie de l'industrie américaine. Le nombre des présidents des conseils d'administration de ces compagnies est a peu près le même que le nombre des membres du cabinet du président des Etats-Unis, le pouvoir exécutif du gouvernement républicain. Mais ces présidents sont infiniment plus puissants que les membres du cabinet.

162 - L'écrivain américain Ferdinand Lundberg, qui est plutôt, en dépit de toute son honnêteté scientifique, un économiste conservateur, a écrit, dans un livre qui a suscité un grand émoi : "Les Etats-Unis sont aujourd'hui accaparés et dominés par une hiérarchie de 60 familles très riches, appuyées par tout au plus 60 familles moins riches." A ces deux groupes, il faudrait ajouter un troisième échelon d'environ autres familles dont le revenu dépasse cent millions de dollars par an. La position dominante appartient au premier groupe de 60 familles, qui, non seulement domine le marché, mais aussi tient les leviers du gouvernement. Elles constituent le véritable gouvernement, "le gouvernement de l'argent dans une démocratie du dollar".

LVOG - Que dirait-il 80 ans plus tard constatant que l'oligarchie ne dispose plus seulement "*du destin économique et politique d'une grande nation*" mais de tous les peuples ?

Effectivement "*la loi de la concentration énoncée par Marx a puissamment fonctionné*", mais nous n'en sommes plus là. Le

gang mafieux de l'oligarchie a créé des instruments financiers, il a fait adopter une législation qui lui a permis de contourner cette loi, de s'en émanciper afin de cumuler dettes abyssales, enrichissement et pouvoir illimités sans rapport avec l'état réel de l'économie...

Ils étaient étrangers au socialisme et au trotskysme.

Le NPA proche de la scission - humanite.fr 29 Juillet, 2020

Le parti, qui fêtait il y a un mois les élections de Philippe Poutou et deux de ses colistiers au conseil municipal de Bordeaux, est désormais au bord de l'implosion.

Le Nouveau Parti anticapitaliste, créé en 2009, fait face à de fortes tensions entre les membres de la motion majoritaire, menée par Olivier Besancenot, et les autres tendances. Début juillet, lors du dernier conseil politique, ces dernières ont fait coalition pour mettre la pression sur la direction qu'elles accusent de vouloir se rapprocher de la France insoumise et d'abandonner la « pureté révolutionnaire » pour le réformisme.

Pour la porte-parole nationale Christine Poupin, interrogée par le Monde, « il faut acter la séparation de fait au lieu de se nuire mutuellement ». Olivier Besancenot envisagerait de proposer une séparation à l'amiable aux motions minoritaires, alors qu'un congrès du parti est prévu en décembre prochain. humanite.fr 29 Juillet, 2020

De quoi la crise au NPA est-elle le nom ? - Antoine Manessis - NBH-pour-un-nouveau-bloc-historique.over-blog.com 28 Juillet 2020

NBH a décidé de publier cet article du Monde. Précisons qu'il ne s'agit en aucun cas de s'ingérer dans les affaires du NPA avec lequel nous n'avons d'ailleurs aucun contact. Très simplement lire et commenter cet article nous parait contribuer au nécessaire débat à gauche. Sans oublier d'où vient l'article, d'un journal quasi-officiel de la Macronie. Et d'une journaliste, Sylvia Zappi, qui fut militante de l'Unef-ID, de la LCR, puis du NPA et pour finir aux...Verts qui la décevront. Sans oublier sa militance à la CFDT qui se poursuit... Bref un "cas" combien typique et conforme à la petite-bourgeoisie. La qualité journalistique n'étant évidemment pas en cause. Reste l'info qui, au moins, vient de quelqu'un qui connaît son sujet.

Le Nouveau Parti anticapitaliste menacé d'implosion - Le Monde 27 juillet 2020

En butte à de profonds clivages internes, le parti d'Olivier Besancenot a bien du mal à peser à côté de La France insoumise et d'une gauche écologiste qui a repris des couleurs.

Par Sylvia Zappi

« Scission », le terme n'est désormais plus tabou au Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). L'organisation révolutionnaire connaît une crise sans précédent dans l'histoire de ce jeune courant d'extrême gauche, né en 2009. La majorité, emmenée par Olivier Besancenot, envisage de proposer une séparation à l'amiable aux autres minorités, accusées de bloquer le fonctionnement collectif. Ces tensions internes font suite à une série de déconvenues, électorales et stratégiques. Après la présidentielle de 2017, où Philippe Poutou avait obtenu un résultat très faible (1,1 %), le NPA fut absent aux européennes, deux ans plus tard. En proie à une crise du militantisme, le parti s'est, en outre, isolé politiquement en se construisant en opposition avec tous les courants de gauche.

Début juillet, une réunion du conseil politique national a vu la direction mise en minorité par la coalition de toutes les autres tendances. Les débats retranscrits dans un supplément du journal du mouvement L'Anticapitaliste, montrent une ambiance excessivement tendue alors qu'un congrès est prévu en décembre.

Depuis le congrès de 2018, qui avait vu la direction – animée par des héritiers de la Ligue communiste révolutionnaire – recueillir une majorité relative, les joutes internes n'ont cessé de se dégrader. Celle-ci est en effet accusée de vouloir se rapprocher des amis de Jean-Luc Mélenchon et d'abandonner la « pureté révolutionnaire » pour un réformisme jugé coupable, comme lorsqu'elle a applaudi à la publication de la plate-forme Plus jamais ça, portée par des ONG écologistes et des syndicats ou quand Philippe Poutou a présenté une liste avec La France insoumise (LFI) à Bordeaux, aux municipales.

« Acter la séparation de fait »

Composée d'anciens dirigeants de l'organisation de jeunesse, comme le syndicaliste postier Gaël Quirante, de petits groupes issus de Lutte ouvrière, ou de morceaux de l'ancienne majorité, l'opposition entend revenir à la « centralité de la classe ouvrière » et la construction d'un « parti ouvertement révolutionnaire », selon les propos tenus dans le bulletin de discussion. « La crise du NPA atteint un tel point que son existence est remise en question », s'inquiète la motion de la majorité. Et de décrire une situation interne où le collectif n'existe plus : de moins de moins de cotisations payées, au point de mettre l'organisation en

quasi-faillite, des comités locaux désertés au profit de réunions de factions concurrentes, des décisions sans cesse remises en cause…

Les opposants, eux, raillent une direction aux abois, qui dramatiserait la situation pour provoquer la scission. Certains des dirigeants ne cachent plus, en effet, leur volonté d'en finir. Christine Poupin, porte-parole nationale, très proche d'Olivier Besancenot, explique qu'elle ne se sent plus de « projet commun » avec les minoritaires et « qu'il faut acter la séparation de fait au lieu de se nuire mutuellement ».

Cette crise interne est une marche de plus dans la lente dégringolade amorcée par ce jeune mouvement. Après avoir connu un réel succès en atteignant plus de 9 000 militants, et en apparaissant comme la nouveauté à la gauche de la gauche, les amis d'Olivier Besancenot et d'Alain Krivine ont vu leurs troupes fondre et s'éloigner par vagues pour rejoindre le Front de gauche, puis La France insoumise. Depuis, le NPA a bien du mal à peser à côté de LFI et d'une gauche écologiste qui a repris des couleurs. Ses militants ont encore de l'influence dans certaines mobilisations de la jeunesse ou dans les franges radicales du mouvement social mais le parti n'a plus guère d'existence nationale.

Seule demeure la place politique et médiatique particulière d'Olivier Besancenot. L'ancien candidat à la présidentielle est encore régulièrement invité sur les plateaux télévisés et bénéficie d'une popularité certaine. Il a su aussi investir ses propres réseaux comme chez les antifascistes ou avec le Collectif des ultras Paris, un groupe de supporteurs du PSG. Si le NPA implose, Besancenot gardera probablement cette position singulière. Mais sans l'organisation qu'il avait créée.

Commentaires

Scission.

Le trotskisme aime la scission. Elle est dans son ADN : Lambertistes, Pablistes, Frankistes, 4e internationale, pour la reconstruction de la 4e internationale, Union communiste internationaliste (Lutte Ouvrière) et bien, bien d'autres dont nous nous excusons d'avoir omis les noms.

(Très bref) Retour sur une histoire

Ce préalable pour dédramatiser l'enjeu : il est naturel, oserions-nous dire, qu'une organisation trotskiste scissionne.

Même les Lambertistes, les plus "staliniens" des trotskistes ont récemment explosé entre POI et POID. Pour les nuances, vous adresser à eux. La nature de classe de ces mouvements est bien entendu au centre de cette petite manie. Le petit-bourgeois a toujours du mal à ne pas constituer un groupe à lui tout seul. La nature politique aussi. Quand on n'a pas de colonne vertébrale idéologique c'est dur de rester unis. Le NPA qui fut LCR est passé par bien des couleurs de l'arc-en-ciel de modes du moment : guevariste (qui pourtant avait une piètre opinion de ceux-ci), pro-vietnamienne (là encore pas rancuniers nos totos quand on sait comment l'Oncle Ho s'est occupé d'eux), une phase gauchiste où Krivine écrit, après le coup de Pinochet, "Un peuple armé, jamais ne sera vaincu", puis c'est le retour vers le "mouvement social", la CFDT...mais surtout ce sont 4 tendances organisées qui s'affirment au sein de l'organisation avec des options stratégiques différentes. Et des batailles internes permanentes entre tendances et individus, des secteurs qui échappent totalement à tout contrôle et des scissions (déjà!). Les "léninistes-trotskystes" et les " bolchéviques" ainsi que les "kryptos-lambertistes" et quelques autres s'affrontent.

Mais laissons-là ces histoires lamentables et ridicules pour revenir à notre brève analyse. Le courant LCR-NPA est, nous l'avons esquissé, politiquement et sociologiquement propice aux scissions.

Notons toutefois qu'après l'exclusion des trotskistes de la CFDT par Edmond Maire, des militants LCR seront à l'initiative pour lancer Sud où le courant est encore présent.

Sans oublier les ralliements massifs de nombres de militants vers le Parti Socialiste dont ils constitueront une bonne portion des cadres, oublieux toutefois de leurs pêchés de jeunesse.

De la Ligue au NPA

Cela n'a fait que s'aggraver à notre sens avec la mutation LCR en NPA.

Face à la fin de l'Union Soviétique la LCR est aussi désemparée que les autres courants de gauche. Bien que tentant de se distinguer du mouvement communiste par son vieil anti-stalinisme la LCR est touchée. Mais elle songe à un changement stratégique "Nouvelle époque, nouveau programme, nouveau parti".

En 2002, aux présidentielles, la LCR présente un nouveau candidat, Olivier Besancenot. Il connaît un grand succès médiatique

et, événement historique, il obtient davantage de voix 4,25% que le candidat du PCF 3,37 % des voix pour qui la fin des haricots devient évidente pour tout le monde, sauf quelques cas désespérés.

Notons que durant quelques années en 2005 lors de la campagne du référendum contre la Constitution européenne, le dynamisme de la LCR est visible.

En 2009 donc la LCR se dissout au sein du NPA achevant ainsi son cycle mutant. Sa rupture symbolique avec la Faucille et le Marteau remplacés par un porte-voix est éloquente.

Et que dire de son positionnement anti-impérialiste pour le moins inconsistant, peu courageux et fuyant?

Après une phase euphorique, très vite le NPA retombe dans ses habitudes et luttes internes. Il faut dire que le paysage politique change. L'affirmation à gauche de Jean-Luc Mélenchon change la donne. Le PG puis la FI deviennent l'axe autour duquel se regroupent les forces de gauche qui refusent l'hégémonie du PS néolibéral. Cela touche d'autant plus le NPA que la sociologie de ses troupes est évidemment sensible au discours de gauche radicale rénovée que tient JLM et sa solidarité affirmée avec les mouvements progressistes en Amérique Latine. Le pôle d'attraction de la FI balaye un NPA dépourvu d'une particularité qui lui permettrait de conserver un espace politique autonome.

Comme souvent dans les organisations issues de la tradition bolchevique le débat se clive car l'organisation est dans l'incapacité de le traiter de façon dialectique : d'un côté purisme révolutionnaire, construction du parti révolutionnaire, etc. (après 80 ans d'existence on se demande bien pourquoi le trotskisme n'y est pas parvenu), et de l'autre opportunisme (y compris électoraliste) de l'autre.

Il y a dans tout cela beaucoup de posture et une recherche "identitaire" (dans les mots) comme pour remplacer une identité véritablement politique qui a déjà disparu depuis longtemps si toutefois elle a jamais existé.

Ce qui nous amène à poser la question : à la lumière de ce que nous venons d'analyser, qu'est-ce qui peut être considéré, aujourd'hui, comme la fusée porteuse de l'alternative progressiste en France ?

LVOG - Aucun parti ou formation issue de ces partis. Pas le temps de m'attarder longtemps sur ce sujet.

Rectification : "*Même les Lambertistes, les plus "staliniens" des trotskistes ont récemment explosé entre POI et POID.*". Non, les plus staliniens il fallait aller les chercher du côté de la LCR-NPA et de LO. Pour en être convaincu, il suffit de refaire le parcours de Lambert depuis 1947 et son adhésion à la CGT-FO, son soutien à tous les secrétaires généraux de FO, jusqu'à la nomination de Jospin comme Premier ministre et Cambadelis comme Secrétaire national du PS, la cogestion de La Libre Pensée par Blondel (PS) et Eyschen (PT-POI), fraternisation au sein de la franc-maçonnerie, notamment, pour comprendre que ce courant politique était plutôt un appendice de la social-démocratie déguisé ou masqué en trotskyste. L'antistalinisme des lambertistes leur servait de gage de confiance auprès des dirigeants du PS anticommunistes, ni les uns ni les autres n'avaient plus de principes, seuls leurs propres intérêts comptaient pour eux au détriment du socialisme.

C'est aussi occulter que la scission de la IVe Internationale en 1952 avait opposé deux courants dont justement un pro-stalinien, celui de Pablo qui donnera la LCR, l'autre par effet de miroir apparaissant comme anti-stalinien, ce qui n'était pas pour déplaire à la social-démocratie qui en sera gré à P. Lambert, bien qu'elle soit furieusement anticommuniste, ce dont Lambert se moquera bien, et qui en profitera pour consolider sa position au sein de l'appareil de son courant et virer tous les dirigeants qui lui faisaient de l'ombre ou ne partageaient pas son orientation opportuniste, dès lors son courant était entièrement au service du PS, ce que confirmera l'appel à voter Mitterrand lors du 1er tour de l'élection présidentielle de 1981, une fois cet objectif atteint et Mitterrand au pouvoir, il ne lui restera plus ensuite d'à liquider son parti et la boucle de l'imposture était bouclée.

On peut ajouter que sans la participation du PS à certaines campagnes internationalistes initiées par l'OCI (Ancêtre du POI et POID), par exemple à travers la Ligue des droits de l'hommes, aucune n'aurait pu avoir lieu ou n'aurait pu se traduire parfois par un succès.

Cela confirme que tous ces courants politiques n'avaient plus rien à voir avec le trotskysme depuis 1940.

Je rajoute un mot. Il faut y avoir milité et l'avoir vécu pour en parler.

Un des traits caractéristiques de ces courants, c'est qu'ils pratiquent en permanence l'autosuggestion, l'autosatisfaction, l'autosuffisance dans le sens où ils manquent cruellement de modestie. C'est ce qui les amène à croire, et à faire croire à ceux qui ont la faiblesse de les écouter, qu'ils servent à quelque chose, qu'ils sont importants allant même jusqu'à prétendre être indispensables et peser sur la politique des appareils du PS ou du PCF ou encore des syndicats, alors qu'en réalité cela a pu se produire exceptionnellement à une certaine époque de manière très circonstanciée et très limitée, le reste du temps ils sont inexistants. Sinon ils passent leur temps à surestimer la moindre mobilisation ou à surinterpréter le

moindre évènement... qui évidemment sera sans lendemain, c'est ainsi qu'ils tiennent leurs militants et les abusent.

Quant au fonctionnement interne, il est antidémocratique ou du domaine de la tyrannie. Je revois encore Eyschen demander à un militant de quoi et avec qui il avait discuté lors d'une diffusion sur le marché de Clichy un dimanche matin, et cela se produisait souvent, il nous surveillait, nous interrogeait, nous menaçait. Si on appelait un militant par son nom il nous reprenait, c'était dangereux, interdit, il fallait utiliser son pseudonyme, quelle connerie car lorsque un militant était présent à la tribune d'un meeting, c'était sous son nom et non son pseudonyme ! Cette organisation fonctionnait comme une secte. Il exigea que je cesse de fréquenter mes copains parce qu'ils fumaient du cannabis, c'était d'horribles petits bourgeois, avant que je sois coopté à l'OCI. Alors autant dire que toute question sur les dirigeants ou le fonctionnement du parti était bannie, le culte de la personnalité englobait tous les dirigeants et Lambert était ni plus ni moins que la réincarnation de Trotsky !

Ils avaient un sacré pouvoir de dissuasion pour nous transformer en machine à militer 7j/7 et en fanatique quelque part, alors que la situation n'était ni prérévolutionnaire et encore moins révolutionnaire. La vague de libéralisme qui avait suivi 68, avait réveillé l'espoir d'une révolution à plus ou moins brève échéance dans la tête de beaucoup de jeunes, et ils en profitèrent pour les embrigader et procéder à une sorte de lavage de cerveau. Avant de les rejoindre je m'intéressait à la psychanalyse et à l'anthropologie, à la musique, j'allais au cinéma, je faisais de la photo, pendant les 3 ans où je militerai je laisserai tout tomber, il n'existait plus dans ma vie que la politique. Ce qu'il y a de bien dans le fanatisme, c'est que cela ne dure jamais très longtemps, sauf évidemment chez ceux qui en tirent profit, ce qui n'est pas le cas du militant de base, et c'est ainsi que finalement on gaspille les meilleurs années de sa vie ou on milite pour rien, car le bilan est nul à l'arrivée, nul sur tous les plans.

J'ai déjà raconté que c'était à l'occasion d'une diffusion sur le marché que j'allais rencontrer ma future épouse et camarade de cellule. Elle me rejoindra à l'OCI et juste après la naissance de notre fille trois ans plus tard en janvier 81, elle en démissionnera et elle exigera que je l'imite. Je m'exécuterai pour éviter notre séparation, mais nos rapports ne seront plus jamais les mêmes sans jamais parvenir à savoir exactement pourquoi encore aujourd'hui, et huit ans plus tard elle me larguera, comme quoi cet épisode devait profondément influencer ma vie ou quand une histoire est mal embringuée dès le départ, généralement elle se termine mal.

Ces trois années de militantisme effrénées allaient contribuer à modifier mon comportement pour le meilleur et le pire, car la belle assurance que j'affichais alors avait pu faire illusion durant cette période, mais elle ne m'appartenait pas vraiment ou était en partie artificielle, et elle allait s'effondrer par la suite donnant un spectacle pitoyable auquel mon couple ne résistera pas, car rien ne viendra la palier en contrepartie. Pour un peu, les déformations dûes à mon embrigadement et les défauts que je me trimbalais de la période antérieure se juxtaposeront, de sorte que je me retrouvais sans réelle personnalité. La politique avait donné un sens à ma vie, et rien depuis ne l'avait compensée ou remplacée, j'étais comme vide ou vidé, et comme je n'avais plus aucun point de repères après avoir rompu avec ma vie antérieure, j'allais me retrouver incapable d'en prendre conscience pour modifier mon comportement et éviter bien des erreurs de jugement.

L'autosuggestion n'était plus communicative, elle ne suffisait plus pour maintenir un couple en vie, surtout avec quelqu'un de très exigeant, trop sans doute. L'espoir qui nous avait réuni ayant disparu, les sables mouvants sur lesquels il reposait devaient tout engloutir. Cela me fait penser à tous les militants que nous côtoyions presque quotidiennement, et que du jour au lendemain nous ne reverrons plus jamais, comme si les uns et les autres n'avaient jamais existé, ce qui est troublant comme expérience. Et notre couple adoptera les mêmes rapports jusqu'à sa dislocation. J'ai aussi constaté que ces rapports abominables persistaient jusqu'à nos jours, car lorsque je rompis avec le PT en mai 2005, avant les militants m'encensaient, et après je recevrai des courriels diffamatoires ou d'insultes me traitant de tous les noms. Cela me fait penser aux retournements radicaux observés chez les masses inconscientes dans les années 30 ou à toute occasion pour peu qu'on y prête attention, qui révèlent leur réel niveau de conscience politique, cela vaut pour ces militants.

Franchement je crois qu'il est possible d'attendre davantage ou autres choses de l'expérience du militantisme.

Jeune, j'étais un rebelle, et ils allaient faire de moi très rapidement un belliqueux, un type insupportable. Mais malgré cette épreuve j'étais resté très attentionnée envers la personne qui partageait mon existence, trop peut-être, même au bout de 10 ans, j'ai tout sacrifié pour elle, j'étais sincère comme toujours... et maladroit ! J'ai donc réussi à renouer avec ce que j'avais été avant ou quand j'étais jeune, et c'est ce qui m'a sauvé finalement. J'ai renoué avec la littérature, la philosophie, l'anthropologie, la psychanalyses,les sciences en général, la musique, la photo, etc. et il me faudra 20 ans avant de renouer avec la politique, le 11 septembre 2001. Notre engagement politique donne un sens à notre vie s'il nous laisse vivre, s'il nous étouffe ou nous dévore, on finit par en crever.

Un parti n'est pas un club de rencontre ou de discussion, le militantisme n'est pas une thérapie, quoique parfois on a plutôt l'impression d'être dans un asile d'aliénés, à l'image du reste de la société vous me direz. Notre objectif politique est si éloigné, qu'on doit absolument s'entourer d'un ensemble de précautions pour garder les militants qu'on a gagnés à notre cause. Il ne faut ni les infantiliser ni les flatter ni les culpabiliser. Si on doit leur témoigner une attention bienveillante de chaque instant, il faut aussi leur dire les choses en face sans rien leur cacher, ce qui nécessite que les cadres soient formés en conséquence, que tout le parti soit engagé dans une sorte de formation continue pour que l'ensemble des militants progressent sur tous les plans, sinon ils craqueront un jour ou l'autre ou tout partira à vau l'eau, c'est ce qu'on peut observer de nos jours. Le militant est le bien le plus précieux du parti, comme chaque travailleur d'ailleurs, mais malheureusement ce n'est pas ainsi qu'ils sont traités.

Pour vous montrer que je suis attaché à ce principe, une rapide petite histoire.

Un militant, métallo à la retraite, entré au PC au milieu des années 60, puis plus tard au PT dont il démissionnera, m'a adressé la biographie qu'il avait rédigée, dans laquelle il racontait les vingt premières années de son existence. Il a adhéré au Front syndical de classe, au Comité Valmy et au PRCF en 2010, j'ignore s'il y est toujours.

Sa biographie faisait 59 pages sous Word, donc un document assez long à lire. Cela lui faisait apparemment tellement plaisir de me l'envoyer, que j'ai pris la peine de la lire entièrement, mieux, son récit était tellement passionnant que je l'ai lu d'une seule traite. J'aurais très bien pu me dire que j'avais franchement mieux à faire, que ce n'était pas une oeuvre littéraire, que si je ne la lisais pas il n'en saurait jamais rien, mais j'avais vraiment envie de lui faire plaisir, du coup je n'ai pas pu résisté, et loin de perdre mon temps ou de le regretter, j'y ai pris un véritable plaisir, car cela me rappelait une partie de mon enfance qui s'était complètement effacée de ma vie à cause de ma foutue mémoire défaillante.

On a 10 ans d'écart, on est tous les deux des générations d'après-guerre, et on est tous les deux issus des couches les plus pauvres de la classe ouvrière, cela crée des liens de fraternité. Ensuite je lui ai envoyé un long courriel où j'évoquais des passages de sa biographie et de mes propres expériences pour lui montrer que je l'avais bien lue attentivement, que j'étais parfaitement sincère, c'est important entre camarades. J'en sais plus sur lui que je n'ai jamais rencontré physiquement, que sur les militants que j'ai côtoyés à l'OCI pendant trois ans, et avec lesquels j'ignore ce que j'ai réellement partagé, hormis beaucoup d'illusions et de l'indifférence.

Avec ce cher camarade je privilégie ce qui nous rapproche, ce qu'on a en commun, notre origine sociale, ensemble, lui plus que moi, nous avons réussi à ne pas nous écarter ou ne pas abandonner ce qui fut à l'origine de notre engagement politique et qui est toujours vivant en nous. Je crois que c'est ce qui cimente nos rapports, notre fidélité au communisme. Je suis convaincu que c'est le cas de nombreux militants ou ex-militants aujourd'hui inorganisés, qui de fait n'auraient jamais cessé de militer s'ils n'avaient été pris en otages de dirigeants incompétents ou corrompus, tous méritent notre respect, même si parfois ils se sont totalement dévoyés ou on les traite durement. Ce camarade n'a pas un caractère plus facile que le mien, et pourtant on est bien parvenu à surmonter cet obstacle et bien des désaccords, donc pour peu qu'on en ait réellement la volonté parce que notre cause en dépend, construire le parti n'est pas une tâche au-dessus de nos moyens.

En devenant vieux, on s'aperçoit qu'on a été rarement à la hauteur de nos responsabilités dans la vie, qu'on a commis énormément d'erreurs, qu'on s'est mépris par ignorance sur beaucoup de choses ou de gens, et bien sûr qu'il est impossible de revenir en arrière, au moins que cette leçon nous serve à aller de l'avant, c'est tout le mal qu'on se souhaite et qu'on souhaite à chacun.

On évoque à tort et à travers un tas de principes ou valeurs, et quand il s'agit de les appliquer à notre entourage ou dans la vie quotidienne, il s'avère qu'on en est incapable. On doit l'admettre et chercher ou découvrir pourquoi pour progresser, car qui ne progresse pas régressera, c'est infaillible. Vous aurez compris que je me comprenais dans le lot ou que toutes ces critiques ou jugements parfois me concernaient directement ou en premier lieu, particulièrement quand j'ai noirci le tableau, parce que je ne me passe absolument rien.

Quand on partage ses expériences avec les autres, on essaie de le faire le plus fidèlement possible, ou la moindre des choses c'est de ne jamais s'attribuer le bon rôle. Ce serait indécent et injustifié, car finalement on n'est pas différent des autres militants ou travailleurs. Et si chacun se situe à un niveau différent sur l'échelle de la conscience ou de la connaissance, il faut bien se dire qu'on n'y est pas pour grand chose, car bien malin celui qui aurait pu le prévoir 10, 20 ou 50 ans auparavant, de fait, nous n'avons pas plus ce pouvoir que sur le reste de la société. En revanche, il est permis ou fortement recommander de saisir toutes les occasions qui se présentent à nous pour progresser, car elles ne se présentent rarement deux fois dans l'existence, généralement les louper nous conduira inconsciemment à adopter une orientation qui nous procurera à connaître davantage de désillusions, de déceptions et de souffrances inutiles, et bien peu de satisfactions dans la vie, ce serait dommage qu'elle prenne une telle tournure ou de finir ainsi, vous ne croyez pas ?

Bref, avant d'entreprendre quoi que ce soit il faut bien réfléchir. Ensuite il faut faire preuve d'initiative, d'audace, il faut se lancer, avancer, et dans ces conditions si on trébuche, on se relèvera toujours, et c'est debout, digne, sans remords ou nostalgie qu'on tirera notre révérence. Faire du sur place, végéter, c'est mourir prématurément, quel gâchis, c'est con !

Regardez moi, chaque jour en nettoyant mon jardin je risque de mourir du fait de la présence de serpents. Alors qu'est-ce que je devrais faire, raser tous les arbres, allez chez mes voisins pour couper les leurs, déménager en ville, et en plus je devrais avoir peur d'un malheureux coronavirus, alors que j'en côtoie plein également toute l'année, même en m'enfermant chez moi je n'y échapperais pas, ils sont partout, ce ne serait pas sérieux. J'ai conscience de toutes ces menaces qui peuvent être fatales. Pour les contrarier j'ai réfléchi, je prends des précautions et adviennent que pourra, généralement c'est en procédant de la sorte qu'on arrive à s'en tirer ou qu'on avance. Et je terminerai, en précisant qu'en prime c'est ainsi qu'on tire le maximum de satisfaction de la vie ou que quelque part on se sent heureux, j'ai cru comprendre que c'était aussi l'objectif de notre combat pour le socialisme ou ce que nous souhaitions à chacun des exploités ou des opprimés, non ?

Quand le NPA devient porte-parole du GIEC, du Green New Deal, de l'OMS, de Big Pharma, du Forum économique mondial, de l'oligarchie financière, du totalitarisme.

Dans le fond pestilentiel de la poubelle du vieux monde, on a trouvé pire que l'extrême droite et l'extrême-centre réunis. Qui était visé ? Le Pr. Raoult et le protocole ou le traitement qu'il a préconisé.

Un tel niveau de conneries et de saloperies en dit long sur l'état de ce qu'on a appelé autrefois par complaisance l'avant-garde du mouvement ouvrier. Tout y est dans l'ordurerie jusqu'à l'amalgame avec l'extrême-droite, Alain Soral, Alexandre Benalla, Dieudonné ou Valeurs actuelles, ou encore l'accusation d'antisémitisme, alors que Raoult est un admirateur d'Israël ! De harcèlement sexuel, de suspicion de fraude, d'être un menteur, un escroc, un agent de Big Pharma, et crime impardonnable d'être un climatosceptique ou de ne pas croire à la théorie foireuse du réchauffement climatique d'origine anthropique inventée par l'oligarchie.

- Fin de partie pour la chloroquine par Martin Bourrin - Alternative Révolutionnaire Communiste (NPA) 24 mai 2020

Le 26 février dernier, un infectiologue bien connu du nom de Didier Raoult sortait sur Youtube une vidéo très modestement titrée « fin de partie pour le covid-19 ». Le covid n'étant pas un jeu, à la mi-mai la « partie » n'est pas terminée. Avec 27 000 mort.e.s en France et plus de 300 000 dans le monde, force est de constater que la bravade prend des airs de baudruche macabre.

Depuis le début du mois de mars, particulièrement en France mais également aux USA ou en Amérique du Sud, le pseudo débat autour non seulement du traitement proposé par le Dr Raoult (Hydroxychloroquine + azithromycine) mais également autour du Dr Raoult lui-même, agite l'ensemble des milieux scientifiques, de discussion populaire mais également les réseaux militants.

D'après nous, cette focalisation et cette énergie dépensée à débattre non seulement d'un traitement qui était d'emblée peu prometteur et qui, in fine, s'est montré inefficace mais aussi des interventions plus que contestables d'un docteur visiblement peu préoccupé de considérations éthiques ont fait perdre un temps précieux à nos luttes, à notre élaboration politique et à notre positionnement en terme santé, de médecine, etc.

Par ailleurs, cette focalisation est également néfaste du point de vue de la recherche médicale et du traitement des patient.e.s.

En effet, des centaines de patient.e.s, après avoir été persuadé.e.s de l'efficacité du traitement à base de chloroquine, refusaient tout autre traitement, empêchant ainsi les études sur d'autres médicaments potentiels d'avancer. Autre fait déplorable : après que le Dr Raoult a invité les malades du Covid-19 à « se jeter sur la chloroquine », des stocks locaux de médicaments ont effectivement été pris d'assaut, empêchant par là-même les malades notamment de polyarthrite ou de lupus dont la chloroquine est partie du traitement régulier, d'avoir accès à leur médicament.

Enfin, les médecins généralistes ont dû gérer des malades en colère, exigeant le traitement.

Au-delà de la question du traitement, les interventions très médiatisées du Dr Raoult, qui s'appuient sur une méfiance et une colère légitime contre une industrie pharmaceutique peu scrupuleuse, contribuent à véhiculer des idées complotistes sur le fonctionnement de la société et à semer le trouble sur la dangerosité réelle de la maladie, qui sont tous les deux un frein à l'auto-organisation sanitaire et politique de notre classe, essentiels dans une épidémie touchant de plein fouet les plus pauvres.

Après des mois d'inefficacité chiffrée, des dizaines d'études abandonnées, des preuves pharmacocinétiques de l'inefficacité clinique de la chloroquine et de ses dérivés, nous constatons que le sujet occupe toujours une place prépondérante dans nos discussions militantes.

L'objectif de cet article est donc de participer, pour reprendre une formule du Dr Raoult, à une « fin de partie pour la chloroquine et le Dr. Raoult ».

Mon médecin de droite

Le palmarès politique et personnel du Dr Raoult est éloquent à plus d'un titre : climatosceptique4, accusé d'avoir couvert le harcèlement sexuel d'un de ses collègues, lui-même connu pour sa tendance au harcèlement dans le cadre professionnel, ses coups de colère et ses humiliations, le Dr Raoult n'est pas, politiquement et éhiquement, proche de nos luttes.

Par ailleurs, le monsieur possède ses entrées dans les milieux LREM et LR des Bouches-du-Rhône, et notons que son chargé de communication7 est suppléant aux élections législatives de la candidate LREM marseillaise.

Lorsqu'on cherche qui l'a mis et continue à le mettre sur le devant de la scène, nous constatons que les premières mentions de

la chloroquine comme traitement efficace émanent de réseaux un peu différents, et plus à droite. D'abord vanté par Valérie Boyer, Christian Estrosi et d'autres membres de la droite dure homophobe et raciste, le Dr Raoult a très vite été porté aux nues par le tristement célèbre forum de jeuxvideos.com le « 18-25 », l'extrême-droite complotiste, Alain Soral, Alexandre Benalla et bien d'autres. Depuis, il est devenu l'une des personnalités les plus mentionnées par notamment Dieudonné ou le site d'extrême-droite Valeurs actuelles, qui publie même un best-of des déclarations chocs de son champion. Dernier fait notable, il participe à la dernière revue « intellectuelle » conservatrice et patriote en ligne de Michel Onfray, nommée sobrement et sans honte « front populaire ».

Cependant, que ce docteur soit encensé par la droite et l'extrême-droite, qu'il couvre ses collègues accusés de harcèlement sexuel et qu'il soit lui-même connu pour harceler et humilier ses collaborateurs-trices, ça ne dit pas que son traitement n'est pas efficace.
Mon médecin pas très honnête

Nous pensons cependant intéressant de nous attarder sur plusieurs faits qui d'après nous démontrent une certaine largesse du Dr Raoult en ce qui concerne l'éthique médicale et de recherche11 :

Suspicion de fraude : Il est à signaler que Raoult et son équipe ont été interdits de publication de 2006 à 2007 par l'American Society for Microbiology, pour suspicion de fraude (il aurait photoshoppé des photographies provenant d'un microscope !).

Ses laboratoires ont été privés en 2018 des tutelles CNRS et INSERM car leur travail n'apporte « pas de bénéfice scientifique ».

Raoult est donc le chercheur le plus cité en microbiologie tout simplement car il publie énormément (plus de 2600 publications à son actif, dont moins de 4% dans des revues à haut impact international) il signe donc d'avantage de papiers qu'il ne peut en écrire, mais même qu'il ne pourrait en lire !

Raoult ne « croit » pas aux travaux de modélisations épidémiologiques, il l'écrit lui–même dans le Point

Raoult est climatosceptique.

Nous pensons que cet ensemble de faits légitime un questionnement sur l'intégrité scientifique du Dr Raoult, ainsi que son honnêteté dans sa présentation de résultats.

Mon médecin en trottinette

Il faut quand même l'avouer, les déclarations chocs de Didier Raoult sur la non–dangerosité de l'épidémie sont un vecteur de plus d'une méfiance légitime à son encontre. Son analyse de la dangerosité du virus, de ses modes de propagation, est, de bout en bout, fausse.

En février, il tonitruait que le Covid-19 faisait moins de morts que « les accidents de trottinette ». En mars, c'était toujours « moins dangereux qu'une grippe ». En avril, il se concentre sur la promotion de son inefficace traitement.

Fin avril, la baisse du nombre de mort.e.s par jour lui permettant de reprendre ses provocations sans paraître trop irrespectueux, c'est reparti dans la « croyance » avec de nouvelles déclarations. En effet, Didier Raoult ne croit pas à une deuxième vague.

L'omniprésence du concept de croyance dans le langage d'un médecin–chercheur, nous semble fortement problématique et participe à un questionnement légitime sur sa méthodologie. En effet, son rôle devrait être d'expliquer, faits à l'appui, pourquoi et dans quelle mesure il est probable qu'une deuxième vague épidémique survienne ou non. Le consensus épidémiologique se situe aujourd'hui du côté d'une continuité de la propagation de l'épidémie – le débat se situant en fait sur la forme et l'ampleur de la deuxième vague, et non son existence16.

De plus, diffuser des idées fausses sur la dangerosité de l'épidémie, dans un contexte où l'État ne mène pas de campagne sérieuse et crédible d'information massive sur le virus, contribue à mettre en danger les individus et leur entourage, en faisant croire qu'il n'y a pas lieu de changer ses habitudes. Sans compter qu'à une échelle large, une épidémie se contient si tout le monde prend ses précautions. Mon médecin victime de complot ?

À en lire certain.e.s, Didier Raoult serait victime d'un « complot de big pharma » et des médecins parisiens.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'origine antisémite des allégations contre Agnès Buzyn et son mari Yves Lévy, et sa diffusion par les réseaux d'extrême-droite soraliens (Lévy faisant partie de ce qu'il appelle sa « liste de Schindler »).

Le bon docteur Raoult (« un bon gaulois sédentaire » d'après Soral) serait donc victime d'un complot de Big Pharma contre lui.

Ainsi ce démarcheur sans équivalent de l'hydroxychloroquine, responsable du lancement de plusieurs dizaines d'études, serait victime d'un complot de big pharma ? À moins de penser que la chloroquine est produite dans des SCOP autogérées anti-capitalistes, il semblerait plutôt que le Dr Raoult fasse la promotion d'un médicament qui, comme tous les autres, est produit dans un laboratoire bien capitaliste avec des objectifs de profitabilité. En l'occurrence Sanofi, que l'on ne pourra, même avec une mauvaise foi exacerbée, extraire de ce qu'on appelle communément big pharma.

Par ailleurs, les liens de Raoult avec les laboratoires pharmaceutiques et son indépendance vis–à–vis de ceux-ci sont, au bas mot, questionnables.

Désolé donc, mais Raoult n'est pas victime de quelque complot que ce soit. La chloroquine n'a fait l'objet d'aucune censure, elle a bien au contraire, été sur-prescrite et sur-étudiée comme nous allons le voir dans une seconde partie.

La chloroquine : un médicament inefficace sur-prescrit, sur-étudié, sur-discuté

Sur l'efficacité de la chloroquine et sur les résultats : Raoult ment, il n'y a pas d'autre mot possible. Étude après étude il a volontairement appliqué un protocole qui empêche l'établissement d'un consensus scientifique (ce qu'on appelle l'équipoise clinique20) sur la question. Ses études sont scientifiquement et méthodologiquement invalides : pas de groupe témoin, faible nombre de participant.e.s, des patient.e.s sortis de l'étude soit car décédé.e.s ou en réanimation, âge des participant.e.s majoritairement jeune, ce qui augmente les chances de rémission et diminue les risques de complications, échantillons composés majoritairement de malades avec des symptômes légers voire bénins, les choix de patient.e.s du professeur Raoult vont déjà grandement influencer les résultats de ses études. Malgré ces aménagements inacceptables, l'efficacité démontrée de la chloroquine seule ou avec azithromycine est : nulle. Raoult annonce un taux indétectable de symptômes au bout de 5 jours de traitement d'environ 85%, ce qui est équivalent au taux de rémission moyen sans traitement !

Les autres études menées démontrent deux choses : dans le meilleur des cas il n'y a aucune amélioration, dans le pire des cas des études doivent être arrêtées après l'observation d'une surmortalité. (...) Alternative Révolutionnaire Communiste (NPA) 24 mai 2020

LVOG - La suite était à l'avenant, à vomir ! Fuyez ce parti !

Le commentaire que j'ai envoyé au blog d'un médecin, et pour copie au Pr. Raoult .

Après avoir lu sur le Net des centaines d'articles sur le Covid-19 au cours des 7 derniers mois pour actualiser mon portail, je suis tombé sur le pire en terme de désinformation qui ait été publié, et à bien des égards le plus dégueulasse pour rester poli, cela va souvent ensemble…

Bref, un excellent condensé de la propagande officielle pestilentielle et ses contradictions. Autre avantage si je puis dire, sa lecture pourrait faire réfléchir ceux qui la soutiennent, car il montre à quel point leur position est ridicule, intenable, indéfendable, détestable, malhonnête aussi.

https://alt-rev.com/2020/05/24/fin-de-partie-pour-la-chloroquine/

Qu'il provienne du courant le plus dégénéré de l'extrême gauche, le NPA, n'a rien d'étonnant. Je suis moi-même d'extrême gauche dans la version socialisme scientifique, donc je n'ai rien à voir avec ces gens-là, et on ne pourra pas m'accuser d'être un agent de la réaction.

D'une certaine manière le gauchisme rattrape et dépasse l'extrême droite dans l'ignominie. On peut mettre cela sur le compte de la crasse ignorance ou du dogmatisme, de la haine aveugle, de la frustration qui rend belliqueux, hystérique, mythomane jusqu'à la folie parfois.

Chacun a pu constater qu'aucun parti dit ouvrier ou issu du mouvement ouvrier n'avait appelé à une mobilisation et à une manifestation (illégale) contre les mesures liberticides imposées par Macron, consensus oblige de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par l'extrême centre (LREM-Modem).

Partant de là, la résistance s'est manifestée ailleurs, ici par exemple, parmi une multitude de personnalités issues des classes moyennes à travers le monde dont les voix ne sont jamais parvenues au citoyen lambda des classes populaires. La résistance est donc demeurée inorganisée, atomisée ou isolée et sans réelle pouvoir sur les autorités, ce qui augure mal la suite sur tous les plans.

Briser cet isolement, réaliser l'unité entre les classes populaires et les éléments les plus progressistes des classes moyennes sera indispensable pour mettre en échec la tentative de vacciner abusivement la population, notamment. Mais qui osera affronter Macron, son régime aux relents totalitaires ?

L'éditorial de D. Gluckstein de La Tribune des travailleurs (POID) du 29 juillet confirme à sa manière ce qui a été exposé précédemment.

- ...Incertitude quant au retour de l'épidémie (Il participe au concert de la réaction sur la deuxième vague ou de la résurgence du virus en hiver. - LVOG)

- ...Pas question de financer les masques gratuits (Le bougre, il y tient au masque de la soumission ! - LVOG)

- ...et tant pis si cela prépare un nouveau désastre. (La rhétorique du catastrophisme et de la peur adoptée par le gouvernement et les médias à sa solde est de rigueur - LVOG)

- ...interdire les licenciements, maintenir tous les emplois, répartir le travail disponible entre toutes les mains sans diminution de salaire. Et qu'on ne dise pas qu'il n'y a pas d'argent ! (Et s'il n'y avait pas d'argent ? Et bien vous devriez faire avec et accepter le sort que les capitalistes vous réserveraient... Sans rire, Martinez et Veyrier seraient sur la même ligne. Ah ces révolutionnaires, on se disait bien qu'ils cachaient leur jeu ! "*Notons que Philippe Martinez (secrétaire général de la CGT) s'est prononcé pour « une mesure d'interdiction de tous les licenciements pour quelque motif que ce soit et la suspension immédiate de tous les PSE ou plans de restructuration d'entreprise ». De son coté, Yves Veyrier (secrétaire général de FO) a indiqué qu'il manquait « l'interdiction de licenciement en contrepartie » des dispositifs d'activité partielle mis en place par le gouvernement.*" (Extrait de l'Appel du comité pour l'unité des travailleurs du transport aérien de roissy et d'orly.) - LVOG)

- ...Les 460 milliards distribués généreusement par le gouvernement sur mandat de l'Assemblée nationale sont plus que suffisants pour garantir tous les emplois et tous les revenus durant de nombreuses années. (C'est à croire que rien ne changerait "*durant de nombreuses années*", on devrait donc continuer de vivre sous le même régime, en voilà une orientation révolutionnaire ! - LVOG)

- ...Tout se résume donc à ceci : la relance dont tout le monde parle doit-elle suivre le plan capitaliste ou le plan ouvrier ? (Sans gouvernement ouvrier qui est passé à la trappe ? Sous quel régime ? - LVOG)

LVOG - La relance économique en juillet 2020, la reconstruction du pays (et de l'Etat) après la Seconde Guerre mondiale à partir de 1945, garantir le bon fonctionnement du cycle du capital indispensable à la survie du régime, telle a toujours été la principale préoccupation du mouvement ouvrier sous le contrôle de la social-démocratie et du stalinisme auxquels s'associeront les courants se réclamant du trotskysme.

Le réformisme a servi les intérêts du capitalisme jusqu'à ce qu'il se développe en Asie à partir du milieu des années 70, dans la mesure où l'élévation des salaires permettaient d'écouler les marchandises qui correspondaient à la satisfaction de besoins anciens et nouvellement créés qui n'auraient trouvés preneurs nulle part ailleurs dans le monde que dans les pays où le capitalisme était le plus développé, aux Etats-Unis et en Europe occidentale, au Japon. Le réformisme a accompagné le développement du capitalisme à l'échelle mondiale jusqu'à ce que la mondialisation du capitalisme soit achevée.

Quand votre salaire augmente, votre pouvoir d'achat (Quelle vilaine expression sachant que notre force de travail, notre sueur, notre peine et notre sang sont également une marchandise !) augmente, vous allez consommer davantage, non seulement vous allez permettre ainsi au cycle du capital de s'achever et aux capitalistes d'empocher leurs profits et ainsi de suite, en fait vous allez restituer aux capitalistes la part de la plus-value qu'ils vous ont versée sous forme de salaires et allocations diverses en échange de marchandises ou de biens, de services, que vous consommerez et que vous devrez renouveler sans cesse, de telle sorte que cela permettra d'assurer la continuité de l'existence du régime qui vous exploite et vous opprime, sans que jamais il ne soit menacé, puisque vous y serez totalement subordonnés ou votre survie en dépendra ou votre sort sera liée à celui du capitalisme.

Partant de là, deux orientations politiques se présentaient au mouvement ouvrier. Soit se contenter de réformes ou de mesures qui finalement alimenteraient la machine du capitalisme et y enchaînerait la classe ouvrière pour une durée indéterminée avec toutes les conséquences désastreuses sur le plan de sa conscience de classe que l'on peut mesurer quotidiennement de nos jours, la voie empruntée par la social-démocratie et le stalinisme ; Soit conditionner le combat pour ces réformes dans l'unique perspective politique de mettre un terme au régime capitaliste, ce qui impliquait aucune concession aux opportunistes au risque d'apparaître sectaire ou dogmatique, en contrepartie de quoi il était possible d'élever le niveau de conscience politique des éléments les plus combatifs de la classe ouvrière et des classes moyennes dans la perspective du socialisme, sans pour autant renoncer à la lutte pour ces réformes progressistes, qui n'auraient été dans ce cas-là qu'un acompte reçu en attendant de toucher le solde ou de s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Chacun sait quelle orientation politique a été retenue également par les trotskystes, qui finalement connaissent le même sort que la social-démocratie et le stalinisme. Tous avaient adopté l'unité avec les opportunistes, tous souhaitaient porter au pouvoir le PS et le PCF, ces objectifs ont été atteints, et qu'est-il advenu du combat pour le socialisme dans tout cela, il est renvoyé aux calendes grecques ou ils l'ont abandonné, sauf en parole les jours de fêtes ou pour tromper les militants les plus naïfs, dont le niveau théorique est si médiocre qu'il suffit de leur dire ce qu'ils avaient envie d'entendre pour qu'ils se méprennent sur la nature

des partis dans lesquels ils militent.

Gluckstein terminait son dernier éditorial par "*pour un plan de relance et de reconstruction à même de garantir une existence digne pour l'immense majorité qui n'a que son travail pour vivre.*" sans plus se soucier qu'on demeure exploité et opprimé, peu importe, la relance et la reconstruction d'abord, cela ne vous fait-il pas penser au mot d'ordre du Forum économique mondial ?

Bienvenue chez les dégénérés dans la version j'ai un sexe à la place du cerveau.

Lors de son passage en 2018 sur le plateau de RT France, Alice Coffin déclare notamment que "*ne pas avoir un mari, ça m'expose plutôt à ne pas être violée, ne pas être tuée, ne pas être tabassée*".

Elue EELV conseillère de Paris, elle-même lesbienne, elle a cofondé l'Association des journalistes LGBT en 2013 et est membre de nombreuses associations et collectifs féministes ou de défense des droits des personnes LGBTQI+. BFMTV 27 juillet 2020

LVOG - Cette déséquilibrée mentale ne doit jamais sortir seule, surtout la nuit tombée, de crainte de se faire violer, tuer ou tabasser, quelle cinglée !

Feu vert à la prostitution En Marche.

"Cigéo BURE, je dis non". Avant d'être élue députée La République en marche de la Haute-Marne en juin 2017, Bérangère Abba brandissait ce slogan contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure. A l'époque, elle milite aux côtés du la Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs (Cedra). Mais après son élection, le ton change. "Je suis vraiment très, très, très méfiant", assure Jacques Leray, le porte-parole du Cedra. Il ne croit plus en la sincérité des convictions de la nouvelle secrétaire d'État à la biodiversité. "Elle a suivi toutes les positions de son groupe politique sur le glyphosate, le Ceta etc., explique-t-il. Au départ, Mme Abba était effectivement fermement opposée à l'enfouissement des déchets radioactifs, mais elle a fini à l'observatoire de l'Andra !"

Bérangère Abba représente au Parlement l'Andra, l'Agence en charge de la promotion du projet de Bure, depuis le mois d'octobre 2019. Elle se justifie auprès du site Reporterre : au militantisme, elle explique désormais préférer "le dialogue".

Bérangère Abba a également été critiquée pour son positionnement sur l'interdiction du glyphosate, qu'elle a défendue, tout en votant en septembre 2018 contre son inscription dans la loi. franceinfo 27 juillet 2020

A propos du Premier ministre français, Jean Castex.

Son directeur de cabinet, Nicolas Revel, est partisan d'un atlantisme féroce. Il est le fils de l'académicien Jean-François Revel et de la journaliste Claude Sarraute. Le premier était le principal agent de la National Endowment for Democracy en France. La seconde était chroniqueuse au Monde. Avec humour, elle s'est appliquée à ridiculiser les syndicats ouvriers et à valoriser les combats sociétaux. Mathieu Ricard, le frère de Nicolas, est un porte-parole du dalaï lama qui ne manque jamais une occasion de dénoncer la Chine. (Réseau Voltaire)

Totalitarisme. Le ministère de la Propagande vous informe.

LVOG - Quand il est en hausse, c'est qu'il incarne un consensus, et quand il est en baisse, c'est pour qu'ils puissent annoncer plus tard qu'il remonte !

Confiance : Macron en forte hausse ("6), Castex s'installe - AFP 30 juillet 2020

La cote d'Emmanuel Macron est en forte hausse ("6) sur un mois et Jean Castex obtient la confiance d'une nette majorité de Français (56%) quelques semaines après son arrivée à Matignon, selon un sondage Harris Interactive-Epoka diffusé mercredi.

Avec 50% d'opinions positives, le chef de l'Etat retrouve son niveau du mois de mars (51%), au tout début de la crise du Covid-19 en France.

Emmanuel Macron progresse auprès de l'ensemble des catégories d'âge, à l'exception des moins de 35 ans (-3) auprès desquels il reste toutefois nettement majoritaire (56% d'opinions favorables).

Pour sa première apparition dans ce baromètre pour LCI, Jean Castex se hisse cinq points au-dessus de son prédécesseur Edouard Philippe, crédité de 51% en juin.

Le Premier ministre obtient la confiance d'une majorité de Français interrogés dans toutes les classes d'âge, de 52% chez les moins de 35 ans à 63% chez les 65 ans et plus.

Forte hausse également ("7) de la confiance dans les membres du gouvernement, au lendemain du remaniement, avec 36% d'opinions positives.

Jean-Yves Le Drian (52%, "7) reste celui en qui les Français ont le plus confiance, devant la nouvelle ministre de la Culture Roselyne Bachelot (51%), Olivier Véran (49%, "9) et Bruno Le Maire (49%, "7).

Enfin, Edouard Philippe (50%, -1) s'installe en tête du classement des autres personnalités politiques, devant Nicolas Hulot, stable à 42%.

Enquête réalisée en ligne du 21 au 23 juillet auprès de 960 personnes de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Marge d'erreur de 1,4 à 3,1 points. AFP 30 juillet 2020

La réaction à l'offensive tout azimut.

- Macron à la majorité : "nous n'avons pas le droit de nous reposer" - AFP 27 juillet 2020

""Nous n'avons pas le droit de nous reposer": Emmanuel Macron a appelé lundi soir les parlementaires de la majorité à rester dans "l'unité" et à "ne rien perdre de l'ambition" de 2017, lors du "pot" traditionnel de fin de session, selon des participants. AFP 27 juillet 2020

- Emmanuel Macron annonce une aide de 10 millions d'euros pour les agents de police travaillant la nuit - BFMTV 27 juillet 2020

- Nicolas Sarkozy estime qu'il "aurait dû aller plus loin" en matière de sécurité - europe1.fr 27 juillet 2020

- Gérald Darmanin "s'étouffe" quand il entend le terme de "violences policières" - Franceinfo 29 juillet 2020

- Macron annonce une "indemnité spécifique" pour les policiers travaillant la nuit - AFP 29 juillet 2020

- Clavreul : « On devrait se réjouir d'avoir une armée de fonctionnaires dévoués » - LePoint.fr 27 juillet 2020

- Au complet, le gouvernement "a une vraie stratégie pour la jeunesse", selon Blanquer - AFP 27 juillet 2020

- Bioéthique et PMA pour toutes: début d'un sprint à haut risque devant l'Assemblée - AFP 27 juillet 2020

- Ouïghours: la France propose une mission internationale d'"observateurs indépendants" pour aller sur place - BFMTV 28 juillet 2020

Népotisme et totalitarisme.

- Macron nomme 18 nouveaux préfets dont plusieurs ex-conseillers - BFMTV 30 juillet 2020

LVOG - Plus jeunes, plus ambitieux, plus enragés, plus psychopathes...

DEUXIEME PARTIE

Au secours, il fait plus chaud en été en Europe !

Forte vague de chaleur en Europe - Euronews 31 juillet 2020

- ...le mercure avoisine les 40 degrés
- ...vague de chaleur exceptionnelle
- ...Mostar connaît elle aussi des records de chaleur : plus de 40 degrés.
- ..."Au soleil, il fait beaucoup plus chaud", raconte Sefkija Bitic, guide touristique. Euronews 31 juillet 2020

LVOG - Ici, en Inde du sud, alors que tous les ans les hautes températures s'étalent de la mi-mars à la fin août, voire mi-septembre, en un quart de siècle on n'a jamais eu un mois de juillet aussi couvert, pluvieux et froid la nuit, au lieu des 28 à 30°C la nuit, la température est tombée à 23°C, en décembre-janvier elle descend aux alentours de 20°C, rarement en dessous. Durant le mois de l'année le pus chaud, en mai, la température n'a pas dépassé 40°C à l'ombre cette année.

C'est déprimant d'avoir un ciel gris des semaines entières, j'avais oublié que cela existait !

En fait, on assiste tout simplement aux aléas du climat. Les transferts de température qui semblent affecter tous les continents pourraient avoir un lien avec des modifications apportées au champs magnétique qui entoure la terre et le déplacement du pôle magnétique, ou encore l'activité du noyau de la Terre, on a également enregistré plusieurs tsunamis légers caractéristiques des tremblements de terre océaniques.

Les Pieds nickelés de la science en savent des choses.

Le coronavirus est resté caché plus de 40 ans dans les chauves-souris avant d'émerger - Futura 30 juillet 2020

LVOG - Attendez, ils l'ont daté très précisément, 1969. Questions : Comment ont-ils procédé ? Etait-ce possible ? La réponse est dans la question.

Le problème avec cette version, c'est qu'elle ne colle pas avec les faits, car elle ne permet pas d'expliquer pourquoi simultanément dans le monde entier le même virus se serait soudain réveillé, en commençant en tout bien et tout honneur par Wuhan en Chine, ben voyons !

Pourquoi "***des dizaines de milliers de patients atteints de COVID-19 meurent inutilement***"

Harvey Risch, MD, PhD, est professeur d'épidémiologie à la célèbre université de Yale (Yale School of Public Health).

« *En tant que professeur d'épidémiologie à la Yale School of Public Health, j'ai rédigé plus de 300 publications évaluées par des pairs et j'occupe actuellement des postes de direction au sein des comités de rédaction de plusieurs revues de premier plan. J'ai l'habitude de défendre des positions au sein des courants de la médecine, j'ai donc été déconcerté de constater qu'en pleine crise, je dois me battre pour un traitement soutenu pleinement par les données, mais qui pour des raisons n'ayant rien à voir avec une compréhension correcte de la science, a été mis à l'écart. En conséquence, des dizaines de milliers de patients atteints de COVID-19 meurent inutilement. Heureusement, la situation peut être inversée facilement et rapidement.*

Je parle, bien sûr, du médicament hydroxychloroquine. » Mondialisation.ca, 29 juillet 2020

Véran, Salomon, Hirsch : Tueurs en série !

Didier Raoult porte plainte contre Martin Hirsch pour "dénonciation calomnieuse" - bfmtv.com 30 juillet 2020

Après les accusations de "faux témoignage" de la part de Martin Hirsch, le directeur de l'AP-HP, Didier Raoult annonce porter plainte.

Le professeur Didier Raoult, patron de l'Institut Méditerranée-Infection à Marseille, a déposé plainte auprès du parquet de Paris pour "dénonciation calomnieuse" contre le directeur des hôpitaux de Paris (AP-HP), Martin Hirsch, qui l'avait accusé de "faux témoignage", a-t-on appris jeudi de sources concordantes.

Auditionné devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale le 24 juin, Didier Raoult, connu pour sa défense de l'hydroxychloroquine dans le traitement contre le coronavirus, avait affirmé que la mortalité dans les réanimations de l'AP-HP était "de 43%".

"Chez nous, elle est de 16%", avait-il ajouté, en s'appuyant sur un rapport de la cellule de crise de l'AP-HP, daté du 14 avril.

Un faux témoignage?

Le directeur de l'AP-HP, Martin Hirsch, avait protesté dès le 26 juin contre les déclarations du chercheur marseillais, dans un courrier au président de l'Assemblée nationale dans lequel il estimait que les propos du Pr Raoult "semblent s'apparenter à un faux témoignage".

"Jusqu'ici, il s'agissait de controverses scientifiques qui existent depuis toujours, le Pr Raoult a toujours accepté les polémiques, mais là cela dépasse la sphère scientifique", a déclaré Me Brice Grazzini, l'avocat de Didier Raoult, qui confirme avoir déposé plainte mercredi.

Depuis le début de l'épidémie, la défense par le patron de l'Institut Méditerranée-Infection de l'hydroxychloroquine a suscité de nombreuses polémiques dans le monde scientifique. "Là, c'est différent, mon client risque cinq ans d'emprisonnement et 75.000 euros d'amende", a ajouté son conseil. Selon lui, Martin Hirsch a "accusé le Pr Raoult de faux témoignage sous serment alors qu'il se basait sur des statistiques de l'AP-HP".

"Le Pr Raoult parlait juste de manque de moyens"

Le directeur des hôpitaux de Paris avait confirmé l'authenticité de ce document mais souligné qu'il datait d'il y a près de trois mois au moment de l'audition et était donc obsolète. Il avait ajouté qu'à l'époque, selon ce même document, environ la moitié des patients hospitalisés en réanimation y étaient encore admis, et qu'on ne connaissait donc pas encore l'issue de leur maladie (décès ou guérison).

"Il n'y a pas de match entre l'AP-HP et l'AP-HM, le Pr Raoult parlait juste de manque de moyens, du fait qu'on avait anticipé les choses en testant plus à Marseille qu'ailleurs", a souligné Me Grazzini.

Début juillet, Martin Hirsch a assuré que la mortalité des patients atteints de Covid-19 dans les services de réanimations de l'AP-HP est estimée entre 25% et 35%, et non 43%, comme affirmé par Didier Raoult.

"Mon rôle n'est pas de faire la police des pourcentages, mais si c'est pour (influencer) la commission d'enquête à partir de données biaisées et partielles, c'est mon rôle de réagir promptement", avait-t-il déclaré le 6 juillet devant les députés. bfmtv.com/ AFP 30 juillet 2020

La Commission européenne agence de Big Pharma ou nouvel assassinat de masse programmé.

Coronavirus: La Commission européenne signe un accord avec Gilead sur le remdesivir - Reuters 29 juillet 2020

La Commission européenne a annoncé mercredi avoir signé un contrat avec Gilead pour se procurer des doses de remdesivir permettant de traiter 30.000 patients atteints de formes graves du COVID-19 à partir de début août.

Elle a précisé que le contrat se chiffrait à 63 millions d'euros. Reuters 29 juillet 2020

L'entreprise Gilead aurait-elle dissimulé la vraie toxicité du Veklury© (remdesivir) ? - France Soir 8 juillet 2020

Les médias se sont focalisés sur le débat binaire scénarisé autour de l'usage de l'hydroxychloroquine. Entretemps, le Veklury© (remdesivir) a été plébiscité pour devenir le remède idoine malgré une quasi-inefficacité thérapeutique.

Ces derniers jours, on apprend que les États-Unis auraient fait main basse sur les stocks de Veklury© et que l'Agence Européenne du Médicament (EMA) donnait une autorisation de mise sur le marché (AMM) de ce médicament pour les formes graves de Covid-19, AMM restant à valider par les états membres.

Nous sommes très surpris par ces décisions, et ce à plusieurs titres.

L'efficacité du Veklury© contre la Covid-19 n'a pas été démontrée et la seule étude à lui prêter une « modeste » efficacité conclut, de manière hasardeuse, que son usage permettrait une sortie d'hospitalisation plus rapide de quelques jours, critère d'évaluation qui ne figurait d'ailleurs pas dans la version initiale du protocole. Nous vous invitons à vous reporter à notre analyse de cette étude pour apprécier par vous-même la faiblesse des conclusions.

Il est d'usage d'utiliser les antiviraux à un stade précoce des infections virales, au moment où ils ont le plus de chances d'être efficaces. En effet, nombre de médecins estiment qu'aux stades très avancés de la maladie, ce n'est plus le virus qui affecte l'organisme mais la réaction immunitaire, et donc un antiviral pur comme le Veklury© ne se justifie alors pas. Le positionnement du Veklury© au stade avancé de la maladie pose question.

La toxicité de la molécule, la GS-5734, et de son métabolite le GS-441524 n'a pas été sérieusement étudiée et les données quant à son métabolisme dans l'organisme sont non seulement lacunaires mais de surcroît reposent sur un modèle biologique mal défini, en tout cas incomplet. La cible supposée est l'ARN polymérase sans que son principe d'action ne soit établi. Pourtant

la pharmacodynamie de cette molécule identifiée depuis 2012 aurait largement eu le temps d'être parfaitement caractérisée depuis.

Depuis sa création, ce médicament n'a jamais prouvé d'efficacité réelle chez l'être humain, quel que soit le virus pour lequel il a été testé : Ebola, SARS-CoV, MERS-CoV.

Pis, dans chacune de ces pandémies, des conclusions hâtives ont été systématiquement publiées sur son efficacité et présentées au grand public alors que reposant sur des études plus que douteuses, si ce n'est hasardeuses. Pour Ebola, on a par exemple conclu à son efficacité après l'avoir testé sur deux patients qui se sont remis de l'infection, sans jamais avoir démontré que cela était dû à l'administration de remdesivir. Malheureusement pour les Français, malgré son échec flagrant durant l'épidémie d'Ebola, la supercherie scientifique de Gilead semble survivre à l'épreuve du temps. Rappelons que le brevet expire en octobre 2035, et que cette molécule est maintenant recommandée par l'Agence Européenne du Médicament (EMA) pour usage thérapeutique contre la Covid-19.

Les scientifiques de Gilead, et autres chercheurs grassement subventionnés pour vendre cette nouvelle molécule de synthèse, mettent en avant un mode d'action in vitro expliquant l'efficacité clinique du remdesivir. Ce n'est pas une réalité quand on mesure l'immense différence entre les résultats d'efficacité présentés dans les études chez l'Homme et ceux obtenus in vitro.

Pire, nous avons des arguments pour penser que le remdesivir est en fait une molécule très toxique et que les résultats obtenus in vitro s'expliquent avant tout par la cytotoxicité des molécules GS-5734 et de son métabolite GS-441524. Nous pensons en outre que l'usage tardif de cette molécule permet de dissimuler sa toxicité puisque les organes affectés par la Covid-19 et le remdesivir sont les mêmes. Nos propos s'appuient sur des données tangibles issues d'organismes officiels et de publications scientifiques validées par des comités de lecture.

Aussi, si d'aventure nos soupçons sur la toxicité du remdesivir n'étaient pas fondés, nous serions heureux que Gilead et/ou les autorités sanitaires nous fournissent des données complètes démontrant son innocuité, puisque dans les exigences des recherches cliniques préalables à l'utilisation d'un médicament, ce n'est pas aux patients de démontrer la toxicité d'une molécule mais au laboratoire d'en démontrer l'innocuité.

Les résultats d'une étude parue le 6 juillet sur 5 patients traités au remdesivir à l'hôpital de Bichat font état d'effets secondaires graves. "Cette série de cas de cinq patients COVID-19 nécessitant des soins intensifs pour une détresse respiratoire et traités avec du remdesivir, met en évidence la complexité de l'utilisation du remdesivir chez ces patients gravement malades. Le remdesivir a été interrompu pour des effets secondaires chez quatre patients, dont 2 élévations des ALAT (3 à 5 N) et 2 insuffisances rénales nécessitant une transplantation rénale". Les résultats de l'étude se trouvent dans l'article intitulé: étude de cas sur les cinq premiers patients traités par COVID-19 avec du remdesivir en France. Un élément choquant est la date de parution de cette étude le 30 juin 2020 (date de disponibilité en ligne) alors que les patients ont été traités entre le 24 janvier et le 1er mars 2020. De telles informations sur la toxicité d'un médicament et conséquences auraient dû être prise en compte par l'EMA.

Nous présentons une analyse globale des données de toxicité afin de ne pas nous perdre dans les détails des études du dossier d'AMM que nous vous invitons néanmoins à lire. Ces éléments ont leur importance mais permettent trop souvent aux fabricants de médicaments de saucissonner l'information, nous en avons souligné les principales informations en annexe I, ainsi que les carences.

Nous, citoyens et patients européens, demandons que ces manques soient corrigés.

1/ Analyse de données factuelles sur la toxicité du remdesivir

A- Données « officielles »

Quand un médicament commence à être utilisé chez l'être humain, les médecins disposent d'informations sur les études pré-cliniques de toxicité (données in vitro et chez l'animal). Pour plus d'information, vous pouvez vous référer à notre article sur le développement pré-clinique d'un médicament (notre article sur les développements pré-cliniques)

Dès les premières études cliniques, on enregistre les événements indésirables déclarés par les patients et recherchés par les médecins. Ces informations sont consignées dans un document dit « brochure de l'investigateur » qui est mis à jour au fur et à mesure de la progression des études cliniques avant AMM.

Un médicament peut bénéficier d'une Autorisation Temporaire d'Utilisation (ATU) avant AMM, les médecins doivent alors avoir accès aux informations de tolérance connues à ce stade.

Une fois le médicament commercialisé, il est packagé avec une notice d'information qui, entre autres, informe sur les potentiels événements indésirables. A ce jour, cette notice n'est pas accessible pour la France.

Le document qui tiendra lieu de notice pour les médecins hospitaliers n'est pas encore disponible et donc le seul document tenant lieu de notice pour les effets secondaires est aujourd'hui le document produit par l'EMA que nous avons mentionné et en partie analysé en annexe I.

Pourtant ce médicament, qui existe depuis 2015, a déjà été utilisé en France, en particulier pendant la pandémie Covid-19, et bénéficierait a priori d'une ATU. Sa notice est introuvable, tout comme est introuvable sa fiche ATU sur le site de l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé). Il semblerait que dans le récent dossier d'AMM européen, il ne soit pas fait état de tous les événements indésirables connus des agences sanitaires, puisque rien que pour le premier semestre 2020 en France, il y a au moins 8 événements graves signalés au 22/06/2020, dont 3 cas d'insuffisance rénale ayant nécessité un passage en dialyse. Les chiffres de vente du produit n'étant pas disponibles, l'analyse de risque ne peut être déduite, mais sachant que le produit a peu été utilisé en France, cela questionne déjà sur ces seuls éléments.

A noter que Gilead ne publie sur son site internet aucune information précise sur les effets secondaires du médicament, et encore moins sur ses interactions médicamenteuses. Si la société ou les médecins sous conventions parlent bien des bénéfices du produit, personne n'évoque les effets secondaires (communiqués de presse et autres annonces sur les marchés financiers). De plus, dans son brevet déposé, Gilead affirme à plusieurs reprises l'innocuité du médicament si celui-ci est bien dosé, depuis des doses infinitésimales jusqu'à 100 mg/kg /jour (1). Il est à préciser que le mode d'administration actuel de cette molécule est intraveineux.

Les données officielles sur la toxicité, les effets secondaires et les interactions médicamenteuses sont donc quasi inexistantes ou alors très parcellaires. Il est étrange de constater que le document produit par l'EMA qui reprend celui adressé à la FDA (Food and Drug Administration, l'autorité de santé américaine) ne pose pas la question de la toxicité de manière générale, et plus particulièrement de la génotoxicité et la mutagénicité, études qui devraient être disponibles aujourd'hui pour cette molécule dont la « first administration to human » ne date pas d'hier. Mais ce n'est pas le seul élément de toxicité du Veklury (remdesivir) qui est occulté par le document de l'EMA.

Nous sommes donc surpris des décisions respectives des autorités internationales, OMS, FDA et EMA, d'autoriser dans un premier temps, l'usage du Veklury© à titre compassionnel et depuis peu comme traitement de la Covid-19. Nous nous sommes reportés au communiqué de la FDA autorisant son utilisation (2). D'après les données fournies par Gilead à la FDA, le Veklury (remdesivir) ne présenterait aucun risque de toxicité pour l'organisme, si ce n'est pour des rats ayant reçu des doses supérieures à 3 mg/ kg/jour. Il serait ainsi seulement question de contre-indication ou d'une administration adaptée pour certains patients souffrant de troubles rénaux ou hépatiques.

Gilead et l'EMA clament de concert que la toxicité du Veklury (remdesivir) est « acceptable » au regard des bénéfices qui jusque-là, il faut bien l'avouer, sont plus que piètres. Le seul bénéfice réellement mesuré en phase III est en effet une réduction du nombre de jours d'hospitalisation qui passe de 15 à 11 pour les patients qui auraient de toute façon guéri, le taux de mortalité restant le même avec ou sans Veklury (remdesivir). Il faut rappeler à ce titre que le critère initial de l'étude étant arrivé à ces conclusions était précisément le taux de mortalité, et que s'il n'avait pas été modifié, l'étude n'aurait jamais pu conclure à la moindre efficacité.

Ceci pourrait être en concordance avec les résultats des phases III des essais chinois et américain qui n'ont pas réussi à démontrer d'efficacité du Veklury (remdesivir) chez les patients d'origine asiatique ou africaine.

Pour ce qui est de l'efficacité, malgré une tentative très questionnable de faire croire que l'usage du Veklury (remdesivir) pouvait raccourcir le nombre de jours en réanimation, la totalité des études sérieuses ne relèvent pas le début d'une efficacité, quel que soit son usage. Et comme France soir l'a écrit, l'étude pivot du dossier d'AMM européenne est elle aussi douteuse. Il est urgent que les citoyens européens demandent une ré-analyse des données et des informations complémentaires. Evoquer la dimension bénéfice/risque dans le contexte est osé.

Gilead prend cependant le soin de préciser que des précautions sont à prendre pour les patients avec des problèmes rénaux et hépatiques, voire déconseille l'utilisation du Veklury (remdesivir) dans certains cas, cela prouve que la tolérance de la molécule n'est pas anodine.

Cependant les toxicités indiquées par Gilead sont loin de faire le compte de la réalité.

B- Données issues de la recherche

En faisant des recherches sur le site PubChem du National Center for Biotechnology Information (3), on ne trouve aucune information sur la toxicité du Veklury (remdesivir) mais le lecteur est renvoyé via un lien vers une base de données canadienne sur les médicaments, DrugBank (4). Dans cette banque de données, il est conseillé de se référer à un médicament présentant des analogies structurelles, l'aciclovir dont il est précisé qu'il a des effets secondaires important pouvant aller jusqu'à une encéphalopathie aiguë (5a), ou la vidarabine (5b)

L'élément commun à ces deux molécules est un groupement analogue de nucléosides (groupe conjugué plat, base azotée) qui

peut potentiellement produire des dommages chromosomiques dans les cultures cellulaires humaines ou être dégradé en substances potentiellement toxiques.

Mais qu'en dit la recherche ?

De plus en plus de cas de graves d'effets secondaires du Veklury (remdesivir) sont révélés de par le monde. C'est ainsi que des lésions hépatiques et rénales, mais aussi des problèmes cardiovasculaires ont été rapportés et bizarrement peu relayés par les médias. Comme FranceSoir le souligne, l'American Society of Health-System Pharmacists, une fondation américaine qui propose une pharmacovigilance réalisée par les pharmaciens eux-mêmes, commence à signaler des alertes concernant les effets secondaires observés (6). En effet, Barbara F. Young, une rédactrice en chef de cette fondation, pharmacienne, explique que « les premières données sur l'innocuité humaine du remdesivir provenaient du système de traitement du virus Ebola, où le médicament inhibiteur de l'analogue des nucléotides et de la polymérase avait ce qu'un examen a appelé « un profil d'innocuité acceptable » bien qu'il n'ait pas été plus efficace que d'autres options expérimentales essayées. Les seuls événements indésirables rapportés dans cet essai étaient des décès, et le seul jugé comme étant potentiellement imputable au remdesivir était un cas d'hypotension suivi rapidement d'un arrêt cardiaque. »

La pharmacienne de rajouter quant aux effets indésirables retenus : « C'était surprenant quand ceux-ci sont sortis ; il y avait une liste d'effets secondaires très courte. C'est soit le médicament le plus sûr qu'il y ait, ou... ». Ou tout est fait pour dissimuler la toxicité de ce médicament. Pour nous en convaincre, il nous faut donc passer en revue les essais réalisés avec le Veklury (remdesivir). Nous parcourons donc les publications du site dédié, PubChem du National Center for Biotechnology Information (3). Là encore, malgré les très nombreux essais cliniques réalisés depuis 2015, il n'y a pas d'éléments précis et rigoureux alors que normalement les essais des phases I et II ont précisément pour objectif d'évaluer la tolérance d'un médicament. On remarque que soit les essais ont été arrêtés précocement pour des raisons mal précisées, soit qu'il a été considéré que les atteintes étaient provoquées par la maladie. Dans les deux cas, on aimerait disposer d'une analyse claire des conclusions d'imputabilité de la responsabilité de la molécule.

Une autre chinoise avait fait état d'effets secondaires qui provoqueraient une infertilité chez les hommes (7). Cette étude a été retirée du dossier sans que l'on sache pourquoi. Il est surprenant de voir une étude préliminaire retirée, d'autant plus que les chercheurs ne faisaient qu'émettre des hypothèses. Et bien sûr, on mettra les résultats de cette étude en perspective de ce qui suit dans les paragraphes suivants.

Sur la description du remdesivir, nous constatons que la toxicité n'est pas évaluée faute de données suffisantes. Mais dans la section « Safety and hazards », soit Santé et Risques, nous sommes interpellés par un pictogramme qui semble évoquer une toxicité assez importante.

Comment se fait-il qu'une molécule affublée d'un avertissement aussi grave sur son impact sur l'organisme n'ait pas fait l'objet d'études de sécurité clinique plus poussées ?

Pour comprendre ce paradoxe, nous avons procédé à une analyse prospective en nous basant sur la chimie de cette molécule dont le code propriétaire identifiant unique est GS-5734.

II/ Analyse prospective de la toxicité du Veklury (remdesivir).

Pour pouvoir envisager la toxicité de ce médicament, nous avons regardé la chimie de la molécule, une piste d'investigation naturelle.

A- Biochimie du Veklury (remdesivir).

Le Veklury (remdesivir) est un analogue de l'adénosine (8), molécule utilisée en cardiologie dont l'effet pharmacodynamique est à la racine d'effets secondaires potentiels cardiaques, et par ailleurs responsable d'événements indésirables pulmonaires (9). Sa courte durée de vie dans l'organisme (qui s'explique par le pont carbone-carbone entre la partie ribose et la partie adénine) permet en général de maîtriser rapidement cette toxicité. Gilead se réclame d'avoir transformé ce pont pour rendre la molécule plus stable. Il faut réaliser que le Veklury (remdesivir) (GS-5734) est une prodrogue, ce qui signifie qu'une fois métabolisé dans l'organisme, il va se décomposer pour donner la molécule active, identifiée comme GS-441524.

Les chimistes ont volontairement créé un analogue de nucléosides proche de l'adénosine puisque l'objectif était justement de pouvoir interagir avec l'ARN viral afin de le neutraliser et ainsi bloquer la réplication. Gilead expose des modèles simples par le biais de nombreux schémas expliquant le fonctionnement de ce médicament.

Ce schéma n'est qu'un modèle et ne tient compte que de manière partielle des nombreuses interactions moléculaires possibles et même probables au sein de l'organisme. Il faut savoir que ce modèle a été élaboré in vitro avec des cellules isolées. Or les deux états dans lesquels le Veklury (remdesivir) va se trouver dans l'organisme laisse entrevoir de très nombreuses interactions qui interrogent sur le modèle simplifié, si ce n'est simpliste, qui sous-tend l'efficacité de ce médicament. En effet, ces deux

molécules possèdent des groupements chimiques à haute réactivité.

Il est important dans un premier temps de préciser que la prodrogue, le GS-5734, est accompagnée en intraveineuse d'un adjuvant qui sert de véhicule, le SBECD. Il s'agit d'un long oligosaccharide qui peut affecter les fonctions rénales et hépatiques. Son fabriquant Gilead affirme que les doses utilisées sont infimes et la durée d'exposition courte (10). On peut toutefois se demander si une partie des atteintes rénales et hépatiques observées chez certains patients ne seraient pas dues à ce SBECD.

La structure de la molécule active, le GS-441524, est effectivement très proche de l'adénosine. Il y a cependant deux différences fondamentales. Le GS-441524 est bien plus stable que l'adénosine et donc subsiste plus longtemps dans l'organisme. Or la toxicité de l'adénosine est redoutable lorsque l'organisme y est exposé durablement, ce n'est que le temps de vie très court de la molécule qui rend sa toxicité provisoire et donc tolérable. Problèmes cardiaques, hépatiques, rénaux seraient sinon plus que fréquents dans son usage thérapeutique. De plus, le caractère mutagène de l'adénosine est très puissant, c'est d'ailleurs l'essence même de la molécule puisqu'il s'agit qu'elle s'incorpore à l'ARN viral.

Il est important d'insister sur le caractère mutagène et cancérigène de l'adénosine et, par extrapolation, du potentiel caractère mutagène et cancérigène du GS-441524. L'adénosine joue un rôle important dans le développement de nombreux cancers notamment par son rôle immunosuppressif de la réponse antitumorale (11). A tel point que c'est une des pistes les plus prometteuses dans la recherche sur les cancers. Malheureusement, ces effets n'ont jamais pu être évalués pour le Veklury©, l'étude sur ses effets à long terme est absente du dossier pré-clinique. Nous pouvons cependant nous référer aux nombreuses études sur la toxicité des analogues de l'adénosine et des nucléosides qui, elles, sont éloquentes sur les effets à court et à long termes de ce type de molécules (12).

A moins que Gilead ait trouvé une formule magique, rien en l'état actuel ne laisse présager que ces propriétés toxiques soient absentes pour le Veklury©.

Les groupements ajoutés pour rendre la molécule plus efficace sont dotés d'une haute réactivité. C'est ainsi que pour minimiser cette réactivité, on a protégé le groupement phosphate avec des esters et des amides qui, une fois dans la cellule, seront clivés. Quid du devenir de ces décompositions ?

Un autre ajout et non des moindres a été réalisé par les chercheurs afin d'inhiber les interactions entre les enzymes de l'ARN mitochondrial et la molécule active, interactions qui tuaient la cellule plus que le virus. Les chimistes de Gilead reconnaissent alors avoir testé plusieurs combinaisons pour diminuer cet effet délétère de la molécule initiale et d'après leurs tests, que nous aimerions bien pouvoir consulter, c'était le groupement le plus sûr. D'après Katherine Seley-Radtke, Professor of Chemistry and Biochemistry and President-Elect of the International Society for Antiviral Research, « On ne peut pas prédire l'activité. Vous devez le faire et le tester ». Et d'ajouter : « Mais même de petits changements peuvent avoir des conséquences étonnantes. ».

Il faut alors noter que ces recherches ont été effectuées in vivo, en absence de nombreux autres éléments pouvant démontrer précisément le comportement de la molécule dans l'organisme. Aussi, peut-on se demander si ce groupement cyanide a bien plus de « conséquences étonnantes » que le laisse envisager les recherches in vitro présentées par Gilead. Et au regard de la réactivité et des nombreuses interactions potentielles, nous pouvons même demander si le Veklury (remdesivir) atteint réellement sa cible pharmaceutique : le SARS-CoV-2. Il semblerait que pour Ebola, le SARS-CoV et le MERS, son activité antivirale in vivo soit spéculative.

Si le Veklury© alias remdesivir n'atteint pas le virus, il ne lui reste donc que son très fort potentiel toxique comme impact sur l'organisme.

B- Le Veklury© ou remdesivir est un altrononitrile.

Le remdesivir est un nitrile. Plus précisément, un altrononitrile. Cela est décrit dans son nom IUPAC : l-alanine, N-((S)-hydroxyphenoxyphosphinyl)-, 2-ethylbutyl ester, 6-ester with 2-C-(4-aminopyrrolo(2,1-f)(1,2,4)triazin-7-yl)-2,5-anhydro-d-altrononitrile.

Les nitriles sont très bien connus des chimistes. Ce sont des molécules très réactives et très souvent toxiques. Ils sont d'ailleurs utilisés dans l'industrie chimique pour fabriquer des insecticides, des pesticides, de puissants détergents pour des matériaux difficiles à décaper comme les métaux.

Les nitriles sont des composés cyanés. Cette classe de composés est caractérisée par la présence d'un groupement C=N (cyano) et englobe les cyanures et les nitriles (R–C=N), ainsi que des composés chimiques apparentés tels que les cyanogènes, les isocyanates et les cyanamides. Ils doivent leur toxicité principalement à l'ion cyanure qui, lorsqu'il est libéré dans l'organisme, est capable d'inhiber de nombreuses enzymes, en particulier la cytochrome-oxydase. La mort, qui survient plus ou moins rapidement selon la vitesse de libération de l'ion cyanure, est le résultat d'une asphyxie chimique au niveau cellulaire.

La question qui se pose est la stabilité de ce groupement au sein de la molécule. Si l'on en juge par le pictogramme d'avertissement, rien n'est moins sûr.

Les nitriles ou cyanures organiques sont donc des composés organiques caractérisés par la présence d'un groupement fonctionnel cyano (–C=N) dont la formule générale est RCN. Ils peuvent être considérés comme des dérivés hydrocarbonés dans lesquels trois atomes d'hydrogène liés à un atome de carbone primaire sont remplacés par un groupement nitrilo ou par des dérivés d'acides carboxyliques (R–COOH) dans lesquels les radicaux oxo et hydroxyle ont été remplacés par un groupement nitrilo (–C=N). Par hydrolyse, ils donnent un acide qui contient le même nombre d'atomes de carbone et c'est par cette analogie qu'on les dénomme habituellement acide cyanhydrique, plutôt qu'en tant que dérivés du cyanure d'hydrogène. Les nitriles sont des composés très dangereux car ils libèrent du cyanure d'hydrogène lorsqu'ils se décomposent sous l'effet de la chaleur.

Voici le type de symptômes que peut engendrer un agent cyané :

La question est donc de savoir si notre altrononitrile doit être considéré comme les nombreux nitriles toxiques. Est-ce que le Veklury (remdesivir) est assez stable par rapport au groupement nitrile pour qu'il ne soit pas directement libéré ou hydrolysé en résidu acide carboxylé ?

Que sait-on des altrononitriles ? Très peu de choses. Les agents cyanés ont une longue histoire militaire. Ils sont déclinés, depuis la première guerre mondiale, sous de nombreuses formes et se sont révélés être des armes chimiques redoutables, comme le Zyklon B.

C- Précaution de fabrication du Veklury© ou remdesivir

En se référant à l'une des notices de prévention pour la fabrication des molécules GS-5734 et GS-441524, les deux formes du remdesivir dans l'organisme, on constate que nous avons effectivement affaire à un nitrile hyper toxique et corrosif, ce qui nous ramène au pictogramme évoqué au début de cet article, qui est présent sur le site PubChem du National Center for Biotechnology Information (3).

En effet, on constate que les avertissements dans les notices des fabricants (14) alertent sur la toxicité importante du produit : toxicité aiguë, corrosion / irritation de la peau, dommages oculaires graves / irritation, sensibilisation respiratoire ou cutanée, mutagène des cellules germinales, toxicité de la reproduction, toxicité spécifique des organes cibles (exposition unique), toxicité spécifique des organes cibles (exposition répétée). On retrouve absolument toutes les atteintes potentielles que l'on retrouve chez les nitriles les plus toxiques dont il n'est point besoin de rappeler leur sinistre usage comme gaz de combat.

Si l'on s'intéresse aux précautions à prendre lorsque l'on manipule les produits, on apprend qu'il ne faut pas utiliser de cuir car le produit troue le cuir et que les vêtements en caoutchouc doivent être lavés immédiatement après utilisation. On apprend aussi qu'il faut s'équiper d'un masque à oxygène car le produit attaque l'épithélium pulmonaire, le même tissu qui est préférentiellement gravement atteint par la Covid-19.

Un élément nous surprend : il existe des risques de décomposition en différentes substances très toxiques : monoxyde de carbone, dioxyde de carbone, oxyde d'azote (15).

En ce qui concerne le métabolite actif GS-441524, les notices des fabricants inventorient les mêmes éléments de toxicité aiguë (16).

La toxicité du remdesivir et de son métabolite, le GS-441524, s'arrêterait-elle à la surface de la peau ? Peau qu'elle transpercerait si par malheur une seule goutte s'y déposait.

Gilead opposerait le faible dosage (<3 mg/kg/jour) et la durée courte d'exposition pour minimiser la toxicité au regard du bénéfice supposé. Cependant de bénéfices, il n'y en a point, mise à part une réduction de 4 jours du temps d'hospitalisation moyen.

Aucune étude ne permet clairement aujourd'hui d'affirmer que ce médicament amènerait un quelconque autre bénéfice.

Il semble donc qu'au regard des éléments présentés précédemment, nous puissions fortement penser que le Veklury (remdesivir) est un médicament nocif et que ces éléments ont été dissimulés par Gilead. Nous pensons que l'opération de lobbying conduite dans les médias et certaines instances de santé publique afin de décrédibiliser l'hydroxychloroquine, spécifiquement en milieu hospitalier, avait vocation à faire du Veklury (remdesivir) la seule solution dans cette situation.

Nous attendons d'ailleurs toujours les données et les dossiers de pharmacovigilance du premier trimestre 2020 pour ces deux molécules que l'ANSM résiste à produire.

Etant donné la très grande toxicité potentielle du remdesivir, nous faisons l'hypothèse que, malgré son caractère antiviral qui le destinerait en principe à un usage précoce, Gilead n'a, pour le moment, voulu faire entrer le Veklury© sur le marché qu'en phase tardive de la Covid-19. Les effets secondaires et la toxicité de la molécule pouvant être « confondues » avec des atteintes de la Covid-19, il est très difficile d'imputer à la prise de Veklury©, l'aggravation d'une détresse respiratoire, de lésions rénales ou hépatiques ainsi que des complications cardiovasculaires. D'ailleurs, l'essai de phase III publié dans le NEJM évite soigneusement de donner la mortalité finale (à 28 jours) dans le bras Veklury (remdesivir) en comparaison du placebo, ce qui est plus qu'anormal. Cet essai est d'autant plus questionnable qu'il est quasiment impossible de trouver les chiffres correspondant aux tableaux de données dans le texte. Cette étude donne l'impression d'un enfumage scientifique en règle cherchant à noyer le poisson et à trouver à tout prix une forme de résultat, tout en se gardant de parler des effets secondaires (Annexe II).

En conclusion, il nous parait évident qu'il faille questionner de manière officielle la toxicité de cette molécule aux propriétés hautement nocives et qui n'a démontré à ce jour aucun avantage patient.

Annexe I : sur la toxicité

La société devrait fournir par exemple les données de génotoxicité qui sont mentionnées dans le résumé des caractéristiques produits (SPC) pour l'usage compassionnel, fournies à la FDA et dans lequel il est mentionné très brièvement que « remdesivir was not genotoxic in a battery of assays, including bacterial mutagenicity, chromosome aberration using human peripheral blood lymphocytes, and in vivo rat micronucleus assays», ce qui se traduit par « Le remdesivir n'a pas démontré d'effet génotoxique dans une série de tests effectués, incluant une étude de mutagénèse bactérienne, la détection d'aberrations chromosomiques sur les lymphocytes humaines, et lors des études réalisées in vivo chez le rat. » Il est étrange de constater qu'en arrivant ensuite sur le bureau de l'évaluateur de l'agence européenne de santé (EMA), le remdesivir qualifié de non génotoxique et non mutagéne le devient implicitement à un degré très vague qui reste à définir. « A short discussion regarding assessment of mutagenic and potentially mutagenic impurities is presented and is acceptable considering the acute, potentially life-saving use. It is expected that this section is further extended for any upcoming applications. », ce qui se traduit par : « Une brève discussion sur l'évaluation de la mutagénicité du produit et potentiellement de ses impuretés est présentée et est acceptable considérant le caractère urgent de son utilisation potentielle pour sauver des vies. Il est attendu que cette section sera plus développée pour les futurs enregistrements. ». Cela sous-entend que le Veklury (remdesivir) a vocation à être utilisé à plus grande échelle, voire à très grande échelle, au-delà de soins compassionnels, ce qui est bien évidemment le but de Gilead. Le document explique que les données manquantes sur le caractère génotoxique et mutagène du remdesivir seront complétées le moment venu. Si le sujet n'était pas aussi grave, la contorsion sémantique de ce document serait des plus délectables. Ce genre de procédés est sournois car il permet de faire passer à la trappe, sous prétexte de l'urgence, des éléments cruciaux sur l'appréciation de la toxicité réelle du remdesivir. Chacun a pu mesurer au cours de l'existence que remettre à plus tard une tâche essentielle aboutit généralement à une catastrophe. Plus le temps passera et moins ces éléments seront portés à la connaissance des autorités de santé et donc des médecins traitants en milieu hospitalier. Devant une telle incurie, on est en droit de se demander si après des années d'utilisation, des effets néfastes finiront par apparaître suffisamment fréquemment pour entraîner un énième scandale sanitaire. De qui se moque donc Madame Janet Koënig, le rapporteur de l'EMA responsable de l'édition de ce document qui sera à la base du blanc-seing donné au Veklury© (remdesivir), dans un premier temps en usage compassionnel et ensuite de façon généralisée dans le traitement de la Covid-19 ?

Annexe II

Nous avons demandé une interview à la présidente de l'EMA Madame Christa Wirthumer-Hoche afin de comprendre la procédure d'approbation du Veklury© dans les détails.

Et la réponse fut que la présidente n'était pas la bonne personne pour nous répondre car la molécule avait été évaluée au travers d'une procédure centralisée, et que c'était le CHMP qui avait donné un avis favorable. Nous avons contacté le CHMP (Comité des Médicaments à usage humain), sans succès. France Soir 8 juillet 2020

Annexe III

Analyse de FranceSoir sur l'opinion de l'Agence Européenne du Médicament

http://www.francesoir.fr/societe-sante/remdesivir-lopinion-de-lagence-europeenne-du-medicament-met-elle-en-danger-la-sante

Analyse de l'étude sur le remdesivir du New England Journal of Medecine

http://www.francesoir.fr/remdesivir-pour-quelques-milliards-de-plus-producteur-gilead-participation-de-lagence-europeenne-du

Totalitarisme. Manipulation des faits. Quand l'intention des autorités de nuire à la population est manifeste.

Face au rebond du Covid, les pays d'Europe se referment - LeFigaro.fr 28 juillet 2020

- Virus : accélération inexorable de la pandémie, nouvelles restrictions sanitaires - AFP 28 juillet 2020

- La pandémie de Covid-19 a fait dix-sept morts supplémentaires depuis vendredi en France et la circulation du virus reste "soutenue", a annoncé lundi la Direction générale de la Santé (DGS)... LeFigaro.fr 28 juillet 2020

LVOG - Cela fait 4 par jours, la grippe en fait autant toute l'année !

- Coronavirus: Record de nouveaux cas depuis plus de trois mois en Chine - Reuters 29 juillet 2020

La Chine a recensé 101 nouveaux cas confirmés de contamination au coronavirus au cours des vingt-quatre dernières heures, un record quotidien depuis trois mois et demi, ont rapporté mercredi les autorités sanitaires locales.

Aucun décès supplémentaire n'a été rapporté mercredi. Reuters 29 juillet 2020

Face au Covid-19, la Belgique restreint les libertés sociales - lepoint.fr 29 juillet 2020

Les Belges sont appelés à restreindre leurs « bulles sociales » : ils ne doivent fréquenter que cinq personnes par foyer, au lieu de quinze auparavant, exception faite des enfants de moins de 12 ans.

La crainte d'une deuxième vague de Covid-19 se fait jour à Anvers, le plus important foyer épidémique de Belgique. Le gouvernement fédéral a été contraint de prendre des mesures limitant de nouveau les libertés sociales sur l'ensemble du pays. Elles entrent en vigueur aujourd'hui. Les Belges sont appelés à restreindre leurs « bulles sociales » : ils ne doivent fréquenter que cinq personnes par foyer, au lieu de quinze auparavant, exception faite des enfants de moins de 12 ans.

Les fêtes privées, rassemblements familiaux, mariages et autres réunions sociales sont limités à dix personnes au maximum (sauf enfants de moins de 12 ans) en observant une distanciation physique de 1,5 m. Le port du masque est fortement recommandé. S'agissant des événements publics, la jauge maximale est fixée à cent personnes en intérieur et à deux cents personnes à l'extérieur, avec port du masque obligatoire. Dans les magasins, les Belges sont invités à faire leurs courses en solitaire et en moins de trente minutes. Anvers cumule 711 cas en sept jours

La recrudescence des cas de coronavirus en Belgique est préoccupante, surtout dans la province d'Anvers qui, selon les jours, concentre entre la moitié et un tiers des nouvelles contaminations. Du 13 au 19 juillet, 498 cas de Covid-19 ont été détectés dans la province d'Anvers. La seule ville d'Anvers concentre 711 cas sur sept jours, loin devant la deuxième municipalité la plus touchée, Charleroi, avec 41 cas. Le couvre-feu a été décrété à Anvers et s'appliquera de 23 h 30 à 6 heures du matin. La Première ministre, Sophie Wilmès, avait parlé d'« embrasement épidémiologique » s'agissant de cette métropole peuplée de plus de 500 000 habitants. Le télétravail est de nouveau fortement recommandé. Sur l'ensemble de la Belgique, la progression des cas de coronavirus est de 70 % dans la semaine du 19 au 25 juillet par rapport à la semaine précédente, soit plus de 327 cas, selon les données de l'institut de santé publique Sciensano.

Même s'il n'y a pas eu plus de 5 morts par jour en juillet, rien ne permet d'affirmer que cet indicateur ne va pas, lui aussi, rebondir d'ici 3 semaines. plus.lesoir.be 26 juillet 2020

Bulletin épidémiologiue du 29 juillet 2020 (Institut belge de santé Sciensano - Ministère de la Santé)

Cas confirmés de COVID

Moyenne journalière durant l'avant-dernière période de 7 jours = 192,7

Moyenne journalière durant la dernière période de 7 jours = 327,7 (Du 19 juillet au 25 juillet (données des 3 derniers jours non consolidées). = +70%

Évolution = +70%

Décédés (toutes localisations incluses.)

Moyenne journalière durant l'avant-dernière période de 7 jours = 3,0

Moyenne journalière durant la dernière période de 7 jours = 2,1

Évolution = -29%

Le Duché n'était pas mort. Et crime de lèse-majesté envers le ministère de la Vérité.

- Dans le sud de l'Italie, l'amende pour non-respect du port du masque s'élève à 1000 euros - BFMTV 26 juillet 2020

2- 75 nouveaux cas en 24 heures ont été annoncés samedi, ainsi que 5 décès. BFMTV 26 juillet 2020

- Coronavirus: L'état d'urgence prolongé jusqu'en octobre en Italie - Reuters 28 juillet 2020

- Andrea Bocelli remet en cause la gravité du Covid-19 et choque l'Italie - LeFigaro.fr 28 juillet 2020

Des paroles graves pour un ténor. Lundi, lors d'un congrès intitulé «Covid-19 en Italie, entre information, science et droits», Andrea Bocelli s'est laissé aller à quelques déclarations qui ont déstabilisé l'opinion publique.

«J'ai essayé d'analyser la réalité, et je me suis rendu compte que les choses ne se passaient pas comme on nous le racontait», a déclaré Andrea Bocelli. «Les premières confrontations se sont déroulées à la maison. Quand j'ai commencé à exprimer des doutes sur la gravité de cette soi-disant pandémie, les premiers à m'attaquer ont été mes fils qui m'ont dit “occupe toi de La Tosca et de Madame Butterfly, laisse tomber les virus tu ne t'y connais pas”», a poursuivi Bocelli. Le chanteur explique qu'effectivement «non», il n'est pas calé sur la question, mais qu'«au fur et à mesure que le temps passait», il n'a jamais «connu quelqu'un pris en charge en thérapie intensive».

«Où se trouve alors toute cette gravité ?», s'est-il demandé. «Il y a eu des moments où, je le dis en me détachant de tout bord politique, je me suis senti humilié et offensé. Quand j'ai entendu qu'on me privait de la liberté de sortir de chez moi, sans avoir commis de crime, j'ai été offensé. Je souhaite confesser publiquement que j'ai parfois désobéi volontairement à cette interdiction parce que je ne trouvais pas juste, ni même salutaire, de rester chez soi», a-t-il conclu. LeFigaro.fr 28 juillet 2020

Comment entretenir la psychose collective. Fabrication du consentement.

- La majorité des Français pensent que le pire de la crise du Covid reste à venir - Le HuffPost 30 juillet 2020

Le pire de la crise du coronavirus est encore à venir. C’est en tout cas l’avis de 56% de Français, interrogé dans un sondage Redfield and Wilton Strategies pour Euronews.

Français et Espagnols sont aussi ceux qui affichent une confiance moindre dans leurs dirigeants Pedro Sanchez et Emmanuel Macron, considérés comme pas suffisamment solides, peu fédérateurs et incapables de gérer la crise économique qui est loin d’être finie.

Enfin, alors que le ministre de la Santé Olivier Véran a recommandé ce mercredi 29 juillet de porter également le masque en extérieur, 38% des Français assurent le faire systématiquement dès qu’ils sortent de chez eux. 32% le portent “la plupart du temps” et seulement 6% n’en portent “jamais”. Le HuffPost 30 juillet 2020

LVOG - Dans un sondage Macron serait "en forte hausse" avec "50% d'opinions positives" (lire plus loin), et là on nous dit que les "Français (...) sont aussi ceux qui affichent une confiance moindre dans (...)Emmanuel Macron" !

Tous les travailleurs n'ont pas été impactés de la même manière par l'aggravation de la crise sociale, la majorité a pu s'adapter, ceci peut expliquer en partie cela.

De plus à l'occasion de cette machination au coronavirus, la stratégie de la peur et les mesures liberticides qui ont été imposées ont dans bien des cas pulvérisés les liens déjà ténus qui existaient entre les travailleurs, elles les ont davantage atomisés et elles ont favorisé un individualisme déjà ancré dans bien des esprits, totalement réduits à l'impuissance et livrés à eux-mêmes face à une menace présentée comme omniprésente et fatale, ils ne restaient plus à un grand nombre que se raccrocher au sauveur suprême du moment, Macron et son gouvernement d'assassins.

Et voilà qu'ils visent la génération sacrifiée : La jeunesse.

Coronavirus: l'économie américaine entre en récession, les jeunes "ne sont pas invincibles" - AFP 31 juillet 2020

LVOG - Amalgame entre covid-19 et virus de la grippe, comment ils y préparent les esprits. En amont un amalgame entre immunité acquise des jeunes et test positif.

Coronavirus : faut-il s'attendre à une deuxième vague qui touchera les jeunes ? Yahoo 30 juillet 2020

Une deuxième vague pendant l'hiver et bien différente de la première. C'est ce que prédit le professeur Roger Kirby, président de la Royal Society of Medicine.

Hans Kluge, directeur régional Europe à l'OMS, s'inquiète également d'une hausse des cas parmi les populations jeunes. "Nous recevons des rapports des autorités civiles et sanitaires qui font état d'une proportion plus élevée des nouvelles infections chez les jeunes", a-t-il expliqué au micro de la BBC 4. Yahoo 30 juillet 2020

Port du masque : "Tous les jeunes doivent se soumettre à ces recommandations", rappelle la nouvelle ministre déléguée à la Ville Nadia Hai - Europe1 30 juillet 2020

Les Pieds nickelés de la science instrumentalisent la faim qui faisait déjà chaque année des ravages dans le monde.

LVOG - Avant même le déclenchement de l'épidémie ils prévoyaient des millions de morts au covid-19 en Grande-Bretagne, en France, aux Etats-Unis, etc. ils recidivent en prédisant "*des famines de proportions bibliques dans les prochains mois*", alors qu'il "*n'y a pas encore de famine*".

Il s'agit surtout d'attribuer au coronavirus la faim et la sous-alimentation dont sont victimes de nombreux peuples en Afrique notamment, alors qu'elles ont un caractère endémique dû à la survie du capitalisme mondial... Une étude publiée par The Lancet...

La mortalité infantile explose en raison de la pandémie (ONU) - euronews 28/07/2020

La pandémie de Covid-19 fait exploser la mortalité infantile dans le monde, conclut une étude publiée dans The Lancet et reprise par les Nations unies, dont plusieurs agences réclament un plan d'aide immédiat pour lutter contre la faim.

La faim est l'une des conséquences de la pandémie de Covid-19, qui est responsable de la mort de 10 000 enfants supplémentaires chaque mois. Tel est l'insupportable constat de l'UNICEF, qui se base sur une scientifique pour appeler à l'action.

Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition explose dans les régions les plus pauvres de la planète, souvent victimes ce de que l'on appelle l'émaciation, qui se manifeste par des membres grêles et un ventre gonflé.

Cette résurgence de la faim est une conséquence directe des entraves aux déplacements et au commerce provoquées par la pandémie mondiale de coronavirus. Dans de nombreuses régions du globe, des villages ont été isolés, privés de matériel agricole et d'aide.

C'est notamment le cas au Burkina Faso, où en temps normal un enfant sur cinq souffre de malnutrition. La situation s'empire de jour en jour.

"On s'attend à ce que le nombre de cas de malnutrition soit mutliplié par deux, trois, ou même cinq d'ici à Novembre ou Décembre, qui est la saison des récoltes. Mais qui ne sème pas ne peut pas récolter", témoigne le Dr Columbo Boly, du centre hospitalier universitaire Yaldago Ouedraogo de Ouagadougou.

"Des famines de propotions bibliques"

Le pire reste également à venir dans d'autres régions d'Afrique, mais aussi au Moyen-Orient, en Asie du Sud et en Amérique Latine. Quatre agences internationales appellent un plan d'aide de plus de 2 milliards d'euros contre la faim.

"Je sonne aujourd'hui l'alerte. Il n'y a pas encore de famine, mais si nous n'agissons pas maintenant pour maintenir les routes d'accès, limiter les manques de financement et les perturbations commerciales, nous pourrions être confrontés à des famines de proportions bibliques dans les prochains mois", prévient David Beasley, du Programme alimentaire mondial (PAM).

L'étude sur laquelle se base les Nations unies a été publiée dans la préstigieuse revue scientifique The Lancet. Elle estime que près de sept millions d'enfants supplémentaires pourraient souffrir des effets de la malnutrition et qu'au total 128 000 enfants supplémentaires pourraient mourir dans les 12 premiers mois de la pandémie.

Cela marquerait une inversion de la courbe de mortalité infantile, une première depuis des décennies. En 2018, 5,3 millions d'enfants de moins de 5 ans sont morts, près de la moitié étaient sous-alimentés. euronews 28/07/2020

La seule vague, la seule pandémie, c'est celle de la réaction !

« Pas le moindre signe » d'une deuxième vague selon le Pr Toussaint - covidinfos.net 28 juillet 2020

Jean-François Toussaint, Professeur de Physiologie de l'Université de Paris et directeur de l'IRMES est interviewé par LePoint.fr en date du 27 juillet. Il avance que « la vague épidémique est passée en France » et que « il n'existe à ce jour aucune certitude que les vaccins testés entraînent une protection efficace. » Extraits.

« Une épidémie révèle sa dangerosité par le nombre de personnes qu'elle tue. Or, le nombre de cas graves et de décès continue de décroître. Depuis un mois, il n'y a plus que deux personnes en réanimation en Mayenne : la vague épidémique est passée en France. Les personnes contaminées sont de plus en plus des gens jeunes asymptomatiques. » […]

« Le virus est toujours là, mais il tue 100 fois moins. En Europe, la décroissance est partout continue, et l'épidémie actuelle n'a plus rien à voir avec ce que nous avons affronté en mars et en avril. Tous les pays de l'Union suivent la même dynamique, et la France n'échappe pas à la règle. » […]

« Il n'existe aucun moyen de déterminer si [la deuxième vague] déferlera ou non sur l'Europe, mais il n'y en a, pour l'instant, pas le moindre signe. Nous pourrions dépendre de variations saisonnières, mais, en ce cas, il ne sert à rien d'en rendre responsables les Français ni de les culpabiliser. » […]

« Mais si la deuxième vague n'est pas sanitaire à proprement parler, c'est un effondrement international qui se prépare. L'OMS n'ayant pas anticipé l'émergence de ces vulnérabilités, les Nations unies alertent déjà sur des effets qui seront bien supérieurs aux dégâts de l'épidémie. Famine, malnutrition, chômage, pauvreté, les conséquences d'un confinement global inadapté seront catastrophiques pour des centaines de millions de personnes et priveront aussi la médecine des moyens qu'elle requiert. » […]

« Il n'existe à ce jour aucune certitude que les vaccins testés entraînent une protection efficace. Pour autant, il faut éviter de retomber dans une panique entretenue par le parisianisme des instances scientifiques et médiatiques. » […]

« La France enregistre actuellement moins de 10 décès par jour et, contrairement à ce qu'on essaye de nous faire croire, ces décès n'ont rien à voir avec un quelconque relâchement, ni avec le déconfinement ni avec la Fête de la musique. » covidinfos.net 28 juillet 2020

Le Dr Christian Zürcher dénonce des « statistiques falsifiées » et une deuxième vague « mise en scène par les médias et les autorités. » - covidinfos.net 28 juillet 2020

– Au sujet du coronavirus :

« Le coronavirus 2020 n'est pas un nouveau phénomène, même si certaines séquences de l'ARN (à mutation rapide) sont nouvelles. Chaque hiver, des coronavirus provoquant des maladies infectieuses respiratoires affectent environ 15% de la population et provoquent des rhumes et des grippes sans qu'il y ait de différence médicale significative entre les années. » […]

– Sur les masques :

« Le port du masque hors de l'environnement chirurgical est manifestement malsain tant au niveau corporel que psychique (arythmie, problèmes de concentration et autres effets sur le cerveau, bactéries, virus et attaques fongique en augmentation). Il s'agit d'un matériel présentant un danger réel, avec des effets psychologiques et sociaux dommageables, dont le soi-disant effet protecteur est très éloigné des promesses officielles. » […]

– Concernant le décompte des morts :

« Comment est-il possible qu'il n'y ait pas d'autopsies en 2020 ni en Suisse, ni en Europe ? Cela crée des statistiques falsifie´es sur les causes des décès, qui ne sont plus ni crédibles ni sérieuses. Même des victimes de la route, pour autant qu'elles soient reconnues positives, viennent à être comptées comme des décès suite à la Covid ! » […]

– À propos d'une deuxième vague :

« La 2ème vague : mise en scène par les médias et les autorités ? En tant que phénomène, la deuxième vague n'existe pas. Ce

fait est connu par tous les médecins et scientifiques qui se basent sur les faits. La meilleure des solutions serait que nous nous préparions à affronter une vague continue – tel que cela a toujours été le cas durant les dernières années […] sans bouleversement particulier. » […]

– Sur le traitement de l'épidémie par les médias :

« On a observé une abondance de reportages provoquant panique et excès d'angoisse – sans possibilité de se soustraire ou de prendre du recul face à cette influence et ceci sur plusieurs mois. Ce qui constitue une nouveauté dans notre paysage sociétal. » […]

« Inconduite des journalistes : loyauté avérée envers les donateurs par la désinformation (contre-vérités), le non-respect de la proportionnalité, la déformation des mots et la stigmatisation (par exemple, diffamation des opposants) lorsqu'ils s'écartent de l'opinion officielle. » […]

– Sur les conséquences du confinement :

« Bien des médecins se sont retrouvés avec les mains liées pendant le confinement. Un grand nombre d'interventions urgentes et de traitements nécessaires n'ont plus pu être assurés, au péril et au dommage des personnes malades. Les souffrances psychiques sont immenses, en particulier celles qui ont été imposés aux personnes âgées. Jamais encore n'avons-nous, médecins et thérapeutes, noté une telle augmentation du nombre de patients désespérés et effrayés, ou souffrant d'affections psychiques, en l'espace de trois mois. » […] covidinfos.net 28 juillet 2020

« C'est de l'hystérie, on ne regarde pas les faits » selon le professeur Yoram Lass - covidinfos.net 26 juillet 2020

Interviewé par la chaîne i24 News, Yoram Lass, médecin, chercheur, et ancien directeur général du ministère de la Santé Israélien affirme que «l'épidémie est terminée» et qu'il y a «plus de gens qui vont mourir du chômage que du coronavirus.» Vidéo en français en fin d'article.

Journaliste : Sommes-nous dans une folie ? En faisons-nous trop ? Pr Yoram Lass : Ce que je pense, c'est que le gouvernement ne comprend pas du tout ce qui se passe. L'épidémie est terminée, le virus n'a plus de force, il est mort. Les analyses que nous voyons, les tests, plus on en fait, plus on fait d'examens, plus on trouve de contaminés. C'est très très simple. On en a fait 4000 on en trouve 200, aujourd'hui on en fait 20.000 c'est 5 fois plus alors au lieu d'en trouver 200 on en trouve 1000.

Le nombre de testés, de tests, détermine le nombre de contaminés, on les appelle malades, je ne sais pas pourquoi, et on dit que la situation est grave… Il y a juste un petit problème, il n'y a pas en Israël de malades, il n'y a pas de mort, au gouvernement il y a plus de ministres que de personnes sous respirateur. Il y a 24 personnes sous respirateur, lors du dernier hiver, il y a eu des milliers de malades graves et en moyenne en Israël de complication de la grippe meurent 1000 personnes.

Pourquoi vous ne m'avez pas invité l'hiver dernier, à être interviewé, pourquoi ? On n'a pas le droit de mourir du coronavirus mais on a le droit de mourir de la grippe, ou d'une crise cardiaque, et d'ailleurs on abandonne ces malades là aujourd'hui, on ne comprend pas ce qui se passe. Et il y a une chose qu'ils ne comprennent pas, c'est que le test que l'on appelle PCR Polymerase Chain Reaction, réaction en chaines de polyméréases, et bien ce test ne distingue pas les virus morts des virus vivants. Dans les 2 cas, le test est positif même si le virus est mort. Parce que la contagion n'est pas de maintenant, la contagion a eu lieu il y a 1 mois et l'on trouve maintenant des gens qui ont été contaminés il y a un mois et on dit qu'ils sont positifs, on dit qu'ils sont malades mais ils sont sains, ils sont tous sains ! C'est ça la situation.

C'est le point de vue médical qui pousse pour qu'on prenne des mesures encore plus fortes et c'est le ministère de l'économie qui ne veut pas. Pourquoi des médecins disent qu'il faut reconfiner ? Pourquoi cette vision au ministère de la Santé ?

L'hystérie, simplement, c'est de l'hystérie, on ne regarde pas les faits. Il y a plus de gens qui vont mourir du chômage que du coronavirus. Le chômage ça c'est de la mortalité, ceux qui meurent du chômage ce sont des gens jeunes qui nourrissent des familles mais ça on ne le comprend pas malheureusement parce qu'il y a une panique et une hystérie et un manque de compréhension de ce qui se passe vraiment aujourd'hui. En Europe aussi. Ca fait 3 semaines que l'épidémie est terminée, il n'y a pas eu de seconde vague, IL N'Y A PAS EU DE SECONDE VAGUE, la mortalité… oui il y a des morts mais on est revenu à un niveau normal de mortalité. C'est pareil chez nous, mais chez nous ils sont devenus fous.

Faudrait-il arrêter de tester ?

Les tests sont importants pour l'information, on n'a pas besoin de faire peur au public avec des chiffres qui sont faux, le ministère de la santé appelle tous les positifs, vous le savez ! ils disent qu'ils sont malades du coronavirus, la personne est en pleine forme !! on les appelle MALADES du coronavirus, et après quand ils deviennent négatifs, ils disent qu'ils sont rétablis, il n'a pas été malade, il

n'y a pas de quoi se rétablir, il ne faut pas rendre le public fou avec des mots qui font peur et qui ne transparaissent pas ou qui ne reflètent pas la réalité. L'EPIDEMIE EST TERMINEE. Comme en hiver nous avons des épidémies de grippe, des milliers de morts et l'épidémie s'est terminée au printemps, le printemps arrive et l'épidémie se termine. C'est la même chose qui est arrivée maintenant. covidinfos.net 26 juillet 2020

La vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=fdmeujz5jcg

Le vrai visage du COVID-19: une stratégie du choc pour imposer une société totalitaire ? par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 27 juillet 2020

« La peur n'est que la foi inversée ; c'est la foi dans le mal au lieu du bien. » Florence Scovel Shinn

Après plusieurs mois de crise COVID-19, des éléments pertinents d'analyse de cette crise apparaissent plus clairement.

1. La pression énorme pour convaincre 7 milliards d'humains de la nécessité de se vacciner contre un virus [1] dont on a gonflé la mortalité [2] et qu'on dit omniprésent alors qu'il est en train de disparaître, voire a disparu.

Cela nous rappelle l'opération de 2009, avec la fausse pandémie H1N1 [3] : mêmes tactiques, mêmes complicités (médiatiques, politiques, gouvernementales), mêmes « experts », mêmes scénarios, mêmes narratives avec un accent sur la peur, la culpabilité, la précipitation et toujours la même odeur nauséabonde de cet argent omniprésent sous la forme de profits immenses à l'horizon pour l'industrie productrice de vaccins.

C'est comme si l'épisode H1N1 de 2009 avait servi de répétition.

Cette fois, l'épisode COVID-19 de 2020 est en passe de transformer l'essai en succès.

2. La capacité énorme des populations à se soumettre à l'autorité.

Malgré des indices évidents de corruption, d'incompétence, d'ignorance concernant des personnalités éminentes de la politique, de la science, de la médecine, beaucoup de personnes continuent de leur obéir.

Malgré des recommandations confuses, contradictoires, inexpliquées, injustifiables, beaucoup de personnes continuent de leur obéir.

Exemples :

1) Au cœur de l'épidémie, le port des masques n'est pas obligatoire et même déconseillé pour les gens bien portants.

2) Alors que l'épidémie s'éteint, les masques deviennent obligatoires partout pour tous.

1) Beaucoup de médecins généralistes d'autres pays et l'IHU Méditerranée-Infection de Marseilles, l'un des plus grands centres d'infectiologie du monde, le plus grand de France, a démontré que l'hydroxychloroquine était efficace pour diminuer la contagiosité du SRAS et le nombre de cas sévères de COVID-19 [4].

2) En Belgique, « on » dit que c'est un médicament dangereux et inefficace et « on » empêche les médecins généralistes de le prescrire à leurs patients.

Des contradictions, des mensonges, des fausses vérités…

Ainsi de suite…

Bien sûr, la peur et le conformisme peuvent expliquer cette obéissance fabriquée.

Nous connaissons les expériences de Solomon Asch et de Stanley Milgram [5].

Cette tendance à la soumission et à l'obéissance n'est pas répartie de la même façon au sein des populations.

Ainsi en Serbie :

« Cassée, la progression implacable de la terreur coronavirale. Les Serbes récalcitrants se sont rebellés contre leur président

lorsqu'il leur a ordonné de retourner en résidence surveillée. Après deux jours de batailles de rue avec des dizaines de policiers hospitalisés, les robustes manifestants ont gagné ; les autorités ont capitulé et ont renoncé à leurs plans de bouclage pour Belgrade. Les magasins, les bistrots et les restaurants de Belgrade auront un couvre-feu en début de soirée ; mais c'est beaucoup mieux que le bouclage complet qu'ils avaient prévu. » [6]

Par contre, en Belgique :

« De manière incompréhensible alors que l'épidémie, hormis de petits foyers (clusters), disparaît peu à peu [7], des mesures coercitives sont à nouveau imposées, voire élargies [8] avec port obligatoire de masque partout, pour tout le monde, obligation de donner ses coordonnées dans les restaurants et les bars à des fins de tracking [9] … »

Tout cela n'est pas justifié.

Tout cela relance la peur, la terreur, et laisse craindre un retour vers le confinement partiel ou total (assignation à résidence) alors qu'aujourd'hui, on sait que cette mesure est inutile et délétère ! [10-11]

Comme si la crise COVID-19 servait aux autorités de test grandeur nature pour évaluer le degré de soumission de leur peuple [12], et voir jusqu'où ils peuvent aller avant de rencontrer une opposition suffisante.

J'espère que le peuple belge, ce peuple le plus brave de la Gaule selon Jules César [13], aura le courage et la lucidité du peuple serbe et finira par se réveiller.

3. L'utilisation d'experts en faisant croire à un consensus qui n'existe pas

Les gouvernements forment des conseils composés d'experts pour justifier leurs mesures.

Pour le citoyen, pourquoi mettre en doute les mesures en question ?

Toutefois, on l'a bien démontré au sein d'organisations comme l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Agence Européenne du Médicament (AEM), le comité COVID-19 en France (le CARE) ou en Belgique (Sciensano-comité COVID-19), être expert ne veut pas dire être indépendant, libre de tout conflit d'intérêt, voire même compétent [14-15].

Chaque fois qu'un gouvernement dit : « il y a un consensus d'experts sur cette question », c'est en fait un mensonge.

Cela veut seulement dire que leurs experts se sont mis d'accord, telle une officine autosuffisante et auto-satisfaite sans débat contradictoire.

Dans le COVID-19, vous pouvez trouver sur tous les sujets présentés comme consensuels :

Masques
Hydroxychloroquine
Confinement
Tests utilisés
Traitements
Vaccination

… d'autres experts aussi valables sur le plan des diplômes, de la réputation ou des activités exercées, dont les avis vont à l'encontre des diktats officiels, avec des arguments honnêtes, des démonstrations solides et des références multiples.

Pour le citoyen, comment faire la part des choses ?

À diplôme égal, à expertise équivalente, un bon critère de discernement est de vérifier l'absence de conflit d'intérêt.

Beaucoup d'auteurs qualifiés avec des avis opposés à ceux de leurs homologues gouvernementaux ne sont pas liés à l'industrie pharmaceutique ni aux gouvernements qui, finalement, veulent faire passer une idéologie, un programme politique et ont de plus en plus de comptes à rendre à l'industrie.

Ces auteurs indépendants ont également plus à perdre qu'à gagner dans ce débat d'avis.

Qu'est-ce qui pourrait les pousser à prendre des risques sinon leur honnêteté, leur conscience ? Ce n'est ni la gloire, ni l'espoir

d'un contrat dans le privé, ni l'argent, en tout cas.

4. La fabrication d'une fiction inspirée de faits réels et pour cela, utilisation d'une narrative qui finit par être répétée en boucle et crue sans plus être remise en question.

Le COVID-19 est une fiction basée sur des faits plausibles : un virus, de vrais morts, une vraie maladie, une épidémie de maladies respiratoires à laquelle sont ajoutés, au fur et à mesure, des déformations de vérités ou de réalités, voire carrément, des mensonges (Cf. ma série, COVID-19 : au plus près de la vérité).

Les coronavirus sont connus. Ils existent. Deux d'entre eux ont déjà menacé l'humanité d'épidémies meurtrières (SRAS, MERS).

Qu'importe si les faits ont montré que cette pandémie était fausse et que les experts avaient déjà manipulé les chiffres, la pandémie H1N1 de 2009 a préparé le terrain à l'idée que ça ne pouvait que revenir et qu'à nouveau, seule la vaccination pourrait nous sauver.

De vrais malades ont été hospitalisés et certains sont morts.

Tous ces éléments ont rendu l'histoire « COVID-19 » plausible.

La narrative COVID était lancée.

Pour pérenniser ensuite LA peur qui permette la mise en place d'une stratégie du choc à l'échelle d'une population, il fallait des tests présentés comme fiables, des chiffres de mortalité élevés, des indices de contagiosité effrayants et des capacités hospitalières limitées.

Dans ce processus, la participation conformiste des médias fut essentielle. Comme chaque fois, ils ont bien joué leur rôle, annonçant chaque jour le nombre de morts et les attribuant au COVID-19 sans aucune discrimination.

Aujourd'hui, ils entretiennent la peur de deuxièmes vagues, de nouveau confinement en faisant passer, à tort, les cas de tests PCR positifs pour de nouveaux cas de COVID-19.

La Suède et d'autres pays, ainsi que certains états aux USA, n'ont pas joué le jeu, ou ont suivi leur propre agenda.

Ils n'ont pas confiné, ils ont moins traumatisé, ils sont restés plus humains.

Ils sont la preuve supplémentaire que l'histoire COVID-19 telle qu'elle a été instaurée dans les pays liberticides et coercitifs (Belgique, France, Espagne, Canada…) est bien une fiction avec des éléments réels, plongeant leurs populations dans un piège psychologique redoutable.

Tous ces points sont des indices que l'histoire COVID-19 est une stratégie du choc et les stratégies du choc ne sont jamais utilisées pour le bien des populations, pour votre bien ou pour le mien !

La stratégie du choc psychologique est une réalité, étudiée par plusieurs auteurs et chercheurs, dont Naomi Klein [16], avec son livre paru en 2007, « La Stratégie du Choc : la montée d'un capitalisme du désastre ».

Le but est de réaliser une tabula rasa, une page blanche et sur cette page blanche, de reconstruire ce qu'on veut.

Comment ?

« À l'échelle d'une population entière, en réduisant à néant le patrimoine d'un pays, ses structures sociales et économiques pour pouvoir y construire une nouvelle société, un nouvel ordre après le chaos planifié et contrôlé.

Une fois le peuple privé de ses points de repères, mis en état de choc et infantilisé, il se retrouve sans défenses et devient facilement manipulable.

Ce processus peut s'appliquer suite à une grave crise économique ou politique, une catastrophe environnementale, un attentat, une guerre ou une crise sanitaire. » [17]

La stratégie du choc a été appliquée par des moyens économiques à la Grèce dans la foulée de la crise de 2008, entraînant des millions d'âmes dans la misère avec la complicité de leurs politiciens. [18]

La stratégie du choc a été appliquée par des moyens de terrorisme aux USA en 2001 et en France en 2015 avec l'instauration d'états d'urgence et de lois d'exception qui n'ont plus jamais été supprimés [19].

La stratégie du choc est aujourd'hui appliquée par des moyens de crise sanitaire, le COVID-19, à une partie du monde, dont mon pays, la Belgique.

« La terreur induite à grande échelle dans une société entraîne une sorte d'état d'hébétude, une situation où le contrôle peut facilement être obtenu à partir d'une autorité extérieure.

Il faut développer un état d'esprit immature chez la population afin de la contrôler au mieux.

La société doit être infantilisée. »

Ces idées ont été étudiées et diffusées par l'Institut Tavistock à Londres, créé au départ d'une clinique psychiatrique fondée en 1920, spécialisée dans le contrôle psychologique et le chaos social organisé [17].

Il est beaucoup plus facile de diriger une société par le contrôle mental que par le contrôle physique, au moyen de l'infantilisation, de la confusion, de la désinformation et de la peur.

N'est-ce pas ce qui est à l'œuvre, aujourd'hui ?

Les gens sont infantilisés…

On leur dit sur quel trottoir ils peuvent marcher, dans quel sens, quand ils peuvent rentrer dans un magasin et où ils doivent se moucher.

La peur est omniprésente.

Ceux qui refusent les masques sont rançonnés, regardés de travers, exclus, insultés, haïs.

Des milliers de gens voient leur travail menacé, leur vie entière compromise sans possibilité de manifester, de s'opposer.

Les vieillards sont abandonnés.

Les jeunes sont emprisonnés dans un monde masqué et confiné.

Les adultes sont précarisés.

Les gens d'une même famille, séparés.

La réflexion est paralysée.

La contestation, sanctionnée.

Si cette thèse est juste, il est à prévoir que notre gouvernement par « experts » et médias interposés, poursuive cette stratégie du choc et nous annonce toujours plus d'infectés, de morts et de vagues de COVID, quelle que soit la réalité des faits.

Les exemples de la Suède et de Belgrade sont des phares d'espoir dans cette perspective d'obscurité. Mondialisation.ca, 27 juillet 2020

Notes :

[1] Coronavirus: l'OMS tente de mobiliser politiques et acteurs économiques en vue d' »un vaccin pour tous » sur la planète

[2] « Le chiffre de la mortalité due au coronavirus est un faux chiffre » selon le Dr. Lass

[3] Grippe H1N1, exemple de manipulation internationale, AIMSIB, 22 octobre 2018

[4] Bulletin d'information scientifique de l'IHU, Pr Philippe Parola, directeur de service de soins et d'unité de recherche à l'IHU Méditerranée Infection

[5] PSY-OP COVID-19 : assignés à résidence !, Dr Pascal Sacré, mondialisation.ca, 11 mai 2020

[6] Belgrade libérée, par Israel Shamir, maondialisation.ca, 13 juillet 2020

[7] La virulence du Covid-19 est-elle en train de diminuer ?, par Christophe De Brouwer, Contrepoints.org, 21 juillet 2020

[8] Les décisions du Conseil National de Sécurité. Les décisions ont été communiquées aux Belges à 13h30 lors d'une conférence de presse ce 24 juillet 2020

[9] Voici à quoi ressemble le formulaire-type pour l'enregistrement des clients horeca

[10] COVID-19 : au plus près de la vérité. Confinement, Dr Pascal Sacré, mondialisation.ca, 22 juillet 2020

[11] Confinement strict, surcharge hospitalière et surmortalité, PDF, mai 2020

[12] Opération COVID-19: Tester le degré de soumission des peuples, Dr Pascal Sacré, mondialisation.ca, 26 avril 2020

[13] Horum omnium fortissimi sunt Belgae, Wikipédia, « De tous ceux-là les plus courageux sont les Belges», souvent traduite littérairement en français par « De tous les peuples de la Gaule, les Belges sont les plus braves.

[14] Politique et corruption à l'OMS, Dr Pascal Sacré, mondialisation.ca, 12 janvier 2010, réédité le 14 avril 2020

[15] Et les conflits d'intérêts, on en parle ?, 5 mai 2020. [16] La Stratégie du choc : la montée d'un capitalisme du désastre (titre original : The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism) est un essai socio-politique altermondialiste publié en 2007 par la journaliste canadienne Naomi Klein. Wikipédia

[17] MK Abus rituels et Contrôle Mental, Alexandre Lebreton, éditions Omnia Veritas, 2016

[18] Stratégie du choc : comment le FMI et l'Union européenne bradent la Grèce aux plus offrants, Agnès Rousseaux, Bastamag, 20 juin 2013

[19] Quand la fin justifie les moyens : stratégie du choc et état d'urgence, 29 novembre 2016

Rétention d'informations pour fausser la situation.

Données de l'INSPQ: diminution de 94% du nombre de cas actifs de la COVID-19 par IEDM - Mondialisation.ca, 30 juillet 2020

Montréal, le 23 juillet 2020 – Vers la fin de la semaine dernière, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a révisé de façon importante ses données concernant l'ampleur de la COVID-19 au Québec. Or, ces changements importants sont passés relativement inaperçus.

Dans cette mise à jour de l'INSPQ, le pourcentage de cas actifs passant soudainement de 44,4 % à 2,5 %, celui des guérisons de 45,6 % à 87,6 %.

« Clairement, les données doivent être mises à jour de façon plus fréquente. On peut se demander depuis combien de temps on répétait un nombre de cas actifs au Québec qui était à des années-lumière de la réalité », observe Gaël Campan, économiste senior à l'IEDM. Effectivement, le nombre de cas actifs a chuté de plus de 94 % lors de la modification des données par l'INSPQ.

« Un climat de peur, peu propice au débat rationnel, est alimenté par des données qui manifestement n'étaient plus bonnes. Il faut faire nettement mieux à ce chapitre », poursuit l'économiste.

« Cette correction spectaculaire de l'INSPQ démontre qu'il est important de mettre à jour régulièrement les données afin d'alimenter la discussion publique. Espérons que cela soit fait fréquemment à l'avenir », conclut M. Campan. Mondialisation.ca, 30 juillet 2020

Faites tomber les masques

La saga des décrets chloroquine et masques - blog.gerardmaudrux.lequotidiendumedecin.fr - 27 juillet 2020

- Loi n°2020-290 du 23 mars 2020
- Décret n° 2020-291 du 23 mars 2020
- Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020
- Décret n° 2020-314 du 25 mars 2020
- Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020
- Décret n°2020-548 du 12 mai 2020
- Arrêté du 26 mai 2020
- Décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020
- Arrêté du 10 juillet 2020
- Décret n° 2020-884 du 17 juillet 2020

« Pas de preuve scientifique de l'efficacité des masques en tissu » selon la Société Française des Sciences de la stérilisation - covidinfos.net 26 juillet 2020

La Société Française des Sciences de la stérilisation et la Société Française d'Hygiène Hospitalière ont publié conjointement le 21 mars un document résumant l'efficacité des différents types de masques, ainsi que des règles encadrant leur usage dans le cadre de la protection contre l'épidémie de Coronavirus, voici ce qui est dit au sujet des masques en tissu : « L'utilisation du tissu pour la confection de masques:

Il n'existe pas de preuve scientifique de l'efficacité des masques en tissu. Le % d'efficacité de la BFE [Barrier Filtration Efficiency] serait dépendant du tissu et du nombre de couches;

Le tissu se contamine au cours du portage au même titre que l'usage unique; des recommandations similaires ou plus strictes que celles des masques à usage unique seraient à appliquer aux masques en tissu: ne pas dépasser une durée de portage de plus de 4 heures et ne pas réutiliser un masque dès lors qu'il a été manipulé et ôté du visage;

Il n'est pas possible, selon les connaissances actuelles, de déterminer l'efficacité du lavage (type dedétergent, température de lavage, etc.) et le maintien des performances de masques en tissu réutilisés (nombre maximal de cycles), ce qui implique de ne pas les réutiliser;

Il n'est pas envisageable de faire stériliser des masques en tissu qui ne seraient pas «propres» et préalablement lavés du fait de la présence de sécrétions et de mucus. » covidinfos.net 26 juillet 2020

Le document de la Société Française des Sciences de la stérilisation :

https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/07/efficacitemasques.pdf

---

TROISIEME PARTIE

À l'Agenda du Forum économique mondial.

- Port du masque : où est-il obligatoire en Europe ? - Statista France 21 juil. 2020

- La forêt amazonienne en proie à un cercle vicieux d'incendies - Futura 24 juil. 2020

- Le tribut inacceptable des pesticides - Project Syndicate 24 juil. 2020

- 20 % des exportations vers l'Europe proviennent de la déforestation illégale au Brésil - Futura 20 juil. 2020

- FMI : la pandémie pourrait compromettre les progrès réalisés par les femmes - Forbes France 24 juil. 2020

Mimétisme : Vous vous adapterez au monde qu'on vous prépare.

- La prochaine phase de la crise : redoubler d'efforts pour permettre une reprise résiliente - FMI

- Aide, restructuration et reprise résiliente - Banque mondiale

- L'effet de COVID-19 sur la pauvreté dans le monde - Banque mondiale

- Comment les pandémies creusent les inégalités au détriment des populations pauvres - FMI 11 mai 2020

Un agenda qui profite aux GAFAM tiré par le coronabusiness.

- Les confinements ont souri à Amazon, qui affiche un bénéfice trimestriel record - Reuters 30 juillet

Amazon.com, qui publiait jeudi ses résultats pour le deuxième trimestre, a affiché un bénéfice jamais atteint en 26 années d'existence, profitant à plein des confinements imposées pour contrer la propagation du coronavirus qui ont incité de nombreux consommateurs à se tourner vers le géant du commerce électronique.

Le groupe de Jeff Bezos affiche des ventes nettes de 88,91 milliards de dollars sur le deuxième trimestre, contre 63,40 milliards l'année précédente, soit une progression de 40%.

Au final, la plateforme affiche 5,2 milliards de dollars de bénéfice sur le trimestre, un chiffre multiplié par deux par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière.

En après-Bourse, le cours de l'action Amazon progressait de 5%. Depuis le début de l'année, elle a pris plus de 60%.

Pour Jesse Cohen, analyste chez Investing.com, le modèle économique d'Amazon est ainsi fait que le géant du e-commerce va "étendre encore plus largement sa domination à mesure que la pandémie mondiale de Covid-19 continuera de flamber.

Les ventes en ligne ont bondi de 48% à 45,9 milliards.

- Apple affiche une forme éclatante malgré le coronavirus - Reuters 30 juillet

Apple, qui publiait jeudi ses résultats trimestriels, a affiché une forme éclatante, progressant dans tous ses secteurs d'activité et sur tous ses marchés géographiques, profitant des mesures de confinement imposées à travers le monde.

Avec 59,7 milliards de dollars de revenus sur le deuxième trimestre et un bénéfice par action de $2,58, Apple progresse de 11% par rapport à l'année dernière.

Les ventes d'iPhone ont rapporté 26,42 milliards, soit quatre milliards de plus que les prévisions des analystes. Même des équipements passés au second plan, comme les iPad ou les ordinateurs Mac, ont connu un regain d'intérêt.

Apple se développe aussi dans son secteur des services numériques (iCloud et Apple Music), avec une progression de près de 15% à 13,16 milliards contre 11,46 milliards il y a un an.

Apple, poursuit le patron d'Apple Tim Cook, a aussi profité des plans de soutien des économies mis en place par les pouvoirs publics. "Et je ne parle pas seulement des Etats-Unis."

- Les ventes d'Alphabet reculent pour la première fois en 16 ans - Reuters 30 juillet

Alphabet, la maison mère de Google, a fait état jeudi de ventes trimestrielles en recul pour la première fois depuis son entrée en Bourse, il y a 16 ans, mais le déclin est moins marqué qu'attendu.

De nombreux annonceurs en effet ont continué d'utiliser les outils publicitaires du moteur de recherche pour toucher des consommateurs confinés chez eux pour cause de pandémie.

Alphabet a dégagé au deuxième trimestre 38,3 milliards de dollars, en baisse sur un an et avec une marge opérationnelle à 17% contre 24% il y a un an.

La Bourse ou la vie.

- Pfizer progresse de 2,4%. Le géant de la pharmacie a relevé ses prévisions annuelles après un deuxième trimestre meilleur

que prévu.

- Sanofi a annoncé mercredi revoir à la hausse sa prévision de bénéfice net par action (BNPA) des activités pour 2020.

Le groupe pharmaceutique anticipe désormais un BNPA des activités en croissance comprise entre 6% et 7% à taux de changes constants, alors qu'il prévoyait auparavant une hausse d'environ 5%. Reuters 29 juillet

- La Réserve fédérale entame par ailleurs ce mardi une réunion de deux jours de son comité de politique monétaire. Jerome Powell devrait signaler à cette occasion que les taux d'intérêt resteront bas pendant une période prolongée. Il devrait également préparer les marchés à une « forward guidance » plus accommodante. « La vérité, c'est que la Fed a proclamé qu'elle continuerait de faire tourner la planche à billets, elle va créer de la monnaie, ce qui génère un sentiment de buffet à volonté », résume Terri Spath, responsable des investissements chez Sierre Management, cité par Bloomberg. investir.lesechos.fr 28 juillet 2020

- P&G-Les résultats dopés par le succès des produits d'hygiène - Reuters 30 juillet

Procter & Gamble Co a annoncé jeudi des résultats supérieurs aux attentes au titre du 4e trimestre, portés par la vigueur des ventes de produits d'hygiène pendant la pandémie du coronavirus, qui ne se sont pas démenties depuis la levée partielle des mesures de confinement.

Ainsi, le géant américain des produits de grande consommation vise désormais une hausse de 3% à 7% de son bénéfice net ajusté au titre de l'exercice 2021

Le titre affichait une progression de 1,6% à la suite de ces résultats et prévisions en début de matinée à Wall Street.

- AstraZeneca dépasse les attentes au T2 sur fond d'espoirs de vaccin contre le COVID-19 - Reuters 30 juillet

Les résultats du deuxième trimestre du laboratoire pharmaceutique britannique AstraZeneca ont dépassé les attentes des investisseurs jeudi, notamment grâce au dynamisme des ventes provenant d'une gamme diversifiée de produits lors du confinement mis en place au printemps pour lutter contre le coronavirus.

AstraZeneca a fait état d'une hausse de 9% de ses ventes de produits au deuxième trimestre pour atteindre 6,05 milliards de dollars (5,07 milliards d'euros).

A la Bourse de Londres, l'action AstraZeneca grimpait de 3,15% en fin de matinée...

Delta Plus sort gagnant de l'épidémie de Covid-19 - Reuters 30 juillet

Delta Plus a publié un chiffre d'affaires en progression de près de 12% au premier semestre, principalement en raison de la hausse de ses ventes de produits destinés à se protéger du Covid-19.

Le palmarès de la rentabilité chez Big Pharma.

Source : pharmabio.qc.ca 7 septembre 2018

Novo Nordisk (Danemark)

Novo Nordisk : entreprise pharmaceutique au service du diabète

Entre 2014 et 2017, Novo Nordisk a cumulé 267,2 milliards de DKK de chiffre d'affaires pour 136,69 milliards de DKK de bénéfices, lui offrant des marges bénéficiaires moyennes sur 4 ans de 51,15 %.

Gilead Sciences (États-Unis)

Gilead Sciences : laboratoire pharmaceutique leader des pathologies graves

Entre 2014 et 2017, Gilead Sciences a cumulé 114,03 milliards de $ de chiffre d'affaires pour 48,30 milliards de $ de bénéfices, lui offrant des marges bénéficiaires moyennes sur 4 ans de 42,35 %.

Biogen (États-Unis)

Biogen : la biopharmaceutique au service des neurones

Entre 2014 et 2017, Biogen a cumulé 44,18 milliards de $ de chiffres d'affaires et pour 12,9 milliards de $ de bénéfices, lui offrant des marges bénéficiaires moyennes sur 4 ans de 29,19 %.

Amgen (États-Unis)

Amgen : bactéries pour la pharmaceutique et conception de biothérapies

Entre 2014 et 2017, Amgen a cumulé 87,56 milliards de $ de chiffre d'affaires pour 21,8 milliards de $ de bénéfices, lui offrant des marges bénéficiaires moyennes sur 4 ans de 24,89 %.

Shire (Grande-Bretagne)

Shire : géant biopharmaceutique des pathologies rares et cancer du pancréas

Entre 2014 et 2017, la société pharmaceutique a cumulé presque 39 milliards de $ de chiffre d'affaires et pour 9,3 milliards de $ de bénéfices, lui offrant des marges bénéficiaires moyennes sur 4 ans de 23,85 %.

Les laboratoires de sérum du Commonwealth (CSL) (Australie)

CSL Limited : 2ème plus grande société de vaccin contre la grippe

Entre 2014 et 2017, CSL Limited a cumulé 25,69 milliards de $ de chiffre d'affaires pour 5,75 milliards de $ de bénéfices, lui offrant des marges bénéficiaires moyennes sur 4 ans de 22,38 %.

Pfizer (États-Unis)

Pfizer : mastodonte du médicament

Entre 2014 et 2017, Pfizer a cumulé 203,83 milliards de $ de chiffre d'affaires pour 44,63 milliards de $ de bénéfices, lui offrant des marges bénéficiaires moyennes sur 4 ans de 21,89 %.

Celgene (États-Unis)

Celgene : entreprise pharmaceutique spécialiste de l'hématologie

Entre 2014 et 2017, Celgene a cumulé 41,16 milliards de $ de chiffre d'affaires pour 8,53 milliards de $ de bénéfices, lui offrant des marges bénéficiaires moyennes sur 4 ans de 20,72 %.

Ces sociétés biopharmaceutiques sont de véritables « cash machines » avec leurs milliards de profits et leurs marges bénéficiaires situées entre et 20,72 % et 51,15 %. pharmabio.qc.ca 7 septembre 2018

Le marché pharmaceutique mondial - fr.statista.com 19 juil. 2019

Publié par Statista Research Department.

L'industrie pharmaceutique est responsable du développement, de la production et de la commercialisation des médicaments et d'autres produits pharmaceutiques. Ainsi, son importance en tant que secteur global est indiscutable. Le chiffre d'affaires mondial de ce secteur a dépassé le cap du millier de milliards de dollars en 2014, un chiffre qui, d'ailleurs, a été généré de moitié par les États-Unis. Le deuxième marché le plus important est le marché européen, avec environ 200 milliards de dollars de recettes dans la vente de produits pharmaceutiques.

Finalement, les plus importantes entreprises pharmaceutiques se retrouvent aux États-Unis et en Europe. En termes de ventes sur ordonnance, le leader mondial est le groupe Pfizer, qui a son siège à New York. En revanche, ce sont deux sociétés suisses qui, avec plus de huit milliards de dollars, affichent les plus importantes dépenses dans le domaine de la recherche et du développement, à savoir Novartis et Roche. La plus grande valeur de marché est cependant attribuée à un autre groupe

américain. En effet, la valeur de Johnson & Johnson situé au New Jersey est ainsi estimée à environ 355 milliards de dollars.

Le seul groupe français à figurer dans le top dix des entreprises pharmaceutiques, est le groupe Sanofi. Avec un chiffre d'affaires de près de 35 milliards de dollars, il figure parmi les plus grands au niveau mondial. À travers Sanofi Pasteur, le groupe est également leader dans le domaine des vaccins. Sanofi est, avec près de six milliards dépensés, aussi la première entreprise française en termes de recherche et développement.

Le produit pharmaceutique qui enregistre le plus important chiffre d'affaires est le Humira de AbbVie, un médicament anti-inflammatoire pour traiter la polyarthrite, des rhumatismes ou encore le psoriasis en plaques. En seconde place, avec une valeur de vente d'environ dix milliards de dollars, vient l'Eliquis, médicament commercialisé par les groupes Bristol-Myers Squibb et Pfizer. Parmi les différentes classes thérapeutiques, c'est l'oncologie qui constitue le plus marché le plus important. Enfin, avec environ 100 milliards de dollars de chiffre d'affaires, les médicaments contre le cancer devancent les antidiabétiques, les anticoagulants et les antihypertenseurs. fr.statista.com 19 juil. 2019

Le chiffre d'affaires mondial était de 390,2 milliards de dollars en 2001. Ce chiffre s'élevait à plus d'un millier de milliards de dollars treize ans plus tard.

Les estimations prévoient que le marché pharmaceutique grandira pour passer à environ 1,4 billion de dollars d'ici 2020.

LVOG - Quelques éléments de comparaison. (1 billion = 1000 milliards)

Pharmaceutique - Plus de 1 billion de dollars en 2014.

Pétrole - Le chiffre d'affaires des 10 plus grandes compagnies pétrolières au monde dépassait 3,5 billions de dollars en 2015.

Informatique -Le marché mondial représenterait 3,4 billions de dollars en 2020. (Source : zdnet.fr 15 juillet 2020)

Automobile - Le chiffre d'affaires mondial de l'industrie automobile approchait 2 billions d'euros (Le Monde 30 janvier 2007)

Le premier constructeur automobile mondial Toyota Motor a généré un chiffre d'affaires à l'échelle mondiale de plus de 280 milliards d'euros en 2019.

Johnson & Johnson a atteint une valeur de marché d'environ 355 milliards de dollars des États-Unis. (2018)

En 2020, une projection des plus grands laboratoires pharmaceutiques du monde en terme de chiffre d'affaires. - pharmapro.ch

En milliards (Mill.) de USD (dollars américains)

1. Johnson & Johnson ou J&J (USA) : 85,2 Mill. Remarque : J&J n'est pas seulement active dans le domaine pharma. En 2019, selon EY le chiffre d'affaires du secteur pharma de J&J était de 37,7 Mill. d'euros.

2. Roche (Suisse) : 64,9 Mill. En 2019, selon EY le chiffre d'affaires était de 45,6 Mill. d'euros, ce qui en fait le plus grand laboratoire au monde si on inclut uniquement le domaine pharma.

3. Novartis (Suisse) : 49,7 Mill. En 2019, selon EY le chiffre d'affaires était de 33,7 Mill. d'euros.

4. Merck & Co ou MSD (USA) : 49,3 Mill. Remarque : *Début février 2020, le groupe a annoncé qu'il allait se séparer de certaines activités et se concentrer principalement sur ses principaux moteurs de croissance. En 2019, selon EY le chiffre d'affaires était de 37,2 Mill. d'euros.

5. Pfizer (USA) : 47,3 Mill. En 2019, selon EY le chiffre d'affaires était de 44,4 Mill. d'euros, ce qui en fait 2ème plus grand laboratoire pharmaceutique au monde, derrière Roche.

6. Glaxo-Smithkline ou GSK (UK) : 46,0 Mill. En 2019, selon EY le chiffre d'affaires était de 28,2 Mill. d'euros.

7. Bristol-Myers Squibb (USA) : 42,2 Mill. Remarque : CA suite à la fusion avec Celgene. En 2019, selon EY le chiffre d'affaires était de 23,4 Mill. d'euros.

8. Sanofi (France) : 42,0 Mill. En 2019, selon EY le chiffre d'affaires était de 27,7 Mill. d'euros.

9. AbbVie (USA) : 35,3 Mill. En 2019, selon EY le chiffre d'affaires était de 25,7 Mill. d'euros.

10. Astra-Zeneca (UK) : 27,0 Mill.

Selon certains consultants (ex. EY) la société Takeda Pharmaceutical avec 25,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2019 appartiendrait aussi aux 10 plus grands laboratoires pharmaceutiques au monde, en 8ème position en 2019. Astra-Zeneca n'étant pas dans les 10 premiers en 2019.

Vaccins

Le chiffre d'affaires des vaccins se concentre principalement chez 4 acteurs : Glaxo-Smithkline (GSK), Pfizer, Merck & Co et Sanofi. Ces 4 industriels du médicament, appartenant à Big Pharma, représentent plus de 80% du chiffre d'affaires mondial des vaccins, selon la Handesblatt (journal économique allemand) datant du 23 avril 2020. Le chiffre d'affaires total des vaccins par année est estimé à 35 milliards de dollars par an par la Handesblatt. Mais le magazine anglais de référence The Economist estimait dans son édition du 6 juin 2020 que le chiffre d'affaires annuel des vaccins dans le monde était plutôt de 60 milliards de dollars. Le magazine anglais précisait en juin 2020 que le laboratoire anglo-suédois AstraZeneca cherchait à rentrer davantage dans le domaine des vaccins en menant notamment des recherches sur le Covid-19. pharmapro.ch

Haut de page

Le 3 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

Même pas peur !

- L'orage est passé suivi d'un gros coup de vent, quelques petits dégâts matériels habituels et beaucoup de nettoyage en perspective, ma compagne est encore absente, elle aide sa famille, et j'ai encore fait hier la distribution de billets de 500 roupies à ses deux soeurs, elles n'ont plus du tout de fric pour cause de chômage forcé !

- Et dire que je suis fan de ZZ Top depuis 45 ans ...d'affreux Texans ! Ça doit être cela la fidélité ! Les paroles indiffèrent un mélomane.

Billy Gibbons, le soliste, avait joué avec Jimi Hendrix qui aurait déclaré qu'il avait été le meilleur guitariste qui l'avait accompagné, il lui offrira une Fender Stratocaster rose. Habituellement Billy joue avec des Gibsons. J'assisterai à un de leurs concerts au début des années 80 au stade couvert de Saint-Ouen (93), mémorable.

- Ce que j'aime bien dans la vie, c'est que quoiqu'il arrive, c'est de la faute de personne ou personne n'est responsable de rien du tout, à ceci près que tout le monde se permet de vous juger, mieux, vous condamne et vous juge après !

On dit aussi que le silence est plus éloquent que bien des discours, mais cela n'en demeure pas moins un acte. Il y en a même qui disent qu'à table une bonne éducation exige le silence (mon défunt père)... sauf entre deux bouchées ou gorgées !

Les articles ajoutés aujourd'hui :

- DOCUMENT. Le Forum économique mondial (FEM) est le mieux placé pour savoir… – La « grande remise à zéro mondiale » post-covidienne. (01.08)
- DOCUMENT. Des scientifiques alertent sur la surconsommation. (31.07)

- DOCUMENT. Avis de la société des sciences de la stérilisation et de la société française d'hygiène hospitalière concernant les matérieux utilisés en alternative pour la confection des masques de protection (21.03)
- DOCUMENT. L'entreprise Gilead aurait-elle dissimulé la vraie toxicité du Veklury© (remdesivir). (08.07)
- DOCUMENT. Crise du coronavirus en France: épidémie terminée versus panique organisée. Pourquoi ? (31.07)
- DOCUMENT. COVID-19: au plus près de la vérité – Tests et Immunité (31.07)
- DOCUMENT. Données de l'INSPQ: diminution de 94% du nombre de cas actifs de la COVID-19 (Canada) (30.07)
- DOCUMENT. COVID-19 – Bulletin épidémiologique du 29 juillet 2020 (Belgique) (30.07)
- DOCUMENT. COVID-19: au plus près de la vérité – Hydroxychloroquine (HCQ) (29.07)

- DOCUMENT. COVID-19: au plus près de la vérité. Masques. (26.07)

- 34 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE.

Un courriel reçu. Voilà qui est encourageant : "***Non, vous n'êtes pas seul !***"

Non, vous n'êtes pas seul

Même si vous êtes dans un autre monde, un autre pays avec une autre façon de voir. Je comprends votre désarroi et d'une certaine façon votre colère devant la passivité du prolétariat. Toutefois, et vous le savez très bien, un révolutionnaire est un être curieux, observateur patient, très patient, il y passe sa vie. L'impatiente en ce domaine ne peut mener qu'à l'erreur, les illusions, l'errement.

L'OCI, dont vous étiez, était déjà à bout de souffle lorsque je l'ai connue en 1972 mais ce fut une formidable école de formation politique jamais renouvelée depuis, à ma connaissance, même si durant une quinzaine d'année dans le groupe de S. JUST je formais de nouvelles recrues, hélas vite perdues à cause des conséquences de la chute de l'URSS. J'ai abandonné l'OCI au cours de 1980. Le glissement survint lorsqu'il s'agit de faire voter pour Mitterrand, politicien bourgeois, assassin, quasi fasciste, imposteur à la tête d'un P.S. requinqué par ses soins. D'autant que la temporalité de l'imminence de la révolution n'était pas celle de ses inspirateurs.

La formation politique dans l'OCI était d'une telle qualité que la classe politique dominante a puisée dans ce groupe l'élite dont elle avait besoin pour maintenir son pouvoir, privilèges et surtout les institutions et instruments de collaboration de classe, jusqu'aujourd'hui. De nombreux ministres, collaborateurs, secrétaire d'Etat, grands et petits fonctionnaires ont été, et pour certains le sont encore actuellement, en mesure de satisfaire l'autorité de la bourgeoisie. Même si les formations au travers des GER étaient largement insuffisantes a bien des égards rapporté au matérialisme historique, elle ouvrait suffisamment l'esprit à l'environnement politique non seulement national mais aussi international. Je ne m'étendrai pas sur les restes historiques de cette organisation atomisée dans de nombreux groupuscules, cercles, clubs encombrants l'échiquier politique français et ailleurs, comme autant de barrages à contenir le prolétariat. De mon expérience dans l'OCI, je n'en retiendrai qu'une celle d'avoir été jeté de la CGT par les staliniens alors que je demandais l'aide de celle-ci pour faire échec au licenciement de 50 camarades. Ce fut formateur à tous point de vue.

Dans l'immédiat, ce qui m'inquiète le plus c'est pas tant l'absence de parti que la ribambelle de groupuscules dits de gauche, voire dits révolutionnaires, qui s'affrontent gaiement sans être capable de construire un parti susceptible de représenter quelque intérêt au prolétariat. Ce fait, montre à l'envie, que nombre de ces groupuscules sont dirigés de façon à faire obstacle aux revendications du prolétariat même s'ils en parlent. Certains, sont d'ailleurs dirigés par de bons bourgeois, grands ou petits, ou fonctionnaires qui les finances à cet effet. D'autres, sont l'émanation de partis politiques sociaux-démocrates ou dit communiste, issus certes du mouvement ouvrier, mais devenus depuis, des mercenaires ou des criminels au compte du capital financier notamment.

Pour le moment ces groupuscules pitoyables, arborant encore le drapeau rouge pour certains, apparaissent comme un gigantesque écran politique où chacun joue son cinéma, a sa place dans ce décor qui au-delà de leurs vaines gesticulations ne peuvent même pas s'opposer au déclin du régime capitaliste : ça les dépassent, et pour cause ils y participent ! Ceci ne veut pas dire qu'ils l'expriment consciemment, encore que..., parfois…, à l'occasion... Alors que tous les esprits, y inclus dans la classe dominante, perçoivent ce dépérissement dans lequel les financiers conduisent la civilisation dans l'impasse, rien ne vient contre-carré ce destin. Tous ont à l'esprit la vision d'un vide hallucinant d'illusions. Et ce vide est paralysant. On a peur d'y tomber dedans, de s'y casser la gueule en y allant a bon pas.

Par ailleurs, vraisemblablement sous l'influence plus du PCF, que du PS, de part ses racines historiques révolutionnaires, tous ces groupuscules ont conquis des positions au sein des couches dirigeantes des syndicats tant ceux dit ouvriers que jaunes, voire patronaux, tous corrompus, gavés de jetons de présences dans une multitude d'organismes participatifs nécessaires au maintien de leurs positions acquises, - à défaut de pointer au chômage -, ceci au détriment de la défense des conquêtes sociales du prolétariat. Comment ces appareils syndicaux et leurs dirigeants peuvent-ils prendre une position claire à répondre aux revendications s'ils dépendent de subventions ou autres gratifications étatiques, régionales, départementales, municipales, patronales ect… ? C'est alimentaire !

Dans leurs déclins, après plus de 200 ans de combats de la classe ouvrière, ces organismes syndicaux ont obtenu une reconnaissance légale de leur représentativité qui marque juridiquement leurs vassalisations donc leurs soumissions. Elles n'ont que peu de militants, que dis-je d'adhérents, d'ailleurs, en veulent-ils ?. Mais elles disposent de toute une machinerie de permanents ou supplétifs plus ou moins précaires, bien sûr peu ou prou appointés. Elles sont devenues, peu à peu, des rouages

de l'État au service d'une résolution des conflits des rapports sociaux essentiellement par les biais juridiques. Ces appareils sont d'indispensables soupapes à la pression du prolétariat qu'elles subissent. Elles sont dorénavant des outils de renseignements et de contrôles du prolétariat et de sa fraction ouvrière tant redoutée par la classe au pouvoir. Bref, ce sont des jouets para-étatiques et à ce titre ils seront brisés à termes.

Toutefois, de passif qu'il semble être, c'est le prolétariat qui construit et gère le monde des hommes. Il reconnaît ce qu'il réalise et bâtit, même si c'est inutile comme l'armement. Certes, cette reconnaissance est dans le domaine de l'inconscient, le flou, car non ou peu organisé par essence. Il est constamment soumis à s'écarter de ses désirs profonds pour satisfaire l'exploitation par le capital la réalisation du profit. Bien que la baisse tendancielle du taux de profit soit actuellement compensé par le crédit, la dette. Et, je pense comme vous qu'il y aura, peut-être, un évènement majeur pour sortir les consciences de la léthargie de l'exploitation capitaliste, pour enfin lever le nez du guidon de l'exploitation. Il n'est pas sûr que l'épisode actuel d'enfumage du Covid y parviennent. Mais...

Depuis les mouvements révolutionnaires de la fin des 18ème au 20ème la guerre des classes n'a jamais fléchie depuis l'apparition du prolétariat, malgré les flux et reflux, il en sera de même prochainement. Depuis 2008, la guerre des classes s'amplifie au grand dame des maîtres du monde qui voudraient l'interrompre mais arrive encore à la contenir. Le prolétariat et avec elle la classe ouvrière est freiné par la plus grande catastrophe du 20ème siècle à la perte du repère qu'était la révolution Russe de 1917 et dans une moindre importance celle de Chine en 1948. Devant la nécessité, l'urgence, devant le développement de la misère, la pauvreté le prolétariat retrouve les voies du combat. L'absence d'une organisation politique capable de diriger ce combat est l'un des boulets. Mais nécessité fait loi, même si le doute est permis. Ce sera, peut-être, lorsque le trou noir de la perdition apparaîtra, dans la précipitation et l'urgence que le prolétariat créera une fraction la plus organisée avec la classe ouvrière, apte à construire le parti révolutionnaire indispensable pour indiquer la direction à prendre par l'humanité et le pouvoir. Ce sera le rôle d'un parti qui reste à naître pour donner le signal d'un salut possible.

C'est de ce vide, ce creux, ce trou, de cette dépression que naîtra une nécessité impérieuse de mettre en commun le travail de tout à chacun, chacun selon ses capacités, de sortir des ruines de l'ancien régime capitaliste. A l'exemple de la chute de l'empire romain, ou d'autres, une autre civilisation en est sortie. De cet exemple, comme celui de la chute de l'URSS il y a 30 ans qui ne s'est pas faite par de grand combat héroïques et mémorables mais dans un désarroi sidérant.

La population a laissé littéralement tomber la bureaucratie stalinienne usurpatrice à ses contradictions, ses méfaits, ses crimes et mésaventures, ce qui permit la restauration du capitalisme avec quelques relents issus de cette révolution de 1917, pour quelque temps encore. Le coup fut très rude pour la population russe. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de batailles, mais la restauration du capitalisme était la seule solution possible après l'épuisement de la politique du socialisme dans un seul pays qui en était la source. De même pour la Chine. C'est la leçon que j'en tire et c'est dans une certaine mesure ainsi que je vois la fin du régime capitalisme a son terme après quelques batailles. Alors que durant un siècle toute une allégorie dite socialiste fut bâtie par propagande, notamment par les staliniens, de la lutte finale, drapeau rouge en tête, le prolétariat et la classe ouvrière chantant à tue-tête l'internationale vers… un vide ! Rude leçon historique. Mais l'histoire de l'humanité n'est pas faite que de succès ce serait plutôt le contraire. De nombreuses civilisations ont disparue simplement abandonnée… devenue invivable. Peut-être pour le maintien de l'espèce...

Pour finir mon laïus, malgré vos difficultés à vivre dans votre pays d'accueil, qui sont aussi mes difficultés ici, je ne peux que vous encourager à poursuivre votre oeuvre et à parler dans un désert qui a beaucoup d'oreilles qui semblent creuses, tant que vos forces le pourront. Pareillement à mon action autour de moi qui n'a pas d'écho ou si peu. C'est ainsi en attendant mieux.

Ainsi, votre proposition de programme sera-t-elle retenue ? Il y a des idées. S. JUST à la veille de son décès en 97 avait l'ambition de reprendre le Programme de transition libéré de son contenu stalinien et l'actualiser. J'estimais à l'époque que c'était prématuré. Les générations qui vont vivre la longue agonie du capitalisme auront plus tard un autre regard plus adapté à leur époque, sans doute proche de celui de Trotsky quant à la politique à mener avec le prolétariat à changer d'ère. Et ce nouveau programme ne commencera pas mettre une pression énorme sur les épaules de ses dirigeants. Chaque génération s'élève sur les épaules des précédentes avec plus ou moins de bonheur. Alors ?

Enfin, je trouve formidable que vous ayez créé ce site et surtout que vous vous coltinez un travail, je dirai titanesque, que je trouve absolument remarquable et ce depuis pas mal d'années. Ce site devenu un centre de documentation, peut-être historique, particulièrement intéressant pour les prochaines générations... si le web existe encore. Mais, comme toute choses cela aura aussi une fin, hélas.

Tous mes encouragements à poursuivre votre oeuvre, tout en vous ménageant. Pour le moment ça baigne.

LVOG - Comment cela hélas, on n'est pas encore mort, je déconne ! Merci pour vos encouragements, mais je vous assure que je ne suis pas impatient, sinon je n'aurais jamais pu rester en Inde !

En totalitarisme, non, en vacances !

Circulation : 760 km de bouchons à la mi-journée sous un soleil de plomb pour le premier samedi noir sur les routes - Franceinfo 1 août 2020

Les principales difficultés de circulation enregistrées se situent, samedi, sur les autoroutes A7, de Lyon à Marseille, et A10, entre Paris et Bordeaux.

Le pic de bouchons a été atteint à 12h10, avec 760 km cumulés. Sous un soleil écrasant, le chassé-croisé entre "juillettistes" et "août iens" n'a pas failli à la règle, samedi 1er août. Pour cette première journée de l'été classée noire dans le sens des départs, Bison Futé a fait part d'une situation "conforme aux prévisions".

Cette année, le pic est comparable au samedi équivalent du 3 août 2019 (762 km), et supérieur au samedi 25 juillet 2020 (609 km). Un record inattendu de 955 km d'embouteillages avait été enregistré il y a trois semaines. Du jamais-vu en juillet. Franceinfo 1 août 2020

LVOG - En juillet et août 1939, 3 ans après l'instauration des congés payés ils étaient partis en vacances au bord de la mer en Normandie, n'entendant pas les bruits de bottes de l'autre côté du Rhin... N'en déduisons pas qu'ils sont incurables 81 ans plus tard, pour autant on ne doit pas nier le constat que le niveau de conscience politique des masses n'a jamais progressé, c'est un des facteurs déterminant qui permet de comprendre la situation, et que l'on doit prendre en compte pour adapter notre stratégie. Bon, en ce qui nous concerne, on n'avait pas attendu cet épisode...

Pétition.

PÉTITION: Non à la vaccination obligatoire contre le coronavirus (752 583 le 2 août 2020)

https://lifepetitions.com/petition/no-mandatory-vaccine-for-covid-19

J'ai évidemment signé cette pétition et je vous appelle à en faire autant.

Vous lirez plus loin que c'est loin d'être une affaire de complotiste.

On n'est jamais seul.

Vous vous souvenez que je n'avais pas hésité à caractériser d'extrême droite l'extrême-centre de Macron, LREM, *The Economist* des Rothschilds, le courant de l'Etat profond, le Forum économique mondial, avec l'épisode de la machination au coronavirus on s'aperçoit à quel point c'était juste ou politiquement justifié, non ?

Dans les deux passages ci-dessous, j'ai dû adapter ma rhétorique à d'autres interlocuteurs, elle est moins relâchée. Pour rire, j'avais commencé cette causerie par ZZ Top pour me faire passer pour un farfelu histoire de tromper les lecteurs les moins bien attentionnés à mon égard ! En fait, je ne me prends pas au sérieux, je fais ce que j'estime devoir faire, le reste...

Commentaire envoyé au blog du Dr. Gérard Maudrux.

(https://blog.gerardmaudrux.lequotidiendumedecin.fr)

Appelez cela une réaction citoyenne si vous voulez.

Comment appelle-t-on un régime qui interdit un traitement efficace (bi-thérapie du protocole du Pr. Raoult) contre le Covid-19, et qui autorise un traitement qui tue les malades (Remdesivir) ?

Comment appelle-t-on un régime qui suspend la liberté de prescrire des médecins ?

Comment appelle-t-on un régime qui laisse mourir des dizaines de malades au lieu de les soigner ?

Comment appelle-t-on un régime qui suspend toutes les libertés individuelles et collectives et menace de prolonger cette interdiction à la moindre occasion, qui prolonge celles liées au masque ou à la distanciation sociale ?

Il faut dire qu'en France il aura fallu attendre que le Waffen SS (depuis le 8 août 1943) et chef de la milice (30 janvier 1943, l'équivalent de la Gestapo) Joseph Darnand devienne secrétaire d'État à l'Intérieur du gouvernement de Pétain le 14 juin 1944, pour qu'enfin le régime de Vichy soit caractérisé de fasciste, alors que le Service d'ordre légionnaire (SOL) fondé par Darnand faisait régner la terreur depuis août 1941 parmi les opposants au régime fasciste, pardon parmi les opposants à la Collaboration

active avec l'occupant nazi.

L'Histoire se joue d'abord comme un drame et se répète comme une comédie.

Pourquoi tous les opposants aux mesures liberticides adoptées ne trouvent-ils pas les moyens de parler d'une seule voix ? Où sont donc passés les intellectuels dits progressistes ou humanistes ? Pourquoi aucun parti politique représentant les classes moyennes ne se dresse-t-il pour dénoncer ce régime despotique ? La question vaut également pour le mouvement ouvrier.

Atomisés comme nous le sommes, opposants isolés, marginalisés, notre voix n'a aucune chance d'être entendue par le plus grand nombre, car c'est grotesque, indécent, insupportable de s'adresser à Macron ou à ceux qui le soutiennent. Les intellectuels refusent de se tourner vers les masses, comme ils refusent d'admettre qu'elles sont les seules à être en mesure de vaincre ce régime totalitaire, qu'elles ont un rôle historique à jouer dans l'orientation de la civilisation humaine, ils préfèrent s'en remettre à la classe dominante, aux puissants et à leurs institutions en espérant qu'ils les épargneront. Mauvais calcul, et la situation actuelle est là pour l'illustrer si nécessaire.

Que diable, un peu de courage, un peu d'audace et tout est possible !

Depuis deux internautes ont posté des commentaires relativement bienveillants, en prenant soin toutefois d'éviter de reproduire ma terminologie fort compromettante... Rien ne m'échappe ! Mais c'est encourageant.

En complément.

Le message que je me suis permis d'adresser au Pr. Raoult, sans illusion. Ce que je sous-entends, c'est qu'il n'a pas toujours dit ce qu'il savait sur les tests, les masques, etc. sans lui reprocher de ne pas nous avoir livré la teneur de la discussion qu'il avait eu avec Macron, ce serait ridicule.

Bonjour Pr. Raoult,

Celui qui vous écrit vous a soutenu inconditionnellement, publiquement dans son portail, j'ai mis en ligne vos vidéos et les articles vous concernant, permettez-moi de vous adresser ce message de sympathie en guise de conseil.

Vous semblez encore ignorer sous quel régime nous vivons désormais. Macron n'a absolument aucun pouvoir, c'est une marionnette de l'extrême-centre ou l'Etat profond. Dans sa famille ils étaient médecins depuis plusieurs générations, lui c'est un raté, un déchet, faible, et qui en tant que tel allait s'avérer manipulable à souhait, un homme de paille insignifiant qui se consume à vue d'oeil, un homme providentiel, qui, parce qu'il était uniquement destiné à nuire à la population ou à faire aveuglément la sale besogne qu'on lui demanderait d'accomplir sans état d'âme, ce psychopathe enragé est incapable d'en avoir par ailleurs.

Il allait être le porte-parole d'un régime destiné à broyer tous ceux qui feraient obstacle à la stratégie de l'oligarchie, du Forum économique mondial (Davos), qui est en quelque sorte un gouvernement mondial totalitaire.

Tous ceux qui jusqu'à présent avaient servi le régime, et qui maintenant s'emploient à le ménager, ne vous seront d'aucun secours, sauf pour préparer votre fuite ou couvrir une retraite peu glorieuse, c'est tout ce que vous êtes en droit d'en attendre, je parle de vos amis de LR notamment.

Votre silence après la mise en cause des tests PCR, des masques, du confinement par de nombreux médecins dans le monde, les précieuses précisions qu'ils ont apporté sur l'immunité, qui rendent caducs les arguments en faveur de ces mesures liberticides, donne l'impression que vous ne souhaitez pas mener au bout ce combat pour la vérité, au côté de la population qui vous a témoigné sa confiance, sous le prétexte que vous n'auriez pas à vous immiscer dans la politique du gouvernement, mais n'était-ce pas un mobile dérisoire, puisque quoique vous disiez, en tant que citoyen vous en aviez parfaitement le droit, que dis-je, le devoir face à cet homme providentiel qui incarne le désastre social et sanitaire, vous pouviez apparaître comme celui de la liberté chère au cœur du peuple que vous abandonnez à son triste sort, dommage.

Vous ne semblez pas comprendre que l'humanité est au bord d'un tournant, qui, s'il était mené à son terme, signifierait l'extinction de la civilisation humaine, d'ailleurs on peut déjà se demander ce qu'il en reste quand on laisse délibérément mourir des malades, la suite sera à l'avenant si nous ne réagissons pas immédiatement.

Je vous adresse une copie du commentaire que j'ai adressé au docteur Gérard Maudrux, et qu'il a publié dans son blog, je crois que cela permet de réfléchir ou tout du moins de remettre les pendules à l'heure, c'est préférable quand on a rendez-vous avec l'histoire.

Voilà pourquoi Yahoo a supprimé la rubrique des commentaires :

Un internaute : "*Oui, mais maintenant la mode c'est de vivre dans la peur, la peur de tout, jusqu'à avoir peur de son ombre. Blague à part ça fait du bien de lire votre commentaire, tout le monde n'a pas encore perdu la boussole. Et pourtant je devrais avoir peur moi aussi : tous les ans j'attrape la grippe, et je suis salement malade, et j'avoue que j'ai eu peur entre février et avril. Si ça se trouve je vais y passer avec ce virus ou un autre l'hiver prochain, mais je ne vais pas demander aux autres d'arrêter de vivre pour autant, et je ne vais pas vivre dans la peur si il ne me reste que 6 mois.*"

LVOG - "*Blague à part ça fait du bien de lire votre commentaire, tout le monde n'a pas encore perdu la boussole.*", voilà ce qu'il ne faut pas que la population sache et partage. Quand j'affirme que l'intention des représentants du régime est de nuire, de tuer délibérément des milliers de citoyens innocents est établi, les faits sont là pour le prouver

En tout bien tout honneur...

Jean Castex inaugurera l'université d'été du Medef - Journal du Dimanche 1 août 2020

Le Premier ministre, Jean Castex, ouvrira l'université d'été du Medef, qui se tiendra les 26 et 27 août à Paris. Journal du Dimanche 1 août 2020

DEUXIEME PARTIE.

Faites tomber les masques du totalitarisme. La guerre préventive tout azimut démasquée.

Lu dans les commentaires du blog du Dr Gérard Maudrux, chirurgien urologue à Grenoble.

1- "C'est marqué dans la notice d'utilisation des masques chirurgicaux (bleus) que pratiquement tout le monde porte : le masque est utile contre les bactéries, pas contre les virus ! Il bloque les particules supérieures à 0,6µm, alors que le virus fait entre 0,1µm et 0,15µm."

2- "C'est écrit sur la boite (FFP2), provenance hospitalière « L'utilisation de ce produit n'élimine pas le risque de contracter une maladie aéroportée ou une infection. Mais peut être utilisé pour protéger le porteur contre les aérosols à particules solides et non volatiles dans la limite d'une taille de 0,6 µm » (sachant que la taille du Covid est de 0,15µ)"

"L'efficacité des masques n'est pas prouvée" selon le gouvernement néerlandais, qui n'imposera pas leur usage au public. - covidinfos.net 30 juillet 2020

Selon une dépêche de l'agence de presse Reuters publiée le 29 juillet, le gouvernement néerlandais a déclaré ce même jour qu'il ne "conseillerait pas au public de porter des masques pour ralentir la propagation du coronavirus", affirmant que "leur efficacité n'a pas été prouvée."

La décision a été annoncée par la ministre de la santé, Tamara van Ark, après un examen par l'Institut national de la santé (RIVM) du pays. […] "Parce que d'un point de vue médical, l'efficacité des masques n'est pas prouvée, le cabinet a décidé qu'il n'y aura pas d'obligation nationale d'en porter", a déclaré M. Van Ark.[…]

Le chef du RIVM, Jaap van Dissel, a lui déclaré que l'organisation était au courant des études qui montrent que les masques aident à ralentir la propagation de la maladie mais qu'elle n'était pas convaincue qu'ils seraient utiles lors de l'actuelle épidémie de coronavirus aux Pays-Bas.

Il a fait valoir que le port incorrect des masques, ainsi qu'une moindre adhésion aux règles de distanciation sociale, pourraient augmenter le risque de transmission de la maladie.

"Nous pensons donc que si vous utilisez des masques (dans un lieu public)… alors vous devez suivre une bonne formation pour cela", a-t-il déclaré. covidinfos.net 30 juillet 2020

https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-netherlands/dutch-government-will-not-advise-public-to-wear-masks-minister-idUSKCN24U2UJ

Port du masque obligatoire au Touquet : "C'est une vraie mesure préventive" pour "passer des vacances en toute sérénité", déclare le maire. - Franceinfo 1er août 2020

Coronavirus : plusieurs villes rendent le masque obligatoire dans la rue - Franceinfo 1er août 2020

Coronavirus : le masque devient obligatoire à l'extérieur dans 69 communes de la Mayenne - Franceinfo 1er août 2020

En avion, le masque est obligatoire, ils refusent de le porter et provoquent une bagarre Le HuffPost 2 août 2020

Alors que l'épidémie semble connaître un rebond, les crispations et agressions liées à l'obligation du port du masque se multiplient. Le HuffPost 2 août 2020

Heil Hitler !

500.000 personnes attendues à Berlin ce samedi pour fêter la **"**fin de la pandémie**"**, CNEWS les qualifie de **"**négationnistes**"** - covidinfos.net 30 juillet 2020

Le site CNEWS s'est fait l'écho d'une grande réunion qui devrait se tenir ce samedi 1er août à Berlin pour fêter "la fin de la pandémie". 3000 bus affrêtés, 500.000 "négationnistes et complotistes" attendus. Extraits.

"Berlin, la capitale du pays, doit accueillir, samedi 1er août, un grand rassemblement contre les différentes restrictions imposées par la pandémie de coronavirus." […]

"… Cette nouvelle «manifestation corona», comme le pays en a déjà connu plusieurs ces dernières semaines, pourrait rassembler jusqu'à 500.000 personnes, selon le quotidien allemand Der Tagesspiegel, ce qui en ferait l'une des plus grandes manifestations jamais organisée ces dernières années." […]

"Environ 3.000 bus ont ainsi été affrétés pour l'occasion afin de rallier le quartier central de Tiergarten, connu notamment pour son immense parc éponyme abritant le zoo de Berlin." […]

"A trois jours de la manifestation berlinoise, les autorités allemandes n'entendaient pas l'interdire, même si elles se réservaient le droit de le faire."

Tout aussi intéressant, voici ce que CNEWS explique sur les participants à la manifestation en question. Manisfestation qui selon le site d'infos aurait été "Lancée à l'initiative de groupes identitaires et complotistes…" :

"La foule devrait être composée de nombreux partisans de la théorie du complot, négationnistes du coronavirus et autres membres de groupes d'extrême-droite, tous fermement décidés à célébrer une «journée de la liberté», et sonner «la fin de la pandémie»" […]

L'article ne précise malheureusement pas si ces 500.000 "négationnistes du coronavirus" mangent des enfants, torturent des chatons ou organisent des messes noires.

https://www.cnews.fr/monde/2020-07-29/fake-coronavirus-500000-personnes-attendues-berlin-samedi-pour-feter-la-fin-de-la?fbclid=IwAR0TE-_FtYsIJEEcvT-Y6CN0IyLx5OC4oXD43zLVPThMKTdlIFt-RipcVoM

https://www.tagesspiegel.de/berlin/500-000-menschen-wollen-kommen-rechtsextreme-und-coronaleugner-rufen-zu-grossdemo-in-berlin-auf/26045322.html

Coronavirus : des milliers de manifestants "anti-masques" défilent à Berlin pour faire valoir "la résistance" aux restrictions - franceinfo 1er août 2020

Après l'Amérique du Nord et le Royaume-Uni, l'Allemagne connaît sa première grande manifestation "anti-masques". Plusieurs milliers de manifestants hostiles aux mesures restreignant les libertés individuelles pour combattre le Covid-19 ont défilé, samedi 1er août, dans le centre de Berlin. Estimés à quelque 15 000 par la police (20 000 par les mêmes sources policières selon une autre source. - LVOG), les manifestants ne portaient pour la plupart pas de masque, selon un journaliste de l'AFP, et la distanciation physique d'un mètre cinquante normalement obligatoire n'était pas respectée.

La police de Berlin a à plusieurs reprises appelé les manifestants à respecter les gestes barrières, avant d'annoncer sur Twitter avoir "déposé une plainte" contre l'organisateur de l'événement en raison du "non-respect des règles d'hygiène".

LVOG - Et l'amalgame ordurier incontournable avec l'extrême droite.

franceinfo - Cette mobilisation intitulée "La fin de la pandémie - Jour de la liberté", a rencontré des contre-manifestants, dont un cortège de "grands-mères contre l'extrême droite", qui ont insulté les militants les qualifiant de "nazis". La devise de la manifestation, "Jour de la liberté", est effet le titre d'un film de la réalisatrice nazie Leni Riefenstahl sur la conférence du parti d'Adolf Hitler NSDAP en 1935. Selon l'agence Reuters, la manifestation a notamment rassemblé des libertariens, des militants anti-vaccins, ainsi qu'un groupe de membres de l'extrême droite allemande. franceinfo avec AFP et Reuters 1er août 2020

LVOG - A voir les images de cette manifestation, il y a eu beaucoup de monde, plus que quelques dizaines de milliers...

Science-fiction, roman d'anticipation, complotisme, non, la stricte réalité.

LVOG - Si ce sont des sources aussi respectables que 20Minutes et Les Echos qui le rapportent, personne n'osera en douter.

20Minutes.fr : **“**Un carnet de vaccination sous-cutané de taille microscopique mis au point par des chercheurs**”** - covidinfos.net 31 juillet 2020

Deux articles “pré-Coronavirus”, l’un publié par le quotidien Les Echos, l’autre sur le site 20Minutes.fr, tous deux datés de décembre 2019, font état de recherches permettant d’injection sous la peau de “nanoparticules” indiquant si une personne a reçu ou non un vaccin. Extraits.

– 20Minutes.fr :

“Le projet du Massachusetts Institute of Technology consiste en un carnet de vaccination sous-cutanée. Dans les faits, ce carnet de vaccination prendrait la forme de symboles placés sous la peau indiquant que la personne a bien reçu tel ou tel vaccin.”

“Le carnet de vaccination 2.0 du MIT ne consiste pas en une micropuce électronique, mais prend plutôt la forme de nanoparticules injectées sous la peau grâce à une seringue spécifique équipée d’un patch de micro-aiguilles de 1,5 millimètre de longueur.”

“Les nanoparticules sont composées de cristaux à base de cuivre d’une longueur de 3,7 nanomètres de diamètre. Celles-ci sont encapsulées dans des microcapsules de 16 micromètres. Ces nanoparticules sont totalement invisibles à l’œil nu, c’est pourquoi il est nécessaire d’utiliser un smartphone spécialement équipé pour pouvoir lire les informations fluorescentes.” […]

– LesEchos.fr :

“« Cette technologie pourrait permettre la détection rapide et anonyme des antécédents de vaccination des patients pour garantir que chaque enfant est vacciné », explique Kevin McHugh, auteur principal de l’étude. Et ce en ajoutant peu au coût ou au risque de la procédure, selon l’étude publiée mercredi [18 décembre 2019] dans Science Translational Medicine.”

“Le système n’a pour l’instant été testé que sur des rats mais l’équipe de scientifiques, financée par la Fondation Bill et Melinda Gates, espère les tester sur des humains en Afrique dans les deux prochaines années. D’autres études de sécurité seront nécessaires avant de passer à cette étape.”

“Des patchs sont en cours de développement pour délivrer des vaccins contre la rougeole, la rubéole et d’autres maladies. Les chercheurs travaillent également à augmenter la quantité de données pouvant être encodées, afin d’inclure des informations telles que la date d’administration et le numéro de lot du vaccin. La Fondation Gates poursuit le projet et finance des enquêtes d’opinion au Kenya, au Malawi et au Bangladesh pour déterminer si les populations seront prêtes à adopter ces microscopiques boîtes quantiques.”[…] covidinfos.net

Quand les médias se transforment en miliciens et gardiens (NewsGuard) du régime totalitaire.

Coronavirus : « Le vaccin va tous nous tuer »**…** Les « antivax » s**’**organisent sur Internet sur fond de théories du complot - 20minutes.fr 1er août 2020

COMPLOTISME. Sites internet, vidéos virales, mais aussi groupes Facebook et pétition, l’offensive des antivax s’organise et prend de l’ampleur depuis quelques semaines sur les réseaux sociaux.

LVOG - Et d'où viennent ces informations ?

20minutes.fr - De Chine Labbé, en charge du pôle Europe à NewsGuard, une organisation spécialisée dans le pre-bunking.

LVOG - Le pré-bunking consiste à vérifier le contenu de certains articles publiés sur le Net avant qu'un grand nombre d'internautes ne les lisent. Il faudrait être naïf pour croire que les médias à la solde du régime seraient animés de bonnes intentions envers le public.

Francetvinfo.fr 04 juin 2020 - Sur la base d'un rapport édité par NewsGuard, la cellule #VraiOuFake de franceinfo a listé les comptes Twitter qui bénéficient d'une large audience francophone et qui ont diffusé de fausses informations sur le coronavirus à une plus grande échelle.

Qu'est-ce que NewsGuard ?

Centre de Suivi de la mésinformation sur le Coronavirus

https://www.newsguardtech.com/fr/coronavirus-misinformation-tracking-center/

Vous trouverez ci-dessous la liste de tous les sites d'actualité et d'information évalués Rouge par NewsGuard aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Italie et en Allemagne que nous avons identifiés comme ayant diffusé de fausses informations sur le virus — 290 à ce stade.

Si vous trouvez une fausse allégation sur le COVID-19 sur un site qui ne figure pas dans la liste ci-dessous, merci de nous en faire part ici ou de nous contacter via notre ligne directe sur la mésinformation.

Pour des informations fiables sur le COVID-19, veuillez consulter les sites d'instituts de santé publique officiels comme Sante.fr, un site de santé financé par le gouvernement français, et le site de l'Organisation Mondiale de la Santé.

LVOG - L'adresse vous intéresse peut-être :

25 W. 52nd Street, 15th Floor - New York, NY 10019 (https://www.newsguardtech.com/fr)

LVOG - Un instrument des GAFAM, c'est eux qui le disent :

NewsGuard - Nous n'acceptons aucune rémunération des sites internet que nous évaluons. (Nos revenus proviennent des plateformes et des moteurs de recherche qui souscrivent à nos évaluations afin de les inclure à leurs flux et résultats de recherche)

Qu'est-ce que cette officine de Big Brother qui nous surveille ?

Qui est Chine Labbé ?

Chine Labbé a travaillé comme reporter pour Reuters. Plus tôt dans sa carrière, elle a également travaillé comme productrice multimédia pour The Economist à New York.

LVOG - Bingo, comme le monde est petit décidément !

Qui est Sarah Brandt, la vice-présidente de NewsGuard ?

Elle est installée à Chicago. Avant de rejoindre NewsGuard, Sarah travaillait en tant qu'expert-conseil pour Bain & Company, une société de conseil en gestion globale.

Qu'est-ce que Bain & Company ?

Bain & Company a été fondé en 1973 à Boston aux États-Unis par Bill Bain, un ancien du Boston Consulting Group.

Depuis 1993, le cabinet est dirigé par Orit Gadiesh, Présidente monde. Elle a participé au Forum économique mondial de Davos en 2007. (Wikipédia.org)

LVOG - Bingo, comme le monde est petit décidément !

Qui est Gordon Crovitz, DG-PDG ?

Co-fondateur en 2018 de NewsGuard, Inc.

Président, Dow Jones Electronic Publishing, 1998-2006
Directeur de la publication, The Wall Street Journal et vice-président exécutif de Dow Jones et président, Consumer Media Group, 2006-2007.
Chroniqueur, “Information Age” pour The Wall Street Journal, 2008-2016.
Membre, Council on Foreign Relations. (notamment)

LVOG - Bingo, comme le monde est petit décidément !

Qui est James Warren, directeur de la rédaction ?

James a passé la plus grande partie de sa carrière au Chicago Tribune où il était rédacteur en chef...
Il vient du Poynter Institute, où il occupait le poste de rédacteur en chef des médias...
Il contribua en tant que free-lance à The Atlantic, Vanity Fair, Huffington Post, Time, Washington Monthly et Daily Beast, ainsi que les pages locales pour Chicago de l’édition du Midwest du New York Times.

Poynter Institute

En 2015, l'institut a lancé le Réseau international de vérification des faits (IFCN), qui établit un code d'éthique pour les organisations de vérification des faits.

Google, Facebook et d'autres entreprises technologiques utilisent la certification de l'IFCN pour contrôler les éditeurs pour les contrats de vérification des faits.

LVOG - Bingo, comme le monde est petit décidément !

Qui est Amy Westfeldt, rédactrice en chef ?

Elle a consacré la majeure partie de sa carrière à la rédaction et au reportage chez The Associated Press.

Elle a aussi dirigé le bureau de la ville de New York de l’AP. Elle a couvert les suites du 11-Septembre en tant que reporter.

LVOG - Bingo, comme le monde est petit décidément !

Qui est Yves Clarisse, conseiller éditorialiste ?

Yves Clarisse est un journaliste belge qui a travaillé pendant 33 ans pour Reuters à divers postes, le plus récemment comme rédacteur en chef du service en langue française de l’agence de presse à Paris.

LVOG - Vous aurez remarqué que tous ces miliciens de la pensée unique ont des références au-dessus de tout soupçons en matière de probité ou d'honnêteté, pour avoir fait carrière dans des agences de presse ou des médias liés à l'oligarchie.

En complément.

Réseau Voltaire - NewsGuard, une société new-yorkaise créée pour évaluer la fiabilité des sites internet et faire apparaître une note sur les moteurs de recherche, nous a contactés nous demandant d’abord quelles sont nos relations avec l’État syrien, puis ce que nous « pensons de cette critique ». NewsGuard est on ne peut plus neutre. Son Conseil d’administration est secret, mais son Conseil consultatif comprend aussi bien l’un des cofondateurs de Wikipedia (Jimmy Wales) que l’ancien directeur de la CIA et de la NSA (le général Michael Hayden), l’ancien secrétaire général de l’Otan (Anders Fogh Rasmussen), l’ancien secrétaire à la Sécurité de la Patrie (Tom Ridge) ou encore l’ancien sous-secrétaire d’État à la diplomatie publique —c’est-à-dire à la Propagande— (Richard Stengel) [6]. voltairenet.org 5 mai 2020

[6] “Our Advisory Board”, NewsGuard, consulted May 3, 2020.

Il n'y a rien de pire que la pandémie de la peur.

“L’épidémie est terminée en France**”** mais **“**la propagande de la peur s**’**intensifie**”** affirme la Dr Delépine - covidinfos.net 1 août 2020

Dans un long article consacré à l’épidémie et à sa gestion, la Docteur Nicole Delépine s’interroge sur les différents aspects de la crise, de la surcharge des hôpitaux aux conséquences du confinement en passant par l’évolution de l’épidémie en France. Toutes

les sources sont citées dans l'article original. Extraits :

"En mars 2020, nous sommes entrés dans un monde délirant gouverné par la peur et les mensonges de nos autorités qui font actuellement tout pour prolonger la panique sans justifications médicales réelles."

– Sur la surchage des hôpitaux :

"En réalité de nombreux hôpitaux sont restés à moitié vides pendant tout le mois d'avril et les cliniques privées vidées de tout malade ont dû recourir au chômage partiel de leur personnel. Ainsi, le syndicat de l'hospitalisation privée annonçait que de très nombreuses demandes de chômage partiel avaient été déposées dans ses établissements et demandait que les ARS (agences régionales de santé) leur adressent les malades qui n'auraient pas pu être soignés dans les établissements publics. Mais à l'exception de quelques cliniques parisiennes et durant une quinzaine de jours, les lits privés sont restés vides faute de malades."

"Pendant cette période, pour montrer qu'il était efficace, le pouvoir a organisé des grands spectacles TGV covid, Evasan Covid et hôpital militaire de campagne Covid alors qu'il suffisait parfois de pousser une porte pour trouver les lits, des respirateurs et des soignants en nombre suffisant." […]

– Sur le nombre de décès et les tests :

"Si nous avions décidé, comme nos voisins allemands, de mettre en quarantaine, (d'isoler pendant 15 jours) les porteurs de virus de la population saine nous compterions 25000 morts de Covid19 de moins. L'absence de test n'est pas une excuse : c'est parce que le ministère n'en a pas voulu que nous n'en avons pas eu ; au début de cette épidémie les allemands ne disposaient pas de plus de tests que nous pour cette maladie nouvelle, mais leur chancelière a permis à tous les laboratoires y compris vétérinaires d'en pratiquer alors qu'en France le ministère et les Agences Régionales de Santé ont dédaigné les offres qu'on leur a faites." […]

– Sur les conséquences du confinement :

"Le « plan blanc » activé dès l'état d'urgence et le confinement aveugle adoptés a entraîné l'arrêt des traitements des maladies chroniques (hypertension, diabète, cancers), source de pertes importantes de chances de survie. Il a également bloqué le diagnostic et le traitement de nouvelles pathologies infectieuses, cancéreuses etc. qui sont apparues pendant le confinement et sont restées évolutives en l'absence de diagnostic et de traitement. Or même des retards modestes dans la chirurgie du cancer ont un impact significatif sur la survie. Aux victimes directes du Covid19 et du confinement, le plan blanc a donc ajouté des victimes collatérales par arrêt ou retard des soins des maladies chroniques et les retards de diagnostic des maladies jusque-là ignorées."[…]

"Alors qu'il n'y a aucune preuve que le raz-de-marée annoncé sur les hôpitaux ait été empêché par le confinement, les mesures ordonnées par le gouvernement ont mis des pans entiers de la société dans la détresse : jeunesse privée de son droit à l'éducation, désintérêt progressif du travail chez de nombreux salariés qui ont beaucoup de mal à reprendre leurs activités, finances publiques lourdement grevées, maisons de retraite transformées en prisons tandis que les liens dans la population ont été distendus, minés par la défiance et la peur de l'autre. Récession économique, aggravation du chômage et de la misère se font déjà sentir. Les mesures prises au nom de la protection de la population n'étaient manifestement ni efficaces, ni proportionnées, ni adéquates.[…]

– Sur l'évolution de l'épidémie en France :

"Une maladie existe lorsqu'elle entraîne des malades, des personnes qui présentent des signes cliniques, qui nécessitent des soins, des hospitalisations et qui sont menacées de mort. Or, lorsqu'on consulte les données officielles de Santé Publique France, on constate depuis 3 mois une baisse continue du nombre des hospitalisations, du nombre d'entrées en réanimation et du nombre de décès, indicateurs clés d'une épidémie évolutive

– Sur les "raisons de la désinformation" :

"Pourquoi les données rassurantes dont on dispose aujourd'hui ne font-elles pas les gros titres ? A quoi rime cette volonté d'imposer le masque alors que la maladie a quitté le pays, de faire croire aux petits enfants qu'ils ne doivent pas embrasser leurs grands-parents pour les protéger, de rappeler constamment au public que les restrictions pourraient être réimposées très bientôt sinon à entretenir la panique et s'assurer de la soumission de la population ?" […] covidinfos.net 1 août 2020

C'est la camisole de force qu'il lui faut !

Coronavirus : "Il faut que le message soit simple : 'Portez un masque quand vous êtes dehors, point barre !'", lance une épidémiologiste - Franceinfo 2 août 2020

L'épidémiologiste à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif Catherine Hill estime dimanche 2 août sur franceinfo que "c'est une extrêmement bonne chose, (…) c'est ce qu'il fallait faire depuis le début". Selon elle, "il faut que le message soit simple. Il faudrait que le message soit clair et universel. : 'Portez un masque quand vous êtes dehors. Point barre !'"

"L'épidémie continue et on continue à ne pas la contrôler parce qu'on ne cherche pas à trouver rapidement les porteurs du virus en testant d'une façon rationnelle." Catherine Hill, épidémiologiste à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuifà franceinfo

Franceinfo - Est-ce une bonne chose de rendre le masque obligatoire en extérieur ?

C'est une extrêmement bonne chose. C'est ça qu'il faut faire. C'est ce qu'il fallait faire depuis le début. C'est ça qu'on fait en Asie. De toute façon, il faut que le message soit simple : vous sortez de chez vous, il faut que vous portiez un masque. Le bon sens est d'avoir une règle simple. Il faudrait que le message soit clair et universel. Portez un masque. Portez un masque quand vous êtes dehors. Point barre. C'est simple, c'est clair. Et c'est ça qu'on aurait dû faire depuis le début. Il n'est jamais trop tard pour bien faire ça. On va y arriver, mais très, très lentement.

L'épidémie continue et on continue à ne pas la contrôler parce qu'on ne cherche pas à trouver rapidement les porteurs du virus en testant d'une façon rationnelle. Catherine Hill, épidémiologiste à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuifà franceinfo

Franceinfo - Faut-il dépister davantage ?

Ce n'est pas qu'il faille en faire plus, c'est qu'en ce moment, on fait absolument n'importe quoi. En Chine, quand on a voulu tester qu'est-ce qu'on a cherché à faire ? On a cherché à trouver rapidement les porteurs du virus dont la moitié sont asymptomatiques, c'est-à-dire introuvables si on ne fait pas le test. Au lieu de dire aux gens de se faire tester s'ils le veulent, ce qui fait des embouteillages, ce qui fait que les délais sont beaucoup trop longs, il faut tester, cibler les populations qu'on teste, là où on sait qu'il y a le virus.

Franceinfo - Le nombre de cas de Covid-19 augmente chez les jeunes de 20 à 30 ans. Pensez-vous, comme le suggère un médecin, qu'il faut laisser les jeunes se contaminer entre eux ?

Absolument pas. Certainement pas, ce serait une énorme erreur. On fait comme si les jeunes ne croisaient pas des gens plus âgés, mais ils travaillent avec des gens plus vieux, donc le virus va circuler. Le virus, il s'en fiche complètement s'il est en face d'un enfant de 3 ans ou quelqu'un de 25 ans ou quelqu'un de 50 ans. En ce moment, qui est-ce qui va se faire tester ? Les jeunes, parce que les vieux sont fatigués. Ils ont la flemme, il faut faire la queue, attendre, etc. Donc, si on teste plus les jeunes, on trouve le virus davantage chez les jeunes. Mais c'est juste le reflet de la population testée. Ce n'est pas le reflet de l'infection. [On dit que les jeunes se protègent moins que les vieux, mais] ça reste à démontrer. On attend toujours un sondage sur un échantillon de la population pour savoir qui est positif et qui est négatif en fonction de l'âge. Pour l'instant, on a que la population testée et la population testée, ce n'est pas un échantillon représentatif de la population. Franceinfo 2 août 2020

LVOG - Alors ferme-la, espèce de cinglée !

Si j'ai bien compris, quand un vieux va se retrouver en présence d'un jeune, sur quoi va-t-il tomber, un résidu de virus sous une forme immunitaire ou peu actif, donc à moins qu'il soit déjà en mauvais état ou diminué, il ne risquera rien, ce sera comme s'il venait de se faire vacciner.

C'est pour cela qu'ils ne veulent pas entendre parler d'immunisation collective, c'est parce qu'elle agit à la manière d'un vaccin qui serait dès lors inutile pour l'ensemble de la population, sauf celle à risque.

A propos de l'immunité.

Je m'étais un peu emmêlé les pinceaux à propos de l'immunité collective, bien que ma conclusion ait été correcte.

Il m'a échappé qu'on pouvait attraper le virus au contact d'un porteur à partir de segment du virus, mais je n'avais pas réalisé que les antigènes ou les anticorps ou encore les défenses immunitaires sont également composés de segment du virus, qu'on libère également en expirant, parlant ou toussant, autrement dit, il peut se répandre des deux manières sans pour autant que notre vie soit en danger, si on ne fait pas partie des catégories à risque ou si on est en bonne santé.

Donc effectivement laisser la population libre de ses mouvements devait favoriser le processus naturel d'immunisation collective. Et s'il y a eu autant de morts répertoriés à tort ou à raison (50/50), c'est notamment parce qu'en confinant ce processus naturel a été gravement perturbé, au lieu de permettre que la population soit en contact avec des formes légères de contaminations ou des personnes déjà immunisées qui représentaient la majorité, donc ne présentant pas de danger, ils ont exposé les personnes à risque à des formes de contagiosité certes minoritaires, isolées, mais beaucoup plus importantes sans qu'elles le sachent.

COVID-19: au plus près de la vérité – Tests et Immunité par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 31 juillet 2020

Le nombre de tests RT-PCR positifs, qui diagnostiquent la présence de morceaux de virus SRAS-CoV-2, est assimilé dans la presse et les rapports gouvernementaux au nombre de nouveaux cas COVID-19. Ce n'est pas tout à fait vrai. Cet amalgame est trompeur. Il fait penser à une recrudescence de maladies. COVID-19 est le nom de la maladie. Le test RT-PCR est juste un moyen de détecter le SRAS-CoV-2, et ce test est peu fiable. Certaines personnes sont asymptomatiques, ou avec des symptômes légers. Testé positif, ce qui est déjà sujet à interprétation, ne veut pas dire « malade ». D'autres médecins, dont des virologues, le disent et alertent sur le danger actuel de cette confusion entretenue par les organes officiels.

Les tests (dépistage, diagnostic, immunité) symbolisent la croyance aveugle et totale dans la toute-puissance de la médecine technique et de la technologie. Cette illusion est entretenue par l'industrie, par certains médecins et par les médias.

Comme pour la vaccination, nous retrouvons sur ce sujet une simplification excessive qui fait le lit de la manipulation de l'opinion publique.

Un exemple de simplification excessive est de résumer l'immunité humaine aux anticorps ou de faire croire qu'un test RT-PCR positif est synonyme de maladie COVID-19.

RT-PCR

Avoir un test RT-PCR [1] positif n'est pas synonyme de maladie COVID-19.

Aujourd'hui, vu que les autorités testent plus de gens, il y a forcément plus de tests RT-PCR positifs. Cela ne veut pas dire que la maladie COVID-19 revient, ou que l'épidémie évolue en vagues. Il y a plus de gens testés, c'est tout.

Ces tests ont une fiabilité relative [2].

Attention aux faux positifs [3]. Cette faiblesse du test PCR dans les dépistages des virus est connue depuis des années [4]. Pour Kary Mullis, l'inventeur de la technique PCR qui lui a permis de gagner le prix Nobel de chimie en 1993, cet examen était avant tout qualitatif et destiné à répondre à la question : l'élément est là, oui ou non, pas du tout à le quantifier.

De plus, ces tests détectent des particules virales, des séquences génétiques, pas le virus en entier.

Pour essayer de quantifier la charge virale, ces séquences sont ensuite amplifiées plusieurs fois en suivant de nombreuses étapes complexes et sujettes à des erreurs, des fautes de stérilité et des contaminations [5-6].

RT-PCR positif n'est pas synonyme de maladie COVID-19 ! Les spécialistes de la PCR précisent bien qu'un test doit toujours être confronté à la clinique du patient testé, à son état de santé pour confirmer son intérêt [7].

Les médias refont peur à tout le monde avec de nouveaux tests PCR positifs, sans aucune nuance ni remise en contexte, assimilant à tort cette information avec une deuxième vague de COVID-19.

Sérologies et immunités

La sérologie est le dosage de protéines dans le sang. Dans le COVID-19, nous recherchons des anticorps (immunoglobulines ou Ig) spécifiques du coronavirus SRAS-CoV-2.

En l'occurrence, des IgG.

Chaque test peut rechercher un type d'anticorps particulier. Les anticorps sont produits après la guérison et peuvent être dirigés contre des centaines d'antigènes du virus, ce qui explique les résultats discordants en fonction du type d'anticorps choisi pour le test.

La première chose à connaître, pour savoir de quoi on parle, est le type d'anticorps dosé par le test utilisé.

Le test RT-PCR, technologie moléculaire faite au départ d'un prélèvement de cellules dans les voies respiratoires supérieures, essaie de détecter la présence de virus.

Les sérologies, elles, cherchent à savoir si la personne a développé une immunité (protection) humorale (par anticorps) contre le virus.

Indirectement, une sérologie positive confirmerait que la personne, à un moment, a bien été au contact du virus.

Tout cela n'est pas tout à fait vrai.

La réalité n'est ni aussi simple, ni aussi évidente !

Beaucoup de médecins ignorent eux-mêmes comment l'immunité humaine antivirale fonctionne.

L'immunité croisée, l'immunité innée non spécifique et l'immunité spécifique cellulaire ne sont pas mesurées par les sérologies. Elles sont pourtant essentielles.

En immunopathologie, la notion de terrain (état du patient) conditionne la réponse du corps au COVID-19 [8].

« Dans cette ère de stupéfiants progrès dans le domaine de la biologie moléculaire et cellulaire des lymphocytes, il est facile d'oublier que notre perception de l'immunologie au niveau systémique en est encore au stade embryonnaire. L'immunologie moderne n'a qu'une compréhension très limitée de la myriade d'événements physiologiques complexes qui, in vivo, constituent la réponse immunitaire, qu'elle soit protectrice ou pathologique. »

[Fondements d'immunologie – Fundamentals Immunology, 1600 pages, Louis J Picker & Mark H. Siegelmen, pathologistes, Université du Texas.]

Tout résumer aux seuls anticorps spécifiques du SRAS-CoV-2 est un leurre dangereux, une simplification dramatique qui fausse tout le raisonnement et donc toute démarche politique future aveuglée par l'obsession d'un vaccin.

IMMUNITÉ CROISÉE

Le SRAS-CoV-2 est un coronavirus apparenté aux autres coronavirus dont la plupart, chez l'homme, ne causent que des rhumes « banals ». La plupart d'entre nous, depuis l'enfance, avons développé une bonne immunité face à ces coronavirus. C'est cette immunité croisée qui peut nous avoir protégés, en majorité, contre le SRAS-CoV-2, avant toute ébauche de vaccin.

L'immunité croisée entre les coronavirus des rhumes et le SRAS-CoV-1 a déjà été démontrée. Il s'agit d'une immunité de type cellulaire (pas par anticorps).

Cette protection par l'immunité cellulaire naturelle persiste beaucoup plus longtemps (> 10 ans) que l'immunité humorale médiée par anticorps (< 3 ans).

L'immunité cellulaire fait appel à un type de cellules, les lymphocytes T, dont les plus connues sont appelées CD4+ et CD8+. Cette réponse immunitaire cellulaire T joue un rôle majeur dans la défense contre les infections.

L'immunité croisée entre les coronavirus des rhumes banals et le SRAS-CoV-2 est fortement probable, médiée par cette immunité cellulaire T, dirigée contre des antigènes communs à tous les coronavirus.

Doser des anticorps (immunoglobulines Ig) spécifiques d'un antigène particulier du SRAS-CoV-2 nous fait passer à côté de cette immunité pourtant bien présente et très efficace.

IMMUNITÉ INNÉE

L'immunité innée est non spécifique, non médiée par les anticorps.

Elle est la première réponse à une infection, elle détruit l'agent infectieux.

C'est une barrière antivirale importante que les sérologies à IgG ne détectent pas non plus. Cette immunité innée est capable de nous défendre contre un virus sans faire appel à l'immunité spécifique, à condition d'être en bonne santé.

Elle a probablement contribué à la faible incidence de la maladie COVID-19 chez les jeunes et chez les individus plus âgés en bonne santé. Cette immunité innée détruit très rapidement le virus. Elle n'a pas besoin de développer des anticorps pour gérer l'infection, en tout cas pas assez pour qu'un test les détecte. Par contre, elle active une réponse cellulaire à lymphocytes T. Cette immunité innée persiste tout au long de la vie, au contraire de l'immunité spécifique humorale (à mémoire) qui décline avec l'âge.

Il est possible d'être immunisé contre le COVID-19 grâce à notre immunité innée et à ces lymphocytes T à mémoire, même en l'absence d'anticorps neutralisants.

Une étude suédoise a rapporté que les individus affectés par le COVID-19 ont développé une réponse immunitaire cellulaire à lymphocytes T en l'absence d'anticorps détectables [9]. Il est donc fort probable que cette réponse immunitaire cellulaire T suffise à nous protéger contre une nouvelle infection par le SRAS-CoV-2.

Pourtant, rien de tout cela n'est mis en évidence par les tests sérologiques actuels !

La maladie COVID-19 agit comme un révélateur de notre état de santé.

L'état de santé n'est pas seulement lié au niveau de vie ou à la qualité de nos services de soins, loin de là. Ces derniers auraient même plutôt tendance à masquer une mauvaise santé.

La bonne santé est liée à la qualité de notre alimentation, de notre activité physique et surtout à notre état d'esprit.

L'importance d'une bonne santé mentale est primordiale dans la qualité de vie et dans notre capacité à faire face à une maladie.

Or, justement, la peur, le confinement total, la distanciation sociale, le port continu d'un masque, tout cela contribue à altérer fortement notre santé mentale.

La relation entre la psychologie et les systèmes endocriniens (hormones), nerveux et immunitaire est avérée depuis longtemps [9].

Les médias, leurs effets d'annonce anxiogènes quotidiens, le confinement total et l'ambiance mortifère ont stressé les populations au point de sidérer, d'endommager durablement leur santé.

C'est paradoxal de préconiser des mesures destinées à sauver des vies tout en faisant l'impasse sur les conséquences catastrophiques de telles mesures.

La relation entre stress et immunité est bien démontrée [10-11-12].

Le terrain (état de santé) est une notion fondamentale en immunopathologie.

La gravité d'une infection, du COVID-19 en particulier, est déterminée par le terrain, par l'état de santé du patient.

Cette relation n'est pas seulement due à la présence d'une ou plusieurs comorbidités affaiblissant l'organisme.

Elle fait intervenir le déclin (avec l'âge) de l'immunité acquise spécifique (dont fait partie l'immunité humorale par anticorps).

Chez les personnes en mauvaise santé, la défense immunitaire normale protectrice est détournée vers une réaction inadéquate excessive, délétère, au travers de la production d'anticorps facilitant l'infection et d'une réaction de type Th2 (inflammatoire-tempête cytokinique) plutôt que Th1 protectrice (cellulaire-lymphocytes T) [8].

C'est pourquoi les gens les plus malades sont atteints des formes les plus sévères de la maladie, d'autant plus s'ils sont âgés (vieillissement de l'immunité spécifique) : à cause d'une réaction immunitaire inadaptée.

Les jeunes et les adultes en bonne santé, eux, sont protégés car leur terrain immunitaire est sain.

Voilà ce qu'on devrait dire aux gens plutôt que d'utiliser la peur pour mieux les préparer à accepter un vaccin préparé à la hâte.

L'immunité innée cellulaire de la plupart des gens est compétente et suffisante.

Dans le cas du SRAS-CoV-2, coronavirus de la famille des virus des rhumes, l'immunité croisée cellulaire T est efficace également.

Voilà toutes sortes d'informations scientifiques et solides de nature à rassurer la plus grande partie de la population.

Pourquoi les médias préfèrent-ils continuer à faire peur et à désinformer ?

Ces informations nous disent qu'une grande partie de la population sera protégée d'une infection comme le COVID-19 sans qu'il faille attendre un vaccin ou maintenir des mesures dont les effets délétères finissent par surpasser tout bénéfice (comme le port continu d'un masque).

Au lieu de cela, les autorités et les médias principaux continuent d'entretenir la psychose et ils n'informent pas complètement les gens.

À tort, ils traduisent « tests RT-PCR positifs » en « nouveaux cas COVID-19 ».

À tort, ils propagent le dogme selon lequel l'immunité se résume aux anticorps.

À tort, ils font croire que les tests PCR et les sérologies aident à séparer « infectés » et « non infectés ».

À tort, ils affirment que seul un vaccin peut nous sauver.

La peur est terrible !

En plus de sidérer (paralyser) notre système immunitaire, elle fige nos capacités d'analyse et de réflexion.

En conclusion, retenez que les technologies humaines sont limitées, parfois sources d'erreur. La précision des mots en science, en médecine, est capitale. La technique de RT-PCR peut donner des faux positifs et un test RT-PCR positif n'est pas synonyme de maladie COVID-19. Plus que le nombre de tests positifs, le taux d'hospitalisation réel reste l'indicateur de choix d'une recrudescence de maladies.

Ce qui compte est la présence ou non de signes, de symptômes (toux-fièvre-difficultés respiratoires-atteintes du goût ou de l'odorat) qui doivent alors vous amener à rester chez vous, à vous placer en quarantaine, voire à consulter un médecin si ces symptômes s'aggravent.

Si vous devez sortir, respectez la distance sociale et lavez-vous les mains. Beaucoup de personnes RT-PCR positif n'auront aucun symptôme, elles doivent faire confiance à leur immunité saine, innée et croisée.

Quant aux sérologies, retenez qu'elles ne dosent qu'un anticorps spécifique de type neutralisant et que son absence (sérologie négative ou faible) ne veut absolument pas dire que vous n'avez pas été au contact du SRAS-CoV-2.

Sans même vous en apercevoir ou à peine, vous avez pu éliminer ce virus en utilisant votre immunité innée, l'immunité croisée contre les autres coronavirus des rhumes, et/ou votre immunité cellulaire de type T, sans avoir eu besoin de produire d'anticorps. Mondialisation.ca, 31 juillet 2020

Notes :

[1] Reverse-Transcriptase-Polymerase Chain Reaction, Réaction polymérase en chaîne utilisant une transcriptase inverse pour produire de l'ADN à partir de l'ARN viral.

[2] Les tests: talon d'Achille du château de cartes COVID-19, 28 mai 2020, Mondialisation.ca

[3] Tests du covid-19, attention aux faux positifs !, 5 mai 2020, Pryska Ducoeurjoly

[4] Incidence of and Factors Associated with False Positives in Laboratory Diagnosis of Norovirus Infection by Amplification of the RNA-Dependent RNA Polymerase Gene, 29 septembre 2014, https://doi.org/10.1371/journal.pone.0109876

[5] Détection et quantification des acides nucléiques en infectiologie : utilité, certitudes et limites, Revue Médicale Suisse, 2005

[6] The Inconsistences of Quantitative Real Time Polymerase Chain Reaction in Diagnostics Microbiology Acta Scientific Microbiology Vol 1 Issue 2 February 2018

[7] PCR en microbiologie : de l'amplification de l'ADN à l'interprétation du résultat, Revue Médicale Suisse, RMS 106, 2007, Vol 3

[8] Covid19: immunité croisée avec les autres coronavirus, phénomènes immunopathologiques, Hélène Banoun, Pharmacienne biologiste, ancienne Chargée de Recherches INSERM, ancienne Interne des Hôpitaux de Paris.

[9] https://www.biorxiv.org/content/10.1101/2020.06.29.174888v1 Sekine et al. 29 juin 2020. Robust T cell immunity in convalescent individuals with asymptomatic or mild COVID-19 : Our collective dataset shows that SARS-CoV-2 elicits robust memory T cell responses akin to those observed in the context of successful vaccines, suggesting that natural exposure or infection may prevent recurrent episodes of severe COVID-19 also in seronegative individuals.

[9] Psycho-neuro-endocrino-immunologie, les fondamentaux scientifiques de la relation corps-esprit ou les bases rationnelles de la médecine intégrée, Francesco Bottaccioli, Editions Résurgence, 2011, 664 pages.

[10] Stress, immunité et physiologie du système nerveux

[11] Coronavirus : attention au stress, il affaiblit les défenses immunitaires

[12] Quand le stress affaiblit les défenses immunitaires

Selon SPR, plusieurs études scientifiques montrent qu'une majorité de gens disposent d'une immunité préexistante au Covid-19 - reseauinternational.net 2 août 2020

Selon Swiss Policy Research, plusieurs études scientifiques montrent qu'une majorité de gens disposent d'une immunité préexistante contre le nouveau coronavirus. Celle-ci aurait été obtenue par immunité croisée avec d'autres coronavirus antérieurs (virus du rhume). Les enfants et adolescents auraient été en grande majorité déjà immunisés par contact avec de précédents coronavirus. L'immunité cellulaire impliquant les Lymphocytes T seraient responsables de cette immunité à long terme qui n'impliquerait pas forcément l'immunité par anticorps :

Au début de la « pandémie » de Covid-19, on a supposé qu'aucune immunité contre le nouveau coronavirus n'existait dans la population. C'était l'une des principales raisons de la stratégie initiale consistant à « aplatir la courbe » en introduisant des ordonnances de maintien à domicile.

Mais à partir de mars et avril, les premières études ont montré qu'une partie considérable de la population avait déjà une certaine immunité contre le nouveau virus, acquise par contact avec des coronavirus antérieurs (virus du rhume).

D'autres études importantes sur ce sujet ont été publiées en juillet :

Une nouvelle étude allemande a conclu que jusqu'à 81 % des personnes qui n'ont pas encore été en contact avec le nouveau coronavirus ont déjà des cellules T à réaction croisée et donc une certaine immunité de fond. Cela confirme des études antérieures sur l'immunité des cellules T.

En outre, une étude britannique a révélé que jusqu'à 60 % des enfants et des adolescents et environ 6 % des adultes ont déjà des anticorps à réaction croisée contre le nouveau coronavirus, qui ont été créés par contact avec des coronavirus antérieurs. C'est probablement un autre aspect important pour expliquer le très faible taux de maladie chez les enfants et les adolescents.

Dans le cas de Singapour, une étude publiée dans la revue scientifique Nature a conclu que les personnes qui ont contracté le SRAS-1 en 2002/2003 avaient encore des cellules T qui réagissaient contre le nouveau coronavirus SRAS-2 17 ans plus tard. En outre, les chercheurs ont trouvé des cellules T à réaction croisée, produites par contact avec d'autres coronavirus partiellement inconnus, chez environ la moitié des personnes qui n'avaient contracté ni le SRAS-1 ni le SRAS-2. Les chercheurs pensent que la distribution différente de ces coronavirus et des cellules T peut contribuer à expliquer pourquoi certains pays sont moins touchés que d'autres par le nouveau coronavirus, quelles que soient les mesures politiques et médicales prises.

Les analystes ont déjà souligné que de nombreux pays du Pacifique, et notamment les pays voisins de la Chine, ont jusqu'à présent un taux de mortalité par Covid très faible, indépendamment de leur structure démographique (jeunes ou vieux) et des mesures prises (avec ou sans mesures de confinement, tests de masse, masques, etc.). Une explication possible de cette situation pourrait être la propagation des coronavirus antérieurs.

Michael Mina, immunologiste à Harvard, a expliqué que la « baisse de la concentration d'anticorps » après la maladie au Covid, dramatisée par certains médias, était « parfaitement normale » et « exemplaire ». L'organisme assure une immunité à long terme grâce aux cellules T et aux cellules mémoires de la moelle osseuse, qui peuvent produire rapidement de nouveaux anticorps en cas de besoin. reseauinternational.net 2 août 2020

Vidéo (en anglais) : https://www.youtube.com/watch?v=CwQpg62Kflg

Trafic sordide de macchabées.

Le nombre de décès dû au Covid en Angleterre serait faux et surestimé. Le ministre de la santé ordonne une enquête. - covidinfos.net 31 juillet 2020

Le ministre de la santé anglais, Matt Hancock, a ordonné le 17 juillet une enquête sur la façon dont les décès Covid-19 ont été calculés en Angleterre après la publication d'un article révélant qu'ils auraient pu être surestimés par l'un des organismes chargés de les compiler, Public Health England ("PHE").

Le problème semble venir de la méthodologie du PHE qui consiste simplement à recouper les dernières notifications de décès avec une base de données recensant les résultats de tests positifs. Cela signifie qu'une personne, qui a été testée positive Covid-19 et qui décède d'une autre cause des mois plus tard, serait comptabilisée dans le bilan quotidien annoncé par le gouvernement anglais.

Cette information a été révélée dans un article de Yoon K. Loke et Carl Heneghan du Centre for Evidence-Based Medicine de l'Université d'Oxford, intitulé «Pourquoi personne ne peut jamais guérir de la Covid-19 en Angleterre – une anomalie statistique».

Selon l'article, une personne testée positive en février, guérie, puis renversée par un bus en juillet a pu être été enregistrée comme un décès Covid- 19 en juillet.

«Quiconque a été testé positif au Covid mais est décédé à une date ultérieure, quelle qu'en soit la cause, sera inclus dans les chiffres de décès de PHE Covid.» selon Les professeurs Yoon K Loke et Carl Heneghan.

«Un patient qui a été testé positif, mais traité avec succès et est sorti de l'hôpital, sera toujours compté comme un décès de Covid même s'il a eu une crise cardiaque ou a été écrasé par un bus trois mois plus tard », ajoutent-ils.

Cette manière de compter signifie également que les cas asymptomatiques, les personnes infectées puis guéries mais aussi les faux positifs liés aux tests PCR (dont la fiabilité est contestable de l'aveu même de son inventeur) ont été faussement comptés comme morts du Covid.

Certains pays imposent une limite de temps entre le test positif et le décès pour pouvoir comptabiliser ce dernier dans les statistiques Covid-19. L'Écosse par exemple a une limitation à 28 jours et la Suède 31 jours, mais Carl Heneghan propose une limitation à 21 jours.

En guise d'explication, PHE a déclaré: «Il s'agit d'une maladie nouvelle et émergente. Nous ne connaissons pas les implications à long terme ce qui explique pourquoi nous ne fixons pas de seuil pour compter les décès. » covidinfos.net 31 juillet 2020

https://www.standard.co.uk/news/uk/matt-hancock-review-coronavirus-deaths-miscounted-a4501466.html

Un médecin et sénateur américain révèle avoir été poussé à déclarer mortes du Covid-19 des personnes non testées - covidinfos.net 10 avril 2020

Le docteur et sénateur de l'état du Minnesota Scott Jensen a affirmé dans une interview télévisée le 07 avril 2020 avoir reçu des directives du ministère de la santé américain l'enjoignant à indiquer les décès comme étant causé par le virus Covid-19 que le patient décédé ait été testé positif ou non, et donc que la présence du virus soit avérée ou non.

L'objectif étant que tous les décès liés à « des pneumonies et maladies de type grippal soient enregistrés comme des cas de Covid-19 qu'il y ait eu un test ou non ».

Interrogé sur le pourquoi de ces directives qu'il a par ailleurs qualifées de « ridicules », le Dr Scott Jensen a répondu :« Eh bien, la peur est un moyen formidable de contrôler les gens, et cela m'inquiète. Je suis inquiet parce que s'ils sont suffisament effrayés la capacité des gens à penser par eux-mêmes peut être paralysée …» covidinfos.net 10 avril 2020

https://www.powerlineblog.com/archives/2020/04/how-honest-is-the-covid-fatality-count.php

https://off-guardian.org/2020/04/10/watch-dr-scott-jensen-reveals-ridiculous-covid19-guidance/

TROISIEME PARTIE

Forum économique mondial (FEM)

Le Forum économique mondial (FEM) est le mieux placé pour savoir**…** – La « grande remise à zéro mondiale » post-covidienne Par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 01 août 2020

Le FEM a contribué à la fermeture de l'économie mondiale et maintenant ils veulent la relancer

Le Forum économique mondial (FEM) vient de faire une découverte grandiose et il a déclaré (le 21 juillet 2020), sous un titre alarmant, « C'est maintenant la plus grande menace du monde – et ce n'est pas un coronavirus ». Cette superbe découverte est répertoriée comme « L'affluence est la plus grande menace pour notre monde, selon un nouveau rapport scientifique ».

Cette « nouvelle choquante et révélatrice » est la « principale conclusion d'une équipe de scientifiques d'Australie, de Suisse et du Royaume-Uni, qui ont averti que la lutte contre la surconsommation doit devenir une priorité. Leur rapport, intitulé « Scientists' Warning on Affluence », explique que « l'affluence est le moteur des impacts environnementaux et sociaux, et par conséquent, une véritable durabilité appelle des changements significatifs du mode de vie, plutôt que d'espérer qu'une utilisation plus efficace des ressources suffira ».

Afin de mieux comprendre le contexte de la déclaration du FEM, revenons un peu en arrière. Le 3 juin 2020, le fondateur et président exécutif du FEM, Klaus Schwab, a présenté ce que le FEM et toutes les élites et oligarques derrière lui appellent la « Grande remise à zéro » [« The Great Reset » en anglais] :

« Pour obtenir de meilleurs résultats, le monde doit agir conjointement et rapidement pour repenser tous les aspects de nos sociétés et économies, de l'éducation aux contrats sociaux en passant par les conditions de travail. Chaque pays, des États-Unis à la Chine, doit participer, et chaque industrie, du pétrole et du gaz à la technologie, doit être transformée. Pour faire simple, nous avons besoin d'une « Grande remise à zéro » du capitalisme. »

Selon l'auteur Matthew Ehret-Kump, la réunion comprenait des élites du « FMI, de la Banque mondiale, du Royaume-Uni, des États-Unis, des entreprises et du secteur bancaire » qui cherchaient toutes « à profiter de la COVID-19 pour fermer et « mettre à zéro [« réinitialiser »] l'économie mondiale dans le cadre d'un nouveau système d'exploitation intitulé le nouveau pacte vert [Green New Deal] ».

Gary Barnett écrit le 16 juillet 2020

« …C'est la période la plus dangereuse de l'histoire de l'homme. La gravité de ce complot ne peut être sous-estimée. Il n'est pas dû à une menace de guerre conventionnelle ou de décimation nucléaire, il est basé sur le fait qu'il s'agit d'une guerre psychologique menée par des psychopathes contre toute l'humanité, et qu'elle est avancée par un petit groupe de monstres qui ont pris le contrôle de l'esprit des masses par un endoctrinement à long terme et des politiques destinées à engendrer la dépendance ».

Et,

« La peur est la nouvelle arme de destruction massive, non pas parce qu'elle est légitime, mais parce que les gens ont perdu toute volonté d'être libres, ont perdu toute capacité de penser, et cherchent refuge et confort en tant que troupeau collectif uniquement capable d'exister dans une société basée sur un régime totalitaire ».

Et enfin,

« Aspirer à la liberté sans avoir le courage de la revendiquer est une entreprise vide de sens, car toute demande réelle des masses laisserait l'élite au pouvoir nue et effrayée. Tout ce qui est nécessaire pour atteindre la liberté, c'est de la vouloir, et elle seule peut vaincre la tyrannie ».

Gary Barnett cite également un extrait de « La politique de l'obéissance » d'Étienne de la Boétie :

« Celui qui vous domine ainsi n'a que deux yeux, que deux mains, qu'un seul corps, pas plus qu'il n'est possédé par le moindre homme parmi les innombrables habitants de vos villes ; il n'a en effet rien de plus que le pouvoir que vous lui conférez de vous détruire. »

Eh bien, le FEM a finalement eu raison. La richesse et tout ce qui crée la richesse et une richesse toujours plus grande, élargit le fossé entre riches et pauvres – et crée une pauvreté abjecte, la misère, la famine et la mort.

Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), sans COVID-19, chaque année, quelque 9 millions de personnes meurent de famine ou de maladies liées à la faim. Le PAM prévoit que le nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë (IPC/CH 3 ou pire) passera à 265 millions en 2020, soit une augmentation de 130 millions par rapport aux 135 millions de 2019,

en raison de l'impact économique de la COVID-19 (voir ce document). Beaucoup – trop – de ces personnes risquent de mourir.

« La faim est un crime contre l'humanité », selon Jean Ziegler, militant suisse et ancien rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation.

Le FEM appelle à une Grande remise à zéro.

Oui, une réinitialisation [remise à zéro, Reset] est nécessaire, mais pas à la manière du FEM.

Une Remise à zéro à l'image des peuples est davantage ce qui peut sauver la planète et tous ses êtres vivants, y compris l'humanité. Une Remise à zéro pourrait commencer par un Jubilé de la dette (l'annulation de la dette), afin que les gens qui ne peuvent plus payer leur loyer, leur hypothèque à cause de la crise de la Covid provoquée par l'élite de l'État profond obscure. Ces gens ont perdu leur emploi, leur revenu, tout leur gagne-pain. L'annulation de la dette permettrait de plus en plus à des personnes de garder leur logement et, espérons-le, leur santé mentale.

Le FEM appelle à des « changements de mode de vie », mais il n'explique pas ce que cela signifie, et qui doit changer son mode de vie – les riches ou les pauvres ? Alors que le FEM prêche pour la Grande remise à zéro, plus de justice, plus de protection de l'environnement, un capitalisme pour les « parties prenantes », plutôt que pour les seuls actionnaires, RT rapporte qu'en raison de la dépression des caisses d'épargne, du chômage et de la pauvreté, rien qu'aux Etats-Unis, 28 millions de personnes sont menacées d'expulsion. Et ce n'est probablement que le début. Comparez ce chiffre aux 10 millions de la crise de 2008 / 2009, également provoquée par la faute d'individus.

Il y a actuellement environ un demi-million de personnes sans-abri aux États-Unis. L'Union européenne (UE) ne publie pas ces chiffres, mais ils pourraient être au moins aussi élevés et probablement plus élevés. Par ailleurs, il y a 1,5 million d'appartements vides aux États-Unis, soit environ trois fois plus que le nombre de sans-abri. Ajoutez à cela les 28 millions de logements qui pourraient se vider dans les mois à venir.

La crise de 2008 peut en être une indication. Il a fallu de nombreuses années aux banques pour vendre les 10 millions de logements « vacants » – et beaucoup ne sont toujours pas vendus et croupissent sur le marché libre en ruine. Dans la dépression sans précédent de ce désastre « covidien », il est encore plus improbable que les banques vendent leur butin brutalement confisqué. (...)

...la FED a déjà dépensé pour renflouer les banques et les institutions financières – selon le WaPo du 15 avril 2020 (voir ceci), plus de 6 000 milliards. (...)

Pendant ce temps, et depuis la mi-avril, avec l'augmentation imminente des faillites d'entreprises et de banques, ce chiffre pourrait avoir doublé ou triplé. Mais qu'importe. Ce n'est que de l'argent fictif, de nouvelles dettes, qui ne seront jamais remboursées. (...)

L'accumulation d'une extrême richesse n'est possible que parce que l'Occident vit dans un système turbo-capitaliste, ou dans un modèle néolibéral qui se transforme peu à peu vers une forme de néo-fascisme économique avec ses inévitables conséquences politiques. Par exemple, au cours des deux mois allant de la mi-mars à la mi-mai 2020 – jusqu'à présent les mois les plus difficiles de la crise de la COVID-19, lorsque le monde était pour ainsi dire fermé, lorsque le chômage et la misère et la famine associés à cette fermeture ont atteint des proportions sans précédent dans l'histoire de l'humanité – les milliardaires des États-Unis ont ajouté 434 milliards de dollars supplémentaires à leur fortune.

Une question légitime : Qu'est-ce que le FEM et qui est derrière le FEM ? – Qu'est-ce qui rend le FEM si omnipuissant ?

Le FEM a été créé en 1971 par Klaus Schwab, un ingénieur et économiste allemand. Depuis ce jour, il est à la tête de ce puissant club de riches. Depuis ce jour, le FEM est devenu une ONG. Il a été fondé en tant que Forum européen de gestion. Son siège social est à Cologny, une banlieue luxuriante de Genève, en Suisse. Son statut juridique est celui d'une fondation, une simple ONG (voir ceci). [Il est également appelé le Forum de Davos]

Le FEM n'a absolument aucun statut ou rôle international légal – comme par exemple les Nations unies – qui lui permettrait de promulguer des décrets et des règles au monde entier sur la façon dont ce dernier devrait être géré et se comporter. Cependant, il pourrait bien exercer un contrôle sur la population mondiale et décider du sort des 7,8 milliards de personnes (estimation de la population en 2020, rapport de l'ONU).

Or, c'est précisément ce que le FEM prétend faire – et ce, depuis au moins deux ou trois décennies déjà. Et la plupart des dirigeants occidentaux – et de nombreux non-occidentaux parmi les 193 membres de l'ONU – acceptent le FEM comme une autorité mondiale en matière de politique économique et de pensée politique. Ils placent l'autorité du FEM au-dessus de celle des Nations unies.

Pourquoi ? – Quelqu'un s'est-il déjà demandé comment une ONG, le FEM, s'arroge le pouvoir de se placer au-dessus des Nations unies, au-dessus de toutes les nations du monde et dicte, en tant que mandataire de ses membres du complexe militaro-financier, qui doit vivre et qui doit mourir, en imposant un système économique mondial [mondialisation de l'économie] qui n'a apporté qu'une misère abjecte à la majorité des populations ? – Et il continuera à le faire, si nous ne l'arrêtons pas…

Des déclarations similaires pourraient être faites à propos du G7 et du G20 – ce ne sont même pas des ONG, mais simplement des clubs des nations autoproclamées comme les plus riches et les plus puissantes du monde. Eux aussi, comme le FEM qui travaille main dans la main avec les grands « G », ont récupéré le rôle de l'ONU – établir une politique économique et politique mondiale. Ils prétendent prendre les décisions concernant la guerre et la paix. Dans leur intérêt capitaliste élitiste, bien sûr. Pas dans l'intérêt du peuple.

C'est totalement illégitime et extrêmement dangereux.

Maintenant, qui est derrière le FEM ? Qui sont les membres et les acteurs du FEM ?

Ils sont la crème de la crème de l'élite. Le FEM considère que ce sont les très riches qui sont le problème, ce sont ceux qu'ils prétendent devoir « ajuster » pour que le monde puisse continuer à fonctionner – de manière « durable ». – « Durable », le terme omniprésent partout, surutilisé et exploité, précisément par ceux qui condamnent le monde vivant de manière non durable. Il s'agit de magnats de la finance et des entreprises, d'anciens et d'actuels politiciens, de personnalités d'Hollywood, etc. Ils sont la vitrine de l'État profond obscure.

Ce sont eux qui tentent d'introduire le « Nouveau pacte vert », une déviation de l'économie actuelle basée sur le consumérisme, vers une économie basée sur le capitalisme « vert » ; les voitures électriques (largement basées sur l'électricité produite par les hydrocarbures), et l'agriculture biologique (sic) basée sur les OGM, l'intelligence artificielle (IA) « propre », les « villes vertes », où les travailleurs (pas encore anéantis par l'IA) ne peuvent pas se permettre de vivre – et bien d'autres choses de ce genre. Un agenda vert est une bonne propagande. Ce concept se vend facilement à la population, qui ne pose pas de questions.

Est-ce que nous le comprenons tous ? – Le FEM – une petite ONG de la banlieue de Genève, en Suisse – agit au-dessus de l'ONU – et ce depuis un certain temps. Et nous, le peuple [les citoyens du Monde], nous laissons faire. Nous protestons un peu chaque année en janvier lorsque le clan du FEM se réunit dans la luxueuse station balnéaire de Davos, en Suisse, pour nous dire ce qu'ils veulent pour l'avenir de l'humanité et pour le monde entier. Mais c'est tout.

Puis ils rentrent « chez eux » et disparaissent à nouveau derrière le rideau pendant un an, du moins c'est ce que nous pensons, et réapparaissent ensuite avec de nouvelles idées et règles et des moyens d'imposer un comportement aux 99,999 % des citoyens du monde. Et, encore une fois, cette petite et riche ONG, sans aucun statut juridique international, continue d'agir comme un dieu puissant, bien au-delà des Nations unies, qui, de leur côté, ont été créées par les nations du monde pour arbitrer les conflits et pour promouvoir la paix. Ne rien faire contre le FEM, le laisser agir et lui permettre de prendre toujours plus de pouvoir, signifie accepter l'autorité de ses successeurs – bref cela signifie approuver son statut illégitime d'autorité mondiale suprême.

Il semble que c'est ce que nous avons fait dernièrement – au détriment de l'économie mondiale, en nuisant au tissu social de notre monde multiculturel, aussi imparfait soit-il – mais il a une existence légitime. Maintenant, cette existence a été réduite en miettes – oui, en grande partie par le FEM et ses acolytes, l'OMS, l'école de santé de l'université Johns Hopkins, la Fondation Bill et Melinda Gates. Ils sont à l'origine de la catastrophe de la crise de la COVID-19. L'événement 201 est le dernier témoignage à cet effet.

Ils sont soutenus par une myriade d'autres acteurs de la scène mondiale, et par les filiales des oligarques et des institutions les plus riches, qui prétendent diriger le monde, le FMI, la Banque mondiale, la FED, l'industrie pharmaceutique mondiale, les institutions bancaires et financières privées, c'est-à-dire Wall Street et ses filiales internationales, sans oublier le complexe militaro-industriel mondial.

La destruction mondiale que le FEM veut maintenant réparer par une Grande remise à zéro mondiale, style FEM, a été – et est causée – par un ennemi invisible, un virus, un coronavirus, le même qui est à la base de la plupart des épidémies de grippe. Les médias occidentaux diffusent dans nos cerveaux des messages de peur de la COVID-19 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, donc on y croit. Mais ce n'est pas vrai du tout.

La pandémie de coronavirus, ce qu'on appelle maintenant COVID-19, avait été soigneusement planifiée, probablement depuis des décennies, au moins depuis le rapport Rockefeller de 2010, qui décrit la première phase de cette destruction mondiale que nous connaissons maintenant « Le scénario du verrouillage » (p. 18 du rapport Rockefeller de 2010).

L'événement 201 a été le dernier et important exercice de simulation de pandémie du coronavirus et ses conséquences – 65 millions de morts en 18 mois et un marché boursier dévasté, des faillites sans précédent. Cela a été la « répétition générale » avant l'épidémie, d'abord en Chine, et quelques semaines plus tard dans le monde entier. Cet événement a été coparrainé par le FEM, la Fondation Bill Gates et l'École de santé publique de l'Université Johns Hopkins.

Un certain nombre d'acteurs clés dans ce scénario de pandémie -également appelé « Fear Indoctrination » (» la peur de la contagion «)- étaient également présents à l'événement 201, tels que l'OMS, l'UNICEF, le FMI, la Banque mondiale – et des représentants de diverses agences des Nations unies. L'ONU est entièrement complice avec cette entreprise criminelle et génocidaire.

Cela montre que l'ONU n'a pas de pouvoir ; un organisme mondial créé après la Seconde Guerre mondiale, ….

« Les Nations unies sont une organisation internationale fondée en 1945 après la Seconde Guerre mondiale par 51 pays qui se sont engagés à maintenir la paix et la sécurité internationales, à développer des relations amicales entre les nations et à promouvoir le progrès social, l'amélioration du niveau de vie et les droits de l'homme » (voir ce document).

Cela montre simplement que le FEM, une petite ONG, a plus de pouvoir que l'ONU, et a en fait coopéré avec l'ONU et beaucoup de ses agences pour suivre le diktat des oligarques élitistes, ou de l'État profond obscur – qui se tiennent derrière le FEM.

Pourquoi l'autorisons-nous ?

Cette Grande remise à zéro mondiale que le FEM prévoit et planifie, est bien sûr motivée par un autre agenda que le « Bien-être du Monde ». Ces maîtres de l'univers qui se sont autoproclamés, parmi les mêmes personnes fortunées que le FEM considère comme le plus grand risque pour l'humanité, se ravisent maintenant et donnent leurs richesses afin qu'il y ait un meilleur équilibre dans la distribution des richesses de la planète (Terre Mère), plus de justice, plus de respect des droits de l'homme, moins de consommation et – une protection absolue de l'environnement et des ressources non renouvelables ? – C'est peu probable.

Au contraire, comme cela a déjà été prouvé. L'effondrement planifié de l'économie mondiale a créé une misère inimaginable par les faillites, principalement de petites et moyennes entreprises, qui seront englouties par les grandes sociétés – et par le détriment de ce qui restait des filets de sécurité sociale dans le Nord global ainsi que dans le Sud global. Un autre énorme transfert de ressources de la base vers le sommet – comme en témoignent les 434 milliards de dollars de richesses supplémentaires des milliardaires étasuniens (voir ci-dessus) – et cela n'inclut pas la somme des richesses supplémentaires des milliardaires du monde entier.

Ayant dit que la richesse est la plus grande menace pour le monde, sans entrer dans les détails, le FEM soutient que « la vraie durabilité ne sera atteinte que par des changements drastiques de style de vie » et appelle à « une grande remise à zéro du capitalisme dans le sillage de la pandémie« .

Un extrait de « In the Stranglehold of the Untruth », par Gerd Reuther, Rubikon News – (traduit de l'allemand) – peut mettre l'agenda du FEM dans une autre perspective encore :

« Une « pandémie » de résultats de tests faussement positifs écrasants, l'obligation de masquer sans augmentation du risque d'infection, les « épidémies » de Covid sans malades, les transferts d'argent gigantesques sans compensation. Corona a rendu possible ce qu'aucune contre-réforme ou contre-information n'a pu réaliser. Combien de décès par Covidose avez-vous connu personnellement ? Probablement pas beaucoup. Mais en attendant, presque tout le monde connaît quelqu'un qui est devenu fou. Les sociétés ont contourné la planète sur le chemin de l'abîme. »

Nous ne pouvons que spéculer sur ce que la Grande remise à zéro pourrait signifier pour les citoyens du monde. Essayons. C'est ce que les oligarques riches, par leur affiliation à des sociétés, à la finance, à l'industrie pharmaceutique et à l'armée, pourraient avoir l'intention d'imposer aux « grandes foules placées en dessous d'eux ».

Pour parvenir à la Grande remise à zéro du FEM, le numéro un est de maintenir ou d'augmenter la cadence de la propagande de la fausse peur et des mensonges en cours, comme décrit ci-dessus par Gerd Reuther dans Rubikon.News. Cela doit être un effort acharné et ne devrait pas être un problème, car tous les organes de presse et de propagande anglo-américains occidentaux et leurs affiliés dans d'autres langues sont pleinement cooptés.

Une autre ou plusieurs enfermements avec des masques et une distanciation sociale, le confinement, pour diminuer encore plus les contacts humains par l'isolement ; une « société masquée » perd l'estime de soi, la peur et l'anxiété affaiblissent le système immunitaire des gens, les rendant vulnérables à toutes sortes de maladies, en particulier l'obligation de porter un masque qui fait que les gens respirent leur propre CO_2 hautement toxique – tout ce qui dépasse le niveau de 1 000 ppm de CO_2 est au-dessus de la tolérance – le port d'un masque peut augmenter l'inhalation de CO_2 à un taux de 10 000 ppm, ou plus (voir ceci).

Moins de consumérisme, grâce à une austérité extrême, un travail à bas salaire, un chômage gigantesque qui se poursuit, provoquant l'insécurité, l'anxiété et la peur de la survie, préparant ainsi la mentalité de la population à plus de manipulation, plus d'esclavage – et attendant désespérément LE VACCIN.

Remplacer le fruit du travail, à savoir le salaire d'un travail [fierté du travail], par un revenu de base universel (RBI), créant ainsi une dépendance au système et détruisant le travail humain et ce qui reste de l'estime de soi.

Le FEM appelle également à un « capitalisme des acteurs ». Quelqu'un sait-il ce que cela signifie ? Google le décrit comme suit : « Le capitalisme des parties prenantes est un système dans lequel les entreprises sont orientées pour servir les intérêts de toutes leurs parties prenantes. … Dans ce système, l'objectif d'une entreprise est de créer de la valeur à long terme et non de maximiser les profits et d'accroître la valeur des actionnaires au détriment des autres groupes de parties prenantes« .

En d'autres termes, ce serait un changement radical et bienvenu par rapport au capitalisme néolibéral des entreprises actionnaires, si par d' »autres groupes de parties prenantes » on entend le consommateur commun. C'est très peu probable. – Il est plus probable que les bénéfices à long terme (profits) s'accumulent de manière plus égale pour les actionnaires, puisque chaque actionnaire est également une partie prenante. Mais toutes les parties prenantes ne sont pas des actionnaires. Les consommateurs, les gens ordinaires, sont laissés pour compte.

Enfin, il existe une forte volonté de réduire la population mondiale ; Bill Gates en est l'un des principaux moteurs et il l'a dit ouvertement à diverses occasions. L'un de ses aveux les plus flagrants est son discours TED de 2010, « Innovating to Zero », en Californie, où il déclare nonchalamment que « si nous faisons du bon travail, nous pourrons peut-être réduire « la population mondiale de 10 à 15 % – voyez ceci. Ce programme d'eugénisme s'inscrit parfaitement dans l'agenda du FEM. Moins de personnes, moins de ressources. Celles qui restent, peuvent être partagées plus abondamment entre les belles et les puissantes. Mondialisation.ca, 01 août 2020

Qu'est-ce que Nature Research Partnerships part of Springer Nature ?

LVOG - Toutes ces informations proviennent de Wikipédia.

Springer Nature

Propriétaires

- Holtzbrinck Publishing Group (53%)

- BC Partners (47%)

Springer Nature est une société d'édition universitaire allemande britannique créée par la fusion en mai 2015 de Springer Science + Business Media et du groupe d'édition de la nature de Holtzbrinck Publishing Group, de Palgrave Macmillan et de Macmillan Education. L'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 1,72 milliard d'euros en 2019.

Springer Nature a été créée en 2015 par la fusion de Nature Publishing Group, Palgrave Macmillan et Macmillan Education (détenue par Holtzbrinck Publishing Group) avec Springer Science + Business Media (détenue par BC Partners).

Holtzbrinck Publishing Group

Holtzbrinck Publishing Group (allemand: Verlagsgruppe Georg von Holtzbrinck) est une société allemande privée basée à Stuttgart qui possède des sociétés d'édition dans le monde entier. Par l'intermédiaire de Macmillan Publishers, c'est l'une des cinq grandes sociétés d'édition de langue anglaise.

En 2015, elle a fusionné la plupart de son unité Macmillan Science and Education (y compris Nature Publishing Group) avec Springer Science + Business Media, créant ainsi la société Springer Nature. Holtzbrinck détient 53% de la société combinée.

Holtzbrinck Publishing Group possède 50% du journal allemand Die Zeit

George von Holtzbrinck (born 11 May 1909, Schöplenberg, Hagen died 27 April 1983, Stuttgart) was a German publisher and founder of Georg von Holtzbrinck Publishing Group.

In 1931, he joined the Nazi Young Workers. In 1933, he became member number 2,126,353 of the Nazi Party.

Awards

Order of Merit of the Federal Republic of Germany

1952: Decoration of Honour for Services to the Republic of Austria

John Turner Sargent

Il est PDG de Macmillan Publishers USA et vice-président exécutif du Georg von Holtzbrinck Publishing Group, où il supervise les opérations commerciales mondiales aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Australie, ainsi que Macmillan Learning, la société américaine entreprise d'éducation.

Il est diplômé de l'Université de Stanford avec un B.A. en économie.

BC Partners

BC Partners est une société d'investissement internationale avec 23 milliards d'euros d'actifs sous gestion dans le private equity, le crédit et l'immobilier en Europe et en Amérique du Nord. [6]

L'entreprise, fondée en 1986 sous le nom de Baring Capital Investors Ltd. par Otto van der Wyck, qui était également co-fondateur de CVC Capital Partners.

Depuis sa création, BC Partners a réalisé 113 investissements de private equity dans des entreprises d'une valeur totale de 145 milliards d'euros.

En juin 2013, BC Partners a acheté l'éditeur allemand Springer Science + Business Media pour environ 3,3 milliards d'euros

Barings LLC

Barings, établie à l'origine comme une entreprise de marchands et de banquiers marchands, a été formée à Londres en 1762.

Barings LLC, connue sous le nom de Barings, est une société internationale de gestion de placements appartenant à la Massachusetts Mutual Life Insurance Company (MassMutual).

En mars 2005, Baring Asset Management a été scindée et la Massachusetts Mutual Life Insurance Company (MassMutual) a acquis les activités de gestion des investissements de Baring Asset Management et les droits d'utiliser le nom Baring Asset Management. [15] [16] Northern Trust a acquis le groupe de services financiers de Baring Asset Management.

Au 31 décembre 2019, Barings détenait plus de 338 milliards de dollars américains d'actifs sous gestion. Barings maintient une forte présence mondiale avec plus de 2 000 professionnels et bureaux dans 16 pays.

Barings fournit des services de gestion de placements aux investisseurs du monde entier, avec un accent particulier sur les marchés émergents et inefficaces; allocation d'actifs et titres à revenu fixe spécialisés.

CVC Capital Partners (Luxembourg)

CVC Capital Partners est une société de capital-investissement et de conseil en investissement avec environ 111 milliards USD d'engagements garantis depuis sa création dans des fonds de capital-investissement, de crédit et de croissance européens et asiatiques. En 2019, CVC gérait 75 milliards de dollars d'actifs, les fonds gérés ou conseillés par CVC sont investis dans 73 entreprises à travers le monde, employant plus de 300 000 personnes dans de nombreux pays.

Le géant bancaire américain Citicorp avait créé une branche d'investissement en 1968 pour se concentrer sur les investissements en capital-risque. CVC Capital Partners a été fondée en 1981 en tant que bras européen de Citicorp Venture Capital.

Citigroup est classée 3e sur la liste des plus grandes banques des États-Unis et, aux côtés de JPMorgan Chase, Bank of America et Wells Fargo, elle est l'une des quatre grandes banques des États-Unis.

Il est devenu le premier contributeur à la Federal Reserve Bank of New York en 1913.

Le Great Reset ou leur "***monde d'après***" à leur image.

"On a vraiment besoin d'une aide !" : les Américains se tournent vers les banques alimentaires - europe1.fr 02 août 2020

Depuis vendredi, les Américains au chômage qui touchaient jusqu'alors une aide de 600 dollars par semaine n'ont plus rien. Les politiques américains n'ont pas su se mettre d'accord sur la prolongation de cette aide pourtant indispensable. Le Sénat devrait reprendre ses travaux en début de semaine.

Pendant ce temps, 30 millions d'Américains déclarent qu'ils ont déjà eu faim dans les semaines passées. Beaucoup d'entre eux dépendent désormais des 200 banques alimentaires du pays, gérées par quelque 60.000 associations caritatives sur le terrain.

La situation des enfants est particulièrement préoccupante. Ils avaient l'habitude de manger dans les écoles, mais celles-ci sont aujourd'hui fermées : "On a des enfants qui ne mangent pas à leur faim chez eux", déplore une responsable. "Ils sont normalement nourris dans les écoles avec le petit déjeuner, le déjeuner, un goûter et puis souvent le dîner. Cinq jours sur sept.".

Un chiffre en particulier crée l'émoi : on estime qu'entre 8 et 10.000 Américains pourraient attenter à leurs jours, en plus des 47.000 suicides annuels. europe1.fr 02 août 2020

Aux États-Unis, des millions d'Américains risquent l'expulsion de leur logement - Le HuffPost 2 août 2020

Outre-Atlantique, l'inquiétude a gagné des millions de foyers cette semaine quand un moratoire sur les expulsions et les hausses de loyer est arrivé à son terme.

Mis en place au niveau fédéral au mois de mars pour éviter une crise sociale, ce moratoire a concerné essentiellement les locataires vivant des maisons payées via un emprunt garanti par l'État. Cela a permis de protéger près de 12 millions de foyers, relaie le Washington Post.

En parallèle de nombreux États ont mis en place des moratoires similaires interdisant ou suspendant les expulsions. Mais ces derniers sont eux aussi peu à peu levés. Résultat ce sont parfois des mois de loyer à rembourser qui attendent certains locataires.

Tous les éléments d'une situation explosive sur le plan immobilier et social s'agrègent selon les observateurs du secteur. Selon la firme spécialisée en investissement Stout Risius Ross, pas moins de 17 millions de foyers sont menacés par une expulsion. Pour CNBC, in fine c'est plus de 40 millions d'Américains qui se trouvent dans une situation à risque.

Minorités et populations pauvres seront en première ligne de cette tragédie sociale annoncée. Une telle situation pourrait également s'avérer catastrophique pour l'ensemble du marché immobilier. Outre qu'il pourrait s'avérer difficile de trouver un nouveau locataire dans la crise actuelle, les biens pourraient perdre de leur valeur, avec à la clef une possible crise financière. Le HuffPost 2 août 2020

A l'agenda du Forum économique mondial ou du gouvernement mondial totalitaire.

- Resetting the agenda: Here's why restructuring, reskilling is needed to survive in a post-Covid-19 world - Education Today - indiatoday.in29 juil. 2020

- Bank of America CEO Brian Moynihan on how business can measure stakeholder capitalism - fortune.com28 juil. 2020

- This Is How Blockchain Can Help Coronavirus Treatment Research - ibtimes.com27 juil. 2020

- White swan event: Book on Covid chronicles a crisis foretold - sundayguardianlive.com 25 juil. 2020

- When will things get back to normal? Never, says Davos founder - afr.com 22 juil. 2020

Les GAFAM fer de lance du nouvel ordre mondial totalitaire.

GAFAM : pourquoi leurs capitalisations boursières record est un danger - Forbes France - fr.weforum.org 27 juil. 2020

Le rebond remarquable du marché boursier depuis le ralentissement du mois de mars peut être attribué en grande partie au fait que les investisseurs ont accumulé de l'argent dans une poignée d'actions technologiques à forte capitalisation. Les actions des GAFAM (Apple, Microsoft, Amazon, Google et Facebook) se sont ainsi envolées et ont fait grimper le marché au cours des derniers mois.

Alors que le S&P est en baisse d'environ 1 % depuis début 2020, Facebook et Google ont enregistré une hausse de plus de 10 %, contre 25 % pour Apple et Microsoft et 57 % pour Amazon.

De nombreux investisseurs considèrent ces grandes sociétés comme un refuge et prévoient des bénéfices et des revenus réguliers de la part celles-ci, malgré l'incertitude qui plane depuis le début de la pandémie de coronavirus, qui a ravagé une grande partie du marché.

Aujourd'hui, ces cinq sociétés représentent à elles seules environ 22 % de l'indice S&P 500, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré, ce qui a suscité des inquiétudes à Wall Street quant à une trop grande concentration du marché sur une petite quantité de titres. La préoccupation est simple : une baisse des actions de ces géants entraînera sans aucun doute la chute de l'ensemble du marché (une tendance déjà constatée ces dernières semaines).

Jonathan Golub, responsable de la stratégie du Crédit Suisse en matière d'actions américaines, note que si les GAFAM représentent aujourd'hui une part de marché plus importante que les leaders pendant la bulle internet (lorsque Microsoft, Cisco Systems, General Electric, Intel et Exxon Mobil représentaient environ 18 % de l'indice S&P), elles continuent à enregistrer une plus forte croissance et contribuent à une plus grande part des bénéfices de l'indice dans son ensemble.

À elles cinq, les GAFAM s'échangent avec un multiple de valorisation de 34,4. En comparaison, à la période de la bulle internet au début des années 2000, les cinq plus grandes sociétés se négociaient avec un multiple de valorisation de presque 47. fr. weforum.org 27 juil. 2020

Stratégie du chaos. L'OMS ou le ministère de la Santé du Forum économique mondiale.

- Quand les choses reviendront à la normal ? Jamais répond le fondateur de Davos - afr.com 22 juil. 2020

- Virus: plongeon de l'économie mondiale, "des décennies" avant de sortir de la crise sanitaire - AFP 1 août 2020

L'économie mondiale enregistre un plongeon historique, avec une forte chute du PIB de la zone euro et les Etats-Unis en récession, en raison du coronavirus "dont les effets se feront sentir pendant des décennies", selon le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). AFP 1 août 2020

Haut de page

Le 9 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

La causerie sera actualisée d'ici un ou deux jours, elle sera encore très volumineuse. On mettra de nouveaux articles en ligne plus tard. J'ai tout laissé tomber pour me consacrer à la situation au Liban.

Les conditions objectives au Liban se rapprochent de celles indispensables à une révolution prolétarienne, à ceci près qu'il n'existe aucun parti ouvrier pour l'incarner, il n'existe donc aucune issue politique conforme aux intérêts des masses libanaises. C'est cette situation qui prévaut dans de nombreux pays dominés ou sous-développés.

Quant aux masses des pays développés, elles en sont encore plus éloignées ou ce n'est pas le genre de question qu'elles sont prêtes de se poser. Il en alla ainsi tout au long de la seconde moitié du XXe siècle. Je sais qu'on nous a trompé en nous faisant croire le contraire, et nous avons été assez faible ou idiot pour croire des dirigeants qui n'y avaient jamais cru eux-mêmes, mais dorénavant cette époque est définitivement révolue, nous ne leur permettrons plus de se livrer à la moindre imposture sans que sa signification politique soit exposée.

La social-démocratie porta un coup terrible au mouvement ouvrier, le stalinisme l'achèvera, et le trotskysme assurera le service après-vente. Voilà sur quoi reposa l'espoir de générations de militants pendant plus d'un demi-siècle, qui ne s'en sont jamais remis et il y a de quoi, je possède des témoignages qui me permettent d'affirmer qu'ils n'en ont pas encore pris conscience. Je vous ai livré ici deux des sujets de mes dernières réflexions qui vont servir à finaliser la stratégie que je proposerai, si j'y parviens, car faut-il encore trouver les mots qu'il faut, le bon discours, les bons enchaînements, et ce n'est pas facile de transformer en théorie une somme d'expériences. Vous me direz que les causeries y pourvoient déjà. Certes en partie, de manière désordonnée, fractionnée, et rien ne dit que les lecteurs n'ont pas loupé un chapitre ou qu'ils ont gardé les précédents en tête. Il n'y a rien de pire que ce qui manque de cohérence, d'ordre, de rigueur, de logique. On va faire pour le mieux et si j'échoue et bien tant pis !

L'Etat juif d'apartheid dit Israël, impérialiste, colonial, raciste figure parmi les créations les plus monstrueuses que le règne

de l'exploitation de l'homme par l'homme aient produit au cours de sa longue histoire criminelle, que seule la classe ouvrière internationale sera à même de supprimer en mettant un terme à ce régime d'exploitation et d'oppression de tous les peuples.

Ce qui vient de se passer au Liban pose à nouveau la question qui revient désormais chaque fois qu'un évènement survient : Qui et quoi croire ?

La plupart des gens, plus aptes à se soumettre qu'à réfléchir, qui n'ont pas grand chose dans le cerveau et pas davantage de principes ou de dignité, qui dans un acte de courage littéralement surhumain vouent un culte aux puissants, sont habituellement disposés à croire aveuglément ce qui les arrange, la première version venue, la plus confortable, celle qui sera partagée par la majorité, de préférence ce que leur racontent les despotes, imposteurs ou psychopathes enragés qui les gouvernent, ces champions de la désinformation, de l'instrumentalisation ou de la manipulation des faits, en une étincelle ils en oublient comment ils n'ont eu de cesse de les tromper ou de leur mentir éhontément une multitude de fois, pour former la meute bêlante et masquée des régiments du régime chargée de faire régner l'ordre totalitaire, les élites et tous ceux qui détiennent une once de pouvoir se doivent d'en être, à commencer par les médias.

Si on en juge par le traitement accordé dans le passé par le mouvement ouvrier tous courants confondus aux évènements qui ont marqué le XXe siècle et les deux premières décennies du XXIe siècle, il y a fort à parier qu'une fois de plus il se rangera comme un seul homme derrière la version retenue par Macron et la "*communauté internationale*".

Vous noterez qu'avant même de savoir précisément ce qui s'était passé, le mouvement ouvrier a adopté cette attitude et il n'en a plus changé par la suite, c'est-à-dire, que quels que soient les éléments d'enquêtes ou témoignages mis à jour plus tard, il n'en tiendrait pas compte, pourquoi, mais parce ce qu'il n'est pas indépendant, tout simplement.

Nous, par principe et expérience, nous nous méfions comme de la peste des versions officielles, sachant que leurs auteurs sont forcément mal intentionnés ou n'ont pas intérêt à ce que la vérité triomphe. Dites, pourquoi devrions-nous avoir davantage confiance en nos ennemis, plutôt qu'en ceux qui n'ont aucune raison de s'autocensurer et de nous induire en erreur, sauf à se ridiculiser si nous le découvrions, ce qui arrive aussi, hélas ? Combien de nos braves révolutionnaires ou anticapitalistes vont-ils encore dans les jours qui viennent se placer sous l'aile protecteur de la réaction pour ne pas avoir à affronter son courroux ?
A suivre.

- 19 pages au format pdf

DOSSIER SUR LE LIBAN.

La première partie rend compte de la situation vue du côté de la "*communauté internationale*" et de ses porte-parole médiatiques attitrés.

On remarquera avec quel empressement ils ont adopté la thèse de l'explosion accidentelle due à l'embrasement de 2 700 tonnes de nitrate d'ammonium stockées dans un entrepôt, tandis que les jours précédents Israël avait menacé à plusieurs reprises de détruire les infrastructures au Liban.

Ils ont même été jusqu'à qualifier de "*complotiste*" l'hypothèse parmi d'autres "*d'une intervention extérieure*" retenue par le président libanais Michel Aoun visant Israël.

La seconde partie livre la version de Thierry Meyssan (quasiment sur place à Damas) et du Réseau Voltaire qu'aucun commentateur n'a osé citer, on comprend pourquoi.

A suivre.

PREMIERE PARTIE

(La traduction a été réalisée par Google, je n'ai pas eu le temps de la corriger)

Le Liban et le peuple libanais doivent abdiquer leur souveraineté, tel est le message de leurs ennemis.

- Face à la colère des Libanais, "jouer la carte de la souveraineté est ridicule" - Europe1 8 août 2020

- La France voit "suffisamment d'éléments" pour juger "accidentelle" l'explosion de Beyrouth - Reuters

8 août 2020

La France estime que "suffisamment d'éléments objectifs" sont réunis pour penser que l'explosion qui a ravagé mardi le port de Beyrouth, faisant au moins 158 morts et 6. Le président libanais Michel Aoun, qui a écarté la demande d'enquête internationale réclamée par Emmanuel Macron, a déclaré vendredi que la cause de l'explosion n'avait pas encore été déterminée et qu'on ne pouvait exclure à ce stade l'hypothèse d'une intervention extérieure.

La France estime que "suffisamment d'éléments objectifs" sont réunis pour penser que l'explosion qui a ravagé mardi le port de Beyrouth, faisant au moins 158 morts et 6.000 blessés, était d'origine accidentelle, a déclaré samedi l'Elysée

"Nous ce que l'on sait sur la base de ce que l'on a vu, de ce que l'on observe, (c'est) qu'il y a suffisamment d'éléments objectifs qui permettent de penser que le hangar dans lequel étaient stockés des produits dangereux a explosé pour des raisons qui sont accidentelles", a déclaré un responsable de la présidence française.

Le président libanais Michel Aoun, qui a écarté la demande d'enquête internationale réclamée par Emmanuel Macron, a déclaré vendredi que la cause de l'explosion n'avait pas encore été déterminée et qu'on ne pouvait exclure à ce stade l'hypothèse d'une intervention extérieure.

"Il y a la possibilité d'une interférence extérieure comme un missile, une bombe ou un autre moyen", a-t-il dit selon des propos rapportés par plusieurs médias et confirmés par la présidence. Reuters 8 août 2020

Quand les médias français porte-parole de "***la communauté internationale***" complotent contre le peuple libanais.

- Pour Ziad Majed, professeur à l'Université américaine de Paris et invité d'Europe 1, samedi, un tel positionnement est "très révélateur de la mentalité qui gouverne le Liban".

C'est "un président déconnecté de la réalité, médiocre, cherchant toujours à se victimiser et montrer qu'il n'a aucune part de responsabilité, bien qu'il soit depuis 2016 dans le palais présidentiel de Baabda", lance le chercheur franco-libanais, au micro d'Europe 1. Selon lui, "il y a une volonté de la classe politique de dire 'nous ne sommes pas responsables du malheur des Libanais', ou de chercher des théories du complot en allant en bataille contre la communauté internationale", dénonce-t-il. "Cette même communauté internationale à la porte de laquelle frappe le Liban pour demander de l'argent parce que [les responsables libanais] ont pillé le pays, et que la mauvaise gestion de l'État libanais a causé la faillite et vidé les caisses de l'État." Europe1 8 août 2020

- Ziad Majed, professeur à l'Université américaine de Paris, dénonce le refus du président de prendre ses responsabilités, invité d'Europe 1, samedi. Europe1 8 août 2020

- Céline Dibo, une étudiante : "J'aimerais tant que les Nations unies prennent le Liban en charge."

- Maryse Hayek une Beyroutine de 48 ans : "J'espère qu'un autre pays va nous prendre en charge." Reuters 8 août 2020

- Camille Mourani, un opposant au pouvoir avait demandé à Emmanuel Macron une "tutelle internationale". europe1.fr 8 août 2020

- Sibylle Rizk, journaliste et membre de l'ONG Kulluna Irada, invitée sur franceinfo vendredi 7 août, cette contestation est le signe d'une "transition politique". "Ce qui commence à naître au Liban, ce n'est plus le concept d'une société civile qui réclame des changements au pouvoir politique mais bien l'émergence d'une opposition politique." "Ce n'est pas une catastrophe naturelle mais le fruit d'une négligence criminelle de la part d'autorités qui n'ont rien fait pour l'empêcher." Franceinfo 8 août 2020

- Agnès Levallois, Maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique et vice-présidente de l'iReMMO (Institut de Recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient) : « Ce qui s'est passé hier est le point culminant d'un système clientéliste dans lequel l'Etat n'a aucune autorité. L'existence de ce stock était connue depuis des années et aucun gouvernement n'a pris les mesures nécessaires pour s'en occuper. »

Y croyaient-ils ? En tout cas ils en ont tous fait la promotion : "Une grande manifestation pour dénoncer la corruption de la classe politique libanaise doit avoir lieu samedi après-midi" ; "Une gigantesque manifestation doit avoir lieu samedi après-midi". europe1.fr 8 août 2020

- Karim Émile Bitar, directeur de l'Institut des sciences politiques de l'université Saint-Joseph de Beyrouth et chercheur associé à l'Iris, invité d'Europe 1 samedi matin, cette insurrection pourrait amorcer une transition politique.

Karim Émile Bitar estime également que la visite du président Macron a accéléré le processus du changement. europe1.fr 8 août 2020

LVOG - Cette "*grande manifestation* est un échec.

- Quatre jours après l'explosion qui a ravagé le port et plusieurs quartiers de Beyrouth, près de 7.000 manifestants se sont massés sur la place des Martyrs, haut lieu de la contestation libanaise. Reuters 8 août 2020

Ils en disent beaucoup trop ou pas assez, ils posent des questions sans réponses, mais leur version des faits est forcément la bonne.

American Herald Tribune - Le 4 août, à 15 heures (heure locale), un forgeron a été chargé de boucher les trous de l'entrepôt afin d'empêcher un éventuel vol du contenu. Le forgeron n'a pas été informé du contenu dangereux de l'entrepôt, et on ne lui a pas demandé non plus de prendre les précautions nécessaires pour éviter la propagation de particules métalliques chauffées à blanc, qui peuvent déclencher un incendie. Il travaillait à une distance ne dépassant pas quelques centimètres des sacs de nitrate d'ammonium qui gisaient sur le sol, d'où fuyait une substance claire. Une fois le travail terminé, entre 16h30 et 17h00, de la fumée a été vue en provenance de l'entrepôt. (Comment peuvent-ils fournir des renseignements aussi précis ? Quelle est leur source ? Mystère ! - LVOG)

Les pompiers ont été appelés pour faire face à un éventuel incendie. À 18h08, la première explosion a été entendue, suivie de la seconde plus d'une minute plus tard. Qui a appelé le forgeron et alloué le budget pour son travail ? A-t-il été informé du danger de la soudure à côté de nitrate d'ammonium ? (A quelle huere les pompiers ont-ils été appelés et pourquoi auraient-ils mis autant de temps pour se rendre sur les lieux, et apparemment trop tard ? - LVOG)

Les nombreuses « théories du complot » ne correspondent pas aux faits de cet accident. L'ignorance, l'incompétence, le favoritisme et la bureaucratie sont les raisons de la perte de tant de vies et de la destruction de Beyrouth American Herald Tribune 6 août 2020 (Une nouvelle fois, avant toute enquête, le verdict qui les arrange est tombé. - LVOG)

Le contexte.

- L'armée israélienne dit avoir déjoué une tentative d'infiltration du Hezbollah - Le Parisien 27 juillet 2020

Le Hezbollah aurait mené une opération sur une partie de la frontière disputée entre le Liban et Israël, en réponse à une frappe aérienne ayant tué un soldat de l'organisation la semaine dernière. L'organisation islamiste a démenti tout accrochage.

L' armée israélienne a déclaré lundi qu'elle avait contrecarré une tentative du Hezbollah d'infiltrer le nord du territoire israélien. Une opération qui intervenait après que le groupe chiite libanais soutenu par l'Iran a juré de venger l'un de ses combattants, qui aurait été tué en Syrie dans une frappe aérienne attribuée à Israël. « Jusqu'à maintenant la résistance islamique n'a pris part à aucun accrochage, n'a pas ouvert le feu durant les évènements du jour", a assuré le groupe islamiste dans un communiqué.

Le porte-parole de l'armée israélienne, le général Hidai Zilberman, a expliqué qu'un groupe de membres du Hezbollah a traversé plusieurs mètres en Israël, mais s'est enfui au Liban après que les forces israéliennes ont ouvert le feu sur eux. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a affirmé lundi que le Hezbollah libanais "joue avec le feu", et a assuré que la réaction d'Israel «sera forte ».

Assurant avoir vu des volutes de fumée s'élever dans la zone, un correspondant de l'AFP a rapporté des dizaines de frappes d'artillerie israéliennes dans le secteur des fermes de Chebaa, versant du Mont Hermon appelé Mont Dov par l'Etat hébreu. Le Mont Dov est revendiqué par le Liban mais, selon l'ONU, fait partie du Golan syrien occupé par Israël.

La chaîne de télévision Al-Manar, affiliée au mouvement libanais Hezbollah, a affirmé que l'armée israélienne avait bombardé la région de Rouaissat al-Alam pendant une heure et a diffusé en direct des images de fumées s'échappant de ce secteur. Un journaliste a rapporté plus tard qu'Israël attaquait dans la région de Kfarchouba, du côté libanais de la frontière, au nord de Har Dov.

Ces incidents surviennent au lendemain de la chute d'un drone israélien au Liban et après le renforcement de la présence des forces israéliennes à la frontière : l'armée a indiqué la semaine dernière avoir « élevé son niveau de préparation contre diverses actions ennemies potentielles ». Le Parisien/AFP 27 juillet 2020

Une coïncidence de plus.

Le Tribunal Spécial sur le Liban devrait rendre son verdict le 18 août 2020 par René Naba - Mondialisation.ca, 06 août 2020

Sauf rebondissement, le Tribunal Spécial sur le Liban (TSL), ou Tribunal Hariri, devrait rendre le 18 août 2020 son verdict dans

l'affaire de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais, Rafic Hariri.

Initialement prévue pour le 7 Août 2020, le verdict, reporté d'une dizaine de jours, intervient dans un contexte particulièrement explosif...

Fondé en 2009, le fonctionnement de cette juridiction ad hoc a été émaillé d'une démission en cascade tant au niveau de sa composition que de ses collaborateurs. Quinze ans d'enquêtes préliminaires, la plupart du temps à charge, de comparution de faux témoins, de dépositions anonymes, au coût exorbitant de près de 975 millions de dollars, dont la moitié à la charge du Liban, un pays exsangue financièrement, le Tribunal Hariri passera à la postérité comme une parfaite parodie de la justice internationale, une insulte à la notion même de justice.

Pour rappel, le TSL avait rendu public son acte d'accusation le 30 juin 2011, le jour même où le nouveau gouvernement libanais présidé par Najib Mikati se réunissait pour approuver sa déclaration de politique générale, en prélude au vote de confiance au parlement Libanais.

L'acte qui mentionnait la responsabilité de plusieurs membres du mouvement chiite Hezbollah était conforme dans une large mesure aux révélations du journal Der Spiegel, en 2009, ainsi qu'aux fuites de la chaine de télévision israélienne Canal 10, en juillet 2010. Une telle coïncidence pose le problème de la fonction de la Justice pénale de son éventuelle instrumentalisation à des fins politiques, la satisfaction des desseins stratégiques des grandes puissances occidentales.

Manifestation télécommandée pour exiger le désarmement du Hezbollah, la principale force armée organisant la résistance face à Israël.

- "Le peuple veut la chute du régime" : des milliers de personnes manifestent contre le gouvernement après les explosions à Beyrouth - francetvinfo.fr 8 août 2020

Après l'exaspération, la colère. Sous le hasthag #Pendez-les, des milliers de Libanais ont déferlé samedi 8 août dans les rues de Beyrouth pour exprimer leur colère face à la classe politique jugée responsable des explosions qui ont fait plus de 150 morts et 6 000 blessés.

En début d'après-midi, les manifestants ont convergé sur la place des Martyrs, épicentre traditionnel des manifestations, avec pour mot d'ordre "Le Jour du jugement". Des guillotines en bois ont été installées et certains manifestants ont brandi des cordes, un nœud coulant à leur extrémité. "Le peuple veut la chute du régime", ont-ils scandé, brandissant des pancartes réclamant le départ des "assassins".

En fin de journée, des manifestants ont réussi à pénétrer à l'intérieur du ministère des Affaires étrangères. Cette irruption, diffusée en direct à la télévision, est intervenue alors que l'attention des forces de sécurité se concentrait sur le rassemblement de milliers de protestataires dans le centre-ville.

"Nous avons pris le ministère des Affaires étrangères comme quartier général de la Révolution", a annoncé dans un communiqué, depuis l'élégant perron du ministère, le général à la retraite Sami Rammah, devant quelque 200 personnes qui criaient "Révolution". Les protestataires ont déroulé deux immenses banderoles rouges à l'entrée de la villa traditionnelle qui a subi des dégâts en raison de l'explosion, l'une proclamant "Beyrouth, capitale de la révolution", et l'autre "Beyrouth, ville sans armes". Selon des journalistes sur place, l'armée les a délogés dans la soirée.

Le Premier ministre Hassan Diab a annoncé qu'il allait proposer des élections législatives anticipées et se dit prêt à rester au pouvoir "pendant deux mois", le temps que les forces politiques s'entendent à ce sujet. francetvinfo.fr 8 août 2020

Ils ont signé leur agression criminelle contre le Liban et le peuple libanais.

- Dans un changement radical de politique, Israël tiendra le Liban pour responsable de l'attaque du Hezbollah - israelhayom.com 31 juillet 2020

Le ministre de la Défense, Benny Gantz, a ordonné à Tsahal de bombarder les infrastructures libanaises si le Hezbollah menaçait des soldats ou des civils israéliens.

Un haut responsable de la défense a déclaré à Israel Hayom que Gantz avait donné l'ordre de préparer une telle réponse lors de réunions jeudi avec le chef d'état-major des FDI, le lieutenant général Aviv Kochavi et d'autres membres de l'état-major.

Les tensions se sont rapidement intensifiées entre Israël et l'organisation terroriste depuis la mort de l'agent du Hezbollah Ali Kamel Mohsen Jawad, ainsi que de deux autres terroristes, lors d'une frappe aérienne sur l'aéroport international de Damas au

début du mois.

Le Hezbollah a juré de se venger de la mort de Jawad, conduisant les FDI à déplacer des renforts à la frontière nord en vue d'une attaque de l'organisation terroriste chiite.

Lors des réunions de jeudi, Kochavi a présenté la position de Tsahal sur la question, affirmant qu'Israël doit tenir le Hezbollah et le gouvernement libanais responsables de toute attaque future et de ses conséquences.

Selon le responsable de la défense, Israël n'a pas tué les terroristes du Hezbollah qui ont tenté de mener une attaque dans la région de Har Dov lundi, et n'a pas diffusé d'images de l'incident, afin de donner au groupe chiite une chance de sauver faire face et désamorcer la situation, mais que le Hezbollah n'a pas saisi l'occasion.

"Si [le Hezbollah] tente de perpétrer une autre attaque, nous verrons une réponse inhabituelle de Tsahal contre [l'organisation] et le Liban", a déclaré le responsable.

La menace sans équivoque d'Israël que le Liban portera la responsabilité de toute attaque du Hezbollah vise à fomenter des pressions contre le groupe terroriste dans son pays. Après la deuxième guerre du Liban en 2006 - au cours de laquelle Israël n'a pas détruit l'infrastructure gouvernementale - Israël a souligné qu'il ciblerait également le Liban dans tout conflit futur avec le Hezbollah. Et alors que cette menace ne s'est généralement appliquée qu'à un vaste conflit avec le Hezbollah, l'ordre de jeudi a marqué la première fois qu'Israël a officiellement déclaré qu'il nuirait au Liban même en réponse à une attaque tactique isolée.

Ces dernières années, Israël a essayé de mettre en œuvre cette stratégie de dissuasion dans d'autres secteurs également. Tout au long de la guerre civile syrienne, l'infrastructure syrienne a été touchée chaque fois qu'une attaque terroriste émanait du territoire syrien. À Gaza également, Israël cible le Hamas lorsque des attaques terroristes sont menées par d'autres groupes.

Maintenant, pour la première fois, Israël applique cette politique de dissuasion au Liban. Il s'agit d'un changement radical de politique car lors des précédents combats entre Tsahal et le Hezbollah, Israël a évité de bombarder les infrastructures libanaises. Bien que le gouvernement libanais actuel soit extrêmement faible et soit effectivement contrôlé par le Hezbollah, on s'attend en Israël à ce que la pandémie de coronavirus et la situation économique désastreuse du pays - combinées à la crainte qu'une offensive israélienne soit dévastatrice - donneront l'impulsion à une forte pression sur Le Hezbollah pour annuler une autre attaque.

Les responsables de Tsahal ont estimé jeudi que le Hezbollah était déterminé à mener une attaque réussie, mais qui présentait un risque minimal d'escalade.

"Les prochains jours seront critiques", a déclaré un haut responsable de Tsahal. "Tsahal est en état d'alerte pour une attaque" et prêt à exécuter une réponse sévère. israelhayom.com 31 juillet 2020

https://www.israelhayom.com/2020/07/31/in-dramatic-policy-shift-israel-to-hold-lebanon-accountable-for-hezbollah-attack/

- Israel Hayom (En hébreu : Israel Today) is an Israeli national Hebrew-language free daily newspaper, and news website. First published in 2007

The popular nickname of Israel Hayom is the "Bibiton", a portmanteau of Benjamin Netanyahu's nickname "Bibi" with the Hebrew word for newspaper, "iton". wikipedia.org

- Opinion Israël est sous le choc, dans une démonstration dégoûtante d'hypocrisie par Gideon Levy - haaretz.com Aug 07, 2020

Israël officiel s'est présenté comme choqué par la catastrophe qui a frappé son voisin, le Liban, hier. Presque tout le monde a un visage triste. À l'exception de Richard Silverstein, qui écrit un blog, Tikkun Olam, personne n'a accusé Israël d'être à l'origine de la catastrophe. À l'exception de Moshe Feiglin et de quelques autres racistes, personne n'a exprimé de joie satanique à ce sujet. Heureusement, l'ancien porte-parole de l'armée israélienne Avi Benayahu a chassé Feiglin de la course: «Avec de telles déclarations, vous n'appartenez pas au peuple juif», a déclaré Benayahu, l'homme de moralité juive, et la tache a été enlevée.

Benayahu a raison: l'État juif n'a jamais causé de telles catastrophes, et lorsque nos ennemis sont tombés, il ne s'est jamais réjoui. Les Forces de défense israéliennes, dont Benayahu a fait entendre la voix, n'ont jamais causé de destructions et de dévastations, certainement pas au Liban, certainement pas à Beyrouth. Qu'est-ce que Tsahal a à voir avec la destruction des infrastructures? Une explosion dans le port de Beyrouth? Pourquoi l'armée la plus morale du monde aurait-elle quelque chose à voir avec les bombardements de centres de population? Et les dirigeants du pays se sont empressés d'offrir leur aide au pays dévasté des cèdres, un geste juif et israélien si typique, humain, haut et émouvant au point de pleurer.

Il est vrai que l'armée de l'air israélienne fait fi de la souveraineté du Liban et vole dans ses cieux comme s'ils étaient les siens. Certes, Israël a dévasté le Liban à deux reprises pendant la guerre, mais qui compte. Le président israélien a adressé une déclaration de condoléances au peuple libanais, le Premier ministre et les ministres des Affaires étrangères et de la Défense ont déclaré qu'ils avaient «donné des instructions pour offrir une assistance humanitaire et médicale au Liban».

Comme si toute cette bienfaisance ne suffisait pas, le maire de Tel-Aviv a ordonné que le bâtiment de la municipalité soit illuminé aux couleurs du drapeau libanais. Les mots échouent. Toute haine passée a été mise de côté, Israël est maintenant un ami dans le besoin de son voisin souffrant.

N'est-ce pas ce même ministre de la Défense qui, la semaine dernière, a menacé ce même Liban de détruire ses infrastructures? Le Premier ministre n'a-t-il pas également menacé le Liban? Et à quoi ressemble la destruction des infrastructures au Liban? Tout comme ce qui a été vu au Liban mardi.

La moitié d'Israël et l'ensemble de l'état-major de Tsahal savent comment réciter la célèbre doctrine Dahiya. Un politicien sur deux a menacé de l'exécuter. C'est notre langage avec le Liban et Gaza. C'est la doctrine adoptée par l'Israélien Carl von Clausewitz, ancien chef d'état-major Gadi Eisenkot, l'espoir actuel de la gauche israélienne, alors qu'il était chef du commandement du Nord.

Et quelle est cette doctrine sophistiquée? C'est l'utilisation d'une force disproportionnée et débridée contre les infrastructures, le semis de destruction et l'effusion du plus de sang possible. «Aplatir» - pour donner une leçon à l'ennemi «une fois pour toutes». Tsahal a essayé cela plus d'une fois par le passé, au Liban et à Gaza, et ce fut une réussite vertigineuse. Cela ressemble à ce qui a été vu à Beyrouth mardi.

Pas une semaine ne s'était écoulée depuis qu'Israël menaçait de détruire les infrastructures au Liban si le Hezbollah osait venger le meurtre de l'un de ses combattants dans une action militaire limitée à la frontière, et Israël le destructeur devient Israël le miséricordieux. Accepteriez-vous l'aide humanitaire d'un tel pays? Y a-t-il une démonstration d'hypocrisie plus écœurante?

Quand Israël a démoli Dahiya et d'autres quartiers de Beyrouth, le bâtiment de la municipalité de Tel Aviv n'était pas illuminé des couleurs du drapeau libanais. Quand Israël a tué des milliers de femmes et d'enfants innocents, vieux et jeunes, à Gaza pendant l'opération criminelle Plomb durci et l'opération Bordure protectrice, la municipalité n'était pas éclairée aux couleurs du drapeau palestinien. Mais mercredi, nous étions tous si humains, si libanais pour un moment. Jusqu'au prochain Dahiya.
haaretz.com Aug 07, 2020

- Israel a bombardé Beyrouth - richardsilverstein.com August 4, 2020

Extrait. Une source israélienne confidentielle et hautement informée m'a dit qu'Israël avait provoqué l'explosion massive du port de Beyrouth plus tôt dans la journée, qui a fait plus de 100 morts et des milliers de blessés. Le bombardement a également pratiquement nivelé le port lui-même et causé d'énormes dégâts dans toute la ville. La source a reçu ces informations d'un fonctionnaire israélien ayant des connaissances particulières en la matière.

Israël a pris pour cible un dépôt d'armes du Hezbollah dans le port et a prévu de le détruire avec un engin explosif. Malheureusement, les services de renseignement israéliens n'ont pas fait preuve de diligence raisonnable sur leur cible. Ainsi, ils ne savaient pas (ou s'ils savaient, ils s'en moquaient) qu'il y avait 2 700 tonnes de nitrate d'ammonium stockées dans un entrepôt voisin. L'explosion du dépôt d'armes a enflammé l'engrais, provoquant la catastrophe qui en a résulté.

Il est, bien sûr, inacceptable que les agents israéliens n'aient pas tout déterminé sur leur cible, y compris ce qui se trouvait dans son voisinage immédiat. La tragédie qu'Israël a provoquée est un crime de guerre d'une immense ampleur.

La CPI a déjà enquêté sur Israël pour crimes de guerre à Gaza depuis l'opération Bordure protectrice de 2014. À présent, j'imagine que cela élargira la portée pour intégrer le massacre par négligence criminelle d'aujourd'hui.

Bien qu'Israël ait régulièrement attaqué des dépôts et convois d'armes du Hezbollah et iraniens en Syrie, il entreprend rarement des attaques aussi effrontées à l'intérieur du Liban. Cette attaque dans la capitale du pays marque une escalade encore plus grande. La pure imprudence de cette opération est étonnante.

Pas étonnant, cependant. Un tel plan ne peut être envisagé qu'au milieu d'un dysfonctionnement politique interne. Bibi est sur les cordes et désespéré de changer de sujet. Lorsque ses agents du renseignement lui ont présenté le plan, il s'est probablement frotté les mains avec joie et a dit: «Allez-y! Les services de renseignement israéliens voulaient naturellement plaire au patron et probablement couper les coins ronds pour que l'attaque se produise. Quand personne n'est au volant en disant "Stop!" le bateau heurte un iceberg et coule. C'est peut-être ce qui s'est passé ici.

Le bombardement israélien rappelle des bombardements similaires orchestrés par ses agents à Beyrouth dans la période avant

et après son invasion de 1982. Le livre de Ronen Bergman sur les assassinats du Mossad et Remy Brulin a documenté de multiples attentats à la bombe israéliens au cours de cette période, qui ont causé la mort et la destruction de la population civile de la ville.

Dans ce cas, les dommages causés étaient accidentels. Mais ce ne sera guère de réconfort pour les milliers de Beyrouthins dont la vie est devenue un enfer à la suite de ce crime israélien.

En passant, l'ancien député du Likud Moshe Feiglin a tweeté une citation de la Michna «célébrant» le désastre: «Il n'y a jamais eu de jours aussi grands en Israël que le 15 Av [le jour du bombardement] et Yom Kippour.»

Bien sûr, cela me fait mal d'admettre que Pres. Trump avait raison dans sa déclaration antérieure selon laquelle l'explosion était une «attaque terrible» et que l'information lui avait été transmise par «ses généraux». Dans ce cas, lui et eux avaient raison:

Le chef de cabinet de la Maison Blanche, Mark Meadows, a défendu mercredi la description par le président Trump d'une explosion massive un jour plus tôt dans la capitale libanaise comme une «attaque» ...

Trump a déclaré aux journalistes mardi qu'il avait été informé par des généraux qui estimaient que l'explosion dans un grand port de Beyrouth était une «attaque» et «une bombe en quelque sorte.

«Je peux vous dire que le rapport initial était exactement ce que le président a partagé avec vous tous. Je sais qu'il a été informé à ce sujet. Les premiers rapports concernaient une explosion », a-t-il ajouté. «Nous n'avons toujours pas totalement exclu cela.»

«Sans rien partager de classifié, j'ai pu voir une grande partie de ce qui s'est passé là-bas. Nous continuerons à évaluer cela », a poursuivi Meadows. «De toute évidence, aucun groupe n'a revendiqué une quelconque responsabilité, mais ce que le président a partagé avec le peuple américain, c'est ce dont il a été informé.»

Il s'agirait d'informations hautement classifiées, ce qui signifierait que Trump a une fois de plus dévoilé les secrets et méthodes du renseignement américain, ce qu'aucun président ne devrait faire. Cela rappelle les épisodes précédents dans lesquels il a partagé des informations extrêmement sensibles avec des responsables russes. Et c'est la raison pour laquelle les responsables des services de renseignement américains font tout ce qui est en leur pouvoir pour lui cacher ces informations.] Et Yom Kippour. "

Il pourrait (et devrait) y avoir des répercussions politiques internes israéliennes pour cette catastrophe. Comme Netanyahu a approuvé l'attaque, il est responsable des conséquences. En 1982, une commission d'enquête a trouvé Ariel Sharon coupable de l'invasion du Liban et du massacre de Sabra et Chatila. Il a été envoyé en exil politique pendant une décennie. À tout le moins, cela devrait disqualifier Bibi de diriger le pays. Ce serait le résultat dans toute nation démocratique dans laquelle le dirigeant serait tenu responsable de ses échecs.

Mais hélas, Israël n'est pas une telle nation, et Bibi semble toujours se dégager de la responsabilité de ses erreurs. La différence ici est que le dirigeant israélien est déjà sous pression en raison de la réponse désastreuse de son gouvernement à Covid19 et du procès pour corruption imminent pour trois chefs de corruption. Cela pourrait être le point de basculement.

Normalement, les Israéliens ne feraient pas attention à un tel massacre. Ils se sont habitués aux souffrances qu'ils infligent à leurs voisins arabes. Mais étant donné l'effondrement de la popularité de Netanyahu, cela pourrait hâter sa fin.

Israël n'aurait pas pu choisir un pire moment pour infliger de telles souffrances au Liban. Le pays est en crise économique profonde. Les entreprises font faillite, les gens n'ont rien à manger, les politiciens se disputent et se blâment sans rien faire. Le Liban est une affaire de panier. La souffrance est partout. Ses frères arabes comme l'Arabie saoudite n'ont guère envie de lui venir en aide. Si un pays n'a pas eu besoin de cette tragédie supplémentaire, c'est bien le Liban. richardsilverstein.com August 4, 2020

https://www.richardsilverstein.com/2020/08/04/breaking-israel-bombed-beirut/

- Israël : La mystérieuse commission des affaires sensibles - teleobs 12 avril 2016

Si les médias israéliens sont libres et indépendants, certains reportages sont soumis à une mystérieuse institution : le bureau de la censure militaire, qui valide les articles "sensibles" et officie dans les salles de montage des trois chaînes généralistes.

Un soir de la fin du mois de novembre dernier, Tomer Avital reçoit un appel d'un numéro caché. Bien qu'il soit déjà tard, il décroche. A l'autre bout du fil, un homme se présente : "Eli, de la censure militaire." Quelques minutes plus tôt, ce journaliste indépendant avait mis en ligne sur son site "Cent Jours de transparence", le compte rendu d'un colloque qui s'était tenu dans la journée à Jérusalem. Au cours d'un débat, l'un des intervenants, le député Mickey Rosenthal, avait raconté qu'un lobbyiste, connu comme le loup blanc dans les allées du pouvoir israélien, espionnait, dans les années 1970, le KGB pour le compte du Shabak,

les renseignements intérieurs de l'Etat hébreu. Une vieille affaire de barbouzerie qui tombait sous le coup du secret imposé par le service de la censure militaire. A la demande de son interlocuteur, Tomer Avital n'a eu donc, ce soir-là, d'autre choix que de purger son site de toute référence à l'anecdote.

Drôle de paradoxe. Car les journalistes israéliens ne connaissent guère de tabous et se livrent entre eux une concurrence acharnée. Ainsi, on ne compte plus les responsables politiques, les hauts gradés de l'armée, de la police ou des services secrets poussés à la démission après la révélation, par la presse, de leur implication dans un scandale de corruption ou de mœurs. Quant à la notion de secret, dans ce petit pays cloisonné de 8 millions d'habitants, elle est illusoire : tout finit par se savoir dans le shtetl (petite ville en yiddish) israélien. Une liberté de ton cependant limitée dès lors qu'il s'agit de la "sécurité nationale".

Une liste hétéroclite de sujets soumise à la censure

C'est l'héritage d'une réglementation remontant à l'époque du mandat britannique, avant même la création de l'Etat d'Israël en 1948 : tout article ou reportage télévisé traitant de questions liées à l'armée ou au renseignement doit recevoir l'autorisation préalable du bureau de la censure militaire. Cette obligation, sans équivalent dans aucun autre régime démocratique, concerne 41 domaines, allant du programme nucléaire national aux opérations militaires en territoire ennemi, en passant par l'existence de certaines unités secrètes, la construction du gazoduc reliant la Méditerranée à Eilat ou encore l'émigration des communautés juives menacées. Une liste hétéroclite de sujets à manier avec précaution, et d'ailleurs elle-même soumise à la censure.

Les rédactions des principaux journaux sont donc tenues d'envoyer les articles "sensibles" au service de la censure pour validation. Dans le cas des télévisions, c'est encore plus simple puisque l'un de ses représentants officie carrément à demeure dans les salles de montage des trois chaînes généralistes du pays. Même les correspondants des médias étrangers y sont - théoriquement - soumis, et doivent s'engager à respecter "les consignes de la censure militaire" afin d'obtenir leur accréditation. Une injonction très floue dont les modalités ne leur sont jamais explicitées, de même qu'ils n'ont, en général, aucun contact avec cette mystérieuse institution. Ainsi, en une décennie d'exercice, l'auteur de ces lignes n'y a ainsi jamais été confronté.

Dirigé par un officier supérieur nommé par le ministre de la Défense, le service, hébergé dans un immeuble de bureaux au cœur de Tel-Aviv, est composé d'une quarantaine de conscrits et de civils. Une fois en poste, le censeur en chef ne dépend d'aucune autorité, politique ou militaire, autre que la Cour suprême. Selon les propres statistiques du service, si 85 % des articles qui lui sont soumis ne subissent aucune modification, 15 % se voient amputer d'un mot, d'une phrase ou d'un paragraphe jugé problématique. Dans certains cas, rarissimes (1 %), c'est tout l'article qui est interdit de publication.

Et gare aux contrevenants : un média qui tenterait d'échapper à la censure en diffusant des informations jugées "sensibles" sans son accord encourt des poursuites judiciaires, voire une fermeture administrative. En 2008, en pleine offensive de Tsahal contre le Hamas à Gaza, le censeur en chef avait ainsi fait arrêter les deux envoyés spéciaux d'une télévision iranienne, qui commentaient en direct, et avec moult détails, les préparatifs des unités israéliennes s'apprêtant à envahir le territoire palestinien.

Spécialiste des questions militaires du grand quotidien de gauche "Haaretz", Amos Harel est l'un des journalistes les plus respectés du pays

""On ne peut vraiment pas dire que cela me plaît, mais j'ai appris à travailler avec cette contrainte." "

"Israël est dans une situation sécuritaire compliquée et je ne vois pas tellement d'autres solutions que ce contrôle : c'est un garde-fou. Le risque, c'est de dévoiler une information qui mette en danger la vie de nos soldats", explique-t-il, résumant l'avis de nombre de ses confrères.

""Mais ce n'est tenable que parce qu'ils sont professionnels et n'interviennent que dans les questions strictement sécuritaires. Je n'ai encore jamais été témoin de censure politique ou d'opinion. On n'est pas en Turquie." "

C'est ainsi que les témoignages d'anciens soldats accusant Tsahal d'éventuels crimes de guerre recueillis par l'organisation d'extrême gauche Breaking The Silence reçoivent systématiquement l'aval de la censure militaire. De même que, très récemment, les images d'un soldat achevant un Palestinien blessé qui venait de commettre un attentat à Hébron.

Pour un reporter, le système est pourtant souvent à l'origine d'intenses frustrations professionnelles. En 2007, l'aviation israélienne détruit une centrale nucléaire syrienne secrète en cours de construction avec l'appui de la Corée du Nord. Rapidement averti du succès de l'attaque par ses sources, Amos Harel s'apprête à la rendre publique, avant d'être privé de ce scoop mondial. L'Etat hébreu ne revendiquant jamais ce genre d'opérations, il interdit à ses journalistes de les évoquer directement, à moins de préciser "selon la presse étrangère". Une hypocrisie qui incite bien souvent les enquêteurs israéliens à "fuiter" une information exclusive à leurs confrères des médias internationaux afin qu'ils puissent en faire état à leur tour. "Personne n'est dupe du stratagème, mais pour les services de renseignements ennemis, une information a beaucoup moins de valeur si elle vient d'un journaliste étranger que d'un Israélien", confie une source bien informée au sein de Tsahal (sollicité par "TéléObs" , le service de la censure s'est refusé à tout commentaire).

Une guerre perdue d'avance à l'ère numérique

Richard Silverstein est l'un des destinataires privilégiés de ces fuites. Ce juif américain très critique envers la politique israélienne s'est ainsi fait une spécialité de publier sur son site Tikun Olam les détails des affaires censurées par l'Etat hébreu. Ses sources ?

""Des journalistes, bien sûr , mais aussi des membres des différents services de sécurité qui veulent contourner la chape de plomb qui leur est imposée""

La simple évocation de son nom dans un article peut d'ailleurs elle-même parfois tomber sous le coup d'une interdiction.

Son cas illustre la guerre perdue d'avance menée par la censure militaire à l'ère numérique. Face aux réseaux sociaux et à l'instantanéité de la transmission des informations, le système, conçu pour fonctionner sur la base d'un gentlemen's agreement avec quelques rédactions installées, atteint ses propres limites.

"Les journalistes qui traitent de ces sujets sont en contact permanent avec la censure. Il y a un dialogue,une négociation sur ce qui est publiable ou pas. C'est un échange de bons procédés", confirme Oren Persico qui écrit au 7ème Œil, un site spécialisé dans l'analyse des médias . Mais quel pouvoir de contrainte avez-vous sur un blogueur qui tweete depuis l'étranger ? Aucun."

Un constat d'impuissance également fait par Sima Vaknin-Gil, l'ancienne chef du service de la censure. Avant de quitter son poste l'été dernier, ce général avait, dans un long article de "Justice et armée", une publication de la branche juridique de Tsahal, proposé une réforme complète du système. "Conceptuellement et pratiquement, il devient de plus en difficile de justifier l'existence d'une censure préventive", expliquait-elle, préconisant son remplacement par une commission civile dont le rôle, en temps de paix, se limiterait à établir un cadre légal pour les médias sans exiger une vérification de leurs informations avant publication. Mais l'avis de cette professionnelle respectée, dont la décennie passée à la tête de l'institution a été marquée par une volonté d'entraver le moins possible le travail de la presse, semble être tombé dans l'oreille d'un sourd.

Pour la remplacer, le ministre de la Défense, Moshe Ya'alon, a en effet nommé une "dure", le colonel Ariella Ben Avraham. En février dernier, cette ancienne porte-parole de Tsahal avertissait ainsi une trentaine de blogueurs spécialisés dans les questions militaires qu'ils devraient désormais, eux aussi, soumettre leurs publications à ses services. Une première, accueillie avec beaucoup de scepticisme et pas mal d'ironie par l'opinion publique israélienne. Tehilla Schwartz Altshuler, chercheuse à l'Israel Democracy Institute, qui s'apprête à publier un ouvrage sur la question analyse :

""Ariella Ben Avraham veut marquer son territoire. Le niveau de rigueur de la censure dépend beaucoup de la personnalité de l'officier qui la dirige et de l'idée qu'il se fait de la démocratie. Son rôle consiste à chercher en permanence à préserver un équilibre entre la sécurité de l'Etat et la liberté de la presse. Ce devrait être à l' armée de mieux protéger ses secrets si elle ne veut pas qu'ils soient révélés." "

Très critique, elle accuse l'appareil sécuritaire d'utiliser l'arme du black-out pour se protéger de la curiosité des journalistes, en dehors de toute justification stratégique. De plus en plus sceptiques sur l'efficacité de la censure militaire, la police israélienne et le Shabak ont ainsi pris l'habitude de demander à la justice d'imposer des "obligations de silence" sur les affaires en cours.

"Je ne pense pas que ce genre de mesures ait sa place dans un Etat démocratique", regrette Uri Blau. Journaliste à "Haaretz", ce dernier a été, en 2010, au cœur d'un énorme scandale après ses révélations sur des exécutions extrajudiciaires de membres des groupes armées palestiniens par l'armée. Une enquête approuvée par la censure mais qui s'appuyait sur des documents dérobés à l'état-major par une soldate, Anat Kamm. Accusé de recel de matériel classé secret-défense, Uri Blau avait échappé de peu à la prison. Désormais installé à Washington, il fait partie du collectif de journalistes internationaux qui enquêtent depuis plusieurs mois sur les "Panama Papers". Il dit : ""La censure militaire est un faux problème. C'est ni noir ni blanc. Ce qui tue le journalisme, c'est la crainte de se mettre en danger. L'autocensure, c'est cela le vrai danger.""

Une leçon qui vaut en Israël comme ailleurs. teleobs 12 avril 2016

Infos complémentaires

Euronews - Après des accusations à son encontre dans les médias et sur les réseaux sociaux, l'influent mouvement du Hezbollah a "nié catégoriquement" posséder un "entrepôt d'armes" dans le port de Beyrouth.

"Ni entrepôt d'armes, ni entrepôt de missiles (...) ni une bombe, ni une balle, ni nitrate", a martelé le chef de l'organisation chiite Hassan Nasrallah. fr.euronews.com 8 août 2020

Francetvinfo - De son côté, le chef du mouvement libanais du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a "nié catégoriquement", vendredi 7 août, que son organisation possédait un "entrepôt d'armes" dans le port de Beyrouth. "Je nie totalement, catégoriquement, qu'il y

ait quoi que ce soit à nous dans le port, ni entrepôt d'armes, ni entrepôt de missiles (...) ni une bombe, ni une balle, ni nitrate" d'ammonium, a martelé le chef du Hezbollah dans une allocution télévisée, après des accusations dans les médias ou au sein de l'opinion publique pointant du doigt l'influent mouvement chiite libanais. francetvinfo.fr 8 août 2020

DEUXIEME PARTIE

- Selon Hassan Nasrallah, les États-Unis veulent provoquer la famine au Liban Réseau Voltaire 17 juin 2020

Lors d'un discours télévisé, diffusé le 16 juin 2020, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a démenti les imputations selon lesquelles des milliards de dollars auraient été transférés ces derniers mois du Liban vers l'Iran ou la Syrie.

Il a au contraire accusé une banque d'avoir transféré illégalement au moins 20 milliards de dollars du Liban vers les USA provoquant l'effondrement de la livre libanaise.

L'entrée en vigueur le lendemain, 17 juin 2020, de la loi César (Cesar Act), qui prohibe tout commerce avec la Syrie ou avec des Syriens, aura pour conséquence de répandre la famine au Liban et en Syrie.

Sayyed Hassan Nasrallah a conclu : « La Syrie constitue le seul corridor terrestre pour le pays du cèdre, tant sur le plan économique que commercial. Je demande au gouvernement de ne pas nous soumettre à la loi César qui cherche à affamer le Liban et la Syrie ». Réseau Voltaire 17 juin 2020

- Le Liban face à ses responsabilités - Réseau Voltaire 21 juillet 2020

L'économie libanaise s'est effondrée en sept mois. Les habitants commencent à souffrir de la faim. Une solution est possible si l'on analyse correctement les causes du problème. Encore faut-il accepter de reconnaître ses erreurs et de distinguer ce qui est structurel de ce qui ressort des problèmes régionaux. Il est vain et diffamatoire d'accuser l'ennemi traditionnel (Israël) ou l'allié brutal (les États-Unis) d'avoir causé un problème qui dure depuis des siècles et devient à ce point anachronique. Il est également dangereux d'ignorer l'évolution du principal allié actuel du Hezbollah (l'Iran).

par Thierry Meyssan

Un problème structurel, hérité du passé

Dès le début des événements au Liban, nous avions souligné que le problème structurel n'était pas la corruption, mais l'organisation de ce pays selon un système communautaire confessionnel [1]. En outre, avant que le problème bancaire ne devienne public, nous l'avions annoncé et avions expliqué que, comme toutes les banques, les libanaises ne possèdent que le dixième de leurs dépôts. Par conséquent, lorsque apparaît un problème politique majeur qui altère la confiance, toutes les banques sont incapables de rembourser leurs clients.

Nous continuons à affirmer que les Libanais se trompent en rejetant la faute sur les corrompus. Le peuple est le seul responsable d'avoir accepté la poursuite de ce système féodal, hérité de l'occupation ottomane, sous l'édredon du communautarisme confessionnel, hérité de l'occupation française. Ce sont toujours les mêmes familles qui contrôlent le pays depuis des siècles ; la guerre civile (1975-90) ne les ayant que peu renouvelées.

Il est ahurissant d'entendre les musulmans dénier la colonisation ottomane et les maronites s'esbaudir devant leur « Mère la France » (sic). Chacun a bien sûr des raisons pour avoir commis ces fautes, mais ce n'est pas en s'aveuglant sur le passé que l'on créera un futur viable.

Washington et Tel-Aviv ne veulent pas détruire le Liban

Les États-Unis font clairement pression contre le Hezbollah. Cependant comme l'a dit le général Kenneth McKenzie, commandant du CentCom, lors de sa récente visite à Beyrouth, il s'agit pour eux d'une pression indirecte contre l'Iran. Personne ne songe à détruire le Hezbollah qui est la première armée non-étatique au monde. Personne n'ourdit de guerre contre le Liban et surtout pas Israël.

Cette mise au point est d'autant plus nécessaire que les États-Unis ont menacé le Liban de rétorsion s'il n'acceptait pas la ligne de partage inique tracée par l'ambassadeur Frederic Hof. Elle délimite les zones maritimes israélienne et libanaise de manière à faciliter l'exploitation des réserves de gaz par Tel-Aviv. Ils ont également fait pression sur le Liban, selon leurs besoins tactiques, contre la Syrie : un jour lui demandant de s'abstenir de toute intervention, le lendemain exigeant qu'il accueille et

conserve ses réfugiés pour couler l'économie de Damas.

Quand à Israël, ce pays est désormais gouverné simultanément par deux Premiers ministres. Le premier Premier ministre, Benjamin Netanyahu, est un colonialiste au sens anglo-saxon du terme. Il entend étendre le territoire israélien « du Nil à l'Euphrate » comme cela est symbolisé par les deux bandes bleues du drapeau israélien. Le second Premier ministre, Beny Gantz, est un nationaliste israélien, qui entend vivre en paix avec ses voisins. Les deux hommes se paralysent mutuellement, tandis que Tsahal s'inquiète des ravages que le Hezbollah ne manquerait pas cette fois-ci de causer en Israël en cas de guerre.

Le projet perse dont personne ne veut

Le Liban est un État artificiel dessiné par les Français. Il n'a aucune possibilité de vivre en autarcie et dépend obligatoirement non seulement de ses deux voisins, la Syrie et Israël, mais aussi de toute la région.

La pression US se concentre sur l'Iran. Il y a trois semaines la base militaire de Tarchin (sud-ouest de Téhéran) explosait suscitant des déclarations officielles dilatoires. La semaine dernière, sept petits navires militaires iraniens ont explosé dans le Golfe. Cette fois, ni le Pentagone, ni l'armée iranienne n'ont communiqué à ce sujet.

Depuis 2013, l'Iran (perse et chiite) de cheikh Hassan Rohani a changé de buts. Il s'est donné comme objectif stratégique, officiellement adopté en 2016, la création d'une fédération d'États avec le Liban (arabe à majorité relative chiite), la Syrie (arabe et laïque), l'Iraq (arabe à majorité chiite) et l'Azerbaïdjan (turc et chiite). Le Hezbollah a assimilé ce projet à l'« Axe de la Résistance » qui s'était constitué face aux invasions israéliennes et états-uniennes. Cependant, ce ne sont pas seulement Israël et les États-Unis qui y sont opposés, mais aussi ceux qui devraient constituer cette fédération. Tous sont vent debout contre la reconstitution d'un empire perse.

Sayyed Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, pense que cette fédération serait respectueuse des différents systèmes politiques des États la composant. D'autres au contraire, notamment les partisans du secrétaire général adjoint, Naïm Qassem, pensent que tous devraient admettre la gouvernance par des sages comme décrite par Platon dans son livre La République et instituée en Iran par l'imam Rouhollah Khomeiny (grand spécialiste du philosophe grec) sous l'appellation de Velayat-e faqih. Le Hezbollah n'est plus simplement le réseau de Résistance qui bouta l'occupant israélien hors du Liban. Il est devenu un parti politique avec ses tendances et factions.

Or, le Velayat-e faqih, séduisant sur le papier est devenu dans la pratique l'autorité du Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. L'Iran ne parviendra sûrement pas à étendre ce système à ses alliés, surtout au moment où il est contesté chez lui. C'est un fait : tout le monde dans la région, y compris ses ennemis, admire le Hezbollah, mais presque personne ne veut du projet iranien, ni ne peut compter sur l'engagement du seul sayyed Hassan Nasrallah.

La semaine dernière, l'ambassadeur d'Iran à Damas a publiquement déclaré partager les objectifs de la Russie contre les armées jihadistes, mais diverger sur le futur de la région. Pour la première fois, un officiel iranien admettait ce que nous écrivons depuis longtemps : la Russie et les États-Unis, eux aussi, s'entendent sur ce point. Ils ne veulent pas, ni l'un, ni l'autre, de cette prétendue Fédération chiite de la Résistance.

Cette semaine, l'agression de l'Azerbaïdjan (turco-chiite) contre l'Arménie (russo-orthodoxe), en dehors de la zone d'affrontement traditionnel du Haut-Karabakh, atteste que le problème lié à ce projet de Fédération s'étend dans la région.

Le renoncement du Hezbollah à ce fantasme aurait de lourdes conséquences parce qu'il dissoudrait le rêve d'un nouvel empire perse. Mais comme personne n'en veut et qu'il ne risque pas de voir le jour, le Parti de Dieu préfère maintenir le doute sur sa position et profiter le plus longtemps possible de son allié iranien.

La pression des États-Unis vise à contraindre le Hezbollah à franchir ce pas. Il suffirait que le Parti de Dieu déclare ne pas choisir ce projet de Fédération de la Résistance pour que l'agressivité de Washington et de ses propres alliés à son égard s'apaise.

Comment guérir le Liban ?

Toutefois, cela ne résoudrait aucunement le problème actuel du Liban. Celui-ci suppose que chacun renonce à ses privilèges communautaires confessionnels c'est-à-dire non seulement les maronites à la présidence de la République, les sunnites au poste de Premier ministre et les chiites à la présidence de l'Assemblée nationale ; mais aussi aux sièges réservés à l'Assemblée nationale ; et encore à toutes forme sectaire de répartition des postes dans la fonction publique. Ce n'est qu'à ce moment-là que les Libanais pourront proclamer l'égalité de tous leurs citoyens selon le principe « Un homme, une voix » et devenir enfin la démocratie qu'ils ont toujours prétendu être et qu'ils n'ont jamais été.

Ce chantier gigantesque devrait mettre fin à plusieurs siècles de confessionnalisme sans pour autant provoquer de guerre civile. Il est donc quasiment impossible d'y parvenir sans passer par une phase autoritaire, seule capable de paralyser les

antagonismes durant la période de transition. Celui qui jouera le rôle de réformateur doit à la fois disposer du soutien de la majorité et ne pas être en conflit avec l'une ou l'autre des 17 communautés confessionnelles.

Certains penchent pour le général Chamel Roukoz, le vainqueur du groupe jihadiste Fatah al-Islam (bataille de Nahr al-Bared, 2007) et du cheik salafiste Ahmed al-Assir (bataille de Sidon, 2013). Mais ce prestigieux militaire a le malheur d'être un des gendres du président Michel Aoun ce qui, en raison du partage confessionnel, lui a fait manquer sa nomination comme chef des Forces armées. Les États-Unis souhaitent que celui qui a finalement été désigné à ce poste, le général Joseph Aoun (sans lien de parenté avec le précédent), s'empare du Pouvoir. Pour récupérer ses chances, le général Chamel Roukoz vient d'appeler à la démission des « trois présidents » de la République (son beau-père), du gouvernement et de l'Assemblée nationale.

L'armée régulière n'a jamais reçu les armes nécessaires pour défendre le pays et s'appuie donc sur le Hezbollah pour prévenir une nouvelle invasion israélienne. Chamel Roukoz et Joseph Aoun ont toujours entretenu de bonnes relations avec le Parti de Dieu. Ils disposent l'un et l'autre d'une image d'impartialité dans toutes les communautés. Réseau Voltaire 21 juillet 2020

[1] « Les Libanais, prisonniers de leur Constitution » et « Liban : les dessous de la crise bancaire du siècle », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 21 octobre et 17 décembre 2019.

- Quelle est l'arme nouvelle utilisée dans le Golfe et à Beyrouth ? Réseau Voltaire 5 août 2020

Une arme nouvelle a été utilisée début juillet contre 7 bateaux iraniens dans le Golfe persique [1], puis le 4 août au port de Beyrouth.

Dans les huit cas, le nuage de fumée n'avait aucun rapport avec celui observé lors des explosions conventionnelles, mais formait un champignon comme lors des explosions atomiques.

À Beyrouth, l'explosion a fait trembler la terre à 200 kilomètres à la ronde, à une magnitude de 3,5 sur l'échelle de Richter, selon le centre allemand de géoscience (GFZ). C'est cette vibration et non pas le souffle de l'explosion qui a détruit de nombreux quartiers de la ville.

Elle a aussi provoqué une vague géante et a soulevé certaines voitures au port, et non pas poussé latéralement l'eau et les véhicules, mais comme si on avait appuyé sur la mer et sur le lieu immédiat du sinistre.

Ces attaques interviennent alors que le jugement du Tribunal spécial des Nations Unies pour le Liban devrait être rendu le 7 août [2]. Il devrait être reporté. Réseau Voltaire 5 août 2020

[1] Nous avions évoqué cette attaque dans « Le Liban face à ses responsabilités », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 21 juillet 2020.

[2] « Révélations sur l'assassinat de Rafiq Hariri », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie), Réseau Voltaire, 29 novembre 2010.

- Israël détruit Beyrouth-Est avec une arme nouvelle par Thierry Meyssan Réseau Voltaire 6 août 2020

Le premier Premier ministre israélien a ordonné la destruction d'un entrepôt d'armes du Hezbollah à Beyrouth au moyen d'une arme nouvelle. Celle-ci étant mal connue a provoqué des dégâts considérables dans la ville tuant plus de 100 personnes, en blessant 5 000 et détruisant de nombreux immeubles. Cette fois, il sera difficile à Benjamin Netanyahu de nier.

Le premier Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a autorisé une frappe contre un entrepôt d'armes du Hezbollah au moyen d'une arme nouvelle, testée depuis sept mois en Syrie. On ignore si le second Premier ministre, Benny Gantz, a donné son accord.

La frappe a été conduite, le 4 août 2020, à l'emplacement exact désigné par Benjamin Netanyahu lors de son discours aux Nations Unies, le 27 septembre 2018 [1]. Le Hezbollah avait évacué ses armes de cet entrepôt juste après le discours de Netanyahu.

On ignore ce qu'est l'arme utilisée. Cependant elle a déjà été testée en Syrie depuis janvier 2020. Il s'agit d'un missile dont la tête comporte une composante nucléaire tactique provoquant un champignon de fumée caractéristique des armes nucléaires. Il ne s'agit évidemment pas d'une bombe atomique au sens stratégique.

Cette arme a été testée en Syrie sur une plaine à la campagne, puis dans le Golfe persique sur les eaux contre des navires militaires iraniens. C'est la première fois qu'elle est utilisée en milieu urbain, dans un environnement particulier qui a fait se réfléchir le souffle et les vibrations sur l'eau et la montagne. Loin de ne détruire que le port de Beyrouth, elle a tué une centaine de personnes, blessé au moins 5 000 autres, et détruit largement la partie Est de la ville (la partie Ouest a été largement protégée par le silo à grains).

Israël a immédiatement activé ses réseaux dans les médias internationaux pour masquer son crime et accréditer l'idée de l'explosion accidentelle d'un stock d'engrais. Comme souvent, on désigne de faux coupables, et la machine médiatique internationale répète à satiété ce mensonge en l'absence de toute enquête. Pourtant il y a bien eu un champignon de fumée incompatible avec la thèse d'une explosion d'engrais.

De même que ni la Syrie, ni l'Iran n'avaient communiqué sur cette arme lorsqu'ils ont été touchés, les partis politiques libanais ont immédiatement conclu un accord pour ne rien dire afin de ne pas démoraliser leur population. Une enquête a été ouverte, non pas sur la cause de l'explosion, mais sur la responsabilité du personnel du port dans le stockage de ces engrais supposés être la cause de l'explosion. Cependant ce mensonge n'a pas tardé à se retourner contre les partis politiques qui l'on imaginé.

Le Tribunal des Nations Unies pour le Liban, qui devait rendre public son verdict dans l'affaire de l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, en 2005, a décidé de différer celle-ci de quelques jours. Identiquement dans cette affaire, l'explosion d'une camionnette avait masqué le tir d'un missile comportant une arme nouvelle, comme cette fois l'explosion de nitrate a masqué le tir d'un missile comportant une autre arme nouvelle.

J'avais révélé, cinq ans plus tard, cinq ans trop tard, dans une revue russe la manière dont on avait tué Rafic Hariri [2], tandis que le Hezbollah publiait une vidéo attestant l'implication d'Israël.

Il importe de noter que l'assassinat de 2005 visait un ancien Premier ministre sunnite et que l'attaque de 2020 visait non pas le Hezbollah chiite, mais la Résistance libanaise dans son ensemble.

Cette fois, plusieurs ambassades ont procédé à des relevés, notamment en prélevant des échantillons de grains et des filtres à air d'ambulances s'étant immédiatement rendues sur les lieux. Ils sont d'ores et déjà en cours d'examen dans leurs pays respectifs. Réseau Voltaire 6 août 2020

[1] "Remarks by Benjamin Netanyahu to the 73rd Session of the United Nations General Assembly", by Benjamin Netanyahu, Voltaire Network, 27 September 2018.

[2] « Révélations sur l'assassinat de Rafiq Hariri », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 29 novembre 2010.

https://www.voltairenet.org/local/cache-vignettes/L200xH120/Syrie-test-bf47d.jpg

- Correction et précisions Réseau Voltaire 7 août 2020

Nous avons publié, dans la nuit du 6 août 2020 , un article de Thierry Meyssan intitulé « Israël détruit Beyrouth-Est avec une arme nouvelle ». Pour illustrer notre propos, nous avions joint une vidéo montrant un missile tiré sur l'entrepôt supposé du Hezbollah dans le port de Beyrouth.

Cette vidéo, dont nous précisions ne pas connaître l'origine, est apparue être un faux réalisé à partir d'une séquence de CNN.

Nous l'avons retirée de l'article. Au demeurant, elle n'y était pas nécessaire. Nous prions nos lecteurs de nous excuser de cette erreur d'illustration.

Par ailleurs, la photo de Benjamin Netanyahu n'est pas la bonne. Il y montre le site du Hezbollah sur le bord de l'autoroute à proximité de l'aéroport et non pas le site du port. C'est la seule image que nous ayons trouvée libre de droits. Si vous disposez de la bonne photo également libre de droits, veuillez nous l'envoyer, nous la ferons figurer à la place de l'actuelle.

Enfin, précisons que le Hezbollah avait évacué ses armes de cet entrepôt après le discours de Netanyahu, en 2018. Ce qu'Israël semblait ignorer. Réseau Voltaire 7 août 2020

Haut de page

Le 12 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'avais bouclé la causerie et je suis tombé ce matin sur les deux infos suivantes :

Le totalitarisme s'installe dans l'indifférence générale.

- Masques, rassemblements : face au Covid, Castex annonce un nouveau tour de vis - Le HuffPost 11 août 2020

De quoi sont-ils encore capables ces monstres? Qui a dit que ce n'était pas un régime barbare?

- Des tests réalisés en trente minutes et des surdiagnostics: deux tares du système de santé mondial par Maryse Laurence Lewis - Mondialisation.ca, 11 août 2020

Extrait - Suite aux études effectuées par le Centre International de Recherche sur le Cancer, situé à Lyon en France, on évalue, entre 1988 et 2007, à plus de 470,000 femmes et 90,000 hommes les patients ayant reçu un diagnostic de cancer de la thyroïde… alors qu'ils n'en étaient pas atteints. Pour plus de précisions, le pourcentage de surdiagnostics fut de 70 à 80% en Australie, Italie, France, Angleterre et États-Unis, et de 50% dans les pays Scandinaves (Islande exceptée), au Japon et dans la République de Corée. Le surdiagnostic signifie qu'une part des gens examinés sont traités sans aucune nécessité. Les appareils sont si puissants qu'ils détectent des ombres de deux millimètres, que l'on peut attribuer, à tort, à un début de cancer. Les traitements comprennent l'ablation de la thyroïde, parfois suivie d'une extraction des ganglions du cou ou de radiothérapie « sans bénéfices prouvés en terme d'amélioration de la survie », même dans les cas avérés de cancer, selon le Dr Silvia Franceschi, membre de l'étude.[3]

D'après les investigations du CIRC et du Centre de Référence Oncologique d'Aviano, en Italie, entre 2008 et 2012, les cas de surdiagnostics auraient touchés 830,000 femmes et 220,000 hommes, opérés pour un cancer inexistant. Cette fois, l'étude incluait vingt-six pays, dont la Chine et la Corée du Sud. Soit, plus d'un million d'individus qui ne risquaient pas de mourir d'un cancer de la thyroïde, ni même d'en souffrir. Et deux fausses « épidémies ».4 Mondialisation.ca, 11 août 2020

Notes et références :

1. Société canadienne du Cancer : www.cancer.ca

2. Facteurs de risque du cancer du sein : msss.gouv.qc.ca>professionnels>cancer>pqdcs

3. L'épidémie de cancers de la thyroïde due au surdiagnostic, Agence France-Presse, 18 août 2016

3. Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC), Communiqué de presse no 263, le 12 septembre 2018

LVOG - Stupéfiant, n'est-ce pas ? Et on ne sait pas tout loin de là ! Capitalisme : stop ou encore ?

- 51 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Situation au Liban.

Liban : le premier ministre annonce la démission du gouvernement - tv5monde.com 10 août 2020

Le gouvernement libanais vacille lundi 10 août, avec l'annonce de la démission du gouvernement par le premier ministre Hassan Diab. Cette démissison fait suite à celle de quatre ministres.

LVOG - Qui vise TV5Monde dans cet article, devinez ?

tv5monde - Samedi, Hassan Diab a indiqué qu'il était prêt à rester dans ses fonctions pendant deux mois, jusqu'à l'organisation d'élections anticipées dans un pays dominé par le mouvement armé du Hezbollah, un allié de l'Iran et du régime de Bachar al-Assad en Syrie.

Des effigies de nombreux d'entre eux, dont Michel Aoun et Hassan Nasrallah, ont été accrochées à des cordes de pendus lors des rassemblements.

"Il y a une seule personne qui contrôle ce pays, c'est Hassan Nasrallah", a affirmé l'un des neuf députés ayant annoncé

leur démission, Nadim Gemayel. "Pour élire un président, désigner un Premier ministre (...)il faut le feu vert et l'autorisation de Hassan Nasrallah." tv5monde.com 10 août 2020

Un complément.

Hypothèse

La suite de cet article est évidemment à prendre avec prudence puisque ce n'est qu'une hypothèse. Mais elle mérite que l'on y réfléchisse.

Force est de constater que la mort du général Qassem Soleimani, commandant des Forces spéciales des Gardiens de la révolution, a été une bénédiction pour Hassan Rohani. Et que non seulement elle n'a pas engendré de riposte proportionnée, mais que l'un de ses assassins est devenu Premier ministre en Iraq avec l'appui de cheikh Rohani. En nommant un illustre inconnu pour lui succéder, le Pouvoir iranien a lui-même neutralisé le corps des Gardiens de la révolution. La logique voudrait donc que la prochaine personnalité à éliminer du paysage soit le secrétaire général du Hezbollah, le Libanais Hassan Nasrallah.

Ce n'est pourtant pas ce à quoi nous venons d'assister à Beyrouth : c'est un entrepôt de déchargement du Hezbollah qui a été touché par une arme nouvelle et a explosé. L'opération a fait plus de 150 morts et 5 000 blessés. Seules des voix israéliennes, comme le député Moshe Feiglin, et iraniennes assuraient le lendemain que tout malheur est bon. Pour la presse officielle de Téhéran, la destruction du port de Beyrouth va renforcer l'activité de la route terrestre Téhéran-Bagdad-Damas-Beyrouth, donc le projet de fédération chiite.

Le 6 août le président français Emmanuel Macron se rendait sur place. Selon ses interlocuteurs, il donnait trois semaines aux dirigeants libanais pour appliquer la seconde partie de la résolution 1551, c'est-à-dire pour désarmer la Résistance [1]. Le 7 août, Hassan Nasrallah intervenait sur al-Manar, troublé, mal à l'aise, voire déprimé. Il déniait par quatre fois être impliqué de quelque manière que ce soit dans le port de Beyrouth.

Mais la machine est en marche. La première partie de la résolution 1551 prévoyait l'éviction de la force de paix syrienne qui mit fin à la guerre civile libanaise. Elle est passée en 2005 par l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri et la « Révolution du Cèdre ». La seconde partie, le désarmement du Hezbollah, passe en 2020 par la destruction de la moitié de Beyrouth et une nouvelle révolution de couleur. Tout cela fait les affaires des vieux complices depuis l'affaire Iran-Contras, Benjamin Netanyahu et Hassan Rohani. (Les contradictions de l'Iran moderne (2/2) - L'Iran, d'anti-impérialiste redevient impérialiste par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire, 4 août 2020.)

Un camarade m'a écrit : "*C'est à Israël que j'ai pensé en tout premier*", comme la plupart des gens mentalement équilibrés ou bien informés dans le monde. Sans présumer pour autant de la réalité des faits qu'on ne connaîtra peut-être jamais...

La version du missile sur un hangar est plausible, sans que ceux qui l'ont lancé sachent ce qu'il y avait d'entreposé dans les hangars voisins, ou ils le savaient et s'en moquaient, sans forcément imaginer la puissance de l'explosion que cela allait déclencher et les énormes dégâts que cela allait provoquer, d'où l'empressement de Netanyahou à offrir son aide au Liban, le cynisme absolu.

Je ne vois pas pourquoi on devrait évacuer cette piste évoquée par le président libanais et de très nombreux libanais. Quant à retrouver les traces de cet éventuel missile, faudrait-il encore le chercher, et puis, au regard du cratère de 43 mètres de profondeur créé lors de l'explosion et de la puissance de la déflagration autant chercher des morceaux de métal insignifiants dans une montagne de débris éparpillés sur plusieurs kilomètres carrés.

La piste d'un banal accident dû à l'imprudence d'un ouvrier soudeur n'est pas à écarter.

Quoiqu'il en soit, sans en savoir plus que nous ou plutôt moins, il y en a qui se sont empressés d'écarter la piste de l'Etat sioniste, révélateur.

La piste du nitrate d'ammonium

lecourrier-du-soir.com 6 août 2020 - Ce 5 août, quelques heures seulement après l'explosion, alors que la piste d'un attentat n'était même pas encore privilégiée, le média israélien, Jérusalem Post, a fait une révélation choc, accusant le Hezbollah libanais d'avoir dissimulé plusieurs stocks d'ammonium dans un entrepôt basé à Londres. D'après le média israélien, l'entrepôt a été découvert en 2015 par le MI5, service de renseignement britannique et la police de Londres.

Jérusalem Post ira plus loin, accusant une nouvelle fois le Hezbollah libanais d'avoir stocké des centaines de kilogrammes de nitrate d'ammonium dans le sud de l'Allemagne. La découverte n'a été faite qu'en début d'année 2020. Le média israélien conclut que les services de renseignement britanniques et allemands ont obtenu les informations sur les stockages de nitrate d'ammonium par le Hezbollah sur leur sol grâce au Mossad israélien. lecourrier-du-soir.com 6 août 2020

The Jerusalem Post :

https://www.jpost.com/middle-east/hezbollah-stockpiled-chemical-behind-beirut-blast-in-london-637578

The Jerusalem Post suggère que le nitrate d'ammonium entreposé dans le port de Beyrouth aurait été destiné au Hezbollah, si tel avait été le cas il aurait eu plus de 6 ans pour l'utiliser à des fins militaires.

La piste du missile évoquée officiellement.

Lexpress.fr/AFP 7 août 2020 - Le président libanais, Michel Aoun, a affirmé ce vendredi que la terrible explosion au port de Beyrouth était due "soit à la négligence, soit à une intervention extérieure", évoquant l'hypothèse "d'un missile".

"Il est possible que cela ait été causé par la négligence ou par une action extérieure, avec un missile ou une bombe", a déclaré le chef de l'Etat lors d'un entretien avec des journalistes retransmis à la télévision, trois jours après la catastrophe qui a fait plus de 150 morts. lexpress.fr avec AFP 7 août 2020

Des bruits d'avions... sans avions

leprogres.fr 05 août -Il n'aura pas fallu attendre très longtemps avant que les premières rumeurs d'attentat envahissent les conversations et les réseaux sociaux. Et ce malgré les déclarations des autorités libanaises, qui ont déclaré vouloir attendre la fin de l'enquête pour se prononcer sur les causes du drame.

À Beyrouth, en plein chaos, de nombreux Libanais émettent eux aussi des doutes sur l'origine des explosions. Le site d'information L'Orient-Le Jour, rapporte d'ailleurs de nombreux témoignages de personnes affirmant avoir entendu des bruits d'avions peu avant les explosions.

Dans son article, L'Orient-Le Jour précise néanmoins qu'il est "impossible, à l'heure actuelle, d'établir un lien entre ces survols et les explosions" ajoutant que "les survols d'avions de combat israéliens sont quasi quotidiens au-dessus de tout le Liban, dans un contexte de vives tensions entre les deux pays, techniquement toujours en guerre". Israël au centre des théories

En effet, si quelques messages sur les réseaux sociaux évoquent la piste d'un attentat d'origine islamiste ou occidental, la majorité des messages défendant la thèse de l'attentat pointent Israël du doigt. Les explosions surviennent à un moment où les tensions sont particulièrement vives entre le Liban et l'Etat hébreu.

La veille des explosions, l'armée israélienne a d'ailleurs reconnu qu'un raid avait été mené à la frontière syrienne, là où des officiels israéliens soupçonnent le Hezbollah – allié de Damas – d'avoir ouvert un nouveau front. Dans la foulée de ces annonces, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahou, a d'ailleurs menacé de "frapper quiconque nous attaque". leprogres.fr 05 août

De quoi est capable le régime barbare israélien ?

Conflit israélo-libanais de 2006

https://fr.wikipedia.org/wiki/Conflit_isra%C3%A9lo-libanais_de_2006

A qui profite l'accident ou le crime ?

Qui profite de l'explosion de Beyrouth? par Pepe Escobar - Réseau international 10 août 2020

En partant du principe que l'explosion est le résultat d'une attaque…

Le récit selon lequel l'explosion de Beyrouth était la conséquence exclusive de la négligence et de la corruption de l'actuel gouvernement libanais est maintenant gravé dans le marbre, du moins dans la sphère atlantiste.

Et pourtant, en creusant un peu plus, nous constatons que la négligence et la corruption ont pu être pleinement exploitées, par le biais du sabotage, pour mettre au point l'attaque.

Le Liban est le premier territoire de John Le Carré. Un repaire multinational d'espions de toutes sortes – agents de la Maison des Saoud, agents sionistes, fournisseurs d'armes à des « rebelles modérés », intellectuels du Hezbollah, « royauté » arabe débauchée, contrebandiers auto-glorifiés – dans un contexte de désastre économique généralisé qui touche un membre

de l'Axe de la Résistance, une cible permanente d'Israël aux côtés de la Syrie et de l'Iran.

Comme si cela n'était pas assez volcanique, le Président Trump est entré dans la tragédie pour troubler les eaux – déjà contaminées – de la Méditerranée Orientale. Briefé par « nos grands généraux », le Président Trump a déclaré mardi : « Selon eux – ils le sauraient mieux que moi – mais ils semblent penser qu'il s'agit d'une attaque ».

Trump a ajouté : « C'était une sorte de bombe ».

Cette remarque incandescente a-t-elle laissé le chat sortir du sac en révélant des informations classifiées ? Ou le Président lançait-il un autre non sequitur ?

Trump a finalement retiré ses commentaires après que le Pentagone ait refusé de confirmer ses dires sur ce que les « généraux » avaient dit et que son Secrétaire à la Défense, Mark Esper, ait soutenu l'explication de l'accident pour l'explosion.

C'est encore une autre illustration graphique de la guerre qui a englouti le Beltway. Trump : attaque. Pentagone : accident. « Je pense que personne ne peut le dire pour l'instant », a déclaré Trump mercredi. « J'ai entendu les deux versions ».

Il faut tout de même mentionner un rapport de l'agence de presse iranienne Mehr qui indique que quatre avions de reconnaissance de la marine américaine ont été repérés près de Beyrouth au moment des explosions. Les renseignements américains sont-ils conscients de ce qui s'est réellement passé sur tout le spectre des possibilités ?

Ce nitrate d'ammonium

La sécurité dans le port de Beyrouth – le principal centre économique du pays – devrait être considérée comme une priorité absolue. Mais pour adapter une réplique de Chinatown de Roman Polanski : « Oublie ça, Jake. C'est Beyrouth ».

Ces 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium, désormais emblématiques, sont arrivées à Beyrouth en septembre 2013 à bord du Rhosus, un navire sous pavillon moldave naviguant de Batumi en Géorgie au Mozambique. Le Rhosus a fini par être saisi par le Contrôle de l'État du Port de Beyrouth.

Par la suite, le navire a été abandonné de facto par son propriétaire, l'homme d'affaires véreux Igor Grechushkin, né en Russie et résident de Chypre, qui bizarrement avait « perdu tout intérêt » pour sa cargaison relativement précieuse, n'essayant même pas de la vendre moins chère pour rembourser ses dettes.

Grechushkin n'a jamais payé son équipage, qui a à peine survécu pendant plusieurs mois avant d'être rapatrié pour des raisons humanitaires. Le gouvernement chypriote a confirmé qu'il n'y avait eu aucune demande à Interpol de la part du Liban pour l'arrêter. Toute l'opération ressemble à une couverture – les véritables destinataires du nitrate d'ammonium étant peut-être des « rebelles modérés » en Syrie qui l'utilisent pour fabriquer des Engins Explosifs Improvisés (EEI) et équiper des camions suicide, comme celui qui a démoli l'hôpital Al Kindi à Alep.

Les 2 750 tonnes – emballées dans des sacs d'une tonne étiquetés « Nitroprill HD » – ont été transférées à l'entrepôt du Hangar 12 sur le quai. Il s'en est suivi un étonnant cas de négligence en série.

De 2014 à 2017, des lettres de fonctionnaires des douanes ainsi que les options proposées pour se débarrasser de la cargaison dangereuse, l'exporter ou la vendre d'une autre manière, ont tout simplement été ignorées. Chaque fois qu'ils ont essayé d'obtenir une décision légale pour se débarrasser de la cargaison, ils n'ont obtenu aucune réponse de la justice libanaise.

Lorsque le Premier Ministre libanais Hassan Diab proclame aujourd'hui que « les responsables paieront le prix », le contexte est absolument essentiel.

Ni le Premier Ministre, ni le Président, ni aucun des ministres du cabinet ne savaient que le nitrate d'ammonium était stocké dans le Hangar 12, confirme l'ancien diplomate iranien Amir Mousavi, Directeur du Centre d'Études Stratégiques et de Relations Internationales à Téhéran. Nous parlons d'un EEI massif, placé au milieu de la ville.

La bureaucratie du port de Beyrouth et les mafias qui en sont réellement responsables sont étroitement liées, entre autres, à la faction al-Mostaqbal, qui est dirigée par l'ancien Premier Ministre Saad al-Hariri, lui-même entièrement soutenu par la Maison des Saoud.

L'immensément corrompu Hariri a été démis de ses fonctions en octobre 2019 au milieu de graves protestations. Ses acolytes ont fait « disparaître » au moins 20 milliards de dollars du trésor public libanais, ce qui a sérieusement aggravé la crise monétaire du pays.

Pas étonnant que le gouvernement actuel – où nous avons le Premier Ministre Diab soutenu par le Hezbollah – n'ait pas été informé de la présence de nitrate d'ammonium.

Le nitrate d'ammonium est plutôt stable, ce qui en fait l'un des explosifs les plus sûrs utilisés dans les mines. Normalement, un incendie ne le fait pas exploser. Il ne devient hautement explosif que s'il est contaminé – par exemple par du pétrole – ou s'il est chauffé au point de subir des modifications chimiques qui produisent une sorte de cocon imperméable autour de lui, dans lequel l'oxygène peut s'accumuler jusqu'à un niveau dangereux où une inflammation peut provoquer une explosion.

Pourquoi, après avoir dormi dans le Hangar 12 pendant sept ans, ce stock a-t-il soudainement eu la démangeaison d'exploser ?

Jusqu'à présent, la principale explication directe, fournie par l'expert du Moyen-Orient Elijah Magnier, indique que la tragédie a été « provoquée » par un forgeron désemparé, équipé d'un chalumeau opérant à proximité du nitrate d'ammonium non sécurisé. Non sécurisé en raison, une fois de plus, de la négligence et de la corruption – ou dans le cadre d'une « erreur » intentionnelle anticipant la possibilité d'une explosion future.

Ce scénario, cependant, n'explique pas l'explosion initiale en « feu d'artifice ». Et n'explique certainement pas ce dont personne – du moins en Occident – ne parle : les incendies délibérés d'un marché iranien à Ajam, aux Émirats Arabes Unis, ainsi que d'une série d'entrepôts alimentaires/agricoles à Najaf, en Irak, immédiatement après la tragédie de Beyrouth.

Suivez l'argent

Le Liban, qui possède des actifs et des biens immobiliers d'une valeur de plusieurs billions de dollars, est une pêche juteuse pour les vautours de la finance mondiale. Il est tout simplement irrésistible de s'emparer de ces actifs à des prix aussi bas, en pleine nouvelle dépression. En parallèle, le vautour FMI se mettrait en mode d'extorsion totale et finirait par « annuler » une partie des dettes de Beyrouth tant qu'une variation sévère de « l'ajustement structurel » serait imposée.

Dans ce cas, ce sont les intérêts géopolitiques et géoéconomiques des États-Unis, de l'Arabie Saoudite et de la France qui en profitent. Ce n'est pas un hasard si le Président Macron, un serviteur dévoué des Rothschild, est arrivé à Beyrouth jeudi pour promettre le « soutien » néocolonial de Paris et pour imposer, comme un vice-roi, un ensemble complet de « réformes ». Un dialogue inspiré des Monty Python, avec un fort accent français, aurait pu suivre dans ce sens : « Nous voulons acheter votre port ». « Il n'est pas à vendre ». « Oh, quel dommage, un accident vient de se produire ».

Il y a un mois déjà, le FMI « avertissait » que « l'implosion » au Liban « s'accélérait ». Le Premier Ministre Diab a dû accepter la proverbiale « offre que vous ne pouvez pas refuser » et ainsi « débloquer des milliards de dollars en fonds de donateurs ». Ou autre. La course ininterrompue sur la monnaie libanaise, depuis plus d'un an, n'était qu'un avertissement – relativement poli.

Cela se produit au milieu d'une confiscation massive d'actifs au niveau mondial, caractérisée dans un contexte plus large par une baisse du PIB américain de près de 40%, des faillites en série, une poignée de milliardaires amassant des profits incroyables et des mégabanques trop grosses pour faire faillite, dûment renflouées par un tsunami d'argent gratuit.

Dag Detter, un financier suédois, et Nasser Saidi, un ancien ministre libanais et Vice-Gouverneur de la banque centrale, suggèrent que les actifs de la nation soient placés dans un fonds de richesse nationale. Parmi les actifs les plus intéressants, citons Électricité du Liban (EDL), les services d'eau, les aéroports, la compagnie aérienne MEA, la société de télécommunications OGERO et le Casino du Liban.

L'EDL, par exemple, est responsable de 30% du déficit budgétaire de Beyrouth.

C'est loin d'être suffisant pour le FMI et les méga-banques occidentales. Ils veulent engloutir tout le monde, plus beaucoup de biens immobiliers.

« La valeur économique des biens immobiliers publics peut être au moins aussi élevée que le PIB et souvent plusieurs fois la valeur de la partie opérationnelle de tout portefeuille », affirment Detter et Saidi.

Qui ressent les ondes de choc ?

Une fois de plus, Israël est l'éléphant dans la pièce désormais largement dépeinte par les médias d'entreprise occidentaux comme « le Tchernobyl du Liban ».

Un scénario comme la catastrophe de Beyrouth est lié aux plans israéliens depuis février 2016.

Israël a admis que le Hangar 12 n'était pas une unité de stockage d'armes du Hezbollah. Pourtant, le jour même de l'explosion

de Beyrouth, et suite à une série d'explosions suspectes en Iran et à une forte tension à la frontière syro-israélienne, le Premier Ministre Netanyahu a tweeté : « Nous avons frappé une cellule et maintenant nous frappons les répartiteurs. Nous ferons ce qui est nécessaire pour nous défendre. Je leur suggère à tous, y compris au Hezbollah, d'y réfléchir ».

Cela est lié à l'intention, ouvertement proclamée à la fin de la semaine dernière, de bombarder l'infrastructure libanaise si le Hezbollah porte atteinte aux soldats des Forces de Défense Israéliennes ou aux civils israéliens.

Un titre – « Les ondes de choc de l'explosion de Beyrouth seront ressenties par le Hezbollah pendant longtemps » – confirme que la seule chose qui compte pour Tel-Aviv est de profiter de la tragédie pour diaboliser le Hezbollah, et par association, l'Iran. Cela rejoint la loi « Contrer le Hezbollah dans l'armée libanaise » de 2019 du Congrès américain {S.1886}, qui ordonne à Beyrouth d'expulser le Hezbollah du Liban.

Les renseignements saoudiens, qui ont accès au Mossad et qui diabolisent le Hezbollah bien plus qu'Israël, interviennent pour brouiller encore les pistes. Toutes les opérations de renseignement auxquelles j'ai parlé refusent de s'exprimer, vu l'extrême sensibilité du sujet.

Néanmoins, il faut souligner qu'une source d'information saoudienne, dont le stock commercial est constitué d'échanges d'informations fréquents avec le Mossad, affirme que la cible initiale était des missiles du Hezbollah stockés dans le port de Beyrouth. Son histoire est que le Premier Ministre Netanyahu était sur le point de s'attribuer le mérite de la frappe – suite à son tweet. Mais le Mossad a alors réalisé que l'opération s'était horriblement mal déroulée et s'était transformée en une catastrophe majeure.

Le problème commence par le fait qu'il ne s'agissait pas d'un dépôt d'armes du Hezbollah – comme même Israël l'a admis. Lorsque des dépôts d'armes explosent, il y a une explosion primaire suivie de plusieurs explosions plus petites, quelque chose qui peut durer des jours. Ce n'est pas ce qui s'est passé à Beyrouth. L'explosion initiale a été suivie d'une seconde explosion massive – presque certainement une explosion chimique majeure – et puis il y a eu le silence.

Thierry Meyssan, très proche des renseignements syriens, avance la possibilité que « l'attaque » ait été réalisée avec une arme inconnue, un missile – et non une bombe nucléaire – testé en Syrie en janvier 2020. (Le test est montré dans une vidéo ci-jointe.) Ni la Syrie ni l'Iran n'ont jamais fait référence à cette arme inconnue, et je n'ai eu aucune confirmation de son existence.

En supposant que le port de Beyrouth ait été touché par une « arme inconnue », le Président Trump a peut-être dit la vérité : c'était une « attaque ». Et cela expliquerait pourquoi Netanyahu, contemplant la dévastation de Beyrouth, a décidé qu'Israël devait garder un profil très bas.

Regardez ce chameau en mouvement

L'explosion de Beyrouth pourrait à première vue être considérée comme un coup mortel porté à l'Initiative Ceinture et Route, étant donné que la Chine considère la connectivité entre l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban comme la pierre angulaire du corridor Ceinture et Route de l'Asie du Sud-Ouest.

Pourtant, cela pourrait se retourner contre elle – gravement. La Chine et l'Iran se positionnent déjà comme les investisseurs de référence après l'explosion, ce qui contraste fortement avec les tueurs à gages du FMI, et comme l'a conseillé le Secrétaire Général du Hezbollah, Nasrallah, il y a quelques semaines seulement.

La Syrie et l'Iran sont en première ligne pour fournir de l'aide au Liban. Téhéran envoie un hôpital d'urgence, des colis alimentaires, des médicaments et du matériel médical. La Syrie a ouvert ses frontières avec le Liban, a envoyé des équipes médicales et reçoit des patients des hôpitaux de Beyrouth.

Il est toujours important de garder à l'esprit que « l'attaque » (Trump) du port de Beyrouth a détruit le principal silo à grains du Liban, outre la destruction totale du port – la principale source de revenus du pays.

Cela s'inscrirait dans une stratégie visant à affamer le Liban. Le même jour où le Liban est devenu largement dépendant de la Syrie pour l'alimentation – puisqu'il ne contient plus qu'un mois de blé -, les États-Unis ont attaqué des silos en Syrie.

La Syrie est un énorme exportateur de blé biologique. C'est pourquoi les États-Unis prennent régulièrement pour cible les silos syriens et brûlent leurs récoltes. Ils tentent également d'affamer la Syrie et de forcer Damas, déjà soumise à de sévères sanctions, à dépenser des fonds dont elle a grand besoin pour acheter de la nourriture.

Contrairement aux intérêts de l'axe États-Unis/France/Arabie Saoudite, le plan A pour le Liban consisterait à sortir progressivement de l'emprise des États-Unis et de la France et à se diriger directement vers la Ceinture et Route ainsi que vers l'Organisation de Coopération de Shanghai. Aller à l'Est, à la manière eurasiatique. Le port et même une grande partie de la ville dévastée, à

moyen terme, peuvent être reconstruits rapidement et professionnellement par les investissements chinois. Les Chinois sont des spécialistes de la construction et de la gestion portuaires.

Ce scénario résolument optimiste impliquerait une purge des crapules hyper-riches et corrompues de la ploutocratie libanaise – qui, de toute façon, se précipitent dans leurs appartements parisiens au premier signe de troubles.

Ajoutez à cela le système de protection sociale très efficace du Hezbollah – dont j'ai pu constater l'efficacité l'année dernière – qui a une chance de gagner la confiance des classes moyennes appauvries et de devenir ainsi le noyau de la reconstruction.

Ce sera une lutte de Sisyphe. Mais comparez cette situation à celle de l'Empire du chaos – qui a besoin de chaos partout, en particulier en Eurasie, pour couvrir le chaos de Mad Max à venir à l'intérieur des États-Unis.

Le notoire 7 pays en 5 ans du Général Wesley Clark vient une fois de plus à l'esprit – et le Liban reste l'un de ces 7 pays. La lire libanaise s'est peut-être effondrée, la plupart des Libanais sont peut-être complètement fauchés et Beyrouth est à présent à moitié dévastée. C'est peut-être la goutte d'eau qui fait déborder le vase, qui permet au chameau de retrouver sa liberté et de revenir enfin en Asie le long des Nouvelles Routes de la Soie. Réseau international 10 août 2020

Version originale : https://asiatimes.com/2020/08/who-profits-from-the-beirut-blast/

DEUXIEME PARTIE

Le combat pour la révolution socialiste mondiale plus que jamais d'actualité.

L'heure des comptes a sonné sous l'effet de la stratégie du chaos généralisée, tous les masques des imposteurs sont en train de tomber les uns après les autres, et ce n'est qu'un début. Salutaire ? Rien ne dit que les hommes seront capables d'affronter cette épreuve décisive avec succès, en tous cas ils n'en prennent pas le chemin, sauf encore à se faire de fatales illusions.

Donc pour autant la vérité est loin de triompher. Bien au contraire, elle est étouffée par les hypocrites et démagogues en tous genres qui se soutiennent mutuellement en se livrant à un ballet consensuel pitoyable sur fond de vacarme médiatique aux relents policiers, où la délation et la répression des résistants à l'idéologie de la classe dominante est en train de devenir la norme du régime désormais totalitaire.

Que n'a-t-on pas entendu ou lu pendant 70 ans sur le régime en place, le régime capitaliste et ses institutions, la dictature du capital avec laquelle les uns et les autres se sont accommodés, qu'ils ont ménagée systématiquement ou pire encore plus que combattue, dictature qu'ils avaient caractérisée de républicaine et de démocratique un jour, et d'antidémocratique et bonapartiste un autre jour sans que personne ne s'en offusque plus que cela ou sans se demander quelle caractérisation l'emportait sur l'autre en pratique et non en parole ou en apparence.

Pour mieux nous tromper, un jour ils nous sortaient la menace du fascisme, et un autre l'imminence de la révolution, sans que l'on comprenne que seules les conditions permettant la réalisation du premier scénario seraient un jour réunies compte tenu de la tournure que prenait à terme la crise du capitalisme, en évitant soigneusement de préciser que les conditions matérielles ou objectives favorables à une révolution ne verraient jamais le jour dans ces conditions.

Nous étions invités à croire en la révolution, pendant que sous le manteau nos dirigeants avouaient ne pas y croire un instant, Pierre Lambert par exemple. Combien de militants l'ignorent encore ? Tous ou presque, d'où le culte qu'ils vouèrent à ces dirigeants ou leurs partis, dont certains sont de nos jours nostalgiques rendus au comble de la confusion. Ah les "jours heureux" de l'après-guerre, de la IVe république, de mai-juin 68, des "Trente glorieuses" ou des années 70, de mai-juin 81, qui s'inscrivirèrent en totale contradiction avec la perspective de la révolution socialiste sans que personne ne s'en aperçoive ou presque, trop occupé à vouloir croire le contraire en étant déconnecté de la réalité.

Cette période étant révolue, le temps serait venu où toutes les institutions adopteraient ou intègreraient une législation de plus en plus oppressive, de sorte que tous les acteurs qui devraient participer à ce régime totalitaire soient sélectionnés ou y trouvent leurs places, s'entraînent à jouer leur rôle d'inquisiteurs ou de gestapistes, période d'adaptation pendant laquelle le régime ferait encore preuve d'une certaine retenue ou indulgence envers ses opposants les plus résolus.

Cela aura été la dernière grande illusion sur sa nature, avant de passer à la phase suivante d'intensification de l'exploitation et de l'oppression systématique, de la répression féroce, au fascisme, à laquelle personne ne pourrait résister efficacement, puisque tous les partis ouvriers et syndicats corrompus seraient amenés à collaborer avec ce régime, rappelant la situation et les rapports qui prévalurent entre 1914 et 1918, puis entre 1939 et 1945 entre les tenants du régime capitaliste et le mouvement ouvrier...

La neutralisation de la lutte de classe, de fait pour ainsi dire acquise, et le carcan des lois liberticides restreignant la liberté d'expression et de mouvement, de réunion ou de rassemblement, combinée à la mobilisation de toutes les forces de la réaction désormais sur le pied de guerre, devraient permettre de créer les conditions favorables à une offensive généralisée pour imposer le modèle de société totalitaire que l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale avait conçu pour devenir les maîtres absolus de l'humanité, et en finir définitivement avec la menace d'une révolution ou du socialisme.

Donc effectivement, au cours de cette dernière période la refondation de la société sur un modèle totalitaire devrait adopter les contours de l'effondrement du capitalisme avec ses conséquences sociales désastreuses. C'était prévu dans leur plan, puisque même le capitalisme était devenu un obstacle à leur hégémonie et ils avaient planifié sa destruction, et sachant que le socialisme reposait sur les bases du capitalisme, en le liquidant ils faisaient d'une pierre deux coups et ils ne risquaient pas de louper leur coup.

Pour écarter toute menace révolutionnaire, ils ont donc tablé sur un scénario, au cours duquel les conséquences sociales de l'effondrement contrôlé du capitalisme se produiraient dans les conditions les plus défavorables qui soient pour les exploités et les opprimés, non pas après une lourde défaite de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier, mais après qu'ils aient fait acte d'allégeance auprès du régime en réclamant des mesures liberticides sur fond de pandémie imaginaire qui finalement allaient causer leur perte et peut-être celle de la civilisation humaine.

On nous dira que lorsque les travailleurs et les militants se rendront compte qu'ils s'étaient lourdement fourvoyés, ils réagiront... En Grèce aussi ils ont tenté de réagir, comme en Tunisie, en Egypte, demain au Liban, et bien ailleurs, et vous connaissez la suite, n'est-ce pas ? En l'absence d'un véritable parti communiste il ne pouvait pas en être autrement.

Nos dirigeants ont délibérément rompu avec les enseignements de la révolution russe de 1917, parce qu'ils n'ont jamais cru dans le prolétariat et le socialisme, ils ont cédé à la pression de la social-démocratie et du stalinisme. Pourquoi ? Parce que leur analyse du capitalisme et de la situation était fondamentalement erronée. D'ailleurs c'est bien simple, il suffisait de la confronter minutieusement aux faits ou à la réalité pour qu'il n'en resta pas deux pièces debout. C'est exactement la même conclusion à laquelle on était parvenu quand on lisait les articles publiés par des intellectuels inorganisés, vous savez les milliers et milliers d'articles que j'ai mis en ligne depuis 2008 ; je pense avoir acquis une solide et longue expérience en la matière pour savoir de quoi il retourne, mais vous pouvez toujours croire le contraire si cela vous fait du bien, bien mal acquis ne profite jamais, méfiez-vous quand même!

On voudrait nous faire croire que ce qui se produit aujourd'hui n'aurait rien à voir avec ce qui s'est passé hier ou pendant plus d'un demi-siècle, si vous les croyez, vous êtes déjà mort politiquement ou vous allez servir la réaction. L'évolution du capitalisme, des rapports à l'intérieur et entre les classes, les transformations de la société et du monde, les avancés scientifiques et technologiques... bref, seule la conception de la lutte de classe du prolétariat devait demeurer immuable, inchangée, autant dire parce qu'elle était parfaite, tout comme ses dirigeants.

Jusqu'à nos jours, depuis le début des années 50 ou la fin de la phase de reconstruction de l'après-guerre, jamais les conditions objectives ou matérielles d'une révolution ne seront réunies en France, jamais. Or tous les courants qui se sont réclamés du trotskysme (notamment) se sont développés sur la base de cette pure illusion. Cela n'est pas une interprétation de ma part, ce sont les faits, ils sont incontestables. Les militants de ces courants refusent de l'admettre, c'est leur problème, on n'a pas de temps à perdre avec eux.

On va profiter de cette occasion pour rectifier une erreur ou reformuler la principale critique que l'on a adressée à nos dirigeants.

Ce n'était pas juste d'affirmer qu'ils étaient demeurés rivés à une conception de lutte de classe désormais en partie obsolète, parce qu'en réalité ils allaient profondément la modifier au début des années 80, qui annonçaient la fin de l'URSS et la nouvelle période qui prévaudra jusqu'en début des années 2000, qui précèdera à son tour le tournant mondial décisif vers le néolibéralisme ou le totalitarisme. La LCR et le PCI allaient s'ouvrir à des courants venant de la social-démocratie et du stalinisme, de l'anarcho-syndicalisme, du syndicalisme notamment, rompant définitivement avec le modèle du parti bolchevik ou communiste ainsi qu'avec le programme de la révolution socialiste, bref avec les enseignement de la révolution d'Octobre. Ce tournant devait leur permettre de construire un puissant parti ouvrier, on connaît la suite. Ils signifiaient ni plus ni moins qu'ils n'avaient jamais réellement rompu avec la social-démocratie dégénérée et le stalinisme ou qu'ils subissaient toujours son influence.

On a là la signification politique de la modification qu'ils apportèrent à leur conception de la lutte de classe, qui devait servir uniquement à les réhabiliter, alors que le PS et le PCF étaient voués pour ainsi dire à disparaître de la scène politique, hormis dans les médias ou les institutions où le régime leur faisait une petite place. Donc affirmer que leur conception de la lutte de classe était monolithique était faux ou exagéré, ils la modifièrent non pas pour le meilleur mais pour le pire finalement.

Quand on observe la situation politique et sociale en France en août 2020, hormis l'effondrement du capitalisme qui n'a pas encore produit de conséquences désastreuses sur les masses, il existe des similitudes avec la situation politique de la Russie au début du XXe siècle, où les élites sont priées de se soumettre, de se rallier aveuglément ou de se taire, autrement

dit l'indépendance relative dont elles bénéficiaient jusqu'alors due à leur statut supérieur est désormais remise en cause ou en voie de disparition, elles se retrouvent pieds et mains liés à un régime qu'elles savent en faillite, à un bouffon sans réel pouvoir pour les protéger en guise de président. On peut donc imaginer que certains membres d'entre elles le vivent très mal ou ne conçoivent pas de subir un tel traitement indéfiniment pour finalement se révolter contre le régime. C'est ce qui précipita la chute de Nicolas II, son isolement, la perte de confiance des élites dans le régime, certains de ses membres penchant à droite et d'autres à gauche ou du côté de la révolution. Le même phénomène prévalut en d'autres occasions similaires chez les classes moyennes, par exemple en 1871 lors de la Commune de Paris. Et c'est dans ces couches ou ces éléments des classes supérieures instruites et capables de réfléchir logiquement que le parti bolchevik recrutera ses futurs et précieux cadres, dirigeants, théoriciens, organisateurs de la révolution d'Octobre, et non parmi la classe ouvrière illettrée ou à peine instruite.

Vous me corrigerez si je me trompe, mais j'ai cru observer que les classes moyennes et une partie des élites du pays vivaient très mal les mesures adoptées par Macron dans le cadre de la pandémie fabriquée, sa manière de gouverner en souverain absolue, le mépris qu'il leur témoignait comme au reste de la société en dehors de ses amis banquiers ou grands patrons. Quant aux masses, elles sont abandonnées à leur triste sort et une grande partie n'en pense pas moins que les éléments les plus remontés des classes moyennes, les jeunes sont excédés...

Ne confondons pas s'adresser aux classes moyennes et aux couches supérieures de la classe ouvrière, et s'adresser aux syndicalistes ou aux militants des autres partis dont nous n'avons rien à attendre en général. Mais direz-vous, en procédant de la sorte vous ne vous adressez pas à toutes les couches de la classe ouvrière, pourquoi ? Je poserai la question autrement : Dites-moi, pourquoi ces couches supérieures et les classes moyennes ne représenteraient-elles pas leurs intérêts, si elles mènent leur combat politique dans la perspective du socialisme ?

Voyez-vous, si j'ai envie de manger un bon gâteau, je vais m'adresser à un pâtissier plutôt qu'à un physicien, et si j'ai envie de savoir où en est le capitalisme, je m'adresserai de préférence à quelqu'un qui possède des notions d'économie plutôt que de boulangerie, c'est aussi simple que cela.

Autrement dit, la stratégie adoptée par Lénine pour construire le parti et s'emparer du pouvoir est plus que jamais d'actualité.

J'avoue en avoir douté un moment, parce que justement la situation ne m'apparaissait pas aussi claire qu'aujourd'hui. Je ne cherche pas d'excuses et je n'ai pas besoin de me justifier, car je n'ai jamais abandonné totalement la conception de la lutte de classe de Lénine en privilégiant le combat pour l'amélioration du niveau de conscience politique des masses, en sachant très bien que cela concernait de préférence leurs couches supérieures et les classes moyennes, les éléments les plus instruits, en contact avec la classe ouvrière et ses souffrances. Et puis, j'ai toujours affirmé que notre action politique devait être subordonnée à la question stratégique de la construction du parti, répétant, le parti, encore le parti et toujours le parti. Et comme Lénine, j'ai combattu férocement tout compromis avec le régime ou ses représentants, toute entaille dans les principes... Je ne me prends pas pour Lénine, je m'inspire de ses enseignements. Bref, je n'ai pas été suffisamment radical, c'est le seul reproche que j'accepterais. Cela me fait marrer car c'est la principale critique que m'on adressé des lecteurs depuis 2008, j'étais trop radical, les dirigeants bolcheviks traitaient Lénine de cinglé, de ravagé, ne vous gênez pas, ce sera un compliment !

J'ai rédigé ce passage d'un trait, et au fur et à mesure que j'écrivais, un tas de trucs me venaient à l'esprit, pour finalement m'apercevoir à quel point les faits me donnaient raison ou concordaient avec ce que je venais de citer, en même temps cela m'effraya en pensant à quel point les uns et les autres en étaient éloignés, comme quoi entre nous je ne tiens pas spécialement à avoir raison, je préfèrerais le contraire car ce serait plus rassurant de savoir que tant de militants sont sur la bonne voie.

Tenez, d'après vous quel type de parti pourrait affronter les miliciens, les forces de répression ou l'armée d'un régime totalitaire, un parti du type bolchevik, structuré, discipliné ou un parti ouvert à tous les vents qui soufflent dans toutes les directions et prêt à se disloquer à l'annonce d'une tempête ? Sans Lénine il n'y aurait pas eu de révolution d'Octobre ou elle aurait été vaincue dans un immense bain de sang, c'est une certitude absolue. Pourquoi en Russie la classe ouvrière, la petite bourgeoisie, les militants avaient-ils adopté Lénine ? Parce qu'il n'avait jamais changé de discours. Aucune conciliation avec les mencheviks, aucun compromis avec le gouvernement issu de la Douma (parlement), aucune participation au gouvernement bourgeois de Kerenski, tout le pouvoir aux soviets, la paix, le pain et la terre, le socialisme.

On a eu 70 ans pour construire ce parti militant par militant et on a échoué lamentablement. On a cru qu'en mystifiant des travailleurs et des jeunes on y parviendrait, plus haut on a expliqué comment nos dirigeants avaient modifié leur conception de la lutte de classe, en pire, mais on doit leur concéder aussi qu'ils ont conservé la pire méthode, les pires habitudes pour les berner en s'adressant à eux en tenant en permanence un double langage. Le tout dernier exemple en date aura été leur adoption du confinement et du masque, pour ensuite pleurer à chaudes larmes sur les conséquences sociales qui en découleraient pour les travailleurs, c'est tout bonnement épouvantable, dégueulasse.

Un truc qui me vient à l'esprit. Vous savez comment les trotskystes lambertistes (OCI-PCI-PT-POI-POID) ont réussi à se faire passer pour un courant politique influent ou puissant auprès de leurs militants et même au-delà ? Pour compenser leur minuscule effectif, ils avaient transformé leurs militants en activiste effréné 7jours/7, en machines à militer jusqu'à l'épuisement de leurs forces et finalement leur démission, j'en ai fait partie, quelle folie ! Alors que rien ne pressait, absolument rien ne pouvait

le justifier, hormis une mystification dans laquelle on était tombé, et bien c'est cela que je tiens aussi à rectifier. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'à partir de là tous nos rapports au reste de la société étaient faussés, et nous ne pouvions nous en rendre compte que très difficilement, parce que nous étions pris dans ce tourbillon infernal. Finalement en marchant dans cette combine on démontrait qu'on n'avait pas un niveau de conscience supérieur au reste des travailleurs. On comprend pourquoi aujourd'hui ils réclament des masques ! C'est terrible de faire ainsi son malheur à son insu. On se demande en quoi cela a-t-il encore quelque chose à voir avec le socialisme, quelle misère !

Qu'on se comprenne bien, je n'ai aucune idée préconçue, je me fous des convenances, formules, principes, règles, valeurs, tabous, tout ce que vous voudrez qui évoquerait des rapports figés pour l'éternité avec la bénédiction de je ne sais qui. Je suis indépendant de tout parti ou courant politique. J'en suis aussi arrivé à la conclusion que la théorie que nous ont léguée Marx et Engels, ainsi que le complément qu'y avait apporté Lénine, ne permettent pas de couvrir tous les aspects de la période actuelle (et encore moins à venir) née lors de l'accession de l'impérialisme américain au rang de première puissance économique mondiale, épisode déjà long pendant lequel de nombreux bouleversements ont eu lieu à l'échelle mondiale. Il faudrait écrire un nouveau chapitre au *Capital* et au *Manifeste du parti communiste*.

C'est dommage que personne ne s'attelle à ce travail colossal indispensable, personnellement, c'est une tâche au-dessus de ma force de travail et de mes moyens, mon isolement me force à penser à trop de choses à la fois, et mettre de l'ordre dans mes idées qui surgissent en permanence, faire l'effort d'écrire à peu près correctement consume littéralement toute mon énergie, et je ne suis plus tout jeune non plus. Pour bien faire, il faudrait totalement arrêter les causeries ou l'actualisation du portail, et ne se consacrer qu'à ce travail, je n'arrive pas à m'y résoudre, car qui se livrerait au travail d'analyse de l'actualité comme je le fais ? Je pense en permanence aux militants ou travailleurs qui peuvent facilement se faire manipuler si on ne leur explique pas ce qui se passe réellement, je me mets à leur place, raconter des histoires à quelqu'un même involontairement et se le voir reprocher, c'est très humiliant, je préfère leur éviter cette expérience inutile. A suivre.

Ceci explique cela. Ils continuent d'appeler un syndicat cette officine patronale.

LVOG - On ne vise pas spécialement FO, ce constat valable pour tous les syndicats ne date pas d'hier.

Derichebourg: 163 salariés refusent une baisse de salaires, ils vont être licenciés - Le HuffPost 9 août 2020

Gagner moins, mais garder son emploi. C'est la concession que 163 salariés de Derichebourg Aéronautics Services -sous traitants d'Airbus ou de Dassault- sur 1583 n'ont pas accepté, selon des informations confirmées ce dimanche 9 août par France Bleu Haute-Garonne et BFM TV.

Comme le prévoit l'accord de performance collective (APC) conclu le 12 juin entre la direction et le syndicat majoritaire Force ouvrière, ils seront donc licenciés pour "cause réelle et sérieuse".

Une décision prise pour "sauver l'emploi" face à la crise économique liée à la pandémie de coronavirus et permise par les ordonnances réformant le Code du travail de 2017, au tout début de quinquennat d'Emmanuel Macron. Le groupe avait d'abord envisagé un plan de sauvegarde de l'emploi, liquidant près de 700 postes, avant de proposer cet APC début mai.

20% de paye en moins pour les plus bas salaires

Pour les 1.420 salariés restants de l'entreprise, basée à Blagnac près des locaux d'Airbus, l'accord prévoit l'abandon d'acquis sociaux, notamment de l'indemnité de transport et de repas et "la suppression du 13e mois pour les salariés qui gagnent plus de 2,5 fois le SMIC". Pour les plus petits salaires de l'entreprise, la paye sera diminuée de 8,56 euros par jour soit 20% en moyenne de ces salaires, explique France Bleu.

En échange, les emplois sont maintenus... pour l'instant en tout cas. La direction s'est engagée à préserver les emplois jusqu'à juin 2022. Elle avait également indiqué à France 3 que si le seuil de rentabilité revenait à 4%, l'entreprise pourrait alors rediscuter d'éventuelles primes avec les partenaires sociaux. (Les syndicats ne sont plus que des collaborateurs des DRH, du service du personnel, des patrons des entreprises ou de l'Etat. - LVOG)

Près d'un tiers des 163 salariés ayant refusé l'accord de performance collective ont plus de 50 ans, selon BFMTV. Environ 80% partent avec un projet professionnel et 4.500 euros valorisés dans le compte personnel formation.

Pour éviter des faillites en cascades, le gouvernement planche sur des mesures pour renflouer les entreprises trop endettées. De nombreux moyens peuvent être mobilisés aux côtés des dispositifs déjà mis en place dans l'urgence (fonds de solidarité, reports ou annulations de charges, etc.). La difficulté est de bien sélectionner les entreprises afin d'éviter de dépenser de l'argent public pour des sociétés qui ne seraient plus viables, et d'adapter les modes d'action à leur taille, a expliqué Bercy.
Le HuffPost 9 août 2020

En totalitarisme, le masque de la dictature du capital est tombé.

La satire, retour d'un antidote à la censure ? Par Dominique Muselet - entelekheia.fr 4 août 2020

Extrait.

Pour faire taire les opposants, le pouvoir en place n'hésite plus à employer la violence (les Gilets jaunes) ni à instrumentaliser la loi, allant jusqu'à instituer le délit d'opinion (loi Gayssot, circulaires Alliot-Marie contre le BDS palestinien, loi Avia). La surveillance des populations se développe à grande vitesse (radars, portables, reconnaissance faciale, Stop-covid). A quoi s'ajoute l'énorme pression du politiquement correct. En ce moment, par exemple on ne peut plus émettre le moindre doute sur la réalité de la « pandémie », ni sur l'efficacité des masques sans être traité de révisionniste. D'une façon générale, on se surprend à baisser la voix pour émettre des opinions non conformes à la doxa ou évoquer des pestiférés du système, quand on ne s'interdit pas carrément de le faire.

La liberté d'expression a vécu dans nos sociétés néolibérales en pleine décadence. Il est devenu dangereux de penser par soi-même. Le gant de velours a fait place à la main de fer pour maintenir les profits du Capital et les privilèges de la caste dirigeante.

Bref, la censure bat son plein de mille manières directes et indirectes, visibles et invisibles, et quand ça ne suffit pas à étouffer la critique, l'oligarchie n'hésite pas à instrumentaliser la justice et les médias aux ordres.

Bien que les médias dominants (ou plutôt dominés !) n'aient pas cru bon de nous en informer, on a appris que le CSA organise la censure des réseaux sociaux et des sites alternatifs avec des sociétés privées et étrangères, sous couvert de combattre les fausses informations. Quand on sait que pour le pouvoir en place, les fake news recouvrent tout ce que s'écarte un tant soit peu de la version officielle qui est le plus souvent un tissu de mensonges, il y a de quoi frémir.

Mais tout cela n'est rien au regard de l'autocensure. Aucun journaliste, par exemple, ne peut travailler dans un média mainstream, s'il n'est pas un ardent supporter de l'idéologie régnante, prêt à s'immoler sur l'autel de la ploutocratie (de droite et/ou de gauche).

La classe dirigeante n'a jamais respecté les règles qu'elle impose aux autres, mais, ce qui est nouveau, c'est qu'elle ne se cache même plus. Les optimistes y voient sans doute le signe de son désarroi devant la révolte qui se lève, mais pour moi c'est plutôt celui d'une foi totale en sa propre impunité qui s'explique par la collusion sans précédent des différents pouvoirs.

Lorsque, par hasard, un dissident parvient à faire parler de lui, le couperet tombe avec encore beaucoup plus de violence. Lanceurs d'alerte, journalistes indépendants, intellectuels contestataires, scientifiques non alignés, sont vilipendés, calomniés, diffamés, ostracisés par le pouvoir et ses médias et mis à l'index de la société. Certains perdent leur travail comme Norman G. Finkelstein. D'autres, pour échapper aux persécutions et/ou ne pas être emprisonnés arbitrairement comme Assange, se résolvent à fuir à l'étranger comme Snowden. Même des hommes politiques d'opposition sont cloués au pilori, voire persécutés.

Et puis il y a ceux qui se réfugient dans l'humour, l'ironie, le sarcasme, la satire…

Ce n'est pas qu'ils soient moins écœurés par les turpitudes des puissants qui nous oppriment et nous dépouillent avec un sadisme évident. Je n'y vois pas non plus une forme de lâcheté. Je crois, au contraire, qu'il est parfois nécessaire, pour préserver sa santé mentale, de prendre ses distances par rapport à la réalité et à soi-même. Le spectacle que nous offre la nouvelle ploutocratie est si lamentable, si révoltant qu'il y a de quoi devenir fou, ou du moins aigri, amer, désespéré, surtout quand on mesure l'impuissance à laquelle nous sommes réduits, puisqu'ils ont forgé, au fil des siècles, des institutions qui leur donnent tous les pouvoirs, avec les privilèges afférents, et tout cela à nos dépens et à nos frais. entelekheia.fr 4 août 2020

LVOG - Moi j'adopte la dérision pour me soulager ou pour dire ce que je pense, et encore pas tout, je suis bien trop radical, léniniste quoi. C'est quand la conscience de classe fait défaut ou quand elle est devenue médiocre que l'on peut "devenir fou, ou du moins aigri, amer, désespéré", et qu'on peut être amené à faire porter la responsabilité de nos malheurs ou de la situation à des boucs émissaires. C'est ainsi qu'allègrement il y en a qui basculent de l'extrême gauche à l'extrême droite.

Plus généralement ce qu'on observe, c'est que des partis entiers, des militants d'extrême gauche ou des travailleurs qui se disaient de gauche deviennent inconsciemment des agents de l'oligarchie, ensuite ils passeront leur temps à le justifier ou ils auront toutes les difficultés du monde pour sortir de ce piège. 99% d'entre eux sont inconsistants, incohérents, manquent de logique, de rigueur, de principes, de discipline, notamment, ceci explique cela. J'ai l'art de me faire des amis... on n'est pas là pour cela ! Il y en a qui ont tendance à confondre servir une cause, et se servir d'une cause à des fins individuelles.

Voilà pourquoi j'insiste toujours pour qu'on regarde la réalité en face, aussi dure soit-elle à supporter, donc je ne risque pas de tomber dans ce piège. Entre nous, avec ce que je prends dans la gueule quotidiennement depuis des années en parcourant l'actualité internationale, si j'avais dû tomber dedans, cela ferait belle lurette que j'aurais disparu.

Cela devrait faire réfléchir ceux qui me trouvent trop radical ou outrancier à leur goût, ceux qui sortent masqués, ils devraient se poser des questions, ce n'est pas à moi de le faire à leur place, de toutes manières ils ne m'écouteraient pas !

Effectivement Christine, le manque de confiance en soi est un problème récurrent qu'on trimballe durant la majeure partie de notre existence. On ne peut le combattre, qu'en se dotant des instruments qui nous permettront d'observer notre propre comportement ou de tirer des enseignements de nos propres expériences, cela personne ne peut le faire à notre place. C'est la raison pour laquelle vouloir imposer quoi que ce soit à quelqu'un est ridicule ou voué à l'échec, et montre surtout qu'on a encore des efforts à faire pour comprendre la psychologie humaine et son rapport disons au monde objectif pour faire bref.

Une fiction peut en cacher une autre.

Les fictions médiatiques s'effondrent - entelekheia.fr 29 juillet 2020

Paru sur Consortium News sous le titre The Narrative Is Crumbling

Il est difficile de comprendre ce qui se passe dans le monde. (Vraiment ? - LVOG)

Il est difficile de comprendre ce qui se passe dans le monde parce que des gens puissants manipulent activement la compréhension du public de ce qui se passe dans le monde.

Les gens puissants manipulent activement la compréhension du public de ce qui se passe dans le monde parce que si le public comprenait ce qui se passe dans le monde, il se lèverait et utiliserait sa force collective pour renverser les puissants.

Le public se lèverait et utiliserait sa force collective pour renverser les puissants s'il comprenait ce qui se passe dans son monde, car il comprendrait alors que les puissants les exploitent, les oppriment, les volent, les trompent et leur mentent tout en détruisant l'écosystème, en stockant des armes apocalyptiques et en menant des guerres sans fin, sans autre raison que celle de maintenir et d'étendre leur pouvoir. Le public ne se lève pas et n'utilise pas sa force collective pour renverser les puissants parce qu'il a été manipulé avec succès pour ne pas le vouloir.

Les fictions médiatiques s'effondrent.

Le public a été manipulé avec succès pour qu'il ne veuille pas se soulever et utiliser sa force collective pour renverser les puissants, parce que les puissants ont pu renforcer leur contrôle narratif sous la forme d'achats de médias, de financements de think tanks, d'achats de politiciens, de mise en œuvre d'opacité gouvernementales, de promotion de la censure sur Internet et d'autres formes de gestion de la perception.

Les puissants utilisent leur contrôle narratif pour s'assurer qu'un nombre suffisant de membres du public croient vivre dans une démocratie libre où les choses ne sont pas parfaites, mais où elles sont aussi bonnes que faire se peut, au lieu d'une oligarchie d'entreprises où les puissants les exploitent, les oppriment, les volent, les trompent et leur mentent tout en détruisant l'écosystème, en stockant des armes apocalyptiques et en menant des guerres sans fin.

Tant que les puissants seront capables d'exercer un contrôle sur les récits dominants, il n'y aura jamais assez de membres du public prêts à utiliser la force collective pour se débarrasser des puissants et créer une société saine.

Les puissants resteront capables d'exercer un contrôle sur les récits dominants aussi longtemps que le public maintiendra sa relation malsaine actuelle avec des récits biaisés.

Les fictions médiatiques s'effondrent.

Un changement collectif vers une relation saine avec la réalité signifierait que la pensée devient l'outil que l'évolution nous donné, plutôt que ce bavardage bruyant et incessant qui domine nos vies, où nous sommes poussés par la peur et l'attachement à accréditer une série infinie de récits biaisés, et à les nourrir du pouvoir de la foi.

Si nous avions une relation saine avec la réalité, nous considérerions naturellement les récits sur ce qui se passe dans le monde de manière beaucoup plus objective, car plutôt que de nous y accrocher par peur et par attachement à des idées, nous aurions suffisamment d'espace psychologique pour les observer et examiner de manière critique si elles sont ou non des outils qui nous sont utiles dans le moment présent.

Si l'humanité effectuait collectivement une telle transition à grande échelle – une transition dont les sages, à travers les millénaires, nous assurent que les humains sont pleinement capables – alors l'humanité deviendrait impossible à manipuler efficacement.

Si l'humanité devient impossible à manipuler efficacement, les mensonges seront impossibles à dissimuler par le contrôle narratif, et l'humanité utilisant sa force collective pour créer une société saine deviendra inévitable.

Et ce qui est drôle, c'est que, d'une manière étrange et hors champ que personne n'aurait pu prévoir, la relation actuelle de l'humanité avec les fictions médiatiques semble toucher à sa fin.

Les fictions médiatiques s'effondrent.

Les récits s'effritent de toutes parts.

Les anciennes façons de comprendre ce qui se passe dans le monde ne tiennent plus la route.

La confiance dans les médias n'a jamais été aussi basse, et elle ne fait que diminuer.

Les gens sont plus que jamais conscients que tout ce qu'ils voient peut être de la propagande ou de la désinformation.

La technologie Deepfake sera bientôt si avancée et si accessible que personne ne fera plus confiance aux vidéos.

Le dirigeant du pays le plus puissant du monde parle d'une manière qui n'a aucun rapport avec les faits ou la réalité, et les gens ont appris à ne pas en attendre mieux.

Les gens ordinaires souffrent financièrement mais Wall Street s'épanouit, une incohérence dans l'histoire de l'économie qui ne fait que s'accentuer.

Toute la classe médiatique va maintenant passer des années à mener le public sur des fausses pistes de type collusion avec la Russie, pour ensuite agir comme si de rien n'était quand cela s'avérera complètement infondé.

Il existe un virus qui perturbe massivement l'ensemble de la civilisation humaine, avec deux récits très différents qui se déroulent simultanément, et les deux parties sont convaincues à 100 % que tous les faits accréditent pleinement leur position.

Il y a des manifestations où les gens sont de plus en plus conscients qu'on les flatte avec une approbation et une compréhension creuses, alors que leurs principales revendications restent complètement ignorées.

Il y a une campagne présidentielle entre deux candidats de toute évidence atteints de démence sénile [Trump et Biden, NdT] et les médias prétendent que tout va bien et que tout est normal, malgré ce que les gens peuvent voir de leurs propres yeux.

Les médias de la planète vont être saturés des récits de propagande pour l'un ou l'autre côté, sans aucun égard pour la vérité sur ce qui se passe, dans les nouvelles escalades de la guerre froide entre l'empire centré sur les États-Unis et les gouvernements non absorbés de la Chine.

Maintenant, ils en sont même à parler d'ovnis. [Il s'avère que le Pentagone a une unité spécialisée dans les ovnis ! NdT]

Les fictions médiatiques s'effondrent.

Tout s'accélère vers du bruit blanc – un point de saturation.

Combien de temps pensez-vous que nous pouvons continuer comme ça ?

Jusqu'où pensez-vous que la relation de l'humanité avec les récits médiatiques peut être étirée avant qu'elle rompe et force une toute nouvelle façon d'être ?

Combien de temps avant qu'il devienne de plus en plus courant que les gens commencent à se considérer comme des individus, et à déterminer quels récits leur sont utiles, au lieu de se tourner vers les gestionnaires de récits de l'establishment comme ils le faisaient auparavant ?

Combien de temps avant que les gens se retrouvent de plus en plus souvent à se poser la question « Est-ce vrai ? »

Combien de temps faudra-t-il encore pour que les gens se posent de plus en plus souvent la question « Qu'est-ce que la vérité ? »

Combien de temps avant que les gens se retrouvent de plus en plus souvent à se demander « Sur quoi d'autre m'ont-ils trompé ?

Combien de temps avant que les gens se posent de plus en plus souvent la question « Sur quoi d'autre me suis-je aveuglé ? »

La pression actuelle qui s'exerce sur notre relation collective avec la réalité est insoutenable.

Ce serait une mauvaise chose si nous avions une relation saine avec les récits biaisés, mais ce n'est pas le cas ; nous avons une relation profondément malsaine avec les récits biaisés, ce qui nous a rendus vulnérables à de terribles abus à grande échelle.

Nous sommes maintenant, en tant qu'espèce, en train de nous sortir collectivement de notre ancienne relation malsaine avec les récits biaisés.

Les fictions médiatiques s'effondrent.

Tout est en train de s'écrouler.

Cela ne peut pas être une mauvaise chose.

Cela pourrait très, très bien finir. entelekheia.fr 29 juillet 2020

LVOG - Quand on lit ce genre d'articles, on a l'impression d'assister à un aveu tardif, à un acte de contrition, de repentance pour se donner bonne conscience, après avoir reconnu son "*ancienne relation malsaine avec les récits biaisés*", sans jamais parvenir à déterminer son origine ou à la caractériser sur le plan politique, puisque cela l'amènerait à admettre sa subordination au capitalisme, avec lequel il est toujours incapable de rompre, puisque cet objectif ne figure nulle part dans cette démonstration comme moyen pour mettre un terme aux maux dont souffre l'humanité.

Que toutes les impostures s'écroulent ou apparaissent au grand jour, on pourrait s'en réjouir, sauf que le tableau n'est pas complet et le vide profite généralement à l'extrême droite ou aux despotes en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire...

Un commentaire posté et publié le 7 août dans le blog du docteur Gérard Maudrux

Je vous adresse une proposition.

Depuis le déclenchement de la crise sanitaire il y a plus de six mois maintenant, parmi les membres du corps médical et de la recherche les voix qui se sont élevées pour dénoncer sa gestion désastreuse ou les choix adoptés par les autorités du pays sont restées inaudibles ou impuissante, y compris auprès de la population en proie à une profonde confusion et psychose.

Pourquoi tous ces médecins et professeurs n'ont-ils pas encore parlé d'une seule et unique voix ? Pourquoi ne se sont-ils pas rassemblés pour partager leurs connaissances publiquement sur tous les éléments qui sont parties prenantes de cette crise et de son traitement en fonction de leur expérience ou de leur spécialité, composition génétique, contagiosité, transmission, immunité, hydroxychloroquine-azithromycine, vaccin, test, masque, confinement, traçage ?

A quoi sert-il que ces professionnels de la santé s'expriment dans des blogs, des livres, sur des plateaux de télévisions ou des studios de radios, dans la presse, si cela ne sert strictement à rien ou presque ? Pourquoi ne prennent-ils pas l'initiative de tenir une conférence de presse, dans laquelle ils s'adresseraient à l'ensemble de la population pour briser le consensus médiatique qui est le pendant du consensus politique et qui ensemble partagent la responsabilité de milliers de morts inutiles, ainsi que les conséquences économiques et sociales désastreuses qui en ont découlées ?

Le choix d'embrasser une profession au service du bien-être ou de la santé de la population ne leur commande-t-il pas de placer cet idéal humaniste au-dessus de toute autre considération, c'est ce que la population est en droit d'attendre d'eux, qu'ils assument leurs responsabilités jusqu'au bout.

PS : Cette proposition m'a été inspirée par la généticienne Alexandra Henrion-Caude, ex-directrice de recherche à l'Inserm, qui a affirmé que l'aspirine et les corticoïdes seraient bénéfiques en début d'infection au Covid-19, tandis que Didier Raoult en s'appuyant sur des études relayant des cas cliniques avait déjà affirmé exactement le contraire.

Pour tout dire c'est extrêmement choquant dans la mesure où on ne sait plus qui ou quoi croire.

Elle a également affirmé qu'un segment de l'ADN du Covid-19 aurait été coupé en deux et qu'entre les deux serait venu s'insérer un segment permettant justement à ce coronavirus de se transmettre de l'animal à l'homme, et qu'à sa connaissance à l'état

naturel aucun coronavirus ne présentait ce genre de structure, ce qui signifiait que le Covid-19 avait été fabriqué en laboratoire, affirmation d'une extrême gravité qui mérite d'être confirmée ou infirmée.

La source :

Covid-19 : La généticienne Alexandra Henrion-Caude vous dit tout - Le Zoom - TVL 31 juil. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=c3V6DxmOy8o

Bien à vous.

Epilogue.

Autant dire que ma proposition est restée lettre morte :

- "*...quand vous devez prendre un décision urgente et vitale, si vous avez 3 médecins autour de la table, vous avez 3 avis différents, et s'ils sont 5, vous en avez autant, et il faut prendre une décision unique avec ça. Alors tous les faire parler d'une seule voix ? Bon courage. Mais effectivement, c'est bien dommage.*"

Bref, c'est la même chose qui se produit entre militants, où la méthode, la logique et la rigueur ne sont pas vraiment les points forts ou font cruellement défauts dès qu'il faut passer à l'exercice pratique. Donc je crois que c'est par là qu'il faut commencer, sinon on n'arrivera jamais à rien.

J'aurais voulu développer mais je n'ai pas le temps. Je suis convaincu que tous les désaccords qui peuvent surgir entre nous, proviennent uniquement du fait qu'on ne partage pas la même analyse de la situation et de son évolution passée et future. On croit parler de la même chose, mais en réalité ce n'est pas le cas, je n'ai pas cessé d'en faire l'expérience depuis 2008.

Complément de mardi soir.

Suite à un nouvel article publié par le médecin Gérard Maudrux, j'ai posté le commentaire suivant, je me suis retenu :

- Vous cautionnez cela ? Quel délire ! (Je cite ses propos, il faisait la leçon aux jeunes.) - "*Ce qui est inutile un jour est obligatoire le lendemain*", "*dans cette rue il faut porter un masque, pas dans l'autre, demain tel côté de la rue et pas l'autre*". Et demain ceux qui sont nés un jour impair auront le droit de sortir, et ceux qui sont nés un jour pair devront rester enfermés, quel monde de dingues !

Vous avez pété un plomb ou vous êtes sous influence.

Mardi soir plus tard dans la soirée.

Il trouve normal d'imposer à la population de devoir porter un masque pour avoir le droit de changer de trottoir ou de rue, quelle folie, c'est de la tyrannie !

Après qu'on ne vienne pas nous dire que la propagande de la réaction n'aurait pas d'influence sur le comportement de la population ou des classes moyennes. Voilà comment on perd pied, on bascule dans le camp des inquisiteurs ou des despotes.

On comprend pourquoi 2 médecins ne peuvent pas s'entendre pour agir ensemble contre le gouvernement, ils n'y tiennent pas vraiment, voilà pour la signification politique. Allez, on a intérêt à rester en bonne santé le plus longtemps possible, et à admettre qu'un jour ou l'autre il faudra partir en toute sérénité, c'est tout le malheur que je souhaite aux lecteurs, notre liberté, personne ne pourra nous l'enlever, on l'emportera avec nous, notre dernier voyage sera notre dernier acte d'émancipation. De quoi ? Mais de la vie, puisque l'instant d'après nous serons mort, nous disparaîtrons, parce que nous ne sommes rien à l'échelle de l'univers que nous allons rejoindre ou auquel nous appartenions.

On a l'impression que le développement de l'intellect chez l'homme sert plutôt ses bas instincts. Par ailleurs, il ne sait même pas de quoi il est fait, sur ce plan-là manifestement il n'a pas progressé, il a même régressé puisqu'il ne sait même plus se soigner lui-même. Il ne connaît pas les plantes et il ignore presque tout de ce qui l'entoure, comment cela a été fabriqué, d'où cela vient-il, etc. L'herboristerie est hors la loi en France, et l'homéopathie est gravement menacée de l'être.

Nous sommes des poussières d'étoile qui avons développé les capacités que la matière mettait à notre disposition sous une forme bio-chimique, une combinaison de molécules que nous négligeons par ignorance. Dans l'univers, nous sommes infiniment plus petit que la nanomatière ou que les plus petites particules découvertes par les hommes. Nous sommes minuscule, donc si nous

nous prenons un peu trop au sérieux, nous allons devenir ridicule, c'est le sort de beaucoup d'hommes et de femmes qui sont incapables de porter un regard indépendant sur leur propre comportement. Maintenant nous savons de quoi nous sommes fait, mais nous ne pouvons pas en profiter pour conquérir la liberté, parce que cela sert déjà à nous en priver...

J'ai écrit ce passage pour me soulager, en m'accordant un peu d'espace ou de liberté pour pouvoir respirer un peu mieux. 23h30.

Mercredi matin 8h56.

Le docteur Maudrux a répondu qu'il avait juste voulu faire de l'humour et je ne l'aurais pas compris. Je ne suis pas d'humeur à faire de l'humour devant la gravité de la situation.

Ma réponse. J'ai essayé de faire bref.

- Mon commentaire était sans animosité monsieur Maudrux et bravo à vous de l'avoir compris. Désolé, je n'ai pas votre sens de l'humour.

- "*Les anciens vivent normalement, ne sont plus confinés mais évitent les contacts avec accolades et bises, les plus jeunes prennent le sens inverse, on en voit le résultat.*"

Ce que j'ai voulu dire, c'était que le "*on en voit le résultat*" laissait entendre que les jeunes auraient eu quelque chose à se reprocher, on pouvait le prendre pour une accusation. Sachant que les jeunes (j'ai 65 ans) constituent une des couches de la société les plus fragiles, malléables et habituellement sacrifiées, et observant qu'ils sont quotidiennement la cible du gouvernement et des médias à son service, j'avais estimé que cette remarque était inappropriée ou de trop, une sorte de concession (inconsciente...) à Macron et aux Pieds nickelés corrompus (Raoult et Perronne) de son Conseil scientifique qui sont les seuls responsables de la situation. J'ai l'habitude de ne leur passer absolument rien et d'en faire autant avec n'importe qui non sans m'en expliquer, "*de trancher*" (Guillo B [un internaute]) contrairement à beaucoup de gens que cela indispose, parce qu'ils n'en sont pas capables ou n'y tiennent pas, qui n'en ont pas le courage ou encore réagissent violemment, c'est révélateur à plus d'un titre, c'est ce que j'avais voulu souligner cordialement.

Même si par ailleurs on a le droit de se poser des questions sur le degré d'ignorance de la population dite évoluée, éduquée, instruite, je vis dans un petit village en Inde du Sud, je me passe de juger le comportement des Indiens qui eux sont très arriérés, ce qui n'est pas péjoratif dans ma bouche évidemment.

Quand j'observe leur comportement et celui des Français en général, je remarque qu'il n'existe pratiquement pas de différences. On nous a raconté que le développement économique était l'un des principaux facteurs de l'évolution de la civilisation humaine ou moteurs du processus historique, mais on a oublié de préciser qu'il s'était déroulé inconsciemment jusqu'à présent, et ce qu'on observe aujourd'hui le prouve si nécessaire ; Et je ne parle même pas de la conscience politique qui est déterminante et qui est pratiquement absente partout, sauf chez ceux qui détiennent le pouvoir et déterminent l'orientation du monde. On en voit le résultat.

Vous en voulez une preuve, le Forum économique mondial a annoncé le 3 juin 2020 un "*Great Reset*" de l'économie mondiale en janvier 2021, et tout le monde s'en fout, alors que la machination au coronavirus en fait partie, tout comme le "*Green New Deal*", on est juste en phase de conditionnement psychologique pour la suite, à suivre...

Quelques réflexions.

1- La rhétorique de la guerre est désormais omniprésente.

Les pays européens s'arment contre une reprise de la pandémie - euronews 8 août 2020

- En déplacement au CHU de Montpellier, le Premier ministre a détaillé les mesures prises par le conseil de Défense dédié, ce mardi 11 août... Le HuffPost11 août 2020

2- Ces enragés veulent nous faire crever !

Covid-19 : le ministre de la Santé appelle à proscrire les ventilateurs - Yahoo 7 août 2020

Ainsi, le ministre de la Santé incite à proscrire les ventilateurs “dans les pièces où il y a du monde”. Avant de souligner : “La climatisation ne pose pas de difficulté […] mais là où ça peut être compliqué, c'est quand vous avez une pièce avec un ventilateur. Il va brasser du virus, l'envoyer sur toutes les surfaces et le masque ne protège pas suffisamment”.

Le Haut conseil de la Santé publique avait livré un avis très clair concernant l'utilisation d'un ventilateur dans des espaces clos: "Dans les espaces collectifs de petit volume, clos ou incomplètement ouverts, l'utilisation de ventilateur à visée de brassage/rafraichissement de l'air en cas d'absence de climatisation est contre-indiquée dès lors que plusieurs personnes sont présentes dans cet espace (notamment salle de classe, établissements pour personnes âgées…), même porteuses de masques". Yahoo 7 août 2020

3- Déboulonner des statues n'a aucun sens, dans la mesure où le même régime d'exploitation et d'oppression demeure en place, où si, cela a un sens qui consiste à faire croire que ce ne serait pas le même régime qui se perpétuerait, donc cela sert à réécrire l'histoire et à cautionner le régime en place. Bref, c'est une imposture et une entreprise réactionnaire.

4- Ce qu'on s'est aperçu lors de cette épisode, c'est que les médecins ou professeurs en médecine n'actualisaient pas forcément leurs connaissances au fur et à me mesure que la recherche progressait, c'est ainsi par exemple que la généticienne Alexandra Henrion-Caude affirme que les corticoïdes seraient bénéfiques en début d'infection au Covid-19, tandis que Didier Raoult en s'appuyant sur des études relayant des cas cliniques avait déjà affirmé exactement le contraire.

Sur pratiquement tous les éléments liés à cette crise et à son traitement, on aura entendu tout et son contraire, ce qui montre à quel point les connaissances scientifiques sont dilluées, compartimentées, fragmentées, au point d'être inutilisables ou contestables par pratiquement n'importe qui, en quelque sorte à l'image de la déliquescence de la société toute entière. Tout est fait une fois de plus systématiquement pour que plus personne ne s'y retrouve et que la version officielle s'impose, bien que ses représentants soient illégitimes et corrompus.

5- Toutes les mesures qui ont été adoptées par Macron-Véran ont eu pour conséquence immédiate la diminution des défenses immunitaires de chaque personne, ce qui a conduit à des dizaines de milliers de morts, dixit la généticienne Alexandra Henrion-Caude, ancienne directrice de recherche à l'Inserm. (Voir la vidéo plus loin)

Elle a affirmé après avoir étudié la composition du génome du Covid-19, qu'il était vraisemblablement le produit d'une manipulation humaine, parce qu'il n'exitait pas dans la nature de coronavirus présentant une structure identique à celle du Covid-19, plus précisément parce qu'il n'existait aucune explication rationnelle au découpage en deux parties d'un segment du génome, et à la présence entre ces deux tronçons d'un segment qui justement présentait la particularité de rendre le coronavirus transmissible à l'homme.

Quelques vidéos.

Histoire de la 1ère Guerre mondiale Ep06. La menace révolutionnaire, les bolcheviques

https://www.youtube.com/watch?v=-MlchLUQ4BU

Cette vidéo est intéressante, parce qu'elle montre à quel point en 1917 ils redoutaient une révolution en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, etc. Les images parlent plus que des mots ou de longs discours. Vous vous demandiez encore qu'est-ce que signifiaient les conditions matérielles ou objectives indispensable à une révolution, écoutez et observez attentivement et vous aurez compris. Comparez ensuite avec ce que vous avez vécu depuis les années 60, et dites-nous si vous avez un jour vécu ces conditions. Si la réponse était négative, vous devriez en conclure que tous les discours qu'on nous a tenus sur l'imminence d'une révolution étaient du domaine de la mystification ou de la tromperie.

Le vrai visage du COVID-19 - Dr. Pascal Sacré et Prof. Michel Chossudovsky - MondialisationTV 2 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=x0qHpdhdgxg

Le Pr Jean-François Toussaint en roue libre sur LCI - 2 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=DUQPJ__n0xk

Covid-19 : La généticienne Alexandra Henrion-Caude vous dit tout - Le Zoom - TVL 31 juil. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=c3V6DxmOy8o

Un groupe de médecins allemands lance un appel international à faire la lumière sur la crise du Coronavirus et sa gestion (sous-titre en français)

https://vimeo.com/434999409

Lu ici ou là.

1- Les Allemands, pourtant peu enclins à la rébellion, manifestent en signe de protestation : ils étaient plus de vingt-mille à Berlin, ce premier août pour célébrer une Fête de la Liberté. Et les Serbes ont réussi à faire plier Belgrade qui voulait imposer un nouveau confinement.

“La France, elle, vue de Suisse, semble acquiescer à toutes les mesures de sécurité contre le Covid-19 et même se réjouir d’être un élève aussi discipliné face à cette pandémie. Il est vrai que dans les médias la propagande tourne à plein régime sans qu’aucune voix discordante ne trouble cette belle unanimité dans les vertus du masque et de la servitude volontaire."

LVOG - En France il existe un consensus, une union nationale derrière Macron et LREM qui rassemble toutes les forces politiques, y compris l'ensemble du mouvement ouvrier, c'est devenu un des pays les plus réactionnaires de la planète...

2- Il est assez ironique qu’en cette « ère de l’information », nous soyons plus embrouillés que jamais…

On a souvent pensé dans le passé, et non sans fondement, que la tyrannie ne pouvait exister qu’à la condition que le peuple soit maintenu analphabète et ignorant de son oppression. Reconnaître que l’on était « opprimé » signifiait qu’il fallait d’abord avoir une idée de ce qu’était la « liberté », et si l’on avait, le « privilège » d’apprendre à lire, cette découverte était inévitable.

Si l’éducation des masses pouvait rendre la majorité d’une population alphabétisée, on pensait que les idées supérieures, le genre d’« idées dangereuses » que Mustapha Menier exprime par exemple dans « Le meilleur des mondes », animeraient rapidement les masses et que la révolution contre leurs « contrôleurs » serait inévitable. En d’autres termes, la connaissance est la liberté, et vous ne pouvez pas asservir ceux qui apprennent à « penser ».

Cependant, cela ne s’est pas exactement déroulé de cette façon, n’est-ce pas ?

LVOG - De quelle connaissance parlez-vous, de celle qui rend sourd et aveugle distillée comme du venin dans les manuels scolaires, dans les récits d'historiens, dans les amphithéâtres universitaires, dans les médias, au cinéma, à Hollywood ?

On a passé son temps à se contenter d'apparences, d'illusions qu'on a confondues avec la réalité, alors qu'est-ce que vous vouliez qu'il en sorte de bon sinon rien.

Les hommes en sont encore à ignorer que l'alimentation est à la base de leur santé, plus ignorant est à peine imaginable. Et tout est à l'avenant, absolument tout. Plus ils sont aliénés, et plus ils se croient libres, et quand finalement ils ont renoncé à toute indépendance, ils ne s'aperçoivent même pas qu'ils ont perdu toute liberté, ils n'ont même plus le courage et la volonté de combattre pour la conquérir, parce qu'entre temps ils se sont accoutumés à leur servitude qui coïncidait avec les conditions matérielles d'existence qu'on leur avait concédées provisoirement.

Moi, j'ai des lecteurs anonymes ou qui ne tiennent pas à ce qu'on divulgue leur identité. C'est leur droit et je le respecte, de leur côté qu'ils m'accordent le droit d'en penser ce que je veux, notez bien que je pourrais faire croire qu'il s'agirait de l'avis d'une tierce personne, mais je n'aurais pas cette bassesse parfaitement inutile.

Quand on en arrive à craindre son ombre en temps de paix ou quand on ne risque pas de tomber sous le coup de la répression du régime, c'est à se demander si on a vraiment toute sa tête, et on n'ose même pas imaginer où ils iraient la fourrer en temps de guerre ou de répression féroce sous un régime ouvertement dictatorial. A mon avis, ce n'est pas le meilleur moyen de la préserver, je dirais même que c'est le plus sûr moyen pour la perdre prématurément... Quant à affronter le régime quand on y est si peu préparé, dites, ce n'est pas sérieux.

Quand les idéologues de l'extrême-centre font la promotion de la gauche anticapitaliste.

Aux États-Unis, des voix de gauche critiquent Black Lives Matter - slate.fr 6 août 2020

Plusieurs universitaires proches du socialisme s'opposent à un discours antiraciste qui a tendance à évacuer l'analyse de classe.

LVOG - On a envie de rire en lisant cela, surtout quand on a lu l'article en entier. A un moment donné Slate a lâché le morceau : ils s'inquiètent que la principale critique de Black Lives Matter vienne du camp de Trump, alors il faut s'y mettre chez les démocrates pour affaiblir Trump électoralement.

Il faut dire que l'affaire était bien emballée, mais quand on sait que la gauche américaine est irrécupérable ou irrémédiablement pro capitaliste, on ne se fait pas duper. Pourquoi en France l'extrême gauche est-elle accroc à Black Lives Matter ? Mais parce qu'elle n'a jamais fait le deuil du PS et du PCF, sinon elle irait à son propre enterrement ! Est-elle pro ou anticapitaliste ? Vous

croyez que cette question se pose encore, franchement ? Je savoure ces moments de clarification politique, quel délice !

Slate - Le 13 juin 2020, deux semaines après la mort de George Floyd, une employée de supermarché de 25 ans a été tuée par un policier dans une petite ville du Missouri. Elle n'avait pas obéi aux consignes du policier qui avait stoppé son véhicule. Il a dit qu'elle l'avait menacée, mais aucune arme n'a été retrouvée sur elle. En pleine vague de manifestations Black Lives Matter, le cas d'Hannah Fizer, qui est blanche, n'a pas été très médiatisé et a été peu mentionné sur les réseaux sociaux.

Il y a eu des défilés dans sa ville, mais le policier n'a pour l'instant pas été inculpé. Dans le contexte du mouvement antiraciste actuel, les violences policières sont pensées sous un angle presque exclusivement racial, et ce sont souvent les médias de droite qui parlent des victimes blanches pour tenter de discréditer Black Lives Matter.

Pourtant, plusieurs médias et intellectuels de gauche critiquent aussi cette approche. Après le décès d'Hannah Fizer, un site socialiste a publié un papier expliquant que sa mort montrait la fausseté du «récit racialiste défendu par le parti démocrate». L'article rappelait que si les personnes noires sont tuées de façon disproportionnée par les forces de l'ordre, les personnes blanches, plus nombreuses dans le pays, représentent environ la moitié des décès et que l'écrasante majorité des victimes sont pauvres.

Différences de classes, le silence radio

Dans la revue Dissent, deux universitaires évoquaient aussi le cas de Fizer pour pointer les problèmes du discours sur le «privilège blanc» dans un contexte où la classe ouvrière dans son ensemble aux États-Unis est affectée par des «niveaux d'inégalité obscène.» L'article évoque notamment la baisse de l'espérance de vie de la population blanche non diplômée causée par les suicides, l'addiction aux opiacés et les problèmes de santé liés à l'alcoolisme (ce que deux économistes ont appelé les «morts de désespoir»). «La rhétorique du privilège blanc se moque de ce problème et aliène les personnes qui pourraient être convaincues», écrivent Barbara Fields et Adam Rothman.

Barbara Fields, historienne afro-américaine, a publié en 2012 un ouvrage qui critique la façon dont les progressistes américains ont remplacé le discours sur les inégalités de classe par un discours sur les «relations raciales».

De son côté, le politologue Cedric Johnson évoque la façon dont les grandes entreprises adhèrent au message Black Lives Matter pour se donner une image progressiste tout en évitant les questions qui fâchent, comme la syndicalisation des employé·es ou l'augmentation des salaires. Il s'agit pour lui d'une forme de «blackwashing», soit «l'adoption de slogans, mantras et de l'éthique de l'antiracisme d'une façon qui ne menace pas le système d'exploitation en place».

La classe ouvrière dans son ensemble aux États-Unis est affectée par des «niveaux d'inégalité obscène».

Le passage sous silence des différences de classe vire parfois à l'absurde, comme lorsque le PDG afro-américain de la compagnie pharmaceutique Merck, Kenneth Frazier, a publié un communiqué de soutien aux manifestations dans lequel il écrit qu'en tant que Noir, il aurait pu être George Floyd: «L'idée que cela pourrait arriver à Frazier est complètement fausse», écrit Cedric Johnson. «Sauf si vous connaissez quelqu'un qui possède 76 millions de dollars en actions qui a été étouffé à mort par la police.»

Mais dans le contexte actuel, la division entre les individus noirs et blancs est souvent présentée hors contexte social, comme si toute personne racisée était d'office opprimée, même si millionnaire. Un prisme racial contre-productif

L'historien Touré Reed, auteur d'un livre qui remet en question la réduction des inégalités à la question raciale, pointe les limites de ce discours:

«Le mouvement Black Lives Matter n'est pas homogène, mais il est clair qu'au sein du mouvement, beaucoup considèrent que les disparités entre Noirs et Blancs en termes de violences policières et d'incarcération prouvent que le racisme est le problème central. Du coup, ils sont nombreux à voir l'analyse de classe comme une façon d'ignorer la question du racisme, et même parfois comme un discours du style “all lives matter“.» Soit, toutes les vies sont importantes –un slogan utilisé par les pro-Trump.

Or, l'angle d'analyse racial n'explique pas tout. Les Noir·es sont certes sur-représentés en prison, mais 60% des détenu·es ne le sont pas, et l'écrasante majorité des personnes en prison n'ont pas de diplômes universitaires, un indicateur de classe sociale.

Il ne s'agit pas de nier la réalité du racisme aux États-Unis, mais juste d'expliquer qu'un prisme d'analyse presque exclusivement racial est contre-productif. Car si le but est d'aider la classe ouvrière noire –qui est affectée par les violences policières, l'incarcération et la pauvreté disproportionnée–, recadrer la conversation vers des luttes plus socio-économiques serait bénéfique.

«Une grande partie des difficultés des personnes noires ne vient pas juste du racisme, mais du néolibéralisme, des politiques qui

ont contribué à la stagnation des salaires pour les 80% des employés les moins bien payés», appuie Touré Reed. «Notamment le déclin des mouvements syndicaux, l'automatisation, la désindustrialisation. Tout cela a eu un impact disproportionné sur les personnes noires, mais a affecté tout le monde.»

Recadrer la conversation vers des luttes plus socio-économiques serait bénéfique.

De son point de vue, les initiatives de diversité à l'embauche encouragées suite aux manifestations antiracistes bénéficieront aux classes moyennes et supérieures noires, ce qui est une bonne chose, mais ne feront rien pour améliorer la situation des Afro-Américain·es pauvres et non diplômés.

Une gauche antiraciste qui ne se mouille pas

La question n'est pas de savoir s'il faut choisir entre initiatives pro-diversité ou une meilleure protection sociale, mais il y a actuellement un déséquilibre en termes de priorités, avec de nombreux activistes qui demandent des quotas raciaux et des formations antiracistes, mais ont peu d'intérêt pour les revendications sociales.

«Informer les gens sur le privilège blanc et le racisme systémique ne va pas créer de bons emplois ou faire augmenter les salaires, explique l'historien. Ça ne nous donnera pas de meilleures écoles ou un meilleur accès à la santé en pleine pandémie.»

Aux États-Unis, la situation est paradoxale: avec d'un côté un discours antiraciste radical, mais de l'autre des revendications socio-économiques timides par rapport à l'Europe (l'assurance maladie pour tout le monde et les études à prix abordables restent considérés comme des objectifs lointains et irréalistes).

«Informer sur le privilège blanc et le racisme systémique ne va pas créer de bons emplois ou faire augmenter les salaires.»

Touré Reed, historien

Or dans les médias américains, ces intellectuels de gauche, critiques du nouvel antiracisme, ne sont quasiment pas représentés. Ce qui laisse l'impression que seule la droite trumpienne et raciste s'y oppose.

«Le cadre d'analyse antiraciste permet aux médias de donner la parole à des voix qui semblent contestataires, avec des gens qui sont mobilisés contre le racisme. S'ils s'en tiennent à la question du racisme, sans critique du capitalisme, ils sont acceptables.»

Touré Reed, qui est Afro-Américain, explique qu'il est lui-même mobilisé contre les inégalités raciales mais que son approche pour les réduire est un peu différente: «Je ne pense pas que ces inégalités puissent être résolues en modifiant des pratiques de ressources humaines pour plus de diversité. La gauche antiraciste plaît à la télé et aux journaux parce qu'elle ne remet pas en question le fonctionnement du capitalisme.» slate.fr 6 août 2020

LVOG - Tandis que "*ces intellectuels de gauche*" critiquent le capitalisme et son "*fonctionnement*", ce qui n'a jamais engagé qui que ce soit à rien, tant qu'on ne remet pas en cause ses fondements. Pourquoi Slate peut-il recourir à ce genre d'argumentations ? Parce que bien peu de travailleurs ou de militants savent encore ce que signifient les fondements du capitalisme ou poussent leur réflexion jusque là, généralement ils s'arrêtent à son fonctionnement, à ses conséquences, c'est d'ailleurs ce qui a perdu le mouvement ouvrier. Et puis ils continuent de se raccrocher à l'opposition droite gauche qui n'était qu'une imposture.

TROISIEME PARTIE

En totalitarisme, à l'impunité vient s'ajouter la promotion.

- Accusation de viol : "La victime, c'est moi", répond Gérald Darmanin, qui dénonce une "calomnie" - Franceinfo 6 août 2020

- Assemblée: Rugy, candidat à la présidence du groupe LREM, veut "rassembler" - AFP 4 août 2020

- Griveaux chargé d'une mission sur l'alimentation des jeunes - AFP 5 août 2020

Chantage et menaces quotidiennes.

- Castex appelle à "ne pas baisser la garde" afin d'éviter "un reconfinement généralisé" - AFP 4 août 2020

- Coronavirus: les 4 scénarios envisagés par l'exécutif face à la reprise de l'épidémie - BFMTV 3 août 2020

- Coronavirus : "20 grandes métropoles seront un point de difficulté pour septembre", prévient Jean-François - Europe1 10 août 2020

- Coronavirus: En Australie, restrictions intérieures envisagées jusqu'à Noël - Reuters 10 août 2020

LVOG - Australie.

https://www.worldometers.info/coronavirus/

25 527 248 d'habitants

247 décès

25 527 248 x 247% = 0.001%

Totalitarisme. Les enragés masqués.

- Masque obligatoire pendant le footing: pourquoi il est préférable de courir ailleurs - Le HuffPost AFP 3 août 2020

- Coronavirus : le masque bientôt rendu obligatoire dans certains espaces publics à Paris - Europe1 4 août 2020

Anne Hidalgo souhaite rendre le port du masque obligatoire dans certains espaces publics extérieurs. Une demande en ce sens a été faite au préfet de police de Paris, Didier Lallement. Les "quais de Seine, du canal, les marchés à ciel ouvert et éventuellement les alentours des gares" sont pour le moment concernés.

- Coronavirus : dans quelles rues de Paris faudra-t-il obligatoirement porter son masque ? Europe1 9 août 2020

La ville de Paris impose, à partir de lundi, le port du masque dans certaines zones parmi les plus fréquentées. La carte a été détaillée samedi soir et expliquée par l'adjoint à la sécurité à la mairie de Paris. Une centaine de rues dans la quasi totalité des arrondissements de la capitale sont concernées. Europe1 9 août 2020

- Belgique: suite à des émeutes, des stations balnéaires interdisent le tourisme d'un jour - BFMTV 9 août 2020

Plusieurs villes et stations balnéaires flamandes sur le littoral de la Belgique annonce ce dimanche l'interdiction des "touristes d'une journée" pendant la vague de chaleur après des incidents causés par le non-respect des mesures contre la pandémie. BFMTV 9 août 2020

- Canada. La police intervient dans un Tim Hortons - Le Devoir 18 juillet 2020

Une vidéo a circulé abondamment sur les réseaux sociaux dans laquelle on voit une intervention policière musclée survenue samedi, premier jour de l'imposition du port du masque obligatoire dans les lieux publics fermés au Québec.

Des agents du Service de police de la Ville de Montréal ont dû recourir à la force pour expulser un client refusant de porter un masque dans une succursale de la chaîne Tim Hortons. L'incident se serait produit dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

Samedi, il n'était pas possible d'obtenir de données sur le nombre d'appels auxquels la Sûreté du Québec ou le Service de police de la Ville de Montréal ont dû répondre pour venir en aide à des commerçants aux prises avec des clients récalcitrants. Le Devoir 18 juillet 2020

En complément.

- Une jeune femme refoulée d'un magasin Casino à cause de son décolleté - Capital 7 août 2020

LVOG - Plus tard la directrice du magasin présentera ses excuses à cette jeune femme...

Stratégie du chaos. L'abus de pouvoir partagé peut mal tourner.

"Ils sont venus pour me tuer" : le client d'une laverie agressé pour un masque témoigne - BFMTV 4 août 2020

Dimanche, Augustin, un père de famille de 44 ans, a été violemment agressé dans une laverie de Soisy-sous-Montmorency, dans le Val-d'Oise, alors qu'il venait de demander à l'un des clients de porter un masque à l'intérieur de la boutique.

"J'ai simplement demandé à cette personne de porter le masque, explique Augustin. Ce monsieur a fait comme s'il n'avait pas entendu, et j'ai insisté. Il a appelé l'une de ses connaissances à l'extérieur qui s'est approché. Ce dernier était aussi menaçant", assure le père de famille.

Mais "peut-être cinq ou dix minutes après, je vois deux personnes rentrer avec une batte de baseball métallique", poursuit l'homme de 44 ans. S'en suit alors un violent passage à tabac qui, selon les caméras de vidéosurveillance en place dans la laverie, dure une vingtaine de secondes.

Après son passage à tabac, Augustin a été transporté à l'hôpital, où un traumatisme crânien lui a été diagnostiqué. Six points de suture ont également été nécessaires... BFMTV 4 août 2020

LVOG - Cela m'est arrivé dans la boulangerie allemande d'Auroville avec deux vieillards occidentaux, alors que les Indiens me foutaient la paix, je portais juste un mouchoir autour du cou que je relève en cas de contrôle policier et rabaisse aussitôt. Impossible de discuter avec eux, j'ai envoyés chier délicatement ces excités en les gratifiant d'un salut nazi !

Les pires, ce sont ceux qui se substituent à la police ou aux autorités, et qui entendent faire régner l'ordre. Les flics font le boulot pour lequel ils sont employés, mais ces enragés n'ont aucun autre mobile qu'imposer leur crasse ignorance ou leur idéologie nauséabonde pour soulager leur haine aveugle de tout ce qui ne leur ressemble pas.

Un couple de sexagénaires agresse une caissière qui leur demande de porter un masque dans les Vosges - sputniknews.com 10 août 2020

Le 8 août, un couple de sexagénaires en état d'ébriété a agressé une caissière à l'Intermarché de Gérardmer. Comme le rapporte L'Est Républicain, elle a été insultée après qu'elle leur a demandé de porter un masque. L'homme l'a frappée au niveau du sternum.

Le directeur de l'établissement a également essuyé la colère du couple. Le sexagénaire a même tenté d'agresser les gendarmes qui sont intervenus.

Le couple a finalement été conduit en garde à vue, mais relâché le 9 août. Les deux individus, âgés de 66 ans et 60 ans, devraient être prochainement entendus pour outrage et rébellion sur personne dépositaire de l'autorité publique. sputniknews.com 10 août 2020

Un masque idéologique.

“Aucun argument scientifique**”** pour imposer le port du masque selon le Pr Toussaint, qui dénonce une **“**mesure politique**”** - covidinfos.net 3 août 2020

Le Professeur Jean-François Toussaint était invité de l'émission “L'info en questions” de la chaine LCI le 29 juillet, il a rappelé qu'il n'y avait “pas de deuxième vague” et que le port du masque obligatoire était une mesure “politique” qui ne reposait sur “aucun argument scientifique”. Vidéo et retranscription de son intervention.

– Virus : déjà la deuxième vague ?

“On nous a dit qu'il allait y avoir une 2ème vague au relâchement d'avril, pas de 2ème vague, qu'il allait y en avoir une au déconfinement de mai, pas de 2ème vague, qu'il allait y en avoir après la fête de la musique où il y a eu des rassemblements très larges, il n'y en a pas eu non plus.”

“Les clusters n'ont pas été suivis d'une augmentation de la mortalité, or une pandémie se mesure au taux, malheureusement, de patients qu'elle emporte.”

“Si on n'a pas d'effets actuellement du masque, et qu'on n'a pas de ré-augmentation de la mortalité, c'est bien parce que tout ce qu'on nous a dit depuis le début n'a pas été suivi de la conséquence attendue.”

– Virus : Pourquoi meurt-on moins ?

“En fait la moitié de la mortalité concerne des personnes de plus de 84 ans en France… sur la mortalité du printemps […] cette mortalité est arrivée très vite.

Maintenant on est dans une situation dans laquelle on a de plus en plus de jeunes asymptomatiques, sur lesquels on ne voit aucun effet dans aucun pays d’Europe.”

– Vaccin : c’est pour demain ?

“Il y en a plus de 120 actuellement qui sont en test […] le problème va être de savoir est-ce qu’il va être à temps si par hasard l’épidémie voyait une diminution comme elle le fait en Europe et qu’il y avait une seule vague […] ça veut dire qu’il ne servirait à rien […] ça a été le cas avec le SRAS.”

– Port du masque : même dans la rue ?

“On n’a aucune argumentation réelle pour pouvoir soutenir cette décision […] même l’interdiction des plages ça n’a aucun intérêt […] le seul endroit où l’on doit être pour ne pas attraper le virus c’est sur la plage […]”

“Il (Olivier Véran) n’a aucun argument scientifique pour le faire (obliger le port du masque) et donc là on est dans le politique.”

– Un virus sans frontières

On a eu beaucoup moins de morts que ce qui était attendu […] La préservation sanitaire coûte que coûte, à n’importe quel prix, finalement c’est ce prix-là qu’on va avoir maintenant. Les 70 millions qui vont passer sous le seuil de pauvreté, ceux qui vont subir les malnutritions et les famines dans le monde entier puisqu’on a bloqué la moitié de l’humanité […] sur cet impact là on va avoir des conséquences qui sont sanitaires, économiques et sociales. covidinfos.net 3 août 2020

https://www.lci.fr/replay/video-24h-pujadas-du-mercredi-29-juillet-2020-2160500.html

"Laissez-nous respirer !" : les antimasques tentent d'organiser la contestation sur les réseaux sociaux - francetvinfo.fr 8 août 2020

En France, le phénomène reste pour l'instant marginal, puisque selon un récent sondage, 85% des Français se disent favorables au port du masque dans les lieux publics clos. Mais l'opposition est de plus en plus visible sur les réseaux sociaux et plusieurs pétitions commencent à circuler. Sur Facebook, les groupes de francophones antimasques les plus actifs restent pour l'instant belges ou québécois.

Pour l'instant, les tentatives de manifestation en France n'ont rien donné. "J'ai tenté d'organiser un rassemblement le 25 juillet, mais j'ai dû annuler au dernier moment car on était seulement quatre", avoue Angélique administratrice et membre active du même groupe Facebook. francetvinfo.fr 8 août 2020

C'est curieux que l'origine géographique du Covid-19 les intéresse plus que son génome.

Coronavirus : pourquoi ce n'est pas forcément à Wuhan que le Covid-19 est passé de l'animal à l'homme - Yahoo 6 août 2020

La ville de Wuhan dispose d’un système pour détecter les cas de pneumonie atypique, ce qui aurait permis de découvrir le nouveau coronavirus. Mais ça ne prouve pas, selon l’OMS, que c’est là qu’il est passé de l’animal à l’humain pour la première fois.

Cette annonce était faite dans le cadre du travail préparatoire d’une enquête épidémiologique sur l’origine de l’épidémie de Covid-19, mené par deux experts de l’OMS, qui se sont rendus en Chine du 11 juillet au 2 août. Yahoo 6 août 2020

Quand ils font semblant de découvrir ce que l'on savait depuis le début.

LVOG - Maintenant qu'ils ont atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés à ce stade, faire le plus de morts possibles en faisant croire à la fatalité, ils peuvent admettre qu'ils étaient inévitables,

Immunité croisée : le rhume pourrait-il nous protéger du Covid-19 ? Sciences et Avenir 7 août 2020

Pourquoi certaines personnes ne présentent pas, ou très peu, de symptômes, alors que d’autres avec les mêmes facteurs de

risque peuvent se retrouver dans un lit d'hôpital, voire pire... Une des hypothèses pour expliquer ce paradoxe est celle de l'immunité croisée : des personnes ayant été exposées à d'autres coronavirus auraient développé une immunité qui serait protectrice face au nouveau virus, empêchant l'infection ou atténuant ses symptômes. Quelques études semblent aller dans ce sens, dont une recherche de l'hôpital universitaire Charité, à Berlin, publiée dans le journal Nature le 29 juillet 2020, qui montre que des personnes n'ayant pas eu de contact avec le nouveau coronavirus possèdent bien des cellules immunitaires qui réagissent à ce virus.

Une mémoire immunitaire qui reconnaît le coronavirus

Lors d'une infection, notre corps se défend en trois temps. D'abord, l'immunité innée (des cellules entraînées à attaquer tout ce qui peut paraître étranger à l'organisme) essaie de contrôler l'agent pathogène. Si cela ne suffit pas, l'immunité adaptative est activée. À ce moment, des cellules spécifiques (des lymphocytes T et B) vont s'adapter pour reconnaître spécifiquement le pathogène et diriger la réponse immunitaire contre lui. Finalement, ces cellules adaptées (ainsi que des anticorps spécifiques contre le pathogène) restent dans l'organisme après l'infection afin de protéger le corps d'une nouvelle agression. C'est le cas par exemple des coronavirus responsables de certains rhumes, auxquels nous sommes exposés régulièrement. Et cette nouvelle recherche montre que grâce à leurs similitudes avec le Sars-Cov-2, certaines de ces cellules immunitaires (les lymphocytes T) reconnaissent le nouveau coronavirus. "Nous voyons cette immunité croisée dans un tiers de personnes qui n'ont pas été infectées avec ce coronavirus, mais avec des tests plus sensibles il est probable que cette proportion soit bien plus importante. révèle à Sciences et Avenir Andreas Thiel, immunologiste à l'hôpital Charité de Berlin et auteur de l'étude. La plupart d'entre nous avons déjà été en contact avec ces coronavirus responsables du rhume ; qu'on ait encore, ou pas, une mémoire immunitaire de ces rencontres dépend de la puissance de cette infection et d'il y a combien de temps elle s'est produite".

Selon le chercheur, cette mémoire immunitaire pourrait expliquer pourquoi certaines personnes sont plus sensibles au virus que d'autres : "Nous savons que certains groupes d'âge sont plus exposés à ces coronavirus, comme les enfants par exemple, donc ils pourraient être mieux protégés contre cette nouvelle menace, spécule-t-il. Mais ce n'est qu'une hypothèse pour le moment, on doit encore confirmer si cette réponse immunitaire peut-être protectrice ou pas". Sciences et Avenir 7 août 2020

Totalitarisme. Big Brother et ses miliciens vous surveillent.

Transports en commun : Darmanin et Djebbari annoncent une multiplication des patrouilles - BFMTV 6 août 2020

Plusieurs mesures vont être prises pour lutter contre les actes de délinquance "en forte augmentation" dans les transports en commun. Parmi elles, la généralisation de la vidéosurveillance. BFMTV 6 août 2020

Ils promeuvent des tests "***merdiques***" pour alimenter une pandémie déjà frauduleuse.

Covid-19 : des chercheurs d'Harvard plaident pour une généralisation de "mauvais tests" moins chers et plus rapides - Franceinfo 4 août 2020

Le professeur d'épidémiologie Michael Mina, par exemple, milite depuis des semaines pour ce qu'il a appelé des tests de mauvaise qualité, "nuls" ou plus familièrement "merdiques" ("crappy"). L'idée est de s'affranchir du modèle actuel de tests moléculaires de haute précision (PCR). Ceux-ci sont encore trop rares dans une large partie des Etats-Unis. Les gens habitants font souvent la queue des heures et attendent des jours – voire une semaine – pour obtenir les résultats.

Michael Mina a proposé que l'agence américaine des médicaments (FDA) autorise la mise sur le marché de tests rapides, faits à la maison à partir d'une bandelette de papier qui changerait de couleur en un quart d'heure pour donner le résultat, comme un test de grossesse. Ces tests ont une sensibilité faible, c'est-à-dire qu'ils manquent beaucoup de cas positifs et donnent donc beaucoup de "faux négatifs".

Mais pour Michael Mina et d'autres experts, cette stratégie serait plus efficace en termes de santé publique puisqu'au niveau de la population, le nombre de cas identifiés serait plus grand qu'actuellement. Ces tests rapides sont bons en moyenne pour détecter les personnes qui rejettent beaucoup de virus, c'est-à-dire quand elles sont très contagieuses, au tout début, tandis que les tests PCR sont très sensibles et détectent même de faibles concentrations de virus, par exemple en fin de maladie quand les gens sont peu contagieux.

"Pas cher au point d'être utilisé fréquemment"

"Nous sommes tellement attachés aux tests hauts de gamme et chers que nous ne testons personne", a déploré Michael Mina récemment dans le podcast This Week in Virology (en anglais). "Peut-être n'avons-nous besoin que d'un test nul. S'il n'est pas cher au point de pouvoir être utilisé fréquemment, alors il détectera peut-être 85% des gens contagieux, au lieu de moins de 5%".

Le directeur de l'institut de santé global d'Harvard, Ashish Jha, est lui aussi revenu à la charge. "Ces tests ne sont pas si nuls", a-t-il dit à des journalistes. "Quand on est très contagieux, et qu'on a beaucoup de virus dans la gorge et ailleurs, le test s'améliore beaucoup". Or, "d'un point de vue épidémiologique, c'est exactement le moment où on veut détecter les gens". Même si le test rapide manque la moitié des cas, il est probable qu'avec deux tests par semaine, il finira par les détecter.

Tous rappellent qu'en outre, le système actuel rate neuf cas sur dix, puisque relativement peu de personnes se font dépister, selon les estimations des Centres de lutte contre les maladies. La FDA n'a encore autorisé aucun de ces tests à bandelette, qui coûteraient entre 1 et 5 dollars. Franceinfo 4 août 2020

“Il n**’**y a aucune progression de l**’**épidémie**”** selon le Dr Menat, **“**plus on teste et plus on trouve de personnes positives !**”** - covidinfos.net 7 août 2020

Extraits d’une chronique du Docteur Eric Menat parue dans France-Soir du 4 août qui dénonce une augmentation “artificielle” du nombre de cas positifs et une volonté de “restrictions des libertés”. Extraits ci-dessous ou lire l’intégralité de l’article en cliquant ici.

“Depuis quelques semaines on nous explique, tests à l’appui, que l’épidémie est en train de repartir, que le nombre de cas ne cesse d’augmenter et qu’il va falloir nous appliquer des restrictions de plus en plus draconiennes.” […]

“Alors les masques qui étaient inutiles d’après tous nos experts (et nos ministres) au mois de mars, en plein cœur de l’épidémie, quand nous avions plus de 500 morts par jour, sont devenus subitement obligatoires aujourd’hui où nous avons moins de 10 morts par jour.” […]

“Ils sont obligatoires dans les endroits clos et le deviennent progressivement dans la rue. On envisage même de refermer les bars et le pire reste à venir en termes de limitation de nos libertés.” […]

“Mais sur quelle base scientifique ? On nous explique que c’est en se référant aux chiffres de nombre de cas positifs qui ne cessent d’augmenter. Ça parait logique, mais est-ce un bon argument ?” […]

“Plus on teste et plus on trouve de personnes positives ! En moyenne, en France, 2,5% des personnes testées sont positives.

Si vous testez 10000 personnes, vous avez 250 tests positifs

Si vous testez 40000 personnes, vous avez 1000 tests positifs.

Ces personnes positives existaient la veille ou la semaine dernière, mais c’est juste qu’on ne les avait pas testées.” […]

“Et on peut mettre ces courbes en parallèle avec les hospitalisations qui ne cessent de baisser pour prouver un peu plus qu’il n’y a aucune augmentation de l’épidémie.

“Nous ne sommes pas face à une épidémie de cas positifs, mais à une épidémie de tests ! Et comme les tests sont maintenant gratuits et réalisables sans ordonnance, cette épidémie n’est pas près de s’arrêter.” […]

“Et si c’était la raison de ce décret sur les tests réalisables par tous : faire augmenter artificiellement le nombre de cas positifs pour pouvoir inquiéter la population et mieux nous contraindre par la peur. Car si vous pensez ces chiffres montrent une aggravation de l’épidémie, il est certain que vous accepterez plus facilement toutes les restrictions à nos libertés.” […]

“Et vous attendrez tous avec angoisse l’arrivée du vaccin qui sera considéré comme le sauveur de l’humanité. Le Messie que tous espèrent !” […]

“Donc, que des personnes soient positives au Coronavirus n’est pas surprenant. La vraie question est : ces personnes sont-elles malades ? Et la réponse est non dans 99% des cas. Et surtout il n’y a plus de cas graves à part quelques cas particuliers avec de nombreuses comorbidités (ils ont plusieurs maladies qui les fragilisent).” […]

“D’ailleurs, si le virus était vraiment aussi virulent qu’en février-mars, l’épidémie serait déjà repartie. Vous avez probablement vu les images de la fête de la musique ? Ou celle du métro parisien. La promiscuité est majeure. Croyez-moi, si le virus était aussi virulent qu’au départ, on aurait eu une recrudescence des cas et le nombre de cas ne serait pas proportionnel au nombre de tests. Petit à petit on aurait 3 puis 5 puis 10% des tests positifs ! Or ce n’est pas le cas.” […]

“Et surtout, paniquer la population pour des chiffres qui prouvent en fait qu’il n’y a aucune progression de l’épidémie et que nous voyons de moins en moins de malades est-il vraiment une bonne chose ?” […]

“Condamner des pans entiers de notre économie, mais surtout créer des sentiments d’anxiété avec toutes les pathologies qui en découleront est-il vraiment une bonne idée sur le plan sanitaire et social ?” […]

“Pour le moment, tout est fait pour créer un sentiment d’insécurité et restreindre nos libertés.” covidinfos.net 7 août 2020

Source :

http://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/des-tests-pour-nous-eclairer-ou-nous-aveugler

Ces professionnels de la santé qui dénoncent le ***“délire collectif”***, la ***“folie collective***", la ***“psychose”*** des gouvernements.

Le Dr Gourvénec dénonce un **“**délire collectif**”** entretenu par la **“**peur**”** et **“l’**absurdité**”** - covidinfos.net 7 août 2020

Le pédopsychiatre Thierry Gourvénec se penche dans une tribune relayée par l’anthropologue J-D. Michel sur l’hypothèse d’un “délire collectif” dans les réactions gouvernementales ou populaires à la crise du Coronavirus. Texte intégral.

Vous pouvez également visionner l’interview vidéo du Dr. Gourvénec en fin de page.

“Quand, à l’échelle de la planète, on observe les décisions politiques prises en phase aiguë de pandémie de covid-19 et celles imposées dans ses suites actuelles, et qu’on les met en perspective, aussitôt une chose saute aux yeux : leur incohérence.”

“D’une ampleur telle que même favorable aux gouvernements au pouvoir il devient difficile, soumis à l’épreuve du constat de tant d’incohérences, de ne pas être envahi par la perplexité.”

En France au printemps, en phase d’expansion de la pandémie, les tests et les masques étaient jugés inutiles, voire, pour ces derniers, nuisibles, quand ils ne nécessitaient pas des compétences si particulières pour les ajuster… qu’elles dépassaient celles d’une ministre. Par contre en été alors que la pandémie est terminée, le masque, aux mailles tissulaires de taille bien supérieure à celle du virus, n’est plus inefficace et inutile, mais devient au contraire et paradoxalement indispensable et obligatoire, y compris parfois en extérieur, et des amendes élevées sont même prévues pour les récalcitrants ou les allergiques.

Les tests sont pratiqués en nombre croissant alors qu’ils sont désormais parfaitement inutiles (d’autant que le test PCR ne distingue pas les virus morts des virus vivants), et les résultats positifs qui ne sont même pas des malades sont égrainés comme l’étaient les morts pendant la phase aiguë, réactivant la peur déstructurante. Tout cela est absurde. Incohérent. Des décisions tellement absurdes et incohérentes qu’issues de ministres, forcément non-dénués d’intelligence, elles forcent aux questionnements les plus divers. Pour certains observateurs de plus en plus nombreux une réponse s’impose : il y a forcément anguille sous roche, autrement dit un complot inavouable contre les peuples, provenant de l’industrie pharmaceutique ou d’autres horizons. Tandis que pour d’autres, n’excluant pas forcément certains aspects de la précédente hypothèse, cette affaire traduit en priorité un phénomène rare mais néanmoins bien réel : un délire collectif. Au sens véritablement pathologique du terme.

C’est cette hypothèse que je vous propose d’explorer.

Pour qu’un délire collectif se déclenche il faut des conditions particulières. Tout d’abord l’existence d’une angoisse persistante ou d’une peur intense confinant à la panique est indispensable. Ce fut le cas ici au su de ce qui se passait à Wuhan : laboratoire P4, confinement généralisé immédiat, construction de deux hôpitaux dont le premier de 1000 lits en 10 jours, au nom halluciné : « L’hôpital de la montagne du dieu du feu ».

Mais cette angoisse doit détenir des caractéristiques particulières pour acquérir la capacité de faire délirer un nombre important de membres d’une collectivité. Être associée à un très intense sentiment partagé de culpabilité par exemple (tel qu’on a pu l’observer dans la rumeur délirante, dite d’Orléans, de 1969), ou encore renvoyer à des peurs archaïques (du genre de celle ayant tétanisé une population entière. A l’occasion d’une épidémie particulièrement meurtrière par exemple: la peste noire décima de 1346 à 1353 quasiment la moitié de la population de l’Europe), ou à des paniques très récentes concernant précisément des épidémies à coronavirus. Mais aussi des épidémies de grippe, aviaire ou non, ou d’Escherichia Coli Entéro-Hémorragique comme en 2011. Il est plus que probable que la mémoire consciente et inconsciente de ces diverses épidémies a joué un rôle dans l’appréhension et la gestion de la covid-19, en particulier chez les épidémiologistes et les infectiologues.

Une fois que le germe du délire a imperceptiblement envahi une part significative d’un groupe – dans le cas présent des dirigeants politiques et des responsables de média, puis les journalistes – il va acquérir rapidement la capacité de contaminer une proportion toujours plus grande de personnes. Le délire fait tâche d’huile. Rapidement on va voir apparaître dans le

groupe concerné des symptômes de délire : des troubles de la logique la plus élémentaire à l'origine d'incohérences et d'absurdités, des perturbations de capacités cognitives, une imprévisibilité des comportements et des décisions, la présence de nombreux paradoxes, de l'irrationalité, une atteinte au bon sens tandis que l'intelligence recule, la peur affectant la qualité des capacités de réflexion et de raisonnement dans le groupe, dont la taille s'accroit si la thématique du délire ne concerne pas que le groupe d'origine mais une population plus large. Ce qui est le cas dans une épidémie infectieuse.

Les modalités du délire sont telles qu'individuellement les gens happés par celui-ci ne présentent pas de troubles psychologiques particuliers dans leurs relations sociales tant que ne sont pas évoqués de manière précise le ou les thèmes délirants. Mais ceux-ci sont tellement prégnants dans le nouveau quotidien qu'ils en deviennent obsédants. Aussi dès qu'ils sont abordés, des perturbations du langage, du raisonnement et du comportement peuvent apparaîitre. En fait la pensée de groupe n'étant plus rationnelle, la communication collective devient délirante, et les individus non maîtres de celle-ci, vouée à une logique propre teintée par l'inconscient collectif, désormais prisonniers du délire, n'ont plus d'autre alternative que de s'en faire l'écho par adhésion inébranlable, et de la propager.

Une fois le délire installé, sa critique par les personnes happées par celui-ci s'avère impossible. Les appels à la Raison de tiers extérieurs au groupe délirant sont inopérants. Et cela d'autant plus que les interlocuteurs délirants ont un bagage intellectuel conséquent. Non seulement parce qu'il est toujours malaisé de reconnaître des erreurs de jugement, mais aussi, et surtout, parce qu'à ces personnes ayant une haute opinion d'elles-mêmes, il leur est absolument impossible d'admettre l'existence d'un processus pathologique qu'ils subiraient, et pour la bonne raison que leur niveau d'intelligence est jugé par eux incompatible avec des absurdités qu'ils ne reconnaissent de toute façon pas. Seule la part de la population moins investie dans la compétition intellectuelle ou à l'esprit critique affûté, se trouve avoir un accès plus aisé au bon sens tellement heurté par les incohérences et autres absurdités. Celle-ci se trouvera donc plus facilement réceptive aux appels à la raison. Tandis que l'élite ne sera sensible qu'aux rapports de force politiques ou scientifiques.

Dans le délire collectif en cours aujourd'hui la thématique délirante repose sur l'extrême dangerosité du virus. Dès le départ, en raison de la gestion chinoise très particulière et très anxiogène du début d'épidémie, cette dangerosité a semblé majeure, et cette conviction malgré de nombreux démentis est devenue inébranlable, contaminant des cercles toujours plus grands de population. Le fait qu'il s'agisse d'un coronavirus comme lors des épidémies de SRAS en 2003 et de MERS en 2012, de sinistre mémoire bien qu'elles se soient révélées de mortalité infime, a forcément joué un rôle considérable.

Le coronavirus, comme l'adénovirus et le rhinovirus, est un virus de rhume. Mais le SARS-Cov2 semble faire naître un paradoxe «entre sa très grande innocuité pour l'immense majorité des gens et sa dangerosité extrême dans certains cas ». En fait il est dangereux essentiellement pour les personnes âgées en fin de vie. Et donc en réalité il est un paradoxe seulement en apparence, rendant néanmoins l'épidémie difficile à penser. Un paradoxe relatif si l'on songe que ce processus pathogène est celui de toutes les infections respiratoires, le nez n'étant pas un organe vital, tandis que le poumon l'est. Et dont l'atteinte infectieuse quelle qu'elle soit est potentiellement mortelle. Et avec une symptomatologie parfois bien plus impressionnante que dans la covid-19 comme lors de l'épidémie de grippe de Hong-Kong de 1968-69 au cours de laquelle les infectés développant en grand nombre une pneumopathie, présentait une hémorragie pulmonaire noyant les malades dans leur sang. Et pourtant cette grave épidémie à la complication effrayante n'a pas généré de panique. Et, en son absence, encore moins de délire collectif.

Au lieu du million de morts mondial dans son cas, 31 000 en France, quel en aurait été son dramatique bilan si à l'époque on avait confiné les porteurs sains ? covidinfos.net 7 août 2020

Source :

– Le délire collectif de la covid-19

https://jdmichel.blog.tdg.ch/archive/2020/08/07/le-delire-collectif-de-la-covid-19-308053.html

À voir également, interview du Dr.Gourvénec par "Le Media" :

https://www.youtube.com/watch?v=2QFirQKLhEI

La généticienne Alexandra Henrion-Caude dénonce une **"**folie collective qui nous mène dans le mur**"** - covidinfos.net 3 août 2020

Généticienne et ancienne directrice de recherche à l'Inserm, Alexandra Henrion-Caude évoque dans cette interview les origines du virus, l'utilité des masques et du confinement, le vaccin et les conflits d'intérêts qui musèlent les "élites intellectuelles mondiales".

"C'est quoi être en bonne santé ? Nous avons quand nous sommes en bonne santé la capacité de faire face à à peu près tous virus, bactéries, pathogènes ; Nous avons le système de défense qui nous a été donné pour le combattre."

“Le système immunitaire c’est finalement un capital santé qui nous est propre, et qu’il faut entretenir en faisant du sport, en évitant d’être confinés pendant 2 mois, en ayant une bonne aération, une bonne oxygénation, c’est-à-dire en évitant de mettre des masques, en ayant une bonne alimentation c’est à dire en ayant la liberté de sortir acheter tout ce dont on a besoin là où il le faut pour avoir la diversité alimentaire qu’il nous faut…” […]

“Sur cette gestion de crise, je ne comprends pas pourquoi on en fait autant […] on peut raisonnablement se mettre à douter du mot même de pandémie quand on voit que finalement au niveau mondial, à mois équivalent sur les autres années, nous n’avons pas assisté à la surmortalité qui est attendue pour une pandémie.”

« Si avant cet épisode de folie collective qui nous mène dans le mur […] je vous avais dit prenez un mouchoir […] crachez deux trois fois sur votre mouchoir et maintenant vous le gardez pendant deux trois heures sur votre nez ! […] Vous ne l’auriez pas fait, par votre bon sens.”

“c’est une aberration que de développer dans une urgence absolue un vaccin contre un virus en moins de 6 mois […] sans être certain de ne connaître aucun des effets secondaires […] (alors) On va tester sur des populations […] et donc l’horreur de l’horreur de l’horreur fait que l’on a choisi arbitrairement l’Afrique du Sud pour mettre en place une vaccination de force […]. Ils sont véritablement utilisés comme des cobayes.”

“[Je suis] Abasourdie par le fait que notre élite intellectuelle mondiale ait osé si peu parler, mais je l’ai compris car des collègues d’une qualité exceptionnelle étaient muselés par le fait qu’ils avaient des conflits d’intérêt avec des laboratoires pharmaceutiques…” covidinfos.net 3 août 2020

“On entretient un climat de peur**”** alors que **“**les hospitalisations et les décès continuent de diminuer**”** dénonce le Pr Rodenstein - covidinfos.net 2 août 2020

Le Pr Daniel Rodenstein est un médecin pneumologue belge à la retraite qui s’est exprimé dans les colonnes du site LeVif.be au sujet de l’épidémie de Coronavirus en Belgique et dans le monde. Il dénonce une “psychose” et des mesures contre la maladie “qui engendrent et engendreront les désastreuses conséquences”. Extraits.

“Chaque année environ 110.000 personnes meurent en Belgique. Chaque mois, 9.100 morts. Chaque jour, 300 morts. Un peu plus en hiver ou un peu moins en été, le chiffre tourne autour de 300 morts par jour en moyenne.” […]

“En 2020, pendant quelques jours du 15 mars au 15 mai, il en est mort un peu plus.[…] Si on regarde l’année 2020 dans son ensemble, il est probable qu’au lieu de 110.000 morts nous aurons entre 110.000 et 115.000 décès. Et comme chaque année, la majorité des morts de 2020 seront âgés de plus de 64 ans.” […]

“Si on regarde ces faits pour ce qu’ils sont, il n’y a là rien, mais vraiment rien, qui puisse expliquer la psychose qui s’est abattue sur la Belgique, qui l’a submergée, paralysée, bouleversée. La vie a été éteinte, suffoquée par un vent de panique où chacun est devenu brutalement une menace mortelle pour son voisin, son prochain, son ami, son aimé et surtout son ainé.” […]

“Le Covid-19 n’aura pas non plus beaucoup changé les chiffres dans le monde, où il meurt chaque année, en gros, 57.000.000 d’humains. Le Covid-19 a tué jusqu’ici, en gros, 600.000 personnes. A peine 1% des morts d’une année quelconque !” […]

“Un autre élément mérite d’être souligné. La mortalité journalière attribuée à la maladie est assez stable depuis plusieurs semaines dans le monde (autour de 5.000 par jour), alors que le nombre de cas diagnostiqués par jour continue d’augmenter. La maladie semble donc de moins en moins mortelle. Cependant, lorsqu’on annonce des chiffres on omet de les expliquer. On nous signale le nombre de cas confirmés, mais on ne nous dit pas si ces gens sont malades ou s’ils se portent comme un charme. On entretient un climat d’anxiété, de peur, alors qu’en Belgique les hospitalisations et les décès continuent de diminuer, même si les cas confirmés augmentent. Et si les chiffres belges ne sont pas assez anxiogènes, on nous parle des Etats Unis où il y a beaucoup de morts (138.000), mais on ne fait pas remarquer qu’il y en a nettement moins par million d’habitants qu’en Belgique (415).” […]

“On mélange, et on entretient une confusion entre cas confirmés, maladie bénigne, malades hospitalisés, soins intensifs. En sachant que seule une minorité des patients hospitalisés (12%) a besoin de soins intensifs, et que la plupart des cas confirmés s’en sortiront sans mal. On nous menace d’une deuxième vague en taisant que cette deuxième vague, si elle survient un jour, sera probablement bien moins grave. L’âge des nouveaux cas est inférieur à l’âge de la première vague, il y aura donc moins de cas graves et moins de morts.” […]

“Que tirer comme bilan ? Il est clair à mes yeux sans le moindre doute que les mesures prises pour combattre cette maladie sont complètement disproportionnées par rapport à la gravité réelle de la maladie.Que la façon de présenter cette maladie […] est déformante, anxiogène, exagérée, injustifiée.”[…]

“On pourrait prétendre que si le Covid-19 n’est pas si grave c’est précisément grâce aux mesures prises qui ne seraient alors ni injustifiées, ni exagérées, ni inappropriées. La Suède, qui n’a pas confiné (ou des pays pauvres où le confinement est simplement impossible) devrait être alors la championne de la mortalité. Si l’on regarde par rapport à la population de chaque pays (par million d’habitants), la Suède est loin derrière la Belgique, le Royaume-Uni, l’Espagne et l’Italie, qui ont, eux, confiné. De fait, il n’y a pas de rapport clair entre un confinement plus ou moins strictement respecté et les conséquences de la pandémie d’après les chiffres de l’OMS à ce jour. Ni en Europe ni dans le monde.” […]

“Le coronavirus SARS-CoV-2 accusé de tous les maux de la terre n’aura rien à voir avec les pires conséquences de cette pandémie. Ce sont les mesures et décisions prises à l’encontre de cette maladie […] qui engendrent et engendreront les désastreuses conséquences dont nous tous serons les témoins.” […] covidinfos.net 2 août 2020

https://www.levif.be/actualite/international/on-confond-pandemie-avec-menace-mortelle-carte-blanche/article-opinion-1315021.html?fbclid=IwAR26ny02SwbssZMm4q9V5nAl7Z78hiX3n89bLqgQor-uhKLc17FQf_K1IIw

Le Pr Toussaint dénonce un **“**Suicide collectif généré par le conseil scientifique**”** et une **“**peur irraisonnée**”** imposée à la population - covidinfos.net 11 août 2020

Invité de l’émission “Les Grandes Gueules” de la radio RMC, le professeur Jean-François Toussaint a fait le bilan de la crise actuelle et notamment déploré la “peur irraisonnée” imposée à la population, un port du masque “sans le moindre intérêt” et un conseil scientifique qui serait en fait un “comité politico-sanitaire”.

“On est de plus en plus dans un monde de croyance, de moins en moins scientifique et de plus en plus irrationnel.” […]

“Ce qui est malheureusement attribué au comportement des populations finalement revient la plupart du temps à ce que sont les évolutions spontanées du virus.” […]

“C’est sur les décès que l’on comprend une épidémie. […] Le taux de létalité est en train de s’effondrer avec moins de dix morts par jour depuis une semaine… Entretenir la peur n’est plus légitime.” […]

“Le danger n’est plus présent et on continue à instaurer une peur irraisonnée…” […]

“Plus de 60000 enfants sont morts dans le monde d’un confinement général, un confinement aveugle. Il n’y a aucune relation entre l’intensité du confinement et les résultats derrière.” […]

Le port du masque “c’est juste du mimétisme social, ce n’est que cela, on a absolument aucune démonstration du moindre intérêt scientifique.” […]

On fait face à “un suicide collectif généré par le conseil scientifique.” […] covidinfos.net 11 août 2020

Un groupe de médecins allemands lance un appel international à faire la lumière sur la crise du Coronavirus et sa gestion - covidinfos.net 5 août 2020

L’ACU est un groupement de médecins allemands qui a lancé en juillet un appel international pour que soient réalisées des enquêtes indépendantes et que lumière soit faite sur la gestion de l’épidémie du COVID-19 et ses nombreuses conséquences collatérales. Ils soulignent notamment les dangers des vaccins en cours d’élaboration, ou de l’obligation de porter un masque. Plus de 2000 personnes (liste ici) dont de très nombreux professionels de santé ont déjà rejoint leurs rangs. Vidéo (https://vimeo.com/434999409) et extraits.

“La seule chose qui vient du gouvernement est l’appel constant à la vaccination contre une maladie dont nous savons maintenant très bien, grâce à de nombreuses études internationales, qu’elle est très comparable aux maladies de la grippe, que les taux de mortalité ne sont pas plus élevés qu’avec les fortes vagues de grippe et que les mesures ne peuvent pas être justifiées par cela.”

“Des études internationales reconnues et d’experts de tous les domaines, qu’ils soient virologistes, bactériologues, épidémiologistes ou même économistes, ne sont tout simplement pas entendus ou sont ignorés. Pire encore, on les traite de menteurs, de charlatans ou de the´oriciens du complot, ce qui ne manquera pas de devenir le mot d’ordre de l’année 2020.”

“On annonce une vaccination qui peut être très dangereuse, une vaccination sans nécessité médicale […]. Il n’y a même plus assez de personnes en Allemagne qui tombent malades pour qu’un vaccin puisse être testé sur elles. Et il s’agit d’une nouvelle forme de vaccination, dite à ARN, qui, contrairement aux vaccinations précédentes, est capable de modifier le matériel génétique. Et peut causer des dommages incalculables aux personnes.” […] covidinfos.net 5 août 2020

Qui complote ? L'OMS ou le prestigiditateur de Big Brother.

Peut-être jamais de "solution magique" contre le coronavirus, dit l'OMS - Reuters 3 août 2020

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a averti lundi qu'il n'y aurait peut-être jamais de "solution magique" contre la pandémie de coronavirus en dépit des espoirs suscités par les recherches sur de possibles vaccins.

"Il y a de nombreux vaccins en cours d'essai, quelques uns sont à la dernière étape des essais cliniques, et il y a de l'espoir. Cela ne signifie pas que nous aurons le vaccin mais au moins, la vitesse à laquelle nous avons atteint le niveau où nous sommes aujourd'hui est sans précédent", a dit Tedros Adhanom Ghebreyesus.

"Certains craignent que nous ne puissions pas disposer d'un vaccin efficace ou que sa protection ne dure que quelques mois, pas plus. Mais tant que les essais cliniques ne sont pas terminés, on ne saura pas." Reuters 3 août 2020

« Il faut refuser ces vaccins contre le COVID-19 ! » affirme le Dr Pierre Cave - covidinfos.net 8 août 2020

Tribune du Dr Pierre Cave pour le site Nexus.fr, radiologue, ancien interne et chef de clinique de Marseille qui affirme que “le vaccin est plus dangereux que la maladie” et qu’il est nécessaire de le “refuser” au nom de “l’intérêt général”.

“Plusieurs laboratoires privés (= à but lucratif) annoncent triomphalement qu’ils ont réussi à mettre au point un vaccin contre le COVID. Et de nombreux médias se font complaisamment l’écho de ces annonces en n’hésitant pas à parler de victoire définitive sur la maladie.

Ma réaction vis-à-vis de ces annonces est une MÉFIANCE ABSOLUE.

Pour plusieurs raisons :

1) L’épidémie est terminée (en France), je ne cesse de le répéter depuis plusieurs semaines, et toutes les publications scientifiques confirment cette constatation (encore une fois, cela ne veut pas dire que la maladie a disparu). Donc la question qui devrait logiquement être posée est : « quelle est la nécessité de vacciner s’il n’y a plus d’épidémie ? » Simple bon sens !

2) Plus grave : les vaccins annoncés par les laboratoires ont été élaborés en quelques semaines, avec un IMPÉRATIF COMMERCIAL DE RENTABILITÉ immédiate. Alors que normalement il faut des mois, voire des années pour mettre au point un vaccin, du moins si on respecte les critères scientifiques de sécurité sanitaire. Or, précisément dans le cas présent aucun de ces critères n’a été respecté. Eh oui ! il fallait faire vite… être le premier sur le marché…. avec des milliards de bénéfices à la clé !

Donc on peut affirmer avec certitude que ces pseudo vaccins ne présentent AUCUNE GARANTIE d’efficacité, et pire, ON NE SAIT RIEN DES EFFETS SECONDAIRES de ces produits. Ni à court, ni encore moins à moyen ou à long terme.

La course forcenée au profit est incompatible avec les contraintes de la recherche scientifique.

Et ne parlons pas de morale ni d’éthique !!!

3) Encore plus grave, le plus grave peut-être, et que l’industrie pharmaceutique se garde bien de souligner, c’est que les vaccins sont CONTRE-INDIQUÉS chez les sujets qui ont été contaminés (= phénomène d’interférence virale et d’amplification virale). Il s’avère qu’un grand nombre de personnes ont été contaminées par le coronavirus sans avoir des signes apparents de la maladie. Ce sont les “porteurs sains”. En effet il faut se souvenir que ce virus est peu dangereux mais très contagieux. Donc en vaccinant à l’aveugle la population dans un tel cas de figure, on mettrait en danger toutes ces personnes qui ont été contaminées sans le savoir.

En d’autres termes le vaccin est plus dangereux que la maladie.

En conclusion ces pseudo vaccins sont à la fois INUTILES et DANGEREUX.

J’espère que le gouvernement français ne commettra pas une nouvelle erreur en recommandant cette vaccination ou en la rendant obligatoire.

En toute logique, devant le manque flagrant de garanties sanitaires présentées par ces vaccins, le gouvernement devrait même REFUSER L’AMM (autorisation de mise sur le marché). Pour ma part (quitte à être sanctionné), à titre individuel mais en tant que médecin, je n’hésite pas à anticiper les décisions du gouvernement : IL FAUT non seulement REFUSER CES

VACCINS, mais dénoncer et condamner la démarche purement mercantile et le cynisme abject qui ont guidé leur production. Précision très importante (au risque de décevoir le courant obscurantiste) : habituellement, je ne suis pas un adversaire des vaccins, bien au contraire !

Je suis carrément un ardent défenseur des vaccins classiques DT-Polio, BCG, variole etc qui ont sauvé des millions de vies humaines, et qui ont même permis l'éradication de certaines maladies, précisément la variole et la poliomyélite. Mais dans le cas présent, la seule lecture des FAITS, qui sont de notoriété publique, mène irréfutablement à la même conclusion que moi. REJET et CONDAMNATION. Dans l'intérêt général." covidinfos.net 8 août 2020

Le vrai visage du capitalisme. On se demandera comment un tel commerce a pu se développer.

LVOG - C'est marrant cette tendance que j'ai à oublier qu'on vivait en démocratie sous une république...

Ces fortunes devenues multimilliardaires grâce au business des Ehpad - challenges.fr 2 août 2020

Yves Journel, fondateur de DomusVi, le reconnaît, son secteur n'a pas bonne presse, surtout depuis la crise du Covid-19. "On fait des reproches à tous les Ehpad, publics et privés, mais on nous dit 'Et en plus, vous, vous faites de l'argent'."

Le septuagénaire est le seul actionnaire privé de groupe d'Ehpad qui ait accepté de nous parler. Il contrôle 34% de DomusVi, 78% de Sedna, neuvième groupe français, et détient 10% d'Emera, septième groupe, selon le Mensuel des maisons de retraite.

Spécialistes de la santé comme Yves Journel ou professionnels de l'immobilier, ils sont une petite dizaine à avoir bâti leur fortune sur le business des maisons de retraite médicalisées. Ces multimillionnaires, âgés de 65 à 80 ans, passent aujourd'hui la main dans des conditions très favorables.

Ces pionniers ont démarré dans les années 1980 ou 1990, alors que l'offre publique était insuffisante et médiocre. Leur activité explose après la canicule de 2003. Le privé truste l'essentiel des créations d'établissements. Avec, à la clé, un business model ultra-avantageux. Les pouvoirs publics financent les dépenses de soins en leur versant des dotations, tandis que les groupes restent libres de fixer les tarifs d'hébergement, dont le niveau médian atteint 2.700 euros par mois, voire plus de 5.000 euros en région parisienne. Sans que les prestations ne soient toujours à la hauteur des prix pratiqués…

"C'est le secteur le plus rentable de la santé privée, il est plus facile de marger quand le résident paye lui-même 60 % du coût de la prestation", observe le consultant Raoul Tachon. A partir de 2010, l'Etat limite les créations d'Ehpad, figeant les rentes de situation. La pression concurrentielle est d'autant plus faible que les taux d'occupation sont quasiment à 100 %. Forts de leurs réserves de cash, les leaders se diversifient dans les résidences seniors et partent à l'assaut de l'Europe, où ils deviennent dominants. Les multinationales de "l'or gris", Korian et Orpea, ont même fait leur entrée en Bourse, offrant une porte de sortie à leurs fondateurs.

Le magnat lorrain de l'immobilier Charles Ruggieri, qui a bâti Korian à coups de rachats, a déjà lâché le groupe il y a plusieurs années. Le désengagement du neuropsychiatre Jean-Claude Marian, fondateur et PDG d'Orpea, est plus récent. "Il a mis en place une ingénierie financière et immobilière redoutable, permettant à Orpea d'acquérir plus de la moitié des murs de ses Ehpad, le nerf de la guerre", décrypte un analyste. Après avoir cédé 15% du capital en 2013 pour 320 millions, Marian a vendu ses 6,4% restants fin janvier pour… 450 millions. Il en a réinvesti une partie dans un immeuble de 7.300 mètres carrés au cœur de Bruxelles, le Regent Park, loué à prix d'or à Facebook et Bank of China.

Les autres groupes d'Ehpad ont plutôt choisi de faire rentrer des fonds d'investissement. L'an passé, Dominique Pellé a vendu à I-Squared 65% du capital de Domidep, cinquième groupe français, sur la base d'une valorisation faramineuse de 1,15 milliard d'euros.

Les actionnaires d'Ehpad sont habitués à faire profil bas. Mais ils ne dédaignent pas le luxe. Philippe Péculier est un fan de voitures de collection, Mennechet a investi dans des concessions Ferrari et Maserati, dirigées par son fils Jérémy. Il possède une maison au bord du lac Léman, un chalet de 475 mètres carrés à La Clusaz, un grand domaine de chasse près de Dijon et un yacht de 31 mètres, plus petit toutefois que celui de Claude Cheton. Les fortunes des Ehpad aiment aussi le vin. Yves Journel détient 32 hectares de vignes et 95 de forêt au cœur des Côtes de Provence. Le Bordelais Patrick Teycheney a lui dépensé 18 millions d'euros pour racheter trois propriétés classées Saint-Emilion grand cru.

Le plus "flambeur" reste Jean-François Gobertier. Une personnalité à part: ce fan de Johnny Hallyday, actionnaire de la société qui gère les droits du chanteur décédé, collectionne les Harley et les voitures de luxe. Outre des restaurants et des hôtels, il s'est aussi fait construire une splendide villa de 700 mètres carrés au bord du lac d'Annecy. challenges.fr 2 août 2020

La dégénérescence de l'espèce humaine en marche.

Le fonctionnement cognitif des baby-boomers décline, selon une étude - Yahoo 3 août 2020

Une récente enquête a montré que les scores cognitifs moyens des adultes âgés de 50 ans et plus augmentaient de génération en génération, en commençant par la plus “ancienne” génération (née en 1890-1923) avant d’atteindre un sommet chez les bébés nés pendant la guerre (entre 1942-1947). C’est ensuite que la situation s’envenime. Les scores du fonctionnement cognitif ont commencé à baisser pour les personnes nées entre 1948-1953. Ils ont encore diminué chez les baby-boomers nés entre 1954-1959.

“Mais ce qui m'a le plus étonné, c'est que ce déclin est observé dans tous les groupes : hommes et femmes, de toutes races et ethnies et à tous les niveaux d'éducation, de revenus et de richesse”, selon Hui Zheng, professeur de sociologie à l'Ohio State University. L’auteur précise que les scores cognitifs des baby-boomers commencent déjà à être inférieurs à ceux des générations précédentes dès l’âge de 50 à 54 ans.

Santé, revenus de la famille, niveaux de scolarité, professions, l'augmentation des scores cognitifs dans les générations précédentes pourrait être liée à des conditions d'enfance bénéfique. Pourtant, pour les baby-boomers, les conditions sont aussi bonnes et même meilleures. “Le déclin du fonctionnement cognitif que nous constatons ne provient pas de conditions de l'enfance plus pauvres”, a déclaré le Dr Zheng.

Selon lui, les scores de cognition plus faibles chez les baby-boomers étaient la conséquence d’une richesse moins importante, des niveaux plus élevés de solitude et de dépression, le manque d'activité physique et l'obésité. De même, vivre sans conjoint, être marié plus d'une fois, avoir des problèmes psychiatriques et des facteurs de risque cardiovasculaire, l'hypertension, les maladies cardiaques et le diabète étaient également associés à un fonctionnement cognitif plus faible chez les personnes de cette génération. Yahoo 3 août 2020

LVOG - Ce qui serait intéressant de poursuivre cette étude avec les génération suivantes. On constaterait sans doute une accélération de ce déclin dû aux moyens modernes de communication (télévision, puis Internet) et de stockage des données ou connaissances (ordinateurs et assimilés) qui suppléent à la lecture, à la mémoire. Bref, à l'attention déficiente, à la concentration devenue superficielle, à l'appauvrissement du langage, on peut ajouter le rythme effréné dans lequel est emportée la société qui n'arrange rien, où tous les repères sont emportés avant même avoir eu le temps de se fixer, le savoir devient aléatoire, mouvant ou fluctuant, flexible au gré de ceux qui en définissent les contours ou de leurs besoins.

Avec le nihilisme philosophique et politique, ainsi que l'effondrement du niveau de l'instruction scolaire et universitaire, on retourne à l'époque féodale de la métaphysique et de l'obscurantisme, où penser nécessite un effort quasi surhumain sacrifié sur l'autel de l'Inquisition.

QUATRIEME PARTIE

Le Forum économique mondial (FEM) ou le gouvernement mondial totalitaire oeuvre à votre bien-être.

D'où viennent les campagnes identitaires, communautaristes, corporatistes ? Suivez le guide.

- Le Forum Économique Mondial publie un guide pour les dirigeants afin d'améliorer la diversité, l'équité et l'inclusion sur le lieu de travail post-COVID-19.

La question inutile ou stupide qu'il nous faut malheureusement poser : Publieraient-ils des articles opposés à leurs intérêts ?

La mention figurant à la suite de chaque article publié par le Forum économique mondial :

- Les opinions exprimées dans cet article sont celles de leur auteur et non celles du Forum économique mondial

LVOG - ... qui ne les publierait pas s'il n'en tirait pas partie.

En titres.

Great Reset.

- Resetting the agenda: Here's why restructuring, reskilling is needed to survive in a post-Covid-19 world - Education Today - indiatoday.in29 juil. 2020

- Bank of America CEO Brian Moynihan on how business can measure stakeholder capitalism - fortune.com28 juil. 2020

- Artificial intelligence isn't destroying jobs, it's changing them - theglobeandmail.com 04 août 2020

Agenda Mondial

- COVID-19 Has Given Consumers Five New Reasons To Eat Local - forbes.com 31 juil. 2020

- Le sable, une ressource essentielle en voie de disparition - The Conversation 03 août 2020

- Des réfugiés essentiels à la riposte contre la COVID-19 - Project Syndicate 04 août 2020

- Les pays à la pointe de la qualité de vie numérique - Statista France 04 août 2020

- Des réfugiés essentiels à la riposte contre la COVID-19 - Project Syndicate 04 août 2020

- Films reportés, box-office sinistré... Quand le coronavirus plonge Hollywood dans un scénario catastrophe - francetvinfo.fr 05 août 2020

- COVID-19 : la course au vaccin - Statista France 05 août 2020

- Urbanisation et agriculture intensive augmentent le risque de pandémies Futura 06 août 2020

- Choisir son établissement scolaire est la seule solution Project Syndicate 06 août 2020

- Le big bang du big data Statista France 06 août 2020

"***Enfin***", quelle aubaine ! C'est "***essentiel***" que les Etats et les syndicats s'associent pour maintenir la paix sociale, dixit la NED/CIA/FEM.

NED - Améliorez et personnalisez l'aide internationale pour contrer l'impact de Covid sur la démocratie - DemDigest 15 juillet 2020

Selon une nouvelle analyse, la pandémie de Covid-19 a des effets politiques distinctifs sur différents types de régime. Les réponses politiques doivent être adaptées aux résultats et aux risques contrastés dans l'approche et les méthodes qu'elles adoptent pour promouvoir et défendre les droits démocratiques.

Les gouvernements utilisent la pandémie de Covid pour restreindre davantage les activités démocratiques, indique le rapport, «Démocratie mondiale et Covid-19: Amélioration du soutien international», approuvé par 11 groupes pro-démocratie associés au récent «Appel à la défense de la démocratie».

La pandémie a des implications politiques distinctes à travers différents types de régimes, ajoute le rapport, appelant à des initiatives politiques pratiques pour défendre les normes démocratiques d'une manière adaptée aux circonstances spécifiques, notamment:

1) Établir un mécanisme de suivi complet pour suivre les mesures d'urgence restrictives et guider les réponses internationales potentielles

2) Intégrer le soutien à la démocratie dans l'aide d'urgence et de relèvement COVID-19

3) Investir dans la coopération multilatérale pour sauvegarder les normes et pratiques démocratiques

4) Apporter un soutien aux nouvelles initiatives de participation civique qui ont émergé à la suite de la pandémie

5) Exploiter les innovations émergentes en matière de participation démocratique, telles que les manifestations en ligne, la numérisation parlementaire et les mesures visant à améliorer les mécanismes de responsabilisation pour la surveillance des élections et les institutions démocratiques.

Si certaines restrictions peuvent être justifiées dans les constitutions démocratiques, elles doivent être temporaires, proportionnées et sujettes à un contrôle, ajoute le rapport. Il est primordial que toute action extraordinaire prenne fin dès la fin de la période de crise. (...)

Les organisations approuvant le rapport comprennent le Fonds européen pour la démocratie, qui a commandé l'analyse, ainsi que le Fonds national pour la démocratie, International IDEA, Carter Centre, Partenariat européen pour la démocratie, Réseau européen des fondations politiques, Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), International Institut républicain, Institut national démocratique, Centre parlementaire et Fondation de Westminster pour la démocratie.

La pandémie et ses retombées économiques devraient forcer les gouvernements, la société civile et les organisations internationales à enfin affronter les faiblesses structurelles des économies et des marchés du travail qui ont créé cette nouvelle classe ouvrière précaire, soutient Christopher Sabatini, chercheur principal sur l'Amérique latine à Chatham House. Pour ce faire, cependant, il faudra aller au-delà des définitions cachées du travail et des circonscriptions traditionnelles pour reconceptualiser la nature du travail aujourd'hui, la classe ouvrière elle-même et les obligations de l'État envers elle, écrit-il pour World Politics Review.

La contribution de groupes de travailleurs comme l'AFL-CIO, la plus grande fédération de syndicats aux États-Unis, est essentielle pour recadrer le débat mondial sur l'économie autour de la façon dont la nature de l'emploi a changé, comment le manque d'organisation et de représentation rend les travailleurs plus vulnérables, et comment l'État a l'obligation de protéger les travailleurs informels, ajoute Sabatini, ancien agent de programme pour l'Amérique latine au National Endowment for Democracy (NED).

LVOG - Quelle machine de guerre !

Le discours de la NED ne s'adresse pas à la population ou aux citoyens lambdas, il est destiné aux acteurs politiques qui gèrent ensemble la société pour le compte de l'oligarchie, "*les gouvernements, la société civile et les organisations internationales*". Quand ils disent que "*l'État a l'obligation de protéger les travailleurs informels*" vous vous imaginez bien que ce n'est pas par souci de leur bien-être, mais uniquement pour ne pas se retrouver dans une situation comparable à 1917-18 ou 1945 qui pourrait entraîner un soulèvement révolutionnaire.

Joe Biden est leur candidat préféré.

Et si les médias anglo-saxons contribuaient (sans le savoir) à la réélection de Donald Trump? - slate.fr 4 août 2020

Quatre ans après leur autocritique à l'issue de la victoire inattendue du président américain en 2016, il semblerait que les journalistes retombent dans le même travers.

Une prise de conscience semble donc nécessaire pour éviter qu'une majorité de médias américains ne se réveille de nouveau avec la gueule de bois au lendemain de l'élection de 2020. Mais le peuvent-ils seulement dans la situation actuelle? Cela ne semble pas évident.

Cet article est republié à partir de The Conversation. slate.fr 4 août 2020

Qu'est-ce que c'est The Conversation ?

(Sources : https://theconversation.com/fr/who-we-are et wikipédia.org)

LVOG - C'est une ONG complémentaire des agences de presse destinée à alimenter la propagande officielle.

The Conversation est un média en ligne collaboratif et une association à but non lucratif.

De nombreux sites les republient – en intégralité et citant la source, selon nos règles simples – tels La Croix, France Télé Info, Le Monde, Libération, Ouest-France, Le Point, Santé Magazine, Slate, Sud Ouest, La Tribune… Et les médias audiovisuels se servent de notre site pour trouver des experts de qualité à inviter dans leurs émissions.

LVOG - Ils ont oublié le Forum économique mondial.

Andrew Jaspan

Andrew Jaspan AM (né le 20 avril 1952) est un journaliste anglo-australien, créateur et fondateur de The Conversation.

Jaspan a levé des fonds pour lancer la version américaine aux États-Unis auprès des Fondations Robert Wood Johnson, Moore, Hewlett, Gates, Howard Hughes et Sloan. (Wikipédia.org)

LVOG - Décidément, comme le monde est petit ! Après Bill Gates, plus loin Soros avec Poynter Institute.

En avril 2018, l'ancien directeur de la BBC et de l'AP Chris Waiting a été nommé son nouveau PDG.

En 2016, l'unité FactCheck de The Conversation est devenue la première équipe de vérification des faits en Australie et l'une des deux seules au monde accréditées par l'International Fact-Checking Network, qui est une alliance de vérificateurs de faits hébergés au Poynter Institute aux États-Unis

Poynter Institute

En 2017, le Poynter Institute a reçu 1,3 million de dollars du réseau Omidyar et des fondations Open Society afin de soutenir de nouveaux projets dans trois domaines principaux: la technologie de vérification des faits, le suivi de l'impact et les récompenses financières par le biais de subventions d'innovation et de jumelages de financement participatif.

Nos sincères remerciements vont à la Carnegie Corporation de New York qui apporte son soutien initial à notre édition mondiale.

Carnegie Corporation of New York

La Carnegie Corporation of New York MHL est un fonds philanthropique créé par Andrew Carnegie en 1911 pour soutenir des programmes d'éducation aux États-Unis, et plus tard dans le monde.

Fondation Carnegie pour la paix internationale

La Fondation Carnegie pour la paix internationale est une organisation non gouvernementale ainsi qu'un cercle de réflexion et d'influence global (think tank) dédiée au développement de la coopération interétatique et à la promotion des intérêts des États-Unis sur la scène internationale. Fondée en 1910 par Andrew Carnegie, l'organisation s'efforce de conserver une impartialité politique en incluant des membres démocrates et républicains1.

La fondation participe à la fin des années 1990 aux efforts du gouvernement américain visant à renverser le président serbe Slobodan Miloševic.

Le financement est assuré par des universités, des entreprises, des gouvernements et des dons privés. Elle perçoit des subventions publiques (à hauteur de 22 % en 2017) dans le cadre de différents dispositifs nationaux et régionaux.

Brookings Institution

La Brookings Institution, souvent appelée simplement Brookings, est un groupe de recherche américain fondé en 1916 sur Think Tank Row à Washington, D.C. The Economist décrit Brookings comme «peut-être le groupe de réflexion le plus prestigieux des États-Unis».

Président du conseil d'administration

Didier Pourquery

Diplômé de Sciences Po Paris et de l’ESSEC, Didier débuta sa carrière dans l’industrie pendant six ans. Journaliste économique à Libération puis au journal Le Monde de 1983 à 1990, il fut successivement rédacteur en chef à Sciences & Vie Économie, La Tribune, InfoMatin, Prisma Presse et L'Expansion. Directeur des rédactions de Metro en France depuis son lancement en 2002 jusqu’en 2006, il travailla ensuite sur le projet Bild France d’Axel Springer avant de prendre la direction déléguée de Lib...

Parmi les journalistes

Clea Chakraverty - Cheffe de rubrique - Politique + Société

Elle a collaboré au Monde Diplomatique, aux Echos... Elle est lauréate 2013 de la Bourse Lagardère...

Catesby Holmes - Religion Editor - International Editor

Catesby est journaliste et éditrice qui a travaillé pour le magazine Travel + Leisure, Open Society Foundations (Soros- LVOG) et Report on the Americas. Ses écrits ont été publiés dans CityLab, Slate, Next City et WIRED.

https://theconversation.com/fr/partners

Too big à la folie ! La folie de vouloir tout savoir, tout contrôler.

Le big bang du big data - weforum.org 06 août 2020

Selon les estimations publiées dans le Digital Economy Compass 2019 de Statista, le volume annuel de données numériques créées à l'échelle mondiale a été multiplié par plus de vingt au cours de la dernière décennie et devrait s'approcher de 50 zettaoctets cette année. Comme le montre notre infographie, cette quantité de données apparaît finalement dérisoire en comparaison avec ce qui est attendu pour les quinze prochaines années. Les prévisions tablent en effet sur une multiplication par trois ou quatre du volume annuel de données créées tous les cinq ans. Avec ce rythme exponentiel de croissance, le seuil astronomique des 2 000 zettaoctets devraient être franchi à l'horizon 2035. La démocratisation croissante des objets connectés et l'avènement de la technologie 5G seront les principaux moteurs de ce "big bang" des données numériques.

Se représenter de telles quantités de données n'est pas une tâche aisée pour nos cerveaux habitués à traiter avec les méga- et gigaoctets. Afin de se donner une idée de l'échelle : un zettaoctet équivaut à un milliard de téraoctets, soit mille milliards de gigaoctets. En comparant avec des éléments plus tangibles, cela signifie qu'il faudrait se procurer 470 millions des plus gros disques durs actuels (100 To) pour être en mesure de sauvegarder les 47 zettaoctets de données potentiellement créées cette année. weforum.org 06 août 2020

S'ils le disent eux-mêmes

« Nous menons des coups d'État contre qui nous voulons » : aveux sur le renversement de la démocratie en Bolivie - entelekheia.fr 31 juillet 2020

Le 24 juillet 2020, Elon Musk de Tesla a écrit sur Twitter qu'un deuxième plan de relance du gouvernement américain « n'est pas dans l'intérêt du peuple ». Quelqu'un a répondu à Musk peu après : « Vous savez ce qui n'était pas dans le meilleur intérêt des gens ? Que le gouvernement américain organise un coup d'État contre Evo Morales en Bolivie pour que vous puissiez prendre le lithium là-bas ». Musk a alors écrit :

Nous menons des coups d'État contre qui nous voulons ! Faites avec. »

L'aveu de Musk, même s'il est incendiaire, est au moins franc. Sa société Tesla a longtemps voulu un accès à bas prix aux importants gisements de lithium de la Bolivie ; le lithium est un ingrédient clé des batteries. Au début de l'année, Musk et sa société ont révélé qu'ils voulaient construire une usine Tesla au Brésil, qui serait alimentée par le lithium de Bolivie ; lorsque nous avons écrit à ce sujet, nous avons intitulé notre reportage « Elon Musk agit comme un néo-conquistador envers le lithium d'Amérique du Sud ». Tout ce que nous y avons écrit est condensé dans son nouveau tweet : l'arrogance envers la vie politique d'autres pays, et l'avidité envers les ressources que des gens comme Musk pensent leur être dues.

Musk a ensuite supprimé son tweet. Puis il a déclaré : « nous obtenons également notre lithium de l'Australie » ; cela ne réglera pas la question, car des sourcils se lèvent en Australie concernant les dommages environnementaux causés par l'extraction du lithium. entelekheia.fr 31 juillet 2020

A la source en anglais :

The billionaire CEO of Tesla and lithium-exploiting capitalist has admitted his role in the November coup. - telesurenglish.net 25 July 2020

https://www.telesurenglish.net/news/elon-musk-confesses-to-lithium-coup-in-bolivia-20200725-0010.html

Les fermetures de distributeurs de billets s'accélèrent en France LeFigaro.f 3 août 2020

Un peu plus de 2100 distributeurs ont fermé en 2019. La tendance pourrait avoir été renforcée lors de la crise sanitaire.

En parallèle, cependant, le nombre de points d'accès privatifs, ces «services privatifs de distribution d'espèces accessibles uniquement aux clients de leur réseau d'appartenance» (comme les relais CA du Crédit agricole) a fortement progressé, passant de 23.202 à 25.536 en un an. Cette fois-ci, le rythme de la progression suit le chemin inverse de celui de

la fermeture des DAB

Cette augmentation permet au nombre total de points d'accès aux espèces de se stabiliser en métropole, passant de 75.653 à 75.852 en un an. Cette stabilité recouvre cependant une évolution profonde : la fermeture des distributeurs universels, remplacés par des points accessibles aux seuls clients d'un réseau. Résultat : 18,8% des communes ont au moins un DAB sur leur territoire, un quart d'entre elles n'en ont pas mais ont au moins un point d'accès privatif (une proportion en légère hausse) et 56,7% n'ont aucun point d'accès aux espèces, une part là encore en hausse sur un an.

Pour la Banque de France, l'accès aux espèces en métropole reste «très bon» et «près de 99% de la population métropolitaine réside soit dans une commune équipée d'au moins un automate, soit dans une commune située à moins de quinze minutes en voiture de la commune équipée la plus proche». En outre, le réseau a prouvé son efficacité lors du confinement, aucune rupture d'approvisionnement n'ayant été constatée.

Parlant plutôt d'une «rationalisation» du nombre de DAB, l'institution explique la baisse de ce nombre par deux raisons principales. D'abord, l'érosion «de l'usage des espèces dans les transactions, sous l'effet des changements des modes de consommation et de paiement» . Les flux de billets remontant du public - autrement dit, la valeur des transactions - ont ainsi baissé de 13,2%, en valeur, entre 2012 et 2019, et cette tendance s'accélère depuis deux ans. Elle pourrait avoir été de nouveau renforcée durant la crise sanitaire, rendant le paiement en espèces de plus en plus obsolète alors que les clients privilégient les modes de paiement électroniques.

Ensuite, sur le long terme, le nombre d'agences bancaires est lui aussi en baisse. Les banques en ligne 100% digitales ont parallèlement le vent en poupe, un double mouvement qui accentue les fermetures de distributeurs. LeFigaro.fr 3 août 2020

Commentaires d'internautes.

1- Avec une population mondiale galopante, des tensions géopolitique sur l'ensemble du globe etc... La tendance est à des régimes beaucoup plus liberticides afin de maintenir le système en place. La fin annoncée de l'argent liquide s'inscrit dans se schéma et celui ne fera que de s'accélérer. L'histoire se déroule sous nos pieds et individuellement personne n'y pourra rien y faire. Ironie de cette histoire c'est l'acceptation et l'adhésion d'une grande majorité de la population avec comme argument l'avancé technologique et le vivre avec son temps.

2- Le liquide c'est la liberté. Ni plus ni moins. Sans liquide, nous ne sommes plus libres et dans une certaine mesure, notre argent ne nous appartient plus.

Pensez bien qu'avec les taux actuels, la possibilité de vider son compte est la seule chose qui dissuade les banques de prélever les comptes d'un petit 0.1% tous les mois (car l'épargne c'est mal il faut consommer n'est-ce pas ce serait donc non seulement justifié mais moral).

Il est d'ores et déjà quasi impossible de vider son compte de plusieurs dizaines de milliers d'euros sans avoir de gros ennuis avec le fisc pour soupçon de blanchiment d'argent et des restrictions bancaires à vie.

Le montant au dessus duquel il devient illégal de payer en liquide a drastiquement diminué et il risque de diminuer encore pour toujours plus de contrôle sur les transactions.

Sans liquide, vous ne pouvez acheter qu'avec l'accord de votre banque, et jamais sans qu'elle le sache. Votre banque peut bloquer votre carte temporairement si elle estime que vous avez trop dépensé en peu de temps "pour votre sécurité" bien sûr, ce qui est extrêmement désagréable et contraignant. En gros votre argent ne vous appartient plus qu'à moitié il faut demander l'autorisation pour y avoir accès (et parfois JUSTIFIER les retraits, ce qui est une aberration totale et une violation du droit de propriété), insupportable.

Mais les gens trouvent plus "pratique" de payer en sans contact, etc. alors ils se laisseront guider vers la fin du cash comme des imbéciles.

3- Déjà qu'Internet connais tous nos centres d'intérêt, que nos téléphones nous pistent en permanence, notre compteur Linky sait quand nous sommes à la maison et quels appareils nous utilisons à quelle heure... on se croirait dans le Trueman show, et malheureusement nous ne sommes ni les acteurs au courant, ni les techniciens. Je ne souhaite pas que ma banque sache exactement ce que j'achète et à quelle fréquence, par principe car je ne suis pas un gangster ; je continu donc certains achats en liquide, et je gère mieux mon argent comme ça. J'ai l'impression que la plupart des gens s'en foutent d'être espionné passivement par des algorithmes et logiciels. Je me sent de moins en moins libre avec ce genre de choses.

4- Un jour proche, nous n'aurons plus accès à notre compte en banque sans demander l'autorisation des banquiers ...! Un jour proche, nous serons tous masqués, jour et nuit. Nuit et jour. Réveillons-nous. Il est encore temps.

Non à la dictature, même si elle est proche ... LIBERTÉ

5- La soft dictature progressiste a trouvée son catalyseur avec le covid, pour nous mettre encore un peu plus sous le joug libéral des libertés enchaînées.

LVOG - L'intérêt de mettre en ligne ces réactions d'abonnés du Figaro, c'est que cela montre aux lecteurs comment évolue l'état d'esprit des couches qui composent les différentes classes vis-à-vis du capitalisme et des institutions. Ils constateront qu'il n'en faudrait plus beaucoup pour que plus d'un rompent avec eux, mais sans perspective politique cela demeurera difficile ou impossible...

Haut de page

Le 13 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

Le nouvel ordre mondial fasciste ne passera pas ! Pour repérer ses acteurs et ses complices, c'est très simple, ils sortent tous masqués !

- 2 pages au format pdf

Vidéo. Des dizaines de milliers de Canadiens dans la rue contre la dictature du masque.

Canada. Covid-19: Le peuple fait trembler l'establishment par Alexis Cosette-Trudel (Radio-Québec 10 août 2020) - Mondialisation.ca, 12 août 2020

- Cliquez ici.

Alexis Cosette-Trudel discute dans son émission Radio-Québec de différents thèmes reliés à la crise COVID-19 au Québec et dans le monde en dénonçant la désinformation des grands médias :

1.Marche contre le masque obligatoire à Montréal

2.Le COVID pour toujours : le plan mondialiste révélé

3.L'OMS revoit le taux de mortalité à la baisse

4.Trump frappe les géants pharmaceutiques

LVOG - Et en France ? Nos dirigeants masqués sont en vacances !

Ici au Tamil Nadu, dans le district où j'habite, la police n'est plus visible depuis 3 semaine environ, du coup un Indien sur 3 ou sur 5 porte encore un masque, quel soulagement ! Dans mon village, pas une seule personne ne le porte. L'atmosphère est relativement détendue. Dans d'autres villages la situation est totalement différente.

Pour juger la crédibilité d'un acteur politique, d'une formation politique, observez quelle est leur position par rapport à la pandémie médiatico-oligarchique, au masque, etc. On s'aperçoit que la totalité de l'extrême gauche est alignée comme un seul homme sur la propagande de la réaction. Ils veulent rendre obligatoire partout le port du masque de la soumission qui leur va si bien. Ils ont tous capitulé en rase campagne, voilà la triste réalité. Lisez, non, vous ne rêvez pas.

Faites tomber les masques de l'imposture. Le NPA : La voix masquée de la réaction !

Nos vies valent plus que leurs profits : gratuité des masques pour tou.te.s ! - 22 juillet 2020

- "*Toutes ces mesures de protection sanitaire (tests, masques, gel…), parce qu'elles sont indispensables, doivent être accessibles librement et gratuitement pour touTEs.*

Alors que tous les scientifiques pointent une remontée inquiétante du nombre de contamination et le début de la fameuse « deuxième vague ». " NPA 22 juillet 2020

Cette pourriture en rajoute une couche "*Sur le masque enfin, que de temps perdu !*" (Covid-19. Éviter la deuxième vague…27 juillet 2020)

Ces dangereux dégénérés regrettent que le port du masque ai été rendu obligatoire " *seulement dans les transports en commun*", rassuré d'apprendre plus tard que "*les masques deviendront obligatoires dans les espaces clos recevant du public… mais uniquement à partir du 1er août... Pourquoi attendre encore une fois, s'ils sont utiles, et le virus en circulation plus active ?*". On croirait entendre Bill Gates ou un représentant de l'OMS !

Pire encore, le NPA fera en sorte que les travailleurs réclament les mesures liberticides que l'oligarchie voulait leur imposer en leur faisant croire que c'est pour leur bien : "*il sera bien difficile aux salariés de faire valoir les exigences sanitaires*".

Voilà ce que réclamait l'agent de l'inquisition à la fin de son article, la panoplie complète des mesures liberticides imposées par Macron-Gates-Rockefeller : "*Masques et tests en masse et gratuits, traçage communautaire respectant le secret médical, lavage des mains, mesures barrières, bouclier social et sanitaire pour organiser la vie sociale, la production, les transports, les loisirs au temps du Covid-19, qui s'est invité parmi nous pour longtemps, voilà nos exigences immédiates. "* (Covid-19. Éviter la deuxième vague…27 juillet 2020)

Ils ont bien remplacé les staliniens sur tous les plans, il n'y a plus de doute possible à avoir, parfois en aussi grossiers, parfois en plus sournois ou en plus sophistiqués, quelle saloperie !

Les populistes rivalisent de zèles avec la réaction fascisante.

POID - Dans l'éditorial de *La Tribune des travailleurs* du 12 août, Daniel Gluckstein en redemande du masque : "*le gouvernement multiplie mensonges et volte-face, impuissant à fournir en nombre suffisant masques et (encore aujourd'hui)*".

Imaginez un instant que le POID tombe en rupture de stock de masques, ce serait dramatique pour eux de se présenter sans devant les militants... On compatit, car cela leur serait fatal sur le champ !

Lutte Ouvrière - Le 05 août 2020, LO s'est félicitée que "*les masques semblent désormais disponibles*", ouf, on ne va tous mourir ! La connerie humaine se porte bien.

LVOG - Eux aussi ils se veulent les porte-parole dociles de la propagande de l'oligarchie :

- "*Au moment où de nouveaux foyers apparaissent dans l'Hexagone et alors que la maladie continue à se répandre sur la planète...*" (Castex et l'épidémie : impuissance volontaire)

Vous comprenez pourquoi il n'y a pas encore eu en France de manifestations de masse contre le port du masque en extérieur comme au Canada et en Allemagne. Le mouvement ouvrier dans sa totalité (à ma connaissance) en France est passé... du mauvais côté du masque.

Il vous reste *La Voix de l'Opposition de Gauche*, inoxydable, incorruptible !

A plus tard, demain ou samedi matin.

Haut de page

Le 17 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps de consulter et d'intégrer l'actualité d'hier.

J'ai rectifié des erreurs de formatage dans la causerie du 12, des oublis en fait, la fatigue.

Je mettrai de nouveaux articles en ligne en fin de journée ou demain matin. Idem pour les documents dont les adresses figurent dans la causerie. Plus le temps je dois préparer la soupe pour ce soir et arroser le jardin...

Hier, cela faisait tout juste 24 ans que j'avais quitté la France, et je n'y ai pas remis les pieds depuis 18 ans, sans regrets. Ce n'est pas l'Inde au régime semi-féodal qui m'a accueilli généreusement, mais les Indiens qui m'ont accepté tel que j'étais.

Plusieurs Indiens m'ont dit que les écoles resteraient fermées au moins jusqu'en janvier 2021, c'est dingue, les gosses errent à droite à gauche et s'emmerdent ou ils passent leur temps devant la télé ce qui est pire encore.

La semaine dernière j'ai donné 200 roupies aux 2 petits-fils (14 et 12 ans) de ma compagne, ils sont venus me rendre visite hier. Ils m'ont dit qu'ils avaient donné cet argent à leur mère parce qu'elle n'en avait plus pour acheter de quoi bouffer, je les ai regardés, ils étaient maigres comme des clous, cela m'a fait mal au coeur.

Bien que leurs parents me doivent une grosse somme d'argent et n'aient pas été très honnêtes envers moi, je leur ai donné 200 roupies supplémentaires, et ils doivent repasser pour qu'on aille acheter une batte de base-ball (800 roupies), j'ai aussi réparé un des deux vélos qui partait en morceaux. Avant de partir, ils sont venus m'embrasser, comme quoi je suis un bon grand-père, sauf pour ma fille de mon premier mariage, mais c'est une autre histoire, telle mère telle fille !

La veille, j'avais donné 100 roupies à la vieille mère de ma compagne pour acheter du bétel et des gâteaux secs, quelques fruits. La semaine d'avant, j'avais filé 500 roupies à sa soeur Adi qui n'avait plus un rond pour s'acheter du shampooing, du savon et du dentifrice, elle ne travaille plus qu'à mi-temps comme bonne pour un salaire de misère, 30 roupies par mois, c'est plus que dégueulasse, c'est un pousse au crime ! J'ai aussi prêté 20.000 roupies à un neveu de ma compagne, un jeune qui travaille comme soudeur, il me remboursera chaque mois 2.000 roupies, son salaire est de 8.000 roupies ou 10.000 quand il fait des heures supplémentaires. Lui aussi sa famille est dans la misère, je ne connais que cela dans mon entourage. Alors quand j'entends les petits-bourgeois ou les nantis se plaindre en France, cela a le don de me rendre nerveux, mais je me contrôle !

Je vous raconte cela pour que vous sachiez à qui vous avez affaire.

Comme dirait l'autre, quand on a des principes, on commence par les appliquer à soi-même, c'est la moindre des choses, c'est comme faire coïncider la théorie et la pratique... Et puis, il y a trop de gens pour lesquels *fais ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais* est devenu la règle, c'était le cas de mon défunt père par exemple, raison de plus pour ne pas suivre cet exemple, même décédé je continue à l'emmerder ! Je ne suis pas hargneux, je ne cède jamais rien sur les principes, c'est à prendre ou à laisser.

On se détend un instant. Dans la bonne humeur.

What we like in America ? Music.

Billy Gibbons (ZZ Top) - Live at Daryl's House (Full & Mastered) 2014

https://www.youtube.com/watch?v=YQmuibsXoDM

Je déteste la politique, je déteste l'informatique, et je m'y colle quotidiennement... par devoir !

La politique représente tout le contraire de ce que je suis, c'est très ingrat.

Je déteste la violence, la polémique, les embrouilles, m'engueuler avec des gens. J'aime le calme, la tranquillité, le silence propice à la réflexion. J'aime aussi la sincérité, l'amitié, la simplicité des rapports humains...

Je ne supporte pas les gens hautains, qui sont satisfaits d'eux-mêmes ou qui manquent de modestie, qui font de longs discours pour ne rien dire, qui jugent les autres à tort et à travers alors qu'ils ne valent pas mieux ou pire encore, qui parlent forts, qui s'écoutent parler à longueur de temps, superficiels en se croyant originaux, dilettantes en se prenant au sérieux, médiocres qui se croient arrivés, on se demande bien à quoi ! Etc. J'ai juste envie de les aligner, ils insultent l'intelligence humaine avec en prime leur bonne conscience à 2 balles, là c'est trop ! Et il faut faire avec, on n'a pas le choix hélas !

Je suis un passionné de la vie, des hommes, j'ajoute des femmes pour qu'il n'y ait de confusion entre nous, sinon je ferais autre chose. Et de la nature, des arts, des sciences et technologies, bref, rien de ce qui permet d'élever notre niveau de conscience ou de combattre l'ignorance synonyme d'esclavage ne me laisse indifférent. Ce n'est pas une profession de foi, je suis ainsi, je l'assume.

- 29 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Revenons à l'essentiel.

J'ai écrit ce passage d'une traite ce matin, on aurait pu appeler cela révision du marxisme, de nos principes fondamentaux ou leur actualisation. Il m'est venu à l'esprit au réveil. J'étais encore allongé sur le lit et une idée a jailli, je me suis dit qu'il fallait la développer.

Cela m'a prit 3 heures tout de même pour la mettre en forme et essayer d'être le plus clair, concis et précis possible, quelle épreuve ! Vous me direz si je l'ai passé ou non avec succès. C'est en résumé mon état de conscience habituel ou permanent, ce que j'ai sans cesse à l'esprit.

Les hommes naissent ignorants et ils vont passer leur vie à lutter contre l'ignorance.

Au cours de leurs expériences, ils vont être amenés à en prendre conscience au contact de leur environnement, qu'ils vont s'employer à transformer pour satisfaire leurs besoins élémentaires. Ces transformations constitueront la partie consciente qu'ils lègueront aux générations suivantes sans qu'elles en aient conscience puisque elles-mêmes naîtront ignorante.

L'ensemble de ces expériences vont constituer à leur tour le patrimoine conscient de l'humanité sans pour autant que les hommes parviennent à atteindre un niveau de conscience qui englobe l'ensemble des manifestations de la matière ou du processus historique.

Tout au long de ce processus ou de leur existence, les hommes vont sans cesse se découvrir de nouveaux besoins, ce qui les amènera à améliorer les moyens de production existant et à en créer de nouveaux toujours plus sophistiqués, sans qu'ils aient davantage conscience de ce processus de plus en plus complexe et diversifié.

A partir du moment où des hommes vont commencer à produire des marchandises pour satisfaire des besoins au-delà des leurs, au lieu de créer les conditions pour satisfaire les besoins de tous les hommes, va démarrer un processus d'accumulation des richesses, et s'opérer une division dans la société sur la base des inégalités inhérentes à l'espèce humaine. Tous les hommes n'étant pas dotés à la naissance des mêmes avantages morphologiques et caractéristiques génétiques, les mieux dotés vont être amenés à exercer un pouvoir sur les plus faibles qu'ils finiront par exploiter et opprimer, de telle sorte que les besoins de la majorité des hommes ne seront jamais satisfaits. Entre temps ils auront donné aux différentes classes sociales et à l'Etat.

Parvenu à ce stade de développement ainsi que les milliers d'années qui suivront, les hommes ne seront jamais en mesure de prendre conscience de l'ensemble de ce processus historique, ni de ses origines ni de son orientation ou de son destin éventuel, non seulement parce que les conditions qui concourent à leur existence vont nécessiter que les générations suivantes atteignent un niveau de conscience toujours plus élevé dont elles seront d'autant plus éloignées à leur naissance, d'où le gigantesque défit que nous devons relever, mais surtout concomitamment à l'expansion démographique exponentielle et en présence d'un environnement plus ou moins avantageux, ce développement s'effectuera de manière inégale au niveau de l'ensemble de la planète ou des différents continents, de sorte que la conscience qu'en auront les hommes correspondra aux différents stades de ce développement, y compris chez les plus évolués d'entre eux, qui tout au plus parviendront à atteindre un niveau de conscience partiel du monde dans lequel ils vivent.

Cette prise de conscience partielle a pour origine les conditions (sociales et matérielles) et les expériences particulières ou individuelles vécues par chaque homme depuis sa naissance. Ces conditions et expériences individuelles représentent une infime partie de celles auxquelles sont confrontés ou que vivent l'ensemble des hommes, et ils en sera ainsi aussi longtemps qu'ils n'auront pas pris conscience ou ils continueront d'ignorer qu'ils sont le produit d'un processus historique inconscient régi par les mêmes lois dialectique. Et c'est parce que cette prise de conscience demeure partielle, lacunaire, bourrée d'illusions ou de contradictions, qu'elle peut être remise en cause à tout moment et se traduire par une régression parfois dramatique, voire contribuer à la disparition de civilisation entière, et pourquoi pas de l'espèce humaine dans un avenir plus ou moins proche.

C'est surtout au quotidien ce qui les amène à confondre les intérêts qui correspondent à leurs besoins sociaux et à leurs aspirations démocratiques avec ceux qui y sont opposés, qui leur sont présentés démagogiquement comme conforme à l'intérêt général. Et en fonction des conditions matérielles d'existence ou du statut social de chaque homme ou femme, bien qu'appartenant aux classes exploitées et opprimées, au lieu de se rassembler, soit ils seront indifférents au sort des plus défavorisés, soit ils s'affronteront entre eux.

Cette prise de conscience partielle, l'ignorance qu'elle se situe dans le cadre d'un processus historique, va se traduire cruellement sur le plan politique par l'absence d'une conscience de classe chez les exploités, qui finalement constitue le lien et la synthèse entre le particulier et le général ou le niveau de conscience le plus élevé permettant d'entrevoir à l'humanité un autre destin que la

barbarie capitaliste ou le totalitarisme...

Dans ces causeries, je m'emploie à montrer comment se manifeste au quotidien à travers le monde cette conscience partielle de la réalité, cette absence de conscience de classe, l'ignorance du processus historique, leurs conséquences désastreuses pour tous les peuples.

Certains croient en avoir conscience à des degrés divers, il faut les encourager à progresser, à tirer les enseignements de chaque expérience quotidienne, à essayer de tirer des leçons de leurs expériences passées, de chaque geste ou parole, c'est toujours révélateur. On peut se livrer à cet exercice à partir de nos écrits, de photos, de nos souvenirs, de ce que nous ont dit un jour des personnes, même des choses abominables qui tenaient davantage à eux qu'à nous, pourquoi nous les ont-elles balancées, penchons-nous sur le comportement des gens que l'on connaît ou qu'on a croisé un jour, c'est là que se trouve la matière première, la source pour progresser, parce que nous ne sommes pas différents des autres à bien des égards, même des gens qui ne nous ressemblent pas du tout, en apparence seulement.

Tout ce qui permet de prendre conscience que ce sont les mêmes lois générales du mouvement ou la dialectique qui sont à l'origine de la transformation de la matière, de la nature, des hommes, de leur histoire, des idées, des rapports qui les unissent, doit être exploité, et là pour le coup on est sûr de ne pas perdre son temps, d'être utile à notre cause, l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la servitude humaine, du règne de la nécessité pour atteindre celui de la liberté, où les hommes feront consciemment leur propre histoire, l'idéal humaniste le plus élevé que l'homme a élaboré et dont il peut être fier en toute circonstance.

En empruntant résolument cette voie, en se dotant de cette méthode (le matérialisme dialectique) pour interpréter le monde et mener notre combat politique, on ne peut pas se tromper de chemin, on ne peut pas nuire à notre cause, on rompt définitivement avec les conceptions archaïques, métaphysique et idéalistes qui incarnent le niveau de conscience partiel ou superficiel que nous avons évoqué, on rompt définitivement avec le capitalisme, on atteint un niveau de conscience supérieur qui donne un sens si harmonieux à notre vie et nous procure tant de satisfactions, que pour rien au monde on s'en séparerait jusqu'au dernier souffle de notre existence.

Voilà ce que nous devons aussi intégrer dans notre conception de la lutte de classe, si nous voulons vaincre nos ennemis. Chaque facteur présent dans ce texte renvoyait à bien d'autres, on ne pouvait pas tous les évoquer, je laisse le soin aux lecteurs de les identifier.

En complément.

Le nouveau commentaire que j'ai adressé avant-hier au blog du docteur Gérard Maudrux et qu'il a publié.

- L'instrumentalisation du virus continue de plus belle, et ce qu'on peut constater ici, c'est que c'est une affaire qui fonctionne à merveille, les uns et les autres y participant. Comment cela ? Prenez les tests, on ne peut aborder cette question en faisant abstraction de celle de l'immunité. Or à leur sujet on nous a tout raconté et son contraire, passons tellement c'est pitoyable. Il aura fallu faire preuve d'une détermination acharnée et surtout recourir à la dialectique matérialiste pour arriver à cerner autant que possible ces deux facteurs quand on n'est pas de la partie.

J'ai retenu des centaines d'articles que j'ai lus, que les tests PCR ne permettaient pas toujours de détecter chez une personne qu'elle était ou avait été porteur du virus. Ils pouvaient être négatifs, alors que des personnes en avaient été porteurs, parce que les tests n'étaient pas assez puissants ou précis pour repérer des segments résiduels, c'était notamment le cas chez les personnes ou les jeunes ayant bénéficié d'une immunité croisée.

En recourant à des tests plus sophistiqués, on arrive maintenant à les détecter, donc on arrive à davantage de tests étiquetés positifs, mais comme les autorités médicales ne tiennent pas compte de son origine ou que ce qu'elles ont repéré n'étaient en fait que des traces résiduelles du virus trop faibles pour être contagieuses ou pour entraîner une grave contamination chez d'autres personnes, ils les cataloguent et les traitent de la même manière que les personnes asymptomatiques testées positives ou elles considèrent qu'elles peuvent encore mettre en danger la vie d'autrui, ce qui est faux. Par incompétence ou ignorance elles confondent donc contagiosité et létalité, ce qui aura le don ou l'avantage de justifier les mesures liberticides imposées par Macron et de faire durer cette sadique mascarade indéfiniment. Car dans la mesure où l'immense majorité de la population a forcément été en contact à un moment ou à un autre avec le virus, elle est vouée à être testée positive, et en étalant les tests dans le temps, ils peuvent maintenir leur régime totalitaire pendant encore des mois, voire des années, jusqu'à la prochaine épidémie ou celle de la grippe qui prendra le relais, pourquoi pas, rien n'arrête ces monstres. Certains s'étaient demandés pourquoi les autorités sanitaires s'étaient-elles empressées de rejeter l'idée que la population pourrait bénéficier rapidement d'une immunité collective, elles ont la réponse : Pour lui nuire, parce qu'elles étaient uniquement animés par des intérêts idéologiques et non sanitaires. Toutes les mesures qui ont été prises par Macron devaient empêcher que l'immunité collective fonctionne, ceci explique ce qui est en train de se passer aujourd'hui.

Sa réponse.

- Votre entrée en matière est affligeante et n'a pas sa place ici, où on respecte ceux qui ne sont pas forcément du même avis, car on n'a pas la prétention de tout savoir sur tout mieux que les autres. Essayez de convaincre au lieu d'insulter, c'est plus valorisant.

LVOG - Je ne répondrai pas.

Si s'affliger de la démagogie ambiante qui règne sur son blog ou interviennent des intellectuels ou des membres des classes moyennes, de leur hypocrisie est assimilable à une insulte, autant dire que le droit à la critique doit être bâillonné.

D'ailleurs c'est bien simple, pour que les lecteurs comprennent bien ce qui est en jeu, voilà à quoi mène la démagogie, le dernier commentaire posté par un lecteur réclamait un vaccin avant la fin de 2020. Allez, vive Bill Gates, Big Pharma et leur régime totalitaire !

Le second commentaire qui faisait suite au premier a été censuré par notre brave docteur qui se prétend anti-conformiste.

- Coup d'Etat planétaire de l'oligarchie contre les intérêts fondamentaux de tous les peuples.

L'instrumentalisation d'un virus permet de franchir des étapes vers l'instauration d'un régime fasciste ou totalitaire.

Qu'est-ce que cautionnent les classes moyennes ?

Dans un contexte ordinaire ou sans l'aide d'un virus, Macron et son gouvernement n'auraient jamais pu imposer à la population les mesures portant atteinte aux libertés individuelles et collectives fondamentales, telles que le confinement, le port du masque et la distanciation sociale, sans oublier la suspension de la liberté de prescrire des médecins ou de soigner des malades, ce qui revenait à les laisser mourir.

Pour voir le jour et être appliquées, ces mesures liberticides devaient reposer sur une interprétation falsifiée de la nature de la menace que représentait ce virus, et l'instrumentalisation éhontée des données qui seraient récoltées tout au long de l'épidémie de manière à les justifier.

Ces mesures ont entraîné de facto la fermeture ou la paralysie de secteurs entiers de l'économie aux conséquences sociales désastreuses pour des couches entières de la population, les plus vulnérables ou défavorisées, et elles ont contribué à profondément modifier à des degrés divers le mode de vie de l'ensemble de la population, définitivement ou sans retour à "la vie d'avant" conformément aux voeux exprimés par ses initiateurs ou partisans les plus fanatiques.

Ces mesures liberticides et antisociales ont été prises délibérément par Macron pour nuire aux intérêts de la classe ouvrière et des classes moyennes, conformément à l'agenda du Forum économique mondial ou le siège du gouvernement ploutocratique mondial.

Dès lors, s'interroger encore sur l'utilité de ces mesures relève de la niaiserie, de la démagogie, du déni de la réalité, ce que l'on peut comprendre de la part de tous ceux qui refusent de rompre avec ce régime ou de l'affronter, à commencer par les membres des classes moyennes, alors qu'elles sont logées à la même enseigne que la classe ouvrière, en plus confortable il faut bien dire, ceci explique cela. L'histoire passée enseigne que leur niveau de conscience politique ne s'élève que rarement au-delà de leurs intérêts individuels, il faut qu'ils soient gravement menacés pour qu'enfin elles se retournent contre le régime en place.

Mon commentaire n'est pas dirigé contre les classes moyennes, bien au contraire, je tiens à le préciser. Ce sont des membres des classes moyennes qui sont à l'origine de l'organisation de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier au XIXe siècle, donc du progrès social.

LVOG - Vous remarquerez que j'avais mis les formes pour ne pas le choquer, en vain, il ne l'a pas publié, trop compromettant sans doute.

DEUXIEME PARTIE

Après la fin du monde, celle de l'Univers !

- Voici comment pourrait finir l'Univers - Futura 12 août 2020

Coup d'Etat planétaire de l'oligarchie contre les besoins sociaux et les aspirations démocratiques ou à la liberté de tous les peuples.

L'instrumentalisation d'un virus permet de franchir des étapes vers l'instauration d'un régime fasciste ou totalitaire.

Qu'est-ce que cautionnent les classes moyennes ?

Dans un contexte ordinaire ou sans l'aide d'un virus, Macron et son gouvernement n'auraient jamais pu imposer à la population les mesures portant atteinte aux libertés individuelles et collectives fondamentales, telles que le confinement, le port du masque et la distanciation sociale, sans oublier la suspension de la liberté de prescrire des médecins ou de soigner des malades, ce qui revenait à les laisser mourir.

Pour voir le jour et être appliquées, ces mesures liberticides devaient reposer sur une interprétation falsifiée de la nature de la menace que représentait ce virus, et l'instrumentalisation éhontée des données qui seraient récoltées tout au long de l'épidémie de manière à les justifier.

Ces mesures ont entraîné de facto la fermeture ou la paralysie de secteurs entiers de l'économie aux conséquences sociales désastreuses pour des couches entières de la population, les plus vulnérables ou défavorisées, et elles ont contribué à profondément modifier à des degrés divers le mode de vie de l'ensemble de la population, définitivement ou sans retour à "la vie d'avant" selon ses initiateurs ou partisans les plus fanatiques.

Ces mesures liberticides et antisociales ont été prises délibérément par Macron pour nuire aux intérêts de la classe ouvrière et des classes moyennes, conformément à l'agenda du Forum économique mondial ou le siège du gouvernement ploutocratique mondial.

Dès lors, s'interroger encore sur l'utilité de ces mesures relève de la niaiserie, de la démagogie, du déni de la réalité, ce que l'on peut comprendre de la part de tous ceux qui refusent de rompre avec ce régime ou de l'affronter, à commencer par les membres des classes moyennes, alors qu'elles sont logées à la même enseigne que la classe ouvrière, en plus confortable il faut dire, ceci explique cela. L'histoire passée enseigne que leur niveau de conscience ne s'élève que rarement au-delà de leurs intérêts individuels mesquins, il faut qu'ils soient gravement menacés pour qu'enfin elles se retournent contre le régime en place.

Quant au mouvement ouvrier et à son avant-garde, ils ont littéralement déserté le terrain du combat politique au lieu d'affronter le régime.

Sinon, en choeur et en faisant preuve d'excès de zèle, ils ont cautionné ces mesures liberticides abandonnant l'ensemble des travailleurs à leur triste sort. Et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils prétendent lutter au côté des travailleurs contre les conséquences sociales de ces mesures, et en aucune manière contre ses origines, conformément à leur orientation opportuniste, réformiste, contre-révolutionnaire depuis plus d'un demi-siècle, leur opposition au régime étant juste une imposture.

Nous appelons les militants et les travailleurs à condamner ces mesures et à exiger qu'il y soit mis un terme immédiatement, à rejoindre La Voix de l'Opposition de Gauche pour organiser la résistance face au régime fascisant de Macron-Castex-Véran.

Une lecture instructive.

Lu dans un article publié par Mondialisation.ca.

- Une étude de 2009 a découvert que la lecture augmente la masse de substance blanche dans le cerveau, ce qui aide à gérer l'information et à prendre des décisions. Une (autre-NdT) étude de 2009 a trouvé que les étudiants qui lisaient leurs leçons sur papier avaient de meilleurs scores (+28%) que ceux qui ne faisaient qu'écouter leur leçon sous forme de podcast. Un article dans Scientific America dit qu'au moins 1/3 de notre cerveau s'occupe de la transcription des lettres (des mots) en concepts signifiants. Et le rapport Hechinger dit que « la plupart des études indiquent que la compréhension à la lecture est meilleure à partir de documents imprimés [par rapport à la lecture sur écran]. »

Lire est une des choses qui nous sépare du reste du royaume animal.

Vraiment, lire active le cortex ventrolatéral frontal du cerveau, affirme l'Université d'Oxford, cortex impliqué dans un grand nombre de phénomènes cognitifs et du langage, et n'existe que chez les humains et les autres primates.

Aujourd'hui, nous avons un besoin vital de ce genre d'outil efficace et pacifique, capable de stimuler les plus hauts niveaux de la cognition, alors que nous sommes confrontés à un tel niveau de dissonance cognitive.

LVOG - L'auteur expliquait par ailleurs que manifester ou se rassembler ne servait à rien, je n'ai donc pas reproduit le reste de son article indigeste...

L'inconvénient de la lecture à l'écran, c'est que la seconde d'après le texte qu'on a lu a disparu de notre vue. Et rien ne dit que notre niveau de concentration ou de motivation était suffisamment élevé au moment de notre lecture, pour que selon nos critères l'essentiel de son contenu ait eu le temps d'imprimer profondément notre cerveau.

En règle général ce serait plutôt l'inverse qui se produit ou on ne retient rien ou peu de choses d'un article ; Une réflexion ou deux nous vient furtivement à l'esprit, on y consacre quelques secondes, puis on passe à autre chose et ainsi de suite. Sans suite on pourrait préciser, ce qui va rendre difficile ou impossible la construction d'une idée élaborée ou cohérente. Cela qui explique pourquoi la plupart des gens en sont dépourvus ou se contentent de partager les idées qui proviennent de l'extérieur, s'y fient plus ou moins aveuglément pour le meilleur et le pire.

Pour moi, une idée n'a aucune valeur si je ne suis pas capable de reproduire le processus dont elle est issue, puisqu'elle a forcément une origine sociale ou matérielle. Elle correspond à une motivation ou à une intention qu'il est recommandé de cerner précisément. Une fois seulement qu'on a découvert sa nature et son orientation, on peut décider de l'adopter ou de la partager, ou au contraire de la rejeter, de ne pas la retenir. C'est préférable quand on ne veut pas emmagasiner des contrevérités ou se faire manipuler.

C'est la raison pour laquelle, lorsque je soumets une idée ou une interprétation aux lecteurs, je m'emploie à leur fournir le mode d'emploi ou la grille de lecture. Je leur communique les différents stades de sa construction à partir des faits, de sorte qu'ils soient en mesure de vérifier par eux-mêmes en la reconstruisant qu'elle ne reposait pas sur une déformation, une falsification ou une manipulation de la réalité, ils peuvent ainsi détecter les erreurs ou les lacunes, etc. et les corriger eux-mêmes.

Ce type de pédagogie est conforme à nos principes et à nos engagement, qui consistent à partager nos expériences et connaissances en contribuant à l'élévation du niveau de conscience de chacun ou en général, y compris le mien, car c'est aussi en se livrant à ce travail que je découvre beaucoup de choses que j'ignorais et que je progresse.

On se livre à ce travail d'explication et d'analyse tout au long de nos causeries, en conseillant sans cesse aux lecteurs de ne nous accorder aucune confiance pour qu'il n'y ait pas de malentendus entre nous, car même s'il n'y a pas lieu de douter de mes intentions, il m'arrive de commettre involontairement des erreurs et je m'en voudrais qu'ils les partagent. Chacun doit parvenir à se forger librement ses propres idées et convictions, le reste est secondaire, tel était le message.

Manipulation des consciences. La fabrication du consentement fonctionne à merveille.

- Sondage. Covid-19 : les Français davantage inquiets par le risque sanitaire que par le risque économique - Journal du Dimanche 15 août 2020

Un sondage Ifop pour le JDD montre que 53% des Français sont inquiets du risque sanitaire liée à l'épidémie et 29% du risque économique. Journal du Dimanche 15 août 2020

Conditionnement psychologique au confinement. Finirez-vous confit dans la servitude ou l'étiez-vous déjà ?

- Coronavirus : certains Ehpad se reconfinent déjà - Journal du Dimanche 15 août 2020

- Coronavirus : comment le gouvernement veut éviter le reconfinement - Journal du Dimanche 15 août 2020

- Elisabeth Borne, ministre du Travail, au JDD : "On doit éviter à tout prix un nouveau confinement" - Journal du Dimanche 15 août 2020

- Pr. Bernard La Scola, médecin microbiologiste, virologue et directeur du laboratoire P3 à l'IHU Méditerranée Infection de Marseille.

- « ...nos politiques pour des raisons qui m'échappent, dilettantisme, manque d'intérêt, crainte d'impopularité ou pour protéger certains intérêts financiers particuliers, que sais-je, préfèrent plus ou moins tous répondre par le port du masque généralisé en extérieur. Non seulement la mesure va être contraignante mais, en plus, elle sera inefficace. Et, à ne pas vouloir régler rapidement le problème fatalement plane le spectre d'un reconfinement qui serait une nouvelle catastrophe économique et humaine. » Mondialisation.ca, 15 août 2020

Palestine occupée. Les complotistes champions des fake news, des falsifications en tout genre, ce sont eux, la preuve.

LVOG - A coup de gros titres, ils veulent faire croire que l'accord israélo-émirati aurait été conclu en échange de l'arrêt de l'annexion de la Cisjordanie par Israël, mais la réalité est toute autre.

Paris salue la décision de «suspendre l'annexion des territoires palestiniens» suite à l'accord israélo-émirati - Sputnik 13 août 2020

Le Quai d'Orsay a salué la décision de «suspendre l'annexion des territoires palestiniens» dans le cadre de l'accord conclu entre Israël et les Émirats arabes unis. Sputnik 13 août 2020

LVOG - Vraiment ?

AFP - M. Netanyahu a tenu un autre discours que les dirigeants émiratis jeudi soir: "J'ai apporté la paix, je réaliserai l'annexion", a-t-il proclamé. AFP 13 août 2020

Biélorussie. Quand l'Etat profond US pilote une nouvelle "***révolution de couleur***".

Manifestations au Bélarus : Washington soutient la contestation - euronews 12 août 2020

"Nous souhaitons que le peuple du Bélarus ait les libertés qu'il réclame et qu'il pense être dans son intérêt", a déclaré le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo.

Biélorussie: la dernière dictature d'Europe va-t-elle enfin tomber? - Slate.fr 12 août 2020

Des forces extérieures déstabilisent la Biélorussie, selon Moscou - Reuters 13 août 2020

"Nous observons que des pressions sans précédent sont exercées par des partenaires étrangers sur les autorités biélorusses", a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, lors d'un point de presse.

"Nous assistons clairement à des tentatives d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures d'un pays souverain, dans le but de créer une rupture au sein de la société et de déstabiliser la situation", a-t-elle ajouté.

Plusieurs pays membres de l'Union européenne, dont l'Allemagne, ont appelé ces derniers jours à rétablir des sanctions contre le pouvoir à Minsk. Reuters 13 août 2020

Biélorussie : l'Union européenne donne son feu vert à de nouvelles sanctions en raison de la violente répression - Franceinfo 14 août 2020

Le nom des responsables biélorusses visés par ces sanctions n'est pas encore établie. De nombreuses manifestations agitent la Biélorussie depuis la réélection contestée d'Alexandre Loukachenko, dimanche dernier.

A lire :

- Bélarus – Une révolution de couleurs d'une autre nuance? par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 14 août 2020

Leur vieux monde pourri : Tous les peuples n'en peuvent plus !

- En Ethiopie, les manifestations se multiplient contre le gouvernement d'Abiy Ahmed - Franceinfo 12 août 2020

- La police disperse des manifestants antigouvernementaux à Bamako - Reuters 12 août 2020

- Candidature controversée de Ouattara en Côte d'Ivoire: au moins 4 morts dans des violences - AFP 12 août 2020

- Etc.

Dans l'agenda du Forum économique mondial (FEM) ou le gouvernement mondial oligarchique totalitaire.

Green New Deal. Financing nature conservation will enhance long-term wellbeing of the people, make way for sustainable economy timesnownews.com 12 août 2020

Le totalitarisme, c'est déjà la norme en Asie.

- ‘Asean youths remarkably resilient’ - thestar.com.my 10 août 2020

Décroissance imposée.

- Urbanisation et agriculture intensive augmentent le risque de pandémies - Futura 06 août 2020

La distanciation sociale doit commencer par l'école et les classes.

- Choisir son établissement scolaire est la seule solution - John B. Taylor · Project Syndicate 06 août 2020

Echouer à vouloir absolument tout contrôler les rend fou !

- Le big bang du big data - Statista France 06 août 2020

Bienvenue chez les agents du Forum économique mondial (FEM) ou le gouvernement mondial oligarchique totalitaire.

LVOG - Nos ennemis et les élites à leur service qui officient à différents niveaux dans la société visent les classes moyennes, les intellectuels, tout acteur détenant un pouvoir de décision ou d'influence dans les entreprises, les médias en général, les universités, les institutions, les partis politiques, les syndicats, les ONG ou associations, etc.

Ils ont adopté l'idéologie de l'oligarchie. Ils la diffusent chacun dans leur secteur d'activité, et ils interviennent directement dans l'espace public pour influencer et diviser les classes moyennes et subsidiairement le mouvement ouvrier. Les agences de presse, les médias ainsi que les réseaux dits sociaux contrôlés par l'oligarchie financières ou les GAFAM leur servent de supports, et ils s'en servent pour étouffer, marginaliser ou discréditer toute voix discordante, de sorte que la population ait l'impression que leur discours serait partagé par la majorité ou serait la voix de la vérité.

Tous ces acteurs se présentent comme indépendants et animés de bonnes intentions, alors qu'en réalité ils sont tous liés par un bout ou un autre à l'une ou l'autre des officines de l'oligarchie, ce qu'on s'emploie à démontrer ici et ce que la population ignore évidemment. On doit donc en conclure qu'on est en présence de démagogues animés d'intentions nuisibles pour la population qui avancent masqués, les démasquer et les combattre est notre devoir.

Nous, pour les combattre, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, et encore puisqu'on n'est pas foutu de partager la même analyse de la situation, alors que cela demeure le préalable ou la pierre angulaire à toute organisation ou action commune orientée dans la même direction. Ce qui est en cause selon moi, c'est l'impossibilité de la plupart des acteurs politiques dits de gauche ou d'extrême gauche à se situer sur un terrain idéologique ou politique indépendant du capitalisme et ses institutions, par ignorance ou parce qu'ils sont corrompus.

A ma connaissance, toute idée, analyse ou position politique ne tombe pas du ciel comme on voudrait nous le faire croire.

Non, elles ont toujours une origine sociale ou matérielle que véhicule l'idéologie propre aux deux classes indépendantes, la classe ouvrière et celle des capitalistes, en fonction de leurs intérêts respectifs et la conscience qu'elles en ont ou pas. Or, comme la classe des capitalistes est la seule à avoir clairement conscience de ses intérêts, l'ensemble de la société va se retrouver placer sous l'influence de son idéologie présumée servir l'intérêt général, ce que l'on nomme l'idéologie dominante, et c'est ainsi que son interprétation du cours de l'histoire ou des évènements qui l'ont marquée s'incrustera profondément dans les cerveaux des travailleurs et des militants, de leurs dirigeants au même titre que les rapports sociaux ou entre les classes dont elle est issue. De ce fait, loin d'être innée ou spontanée, les exploités et les opprimés ne peuvent pas acquérir une conscience politique indépendante sans prendre conscience du rôle que jouent tous ces facteurs et rapports au sein du processus historique inconscient.

Partant de là, la caractérisation de la nature sociale du régime en place est capitale. Quand on l'ignore ou qu'on oublie que la classe des capitalistes détient ou concentre tous les pouvoirs, la plus grande confusion s'en suit inévitablement et on atterrit forcément sur son terrain. Dès lors, on n'est plus en mesure de la combattre efficacement ou généralement on abandonne la perspective du renversement du régime en place, on collabore avec sous une forme ou une autre.

Pour briser nette la propagande que véhiculent les articles ou appels dont il est question plus loin, démasquer ces opérations d'intoxication démagogique, c'est très facile.

Il suffit de relever que ces adeptes de la démocratie ne remettent pas en causes les mesures liberticides ou antidémocratiques adoptées par tous les gouvernements contre les peuples dans le cadre de l'épidémie au virus. Ils n'exigent pas non plus l'abolition de toutes les lois anti-ouvrières ou antisociales illégitimes adoptées au cours des 4 dernières décennies ou le rétablissement des services publics ou encore de la souveraineté des Etats entravée par des institutions supranationales antidémocratiques comme l'UE, le FMI, la Banque mondiale...

Hormis que les exploités et opprimés devraient vivres heureux ou en harmonie avec ceux qui les exploitent et les oppriment leurs appels sont vides.

21 jours après l'annonce du "Great Reset" par le FEM toutes ses officines étaient sur le pied de guerre.

- National Endowment for Democracy (NED/CIA)
- European Endowment for Democracy (L'agence européenne de la NED)
- European Network of Political Foundations
- European Partnership for Democracy
- Parliamentary Centre Parlementaire
- Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA)
- International Foundation for Electoral Systems (IFES)
- The Carter Center
- National Democratic Institute (Une agence de la NED dirigée par Madeleine Albright)
- International Republican Institute (Parti républicain américain)
- Westminster Foundation for Democracy

Global Democracy & Covid-19: Upgrading international support

- DOCUMENT. Global Democracy & Covid-19: Upgrading international support (08.07.2020)

Un appel pour défendre la Démocratie

- DOCUMENT. Un appel pour défendre la Démocratie (25.06.2020)

Organisations signataires

- DOCUMENT. Un appel pour défendre la Démocratie - Organisations signataires (25.06.2020)

En réalité, une ode en faveur de la défense du régime fascisant qui règne en France et ailleurs.

Les signataires de nationalité française :

- Bernard Antoine, Senior Advisor, Reporters sans frontières (RSF); Faculty, PSIA/SciencesPo

- Casanova Jean-Claude, Former President, Fondation Nationale des Sciences Politiques

- Guéhenno Jean-Marie, Former United Nations Under-Secretary-General for Peacekeeping Operations

- Lévy Bernard-Henri, Philosopher, Author, Filmmaker, Activist

- Rupnik Jacques, Professor, Center for International Studies at SciencesPo in Paris

- Sorman Guy, President, France-Amerique

Ces ONG financées par l'oligarchie sont des agences du Forum économique mondial.

Jennifer Morgan – actuelle responsable de Greenpeace – a déclaré lors de l'événement (Event 201):

« Nous avons instauré un nouvel ordre mondial après la Seconde Guerre mondiale… Nous sommes maintenant dans un monde différent de ce qu'il était alors. Nous devons nous demander, que pouvons-nous faire différemment ? Le Forum économique mondial a également une grande responsabilité à cet égard : appuyer sur le bouton de réinitialisation et chercher comment créer le bien-être des personnes et de la Terre. »

- DOCUMENT. Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer (16.05.2020)

- DOCUMENT. Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer - Liste des signataires (14.07.2020)

COVID-19 et la fin de l'ère néolibérale - investigaction.net 03 Août 2020

Extraits.

investigaction - La crise COVID-19 et les mesures socioéconomiques pour sauver le système ont fait exploser tous les dogmes néolibéraux. Il était grand temps de passer à du neuf.

LVOG - Leur méthode, le déni ou prendre ses rêves pour la réalité.

investigaction - Au cours de la crise COVID-19, le marché a complètement échoué.

LVOG - Vraiment ?

investigaction - Depuis le 18 mars les milliardaires étatsuniens ont vu leurs avoirs augmenter d'un tiers, soit 565 milliards de dollars. JPMorgan, la plus grande banque des Etats-Unis, a rapporté le chiffre d'affaires trimestriel le plus élevé jamais connu. La société d'investissement Goldman Sachs a marqué une croissance de 41% par rapport à l'an dernier.

LVOG - Les populistes nient que l'oligarchie agit sur l'orientation du monde selon une stratégie bien définie, de sorte qu'ils sont déconnectés de la réalité ou interprètent tout à l'envers, ce qui les amène à se retrouver à lutter au côté de l'oligarchie, du Forum économique mondial, de l'UE, de l'OMS, etc.

Un exemple, ce sont des enragés du masque :

investigaction - L'échec le plus évident et le plus dramatique est celui des masques de protection.

- Une approche similaire à elle de 2008 – injecter de l'argent supplémentaire dans l'économie tout en pratiquant l'austérité – c'est hors de question.

LVOG - Traduisez : "*Hors de question*"... qu'ils y renoncent !

investigaction- Un nouveau dopage financier pourrait entraîner l'effondrement total d'une économie déjà très affaiblie.

LVOG - On ne voit pas pourquoi.

investigaction- De nouvelles restrictions affaibliraient encore davantage le pouvoir d'achat et provoqueraient une crise sociale et politique profonde.

LVOG - Ils visent surtout les classes moyennes ou les travailleurs en ménage bénéficiant de deux salaires et disposant maintenant d'un patrimoine immobilier qui jusque là pouvaient réaliser des économies et vivre très confortablement...

investigaction - Les mises en garde du Financial Times sont sans équivoque : "Si nous voulons que le capitalisme et la démocratie libérale survivent, nous ne pouvons pas nous permettre de répéter l'approche erronée du 'socialiser les pertes et privatiser les bénéfices' d'il y a dix ans". "Un retour aux restrictions serait de la folie – une invitation à des troubles sociaux voire à la révolution, et un cadeau du ciel aux populistes".

LVOG - Pour le Financial Times il faut sauver "*le capitalisme et la démocratie libérale*", on le retiendra pour la suite.

investigaction - Les choses sont claires. Le néolibéralisme est terminé, il est temps de faire quelque chose de nouveau. À l'exception de quelques irréductibles, personne ne veut retourner au monde d'avant COVID-19.

LVOG - Quelle mystification, je ne connais personne qui se pose cette question, je crois plutôt que le peuple n'a pas plus envie de leur monde d'avant que de leur monde d'après.

investigaction - Dans le monde des affaires également, cette perception a bien percolé. Klaus Schwab, fondateur et président du Forum économique de Davos, a évoqué une "une grande réinitialisation du capitalisme". Selon lui, la pandémie a dévoilé

les lacunes d'un "vieux système" qui avait négligé les infrastructures, les soins de santé et les systèmes de sécurité sociale. "Si nous continuons comme nous le faisons actuellement, je pourrais prévoir que nous aurons une révolte entre les mains« . Dans ce contexte, les super-riches supplient dans une lettre ouverte de les imposer plus lourdement.

LVOG - Cela vous en bouche un coin, les plus puissants milliardaires de la planète vont nous débarrasser du capitalisme. Quel bonheur ! Et nous qui cherchions bêtement nos sauveurs dans le bas peuple, nous les avons enfin trouvés mais ailleurs ! Ceux qui gouvernent le monde sont ailleurs. C'est leur faiblesse. Ils concentrent tous les pouvoirs, donc ceux qui les représentent ou qui sont censés détenir le pouvoir n'en ont pas ou plus, donc le peuple peut s'emparer du pouvoir. Si on partage cette analyse, on peut les vaincre, voilà ce que cela signifie sur le plan politique. La réaction ne peut être vaincue que par l'organisation du prolétariat et son armement théorique.

Si j'avais commencé par privatiseurs, pilleurs, mafieux, destructeurs, dictateurs, criminels, les lecteurs n'auraient pas forcément saisi. Cela me fait marre, parce que je ne peux pas percevoir autrement ces milliardaires.

investigaction - Selon le Financial Times, des « réformes radicales » devront être mises sur la table.

LVOG - On croirait entendre le FMI ou la troïka...

investigaction - « Les gouvernements devront accepter de jouer un rôle plus actif dans l'économie. Ils doivent considérer les services publics comme un investissement plutôt que comme des charges et chercher les moyens de rendre le marché du travail moins précaire. La redistribution des richesses sera de nouveau à l'ordre du jour … Des politiques jusque récemment considérées comme excentriques, telles que le revenu de base et l'impôt sur la fortune, devront faire partie intégrante de l'assemblage« .

LVOG - Les services publics se financent sur les marchés financiers, c'est ce qu'ils doivent appeler "*un investissement*". Ils fixent le niveau de la précarité de manière à en avoir le contrôle, et il n'est nullement question de la supprimer évidemment. La fortune, la richesse, l'exploitation, rien ne doit changer.

investigaction - Selon ce quotidien, la démocratie libérale « ne survivra à ce deuxième grand choc économique que si les ajustements sont effectués dans le cadre d'un nouveau contrat social qui reconnaît le bien-être de la majorité avant les intérêts des privilégiés« .

LVOG - C'est l'intention affichée ou le programme du Forum économique mondial, cela tombe bien, mais au profit des privilégiés.

investigaction - Foreign Affairs lui aussi parle d'un « nouveau contrat social ».

LVOG - On peut lui faire confiance aussi pour représenter les intérêts des exploités !

investigaction - Son objectif est « l'établissement d'un 'État-providence' qui fournit à chacun les ressources fondamentales nécessaires pour maintenir une qualité de vie décente » .

LVOG - Selon les critères du Foreign Affaire, du Financial Times, dans une société esclavagiste...

investigaction - Cela présuppose « un accès universel garanti aux soins de santé et à une éducation de qualité« . Ce qui passait naguère pour de l'extrême gauchisme appartient maintenant au grand public.

LVOG - Il faut prendre cette formule comme un simple voeu hypocrite, c'est juste un appel en direction de ceux qui ont les moyens de dépenser plus en soins de santé et en éducation. On ne vous dit pas si l'"*accès universel garanti*" aux soins de santé et à l'éducation signifie qu'il est gratuit ou non, quelle garantie sinon leur parole, et il faut être idiot pour les croire. La fin de cet article le confirmait à sa manière en prenant cette fois pour référence Varoufakis, l'ex-ministre grec des Finances de Tsipras !

La version star académie du corporatisme et du totalitarisme.

- Plus de 3.000 «académiques» signent pour un autre monde - 16 mai 2020

Extraits.

Un manifeste signé par plus de 3114 chercheurs (au dernier décompte) de 600 universités dans le monde appelle à ce que l'on tire les leçons de la crise sanitaire, sociale et économique sans précédent que subit l'Humanité depuis plus de deux mois et que les politiques agissent dès maintenant. Tout de suite. Son titre : « Travail : Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer ».

Le Soir le publie, avec 30 journaux de 23 pays, l'appel universitaire aux dirigeants politiques formulé à l'initiative émane de trois « académiques », Isabelle Ferreras (professeure de sociologie à l'université de Louvain), Julie Battilana (professeure d'administration des affaires à la Harvard Business School) et Dominique Méda (professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine). On l'a dit, une masse critique de « pointures », venues de tous horizons, s'y est ralliée. ("Pointures", des Pieds nickelés ouais ! - LVOG)

- ...la prise en charge et l'accompagnement des plus vulnérables sont autant d'activités qui doivent être protégées des seules lois du marché, sans quoi nous risquons d'accroître toujours plus les inégalités, jusqu'à sacrifier les plus faibles et les plus démunis.

Pour éviter un tel scénario, que faut-il faire ?

LVOG - Comme si ce n'était pas déjà le cas, on voit tout de suite qu'ils ne sont pas vraiment concerné par les inégalités sociales. "Nous risquons d'accroître toujours plus les inégalités", nous, c'est à croire qu'ils y participent déjà, on peut l'affirmer sans prendre de "risques", ces gens-là détestent en prendre. Quant à éradiquer les inégalités ou en finir avec les "lois du marché", il ne faut pas y compter.

- ...démocratiser l'entreprise. Démarchandiser le travail.

LVOG - Tout un programme ! Et le travail obligatoire pour tous... ou presque.

- C'est-à-dire que la collectivité garantisse un emploi utile à toutes et tous (qui permettrait) d'assurer la dignité de chacun

LVOG - Les travailleurs qui ont un emploi et un revenu misérable, qui sont à la rue ou qui survivent dans la pauvreté apprécieront.

- ... il n'y a ni production ni service sans investisseurs en travail.

LVOG - C'est le langage des traders ou boursicoteurs. La force de travail que le travailleur est obligé de vendre serait un investissement, alors qu'elle lui sert juste pour survivre et encore. Ils se plaignent ensuite que le travailleur soit exclu du droit de participer "*au gouvernement de l'entreprise, monopolisé par les apporteurs en capital*".

LVOG - Vive le corporatisme ! Il est "*nécessaire*".

- ...il est aujourd'hui devenu injustifiable de ne pas émanciper les investisseurs en travail en leur accordant la citoyenneté dans l'entreprise. C'est là un changement nécessaire.

LVOG - Et l'Union européenne et la BCE en seraient les garants !

- A la main des collectivités locales, la Garantie Emploi pour tous permettra notamment de contribuer à éviter l'effondrement climatique tout en assurant un avenir digne pour chacun. L'Union européenne doit se donner les moyens d'un tel projet dans le cadre de son Green Deal. En revoyant la mission de sa Banque centrale afin de financer ce programme nécessaire à notre survie, elle se rendra légitime dans la vie de chaque citoyen de l'Union.

LVOG - Ensemble exploités et exploiteurs doivent veiller ensemble à la réalisation du Green New Deal... et de la régression sociale généralisée qui va avec.

- Car ce sont les entreprises gouvernées démocratiquement qui seront prêtes pour mener la transition écologique, celle dans lesquelles aussi bien les apporteurs de capital que les investisseurs en travail pourront faire entendre leurs voix et décider de concert des stratégies à mettre en œuvre.

LVOG - Le reste était à l'avenant. Il n'y aurait plus de classes sociales aux intérêts irrémédiablement opposés, mais des "investisseurs en travail" et des "apporteurs de capitaux" qui seraient fait pour s'entendre, bref la Bourse aux esclaves n'est pas prête de fermer

- ...nous nous considérons comme des allié.e.s de tous les agents du changement - les syndicats et les entreprises, les femmes et les hommes politiques, les associations ou citoyens"

LVOG - Les alliés objectifs de la réaction...

Qui est à l'origine de cet appel ? la Fondation Schwab, le fondateur de Davos !

https://democratizingwork.org/background

Cette initiative est le fruit d'un effort collectif lancé en mai 2020 par trois universitaires: Isabelle Ferreras, Dominique Méda et Julie Battilana.

Dans le court délai de deux semaines demandé par Le Monde, le texte a été signé par plus de 5 000 chercheurs de plus de 700 universités sur tous les continents. Le 16 mai, il a été publié dans 43 journaux de 36 pays à travers le monde. Les universitaires, qui avaient signé l'éditorial, ont pris les devants en traduisant l'article en 27 langues et en contactant les publications de leur région.

Isabelle Ferreras

Professeure à l'Université Catholique de Louvain, membre fondatrice du CriDIS et Senior research associate du Harvard Labor and Worklife Program.

Dominique Méda

Dominique Méda est une philosophe et sociologue française.

Ancienne élève de l'École normale supérieure (Sèvres puis Ulm après la fusion de 1985) et de l'École nationale d'administration, agrégée de philosophie, elle est membre de l'IGAS depuis 1989 et inspectrice générale des affaires sociales.

En 2012, elle s'engage dans le lancement du collectif Roosevelt. En 2013, elle est présente au lancement du nouveau parti politique Nouvelle Donne aux côtés de Pierre Larrouturou.

Après la victoire de Benoît Hamon à la primaire citoyenne de 2017, elle devient conseillère « travail » pour sa campagne présidentielle...

Elle soutient en 2018 le collectif européen Pacte Finance Climat, destiné à promouvoir un traité européen en faveur d'un financement pérenne de la transition énergétique et environnementale pour lutter contre le réchauffement climatique.

Elle tient une chronique mensuelle dans le journal Le Monde.

2017 : officier de la Légion d'honneur.

Julie Battilana

Professeure titulaire de la chaire de gestion Joseph C.Wilson à la Harvard Business School et de la chaire d'innovation sociale Alan L.Gleitsman à la Harvard Kennedy School.

Ses recherches ont été présentées dans des publications telles que Businessweek, Forbes, Huffington Post, Harvard Business Review et Stanford Social Innovation Review. Elle collabore régulièrement au journal français Le Monde.

Battilana a été nommé leader d'opinion en innovation sociale en 2019 par la Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social.

Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social

En 1998, Hilde et Klaus Schwab ont créé la Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social. Sa mission est de promouvoir l'innovation sociale. Ce fut une base complémentaire du Forum économique mondial fondé en 1971 par Klaus Schwab.

La Fondation identifie les entrepreneurs sociaux émergents de moins de 40 ans grâce à son Forum des jeunes leaders mondiaux. (Forum of Young Global Leaders) (Source : Wikipédia.org)

LVOG - Comme le monde est petit !

Faites tomber les masques. Il règne en France une atmosphère délétère entretenue par Macron.

Une infirmière tabassée dans un bus en Seine-Saint-Denis pour avoir réclamé le port du masque - sputniknews.com 12 août 2020

Deux adolescents (16 ans) ont été interpellés après avoir roué de «coups de poing, de pied et de tête» une infirmière qui leur avait demandé de porter un masque dans un bus à Neuilly-sur-Marne, en Seine-Saint-Denis, fait savoir l'AFP. sputniknews.com 12 août 2020

LFI : C'est juste le choix entre la peste et le choléra.

- « Qu'est-ce qui va coûter le plus cher, la gratuité des masques ou un second confinement ? » - LePoint.fr 12 août 2020

Pour Bastien Lachaud, député LFI de Seine-Saint-Denis, la question de la gratuité du masque se pose d'autant plus que sa généralisation est en cours. LePoint.fr 12 août 2020

En complément.

POI - Titre d'Informations ouvrières du 12 août 2020 : Liban : « Révolution ! »

LVOG - A force de voir des révolutions partout, ils ont fini par ne plus savoir ce que cela signifiait. L'ont-ils su un jour seulement ? J'en doute fortement.

- Une médecin publie sur Facebook des faux certificats médicaux pour refuser le port du masque - Yahoo 12 août 2020

Alors que certains s'élèvent contre le port du masque obligatoire dans une série de lieux publics, une médecin du Bas-Rhin a décidé de leur fournir un certificat médical prêt à l'emploi. Elle devrait bientôt être suspendue.

Le message a été repéré dans un groupe Facebook Contre le masque obligatoire, pour la liberté de respirer et de sourire, qui compte plus de 2 500 membres, un des nombreux groupes de ce genre, où les théories complotistes fricotent publiquement avec les revendications de liberté individuelle.

Mais le problème est ailleurs pour le Dr Engerer. Interrogée par Rue 89 Strasbourg, elle voit plus loin que la simple question des masques : "Les masques, c'est un faux problème. Imaginez, quand un petit enfant se promène avec un masque, c'est une muselière. Le problème, c'est la dictature qui monte." Yahoo 12 août 2020

- Zone Interdite : "Aucun parc ne respecte les gestes barrières", le constat alarmant de la Twittosphère Yahoo 12 août 2020

- Plus de 200 maires agressés en France depuis janvier, les élus tirent la sonnette d'alarme - sputniknews.com 9 août 2020

- Un octogénaire décède après avoir été bousculé et insulté à la caisse car jugé «trop lent» dans le 92 - sputniknews.com 12 août 2020

Dans la soirée du lundi 10 août, une altercation dans le Franprix de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) a mené à la mort d'un retraité de 86 ans, ont relaté Le Parisien et RTL. Sous une chaleur caniculaire, les clients se sont impatientés face à sa lenteur à la caisse. Parmi eux, un homme de 40 ans s'est particulièrement énervé, au point d'insulter et de bousculer le vieil homme ce qui a déclenché une crise cardiaque.

D'après les informations du quotidien francilien, le quadragénaire a poussé le retraité, lequel se déplaçait à l'aide d'une canne. Après être tombé au sol, il est parvenu à se relever mais s'est ensuite effondré à nouveau, victime d'un malaise cardiaque.

L'un des caissiers, qui les connaissait, a précisé à la radio qu'aucun des deux n'avait jamais causé de problème auparavant.

Un homme s'enflamme lors d'une intervention policière à Caen, l'IGPN saisie - sputniknews.com 13 août 2020

À l'arrivée d'un huissier accompagné de policiers en vue d'une saisie, un homme s'était aspergé d'essence et menacé d'y mettre le feu avec un briquet à Saint-Contest, dans la périphérie de Caen, selon les médias locaux.

Un des policiers a, selon des témoins, utilisé un pistolet à impulsion électrique, apparemment dans l'intention de stopper l'homme dans son projet, et l'homme s'est enflammé. Grièvement brûlé, il est depuis hospitalisé.

«Il apparaît que, dans l'intention d'empêcher un geste fatal, l'action des services de police a pu contribuer, malheureusement, au résultat dramatique qui s'en est suivi. En effet, l'usage du taser dans une atmosphère imprégnée d'hydrocarbure a pu déclencher l'embrasement», développe le communiqué du parquet.

«Il n'est pas établi, à ce stade, qu'une infraction pénale ait été commise, et une enquête administrative devra nécessairement être conduite», poursuit le communiqué, de la procureur de Caen, Amélie Cladière.

«Dans l'attente, j'ai décidé de saisir l'IGPN. La procédure en recherche des causes de blessures va donc être transmise au parquet et l'enquête va se poursuivre dans une second temps sous la qualification de blessures involontaires», conclut la procureur. sputniknews.com 13 août 2020

TROISIEME PARTIE

Ils ont oublié de les opposer aux ambidextres!

- En quoi les gauchers sont différents des droitiers ? - Yahoo 13 août 2020

A défaut de bonnes intentions, les psychopathes débordent d'imagination malsaine.

- Météo-France a imaginé à quoi ressemblerait une canicule en 2050 (et c'est alarmant) Le HuffPost 13 août 2020

Il faut les supprimer avant qu'ils nous enferment !

- Covid-19 : faut-il interdire de fumer dans les rues, comme en Galice ? - Yahoo 13 août 2020

- Coronavirus : pour le maire de Bordeaux, "il ne faudra pas hésiter" à interdire la cigarette - Europe1 14 août 2020

Invité d'Europe 1 vendredi matin, Pierre Hurmic (EELV), le maire de Bordeaux, s'est exprimé sur une éventuelle interdiction de fumer dans la rue, pour lutter contre l'épidémie de coronavirus. Selon lui, si c'est un facteur d'aggravation avéré, "il ne faudra pas hésiter à prôner ce type d'interdiction". Europe1 14 août 2020

Totalitarisme. Les despotes osent tout. Toutes les mesures liberticides adoptées notamment par Macron n'avaient pas d'autres objectifs.

- Le Covid-19, une opportunité pour les régimes autoritaires? - Slate.fr 13 août 2020

De nombreux gouvernements à travers le monde ont utilisé la pandémie pour asseoir un peu plus leur pouvoir. Des États comme le Venezuela, l'Égypte ou la Bolivie ont vu en la pandémie de Covid-19 un moyen de contrôler toujours davantage leur population, relève le HuffPost américain. Slate.fr 13 août 2020

Quel dommage ! Cherche morts supplémentaires désespérément.

- Pourquoi les cas de coronavirus en France augmentent mais le nombre de patients en réanimation baisse encore? - Le HuffPost 13 août 2020

Homicide de masse prémédité. Là pour le coup vous n'arriverez jamais à l'âge de la retraite en bonne santé.

- Coronavirus : le port du masque va-t-il être généralisé en entreprise ? - Franceinfo 13 août 2020

Comment fonctionne le ministère de la Vérité.

LVOG - Ils disent eux-mêmes que "*répondre à la question « C'est vrai ou c'est faux ? »*" ne les intéresse pas, autrement dit peu importe la vérité des faits. En revanche, en concentrant leur attention sur « *Pourquoi on y a cru ?* », ils visent directement un changement du mode de pensée ou de comportement de la population, qui ne doit écouter ou croire que Macron, le gouvernement, les médias institutionnels ou oligarchiques, leurs experts ou porte-parole en tout genre.

A terme, après la censure de tout doute, critique de toute opposition même modérée, une seule voix devrait s'exprimer dans ce

pays, celle du régime fascisant.

Coronavirus : Pourquoi le professeur Raoult fait-il (encore) parler de lui ? - 20minutes.fr 14 août 2020

Cette semaine dans « Oh my fake », Clémence vous fait le portrait du professeur Didier Raoult, qui alimente polémiques, rumeurs, et théories du complot depuis plusieurs mois

OMF Oh My Fake, sur Snapchat Discover, c'est le programme de 20 Minutes qui vous rend fort contre les fake news. Ici, il ne s'agit pas de répondre à la question « C'est vrai ou c'est faux ? » mais à « Pourquoi on y a cru ? »

Haro sur les jeunes : Culpabilisez, assassins potentiels pour désobéisance ou comportement irresponsable !

- Coronavirus : ce que cache le regain mondial des contaminations - Le HuffPost 14 août 2020

Certains y voient une hausse des tests pratiqués. D'autres accusent les fêtards, plus ou moins jeunes, qui se retrouvent en nombre sur les plages et dans les boîtes de nuit. (en Grèce)

"Malheureusement, le virus se propage à une vitesse de plus en plus alarmante", a déclaré le ministre de la santé, Vasilis Kikilias. "Je demande encore une fois aux jeunes et aux citoyens qui ne respectent pas les gestes de protection de base -le port du masque, les règles d'hygiène, la distanciation- de prendre leur responsabilité vis-à-vis de la population vulnérable, du reste de leurs concitoyens et du pays."

Les jeunes sont de plus en plus pointés du doigt, accusés de la hausse des contaminations aux quatre coins du continent.

Le gouvernement a riposté avec un slogan destiné aux jeunes: "Don't Kill Granny" ("Ne tuez pas mamie"), pour rappeler qu'on peut contaminer des personnes vulnérables même si on ne présente aucun symptôme. (en Grande-Bretagne)

"Inévitablement, les jeunes sont intrépides et courageux. Ils veulent de l'aventure, du mouvement", a déclaré Adrian Phillips, directeur général du conseil municipal de Preston, à la BBC. "Mais nous savons qu'ils sont porteurs du virus, qu'ils sont plus à risque en ce moment. Souvent, ils ont moins de symptômes, mais ils rapportent le virus chez eux. Et, face à la propagation dans notre ville, nous pensons que bien souvent, ce sont les jeunes qui sont infectés et qui transmettent le virus chez eux."

"Nous constatons que les rassemblements et les événements sociaux où les gens ne portent pas de masque sont la principale source d'infection ici", a affirmé Erika Lautenbach, directrice du département de la santé du comté de Whatcom, dans l'État de Washington, à la station de radio publique NPR. Cela n'a rien de surprenant puisque le Coronavirus se propage plus facilement lors de contacts rapprochés, surtout dans les lieux intérieurs.

"Les lieux de vie nocturne sont généralement mal ventilés et le volume de la musique oblige à parler fort, ce qui est un facteur de risque avéré", a expliqué Joan Ramón Villalbí, porte-parole de la Société espagnole de santé publique et d'administration sanitaire, au quotidien El País. Le HuffPost 14 août 2020

C'est une décision politique et non de santé publique, ils le disent eux-mêmes.

Akhenaton remet en cause l'utilité du port du masque, Pascale Clark intervient : "Je ne peux pas cautionner..." - Télé-Loisirs.fr 13 août 2020

LVOG - Que lui reproche-t-il ?

Télé-Loisirs - Si certains pensent que les Français critiquant le port du masque obligatoire en font trop, d'autres s'interrogent sur la possible dangerosité de cet accessoire devenu indispensable.

Tandis que la pédagogie du gouvernement, et particulièrement du ministre de la Santé, est critiquée des théories circulent sur Internet depuis quelques mois à ce sujet et, même si des médecins les ont dénoncées, parlant de "conneries", certaines personnalités continuent de s'en faire l'écho. Télé-Loisirs.fr 13 août 2020

LVOG - Ils ne diront pas que des milliers de médecins ou d'éminents professeurs en médecine en France et dans le monde partagent ces "conneries". Et puis ce qu'il a évoqué était insupportable :

Télé-Loisirs - Le rappeur n'a d'ailleurs pas hésité à exprimer son soutien pour le célèbre professeur marseillais, Didier Raoult, déjà critiqué pour avoir favorisé la montée du complotisme. "Je ne dis pas que le masque est inutile, il était utile au début

de l'épidémie. Aujourd'hui vous prenez vos boîtes de masques, regardez il y a marqué 'ne protège pas des virus' dessus."

De nouveau, la journaliste d'Europe 1 Pascale Clark a dû intervenir : "Moi je ne peux pas cautionner publiquement ce que vous venez de dire parce que qu'on y croit ou pas, il y a une politique sanitaire qui est mise en place." Télé-Loisirs.fr 13 août 2020

Quand les enragés accusent leurs chiens...

- COVID-19: qui est complotiste? par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 13 août 2020

Afin de nous trouver sur la même longueur d'ondes, il me faut définir ce mot.

Complotiste : défenseur d'une théorie du complot.

C'est comme de dire, raciste : défenseur d'une théorie du racisme.

Nous n'allons pas loin, avec ça.

Un synonyme est conspirationniste.

Qu'est-ce qu'une théorie du complot ou de la conspiration ?

Ce qui est sûr, c'est que ces mots sont péjoratifs, mauvais.

Personne n'aime cette étiquette : « complotiste », « théoricien de la conspiration ».

Depuis le 11 septembre 2001, ce mot déjà ancien [1] est utilisé pour disqualifier toute personne qui tient des propos contraires aux versions officielles.

Analysons cette phrase car chaque mot est important.

Par officielles, beaucoup veulent dire : gouvernementales.

Ce n'est pas tout à fait ça.

Si vous dites que Donald Trump, pourtant président officiel et chef élu du gouvernement des USA, raconte des conneries, a utilisé les Russes pour être élu [2] ou veut annuler les prochaines élections américaines [3], toutes théories du complot contre lui, contre Trump, tous les journalistes occidentaux vous applaudiront. Ils ne vous traiteront pas de conspirationniste même si, selon la définition, c'est ce que vous êtes en diffamant ainsi.

Dans le cas du COVID-19 de 2020, si vous dites que tous les docteurs (et il n'y en a pas deux, dix ou cent, mais des milliers à travers le monde) qui disent que l'hydroxychloroquine soigne le COVID-19 sont des fous échappés d'un asile d'aliénés [4], une fois encore, les journalistes vous féliciteront. En tout cas, même sans preuve de ce que vous avancez, personne ne vous traitera de théoricien du complot.

Pourtant, c'est une théorie et c'est dirigé contre des docteurs diplômés, officiels.

En faisant cela, vous accusez des médecins [5] dont certains travaillent à l'Université ou dans des hôpitaux reconnus, depuis des dizaines d'années, tels que le professeur d'épidémiologie Harvey Risch [6] de la Yale School of Public Health, le professeur Didier Raoult, directeur de l'Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée infection à Marseille, le docteur Christian Perronne [7], professeur des universités-praticien hospitalier français, spécialisé dans le domaine des pathologies tropicales et des maladies infectieuses émergentes et ancien président de la commission spécialisée « Maladies transmissibles » du Haut Conseil de la santé publique, en plus de nombreux médecins moins connus mais tout aussi fiables et sérieux, médecins de famille, de terrain, généralistes ou spécialistes [8 à 13].

Vous êtes un fameux « théoricien conspirationniste » si vous pensez que tous ces docteurs diplômés mentent ou veulent vous manipuler, Dieu saurait pourquoi.

Pourtant, personne ne vous traitera de ça.

La vérité, c'est que vous serez étiqueté « complotiste » si et seulement si vous tenez des propos contraires aux versions officielles des personnes, institutions, gouvernements adoubés, reconnus.

Adoubés, reconnus par qui ?

Par les institutions internationales (Organisation Mondiale du Commerce, Organisation Mondiale de la Santé, Fond Monétaire International, Forum économique mondial, Organisation des Nations-Unies, Commission Européenne, Agence européenne du Médicament…).

Par des relais nationaux qui rendent compte à ces institutions internationales et ce, dans tous les domaines importants, sanitaires, médicaux, éducatifs, médiatiques, économiques… [14]

Tout cela forme un système cohérent, transnational, supranational, animé de buts communs et utilisant un langage précis et étudié.

Il faut bien saisir que ce système est indépendant des hommes politiques et survit aux changements électoraux. Il se perpétue, quoi qu'il arrive, non pas au travers d'un président, d'une personne en particulier, mais au travers de ces institutions qui traversent tous les scandales [15 à 18] et toutes les attaques sans prendre une égratignure.

Qui dirige ce système ?

Je ne vous répondrai pas ici d'abord parce que c'est un autre travail qui mériterait un article à part entière et ensuite, parce que de nombreux chercheurs ont déjà brillamment cerné ce sujet [19 à 22].

Donc, être président, chef de gouvernement, médecin diplômé et représenter une autorité valable et sérieuse ne suffisent pas pour vous protéger de toute contestation en arguant que le contestataire serait un complotiste.

Non.

Pour cela, pour bénéficier de cette protection, il faut appartenir à ce système, parler son langage et poursuive ses buts.

Ainsi, Anthony Fauci aux propos pourtant critiquables et contradictoires [23] ne sera jamais traité de complotiste.

Le professeur Harvey Risch, oui.

Ainsi, les journaux qui affirment que le Remdesivir est efficace dans le COVID-19, contrairement à l'hydroxychloroquine, ne seront jamais qualifiés de complotistes.

Ceux qui disent le contraire, études et médecins à l'appui, oui.

Le problème, c'est que Trump a dit qu'il était pour l'hydroxychloroquine aussi, et cela, c'est le discrédit à tous les coups.

On dit que le Remdesivir a prouvé son efficacité face au Covid-19, dans un journal belge du 11 août 2020 [24].

Les mots sont importants.

Le mot « prouvé », en l'occurrence, est faux.

Mais qui s'en apercevra, si vous n'êtes ni docteur, ni au fait des études en question ?

En attendant, un mensonge passe comme une évidence, une vérité.

Un seul traitement par le Remdesivir rapportera 2500 $ par patient à la firme Gilead [25].

L'hydroxychloroquine, rien ou quasi.

Les termes « complotisme » ou « théorie de la conspiration » n'ont rien à voir avec la vérité ou avec la crédibilité, cela a à voir avec le conformisme aux idées dominantes, dictées par le système qui poursuit implacablement ses buts.

Un autre mot important est le mot « théorie ». Théories de la conspiration.

Cela sous-entend des divagations sans fondements, sans preuves.

Pourtant, de nombreuses affirmations étiquetées « théories de la conspiration » n'ont rien de théorique.

Il est rare d'avoir une preuve formelle au moment de son affirmation. Celle-ci peut découler de recherches, de réflexions, de présomptions.

En médecine légale ou en sciences criminelles, vous n'aurez pas toujours de preuves irréfutables mais un faisceau de présomptions solides (mobile, faits indirects et cohérents) qui suffit à condamner un accusé, selon la loi.

Prenons la « théorie conspirationniste » selon laquelle l'industrie pharmaceutique ferait pression pour discréditer l'hydroxychloroquine et privilégier ses produits coûteux, les antiviraux comme le Remdesivir ou les vaccins.

Ce serait bien d'avoir une preuve irréfutable de cela mais je vois mal un dirigeant de cette industrie écrire un tel aveu puis le laisser traîner afin qu'il tombe entre les mains d'un journaliste honnête. Ce serait vraiment suicidaire, vous ne trouvez pas ? Et de toute façon, on discréditerait ce dirigeant, ou ce journaliste, jusqu'à ce que leur parole soit sans valeur.

Par contre, comme on le ferait dans n'importe quelle enquête policière, y a-t-il un faisceau de présomptions solides ?

1) Cette industrie a-t-elle un mobile ?

Oui.

Cette industrie a un fameux mobile pour faire cela : l'argent.

Il ne s'agit pas de milliers ou de centaines de milliers d'euros qui pousseraient pas mal de gens à commettre des meurtres, mais de milliards d'euros [26-27].

2) Cette industrie a-t-elle les moyens de faire cela ?

Oui.

On le sait grâce au témoignage de personnes de l'intérieur, comme John Virapen ex-PDG d'Eli Lilly & Company en Suède [28], ou d'anciens rédacteurs en chef de grandes revues médicales comme Marcia Angell [29] (New England Journal of Medicine) ou Richard Horton [30] (Lancet).

3) Celle industrie l'a-t-elle déjà fait ?

Oui.

Il y a des cas avérés, prouvés qui illustrent la corruption de médecins par l'industrie pharmaceutique, comme celui de l'anesthésiste Scott Reuben ayant falsifié des données concernant l'efficacité de l'antidépresseur Effexor (venlafaxine), produit par la firme Wyeth (fusionnée avec Pfizer) dans les douleurs neuropathiques et postopératoires [31].

Et ce n'est qu'un exemple [32]. Plus récemment, vous avez le Lancet-Gate: « Mensonges scientifiques sur le coronavirus » et corruption des grandes sociétés pharmaceutiques.

Même lorsque les preuves sont là, avez-vous déjà vu un journaliste qui avait accusé quelqu'un de « théoricien du complot » faire son mea culpa, s'excuser de sa méprise et rétablir la réputation du « théoricien » en question ? Et surtout, rétablir la vérité ?

Pour seul exemple, je vais prendre l'histoire des bébés koweïtis arrachés à leur couveuse et jetés à terre par les soldats irakiens pour justifier l'intervention américaine en Irak en 1990. Le président Georges Bush senior s'en est servi à plusieurs reprises, dans plusieurs discours enflammés.

C'était un mensonge [33].

Nous le savons.

Pourtant, quiconque qui l'aurait su ou compris, et l'aurait dit à ce moment aurait été traité de « théoricien du complot » de connivence avec Saddam Hussein.

Pour la petite histoire et vous démontrer que ces techniques n'ont pas cessé en 1991 ou après la preuve de ce mensonge, la firme malhonnête derrière ce mythe est la même firme qui a aidé en 2020 l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à faire croire à la pandémie COVID-19 et à faire respecter ses diktats : la firme Hill & Knowlton [34].

Alors, qu'est-ce que ça veut dire, complotiste, et qui l'est vraiment ?

On le voit, ça ne veut rien dire.

C'est une étiquette péjorative, mauvaise, qui ne vous sera pas donnée si vous mentez, ou si vous critiquez une personne ou un gouvernement qui justement dérange le système.

Elle vous sera donnée si ce que vous dites, même si c'est vrai, plausible, prouvé, va à l'encontre du discours autorisé du système.

Vérifiez par vous-même.

Critiquez les docteurs qui défendent l'usage de l'hydroxychloroquine dans le COVID-19, et vous ne serez pas accusés de complotisme.

Vous serez écoutés, approuvés.

Critiquez Anthony Fauci ou les conseils de sécurité nationaux contre le COVID-19, alors oui, vous serez accusés de complotisme, et même de tous les maux.

Très souvent, cela n'a rien à voir avec des théories.

Les faits avancés sont parfois prouvés, très souvent étayés de nombreux arguments solides et plausibles.

Les mots sont très importants. Ne sous-estimez pas leur importance. Ce sont eux qui dirigent nos pensées.

Je le sais en tant que docteur, mais également en tant que passionné de communication à visée thérapeutique.

Comme les tous premiers médecins de l'Antiquité, je sais que les mots peuvent guérir.

Ils peuvent aussi rendre dociles ou malades.

« Complotiste », « conspirationniste », « théoricien du complot » ne servent qu'à couper court à tout débat.

Qu'à faire rejeter la personne que le système dominant veut discréditer, pour que cette personne ne soit plus écoutée.

C'est cela qui est dangereux ; pas les « théories du complot ».

Ce qui est vraiment dangereux est de ne même pas vouloir débattre et d'exclure des idées, des personnes et des opinions sous prétexte qu'elles dérangent.

C'est cela qui sème les graines d'une société totalitaire ; pas les théories du complot.

C'est en refusant tout débat, toute discussion et en brandissant ce genre d'expression disqualifiante, que le pire vient.

Notes :

[1] Théorie du complot, Wikipédia

[2] Ingérence : comment la Russie a biaisé la campagne de 2016 au profit de Trump

[3] Comment Trump pourrait saboter l'élection pour la remporter

[4] Hydroxychloroquine: Goliath contre David, acte I : les détracteurs

[5] Covid-19 – Hydroxychloroquine, David contre Goliath, acte II : les supporteurs

[6] L'hydroxychloroquine agit chez les patients à haut risque, et dire le contraire est dangereux, Harvey Risch M.D., Ph.D., professeur d'épidémiologie à la Yale School of Public Health.

[7] Christian Perronne : "À Garches, nous avons de bons résultats avec l'hydroxychloroquine", 15 avril 2020, Fervent défenseur du traitement à l'hydroxychloroquine et à l'azithromycine, pour le Pr Christian Perronne la question de son efficacité ne se pose plus. Chef du service infectiologie de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, il le constate tous les jours depuis le début de l'épidémie : le traitement du Pr Raoult soigne et réduit considérablement les passages en réanimation.

[8] Riposte à la covid-19 : la saine colère du Dr BELLATON, Source : page Facebook de Silviane Le Menn, 20 avril 2020.

[9] Coronavirus : le bilan très positif d'un praticien lorrain qui prescrit l'hydroxychloroquine, le Républicain Lorrain, Philippe Marque, 6 avril 2020. Le bilan est plus que positif : « J'ai utilisé ce protocole sur une dizaine de patients hospitalisés, qui ont donc un Covid-19 déjà relativement inquiétant, et je n'ai eu ni décès ni aucune évolution vers un stade grave nécessitant une réanimation. »

[10] Un médecin mosellan constate l'efficacité d'un protocole à base d'azithromycine, le Républicain Lorrain, Thierry Fedrigo, 11 avril 2020. Deux médecins mosellans et l'une de leurs consœurs belges semblent avoir mis au point une combinaison médicamenteuse efficace contre le coronavirus. Tablant sur l'azithromycine sans recourir à l'hydroxychloroquine prônée par l'infectiologue Didier Raoult, ils ont constaté une chute nette des hospitalisations de leurs patients traités.

[11] Un médecin néerlandais soigne les patients atteints de coronavirus, mais le gouvernement néerlandais n'est pas content, Amari Roos, 10 avril 2020

[12] Des médecins algériens attestent de l'«efficacité quasi totale» de l'hydroxychloroquine contre le Covid-19, 27 avril 2020. Les chefs de services de maladies infectieuses d'un hôpital à Blida et d'un autre à Alger affirment que le protocole à base d'hydroxychloroquine, suivi dans le traitement des patients atteints du coronavirus, donne un résultat positif « quasi-total »

[13] Après l'Algérie, le Maroc encense l'efficacité de l'hydroxychloroquine contre le Covid-19, 1 mai 2020. Le protocole thérapeutique à base d'hydroxychloroquine et d'azithromycine utilisé contre le Covid-19 « a donné des résultats positifs » au Maroc, a déclaré le ministre de la Santé, précisant que les « effets secondaires sont minimes ».

[14] Ordres nationaux tels que l'Ordre des Médecins, l'Ordre des Pharmaciens, Hautes Autorités de Santé, Sciensano en Belgique…

[15] Agence européenne du médicament : des experts sous influence ?, 12 décembre 2017.

[16] Covid-19: les conseillers du pouvoir face aux conflits d'intérêts, paru le 31mars 2020, écrit par Rozenn Le Saint et Annton Rouget.

[17] Coronavirus : des liens troubles entre labos et conseils scientifiques, Valeurs actuelles, 3 avril 2020.

[18] L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe va enquêter sur l'OMS et le scandale « pandémique », Mondialisation.ca, F. William Engdahl, 6 janvier 2010

[19] Anthony C Sutton : économiste, historien et écrivain britannique. Sutton fut chercheur à Stanford au sein de la fondation Hoover de 1968 à 1973. Il enseigna l'économie à l'UCLA. Il étudia à Londres, Göttingen et UCLA et fut titulaire d'un doctorat en sciences de l'Université de Southampton, en Angleterre. En 1972, au sein de la Hoover Institution à Stanford : Wall Street et l'ascension de Hitler , Wall Street et la révolution bolchévique

[20] Carroll Quigley : historien américain et professeur d'histoire à l'Université de Georgetown de 1941 à 1976. Quigley est né à Boston où il étudie par la suite et où il décroche deux diplômes et un doctorat d'histoire de la proche et très réputée université Harvard. À l'Université de Georgetown : Tragedy and Hope: A History of the World in Our Time

[21] Pierre Hillard : essayiste français, docteur en science politique : La marche irrésistible du nouvel ordre mondial , Chroniques du mondialisme

[22] Michael Parenti, historien, politologue et critique culturel américain. Il a enseigné dans des universités américaines et étrangères. À lire absolument : L'Horreur impériale

[23] Lancet-Gate: « Mensonges scientifiques sur le coronavirus » et corruption des grandes sociétés pharmaceutiques., Mondialisation.ca, Prof Michel Chossudovsky, 15 juillet 2020. Le Dr Anthony Fauci, conseiller de Donald Trump, présenté comme « le meilleur expert américain en maladies infectieuses », a joué un rôle clé dans le salissage du remède HCQ qui avait été approuvé des années plus tôt par le CDC, ainsi que dans la légitimation du Remdesivir de Gilead.

[24] Le remdesivir, médicament qui a prouvé son efficacité face au Covid-19, 11 août 2020.

[25] Le traitement au remdesivir coûtera 2.340 dollars, selon Gilead, 29 juin 2020

[26] COVID-19 : au plus près de la vérité. Vaccins., Mondialisation.ca, Dr Pascal Sacré, 2 août 2020

[27] COVID-19: au plus près de la vérité – Hydroxychloroquine (HCQ), Mondialisation.ca, Dr Pascal Sacré, 29 juillet 2020

[28] Médicaments effets secondaires : la mort, les laboratoires nous trompent. John Virapen, le cherche midi éditions, 2014

[29] La vérité sur les compagnies pharmaceutiques, comment elles nous trompent, comment les contrecarrer, Marcia Angell, MD, ancienne rédactrice en chef du New England Journal of Medicine, traduction en français, les éditions le mieux-être, 2005.

[30] COVID-19 : le côté obscur de la science révélé, Mondialisation.ca, Dr Pascal Sacré, 26 mai 2020

[31] Top Pain Scientist Fabricated Data in Studies, Hospital Says, 11 Mars 2009

[32] Du Nujol au Tamiflu : la guerre menée par l'industrie pharmaceutique contre nos santés, Mondialisation.ca, Dr Pascal Sacré, 16 juin 2010

[33] l'affaire des Couveuses de la Mort et le début de la Guerre du Golfe

[34] COVID 19 – Contrat de l'OMS avec la société de relations publiques Hill & Knowlton Mondialisation.ca, 13 août 2020

Qu'est-ce qui arrêtera la vague de totalitarisme ?

- Deuxième vague : "Paris et Marseille vont probablement basculer en zone de circulation active du virus", prévient Olivier Véran - topsante.com 13 août 2020

La circulation du virus s'intensifie, notamment chez les jeunes et dans les métropoles de Paris et Marseille. "Les Préfets pourront être amenés, si la situation épidémique l'exige, à prendre de nouvelles mesures comme des modulations d'ouverture de certains lieux", a déclaré Olivier Véran. topsante.com 13 août 2020

- Coronavirus : l'obligation de porter un masque à Paris étendue à de nouveaux quartiers à partir de samedi matin - Franceinfo 14 août 2020

- Coronavirus: le port du masque imposé dans les lieux très fréquentés de PACA et des Bouches-du-Rhône BFMTV 15 août 2020

- Le masque obligatoire dans la rue à Bruxelles, surprise matinale pour certains - AFP 13 août 2020

"Je ne vois pas pourquoi je le porterais dans une rue déserte": conséquence d'un rebond des contaminations au coronavirus, le port du masque a été imposé mercredi dans tout Bruxelles, une annonce accueillie avec surprise et scepticisme par certains. AFP 13 août 2020

Haut de page

Le 18 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

Les articles mis en ligne ce matin.

- DOCUMENT. Coronavirus: Une mutation anthropologique (16.08)
- DOCUMENT. Bélarus – Une révolution de couleurs d'une autre nuance? (14.08)
- DOCUMENT. L'Iran, d'anti-impérialiste redevient impérialiste (11.08)
- DOCUMENT. L'Iran impérialiste devient anti-impérialiste (04.08)

- DOCUMENT. L'hydroxychloroquine agit chez les patients à haut risque, et dire le contraire est dangereux (17.08)
- DOCUMENT. Coronavirus: Une mutation anthropologique (16.08)
- DOCUMENT. La protestation contre la désinformation à propos du COVID-19 et l'ingénierie sociale (15.08)
- DOCUMENT. Covid-19: Politiques douteuses, règles manipulées de collecte et de communication des données. Le retour à l'école est-il sans risque pour les élèves? (14.08)
- DOCUMENT. COVID-19: qui est complotiste? (13.08)
- DOCUMENT. Des tests réalisés en trente minutes et des surdiagnostics: deux tares du système de santé mondial (11.08)
- DOCUMENT. Hydroxychloroquine : l'histoire que ça ne fonctionne pas est le plus grand canular de l'histoire humaine récente. (05.08)
- DOCUMENT. Des tests pour nous éclairer … ou nous aveugler (04.08)
- DOCUMENT. COVID-19: au plus près de la vérité. Vaccins. (02.08)
- DOCUMENT. 118.000 euros de MSD, 116.000 euros de Roche : faut-il s'inquiéter des liens entre labos et conseils scientifiques ? (03.04)

- DOCUMENT. Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer (16.05.2020)
- DOCUMENT. Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer - Liste des signataires (14.07.2020) (14.07.2020)
- DOCUMENT. Un appel pour défendre la Démocratie (25.06.2020)
- DOCUMENT. Un appel pour défendre la Démocratie - Organisations signataires (25.06.2020)
- DOCUMENT. Global Democracy & Covid-19: Upgrading international support (08.07.2020)

Juste un petit mot.

Ma réponse au docteur Gérard Maudrux. (voir l'adresse de son blog plus haut)

- Mieux que toute réponse à ce stade inutile, voilà ce qui me donne raison ou tout cela pour en arriver là, par Alain Lorenzo le 17 :

" D'où l'importance primordiale d'aboutir rapidement à la disponibilité de vaccins efficaces dès la fin 2020"

Après que le Pr Raoult eut affirmé que tous les laboratoires du monde n'étaient pas parvenus à produire le moindre vaccin contre un coronavirus au cours des 30 dernières années et doutant qu'ils y parviennent un jour...

Et qui plus est, ce que chacun est désormais censé savoir, ce genre de virus mute en permanence, donc aucun vaccin ne peut être efficace ou il serait déjà obsolète avant d'être accessible à la population.

Maintenant, chacun à le droit de penser ce qu'il veut et de l'exprimer. Dans le portail que j'ai créé en 2004, depuis 2008 je tiens une causerie dans laquelle figure chronique et analyses, ainsi que des infos en bref, des articles ou extraits d'articles de presse qui traitent de l'actualité économique, sociale et politique, plus de 17.000 pages, plus 15.000 articles de presse notamment.

S'agissant d'un portail engagé, j'ai reçu des courriels d'insultes en tous genres que j'ai publiés intégralement, et auxquels j'ai répondu, non par des insultes, mais des arguments. Bref, par principe, je n'ai jamais pratiqué la censure et encore moins l'autocensure par respect pour mes lecteurs.

J'ajoute un mot ici ce matin 18 août.

De nos jours, mais pas seulement, sous l'influence de la chasse aux pensées déviantes, on a tendance à confondre porter une appréciation ou caractériser un comportement ou quelque chose sur la base des faits, et se livrer à un jugement expéditif ou à l'emporte-pièce, à un procès d'intention.

On avait eu tendance à oublier que l'oppression était associée à l'exploitation, et qu'elle s'exerçait en permanence sur les membres de la société, et qu'à l'occasion d'une crise aiguë elle prenait un tour répressif ou plus violent... A suivre.

J'ai posté un autre commentaire à la suite d'un nouvel article.

- Le plus préoccupant ne serait-il pas le faible taux de personnes testées négatives, car les autorités et autres Pieds nickelés du scientisme seront tentés d'en déduire qu'il n'y aurait pas d'immunité collective pour justifier le recours, soit à de nouvelles mesures liberticides, soit à un vaccin, de préférence ou si possible obligatoire.

Prenons le cancer pour essayer de mieux cerner le problème.

On possède à la naissance ou très tôt et tout au long de notre vie les molécules ou les germes pour qu'il se développe (ou non). C'est ainsi que des enfants ou des personnes plus âgées sont dites atteintes d'un cancer, expression inappropriée ou insuffisamment précise qui fausse le regard qu'on porte sur cette maladie.

Il en est de même d'un tas de virus et bactéries qui pullulent dans le corps humain dès sa conception, sans pour autant qu'on en meurt forcément. Ils sont actifs, mais inoffensifs, ils sont mêmes des composants essentiels de cet état d'équilibre que l'on appelle la santé. Quand ils le sont moins ou deviennent agressifs, cet équilibre est soudain rompu ou nous tombons malade et parfois nous en mourons. Il en va ainsi tout au long de la vie.

Si des facteurs génétiques semblent en cause pour expliquer les cas extrêmes ou les exceptions à la règle qui vont contribuer à ce processus de dérèglement, en règle générale, chez l'ensemble de la population c'est l'alimentation et le mode de vie du sujet qui vont influencer le comportement de son matériel biologique, le fonctionnement de ses organes, etc. et ainsi déterminer sa réaction à de nouveaux virus, l'état de santé d'une personne, la durée de son existence.

Les virus ou coronavirus ne meurent pas, ne disparaissent jamais totalement d'après ce que j'ai cru comprendre, ils existent toujours sous forme de traces mais inoffensives, ça se sont des microbiologistes ou virologues qui l'ont affirmé, je ne sais plus où, désolé.

Quand on nous vaccine, on nous transmet un virus, si ensuite on est immunisé contre ce virus, c'est bien parce qu'on en conserve la trace quelque part, il vient compléter notre panoplie déjà bien fournie de virus et coronavirus. Donc pas d'affolement de ce côté-là.

En revanche, la plupart des tests ne permettent pas de détecter les traces infimes de coronavirus, ce qui se conçoit très bien, puisqu'un coronavirus aéroporté devrait contaminer toutes les personnes qui ont été en contact avec lui, personne ne devrait y échapper. Or, on nous dit que ces personnes seraient négatives, ce qui est faux, à ne pas confondre avec l'immunité croisée ou acquise.

La fumée d'une cigarette, d'une voiture ou d'une usine qui est dans l'air, on peut raconter ce qu'on veut, on va la respirer, on ne peut pas faire autrement… sauf arrêter de respirer ! Et bien c'est la même chose avec un virus aéroporté ou qui se balade partout. On a toujours vécu avec et on va continuer.

Finalement, la pandémie a uniquement un caractère idéologique, ce que décidément on a beaucoup de mal à imaginer, ce qui induit en erreur ou peut conduire à la psychose, un autre désordre, cette fois mental et tout aussi grave, dangereux ou pire encore…

LVOG - J'ignore s'il va censurer ces deux commentaires.

C'est marrant tous ces gens dits de gauche ou d'extrême gauche, démocrates, progressistes, humanistes qui en fait pratiquent en permanence la censure et l'autocensure, vous accuse de les insulter dès que vous émettez une idée différente des leurs ou que vous les critiquez ou encore dès que vous mettez en lumière leurs contradictions, leur démagogie, entre autres.

C'est à croire qu'ils n'ont pas l'esprit tranquille ou qu'ils auraient des intentions inavouables, non ? On ne tient pas à être particulièrement méchant ou médisant, pas du tout, mais quelles autres explications donner à leur comportement qui relève plus de l'autoritarisme que de la liberté d'expression ?

Haut de page

Le 22 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

Un peu de musique pour rester de bonne humeur, on en a besoin...

- Sharp Dressed Man - Billy F Gibbons ZZ Ward Orianthi - Feb 2017

Oubliez les paroles, soyez mélomane...

Voilà le genre de conneries que l'on peut lire quotidiennement sur le Net, il en est plein à craquer !

Et c'est dit très sérieusement, c'est cela le pire, car les gens vont s'y fier. La médiocrité de toutes les agences de presse est sans fond.

Les dangers des pommes identifiés par des chercheurs - sputniknews.com 18 août 2020

En raison de leur forte valeur énergétique, la consommation excessive de pommes est déconseillée pour les gens atteints de diabète et d'obésité. De plus, les variétés acides de ce fruit peuvent abîmer l'émail des dents et sont à éviter pour ceux souffrant d'une gastrite chronique, rapportent une endocrinologue et un nutritionniste à Sputnik.

Le nutritionniste Alexey Kalintchev interrogé par Sputnik a conseillé de manger de deux à quatre fruits par jour uniquement à la fin des repas, surtout pas à jeun. sputniknews.com 18 août 2020

LVOG - Quand tout le monde sait ou devrait savoir qu'il est fortement déconseillé de manger des fruits à la fin d'un repas ou tout autre dessert sucré, yaourt, tarte, etc., responsable de ballonnements ou gaz pestilentiels. Pourquoi ? Parce que les fruits sont de digestion rapide (20 à 30 minutes) contrairement à un repas souvent mal assorti, trop copieux et long à digérer de 4 à 8 heures...

Quand les températures ne leur conviennent pas, ils cassent le thermomètre !
L'Organisation météorologique mondiale et l'OMS, c'est le même business.

LVOG - Les annonces des climatologues relèvent de la chiromancie ou de la démence.

Californie. 54,4°C à l'ombre dans la vallée de la Mort - AFP 18 août 2020

Le 10 juillet 1913, une station météo en plein désert à deux heures de Las Vegas avait enregistré ce qui reste officiellement le record du monde: 56,7°C. Suivent les 55°C relevés à Kebili, en Tunisie, en 1931.

Mais un panel d'experts de l'Organisation météorologique mondiale avait enquêté en détails de 2010 à 2012 et conclu que le relevé était sans doute surévalué de 7 degrés, en raison d'appareils problématiques et d'un observateur inexpérimenté.

Le record mondial de 1913 pourrait en théorie lui aussi être rayé des tablettes: en 2016, deux experts, William Reid et Christopher Burt, ont publié une longue analyse indépendante concluant à une erreur.

En 2016 et 2017, 54°C avaient été atteints au Koweït et au Pakistan, respectivement. Le 16 août 2020, 54,4 degrés Celsius, a annoncé l'antenne de Las Vegas du service météorologique américain.

Si l'on ne considérait que l'ère météorologique moderne, en excluant les relevés de 1913 et 1931, les trois plus hautes températures auraient été enregistrées en 2016, 2017 et 2020. Globalement, en moyenne, 2016 et 2019 furent les deux années les plus chaudes jamais enregistrées, et 2020 pourrait les rejoindre. Les canicules se multiplient, comme l'Europe l'a vu en 2018 et 2019, et encore cet été.

La plupart de ces canicules "auraient été rares sans changement climatique", dit Friederike Otto, climatologue à Oxford.

"Il semble que nous ayons franchi un nouveau seuil, avec la température la plus chaude apparemment enregistrée sur la planète depuis que des relevés valides sont tenus", a commenté Michael Mann, de la Pennylvania State University. "Bien sûr, ce record tombera sans doute rapidement si nous continuons à polluer l'atmosphère." AFP 18 août 2020

LVOG - En procédant par abstraction, c'est pratique, on peut écrire ou dire n'importe quoi, réécrire absolument tout... Je crois qu'au point où on en est rendu, on devrait supprimer le ministère de la Recherche qui est devenu plus nuisible qu'autre chose.

- 33 pages au format pdf

Saviez-vous que Kadhafi préconisait la gratuité des médicaments et des vaccins dans le monde ?

- VIDEO. Coronavirus, confinement, chloroquine et vaccin : les propos prémonitoires de Kadhafi à l'ONU - 2009

En 2009, Kadhafi a fait le discours le plus long de l'histoire de l'ONU, dénonçant tour à tour le néo-colonialisme, les guerres déclenchées par les grandes puissances contre des pays pauvres sur des motifs fallacieux, l'inutilité de l'ONU et... le rôle flou de l'industrie pharmaceutique sur virus, et leurs vaccins.

LVOG - Honte à nous de ne pas l'avoir défendu davantage ! Merci au camarade qui m'a envoyé ce lien.

Quand la science ou la connaissance n'est pas une question de croyance ou idéologie.

Vidéo. Pr Didier Raoult: Invité à CNEWS (Entretien Intégral) - 19 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=DgCtc2IMcbo

LVOG - Il a affirmé que le virus ne serait pas aéroporté, dont acte, mais il n'a fourni aucun élément pour soutenir cette thèse. Vous me direz, il se dépose partout et il y reste de quelques minutes à quelques heures, cela revient au même ou presque.

Vidéo. Didier Raoult - Ce que nous apprennent les données de mortalité - 18 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=jkLtPq5-e_k&feature=emb_title

Quousque tandem abutere, patientia nostra. Pendant combien de temps allez-vous abuser de notre patience ?

LVOG - Un document en anglais que j'ai traduit à l'aide du traducteur de Google et que j'ai corrigé comme j'ai pu. Il était adressé à la prestigieuse revue médicale britannique *The New England Journal of Medicine*.

Didier Raoult, M.D, Ph.D.,
Jean-Christophe Lagier M.D, Ph.D.,
Philippe Brouqui, M.D., Ph.D.,
Philippe Parola, M.D, Ph.D.,

De Aix Marseille Univ, IRD, AP-HM, MEPHI, (DR, JCL, PB), et Aix Marseille Univ, IRD, AP-HM, SSA, VITROME (P.P.), at the University Hospital Institute IHU-Méditerranée Infection, Marseille, France

Address reprint requests to Pr. Didier Raoult, Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée Infection, 19-21 boulevard Jean Moulin, 13005 Marseille, France or at philippe.parola@univamu. fr

Plusieurs d'entre nous dans notre institut, en tant que professeurs de maladies infectieuses ou de microbiologie, se sont longtemps référé à la NEJM (The New England Journal of Medicine - LVOG) comme journal de référence. Cependant, il semble que pour les enseignements des maladies infectieuses, dans le cadre du covid-19, le NEJM ne correspond plus aux normes minimales que nous enseignons aux étudiants dès la 3e année de médecine. Nous considérons qu'un patient infecté ne peut être catégoriquement catégorisé comme tel qu'avec le support d'un test diagnostique confirmant l'infection. Pour les essais thérapeutiques sur le covid-19, plusieurs publications dans le NEJM ont rapporté des analyses où les patients n'ont pas été testés mais inclus dans les analyses. Nous apprenons à nos étudiants à ne pas faire cela. Dans certains cas, cela atteint des niveaux extraordinaires. Par exemple, à propos de l'hydroxychloroquine comme post-exposition prophylaxie, quand 821 participants asymptomatiques ont été inscrits sur les réseaux sociaux pour recevoir de l'hydroxychloroquine ou un placebo, l'analyse était basée sur l'auto-déclaration d'une maladie qui était «considérée comme conforme à COVID »(13%), avec moins de 3% pris en charge par les tests PCR.1) Dans JAMA, d'autres études ont été publiées dans lesquelles la posologie et la durée des traitements prescrits ne sont pas indiquées.(2)

Aussi, nous enseignons aux étudiants pour différencier les effets secondaires qui ont directement des conséquences et nécessitent des soins particuliers, comme une insuffisance rénale, et ceux qui n'ont pas de conséquences ou pour lesquelles la responsabilité est difficile à définir, comme l'insomnie ou la constipation. Nous avons été surpris que dans la très favorable étude publiée sur Remdesivir, les effets secondaires l'insomnie, la constipation et l'insuffisance rénale ont été mises en commun. (3) Le résultat était que les effets secondaires étaient considérés comme insignifiants alors que des lésions rénales aiguës testé seul montre la toxicité rénale du Remdesivir. Enfin, le rapport sur l'utilisation de la dexaméthazone dans l'essai RECOVERY ne peut que laisser stupéfait. (4) En effet, en se référant à des manuels de base ou des sources fiables, il est facile de voir que les glucocorticoïdes sont recommandés dans le traitement de la détresse respiratoire ou infections respiratoires ensemble et / ou après des thérapies antivirales ou antibactériennes. Dans ces conditions, on pouvait estimer immoral ne pas administrer de corticostéroïdes dans le cadre des soins de routine dans de telles conditions et qu'un tel procès n'aurait jamais dû exister.

Dans l'ensemble, il semble que les publications faisant la promotion du Remdesivir ou suggérant l' hydroxychloroquine avec ou sans l'azithromycine soit un échec (5) semblent être particulièrement favorisé, au point de publier des études qui ressemblaient plus à un film des Marx Brothers qu'à la science, ce qui a été observé de façon spectaculaire avec le supposé LancetGate.(6) Cicéron, dans les circonstances dangereuses de l'évolution de la République et après les tentatives de Catilina de la déstabiliser, lui dit "Quousque tandem abutere, patientia nostra?". On pose la même question au NEJM, Combien de temps abuserez-vous de notre patience? Les biais montrés dans les études sur le COVID-19 sont allés au-delà, comme dans le Lancet d'ailleurs, tout ce qui a été vu jusque là. Veuillez nous rendre un journal que nous pouvons utiliser pour une éducation médicale qui ne contredit pas tous les principes qu'on a utilisés depuis tant d'années.

References:

1. Boulware DR, Pullen MF, Bangdiwala AS, et al. A randomized trial of hydroxychloroquine as postexposure prophylaxis for Covid-19. N Engl J Med. DOI: 10.1056/NEJMoa2016638.

2. Rosenberg ES, Dufort EM, Udo T, Wilberschied LA, et al. Association of treatment with hydroxychloroquine or azithromycin with in-hospital mortality in patients with COVID- 19 in New York State. JAMA. 2020;323:2493–502. doi: 10.1001/jama.2020.8630.

3. Goldman JD, Lye DCB, Hui DS, et al; GS-US-540-5773 Investigators. Remdesivir for 5 or 10 Days in Patients with Severe Covid-19. N Engl J Med. 2020 May 27:NEJMoa2015301. doi: 10.1056/NEJMoa2015301. Epub ahead of print. PMID: 32459919; PMCID: PMC7377062

4. The RECOVERY Collaborative Group. Dexamethasone in hospitalized patients with Covid-19 — preliminary report. N Engl J Med. DOI: 10.1056/NEJMoa2021436.

5. Cavalcanti AB, Zampieri FG, Rosa RG, et al., Coalition Covid-19 Brazil Investigators. Hydroxychloroquine with or without Azithromycin in Mild-to-Moderate Covid-19. N Engl J Med 2020. doi:10.1056/NEJMoa2019014. doi:10.1016/S0140- 6736 (20)31324-6

6. Mehra MR, Ruschitzka F, Patel AN. Retraction-Hydroxychloroquine or chloroquine with or without a macrolide for treatment of COVID-19: a multinational registry analysis [retraction of: Lancet. 2020 May 22;:]. Lancet. 2020;395(10240):1820.

- Le document au format pdf en anglais.

Le saviez-vous ?

Le diabète, c'est :

- Un décès toutes les 6 secondes, tout de même [1] ! 14 400 par jour ! 5 millions de morts par an !

- Aujourd'hui, c'est plus de 463 millions de personnes atteintes dans le monde [2] par cette épidémie silencieuse, chaque année de plus en plus.

- En France, 3,3 millions de personnes atteintes, plus de 400 nouveaux cas sont diagnostiqués chaque jour [3]. Chez les personnes âgées de plus de 65 ans, 1 personne sur 4 est contaminée !

- 1 personne sur 2 ne sait même pas qu'elle en est atteinte !

- Attention, cela peut vous concerner, même si vous pensez aller bien, mangez sainement et que votre poids semble « correct ».

- Cette maladie a beaucoup de complications vitales potentielles, cardiaques, vasculaires (accidents vasculaires cérébraux notamment), rénales.

- 2 à 6 x plus de risques d'infarctus myocardique.

- 2,6 % de toutes les cécités dans le monde.

- La durée de vie est, en moyenne, raccourcie de 15 ans.

Source : Une épidémie est en cours: alertez les conseils de sécurité! par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 19 août 2020

Notes

[1] https://destinationsante.com/

[2] https://www.who.int/fr/

[3] Une des plus terribles pandémies mondiales (https://www.diabete.fr/comprendre/diabete/le-diabete-dans-le-monde)

Parole d'internaute.

Pour relativiser encore et toujours les bilans humains de cette « pandémie » 2020, il convient de rappeler qu'il y a déjà eu, depuis le début de l'année 2020, 85 millions de naissance et 36 millions de décès dans le monde dont

– 8,5 millions de décès liés aux pathologies cardio-vasculaires
– 5,5 millions de décès liés à la malnutrition.
– 5 millions de décès liés au cancer,
– 3 millions de décès liés au tabagisme,
– 1,5 million de décès liés à l'alcool,
– 1 million de décès du Sida,
– 950 000 décès du diabète
– 810 000 décès d'accident de la circulation,
– 760 000 décès de la tuberculose
– 723 000 décès Covid-19
– 646 000 suicides.
– 591 000 décès de malaria.

LVOG - Il faudra donc multiplier par 2 ces chiffres à la fin de l'année, au moins la moitié de ces morts pourraient être évités chaque année, mais il ne faut surtout pas faire un lien avec l'eugénisme, vous passeriez pour un complotiste. Soyez conformiste, soyez heureux dans leur monde si merveilleux !

Quand les Pieds nickelés font de la science, cela se termine toujours mal, la preuve.

- Coronavirus: Une souche mutée plus infectieuse pourrait être moins meurtrière, selon un chercheur singapourien - Reuters 18 août 2020

Une mutation du virus SARS-CoV-2 de plus en plus répandue en Europe, en Amérique du Nord et dans certaines régions de l'Asie, à l'origine d'une souche qui semble plus infectieuse que la forme originelle du nouveau coronavirus, pourrait cependant être moins meurtrière, d'après un infectiologue singapourien.

Selon Paul Tambyah, consultant senior à l'Université nationale de Singapour et président élu de la Société internationale des maladies infectieuses, les données disponibles suggèrent que la prolifération de la mutation D614G dans certaines régions du monde a coïncidé avec une baisse des taux de mortalité, suggérant que cette mutation est à l'origine d'une variante moins meurtrière du nouveau coronavirus.

"Peut-être que c'est une bonne chose d'avoir un virus plus infectieux mais moins meurtrier", a déclaré Paul Tambyah à Reuters.

La plupart des virus ont tendance à devenir moins virulent quand ils mutent, a-t-il observé.

La mutation D614G a été découverte en février et a circulé en Europe et en Amérique mais il n'existe pas de preuves qu'elle soit à l'origine de formes plus sévères de COVID-19.

Selon le directeur général de la santé Noor Hisham Abdullah, les souches porteuses de la mutation D614G seraient dix fois plus infectieuses.

Cette variante du virus a également été identifiée à Singapour, d'après Sebastian Maurer-Stroh, de l'agence singapourienne pour la science, la technologie et la recherche.

Pour Sebastian Maurer-Stroh comme pour Paul Tambyah, consultant senior à l'Université nationale de Singapour et président élu de la Société internationale des maladies infectieuses, de telles mutations ne devraient cependant pas modifier le virus au point d'altérer l'efficacité des candidats vaccins en cours de développement.

Ces "variants sont presque identiques et ne modifient pas les zones généralement reconnues par notre système immunitaire, donc cela ne devrait faire aucune différence pour les vaccins en cours de développement", a noté Sebastian Maurer-Stroh. (Comme c'est dit à la légère, et pour cause ! - LVOG)

De fait, le directeur régional de l'OMS pour le Pacifique occidental Takeshi Kasai a déclaré mardi à l'occasion d'un point de presse virtuel que l'organisation considérait toujours le SARS-CoV-2 comme un virus "relativement stable", en dépit des différentes mutations déjà identifiées. Reuters 18 août 2020

LVOG - Le virus de la grippe saisonnière lui aussi mute et est "relativement stable", il n'empêche qu'il mute suffisamment pour rendre inopérant ou inutile le vaccin contre la grippe dans 50 à 70% des cas, c'est-à-dire chez des gens vaccinés qui tomberont quand même malades ou mourront pour certains.

Totalitarisme. La peur ne doit plus vous lâcher.

L'OMS met en garde: "même un vaccin ne mettra pas fin au Covid-19" - Le HuffPost 20 août 2020

“Même un vaccin ne mettra pas fin au coronavirus” a simplement déclaré Klaus Hinge. Rappelant dans un même souffle l’importance de continuer à faire usage des gestes barrières, il a aussi souligné que la saison de la grippe approchait et que cela allait demander davantage de vigilance à un personnel hospitalier déjà très sollicité par le Covid-19. Le HuffPost 20 août 2020

LVOG - Aucun vaccin n'a jamais mis fin à l'existence d'un virus ou coronavirus, et pourtant on a continué à vivre avec eux sans s'en apercevoir, sans qu'ils perturbent notre existence, mais des sadiques en ont décidé autrement pour nous pourrir la vie, rendre psychotique ou folle la population pour mieux la contrôler, la soumettre...

Peu importe le taux de létalité du covid-19, le conditionnement psychologique des enragés de Big Pharma demeure de rigueur.

- L'Australie devrait rendre obligatoire la vaccination contre le Covid-19 - sputniknews.com 19 août 2020

Selon le Premier ministre australien Scott Morrison, son pays devrait rendre obligatoire la vaccination de la population contre le coronavirus, sauf exemption médicale.

Le dirigeant conservateur a annoncé mardi que son pays s'était assuré d'obtenir le vaccin «prometteur» que le groupe pharmaceutique suédo-britannique AstraZeneca est en train de développer avec l'université d'Oxford (Royaume-Uni), en expliquant que l'Australie le fabriquerait et le distribuerait gratuitement à sa population.

Il a estimé mercredi que se faire vacciner devrait «être obligatoire, dans la mesure de ce qui peut être obligatoire».

«Il y a toujours des exemptions à la vaccination, pour des raisons médicales, mais cela devrait être la seule», a déclaré M. Morrison à la radio 3AW de Melbourne.

Devançant les critiques des mouvements antivaccins, il a affirmé que les enjeux étaient trop grands pour permettre à la maladie de continuer à se propager librement.

«Nous parlons d'une pandémie qui a détruit l'économie mondiale et provoqué des centaines de milliers de morts dans le monde entier», a-t-il dit, tout en précisant que le gouvernement n'avait pour l'instant pris aucune décision sur la vaccination.

Ledit gouvernement estime qu'il faudrait que 95% de la population soit immunisée pour l'éradication du virus.

Le vaccin d'Oxford est l’un des cinq actuellement en phase 3 des essais. Les chercheurs espèrent avoir des résultats d'ici la fin de l'année.

L'Australie doit néanmoins encore signer un accord final avec AstraZeneca sur le prix du vaccin, et aucun fabricant local n'a été désigné pour l'instant, précise l’AFP. sputniknews.com 19 août 2020

En complément. Dans l’état de Victoria en Australie :

- Lockdown complet, on ne peut sortir de chez soi que dans un rayon de 5 km et seulement pour des motifs jugés essentiels comme se procurer de la nourriture, allez chez son médecin ou promener le chien. Une seule sortie par jour est autorisée dans ce cadre, pour une seule personne par foyer1.

- Fermeture des écoles, des entreprises jugées non-essentielles et des commerces non-essentiels.

- Les travailleurs « autorisés » se verront délivrer un permis spécial pour pouvoir se rendre sur leur lieu de travail. Les entreprises qui délivreraient de telles attestations pour leurs employés alors que leur business est jugé non-essentiels sont passibles d'une amende de 99.132$, et le travailleur qui l'utiliserait d'une amende de 19.826$2

- Instauration d'un couvre-feu dès 20h et jusqu'à 5 heures du matin, le lendemain. Les seuls déplacements autorisés durant le couvre-feu sont pour se rendre aux urgences ou au travail (cfr point précédent).

- Si vous quittez le domicile pour vous livrer à une activité physique, ceci ne peut se faire qu'une fois par jour et pour une durée n'excédant pas une heure.

- Les cérémonies de mariage sont proscrites, les funérailles ne peuvent se faire qu'en présence de 10 personnes maximum.

- La police peut désormais rentrer dans les propriétés privées sans mandat « s'ils croient que les règles (du confinement, ndlr) ont été violées » Mondialisation.ca, 17 août 2020

La stratégie de la tension et du chaos n'est pas sans risque.

Les refus d'obtempérer explosent en France: faut-il autoriser les forces de l'ordre à tirer? - sputniknews.com 18 août 2020

La police et la gendarmerie française subissent un refus d'obtempérer toutes les 30 minutes, selon un bilan que s'est procuré Le Figaro. Michel Thooris, secrétaire général de France Police-Policiers en colère, dénonce le danger d'un tel contexte. Selon le document, les policiers et gendarmes ont répertorié près de 24.000 refus d'obtempérer sur un an.

Comme le souligne Le Figaro, la multiplication des refus d'obtempérer s'inscrit dans un cadre plus large de violences contre la police: «Les outrages à dépositaire de l'autorité publique ont quant à eux augmenté de 5,3% par rapport à 2018 pour s'établir à 28.558 l'année dernière. Dans la même période, 36.043 violences à dépositaire de l'autorité publique ont été enregistrées. Soit presque une centaine par jour. De manière non exhaustive, depuis le 1er janvier dernier, une dizaine de faits de violence, menaces ou de dégradation de leur bien ont en outre été recensés au préjudice de policiers, en dehors du service, en raison de leur fonction.» Le quotidien rappelle ainsi que 11.217 membres des forces de l'ordre ont été blessés en mission en 2019. Cela représente 30 par jour et une augmentation de 12% par rapport à 2017.

Le secrétaire général de France Police-Policiers en colère conclut en appelant à une sévérité exemplaire au niveau de la justice: «Le problème est avant tout judiciaire. Il faut appliquer la tolérance zéro et le 100% d'incarcération effective dès qu'une condamnation prévoit une peine d'emprisonnement comme cela se fait déjà dans plusieurs démocraties à travers le monde. La France a été phagocytée par cette idéologie gauchiste qui consiste à expliquer que la prison n'est pas la solution. La seule solution pour obtenir la sécurité est d'écarter les individus malfaisants de la société.»

Et le policier de conclure, lapidaire: «C'est un mal de société.» sputniknews.com 18 août 2020

LVOG - Endosser l'uniforme de policier, gendarme ou soldat, c'est en assumer toutes les conséquences, quoi qu'il leur arrive dans le cadre de "l'exercice de leur devoir" ne nous concerne pas !

Faites tomber les masques.

- Il refuse le masque dans le TGV, la SNCF le débarque à mi-parcours - Le HuffPost 17 août 2020

- Il refuse de porter un masque et plante un couteau dans l'œil d'un agent de sécurité à Brest - sputniknews.com 16 août 2020

Un agent de sécurité travaillant dans un bar de Brest a refusé l'entrée à un homme de 43 ans sans masque, dans la nuit du 14 au 15 août. Il est revenu plus tard pour lui asséner des coups de couteau au visage. Blessé à l'œil, l'employé a été hospitalisé dans un état grave et opéré par la suite.

Déjà connu des services de police, l'assaillant a été interpellé. Étant alcoolisé au moment de l'agression, il a dit ne pas se souvenir des faits. Il présente également un profil schizophrène, indique la station de radio. . sputniknews.com 16 août 2020

- Virus: des centaines de manifestants anti-masque à Madrid AFP 17 août 2020

Aux cris de "Liberté !", des centaines de personnes se sont rassemblées dimanche à Madrid pour protester contre le port obligatoire du masque et d'autres restrictions imposées pour lutter contre la pandémie de coronavirus. AFP 17 août 2020

- A Bruxelles, des opposants aux mesures sanitaires manifestent leur ras-le-bol - euronews.com 17 août 2020

Quelques 200 personnes ont manifesté dans la capitale belge.

Les manifestants réclamaient la démission du virologue Marc Van Ranst, expert consulté par le gouvernement belge. euronews.com 17 août 2020

Les plus enragés ne sont pas forcément ceux qu'on croient.

- Rentrée scolaire: un syndicat d'enseignants (SNUipp-FSU) demande un report d'une semaine - Le HuffPost 18 août 2020

Elle demande également un nouvel avis du Conseil scientifique: “On souhaite être guidés par le Conseil scientifique, mais il faut aussi que le ministère se positionne. Et il faut que l’on discute des conditions dans lesquelles certaines écoles vont devoir reprendre, car il y a des endroits où le virus circule plus facilement, et où il faudra prendre des mesures un peu plus strictes”, rappelle la secrétaire générale du syndicat d’enseignants SNUipp-FSU, Guislaine David. Le HuffPost 18 août 2020

- Coronavirus : Masque obligatoire pour tous les élèves de plus de 11 ans à la rentrée, annonce Blanquer - 20minutes.fr 20 août 2020

- Le masque obligatoire en entreprise sauf dans les bureaux individuels - Le HuffPost 18 août 2020

Les open space n’y échapperont pas: le port du masque va devenir obligatoire en entreprise, sauf dans les bureaux individuels d’ici la fin du mois. C’est la ministre du Travail Elisabeth Borne qui l’a annoncé ce mardi 18 août aux partenaires sociaux, alors que l’épidémie de covid-19 repart sur le territoire.

“Il est nécessaire systématiser, comme l’a préconisé le Haut conseil de la santé publique (HCSP), le port du masque dans tous espaces de travail qui sont clos et partagés”, comme les “salles de réunions, couloirs, vestiaires, open space”, a-t-elle expliqué à l’issue de la réunion.

“Les masques, ça ne fait pas tout, il faut aussi travailler sur les questions d’organisation du travail, de télétravail et de réduction du temps de travail”, a confirmé Fabrice Angéi qui représentait la CGT à la réunion.

“Des réunions vont commencer la semaine prochaine”, a dit Yvan Ricordeau, de la CFDT, présent à cette réunion qui s’est déroulée en visioconférence, se montrant satisfait de la généralisation du port du masque en entreprise. “Pour soutenir l’activité, il faut donner des éléments de sécurité aux salariés”, a-t-il assuré. Le HuffPost 18 août 2020

- Espagne : l'école en grève à la rentrée, par peur du Covid-19 - euronews.com 20 août 2020

En Espagne, une grève des enseignants est prévue en septembre. Les syndicats appellent à protester contre l'absence des mesures de prévention du coronavirus.

La grève débutera le 4 septembre dans les écoles maternelles, avant les autres niveaux.

La principale préoccupation du syndicat majoritaire, c'est que l'école ne soit pas source de contagion.

Pour cela, il faut une distance de sécurité d'un mètre et demi entre les élèves.

"Et bien, avec le nombre actuel d'élèves par classe, qui est de 25 en maternelle et en primaire, 30 pour le secondaire et 35 pour lycée, il est absolument impossible de maintenir la distance de sécurité, explique José Ramón Merino, responsable de la politique éducative de la Confédération des STE, le principal syndicat de l'enseignement public en Espagne. La première mesure qui doit être appliquée est de diminuer le nombre d'élèves par classe de manière à ce que la distance de sécurité puisse être maintenue. Il faut donc engager plus d'enseignants pour pouvoir diviser les groupes, pour pouvoir faire des groupes plus petits ".

Le gouvernement espagnol a donné deux milliards d'euros aux communautés autonomes pour qu'elles adoptent des mesures de sécurité, mais elles en utiliseront moins de la moitié pour engager des enseignants.

"Moins de 25 000 profs, ajoute José Ramón Merino et pour mettre les choses en perspective, voyez la situation de l'Italie : elle a déjà engagé 84 000 enseignants pour l'année prochaine. En Espagne, nous sommes dans une situation plutôt déficiente pour établir cette première mesure de sécurité, qui est la distance entre les élèves".

Mais c'est l'augmentation du nombre d'infections qui va être déterminante :

"Si la transmission continue à augmenter comme maintenant, prévient Quique Bassat, de l'Association espagnole d'épidémiologie, nous n'aurons peut-être même pas à nous demander s'il y aura ou non un retour à l'école."

A quelques semaines de la rentrée scolaire en Espagne, l'incertitude totale demeure quant à l'organisation des classes à tous les niveaux d'enseignement pour éviter de nouvelles épidémies. euronews.com 20 août 2020

A qui profite le crime ? Coronabusiness, banco, tapis, on gagne à tous les coups (sont permis) !

- Les supermarchés américains Walmart voient leurs ventes s'envoler - AFP 18 août 2020

Aux États-Unis comme partout dans le monde, le confinement a entraîné une hausse de l'achat de denrées alimentaires, les habitants étant forcés de manger plus que d'ordinaire chez eux. Ces produits n'expliquent toutefois pas à eux seuls la forte hausse des ventes enregistrés par la chaîne Walmart entre mai et juillet : +9,5%, période correspondant au deuxième trimestre de l'exercice décalé du groupe, et même +50% pour les ventes en ligne.

Les sections dédiées au sport et aux activités extérieures ont aussi vu leurs ventes progresser quand les produits de nettoyage, les désinfectants et les papiers toilette et essuie-tout ont fait l'objet d'une demande « extrêmement élevée », a-t-il ajouté.

Aide indirecte du gouvernement

Pour expliquer cette hausse, le groupe ne cache pas avoir bénéficié des aides distribuées par le gouvernement aux Américains, qu'il s'agisse du chèque de 1.200 dollars versé au printemps aux habitants du pays ou des 600 dollars hebdomadaires versés jusque fin juillet aux personnes ayant perdu leur emploi.

Alors que nombre de petits commerces peinent à faire face à la baisse de la fréquentation des magasins, le géant américain des supermarchés a aussi profité de la volonté des consommateurs d'effectuer le plus possible d'achats au même endroit.

Si le groupe réalise la majeure partie de ses ventes aux États-Unis, il est toutefois présent dans 27 pays. Il compte au total environ 11.500 magasins et emploie plus de 2,2 millions de personnes. Plus de 500.000 salariés supplémentaires ont été engagés dans le monde depuis le début de l'année, principalement temporairement, pour faire face au pic d'activité.

Des chiffres au vert

En dehors des États-Unis, les recettes de Walmart ont reculé de 6,8%. Sans les effets de changes, elles s'affichent en hausse de 1,6% et cela en incluant la fermeture pendant plusieurs semaines de certains magasins en Inde, en Afrique et en Amérique centrale. Dans les magasins Sam's Club, réservés aux membres, les ventes ont grimpé de 8,8%.

De mai à juillet, le bénéfice net du groupe s'est envolé de 80% pour atteindre 6,5 milliards de dollars, peut-on lire dans un communiqué publié mardi 18 août.

Le chiffre d'affaires de Walmart a de son côté progressé de 6% à 138 milliards de dollars.

L'action, qui a déjà gagné plus de 14% depuis le début de l'année, a bondi de plus de 6% dans les échanges électroniques de pré-séance à Wall Street juste après la diffusion des résultats, avant de perdre un peu de terrain. AFP 18 août 2020

LVOG - Vous aurez particulièrement apprécié, "*En dehors des États-Unis, les recettes de Walmart ont reculé de 6,8%. Sans les effets de changes, elles s'affichent en hausse de 1,6%*".

Ici en Inde, la roupie face à l'euro est passée de 78 à 79 roupies pour 1 euro en janvier 2020 à 89,01 roupies le 18 août 2020.

Au titre de ma retraite générale, je viens de toucher 20.500 roupie au lieu de 17.500 environ en 2019, soit un gain d'environ

3.000 roupies. Vive l'euro ! Je déconne. Et même que l'ordinateur (carte mère et le microprocesseur Intel) que je dois acheter ne me coûtera pas plus cher, puisqu'il viendra de Chine ! Vive la Chine ! Je déconne.

Pour l'essence ou le pétrole, je n'en sais rien. Si l'Inde achète du pétrole à l'Iran et règle en roupies au lieu du dollar, le prix devrait rester inchangé, sauf que le cours du baril de pétrole sur le marché mondial (45 dollars hier) est fixé par les Américains et tous les pays s'alignent dessus. Je m'en fous, avec leurs conneries et les barrages policiers à toutes les routes menant à Pondichéry, je n'y mets plus les pieds, je ne roule plus, et 5 litres d'essence me font le mois. En revanche, comme une grande partie du transport de marchandises se fait par la route, tous les prix devraient augmenter si le prix du pétrole importé augmente. Quoiqu'on fasse, on n'y coupe pas ! Voilà pourquoi je ne suis pas anarchiste !

Enfin une bonne nouvelle pour le gang criminel qui dirige le monde.

LVOG - Une instrumentalisation politique est comme un crime, elle a toujours un mobile inavouable.

- Aux États-Unis, la confiance en la police s'effondre et le taux de criminalité grimpe - Slate.fr 18 août 2020

Le nombre de décès aux États-Unis augmente considérablement. L'ennemi numéro 1 ici n'est pourtant pas le Covid-19, mais bien la violence humaine. À mesure que la confiance en l'institution policière s'amenuise, après les récentes affaires Floyd, Taylor ou encore Arbery, le taux de criminalité dans les grandes villes américaines grimpe sans cesse.

Entre mai et juin 2020, le nombre d'homicides a augmenté de 37% dans vingt grandes villes des États-Unis, Chicago en tête, d'après un rapport du Council on Criminal Justice. Parallèlement, un autre rapport publié par Gallup montre que la confiance en la police a drastiquement chuté, atteignant 48%, le taux le plus bas depuis vingt-sept ans, selon cet article de CNN.

Selon Charles Ramsey, expert police-justice sur CNN et ancien chef, l'institution souffre de la diffusion virale de vidéos de violences policières ponctuelles, poussant les forces de l'ordre à se retenir dans leur application de la loi. «En conséquence, les bandits voient une opportunité et en profitent, ce qui signifie plus de vols, de viols et de fusillades», affirme-t-il. Slate.fr 18 août 2020

...et deux mauvaises...

- Un condamné et trois acquittés dans l'assassinat "politique" de Rafic Hariri - AFP 19 août 2020

Mais aucune preuve n'a permis d'établir un lien direct entre l'attentat et la Syrie ou le Hezbollah, ont-ils relevé.

"La Syrie et le Hezbollah ont peut-être eu des motifs d'éliminer M. Hariri et ses alliés politiques, mais il n'y a aucune preuve que les dirigeants du Hezbollah aient été impliqués dans le meurtre de M. Hariri et il n'y a aucune preuve directe de l'implication syrienne", a déclaré le juge président du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), David Re.

Le Hezbollah, allié du régime syrien et de l'Iran, a rejeté toute responsabilité et déclaré ne pas reconnaître le TSL, mis en place après une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

"Le tribunal a statué, et au nom de la famille de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, et au nom des familles des martyrs et victimes, nous acceptons la décision du tribunal", a déclaré le fils de Rafic, Saad Hariri, à des journalistes à l'issue du prononcé du jugement, devant le TSL.

"Nous avons tous découvert la vérité aujourd'hui", a ajouté Saad Hariri, lui-même ancien Premier ministre du Liban.

"Aujourd'hui, le parti qui doit faire des sacrifices est le Hezbollah", a affirmé M. Hariri. "Il est clair que le réseau responsable provient de ses rangs".

La condamnation de Salim Ayyash, qui était à la tête de l'équipe qui a mené l'attaque, repose entièrement sur l'utilisation de téléphones mobiles pour organiser l'attentat qui a tué Rafic Hariri.

M. Ayyash a utilisé plusieurs téléphones pour surveiller M. Hariri pendant les mois précédant l'assassinat, élément-clef du dossier formé par l'accusation.

Les magistrats ont également indiqué être convaincus que M. Ayyash - aussi accusé d'être impliqué dans trois autres attentats contre des hommes politiques en 2004 et 2005 - "avait des liens avec le Hezbollah". AFP 19 août 2020

- "Impossible" que l'explosion de Beyrouth soit due à des armes du Hezbollah, selon Aoun - Reuters18 août 2020

DEUXIEME PARTIE

Tribune libre.

Aux défenseurs inconditionnels du capitalisme et à ses collaborateurs. Il y en a plus dans nos rangs que ce qu'on croit

Extrait.

Dr. Jacques Pauwels : Le soi-disant « national-socialisme » d'Hitler, en réalité pas du tout une forme de socialisme, était la variante allemande du fascisme, et le fascisme était une manifestation du capitalisme, la manière brutale et cruelle dont le capitalisme s'est manifesté dans l'entre-deux-guerres en réponse à la menace de changement révolutionnaire incarnée par le communisme, et à la crise économique de la Grande Dépression. Dans la mesure où Hitler a personnifié la variante allemande du fascisme, on peut en effet le qualifier d'« instrument » du capitalisme. Cependant, comme je le mentionne dans mon livre, le terme « instrument » est vraiment trop simpliste. Il serait plus exact de définir Hitler comme une sorte d'« agent », un être humain complexe avec un esprit propre, agissant au nom du capitalisme allemand mais pas toujours en accord avec les souhaits des capitalistes, plutôt qu'un simple « instrument » ou « outil » du capitalisme allemand. Cela explique pourquoi les capitalistes allemands n'ont pas toujours été parfaitement satisfaits des services d'Hitler. Mais l'avantage de cet arrangement était que, après l'effondrement de l'Allemagne nazie, ils ont pu blâmer l'« agent » pour tous les crimes qu'il avait commis en leur nom. (...)

L'histoire nous montre que le capitalisme a prospéré dans des systèmes très autoritaires et a soutenu ces systèmes avec enthousiasme. En Allemagne, le capitalisme s'est extrêmement bien comporté lorsque Bismarck a dirigé le Reich d'une main de fer. L'Allemagne est restée capitaliste à 100% sous Hitler, et le capitalisme a prospéré sous Hitler, avant et pendant la guerre, comme je l'ai démontré dans mon livre. Le capitalisme est également capable et désireux de s'associer à la démocratie, en particulier si des réformes démocratiques semblent nécessaires pour dissiper la menace d'un changement révolutionnaire, par exemple après la Seconde Guerre mondiale, lorsque des réformes politiques et sociales démocratiques (l'État Providence) ont été introduites en Europe occidentale pour faire dérailler les revendications beaucoup plus radicales, voire révolutionnaires, formulées par les mouvements de résistance dans des pays comme l'Italie et la France. On pourrait dire que, pour poursuivre ses objectifs de maximisation des profits, le capitalisme est prêt à utiliser la « carotte » de la démocratie ainsi que le « bâton » du fascisme et d'autres formes d'autoritarisme, telles que les dictatures militaires.

Comme mentionné précédemment, le fascisme est une manifestation du capitalisme. En d'autres termes, c'est la façon dont le capitalisme, tel un caméléon, ajuste sa couleur à un environnement social et politique changeant. Le fascisme historique des années trente, personnifié par des personnages comme Mussolini et Hitler, reflétait la réponse du capitalisme, en Italie et en Allemagne, à la double menace du changement révolutionnaire à la russe et de la Grande Dépression. Après la Seconde Guerre mondiale, lorsque le fascisme était vraisemblablement mort et enterré, le capitalisme, en particulier le capitalisme américain, s'est appuyé sur des systèmes néo-, quasi- ou crypto-fascistes pour neutraliser des menaces similaires. Par exemple au Chili, où Pinochet a été porté au pouvoir pour empêcher des réformes radicales et pour permettre aux capitaux d'investissement américains de s'installer en toute sécurité dans le pays. Aujourd'hui, des problèmes économiques et sociaux toujours plus importants associés à des menaces révolutionnaires réelles ou perçues, ont fait que le capitalisme a donné naissance, dans un certain nombre de pays, à des partis et mouvements politiques fascistes ou, si vous préférez, quasi ou néofascistes. Pour l'instant, le capitalisme n'a pas besoin d'amener ces fascistes au pouvoir ; mais ils s'avèrent très utiles car, comme Hitler avec son antisémitisme, ils détournent l'attention du public des défauts du système capitaliste en rejetant la faute sur des boucs émissaires (de préférence de couleur) tels que les musulmans, les réfugiés, les Chinois et les Russes. (Dr. Jacques Pauwels: «Pour poursuivre ses objectifs de maximisation des profits, le capitalisme est prêt à utiliser la «carotte» de la démocratie ainsi que le «bâton» du fascisme» par Dr. Jacques R. Pauwels et Mohsen Abdelmoumen (Algérie Résistance 14 août 2020) - Mondialisation.ca, 20 août 2020)

LVOG - A toutes les époques depuis le XIXe siècle, dès qu'on prenait en compte la situation mondiale, on pouvait s'apercevoir à quel point le système économique capitaliste vouait tous les peuples à des souffrances inutiles et injustes, que c'était un système économique particulièrement cruel, barbare ou perpétuellement en guerre contre son propre peuple ou un autre.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, pendant plus de deux siècles jusqu'à nos jours des dizaines de générations d'hommes et de femmes instruites ont cautionné l'existence de ce monstrueux système économique contre lequel des générations d'exploités et d'opprimés se sont soulevés à travers le monde pour briser les chaînes de l'esclavage.

Pour préserver l'existence du système capitaliste la classe dominante n'a pas hésité à recourir à tous les artifices économiques

ou politiques à sa disposition ou qu'elle avait créés, y compris illégaux, de type criminels ou mafieux, dont le fascisme ou le recourt à l'armée pour gouverner ou encore à la guerre apparaissant comme la seule réponse à la crise sociale et politique permettant d'éviter une révolution prolétarienne, sociale.

En 2020, ce constat est toujours valable, les tenants du capitalisme en font la démonstration féroce ou fanatique quotidiennement sur tous les continents, et on feint d'en ignorer les causes qui reposent essentiellement sur le degré d'ignorance ou d'arriération, de conditionnement politique et psychologique de la classe ouvrière, et plus particulièrement de la corruption idéologique des classes moyennes qui refusent de rompre avec le capitalisme auquel elles doivent leur statut privilégié.

Que faire me demandait un camarade.

Feindre l'existence de ces obstacles qui servent de rempart au régime de manière à collaborer à sa survie comme le font l'ensemble des formations politiques qui se réclament du socialisme ou du mouvement ouvrier, ou bien les prendre en compte en les retournant contre le régime comme je m'efforce de l'expliquer, de manière à ce que l'ensemble des masses exploitées et opprimées prennent conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme et brisent ainsi ces obstacles à un changement de régime.

Chacun a pu observer qu'au lieu de retourner contre le régime les armes du masque et du confinement conçues par l'oligarchie pour mater la résistance des masses laborieuses à l'instauration d'une société encore plus injuste et inégalitaire, totalitaire, au lieu de mobiliser les masses contre le port du masque et le confinement, l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier s'en sont emparés pour exiger que les travailleurs les cautionnent, respectent ces mesures, les appliquent à la lettre, alors que ces armes étaient exclusivement tournées contre eux et leurs intérêts.

Dans ces conditions, les militants qui refusaient de participer à cette collaboration de classes, à ce consensus, à cette union nationale, n'avaient pas d'autres alternatives qu'expliquer inlassablement aux travailleurs ce qui était réellement en train de se passer pour les aider à conquérir leur indépendance de classe, et à prendre conscience qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes pour trouver une issue politique à la crise du capitalisme, et qu'il fallait absolument qu'ils s'organisent, qu'ils se rassemblent pour affronter le régime, sinon il les broierait ainsi que tous leurs droits ou acquis.

Partager cette analyse avec le maximum de travailleurs de toute condition, les aider à s'organiser, voilà la réponse politique que je propose à la question de ce camarade, au-delà dans la perpective de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ou communiste indispensable à l'instauration d'une République sociale...

Sur l'orientation de la situation mondiale.

- Vers une guerre entre les États-Unis et la Chine? La création d'un système totalitaire mondial, un « gouvernement mondial unique »? Est-ce une nouvelle version de la Grande guerre Hitler-Staline de 1941? par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 17 août 2020

Extraits.

Si nous prenons du recul par rapport aux grands titres des médias du monde entier et que nous essayons de comprendre les grandes lignes de ces nouvelles, la principale caractéristique de la géopolitique mondiale depuis au moins trois ans réside dans un véritable conflit entre les deux plus grandes puissances du monde : la République populaire de Chine et les États-Unis d'Amérique. De plus en plus, il semble que certains réseaux mondiaux obscures orchestrent ce qui semble être une reprise actualisée de la guerre mondiale de 1939-1945. Cette fois-ci, les enjeux sont considérables, et visent à créer un système totalitaire mondial universel, ce que David Rockefeller a un jour appelé un « gouvernement mondial unique ». Les grandes puissances utilisent fréquemment la guerre pour obtenir des changements politiques majeurs.

Au nom des Forces en présence (Powers That Be –PTB), la Seconde Guerre mondiale a été orchestrée par les sphères d'influence de la City de Londres et de Wall Street pour manœuvrer les deux grands adversaires – la Russie et l'Allemagne – afin de mener une guerre sanglantes entre les deux pays, de telle sorte que ces PTB anglo-saxons puissent réorganiser l'échiquier géopolitique mondial à leur avantage. Ils ont grandement réussi, sauf qu'après 1945, Wall Street et les frères Rockefeller étaient déterminés à ce que l'Angleterre joue le rôle de premier partenaire de Washington. Le Royaume-Uni et les États-Unis sont devenus les figures de l'hégémonie mondiale entrant ainsi dans la période appelée « guerre froide ».

Ce partenariat mondial anglo-étasunien s'est terminé, officiellement, en 1989 avec la chute du mur de Berlin et la désintégration de l'Union soviétique en 1991.

Avec le début de la présidence de Bill Clinton en 1992, à peu près à cette époque, on assista à la phase suivante : la mondialisation financière et industrielle a été inaugurée. À cette même époque, le processus de l'effondrement de la base industrielle a commencé non seulement aux États-Unis, mais aussi en Allemagne et en UE. La délocalisation de la main-d'œuvre à bon

marché, rendue possible par la nouvelle OMC, a provoqué la baisse des salaires et a détruit massivement les industries en Occident après les années 1990. C'était une étape nécessaire pour se diriger vers ce que G.H.W. Bush a appelé en 1990 « le Nouvel Ordre Mondial ». L'étape suivante consistait à détruire la souveraineté nationale partout. Sur ce plan, les États-Unis représentaient le principal obstacle.

« Un peu d'aide de nos amis… »

Pour le PTB, qui n'a aucune allégeance à une nation, mais seulement à leur pouvoir qui dépasse les frontières, la naissance de l'Organisation mondiale du commerce et l'adhésion de la Chine en tant que membre à part entière en 2001 était considérée comme la prochaine étape clé. À ce moment-là, le PTB a facilité en Chine la plus grande croissance industrielle de l'histoire, à l'exception peut-être de l'Allemagne de 1871 à 1914 et des États-Unis après 1866. L'adhésion de ce pays à l'OMC a permis aux multinationales occidentales, d'Apple à Nike, de KFC à Ford et VW, de verser des milliards de dollars en Chine pour y fabriquer leurs produits, grâce à des salaires très bas, qui devaient être par la suite réexporter vers l'Occident.

L'un des grands secrets de cette croissance économique chinoise est le fait que la Chine ait été autorisée à devenir « l'Atelier du Monde » après 2001, d'abord dans les industries peu qualifiées telles que le textile ou les jouets, puis dans les produits pharmaceutiques et, plus récemment, dans l'assemblage et la production de produits électroniques. Le puzzle se précise en examinant le fait que le PTB et ses institutions financières se servent de la Chine pour affaiblir les grandes puissances industrielles, en particulier les États-Unis, pour mettre de l'avant leur programme mondial. Brzezinski a souvent écrit que l'État-nation devait être éliminé, tout comme son patron, David Rockefeller. En permettant à la Chine de devenir un adversaire des États-Unis sur le plan économique et, de plus en plus, sur le plan technologique, ils ont créé les moyens de détruire l'hégémonie de la superpuissance étasunienne.

Au début de la présidence de Xi Jinping en 2012, la Chine était une véritable puissance économique, deuxième en importance après les États-Unis. Il est clair que cela n'aurait jamais pu se produire – pas sous la supervision des mêmes vieilles familles anglo-étasuniennes qui ont commencé les guerres de l'opium après 1840 pour « réprimander » la Chine et permettre le pillage financier occidental de leur économie – à moins que les Anglo-Étasuniens ne l'aient fait involontairement.

La même banque britannique impliquée dans le commerce de l'opium en Chine, la Hong Kong and Shanghai Bank (HSBC), fondée par un Écossais, Thomas Sutherland, en 1865 dans la colonie britannique de Hong Kong de l'époque, est aujourd'hui la plus grande banque non chinoise de Hong Kong. Ces dernières années, HSBC a tissé des liens très étroits avec la Chine : depuis 2011, Laura Cha est membre du conseil d'administration et vice-présidente de HSBC. Mme Cha était auparavant vice-présidente de la Commission chinoise de réglementation des valeurs mobilières, étant la première personne hors de la Chine continentale à rejoindre le gouvernement central de la République populaire de Chine à Pékin au rang de vice-ministre. En d'autres termes, la plus grande banque du Royaume-Uni a un membre de son conseil d'administration qui était membre du Parti communiste chinois et un fonctionnaire du gouvernement chinois. La Chine avait besoin d'accéder à la monnaie occidentale et HSBC et d'autres banques choisies comme JP MorganChase, Barclays, Goldman Sachs étaient manifestement vraiment très heureuses de l'aider.

Au nom des Forces en présence (Powers That Be –PTB), la Seconde Guerre mondiale a été orchestrée par les sphères d'influence de la City de Londres et de Wall Street pour manœuvrer les deux grands adversaires – la Russie et l'Allemagne – afin de mener une guerre sanglantes entre les deux pays, de telle sorte que ces PTB anglo-saxons puissent réorganiser l'échiquier géopolitique mondial à leur avantage. Ils ont grandement réussi, sauf qu'après 1945, Wall Street et les frères Rockefeller étaient déterminés à ce que l'Angleterre joue le rôle de premier partenaire de Washington. Le Royaume-Uni et les États-Unis sont devenus les figures de l'hégémonie mondiale entrant ainsi dans la période appelée « guerre froide ».

Ce partenariat mondial anglo-étasunien s'est terminé, officiellement, en 1989 avec la chute du mur de Berlin et la désintégration de l'Union soviétique en 1991.

Avec le début de la présidence de Bill Clinton en 1992, à peu près à cette époque, on assista à la phase suivante : la mondialisation financière et industrielle a été inaugurée. À cette même époque, le processus de l'effondrement de la base industrielle a commencé non seulement aux États-Unis, mais aussi en Allemagne et en UE. La délocalisation de la main-d'œuvre à bon marché, rendue possible par la nouvelle OMC, a provoqué la baisse des salaires et a détruit massivement les industries en Occident après les années 1990. C'était une étape nécessaire pour se diriger vers ce que G.H.W. Bush a appelé en 1990 « le Nouvel Ordre Mondial ». L'étape suivante consistait à détruire la souveraineté nationale partout. Sur ce plan, les États-Unis représentaient le principal obstacle.

« Un peu d'aide de nos amis… »

Pour le PTB, qui n'a aucune allégeance à une nation, mais seulement à leur pouvoir qui dépasse les frontières, la naissance de l'Organisation mondiale du commerce et l'adhésion de la Chine en tant que membre à part entière en 2001 était considérée comme la prochaine étape clé. À ce moment-là, le PTB a facilité en Chine la plus grande croissance industrielle de l'histoire, à l'exception peut-être de l'Allemagne de 1871 à 1914 et des États-Unis après 1866. L'adhésion de ce pays à l'OMC a permis

aux multinationales occidentales, d'Apple à Nike, de KFC à Ford et VW, de verser des milliards de dollars en Chine pour y fabriquer leurs produits, grâce à des salaires très bas, qui devaient être par la suite réexporter vers l'Occident.

L'un des grands secrets de cette croissance économique chinoise est le fait que la Chine ait été autorisée à devenir « l'Atelier du Monde » après 2001, d'abord dans les industries peu qualifiées telles que le textile ou les jouets, puis dans les produits pharmaceutiques et, plus récemment, dans l'assemblage et la production de produits électroniques. Le puzzle se précise en examinant le fait que le PTB et ses institutions financières se servent de la Chine pour affaiblir les grandes puissances industrielles, en particulier les États-Unis, pour mettre de l'avant leur programme mondial. Brzezinski a souvent écrit que l'État-nation devait être éliminé, tout comme son patron, David Rockefeller. En permettant à la Chine de devenir un adversaire des États-Unis sur le plan économique et, de plus en plus, sur le plan technologique, ils ont créé les moyens de détruire l'hégémonie de la superpuissance étasunienne.

Au début de la présidence de Xi Jinping en 2012, la Chine était une véritable puissance économique, deuxième en importance après les États-Unis. Il est clair que cela n'aurait jamais pu se produire – pas sous la supervision des mêmes vieilles familles anglo-étasuniennes qui ont commencé les guerres de l'opium après 1840 pour « réprimander » la Chine et permettre le pillage financier occidental de leur économie – à moins que les Anglo-Étasuniens ne l'aient fait involontairement.

La même banque britannique impliquée dans le commerce de l'opium en Chine, la Hong Kong and Shanghai Bank (HSBC), fondée par un Écossais, Thomas Sutherland, en 1865 dans la colonie britannique de Hong Kong de l'époque, est aujourd'hui la plus grande banque non chinoise de Hong Kong. Ces dernières années, HSBC a tissé des liens très étroits avec la Chine : depuis 2011, Laura Cha est membre du conseil d'administration et vice-présidente de HSBC. Mme Cha était auparavant vice-présidente de la Commission chinoise de réglementation des valeurs mobilières, étant la première personne hors de la Chine continentale à rejoindre le gouvernement central de la République populaire de Chine à Pékin au rang de vice-ministre. En d'autres termes, la plus grande banque du Royaume-Uni a un membre de son conseil d'administration qui était membre du Parti communiste chinois et un fonctionnaire du gouvernement chinois. La Chine avait besoin d'accéder à la monnaie occidentale et HSBC et d'autres banques choisies comme JP MorganChase, Barclays, Goldman Sachs étaient manifestement vraiment très heureuses de l'aider.

« Le socialisme avec les caractéristiques de Xi Jinping… »

Jusqu'en 2012, lorsque Xi a pris la tête du PCC à Pékin, la Chine semblait dans l'ensemble vouloir être un « joueur d'équipe » mondialiste, ce avec des « caractéristiques chinoises ». Cependant, en 2015, après un peu plus de deux ans de mandat, Xi Jinping a approuvé une stratégie industrielle nationale mondiale : Made in China : 2025. « Chine 2025 » a remplacé un document occidental mondialiste antérieur qui avait été formulé avec la Banque mondiale et les États-Unis, le rapport « Chine 2030 » sous la direction de Robert Zoellick. Ce passage à une stratégie chinoise de domination technologique mondiale pourrait bien avoir déclenché une décision du PTB mondialiste selon laquelle on ne pouvait plus compter sur la Chine pour suivre les règles des mondialistes. Cependant le PCC [Parti communiste chinois] sous Xi était déterminé à faire de la Chine le leader mondial de l'industrie de pointe, de l'intelligence artificielle (IA) et des biotechnologies. La résurgence de l'hégémonie mondiale nationaliste de la Chine n'était pas l'idée du « Gang du Nouvel Ordre Mondial ».

« Chine 2025 », combinée à la promotion par Xi de l'Initiative de la route de la ceinture pour une infrastructure mondiale reliant la Chine par voie terrestre et maritime à toute l'Eurasie et même au-delà, a probablement indiqué aux mondialistes que la seule solution pour éviter de perdre leur pouvoir au profit d'une hégémonie mondiale de la Chine serait finalement la guerre. Une guerre qui détruirait les deux puissances nationalistes, les États-Unis ET la Chine. C'est ma conclusion et plusieurs faits indiquent que c'est ce qui se passe en ce moment.

Des miettes pour des miettes

Si c'est le cas, cette guerre sera très probablement très différente de la confrontation militaire de la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis et la plupart des économies industrielles occidentales ont « opportunément » provoqué la pire dépression économique depuis les années trente, en guise de réponse étrange à un prétendu virus originaire de Wuhan et se propageant dans le monde entier. Malgré le fait que le nombre de morts, même avec des statistiques largement gonflées, soit au niveau d'une sévère grippe saisonnière, l'insistance des politiciens et de l'OMS corrompue pour imposer un verrouillage draconien et une perturbation économique a paralysé les principales infrastructures industrielles aux États-Unis et dans la plupart de l'UE.

Le déclenchement d'émeutes bien organisées et de vandalisme sous la bannière de protestations raciales à travers les États-Unis a amené les villes étasuniennes à devenir, dans de nombreux cas, des zones de guerre ressemblant aux villes du film Elysium de Matt Damon et Jodie Foster de 2013. Dans ce contexte, la rhétorique anti-Washington de Pékin a pris un ton aigu dans leur utilisation de la soi-disant « diplomatie du loup ». (...)

« Une guerre sans restrictions »

Tout cela décrit la forme que pourrait prendre une guerre entre la Chine et les États-Unis. On peut la qualifier de guerre

asymétrique ou de guerre sans restriction, où rien de ce qui perturbe l'ennemi n'est interdit. Selon Qiao, « la première règle de la guerre sans restriction est qu'il n'y a pas de règles, rien n'est interdit ». Il n'y a pas de conventions de Genève.

Les deux auteurs de Beijing (1) ajoutent que cette guerre clandestine pourrait inclure des attaques contre la sécurité politique, la sécurité économique, la sécurité culturelle et la sécurité de l'information de la nation. La dépendance de l'économie étasunienne vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement chinoises pour tout, des antibiotiques de base aux minéraux de terres rares vitaux pour l'armée, n'est qu'un domaine de vulnérabilité parmi d'autres.

De son côté, la Chine est vulnérable aux sanctions commerciales, aux perturbations financières, aux attaques bioterroristes et aux embargos pétroliers, pour n'en citer que quelques-uns.(...)

Une guerre totale et illimitée entre la Chine et les États-Unis serait plus qu'une tragédie. Ce pourrait être la fin de la civilisation telle que nous la connaissons. Est-ce ce que des personnages tels que Bill Gates et ses supérieurs essaient de provoquer ? Envisagent-ils d'introduire leur dystopique draconienne « Reset » (remise à zéro) sur les ruines d'un tel conflit ?

Notes.

1- En 1999, deux colonels de l'APL chinoise, Qiao Liang et Wang Xiangsui, ont publié avec la presse de l'APL un livre intitulé « Unrestricted Warfare ». Qiao Liang a été promu général de division dans l'armée de l'air de l'APL et est devenu secrétaire général adjoint du Conseil pour les études de politique de sécurité nationale. Mondialisation.ca, 17 août 2020

L'homme masqué n'est plus un homme.

Coronavirus: Une mutation anthropologique par Jean-Claude Paye et Tülay Umay - Mondialisation.ca, 16 août 2020

La notion d'état d'urgence juridique nous est familière. Elle fait partie de notre vie depuis une vingtaine d'années, que l'état d'urgence ait été déclaré comme en France ou qu'il résulte simplement d'une transformation constante du droit pénal détruisant, au nom de la « lutte contre le terrorisme », l'essentiel des libertés collectives et individuelles. Ce processus, ayant pour objet la suppression de l'État de droit, a été nommé « état d'urgence permanent ».

A cette transformation, au niveau du droit, s'ajoute aujourd'hui une notion « d'état d'urgence sanitaire ». Ici, dans l'état d'urgence sanitaire, le droit n'est pas suspendu, ni même supprimé, il n'a plus lieu d'être. Le pouvoir ne s'adresse plus à des citoyens, mais seulement à des malades ou à des porteurs potentiels de virus.

Lorsque le droit est suspendu dans l'état d'urgence ou supprimé dans le cadre de la dictature, sa place demeure, même si elle reste inoccupée. Dans « l'état d'urgence sanitaire », c'est sa place même qui disparaît. Le droit n'est plus simplement suspendu ou refoulé, mais expulsé. Forclos, il est simplement placé hors discours, comme s'il n'avait jamais existé.

Renoncer à nos libertés.

La « lutte antiterroriste » a permis de supprimer la plupart des libertés publiques et privées, en s'attaquant à des actes concrets, mais surtout à des intentions attribuées à la personne poursuivie, si celles-ci ont « pour objectif de faire pression sur un gouvernement ou une organisation internationale ». La lutte antiterroriste enregistre la fin du politique (1).

Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la notion de guerre s'est introduite dans le droit pénal par le biais de la lutte contre le terrorisme, Il permet au pouvoir exécutif de désigner, comme ennemis, ses propres ressortissants et ses opposants politiques. Cette lecture redéfinit la notion de guerre. Elle lui donne un caractère asymétrique, celle d'une « lutte à mort » entre un Etat et des personnes désignées comme ennemis. Ils peuvent ainsi s'attaquer aux libertés constitutionnelles des citoyens, mais aussi à leur Habeas Corpus, à leur capacité de disposer de leur corps (2).

Ici, dans la « lutte contre le coronavirus », le corps n'est pas saisi, son effacement doit être consenti par les individus. De leur propre initiative, ils doivent renoncer à ce qui fait d'eux des hommes, à tout rapport social, à toute relation avec l'autre. Ils doivent participer aux mesures de distanciation, de limitation stricte des contacts, accepter l'interdiction de ce qui peut faire lien : rejeter les évènements pouvant constituer l'image d'un « nous », bien sûr les manifestations politiques, mais aussi culturelles ou même sportives.

La quotidienneté se réduit à une prescription sacrificielle. Tous les individus sont à la fois passifs et actifs, héros et victime. Ils se soumettent à l'autorité et tout en adoptant, de leur propre chef, des mesures absurdes et dégradantes. Ils veillent à la participation de tous dans le port du masque et les mesures de distanciation. Ils constituent des individus « en marche » dans leur sacrifice.

La « guerre contre le coronavirus » s'inscrit bien dans un processus en cours depuis une vingtaine d'années. Cependant, ici, ce n'est pas seulement la personne juridique, ainsi que le droit de disposer de son corps, qui sont directement confisqués, mais l'existence même de l'individu social, son devenir et son rapport à l'autre. Les droits politiques des citoyens ne sont pas démantelés, dans le sens où ils n'ont pas à intervenir dans une crise sanitaire. Ils sont simplement forclos.

Renoncer à notre vie !

En fusionnant guerre et paix, dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », le pouvoir exige un renoncement permanent à nos libertés. Dans la « guerre contre le coronavirus, » il nous est demandé un abandon de notre vie à des dieux obscurs, réclamant toujours plus de sacrifices (3). Il s'agit notamment d'accepter un vaccin présentant tous les dangers. Nous devons nous confiner et supprimer tout rapport social. Un vaccin ne pouvant, par nature, faire face à un virus mutant, sa fonction est autre. Les bénéfices extraordinaires, que pourra en tirer l'industrie pharmaceutique, ne sont que l'aspect secondaire de la question. L'aspect principal réside dans le contrôle de notre existence, mais surtout dans la possibilité offerte au capital, grâce à l'introduction de puces, de modeler notre corps et notre psychisme selon ses intérêts, selon les besoins de la production et de la domination politique. La mise en place d'un transhumanisme, d'une mutation anthropologique est la question principale à laquelle nous devons aujourd'hui faire face. La guerre contre le coronavirus n'est qu'un élément de cette stratégie globale, économique, politique et anthropologique.

La volonté politique de s'approprier du vivant humain, pour en faire une marchandise, doit reposer sur l'assentiment des populations. L'affaire du coronavirus s'inscrit dans la fabrication du consentement des individus à leur propre destruction en tant qu'êtres humains. C'est aussi à travers cette question qu'il nous faut lire l'adoption par l'Assemblée nationale française du projet de loi sur la bioéthique (4) qui s'inscrit dans ce projet de mutation anthropologique. Outre la mesure emblématique de l'ouverture de la PMA aux couples de lesbiennes et aux femmes célibataires, il prévoit une réforme de la filiation. En parallèle, il autorise l'autoconservation des ovocytes et la recherche sur les cellules souches embryonnaires. L'ensemble de ces réformes rencontre les objectifs biopolitiques de la lutte contre le coronavirus, la création d'un homme nouveau qui n'a plus rien d'humain.

Une guerre contre la « personne ».

La « guerre contre le coronavirus » fusionne maladie et guerre. Le citoyen est, ou ne peut, que devenir un malade, à qui la dite « science, à travers ses représentants médiatiques et politiques, doit dire comment se comporter. La responsabilité, au niveau de la lutte contre la maladie, serait moins collective qu'individuelle. « Solidaire, je suis chez moi », est l'injonction inscrite par une campagne d'affichage en Belgique. Elle exige un engagement ritualisé de sa propre personne, un engagement de caractère monadique, coupé de tout rapport avec l'autre. Ce combat contre un invisible est particulier, puisqu'il s'agit d'abord de rendre les armes, de s'abandonner à sa propre destruction en « vivant avec » et, enfin, de jouir de celle-ci.

Cette guerre contre le coronavirus n'est plus seulement celle de tous contre tous, la guerre théorisée par Thomas Hobbes, mais aussi celle de l'individu contre lui-même. Elle exige non seulement le sacrifice de nos droits et de notre corps, comme l'avait déjà initié la lutte antiterroriste, notamment dans la destruction de l'Habeas Corpus des citoyens, mais encore l'abandon de l'entièreté de nos vies. La « guerre contre le coronavirus » anticipe ainsi la nouvelle réorganisation de la production capitaliste, dont elle doit favoriser la mise en place. Comme nous le montre la généralisation du télé-travail pour « faire face à l'épidémie », l'ensemble du temps de vie devient temps de travail.

Dans cette mutation politique, économique et sociale il n'y a plus de référence au droit. Ce dernier est placé hors champ. Il fait place au sacrifice, à l'abandon de soi ritualisé aux injonctions mortifères, à travers le port du masque, la distanciation et les ablutions répétées. Les droits de soigner et d'être soigné sont abolis. Les citoyens sont confinés, afin de favoriser la transmission de la maladie. Les médicaments permettant de soigner sont retirés et interdits à la vente. Chaque moment de notre existence se réduit au discours d'une mobilisation permanente contre une épidémie qui, dans les faits, n'est pas combattue

Forclusion du droit et forclusion du sujet.

Les mesures généralisées de confinement, prises dans le cadre de la « pandémie », s'inscrivent dans une remise en cause du droit des citoyens de disposer de leur corps. Cependant, il ne s'agit pas d'une saisie du corps, afin de l'enfermer, mais bien de sa forclusion (5). En droit, la forclusion est « l'effet que la Loi attache à une échéance, à une prescription ou à une péremption ».(6)

Ainsi, les individus ne sont plus en mesure de faire valoir leur libertés, le temps d'exercice de celles-ci étant dépassé. Leur droits sont forclos. Le droit comme signifiant est aussi forclos, enfermé dehors, non seulement oublié, mais perçu comme n'ayant jamais existé. Le droit et les libertés qui lui sont attachées n'ont plus cours dans une situation « d'urgence sanitaire ». L'interrogation sur le bien fondé des dispositions, de confinement ou de distanciation, ne peut exister, l'individu devant se comporter comme si la question n'avait pas de lieu pour être posée.

Ce mécanisme juridique qui forclos le droit, qui le met hors de la vie politique et sociale, « si loin que l'on ne peut le retrouver,»(7) trouve aussi un écho dans la démarche psychanalytique. La notion de « forclusion » développée par Jacques

Lacan signifie « clore dehors« , ou « fermer dehors« . Pour le sujet, ce qui est rejeté dans la psychose n'aura jamais été. Lacan le formule ainsi : « Par là on ne peut dire que fut proprement porté un jugement sur son existence, mais il en fut aussi bien que si elle avait jamais existé. » La forclusion traduit alors le retrait d'un signifiant hors de l'univers symbolique d'un sujet, celui du « Nom du Père »(8), signifiant, non seulement « oublié », mais perçu comme n'ayant jamais eu de réalité.

Le concept de « Nom du Père » condense, en lui, toute une série de significations: la loi, le nom, la généalogie, la filiation (9). Le symbolique, comme structure, façonne et fonde la réalité humaine. C'est cette dimension symbolique qui, ici, dans la guerre contre le coronavirus, n'a pas lieu d'être (10).

S'il y a forclusion du Nom du Père, ou échec de la métaphore paternelle, cela veut dire que l'acceptation par les individus de mesures absurdes et dommageables à leur intégrité mentale et à leur santé physique, tel le port du masque, le confinement ou la distanciation sociale, résulte dans le fait qu'ils se placent dans la position d'être le « phallus imaginaire » de la mère symbolique, de la figure étatique. Ils se posent comme des infans, placés dans une relation duelle avec cette puissance maternelle. Faute de ne pouvoir inscrire le réel, le sujet est constamment pris par celui-ci. Ne pouvant penser le réel, il devient son déchet.

Le masque comme effacement du visage.

Le port obligatoire du masque efface le visage et, dès lors, intime à l'individu de renoncer à son humanité. Dans la « pandémie » du coronavirus, cette obligation supprime tout vis à vis. La dissimulation du visage est un signe d'altération de la personnalité. Elle entraîne une rupture de l'individu dans ses rapports avec ses proches, une néantisation des rapports sociaux. Le port du masque entraîne un retrait, un isolement qui remet en cause la notion même d'individu, puisque celle-ci procède de l'extérieur, dans le vis à vis d'autrui (11).

Déjà pour les romains, le masque, porté par les acteurs, « est une puissance sortie des ténèbres, de l'invisible et de l'informe, du monde où il n'y a plus de visage »(12). Il traduit l'impossibilité de toute relation. Chez les romains et dans notre société, « s'exposer comme visage est un lieu significatif du rapport au politique, du rapport à l'autre : individu ou groupe »(13).

Le port du masque, comme effacement du visage, est donc suppression du vis à vis, du rapport à l'autre. Il est aussi perte de la face par rapport au pouvoir. Il traduit la fin du politique, de toute possibilité de confrontation.

En effet, avoir un visage, c'est ce qui répond, dans le registre imaginaire, à avoir un nom dans le registre symbolique . Avoir un visage, c'est advenir comme personne. Le visage est ce qui montre et dissimule le sujet dans son rapport au semblable. Le visage, pour tout sujet, est le dehors. Il est le masque qui sert de leurre dans les relations humaines.

Le porteur du masque « coronavirus » est quant à lui sans visage, il est donc exclu du jeu des semblants. Il renvoie à une image béante, dont le porteur ne peut s'absenter. Il s'inscrit dans la transparence. Il n'est que ce qu'il montre : l'enfermement dans le réel, la fusion avec le regard du pouvoir. Si bien que le porteur du masque n'est plus une personne, mais devient simplement personne : « nobody ». La perte de la face induit ainsi un passage de la personne à la non-personne (14).

Le masque : une mutation anthropologique.

Au début, le port du masque n'était pas conseillé par l'OMS. Il l'a ensuite recommandé. Maintenant que la maladie est quasiment éradiquée, cette contrainte devient impérative dans nombre de pays, comme en Belgique (15) où il ne fait pas l'objet d'une loi. Il y est donc illégal, tout comme les mesures de confinement ou de distanciation. En France (16), le confinement a été imposé, malgré des erreurs de procédure, donc en dehors des règles imposées par un Etat de droit. Le droit est forclos, le discours, des médias et des forces politiques gouvernementales ou locales, le réduise à un impératif catégorique. Ce qui est recherché c'est une adhésion sans restriction. Par l'exhibition de leur soumission et la stricte observation ritualisée des injonctions paradoxales du gouvernement, les populations donnent du sens au non-sens, conférant ainsi un caractère sacrificiel aux injonctions du pouvoir.

La stricte observance des individus donne chair à la démesure, à des commandements absurdes et dangereux. Ces rituels se détachent de plus en plus de toute justification, qu'elles soient juridiques ou médicales. Les individus doivent accepter les distanciations et l'injonction de se voiler le visage, comme des actes de soumission pure et appelant à de nouveaux renoncements. Pour les populations, il ne s'agit plus simplement de rester passif face à un discours déréalisant, comme celui de la lutte contre le terrorisme, mais d'être « en marche », de participer activement à sa propre néantisation.

Le porteur du masque exprime ainsi son consentement à la création d'un « homme nouveau, » libéré de ses contraintes anthropologiques et symboliques. L'homme masqué est le porteur d'une nouvelle anthropologie, car mettre un masque c'est renoncer à avoir un corps et ne plus avoir un corps c'est ne plus être sexué. C'est être ni homme, ni femme. Les mesures imposées au niveau de la gestion du coronavirus s'inscrivent dans un changement de société qui détruit tout ordre symbolique. L'homme masqué est en phase avec l'homme, ni-homme et ni-femme des réformes sur la procréation, ainsi qu'avec le mi-homme et mi-machine des lois sur la bio-éthique. Mondialisation.ca, 16 août 2020

Notes

1- Jean-Claude Paye, La fin de l'État de droit. De l'état d'exception à la dictature, La Dispute, Paris 2004 et « Pas de droit en Etat d'urgence », Libération, le 18 mars 2004,

https://www.liberation.fr/tribune/2004/03/18/pas-de-droit-en-etat-d-urgence_472895

2- Jean-Claude Paye, « Royaume Uni, menaces sur l'Habes-corpus », Le Monde, le 13 avril 2005, https://www.lemonde.fr/idees/article/2005/04/13/royaume-uni-menaces-sur-l-habeas-corpus-par-jean-claude-paye_638494_3232.html et « Le modèle anglais », Université de Caen Normandie, CRDF, no 6, 2007, p. 71-8

https://www.unicaen.fr/puc/html/ecrire/revues/crdf/crdf6/crdf0606paye.pdf

3- Jean-Daniel Causse, « Le christianisme et la violence des dieux obscurs, liens et écarts », AIEMPR, XVIIe congrès international, Religions et violence ?, Strasbourg, 2006, p.4.

4« Loi bioéthique : l'Assemblée adopte le projet de loi en deuxième lecture », Le Monde avec AFP, le 1ier août 2020,

https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/08/01/loi-bioethique-l-assemblee-adopte-le-projet-de-loi-en-deuxieme-lecture_6047874_3224.html

5- La forclusion désigne le "défaut d'inscription dans l'inconscient de l'épreuve normative de la castration" . Dans la psychose la castration est rejetée par le moi qui se comporte comme si elle n'était jamais advenue, NASIO, J.-D., (1988), Enseignement de 7 concepts cruciaux de la psychanalyse. Paris, Payot, 1992, p. 223.

6- Serge Baudro, https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/forclusion.php

7- Solal Rabinovitch, « Enfermés dehors »,http://epsf.fr/wp-content/uploads/2016/05/Solal_Enferme%C4%97s-dehors.pdf

8- Forclusion du Nom du Père, ou échec de la métaphore paternelle, cela veut dire que le patient reste coincé dans une position d'être le phallus imaginaire de la mère. Et il y est tellement identifié que cette position devient du réel pour lui.

9- Ibidem.

10- La définition de la forclusion, carnets2psycho, https://carnets2psycho.net/dico/sens-de-forclusion.html

11- Françoise Frontisi-Ducroux, Du masque au visage, Champs Flammarion, p.68. 12- Françoise Frontisi-Ducroux,Op.Cit., p.38.
13- Dario Morales, « Le sujet sans visage », Ecole de la Cause Freudienne, https://www.causefreudienne.net/le-sujet-sans-visage/
14- Ibidem, p.215.

15- Nicolas Thirion, « Pourquoi l'arrêté ministériel est illégal », La Libre, le 6 août 2020,

https://www.lalibre.be/debats/opinions/pourquoi-l-arrete-ministeriel-covid-est-illegal-5f2bec38d8ad586219049846

16- L'avocat Me Brusa établit l'illégalité des amendes pour "non port du masque", Covidinfos.net, le 24 juillet 2020,

https://covidinfos.net/experts/lavocat-me-brusa-etablit-lillegalite-des-amendes-pour-non-port-du-masque-document-juridique-telechargeable/1297/

Quand on est instruit, évolué ou intellectuellement développé, qui ne sait pas ne veut pas savoir, et non ne peut pas savoir.

LVOG - Ceux qui prétendent autres choses ou le contraire font partie de ceux qui ne veulent pas savoir ou qui veulent nous manipuler.

Incapables un jour, incapables toujours par Daniel Gluckstein (latribunedestravailleurs.fr 20 août 2020)

A lire les titres de ses éditoriaux depuis un certain temps, on pourrait croire qu'il parlerait de lui-même...

Extraits.

D. G. - Eh oui, la crise profite à certains. En particulier à ces multinationales dont les technologies modernes sont utilisées comme armes de destruction massive des emplois et de déréglementation, notamment pour contraindre au travail à distance. Et pendant ce temps, le chômage ne cesse de s'étendre, en France comme aux États- Unis : « Le Covid-19 est une aubaine pour les sociétés qui veulent licencier », relève Le Monde.

Bientôt la rentrée. Le gouvernement met les bouchées doubles pour répondre à l'impératif des capitalistes : « deuxième vague » ou pas, rien ne doit s'opposer à l'exploitation.

LVOG - Et à l'oppression, comment aurait-il pu l'oublier. Cette question en pose une autre immédiatement : Pourquoi évoque-t-il le pouvoir des GAFAM sur le plan économique, et prend-il bien soin de ne pas évoquer leur pouvoir et leurs intentions politiques ? On va expliquer rapidement pourquoi.

D. G. - "*le port du masque – nécessaire mesure de protection des travailleurs – rendu obligatoire au 1er septembre*"

LVOG - Il rejoint les Pieds nickelé du Conseil scientifique de Macron. Et de se lamenter :

D. G. - D'où, dans les écoles, l'allégement du protocole sanitaire : rien ne doit s'opposer à ce que les enfants reprennent le chemin de l'école pour que leurs parents puissent retourner au travail.

LVOG - Passons le traumatisme pour les gosses, il s'en contrefout aussi. On retrouve tous les éléments de la propagande idéologique de l'OMS/FEM.

D. G. - Quant aux hôpitaux, ils se préparent à la deuxième vague dans le même dénuement qu'avant la première : pas plus de lits ou de services, parfois même moins qu'au début de l'épidémie.

LVOG - Normal, il se réfère aux Pieds nickelés de Big Pharma auxquels fait référence Macron

D. G. - Faut-il s'en étonner : d'éminents professeurs de médecine s'inquiètent de ce que la deuxième vague se prépare dans des conditions pires encore que la première ?

LVOG - Partant de là la conclusion sera forcément à côté de la plaque.

D. G. - "« Incapables un jour, incapables toujours », dira-t-on à propos du gouvernement. Certes : ils n'ont rien appris, rien compris. Mais il ne s'agit pas de l'incapacité personnelle d'un ministre en mal d'imagination ou d'un quelconque Macron. Cette incapacité est sociale : ce gouvernement ne connaît et ne reconnaît qu'un seul service, celui des intérêts capitalistes."

LVOG - C'est vrai qu'au jeu du plus crétin que moi tu meurs à vouloir faire passer Macron pour un abruti, il rivalise ou il a ses chances Gluckstein, car qui peut croire un instant que Macron avec son armada de conseillers et autres technocrates qui constituent son entourage ne sauraient pas ce qui se passe réellement, n'auraient "*rien appris, rien compris*".

Mais pourquoi Gluckstein est-il obligé de le nier ? Parce qu'il cautionne les mesures imposées par Macron, le confinement, et le masque, etc., et de ce fait bien que Gluckstein se retrouve dans la même situation que Macron mais à l'opposé de la scène politique, il en partage la responsabilité ainsi que les conséquences sociales, et si l'affaire tournait mal ou qu'on leur reprochait un jour, il pourra toujours expliquer plus tard que s'il n'avait "*rien appris, rien compris*" non plus, il n'était pas le seul ou il n'y était pour rien.

L'avantage d'attribuer le comportement d'une personne à son ignorance, au hasard, à une cause extérieure, plutôt qu'à sa volonté de nuire délibérément à autrui, laisse la porte ouverte à toutes les interprétations possibles sur ses réelles intentions, sa véritable nature, à sa réhabilitation si nécessaire.

Alors, était-il correct d'affirmer que quand on est instruit, évolué ou intellectuellement développé, qui ne sait pas ne veut pas savoir, et non ne peut pas savoir. Et que ceux qui prétendent autres choses ou le contraire font partie de ceux qui ne veulent pas savoir ou qui veulent nous manipuler.

La preuve.

Quels sont les "*éminents professeurs de médecine*" qui servent de référence à Gluckstein ?

Gilles Pialoux, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Tenon encensé par l'ensemble des médias aux ordres de Macron, dont le JDD qui s'est réjoui que dans son livre paru mercredi *Nous n'étions pas prêts — Carnet de bord par temps*

de coronavirus , il " *égratigne plus d'une fois le professeur Raoult ("Visiblement, le Christ s'est arrêté à Marseille")*", vous voyez le niveau misérable de l'argumentation. JDD 18.08

Invité sur France inter le 17 août, le brave professeur a déclaré *"Je suis pour qu'on mette le masque partout, parce qu'il faut un message simple."* lesinrocks.com 17.08

Ce diaforus voudrait intégrer le masque dans notre culture.

- Sur Radio Classique le 20 août. Gilles Pialoux : "*Le masque va rentrer dans notre culture*". - radioclassique.fr 20.08

Dans une interview au Parisien le 19 août 2020.

- Question de la journaliste : Et vous, à Tenon, où 8 % des soignants ont été infectés...

LVOG - A Marseille 3 fois moins.

Gilles Pialoux - Nous sommes didactiques et un peu policiers. Nous adoptons la tolérance zéro. La pédagogie est permanente.

Dans un article de L'Express que je n'ai pas pu lire entièrement car réservé aux abonnés, j'ai noté le titre révélateur :

- Pr Gilles Pialoux : "*Nier la reprise de l'épidémie, c'est du négationnisme*" - lexpress.fr 17.08

Il est dit que dans son livre "*il éreinte aussi ses confrères Didier Raoult et Christian Perronne*".

Un agent de l'OMS et de Macron. Qui est le négationniste ?

- Coronavirus : "*Arrêtons la poudre aux yeux avec la chloroquine !*", insiste le professeur Pialoux - francebleu.fr 24 mars 2020

"Il ne faut surtout faire la queue, comme c'était le cas à Marseille, pour aller se faire dépister et espérer se faire soigner avec la chloroquine. On marche sur la tête ! Attendons les résultats. De toute façon on est en retard sur cette épidémie. Là, ce n'est pas la peine de faire n'importe quoi et donner de la poudre aux yeux aux gens qui ont peur et à ceux qui sont contaminés."

Il est totalement opposé à la généralisation de la chloroquine tant que les résultats de l'étude européenne en cours ne sont pas connus.

"Il y a des risques à prendre le Plaquenil, ce n'est pas un médicament anodin", précise-t-il. francebleu.fr 24 mars 2020

Jusqu'aux amalgames les plus orduriers.

- Gilles Pialoux a rappelé également sa colère face aux polémique autour de l'usage de l'hydroxychloroquine: «Autant la piste scientifique est intéressante et fait l'objet de plusieurs essais sérieux, autant le débat est très vite devenu inaudible, voire nauséabond sur les réseaux sociaux, avec des délires complotistes, des relents antisémites, des accusations de conflits d'intérêts contre ceux qui osent exprimer des réserves… Tout cela alimente la peur et génère une défiance vis-à-vis du corps médical vih.org 16 avril 2020

Gilles Pialoux déjà en première ligne du lobbying Gilead.

- Comment fut construit le consensus en faveur de la PrEP ? (PrEP en questions 1) - mediapart.fr 25 juin 2017

Les deux services hospitaliers parisiens instigateurs de la PrEP : Saint-Louis (Professeur Molina) et Tenon (Professeur Pialoux).

Comment la belle unanimité en faveur de la PrEP a-t-elle été obtenue ? Histoire d'une communication savamment orchestrée. Ou comment a-t-on vendu la PrEP aux gays.

Un nouvel essai thérapeutique intitulé « DISCOVER » a été lancé en septembre 2016 par le laboratoire Gilead, il vise à comparer l'efficacité en usage PrEP de l'ancien Truvada avec le nouveau Descovy. Les professeurs Jean Michel Molina et Gilles Pialoux, investigateurs de la prEP en France ont commencé à recruter des patients pour participer à cet essai.

Après chaque intervention médiatique hostile à la PrEP, le chargé de communication de l'ANRS contacte le journaliste pour

le rencontrer et tenter de rectifier son avis. Là encore, le salarié, payé par l'agence, se présente plus comme un militant de la cause que comme un chargé de communication rémunéré.

Source :

https://blogs.mediapart.fr/herve-latapie/blog/250617/comment-fut-construit-le-consensus-en-faveur-de-la-prep-prep-en-questions-1

On aurait pu commencer par là.

Un internaute - "Ce mec est corrompu jusqu'à la moelle.... Gilead et cie.... pas moins de 9 pages de rémunérations déclarées pour 4 années sur le site de transparence santé gouv.... si vous croyez que son discours n'est pas intéressé , c'est que vous êtes encore bien naïf !

https://www.transparence.sante.gouv.fr/flow/rechercheBeneficiaires;jsessionid=AF3F7430082A89EDE9461C67FB2AEBF9?execution=e1s3

J'ai téléchargé sa déclaration de 2016 où c'est confirmé, il est rémunéré par un tas de laboratoires ou trusts pharmaceutiques depuis des décennies. Voici ce document :

- DOCUMENT. Cliquez ici.

Il a été rémunéré au titre de conférencier pour les laboratoires suivants rien qu'entre 2011 et 2016 :

Abbott, Bristol Myers Squibb, Gilead, Janssen, Roche, Pfizer, MSD, Gloaxosmithkline, Viiv healthcare sas, Tibotec.

Et il est entre autre rédacteur en chef de Vih.org financé à 60% par les laboratoires et 40% par l'Etat.

A part ce professeur corrompu retenu par Gluckstein, "*une infirmière du centre hospitalier Delafontaine de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) (Le Parisien-93)*".

Sous le masque du trotskysme dégénéré.

Grille de lecture.

- Ils pratiquent l'auto-persuasion, l'autosuggestion, l'autoproclamation, l'autosatisfaction...

- Comment faire passer une réaction qui se situe sur le plan psychologique de type psychose collective pour une réaction politique ou l'interpréter comme tel, en dehors de toute prise de conscience de son origine idéologique ou politique puisqu'elle est même niée par leurs auteurs.

- Ils ont été jusqu'à interpréter l'exercice du droit de retrait auquel des travailleurs ont eu recours comme un embryon de grève générale...

- L'art de substituer à la réalité sa propre interprétation ou de poser comme acquis ce qu'on prétend démontrer, ce qui n'est pas une démarche scientifique qui repose sur l'observation des faits.

Je suis tombé par hasard sur un texte que j'ai adressé à un camarade.

Luttes de classe à l'entrée du confinement, à sa sortie et à venir, par Jacques Chastaing

https://aplutsoc.org/2020/07/12/luttes-de-classe-a-lentree-du-confinement-a-sa-sortie-et-a-venir-par-jacques-chastaing/

Dans cet article, l'auteur agita comme un hochet le « *droit de retrait* » qu'avaient fait valoir des travailleurs dans tout le pays, tout en concédant que "*certes, le « droit de retrait » n'est pas une grève*", concession immédiatement oubliée pour lui attribuer "*une portée politique considérable*". Mieux encore, "*la prise en main du confinement par les salariés eux-mêmes -une révolution*" ou encore "*un acte hautement subversif*" qui devait faire long feu puisque les dés étaient pipés ou on ne voit pas en quoi cette mesure se situait sur leur terrain de classe avec à la clé l'interdire de manifestations de masses, il ne faut pas l'oublier.

A l'entendre ou quand on lit attentivement, ce serait les travailleurs qui auraient réclamé le confinement, et voyez-vous cela,

en l'obtenant ils auraient remporté une grande victoire sur Macron, qui rappelons-le a imposé cette mesure préconisée par le Forum économique mondial pour créer une crise économique semblable à celle qui aurait découlé d'une nouvelle guerre mondiale ou d'un krach financier mondial.

"*Ce qu'il y a eu d'extraordinaire durant le confinement, c'est que la santé est passée avant l'économie*", quelle illusion ! "*C'est l'hégémonie culturelle du monde capitaliste qui est remise en cause*", qu'il nous soit permis d'en douter.

Il s'émerveillait ainsi que "*la santé est passée avant l'économie*", pour immédiatement admettre "*pas tout à fait encore les profits puisque les dividendes n'étaient que reculés*", alors qu'à Wall Street les GAFAM se goinfraient comme jamais, processus identique et complémentaire à celui auquel on a assisté et on assiste encore avec l'instrumentalisation des variations climatiques et la pompe à milliards de dollars du Green New Deal.

Il en redemande : "*Ainsi, les jeunes qui aspirent à un changement de société ont repris la lutte démocratique telle qu'elle s'était déjà exprimée plusieurs fois auparavant, par exemple dans les mobilisations pour le climat*", et attendez ce n'est pas fini "*racisme, violences policières, histoire coloniale… la jeunesse veut bâtir elle-même sa vie de demain*", alors qu'elle a fait l'objet d'une monstrueuse instrumentalisation de la part des officines de l'oligarchie de manière à servir son agenda.

En réalité l'imposture du réchauffement climatique de nature anthropique est complémentaire de celle au coronavirus.

Quand vous observez les mesures préconisées par Davos pour faire face au "*changement climatique*", et les conséquences des mesures avancées par Davos pour lutter contre le coronavirus, vous vous apercevez que ce sont les mêmes mesures qui ont conduits aux mêmes conséquences, et que ce qui est en train de se réaliser n'aurait pas pu se produite sans la machination au coronavirus. Dans les deux cas, c'est la santé de la population qui sert de prétexte ou caution, alors qu'on sait pertinemment que les oligarques n'en ont strictement rien à foutre, hormis l'exploiter, la rendre malade pour mieux la soigner tout en l'empoisonnant et ainsi de suite, leur caisse se remplissant davantage à chaque étape du processus.

Le reste était à l'avenant.

En envoyant ce texte à ce camarade, j'avais joint ce bref message :

- Je t'envoie un article, le gars vient de la LCR sur un blog ex-OCI. Tu me diras ce que tu en penses, à propos de ce qui se passe en France, moi je suis loin et je ne peux pas le croire sur parole.

A ce stade, j'avais rapidement parcouru en diagonal cet article, et je m'étais fait une idée immédiatement sur son orientation opportuniste, mais je n'en dis rien à mon copain pour ne pas l'influencer. Et puis, je me suis dit que je pouvais aussi me tromper en étant en Inde, après tout cela fait 18 ans que je n'ai pas mis les pieds en France... Quoi qu'il me réponde me serait utile, et cela a été le cas et je l'en remercie encore. Je vais te dire un truc mon cher Paul, si j'avais bénéficié d'autant de retours ces dernières années, j'aurais encore plus progressé et je vous en aurais fait profiter.

En aucun cas je n'ai voulu piéger ou tester mon pote, je l'avais mis en garde en lui fournissant l'origine de ce texte. J'avais bien conscience que son auteur avait enrobé sa camelote, la même que nous serve l'ensemble des trotskystes (et pas seulement) depuis 1940, et ayant milité moi-même dans une de leurs organisations je la détecte aux premiers coups d'oeil et j'y suis devenu allergique !

Bref, ce camarade m'a répondu que ce texte lui semblait "*correct*" ou "*bon*"... A mon avis, l'immense majorité des militants pour ne pas dire tous auraient eu la même réaction.

En retour j'ai commencé à lui envoyer ma propre analyse, en trois parties, plus un brouillon.

Immédiatement il a saisi qu'il s'était laissé entraîner inconsciemment sur un terrain qui n'était pas le nôtre. Car en effet, pourquoi accompagner et cautionner les mesures imposées par Macron comme l'on fait tout les partis et syndicats, au lieu de tout simplement les rejeter et les combattre, appelez à se mobiliser pour exiger leur retrait, le départ de Macron. Qui a observé ce glissement droitier généralisé ?

Qu'est-ce qui est conforme aux intérêts des travailleurs, qu'est-ce qui préserve leur indépendance de classe, qu'est-ce qui permet d'avancer la nécessité d'en finir avec Macron et le capitalisme, la position adoptée par l'ensemble du mouvement ouvrier ou celle que je propose ?

Je n'ai pas davantage de temps à consacrer à ce texte dont des milliers similaires ont été publiés depuis 70 ans. Il y en a toujours pour voir des révolutions ou des mouvements révolutionnaires partout, même quand ils sont téléguidés depuis Davos, Bilderberg ou d'autres officines de l'oligarchie, etc.

Ce qui est intéressant d'observer ici, c'est qu'il suffit qu'un évènement soit présenté avantageusement ou de telle sorte qu'il corresponde à ce que les lecteurs avaient envie de lire ou d'entendre, pour qu'ils passent à côté de son orientation et partagent finalement la confusion dans laquelle l'auteur allait les entraîner, qu'il en soit lui-même conscient ou non importe peu puisqu'on est en présence d'un indécrottable dogmatique ou mythomane.

Mon premier courriel.

1- Moi Paul ce qui me gêne là-dedans, c'est que c'est en réponse à une pandémie qui n'existe pas, c'est marcher dans cette machination, la cautionner quelque part, et les syndicats sont en premières lignes, ils ne pouvaient pas ne pas en être.

Des millions de travailleurs ont continué d'emprunter les transports en commun quotidiennement et ils n'en sont pas morts. Je crois qu'il faut garder les pieds sur terre. Et des millions ont continué d'aller bosser et ils n'en sont pas morts non plus, en revanche on va les réprimer s'ils ne respectent pas les règles sanitaires drastiques imposées par Macron, voilà où mène la reconnaissance d'une menace qui n'existe pas en réalité.

J'ai fait le décompte des morts réels du covid-19 en France, environ 5.000 ou autant que du virus de la grippe. Il y a eu les faux morts du coronavirus et les morts fabriqués coronavirus, parmi eux ceux à qui on a refusé un traitement, et ceux à qui on a refusé un traitement préventif pour les protéger, et il y a ceux qui devaient mourir du virus de la grippe et qui sont morts du coronavirus à la place, de toutes manières ils seraient morts, c'est ce qui faut avoir à l'esprit. Tous ces morts représentent environ 25.000 des 30.000 morts étiquetés coronavirus. J'ignore si c'est ce qu'a voulu dire le Pr. Perronne, lorsqu'il a déclaré qu'il y avait eu 25.000 morts de trop, du coronavirus ou dans la comptabilité sordide de Salomon ?

Ils ont créé un climat de psychose collective à laquelle tous les acteurs politiques ont participé, y compris les syndicats, et après on devrait croire que leur action se situerait sur le terrain des intérêts des travailleurs, qu'il me soit permis d'en douter. Aucun n'a remis en cause la théorie de la pandémie, sans se soucier que des personnalités du monde médical ou scientifique aient fait valoir qu'il n'existait pas de pandémie, ils se sont tous alignés sur Macron.

Ce que j'ai observé, c'est que les travailleurs et les syndicats avaient adopté et appliqué les mesures fixées par Macron. Ils ont réclamé des aménagements pour mieux s'y conformer et non pour les rejeter, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Les mesures imposées par Macron ont perturbé l'économie, et le droit de retrait devait amplifier cette perturbation,dont les travailleurs seraient les principales victimes sans que cela ne leur rapporte quoi que ce soit, sauf faire croire que sinon ils seraient morts, la population française aurait disparu en quelques mois et pourquoi pas la population mondiale pendant qu'on y est, ce n'est pas sérieux. On est là encore dans la surestimation, la surinterprétation et surtout la surexploitation d'un phénomène qui n'a aucune base politique, hormis l'idéologie de Macron qui est à l'honneur, puisque les mesures qu'il a prises étaient de nature idéologique et non sanitaire, même le Pr. Raoult en est arrivé à l'affirmer.

On pourrait se demander pourquoi personne ne pose la question à l'envers, à savoir, refuser la thèse de la pandémie et s'opposer au confinement, au masque et à la distanciation sociale ou physique, affronter Macron, appelez les travailleurs à la grève générale. Là on se situerait strictement sur notre terrain de classe, on ne ferait aucune concession à Macron. Ensuite, cela aurait dû être de la responsabilité des syndicats d'informer les travailleurs sur ce qui se tramait dans leurs dos et sur le coronavirus, ainsi les choses se seraient passées au mieux sur tous les plans, pas de psychose collective, pas de traumatisme mental, pas de culpabilité, pas d'infantilisme débile, et une unité indéfectible, la cerise sur le gâteau, le tout prenant une forme organisée, une sorte d'embryon de double pouvoir à développer ou étendre, qui sait, mais là je crois qu'on s'écarte de la réalité, attention de ne pas retomber dans le travers qui consiste à prendre nos désirs de militant pour la réalité...

Donc il existait bien une autre manière d'aborder cette situation, à mon avis plus correcte ou conforme à notre combat politique.

Je crois avoir compris que c'était les médias qui s'étaient focalisés sur "*le monde d'après*" et non les masses pour lesquelles "*le monde d'avant*" convenaient à la majorité. Ce que j'ai perçu de leur "*monde d'après*", c'est qu'il ne serait pas réjouissant, loin de là, le tout sur fond de catastrophe climatique, surtout je me demande comment après que cette machination eut relativement bien fonctionné, il aurait pu en sortir quelque chose de bons pour les travailleurs, sachant que sous l'effet de la peur ils y ont participé. A suivre.

Mon second courriel.

2- La peur, voilà ce qu'on retrouve instrumentalisée partout, la peur qui vous empêche de réfléchir, d'avoir un comportement normal ou rationnel, qui vous porte à croire ou imaginer n'importe quoi. Je viens de télécharger 4 ou 5 articles du même genre.

- « On ne refuse pas de travailler, mais les gars sont inquiets. Salariés et sous-traitants, on est plus de 10 000 sur le site », explique un syndicaliste des chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, dans Ouest France, alors que le confinement vient d'être instauré. « Alors qu'on interdit les rassemblements, qu'on demande aux gens de rester chez eux et de ne même pas aller dans les parcs, ici

on se côtoie tous. Pas de gel, pas de masques. » Les ateliers des chantiers ont finalement fermé pour la semaine. bastamag.net 20 mars 2020

Donc si je comprends bien, ils étaient 10 000 sur le site bien-portants le lundi, le mardi on ferme l'usine, le mercredi ils sont toujours bien-portants, 8 ou 15 ours plus tard, ils rouvrent l'usine et les 10 000 sont encore bien-portants, et les mois suivants aussi, j'imagine qu'il y a bien eu quelques dizaines de salariés testés positifs ou présentant des symptômes, rien de très significatifs, sauf s'ils n'ont pas été traités, dans ce cas-là il y a peut-être eu 1 mort ou 2, comme partout dans le pays chaque année avec la grippe.

- C'est ce qui s'est passé dimanche dernier au musée du Louvre (...) Trois cents salariés réunis en assemblée générale ont décidé de faire valoir ce droit (...) Depuis, le travail a repris. rapportsdeforce.fr 7 mars 2020

Dimanche, c'était le 1er mars et le 7 ils avaient déjà repris le travail, et depuis ils sont encore vivants, c'est un miracle ! Quel délire !

- Quoi qu'il en soit, le constructeur automobile PSA a annoncé lundi qu'il fermait ses usines en Europe. Renault a stoppé l'usine de Douai dans la foulée. lci.fr 19 mars 2020

Le patronat tout heureux de se livrer à un lock-out, comme lors d'une grève de masse avec occupation, c'est l'Etat qui payera les salaires, donc les salariés, c'est toujours cela de pris ! D'autant plus que leur salaire sera amputé de 20 à 30%, une baisse de salaire dont avait rêvée le Medef. Non mais sans déconner, il faudrait mettre cela au compte d'une victoire syndicale ou des travailleurs ! A suivre.

Mon troisième courriel.

3- Pour un peu, c'était l'union nationale syndicale !

J'avoue ne pas avoir accordé suffisamment d'importance à ce facteur, sans doute parce qu'il n'avait pas de signification politique, hormis que les travailleurs défiaient les patrons, ce qui méritait d'être encouragé, mais d'une autre manière qu'en leur faisant croire à une terrible pandémie, qui par ailleurs allait les paralyser complètement, il n'y aura aucune manifestation significative en France contre Macron puisque globalement les travailleurs avaient approuvé les mesures qu'il leur avait imposées.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue non plus, c'est qu'en grande partie le chômage partielle a été décidé ou coorganisé par le patronat et le gouvernement.

- Le recours au chômage partiel a été demandé pour 5,8 millions de salariés, soit un sur quatre dans le privé, a annoncé mardi 7 avril la ministre du Travail, Muriel Pénicaud.

« On est le seul pays à être à ce niveau de chômage partiel », a déclaré la ministre lors d'une audition en vidéoconférence au Sénat. Par L'Obs avec AFP 07 avril 2020

Un mois plus tard.

- Alors que la France dénombrait quelque 25,5 millions de salariés fin 2019, selon une étude de la Dares, l'institut statistique du ministère du Travail, plus de 10 millions d'entre eux étaient au chômage partiel fin avril 2020. 20minutes.fr 16 mai 2020

10 millions ramenés au peu de syndiqués en France, on ne peut pas dire qu'ils seraient dus aux syndicats. Sur ces 10 millions, il y en aurait eu 9 millions environ qui individuellement auraient décidé de ne plus aller bosser, et qui auraient trouver le courage d'aller dire à leur patron qu'ils ne voulaient plus bosser dans ces conditions-là sans craindre qu'ils les virent sur le champ ou un peu plus tard avec des millions de chômeurs dans le pays prêts à prendre leurs places. Alors là pour le coup, nous serions en présence d'une situation carrément révolutionnaire qu'on n'aurait pas vue venir, tu y crois, toi, tu la vois où, moi nulle part, mais je suis peut-être myope, pourquoi pas. A suivre

En complément sur ce blog de militants.

- Covid : Quel camp choisir ? par Richard Greeman - aplutsoc.org 7 août 2020

- The Lancet a dû retirer cet article sous la pression des critiques d'autres scientifiques, ce qui semble plutôt confirmer que le système scientifique international sait se corriger et qu'il n'y a aucun complot. aplutsoc.org 7 août 2020

LVOG - Assurément, ceux d'en haut ne complotent pas, ben voyons ! Le déni au-delà de l'absurde ou comment cautionner les Pieds nickelés de la science, bref, les tenants du régime en place.

- Des masques gratuits pour toutes et pour tous par Vincent Présumey - aplutsoc.org 22 juillet 2020

Les militants ouvriers responsables sont pour la médecine, pour la prophylaxie, pour les vaccins, pour la recherche, pour l'hôpital public, pour la sécurité sociale, pour le masque. aplutsoc.org 22 juillet 2020

LVOG - Pour être "*responsables*", les militants ouvriers doivent être alignés sur l'OMS à la solde de Big Pharma, du Forum économique mondial, faire confiance aux chercheurs et scientifiques dont les travaux sont encadrés et financés par les multinationales ou les oligarques, et qui plus est, adopter le masque de la servitude. Voilà ce qu'arrive quand on collabore au sein du Conseil économique et sociale et environnemental (D'Auvergne je crois)!

Devinette. A qui Macron va-t-il accorder le droit d'asile ?

LVOG - Mes amitiés à Christine au passage.

- Emmanuel Macron se dit prêt à offrir "l'asile" à l'opposant russe Alexeï Navalny, hospitalisé en Sibérie dans un état grave - Franceinfo 20 août 2020

-Éric Dupond-Moretti pressé d'intervenir pour accorder l'asile à Julian Assange en France - Europe1 20 août 2020

A lire : *Julian Assange – Lettre ouverte au gouvernement britannique* par Lawyers For Assange - Mondialisation.ca, 18 août 2020

Le capitalisme, c'est aussi cela.

LVOG - A ben merde alors, c'était bien un complot, incroyable !

Iran : un récit inédit du MI6 lève le voile sur le coup d'État de 1953 - Le Point.fr 17 août 2020

Une interview, datant de 1980, vient d'être dévoilée pour la première fois, raconte « The Guardian ». On y découvre l'influence d'un agent du MI6.

Dans l'histoire de l'Iran, le terme de révolution est plus souvent associé à l'année 1979, lorsque l'Ayatollah Khomeyni prend le pouvoir. Pourtant, seulement 26 ans plus tôt, le shah Mohammad Reza Pahlavi avait lui-même repris le pouvoir, après le renversement du gouvernement du Premier ministre Mohammad Mossadegh. Un succès rendu possible par le soutien clandestin du MI6 et de la CIA, dans ce qui est aujourd'hui connu comme l'opération Ajax. De nouvelles révélations, relayées par The Guardian, permettent de comprendre ce qui s'est joué dans les coulisses.

Ce ne sont pourtant pas des documents déclassifiés qui viennent d'être rendus publics. Il s'agit d'une interview « off the record » (NDLR : non destinée à être publiée), réalisée en 1985 pour le documentaire : End of Empire : Iran. Ses auteurs rencontrent alors Norman Darbyshire, qui était à la tête de l'antenne du MI6 à Chypre, et en charge de l'Iran, au moment des faits. Il y détaille comment le MI6 s'y est pris pour préparer le coup d'État et notamment le fait que plusieurs années aient été nécessaires pour convaincre les États-Unis de s'associer au plan. Le président américain Dwight D. Eisenhower donnera finalement son feu vert en juillet 1953, quelques jours après WInston Churchill, comme l'ont déjà révélé des études sur le sujet. Les deux pays parviennent notamment à recruter Reza Pahlavi, la sœur du Shah, pour convaincre le monarque de se lancer dans le coup d'État. L'interview de Darbyshire vient d'être découverte avec un nouveau documentaire Coup 53, dont la sortie est prévue mercredi 19 août, pour le 67e anniversaire du renversement du pouvoir iranien.

« Même si c'était une information déjà connue depuis des décennies, le gouvernement britannique n'a jamais officiellement admis son rôle dans le coup d'État. Découvrir l'interview de Darbyshire, c'est comme trouver l'arme encore fumante. C'est une découverte historique », souligne Taghi Amirani, le réalisateur du documentaire. La National Security Archive, une association américaine qui publie sur Internet des documents déclassifiés, a publié la retranscription de l'interview lundi 17 août.

Norman Darbyshire explique aussi pourquoi le Royaume-Uni a souhaité renverser le Premier ministre. S'il venait de nationaliser l'Anglo-Persian Oil Company, c'est surtout de voir le pays basculer du côté de l'URSS qui l'inquiétait. Les années précédentes, le Royaume-Uni a tenté de le faire tomber en dépensant des larges sommes pour corrompre des personnalités du régime. Sans réussite. L'espion du MI6 explique de son côté que son coup d'État n'aurait coûté « que » 700 000 livres. « Je le sais, parce que c'est moi qui l'ai dépensé ». Il revendique aussi avoir obtenu des informations d'un militaire iranien pour deux livres (un peu moins d'un kilo) de thé Lipton. Enfin, c'est Darbyshire qui aurait recruté Mohammad Fazlollah Zahedi. Le général iranien va mener en partie le coup d'État et surtout occuper le rôle de Premier ministre après Mossadegh. Un plan qui portera finalement ses fruits le 19 août 1953, après quatre jours de révolution. Le Point.fr 17 août 2020

Mali. La CIA n'est jamais loin...

Mali : qui est Assimi Goita, le chef de la junte militaire qui a renversé le président ? - europe1.fr août 2020

Ce colonel, âgé d'une quarantaine d'années, commandait jusqu'ici les Forces spéciales de l'armée malienne.

Plusieurs journaux africains croient savoir que le colonel Goita a reçu une partie de sa formation militaire auprès de la CIA aux États-Unis. europe1.fr août 2020

Haut de page

Le 23 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je rajouterai des documents demain.

Quand vous tombez sur un article réservé aux abonnés d'un journal ou d'un magazine, il ne s'affichera pas entièrement. Souvent on peut passer outre en ayant simultanément un doigt sur la touche du clavier Ctrl et un autre sur la touche S (comme sauvegarde) au moment où s'ouvre la fenêtre de l'article.

Si cela ne fonctionne pas, il y a une autre méthode qui consiste à remplacer Ctrl S par Ctrl A, puis vous faites un Ctrl C (copier), puis Ctrl V (coller) dans le bloc-notes où la totalité de la page sera reproduite. Ou vous pouvez passer par le menu en haut de l'écran, dans Edition vous cliquez sur Tout sélectionner, puis sur Copier, après avoir ouvert un bloc-notes et cliqué dedans à l'aide de la souris, vous cliquez sur coller, il n'y a rien de plus simple.

Rectification.

J'avais indiqué que les écoles resteraient fermées jusqu'en 2021, c'est ce que m'avaient raconté plusieurs Indiens, et là je viens d'apprendre qu'elles ouvriront début septembre, sauf contre-ordre d'ici là.

Ici aussi l'hystérie a gagné les déséquilibrés mentaux que sont un grand nombre de médecins, une simple suspicion d'infection devient un cas avéré, la personne se retrouve isolée, réprimée avant même tout contrôle sanitaire.

C'est ce qui vient d'arriver au fils de la soeur de ma compagne qui habite à 100 mètres de chez moi, attendez, ils l'ont emmené de force à l'hôpital et ils ont verrouillé de l'extérieur leur maison minuscule avec son épouse à l'intérieur, et les voisins montent la garde.

A la question d'un lecteur, Que faire ?

Je répondrai qu'à ma connaissance aucune formation issue du mouvement ouvrier n'a adopté une position correcte ou différente sur l'ensemble des mesures liberticides imposées par Macron depuis le mois de mars, toutes se sont alignées sur ses mesures, parfois critiquant l'une ou l'autre mais adoptant les autres, qui plus est en en redemandant davantage encore, notamment sur le masque et le confinement.

Moi ma position est de dire, qu'en principe on soutiendrait un parti dit ouvrier qui rejetterait l'obligation de porter un masque, hormis pour le personnel médical, qui condamnerait le confinement, qui s'opposerait à la distanciation sociale, qui soutiendrait le traitement ou le protocole du Pr. D. Raoult, et on appellerait les lecteurs à participer à tous les actions qu'il organiserait pour exiger le retrait de toutes ces mesures, ainsi que le rétablissement de la vente libre de l'hydroxychloroquine remboursée par la SS, et la liberté totale de prescrire des médecins.

Gare à ceux qui observent l'histoire par le petit trou de la lorgnette !

Pourquoi des médecins ou professeurs de médecine, des chercheurs ou scientifiques dans d'autres disciplines ne comprennent-ils pas mieux ce qui se passe ou se contredisent-ils, sont-ils aussi incohérents, alors ne parlons pas du reste de la population ?

Parce qu'ils ont une vision partielle ou tronquée de la réalité ou leurs connaissances se limitent à un aspect de la situation, ceux

qui correspondent à leur formation ou à leur expérience qui sont toutefois aussi limitées, et dans tous les autres domaines ils sont quasiment nuls pour ne jamais les avoir étudiés sérieusement, dont celui de la politique, du coup ils ne peuvent pas observer et encore moins décrire les liens qui existent entre l'économie, le social et la politique, et par conséquent comme tout citoyen lambda ils seront facilement influençable ou manipulable, sans parler de l'intérêt qu'ils ont pour certains d'entre eux à protéger leur statut social supérieur.

Le nouveau contrat social, ce sera sans le capitalisme, il ne peut pas en être autrement.

La Voix de l'Opposition de Gauche, c'est aussi la voix de la science ou de la connaissance contre l'ignorance, l'obscurantisme et surtout la manipulation idéologique des consciences pour en prendre le contrôle à des fins inavouables, intéressées ou criminelles.

Si j'osais, je dirais que c'est dans tous les domaines la voix de la science dotée de la méthode de la dialectique matérialisme et historique, la méthode pour interpréter le monde adoptée par le marxisme, d'où parfois la confusion entre les deux, ce qui n'est pas bien grave puisque finalement ils recouvrent la même réalité, le marxisme la situant dans une prospective humaniste, contrairement au capitalisme ou au néolibéralisme qui aborde le futur dans une perspective destructrice après l'avoir déjà largement hypothéqué, d'où la nécessité de l'abolir sans délais.

Un seul mot d'ordre

Faites tomber les masques, refusez de le porter et soyez solidaires les uns des autres en cas de contrôle des miliciens ou gestapistes du régime, participez à toutes les manifestations contre ces mesures liberticides.

Abrégeons ce "***délire collectif.***"

- Le pédopsychiatre Thierry Gourvénec émet l'hypothèse que nous vivons un épisode de délire collectif (4). Auteur d'une thèse sur les bouffées délirantes (5), il décèle, pas tant à l'échelle de l'individu que du groupe, plusieurs signes correspondants : troubles majeurs de la logique, imprévisibilité et incohérence des comportements, multiplication des paradoxes. Autant de symptômes qui toucheraient à la fois les populations que leurs dirigeants.

- Si l'on se pose, maintenant, la question « qu'est-ce que la crise du COVID a provoqué sur notre société ? », on peut relever, de même, plusieurs effets : 1. réaffirmation de la cohésion du groupe, face à une menace commune, omniprésente, où chacun se retrouve, par l'application de normes comportementales (distanciation sociale, masques,...) responsable vis à vis de tous. 2. Adhésion quasi obligatoire à un récit (le scénario d'une épidémie "jamais vue depuis..."). 3. Rejet ou déni de tout discours discordant. 4. Relégitimation du pouvoir institué comme dépositaire d'un salut collectif inexplicablement engagé, et émetteur exclusif, dans cette perspective imposée, des comportements et normes à adopter, dans l'espace public ET domestique. A l'heure où, tiens tiens !, il était totalement délégitimé. 5. Requalification de tout évènement (particulièrement la crise économique) et légitimation de toute prise de décision politique dans le nouveau récit référentiel (« C'est le COVID," "à cause du COVID »)).

- La réaction de l'Etat et la nôtre est-elle disproportionnée par rapport au mal invisible qui s'est révélé ? Une chose est sûre : l'Etat, nos dirigeants et nous-mêmes, sommes devenus incapables de gérer une complexité devenue trop importante, dès lors qu'elle contient une part d'éléments inconnus. Et nous découvrons que ceux sur qui nous comptions en cas de problèmes, les scientifiques, gardiens d'un monde que nous ne comprenons plus, se trouvent mis en échec, se contredisent, se déchirent, bref, sont aussi paumés que nous.

Le confinement, dès lors, apparaît comme l'ultime soubresaut d'un mode de gouvernance en train de s'effondrer. A tout prix, il faut désormais garder le contrôle de tous les corps et de tous les esprits. En 1950, le cybernéticien Norbert Wiener, dans un livre aussi instructif que prophétique (8), avait averti : dans une société gouvernée exclusivement de manière rationnelle, le pouvoir centralisé est condamné à transformer chaque citoyen en atome individualisé entièrement et parfaitement contrôlable, sans quoi l'ensemble tend à l'entropie, c'est-à-dire la désagrégation. (Sous le masque, le futur citoyen exemplaire ? francesoir.fr 18.08)

LVOG - Le traitement que ces tyrans nous impose est beaucoup plus violent qu'une révolution sociale, qui plus est une révolution sociale qui exercerait la violence contre ceux qui aujourd'hui nous prive de toute liberté... Réhabiliter la révolution socialiste n'est-elle pas prioritaire ? Dites-le à nos dirigeants, s'ils se souviennent encore de ce que cela signifie, ce dont il est permis de douter fortement...

- 20 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

En Famille. Les bourgeois, c'est comme les cochons, plus ça devient vieux...

Pour leur rentrée politique, Insoumis et Verts plaident le dialogue - Europe1 22 août 2020

Une bonne chose pour Pierre, militant écologiste parisien, croisé par Europe 1 aux journées d'été du parti à Pantin. "Il faut parler à tous les partenaires. Pendant ces élections municipales, ce qui a bien marché, ce sont toutes les alliances qu'il y a eu, qui allaient de la France insoumise au PS."

LVOG - Cela tombe bien, Mélenchon non plus...

EELV : pour Sandra Regol, le parti n'est pas radical, mais "pragmatique" - Franceinfo 22 août 2020

LVOG - En France c'est déjà fait.

Et si les écolos autrichiens avaient raison de s'allier avec la droite? - Slate.fr 22 août 2020

LVOG - Déjà fait, mais comment cela ? Dans l'article d'Europe 1 :

Europe 1 - Le leader insoumis ne cache pas sa préférence à dialoguer avec Eric Piolle plutôt que Yannick Jadot. Pour Hélène, leur rencontre est pour le moins symbolique et illustre les divergences de ligne politique au sein du parti. "Pour moi, M. Jadot et M. Piolle n'ont pas les mêmes objectifs. Si on ne se voile pas la face, on a clairement un candidat qui sera plus EELV de droite, République en marche et un autre qui est plus sur les forces de gauche." Europe1 22 août 2020

LVOG - "*Un candidat qui sera plus EELV de droite, République en marche et un autre qui est plus sur les forces de gauche*", entendez les raclures du PS, Générations, etc. donc la droite, capito, comprendo, understand, verstest ?

Fake news et mise en scène.

LVOG - Christine, merci pour les documents que tu m'as envoyés hier, j'y reviendrai. Pour Assange, ce ne sera pas pour cette fois !

Russie : le principal opposant a-t-il été empoisonné ? - Franceinfo 22 août 2020

Emmanuel Macron se dit prêt à offrir "l'asile" à l'opposant russe Alexeï Navalny, hospitalisé en Sibérie dans un état grave - Franceinfo 20 août 2020

Le militant politique est dans le coma à l'hôpital d'Omsk, en Sibérie, après s'être senti mal dans un avion. Ses proches dénoncent un "empoisonnement".

Ce jeudi 20 août, l'opposant russe Alexeï Navalny est dans le coma et a été hospitalisé dans un état grave. Selon sa porte-parole, il aurait été empoisonné. Une thèse vis-à-vis de laquelle il faut toutefois rester prudent. Franceinfo 20 août 2020

LVOG - Depuis, à l'article de la mort, intransportable, par miracle il est encore vivant et il est arrivé en Allemagne. La mise en scène de cet agent de la CIA éventée par des médecins, ce dont se moque un autre psychopathe, Macron.

Franceinfo- Selon l'un de ses médecins, Anatoly Kalinichenko, il n'est pas certain que le leader de l'opposition russe ait été empoisonné. Il affirme que "l'empoisonnement naturel" est l'un des nombreux diagnostics envisagés et que des tests sont en cours. Mais la porte-parole de l'opposant, Kira Yarmysh, s'est dite "sûre que c'était un empoisonnement intentionnel", selon ce qu'elle a déclaré à la radio Echo de Moscou. Franceinfo 20 août 2020

On a mieux en magasin.

Un chimiste donne des précisions sur la substance découverte sur les mains et les vêtements de Navalny - Sputnik 21 août 2020

En ce qui concerne la substance découverte sur les mains et les vêtements de l'opposant russe Alexeï Navalny, ce pourrait être un composant des plastiques ménagers qui est incapable de présenter une toxicité aiguë, mais qui peut influer, en cas d'accumulation prolongée, sur les taux hormonaux, a déclaré à Sputnik Sergueï Popkov, détenteur de chaire à l'université Mendeleïev de technologie chimique.

Selon lui, la substance est utilisée et peut entrer dans la composition de divers plastiques ménagers.

«La structure de cette substance est loin de celle des organophosphates utilisés comme insecticides et diffère encore plus des substances à action neurotoxique. C'est un produit chimique peu toxique qui ne peut pas présenter de toxicité aiguë», a-t-il noté.

Toujours d'après Sergueï Popkov, une ingestion prolongée et une accumulation de la substance dans les tissus adipeux peut affecter les taux hormonaux.

Le médecin en chef de l'hôpital d'Omsk où Alexeï Navalny reste dans un état grave, Alexandre Mourakhovski, avait précédemment déclaré que la substance retrouvée sur les vêtements et les doigts de l'opposant était du 2-ethylhexyl diphenyl phosphate, qui n'est ni un poison, ni une substance toxique.

Ce plastifiant est utilisé pour la production de film plastique ou de boyau synthétique, mais pour être intoxiqué, il faut en ingérer une quantité énorme, avait précédemment indiqué à Sputnik Alexeï Lodiaguine, chef de département à l'Institut Djanelidze de toxicologie clinique. Sputnik 21 août 2020

LVOG - Il se peut que le provocateur Navalny se sentant grillé ou menacé ait indiqué à ses commanditaires qu'il ne voulait plus jouer le jeu plus longtemps et il a mis le paquet pour leur faire savoir, en vain, et c'est là qu'on se marre, car ce serait bien le genre de type qu'ils lâchent en cours de route ou dont le sort ne les intéresse pas du tout, s'il restait hors de Russie, ils trouveraient peut-être à l'employer auprès de la diaspora russe comme agitateur...

L'OMS est une officine du Forum économique mondial ou de l'oligarchie, la preuve

Mario Monti nommé président de la Commission paneuropéenne sur la santé et le développement durable - academiesciencesmoralesetpolitiques.fr 13 août 2020

Le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe a confié à Mario Monti, membre associé étranger de l'Académie, la présidence de la Commission paneuropéenne sur la santé et le développement durable qu'elle a instituée afin de repenser les priorités stratégiques à la lumière des pandémies.

La commission, après avoir identifié et examiné les bases factuelles pertinentes, devra tirer des enseignements de la façon dont les systèmes de santé de différents pays ont répondu à la pandémie de COVID-19 et elle émettra des recommandations sur les investissements et les réformes nécessaires pour améliorer la résilience des systèmes de santé et d'aide sociale. Par ailleurs, elle s'efforcera d'établir un consensus sur ces recommandations et d'élever la santé et l'aide sociale au rang des priorités sociales et politiques reconnues comme étant essentielles au développement durable et à la cohésion sociale. academiesciencesmoralesetpolitiques.fr 13 août 2020

Qui est Mario Monti ?

En 1994, Mario Monti est nommé à la Commission européenne.

Dès 2005, il est « International Advisor » pour Goldman Sachs.

De 2010 à novembre 2011, il a été président de la section Europe à la Commission Trilatérale. Il est également membre du comité de direction du groupe Bilderberg.

Etc. (https://fr.wikipedia.org/wiki/Mario_Monti)

S'ils le disent eux-mêmes.

"La question de la gouvernance mondiale est posée."

Par Thierry De Montbrial - leconomiste.com 03.08

Extraits.

De Montbrial - ...face à ces types de risques (sanitaires en l'occurrence, mais aussi financiers ou autres), la répartition des responsabilités, la détermination de qui finance quoi et de qui a un droit de regard sur quoi: telles sont quelques-unes des questions inévitables.

De Montbrial - ...dans l'économie, certaines entreprises déjà menacées vont-elles disparaître plus rapidement. Partout, les chaînes

de production seront à la fois raccourcies et diversifiées pour réduire les risques, politiques ou autres, de ruptures. Beaucoup d'activités seront relocalisées. Dans le même ordre d'idées, les échanges se feront moins à flux tendus.

On peut également prévoir, au-delà des précautions sanitaires, un ralentissement du trafic aérien international ou même national au profit des échanges par visioconférences que d'innombrables entreprises ont appris à pratiquer à l'occasion du confinement.

LVOG - Les faux-monnayeurs s'en sont donnés à coeur joie.

De Montbrial - Certes, l'ouverture sans précédent des vannes de la monnaie partout dans le monde, a permis d'éviter le pire c'est-à-dire les faillites en chaîne d'entreprises structurellement viables. On n'ose penser à ce qui s'en serait suivi.

Une fois de plus, la communauté des Banques centrales a remarquablement réagi. Mais les meilleures actions ont leur face négative: l'explosion des dettes publiques.

LVOG - On croirait entre J. Attali.

De Montbrial - Ce qui est véritablement inédit dans cette affaire est la simultanéité du phénomène partout dans le monde, mais aussi et peut-être surtout le fait que cela se soit produit après une période de stabilité des prix d'une durée exceptionnelle. Cette stabilité me semble due à l'accroissement de la pression concurrentielle, notamment sur les salaires en conséquence de l'ouverture de l'immense réservoir de main-d'œuvre des pays émergents.

Avec une démondialisation même partielle, la vraie inflation ou la stagflation, dont on a oublié les conséquences néfastes, pourrait revenir.

En même temps, dans le reste du monde privé en partie de ses débouchés, les difficultés sociales augmenteraient également.

LVOG - Il regrette que l'OMS n'ait pas le pouvoir du FMI sur les Etats.

De Montbrial - L'OMS a une action normative, mais elle n'exerce aucun pouvoir direct sur ses pays membres (en particulier, aucun droit d'accès direct à ses données) et ne dispose d'aucune structure préventive lui permettant d'agir en cas d'urgence. Son directeur général n'a pas plus de troupes que le Secrétaire général de l'ONU. Les organisations sont indispensables pour donner consistance à la coopération internationale. Encore faut-il que leurs missions soient définies sans ambiguïtés et qu'elles jouissent de délégations de pouvoir adaptées à l'exercice de ces missions. A cet égard, l'institution la plus exemplaire est le FMI.

LVOG - Les Etats devraient sacrifier ce qui reste de leur souveraineté au profit d'institutions contrôlées par l'oligarchie.

De Montbrial - Force est de constater que les principales puissances de la planète manifestent la conception la plus étroite de la souveraineté. C'est de mauvais augure face à la multiplication des risques.

LVOG - Le gouvernement mondial n'est jamais bien loin...

De Montbrial - Si l'émotion écrasait la raison…

La question de la gouvernance mondiale est posée. Celle-ci était déjà mise à mal bien avant la pandémie, en raison d'une perte de confiance généralisée exacerbée par le laisser-aller de nombre de dirigeants politiques. A commencer par le chef de l'Etat le plus puissant du monde, dont on attendrait au contraire qu'il donne l'exemple.

Qui est Thierry de Montbrial

En 1976, il prend part à la création de la French-American Foundation.

En février 1978, il fait partie des membres fondateurs du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés.

En 1979, il crée l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Le 1er octobre 1992, il prend la présidence du comité éditorial de la Revue des deux mondes...

En 2008, il lance la World Policy Conference (WPC), rencontre annuelle autour des questions de gouvernance mondiale réunissant des personnalités du monde politique, économique et social.

Membre du comité de rédaction de la revue Foreign Policy...

Il a également été membre du conseil consultatif auprès du secrétaire général de l'OMC à Genève (2003-2005)

Membre du comité directeur du groupe Bilderberg (1976-2011).

Dans le domaine académique, il est membre de l'advisory committee du Peterson Institute for International Economics, Washington, du Carnegie Moscow Center, de l'advisory council du Standford Institute for International Studies, de l'editorial board de Russia in Global Affairs à Moscou.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Thierry_de_Montbrial

DEUXIEME PARTIE

Saviez-vous qu le virus de la grippe est associé à un coronavirus ?

Extrait.

- L'ONU estime que 1,25 milliard d'enfants sont privés d'école en raison des directives imposées par le Forum économique mondial (FEM). Une dérogation aux droits fondamentaux des enfants et des adolescents ?

Qu'est-ce que le Covid-19 ?

Le COVID-19 est semblable au SARS-1.

Les immunologistes ont confirmé que le virus COVID-19 est similaire à une grippe saisonnière associée à une pneumonie.

Selon l'OMS, « Les symptômes les plus fréquemment signalés [COV-19] comprennent la fièvre, la toux sèche et l'essoufflement, et la plupart des patients (80%) ont développée une infection bénigne ».

Les preuves confirment que l'on nous ment.

Les tests RT- PCR ne prouvent rien.

Le test RT-PCR est identique au test utilisé dans le cas de la grippe saisonnière.

Selon le Dr Wolfgang Wodarg, la pneumonie est « généralement causée ou aggravée par des virus corona ». Et cela a été le cas pendant de nombreuses années, ce avant même l'identification du COVID-19 en janvier 2020 :

[C'est un fait] bien connu que dans chaque « vague de grippe », 7 à 15 % des maladies respiratoires aiguës (IRA) sont accompagnées de coronavirus.

Il est bien connu que les chiffres sont manipulés. Les certificats de décès sont falsifiés. (Par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 22 août 2020)

- Le virus existe depuis des décennies, avec différentes variations ou mutations. Chaque grippe courante, par exemple, contient entre 7 et 20 % de coronavirus. Le Dr Anthony Fauci, du NIH, a d'ailleurs déclaré dans un article intitulé « Navigating the Uncharted« , publié dans le New England Journal of Medicine (NEJM), que

« le taux de létalité peut être considérablement inférieur à 1 %. Cela suggère que les conséquences cliniques globales de Covid-19 pourraient finalement s'apparenter davantage à celles d'une grippe saisonnière grave (qui a un taux de létalité d'environ 0,1 %) ou d'une grippe pandémique (semblable à celles de 1957 et 1968) plutôt qu'à une maladie semblable au SRAS ou au MERS, qui ont eu des taux de létalité de 9 à 10 % et 36 %, respectivement ».

Si vous et moi le disons, et même citons Fauci, nous sommes des CT [conspirationistes. Eh bien, le Dr Fauci, dans sa position « officielle » d'autorité en matière de virologie, est en fait allé sur CNN et d'autres chaînes d'information traditionnelles pour propager

le contraire de ce qu'il a dit dans le NEJM. (« La théorie de la conspiration »: Qu'est-ce que c'est? par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 21 août 2020)

Tous à Berlin le 29 août 2020.

"Berlin invite l**'**Europe**"** à la manifestation pour **"**la liberté et la paix**"** du 29 août 2020 - covidinfos.net 21 août 2020

Suite à la manifestation du premier août qui aurait réuni des dizaines de milliers de personnes, les organisateurs ont décidé d'une nouvelle édition qui se tiendra à Berlin le 29 aout 2020. Qualifiés par de nombreux médias de "complotistes", "négationnistes" voire carrément de "néonazis", les participants préfèrent eux mettre en avant "la liberté et la paix". Toute l'Europe est donc invitée à se retrouver à 11h à la porte de Brandebourg le samedi 29 août, sans masque ou distanciation sociale imposés, pour lutter pacifiquement contre les mesures "liberticides" mises en place depuis le début de l'épidémie. covidinfos.net 21 août 2020

Les photos de la manifestation du 1er août et celle de la Loveparade de 2001 montrent qu'il y avait autant de monde aux deux manifestations, à celle de 2001 les médias avaient recensé 1 million de participants, à celle de 2020 20.000 milles seulement. Pour le vérifier :

- Pour visualiser les 2 photos.

Présentation de l'évènement en français par Thomas Berthold:

https://www.youtube.com/watch?v=s5BBLzBwqcM

https://www.facebook.com/events/324950052223391/

Quand est-ce qu'on va euthanasier les véreux ?

Olivier Véran au JDD : "Nous sommes dans une situation à risque" - Journal du Dimanche 22 août 2020

Coronavirus : des "perspectives raisonnables" de vaccin "dans les prochains mois", selon Macron - Europe1 22 août 2020

La France est devenue un immense camp de concentration.

Dans un supermarché de Breil-sur-Roya, la situation dégénère à cause d'un masque mal mis - Le HuffPost 22 août 2020

Comme l'ont rapporté plusieurs médias locaux dont l'antenne régionale de France 3, mercredi 19 août au matin, deux gendarmes n'ont pas aimé voir un employé du supermarché Carrefour Contact de la ville porter son masque en-dessous des narines, et lui ont signifié. Mais au lieu d'un simple échange cordial rapidement résolu, le ton est vite monté.

La gérante du magasin déplore le manque de tact et de communication de la part des militaires. "Il a tout reconnu pour être relâché et il ne veut plus entendre parler de cette histoire mais je ne vais pas lâcher l'affaire", insiste même Nadège Pastorelli.

Pourtant, le chef des gendarmes du 06 n'en démord pas: "Mes gendarmes ont agi avec mesure et sang-froid. La responsable du magasin dit des bêtises et se trouve en infraction puisqu'elle n'a pas respecté les obligations qui lui incombent." Le HuffPost 22 août 2020

Hérault : des vacanciers refusent de porter le masque à Palavas, un gendarme touché au visage - Franceinfo 22 août 2020

Plusieurs vacanciers refusant de porter un masque ont été interpellés, vendredi 21 août, après une altercation survenue dans le centre-ville de Palavas-les-Flots, a appris franceinfo auprès de la préfecture de l'Hérault. Un gendarme appelé en renfort "a reçu un coup au visage" lors de ces faits, selon cette même source.

Selon le Midi Libre, d'autres bagarres ont éclaté, vendredi, dans la rue Saint-Roch, près de la plage, si bien que "tous les commerçants ont baissé le rideau en fin d'après-midi". Ces derniers ont "manifesté une nouvelle fois dans les rues et devant le poste de la police pour dénoncer cet 'abandon' des pouvoirs publics", ajoute le quotidien, qui fait référence à une

précédente manifestation survenue dix jours plus tôt à la suite d'incidents.

Le port du masque est obligatoire dans le centre de Palavas-les-Flots depuis le 17 août pour lutter contre la propagation du Covid-19, comme dans de nombreuses autres communes du département. "Le seuil d'alerte a été dépassé", souligne la préfecture de l'Hérault, avec 59,3 cas pour 100 000 habitants. Franceinfo 22 août 2020

LVOG - Quel "*seuil d'alerte a été dépassé*" avec 0,05% de cas qui ne sont mêmes pas malades pour la plupart ? Celui du despotisme !

Quelle audace insensée, quel aveu criminel !

Les Grandes Gueules : Alain Marschall avoue se demander s'il n'est pas "en train de devenir anti-masque" - Télé-Loisirs.fr 21 août 2020

"Si moi je commence à le ressentir en étant le plus rationnel et le plus pragmatique possible, est-ce que d'autres ne vont pas le ressentir aussi ?", a-t-il lancé à ses Grandes Gueules et aux auditeurs de RMC et téléspectateurs

Si l'animateur des Grandes Gueules ne veut pas tomber dans le complotisme et cette frange radicale qui est anti-masques par principe... Télé-Loisirs.fr 21 août 2020

Quand et où l'imposture va-t-elle craquer ?

79% des Français favorables au maintien de la date de rentrée mais 33% des parents sont inquiets - Journal du Dimanche 23 août 2020

Parmi les parents ayant des enfants encore scolarisés, ce pourcentage augmente : 82% d'entre eux sont favorables à un retour en classes le 1er septembre ; contre 78% chez les Français qui n'ont pas d'enfants à l'école. Journal du Dimanche 23 août 2020

La motivation de la population à suivre les mesures sanitaires chute de 81% à 35% en Belgique - covidinfos.net 21 août 2020

Selon le "baromètre de l'université de Gand" relayé par le site de la RTBF, la motivation de la population belge à suivre les mesures sanitaires "dégringolerait de 81% à 35%." covidinfos.net 21 août 2020

Les plus enragés sont de gauche

"Si finalement ils ne comprennent pas**"** les parisiens et les visiteurs se verront imposer le masque dans toute la capitale - covidinfos.net 21 août 2020

Invitée de BFM TV en début de semaine, Anne Souyris, adjointe à la Santé d'Anne Hidalgo n'a pas fermé la porte à une obligation de porter le masque dans toute la capitale si "les Parisiens ne respectaient pas mieux cette mesure."

"Anne Souyris, adjointe d'Anne Hidalgo à la Santé, n'a pas fermé la porte à une obligation du port du masque partout à Paris. "Rien n'est impossible", a-t-elle assuré, déplorant le non-respect de cette mesure." […]

"L'important c'est que dans les zones denses, les Parisiens, les Parisiennes et les touristes mettent le masque. Ça n'est pas encore le cas", a-t-elle observé. "Si finalement ils ne le comprennent pas, il va falloir l'imposer partout." […]

Selon Anne Souyris, les consignes de port du masque "sont pourtant assez claires".

"Nous avons des agents qui sont passés à peu près partout, nous sommes en train de mettre des affichettes partout où c'est le cas et nous avons amplifié les zones pour que les zones denses soient faciles à comprendre", a-t-elle énuméré. […]

Selon Anne Souyris la Ville de Paris s'est donné comme "objectif de ne pas faire de sanction dans les jours qui viennent, du tout".

"On s'est dit que jusqu'à la rentrée, il fallait faire surtout de la pédagogie, a poursuivi l'adjointe à la Santé. Quand vraiment des gens le font de manière très volontaire, il peut y avoir une sanction. Mais quand c'est juste de l'inconscience, de l'inattention, une mauvaise manière de porter le masque, c'est vraiment la discussion qui prévaut." […] - covidinfos.net 21 août 2020

LVOG - Quand est-ce qu'on leur passe la camisole de force ?

Quand l'épidémie a disparu, ils le disent eux-mêmes.

LVOG - Voilà comment Les Echos rejoint les rangs des conspirationnistes !

“Le Covid-19 ne tue presque plus en Europe**”** selon un article du quotidien Les Echos- covidinfos.net 21 août 2020

https://www.lesechos.fr/monde/europe/le-covid-19-ne-tue-presque-plus-en-europe-1229406

Publié sur le site LesEchos.fr, cet article avance que “les grands pays européens” n’enregistrent plus que “des flux résiduels de cas ou de décès” et que “le Covid-19 tue dix fois moins qu’en avril.” Extraits.

“Malgré des foyers inquiétants ici ou là, les grands pays européens, massivement frappés au printemps, n’enregistrent plus que des flux résiduels de cas ou de décès. Avec un léger regain de cas détectés en France et surtout en Belgique et Espagne. Le Covid-19 tue dix fois moins qu’en avril.”

– En Italie :

Première à avoir subi la vague épidémique de plein fouet en février, l’Italie est aussi la première à en être sortie . Celle qui fut le pays le plus endeuillé au monde n’enregistre plus que 250 cas (un millième du total) et sept décès par jour. Et ne compte plus que 38 patients en soins intensifs, chiffre en déclin régulier, cent fois moins élevé qu’au pic de début avril. […]

– En Allemagne : “[…] Le Covid ne tue presque plus, une dizaine de décès par jour, contre 280 au pic d’avril, et le nombre de cas décelés, environ 800 par jour, demeure stable depuis deux mois, mais il suffit qu’il monte à mille sur une journée pour susciter des communiqués alarmés des autorités. Le patron du syndicat des médecins allant jusqu’à affirmer que la deuxième vague a déjà commencé. Deux régions ont été mises en quarantaine quelques jours mi-juillet. Une discipline qui, au vu de la faible létalité désormais, commence à être contestée. […]”

– En Espagne :

“L’Espagne dément faire face à une deuxième vague de cas, malgré la nette hausse des flux de cas quotidiens. Ces derniers sont repartis à la hausse le 18 juillet, pour tripler en trois semaines et atteindre 3.000 par jour, un niveau sans équivalent en Europe. Les autorités sanitaires mettent cette hausse sur le compte de la généralisation des tests, soulignant que si le virus s’était diffusé plus largement depuis trois semaines cela se manifesterait déjà par des résultats dramatiques. Le pays continue de n’enregistrer que 7 morts par jour et le nombre de personnes en réanimation en Catalogne, qui concentre la moitié des cas graves, n’a augmenté que de cinq unités en deux semaines, à 105 au total. […]”

– En Belgique :

“Panique à bord. La Belgique multiplie les mesures autoritaires, entre quatorzaine imposées à certains voyageurs européens (Mayenne, Catalogne, Genève, etc) et définition d’une « bulle » de seulement 5 personnes avec qui chacun est autorisé à avoir des contacts rapprochés. Source de ce subit durcissement, un quadruplement en un mois des flux de nouveaux cas, à environ 600 personnes par jour. […]. Un regain qui ne s’est pas encore traduit dans la mortalité, stable depuis un mois à 2,5 morts par jour. Le Belgique ne compte plus que 265 patients hospitalisés, exactement comme fin juin, dont 63 en soins intensifs. […]” covidinfos.net 21 août 2020

LVOG - Au fait, les dirigeants du POID et Cie qui font régulièrement références à des article des Echos ont-ils lu cet article ? C'était la question qui tue sur place les opportunistes.

Nous sommes bien en présence d'un régime totalitaire.

Michel Rosenzweig dénonce **“**un régime de dictature sanitaire**”** et une **“**intoxication médiatique**”**- covidinfos.net 21 août 2020

Philosophe et psychanalyste, Michel Rosenzweig a publié sur le site TribuneJuive.info un article dénoncant “un régime de dictature sanitaire”, et un “virus bien plus toxique” que le Coronavirus, celui de “l’intoxication médiatique”. Extraits.

Vivre masqué en permanence dans les espaces clos et à l’extérieur alors que ce virus circule à bas bruit est un non sens total.

Et quoi qu’en pensent les adhérents au masque obligatoire qui n’y voient toujours rien d’autre qu’une simple mesure d’hygiène

envers les autres, -ce qui reste encore à démontrer-, c'est toute la vie quotidienne qui est affectée et durablement. Car tout est à présent soumis au règne du masque obligatoire, les moindres gestes, la moindre action, les moindres déplacements, les visites, les rendez-vous, c'est toute notre vie quotidienne qui est à présent régie et rythmée par ce régime du masque : sortir, faire ses courses, aller chez le coiffeur, au restaurant, dans un bar, un musée, au cinéma, faire du sport, de la danse, etc etc.

Qu'en sera-t-il demain?

Et si ce régime est imposé aujourd'hui dans des conditions sanitaires saines, qu'en sera-t-il lorsque les autres coronavirus reviendront bientôt?

Au moindre rhume, aux moindres symptômes grippaux, que fera t-on?

Si ces contraintes limitantes drastiques sont imposées alors qu'elles ne se justifient pas aujourd'hui, à quelles mesures aurons-nous droit à la saison des grippes?

Dans ces conditions, il est clair que ce régime sera maintenu sans aucune limite de temps. C'est un peu comme si on avait érigé un immense barrage face à une hypothétique vague démesurée, un tsunami dont la survenue est loin d'être certaine.

Nous avons basculé dans un univers de précaution absolue visant l'asepsie et le risque zéro pour préserver la vie et nous sommes en réalité en train de perdre la vie. Car la vie n'est pas la survie.

[…] Lorsque vous prenez les transports en commun et que des patrouilles de police sanitaire arpentent la plateforme en dévisageant les passagers, vous comprenez que ce monde est devenu invivable. Lorsque vous entrez dans votre bistrot familier et qu'on exige de vous de mettre votre masque pour faire 2m50, et qu'en vous installant, la serveuse masquée vous présente un carnet dans lequel vous êtes invité à indiquer votre nom et votre numéro de téléphone pour être autorisé à manger, vous comprenez que rien ne sera jamais plus comme avant et que la joie, le plaisir de sortir, la convivialité, les échanges et les partages dans ces conditions, c'est terminé.

Je suis désolé pour toutes les personnes qui approuvent ce régime de dictature sanitaire, sincèrement, car je pense qu'elles ont perdu leur sens commun, leur bon sens, leur faculté de juger et de discriminer. Et je le pense sincèrement. Ces personnes qui en insultent d'autres sont en réalité atteintes d'un autre virus bien plus toxique, celui de l'intoxication médiatique et du formatage des cerveaux alimenté et entretenu par la propagande médicale et politique anxiogène et contre lequel il n'y a aucun remède ni aucun vaccin.

Ce masque qu'ils exigent parfois avec violence au nom de leur santé en masque en réalité un autre, celui qui voile leur conscience et surtout leur liberté de conscience, de penser, d'apprécier et d'évaluer correctement la situation, celui qui voile la raison au profit du fantasme de la maladie mortelle qui rode à chaque coin de rue, celui de la peur panique d'être contaminé par la peste.
[…] covidinfos.net 21 août 2020

La foire aux tests. "***Sur les 11 tests sur lesquels a travaillé David Mendels, un seul a franchi la barre de la fiabilité.***"

Les tests Covid **"**pas fiables**"** selon le physicien David Mendels - covidinfos.net 21 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=vrjmY_ffgAg&feature=emb_title

Denis Robert a interviewé pour "Le Media" le physicien David Mendels dont l'équipe a mis en place un "système infaillible pour mesurer la fiabilité des tests Covid". Le constat est sans appel, des tests "peu voire pas fiables" dont "la plupart y compris les pires, ont été homologués par le Ministère", et au final "un scandale de santé publique."

"Quand le physicien David Mendels, l'invité de Denis Robert du TPA [Tout peut arriver] de ce soir, est rentré de voyages en janvier dernier et qu'il a vu grimper les taux de contamination au Covid en Asie, il a compris vite que les tests sanguins individualisés seraient un des enjeux et une des solutions du problème. Directeur technique d'une start up française – Xrapid-, spécialisée en intelligence artificielle et microbiologie, forts de leur expérience avec les tests pour la malaria, lui et ses collègues ont rapidement mis au point un système infaillible pour mesurer la fiabilité des tests Covid. C'est ce qu'il nous explique ce soir : « Le Covid est un virus trop petit pour être vu en microscopie optique mais quand est arrivé la crise en France, on avait déjà deux ou trois mois de retard sur les Chinois et les Coréens qui avaient développé des tests de diagnostic rapide. »

"Se basant sur un appel d'offres du Ministère de la défense pour aider à vaincre l'épidémie, profitant du confinement, l'équipe autour de David Mendels s'est mise au travail : « On s'est dit qu'on allait mettre en route notre projet. On a pu sortir un prototype en une semaine ». Un prototype de testeur de tests. Après les choses ont trainé un peu. Mais face à la quantité de laboratoires se mettant à fabriquer des tests dans un but pas uniquement humanitaire, des médecins parisiens de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, missionnés par l'Institut Pasteur, ont collaboré, leur envoyant 5 des 11 tests représentant plus de 2000 dispositifs à tester.

Le marché du test Covid -vendu en pharmacie autour de 40/50 euros et sur Internet entre 15 et 99 euros- est très lucratif."

"Jusque-là, tout va bien. C'est ensuite que l'histoire défie l'entendement. Le Ministère de la santé a homologué une liste de 23 tests le 20 mai dernier, dont la plupart, selon les propres termes, du physicien sont « tout pourris ». Entendez par là qu'ils peuvent diagnostiquer des personnes saines comme étant malades du Covid. Et plus grave, des personnes malades, saines. Sur les 11 tests sur lesquels a travaillé David Mendels, un seul a franchi la barre de la fiabilité selon les critères établis par la haute autorité de santé (HAS) en matière de spécificité et de sensibilité. Pourtant dans la liste finale, la plupart y compris les pires, ont été homologués par le Ministère."

« Je ne suis qu'un scientifique donc je ne sais pas s'il y a malveillance ou incompétence derrière cela » explique, sidéré, le docteur en physique « Mais quand les résultats se perdent à plusieurs niveaux comme c'est le cas ici, on est en droit de se poser la question de ceux qui contrôlent les contrôleurs. Et on est également en droit de nous demander si tout s'est passé de la sorte pour la gestion de la crise du Covid ? »

"La réponse est malheureusement oui. Cet entretien révèle un nouveau scandale de santé publique et montre que, pour des raisons troubles, sans doute liées au lobbying des labos, des tests -remboursés par la sécurité sociale- dont on savait qu'ils étaient peu voire pas fiables, ont été mis en vente. Plus précisément, cela signifie que depuis trois semaines maintenant, des personnes qui pensent ne pas avoir le Covid puisqu'elles ont été testés négatives, l'ont certainement…" covidinfos.net 21 août 2020

Faites tomber les masques.

Obligation du port du masque **"**sans aucun fondement scientifique**"** selon le Pr Toubiana qui fustige un **"**choix politique**"** - covidinfos.net 22 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=gabNy1c4SLo&feature=emb_title

Interviewé sur LCI, le professeur Laurent Toubiana épidémiologiste et chercheur à l'INSERM a dénoncé une obligation de port du masque "sans fondement scientifique" qui relèverait d'un "choix politique" et une épidémie "sans malade" qui n'en serait pas une.

"Il n'y a pas de fondement scientifique au port du masque en espace ouvert. […] Le port du masque peut même finalement avoir plus de conséquences négatives que positives, donc en espace ouvert ça me semble complètement ahurissant, de la même manière que le confinement général d'une population me parait complètement délirant."

"Le port du masque en espace ouvert, dans les rues, me semble complètement ahurissant et [sans] aucun fondement scientifique."

"Ce sont des choix politiques, ce ne sont pas des choix scientifiques."

"Est-ce que vous vous rendez compte du drame psychologique que vous générez ? Il faut revenir à la réalité, regardez les chiffres et vous verrez qu'il n'y a pas d'épidémie à l'heure actuelle. Il y a des gens porteurs d'un virus, ils ne sont pas malades, une épidémie sans malade je ne sais pas ce que c'est, je n'en ai jamais vu." […] covidinfos.net 22 août 2020

Quand ils manipulent toutes les données.

Passe d**'**armes en direct, le Dr Benito accuse les médias de semer la panique et de manipuler les chiffres - covidinfos.net 22 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=EFa9JHMFO9s&feature=emb_title

Le Dr Luis de Benito, médecin hospitalier à Madrid s'est expliqué en direct avec les journalistes qui l'interrogaient sur la chaine RTVE le 14 août, les accusant de manipuler le grand public en semant la confusion et la peur, et remettant en question l'utilité d'un vaccin contre le Coronavirus.

"Ce qui se passe, c'est que vous semez la confusion en faisant croire que 'les cas COVID augmentent', alors que ce n'est pas la vérité. Aujourd'hui, nous avons une augmentation des 'cas' qui est tout simplement le résultat d'une augmentation des tests PCR. Or, être un 'cas positif' ne signifie pas qu'on est malade."

"C'est sûr qu'il est toujours rentable de parler du vaccin, surtout après avoir inoculé la peur pour faire croire qu'il est nécessaire, parce qu'il faut bien le vendre !

"La question est de savoir si le vaccin est sans danger, puis s'il est efficace, et surtout, s'il est nécessaire. S'il est vrai que la

contagion a atteint une masse de gens, alors à quoi bon vacciner toute la population ?”

“La première chose à faire est de se vacciner contre la peur, parce que toute la panique sociale que vous provoquez avec ce virus nous laisse, nous médecins, perplexes.”

“Nous, médecins, l’avons compris : il s’est mis en place une manœuvre pour confiner tout le monde en Septembre. Et vous voulez faire croire que les gens ont été irresponsables pendant l’été”. covidinfos.net 22 août 2020

TROISIEME PARTIE.

Les GAFAM ont vampirisé l'économie mondiale et le pouvoir politique.

La vraie raison pour laquelle Blackstone courtise le Pentagone par Whitney Webb (The Last American Vagabond 19 août 2020) - Mondialisation.ca, 21 août 2020

L’une des plus grandes sociétés de capital-investissement de Wall Street, le groupe Blackstone, a pris une série de mesures qui ont laissé les analystes traditionnels perplexes, la plus récente étant l’embauche par Blackstone de David Urban, un lobbyiste de Washington ayant des liens étroits avec l’administration Trump.

Bien que CNBC soit resté sans réponse quant à l’intérêt soudain de Blackstone pour aider le Pentagone en matière de « préparation militaire » et courtiser le Département d’État, le motif probable peut être lié à d’autres mesures récentes prises par la société, comme l’embauche de l’ancienne directrice d’Amazon et de Microsoft, Christine Feng. Feng, qui a été engagée par Blackstone le 3 août, a précédemment dirigé des fusions et acquisitions de données et d’analyses chez Amazon Web Services (AWS), qui est un sous-traitant de la communauté du renseignement américain et d’autres agences fédérales américaines. Auparavant, Feng était une membre senior de l’équipe de développement d’entreprise de Microsoft. Microsoft a récemment remporté des contrats lucratifs pour des services de Technologies de l’Information (TI) et de cloud computing pour le Département d’État et le Pentagone, respectivement.

Selon les dirigeants de Blackstone, la décision d’engager Feng a été prise en raison de ses « relations profondes dans la Silicon Valley » et de « son expérience de travail chez Amazon et Microsoft ». Ils ont également ajouté que son embauche a été motivée par la volonté de Blackstone « d’identifier de nouvelles opportunités d’investissement et de partenariat avec des entreprises innovantes qui remodèlent le monde » et par les récents efforts de Blackstone pour « doubler » les investissements dans le secteur technologique. En particulier, l’embauche de Feng a eu lieu quelques mois seulement après que Blackstone ait engagé Vincent Letteri, un autre investisseur axé sur les technologies et ayant l’expérience des entreprises technologiques en phase de croissance, et parmi une série d’investissements récents de Blackstone dans des entreprises technologiques, notamment le logiciel HealthEdge et le fournisseur chinois de centres de données 21Vianet, entre autres.

La poussée de Schwarzman en faveur d’une « gouvernance commune »

Il semble bien que les récentes initiatives de Blackstone, notamment l’embauche d’Urban, s’inscrivent dans la volonté de la firme de devenir l’une des principales « entreprises innovantes qui remodèlent le monde », alors que la course aux armements basés sur l’Intelligence Artificielle (IA) devient un moteur essentiel du « remodelage » de l’économie mondiale. Steven Schwarzman de Blackstone est un membre clé du groupe relativement soudé de milliardaires et de personnalités politiques influentes, comme Henry Kissinger et Eric Schmidt, qui travaillent à la création d’un « pacte mondial sur la recherche, l’introduction et le déploiement de l’IA », et Schwarzman a annoncé l’arrivée de l’IA comme représentant une « quatrième révolution » pour l’humanité.

Schwarzman a plaidé pour une plus grande collaboration mondiale sur les technologies basées sur l’IA, en particulier entre les États-Unis et la Chine, dans un article publié en juillet 2020 par Yahoo Finance, où il a écrit que l’établissement de « structures de gouvernance communes » pour la recherche, l’introduction et le déploiement de l’IA est nécessaire si « nous voulons éviter les conséquences négatives de l’IA », comparant finalement le rythme actuel de développement de l’IA à celui des courses aux armements passées, telles que celles impliquant des armes nucléaires et biologiques. Selon Schwarzman, ces « structures de gouvernance commune » produiraient « des engagements mondiaux explicites, des accords et éventuellement des lois internationales avec des conséquences en cas de violation » qui se rapportent directement à l’IA et à son utilisation.

Le dirigeant de Blackstone est convaincu que ces « structures de gouvernance commune » devraient être construites entre les États-Unis et la Chine, d’où son lourd investissement dans les universités et l’enseignement de l’intelligence artificielle dans les deux pays. Par exemple, il a créé le programme des Bourses Schwarzman en 2016, dans le cadre duquel environ 100 à 200 étudiants du monde entier suivent chaque année un master en affaires mondiales à l’Université Tsinghua de Pékin. L’objectif officiel du programme, qui a été conçu sur le modèle du programme des Bourses Rhodes, est de « créer un réseau croissant de leaders mondiaux qui établiront des liens solides entre la Chine et le reste du monde ». Parmi les conseillers du programme

figurent l'ancien Secrétaire d'État Henry Kissinger, Condoleezza Rice et Colin Powell et l'ancien Premier Ministre britannique Tony Blair, ainsi que l'ancien Président de la Banque Mondiale James Wolfensohn et l'ancien Secrétaire au Trésor américain et dirigeant de Goldman Sachs Henry Paulson. Schwarzman a également fait don de centaines de millions de dollars pour créer un institut axé sur l'IA à l'Université d'Oxford.

Puis, aux États-Unis, Schwarzman a fait don de 350 millions de dollars au MIT, ce qui a incité l'école à créer le Schwarzman College of Computing, qui vise spécifiquement à « aborder les opportunités et les défis mondiaux présentés par l'omniprésence de l'informatique – à travers les industries et les disciplines universitaires – et par l'essor de l'intelligence artificielle ». MIT News a ensuite noté que « l'impulsion derrière la fondation du collège est venue de voyages qu'il [Schwarzman] avait effectués en Chine, où il a observé l'intensification des investissements chinois dans l'intelligence artificielle, et a voulu s'assurer que les États-Unis étaient également à la pointe de l'intelligence artificielle ». Henry Kissinger a également pris la parole lors de l'inauguration du collège, où il a évoqué les impacts potentiels de l'IA et a déclaré que « l'IA rend techniquement possible et plus facile de contrôler votre population ».

Eric Schmidt, l'ancien PDG de Google, estime que l'initiative de Schwarzman d'investir dans l'enseignement de l'IA aux États-Unis et à l'étranger a déterminé « l'avenir de la philanthropie américaine ». « La donation de Steve a déclenché une course aux armements entre toutes les universités pour l'égaler. C'est la prochaine tendance en matière de philanthropie, à mon avis », a déclaré Schmidt à Axios concernant le don de Schwarzman au MIT en mai dernier. Schmidt a également déclaré que son propre investissement dans le département informatique de l'Université de Princeton avait été motivé par les précédents actes de « philanthropie de l'IA » de Schwarzman.

En mai dernier, une commission fédérale que Schmidt préside, appelée la Commission de Sécurité Nationale sur l'IA (NSCAI), a produit un document qui a été obtenu par une demande de FOIA plus tôt cette année. Une page particulièrement importante fait valoir un point qui a été essentiellement repris dans l'édition de juillet de l'Op-Ed de Schwarzman concernant un « pacte mondial sur l'IA ». Intitulé « L'importance d'une coopération entre les États-Unis et la Chine en matière d'IA », il commence par une citation de Kissinger, un conseiller clé et « grand ami » de Schmidt, sur la nécessité d'une « négociation sur le contrôle des armes » basée sur l'IA, puis déclare que « l'avenir de l'IA sera décidé à l'intersection des entreprises privées et des dirigeants politiques entre la Chine et les États-Unis ». En d'autres termes, la NSCAI présidé par Schmidt affirme que l'avenir de l'IA sera déterminé par les dirigeants politiques et les chefs d'entreprise de Chine et des États-Unis. La page ajoute également que « nous [les États-Unis] risquons d'être exclus des discussions où les normes relatives à l'IA sont fixées pour le reste de notre vie. Apple, Amazon, Alibaba et Microsoft participeront ».

Ceci est particulièrement significatif étant donné que la NSCAI est chargé de faire des recommandations au gouvernement fédéral sur la manière de faire avancer les réglementations sur l'IA dans le contexte de la « sécurité nationale » et que ses membres comprennent des membres clés du Pentagone, de la communauté du renseignement américain et des mastodontes de la Silicon Valley qui sont aussi des contractants de l'armée américaine, du renseignement américain ou des deux. L'un des intérêts de la NSCAI, selon le document obtenu par la FOIA, est l'utilisation de « l'IA dans la diplomatie », ce qui suggère qu'elle cherche également à explorer les utilisations potentielles de l'IA par le Département d'État. Notamment, au début de cette année, et un an après la rédaction du document de la NSCAI susmentionné, le Département d'État a vu des aspects clés de son infrastructure informatique privatisés et confiés à des sociétés liées à la NSCAI comme Microsoft.

La division de l'establishment sur l'IA

Étant donné les vues de Schwarzman sur l'IA, sa « philanthropie » axée sur l'IA et le récent pivot de Blackstone vers la technologie, il devient plus facile de comprendre pourquoi Blackstone a récemment engagé David Urban pour faire pression sur le Département de la Défense et le Département d'État. Au cours des dernières années, Eric Schmidt, allié de Schwarzman, s'est « réinventé en tant que liaison principale entre la Silicon Valley et la communauté de la sécurité nationale » en présidant la NSCAI et en occupant d'autres postes. Il a fait pression pour « réorganiser les forces de défense américaines avec plus d'ingénieurs, plus de logiciels et plus d'IA ». Les projets de Blackstone d'utiliser David Urban pour courtiser le Pentagone sont probablement directement liés à ces efforts visant à accélérer et à déterminer non seulement quand mais aussi comment l'armée américaine adoptera les technologies basées sur l'IA, notamment en ce qui concerne le degré de collaboration avec la Chine.

Schwarzman, Schmidt, Kissinger et leurs alliés, comme indiqué ci-dessus, semblent favoriser une collaboration directe avec la Chine en matière d'IA, la considérant comme meilleure pour les affaires et comme le meilleur moyen d'éviter une « catastrophe ». C'est particulièrement vrai pour Schwarzman qui a des liens commerciaux étroits avec la Chine et qui a été décrit comme le « chuchoteur de Trump pour la Chine » par les principaux médias. En effet, Schwarzman et Blackstone ont conclu de nombreux contrats de plusieurs milliards de dollars en Chine, une publication basée à Hong Kong affirmant même que « Schwarzman est devenu l'homme à contacter pour les acheteurs chinois ». De plus, Schwarzman entretient une relation personnelle forte avec le leader chinois Xi Jinping et on lui attribue le mérite d'avoir adouci la rhétorique et la position de Trump sur certaines questions liées à la Chine depuis 2017. Selon Henry Kissinger, cela s'explique en partie par la « position unique » de Schwarzman en Chine, où il a « fait tant de choses utiles ».

Malgré ses liens étroits avec Schwarzman, Trump a envoyé des signaux mitigés quant à la part des conseils de Schwarzman concernant la Chine qu'il prendra. La tendance de Trump, en public en tout cas, a été de soutenir la

rhétorique nationaliste du cadre des néoconservateurs et des autres personnalités qui composent le Comité sur le Danger Actuel, Chine (CPDC), au premier rang desquelles l'ancien stratège de Trump, Steve Bannon.

Bannon et d'autres personnalités du CPDC ont décrit Schwarzman comme un « rival », Bannon ayant spécifiquement pointé du doigt Schwarzman, affirmant que le fondateur de Blackstone a menacé de « défaire ses efforts » pour guider le Président vers des politiques plus nationalistes et populaires auprès de sa base, comme par exemple mener une « guerre économique » avec la Chine. Les préoccupations de Bannon sont également partagées par certains partisans de la ligne dure au sein de l'administration Trump et du Pentagone qui, comme Bannon, considèrent la Chine comme une menace existentielle pour l'hégémonie américaine et, par conséquent, pour la « sécurité nationale ».

En fin de compte, avec l'embauche de David Urban, Schwarzman et Blackstone semblent s'efforcer de façonner l'avenir de l'IA en faisant directement pression sur le Pentagone et le Département d'État au cas où les tendances nationalistes de Trump menaceraient leur vision de la collaboration américano-chinoise en matière d'IA dans le monde post-coronavirus. Mondialisation.ca, 21 août 2020

Mali. Révolutions de couleur, des fleurs, Printemps arabes, coups d'État populaires... les mêmes marionnettistes aux commandes.

Extraits.

Ce putsch entre dans la catégorie des « coups d'État populaires », comme l'analysait le journaliste Safwene Grira en 2019 : « Pour contourner les sanctions et l'hostilité citoyenne, les nouveaux putschs ont entamé une nouvelle transmutation. Les mutins, l'armée ou une partie de l'armée n'intervient qu'en dernier recours pour dénouer un blocage politique devant une mobilisation populaire assimilée à une révolution. Pour ce faire, l'armée préférera, quand c'est possible, acculer un Président récalcitrant à la démission plutôt que de le déposer franchement. Cette technique s'est exprimée au Zimbabwe en 2017, puis en Algérie en 2018. » C'est en suivant ce schéma que les putschistes maliens ont agi tout au long de la journée du 18 août.

Un silence étonnant…

Ce déroulé minutieux, efficace et rapide n'est pas sans poser un certain nombre de questions dans une capitale quadrillée par des forces étrangères. La force de maintien de la paix des Nations unies (Minusma) est au Mali à la demande expresse des autorités de ce pays. Une de ses principales missions, avec la protection des civils, consiste à rétablir « l'autorité de l'État dans tout le pays» donc à garantir la sécurité des institutions, celle du chef de l'État et des membres du gouvernement. Or, il semble qu'à aucun moment elle n'ait tenté de s'interposer lorsque les mutins se sont présentés à son domicile. Elle n'a pas non plus essayé d'exfiltrer IBK, alors qu'elle dispose d'une force d'intervention rapide constituée de forces spéciales sénégalaises. Elle n'a pas empêché non plus les multiples arrestations de ministres et de personnalités. Elle a en outre les moyens de garantir la sécurité de toutes ces personnalités dans son nouveau camp ultra sécurisé de plusieurs hectares situé tout près de l'aéroport. Étrangement, à aucun moment la Minusma n'a agi. De la même manière, toutes les autres forces en présence au Mali sont restées muettes et inactives. Il n'est pas illégitime de se questionner également sur l'aveuglement des services de renseignement de tous ces pays, y compris de la mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM), qui disposent de conseillers au sein de l'État-major et du ministère de la Défense tout au long de la préparation des événements de ce 18 août. (Mali : un coup d'Etat, beaucoup de questions… par Leslie Varenne - Mondialisation.ca, 21 août 2020)

Quand ils vendent la mèche sur Black Lives Matter, Joe Biden, la gauche oligarchique, le New York Times et le Washington Post.

Extraits.

Valeurs Actuelles - Alexandre del Valle. Les démocrates et leur candidat Joe Biden sont-ils prêts à risquer le chaos en soutenant les BLM et donc des ennemis intérieurs puis en prenant des mesures défavorables à l'économie américaine (et donc mondiale) juste pour affaiblir Donald Trump et gagner la présidentielle ?

Pierre Rehov - Hélas oui. Novembre 2020 approche et la crise sanitaire née en Chine leur a donné une opportunité formidable, à laquelle s'est ajoutée celle autour de la mort de George Floyd. Et comme le disait Obama : « Il ne faut jamais rater l'occasion de tirer avantage d'une crise. » Les démocrates ne se sont jamais remis de la défaite d'Hillary Clinton. Ils ont donc utilisé tous les moyens mis en place par Obama (l'Etat Profond dénoncé par le président Trump) pour renverser les résultats d'une élection démocratique et n'ont jamais hésité à promouvoir le pire, sachant que leurs mensonges et manipulations seraient colportées comme paroles d'Evangile. L'explication du succès de BLM devient simple quand l'on connaît les stratégies à la limite de la légalité visant à empêcher une nouvelle victoire des Républicains. Les avancées de ces derniers sous Trump (économie, sécurité et sociétal) étant spectaculaires, et les diffamations systématiques des démocrates puis leurs tentatives d'impeachment (pourtant soutenues par la quasi-totalité des médias) n'ayant pas abouti, il ne leur restait qu'à ralentir l'économie par tous les moyens pour faire grandir le nombre de mécontents(le fameux « freiner la croissance » cher aux écologistes). Le Covid19 et les émeutes BLM ont été instrumentalisés dans ce but, avec le soutien indéfectible des médias aveuglément acquis à la

machine démocrate, tel le New York Times et le Washington Post. Il est vrai que Joe Biden, personnage sans envergure, a par lui-même peu de chances de gagner. Il traine plusieurs casseroles et est incapable de remplir un centième de stade lors de ses rares apparitions publiques, alors que le Président Trump rameute des foules innombrables. Sa famille, impliquée dans des scandales financiers, semble aussi corrompue que des Ayatollahs… La seule façon pour les démocrates de gagner les élections étant de détruire Trump, ils ont tout essayé après avoir espionné sa campagne en 2016. L'affaire de la collusion avec la Russie durant la présidentielle s'est avérée un dossier monté de toutes pièces et a révélé un véritable panier de crabes au sein du FBI, de la CIA et du ministère de la justice. Le rapport Mueller a totalement exonéré Trump, alors que d'énormes pressions, parfois inconstitutionnelles, ont été exercés sur des témoins pour le faire condamner. Il y a eu l'affaire de l'actrice porno soutenue par son avocat marron. Récemment les démocrates, majoritaires au Congrès, ont lancé contre lui une procédure d'Impeachment pour une conversation avec le président ukrainien évoquant la corruption du fils Biden…

Valeurs Actuelles - Alexandre del Valle. Existe-t-il des risques de guerre civile aux Etats Unis ou est-ce un délire de complotistes et d'alarmistes ? N'est-ce pas également culotté de voir les démocrates ex-partisans de l'esclavage récupérer les BLM ?

Pierre Rehov - D'un côté, tous les moyens semblent avoir été mis en oeuvre pour parvenir à une situation de fracture dans laquelle l'auto proclamé « camp du bien » s'arroge tous les droits d'humilier, d'insulter, de dénoncer, voire de faire violence à tout individu qui ne participerait pas à ce qui ressemble de plus en plus à une révolution. De l'autre, les classes moyennes, les ouvriers, la majorité silencieuse, ne semblent pas se reconnaître dans ce mouvement dès lors qu'il devient violent. Or, contrairement à ce que les médias partisans voudraient faire croire, BLM et son quasi-jumeau Antifa sont des organisations violentes qui prônent l'insurrection civile pacifique jusqu'au moment où leur objectif n'est pas atteint. (...)

Enfin, il y a la « cancel culture » qui est le cran supérieur du politiquement correct : un récent sondage montre que la majorité des Américains ont peur désormais d'exprimer leur opinion, que ce soit les Démocrates ou les Républicains — sauf l'extrême gauche — mais courber le dos et raser les murs ne correspond pas à la mentalité américaine. Je pense que, les Américains finiront par se révolter contre cette oppression comme ils se sont révoltés contre le politiquement correct. Ce sera une "guerre civile culturelle". Je ne crois donc pas à une guerre civile classique, même si les élections présidentielles de novembre pourraient produire l'étincelle qui mettrait le feu au baril de poudre…

https://www.tribunejuive.info/2020/08/04/alexandre-del-valle-de-black-lives-matter-au-djihadisme-entretien-avec-pierre-rehov-specialiste-franco-israelien-de-lanti-terrorisme/

Source: Valeurs Actuelles. Alexandre Del Valle. "De Black Lives Matter au djihadisme". Entretien avec Pierre Rehov, spécialiste franco-israélien de l'anti-terrorisme - 3 août 2020.

Haut de page

Le 26 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps et je n'ai plus le temps d'ajouter des articles en ligne, ce sera pour plus tard, j'ai des choses urgentes à faire chez moi et il est déjà 15h49, ma compagne est absente.

Quelques réflexions éparses. Hymne pour la liberté.

1- Je n'avais pas remarqué que des vidéos musicales avaient été visionnées plusieurs milliards de fois, pas forcément les meilleures, peu importe ici. Cela montre à quel point la musique compte dans la vie des gens ou correspond à une réelle aspiration qui exprime un besoin, celui du bonheur pour faire bref, qui sait, quelle naïve prétention pour être destiné au pire malheur, nous répète-t-on tous les jours pour nous y préparer psychologiquement. Voilà un intérêt partagé qu'on ne retrouve nulle part ailleurs apparemment, hélas !

2- Chacun d'entre nous, quel que soit notre niveau de conscience ou notre développement intellectuel, n'a pas à culpabiliser ou à se croire inférieur à ceux qu'on appelle les intellectuels, qui en général s'accommodent très bien du monde pourri dans lequel nous vivons ou y collaborent au quotidien, qui le critiquent uniquement pour faire oublier leur honteuse compromission avec un régime totalitaire ou se donner bonne conscience ou encore parce qu'ils craignent d'en être les prochaines victimes.

Souvenons-nous que rien ne peut justifier qu'un homme en exploite ou en opprime un autre, et que ceux qui cautionnent un tel régime partagent la responsabilité de toutes les conséquences qui en découlent. Quand ils en dénoncent les excès, ce n'est pas pour que ce régime disparaisse, c'est uniquement pour qu'il se perpétue et leur permette de conserver leur statut privilégié, il n'y a

rien absolument d'humanisme, de social ou de progressiste dans leur démarche.

3- Quand je vais sur un blog que je ne connaissais pas, pour me faire une petite idée de qui j'ai affaire, je parcours les titres ou rubriques de la page d'accueil, j'observe les sujets qui y sont abordés, en général cela suffit.

Si je m'aperçois qu'il s'y trouve des sujets complètement délirants du genre illuminati, aliens, ovni, etc. je ne vais pas plus loin et je ferme la fenêtre.

Sinon, en présence seulement de quelques sujets communément catalogués comme complotistes, je clique sur quelques articles en maintenant une vigilance maximum, et si certaines informations m'intéressent, chaque fois je prends la peine d'en vérifier la véracité auprès d'autres sources, je fais une recherche sur le Net, je ne prends jamais rien pour argent comptant. Au cas où un blog a diffusé délibérément de fausses informations, je n'y retourne plus. Pour réaliser les causeries j'utilise au total une douzaine de blogs ou portails, quotidiennement 5 ou 6, je n'ai pas de temps à perdre.

4- Je viens de déjeuner rapidement après avoir été faire la distribution dans la famille de ma compagne. Ils se retrouvent à nouveau sans fric pour bouffer. Finalement son petit-fils a donné à sa mère les 700 roupies que je lui avais donnés pour acheter une batte de cricket (et non de base-ball comme je l'avais écrit par erreur précédemment) pour acheter de la nourriture...

Il faut dire qu'il y a 5 adultes à nourrir plus deux gosses de 12 et 14 ans plus une gamine de 4 ans, alors avec un demi-salaire au lieu de deux ce n'est plus possible de manger à sa faim. Moi, mon frigidaire est plein, donc au lieu de jouer les humanitaires ou les ongistes à la mort-moi-le-noeud pour me donner bonne conscience, je préfère partager avec les gens qui sont autour de moi. Avec ma retraite misérable en euros, j'ai bien conscience d'être un nanti ici, en France je serais à la cloche comme on disait autrefois.

Quand j'y pense, on a vraiment eu une vie de con ou on a fait preuve d'une inconscience consternante, car cela ne m'était jamais venu à l'idée autrefois quand je vivais en France. Par exemple, je ne me suis jamais soucié du sort de ma grand-mère paternelle Marguerite qui était très pauvre et en mauvaise santé, qui depuis longtemps est décédée. Ah on avait de grandes idées, un bel idéal, on militait pour la bonne cause ! Mais franchement, j'ai honte du comportement que j'ai eu.

C'est là que je me dis, qu'en ne m'ayant jamais enseigné ce genre de principe, je ne devais pas retenir grand chose de cette expérience où j'ai surtout été manipulé. Quand je militais, je n'avais le temps de penser à rien d'autres, et bien entendu je n'étais pas en mesure de me pencher sur mon propre comportement que j'idéalisais, ne faisions-nous pas partie de la couche la plus consciente de la société, pour ainsi dire irréprochable, comme nos divins dirigeants, en fait c'était vite dit !

5- Ils ont rendu le port du masque obligatoire, alors que l'épidémie est terminée depuis des semaines ou plus, en agitant la menace de recourir au confinement en cas de désobéissance civique, de manière à ce que chacun fasse acte de soumission ou de résignation, et ils comptent bien s'en servir comme moyen de pression le moment venu en échange d'un vaccin qu'ils imposeraient à la population : Choisissez, voulez-vous continuer à vivre masqué ou préférez-vous vous faire vacciner ? Ni l'un ni l'autre !

Le combat politique va se focaliser sur le thème de la liberté, des libertés individuelles et collectives, puisqu'elles ont été abolies avec le port du masque obligatoire et la distanciation sociale.

Cela va concerner les membres de l'ensemble des classes sociales, y compris des petits patrons ou petits capitalistes, qui ne pourront plus profiter à leur guise des libertés et du temps libre que leur statut leur octroyait, ils vont devoir se passer de leurs voyages aux destinations lointaines et exotiques, et le moindre déplacement sera gâché par le port du masque, aller dîner dans un restaurant gastronomique leur procurera autant de plaisir que se restaurer dans la cantine d'un asile d'aliénés.

Quant aux libertés politiques proprement dites, bien que tout ce qui est social est politique, elles sont en partie suspendues, et ce qui reste est noyé dans le brouhaha des réseaux sociaux qui servent de brouillage. Elles sont pour ainsi dire neutralisées, et les mouvements sociaux ne le démentent pas, dans la mesure où ils n'atteignent pas le niveau de la conscience politique. A mon avis, en liant leur combat à celui pour les libertés individuelles et collectives, il est possible d'accéder à ce niveau-là, donc de poser la question du pouvoir, de l'Etat, d'un changement de régime qui résoudrait du même coup la question sociale, elles sont indissociables. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'on n'aurait pas de stratégie politique.

Imaginons que les travailleurs excédés retirent leur masque le même jour à la même heure, au même moment, et que Macron fasse appel à l'appareil répressif de l'Etat pour mater la rébellion, là ils se retrouveront sur le plan du combat politique contre le capitalisme et ses institutions, son Etat, et dans ce cas-là on pourrait assister à une révolution qui sans direction avorterait ou déboucherait sur le chaos, dans lequel on sait que ceux qui détiennent le pouvoir s'en sortiront le mieux. Cette faiblesse peut être comblée si les masses s'organisent, c'est indispensable, car de là on arrivera à l'Etat. De partout, il faut viser le régime pour parvenir à le renverser. Nous n'avons jamais eu un autre objectif politique.

6- Les gens arrivent à se persuader de quelque chose qui n'existe pas, une menace qui n'existe pas, en revanche ce qui les

menacent réellement, ils ne le voient pas, ils sont comme hypnotisés par la propagande officielle qui leur est nuisible. Pourquoi s'emploie-t-on ici à la démonter ? On ne fait que faire notre devoir.

On rivalise avec notre ennemi, chez nous aussi la première qualité c'est la fidélité à notre idéal de liberté, sauf que ce n'est pas au détriment des intérêts des autres, qui plus est de la majorité. C'est un copain qui m'a inspiré ce passage, il a toujours été fidèle dans la vie, respect ! On partira un jour en emportant notre idéal, que notre ennemi ne pourra jamais nous ravir, un acte de liberté en guise de révérence ou d'adieu, le a placé devant dieu a valeur négative, sans dieu.

On peut penser que la fidélité paie à l'arrivée, dans la vie c'est quand on va au bout des choses ou de nos analyses qu'on arrive à quelque chose où à définir une stratégie, quand on arrête de penser à mi-parcours, on ne va pas plus loin en général et on n'a pas de stratégie puisqu'il nous manque un morceau pour l'élaborer.

7- J'ai affirmé à plusieurs reprises dans le passé que le soulèvement contre le régime serait au départ de nature politique et non sociale comme autrefois, et cela devrait partir des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière qui est également visée par les mesures liberticides imposées par Macron.

- 24 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Défense du socialisme.

La Commune de 1871 - Prolongements historiques et théoriques de La Commune - Marx-Engels (XII)

- A télécharger au format pdf

- Nous ne pouvons résoudre une équation que si elle inclut déjà dans ses données les éléments de sa solution. Marx à F. Domela Nieuwenhuis, le 22 février 1881

- Légalité aussi longtemps que cela nous arrange, mais pas de légalité à tout prix, même en paroles ! Engels à Richard Fischer, le 8 mars 1895

LVOG - A l'heure ou les uns et les autres se prosternent devant la légalité en cautionnant les mesures liberticides, totalitaires imposées par Macron...

Qui a écrit ?

- De nos jours, l'ensemble des régimes politiques est le résultat de la lutte que se livrent les appareils pour parvenir au pouvoir: que cette lutte soit pacifique ou armée, comme la lutte des classes, des sectes, des tribus, des partis ou des individus, elle se solde toujours par le succès d'un appareil, individu, groupe, parti ou classe et par la défaite du peuple, donc de la démocratie véritable.

La lutte politique qui aboutit à la victoire d'un candidat, avec, par exemple 51% de l'ensemble des voix des électeurs, conduit à un système dictatorial, mais sous un déguisement démocratique. En effet, 49% des électeurs sont gouvernés par un système qu'ils n'ont pas choisi, et qui, au contraire, leur a été imposé. Et cela c'est la dictature.

Cette lutte politique peut aussi aboutir à la victoire d'un appareil ne représentant que la minorité, notamment lorsque les voix des électeurs se répartissent sur un ensemble de candidats dont l'un obtient plus de voix que chacun des autres considéré à part. Mais si l'on additionnait les voix obtenues par les "battus", cela donnerait une large majorité. Malgré cela, c'est celui qui a le moins de voix qui est proclamé vainqueur, et son succès est considéré comme égal et démocratique ! Mais en réalité il s'instaure une dictature sous des apparences démocratiques. Voilà la vérité sur les régimes politiques qui dominent le monde actuel. Leur falsification de la vraie démocratie apparaît clairement: ce sont des régimes dictatoriaux.

Réponse : Moammar El-Kadhafi dans Le Livre Vert.

- Le Livre Vert au format pdf

Là je vais être taxé de révisionniste, de traître, de suppôt de dictateur, de fou ! Normal, Kadhafi avait acquis une

connaissance théorique du socialisme que mes détracteurs envieraient.

Je m'en amuse d'avance, et vous allez tout de suite savoir pourquoi en lisant un autre extrait que la plupart ou la totalité des lecteurs ou militants ignorent. Et que j'ignorais aussi.

- Admettre le profit équivaut à admettre l'exploitation. Car à partir du moment où on l'admet, rien ne peut plus le limiter.

Les mesures tendant à limiter, par les divers moyens, le profit, sont des tentatives réformistes et non radicales, et sont inaptes à empêcher l'exploitation de l'homme par l'homme.

La solution finale est dans l'abolition du profit. Néanmoins, le profit étant le moteur du processus économique, il ne peut être aboli par décret mais plutôt par l'évolution même de la production socialiste, c'est-à-dire une fois satisfaits les besoins matériels de la société et des individus. C'est donc par cette recherche de plus de profits qu'on aboutira à la disparition finale du profit.

LVOG - Précisons que quand le profit correspond à la satisfaction des "besoins matériels de la société et des individus", la notion de profit disparaît... De la même manière que lorsque le prolétariat s'empare de l'Etat et le transforme en fonction de ses besoins ou aspirations, il commence à dépérir comme disait Marx et Engels.

Quand on aborde un texte qui constitue un condensé des connaissances ou des expériences que les hommes ont vécu dans le cadre du processus historique ou qui a la même valeur qu'un ouvrage théorique, on ne doit pas le prendre au sens littéral, il faut imaginer ou en chercher la signification au-delà de ce chaque représentation tend à exprimer, pour en saisir la substance et la traduire sur le plan historique. On peut facilement tomber dans le travers d'y trouver ce qui n'y figure pas selon notre humeur, comme on peut passer à côté de ce qui figure, et attribuer un sens à un texte qui diffère de celui que son auteur lui avait donné.

Pour oser transposer le socialisme (tel que Kadhafi l'avait assimilé) dans une société encore largement tribale et faire en sorte qu'il soit accessible à la population libyenne, vous admettrez qu'il était impossible de le présenter à la manière d'un parti ouvrier révolutionnaire dans un pays comme la France. On n'est pas non plus obligé de partager intégralement cette interprétation du socialisme, disons qu'elle est de très loin plus présentable que celle qu'en a fait en pratique la pseudo-gauche en France pendant un siècle, c'est un euphémisme en parlant de ces farouches antisocialistes ou anticommunistes.

Quelques brefs passages pour faire enrager les marxistes orthodoxes, les dogmatiques enragés qui sont passés en pratique dans le camp du populisme ou de l'opportunisme :

- Tant qu'il dépendra d'autrui pour assurer ses besoins, l'homme n'aura pas acquis sa complète liberté et restera exploité et asservi. Ce problème réel, source permanente de luttes et de conflits, subsistera tant qu'une partie de la population voudra contrôler l'autre.

- Le but de la nouvelle société socialiste est d'édifier une collectivité heureuse parce que libre. Ceci ne peut se réaliser que par la satisfaction des besoins matériels et moraux de l'homme, en libérant ces besoins de la domination d'autrui.

La satisfaction des besoins devra se faire sans l'exploitation ni l'asservissement d'autrui sinon, cela serait en contradiction avec la finalité de la nouvelle société socialiste.

- L'activité économique dans la société socialiste nouvelle sera productive, visant la satisfaction des besoins de l'homme. Elle ne sera ni improductive, ni orientée vers le profit en vue d'une thésaurisation stérile excédant la satisfaction des besoins. Une telle orientation n'aura plus cours dans une société régie par les nouvelles règles socialistes.

Le but légitime de l'activité économique des individus devient la seule satisfaction des besoins de l'homme.

LVOG - Etonnant, n'est-ce pas ? On comprend mieux maintenant pourquoi ils l'ont assassiné sauvagement. Ce qu'on ne comprend pas en revanche, en faisant l'idiot, c'est pourquoi le mouvement ouvrier l'a abandonné, notamment sa soi-disant avant-garde, qui de fait n'eut rien à envier à Sarkozy ou à la réaction en 2011.

Il y en a encore pour se demander comment on a pu en arriver à la situation actuelle, tout s'explique qu'on le veuille ou non.

A ceux qui voyaient dans les réseaux sociaux plus de démocratie, plus de liberté, en fait exactement l'inverse.

LVOG - Eh oui ! Sans conscience de classe, sans avoir à l'esprit en permanence qui détient le pouvoir, tout le pouvoir, on en arrive facilement à tout confondre, à combattre pour une cause légitime au côté de ceux qui en sont les pires ennemis...

Les réseaux sociaux ont-ils tué l'humour ? - LePoint.fr 23 août 2020

Trois minutes et dix secondes. Telle est la durée de « l'avertissement pédagogique » introduisant un classique de Mel Brooks sur le site de streaming américain HBO Max depuis son arrivée sur la plateforme le 28 juillet. Trois minutes et dix secondes au cours desquelles Jacqueline Stewart, professeure en études cinématographiques à l'université de Chicago, explique aux spectateurs de Blazing Saddles (Le shérif est en prison en VF) qu'ils sont sur le point de « voir un film de 1974 que beaucoup considèrent comme l'une des plus grandes comédies de tous les temps ». Lorsque l'universitaire présente le réalisateur et ce qui a fait sa renommée pendant la trentaine d'années qu'aura tenu sa carrière – les parodies de films de genre –, elle précise que Blazing Saddles a été son premier gros succès et l'ouverture de son cycle parodique.

La suite pourrait vous étonner si, par excès de naïveté ou d'optimisme, vous en êtes encore à penser que l'industrie du divertissement voit dans sa clientèle des êtres dotés d'un système nerveux a minima fonctionnel. Loupé. Durant les deux minutes et demie qui lui restent, notre historienne du cinéma s'attelle à expliciter l'évidence : qu'un film comique et parodique n'est pas à prendre au premier degré et que, s'il est rempli d'« expressions et d'attitudes racistes »... (la suite réservée aux abonnés et impossible de la pirater - LVOG)

LVOG - L'histoire nous enseigne que les puritains et les moralistes sont en réalité des tyrans, les plus cruels...

On a affaire à des psycho-rigides qui se croient dans un film de science-fiction en incarnant les maîtres de l'Univers, ce sont des cinglés !

LVOG - La pandémie fabriquée par le Forum économique mondial a visés certains secteurs économiques destinés à supprimer des millions d'emplois dans le monde au profit du commerce électronique ou en ligne ou grâce à ce qu'ils appellent encore l'intelligence artificielle.

Tourisme : 90.000 emplois perdus ou menacés au Royaume-Uni - AFP 24 août 2020

Plus de 90.000 emplois ont été supprimés ou sont à risque dans le secteur du voyage au Royaume-Uni en raison de l'impact de la pandémie sur le tourisme, prévient lundi l'association des agents de voyage Abta.

LVOG - Un fait ou un voeu "*90.000 emplois ont été supprimés ou sont à risque*" ? Réponse :

AFP - Pour le secteur du voyage au sens strict (tour opérateurs, agents de voyage et compagnies aériennes), ce sont 39.000 emplois qui sont affectés par la pandémie, soit 18% des effectifs totaux. latribune.fr 24.08

LVOG - Suppression d'emplois et fermetures d'agences de voyage dont la charge de travail beaucoup moins coûteuse sera assurée par le commerce en ligne...

Toujours plus à droite. L'extrême-centre, c'est l'extrême droite, c'est le totalitarisme.

"Les soutiens d'Emmanuel Macron ne sont plus les mêmes qu'il y a trois ans" - europe1.fr 23 août 2020

D'un socle de gauche, sa base s'est déportée vers la droite, intégrant des électeurs qui n'avaient pas forcément voté pour lui il y a trois ans.

"Nous avons assisté à l'émergence d'un nouvel électorat il y a trois ans, au moment de la présidentielle", retrace Jérôme Fourquet. "Ces électeurs venaient bien de quelque part ! Ils se sont agrégés autour d'Emmanuel Macron et une bonne partie venait de l'ancien centre et du MoDem, tandis qu'une majorité, pas loin des 50%, venait du centre gauche." À l'époque, au printemps 2017, le PS, comme ses électeurs, se déchire entre la candidature du "frondeur" Benoît Hamon et celle d'Emmanuel Macron. "C'était le temps du 'en même temps', et de gauche et droite."

Mais, dans le même temps, "nous avons une recomposition de cet électorat, en l'espace de trois ans", détaille Jérôme Fourquet au micro Europe 1 de Charles Villeneuve. "Il ne s'est pas désagrégé, il a muté : les enquêtes nous montrent qu'il y a un déplacement à droite de cet électorat. Les soutiens d'Emmanuel Macron sont plus à droite. Toute une partie importante des gens qui votaient pour lui et qui venaient de la gauche l'ont quitté, parce qu'ils ont un bien vu que le centre de gravité s'était déporté. Ils ont été remplacés par des électeurs qui n'avaient pas forcément voté pour lui et qui venaient plutôt de la droite."

"La stratégie d'Emmanuel Macron vise à conquérir cet électorat, qui se reconnaît davantage dans la ligne politique et les personnalités choisies", estime le politologue, qui insiste sur la valeur cardinale du "pragmatisme" à droite. "Ils ont vu qu'Emmanuel Macron ne vient pas de chez eux, mais tant qu'il tient les rênes du pays dans une situation économique et

sociale déprimée, (…) les électeurs s'en satisfont." europe1.fr 23 août 2020

LVOG - On est encore loin d'un rejet du régime par les couches des classes moyennes qui se veulent progressistes ou dites par conséquent à tort de gauche, il en faudra beaucoup plus, que leur niveau de vie chute brutalement... Celles qui se prolétarisent peuvent être gagnées au socialisme et concourir à la refondation du mouvement ouvrier sur des bases révolutionnaires, on n'en est pas encore là non plus apparemment.

Il y a ceux qui le combattent et il y a ceux qui en redemandent, dans quel camp êtes-vous ?

Quatennens (LFI) appelle à "muscler" le plan de relance - AFP 23 août 2020

LVOG - Plus de centaines de milliards d'euros pour les banquiers et les capitalistes qui s'en servent pour spéculer ou licencier, l'oligarchie pour restructurer certains secteurs de l'économie selon son agenda... Allez, merci patron, merci Macron !

L'université d'été des populistes en campagne électorale permanente.

Grille de lecture.

L'histrion du régime ou l'idiot utile de Macron commence toujours ses campagnes électorale en tenant un discours qui se veut radical, qu'il va ensuite diluer au fil du temps au point de le dénaturer entièrement pour finalement apparaître comme un des rouages ou un agent du régime. Au bout du compte il aura tout dit et son contraire, et comme son auditoire n'est pas plus révolutionnaire que lui, c'est son discours le plus droitier qui lui tiendra lieu de programme conformément à sa véritable nature sociale. Tout est dans l'ordre des choses.

Mélenchon le 23 août 2020 à Châteauneuf-sur-Isère, dans la Drôme.

- "*On doit tout changer de fond en comble ! Voilà la ligne sur laquelle nous sommes.*"

LVOG - Vous allez voir ce que vous allez voir... Rien à l'arrivée !

-"*Nous demandons à être respectés, sept millions d'électeurs [à la présidentielle de 2017] ont dit qu'ils ne voulaient plus de cette Europe, de ces institutions, du marché qui organise toute la société, et il n'y a pas d'arrangement possible sur ces sujets.*"

Il s'est néanmoins affiché avec le maire EELV de Grenoble, Eric Piolle, vendredi, tenant d'un rassemblement allant du Parti socialiste à la gauche de la gauche. (C'est l'AFP qui l'a rapporté, je précise. - LVOG)

-"*Nous croyons à l'État, nous croyons au Plan, nous croyons à la nation qui a un rôle à jouer dans la démocratie universelle.*"

LVOG - La "*démocratie universelle*" est incompatible avec la division de l'humanité en nations, dont l'existence repose sur la division de la société en classes sociales et inclut l'Etat... Une fois de plus, il raconte n'importe quoi ou il tient un discours démagogique.

-« *Nous ne croyons pas au capitalisme vert, pas à cause du vert, mais à cause du capitalisme !* »

LVOG - Voyons ce qu'il en est, ils s'entendent comme larrons en foire !

-« *Il s'est passé cette chose incroyable : j'ai appelé Roux de Bézieux au Medef. Il a de l'humour ! Il a accepté naturellement cet entretien et j'en ai été agréablement surpris. Il m'a dit : "Nationalisation n'est pas un gros mot." Tout va bien ! […] Je lui dis : "Puisque l'autre ne veut rien faire [Emmanuel Macron, NDLR], autoréquisitionnez-vous !" Ce à quoi il me répond : "Mais on ne vous a pas attendus." En effet, un certain nombre de lignes de production avaient été réorganisées pour produire des masques, ce qui signifie que nous avions raison de le demander pour tout le pays !* » (Source : Europe1, francetvinfo.fr et lepoint.fr 23 août 2020)

LVOG - « *Autoréquisitionnez-vous* », on se disait bien que les capitalistes réaliseraient de bonne grâce la transition du capitalisme au socialisme, c'est merveilleux !

Le lobbying du masque ou une affaire particulièrement juteuse et sordide ou comment confondre remplir les coffres-forts des capitalistes avec le socialisme, il fallait oser !

DEUXIEME PARTIE

Le totalitarisme ou le fascisme ordinaire.

- Riot police storm Paris bar during Champions League final over lack of social distancing Covid-19

https://www.youtube.com/watch?v=1Ahg9CqGJGA&feature=emb_title

Cette vidéo diffusée par le quotidien anglais The Telegraph montre l'intervention de la police anti-émeute dans un bar parisien où les mesures de "distanciation sociale" et le port du masque n'étaient pas respectés au soir du 24 août, pour la finale de la Ligue des Champions.

"La police anti-émeute a pris d'assaut un bar parisien alors que les supporters regardaient la finale de la Ligue des champions entre le Paris Saint-Germain et le Bayern Munich dimanche."

"Selon la police parisienne, l'intervention a eu lieu parce que les supporters ne respectaient pas la distance sociale."

- Interpellation d'un salarié, à Breil sur Roya sur son lieu de travail, pour une histoire de masque - 21 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=Nb13F_EAdRc&feature=emb_title

- Une dispute sur le port du masque à bord d'un avion dégénère - sputniknews.com 23.08.2020

Une bagarre a éclaté entre des passagers d'un vol d'American Airlines de Las Vegas à destination de Charlotte suite au refus de l'un d'entre eux de porter un masque, relate Travel Pulse.

Un porte-parole d'American Airlines a déclaré à Fox News qu'une cliente avait refusé de porter un masque à bord.

«Lundi, un client du vol 1665 d'American Airlines reliant Las Vegas à Charlotte n'a pas respecté notre politique de couvrement obligatoire du visage après avoir embarqué dans l'avion avant le départ. Conformément à notre politique, le client a ensuite été invité à quitter l'avion. Il s'est révolté ce qui a entraîné une altercation avec d'autres passagers», a-t-il indiqué. sputniknews.com 23.08.2020

- Deux jeunes renversés par un chauffard pour lui avoir reproché de jeter son masque au sol - sputniknews.com 23.08.2020

Un homme est sorti d'un bureau de tabac à Brignais (Rhône) en retirant son masque chirurgical avant de le jeter au sol, le 21 août. Deux frères âgés d'une vingtaine d'années, témoins de la scène, lui ont fait une remarque à propos de cette incivilité. Une altercation s'en est suivie, relate ce dimanche Le Progrès.

Les deux jeunes ont finalement poursuivi leur chemin à pieds, mais peu après, l'homme les a rattrapés au volant de sa voiture. Il les a renversés volontairement non loin de la mairie de la commune.

Se débarrasser des déchets sur la voie publique, un masque ou encore un mégot est sanctionné d'une amende de 68 euros, rappelle Le Progrès. L'amende atteint 135 euros et même 375, voire 750 euros si la police établit un procès-verbal et le transmet au tribunal, selon le ministère de la Transition écologique. sputniknews.com 23.08.2020

- Espagne: Sanchez annonce le recours à l'armée pour lutter contre la pandémie - AFP 26 août 2020

Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez annonce le recours à l'armée pour aider les régions, compétentes en matière de santé, à lutter contre l'explosion de nouveaux cas de coronavirus.

Le gouvernement espagnol va mettre à disposition des régions des effectifs des forces armées pour réaliser le traçage" des cas, indique-t-il, en précisant que 2.000 militaires pourraient être déployés à cet effet. AFP 26 août 2020

- Au nom de l'égalité : Tous masqués !

Qui a dit : "*Si on demande qu'il y ait le masque à l'école pour les enfants de plus de 11 ans, c'est qu'on estime qu'il y a un*

risque épidémique important dans le cas contraire"

Réponse : Mardi sur Europe 1, le député de Seine-Saint-Denis de la France insoumise Eric Coquerel.

La surrenchère est de mise.

Coronavirus : "C'est scandaleux de la part du ministre de dire qu'un masque chirurgical est une fourniture scolaire comme une autre", s'insurge la FCPE - francetvinfo.fr 25.08

Port du masque en entreprise : "Il peut y avoir des sanctions", prévient Élisabeth Borne - Europe1 23 août 2020

L'OMS recommande de porter un masque à partir de 12 ans - Reuters 23 août 2020

Les enfants âgés de 12 ans et plus devraient surtout porter un masque lorsqu'une distance sanitaire d'un mètre ne peut être garantie et qu'ils se trouvent dans une région touchée par le virus, écrivent l'OMS et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) dans un document daté du 21 août publié sur internet. Reuters 23 août 2020

- La Saxe veut envoyer ceux qui refusent leur quarantaine en hôpital psychiatrique - covidinfos.net 12 avril 2020

Selon un article paru sur le site allemand Welt, “quiconque doit être mis en quarantaine en Saxe et ne respecte pas la décision encoure désormais de lourdes sanctions. L’État fédéral a libéré près de deux douzaines de chambres dans des cliniques psychiatriques, où les récalcitrants seront placés et surveillés par la police.”

“Il est important pour notre santé à tous et notre vie que les gens respectent les ordonnances de quarantaine des autorités sanitaires” , a expliqué la ministre des Affaires sociales du pays, Petra Köpping (SPD). “S’il devait arriver que des personnes s’opposent à ces ordonnances, il est nécessaire de faire appliquer les mesures ordonnées par les autorités sanitaires. Il est également possible de placer ces personnes dans une partie fermée d’un hôpital sur décision judiciaire.»

Cette initiative est apparemment couverte par l’ article 30 de la Loi fédérale sur la protection contre les infections, article qui stipule que quiconque ne se conforme pas aux ordonnances ou qui, sur la base d’un comportement antérieur, laisse supposer qu’il ne les respectera pas, doit “être séparé en étant placé dans un hôpital fermé ou une partie d’un hôpital“. […] covidinfos.net 12 avril 2020

Lire l’article :

Allemand (Original) : Welt.de

https://www.welt.de/politik/deutschland/article207198029/Coronavirus-Sachsen-will-Quarantaene-Verweigerer-in-Psychiatrien-sperren.html

Français (Traduction automatique) : Welt.de

https://translate.google.com/translate?sl=auto&tl=fr&u=https://www.welt.de/politik/deutschland/article207198029/Coronavirus-Sachsen-will-Quarantaene-Verweigerer-in-Psychiatrien-sperren.html

Témoignages pour briser la propagande officielle.

- Un couple de soignants nous explique leur vision du port du masque - 5 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=Lj8h_f0JUis

- La médecine déraille gravement Part 1 Avec le Pr Perronne - 17 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=uDTxTqfhGLA

- Pr. Perronne : "étude foireuse pour médicament toxique..." Part.2

https://www.youtube.com/watch?v=WjJnYXVgyUo

Guerre au totalitarisme.

Manifestations en Europe : **"**Les rebelles du corona se préparent pour le 29 août**"** - covidinfos.net 24 août 2020

Après l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne ou le Royaume-Uni, les manifestations qui entendent protester contre le traitement de la crise par les gouvernements et les médias se multiplient en Europe.

Ainsi, un article baptisé "Les rebelles du corona se préparent pour le 29 août" paru dans le quotidien Suisse Le Matin se fait l'écho d'une manifestation prévue pour le samedi 29 août à 17 heures à l'Helvetiaplatz à Zurich. Le quotidien évoque "Un mélange hétéroclite d'associations contre le masque, les vaccins et les décisions du Conseil fédéral."

– Page Google Doc de l'évènement :

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeM6G6aYfYMl-DlPTk6M0vb-Wt_5tvFSrU2L6qTvWm9UTnUzA/viewform

En France, un rendez-vous est fixé pour le même jour à Paris à la place de la République à 13 heures, France24 a publié un article sur le sujet sans se priver d'évoquer une "logique conspirationniste" et des mouvements "fortement structurés par les réseaux d'extrême droite…" covidinfos.net 12 avril 2020

– Page facebook de l'évènement : https://www.facebook.com/events/1237704789904393/

Sources :

– Le Matin.ch : Les rebelles du corona se préparent pour le 29 août"

https://www.lematin.ch/story/les-rebelles-du-corona-se-preparent-pour-le-29-aout-540397473757?fbclid=IwAR0z00rmBju4cfitQjZxnVJyh45EL5yFlGLQwqw7cQ7awYTAiqslmmx4CvY

– France24 : En Europe, un mouvement anti-masque alimenté par un "imaginaire anti-système"

https://www.france24.com/fr/20200820-covid-19-en-europe-un-mouvement-anti-masque-aliment%C3%A9-par-un-imaginaire-anti-syst%C3%A8me

Un internaute. Le 23 août 2020 à 9h45m

En Espagne, lors d'un rassemblement d'une cinquantaine de personnes dénonçant les autorités, des hommes et des femmes s'opposent à l'arrestation d'une femme pour non port du masque en scandant « Liberté ! », les policiers finissent par reculer.

https://www.facebook.com/independenza.webtv/videos/vb.226160004102421/631971751050922/?type=2&theater

- Les Danois veulent aller au lycée : covid ou non, ils rejettent l'enseignement à distance - Euronews 26 août 2020

Des dizaines d'adolescents sont descendus de la ville de Aarhus au Danemark pour réclamer la réouverture de leurs lycées et l'arrêt de l'enseignement à distance dont ils ont assez.

Leurs écoles sont fermées en raison de la circulation inquiétante du Covid, mais malgré l'épidémie, les lycéens disent être fatigués de l'enseignement par écran interposés.

Josefine Vestergaard Kaidantzis, lycéeenne : "Il y en a assez de l'enseignement à distance, on pourrait reprendre. Le lycée n'est vraiment pas la priorité, ils ont raboté notre budget chaque année et maintenant l'enseignement digital alors que les petits ont le droit de retourner à l'école."

Peter Hove, lycéen : "On n'apprend pas aussi bien quand on est chez soi et on n'a pas l'enseignement dont nous avons besoin. On ne peut pas avoir le même soutien quand on est à la maison, on ne peut pas non plus faire des travaux de groupe. En plus on n'a pas vu nos copains depuis six mois, ça nous manque." Euronews 26 août 2020

Contrepoints.org : **"**Une hystérie hygiéniste sans commune mesure avec la réalité**"** - covidinfos.net 24

août 2020

Une tribune publiée sur le site Contrepoints.org pointe du doigt la “mécanique minable” qui pousserait le gouvernement français à choisir “sciemment la surenchère” et à sacrifier “les intérêts de la nation et des citoyens” à son profit.

Extraits.

“Les chiffres sont formels, tout comme les visages longs et les grimaces sérieuses des hommes -et des femmes-troncs à la télé : la France va mal, très mal même puisque l’épidémie continue de se propager horriblement.

Avalanche de cas, de foyers (rebaptisés clusters pour faire tendance) et de reportages palpitants expliquant cette avalanche de cas et de clusters foyers, petits et longs articles de la presse sur-subventionnée pour détailler la nouvelle géographie française des pestiférés et multiplication de gros micros mous poussés sous les nez humides d’experts toujours plus nombreux sur les plateaux télés.

Tous ces signes s’accumulent pour prouver une chose : la situation est catastrophique, c’est certain.

Tout se déroule donc comme prévu : la covid fut un virus, puis une pandémie, c’est maintenant une hystérie et cela prend gentiment le chemin de la légende. Vivement l’adaptation au cinéma !

Sur le plan politique, des générations d’historiens se pencheront sur la période que nous vivons actuellement pour tenter d’expliquer pourquoi ce qui était « inutile voire dangereux » alors que l’épidémie débutait et qu’on pouvait nettement voir les réanimations hospitalières déborder s’est transformé en quelque chose d’indispensable puis d’obligatoire alors même que les services continuent de se vider obstinément.

Et alors que l’idée de base en recommandant le port du masque était, il y a six mois, d’éviter l’engorgement des services hospitaliers, on semble avoir perdu toute mesure alors que ces mêmes services sont maintenant à l’étiage le plus bas.

En pratique et pour un observateur lambda, on assiste essentiellement à une surenchère de mesures, de règlements et de contraintes de plus en plus loufoques et détachées d’une quelconque utilité réelle, pragmatique, et dont la mise en place semble rechercher avant tout l’emmerdement maximal alors que la réalité des chiffres montre une fin d’épidémie plutôt qu’une recrudescence des malades graves ou des morts.

En réalité, on comprend que le gouvernement choisit sciemment la surenchère, quitte à insister (et faire insister les médias) sur les chiffres de « contaminés » plutôt que sur ceux, bien plus significatifs, de décès (maintenant très bas depuis plus d’un mois et demi) et qu’il choisit les traitements les plus massifs et les plus collectifs là où tout indique que ce sont les comportements individuels et le ciblage précis des patients à risques qui donnent les meilleurs résultats…

On pourrait se demander pourquoi nos politiciens ont ainsi choisi d’ajouter ces contraintes (et les inévitables prunes qui les accompagnent) dans un contexte où l’impact sanitaire est de plus en plus improbable – il n’y a pas de baisse du nombre de contaminés, il n’y a pas de hausse du nombre de décès – alors que l’impact économique est, lui, de plus en plus catastrophique.

Si l’on écarte pudiquement les « explications » à base de (ingrédients au choix, panachage possible voire recommandé) nouvel ordre mondial, de 5G, de chemtrails, de puces RFID et de pandémie orchestrée par Soros-Gates, force est de constater que les comportements du gouvernement indiquent assez clairement un agenda interne fort différent de celui affiché, et la sauvegarde des intérêts de la nation et des citoyens semble bien loin des préoccupations ministérielles actuelles.

En fait, quelques secondes de réflexion suffisent pour comprendre la mécanique minable qui pousse les dirigeants à ces simagrées grotesques.

D’une part, après des mois d’incompétence crasse, d’improvisations consternantes, de déclarations contradictoires, d’une communication lamentable et d’une démonstration assez flagrante de leur nocivité, admettre à présent que les choses sont progressivement en train de revenir dans l’ordre normal et que, finalement, on peut fort bien se passer de leurs gesticulations, reviendrait à perdre la face.” […] covidinfos.net 24 août 2020

Lire l’intégralité de l’article :

– Contrepoints.org : “Épidémie : une hystérie hygiéniste sans commune mesure avec la réalité”

https://www.contrepoints.org/2020/08/24/378510-epidemie-hysterie-hygieniste-des-lendemains-qui-chantent-peu

- Les chiffres du COVID-19 ne sont pas fiables par Candice Vacle - Mondialisation.ca, 26 août 2020

Roland Desbordes, physicien, alerte:

« Je n'arrive pas à trouver des informations fiables sur le nombre de cas de personnes testées positives, et même sur le nombre de morts dus au COVID-19. Tous les chiffres circulent, mais personne ne pose la question de la source de ces chiffres et comment ont-ils été élaborés?

Quand on sait que pendant l'épidémie, il y a eu très peu de tests en France; que ces tests ne sont pas très fiables; que beaucoup de personnes décédées pendant l'épidémie n'ont pas été testées; du coup, leurs décès sont attribués au COVID-19 ou pas, selon un avis totalement subjectif du médecin; alors, faire des calculs (même des courbes) avec ça, c'est impossible et le malheur est que l'on ne saura jamais si un proche est mort du covid 19 ou pas dans bon nombre de cas. » (1)

Il ajoute:

« Pour moi tous les chiffres que l'on nous présente, de tous bords, sont sujets à caution. » (2)

« En gros on a des tests covid 19 peu fiables; on a changé les méthodes de comptage du covid 19 (et des organismes de comptage) qui changent tout au long de la pandémie; sur une population qui elle aussi varie; et on nous présente des courbes comme « scientifique » ! Désolé mais en physique ça ne passe pas ! » (2)

A propos du graphique intitulé « Daily New Cases in France » de Worldometer, c'est-à-dire le nombre de « nouveaux cas par jour en France » du COVID-19, il remarque:

« On a des valeurs négatives! » En effet, sur le graphique, on voit qu'il y a des valeurs inférieures à zéro cas. Moins de cas que zéro, c'est bien entendu impossible. Alors, il conclut: « Ce sont des zombies ! Et ça se prétend sérieux ! » (2)

Que pense de ces affirmations, Pr. Bernard La Scola, médecin microbiologiste, virologue et directeur du laboratoire P3 à l'IHU Méditerranée Infection de Marseille?

« Bien évidemment les chiffres ne sont pas exacts, ils changent avec la méthode de comptage, c'est-à-dire la façon de comptabiliser les morts et de faire le diagnostic (PCR, PCR+scaner, scaner seul, etc.), les tests PCR utilisés, etc.

L'analyse des infections dans les populations, ça n'est pas de la physique… Ou peut-être quantique, puisque l'examinateur en réalisant l'observation a un effet sur le résultat.

C'est pour cela que les seules valeurs intéressantes sont les cinétiques, en gros est-ce que ça monte ou est-ce que ça descend et sur des facteurs indiscutables comme les admissions en réanimation pour infection respiratoire même s'il est vrai qu'un autre virus a pu circuler en même temps et modifier les chiffres en valeur absolue. En pratique, on ne saura effectivement pas toujours si un proche sénior est mort du covid ou d'autre chose. D'où l'importance aussi de se focaliser sur des personnes jeunes (moins de 65 ans) qui ont moins de chance de mourir d'une infection respiratoire. Quand ils meurent, c'est qu'il se passe quelque chose d'inédit.

Et pour le chiffre négatif, je pencherais pour une erreur de saisie. Ces chiffres sont saisis manuellement, quelques résultats erronés sur quelques centaines me paraît l'explication la plus plausible. » (3)

Roland Desbordes réagit au commentaire du Pr. Bernard La Scola en ces termes: « Je suis OK pour s'intéresser en priorité aux évolutions des courbes. Mais, à condition qu'on ne change pas les règles de calculs en cours! » (3)

En résumé, en France (et dans le monde entier), on ne connaît ni le nombre réel de cas infectés par le COVID-19, ni le nombre de décès dus au covid 19. Il est donc impossible de faire des calculs exacts du COVID-19 et on ne peut faire que des courbes évaluant le covid 19 si les règles de calculs restent identiques.

Quand bien même, il est impossible d'avoir des chiffres exacts des décès ou cas du COVID-19, interrogeons-nous: Quelles sont les sources des chiffres de Santé Publique France? Comment sont comptés les décès dus au COVID-19 par Santé Publique France?

Santé Publique France écrit que la surveillance spécifique du COVID-19 est faite par le Réseau Sentinelle. Il s'agit d'un réseau de recherche et de veille en soins de premiers recours, en France métropolitaine, sous la tutelle conjointe de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm) et de la Sorbonne Université. (4)(5)

Actuellement, sur le site Réseau Sentinelle, il n'y a pas stricto-sensu de suivi du covid 19. A présent le Réseau Sentinelle procède ainsi:

« Suite au passage de l'épidémie de COVID-19 au stade 3, la surveillance Sentinelles des infections respiratoires a évolué pour s'adapter aux caractéristiques cliniques de cette maladie. Les médecins Sentinelles suivent désormais le nombre de cas d'infection respiratoire aiguë (IRA). »

Ce réseau ne suit donc non pas le covid 19 mais le nombre de cas d'infection respiratoire aiguë. Or comme l'expliquait Pr. B. La Scola, ces infections respiratoires aiguës peuvent avoir une autre cause telle un autre virus en circulation que le COVID-19. (6)

Au sein de l'Inserm, il y a le Centre d'Epidémiologie sur les Causes Médicales de Décès (CépiDc) qui « publie les statistiques de mortalité par COVID-19 en France. » Ces statistiques sont « pour l'instant fondées uniquement sur la certification électronique des décès », sur un site internet dédié à cet effet. Or, les certificats de décès électroniques sont une faible part de la totalité des décès. Aussi,

« le site sera progressivement enrichi par les données issues des certificats médicaux de décès papiers. Les statistiques de mortalité par COVID-19se fondent sur le texte saisi par le médecin certificateur. Les libellés des causes de décès sont analysées et un algorithme décisionnel a été élaboré pour identifier les cas de COVID-19 suspectés ou confirmés pour lesquels une infection à covid 19 est mentionnée sur le certificat. »

Etonnant, ce n'est pas un médecin mais un algorithme qui décide à partir d'un certificat médical électronique si oui ou non une personne est décédée du COVID-19 ! Un algorithme saurait-il mieux faire un diagnostic que le médecin qui a rédigé le certificat de décès? A la place de cet algorithme, n'aurait-il mieux pas valu mettre un médecin pour évaluer ces certificats de décès? Comment travaille cet algorithme? Cet algorithme fait-t-il bien la différence entre les décès dus au covid 19 et les décès avec COVID-19 ? Ces statistiques, pour l'instant provisoires, devront à l'avenir être conformes aux recommandations de l'OMS pour devenir officielles et définitives.

Est-il vrai que les méthodes de comptage du COVID-19 ont changé en France?

Oui, c'est décrit page 3 du Point Epidémiologique Hebdomadaire de Santé Publique France, du 6 août 2020 et sur le site du Réseau Sentinelle. (4)(5)

Par exemple, comme les méthodes de comptage du nombre de personnes infectées par le covid 19 n'étaient plus représentatives et sous-estimaient le nombre réel de cas, paraît-il, alors Jérôme Salomon, directeur général de la santé, a annoncé le 26 mars 2020 que la France allait « progressivement basculer » vers « la surveillance syndromique en population. »
Pourquoi progressivement? S'il y avait un problème de comptage, n'aurait-il mieux pas valu tout changer immédiatement? (7)

Est-ce que de modifier les règles du comptage du COVID-19 modifie les chiffres du COVID-19?

Oui. Par exemple, le 12 août 2020, le Royaume-Uni a changé sa méthode de comptage de décès COVID-19, et immédiatement elle a eu 5300 morts de moins! (8)

Pr. Raoult dit, le 19 août 2020: « C'est très difficile […] de comparer […] la fréquence d'une maladie quand on change les outils de mesure. » Il explique qu'au début de l'épidémie, la France ayant pris un retard considérable dans la mise en place des tests, « on sous-estimait la fréquence et on surestimait la gravité, puisqu'on testait que les gens qui ne pouvaient pas respirer dans certaines zones (pas ici [c'est-à-dire Marseille]). » (9)

Est-ce que le comptage des décès dus au COVID-19 est le même partout en Europe ou dans le Monde?

Absolument pas. Par exemple, au 28 avril 2020,

« Certains pays, comme la Corée du Sud, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Luxembourg et la Belgique, intégr[aient] dans leurs chiffres toutes les personnes ayant été testées positives au coronavirus […], même celles mortes des suites de complications d'une maladie préexistante. »

Pourtant, ce n'est pas parce qu'on est testé positif au COVID-19 que l'on meurt du COVID-19.(10)

L'Institut National d'Etudes Démographiques (Ined) invite toute personne cherchant à effectuer des comparaisons concernant le COVID-19 à prendre en compte les nombreux facteurs susceptibles d'impacter les décomptes des pays et donc de jouer sur les différences observées. La liste de l'Ined de ce qu'il faut vérifier est très longue. Par exemple, pour l'identification des décès par COVID-19, l'Ined invite à s'intéresser à la manière dont le décès par COVID-19 a été fait: peut-être ce décès est certifié par différents tests biologiques, par diagnostic clinique, par mention de l'infection sur le certificat de décès.(11)

Les tests covid 19 sont-ils fiables?

Le physicien David Mendels explique que sur les 11 tests qu'il a étudiés, un seul a franchi la barre de la fiabilité, selon les critères établis par la Haute Autorité de Santé. Pourtant, la plupart de ces tests (y compris les pires, selon lui) ont été homologués par le Centre National de Référence, puis listés par le Ministère de la Santé. Ceci ne peut que gonfler de manière erronée les nombres de cas testés positifs. (12)(13)

A ce propos, Pr. Raoult, dans sa vidéo du 18 août 2020, dit:

« Il faut faire attention aux tests diagnostics […] parce qu' ils ont une qualité (en particulier la PCR) qui dépend de la qualité de l'interprétation et de la qualité du test […] Nous, sur les gens que l'on reteste qui ont été positifs […] on a trouvé que 21% d'entre eux étaient négatifs. » (14)

Il y a-t-il des cinétiques fiables qui ne changent pas les règles de calculs?

Pr. B. La Scola écrit, à propos de la courbe des cas positifs au test de l' IHU-ApHm (15):

« Avec toujours le même mode de diagnostic on voit que la courbe monte depuis le début de l'été mais très lentement, contrairement à la courbe de ce début d'année »; « la pente est bien moins raide qu'au mois de mars. » (16)

Les chiffres, les statistiques ou les courbes, ça fait sérieux. Ça donne l'idée que cette « comptabilité » est rationnelle, que l'on comprend et maîtrise, au moins partiellement, la crise du COVID-19. Or, dans le cas de l'évaluation de la crise du COVID-19, les chiffres posent trop de problèmes pour être fiables: tests COVID-19 pas tous fiables, effet de la qualité de l'interprétateur sur le résultat du test, subjectivité du diagnostic par le médecin, comptage des décès par un algorithme dont on ne connaît pas le détail, données incomplètes, méthodologies différentes, organismes de comptage différents, maladie inconnue au départ!

Notre société, d'une manière générale considère ces chiffres comme une vérité. Les politiciens basent sur eux certaines de leurs décisions. Il n'y a aucune culture du doute remettant en cause ces chiffres. Cette certitude infondée sur les chiffres du COVID-19 représente-t-elle un danger pour notre société? Sommes-nous collectivement en train de nous fourvoyer aveuglément avec ces chiffres? Mondialisation.ca, 26 août 2020

Notes.

(1) mail R. Desbordes 8 août 2020 légèrement modifié le 19 août 2020

(2) mail R. Desbordes 9 août 2020

(3) mail Pr. B. La Scola 13 août 2020

(4) https://www.santepubliquefrance.fr/content/download/272559/document_file/COVID19_PE_20200806.pdf

(5) https://www.sentiweb.fr/france/fr/?page=presentation

(6) https://websenti.u707.jussieu.fr/sentiweb/

(7) https://www.azinat.com/2020/03/covid-19-vers-une-nouvelle-methode-de-comptage/

(8) https://www.rtbf.be/info/monde/detail_coronavirus-au-royaume-uni-le-bilan-les-deces-baisse-suite-a-une-nouvelle-methode-de-comptage?id=10560636

(9) A partir de la minute 3:37 https://www.youtube.com/watch?v=DgCtc2IMcbo

(10) https://www.sudouest.fr/2020/04/28/covid-19-donnees-incompletes-methodologies-differentes-le-difficile-comptageétudiés-des-morts-7444842-10997.php

(11) https://dc-covid.site.ined.fr/fr/donnees/

(12) https://www.youtube.com/watch?v=vrjmY_ffgAg

(13) https://www.sciencesetavenir.fr/sante/covid-19-la-liste-des-23-premiers-tests-serologiques-homologues_144517

(14) A partir de la minute 12:05 https://m.youtube.com/watch?v=jkLtPq5-e_k

(15) Ap-Hm: Assistance publique – Hôpitaux de Marseille

(16) mail Pr. B. La Scola 22 et 24 août 2020

- **"**On ne meurt pour ainsi dire plus du Covid-19**"** selon le Docteur Olivier de Soyres - covidinfos.net 25 août 2020

Cette tribune du docteur Olivier de Soyres, médecin réanimateur à Toulouse, est parue dans Le Parisien du 16 août, il y dénonce une "censure morale" et appelle à entendre "la voix de la raison et de la liberté". Extraits.

« Médecin réanimateur à Toulouse, j'ai eu l'honneur de soigner des patients Covid-19 graves. Ceux qui sont si malades qu'il faut les maintenir endormis, intubés, sous respirateur artificiel, parfois pendant six semaines. A ce titre, je me permets ici d'aborder les questions de maladie, de soins et de liberté que cette crise soulève."

"A l'heure où les villes françaises instaurent le masque obligatoire dans les rues, où les cinémas referment faute de public, où les restaurateurs constatent la frilosité des clients, où les plans sociaux se préparent, on désespère d'entendre la voix de la raison et de la liberté."

"A condition d'avoir des réanimations en état de fonctionner, on ne meurt pour ainsi dire plus du Covid-19. Cette phrase peut choquer mais c'est notre expérience. Quand les services n'étaient pas débordés, seulement très mobilisés, avec des personnels préparés et formés, ce qui a été notre cas à Toulouse, les patients ont survécu. Certains sont morts avec le Covid, mais pas du Covid. […] Ces patients ne peuvent justifier le chômage des jeunes. Ni les dettes abyssales laissées aux générations suivantes. Ni le renoncement massif à nos modes de vie."

"La censure morale que certains soignants veulent exercer est une insulte à notre profession. Tous les jours, des gens meurent au travail ou en y allant. Les sauveteurs en mer nous demandent-ils d'arrêter baignade et plaisance au prétexte des risques ? Le virus est là. La majorité n'en subira pas de dommage significatif. Il est parfois virulent mais on sait maintenant soigner la majorité des cas graves. Alors remettons-le à sa juste place ; n'en faisons pas un terroriste, c'est-à-dire un agent dont l'impact psychologique et sociétal dépasse de loin son impact physique." […] covidinfos.net 25 août 2020

Lire l'intégralité de l'article :

– Le Parisien : «Ne pas faire de ce virus un terroriste»

https://www.leparisien.fr/societe/sante/ne-pas-faire-de-ce-virus-un-terroriste-16-08-2020-8368563.php

Seul un vaccin vous sauvera... ou vous éliminera !

Covid-19 - Un patient infecté deux fois par deux souches distinctes : l'immunité en question - Yahoo 24 août 2020

LVOG - Quand on sait ce que valent la plupart de leurs tests... Une entreprise française de recherche qui a testé 11 testeurs PCR, est arrivée à la conclusion que 10 d'entre eux présentaient un taux de fiablité discutable et s'avéraient insuffisamment précis pour établir avec certitude que c'était bien ce coronavirus et pas un autre qui avait été détecté ou encore que le test était positif ou négatif, partant de là on peut leur faire dire tout ce qu'on veut, c'est pratique quand on est animé d'intentions inavouables criminelles.

Yahoo Pour la première fois, des médecins ont pu établir avec certitude qu'un jeune homme avait été contaminé deux fois par deux souches différentes. S'il est en bonne santé, son cas pose question quant à une possible immunité collective.

LVOG - Qu'en est-il de cette "certitude" ? Il va se diluer au fil des mots...

Yahoo - Cette seconde infection documentée semble surtout prouver que...

LVOG - Le Grand Robert de la langue française : *Sembler est plus subjectif, moins précis que paraître. Il semble que… : les apparences donnent à penser…, on a l'impression que*. Bref, aucune certitude ! Mais où voulaient-ils en venir, devinez, toujours

à la même chose :

Yahoo - Alors, un vaccin est-il toujours possible ? Le Dr Saad Omer du Yale Institute for Global Health, interrogé en juillet dernier par le New York Times, se voulait rassurant : “nous obtenons tout le temps une immunité collective avec des vaccins imparfaits. Les vaccins efficaces à 100 % sont très rares, en fait”. Yahoo 24 août 2020

LVOG - Il n'en existe pas contre les coronavirus, tous les laboratoires du monde entier ont échoué à en produire un seul au cours des 30 dernières années, c'est le Pr. Raoult qui l'a affirmé, et pour mettre au point un vaccin contre un virus cela prend des années ou des décennies. En revanche, il existe des traitements efficaces pour les combattre, ce dont ces idéologues de l'oligarchie ne veulent pas entendre parler puisqu'ils poursuivent un autre but, politique.

Tenez, on prend les paris, le covid-19 étant proche du virus de la grippe saisonnière, ils pourraient prétendre avoir inventé un vaccin pour le covid-19 qui serait en réalité bâti sur les bases de celui pour la grippe, en y ajoutant quelques molécules histoire de brouiller les pistes ou de le légitimer, et éventuellement des nanoparticules intelligentes...

Totalitarisme et eugénisme : Comment ça marche ? La réponse.

Belgique et France.

- Vaccination forcée des militaires et forces de l’ordre en septembre! Manif anti-vaccin Belgique - 17 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=hl6LiVbgrHo

Un agent DGSE met en garde militaires, gendarmes et policiers sûr la vaccination obligatoire en septembre! - Manifestation anti mesures covid, les belges se soulèvent à leur tour! ...par milliers, et non par centaines!

Russie

- Confirmé par les militaires russes : Le vaccin a une puce. Vidéo VO traduction directe en français - 20 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=JI2YUczanl8&feature=youtu.be

Inde.

https://translate.google.com/translate?depth=1&hl=fr&prev=search&rurl=translate.google.com&sl=en&sp=nmt4&u=https://greatgameindia.com/india-digital-health-card/

En Anglais : https://greatgameindia.com/india-digital-health-card/

Singapour.

https://translate.google.com/translate?depth=1&hl=fr&prev=search&rurl=translate.google.com&sl=en&sp=nmt4&u=https://greatgameindia.com/covid-19-electronic-tags/

Autant commencer par les régimes les plus corrompus, les populations les plus arriérées, les autres suivront.

- Le gouvernement indien lancera une carte de santé numérique obligatoire sur le concept Bill Gates - greatgameindia.com 11 août 2020

Le gouvernement indien prévoit de lancer une carte santé numérique obligatoire inspirée du concept de Bill Gates. Dans le cadre du programme «One Nation One Health Card», les antécédents médicaux d'une personne, y compris tous les traitements et tests qu'elle a subis, seront enregistrés numériquement dans cette carte. Les hôpitaux, cliniques et médecins seront tous reliés à un serveur central. Le mouvement vise à cartographier les dossiers de santé de chaque citoyen du pays dans un format numérique.

Carte Santé One Nation One

Après le programme «One Nation One Ration Card», le gouvernement se prépare maintenant à mettre en place le programme «One Nation One Health Card». Le Premier ministre Narendra Modi devrait faire cette annonce le 15 août, lors des célébrations de la fête de l'indépendance, a rapporté DNA.

Dans le cadre du programme «One Nation One Health Card», les antécédents médicaux d'une personne, y compris tous les traitements et tests qu'elle a subis, seront enregistrés numériquement dans cette carte.

Les hôpitaux, cliniques et médecins seront tous reliés à un serveur central. Le mouvement vise à cartographier les dossiers de santé de chaque citoyen du pays dans un format numérique. Bien que l'on prétende que «c'est entièrement aux hôpitaux et aux citoyens de décider s'ils veulent ou non opter pour le programme« One Nation One Health Card »».

Un identifiant unique sera délivré à chaque citoyen qui opte pour cette carte, grâce auquel il pourra se connecter au système. La carte de santé sera faite sur les lignes de la carte Aaadhar, a rapporté l'ADN.

Le programme sera mis en œuvre par étapes. Un budget de Rs 500 crore a été alloué pour la première phase du plan. Selon DNA, «le champ d'application du programme« One Nation One Health Card »sera progressivement étendu afin que non seulement les cliniques et les hôpitaux, mais aussi les magasins médicaux et les compagnies d'assurance médicale puissent rester connectés sur le serveur grâce à ce programme».

Plan directeur national de la santé numérique

Bien que le rapport ADN n'ait pas divulgué plus de détails sur le projet, le « plan directeur » du plan de création d'un empire de données sur la santé en Inde a été publié par le gouvernement central l'année dernière. Le ministre de la Santé et du Bien-être familial, le Dr Harsh Vardhan, a dévoilé le "plan national de santé numérique ", affirmant qu'il "prêtait serment pour réaliser un nouveau rêve" - un écosystème de soins de santé numérisé.

Le fondement principal du plan est un identifiant de santé unique pour les citoyens, avec Aadhaar comme identifiant clé. Une proposition de 2018 du NITI Aayog, le NHS a été développé en consultation avec iSPIRT - une organisation de "volontaires" du secteur privé, dont certains ont également été impliqués dans la construction de l'infrastructure d'Aadhaar et dans la gestion des opérations qui en tirent parti.

Alors que le gouvernement a progressé dans la vente de données d'immatriculation des véhicules de millions, a publié un appel d'offres pour un système de reconnaissance faciale à l'échelle nationale et a également adopté l'amendement Aadhaar, le projet de loi sur la technologie de l'ADN et maintenant la carte de santé numérique, il n'a pas encore déposé le projet de loi sur la protection des données.

Groupe de lobby iSPIRT

Les chercheurs et les militants des données, cependant, ont exprimé des inquiétudes concernant le développement de cette politique, qui propose une configuration de données de santé sur une base de India Stack - un bouquet d'applications logicielles propriétaires privées.

«La pile santé a été proposée par le groupe de pression iSPIRT», a déclaré Srinivas Kodali, chercheur indépendant à The Quint .

IndiaStack est un ensemble d'API qui permet aux gouvernements, aux entreprises, aux startups et aux développeurs d'utiliser l'infrastructure Aadhaar pour des entreprises telles que les paiements numériques eKYC et UPI.

«En fait, il a été constaté que NITI Aayog envoyait par courrier électronique tous les documents de consultation à iSPIRT alors qu'ils ne les avaient pas placés dans le domaine public. Le Blueprint semble donner plus de légitimité aux piles, qui ont fait l'objet de critiques », a ajouté Kodali.

Projet de surveillance du COVID-19 de l'OMS en Inde

Simultanément, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé un projet de surveillance du COVID-19 en Inde en partenariat avec le ministère de la Santé et du Bien-être familial. Les données recueillies grâce à une surveillance à grande échelle seront utilisées pour élaborer les futures stratégies indiennes de confinement en Inde.

Bien que les «futures stratégies d'endiguement» qui seront mises en œuvre par le pointeur de l'OMS en Inde n'aient pas été révélées, des projets similaires de l'agence et des organisations apparentées mis en œuvre ailleurs nous donnent une idée claire de la direction que prend l'Inde.

Identité numérique basée sur la vaccination

Un programme d'identité numérique basé sur la vaccination Trust Stamp financé par Bill Gates et mis en œuvre par Mastercard

et GAVI, reliera bientôt votre identité numérique biométrique à vos dossiers de vaccination. Le programme dit «évoluer au fur et à mesure que vous évoluez» fait partie de la guerre mondiale contre l'argent liquide et a le potentiel d'un double usage à des fins de surveillance et de «police prédictive» en fonction de vos antécédents de vaccination. Ceux qui ne souhaitent pas être vaccinés peuvent être exclus du système en fonction de leur score de confiance.

Ce programme de bien-être impliquant GAVI, Mastercard et Trust Stamp va bientôt être testé en Afrique de l'Ouest. Un programme similaire a également été lancé au Royaume-Uni. Le gouvernement britannique déploie COVI PASS - Les passeports de santé numériques du coronavirus activés par la RFID biométrique pour surveiller presque tous les aspects de la vie des citoyens au nom du renforcement de la gestion de la santé publique grâce à une technologie de qualité militaire.

Il y a une pression énorme sur les gouvernements souverains pour qu'ils mettent en œuvre de telles politiques dictées par les agences mondiales. Récemment, la Biélorussie a exposé les conditions posées par ces agences pour l'octroi de prêts pour COVID-19. Le président de la Biélorussie a révélé que l'aide de la Banque mondiale aux coronavirus s'accompagne de conditions pour imposer des mesures de verrouillage extrêmes, pour modéliser leur réponse aux coronavirus sur celle de l'Italie et même des changements dans les politiques économiques qu'il a refusés comme étant «inacceptables». greatgameindia.com 11 août 2020

https://translate.google.com/translate?depth=1&hl=fr&prev=search&rurl=translate.google.com&sl=en&sp=nmt4&u=https://greatgameindia.com/india-digital-health-card/

LVOG - La carte Aaadhar, c'est une carte d'identité biométrique très poussée, puisque outre la reconnaissance faciale, figure les empruntes des 10 doigts des deux mains, et lors de changements dans votre vie quotidienne, par exemple quand vous déménager, vous changer de véhicule, de numéro de téléphone, de banque, de compagnie d'assurance de gaz, etc, elle est mise à jour automatiquement, tout y figure. Il suffirait dans l'avenir d'un simple message du type "*suspendu*" ou "*invalide*" ou pire "*radié*, pour que vous soyez privé de tous ces services.

Ce n'est pas de la science-fiction, c'est la réalité, en tant que résident permanent en Inde je possède cette carte depuis déjà des années. C'était cela ou ne plus avoir accès au gaz et à un compte en banque, au téléphone, à Internet.

DEUXIEME PARTIE.

Qui a osé dire à propos de monsieur 1% ?

- "*Compte tenu du rôle éminent joué par M. Navalny dans l'opposition politique en Russie*"

Réponse : Angela Merkel.

Alors qu'il s'agirait à ce stade d'un "*empoisonnement présumé*", passant outre les précautions d'usage, elle n'a pas hésité à le qualifier de "*crime*" en l'attribuant d'amblée aux autorités russes, auxquelles elle demande que les responsables "*soient traduits en justice*" selon l'AFP. (Source : AFP et divers médias 23 et 24 août 2020)

LVOG - L'air de rien, et cela ne concerne pas que cette affaire, on est passé de la présomption d'innocence et de la recherche de preuves pour établir la vérité à l'accusation sans preuve et à la condamnation avant même toute enquête ou tout procès, autrement dit, les droits de la défense sont bafoués ou ont été abolis et on se retrouve sous un régime totalitaire qui ne veut pas dire son nom. Les médias aux ordres et les réseaux sociaux détenus par l'oligarchie servent de caution à cette entreprise policière à défaut de légitimité.

Mimétisme.

Affaire Navalny : Paris réclame à son tour une enquête - euronews 25 août 2020

"La France exprime sa profonde préoccupation devant cet acte criminel perpétré à l'encontre d'un acteur majeur de la vie politique russe", a déclaré dans un communiqué le ministère. euronews 25 août 2020

Que se passe-t-il vraiment en Biélorussie et au Mali ?

LVOG - Ne pouvant pas accéder à tous les documents en circulation sur la situation au Mali ou en Biélorussie, je mets en ligne ceux qui sont disponibles librement ou gratuitement, ils donnent un éclairage qui détonne avec les versions officielles ou de la réaction reprises par la plupart des partis dits ouvriers et des syndicats, ce qui n'étonnera plus personne.

Biélorussie

PRCF - On ne manquera pas d'observer le deux poids de mesure caractéristiques de la position impérialiste et néocoloniale du régime Macron qui prétend soutenir des manifestations d'opposants à Minsk, mais qui impose par la force une marionnette à la tête du Mali en y soutenant tant les élections bidons que la répression sanglante des manifestations populaires.

Les USA si prompts à soutenir les coups d'Etat de la Paz à Minsk ou Kiev, prétendent également interdire au peuple malien de décider souverainement de son avenir. initiative-communiste.fr 18 août 2020

Plusieurs manifestations ont réuni des dizaines de milliers de soutiens à la Biélorussie contre le putsch lancé par l'UE le 18 août 2020

https://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/comprendre-la-situation-en-bielorussie-en-10-questions-posees-a-bruno-drewski-maitre-de-conference-a-linalco-specialiste-du-pays/

https://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/la-federation-des-syndicats-de-bielorussie-appelle-au-calme-et-a-la-paix/

https://www.initiative-communiste.fr/articles/billet-rouge-2/gentils-putschistes-bilorusses-et-odieux-mutins-maliens-par-floral-prcf/

Mali

Mali : la Charte de transition politique pour la reconstruction du Mali proposée par le M5-RFP – Programme des militaires du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) - .initiative-communiste.fr

Nous reproduisons, ci-après, 4 documents :

La Charte de transition politique pour la reconstruction du MALI, proposée par le M5-RFP

https://www.initiative-communiste.fr/theme/charte-de-transition-politique-pour-la-reconstruction-du-mali/

Le programme des militaires maliens du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP)

https://www.initiative-communiste.fr/theme/comite-national-pour-le-salut-du-peuple-cnsp/

Déclaration du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) #vidéo 19-08-2020

https://www.youtube.com/watch?v=enHCFKVkePk

IBK démissionne et annonce la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée Nationale ! #vidéo 19-08-2020

https://www.youtube.com/watch?v=PC0ZX4wTgnA

Des réformes, oui, mais à condition qu'elles soient conformes à celles dictées par la France, la "***communauté internationale***", bref, le FMI ou le FEM.

- Mali: Les discussions entre junte et Cédéao arrêtées sans décision sur la transition - Reuters 24 août 2020

Les discussions entre la junte au pouvoir au Mali et les représentants de la Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest (Cédéao) ont pris fin lundi sans avoir permis de préciser la composition d'un gouvernement de transition, a déclaré Ismaël Wagué, porte-parole de la junte.

Les pourparlers de Bamako se déroulaient sous la menace de sanctions visant le nouveau Conseil national pour le salut du peuple (CNSP), qui a arrêté la semaine dernière le président Ibrahim Boubacar Keita.

Deux sources ont précisé qu'une proposition de période de transition d'un an, comparable à celle qu'a connue le Niger après un coup d'Etat en 2010, était sur la table.

Une autre source a dit que la junte souhaitait donner la priorité à des réformes plutôt qu'à la tenue d'élections, ce qui pourrait aboutir à une période de transition plus longue.

Ismaël Wagué a démenti lundi les informations de RFI selon lesquelles le CNSP souhaitait une transition étalée sur trois ans avec un gouvernement dominé et dirigé par l'armée.

Un diplomate africain chargé de la surveillance des négociations a déclaré que la Cédéao était favorable à une transition "courte" privilégiant la convocation d'élections dont serait issu un gouvernement constitué de civils auquel il reviendrait de mener des réformes. Reuters 24 août 2020

Haut de page

Le 28 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter des documents, désolé, demain sans faute.

On va s'élever un peu au-dessus de la médiocrité ambiante qui est plutôt déprimante...

On pourrait caractériser le régime de ploutocratie bonapartiste...

Je vous confirme qu'ici, dans mon village et dans la commune voisine à 1,5 km de chez moi, à l'extérieur on ne porte pas le masque, on ne pratique pas la distanciation sociale et la police a disparu, tant mieux. Les Indiens pratiquent la désobéissance civile, ils ont acquis une longue expérience en la matière depuis l'époque de Gandhi. Au début, ils ont pris peur et ils se sont masqués, ensuite en constatant les conséquences sociales désastreuses du confinement qu'ils devaient subir, ils ont décidé en masse de ne plus obéir aveuglément aux autorités.

Ils sont peut-être très arriérés, c'est même certain, mais au moins ils ne se laissent pas mettre en esclavage aussi facilement que la plupart des Français, cela devrait nous faire réfléchir. Et je peux vous dire que le matraquage médiatique et gouvernement n'a jamais cessé depuis le mois de février-mars. D'ailleurs c'est bien simple, ils n'ont toujours pas rétabli les bus qui permettaient notamment aux plus démunis d'aller bosser, cela fait 5 mois que cela dure. Les masses leur ont répondu à leur manière en leur faisant un bras d'honneur avec leur masque à la con. Et pratiquement plus personne ne roule en deux-roues avec un casque, ça c'est en prime, non mais alors !

Quant au neveu de ma compagne qui habite à 50 mètre de chez moi, qui avait été soi-disant testé positif, il est déjà retourné chez lui, je l'ai croisé en allant faire mes courses, sans masque comme moi, je n'en porte jamais, c'est un principe. Nos misérables dirigeants qui se prosternent devant Macron devraient en prendre de la graine. En fait, non, ils s'en étrangleraient, laissons-les moisir là où ils sont !

Ce matin j'ai été apporté des provisions à la famille de ma compagne. Hier, je leur ai filé 2.000 roupies pour payer leurs factures, acheter de l'essence, etc. On tient bon, on ne changera pas de cap nous non plus, guerre à la guerre ! Si j'ai un conseil d'ami à donner aux lecteurs, c'est de n'engager aucune grosse dépense d'ici le printemps prochain, gardez le peu d'économie que vous avez peut-être, n'achetez pas de fringues, meubles ou je ne sais quoi, et soignez votre santé physique et mentale, c'est préférable plutôt que les hypothéquer par les temps qui courent ou en général.

Gare à ceux qui ne sont pas organisés, disciplinés, prévoyants, dans la mesure du possible évidemment. Sans être alarmiste ou parano, attendez-vous au pire, et si cela n'arrivait pas, ce serait une bonne surprise et vous pourriez fêter cela à votre manière. Il faut éviter à tous prix de se mettre dans l'embarras inutilement, car quand on croule sous les difficultés, on est perturbé, on ne pense plus aussi librement, on devient une proie facile pour les bonimenteurs en tout genre ou on est disposé à croire n'importe qui ou quoi, généralement dans ce cas de figure pour le pire et non pour le meilleur. On ne se connaît pas, c'est tout le mal que je vous souhaite.

Bon week-end et bonne manif.

Les paroles et les actes.

L'air de rien, le plus dingue dans cette histoire, c'est que ceux qui croient Macron, ses "*experts*" corrompus jusqu'à l'os, les médias-oligarques, l'OMS, le Forum économique mondial, etc. ont déjà oublié tous leurs grossiers mensonges, magouilles, falsifications, manipulations, instrumentalisations, coups tordus, coups d'Etat, assassinats, guerres, etc. ils en ont même oublié qu'ils n'avaient jamais été élus, que Macron est minoritaire et illégitime, ils les croient aveuglément ou sur parole, sans rire, ils sont toujours Charlie! Bref, ils bandent toutes leurs forces pour défendre l'ordre établi tyrannique, plutôt que rompre

avec et se placer résolument au côté des travailleurs.

Pour démasquer les imposteurs c'est facile, observez leur comportement, plus la situation et la réaction se radicalisent, plus ils vont être tentés de pencher à droite, de prendre en charge la politique de Macron, vous en avez des exemples tous les jours sous les yeux ou dans ces causeries.

- On a été induit en erreur en suivant les recommandations du Pr Raoult sur les tests, tout d'abord parce que la plupart sont défectueux, ensuite parce qu'ils manquent de précision, et pour finir parce qu'on peut les interpréter n'importe comment, bref les manipulateurs peuvent s'en donner à coeur joie et ils ne se gênent pas.

Ils servent utilement à créer les apparences trompeuses d'une "seconde vague" justifiant le recours à des mesures liberticides, dont le port du masque obligatoire ou l'interdiction des rassemblements de plus 5.000 personnes, donc en principe toute manifestation contre Macron.

Soutenir toute mesure adoptée par Macron ou lui proposer des mesures qui ne pouvaient être qu'instrumentalisées ou tournées contre les masses, devait se retourner contre leurs partisans, enseignement que nous avaient légué Marx et Engels, mais que tout le monde a oublié depuis longtemps, et qu'ignorait forcément Raoult.

Qui disait immunité collective impliquait logiquement que l'immense majorité de la population ait été en contact à un moment ou un autre avec le covid-19, donc en cas de test et qu'ils soient foireux ou non le nombre de cas détectés devait être exponentiel le temps passant, à l'état résiduel, de trace, inoffensif dans l'immense majorité des cas.

Tous les ans, toute l'année il y a des personnes qui continuent de porter le virus de la grippe et de le transmettre autour d'eux, et durant les 12 mois de l'année il y en a qui en meurent, très peu en France, beaucoup plus aux Etats-Unis par exemple.

Partant de ce constat, il est possible d'entretenir la psychose collective de la population ou de lui faire croire qu'un danger la menace perpétuellement, pour qu'elle se soumettre docilement aux mesures imposées par un régime totalitaire. A moins qu'à un moment donné, elle se révolte.

- 29 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE.

Les GAFAM, c'est le totalitarisme. Agatha Christie : ***Dix Petits Nègres***. La blanchisseuse des négriers des temps modernes est en marche.

J'ai à nouveau regardé le film en rédigeant cet article, je l'avais dans le disque dur. Pas vu un seul Nègre !

Contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, ce roman n'a jamais eu un caractère raciste, mais exactement le contraire, il fallait s'y attendre de nos jours.

L'histoire dénonçait au départ le génocide commis par les colons venus d'Europe envers les amérindiens, puis plus tard sous la plume d'Agatha Christie, l'impunité dont ils devaient bénéficier après les injustices et les crimes qui allaient accompagner l'esclavage des Africains déportés sur le sol américain. Incroyable, n'est-ce pas ? Il m'a fallu faire des recherches sur le Net pendant plus de 2 heures pour découvrir ce que recouvrait cette sordide imposture.

Wikipédia - Ten Little Indians (pouvant être traduit en français par Dix Petits Indiens) est une comptine enfantine américaine. Une chanson calquée sur elle, nommée Ten Little Niggers (Dix Petits Nègres), en a été tirée en 1869.

L'une, sinon la, première version de la chanson est intitulée Ten Little Injuns. Elle a été écrite par Septimus Winner en 1868 pour une représentation de ménestrels. Elle ensuite été adapté en 1869 par Frank J. Green en tant que Ten Little Niggers et est devenu un standard des spectacles de ménestrel blackface en Angleterre et en Amérique.

LVOG - Notez bien la date, 1869, 70 ans avant la parution du roman d'Agatha Christie qui ne conservera que la trame de la comptine qui se terminaient pas la disparition des Indiens, sort qui devait être réservé aux Afro-américain. En résumé, 10 Indiens suite à des péripéties successives devaient mourir les uns après les autres, et quand il n'en resta plus qu'un, il se maria mais il n'eut pas de descendance, donc son espèce disparut. Il n'était pas question de violence ou de meurtres dans la comptine originale, encore moins de racisme, et il n'en sera pas davantage question dans le roman d'Agatha Christie, où ces péripéties

ou accidents de la vie seront remplacés par des assassinats, où nul Noir ou Afro-américain n'apparaît nulle part.

Wikipédia - En 1875, les éditions (américaines) McLoughlin Brothers en font un livre pour enfant et cette chanson devient une berceuse très appréciée.

indiancountrytoday.com - La littérature historique décrit l'histoire du génocide, «Dix petits Indiens» ne partiront pas.

Une interprétation intéressante de l'avant-propos du livre, des films et des pièces de théâtre est le péché originel: «Que chacun d'entre eux ait causé la mort d'une personne innocente et que justice n'ait pas été rendue dans leur cas», lit-on dans le synopsis du livre de Christie. Cela semble être l'admission tacite d'un type de génocide, dans lequel des événements terribles se produisent et des innocents meurent et, d'une manière ou d'une autre, nous sommes nombreux, sinon la plupart, à blâmer. indiancountrytoday.com Sep 12, 2017

La chanson commence parfois avec un couplet répété : John Brown met a little Indian. (John Brown a rencontré un jeune Indien)

Qui était John Brown, un raciste ?

Wikipédia - John Brown, né le 9 mai 1800 à Torrington dans l'État du Connecticut aux États-Unis et mort par pendaison le 2 décembre 1859 à Charles Town, Virginie (maintenant en Virginie-Occidentale), est un abolitionniste américain qui en appela à l'insurrection armée pour abolir l'esclavage1. Il est l'auteur des assassinats de Pottawatomie en 1856 au Kansas et d'une tentative d'insurrection à Harpers Ferry en 1859 qui se termine par son arrestation, sa condamnation à mort pour trahison contre l'État de Virginie et par sa pendaison.

En 1858, à Chatham, dans l'Ontario, il réunit dans une convention ses partisans et d'anciens esclaves réfugiés là. Ils adoptent lors de cette convention une constitution interdisant l'esclavage aux États-Unis, dite Provisional Constitution and Ordinances for the People of the United States.

En 1859, avec l'aide de dix-huit hommes, il s'empare d'un arsenal fédéral à Harpers Ferry, en Virginie pour lancer l'insurrection (16 octobre 1859). Le raid de John Brown contre Harpers Ferry tourne au désastre : aucun esclave ne le rejoint, Brown est grièvement blessé de plusieurs balles, et deux de ses fils sont tués. Il est jugé à Charleston pour meurtre et trahison envers l'État de Virginie ; condamné à mort, il est exécuté par pendaison le 2 décembre 1859. Avant son exécution, il affirme que « Si j'avais fait ce que j'ai fait pour les Blancs, ou pour les riches, personne ne me l'aurait reproché ».

Victor Hugo, depuis son exil à Guernesey, tentera d'obtenir sa grâce, en vain.

La couleur du sang qui coule dans nos veines est de la même couleur.

Quand les colonisateurs racistes en sont à réécrire le passé ou à le faire disparaître, à dénaturer un roman, l'autodafé n'est pas loin, la censure, elle est déjà d'actualité.

Ils ont remplacé "Nègre" par "Soldat", normal chez ces fanatiques, ils sont en guerre contre tous les peuples de la planète.

Mais au fait, qui est à la manoeuvre, qui tire les ficelles ? Amazon ou Jeff Bezos, le milliardaire le plus riche de la planète avec une fortune de 171 milliards de dollars, un esclavagiste, mais non, pensez-vous son personnel est heureux, un saint homme assurément ! On a appris que c'était Amazon qui avait pris l'initiative en mai 2020 de retirer de la vente le roman d'Agatha Christie *Les Dix petits Nègres* pour "*cause de contenu non conforme aux critères de la société*".

- These days, Bezos is focused on making Amazon more climate-friendly, growing his personal real estate empire, and speaking out on issues like the Black Lives Matter movement. businessinsider.com

Traduction - Ces jours-ci, Bezos s'efforce de rendre Amazon plus présentable, soignant sa réputation et son discours en les orientant sur des questions telles que le mouvement Black Lives Matter.

Cela ne vous fait-il pas penser à l'orientation du Forum économique mondial dont nous avons rendu compte dans de précédentes causeries ?

Wikipédia - Agatha Christie se basa, pour écrire son roman, sur Ten Little Niggers, une chanson anglaise adaptée en 1869 par Frank Green d'une autre chanson américaine écrite en 1868 par Septimus Winner, Ten Little Indians.

En français, toutes les éditions portaient le titre Dix Petits Nègres, mais le titre est retiré de la vente par Amazon en mai 2020 pour cause de contenu non conforme aux critères de la société, en plein mouvement Black Lives Matter. Les Éditions du

Masque annoncent sur leur catalogue la parution de l'ouvrage sous le titre Ils étaient dix pour août 2020. Le terme « nègre » qui se trouvait 74 fois dans l'ouvrage a été remplacé par « Soldat ». Cette évolution provient d'une décision prise par James Prichard, arrière-petit-fils d'Agatha Christie et gérant de ses droits, qui déclare « quand le livre a été écrit, le langage était différent et on utilisait des mots aujourd'hui oubliés. Ce récit est basé sur une comptine populaire qui n'est pas signée Agatha Christie (…) Agatha Christie était avant tout là pour divertir et elle n'aurait pas aimé l'idée que quelqu'un soit blessé par une de ses tournures de phrases », ajoutant « nous ne devons plus utiliser des termes qui risquent de blesser : voilà le comportement à adopter en 2020 ».

Le roman "Dix petits nègres" d'Agatha Christie rebaptisé "Ils étaient Dix" - Franceinfo 26 août 2020

C'est la décision prise par l'arrière-petit-fils d'Agatha Christie, James Prichard, dans la foulée du mouvement Black Lives Matter. Franceinfo 26 août 2020

Ce roman policier, vendu à une centaine de millions d'exemplaires dans le monde selon une estimation, a été publié pour la première fois en 1939, traduit dans une cinquantaine de langues. Ce roman « a fait d'Agatha Christie l'auteur aux meilleures ventes de tous les temps », assure son site Internet. lemonde.fr 26 août 2020

LVOG - Voilà donc un roman "*vendu à une centaine de millions d'exemplaires dans le monde*" et dont le titre original n'avait posé aucun problème en France, et qui soudain devient détestable, quelle tartufferie ! Ce ne serait pas par hasard la version littéraire de la conspiration contre l'hydroxychloroquine ? Les acteurs sont les mêmes, remarquez bien.

De quoi s'agit-il ? L'histoire se déroule sur une île appelée *L'île du Nègre*, sans qu'il y ait le moindre rapport avec un Africain, un Afro-américain, un Asiatique, etc. bref, avec une personne à la peau noire ou foncée, je préfère. Publié en 1939, j'ignore ou je ne comprends pas très bien pourquoi Agatha Christie lui a donné ce titre. Peut-être a-t-elle voulu dénoncer et parodier la société américaine ou occidentale dont les dirigeants vantaient les vertus de la démocratie et de la justice, alors qu'en réalité, elle était gangrené par la corruption, les inégalités, la mafia, la violence, le crime, l'injustice frappant avant tout les couches les plus défavorisées, dont les citoyens d'origine africaine.

Wikipédia - Le monde d'Agatha Christie est en partie imprégné de la xénophobie et du racisme courants à son époque, de nombreux personnages christiens étant traités de juifs ou d'étrangers avec un certain mépris. La romancière s'en défend en expliquant que ces personnages reflètent la mentalité des Anglais de l'entre-deux-guerres, mais Agatha Christie véhicule ses propres conceptions correspondant à son milieu culturel bourgeois et colonialiste.

LVOG - On peut aussi avoir "*ses propres conceptions*", sans qu'elles correspondent forcément "*à son milieu culturel*". Le mien par exemple était très arriéré, réactionnaire, raciste, xénophobe, homophobe, bref, tout ce que je ne serai pas plus tard. Et quand on écrit un roman dont l'histoire se déroule à une époque ou le racisme et la xénophobie étaient exacerbés par la guerre et majoritaires dans la société, la plupart des personnages ne pouvaient pas ne pas l'être où alors cela n'aurait eu aucun sens, voilà un argument parfaitement ridicule. Méfiez-vous de wikipédia, c'est de la sorte qu'ils se livrent à des interprétations frauduleuses pour tromper les lecteurs, c'est aussi un ouvrage de propagande, il ne faut jamais l'oublier.

Le Grand Robert de la langue française - Nègre, négresse. Vieilli, péjoratif (Terme raciste, sauf lorsqu'il est employé par les Noirs eux-mêmes; Négritude).

LVOG - Pourquoi uniquement par les "*Noirs eux-mêmes*" ? N'importe qui peut l'employer dès lors qu'il s'en tient au cadre historique dans lequel il est apparu ou où il a été employé, le bannir dans ces conditions reviendrait à déformer l'histoire.

Devrait-on faire croire que le développement du capitalisme n'eut pas lieu grâce au colonialisme, à l'esclavage, à la traite des esclaves noirs, des Nègres justement, tels qu'ils les appelaient à l'époque et encore maintenant à voix basse ou entre eux.

De plus quand des Noirs y font référence eux-mêmes, c'est pour signaler que le racisme n'a jamais disparu et ne disparaîtra pas aussi longtemps que le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme existera.

Ma compagne est dravidienne, noire de peau, quand elle bronze l'été (vous avez le droit de vous marrer), elle est aussi foncée qu'une Ethiopienne ou une Somalienne, bref, elle est très belle, mais elle, elle est d'un avis contraire, c'est une tare dans l'Inde dominée par les aryens qui ont colonisé le sous-continent indien il y a environ 3.500 ans, dont sont issues la plupart des Indiens du nord du pays.

Au Tamil Nadu et à Pondichéry, en tamoul les Indiens appellent les occidentaux vellai kara, les hommes à la peau blanche, sans témoigner le moindre racisme et je ne m'en suis jamais offusqué. En revanche ce n'est pas le cas entre eux, je veux dire avec les Indiens d'origine aryenne et vice versa. Il se peut qu'à l'époque de la colonisation britannique et française principalement, mais aussi hollandaise et portugaise, ils aient appelé tous les occidentaux vellai kara, je n'en sais rien...

Leur bonne conscience ne s'applique pas au marché.

Ce qu'on ne vous dit pas, c'est que la dépigmentation de la peau est un fléau et un marché très juteux en Afrique et en Asie, où les multinationales (Unilever notamment) des milliardaires philanthropes, humanistes et antiracistes raflent la mise.

https://www.amazon.fr/Pilules-Blanchissantes-pour-Fairtone-Eclaircissantes/dp/B0048H9N8Q

Une pratique répandue en Afrique, en Asie... Parmi les régions francophones les plus touchées par le phénomène, on compte notamment le Togo – 59% des femmes utilisent régulièrement des produits éclaircissants, selon le dernier rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) -, le Sénégal (27%) et le Mali (environ 25%, toujours selon l'OMS)

En Asie, par exemple, et plus particulièrement en Inde, la pratique est très répandue, notamment chez les hommes. Selon France 24, "le marché [mondial] de la cosmétique a gonflé de 40% ces dernières années, avec une crème éclaircissante (Fair & Handsome) en première place".

Un business qui rapporte. (...) Le business du blanchiment de la peau se chiffre en milliards, et les usines pullulent en Chine, en Inde, au Nigéria, en Côte d'Ivoire ou en Afrique du Sud.

https://www.europe1.fr/societe/se-blanchir-la-peau-une-pratique-repandue-mais-dangereuse-3553184

https://www.francetvinfo.fr/monde/asie/depigmentation-les-marques-surfent-sur-les-reves-de-blancheur-des-asiatiques_3064399.html

Même si la dépigmentation volontaire est une pratique majoritairement féminine –selon les chiffres publiés en 2009 par la Mairie de Paris, environ 20% des femmes de couleur résidant en région parisienne utiliseraient des crèmes éclaircissante– les hommes auraient également recours à ce type de produits.

LVOG - On se détend un peu. Moi ce qui m'inquiète sans déconner, c'est que depuis près de deux mois on a eu peu de jours ensoleillés, et je suis quasiment en état de dépigmentation involontaire, non mais c'est grave, je blanchis à vue d'oeil, et étant le seul Blanc ici, on va me repérer tout de suite. Mélenchon a téléphoné à son pote Geoffroy Roux de Bézieux du Medef, il va peut-être falloir que je contacte Véran ou Le Drian pour savoir ce qu'ils en pensent...

Leur ennemi : La civilisation humaine.

De la distanciation sociale à la dislocation de tous les rapports sociaux ou liens au sein de la société.

- Les amours de l'été : "On a décidé de se mettre officiellement ensemble mais de vivre séparément" - Yahoo 27 août 2020

LVOG - Il flatte l'hyper individualisme à la moindre occasion, ils ne manquent pas d'empathie, ces psychopathes haïssent l'espèce humaine.

Faites tomber le masque du féminisme. Hommage à la prostitution, à la pornographie...

- Image offerte gracieusement par BFMTV

- "WAP" de Cardi B et Megan Thee Stallion, le tube le plus osé de l'été, fait polémique aux États-Unis - BFMTV 27 août 2020

Une ode au désir féminin et à la débauche, accompagnée d'images défiant les règles habituelles de la décence: WAP, clip de la rappeuse Cardi B, en collaboration avec Megan Thee Stallion, est devenu l'un des tubes de l'été.

La plupart des paroles de ce morceau sont intraduisibles sans risquer de verser dans l'obscénité.

Cardi B, 27 ans, ancienne stripteaseuse originaire du Bronx, une fan du socialiste Bernie Sanders qui soutient désormais le démocrate Joe Biden pour la présidentielle, et Megan Thee Stallion, 25 ans, originaire du Texas. Dans la vidéo, les deux rappeuses déambulent en talons aiguille et bodys on ne peut plus déshabillés, dans une riche demeure aux couleurs pastel où se succèdent félins, insinuations sexuelles et formes généreuses.

Politiquement engagée, jeune maman sans complexe face à son succès, Cardi B incarne les idéaux du féminisme, mais "comme c'est une ancienne stripteaseuse, venue de la téléréalité et des classes populaires (...), cela semble nier pour certains son féminisme", dit Sherri Williams, spécialiste des médias à l'American University de Washington.

Pour l'éminente gynécologue et éditorialiste Jen Gunter, WAP est un "nouveau repère culturel", qui permettra de démonter les fausses informations sur la sexualité féminine et d'aider les femmes qui ont du mal à accepter leur corps. Il est rare que la culture populaire "évoque le vagin de façon constructive", analyse Jen Gunter. WAP permet selon elle "aux femmes de s'exprimer comme les hommes s'expriment - je pense c'est un formidable pas en avant". BFMTV 27 août 2020

LVOG - Et je serais plutôt libertin que puritain. Décadence, dégénérescence, putréfaction, leur société en est à ce stade... final !

Quand ils font semblant de découvrir qu'ils vous empoisonnent ou vous rendent malade délibérément.

- Nos cosmétiques contiennent des produits toxiques, alerte 60 millions de consommateurs - topsante.com 27 août 2020

Cette fois-ci, la revue s'est concentrée sur les cosmétiques : depuis le vernis à ongles, en passant par le shampoing, le dentifrice, le maquillage, la crème pour le visage et le corps... Ce sont au total 86 produits qui ont été testés.

Se laver les dents aux métaux lourds

Dans la famille des dentifrices, 60 millions de consommateurs a souligné la présence de zinc et d'étain. Or ces deux métaux sont classés dans les "métaux lourds" et donc toxiques pour la santé. C'est le cas notamment de marques comme Signal, Sensodyne, Vademecum, Oral B, Zendium ou encore Sanogyl.

Ensuite, on trouve de nombreuses substances cancérogènes : du dioxyde de titane dans le dentifrice, de la coumarine dans les gels douche Weleda, Dop ou Carrefour, des colorants azoïques dans les crèmes hydratantes. Et même des produits néfastes pour la fertilité, comme le Lilial que le magazine a retrouvé dans la crème de la marque Dove. topsante.com 27 août 2020

LVOG - Autrefois j'ai travaillé comme magasinier chez Eléna Rubeinstein, gants et masque obligatoires pour manipuler une multitude de produits chimiques destinés à la fabrication de produits cosmétiques pour entretenir ou embellir la peau des femmes (sic!), pour un peu cela nous inciterait à cautionner la distanciation sociale ou à devenir homosexuel ! Je me suis barré au bout de quelques jours, le chômage n'existait pas à cette époque.

Le conformisme ou la mode haït ce qui est naturel, cela ne rapporte rien. Moralité : Comme j'aime le charme naturel des femmes, je haïe le conformisme et la mode. On est indépendant ou on ne l'est pas...

Plus une femme est restée naturelle, mieux elle supportera la déchéance de la vieillesse, un cauchemar qui débute chez les travestis dès 35 ou 40 ans, ça va être long, quel calvaire, on les plaint !

Totalitarisme. Appel à défier la légalité. Faites tomber les masques et manifestation le 29 août.

Coronavirus: Berlin interdit la manifestation contre les mesures sanitaires - Reuters 26 août 2020

La ville de Berlin va mobiliser plusieurs milliers de policiers ce week-end pour faire respecter une interdiction de manifester contre les mesures prises pour endiguer la pandémie de nouveau coronavirus.

Cette décision a été prise alors que des participants d'un récent rassemblement le 1er août dernier avaient refusé de respecter les mesures sanitaires tels que le port du masque et la distanciation sociale. Reuters 26 août 2020

Quelle "équivoque" ? Ce ne sont certainement pas eux qui vont aller manifester contre les mesures liberticides imposées par Macron-OMS-FEM, " union sacrée avec la classe capitaliste et le gouvernement" oblige !

- Légalité aussi longtemps que cela nous arrange, mais pas de légalité à tout prix, même en paroles ! Engels à Richard Fischer, le 8 mars 1895

LVOG - Des paroles aux actes, le POID, c'est la voix des Pieds nickelés du Conseil scientifique.

- Coronavirus : "Il faut que l'on apprenne à vivre avec", estime Jean-François Delfraissy - Franceinfo 26 août 2020

latribunedestravailleurs.fr - Par Daniel Gluckstein, le 26 août 2020 : « Il y aura des contaminations à l'école, des enfants vont se contaminer, probablement quelques enseignants aussi, mais on va le gérer » : ainsi parle le président du

conseil scientifique nommé par Macron, le professeur Jean-François Delfraissy, qui envisage aussi l'apparition d'« écoles clusters, peut-être de classes clusters » (1) (France Info, 24 août). « On va le gérer » ? Voilà qui est rassurant quand on a en mémoire la façon dont le gouvernement « gère » la crise depuis huit mois… !

LVOG - L'incurie intellectuelle, la désinformation, la mauvaise foi évidente à tous les étages :

- ...permettre le respect de la distance physique recommandée...

- Il pourrait aussi généraliser les tests de dépistage...

- Traiter dans les délais voulus (...) tous ceux qui sont susceptibles de porter la maladie.

- Face à une deuxième vague qui s'avance, quelle leçon tirer de la première ?

- Oui, un plan d'urgence ouvrier sur lequel toutes les forces peuvent et doivent se rassembler, à condition de dissiper toute équivoque sur une possible union sacrée avec la classe capitaliste et le gouvernement. latribunedestravailleurs.fr 26 août 2020

Inutile de commenter, le POID est devenu le porte-parole de Macron, et il a osé se moquer de Mélenchon qui en a fait autant avec le Medef. Décidément, oui le mouvement ouvrier est à reconstruire de fond en comble...

La Tribune des travailleurs, c'est aussi la tribune du gouvernement :

Covid 19 : le ministre de la santé met en garde face à « une situation à risques »

23 août 2020 – L'épidémie « ne s'est jamais arrêtée », a rappelé M. Véran dans un entretien au Journal du Dimanche. « Elle a seulement été contrôlée pendant le confinement puis le déconfinement progressif ». « Le risque, a -t-il insisté, c'est que, après avoir enlevé doucement le couvercle de la casserole, l'eau se remette à bouillir ». Un reconfinement général « n'est pas à l'ordre du jour et ne constitue pas une hypothèse de travail » car « nous pouvons mettre en place des mesures spécifiques, territorialisées, comme nous l'avons fait avec succès en Mayenne ». « Et puis il y a et il va y avoir encore plus de contrôles et de sanctions », a-t-il prévenu.

Le "*fil d'info*" de La Tribune des travailleurs ressemblent de plus en plus à l'agenda du Forum économique mondial :

- La colère monte aux États-Unis après le tir d'un policier dans le dos d'un homme noir

- Biélorussie : poursuite des manifestations contre la prétendue réélection de Loukachenko

- Violences conjugales : 146 femmes ont été tuées au sein de leur couple en 2019, 25 de plus qu'en 2018

LVOG - Il ne manque plus que la météo, l'horoscope et la rubrique des chiens écrasés...

Fabrique du consentement. La réalité, ce sont eux qui la fabriquent, falsifiée.

- «Il y a un sentiment d'inquiétude, nous ne sommes pas là pour faire peur, mais il faut partager la réalité», résume un ministre. LeFigaro.fr 26 août 2020

Le bal masqué des tyrans et leurs domestiques.

- Coronavirus : "Le masque devrait être gratuit à l'école et dans les entreprises", estime Philippe Martinez - Franceinfo 26 août 2020

LVOG - Martinez n'en a pas besoin, il s'en est fait greffé un !

- L'opposition réclame des masques gratuits à l'école - AFP 26 août 2020

Plusieurs dirigeants de l'opposition, dont Yannick Jadot (EELV) et Damien Abad (LR), ont réclamé mardi des distributions gratuites de masques dans les collèges et les lycées où son port sera obligatoire à la rentrée. AFP 26 août 2020

LVOG - Macron impose le masque, l'opposition réclame des masques, dites, où est l'opposition ?

Tiens, il n'est plus aéroporté, sinon le port du masque serait dérisoire !

Franceinfo 26 août 2020 - Selon les données actuelles, le coronavirus se transmet par les sécrétions buccales expulsées lorsque l'on parle, éternue ou tousse. Le port du masque permet de limiter la diffusion de ces postillons. Franceinfo 26 août 2020

Un espoir masqué n'a aucun effet positif, pire, il est néfaste.

- «Ce n'est pas un crime de donner de l'espoir» : la leçon de Didier Raoult au gouvernement - LeFigaro.fr 27 août 2020

- Covid: à Marseille, Raoult, Rubirola et Vassal font bloc contre les choix de l'exécutif - LeFigaro.fr 27 août 2020

La classe politique marseillaise a affiché son unité, jeudi matin, face à la décision du gouvernement imposant depuis mercredi soir la fermeture entre 23 heures et 6 heures des bars, restaurants et commerces d'alimentation générale dans toutes les Bouches-du-Rhône. La rupture a été signifiée au cours d'une conférence de presse conjointe de la maire gauche-écologie de Marseille, Michèle Rubirola, et de la présidente LR de la métropole et du département, Martine Vassal, à la même heure que celle de Jean Castex à Paris. Et quelques heures avant la visite du ministre de la Santé, Olivier Véran, dans la Cité phocéenne. Une démarche spectaculaire tant la dernière campagne des municipales a été violente entre les deux femmes. Le cadre n'était pas neutre non plus, en l'occurrence l'amphithéâtre de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) Méditerranée Infection, en présence du professeur Didier Raoult.

Le port du masque obligatoire en revanche ne fait pas débat. Mairie, métropole et département lancent une campagne de communication commune - là encore une première - sur la nécessité de le porter. Les masques seront distribués par milliers aux écoliers, collégiens et lycéens à l'occasion de la rentrée scolaire. LeFigaro.fr 27 août 2020

Comment s'articule le totalitarisme. Machination, désinformation, mensonge, censure, menace, chantage, oppression, répression.

LVOG - L'Etat policier à l'oeuvre. Castex : Il faut "*sanctionner très vite*" les "*petites infractions pénales, les contraventions, les incivilités*".

Invité sur France Inter mercredi 26 août, le Premier ministre, Jean Castex.

- "Dans la loi de finances 2021, nous allons créer 550 emplois en plus", a annoncé le Premier ministre. Ce seront des postes "de greffiers et de magistrats". "Dès ma prise de fonction, j'ai demandé à Olivier Dussopt (ministre délégué aux Comptes publics) de créer 250 emplois en plus en cours d'année 2020, c'est autant de greffiers que de magistrats qui sont nécessaires", a déclaré le Premier ministre. "Sous le quinquennat de M. Macron, il y aura quand même eu 2000 emplois de greffiers et magistrats en plus", a assuré Jean Castex qui a noté que "ça ne va pas suffire encore". Le Premier ministre a également indiqué son souhait d'instaurer des "juges de proximité" qui pourraient traiter et "sanctionner très vite" les "petites infractions pénales, les contraventions, les incivilités qui ne sont quasiment jamais sanctionnées parce que la justice est embouteillée et ne dispose pas des moyens". Franceinfo 26 août 2020

Castex appelle les anti-masques "à l'esprit de responsabilité" : "Qu'ils pensent aux autres" - BFMTV 26 août 2020

LVOG - La servilité n'a jamais été un acte de "*responsabilité*" profitable aux autres, hormis les oppresseurs !

- Coronavirus : face à la situation sanitaire, l'exécutif veut "resserrer les boulons" pour la rentrée - BFMTV 26 août 2020

- Le port du masque obligatoire à Paris et en petite couronne dès vendredi matin - LePoint.fr 27 août 2020

« Des plans de reconfinement, qu'ils soient territoriaux ou globaux, sont prêts », prévient Jean Castex. LePoint.fr 27 août 2020

- Port du masque en entreprise : "Il peut y avoir des sanctions", prévient Élisabeth Borne - Europe1 25 août 2020

- Insécurité : « Il faut des peines rudes, sévères, dures », affirme Hervé Morin (Centristes) - Franceinfo 27 août 2020

- Coronavirus : Risque-t-on une amende si on enlève son masque pour fumer ou manger un sandwich ? - 20minutes.fr 27 août 2020

Dans les lieux extérieurs où le port du masque est devenu obligatoire, l'enlever ne serait-ce que pour fumer ou manger une glace expose dans l'absolu à une contravention. Les autorités de leur côté rappellent l'habitude du « discernement » chez les forces de l'ordre.

A ce jour, il y a eu « environ 700 verbalisations » par jour pour non-respect du port du masque depuis le 17 août, a précisé le Premier ministre. Depuis le 17 août, les autorités ont procédé dans les établissements recevant du public à 30.000 contrôles, qui ont donné lieu à 1.900 mesures de police et 53 fermetures. 20minutes.fr 27 août 2020

LVOG - "*L'habitude du « discernement » chez les forces de l'ordre*" qui frappent sur des badauds lors de manifestations ou qui contrôlent les mêmes jeunes 3 fois dans une même journée, il fallait oser la sortir celle-là !

- Coronavirus : l'Allemagne durcit les restrictions pour les rassemblements - LePoint.fr 28 août 2020

Les Allemands ne pourront plus se réunir à plus de 50 personnes jusqu'à la fin de l'année.

Même si la propagation du virus est « actuellement encore nettement plus faible qu'au pic atteint en mars et avril », les autorités pointent le fait que « ces dernières semaines, le nombre d'infections a de nouveau augmenté ». LePoint.fr 28 août 2020

SciencesPo, Inserm, Pasteur, CNRS, Conseil scientifique, etc. un ramassi de corrompus.

Femmes, quinqua, CSP+, adeptes des "théories du complot", tel est le profil type des anti-masques, selon un chercheur - Franceinfo 26 août 2020

Par Antoine Bristielle, professeur agrégé de sciences sociales et chercheur à SciencesPo Grenoble, mercredi 26 août sur franceinfo.

LVOG - Leur crime, devinez, ils ne veulent pas de vaccin.

Franceinfo - Par exemple, aussi, lorsqu'on leur demande s'ils pensent que le ministère de la Santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher la réalité sur la nocivité des vaccins, il y a 90% des anti-masques qui sont d'accord avec cette affirmation. Par exemple, aussi, lorsqu'on leur demande s'ils pensent que le ministère de la Santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher la réalité sur la nocivité des vaccins, il y a 90% des anti-masques qui sont d'accord avec cette affirmation.

LVOG - En passant par l'amalgame habituel débile, ils ne peuvent pas s'en empêcher, sinon il est carrément ordurier.

Franceinfo - Lorsqu'on leur pose des questions sur leur croyance dans les Illuminati, leur croyance dans la théorie du grand remplacement ou ce genre de choses

LVOG - Leur autre crime : Ils veulent se compter, s'organiser. Ils ont une conscience, là c'est dramatique.

Franceinfo - Ces individus se rendent compte qu'ils ne sont pas seuls, que ce ne sont pas eux tout seuls qui n'ont pas envie de porter le masque et qu'il y a d'autres individus qui, eux aussi, refusent de porter le masque. Sur les groupes Facebook, très régulièrement, certains postent des messages en disant qu'il faut se mobiliser, de ne plus porter le masque.

Ils essaient de créer une sorte de mouvement de personnes qui refuseraient de porter le masque à l'extérieur. Franceinfo 26 août 2020

Big Pharma les a achetés.

Conflits d'intérêt ? Le classement des professionnels de santé les plus rémunérés par l'industrie pharmaceutique - covidinfos.net 26 août 2020

Le site FranceSoir.fr a publié ce 24 août un "Top 13 du classement des revenus récents versés par l'industrie pharmaceutique" aux professionnels de santé, source d'interrogations de l'auteur de l'article sur d'éventuels "conflits d'intérêt".

[…]

“N°1. La Palme d’Or revient au Pr François Raffi de Nantes. 541.729 €, dont 52.812 € de Gilead. Est-ce un hasard si on nous apprend que le coup de téléphone anonyme pour menacer Didier Raoult, s’il persistait avec l’hydroxychloroquine, est parti du téléphone portable du service d’infectiologie du CHU de Nantes, dont François Raffi est chef de service ? Sûrement une pure coïncidence.

N°2. Le Pr Jacques Reynes de Montpellier. 291.741 €, dont 48.006 € de Gilead et 64.493 € d’Abbvie. Or Jacques Reynes a été sollicité par Olivier Véran pour piloter l’essai clinique du protocole Raoult à Montpellier alors qu’il est en même temps le coordinateur national de deux études sur le remdesivir pour le compte de Gilead. Il n’avait sûrement pas eu le temps d’envoyer au Ministre sa Déclaration publique d’intérêts (DPI).

N°3. La Pr Karine Lacombe de Paris – Saint Antoine. 212.209 €, dont 28.412 € de Gilead. Elle est sur la dernière marche du podium, mais l’essentiel est d’y être. Il n’y a pas que le podium avec les Ministres à Matignon.

N°4. Le Pr Jean Michel Molina de Paris – Saint Louis. 184.034 €, dont 26.950 € de Gilead et 22.864 € d’Abbvie. Or Jean-Michel Molina est co-auteur d’un article publié dans Médecine et Maladies Infectieuses sur quelques cas, pour dire que l’hydroxychloroquine ne marche pas. Médecine et Maladies Infectieuses est le journal officiel de la SPILF (Société de Pathologie infectieuse de Langue Française).

N°5. Le Pr Gilbert Deray de Paris. 160.649€. Une belle somme pour un néphrologue qui très présent sur les plateaux télés. Attention le remdesivir peut être très toxique pour les reins.

N°6. Le Pr Jean-Paul Stahl de Grenoble. 100.358 €, dont 4.552 € d’Abbvie. A noter que cette somme n’a pas été déclarée sur sa DPI. Or Jean-Paul Stahl est rédacteur en chef du journal Médecine et Maladies Infectieuses. C’est lui qui a comparé le Plaquénil* au papier toilette.

N°7. Le Pr Christian Chidiac de Lyon. 90.741 €, dont 16.563 € de Gilead. Or Christian Chidiac est président de la Commission Maladies transmissibles du Haut Conseil de la Santé Publique qui a rendu le fameux Avis interdisant l’hydroxychloroquine, sauf aux mourants et demandant d’inclure les malades dans les essais officiels (donc Discovery). Son adjointe, la Pr Florence Ader, citée ci-dessous, est l’investigatrice principale de Discovery. Pure coïncidence.

N°8. Le Pr Bruno Hoen de l’Institut Pasteur. 82.610 €, dont 52.012 € de Gilead. A noter que sur sa DPI, il a noté n’avoir reçu que 1000 € de Gilead ! Or Bruno Hoen a attaqué l’équipe de Marseille dans un courriel du 18 mars 2020, partagé avec tous les infectiologues.

N°9. Le Pr Pierre Tattevin de Rennes. 79.956 €, dont 15.028 € de Gilead. A noter que sur sa DPI, comme son prédécesseur, il a noté n’avoir reçu que 1000 € de Gilead ! Ca doit être le surmenage. Or Pierre Tattevin est président de la SPILF. Cette Société savante a attaqué l’hydroxychloroquine pour encourager les inclusions dans Discovery, ainsi que dans les autres études par tirage au sort avec des groupes de patients non traités (études randomisées).”

N°10. Le Pr Vincent Le Moing de Montpellier. 68.435 €, dont 4.776 € de Gilead et 9.642 € d’Abbvie. Or Vincent Le Moing pilote, avec son patron Jacques Reynes cité ci-dessus, l’essai clinique de Montpellier.

N°11. Le Dr Alain Makinson de Montpellier. 63.873 €, dont 15.054 € de Gilead. Or Alain Makinson participe à l’étude de Montpellier avec Jacques Reynes et Vincent Le Moing. Un beau trio. Montpellier est très bien représentée.

N°12. François-Xavier Lescure de Paris – Bichat. 28.929 €, dont 8.621 € de Gilead. Or François-Xavier Lescure est l’adjoint de notre célèbre Yazdan Yazdanpanah qui est dans le Conseil scientifique Covid-19. Il a publiquement critiqué l’équipe de Marseille pour discréditer l’hydroxychloroquine. Il est co-auteur de l’étude très contestable sur le remdésivir de Gilead, publiée dans le New England Journal of Medicine. Or cette étude n’a aucune méthodologie.

N°13. La Pr Florence Ader de Lyon. 11.842 € , dont 3.750 € de Gilead. Or Florence Ader est l’investigatrice principale de Discovery.

A partir de douze, ça commence à faire un foyer épidémique !

- Revenus versés par BigPharma. A partir de 12 on a un foyer épidémique de conflits d’intérêts? - FranceSoir.fr 24.06

http://www.francesoir.fr/societe-sante/top-13-des-revenus-annuels-recents-verses-par-lindustrie-pharmaceutique

Ils osent tout. Les Pieds nickelés de la scientologie au-delà du ridicule... criminel toutefois !

LVOG - Le secteur de la finance est au secteur industriel ou productif, ce que big data est à la science : Mafieux et corrompu, des parasites nuisibles à la société...

- Coronavirus: l'hydroxychloroquine inefficace et dangereuse, d'après une vaste étude française - Le HuffPost 27 août 2020

Ce jeudi 27 août paraît une étude française de l'INSERM niant toute utilité au fameux traitement. Et ses conclusions sont sans appel.

Parue dans la revue Clinical Microbiology and Infection, il s'agit d'une méta-analyse, une étude réunissant les conclusions de 29 études parues précédemment. Des efforts de recherche qui, cumulés, ont réuni près de 12.000 patients. Résultats? Une absence complète de résultats. "L'hydroxychloroquine seule n'est pas efficace dans le traitement des patients, et la combinaison d'hydroxychloroquine et d'azithromycine augmente le risque de mortalité".

Un constat très clair qui remet totalement en cause l'utilité du traitement défendu par le professeur Raoult. Seul, le médicament serait donc inefficace, offrant les mêmes chances de guérison aux patients qui le reçoivent qu'à ceux à qui l'on a administré d'autres traitements, comme les corticostéroïdes.

Comment expliquer alors l'engouement autour des essais réussis? Pour Thibault Fiolet, co-auteur de l'étude au Centre de recherche en épidémiologie et statistiques et l'INSERM, cela tient à la nature des études: celle du professeur Raoult, comme d'autres aux résultats favorables à l'hydroxychloroquine, sont de nature observationnelle, un type d'étude qui pour le chercheur peut mener à des approximations. "On a parfois des biais dans les groupes comparés", ce qui peut fausser les résultats d'étude, explique-t-il. Le HuffPost 27 août 2020

LVOG - Le Pr. Raoult soigne des patients, à l'INSERM ils manipulent des données ou big data, normal que leurs conclusions divergent du tout au tout.... tout comme sur le climat.

Témoignages. L'épidémie est idéologique.

"Nous sommes face à une épidémie qui n'en est pas une", trois médecins s'expriment sur la situation actuelle ... - covidinfos.net 26 août 2020

Interrogés sur M6 à l'occasion du 19/45 de samedi 22 août, le Pr Toussaint, le Pr Toubiana et le Dr Blachier se sont exprimés sur la situation épidémique actuelle, estimant notamment que le virus avait "perdu de sa virulence" et qu'il n'y avait pas de raison de "particulièrement s'inquiéter".

– Faut-il s'inquiéter de la hausse du nombre de cas de contaminations ?

Dr Blachier :"Il ne faut pas particulièrement s'en inquiéter … On est très très loin des niveaux de circulation virale qu'on avait au moment du confinement, contrairement à ce que l'on entend souvent."

Dr Toubiana :"Oui il y a une augmentation, parce qu'on teste beaucoup ; Ces tests, on ne les avait pas au moment où il fallait, et maintenant on les a, on teste beaucoup la population et on trouve effectivement des gens porteurs mais non-malades."

– Pourquoi les jeunes semblent-ils plus touchés ?

Pr Toussaint :"La plupart des cas positifs actuellement, dans cette phase de l'épidémie sont des sujets jeunes, asymptomatiques qui ont une probabilité extrêmement faible de développer des formes sévères nécessitant leur hospitalisation ou l'entrée en réanimation."

Dr Blachier :"C'était probablement le cas au début … on ne les diagnostiquait pas … Les jeunes se sont toujours plus contaminés que les personnes plus âgées."

– Pourquoi le nombre d'hospitalisations n'augmente-t-il pas ?

Dr Toubiana :"Parce que nous sommes face à une épidémie qui n'en est pas une… on peut parler d'une épidémie de « porteurs du virus » mais ils ne sont pas malades."

– Le virus est-il moins dangereux ?

Dr Toussaint :"On découvre que nous sommes en contact avec un virus qui a perdu de sa virulence… il est présent dans

notre environnement, nous nous sommes habitués à ce virus… manifestement quelque chose dans l'équilibre … s'est inversé en notre faveur." covidinfos.net 26 août 2020

"Il n'y a pas d'augmentation des hospitalisations" selon Martine Wonner, députée et psychiatre - covidinfos.net 27 août 2020

Martine Wonner, députée Écologie, démocratie et solidarité et psychiatre était invitée le 25 août dans l'émission "Sud Radio Midi", elle a estimé qu'il fallait arrêter "d'entretenir cette peur" et qu'il "fallait que les citoyens se posent les bonnes questions".

"Malheureusement, trop souvent dans les médias on entend parler d'une flambée de contaminations alors qu'il s'agit d'une augmentation du dénombrement de cas positifs. Et on peut s'en réjouir car de plus en plus de personnes ont la possibilité de se faire dépister. J'ai encore vérifié sur le site de Santé Publique France : il n'y a pas d'augmentation d'hospitalisations, et encore moins dans les services de réanimation. Arrêtons donc d'entretenir cette peur"

"Toujours est-il qu'il faut continuer à être prudents. Mais être prudent ne veut pas dire continuer à faire peur. En tant que psychiatre je suis extrêmement préoccupée par la flambée de suicides, je suis inquiète de la santé psychique de nos concitoyens. Il faut peser le bénéfice-risque de toutes les mesures stratégiques qui sont en train d'être prises. Je pense qu'il faut absolument qu'on revienne là-dessus."

"Je n'ai pas voté le plan de déconfinement. Et je continue à dire que la stratégie utilisée par le gouvernement n'est pas la bonne. Aujourd'hui il y a suffisamment d'études dans le monde, notamment françaises, qui nous démontrent l'intérêt de pouvoir traiter précocement les personnes symptomatiques. Rien qu'en donnant un antibiotique, on peut traiter le Covid-19. Il ne devrait pas y avoir ces hospitalisations, même si certaines personnes sont dépistées positives. Et de quoi parlons-nous ? Est-ce que ces personnes sont asymptomatiques ? Ont-elles des signes cliniques ? Il faut être prudents dans les messages envoyés à la population"

"Aujourd'hui, imposer le port du masque partout et pour tout le monde n'a pas de sens. Bien sûr, quand une personne est malade, il faut qu'elle porte un masque pour éviter de contaminer son entourage. Quand une personne est fragile, immunodépressive aussi, il faut qu'elle se protège. Pour autant, imposer le port du masque dans les entreprises ou les écoles n'a pas de sens sur le plan scientifique. Il y a sans doute même plus d'effets délétères puisque la sphère oro-buccale est porteuse de nombreuses bactéries. En revanche, il faut encourager le lavage des mains en permanence."

"En Ariège je ressens la même chose qu'avant les Gilets jaunes : ça gronde. Et si la privation de libertés qui est prévue et sous-tendue par la stratégie gouvernementale est simplement pour limiter le droit fondamental de manifester, je pense qu'il faut que les citoyens se posent les bonnes questions"

Source :

– Sud Radio : Martine Wonner : "il ne devrait pas y avoir d'hospitalisations pour cause de Covid-19"

https://www.sudradio.fr/societe/martine-wonner-il-ne-devrait-pas-y-avoir-dhospitalisations-pour-cause-de-covid-19

Témoignages. La machination au coronabusiness dévoilée.

Confinement, économie, tests : 8 nouveaux experts critiquent la panique liée au Coronavirus - covidinfos.net 18 avril 2020

Le site Off-Guardian publie une nouvelle sélection d'opinions d'experts qui posent un regard critique sur la crise liée à l'épidémie de Covid-19. Extraits.

Ce qu'ils disent :

"Distinguer mourir 'avec' le Covid-19 et mourir 'en raison du' Covid-19 n'est pas couper les cheveux en quatre. Prenons quelques exemples: une femme de 87 ans atteinte de démence dans une maison médicalisée; un homme de 79 ans atteint d'un cancer de la vessie métastatique; un homme de 29 ans atteint de leucémie traité par chimiothérapie; une femme de 46 ans atteinte d'une maladie des motoneurones depuis 2 ans.

Tous développent des infections pulmonaires et meurent. Tous sont positifs pour Covid-19. Pourtant, tous étaient vulnérables à la mort par infection pulmonaire de toute cause infectieuse (y compris la grippe)."

[…]

Le Docteur John Lee est un histopathologiste américain.

“Personnellement, je dirais que le meilleur conseil est de passer moins de temps à regarder les journaux télévisés, qui sont sensationnalistes et de mauvaise qualité. Personnellement, je considère cette épidémie de Covid comme une mauvaise épidémie de grippe hivernale.[…] Nous souffrons d’une épidémie médiatique !”

[…]

Le Docteur John Oxford est un virologue anglais et professeur à Queen Mary, Université de Londres.

“Avec toutes les maladies respiratoires, la seule chose qui arrête la maladie est l’immunité collective. Environ 80% des personnes doivent avoir été en contact avec le virus, la majorité d’entre elles se sauront même pas qu’elles ont été infectées ; ou alors elles auront présenté des symptômes très, très légers, surtout les enfants. Il est donc très important de garder les écoles ouvertes que les enfants interagissent pour propager le virus afin d’obtenir l’immunité collective le plus rapidement possible.”

[…]

Le professeur Knut Wittkowski est chercheur et professeur d’épidémiologie

“Tous [les morts du Covid] que nous avons examinés jusqu’à présent avaient un cancer, une maladie pulmonaire chronique, étaient de gros fumeurs ou gravement obèses, souffraient de diabète ou avaient une maladie cardiovasculaire. Le virus a été la dernière paille qui a brisé le dos du chameau, pour ainsi dire […] Le Covid-19 n’est une maladie mortelle que dans des cas exceptionnels, mais dans la plupart des cas, il s’agit d’une infection virale majoritairement inoffensive.

Dans de nombreux cas, nous avons également constaté que l’infection corona actuelle n’avait absolument rien à voir avec l’issue fatale, car d’autres causes de décès sont présentes, par exemple une hémorragie cérébrale ou une crise cardiaque. [le Covid-19] n’est pas une maladie virale particulièrement dangereuse […] Toutes les spéculations sur les décès individuels qui n’ont pas été examinés de manière experte alimentent seulement l’anxiété.”

[…]

Le Docteur Klaus Püschel est un médecin légiste allemand, et directeur actuel de l’Institut de médecine légale du Centre médical universitaire de Hambourg-Eppendorf.

“Au plus rapide, obtenir un vaccin prend six mois. D’après mon expérience, je dirais que la réalité est plus proche d’un an. Nous ne pouvons pas rester confinés pendant six mois à un an. Si nous faisions cela, notre société et notre culture seraient en ruines. Les gens de moins de 50 ans ont très très peu de chances de mourir ou d’être sérieusement malades à cause du coronavirus. Nous devons les laisser être infectés pour qu’ils puissent développer une immunité. L’immunité collective est la seule option maintenant, nous ne pouvons pas attendre un vaccin, nous devons trouver un moyen de vivre avec ce virus… ”

[…]

Le Dr Alexander Kekulé est un médecin et biochimiste allemand. Il actuellement directeur de l’Institut de microbiologie médicale de l’hôpital universitaire de Halle.

“La moitié des [tests positifs] pourraient être faux. Les tests PCA montrent souvent des faux positifs.[…] Les tests sont très sensibles. Si vous n’avez qu’une seule molécule de quelque chose, le test peut être positif. Cela ne signifie pas que le patient est malade ou qu’il a le coronavirus; […] mais on se fie entièrement à ces tests.

Je suis clinicien et je ne vois pas de nouvelle maladie à l’horizon. Si vous supprimiez le test, la vie continuerait comme avant, il n’y aurait rien à voir.”

[…]

Le Dr Claus Köhnlein est un médecin allemand basé à Kiel et co-auteur du livre Virus Mania

“Bien que je me concentre sur les maladies infectieuses, je crois qu’il est impératif que nous considérions l’impact sur d’autres domaines de la santé et de la société. En tant que société, nous ne devons pas nous concentrer uniquement sur les victimes du virus corona. Nous savons que le chômage, par exemple, provoque des maladies et même une augmentation de la mortalité. Cela peut aussi conduire les gens au suicide. La restriction de la liberté de circulation est susceptible d’avoir un

impact négatif supplémentaire sur la santé publique."

[…]

Le Dr Gérard Krause est chef du département d'épidémiologie au Helmholtz Center for Infection de Braunschweig, directeur de l'Institut d'épidémiologie des maladies infectieuses de TWINCORE à Hanovre

"Lorsque la grippe porcine s'est propagée, de nombreux gouvernements ont suivi les conseils de l'OMS et ont stocké du Tamiflu, un médicament commercialisé pour se protéger contre les conséquences de la grippe. [En même temps], de nombreux conseillers experts de l'OMS avaient des liens financiers avec les fabricants de médicaments, et rien ne prouve encore que Tamiflu soit efficace."

[…]

Le Dr Gerd Gigerenzer est un psychologue allemand, professeur de psychologie et directeur du Harding Center for

Risk Literacy de l'Institut Max Planck pour le développement humain à Berlin

Lire l'article :

Anglais (original) : Off-Guardian

Français (traduction automatique) : Off-Guardian

https://translate.google.com/translate?sl=auto&tl=fr&u=https://off-guardian.org/2020/04/17/8-more-experts-questioning-the-coronavirus-panic/

Témoignages. L'épidémie est une arme idéologique.

- **"**Autocontamination, lésions cutanées, difficultés respiratoires**…"** Le port du masque vu par l'OMS
- covidinfos.net 27 août 2020

Selon un document baptisé "Conseils sur le port du masque dans le cadre de la COVID-19" publié par l'Organisation Mondiale de la Santé, (téléchargement ici), voici la liste des effets indésirables et inconvénients potentiels liés au port du masque par le grand public, suivie de la liste des bénéfices potentiels dont le fascinant "impression donnée aux gens de contribuer à stopper la propagation du virus" :

Pages 9 & 10:

« Effets indésirables/inconvénients potentiels.

– Dans le grand public, le port du masque par des personnes en bonne santé peut notamment présenter les désavantages suivants :

- risque potentiellement accru d'autocontamination dû au fait de manipuler un masque facial puis de se toucher les yeux avec des mains contaminées ;

- autocontamination possible si un masque non médical humide ou sale n'est pas remplacé, favorisant ainsi la prolifération de microorganismes ;

- mal de tête et/ou difficultés respiratoires possibles selon le type de masque utilisé ;

- lésions cutanées faciales, dermite irritative ou aggravation de l'acné en cas de port fréquent et prolongé du masque ;

- difficulté de communiquer clairement ;

- sensation possible d'inconfort ;

- fausse impression de sécurité pouvant conduire à un respect moins scrupuleux des mesures préventives qui ont fait leurs preuves comme la distanciation physique et l'hygiène des mains ;

- port du masque mal supporté, notamment par le jeune enfant ;

- problèmes liés à la gestion des déchets ; l'élimination sauvage des masques peut entraîner une augmentation du volume des déchets dans les lieux publics, présentant un risque de contamination des préposés au nettoyage des rues et des risques pour l'environnement ;

- difficultés de communiquer en cas de surdité et de dépendance de la lecture labiale ;

- désavantages et difficultés liés au port du masque éprouvés par les enfants, les personnes atteintes de troubles mentaux ou de déficiences développementales, les personnes âgées atteintes de déficiences cognitives, les asthmatiques ou les personnes souffrant d'affections respiratoires chroniques, les personnes ayant récemment subi un traumatisme facial ou une intervention chirurgicale orale ou maxillofaciale, ainsi que celles qui vivent dans un environnement chaud et humide.»

– Tout aussi intéressants, les potentiels effets bénéfiques et avantages du port du masque : « Dans le grand public, le port du masque par des personnes en bonne santé peut notamment présenter les avantages suivants :

- risque potentiellement réduit d'exposition à des sujets infectés encore asymptomatiques ;

- stigmatisation potentiellement réduite des personnes portant un masque pour éviter d'infecter autrui (lutte à la source) et de celles qui s'occupent de patients atteints de la COVID-19 dans des contextes non cliniques

- impression donnée aux gens de contribuer à stopper la propagation du virus

- occasion de rappeler à la population les autres mesures à respecter (veiller par exemple à l'hygiène des mains, ne pas se toucher le nez ou la bouche) – l'effet inverse étant toutefois aussi possible (voir ci-dessous)

- effets socioéconomiques potentiels. Face à la pénurie mondiale de masques chirurgicaux et d'équipement de protection individuelle, le fait d'encourager les gens à fabriquer leurs propres masques peut contribuer à l'initiative personnelle et à l'intégration communautaire. La production de masques non médicaux peut être une source de revenu pour ceux qui sont en mesure de les fabriquer dans leur communauté. Les masques en tissu peuvent aussi offrir un moyen d'expression culturelle propre à favoriser l'acceptation des mesures de protection en général. La réutilisation sans risque des masques en tissu permettra de réduire les coûts et le gaspillage. »

Sources :

– Organisation Mondiale de la Santé

https://apps.who.int/iris/handle/10665/332448

– Téléchargez le document "Conseils sur le port du masque dans le cadre de la COVID-19"

https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/08/WHO-2019-nCov-IPC_Masks-2020.4-fre.pdf

Ils se divisent sur l'instrumentalisation des tests ou ils dévoilent une partie de la supercherie.

- Coronavirus/USA: Un test pas nécessaire sans symptômes, selon les CDC - Reuters 27 août 2020

Les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) ont déclaré cette semaine que les personnes exposées à des cas confirmés de coronavirus mais n'en présentant aucun symptôme n'avaient pas besoin d'être testées, une annonce qui a choqué des médecins et des politiciens.

Cette directive, qui marque un revirement par rapport à la position préalable de l'agence fédérale, a été dénoncée par certains comme une décision aux motifs politiques. Les CDC recommandaient jusqu'alors le dépistage de tous ceux en contact avec des personnes diagnostiquées positives au COVID-19.

Brett Giroir, l'un des hauts représentants du département américain de la Santé, a déclaré que l'objectif était d'avoir un dépistage "approprié" et de ne pas continuer à tester simplement pour le principe. Il a assuré qu'il n'y avait aucune pression de l'administration derrière cette décision.

Le New York Times et CNN ont rapporté mercredi que de hauts membres de l'administration Trump ont ordonné aux représentants des services de santé publique d'effectuer les changements.

Il s'agit du fruit d'une discussion approfondie d'experts scientifiques et médicaux au sein du groupe de travail sur le coronavirus, a assuré Giroir. Le groupe de travail est dirigé par le vice-président américain Mike Pence.

La présidente de l'Association médicale américaine (AMA), la plus importante association de médecins, a déclaré que la directive pourrait accélérer la propagation du coronavirus.

"Suggérer que les personnes sans symptômes, dont l'exposition à des individus positifs au COVID a été confirmée, n'ont pas besoin d'être testées est une recette pour une propagation locale et des hausses supplémentaires" des cas, a dit Susan Bailey dans un communiqué.

Anthony Fauci, le principal expert américain en maladies infectieuses, a indiqué à CNN qu'il subissait une intervention chirurgicale lorsque le changement de directive a été discuté. "Je suis préoccupé par l'interprétation de ces recommandations et inquiets que cela donne aux gens le postulat erroné que la propagation asymptomatique n'est pas une grande préoccupation. En fait elle l'est", a-t-il déclaré.

Donald Trump a déclaré en juin lors d'un meeting que le dépistage du coronavirus était à "double tranchant" car il entraînait la découverte de davantage de cas positifs, ce qui donnait l'impression d'une crise sanitaire plus grave. Reuters27 août 2020

LVOG - A la gauche et à l'extrême gauche qui soutiennent tous les mesures liberticides décidées par le Forum économique mondial... et Joe Biden.

Faites tomber les masques. Sur le front du refus.

LVOG - J'ai signé cette pétition, sans illusion.

- Une pétition lancée pour **“**Virer du conseil scientifique les membres sponsorisés par des labos**”** - covidinfos.net 27 août

Cette pétition lancée sur le site MesOpinions.com le 25 août a déjà recueilli plus de 46500 signataires. Consultable ici : “Virer du conseil scientifique les membres sponsorisés par des labos !”

Texte de présentation :

“Bonjour à tous,

La crise du covid-19 a montré au grand jour les liens de sponsoring qui pouvaient exister entre un certain nombre de scientifiques censés conseiller le pouvoir politique, et les laboratoires.

Il est anormal à mes yeux de voir le conseil scientifique rempli, non pas uniquement de personnes choisies pour leurs grandes compétences, mais aussi de personnes payées par des laboratoires (sponsoring et lobbying).

Comment peut-on, que l’on soit compétent ou non, être impartial dans ses choix lorsqu’on est payé par des laboratoires dont les produits peuvent directement faire partie des choix à faire ?” covidinfos.net 27 août

Voir la pétition :

– MesOpinions.com : “Virer du conseil scientifique les membres sponsorisés par des labos !”

https://www.mesopinions.com/petition/sante/virer-conseil-scientifique-membres-sponsorises-labos/102156

- Covid-19: les Français sévères vis-à-vis du gouvernement - LeFigaro.fr 27 août 2020

Sondage - Plus de quatre Français sur dix estiment que l’action publique pour lutter contre le coronavirus a été mauvaise.

46 % affirme que leur quotidien a été énormément modifié par la crise sanitaire. LeFigaro.fr 27 août 2020

- Fronde anti-masques: «la seule chose que le port du masque permet d'éviter, ce sont les amendes» - sputniknews.com 27 août 2020

La grogne monte à propos de la généralisation du port du masque, décidée pour faire face à la montée du Covid-19. Près d'un quart des Français pourraient défier l'injonction gouvernementale de le porter au travail. Une obligation qui révolte René Chiche, professeur de philosophie et vice-président d'Action et Démocratie.

«Je ne ferai pas cours avec le masque. Si l'on m'impose de le porter, je ne pourrai pas déroger à la règle, mais je ne prononcerai pas un mot», martèle René Chiche. sputniknews.com 27 août 2020

LVOG - Briser la censure. Un crime : "*Les chroniqueurs ne s'arrêtent plus de dire le fond de leur pensée*".

Les Grandes Gueules : Alain Marschall et Isabelle Saporta estiment que les Français "vont péter un câble" à cause des nouvelles restrictions - programme-tv.net 27 août 2020

Alors que des nouvelles restrictions contre l'épidémie sont mises en œuvre partout en France, Les Grandes Gueules ont poussé un coup de gueule contre les effets qu'elles pourraient produire sur la population.

Les Grandes Gueules sur RMC en passe de devenir une plateforme d'expression privilégiée contre les mesures sanitaires ? Entre Alain Marschall qui se demandait il y a quelques jours s'il n'était pas en train de devenir anti-masque après avoir pointé les contradictions du gouvernement ou Charles Consigny qui avait poussé un coup de gueule contre une "société sanitaire complètement délirante", les chroniqueurs ne s'arrêtent plus de dire le fond de leur pensée sur la période inédite que nous vivons. Ce 27 août, c'est Isabelle Saporta, ex-journaliste de RTL et compagne de Yannick Jadot, qui en a remis une couche... Et celle-ci a été approuvée par Alain Marschall, animateur de l'émission.

"Rendre cette société neurasthénique"

La discussion est partie de la décision d'imposer le masque pour tout le monde et la fermeture des bars et restaurants le soir à Marseille, où le professeur Raoult tenait une conférence ce matin-même. La question était de savoir si cela pouvait se passer à l'échelle de la France entière, et notamment à Paris : "On va mettre tous les restaurateurs à genou, a affirmé la chroniqueuse. Ils ont eu le droit de recommencer à Paris à partir du 2 juin. On voit dans quelles conditions, on va les mettre à genou... Donc si c'est ce qu'on veut, c'est rendre cette société complètement neurasthénique..." "Les gens vont péter les plombs", la coupe alors Alain Marschall, de suite rejoint par sa chroniqueuse.

Alors que la conférence de presse du Premier ministre Jean Castex ce jeudi matin rappelait la nécessité de prendre ses précautions, cette injonction est désormais difficile à accepter pour certains. "Je te jure ! Tout le monde a conscience du risque mais là tout le monde va imploser", s'est énervé l'animateur. Isabelle Saporta a alors complété : "Il y a un moment, c'est vrai que c'est compliqué, et ça veut dire, c'est vrai, à quel point on 'suicide collectivement' la société en ce qu'elle représente de liens sociaux pour préserver notre corps biologique. Parce qu'effectivement les gens vont finir par péter un plomb, on le sent. Il y a une explosion des cas psychiatriques, une explosion des burn-out, une explosion de la colère (...) On a l'impression d'être infantilisés totalement, qu'il faut qu'on nous dise ce qu'il faut faire, pas faire, à quelle heure manger, à quelle heure rentrer chez soi. Les gens vont péter un câble." programme-tv.net 27 août 2020

LVOG - Certes, c'est encore confus dans leur tête, mais il faut imaginer l'énorme pression qui pèse sur eux, ils méritent notre soutien.

- Coronavirus : "On a laissé 20 millions de personnes voyager dans des trains cet été. Donc pourquoi pas nous ?", s'interroge un producteur de concerts - francetvinfo.fr 27 août 2020

À titre de comparaison, l'affluence des 100 plus gros festivals de France "c'est 7,5 millions de personnes en plein air", argumente Matthieu Drouot, le directeur général de la société Gérard Drouot Productions, le plus grand producteur de concerts en France, jeudi 27 août sur franceinfo. On a interdit à 7,5 millions de spectateurs d'aller voir des concerts et on a laissé 20 millions de personnes voyager dans des trains cet été. Donc pourquoi pas nous ? Pourquoi est-ce qu'on rassemble des gens dans des gares, dans des trains, et pas dans les salles ? J'ai entendu des spécialistes dire que finalement il n'y avait pas eu de clusters dans les métros. La situation dans les salles de spectacles est un peu similaire, donc ouvrons les salles !

C'est une année inexistante, si j'ose dire. La crainte qu'on a aujourd'hui, c'est que 2021 soit pareille. francetvinfo.fr 27 août 2020

LVOG - De nombreux membres des classes moyennes et certains petits ou grands patrons se rebellent, eux aussi méritent notre soutien. Tiens, où sont donc passés les inconditionnels de l'unité ? Que je suis idiot, ils participent au consensus avec Macron !

Parole d'internautes

1- Raoult avait retiré son masque pendant la conférence, donc il ne fait pas débat : les scientifiques savent que le masque ne sert strictement à rien et n'est utile qu'aux personnels de santé.

2- Plus de 57 études scientifiques internationales confirment l'efficacité de l'Hydroxychloroquine en traitement du virus chinois mais la presse continue de soutenir le gouvernement qui a interdit ce traitement aux Français.

3- D'un coté Raoult qui rassure et qui a de bons résultats sur la mortalité avec son traitement. De l'autre la Macronie, politiques et presse, qui s'agite de façon martiale pour donner l'impression qu'elle fait quelque chose d'utile. Macron devra s'expliquer sur son refus du traitement Raoult, et sur le confinement généralisé qui a ruiné la France, alors que en Suède la situation sanitaire n'est pas catastrophique, sans confinement.

4- Pour ceux qui dénigrent la chloroquine et le protocole du Pr. Raoult, allez voir le site Covid-19 de la Grèce. Ce pays fabrique son hydroxychloroquine et soigne selon la méthode Raoult, avec succès, car depuis le début de la pandémie la Grèce compte à peine 250 décès ! Le gvt Grec n'a pas perdu son temps à diaboliser un traitement efficace !

5- Les pleurnichards sont ceux qui ont peur de leur ombre, regardent trop BFM, et ont mis leur cerveau en hibernation. Quand vous aurez réveillé votre cerveau, vous constaterez que les hôpitaux sont vides, que le nombre de décès quotidiens est tellement faible qu'ils ne le publient plus par peur du ridicule. Le virus circule, mais il est aussi inoffensif que le rhume, et son taux de reproduction est inférieur au taux minimum utilisé jusqu'à présent pour déclarer une épidémie (250 pour 100000).

6- C'est hallucinant de voir à quel point l'OMS dirigé par des bureaucrates qui n'ont aucun sens des réalités de la vie quotidienne envoient des directives qui rendent les gens totalement névrosés. En effet le port du masque dans la rue renvoie à des peurs ancestrales qui ont du mal à être contrôlées. Ce sont des peurs tribales, sans compter le regard de suspicion qu'il suscite chez certains qui n'hésitent pas à vous jeter un regard de haine ou de mépris. Bref, on a peur maintenant de sortir dans la rue, peur de croiser ce gendre d'individu mal intentionné, alors que la simple compassion et bienveillance serait plus porteuse. Cela rappelle à certains des temps obscurs connus sous l'occupation: délation, accusation, etc…

7- Continuez à porter la muselière ; ils n'auront plus besoin du "vaccin" pour vous éliminer, c'est leur "projet" !

8- Les membres du Conseil scientifique suivent les instructions de l'OMS pour les masques, les tests et bientôt les vaccins. Sachant que le principal contributeur de l'OMS est Bill Gates et sa fondation, il y a là un gros conflit d'intérêt. La population n'a pas à subir des directives qui sont politiques et financières et non tournées vers la santé.

Totalitarisme. On n'est pas des cobayes.

LVOG - Pourquoi ont-ils recouru au confinement et à d'autres mesures liberticides ? Pour empêcher que l'immunité collective de la population se réalise normalement à moindre frais ou profit, notamment...

Coronavirus: L'UE envisage la vaccination d'au moins 40% de la population - Reuters 26 août 2020

Les pays de l'Union européenne, le Royaume-Uni et les partenaires de l'UE se sont mis d'accord sur un plan de vaccination contre le COVID-19 qui prévoit l'inoculation d'au moins 40% de leur population.

Cette initiative pourrait faire reculer le projet de vaccination de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui vise, initialement, à acheter des vaccins pour 20% des personnes les plus vulnérables du monde par le biais d'un système d'achat mondial. (Sous l'égide de Gavi ou Bill Gates. - LVOG)

"La prise en compte de tous les groupes à risque fera que probablement 40% de la population sera ciblée, selon la situation et la démographie des pays", indique le document, adopté fin juillet par des experts de la santé des états membres de l'UE ainsi que du Royaume-Uni, de la Suisse, de la Norvège et des pays des Balkans.

Selon le document de l'UE, les "groupes prioritaires" représentent plus de 200 millions de personnes sur les 450 millions d'habitants de l'UE, dont les personnes atteintes de maladies chroniques, les personnes âgées et les professionnels de la santé.

Les personnes en bonne santé travaillant dans des services publics essentiels, tels que l'éducation et les transports publics sont également incluses dans les groupes prioritaires, bien qu'une estimation de leur nombre ne soit pas disponible dans le document.

L'objectif du plan est de parvenir à une immunité collective pour la population de l'UE, ce qui pourrait être atteint par de nouvelles campagnes de vaccination une fois l'objectif de 40% atteint. La Commission européenne a déclaré à plusieurs reprises qu'elle soutenait une approche globale et inclusive de la vaccination contre le COVID-19. Cependant, elle met en œuvre ce qui peut être considéré comme l'équivalent d'une stratégie "Europe First" donnant la priorité à la population européenne.

La Commission a demandé aux 27 états membres de l'UE de ne pas acheter de vaccins dans le cadre d'un programme d'achat dirigé par l'OMS et de recourir exclusivement à un plan alternatif de l'UE qu'elle juge plus rapide et moins coûteux. Reuters 26 août 2020

LVOG - Refuser la vaccination est un geste salutaire, humaniste.

La philanthropie des milliardaires, c'est "***optimiser leur investissements***". Ils le disent eux-mêmes

L'objectif dynamisation des marchés

Façonner le marché des vaccins et autres produits de vaccination

https://www.gavi.org/fr/notre-alliance/strategie/phase-4/l-objectif-dynamisation-des-marches

Gavi (Bill Gates - LVOG) agit afin de permettre aux marchés de produits vaccinaux de répondre aux besoins des pays à faible revenu. Cela implique de mette en place des mécanismes permettant aux fabricants de planifier leur production en fonction des besoins connus des pays, et aux donateurs d'optimiser leur investissements. gavi.org

LVOG - J'invite les sceptiques et les curieux qui veulent en savoir davantage à consulter cette adresse.

DEUXIEME PARTIE

Encore faut-il préciser, sur fond de crise du capitalisme mondial.

Le virus n'est pas la cause de l'effondrement de l'économie mondiale - Prof. Michel Chossudovsky, 27 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=VBTEBj5wniM&feature=emb_title

Mensonge:Ce n'est pas le Virus qui a précipité l'effondrement de l'économie mondiale.

Selon la classe politique, c'est le virus qui a provoqué le chômage et la pauvreté.

Le 11 mars, 2020, l'ordre fut donné de fermer l'économie nationale de 193 pays membres des Nations unies.

Cette action fut présentée à l'opinion publique (« preuves scientifiques » à l'appui) comme étant requise afin de résoudre la pandémie.

Selon la dite communauté internationale, le confinement et la fermeture de l'économie planétaire constituent « la solution » sans équivoque. Il s'agit de combattre le pandémie et de venir au secours de ceux qui sont menacés par le coronavirus.

Covid-19 fournit un prétexte à la haute finance, à Wall Street, aux fondations milliardaires, au Forum économique mondial (FEM) ainsi qu'à la classe politique corrompue de précipiter le monde entier dans une spirale de déstabilisation économique et sociale.

Faillites, chômage et appauvrissement à l'échelle planétaire, fermetures des écoles et universités, …

Et la classe politique (soutenue par le mensonge médiatique) nous dit (sans hésitation) que c'est Le Virus qui est responsable de la débâcle.

(Voir Michel Chossudovsky, Vers un nouvel ordre mondial? La crise de la dette mondiale et la privatisation de l'État) Mondalisation.ca

Dernière info du gouvernement mondial totalitaire.

En 2021, le Forum économique mondial de Davos sera privé de neige... et peut-être même de Davos - La Tribune 26 août 2020

Le Forum économique mondial de Davos (Suisse) qui se tient habituellement en hiver est déplacé "au début de l'été prochain" car les conditions n'étaient pas réunies pour l'organiser "de manière sécurisée" en janvier en raison de la pandémie de Covid-19, a déclaré la direction du Forum dans un communiqué.

"La décision n'a pas été facile tant il est urgent de réunir les dirigeants mondiaux" pour "façonner une "grande réinitialisation post-Covid".

Désormais, outre la rencontre physique reprogrammée à l'été, la direction du Forum indique qu'elle organisera "dans la semaine du 25 janvier" des "dialogues virtuels de haut-niveau au cours desquels les dirigeants mondiaux pourront partager leurs vues sur le monde de 2021". La Tribune 26 août 2020

LVOG - Ils ne seront pas pour autant inactifs durant toute cette période, bien au contraire, ce sont eux qui sont aux commandes.

La Bourse ou la vie, la liberté ?

LVOG - "*La Fed ne va jamais laisser le scénario du pire se produire*", qui en doutait hormis les adeptes de la théorie foireuse de l'imminence de la révolution ? Pas de bol pour les théoriciens de l'effondrement qui ont près d'un siècle de retard ou plus. Pour qu'une révolution soient à l'ordre du jour, il faut qu'un certain nombre de conditions objectives soient réunies ou qu'une circonstance exceptionnelle qui dure peu de temps apparaisse. Partant de là, soit on s'y est préparé et on a une chance de vaincre nos ennemis, soit on laissera passer cette occasion qui se produit généralement une fois par siècle...

L'extrême gauche a failli en adoptant des stratégies qui ne correspondaient pas à la réalité, c'est la conclusion à laquelle je suis parvenu en relisant Marx et Engels. A combien de générations de militants ont-ils fait croire qu'une révolution pourrait se produire par enchantement ? Quel gigantesque gâchis ! J'ignore si on s'en remettra un jour, en attendant, de toutes évidences on est très mal barré.

Par ailleurs, les faiblesses inhérentes à la nature humaine auront-elles raison des efforts auxquels les exploités et opprimés doivent impérativement s'atteler pour élever leur conscience politique au niveau élémentaire du socialisme ? Je l'ignore également, tous les scénarios sont envisageables, du plus optimiste au plus dramatique. Si au moins on essayait, non ? Non, nos braves anticapitalistes ou révolutionnaires, trotskystes et j'en passe ne veulent pas en entendre parler.

Pourquoi la Bourse affiche des records quand l'économie est en crise ? - La Tribune 21 août 2020

En pleine crise liée à la pandémie de Covid-19, les Bourses américaines enchaînent les records depuis des semaines. Certaines entreprises, particulièrement dans la tech, affichent des prévisions de bénéfices à neuf chiffres voire plus. La maxime « la Bourse n'est pas l'économie » n'a jamais été aussi vraie.

Elle est redevenue la courbe favorite de Donald Trump et de son vice-président Mike Pence : Wall Street a battu cette semaine des records historiques alors que les économies américaine et mondiale sont en miettes en pleine pandémie de Covid-19. « C'est le grand retour des États-Unis ! », a encore tweeté Mike Pence mardi 18 août, citant le plus haut historique atteint sur l'indice S&P 500, qui regroupe les 500 plus grosses entreprises cotées aux États-Unis. Le Nasdaq enfile de son côté les records depuis des semaines.

Loin de l'autosatisfecit des dirigeants, pourquoi, alors que chaque jour amène encore son lot de récessions, de taux de chômage à deux chiffres, et de plans sociaux, la Bourse américaine sourit-elle autant ? La traditionnelle maxime « la Bourse n'est pas l'économie », employée lors des envolées et des plongeons boursiers, résonne dans les esprits alors qu'un tel décalage interroge sur une forme d'indécence des marchés financiers. « C'est indécent à un instant T car il y a une incompréhension par rapport à cette déconnexion. Mais cela traduit un fonctionnement des investisseurs qui font des paris sur le long terme », analyse Christopher Dembik, responsable de la recherche économique chez Saxo Banque.

Ce long terme semble plus rose pour les entreprises américaines : les prévisions de bénéfices pour les entreprises composant l'indice S&P 500 ont été revues à la hausse pour 2020 après avoir lourdement chuté, selon la société Factset, et pourraient l'être davantage encore en 2021.

Nombre d'entreprises ont déjà présenté des chiffres supérieurs aux attentes au deuxième trimestre, marqué par le confinement. Mais à l'ère du télétravail, du streaming et des réseaux sociaux à outrance, l'éclaircie n'irradie pas partout : ce sont bien les stars technologiques internationales qui captent toute la lumière, laissant des miettes à d'autres secteurs sinistrés.

Apple a par exemple présenté un bénéfice net de 11 milliards de dollars entre avril et juin. Le prix de son action a doublé depuis mars et la firme à la pomme a dépassé mercredi les 2.000 milliards de dollars de valeur en Bourse, du jamais-vu à Wall Street.

Logiquement, la distorsion s'élargit : les entreprises technologiques représentaient près de 20% de l'indice S&P 500 en 2016, elles

en pèsent désormais le tiers, calcule Nicholas Colas, cofondateur de la société américaine DataTrek Research. « Savoir si ces entreprises technologiques ont atteint leur pic est la question à plusieurs milliards », estime Richard Hunter, chez Interactive Investor.

Il est permis d'en douter. Car non seulement ces entreprises sont passées entre les gouttes de la crise mais les investisseurs sont tentés de continuer à miser sur elles, protégés par le parapluie bienveillant de la Banque centrale américaine, avec ses taux proches de 0% et des programmes de prêts pour aider les entreprises et collectivités. Ils « restent convaincus que la Fed ne va jamais laisser le scénario du pire se produire », pense Patrick O'Hare, analyste en chef pour Briefing. La Tribune 21 août 2020

Totalitarisme. Coronabusiness ou effondrement contrôlé.

- Jeff Bezos, le premier homme qui valait 200 milliards de dollars - Yahoo Finance 27 août 2020

Le patron d'Amazon vient de voir sa fortune personnelle atteindre le seuil des 200 milliards de dollars pour atteindre 202 milliards (environ 170 milliards d'euros), selon le classement Bloomberg Billionaires, soit l'équivalent de 14 millions de fois le SMIC mensuel.

Mercredi, les actions d'Amazon ont grimpé de 2%, lui permettant d'amasser près de 5 milliards de dollars. À lui seul, Jeff Bezos est plus riche que Mark Zuckerberg et Bernard Arnault réunis, respectivement troisième et cinquième fortune mondiale. Deuxième, Bill Gates pèse, lui, 124 milliards de dollars.

Alors que 2020 s'avère difficile pour de nombreux acteurs économiques en raison du Covid-19, le patrimoine du fondateur d'Amazon a bondi de 87 milliards de dollars depuis le début de l'année, selon Bloomberg. L'Américain est le grand gagnant de l'année comme le sont Elon Musk (+73,6 milliards en 2020) et Mark Zuckerberg (+36 milliards). Yahoo Finance 27 août 2020

Titre trompeur. Car "***reprendre une vie professionnelle***" pourrait prendre "***plusieurs années***".

La Banque centrale américaine bouleverse sa politique pour favoriser l'emploi - AFP 27 août 2020

Le Produit intérieur brut des États-Unis a enregistré une contraction de 31,7% en rythme annualisé, selon une deuxième estimation révisée en hausse publiée ce jeudi par le département du Commerce.

Concrètement, les modifications apportées à la politique cadre de la Fed prévoient que l'inflation peut rester au-dessus de l'objectif de 2% "pendant un certain temps" avant que la Fed n'ait à agir en augmentant les taux d'intérêt, a expliqué Jerome Powell.

Dans la pratique, le changement annoncé ce jeudi maintiendra les taux d'emprunt à un niveau bas pendant beaucoup plus longtemps que lors des expansions économiques précédentes, ce que le président républicain Donald Trump appelle lui-même de ses vœux.

Pour l'heure, le chômage reste élevé: 10,2% en juillet. La semaine dernière, le nombre de demandes d'allocations chômage était en baisse mais toujours à un million.

Jerome Powell s'est voulu pourtant rassurant, rappelant que l'économie était solide en février avant la crise sanitaire.

"La reprise en mai et juin est intervenue plus tôt et a été plus forte que prévu", ce qui signifie qu'il y a "toujours une économie saine à l'exception des secteurs directement touchés" par la crise sanitaire, a-t-il noté, citant les secteurs de la restauration, du voyage et de l'hôtellerie.

Dans ces secteurs, ce sont des millions de personnes qui ont perdu leur emploi et qui auront des difficultés à en retrouver tant que le risque de contracter le coronavirus n'est pas écarté, a-t-il admis.

"Cette partie de l'économie va avoir beaucoup de mal à se remettre", a-t-il également déploré alors qu'elle emploie aussi les personnes moins qualifiées qui peuvent donc difficilement se tourner vers un autre secteur.

"Nous devons être aux côtés de ces personnes, nous devons les soutenir et les aider à reprendre une vie professionnelle", a-t-il poursuivi, soulignant que pour ces personnes, cela pourrait prendre "plusieurs années". AFP 27 août 2020

La guerre, c'est leur paix, il faut les chasser du pouvoir tout de suite !

- L'Union européenne débute un exercice militaire en Méditerranée orientale, sur fond de tensions gréco-turques - Franceinfo 26

août 2020

- Les ministres européens de la Défense réunis ce mercredi à Berlin - euronews 26 août 2020

Ils discutent des tensions croissantes, notamment au Bélarus et en Méditerranée orientale. euronews 26 août 2020

- Athènes et Ankara sortent leurs flottes : les tensions greco-turques au plus haut - euronews 26 août 2020

Malgré les appels au dialogue et à la désescalade, Athènes et Ankara ont sorti leurs flottes et conduisent des exercices militaires en Méditerranée orientale. euronews 26 août 2020

- Militarisation d'îlots en mer de Chine: les États-Unis vont sanctionner des entreprises et entrepreneurs chinois impliqués - La Tribune 26 août 2020

- Mer de Chine méridionale: Les USA ajoutent 24 entreprises chinoises à leur liste noire - Reuters 26 août 2020

- Un avion espion américain pénètre dans une zone militaire chinoise, selon Pékin - Europe1 26 août 2020

- Israël cible des postes du Hezbollah au Liban en représailles à des tirs - Reuters 26 août 2020

C'était un agent de l'Otan, non, sans blague !

- Navalny : le chef de l'Otan appelle à une enquête "transparente" - AFP 26 août 2020

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg appelle à une enquête "transparente" sur l'empoisonnement de l'opposant au Kremlin Alexeï Navalny, et affirme qu'il n'y a "pas de raison de douter" des conclusions des médecins allemands. AFP 26 août 2020

Haut de page

Le 29 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

Il ne faut jamais croire sur parole quelqu'un qu'on ne connaît pas.

Ce portail et ce courant politique sont animés par le militant le plus pauvre du mouvement ouvrier en France, et même le retraité relevant du droit français le plus pauvre, puisque je n'ai même pas le droit au minimum vieillesse, parce que je ne réside pas en France (6 mois minimum, c'est la législation).

Vous comprendrez pourquoi je ne suis pas disposé à ménager Macron et son régime fascisant, ni ceux qui les soutiennent. Autrefois les dirigeants du mouvement ouvrier étaient pauvres ou voués à la précarité, pourchassés, contraints à l'illégalité, emprisonnés, envoyés au bagne, torturés ou exécutés, contraints à l'exil, etc. et les conditions de la classe ouvrière ne valaient guère mieux tant l'exploitation et l'oppression étaient féroces.

Rien à voir avec les conditions actuelles ou qui prédominent depuis plus d'un demi-siècle. Les miennes sont plus proches de celles qui prévalaient jadis, l'exploitation en moins, et je dois mon salut uniquement au taux de change entre l'euro et la roupie qui m'est favorable, ce qui me permet d'aider financièrement des travailleurs indiens aujourd'hui dans la grande pauvreté. C'est normal que je me sente plus proche des couches les plus défavorisées en France et dans le monde. Et peut-être plus proche du socialisme car je n'ai rien à perdre.

Je ne réclamerai pas de dons aux lecteurs, je les refuserais. Je voulais juste leur faire remarquer ou qu'ils sachent, que je ne me contente pas d'énumérer de grands principes, je me les applique à moi-même. Le fichier ci-dessous vous fournit le montant exact de ma retraite, auquel il faut ajouter mensuellement 137 euros au titre des intérêts que me rapporte mon petit capital ou mes économies en banque, 28235 euros.

- DOCUMENT. La retraite de nanti de Tardieu

Les articles mis en ligne. Bonne lecture.

- DOCUMENT. L'Optimum Climatique Médiéval : ce grand oublié. (17.08)

- DOCUMENT. Comprendre les relations internationales (1/2) (18.08)
- DOCUMENT. Comprendre les relations internationales (2/2) (25.08)
- DOCUMENT. La vraie raison pour laquelle Blackstone courtise le Pentagone (21.08)

- DOCUMENT. L'Optimum Climatique Médiéval : ce grand oublié. (17.08)

- DOCUMENT. Conseils sur le port du masque dans le cadre de la COVID-19 (OMS) (05.06)
- DOCUMENT. Revenus versés par BigPharma. A partir de 12 on a un foyer épidémique de conflits d'intérêts ? (24.06)
- DOCUMENT. Coronavirus: une organisation minutieuse du massacre? (30.08)
- DOCUMENT. Pourquoi aujourd'hui sommes-nous obligés de porter des masques réputés inutiles au pic de l'épidémie ? (29.08)
- DOCUMENT. Sauver des vies? (29.08)
- DOCUMENT. Les véritables enjeux liés aux vaccins contre la COVID-19. (28.08)
- DOCUMENT. Les chiffres du COVID-19 ne sont pas fiables. (26.08)
- DOCUMENT. COVID graves, admettre l'existence des anticorps facilitateurs. (25.08)
- DOCUMENT. Une société biopharmaceutique qui fabrique un vaccin anti-COVID-19 pour les États-Unis a intentionnellement vendu des produits de biodéfense défectueux. (23.08)
- DOCUMENT. Le port obligatoire du masque pour les enfants, c'est de la maltraitance ! (21.08)
- DOCUMENT. Covid-19 : l'opération vérité du Professeur Perronne (19.08)

Le 29 août 2020

CAUSERIE ET INFOS

D'autres documents en ligne dans quelques heures, il est ici en Inde 12h25, 8h du matin en France.

- 6 pages au format pdf

Guerre de classe par covid-19 interposé et instrumentalisé. A qui profite le crime du coronabusiness ?

Aux spéculateurs, aux GAFAM, aux trusts pharmaceutiques, à la grande distribution...

Traduction : Une plus grande concentration des richesses entre quelques mains... et du pouvoir politique.

Qui en sont les victimes ?

Le secteur de la culture, du tourisme, des loisirs, et par ricochet du transport aérien...

A quoi correspondent-ils ? A la part de la plus-value contenue dans le salaire des travailleurs jugée par les capitalistes superflue, inutile, à supprimer.

Votre salaire, la vente de votre force de travail ne doit plus servir qu'à sa reproduction, à assurer uniquement la survie du travailleur, à couvrir ses besoins les plus élémentaires correspondant à des charges incompressibles, tout le reste doit être sacrifié, culture et autres agréments de la vie appelés loisirs ou divertissements.

Autant dire que pour les esclavagistes des temps modernes les travailleurs disposent de trop de temps libre et de revenu pour les occuper, alors autant diminuer l'un et l'autre, ça c'est prévu dans la suite de leur programme...

Qui est à l'origine des fake news, à qui profitent-elles ? Les mêmes !

Un ex-agent secret fracasse les fake news utilisées par l'Occident dans ses guerres - sputniknews.com 28 août 2020

Comment les fausses nouvelles contribuent-elles à justifier les conflits internationaux? Dans un ouvrage décapant, «Gouverner par les fake news», Jacques Baud, un ex-agent secret suisse, dénonce l'emploi des infox par les pays occidentaux. Entretien.

Le colonel Jacques Baud, ancien agent des services de renseignement suisses, ayant travaillé à l'Onu puis à l'Otan, auteur du livre Gouverner par les fake news, (Éd. Max Milo).

Les plus dangereux sont ceux qui «manipulent les faits de sorte à créer une cohérence factice autour d'une apparence de vérité, afin de fausser la perception d'un auditoire et de le pousser à adhérer à une politique.»

Pour quel effet final recherché?

«La fake news vient en appui d'une politique», soit la fabrication d'un ennemi, le lancement d'une intervention ou encore un changement de régime. L'intervention américaine en Irak en 2003, justifiée par le somptueux bobard de Colin Powell, Secrétaire d'État américain, brandissant une soi-disant fiole d'anthrax à la tribune des Nations unies n'en est qu'un exemple parmi d'autres.

«De nombreux conflits ont été déclenchés dans le monde par de fausses nouvelles. Les fausses nouvelles servent à acquérir en fait l'opinion publique en faveur d'un gouvernement. Le vrai problème des fake news, c'est qu'elles faussent notre vision des problèmes et elles tendent à anesthésier un peu la volonté populaire. On a des guerres qui sont faites sans volonté populaire.»

Jacques Baud pourfend les renseignements, les politiques, mais aussi le milieu de la presse tout entier, qui serait coupable de suivisme à l'égard des chancelleries occidentales. Les médias centraux français en prennent notamment pour leur grade.

Plus en amont, Jacques Baud insiste sur la sélection des sources d'information.

«Je n'ai rien contre le fait qu'on s'adresse à l'opposition pour avoir de l'information, mais cette information, on se rend bien compte qu'elle ne peut pas être prise au sens strict. Elles doivent être mises en relation avec des sources venant de l'autre côté. Typiquement pour la Syrie, on a une information qui semble venir pratiquement exclusivement de l'opposition. L'opposition c'est quoi? C'est des djihadistes. Donc en réalité, la presse fait la propagande djihadiste d'une certaine manière.» sputniknews.com 28 août 2020

LVOG - "*La presse fait la propagande djihadiste d'une certaine manière*". Vous aurez une petite pensée pour tous ceux qui ont été Charlie, qui ont pris la défense de cette presse corrompue qui figure parmi nos ennemis au nom de la liberté d'expression des exploiteurs et des oppresseurs. Encore une fois les faits me donnent raison, je le dis très modestement, cela m'agace à la fin !

Fascisme ordinaire. Le terrorisme masqué ou la "***banalisation***" de l'oppression ou du règne de la terreur.

Emmanuel Macron défend le port du masque obligatoire - lefigaro.fr 28 août 2020

Macron déplore la "banalisation de la violence" qui s'est "durcie" après le confinement - AFP 28 août 2020

Ouest-France : **"**La préfecture de l'Hérault interdit de danser dans les bars et les lieux publics**"** - covidinfos.net 28 août 2020

"Un arrêté préfectoral interdit désormais de danser dans les bars et les établissements recevant du public, ainsi que dans les lieux publics, couverts ou non, de l'Hérault, placé jeudi en zone de circulation active du coronavirus, en vertu d'un arrêté préfectoral." […]

"La préfecture évoque de nouvelles mesures de protection à propos de ces dernières restrictions prises par un arrêté daté de jeudi et valable jusqu'au 15 septembre. Les bars et restaurants peuvent continuer à exercer leur activité sous réserve de ne pas contrevenir à cette mesure , précise-t-elle dans un communiqué." […]

"Une dérogation est accordée pour les activités des établissements d'enseignement de la danse, ajoute encore la préfecture de l'Hérault." […] covidinfos.net 28 août 2020

Source :

– Ouest-France.fr : “Coronavirus. La préfecture de l’Hérault interdit de danser dans les bars et les lieux publics”

https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/coronavirus-la-prefecture-de-l-herault-interdit-de-danser-dans-les-bars-et-les-lieux-publics-6951144

Qui cautionne le port du masque ? La gauche, normal !

A Berlin, les "anticorona" de nouveau dans la rue - AFP 29 août 2020

La municipalité de la capitale allemande a d'abord interdit mercredi la manifestation pour "raison de santé publique": l'impossibilité à ses yeux de faire respecter les distances d'au moins 1,5 mètre entre manifestants.

Mais le tribunal administratif, saisi en référé par les organisateurs, leur a finalement donné raison vendredi.

Plusieurs figures d'extrême droite ont appelé à rejoindre la manifestation et se sont félicitées qu'elle puisse se tenir.

Plusieurs organisations de gauche ont quant à elles appelé à des contre-manifestations.

Samedi, "il sera important que nous montrions qu'il ne peut y avoir de tolérance pour les racistes, les antisémites, les extrémistes de droite et les nazis", a asséné Anne Helm, dirigeante de la section berlinoise du parti de gauche radicale Die Linke. AFP 29 août 2020

Les agents d'extrême gauche du régime démasqués.

LVOG - La crise du capitalisme ou l'instrumentalisation sordide d'un banal virus par l'oligarchie serait responsable des conditions sociales désastreuses dans lesquelles se retrouvent des centaines de millions de travailleurs dans le monde... Non, car il faut épargner le régime en place a décrété le POID (entre autres).

latribunedestravailleurs.fr - Fil d'infos.

- Au Chili, les soupes populaires prises d’assaut

28 août 2020 – La crise sanitaire a aussi fait resurgir la faim au Chili...

- Covid 19 : recrudescence de l’épidémie

- Covid 19 : le ministre de la santé met en garde face à "une situation à risques"

LVOG - Décidément, ils sont les porte-parole du Conseil scientifique de Macron, du Forum économique mondial, bravo ! Qui sont les fossoyeurs du socialisme ?

Une initiative mondiale qui a notre soutien.

“STOP ! Manipulations, masques, mensonges, peur**...”** un collectif international de professionnels de santé dénonce des **“**mesures folles et disproportionnées**”** - covidinfos.net 28 août 2020

Un collectif de professionnels de santé a lancé ce jour un “Message d’alerte international” adressé aux gouvernements et citoyens du monde entier. Parmi les signataires, des médecins de nombreux pays et plusieurs professeurs en médecine dont le microbiologiste Martin Haditsh.

Le collectif revient sur la dangerosité réelle du virus, la manipulation des chiffres, le rôle de l’OMS, les conséquences du confinement ou du port du masque, et demande notamment aux gouvernements de “lever toutes les restrictions et les obligations sur les citoyens”. Vous pouvez télécharger l’intégralité de cette lettre ici en français

https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/08/FR-international-alert-message.pdf

ou ici en anglais.

https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/08/EN-international-alert-message.pdf

Les professionnels de santé qui le souhaitent sont invités à rejoindre le collectif “United Health Professionnals” à l’adresse join.unitedhealthprofessionals@gmail.com covidinfos.net 28 août 2020

- La lettre au format pdf

Faites tomber les masques le 29 août

Manifestation le samedi 29 août à Paris contre **“**le port du masque obligatoire et les violences sanitaires**”** - covidinfos.net 28 août 2020

Comme dans de très nombreuses villes d’Europe, une manifestation est organisée le samedi 29 août à Paris, 13h place de la Nation pour protester contre “le port du masque obligatoire, les violences sanitaires” et “protéger les droits et libertés”

Faisons fi de nos clivages pour un temps, nous reprendrons nos chamailleries après cet épisode, cette tentative de putsch ploutocratique sur la démocratie et la république. covidinfos.net 28 août 2020

Page Facebook de l’évènement : https://www.facebook.com/events/630216681234386

L'art d'inverser cause et effet ou conséquence à 13.500 milliards de dollars pour commencer...

LVOG - J'ai écrit inverser et non confondre, car ils savent très bien à quoi s'en tenir, ils participent à la manipulation des consciences...

- USA: «La FED ne veut pas désintégrer l’énorme bulle de dette provoquée par le Covid-19» - sputniknews.com 28 août 2020

Si l’on en croit la théorie économique classique, les taux bas sont censés favoriser le crédit et l’emprunt, et par voie de conséquence l’injection d’argent dans l’économie. Un contexte favorable à l’emploi. Mais le revers de la médaille se situe justement dans ce surplus d’argent en circulation, qui est susceptible de faire augmenter les prix et donc de baisser le pouvoir d’achat.

«Nous sommes conscients que les prix plus élevés de produits essentiels comme la nourriture, l’essence ou le logement s’ajoutent aux fardeaux que doivent déjà supporter certaines familles, en particulier les plus pauvres. Mais une inflation trop basse sur le long terme peut poser de sérieux problèmes à l’économie», a expliqué Jerome Powell. En effet, la consommation reste morose et les Etats-Unis sont en récession.

D’autant plus qu’actuellement, la théorie ne rejoint pas vraiment la pratique. Malgré des taux bas et une planche à billets qui tourne à plein régime et qui a fait passer le bilan de la FED de plus 7.000 milliards de dollars en juin contre moins de 3.500 en mars, l’inflation ne galope pas. En juillet, l’indice des prix à la consommation n’a progressé que de 1% aux États-Unis. «Notre décision reflète notre conviction qu’un solide marché du travail peut être soutenu sans faire exploser l’inflation», a martelé Jerome Powell.

Comment expliquer que dans le contexte économique actuel, l’inflation ne soit pas plus importante? Pour Philippe Béchade, l’explication est claire: «Il faut comprendre qu’environ 80% de la masse monétaire créée par la Banque centrale alimente les marchés et de ce fait une gigantesque bulle. Il n’y a pas d’inflation constatée dans le panier de la ménagère, même s’il l’on sait très bien que le mode de calcul et totalement biaisé et ne correspond pas à la réalité de l’inflation, et ce depuis au moins 20 ans.»

«L’hyperinflation est sur les marchés. Le Nasdaq a augmenté de plus de 50% depuis le mois de mars! On se rapproche de quelque chose qui ressemble au Bitcoin ou au Zimbabwe!», poursuit-il.

Pour le président des Éconoclastes et chroniqueur sur BFM Business, «les gens ne consomment pas, car ils ont peur de l’avenir». «Tout le monde a bien compris que tout l’argent injecté ne relance pas l’économie. Il n’est pas dirigé vers l’économie réelle, mais vers les marchés. Regardez l’augmentation de la fortune des ultra-riches», souligne encore Philippe Béchade.

Le 26 août, Jeff Bezos, le patron d’Amazon et l’homme le plus riche de la planète, est devenu le premier individu dans l’ère moderne à voir sa fortune dépasser les 200 milliards de dollars. Le détenteur de 11% d’Amazon a vu en 2020 son pécule s’apprécier de 87 milliards de dollars…

«Les ultra-riches profitent des gigantesques hausses des marchés. Il s’est créé environ 13.500 milliards de dollars de richesse boursière entre la fin mars et le 28 août. Sur ce montant, environ 20% ont bénéficié à l’immense majorité des Américains. Globalement, ils ne se sentent non seulement pas plus riches, mais plus en insécurité face à la conjoncture économique. L’augmentation du prix des actifs financiers ne génère aucun effet bénéfique sur l’économie réelle», affirme Philippe Béchade.

Le président des Économoclastes avance quelques chiffres qui montrent la situation financière très délicate dans laquelle ont été poussés de très nombreux Américains:

«Aujourd'hui, environ trois millions d'Américains sont en très grande difficulté pour rembourser leurs prêts hypothécaires. D'ici la fin de l'année, ils pourraient être 28 millions. Comment voulez-vous que ces gens dépensent et alimentent de l'inflation?»

Autre enseignement de taille à la suite du changement de politique monétaire de la FED: le dollar a baissé de 0,5%. Depuis le 23 mars, la valeur du billet vert a chuté de 10%. La Réserve fédérale fait-elle peser un risque sur la monnaie de réserve mondiale? Pas forcément, estime Philippe Béchade: d'après lui, la donnée essentielle pour savoir si le dollar continuera de chuter est à chercher du côté de la FED et du gouvernement américain: «Vont-ils continuer à alimenter une création monétaire à coups de milliers de milliards de dollars?», s'interroge-t-il.

LVOG - Qui en douterait ? Mais ils peuvent décider à tout moment de fermer le robinet. Je ne sais plus quel oligarque avait dit que la question essentielle n'était pas qui crée la monnaie, mais qui contrôle la masse de la monnaie en circulation. Ajoutons que, quand ce sont les mêmes, ils détiennent le pouvoir absolu sur l'économie mondiale et politique sur tous les peuples, ce dont ils sont en train de faire la démonstration sous nos yeux hébétés, tout du monde pour ceux qui en plus du masque dont ils sont friands portent des oeillères...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 septembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : A qui profite le délire collectif auquel participe toutes les composantes du mouvement ouvrier ?

- Coronavirus: un délire collectif? Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 31 août 2020

https://www.mondialisation.ca/coronavirus-un-delire-collectif/5648847

On rajoutera des documents plus tard, dont l'article ci-dessus.

La ligne de fracture au sein du mouvement ouvrier et de l'ensemble de la société est la suivante : soit vous vous en tenez aux faits, soit vous vous réfugiez dans le déni de la réalité, tel que vous y invitent les psychopathes qui nous gouvernent. A chacun ses responsabilités.

Rejoignez La Voix de l'Opposition de Gauche !

- 44 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Comment l'avant-garde du mouvement ouvrier a rejoint les rangs de l'opportunisme.

Ses dirigeants ont décrété que :

- Les institutions du nouvel ordre mondial ne disposaient d'aucun pouvoir, partant de ce constat elles ne présentaient aucun intérêt pour la lutte de classe du prolétariat, en aucun cas elles ne constituaient une menace pour les travailleurs du monde entier, le mieux c'était encore d'ignorer leur existence...

- Lutter contre la guerre idéologique et psychologique menée par l'oligarchie contre les masses ne présentait aucun intérêt

parce qu'elle n'avait aucun sens, elle n'avait aucune influence sur leur état d'esprit ou leur comportement, le mieux c'était encore d'ignorer son existence...

- L'unité à tous prix avec les opportunistes (PS et PCF et leurs satellites) devait être privilégiée au combat contre l'opportunisme, parce qu'il finirait par ne plus jouer aucun rôle politique ou il disparaîtrait de lui-même sans laisser de traces, le mieux c'était encore d'ignorer sa capacité de nuisance...

- Le combat pour le socialisme devait céder la place à la lutte pour des revendications sociales immédiates, le mieux c'était encore d'ignorer pourquoi les masses étaient aussi éloignées du socialisme...

Que ressort-il de ce constat, outre le fait qu'ils se sont perpétuellement fourvoyés ?

Leur orientation politique a reposé en permanence sur le déni de pans entiers de la réalité, ce qu'à un moment donné ils ont forcément pris conscience tellement leur discours était en contradiction avec les faits. Au passage, cela signifie qu'il n'y a absolument plus rien à attendre de ces dirigeants et de ces partis, ce que chacun devrait conserver à l'esprit pour la suite.

Comment cela s'est-il traduit, qu'ont-ils fait alors ?

Au lieu de l'admettre et de corriger leur orientation politique, ils se sont enfoncés un peu plus chaque jour dans le déni de la réalité épousant de plus en plus ouvertement l'interprétation qui en était donnée par la réaction ou son idéologie, ce qui devait les amener à cautionner les mesures liberticides imposées par Macron en réponse à une pandémie virale inexistante ou fabriquée par le Forum économique mondial (Davos) et ses médias.

A la question posée par un internaute : " C'est déprimant. On se sent impuissant. Comment lance-t-on une action collective?", nous sommes bien obligé de répondre que, puisqu'il existe un consensus national de l'extrême droite à l'extrême gauche avec l'extrême-centre de Macron ou LREM, incluant l'ensemble du mouvement ouvrier, les syndicats ouvriers et patronaux, l'ensemble des institutions de la Ve République, les conditions n'existent pas, hormis des acteurs à titre individuel, inorganisés ou des organisations marginales de tous bords politiques censurées, qui ne disposent d'aucun pouvoir pour lancer une telle action.

On vient d'en faire l'expérience le 29 août, où presque personne n'a répondu en France à l'appel à se mobiliser pour exiger le retrait de toutes les mesures liberticides imposées par Macron.

Aussi longtemps que ce consensus n'aura pas été brisé, la lutte de classe demeurera neutralisée au profit de la réaction. Qu'est-ce qui pourrait briser ce consensus ? Le soudain, violent et incontrôlable surgissement des masses qui ne supportent plus d'être bâillonnées, muselées, mouvement insurrectionnel qui serait rejoint par les dizaines de milliers de militants du mouvement ouvrier ou inorganisés qui sont actuellement les otages de ces dirigeants malfaisants, corrompus, et gageons qu'immédiatement ils seraient suivis par des centaines de milliers de travailleurs des classes exploitées et opprimées...

Si un courant politique pouvait exprimer consciemment ce processus révolutionnaire tout en lui fixant des objectifs politiques, il serait alors possible de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui pour espérer pouvoir renverser le régime en place, rompre avec le capitalisme, abattre les institutions de la Ve République et proclamer la République sociale sur ses cendres.

La Voix de l'Opposition de Gauche se met à la disposition des militants qui partagent son analyse et son orientation politique, ses objectifs politiques.

Contrairement aux opportunistes et autres démagogues professionnels qui pendant des décennies vous ont dit, rejoignez-nous même si vous avez de profonds désaccords avec nous, peu importe on s'occupera de tout à votre place, autrement dit, on vous instrumentalisera et vous ne trouverez rien à redire parce que vous n'aurez pas le choix, nous affirmons qu'aucun parti ne peut fonctionner et se construire, prétendre conquérir la direction du mouvement révolutionnaire des masses et le mener à la victoire, autrement que sur la base d'une analyse de la situation, d'une orientation et d'une stratégie politique, un programme partagés et portés par l'ensemble de ses militants.

Nous ne sommes pas "ouvert" à l'opportunisme, nous ne sommes pas "ouvert" à tous les courants politiques qui peuvent exister, et qui incarnent à des degrés l'influence idéologique de la réaction ou de l'opportunisme. Nous devons construire un parti sur la base du marxisme et du socialisme. Nous le revendiquons, nous n'avons nullement besoin d'un parti où une partie des militants demeureraient bourrés d'illusions dans le capitalisme ou les voies empruntées par la social-démocratie ou le stalinisme, l'anarchisme. Vous avez pu observer où cela menait.

Notre parti doit incarner l'alternative au capitalisme et rien d'autres. C'est à prendre ou à laisser, notre indépendance, nos principes, notre méthode et notre mode de pensée, notre idéal, sont indissociables et ils ne sont pas négociables.

Regardez attentivement comment se disposent nos ennemis, vous observerez qu'ils avancent pas à pas vers leurs objectifs quand

ils unissent toutes leurs forces et font preuve d'une détermination et d'une discipline sans faille, et bien nous devons les imiter, sinon nous n'arriverons jamais à rien. Le dilettantisme, l'amateurisme, l'éclectisme, l'état d'esprit conciliateur jusqu'à la compromission n'ont pas leur place ici.

Sur une barricade, il n'existe que deux côtés, mais chaque côté présente la particularité de ne pas être forcément construit avec les mêmes matériaux, et bien il doit en aller ainsi des courants du parti qui se situe du côté de la révolution socialiste. C'est l'objectif politique qu'on s'est fixé, le socialisme, qui détermine la nature du parti et non ses différents courants. Et si on confondait les deux, le parti serait voué à la dislocation, parce que le socialisme aurait été dilué sur le modèle des courants qui en étaient le plus éloigné. Non, on ne peut pas plaire à tous les travailleurs ou militants qui se disent anticapitalistes ou révolutionnaires, et qui en réalité ne maîtrisent pas suffisamment ni le matérialisme dialectique ni les enseignements de la lutte de classe du passé que nous ont légués les marxistes. On en veut pour preuve tous ceux qui de bonne foi ou inconsciemment participent à des opérations ou campagnes montées de toutes pièces par l'oligarchie, à laquelle ils rendent un fier service au lieu de servir notre cause.

S'il n'y a pas de révolution chimiquement pure, s'il n'existe pas de parti parfait, il n'en demeure pas moins qu'il n'existe que deux classes indépendantes aux intérêts irrémédiablement antagonistes ou opposés, deux idéologies qui s'affrontent, celle des capitalistes, dont les différentes versions ont en commun de perpétuer les rapports sociaux établis entre les classes, et celle de la classe ouvrière, le socialisme ou le communisme comme vous voudrez.

La comparaison s'arrête là, car si les différentes versions ou variantes de l'idéologie capitaliste correspondent à différents stades du développement du capitalisme et des crises qu'il a traversées, elles sont toutes orientées dans la même direction ou elles ont pour vocation de permettre à la classe dominante de demeurer hégémonique au sein de la société, et lorsque celle-ci est menacée, elles constituent un front uni contre la révolution socialiste, alors que de notre côté chacun sait ou devrait savoir que, si les différentes versions ou variantes de l'idéologie socialiste sont en quelque sorte les pendants de celles des capitalistes à différentes époques, une seule intègre la totalité des expériences et des enseignements de la lutte de classe du prolétariat mondial depuis plus de 2 siècles une fois débarrassée des illusions dans le capitalisme, que toutes les autres versions continuent de colporter, et qui pour cette raison ne peuvent en aucun cas nous servir de guide. Le plus court chemin pour rallier deux points entre eux, c'est la ligne droite, et il n'en existe pas d'autres.

J'appelle les lecteurs à devenir les porte-parole et les premiers militants de La Voix de l'Opposition de Gauche, à faire connaître ce courant politique autour d'eux.

Imaginons un instant que des dizaines ou des centaines de travailleurs ou militants répondent à cet appel, ce serait parmi eux que se dégageraient ses premiers cadres et dirigeants, rôle que je ne revendiquerais en aucune manière pour être trop loin du terrain ou ne pas être en mesure d'en assumer toutes les responsabilités.

La voix de son maître (Davos).

Dans le *Fil d'infos* de La Tribune des travailleurs (POID) (latribunedestravailleurs.fr)

- Covid 19 : plus de 25 millions de cas officiellement recensés dans le monde (L'écho de l'OMS ou Big Pharma ! - LVOG)

- Des classes et des écoles seront fermées pour le jour de la rentrée de 12,4 millions d'élèves le 1er septembre (Ils participent à la casse de l'école. - LVOG)

- À Washington, une marche contre le racisme dans le sillage de Martin Luther King (Organisée et financée par qui ? Chut ! - LVOG)

En complément dans la rubrique "*À lire sur le site du : POID*"

- COVID-19: et si la pandémie reprend demain ? (La stratégie de la peur, c'est aussi leur truc. - LVOG)

- Dans les écoles, le gouvernement s'oriente vers l'allégement du protocole sanitaire... (Quelle horreur tous ces gosses qui vont mourir comme des mouches ! - LVOG)

- Dans les entreprises, le gouvernement s'est contenté de rendre le port du masque obligatoire – mesure de protection indispensable pour les salariés... (Ce n'est Gates ou Rockefeller et leurs potes qui les désavoueront, au contraire. Question : Combien de travailleurs, parmi ceux qui ont continué d'aller travailler sans masque, sont-ils morts au cours des 6 derniers mois ? Aucun ou quelques-uns qui étaient en mauvaise santé. - LVOG)

LVOG - Des mesures liberticides, ils en redemandent, quel délire, quelle bande de réactionnaires ! La pandémie de populisme bat son plein en attendant, bravo !

Après cela l'éditorial de La Tribune des travailleurs du 2 septembre n'a pas de quoi tracasser Macron :

- *Quand Macron craint de « raviver la lutte des classes »…* Il en tremble déjà !

Après nous avoir annoncé pendant plusieurs décennies "*l'imminence de la révolution*" qui n'a jamais eu lieu comme chacun sait, voilà qu'on devrait faire face à "*un massacre social imminent*", rien que cela. Certes, qui sait, il pourrait avoir lieu, on demande à voir, peut-être comme il a déjà eu lieu en Grèce. Et après, la question est de savoir dans quelles conditions politiques il aurait lieu, le vide politique sidéral face à Macron, le dénouement est écrit d'avance, sauf évènement exceptionnel, lequel, je l'ignore, je ne suis pas devin contrairement à eux.

Dites-nous, on a connu la période du plein emploi, puis le démarrage du chômage de masse sous Mitterrand, on est passé successivement de 1 à 2, puis à 3, puis à 4 millions de chômeurs, le double en comptant les emplois en CDD, l'intérim, le temps partiel imposé, les stagiaires, les chômeurs non inscrits à Pôle Emploi, etc. Et alors ? Et alors, rien, la vie a continué comme avant, non, osez donc affirmer le contraire. Pourquoi ? Parce que les conditions étaient mûres pour qu'il en soit ainsi, pourquoi les travailleurs auraient-ils dû être motivés pour rejoindre le mouvement ouvrier qui n'avait eu de cesse de les trahir, de les abandonner à leur triste sort, comme ils disent de nos jours, ils ont fait preuve de "*résilience*". Ils se sont débrouillés pour survivre comme les travailleurs grecs plus tard, les retraités grecs qui ont vu leur retraite amputée de 40%. Ils n'ont pas eu le choix, puisqu'il n'existait aucune force politique organisée susceptible de rassembler l'ensemble des masses sur le mot d'ordre de l'abolition de la Constitution et des institutions nationales dans le cadre desquelles Tsipras avait donné plein pouvoir à la troïka pour les tondre. La multitude de manifestations n'ont strictement servi à rien, mais nous nous en avons tiré des enseignements politiques contrairement aux opportunistes.

En France, c'est la même chose, les travailleurs font face à une union nationale sans faille, un consensus allant de l'extrême droite à l'extrême gauche, de RN au POID, incluant la totalité des syndicats, sur l'ensemble des mesures liberticides à l'origine de la paralysie ou de l'effondrement de pans entiers de l'économie, des plans de licenciements à venir, tous les syndicats et les partis dits ouvriers en partagent la responsabilité, et ensuite comme ils osent tout, ils leur annoncent qu'il faudrait lutter pour interdire les licenciements. Les travailleurs voudraient-il résister ou s'organiser, vers qui pourraient-ils se tourner, vers ces partis (Ils nous avaient fait le coup en 81 ! Ils sont incurables.), à l'heure où de plus en plus de voix qui rejettent ces mesures totalitaires se font entendre, c'est une fable cynique et ridicule que seuls des mythomanes endurcis peuvent croire. N'allez pas croire qu'ils prendraient les travailleurs pour plus idiots qu'ils ne sont, non ou pas forcément. Ces gens-là auront passé leur vie à se raconter des histoires qu'ils furent les seuls à croire avec ceux qu'ils réussirent à embobiner quoi qu'il arrive, aujourd'hui parce qu'ils ne tiennent absolument pas à affronter Macron, hier et aujourd'hui le régime, à enrayer ou détruire le scénario que les commanditaires de l'oligarchie ont dicté à Macron.

Parole d'internaute.

- "*Pas une oreille ne bouge, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite. Tous relaient docilement la propagande officielle et se plient à toutes les mascarades, se bornant à réclamer la gratuité du masque dont eux-mêmes bénéficient à l'Assemblée nationale.*"

LVOG - C'était déjà trop, bas les masques !

Tous les syndicats sont aussi sur la même longueur d'onde que Macron-OMS-FEM-Gates, tout est dans l'ordre des choses. A croire que le masque n'incarnerait pas au plus haut point l'oppression, un régime fascisant, ils en redemandent les scélérats ! Et vous comptez sur eux pour lutter à vos côtés, mais vous rêvez ou vous êtes fou à lier !

Je ne sais pas si c'est l'heure des comptes ou de la vérité qui a sonné. Cette épreuve est cruelle, car elle fait tomber le masque de tous ceux qui prétendaient vouloir affronter le régime, et qui font sous nos yeux la démonstration qu'ils y sont entièrement soumis en adoptant les mesures liberticides de Macron. Comme dirait l'autre, il n'y a pas photo, tout le monde en est témoin, personne ne peut affirmer le contraire.

Continuons notre inventaire.

La réaction maintint en vie artificiellement le PS et le PC pendant plus d'un demi-siècle, afin d'empêcher que le rejet du régime par des pans entiers de la classe ouvrière et des classes moyennes aboutissent au regroupement de leurs forces au sein d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Au nom des enseignements de la révolution russe de 1917, tous les courants se réclamant du trotskysme en furent les principaux fossoyeurs. Comment ?

Ils créèrent ainsi l'illusion que ces partis étaient de gauche aussi longtemps que l'héritage de la révolution d'Octobre était encore vivant, puis quand son processus de dislocation sera enclenché au début des années 80, ils continueront d'entretenir cette illusion jusqu'au tournant des années 90 qui marquera son achèvement, ensuite il faudra encore une décennie avant que

cette illusion trompeuse se dissipe totalement et révèle le véritable visage ou la véritable nature réactionnaire de ce qu'ils avaient appelé la gauche. Dès lors, la classe ouvrière et les classes moyennes allaient se retrouver sans parti, sans représentation politique pour défendre leurs intérêts. A partir de ce moment-là, il n'existera plus aucune force politique organisée dans ce pays pour les rassembler et affronter le régime, qui de fait avait quartier libre pour passer progressivement au totalitarisme ou au fascisme à partir du milieu des années 2000, objectif qui sera finalement atteint 20 ans plus tard, ce dont le port obligatoire du masque témoigne notamment.

Tout au long de ces 8 dernières décennies, ceux qui prétendront construire ce parti ouvrier révolutionnaire s'emploieront à ménager le PS et le PC, à passer des alliances avec l'un ou l'autre ou les deux, de sorte qu'ils alimenteront l'illusion abordée au paragraphe précédent qui faisait le jeu ou les affaires de la réaction, processus qui constituera un obstacle ou une contradiction contre lesquels leurs militants viendront se fracasser, un puissant élément de dislocation de leurs forces dont les militants n'auront pas conscience, condamnant des milliers de militants restés fidèles au socialiste à demeurer inorganisés, à cesser le combat politique ou à dégénérer en cédant à la pression ongiste ou aux sirènes associatives, les rangs de ces partis ne comptant plus que des militants sclérosés ou décomposés en 2020, au point d'adopter sans broncher les mesures liberticides imposées par Macron dans le cadre d'une pandémie inexistante ou fabriquée par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne, que leurs dirigeants devaient soutenir non sans faire preuve d'un zèle pitoyable.

On comprend pourquoi ils ne tiennent absolument pas à ce qu'on fasse l'inventaire de la lutte de classe de cette longue période, car les conclusions auxquelles on arrive sont révélatrices ou correspondent au cruel constat que je viens de vous livrer, rien que l'évoquer déclenche chez eux une violente réaction épidermique, ils en deviennent hystériques ou ils perdent le contrôle d'eux-mêmes, j'en ai fais l'expérience à plusieurs reprises avec de vieux militants, cela m'a valu nombre d'insultes et j'en passe, ce qui ne m'a ni choqué ni perturbé parce que je m'y attendais. Il se trouve qu'autrefois j'étais passé par là moi aussi, sauf que j'en ai tiré des enseignements depuis ou j'ai appris que de bonne foi on pouvait être amené à être manipulé et à croire n'importe quoi ou n'importe qui aveuglément ou par ignorance tout simplement.

Un camarade, qui est un peu plus vieux que moi et auquel j'ai déjà soumis cette analyse, m'a confié qu'il s'y retrouvait entièrement. Je lui ai indiqué pour le soulager car je le sentais malgré tout très perturbé, qu'il n'y avait pas pour autant matière à culpabiliser ou à s'en vouloir de quoi que ce soit, car il n'est comptable que du combat courageux et sincère qu'il a mené au côté de la classe ouvrière pendant plus d'un demi-siècle, et quant aux erreurs qu'il a pu commettre ainsi que le bilan misérable de notre lutte de classe, il est à mettre exclusivement au compte de nos dirigeants qui ont agi ainsi délibérément ou en toute conscience, puisque lorsqu'on se fourvoie en politique ou dans la vie en général, il arrive toujours un moment où on va en prendre conscience, dès lors persister dans la même voie n'a plus tout à fait la même signification que précédemment, notre engagement politique change de nature, de révolutionnaire il devient réactionnaire.

Quand on a commis une erreur par ignorance et qu'on en prend conscience, à partir de ce constat si on la reproduit encore et encore en connaissance de cause ou comme si de rien n'était, on ne peut plus invoqué une erreur de nature accidentelle, cela devient un penchant, un comportement hypocrite, opportuniste, nuisible, qu'on adopte délibérément, dont on refusera d'assumer les conséquences généralement ou cela va de soi chez la plupart des individus.

Vous remarquerez qu'il n'est nullement question de morale ici, mais d'absence de logique, de discernement, d'intelligence si vous préférez, bien que ce soit un grand mot, pour ne pas dire un gros mot ou une insulte quand on observe le comportement des intellectuels en général qui sont plus prompts à rallier le régime plutôt que l'affronter.

A ceux qui entendent demeurer fidèle au socialisme, je les appelle à rejoindre La Voix de l'Opposition de Gauche.

On a besoin de militants et de dirigeants pour assurer la continuité du socialisme.

A ceux qui critiquent tous ces partis soi-disant de l'avant-garde, qui se plaignent d'être isolés, inorganisés, de faire face à une situation politique inextricable ou nous sommes réduits à l'impuissance, qui ne souhaitent plus s'organiser par crainte d'être manipulés ou bernés à nouveau par des dirigeants sans principes, qui ont avalé trop de couleuvres selon l'expression d'un militant et pour lesquels l'épisode actuelle est de trop, à tous ces militants ou cadres, je leur dis n'hésitez plus, la civilisation humaine est à la croisée des chemins comme vous avez dû le constater, et il n'est pas dit qu'elle devrait forcément disparaître, relevons ensemble ce défi !

Il y a ceux qui prétendent détenir la vérité, voyez où ils en sont arrivés affublés du masque de la réaction, où ils nous ont conduits... Et il y a ceux qui vous diront qu'on aurait tout essayé et qu'on n'arrivera jamais à rien, parce que la nature humaine serait ainsi faite, en réalité ils l'identifient inconsciemment à leur état d'esprit, à leur comportement confinant à l'impuissance, ils généralisent leur état de faiblesse, leur manque de volonté, et ils sèment la démoralisation autour d'eux rendant ainsi service à la réaction.

Ne pas avoir confiance dans la capacité des masses à accomplir leurs tâches historiques, prend naissance dans le manque de confiance en soi qu'on généralise. Mais tout ramener à soi est extrêmement dangereux, dans la mesure où la plupart des travailleurs ne se connaissent pas eux-mêmes. On va se leurrer sur soi-même et transposer son contenu sur les autres au point de les rendre également méconnaissables. Dans ces conditions, il est normal qu'il n'y ait rien à attendre des rapports

faussés qu'on aurait avec eux, et comme très souvent lorsqu'on emprunte une mauvaise voie, il faut aller jusqu'au bout, finalement on tirera des conclusions erronées de cette expérience qu'on prendra pour la réalité. Sans patience et détermination, on n'arrive jamais à rien.

Et puis il faut bien dire, quand on examine attentivement le déroulement de notre existence, que sans initiative, là aussi on n'arrive à rien ou rien ne se produit qui sorte du conformisme dans lequel nous sommes confinés depuis notre naissance, sauf à s'en remettre au petit bonheur la chance mais je ne m'y risquerai pas, c'est un luxe hors de portée de notre idéal, on ne peut avoir qu'un destin à l'image de la société, médiocre.

Il faut donc oser prendre des initiatives dans la vie, cela vous évitera peut-être parvenu à son crépuscule de vous apercevoir que vous êtes passé à côté de quelque chose ou qu'elle ne méritait pas d'être vécue, comme m'en a témoigné amèrement un vieux camarade récemment, à qui je répète ici, qu'il n'a aucune raison de se tracasser ou de s'en vouloir. Une prise de conscience même tardive, vaut toujours mieux que pas de prise de conscience du tout. D'ailleurs, personne ne se permettrait de le juger ici, je le signale aux militants qui seraient intéressés par notre courant politique, c'est banni de notre comportement et on pratique la modestie, la fraternité à tous les niveaux, les démagogues et les procureurs ne sont pas les bienvenus.

Si nous avions un parti, c'est l'état d'esprit qui y règnerait et qu'on cultiverait. Quant au reste, les désaccords et les polémiques font partie de la vie, de la lutte des classes, et c'est uniquement sur ce plan politique que nous les règlerions. Les militants sont aussi des travailleurs, et les travailleurs sont aussi des hommes ou des femmes, pour l'avoir perdu de vue, voyez où sont arrivés nos valeureux dirigeants qui veulent nous imposer de porter le masque des esclaves des temps modernes, quelle ignominie ! L'humain d'abord, non, l'humain aussi, le socialisme d'abord, tel est notre devise ! Entre nous, quel dirigeant vous a-t-il tenu un jour ce discours, et surtout, en pratique quel dirigeant a-t-il respecté scrupuleusement cet engagement, ces principes ?

Qui assumera la poursuite de mise en oeuvre du programme du Forum économique mondial ?

Que la peste les emporte !

- Pour Mélenchon, Hollande est traité « comme un pestiféré » par le PS - LePoint.fr 30 août 2020

La foire du trône est de retour !

- Mélenchon se sent "une vocation de candidat commun" à gauche en 2022 - AFP 30 août 2020

- Olivier Faure veut un candidat commun pour toute la gauche en 2022 - LeFigaro.fr 29 août 2020

- A droite, une rentrée sous le signe du choix du candidat pour 2022 - AFP 29 août 2020

- Estrosi appelle la droite à "passer un accord" avec Macron pour la présidentielle de 2022 - BFMTV 31 août 2020

Pour Mélenchon, quel est "***l'ennemi numéro un***" ?

LVOG - Macron ? Non. Le capitalisme ? Non. Les institutions de la Ve République ? Non. L'oligarchie financière mafieuse et criminelle ? Non, perdu : L'abstention !

Mais qu'est-ce que l'abstention, sinon les millions de travailleurs qui estiment qu'ils ne peuvent avoir confiance dans aucun candidat se réclamant de la gauche, à juste titre, chat échaudé craint la pluie ou un homme averti en vaut deux !

Mieux ou pire encore dans le genre populisme débridé.

Qu'est-ce qui importe le plus pour un candidat à une élection, devinez ? Son programme ? Encore raté.

Voyez-vous selon ce charlatan, ce qui importe, "c'est de présenter et proposer des thèmes aux Français, qui rassemblent une majorité", non vous ne rêvez pas. Je vous dit chat, carotte, slip, bassine, vous aimez, alors votez pour moi !

Plus sérieusement, c'est la normalisation de la formule "*en même temps*" chère à Macron adoptée par ce qu'on peut appeler la droite sociale, LFI.

Il a très bien expliqué cela à sa manière.

AFP - Le député LFI des Bouches-du-Rhône a indiqué que la gauche peut "s'entendre" à l'occasion des élections

"régionales, départementales" car "les contradictions qui nous opposent n'y sont pas présentes, par exemple la forme de l'Europe, l'Etat, la sixième République".

LVOG - Parce que les mesures ou directives adoptées par l'UE, Macron et le gouvernement, le Parlement, ne concerneraient ni les régions ni les départements, ni les communes, ni chaque foyer, ni chaque travailleur. Plus loin il s'est vendu.

AFP - "Il y a moyen de s'entendre avec ceux qui accepteraient un programme de rupture écologique et anticapitaliste, mais il ne faut pas raconter d'histoires pour ce qui est des grandes orientations, c'est le peuple français qui doit trancher", a-t-il assuré. Jean-Luc Mélenchon a estimé que "le problème avec les écologistes, c'est le social et c'est la rupture avec le capitalisme". D'après le leader de La France insoumise, "l'écologie politique n'est pas compatible avec le capitalisme du 21e siècle".

Jean-Luc Mélenchon s'est projeté par ailleurs en 2022, mettant en avant son expérience politique. "Je me sens une vocation de candidat commun parce que je l'ai déjà été pour les communistes et pour les milliers de socialistes qui ont voté pour moi à l'élection présidentielle", a-t-il affirmé. AFP 30 août 2020

LVOG - Merci, on savait que "*les communistes*" et "*les milliers de socialistes*" qui ont voté pour lui n'envisageaient pas plus que lui "*la rupture avec le capitalisme*". Ajoutons, pas davantage ceux qui avaient appelé à voter Mitterrand ou Hollande...

L'ordre totalitaire doit régner un point c'est tout !

- Pour Jean-Luc Mélenchon, le gouvernement a "créé la pagaille" avec les masques - Europe1 29 août 2020

Mélenchon - "Se mettre un masque sur la figure ne sert peut-être à rien mais ne pas en mettre reviendrait à prendre un risque. Je recommande donc de respecter la discipline sanitaire." Europe1 29 août 2020

La soumission, c'est LFI !

Quelques réflexions politiques.

Ah le réveil allait être un cauchemar, soudain, violent !

On en aurait presqu'oublié l'essentiel, à savoir que nous sommes en présence d'un processus historique inconscient, dont manifestement nos dirigeants n'ont jamais réellement compris la signification ou pris la mesure dans toute sa dimension... C'est devenu un euphémisme !

Sous leurs masques, ils étaient tous Charlie !

5 ans plus tard ils n'ont pas changé, ils ont même reçu le renfort de l'extrême droite favorable au port du masque.

Pas de masque à l'école, pas de masque en entreprise ! Quel parti ouvrier a-t-il adopté ce mot d'ordre conforme à la réalité sanitaire, aux intérêts ou à la santé des travailleurs et de leurs familles ? Aucun, ils font la démonstration sous nos yeux qu'ils sont tous atteints du déni de la réalité et corrompus par le régime.

Il y en a encore qui tombent des nus, renversant !

A ceux qui ont la mémoire courte ou sélective. Extrait de la causerie de janvier 2010.

- Consensus UMP-PS un vrai bonheur pour le gouvernement.

François Fillon s'est "réjoui", mercredi, de la position du Parti socialiste sur le dossier des retraites, après que Martine Aubry s'est déclaré prête à chercher un compromis avec le gouvernement.

"J'entends dire que le PS pourrait participer à la recherche d'une solution consensuelle : franchement je m'en réjouis", a déclaré le premier ministre dans un discours prononcé à l'occasion des voeux aux parlementaires. "En Allemagne, en Suède, en Finlande, au Danemark, mais aussi en Espagne, les forces politiques, les partenaires sociaux ont trouvé les moyens d'un consensus sur la question des retraites", a-t-il insisté. (Le Monde et AFP 20.01.2010)

- Quand l'UMP-PCF "transcendent les clivages"... de classes !

Eric Raoult, rapporteur de la mission parlementaire sur la burqa : "Lorsque André Gerin s'emporte c'est parce qu'il en a gros sur

le coeur".

"Notre complicité ne date pas d'aujourd'hui. ". (Lexpress.fr 26.01.2010)

- Le 27 janvier 2010.

- Un régime de plus en plus liberticide.

- Etats-Unis. Quand la Fed détient le pouvoir...

- Le 1er février 2010.

- Et si la finance avait adopté la fraude pour éviter une crise fatale au système ?

Lu dans un blog suisse de professionnels de la santé par nature modérés.

- Tout glissement totalitaire[11] au nom du bien-commun est indéfendable dans une démocratie.

Note.

11 - Le mot totalitaire semble très fort. Pourtant, sa définition comporte plusieurs éléments inquiétants, à savoir :

– « la conception d'une vérité qui ne supporte aucun doute, ne tolère aucune critique, est imposée à tous »

– « le recours à la terreur »…

LVOG - Mais vous n'avez pas à vous excuser de l'avoir employé, il est approprié à la situation. Ceux qui doivent se poser des questions ou qui ont un problème politique, ce sont ceux qui n'osent pas l'employer...

Autres choses relevées ici ou là

- Un internaute : 2/3 des Français croient savoir et un seul tiers sait que la science est ignorante.

LVOG - Et combien parmi ce tiers de Français sait ce que la science ignore ? A mon avis la réponse doit être proche de zéro, chut !

- Un internaute : On parle de masques, de tests mais de soigner jamais ! Cela dépasse l'entendement !

LVOG - Vous aussi cela vous a choqué. En fait il n'y a pas de quoi puisqu'il n'y a pratiquement plus de malades, chut !

- Populisme en famille. La tragi-comédie de l'été en noir et blanc, eh oui, on régresse toujours un peu plus chaque jour !

Valeurs actuelles vient de fournir l'occasion aux représentants des esclavagistes des temps modernes et autres internationalistes démagogiques, de donner l'illusion qu'ils étaient de grands humanistes, bref, ces Charlie peuvent tous remercier ce torche-cul !

- Même pas peur, sauf du régime totalitaire en train de s'installer à l'échelle mondiale.

- Les infections respiratoires ou pneumonies ont tué 2, 55 millions de personnes dans le monde en 2017.

- Les maladies cardiovasculaires ont tué 18 millions de personnes dans le monde en 2017.

- Les cancers ont tué 10 millions de personnes dans le monde en 2017.

Totalitarisme. La stratégie de la terreur et de la peur.

Pour 0,4 mg. La terreur policière au quotidien racontée par G. Depardieu.

- "J'étais en scooter, j'étais en train de manger à mon couscous boulevard du Maine. Et là je fais comme tout le temps, chaque

fois que je vais là-bas: (…) je fais mon demi-tour sur la ligne blanche. Et là, voiture bleu et rouge je me dis 'c'est pas vrai'", a raconté l'acteur, face aux chroniqueurs amusés.

"J'enlève le casque, il (l'agent de police, NDLR) me dit 'vous avez vu ce que vous avez fait', je lui dis 'Oui je le fais toujours". Il me dit 'Oui mais il y a le feu', je lui dis "Oui mais il n'y avait personne! Je ne vais pas m'amuser à passer devant une bagnole qui va m'écraser. J'ai pas la souplesse d'avant".

L'éthylotest effectué, Gérard Depardieu est — "à sa grande surprise" — contrôlé positif avec 0,29 mg d'alcool par litre d'air expiré, soit 0,4 mg au-delà de la limite autorisée par la loi. "0,29, c'est une salade très vinaigrée. Je te fais une salade avec plein de vinaigre, je te fais souffler dans le machin", a-t-il d'ailleurs plaisanté sur le plateau de C8.

Conduit au commissariat où il dit avoir discuté avec "deux Russes", il réclame un deuxième test où il est contrôlé à 0,27 mg/litre d'air expiré. "Je me dis 'Je reste 10 minutes de plus et il n'y a plus rien'" s'est-il amusé face à Cyril Hanouna.

Verbalisé, il a finalement dû repartir sans son scooter, qu'il a envoyé chercher le lendemain. Le HuffPost 1 septembre 2020

Totalitarisme. GAFAM. Un détecteur de mensonge préventif et à distance ou du présumé contaminé au présumé menteur.

- Science décalée : comment détecter une personne qui ment par SMS ? - Futura 31 août 2020

Faudra-t-il désormais chronométrer le délai de réponse des SMS qu'on reçoit pour vérifier s'ils contiennent des mensonges ou pas ?

Quant à cette étude, elle ne cherche pas à expliquer pourquoi ces contenus numériques sont plus longs à être envoyés. Le bon sens nous pousse à croire que ce délai supplémentaire correspond au temps de réflexion nécessaire pour fomenter toute une histoire fausse. Elle s'attelle uniquement à repérer les signaux caractéristiques retrouvés dans les messages numériques mensongers, pour aider au développement d'un outil capable de détecter les SMS peu fiables. Alors, les menteurs invétérés n'auront qu'à bien se tenir ! Futura 31 août 2020

LVOG - Si vous prenez le temps de réfléchir avant de répondre à un SMS, le "*bon sens (...) pousse à croire*" que forcément vous fomentiez "*une histoire fausse*", ils prennent décidément leur cas pour une généralité ces tyrans. Cela va bien au-delà l'infantilisme...

Ils n'en reviennent pas, quel dommage qu'il n'y ait pas davantage de morts !

- Covid-19 : pourquoi la mortalité n'augmente pas avec le nombre de cas - futura-sciences.com 31 août 2020

Malgré la forte progression du nombre de cas positifs au coronavirus, les hôpitaux sont loin de connaître l'affluence du mois d'avril et les décès ne repartent pas à la hausse. futura-sciences.com 31 août 2020

LVOG - Avec leur vaccin ils devraient combler cette affreuse lacune...

L'art de falsifier les chiffres

- La pandémie provoque un recul historique du PIB en Inde - latribune.fr 31 août 2020

Le PIB de la troisième économie asiatique a décroché de 23,9% en glissement annuel au premier trimestre de l'année budgétaire indienne, qui va du 1er avril 2020 au 31 mars 2021, selon des chiffres officiels publiés ce lundi. Au précédent trimestre, la croissance n'était déjà que 3,1% sur un an, ce qui constituait sa plus faible progression depuis 20 ans.

Le pays a recensé à ce jour 64.469 décès sur 3.621.245 cas déclarés de la maladie Covid-19. latribune.fr 31 août 2020

LVOG - Pour 1,380 milliard d'habitants, cela fait un taux de mortalité inférieur à 0,005% : Enorme !

Donc si je comprends bien, du 1er janvier 2019 au 1er janvier 2020 (Et non 2021 !), le PIB de l'Inde avait crû de 3,1%, et en prenant pour base de calcul du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 (Et non 2021 !) il aurait chuté de 23,9%, sauf que ce n'est pas le PIB total qui a chuté de 23,9% mais le PIB entre le 1er janvier 2020 et le 31 mars 2020, donc en réalité il aurait continué de croître mais de 2,3% seulement, c'est sa croissance trimestrielle qui a ralenti de 23,9% tombant à 2,36%. Vous m'avertirez si j'avais un commis une erreur quelque part.

Etat policier. Des guerres préventives aux peines préventives. Pourquoi pas dès l'âge de 13 ans.

Violeur à Nantes : "Pour ce type de profil, le risque de récidive est systématique", estime Dati - Europe1 30 août 2020

L'ancienne garde des Sceaux, Rachida Dati, a réagi lundi matin sur Europe 1 au viol et au meurtre d'une jeune fille de 15 ans à Nantes, le 20 août dernier. Selon elle, pour les pédocriminels, le risque de récidive est si élevé qu'il faut mettre en place des peines plus strictes. Europe1 30 août 2020

Délinquance : Dati favorable à l'instauration d'une responsabilité pénale des mineurs dès 13 ans - BFMTV 30 août 2020

Rachida Dati a avancé plusieurs mesures, ce dimanche, dans Le Parisien, pour combattre la délinquance qui "explose depuis le début du quinquennat sans aucune action ferme" selon elle. BFMTV 30 août 2020

Boycottez les bars et restaurants (notamment) !

Bars et restaurants en Ile-de-France : **“**Une prise de température des clients va être en vigueur très prochainement**”** - covidinfos.net 30 août 2020

Selon Marcel Benezet, président de la branche des cafés, bars, brasseries du GNI-HCR et élu à la CCI Île-de-France, interviewé sur FranceInfos le 28 août : “Une prise de température des clients va être en vigueur très prochainement” dans les bars et restaurants franciliens. Extraits.

“franceinfo : Face à la circulation active du coronavirus, les professionnels du secteur craignent à Paris la fermeture dès 23h, comme à Marseille, de leurs établissements. Comment éviter cela ?

Marcel Benezet : Nous avons mis en place en concertation avec la mairie de Paris, une prise de température des clients qui va être en vigueur très prochainement et ensuite un cahier de rappel en cas de problème de Covid-19 dans nos établissements. Il n’y a pas d’obligation de remplir ce cahier, c’est une précaution qu’on demande aux clients de prendre en cas de problème. Il n’y a pas non plus d’obligation de prise de température, beaucoup d’établissements le font déjà et il n’y a pas de problème, au contraire cela se passe très bien. La prise de température, c’est une bonne chose, c’est d’une simplicité, c’est infrarouge, c’est très rapide. Les gens sont prêts à accepter ça pour continuer à vivre sur nos terrasses et dans nos établissements. covidinfos.net 30 août 2020

Lire l’intégralité de l’article :

– Bars et restaurants à Paris : “Une prise de température des clients va être en vigueur très prochainement”, annonce un syndicat

https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/restauration-hotellerie-sports-loisirs/bars-et-restaurants-a-paris-une-prise-de-temperature-des-clients-va-etre-en-vigueur-tres-prochainement-annonce-un-syndicat_4087669.html

Une menace pire qu'un virus : Le fascisme ordinaire.

- Nice : une interpellation pour non-port du masque suscite la polémique - LeFigaro.fr 30 août 2020

La vidéo amateur, diffusée sur Twitter samedi soir, a été visionnée plus de 300.000 fois. «Un homme et une femme ont été arrêtés par la police pour non-port de masques ! Ils l'avaient à la main, ont voulu le mettre au vu de la police... Et voilà !», commente l'internaute qui a partagé les images. On y voit d'abord une femme, debout, munie d'un masque, menottée par deux policiers. Un peu plus loin, la caméra cadre sur un homme en train de gesticuler tandis que quatre policiers tentent de le plaquer au sol. La caméra zoom alors sur le visage de l'homme, front ensanglanté, s'écrier : «Vous avez mon identité, et vous me dites que je n'ai pas obtempéré ? C'est vraiment un scandale !».

«Même pour une interpellation de braqueurs ou de proxénètes dangereux qu'il m'a été donné de diriger en France ces 10 dernières années, je n'ai jamais assisté à ce déploiement de violence !», s'indigne ainsi l'ancien magistrat Albert Lévy.

«Ces policiers sont des malades !», a réagi pour sa part l'ancien conseiller de Paris Yves Pozzo di Borgo.

Mais que s'est-il passé exactement ? Ces images sont-elles fiables ? Apparemment, elles ont bien été capturées par le téléphone portable d'un passant samedi 29 août, lors du passage du Tour-de-France dans la cité des Anges. LeFigaro.fr 30 août 2020

- Paris : un jeune homme verbalisé pour avoir retiré son masque et mangé une friandise dans les escaliers du métro - Yahoo 1 septembre 2020

Lundi, à la Gare de Lyon, à Paris, un homme de 22 ans a été verbalisé alors qu'il descendait les escaliers menant au métro. Il avait retiré son masque pour manger rapidement une friandise.

135 euros d'amende pour avoir rapidement mangé un “kinder bueno” en pénétrant dans le métro parisien, ça fait cher la friandise. Robin n'oubliera pas de sitôt son retour de vacances, lundi matin, à la Gare de Lyon. Alors qu'il avait un petit creux, le jeune homme de 22 ans, qui vit en Seine-Saint-Denis, s'est mis à grignoter son “kinder bueno” dans l'escalier menant à la ligne 14 du métro.

D'abord réprimandé par une usagère, il s'est ensuite fait interpeller par deux policiers en civil, rapporte France Bleu. "Tout d'un coup, deux personnes m'interpellent assez brusquement, à ma grande surprise, pour me dire de remettre mon masque. Et il s'est avéré en sortant de cet escalier et en faisant comprendre à ces personnes que leur attitude était déplacée, que je me suis retrouvé face à des policiers en civil", raconte le jeune homme sur son compte Twitter, où il donne les détails de son "voyage en absurdie". Yahoo 1 septembre 2020

Coronavirus: à Londres, la police stoppe un spectacle de danse en plein air - AFP 1 septembre 2020

Alors que des danseurs du Royal Ballet donnent un spectacle gratuit en plein air à Londres, les spectateurs sont dispersés par la police qui mène des contrôles pour empêcher les rassemblements en raison de la pandémie de coronavirus. AFP 1 septembre 2020

Délation et milice au Canada.

Des attroupements sans masque ni distanciation - journaldemontreal.com 29 août 2020

TVA Nouvelles a obtenu des vidéos amateures d’un citoyen qui a filmé un attroupement important de plusieurs dizaines de jeunes adultes au parc Jarry, à Montréal, vendredi soir, vers 22h.

Un citoyen rapporte même que des bouteilles de boisson étaient fracassées sur des arbres. Il aurait contacté les policiers à deux reprises dans la soirée pour que le groupe, qui ne respectait pas les mesures de distanciation sociale, soit dissipé.

Un autre rassemblement du même genre a aussi eu lieu vendredi soir au parc Ahuntsic, à Montréal.

Les gens du quartier estiment que plus d’une centaine de fêtards était rassemblée pour fêter dans le parc.

Un citoyen a confirmé à TVA Nouvelles qu’il avait contacté le 911 à deux reprises au cours de la soirée.

Un autre rassemblement du genre a aussi eu lieu dimanche dernier au parc Arthur-Dumouchel à Boucherville, en Montérégie.

Quelque 200 adolescents étaient réunis pour faire la fête à cette occasion.

Une vidéo transmise à TVA Nouvelles montre une masse de personnes dans laquelle la distanciation physique est pratiquement inexistante. Peu d’entre eux portaient un masque.

Des parents concernés ont contacté le Service de police de l’agglomération de Longueuil (SPAL) pour dénoncer le rassemblement.

Il aura fallu 45 minutes pour que les policiers arrivent sur place et dispersent la foule, selon des parents. journaldemontreal.com 29 août 2020

Comment refourguer un vaccin à une population déjà immunisée.

- Covid-19 : des anticorps 4 mois après l'infection - Yahoo 2 septembre 2020

Une étude islandaise, menée à grande échelle, révèle la présence d’anticorps, massive, quatre mois après l’infection.

L’étude, publiée dans “The New England Journal Of Medecine”, a mesuré la présence des anticorps chez les patients testés positifs au coronavirus au fil du temps. L’étude conclut que les anticorps contre le Covid-19 n’ont pas diminué dans les 4 mois suivant le diagnostic.

Pour en arriver à ces conclusions, les chercheurs ont mené des tests auprès de plus de 30 000 personnes en Islande.
Les scientifiques ont utilisé deux types de tests de dépistage du coronavirus différents : les prélèvements nasaux, qui détectent des fragments de virus indiquant une infection, et des tests qui mesurent les anticorps dans le sang, ce qui permet de déterminer si une personne est actuellement infectée ou si elle l'a déjà été.

Parmi le groupe de personnes testées positives, des tests supplémentaires ont révélé que les anticorps avaient augmenté pendant deux mois après le diagnostic de leur infection, puis sont restés stables les deux mois suivants. Soit une présence avérée des anticorps quatre mois après l'infection.

Une immunité "peut être pas éphémère"

Pour expliquer le résultat de précédentes études, qui évoquaient une disparition rapide des anticorps après l'infection, les chercheurs émettent une hypothèse : ces études pourraient avoir examiné la première vague d'anticorps que le système immunitaire produit en réponse à une infection. Mais une deuxième vague d'anticorps se forme après un mois ou deux d'infection, et ceux-ci semblent plus stables et plus durables. D'où la présence, stable, d'anticorps quatre mois après l'infection.

Cette étude ne permet néanmoins pas d'expliquer les rares cas de réinfection observés dans certains pays, plusieurs mois après la première infection, ni d'établir si les patients atteints d'une forme grave de Covid-19 produisent davantage d'anticorps que les formes plus légères.

Plus d'anticorps chez les patients sévèrement atteints

Néanmoins, les scientifiques ont relevé des différences dans la présence des anticorps selon les patients. Ainsi, les taux d'anticorps étaient plus élevés chez les personnes âgées et celles qui étaient plus sévèrement touchées par le virus, alors que chez les femmes, qui ont tendance à ne pas tomber aussi malades que les hommes à cause du virus, le taux d'anticorps relevé était inférieur. Enfin, les fumeurs avaient des niveaux d'anticorps plus faibles que la moyenne des patients.

Si l'étude n'avance pas la quantité d'anticorps nécessaire pour être immunisé contre une infection, cette nouvelle donnée est importante dans la lutte contre le Covid-19, notamment en vue d'un potentiel vaccin. Comme l'écrivent des scientifiques de l'Université Harvard dans un commentaire qui accompagne l'étude, si un vaccin peut stimuler la production d'anticorps de longue durée comme semble le faire une infection naturelle, cela laisse espérer que "l'immunité contre ce virus imprévisible et hautement contagieux ne sera peut-être pas éphémère".

LVOG - Si "*une infection naturelle*" permet d'aboutir à une immunité de longue durée, le vaccin qui arriverait trop tard ne servirait plus à rien, sauf à engraisser les trusts mafieux pharmaceutiques.

Les nostalgiques du régime de Vichy gesticulent.

Chloroquine: Raoult visé par une plainte à l'Ordre des médecins - Le HuffPost 3 septembre 2020

Parmi ses pairs, il en a agacé plus d'un. Au plus fort de la crise du coronavirus, le professeur Didier Raoult a émergé comme une figure singulière et une voix dissonante par rapport au reste de la communauté médicale. Notamment par sa promotion pour le moins décriée du recours à l'hydroxychloroquine face à la maladie.

La preuve: ce mercredi 2 septembre, Le Figaro révèle qu'une plainte a été déposée au mois de juillet au conseil départemental des Bouches-du-Rhône de l'Ordre des médecins contre le directeur de l'Institut hospitalo-universitaire de Marseille. C'est la Société de pathologie infectieuse de langue française (SPILF) qui est à l'origine de cette manœuvre, assurant que le chercheur a enfreint neuf articles du code de déontologie médicale.

Si la plainte aboutit, ce qui est relativement rare dans ce genre de cas, les sanctions peuvent aller d'un simple avertissement à une radiation totale de l'Ordre des médecins. Fausses informations, mensonges et essais illégaux

Pour étayer cette plainte, la SPILF -qui regroupe 500 spécialistes des maladies infectieuses en son sein- liste les neuf manquements qu'elle a dénombrés. On y trouve notamment la promotion d'un traitement qui n'a pas démontré son efficacité, la réalisation d'essais cliniques dont la légalité reste à prouver ou encore la diffusion consciente de fausses informations au public.

Autant de chefs d'accusation sur lesquels l'Ordre devra se positionner, à partir des six pages d'arguments que lui a transmis la SPILF. On peut par exemple y lire, nous apprend toujours Le Figaro, que Didier Raoult a prescrit à foison un traitement à base d'hydroxychloroquine sans avoir la preuve de son efficacité et "en infraction avec les recommandations des autorités de santé".

La société reproche également au professeur d'avoir manqué de prudence et de pondération dans ses propos en affirmant à

moult reprises que l'épidémie était terminée, en particulier à Marseille, puis en mentant sciemment devant les députés à l'Assemblée nationale. Quant à ses essais cliniques jugés illégaux par les plaignants, une enquête de l'Agence du médicament est en cours pour déterminer ce qu'il en est réellement.

À l'heure actuelle, aucune étude scientifiquement approuvée n'est en mesure d'affirmer l'efficacité de la chloroquine contre le coronavirus. Pire pour le chercheur marseillais, les études et essais tendent à prouver l'inverse, c'est-à-dire qu'elle augmenterait la mortalité chez les personnes gravement atteintes. Le HuffPost 3 septembre 2020

Foire au test. Selon la sensibilité des testeurs, ils testent l'une ou l'autre souche du virus, fermez le banc.

Coronavirus : un Montpelliérain testé deux fois positif en quatre mois - lepoint.fr 29 août 2020

Cet homme a été contraint de se faire tester pendant le confinement pour pouvoir exercer son métier. Mais son résultat s'est révélé positif. Guéri, il a pu reprendre son travail pendant quatre mois avant de partir en vacances d'été. À son retour, comme le veut toujours le protocole, il a été testé. Une fois encore, le verdict est sans appel : il a de nouveau été contaminé.

Comme le relève Le Monde, le cas d'un malade originaire de Hongkong âgé de 33 ans est particulièrement parlant. Il aurait contracté le virus à deux reprises, mais sous deux formes différentes, sur une période s'étalant sur quatre mois et demi entre la première et la deuxième infection. lepoint.fr 29 août 2020

Dans la boule de cristal des modèles mathématiques. Un coup d'Etat sanitaire permanent.

Coronavirus : un pic probable d'une seconde vague "aux alentours du 1er janvier" - Europe1 29 août 2020

"Les premiers modèles mathématiques sont en cours - on n'a pas tous les chiffres en France - mais ils donnent un pic épidémique aux alentours du 1er janvier", indique Jean-François Timsit, chef du service de réanimation médicale et infectieuse à l'hôpital Bichat, à Paris, sur Europe 1 samedi. Europe1 29 août 2020

Serez-vous leurs prochains cobayes ?

Coronavirus: La FDA prête à accélérer l'homologation d'un vaccin, selon le Financial Times - Reuters 30 août 2020

Le numéro un de l'Autorité américaine du médicament (Food and Drug Administration) est prêt à accélérer la procédure d'homologation d'un vaccin contre le Covid, selon des propos qui lui sont attribués dans un entretien au Financial Times

Stephen Hahn déclare que son agence est prête à autoriser un vaccin avant que les essais de phase 3 ne soient terminés, selon le journal : https://www.ft.com/content/f8ecf7b5-f8d2-4726-ba3f-233b8497b91a. Reuters 30 août 2020

Un vaccin sur commande de Big Pharma en dépit des risques d'effets secondaires inconnus.

- Covid-19: les préparatifs pour la distribution d'un vaccin avant l'élection s'accélèrent aux Etats-Unis - AFP 3 septembre 2020

Le patron des CDC mentionne notamment la levée de restrictions administratives, ou la délivrance de permis et licences.

Il s'agit d'une nouvelle indication que la course au vaccin est lancée à toute allure dans le pays, qui a dépensé des milliards de dollars pour le développement et la production d'un remède au coronavirus.

Preuve supplémentaire que les Etats-Unis font tout pour rendre l'accès à un vaccin le plus rapide possible: le chef de l'Agence américaine des médicaments (FDA), Stephen Hahn, n'a pas écarté l'hypothèse de l'autorisation d'un vaccin via une procédure d'urgence, avant même la fin des essais cliniques.

Les autorités sanitaires "se préparent rapidement à la mise en oeuvre d'une distribution à grande échelle de vaccins contre le Covid-19 à l'automne 2020", a souligné dans sa lettre M. Redfield, le directeur des Centres américains de prévention et de lutte contre les maladies (CDC).

Plusieurs documents visant à aiguiller les Etats dans la préparation de cette "immense tâche", selon les mots de M. Redfield, leur ont été envoyés en même temps que sa lettre.

L'un de ces documents élabore trois scénarios en fonction de l'avancée d'un "vaccin A" et d'un "vaccin B". Ceux-ci semblent correspondre aux vaccins développés par le laboratoire américain Pfizer et la biotech américaine Moderna, selon le New York Times.

Les Etats-Unis ont pré-commandé des millions de doses auprès de ces deux entreprises, mais aussi auprès des sociétés AstraZeneca, Johnson & Johnson, Novavax et Sanofi, afin de s'assurer des livraisons rapides de la part du candidat qui se révélera gagnant. AFP 3 septembre 2020

Coronabusiness. La roulette russe de l'hypothétique vaccin. Les criminelles bénéficieront de l'impunité. L'UE banquier des trusts pharmaceutiques.

- Vaccins contre la Covid : l'UE indemnisera les laboratoires en cas d'effets secondaires inattendus - capital.fr 29 août 2020

L'industrie pharmaceutique européenne assure ses arrières et obtient une protection financière en cas de problèmes avec les futurs vaccins.

La course au vaccin contre le coronavirus s'intensifie face à la reprise de la pandémie. Un traitement pourrait être disponible dès le premier trimestre 2021, ce qui serait un record. Le développement d'un vaccin prendrait alors douze à dix-huit mois, contre dix ans habituellement, note Le Figaro. Cette précipitation pourrait-elle engendrer des risques ? En tout cas, l'industrie pharmaceutique européenne fait tout pour se protéger en cas d'effets secondaires inattendus. Des questions se posent autour de la responsabilité des risques financiers et juridiques en cas de problèmes avec le futur vaccin Covid-19. Les membres de la Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques (EFPIA) discutent avec les autorités et les gouvernements européens pour la définition d'un système complet d'indemnisation, selon le quotidien. "Il est possible que certaines personnes rencontrent des problèmes médiaux après la vaccination" avec le déploiement de milliards de doses de vaccins, selon la Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques. Elle précise cependant au Figaro que "tous les médicaments et vaccins peuvent entraîner des effets secondaires chez certaines personnes", expliquant que les problèmes ne seraient pas propres au vaccin Covid-19. "Les vaccins ne seront approuvés pour utilisation que lorsque leur sécurité et l'efficacité seront démontrées aux autorités réglementaires en Europe", ajoute la Fédération. ("Autorités réglementaires en Europe" corrompues par les trusts pharmaceutiques. - LVOG)

Habituellement, la solidité du dossier clinique du vaccin protège la responsabilité civile du laboratoire, en cas de poursuites judiciaires. Car pour délivrer une autorisation de mise sur le marché, les autorités évaluent le ratio bénéfice/risque du vaccin, à partir des données cliniques. Cependant, la situation inédite à laquelle sont confrontés les états du monde change la donne. Le dossier clinique pourrait être moins élaboré selon le quotidien, qui cite l'expertise du fondateur et président de l'Institut Santé, Frédéric Bizard. "Les autorités européennes mettent désormais l'accent sur le bénéfice sociétal d'une arrivée rapide d'un vaccin", confie l'expert. (Le business ou le profit vaut davantage que votre santé, merci de le confirmer, on le savait déjà ! - LVOG)

Une branche de la Fédération, baptisée Vaccines Europe, exhorterait l'UE à assurer leur couverture légale et financière, selon une note dévoilée par le Financial Times. Cette note indique que "la vitesse et l'ampleur du développement et du déploiement du futur vaccin signifient qu'il est impossible de générer la même quantité de preuves sous-jacentes qui seraient normalement disponibles grâce à des essais cliniques approfondis". Vaccines Europe représente entre autres Sanofi, GlaxoSmithKline, AstraZeneca ou encore Janssen et Merck.

Sur le volet financier, des discussions se poursuivent. Le Figaro affirme que les autorités européennes indemniseront le fabricant si la responsabilité de ce dernier était mise en cause en cas de dommages futurs. La Commission européenne confirme au quotidien qu'en compensation pour les risques élevés pris pour la fabrication de vaccins, "les accords d'achat anticipé conclus avec certains laboratoires prévoient que les États membres indemnisent le fabricant pour certaines responsabilités encourues". capital.fr 29 août 2020

Un complément en prime.

- GB: Des hausses d'impôts envisagées face au Covid, selon la presse - Reuters 30 août 2020

DEUXIEME PARTIE

Contre-propagande.

Parole d'internaute.

- "*Le port obligatoire du masque permet, sans coûter un centime au gouvernement, de faire croire au prolongement de l'épidémie et de préparer les populations au nouveau monde.*"

LVOG - J'ai constaté qu'on faisait la même confusion avec des sujets très divers. On croit d'une chose ou d'une technologie qu'elle représenterait un danger, alors que ce danger est exagéré ou d'existe pas, tandis qu'on passera à côté d'un danger bien réel censuré par les tenants de la pensée unique ou le ministère de la Vérité. C'est par exemple le cas avec la G5 qui doit permettre de pouvoir tracer toute la population ou plus et pire si affinité, si la population en est demandeur. C'est la même chose avec le vaccin contre le covid-19, en soi ou au départ ce n'est pas forcément une mauvaise idée, mais l'application telle qu'elle est annoncée devrait s'avérer particulièrement néfaste pour la population, donc on se prononce contre sans appel possible.

Dans le mouvement ouvrier ils ont un autre tabou avec la recherche, les sciences et les technologies. Ils sont sacrés, cela relève de la sorcellerie de se questionner sur leur utilité. C'est diabolique, machiavélique de penser que toutes les recherches, toutes les connaissances ou découvertes des sciences, toutes les développements technologiques ne seraient pas forcément utiles à la société, et ce ne sont pas les capitalistes qui les désavoueront, puisqu'ils sont les premiers intéressés, il ne faut pas être idiot.

Tout ce qui n'est pas indispensable au bien-être des hommes est nuisible, dont tout ce qui leur est imposé sans leur consentement.

Mobilisation. Faites tomber les masques.

Virus: protestations en Europe contre la "tyrannie médicale" - AFP 29 août 2020

AFP - Au total, quelque 38 000 personnes, selon les autorités, ont participé en majorité dans le calme à un rassemblement au cours duquel les organisateurs ont appelé « à la fin de toutes les restrictions en place » pour combattre la propagation de la COVID-19. Auparavant, la police avait interrompu un défilé, faute de respect des mesures sanitaires. « La distanciation minimum n'est pas respectée […] malgré les demandes répétées », ont indiqué les forces de l'ordre, « c'est pourquoi il n'y a pas d'autre possibilité que de dissoudre le rassemblement ».

À Londres, un millier de manifestants appelant à « la fin de la tyrannie médicale » se sont retrouvés sur le Trafalgar Square, tandis qu'à Zurich, ils étaient plus d'un millier selon la police à réclamer « un retour à la liberté ».

À Paris, 200 à 300 personnes ont protesté contre le port du masque obligatoire. AFP 29 août 2020

LVOG - D'après ce que j'ai compris, à 13 h les autorités allemandes ont donné l'ordre aux forces de police de disloquer la manifestation à Berlin, craignant qu'elle prenne l'ampleur de la précédente où environ 1 million de personnes avaient participé, 20.000 officiellement.

Le peu de personnes qui se sont mobilisées en France (et ailleurs) témoignent du niveau d'inconscience politique des masses, il faut dire que la totalité des acteurs politiques, y compris partis dits ouvriers et syndicats avaient boycotté cette manifestation, consensus oblige avec Macron.

Il faudra qu'on nous explique, comment on peut combattre les conséquences désastreuses d'une cause qu'on a soutenue.

En Allemagne

- **"**La peur est la seule chose dont un gouvernement a besoin pour transformer les gens en esclaves**"...** Discours de Robert Kennedy Jr à la manifestation de Berlin du 29 août 2020**...** - covidinfos.net 30 août 2020

"La seule chose dont un gouvernement a besoin pour transformer les gens en esclaves est la peur, et si vous pouvez trouver quelque chose pour les effrayer, vous pouvez leur faire faire tout ce que vous voulez…" C'est ce qu'a affirmé Robert Kennedy Jr lors de son intervention en soutien à la manifestation "pour la liberté et la paix" organisée à Berlin pour lutter contre les lois "liberticides" ce 29 août. covidinfos.net 30 août 2020

Vidéo. Robert Kennedy Jr. Discours historique du 29 août 2020 à Berlin «Ich bin ein Berliner» - 29 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=2saebN1OU1o

En Grande-Bretagne.

Vidéo. Manif... Londres 100000 - 29 Août 2020 (en anglais)

https://www.youtube.com/watch?v=1Tgx7W-aqfk

En Belgique.

Lettre ouverte à nos responsables politiques : Il est urgent de revoir totalement la gestion de la crise Covid-19 - 27.08

https://www.lalibre.be/debats/opinions/lettre-ouverte-a-nos-responsables-politiques-il-est-urgent-de-revoir-totalement-la-gestion-de-la-crise-covid-19-5f467dfe7b50a677fb2b0d77?fbclid=IwAR3fT9pnbz3MkOQljWp5xnPvhbhAdIrWwGoHI807-eKpkvRiOnu_OEMx7TU

En Suisse.

Appel du Collectif soignant pour une politique sanitaire COVID-19 juste, éclairée, et proportionnée. - 31 août 2020

https://jdmichel.blog.tdg.ch/archive/2020/08/31/appel-du-collectif-soignant-pour-une-politique-sanitaire-cov-308661.html#more

En France

La fabrication du consentement semble toujours fonctionner à merveille sur fond de consensus national.

Coronavirus : les trois quarts des Français favorables au port du masque en extérieur dans toutes les villes, selon notre sondage - Franceinfo 31 août 2020

76% des Français se disent favorables à la généralisation du port du masque obligatoire en extérieur à toutes les villes de France pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro, publié dimanche 30 août.

Dans le détail, 44% y sont "tout à fait favorables", et 32% "plutôt favorables", selon l'enquête, alors que de plus en plus de villes en France l'imposent en extérieur. Parmi les opposants à cette mesure, 15% des Français se déclarent "plutôt opposés" à sa généralisation en extérieur partout, et 9% "tout à fait opposés".

Interrogés pour les 12 mois à venir, 81% des Français se disent pessimistes quant à la croissance économique en France et 80% s'agissant du pouvoir d'achat.

S'agissant de leur situation personnelle, 55% des personnes sondées font part de leur pessimisme et près d'un actif sur trois (32%) a peur pour son emploi. Cette inquiétude varie légèrement en fonction de la catégorie socio-professionnelle, 39% des actifs aux revenus les plus modestes ont peur de perdre leur emploi, ils sont 4 sur 10 chez les travailleurs indépendants et 41% du côté des ouvriers. Franceinfo 31 août 2020

Vidéo : Le vrai visage du COVID-19 par Dr Pascal Sacré et Prof Michel Chossudovsky - 29 août 2020

https://www.youtube.com/watch?v=x0qHpdhdgxg

L'avocat Régis de Castelnau dénonce des obligations "grotesques" et "la mise en place d'un système autoritaire un peu terrifiant" - covidinfos.net 30 août 2020

Interviewés sur le site Atlantico.fr, l'avocat Régis de Castelnau et le professeur de droit public Charles Boutin reviennent sur la légitimité et la légalité des mesures restrictives mises en place par le pouvoir, et discutent les éventuels recours dont dispose la population pour faire face. Extraits.

Régis de Castelnau : "Première réaction sur le fond, on a manifestement basculé dans une forme d'hystérie sanitaire. On ne reviendra pas sur la palinodie gouvernementale en matière de masques depuis le début de la pandémie, mais simplement souligner que l'usage de cet accessoire est d'après les spécialistes essentiellement nécessaire en intérieur, si tant est qu'il soit utile ce qui n'est pas très clair, pour prévenir la propagation de la pandémie. Il semble qu'il y ait deux motivations qui se combinent au niveau du pouvoir politique :

- Tout d'abord la peur d'engager sa responsabilité en ne prenant par toutes les précautions possibles. La crainte des suites judiciaires et des conséquences politiques tétanise les décideurs.

- Ensuite, il apparaît de façon assez incontestable que le pouvoir a emprunté une forme de pente naturelle qui est celle de la volonté de contrôle social, toutes ces mesures impliquent une docilité de la population, dont on attend que, surveillée par la police et

la justice elle se tienne sage." […]

Sur le plan juridique, dès lors que le pouvoir impose ces contraintes, il porte atteinte aux libertés fondamentales. Il ne peut le faire que si ces atteintes sont proportionnées à l'objectif d'intérêt général poursuivi. Ces mesures coercitives sont donc susceptibles d'être contestées devant le juge administratif. Ensuite, dès lors que l'on prend des mesures et qu'on impose à la population des obligations particulières, il est nécessaire de prévoir des sanctions en cas d'inobservation. Et là on bascule dans le domaine pénal qui a ses principes et ses règles particulières et le moins que l'on puisse dire c'est que dans les dispositif mis en place, ces principes et ces règles ne sont pas respectées. Cela présente également le défaut que l'on avait constaté avec les infractions au confinement, où les forces de l'ordre et surtout la gendarmerie se sont précipités dans une démarche de punition de la population considérée comme récalcitrante, et soyons clair comme moyen également de remplir les caisses au moment où la manne des infractions automobiles s'était tarie. Il faut savoir que pendant le confinement ce sont plus d'un million de procès-verbaux qui ont été dressés contre 9000 au Royaume-Uni… Cet écart est malheureusement très révélateur.

Christophe Boutin : […] "Il s'agit donc visiblement plus d'une mesure politique que d'une mesure sanitaire, s'ajoutant au bombardement quotidien d'informations contradictoires que subissent des Français pour lesquels ordres et contrordres se suivent en permanence – rappelons que le même ministre qui, aujourd'hui, visage soigneusement couvert d'un masque, nous annonce que son port sera obligatoire dans l'espace public sous peine de lourdes sanctions financières est bien celui-là même qui, il y a quelques mois, nous expliquait qu'à l'extérieur comme à l'intérieur le dit masque ne servait à rien." […]

"Mais cette mesure est en même temps bien évidemment intenable, et il n'a fallu que quelques dizaines de minutes après l'heure fatidique du 28 août à huit heures du matin pour que la préfecture parisienne, dans un de ses rétropédalages qui semblent devenus la marque de fabrique du pouvoir actuel, revienne sur l'universalité du port du masque, avec des motifs qui laissent rêveurs. Dans une vision très écologiste d'abord, on nous expliqua que les cyclistes, citoyens éco-responsables indispensables à la baisse du taux de pollution atmosphérique dans la capitale, allaient devoir bien malgré eux reprendre un véhicule à moteur faute de pouvoir pédaler avec discernement, leurs lunettes embuées par le port du masque. Exit alors les cyclistes de l'obligation de port. Ce fut ensuite le caractère égalitaire entre sportifs qui prévalut : si les cyclistes pouvaient exercer leur activité sportive sans masques, les joggeurs devaient, à leur tour, bénéficier du même passe-droit. Exit ensuite les joggeurs."

"Il n'est pas impossible que le but recherché soit d'ailleurs de faire perdre pied à la population face à ces savants mélanges d'arbitraire et d'incohérence. Bien sur, de telles mesures visent à dégager les élus ou l'administration de toute responsabilité face aux éventuelles recrudescences du virus – responsables, soit, mais jamais coupables, on le sait bien – et d'ouvrir pour cela moult parapluies. Mais, on peut se demander s'il ne s'agit pas aussi d'habituer chaque jour un peu plus les Français à respecter aveuglément n'importe quelle règle, aussi absurde soit-elle, dans une approche qui se situerait à mi-chemin entre le test de du seuil d'acceptabilité et le dressage. Et, comme le dit Hubert, les chiens doivent bien s'amuser en nous voyant passer avec nos muselières." […] covidinfos.net 30 août 2020

Lire l'intégralité de l'interview :

– "Masque : quels recours quand obligations ou interdictions vont trop loin ?"

https://www.atlantico.fr/decryptage/3591950/masque--quels-recours-quand-obligations-ou-interdictions-vont-trop-loin--legislation-justice-contestation-villes-coronavirus-covid-19-legalite-base-juridique-loi-gestes-barrieres-police-gendarmes-regis-de-castelnau-christophe-boutin-

"La dramatisation actuelle est proprement sidérante" selon le Professeur Touboul - covidinfos.net 30 août 2020

Une tribune du Professeur en médecine Paul Touboul parue sur le site de la revue Front Populaire dénonce "une peur sournoise instillée dans les esprits" et affirme que la létalité du Coronavirus ne le "distingue pas particulièrement des virus respiratoires, notamment grippaux". Extraits.

Nous vivons encore en ce mois d'août sous l'empire de ce coronavirus qui avait abordé nos rives en mars dernier et continue de faire la une de l'actualité. On aurait pu penser que la phase de déconfinement nous amènerait tout naturellement vers une sortie de crise.

Or c'est un autre scénario qui se déroule sous nos yeux dont on peut lister sans peine les aspects les plus parlants.

Des appels à la prudence n'ont cessé d'être lancés au prétexte que l'épidémie est loin d'être terminée et qu'une seconde vague est toujours à craindre.

Une campagne de tests à tout va a été entreprise pour dépister les sujets contaminés et dessiner ainsi la cartographie d'une

épidémie souterraine prête à s'embraser de nouveau.

Dans le sillage d'une pensée aux abois, le port de masques dans les lieux clos a été imposé et des sanctions prévues en cas de non-respect. Les règles de distanciation physique continuent d'être prônées comme gestes-barrière déterminants.

Relayant celui des morts, le comptage des contaminés détectés fait la une des médias, participant à l'entretien d'un vécu de crise persistante. La survivance d'îlots épidémiques dans les pays voisins est complaisamment rapportée pour corroborer sans le dire la thèse d'une épidémie prête à ressurgir.

Les jeunes sont montrés du doigt comme de dangereux vecteurs de l'infection, laquelle, très souvent inapparente chez eux, n'en est que plus redoutable.

Une peur sournoise a été instillée dans les esprits, visible dans l'espace public où nombre de comportements en témoigne. S'embrasser entre proches est teintée désormais de mauvaise conscience assumée. […]

Alors que faut-il en penser ? On ne peut s'empêcher de constater que l'attitude alarmiste actuelle rencontre en fait bien des objections.

La courbe en cloche de l'épidémie dessinée par le nombre de contaminations en fonction du temps évolue vers un terme prochain sans montrer de nouveau rebond.

Le nombre de décès attribué à la virose est ridiculement bas sans commune mesure avec les chiffres du mois d'avril.

Des contaminés récemment détectés à la faveur du dépistage, rien n'indique l'ancienneté du comptage d'autant plus que les tests sont incapables de faire la distinction entre virus morts et vivants et seraient même en défaut dans 20% des cas au bas mot. Or aujourd'hui tout contaminé "dépisté" est comptabilisé nouveau malade.

La persistance de "clusters" dans l'ouest du pays peut traduire l'invasion tardive de ces régions en lien avec la direction suivie par la nuée virale. Que le grand Paris, par son étendue et la densité de population connaisse encore des îlots actifs, la chose peut se concevoir, sans tomber pour autant dans le catastrophisme. Pourtant les médias d'information ressassent à l'envi que les "clusters" ont toute chance d'être les avant-postes d'une nouvelle vague.

Enfin l'on sait maintenant que les enfants et adolescents, ayant pu rencontrer dans leur vie toutes sortes de coronavirus, sont pour la moitié d'entre eux au moins déjà immunisés contre l'actuel covid19. Ce constat établi, restent les explications à proposer pour rendre compte de telles dérives. C'est certainement la pratique de l'exercice la plus délicate tant la dramatisation actuelle est proprement sidérante et son ampleur inédite. Et pour commencer, pourquoi avoir fait le choix du scénario catastrophe, et ce contre l'évidence des données épidémiologiques recueillies jusqu'à ce jour ? […] covidinfos.net 30 août 2020

Lire l'intégralité de l'article :

FrontPopulaire.fr : "Coronavirus : Encore des questions"

https://frontpopulaire.fr/o/Content/co198752/coronavirus-encore-des-questions

- **"**Il n**'**y a pas de seconde vague. Les nouveaux cas sont bénins. Les soignants doivent réagir !**"** L**'**appel d**'**un collectif soignant au corps médical - covidinfos.net 1 septembre 2020

Voici un appel du Dr Louis Fouché, médecin anesthésiste – réanimateur qui s'exprime ici pour le "Collectif soignant pour une politique sanitaire COVID-19 juste, éclairée, et proportionnée". Appel notamment publié sur le site de l'anthropologue J.D. Michel.

"Bonjour à tous,

A quoi joue le gouvernement ? A quoi jouent les médias ?

A quoi jouent les médecins ?

Quand réagissons-nous ?

Je lance ici un appel aux médecins, pharmaciens, soignants et administratifs de l'AP-HM de bonne volonté.

Il faut arrêter l'instauration et la pérennisation de lois d'exception liberticides.

Depuis quand le gouvernement se donne-t-il le droit de décider de ce que les médecins peuvent prescrire ?

Pourquoi les gens doivent-ils encore porter un masque aujourd'hui ? Pourquoi leur interdisait-on d'en acheter quand c'était utile ?

Pourquoi les pharmaciens n'ont pas eu le droit de vendre des masques quand c'était utile ?

Ce sont désormais les supermarchés qui le peuvent avec la complicité de l'État et de ses forces de répression ?

Ceux qui constatent l'écart croissant entre le réel et la narration médiatique et politique se doivent de réagir.

Ceux qui savent lire et interpréter sans peur des courbes épidémiques se doivent de parler en masse et de ne pas laisser seul l'IHU dans cette bataille.

Il n'y a pas de seconde vague.

Nous ne sommes depuis bien longtemps plus en situation épidémique selon les définitions habituelles des standards d'épidémie pour la grippe (plus de 150 cas/j/100000 hbts).

Cette définition a été changée tout bonnement pour la Covid dans un but qui nous échappe.

Le réel est remplacé par une narration douteuse. Les « informations » diffusées par les médias sont désormais décorrélées de la réalité sanitaire.

Les courbes épidémiques sont interprétées de manière fallacieuse.

L'État aurait-il modifié les seuils épidémiques habituels pour maintenir un discours alarmiste et justifier des restrictions de liberté ?

Les nouveaux cas sont bénins.

Ils sont à la hausse du fait de l'incrémentation du nombre des tests.

C'est très rassurant quant à la bénignité de l'infection au final.

Nous n'avons pas constaté en avril le dénominateur des cas totaux faute de pouvoir tester comme le bon sens nous le recommandait.

Aujourd'hui nous testons de manière quasi systématique sans rapport avec une quelconque symptomatologie.

Nous trouvons simplement ce que nous nous sommes interdits de voir en Mars, Avril et en Mai : le dénominateur et la foule des cas bénins.

Tous les partisans de la thèse de l'immunité collective devraient s'en réjouir.

Les hospitalisations en réanimation, les hospitalisations et les décès ne font que baisser tendanciellement !

Nous nous devons de sortir des polarisations politiques qu'on a voulu infliger au débat.

Nous devons retourner à des arguments de bon sens : médicaux en premier, scientifiques en second.

Merci à Jean François Toussaint, à Alexandra Henrion Caude, à Jean Dominique Michel, à Didier Raoult, à Philippe Parola, à Jean Christophe Lagier, à Christian Perronne et à tous les autres héros que j'oublie.

La Science, la médecine et la politique sont ternies de tant de conflits d'intérêt et de corruptions.

Le « Nous » de nos concitoyens va mal. Nous devons réinformer et réouvrir l'espace du dialogue et du débat quand il se ferme.

Il y a aujourd'hui plus de morts quotidiens de suicide que de COVID.

Les soignants doivent réagir.

Nous devons libérer nos concitoyens. Veiller à leur santé. Nous avons tous prêtés serment !

Chaque jour, il meurt en moyenne en France 1671 personnes selon Santé publique France.

419 personnes de maladies cardio vasculaires / 460 de cancers / 110 morts de maladies respiratoires / 27 de suicides / 10 morts d'accidents de la route /

Pour la covid-19 : Sur les 15 premiers jours d'Août une moyenne de 8.3 morts hospitaliers /jour.

Je ne compte pas les morts en Epadh puisque nous ne savons de quoi ils sont morts. Vous constaterez avec le sourire que du 1er au 15 Aout, 10 personnes auraient d'ailleurs ressuscité selon le cumul des morts en Epadh.

Nous sommes devenus fous ?!

Merci à tous ceux qui voudront nous rejoindre pour que l'AP-HM se réveille du mirage et agisse.

Merci à tous ceux qui ne sont pas d'accord et qui voudront renouveler l'espace du débat pour une discussion courtoise et constructive.

Bien confraternellement,

Dr Louis Fouché, médecin anesthésiste – réanimateur." covidinfos.net 1 septembre 2020

Source :

– Appel du Collectif soignant pour une politique sanitaire COVID-19 juste, éclairée, et proportionnée.

https://jdmichel.blog.tdg.ch/archive/2020/08/31/appel-du-collectif-soignant-pour-une-politique-sanitaire-cov-308661.html

- **"**Les masques vous rendent stupides**"** selon le psychologue Patrick Fagan, qui dénonce une **"**forme de déshumanisation**"** - covidinfos.net 2 septembre 2020

Cet article du psychologue comportementaliste Patrick Fagan paru dans le mensuel britannique The Critic explore les raisons pour lesquelles les masques "rendraient les gens stupides" et seraient une forme de "déshumanisation." Extraits.

[…] "Les masques peuvent désormais être ajoutés à la liste des obligations qui vous rendent stupides. […] voici les faits qui expliquent pourquoi vous ne devriez absolument, catégoriquement, pas porter de masque. Ils vous rendent influençables ; ils vous rendent plus susceptible de suivre les directives de quelqu'un d'autre et de faire des choses que vous ne feriez pas autrement. En bref, ils vous privent de votre fonction exécutive – votre conscience.

Un excellent exemple nous vient d'une étude réalisée par Mathes et Guest (1976), qui ont demandé aux participants s'ils seraient prêts, et combien ils devraient être payés, pour porter une pancarte à la cafétéria de l'université disant "la masturbation, c'est chouette" Les résultats ont montré que lorsque les gens portaient un masque, ils étaient plus susceptibles de porter l'affiche et qu'il leur fallait moins d'argent pour le faire (30 dollars contre 48 dollars en moyenne).

Pendant ce temps, Miller et Rowold (1979) ont présenté un bol de chocolats aux participants à Halloween et leur ont dit qu'ils n'avaient le droit d'en prendre que deux chacun. Lorsque les enfants pensaient qu'ils n'étaient pas surveillés, ils se servaient eux-mêmes. Les enfants sans masque ont enfreint la règle, en prenant plus de chocolats, 37% du temps, contre 62% pour les enfants masqués. Les auteurs ont conclu que les masques "entraînent une diminution des inhibitions comportementales". […]

Les effets désinhibiteurs du port d'un masque sont décrits par les psychologues en termes de suspension des mécanismes de contrôle du surmoi, permettant aux impulsions subconscientes de prendre le dessus. Saigre (1989) a écrit que les masques "raccourcissent" les systèmes de défense conscients et encouragent une "régression massive" vers un état plus primitif ; Castle (1986) a écrit que les mascarades du XVIIIe siècle permettaient aux porteurs de masques de libérer leurs pulsions hédonistes et sexuelles réprimées ; et Caillois (1962) a écrit de la même façon sur les carnavals masqués européens impliquant des activités libidinales, notamment "les indécences, les bousculades, les rires provocateurs, les seins à découvert, les imitations de bouffonnerie, une incitation permanente à l'émeute, les festins et les excès de paroles, de bruit et de mouvement". Au XIIe siècle, le pape Innocent III a interdit les masques dans le cadre de sa lutte contre l'immoralité ; et en 1845, l'État de New York a rendu illégal le port de masques en public par plus de deux personnes, après que des agriculteurs

aient porté des masques pour attaquer leurs propriétaires.

Du point de vue de la neuro-imagerie, les masques sont connus pour inhiber l'identité et le contrôle des impulsions – tous deux associés à la fonction exécutive dans le cortex préfrontal (par exemple, Glannon, 2005 ; Tacikowski, Berger & Ehrsson, 2017). En d'autres termes, les masques font taire le Jiminy Cricket dans le cerveau.

Il n'est pas étonnant que le fait de se couvrir la bouche nous fasse taire psychologiquement. Des études ont montré que les vêtements ont un effet puissant sur notre façon de penser (ou non), via un principe connu sous le nom de cognition encapsulée : le port d'une blouse de laboratoire améliore la fonction cognitive (Adam & Galinsky, 2012), le port d'une blouse d'infirmière augmente l'empathie (López-Pérez et al., 2016), et le port de marques contrefaites augmente la probabilité de tricher dans un test (Gino, Norton & Ariely, 2010). De même, dans le monde du langage corporel, le fait qu'une personne mette sa main sur sa bouche est un signe qu'elle écoute attentivement : elle est prête à recevoir des informations, et non à les remettre en question.

Bien qu'aucune étude ne se soit penchée sur l'effet des masques sur le raisonnement verbal, on peut supposer sans trop se tromper que l'amorce d'un "silence" aurait un effet cognitif. Par exemple, les extravertis sont moins dociles que les introvertis (Cohen et al., 2004 ; Gudjonsson et al., 2004) ; le développement de la conscience chez l'homme est fortement lié à celui du langage (par exemple, Arbib, 2006) ; et la parole intérieure est fortement liée aux fonctions cognitives (Alderson-Day & Fernyhough, 2015). Le raisonnement verbal est étroitement lié au raisonnement moral (Hayes, Gifford & Hayes, 1998) : l'incapacité à "parler" réduit la capacité à déduire un comportement moral et immoral.

Il existe également une raison plus fondamentale pour laquelle les masques peuvent rendre stupide : la diminution du flux d'oxygène vers le cerveau. Les voiles faciaux réduisent la fonction ventilatoire à long terme (Alghadir, Aly & Zafar, 2012), et les masques chirurgicaux peuvent réduire l'oxygénation du sang chez les chirurgiens (Beder et al., 2008) : croyez-le ou non, se couvrir la bouche rend la respiration plus difficile. En examinant le masque facial N95, une étude de 2010 (Roberge et al.) a conclu que "les niveaux de dioxyde de carbone et d'oxygène étaient respectivement nettement supérieurs et inférieurs aux normes ambiantes du lieu de travail" à l'intérieur du masque. Une étude post-COVID a révélé que 81 % des 128 travailleurs de la santé qui portaient un masque ont développé des maux de tête à la suite du port d'un équipement de protection individuelle (Ong et al., 2020).

Non seulement les masques faciaux rendent la respiration difficile, mais les preuves qu'ils fonctionnent même pour arrêter la propagation du coronavirus sont au mieux limitées. Une marque populaire de masque porte même un avertissement sur son emballage indiquant qu'il "n'offrira aucune protection contre COVID-19" ; quant à la prévention des porteurs de la maladie, une méta-analyse a révélé, par exemple, que sur huit études d'essais contrôlés randomisés, six n'ont constaté aucune différence dans les taux de transmission entre les groupes de contrôle et d'intervention (tandis que l'une d'entre elles a constaté qu'une combinaison de masques et de lavage des mains est plus efficace que la pédagogie seule, et l'autre que les masques N95 sont plus efficaces que les masques chirurgicaux standard ; bin-Reza et al., 2012). Les masques non chirurgicaux, tels que les écharpes et les chiffons, sont presque inutiles (Rengasamy et al., 2010). Les masques peuvent même être malsains, provoquant une accumulation de bactéries autour du visage (Zhiqing et al., 2018).

Le fait que les masques ne fonctionnent probablement même pas nous amène à la dernière raison pour laquelle le port d'un masque inculque la stupidité et la conformité : à travers un bombardement de mensonges, de contradictions et de confusion, l'État submerge votre capacité à raisonner clairement.

Comme l'a écrit Theodore Dalrymple, "Dans mon étude des sociétés communistes, je suis arrivé à la conclusion que le but de la propagande communiste n'était pas de persuader ou de convaincre, ni d'informer, mais d'humilier ; et donc, moins elle correspondait à la réalité, mieux c'était. Lorsque les gens sont contraints de se taire lorsqu'on leur raconte les mensonges les plus évidents, ou pire encore lorsqu'ils sont contraints de répéter eux-mêmes ces mensonges, ils perdent une fois pour toutes leur sens de la probité. Consentir à des mensonges évidents, c'est en quelque sorte devenir soi-même mauvais. La volonté de résister à quoi que ce soit est ainsi érodée, et même détruite. Une société de menteurs émasculés est facile à contrôler".

Le but des masques faciaux n'est pas de protéger les humains, mais de diminuer l'humanité – de voler aux gens leur ego, leur identité et leur autonomie. […]

Il est difficile de prédire comment la roue de la vie tournera dans les années à venir, mais tous les signes laissent présager des difficultés. Pendant les années de crise d'un cycle générationnel, une seule chose peut être garantie : l'importance d'un esprit clair. Pour cela, il faut se permettre la dignité, l'identité et le Logos de l'être humain – et ne jamais, jamais porter de masque."

Lire l'article intégral (anglais) :

– The Critic : Face masks make you stupid

https://thecritic.co.uk/face-masks-make-you-stupid/

- **“**La mascarade généralisée est le moyen contemporain de contrôler la peur**”** selon le Pr Michel Maffesoli - covidinfos.net 1 septembre 2020

Une tribune de Michel Maffesoli, Professeur mérite à la Sorbonne et membre de l’Institut universitaire de France publiée sur le site Putsch évoque un “gouvernement de la terreur” et un “masque qui sert de protection à une bureaucratie voulant à tout prix maintenir son pouvoir”. Extraits.

“Le poème quelque peu apocalyptique de Lord Byron : Darkness, peut nous aider à comprendre un monde où le chaos tend à prévaloir. En effet l’empire des ténèbres se répand un peu partout. Et les protagonistes essentiels en sont ceux qui se réclament de la philosophie des Lumières. Ceux qui font la loi. Ceux qui d’une manière hypocrite ne veulent pas reconnaître les conditions troubles de la loi qu’ils imposent en promouvant les défilés de masques, qui outre le caractère ridicule de ces accoutrements, sont l’expression par excellence d’une mise en scène on ne peut plus fallacieuse.”[…]

“[…] Lieux communs répétés, ad nauseam, par les sophistes du moment. Mais lieux communs répétés maladroitement et sur un ton emphatique et n’arrivant plus à cacher l’aspect simpliste et sans profondeur des propos officiels. Ce sont des poncifs hypocrites, de ceux n’ayant aucune assise et n’étant amarrés à rien.”[…]

“Poncif d’une élite en perdition qui, pour perdurer met en scène une stratégie de la peur réclamant l’obéissance en faisant trembler. En la matière en agitant le fantasme d’une « pandémie » dont de nombreux scientifiques soulignent l’inanité, mais qui justifient un gouvernement de la terreur. Ce qui d’antique mémoire est le plus sûr moyen d’infantiliser puis de soumettre le peuple. Ce que résume bien Machiavel en rappelant que « celui qui contrôle la peur des gens devient le maître de leurs âmes ».”[…]

“La mascarade généralisée est bien le moyen contemporain de contrôler la peur et, par là, sinon d’empêcher du moins de minimiser la résistance qui semble de plus en plus prête à s’exprimer.” […]

“Mais progressivement ce masque ne favorise plus la résistance. Bien au contraire il sert de protection à une bureaucratie voulant à tout prix maintenir son pouvoir et qui, gauche et droite confondues, se sent perdue quand elle ne trouve pas à portée de main ses charentaises et les lieux communs de la bienpensance qui l’accompagnent. Le masque étant pour elle le moyen d’assurer et d’assumer ce que Pascal nomme, judicieusement, le divertissement. La facinatio nugacitalis, cette fascination du frivole ou enchantement de la bagatelle.” […]

Lire l’intégralité de l’article :

– Putsch : Covid19 : « La mascarade généralisée est bien la cause et l’effet d’un empire des ténèbres se généralisant »

https://putsch.media/20200828/tribunes/la-culture-du-debat/covid19-la-mascarade-generalisee-est-bien-la-cause-et-leffet-dun-empire-des-tenebres-se-generalisant/

- **“**Ceci n**’**est plus acceptable !**”** Un collectif de soignants et civils dénonce les effets délétères de la gestion de la crise du Coronavirus en Belgique - covidinfos.net 1 septembre 2020

Publiée sur le site du quotidien belge Le Soir, cette tribune regroupe “une soixantaine de personnalités académiques et de la société civile qui demandent urgemment de nouveaux groupes de travail pour proposer des mesures scientifiquement prouvées efficaces, proportionnées, sans effets collatéraux néfastes et dans le respect de la démocratie.” Extraits.

“La gestion actuelle de la crise sanitaire de la Covid-19 montre énormément de failles et trop d’inadéquation. Elle manque singulièrement de clarté et de transparence. Les questionnements qu’elle provoque restent désespérément sans réponse. Il faut dans les plus brefs délais mettre sur pied un ou plusieurs groupes de travail, indépendants du monde politique, constitués d’un large panel de personnes compétentes dans tous les secteurs impactés par cette crise […]

La crise est actuellement gérée par quelques experts dont les critères de sélection restent jusqu’ici inconnus et incompris. Leurs éventuels conflits d’intérêts ne sont pas déclarés. Trop de décisions ont été basées sur des données scientifiquement infondées et dont les conséquences directes et indirectes ont été sous-évaluées. […]

L’efficacité des mesures prises pour limiter la propagation du virus doit être évaluée. Il semble bien que les pays n’ayant pas pris des mesures aussi restrictives que les nôtres n’aient pas été confrontés à une mortalité différente, bien au contraire. Les faits n’ont jamais corroboré aucune des estimations catastrophistes du nombre de décès de certains biostatisticiens et modélisateurs, comme ils n’ont pas pu confirmer les effets espérés du confinement. Confiner les personnes saines n’a aucun fondement scientifique, et confiner les personnes malades avec les personnes saines aura pu favoriser les contaminations entre personnes vivant sous le même toit.

Sur le plan médical, le confinement a entraîné une surmortalité dans les autres pathologies. Des données récentes estiment cette surmortalité à au moins 30 % de la surmortalité globale, ce qui correspond précisément au nombre de patients « suspects de Covid-19 » et que le gouvernement belge, contrairement à ses voisins, a comptabilisé dans la mortalité liée au Covid-19, surestimant celle-ci de façon importante. […]

Sur le plan psychosocial, le confinement a généré de la violence conjugale et de la maltraitance infantile. Le taux de pauvreté explose et cette dernière est reconnue pour diminuer l'espérance de vie de plusieurs années. Le stress sous de nombreuses formes, généré par le confinement, aura sans aucun doute des effets néfastes sur la santé mentale.

Sur le plan économique, 50 milliards se sont évaporés. Jamais autant d'argent n'aura été investi pour « sauver » si peu de vies, même dans les estimations les plus folles du nombre de décès soi-disant évités (chiffre qui reste inconnu à ce jour). Tout cet argent ne pourra plus être investi dans des secteurs pourtant tout aussi indispensables comme la sécurité sociale, l'enseignement, la justice et les soins de santé eux-mêmes.

Sur le plan juridique, on constate que bon nombre de mesures, adoptées par l'exécutif, reposent sur des bases légales inadéquates et non valables. Celles-ci ne permettent pas de servir de fondement pour imposer, par exemple, le port obligatoire du masque, le traçage, la distanciation sociale ou interdire les rassemblements. […] Les règles changent sans cesse et ne sont même plus identifiables et ce au mépris de la sécurité juridique. La négligence des libertés fondamentales, de la démocratie et de l'Etat de droit est une porte ouverte à poursuivre ou réitérer cette négligence dans le futur pour d'autres prétextes, bons ou mauvais. Nous devons sérieusement nous interroger sur le principe de pouvoir porter atteinte à ces valeurs fondamentales quelle que soit la situation. […]

La justice a été mise à l'arrêt avec des conséquences néfastes pour de nombreuses victimes. La justice et la police ont été détournées de leurs missions habituelles pour faire respecter les directives gouvernementales.

Sur le plan éthique, les principes de justice distributive, de non-malfaisance et d'autonomie qui sont les bases de l'éthique médicale ont été bafoués. L'exemple le plus illustratif est celui des personnes âgées vivant en résidence, qui ont été enfermées contre leur gré, privées de relations sociales et de soins médicaux, soi-disant pour leur bien… Elles représentent la majorité de ces morts « suspects Covid-19 » dont on peut raisonnablement penser qu'ils sont décédés d'autres choses que l'on n'a tout simplement pas prises en charge. Chaque personne à risque devrait être libre de se protéger comme bon lui semble. Les experts et le gouvernement semblent ignorer que beaucoup de nos aînés préféraient mourir heureux et entourés que de vivre confinés les derniers mois de leur vie. […]

Le point actuellement le plus important à débattre est de définir précisément le but des mesures anti-Covid-19. Initialement, il fallait éviter la saturation des hôpitaux en aplatissant la courbe, ce qui était compréhensible. Toutefois, aucune donnée objective sur le bénéfice du confinement de l'entièreté de la population n'a été fournie à ce jour. Ensuite, les mesures ont été prolongées et il semble maintenant qu'il faille à tout prix éviter de se faire infecter par un virus dont la dangerosité ne dépasse pas celle de la grippe saisonnière que nous vivons chaque année dans la « quasi » indifférence générale. Cela ne nous paraît plus raisonnable. Le gouvernement a été jusqu'ici incapable d'organiser un dépistage massif, méthode pourtant reconnue efficace pour isoler les malades et limiter la propagation du virus. En lieu et place, les citoyens se voient à nouveau limités dans leurs libertés fondamentales. Ceci n'est plus acceptable.

Le vaccin nous a été présenté d'emblée comme l'unique solution à la fin de cette épidémie, alors que son innocuité, son efficacité et la durée de son éventuelle protection dans le temps sont incertaines. D'autres solutions à moyen ou long terme doivent être envisagées, comme l'immunité collective. En dehors des espaces où la distanciation physique ne peut être respectée, le port du masque n'a strictement aucun intérêt.

Les risques à long terme liés à l'excès d'hygiène doivent être pris en compte.

Il ne peut plus y avoir de victimes collatérales. Les enfants doivent pouvoir reprendre l'école maternelle, primaire et secondaire dans des conditions normales, moyennant des mesures d'hygiène de base comme le lavage des mains. Des restrictions d'espace et de temps de détente, de jeux ou de relations sociales ne doivent plus exister. Les recommandations très récentes du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies confirment que la fermeture et la réouverture des écoles n'ont pas eu d'impact significatif sur la transmission du virus dans la communauté. […]

En définitive, nous demandons la mise sur pied urgente de groupes de travail larges et multidisciplinaires qui puissent enfin proposer des mesures scientifiquement prouvées efficaces, proportionnées au regard des autres problèmes de société et de santé publique, sans effets collatéraux néfastes et dans le respect de l'Etat de droit, de la démocratie et des libertés individuelles. covidinfos.net 1 septembre 2020

Lire l'intégralité de la tribune :

«Il est nécessaire et urgent de revoir totalement la gestion de la crise Covid-19»

https://plus.lesoir.be/320906/article/2020-08-27/carte-blanche-il-est-necessaire-et-urgent-de-revoir-totalement-la-gestion-de-la

- **“**300 millions d**’**euros de masques vendus depuis le 4 mai en grandes surfaces**”** - covidinfos.net 1 septembre 2020

Selon un article publié sur le site 20Minutes.fr, la grande distribution aurait vendu pour 300 millions d’euros de masques vendus depuis le 4 mai. Et 14 millions d’euros pour la seule semaine du 17 au 23 août. Extraits.

“Le coronavirus rapporte gros. Les enseignes françaises de la grande distribution ont déjà vendu pour 300 millions d’euros de masques depuis le 4 mai, a révélé ce jeudi le spécialiste des études de marché, Nielsen.”

« Avec 14 millions d’euros lors de la semaine du 17 au 23 août, le chiffre d’affaires réalisé par la grande distribution » pour la vente de masques « atteint désormais la barre des 300 millions d’euros réalisés depuis le 4 mai », indique Nielsen dans un communiqué. Ces chiffres concernent les masques jetables et lavables vendus dans les hypermarchés, supermarchés, « drives » et magasins de proximité.”

“Hausse des ventes à venir

La vente « repart à la hausse, ce qui devrait se confirmer cette semaine et (la) semaine prochaine avec la rentrée scolaire », le masque étant obligatoire pour tous les adultes à l’école, et pour tous les élèves à partir du collège.” […]

Lire l’intégralité de l’article :

– “Coronavirus : 300 millions d’euros de masques vendus depuis le 4 mai en grandes surfaces” covidinfos.net 1 septembre 2020

https://www.20minutes.fr/societe/2848107-20200827-coronavirus-300-millions-euros-masques-vendus-depuis-4-mai-grandes-surfaces

- **“**L**’**Ordre des médecins doit être jugé pour manquements graves à l**’**éthique médicale**”** selon le Dr Crabbé - covidinfos.net 1 septembre 2020

“Discours apocalyptiques”, “hystérie collective”, “silence complice”… Le Dr Jean-Michel Crabbé a adressé le 27 août au Conseil de l’Ordre des médecins du Doubs une lettre recommandée dans laquelle il demande que l’Ordre des médecins soit “traduit devant ses propres instances disciplinaires et jugé pour manquements graves aux missions qui lui sont confiées et à l’éthique médicale.” Vous pouvez télécharger cette lettre ici,

https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/09/2020_08_27_JMC_Ordre-Medecins.pdf

elle faisait suite à une première lettre envoyée le 13 mai 2020 que vous pouvez télécharger ici.

https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/09/2020_05_13_Ordre-Medecins_V2.pdf

“Monsieur le président, mes chers confrères,

Dans le contexte « covid-19 », je dénonce publiquement de graves violations du Code de Déontologie et du Serment d’Hippocrate par l’Ordre des médecins lui-même.

1) Face aux discours apocalyptiques diffusés dans les médias par les hommes politiques et de soi-disant spécialistes, l’Ordre des médecins avait le devoir de rétablir la vérité et de fournir à l’ensemble des praticiens et au public les véritables chiffres issus des registres de l’État Civil et de différents services mortuaires hospitaliers ou autres : ces chiffres n’ont rien d’alarmant.

Au cours des vraies épidémies comme la peste ou la tuberculose, il y avait des malades et des morts dans chaque maison, dans chaque famille, nous sommes très loin d’une telle situation.

2) Face à la phobie du virus et à l’hystérie collective déclenchées par le risque de contamination par simple contact ou respiration à proximité des malades, l’Ordre des médecins devait rappeler que les professionnels de santé ne sont pratiquement jamais contaminés par leurs contacts multiples et répétés avec les malades, et que la contagion met en jeu d’autres facteurs mal connus.

3) L’Ordre des médecins, garant des bonnes pratiques médicales basées sur des études scientifiques, devait rappeler que le port

du masque, l'isolement des sujets en bonne santé et la distanciation sociale sont des mesures inventées en 2020, qui ne s'appuient sur aucune expérience passée, sur aucune étude scientifique, et ne figurent dans aucun ouvrage de médecine. Le bien fondé de ces mesures ne repose sur aucune évaluation objective du rapport bénéfice/risque, alors que leurs conséquences évidentes sont gravissimes pour la population sur le plan médical, humain et économique.

4) L'Ordre des médecin est le garant ultime de la bonne formation des praticiens en exercice, et la toxicologie est une discipline aussi importante que la bactériologie. L'Ordre des médecins ne peut pas ignorer que les praticiens sont privés de formation en toxicologie depuis des décennies, et incapables d'assurer la prévention et les diagnostics toxicologiques face à un nombre croissant de substances et de médicaments toxiques, ou encore face aux effets nocifs des radiations ionisantes, de la pollution de l'air et de l'eau, des ondes électromagnétiques, du bruit, etc. La pollution environnementale peut jouer un rôle important et négligé dans le contexte actuel «covid-19».

«Au service des médecins dans l'intérêt des patients», l'Ordre des médecins devait informer les praticiens d'une façon objective, dénoncer les mesures de prévention non validées scientifiquement et dangereuses, veiller à la formation des médecins dans ce domaine essentiel, la toxicologie, rassurer une population rendue hystérique par les déclarations mensongères des médias. Au lieu de cela, l'Ordre des médecins garde un silence complice des objectifs occultes d'un pouvoir politique au service d'une oligarchie mondialiste. Sous prétexte d'épidémie, une administration aveugle, des spécialistes dont l'expérience professionnelle reste à prouver, l'ensemble du système de santé sont instrumentalisés pour nuire à la population, la terroriser, la priver de liberté, de travail, de relations humaines.

En conclusion, l'Ordre des médecins doit être traduit devant ses propres instances disciplinaires et jugé pour manquements graves aux missions qui lui sont confiées et à l'éthique médicale.

Recevez mes meilleures salutations confraternelles et dévouées, Dr Jean-Michel Crabbé"

Source : Site du Dr Jean-Michel Crabbé

http://www.sitemed.fr

- **"Jusqu'à 90 % des personnes testées positives" pourraient être porteuses d'une "quantité insignifiante" du virus selon un article du New York Times - covidinfos.net 2 septembre 2020**

Un article paru le 29 août sur le site du New York Times baptisé "Votre test de dépistage du coronavirus est positif. Peut-être qu'il ne devrait pas l'être." met en avant le problème de l'extrême sensibilité des tests PCR, qui pourraient non seulement "détecter des virus vivants, mais également des fragments génétiques, des restes d'infection qui ne présentent aucun risque particulier". Extraits.

"Certains des plus grands experts en santé publique du pays [USA] soulèvent une nouvelle problématique dans le débat sans fin sur les tests de dépistage des coronavirus aux États-Unis : Les tests standard diagnostiquent un grand nombre de personnes qui pourraient être porteuses de quantités relativement insignifiantes du virus."

"Le test de diagnostic le plus largement utilisé pour le nouveau coronavirus, appelé test PCR, fournit une simple réponse "oui-non" à la question de savoir si un patient est infecté. […] Mais "oui-non" ne suffit pas […] C'est la quantité de virus qui devrait dicter les prochaines étapes du traitement d'un patient infecté selon le Dr Michael Mina, épidémiologiste au Harvard T.H. Chan School of Public Health"

"Le test PCR amplifie la matière génétique du virus par cycles; moins il faut de cycles, plus la quantité de virus, ou charge virale, dans l'échantillon est élevée. Plus la charge virale est élevée, plus le patient est susceptible d'être contagieux."

"Ce nombre de cycles d'amplification nécessaires pour trouver le virus, appelé seuil de cycle, n'est jamais inclut dans les résultats envoyés aux médecins et aux patients atteints de coronavirus, même s'il pourrait leur dire à quel point les patients sont infectieux."

"Dans trois ensembles de données de test qui incluent des seuils de cycle, compilés par des responsables du Massachusetts, de New York et du Nevada, jusqu'à 90% des personnes testées positives ne portaient pratiquement aucun virus, selon le Times."

"La plupart des tests fixent la limite à 40, quelques-uns à 37. Cela signifie que vous êtes positif pour le coronavirus si le processus de test a nécessité jusqu'à 40 cycles, ou 37, pour détecter le virus."

"Des tests avec des seuils si élevés peuvent détecter non seulement des virus vivants, mais aussi des fragments génétiques, des restes d'infection qui ne présentent aucun risque particulier – un peu comme trouver un cheveu dans une pièce longtemps après le départ d'une personne, a déclaré le Dr Mina."

“Tout test avec un seuil de cycle supérieur à 35 est trop sensible, a reconnu Juliet Morrison, virologue à l’Université de Californie à Riverside. «Je suis choquée que les gens pensent que 40 pourrait représenter un positif», a-t-elle déclaré.”

“Un seuil plus raisonnable serait de 30 à 35, a-t-elle ajouté. Le Dr Mina a dit qu’il fixerait le chiffre à 30, voire moins. Ces changements signifieraient que la quantité de matériel génétique dans l’échantillon d’un patient devrait être de 100 à 1 000 fois supérieure à la norme actuelle pour que le test renvoie un résultat positif […]”

“Le nombre de personnes avec des résultats positifs qui ne sont pas contagieux est particulièrement préoccupant, a déclaré le directeur de l’association des laboratoires de santé publique Scott Becker.” […]

Lire l’intégralité de l’article (en anglais) :

– “Your Coronavirus Test Is Positive. Maybe It Shouldn’t Be.”

https://www.nytimes.com/2020/08/29/health/coronavirus-testing.html

- La modélisation qui annonce 60000 vies sauvées grâce au confinement démontée dans le Journal International de Médecine - covidinfos.net 6 mai 2020

Edouard Philippe l’a affirmé le 28 avril devant l’assemblée, le confinement aurait sauvé “plus de 60000 vies”. Cette affirmation est basée sur une modélisation des chercheurs de l’Ecole des Hautes Etudes de la Santé Publique (EHESP).

Trois autres chercheurs ont analysé ladite modélisation et arrivent à la conclusion que ses résultats sont “systématiquement amplifiés” et que “personne ne peut s’appuyer raisonnablement sur ce type d’étude pour justifier” un confinement.

Les trois chercheurs en question, Eric Le Bourg, Quentin de Larochelambert et Jean-François Toussaint, expliquent dans le Journal International de Médecine que “les limites statistiques de cette modélisation ne sont probablement pas mineures.” […] Et que “la modélisation amplifie systématiquement les résultats à mesure que le temps passe.”

Les méthodes et résultats de la “modélisation utilisée […] diverge significativement des valeurs observées les deux derniers jours : elle surestime donc les variables mesurées.”

En extrapolant la méthode de la modélisation ils notent : “Poursuivre ce type de modélisation jusqu’au 11 mai aboutit à près de trois millions de décès hospitaliers. […] En ce qui concerne le nombre d’hospitalisations, peut-être aurait-on dépassé le 11 mai… la taille de la population française.”

Et de conclure : “l’utilisation [de cette méthode] doit donc rester prudente quant aux conclusions à en tirer et personne ne peut s’appuyer raisonnablement sur ce type d’étude pour justifier une mesure dont nous n’avons pas fini de mesurer les impacts sanitaires, économiques et sociaux. Alors que l’angoisse et la peine affectent des milliers de familles, il est sans doute préférable d’éviter d’induire de telles erreurs, surtout si elles altèrent la décision publique.” v

Lire l’article complet :

– Journal International de la médecine : Etude critique d’une modélisation des effets du confinement

https://www.jim.fr/medecin/jimplus/e-docs/etude_critique_dune_modelisation_des_effets_du_confinement__182808/document_edito.phtml

---

TROISIEME PARTIE

Bienvenue aux institutions du gouvernement mondial totalitaire.

Dans l'actualité du Forum économique mondial. (https://fr.weforum.org)

- 'Build back better': U.S. tree-planting push to curb warming, boost jobs af.reuters.com 28 août 2020

Plus de 20 villes, entreprises et organisations à but non lucratif ont annoncé la création du premier chapitre régional de la plateforme 1t.org du Forum économique mondial, dévoilé en janvier pour faire pousser, restaurer et conserver 1 milliard d'arbres dans le monde d'ici la fin de la décennie.

Les villes américaines et les grandes entreprises se sont engagés jeudi à planter plus de 800 millions d'arbres d'ici 2030 dans le cadre d'un effort mondial pour lutter contre le changement climatique, améliorer la santé et stimuler la création d'emplois dans les communautés sous le choc de la pandémie de coronavirus.

Les engagements initiaux au titre du chapitre américain, notamment de quatre villes et sociétés telles qu'Amazon, Mastercard et Microsoft, couvriront quelque 2,8 millions d'acres, selon les organisateurs.

Selon les premiers détails, le fabricant d'aliments et de boissons PepsiCo restaurera 1 million d'acres dans le bassin du Mississippi, tandis que le processeur de paiement Mastercard aidera à planter 100 millions d'arbres au cours des cinq prochaines années.

- Amid devastating forest fires, One Trillion Trees movement puts down U.S. roots greenbiz.com 28 août 2020

- Three ways Canada can lay the foundation for the workplaces of the future theglobeandmail.com 25 août 2020

Agenda Mondial

- Les minéraux des grands fonds marins pourraient répondre à la demande des chaînes d'approvisionnement de batteries - mais le devraient-ils ? Winnie Yeh 28 août 2020

Agenda de la NED/CIA (https://www.demdigest.org)

LVOG - La Biélorussie, la Russie, Navalny, la Chine, le féminisme...

- Belarus ‘on the edge’: How will the West respond? - DemDigest August 27, 2020

- Belarus reborn: But ‘unprecedented’ movement faces uphill battle DemDigest August 26, 2020

- Belarus a ‘litmus test and challenge’ to democracy - DemDigest August 25, 2020

- How to stop Covid disinformation promoting polarization - DemDigest August 27, 2020

- The terrible déjà vu of the Navalny poisoning - DemDigest August 26, 2020

- How Navalny revolutionized Russia’s opposition politics - DemDigest August 24, 2020

- Saving liberal democracy from China’s non-existential threat - DemDigest August 26, 2020

- Changing the face of politics on Women’s Equality Day - DemDigest August 26, 2020

Son complément policier et militaire pour l'Europe

Qu'est-ce que Globsec ?

GLOBSEC est une organisation non partisane et non gouvernementale [1] basée à Bratislava, en Slovaquie. L'une de ses principales activités est le Forum annuel sur la sécurité mondiale GLOBSEC Bratislava, qui existe depuis 2005. [2] [3] D'autres projets incluent la conférence au sommet des Tatras sur les affaires européennes ou le forum stratégique d'Europe centrale de Château Béla. Son groupe de réflexion appelé GLOBSEC Policy Institute [4] possède un vaste domaine de recherche basé sur quatre piliers (voir ci-dessous). Ses principaux résultats sont des documents d'orientation et des analyses sur différents sujets dans le domaine de la politique internationale et des questions de sécurité. Depuis 2016, GLOBSEC n'est pas seulement le nom de l'un des principaux forums sur la sécurité internationale dans le monde, mais aussi de l'entité juridique et de l'organisateur du Forum. [5]

Forum GLOBSEC Bratislava

Depuis sa création en 2005, le Forum GLOBSEC Bratislava se tient chaque année à Bratislava, la capitale de la République slovaque et est devenu l'une des cinq plus importantes conférences mondiales sur la sécurité. [6] [7] Son édition 2016 a accueilli plus de 1 000 participants de 70 pays. [8] [9] Ses principaux sujets comprennent la sécurité mondiale, la coopération transatlantique et les relations internationales [10]. Tout au long de son histoire, GLOBSEC a accueilli des orateurs de premier plan tels que David Cameron, [11] [12] Madeleine Albright, Anders Fogh Rasmussen, [13] Ursula von der Leyen, [14] Michael Chertoff, John McCain, Zbigniew Brzezinski [15] et beaucoup d'autres. [16]

L'histoire

L'organisation GLOBSEC s'appuie sur la tradition de la Commission atlantique slovaque (SAC), créée en 1993 par un groupe de diplomates slovaques. L'objectif de la SAC était de faciliter l'intégration de la Slovaquie à l'OTAN et à l'Union européenne. Ces objectifs ont été atteints en 2004 et un an plus tard, le SAC a été rejoint par un groupe d'étudiants de l'Université Matej Bel de Banská Bystrica, en Slovaquie. En 2005, ce groupe, dirigé par le futur président de GLOBSEC Róbert Vass, a créé le forum annuel de la sécurité mondiale GLOBSEC Bratislava. [17] Conseil stratégique d'Europe centrale

La Commission atlantique slovaque a progressivement élargi son champ d'activités et créé deux organisations sœurs - un groupe de réflexion appelé Institut politique de l'Europe centrale (CEPI) et le Centre des affaires européennes (CEA). [18] En 2013, Tatra Summit, une conférence annuelle sur les affaires et l'économie européennes, a été créée. [19] Ce réseau d'organisations a donc été réuni sous l'entité faîtière appelée Central European Strategy Council, l'ambassadeur Rastislav Kácer agissant en tant que président d'honneur et Róbert Vass en tant que PDG et vice-président exécutif.

GLOBSEC en tant qu'organisation

En 2016, lors du 11e Forum GLOBSEC annuel, Róbert Vass a annoncé que l'ensemble du réseau connu sous le nom de Central European Strategy Council serait rebaptisé GLOBSEC [20] [21] tout en élargissant ses activités pour atteindre une plus grande portée. Le groupe de réflexion CEPI est ainsi devenu GLOBSEC Policy Institute, élargissant son champ de recherche. GLOBSEC Policy Institute organise ses activités autour de quatre programmes principaux:

- Sécurité et défense
- Énergie
- L'avenir de l'Europe
- Voisinage européen

Activités

GLOBSEC Bratislava Global Security Forum

GLOBSEC Policy Institute; un groupe de réflexion qui mène des recherches, publie des enquêtes, des analyses, des documents de politique et des recommandations.

Forum des jeunes leaders du GLOBSEC (GYLF); organisé chaque année en parallèle avec le principal forum GLOBSEC, le GYLF rassemble des dizaines de jeunes de nombreux pays pour leur offrir la possibilité de s'informer sur l'élaboration des politiques, la diplomatie et d'interagir avec les participants de GLOBSEC. [22]

Sommet des Tatras; un forum annuel sur les affaires européennes. [23] [24]

Forum stratégique d'Europe centrale de Château Béla; un forum annuel tenu sous la règle de Chatham House. [25] [26]

Centre de l'Académie GLOBSEC; officiellement établi le 26 avril 2016, ce projet conjoint de GLOBSEC et de l'Université Matej Bel à Banská Bystrica vise à former la prochaine génération d'experts et d'analystes sur la sécurité mondiale et les affaires étrangères. [27] [28]

Prix transatlantique tchèque et slovaque (CSTA); Le prix transatlantique tchèque et slovaque est un projet conjoint de GLOBSEC et de l'ONG tchèque Jagello 2000. Depuis 2012, le prix récompense chaque année des personnalités qui ont contribué de manière significative à la qualité des relations transatlantiques. Certains de ses lauréats les plus importants comprennent Madeleine Albright, [29] Carl Bildt, Bronislaw Komorowski, David Petraeus et bien d'autres.

Relevé dans différents articles publiés par GLOBSEC.

- La résilience est devenue le mot du jour

- La crise a révélé la fragilité du monde dans lequel nous vivons, tout en soulignant la nécessité de concevoir de nouveaux modèles fonctionnels pour la société, l'économie et la politique.

- Le COVID-19 fera sans aucun doute partie de notre nouveau monde, dans lequel les anciennes catégories et réalités de la mondialisation 1.0 ne comptent plus.

Des alliances plus solides, car les défis mondiaux ne peuvent être résolus au niveau national, devraient être notre priorité numéro un, avec la transformation numérique de nos économies et sociétés, l'amélioration de la micro-gestion et le rétablissement de la confiance dans les experts pour la suite.

...le récit obsolète de la croissance de l'UE doit inclure une coopération renforcée entre les secteurs privé et public, tandis que les gouvernements devraient jouer un rôle plus actif dans l'utilisation des nouvelles technologies innovantes et dans la mise en œuvre de stratégies d'innovation.

- Les participants ont conclu que la crise économique induite par la pandémie de COVID-19 est également une opportunité pour la région d'Europe centrale et orientale de restructurer radicalement ses économies afin de les rendre plus fortes et plus résilientes.

- La pandémie de coronavirus a aggravé la nécessité d'une refonte majeure des économies d'Europe centrale et orientale.

- les limites des frontières et des États-nations lors de catastrophes et de crises comme le COVID19, soulignant à nouveau la nécessité de coopération et de reconsidération de la relation entre les élites et le public.

- l'Europe ne pourra jamais devenir un acteur mondial à elle seule et qu'elle aura besoin de démocraties partageant les mêmes idées pour y parvenir. (Entendez les Etats-Unis - LVOG)

- L'oligarchie cible souvent les poursuites et le pouvoir judiciaire en premier, ce qui conduit à des gains de pouvoir rapides sur l'ensemble du système.

- la manière dont les gens consomment les informations, la manière dont les campagnes sont menées et la manière dont les informations sont diffusées en ligne, en particulier l'impact de la désinformation et des théories du complot sur les réseaux sociaux.

- Le vrai paradoxe est que nous voyons un rôle plus important pour les gouvernements nationaux, mais pas nécessairement une plus grande gouvernance. L'UE, grâce à ses caractéristiques régionales, dispose encore d'importants mécanismes de coopération. À long terme, l'UE pourrait devenir un projet intergouvernemental lâche, mais certains États déléguant davantage de pouvoir à Bruxelles.

Le risque de fragmentation persiste dans la mesure où l'UE avait un programme de libéralisme économique conforme à la mondialisation et la crise a ravivé l'idée d'États-nations forts. Ce résultat entrave la possibilité de trouver un consensus commun aux niveaux institutionnel et national, et augmente finalement le risque de fragmentation.

- Les questions clés concernant la situation en Biélorussie - décrites comme au milieu d'une révolution - ont été discutées lors de la conversation exclusive et puissante avec Sviatlana Tsikhanouskaya, la principale candidate de l'opposition à l'élection présidentielle biélorusse de 2020.

- La première journée de la scène numérique GLOBSEC 2020 s'est conclue par une discussion sur la situation actuelle en Biélorussie. Les commentateurs, Amb. Michael Siebert, Carl Bildt et Amb. Daniel Fried, a convenu que l'unanimité de l'UE dans sa non-reconnaissance des résultats des élections et une indication rapide de la préparation des sanctions est un signal important pour le gouvernement et le peuple biélorusse. Une réponse coordonnée entre l'UE, les États-Unis, le Canada et d'autres pays démocratiques serait le message le plus efficace et la voie à suivre.

- L’agitation des derniers mois nous a obligés à nous «replier» dans le monde de l’espace en ligne. Cette nouvelle réalité a mis au jour à quel point la propagation de la désinformation et des complots est devenue un problème majeur.

Clare Melford, Rand Waltzman et Vladimir Bilcík ont souligné que le monde numérique devrait être réglementé autant que le monde hors ligne et que ce processus doit être dirigé par les décideurs politiques. Tous les participants affirment que les plates-formes, où la propagation de la désinformation se développe, doivent être tenues pour responsables et responsables du contenu qu'elles diffusent. La prochaine loi sur les services numériques de l'UE devrait être la réponse à ce problème, mais comme l'a souligné Rand Waltzman, aucune politique ne sera efficace tant que les pays ne s'accorderont pas d'abord sur une définition claire de la désinformation et investiront dans le développement de capacités techniques pour la détection automatisée de la désinformation et vérification de l'efficacité à la fois de la désinformation et du contre-message.

QUATRIEME PARTIE

Coronabusiness. Quelle aubaine pour les patrons !

- Jean Castex dévoile le plan de relance à la veille de sa présentation - lepoint.fr 2 septembre 2020

Extrait.

Le chef du gouvernement présente officiellement jeudi le plan de relance de 100 milliards d'euros destiné à faire face aux conséquences de l'épidémie de coronavirus, dont une récession de 11 % prévue cette année. Celui-ci comprend notamment 20 milliards de baisse d'impôts de production payés par les entreprises, soit 10 milliards en 2021 et 10 autres en 2022. « Cette mesure est majeure notamment pour protéger notre industrie », a justifié Jean Castex, qui y voit un moyen d'améliorer la compétitivité.

Quelque 35 milliards d'euros seront aussi consacrés à « rendre la France plus compétitive et plus souveraine ». Outre les baisses d'impôts, « le plan contient des dispositions concernant le renforcement des fonds propres des entreprises, notamment les entreprises de taille intermédiaire, qui innovent et exportent ».

« Le verdissement de notre économie » bénéficiera de 30 milliards d'euros. « Cela s'appliquera à la rénovation thermique des bâtiments, aux investissements dans les infrastructures et dans la mobilité verte, au développement de technologies vertes, à la stratégie hydrogène », a-t-il fait valoir.

Ajoutez à tous ces cadeaux faits aux capitalistes, 6,5 milliards d'euros du « plan jeunes » dévoilé en juillet, qui contient notamment des primes à l'embauche, ou encore la prolongation du dispositif d'activité partielle de longue durée, qui « doit permettre au cours des prochains mois de former les salariés tout en préservant leur emploi ». lepoint.fr 2 septembre 2020

Que se passe-t-il en Biélorussie?

Qui veut renverser le président Loukachenko ? - Réseau Voltaire 1er septembre 2020

La presse occidentale met en valeur Svetlana Tikhanovskaïa qu'elle présente comme vainqueur de l'élection présidentielle biélorusse et accable le président sortant Alexandre Loukachenko qu'elle accuse de violence, de népotisme et de trucage électoral. Cependant une analyse de ce pays atteste que la politique de son président correspond bien au souhait des citoyens. Derrière cette querelle fabriquée se dresse le spectre de l'Euromaïdan ukrainien et d'une rupture provoquée avec la Russie.

par Thierry Meyssan

Un des objectifs du coup d'État de l'Euromaïdan (Ukraine, 2013-14) était de couper la route de la soie en Europe. La Chine réagit en modifiant son tracé et en la faisant passer par la Biélorussie. Dès lors, Minsk tenta de se protéger d'une même déstabilisation en menant une politique plus équilibrée vis-à-vis de l'Occident, participant à la fois à des manœuvres militaires avec Moscou et acceptant de fournir des armes à Daesh que Moscou combat en Syrie.

Cependant malgré les tergiversations de Minsk, la CIA intervint à l'occasion de l'élection présidentielle de 2020. Svetlana Tikhanovskaïa défia le président sortant, Alexandre Loukachenko, qui briguait un sixième mandat. Elle n'obtint que 10 % des voix, cria à la fraude et s'enfuit en Lituanie où le Français Bernard-Henri Lévy se précipita pour l'accueillir. Unanime, la presse occidentale dénonça le « dictateur » et laissa entendre que Madame Tikhanovskaïa avait été victorieuse lors du scrutin.

La réalité est beaucoup plus complexe.

En premier lieu, s'il est tout à fait possible que les élections aient été truquées en faveur du président sortant, il est fort peu probable que Svetlana Tikhanovskaïa se soit approchée de la majorité, tant ce qu'elle représente est étranger à la grande majorité des Biélorusses. Depuis une trentaine d'années, un débat parcours le pays à propos de son identité européenne. Est-il culturellement proche de l'Europe de l'Ouest pro-US ou appartient-il à l'Europe slave, pro-Russe ? Sans aucun doute, la réponse est que les Biélorusses sont culturellement des Russes, même si certains d'entre eux ne parlent pas exactement la même langue. Certes, deux petites minorités professent des opinions divergentes : la première se dit « nationaliste » en référence à l'éphémère République populaire biélorusse (1918-19) dont les organes en exil collaborèrent avec les nazis durant la Seconde Guerre mondiale, puis avec les réseaux Stay-Behind de l'Otan ; la seconde se dit favorable au modèle libéral et à l'Union européenne.

Deuxièmement, s'il y avait un doute sur le rôle des services secrets US dans cette affaire, le surgissement de Bernard-Henri

Lévy devrait le lever. Le riche héritier d'une société d'importation de bois précieux a fait carrière en écrivant des essais anti-soviétiques. Vendu par son éditeur comme « Nouveau philosophe », il passe aujourd'hui encore pour un « philosophe ». Il soutint les « combattants de la liberté », c'est-à-dire les mercenaires arabes de la Confrérie des Frères musulmans en Afghanistan contre les Soviétiques, dont leur chef Oussama Ben Laden. Il prit parti pour les Contras au Nicaragua, c'est-à-dire pour les mercenaires sud-américains de John Negroponte armés par l'Iran d'Hachemi Rafsandjani. Il se targue d'avoir été conseiller de presse du président Bosniaque Alija Izetbegovic lorsque l'ancien pro-nazi avait le néoconservateur états-unien Richard Perle comme conseiller politique et le déjà cité Oussama Ben Laden comme conseiller militaire. Je me souviens comment par la suite il m'impressionna en m'expliquant qu'il fallait bombarder Belgrade pour faire tomber le « dictateur » Slobodan Miloševic. Je ne comprenais pas très bien pourquoi le pronazi Izetbegovic était un « démocrate » tandis que le communiste Miloševic était un « dictateur ». Peu importe, revenons en arrière, Bernard-Henri Lévy, désormais surnommé « BHL », apporta son bruyant soutien aux Frères musulmans tchétchènes qui formaient l'Émirat islamique d'Itchkérie sur le territoire russe. Selon un rapport des services extérieurs de la Jamahiriya, il participait à la réunion organisée par le sénateur républicain John McCain au Caire, en février 2011, pour régler les détails du renversement du « régime de Kadhafi » qui était alors cité en exemple par les États-Unis. Les Français furent surpris de le voir annoncer dans la cour de l'Élysée, en lieu et place du ministre des Affaires étrangères, l'engagement de son pays contre le « dictateur » (tous les hommes à abattre -et eux seuls- sont des « dictateurs »). Bien sûr, il était sur la place Maïdan de Kiev lors de la « révolution » de couleur que d'authentiques nazis y menèrent.

Ceci étant posé, les Biélorusses peuvent avoir des griefs contre le président Loukachenko, mais pas contre sa politique. Tous les connaisseurs du pays, qu'ils soient parmi ses soutiens ou parmi ses opposants, admettent que celle-ci colle aux préoccupations des Biélorusses. Tous ceux qui ont approché Alexandre Loukachenko ont été étonnés par son intelligence, son charisme et son incorruptibilité. Ceux qui l'accusaient de prôner le rattachement à la Russie par calcul politique et non par conviction ont admis s'être trompés lorsqu'il maintint sa position malgré les rebuffades de Moscou et l'invraisemblable guerre du gaz qui opposa les deux pays. Tous ont été surpris par ses capacités hors normes qui lui firent menacer le pouvoir du président Boris Yeltsin lorsqu'il proposa l'union avec la Russie.

Le principal reproche que l'on puisse faire au président Loukachenko est d'avoir fait disparaître plusieurs leaders d'opposition ; une accusation qu'il dément vigoureusement, accusant ces personnalités de liens avec des organisations criminelles qui auraient tourné à leur désavantage.

Durant des années, ses opposants l'ont accusé de s'enrichir sur le dos de la nation sans jamais en apporter le moindre indice. Pourtant tous les opérateurs internationaux savent que lorsque la Biélorussie signe un contrat, les rétrocommissions n'excèdent jamais 5 %, contre 10 % pour les USA, 50 % pour la Russie de Yeltsin (ce chiffre est revenu à 10 % sous l'administration Poutine) et 60 % pour l'Iran. Force est de constater que l'homme n'est pas motivé par l'argent. A défaut de corruption, la propagande occidentale commence à l'accuser préventivement de népotisme au profit de son jeune fils, Nikolaï dit « Kolia ».

Le seul reproche que l'on puisse lui faire est de tenir régulièrement des propos antisémites et homophobes -jamais d'avoir soutenu des actes antisémites ou homophobes-. Ce faisant, il est malheureusement dans la continuité des dirigeants de son pays.

Depuis le début de la crise, le président Lukachenko prétend que l'opposition de Svetlana Tikhanovskaïa et de ses alliés est un problème géopolitique Ouest-Est et non pas une querelle politique nationale. Tandis que cette opposition affirme n'être au service d'aucune puissance étrangère.

Outre l'irruption de Bernard-Henri Lévy, plusieurs éléments laissent à penser qu'Alexandre Lukachenko dit vrai.

- Le Groupe d'action psychologique des Forces spéciales polonaises semble extrêmement actif depuis le début de la crise au service de Madame Tikhanovskaïa.

- Des milices néonazies ukrainiennes sont également impliquées.

- Enfin le gouvernement lituanien, qui héberge Svetlana Tikhanovskaïa, également. Cependant aucune trace de l'Union européenne à la différence de l'Euromaïdan ukrainien. Aussi le plus probable est que Washington instrumente les acteurs régionaux (Pologne, Ukraine, Lituanie) contre le monde slave.

Quoi qu'il en soit, le président russe, Vladimir Poutine, vient de constituer une force de réserve, capable d'intervenir en Biélorussie pour soutenir les institutions et le président Lukachenko ; ceci alors que les deux hommes ont entretenu des relations parfois très conflictuelles. Réseau Voltaire 1er septembre 2020

Anatomie de la tentative de coup d'État en Biélorussie par M. K. Bhadrakumar (Indian Punchline 30 août 2020) - Mondialisation.ca, 01 septembre 2020

Le Président russe Vladimir Poutine a révélé dans une interview télévisée le 27 août que les Américains, entre autres, avaient alimenté les troubles en Biélorussie. Il a expliqué que la présence controversée de 33 ressortissants russes (avec un passé militaire)

à Minsk à l'approche de l'élection présidentielle en Biélorussie le 8 août, qui a brièvement créé un malentendu entre Minsk et Moscou, était en fait une opération conjointe des services de renseignement ukrainiens et américains.

Les ressortissants russes ont apparemment reçu des offres d'emploi et ont été « simplement attirés là-bas (Minsk), traînés à travers la frontière … de facto, ils ont été amenés avec de faux documents ». De toute évidence, la Russie est en possession de renseignements précis.

Poutine s'est exprimé alors même que le Secrétaire d'État adjoint américain Stephen Biegun concluait ses entretiens avec de hauts fonctionnaires russes à Moscou mercredi. Selon un rapport de VOA, les consultations de Biegun « ont marqué une intensification des efforts américains pour trouver une solution pacifique en Biélorussie ». Le rapport note qu'en se rendant à Moscou, Biegun a « signalé que Washington n'était pas prêt à accepter les efforts de Loukachenko, le Président de la Biélorussie, pour faire de l'impasse électorale une confrontation Est-Ouest qui pourrait déclencher une implication directe de la Russie ».

En d'autres termes, Biegun était en mission de « contrôle des dégâts ». Cela peut être considéré comme un aveu de défaite dans le projet de changement de régime soutenu par les États-Unis en Biélorussie. Il est concevable que les responsables russes aient partagé avec Biegun leurs renseignements concernant l'implication de la CIA. Par la suite, des lectures identiques et précises ont été publiés par les parties russe et américaine sans divulguer aucun détail.

La CIA va donc réduire ses opérations en Biélorussie, du moins pour le moment. Un commentaire intitulé « What's Next for the Peaceful Uprising in Biélorussie ? » de l'Institut Américain pour la Paix voit « la possibilité d'apporter des changements » en Biélorussie, mais conclut en disant : « Bien qu'il n'y ait aucune garantie de succès, il y a des raisons d'espérer. Au minimum, les Biélorusses ont acquis un nouveau sens de la dignité et une nouvelle croyance dans le pouvoir de l'action collective non violente ».

Cette opération semble avoir été bien planifiée. Sous la houlette de journalistes, les services secrets occidentaux ont déployé des dizaines d'agents spéciaux en Biélorussie. Loukachenko a ordonné leur expulsion. Les « reporters » d'Associated Press, de Radio Liberty et de la BBC ont vu leur accréditation annulée. Un « photo-journaliste » suédois, vraisemblablement un agent des services de renseignement, a été arrêté et libéré sur intervention personnelle de l'Ambassadeur de Suède en Biélorussie et a pris l'avion pour quitter Minsk.

D'après la réaction pro forma de l'Union Européenne jusqu'à présent, Bruxelles a une idée juste de ce qui s'est réellement passé – qu'il y a eu une opération américaine avec la participation active de la Pologne et de la Lituanie (tous deux pays de l'UE) et de l'Ukraine. Il n'est pas surprenant que les déclarations de l'OTAN aient été plutôt agressives. L'OTAN a également commencé des exercices aériens en Pologne et en Lituanie, coïncidant avec les troubles en Biélorussie.

Cependant, les grandes puissances européennes – Allemagne, France, Italie – ne voulaient pas s'empêtrer. Leurs principaux dirigeants ont téléphoné à Poutine pour apaiser les tensions. L'UE a d'abord proposé l'OSCE comme médiateur, mais Moscou a senti que cela pourrait conduire à une entrée clandestine des services de renseignement américains. L'OSCE est dirigée par les puissances de l'OTAN et est sous la coupe des Américains.

L'élément décisif a été l'avertissement sévère du Kremlin selon lequel si l'opération occidentale se poursuivait, la Russie n'aurait d'autre choix que d'intervenir. L'avertissement a été donné au niveau de Poutine, en précisant très clairement que la Russie n'acceptera pas un changement de régime à Minsk pour détourner la Biélorussie dans le camp américain. Moscou a fait valoir ses intérêts particuliers en Biélorussie au regard du droit international. Dans son interview télévisée de jeudi, Poutine a déclaré avec insistance :

« En effet, le Traité de l'Union… et le Traité de Sécurité Collective (OTSC) comportent des articles qui stipulent que tous les États membres de ces organisations, notamment l'État de l'Union, qui ne comprend que deux États – la Russie et la Biélorussie – sont tenus de s'entraider pour protéger leur souveraineté, leurs frontières extérieures et leur stabilité… À cet égard, nous avons certaines obligations envers la Biélorussie, et c'est ainsi que M. Loukachenko a formulé sa question. Il a dit qu'il aimerait que nous lui apportions notre aide si cela s'avérait nécessaire. J'ai répondu que la Russie respecterait toutes ses obligations.

M. Loukachenko m'a demandé de créer un groupe de réserve de personnel chargé de l'application de la loi, ce que j'ai fait. Mais nous avons également convenu que ce groupe ne serait pas utilisé à moins que la situation ne devienne incontrôlable… nous sommes arrivés à la conclusion que maintenant ce n'est pas nécessaire, et j'espère qu'il ne sera jamais nécessaire d'utiliser cette réserve, c'est pourquoi nous ne l'utilisons pas ».

Poutine a clairement indiqué que Moscou est aux côtés de Loukachenko.

Les événements en Biélorussie constituent un moment décisif. La Russie ne permettra pas une autre révolution de couleur de type ukrainien dans le « proche voisinage », visant à l'encercler avec des gouvernements hostiles. Mais l'intervention de Moscou, si tant est qu'elle ait lieu, sera conforme au droit international et découlera d'une invitation du pays concerné.

En d'autres termes, la Russie considère qu'il est de la prérogative des pays de l'OTSC de gérer leurs affaires intérieures sans ingérence extérieure illégale. Cela étant dit, Moscou a invoqué la doctrine de sécurité collective de l'OTSC. Cela crée un précédent. L'OTSC comprend l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan. Un projet de changement de régime parrainé par la CIA dans l'un de ces pays peut se retrouver dans la ligne de mire de l'OTSC. Étant donné que l'OTSC est de facto dirigée depuis Moscou, tout autre projet de changement de régime en Asie Centrale ou dans le Caucase déclenchera des contre-mesures russes.

Plus important encore, Moscou ne sera pas prescriptif. Poutine a soutenu la proposition de Loukachenko de rédiger une nouvelle constitution et d'organiser de nouvelles élections présidentielles et parlementaires, mais la transition doit être légale et ordonnée. Cette approche russe est déjà évidente au Kirghizstan (2005), au Turkménistan (2006) et en Ouzbékistan (2016). Même dans le cas de la Géorgie (2003) et de l'Ukraine (2004 et 2014), la Russie ne s'est pas opposée aux transitions, mais l'Occident les a transformées en contestations géopolitiques pour installer des régimes anti-russes.

Il faut cependant ajouter une mise en garde. Poutine a également souligné que la Biélorussie est un cas très particulier. Il a déclaré, en faisant clairement référence aux États-Unis, que « certaines forces aimeraient voir quelque chose de différent se produire là-bas (Biélorussie) ». Elles voudraient influencer ces processus et apporter les solutions qui conviendraient à leurs intérêts politiques ». La Russie ne peut pas se permettre de voir de tels desseins malveillants réussir en Biélorussie.

Selon les mots de Poutine, « Cette nation est très proche de nous (la Fédération de Russie) et peut-être la plus proche, tant en termes de proximité ethnique, de langue, de culture, de spiritualité que d'autres aspects. Nous avons des dizaines ou probablement des centaines de milliers, voire des millions, de liens familiaux directs avec la Biélorussie ». De plus, la Russie s'approvisionne en Biélorussie pour près de 90% de ses importations de produits agricoles. Mondialisation.ca, 01 septembre 2020

Haut de page

Le 5 septembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Lu dans un article :

- "*Même un homme de Cro-Magnon ne croirait pas à cette supercherie sanitaire, escroquerie médicale, mystification médiatique, tromperie étatique.*"

Et vous ? Pratiquez-vous l'autocensure, vous réfugiez-vous dans le déni à l'instar des dirigeants du mouvement ouvrier ? Quelle honte sans fond !

Témoignage d'une mère de famille.

Au collège, une enfant est envoyée aux toilettes pour pouvoir respirer - 3 septembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=PAVdRQe4LdQ&feature=emb_title

Qu'en pensent les bonnes consciences qui prétendent avoir une conscience politique et qui cautionnent cette saloperie immonde ? Il y en a qui avaient reproché aux Gilets jaunes d'être manipulés et de refuser d'inscrire leur combat dans le cadre du mouvement ouvrier, une telle hypocrisie laisse rêveur.

Ici, quand je sors je n'emmène même plus le mouchoir que je ne mettais qu'arrivé à un barrage de police. Il y a quelques jours, par curiosité je me suis rendu jusqu'à l'ancien octroi situé à la limite de l'Etat du Tamil Nadu et du Territoire de Pondichéry. Je suis passé sans m'arrêter, quatre policiers vautrés dans des fauteuils en platique en retrait de la route somnolaient ! Même pas peur !

Décidément, c'est à croire que les Indiens sont moins arriérés que les Français. Cela en dit long sur l'état de décomposition de la société en France, de ses élites, de ses intellectuels, des classes moyennes et du mouvement ouvrier...

La prochaine causerie sans doute lundi.

Les articles mis en ligne :

- DOCUMENT. L'ONU se prépare-t-elle au « second verrouillage de la société » ? Mesures d'oppression dans le monde entier, obéissance et acceptation… (04.09)
- DOCUMENT. La démocratie libérale à l'heure du despotisme sanitaire (03.09)
- DOCUMENT. Dr Jean-Michel Crabbé. Adressé au Conseil de l'Ordre des Médecins du Doubs. (27.08)
- DOCUMENT. Dr Jean-Michel Crabbé. Adressé au Conseil de l'Ordre des Médecins du Doubs. (13.05)
- DOCUMENT. Qu'est-ce que le Covid-19, SARS-2. Comment est-il testé ? Comment est-il mesuré ? La campagne de peur n'a aucun fondement scientifique (02.09)
- DOCUMENT. Le « Narcissisme collectif » et la « Triade noire »: Ceux qui protestent contre le discours « officiel » de Covid-19 sont catégorisés comme des « psychopathes ». (31.08)
- DOCUMENT. Coronavirus: un délire collectif? (31.08)
- DOCUMENT. Le délire collectif de la covid-19 (07.08)

- DOCUMENT. Qui veut renverser le président Loukachenko ? (01.09)
- DOCUMENT. Anatomie de la tentative de coup d'État en Biélorussie (01.09)
- DOCUMENT. Cachez-moi ce dessein que je ne saurais voir (31.08)

Haut de page

Le 8 septembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Depuis hier matin on a repris les travaux chez moi, il y en aura pour la semaine. Je supervise les travaux et j'y participe pour limiter les dépenses, tout ce que j'économise je le reverse à ceux qui m'entourent. On remplace le bois des auvents par des tubes en alliage d'aluminium, il a donc fallu tout démonter parmi les arbres et les plantes grimpantes. Ensuite il y aura de la peinture à faire avant la mousson.

Donc l'actualisation du portail sera ralentie.

La causerie du mois d'août est disponible au format pdf, 224 pages, vous parlez de vacances !

Le régime ploutocratique est incompatible avec nos besoins sociaux et nos aspirations démocratiques, il faut se mobiliser, se soulever, le renverser.

Les nerfs des uns et des autres sont mis à rude épreuve, raison de plus pour rester calme. On se détend, tranquille, on aura bien le temps de mourir un jour ! Essayons d'être lucide, rassemblons toute notre énergie, mobilisons toutes nos facultés, montrons que nous avons les capacités de décider de notre sort, de gouverner, nous devons revendiquer le pouvoir et anéantir les capacités de nuisance de nos ennemis pour conquérir notre liberté.

C'est un combat politique, c'est donc sur ce terrain-là qu'il faut mener notre combat : A bas Macron et son gouvernement despotique ! A bas la Constitution et les institutions antidémocratiques de la Ve République qui orchestrent et légitiment la tyrannie sanitaire, la précarité sociale généralisée, nous privent du peu de liberté qu'il nous restait.

Depuis le début des années 60 la Constitution et les institutions de la Ve République ont inspiré ou ont servi de modèle aux despotes de tous les continents, qu'en fin de parcours elles incarnent le totalitarisme en France est conforme à leur nature.

Leur contenu démocratique était frelaté dès le départ. Elles s'accommodèrent de la lutte de classe du prolétariat aussi longtemps que la classe dominante ne disposait pas des moyens de la museler, de la neutraliser au profit d'une dictature ouverte impitoyable que nous voyons se développer sous nos yeux.

Le basculement en bloc des représentants des classes moyennes et de la classe ouvrière dans le camp de la réaction à partir du début des années 80, préfigurait ce qui allait se produire à plus ou moins longue échéance sur fond d'aggravation de la crise du capitalisme. Au lieu de se radicaliser à gauche et de rompre avec la social-démocratie dégénérée et le stalinisme, avec les institutions de la Ve République, l'avant-garde de la classe ouvrière continua de les courtiser, elle se droitisa davantage au point aujourd'hui de soutenir les mesures liberticides imposées par Macron à l'ensemble du peuple.

La chute de la IVe République et le coup d'Etat de 1958 préfiguraient ce qui allait se produire par la suite... Un demi-siècle plus

tard, au lieu d'expliquer patiemment aux masses ce qui se tramait dans leur dos ou qu'une terrible menace planait sur leurs libertés individuelles et collectives, nos dirigeants feront preuve d'une incurie politique incroyable en niant l'existence de ce danger qu'incarnait dorénavant le tentaculaire pouvoir économique et politique acquis par l'oligarchie internationale dirigée par sa branche anglo-saxonne, leur donnant le pouvoir d'imposer leur volonté ou leur stratégie politique totalitaire aux chefs d'Etat, aux institutions des pays de l'ensemble de la planète, et 193 d'entre eux sur quelque 200 confineront leur population en 2020.

Ce sont les institutions nationales et la Constitution de chaque pays qui ont permis que ce coup d'Etat mondial de l'oligarchie se réalise selon ses plans. Donc n'écoutez pas ceux qui vous disent que le pouvoir serait ailleurs et qu'il serait inattaquable parce qu'inaccessible. En France, renverser les institutions de la Ve République, abolir la Constitution est à la portée des travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes unis pour fonder une République sociale débarrassée du capitalisme.

Ceux qui affirment le contraire veulent vous démoraliser, briser votre résistance, ils passent leur temps à collaborer avec les représentants du régime. Ce sont des agents de l'oligarchie, des traîtres ou des ignares, des charlatans, des escrocs qui ont lié leur propre sort à celui du régime, au nom du socialisme, du communisme, du trotskysme dont ils n'ont cessé d'être les fossoyeurs.

- 45 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

La résistance contre la tyrannie s'organise.

Vidéo. Covid-19 : Vingt-quatre professionnels de santé belges témoignent. - 04 septembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=dt7V5lnJ--c

Le site du collectif de soignants belges Transparence Coronavirus :

www.transparence-coronavirus.be

- La justice casse l'obligation du port de masque à Lyon et Villeurbanne - lepoint.fr 4 septembre 2020

À Lyon et à Villeurbanne, l'obligation de porter un masque partout n'aura pas fait long feu. Quatre jours seulement après sa signature, l'arrêté du préfet du Rhône imposant le port du masque en extérieur sur tout le territoire de Lyon et de Villeurbanne vient d'être suspendu par le tribunal administratif.

En clair, le tribunal demande que le port du masque ne soit obligatoire que sur les artères très fréquentées et aux heures de pointe.

« Il est heureux qu'en France, il y ait des juridictions qui puissent censurer l'administration ! » s'est réjoui l'avocat des plaignants, Me Sébastien Bracq, relevant que les tribunaux de Pau et de Strasbourg avaient également pris la même décision. lepoint.fr 4 septembre 2020

Les enragés se déchaînent : Il faut les arrêter !

- Qu'est-ce qu'un super-contaminateur ? Bababam 5 sept. 2020

- Coronavirus : Olivier Véran prévoit une hausse des admissions en réanimation "dans les quinze prochains jours" Franceinfo 5 sept. 2020

- Covid-19 chez les enfants : voici les symptômes qui doivent alerter selon une nouvelle étude Yahoo 5 sept. 2020

- Coronavirus: en Allemagne, une des plus grandes maisons closes met la clef sous la porte Capital 5 sept. 2020

- Un dangereux virus se cache dans ces six applications Android 20minutes.fr 5 sept. 2020

Coronavirus : cette fête géante qui scandalise l'Écosse - LePoint.fr 5 sept. 2020

Un manoir a accueilli une fête rassemblant 300 personnes. Les autorités crient à l'irresponsabilité, et demandent des

poursuites, rapporte « The Guardian ». LePoint.fr 5 sept. 2020

- Australie : Une femme enceinte arrêtée chez elle à cause d'un message anti-confinement sur Facebook - aubedigitale.com 2 septembre 2020

Les policiers ont confisqué des appareils dans un autre exemple de tyrannie flagrante.

Des images vidéo choquantes de Melbourne, en Australie, montrent une femme enceinte arrêtée devant ses enfants dans sa propre maison pour le « crime » d'avoir organisé une manifestation anti-confinement sur Facebook.

Le clip montre la police entrant dans la maison de la femme et lui présentant, ainsi qu'à son mari, un mandat de perquisition.

La femme est ensuite informée qu'elle est en état d'arrestation pour « provocation » avant d'être menottée.

Elle explique qu'elle est enceinte et qu'elle doit passer une échographie dans une heure, mais les policiers ne se découragent pas et lui disent qu'elle est arrêtée pour une publication sur Facebook dans laquelle elle a organisé une manifestation contre le confinement.

La femme explique qu'elle serait heureuse de supprimer sa publication, mais l'agent lui dit « vous avez déjà commis l'infraction » et lui dit ensuite que le mandat de perquisition autorise la police à « saisir tous les ordinateurs, tous les appareils mobiles que vous avez ».

« Je n'ai pas réalisé que je faisais quelque chose de mal, c'est ridicule », se plaint la femme en se mettant à pleurer.

Cette femme n'est pas la première Australienne à voir sa maison perquisitionnée et à être arrêtée pour avoir organisé une manifestation dans une soi-disant démocratie.

Comme nous l'avons souligné précédemment, les autorités ont également donné à la police le pouvoir de retirer les enfants de la garde de leurs parents afin de garantir le respect des règles relatives au coronavirus.

La police de Melbourne a également annoncé qu'elle utiliserait des drones de surveillance pour attraper les personnes qui ne portent pas de masque et pour suivre les voitures qui circulent à plus de 5 km de chez elles.

Les autorités ont également reçu le pouvoir de pénétrer chez les gens sans mandat et d'effectuer des contrôles ponctuels de mise en quarantaine.

Pendant ce temps, une autre vidéo en provenance d'Australie montre un homme arrêté pour s'être trouvé dans le jardin de son voisin et avoir refusé de présenter une pièce d'identité.

Grâce aux lois sur le coronavirus, la liberté est officiellement morte en Australie. aubedigitale.com 2 septembre 2020

Totalitarisme. 1 mort en 3 mois et ils continuent de terroriser et réprimer la population.

- Nouvelle-Zélande: premier mort du coronavirus en plus de trois mois - AFP 4 septembre 2020

La Nouvelle-Zélande, qui semblait il y a quelques semaines avoir totalement maîtrisé l'épidémie de coronavirus, a enregistré vendredi son premier décès dû au Covid-19 en plus de trois mois.

"Je reconnais l'anxiété que peuvent éprouver les Néo-Zélandais à la suite de cette nouvelle", a déclaré vendredi dans un communiqué le directeur général de la santé, Ashley Bloomfield.

Le patient décédé vendredi, le premier depuis le 24 mai, serait la plus jeune victime du coronavirus dans cette nation du Pacifique.

Les autorités sanitaires n'ont cependant pas précisé s'il souffrait de problèmes médicaux pré-existants.

"Les nouvelles d'aujourd'hui renforcent l'importance de notre vigilance vis-à-vis du Covid-19 et des très graves conséquences qu'il peut entraîner", a-t-il souligné.

Le port du masque est obligatoire dans les transports en commun dans tout le pays. AFP 4 septembre 2020

Relevé dans différents articles sur le Net.

LVOG- D'une guerre à l'autre, un siècle plus tard, les mêmes réflexes conditionnés.

- Jusqu'alors, pour moi comme pour des millions d'autres, les choses se présentaient d'une façon on ne peut plus simple : le pays était en guerre, il fallait prendre les armes pour le défendre. Cela me semblait si naturel que je n'avais même pas conscience d'accomplir un devoir. Mais à mesure que les hostilités se prolongeaient, que les horreurs s'accumulaient, on ne pouvait s'empêcher de se poser des questions. Pourquoi cette guerre ? Et ces massacres insensés sans proportion aucune avec les fins qu'on se proposait. Quel était le sens de tout cela ?

LVOG - Voilà ce que cautionne unanimement le mouvement ouvrier.

- Nous savons maintenant que rien de tout cela, les masques, les « cas/infections », la quarantaine, le confinement, la vaccination ou toute autre mesure répressive n'ont rien à voir avec le virus COVID-19. Ce sont des moyens et des instruments permettant au Nouvel Ordre Mondial (NOM) de « former » la population à l'obéissance totale et au contrôle par la superpuissance invisible, ou l'état « profond et sombre ». L'OMS joue un rôle clé dans ces plans infâmes, car elle est toujours considérée par la plupart des gens et des gouvernements comme une autorité, en ce qui concerne la santé mondiale qui, malheureusement, a cessé de l'être il y a des décennies.

Et la population se déplace comme des zombies parce que les autorités le lui ordonnent, sous la menace d'amendes – contre tout bon sens. Mais les « zombies » ont été privés de tout sens commun pour pouvoir résister en grand nombre contre les mesures imposées. Ces restrictions, et bien d'autres contraintes, sont maintenant en place jusqu'au moins le 1er octobre 2020. C'est à peu près le début de la saison de la grippe 2020 / 2021 qui sera opportunément associée avec le COVID-19 – et justifiera un autre verrouillage de la société – ceci sans parler de la vaccination de masse, contre le COVID-19 et la grippe. Quarantaine, destruction des moyens de subsistance – une chute économique vers plus de pauvreté, plus de misère, plus de privation, plus de famine – plus de mort. Il ne s'agit pas de la mort causée par la grippe, mais la mort résultant de la structure socio-économique [qui s'effondre]. C'est exactement ce dont rêvent les fanatiques de l'eugénisme. Une anéantissement de la population mondiale.

Le port forcé du masque est un élément important de la Grande transformation ou de la Grande remise à zéro, prévue par le FMI et le Forum économique mondial (FEM), qui sera officiellement « déployée » à Davos, en Suisse, en janvier 2021. Il s'agit d'un programme de rééducation par les rituels. Le port du masque est un rituel sur l'acceptation par le comportement. C'est un rituel d'initiation à l'obéissance. Plus vite et plus facilement vous acceptez le masque, plus vite vous êtes accepté – accepté dans la société. La plupart des gens veulent être acceptés. Cela les met à l'aise, peu importe à quel point cette acceptation est inconfortable et basée sur des mensonges.

Ensuite, il y a les quelques personnes qui résisteront, qui ne se soucient pas de l'acceptation. Ils résistent avec acharnement. Le système de la tyrannie fait en sorte qu'ils soient socialement discriminés et exclus de la « société » ; ce sont des laissés-pour-compte de la société. Ils sont considérés comme des monstres, des propagateurs de maladies, discriminés, exclus. C'est le vieux « diviser pour mieux conquérir ». Votre ami de longue date est soudainement devenu votre ennemi. Des familles, des groupes, des clubs, des sociétés entières sont divisés et amenés à se mépriser les uns les autres – division selon la « ligne rituelle ».

C'est étonnant comment cela fonctionne pour les masques. Attendez de voir comment cela fonctionne pour la vaccination – un autre rituel est en préparation, car nous ignorons ce qui nous attend dans les 5 à 10 prochaines années. Pensez à l'Agenda ID2020 et à l'Agenda 2030 – sous le déguisement onusien des objectifs de développement durable.

LVOG - Hormis les très âgés, la quasi totalité des masses sont plus ou moins familiarisées avec Internet. Il y a un ou plusieurs ordinateurs ou téléphones connectés dans chaque foyer. Il paraît qu'elles y passent un certain temps quotidiennement. Ce que je viens d'énumérer ce sont des faits incontestables, on est bien d'accord. Et après on vient nous dire quoi, que les masses seraient incapables de se servir d'un clavier, qu'elles ne connaîtraient pas les moteurs de recherche, qu'elles ignoreraient qu'elles pouvaient taper un ou quelques mots clés pour trouver des documents relatifs à un sujet particulier, étrange, non, ou là aussi on nous prend pour des cons.

- "Une sidération engendrée par un sentiment de peur".

LVOG - S'il y a une limite à la peur, il ne semble pas y en avoir à la connerie humaine pour sortir un truc pareil, ou alors il faudrait admettre que les masses seraient toujours aussi arriérées qu'autrefois, mais là on s'empresse de nous reprendre, non, non, ce n'est pas le cas. Bref, c'est à ne plus rien y comprendre ou c'est l'état de ceux qui ont affirmé un truc pareil et qui projettent sur les masses leur propre ignorance. Cette explication est déjà plus cohérente ou permet de mieux cerner dans quelle confusion les uns et les autres baignent ou s'y complaisent.

La propagande officielle, la fabrique du consentement, la manipulation des consciences, quoi, mais cela n'existe pas, cela n'a

aucune influence sur les masses, voilà ce que les dirigeants du mouvement ouvrier ont inoculé à leurs militants et aux travailleurs qui les ont écoutés faisant le jeu de la réaction ou pavant la voie au totalitarisme.

Tribune libre.

- De l'instrumentalisation du terrorisme à l'orchestration de la terreur virale - algeriepatriotique.com 21 août 2020

Par Mesloub Khider – Les attentats du 11 septembre 2001 avaient constitué le prétexte à la mise en œuvre de nouvelles reconfigurations politiques et géostratégiques impulsées par l'hyperpuissance américaine. Sur fond de sidération mondiale suscitée par la psychose généralisée, dès le lendemain des attentats, les autorités américaines avaient déployé promptement leur stratégie machiavélique : mobilisation de la population derrière l'état de guerre, renforcement de l'appareil répressif de l'Etat, réaffirmation de la puissance de l'Amérique matérialisée par une politique interventionniste impérialiste tous azimuts opérée au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste. De fait, immédiatement après les attentats du 11 septembre 2001, les instances politiques et médiatiques américaines ont été embrigadées pour enrôler la population dans les entreprises guerrières impérialistes. Tous les pays stratégiques du tiers-monde étaient susceptibles d'être envahis, toutes les nations économiquement concurrentes, torpillées, toutes les puissances militaires potentiellement rivales, neutralisées.

Dans le même temps, au niveau national, en un temps record, l'appareil politique a mis en œuvre ses plans de durcissement de la machine judiciaire et policière répressive, sa nouvelle législation sécuritaire liberticide. Du jour au lendemain, la crise terroriste (aujourd'hui on parle de crise sanitaire du Covid-19) a servi de prétexte à l'aggravation de la récession économique et au démantèlement des budgets des programmes sociaux. Tous les fonds étaient désormais alloués à l'effort de guerre impérialiste et à la sécurité nationale. La promptitude avec laquelle ces mesures ont été adoptées révèle qu'elles avaient été ficelées depuis longtemps, préparées et planifiées par les cercles restreints opaques américains (à l'instar des mesures antisociales et liberticides décrétées actuellement dans la majorité des pays).

Sur le plan international, le dessein réel de la guerre n'était pas tant l'anéantissement du terrorisme islamiste que la réaffirmation de la domination militaire américaine sur tout le globe, implantée au lendemain de l'effondrement du bloc impérialiste rival soviétique. Durant deux décennies, les Etats-Unis ont ainsi mené plusieurs opérations militaires d'envergure : contre l'Irak, l'Afghanistan, la Serbie, le réseau Al-Qaïda, etc. Dans chacune de leurs interventions impérialistes, les Etats-Unis avaient contraint leurs alliés, telles la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, à s'enrôler sous le drapeau américain ; l'ensemble des pays du monde à se plier au calendrier géostratégique étasunien, à s'incliner devant la volonté de l'Oncle Sam, à se soumettre devant les intérêts de la grande puissance victorieuse de la Guerre froide.

Cependant, ces dernières années, le terrorisme islamiste étant devenu inopérant en matière de manipulation idéologique, pour avoir épuisé toutes ses potentialités de dévoiement politique et d'enrégimentement caporalisée, les classes dominantes (occidentales) se sont résolues à s'offrir un autre ferment terrorisant, le coronavirus, pour passer à un degré supérieur en matière de gouvernance par la manipulation et la terreur de la population, exercée dans le cadre du nouvel ordre mondial chaotique menacé d'éclatement sous l'effet de la récession économique.

Sans conteste, le Covid-19 signe l'entrée des Etats occidentaux, en particulier, et des pays du tiers-monde, en général, dans l'ère du despotisme, autrement dit de l'extinction de la «démocratie» représentative. Désormais, toute la planète, depuis le simple village jusqu'à la grande mégalopole, en passant par toutes les «maisons» sont soumis aux lois d'exception, à l'état de siège, au couvre-feu, à la surveillance technologique. A la dictature du confinement. Au confinement de la démocratie. Au nom de la prétendue lutte contre le virus, l'ensemble des Etats du monde, dans une action concertée, ont décrété des mesures de confinement pénitentiaire, des recommandations sanitaires spécieuses, de despotiques prescriptions médicales suspectes d'inanité. Le coronavirus devient le catalyseur de l'aggiornamento planétaire et l'agent dérivatif de divertissement de la foule mondiale, plongée dans la psychose généralisée, orchestrée par les médias inféodés aux puissances financières et étatiques.

Quelles ont été les véritables motivations de la tactique politique de confinement total apparemment préjudiciable aux intérêts économiques et sanitaires des pays ? Aujourd'hui, il est clairement établi, eu égard aux conséquences catastrophiques provoquées par la décision d'arrêter la production (du moins certains secteurs industriels) et la commercialisation (secteurs tertiaire et quaternaire), de mettre en quarantaine des centaines de millions de travailleurs (producteurs de valeur), qu'il s'est agi là d'une véritable volonté de torpiller l'économie, chapeautée par quelques factions du grand capital financier. Cette entreprise de torpillage répond a priori à une réaction mécanique du capital actée officiellement par les gouvernements.

A première vue, certes, les intérêts ayant présidé à la tactique de confinement généralisé ont semblé opposer aux intérêts vitaux des bourgeoisies nationales. Mais, ils sont conformes aux intérêts du grand capital international. Une chose est sûre : le cataclysme économique actuel ne doit rien au hasard. Ce désordre apparent s'inscrit dans la stratégie de la théorie du «chaos constructif» (ou «destruction créatrice», selon l'expression de Joseph Schumpeter) visant la mise en œuvre accélérée de la gouvernance mondiale du grand capital financier (occidental), dans le cadre d'une économie dématérialisée, numérisée, ubérisée, assujettie au télétravail et l'e-commerce (économes en coûts de locaux, en facturations diverses liées à l'entretien, électricité, eau, assurance, frais de repas et de transport dus aux salariés, etc.). L'ère de l'économie «physique» et

réelle est révolue. Bienvenue dans l'économie dématérialisée et virtuelle à entreprises évanescentes, à réglementations salariales disloquées, à avantages sociaux démantelés, à rémunérations drastiquement comprimées.

Faut-il mentionner que le camp sino-russe ne compte pas assister impuissant à cette tentative de reconfiguration du monde actionnée par le grand capital occidental, au plan économique comme au plan militaire ? A cet égard, dans un contexte de crise économique aiguë et de menace d'éclatement imminent de la «bulle financière», la pandémie du Covid-19 a constitué, pour le grand capital financier, une opportunité inespérée pour accélérer le processus de purgation de l'économie et de concentration de la propriété des moyens de production, de commercialisation et de gouvernance mondialisée. Par cette opération de purge économique exécutée à la faveur du confinement généralisé où les populations ont été mises à la disette et les grandes entreprises généreusement subventionnées, le grand capital financier escompte relancer l'économie à son profit, après avoir éliminé les secteurs et les entreprises insuffisamment adaptés à la globalisation contemporaine, ou plus exactement instaurer une économie de guerre destinée à neutraliser l'adversaire économique extérieur (le camp rival chinois), et surtout l'ennemi intérieur (le prolétariat) par la répression de toute velléité de résistance populaire. Ce maquignonnage économique, effectué dans une période de paix, donc sans conflits armés, a pour dessein la concentration monopolistique des moyens de production et de commercialisation, mais également la destruction simultanée d'une grande partie des forces productives (comme lors des deux Guerres mondiales) et d'une partie des capitaux financiers superflus, afin d'éviter la réitération rapide de la constitution de la «bulle financière» susceptible de compromettre la reconstruction économique numérisée.

Aujourd'hui, le manque de réactivité des Etats devant la pandémie du Covid-19 s'éclaire à la lumière de l'actualité a posteriori moins dramatique en matière de mortalité que les prévisions catastrophistes annoncées par les médias inféodés aux puissances financières (l'Impérial College London annonçait insidieusement, au début de l'épidémie, pour créer un climat de psychose légitimant les mesures de confinement et d'arrêt de l'économie, des millions morts).Tout s'était passé comme si toutes les conditions avaient été délibérément réunies pour favoriser la tactique de confinement total avec son corollaire d'arrêt de l'économie. Ces «défaillances» sanitaires programmées, illustrées notamment par les carences en matière d'urgence médicale et l'absence d'équipements médicaux, laissent subodorer une stratégie du chaos planifiée, fomentée par les différents gouvernements inféodés aux puissances financières.

L'absence d'adoption de mesures sanitaires précoces, telles que les contrôles aux frontières et aux aéroports, la défaillance médicale illustrée par les pénuries des équipements (masques, tests, gants, gels hydro-alcooliques, respirateurs) semblent constituer des preuves de la volonté des pouvoirs de favoriser cette refondation du monde par la destruction de pans entiers de l'économie considérés comme obsolètes. Cette refondation économique est devenue primordiale pour le grand capital mondial en proie à une crise de revalorisation. Elle s'inscrit dans la politique de financiarisation de l'économie. Pour pérenniser sa domination des classes au moyen d'une restructuration du capitalisme, le grand capital est résolu à sacrifier des pans entiers de l'économie planétaire et à réduire à la misère des centaines de millions de personnes. Quitte à financer la «nouvelle économie», reconfigurée selon les intérêts du capital financier, par les Etats, autrement dit avec l'argent des contribuables (des travailleurs) et l'endettement (payé également par les futures générations de travailleurs au moyen de l'augmentation des impôts).

Par la faute de l'application de cette mesure de confinement totalitaire, même les pays sous-développés et émergents, quoiqu'épargnés par la pandémie du Covid-19, ont subi les conséquences dramatiques de l'arrêt mondial de l'économie, par la précipitation de centaines de millions de personnes dans le chômage endémique et la misère. Indéniablement, à la faveur de la pandémie du Covid-19 à la gestion sanitaire délibérément calamiteuse, le monde (occidental) a basculé de la démocratie formelle au totalitarisme réel. Que le contexte viral soit l'œuvre de la nature ou d'une main invisible d'un laboratoire, importe peu. Assurément, le virus existe. Les Etats s'en servent comme arme de terrorisation et de neutralisation des populations, aujourd'hui condamnées à vivre sous la terreur sanitaire pour les soigner de leur «maladive propension subversive», très virulente ces dernières années. Ainsi, le virus aura permis d'appliquer diligemment et intelligemment la stratégie de confinement, cette forme d'internement carcéral de la population mondiale, prémices à la militarisation de la société et à l'enrégimentement guerrier.

De surcroît, toutes les classes dirigeantes ont entrevu l'opportunité offerte par la pandémie, notamment la possibilité d'étriller les archaïques Constitutions, les libérales règles politiques et les lois sociales protectrices, devenues des entraves à la nouvelle gouvernance despotique dictée par la situation de crise économique systémique mondiale, vectrice de menaces d'explosions sociales. De manière générale, en période de crise instrumentalisée avec cynisme par les classes dominantes, l'état de nécessité exonère toutes les transgressions juridiques, toutes les illégalités politiques, toutes les violations des libertés, tous les crimes sociaux perpétrés contre la population par l'Etat.

Aujourd'hui, à la faveur de la crise sanitaire du Covid-19, au nom du prétendu sauvetage de la santé de la population, les gouvernants mutilent tous les droits politiques et sociaux de cette même population. Incontestablement, le monde est entré dans l'ère de la gouvernance par le terrorisme viral, devenu l'unique modalité d'administration totalitaire, indispensable aux classes possédantes dans cette période de récession économique travaillée par la recrudescence de la lutte des classes. En tout état de cause, la promptitude avec laquelle l'ensemble des Etats ont mis en œuvre leur stratégie contre-insurrectionnelle, matérialisée par les mesures de confinement et d'état de siège, les spécieuses prescriptions sanitaires comminatoires, révèle les intentions réelles de cette guerre sanitaire, menée non pas contre le virus mais contre toutes les réglementations politiques et sociales libres, contre toutes les institutions sociales et législations protectrices encore en vigueur ; en un mot, contre les peuples, les travailleurs, le prolétariat, dans le cadre de la reconfiguration despotique d'un nouvel ordre économique.

Si la pandémie finira par s'éteindre, en revanche toutes les lois liberticides et antisociales votées à l'occasion de cette crise sanitaire du Covid-19 s'implanteront définitivement dans le paysage politique et social de la société, désormais tailladée par la paupérisation absolue et garrottée par le pouvoir absolu du grand capital financier. Sans conteste, le Covid-19 aura été le prétexte à l'instauration d'une guerre contre-insurrectionnelle, menée par les Etats pour tenter de contenir les tempêtes subversives sociales provoquées par la récession économique. Au nom de la lutte contre le virus, il s'agit en vrai d'une guerre de classe contre l'ensemble des peuples, contre les travailleurs, leurs droits, leurs institutions, leurs protections sociales, mis en place depuis plus d'un siècle. Il s'agit ni plus ni moins d'un retour à la tyrannie de l'époque de la monarchie absolue, dépourvue d'institutions démocratiques, d'une volonté de démantèlement de toutes les règles de «l'Etat de droit», devenues inopérantes pour contenir la guerre de classes en germination, en fermentation.

Ainsi, nous vivons la fin d'un monde capitaliste, celui de la démocratie bourgeoise avec ses Parlements, son Etat de droit, ses pouvoirs législatifs désormais superflus car les lois et les mesures sont dictées directement par le pouvoir exécutif (ou plus exactement le grand capital), sans être ratifiées par les représentations nationales, autrement dit les Assemblées nationales. Nous assistons à la fin de la souveraineté du pouvoir judiciaire désormais dépouillée de son apparente et illusoire indépendance, à la mort de la liberté d'expression et de la presse, illustrée par la disparition des fonctions de contrepoids correctif démocratiques défendues par des instances de régulation libres, désormais menacées de disparition car encombrantes en période de guerre de classes. Cela dévoile également le caractère illusoire de la démocratie bourgeoise. En effet, la démocratie est la feuille de vigne derrière laquelle se dissimule la dictature du capital. Dans l'histoire, démocratie et dictature, deux modes de régulation politique au sein du même système de production capitaliste, se succèdent alternativement, au sein du même Etat, au gré des conjonctures économiques et sociales.

La stratégie appliquée à la faveur de la pandémie est avant tout une stratégie totalitaire de contre-insurrection pérenne. Elle ne tolère aucun contre-pouvoir, aucune opposition politique, aucune protestation sociale, aucune grève ouvrière, aucun parti révolutionnaire, aucun «citoyen» subversif, aucune voix discordante, aucune urne électorale, sinon l'urne funèbre des cadavres décimés par la répression ou la guerre, toutes deux appelées à se généraliser, à s'institutionnaliser, à occuper l'espace public déserté par la démocratie, la prospérité économique, le progrès social.

De manière globale, d'un point de vue géostratégique, dans cette période marquée par des tensions commerciales exacerbées, pour l'Occident l'infléchissement vers le totalitarisme moderne est motivé par deux raisons capitales. D'une part, pour une raison endogène, autrement dit pour des motivations de sécurité intérieure. En effet, pour affronter l'inéluctable subversion intérieure prévisible, provoquée par la dépression économique, l'Occident blinde son Etat, caporalise sa gouvernance. D'autre part, pour une raison exogène, autrement dit pour des mobiles impérialistes. Effectivement, pour préparer l'imminente guerre extérieure contre le nouvel ennemi nommément désigné, en l'espèce le dragon économique chinois, nouvelle puissance incontestable économique, l'Occident enrégimente sa population. Dans les deux cas, s'impose la militarisation de la société pour tout à la fois neutraliser et enrégimenter la population, pour transformer chaque «citoyen» en soldat dans la perspective de l'imminente conflagration militaire généralisée.

Ce n'est pas la première fois que l'Occident joue à l'apprenti sorcier. A de nombreuses reprises dans son histoire meurtrière, pour résoudre ses contradictions, il a activé des foyers de déstabilisation contagieuse létale. Il ne faut pas oublier que l'Europe moderne capitaliste est devenue une machine à produire de la destruction tous azimuts dès la fin du XVIIIe siècle, illustrée notamment par le processus de déshumanisation de ses habitants arrachés à leur société villageoise millénaire fondée sur la solidarité, destruction amplifiée par les deux guerres mondiales (le qualificatif «européennes» serait plus approprié), et les totalitarismes fascistes et staliniens (tous deux européens). De même, il ne faut pas oublier que l'Occident «civilisé» a été le laboratoire du terrorisme. Le terrorisme est une invention occidentale. En effet, le terrorisme aveugle comme la guerre génocidaire sont l'apanage des sociétés occidentales capitalistes. Avant de revêtir les oripeaux de l'islamisme fabriqués par ailleurs par les puissances impérialistes occidentales, le terrorisme s'est longtemps, de la Russie tsariste, en passant par la France de la IIIe République et des années 60, l'Italie, l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique et l'Irlande du XXe siècle, les mouvements sionistes européens (ashkénazes) des années 1930-40, attifé du costume civilisé occidental.

Assurément, à la faveur de la pandémie du coronavirus, la fragilité du monde actuel apparaît avec netteté. L'enjeu socioéconomique et politique est autrement plus dangereux que le coronavirus. In fine, le bilan sera plus dramatique après la crise sanitaire et le confinement. Le nombre de morts attendu sera autrement plus important que celui du virus, morts occasionnés à la fois par les famines et les guerres.

Quoi qu'il en soit, la particularité de la crise économique actuelle, dévastatrice par son ampleur, outre le fait d'être présentée mensongèrement comme avoir été provoquée par le Covid-19 – pauvre virus, devenu le bouc émissaire providentiel, voir notre article publié sur Algeriepatriotique le 27 juillet 2020 – est d'apparaître comme totalement étrangère aux contradictions internes du capital. Cette mystification permet à l'Etat (de tous les Etats) de dissimuler les causes profondes de la crise, mais elle lui offre surtout une occasion inespérée de décréter, sous couvert de lutte contre la pandémie du Covid-19, des mesures liberticides, des recommandations coercitives, promulguées avec l'assentiment de la population tétanisée par la terreur virale distillée par les médias inféodés aux puissants. Tout se passe comme si, avant la survenue de l'épidémie, le monde capitaliste filait le parfait amour avec la croissance économique, le plein emploi, l'échange commercial pacifique, l'écoulement fluide des marchandises, la prospérité sociale. Tout allait bien dans le meilleur des mondes du système capitaliste.

En résumé, on vivait dans le capitalisme parfait, comme disaient autrefois les économistes libéraux. Puis, comme à l'époque des impuissantes sociétés primitives dominées par les forces de la nature, soudainement l'irruption d'un microscopique et invisible virus a totalement ébranlé la plus grande civilisation scientifique et technologique de l'histoire de l'humanité, le monde moderne capitaliste qui, soit dit au passage, dépense 2 000 milliards de dollars chaque année dans l'achat de l'armement pour combattre on ne sait quel ennemi «dans cette période censément de paix», mais est incapable d'aligner une armée de médecins et de personnels soignants dotés d'équipements sanitaires pour nous protéger d'un minuscule virus. Ainsi, sans l'envahissement du barbare virus, la civilisation capitaliste aurait poursuivi éternellement sa lune de miel avec la croissance, la prospérité, sa nature pacifique, humaniste, antiraciste, écologique.

Même un homme de Cro-Magnon ne croirait pas à cette supercherie sanitaire, escroquerie médicale, mystification médiatique, tromperie étatique. algeriepatriotique.com 21 août 2020

DEUXIEME PARTIE.

Totalitarisme. La stratégie de la terreur et de la peur. Tyrannie climato-sanitaire-policière.

- Marine Le Pen veut "réveiller" les Français sur l'insécurité - AFP 6 septembre 2020

- Les chiffres de la sécurité seront publiés chaque mois à partir d'octobre, annoncent Gérald Darmanin et Marlène Schiappa - Franceinfo 6 septembre 2020

- Insécurité: Yannick Jadot "extrêmement inquiet" de la "banalisation de la violence" - AFP 6 septembre 2020

Yannick Jadot, député européen EELV, s'est dit dimanche "extrêmement inquiet d'une forme de banalisation de la violence", accusant Emmanuel Macron d'être incapable de restaurer "le respect de la règle commune". AFP 6 septembre 2020

Ploutocratie totalitaire. Les marionnettistes de l'oligarchie vous présentent leurs candidats favoris.

- Emmanuel Macron, candidat de la droite en 2022 ? Les Français s'y opposent - LePoint.fr 6 septembre 2020

Selon un sondage Ifop, Nicolas Sarkozy et Édouard Philippe sont les deux personnalités qui incarnent le mieux la droite... LePoint.fr 6 septembre 2020

- Les macronistes désespérés par leur parti - Journal du Dimanche 6 septembre 2020

Le lancement d'une confédération tombe à pic pour La République en marche, mouvement à bout de souffle. Journal du Dimanche 6 septembre 2020

- Sondage. 43% des Français classent Macron à droite - Journal du Dimanche 6 septembre 2020

- Olivier Becht, patron des députés Agir : "En 2022, Macron sera le candidat des LR qui partagent notre vision" - Journal du Dimanche 6 septembre 2020

- Renaud Muselier, président LR de la Région Sud : "La proposition d'Estrosi est intéressante" - Journal du Dimanche 6 septembre 2020

Renaud Muselier, président LR de la Région Sud ne ferme pas la porte à un accord avec Macron pour 2022, mais estime qu'il faut "attendre de voir". Journal du Dimanche 6 septembre 2020

- Nicolas Sarkozy est celui qui incarne le mieux la droite, selon un sondage - Europe1 6 septembre 2020

D'après un sondage Ifop pour le "Journal du dimanche" paru ce dimanche, Nicolas Sarkozy est la personnalité politique qui incarne le mieux la droite. Europe1 6 septembre 2020

Qui a dit ?

- "La République a un contenu révolutionnaire qu'Emmanuel Macron essaye d'annuler"

LVOG - Essaie seulement, "d'annuler", on croyait que le totalitarisme sanitaire avait révélé qu'elle était morte au cours des années 80. Quant à son contenu "révolutionnaire", en réalité il avait cessé d'exister quand le PS et le PCF étaient passés de l'autre côté de la barricade, dans le camp de la réaction, cela fait un bail...

Réponse: Adrien Quatennens, député du Nord et coordinateur de la France insoumise, dans Dimanche en politique le 6 septembre. francetvinfo.fr 6 septembre.

Les banquiers doivent bien se marrer en entendant que leur protégé aurait été le dépositaire du "contenu révolutionnaire" de la République, LFI, quelle infamie !

Toujours en famille.

- Le 2 septembre dernier est sorti dans les salles obscures le film Police avec Virginie Efira et Omar Sy.

Omar Sy se glisse dans un uniforme de la police alors qu'il avait vivement critiqué la police justement il y a quelques semaines lors des manifestations qui ont fait suite à la mort de George Floyd. Télé-Loisirs.fr 5 septembre 2020

LVOG - Affaire Danièle Obono... alors que LFI est nostalgique de la grandeur de la France impérialiste et coloniale !

Et à quand ou à qui remonte cette normalisation de la terreur appliquée à la liberté de penser ?

- Les lois mémorielles pour uniformiser la société

Les lois mémorielles et surtout la Loi Gayssot (14 juillet 1990) qui interdit de contester « l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 », le tribunal de Nuremberg, font partie, à mon sens, de cet effort pour répondre à l'évolution de la société que décrit Benedetti :

« L'âge des masses ou des grands agrégats d'opinion est désormais derrière nous … l'opinion insaisissable à force d'être scintigraphiée, parcellisée, travaillée par des concurrences permanentes de visibilité, s'exprimant de manière disséminée sur la ligne de feu des réseaux, de l'info en continue, de la sollicitation incessante des réactions et des avis, des attentes et des sentiments, traquant l'infinitésimal pour mieux en faire un événement sur le sismographe affolé autant qu'affolant d'une actualité dont la pente tend à substituer au réel les représentations de celui-ci, à la mécanique factuelle l'éruption émotionnelle ».

La loi Gayssot a été, il me semble, un des premiers efforts notables pour uniformiser une opinion publique en voie de fracturation. Notre société actuelle, dominée par le bloc BAO (bloc américaniste-occidentaliste) comme dit Grasset, est issue de la seconde guerre mondiale. Ses valeurs reposent sur l'Entente cordiale du bloc BAO. Il était capital que cette période qui fonde et justifie notre histoire actuelle ne soit pas remise en cause. Il est intéressant de noter, à cet égard, que c'est Mitterrand qui a signé cette loi. Lui, dont le ralliement au capitalisme de marché a détruit la gauche qui représentait un « des grands agrégats d'opinion » qui structuraient la société française.

La narrative pour uniformiser l'opinion publique

Malheureusement pour nous, les inventions technologiques, et notamment la télévision, ont favorisé le remplacement de l'information (factuelle et objective) par la communication (la propagande) qui fabrique une fausse réalité. La TV installe le pouvoir dans chaque foyer et ses représentants et soutiens ont cru possible de maintenir leurs privilèges et de faire tout ce qu'ils veulent par la seule manipulation de l'opinion publique. C'est là que le mot anglo-saxon narrative est apparu. On raconte aux peuples une histoire qu'il est interdit de contester, et on fait tout le contraire. Et ça a marché assez longtemps. En fait, tant que les progrès techniques, matériels et sociaux étaient au rendez-vous. Quand tout va bien, on ne se pose pas trop de questions. (Des lois mémorielles au masque, la fabrique de l'unanimité virtuelle? par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 05 septembre 2020)

En complément. Ils ont été à bonne école, à la même école, cela se voit...

- Sur France Inter le 3 septembre - "Il a su conquérir ce qu'il désirait: être reconnu, hors des bornes du Parti socialiste", explique Lionel Jospin à L'Obs, en louant "le talent", les "intuitions politiques" et "le sens du verbe" de Jean-Luc Mélenchon. La France insoumise? "Un mouvement qui compte" et que l'ancien Premier ministre regarde "avec sympathie et sans effroi." Le HuffPost 3 septembre 2020

Toujours plus fort dans le populisme. Qui a osé écrire ?

- "*La létalité du covid-19 est 30 fois supérieure à celle de la grippe*".

Réponse : Le PRCF dans l'article suivant :

https://www.initiative-communiste.fr/articles/culture-debats/covid-19-une-letalite-30-fois-superieure-a-celle-de-la-grippe-analyse-de-la-campagne-de-depistage-serologique-menee-a-nice/

Et ces adeptes du totalitarisme ou du confinement de conclure logiquement :

- "*En tout état de cause, l'évaluation de la létalité du covid-19 conduit à souligner combien la stratégie "d'immunité collective" initialement choisie par le régime Macron – consistant à laisser circuler librement le virus dans la population générale – était criminelle en privilégiant le profit sur nos vies.*" De furieux fanatiques de la camisole de force au camp de concentration :

- "*Nous avons pu montrer ainsi dans une précédente analyse qu'à l'échelle de la France la mortalité observée à l'hôpital liée à l'épidémie de covid-19 est 60 fois supérieure à celle des épidémies de grippe saisonnières habituelles*."

Là pour le coup il y a de quoi avoir peur !

En famille dans le camp de la réaction.

- L'Otan demande une enquête internationale sur l'empoisonnement d'Alexeï Navalny - euronews 4 septembre 2020

- L'opposante bélarusse Tikhanovskaïa appelle à des sanctions contre Loukachenko - euronews 4 septembre 2020

- L'opposante biélorusse Tsikhanouskaïa en appelle à l'aide de l'Onu - Reuters 4 septembre 2020

- Changement climatique : des jeunes saisissent la Cour européenne des droits de l'Homme - euronews 4 septembre 2020

Ils ont entre 12 et 21 ans, viennent du Portugal, et sont les nouveaux activistes climatiques.

- L'avocate iranienne Nasrin Sotoudeh en grève de la faim - AFP 4 septembre 2020

L'avocate iranienne Nasrin Sotoudeh, lauréate du prix Sakharov (UE - LVOG) emprisonnée dans son pays, est dans sa quatrième semaine de grève de la faim pour attirer l'attention internationale sur le sort des prisonniers politiques dans son pays. AFP 4 septembre 2020

- Hong Kong : la loi sur la sécurité est un "risque grave" pour les libertés, alerte l'ONU - Franceinfo 4 septembre 2020

LVOG - "*La loi sur la sécurité*" sanitaire imposée par l'OMS, donc l'ONU, donc le Forum économique mondial ou l'oligarchie représente plus qu'un "risque grave" pour les libertés, leur confiscation ou négation.

Totalitarisme. Ils entendent bien disposer de tous les droits, et vous aucun.

- La bataille autour de l'extradition de Julian Assange reprend à Londres AFP 7 septembre 2020

L'Australien de 49 ans est poursuivi notamment pour espionnage par la justice américaine, pour avoir diffusé à partir de 2010 plus de 700.000 documents classifiés sur les activités militaires et diplomatiques américaines, notamment en Irak et en Afghanistan. Il risque 175 ans de prison.

Les Etats-Unis reprochent au fondateur de WikiLeaks d'avoir mis en danger des sources des services américains. Les avocats d'Assange dénoncent quant à eux une procédure "politique" fondée sur des "mensonges".

Dangereux propagateur de secrets d'Etat qu'il faut juger, ou héros traqué de la liberté d'informer qu'il faut protéger, le fondateur de Wikileaks Julian Assange fait figure d'ardent défenseur d'une transparence controversée.

A 49 ans, l'Australien à la chevelure argentée affronte à partir de lundi la suite d'une procédure cruciale: la justice britannique poursuit l'examen de la demande d'extradition des Etats-Unis qui veulent le juger pour espionnage.

La justice américaine lui reproche d'avoir diffusé en 2010 plus de 700.000 documents sur les activités militaires et diplomatiques

de Washington sur sa plateforme Wikileaks. Il risque jusqu'à 175 ans de prison aux Etats-Unis.

Ses conditions de détention à la prison de Belmarsh, au sud-est de Londres, ont été dénoncées par le rapporteur de l'ONU sur la torture Nils Melzer comme une "situation inhumaine", qui mettrait sa vie "en danger".

C'est dans cet établissement pénitentiaire de haute-sécurité qu'il est incarcéré depuis qu'il a été extrait en avril 2019 de l'ambassade d'Equateur à Londres, où il s'était réfugié sept ans plus tôt, déguisé en coursier, alors sous le coup de poursuites pour viol en Suède, depuis abandonnées.

Avant la reprise à Londres de l'audience, qui doit durer trois ou quatre semaines, ses soutiens ont appelé à une manifestation devant la cour criminelle de l'Old Bailey lundi matin.

Julian Assange est actuellement emprisonné à la prison londonienne de haute sécurité de Belmarsh, où ses conditions de détention ont été dénoncées par le rapporteur de l'ONU sur la torture.

Son extradition s'apparenterait à une "peine de mort", a déclaré son avocate Stella Moris, devenue sa compagne, au Times samedi.

Parmi les documents publiés figurait une vidéo montrant des civils tués par les tirs d'un hélicoptère de combat américain en Irak en juillet 2007, dont deux journalistes de l'agence Reuters.

Au coeur des débats se trouve également la question de savoir si Julian Assange mène des activités journalistiques, qui doivent être protégées comme telles.

En 2011, les cinq journaux (dont The New York Times, The Guardian et Le Monde) associés à WikiLeaks condamnent la méthode de la plateforme, qui rend publics des télégrammes du département d'Etat américain non expurgés. Ils estiment que les documents sont susceptibles de "mettre certaines sources en danger". La critique sera également formulée par le lanceur d'alerte Edward Snowden.

Une quarantaine d'organisations de défense des droits de l'Homme et de la liberté de la presse ont récemment encore appelé à sa "libération immédiate".

L'appel pour que Paris accorde à Julian Assange l'asile politique a été renouvelé le mois dernier par une association française militant pour les droits des détenus, Robin des Lois. Une demande ardemment plaidée en février dernier par son avocat français Eric Dupond-Moretti, qui depuis a raccroché la robe pour devenir ministre de la Justice. (Source 2 articles de l'AFP 7 septembre 2020)

- Reprise du procès en extradition de Julian Assange à Londres Reuters 7 septembre 2020

Lors de la campagne présidentielle américaine de 2016, WikiLeaks a publié des documents volés au Comité national démocrate, portant préjudice à la candidate Hillary Clinton.

LVOG - Ils ne s'en sont jamais remis !

Economie et social.

- Record de destructions d'emplois (+231%) aux États-Unis : transports et loisirs paient le plus lourd tribut - latribune.fr 3 septembre 2020

Avant la pandémie, le taux de chômage était à son plus bas niveau en 50 ans (3,5%). En juillet, il s'est établi à 10,2% contre 11,1% en juin. (Correction : Le taux de chômage est retombé sous le seuil des 10%, à 8,4%, contre 9,8% anticipé par les économistes du consensus Bloomberg. - lesechos.fr 4 septembre 2020)

Le nombre d'emplois détruits depuis janvier par les entreprises américaines a bondi de 231% par rapport à la même période en 2019, et atteint un record, selon une étude publiée jeudi par le cabinet de consultants Challenger, Gray & Christmas.

En août, 115.762 emplois ont été détruits par les entreprises basées aux États-Unis. Cela porte à 1,96 million le nombre d'emplois détruits depuis janvier par ces entreprises.

Les nouvelles inscriptions sont tombées à 881.000 sur la semaine au 29 août.

Le nombre de personnes percevant régulièrement des indemnités a également baissé, à 13,254 millions lors de la semaine au 22

août (dernière semaine pour laquelle ces chiffres sont disponibles) latribune.fr 3 septembre 2020

En complément.

La première économie mondiale a créé 1,37 million d'emplois au mois d'août ; c'est moins qu'en juillet (1,76 million) mais un peu plus qu'attendu (1,35 million).

« L'augmentation de 1.371.000 emplois non agricoles en août a été flattée par l'embauche de 238 000 travailleurs temporaires sur le terrain pour le recensement de 2020, explique l'économiste Andrew Hunter de chez Capital Economics. Néanmoins, l'emploi a également connu une forte hausse dans la plupart des secteurs privés. » - lesechos.fr 4 septembre 2020

LVOG - Si vous arrivez à suivre, c'est que vous êtes très fort, La Tribune affirme que 1,96 million d'emplois ont été détruits depuis janvier 2020, et Les Echos que plus de 3 millions ont été crées au cours des 2 derniers mois...

En France.

Société Générale (+5,5%) signe la meilleure performance du Cac 40. BNP Paribas et Crédit Agricole finissent en hausse de près de 3% à Paris.

En Allemagne.

Commerzbank termine sur un gain de plus de 8%. lesechos.fr 4 septembre 2020

- Bankia et CaixaBank veulent créer un géant bancaire en Espagne - AFP 4 septembre 2020

Bankia et CaixaBank ont annoncé discuter d'une fusion qui donnerait naissance à un mastodonte du secteur bancaire en Espagne dans un contexte économique sombre en raison de la pandémie de Covid-19. Une opération suivie de près par l'État qui a sauvé Bankia de la faillite en 2012.

Cette annonce, synonyme de séisme pour le secteur bancaire espagnol, est tombée dans la nuit de jeudi à vendredi.

Dans un communiqué, Bankia a indiqué "confirmer des contacts avec CaixaBank [...] en vue d'analyser l'éventuelle opportunité d'une opération de fusion entre les deux entités". CaixaBank a précisé de son côté qu'"aucun accord n'avait été scellé pour le moment au-delà de la signature d'un accord de confidentialité afin d'échanger des informations destinées à évaluer l'opération".

À la Bourse de Madrid, les titres des deux banques s'envolaient. Bankia prenait 28% à 1,33 euro vers 11H15 GMT tandis que CaixaBank grimpait de 14% à 2,08 euros.

Une telle fusion donnerait naissance à la plus grande banque du pays en termes d'actifs en Espagne, devant Santander ou BBVA qui sont en revanche plus fortes à l'international.

Selon les calculs des analystes de Renta 4 Banco, ces actifs s'élèveraient à environ 664 milliards d'euros.

Cette opération est suivie de près par le gouvernement espagnol qui devra donner son feu vert alors que l'État avait sauvé Bankia de la faillite en 2012 en y injectant 22 milliards d'euros à la suite de l'aggravation de la crise financière en Espagne. Il détient toujours 61,8% de son capital.

Le gouvernement examinera tout projet de fusion sous l'angle "de la génération de valeur et de l'optimisation de récupération des aides" d'État, a souligné le ministère des Affaires économiques.

Depuis 2012, l'État tente de se défaire de sa participation mais le contexte financier n'a jamais été propice.

Il a pour le moment seulement récupéré 3,3 milliards en vendant une partie du capital sur le marché.

Selon Nicolas Lopez, directeur de l'analyse chez MG Valores, l'État espagnol voit dans cette opération "une façon d'améliorer la valorisation de son investissement dans Bankia" et de récupérer "un peu plus que s'il était resté seul" à la tête de l'actionnariat.

Mais, selon M. Lopez, il ne pourra pas espérer récupérer une grande partie de ses 22 milliards alors que le marché "n'a rien à voir" avec les niveaux de valorisation antérieurs.

Selon plusieurs analystes, l'État devrait conserver 14% du capital après une éventuelle fusion entre les deux entités.

Une telle opération devrait avoir des conséquences sociales, selon la presse, alors que les deux banques devront éviter les doublons en fermant des agences. AFP 4 septembre 2020

TROISIEME PARTIE

La contre-propagande ou la contre-offensive pour la liberté.

Dans l'imaginaire collectif l'URSS pouvait représenter le communisme dans la mesure où personne ou presque ne savait ce que c'était, mais ce n'était pas le communisme

- La démocratie libérale à l'heure du despotisme sanitaire par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 03 septembre 2020

La chute du communisme et l'avènement du capitalisme mondial

Au début du 20e siècle, avant la chute de l'URSS, le communisme représentait une alternative crédible au capitalisme. Les pouvoirs publics et les grands capitalistes en avaient peur et évitaient de trop mécontenter les populations. Les gens se sentaient libres et en sécurité, et voyaient venir le futur avec un certain optimisme. Mais tout a changé, en une génération, après la chute de l'URSS. La finance, dérégulée par des présidents issus de la banque ou à sa solde (en France, Pompidou, Giscard d'Estaing et le dernier en date Macron) s'est mondialisée, l'économie s'est financiarisée, de nouvelles technologies sont apparues, et le Travail a perdu dix points de PIB en faveur du Capital.

Aujourd'hui, le capitalisme mondial n'a plus besoin de ménager des peuples appauvris, soumis, à peu près partout sur la planète, à des régimes de plus en plus autoritaires et répressifs et dont la classe dirigeante inféodée au Grand capital s'enrichit, comme lui, aux dépens des populations qu'elle opprime.

En sept 2014, j'avais écrit un article intitulé Aujourd'hui l'URSS, ce n'est pas la Russie, c'est l'empire étasuno-européen pour montrer que les démocraties parlementaires occidentales souffrent de beaucoup des défauts qu'on avait coutume de reprocher à l'URSS : parti unique ou fausse alternative politique, propagande éhontée assortie d'une censure galopante, réécriture totalitaire de l'histoire, impérialisme agressif, bureaucratie envahissante, incompétente et tatillonne (le protocole absolument impraticable du port du masque en entreprises est un cas d'école), corruption et privilèges indus à tous les étages du pouvoir, surveillance généralisée des populations, incitation à la délation, pensée unique supervisée par une police de la pensée tyrannique, répression des dissidents, impunité totale des apparatchiks, et j'en passe.

Mais les régimes communistes n'avaient pas que des mauvais côtés. J'ai rencontré des Russes qui s'étaient exilés en Israël pour des raisons économiques, après la chute de l'URSS, et qui regrettaient l'URSS, où il n'y avait pas de chômage et où tout était gratuit, de l'école aux soins de santé, en passant par les transports et les arts. Tous les enfants allaient au conservatoire. Mais ils baissaient la voix pour l'avouer. Je ne sais pas si c'était une habitude prise en URSS ou le signe qu'ils ne se sentaient pas beaucoup plus libres de parler en Israël qu'en URSS… Dans les pays capitalistes occidentaux, la prospérité des « trente glorieuses » a permis à beaucoup de prolétaires d'accéder à la classe moyenne dans le cadre d'une politique sociale et entrepreneuriale paternaliste. Cette relative aisance (à l'époque, le salaire d'un ouvrier faisait vivre toute une famille) a malheureusement dépolitisé les travailleurs et les étudiants, et le soulèvement de 1968 n'avait pas pour mot d'ordre « Reprenons le pouvoir sur la production » mais « Il est interdit d'interdire ».

Des populations dépolitisées de plus en plus exploitées par le Grand Capital Le peuple privé d'une grille de lecture économique et politique alternative à celle du Capital, « s'est trouvé fort dépourvu quand la bise fut venue » comme dit La Fontaine, c'est-à-dire, quand le Capital, qui n'avait plus de contre-pouvoir idéologique, s'est déchaîné. La dérégulation financière s'est accompagnée de son application pratique, le management moderne, qui a encore affaibli les travailleurs et les syndicats en faisant des salariés les concurrents, les ennemis, des uns des autres. (...)

Aujourd'hui la lutte sociale est désarmée. Les syndicats ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes et, même si on voit, çà et là, réapparaître dans les discours l'analyse marxiste de la lutte des classes, la défense de la sécurité sociale, la revendication que les travailleurs aient plus de pouvoir dans l'entreprise, il n'y a pas de véritable remise en cause des bases sur lequel repose le Capitalisme, c'est-à-dire l'extorsion par le Grand Capital de la plus-value générée par le travail, ainsi que le total asservissement des salariés aux intérêts des grands actionnaires, ce qui entre nous soit dit, n'est pas très différent de l'esclavage ou du travail forcé.

Ces bases sont :

1 – la propriété privée actionnariale des moyens de production,

2 – la mesure de la valeur par le temps de travail,

3 – le marché du travail (la vente de la force de travail pour obtenir un emploi et un salaire pour être reconnu comme producteur de valeur économique).

4 – la création monétaire par le crédit bancaire. Toute monnaie est une dette qui nécessite l'endettement des producteurs auprès des actionnaires des banques. Malgré la pauvreté et la violence institutionnelle croissantes, aucun véritable projet alternatif de société n'a remplacé le communisme, et la lutte des classes a été abandonnée au profit du pouvoir d'achat qui n'en déplaise à l'INSEE (les statistiques biaisées étaient aussi un des piliers de la propagande soviétique) a fortement baissé en 40 ans.

Le durcissement des régimes dits démocratiques

La main-mise du Grand capital sur l'économie s'est accompagnée du durcissement des démocraties libérales.

Les dérives autoritaires s'accentuent et se multiplient. En voici quelques exemples :

1. La Judiciarisation. Étant donné l'absence de contre-pouvoirs et de dialogue, ce sont maintenant les juges qui tranchent de tout dans tous les domaines, et même en ce moment du port du masque. Devant l'escalade de la tyrannie sanitaire orchestrée par tous les pouvoirs confondus, les gens n'ont plus que la rue et la justice. Les pauvres vont dans la rue, quand ils l'osent, et les autres vont en justice. Des recours ont déjà été déposés, notamment auprès des tribunaux administratifs de Paris, Marseille, Lyon et Nice, pour faire annuler les arrêtés imposant le port du masque en extérieur. Et le tribunal administratif de Marseille vient de condamner un maire pour «atteinte à la liberté publique».

L'autre volet, moins rassurant, de cette judiciarisation est l'instrumentalisation de la justice par des pouvoirs en place ou des oppositions, souvent soutenues par des puissances étrangères, pour se débarrasser de présidents qui refusent de se soumettre au Grand Capital comme Lula au Brésil, Correa en Equateur, Morales en Bolivie, ou d'opposants gênants comme Fillon et Mélenchon. (...)

2. La transformation des médias en tribunaux médiatiques chargés de faire respecter le politiquement correct (la version officielle du pouvoir en place, souvent à mille lieues de la vérité) sous peine d'exclusion de la « bonne » société. Il s'agit en ce moment de soutenir la version du pouvoir sur les « épidémies » en cours : l'épidémie de violences dans la population, l'épidémie du Covid-19, l'épidémie de racisme, d'antisémitisme, d'homophobie, tout cela suscitant sur les plateaux de TV une épidémie de bêtises. Les rares personnes intelligentes et encore libres d'esprit, se retrouvent forcées, comme les autres, de se justifier chaque fois qu'elles franchissent la ligne rouge ou de condamner ceux qui la franchissent. Ainsi, François Bégaudeau invité sur Radio Sud (février 2019) pour parler de son livre, Histoire de ta bêtise, est sommé de « condamner fermement » l'agression verbale de Finkielkraut par un Gilet jaune. Il tente de démonter le mécanisme :

« Voilà une des scènes préférées du champ médiatique, l'extorsion d'aveux ou l'extorsion de condamnation, c'est-à-dire, en gros de se présenter à la barre et il faut absolument condamner catégoriquement. Si on ne condamne pas, on s'expose à une chaîne de bêtises. Si vous voulez, on peut avoir cet échange qui va être passionnant. Vous allez me redemander : est-ce que je condamne les insultes antisémites contre Alain Finkielkraut et je vais vous répondre oui. Nous avons fabriqué de l'intelligence ! »

Mais le présentateur n'est pas satisfait de cette réponse :

« Vous ne pensez pas qu'il faut parfois condamner pour ne pas laisser d'ambiguïté ? – Je viens de le faire – Oui, mais de manière, on va dire… – Non, non, je l'ai fait ! Quand je dis oui, c'est oui ! Mais je trouve que ce n'est pas passionnant comme moment intellectuel ».

Le journaliste n'est toujours pas satisfait. Il n'a pas réussi à faire rendre gorge à Bégaudeau, à le forcer à se prêter, avec enthousiasme, à la mascarade. Il continue d'insister et Bégaudeau lui dit :

« Là on est à nouveau rentré dans la chaîne de bêtises, vous me demandez de commenter à quel point je ne commente pas et, moi, je commente le fait que vous commentez que je ne commente pas, et ça fait trois minutes qu'on a un échange qui n'est pas super. »

Si l'émission n'était pas arrivée à sa fin, pas sûr que le soi-disant journaliste n'en aurait pas remis une couche tant il est capital pour un système basé sur le simulacre que tout le monde joue le jeu.

3. La société du simulacre. On se moquait des bains de foule des dirigeants communistes, entièrement mis en scène. Avec Macron, ce ne sont pas seulement les bains de foule qui sont de la comédie, tout est pantomime, simulacre et faux-semblant,

à l'international comme à l'intérieur. Son boulot, c'est de poser dans des publicités, comme autrefois les belles femmes faisaient vendre des voitures, et de nous saouler de belles paroles pour nous empêcher de réfléchir. Les décisions importantes sont prises par les Etats-Unis, l'OTAN, l'UE, l'OMS, Le Forum Économique Mondial de Davos et autres clubs ou fondations de milliardaires.

A ceux qui s'intéressent aux projets des grands de ce monde, je recommande l'article extraordinaire de limpidité du communiste Mesloub Khider: De l'instrumentalisation du terrorisme à l'orchestration de la terreur virale.

La seule mission et prérogative effective de Macron et son gouvernement, c'est de nous réprimer avec le soutien jubilatoire des médias et des experts, intellectuels et politiciens de plateaux TV, pour qui le peuple n'est jamais assez puni d'exister.

Un site s'est amusé à faire la liste des interdictions, aussi violentes que ridicules, qui ont plu sur nous pendant la crise sanitaire. On voit apparaître au grand jour la vraie nature des psychopathes totalitaires qui tiennent en main notre destin…

4. La rééducation, la dernière trouvaille de Macron corrobore ce que je viens de dire. Macron, qui aime « réinventer » le réel vient de nous ressortir cet outil emblèmatique du pouvoir soviétique :

« Convoquant, comme souvent, son «cher» Paul Ricœur, Macron estime que l'on est face à une «crise de l'autorité» à laquelle il conviendrait de répondre par une «rééducation» sur ce qu'est «l'autorité légitime, celle qui, en démocratie, procède de l'élection».

5. La violence étatique n'est plus seulement morale ou psychologique, elle devient de plus en plus physique. Elle s'incarne dans une police militarisée qui vous gaze, vous matraque, vous met en garde à vue et vous accuse d'outrage sans raison, avec le soutien d'une justice largement aux ordres. Nous l'avons vue se déployer sans vergogne contre les plus pauvres, les Gilets jaunes notamment, mais pas seulement. La France suit en cela les traces de notre maître, les Etats-Unis d'Amérique, qui ont la population carcérale la plus élevée du monde par habitant avec 37 % d'Afro-Américains (qui ne représentent pourtant que 12,9% de la population totale), pour assurer les profits d'un système carcéral privatisé.

6. La concentration de richesse et de pouvoir. Jamais autant de richesse et de pouvoir n'avaient été concentrés dans aussi peu de mains qu'aujourd'hui. Un tout petit noyau de milliardaires, dont les cinq plus gros sont les actionnaires majoritaires de Google, Apple, Facebook, Microsoft et Amazon, dirigent le monde pour leur plus grand profit. En France, la concentration du pouvoir dans les mains de l'exécutif (aux ordres du Capital) est de plus en plus comparée à celle de l'ancien régime, surtout depuis que Sarkozy a ramené le mandat présidentiel à 5 ans, ce qui donne au monarque une Assemblée entièrement à ses ordres. Non seulement ce pouvoir absolu lui permet de prendre des décisions coûteuses et lourdes de conséquences en faveur des multinationales ou de puissances étrangères, notamment en politique étrangère (Mali, Libye, Syrie, Yémen), sans consulter le Parlement, mais il lui permet de garder le secret sur la plus grande partie de ce qu'il décide. Tel un petit Néron, il détruit la France, et c'est nous qui payons…

(...)

Conclusion

Comme on le voit, la situation des populations occidentales n'est pas enviable. Est-ce que vous vous rendez compte qu'en Occident, nous, les contribuables, finançons actuellement le public, le privé et même la spéculation ? Comment pouvons-nous nous en sortir? (...)

LVOG - L'auteur de cet article ne répond pas à cette question, il ne propose rien. Les passages que je n'ai pas reproduits faisaient l'apologie de la Chine (notamment) qui a donné l'exemple ou fourni le prétexte au confinement de la population dans 193 pays du monde, ce qu'il n'abordera pas évidemment.

- **"**On a vraiment pris les français pour des cons**"** affirme le professeur Perronne, qui dénonce une **"**manipulation de masse**"** - covidinfos.net 3 septembre 2020

Le professeur Christian Perronne, professeur des universités-praticien hospitalier français spécialisé dans le domaine des pathologies tropicales et des maladies infectieuses émergentes, était interviewé hier 2 septembre par Nicolas Vidal pour "Le Grand Entretien" de Putsch Media, il a évoqué les questions de l'évolution de l'épidémie, du masque, des conflits d'intérêt ou du traitement contre la maladie.

"[…] On veut nous faire croire que la deuxième vague arrive, je l'ai toujours pas vu arriver.[…] Les personnes hospitalisées sont de moins en moins nombreuses. Quand je vois des personnes qui décèdent à l'hopital, ce sont des gens extrêmement agés qui ont beaucoup de maladies sous-jacentes qui les fragilisent."

"L'épidémie est en train de se terminer et on nous fait peur, on nous fait peur pourquoi ? C'est du délire total.[…] C'est un non-

sens scientifique de faire d'un test comme ça un dépistage de masse. Ils entretiennent la peur : regardez l'épidémie repart à la hausse ! Tout ça, c'est bidon."

"On a vraiment pris les français pour des cons, pardonnez-moi l'expression. On a voulu les culpabiliser. À chaque fois on a rejeté la faute sur les français qui feraient pas bien. Les décisions politiques étaient mauvaises, ce n'est pas la faute des français. On les a vraiment pris pour des enfants, on leur a fait la leçon…"

"Les français ont eu très peur, après ils ont eu moins peur, maintenant on leur refait peur, je n'ai jamais vu une nouvelle peur comme ça alors qu'il n'y a plus de maladie quasiment. Tout ça c'est un peu de la manipulation de masse, je trouve qu'il y a une dérive grave."

"Le coup des masques aujourd'hui, c'est complètement débile. Dire à tous ces gens de porter le masque toute la journée,[…] ils étouffent les pauvres… Dans les écoles c'est complètement délirant. On culpabilise tout le monde, le masque dans la rue c'est du grand délire…"

[…]

Source :

Le grand entretien du Professeur Perrone

https://www.youtube.com/watch?v=mWi3rivUXzg

Ils osent tout. La SPILF : Une institution mafieuse, corrompue,malfaisante, criminelle.

- Didier Raoult attaqué par la SPILF. Qu'est-ce que cela peut cacher? - France Soir 4et 5 septembre 2020

Après l'étude Fiolet supportée par l'INSERM, qui s'essaie à déstabiliser l'hydroxychloroquine comme traitement contre la Covid-19 malgré de très nombreuses failles, c'est au tour du Professeur Didier Raoult d'être attaqué en justice par la SPILF. Il est au centre des attentions depuis le début de la crise, ses prises de positions et ses résultats à l'IHU de Marseille en ont fait pour beaucoup de Français, Monsieur Covid et Hydroxychloroquine. Pour certains cela a assez duré, et le Pr Raoult à tort, voire est dangereux pour la santé.

Mais qu'est-ce que la SPILF ?

La Société de Pathologie Infectieuse de Langue Française est une association regroupant des professionnels de la santé. Créée en 1974, elle compte plus de 500 adhérents pour la plupart médecins. A La tête de cette Association, Le Professeur Pierre Tattevin, accompagné de deux vice-présidents : France Roblot et Serge Alfandari.

Au quotidien, la SPILF publie les travaux de ses membres, organise des congrès scientifiques, aide des structures, cela lorsqu'il est question infectiologie.

Voilà pourquoi les chemins du Professeur Raoult et de la SPILF se croisent.

Que reproche-t-on au professeur Raoult ?

Selon la SPILF, Didier Raoult a enfreint neuf articles du code de déontologie de la profession dont la promotion d'un traitement dont l'efficacité n'aurait pas été démontrée, diffusion de fausses informations, manquements au devoir de confraternité ou encore des essais cliniques réalisés à la limite de la légalité.

Pour dire autrement, la SPILF lui reproche que les prises de positions tranchées du professeur Raoult auraient nuit au message de santé publique.

Sur Twitter, l'avocat Di Vizio s'est vite prononcé, jugeant la plainte irrecevable. D'autres internautes se sont déclarés choqués ou ravis de l'action de la SPILF.

Mais qu'est-ce qu'il se cache derrière l'attaque de la SPILF ?

Des années de désaccords sur des sujets médicaux, des jalousies anciennes entre médecins ? Lors des auditions devant la commission d'enquête parlementaire, beaucoup ont parlé de liens et conflits d'intérêts entre les médecins, les chercheurs et

les laboratoires pharmaceutiques. Au-delà de la discussion sur l'hydroxychloroquine, est-ce quelques euros glissés par-ci par-là ne seraient pas une autre source de motivation ?

Quelques clics peuvent nous éclairer. Le site TransparenceSanté et EuroforDocs nous permettent de trouver l'information suivante : La SPILF a reçu 1,7 million d'euros (chiffre mis à jour ce 5 septembre 2020) des laboratoires pharmaceutiques dont 100 000€ de Gilead entre 2012 et 2020, sommes qui se sont envolées dans les dernières années. Il manque cependant des conventions sans montant. De plus la SPILF est propriétaire de ses bureaux au 21 rue Beaurepaire dans un immeuble cossu dans le 10ème arrondissement à Paris; Comme on peut le voir dans la base EuroforDocs, la SPILF prend des dénominations nombreuses et différentes rendant plus complexe l'identification des sommes percues.

Sur la même période les membres du bureau et du conseil d'administration de la SPILF ont reçu plus d'1.6 millions d'euros : Le président Pierre Tattevin a reçu 81 083 euros de la part des laboratoires pharmaceutiques dont 15 028 euros de Gilead. Le Dr Aumaitre ayant pour sa part reçu plus de 300 000 euros ou encore le secrétaire général 115 000 euros. Il est évident que de telles sommes d'argent ne sont plus anodines.

Un membre proche de la SPILF sous couvert d'anonymat nous dit qu'à la SPILF « les décisions sont prises quasiment par une ou deux personnes ». De plus la SPILF s'est associé depuis plusieurs années, les services de Monsieur Yannick Queyroux pour l'aider à lever des fonds auprès des laboratoires et des institutionnels. Ce qu'il nous a confirmé au téléphone ce jour.

Monsieur 20% tel qu'il est connu au sein de la SPILF puisqu'une « convention d'honoraire lui permettrait de recevoir 10 à 20% des sommes levées » nous explique cette même source.

Sur son site internet la SPILF ne se cache pas d'avoir des partenariats avec de multiples sociétés.

Un PUPH (professeur d'université praticien hospitalier) sous couvert d'anonymat nous dit :

« Les chiffres des déclarations de TransparenceSanté, ne sont que la partie visible de l'iceberg. Les labos ont des systèmes bien organisés. Les sommes d'argents sont versées par les filiales étrangères de ces sociétés qui n'ont pas à être déclarées dans TransparenceSanté. ». Un système bien rodé depuis plusieurs années.

Pierre Tattevin, président de la SPILF, contacté par nos soins n'était pas disponible pour répondre.

Une tentative de clôturer le débat sur l'hydroxychloroquine

Des accusations importantes et il est vrai que l'on peut ne pas être d'accord avec le Pr Raoult sur tout. Cependant pour Guy Courtois, auteur livre sur la crise « Et si Didier Raoult avait raison ? » qui caracole en tête des ventes sur Amazon « Didier Raoult a raison à 90% ».

Hier soir, sur BFMTV lors d'une émission « Qui veut la peau de Didier Raoult », Jean-Pierre Thierry, médecin expert tentait de clôturer le débat sur ce sujet en indiquant que l'on est passé à autre chose :

« on essaye de s'auto réguler dans la profession médicale »

« il y a un consensus international qui est en train d'apparaitre, avec beaucoup de débat, que si l'hydroxychloroquine marche couplée avec un antibiotique, on sait déjà que l'efficacité est assez minime, et que ce n'est pas un traitement miracle… » précisant en outre qu' «il y a un traitement peu couteux, les corticoïdes qui semblent fonctionner ». Mr Thierry n'a pas précisé ces sources d'informations, mais s'est contenté de déclarer qu'il y avait « un consensus international ». Une tentative autoritaire de cloturer le débat sans contradicteur de la profession alors que la France compte le professeur Raoult un des plus réspecté infectiologue au monde.

D'après nos analyses et les déclarations des divers membres du Conseil Scientifique, ce consensus prendrait sa source dans l'étude britannique Recovery puisque le 8 juin, les investigateurs déclaraient que la Dexamethasone, aurait un effet important sur la mortalité. Dans un article précédent nous écrivions que cette molécule ancienne était déjà utilisée de manière courante et que c'était un leurre pour cacher une toute autre réalité, celle du surdosage des patients dans Recovery.

Lors de la même émission sur BFMTV , Guy Courtois lui répondait

« il y a beaucoup d'études qui prouvent le contraire (ndlr : que l'hydroxychloroquine fonctionne) ».

Andréa Savarino chercheur italien en répondant à nos questions estimait que l'hydroxychloroquine fonctionne comme prouvé dans deux études récentes en Italie et en Belgique et que l'hydroxychloroquine avait fait l'objet d'une politisation à outrance.

Récemment l'INSERM et la SPILF soutenaient une méta analyse effectuée par des doctorants et deux jeunes Docteurs ès Sciences remettant en cause l'hydroxychloroquine. Méta analyse qui a été fortement décriée par bien des experts internationaux y compris l'IHU de Marseille qui a écrit une « lettre de préoccupation » ainsi que notre propre analyse, ou celle du chercheur italien André Savarino. Nous concluions que cette étude devrait être retirée.

D'un côté un médecin expert qui essaye de clôturer le débat sur l'hydroxychloroquine avec des arguments d'autorité et de l'autre de multiples experts ainsi qu'un auteur éclairé qui lui oppose la réalité observée dans bien des pays.

Qui est Jean-Pierre Thierry ?

Il est conseiller médical auprès de France Asso Santé, qui est le nom choisi par l'Union nationale des associations agréées d'usagers du système de santé afin de faire connaître leur action comme organisation de référence pour représenter les patients et les usagers du système de santé et défendre leurs intérêts.

Dans le cadre de la maladie de Lyme, une maladie vectorielle à tique, Mr Thierry était le médecin expert de l'association, ayant donné un avis auprès du président du jury de référencement, le Pr Yazdan Yazdanpanah (Bichat, Reacting, Inserm, CARE, Discovery, Conseil scientifique), avis jugé partial d'après l'association relais de lyme. Un proche du dossier nous dit : « Jean-Pierre Thierry était en service commandé d'Yves Lévy (ancien président de l'INSERM) et d'Agnès Buzyn (ex-ministre de la Santé) pour écarter le professeur Perronne ». Un top10 des personnes impliquées dans le #LymeGate était publié par l'association ChronyLyme. Nous y retrouvons les mêmes personnes que dans la situation actuelle après un jeu de chaises musicales.

Après un rôle questionné dans le cadre de la maladie de Lyme dont le professeur Perronne est un des spécialistes reconnu, Jean-Pierre Thierry serait-il donc le nouveau soldat envoyé au front sur les plateaux télévisions pour tenter de museler le débat sur l'hydroxchloroquie comme traitement de la Covid-19, supporté par le professeur Raoult, le professeur Perronne ainsi que bien d'autres médecins et utilisé avec succès dans bien des pays ?

Les anti Raoult se déchainent, cela a commencé par la contestation des études, les passions sur les réseaux sociaux, cette opposition prend une tournure nouvelle avec cette action à caractère juridique.

La plainte de la SPILF vient donc relancer le débat sur l'hydroxychloroquine plutôt que de le clore. Un nouvel expert médecin envoyé au front pour clôturer le débat, une énième méta analyse bidonnée ? Serait-ce un ultime baroud d'honneur de cette société savante voyant les études internationales s'accumuler sur l'efficacité de l'hydroxychloroquine dans les stades précoces de la maladie ? France Soir 4et 5 septembre 2020

Quelques précisions supplémentaires dans un blog.

https://irocblog.wordpress.com/2020/09/03/tentative-dintimidation-sur-didier-raoult/

Extraits…

Le président de la SPILF, le professeur Pierre TATTEVIN, (Infectiologie, CHU Rennes), était même classé par France Soir comme la 9ème personnalité à bénéficier de confortables accessoires de rémunération versés par les laboratoires. Il aurait ainsi perçu 79.956 €, dont 15.028 € de Gilead, le fameux laboratoire qui déteste l'hydroxychloroquine. France Soir nous apprend que M. Tattevin aurait noté sur sa déclaration d'intérêt n'avoir reçu que 1000 € de Gilead ! On comprend le surmenage de ce professeur, ce n'est pas facile de recompter ses compléments de rémunérations au millier d'euros près et de préparer des plaintes farfelues contre un homme de science et non d'argent.

Les autres membres du bureau de la SPILF sont tout autant en liens d'intérêt avec les laboratoires : la Vice Présidente de la SPILF, Mme France ROBLOT, (Infectiologie, CHU Poitiers) présente, sur la base transparence santé 106 lignes d'avantages servis par les laboratoires (Gilead et principalement PFIZER SAS), le deuxième Vice Président, M. Serge ALFANDARI, (Infectiologie-Hygiène, CH Tourcoing) présente 61 lignes d'avantages (Gilead, MSD France), le Secrétaire Général, le M. Bernard CASTAN, (Infectiologie, CH Périgueux) présente 251 lignes d'avantages, (Bristol-Myers, Gilead sciences etc…), la Secrétaire Adjointe, Mme Emmanuelle VARON, (Microbiologie, CHIC, Créteil) présente 37 lignes (PFIZER SAS principalement), le Trésorier, le M. Christian RABAUD, (Infectiologie, CHU Nancy) présente 155 lignes d'avantages (dont Gilead, Janssen), le Trésorier Adjoint, M. Alexandre BLEIBTREU, (Infectiologie, HU Pitié-Salpétriere, Paris) présente 67 lignes d'avantages (dont Gilead, Eumedica etc..) et le conseiller spécial aux recommandations, M. Remy GAUZIT, (Anesthésie-Réanimation, GH Cochin, Paris) présente 49 lignes d'avantages (dont PFIZER SAS, Eumedica, MSD France…)

Certains membres du conseil d'administration de l'association SPILF entretiennent des relations de travail fructueuses avec les laboratoires. Nous ne citerons que M. Vincent LE MOING, (Infectiologie, CHU Montpellier) qui présente 113 lignes d'avantages, (dont Gilead) et surtout M. Jean-Paul STAHL, (Infectiologie, CHU Grenoble), sixième dans le classement de France

soir. Ce monsieur aurait ainsi perçu la somme de 100.358 €, dont 4.552 € d'Abbvie. Rédacteur en chef du journal Médecine et Maladies Infectieuses, M. STAHL, avec une indépendance et une liberté d'esprit hors norme, avait comparé le médicament Plaquénil au papier toilette ! L'Inde, le Portugal, l'Italie et de nombreux autres pays seront surpris d'apprendre que s'ils présentent des taux de guérison importants de leurs malades, cela a pour origine les propriétés du « papier toilette » utilisé… On voit que le niveau de M. STAHL ne se situe plus dans le domaine de la science. irocblog.wordpress.com 03.09

LVOG - Surtout que les Indiens droitiers utilisent la main gauche avec de l'eau pour s'essuyer le cul, la main droite pour les gauchers, il n'y a que les riches qui utilisent du « papier toilette », et j'ignore s'ils se lavent les mains après! Moi j'appartiens à la couche disons supérieure de la classe ouvrière ou à la couche inférieure des classes moyennes, j'utilise des serviettes en papier, c'est moins chère, je ne vais pas jouer les riches, ça sent trop mauvais !

Ce qui m'a bien fait marrer aussi, c'est le : Lavez-vous les mains, ne portez pas vos mains à votre bouche, ces salopards veulent faire crever de faim les Indiens qui mangent avec la main droite ou la main gauche selon qu'ils sont droitiers ou gauchers.

- **"**La plupart préfèrent s**'**illusionner quand bien même nous allons directement à l**'**abattoir**"** selon la psychologue et docteur en psychopathologie Ariane Bilheran - covidinfos.net 4 septembre 2020

Voici les extraits d'une lettre de Ariane Bilheran, normalienne, psychologue et docteur en psychopathologie, dont vous pourrez lire l'intégralité en vous rendant sur son propre site.

"Depuis le début de cette « pandémie », je n'avais écrit qu'un bref article sur « le totalitarisme sanitaire », ayant besoin moi-même d'y voir suffisamment clair avec du recul pour me prononcer. Néanmoins, nous pouvons reconnaître, à un niveau mondial, avec quelques nuances selon les pays, la griffe d'une contagion délirante paranoïaque qui chaque jour montre davantage son visage odieux.

Rappelons-nous que le délire paranoïaque fonctionne sur la persécution, l'interprétation et la tyrannie de l'idéal. La persécution est au cœur de ce qui est divulgué : l'autre est en puissance mon ennemi, car il est en puissance un malade qui va me contaminer. Cet ennemi peut être invisible, et même au sein de l'intime et de la famille.

Cette persécution entraîne méfiance, peur et culpabilité (ceux qui dénoncent le bien-fondé de mesures dogmatiques totalement arbitraires et parfois confinant à l'absurde sont désignés comme coupables). L'interprétation est également au cœur du processus : selon l'interprétation de vos paroles, de vos actes, vous serez considéré comme un ennemi du système et censuré (la censure bat son plein sur les réseaux sociaux).

Selon l'interprétation de symptômes (très généralistes au demeurant), vous serez classés dans les pestiférés qu'il ne faut pas fréquenter. L'idéal est celui de « sauver l'humanité de la maladie », quel qu'en soit le prix à payer :

- Effondrement économique (perte de ressources, désespoir, insécurité…)
- Famines (des millions de personnes pour l'Amérique du sud)
- Clivages sociaux entraînant une dégradation majeure du climat social, de l'agressivité et de l'insécurité
- Délaissement des plus vulnérables, voire leur euthanasie (personnes âgées)
- Etc.

Et quels qu'en soient les moyens :

- Mensonges
- Techniques de propagande grossières et influenceurs de masse
- Censures du peuple, de nombreux médecins et experts scientifiques
- Violences policières
- Enfermement généralisé et assignation à résidence (l'individu étant traité comme un criminel en puissance)
- Chute libre des droits humains fondamentaux
- Éradication de la conscience humaine, du consentement
- Maltraitances sur les familles, et en particulier les enfants
- Etc.

[…]

Les politiques mondiales menées sur pression de l'OMS se sont permises de mettre l'humanité à l'arrêt, de stopper le mouvement de la vie du jour au lendemain, en encourageant des méthodes manipulatrices au chantage, à la culpabilité, et à la peur, qui ne sont pas des méthodes politiques convenables, et que nous ne devons pas accepter. A tout le moins pouvons-nous également rajouter que le manque d'équilibre et de mesure, de tempérance et de bienveillance a présidé à ces différentes politiques, avec des couleurs locales variées selon les pays.

[…]

C'est désormais acté : l'État a les pleins pouvoirs sur vous, et vous l'a fait savoir. Vous croyez que cette infantilisation autoritaire doublée de chantage et de violences répressives, cette division au sein du corps social pour que les personnes passent leur temps à se chamailler plutôt qu'à regarder du côté des acteurs du pouvoir est pour votre bien ? Vraiment ?

[…]

L'un des symptômes des victimes de harcèlement est la confusion mentale.

Moi-même durant plusieurs semaines je me suis retrouvée dans cette confusion mentale liée à la panique, à l'enfermement brutal alors que je devais voyager, aux personnes qui autour de moi (venant de France en premier lieu) étaient paniquées et transmettaient leur panique. Il faut le dire : on n'y comprenait rien ! Du jour au lendemain arrivait un danger imminent sur l'humanité justifiant des mesures liberticides et tueuses que personne n'avait le droit de contester, au nom de la nouvelle religion d'un « virus » qui opérait une table rase totale sur toute notre vie d'avant, tous nos savoir-faire médicaux, toutes nos organisations de société, et justifiait que l'humanité soit paralysée, ce qu'elle n'a jamais vécu dans toute son Histoire.

Cette confusion mentale provient notamment du langage paradoxal : les sains sont en réalité malades (potentiellement porteurs donc malades), les vieux à protéger sont en réalité abandonnés, délaissés et tués (ex.: ordres de non-réanimation), les enfants à protéger sont maltraités (ex.: désocialisés du jour au lendemain, plusieurs mois sans aucune instruction dans divers pays de la planète, avec des parents fragilisés ne sachant pas s'ils vont pouvoir les nourrir).

Autres paradoxes : pour traiter une maladie qui présente des symptômes respiratoires, nous empêcher de respirer (le masque est désormais devenu le fétiche de cette « pandémie », devant lequel se prosterner, qui ne se prosterne pas fait partie des exclus, et justifie toutes les répressions possibles, même les appels au meurtre que j'ai pu lire sur les réseaux sociaux).

Le mal paranoïaque se répand : tout le monde est mon ennemi et peut me contaminer, même mon partenaire, mon mari ou mon épouse peut devenir mon ennemi et je dois m'en isoler.

Voici en quelques mois, dans le monde entier, l'avènement d'un monde paranoïaque où plus personne n'est prêt à assumer le danger de la maladie et de la mort et troque (de gré ou de force) sa liberté contre un pacte pervers : je te protège mais tu m'appartiens et je te mets sous tutelle, tu deviens ma chose.

[…]

Cette mort de l'humanité, nous en sommes tous rendus responsables, car évidemment c'est de la faute des citoyens qui n'ont pas assez obéi ! Vous êtes tous coupables en puissance (et non en acte !) de contaminer l'autre, et en puissance, de le tuer. Si vous ne vous soumettez pas sans réfléchir aux ordres politiques d'obéissance inconditionnelle, vous êtes encore plus coupables et désignés comme les personnes à abattre, les « mauvais » citoyens.

Une petite question au passage : Qui détruit la planète depuis des décennies ? Qui détruit la nature, les ressources naturelles, le vivant ? La grande industrie et le grand capital. Et ces gens, qui sont ceux-là mêmes qui sont aux commandes pour la gestion de cette « pandémie », se seraient repentis et voudraient aujourd'hui œuvrer de façon philanthropique pour « le bien » de l'humanité ?

Le sentiment de culpabilité qui nous est injecté en permanence a pour spécificité de nous réduire au SILENCE, avec notre consentement.

[…]

Voulons-nous vivre dans un monde où nous sommes dépossédés de tout libre-arbitre, un monde régi par le contrôle, l'infantilisation, la peur, l'obéissance aveugle, le chantage, la culpabilité, l'arrachement de nos liens affectifs et notre mise sous dépendance économique, mais également un monde où nous servons de cobayes chaque jour de plus en plus ?

[…]

Y a-t-il quelque chose qui peut faire encore plus peur à la majorité des gens que ce monde que je vous décris ? Oui. Les gens ont encore plus peur que tout de se rendre compte que ce sont des cyniques psychopathes qui jouent avec leur vie, leur mentent, les harcèlent et les manipulent. Et ils préfèrent alors justifier toutes ces mesures, et même s'inventent d'autres peurs permettant de préserver leurs illusions : le déni de voir le harcèlement en face, qui supposerait d'admettre que nous sommes manipulés et persécutés, et probablement que nous n'avons pas d'autre porte de sortie que d'affronter le problème. Alors on se bande les yeux en plus de se couvrir le visage.

C’est le problème majeur.

Ceux des ordres desquels nous dépendons dans la mesure où nous leur obéissons représentent des parents de substitution (qui nous disent si c’est bien/si c’est mal, etc.) et que faire si nos parents de substitution sont des psychopathes qui nous veulent du mal ? Automatiquement, sur le plan psychologique, lorsque nous ne voyons pas d’issue, il est très fréquent que l’on rentre dans le délire du bourreau, et qu’on le justifie.

Cela s’appelle : le syndrome de Stockholm.

Ainsi, la plupart préfère s’illusionner quand bien même nous allons directement à l’abattoir.

[…]

Encore une fois, nous n’avons pas besoin d’être pour ou contre absolument, la pensée ne fonctionne pas avec des dogmes et des litanies à répéter en boucle : « Lavez-vous les mains cinq fois par jour » ou autres slogans de ce type ! La seule bonne nouvelle, c’est que le monde aura les mains plus propres qu’en 2019, enfin au sens propre car au sens figuré je crains que beaucoup ne se soient sali davantage les mains cette année. Nous avons besoin de : penser. Sans inquisitions, sans Cerbère pour nous dire « pas le droit de penser cela », sans harpies venant nous persécuter dès que nous osons sortir du dogme officiel.

[…]

A quels freins nous opposons-nous d’ailleurs pour bien diagnostiquer la situation ?

La propagande de masse

L’incrédulité face au cynisme et à la malveillance qui nous ciblent (nous les peuples) et la banalisation du mal

Déni partiel ou total

Le déni est l’impossibilité partielle ou totale de se représenter la perte du monde que nous avions connu. Tout le monde espère « le retour comme avant », en niant la réalité de ce qui se passe, et le traumatisme subi.

Les clivages

Avec les clivages, le corps social se divise en deux camps farouchement opposés : ces fameux clivages entraînent des discussions stériles, des brouilles au sein des familles, et sont la marque de la manipulation comme de la pathologie mentale qui circulent dans le corps social.

Pourquoi les gens se disputent sur le masque/pas masque ? Parce qu’on les conditionne à le faire, à coups de slogans, et non de pensée ! Parce qu’il existe des dogmes insérés (opinions érigées en vérité) qui font que, selon si vous avez été sensible à tel dogme ou tel autre, vous allez défendre telle thèse ! Par exemple, l’on nous a dit qu’il fallait nous tenir à 2 mètres de l’autre, et cela, à partir de la PEUR. Nous n’avons pas validé une pensée, mais enregistré un bon et un mauvais comportement associé à une PEUR. Donc c’est la peur qui domine la pensée ! La peur dont Platon avait pourtant dit qu’il ne faut jamais la laisser diriger l’attelage de votre carriole ! Il faut la tenir en respect sur le siège arrière, car c’est à partir de la peur que les pires horreurs se sont vues dans l’Histoire de l’humanité.

[…]

Ces clivages entraînent une impossibilité de se comprendre, car les personnes tout simplement ne parlent pas avec un même niveau d’information, et non en essayant d’entendre le point de vue de l’autre et en cherchant à partir de quels arguments il peut soutenir un tel point de vue. C’est le slogan de la peur qui prime, il ne peut donc pas y avoir de discussion éclairée avec des émotions qui ont envahi le psychisme de la personne. Et je parle de la peur, mais nous pourrions tout aussi bien parler de la culpabilité.

La peur et le sentiment d’impuissance, doublés de l’impossibilité de comprendre les manipulations psychiques et les conflits de loyauté dans lesquels nous sommes emprisonnés par la propagande de masse, engendrent alors l’agressivité dans le corps social.

N’essayez plus donc de convaincre des émotions, c’est peine perdue !

Il y a, face au délire paranoïaque, et c'est toujours la même histoire, ceux qui sont convaincus par l'analyse, la démonstration (et pas forcément les intellectuels, dont les études en psychologie sociale ont malheureusement démontré la soumission majoritaire aux systèmes totalitaires), et voient le danger arriver, et ceux qui ont besoin d'expérimenter la paranoïa dans son moment totalitaire de destruction massive pour être forcés d'ouvrir leurs yeux qui seront remplis de larmes. C'est ainsi, et nous devons je crois travailler à l'accueillir avec compassion, sans engendrer davantage de frustration, de colère, ou d'agressivité. La vague totalitaire, nous l'expérimentons, elle arrive.

[…]

Rappelons-nous la dialectique du maître et de l'esclave dans La Phénoménologie de l'Esprit. Hegel ce faisant y décrit le parcours de la conscience qui se révèle à elle-même. La première phase est celle de l'asservissement, l'esclave étant devenu esclave pour avoir préféré la servitude à la mort, et sa reconnaissance est essentielle pour le maître qui a besoin de jouir de son pouvoir dans le regard de l'esclave. Le maître réduit bien évidemment l'esclave à une chose (objectivation), non comme un être conscient de soi. Sa volonté est d'objectiver. Il n'y a pas de maître sans esclave, indique Hegel. Le maître dépend donc de l'esclave pour exister en tant que maître !

Ensuite vient la phase du retournement. Hegel précise que la relation de l'esclave à l'être est dialectique, car son être est nié par son instrumentalisation en tant qu'esclave, réduit à l'état de marchandise, mais il est impossible que ce moment du négatif ne rencontre pas sa résolution, de par la nature universelle de la dialectique de L'Esprit. En clair : le moment du négatif absolu est voué à disparaître. L'on devient esclave à cause de la peur de la mort. Mais l'esclave, parce qu'il est porteur du désir de liberté et incarne l'Esprit, tandis que le maître repose sur sa dépendance à l'esclave, finit par retourner la situation et se libérer du maître.

Ainsi en va-t-il du chemin de la conscience humaine.

Nous l'emporterons car nous sommes plus nombreux, plus puissants, plus créatifs, plus courageux que ces psychopathes qui jouent avec notre humanité et s'en nourrissent comme tous les prédateurs harceleurs. Nous l'emporterons oui, mais à une seule condition : que nous ne renoncions pas à ce qui fait de nous un esclave qui renversera son maître : l'Esprit.

Si nous nous laissons déposséder de notre Esprit, parce que nous le permettons, il est certain que le Maître ne règnera plus que sur des esclaves décérébrés, sans connexion à leur subjectivité, ni à des idéaux, ni à des lois morales et spirituelles.

C'est d'un très grand raffinement ce qui se passe.

[…]

Enfin, je dois dire au titre de la psychologue pour enfants que je suis en première formation, que je suis très alertée par le formatage totalitaire à l'école, qui devient un lieu de maltraitances et de désocialisation dans certains pays sous l'effet de cette pandémie (enfants dans des cages en Thaïlande par exemple), et les déclarations sur le port du masque obligatoires à 6 ans à l'école me paraissent absolument inquiétantes. On met des enfants dans des cages sans que personne ne bronche ? On leur impose les instruments du musellement ? Ouvrons les yeux sur les conséquences de prendre les enfants pour cobayes de tout ce délire paranoïaque.

Un enfant est en construction psychique et relationnelle, il apprend à reconnaître les intentions de l'autre sur son visage, avec son sourire, et il a besoin du contact. L'école devient le lieu donc de l'abrutissement mais aussi de la déconstruction de la socialisation, c'est impressionnant de non-sens ! Protégeons les enfants des expérimentations psychologiques et psychosociales hasardeuses et des maltraitances.

[…]

La protection des enfants est une priorité fondamentale pour l'humanité, il est temps de ne plus négocier sur le sujet, et je dirais, il est temps que les parents retrouvent leurs instincts de protection et ne se laissent plus avaler et distraire par le quotidien qui ne leur permet plus de distinguer les dangers réels auxquels sont soumis leurs enfants.

[…]

Refusez systématiquement les néologismes de la novlangue, et ne les prononcez pas pour ne pas incorporer leur existence dans le nouveau langage délirant orwellien. Dans ces néologismes, le plus célèbre est « complotiste », qui ne veut rien dire, et vise à modifier notre représentation du réel par un langage trafiqué et pervers. « Complotiste » signifie « à bannir », « à persécuter », « à ostraciser », et rien d'autre. Ce néologisme paralyse comme une menace de bannissement toute pensée qui vient interroger le péril face auquel l'humanité se trouve, les dérives du pouvoir et ses ambitions totalitaires. Car qui dénonce les complots que fomentent les puissants au pouvoir contre les peuples, cela s'appelle, non pas un complotiste, mais : un philosophe. C'est ce que la haute philosophie politique et morale, à commencer par Platon, Aristote et Cicéron, s'est attelée à faire depuis la nuit des temps.

[…]

Accrochez-vous au divin, au vivant, à « l'énergie spirituelle » comme la nommait Bergson, travaillez le détachement des paniques émotionnelles pour ne plus être manipulés par vos émotions.

Redevenons des êtres dont la dignité ne se négocie pas, des êtres à la structure vertébrée, accrochés à nos idéaux de justice, de vérité, de liberté, de paix, qui nous transcendent et nous humanisent. Nous ne sommes pas des mollusques, nous sommes des vertébrés et nous devons nous redresser absolument, en retrouvant notre cœur, c'est-à-dire notre courage de valeureux protecteurs du vivant sur terre.

Une poignée de psychopathes ne peut contrôler le monde que si nous y consentons et nous l'acceptons. Une poignée de résistants peut le sauver ; ils n'ont jamais été bien nombreux, ceux qui ont pu voir en face le moment paranoïaque lorsqu'il commence sa déferlante, la psychologie sociale parle en général de 1% capable de remettre en question le pouvoir lorsqu'il dérive sur un mode totalitaire, et ce sont généralement les gens qui ont des forces vives en eux, encore une fois, et non ceux qui, à force de trop penser, se sont déconnectés de leur cœur.

[…]

Sauvez vos âmes face à la loi martiale qui risque de se répandre sur le monde entier. Mais rappelez-vous que jamais dans l'Histoire le moment totalitaire n'a duré ad vitam aeternam dans sa tension maximale, car la terre est régie par cette énergie spirituelle du vivant."

Lire l'intégralité de l'article :

– Ariane Bilheran : "Le moment paranoïaque (le déferlement totalitaire) face à la dialectique du maître et de l'esclave"

http://www.arianebilheran.com/post/le-moment-paranoiaque-vs-deferlement-totalitaire-face-a-la-dialectique-du-maitre-et-de-l-esclave

– Télécharger l'article au format pdf

https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/09/Breve_31-08-2020.pdf

- **"**Il y a eu beaucoup trop de décès dus à l**'**isolement**"** selon la Dr Martinaux, auditionnée par la commission d**'**enquête du sénat - covidinfos.net 7 septembre 2020

Extraits de l'audition de Joëlle Martinaux du 1er Septembre, dans le cadre de la commission d'enquête sénatoriale sur la gestion de la prise en charge à domicile pendant la crise sanitaire. Joëlle Martinaux est la présidente de l'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (UNCCAS), ancienne adjointe au maire de Nice et également médecin urgentiste.

« On a trouvé beaucoup trop de personnes âgées décédées chez elles parce qu'elles n'avaient plus mangé, parce qu'elles n'avaient plus bu. Ou tout simplement, avec ce fameux syndrome de glissement, parce qu'elles pensaient que la vie allait s'arrêter pour elles. »

« Rien ne justifie qu'on mette en isolement total des personnes très âgées ou des personnes en difficultés fonctionnelles. Des personnes qui étaient normalement autonomes se sont retrouvées du jour au lendemain trop isolées, car inconnues des différents services. »

« Des personnes qui étaient autonomes ne marchent plus car les kinés – qui n'avaient pas de matériels de protection – ont arrêté leurs visites. »

Elle a également été choquée par « l'impossibilité d'aller voir les personnes âgées à l'hôpital, quelque chose d'inhumain à notre époque. »

Elle évoque également le traitement médiatique qui est fait de la crise.

« Que les médias martèlent tous les jours que les personnes très âgées vont mourir, c'est absolument dramatique, c'était la fin du monde pour elles […]. C'était très anxiogène pour toutes ces personnes, et ça l'est encore maintenant, car vous avez des personnes qui ne sortent toujours pas. »

« Aujourd'hui quand vous voyez les informations avec X cas, il faudrait vraiment préciser de quoi on parle […] Quand vous avez chaque jour le nombre de nouveaux cas, mais de quoi on parle ? Est-ce que c'est des tests positifs, ou est-ce que c'est des personnes malades ? Ça c'est important. Pour le moment, ce n'est pas du tout clair. »

Elle insiste également sur la comptabilité des personnes mortes à domicile.

« Les constats de décès à domicile n'ont pas forcément été pris en compte, et ne le sont toujours pas. »

« Il y a eu des décès directement liés au COVID, et il y a eu, je le redis, beaucoup trop de décès dus à l'isolement. On a fait ouvrir des portes et on a retrouvé beaucoup trop de personnes âgées par terre, certaines décédées. »

« Le comptage des victimes et des décès, je pense que ça doit passer par l'état civil, recenser pendant cette période tous les décès […] et puis enquêter sur les causes du décès et les conditions. »

Selon elle, il faut « prendre en compte tout décès à domicile, ou en EHPAD, et connaître la cause. » De plus, « On oublie aussi, c'est important à signaler, les personnes chroniques qui n'ont pas été hospitalisées. Et on en a des tonnes à l'heure actuelle. Des personnes en situation de cancer, qui ont leur chimiothérapie qui ont été interrompues pendant 3 ou 4 mois. Ça c'est quelque chose qui n'est pas possible. »

« Plus jamais d'isolement sous prétexte de contamination, on est au 21ème siècle »

Sources :

– Vidéo de l'audition (courte)

https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/covid-19-on-a-trouve-trop-de-personnes-agees-decedees-chez-elles-184347

– Vidéo complète de l'audition

https://videos.senat.fr/video.1736798_5f4c27755d58d.table-ronde-sur-les-prises-en-charge-a-domicile

– Maire Info : Les services à domicile, éprouvés par le coronavirus, dénoncent le défaut d'approche sociale de la crise sanitaire

https://www.maire-info.com/coronavirus/les-services-%C3%A0-domicile-eprouves-par-le-coronavirus-denoncent-le-defaut-d%27approche-sociale-de-la-crise-sanitaire-article-24458

- **"**Culpabilisation, conditionnement, mensonge**…"** Le Dr Badel dénonce des **"**techniques de manipulation mentale dignes des régimes totalitaires**"** - covidinfos.net 7 septembre 2020

Voici une tribune qui nous a été soumise par le Docteur Frédéric Badel, psychiatre, qui explore les différentes techniques de manipulation mises en œuvre depuis le début de la crise actuelle… Covid 19 : techniques de manipulation

Sauf à vivre en anachorète ou à être engagé dans une retraite méditative, il n'a échappé à personne que notre façon de vivre a été modifiée de façon radicale avec les mesures imposées de « distanciation sociale », le port du masque et la mise en pièce de notre économie. Avec une facilité déconcertante, le gouvernement a brisé notre façon de vivre ensemble, restreint nos libertés individuelles fondamentales et il nous prépare quotidiennement à de futures mesures.

Comment en arrive-t-on à un résultat si rapide ?

Le pilier sur lequel repose une telle prouesse est le conditionnement à la peur. Par la diffusion répétée de messages de danger accompagnés de stimuli tels un son, une image, il est possible de créer assez rapidement chez la plupart des individus un réflexe de peur ancré dans le centre de la peur, un petit noyau dans notre cerveau le plus primitif (nous le partageons avec les reptiles). Les mécanismes de régulation qui logent dans des structures plus élaborées du cerveau (observation, analyse, jugement, classement), qui opèrent normalement une régulation par rétrocontrôle, se trouvent débordés et ce petit noyau reste anormalement activé.

A chaque nouvelle stimulation, il va être excité, sans contrôle possible. Il ne reste donc à l'individu que des comportements plus archaïques, on le constate par exemple dans le stockage alimentaire ou les rixes qui apparaissent en cas de risque de pénurie.

Le conditionnement à la peur est un mécanisme automatique, extrêmement efficace et parfaitement connu. Certaines personnes

sont plus disposées que d'autres à ce conditionnement.

La peur modifie donc les comportements qui perdent leur rationalité. Les soignants ne sont pas vaccinés contre la peur et, comme les autres, la subissent. Ainsi des cabinets médicaux ont été fermés, des médecins n'ont plus examiné leurs patients, la téléconsultation a connu un essor fulgurant.

Ce phénomène a été aggravé par le court-circuitage de structures de soins habituellement opérantes et performantes en cas d'épidémie ; tout devait être géré par l'hôpital, ce qui a pu engorger quelques services. Des lits ont été gardés en réserve pour la « deuxième vague », la crête de la première dans la plupart des régions n'ayant pas même été perçue, privant ainsi les patients de soins parfois urgents ou d'interventions, allant jusqu'à provoquer leur décès.

La panique chez les médecins, toujours couplée aux injonctions politiques, a conduit à priver de soins les personnes en EHPAD et plus généralement les personnes âgées. Les conséquences de ce phénomène sont aujourd'hui connues : nombre d'entre elles sont décédées dans le plus grand dénuement affectif, d'autres ont connu des altérations irréversibles de leurs fonctions cognitives ou ont perdu en autonomie. Les personnels soignants font état de cette évolution catastrophique à grande échelle.

Comme l'a affirmé en substance le professeur Raoult, un médecin qui a peur ne peut pas soigner, il doit changer de métier.

Les patients ont évité de consulter et on estime à 30000 le nombre de cancers non dépistés en se basant sur le nombre habituel moyen de dépistage.

Les hôpitaux de jour ont fermé, privant de soins les plus fragiles, en particulier en psychiatrie, et laissant les familles désemparées.

Les médias ont relayé abondamment ces nouvelles à grand renfort d'images, je pense en particulier à celles de patients transférés par réseau ferré. Ces images inhabituelles ont eu d'autant plus d'impact que leur dimension hypnotique (on cherche à comprendre) crée un cercle vicieux en stimulant les centres de la peur.

Cette même peur a favorisé des comportements de délation et éveillé chez certains des vertus de justicier. Une de mes patientes s'est vue apostrophée dans une grande surface par une cliente pour avoir toussé « madame quand on a le Covid on reste chez soi ! », un autre a failli en venir aux mains pour un masque mal positionné. De nombreuses personnes soumises à la peur et déconnectées de leur intelligence s'érigent en justicier ou en bon élève qui penserait «Je suis dans mon droit, je suis toutes les recommandations officielles.»

Le conditionnement est renforcé par des distorsions de logique utilisées systématiquement. Parmi les plus fréquentes, on trouve l'abstraction sélective qui consiste dans le fait d'isoler un élément mineur et ne traiter que celui-ci. A titre d'exemple, on mentionnera le cas de cette adolescente décédée et les cas de Kawasaki chez l'enfant, qui cultivent auprès du plus grand nombre l'idée que le virus concerne indifféremment toutes les classes d'âge. La généralisation va généralement de pair avec l'abstraction sélective: un détail particulier vient couvrir tous les faits. (« le virus tue les jeunes »). On pourrait conclure selon la même logique qu'il faut abandonner le vélo car il est mortel, que l'on soit cycliste amateur ou professionnel.

Ce conditionnement à la peur, qui a fait prendre de si mauvaises décisions, a été couplé à une culpabilisation majeure et incessante. Celui qui ne respecte pas les consignes est responsable de l'aggravation des consignes restrictives, de la poursuite de l'épidémie, de la mort de ses proches. Cette culpabilisation se poursuit aujourd'hui au moyen de messages martelés dans tous types de médias intimant de ne pas embrasser ses proches ou recommandant des barbecues masqués entre amis car nous sommes des personnes responsables. Il faut protéger les plus fragiles, message louable mais cynique car il a conduit à infliger à nos aînés le pire, la privation de contacts et de soins.

Le détournement du sens des mots et l'introduction de mots nouveaux. Le chef de l'Etat a déclaré que nous étions en guerre. Nous n'avons jamais été en guerre mais cela a permis de faire passer facilement le principe de l'état d'urgence et d'imposer toutes les mesures sans concertation. De même une sémantique inconnue a progressivement colonisé notre langue pour devenir aujourd'hui banale. Il en est ainsi du cluster. Qui connaissait le mot ? A n'en pas douter peu d'entre nous. Le cluster s'est imposé et il est devenu une menace, un autre stimulus de la peur, car il semble savant donc « sachant ». Il ne désigne pourtant qu'un foyer de contagion (il existe d'autres significations en musique, informatique etc). Dans ce registre on peut également noter la confusion entretenue sciemment entre « cas positifs » et « malades ». Ne pouvant continuer à nous conditionner en égrainant quotidiennement les nombres des malades ou des victimes décédées, ces derniers diminuant, le chiffre des cas positifs est substitué, entretenant ainsi le sentiment de peur.

Actuellement, on continue à nous maintenir dans l'idée d'une épidémie de cas positifs, sans victime, sans malade.

D'autres mécanismes sont également employés.

Le mensonge ou l'action volontaire de tromper : mensonge sur la disponibilité des masques, sur leur utilité qui n'est pas prouvée

(des études allemandes rapportent même des effets délétères du port du masque généralisé- présence de microplastiques ; le système européen RAPEX a rappelé 70 modèles de masques car ils ne répondaient pas aux normes de qualité de l'UE et pouvaient entraîner des « risques graves »), sur leurs commandes, mensonge sur la léthalité du Covid (CDC aux USA par exemple), sur l'action de lhydroxychloroquine (HCQ) et sur ses effets secondaires (Carlucci et al, mai 2020). Nous sommes pour cela moqués par les Africains qui utilisent couramment cette molécule (nos soldats également) et chez lesquels l'usage généralisé n'a pas entraîné l'hécatombe promise et a même peut-être permis de limiter les décès. Mensonge sur la nécessité d'un vaccin (on ne vaccine pas une population contre un virus à létalité faible) . Pour plus de détails, les études référencées et leurs résultats figurent sur le site de « Swiss Policy Research »

La suppression de toute voix divergente : la voix la plus connue en France est celle du Professeur déjà nommé. Difficile de l'entendre en dehors de sa chaîne IHU Marseille ; mais si on lui prête parfois la figure d'un original, il est en réalité loin d'être le seul à avoir des opinions qui divergent des positions officielles. De nombreuses études, dans différents pays, concluent à l'inutilité voire la nocivité des masques en extérieur, remettent en question le taux de mortalité du virus etc… Sans se prononcer ici sur la pertinence de ces positions, reconnaissons qu'il est anormal que toute voix divergente soit inaudible ou discréditée d'entrée et qu'il faille vraiment chercher pour y avoir accès !

L'étiquetage : toute personne ayant un avis divergeant est suspecté de complotisme, de liens avec l'extrême droite. Ce procédé permet de faire l'économie d'une réflexion pourtant indispensable ; il est décrété sans analyse aucune ni réflexion que untel est complotiste. Votre intelligence est laissée de côté.

La fausse bienveillance ou injonction paradoxale. Elle consiste à lier deux propositions qui empêchent toute décision et elle paralyse l'action. Par exemple il est laissé à l'appréciation de chacun de porter le masque à l'extérieur dans certaines villes mais un plan de reconfinement est déjà prêt si l'épidémie repart. Ce procédé, bien connu des psychiatres, est un procédé qui rend fou.

Si vous le couplez au grand niveau d'incertitude entretenu volontairement sur la suite de l'épidémie, vous devenez diabolique.

Prédire certains aspects de l'avenir. Malgré l'incertitude savamment orchestrée, dès le début de cette crise, il a été dit que l'épidémie allait durer, que la rentrée de septembre ne se ferait pas normalement, et, surtout, le mythe du « monde d'après » a été développé et entretenu. C'est là un autre aspect de la manipulation mentale, du lavage de cerveau ou de la propagande. Je vous dis que nous sommes entrés dans le monde d'après, (ceci est rabâché à l'envi), dès avril ou mai. Quoi que l'on fasse, quoi qu'il se passe, le monde d'avant aura disparu. Le maintien des mesures de privation de liberté me donne raison.

Ceci est une insulte à l'intelligence puisque la prophétie, par les mesures prises, s'auto-vérifie : malgré des chiffres officiels très bas de décès et de passage aux urgences (voir Geodes santé publique France), le maintien de la distanciation sanitaire et du port du masque maintient l'idée de l'épidémie.

Nous sommes préparés à des mesures restrictives « jusqu'à la vaccination ». Aucune autre voie de sortie ne semble envisageable.

La sanction permet de rappeler à l'ordre ceux qui n'auraient pas été suffisamment sensibles au conditionnement. Et les chiffres montrent que le procédé a été largement utilisé en France. Le niveau de verbalisation a été important, plus d'un million d'amendes ayant été appliquées pendant le confinement.

Le cocktail conditionnement à la peur, culpabilisation, sanction est extrêmement efficace.

Quelles conséquences ?

Les mesures prises ont laissé notre économie exsangue. Or, les pertes d'emplois et les faillites ont toujours été accompagnées d'une épidémie de suicides.

Le nombre de morts par suicide, par manque de soins, par absence de dépistage, par tristesse seront-ils décomptés ? Combien verrons-nous de deuils compliqués, séquelles de mesures inhumaines interdisant tout rassemblement ?

Selon certaines prospectives, les mesures prises feront bien plus de morts que le virus. Nous restons dans une incertitude cultivée, avec une population clivée entre pro et anti-masques. Ce climat est délétère et favorise la violence et l'émergence des redresseurs de torts ; la privation de liberté favorise également la violence.

Que faire ?

A titre individuel, il est difficile de lutter contre cette propagande. Nous voyons que l'usage immodéré des outils de communication ici évoqués de façon non exhaustive ne nous permet pas une grande marge de manœuvre.

Mais rien n'empêche de bannir les chaînes d'information continue qui activent en permanence la peur. Personne n'est contraint d'écouter les chaînes principales d'informations acquises à des grands groupes, il est possible à chacun de trouver des sources d'information alternatives auprès de journaux indépendants, en ligne principalement, et nous pouvons, professionnels de santé, nous regrouper pour dénoncer l'absence de concertation.

Nous pouvons apprendre à ne pas croire tout ce qui est dit ou montré à la télévision. Les techniques de manipulation dans ce domaine sont pléthore (voir par exemple sur Swiss Policy Research).

L'humanité n'en est ni à son premier, ni à son dernier virus. Les virus sont omniprésents, nous en hébergeons en permanence. La seule nouveauté réside dans les comportements humains mis en œuvre pour se protéger du Covid.

Quelle que soit la dangerosité d'un agent, viral ou autre, rien ne peut justifier dans une démocratie le confinement contraint d'un peuple. On peut faire de la pédagogie, de l'éducation, de l'information. Mais actionner le volet répressif, appliquer des mesures coercitives privatives de liberté en vertu du principe de précaution ou de n'importe quel autre principe, sans preuve dans notre cas de l'efficacité de telles mesures, est catastrophique sur le plan humain. Cela participe à la déshumanisation de notre pays (autrui est suspect de vous contaminer, vous vivez masqués et muselés, les lieux de réjouissance restent fermés, ceux qui sont ouverts le sont parfois selon des horaires définis de façon incompréhensible, confinant à l'arbitraire…). Mandat est donné aux élus de protéger les citoyens, pas de les bâillonner ou de les priver de leurs moyens de subsistance.

Si le virus fait de nouvelles victimes, et il en fera dans les populations fragiles dès l'automne comme le font les virus chaque année, on pourra dire que celui qui n'a pas appliqué strictement les consignes est fautif. Le confinement vous menace. On vous infantilise.

Si le virus disparaît, ce qui est peu probable car les coronavirus alternent mais ne semblent pas disparaître, le gouvernement pourra se féliciter d'avoir bien agi.

Dans tous les cas de figure, il sort vainqueur de la crise. Et s'il redéfinit l'épidémie comme étant un grand nom de personnes testées positives, quelle issue peut-on imaginer à cette crise ?

Ces techniques de manipulation mentale sont dignes des régimes totalitaires. Ce qui se profile, et ce à quoi on nous prépare, c'est le traçage, le passeport sanitaire, voire une obligation ou une forte incitation à la vaccination, des restrictions encore plus importantes de nos libertés individuelles.

Le Covid peut constituer un coup d'essai. Il permet à ce jour de mesurer la docilité du peuple, son pouvoir de rébellion.

Quand un Etat décide du bonheur de son peuple et qu'il le juge incapable de décider par et pour lui-même, la voie est ouverte à la dictature (ici sanitaire) ; tous les signes semblent être présents : la rhétorique, les moyens de contrainte, l'annonce du monde d'après.

Nous devons nous poser la question du type de société que nous voulons créer. Celle du tout sanitaire et du risque zéro me paraît constituer la pire des options car, d'une part, elle esquisse la voie de moyens de contrôle de toute la population, de restrictions de plus en plus grandes de nos libertés fondamentales et institue un délire paranoïaque à grande échelle, et d'autre part est un non-sens ou une négation ontologique. covidinfos.net 7 septembre 2020

- **"**La Covid-19 n**'**est pas une maladie qui concerne les enfants**"** selon les professeurs en pédiatrie Gras-Le Guen et Hankard - covidinfos.net 7 septembre 2020

UP' Magazine a publié hier une longue interview des professeurs en pédiatrie Christèle Gras-Le Guen et Régis Hankard qui affirment que «la Covid-19 n'est définitivement pas une maladie pédiatrique». Extraits ci-dessous ou consultez l'interview complète ici.

UP'Magazine : En pleine rentrée, où en est-on des recherches sur l'impact du SARS-CoV-2 sur les enfants ? Christèle Gras-Le Guen : Lorsque le confinement a été décrété, nous ne savions encore que peu de choses sur ce nouveau microbe. Depuis, nous avons recueilli et analysé de nombreuses données, non seulement françaises mais aussi internationales, sur les aspects pédiatriques de cette infection. Elles nous ont permis de beaucoup progresser dans la compréhension de l'épidémiologie et du rôle des enfants dans la chaîne de transmission. En revanche, les travaux pour comprendre le mécanisme d'action du virus sont encore en cours.

Ce qui est rassurant, c'est que tout converge vers la même conclusion : la Covid-19 n'est définitivement pas une maladie pédiatrique. Les enfants ne s'infectent que très peu, et lorsque cela leur arrive, ils sont dans l'immense majorité des cas atteints par des formes bénignes, voire asymptomatiques, de la maladie. Cet été par exemple, au CHU de Nantes, nous avons testé systématiquement tous les enfants qui se présentaient avec de la fièvre ou des symptômes évocateurs de Covid-19, mais nous n'avons détecté que 4 cas positifs parmi plus de 1000 enfants testés.

Autre point important : les enfants sont très peu impliqués dans la chaîne de transmission de l'infection, en particulier avant dix ans. De nombreux cas en attestent.

En France, fin janvier 2020, un touriste britannique testé ultérieurement positif pour la Covid-19 a côtoyé quinze personnes dont trois enfants lors de ses vacances aux Contamines-Monjoie. Onze adultes se sont ensuite révélés positifs pour la maladie, tout comme l'un des trois enfants, âgé de 9 ans. Durant sa période symptomatique, ce jeune garçon a côtoyé 80 écoliers, dans trois écoles différentes. Pourtant, lorsque ses contacts ont été retracés, aucun cas secondaire n'a été détecté.

"L'idée qui se dégage de ces observations est qu'il ne faut surtout pas que les enfants fassent l'objet de mesures draconiennes, pénibles à vivre"

En Irlande, des travaux ont également évalué la transmission de la maladie au sein des écoles. Avant leur fermeture le 12 mars, trois jeunes âgés de 10 à 15 ans avaient été infectés par le virus, ainsi que trois adultes. Le dépistage de plus de 1000 enfants avec lesquels ces malades ont été en contact n'ont, là encore, mis en évidence aucun cas de contamination secondaire.

L'idée qui se dégage de ces observations est qu'il ne faut surtout pas que les enfants fassent l'objet de mesures draconiennes, pénibles à vivre, qui pourraient bouleverser leur quotidien, alors que ce microbe ne les concerne que vraiment très peu.

UP'Magazine : Même en matière de propagation de l'infection ? Voici quelques semaines, une étude parue dans JAMA Pediatrics avait semé le doute… Christèle Gras-Le Guen : Il est important de revenir sur ces travaux et surtout, de les mettre en perspective avec d'autres études. Certes, les enfants sont susceptibles aussi de transmettre l'infection, puisqu'ils excrètent eux aussi du virus. Cependant, la réalité est plus nuancée.

Les auteurs des travaux parus dans JAMA Pediatrics ont mesuré la quantité de virus présente dans le nez de 145 personnes (enfant et adultes) vivant à Chicago et atteintes de formes de Covid-19 légères à modérées, une semaine après le début de leurs symptômes, entre le 23 mars et le 27 avril 2020. Ces tests, des PCR quantitatives détectant des traces du matériel génétique du virus, ont montré que celui-ci était présent en plus grande quantité dans le nez des participants les plus jeunes. Il s'avère donc que la capacité réduite de l'enfant à transmettre l'infection semble indépendante de la charge virale mesurée par PCR, même si celle-ci semble plus élevée chez les jeunes enfants.

En effet, d'autres travaux publiés dans la revue The Lancet Child and Adolescent Health, attestent qu'en Australie, où les écoles sont restées ouvertes durant la première vague, les enfants ont très rarement été à l'origine de l'infection en cas de cluster intrafamilial. Ces recherches ont été menées dans quinze écoles fréquentées par des enfants âgés de six ans et plus et dix maternelles ou crèches accueillant des enfants âgées de six semaines à cinq ans. Sur douze enfants et quinze adultes contaminés, seuls cinq cas secondaires sur 914 contacts retracés ont été diagnostiqués dans les écoles. Dans les crèches et maternelles, sur les dix établissements concernés, neuf n'ont connu aucun cas secondaire, pour 497 contacts retracés. Dans l'établissement où des cas secondaires ont été détectés, la transmission s'est faite d'adultes à adultes et d'adultes à enfants uniquement. Enfin, tous établissements confondus, le taux d'attaque d'enfant à enfant s'est avéré être de 0,3 %. Celui d'enfant à adulte était de 1 %, tandis que celui d'adulte à enfant était 1,5 %, et celui d'adulte à adulte, de 4,4 %.

Cela correspond à ce qui a été observé par d'autres équipes. Lorsqu'on s'intéresse aux adultes contaminés et qu'on recherche qui les a initialement contaminés (le « patient 0 » ou « cas index »), dans l'immense majorité des cas, il s'agit d'un adulte. Les situations où le cas index est un enfant sont exceptionnelles.

Autre point à souligner : la revue de littérature exhaustive que nous avons menée en prévision de la rentrée fait ressortir que les enfants s'infectent moins que les adultes, et que ceux qui sont infectés ont contracté la maladie dans leur cercle familial, et pas à l'extérieur, à l'école par exemple, comme on aurait pu le craindre.[…]

Lire l'intégralité de l'interview :

UP' Magazine : – "La Covid-19 n'est pas une maladie qui concerne les enfants"

https://up-magazine.info/le-vivant/sciences/65177-la-covid-19-nest-pas-une-maladie-qui-concerne-les-enfants/?login=true

- Pour le Pr. Knut Wittkowski : **"**la stratégie actuelle ne fera que prolonger la crise**"** - covidinfos.net 3 avril 2020

Deuxième épisode de la série "Perspectives sur la Pandémie", interview du Professeur d'épidémiologie Knut Wittkowski qui dénonce les mesures de confinement et d'isolement social qui selon lui seraient un "facteur d'aggravation objectif de l'épidémie".

Le Professeur d'épidémiologie Knut Wittkowski qui a dirigé pendant 20 ans le Département de Biostatistiques, Epidémiologie, et Recherche de l'université Rockefeller est interrogé ici sur sa vision de la pandémie actuelle et sur les mesures pour la contrer.

Il affirme que l'éloignement social et le confinement sont la pire façon de lutter contre un virus respiratoire aéroporté. En outre, il offre des données pour montrer que la Chine et la Corée du Sud avaient déjà atteint leur pic de cas lorsqu'ils ont institué leurs mesures de confinement. En d'autres termes, la nature avait déjà atteint, ou presque atteint, l'immunité collective.

Le professeur Wittkowski demande instamment que les écoles soient rouvertes maintenant, afin que le virus puisse se propager sans danger parmi les jeunes, et ainsi raccourcir la durée de confinement des personnes âgées et immunisées. "Notre stratégie actuelle, prévient-il, ne fera que prolonger la crise et garantira probablement une « deuxième vague » d'infections à l'automne."

Voir la vidéo (anglais) :

Pour générer des sous-titres en français automatiquement cliquez sur Paramètres (la petite roue en bas à droite de la vidéo) puis Sous-titres puis Traduire automatiquement > Français

Comme vous pourrez le constater en essayant de regarder la vidéo, elle a été supprimée par YouTube. covidinfos.net 3 avril 2020

QUATRIEME PARTIE

Mes interventions dans le blog du docteur Maudrux.

Question à mes lecteurs : Suis-je digne de l'estime ou de la confiance que vous me portez ? A vous d'en juger. Attention, le blog de ce médecin n'est pas un blog à vocation politique, mais sanitaire ou de santé publique.

Tardieu le 6 septembre 2020

Covid-19 : Vingt-quatre professionnels de santé belges témoignent. – 04 septembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=dt7V5lnJ–c

Le site du collectif de soignants belges Transparence Coronavirus : http://www.transparence-coronavirus.be

Quand on lit ou on écoute attentivement les déclarations de professionnels de médecine dans des interviews ou des vidéos qui dénoncent la gestion de cette épidémie et les mesures imposées par les gouvernements, on constate non sans un certain étonnement, qu'ils ne sont pas d'accord entre eux sur un ou plusieurs facteurs, test, masque, confinement, immunité, etc. ce qui nuit à leur message ou à leur crédibilité, tandis qu'en face, les porte-parole de la propagande officielle ou du déni permanent de la réalité parlent d'une seule voix, ils font preuve d'une unanimité presque sans faille sur tous les sujets évoqués plus haut.

Ces contradictions entre professionnels de la santé ne devraient pas avoir lieu d'être. Elles révèlent de graves lacunes dans la manière d'appréhender la réalité et la perception qu'ils ont d'eux-mêmes, car apparemment, soit ils ne s'en aperçoivent pas, soit ils s'en moquent ou ils estiment que ce serait normal ou naturel de se contredire entre eux, ce qui évidemment fournit des arguments à leurs détracteurs qui s'engouffrent dans cette faille. Si nécessaire, on peut l'observer quotidiennement dans ce blog, malheureusement.

Notre capacité de discernement n'est pas sans faille, il faut l'admettre, sinon nous n'en serions pas là et le pire nous attend.

Leur capacité de discernement est sans doute perturbée par des considérations inconscientes qui peuvent être d'ordre psychologique ou idéologique, ou tout bonnement elle manifeste un mode de penser défectueux profondément ancré en eux et qui leur joue un mauvais tour, qui se caractérise avant tout par un manque de logique. On pourrait aussi avancer qu'ils présentent des lacunes au niveau de leurs connaissances, mais là en la matière cet argument ne tient pas, et j'explique pourquoi.

Par exemple, comment peut-on affirmer que l'épidémie de covid-19 serait semblable à celle de la grippe saisonnière, et en même temps estimer que le port du masque était légitime au cours de la première phase de l'épidémie de covid-19 ?

Ce n'est pas très sérieux, car cela signifie que chaque année quand survient l'épidémie de grippe il faudrait porter un masque, alors que jusqu'à présent on avait vécu avec le virus de la grippe et on s'était très bien passé d'un masque, bref, ils cautionnent le port du masque permanent, alors qu'ils y sont opposés, vous saisissez où est le problème, n'est-ce pas ?

Je crois qu'au lieu de débattre du sexe du covid-19, je caricature, on ferait bien de commencer par s'atteler à résoudre cette question.

La question est de savoir quelle crédibilité peuvent avoir des médecins qui se contredisent sans cesse entre eux. Excusez-moi, mais on peut leur opposer qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent, ce n'est pas mon propos, mais cela peut très facilement être interprété de cette manière-là et leurs détracteurs ne se gênent pas pour avancer cet argument pour les décrédibiliser, ce qui est dommage ou dramatique.

(Un lecteur répond à un commentaire qui m'était adressé)

Sipo le 6 septembre 2020

Ce n'est pas ce que vous dit Tardieu. Il parle de discernement, de logique, de bon sens, on pourrait parler aussi de conscience : si la population est responsable par son comportement de propager une épidémie, c'est donc, en poussant cette logique à son terme, que toutes les victimes de maladies transmissibles depuis le début de l'humanité ont en fait été assassinées. Un non-sens. Or c'est bien le postulat de responsabilité / culpabilité face à une épidémie qui justifie l'acceptation de mesures coercitives et la répression. La question fondamentale est-elle réellement sanitaire ? La guerre, comme on nous l'a dit, est-elle sanitaire, l'ennemi est-il un coronavirus ? Que le scientifique prenne un instant le temps de lever les yeux de son microscope, et regarde aussi ailleurs.

Ma réponse à un lecteur arrogant.

Tardieu le 6 septembre 2020

C'est ce qui fait dire qu'il est préférable de ne pas confier son destin à des scientifiques, merci de le confirmer.

Je reformule ma question : Que valent les propos tenus par des scientifiques, professeurs ou médecins qui ont affirmé que l'épidémie de covid-19 serait semblable à celle de la grippe saisonnière, et qui en même temps ont estimé que le port du masque était légitime au cours de la première phase de l'épidémie de covid-19, alors qu'il ne le serait pas dans le cas de la grippe ou alors il faut le dire, dorénavant toute l'année durant toute votre vie vous devrez porter un masque.

On a assisté à la même embrouille avec les tests, si bien que Véran pourrait s'en prévaloir, c'était une erreur monumentale.

Il faut tester, tester, tester, et bien on y est, ce qui est inexcusable en sachant les risques prévisibles d'instrumentalisation ou de dérive idéologique auxquels cela allait donner lieu de la part de Macron, pour justifier la prorogation des mesures liberticides qu'ils avaient imposées précédemment, d'ailleurs on peut observer dans quel embarras se trouve le Pr Raoult qui en est le promoteur.

La même réflexion valait qu'avec le masque. Est-ce que tous les ans l'ensemble de la population va devoir se faire dépister pour savoir si elle a attrapé le virus de la grippe ? Non, alors ce n'était pas davantage justifié avec le covid-19. Là la marge d'erreur est égale à zéro ! Et là vous ne pourrez pas me retourner cet argument, puisque c'était le Pr. Raoult qui l'avait affirmé dès le mois de janvier ou février, et jusqu'à présent les faits lui ont donné raison.

Ma réponse au docteur Maudrux

Tardieu le 6 septembre 2020

Je vous suis. Une observation doit reposer sur les faits et non sur une théorie ou dit autrement, c'est la théorie qui doit s'adapter à la réalité et non l'inverse. Il y a des gens qui tordent le cou à la réalité pour qu'elle corresponde à tous prix à leur théorie parce qu'ils veulent toujours avoir raison.

Quand un Indien me demande s'il doit porter un masque en observant que je n'en porte pas, je lui réponds que c'est inutile et qu'il fait ce qu'il veut, et je n'ajoute pas, portez-en un quand même si cela vous rassure ou on ne sait jamais, je prends mes responsabilités, je m'assume jusqu'au bout.

Depuis la nuit des temps les hommes ont vécu en présence de virus ou de bactéries et certains en sont morts, et aujourd'hui on vient leur dire qu'ils ne pourraient plus le supporter, que dorénavant il ne devrait plus y avoir aucun mort causé par un virus ou une bactérie, et il faudrait cautionner ce discours paranoïaque. Franchement, ce n'est pas raisonnable, j'ignore si cette attitude est ou non scientifique et je m'en moque !

Le commentaire d'un lecteur.

Clotilde Amourous le 6 septembre 2020

Je suis assez d'accord avec vous, mais c'est compliqué.

Exemple : Perronne ou Toubiana : comme la plupart ils sont plutôt contre le port du masque en extérieur, peu enthousiastes sur son port en intérieur, insistent sur l'inutilité de celui-ci sur les enfants, donc à l'école. Ils font souvent allusion aux conséquences à tout le moins contre productives de ce port, mais ils refusent tous ou presque d'entrer dans le discours politique. Et on entend des Raoult dire « ça sert à rien, mais si ça rassure les gens… » Je crois qu'hélas, il est temps que ces paroles d'autorité par leur intégrité et leur humanité, sans compter évidemment leur valeur médicale et scientifique, se fasse parole politique. Je sais bien qu'ils n'en ont pas envie, que c'est contraire à leur douceur. Mais je crois que peut-être ils n'ont plus le choix si ils veulent encore protéger les gens des maladies virales ou psychiques.

Le masque aurait pu rassurer en mars ou avril, mais aujourd'hui, NON, il n'est pas fait pour rassurer mais pour maintenir les gens dans la peur et obéissance. Le masque ne « rassure » personne. Il terrorise, puisque nous mettons en danger ceux que nous aimons, que celui qui respire à nos côtés est dit-on mortifère. Il faut qu'ils le disent. De toutes façons, la cabale est au galop : ce sont tous des charlatans, des irresponsables, j'en passe, et des mortelles. C'est seriné sur tous les tons, ce sont eux qui sont poursuivis par le conseil de l'ordre, et les Lacombe, Delfraissy et consorts confortés à leurs postes.

Et on se retrouve avec des rentrées des classes où des hommes en armes surveillent les enfants jusque dans certaines cours d'école comme ceci

http://www.macon-infos.com/index.php?option=com_content&view=article&id=27189%3Ala-chapelle-de-guinchay-controle-du-port-du-masque-au-college-condorcet-ce-matin&catid=163&Itemid=294&lang=fr&fbclid=IwAR11dvMw45KU5jRvJsmnYDW8Ai5w9Xj7Mfj48umG3wuTfqoSvJAePw3NXKw

ou ceci

https://www.facebook.com/photo.php?fbid=10224658070785518&set=gm.648323612729600&type=3&theater

ou cela

https://www.facebook.com/Nantes.Revoltee/photos/a.336512019718311/3282503361785814.

Vous avez raison je crois, ils sont sûrs à 99,999% que la deuxième vague est une faribole, mais à cause du 0,001% ils ne sont pas péremptoires. Ils devraient, et tant pis pour le 0,001 qui est tout leur honneur. Ils ont des raisons très valables d'être sûrs, en face, il n'y a aucune réalité ni fait sérieux qui conforte la fichue deuxième vague qu'ils le clament et le répètent et le serinent.

Ils essaient de faire la part des certitudes, et de l'inquiétude que nombre d'entre eux a peut-être éprouvée, au début de l'année, et ils ne cessent de dire vouloir rassurer les gens. Leur honnêteté et leur pondération est je crois inaudible pour l'ensemble des citoyens qui, je suis d'accord avec vous, entend des non-certitudes face à des vérités contradictoires et illogiques assénées avec un aplomb qui ne cesse de m'épater.

J'ai vécu dans des pays de mort et de haine et de génocide, et ce qui se passe me terrifie vraiment.

Tardieu le 5 septembre 2020

Témoignage d'une mère de famille.

Au collège, une enfant est envoyée aux toilettes pour pouvoir respirer – 3 sept. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=PAVdRQe4LdQ&feature=emb_title

Et dire qu'il y en a qui cautionne cela, c'est monstrueux !

Tardieu le 4 septembre 2020

Le grand entretien du Professeur Perrone – Putsch Media 2 septembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=mWi3rivUXzg

Extraits.

“Les français ont eu très peur, après ils ont eu moins peur, maintenant on leur refait peur, je n’ai jamais vu une nouvelle peur comme ça alors qu’il n’y a plus de maladie quasiment. Tout ça c’est un peu de la manipulation de masse, je trouve qu’il y a une dérive grave.”

“Le coup des masques aujourd’hui, c’est complètement débile. Dire à tous ces gens de porter le masque toute la journée,[…] ils étouffent les pauvres… Dans les écoles c’est complètement délirant. On culpabilise tout le monde, le masque dans la rue c’est du grand délire…”

Tardieu le 3 septembre 2020

Qu’est-ce que le Covid-19, SARS-2. Comment est-il testé ? Comment est-il mesuré ? La campagne de peur n’a aucun fondement scientifique par Prof Michel Chossudovsky – Mondialisation.ca, 02 septembre 2020

https://www.mondialisation.ca/quest-ce-que-le-covid-19-sars-2-comment-est-il-teste-comment-est-il-mesure-la-campagne-de-peur-na-aucun-fondement-scientifique/5648899

Extrait.

Un test positif ne signifie pas que vous avez le virus et/ou que vous pourriez le transmettre.

Un test négatif ne signifie pas que vous ne l’avez pas.

Ce que veulent les gouvernements, c’est gonfler le nombre de cas positifs.

Alors que le SRAS-CoV-2 – à savoir le virus qui serait à l’origine de la COVID-19 (classé à tort comme une maladie plutôt que comme un virus), a été isolé lors d’un test de laboratoire en janvier 2020, le test RT-PCR n’identifie/détecte pas le virus Covid-19. Ce qu’il détecte, ce sont des fragments du virus. Selon le Dr B. Stadler, immunologiste suisse de renom :

« Ainsi, si nous faisons un test PCR corona sur une personne immunisée, ce n’est pas un virus qui est détecté, mais une petite partie brisée du génome viral. Le test est positif tant qu’il reste de minuscules fragments du virus. Même si les virus infectieux sont morts depuis longtemps, un test corona peut revenir positif, car la méthode PCR multiplie ne serait-ce qu’une infime partie du matériel génétique viral suffisamment [pour être détectée]. »

Résumé

– La Covid-19 est similaire à la grippe
– L’ensemble de l’exercice de test PCR et d’établissement des données de l’infection par la Covid-19 est déficient.
– Les chiffres sont fabriqués, tout comme les certificats de décès.
– Les « cas confirmés » ne sont pas confirmés.
– Le test RT-PCR n’isole pas la Covid-19.

Ces « estimations » gonflées de Covid positif (provenant du test PCR) sont ensuite utilisées pour soutenir la campagne de peur. Le battage publicitaire sur les décès dus à la Covid-19 est basé sur des critères erronés et biaisés.

Les gouvernements s’emploient actuellement à augmenter le nombre de tests PCR en vue de gonfler le nombre de cas dits « Covid-19 positifs ».

Les tests RT- PCR ne prouvent rien:

« Aujourd’hui, comme les autorités testent un plus grand nombre de personnes, il y aura forcément plus de tests RT-PCR positifs. Cela ne signifie pas que la COVID-19 revient, ni que l’épidémie se déplace par vagues. Il y a plus de gens qui sont testés, c’est tout ». (Dr. Pascal Sacré – Belgique)

Cette procédure de collecte massive de données est là pour fournir des « estimations » (fausses) de soutien pour justifier la soi-disant deuxième vague.

L’objectif final est de maintenir le verrouillage économique, d’imposer le port obligatoire du masque facial, de maintenir la distance sociale, y compris la fermeture des écoles, des collèges et des universités.

La tendance est à un État policier. Tout cela est basé sur un Grand Mensonge.

Tardieu – Si je peux me permettre d'ajouter un mot ou plutôt une question, on ne nous dit pas pourquoi. Sur quoi repose la société, tous les rapports qui existent dans la société ? Essentiellement sur un modèle ou un système économique. Stop ou encore ?

Un lecteur qui s'acharne sur moi.

Jacques Ritter le 3 septembre 2020

Au fait, vous avez supervisé et interprété combien de test PCR dans votre vie ? Pour ma part des centaines de milliers.

Ma réponse.

Tardieu le 5 septembre 2020

Jacques Ritter : Un troll ?

Votre suffisance vous honore, vous méprisez 99,7% de la population qui n'est pas médecin, bravo ! Vos arguments sont minables chaque fois que vous postez un commentaire, le faites-vous exprès ? Vous avez fait des centaines de milliers de tests PCR dans votre vie, je plains vos patients, pardon, vos clients, rien d'étonnant à ce la population soit en si mauvaise santé !

A la fin de l'interview que le Pr Perronne a donné à Putsch Media, il a déclaré que les mesures liberticides prises par Macron étaient manifestement de nature politique et non sanitaire, ce que nous savions depuis le premier jour, mais il y en aura toujours pour le nier. C'est aussi la limite de ce genre de blog.

Tardieu le 2 septembre 2020

A quoi cela sert-il de s'informer, de réfléchir tranquillement, librement? D'où l'intérêt de ce blog notamment.

A propos de l'immunité collective sur laquelle j'ignorais tout, j'écrivis dans ma causerie du 16 mars en me fiant à ce que j'avais lu : Quelle connerie….

Manifestement, je n'y avais pas compris grand chose ! Vous me direz que tout avait été fait pour qu'il en soit ainsi, certes, mais ce n'était pas une excuse. L'essentiel était d'en avoir conscience et de se donner les moyens de progresser à partir des connaissances scientifiques existantes. D'y accéder, de les découvrir…

Trois semaines plus tard, dans celle du 9 avril, après avoir lu d'autres articles apparemment plus sérieux, je rectifiais de la manière suivante : Si la totalité de la population d'un pays était testée, on s'apercevrait qu'à la longue pratiquement 100% porteraient ce virus ou un autre sans qu'ils soient forcément malades.

Manifestement on était sur la bonne voie !

Plus loin je précisais : Pour conclure, il n'existe pas d'immunité collective, cette formulation est incorrecte ou trompeuse. Car elle tendrait à faire croire que les défenses immunitaires pourraient se transmettre d'une personne à l'autre, or ce n'est pas le cas. (…) Il semble qu'il y ait eu une confusion avec le fait que c'est uniquement le virus qui est transmissible.

Je dirais plutôt 5 mois plus tard, qu'un manque de précision dans la réponse apportée à une question aussi délicate, dont les conséquences pouvaient être graves ou incalculables sur les plans sanitaire et social pour la population, pouvait déboucher sur différentes interprétations ou induire en erreur la plupart des gens n'ayant pas suivi un cursus médical, ce qui était mon cas.

Provenant des médias ou des autorités sanitaires, il ne s'agissait pas d'une erreur ou d'une faute d'inattention, c'était normal ou délibéré, car ils étaient animés d'intentions inavouables et nuisibles envers la population, ils n'ont cessé d'en faire la démonstration pendant 8 mois.

Provenant de médecins ou de professeurs de médecine qui ont pour seule vocation de soulager la souffrance de leurs patients, on mettra cela sur le compte de la difficulté à trouver un discours qui soit adapté aux citoyens lambdas ou au plus grand nombre de citoyens, il serait donc ridicule de leur en vouloir

Je crois que cette méthode, je n'ose pas dire scientifique même si je le pense, disons progressive pour rester modeste, pourrait être employée par n'importe qui pour trouver des réponses à bien des questions ou démêler des situations qui en apparence semblent inextricables.

Ici en Inde, sur la totalité de la population on en est à un taux de mortalité inférieur à 0,005%, 63.000 morts pour 1,380 milliard d'habitants, franchement, un peu de sérieux, vous ne voudriez pas que je porte un masque, n'est-ce pas ?

Tardieu le 2 septembre 2020

Ma mère de 86 ans en très mauvaise santé et très affaiblie est morte le 3 avril, elle était hospitalisée depuis un mois et dans le coma depuis une semaine.

Ma soeur cadette, qui n'est pas très futée la pauvre, m'a dit qu'elle était morte du covid-19, parce qu'elle avait été testée positive. Je n'ai rien répondu.

Ils ont manipulé tous les facteurs, dont les tests et les cadavres. Etant vous et moi ou vos lecteurs des gens sains d'esprit ou équilibrés, on a du mal à imaginer de quoi sont capables ces monstres de cruauté, seul leur objectif idéologique compte pour eux, si on n'a pas cela à l'esprit, toutes nos analyses seront faussées et nos conclusions avec…

D'ici un an ou un peu plus, quelles que soient les manipulations auxquelles ils se seront livrés, nous aurons la preuve que ce virus n'avait pas été plus terrible que celui de la grippe, qu'il n'y a pas eu de surmortalité comparée aux années antérieures. Je me suis déjà livré à un petit calcul, très sérieusement, et je suis arrivé aux mêmes chiffres que le Pr. Perronne.

Haut de page

Le 14 septembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Vous excuserez les éventuelles erreurs, j'ai bouclé cette causerie rapidement et je suis crevé. On ajoutera plus tard de nouveaux articles à télécharger.

Des bonnes nouvelles.

Des médecins ou membre du corps médical, des éléments des classes moyennes s'organisent pour exiger l'abrogation immédiate de toutes les mesures liberticides imposées par les gouvernements en France, Belgique, Suisse, etc. pour défendre nos libertés individuelles et collectives. Soutenons-les inconditionnellement. Signons toutes leurs pétitions, participons à toutes leurs actions.

Pendant ce temps-là, tous ceux qui osent encore s'exprimer au nom des travailleurs, le mouvement ouvrier, ceux qui se réclament abusivement du socialisme ou du communisme, sa prétendue avant-garde trotskyste putréfiée (POID, POI, NPA, LO) ainsi que l'ensemble de leurs satellites aussi dégénérés, tous les syndicats vendus se placent au côté de Macron et de son Conseil scientifique entièrement corrompu contre les intérêts de l'ensemble des travailleurs, honte à eux !

A ceux qui entendent demeurer fidèle à leur idéal, au socialisme, rejoignez La Voix de l'Opposition de Gauche le courant politique qui n'a cessé de combattre aux côtés des exploités et des opprimés.

La réaction n'a pas encore gagné la guerre de classe, nous vaincrons !

- 42 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

"Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable".

Ce sont des monstres de cruauté qui ont juré de nous pourrir la vie, alors on ne va pas à se gêner pour dire tout le bien qu'on en pense, et tant pis pour les âmes sensibles qui manquent généralement de discernement, pour rester calme et poli.

On nous prend pour des cons, entendons dire de plus en plus souvent. Il faut croire que c'est amplement justifié ! On y reviendra

plus loin, rien ne presse, ils n'auront pas changé d'ici là !

Traitement de l'information par le ministère de la Vérité. Devinette. Quel est l'Etat le plus policier ?

- Biélorussie : des dizaines de milliers de manifestants à Minsk, près de 250 arrestations - Franceinfo avec AFP 13 septembre 2020

LVOG - 250 arrestations pour des dizaines de milliers de manifestants, c'est énorme ! En revanche, 256 interpellations et 90 verbalisations à Paris le 12 septembre 2020, pour 2.000 à 2.500 manifestants selon les sources, là ce n'est pas énorme sous un régime policier. (Source : Sputnik France 12 septembre 2020)

Réflexion d'une passante qui doit habiter le quartier chic du Champ de Mars à Paris : Elle "*hallucine*" : "*Même nous on doit partir ! On est chez les fous !*". (Source : actu.fr 12 septembre 2020)

Dans le même registre.

- Emmanuel Macron juge "inacceptable" la répression contre les Ouighours - Europe1 8 septembre 2020

Emmanuel Macron a affirmé, dans un courrier adressé à un parlementaire, que la répression contre la minorité musulmane ouïgoure en Chine était "inacceptable" et que la France la condamnait "avec la plus grande fermeté". Une réponse à une lettre cosignée par une trentaine de parlementaire. Europe1 8 septembre 2020

En famille, il existe une certaine connivence qui passe inaperçu.

Ceux à l'extrême gauche qui critiquent "*les députés de gauche*" qui ont voté à l'Assemblée nationale l'attribution par le gouvernement de centaines de milliards d'euros aux capitalistes, ont adopté non sans faire preuve de zèle les mesures politiques liberticides décrétées par Macron qui sont à l'origine de cette généreuse dotation. Aucun parti dit ouvrier n'avait appelé à manifester contre le confinement, pour rappel.

Cherchez l'erreur, il n'y en a pas, les opportunistes se partagent les rôles, les uns plus ouvertement, les autres plus hypocritement. Les premiers ont ouvertement abandonné la perspective du socialisme, les seconds prétendent l'avoir conservée et ils avancent masqués pour mieux le trahir. Un exemple parmi d'autres.

Le combat contre l'oppression et l'exploitation ne doit surtout pas se situer sur le terrain politique.

Monsieur Artus en veut plus par Daniel Gluckstein (POID) - Editorial de La Tribune des travailleurs du 9 septembre 2020

M. Artus, chef économiste de la banque d'investissement Natixis.

Gluckstein - Les pronostics de M. Artus font abstraction de la lutte de classe...

LVOG - Si M. Artus fait "*abstraction de la lutte de classe*", c'est qu'il sait qu'il n'a rien à craindre ni du mouvement ouvrier ni de sa soi-disant avant-garde qui s'emploient à la neutraliser et soutiennent Macron et son gouvernement.

Pour les dirigeants du mouvement ouvrier, la priorité de la lutte de classe serait sociale, entendez porter une muselière plus confortable, chacun appréciera. Ils nient délibérément que la pandémie et les mesures imposées par Macron sont de nature politique et non sanitaire.

Quand monsieur Gluckstein s'offusque "*que le virus circule et se répande parmi des élèves et des enseignants*", que fait-il, il adopte et cautionne le discours de Macron, Castex, Véran élaboré par les oligarques du Forum économique mondial et diffusé par l'OMS (une officine de Big Pharma) à l'origine de l'instrumentalisation d'un banal virus, qui devait servir notamment à l'échelle mondiale à légitimer un ensemble de mesures liberticides destinées à avoir des conséquences sociales dramatiques pour des centaines de millions de travailleurs et leurs familles sur tous les continents, autrement dit, il en partage la responsabilité en tant qu'agent du Forum économique mondial au sein du mouvement ouvrier.

Car dès lors pour combattre le capitalisme et l'oligarchie, les gouvernements et les institutions qui leur sont acquis, il existait deux types de réactions possibles. La première consistait à privilégier le caractère sanitaire de cette pandémie imaginaire, la seconde consistait à privilégier le caractère idéologique ou politique de cette pandémie totalitaire.

La première conduisait à appliquer et cautionner les mesures liberticides ordonnées par Macron au nom d'une prétendue menace mortelle à grande échelle ou d'un ennemi inexistant.

Ce qui caractérise cette machination, c'est que le caractère sanitaire ou psychologique et le caractère idéologique ou politique sont intimement liés et poursuivent un unique objectif, réaliser un changement de régime, instaurer un modèle de société sur lequel les citoyens n'auraient aucune emprise, conçu par une poignée de psychopathes milliardaires pour servir leurs intérêts. Ce qui paraissait encore inimaginable hier se réalise, parce que désormais les conditions le permettent, sinon cela demeurerait à l'état d'utopie, façonner le monde selon sa volonté, c'est pure folie, mais c'est en passe de devenir la réalité comme on peut déjà le constater ou le nier pour ceux qui sont sclérosés, sinon à quoi bon avoir accumulé une telle fortune, concentré un tel pouvoir politique, se disent les oligarques, franchement un peu de sérieux. Pourquoi ? Parce qu'ils savent que le capitalisme a dépassé le stade de la faillite, de la survie artificielle à coups de dizaines de milliers de milliards de dollars, au prix d'un endettement colossal menaçant de les engloutir, il était en passe de passer à l'état de mort clinique et ils n'avaient pas envie de subir le même sort, il leur fallait d'urgence restructurer l'ensemble de l'économie mondiale en détruisant des pans entiers de l'économie jugés inutiles ou parasites, réduire les besoins et le niveau de vie de la population, faire en sorte qu'elle cesse de croître par n'importe quel moyen, pour assurer la survie de leur propre espèce, de leur propre clan, conformément aux ressources dont disposera la planète pour satisfaire les besoins des générations à venir, pas les nôtres, les leurs.

Sur un claquement de doigts, les oligarques ont réussi du jour au lendemain à cadenasser et museler 193 pays, qui osera dire encore que c'était faux de prétendre qu'hier personne n'y aurait cru, qui ? Et pourtant, c'est bien ainsi que les choses se sont produites, nous sommes 7,5 milliards à en être témoins. Voilà quel est le pouvoir de la dialectique. Et si malgré tout cette colossale imposture au coronavirus ne leur permettait pas d'atteindre leurs objectifs, ils pourraient recourir en désespoir de cause à un autre moyen que nous avons écarté jusque là, une nouvelle guerre mondiale, qui sait, pourquoi pas, ils en ont le pouvoir plus que jamais.

La seconde impliquait d'affronter Macron et le régime sur le plan politique, sur tous les fronts à la fois, donc de combattre également les conséquences sociales de ce coup d'Etat planétaire.

Vous aurez deviné sans difficulté quelle version ou stratégie ont adoptée le POID, le POI, le NPA, LO, etc.

J'ai relevé dans cet éditorial quelques éléments qui étaient destinés à détourner militants et travailleurs du combat politique contre Macron et le régime.

LVOG - Il se fait la voix des Pieds nickelés corrompus du Conseil scientifique de Macron ou de l'OMS.

- Qu’importe que le virus circule et se répande parmi des élèves et des enseignants entassés dans des locaux exigus

LVOG - Il existerait un "système de retraite" plus approprié qu'un autre au port d'une muselière.

- « Notre système de retraite » LVOG - Diversion tout azimut :

- « Des plans d’économies, des suppressions d’emplois, des baisses de salaire, des délocalisations encore plus massives ».

- Une véritable machine à détruire l’emploi et les salaires et à précipiter des pans entiers de la population dans la misère.

- La rentrée scolaire se déroule dans des conditions chaotiques

LVOG - Il ne tient pas à ce que le capitalisme s'effondre d'un coup en produisant du jour au lendemain des millions de chômeurs, de pauvres, de miséreux, de clochards, pensez donc, quelle catastrophe ce serait, les masses par millions risqueraient de surgir sur la scène politique ! Non, il préfèrerait un effondrement contrôlé qui n'affecterait que certains secteurs de l'économie et certaines couches de travailleurs, quitte à ce qu'un régime totalitaire se mette en place, par exemple, n'avait-il pas déjà cautionné l'effondrement contrôlé des trois tours du WTC le 11 septembre 2001 réalisé par les mêmes oligarques ?

Un extrait d'un courriel adressé à un lecteur assidu à notre portail depuis des années.

Le facteur déterminant de la situation est la désertion ou la trahison du mouvement ouvrier, l'absence d'un véritable parti ouvrier. Tous sans exception sont masqués, personne ne peut le nier. Ils avaient déjà tous soutenus la version officielle du 11 septembre 2001. Tu imagines, croire sur parole G. Bush, le Pentagone, la CIA, mais comment peut-on militer dans de tels partis ? Un avion ayant 38 mètres d'envergure (l'extrémité des deux ailes) disparaît dans un trou de 5 mètres de diamètre (façade du Pentagone), c'est comme croire qu'un éléphant pourrait passer par le trou d'une souris ou prétendre qu'on pourrait enfiler une corde dans le chas d'une aiguille, c'est délirant, cela relève de la psychiatrie.

Il faut être abruti au dernier degré pour croire un truc pareil, ne pas avoir de cervelle, même 19 ans plus tard, là on ne peut plus invoquer l'émotion ou le choc qui sur le coup paralyse la réflexion chez certaines personnes. Non, on est manifestement en présence d'arriérés, de sous-développés intellectuels, cela en dit long sur le niveau théorique des militants en dessous de zéro, et le niveau de corruption de nos dirigeants dont une bonne partie sont des bac + 2 à 7.

C'est tellement énorme comme truc. Pourquoi je reviens régulièrement sur ce sujet, c'est parce qu'il est révélateur du niveau de conscience des masses en général, qui est le principal facteur qui détermine l'orientation de la situation mondiale. Plus il est médiocre, et plus ceux qui détiennent tous les pouvoirs peuvent oser tout ce qui leur passe par la tête, mêmes les trucs les plus dingues, comme par exemple fabriquer de toutes pièces une pandémie mondiale...

Après être parvenu à déréglementer la finance et l'économie, il leur restait encore à réaliser la déréglementation sociale généralisée, à briser le mode de vie qui s'était construit autour, c'est ce qu'ils sont entrain de faire en ce moment en liquidant toutes les libertés individuelles et collectives.

Ils ont tous aussi été Charlie, alors que ce sont les mêmes médias qui avaient couvert le 11 septembre 2001, et qui aujourd'hui colporte la pandémie idéologique créée par le Forum économique mondial. On peut observer que chaque fois le mouvement ouvrier s'est trouvé dans le camp de nos ennemis contre la classe ouvrière. J'en déduis donc qu'en l'état il est mort pour notre cause, il constitue désormais un obstacle à notre combat pour le socialisme, le pire puisqu'il avance masqué. Ah ça c'est dure à avaler ! Je peux le concevoir.

Quand tu rates une mayonnaise, tu peux rajouter de la moutarde ou un œuf, de l'huile, tout ce que tu veux, elle est foirée, elle est foirée, c'est ainsi. En revanche, au lieu de tout jeter, tu peux en recommencer une autre et verser dedans lentement le contenu de la mayonnaise ratée. C'est ce que je préconise de faire avec le mouvement ouvrier. Tel qu'il existait il est mort, il faut en prendre son parti. Il faut le refonder sur des bases saines en intégrant les éléments qui seraient susceptibles de les adopter et en écartant tous ceux qui s'y refuseraient.

Cela pourrait aller très vite, mais hélas on ne parvient pas à enclencher le dynamisme qui permettrait d'y parvenir, j'ignore pourquoi et cela me tracasse. Pierre Broué raconta comment il avait été propulsé par Lambert dans le département de l'Isère où il n'y avait que 3 militants, 300 à peine quelques années plus tard. En mars 1917, il n'y avait que 23.000 bolcheviks à Petrograd, il y en aura 350.000 au début du mois d'octobre de la même année.

Le problème, c'est qu'on n'arrive pas à gagner des cadres ou mêmes un ou quelques dirigeants, la bonne volonté de militants de base ne suffit pas pour s'atteler à cette tâche gigantesque mais à notre portée. Moi, j'ai juste essayé de montrer la voie à emprunter, je ne peux pas faire davantage, désolé. D'autres se sont sacrifiés avant moi pour que dal, je t'avouerai que je n'ai pas envie de les imiter.

Ici aussi on est très durement frappé par l'effondrement économique contrôlé en cours. Maintenant j'aide financièrement directement à survivre 5 familles, toutes les personnes à qui j'ai prêté de l'argent ne peuvent plus me rembourser et je ne leur demande rien, mieux, je leur file du fric pour bouffer ainsi que leurs gosses. La pauvreté autour de moi prend de plus en plus des allures de misère noire, je vois des gens squelettiques, les jeunes sont très maigres, tu vois qu'ils ne mangent pas à leur faim. Le fils d'une des sœurs de ma compagne est venu travailler chez moi, il fait de la soudure à l'arc, il est maigre comme un clou, il me doit 36.000 roupies, il était assisté des deux des petits fils (12 et 15 ans) de Selvi encore plus maigres, leur père me doit 625.000 roupies, plus un de leur voisin dont le père couturier ne travaille plus non plus, un vrai fil de fer, je leur ai tous versé un bon salaire qu'ils ont reversé à leurs parents, et je les ai nourris correctement, carry de poulet avec du riz, jus de fruit, thé, petits gâteaux, etc. Le fils de ma compagne, 27 ans et encore célibataire, m'a appris hier qu'il avait perdu son boulot (comptable) depuis 20 jours, lui aussi il a commencé à maigrir, il me doit encore 250.000 roupies. Une autre sœur de Selvi a vu son salaire passer de 7.200 à moins de 4.000 roupie par mois, elle me doit 185.000 roupies et elle ne peut plus rien me verser chaque mois, comme elle aide sa fille, il lui arrive de ne plus avoir une roupie, alors je lui donne un peu d'argent. (...)

Moi je dois me démerder avec tout cela quotidiennement. Cela perturbe ma réflexion, je suis tiraillé entre deux mondes, celui que je vis au quotidien, et mon engagement politique qui ne sert à rien puisque en pratique cela ne débouche sur rien. Pire, car en délaissant mes propres affaires, je me crée des problèmes que j'aurais pu éviter autrement et je t'avoue que j'en ai marre.

Il ne faut pas se raconter d'histoires Paul. Je n'ai pas la carrure d'un dirigeant, et j'ai toujours refusé de me considérer comme tel à juste titre. Certes, j'ai des instants de lucidité ou je peux parfois produire des analyses d'une grande profondeur, mais c'est tout et ce n'est pas suffisant pour attirer des militants capables de devenir des cadres ou des dirigeants. C'est l'époque qui est ainsi, voilà tout. On va continuer à la subir, et le pire est encore à venir.

J'ai imaginé un truc qu'ils peuvent appliquer du jour au lendemain, rendre toutes les connexions réalisées sur le Net payantes. Tu veux envoyer ou lire un message dans ta boîte aux lettres, tu dois casquer. Tu veux lire un article, regarder une vidéo, tu dois casquer, tu veux ouvrir un document qu'un organisme social ou un ministère t'a envoyé, tu dois casquer, pareil si tu veux le renvoyer une fois rempli, etc. La population mondiale est devenue l'otage des GAFAM, parce qu'on a laissé privatiser les services publics, tous nos besoins élémentaires. Là plus qu'ailleurs peut-être, la responsabilité du mouvement ouvrier avec

ses journées d'action bidons est écrasante.

Et pendant ce temps-là, monsieur Gluckstein (son dernier éditorial) s'offusque "que le virus circule et se répande parmi des élèves et des enseignants", c'est la voix de Véran, Castex, Macron, etc. il est digne de passer dans l'émission de Cyril Hanouna ! J'ignore ce qui se passe au POI qui vient de titrer : "Une propagande “sanitaire” d'État mensongère - Et la réalité : fuite en avant liberticide", pendant 5 mois ils ont réclamé des masques... Meyssan ne s'était pas trompé sur les trotskystes.

Ici dans mon village ou les gens qui passent chez moi, personne ne porte de masque, quand ils en ont un, c'est pour aller en ville, on ne sait jamais avec la police qui pourrait réapparaître du jour au lendemain. J'ai montré hier la vidéo avec Macron s'étouffant sous son masque et tout le monde a bien rigolé. Aurobin qui a 15 ans aujourd'hui a dit à sa grand-mère Selvi, qu'il était très inquiet pour son avenir : - Toi à ton âge, ta vie est derrière toi, mais moi, qu'est-ce que je vais devenir, hein ? Il est retourné à l'école depuis une semaine, 2 demi-journées par semaine, et il n'y a que 4 gosses dans sa classe, il a de quoi s'inquiéter, c'est dramatique pour les jeunes Paul. Un autre truc pour bien comprendre la merde dans laquelle sont les Indiens ou les plus pauvres en général. Le peu de fric qu'ils ont encore ils doivent le consacrer à régler des charges incompressibles qui n'existaient pas hier encore, téléphone, gaz, électricité, essence, assurance (en option !), Internet (de plus en plus indispensable), et ils sont tous endettés, il ne leur reste plus rien pour bouffer. On va leur proposer de retourner bosser à n'importe quel prix et ils seront bien obligés d'accepter, voilà ce qui se prépare.

Totalitarisme. La plannification en famille de la faim ou de la misère sociale, une généreuse idée de gauche.

LVOG - Ils disent eux-mêmes que cela ne permettrait pas à chacun de manger à sa faim, ils ne doivent pas être concernés ! Mieux, cette "cotisation" qui a l'allure d'un nouvel impôt ou d'une nouvelle taxe se traduirait, je cite, par "une baisse du revenu net" de chaque travailleur dont les plus pauvres ! Eventuellement les patrons seraient mis à contribution. N'en faites rien, ce serait injuste puisqu'ils ont largement de quoi engraisser sans en passer par là ! Le tout dans le cadre des institutions de la Ve République, c'était inévitable !

Permettre à chacun de manger à sa faim : l'idée d'une « Sécurité sociale de l'alimentation » - Basta 9 septembre 2020

Extrait. « 150 euros, c'est le montant minimal pour pouvoir parler de droit à l'alimentation » précise Mathieu Dalmais, agronome et membre de l'association Ingénieurs sans frontière. Cette somme est celle que l'on retrouve dans les milieux de l'aide alimentaire ou de l'accueil d'urgence : cinq euros par jour est allouée à un ou une bénéficiaire par les structures caritatives quand elles ne peuvent pas fournir de nourriture. Ce montant reste cependant insuffisant pour s'alimenter confortablement, reconnaît Mathieu Dalmais. La moyenne de consommation alimentaire des Français est d'environ 225 euros par mois et par personne, hors boisson et restauration en dehors du domicile. Si le projet de sécurité sociale de l'alimentation aboutit, les initiateurs aimeraient augmenter ce montant. Celui-ci pourrait aussi être pondéré en fonction du lieu de vie, tant le prix de l'alimentation varie géographiquement.

Les assemblées gérant les caisses rassembleraient des professionnels, des consommateurs, des élus, des citoyens tirés au sort…

Pour financer le dispositif, les initiateurs proposent une cotisation qui pourrait être prélevée sur le salaire ou le revenu brut, comme pour l'assurance maladie ou chômage. Cette cotisation va impliquer une baisse du revenu net qui sera cependant compensée par le versement des 150 euros par mois, à dépenser uniquement pour une alimentation conventionnée.

Conscients de la nécessité de réduire les inégalités, des membres du collectif plaident pour que la mise en place de cette cotisation soit couplée à une augmentation des salaires bruts, au moins pour les bas salaires. Une autre piste de financement est d'asseoir une partie de cette cotisation sur le profit des entreprises. Son taux pourrait aussi être progressif en fonction du niveau de revenu.

LVOG - On est bien en présence de cogestionnaires de la société capitaliste, si vous en doutiez la fin de cet article va finir de vous en convaincre, allez, direction l'Elysée !

Basta - Depuis la publication en février 2019 dans Basta ! d'une première tribune sur la sécurité sociale de l'alimentation, l'idée a cheminé. À travers des vidéos, ateliers et même conférences gesticulées, le collectif s'emploie à faire de l'éducation populaire sur ces questions. Plusieurs candidats aux dernières élections municipales ont fait savoir qu'ils souhaitaient « expérimenter » une sécurité sociale de l'alimentation sur leur territoire, à l'image de la liste de gauche « Villeurbanne en commun » qui a emporté la mairie (150 000 habitants). Une audition du collectif en ce sens s'est aussi tenue mi-2020 au conseil économique, social et environnemental de Nouvelle-Aquitaine, pour une possible expérimentation locale.

L'idée continue d'essaimer. L'Inspection générale des affaires sociales la trouve même « particulièrement stimulante ». « Il serait parfaitement logique qu'un bien de première nécessité comme l'alimentation soit également garanti dans un cadre mutualisé », note-t-elle dans un rapport publié fin 2019. C'est également un bon moyen de « reprendre le contrôle » de notre alimentation, comme l'appelle de ses vœux l'Élysée. Basta 9 septembre 2020

LVOG - Et comme ces crapules osent tout :

Basta - Soutenez l'indépendance de Basta! en faisant un don.

LVOG - Il faut se méfier comme de la peste des discours aux relents généreux, philanthropiques, pour vérifier leurs réelles intentions, rien de tel que de se demander qui ils sont vraiment.

Qu'est-ce que Basta ? (https://www.bastamag.net/Site-d-informations-independant-sur-les-enjeux-sociaux-et-environnementaux)

- Basta ! est édité par l'association Alter-médias... ainsi que l'Observatoire des multinationales (Je vire immédiatement le lien de notre portail ! - LVOG)

Qu'est-ce que Alter-médias ? (http://www.fph.ch/bdf_partenaire-67_en.html)

- L'objectif d'Alter-médias est de faire vivre une presse indépendante, une information d'intérêt général. Alter-médias édite ainsi depuis fin 2008 le site Internet « Basta ! » (www.bastamag.net)

D'Alter-médias ont atterri à *La Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme* (FPH) (http://www.fph.ch/index_fr.html)

- La Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH) est une fondation suisse qui soutient par ses dons des mouvements et des organisations de la société civile dans leurs actions de plaidoyer en faveur d'une transition sociale et écologique.

-La FPH est membre de :

-1- EDGE - Engaged Donors for Global Equity

Board Co-Chairs

- Rose Longhurst, Program Officer, Open Society Foundation Initiative In Europe (Soros - LVOG)

Board Members

- Laine Romero-Alston, Team Manager, Open Society Foundation (Soros - LVOG)

2- European Foundations Center (EFC) (https://www.efc.be/philanthropy-house)

3- European Funders for Social Change and Human Rights (ARIADNE)

Ariadne n'existerait pas sans le soutien généreux des fondations suivantes : (https://www.ariadne-network.eu/our-supporters)

- Ford Foundation,
- Rockefeller Brothers Fund,
- Rockefeller Philanthropy,
- Open Society Foundations, (Soros - LVOG)
- Open Society Fund Prague, (Soros - LVOG)
- + une trentaine d'officines du même genre

Wiké pédia - Basta se classe politiquement à gauche et a été cofondé par Eros Sana, ancien porte-parole de José Bové.

LVOG - Décidément, comme le monde est petit, Basta une officine de l'oligarchie.

Aux amnésiques et aux négationnistes.

Anniversaire du 11-Septembre: Qui était Oussama ben Laden? La vérité derrière le 11 septembre 2001
par Prof Michel Chossudovsky (Global Research 12 septembre 2001) - Mondialisation.ca, 11 septembre 2020

Note de l'auteur. Cet article fut rédigé le jour même des attaques. Il fut publié en anglais par le Centre de recherche sur

la Mondialisation (Global Research / Mondialisation) le 12 septembre 2001.

https://www.mondialisation.ca/dixi-me-anniversaire-du-11-septembre-qui-tait-oussama-ben-laden-la-v-rit-derri-re-le-11-septembre-2001/26487

Dernier paragraphe.

- Au lendemain des attaques terroristes de New York et de Washington, la vérité sur les liens entre le gouvernement américain et le terrorisme international doivent être dévoilés à l'opinion publique afin d'empêcher l'administration Bush et ses partenaires de l'Otan de se lancer dans une aventure militaire qui menace l'avenir de l'humanité.

LVOG - Que feront les dirigeants de tous les partis ouvriers et des syndicats (jusqu'en septembre 2020) ?

Au lieu de "*de dévoiler à l'opinion publique la vérité sur les liens entre le gouvernement américain et le terrorisme international*", pendant 19 ans ils adopteront systématiquement les versions officielles et ils s'emploieront à camoufler la vérité, ainsi ils cautionneront toutes les guerres entreprises par l'impérialisme américain et l'Otan, qu'ils dénonceront ou prétendront combattre par ailleurs pour faire bonne mesure, se faire passer pour des internationalistes et mieux berner leurs militants.

19 ans plus tard, en choeur ils récidiveront en exigeant que les travailleurs respectent les mesures liberticides adoptées par Macron pour lutter contre une pandémie fabriquée par les mêmes qui avaient conçu le coup d'Etat du 11 septembre 2001.

Le mouvement ouvrier en France n'a été révolutionnaire que durant de très brèves périodes, jamais en début de crise, toujours en fin de crise, entre 1918-1920, puis en étant généreux, entre 1936-1938, entre 1945-1947, le reste du temps, soit plus de 94% il sera corporatiste, réactionnaire, et contrairement à ce qui nous a été raconté à aucun moment il ne menacera réellement le régime en place du fait de l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. C'est cette lacune qui justifie cette caractérisation politique ou l'orientation du mouvement ouvrier. Evidemment, ce n'est pas ce qu'ont en tête les militants qui ont eu le droit au catéchisme ou lavage de cerveau de leur parti. Pire, certains sont nostalgiques du passé... dont on se serait bien passé.

Il ne faut pas confondre le mouvement ouvrier, les couches organisées (privilégiées) de la classe ouvrière, et les masses, le mouvement, la mobilisation des masses ou la classe elle-même.

On doit se demander ce que représente le mouvement ouvrier, si comme on peut l'observer sous nos yeux il ne représente pas les millions de travailleurs qui doutent à juste titre de l'existence d'une pandémie au coronavirus, quels intérêts représente-t-il sinon ceux de l'autre camp, ceux de l'oligarchie.

Quand le mouvement ouvrier se mobilise sur une revendication, on pourrait croire qu'il deviendrait soudain disons plus à gauche, grave erreur d'appréciation encouragée par ses dirigeants corrompus, en réalité il n'en est rien, plus à gauche de qui doit-on se demander, certainement pas des millions de travailleurs pauvres ou livrés en permanence à la précarité et pour lesquels se radicaliser à gauche ou adopter une orientation conforme à leurs intérêts consisterait à situer chaque lutte comme une étape du combat pour en finir avec le régime en place, car pour eux même l'adoption de quelques mesures destinées à améliorer leur quotidien seraient loin du compte ou ne changeraient rien au cauchemar que constitue leur condition, seul un changement de régime pourrait permettre d'en venir à bout, or cette perspective politique est absente en pratique du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle.

Le mouvement ouvrier est composé essentiellement de nantis par rapport au reste des travailleurs, il organise les couches supérieures, celles qui bénéficient de la garantie d'emploi, fonctionnaires ou salariés des entreprises du CAC40, des grandes entreprises, des entreprises moyennes dégageant le plus de plus-value, le gros des troupes bénéficient de conditions de travail plus avantageuses que celles réservées aux autres travailleurs, salles de classe, bureaux, laboratoires, de salaires plus élevés, de conventions collectives (et CE) généreuses, horaires réduits à 35 heures, voire moins, horaires mobiles au choix, jours de congés supplémentaires à l'ancienneté, 13è mois, voire 14è ou plus, prime d'intéressement, régimes spéciaux et retraite anticipée, etc. donc quand il se mobilise, c'est uniquement pour défendre leurs avantages ou leurs statuts, jamais l'Etat (employeur) ou le régime n'est visé.

Les syndicats qui vivent essentiellement grâce à l'activité des militants organisés dans des partis dits ouvriers, qui constituent le gros des troupes de leurs permanents, de leurs instances dirigeantes à différents niveaux, participent au côté du patronat à la cogestion des rapports d'exploitation établis de manière à assurer la stabilité des entreprises pour le compte des capitalistes, la pérennité du régime. Depuis un siècle, c'est devenu leur principale fonction ou raison d'être, leur véritable nature qui n'a plus rien à voir avec leur mission originelle qui était de lutter par tous les moyens jusqu'à l'émancipation du capital, objectif qu'ils ont renié ou définitivement abandonné, puisqu'ils sont liés corps et âme au capitalisme.

En gros, le syndicalisme est devenu une extension du service du personnel de l'entreprise, le délégué syndical ou du personnel est le collaborateur du DRH pour le compte du patron ou des actionnaires. L'ouvriérisme et le tiers-mondisme, servent de

bonne conscience ou de masque à la collaboration de classes, aux fossoyeurs du syndicalisme et du socialisme.

Dans ces conditions, nous n'aurions jamais dû rien attendre du mouvement ouvrier tel qu'il existait, et nous aurions dû combattre pour sa refondation au lieu de s'en accommoder.

Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas ce qui est en train de se passer en ce moment. Ils n'en reviennent toujours pas, ils en sont encore se demander comment cela a-t-il été rendu possible, mais comme ils refusent de partager l'analyse que je viens d'exposer, pourquoi pas, je ne tiens à l'imposer à personne, et qu'ils ne veulent pas admettre qu'ils n'ont aucune autre explication cohérente à fournir, là c'est réellement un problème. Ils racontent que ce serait le produit de la fatalité, la faute à pas de chance, on serait en présence d'une suite de coïncidences improbables, énigmatiques ou mystérieuses qui se produiraient sans savoir ni pourquoi ni comment, autant dire que la situation leur échappe totalement parce qu'elle n'entre pas dans le cadre de leur dogmatisme, de leur système de pensée préconditionné qui n'a cessé de les induire en erreur, parfois durant toute une vie, c'est dur à avaler, on veut bien le concevoir, d'autant plus qu'on est personnellement aussi passé par là.

Aujourd'hui ce sont des médecins, des éléments des classes moyennes, donc extérieurs au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière, qui montent au créneau pour dénoncer le régime totalitaire qui sévit sous Macron, qui cherchent à s'organiser, qui se rassemblent en lançant des appels en direction des masses à rejeter les mesures liberticides qui nous sont imposées. Leur révolte prend trop d'ampleur et les médias ne peuvent plus les ignorer totalement ou les censurer. Honte à tous ceux qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme qui ont soutenu ces mesures tyranniques !

Les lecteurs qui ont lu attentivement les causeries des 12 dernières années devraient savoir à quoi s'en tenir, alors pourquoi ne se manifestent-ils pas ? Ils ont des réponses à toutes les questions que l'actualité sociale ou politique avait mises à l'ordre du jour durant cette période. Ils ont eu l'occasion d'en vérifier la véracité ou la justesse une multitude de fois, et ils ont pu s'apercevoir que nous nous sommes rarement trompé ou que les faits nous avaient donné raison presque chaque fois, dès lors que nous étions en possession des éléments pour interpréter la situation.

Les classes moyennes vivent de plus en plus mal ces restrictions drastiques aux libertés fondamentales, c'est bon signe, c'est encourageant. Ceux qui estimèrent qu'on les aurait méprisées n'avaient vraiment rien compris à notre démarche. On ne les a pas davantage idéalisées que la classe ouvrière. C'est d'elles que viendra notre salut, et non des dirigeants corrompus du mouvement ouvrier. Elles pourraient y jouer un rôle déterminant comme à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, en prendre la direction, fournir une nouvelle direction à la classe ouvrière. Combien de temps cela prendra-t-il ? Je l'ignore, les évènements peuvent s'accélérer très rapidement car la situation actuelle est intolérable au quotidien, intenable à moyen terme. Combien de militants parviendront-ils à se libérer du carcan de leurs partis dégénérés ? Je l'ignore aussi, des milliers sans doute, on a toujours confiance en eux, même s'il est préférable de ne pas leur dire, ils pourraient le prendre comme un encouragement à persister dans l'erreur. Qu'ils ne croient pas un instant à un éventuel sursaut ou redressement de leurs partis, c'est impossible comme nous l'enseigne toutes les expériences du passé.

La lutte contre les mesures liberticides ou totalitaires que nous a imposées Macron devrait être prioritaire, elle ne peut se mener que sur le plan politique : Chassons Macron, abolissons la Constitution et les institutions de la Ve République, fondons une République sociale...

Nous aurions pu constituer l'embryon d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou y contribuer, mais apparemment mes lecteurs ne veulent pas en entendre parler, cela ne les intéresse pas, ils ont dû trouver mieux ailleurs ou ils s'en foutent en vérité, dommage.

Dans un brouillon j'avais formulé cela ainsi.

La social-démocratie envoya à la boucherie la classe ouvrière en 1914 en votant les crédits de guerre qui devaient enrichir davantage l'oligarchie. Deux décennies plus tard, le Front populaire fraiera la voie au régime de Vichy, au fascisme et à la guerre qui rapportera encore plus aux mêmes oligarques.

En 2020 la classe ouvrière et les couches progressistes des classes moyennes ne se reconnaissant plus dans le PS et le PCF, pour la troisième fois, ils vont adopter des mesures de guerres contre la classe ouvrière cette fois décrétées par le représentant direct de l'oligarchie, E. Macron, réduisant à néant nos libertés individuelles et collectives, suivi de près par tous leurs satellites dits d'extrême gauche ou assimilés...

PSA délocalise la conception de sa prochaine gamme en Inde - Marianne 3 septembre 2020

C'est une première. À rebours de l'ode à la relocalisation, la marque au lion décide de se passer des ingénieurs français ! Marianne 3 septembre 2020

LVOG - Les classes moyennes ont vraiment de quoi s'inquiéter... s'organiser et se mobiliser...

Pour quelle société ?

- "Ces salariés (du groupe Casino) ont été «sacrifiés» «pour la société, pour que les gens puissent continuer de se nourrir»." Leïla Chaibi (LFI), samedi 9 septembre à Montparnasse. sputniknews.com 9 septembre 2020

LVOG - Ils se sont nourris en premier, après les actionnaires des multinationales de l'agro-alimentaire, il aurait mieux vallu qu'ils ne puissent plus se nourrir et se soulèvent pour abattre le régime.

Cela aurait fait des morts. Et après, en ne prescrivant pas l'hydroxychloroquine et l'azythromycine ils ont précipité inutilement la mort de 5 à 10.000 personnes, une révolution ne fait jamais autant de morts qu'une guerre.

Trump plus révolutionnaire que le mouvement ouvrier ? Vous me direz qu'il n'aurait aucun mérite.

- Le Pentagone «ne veut rien d'autre que la guerre», affirme Trump - sputniknews.com 8 septembre 2020

Le Président américain a déclaré lors de la conférence de presse tenue lundi 7 septembre que le Pentagone faisait tout pour satisfaire les fabricants d'avions de combat et de bombes.

Pour Donald Trump, les chefs du Pentagone ne veulent rien que la guerre pour contribuer à l'enrichissement des entreprises du complexe militaro-industriel.

«Je ne dis pas que les militaires m'aiment, mais les soldats m'aiment. Les cadres du Pentagone, apparemment non, parce qu'ils ne veulent rien d'autre que la guerre pour que ces belles entreprises produisant des bombes, des avions et le reste soient heureuses», a-t-il lancé lors de sa conférence de presse lundi 7 septembre. sputniknews.com 8 septembre 2020

LVOG - Vous aurez compris pourquoi ce qu'ils appellent la gauche préfère Biden, le candidat du Pentagone et de la guerre, ou pourquoi l'extrême gauche matraque sans cesse Trump en épargnant Biden...

Qui a dit : Une alliance avec le PS, pourquoi pas ?

- Sa "*ligne, c'est pas de division artificielle, mais pas d'union superficielle*". Selon lui, le PS *"continue à ne rien remettre en cause de ce qu'ils ont fait précédemment*". "*Si, par contre, il y a un débat qui s'ouvre, moi je suis preneur de ce débat. Ce n'est pas une question de posture de ma part, c'est une question de dynamique politique*", a-t-il résumé.

Réponse : Alexis Corbière (LFI).

LVOG - Il avait rappelé avant que l'insoumission était uniquement une posture trompeuse.

- "*Aux municipales, il y a des villes, que ce soit Grenoble, Lyon, Marseille, où les insoumis étaient dans des listes communes, derrière des personnalités écologiques. On a accepté de jouer le jeu, de ne pas considérer qu'on devait avoir la tête de liste ou rien*". francetvinfo.fr 8 septembre 2020

Totalitarisme. L'Etat policier en famille.

- Bordeaux: le nouveau maire vert réclame l'installation d'une compagnie de CRS - AFP 10 septembre 2020

Le nouveau maire (EELV) de Bordeaux Pierre Hurmic a souhaité jeudi l'installation à Bordeaux d'une compagnie de CRS permanente alors que la ville est aux prises avec une vague d'insécurité depuis plusieurs mois.

Sa réclamation déjà en partie exhaussée.

- L'ex-ministre de l'Intérieur Christophe Castaner élu à la tête des députés LREM - AFP 10 septembre2020

- Le maire écolo de Bordeaux supprime le sapin de Noël , un "arbre mort" - Le HuffPost 11 septembre 2020

- Insécurité: Pécresse fustige des résultats "insuffisants" et propose des "prisons différenciées" - AFP 09 septembre 2020

La présidente de la région Ile-de-France Valérie Pécresse (ex-LR) a fustigé mercredi l'"insuffisance de résultats" d'Emmanuel

Macron sur les questions sécuritaires, et plaidé pour des "prisons différenciées" afin de faire appliquer les peines. AFP 09 septembre 2020

Sous un régime totalitaire vous êtes présumé coupable.

- Affaire Assange : Une parodie de procès s'ouvre aujourd'hui à Londres - entelekheia.fr 7 septembre 2020

Paru sur Consortium News sous le titre Editorial : A Trial Begins in London

À en juger par la première semaine d'audiences en février, il ne semble pas important de savoir ce que dit ou fait l'accusation, ni comment la défense réagit. Il semble que la décision ait déjà été prise.

Il y aura certainement une surprise lorsque les trois ou quatre prochaines semaines d'audience dans l'affaire d'extradition de Julian Assange au tribunal de l'Old Bailey seront terminées. Il est encore possible que lorsque le dernier mot sera dit au tribunal, la magistrate Vanessa Baraitser décidera que les États-Unis n'auront pas convaincu et qu'Assange ne sera pas envoyé en procès à Alexandria, en Virginie.

Mais à en juger par la première semaine d'audiences en février au tribunal de la Couronne de Woolwich, tout indique que la décision d'extrader Assange a déjà été prise et que les trois ou quatre prochaines semaines seront simplement du théâtre juridique où l'on examinera les requêtes pour faire croire que l'éditeur de WikiLeaks bénéficie d'un procès équitable. Il y a un nom pour cela :

« Une parodie de procès est un procès public dans lequel les autorités judiciaires ont déjà déterminé la culpabilité, et/ou l'innocence, du défendeur. Le procès proprement dit a pour seul but de présenter l'accusation et le verdict au public afin qu'ils servent à la fois d'exemple et d'avertissement aux autres dissidents ou transgresseurs potentiels ». (Wikipedia anglais)

Y a-t-il une meilleure façon de décrire ce qui s'est passé pour Assange que la définition ci-dessus ?

Un dossier sans consistance

Le dossier de l'accusation contre Assange est extrêmement faible, mais cela ne semble pas avoir d'importance. Au cours de la première semaine, les avocats britanniques n'ont pas mentionné le seul point technique dont Assange peut vraiment être accusé : la possession et la diffusion non autorisées d'informations classifiées.

C'est parce que cette accusation implique directement le reste de la presse qui, pendant des années, a possédé et diffusé des documents secrets et n'a jamais été inculpée. Cette question était tellement au premier plan des préoccupations des États-Unis qu'ils ont demandé au Conseiller de la Reine de s'adresser directement à une tribune de presse, au début février, pour essayer de convaincre les journalistes qu'ils n'étaient pas concernés.

Mais la démarche elle-même a introduit la notion selon laquelle la presse est effectivement en danger dans cette affaire. Sans l'accusation de possession non autorisée, il ne reste pas grand-chose pour les États-Unis. Ce qui serait un problème s'il s'agissait d'une procédure judiciaire sérieuse. Les informateurs

Les États-Unis ont néanmoins quelques positions de repli. L'une consiste à accuser Assange d'avoir mis en danger la vie d'informateurs américains dans les communiqués de WikiLeaks. L'acte d'accusation de l'Espionage Act [loi US sur l'espionnage] en dit long à ce sujet. Sauf que les informateurs ne sont pas mentionnés dans la loi sur l'espionnage et parmi les lois citées en tête de l'acte d'accusation, aucune ne mentionne la mise en danger de la vie des informateurs.

C'est parce qu'il ne semble pas y avoir de loi contre cela. Mais même s'il y en avait une, nous savons par le journaliste australien Mark Davis qu'Assange s'est prioritairement préoccupé de supprimer des noms d'informateurs et qu'il a passé une nuit blanche, le week-end précédant la publication, pour supprimer autant de noms que possible.

Il y a aussi le fait que l'ancien Secrétaire américain de la défense Robert Gates a déclaré que les communiqués de WikiLeaks n'avaient causé aucun tort, si ce n'est d'embarrasser Washington et d'autres gouvernements.

Les règles d'engagement

L'accusation n'a jusqu'à présent pas mentionné la fuite de la vidéo Collateral Murder, et la raison en est probablement que la vidéo, qui présente des preuves flagrantes d'un crime de guerre américain, n'a jamais été classée secrète, et donc que sa publication ne représente pas une violation de la loi sur l'espionnage.

L'accusation a plutôt semblé indiquer, dès la première semaine, qu'elle ferait grand cas de la publication par Assange des

règles d'engagement classifiées concernant l'incident de Collateral Murder. Ces règles étaient apparemment classées secrètes. Mais la défense a fait valoir que Chelsea Manning a divulgué les règles, et qu'elles ont été publiées par WikiLeaks précisément parce qu'elles montrent que les États-Unis les ont enfreintes en abattant des civils dans une rue de Bagdad.

Le complot pour commettre une intrusion informatique

L'autre solution pour l'accusation est de faire valoir le fait qu'Assange a conspiré avec Manning pour s'introduire dans un ordinateur du gouvernement afin de voler des documents gouvernementaux. L'acte d'accusation contre Assange indique clairement que Manning avait un accès légal à ces documents et qu'Assange l'aidait seulement à signer sous un nom administratif pour protéger son identité.

La défense a ensuite lancé une bombe en février, affirmant que le but de l'exercice n'était pas de voler des documents, mais de permettre à Manning de télécharger illégalement des vidéos musicales et des jeux vidéo, ce qui est interdit au personnel américain en service actif. Il sera intéressant de voir où cette accusation ira.

Pas d'accès à ses avocats

Dans une procédure sérieuse, Assange aurait été autorisé à consulter ses avocats pour préparer son dossier. Mais le système pénitentiaire britannique ne l'a pas permis dans les semaines qui ont précédé ce jour. Assange a reçu un ordinateur en lecture seule dont les touches étaient collées, et lorsqu'il a obtenu un document juridique, celui-ci lui a été confisqué au moment où il a été fouillé et menotté 11 fois, avant une audience en février.

Ce ne sont pas là les actions d'un système judiciaire qui veut que justice soit faite.

Nous attendons toujours un résultat juste, mais nous nous préparons à un résultat prédéterminé. entelekheia.fr 7 septembre 2020

DEUXIEME PARTIE

Dans le camps des imposteurs au coronavirus.

Peu importe de quoi vous mourrez, testé positif, vous serez comptabilisé parmi les victimes du Covid-19.

Selon le ministère, une personne est comptée comme victime du Covid-19 si «elle présente un diagnostic de Covid-19 confirmé biologiquement» et «des signes cliniques et des signes visibles en TDM (tomodensitométrie) thoracique évocateurs du diagnostic de Covid-19». sputniknews.com 10 sept. 2020

- Covid-19 : comment la pandémie renforce le pouvoir des régimes autoritaires - Europe1 10 septembre 2020

La pandémie de coronavirus a eu des effets secondaires dans les régimes autoritaires. Sous couvert de gestion de l'épidémie plusieurs pays dirigés par des leaders autoritaires ou dictatoriaux en ont profité pour renforcer leur arsenal de surveillance et de contrôle des populations au détriment des libertés de leurs concitoyens. Des mesures opportunistes permettant de renforcer l'emprise de ces dirigeants. Europe1 10 septembre 2020

LVOG - Pas en France, évidemment.

- Six mois de pandémie: quelques certitudes, pas mal de doutes, beaucoup d'inconnues - AFP 10 septembre 2020

- Le Covid-19 fait aujourd'hui partie de notre vie
- Qu'est-ce qui nous attend cet automne et cet hiver?
- Tous insistent en revanche sur l'importance des gestes barrières et du masque.
- Trouver un vaccin efficace et sûr est considéré comme la meilleure manière de mettre un terme à la pandémie.
- Et dans le pire des scénarios, il reste possible qu'on n'arrive jamais à mettre un vaccin au point.
- L'hydroxychloroquine (...) n'a pas démontré d'efficacité.

LVOG - La totale de la désinformation. Dans l'article suivant le nombre de morts n'était pas mentionné.

- Coronavirus: Plus de 8.500 nouveaux cas et 5.000 patients hospitalisés en France - Reuters 9 septembre 2020

Dans le registre sado-maso. Même une marionnette ne supporte pas le masque.

Pris d'une quinte de toux, Emmanuel Macron contraint de changer de masque - Ouest France 8 sept. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=E-68ZQN1oIE

Commentaire d'un internaute (YouTube): Bon, en 1min39 on voit tout ce qu'il ne faut pas faire : toucher son masque, l'enlever en le chiffonnant le donner à quelqu'un, se retoucher le nez, tousser dans l'air puis dans sa main, donner son micro et le reprendre. Et nous on nous prend la tête pour mettre cette muselière jusque dans les chiottes. C'est moi ou on nous prend un peu pour des cons.

LVOG - Il doit y avoir de ça. Si je peux me permettre, Si vous ne l'étiez pas ou si vous n'étiez pas prédisposé à l'être, vous ne vous poseriez pas cette question ! J'évite de porter un jugement, parce qu'on est toujours le con de quelqu'un, dit-on. De soi-même, c'est un bon exercice !

On devrait être plus modeste, on ne craindrait pas de se poser des questions sans se préoccuper des préjugés des uns ou des autres, du conformisme qui ramollit la volonté au point de supporter une muselière.

La question est de savoir pourquoi la population est-elle toujours aussi arriérée et soumise, et quels sont les facteurs ou les conditions qui continuent à créer cette situation. (Commentaire posté dans le blog du Dr. Maudrux)

Une version un peu plus longue.

Emmanuel Macron interrompt son discours en direct à cause d'une quinte de toux - Sputnik France 8 sept. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=GC-6cwU0d48&feature=emb_title

Commentaire d'un autre internaute (YouTube) : Depuis le 11 mai il y a eu en France des milliers de rassemblements en pleine air et surtout en milieux clos. Et il n'y a rien de grave dans le sens où les entrées dans les hôpitaux et en réanimations sont faibles. On est passé de 40 000 à 800 000 tests par semaine. Donc forcément il y a plus de cas. Plus on cherche plus on trouve.

On est passé de 550 morts par jour en avril à 8 par jour le 8 septembre. Il n'y a aucune deuxième vague partout en Europe. En Suède 200 cas jour et ils on eu 5 décès hier. Ils n'on pas confiné, massacré leur économie (en Europe le 3 septembre il y a eu 126 morts sur 500 millions d'habitants professeur Toussaint sur RFI radio) Donc faut ce calmer!

Cette année ils on baissé le seuil épidémique pour le covid de 150 pour 100 000 habitants à un seuil de 50 pour 100 000 habitants comme ça on est en zone rouge, et ils peuvent rapidement tirer la sonnette d'alarme. Alors que les années précédentes on était à 150 pour les virus respiratoires, pour rappel en France depuis des années on a chaque jour environ 465 morts du cancer, 410 morts de maladies cardiovasculaires, 120 morts de maladies de l'appareil respiratoire et pour finir chaque mois il y a 60 000 morts environ en France tous morts confondus et 1650 par jours environ 25 000 personnes meurent de faim dans le monde par jours. Dont environ 10 000 enfants.

Totalitarisme. Tyrannie, délation, eugénisme.

- Covid-19: les rassemblements de plus de 6 personnes interdits au Royaume-Uni dès lundi - BFMTV 9 septembre 2020

- La spectaculaire arrestation d'une surfeuse qui avait rompu sa quarantaine - Capital 8 septembre 2020

A Saint-Sébastien, dans le Pays basque espagnol, une jeune femme qui faisait du surf a été arrêtée par les forces de l'ordre. En effet, après avoir été testée positive au Covid-19, elle n'a pas respecté la quarantaine qui est imposée de l'autre côté des Pyrénées, explique El Diario Vasco. Elle a été arrêtée manu militari par deux policiers en combinaison de protection.

Ce sont ses collègues qui auraient prévenu les autorités. Capital 8 septembre 2020

- Des millions d'enfants dans le monde pourraient mourir des conséquences du Covid-19 - Yahoo 11 septembre 2020

Totalitarisme. Propagande. Ils osent tout. Lavage de cerveau et mains sales.

- Le coronavirus serait capable de pénétrer le cerveau, selon une étude - 20minutes.fr 12 septembre 2020

LVOG - La totalité de l'article était au conditionnel... Les virus et les bactéries sont présents par milliards dans le corps humain, non seulement ils ne présentent aucun danger, ils nous protègent.

La recherche actuelle estime que dans le corps humain il y a 100 fois plus de virus que de cellules humaines. wikipedia.org

Environ huit pour cent du génome humain est d'origine virale - c'est-à-dire les restes d'anciens virus qui nous ont infectés, développant une tolérance à l'échelle de l'espèce. Si chaque virus contenu dans un corps humain atteignait la taille d'une tête d'épingle, l'adulte moyen atteindrait 150 kilomètres (95 miles) de hauteur.

Dans une étude de 2018, Suttle a découvert que plus de 800 millions de virus se déposaient sur chaque mètre carré de Terre chaque jour.rtbf.be

Comment il a déjà pourri leurs cerveaux.

- Les-crises // 28.08.2020 à 10h39

« Atteindre l'immunisation collective » signifie en fait « il faut que presque tout le monde l'attrape », ce qui serait, à mon sens, une très mauvaise idée…

- Les-crises // 28.08.2020 à 10h49

Remarque : on ne sait toujours pas soigner très efficacement avec un traitement curatif, et ça risque de continuer longtemps, hélas…

Quand la médiocrité est devenue la norme, la marque de fabrique du régime.

- C'est un nouvel adversaire qui se dresse face à Didier Raoult. - voici.fr 10.09

Jimmy Mohamed s'est fait un nom en participant dès 2018 à Balance ton post !, l'émission de Cyril Hanouna sur C8. Ce jeudi 10 septembre c'est sur les ondes d'Europe 1, qu'il avait des choses à dire.

« Si vous n'êtes pas à risque pour vous-même, vous êtes à risque pour les autres et donc il va falloir prendre soin les uns des autres ».

"Il est temps de siffler la fin de la récréation et d'arrêter de se retrouver en famille ou entre amis"

Jimmy Mohamed a donné un conseil aux auditeurs : « Je vous invite à arrêter de fêter vos anniversaires, arrêter les réunions intra-familiales, arrêter les regroupements, les dîners de famille. Ce n'est plus le moment puisque l'épidémie est en train de flamber ». Sans le citer, il a enchaîné avec un tacle destiné à Didier Raoult, qu'il n'hésite pas à mettre dans le sac des charlatans : « Ne croyez pas les charlatans, en particulier du côté de Marseille, qui vous disent que tout va bien. C'est faux ». Pour conclure son coup de gueule, Jimmy Mohamed a encore supplié les Français à se discipliner : « Mettez-vous loin les uns des autres, anticipons les choses, évitons d'arriver à cette catastrophe parce que pour l'instant ça va mais d'ici quelques jours, si ça flambe, on aura l'air malin. Bref, vraiment, je vous recommande d'arrêter de vous regrouper. L'épidémie part de foyers intra-familiaux et donc il est temps de siffler la fin de la récréation ». voici.fr 10.09

LVOG - Les exigences de cette ordure sont tellement extravagantes que la population ne peut que les rejeter.

- YouTube censure une vidéo de Didier Raoult sur le Covid-19, puis rétropédale - Sputnik France 10 septembre 2020

Didier Raoult s'est indigné ce 10 septembre sur Twitter du fait que sa vidéo sur la mutation du coronavirus et sur des études favorables à l'hydroxychloroquine ait été censurée et supprimée par YouTube. Après deux appels, le professeur marseillais a indiqué que le site d'hébergement de vidéos avait remis la séquence en ligne.

Le professeur marseillais Didier Raoult, partisan du traitement à la chloroquine contre le Covid-19, a indiqué sur Twitter que sa vidéo publiée sur YouTube le 8 septembre avait été censurée et supprimée par le plateforme.

«Mon bulletin scientifique de mardi a été censuré par YouTube, décision confirmée après appel», a écrit M.Raoult sur le réseau social.

Mon bulletin scientifique de mardi a été censuré par Youtube, décision confirmée après appel. La vidéo a été réuploadée par France Soir, vous pouvez la voir à ce lien : https://t.co/zA7m0aAikF

Nous allons rapidement la télécharger sur de nouvelles plateformes d'hébergement.

— Didier Raoult (@raoult_didier) September 10, 2020

Dans cette séquence, le professeur marseillais parlait de la mutation du virus ainsi que des études favorables à l'hydroxychloroquine mettant ainsi en avant une carte du monde des pays utilisant ce médicament ou de la bithérapie en vert.

Après deuxième appel, YouTube a finalement remis la video de mardi dernier en ligne. Satisfait que cette censure ridicule soit abrogée.

Si la situation en reste là, polémique close de notre côté.https://t.co/ILqEGIrhXy

— Didier Raoult (@raoult_didier) September 10, 2020

Quelque temps plus tard, YouTube a remis la vidéo en ligne, mais après un deuxième appel, comme l'a précisé Didier Raoult sur Twitter. Sputnik France 10 septembre 2020

Pourquoi ils ont du souci à se faire.

Qui sont les « anti-masques » ? - euronews 8 septembre 2020

Portrait-robot des anti-masques dévoilé ce lundi dans une étude de la fondation Jean-Jaurès. (Un think tank néolibéral - LVOG)

Le profil des anti-masques français, que l'on attendait plutôt jeunes et issus des classes populaires ?profil type des personnes attirées par les théories conspirationnistes et enclins à une forte défiance politique? est tout à fait différent.

"D'une part, les femmes sont surreprésentées à près de 63%", souligne l'enquête, et "d'autre part, l'âge de ces individus est relativement élevé avec une moyenne de cinquante ans. Leur niveau d'éducation est, lui aussi, assez haut avec un Bac+2 en moyenne".

"Dès lors, les catégories sociales supérieures y sont également surreprésentées : les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 36% des personnes interrogées alors que leur poids n'est que de 18% dans l'ensemble de la population française. Au contraire, les ouvriers et employés ne représentent que 23% des anti-masques interrogés, soit la moitié de leur poids réel dans la population française". Le HuffPost 8 septembre 2020

LVOG - J'ai noté que (euronews 8 septembre 2020) : 29% se déclaraient à droite, et 87% avaient une bonne opinion du Pr. Raoult, 94% refuseraient de se faire vacciner et 57% soutenaient les Gilets jaunes.

On le savait déjà depuis 6 mois ! Quand l'Organisation Mafieuse de la Santé fait une découverte.

- Covid: pourquoi la cortisone est le premier traitement approuvé par l'OMS - Le HuffPost 7 septembre 2020

Une étape cruciale vient d'être franchie pour le traitement des cas de Covid-19. Le 2 septembre, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié sur son site un rapport sur l'efficacité des corticoïdes pour lutter contre les symptômes du coronavirus. Une première pour l'organisation, qui "recommande" désormais l'usage des corticoïdes sur les patients souffrant de la forme sévère du virus.

Pour ce qui est des patients souffrants d'une affection plus modérée, les conclusions sont inverses: l'anti-inflammatoire ne produit pas d'effets notables sur les symptômes, et peut même les aggraver. Un effet averse déjà connu dans les débuts de la pandémie, lorsque le gouvernement avait mis en garde contre l'usage des anti-inflammatoires pour les malades du Covid. Le HuffPost 7 septembre 2020

LVOG - C'est ce qu'avait affirmé le Pr. Raoult dans une vidéo.

L'internationale terroriste GIEC-OMS.

- Guterres: s'unir face au changement climatique, ou "nous sommes perdus" - AFP 8 septembre 2020

Les Etats doivent s'associer pour lutter contre le réchauffement climatique ou notre monde sera "perdu", avertit le patron de l'ONU Antonio Guterres, pour qui la pandémie de coronavirus illustre les méfaits de la désunion. AFP 8 septembre 2020

Ils osent tout. Quand les Pieds nickelés de la science disposent d'un super-ordinateur...

L'hypothèse bradykinique : quand un super-ordinateur fait avancer la recherche contre le Covid-19 - euronews.com 8 septembre 2020

Une étude génétique des patients atteints de Covid-19, réalisée à l'aide du super-ordinateur Summit, a permis de faire un grand pas en avant dans la compréhension de la manière dont le nouveau coronavirus provoque cette maladie.

Ce superordinateur, situé au Oak Ridge National Lab aux États-Unis, a analysé 40 000 gènes provenant de 17 000 échantillons différents au début de l'été pour tenter de comprendre le virus, comme l'a expliqué l'expert en intelligence artificielle Thomas Smith dans un article sur la plateforme Medium.

Bien que la machine soit le deuxième ordinateur le plus rapide au monde, le processus a néanmoins nécessité l'analyse de 2,5 milliards de combinaisons génétiques - un tour de force qui a pris plus de deux semaines.

Selon les conclusions de cette analyse, la bradykinine, un composé chimique naturel qui régule la pression sanguine, pourrait expliquer de nombreux aspects du Covid-19 et certains de ses symptômes.

Ces résultats sont susceptibles d'éclairer les raisons pour lesquelles le virus provoque des problèmes vasculaires chez certains patients, allant de l'accident vasculaire cérébral à l'inflammation de la peau ou des orteils, ainsi que d'indiquer de nouvelles thérapies potentielles pour traiter ses symptômes les plus graves. Comprendre le Covid-19, une course contre la montre

Face à un nouveau virus et à une maladie inconnue, les autorités sanitaires et la communauté médicale ont appris petit à petit comment traiter le nouveau coronavirus.

Au début, le virus semblait se manifester sous la forme d'un syndrome respiratoire – son nom scientifique complet est toujours Syndrome respiratoire aigu sévère 2, SARS-CoV-2 – avec des symptômes similaires à ceux d'un mauvais rhume ou d'une grippe. Les traitements étaient le reflet de cette vision.

Coronavirus, 2019-nCoV, Covid-19 : comment s'y retrouver ?

Mais rapidement, les médecins sur le terrain ont commencé à signaler d'autres symptômes plus graves : accidents vasculaires cérébraux, problèmes cardiaques, problèmes de peau et problèmes circulatoires, principalement au niveau des pieds. Des problèmes hormonaux ont également été détectés dans certains cas.

Les professionnels de la santé ont commencé à réaliser que l'oxygénation ou l'intubation des patients gravement malades, qui est le protocole initial en cas d'insuffisance respiratoire, ne donnait pas toujours les résultats escomptés. Un autre phénomène était à l'œuvre.

Peu à peu, des signes ont montré que les cas les plus graves et certains décès étaient dus à une "tempête de cytokines" – une réaction disproportionnée du système immunitaire du patient, capable d'endommager les organes vitaux.

Symptômes, chocs cytokiniques... Ce que l'on sait et ce que l'on ignore du Covid-19

Les scientifiques qui ont interprété les données du super-ordinateur Summit et qui ont publié leurs conclusions dans le journal scientifique eLife, pensent qu'une "tempête de bradykinine", un dysfonctionnement du système vasculaire qui entraîne une fuite des vaisseaux sanguins, pourrait aussi jouer un rôle clé. Ils ont toutefois ajouté qu'il est possible que les deux tempêtes, de cytokines et de bradykinine, soient "intimement liées". Qu'est ce que l'"hypothèse de la bradykinine" ?

Cette nouvelle hypothèse suggère qu'une tempête de bradykinine est responsable d'un grand nombre des symptômes, parmi les plus mortels, du Covid-19.

Cette théorie repose sur l'idée communément admise que l'infection commence par l'entrée du virus dans l'organisme par l'intermédiaire des récepteurs ACE2 largement présents dans le nez, mais aussi dans les intestins, les reins et le cœur.

Le super-ordinateur Summit a montré à l'équipe de chercheurs que les effets du Covid-19 ne se limitaient pas à ceux causés par

la colonisation des récepteurs ACE2 : le virus est également capable de les manipuler. Il pirate activement les propres mécanismes du corps humain, le poussant à augmenter la réponse de ces récepteurs.

Le Covid-19 est comme un cambrioleur qui entre dans votre maison par la fenêtre du deuxième étage, non fermée et ouvre aussi toutes vos portes et fenêtres pour que ses complices puissent se ruer à l'intérieur

Thomas Smith

M. Smith explique : "En ce sens, le Covid-19 est comme un cambrioleur qui entre dans votre maison par la fenêtre du deuxième étage, non fermée, et qui commence à tout piller. Une fois à l'intérieur, cependant, il ne fait pas que prendre vos affaires, il ouvre aussi toutes vos portes et fenêtres pour que ses complices puissent se ruer à l'intérieur et aider à rendre le pillage de manière plus efficace".

Le SARS-CoV-2 augmente les niveaux d'ACE2, ce qui abaisse la pression sanguine dans le corps humain et agit contre une autre enzyme appelée ACE (qui a l'effet inverse), laissant la porte ouverte à la bradykinine, affirment les chercheurs dans la revue scientifique.

Non contrôlée, la bradykinine provoque une perméabilité et une dilatation des vaisseaux sanguins ainsi qu'une hypotension, ajoutent-ils.

Quand les respirateurs sont inutiles contre le Covid-19

Dès lors que la pression sanguine n'est plus contrôlée et que les vaisseaux sanguins deviennent plus perméables, l'organisme ouvre la porte à des dysfonctionnements dans presque tout le corps, et cette porte reste ouverte.

Les patients atteints de Covid-19 et touchés par une "tempête de bradykinine" se "noient" parce que leurs alvéoles pulmonaires se recouvrent d'une substance gélatineuse.

En effet, de nombreux professionnels de la santé ont signalé des dommages aux vaisseaux sanguins du système respiratoire et de certains autres organes.

Cela expliquerait pourquoi, dans certains cas, il était inutile d'administrer de l'oxygène ou d'intuber les patients avec des respirateurs.

Une hypothèse utilisée pour identifier les patients à risque ?

Un autre mystère du Covid-19 est que certains patients ont souffert plus que d'autres de symptômes plus graves, même si des facteurs de risque ont été identifiés, comme l'âge, le surpoids et le diabète.

Des spéculations ont avancé comme explication des facteurs génétiques, le microbiote ou même le groupe sanguin.

L'hypothèse de la bradykinine pourrait nous aider à comprendre qui sont les patients qui risquent le plus d'être gravement touchés par le coronavirus.

Il semble à l'étude des bilans des victimes que les femmes soient moins susceptibles de mourir du Covid-19. Les chercheurs pensent qu'une protéine (la thymosine bêta-4), dont la concentration est deux fois plus élevée chez les femmes que chez les hommes, pourrait protéger les femmes contre certains des symptômes les plus graves du nouveau coronavirus.

En quoi cela aide à trouver un traitement contre le Covid-19 ?

Les chercheurs ont suggéré que les efforts visant à trouver un traitement contre les symptômes graves devraient se concentrer sur la réduction des tempêtes de bradykinine.

"D'autres expériences ont permis d'identifier plusieurs médicaments existants qui pourraient être réutilisés pour traiter les tempêtes de bradykinine", affirment-ils.

"Une prochaine étape possible serait de mener des essais cliniques pour évaluer l'efficacité de ces médicaments dans le traitement des patients atteints de Covid-19" expliquent les auteurs dans Elife. "En outre, comprendre comment le SRAS-Cov-2 affecte l'organisme aidera les chercheurs et les cliniciens à identifier les personnes les plus susceptibles de développer des symptômes mettant leur vie en danger". euronews.com 8 septembre 2020

TROISIEME PARTIE

Contre-propagande

.

- Vidéo. Le virus COVID-19: La campagne de peur n'a aucune base scientifique - Prof. Michel Chossudovsky 10 sept. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=VzA5YF2EMDE

- Manifestations "anticorona" en Allemagne et en Pologne - AFP 12 septembre 2020

Rien qu'à Munich (sud-ouest), où était organisée pour la première fois une manifestation nationale de ce genre, 10.000 personnes, ont été comptabilisées par la police, soit davantage que les 5.000 annoncées avant l'événement par les organisateurs.

Le rassemblement principal a dû être interrompu un peu moins d'une heure après son début car les règles de distance n'étaient pas respectées et que les participants ne portaient pas de masque.

D'autres villes allemandes ont également connu de tels rassemblements comme à Hanovre (centre) où au moins 1.000 personnes ont été recensées tout comme à Wiesbaden (ouest).

Une manifestation équivalente mais de plus petite taille a également rassemblé en début d'après-midi plusieurs centaines de personnes à Varsovie. (Près d'un millier de personnes ont manifesté dans le centre de Varsovie ce samedi 12 septembre, pour protester contre le port du masque et autres restrictions liées à la pandémie de Covid-19 et imposées par le gouvernement polonais. - RFI 13 septembre 2020)

Organisée notamment par une association s'opposant à une obligation vaccinale "Stop-NOP", la manifestation "En finir avec la pandémie!, Assez de mensonges!" s'est ouverte devant le siège du Parlement polonais. Les manifestants devaient ensuite passer par le centre de la capitale polonaise vers le siège de la télévision publique TVP qu'ils accusent de mentir sur la pandémie.

Les manifestants ont notamment scandé "Assez de mensonges, assez de masques" ou "Liberté, liberté!". Ils ont arboré des pancartes telles que "Bill Gates en prison", "Covid 1984, Les droits de l'Homme", ou "Le virus de la propagande", "Nous ne permettrons plus un nouveau lockdown!". Ils ont également réclamé la démission du gouvernement polonais. (Krzysztof, ouvrier du bâtiment ne regarde plus les JT. « Il y a plus de 1 000 personnes qui meurent chaque jour en Pologne du cancer, de complications médicales, dans des accidents de voiture ou de la vie. Alors quand j'entends que 12 personnes sont mortes un jour du Covid et que c'est un virus mortel, les bras m'en tombent ! », s'agace-t-il. - RFI 13 septembre 2020)

Les participants ont également observé une minute de silence en mémoire des personnes mortes "à la suite du blocus des services médicaux" du fait de la pandémie, selon eux. AFP 12 septembre 2020

Espagne : manifestation contre le gouvernement, accusé de mal gérer la crise du coronavirus - euronews 13 septembre 2020

Environ 3000 personnes réclamaient la démission du chef du gouvernement espagnol dans les rues de Madrid samedi. euronews 13 septembre 2020

- Coronavirus : un restaurateur d'Annecy attaque l'arrêté rendant le port du masque obligatoire dans le centre-ville - covidinfos.net 10 septembre 2020

https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/haute-savoie/annecy/coronavirus-restaurateur-annecy-attaque-arrete-contre-port-du-masque-centre-ville-1871892.html

- **"**Mensonges, corruptions, manipulations**..."** Le documentaire **"**Hold-Up**"** entend faire la lumière sur la crise du Coronavirus - covidinfos.net 13 septembre 2020

Projet lancé par le journaliste Pierre Barnérias, le producteur Nicolas Réoutsky et le réalisateur Christophe Cossé, "Hold-Up" est un documentaire en cours de production dont l'objectif est de "retracer tout le déroulé des erreurs commises au plus haut

niveau". Visionnez la bande-annonce ci-dessous. Vous pouvez également soutenir le film sur sa page Ulule en cliquant ici. (https://fr.ulule.com/hold-up-1/)

Présentation par les auteurs :

"La Covid 19 a donné lieu à des échanges contradictoires entre médecins, spécialistes, professeurs, hommes politiques et experts, le tout orchestré et alimenté par le feu nourri des médias Il y eu bien des résistants à cette machine de guerre : Raoult, Perronne, Toussaint, Douste-Blazy, Montagnier, Michel etc.

Ce film entend revenir sur ce hold-up incroyable. Enregistrés en un studio ou en situation, ces acteurs racontent leur bataille, leur sidération et aussi leur amertume de n'avoir pas été entendus malgré des faits et des chiffres qui leur donnent raison.Est-il déjà trop tard ? Les dommages sont ils réparables? A qui profite le crime?

En contrepoint de ces propos, il y aura bien sûr les explications et les revirements sur les plateaux TV ou sur les bancs de l'assemblée nationale de ces hommes politiques, de ces médecins de plateaux et de ces professeurs de palais. Leur discours sera décodé bien-sur, même si leur arme, elle, n'a pas varié. C'est la peur. Et elle semble avoir gagné la première bataille."

– Le lien de la campagne Ulule :

https://www.ulule.com/hold-up-1/

– La page Facebook :

https://www.facebook.com/tprod-142813075785107

– Le site :

https://tprod.fr/project/thanatos-itv/

- «Covid-19: nous ne voulons plus être gouvernés par la peur» : la tribune de chercheurs et de médecins - Le Parisien 10 septembre 2020

Dans une tribune pour le Parisien, 35 chercheurs, universitaires et médecins, dont Jean-François Toussaint et Laurent Mucchielli, critiquent la communication du gouvernement sur la crise du Covid, qu'ils jugent trop anxiogène.

Dans cette tribune collective, 35 scientifiques, universitaires et professionnels de santé critiquent la politique et la communication gouvernementales. Selon eux, elles relèvent davantage d'un affichage d'une « posture protectrice » que d'une stratégie sanitaire précise.

« Nous, scientifiques et universitaires de toutes disciplines, et professionnels de santé, exerçant notre libre arbitre et notre liberté d'expression, disons que nous ne voulons plus être gouvernés par et dans la peur. La société française est actuellement en tension, beaucoup de citoyens s'affolent ou au contraire se moquent des consignes, et nombre de décideurs paniquent. Il est urgent de changer de cap.

Nous ne sommes pas en guerre mais confrontés à une épidémie qui a causé 30 décès le 9 septembre, contre 1438 le 14 avril. La situation n'est donc plus du tout la même qu'il y a 5 mois. Par ailleurs, si la guerre peut parfois justifier un état d'urgence et des restrictions exceptionnelles de l'Etat de droit et des libertés publiques qui fondent la démocratie et la République, ce n'est pas le cas d'une épidémie. Aujourd'hui comme hier, cette crise doit nous unir et nous responsabiliser, pas nous diviser ni nous soumettre.

C'est pourquoi nous appelons les autorités politiques et sanitaires françaises à cesser d'insuffler la peur à travers une communication anxiogène qui exagère systématiquement les dangers sans en expliquer les causes et les mécanismes. Il ne faut pas confondre la responsabilisation éclairée avec la culpabilisation moralisatrice, ni l'éducation citoyenne avec l'infantilisation. Nous appelons également l'ensemble des journalistes à ne plus relayer sans distance une communication qui est devenue contre-productive : la majorité de nos concitoyens ne fait plus confiance aux discours officiels, les complotismes en tous genres foisonnent sur les réseaux sociaux et les extrémismes en profitent.

Le confinement général, mesure inédite dans notre histoire, a eu des conséquences individuelles, économiques et sociales parfois terribles qui sont loin de s'être encore toutes manifestées et d'avoir été toutes évaluées. Laisser planer la menace de son renouvellement n'est pas responsable.

Il faut évidemment protéger les plus faibles. Mais de même que l'imposition du port du masque dans la rue, y compris dans les

régions où le virus ne circule pas, l'efficacité du confinement n'est pas démontrée scientifiquement. Ces mesures générales et uniformes, imposées sous surveillance policière, relèvent davantage d'une volonté d'afficher une posture protectrice que d'une stratégie sanitaire précise. D'où leur grande volatilité depuis six mois. Beaucoup d'autres pays agissent avec plus de cohérence. Une coordination européenne serait nécessaire.

Nous appelons également le gouvernement à ne pas instrumentaliser la science. La science a pour condition sine qua non la transparence, le pluralisme, le débat contradictoire, la connaissance précise des données et l'absence de conflits d'intérêts. Le Conseil scientifique du Covid-19 ne respectant pas l'ensemble de ces critères, il devrait être refondé ou supprimé.

Nous rappelons par ailleurs que les premiers à soigner les malades sont les médecins généralistes. Les écarter de la lutte contre le Covid, en ne leur fournissant ni tests ni masques et en suspendant leur liberté de prescrire les médicaments autorisés de leur choix a constitué une erreur qui ne doit pas se reproduire. L'ensemble des soignants doit au contraire être mobilisé, équipé et solidarisé afin d'améliorer nos capacités de réaction et non les restreindre.

Enfin, les impératifs de protection contre la contagion ne doivent pas conduire à trahir l'éthique médicale et les principes humanistes fondamentaux. Isoler les malades et protéger les personnes à risque ne veut pas dire les priver de tous droits et de toute vie sociale. Trop de personnes âgées sont décédées et se dégradent encore actuellement dans un abandon motivé par des motifs sanitaires non justifiés. Trop de familles souffrent de ne pouvoir leur apporter l'affection indispensable à leur bonheur et à leur santé.

Il est urgent de nous remettre à penser ensemble pour définir démocratiquement nos stratégies sanitaires, redonner de la confiance à nos concitoyens et de l'avenir à notre jeunesse. »

Les premiers signataires

Jean-François Toussaint, professeur de physiologie à l'Université de Paris ; Laurent Mucchielli, sociologue, directeur de recherche au CNRS ; Bernard Bégaud, professeur de pharmacologie à l'Université de Bordeaux ; Gilles Bœuf, professeur de biologie à Paris-Sorbonne Université ; Pierre-Henri Gouyon, professeur de biologie au Muséum national d'histoire naturelle ; Jean Roudier, professeur de rhumatologie à l'Université d'Aix-Marseille ; Louis Fouché, médecin, anesthésiste-réanimateur à l'Hôpital de la Conception ; Olivier de Soyres, médecin, réanimateur à la clinique des Cèdres ; Christophe Lançon, professeur de psychiatrie à l'Université d'Aix-Marseille ; Laurent Toubiana, épidémiologiste à l'Inserm ; Mylène Weill, biologiste, directrice de recherche au CNRS ; Anne Atlan, généticienne des populations et sociologue, directrice de recherche au CNRS ; Bernard Swynghedauw, biologiste, directeur de recherche émérite à l'Inserm ; Marc-André Selosse, professeur de microbiologie au Muséum national d'histoire naturelle ; Jean-Louis Thillier, médecin, immunopathologiste ; Jean-François Lesgards, biochimiste, chercheur au CNRS ; Alexandra Menant, biologiste, chercheuse au CNRS ; André Comte-Sponville, philosophe ; François Gastaud, chirurgien orthopédiste à Strasbourg ; Éric Desmons, professeur de droit public à l'Université Sorbonne Paris Nord ; Dominique Andolfatto, professeur de science politique à l'Université de Bourgogne Franche-Comté ; Charalambos Apostolidis, professeur de droit public à l'Université de Bourgogne-Franche-Comté ; Nicolas Sembel, professeur de sociologie à l'Université d'Aix-Marseille ; Dominique Crozat, professeur de géographie à l'Université de Montpellier ; Marnix Dressen-Vagne, professeur de sociologie à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ; Thomas Hippler, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Caen-Normandie ; Nicolas Leblond, maître de conférences en droit à l'Université Polytechnique Hauts-de-France ; Dominique Labbé, politiste, enseignant émérite à l'Université de Grenoble-Alpes ; Arnaud Rey, chercheur en psychologie au CNRS ; Mathias Delori, politiste, chercheur au CNRS ; Jacques Tassin, écologue, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ; Sylvie Gourlet-Fleury, écologue, chercheuse au Cirad ; Emmanuelle Sultan, docteur en océanographie physique, ingénieure de recherche au Muséum national d'histoire naturelle ; Christophe Leroy, biologiste, docteur en biologie moléculaire et cellulaire ; Bernard Dugué, docteur en pharmacologie, docteur en philosophie

- **"**La seconde vague risque d**'**être une vague de suicides**"** selon un article du quotidien Les Echos - covidinfos.net 11 septembre 2020

Cet article publié le 10 septembre sur le site du quotidien Les Echos met en garde contre une potentielle "épidémie de suicides" à venir. En cause, la crise économique et sociale notamment conséquente au confinement et à la "vague de faillites" qu'il a provoqué. Extraits.

"La seconde vague de l'épidémie de coronavirus, redoutée depuis la fin du confinement en France, pourrait être une épidémie de suicides. « Nous avons devant nous une vague de faillites, une vague de difficultés sur le front de l'emploi très violente », prédisait dès le mois de juin le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, en s'attendant à la suppression d'au moins 800.000 emplois cette année et un taux de chômage de plus de 10 %." […]

"Perte d'emploi et précarité sont des facteurs déclencheurs connus des tentatives de suicide." […]

"Le lien entre crise économique et suicide est incontestable, cela a été documenté dès la crise de 1929, et plus récemment lors de

la crise de 2008", affirme aux « Echos » Michel Debout, psychiatre et professeur de médecine légale, spécialiste de la prévention du suicide. « Il ne faudrait pas qu'une crise sanitaire en cache une autre. Et celle-ci pourrait avoir des conséquences dévastatrices non pas sur les personnes âgées, mais sur les travailleurs actifs », prévient-il. […]"

Source :

– LesEchos.fr :"Coronavirus : la seconde vague risque d'être une vague de suicides"

https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/coronavirus-la-seconde-vague-risque-detre-une-vague-de-suicides-1241086

Un collectif de parents pour lutter contre les "conditions de vie imposées aux enfants" et notamment le "masque obligatoire en milieu scolaire" - covidinfos.net 13 septembre

"PARENTS 2021 FRANCE" est un collectif de parents unis pour lutter contre les mesures sanitaires imposées aux enfants, et notamment le port du masque obligatoire en milieu scolaire. Voici leur présentation :

"Nous sommes parents et fondateurs du groupe privé facebook PARENTS 2021 FRANCE. Inspiré par nos amis Belges, notre collectif est né le 23 aout dernier. Plus qu'un groupe de discussion, nous sommes engagés.

Nos actions ont trait à la scolarité des enfants, au protocole sanitaire imposé par le gouvernement français. Celui-ci nous semble en effet violer la Convention Internationale des Droits de l'Enfant ratifiée par la France en 1990 ; il entrave au bon développement physique, psychosocial et moral des enfants, nuisant à leur santé et compromettant leur éducation et leur devenir dans la société. Un numéro vert a d'ailleurs été mis en place par l'Etat pour recueillir les angoisses des parents auprès de pédopsychiatres : "enfance et covid" tél. : 0 805 827 827

Objet :

Dans ces conditions nous nous mobilisons pour défendre les principes et les valeurs de la République au nom desquels le président Macron et son gouvernement ont accédé au pouvoir, nous dirigent mais en suivant, semble-t-il des règles et un agenda qui échappent totalement à notre contrôle citoyen et donc en outrepassant leurs droits et leurs devoirs envers le peuple.
Dans l'immédiat nos deux objectifs prioritaires sont :

1) d'en finir avec l'obligation généralisée du port du masque dans le milieu scolaire, dans la France entière.

2) d'empêcher la vaccination forcée qui arrive à grands pas comme suite logique de la généralisation de l'obligation du port du masque.

Buts :

Dés lors il est de notre responsabilité envers nous-même et les générations à venir :

1) de faire une mise à plat des droits, devoirs et limites de l'Etat dans ses prérogatives propres envers les citoyens et la Constitution qui les régit ;

2) de nous réarmer juridiquement face au bio-pouvoir que l'Etat entend s'arroger sur nous, nos enfants, notre santé;

3) De mettre au jour l'idéologie mondialiste qui sert de gouvernail à l'Etat au mépris des principes et des lois qui le re´gissent dans ses relations avec les citoyens ;

4) De nous unir et de nous rapprocher des professionnels compétents et combatifs (médecins, avocats, enseignants, associations dédiées) qui seront volontaires pour nous accompagner dans les luttes à mener afin de préserver nos droits et devoirs bien compris face à l'Etat.

Moyens :

Pour ce faire, nous PARENTS 2021 FRANCE avons saisi les différentes instances : établissements scolaires, rectorats, Inspections Académiques ainsi que le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports. Des centaines de courriers : "avenant à la fiche infirmerie", "questions sur la responsabilité des Ets. scolaires" leur ont été adressés. Aucune d'elles n'a daigné nous répondre.

Nous constituons au fil des jours un fonds documentaire de nature à nous armer contre les abus du pouvoir étatique. Nous partageons nos expériences et nos observations et nous nous tournons vers d'autres associations en pointe comme Laissons les médecins prescrire. Nous augmentons notre culture en matière de santé avec les articles que le professeur Patrice Gibertie, Médiapart, Covidinfos.net et d'autres, publient ; nous diffuserons le plus largement possible ce que nous savons.

Aucune société humaine digne de ce nom ne peut vivre en ne suivant pour loi que celle des profits spéculatifs à maximaliser partout, y compris dans la Santé et dans l'Education. Le privé doit absolument rester dans le périmètre que le peuple souverain lui assigne. L'Etat doit servir et non spolier le peuple souverain."

Page Facebook de PARENTS 2021 FRANCE : www.facebook.com/groups/2826834730870161/

Contact : p21france@protonmail.com

- Migraines, boutons, difficultés respiratoires**…"** Le masque **"**perturberait l**'**intégralité du corps**"** selon plusieurs spécialistes. - covidinfos.net 11 septembre 2020

Selon un article paru le 10 septembre dans la sulfureuse publication crypto-complotiste "Madame Figaro", le port prolongé du masque provoquerait notamment "difficultés pour respirer, boutons, démangeaisons et migraines…".

Extraits.

"Difficultés pour respirer, boutons, démangeaisons, migraines… Porté toute la journée, le masque perturbe nos habitudes mais aussi l'intégralité du corps. Explications de spécialistes.

[…] Le port prolongé du masque met une pression constante sur la peau et l'empêche de respirer. «Irritations, frottements, prolifération bactérienne due à la chaleur humide produite par la respiration sont autant de conséquences de cette nouvelle habitude que nous sommes en train d'adopter», nous indiquait Gautier Doat, médecin à la direction médicale de Ducray, dans un article du mois de mai. Certaines zones sont particulièrement exposées, notamment sous les yeux, l'arête du nez, le menton et l'arrière des oreilles.

«Nous ne sommes cependant pas dans le domaine de l'allergique, mais plutôt de l'irritatif», poursuit le médecin. Les pathologies déjà existantes telles que l'acné ou l'eczéma peuvent ainsi revenir de façon amplifiée. Sans oublier que le stress et l'anxiété liés à la situation jouent évidemment également un rôle. […]

Certaines personnes peuvent ressentir une sensation d'inconfort au niveau des yeux depuis la généralisation du port du masque. «Il provoque principalement une sécheresse oculaire parce que l'expiration de l'air est concentrée vers le haut, et provoque un courant d'air régulier vers les yeux», explique Damien Gatinel, ophtalmologue et chef de service à l'Hôpital Fondation Rothschild à Paris. Ces sécheresses touchent surtout les personnes ayant déjà une tendance à avoir les yeux secs, comme les porteurs de lentilles.

Le masque peut aussi être responsable d'atteintes secondaires : des allergies de contact autour des yeux (eczéma, irritation des paupières) ou des infections bactériennes. «La journée, les gens le mettent dans leur poche, le touchent puis le replacent sur leur visage. Tout cela facilite l'apparition de germes, et crée une porte d'entrée pour des infections comme des conjonctivites par exemple», continue le médecin. Enfin, lorsqu'il est porté trop haut, le masque peut aussi gêner le clignement des yeux. […]

Le masque a évidemment une influence sur la manière dont on prend et recrache l'air. «Cette protection nous oblige à respirer de manière plus superficielle, plus légère qu'à l'habitude», explique Delphine Bihr, ostéopathe. Les conséquences sont assez simples : on est essoufflé bien plus vite lors d'un effort. «On ne peut pas prendre de grandes respirations, sinon on avale le masque», continue la professionnelle. […]

Chez certains d'entre nous, le port du masque peut provoquer des «tensions de céphalée musculaire», indique le neurologue Dominique Valade, soit des tensions au niveau du crâne. Avec le masque sur le visage, on force sur les muscles faciaux sans forcément s'en rendre compte, et on crée une tension à l'origine du mal de tête. Pour celles et ceux déjà sujets aux migraines, ces tensions peuvent provoquer des crises plus régulières.

Selon le médecin, il n'y a guère de solutions pour remédier à ces maux de tête. La meilleure alternative serait de remplacer le masque par la visière, seulement cette dernière n'est pas acceptée dans tous les lieux, où le masque reste la seule protection autorisée." […]

Lire l'article intégral :

– Madame Figaro : “Migraines, boutons, respiration… Comment le masque perturbe notre corps”

https://madame.lefigaro.fr/bien-etre/masque-boutons-demangeaisons-respiration-migraines-impacts-sur-le-corps-100920-182225

- Le masque représente **“**une menace sérieuse pour le développement des enfants**”** préviennent soixante-dix médecins Flamands - covidinfos.net 13 septembre 2020

Soixante-dix médecins Flamands se sont unis pour publier une lettre ouverte qui demande notamment “l’abolition du masque dans les écoles tant pour le corps enseignant que pour les élèves”. Extraits.

“Ces derniers mois, le bien-être général des enfants et des jeunes a été soumis à de fortes pressions. Dans nos cabinets, nous voyons un nombre croissant d’enfants et de jeunes qui se plaignent en raison des règles de comportement qui leur ont été imposées. Nous diagnostiquons des problèmes d’anxiété et de sommeil, des troubles du comportement et une peur de la contamination. Nous constatons aussi une augmentation de la violence domestique, de l’isolement et de la privation. Beaucoup de jeunes manquent de contacts physiques et émotionnels”

“L’obligation du port du masque dans les écoles est une menace sérieuse pour leur développement. Il ignore les besoins essentiels de l’enfant en croissance (…) L’obligation du port du masque fait de l’école un environnement menaçant et dangereux, où la connexion émotionnelle devient difficile.”

Selon eux, il n’y a “aucune preuve à grande échelle que le port du masque dans un environnement non-professionnel ait un effet positif sur la propagation des virus, et encore moins sur la santé en général. Il n’y a pas non plus de base légale pour faire respecter cette obligation”.

Les signataires expliquent aussi que les enfants en bonne santé confrontés au Covid-19 guérissent par défaut sans complications et qu’ils contribuent par la suite à la protection de leurs semblables en augmentant l’immunité de groupe.[…]

Source :

– La Libre Belgique : Septante médecins flamands demandent l’abolition du masque dans les écoles: “Une menace sérieuse pour leur développement”

https://www.lalibre.be/belgique/enseignement/septante-medecins-flamands-demandent-l-abolition-du-masque-dans-les-ecoles-une-menace-serieuse-pour-leur-developpement-5f58a5189978e2322fa9d32c

SRAS-CoV-2 – Lettre ouverte des médecins et des professionnels de la santé à toutes les autorités belges comme aux médias belges par Médecins et professionnels de la santé belge (docs4opendebate.be) - Mondialisation.ca, 11 septembre 2020

Nous, médecins et professionnels de la santé belges, souhaitons par ce moyen exprimer notre profonde inquiétude quant au déroulement des événements de ces derniers mois entourant l’apparition du virus SRAS-CoV-2.

Nous faisons appel aux politiciens de s’informer de manière indépendante et critique dans le processus de prise de décision et dans la mise en œuvre de mesures obligatoires visant à protéger contre le coronavirus.

Nous demandons ici un débat ouvert, où tous les experts sont entendus sans aucune forme de censure.

Après la panique initiale autour du covid-19, les faits objectifs montrent maintenant une situation complètement différente – il n’y a plus de base médicale justifiant une politique d’urgence.

La politique actuelle de crise est complètement disproportionnée, faisant plus de mal que de bien.

Nous plaidons pour l’arrêt immédiat de toutes les mesures et demandons le rétablissement immédiat de notre gouvernance démocratique normale et de toutes nos libertés civiles.

« Une solution ne doit pas être pire que le mal », c’est une thèse qui est plus que jamais d’actualité dans la situation présente. Or, nous constatons sur le terrain que les dommages collatéraux qui sont actuellement causés à la population auront un impact plus important à court et à long terme sur toutes les couches de la population que le nombre de personnes qui sont actuellement sauvées. À notre avis, les mesures coronaires actuelles et les sanctions sévères en cas de non-respect de celles-ci sont contraires aux valeurs formulées par le Conseil Supérieur de la Santé belge qui, en tant qu’autorité sanitaire, a, jusqu’à récemment, toujours assuré une médecine de qualité dans notre pays : « Science – Expertise – Qualité –Impartialité

– Indépendance – Transparence ». 1

Nous sommes d'avis que cette politique a introduit des mesures obligatoires, qui ne sont pas suffisamment fondées scientifiquement, dirigées unilatéralement, et qu'il n'y a pas assez de place dans les médias pour un débat ouvert où les différents points de vue et opinions sont entendus. De plus, chaque municipalité et province a désormais la possibilité d'ajouter ses propres mesures, qu'elles soient fondées ou non.

En outre, la politique répressive et stricte en matière de corona contraste fortement avec la politique jusqu'ici minimale du gouvernement en ce qui concerne la prévention des maladies, le renforcement de son propre système immunitaire par un mode de vie sain, des soins optimaux avec une attention pour l'individu et l'investissement dans le personnel soignant.2

Le concept de la santé

En 1948, l'OMS a défini la santé comme suit : « La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'autres incapacités ».3

La santé est donc un concept large, qui va au-delà du physique, et qui concerne également le bien-être émotionnel et social de l'individu. La Belgique a également le devoir, du fait d'avoir adhéré aux droits fondamentaux de l'homme, de tenir compte de ces droits dans sa prise de décision lorsqu'il s'agit de mesures dans le cadre de la santé publique.4

Les mesures mondiales actuelles visant à lutter contre le SARS-CoV-2 violent considérablement cette vision de la santé et les droits de l'homme. Ces mesures comprennent le port obligatoire d'un masque buccal (aussi en plein air comme lors d'activités sportives, et dans certaines municipalités même lorsqu'il n'y a d'autres personnes à proximité), l'éloignement physique, l'isolement social, la quarantaine obligatoire pour certains groupes et des mesures d'hygiène.

La pandémie prévue avec des millions de morts

Au début de la pandémie, les mesures étaient compréhensibles et largement soutenues, même s'il y avait des différences de mise en œuvre avec les pays qui nous entourent. L'OMS avait initialement prévu une pandémie qui ferait 3,4 % de victimes, soit des millions de morts, et un virus très contagieux pour lequel il n'existait ni traitement ni vaccin. Cela mettrait une pression sans précédent sur les unités de soins intensifs (USI) de nos hôpitaux.

Ceci a conduit à une situation d'alarme mondiale, sans précédent dans l'histoire de l'humanité : « aplatir la courbe » a été représenté par un confinement qui a paralysé toute la société et l'économie mettant en quarantaine des personnes de bonne santé. La distanciation sociale est devenue la nouvelle norme en attendant un vaccin sauveur.

Les faits sur le covid-19

Au fur et à mesure, de nombreuses sources ont tiré la sonnette d'alarme : les faits objectifs révélaient une situation complètement différente.5 6

L'évolution du covid-19 a suivi le cours d'une vague d'infection normale, similaire à une saison de grippe. Comme chaque année, nous voyons un mélange de virus de la grippe suivre la courbe : d'abord les rhinovirus, puis les virus de la grippe A et B, puis les coronavirus. Il n'y a rien qui s'écarte de ce que nous voyons normalement..

L'utilisation du test PCR non spécifique, qui produit de nombreux faux positifs, a donné une image exponentielle. Ce test a été effectué à la hâte avec une procédure d'urgence et n'a jamais été sérieusement testé par soi-même. Le fabricant a expressément averti que ce test était destiné à la recherche et non au diagnostic.7

Le test PCR fonctionne avec des cycles d'amplification du matériel génétique – un morceau de génome est amplifié à chaque fois. Toute contamination (par exemple, d'autres virus, des débris du génome d'un ancien virus) peut éventuellement donner un faux positif.8

Le test ne mesure donc pas combien de virus sont présents dans l'échantillon. Une véritable infection virale signifie une présence massive de virus, ce qu'on appelle la charge virale. Si le test est positif chez une personne, cela ne signifie pas que cette personne est effectivement cliniquement infectée, malade ou susceptible à tomber malade. Le postulat de Koch n'a pas été respecté (« L'agent pur trouvé chez un patient présentant des symptômes, peut provoquer les mêmes symptômes chez une personne saine »). Étant donné qu'un test PCR positif n'indique pas automatiquement une infection ou une infectiosité active, cela ne justifie pas les mesures sociales prises, qui sont basées uniquement sur ces tests.9 10

Le confinement. Si l'on compare les vagues d'infection des pays menant une politique de confinement stricte avec celles des pays

qui n'en avaient pas (Suède, Islande …), on observe des courbes similaires. Il n'y a donc aucun lien entre le confinement imposé et l'évolution de l'infection. Le confinement n'a pas entraîné une baisse du taux de mortalité.

Si nous examinons la date d'application des confinements imposés, nous constatons qu'elle a été fixée après que le pic ait déjà été dépassé et qu'il soit tombé. Par conséquent, la diminution n'est pas l'effet des mesures qui ont été prise.11

Comme chaque année, il semble que les conditions climatiques (temps, température et humidité) et l'immunité croissante soient plus susceptibles de réduire la vague d'infection.

Notre système immunitaire

Depuis des milliers d'années, le corps humain est exposé quotidiennement à l'humidité et aux gouttelettes contenant des micro-organismes infectieux (virus, bactéries et champignons).

La pénétration de ces microorganismes est empêchée par un mécanisme de défense avancé : le système immunitaire. Un système immunitaire fort repose sur une exposition quotidienne normale à ces influences microbiennes. Des mesures d'hygiène excessives ont un effet néfaste sur notre immunité.12 13 Seules les personnes dont le système immunitaire est faible ou défaillant devraient être protégées par une hygiène poussée ou une distanciation sociale.

La grippe va réapparaître à l'automne (en combinaison avec le covid-19) et une éventuelle diminution de la résistance naturelle pourrait entraîner encore plus de victimes.

Notre système immunitaire se compose de deux parties : un système immunitaire congénital, non spécifique, et un système immunitaire adaptatif.

Le système immunitaire non spécifique forme une première barrière : peau, salive, suc gastrique, mucus intestinal, cellules ciliées vibratiles, flore commensale… et empêche la fixation des micro-organismes aux tissus.

S'ils se fixent quand même, les macrophages peuvent provoquer l'encapsulation et la destruction des micro-organismes.

Le système immunitaire adaptatif comprend l'immunité des muqueuses (anticorps IgA, principalement produits par les cellules de l'intestin et de l'épithélium pulmonaire), l'immunité cellulaire (activation des cellules T), qui peut être générée au contact de substances étrangères ou de micro-organismes, et l'immunité humorale (anticorps IgM et IgG produits par les cellules B).

Des recherches récentes montrent que les deux systèmes sont fortement imbriqués.

Il semble que la plupart des gens aient déjà une immunité congénitale ou générale contre par exemple la grippe et d'autres virus. Cela est confirmé par les découvertes faites sur le bateau de croisière Diamond Princess, qui a été mis en quarantaine à cause de quelques passagers morts du covid-19. La plupart des passagers étaient âgés et se trouvaient dans une situation idéale de transmission sur le navire. Cependant, 75% d'entre eux n'était pas infectés. Ainsi, même dans ce groupe à haut risque, la majorité est résistante au virus.

Une étude publiée dans la revue Cell montre que la plupart des gens neutralisent le coronavirus par une immunité muqueuse (IgA) et cellulaire (lymphocytes T), tout en présentant peu ou pas de symptômes.14 Les scientifiques ont pu constater une réactivité des cellules T CD4 du SRAS-Cov-2 allant jusqu'à 60% dans une population non infectée, ce qui suggère des réactions croisées avec d'autres virus du rhume (corona)15.

Ainsi, la plupart des gens ont déjà une immunité congénitale ou croisée parce qu'ils ont déjà été en contact avec des variantes du même virus.

La formation d'anticorps (IgM et IgG) par les lymphocytes B n'occupe qu'une part relativement faible de notre système immunitaire. Cela peut expliquer pourquoi, avec un pourcentage d'anticorps de 5 à 10 %, il peut déjà y avoir une immunité de groupe.

L'efficacité des vaccins est jugée en fonction de la présence ou non de ces anticorps. Il s'agit ici d'une fausse représentation des choses.

La plupart des personnes dont le test est positif (PCR) n'ont pas de plaintes. Leur système immunitaire est assez fort.

Le renforcement de l'immunité naturelle est une approche beaucoup plus logique. La prévention est un pilier important, insuffisamment mis en évidence : une alimentation saine et complète, de l'exercice en plein air, sans masque buccal, la réduction du stress et des contacts émotionnels et sociaux nourrissants.16

Les conséquences de l’isolement social sur la santé physique et mentale

L’isolement social et les dégâts économiques ont entraîné une augmentation de la dépression, de l’anxiété, des suicides, de la violence intrafamiliale et de la maltraitance des enfants.16

Des études ont montré que plus les gens ont d’engagements sociaux et émotionnels, plus ils sont résistants aux virus. Il semble beaucoup plus probable que l’isolement et la quarantaine aient des conséquences mortelles.17

Les mesures d’isolement ont également conduit à l’inactivité physique de nombreuses personnes âgées et à leur obligation de rester à l’intérieur, bien que les exercices physiques aient un effet positif sur le fonctionnement cognitif, qu’ils réduisent les plaintes et l’anxiété liées à la dépression et améliorent la santé physique, le niveau d’énergie, le bien-être et la qualité de vie en général.18

Il est prouvé que l’anxiété, le stress persistant et la solitude induite par la distanciation sociale ont une influence négative sur la santé psychologique et générale.19

Aucun traitement pour un virus extrêmement contagieux qui fait des millions de morts?

Le taux de mortalité s’est avéré plusieurs fois inférieur aux prévisions et est proche de celui d’une grippe saisonnière normale (0,2 %).20

Le nombre de décès par corona enregistrés semble donc encore surestimé. Il y a une différence entre la mort par corona et la mort avec corona. Les humains sont souvent porteurs de plusieurs virus et de bactéries potentiellement pathogènes en même temps. Compte tenu du fait que la plupart des personnes qui ont développé des symptômes graves souffraient d’une pathologie supplémentaire, on ne peut pas simplement conclure qu’une infection à la corona a été la cause du décès. Souvent, les statistiques n’en tiennent pas compte.

Les groupes les plus vulnérables sont clairement identifiables. La grande majorité des patients décédés étaient âgés de 80 ans ou plus. La majorité (70 %) des personnes décédées, âgées de moins de 70 ans, souffraient d’un trouble sous-jacent, comme une souffrance cardiovasculaire, le diabète sucré, une maladie pulmonaire chronique ou l’obésité. La grande majorité des personnes infectées (>98%) ne sont pas ou à peine tombées malades ou se sont remises spontanément.

En attendant, il existe une thérapie abordable, sûre et efficace pour ceux qui présentent de graves symptômes de maladie, sous la forme d’HCQ (hydroxychloroquine), de zinc et d’AZT (azythromycine). Appliquée rapidement, elle permet la guérison et évite souvent l’hospitalisation. Il n’y a presque plus personne qui doit mourir maintenant. Cette thérapie efficace a été confirmée par l’expérience clinique de collègues sur le terrain avec des résultats impressionnants qui contrastent fortement avec les critiques théoriques (insuffisamment étayées par des études en double aveugle) qui, dans certains pays (par exemple aux Pays-Bas), ont même conduit à l’interdiction de cette thérapie. Une méta-analyse publiée dans The Lancet, qui n’a pu montrer aucun effet de la HCQ, a été retirée. Les sources de données primaires utilisées se sont avérées peu fiables et deux auteurs sur trois étaient en conflit d’intérêts. Toutefois, la plupart des directives basées sur cette étude sont restées inchangées … 48 49

Nous nous posons de sérieuses questions sur ce déroulement des choses.

Aux États-Unis un groupe de médecins qui travaillent sur le terrain et voient des patients tous les jours, se sont réunis dans l’organisation America’s Frontline Doctors (Docteurs Américains de première ligne) et ont donné une conférence de presse qui a déjà été regardée plusieurs millions de fois.21 51

Le professeur français Didier Raoult, de l’Institut d’infectiologie de Marseille (IHU), a également présenté cette combinaison thérapeutique prometteuse dès le mois d’avril.

Le médecin hollandais Rob Elens, qui a soigné de nombreux patients dans son cabinet avec l’HCQ et au zinc, a fait appel à ses collègues de signer une pétition pour la liberté de thérapie.22

La preuve définitive vient du suivi épidémiologique en Suisse : taux de mortalité avec cette thérapie et sans elle.23

Grâce aux images bouleversantes du SDRA (syndrome de détresse respiratoire aiguë) dont les personnes ont été étouffées dans l’agonie et ont reçu la respiration artificielle, nous savons maintenant que cela a été causé par une réaction immunitaire exagérée avec coagulation intravasculaire dans les vaisseaux sanguins pulmonaires. L’administration d’anticoagulants et de dexaméthasone et le fait d’éviter la respiration artificielle, qui a entraîné des dommages supplémentaires aux tissus pulmonaires, signifie que cette redoutable complication n’est, elle aussi, pratiquement plus mortelle.47

Il ne s'agit donc pas d'un virus meurtrier, mais d'une condition bien traitable.

La propagation

La propagation se fait par infection au goutte-à-goutte (uniquement pour les patients qui toussent ou éternuent) et par aérosols dans des pièces fermées et non ventilées. La contamination n'est donc pas possible à l'air libre.

La recherche des contacts et les études épidémiologiques montrent que les personnes en bonne santé (ou les porteurs asymptomatiques testés positifs) ne peuvent pratiquement pas transmettre le virus. Les personnes en bonne santé ne se mettent donc pas en danger les unes les autres.24 25 26 27 28

Tout ceci remet sérieusement en question toute la politique de distanciation sociale et de masques buccaux obligatoires pour les personnes en bonne santé – il n'y a aucune base scientifique pour cela.

Les masques buccaux

Les masques buccaux ont leur place dans les contacts avec des groupes à risque confirmés ou des personnes souffrant de troubles des voies respiratoires supérieures et dans un contexte médical/un milieu hospitalier-RVT. Ils réduisent le risque d'infection par les gouttelettes provenant de l'éternuement ou de la toux. Chez les personnes en bonne santé, les masques buccaux sont inefficaces contre la propagation des infections virales. 2930 31

Le port d'un masque buccal n'est pas sans effets secondaires. 32 33

Un déficit en oxygène pouvant causer des maux de tête, nausées, fatigue, baisse de concentration se produit assez rapidement, un effet similaire au mal d'altitude. Chaque jour, nous voyons maintenant des patients se plaindre de maux de tête, de problèmes de sinus, de problèmes respiratoires et d'hyperventilation dus au port de masques buccaux. De plus, le CO2 accumulé entraîne une acidification toxique de l'organisme qui affecte notre immunité. Certains experts mettent même en garde contre une transmission accrue du virus lors d'un usage fautif.34

Notre code du travail (Codex 6) fait référence à une teneur en CO2 (ventilation des lieux de travail) de 900 ppm, avec un maximum de 1200 ppm dans des circonstances particulières. Après avoir porté un masque pendant une minute, cette limite toxique est facilement dépassée trois à quatre fois par rapport aux valeurs maximales. Quiconque porte un masque se retrouve donc dans une pièce extrêmement mal aérée! 35

L'utilisation inappropriée de masques buccaux sans dossier médical complet d'examen cardio-pulmonaire n'est donc pas recommandée par les spécialistes reconnus de la sécurité des employés. Les hôpitaux disposent d'un environnement stérile dans leurs salles d'opération où le personnel porte des masques et où il y a une régulation précise de l'humidité/température avec un débit d'oxygène contrôlé de manière appropriée pour compenser cela, et respecte donc des normes de sécurité strictes.36

Une seconde vague de corona?

On parle actuellement d'une seconde vague en Belgique, avec pour conséquence un nouveau durcissement des mesures. Cependant, en examinant de plus près les chiffres de Sciensano (dernier rapport du 30 août 2020)37, on constate que depuis la mi-juillet, le nombre d'infections a augmenté, mais qu'il n'y avait pas d'augmentation des admissions à l'hôpital ou des décès pendant cette période.

Cependant, en examinant de plus près les chiffres de Sciensano (dernier rapport du 30 août 2020)37, on constate que depuis la mi-juillet, le nombre d'infections a augmenté, mais que dans cette période, il n'y avait pas d'augmentation des admissions à l'hôpital ou des décès. Il ne s'agit donc pas d'une seconde vague mais plutôt d'une « épidémie de cas » (« a casedemic » comme on dit en anglais) due à l'augmentation du nombre de tests. 50 Ces dernières semaines, le chiffre des admissions à l'hôpital ou des décès a augmenté (de façon minime), mais pour l'interpréter, nous devons tenir compte de la vague de chaleur passée. En outre, la grande majorité des victimes se trouvent encore dans le groupe de population >75 ans. Cela indique que la proportion des mesures prises à l'égard de la population active et des jeunes est disproportionnée par rapport aux objectifs visés. La grande majorité des personnes « infectées » et dont le test est positif, se situent dans la catégorie d'âge de la population active, qui ne développe aucun symptôme ou seulement des symptômes limités.

Grâce à un système immunitaire qui fonctionne bien.

Donc rien n'a changé – le pic est passé.

Renforcer une politique de prévention

Les mesures corona forment un contraste frappant avec la politique jusqu'ici minimale du gouvernement lorsqu'il s'agit de mesures bien fondées ayant des effets bénéfiques avérés sur la santé, comme une taxe sur le sucre, l'interdiction des cigarettes (électroniques) et le fait de rendre les aliments sains financièrement attrayants et largement accessibles, l'exercice physique et les réseaux de soutien social. C'est une occasion manquée pour une meilleure politique de prévention qui aurait pu entraîner un changement de mentalité dans toutes les couches de la population avec des résultats clairs en termes de santé publique. Actuellement, seuls 3 % du budget des soins de santé sont consacrés à la prévention.2

Le serment d'Hippocrate

En tant que médecins, nous avons prêté le serment d'Hippocrate :

« Je m'occuperai avant tout de mes patients, je favoriserai leur santé et j'allégerai leurs souffrances. »

« J'informerai mes patients correctement. »

« Même sous pression, je n'utiliserai pas mes connaissances médicales pour des pratiques contraires à l'humanité. »

Les mesures actuelles nous obligent à agir contre ce serment.

D'autres professionnels de la santé ont un code similaire.

En outre, le « primum non nocere », qui forme le point de départ de tout médecin et professionnel de la santé, est compromis par les mesures actuelles et par la perspective de l'introduction éventuelle d'un vaccin généralisé, qui n'est pas soumis à des tests préalables approfondis.

Le vaccin

Des études sur la vaccination contre la grippe montrent qu'en dix ans, nous n'avons réussi que trois fois à développer un vaccin dont l'efficacité est supérieure à 50 %. La vaccination de nos personnes âgées semble être inefficace. Pour les plus de 75 ans, l'efficacité est presque inexistante.38

En raison de la mutation naturelle incessante des virus, comme nous le constatons également chaque année avec le virus de la grippe, un vaccin est tout au plus une solution temporaire, ce qui nécessite chaque fois de nouveaux vaccins par la suite. Un vaccin non testé, qui est mis en œuvre par le biais d'une procédure d'urgence et pour lequel les fabricants ont déjà obtenu une immunité légale en cas de dommages potentiels, suscite des questions sérieuses.39 40

Nous ne voulons pas utiliser nos patients comme cobayes.

A l'échelle mondiale, on s'attend à ce que le vaccin provoque 700 000 cas de dommages ou de décès.41

Si 95 % des personnes ne présentent pratiquement aucun symptôme pour le Covid-19, l'exposition à un vaccin non testé est un risque irresponsable.

Le rôle des médias et le plan de communication officiel

Au cours des derniers mois, les responsables de la presse écrite, de la radio et de la télévision semblaient suivre presque sans critique le « groupe d'experts » et le gouvernement, tandis que c'est justement la presse qui devrait être critique et empêcher la communication unilatérale du gouvernement. Cela a conduit à une communication publique dans nos médias, qui s'apparentait plus à la propagande qu'à un reportage objectif.

À notre avis, le journalisme a pour tâche de présenter les nouvelles de la manière la plus objective et la plus neutre possible, dans le but de trouver la vérité et de contrôler le pouvoir de manière critique, tout en donnant aux experts ayant une opinion différente un forum pour s'exprimer.

Ce point de vue trouve son appui dans le code du journalisme.42

Le discours officiel selon lequel un confinement était nécessaire, que c'était la seule solution possible, et que tout le monde appuyait ce confinement, a rendu difficile pour les contestataires et les experts d'exprimer une opinion différente.

Les opinions alternatives ont été ignorées ou ridiculisées. Nous n'avons pas vu de débats ouverts dans les médias, où les contestataires pouvaient donner leur avis.

Nous avons également été surpris du fait qu'un grand nombre de vidéos et d'articles de nombreux experts scientifiques et d'autorités ont été (et le sont encore) supprimés des médias sociaux. Nous estimons que cela ne correspond pas à un état constitutionnel libre et démocratique, d'autant plus que cela conduit à une vision étroite. Cette politique a également un effet paralysant et alimente la peur et l'inquiétude de la société. Dans ce contexte, nous rejetons l'intention de censure des opposants dans l'Union européenne!43

La manière dont le Covid-19 a été présenté par la politique et les médias n'a pas amélioré la situation. Les termes de guerre étaient populaires et le langage guerrier ne manquait pas. On parlait souvent d'une « guerre » avec un « ennemi invisible » qu'il fallait « vaincre ». L'utilisation dans les médias d'expressions telles que « les héros en première ligne » et « les victimes du coronavirus » a surtout alimenté la peur, tout comme l'idée que nous avons affaire à un « virus meurtrier » à l'échelle mondiale.

Le bombardement incessant de la population avec des chiffres, jour après jour, heure après heure, sans aucune interprétation, sans comparaison avec les décès dus à la grippe des années passées, sans comparaison avec les décès dus à d'autres causes, a véritablement terrorisé la population. Il ne s'agit là pas d'information, mais de manipulation.

Nous déplorons le rôle de l'OMS dans ce domaine, qui a demandé que « l'infodémie » (c'est-à-dire l'expression d'opinions divergentes du discours officiel, y compris la critique venant des experts opposés) soit réduite au silence par une censure sans précédent dans les médias.43 44

Nous invitons les médias à prendre leur responsabilité à cet égard!

Nous exigeons un débat ouvert où tous les experts sont entendus.

Loi d'urgence contre droits de l'homme

Le principe général de bonne conduite administrative exige que la proportionnalité des décisions publiques soit évaluée à la lumière des normes juridiques supérieures : toute ingérence des autorités publiques doit être conforme aux droits fondamentaux comme protégés par la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). L'ingérence des autorités publiques n'est autorisée que dans les situations de crise. En d'autres termes, les décisions discrétionnaires doivent être proportionnées à une nécessité absolue.

Les mesures actuelles concernent l'ingérence dans l'exercice, entre autres, du droit au respect de la vie privée et familiale, de la liberté de pensée, de conscience et de religion, de la liberté d'expression et de la liberté de réunion et d'association, du droit à l'éducation, etc. et doivent donc respecter les droits fondamentaux tels que protégés par la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)

Par exemple, conformément à l'article 8, paragraphe 2, de la CEDH, l'ingérence dans le droit à la vie privée et familiale n'est permise que si les mesures sont nécessaires dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, du bien-être économique du pays, de la protection de l'ordre public et de la prévention des infractions pénales, de la protection de la santé ou de la protection des droits et libertés d'autrui, le texte réglementaire sur lequel se fonde l'ingérence doit être suffisamment clair, prévisible et proportionné par rapport aux objectifs poursuivis.45

La pandémie annoncée, avec des millions de morts, semblait répondre à ces conditions de crise, ce qui a conduit à la mise en place d'un gouvernement d'urgence. Maintenant qu'il est clair qu'il n'y a pas d'état d'urgence, la condition d'incapacité d'agir autrement (pas le temps d'évaluer minutieusement s'il y a urgence) n'est plus présente. Le Covid-19 n'est pas un virus du rhume du cuir, mais une affection bien traitable avec une mortalité comparable à celle de la grippe saisonnière. En d'autres termes, il n'y a plus d'obstacle insurmontable à la santé publique.

Il n'y a pas d'état d'urgence.

La politique actuelle cause d'immenses dégâts

Une discussion ouverte sur les mesures coronariennes signifie qu'en plus des années de vie gagnées par les patients coronariens, nous devons également prendre en compte d'autres facteurs qui affectent la santé de toute la population. Pensez aux dommages dans le domaine psychosocial (augmentation de la dépression, de l'anxiété, des suicides, de la violence intrafamiliale et de la maltraitance des enfants)16 et aux dommages économiques.

Si l'on tient compte de ces dommages collatéraux, la politique actuelle est hors de proportion, ou pour le dire avec le proverbe: on tue des mouches avec un canon. Nous trouvons choquant que le gouvernement invoque la santé comme raison de la loi

d'urgence. En tant que médecins et professionnels de la santé, nous ne pouvons que rejeter ces mesures extrêmement disproportionnées face à un virus qui approche la grippe saisonnière en termes de nocivité, de mortalité et de transmissibilité.

Par conséquent nous demandons l'arrêt immédiat de toutes les mesures.

Nous mettons la légitimé des experts consultatifs actuels qui se réunissent à huis clos, en question.

Nous demandons également qu'une commission indépendante enquête de manière approfondie sur les raisons du maintien de toutes les mesures de restriction de la liberté, alors qu'entre-temps, les chiffres et les données scientifiques ont clairement montré qu'il n'y a aucune raison médicale pour cela un jour de plus..

Dans le prolongement de l'ACU 2020 46 (https://acu2020.org/version-francaise/), nous demandons une enquête approfondie sur le rôle de l'OMS et l'influence possible des conflits d'intérêts dans cette organisation. Elle a également été au cœur de la lutte contre « l'infodémie », c'est-à-dire la censure systématique de toutes les opinions divergentes dans les médias. Pour un état de droit démocratique ceci est inacceptable.43

Diffusion de cette lettre

Nous aimerions lancer par ce biais un appel public à nos associations professionnelles et à nos collègues prestataires de soins pour qu'ils donnent leur avis sur les mesures actuelles.

Nous attirons l'attention et appelons à une discussion ouverte dans laquelle les prestataires de soins peuvent et osent s'exprimer.

Avec cette lettre ouverte, nous donnons le signal que continuer la politique actuelle fait plus de mal que de bien, et nous appelons les responsables politiques à s'informer de manière indépendante et critique sur les preuves disponibles – y compris celles des experts opposants, pour autant qu'elles soient fondées sur des données scientifiques solides – lorsqu'ils mettent en place une politique, dans le but de promouvoir une santé optimale.

Avec inquiétude, espoir et à titre personnel.

Signez la lettre ouverte : https://docs4opendebate.be/fr/#petitie

1- https://www.health.belgium.be/nl/wie-zijn-we#Missie

2- standaard.be/preventie

3- https://www.who.int/about/who-we-are/constitution

4- https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/human-rights-and-health

5- https://swprs.org/feiten-over-covid19/

6- https://the-iceberg.net/

7- https://www.creative-diagnostics.com/sars-cov-2-coronavirus-multiplex-rt-qpcr-kit-277854-457.htm

8- Président John Magufuli de Tanzania: « Même les papayes et les chèvres testent positifs »

https://www.youtube.com/watch?v=207HuOxltvI

9- Lettre ouverte du biochimiste Dr Mario Ortiz Martinez au parlement aux Pays-Bas

https://www.gentechvrij.nl/2020/08/15/foute-interpretatie/

10- Interview avec Dr Mario Ortiz Martinez

https://troo.tube/videos/watch/6ed900eb-7459-4a1b-93fd-b393069f4fcd?fbclid=IwAR1XrullC2qopJjgFxEgbSTBvh-4ZCuJa1VxkHTXEtYMEyGG3DsNwUdaatY

11- https://infekt.ch/2020/04/sind-wir-tatsaechlich-im-blindflug/

12- Lambrecht, B., Hammad, H. The immunology of the allergy epidemic and the hygiene hypothesis. Nat Immunol 18, 1076–1083 (2017). https://www.nature.com/articles/ni.3829

13- Sharvan Sehrawat, Barry T. Rouse, Does the hygiene hypothesis apply to COVID-19 susceptibility?, Microbes and Infection, 2020, ISSN 1286-4579, https://doi.org/10.1016/j.micinf.2020.07.002

14- https://www.cell.com/cell/fulltext/S0092-8674(20)30610-3?_returnURL=https%3A%2F%2Flinkinghub.elsevier.com%2Fretrieve%2Fpii%2FS0092867420306103%3Fshowall%3Dtrue

15- https://www.hpdetijd.nl/2020-08-11/9-manieren-om-corona-te-voorkomen/

16- Feys, F., Brokken, S., & De Peuter, S. (2020, May 22). Risk-benefit and cost-utility analysis for COVID-19 lockdown in Belgium: the impact on mental health and wellbeing. https://psyarxiv.com/xczb3/

17- Kompanje, 2020

18- Conn, Hafdahl en Brown, 2009; Martinsen 2008; Yau, 2008

19- https://brandbriefggz.nl/

20- https://swprs.org/studies-on-covid-19-lethality/#overall-mortality

21- https://www.xandernieuws.net/algemeen/groep-artsen-vs-komt-in-verzet-facebook-bant-hun-17-miljoen-keer-bekeken-video/

22- https://www.petities.com/einde_corona_crises_overheid_sta_behandeling_van_covid-19_met_hcq_en_zink_toe

23- https://zelfzorgcovid19.nl/statistieken-zwitserland-met-hcq-zonder-hcq-met-hcq-leveren-het-bewijs/

24- https://www.cnbc.com/2020/06/08/asymptomatic-coronavirus-patients-arent-spreading-new-infections-who-says.html

25- http://www.emro.who.int/health-topics/corona-virus/transmission-of-covid-19-by-asymptomatic-cases.html

26- WHO https://www.marketwatch.com/story/who-we-did-not-say-that-cash-was-transmitting-coronavirus-2020-03-06

27- https://www.nordkurier.de/ratgeber/es-gibt-keine-gefahr-jemandem-beim-einkaufen-zu-infizieren-0238940804.html

28- https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-germany-banknotes/banknotes-carry-no-particular-coronavirus-risk-german-disease-expert-idUSKBN20Y2ZT

29- Déclarations contradictoires de nos virologistes https://www.youtube.com/watch?v=6K9xfmkMsvM

30- https://www.hpdetijd.nl/2020-07-05/stop-met-anderhalve-meter-afstand-en-het-verplicht-dragen-van-mondkapjes/

31- Expert de sécurité Tammy K. Herrema Clark https://youtu.be/TgDm_maAglM

32- https://theplantstrongclub.org/2020/07/04/healthy-people-should-not-wear-face-masks-by-jim-meehan-md/

33- https://www.technocracy.news/blaylock-face-masks-pose-serious-risks-to-the-healthy/

34- https://www.news-medical.net/news/20200315/Reusing-masks-may-increase-your-risk-of-coronavirus-infection-expert-says.aspx

35- https://werk.belgie.be/nl/nieuws/nieuwe-regels-voor-de-kwaliteit-van-de-binnenlucht-werklokalen

36- https://kavlaanderen.blogspot.com/2020/07/als-maskers-niet-werken-waarom-dragen.html

37- https://covid-19.sciensano.be/sites/default/files/Covid19/Meest%20recente%20update.pdf

38- Haralambieva, I.H. et al., 2015. The impact of immunosenescence on humoral immune response variation after influenza A/H1N1 vaccination in older subjects. https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/26044074/

39- Global vaccine safety summit WHO 2019 https://www.youtube.com/watch?v=oJXXDLGKmPg

40- Non-responsabilité des fabricants de vaccins

https://m.nieuwsblad.be/cnt/dmf20200804_95956456?fbclid=IwAR0IgiA-6sNVQvE8rMC6O5Gq5xhOulbcN1BhdI7Rw-7eq_pRtJDCxde6SQI

41- https://www.newsbreak.com/news/1572921830018/bill-gates-admits-700000-people-will-be-harmed-or-killed-by-his-covid-19-solution

42- Code journalistique https://www.rvdj.be/node/63

43- La désinformation concernant COVID-19, approches de la Commission européenne EurLex, juin 2020(ce fichier n'endommagera pas votre ordinateur)

44- https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)30461-X/fulltext

45- http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67142.pdf#search=67.142

46- https://acu2020.org/version-francaise/

47- https://reader.elsevier.com/reader/sd/

48- https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)31180-6/fulltext

49- https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)31324-6/fulltext

50- Il ne s'agit donc pas d'une seconde vague mais plutôt d'une « épidémie de cas » (« a casedemic » comme on dit en anglais) due à l'augmentation du nombre de tests.

https://www.greenmedinfo.com/blog/crucial-viewing-understanding-covid-19-casedemic1

51- https://docs4opendebate.be/wp-content/uploads/2020/09/white-paper-on-hcq-from-AFD.pdf

- **"**Il faut arrêter d**'**écouter les médias français. La France est probablement le pays d**'**Europe qui a le plus mal géré cette crise**"** selon A. Hubert - covidinfos.net 11 septembre

Antoine Hubert est notamment à la tête du réseau de cliniques privées Swiss Medical Network qui regroupe en Suisse 2500 médecins indépendants dans 21 établissements. Il est ici interviewé par le magazine Helvète Bilan. M. Hubert dénonce notamment le "rôle vicieux" des médias et estime que "La France est probablement le pays d'Europe qui a le plus mal géré la crise". Extraits.

"En Europe, globalement, tous les pays ont eu la même mortalité. Il faut rappeler que la population européenne est généralement en bonne santé et que le système sanitaire fonctionne bien. Il est vrai qu'en Angleterre, le système de santé ne fonctionne pas correctement ce qui a entraîné une mortalité plus élevée que chez nous. Concernant la Suède, tout le monde a critiqué son approche. Mais je suis persuadé que les statistiques sur 24 mois montreront qu'au final, il n'y a pas eu de surmortalité. Quant aux Etats-Unis, la population a toujours eu une espérance de vie plus basse qu'en Europe, car la population s'alimente mal et le système sanitaire n'est pas coordonné. […]"

"Aujourd'hui, nous sommes dans une situation plus liberticide et angoissante que pendant le pic de l'épidémie. Je ne comprends pas ce qui motive les gouvernements à durcir les mesures et maintenir la population dans une atmosphère anxiogène. Certaines personnes vont jusqu'à mettre un masque seul dans leur voiture, c'est délirant.[…]"

"On donne la parole à énormément d'experts qui ne travaillent plus, qui n'ont plus de patients entre les mains et qui sont complètement décorrélés de la réalité. On n'a pas assez impliqué les gens du terrain dans cette crise. Egalement au niveau économique, personne n'a demandé l'avis des acteurs économiques, des entrepreneurs, alors que nous sommes dans

une crise économique profonde.[…]”

“Les premiers responsables sont les médias qui jouent un rôle vicieux car ils sont en quête d’audience. C’est beaucoup plus accrocheur d’annoncer le nombre de cas positifs plutôt que de donner des chiffres complets qui annoncent que l’épidémie est derrière nous. Les interviews sont souvent menées de façon biaisée. Les médias sélectionnent, voire déforment l’information pour la rendre anxiogène. Et étant donné que les médias ont une influence sur le peuple, les élus prennent ensuite des décisions pour rassurer le peuple. […]”

“On teste de plus en plus de monde, donc on a évidemment plus de cas positifs. Mais ces cas positifs ne sont pas des malades, 90% d’entre eux n’ont même pas de symptômes. Il faut protéger les personnes fragiles certes, mais il ne faut pas imposer des normes sanitaires disproportionnées à toute la population et paralyser ainsi l’économie.[…]”

“Quand vous voyez comment certaines personnes portent leur masque, c’est tout simplement inutile. Le personnel soignant, lui, sait comment s’en servir et l’efficacité est indéniable dans les hôpitaux. En les rendant obligatoires au public, les masques provoquent un état de fébrilité et rendent les interactions difficiles. Ils devraient être recommandés pour les personnes à risque mais pas obligatoire, même dans les transports publics. Quand on se retrouve seul dans un wagon, ça n’a pas de sens de devoir porter un masque. […]”

“La presse doit être beaucoup plus factuelle et diffuser des chiffres dans leur globalité. Ensuite, il faut arrêter de qualifier tous ceux qui critiquent la gestion actuelle de la crise de corona-sceptiques. Le virus est certes contagieux, mais nous pouvons le gérer et le soigner.”

“Il est aussi important de se renseigner auprès des personnes sur le terrain. Nous travaillons avec 2500 médecins dont l’immense majorité estime que les mesures actuelles sont complètements disproportionnées. Et puis, il faut arrêter d’écouter les médias français. Car la France est probablement le pays d’Europe qui a le plus mal géré cette crise. Les Suisse-allemands sont beaucoup plus factuels alors que la presse romande est plus sensationnelle. Zurich est beaucoup plus souple dans les mesures sanitaires et a compris que l’économie est vitale. Quand vous vous promenez dans les rues, on ne se rend même pas compte qu’il y a une crise. La population n’est pas traumatisée comme en Suisse romande et plus particulièrement à Genève.”

Lire l’article intégral :

– Bilan.ch : «La gestion de la crise du COVID est délirante»

https://www.bilan.ch/economie/antoine-hubert-la-gestion-de-la-crise-du-covid-est-delirante

Haut de page

Le 18 septembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Pour réaliser cette causerie, j'ai été perturbé par les travaux qui ont lieu chez moi.

Je rajouterai des documents en fin de journée ou demain matin.

Vous vous souvenez peut-être qu'au moment où étaient annoncées des prévisions économiques catastrophiques, j'avais refusé de relayer ce discours alarmistes, considérant qu'un fort ralentissement de l'économie pendant deux mois n'était pas suffisant pour produire un effondrement significatif de l'économie comparable à un krach boursier ou une crise économique mondiale, qui plus est au cours des mois suivants la production et la consommation repartiraient et compenseraient le manque à gagner de cette période creuse, on était en droit de le penser et c'est en gros ce que les principaux indicateurs économiques affichent aujourd'hui.

L'OCDE revoit en hausse ses prévisions 2020 pour l'économie mondiale - Reuters 16 septembre 2020

Ce catastrophisme économique allait de pair avec la psychose ou le délire collectif sanitaire pour faire accepter par la population des sacrifices sur le plan social et politique se traduisant par une dérèglementation sociale et des atteintes aux libertés individuelles et collectives. C'était cousu de fils blancs ou c'était tellement bien orchestré, cela puait tellement à plein nez la machination, que j'en ai tiré la conclusion que ce chaos apparent servait en fait à camoufler une autre menace ou des intentions bien plus dangereuses pour les travailleurs qui ne seraient véritablement mis en avant que plus tard.

Cette épisode devait servir à y préparer psychologiquement les esprits, pour que chacun accepte de se faire vacciner et de jouer le jeu du traçage, deux facteurs qui menés à leur terme signifieraient que les conditions politiques seraient dorénavant réunies pour basculer dans une société ouvertement totalitaire, sans qu'on sache exactement quelle forme elle prendra. Cette entrée en matière devait servir en quelque sorte de base de lancement au "*great reset*" ou grande réinitialisation de l'économie annoncée par le Forum économique mondial à partir du printemps 2021.

Jusqu'à présent, c'est un succès incontestable pour les tyrans qui visent à nous réduire définitivement en esclavage ou à nous éliminer en cas de résistance. Sans la soumission quasiment totale du mouvement ouvrier, ils n'auraient jamais pu atteindre cet objectif. Le seul facteur déterminant sur lequel repose dorénavant le destin de l'humanité, dépend de la réaction des classes moyennes qui subissent les mêmes mesures liberticides que la classe ouvrière. Dans le passé, elles jouèrent un rôle politique crucial en s'alliant au mouvement ouvrier ou en l'aidant à s'organiser. Or, de nos jours les éléments progressistes des classes moyennes ne peuvent plus compter sur le mouvement ouvrier pour entraîner les masses au combat contre le régime, et comme ils ne sont pas organisés ou ils n'ont aucun parti pour les représenter, on ne voit pas comment ils pourraient constituer une direction et proposer une issue politique à la crise du capitalisme dans lesquelles les masses se reconnaîtraient.

On a pu observer que ces couches des classes moyennes étaient indécises, bourrées d'illusions et de contradictions, dont elles arrivent d'autant moins à se défaire que les conditions ne s'y prêtent guère, comme je viens de le souligner, du coup elles avancent, puis reculent, sans se décider à rompre avec Macron et le régime.

Elles ont un rôle éminemment historique à jouer au côté de la classe ouvrière. Comment les aider à en prendre conscience, comment les convaincre d'étudier sans a priori, de manière scientifique, l'évolution de notre espèce en évaluant à leur juste valeur la place et le rôle jouer par l'ensemble des facteurs économiques ou sociaux et politiques au cours des millénaires passés jusqu'à nos jours, facteurs qui sont à l'origine de tous les rapports qui existent dans la société, car c'est là et uniquement là que se trouve la solution au problème auquel la civilisation humaine est confrontée, et non dans les délires existentiels d'un Étienne Klein par exemple, un éminent physicien pour qui toutes les idéologies se valent ou ne valent rien, ce qui relève manifestement de la paresse intellectuelle, du crétinisme ou de la mauvaise foi. (Tiré de sa conférence sur le thème : Le futur existe-t-il déjà dans l'avenir - https://www.youtube.com/watch?v=LF6ZxiBN4Ek)

Pour revenir sur notre sujet initial.

Il se peut aussi qu'ils décident à un moment donné de saboter l'économie pour provoquer un énorme effondrement social, ils l'ont déjà fait à plusieurs reprises dans le passé, tout dépendra de la nature des obstacles ou des résistances qu'ils rencontreront à la mis en place de leur société totalitaire. A suivre.

Quel portail a publié cette info ?

- Trois adultes sur quatre dans le monde auraient l'intention de se faire vacciner contre la COVID -19, mais est-ce réellement suffisant ? - Press release 02 sept. 2020

Réponse dans le portail du Forum économique mondial. Vous pouvez le vérifier à l'adresse suivante : https://fr.weforum.org

LVOG - Pourquoi tiennent-ils à ce point-là à vacciner la totalité de la population mondiale ? L'oligarchie financière serait-elle soudainement animée d'intentions louables ou généreuses envers les peuples qu'elle exploite, opprime, réduit à la misère, auxquels elle fait endurer guerres et destructions, les pires souffrances ?

- 47 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Quelques réflexions.

- Totalitarisme. La France est devenue un camp de rééducation. Terrifiant !

- Il y a un truc qui me fout la trouille, ce n'est pas de tomber malade, c'est de devoir consulter un médecin !

- Refusez de vous faire tester !

- Un conseil d'ami, à titre préventif, munissez-vous d'hydroxychloroquine ou d'azythromicine, ou d'une molécule semblable qui atténue la charge virale en cas de problème, Ivermectine, doxycycline, famotidine, bromhexine, héparine, etc. il en existe une dizaine selon des médecins, et prenez-en pendant un à 3 jours en cas de fièvre, toux, etc., si votre état ne s'améliore pas ou se dégrade, direction l'hôpital.

- Brisons la cabale et le consensus, le délire collectif à la pandémie virale.

- Il faut être niais pour croire ce que dit Macron, un ministre, un patron, un dirigeant d'un parti politique, un dirigeant syndical, un médecin, un professeur, un scientifique, un chercheur, un intellectuel, un journaliste.

- Le Pr. Perronne doit être un homme comblé : Le port du masque est obligatoire partout !

- Didier Raoult : "*Nous avons le droit d'être intelligents !*". Qu'il nous soit permis d'en douter fortement le concernant !

- Port du masque obligatoire : "*C'est intelligent*", estime Didier Raoult - rtl.fr 15 septembre 2020

Auditionné au Sénat, le professeur Didier Raoult s'est montré plutôt favorable au port du masque obligatoire dans cette période.

"Pour le masque, c'est pareil. Il n'y a pas de vérité scientifique brutale, selon le professeur marseillais. Il y a une vérité scientifique brutale, c'est que quand vous êtes dans le personnel de soin, que vous êtes à 30-40 centimètres des gens, le risque de contamination est plus important. Il a été montré que le masque le diminuait dans ces conditions. Dans les autres conditions, ça n'a pas été démontré et ça ne peut pas l'être."

"Là encore, c'est une question de message social, a estimé Didier Raoult. Est-ce que ce message social est utile ? Je n'ai pas d'avis. Je dirais plutôt oui. Je ne sais pas s'il faut être extrêmement punitif là-dessus. Mais le fait de porter un masque, si ça empêche les gens de s'embrasser quand ils se voient ou si ça permet de leur rappeler qu'il y a quelque chose qui circule, on peut penser que c'est raisonnable. Si ce message permet de changer les comportements pendant cette période, c'est intelligent." rtl.fr 15 septembre 2020

LVOG - Dans sa dernière vidéo, il a brodé sur la surmortalité au cours des 8 derniers mois, alors qu'il sait que pour en avoir une idée précise et définitive il faudrait attendre au moins 1 an, car le traitement imposé à la population a causé des morts prématurément, donc qui ne mourront pas l'année prochaine ou dans les deux ans à venir, on ne meurt pas encore deux fois ! De plus avec le vieillissement de la population qui se poursuit, le nombre de morts augmente annuellement naturellement au rythme de 2.500 par an selon l'Ined. Des milliers de personnes âgées dans les Ehpad qui auraient pu vivre peut-être encore 2 ou 3 ans, ont été euthanasiées ou ont été laissées sans traitement...

- Le Dr. Jean-François Toussaint au micro d'André Bercoff le 16 septembre 2020.

- "*Inciter les gens à se faire tester alors qu'ils sont jeunes, asymptômatiques, ni malade ni contagieux, c'est les tromper.*" C'est pire que manquer d'intelligence !

Comme à l'origine il s'agit d'une pandémie de nature politique, le traitement dont elle fera l'objet sur le plan sanitaire sera subordonné aux objectifs politiques (donc économiques) fixés par le Forum économique mondial.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'en tant que médecins, ils se foutent de savoir si le traitement sanitaire de cette épidémie donnera lieu par la suite à une instrumentalisation politique et sociale effroyable ou dévastatrice y compris sur le plan mental, et pour cause ils en seront partie prenante, instrumentalisation politique qui d'ailleurs était inscrite au programme du Forum économique mondial dès octobre 2019 (ou bien avant), ce que ces médecins savent pertinemment, mais font semblant d'ignorer ou négligent délibérément. Ils pourront aller jusqu'à affirmer que l'origine de cette pandémie était idéologique, mais sans jamais en assumer les conséquences politiques et sociales, ils ne veulent pas se mouiller, pensez donc, il faudrait affronter Macron et le régime.

Dit autrement plus simplement, quand il y avait plus de morts, le port du masque aurait pu se justifier, admettons-le pour notre démonstration, cela aurait été une décision sanitaire, mais quand il n'y a plus de morts ou si peu, une telle décision peut invoquer fallacieusement des raisons sanitaires, mais elle ne peut pas être d'ordre sanitaire, elle est forcément de nature politique, donc dénoncer maintenant le port du masque reviendrait à attaquer une décision politique prise par Macron et ces braves médecins n'y tiennent pas répétons-le. Tout ce qui pourrait remettre en cause l'existence du régime doit être banni.

La soi-disant intelligence des médecins, professeurs, chercheurs, scientifiques ne s'étend jamais ou ne s'applique jamais ou rarement au domaine social ou politique, parce qu'ils s'accommodent très bien du régime en place, y compris de ses crimes les plus monstrueux.

Quand on aborde la situation sur le plan social et politique à la manière d'un scientifique, on s'aperçoit tout de suite qu'il existe une alternative au capitalisme, qu'un système économique n'a jamais été conçu pour l'éternité et qu'il arrive un moment où il doit disparaître sous peine d'entraîner l'humanité dans une régression sans fin, quand au lieu de participer au progrès de la civilisation humaine, il s'emploie à la détruire.

Une honnête observation de la réalité suffit à en prendre conscience. Si ces médecins et intellectuels n'y parviennent pas, c'est parce qu'ils vivent dans le déni permanent de tout un pan de la réalité qui est d'ordre sociale et politique, ils sont gravement compromis pour ne pas dire corrompus. On sait que dans ces conditions-là, on en arrive rapidement à accepter l'inacceptable, cela peut aller très loin, au-delà de l'absurde, jusqu'à la cruauté.

Il faut bien se dire une chose, personne n'échappe dans sa vie quotidienne aux rapports sociaux et politiques qui existent dans la société, qui prédominent dans le monde, et qui reposent sur le système économique de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour qu'il n'ait plus aucune légitimité sur le plan historique, il faut que la conscience des masses exploitées et opprimées ait atteint le niveau qui permettrait de s'en passer, il faut que les hommes soient en mesure de maîtriser ces rapports pour devenir les maîtres de leur destin.

Toute la difficulté est là, on en a une démonstration quotidienne sous les yeux, donc personne ne peut dire que la question du pouvoir politique ne se poserait pas.

Supprimer ce système économique reviendrait du même coup à supprimer la politique, donc on pourrait avancer rapidement vers une société émancipée de toute forme d'exploitation et d'oppression. Pourquoi ne pas poser la question sous cet angle-là ? A suivre

Qui vient de poser cette question ?

- Trois adultes sur quatre dans le monde auraient l'intention de se faire vacciner contre la COVID -19, mais est-ce réellement suffisant ?

Réponse : Le Forum économique mondial. (lire plus loin)

DEUXIEME PARTIE

Luttes des classes.

Voilà ce qui est à l'origine de la stratégie politique de l'oligarchie : La menace de la révolution socialiste mondiale, du communisme.

- L'autre visage de Winston Churchill - Réseau Voltaire 14 septembre 2020

Winston Churchill, premier ministre du Royaume-Uni pendant la Seconde Guerre mondiale et leader de l'opposition conservatrice au terme de ce conflit, estimait qu'il fallait utiliser la bombe atomique contre plusieurs villes de l'URSS pour intimider le Kremlin et tenir en respect « le communisme ».

L'historien britannique Richard Toye a découvert dans les archives du New York Times, plusieurs textes sur un mémorandum que Julius Ochs Adler, ancien officier de l'US Army devenu chef de rédaction du journal après la guerre, avait rédigé sur un entretien qu'il avait eu avec Churchill en janvier 1951, donc 6 ans après la fin du conflit et seulement 6 mois avant le retour de Churchill au poste de premier ministre.

Selon Julius Ochs Adler, Churchill pensait qu'il fallait utiliser la bombe atomique sur au moins une ville soviétique sur 30.

Les bombardements nucléaires préconisés par cet homme politique britannique ne concernaient d'ailleurs pas que l'Union soviétique. Churchill pensait qu'il fallait également utiliser la bombe atomique contra la Chine, alors gouvernée par Mao Zedong. Réseau Voltaire 14 septembre 2020

Les choses simples s'énoncent simplement. "***Nous sommes dirigés par des monstres.***"

La « Guerre contre le terrorisme », une escroquerie rondement menée par Caitlin Johnstone - entelekheia.fr 9 septembre 2020

Paru sur le blog de l'auteur sous le titre Tens Of Millions Of People Displaced By The 'War On Terror', The Greatest Scam Ever Invented

Extrait.

La « guerre contre le terrorisme » n'est qu'un terrorisme de masse à gros budget, et elle crée également un terrorisme de type ordinaire. Il a été démontré au delà de tout doute que les attentats-suicides à la bombe sont presque entièrement le résultat de l'interventionnisme occidental ; ils n'étaient tout simplement pas un problème en Irak et en Afghanistan avant les invasions américaines dans ces pays, par exemple. La « guerre contre le terrorisme » n'est pas seulement du terrorisme lui-même, c'est un fait établi qu'il crée en fait davantage du type de terrorisme qu'il prétend éliminer.

Et pourquoi ne le ferait-elle pas ? Pourquoi la destruction et la déstabilisation de nations entières n'inciteraient-elles pas les gens à vouloir se battre contre vous ? Il va de soi que c'est le cas, comme chacun peut le comprendre simplement en utilisant sa propre empathie et sa compréhension de la nature humaine.

Il ne fait tout simplement aucun doute que la « guerre contre le terrorisme » fait exactement le contraire de ce qu'elle prétend faire, et ce sur tous les plans imaginables. C'est un fait établi de manière absolue et incontestable.

Alors pourquoi continue-t-elle ? Pourquoi ce projet d'intervention et d'occupation à grande échelle non seulement se poursuit, mais s'intensifie alors que nous savons sans l'ombre d'un doute qu'il ne fait que créer davantage de misère, de déplacements et de terrorisme ?

Facile : parce que c'est exactement ce qu'il est censé faire.

La plus grande escroquerie jamais conçue est peut-être la façon dont l'empire centré sur les USA * a découvert qu'il pouvait tuer et déplacer des gens dans des régions géostratégiquement cruciales et riches en ressources sous couvert de lutte contre le terrorisme, puis, lorsque de la violence et de l'extrémisme découlent inévitablement de ce traumatisme de masse, il peut s'en servir pour justifier encore plus d'interventionnisme sous couvert d'encore plus de lutte contre le terrorisme. Il s'agit d'un cercle vicieux de violence sans fin, qui permet aux forces impérialistes d'envoyer toujours plus de troupes, de bases et de machines de guerre dans les zones qu'elles doivent verrouiller pour les aider à étouffer les nations qui leur désobéissent.

Plus l'interventionnisme est dévastateur, plus les gens veulent combattre les forces qui infligent cet interventionnisme militaire dévastateur. Plus les gens veulent combattre les forces qui infligent cet interventionnisme militaire dévastateur, plus l'interventionnisme militaire dévastateur peut être justifié auprès d'un public américain qui n'y est pas confronté ou qui n'en tient pas compte, même de loin.

Et le pétrole continue de couler. Et l'argent continue de s'accumuler. Et le cirque continue.

Nous sommes dirigés par des monstres. entelekheia.fr 9 septembre 2020

Faites tomber les masques de l'opportunisme ou la voix de son maître.

POID

- Non-assistance à millions de personnes en danger - éditorial de La Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein - 16 septembre 2020

LTT - Incapable, en mars, de fournir le pays en masques, le gouvernement se révèle tout aussi impuissant à le fournir en tests de dépistage en septembre. Comment appeler cela sinon non-assistance à personnes en danger ?

LVOG - Comment appeler cet exercice ? Une trahison.

LTT - Les travailleurs, les jeunes, les familles ne savent où donner de la tête entre des mesures sanitaires obligatoires dont on ne sait si elles sont efficaces et d'autres probablement efficaces, mais inaccessibles.

LVOG - Il dénonce la confusion dont il se fait le relais.

LTT - Quant à ceux qui, dans l'opposition, refusent d'appeler à chasser Macron et à remettre en cause la Ve République, ils courent le risque que l'opinion publique ouvrière confonde dans un même lot majorité et opposition.

LVOG - Pourquoi "*l'opinion publique ouvrière*" devrait-elle faire une distinction entre "*majorité et opposition*", tandis qu'ils participent ensemble notamment au consensus avec Macron sur l'ensemble des mesures liberticides qu'il a imposées ? Le pire ou le danger, ce serait plutôt qu'elle n'en prenne pas conscience.

On aura compris, qu'il tenait absolument à entretenir l'illusion consistant à faire croire qu'il existerait une distinction entre "majorité et opposition" qui justement nous a conduits où nous en sommes, c'est un agent du régime.

Et après il nous sort qu'il "*faudrait au contraire rompre avec Macron*", il ose tout !

A, je cite, "*tous ceux qui refusent l'ordre existant, à tous ceux qui cherchent la voie du combat*", je les appelle à rejoindre La Voix de l'Opposition de Gauche.

NPA

- La faillite du pouvoir face au Covid-19 - 16 septembre 2020

Comme cela était malheureusement prévisible et prévu par certains, pendant l'été la circulation du virus s'est intensifiée.

- ...nous n'avons toujours aucun traitement, même et y compris aux stades précoces, évitant les aggravations.

- Les masques devraient évidemment être gratuits et renouvelables, si jetables, deux fois par jour.

LO

- À part imposer le port du masque (...) qu'est-ce qu'il a fait ? (Le gouvernement - LVOG)

- Même les laboratoires, au cœur de la lutte sanitaire, sont dans l'improvisation et manquent de bras. 14 septembre 2020

LVOG - A aucun moment ils ne condamneront le port obligatoire du masque, mieux, ils volent au secours des laboratoires qui engrangent des dizaines de millions d'euros avec les tests...

LFI

LVOG - En famille. LFI en conseiller de l'appareil répressif de l'Etat ou au chevet de la Ve République.

"Je n'ai pas peur d'aller sur le terrain du gouvernement" : La France insoumise s'empare du thème de la sécurité. - francetvinfo.fr 15 septembre 2020

Il y a aussi la volonté de ne pas laisser ce thème aux futurs adversaires de la prochaine présidentielle. "Je n'ai pas peur d'aller sur le terrain du gouvernement pour lui dire que y compris sur leur propre terrain, ils sont mauvais et nuls", affirme Ugo Bernalicis.

Pour convaincre de sa fermeté sur le sujet, Jean-Luc Mélenchon conclut : "Personne n'est ami de la délinquance, personne n'est ami du crime. Ce qu'on veut, ce sont des résultats." francetvinfo.fr 15 septembre 2020

En complément.

- Jean-Pierre Chevènement : "La gauche est morte d'avoir épousé le néo-libéralisme" - Europe1 14 septembre 2020

Un phénomène que l'ancien ministre fait remonter au début des années 1980. Europe1 14 septembre 2020

LVOG - En réalité elle était morte depuis le 3 août 1914. Chut !

- COVID-19: La Grande remise à zéro – Revisitée. Des menaces effrayantes, des récompenses pour l'obéissance... Il est maintenant temps de résister par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 15 septembre 2020

Covid-19 : The Great Reset [La grande remise à zéro ou la Grande réinitialisation]- est le titre d'un livre de Klaus Schwab, président exécutif du FEM [Forum économique mondial], et du directeur principal du Global Risk Network de l'institution, Thierry Malleret. La présente analyse est basée sur l'examen du livre de Steven Guiness, du 4 septembre 2020 (voir ici).

« Cette importante critique du livre de Steven Guinness (Royaume-Uni) révèle le même langage ancien d' »interdépendance », de collaboration et de coopération que celui utilisé par la Commission trilatérale en 1973. L'objectif d'alors et d'aujourd'hui est le développement durable, alias la technocratie, et se traduira par la plus grande ponction de ressources de l'histoire du monde ». « ? Rédacteur en chef de Technocracy News

Le livre présente au lecteur un scénario basé sur le principe de « la carotte ou le bâton » ; un scénario de menaces terrifiantes et de récompenses pour l'obéissance. Schwab et Malleret proposent Le meilleur des mondes comme un « nouveau paradis » après la Grande remise à zéro.

Les puissances qui se trouvent derrière la Grande remise à zéro, travaillent intelligemment avec deux armes invisibles,

i) un virus probablement créé par l'homme, maintenant appelé COVID-19, que personne ne voit mais que la propagande des entreprises nous fait croire mortel et effrayant – la peur est l'arme qui y est associée, et

ii) la technologie 5G (et plus tard viendra la 6G, déjà en préparation), constitue un champ magnétique puissant, jamais connu auparavant, dont on ne parle pas, ni dans le livre du FEM, ni dans les médias officiels, mais qui est déployé dans le monde entier, couvrant chaque centimètre carré de la surface de la terre, irradié par des centaines de milliers de satellites volant à basse altitude.

Cette arme électromagnétique infligeant probablement des dommages à long terme, voire mortels, a été étudiée par des centaines de scientifiques, dont les travaux n'ont jamais été publiés officiellement, mais restent confidentiels.

Le livre sur la Grande remise à zéro est rempli de prédictions sur les choses qui vont ou pourraient arriver, et de menaces, comme soulignant le fait que le monde ne sera plus jamais le même, et que nous ne sommes qu'au début de la réinitialisation, le pire serait à venir – ou il y aura la Grande transformation, comme le prédit le FMI.

Les auteurs du livre répandent la peur pour les sceptiques du Nouvel ordre mondial (NOM). On nous informe que le monde ne sera plus jamais le même et que les gens ne vivront plus de la même manière. Cette information n'est pas en fait de « prédire l'avenir », mais de faire peur. Les personnes qui ont peur sont vulnérables. La peur tire l'énergie de notre corps et de notre cerveau, diminue notre système immunitaire et augmente ainsi les risques de tomber malade, physiquement – de n'importe quelle maladie et pas nécessairement contagieuse-, mais aussi mentalement.

Schwab et Malleret affirment non seulement que beaucoup de choses vont changer pour toujours, mais aussi que « le pire de la pandémie est encore à venir« . Ouah ! C'est effrayant !

En effet, nous avons à peine aperçu la pointe de l'iceberg. Les auteurs admettent, presque avec une certaine satisfaction, semble-t-il, que des millions d'emplois seront perdus et continueront d'être éliminés à une vitesse vertigineuse, que des millions de petites et moyennes entreprises disparaîtront à jamais, que seules quelques-unes survivront, plus spécifiquement les multinationales. Le fait que Schwab et Malleret soulignent la catastrophe à venir, cela contribue à semer la peur chez les lecteurs.

Les lecteurs commenceront à penser : « c'est ce qui va m'arriver, et arrivera à ma famille, à mon entreprise ou à mon travail – mes enfants, leur éducation – il y aura une liste interminable de « ce qui va arriver« , ce qui conduira au désespoir, à l'angoisse et à l'anxiété – toutes sortes de pathologies sont prévues. La pathologie engendre la pathologie.

Un grand classique.

Plus nous sommes vidés d'énergie, du corps et du cerveau, plus nous devenons naïf face à ce qu'on essaie de nous faire croire. Vous voulez être à la hauteur, vous ne voulez pas être rejeté comme tous ces hommes et ces femmes qui ont perdu leur emploi qui constitue leur gagne-pain et qui ne supporte plus la solitude créée par l'isolement de la distanciation sociale. Ces derniers pourraient même contracter la maladie covidienne, s'ils ne portent pas de masque. Vous voulez porter un masque. La campagne de peur des médias vous a fait peur. Et quand vous portez un masque, vous êtes aussi à votre place. Peu importe ce que cela fait pour votre bien ou contre votre santé, vous ne voulez pas être différent de tout le monde qui porte un couvre-visage. Le port d'un masque est comme un rituel qui vous permet d'appartenir à la « grande mascarade ». Avez-vous vu comment les personnes qui ne portent pas de masque sont regardées et méprisées, comme si elles étaient des lépreux ou des criminels ?

Vous voulez respecter les règles – mais en silence et avec un espoir inhérent, vous regardez vers un avenir incertain – l'espoir d'un monde meilleur, d'un retour à la normale que vous avez connu. Là, l'espoir brille à l'horizon, mais l'espoir s'évanouit, comme un coucher de soleil qui s'estompe. Et vous voulez rapidement courir vers cet horizon, un horizon qui ne cesse de s'éloigner de vous – comme les horizons sont bien connus pour le faire.

Être séparé, et séparé des « croyants » pour cause de non-obéissance, c'est le bâton, la punition. Et voici maintenant, la

récompense, la carotte : Si vous vous comportez bien et respectez les règles, vous aurez droit à un vaccin – l'un des 20 ou 30 (peut-être plus) vaccins actuellement mis au point par une myriade de laboratoires et de pays différents. Ce sont les Russes, les Étasuniens, les Chinois, les Cubains, les Français, les Africains – il est impossible de les suivre, et il faut encore moins leur faire confiance.

Certains vaccins sont conçus pour modifier génétiquement votre ADN pour toujours, ce qui signifie que si le vaccin laisse des traces durables, les dommages seront effectivement durables et ne pourront jamais être guéris. Il peut également être transmis sous forme de génome modifié à vos enfants et aux générations suivantes. Mais cela ne vous dérange pas. Vous voulez sortir de cette oppression, de cette tyrannie de la santé. Vous y allez : S'il vous plaît, donnez-moi le vaccin !

Et puis, on vous dit qu'une fois que vous êtes vacciné, il y a un risque qu'une partie de ce à quoi vous êtes habitué revienne à la « normale » – c'est-à-dire que certaines choses redeviennent « normales ». Mais dans l'ensemble, les auteurs du FEM, les serviteurs des maîtres de l'univers, vous disent aussi que vous feriez mieux de vous habituer à une nouvelle normalité. Ils ne vous disent jamais ce que cette nouvelle normalité impliquera exactement. Mais ils vous disent ce qui ne va pas avec l'ordre mondial actuel, qui consiste en un ensemble d'États nations souverains, et ce que le nouvel ordre mondial permettrait de résoudre. Ce nouvel ordre mondial se fera sous un seul gouvernement. Mais les auteurs ne disent pas comment et par qui sera dirigé ce gouvernement. Et quel sera le nouveau rôle de Nous, le Peuple, de ceux qui survivront au cataclysme de l'implosion mondiale. Ce nouveau rôle ressemblera à l'esclavage.

Mais il n'est jamais trop tard. Nous avons le pouvoir de la volonté et celui de la solidarité, à condition de nous prendre en main et de tout faire pour arrêter ce désastre. Il est maintenant temps de résister. Nous pouvons reconstruire l'économie et les moyens de subsistance dévastés. C'est un projet par et pour l'humanité qui doit se faire en fonction de nos besoins collectifs, avec le principe de ne pas nuire à notre généreuse et belle planète, notre Terre Mère.

Nous ne devons pas suivre le diktat de la Grande remise à zéro, ne pas être tentés par la carotte, la récompense d'un nouveau paradis, mais y résister, et prendre en main les rênes de la reconstruction, et au niveau mental – ce en poursuivant l'intérêt commun de l'humanité.

Voilà ce qui ne va pas dans le monde, cela même aux yeux de Schwab et Malleret. Il y a une pauvreté généralisée et sans cesse croissante, des inégalités croissantes, du racisme, de l'injustice – la division Nord-Sud – et, enfin, une population mondiale qui croît trop vite et qui est déjà trop nombreuse. Il y a bien sûr encore plus, beaucoup plus, de choses qui ne vont pas dans notre civilisation.

Les deux auteurs évitent de mentionner que l'avidité, les conflits et les guerres artificiellement créés – guerres biologiques, mais aussi par les armes et les bombes -, l'exploitation sans limite des ressources naturelles non renouvelables, la perspective de privatiser les biens publics, l'injustice monumentale de la néocolonisation du « Sud global » – sont menés par l'obscure élite diabolique. Cette élite veut que nous adoptions et succombions à la Grande remise à zéro qui est planifiée.

Le livre Great Reset ne mentionne pas qu'il y a suffisamment de nourriture pour nourrir la population mondiale actuelle et future. Il y a déjà plusieurs années, la FAO – l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture – a déclaré qu'il y a assez de nourriture pour nourrir au moins 12 milliards de personnes avec les technologies actuelles. La nourriture n'est bien sûr pas distribuée correctement, elle est entreposée pour la spéculation et les hausses de prix – privant ainsi les pays pauvres de leur juste part pour nourrir leur population.

Des centaines de milliers de personnes meurent de faim et de froid à cause de la spéculation sur les cultures vivrières – et cela à la vue des spéculateurs, des bourses bien établies et des échanges de produits agricoles, comme le Chicago Mercantile Exchange, à l'origine le « Chicago Butter and Egg Board » (fondé en 1898). Il existe des douzaines de bureaux de change spéculatifs de ce type dans les pays du Nord.

Les affirmations de la FAO selon lesquelles il y a suffisamment de nourriture pour les populations mondiales actuelles et futures, ne tiennent même pas compte de l'énorme potentiel de la technologie et de l'amélioration de l'efficacité agraire de la production alimentaire saine. La production alimentaire russe actuelle est presque entièrement biologique – les OGM sont constitutionnellement interdits – et la nourriture est abondante. La Russie est devenue le plus grand exportateur mondial de blé – un blé biologique.

Étant donné la destruction de l'environnement par la cupidité constante des néolibéraux, éternel fétiche d'une consommation et d'une croissance toujours plus grandes, une Grande remise à zéro (FEM) ou une Grande Transformation (FMI) peut effectivement être justifiée, mais pas dans les conditions mondialistes imposés par le FEM et le FMI, par les puissances mêmes qui sont derrière la destruction ; non pas dans les conditions du système bancaire mondial des entreprises, du complexe militaire mondial et de la Silicon Valley, i. e. l'intelligence artificielle (IA) axée sur les 5G (et bientôt les 6G), ou plus largement, l'Internet des objets (IoT).

Une réinitialisation [remise à zéro] doit être une réinitialisation par le peuple, où seul Nous, le peuple, décidons et déterminons les conditions de la réinitialisation. Une réinitialisation qui ne laisse personne exclue et ne vise pas à éliminer les populations

« superflues » [trop nombreuses] – afin que les riches et les personnes puissantes puissent vivre plus longtemps avec les « ressources restantes » de la planète Terre. Parce que c'est vraiment leur but, c'est l'objectif de l'élite des mondialistes.

Leurs puissants outils pour atteindre leur but sont la guerre biologique, les ennemis invisibles, comme les virus, comme le COVID-19, et les vaccins contre les virus qu'ils veulent imposer au monde.

Intelligent : D'abord, vous attaquez et tuez, puis vous offrez le salut aux survivants – et vous tuez en même temps, grâce aux outils du salut. C'est ce qu'on appelle danser lors de nombreux mariages, et en cours de route, on se divise pour conquérir.

Diviser les « croyants plébéiens » des « non-croyants » ;

Divisez-vous entre les porteurs de masques et les protestataires, divisez-vous entre ceux qui croient que la « distanciation sociale » est la réponse, et ceux qui savent que la distanciation sociale accélère la maladie et finalement mène à la mort.

Ils créent une ambiance d'animosité et de conflits entre ceux qui étaient amis.

Les deux maîtres à penser du Grand Reset, Klaus Schwab (image de droite) et Thierry Malleret, ne touchent pas à ce sujet délicat dans leur livre. Ils parlent plutôt d'opportunités et de risques. Ils affirment que cette pandémie de COVID-19 – appelons ça une pandémie, car elle a clairement été planifiée – offre une rare opportunité de faire de la Grande remise à zéro une réalité. Ils appellent cela une « Window of Opportunity » [fenêtre d'opportunité] , soit une opportunité à saisir.

Ils parlent de l'ère post-pandémique – comme la panacée de l'avenir pour l'humanité, car, si nous saisissons cette « opportunité unique » pour coopérer et collaborer entre les pays vers un état mondial, une plus grande interdépendance, nous pourrons nous attaquer à tous les maux, la pauvreté, l'inégalité et l'injustice. Mais les auteurs n'expliquent pas comment. Ils ne parlent pas de la disparition de la souveraineté nationale – de la disparition de la souveraineté culturelle en embrassant un monde globalisé et gouverné mondialement – en abandonnant l'État-nation, et en se soumettant au contraire à une puissance mondiale unique.

Ce n'est pas tout. La panacée de l'avenir sera couronnée par la Perle de la quatrième industrialisation – l'intelligence artificielle (IA). Elle sera rendue possible par un champ électromagnétique de 5G, permettant l'Internet des objets (IoT). Schwab et Malleret ne diront pas, attention, il y a de l'opposition à cette technologie. Le 5G pourrait encore être bloqué. L'existence et le développement de la 5G sont nécessaires pour la surveillance et le contrôle de l'humanité, en numérisant tout, y compris l'identité humaine et l'argent.

Ce sera si simple, plus d'argent liquide, juste de l'argent électronique, numérique – c'est bien au-delà du contrôle du propriétaire, le véritable gagneur de l'argent, car il peut être accessible par le gouvernement mondial et retenu et/ou utilisé pour faire pression sur les citoyens malhonnêtes afin qu'ils obéissent aux normes imposées d'en haut. Vous ne vous comportez pas selon nos normes, pas d'argent pour acheter de la nourriture, un abri et des services de santé, nous vous laissons mourir de faim. Plus de voyages. Vous ne participez plus aux événements publics. Vous serez progressivement mis à l'isolement. Le contrôle mondial dictatorial et tyrannique par le contrôle numérique de tout est l'essence même de la 4e ère de l'industrialisation – fortement encouragée par la Grande remise à zéro du FEM.

Le verrouillage universel mondial – les 193 membres des Nations unies à la fois (quelle coïncidence !) – a déjà dévasté et continuera de dévaster dans les années à venir, notre économie, nos emplois, nos entreprises, nos moyens de subsistance, notre société, nos cohésions sociales – vous l'avez dit – ce que nous appelions « normal » est parti, parti pour toujours. C'est ce que Schwab et Malleret ne cessent de répéter. Alors qu'ils répandent la peur, ils nous disent : « Vous feriez mieux de vous adapter à la nouvelle normalité ». Il ne sert à rien de regarder les ruines causées par le début de la grande réinitialisation destructrice. Il n'y a pas d'espoir, nous disent-ils. Il faut plutôt avoir confiance dans l'avenir, dans la nouvelle Grande remise à zéro. Elle renaîtra des cendres du passé et donnera à l'humanité – à ceux qui survivront – une vie meilleure à long terme sur une planète moins encombrée. Ainsi, le récit du WEF.

Les deux « sages » le martèlent impitoyablement à chaque occasion, à chaque coin de rue, jamais le monde ne pourra revenir à la normale. Ils prétendent nous faire croire que la COVID-19 nous a donné cette occasion unique de repartir à zéro, avec une Grande réinitialisation. Ils déforment la vérité, parce que la réalité est exactement le contraire – eux – l'élite diabolique, l'état profond et obscure – ont créé la Covid-19, pour nous enfermer, dans la séparation sociale, dans des quarantaines, afin qu'ils puissent sans être dérangés détruire les réalisations de l'humanité à la vue de tous sous prétexte de nous protéger du virus covid invisible. En réalité, ils préparent la Grande remise à zéro mondiale.

Il existe cependant un risque réel, que les auteurs reconnaissent, à savoir qu'un fort sentiment nationaliste puisse persévérer. Ils appellent cela « un sens brisé de la normalité« . La pensée nationaliste peut pousser des factions du monde à se replier sur elles-mêmes et à devenir plus patriotiques. Les « nationalistes » chercheront à diviser ou à abolir ce nouveau gouvernement mondial. Les auteurs du FEM considèrent cette tendance nationaliste – qu'ils n'appellent jamais « préservation ou retour à la souveraineté » – comme dangereuse. Ils prédisent qu'elle entraînera des conflits et des révolutions continues. Des rébellions au

lieu de construire vers le Bien Commun Mondial. Mais nous, le peuple, nous savons mieux que ceux-ci. Nous pouvons résister.

Schwab et Malleret ne peuvent éviter de mentionner l'Agenda 2030 des Nations unies – les objectifs de développement durable (SDG) qui sont le prétexte ainsi que l'épine dorsale de l'Agenda 2030 des Nations unies – qui ne peuvent être atteints sans une Grande remise à zéro, car ils nécessitent une collaboration et une coopération entre les nations qui ont la même vision – un Ordre mondial unique mondialisé.

L'Agenda 2030 est intimement lié à l'Agenda 21, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, adoptée par plus de 178 gouvernements lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 3 au 14 juin 1992. Le programme sur le réchauffement de la planète et le changement climatique mondial en découle.

Voici l'astuce : Les nations, principalement les pays en développement, qui souscrivent à la poursuite de la réalisation des 17 SDG merveilleusement justes sur le plan humain, recevront de l'argent, des aides, des prêts et des subventions du FMI, de la Banque mondiale et d'autres institutions similaires mondialisées, pour travailler à la réalisation de ces objectifs. Mais – à condition qu'ils suivent et se soumettent à la Grande remise à zéro.

Néanmoins, nous savons que ces 17 nobles objectifs d'égalité, de justice et d'équilibre dans le monde sont une fantaisie, tout comme les 8 objectifs du Millénaire pour le développement (observez le 8e objectif : « Mettre en place un partenariat mondial pour le développement ») qui ont pris fin en 2015. Presque aucun des 8 objectifs (plus 21 cibles et 60 indicateurs pour mesurer les progrès entre 1990 et 2015) n'a été atteint par un pays. Ils sont maintenant remplacés par les 17 nouveaux SDG – l'Agenda 2030 des Nations unies – qui ne seront pas non plus atteints. Les SDG sont un outil pour asservir davantage le « Sud global « par le « Nord global ».

La grâce salvatrice est que le monde n'est pas un endroit uniforme avec une population homogène. C'est là que Schwab et Malleret ont involontairement raison en prédisant une résistance. La « Terre mère » est diverse, colorée, et ses populations sont de toutes formes, langues et cultures. Le monde est constitué d'une humanité vaste, universelle, hétérogène qui, par nature, ne se soumettra pas au diktat de quelques-uns. Impossible.

Indéniablement, cela peut conduire à une division entre deux ou plusieurs puissances – les mondialistes et les nationalistes ou les patriotes, comme les mondialistes appellent de façon humiliante ceux qui veulent préserver leur identité nationale, leur souveraineté nationale – une souveraineté qui ne s'arrête pas au niveau politique, mais qui englobe la souveraineté monétaire et la souveraineté individuelle et collective des peuples. Pour les « nationalistes » et les « patriotes », la tendance nationaliste peut conduire à une véritable démocratie – peut-être qu'une démocratie que nous n'avons jamais connue peut émerger d'une réinitialisation autonome et souveraine faite par le peuple ; une option bien plus attrayante que la Grande réinitialisation imposée à l'humanité par une petite élite mondialiste.

La division en deux camps (ou plus) peut conduire à des conflits et des guerres, à des effusions de sang. C'est pourquoi nous mettons en garde Schwab et Malleret. Mais un groupe de nations souveraines ayant conclu des alliances entre elles, ne doit pas aboutir à des conflits et des guerres. Au contraire. Ils seront prospères et ils se développeront – une création et un développement sans fin, dans le respect les uns des autres.

En effet, la façon dont les peuples remettent la planète à sa place, peut créer des alliances inouïes et incroyables. De même que les amis ont été divisés par la volonté d'une Grande remise à zéro, de même les ennemis peuvent devenir des amis et des alliés à l'avenir – dans le but de rester des nations et des peuples indépendants, autonomes et souverains. (...) Mondialisation.ca, 15 septembre 2020

TROISIEME PARTIE

Guerre idéologique et psychologique de la réaction contre tous les peuples.

Totalitarisme. Fabrique du consentement et manipulation des consciences tout azimut.

LVOG - Vous retrouverez plus loin la plupart de ces titres ou sujets dans l'agenda du Forume économique mondial.

- Sous les attaques de Biden, Trump promet un vaccin dès octobre - AFP 16 septembre 2020

- Après 175 ans d'impartialité, « Scientific American » appelle à voter Biden - LePoint.fr 16 septembre 2020

La fameuse publication américaine appelle les Américains à faire barrage à Donald Trump, notamment en raison de sa gestion de la crise sanitaire. LePoint.fr 16 septembre 2020

- Covid-19 : vers un durcissement des contraintes sanitaires en France - euronews 16 septembre 2020

- De nouvelles restrictions dans le nord-est de l'Angleterre - Reuters 16 septembre 2020

- Interdiction des distributions alimentaires aux migrants de Calais : les associations saisissent la justice - Franceinfo 16 septembre 2020

- Colombie: des Amérindiens abattent la statue d'un conquistador espagnol - AFP 16 septembre 2020

- Maduro et des ministres à l'origine de crimes contre l'humanité au Venezuela, selon l'ONU - Europe1 16 septembre 2020

- Les fumées des incendies aux États-Unis visibles jusqu'en France - Europe1 16 septembre 2020

D'après les satellites du programme spatial européen de surveillance de la Terre Copernicus, les fumées des incendies qui ravagent la côte ouest des États-Unis depuis la mi-août ont parcouru les 10.000 kilomètres qui les séparent de l'Europe. Europe1 16 septembre 2020

- Biodiversité : agir tant qu'il est encore temps (rapport ONU) - euronews 16 septembre 2020

Totalitarisme. Normalisation et soumission.

- Covid-19: tours de vis sanitaires à travers le monde pour échapper au reconfinement - AFP 15 septembre 2020

Coronavirus : « Le plus dur est à venir » en Europe selon l'OMS - euronews 15 septembre 2020

D'après Hans Kluge, après les taux de contamination, ce sont les taux de mortalité qui vont monter en flèche en octobre et novembre. euronews 15 septembre 2020

AFP - Et un des six envoyés spéciaux de l'Organisation mondiale de la Santé pour le Covid-19, le docteur David Nabarro, a estimé que la pandémie n'en est qu'à son début.

"Ceci est bien pire que toutes les sciences-fictions sur les pandémies", a déclaré M. Nabarro devant la commission des Affaires étrangères du Parlement britannique. "C'est vraiment sérieux, nous n'en sommes même pas à mi-chemin. Nous en sommes encore au début", a-t-il affirmé, cité mardi par l'agence britannique Press Association.

"C'est une situation terrible, un problème de santé qui est devenu tellement hors de contrôle qu'il plonge le monde non seulement dans une récession, mais dans une contraction économique géante qui va probablement doubler le nombre de pauvres, doubler le nombre de mal nourris, conduire des centaines de millions de petites entreprises à la faillite", a ajouté le Dr Nabarro. AFP16 septembre 2020

- Covid-19 : l'OMS se donne un horizon de deux ans pour en finir avec la pandémie - euronews 16 septembre 2020 Le nombre de cas s'approche des 30 millions dans le monde. Si l'OMS ne parle pas encore officiellement de deuxième vague, elle parle maintenant d'un "horizon de deux ans" pour en finir avec cette pandémie. euronews 16 septembre 2020

- Covid-19 : vers un durcissement des contraintes sanitaires en France - euronews 16 septembre 2020

Après Lille, Marseille et Bordeaux, le gouvernement français prépare les esprits à un durcissement des contraintes sanitaires dans plusieurs territoires face au rebond de l'épidémie de Covid-19, alors que les Français affichent leur scepticisme sur sa stratégie.

LVOG - Un sondage truqué sert de caution...

Près d'un Français sur deux trouve que l'exécutif ne prend "pas assez de précautions" et 62% ne lui font "pas confiance" pour lutter contre l'épidémie, 6 points de plus que fin août, révèle un sondage Elabe pour BFMTV.

LVOG - Tests rapides foireux pour avoir à tous les coups un nombre de cas positif...

Pour accélérer la détection des cas, le gouvernement vient d'autoriser les tests rapides "antigéniques". Rentrée scolaire et universitaire à hauts risques. LVOG - Ces mesures liberticides sont justifiées par l'interprétation frauduleuse de la situation sanitaire faite par Macron. Au lieu de le dénoncer les dirigeants du mouvement ouvrier le partage, et après ils prétendent lutter contre ces restrictions aux libertés individuelles et collectives, ils se foutent ouvertement des militants et des travailleurs.

euronews - L'Etat gardera ses pouvoirs exceptionnels de restriction des rassemblements et des déplacements, le conseil des ministres ayant adopté mercredi un projet de loi qui prolonge ces autorisations de six mois, jusqu'en avril 2021.

C'est ce dispositif qui a permis d'annoncer lundi des mesures plus contraignantes dans les Bouches-du-Rhône, le Nord et la Gironde, qui portent sur l'interdiction des soirées dansantes dans les bars ou des fêtes étudiantes, de la suspension des sorties scolaires ou de la limitation des rassemblements dans les parcs et les plages. euronews 16 septembre 2020

- Les Français majoritairement favorables au rétablissement de la peine de mort - AFP 14 septembre 2020

Quelque 55% des Français (+11 points sur 2019), un record, affirment ainsi qu'il "faudrait rétablir la peine de mort en France", selon cette étude réalisée pour la 8e année consécutive pour le quotidien Le Monde, la Fondation Jean Jaurès, et l'Institut Montaigne.

Environ 82% des Français estiment par ailleurs qu'"on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre", soit 3 points de plus que l'an dernier.

Les Français sont en outre 88% (+5 points sur 2019), un record, à considérer que "l'autorité est une valeur qui est trop souvent critiquée aujourd'hui". AFP 14 septembre 2020

- Etats-Unis : un enfant de 2 ans débarqué d'un avion avec sa mère car il mangeait sans masque - capital.fr 14 septembre 2020

En Amérique du Nord, les compagnies aériennes ne badinent pas avec l'obligation du port du masque, même pour les enfants. C'est la cruelle expérience qu'aurait vécue Jodi Degyansky, relate NBC2. Cette mère de famille célibataire assure avoir été invitée à quitter un vol de Southwest Airlines avec son fils de 2 ans, samedi 12 septembre. Ils souhaitaient simplement rallier Chicago depuis Fort Myers. Mais en attendant le décollage, son fils aurait enlevé son masque pour grignoter, ce qui aurait déplu à l'équipage. Elle aurait tenté de les rassurer à plusieurs reprises sur le fait que le masque (obligatoire dès 2 ans dans les avions de cette compagnie) serait porté lors du vol, tout en essayant de convaincre son enfant de le mettre. En vain.

"Quelques minutes plus tard, nous avons été amenés à la porte d'embarquement et on m'a demandé de quitter l'avion", déclare Jodi Degyansky, ajoutant que le commandant de bord et plusieurs membres de la compagnie aérienne étaient présents à ce moment-là.

Cet incident, s'il est avéré, rappelle celui vécu par une famille au Canada sur un vol WestJet entre Calgary et Toronto. Ce vol a finalement été annulé car un bébé de 19 mois refusait de porter un masque, contrairement à sa soeur de 2 ans. Le père de famille avait dénoncé l'attitude de la compagnie aérienne dans cette affaire, alors que le port du masque n'est obligatoire que pour les enfants de plus de 2 ans dans les avions au Canada. capital.fr 14 septembre 2020

LVOG - Et dire qu'il y en a encore qui brodent sur l'état de la démocratie aux Etats-Unis !

Totalitarisme. Eugénisme, assassinat ordinaire.

- La pénurie de médicaments anticancéreux "est totalement dramatique", juge Axel Kahn europe1.fr 14 septembre 2020

En 2019, quelque 1.500 médicaments ont été signalés comme étant en rupture de stock dans les hôpitaux ou les pharmacies françaises, ce qui s'explique en partie par une production de plus en plus délocalisée. Or, un quart de ces produits concernent des médicaments contre le cancer. Pour alerter sur les conséquences de cette pénurie, la Ligue contre le cancer invite notamment des patients à témoigner sur une nouvelle plateforme en ligne, penuries.ligue-cancer.net.

"Il n'y a pas que la France, tous les pays du monde sont concernés", relève lundi au micro d'Europe Matin le généticien Axel Kahn, également président de La Ligue contre le cancer. "Des médicaments extrêmement importants, fondamentaux, sont tombés dans le domaine public, ils ne sont plus protégés par les brevets, ce qui est plutôt une bonne nouvelle, et les prix diminuent. Mais comme les prix chutent, les laboratoires n'ont plus un grand intérêt commercial à les vendre, ils les font donc fabriquer à moindres coûts, presque toujours en Asie, avant tout en Inde et en Chine", explique ce spécialiste.

"Pour certaines molécules, il n'y a plus qu'un fabriquant pour le monde entier. Lorsqu'un lot de fabrication connait un pépin, toute

la production doit être détruite, et on se retrouve face à une pénurie qui peut durer plusieurs mois. C'est totalement dramatique", insiste-t-il. D'autant que ces pénuries, constatées dans 95% des hôpitaux français, pourraient avoir un impact sur la survie des malades. "Parfois, on ne sait pas quel traitement de substitution donner au malade. On ne lui dit pas, on ne lui donne pas les informations, c'est une perte de chances [de guérison]", constate Axel Kahn qui cite, à titre d'exemple, le cancer de la vessie. "Dans les formes peu graves, il est traité par des instillations intra-vésicales de deux produits, la Mitomyscine C et le BCG. Ces deux produits ont été en rupture de stock." europe1.fr 14 septembre 2020

Totalitarisme. La piquouse de Big Pharma qui achèvera la civilisation humaine.

- Coronavirus: La Chine a vacciné des milliers de personnes avant même la fin des essais - Reuters 16 septembre 2020

La Chine a injecté des vaccins expérimentaux contre le nouveau coronavirus à des dizaines de milliers de personnes, ce qui suscite à la fois l'intérêt de quelques pays mais aussi des inquiétudes au sein de la communauté scientifique quant au respect des protocoles sanitaires.

La Chine a lancé en juillet un programme de vaccination d'urgence, proposant trois traitements expérimentaux développés par le groupe public China National Pharmaceutical Group (Sinopharm) et par Sinovac Biotech, coté en Bourse aux Etats-Unis. Un quatrième vaccin en cours de développement par CanSino Biologics a été validé par l'armée chinoise en juin.

Cette campagne de vaccination a visé en particulier des populations jugées essentielles au fonctionnement du pays, notamment le personnel médical, les métiers du transport et les travailleurs des marchés alimentaires.

Si Pékin n'a pas fourni de statistiques officielles, China National Biotec Group (CNBG), la filiale de Sinopharm ayant mis au point deux de ces vaccins, et Sinovac ont confirmé avoir vacciné au moins plusieurs dizaines de milliers de personnes.

CNBG dit en outre avoir distribué des centaines de milliers de doses, sachant que l'un de ses vaccins nécessite deux ou trois injections par personne.

Pékin a choisi de rendre cette campagne publique et de mobiliser les hautes sphères du pouvoir afin d'obtenir la confiance de la population. Les patrons de Sinovac et Sinopharm ont ainsi été parmi les premiers vaccinés, ainsi que le responsable de la recherche au sein de l'armée.

Lorsqu'elle a annoncé cette semaine que certains vaccins pourraient être disponibles pour l'ensemble de la population dès novembre, la cheffe du département de biosécurité au sein du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies (CDC) a révélé avoir elle aussi reçu une injection en avril.

"Jusqu'à présent, parmi les personnes qui ont été vaccinées, personne n'a été touché par la maladie", a dit Guizhen Wu à la télévision publique chinoise. "Jusqu'à présent, (le protocole de vaccination) fonctionne très bien. Il n'y a eu aucun effet secondaire."

Ces propos corroborent les affirmations de CNBG la semaine dernière, selon lesquelles aucune des dizaines de milliers de personnes s'étant rendues dans des pays ou des régions à haut risque après avoir été vaccinées n'a été contaminée. Il n'y a en outre eu "aucun cas de réaction négative manifeste", a dit CNBG.

L'approche chinoise contraste avec celle des pays occidentaux, où les experts mettent en garde contre l'autorisation en urgence de vaccins pour lesquels les essais ne sont pas terminés, faute de connaître précisément leur efficacité à long terme et leurs éventuels effets secondaires.

Anna Durbin, chercheuse à l'Université John Hopkins, qualifie le programme chinois de "très problématique", jugeant impossible d'estimer l'efficacité de ces traitements sans recours à un groupe témoin dans le cadre d'un essai clinique.

"Vous vaccinez des gens sans savoir si cela va les protéger", a-t-elle dit à Reuters.

Signe de cette différence d'approche avec la Chine, le laboratoire AstraZeneca a suspendu la semaine dernière des essais cliniques de son vaccin, considéré comme l'un des plus avancés, en raison de symptômes imprévus développés par un participant aux tests.

Les essais ont pu reprendre, depuis, en Grande-Bretagne mais, avec ses autres grands concurrents occidentaux, AstraZeneca s'est engagé à respecter les protocoles en matière de recherche scientifique et à ne céder à aucune pression politique pour hâter la commercialisation d'un vaccin.

La Russie est l'un des rares autres pays à autoriser un vaccin expérimental, son propre "Spoutnik V", rendu obligatoire pour certaines catégories de population, notamment les enseignants.

Les Emirats arabes unis sont devenus cette semaine le premier pays à autoriser en urgence l'utilisation d'un vaccin de Sinopharm, six semaines seulement après le début de leurs propres essais chez l'être humain.

CanSino a été approché par plusieurs pays, a dit à Reuters une source informée des discussions en refusant de préciser lesquels. CanSino a prévu des essais au Pakistan et en Russie pour ce vaccin développé avec le département de recherche de l'armée. Reuters 16 septembre 2020

En complément. Fuyez la piquouse écologiste !

Chine : Envahis par les moustiques, les habitants d'un immeuble végétalisé contraints de fuir leur appartement - 20minutes.fr 15 septembre 2020

Seules dix familles ont accepté d'habiter dans ces immeubles, où la présence de végétaux attire de nombreux moustiques

En Chine, dans la ville de Chengdu, des bâtiments résidentiels « végétalisés » se sont transformés en cauchemar pour leurs habitants, envahis par leur propre végétation. Certains ont même pris la fuite.

Le complexe de huit immeubles expérimentaux a été construit en 2018 à Chengdu, capitale de la province du Sichuan. A l'époque, le projet a été décrit comme « une forêt verticale ». Particularité : les appartements de ce quartier d'habitation, baptisé « Jardin forestier de Qiyi », possèdent tous des balcons où la végétation est maximisée, donnant aux édifices des allures de petite jungle. 20minutes.fr 15 septembre 2020

- La Russie va vendre 100 millions de doses de son vaccin contre le COVID-19 à l'Inde - Reuters 16 septembre 2020

Le fonds souverain russe a convenu mercredi d'un accord concernant la vente de 100 millions de doses de son vaccin contre le COVID-19, Spoutnik-V, au groupe pharmaceutique indien Dr Reddy's Laboratories.

Dr Reddy's, une des plus grandes sociétés pharmaceutiques indiennes, va procéder à des essais cliniques de phase III du vaccin en Inde, a indiqué le Russian Direct Investment Fund (RDIF) dans un communiqué.

Les livraisons en Inde pourraient commencer à la fin de l'année 2020, a précisé le fonds, ajoutant que cela était soumis à l'achèvement des essais et à l'enregistrement du vaccin par les autorités réglementaires indiennes.

LVOG - Kirill Dmitriev, directeur du Fonds d'investissements directs de Russie (RFPI) qui a participé au développement du premier vaccin anti-Covid Spoutnik V, est un menteur, les propos suivants viennent d'être démentis par le Dr Reddy's

Sputnik - «Cette situation met en question la justesse de l'approche de nombreuses sociétés pharmaceutiques, qui font entièrement peser les risques liés aux vaccins achetés sur les pays acheteurs. La Russie ne suivra pas cette approche, car elle voit la sécurité et l'efficacité de la plateforme basée sur l'adénovirus humain, notamment le vaccin Spoutnik V», a précisé M. Dmitriev. Sputnik France 12 septembre 2020

En complément

- Coronavirus: L'Allemagne octroie 627 millions d'euros à BioNTech et CureVac - Reuters 15 septembre 2020

L'Allemagne a annoncé mardi le déblocage d'une aide totale de 627 millions d'euros aux groupes de biotechnologie BioNTech et CureVac afin d'accélérer les recherches sur un vaccin contre le Covid-19. Reuters 15 septembre 2020

Totalitarisme sanitaire enragé.

- Coronavirus: la Chine confine une ville entière après trois cas - BFMTV 15 septembre 2020

Peuplée de 210.000 personnes, la commune de Ruili est située dans la province du Yunnan, à la frontière avec la Birmanie. BFMTV 15 septembre 2020

Coronabusiness. La foire aux tests rapporte gros ! Comment augmenter le nombre de cas ? Mode d'emploi.

- Dépistage du Covid-19 : les laboratoires croulent sous la demande de tests - euronews 15 septembre 2020

- Coronavirus : des tests salivaires virologiques mis en place début octobre - europe1.fr 15 septembre 2020

Des tests salivaires pour dépister le nouveau coronavirus seront probablement mis en place début octobre, a indiqué le président du Conseil scientifique Jean-François Delfraissy mardi devant la commission d'enquête sénatoriale sur la gestion du Covid-19. "Les prélèvements salivaires seront mis en place très probablement tout à fait fin septembre ou début octobre", a-t-il dit.

Selon lui, ces tests salivaires - dont le prélèvement est plus facile que celui dans le nez et moins désagréable pour la personne testée - permettraient d'avoir "une stratégie plus simple" de tests. europe1.fr 15 septembre 2020

QUATRIEME PARTIE

Contre-propagande et arguments.

Parole d'internaute.

1- Une autre question "subsidiaire", combien de morts a fait la grippe 2019/2020, parce qu'on ne les trouve plus sur le site "santé Publique france", tout a été effacé, même l'historique des années antérieures, bizarrement. Ma déduction est que le Covid est la nouvelle dénomination de la grippe, et qu'il s'agit simplement d'un tour de "passe-passe".

2- D'après le rapport de Santé publique France du 10/09/2020, je cite "Sur l'ensemble des décès certifiés électroniquement, 2,8% des personnes décédées ne présentaient pas de comorbidité et étaient âgées de moins de 65 ans.". Soit environ 250 personnes, et donc 0,0006% de la population de 15 à 64 ans (environ 41 millions).

Aucun enfant de moins de 15 ans n'est décédé sans comorbidité. 1 seul enfant déjà gravement malade avant de contracter le covid est décédé. En conclusion la létalité du virus est plus que largement surévaluée par rapport au matraquage incessant que nous subissons et ne justifie nullement toutes les mesures liberticides et répressives mises en place.

- COVID-19- Plusieurs milliers de manifestants marchent « pour la libération du peuple » contre l'état autoritaire par Micheline Ladouceur - Mondialisation.ca, 13 septembre 2020

Extrait. Samedi après-midi, le 12 septembre 2020, plusieurs milliers de manifestants ont marché à Montréal pour défendre leurs droits et libertés. Selon les organisateurs, près de 50 000 personnes étaient présentes à la « Marche pour la libération du peuple » qui s'est terminée devant la nouvelle maison de Radio-Canada. Cette manifestation, « Marche pour la libération du peuple. Faites partie de l'Histoire. Unissons-nous » était organisée par la Fondation pour la Défense des droits et libertés du peuple ».

Des milliers de femmes et d'hommes, mais aussi des enfants, revendiquaient leurs droits face aux mesures gouvernementales imposées et justifiées par une soi-disant pandémie. Le « COVID-19 existe ! Dire que c'est une pandémie est faux » disait la pancarte d'un manifestant.

Les médias mainstream étaient uniquement présents, une fois de plus, pour ridiculiser les manifestants et les organisateurs en y intégrant de fausses nouvelles, en minimisant le nombre de participants à « près de 10 000 personnes » (sans donner leur source), en donnant l'idée que « les policiers étaient inquiets » face aux nombreux manifestants (alors qu'ils ont en réalité félicité les organisateurs pour leur collaboration) et, bien sûr, en les qualifiants de « théoriciens du complots »:

Slogans antimasques ou antivaccins, théories du complot de toutes sortes… Les opposants aux mesures sanitaires ont défilé en grand nombre samedi dans les rues de Montréal alors que plusieurs régions sont en mode « préalerte ». (Les visages des antimasques, Journal de Montréal, le 12 septembre 2020).

Les journalistes des grands médias (mainstream) sont en fait des menteurs et ils assistent brièvement aux événements en continuant de propager le mensonge des gouvernements et des plus hautes autorités (l'OMS contrôlé par Bill Gates, Big Farma, etc.).

Les médias mainstream ont ainsi présenté cette manifestation comme une Marche anti-masque. En effet, le représentant et fondateur du mouvement anti-masque, Vlad Sobolev, Hugs over Mask (Ontario,Canada) y était présent et a prononcé un discours au nom de son organisation. Cependant, contrairement à l'image que les grands médias ont voulu donner à la manifestation, l'objectif principal n'était pas le masque, mais la prise de conscience du mensonge concernant le COVID-19 et la revendication de conserver et défendre les droits et libertés en temps de crise, crise fabriquée par les grands dirigeants, l'OMS et les

mondialistes. Ces derniers continuent de semer la Peur du virus, et la Peur de l'Autre, même si les chiffres officiels sont en baisse et la contagion par ce virus est minime.

Ce virus est devenu à la fois une affaire politique avec des conséquences économiques et sociales désastreuses. Cette « crise COVID-19 » justifie la dérogation aux droits et libertés, ceci est certes sans précédent dans l'histoire du Québec, du Canada et probablement du monde entier.

Christine Colebeck une mère, vice-présidente et porte-parole de l'organisation Vaccine Choice Canada a donné un discours émouvant devant les milliers de manifestants. Vaccine Choice Canada avait déposé une contestation judiciaire en octobre 2019 alléguant que la Loi sur l'immunisation des élèves enfreint plusieurs droits garantis par la Charte, notamment ceux relatifs à la liberté de conscience et de religion, ainsi qu'à la liberté et à la sécurité de la personne.

Il faut rappeler qu'il existe présentement une action en justice représentée par Me Rocco Galatti (1) au sujet des mesures relatives à la gestion de la pandémie.

D'autres personnalités ont également présenté leurs points de vue sur la situation : Lucie laurier, actrice, Jean-Jacques Crèvecoeur, Alexis Cossette-Trudel de Radio-Québec, une représentante des médecins étasuniens au Canada (voir la vidéo ci-dessous)…

Notes :

(1) Me Rocco Galati représente 9 plaignants (dont Vaccine Choice Canada, appuyé par La FDDLP) qui poursuivent Justin Trudeau, Radio-Canada, Theresa Tam (Docteure en chef du Canada), Doug Ford (PM de l'Ontario), Christine Elliot (Ministre de la Santé de l'Ontario), David Williams (Médecin-chef de l'Ontario), le procureur général du Canada, le procureur général de l'Ontario et Sa Majesté la Reine.

- Les données INSEE démontrent qu'il est impossible d'avoir 30 800 morts en plus en 2020 à cause du COVID-19! - FranceSoir 14 septembre 2020

D'après les chiffres officiels de l'INSEE du nombre de morts toutes causes confondues du 1er janvier au 31 juillet 2020 en France, on nous annonce une surmortalité de 30 800 morts Covid en plus par rapport à l'année précédente.

Ceci n'est pas possible et nous en faisons la démonstration

Commençons par regarder le nombre total de morts en France entre le 1 janvier et le 31 juillet des 3 années : pour 2018 il est de 363 955, en 2019 de 362 900 et en 2020 de 379 200. Ceux sont les décès toutes causes pour la France.

Par différence, il y a donc + 15 245 décès en plus en 2020 qu'en 2018 et + 16 300 décès en plus entre 2020 et 2019.

Logiquement, il est impossible qu'il y ait plus de 16 300 morts de plus en 2020 (quelqu'en soit la cause, COVID ou PAS COVID).

Un ajustement est aussi nécessaire

Pour être plus complet, il faut enlever de ce chiffre maximum de 16 300 morts en surplus par rapport à 2018 :

Les 2000 à 3000 morts/an qui s'ajoutent chaque année à cause de l'augmentation de la population et de son vieillissement.

Les morts en mars-avril-mai 2020 d'autres pathologies par privation de soins à cause du confinement. Et ceux-là se chiffrent en millier.

En conséquence, le chiffre ajusté du nombre de morts en France est obligatoirement très inférieur à 14 500 dont une petite partie à cause du COVID-19. Une correction basée sur des indices mondiaux En appliquant le taux de mortalité mondial moyen actuel de 0,011% à la France, on obtient environ 7 000 morts, ce qui serait cohérent avec l'Allemagne qui déclare 9000 morts pour 84 millions d'habitants.

Un peu de bon sens, la France qui a une des meilleures médecines du monde ne peut pas avoir 400% de morts en plus que la moyenne mondiale !

La majorité des certificats de décès cochés morts COVID-19, ne sont pas morts à cause du COVID-19

Une incitation financière à cocher la case Covid, elle est de 5000 euros/certificat dans les hôpitaux et de 55 euros en médecine

de ville,

Une recommandation de pas chercher de preuve médicale (test, autopsie) mais une simple suspicion,

Une recommandation de ne pas faire de diagnostics différentiels avec les autres pathologies graves du patient (Insuffisance cardiaque, HTA, cancers, etc) présentes chez 99% des patients décédés.

Les arguments erronés qui ne manqueront pas d'être évoqués

Diminution des morts pas accidents de la route en mars-avril : les 200 morts en moins d'accidents de la route du fait du confinement ne changent rien à ces chiffres.

En 2020 il y a 14 000 personnes qui auraient dû mourir et ne sont pas mortes sans aucune raison (soit 24 000 sur l'année). Ce genre de miracle n'existe pas en médecine, cela n'est jamais arrivé dans l'histoire sauf l'année suivante d'une guerre.

14 000 personnes malades ne sont pas mortes grâce au confinement et aux masques. La réalité c'est que le confinement général est responsable au contraire de milliers de morts en plus parmi les millions de malades chroniques graves par manque de soins, les cabinets de ville et consultation hospitalières étaient vides, même en chimiothérapie !

En épidémiologie, les deux grandes causes de variations de la mortalité sont les guerres et les épidémies.

Mathématiquement il est démontré que le chiffre de 30 800 morts à cause du Covid-19 est impossible.

Que si tous les morts supplémentaires en 2020 étaient tous A CAUSE du Covid-19, leur chiffre ne peut pas dépasser 14 500 et probablement beaucoup moins. FranceSoir 14 septembre 2020

Docteur Peter EL BAZE, Ex Médecin Attaché des Hôpitaux du CHU de Nice, ancien Chef du Service de Médecine Interne A1, Les Sources, Nice. Créateur des logiciels médicaux Megabaze et Oncobaze (chimiothérapies).

- **"**Les Français n**'**ont ni besoin d**'**être punis, ni surveillés, ni reconfinés, ni rééduqués ! **"** affirme le Dr Fouché - covidinfos.net 16 septembre 2020

Une tribune du Dr Louis Fouché, médecin anesthésiste – réanimateur à Marseille qui s'exprime au nom de son collectif "médecins et soignants pour une politique sanitaire de la COVID-19 juste, éclairée, et proportionnée." Pro masques ou Anti masques ?! Sortir d'une dialectique stérile.

"Cette dialectique a-t-elle un sens ? On pourrait tout aussi bien poser des dialectiques idiotes sur tous sujets. Etes-vous pour ou contre les caleçons ?

Ni l'un ni l'autre. Ca dépend.

Et ça dépend de quoi ? Le masque est une thérapeutique.

De quoi parlons nous ? Nous parlons des masques chirurgicaux en population générale en intérieur et en extérieur.

Cette thérapeutique, comme n'importe quelle thérapeutique a un objectif relatif à un rationnel théorique, une dose, un schéma thérapeutique, des effets bénéfiques attendus et inattendus, des effets toxiques attendus et inattendus. Comme tout traitement, à l'aune de ces données on doit évaluer la balance bénéfices-risques. Comme toute thérapeutique, elle doit faire l'objet d'une pharmacovigilance. Et comme tout traitement, on doit conclure: Faut il le donner en l'état, dans cette indication, à cette dose, à cette population cible là ?

L'objectif du traitement "masques" vise, avec les mesures de distanciations sociales, à limiter la propagation virale, en limitant la transmissibilité interhumaine. Bref, l'effet attendu est de diminuer le fameux R0.

Mais pourquoi diminuer ce fameux R0 ? Parce Que l'objectif espéré derrière ce paramètre est de diminuer le volume instantané de patients hospitalisés ou réanimatoires. On fait donc reposer sur cette mesure l'espoir d'une diminution de la tension sur le système de Santé hospitalier.

Ces objectifs reposent sur le présupposé théorique que la propagation virale est liée à son aérosolisation dans les gouttelettes de salive et que la contamination est aéroportée. Ce rationnel n'est hélas qu'en partie vrai. Il existe une transmission manuportée.

Il existe peut-être des transmissions par les surfaces. En bref, la propagation n'est pas complètement élucidée ni modélisée.

Le ciblage de la population devant bénéficier du port du masque doit être discuté. On nous soumet au masque en population générale en intérieur et en extérieur ? Pourtant les enfants ne sont ni malades, ni vecteurs, ni réservoirs. Pourtant les asymptomatiques sont réputés non transmetteurs pour le CDC et l'OMS.

La protection des personnes vulnérables (en surpoids, hypertendues, et immunodéprimées) serait peut-être une piste de ciblage plus fin. En effet, l'utilisation d'un masque chirurgical ne les protège pas. Alors que celle d'un masque FFP2 semble tout à fait efficace. Et que c'est bien ceux là qui sont à risque de faire des formes graves. Par ailleurs, un ciblage précis de cette population à risque aurait un moindre niveau de toxicité systémique et de poids pharmacoéconomique, ainsi qu'une meilleure efficacité sur la diminution de survenue de formes sévères.

L'objectif poursuivi par le masque chirurgical en population générale en intérieur et en extérieur repose sur l'utilisation exclusive du système hospitalier pour prendre en charge l'épidémie, réalisant une impasse complète sur les possibilités ambulatoires de très nombreux patients par les réseaux de ville et de généralistes. C'est d'autant plus dommage que les thérapeutiques actuellement recommandées sont absolument réalisables en ambulatoire et diminuerait aussi la pression sur l'hôpital, ainsi que les coûts induits. Rien n'empêche anticoagulants, antiviraux/zinc/vitaminothérapie dans la phase virale initiale, corticoïdes, oxygénothérapie dans la phase inflammatoire. Une filière d'HAD bien faite ou de réseaux de ville serait parfaitement adaptée et permettrait quasiment des transferts réglés vers les réanimations en cas de besoin et d'aggravation.

Voilà pour l'objectif, le rationnel théorique et la population cible. Les incohérences sont déjà nombreuses, vous en conviendrez. Mais là où le bât blesse encore plus, c'est sur le constat pragmatique de réalité. L'usage du masque dans nos sociétés et les compromis économiques introduits dans le protocole en font une imposture. Vous mettez votre masque dans la rue. Vous vous arrêtez à une terrasse de troquet et vous l'enlevez. Vous allez faire pipi et vous le remettez… De même dans les écoles, les enfants étouffent toute la journée sous leurs masques puis filent au parc jouer ensemble, ou pour les plus grands, fument une sèche côtes à côtes devant le bahut à la sortie. Le masque ne peut pas être bien utilisé par le grand public. Son changement toutes les 4 heures implique un fardeau économique que certains ménages ne peuvent tenir. La question des poubelles, normalement DASRI nécessaire à jeter le masque n'est jamais non plus posée. Le masque est bien alors une imposture. Il existe donc une impossibilité pratique à augmenter la dose. Sauf à faire arrêter la vie de relation, à mettre à genou les plus fragiles économiquement.

De même, il faut bien constater que la mesure n'a aucunement endigué la reprise épidémique sur le nombre de cas. Les censeurs en rejetteront la faute sur les français indisciplinés. Argument trop facile de renversement accusatoire. Si le traitement ne fonctionne pas. Ce n'est pas la faute du patient. C'est que le traitement, ne lui est pas adapté. Et c'est bien ici que le protocole thérapeutique est inadapté à sa population cible. La dose est trop faible diront encore certains: "Il faut punir, il faut surveiller, il faut sévir, il faut reconfiner, il faut éduquer"… Les français n'ont ni besoin d'être punis, ni surveillés, ni reconfinés, ni rééduqués ! Drôle de soin que celui qui consiste à aboutir à cette toxicité démesurée.

Il faut se poser la question de l'optimisation du R0 comme finalité. C'est finalement peut-être une mesure stupide. Peut-être vaut il mieux au contraire laisser l'infection se faire. Qui sait pourquoi les épidémies virales courent ? N'est-ce pas en partie pour faire notre "thermostat" immunitaire, pour que nous soyons au diapason du monde dans lequel nous vivons, et non en conflit avec lui ? Cette donnée est évidente chez l'enfant et les maladies dites adaptatives. Pourquoi ne l'est elle pas chez l'adulte ? Et si nous laissions les gens faire leur immunité et que nous nous concentrions sur ceux qui risquent de ne pas réussir à changer leur thermostat immunitaire et risquent une forme grave?

Le ciblage pratique, pour des raisons de fonctionnalités du système de santé, est celui des soignants. Nous maintenons que le port du masque à l'hôpital est utile à nous garder le personnel nécessaire à tenir dans la durée et à ce que ces mêmes soignants ne contaminent pas des patients hospitalisés, par définition, fragiles..

En ce qui concerne les effets secondaires induits. Il existe des effets de plusieurs ordres. D'abord des effets sociaux, dont nous avons parlé, aboutissant à une dislocation terminale du Nous, à l'apparition de kapos aux ordres et d'indisciplinés contestataires.

Les fous de l'épidémiologie covid sont en vision tunnel. Ils n'acceptent pas de voir les conséquences tout à fait réelles des recommandations du port du masque. Il a été maintenu que cela rassurait. C'est l'exact inverse qui est vrai. Cela terrifie tout le monde. Cela ligue les gens les uns contre les autres. Cela monte la police contre sa population et inversement. Il existe des vagues de dépression, de suicide, de négligence des autres pathologies. Les personnes âgées sont terrées chez elles dans la peur, diminuent leurs vitales interactions sociales avec leurs proches. On assiste à une terreur idéologique, une psychiatrisation des opposants idéologiques. Une montée d'un discours de peur et de haine qui nous semble absolument disproportionné et contreproductif.

Cela paraît tellement contradictoire avec cet autre objectif thérapeutique dont notre société a si cruellement besoin. Celui de nous réunir derrière un objectif commun, derrière un idéal positif qui rassemble. Les restrictions de liberté ne rassemblent aucun "Nous" qui fasse sens. Au contraire, elles liguent les uns contre les autres et disloquent s'il en était encore besoin le peu

d'union qui restait. Cet effet systémique toxique est un élément majeur dans la balance bénéfice-risque.

En conclusion, il faut bien décider que le remède nous semble bien pire que le mal. A tout le moins disproportionné, mal ciblé, reposant sur un argumentaire de bout en bout fallacieux. Primum non nocere. Rangez vos masques aux vestiaires.

A retenir:

– La diminution du R0 est une finalité discutable.
– Le port des masques comme recommandé est à la fois infaisable et une imposture.
– Il n'a pas montré d'amélioration pragmatique sur la transmissibilité de l'épidémie.
– Il aboutit à une toxicité systémique (sociale, médicale, psychologique, scolaire, juridique, démocratique) démesurée par rapport à l'objectif.
– Faire porter des masques en extérieur n'a pas de sens.
– Faire porter des masques aux enfants n'a pas de sens.
– La distanciation sociale, le masque pour les soignants et les transports en commun, le lavage des mains, le recours à la médecine ambulatoire de ville, le ciblage des populations à risque pour un port de masques FFP2 sont des mesures bien plus pertinentes et bien moins toxiques pour les libertés et la société eu égard aux objectifs poursuivis."

Plus d'infos :

– Site du collectif médecins et soignants pour une politique sanitaire de la COVID-19 juste, éclairée, et proportionnée.

https://colibris-wiki.org/collectifCovid/?PagePrincipale

– Chaine YouTube Reinfo Covid

https://www.youtube.com/channel/UCljXEDaSZVZ4x5tRRkAH7WA

- Éric Verhaeghe dénonce les "terribles fantasmes de contrôle de l'État" et des élites "prêtes à collaborer avec n'importe quel régime" - covidinfos.net 16 septembre 2020

Une tribune signée du haut fonctionnaire et essayiste franco-belge Éric Verhaeghe publiée par le site Atlantico. L'auteur y dénonce notamment une "expansion accélérée de la surveillance par l'État" et "la certitude qu'on ne reviendra jamais en arrière…" Extraits.

« Pour nous protéger du virus, de la maladie, de la contagion, rien n'est trop beau. Et l'État, avec ses terribles fantasmes de contrôle, propose chaque jour une nouvelle idée pour surveiller les individus. Bien entendu, il ne s'agit pas de surveiller pour surveiller, mais plutôt de surveiller la progression du virus grâce à la surveillance de ceux qui le portent ou pourraient le porter. L'argument est imparable : le citoyen est devenu un truchement, un prétexte officiel pour surveiller une sorte de cinquième colonne qui nous menace. » […]

« Dans un premier temps, cette surveillance est passée par un confinement des peuples (par la fermeture des frontières), et par un confinement des individus. Ensuite, au nom de la détection des clusters, les citoyens ont dû accepter de livrer la liste de tous leurs contacts. Assez rapidement, l'État a proposé de traquer tout le monde grâce à une application numérique, StopCovid, qui fait un four, tant elle est contraire à l'esprit français. » […]

« Mais d'autres tentatives sont mises sur le tapis, comme la consignation méthodique de l'identité des personnes qui fréquentent les bars et les restaurants. Il s'agit pour l'instant d'un « cahier de rappel » fondé sur le volontariat. L'idée est là, posée bien au milieu de la table : le cafetier, le restaurateur, devient collecteur d'informations pour la police sanitaire. Il nous est proposé de consentir à informer l'État de la liste de nos amis, de nos fréquentations, et des lieux et heures où nous les rencontrons. » […]

« Il y a seulement six mois, une telle proposition aurait fait hurler. Elle est aujourd'hui devenue banale. » […]

« La peur du terrorisme a permis de généraliser la surveillance massive de toutes nos communications téléphoniques, de toutes nos transactions bancaires, de tous nos disques durs d'ordinateurs. » […]

« Bien entendu, dans cette affaire, le terrorisme fut un prétexte. Les avocats parisiens qui ont été espionnés massivement par le Parquet en dehors de toute procédure viennent d'en faire les frais. »

« Le coronavirus n'agira pas autrement, car il existe un effet cliquet dans le fonctionnement de la police. Une fois qu'une liberté est violée, on ne revient jamais en arrière, même si les raisons de cette violation ont disparu. »

« Voilà à quoi sert le gouvernement par la peur : à justifier une expansion accélérée de la surveillance par l'État, avec la certitude qu'on ne reviendra jamais en arrière. » […]

« Toute la question est en effet de savoir combien de temps une civilisation qui a bu le sirop des libertés depuis des siècles (et même au-delà) peut tolérer une telle mise sous tutelle. Le cas est intéressant, car il nous interroge sur le risque de voir disparaître un jour une culture, son identité, son esprit et son patrimoine. » […]

« Par ces temps de peur millénariste entretenue par tout ce que nos élites comptent de lâches et de défaitistes prêts à collaborer avec n'importe quel régime, la question prend des allures cruciales. L'âme, l'identité française, disparaîtront-elles avec la planète, la nature, et autres angoisses récurrentes des collapsologues ? Ou bien les Français portent-ils en eux des valeurs insubmersibles qu'un petit paquet de mer appelé coronavirus et ses ridicules 800.000 morts pour 7 milliards d'humains (soit 0,01% de la population) ne risque pas d'inquiéter durablement ? » […]

« Il existe aujourd'hui deux chemins plausibles. Soit la société française abdique durablement ses libertés et se coule consciencieusement dans le lit d'un totalitarisme discret mais réel où bouger la moindre oreille peut coûter très cher (l'expérience de Vichy a montré que ce genre de bascule peut se réaliser en moins d'un mois). Soit la société française retrouve son instinct vital et place à nouveau les libertés au coeur de son modèle de développement (l'expérience de 1789 a montré que ce processus pouvait prendre plusieurs années). » […]

Lire l'intégralité de l'article :

– Atlantico. fr : Après le terrorisme, le Covid devient le nouvel argument pour imposer toujours plus de surveillance aux Français

https://www.atlantico.fr/decryptage/3592025/apres-le-terrorisme-le-covid-devient-le-nouvel-argument-pour-imposer-toujours-plus-de-surveillance-aux-francais

- Le masque protège-t-il contre la transmission du Coronavirus ? Sans danger ou bien objet de **"**régression massive**"** vers un état plus primitif par Gérard & Nicole Delepine - FranceSoir 16 septembre 2020

Tribune : Depuis que Karine Lacombe et les quelques membres de stop postillon ont appelé au port du masque en tout lieu et pour tous et que l'obligation du port du masque fait tache d'huile en France, il est prudent, si on ne veut pas être traité de complotiste de sanctifier celui-ci.

Mais s'agit-il d'une simple croyance, de propagande à visée politique ou de science reposant sur des faits établis ?

La croyance dans l'efficacité du masque ne repose sur aucun élément scientifique

En mars et avril 2020, au plus fort des contaminations et des malades réels, le gouvernement d'Édouard Philippe a expliqué successivement que les masques étaient inutiles pour la population générale, puis qu'ils ne pouvaient pas être efficaces, car les Français ne savaient pas les mettre ni les retirer correctement. Des médecins parlaient de « légende urbaine », les mêmes qui aujourd'hui veulent greffer un cerveau aux collègues qui osent poser des questions et critiquer éventuellement ce port obligatoire, partout et à tout âge ou presque.

Epidémie terminée, masque obligatoire ! LOGIQUE !

Et maintenant que l'épidémie(1) est terminée, que les malades ne meurent plus et sont devenus des « cas » positifs grâce à une technique qui repère les restes de virus morts non contaminants, le chef de l'état a appelé à en porter :

« Mettez des masques, mettez des masques… même en extérieur, même quand on a une bonne distance, c'est plus prudent… même les jeunes qui ont souvent des formes légères, ou asymptomatiques qui considèrent que ce n'est pas grave et qu'ils peuvent prendre des risques. Simplement quand ils prennent ces risques, ils accélèrent la propagation du virus » ! Et son gouvernement proclame une obligation généralisée en prétendant qu'elle est efficace. Qui doit-on croire ? Le gouvernement de mars-avril ou celui d'août-septembre (d'autant que ce sont les mêmes personnages, en dehors de la resplendissante porte-parole) ?

Et sur quels éléments scientifiques basent-ils leurs fluctuants crédos ?

Interrogée par le Parisien, le Dr Clémentine Denis, médecin française basée à Tampere précise : « le masque, si utilisé correctement, permet d'éviter qu'un porteur du virus ne contamine les autres par pulvérisation dans l'air(2). Il ne protège pas nécessairement les personnes saines qui le porteraient et peut, de façon paradoxale, être plus à risque de contamination si

mal utilisé ».

Une très complète étude réalisée par F Pesty (3) qui fait la somme de toutes les articles publiés sur le sujet et en particulier des macroanalyses récentes conclue, comme C. Del Mar et P. Glasziou, co-auteurs de la dernière revue Cochrane 2020 sur le sujet : « l'urgence est à vérifier dans des essais cliniques rigoureux que les masques portés par des personnes supposées infectées, permettent réellement d'éviter la propagation de l'infection virale respiratoire. Seulement dans ce cas, le port du masque serait une bonne alternative ou un complément utile aux autres mesures, distanciation sociale, lavage des mains, confinement. »

Cette conclusion rejoint celle d'Anders Tegnell, l'épidémiologiste qui a mis en place la stratégie suédoise « il n'est pas prouvé que la généralisation de son port dans la société ait un effet sur la propagation du virus. "J'ai hâte que [cette preuve] arrive". « Il est très dangereux de croire que le port du masque puisse changer l'évolution de l'épidémie COVID-19 (4) »

Revenons aux faits établis et publiés par l'OMS (5)

Il n'existe pas d'étude randomisée fiable sur l'utilité du port du masque généralisé à toute une population. Force est donc d'analyser les faits constatés et en particulier l'évolution récente des contaminations selon la politique sanitaire concernant le port du masque dans les différents pays telle qu'elle est publiée dans les bases de données de l'OMS.

Lorsqu'on analyse les données récentes de l'OMS on constate que l'obligation policière du port du masque telle qu'elle est imposée en France, Espagne et Italie s'accompagne d'une recrudescence de contaminations alors qu'en Suède, Pays-Bas et Biélorussie pays sans obligation de masque, la situation s'est stabilisée.

D'après les chiffres publiés par l'OMS(6), l'Espagne qui impose le masque plus sévèrement que la France est exposée à une multiplication encore plus forte des cas (7) avec une incidence hebdomadaire de 857/M (40087 nouveaux cas pour 46M d'habitants) contre 701/M en France (43686 pour 65M), et 157/M en Italie.

Les pays qui n'imposent pas le port du masque, mais émettent de simples recommandations, font confiance à leur population et ne lui mentent pas, comptabilisent dans ces dernières semaines beaucoup moins de contaminations : 246 cas/M au Pays-Bas (4227 pour 17M), 79/M en Suède (802 pour 10M) et 120/M en Biélorussie. (1140 pour 9,5M).

Les faits avérés mettent donc fortement en doute l'intérêt sanitaire de l'obligation généralisée des masques, faisant même craindre un effet pervers imprévu, le masque augmentant éventuellement les contaminations.

Le masque inutile chez l'enfant est dangereux et peut même tuer

Le Professeur G. Desuter, laryngologue aux cliniques universitaires Saint-Luc (Bruxelles), a mis en garde contre les effets nocifs du port permanent du masque par les enseignants(8).

"Produire une voix nous en coûte en termes d'énergie…Cela est d'autant plus vrai du professionnel de la voix qui se doit de projeter cette même voix durant de longues heures, souvent dans le bruit et se devant de capter l'attention d'un auditoire par l'intonation. L'effort est intense, et met à mal – en temps normal déjà – la physiologie vocale de l'enseignant, mais aussi de l'avocat, du journaliste, du tribun, du comédien du maraîcher, etc. Projeter la voix est un art, une profession en soi."

Porter la voix avec un masque devant la bouche tout au long d'une journée relève de l'hérésie physiologique.

Une hérésie physiologique

Outre une fatigue professionnelle d'installation quasi immédiate, il sera à haut risque de lésions traumatiques des cordes vocales. En effet, au déficit respiratoire répondra une tentative de compensation – bien illusoire – par un forçage laryngé créant hémorragies, polypes et nodules. Ces lésions rendent dysphonique et parfois même aphonique ».

Recommandations OMS

Un document baptisé "Conseils sur le port du masque dans le cadre de la COVID-19" publié par l'Organisation Mondiale de la Santé(9) précise : « dans le grand public, le port du masque par des personnes en bonne santé peut notamment présenter les désavantages suivants :

Risque potentiellement accru d'auto-contamination dû au fait de manipuler un masque facial puis de se toucher les yeux avec des mains contaminées, auto-contamination possible si un masque non médical humide ou sale n'est pas remplacé, favorisant ainsi la prolifération de microorganismes ;

- mal de tête et/ou difficultés respiratoires possibles selon le type de masque utilisé ; lésions cutanées faciales, dermite irritative ou aggravation de l'acné en cas de port fréquent et prolongé du masque ; difficulté de communiquer clairement ; sensation possible d'inconfort ; fausse impression de sécurité pouvant conduire à un respect moins scrupuleux des mesures préventives qui ont fait leurs preuves comme la distanciation physique et l'hygiène des mains ; port du masque mal supporté, notamment par le jeune enfant ; problèmes liés à la gestion des déchets ; l'élimination sauvage des masques peut entraîner une augmentation du volume des déchets dans les lieux publics, présentant un risque de contamination des préposés au nettoyage des rues et des risques pour l'environnement ;

- difficultés de communiquer en cas de surdité et de dépendance de la lecture labiale ; désavantages et difficultés liés au port du masque éprouvés par les enfants, les personnes atteintes de troubles mentaux ou de déficiences développementales, les personnes âgées atteintes de déficiences cognitives, les asthmatiques ou les personnes souffrant d'affections respiratoires chroniques, les personnes ayant récemment subi un traumatisme facial ou une intervention chirurgicale orale ou maxillofaciale, ainsi que celles qui vivent dans un environnement chaud et humide.»

C'est l'OMS qui l'écrit et non pas le complotiste de base …

Les accidents ne sont plus exceptionnels

Le 23 avril 2020, un conducteur du New Jersey s'est écrasé sur un poteau de téléphone après s'être évanoui et avoir porté un masque N95 pendant des heures(10). La police de Lincoln Park pense que le conducteur, a perdu connaissance au volant jeudi à cause d'un manque d'oxygène et d'une respiration excessive de dioxyde de carbone du fait au masque, a écrit le département sur Facebook. Le chauffeur a été emmené dans un hôpital local, pour des blessures ne mettant pas sa vie en danger.

Chez les personnes fragiles (personnes âgées, insuffisants respiratoires, asthmatiques les risques sont accrus et c'est pourquoi ces conditions représentent des contre-indications reconnues au port du masque. Un drame récemment survenu en Allemagne vient de rappeler que refuser de tenir compte d'un certificat médical peut avoir des conséquences dramatiques.(11)

Une jeune allemande de 13 ans, asthmatique, a pris comme chaque jour le bus scolaire. Malheureusement, le conducteur a refusé de tenir compte de son certificat médical précisant que le port du masque était contre-indiqué chez elle et l'a obligé à en mettre un. En cours de transport, elle a présenté des signes d'asphyxie suivi d'un arrêt cardiaque(12). Le Samu arrivé en urgence n'a pas permis de la sauver. Imaginez l'état de la famille, des responsables du chauffeur mais aussi du chauffeur lui-même.

Cela est d'autant plus triste que le port du masque n'a aucune justification médicale à cet âge, car l'enfant ne transmet pas le coronavirus, et que lorsqu'il est infecté (par un adulte proche), il ne souffre que de formes bénignes. (13) (14)

Et après moins d'un mois de cette maltraitance des enfants et adolescents (adultes aussi, mais ils devraient être capables de se défendre), les consultations chez les généralistes se multiplient.

Michel Dogna (15) dans sa newsletter résume les motifs de consultation : « des médecins généralistes qui donnent l'alerte sur le fait que 25% des pathologies actuellement rencontrées en cabinet sont les conséquences dues au port du masque.

En voici une liste non exhaustive :

- Bronchites sévères
- Conjonctivites graves (cause expirations rejetées vers le haut)
- Furonculoses
- Grande fatigue
- Herpès labiaux
- Impétigo
- Staphylococcies sur les lèvres et les joues
- Streptocoques

Sans compter les allergies cutanées dues au frottement du masque et les irritations aux oreilles dues aux élastiques ».

N'en rajoutant pas en rappelant que malencontreusement il fait des 38 ° 40 ° dehors et dans les classes et que les profs terrorisés par leur direction, elle-même sous pression du recteur, et/ ou par le virus pourtant bien adouci, n'osent pas libérer les enfants. Espérons tout de même que le bon sens règne parfois et que nous n'entendons parler que des délires multiples et variés et des accidents.

Il poursuit : Les risques face au port continuel du masque annoncés par des médecins non soumis

« Les bactéries qui se collent sur les masques se transforment en champignons.

Il existe 3000 bactéries par centimètre carré sur une main.

Porter un masque rend malade. En quelques semaines, vous allez faire de l'hyperventilation, vous allez tousser et avoir mal à la gorge, vous allez avoir d'énormes soucis de bronches car vous allez développer un champignon interne dû à la respiration de la moisissure, champignons des bactéries.

Voici comment ils vont créer la deuxième vague Covid 19 promise ; ils prétendront que c'est une nouvelle épidémie respiratoire. Il est logique que si tout le monde porte un masque, une nouvelle vague va arriver ; or elle ne sera pas à cause d'un virus grippal, mais d'une infection bactériologique des bronches due à une respiration constante dans un cloaque de "cuvette de WC". »

Il faut aussi insister sur les conséquences nocives du masque permanent sur le comportement.

Selon le psychologue Patrick Fagan(16) "Les masques rendent stupides, et réduisent les barrières morales humanistes.

"Les masques peuvent désormais être ajoutés à la liste des obligations qui vous rendent stupides. […] voici les faits qui expliquent pourquoi vous ne devriez absolument, catégoriquement, pas porter de masque. Ils vous rendent influençables ; ils vous rendent plus susceptible de suivre les directives de quelqu'un d'autre et de faire des choses que vous ne feriez pas autrement. En bref, ils vous privent de votre fonction exécutive – votre conscience. »

Un seul exemple, mais il faut lire ce papier et y réfléchir : « Miller et Rowold (1979) ont présenté un bol de chocolats aux participants à Halloween et leur ont dit qu'ils n'avaient le droit d'en prendre que deux chacun. Lorsque les enfants pensaient qu'ils n'étaient pas surveillés, ils se servaient eux-mêmes. Les enfants sans masque ont enfreint la règle, en prenant plus de chocolats, 37% des enfants non masqués, contre 62% pour les enfants masqués. Les auteurs ont conclu que les masques "entraînent une diminution des inhibitions comportementales". […] »(17)

« Castle (1986) a écrit que les mascarades du XVIIIe siècle permettaient aux porteurs de masques de libérer leurs pulsions hédonistes et sexuelles réprimées ; et Caillois (1962) a écrit de la même façon sur les carnavals masqués européens impliquant des activités libidinales, notamment "les indécences, les bousculades, les rires provocateurs, les seins à découvert, les imitations de bouffonnerie, une incitation permanente à l'émeute, les festins et les excès de paroles, de bruit et de mouvement".

Au XIIe siècle, le pape Innocent III a interdit les masques dans le cadre de sa lutte contre l'immoralité ; et en 1845, l'État de New York a rendu illégal le port de masques en public par plus de deux personnes, après que des agriculteurs aient porté des masques pour attaquer leurs propriétaires.(18) »MORALITE, si vous vous voulez sauver vos chocolats, masquez vos enfants, mais si vous voulez des maris fidèles, ne les masquez pas. Trêve de plaisanterie, nous ne savons pas si nos médecins stop postillons ou autres sont conscients des conséquences neurophysiologiques, comme psychiatriques du port permanent du masque, mais nous les invitons à se plonger dans la neuro-imagerie avant d'asséner leurs avis péremptoires de pseudo- savants sur les chaines TV et les radios.

Le mieux est l'ennemi du bien, et le diable se cache dans les détails, mais le masque est-il un détail ?

[1] Une épidémie est l'extension d'une maladie avec augmentation du nombre de malades qui ont des signes cliniques, qui souffrent, qui nécessitent des traitements et dont la vie est menacée par la maladie ce qui n'est plus le cas depuis plus de 3 mois

[2] Rappelons que la contamination par pulvérisation dans l'air n'est qu'une hypothèse évoquée sur des données de laboratoire et qu'elle n'a pas été retrouvée dans les études épidémiologiques dans le monde réel.

[3] F Pesty pour France soir Chronique Covid N°11 – « Bas les masques : une efficacité trop incertaine » Publié le 21/07/2020 http://www.francesoir.fr/societe-sante/chronique-covid-ndeg11-bas-les-masques-une-efficacite-trop-incertaine

[4] https://nypost.com/2020/08/19/swedens-tegnell-wearing-face-masks-may-be-very-dangerous/

[5] Reference OMS port du masque file:///D:/WHO-2019-nCov-IPC_Masks-2020.4-eng.pdf

[6] (Coronavirus disease (COVID-19) Weekly Epidemiological Update Data as received by WHO from national authorities, as of 10 am CEST 10 September 2020)

[7] Mystère : pourquoi le port du masque ne fonctionne pas en Espagne EL CONFIDENCIAL – MADRID 2/9/2020

[8] Pr Desuter Pour les enseignants, le port du masque en permanence pourrait être dangereux RTBF https://www.rtbf.be/info/

societe/detail_pour-les-enseignants-le-port-du-masque-en-permanence-pourrait-etre-dangereux?id=10579064

[9] Advice on the use of masks in the context of COVID-19 Interim guidance 5 June 2020 file:///D:/WHO-2019-nCov-IPC_Masks-2020.4-eng.pdf

[10]New Jersey driver crashes car after passing out from wearing N95 mask By Craig McCarthy April 24, 2020 https://nypost.com/2020/04/24/driver-crashes-car-after-passing-out-from-wearing-n95-mask/

[11] Rappelons que chaque médecine inscrit à l'ordre est en droit de rédiger un certificat de contrindication s'il le pense nécessaire chez son patient. Les médecins qui refusent mettent aussi leur responsabilité vis-à-vis de leur malade s'il lui arrive quelque chose. Se protéger de tous côtés n'est pas si simple et l'ordre n'est pas tout puissant.

[12] Tragisch: Starb Schülerin in Deutschland wegen Masken-Pflicht? https://www.wochenblick.at/tragisch-starb-schuelerin-in-deutschland-wegen-masken-pflicht/

[13] http://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/le-port-du-masques-pour-les-enfants-cest-de-la-maltraitance

[14] Les grands parents peuvent … France soir

[15] https://micheldogna.fr/masque-a-lecole

[16] https://covidinfos.net/covid19/les-masques-vous-rendent-stupides-selon-le-psychologue-patrick-fagan-qui-denonce-une-forme-de-deshumanisation/

[17] « Les effets désinhibiteurs du port d'un masque sont décrits par les psychologues en termes de suspension des mécanismes de contrôle du surmoi, permettant aux impulsions subconscientes de prendre le dessus. Saigre (1989) a écrit que les masques "raccourcissent" les systèmes de défense conscients et encouragent une "régression massive" vers un état plus primitif »

[18] « Du point de vue de la neuro-imagerie, les masques sont connus pour inhiber l'identité et le contrôle des impulsions – tous deux associés à la fonction exécutive dans le cortex préfrontal (par exemple, Glannon, 2005 ; Tacikowski, Berger & Ehrsson, 2017). En d'autres termes, les masques font taire le Jiminy Cricket dans le cerveau » FranceSoir 16 septembre 2020

CINQUIEME PARTIE

Infos internationales

Le procès inique d'Assange.

- Qui est derrière la juge qui fait le procès d'Assange ? - Réseau Voltaire 15 septembre 2020

Emma Arbuthnot est la juge en chef qui, à Londres, a instruit le procès pour l'extradition de Julian Assange aux USA, où l'attend une condamnation à 175 ans de prison pour « espionnage », c'est-à-dire pour avoir publié, en tant que journaliste d'investigation, des preuves des crimes de guerre états-uniens, parmi lesquels des vidéos sur les massacres de civils en Irak et Afghanistan. Au procès, confié à la juge Vanessa Baraitser, toute requête de la défense a été rejetée.

En 2018, après qu'est tombée l'accusation de violence sexuelle, de la part de la Suède, la juge Arbuthnot a refusé d'annuler le mandat d'arrêt, de sorte qu'Assange ne puisse pas obtenir asile en Équateur. Arbuthnot a rejeté les conclusions du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire d'Assange. Non écoutées non plus celles du responsable Onu contre la torture : « Assange, détenu dans des conditions extrêmes d'isolement non justifiées, présente les symptômes typiques d'une exposition prolongée à la torture psychologique ».

En 2020, alors que des milliers de détenus ont été transférés aux arrêts domiciliaires en tant que mesure anti-coronavirus, Assange a été maintenu en prison, exposé à la contagion dans des conditions physiques affaiblies. Au tribunal Assange ne peut pas se consulter avec ses avocats, il est gardé isolé dans une cage en verre blindé, et menacé d'expulsion s'il ouvre la bouche. Qu'y a-t-il derrière cet acharnement ?

Arbuthnot a le titre de « Lady », étant l'épouse de Lord James Arbuthnot, connu comme « faucon » Tory, ancien ministre des adjudications de la Défense, lié au complexe militaro-industriel et aux services secrets. Lord Arbuthnot est notamment

président du comité consultatif britannique de Thalès, multinationale française spécialisée dans les systèmes militaires aérospatiaux, et membre de celui de la société Montrose Associates, spécialisée en intelligence stratégique (charges grassement rétribuées). Lord Arbuthnot fait partie de la Henry Jackson Society (HJS), influent think tank transatlantique lié au gouvernement et au renseignement des USA.

En juillet dernier, le secrétaire d'état états-unien Mike Pompeo est intervenu à Londres à une table-ronde de la HJS : depuis qu'il était directeur de la CIA en 2017, il accuse WikiLeaks, fondée par Assange, d'être « un service d'espionnage de l'ennemi ». Même campagne conduite par la Henry Jackson Society, qui accuse Assange de « semer des doutes sur la position morale des gouvernements démocratiques occidentaux, avec l'appui de régimes autocratiques ».

Dans le conseil politique de la HJS, aux côtés de Lord Arbuthnot, se trouvait jusque récemment Priti Patel, l'actuelle secrétaire aux Affaires intérieures du Royaume-Uni, à qui revient l'ordre d'extradition d'Assange. À ce groupe de pression qui mène une campagne martelante pour l'extradition d'Assange, sous la régie de Lord Arbuthnot et autres influents personnages, est substantiellement reliée Lady Arbuthnot. Elle a été nommée par la Reine magistrat en chef en septembre 2016, après que WikiLeaks avait publié en mars les documents les plus compromettants pour les USA. Parmi lesquels les e-mails de la secrétaire d'état Hillary Clinton qui révèlent le véritable objectif de la guerre Otan contre la Libye : empêcher que celle-ci usât ses réserves d'or pour créer une monnaie pan-africaine alternative au dollar et au franc CFA, la monnaie imposée par la France à 14 ex-colonies africaines.

Le véritable « délit » pour lequel Assange est jugé est celui d'avoir ouvert une brèche dans le mur d'omertà politico-médiatique qui couvre les intérêts réels de puissantes élites qui, opérant dans l'« État profond », jouent la carte de la guerre. C'est ce pouvoir occulte qui soumet Julian Assange à un procès, instruit par Lady Arbuthnot, qui comme traitement de l'accusé rappelle ceux de la Sainte Inquisition. S'il était extradé aux USA, Assange serait soumis à des « mesures administratives spéciales » beaucoup plus dures que les britanniques : il serait isolé dans une petite cellule, ne pourrait pas contacter sa famille ni parler, pas même par l'intermédiaire de ses avocats qui, s'ils portaient un de ses messages, seraient incriminés. En d'autres termes, il serait condamné à mort. Réseau Voltaire 15 septembre 2020

"***Révolution de couleur***" en Biélorussie

- Moscou accuse Washington de fomenter une révolution en Biélorussie - Reuters 16 septembre 2020

La Russie a accusé mercredi les Etats-Unis de fomenter une révolution en Biélorussie, pays où elle a envoyé son ministre de la Défense, témoignant ainsi de sa volonté de maintenir son soutien à Alexandre Loukachenko.

Selon Sergueï Narichkine, patron du SVR, le service russe des renseignements extérieurs, Washington travaille en coulisses pour renverser le chef d'Etat biélorusse.

"Nous parlons d'une tentative à peine déguisée d'organiser une 'nouvelle révolution de couleur' et un coup d'Etat anticonstitutionnel dont les buts et objectifs n'ont rien à voir avec les intérêts des citoyens biélorusses", a-t-il déclaré, cité par l'agence RIA.

Washington financerait selon lui des bloggeurs antigouvernementaux et formerait des militants par le biais d'organisations non-gouvernementales et en soutenant des personnalités de l'oppositions telles que Svetlana Tsikhanouskaïa, réfugiée en Lituanie. Reuters 16 septembre 2020

En complément. La milice de l'Etat profond mobilisée.

La torture massivement utilisée en Biélorussie, selon plusieurs ONG - RFI 16 septembre 2020

Destabilisation du Venezuela.

Un agent des USA capturé et une cellule terroriste démantelée au Venezuela par Telesur - Mondialisation.ca, 16 septembre 2020

Le procureur général du Venezuela, Tarek William Saab, a fait état, de l'arrestation d'un citoyen américain, de plusieurs Vénézuéliens et du démantèlement d'une cellule terroriste dans le pays.

William Saab a fait un rapport sur les événements qui ont conduit à l'arrestation du citoyen américain Matthew Jhon Heath, les décrivant comme « graves pour la stabilité et la démocratie vénézuéliennes ». Cependant, l'action du ministère public, des organes auxiliaires et des institutions a pu les neutraliser.

La déclaration du procureur général du Venezuela complète les informations fournies par le président, Nicolás Maduro, le 11 septembre dernier concernant l'arrestation d'un citoyen américain qui « espionnait les raffineries de Amuay et de Cardón ».

Ce lundi, le chef du ministère public a souligné que Matthew Jhon Heath était entré illégalement dans le pays, qu'il portait un téléphone satellite (qu'il refuse de débloquer) et que des photographies d'installations pétrolières et militaires dans les États de Zulia et de Falcón ont été trouvées sur lui.

Lors de l'inspection du véhicule, une pièce de monnaie a été trouvée à l'intérieur d'un des sacs, la reliant à la Central Intelligence Agency (CIA) des États-Unis, et il est présumé il est liée à cette agence gouvernementale.

Selon ses déclarations, le citoyen américain serait un militaire, et « menait des activités d'espionnage et de déstabilisation sur le territoire vénézuélien ». William Saab a expliqué que ces actions ont été menées avec le soutien « de militaires et de civils apatrides dans ce qui semble être une nouvelle action d'agression contre le Venezuela avec la participation des États-Unis ».

Le groupe prévoyait des activités de déstabilisation contre des installations militaires, des industries d'État, notamment le Service électrique national et l'industrie pétrolière, des actions qui vont à l'encontre « de la majorité de la population vénézuélienne ». « Le but est de nuire à tout le monde de la même manière », a insisté M. Saab.

Dans ses déclarations, le procureur a indiqué que des mandats d'arrêt avaient été lancés contre les citoyens vénézuéliens Marcos Antonio Garcés Carapaica, Darwin Andreizo Urdaneta Pardo et Reinaldo Enrique Finol pour trahison et association illicite.

Ces citoyens, a déclaré William Saab, « avaient planifié l'entrée d'agents américains sur notre territoire, en utilisant l'axe frontalier de la Guajira colombienne, pour obtenir plus tard des informations stratégiques sur la raffinerie d'Amuay. Ils avaient également l'intention de mener d'éventuelles actions de sabotage dans le Zulia et à Falcón, ainsi que des actions de trafic de drogue de la Colombie vers Aruba.

Lorsque les trois citoyens vénézuéliens et le citoyen américain ont été appréhendés, ils ont été trouvés avec un lance-grenades AT4, de calibre 84 mm, une mitraillette modèle UZI de calibre 9 mm, quatre pièces rectangulaires de matière explosive présumée (C4) et de l'argent en devises, entre autres.

Se référant aux faits, William Saab a déclaré que « ces actions ont une double signification ; parce qu'elles sont faites en plein milieu d'une pandémie et contre les efforts de l'État vénézuélien pour protéger la population de la contagion de Covid-19 ».

De même, l'identification et l'appréhension d'autres personnes impliquées dans l'opération ont été signalées. Ainsi, Ivonne Coromoto Barrios Finol, Leobaldo Antonio Gutiérrez, Andry Ramón Finol et Asterio José González García ont été capturés pour leurs liens avec l'entrée irrégulière et le transfert de l'agent américain sur le territoire vénézuélien.

« Tous les citoyens vénézuéliens seront accusés de trahison, de terrorisme, de trafic d'armes et d'association. Dans le cas du citoyen américain, il sera accusé des crimes de terrorisme, de trafic d'armes et d'association », selon les déclarations.
Mondialisation.ca, 16 septembre 2020

Russiagate. Flagrant délit, les médias champions de la conspiration.

- Retour sur le Russiagate : 98 % des médias français ont été conspirationnistes - Rupture le 07 septembre 2020

Ce travail est chaleureusement dédié à Aaron Maté, Glenn Greenwald, Robert Parry (†), Julian Assange, Max Blumenthal, Stephen Cohen, Caitlin Johnstone, Matt Taibbi, Chris Hedges, Jimmy Dore et à tous les autres journalistes et commentateurs qui ont correctement informé sur le Russiagate malgré la marginalisation, les pressions et les calomnies (voir cette liste des valeureux sceptiques anglo-saxons).

Le Russiagate, dont la thèse centrale était l'existence d'une collusion entre Moscou et l'équipe de Donald Trump pour favoriser l'élection de celui-ci à la présidence des États-Unis, a subi une débâcle flagrante lors de la remise du rapport Mueller en mars 2019. Dénuée de toute preuve, cette théorie du complot fait pourtant régulièrement l'objet de tentatives de réanimation par différentes forces traumatisées par la défaite d'Hillary Clinton. Les médias ayant joué un rôle essentiel dans la production de ce mauvais feuilleton d'espionnage – aux conséquences néfastes bien réelles –, il n'est pas inutile de revenir sur le traitement de l'affaire en France. Sur les 56 médias de premier plan que nous avons examinés, dont certains font bruyamment profession d'« indépendance », comme Mediapart ou Le Canard enchaîné, un seul ne s'est pas vautré dans le conspirationnisme : Le Monde diplomatique.

Après sa déroute, le Russiagate a rapidement été remplacé, ou plutôt prolongé, par un autre récit sensationnel qui tournera lui aussi au fiasco, l'Ukrainegate. Les commentateurs et médias dominants (et parfois moins dominants…), nullement ébranlés par

leur fourvoiement manifeste, continuent de servir de caisse de résonance docile aux multiples allégations d'« ingérence russe ». Une telle obstination irrationnelle signe la propagande, on peut même légitimement parler de russophobie. C'est parce que les médias refusent de reconnaître leurs erreurs et d'en tirer les enseignements appropriés qu'il est nécessaire de bien prendre la mesure du délire conspirationniste dans lequel ils se sont complu.

Il faut donc se souvenir que la thèse clintonienne d'une collusion entre l'équipe Trump et Moscou en vue de faire élire l'homme d'affaires à la présidence des États-Unis en novembre 2016 a été très favorablement relayée dans les médias occidentaux pendant deux ans et demi. C'est-à-dire qu'elle a occupé le devant de la scène durant la majeure partie du mandat de Donald Trump.

À la remorque de leurs homologues d'outre-Atlantique, les principaux acteurs français de la presse, de la télévision et de la radio, mais aussi la plupart des organes dits indépendants ou alternatifs, ont ainsi donné de l'importance et du crédit à la plus grande théorie du complot officielle depuis la fable criminelle sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein. Nous présentons ci-dessous les preuves de cette quasi-unanimité (98 % des médias dans l'échantillon large et représentatif que nous avons retenu).

Conspirationnisme mainstream

Bien qu'incapables de fournir la moindre preuve, les médias ont choisi de croire – et surtout de faire croire – à ce « Russiagate », un nom faisant référence au scandale du Watergate qui avait abouti à la démission du président Richard Nixon. S'ils se sont acharnés à donner vie à cette conspiration en essayant de faire passer les allégations les plus abracadabrantes pour de solides éléments à charge, c'est principalement sous l'effet grisant d'une double détestation : celle de la Russie (personnifiée par son maître maléfique, Vladimir Poutine) et celle de Trump. La victoire « impensable » de ce dernier face à Hillary Clinton, la championne des élites libérales-atlantistes, devait être contestée d'une façon ou d'une autre ; c'était moins pénible que de s'astreindre à réfléchir aux raisons véritables de la défaite.

Sans originalité, l'amertume du camp otanien a pris la forme d'une accusation du grand méchant ours russe, une incrimination reprise en France y compris par des médias se réclamant – certes plutôt timidement – de positions moins alignées sur l'impérialisme washingtonien (Mediapart, Le Canard enchaîné, Marianne, L'Humanité, Politis). Comme il y a des alter-européistes, il y a des alter-impérialistes ; ce sont d'ailleurs souvent les mêmes.

Il n'était nullement nécessaire d'être bien disposé à l'égard de la ligne politique de Moscou ou de celle (moins claire…) de Donald Trump pour être capable de s'apercevoir que les innombrables adeptes du Russiagate ont fait preuve d'un manque de prudence et de discernement stupéfiant. Il suffisait d'être sensible à la vraisemblance du scénario et attentif aux faits, ou plutôt… à leur absence.

Le paroxysme du n'importe quoi a été atteint avec la médiatisation abondante du « dossier Steele », qui postulait notamment l'existence d'une vidéo dans laquelle on verrait Donald Trump en train de contempler des prostituées soulageant leur vessie sur le lit de la chambre du Ritz-Carlton de Moscou que les époux Obama avaient occupée lors d'une visite présidentielle. Ce « kompromat » obtenu par le FSB permettrait à Voldemort Poutine de faire chanter l'homme d'affaires… Le dossier, un grotesque tissu de rumeurs et de fake news, avait été concocté par un ancien agent du renseignement britannique pour le compte d'un prestataire du Comité national démocrate (DNC – l'organisme qui dirige le Parti démocrate) et du comité de campagne officiel d'Hillary Clinton. Une source on ne peut plus fiable donc.

Aux États-Unis comme en France, les personnes qui exprimaient publiquement des doutes sur la crédibilité du récit dominant étaient volontiers dépeintes en thuriféraires du président américain ou de son homologue russe, voire des deux. Avec ceux qui ont un faible plus ou moins assumé pour l'Otan, l'intimidation et l'ostracisation remplacent souvent l'argumentation. Le débat est rendu délibérément impossible en assimilant toute critique de la ligne euro-atlantiste à un soutien aux « dictateurs » et autres « populistes illibéraux ». C'est l'application d'une méthode simpliste courante en propagande de guerre, généralement cuirassée d'un alibi humanitaire : « Si vous êtes contre un changement de régime par la force en Irak/Libye/Syrie/etc., c'est que vous êtes du côté du boucher Saddam/Kadhafi/Bachar/etc. »

L'irresponsabilité des Russiagâteux

Si tous les médias français n'ont pas défendu la thèse de la collusion avec le même zèle, les comptes rendus et commentaires partaient toujours du principe que celle-ci était crédible et que des éléments probants plaidaient en sa faveur (précisons que la préférence compréhensible de Moscou pour le candidat Trump – compte tenu de l'hostilité anti-russe affichée d'Hillary Clinton – ne constitue évidemment pas en soi une preuve d'entente). Les tournures conservant l'apparence du doute masquaient mal une adhésion préférentielle à la théorie du complot. La rationalité avait une fois encore déserté toutes les rédactions. Toutes sauf celle du Monde diplomatique (et dans une bien moindre mesure celle d'Atlantico), qui parlera de « Tchernobyl médiatique » lors de l'explosion en plein vol du Russiagate.

À chaque fois qu'il y avait un rebondissement dans « l'affaire » – et il y en eut beaucoup –, que les spéculations allaient bon train sur les « avancées » de l'enquête du procureur spécial Robert Mueller, le bourrage de crâne reprenait de plus belle. « Ingérence

russe », « collusion avec la Russie », « liens troubles », « relations ambiguës »… Ce récit jamesbondesque à base de machiavélisme poutinien a libéré la parole conspirationniste dominante et permis de multiplier les procès à charge contre Moscou, accusé de vouloir saper à la chaîne les bienveillantes « démocraties libérales ».

En effet, si la Russie a manipulé l'élection présidentielle américaine, alors pourquoi pas le référendum sur le Brexit, la campagne présidentielle française, le référendum catalan, le mouvement des Gilets jaunes, les élections européennes, les élections générales britanniques, etc., etc. ? Dernièrement, on nous a dit que, « selon des sources du renseignement », Moscou payait des talibans pour qu'ils tuent des soldats américains et que des hackers russes essayaient de voler des données sur un vaccin pour la Covid-19. Il n'y a pas de fumée sans feu. C'est pourquoi il faut produire beaucoup de fumée. Et donc relayer servilement les opérations d'intoxication mitonnées par les services de renseignement occidentaux.

Les propagateurs de ces multiples scoops tonitruants devraient s'enquérir de la moralité de la fable d'Ésope appelée « Le Berger mauvais plaisant », plus connue sous le titre « Le Garçon qui criait au loup »…

Au lieu de se montrer soucieux de la vérité et des faits, de tempérer leur agressivité systématique à l'égard de la deuxième puissance nucléaire mondiale, les médias ont endossé le paradigme belliciste de la « menace russe ». Ce climat hostile a facilité, entre autres mesures antagoniques, l'intensification de l'odieuse politique de sanctions contre la Russie, le retrait états-unien de plusieurs traités internationaux de contrôle des armes, le renvoi de diplomates russes et l'opposition au projet de gazoduc Nord Stream 2 soutenu par Moscou. Quant à l'Otan, qualifiée d'« obsolète » par Donald Trump pendant sa campagne, elle est redevenue selon lui pertinente peu de temps après son élection, et même « un rempart pour la paix et la sécurité internationales » (voir notre article sur ce revirement). La « marionnette Trump » semble moyennement sous le contrôle du maître du Kremlin…

La campagne permanente de dénigrement anti-russe travaille l'opinion publique afin qu'elle consente à la hargne occidentale, en premier lieu à l'égard de Moscou, mais aussi des autres « ennemis » du bloc euro-atlantique (Chine, Iran, Syrie, Venezuela, etc.). Il s'agit ultimement de justifier un prétendu « droit d'ingérence ». Les médias sont en grande partie responsables de cette mentalité obsidionale qui tente de légitimer des comportements de brute et la pratique routinière du deux poids, deux mesures. Ce ne sont pas seulement les usages diplomatiques, l'esprit de concorde, voire le droit international qui sont piétinés, mais aussi plus fondamentalement les valeurs de vérité et de justice.

Les journalistes sont-ils conscients que la russophobie paranoïaque et le climat de guerre froide qu'ils nous imposent empoisonnent les relations internationales et font courir de graves risques à la paix dans le monde ? Non seulement les médias ne favorisent pas la désescalade, mais ils la combattent âprement.

Aaron Maté, l'expert proscrit

Deux ans et demi d'intense propagande conspirationniste donc, et puis… le verdict est tombé avec la remise du rapport Mueller : la « théorie du complot » selon laquelle « Donald Trump ou ses équipes auraient conspiré avec les Russes pour voler la présidentielle américaine » est une « illusion » (Wall Street Journal, 24 mars 2019). Une conclusion confirmée par la publication du rapport complet. À ceux qui douteraient encore du caractère tout à fait vide du dossier, nous recommandons la lecture des articles de celui qui est probablement le meilleur spécialiste au monde du Russiagate, le journaliste états-unien Aaron Maté, qui travaille désormais pour l'excellent site The Grayzone.

Ses textes, très étayés et rigoureux, sont malheureusement peu accessibles en français. Toutefois, Le Monde diplomatique en a traduit trois : « Ingérence russe, de l'obsession à la paranoïa », « Comment le "Russiagate" aveugle les démocrates » et « Un cadeau des démocrates à Donald Trump » (nous avons déjà indiqué plus haut un quatrième article d'Aaron Maté paru dans le mensuel, celui sur l'Ukrainegate). Et le site Les Crises a publié celui-ci : « Repose en Paix, Russiagate ».

Pour les lecteurs qui maîtrisent la langue de Steinbeck, il est indispensable de prendre connaissance de cette analyse approfondie du rapport Mueller. Aaron Maté y réfute également les allégations centrales du volet informatique de l'accusation d'ingérence russe dans l'élection américaine de 2016, à savoir d'une part le piratage des serveurs du DNC (voir aussi cet article plus récent) et de la messagerie électronique de John Podesta – le directeur de campagne d'Hillary Clinton –, et d'autre part les opérations menées par des « bots russes » sur les réseaux sociaux afin d'influencer les électeurs américains (pour en savoir plus sur le second point, lire cet autre texte).

Il est édifiant de constater que le journaliste le plus compétent sur le Russiagate a été complètement marginalisé, quand il n'était pas harcelé sur les réseaux sociaux ou attaqué avec virulence par des personnes occupant des positions professionnelles plus confortables, y compris d'anciens collègues. Aux États-Unis, Aaron Maté a vu ses espaces d'expression se réduire à cause de la lucidité dont il a fait preuve ; il a été (et reste) quasiment banni de l'univers mainstream. En France, parmi la cinquantaine de médias connus que nous avons observés, seul Le Monde diplomatique s'est intéressé à son travail ; son nom n'a pas même été mentionné par les autres (sauf une unique fois dans cet article malhonnête de Slate éreintant Glenn Greenwald, « tellement critique de la couverture médiatique sur l'ingérence russe que son discours ressemble à celui de Donald Trump »…).

Les chauffards du journalisme

Le Russiagate a fait chou blanc mais, sans surprise, les médias et commentateurs installés n'ont nullement fait amende honorable et reconnu qu'ils avaient massivement intoxiqué leurs publics, s'alignant ainsi sur les objectifs géostratégiques des faucons de Washington – qui dominent aussi le Parti démocrate – et des services de renseignement occidentaux. Ils auraient pourtant eu intérêt à admettre leur égarement pour enrayer la spirale du discrédit dans laquelle ils sont pris. Mais rien n'indique pour l'instant qu'ils se soient résolus à pratiquer un journalisme honnête et rigoureux.

En diffusant avec délectation une théorie du complot accablante pour Donald Trump, les médias dissimulaient à peine leur souhait de le voir destitué ; il en fut de même ensuite avec l'Ukrainegate et la procédure formelle en ce sens. Résultat : en l'accusant à tort de façon aussi outrée, en orchestrant une chasse aux sorcières de type maccarthyste, ils ont renforcé le président honni et l'ont en partie immunisé contre les critiques légitimes – qui ne manquent pas –, ce qui l'a positionné avantageusement pour un second mandat (depuis, sa gestion de la crise du coronavirus a beaucoup fragilisé cette configuration favorable).

Par contre, les perroquets otanophiles sont parvenus à leurs fins sur un autre plan : ils ont empêché tout apaisement entre les États-Unis (et leurs vassaux) et la Russie. Le parti de la guerre continue de mener la danse. On peut d'ailleurs se demander si le Russiagate n'avait pas pour but premier, dans l'esprit de ses instigateurs, de contrecarrer le non-interventionnisme, l'obsolescence de l'Otan et le rapprochement américano-russe sur lesquels Donald Trump avait fait campagne (la sincérité de ces positions est une autre question).

Ce sinistre feuilleton était une façon pour les adorateurs du Pentagone de réaffirmer leurs fondamentaux : exceptionnalisme états-unien, hégémonie mondiale et impérialisme humanitaire. La vaste campagne anti-russe favorise également une restriction de la liberté d'expression et un contrôle de plus en plus strict d'Internet. De tout cela, les médias sont activement complices.

98 %, vraiment ? – Oui.

Nous présentons ci-dessous des captures d'écran effectuées sur les versions en ligne des principaux médias d'information permettant de se faire une idée de leur traitement du Russiagate et plus globalement du dossier des « ingérences russes » dans l'élection de 2016 (Le Canard enchaîné n'ayant pas de formule numérique, nous utilisons pour ce titre des reproductions réalisées à partir des archives sur microfilms). Au nombre de dix au maximum, les publications sont ordonnées chronologiquement. Comme cela peut être aisément vérifié, les titres – et les chapôs quand ils sont présents – des articles reflètent leur contenu, à quelques nuances près. Il s'agit ici de restituer la tonalité générale du discours.

Les lecteurs attentifs remarqueront la mention récurrente de l'expression « avec l'AFP » dans la signature des articles listés (c'est-à-dire qu'ils ont été écrits en reprenant largement une dépêche produite par l'agence de presse), ce qui montre le rôle majeur qu'a joué celle-ci dans la propagation de la théorie du complot. L'agence britannique Reuters est également citée. L'emprise souvent néfaste des agences de presse sur la production journalistique mériterait d'être davantage mise en lumière (sur le sujet, voir cette étude).

La couverture du Russiagate permet de mesurer le degré d'uniformité de l'espace médiatique français – droite et « gauche » confondues – sur ce qui a trait aux rapports de force mondiaux et à la géopolitique. Pluralisme et finesse d'analyse font particulièrement défaut quand il est question de la Russie. Nous avons affaire à un cas d'école qui révèle la soumission foncière à l'impérialisme américain, y compris de la part de publications prétendument alternatives (qui semblent réclamer une « autre Otan » – inclusive, bienveillante et durable – comme elles réclament une « autre Europe »). 98 % des médias sont les attachés de presse ou des critiques superficiels du militarisme euro-atlantique.

La pensée conspirationniste, considérée par les élites comme un grand fléau civilisationnel quand elle est pratiquée par les dominés, devient tout à fait autorisée pour la défense des intérêts de l'Occident néocolonial. On notera au passage le silence pudique des chasseurs patentés de fake news, fact-checkeurs et autres spécialistes médiatiques du complotisme sur la déconfiture du Russiagate. Par exemple, à notre connaissance, le sociologue Gérald Bronner, qui déplore abondamment – et souvent à juste titre – le « succès des mythologies du complot [et l']hystérisation des débats publics » (cf. cette tribune), n'a pas dit un mot sur le sujet. Comment expliquer cette occultation si ce n'est par un biais politique ?

Quant à Rudy Reichstadt, qui est considéré par les médias dominants comme l'expert de référence en matière de conspirationnisme, il a écrit dans un article publié le 18 janvier 2019 sur Conspiracy Watch que le Russiagate était étayé par des « indices accablants » et des « éléments autrement plus solides que ceux sur lesquels sont habituellement bâties les théories du complot diffusées par le Kremlin ». Deux ans plus tôt, dans cet autre texte, il était allé jusqu'à accorder du crédit au fameux dossier Steele, dont « les éléments troublants […] portés sur la place publique » lui semblaient de nature à appuyer « l'hypothèse que le Kremlin ait pu influencer les élections américaines ». Convenons-en, Rudy Reichstadt est bien, en un certain sens, « expert en complotisme »… On comprend que le complexe médiatico-politique ait adoubé un tel champion pour défendre la cause.

Le cas du Russiagate montre à quel point l'ensemble du secteur médiatique peut faillir sous le poids de ses biais idéologiques et vices structurels. Une telle irresponsabilité représente une menace pour la paix mondiale. C'est pourquoi il nous faut

inlassablement demander des comptes aux propagandistes. À ceux qui seraient tentés de minorer leur influence, nous préconisons la lecture de ce bref compte rendu d'un sondage effectué après la médiatisation des conclusions du rapport Mueller : « Pour près de la moitié des Américains, il y a eu collusion Trump-Russie ». Rupture le 07 septembre 2020

SIXIEME PARTIE

Bienvenue au gouvernement mondial totalitaire.

- Guerre des GAFAM: face à Microsoft, Amazon s'offre l'ex-directeur de la NSA - sputniknews.com 16 septembre 2020

Keith Alexander, ancien directeur du cyber-commandement militaire américain, rejoint la direction d'Amazon. Sulfureuse, cette nomination survient sur fond de bras de fer avec Microsoft autour de l'attribution d'un méga-contrat avec le Pentagone. Retour sur un homme tiré de l'ombre par les révélations de l'un de ses ex-employés, Edward Snowden.

Voilà bien un recrutement peu commun. Le géant du numérique Amazon, première capitalisation mondiale, a annoncé l'arrivée dans son conseil d'administration de Keith Alexander. Une figure controversée aux États-Unis, où il est resté un parfait inconnu jusqu'au tôlé planétaire provoqué par les révélations d'un de ses employés: Edward Snowden. L'ancien administrateur système, depuis réfugié en Russie, n'a d'ailleurs pas manqué de réagir à cette nomination en se fendant sur les réseaux sociaux d'un parallèle ironique entre son ancien patron et l'enceinte connectée Alexa.

En effet, si le produit phare d'Amazon suscite une certaine défiance, dans la mesure où Alexa est en mesure de transmettre aux employés du GAFAM toutes les conversations qu'elle perçoit, que dire de l'arrivée de cet ancien patron de la NSA?

Surnommé l'«empereur» du renseignement, ou plus sobrement «Alexandre le geek», ce général quatre étoiles qui «ressemble plus à un bibliothécaire en chef qu'à George Patton» a fait ses classes à West Point en compagnie de l'ex-directeur de la CIA David Petraeus (2011-2012) et de l'ex-chef d'état-major des armées des États-Unis Martin Dempse (2011-2015). C'est en 2005 qu'il est propulsé par Donald Rumsfeld, alors ministre de la Défense de George Bush, à la tête de l'agence de renseignement, un poste qu'il conservera pendant près d'une décennie. Un record.

D'«Alexandre le geek» à «empereur» du renseignement US

Peu après l'obtention de sa dernière étoile, c'est finalement l'administration Obama qui offre à Keith Alexander son tremplin pour la postérité, en lui permettant d'ajouter à ses prérogatives de chef de la NSA celles de tout premier commandant de l'United States Cyber Command. Présenté comme le onzième commandement interarmées de combat des forces américaines, l'USCYBERCOM est en charge de la «sécurité de l'information», à savoir tant garantir l'imperméabilité à toute attaque du réseau internet du pays, que de mener des guerres cybernétiques avec l'aide de quelques 14.000 ingénieurs et informaticiens.

Alexander était pourtant mouillé jusqu'au cou dans le programme Stuxnet, qui visait à détruire les centrifugeuses iraniennes d'enrichissement d'uranium à Natanz grâce à un malware développé avec la CIA et les services israéliens. Une opération qui finira par infecter également des centrales nucléaires indiennes, indonésiennes, russes, allemandes et françaises. Mais c'est un autre scandale qui aura raison de lui.

«Jamais auparavant quiconque dans la sphère du renseignement américain ne s'était rapproché de son degré de pouvoir, du nombre de personnes sous ses ordres, de l'étendue de sa direction, de la durée de son règne ou de la profondeur de son secret», relatait en juin 2013 le magazine américain «Wired» dans un article particulièrement détaillé sur le parcours de cet individu que «peu d'hommes, même à Washington, reconnaîtraient».

Cet article était publié six jours après les toutes premières révélations d'Edward Snowden sur l'étendue de l'espionnage de masse mené par les États-Unis. Ce sont elles qui allaient entériner un scandale planétaire, la fin de l'anonymat pour le général Alexander et celle de sa carrière militaire, qui s'achève en 2014.

La même année, il fonde IronNet, une entreprise de cybersécurité qu'il continuera de co-présider tout en conseillant Jeff Bezos. Ce panel d'administrateurs où, fort de sa réputation, l'«empereur» du renseignement se démarquera sans mal, même au milieu d'anciens dirigeants de Pespi (Indra Nooyi) ou d'Apple (Jonathan Rubinstein).

Le tempo de cette embauche d'Amazon, entreprise dont les serveurs hébergent 6% de l'internet mondial, interroge. C'est d'ailleurs, dans la presse anglophone, ce dernier élément qui occulte le passif de Keith Alexander: sa capacité déconcertante à consulter le contenu des e-mails de n'importe quel utilisateur de Gmail ou de Yahoo! sur la planète, ou encore le téléphone

portable d'Angela Merkel.

En effet, l'attribution en début d'année à Microsoft de JEDI (Joint Enterprise Defense Infrastructure Project), un méga contrat de près de 10 milliards de dollars portant sur la modernisation des infrastructures numériques du Pentagone, a provoqué l'ire de Jeff Bezos, qui a engagé un bras de fer judiciaire sans merci avec la firme de Bill Gates. Réclamant que toute la lumière soit faite sur les conditions d'attribution de ce contrat, l'homme le plus riche du monde est même parvenu à faire geler les travaux par la justice. Reste à savoir quel rôle jouera une ancienne figure de la défense telle que Keith Alexander dans l'avenir d'une telle bataille. sputniknews.com 16 septembre 2020

Le gouvernement mondial totalitaire vous informe (https://fr.weforum.org)

LVOG - C'est écrit en toutes lettres, donc ceux qui le nient, qui nous traitent de révisionniste, d'illuminé ou de cinglé, n'ont rien trouvé de mieux à défaut d'arguments pour camoufler leur propre collusion avec la réaction.

Les histoires qui façonnent les agendas du monde, des régions et des industries.

Agenda

- Le Forum a convoqué mercredi sa dernière réunion virtuelle sur la Grande réinitialisation. - Christopher Alessi 15 sept. 2020

COVID-19

- Trois adultes sur quatre dans le monde auraient l'intention de se faire vacciner contre la COVID -19, mais est-ce réellement suffisant ? - Press release 02 sept. 2020

Selon une nouvelle enquête menée par le Forum Économique Mondial et Ipsos, près de 74 % des 20 000 adultes interrogés se disent prêts à se faire vacciner contre la COVID-19, mais les 26% restants représentent tout de même un déficit important.

Dans un nouveau sondage réalisé par le Forum Économique Mondial et Ipsos auprès de près de 20 000 adultes de 27 pays, 74 % des personnes interrogées déclarent avoir l'intention de se faire vacciner contre la COVID-19. Cette majorité pourrait encore ne pas atteindre le nombre requis pour vaincre la maladie, avec moins d'une majorité (37 %) déclarant avoir une opinion ferme sur la question. Pour plus de la moitié de interrogés (59 %), un vaccin ne sera pas disponible avant la fin de cette année.

Intentions de vaccination contre la COVID-19

Globalement, 74 % des adultes interrogés sont d'accord pour dire que si un vaccin contre la COVID-19 était disponible, ils se feraient vacciner. (37 % fortement d'accord et 37 % quelque peu d'accord), tandis que 26 % se disent en désaccord. (15 % quelque peu et 12 % fortement).

Les pays où l'intention de vaccination contre la COVID-19 est la plus élevée sont la Chine (97 %), le Brésil (88 %), l'Australie (88 %) et l'Inde (87 %). Ceux où elle est la plus faible sont : la Russie (54%), la Pologne (56%), la Hongrie (56%) et la France (59%).

Dans la plupart des pays, les personnes qui sont d'accord sont nettement plus nombreuses que celles qui sont en désaccord (plus de 50 points de pourcentage dans 12 pays sur 27).

Selon Arnaud Bernaert, responsable des initiatives Santé au Forum Économique Mondial "Le manque de confiance de 26 % dans le vaccin est suffisamment important pour compromettre l'efficacité du déploiement d'un vaccin contre la COVID-19. Il est donc essentiel que les gouvernements et le secteur privé s'unissent pour renforcer la confiance et s'assurer que la capacité de production réponde à l'offre mondiale d'un programme de vaccination COVID-19. Cela nécessitera une coopération entre les chercheurs et les fabricants ainsi que des accords de financement public qui lèveront les restrictions à l'accès au vaccin".

La raison la plus fréquemment mentionnée pour ne pas vouloir se faire vacciner est l'inquiétude quant aux effets secondaires, suivie par la perception de l'efficacité du vaccin. Plusieurs pays estiment également ne pas être suffisamment à risque et une partie des personnes interrogées sont contre les vaccins en général. Press release 02 sept. 2020

- Inflammation : le facteur clé qui explique la vulnérabilité à une forme grave de COVID L'accès aux soins de santé, l'exposition professionnelle et les risques environnementaux tels que la pollution ont tous une incidence sur le taux de survie, mais pour de nombreux groupes à risque, le facteur clé est l'inflammation. Sheena Cruickshank 15 sept. 2020

Le changement climatique

- Comment les entreprises peuvent-elles mieux reconstruire ? Des dirigeants s'expriment - Christopher Alessi 15 sept. 2020

- Une climatisation écologique capable de ralentir le réchauffement climatique

Les paradoxes du changement climatique s'exercent bien souvent de façon inexorable. Par exemple, dans notre monde en plein réchauffement, la demande de climatisation (AC) et de frigorigènes explose, en particulier dans les pays en développement. Mais davantage d'unités d... · Project Syndicate 04 sept. 2020

- L'effondrement mondial de la faune sauvage

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a publié un nouveau rapport alarmant qui révèle que les populations mondiales d'animaux sauvages ont diminué de façon drastique au cours des cinquante dernières années. L'Indice Planète Vivante (Living Planet Index), qui se base sur le suivi de près de 21 000... Statista France 14 sept. 2020

- Voici comment les États-Unis - et le monde - peuvent tirer parti de la reforestation

Les arbres sont essentiels à la lutte contre la crise climatique et à la survie des animaux et des plantes. Ils jouent également un rôle critique pour l'emploi, le monde des affaires et notre santé. Jad Daley et Justin Adams 15 sept. 2020

Éducation et compétences

- Trois façons de mieux étudier, selon la science

En cette année de pandémie, le retour à l'école, du primaire au post-doctorat, en passant par le collégial, ne se fera pas comme d'habitude. The Conversation 03 sept. 2020

- Où les enseignants sont-ils les mieux payés en Europe ?

L'hiver dernier, l'Éducation nationale avait promis une revalorisation des salaires des enseignants pour 2021. Avec la crise du coronavirus, le maintien de cette mesure semblait menacé, m... Statista France 04 sept. 2020

- Vers l'alphabétisation pour tous

Avec la crise sanitaire, il est estimé que 87 % de la population scolaire et étudiante mondiale a été touchée par les fermetures d'établissements.« Jamais auparavant nous n'avions été témoins d'une perturbation de l'éducation à cette échelle » constate la Directrice générale de l'Unesco, Audrey A... Statista France 15 sept. 2020

Intelligence artificielle et robotique

- L'intelligence artificielle comme outil de lutte contre les incendies

Intuitivement, on devine facilement que le réchauffement climatique est une cause essentielle de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des feux de forêt. Ce qui est moins évident en revanche, c'est que la gestion qui a été faite jusqu'à présent de ces catastrophes naturelles a égalemen... The Conversation 14 sept. 2020

Afrique

- Transformer l'agriculture africaine

Au cours des trente prochaines années, l'Afrique subsaharienne verra sa population doubler, pour atteindre plus de deux milliards d'habitants, et ses économies vont s'industrialiser. Le développement de l'Afrique sera donc indispensable à la stabilité, à la prospérité et à la bonne sant... Project Syndicate 14 sept. 2020

SEPTIEME PARTIE

A propos de mes prises de position publiques.

J'ai cessé le 16 septembre de poster des commentaires dans le blog du Dr. Maudrux qui est devenu la voix du Conseil scientifique de Macron ou de l'OMS.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le temps passant, une fois que l'imposture sanitaire allait largement s'évaporer ou qu'au fur et à mesure les faits allaient en venir à bout, c'était l'imposture politique qui devait être révélée ou prendre automatiquement le relais, passer au premier plan. Or, la plupart des acteurs des classes moyennes qui s'étaient exprimés ou insurgés contre les mesures liberticides imposées par Macron, n'avaient jamais eu l'intention d'aller plus loin ou de l'attaquer sur le plan politique. Du coup, la queue entre les jambes, maladroitement, sournoisement ou hypocritement, malhonnêtement et avec un aplomb sans pareil, il ne leur restait plus qu'à faire marche arrière et à cautionner toutes les mesures qu'ils condamnaient hier, quel spectacle, quelle leçon politique pour ceux qui l'ignoraient.

Quand on observe comment ils peuvent se contredire, se renier ainsi du jour au lendemain sans que cela leur pose le moindre problème, on est déconcerté si on ne s'y attendait pas, si on avait des illusions dans ces gens-là, ou au contraire on a simplement confirmation de ce qu'on savait déjà et on en sourit, c'était mon cas vous l'aurez deviné, bravo ! Ils sont pathétiques, lamentables, surtout quand on pense à l'enjeu, l'instauration d'un monstrueux régime totalitaire.

Voilà pour ce qui est de leurs principes et de leur dignité, de leur morale qui n'a rien à envier à celle de Macron. A ma connaissance, en France à ce jour, pas un seul médecin ou professeur, scientifique ou chercheur n'a passé cette épreuve avec succès.

https://blog.gerardmaudrux.lequotidiendumedecin.fr/2020/09/14/covid-19-actualites-therapeutiques/#comments

Le dernier commentaire que je n'ai pas envoyé, inutile.

Il est regrettable et je pèse mes mots, que le déni bénéficie d'un traitement de faveur au détriment de la réalité ou prenne la forme d'un reniement ou revirement systématique pour les âmes sensibles. Je m'explique et ce sera la dernière fois, je ne pratique pas l'autocensure.

C'est ainsi par exemple, uniquement sur la base des faits ou déclarations, qu'on en oublie que les trois quarts des décès attribués au covid-19 étaient injustifiés hier... et ne le sont plus aujourd'hui, et qui plus est il n'y a pas eu de surmortalité ; que le masque qui ne protège pas au regard de l'usage qui en est fait et de la taille du coronavirus... ait pu protéger par miracle avant-hier ou protège demain ; que la multiplication des tests PCR parfaitement inutiles en temps normal... sont devenus quasiment obligatoires ; que le vaccin tout aussi inutile en présence de traitements efficaces existant... soit déjà réhabilité et attendu, etc. c'est stupéfiant ! On est bien en présence d'une pandémie idéologique et d'un double discours ou "en même temps".

Les Pr. Raoult et Perronne sont des spécialistes de la langue de bois, du double discours sur absolument tous les sujets, test, masque, confinement, vaccin, etc. d'une phrase à l'autre, vous remarquerez en y prêtant de l'attention qu'ils disent tout et son contraire. C'est dans la nature des classes moyennes.

Les commentaires ci-dessous étaient en réponse à divers intervenants.

Tardieu - 15 septembre 2020

Alors que pendant plus de 6 mois j'ai soutenu inconditionnellement le Pr. Raoult.

Les limites du politiquement incorrecte…

Dans l'interview que Didier Raoult a donné à CNews le 14 septembre, il a déraillé ou il ménage ses arrières. Car comment expliquer qu'après avoir claironné que le covid-19 n'était pas plus dangereux que le virus de la grippe saisonnière, le voilà qui justifie un ensemble de mesures qui ne s'imposaient pas avant, il tient un double langage qui sert semble-t-il à ménager Macron, l'OMS et Big Pharma, notamment, ou à leur laisser une porte de sortie honorable, à croire que les milliers de morts inutiles qu'ils ont provoqués seraient déjà passé au bilan des pertes et profits :

– (à propos du covid-19) « …les plus fragiles d'entre nous risquent d'en faire des formes graves, voire mortelles, nous devons être attentifs (…) on ne fait pas d'excès qui les surexposent nous et nos familles au risque de transmission de cette maladie contagieuse », sachant qu'il y a des virus (et bactéries) mortels qui circulent toute l'année, on devrait donc être en état de vigilance sanitaire en permanence, la psychose permanente quoi ! ou encore : « quand quelqu'un est positif il ne faut pas qu'il touche les autres, il faut qu'il reste dans sa chambre », on n'avait jamais entendu un tel discours dans le cas de la grippe saisonnière, ce qui exprime une incitation à se faire tester toute l'année, sachant qu'on peut être testé positif à un virus toute l'année ou n'importe quand, quel délire !

Quant au vaccin contre le covid-19, il a botté en touche, pathétique ! Et il a encore fait la promotion du vaccin contre la grippe qui ne sert pratiquement à rien, sauf à engraisser les trusts pharmaceutiques mafieux qui le fabriquent, bravo ! Entre nous, on ne se faisait aucune illusion depuis le début…

carpentier ch - 15 septembre 2020

LES LIMITES DU POLITIQUEMENT INCORRECT … merci de si bien dire ce que je ressentais.

Tardieu - 15 septembre 2020

On semble oublier qu'il n'y a jamais eu de pandémie virale, c'est extraordinaire et révélateur. Et à partir de ce constat qu'on perd de vue, chacun brode ou spécule inconsciemment sur ce qu'il aurait fallu faire ou dénonce ce qui a été fait ou non… C'est là qu'on s'aperçoit que la manipulation des consciences a fonctionné même chez les gens qui se croyaient informés ou épargnés, à des degrés divers.

Moi j'en suis resté depuis le mois de janvier à l'instrumentalisation par le Forum économique mondial d'un banal coronavirus affectant les voies respiratoires similaire au virus de la grippe, et hormis les tests que je croyais être une bonne idée et dont maintenant je suis revenu, est-ce que d'ordinaire toute la population se fait tester tous les ans toute l'année pour savoir si elle n'aurait pas attrapé tel ou tel virus ou telle ou telle bactérie, non, donc aucune mesure exceptionnelle adoptée n'était justifiée et je n'ai pas eu besoin de changer de grille de lecture pendant 8 mois et demi pour interpréter la situation.

Donc la seule fois où je me suis trompé, c'est quand j'ai été induit en erreur par le Pr Raoult (sur les tests). Et je précise qu'il y a un lien dans mon portail vers l'IHU de Marseille, ainsi que des liens vers les principaux interviews qu'il a données à des médias depuis 6 mois et son audition à l'Assemblée nationale. Je l'ai soutenu inconditionnellement publiquement, je lui ai écrit à 5 ou 6 reprises et j'en ai informé mes lecteurs, donc je ne fais partie de ceux qui voulaient le descendre, j'ai fait la part des choses, c'est tout. J'estimais et j'estime toujours, que l'essentiel était de briser net cette machination sordide, et que le seul moyen d'y parvenir était d'avoir un traitement efficace pour diminuer la charge virale du Covid-19 comme il en existe pour la grippe, le Pr. Raoult proposant une bi-thérapie efficace, il fallait le soutenir sans tenir compte du reste ou du personnage sur lequel je n'ai pas à m'exprimer ici. Cette attitude m'a semblé logique et efficace.

Gérard Maudrux - 15 septembre 2020

Il n'y a jamais eu de pandémie et tout cela est manipulé par Davos ? Merci de ne pas rabaisser le niveau de ce blog. On peut polémiquer sur l'importance, la virulence, l'arrêt ou pas de la pandémie, la manière de l'aborder, mais les 30 millions de positifs et les 900 000 morts sont tout aussi réels que la terre est ronde et non pas plate.

Tardieu - 16 septembre 2020

Monsieur Maudrux, voilà un procédé plus que douteux, honteux, qui m'est totalement étranger :

– « les 30 millions de positifs et les 900 000 morts sont tout aussi réels que la terre est ronde et non pas plate. »

En 2019, si la population mondiale avait été testée, il y aurait eu des centaines de millions de positifs au virus de la grippe. La question des tests PCR était un piège destiné à alimenter la machination au coronavirus, afin de justifier le maintien des mesures liberticides imposées par Macron. Encore un mois à tenir pour faire la jonction avec l'épidémie de grippe saisonnière et poursuivre dans la lancée. Et bien je ne marche pas dans cette combine ou je ne tombe pas dans ce piège.

La question des tests était bidon, puisqu'on pouvait leur faire dire ce qu'on voulait, ne pas l'admettre, ne pas le savoir ou ne pas s'en souvenir est pour le moins curieux. Et quel business ! 30 millions de positifs feraient une pandémie, allez, à la louche je vous en prévoie très sérieusement des centaines de millions dans 6 ou 8 mois, et alors ! Il va falloir qu'ils montent en puissance pour justifier la vaccination de 7,5 milliards d'habitants. Il y aura peut-être d'ici là encore des confinements, ils y préparent psychologiquement la population tous les jours.

Quant au trafic de cadavres, je ne croyais pas qu'on oserait le remettre en doute ou le nier. Et me balancer « la terre est ronde et non pas plate », c'était méprisant, rassurez-vous, je suis blindé ! Cependant, je n'interviendrai plus dans ce blog.

sipo - 16 septembre 2020

Merci Tardieu pour votre volonté à élargir les débats et susciter la réflexion.

sipo - 16 septembre 2020

Et j'ajouterai que les esprits comme le vôtre manquent cruellement, car ils sont les seuls à pouvoir engendrer la volonté de faire face au basculement totalitaire en train de se produire sous nos yeux !

LVOG - J'ajoute un mot ici le 18. J'ignore si les lecteurs de mon portail en pensent autant...

Tardieu - 15 septembre 2020

Le PR. Raoult n'a pas cessé de nous gonfler avec ses tests, moi aussi j'y ai cru pendant assez longtemps, parce que j'ignorais ce qui figure ci-dessous, qu'ils savaient pertinemment, qu'il s'était bien passé de communiquer, ce qui relève de la manipulation ou est malhonnête. Il porte en grande partie la responsabilité de l'hystérie qui règne aujourd'hui autour du nombre de cas positifs pour cautionner la pérennité des mesures liberticides imposées par Macron.

A propos des tests PCR, l'imposture démasquée.

Lettre ouverte des médecins et des professionnels de la santé à toutes les autorités belges comme aux médias belges par Médecins et professionnels de la santé belge – docs4opendebate.be 11.09.2020

Extrait. L'utilisation du test PCR non spécifique, qui produit de nombreux faux positifs, a donné une image exponentielle. Ce test a été effectué à la hâte avec une procédure d'urgence et n'a jamais été sérieusement testé par soi-même. Le fabricant a expressément averti que ce test était destiné à la recherche et non au diagnostic.7

Le test PCR fonctionne avec des cycles d'amplification du matériel génétique – un morceau de génome est amplifié à chaque fois. Toute contamination (par exemple, d'autres virus, des débris du génome d'un ancien virus) peut éventuellement donner un faux positif.8

Le test ne mesure donc pas combien de virus sont présents dans l'échantillon. Une véritable infection virale signifie une présence massive de virus, ce qu'on appelle la charge virale. Si le test est positif chez une personne, cela ne signifie pas que cette personne est effectivement cliniquement infectée, malade ou susceptible à tomber malade. Le postulat de Koch n'a pas été respecté (« L'agent pur trouvé chez un patient présentant des symptômes, peut provoquer les mêmes symptômes chez une personne saine »).

Étant donné qu'un test PCR positif n'indique pas automatiquement une infection ou une infectiosité active, cela ne justifie pas les mesures sociales prises, qui sont basées uniquement sur ces tests.9 10

Notes :

7- https://www.creative-diagnostics.com/sars-cov-2-coronavirus-multiplex-rt-qpcr-kit-277854-457.htm

8- Président John Magufuli de Tanzania: « Même les papayes et les chèvres testent positifs » https://www.youtube.com/watch?v=207HuOxltvI

9- Lettre ouverte du biochimiste Dr Mario Ortiz Martinez au parlement aux Pays-Bas https://www.gentechvrij.nl/2020/08/15/foute-interpretatie/

10- Interview avec Dr Mario Ortiz Martinez https://troo.tube/videos/watch/6ed900eb-7459-4a1b-93fd-b393069f4fcd?fbclid=IwAR1XrullC2qopJjgFxEgbSTBvh-4ZCuJa1VxkHTXEtYMEyGG3DsNwUdaatY

Tardieu - 15 septembre 2020

Pourquoi quand le gouvernement a criminalisé l'hydroxychloroquine, ni le Pr. Raoult ni le Pr. Perronne, ni apparemment aucun médecin ne s'est empressé d'informer la population qu'il existait des médicaments de substitution ou aux propriétés apparemment similaires (Ivermectine, doxycycline, famotidine, bromhexine, héparine, etc. cités par un lecteur), je ne suis pas médecin ?

Pourquoi ces médecins ou d'autres n'ont-ils pas appelé la population à prendre un de ces médicaments à titre préventif, ce qui aurait évité un certain nombre de morts, non ? Autrefois, on prenait de la Nivaquine un ou deux jours avant de partir en voyage dans un pays où le paludisme sévissait, et on continuait d'en prendre durant plusieurs semaines ou la durée de son séjour, on continuait même d'en prendre pendant quelques jours après son retour en France, donc à titre préventif. Là c'était normal, mais dans le cas du Covid-19, ce ne le serait pas, il y a un truc qui m'échappe. En règle générale, à titre prophylactique on soigne son alimentation et on reste en bonne santé en se passant de médicaments…

Haut de page

Le 19 septembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Un sujet à creuser pendant le week-end et bien sûr après :

Il ne faut pas confondre crise économique et crise du capitalisme...

J'ai retiré le lien vers le blog du Dr. Maudrux. (Lire mes motivations dans les deux dernières causeries) Je l'ai remplacé par le lien suivant :

- Ligue Nationale Pour la Liberté des Vaccinations. (France)

Les articles mis en ligne aujourd'hui :

- DOCUMENT. A combien est estimée notre planète ? Voici la vraie valeur de la nature - latribune.fr 15 septembre 2020 (15.09)
- DOCUMENT. COVID-19: La Grande remise à zéro – Revisitée. Des menaces effrayantes, des récompenses pour l'obéissance… (15.09)

- DOCUMENT. Le masque protège-t-il contre la transmission du Coronavirus ? Sans danger ou objet de "régression massive" vers un état plus primitif? (16.09)
- DOCUMENT. Les données INSEE démontrent qu'il est impossible d'avoir 30 800 morts en plus en 2020 à cause du covid-19! (15.09)
- DOCUMENT. Qui met nos enfants en danger, le SRAS-CoV-2 ou les mesures de nos gouvernements? (14.09)

- DOCUMENT. Des terroristes du 11-Septembre aux virus de 2020: Le progrès dystopique (16.09)
- DOCUMENT. Le nouvel ordre mondial du Covid: les «démocrates» en Biélorussie, les «nazis» à Berlin (15.09)
- DOCUMENT. Compte-rendu de l'audience d'Assange – Premier Jour (15.09)
- DOCUMENT. Qui est derrière la juge qui fait le procès d'Assange ? (15.09)
- DOCUMENT. Les USA au bord de la guerre civile (15.09)

Haut de page

Le 22 septembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans prendre connaissance des infos de la veille, pas eu le temps.

Les derniers articles mis en ligne :

- DOCUMENT. Éradiquer la mort en éradiquant la vie, l'ambition d'un système en plein délire? (20.09)

- DOCUMENT. BLM est-il le masque derrière lequel opèrent les oligarques ? (18.09.2020)

- DOCUMENT. Le grand minimum solaire attendu pour la période 2020-2053 conduira à un refroidissement terrestre. (10.09)
- DOCUMENT. Nouvelle confirmation que les modèles climatiques surestiment le réchauffement atmosphérique. (02.09)
- DOCUMENT. Le nombre des ouragans n'a pas augmenté en Louisiane depuis 1851 (même en tenant compte de « Laura »). (29.08)

Notre orientation politique.

Le combat pour la liberté et la démocratie est indissociable du combat pour un changement de régime, en finir avec le capitalisme.

A bas le despotisme idéologique maquillé en mesures sanitaires !

Non au masque, non au test, non au traçage, non au confinement, non à la distanciation sociale, non à la vaccination contre le coronavirus !

Dans quel camp êtes-vous, celui du masque, du test, de la terreur, de la mort, de l'oligarchie, du totalitarisme ?

Chaque militant, chaque travailleur a le droit de se poser cette question, dès lors qu'ils sont censés pouvoir accéder aux mêmes informations, documents, connaissances que nous par le biais d'Internet. A quoi leur sert leur connexion Internet à part jouer comme des enfants gâtés ou gavés, regarder des films pornos ou un tas d'autres conneries plus débiles les unes que les autres, exposer fièrement leur vie médiocre ou leur ignorance sur les réseaux dits sociaux, c'est à se demander.

Je n'y ai pas encore trop réfléchi, mais il semblerait que sous le régime capitalisme pourrissant, la révolution numérique ait été celle de trop, celle qui devait causer la perte de l'humanité ou entraîner la disparition de la civilisation humaine.

Qualifier l'évolution de l'homo sapiens d'humaine était délibérément privilégier le bon côté de cette aventure, c'était faire preuve d'optimisme, tout en sachant qu'elle pouvait très mal finir. C'était relié à la perspective historique ou à l'espoir qu'un jour il parviendrait à se débarrasser de la sauvagerie inhérente à son espèce, à sa nature animale originelle, mais malheureusement à ce jour il n'est jamais parvenu à saisir et à créer les conditions qui permettraient d'y parvenir.

MESSAGE D'ALERTE international de professionnels de santé aux Gouvernements et Citoyens du MONDE - 16 sept. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=qRepHQkNiqw

Cette initiative internationale a notre soutien total et inconditionnel.

Peut-on se foutre indéfiniment de notre santé, de notre sort ?

Si les deux questions se rejoignaient sur le plan politique ce serait explosif pour le régime fascisant en place.

Si vous le pouvez, fuyez avec vos enfants les médecins (allopathiques), les hôpitaux, les pharmaciens ! Pratiquez l'automédication chaque fois que c'est possible, soit dans 90% des cas ou davantage. Faites la liste des médicaments qui sont efficaces, achetez-les à l'étranger via Internet si nécessaire. Pensez aux compléments alimentaires, à l'herboristerie, aux huiles essentielles... Privilégiez l'homéopathie, l'acupuncture, les médecines dites douces après les avoir étudiées de préférence, car beaucoup de charlatans sévissent...

Fuyez aussi leur bouffe et leur boisson de merde, bourrée de sel, de sucre, de gras, de produits chimiques ! Fuyez la restauration rapide, Mc Do, Coca Cola et Cie. qui vous empoisonnent ! Abandonnez tous les produits transformés issus de l'industrie agro-alimentaire, les boîtes de conserves, les produits préemballés, les surgelés ! Au plus jeunes, savez-vous qu'autrefois on se nourrissait correctement et on se passait très bien de toutes ces saloperies bien emballées ?

Cuisinez vous-même pour plusieurs jours, conservez vos plats au frais, équilibrez votre alimentation, le frais et le cuit... Pensez aux vitamines, aux oligo-éléments, aux acides aminés, aux protéines, aux huiles bénéfiques pour le cerveau, sans oublier les épices dans vos plats. Evitez friture, charcuterie, alcool et cigarette, réduisez votre consommation de viande...

A l'arrivée vous ferez tellement d'économies, que vous pourrez vous passer des légumes et fruits des supermarchés au profit de ceux du marché ou des primeurs, voire organiques si vous en avez les moyens. On mange pour se nourrir, on est ce que l'on mange, de la même manière qu'on devrait travailler pour vivre et non l'inverse.

Cet art de vivre est accessible à chacun quelle que soit sa condition, de vivre en bonne santé le plus longtemps possible. Il n'y a rien d'ascétique ou de dogmatique là-dedans, juste une prise de conscience, quelques principes que chacun peut adapter à sa convenance, librement à ses goûts.

Cela ne demande pas un effort de volonté insupportable, ce n'est tout de même pas une torture de cuisiner des plats très

simples quand on manque de temps, pendant que ça cuit on fait autre chose, c'est une question d'organisation, et oui encore et toujours !

Ah ! Pour sûr, c'est incompatible avec l'oisiveté ou la facilité dans laquelle on tombe souvent, qui consiste à dire : J'ai fait ma part d'effort aujourd'hui en allant bosser, je suis crevé, maintenant je ne fous plus rien ou je me fous du reste, pour justifier son insouciance qui confine à l'acceptation passive d'un mode de vie qu'on tient absolument à nous imposer ou plus généralement, pour s'accommoder de cette société pourrie sans vouloir l'avouer. Pour tout vous avouer, quand j'étais plus jeune, que je vivais en France et que je bossais, j'appliquais en grande partie ces principes, pas suffisamment, en m'octroyant des dérogations de sorte que les excès et les bonnes résolutions s'équilibraient, c'est ainsi que je rattrapais le coup hypocritement, personne n'est parfait, et il fallait bien la supporter au quotidien leur société de merde.

A part la cigarette que je viens de réduire des trois quarts ou plus depuis une semaine, j'applique pratiquement toutes ces règles d'hygiène alimentaire, à mon âge j'ai plutôt intérêt ! Et je tiens le coup sans alcool depuis la mi-mars ! J'ai aussi réduit mon alimentation de moitié, sans effet sur mon poids ce qui me désespère, je déconne, 75 kilos pour 1,63m, à 65 ans (depuis le 11 septembre), disons que je ne suis pas obèse mais bien enveloppé ! Si j'avais le temps de consacrer plus de temps à des activités physiques, je crois que je maigrirais à vue d'oeil, mais hélas avec le portail c'est impossible ! Et je rappelle que c'est moi qui fais les courses et qui cuisinent la plupart du temps.

On se détend un peu pour commencer cette causerie de guerre (de classes).

Dans la rubrique on vous prend vraiment pour des cons.

La dernière fake news des représentants de Big Brother.

- L'UE veut se donner les moyens de sanctionner les GAFA, rapporte le Financial Times - Reuters 20 septembre 2020

Dans un entretien accordé au FT, le commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton, précise que les mesures proposées, qui ne s'appliqueraient que dans des circonstances exceptionnelles... Reuters 20 septembre 2020 LVOG - Ouf !

Une autre des "enquêteurs" de Big Media

- Fraude : Une enquête internationale révèle le blanchiment de sommes énormes par des grandes banques - 20minutes.fr 21 septembre 2020

La fraude aura duré près de vingt ans. Selon une nouvelle enquête internationale du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), des montants astronomiques d'argent sale ont transité par les plus grandes institutions bancaires du monde entre 1999 et 2017.

« Les profits des guerres meurtrières contre la drogue, des fortunes détournées des pays en développement et des économies durement gagnées volées dans le cadre d'une pyramide de Ponzi ont tous pu entrer et sortir de ces institutions financières, malgré les avertissements des propres employés des banques », détaille l'investigation, menée par 108 médias internationaux, de 88 pays.

Les documents portent sur 2.000 milliards de dollars de transactions, qui ont circulé entre 1999 et 2017.

L'investigation pointe notamment du doigt cinq grandes banques – JPMorgan Chase, HSBC, Standard Chartered, Deutsche Bank, et Bank of New York Mellon - accusées d'avoir continué à faire transiter des capitaux de criminels présumés, et ce même après avoir été poursuivies ou condamnées pour faute financière.

Dans un communiqué, la Deutsche Bank a assuré que les révélations du Consortium étaient en fait des informations « bien connues » de ses régulateurs...

Une dernière de Big Finance.

- L'investigation pointe aussi l'impuissance des autorités américaines dans la régulation de ces transactions. 20minutes.fr 21 septembre 2020

LVOG - Ouf, quel soulagement !

Information sans intérêt puisqu'on le savait déjà, alors quoi ?

L'auto-blanchisseuse des médias, des bonnes consciences de gauche... Cela ne leur coûte rien, mieux, c'est même destiné à rapporter, mais à qui, voyons, à eux, à la démocratie ! (Vous avez le droit d'éclater de rire)

- 29 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Il ne faut pas confondre crise économique et crise du capitalisme.

Qu'est-ce qu'impliquent l'une et l'autre ?

La crise du capitalisme, c'est la crise d'un système économique fonctionnant selon ses propres lois, dont les fondements reposent sur les inégalités sociales entre les classes au profit d'une classe ultra minoritaire exploitant et opprimant la majorité du peuple, disposant de tous les pouvoirs. Ce type de crises, tous les système économiques antérieurs les ont connues avant de disparaître, parce qu'il arrive un moment où le développement des forces productives entre fatalement en contradiction avec le mode de production existant.

La crise économique, c'est la crise du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui a été créé pour répondre aux nécessités auxquelles les hommes étaient confrontés pour assurer le développement et la survie de leur espèce. Ces nécessités incluent l'ensemble des besoins et aspirations des hommes, elles correspondent aux contraintes inhérentes à la nature humaine, ainsi qu'à ses faiblesses, car les hommes les ignorent ou n'en ont pas conscience. La raison d'être de l'espèce humaine, s'il fallait lui en trouver une, serait d'accéder à la conscience de sa propre nature pour se délivrer des chaînes de l'esclavage qui entravent sa liberté depuis qu'elle a été conçue.

La crise du capitalisme a atteint un stade où elle n'a plus qu'un caractère purement idéologique, tandis que la crise économique correspond à un processus historique.

Quand on affirme que la civilisation humaine est à la croisée des chemins, on veut dire par là que si les hommes ne prennent pas conscience que ce processus historique est parvenu à maturité, autrement dit, que le développement des forces productives a atteint un niveau permettant de mettre un terme au règne de la nécessité, elles s'autodétruiront en emportant la civilisation humaine avec elles, c'est ce à quoi nous sommes déjà en train d'assister.

L'homo sapiens ne possède pas seulement la faculté de pouvoir agir sur son environnement et de le modifier, il possède aussi la faculté cognitive de transformer cette expérience en connaissance ou d'en prendre conscience, ce qui à son tour lui fournira des instruments nouveaux pour agir sur la matière, l'ensemble des rapports auxquels il est confronté en permanence au contact de la nature ou dans la société.

C'est donc la combinaison ou l'interaction entre des éléments objectifs et subjectifs qui permettent de déterminer dans quelle direction va s'orienter la société et le monde. Et pour peu qu'à notre époque les exploités et les opprimés parviennent à en prendre conscience et prennent en main leur destin en s'organisant, absolument aucune force ne pourrait leur résister ou les vaincre.

En complément.

Mes chers amis lecteurs, camarades, qui me suivent maintenant depuis des années auront le bonheur de constater en lisant l'article suivant que je suis parvenu à évoluer dans la bonne direction, ce qui n'aura pas toujours été facile, surtout en étant totalement isolé ou seul contre l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier, il faut bien le reconnaître.

J'ai tenu le coup parce que je suis resté inflexible sur certains principes. Quelques exemples.

- Ne pas céder à la tentation d'adopter une position pour ne pas être davantage marginalisé, pour être dans l'air du temps, délétère, nauséabonde, qui empeste l'imposture, l'hypocrisie, la démagogie, l'opportunisme, la médiocrité, l'individualisme, le corporatisme, le despotisme, y compris au sein du mouvement ouvrier.

- Ne céder absolument rien au camp de la réaction. Tirez les leçons politiques et pratiques de chaque expérience ou évènement, ne rien laisser passer, quitte au besoin à modifier notre théorie ou stratégie, à changer radicalement de positions si nécessaire pour ne pas dévier de notre objectif politique, la prise du pouvoir, le socialisme.

- Intégrer à notre stratégie celle de nos ennemis aussi démentielle ou délirant que puisse paraître leurs objectifs à long terme surtout, sans craindre de passer pour un illuminé ou un complotiste, termes employés par nos ennemis pour éliminer ceux qui se dressent sur son chemin.

- Interpréter les transformations de la société, les découvertes ou les applications de la recherche scientifique, les nouvelles technologies davantage destinées à servir la stratégie de l'oligarchie, à asservir les masses, plutôt qu'à satisfaire leurs besoins.

- Caractériser sur le plan politique chaque déclaration ou action d'où qu'elles viennent, sans craindre de froisser qui que ce soit.

- Refuser de céder aux sirènes des opportunistes, qui, en participant aux campagnes de nature corporatiste, identitaire ou communautariste initiées par les officines liées à l'oligarchie et financées par elle, contre les préjugés archaïques des masses, cautionnent sa stratégie ayant pour objectif l'instauration d'un gouvernement mondial totalitaire. Toute opération entreprise dans le seul but de détourner le combat des masses du régime, de redorer son blason, est dénoncée et combattue férocement.

- Apporter tactiquement et temporairement son soutien aux actions menées par des éléments de la classe moyenne contre la politique de Macron, sans cautionner leurs illusions ou leurs contradictions, dès lors que ces actions peuvent entraver l'action du gouvernement ou favoriser le combat des masses contre le régime.

- Etc. etc. etc.

"***C'était trop beau pour être vrai***". Malheur à ceux qui y ont cru !

LVOG - Et on ne vous dit pas tout le bien qu'on souhaite à tous ceux qui se sont employés à vouloir nous le faire croire sans en croire un mot, autrement dit, qui nous ont trompé délibérément ou qui étaient de médiocres penseurs et dirigeants.

- Éradiquer la mort en éradiquant la vie, l'ambition d'un système en plein délire? par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 20 septembre 2020

Tout comme, depuis les années 1970, les ouvrages de Brzezinski servent de programme de politique étrangère aux Etats-Unis, il se pourrait bien que 1984, la dystopie d'Orwell, leur serve (et à nous aussi qui leur sommes inféodés) de programme de politique intérieure.

On peut imaginer avec quelle gourmandise, nos élites, dont le souci principal est de dominer le petit peuple pour pouvoir l'exploiter au mieux de leurs intérêts, se sont appropriées et ont mis en œuvre les enseignements de ce petit livre. Pendant que la Russie et le Moyen-Orient se débattaient sous les coups programmés par Brzezinski, des apprentis Big Brother prenaient subrepticement le contrôle de nos existences.

Les peuples occidentaux commencent à s'en rendre compte et l'adjectif orwellien s'est répandu pour décrire la communication gouvernementale, les inversions de valeur, les éléments de langage, les décisions contradictoires, bref presque tout ce qui, chez nous, rappelle 1984.

A sa parution, en 1948, nous avons pris naïvement ce livre pour un roman de sciences fiction. A l'époque, à part quelques rares visionnaires aussitôt traités de défaitistes, nous croyions être occupés à construire un monde meilleur, plus juste, plus solidaire, sous la houlette de dirigeants éclairés. De Gaulle n'avait-il pas sauvé la France ? Et les communistes ne mettaient-ils pas en œuvre, tambour battant, le programme du Conseil National de la Résistance : sécurité sociale, allocations familiales, congés payés, chômage, retraites ? Les syndicats étaient puissants et un salaire d'ouvrier suffisait à faire vivre une famille entière. On s'attendait à ce que le système capitaliste s'effondre sous ses contradictions, comme l'avait prédit Marx. On pensait que le ciel descendrait bientôt sur terre sous la forme du socialisme, et tant pis pour la classe possédante ! Il y avait une forme d'équilibre social de la terreur qui avait son pendant extérieur dans la dissuasion atomique.

Hélas, c'était trop beau pour être vrai et, au lieu de s'effondrer, le capitalisme, s'est bientôt déchaîné sous la poussée de la mondialisation, entraînant avec lui les valeurs de la République (Liberté, Egalité, Fraternité, cotisation sociale et séparation des pouvoirs) et les valeurs de la vie en commun (justice, vérité, confiance, respect). Tout cela a été remplacé par la course individuelle au plaisir et au profit dans une sorte de sauve qui peut, de guerre de tous contre tous qui fait plier sous le joug ceux qu'elle n'élimine pas.

La France, un pays béni des dieux

Mais dans notre malheur nous avons bien de la chance, nous répète Big Media. Imaginez, on aurait pu avoir l'Union soviétique et Staline ! Grâce au ciel, on a les Etats-Unis et Big Brother. C'est d'ailleurs un vrai bonheur de voir avec quelle aisance et

quelle finesse nos chères élites se sont glissées dans la peau de Big Brother. Dans de nombreux domaines, les élèves occidentaux ont même dépassé le maître. Oui, nous avons bien de la chance !

Prenez nos ennemis par exemple : un ennemi invisible et insaisissable comme le COVID-19, ça a tout de même plus d'allure et de potentiel que les archaïques Estasia et Eurasia !

Notre État n'a certes pas encore réussi à installer des caméras dans chaque appartement, mais qu'à cela ne tienne, nos téléphones et ordinateurs portables, avec leurs applications sophistiquées, lui fournissent déjà beaucoup d'informations sur nous et dans ce domaine les progrès sont rapides. Voyez le succès éclatant de Stop Covid !

Pour ce qui est de la Vérité, nous ne sommes pas non plus en reste. Même un enfant de CM2 connaît la Vérité sur la seconde guerre mondiale. Il sait qu'elle été menée contre les Juifs et gagnée par les Américains. Comment se pourrait-il en effet que les Soviétiques aient vaincu Hitler ? Les Etats-Unis dont nous sommes les fidèles alliés ne pourraient jamais l'accepter. Ou que les Allemands nous aient attaqués ? L'Europe de la paix ne s'en remettrait pas. Quant aux 21 millions de Soviétiques tombés sous les bottes allemandes ? Voyons, c'est de la propagande russe !

Chez nous, il n'y a pas de propagande. Nous avons Big Media qui nous enseigne le politiquement correct. Nous savons que tout ce que disent les pays hostiles et les réseaux sociaux complotistes, sont des fake-news. Tout comme nous savons que « La guerre, c'est la paix ; la liberté, c'est l'esclavage ; l'ignorance, c'est la force ». C'est sûrement parce que nos médias sont capables de tout transmuter en Vérité que Jupiter les a exemptés du masque, à l'heure du sanitairement correct.

Notre pays est béni des dieux parce qu'il est dans le camp du bien et que ses élites sont au service du peuple, et donc nous n'avions rien à craindre du Coronavirus quand il est arrivé de Chine avec les Français rapatriés, a déclaré notre apprenti Big Brother. Au cœur de l'épidémie, il a harangué son peuple avec fougue, envoyé les fantassins au front, mis ses amis à l'abri dans leurs châteaux de province, et enfermé à la maison le reste de la population avec, pour résoudre tous les problèmes, une boîte magique de Doliprane. Tous ensemble, sous sa houlette éclairée, nous avons fait reculer la bête, au péril de nos vies. Evidemment, nous n'avons pas pu sauver tout le monde et beaucoup de vieillards sont morts, seuls, dans nos mouroirs à profit. Mais nous avons beaucoup appris.

Les enseignements principaux de l'épidémie

1. L'hystérie, c'est la sagesse. Grâce à Big Media et ses médecins de plateau, nous savons que ce n'est pas parce que, en plein cœur de l'épidémie, la moyenne d'âge des malheureux qui mouraient se situait entre 70 et 80 ans et qu'aujourd'hui il n'y a quasiment plus de morts (30 décès le 30/9 contre 1438 le 14/4, selon le Prof Toussaint, dont on se demande pourquoi Big Media le reçoit encore), que le virus n'est pas plus dangereux que la peste noire ou, plus près de nous, que la grippe espagnole (qui venait en fait des Etats-Unis et a fait 50 millions de morts selon d'incorrigibles complotistes). Nous avons appris que le Principe de précaution invite à se prémunir de tous les dangers même ceux qui n'existent pas. C'est pour cela que Big Media est obligé, à son corps défendant, d'affoler et de terroriser les populations. Sinon, bêtes comme ils sont, les gens ne comprendraient pas que ce n'est pas parce que la menace n'existe pas, qu'il ne faut pas s'en protéger par tous les moyens.

2. La science, la médecine et Big Pharma forment un seul bloc uni et solidaire. En d'autres temps nous aurions parlé de corruption, mais aujourd'hui, nous savons qu'il n'y pas de corruption, ni de conflits d'intérêt, en Occident, car Big Brother et le Doliprane nous protègent de tout. Grâce à Big Pharma et l'administration à flux tendus de l'ARS, nous avons, en fait, le « meilleur système de santé du monde ». Il faut être à la solde des Russes ou des Chinois pour prétendre qu'il y a eu infiniment moins de morts au Vietnam ou en Biélorussie que chez nous pendant l'épidémie !

3. Tous les virus seront bientôt éradiqués. Ceux qui pensent que l'idéal anglo-saxon de l'asepsie absolue est une utopie, sont évidemment des agents russes. Big Pharma et Big Media nous l'ont promis : grâce au port du masque obligatoire, à l'interdiction de l'hydroxychloroquine et au vaccin qui va nous tomber du ciel, il n'y aura bientôt plus de virus du tout. La preuve, l'UE a versé des milliards d'Euros à Big Pharma. Ceux qui parlent de prévention, de défenses immunitaires, de soin, de guérison sont des traîtres à la nation, qui veulent nous ramener au Moyen-âge et qui font le jeu de nos ennemis.

Une scène du film Hunger Games

On trouve encore, sur des réseaux-sociaux que la Police de la pensée n'a pas réussi à éradiquer, des contributeurs anonymes, possédés par des forces maléfiques, qui affirment que les bactéries, les virus et les microbes font partie de la vie. Selon ces cerveaux malades, on n'aurait absolument pas intérêt à se débarrasser des virus car ils sont des agents qui viennent créer une réaction dans notre corps pour que celui-ci active l'énergie vitale et se nettoie. Ce qu'il faudrait, insistent-ils, c'est développer notre énergie vitale, nos anticorps, nos défenses immunitaires. Ils osent même citer Claude Bernard qui aurait dit : « Le terrain est tout, le microbe n'est rien.

Heureusement pour Big Brother, Big Pharma et nous, Pasteur, qui était un as des relations publiques, a remporté haut la main la victoire du vaccin contre les immunologistes de son temps. Encore un miracle qui prouve que dieu est avec Big Pharma et que

rien n'arrêtera le progrès…

4. La mort, elle-même, sera bientôt éradiquée. La France a déjà pratiquement éradiqué la mort sur les routes en appliquant les recommandations – simples et efficaces – du Conseil écologique de Big Brother : supprimer les voitures des pauvres. Quand il ne restera plus que celles des riches, conduites par des chauffeurs, il n'y aura plus de morts, soyons en certains.

Pour éradiquer la mort des seniors dans les Ehpad qui font notre fierté, Big Brother a trouvé la solution : sacrifier les jeunes. S'il n'y avait pas de jeunes, il n'y aurait pas de vieux et donc pratiquement plus de morts, voilà la Nouvelle Doctrine. Big Brother et son Conseil scientifique sont conscients qu'une doctrine aussi révolutionnaire peut surprendre des générations de parents et de grands-parents encore viscéralement attachés à leurs enfants et petits-enfants et naturellement peu enclins à les sacrifier, même pour le bien commun. Mais Big Brother sait que nous avons confiance en lui et en Sa parole et que nous lui obéirons.

D'ailleurs nous avons fait des progrès et, tout récemment, Big Brother est apparu à la TV de Big Media pour nous féliciter. Il était fier de nous parce que nous avions compris la nécessité de rester enfermés pendant deux mois, de remplacer les enseignants après de nos enfants, de nous contenter du Doliprane pour combattre un virus létal, de porter un masque inutile, de payer des amendes illégales, de laisser mourir seul nos vieux parents, de faire nos emplettes dans des supermarchés couverts au lieu des marchés de plein air, de ne pas nous réunir, ni nous marier, ni rien, tout en continuant à vider les poubelles du pays.

Nous avons aussi compris, à sa grande joie, qu'il était capital que nos enfants et leurs maîtres soient désormais transformés en zombies dans des écoles zombies*, pendant que nous travaillons de tout notre cœur pour sauver les dividendes de Big Finance. Il est donc sûr et certain, que nous serons bientôt heureux d'offrir nos enfants à la nation pour éradiquer la mort, car il n'y a pas de projet plus grand, plus noble, plus moderne.

Éradiquer la mort est LA grande mission de Big Brother. Mais, comme Big Media nous l'a affirmé, le sacrifice de la jeunesse permettra, en même temps, de solutionner les problèmes de santé publique, les problèmes politiques, économiques (les enfants coûtent cher et ne rapportent rien), sociaux et écologiques, bref tous les problèmes dont Big Brother a promis de nous délivrer lorsqu'il a été porté au pouvoir par une foule en délire, il y a quatre ans. Son plan était prêt car Big Brother est toujours prêt. Il n'attendait que le Coronavirus pour l'appliquer.

Et voilà que ce qu'il nous avait annoncé, se réalise enfin sous nos yeux éblouis : la fin de l'histoire, la fin de la politique, la fin de l'économie, la fin de la société, la fin de la joie, la fin de l'espoir, la fin du cycle de la vie et de la mort, en un mot, la fin de la souffrance humaine. Oui, nous sommes bénis des dieux !

Lorsque leur œuvre sera accomplie, Big Brother, Big Media et Big Finance entasseront l'or, dont ils nous ont délestés, dans les fusées spatiales qui les attendent en Guyane ou en Floride. Puis, de là, ils regagneront les planètes paradisiaques qu'ils avaient quittées, l'espace d'un instant, pour venir répandre sur nous leurs bienfaits et nous délivrer du mal de vivre. Mondialisation.ca, 20 septembre 2020

Parole d'internaute.

1- Un conseil dit « scientifique » qui n'est là que pour avaliser les décisions prises par le système politique et qui n'a de conseil que le nom.

Ce gouvernement n'existe que par la peur et la psychose.

LVOG - Mais aussi parce qu'il a le soutien des principaux acteurs politiques et sociaux.

2- But des tests massifs :

1- Constituer le fichier génétique de la population ;
2- Alimenter la propagande de la peur par des chiffres de contamination ;
3 -Transférer des fonds publics dans des comptes privées.

3- Madagascar : 26,26 millions d'habitants

- Malades : 15 871
- Guérisons : 14 482
- Décès : 215
- Remède : Artemisia

DEUXIEME PARTIE

La santé toujours sous le contrôle du régime de Vichy.

Par l'Association Internationale pour la Défense des Médecines Naturelles (AIDMN)

Madame, Monsieur,

Imaginez cette situation grotesque :

En France, dans une ville ou un village près de chez vous…

… un herboriste à la solution pour soulager vos douleurs, vous redonner du tonus ou calmer votre stress…

Mais il n'a pas le droit de vous le dire !

Cette situation ubuesque est pourtant bien celle dans laquelle vous vivez aujourd'hui.

Si vous habitiez au Québec, en Belgique ou en Suisse, cet herboriste aurait le droit de vous aider mais en France…

Ce même herboriste risque de gros ennuis avec la justice !

En 1941, le Maréchal Pétain a banni le métier d'herboriste en France.

Aussi fou que cela puisse paraître, cette loi est toujours en vigueur !

Et l'herboristerie française est aujourd'hui sous respiration artificielle : il ne reste que 15 herboristeries contre 23'000 pharmacies en France.

Pire : les rares herboristes français sont traités comme des délinquants !

Alors que les herboristes ont la solution pour soulager vos douleurs, vous redonner du tonus ou calmer votre stress… Ils exercent leur activité dans la clandestinité et s'ils vous conseillent des plantes, ils risquent une condamnation par la justice.

Si vous estimez que vous, votre conjoint, vos enfants, vos proches et tous les Français doivent avoir le droit d'utiliser les plantes médicinales librement, SIGNEZ MAINTENANT notre grande pétition nationale pour le retour des herboristes !

Pour lire la suite et signer leur pétition :

https://www.mesopinions.com/petition/sante/liberez-herboristes-francais/75317

Totalitarisme. La "***deuxième vague***" de la réaction jusqu'à la nausée.

- Covid-19 : "Nous devons tous y adhérer sinon nous allons à la catastrophe", alerte un député lyonnais, avant l'annonce de nouvelles restrictions à Lyon - Franceinfo 19 septembre 2020

Jean-Louis Touraine, également médecin, appelle à l'effort de tous pour freiner la résurgence du coronavirus en France. Franceinfo 19 septembre 2020

- Covid-19: selon Mélenchon, "rien n'a été organisé" pour affronter une 2e vague - AFP 20 septembre 2020

"Et on espérait que ça se passe", a-t-il poursuivi, citant "le raisonnement de ceux qui se disent +la population doit s'auto-immuniser à force de l'attraper, elle va générer des anticorps et donc l'épidémie va baisser comme c'est le cas pour la grippe+".

Jean-Luc Mélenchon a encore dit redouter "la manière avec laquelle la population prendrait de nouvelles mesures d'extrême rigueur de confinement". AFP 20 septembre 2020

LVOG - Le charlatan tremble pour le régime !

- Intempéries dans le Gard : "Malheureusement, nous attendons une deuxième vague qui devrait toucher tout le département", prévient le préfet - Franceinfo 19 septembre 2020

- Coronavirus : le Royaume-Uni fait face à une "deuxième vague" de l'épidémie, affirme Boris Johnson - Franceinfo 19 septembre 2020

Boris Johnson envisage de pendre des mesures plus strictes encore, alors qu'il est déjà interdit, en Angleterre, de se rassembler à plus de six personnes. Le Premier ministre britannique dit vouloir éviter un nouveau confinement national, ravageur pour l'économie. Franceinfo 19 septembre 2020

- Coronavirus: Jusqu'à 11.000€ d'amende pour non respect de l'isolement en Angleterre - Reuters 20 septembre 2020

Les nouvelles règles s'appliqueront à partir du 28 septembre à toute personne qui a été informée par les autorités sanitaires qu'elle a été en contact avec une personne contagieuse.

Les amendes s'étaleront de 1.000 livres pour une première infraction à 10.000 livres en cas de récidive ou pour les employeurs qui agitent la menace d'un licenciement si leurs employés se confinent au lieu de venir travailler. Reuters 20 septembre 2020

Un cas qui relève du fanatisme, de la démence ou du fascisme.

Covid-19 : plus de 30 millions de cas déclarés dans le monde - Euronews avec AFP 18 septembre 2020

Le niveau de transmission du Covid-19 est "alarmant" en Europe, a relevé jeudi l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui s'inquiète également des raccourcissements de quarantaine décidés ou envisagés dans plusieurs pays, dont la France.

"Les chiffres de septembre devraient servir d'alarme pour nous tous" à travers l'Europe, où le nombre de nouveaux cas est désormais supérieur à ceux enregistrés en mars et avril, a déclaré depuis Copenhague le directeur de la branche Europe de l'OMS, Hans Kluge.

L'organisation onusienne a également exclu de raccourcir sa recommandation d'une quarantaine de 14 jours pour tout ceux qui ont été en contact avec le virus.

"Notre recommandation de quarantaine de 14 jours a été basée sur notre compréhension de la période d'incubation et de la transmission de la maladie, nous ne la réviserions que sur la base d'un changement de notre compréhension de la science, ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent", a insisté Catherine Smallwood, en charge des situations d'urgence à l'OMS Europe. Euronews avec AFP 18 septembre 2020

LVOG - Vous avez bien lu, ce ne sont pas les faits qui déterminent leurs recommandations ou leur interprétation de la situation, mais leur " compréhension de la science" guidée par des intentions idéologiques inavouables liberticides, antisociales, criminelles.

Comment ils testent le totalitarisme. Une épreuve en cours.

- Covid-19 : la Haute autorité de santé donne son feu vert pour l'utilisation des tests salivaires, mais uniquement en cas de symptômes - Franceinfo 19 septembre 2020

Les tests salivaires consistent à rechercher en laboratoire la présence du matériel génétique du coronavirus, à partir d'un prélèvement de salive. S'agissant des personnes asymptomatiques, trois cas sur quatre passent entre les mailles du filet, explique l'instance. Ils ne sont pas conseillés par la HAS pour dépister les personnes asymptomatiques, étant donné le nombre important de faux négatifs quand ils sont utilisés sur ces patients.

- Covid-19 : indolores, mais moins fiables... Ce qu'il faut savoir sur les tests salivaires et leur arrivée prochaine en France - Franceinfo 19 septembre 2020

Ils sont moins précis mais moins pénibles à passer que les tests nasopharyngés déjà utilisés. En revanche, la technique d'analyse des échantillons reste la même que pour les tests RT-PCR. Franceinfo 19 septembre 2020

LVOG - Donc aussi foireuse ! Heureusement !

- La vaccination contre la grippe, "acte citoyen" pour des députés de la majorité - AFP 20 septembre 2020

Soixante-quinze députés de la majorité lancent un appel à se faire vacciner "massivement" contre la grippe, un "acte citoyen" pour éviter de voir cette maladie s'ajouter à la pandémie de Covid-19 dans une "cohabitation épidémique".

Une tribune de Julien Borowczyk (LREM, Loire), lui-même médecin, co-signée par 74 autres députés de la majorité, publiée dans le Journal du Dimanche.

"Se vacciner contre la grippe deviendra dès cet automne un enjeu de santé publique et surtout un acte citoyen", poursuivent ces députés.

"Nous attendons toutes et tous avec impatience le vaccin contre le coronavirus. Profitons d'ores et déjà des vaccins existants car ils sont nos meilleurs alliés dans cette lutte contre les virus", conclut le texte de ces députés, signé notamment par l'ex-ministre de la Transition écologique et ancien président de l'Assemblée nationale François de Rugy, le professeur de médecine Jean-Louis Touraine ou la députée des Yvelines Aurore Bergé. AFP 20 septembre 2020

Les médecins masqués sont des agents du Conseil de l'ordre de Vichy ou de Big Pharma.

La généticienne Alexandra Henrion-Caude le 15 septembre sur RT.

- "Ce qui logiquement risque de repartir comme chaque année, c'est la grippe. On sait maintenant qu'en termes de létalité [du Coronavirus], on arrive à des pourcentages qui sont très proches de ceux de la grippe. C'est là où il y a une espèce de disproportion entre l'état des choses, l'état des chiffres, l'état du danger sanitaire et ce qu'on nous impose, notamment le port du masque dans un bon nombre de régions maintenant…" […]

"On est arrivé à un niveau de connaissance du Covid qui montre qu'on a un taux de létalité qui est équivalent à celui de la grippe. Alors pourquoi ne mettiez vous pas de masque l'hiver dernier quand il y avait la grippe ?" […]

"Il n'y a jamais eu de démonstration scientifique qui montre un intérêt à faire porter un masque à des personnes saines, pour aucune pathologie, dans aucun système. C'est ça la réalité, il n'y a pas d'étude scientifique." covidinfos.net 17 septembre 2020

LVOG - Cette généticienne a précisé qu'une étude réalisée avec 3.000 personnes ayant été vaccinées contre la grippe et 3.000 personnes n'ayant pas été vaccinées montrait que parmi les 3.000 personnes vaccinées davantage avaient été contaminées par un coronavirus, pas le Covid-19, mais un autre coronavirus, par conséquent les appels à se faire vacciner contre la grippe sont prématurés et elle refuse de s'y associer en attendant d'en savoir davantage.

En conclusion, le Pr. Raoult adepte de ce vaccin notamment peut mettre son mouchoir dessus ou ferait mieux de se taire.

En famille. "***La crise sanitaire a bon dos***", mais ils en sont les principaux agents.

LVOG - Encore une misérable journée d'action bidon...

France : des milliers de manifestants dénoncent les suppressions d'emplois liées au Covid-19 - euronews 18 septembre 2020

Une partie des syndicats appelaient à manifester ce jeudi en France pour une rentrée marquée par la crise sanitaire et ses conséquences sur l'emploi. Des cortèges se sont réunis à Paris, Nantes, Rennes, Bordeaux ou Marseille.

Masqués, mais pas silencieux pour autant. Une partie des syndicats ont fait du bruit ce jeudi pour leur rentrée, avec des cortèges sous escorte policière un peu partout en France, comme à Paris, Nantes, Rennes, Bordeaux, ou comme à Marseille.

Dans la capitale, ils étaient environ 10 000

De l'enseigne d'ameublement Alinéa en passant par Nokia, ou encore Auchan, près de 400 plans de sauvegarde de l'emploi ont été recensés depuis le mois de mars, soit une hausse de 60% par rapport à l'année précédente. Mais pour le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez, présent dans le cortège, "la crise sanitaire a bon dos".

En plus des hausses de salaire, la CGT réclame aussi l'abandon "définitif" des réformes des retraites et de l'assurance chômage. La centrale syndicale demande aussi que la réduction du temps de travail liée à la crise se fasse "sans perte de salaire".

L'interdiction de rassemblement de plus de 5 000 personnes reste en vigueur pour éviter la propagation du virus mais les autorités ont jusqu'à présent fermé les yeux sur les dépassements. Des préavis de grève avaient été déposés à la SNCF et RATP mais le trafic est resté globalement normal.

Une mobilisation plus faible qu'à l'accoutumée, sans doute à cause de la crise sanitaire et des restrictions, analyse Benoît Teste, secrétaire général du syndicat FSU : "Tout le monde a un peu la tête dans le guidon aujourd'hui, le nez dans les préoccupations locales et c'est bien normal. Les gens nous disent : on comprend vos revendications, on les partage, mais la grève, la manifestation, pour nous, en ce moment, c'est trop compliqué parce qu'effectivement on en a jusque-là de la situation sanitaire". euronews avec AFP 18 septembre 2020

En famille. Ne le touchez pas malheureux, il est infecté par la pire maladie contagieuse : l'opportunisme !

- «Il faut éviter de me toucher»: Mélenchon en difficulté lors d'un bain de foule à Marseille - sputniknews.com 18 septembre 2020

LVOG - Quand on expliquait dans la causerie précédente que la soi-disant gauche et extrême gauche instrumentalisaient les revendications sociales légitimes des travailleurs ou leurs aspirations démocratiques pour permettre aux différents gouvernements dont celui de Macron de pouvoir appliquer leur politique réactionnaire, nous ne nous trompions pas, la preuve.

A aucun moment ils n'exigeront l'abrogation de tous les décrets adoptés par le gouvernement depuis celui sur l'hydroxychloroquine du 12 janvier, de toutes les mesures liberticides conduisant à une dégradation des conditions d'existence et de travail des travailleurs.

Mélenchon le 18 septembre - "La question sociale est le cœur de nos problématiques. Ce n'est pas possible de résister correctement sur le plan sanitaire si on n'a pas les moyens de se payer des masques, donc il faut des masques gratuits. Ce n'est pas possible de résister correctement si l'angoisse sur son lendemain au travail est absolue". europe1.fr 18 septembre 2020

LVOG - Et que feront-ils contre les conditions qui sont à l'origine de cette "angoisse" ? Rien, pire, ils en redemandent (des masques, des tests, etc.)!

Ce n'est pas possible de résister correctement sur le plan social si on déserte le combat sur le plan politique qui passe par la condamnation et le rejet du port du masque, de l'incitation à se faire tester, du confinement, du traçage.

En famille. Sous le masque de l'insoumis, un conseiller économique de Macron préconise de nouvelles taxes au profit du capitalisme français.

- Bridgestone: Ruffin accuse les gouvernements successifs de "trahison" et de "complicité" - AFP 17 septembre 2020

Le député LFI François Ruffin a accusé jeudi les gouvernements successifs d'avoir "trahi" et d'être les "complices" de multinationales comme le groupe japonais de pneumatiques Bridgestone qui a annoncé la prochaine fermeture de son usine de Béthune (Pas-de-Calais).

Face à ces groupes qu'il a décrit comme "des fauves", il a appelé à prendre des mesures telles que "des quotas d'importation, des taxes aux frontières, des barrières douanières et des taxes kilométriques".

Il a aussi dénoncé la façon "absurde" dont le gouvernement "fait de la relance": "On saupoudre de l'argent un peu partout, il n'y a aucune vue d'ensemble, aucune cohérence".

A droite, Valérie Pécresse, la présidente ex-LR de la région Ile-de-France, a également réclamé jeudi sur franceinfo qu'on aille "récupérer les subventions" accordées à "des entreprises qui seraient vraiment des entreprises voyous" et que "l'Etat les attaque" et prenne "des mesures de rétorsion très fortes". AFP 17 septembre 2020

Macron et les institutions sont illégitimes, balayons-les, prenons le pouvoir !

- Législatives partielles : un premier tour sous le signe de l'abstention - LePoint.fr 21 septembre 2020

Six élections législatives partielles, conséquences des municipales et de la nomination du gouvernement en juillet, ont connu leur premier tour dimanche, et les résultats déjà connus pour cinq d'entre elles montrent une abstention massive de quelque quatre électeurs sur cinq. En pleine résurgence de l'épidémie de Covid-19, l'abstention dépasse 79 % dans la 1re circonscription du Haut-Rhin, 82 % dans la 5e de Seine-Maritime et dans la 3e de Maine-et-Loire, 84 % dans la 1re de la Réunion et atteint même 87 % dans la 9e circonscription du Val-de-Marne. Les résultats dans la 11e des Yvelines n'étaient pas encore communiqués à 1 h.

Dans la 5e circonscription de Seine-Maritime, c'est le candidat socialiste Gérard Leseul qui arrive largement en tête avec près de 40 % des suffrages, lors d'un premier tour marqué par 82,29 % d'abstention. LePoint.fr 21 septembre 2020

Coronabusiness. A qui profite le crime ?

- Les transactions par carte bancaire deviennent majoritaires en Allemagne, pays pourtant très attaché à l'argent liquide - Franceinfo 19 septembre 2020

- Crise du Covid-19 : le président de l'institut Sapiens constate "une accélération" des paiements dématérialisés - Franceinfo 19 septembre 2020

Avec la crise du Covid-19, les échanges d'argent en liquide ont diminué pour laisser la place au paiement par carte bleue, notamment via le paiement sans contact, jugé plus sécurisant d'un point de vue sanitaire. Olivier Babeau est le président de l'institut Sapiens, un groupe de réflexion sur l'économie, pour lui, la crise sanitaire n'est "peut-être pas un tournant, mais une accélération" de la transformation des modes de paiement et d'échanges monétaires.

Les paiements par carte bleue sans contact ont bel et bien progressé, notamment grâce à l'augmentation du plafond de paiement de 30 à 50 euros le 11 mai. La Banque de France doit donner le détail des chiffres la semaine prochaine. Olivier Babeau reprend les données avancées par la Banque centrale européenne : "30% des paiements de moins de 50 euros dans la zone euro se faisaient seulement en cash. C'est assez peu et c'est une tendance qui baisse." La France n'est pas une fervente utilisatrice d'argent liquide.

En Europe, chez les commerçants, 79% des paiements se faisaient en liquide en magasin. En France c'était seulement 68. Olivier Babeau à franceinfo

Pour autant, il n'est pas envisageable pour le président de l'institut Sapiens d'envisager une disparition totale de l'argent liquide dans les années à venir. "En réalité, il fera probablement de la résistance pendant extrêmement longtemps", avance-t-il. Même si la disparition de l'argent liquide "arrangerait tout le monde, y compris l'Etat qui y verrait un très grand intérêt", affirme Olivier Babeau. "Dans un premier temps, connaître. Il n'y aurait plus de choses qui passeraient sous son radar, on connaîtrait tous les échanges. Et dans un deuxième temps probablement fiscaliser ces échanges de façon un peu plus précise, c'est notamment ce que les gens craignent." La longévité de l'argent liquide est donc garantie selon Olivier Babeau, car il reste "une des dernières zones de liberté dont bénéficient les citoyens, qui reste sous les radars de l'Etat". Franceinfo 19 septembre 2020

L'agenda du totalitarisme mondial déployé.

- Covid-19 : Trump l'assure, les Américains auront un vaccin d'ici avril 2021 - LePoint.fr 18 septembre 2020

- La Commission européenne mène la bataille contre le racisme - euronews 18 septembre 2020

Dans les pas du mouvement Black Lives Matter, l'institution présente ses propositions pour lutter contre les discriminations. euronews 18 septembre 2020

- Navalny : le Parlement européen réclame des sanctions contre Moscou - euronews 18 septembre 2020

Le Parlement européen a réclamé jeudi des sanctions européennes sévères contre la Russie pour l'empoisonnement du leader de l'opposition Alexeï Navalny, accusant le Kremlin d'avoir tenté de l'assassiner pour faire taire la dissidence. euronews 18 septembre 2020

- Biélorussie: Une rapporteure de l'Onu met en garde contre un nouveau rideau de fer - Reuters 18 septembre 2020

- Hong Kong: le harcèlement en ligne s'intensifie contre les pro-démocratie - AFP 18 septembre 2020

- Colombie : la statue d'un conquistador déboulonnée - euronews 18 septembre 2020

En Colombie, des Amérindiens ont abattu une statue à l'effigie d'un conquistador espagnol du XVIème siècle. Selon eux, il est un symbole des violences dont ils ont été victimes dans l'histoire. euronews 18 septembre 2020

- Pour les juges des Pays-Bas, la protection du climat n'attend pas ! - euronews 18 septembre 2020

TROISIEME PARTIE

Contre-propagande. Combat pour la liberté et un changement de régime.

- Protestations des anti-restrictions à Londres et à Bucarest - euronews.com 20 septembre 2020

Une fois encore, les opposants aux mesures de restrictions ont manifesté à Londres.

Anti-vaccin, anti-masque, anti-confinement, conspirationnistes ou travailleurs affectés par les conséquences économiques des restrictions ; plusieurs centaines de personnes se sont réunies sur Trafalgar Square, sans masques et sans respect de la distanciation pour dénoncer la « tyrannie » des autorités. Au Royaume-Uni, où le gouvernement s'efforce de ralentir la deuxième vague, les rassemblements de plus de six personnes ont été proscrits, une violation des libertés individuelles selon ces manifestants.

Tenant tête à la police qui tentaient de les disperser, 32 personnes ont été interpellées.

En Roumanie, plusieurs centaines de manifestants également, y compris des familles avec des enfants, se sont rassemblés dans la capitale, Bucarest. Ils protestaient notamment contre le port du masque obligatoire à l'école. Dans ce pays, où la première vague a été moins meurtrière que dans de nombreux autre États européens (4400 morts), plus de 1300 nouveaux cas de coronavirus ont été recensés samedi. euronews.com 20 septembre 2020

LVOG - En France et pas seulement, la pseudo-gauche et extrême gauche et les syndicats ont cadenassé la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, ils les ont confinés ou ils les ont détournés du combat politique contre le régime fascisant de Macron.

- En Europe, la quarantaine remise en cause par l'industrie du voyage et du tourisme - Reuters 18 septembre 2020

Les dirigeants de l'industrie européenne du voyage et du tourisme, mise à genoux par la pandémie de coronavirus, ont appelé la présidente de la Commission européenne à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils mettent un terme aux règles de quarantaine au profit de mesures coordonnées.

"Cette situation chaotique requiert votre implication personnelle immédiate", a déclaré dans une lettre adressée à Ursula von der Leyen un groupe ad hoc de plus de 20 industriels, représentant plus de 5.000 entreprises dans les secteurs de l'aviation, du tourisme, de l'hôtellerie ou de la restauration.

Cet appel a été lancé alors qu'ACI Europe, une association professionnelle des aéroports européens signataire de la lettre datée du 17 septembre, a fait état d'une chute de 73% du nombre de passagers aériens à la mi-septembre, contre un repli de 65% accusé en août.

"Ce qui est réellement en jeu, c'est le redressement de l'Europe et des économies européennes", ont poursuivi dans la lettre les organismes concernés, rappelant que le tourisme génère 10% de la production économique de l'UE. Reuters 18 septembre 2020

- “Ça va trop loin !” Le témoignage d’une enseignante qui appelle ses collègues au rassemblement et à la “résistance” - covidinfos.net 17 septembre

Lors de la pré-rentrée du 31 août, je me suis rendue aux divers RDV donnés par la direction, sans masque. Sur la TOTALITÉ des personnels du lycée présents en ce jour de pré-rentrée, j’étais la seule à visage découvert : déprime absolue !

Je croise quelques collègues qui m’encouragent et affirment que c’est moi qui a raison !

Lors de la grand-messe de rentrée en salle de conférence, je me place quasiment au premier rang face à l’équipe de direction. Le proviseur déroule son programme et en arrive au détail du protocole sanitaire.

Là, il me fait remarquer que je n’ai pas de masque, … me dit qu’il pourra m’en procurer un, si je n’en ai pas.

Je le laisse achever son chapitre et lève la main.

Il me donne la parole et là, j’annonce très officiellement, devant ma direction et mes tous mes collègues réunis que je

suis OBJECTRICE DE CONSCIENCE (je porte même, pour l'occasion, un t-shirt que j'ai spécialement fait imprimer), …. que je refuse de porter le masque et que je refuse également d'exiger de mes élèves qu'ils le portent.

Il m'explique que dans ces conditions, je ne serai pas autorisée à pénétrer dans l'enceinte du lycée et que donc cela allait m'empêcher d'occuper mes fonctions.

Pour lire la suite :

https://covidinfos.net/covid19/ca-va-trop-loin-le-temoignage-dune-enseignante-qui-appelle-ses-collegues-au-rassemblement-et-a-la-resistance/2180/

- **"**Le taux de létalité du Covid est équivalent à celui de la grippe**"** selon la généticienne Alexandra Henrion-Caude - covidinfos.net 17 septembre 2020

Interviewé sur la chaine RT France, la généticienne Alexandra Henrion-Caude a estimé le 15 septembre qu'on était "à la fin de l'épidémie" et que le taux de létalité du Coronavirus était "équivalent à celui de la grippe".

La vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=ilgJOhydvVQ

"On est arrivé à l'heure des bilans. On est à la fin de l'épidémie. On a vu qu'on a pas eu d'excès de mortalité en Europe chez les 0 à 65 ans, et pas d'excès de mortalité chez les 0 à 110 ans dans plein de pays comme l'Autriche, l'Allemagne, le Danemark, la Norvège" […]

"On a l'impression qu'on est tout le temps en train de nous agiter le spectre d'un fantôme." […]

"Ce qui logiquement risque de repartir comme chaque année, c'est la grippe. On sait maintenant qu'en termes de létalité [du Coronavirus], on arrive à des pourcentages qui sont très proches de ceux de la grippe. C'est là où il y a une espèce de disproportion entre l'état des choses, l'état des chiffres, l'état du danger sanitaire et ce qu'on nous impose, notamment le port du masque dans un bon nombre de régions maintenant…" […]

"On est arrivé à un niveau de connaissance du Covid qui montre qu'on a un taux de létalité qui est équivalent à celui de la grippe. Alors pourquoi ne mettiez vous pas de masque l'hiver dernier quand il y avait la grippe ?" […]

"Il n'y a jamais eu de démonstration scientifique qui montre un intérêt à faire porter un masque à des personnes saines, pour aucune pathologie, dans aucun système. C'est ça la réalité, il n'y a pas d'étude scientifique." […] covidinfos.net 17 septembre 2020

- **"**Le Gouvernement a créé la panique pour couvrir sa responsabilité**"** selon l**'**expert en soins de santé Henri Anrys - covidinfos.net 19 septembre 2020

Le Docteur en droit et expert en soins de santé Belge Henri Anrys a publié cette tribune dans Le Journal du Médecin. Il dénonce notamment "une catastrophe économique et financière" et un Pouvoir qui "se dédouane en s'appuyant sur l'autorité scientifique d'experts". Il est ici question de la Belgique, toute ressemblance avec un (ou des) pays voisin(s) serait pure coïncidence. Extraits.

[…]

"A l'ère de l'Etat providence, le risque est devenu insupportable s'il n'est pas assuré. L'Etat est mis en demeure d'éviter le risque en appliquant le principe de précaution. Celui-ci se traduit en mesures de barrage qui doivent cependant, et c'est le défi, rester proportionnées à la menace. L'acceptation sociale de ces mesures est liée à la confiance des citoyens dans l'autorité politique. […]

En situation aussi incertaine, le Pouvoir se dédouane en s'appuyant sur l'autorité scientifique d'experts. Leurs assertions se retournent cependant contre le pouvoir si elles induisent hésitations et contradictions.

Les experts comme les hommes politiques connaissaient certainement les dégâts que le confinement strict allait entraîner. Le contrôle de l'épidémie devait générer une catastrophe économique et financière. Il devait s'accompagner de l'endettement, du chômage, et de la perte de pouvoir d'achat avec explosion de la pauvreté et la disparition des petits indépendants.

Les effets psychologiques devaient suivre. L'inquiétude, l'insécurité, la violence et l'hostilité ont été exacerbées dans une société centrée sur les droits de l'individu par une propagande culpabilisante. Chacun y était présenté comme un danger pour la vie de son voisin. Animés par une incitation au civisme rappelant les invitations à dénoncer d'il y a 70 ans, des gens se transformaient

en gendarmes aboyant sur celui qui ne portait pas son masque ou appelant un hélicoptère de la gendarmerie pour verbaliser une réunion de famille dans un jardin voisin.[…]

Le gouvernement [Belge] a atteint son objectif : Par la peur, faire partager la responsabilité des dégâts collatéraux par la population. Il l'a même amenée à demander le prolongement des mesures et l'aggravation des contraintes et sanctions, encourageant une avalanche de règlements tatillons pondus par une Bureaucratie ivre de ce nouveau pouvoir incontesté […]."

Source :

– Le Journal du Médecin : "Le Gouvernement a créé la panique pour couvrir sa responsabilité"

https://www.lejournaldumedecin.com/magazine/le-gouvernement-a-cree-la-panique-pour-couvrir-sa-responsabilite/article-opinion-50337.html

- **"**Le confinement a été une arme de destruction massive**"** selon le Pr Jean-François Toussaint - covidinfos.net 17 septembre 2020

Le professeur Jean-François Toussaint était interrogé le 16 septembre sur Sud Radio. Il a notamment estimé qu'il n'y avait aucune "réaugmentation significative" des décès en Europe, que le confinement avait été une "arme de destruction massive" dont les conséquences n'étaient "pas assumées", et a rappelé que la surmortalité en France liée à l'épidémie était désormais estimée à "12.000 à 15.000 décès par l'Institut national des études démographiques."

"On voit une augmentation en Europe et en France de sujets positifs, je ne parle pas de malades, et cette pente est 15 fois plus faible qu'en mars. […] Le nombre de décès ne réaugmente pas de manière significative alors qu'on nous le promet tous les quinze jours depuis le début du mois d'avril. En France, la réaugmentation que l'on perçoit a une pente 300 fois inférieure à celle du tsunami du mois de mars…"

"[En Europe] nous sommes depuis début juillet entre 200 et 250 décès par jour sans augmentation, alors que nous étions à 5.000 décès mi-avril. Il n'y a aucune réaugmentation significative par rapport à l'ensemble des données européennes […]. Il y a eu une seule vague, celle de mars-avril qui a augmenté à peu près 115.000 décès surnuméraires par rapport à 2019 et 2018 sur l'ensemble des pays européens".

"Sur les 30.000 décès [attribués au Covid] il faut voir que l'excès de mortalité en France n'est compris qu'entre 12.000 et 15.000 par rapport aux autres années. […] L'institut national des études démographiques divise par deux le nombre total de décès attribués actuellement au Covid, on n'est pas à 30.000 décès, on est à 12.000 à 15.000 décès supplémentaires."

"En réalité le confinement est un instrument sociétal majeur, c'est la seule arme de destruction massive qui a été utlisée au 21ème siècle puisque c'est la seule qui a concerné quasiment la moitié de l'humanité. […] Les conséquences socio-économiques qui vont maintenant se dégager vont concerner non pas les conseillers qui sont assis sur leurs certitudes, mais les jeunes générations qui vont devroir ramer. […] Et quand on n'est pas capable d'assumer ces conséquences, alors on continue à faire croire à une crise sanitaire qui n'est plus présente."

"Les effets du confinement qui effondre l'économie […] ont aussi retiré 30 à 40% des moyens de la recherche…"

Source :

– Sud Radio : Pr. Jean-François Toussaint au micro d'André Bercoff – Le face à face

https://www.sudradio.fr/societe/professeur-jean-francois-toussaint-nous-sommes-sur-la-phase-descendante-de-la-deuxieme-branche-du-m/

- Suède : le chercheur Kim Sneppen estime que l'épidémie « pourrait être terminée grâce à l'immunité acquise par la population» - covidinfos.net 20 septembre 2020

Selon un article paru dans l'edition Danoise du magazine The Local, les Suédois "pourraient bien en avoir terminé avec la pandémie grâce à l'immunité acquise par la population". Extraits.

"[Kim Sneppen] l'un des plus éminent épidémiologiste Danois a déclaré que la pandémie de Covid-19 en Suède « pourrait être terminée » grâce à l'immunité acquise par la population, même si le pays reste loin du seuil d'immunité classique de 60%.

« Il y a des signes qui montrent que les Suédois ont acquis une certaine immunité qui, ajoutée à toutes les mesures qu'ils

prennent pour empêcher la propagation du virus, est suffisante pour garder la maladie au plus bas », d'après Kim Sneppen, professeur de biocomplexité au Neils Bohr Institut de Copenhague.

Sneppen a cependant accordé que la Suède a souffert d'un taux de mortalité supérieur à celui du Danemark en Avril, Mai et Juin : « C'est le prix qu'ils ont payé. Mais le bon côté, c'est qu'ils pourraient bien en avoir terminé avec la pandémie. »

Une autre étude, publiée par Tom Britton à l'Université de Stockholm en Août, estime que, en supposant que les membres de la société les plus actifs et les plus sociables sont les premiers à être infectés, le seuil d'immunité collective pourrait être abaissé à 43% de la population, bien en-dessous des 60% ou 70% qui semble être le seuil classique en épidémiologie.

Enfin pour Søren Riis Paludan, professeur de biomédecine à l'Université Aarhus, de plus en plus d'éléments suggèrent que l'Agence de Santé Publique suédoise pourrait avoir eu raison d'avoir choisi une stratégie qui a permis un développement contrôlé de l'immunité.

Cela contraste avec la situation au Danemark, où l'épidémiologiste en chef Kåre Mølbak a mis en garde que le pays était toujours dans sa « première vague infectieuse », étant donné que la vague du printemps n'avait pas eu le temps de « se développer complètement car nous sommes entrés en confinement ». […]"

Source :

– TheLocal.dk : Sweden's coronavirus pandemic 'may be finished': Danish researcher

https://www.thelocal.dk/20200919/swedens-pandemic-may-be-finished-danish-researcher

– Science : A mathematical model reveals the influence of population heterogeneity on herd immunity to SARS-CoV-2

https://science.sciencemag.org/content/369/6505/846

QUATRIEME PARTIE.

Bienvenue au gouvernement mondial. https://fr.weforum.org

Le Forum économique mondial.

LVOG - L'oligarchie financière expose sa stratégie. Lisez lentement, attentivement, c'est déroutant ou trompeur par endroits. Si vous rencontriez des problèmes d'interprétation, contactez-moi, j'essaierai de vous aider à y voir plus clair. Personnellement je raffole de ce genre de documents contenant autant de contrevérités, où ils exposent la manière dont ils perçoivent l'existence des peuples.

Par exemple, quand ils vantent les bienfaits de leur politique dans les pays dominés. J'y vis depuis un quart de siècle, en Inde, et ce bonheur qui consiste à profiter d'un tas de bonnes choses, de la nature, etc. quelle contenue a-t-il vraiment, c'est simple travailler comme un esclave 6j/7 12mois/12 sans aucun avantage ou aucune protection sociale, etc. quelle réussite, quel progrès, quel bonheur ! Quand on resitue chaque chose dans son contexte, là plus rien ne se présente comme ils le prétendent.

Définir la ligne directrice de leur stratégie et la combattre est un jeu d'enfant, alors pourquoi nos dirigeants s'emploient-ils à s'en détourner ou à nier son existence ? Parce qu'ils n'ont pas vraiment envie de les affronter, vous auriez une autre explication, laquelle ?

- A combien est estimée notre planète ? Voici la vraie valeur de la nature - latribune.fr 15 septembre 2020

ANALYSE. Les gouvernements et les entreprises ne parviennent pas à mesurer, à enregistrer ou à tenir compte du capital naturel ou de la justice sociale dans leurs budgets ou leurs bilans. Si les pays et les entreprises accordaient la priorité à la nature, ils pourraient générer 10.100 milliards de dollars de valeur commerciale annuelle et créer 395 millions d'emplois d'ici à la fin de 2030. Pour le Forum Economique Mondial (WEF), nous devons construire des économies qui fonctionnent pour les gens et pour la planète. Par Alexia Semov, Spécialiste, Rapport sur la Nouvelle Economie de la Nature, WEF et Rebecca King, Responsable Financements pour la Nature, WEF (*).

Le produit intérieur brut (PIB) mondial a quadruplé depuis 1970, permettant d'immenses progrès et sortant des milliards de

personnes de la pauvreté. Cependant, la productivité matérielle, définie comme le PIB par rapport aux intrants matériels et énergétiques, stagne depuis le début du siècle, liant toute augmentation de la croissance économique à une augmentation équivalente de l'extraction des ressources.

Une économie mondiale alimentée par la consommation n'est pas durable. On estime que 23% du PIB mondial et 16% de l'emploi proviennent de l'extraction, de la production, de la fabrication et de la production d'énergie et de matériaux. Nos pratiques intenables s'étendent également à la production, à l'approvisionnement et à la consommation alimentaires. Des sols sains, par exemple, sont à la base de notre production alimentaire. Mais avec un tiers de nos sols dégradés, la sécurité alimentaire dans le monde est menacée. L'agriculture est responsable de plus de 80% de la déforestation et, dans le même temps, 35% des denrées alimentaires produites sont soit gaspillées, soit perdues. Les structures économiques et sociétales que nous avons mises en place poussent les frontières planétaires vers des points de basculement. Il est temps qu'elles changent.

Il ne sera pas facile de revenir en arrière, mais les gouvernements, les entreprises, les scientifiques, la société civile et les citoyens doivent s'unir pour prendre dès maintenant des mesures transformatrices.

Reconnaître les iniquités structurelles de notre système

La Banque mondiale estime que les bénéfices générés par l'exploitation des ressources non renouvelables - combustibles fossiles et minéraux - ainsi que par la surexploitation des forêts contribuent à eux seuls à 2,5% de la production économique mondiale, soit 2.200 milliards de dollars. Toutefois, dans les pays à faible revenu, cette part atteint 10,7% du PIB, certains pays comme la République du Congo devant consacrer 54,9% de leur PIB à l'extraction de ces ressources. Au lieu de déployer ces revenus de la nature pour développer des institutions et un capital humain à long terme, on constate souvent qu'ils sont liés à l'augmentation des conflits, à la corruption et à la faiblesse des démocraties.

Les pays à revenu élevé ont une consommation dont l'empreinte matérielle est plus de treize fois supérieure à celle des pays à faible revenu. Par exemple, en Afrique subsaharienne, 53% de la population n'a toujours pas accès à l'électricité. Cependant, les pays en développement supportent de manière disproportionnée les coûts de l'utilisation et de l'exploitation des ressources naturelles.

En ce qui concerne le changement climatique, ce sont les populations marginalisées et vulnérables qui bénéficient le moins de la grande accélération économique et qui souffriront le plus de ses conséquences.

Les pays à faibles émissions de carbone, comme le Tchad, souffrent déjà de pénuries alimentaires plus fréquentes et plus graves, de tempêtes et d'inondations qui menacent les moyens de subsistance de millions de personnes. L'injustice climatique frappe plus durement les pays du Sud, mais elle a également des répercussions sur les populations marginalisées des pays à revenu élevé. Lors de l'ouragan Katrina, plus de 80% des maisons perdues aux États-Unis appartenaient à des Noirs défavorisés.

Mais les gouvernements et les entreprises ne parviennent pas à mesurer, à enregistrer ou à tenir compte du capital naturel ou de la justice sociale dans leurs budgets ou leurs bilans. Construire un nouveau modèle économique qui soit positif pour la planète et les gens

Des acteurs progressistes du monde entier ont déjà commencé à prendre des mesures en faveur de l'objectif « zéro émission nette » et d'une économie positive pour la nature qui contribueraient à la construction de sociétés plus équitables et plus résistantes.

Pour construire ce nouveau modèle économique, il faut d'abord reconnaître et prendre en compte notre impact et notre dépendance vis-à-vis des actifs et des services de la nature dans le cadre plus large de l'économie mondiale et du développement durable. Des initiatives telles que la Task Force for Nature-related Financial Disclosures (TNFD) et le protocole sur le capital naturel visent à soutenir ce premier élément de base et gagnent déjà du terrain.

Deuxièmement, les gouvernements et les entreprises doivent également reconnaître l'énorme potentiel qu'offre le fait d'investir dans la nature plutôt que de l'épuiser. Le groupe d'action des PDG pour le "European Green Deal" est un bon exemple de l'engagement du secteur public et privé en faveur de ce type de modèle de croissance. Si les pays et les entreprises accordent la priorité à la nature, ils pourraient générer 10.100 milliards de dollars de valeur commerciale annuelle et créer 395 millions d'emplois d'ici à la fin de 2030.

Le Vietnam, par exemple, a investi 9 millions de dollars pour restaurer les mangroves le long des côtes de 166 communes ainsi que les digues, réduisant ainsi de plus de 15 millions de dollars le coût des dommages causés par les événements extrêmes. Les communautés côtières du Vietnam ont vu leur rendement par hectare de produits aquacoles augmenter de 210 à 789% suite aux investissements dans les mangroves.

Enfin, pour tenir une telle promesse, nous devons veiller à ce que la transition que nous entreprenons soit juste. Des investissements importants seront nécessaires, en particulier dans les communautés et les pays à faibles et moyens revenus, qui comprennent souvent les habitats les plus menacés. Ces pays connaissent déjà une forte contraction de leur production alors

que les efforts de secours et de redressement dus à l'épidémie de COVID-19 exigent une augmentation massive des dépenses.

Pour éviter que les investissements favorables à la nature ne soient mis en veilleuse dans ces pays, il faudra des modèles et des instruments de financement innovants, tels que les "échanges dette-nature", en plus du soutien des gouvernements des pays à revenu élevé pour aider les communautés vulnérables dans leur transition vers un avenir meilleur.

Nous sommes à un moment critique pour l'avenir de l'humanité. Le moment est venu de traiter l'urgence écologique comme telle et de mobiliser la solidarité, le courage et le leadership nécessaires pour que ce changement se produise. Un chemin vers le zéro émission nette, positif pour la nature, est la seule option pour notre survie économique et planétaire.

(*) Par Alexia Semov, Spécialiste, Rapport sur la Nouvelle Economie de la Nature, Forum Economique Mondial et Rebecca King, Responsable Financements pour la Nature, Forum Economique Mondial.

La Banque mondiale.

LVOG - Les intentions affichées sont à l'exact opposé des objectifs poursuivis.

5 années de leadership climatique

Bilan du premier Plan d'action du Groupe de la Banque mondiale sur le changement climatique.

COVID-19 menace d'annuler les progrès du capital humain

La pandémie menace de réduire à néant les progrès durement obtenus ces dix dernières années par les pays les plus pauvres sur le plan de la santé et de l'éducation.

Le numérique et les systèmes agroalimentaires

La pandémie de COVID-19 doit être l'occasion d'exploiter la révolution numérique pour donner un nouveau cap au système alimentaire mondial.

RIPOSTE À LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS

Découvrez comment, avec nos partenaires, nous accélérons la réponse internationale afin d'aider les pays à gérer cette urgence sanitaire mondiale.

La NED/CIA

Carl Gershman, président du National Endowment for Democracy.

- "La bonne nouvelle pour les forces démocratiques est que malgré la guerre de l'information de plus en plus agressive des autocrates, les luttes mondiales de Hong Kong à la Biélorussie affirment la forte demande de droits démocratiques, d'inclusion et de liberté", a-t-il déclaré au webinaire de cette semaine sur A Battle of Narratives: Building Public Support for Renouveau démocratique.

https://www.demdigest.org/partners-of-first-resort-why-the-world-needs-a-united-west/

- «Partners of First Resort»: pourquoi le monde a besoin d'un Occident uni - September 18, 2020

Le résultat le plus probable pour un ordre mondial post-Covid dans la décennie à venir ne sera pas un ordre unipolaire ou une compétition bipolaire de style guerre froide, mais une multipolarité lâche, selon une nouvelle analyse de scénario du Center for Strategic and International Studies (SCRS).

- Scénarios post-Covid pour l'ordre géopolitique: la démocratie est-elle suffisamment résiliente? - September 18, 2020

La pandémie Covid est une urgence multidimensionnelle qui nécessite les efforts de toutes les disciplines, selon une analyse récente:

- une crise de santé publique qui exige de nouveaux outils pour empêcher la propagation de cette maladie dévastatrice et

pour effectuer des tests et des recherches efficaces;

- une crise médicale qui nécessite de nouvelles modalités de traitement pour guérir ceux qui en sont affligés;

- et, dans les mots récents d'une lettre ouverte * dont les signataires incluent l'ancienne secrétaire d'État américaine Madeleine Albright, une «crise politique qui menace l'avenir de la démocratie libérale».

Le COVID-19 est à la fois un défi et une opportunité pour la démocratie, suggèrent les observateurs.

Elle a fait ressortir certaines lacunes des démocraties européennes tout en offrant une chance de donner aux Européens une plus grande voix dans le processus décisionnel de l'UE - l'agenda de la `` Conférence sur l'avenir de l'Europe '' de cet automne, qui réunira les jeunes, la société civile et Institutions européennes.

La pandémie COVID-19 continue de tester différents éléments de la politique démocratique à travers le continent, note une coalition diversifiée de la société civile, d'organisations professionnelles et intergouvernementales. Dans le même temps, les changements induits par la pandémie ont également propulsé de nombreux efforts de réforme démocratique - dans la société civile, les forces d'opposition politique et la sphère numérique, ajoutent les groupes, appelant les institutions européennes à développer et à mettre en œuvre l'action pour la démocratie européenne.

Planifiez selon certaines lignes.

Un nouveau livre Euroscepticism and the Future of Europe - démontre que «l'euroscepticisme n'est pas quelque chose à craindre», note un observateur. «Il fait partie d'une démocratie européenne dynamique qui est suffisamment résiliente pour embrasser ceux qui critiquent la réalité du projet européen.»

Le nouveau «Plan d'action de l'homme sur les droits et la démocratie 2020-2024» de l'UE identifie les priorités pour une action extérieure concrète. En 2019, les projets de coopération en faveur de la démocratie se sont élevés à 147 millions d'euros dans 37 pays.

Un rapport récent, Global Democracy and COVID-19: Upgrading International Support, fournit des recommandations aux décideurs et à la société civile pour contrer les impacts négatifs du COVID-19 sur la démocratie, y compris la nécessité de renforcer les capacités de l'État et le rôle des institutions formelles dans les processus démocratiques ; soutenir les nouvelles initiatives civiques qui émergent à la suite de la pandémie; et de mettre un accent particulier, dans le cadre du programme de développement post-pandémique, sur la planification stratégique et l'analyse inclusive des expériences, afin de renforcer l'état de préparation de tous les pays du monde.

Les ressources en ligne d'International IDEA sur le COVID-19 et la démocratie, et en particulier son Global Monitor on COVID-19's Impact on Democracy and Human Rights, montrent qu'au moins 70 pays et territoires à travers le monde ont décidé de reporter les élections nationales et infranationales en raison du COVID -19. La pandémie a déclenché plusieurs réponses juridiques / constitutionnelles exceptionnelles de la part de gouvernements du monde entier alors qu'ils recherchent des mesures extraordinaires pour gérer la menace, affectant parfois les droits de l'homme et l'intégrité des processus démocratiques. September 18, 2020

https://www.demdigest.org/post-covid-scenarios-for-geopolitical-order/

Vous avez été Charlie, vous avez été Black Lives Mater (BLM). A quelles opérations avez-vous participé ? Réponse.

BLM est-il le masque derrière lequel opèrent les oligarques ? par Mike Whitney - Mondialisation.ca, 18 septembre 2020

Voici votre BLM Pop Quiz du jour : que nous disent, sur ce qui se passe en Amérique aujourd'hui, la «Critical Race Theory», «The 1619 Project» et l'avertissement de la Sécurité intérieure au sujet du «White Supremacist» ?

Ils soulignent le racisme profondément ancré qui façonne le comportement des Blancs

Ils suggèrent que le racisme systémique ne peut être vaincu en changeant simplement les attitudes et les lois

Ils nous alertent sur le fait que des problèmes non résolus poussent le pays vers une guerre raciale destructrice

Ils indiquent que de puissants agents – opérant à l'intérieur de l'État – incitent à la violence raciale pour écraser la majorité

«populiste» émergente qui a mis Trump au pouvoir en 2016 et qui représente désormais une menace existentielle pour le plan mondialiste de transformation de l'Amérique en un pays de merde tyrannique digne du tiers-monde.

Laquelle de ces quatre déclarations explique le mieux ce qui se passe en Amérique aujourd'hui ?

Si vous avez choisissez la quatrième, vous avez raison. Nous ne vivons pas une flambée soudaine et explosive de violence et de chaos racial. Nous vivons une opération de type insurrectionnel soigneusement planifiée qui implique une myriade d'éléments logistiques, notamment de vastes émeutes à l'échelle nationale, des pillages et des incendies criminels, ainsi qu'une campagne idéologique extrêmement impressionnante. La « Critical Race Theory » [Théorie critique de la race], « The 1619 Project » [Le projet 1619] et l'avertissement de la Sécurité intérieure au sujet du « White Suprematisme » font autant partie de la guerre oligarchique contre l'Amérique que l'incendie de nos villes et le renversement de nos statues. Tous les trois relèvent de «l'idéologie», et tous les trois sont utilisés pour façonner les attitudes du public sur des questions liées à notre identité collective en tant qu' «Américains».

Le plan est de submerger la population d'un déluge de désinformation sur leur histoire, leurs fondateurs et les menaces auxquelles ils sont confrontés, afin qu'ils acceptent avec soumission un nouvel ordre imposé par les technocrates et leurs laquais politiques. Cette guerre psychologique est peut-être plus importante que l'opération BLM qui ne fait que fournir le muscle pour mettre en œuvre la «réinitialisation» [Reset] transformatrice que les élites veulent imposer au pays. Le véritable défi est de changer les cœurs et les esprits d'une population indéfectiblement patriote et violemment résistante à tout élément subversif qui menace de nuire à son pays. Ainsi, alors que nous pouvons nous attendre à ce que cette campagne de saturation par la propagande se poursuive dans un avenir prévisible, nous ne nous attendons pas à ce que la stratégie réussisse en fin de compte. Finalement, l'Amérique sera toujours l'Amérique, incassable, inébranlable et qui ne s'excuse jamais.

Regardons de plus près ce qui se passe.

Le 4 septembre, le département de la Sécurité intérieure a publié un projet de rapport déclarant que «les suprématistes blancs présentent la menace terroriste la plus grave aux États-Unis». Selon un article de Politico :

« …les trois projets (versions du document) décrivent la menace des suprématistes blancs comme la menace terroriste intérieure la plus meurtrière pour les États-Unis », comme étant un danger immédiat plus grand que les groupes terroristes étrangers. John Cohen, qui a supervisé le département de lutte contre le terrorisme du Ministère de la Sécurité intérieure (DHS) de 2011 à 2014, a déclaré que la conclusion des projets n'était pas surprenante.

«Ce projet de document semble être cohérent avec les rapports antérieurs des services de renseignement du DHS, du FBI et d'autres sources de renseignement : que la menace terroriste la plus importante qui pèse sur les États-Unis aujourd'hui provient d'extrémistes violents motivés par la suprématie blanche et d'autres bonnes causes idéologiques », a-t-il dit….

«Les délinquants isolés et les petites cellules d'individus motivés par un large éventail de facteurs sociaux, idéologiques et personnels constitueront la principale menace terroriste pour les États-Unis», indique le projet.«Parmi ces groupes, nous estimons que les extrémistes suprématistes blancs… constitueront la menace la plus persistante et la plus meurtrière.» .. – Projet de document du DHS : les suprémacistes blancs sont la plus grande menace terroriste.

Ça n'a pas de sens. Les suprématistes blancs ne représentent pas le plus grand danger pour le pays, cette désignation va aux groupes de gauche qui ont saccagé plus de 2 000 villes américaines au cours des cent derniers jours. Les émeutes provoquées par Black Lives Matter et les Antifa ont détruit des centaines de petites entreprises, la vie et les moyens de subsistance de milliers de commerçants et de leurs employés, et laissé des villes entières en ruines. La destruction de Kenosha à elle seule dépasse de loin les dommages imputables aux activités de tous les groupes suprématistes blancs réunis.

Alors, pourquoi la sécurité intérieure a-t-elle fait cette affirmation ridicule et insupportable ? Pourquoi ont-ils choisi de donner la priorité aux suprématistes blancs comme «menace la plus persistante et la plus mortelle» alors que ce n'est clairement pas vrai ?

Il n'y a qu'une seule réponse : la politique.

Les fonctionnaires qui ont concocté cette escroquerie font avancer l'agenda de leurs vrais patrons, les maîtres marionnettistes oligarques qui ont étendu leurs tentacules dans tout l'État profond et les utilisent pour contraindre leurs bureaucrates laquais à faire ce qu'ils veulent. Dans ce cas, les gros bonnets invoquent la carte de la race – «suprématistes blancs» – pour détourner l'attention de leur sinistre programme de déstabilisation, leur pillage du Trésor américain pour leurs amis escrocs de Wall Street, leur diabolisation des nationalistes «America First» de la classe ouvrière – pour la plupart blancs, qui ont donné à Trump les élections de 2016 – et leur plan scandaleux pour établir le règne d'un seul parti en installant leur candidat marionnette, écervelé et confus, Joe Biden, comme président afin qu'il puisse exécuter ses directives dans le confort du bureau ovale. C'est ce qui se passe vraiment.

L'annonce du DHS permet aux agents de l'État de cibler les Américains légalement armés qui se rassemblent dans des milices protégées par le deuxième amendement. Désormais, l'étiquette de suprématiste blanc sera appliquée arbitrairement à des conservateurs qui ne présentent aucun danger pour la sécurité publique. Le projet de document doit être vu comme un avertissement à toute personne dont les convictions ne concordent pas avec la nouvelle orthodoxie libérale selon laquelle les Blancs sont intrinsèquement des racistes qui doivent demander pardon pour un système qu'ils n'ont pas créé, l'esclavage, et qui a été aboli depuis plus de cent cinquante ans.

Le « 1619 Project » est une autre partie de la guerre idéologique qui est menée contre le peuple américain. L'objectif du «Projet» est de convaincre les lecteurs que l'Amérique a été fondée par des hommes blancs odieux qui ont subjugué les Noirs pour accroître leur richesse et leur pouvoir. Selon le site World Socialist Web :

Les essais présentés dans le magazine sont organisés autour du principe central que toute l'histoire américaine est enracinée dans la haine raciale – en particulier, la haine incontrôlable des « Blancs » pour les « Noirs». Hannah-Jones écrit dans l'introduction de la série : «Le racisme anti-noir est dans l'ADN même de ce pays.»

C'est une conception fausse et dangereuse. L'ADN est une molécule chimique qui contient le code génétique des organismes vivants et détermine leurs caractéristiques physiques et leur développement… La référence d'Hannah-Jones à l'ADN fait partie d'une tendance croissante à dériver des antagonismes raciaux de processus biologiques innés… d'où vient ce racisme ? Il est ancré, affirme Hannah-Jones, dans l'ADN historique des «blancs» américains. Ainsi, il doit persister indépendamment de tout changement des conditions politiques ou économiques….

…. Nul doute que les auteurs des essais du Projet 1619 nieraient qu'ils prédisent une guerre raciale, et encore moins qu'ils justifient le fascisme. Mais les idées ont une logique ; et les auteurs assument la responsabilité des conclusions politiques et des conséquences de leurs arguments faux et erronés. – « Le projet 1619 du New York Times : une falsification raciste de l'histoire américaine et mondiale ».

De toute évidence, Hannah-Jones a été enrôlée par des riches mécènes qui avaient besoin d'un fondement idéologique pour justifier les émeutes massives de BLMqu'ils avaient déjà planifiées dans le cadre de leur révolution de couleur aux États-Unis. L'auteur – peut-être involontairement – a fourni le texte nécessaire pour justifier la destruction généralisée et le chaos perpétrés au nom de la «justice sociale».

Comme le dit Hannah-Jones, «le racisme anti-noir est dans l'ADN même de ce pays», c'est-à-dire qu'il ne peut pas être atténué ou réformé, seulement éradiqué en détruisant les symboles du patriarcat blanc – nos icônes, nos coutumes, nos traditions et notre histoire – en renversant le gouvernement actuel et en imposant un nouveau système qui reflète mieux les valeurs de la majorité non-blanche en plein essor. En termes simples, le projet 1619 crée la justification de troubles civils durables, d'une polarisation politique croissante et d'une révolution violente.

Tous ces objectifs coïncident commodément avec les objectifs des oligarques du Nouvel ordre mondial qui cherchent à remplacer le gouvernement constitutionnel américain par un super-État de multinationales dirigé par des monopolistes voraces et leurs alliés mondialistes. Ainsi, alors que le discours de Hannah-Jones ne fait rien pour améliorer les conditions des Noirs en Amérique, il rapproche le pays du rêve dystopique de la classe des parasites ; le Nirvana des multinationales.

Ensuite, il y a la "Critical Race Theory" qui fournit la cerise idéologique sur le gâteau. La théorie fait partie de la doctrine plus vaste du dogme anti-blanc qui est utilisé pour endoctriner les travailleurs. Les employés blancs sont soumis à des programmes de «rééducation» qui exigent leur participation comme condition préalable à un nouvel emploi. La première rébellion contre la théorie critique de la race a eu lieu à Sandia Labs, une agence de recherche financée par le gouvernement fédéral qui conçoit les armes nucléaires américaines. Selon le journaliste Christopher F. Rufo :

Les sénateurs @HawleyMO et @SecBrouillette ont lancé une enquête d'inspection générale, mais les dirigeants de Sandia n'ont fait qu'accélérer leur purge contre les conservateurs.

Les dirigeants de Sandia l'ont clairement dit : ils veulent imposer à leurs employés une théorie critique de la race, des formations séparées selon la race et des camps de rééducation des hommes blancs – et toute dissidence sera sévèrement punie. Les employés progressistes seront récompensés ; les employés conservateurs seront purgés.

Tout cela semble très bolchevique. Voici plus d'informations sur la façon dont cette programme toxique d'endoctrinement fonctionne :

Département du Trésor …

Le département du Trésor a organisé une session de formation disant aux employés que «pratiquement tous les Blancs contribuent au racisme» et exigeant que les membres du personnel blancs «luttent pour assumer leur racisme» et acceptent leur «parti pris inconscient, le privilège des Blancs et la fragilité des Blancs».

Administration nationale des coopératives de crédit

La NCUA a organisé une session pour 8 900 employés, affirmant que l'Amérique était «fondée sur le racisme» et «bâtie sur le dos des Noirs qui étaient réduites en esclavage». Fil Twitter ici et documents sources originaux ici.

Laboratoires nationaux Sandia

L'année dernière, Sandia National Labs, qui produit notre arsenal nucléaire, a organisé un camp de rééducation de trois jours pour les hommes blancs, leur apprenant à déconstruire leur «culture masculine blanche» et les forçant à écrire des lettres d'excuses aux femmes et aux personnes de couleur. Les dénonciateurs de l'intérieur des laboratoires me disent que la théorie critique de la race met maintenant en danger notre sécurité nationale. Fil Twitter ici et documents sources originaux ici.

Laboratoires nationaux d'Argonne

Argonne National Labs organise des formations appelant les employés blancs des laboratoires à admettre qu'ils «profitent du racisme» et à expier «la douleur et l'angoisse infligées aux Noirs». Fil Twitter ici.

Département de la Sécurité intérieure

Le ministère de la Sécurité intérieure a organisé une formation sur les «micro-agressions, les micro-iniquités et les micro-assauts», où les employés blancs ont été informés qu'ils avaient été «socialisés dans des rôles d'oppresseurs». Fil Twitter ici et documents sources originaux ici.

Le 4 septembre, Donald Trump a annoncé que son administration « interdirait aux agences fédérales de soumettre les employés du gouvernement à un séminaire sur la théorie critique de la race ou le privilège blanc … »

« Il est venu à l'attention du président que les agences du pouvoir exécutif ont dépensé des millions de dollars des contribuables, à ce jour, pour « former » les fonctionnaires à croire à la propagande anti-américaine qui divise », lit-on vendredi dans une note du directeur du bureau du budget et de la gestion, Russ Vought. « Ces types de 'formations' vont non seulement à l'encontre des croyances fondamentales que notre nation défend depuis sa création, mais elles engendrent également la division et le ressentiment au sein de la main-d'œuvre fédérale … Le président m'a demandé de veiller à ce que les agences fédérales cessent et s'abstiennent d'utiliser l'argent des contribuables pour financer ces sessions de formation à la propagande non américaines. »

Le lendemain, le 5 septembre, Trump a annoncé que le ministère de l'Éducation allait voir si le projet 1619 du New York Times Magazine était utilisé dans les programmes scolaires et – si c'était le cas – alors ces écoles ne seraient pas éligibles à un financement fédéral. Les experts conservateurs ont applaudi l'action de Trump comme un pas en avant dans les «guerres de la culture», mais c'est vraiment bien plus que cela. Trump déjoue en fait un effort des saboteurs nationaux qui continuent de chercher des moyens de saper la démocratie, de réduire les masses de la classe ouvrière à la pauvreté et au désespoir, et de transformer le pays en un avant-poste militaire despotique dirigé par des magnats vampires, des autocrates mercenaires et des élites faisant preuve de duplicité. Beaucoup de réflexion et d'efforts ont été consacrés à ce projet idéologique maléfique. Trump l'a fait dérailler d'un geste de la main. Ce n'est pas une mince affaire.

Conclusion

«Critical Race Theory», «The 1619 Project», et l'avertissement «White Supremacist»de la Sécurité intérieure représentent le fondement idéologique sur lequel la guerre contre l'Amérique est basée. Le dogme «anti-blanc» est le pendant des émeutes massives qui ont secoué le pays. Ces phénomènes sont comme cul et chemise. Ils sont conçus pour travailler ensemble vers le même objectif. Le but est de créer un écran de fumée «racial» qui dissimule la destruction vaste et volontaire de l'économie américaine, le transfert de richesse de 5 000 milliards de dollars à Wall Street et l'attaque féroce contre la classe ouvrière « populiste » émergente, principalement blanche, qui a élu Trump et qui rejette le plan mondialiste de transformer le monde en une zone de libre-échange sans frontières dirigée par des multinationales avides et leurs alliés du Nouvel ordre mondial.

C'est une guerre de classe travestie en une guerre de race. Les Américains devront regarder au-delà de la fumée et des miroirs pour repérer les élites qui se cachent dans l'ombre. C'est là que réside le cancer qui doit être éradiqué. Mondialisation.ca, 18 septembre 2020

LVOG - Bref, vous avez cru oeuvrer sincèrement contre le racisme, et en pratique vous l'avez encouragé, pas de bol ! Et c'est exactement le même phénomène qui se produit avec la xénophobie, la misogynie, l'homophobie, le terrorisme, le climat, le coronavirus, etc.

Il faut être naïf ou ignare au dernier degré pour croire que des campagnes initiées à l'échelle mondiale par les think tanks ou

les idéologues, les médias ou les réseaux sociaux de Big Brother pourraient être bénéfiques à certaines couches des masses. Comment peut-on perdre de vue un instant les intentions néfastes qui les habitent envers tous les peuples ? Comment peut-on ainsi occulter leur nature réactionnaire et se prétendre révolutionnaire ou je ne sais quoi ? Quel délire, quelle supercherie ! J'ai connu ainsi des militants dits anticapitalistes qui ont déserté le mouvement ouvrier et basculé dans l'ongisme.

Le mécanisme est semblable à celui de leurs médicaments destinés à soigner une maladie, et qui parce qu'ils présentent tellement d'effets secondaires, ils endommageront d'autres organes ou perturberont d'autres fonctions biologiques, à l'arrivée vous développerez un cancer, la maladie de Parkinson ou d'Alzheimer ou d'autres maladies dégénératives du cerveau. J'ai plusieurs exemples épouvantables dans ma famille dans ce cas-là, je ne dois pas être le seul.

Haut de page

Le 26 septembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

On ajoutera des documents en fin de journée ou demain matin.

Bon week-end à tous. Ici on bosse 6j/7 !

Allons-nous vers un affrontement direct et violent contre le régime ?

Je me suis demandé pendant encore combien de temps la population allait-elle supporter le règne de la terreur que Macron lui impose, avant que s'organisent des milices armées pour faire respecter notre droit à la liberté de mouvement, de rassemblement, de manifestation, de travailler, d'étudier, et de disposer de notre temps libre et de notre corps comme on l'entend ?

Même la désobéissance civile c'est quelque chose qui s'organise. Si on la pratique individuellement, on prend le risque d'être réprimé et sanctionné, il faut donc au minimum qu'une grande partie de la population y recourt simultanément et soit solidaire en cas de tentative d'intervention par la police.

Il est possible aussi de boycotter un grand nombre de produits ou services, à commencer par les médias institutionnels, faire une sorte de grève de la consommation à grande échelle, déserter les coiffeurs, les centres commerciaux et les supermarchés, cinémas, théâtres, salles de concert, tous les complexes sportifs, ne plus acheter de biens d'équipement, de vêtements, réduire au minimum ou supprimer totalement les désodorisants, la laque, les produits de maquillages, le parfum, etc. ce que je vous raconte là correspond en gros à mon mode de vie habituel et je m'en porte très bien, je ne me sens nullement frustré, bien au contraire.

Il est possible de privilégier des rapports plus sains et d'en tirer davantage de satisfaction, fréquenter davantage les membres de sa famille, ses amis, ses collègues de travail, ses voisins, leur prêter davantage attention, écouter de la musique, s'informer sur les sites Internet gratuits, regarder des films, des pièces de théâtre ou des documentaires sur le Net, télécharger et lire des livres gratuitement ou emprunter des livres à la bibliothèque municipale quand c'est possible, cuisiner au lieu d'aller au restaurant, etc. vous pourrez vous livrer à toutes ces activités sans avoir à porter de masque si vous évitez les lieux publics.

Au lieu de payer pour faire un peu de sport pour s'entretenir physiquement, faites de la marche, laissez votre bagnole ou deux-roues au parking, faites des balades à pied ou en vélo. Et profitez-en pour étudier ou acquérir de nouvelles connaissances, elles vous seront utiles pour la suite assurément. Pratiquez l'automédication et le bricolage autant que possible. Faites réparer votre bagnole ou vos biens d'équipement en panne par un parent ou un copain. Faites vous-même tout ce que vous pouvez si votre temps libre le permet, vous ferez des économies substantielles...

Moi ce que j'en dis, c'était juste des conseils d'ami, chacun est libre de vivre comme il l'entend. J'essaie d'éviter d'avoir un mode de vie qui soit en contradiction avec mes idées ou mon idéal, sinon à quoi bon, un peu de sérieux tout de même, ce qui n'empêche pas de se sentir bien ou de s'éclater, on a tous besoin d'une soupape

Quand vous aurez lu la dernière partie de cette causerie, vous ne pourrez plus dire que l'oligarchie n'a pas de stratégie, que vous ignoriez d'où venait la politique de Macron, de l'UE et de l'ensemble des institutions financières ou politiques internationales, la ligne éditorialiste des médias...

Vous avez dit liberticide, dictature, totalitarisme, fascisme : On y est ! Et on n'invente ou on n'exagère rien, jugez vous-même sur pièces.

- 32 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Voilà ce que m'inspire la situation actuelle.

- Après les oeillères...

N'hésitez pas à mordre votre maître, ôtez votre muselière !

- On achève bien les chevaux.

Les mutilations multiples d'équidés dans plus de la moitié des départements français sont malheureusement bien réelles.

Plusieurs attaques semblent liées par leur mode opératoire, les équidés présentant une oreille en moins.

Si le phénomène touche le pays depuis fin 2018, ces attaques se sont multipliées durant l'été. Les enquêteurs estiment qu'elles sont causées par plusieurs personnes aux motivations diverses: challenge, rite satanique, dérive sectaire, haine des équidés ou mimétisme.

Le 18 septembre, plusieurs fédérations du monde du cheval et la gendarmerie nationale ont signé un partenariat afin de «renforcer leurs efforts dans la prévention des attaques». Un numéro vert unique est disponible pour les propriétaires de chevaux. (Source : Sputnik France 22 septembre)

- On ne bouge pas, t'as compris, pas bouger !

Sinon vous avez la laisse électronique ou bracelet anti-rapprochement pour mieux vous surveiller.

Le bracelet anti-rapprochement fonctionne à l'aide d'une technologie GPS, il permet de géolocaliser la personne qui en est munie et de déclencher un système d'alerte si elle entre dans un périmètre interdit, les forces de l'ordre seront alertées.

Devant servir comme ils disent pour tenir éloignés les conjoints ou ex-conjoints violents, vous voyez tout de suite quel usage politique ou policier il pourrait en être fait...

- La menace et l'angoisse perpétuelles. Quelle société de dingues !

De la psychose on est passé au délire collectif qui relève d'un déséquilibre mental.

De la peur on est passé à l'angoisse paralysante.

- On a confondu conformisme ou mimétisme avec évolution de l'homme. Quelle gravissime erreur !

"Le conformisme se manifeste donc par l'infantilisation et l'indifférenciation des personnes, la dépolitisation des citoyens, et la standardisation des consommateurs, qui constituent autant de précieuses muselières pour paralyser les corps et amnésier les esprits. " (Le philosophe Michel Weber)

- Leur ennemi identifié :

"il faut laisser le virus circuler pour qu'il devienne un vaccin naturel." a déclaré le Pr. Gayet, médecin infectiologue et hygiéniste au CHU de Strasbourg, était l'invité de Patrick Roger le 23 septembre dans l'émission "C'est à la une" sur Sud Radio.

- La médecine conventionnelle ou allopathique tue, mais à petit feu, c'est plus rentable...

"La plupart des personnes ne s'intéressent pas à leur santé et c'est pourquoi lorsqu'ils sont malades, ils n'ont d'autres recours que de s'adresser à la médecine conventionnelle qui ne les soigne pas vraiment mais au contraire les tue à petit feu.

La santé devient synonyme de traitement médical."

- Pourquoi il faut abolir le capitalisme ?

Pour réaliser l'expropriation des cliniques (privées par nature), des Ehpad privés, des trusts pharmaceutiques.

- Macronnerie.

Crise à LREM, patati et patata. Les adhérents de LREM ignoraient qu'ils étaient le produit d'un clonage, et que tous les clones sont interchangeables ou jetables.

- Alors le terroriste sanitaire d'Etat dégaina le terrorisme armé.

- Attaque à Paris : Castex affirme sa "volonté par tous les moyens de lutter contre le terrorisme" - Europe1 25 septembre 2020

- La voix de son maître Castex. Quand les syndicats sont devenus des auxiliaires du régime fascisant.

"On a un ministre de la Santé qui nous dit que la situation est globalement dégradée, un Premier ministre qui a dit hier soir que le virus circule d'autant plus dans un lieu confiné, donc par définition dans une salle de classe, et rien ne se passe. Il y a des mesures à prendre d'urgence pour sécuriser ce qui se passe dans les établissements scolaires et éviter la fermeture des établissements scolaires." Sophie Vénétitay générale adjointe du Snes-FSU. francetvinfo.fr 25 septembre 2020

- Comme quoi ils vous tuent à petit feu délibérément.

Qui a dit ?

- "*Soyons clair: ces produits ne sont pas sans risque*", a-t-il souligné. "*Et il est toujours mieux de ne jamais commencer à fumer ou d'abandonner complètement le tabac et la nicotine.*"

Réponse : Le directeur général de Philip Morris (La Tribune25 septembre 2020)

Il avait en outre affirmé : "*En fait, avec le cadre réglementaire adéquat et le soutien de la société civile, nous pensons que les ventes de cigarettes peuvent cesser d'ici 10 à 15 ans dans de nombreux pays*". La Tribune25 septembre 2020

Je regrette un peu tard d'avoir commencé à fumer un jour, j'ai de gros problèmes respiratoires. Malheureusement, dans leur société pourrie on se trouve confronter dans la vie à tant de difficultés qu'on n'a pas toujours la volonté de résister à certaines tentations même quand on sait qu'elles sont nuisibles ou toxiques, dès lors qu'on en tire une satisfaction...

Tout est fait pour nous conduire à l'erreur, à faire preuve d'incohérence, on résiste bien à un tas de choses, mais on se laisse aller pour d'autres, parce qu'on ne peut pas vivre uniquement ou tout le temps dans la frustration de notre liberté ou de nos droits...

DEUXIEME PARTIE

Le conformisme et le corporatisme conduisent à s'accommoder du totalitarisme et de la précarité sociale.

Selon une étude de la revue International Archives of Occupational and Environmental Health, publiée en décembre 2014, la mortalité des chômeurs est trois fois supérieure à celle des travailleurs, ce qui représente 14 000 morts par an en France. Cette surmortalité s'expliquerait par des conditions sociales et de santé qui poussent au suicide et provoquent des maladies cardiovasculaires (risques plus élevés de 80 %).

Le chercheur à l'INSERM Pierre Meneton a fait une longue étude déterminant environ 14 000 décès dus au chômage. « On a imposé de rouler à 80 km/h pour éviter 400 morts par an — c'est très bien —, mais là on parle de 10 000 à 15 000 morts par an ! Et qu'est-ce qu'on fait ? », tempête en septembre 2018 Michel Debout, professeur de médecine légale et psychiatre, auteur du livre Le Traumatisme du chômage. Il ajoute qu'en trois ans, « l'Inspection générale des affaires sociales n'a rien fait ». wikipedia.org

Aux chiffres fournis concernant les catégories A, B, C, il faut ajouter les catégories D et E (formation, reclassement, arrêt maladie, congé maternité, contrats aidés, création d'entreprises, etc…), elles représentent environ 10% des autres catégories,

donc entre 460.000 en 2012 et 580.000 en 2020. Il faut également ajouter les personnes en âge de travailler qui n'ont pas d'emploi, n'en recherchent pas et ne sont pas inscrite à « Pôle emploi » n'apparaissent dans aucun chiffre officiel du chômage, des personnes au RSA, des handicapés, des femmes ou des hommes au foyer, des personnes rayées des listes de Pôle emploi, des détenus, des SDF, des rentiers, etc. mouvementpourundeveloppementhumain.fr

En moyenne au deuxième trimestre 2020, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 5 815 000. pole-emploi.org

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 23,2% au deuxième trimestre 2020, malgré une baisse en juin - francetvinfo.fr 27 juillet 2020

Au total, 4 407 300 personnes sont inscrites en catégorie A. Pour les catégories A, B, C ce nombre s'établit à 6 115 600. francetvinfo.fr 27 juillet 2020

En moyenne au quatrième trimestre 2019, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploie et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 5 442 900. pole-emploi.org

En moyenne au quatrième trimestre 2018, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 5 605 000. pole-emploi.org

Si l'on tient compte des catégories A, B et C, les chômeurs sont 5 400 000 en décembre 2015 et décembre 2016, et 5 600 000 en décembre 2017, soit une augmentation de près de 3,6 % du chômage en 2017.

Fin décembre 2014, en France métropolitaine, 5 218 200 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (5 521 200 en France y compris Dom). pole-emploi.org

Fin décembre 2013, en France métropolitaine, 4 898 100 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (5 194 100 en France y compris Dom). pole-emploi.org

Fin décembre 2012, en France métropolitaine, 4 627 600 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (4 917 500 en France y compris Dom). pole-emploi.org

LVOG - Ces données montrent qu'entre fin 2012 et le deuxième trimestre 2020, le chômage a augmenté de 20%, passant de 5 à 6 millions (catégories A, B, C).

En 2013, comme l'Ordonnance n°82-270 du 26 mars 1982 était encore vigueur, un salarié avait légalement le droit de prendre sa retraite à 60 ans. L'âge légal du départ à la retraite étant fixé à 60 ans, les 23,8 % de la population de 60 ans et plus représentaient 15,7 millions de retraités. Grâce à l'Ordonnance n°59-45 du 6 janvier 1959, l'instruction est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Représentant 18,6 % de la population, les jeunes de moins de 16 ans comprenaient 12,2 millions d'inactifs. Puisque les 42,4 % de retraités et de jeunes de moins de 16 ans représentaient 27,9 millions de personnes, la population de 16 à 59 ans en âge de travailler comprenait 38 millions d'actifs, soit 57,6 %. Comme 8,1 % des jeunes en âge de travailler avaient choisi de poursuivre leurs études, 5,3 millions de lycéens et d'étudiants n'étaient pas disponibles pour rechercher un emploi. Étant donné que la population active comprenait 32,6 millions de personnes et que 25,5 millions exerçaient un emploi à temps plein, 7 millions d'actifs, soit 21,6 % de la population active n'avaient pas d'emploi ou avaient un emploi à temps partiel subi.

En reprenant les données de la DARES, j'ai pu identifier ces 7 millions d'actifs sans emploi. Ces actifs comprennent 5,5 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C, D et E et 268 000 de catégorie A, B et C des DOM, soit 18 % de la population active. À ce chiffre, il faut ajouter 1,1 million d'actifs non identifiés de la France métropolitaine et des DOM, soit 3,5 % de la population active. Ces actifs comprennent, d'une part, des demandeurs d'emploi de catégories D et E des DOM, et, d'autre part, des personnes au RSA, des handicapés, des femmes ou des hommes au foyer, des personnes rayées des listes de Pôle emploi, des détenus, des SDF, des rentiers, etc… qui ne recherchent pas ou plus d'emploi et ne sont pas inscrit à Pôle emploi.

En 2013, il n'y avait donc pas 2,8 millions de chômeurs ou 5,5 millions de demandeurs d'emploi, mais 7 millions d'actifs sans emploi. Puisque les chiffres officiels de l'Insee ne prennent pas en compte tous les actifs, même si le gouvernement parvenait à créer 2,8 millions d'emplois, il resterait encore une armée de réserve de 4,2 millions d'actifs sans emploi. Si tous les chômeurs de catégorie A trouvaient un emploi, les salariés précaires à temps partiel « subi » de catégories B et C, les demandeurs d'emploi de catégorie D et E et les personnes au RSA non inscrites à Pôle emploi exerceraient toujours une pression sur les salariés en poste. mouvementpourundeveloppementhumain.fr

Tant que ce seront les peuples des pays en développement ou émergents qui écoperont...

- Le ciel s'éclaircit légèrement pour l'économie mondiale, d'après le FMI - La Tribune 24 septembre 2020

Les perspectives pour l'économie mondiale sont moins catastrophiques qu'estimé en juin, a annoncé ce jeudi le FMI, tout en prévenant que les pays n'étaient pas "au bout de leurs peines" causées par la pandémie de Covid-19.

"Les récentes données économiques suggèrent que les perspectives peuvent être un peu moins désastreuses qu'au moment de la mise à jour du WEO [rapport sur les estimations de croissance] le 24 juin", a déclaré le porte-parole de l'institution Gerry Rice lors d'un point presse virtuel.

"Certaines parties de l'économie mondiale commencent à passer le cap", a-t-il également commenté, sans toutefois dévoiler de chiffres précis puisque le Fonds monétaire international ne publiera ses prochaines prévisions actualisées que le 13 octobre. La Tribune 24 septembre 2020

- La pandémie pourrait détruire 245 millions d'emplois dans le monde - La Tribune 24 septembre 2020

La pandémie continue de faire des ravages sur le marché du travail. Selon la dernière livraison de l'Organisation internationale du travail (OIT) publiée mercredi 23 septembre, les revenus du travail à l'échelle globale ont baissé de 10,7% pendant les trois premiers trimestres de l'année. Cette perte sèche devrait se traduire par un accroissement de la pauvreté au travail alors que des populations entières subissent déjà de plein fouet les conséquences économiques et sanitaires de la pandémie.

L'OIT souligne aussi que "l'une des raisons qui explique ces augmentations estimées des pertes en heures travaillées réside dans le fait que, dans les pays en développement et dans les pays émergents, les travailleurs ont été beaucoup plus touchés que par les crises précédentes, notamment les personnes évoluant dans l'économie informelle". latribune.fr avec AFP 24 septembre 2020

LVOG - Ils ont oublié de préciser une chose importante. Dans les pays sous-développés, la conscience de peuples entiers toutes classes confondues est sous-développée, et cela se traduit par des réactions encore plus autoritaires de la part des autorités ou disproportionnés et imprévisibles de la part de la population largement en proie à l'obscurantisme et aux superstitions, facilement manipulable ou impressionnable.

Une femme d'une soixantaine d'années qui habitait à une centaine de mètres de chez moi et que je connaissais, s'est pendue avant-hier à la stupéfaction des habitants du village. Une jeune femme de 30 ans m'a encore parlé de suicide la semaine précédente, combien sont-ils ou sont-elles à y penser parce qu'ils savent qu'il n'existe aucun espoir que leur vie s'améliore dans l'avenir ?

Je vais vous avouer un truc terrible. Cela m'angoisse tellement parmi mes proches, que je me reprocherais s'ils passaient à l'acte d'en être en partie responsable, si je ne les aidais pas financièrement dans la mesure de mes modestes moyens, quitte à passer parfois pour un pigeon. Autant dire que je me fous éperdument de ce qu'on peut penser de moi, d'autant plus que par expérience j'ai appris que ceux qui m'adressaient ce genre de reproches, avaient plutôt une mentalité assez misérable ou peu enviable ou n'étaient pas les derniers à profiter des plus faibles ou à tirer profit de la situation si l'occasion se présentait à eux.

On peut traiter tous ces drames sur le plan collectif ou comme des produits injustes de la guerre de classes, mais ce n'est pas une raison pour y être indifférent sur le plan individuel. Nous sommes des penseurs, des êtres conscients, des militants pour le socialisme, des travailleurs, mais aussi tout simplement des hommes ou des femmes ayant une existence psychologique ou mentale qui est fragile, et qu'il faut préserver des pires menaces qui pèsent sur elle.

Totalitarisme. Prostitution en famille. Terrorisme d'Etat et de l'UE.

LVOG - Macron était de nouveau en couverture du magazine américain Time dans la semaine du 19 septembre 2020.

- Le « Time » place Anne Hidalgo parmi les 100 personnes les plus influentes au monde - LePoint.fr 23 septembre 2020

Al Gore, ancien vice-président des États-Unis, consacre un texte élogieux à la maire de Paris, qu'il qualifie de « leader visionnaire ». LePoint.fr 23 septembre 2020

- Terrorisme : "La bataille contre la bête immonde n'est pas gagnée", met en garde Gérald Darmanin - Franceinfo 23 septembre 2020

- Castex annonce une hausse de 8% du budget de la justice en 2021 - Europe1 25 septembre 2020

- Madrid en appelle à la police et l'armée face au Covid-19 - euronews 25 septembre 2020

Dans la région de Madrid la situation sanitaire est inquiétante. La capitale a fait appel à l'armée et la police pour lui venir en aide face à la propagation du virus. euronews 25 septembre 2020

- L'UE refuse de reconnaître Loukachenko comme président du Bélarus - euronews 25 septembre 2020

L'UE refuse de reconnaître Alexandre Loukachenko comme président du Bélarus, malgré sa "prestation de serment". euronews 25 septembre 2020

Ça ne s'invente pas !

La Tribune des travailleurs (POID) - Ça, une République ? Ça, une démocratie ? par Daniel Gluckstein 23 septembre 2020

LTT - Six élections législatives avaient lieu ce 20 septembre. Abstention record : de 80 % dans le Haut-Rhin à près de 90 % dans le Val-de-Marne. Qui osera jeter la pierre aux abstentionnistes ?

LVOG - La tentation était grande et vous vous êtes retenu de justesse, bravo ! Mais pas pour longtemps, après le populiste s'est laissé aller.

LTT - ...faire face à la pandémie

LVOG - Il sera le dernier à y croire encore ! Après il ne faut s'étonner de rien.

LTT - Faut-il s'étonner que la masse des électeurs ouvriers et jeunes se dise : à quoi bon voter ?

LVOG - Attendez, vous n'êtes pas au bout de vos découvertes.

LTT - Qui, dans ces conditions, osera parler de démocratie ?

LVOG - Il vient de rappeler que les institutions de la Ve République étaient antidémocratiques depuis 1958-62, après nous avoir soûlé pendant plus de 30 ans avec son discours appelant au retour à la démocratie, laquelle, quand, mystère !

LTT - Quant à la République…

LVOG - Il nous fait le même coup avec la République des copains et des coquins, la République bananière, la République des capitalistes, la République monarchique, quelle découverte, quelle perspicacité, quelle profondeur d'analyse ! Dans quelle intention ? Devinez, cautionner le régime en place, lisez, c'est écrit en toute lettre.

LTT - Le vote reprendra sens le jour où il permettra autre chose que de changer des têtes pour poursuivre la même politique dictée par la classe capitaliste.

LVOG - Vous ne rêvez pas, après nous avoir expliqué que sous la Ve République bonapartiste voter ne servait strictement à rien parce que le Président de la République concentrait tous les pouvoir, voilà que le vote servit un jour à quelque chose ("*reprendra sens*"), à quoi, mais on vient de vous le dire ! Un aveu magistral de collusion avec le régime. Il se devait de conclure par la sempiternelle et miraculeuse Assemblée constituante.

LTT - ...tout le pouvoir à l'Assemblée constituante, le pouvoir de tout décider, y compris de bouleverser l'ordre existant.

LVOG - Comme si, en admettant qu'elle présenterait un intérêt politique, elle ne serait pas plutôt le produit d'un soulèvement révolutionnaire des masses, au lieu d'être à l'origine dans ces conditions d'un hypothétique bouleversement de "*l'ordre existant*". Seuls des organismes politiques indépendant du régime fondés par les masses au cours d'une révolution pourraient servir leur lutte et leurs objectifs politiques, car comment imaginez un instant en dehors de ce processus révolutionnaire que cette Assemblée constituante pourrait disposer d'un quelconque pouvoir, dont celui de renverser l'ordre établi, c'est-à-dire, abolir le capitalisme, c'est une vue de l'esprit. Il y a un certain nombre de pays qui se sont dotés d'une Assemblée constituante (Tunisie, Venezuela notamment.) au cours des décennies antérieures, et dans lesquels se serait produit un changement de régime, absolument aucun.

LTT -Tout le pouvoir ? Tout décider ? Par exemple...

LVOG - Patati et patata, suivait une liste de revendications sociales que cette brave Assemblée constituante aurait le pouvoir

de satisfaire, ainsi que "*le pouvoir d'établir une véritable démocratie et une véritable République rompant avec la classe capitaliste*, pour un peu on y croirait, ce discours était uniquement destiné à ceux qui avaient envie de l'entendre et qui vont applaudir à tout rompre ce tour d'illusionnisme. J'allais oublier de préciser que dans ce catalogue de revendications ne figurait pas l'abrogation des mesures liberticides imposées par Macron dans le cadre de la pandémie idéologique actuelle, on est ou on n'est pas indépendant du régime.

Populisme à la sauce mélenchonne.

Il a évoqué la "*créolisation*" de la société, qui tend à ramener tous les rapports à des facteurs que l'on croyait réservé aux colonisateurs ou aux racistes. Après les bons patrons, policiers, les bons africains, musulmans ou juifs ou je ne sais qui encore.

Moi je ne connais que des exploiteurs et des exploités, des oppresseurs et des opprimés, des hommes ayant développé un certain niveau de conscience suite au développement économique dans leur pays, et des hommes dont le niveau de conscience est demeuré sous-développé pour vivre dans un pays sous-développé sur le plan économique ou en être issus, car il ne suffit pas de quitter un pays pour du jour au lendemain acquérir un niveau de conscience comparable à celui de la moyenne des habitants du pays d'accueil, même toute une vie n'y suffit pas, sauf à se faire violence. Et ne parlons pas ici de conscience politique car plus personne ou presque ne pourrait suivre !

Prenez un groupe de personnes composées de toute une gamme d'éléments allant du très évolués à l'ultra arriérés, si vous voulez qu'ils partagent tous les mêmes principes ou valeurs ou qu'ils se conforment aux mêmes règles, qu'ils adoptent le même mode de vie ou de pensée en général, selon le principe du P. P. D. C. (Le plus petit dénominateur commun), forcément ce seront ceux accessibles à tous ou aux plus arriérés qui seront retenus ou qui s'imposeront, et en les imposant aux plus développés vous les forcerez à régresser ou ils prendront la forme d'une humiliation ou d'une frustration qui pourra à la longue se transformer en haine...

Dans les rapports qui existent dans un couple ou dans la société, c'est l'élément le plus évolué qui domine ou qui estime légitime de dominer l'autre, et il en ira ainsi tant que le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme n'aura pas été dépassé en commençant par l'abolition du capitalisme, d'où la nécessité de ne porter aucun jugement hâtif ou définitif en la matière, tant que la situation demeure supportable ou ne dégénère pas. Quand on en a conscience, la domination ne se transforme pas forcément en oppression ou en tyrannie, elle ne présente pas que des inconvénients dans un couple ou dans les rapports qu'entretiennent différentes personnes, tout dépend aussi des intentions ou des sentiments qui les animent.

On peut aussi envisager une situation dans la société ou les principes, valeurs, règles retenues correspondent aux éléments les plus évolués et qu'ils soient imposés à tous, dans ce cas-là il arrivera que les plus arriérés les violent, et ils seront susceptibles d'être réprimandés ou marginalisés, ils seront traités de réactionnaires, d'archaïques, d'attardés mentaux, de cons et j'en passe et des meilleurs.

Ce facteur de "*créolisation*" a une connotation coloniale ou il est de nature racisme me semble-t-il. Moi qui vis avec des femmes indiennes ultra arriérées depuis plus de 30 ans, je peux témoigner que le facteur qui domine les rapports dans un tel couple, c'est le niveau de conscience ou de connaissance de chacun des deux protagonistes, de la même manière que dans n'importe quel couple d'ailleurs en général. J'ai aussi vécu 10 ans avec une française d'origine bretonne, et à ma connaissance si nous n'avons pas été confrontés exactement aux mêmes problèmes, en revanche nos rapports furent les mêmes.

C'est le type de régime en place qui détermine la nature sociale des rapports entre les membres de la communauté humaine, ce qu'ignore ici Mélenchon, dont le discours s'inscrit dans les pas de la pire réaction pour peu qu'on y prête attention.

Qui a dit dans la rubrique les cons ça osent tout ?

- « *La plupart des gens, pardonnez-moi, sont cons. Une très grande majorité, au moins 80 %, pas 30. Sachez-le, ils sont d'un niveau éducatif très moyen, et de plus en plus moyen, et malheureusement ils sont bêtes.* »

« *On est face à des gens qui sont stupides. Et nous avons, nous, une information qu'il faut essayer de donner de la manière la plus simple ou simpliste possible. Je le dis souvent, n'oubliez pas qu'on s'adresse à des CE1 ou des CE2.* »

Réponse : Lors d'une réunion privée, le 7 septembre, le président LR du département du Loir-et-Cher, Nicolas Perruchot. lepoint.fr 24 septembre 2020

LVOG - Les cons ça osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît. On pourrait remplacer les cons par les ordures dans le cas de Nicolas Perruchot et ses semblables qui s'étendent de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Monsieur Perruchot, on est toujours le con de quelqu'un, la preuve, l'information que vous vous targuez d'avoir et de relayer, relève davantage du déni de la réalité ou de la désinformation, de l'autocensure, de la mauvaise foi, du mensonge éhonté,

puisque vous êtes en possession des mêmes informations que nous. Donc vous n'avez aucune légitimité pour parler ainsi des gens en général et vous feriez mieux de la fermer !

TROISIEME PARTIE

A défaut de deuxième vague, ils inventent la vague silencieuse.

- Covid-19 et séquelles neurologiques : des chercheurs évoquent "une vague silencieuse" - Yahoo 23 septembre 2020

Comment augmenter le nombre de morts dans les mois à venir. Mode d'emploi des Pieds nickellés de la science.

LVOG - Des études ont montré que les personnes vaccinées contre le virus de la grippe avaient plus de risque de mourir du Covid-19. Après l'enfermement à domicile, la muselière, le fichage ADN ou du génome, la piquouse, l'euthanasie de la civilisation humaine.

- Une co-infection au Covid-19 et à la grippe peut s'avérer mortel - Le HuffPost 23 septembre 2020

Covid-19 et grippe ne font pas bon ménage. Contracter les deux maladies simultanément peut même s'avérer mortel, alerte le Département de la Santé du Royaume-Uni.

"Il faut inciter les populations qui doivent normalement être vaccinées [contre la grippe] à se faire vacciner", affirme auprès du HuffPost Brigitte Autran, chercheuse au Centre d'Immunologie et de Maladies infectieuses (CNRS/Sorbonne Université/Inserm) et membre du comité des vaccinations au ministère de la Santé.

La Haute Autorité de Santé (HAS) devrait lancer mi-octobre une campagne pour encourager les Français à se faire vacciner, selon Le Monde.

Des affirmations confirmées par une étude réalisée par Public Health England (PHE), une agence dépendant du département national de la santé et de la protection sociale. Selon ces travaux, les patients risquant de mourir de la grippe ont deux fois plus de chances de succomber au Covid-19. La co-infection par les deux maladies pourrait ainsi avoir des conséquences considérables sur les services de santé, ainsi que sur le taux de mortalité.

"Il existe une multitude de raisons pour lesquelles contracter le Covid-19 en même temps que la grippe est dangereux, a commenté le professeur Jonathan Van Tam, médecin-chef adjoint du Royaume-Uni, interrogé par Le HuffPost britannique. Les patients atteints par les deux pathologies doivent rester plus longtemps à l'hôpital, et ont un risque plus élevé de mourir."

Les auteurs des travaux se veulent toutefois rassurants: la probabilité de contracter les deux pathologies demeure relativement faible. Sur les 19.256 individus testés dans le cadre de l'étude, seules 58 personnes étaient atteintes d'une co-infection. Le HuffPost 23 septembre 2020

LVOG - Infox, désinformation, car pourquoi devrions-nous garder à l'esprit que nous serions en proie à une terrible menace, parce qu'une "*co-infection au Covid-19 et à la grippe peut s'avérer mortel*", pour seulement 0,3% des personnes présentant une co-infection, c'est énorme !

Test impitoyable pour les populistes.

- Vidéo. Evolution de l'épidémie; Les mutants; Evaluation des tests PCR; L'HCQ dans le monde - IHU Marseille 22 septembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=Lvb7OSAKbfo&feature=emb_title

LVOG - Le Pr. Raoult fait partie de ceux qui alimentent la psychose collective à partir des tests. Et il nous soûle avec l'hydroxychloroquine dont il existe une dizaine de médicaments semblables ou qui entraînent également une baisse de la charge virale chez les personnes faiblement atteintes par le covid-19. Pourquoi n'en fait-il pas également la promotion ? Il a évoqué les antipaludéens en général, mais cela ne veut rien dire pour le quidam.

Comme si la "***contamination contrôlée***" actuelle ne suffisait pas ! Un aveu ?

Londres envisage des essais de contamination contrôlée pour les vaccins contre le COVID-19, selon FT - Reuters 24 septembre 2020

La Grande-Bretagne envisage de réaliser des essais cliniques avec des volontaires intentionnellement contaminés au coronavirus pour évaluer l'efficacité des candidats-vaccin, a rapporté mercredi le Financial Times citant des personnes impliquées dans le projet.

Des essais qualifiés de "contamination contrôlée" devraient commencer en janvier dans un centre de quarantaine de Londres, selon l'article, qui ajoute qu'environ 2.000 participants s'étaient inscrits par le moyen d'une association de sensibilisation basée aux Etats-Unis, 1Day Sooner.

"Nous travaillons avec des partenaires pour comprendre comment nous pourrions participer au développement possible d'un vaccin contre le COVID-19 testé par des essais de contamination contrôlée," a dit une porte-parole du gouvernement.

Selon le FT, ces essais seront financés par le gouvernement, bien que 1DaySooner a annoncé aussi le lancement d'une pétition pour financer avec des fonds publics un centre de confinement biologique assez grand pour héberger de 100 à 200 participants en quarantaine.

Open Orphan, une compagnie de services pharmaceutiques citée dans l'article du FT, a confirmé jeudi dans un communiqué être dans des négociations avancées avec Londres et d'autres partenaires pour réaliser dans ce pays un essai de contamination contrôlée.

"Il n'est pas du tout certain que ces discussions débouchent sur un nouveau contrat," a-t-il ajouté.

L'Imperial College London, cité dans le FT comme étant le responsable académique des essais, n'a pas confirmé l'information. Reuters 24 septembre 2020

LVOG - On rappellera notamment que l'Imperial College London est aussi financé par un certain Bill Bates...

Le totalitarisme exige le port du masque indéfiniment.

Même avec un vaccin contre le Covid-19, les masques seront toujours là en 2021 - Le HuffPost 26 septembre 2020

“Ces masques constituent nos outils de santé publique les plus importants et les plus efficaces, et je continue à encourager tous les Américains à les utiliser”, a récemment déclaré lors d’une audience au Sénat Robert Redfield, directeur des centres américains de contrôle et de prévention des maladies.

Il y a donc bien trop d’inconnues pour que nous envisagions de retirer nos masques. Tant que nous n’aurons pas plus de données, les spécialistes les considèrent comme indispensables. Voici pourquoi nous allons devoir les garder au moins jusqu’en 2021.

Si l’on en croit Kawsar Talaat, il est illusoire de penser que le vaccin protège totalement de l’infection. De ce fait, même les gens vaccinés risquent de contaminer leur entourage s’ils cessent de porter un masque.

“En théorie, un individu porteur du virus peut donc le transmettre à un autre, plus vulnérable, sans le savoir”, souligne-t-elle.

En outre, nous ne savons pas encore sur quel laps de temps s’étendra la protection, ou la longévité, du vaccin.

“Tant que nous n’avons pas ces informations, le masque reste crucial”, ajoute Kawsar Talaat.

Les gens se méfient du vaccin

Et puis il y a le problème de ceux que le vaccin laisse sceptiques.

L’incohérence des messages relatifs à la pandémie a mis à mal la confiance des gens à l’égard du système de santé américain. Un sondage révèle que les deux tiers de la population ne se feraient sans doute pas vacciner même s’ils le pouvaient. En France, divers sondages arrivent à des chiffres similaires, entre un tiers et 40% de Français plutôt opposés à première vue à une vaccination. Il va falloir beaucoup éduquer et rassurer pour les convaincre.

“Je pense que les gens vont avoir besoin de temps pour accepter ce vaccin. Ils préfèreront constater l’absence d’effets

indésirables chez ceux qui se sont fait vacciner avant de s'y soumettre", poursuit Kawsar Talaat.

Selon Monica Gandhi, spécialiste des maladies infectieuses et professeure de médecine à l'université de Californie, il est possible que nous n'ayons pas besoin de vacciner toute la population.

"Le virus ralentira de lui-même une fois que suffisamment de personnes seront vaccinées", remarque-t-elle. Même si nous ne dépassons pas 60 à 70% de la population, cela nous aidera à réduire drastiquement le nombre de contaminations.

Les masques pourraient contribuer à combler l'écart. "Les modèles montrent que si 70 ou, mieux, 80% de la population portaient un masque, la transmission et les symptômes de la maladie cesseraient (…) presque totalement", assure-t-elle.

En d'autres termes, il est préférable de conserver son masque. Mettre un terme à la transmission du virus demandera un effort collectif, qui passe par le port du masque, la distanciation physique et un vaccin efficace.

Alors, pendant combien de temps allons-nous devoir le porter? Au moins un an encore, d'après Monica Gandhi. "Je dirais que tous les Américains doivent le porter tant que nous n'avons pas ramené le taux de contamination à un niveau acceptable, extrêmement bas", estime-t-elle.

Le vaccin va arriver et il sera utile, mais le masque reste notre meilleure arme, et pour un moment encore. Le HuffPost 26 septembre 2020

Totalitarisme. Quand la France est devenue un camp de rééducation forcée, masquée et en uniforme.

- Jean-Michel Blanquer réclame de venir "habillé d'une façon républicaine" à l'école - Le HuffPost 21 septembre 2020

Jean-Michel Blanquer "a eu raison d'insister sur le fait que dans un établissement scolaire, on ne vient pas habillé comme on irait à la plage", estime Bruno Bobkiewicz, secrétaire national du Syndicat national des personnels de direction de l'Education national (SNPDEN).

Bruno Bobkiewicz, proviseur de la cité scolaire Berlioz de Vincennes, dans le Val-de-Marne, estime qu'il y a "un travail éducatif à faire auprès des jeunes garçons et des jeunes filles sur ces questions, de toute évidence".

Tout ce qui pourrait provoquer des troubles est prohibé. Chaque établissement doit fixer la règle. Les décolletés, les jupes, les shorts courts, les vêtements troués, les piercings et les tatouages sont dans le collimateur.

Pour certains, l'uniforme serait la solution. francetvinfo.fr 22 septembre 2020

LVOG - Bruno Bobkiewicz, encore un intellectuel et dirigeant syndical qui se distingue par son crétinisme, son conformisme, osons, à l'ordre établi. Car la manière dont les gosses s'habillent pour aller à l'école révèle dans quel état d'esprit ils sont (ou leur comportement en général), comment ils perçoivent leurs rapports à une société injuste, inégalitaire, policière, liberticide, comment ils les vivent, ce qui peut aider l'enseignant à cerner leur personnalité afin d'ajuster au plus juste son attitude à leur égard, ce qui n'est pas toujours évident, en se passant de les juger, de les flatter, de les infantiliser ou de les culpabiliser.

L'enseignant ignore d'où vient le comportement d'un élève, et il ignore ce que ses parents en pensent. Un enseignant n'est ni un procureur, ni flic, ni un maton ou un bourreau !

Diplomé d'Etat pour enseigner dans les établissements scolaires publics, j'ai été prof durant une brève période de ma vie dans un lycée, j'ai donc été confronté à des provocations, des cas d'incivilité, d'indiscipline ou de violence que j'ai traités sur le champ sans faire preuve de laxisme ou de bienveillance mielleuse, et cela s'est bien passé.

Les gosses ressentent toute la violence et l'injustice que sécrète cette société essentiellement mercantile, et il arrive qu'ils l'expriment à l'école, parce qu'ils la perçoivent comme un espace de liberté, et non un camp de travail forcé comme les autorités tendent à la transformer.

Le prof doit se maîtriser et gérer cette situation judicieusement sans faire preuve de faiblesse ou d'autoritarisme, mais on doit admettre que dans certains cas extrêmes cela soit impossible.

Les parents de ces gosses font face à des difficultés de tout ordre dans leur existence quotidienne, ils n'ont pas généralement un niveau de conscience très développé, et pour leur imposer à tort ou à raison certaines obligations ou interdictions le législateur doit en passer par la menace du gendarme ou du tribunal, de l'amende ou de la prison. Dès lors on voit mal comment il pourrait en

être autrement dans certains cas avec leurs enfants, même si c'est une décision difficile à prendre, il est préférable de sévir que de laisser se produire des actes qui peuvent avoir des conséquences d'une gravité exceptionnelle.

Par exemple, je relate mon expérience, un élève de 6è qui balance un compas entre les épaules des deux élèves assis devant lui, qui vient se planer dans leur table. Imaginez qu'à ce moment-là un de ces élèves ait bougé et se soit retourné, et qu'il ait pris le compas dans l'oeil, mes braves collègues (capésiens) plus diplômés que moi auraient exigé mon expulsion !

Dans une autre classe, deux jeunes filles de 12 ou 13 ans étaient habillées de manière à faire ressortir les formes de leur corps. A plusieurs reprises alors que je me situais à proximité d'elles, elles sont venues se frotter contre moi, me caressant un bras et lorsqu'elles étaient de bout, habillées avec un pantalon élastique très moulant elle me montraient leur derrière, l'air de dire je t'invite à y faire un petit tour. J'ai fait cesser ce petit jeu immédiatement de manière très sèche, et j'ai prévenu le proviseur à titre préventif. Jusqu'à la fin de ma vocation, elles ne me jetèrent plus que des regards de mépris, et je m'en accommodai non sans en rigoler intérieurement. C'était des gosses de riches, des enfants gâtées qui se croient tout permis.

Manipluation des consciences et fabrication du consentement à l'aide de sondages.

- Pour les Français, tenue correcte exigée ? - LePoint.fr 25 septembre 2020

Un sondage réalisé par l'Ifop souligne qu'une majorité de Français se prononceraient pour l'interdiction de certaines tenues dans l'enceinte scolaire. LePoint.fr 25 septembre 2020

Le néolibéralisme et l'extrême-centre, c'est le culte de la haine, l'expression de la violence aveugle décompléxée.

- «P*** en jupe»: elle est frappée par trois hommes à Strasbourg à cause de sa tenue - sputniknews.com 22 septembre 2020

Une étudiante en LEA (Langues étrangères appliquées) de 22 ans a été insultée et frappée au visage par trois délinquants le 18 septembre parce qu'elle portait une jupe, selon France Bleu. Elle a déposé plainte.

Alors qu'une étudiante de 22 ans rentrait chez elle à pied vendredi 18 septembre, elle a rencontré trois hommes d'une vingtaine d'années non loin de la médiathèque Malraux à Strasbourg. Ils l'ont agressée à cause de sa tenue.

Selon le témoignage de la jeune femme, l'un de ces trois individus a dit: «Regardez cette p*** en jupe».

«Je me permets de répondre "pardon". Là, ils me répondent "tu te tais salope et tu baisses les yeux". Deux m'attrapent chacun par un bras et le troisième me donne un coup de poing au visage. Et après, les trois s'enfuient».

Comme l'affirme l'étudiante, il y avait une quinzaine de témoins présents au moment des faits mais personne n'a réagi ni durant l'agression, ni après. De plus, personne n'a appelé les secours.

«C'est ce qui me révolte le plus dans l'histoire», s'exclame-t-elle.

La victime a grandi à Strasbourg et, selon elle, n'a jamais ressenti un tel climat malsain pour les jeunes femmes.

«C'est vraiment violent, sale, pervers. C'est toujours des remarques dans le dos. Il va lancer "t'es bonne" et va partir tout de suite. C'est toujours très lâche en fait. C'est ce que j'ai remarqué cet été, c'est l'été des lâches.» sputniknews.com 22 septembre 2020

- Un professeur juge le décolleté d'une collégienne de 14 ans provocant, elle se sent «humiliée» - sputniknews.com 24 septembre 2020

«Arrivée en cours de mathématiques, elle n'a pas eu le temps d'enlever sa veste que son professeur lui a fait remarquer, devant toute sa classe, que son décolleté était trop voyant et que sa tenue était donc vulgaire selon ses mots. Il ne comprenait d'ailleurs pas comment on avait pu la laisser entrer dans le collège», écrit sur Facebook le père de la jeune fille concernée, photo à l'appui. Celle-ci montre un vêtement plutôt traditionnel.

Indigné, le père souligne que sa fille «est rentrée humiliée, choquée». «Sa réflexion est l'expression du même mécanisme qui consiste à justifier un viol par la tenue vestimentaire de la victime», condamne-t-il.

«Aujourd'hui, je me retrouve avec une gamine qui ne pourra peut-être plus s'habiller sans avoir peur du regard des autres. Dans

la construction d'une adolescente, ce n'est pas anodin», la jeune fille étant «très pudique», souligne-t-il.

«Rien ne doit être cédé au puritanisme», poursuit le père dans un autre post.

Le 23 septembre, le principal de l'établissement a convoqué le professeur en question qui s'est par la suite excusé auprès de l'élève. Mais «elle n'a pas accepté ces excuses», ponctue le père auprès du quotidien. Elle «m'a expliqué qu'il n'avait pas l'air d'être sincère».

Le principal a pour sa part jugé «disproportionnée» la réaction du père de famille «par rapport aux propos qui ont été tenus». sputniknews.com 24 septembre 2020

En complément

- Un mariage dégénère à Bron, après que la mairie a restreint la cérémonie - Le HuffPost 21 septembre 2020

"Inadmissible, intolérable!" Samedi 19 septembre, à Bron, en banlieue de Lyon, une cérémonie de mariage a provoqué de vives tensions après que le maire de la commune, Jérémie Bréaud, a décidé d'en restreindre l'accès aux seuls parents et témoins des mariés. Le HuffPost 21 septembre 2020

LVOG - Il les a fait gazer par les CRS, le salopard !

Quand ils singent les complotistes qu'ils dénoncent, à moins que ce ne soit leur état naturel.

- Le secrétaire général de l'Onu nomme «les cinq cavaliers de l'Apocalypse» qui menacent l'humanité - sputniknews.com 22 septembre 2020

Intervenant devant l'Assemblée générale, M.Guterres a rappelé qu'en janvier dernier il avait nommé «les quatre cavaliers de l'Apocalypse» qui mettaient en péril l'avenir de l'humanité, à savoir les tensions géopolitiques, la crise climatique, la méfiance et, enfin, «le côté obscur du monde numérique».

«Pourtant, le cinquième cavalier se cachait alors dans l'ombre. Depuis janvier, le cavalier de la pandémie de Covid galope dans le monde entier. Il a rejoint les quatre autres cavaliers et accru la force destructrice de chacun d'entre eux», a déclaré le chef de l'Onu.

Selon lui, la pandémie a davantage mis en évidence les «points faibles» du monde contemporain, dont les inégalités croissantes, la corruption et la menace d'une catastrophe climatique.

«La pandémie a aggravé la situation créée par tous ces facteurs d'injustice, porté un coup aux couches sociales les plus vulnérables et torpillé les progrès atteints au cours des précédentes décennies», a souligné M.Guterres. sputniknews.com 22 septembre 2020

LVOG - Difficile de trouver pire cynisme et inhumanisme. Il confirme que c'est bien délibérément qu'ils détruisent la civilisation humaine. C'est important de le préciser, car sinon on ne peut pas comprendre leur stratégie et on sombre dans les pires illusions qui soient sur leurs intentions à l'instar de l'ensemble des intellectuels.

Totalitarisme. Pandémie idéologique et coronabusiness. A qui profite le crime ?

- PODCAST Commerce, santé, paiements... Bienvenue dans une société du "sans contact" - La Tribune 22 septembre 2020

Le confinement a accéléré la transformation numérique de la société. Multiplication par 10 du recours au télétravail (de 3% à 30% de population active), explosion de la télémédecine (1 million de téléconsultations par semaine en avril 2020, contre 600.000 sur toute l'année 2019), recours accru aux livraisons à domicile, le numérique s'est imposé comme un recours important pour assurer une continuité d'activité dans la société.

Mais derrière ces résultats, se déroule une véritable polarisation du monde. Le numérique avait apporté une promesse de liberté et d'égalité; il ne fait au final que renforcer la domination des grandes entreprises sur les petites, accentuer la fracture territoriale au profit des grandes métropoles connectées, et affaiblir notre démocratie en favorisant la diffusion d'infox. (Si vous partagez leur constat et leurs conclusions, vous diffuserez de l'info, et si vous partagez leur constat mais vous proposez des conclusions diamétralement opposées aux leurs, vous diffuserez de l'infox, CQFD. - LVOG)

Ces problématiques sont au cœur du 10e talk Sapiens-La Tribune, avec comme invités :

Olivier Babeau, président fondateur de l'Institut Sapiens, professeur à l'université de Bordeaux, auteur de « le nouveau désordre numérique » aux éditions Buchet Chastel. François Momboisse, polytechnicien, président de la Fédération du E-commerce et de la Vente à Distance (FEVAD) et ancien membre du Conseil national du numérique.

Les débats sont animés par Philippe Mabille, directeur de la rédaction de La Tribune. La Tribune 22 septembre 2020

Leur humanisme est la politesse de l'Organisation Mafieuse des Salauds...

- Coronavirus : plus de 60 pays riches adhèrent au dispositif d'accès au vaccin de l'OMS - Europe1 22 septembre 2020

Plus de 60 pays riches, mais pas la Chine ni les Etats-Unis, ont adhéré au dispositif mis en place par l'OMS pour faciliter l'accès des pays pauvres au vaccin contre le coronavirus, selon la liste publiée lundi.

Alors que de nombreux pays ne disposent pas des ressources pour mettre au point leurs propres vaccins, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé il y a quelques semaines le lancement, en collaboration notamment avec l'Alliance du vaccin (Gavi), d'un dispositif d'accès mondial au vaccin contre le Covid-19, connu sous le nom de COVAX (Covid-19 Vaccine Global Access; accès mondial au vaccin contre la Covid-19).

Par la suite, l'organisation a demandé fin août aux pays qui peuvent s'autofinancer de prendre des engagements fermes en adhérant à ce mécanisme avant le 18 septembre, et de procéder à des versements initiaux au plus tard le 9 octobre. Plus de 90 pays ou entités à revenu faible et moyen vont rejoindre le dispositif ainsi que 64 pays à revenu élevé, a indiqué l'OMS dans un communiqué. Ces derniers comprennent les engagements de la Commission européenne au nom des 27 Etats membres de l'UE plus la Norvège et l'Islande.

Les Etats-Unis, qui ont officiellement confirmé leur retrait de l'OMS début juillet, ne figurent pas sur la liste. Tout comme la Chine, où les premiers cas de coronavirus ont été détectés fin décembre 2019. Interrogé sur l'absence de la Chine, le directeur général de Gavi, Seth Berkley, s'est contenté d'indiquer en conférence de presse que "le but du Covax est de travailler avec tous les pays du monde", et que le dialogue allait se poursuivre avec Pékin.

QUATRIEME PARTIE.

Contre-propagande pour la liberté et la démocratie.

- **“**La crise de la Covid-19 n**’**est pas sanitaire mais politique**”** selon le philosophe Michel Weber, qui dénonce un **“**projet totalitaire**”** - covidinfos.net 22 septembre 2020

“Covid-19(84) ou La vérité (politique) du mensonge sanitaire

L’événement Covid-19 a déjà fait couler beaucoup d’encre. Tout et son contraire ont été affirmé, parfois par les mêmes personnes, et au même moment. Démêler l’écheveau nécessite donc de simplifier le récit. Il y a bien sûr un prix à payer pour ce faire ; il est double. D’une part, il faut ignorer ce qui semble accessoire ; d’autre part, il importe de remettre l’événement dans son contexte historique, à la fois au sens perspectif (la crise culturelle qui remonte à 1968) et projectif (les conséquences politiques immédiates).

Pour l’essentiel, on trouvera ici une thèse — la crise de la Covid-19 n’est pas sanitaire mais politique, et aucune des mesures liberticides n’est fondée scientifiquement — soutenue par trois arguments :

1. La Covid-19 rend évidente la corruption complète du corps politique et de ses appendices médiatiques et scientifiques. Ils ont définitivement perdu toute légitimité et toute autorité.

2. Cette corruption reflète la crise du capitalisme financier, et la volonté des oligarques de détruire la démocratie représentative.

3. Le système politique qui se met en place est totalitaire, c’est-à-dire que toutes les facettes de la vie des citoyens seront pilotées par une structure idéologique mortifère ne différenciant plus les sphères privées et publiques. Ce totalitarisme sera fasciste et numérique.

Le grand récit qui nous est officiellement proposé est bien synthétisé par Wikipédia : “la maladie à coronavirus 2019, ou Covid-19, est une pandémie d’une maladie infectieuse émergente provoquée par le coronavirus SARS-CoV-2. Elle apparaît le 17 novembre 2019 dans la ville de Wuhan, puis se propage dans le monde entier.”

Pour l’expliquer, on incrimine le pangolin et la barbarie diététique locale. L’Organisation mondiale de la santé (OMS) prononce l’état d’urgence de santé publique internationale le 30 janvier 2020. Elle déclare l’épidémie de Covid-19 « pandémique » le 11 mars 2020, et demande des mesures exceptionnelles (l’état d’urgence sanitaire) pour prévenir la saturation des services de soins intensifs et renforcer l’hygiène préventive (suppression des contacts physiques, des attroupements et des manifestations, ainsi que des déplacements et voyages non indispensables, promotion du lavage des mains, mise en application de quarantaine, etc.).

Il faudrait prendre le temps de (re)définir ce que sont une épidémie, une pandémie, un virus émergent, les conditions d’une zoonose (de transmission d’un pathogène entre espèces), un virus augmente´ (ou « Frankenvirus »), les « gains de fonction », les présupposés des modèles d’analyse de risque (à commencer par la distribution d’âge rectangulaire et stationnaire, et le mélange homogène de la population), etc. Et de rappeler qu’un virus ne peut jamais être à la fois très dangereux et très contagieux. Discussion compliquée par le fait que les experts peinent à argumenter entre eux et avec le grand public.

Par contre, on peut facilement constater la faillite complète de la gestion politique de la crise. Il existe des variations par pays, mais — la Chine mise à part —, ce sont les similitudes qui sont frappantes. Il pourra suffire d’explorer ici les trois facettes annoncées : la corruption des corps politique, médiatique et scientifique ; la crise du capitalisme biocidaire ; et le totalitarisme fasciste numérique.

1. La corruption des corps politique, médiatique et scientifique « Les faits ne pénètrent pas dans le monde où vivent nos croyances, ils n’ont pas fait naître celles-ci, ils ne les détruisent pas ; ils peuvent leur infliger les plus constants démentis sans les affaiblir, et une avalanche de malheurs ou de maladies se succédant sans interruption dans une famille ne la fera pas douter de la bonté de son Dieu ou du talent de son médecin. » (Proust 1913)

La gestion politique ubuesque de l’épidémie peut se définir par cinq traits.

1.1. L’impréparation : le gouvernement a été complètement pris au dépourvu, alors que la réaction de la Chine, connue de tous dès janvier, avait été prompte et radicale. En bref : les autorités chinoises ont réagi comme s’il s’agissait d’une attaque bactériologique, pas d’une épidémie saisonnière (et personne n’a jusqu’ici apprécié toutes les implications de cette réaction). De plus, les scénarios de pandémie sont très répandus depuis une douzaine d’années, surtout après la crise de 2009 (H1N1), et ce tout spécialement chez les militaires et dans les fondations privées, grâce au zèle de B. Gates, qui en a fait son unique cheval de bataille philanthropique depuis 2007. Cette impréparation est sans nul doute possible le résultat de cinquante ans de néo-libéralisme. Mais pas que.

1.2. L’incompétence des uns et l’expertise des autres : alors que la chose politique est abandonnée aux universitaires, ceux-ci ne sont que très rarement à la hauteur de la tâche qui leur est dévolue, et ils se contentent de travailler à la prolongation de leur mandat. Du reste, dans une technocratie qui ne dit pas son nom, on comprend la nécessité de s’en remettre aux experts, dont l’objectivité est proverbiale.

En fait, l’incompétence, c’est-à-dire l’absence d’expertise adéquate, ne devrait être aucunement problématique en politique : seul le sens commun devrait importer. S’il faut être un expert pour gouverner, nous ne sommes plus en démocratie (représentative), ou même en particratie (pas représentative), mais en technocratie. Le recours aux experts est donc intrinsèquement problématique. Il l’est d’autant plus qu’il suffit de connaître l’employeur de l’expert, ou son bailleur de fonds, pour déduire par avance la nature de ses conclusions.

1.3. La corruption : le niveau de corruption des acteurs politiques est un secret de polichinelle. On se permet même, dans notre monarchie bananière, de rire sous cape des malversations qui finissent par être médiatisées dans d’autres pays, de préférence situés plus au Sud. (Et cela vaut bien sûr pour le regard que la Flandre porte sur la Wallonie.)

On le sait depuis Platon (ce sont les Grecs qui ont créé la démocratie participative) et, plus particulièrement, depuis Machiavel (1532), le pouvoir est recherché par les corrompus en puissance, et exercé par des corrompus de fait. Du reste, répétons-le, les conclusions de l’expert se trouvent en germe dans la source de financement de ses études.

1.4. La coercition en toute illégalité. L’imbroglio gouvernemental et institutionnel belge a donné naissance à un fort curieux proto-totalitarisme : un gouvernement en affaire courante s’est octroyé les pouvoirs spéciaux pour euthanasier le législatif, instrumentaliser le judiciaire, et instaurer un État d’urgence (sanitaire) qui ne dit pas son nom. Les mesures et règlements liberticides ne se comptent plus — à commencer par le confinement dans les maisons de repos, la généralisation du confinement à domicile, la distanciation « sociale », le port du masque, etc.

Avec ce cortège de mesures liberticides, illégitimes, inefficaces et illégales, on obtient, de fait, la fin de l’État de droit. Le bien public est devenu privé, c’est-à-dire source de profit. Et l’intimité de la sphère privée est exposée au regard (parfois à la vindicte) de tous.

1.5. La communication, et particulièrement sa composante absurde, constitue la vraie signature de cette crise, durant laquelle les responsables politiques ont épuisé toutes les formes pathologiques du langage. Épinglons les suivantes :

- l'évitement : ignorer les objections, refuser le dialogue sous quelque forme que ce soit ;
- l'indignation : faire l'innocent, plaider la bonne foi, le dévouement au bien commun ;
- le mensonge pur et simple : le masque protège des virus et pas seulement des infections bactériennes ;
- le vaccin est efficace contre une maladie qui n'est pas immunisante ;
- la censure : refuser l'accès à une information ou à une conférence de presse ;
- la propagande : gonfler de vraies informations ;
- la désinformation : propager de fausses informations ;
- la sur-information : inonder d'informations (vraies, fausses, vraiment fausses, faussement vraies, etc.) ;
- l'usage de la contradiction : soutenir deux propositions contradictoires (le masque est inutile ; vous devez porter un masque) ;
- l'usage du paradoxe : utiliser des énoncés indécidables tels que : l'épidémie progresse sans empirer ; le monde d'après sera, et ne sera pas, différent ; seuls, ensemble ; soyez solidaires (dans la solitude) ; faites confiance aux responsables (!) ; informez-vous (dans les médias) ; vaccinons tout le monde pour contrôler la démographie ; imposons la monnaie digitale pour permettre aux pauvres d'épargner ; instaurons un gouvernement mondial démocratique ; ce que je vous dis est faux… Tout ceci ressort de l'effort pour rendre l'autre fou (Searles 1959).

En somme, la communication gouvernementale, servilement relayée par les médias et aiguillée (et endossée) par les experts en sciences médicales, a entretenu la peur et, surtout, l'angoisse. La peur est un sentiment naturel positif car mobilisateur : face à une menace palpable, l'individu réagit par la fuite ou le combat. Au contraire, l'angoisse est paralysante : on pressent une menace invisible, sans savoir comment réagir…

La communication absurde vise à stupéfier par l'angoisse, pas à perdre par la peur. Le dispositif est beaucoup plus efficace : la peur demande à être orientée afin qu'elle ne nuise pas au statu quo social ; l'angoisse paralyse les citoyens qui acceptent passivement tout ce qui leur est imposé.

La banqueroute politique signale en outre deux faillites supplémentaires : celle des médias et celle des experts scientifiques, et tout particulièrement des médecins. Les médias ont donné une ampleur inouïe à la communication absurde des politiques et des scientifiques. Il y a eu cooptation des uns par les autres. On peine à trouver un dissident dans la classe politique ; il en existe peu dans le monde scientifique et, s'ils s'expriment dans les médias, c'est généralement de manière très pondérée ; rares sont les journalistes qui ont fait leur travail, Alexandre Penasse constituant une notable exception.

Tous se sont couverts d'ignominie en participant, activement ou passivement, à cette mascarade ; tous devraient se voir sévèrement sanctionner.

2. La crise du capitalisme biocidaire

« C'est le commencement qui est le pire, puis le milieu, puis la fin ; à la fin, c'est la fin qui est le pire. » (Beckett 1953)

En amont de cette sclérose politique, médiatique et scientifique, on trouve l'influence des mondes bancaire et pharmaceutique, qui sont mus par deux perspectives : d'une part, la maximisation de leur emprise sur la société (et donc de leur chiffre d'affaire) ; d'autre part, la gestion de la crise globale systémique annoncée clairement dès 1968, et dont la chronologie a été esquissée en 1972 par Meadows et Kukla (l'épuisement des ressources, le dérèglement climatique, et la progression de la pollution finiront par avoir raison de la société de consommation et de la démocratie représentative).

2.1. De ce point de vue, l'utilisation de la stratégie du choc, identifiée par Klein en 2007 — instrumentaliser une crise réelle ou ressentie, naturelle ou culturelle, afin de modifier profondément l'espace social, tandis que celui-ci est paralysé — s'impose comme une évidence si on veut anticiper le chaos. Que la crise soit réelle, ou simplement mise en scène, que son origine soit naturelle, ou le produit d'une machination, ne change finalement pas grand chose au traumatisme et à la possibilité de son usage.

2.2. Par contre, il faut comprendre, une fois pour toutes, que les élus ne représentent pas le peuple, mais les oligarques et leurs multinationales. Le programme néolibéral est en effet très simple : dissoudre les États afin de privatiser toutes leurs fonctions. Tant qu'un gouvernement mondial (privatisé) n'est pas implémentable, on peut se contenter de transformer les États en coquilles vides. Ce programme ne constitue qu'une réappropriation du fascisme tel que Mussolini l'a défini, et mis en pratique, dès 1922-1925, à l'aide de la vision économique de Vilfredo Pareto : l'entreprise privée est, par définition, beaucoup plus efficace que l'État. Puis vinrent les politiques similaires des Nazis en 1934–1937, qui subirent une légère obsolescence de 1944 à 1972 (les « trente glorieuses »).

En fait, Hayek, le chantre du néolibéralisme, stipule très clairement, et ce dès 1944, la stratégie à adopter : seule une infiltration progressive des institutions civiles et politiques permettra la destruction de la menace communiste et de sa cinquième colonne. Vingt ans plus tard, le 30 septembre 1965, il arriva à ses fins avec le coup d'État de Suharto, qui coûta la vie

à plus d'un million de communistes (certains parlent de 3 millions d'exécutions arbitraires), et permit une première mise en place du dispositif néolibéral. C'était en quelque sorte la répétition du renversement d'Allende par Pinochet, perpétré le 11 septembre 1973.

Le remplacement des gouvernements par des multinationales a été quantifié très tôt, e. a., par Stephen Hymer (1960) et David C. Korten (1995). Il est devenu évident avec la politique d'intégration européenne et, surtout, la multiplication des traités et autres partenariats transatlantiques de commerce et d'investissement (comme le « Transatlantic Trade and Investment Partnership »).

C'est du reste le fil rouge de la littérature « cyberpunk » dont le représentant le plus fameux est sans doute Ph. K. Dick (1955), qui a offert les scénarios de Blade Runner (1982), Total Recall (1990), Minority Report (2002), etc.

2.3. Tout se joue donc en 1968–1973 : le dévoilement des enjeux civilisationnels comme leur effacement, c'est-à-dire, d'une part, la prise de conscience de la crise globale qui ne pourrait être conjurée qu'en renonçant au capitalisme industriel et financier ; et, d'autre part, la reprise en main de l'agenda politique par ce dernier avec des figures telles que Suharto et Pinochet, puis M. Thatcher (1979), R. Reagan (1981) et Helmut Kohl (1982). (Il faudrait également mentionner le travail de sape de Pompidou, élu à la présidence française en 1969, et le bref espoir instillé par Sicco Mansholt à la Commission européenne en 1972–1973.)

3. Le totalitarisme fasciste numérique

« Si vous désirez une image de l'avenir, imaginez une botte piétinant un visage humain… éternellement. » (Orwell 1949)

En amont de la corruption complète du corps politique et de ses appendices médiatiques et scientifiques, nous avons trouvé la crise du capitalisme financier et la volonté des oligarques de remodeler en profondeur la démocratie (représentative) de marché. En aval, nous découvrons, sans surprise, un nouveau totalitarisme fasciste, bien plus pernicieux que ses ancêtres du XXe siècle, car numérique.

3.1. « Totalitarisme » désigne le système politique qui prétend gérer toutes les dimensions de la vie citoyenne, publiques comme privées. Rien ne doit lui échapper, en droit comme en fait. Le « fascisme » est un totalitarisme de droite, c'est-à-dire conçu par, et pour, les oligarques.

3.2. L'histoire du totalitarisme fasciste est supposée connue ; elle se résume à la prise de pouvoir des oligarques industriels et financiers par l'intermédiaire d'un lampiste plus ou moins allumé (ce qui permet aux commanditaires de tirer leur épingle du jeu si l'affaire tourne mal). À partir de 1921, la droite extrême progresse partout en Europe : en Italie (Mussolini accède au pouvoir en 1922), en France (avec la création en 1922 de la Synarchie, suivie plus tard par la Cagoule), en Allemagne (le Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, en gestation depuis 1918, s'organise en 1920 ; Hitler écrit Mein Kampf en 1924 ; il est publié en 1925), Salazar assied sa dictature en 1932–1933, et Franco pilote la guerre civile déjà en 1934. De 1967 à 1974, il y aura aussi la dictature des colonels en Grèce. (Voir, par exemple, Lacroix-Riz 2006)

3.3. Nous sommes dans une configuration totalitaire depuis déjà de longues années, c'est-à-dire qu'un système, qu'une idéologie, prétend gérer tous les aspects de la vie : la technoscience constitue un tel système ; le capitalisme, renommé néolibéralisme, est un tel système ; la globalisation est un tel système ; l'État d'urgence permanent qui s'enracine dans la guerre contre la terreur datant de 2001 en est la dernière péripétie.

La vraie-fausse crise sanitaire de 2020 est le prétexte (au sens de N. Klein) utilisé pour dépouiller définitivement les peuples des acquis sociaux et politiques concédés après 1945. Elle touche donc différemment les pays selon qu'ils sont développés ou pas. Dans les pays riches, il s'agit de détruire les acquis sociaux et de mettre la population au pas ; dans les pays pauvres, c'est une logique néocoloniale qui est à l'œuvre. C'est ainsi, alors que l'épidémie saisonnière est finie, que des règlements (de plus en plus) absurdes prolongent la terreur sécuritaire.

3.4. Au nombre des outils pour comprendre les enjeux du totalitarisme numérique, on trouve les concepts de conformisme et d'atomisme, qui s'imposent dès les débuts de la révolution industrielle et de la démocratie représentative, et sont esquissés chez Saint-Simon (1803) et Tocqueville (1835).

L'ère thermo-industrielle est celle du machinisme, c'est-à-dire de la standardisation des produits et de l'organisation scientifique du travail. Alors que l'outil dépend de la morphologie humaine, la machine demande à l'ouvrier de s'adapter à son mécanisme. Le pouvoir de la machine est ainsi le pouvoir du conformisme : en amont, l'ouvrier doit être calibré, dompté, géré comme une ressource ; et, en aval, le consommateur doit accepter l'uniformisation de ses habitudes de vie, de ses goûts alimentaires, de ses vêtements, de ses idées, de ses désirs, etc. Les rendements d'échelle sont à la mesure des espérances de quelques-uns, et du désespoir de tous les autres.

Le conformisme se manifeste donc par l'infantilisation et l'indifférenciation des personnes, la dépolitisation des citoyens, et la standardisation des consommateurs, qui constituent autant de précieuses muselières pour paralyser les corps et amnésier les esprits.

D'autre part, l'atomisme constitue le fondement du libéralisme (Mandeville 1714, avant Smith 1776) ; il équivaut à briser toutes les solidarités, et à entretenir la guerre de tous contre tous, parfois appelée compétitivité.

En scellant l'alliance entre capitalisme et technoscience, la révolution industrielle établit les deux principes fondamentaux du capitalisme mondialisé, l'atomisation des individus sous prétexte de les libérer, et leur conformisation afin de machiner le meilleur des mondes possibles. En d'autres termes, les conditions de possibilité de la culture, qui sont celles de la vie authentique, sont deux fois niées. D'une part, le conformisme se substitue à l'individuation (à ne pas confondre avec l'individualisme) ; d'autre part, l'atomisme remplace la solidarité. Or, sans solidarité, il est impossible de s'individuer, d'endosser son destin, de dépasser les contingences de sa naissance ; et, sans individuation, la solidarité reste lettre morte.

Cette double négation est toutefois rendue acceptable par une inversion spectaculaire (aussi au sens de Guy Debord) des pôles privé et public : on prend l'atomisme (c'est-à-dire l'absence de solidarité) pour de la liberté, et le conformisme (c'est-à-dire l'absence de projet personnel) pour de la solidarité (tout le monde désire la même chose). On obtient, en somme, la guerre des clones, de ceux qui montrent leurs derrières (calibrés) en public, et parlent de politique (néolibérale) en privé. Les conséquences sont radicales : infantilisation, déculturation, dépolitisation, dissociété, Terreur (1792, très précisément au moment où Sade écrit), c'est-à-dire la paralysie par l'angoisse.

3.5. Le passage au totalitarisme numérique peut se comprendre comme la transformation des sociétés disciplinaires (Foucault 1976) en sociétés du contrôle (Deleuze 1990).

L'ère thermo-industrielle est celle du machinisme et des institutions disciplinaires qui lui sont propres : famille, école, église, caserne, usine, hôpital, asile d'aliénés, prison, maison de repos. Tous (ou la plupart de) ces lieux d'enfermement physique (mais aussi mental) peuvent être avantageusement remplacés par un dispositif plus souple de contrôle mental (mais aussi physique) : le numérique. La technologie — et tout particulièrement les dispositifs associés à la 5G — permet maintenant une surveillance panoptique totale : traçage de tout le trafic internet (« big data ») et des déplacements physiques (géolocalisation), disparition des transactions en liquide, assignation à résidence (te´le´travail, cyber-enseignement, achats en ligne, te´le´consultations) etc.

Le totalitarisme numérique pousse encore plus loin la synergie entre conformisme et atomisme en remplaçant tout ce qui restait d'humain — et donc de corporel, d'immédiat, de qualitatif et d'aléatoire — dans le machinisme par le virtuel, le médiat, le quantitatif et l'algorithmiquement nécessaire. Il n'y a pas plus conforme que celui qui dépend entièrement du numérique pour vivre ; il n'y a pas plus atomisé non plus. Du reste, la psychose hygiéniste institue un nouveau puritanisme qui exige une vie sans contact. Après avoir disposé de la chair du monde, le technocapitalisme entend exploiter sans complexes la chair humaine (Weber 2017 & 2018).

4. En conclusion, il faut bien comprendre que la crise de la Covid-19 n'est pas sanitaire mais politique, et qu'aucune des mesures liberticides n'est fondée scientifiquement. Par contre, elle met en évidence la corruption complète du corps politique et de ses factotums médiatiques et scientifiques, et, plus particulièrement, leurs allégeances envers les puissances de l'argent et leur projet totalitaire. La crise constitue à la fois le symptôme de la faillite de la démocratie représentative, et le prodrome du retour d'une gouvernance uniquement respectueuse des droits du capital. Plus encore qu'Orwell (1949), c'est Terry Gilliam (1985) qui vient à l'esprit de celui qui chercherait à contraster le cauchemar politique avec l'absurdité fictionnelle.

Ces évidences se retrouvent très précisément dans l'intervention d'A. Penasse (qui a fait, après tout, preuve d'une grande retenue), lui qui demandait, 15 avril 2020, « quelle légitimité démocratique il y a à prendre certaines décisions quand la plupart des membres qui décident et réfléchissent font partie des multinationales et du monde de la finance ? »

Le capitalisme est kleptocrate et totalitaire par essence. L'évolution qui se dessine dans la gestion de la crise Covid-19 dévoile la corruption de tous les acteurs médiatisés et laisse entrevoir ceux qui, jusqu'ici, restaient dans l'ombre. Si la population reste confinée dans la terreur, rien ne viendra s'opposer au régime le plus barbare de tous les temps. Si elle se réveille, non seulement le règne de l'angoisse sera révoqué, mais il ne sera plus possible d'agir par la force non plus (les « gardiens de l'ordre » sont toujours issus du peuple, et leur servilité n'est jamais acquise une fois pour toutes). La dernière option des oligarques sera alors, comme d'habitude, le génocide. Toutes les guerres du XXe siècle étaient d'abord des guerres menées par l'aristocratie et la haute bourgeoisie contre le bas peuple. Mais l'irruption d'une vraie pandémie ne serait bien sûr pas à exclure…

Reste la question de savoir pourquoi les citoyens acceptent de se faire maltraiter par les « responsables politiques ». Pourquoi acceptent-il de subir un pouvoir pervers ? La réponse se trouve dans l'analyse de la relation que le prédateur impose à sa proie. Précisons en deux mots les modalités qui ont été identifiées dans le cadre de l'inceste, de la logique concentrationnaire, ou de ce qui a été appelé tardivement (1973) le syndrome de Stockholm.

Il existe un lien vital entre le prédateur et sa proie : c'est le prédateur qui nourrit la proie, c'est lui qui lui offre un récit pour cadrer son malheur, c'est encore lui qui, parfois, fait un geste qui semble bienveillant. La proie refuse donc instinctivement d'ouvrir les yeux sur le mécanisme prédateur. Ferenczi (1932) l'a bien compris : l'enfant traumatisé, physiquement et psychiquement plus faible, se trouvant sans défense, n'a d'autre recours que de s'identifier à l'agresseur, de se soumettre à ses attentes ou à ses

lubies, voire de les prévenir, et finalement y trouver même une certaine satisfaction. Aimer son bourreau, dont on dépend physiquement, symboliquement, et affectivement, devient une condition de survie, mais aussi un piège psychotique.

Dans le cas qui nous occupe : comme cette servitude volontaire offre les avantages que l'on peut se payer, et les espoirs que l'on veut bien conserver, la plupart des citoyens croient pouvoir continuer, après le « confinement », à confondre rêve et réalité. Il leur faudra plutôt choisir entre rêve et cauchemar.

À chacun sa conclusion, la mienne est empruntée à Gramsci : je suis pessimiste avec l'intelligence, mais optimiste par la volonté. Pessimiste car, dans le cas qui nous occupe, on assiste simplement à une accélération de la tendance totalitaire d'une société technocratique dans le cadre d'une crise globale systémique identifiée dès 1968. Si on se demande dans quelle direction ce mouvement va se faire, il suffit de questionner le pilote : le bref interlude soviétique mis à part, la technique a toujours été pilotée par les capitalistes (la « grande bourgeoisie »). Historiquement, un totalitarisme capitaliste s'appelle fasciste ou, mieux, nazi. (Hitler n'était pas Mussolini.) Optimiste car, comme l'écrivait V. Hugo avant Che Guevara : « Rien n'est plus imminent que l'impossible » (1862)."

Source et références :

– Page Facebook de Michel Weber »

https://www.facebook.com/michel.weber.792740/posts/201925018016519

– À propos de Michel Weber »

https://chromatika.academia.edu/MichelWeber

LVOG - Retour en arrière.

Dans *De quelle révolution avons-nous besoin ?* publié en 2013, il affirmait que "*la civilisation occidentale mondialisée a atteint un point de rupture qui ne tardera plus à se manifester sous une forme insurrectionnelle, à moins que des réformes radicales soient promptement mises en oeuvre. Il en propose principalement trois : déprofessionnaliser la politique, recentrer la société sur les communautés et restaurer le droit régalien de battre monnaie.*" S'est-il radicalisé depuis ?

- Nicolas Bedos appelle à "vivre quitte à mourir" et ça ne passe pas - Le HuffPost 24 septembre 2020

- "Le confinement a tué mon père" : le cri de colère d'Elie Semoun bouleverse les internautes - programme-tv.net 24 septembre 2020

"Il est très douloureux pour moi de l'écrire : mais le confinement a tué mon père. (...) Je dois rendre publique que l'arrêt obligatoire de nos visites à son Ephad durant deux mois a accéléré son déclin, déjà fragilisé par Alzheimer. C'est quasi criminel d'empêcher nos anciens d'être entourés de l'amour de leurs proches". programme-tv.net 24 septembre 2020

- "Je ne fermerai pas !" : à Marseille, Véran face à la grogne des restaurateurs - europe1.fr 25 septembre 2020

Un vent de désobéissance civile.

L'adjointe à la maire de Marseille a même prévenu sur Twitter : "si cette décision est maintenue, la ville de Marseille n'apportera pas son concours pour mettre en place les fermetures."

"On ne se laissera pas crever, il faut se battre ! Je ne fermerai pas, je rentre en résistance", confirme au micro d'Europe 1 Céline, restauratrice venue d'Aubagne pour manifester. "On est très discret, on est plutôt les enfants sages de cette société mais là, trop c'est trop." Rester ouvert coûte que coûte, voilà la stratégie de certains restaurateurs. Mais selon Céline, s'ils en viennent à une telle extrémité, c'est qu'ils n'ont pas le choix. "C'est soit je meurs, soit je meurs ! Mais je préfère mourir debout ! J'ai cinq enfants, une famille à nourrir, je ne peux pas laisser les choses comme ça." europe1.fr 25 septembre 2020

Témoignage du docteur Marcellin Meunier, ancien médecin coordinateur en Ehpad en Vendée.

J'ai vu tant de gens qui sont tombés dans la déprime, qui ont présenté des complications psychologiques et physiques en rapport avec le déconfinement. C'est une grande tristesse ce qui se passe en France ces dernières semaines.

Il y a certains Ehpad qui se sont transformés en établissements pénitentiaires. J'ai des patients qui ont survécu, dans trois mètres sur trois mètres pendant six semaines, sans sortir, sans aller dans les espaces communs. Qu'est-ce qu'ils ont fait, ces gens à qui on appliquerait cette sanction, cette punition alors qu'ils ne peuvent rien dire ? Je trouve ça hautement indigne.

Il y a possibilité de ne pas transformer à nouveau les Ehpad en prison. Ce n'est pas possible. Il faut que les familles des résidents en France se révoltent. Traiter leurs anciens de cette façon avec Covid ou sans Covid, c'est indigne. Ça n'est pas possible. On n'a rien à leur reprocher. On ne doit pas leur infliger de telles peines. francetvinfo.fr 23 septembre 2020

LVOG - A la fin de cet article, pour éviter à nouveau cette situation monstrueuse de cruauté, il en appelait à monsieur le Président !

- **“**Il faut laisser le virus circuler, cela crée un vaccin naturel**”** selon le professeur Gayet - covidinfos.net 24 septembre 2020

Le professeur Stéphane Gayet, médecin infectiologue et hygiéniste au CHU de Strasbourg, était l’invité de Patrick Roger le 23 septembre dans l’émission “C’est à la une” sur Sud Radio. Extraits.

« De façon générale, on peut affirmer que la Covid-19 est une maladie immunisante. La seule inconnue est la durée de l’immunité, mais elle est sans doute d’au moins six mois. Pour bon nombre de maladies, elle est de une année voire plus. Il semblerait qu’elle immunise d’autant mieux que les sujets ont fait une forme symptomatique un peu sévère. »

« On sait très bien que les jeunes enfants et adolescents, transmettent une charge virale peu importante, et sont peu contagieux, à la différence des adultes jeunes et d’âge mur. »

Selon le Pr. Gayet, “il faut laisser le virus circuler pour qu’il devienne un vaccin naturel.”

« Je suis pour une circulation douce. Il ne faut pas laisser le virus circuler sans aucune mesure de prévention, il faut prendre des mesures préventives. Elles sont en place. Mais il faut que le virus circule surtout auprès de jeunes, car ce sont eux qui le transmettent le plus. Ils sont en première ligne de la chaîne épidémiologique de transmission. Or ils ne font pas de formes graves, mais ils s’immunisent, et donc contribuent à l’immunité de groupe, qui est à mon avis la seule façon dont pourra s’éteindre l’épidémie. »

Source :

– Sud Radio :

Covid-19 : “on peut affirmer que c’est une maladie immunisante”

https://www.sudradio.fr/societe/covid-19-on-peut-affirmer-que-cest-une-maladie-immunisante/

- Le nombre de décès Covid dans le monde en **“**baisse quasi continue depuis 2 mois**”** - covidinfos.net 24 septembre 2020

Dans un article du 23 Septembre, la revue médicale JIM (Journal International de Médecine) fait le point sur l’évolution de la pandémie. Extraits.

« A entendre chaque jour les messages alarmistes des hommes politiques, des journalistes mais également de certains épidémiologistes et médecins, le citoyen non-averti pourrait croire que la pandémie de coronavirus n’a jamais été aussi grave et que l’humanité est actuellement au bord de la catastrophe. Mais une analyse des chiffres dément rapidement cette crainte : la pandémie de Covid-19 ralentit de façon incontestable. » […]

« Lentement mais sûrement, la mortalité baisse, avec environ 5 200 morts par jour dans le monde, soit une baisse quasi continue depuis 2 mois. Après le pic européen du mois d’avril (8 500 décès quotidiens) et le pic américain du mois de juillet (7 000 décès par jour), l’humanité connaît une période d’accalmie. En décalage total avec le discours permanent sur la seconde vague, le nombre de contaminations est en stagnation, autour des 280 000 cas par jour dans le monde. Le taux de létalité (nombre de décès par rapport au nombre de cas) n’a jamais été aussi bas, autour des 3 % (contre 7 % en avril). En Europe on constate une augmentation significative du nombre de cas (63 000 contaminations par jour contre 48 000 en avril) mais une mortalité de plus en plus faible (400 décès quotidiens contre 5 200 en avril). » […]

Source :

– Journal International de Médecine : Une pandémie qui ralentit malgré tout

https://www.jim.fr/medecin/actualites/pro_societe/e-docs/une_pandemie_qui_ralentit_malgre_tout_184523/document_actu_pro.phtml

- **“**Les trahisons de Macron resteront-elles impunies ?**”** s**’**interroge Alexandre Gerbi - covidinfos.net 24 septembre 2020

Cette tribune de l’essayiste Alexandre Gerbi parue en juin dans les colonnes d’Agoravox explore en profondeur les motivations possibles du gouvernement à instaurer un confinement général et à faire des Français les “dindons de la farce”. Extraits. “Confinement général : l’escroquerie majuscule et les trahisons de Macron resteront-elles impunies ?

A quelque chose malheur est bon. La gigantesque escroquerie du confinement général a un mérite indéniable. Elle met en évidence, telles quelles ou en raccourci, les causes profondes de l’effondrement que connaît la France depuis des décennies. Trahison et mensonges de l’Etat, neutralisation de tous les contre-pouvoirs, complicité de la prétendue opposition, médias dévoyés et aux ordres, cécité ou courtisanerie des soi-disant intellectuels… Avec les Français dans le rôle des dindons de la farce. […]

On n’arrête pas une arnaque qui marche. La paralysie du Pays était censée prendre fin le 11 mai. “En même temps”, pendant trois semaines, le confinement général a continué de façon rampante. […] Selon le voeu de Macron et de Philippe qui se distribuent les rôles, tour à tour gentil et méchant flic, comme larrons en foire. Mais aussi, après deux mois de bourrage de crâne politico-médiatique, du fait de la psychose désormais répandue et profondément enracinée dans une partie de la population. […]

Avant toute chose, il convient de rappeler que le confinement général était une absolue aberration au regard des caractéristiques du Covid-19. Ces caractéristiques sont au nombre de trois : létalité nulle ou très faible selon les tranches d’âge pour les moins de 65 ans, grande dangerosité pour les personnes âgées voire très âgées et souffrant de diverse pathologies, contagiosité moyenne, c’est-à-dire à peu près équivalente à celle de la grippe.[…]

Dès le début du confinement général, avec d’autres observateurs sur la Toile, notamment dans les colonnes d’AgoraVox, nous avons dénoncé l’absurdité de confiner toute la population. Si lors de son apparition à Wuhan (Chine) en décembre 2019, cette maladie nouvelle pouvait inspirer les pires craintes en termes de contagiosité et de létalité, elle se révélait dès février 2020, avec près de trois mois de recul et d’études, comme le plus souvent bénigne pour les moins 65 ans, à de rarissimes exceptions près. Cette information était alors facilement disponible. Il est donc exclu que le gouvernement n’en ait pas eu connaissance. Macron décréta néanmoins le confinement général à partir du 17 mars.

Confiner les enfants, les adolescents et les adultes en bonne santé (jusqu’à 65 ans) était une ineptie. Cette décision, en plus d’être inappropriée, était potentiellement contre-productive, à divers titres : contamination accrue au sein des familles du fait de la claustration, défaut d’immunisation collective exposant à un risque de rebond de la maladie, etc.

De surcroît, le confinement général entraînait directement trois conséquences extrêmement graves : la suspension des libertés publiques pourtant réputées sacrées, le torpillage de pans entiers de l’économie avec, à court, moyen et long terme, des malheurs individuels et collectifs en cascade, et pour finir l’explosion sans précédent de la dette de l’Etat. Sans parler des violences intra-familiales, des suicides et du blocage des services hospitaliers concernant les autres maladies, notamment les dépistages de cancer, par exemple.

Soulignons, comme nous l’avons dit à l’époque, que si ce Coronavirus avait été extraordinairement meurtrier, comme dans le film de Peter Soderbergh, Contagion (2011), le confinement général aurait été justifié.

Soulignons également que, autant le confinement général était totalement inapproprié et délétère, autant il eût été pertinent de procéder à un confinement ciblé des personnes à risque. A savoir celui des gens âgés, immunodéprimés ou déjà frappés par diverses pathologies. Là encore, nous ne sommes pas plus malins après coup : cela, avec d’autres, nous l’avons également dit dès le mois de mars 2020 notamment sur AgoraVox.

Macron aurait donc pu, et dû, s’en tenir à ce confinement ciblé.

En effet, cette stratégie aurait tout autant que le confinement général permis d’éviter l’engorgement des services d’urgence des hôpitaux, en empêchant la contamination des plus fragiles.

D’autre part, sur un plan plus cynique, le confinement ciblé aurait aussi permis à Macron, tout autant que le confinement général, de tenter de se dédouaner de ses multiples turpitudes, notamment de ses responsabilités accablantes dans le démantèlement de l’hôpital public organisé au nom de la doctrine ultralibérale dont il est le serviteur zélé.

Or, bizarrement, Macron opta pour le confinement général.

La question se pose : ce choix étant à la fois absurde et dévastateur pour le Pays, pourquoi l'avoir fait ? Que permettait donc spécifiquement le confinement général que ne permettait pas le confinement ciblé ?

Bien sûr, il est tentant d'expliquer ce choix par l'incompétence du président de la République. Une incompétence qui, compte tenu de ses conséquences, devrait conduire à destituer Macron, puisqu'il se serait ainsi révélé incapable d'exercer dignement le pouvoir. En effet, gouverner c'est prévoir, et Macron a démontré qu'il en était incapable. Mais gouverner, c'est aussi, lorsqu'on n'a pas prévu, être capable de faire face à une situation. C'est-à-dire de l'évaluer avec justesse et d'y répondre au mieux. Cela encore, Macron s'en est révélé incapable.

Au demeurant, cette thèse du Macron incompétent est douteuse. On l'a dit, il est difficilement concevable que Macron n'ait pas disposé des informations dont nous disposions.

Par conséquent, à moins de supposer que le président de la République est un imbécile, il convient d'envisager cette cruelle possibilité : le confinement général, en torpillant de l'économie et en mettant le Pays sous contrôle (ce que n'aurait pas permis le confinement ciblé des personnes vulnérables…), aurait été conçu par Macron, et utilisé par lui, comme un brise-glace…"

[…]

Lire la suite sur Agorax :

– Confinement général : l'escroquerie majuscule et les trahisons de Macron resteront-elles impunies ?

https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/confinement-general-l-escroquerie-224846

CINQUIEME PARTIE

Bienvenue au gouvernement mondial totalitaire

Extraits de : https://fr.weforum.org

La traduction a été réalisée avec Google. Si après cela il y en a encore qui se demandent d'où vient la politique de Macron, qui continuent d'ignorer qu'il n'est qu'une marionnette entre les mains de l'oligarchie, qu'il ne détient absolument aucun pouvoir, leur cas serait désespéré ou relèverait de la psychiatrie.

Accomplir une « Grande réinitialisation » en faveur du développement durable.

Le quatrième sommet sur l'impact du développement durable se tiendra du 21 au 24 septembre.

Il réunira 2 100 dirigeants de gouvernements, d'entreprises et de la société civile.

Les thèmes clés sont notamment la prospérité partagée, l'exploitation de la technologie et une planète vivable, sur fond de perturbation mondiale.

"Nous devons transformer la reprise en une réelle opportunité de faire les choses bien pour l'avenir". Les mots du Secrétaire général des Nations unies, António Guterres. Mais cette année, faire les choses correctement est également devenu plus difficile.

COVID-19 a perturbé les progrès accomplis dans la réalisation de nombreux objectifs, notamment l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Accord de Paris sur le climat. La nécessité de changer les règles du jeu et d'avancer collectivement malgré les incertitudes a rarement été aussi urgente.

Lors du quatrième sommet du Forum économique mondial sur l'impact du développement durable (SDI), des dirigeants et des experts du monde entier se réuniront pour créer cette dynamique, en lançant des solutions entrepreneuriales aux principaux défis économiques, sociaux et environnementaux de notre époque.

Sous le thème "Réaliser un grand retour en arrière pour le développement durable", le sommet de cette année sera entièrement virtuel. Et cela représente une opportunité. En embrassant les possibilités du numérique, nous voulons créer un programme véritablement ambitieux - malgré l'incertitude - et qui présente de nouvelles voix et perspectives à la pointe

du développement durable.

Qu'est-ce que le sommet sur l'impact du développement durable?

Depuis trois ans maintenant, le Forum organise un sommet qui présente des exemples de premier plan de coopération public-privé et de technologies de la quatrième révolution industrielle. Il est important de souligner que ces technologies sont des "multiplicateurs de force" pour la réalisation du programme de développement durable.

Le sommet de cette année, qui se déroulera du 21 au 24 septembre, aura le même objectif central : aider 3 200 dirigeants de gouvernements, d'entreprises et de la société civile à encourager l'action collective et à participer à des sessions au cours desquelles ils prendront les meilleurs exemples, du démarrage à l'expansion.

Dans le passé, des thèmes tels que le climat et l'investissement durable ont été mis en avant. Le sommet de cette année est peut-être le plus vaste à ce jour et met l'accent sur la justice sociale et l'égalité. COVID-19 a mis en évidence les fragilités de nos systèmes mondiaux. Lors de ce sommet, nous nous pencherons sur ces défis.

Les coprésidents déterminent l'ordre du jour du sommet. Reflétant les multiples facettes et la nature mondiale des défis auxquels nous sommes confrontés, nous avons réuni cette année des dirigeants issus d'un large éventail de voix et d'horizons, qui peuvent s'exprimer avec des perspectives nouvelles sur des sujets allant de la politique et des droits des autochtones au commerce de détail et à l'agriculture.

"De nouvelles voix apporteront de nouvelles perspectives sur les questions importantes de notre temps : la justice sociale, la perte de biodiversité, la reprise économique, la transparence des rapports ESG et la distribution d'un vaccin COVID-19", déclare Dominic Waughray, directeur général du Forum économique mondial.

Dans cet esprit, les cinq thèmes du sommet sont les suivants : Prospérité partagée ; Catalyser la coopération ; Meilleure entreprise ; Exploiter la technologie ; et Planète vivable.

Parmi les principales sessions organisées dans le cadre de ces thèmes figurent:

Une nouvelle norme pour la justice sociale

La pandémie COVID-19 continue d'exacerber les inégalités enracinées dans nos économies et nos sociétés, avec des répercussions disproportionnées pour les groupes défavorisés et les minorités. En établissant des voies vers une reprise durable, comment les entreprises et les gouvernements peuvent-ils collaborer sur une nouvelle norme de justice sociale?

Parmi les intervenants :

- Saadia Zahidi -

Managing Director, World Economic Forum

- Bo Young Lee - Head, Diversity and Inclusion, Uber Technologies Inc.

- Ishaan Tharoor - Foreign Affairs Columnist, The Washington Post (Amazon)

Mobiliser un nouveau pouvoir pour le changement

Nous assistons à une action collective sans précédent - des campagnes de protection des travailleurs aux militants des employés appelant à la justice sociale et aux entreprises appelant à plus de protection des droits de l'homme. Quelles sont les opportunités pour une vision partagée entre les entreprises et les mouvements populaires pour pousser à un changement significatif dans la société?

Parmi les intervenants :

Clarke Murphy qui a à son actif : Carlyle Group et Warburg Pincus (Warburg, famille de banquiers ayant participé à la fondation de la Fed - LVOG), Manufacturers Hanover Trust Company (Appartenant à JPMorgan Chase) à New York, et il est membre du Council on Foreign Relations (CFR), notamment.

(https://www.weforum.org/events/sustainable-development-impact-summit-2020/sessions/mobilizing-new-power-for-change-

times-shown-are-cet)

Pistes pour une relance économique (Voies pour une réinitialisation économique)

Le COVID-19 expose les insuffisances des systèmes économiques, provoquant des préoccupations mondiales pour les vies et les moyens de subsistance à long terme. Alors que les dirigeants planifient une transition vers une reprise plus verte et plus inclusive, quelles réformes politiques sont nécessaires pour réduire les inégalités et améliorer la mobilité sociale?

Parmi les intervenants :

- Anne Finucane - Vice-Chairman, Bank of America

- Bradford L. Smith - President, Microsoft Corp.

- Alan Jope - Chief Executive Officer, Unilever

Déploiement d'un vaccin COVID-19

Alors que les efforts pour développer un vaccin COVID-19 se poursuivent, les dirigeants font face au défi sans précédent de fabriquer et de distribuer un vaccin dans le monde entier. Comment les parties prenantes peuvent-elles travailler ensemble pour garantir un vaccin sûr, efficace et accessible à l'échelle mondiale?

Vers des mesures communes et un reporting cohérent de la création de valeur durable - UpLink : Défi 1 billion d'arbres

Parmi les intervenants :

- Lisa Walker - Directeur général, Ecosphere +

Lisa Walker a récemment quitté BG Group (qui fait maintenant partie de Royal Dutch Shell)

Avancer rapidement vers les technologies d'avant-garde

Comment la nouvelle combinaison de technologies de pointe peut-elle nous rapprocher d'un avenir durable, tout en contrôlant les conséquences imprévues?

Découvrez et débattez des opportunités de mise à l'échelle:

- Le rôle de la technologie spatiale dans l'action climatique - Les données et l'intelligence artificielle transforment l'agriculture
- L'impression 3D rencontre la biologie synthétique pour de nouvelles solutions de santé
- Processus de production de probiotiques pour nourrir durablement l'avenir
- Une nouvelle perspective sur le bien-être économique grâce à l'imagerie satellitaire et au deep learning
- Béton vivant à base de bactéries
- L'informatique quantique

Cette session s'appuie sur les travaux en cours des Global Future Councils du Forum économique mondial, du Center for the Fourth Industrial Revolution Network et du Center for Global Public Goods.

Rendre le Net-Zero possible

Les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient causer des dommages économiques équivalents à une pandémie de la taille d'un COVID tous les 10 ans. Alors que les entreprises réagissent par une vague d'engagements et d'initiatives net zéro, quelles sont les opportunités de définir des stratégies globales de net zéro pour conduire une action climatique urgente des entreprises?

Parmi les intervenants :

- Jesper Brodin - Directeur général, Ingka Group (IKEA)

- Klaus Schwab - Fondateur et président exécutif, Forum économique mondial

- Mark Schneider - Président-directeur général, Nestlé

- Lisa P. Jackson - Vice-President, Apple

Et pourquoi est-ce important ? Pour le dire simplement, en raison de l'ampleur du défi - "la crise la plus grave que le monde ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale", selon les termes du fondateur et président exécutif du Forum économique mondial, le professeur Klaus Schwab.

Mais un problème d'une telle ampleur nous dit autre chose : le statu quo n'est pas une option. Il est temps de parler de solutions différentes.

https://fr.weforum.org/agenda/2020/09/tout-ce-que-vous-devez-savoir-sur-le-sommet-2020-sur-limpact-du-developpement-durable/

La réponse au COVID-19 a montré la capacité de la communauté mondiale à s'écarter du statu quo pour protéger la santé et la sécurité publiques. Quelles leçons peut-on tirer de cette réponse pour faire face aux menaces imminentes posées par la détérioration écologique et l'injustice socio-économique, accélérant ainsi les progrès sur l'Accord de Paris et les objectifs de développement durable? Cette session fait partie de la série Great Reset Dialogue, qui se déroule parallèlement au Sommet sur l'impact du développement durable.

Comment sauver la planète?

La Terre se réchauffe, la glace fond, les océans montent et se remplissent de plastique. Nous perdons des espèces, accumulons des gaz à effet de serre et manquons de temps. Face à ces constats, le défaitisme est tentant. Et pourtant, il existe maintes raisons de se réjouir. Un mot d'ordre : " durable " . Un impératif qui s'applique à tous les domaines de l'activité humaine - énergie, alimentation, vêtements, voyages, villes - etc. Cela dit, même si tout était durable à 100 %, il y aurait encore du travail pour réparer les dégâts que nous avons causés. Par où commencer ?

LVOG - Ce sont les auteurs de l'obsolescence programmée, les bénéficiaires du tout jetable, qui polluent, qui usent et abusent du plastique, qui recourent à des produits chimiques sans discernement, qui ravagent notre planète, qui prétendent imposer les mots d'ordres durable, propre, non polluant...

Agenda.

- Les bénéfices inattendus de l'éducation virtuelle - Guille Miranda 21 sept. 2020

- Pourquoi un monde tourné vers la nature est la clé pour une reprise verte - Ivan Duque 22 sept. 2020

- Comment la durabilité va stimuler la croissance dans l'industrie de l'emballage - Yashovardhan Lohia 21 sept. 2020

- 4 défis que nous devons relever pour protéger notre océan - Andrea Willige 22 sept. 2020

- Measuring stakeholder capitalism just got easier - fortune.com 24 sept. 2020

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Haut de page

Le 1er octobre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie sera encore une fois décousue, parce qu'au fil des jours j'ai ajouté des passages au fur et à mesure du développement de la situation et des idées qu'elle m'inspirait. J'en suis désolé, mais c'était inévitable faute de temps pour tout revoir. Cette causerie ne prend pas en compte les infos de la veille.

La causerie de septembre est disponible au format pdf, 178 pages.

Les articles mis en ligne aujourd'hui.

- DOCUMENT. Du 11-Septembre à la Grande remise à zéro. D'al Qaeda au virus COVID-19. (21.09)

- DOCUMENT. Covid-19: Le jeu des chiffres: La « deuxième vague » est basée sur des statistiques « fake » (29.09)
- DOCUMENT. Taux de mortalité COVID-19: « La pire erreur de calcul dans l'histoire de l'humanité » (29.09)
- DOCUMENT. Hydroxychloroquine as Post-Exposure Prophylaxis for Covid-19: Why simple data analysis can lead to the wrong conclusions from well-designed studies (24.09)

- DOCUMENT. Gazoduc explosif en Méditerranée. (29.09)
- DOCUMENT. La mauvaise pièce du président Macron au Liban. (29.09)
- DOCUMENT. 20 ans de Fakes News contre le Venezuela. (29.09)
- DOCUMENT. Syrie: des documents révèlent le rôle du gouvernement britannique dans la propagande. (27.09)
- DOCUMENT. Israël et les Émirats signent les « Accords d'Abraham » (22.09)

- DOCUMENT. Sans lumière ni gloire: les révolutions de couleur (26.09.2020)
- DOCUMENT. Les révolutions de couleurs et quelques vérités de La Palice: L'objectif est de manifester « contre quelque chose »… (25.09.2020)

- DOCUMENT. Les révolutions de couleurs et quelques vérités de La Palice… que certains ignorent ou violent sciemment (23.09.2020)
- DOCUMENT. BLM est-il le masque derrière lequel opèrent les oligarques ?. (18.09.2020) (Erreur d'adresse corrigée)

Un mot de dernières minutes.

Je viens d'aller faire des courses au gros bourg d'à côté. Ca y est, la majorité des Indiens ne portent plus de masque, donc sans masque ou mouchoir je passe inaperçu... ou presque, car on me dévisage plus que jamais. Sans blaguer, pour eux le comportant d'un étranger compte, je les connais bien, si le Blanc de chez nous ne porte pas de masque, c'est que c'est inutile, bravo, vous pourriez donner une leçon aux Français qui sont plus évolués que vous, mais d'une bêtise à couper au couteau ! Jaya Barat ! (Vive l'Inde en hindi)

Le mot du jour.

Albert Camus : « *Le bien-être du peuple en particulier a toujours été l'alibi des tyrans, et il offre de plus l'avantage de donner bonne conscience aux domestiques de la tyrannie* ».

Les puritains ou les inquisiteurs : Au bûcher !

Dans les toutes premières causeries de 2008, la seconde en fait, voilà ce qu'on pouvait lire qui démontre que mon combat politique n'a jamais varié d'un millimètre.

- On pouvait lire cette remarque pertinente de Spinoza dans son Traité de l'autorité politique : "*La nation, certes n'est pas à l'abri de tout motif de crainte et, de même que chaque citoyen ou que chaque homme à l'état de nature*". Ceux qui nous gouvernent le savent très bien, eux qui s'emploient à entretenir un climat de psychose permanent au nom de la lutte contre le terrorisme.

Voici un passage de l'ouvrage Les politiques d'Aristote qui va comme un gant au parvenu qui trône au Palais de l'Elysée : "*Les démocraties changent principalement du fait de l'audace des démagogues. (...) Dans les temps anciens, quand un même individu devenait démagogue et stratège [la constitution] se changeait en tyrannie. Car la majorité des anciens tyrans étaient sortis des rangs de démagogues.*".

Ajoutons le 30 septembre 2020 : La majorité des nouveaux tyrans sont sortis des rangs de démagogues.

Quand je lis en début de présentation d'une vidéo "*quand aurons-nous un vaccin ? Nos sociétés seront-elles préparées pour affronter les prochains virus ?* , je zappe évidemment, je me dis, tiens encore un.

De qui s'agissait-il ? De Michel Collon - Investig'Action. (https://www.youtube.com/watch?v=FEeDpWrFRwk&feature=emb_title). Voilà un journaliste belge qui dénonce les "*médiamensonges*", et qui est tombé en plein dedans, il faut croire qu'il y était prédestiné. C'est révélateur.

Quelle cruelle épreuve que celle que nous sommes en train de vivre, pour tous ceux qui se prétendaient de gauche ou d'extrême gauche ; Dévastatrice, car rares sont ceux qui auront été à la hauteur de l'idéal qu'ils étaient censés incarner, c'est juste un constat. Ensuite ils peuvent raconter ce qu'ils veulent, on ne les écoute même plus, on sait à quoi s'en tenir.

Quand on dénonce les manipulations d'un régime et de ses porte-parole, la moindre des choses, c'est de ne pas y participer. Ne dites pas que cela coulerait sous le sens, la preuve du contraire vient de vous être fournie. Qu'on présente tous des déficiences, c'est un fait que chacun devrait admettre, mais là on atteint des sommets. C'est inexcusable quand on est un intellectuel, un scientifique, un chercheur, un travailleur prétendument évolué ou conscient, on de demande bien de quoi, de ne pas s'apercevoir que l'histoire de la pandémie au coronavirus et du vaccin est idéologique et a été montée de toutes pièces, qu'elle était destinée à nuire à la population mondiale, qu'elle était liée à la marche au totalitarisme.

Les limites des contradictions du capitalisme ayant été atteintes, à un moment donné ou quand les conditions allaient être réunies, soit il entrerait en putréfaction et détruirait tous les progrès qui avaient accompagné son développement et la lutte des classes au cours des deux derniers siècles, soit il serait renverser et cèderait la place au socialisme.

Ce processus dialectique allait suivre son cours sans qu'on puisse déterminer à l'avance comment finalement se résoudraient ces contradictions ou laquelle de ces orientations allait l'emporter durablement ou définitivement, la suite nous le dira, je ne suis pas devin. Comme tout le monde j'ai commis beaucoup d'erreurs, et si je peux les assumer contrairement à nos dirigeants, c'est parce que j'ai toujours eu la volonté de rester fidèle à notre idéal, au socialisme, à la liberté en dernière analyse. Lorsqu'on observe (à ma connaissance) qu'aucun parti dit ouvrier n'a adopté comme mot d'ordre la défense inconditionnelle de nos libertés individuelles et collectives suffit amplement à le prouver. Je suis très gêné de le dire, car cela fait prétentieux, alors que je suis bien

le dernier à avoir une quelconque ambition personnelle. Mes lecteurs ne le comprennent pas ou ne veulent pas le comprendre, c'est leur problème et pas le mien.

Il ne servirait à rien ou ce serait injuste de dénoncer la servilité des masses, elles y ont été conduites pour ainsi dire malgré elles, parce qu'aucun parti ouvrier n'a exprimé leurs intérêts, tous ont délibérément pris le parti de se placer au côté de Macron et son régime fascisant. A partir de là chacun devrait s'interroger sur ce que fut réellement l'orientation de la lutte de classe du mouvement ouvrier depuis un siècle. Car une telle faillite politique ou trahison ne se produit jamais du jour au lendemain sans reposer sur une longue expérience d'opportunisme camouflée derrière des étiquettes trompeuses, des formules ou une rhétorique empruntées aux marxistes et détournées, de bonnes intentions jamais mises à l'épreuve ou gratuites qui ne présentaient pas plus d'intérêt que des promesses électorales sans lendemain destinées à ceux qui voulaient bien y croire.

Même si au cours d'une polémique on est tenté d'y recourir et c'est parfois parfaitement justifié, on ne devrait même pas en vouloir à nos dirigeants qui n'ont jamais été à la hauteur des tâches qu'ils avaient à accomplir, j'entends ceux qui n'en ont jamais pris conscience, sinon on devrait les pendre ! C'est ce que j'ai toujours pensé sans trop oser le dire, car cela n'aurait pas été compris ou de travers. Vous savez, quand il arrive un moment où on se retrouve pratiquement tous logés à la même enseigne ou à subir le même régime d'oppression, ce qui distinguait le travailleur, le militant, le cadre, le dirigeant, tombe ou n'a plus lieu d'être provisoirement, et on a tout intérêt à en tenir compte si on veut vraiment que tous ceux qui entendent résister à l'offensive féroce de la réaction puissent se rassembler et combattre ensemble. Pas sur n'importe quelle orientation politique évidemment.

Exiger l'abrogation de l'Etat d'urgence, c'est bien mais très insuffisant, cela ne coûte rien, alors que rejeter les mesures liberticides imposées par Macron, affronter le gouvernement, leurs porte-flingues parmi les élites, leurs think tanks, dans les médias et sur les réseaux dits sociaux, et qui plus est dans le mouvement ouvrier, c'est s'attaquer au coeur de la machination mise en place par le Forum économique mondial, c'est briser net le dispositif que les oligarques ont conçu pour instaurer un gouvernement mondial totalitaire, car c'est cela leur objectif politique.

Nos libertés individuelles et collectives, nos besoins sociaux, nos aspirations démocratiques sont incompatible avec l'existence du capitalisme ou du régime en place, il faut donc s'organiser dans la perspective de le renverser pour instaurer une République sociale, qui dès le premier jour marquera le début de la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et pour ceux qui y tiennent, de l'exploitation anarchique des ressources de notre planète. Ce sont ses objectifs qu'il faut mettre en avant, c'est la situation qui nous y invite, qui nous l'impose, et non une théorie ou une lubie. Sinon, à quoi cela rime-t-il de faire de beaux discours consistant à affirmer que la civilisation humaine serait à la croisée des chemins, un peu de cohérence, de sérieux. Soyons à la hauteur du constat que nous avons sous les yeux ou que nous avons dressé, pour être à la hauteur de nos responsabilités ou des tâches politiques que nous avons à accomplir, c'est tout ce que je voulais dire.

- 27 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Deux vidéos et deux courriels envoyés.

Courriel adressé au Pr. Michel Chossudovsky (crgeditor@yahoo.com)

Vidéo- COVID-19: La deuxième vague, les statistiques sont « fake » par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 29 septembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=ZsGWwx7ghcY&feature=emb_title

Bonjour Monsieur,

Vous êtes tombé dans un piège professeur Michel Chossudovsky.

Vous vous focalisez sur les tests et vous remettez en cause le nombre de cas positif, ce qui est un contresens ou une grave erreur, pire, vous donnez du grain à moudre à nos ennemis.

Il ne vous est pas venu à l'esprit, semble-t-il, qu'au fil du temps l'immense majorité de la population allait être contaminée par ce coronavirus, donc les tests qui allaient être pratiqués par la suite le confirmeraient ou seraient forcément positifs, processus naturel au bout duquel la population bénéficierait d'une immunité collective et pourrait se passer de vaccin.

Donc au lieu de contester le nombre de tests positifs, il fallait au contraire s'étonner qu'ils ne soient pas beaucoup plus élevés, voilà

à quelle absurdité on arrive. Rassurez-vous, vous n'êtes pas le seul à vous être quelque peu fourvoyé en croyant bien faire, j'en ai fait partie pendant un moment.

Bien à vous.

Courriel adressé au Pr. Didier Raoult (Didier.Raoult@gmail.com)

Pr. Didier Raoult. Où en est-on à Marseille ? - 29 sept. 2020

Voici le commentaire qui figurera dans mon portail à la suite de votre dernière vidéo. Je précise que j'ai été un de vos plus fervents soutiens. Aussi je me permettrai de vous dire franchement ce que je pense.

Dans sa dernière vidéo il avait l'air tout péteux, les yeux davantage rivés sur son bureau et ses papiers que sur la caméra. La fausse modestie et sérénité a ses limites visiblement, comme chez Macron...

Le Pr. Didier Raoult n'est plus à une contradiction près.

Est-ce qu'on se fait tester pour la grippe chaque année ? Non, alors si le covid-19 est apparenté au virus de la grippe saisonnière ou qu'il n'est pas plus mortel, pourquoi devrait-on se faire tester, qu'est-ce qui le justifie ? Rien. Mais quand on a décrété qu'il fallait tester à tout prix, on ne peut plus reculer ou on ne peut pas admettre sa méprise ou son erreur gravissime.

Dit autrement, à l'opposé du Pr Michel Chossudovsky, en écoutant le Pr. Didier Raoult, avec le covid-19 on a l'impression d'être en présence d'une menace mortelle, puisqu'ils cautionnent le dépistage de la population, bien qu'il dise le contraire ailleurs, encore un adepte du double langage ou du "*en même temps*". Bref, l'air de rien il marche dans la combine sordide à la pandémie sanitaire qui en réalité est uniquement idéologique.

D'ailleurs quand il évoque le nombre de décès attribués au covid-19, à aucun moment il ne les remettra en cause, alors qu'il sait pertinemment qu'en France comme dans de nombreux pays, les certificats de décès de centaines de milliers de personnes ont été trafiqués pour cautionner les mesures liberticides qui accompagnaient cette pandémie fabriquée depuis le Forum économique mondial.

Bref, celui qui au départ s'était présenté comme une sorte de "*lanceur d'alerte*" avec son traitement, s'est avéré être un manipulateur de première, un mégalomane. Car en fait, et cela je ne l'ai découvert qu'au cours des derniers jours, les antipaludéens dont fait partie l'hydroxychloroquine étaient déjà administrés avec succès contre le virus de la grippe dans les années 60, donc il n'y avait pas lieu de nous balader en Chine comme il l'a fait pour prouver l'efficacité de cette molécule contre cette famille de virus ou coronavirus, rappelons que les deux sont présents dans la grippe saisonnière, il a tout simplement profité de notre ignorance pour se faire passer à bon compte pour un bienfaiteur. Car il ne faut pas oublier non plus que parmi toutes les guérisons qu'il s'attribue, une grande partie était le produit d'un processus naturel puisque chez les personnes qui seront infectées par ce virus, non seulement 97 ou 98% ne tomberont pas malade ou se rétabliront sans prendre aucun traitement, mais parmi les 2 ou 3% présentant des symptômes et étant traités, une partie d'entre eux auraient pu se rétablir de la même manière, donc à l'arrivée ce traitement ou un autre n'aura sauvé qu'une infime minorité de la population.

En résumé, par exemple sur 3.000 personnes prises en charge et ayant reçu un traitement, une grande partie d'entres auraient pu s'en passer et se rétablir naturellement quelques jours plus tard, mais comme on ne pourra pas évaluer avec certitude le nombre de personnes qui auraient pu se rétablir sans traitement, dès lors on peut se livrer à toutes sortes de spéculations et se présenter en sauveur.

Justifier les tests, c'est justifier l'instrumentalisation dont ils font l'objet, alors qu'ils sont inutiles, fournir des arguments pour adopter des mesures liberticides et antisociales, voilà de quoi s'est rendu complice le Pr. Didier Raoult et on se devait de le dire, après l'avoir soutenu pendant des mois.

Quelques infos personnelles.

1- Les travaux chez moi ne sont pas terminés. Et pour cause : la moitié est à refaire !

2- On m'a refilé un chiot de 2 mois croisé berger allemand et rottweiler. J'ai regardé sa bonne tête et ses énormes pattes, ses yeux pétillants de vie, j'ai accepté de le prendre à l'essai. Il était très propre mais malade évidemment, je l'ai mis à mon régime gastronomique et depuis il se porte à merveille, qu'est-ce qu'il est lourd !

3- Je me traîne depuis une semaine une sale infection à la jambe gauche. J'avais nettoyé une petite plaie avec de la teinture d'iode et je pensais que ce serait suffisant, mais je n'avais pas remarqué qu'elle était profonde, résultat, infection bactérienne et

microbienne atteignant tout le bas de la jambe avec pied enflé. Suintante, de quelques millimètres elle est passée en quelques jours à plus de 3 centimètres, et presque tout le tour de la jambe était devenu rouge avec des cloques purulentes, du coup branle-bas de combat pour éradiquer cette saloperie, j'ai pris conscience du danger plus réel que leur coronavirus.

Sur Internet je me suis informé dans des portails en français, ensuite j'ai été cherché en anglais les meilleurs antibiotiques et fongicides disponibles en Inde ainsi qu'une crème ayant les propriétés pour traiter cette plaie. J'ai été les acheter sans ordonnance chez le pharmacien situé en face de l'hôpital Jipmer, l'un des plus grands du sud de l'Inde, en principe ils n'ont pas le droit de vendre des antibiotiques sans ordonnance, mais en tant que Blanc j'en suis dispensé.

Depuis j'applique scrupuleusement le traitement trouvé dans un portail médical français et je suis en voie de guérison, il faut dire qu'en plus je ressentais une douleur permanente de plus en plus intense, c'est ce qui m'a alerté. Donc pas de médecin, pas d'hôpital, pas d'analyses, pas de piqûres, cela m'a coûté 300 roupies, 3,5 euros environ, j'ai évité de perdre un temps précieux et surtout de devoir me couvrir le visage. Pour une fois, contraint et forcé j'ai dû m'occuper de moi au lieu de m'occuper des autres.

4- La température est remontée brutalement à 40°C à l'ombre, résultat : Gros orages et pluies diluviennes, coupure de courant et quelques menus dégâts, on a échappé au cyclone, ouf ! En principe c'est le début de la mousson, et une année sur l'autre on ne sait plus comment elle va se passer.

5- Des Indiens m'ont déconseillé de me rendre à Pondichéry car il y sévit une atmosphère délétère, quasi fanatique et dangereuse, si même eux ne le supportent plus, c'est que c'est grave docteur. Les cinglés sont en libertés et ceux qui sont chargés de les surveiller habituellement sont encore plus dingues ! Ici, une personne sur deux portent un masque et tout le monde s'en contrefout, dans mon village, absolument personne, mais il faut bien que je sorte parfois. Voilà à quoi en est réduite notre liberté, ce dont se foutent les dirigeants du mouvement ouvrier (en France et ailleurs), normal, ils ne sont jamais apparus autrement que masqués devant les travailleurs, cela les change guère !

6- Cette situation nous pèse tellement que j'ai encore perdu un kilo ! On en perd l'appétit à force, même si le moral tient bon porté par notre idéal. Chaque fois que j'en ai l'occasion j'évoque en rigolant le coronabusiness avec des Indiens, quelque part je dis tous haut ce que tout le monde pense tout bas et cela les soulage, ils apprécient visiblement, ils se marrent ou viennent me serrer la main. Surtout que je charge le gouvernement, les nantis, les élites, je suis toujours au côté du peuple, mieux, je m'arrange toujours pour faire en sorte que mes interlocuteurs comprennent que j'en fais partie puisque c'est la réalité, là je m'exprime en tamoul, d'ailleurs je ne vois pas ce qui pourrait m'éloigner du peuple, c'est ensemble que nous nous libèrerons... Même dans les discussions les plus anodines, les actes les plus insignifiants, je reste fidèle à mes principes, à mes idées, j'y veille, et je me sermonne quand il m'arrive encore de piquer des colères monstres, justifiées, mais inutiles.

Les Indiens (entre autres) ont l'habitude de faire des saloperies aux autres et d'en être parfaitement conscients, j'ai eu l'occasion de le vérifier des centaines de fois, puis de s'excuser humblement en arborant un grand sourire. Dès lors ils considèrent qu'il ne s'est rien passé et que vous avez tout juste le droit de la fermer. Ben voyons, sauf qu'avec moi cela ne prend pas, surtout quand je continue d'en subir les conséquences, je veux qu'ils assument leurs actes et qu'ils admettent qu'ils ont eu un comportement injuste ou dégueulasse, je me fous de leurs excuses.

La fausse humilité ou culpabilisation à bon compte des hypocrites ou des croyants me laisse indifférent. Ce que je veux, c'est que chacun assume la responsabilité de ses actes, car en avoir conscience sans que cela ne coûte rien, c'est le meilleur moyen pour ne jamais modifier son comportement ou progresser. Je ne juge personne, je fais de la pédagogie, ce n'est pas du tout pareil, et je m'arrange toujours pour que mon interlocuteur le comprenne, sans préjuger du résultat, j'ai fais de mon côté ce que j'avais à faire et j'ai la conscience tranquille.

Tout cela est modulable en fonction du statut social de la personne qu'on a en face de soi, mais le principe demeure le même. Il est valable pour tous les hommes qui doivent respecter les autres ou ne pas empiéter sur leur liberté. Cela peut peut-être vous paraître théâtral, et cela l'est effectivement, c'est indispensable en présence de gens arriérés ou ultra arriérés, on y mêle des gestes ou tout une mimique pour combler les lacunes du langage et l'absence de développement intellectuel, un peu comme avec les enfants.

7 - Quand je me suis aperçu que le mouvement ouvrier était entièrement gangrené, j'ai eu le choix entre m'en détourner ou persister en espérant un sursaut qui viendrait le sauver sans trop savoir d'où il viendrait, et à ce jour il n'est jamais venu, hélas ! Et ce n'est pas moi tout seul qui aurait la prétention de le sauver. Bien que ce ne soit pas la voie que j'ai choisie, je comprends ceux qui ont fini par s'en détourner. Je ne critique pas leur choix, mais ce qu'ils sont devenus, les idées qu'ils soutiennent. Moi, j'avance sans masque, c'est un défaut, je sais merci, et je m'en fous. Je dis ce que je pense.

Se détourner du mouvement ouvrier ou de la lutte de classe, c'est se condamner à errer indéfiniment sous ce régime qui est en train de tourner au totalitarisme. Parfois dans notre tête, on a l'impression d'avoir des décennies ou des siècles d'avance sur notre époque et nos contemporains, et pour autant, on est logé à la même enseigne que le reste de la population. Et ce qui doit nous occuper, c'est la situation qu'on a sous les yeux ou qu'on vit quotidiennement, qu'on subit plutôt, car c'est là qu'on peut agir pour notre cause.

8 - Guerre de classes à mort.

Qui l'aurait cru ? Ils sont contagieux et ils se reproduisent en plus : Il faut les neutraliser, les exterminer !

9 - Si tout le monde disait tout haut ce que tout le monde pensait tout bas, on n'en serait pas là !

10 - De quoi sont faits l'éducation, les connaissances, la psychologie, l'état de conscience, les rapports du peuple opprimé ?

Complexe d'infériorité, de culpabilité, humiliation, frustration, couardise, soumission, hypocrisie, autocensure, démagogie, mensonge, dissimulation, imposture, peur ou angoisse face à la menace d'un châtiment, la crainte d'être réprimé par ceux qui nous dominent, qui exercent un pouvoir autoritaire sur les plus faibles de préférence sans défense avec en toile de fond omniprésents les rapports d'exploitation et d'oppression qui caractérisent le régime basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Quand au cours de sa vie dès notre tendre enfance on a fait l'expérience de tous ces rapports et qu'on les a identifiés, si on ne se révolte pas pour y mettre un terme, pire, si on continue de les reproduire, c'est qu'on a décidé de s'y soumettre servilement plutôt que les combattre, et qu'on accepte par avance de subir toutes les conséquences dramatiques qui pourront en découler...

Partant de là, il n'y a absolument rien de surprenant à la situation actuelle, et ceux qui s'en émeuvent ne font qu'entretenir ces rapports détestables et nuisibles au destin de la civilisation humaine, parce qu'ils n'ont pas davantage l'intention de s'y attaquer demain plus qu'hier, parce qu'il n'existe à l'heure actuelle aucune issue politique à la crise du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme qui menace l'existence de l'humanité entière.

11 - Réflexion en regardant un documentaire sur le cinéma français des années 50-60.

Autrefois, il existait de l'humanisme sur fond d'insouciance un peu lourde parfois, maintenant, il y a de l'inhumanité sur fond de servilité. Il n'y a rien qui rattrape la bêtise de nos jours. La médiocrité est le pendant de la méritocratie, elle se répand par voies aériennes, spatiales ou satellitaires, le pire virus qui soit avec l'oisiveté ou la paresse d'esprit.

12 - Si vous êtes parvenu à dépouiller un homme de tous ses biens et de tous ses droits, vous n'avez plus besoin de le maintenir enchaîné pour en faire un être servile, un loyal serviteur, un esclave modèle, puisque sa survie dépend uniquement de votre bonne volonté, il vous sera dévoué corps et âme.

Six ans après avoir cessé de travailler comme servante chez une riche italienne qui l'avait exploitée sept jours sur 7 12 mois de l'année durant 10 ans, ma compagne Selvi (49 ans) en parle encore comme d'une sainte femme ! Un jour elle me reprochera peut-être de l'avoir émancipé de cet esclavage, qui sait ?

13 - Si les restrictions à nos libertés ne sont pas scientifiquement ou médicalement justifiées, elles ne peuvent être que politiques.

Allez donc raconter cela aux dirigeants du mouvement ouvrier...

14 - La sordide mascarade.

Une infirmière citée par le NPA - « À quoi cela sert de me faire tester ? Si j'ai le test dans 7 jours, et le rendu 3 jours après, je ne peux pas me permettre de me faire arrêter tout ce temps là, en attente des résultats. Je vais travailler et "faire attention" ».

LVOG - Faites attention de ne pas tomber dans l'escalier ou en traversant la rue...

Parole d'internaute.

- "*Je suis très inquiète car ça va péter, c'est certain. Je ne sais pas quand, ni comment, mais ça ne tiendra pas… Les médecins pour l'instant agissent pacifiquement. Mais déjà le Pr Raoult accuse la direction des hôpitaux de Marseille de mensonge, ce qu'il n'avait jamais fait aussi directement. des élus parlent de désobéissance civile, une chose jamais vue en France depuis je ne sais même pas si ça a jamais existé, en fait !*

La pression monte dans la cocotte que le gouvernement fait bouillir et dont il a bouché toutes les soupapes depuis plusieurs années. Ca prend du temps, car les Français espèrent passer à côté du pire et font le dos rond. Mais on sait tous ce que fait une cocotte dont la soupape se bloque…"

LVOG - Pour le pire ou le meilleur, reste à savoir lequel est le mieux armé pour l'emporter. J'ai toujours misé sur le meilleur bien que je savais que j'en était éloigné, mais il n'est pas interdit d'essayer de s'en rapprocher à défaut de l'atteindre. C'est à mon avis ce

que chacun devrait se dire pour ne pas sombrer dans le désespoir ou déprimer.

Quand on disait que les travailleurs ne devaient compter que sur eux-mêmes, pourquoi cela ne concernerait-il pas chacun d'entre nous ? Si on n'y croit pas, on n'a pas confiance en soi et on est réduit à l'impuissance, il ne faut pas chercher ailleurs une explication à la situation inextricable actuelle. On ne flatte pas les qualités des masses, on combat leurs faiblesses de manière à renforcer leur capacité à développer les qualités qui leur font défaut, et qu'elles mettront à contribution lorsque la cocotte du régime explosera pour le renverser. Ce n'est peut-être pas toujours bien compris de la part des lecteurs.

La conscience jaillit de l'inconscience, donc on doit travailler sur l'inconscience pour la faire monter à la surface. Nous on est juste là pour aider à déblayer le terrain, le travail, c'est à chacun de l'effectuer, personne ne peut le faire à notre place. C'est comme quand on entend s'attaquer à l'illettrisme, personne ne peut apprendre à lire et à écrire à notre place.

Un dernier aphorisme pour ce mardi soir.

On peut atteindre la sérénité quand on est vieux, parce qu'on a moins de besoins, on n'a alors aucun mérite, encore faut-il être détaché de toute forme de propriété, de toutes sortes de contingences matérielles ou dépourvu de tout attachement terrestre, là seulement on est vraiment libre et prêt à partir.

On ne se prépare pas à mourir, on essaie juste de faire en sorte que notre vieillesse ne soit pas un cauchemar, alors que tout est fait pour nous en empêcher. Heureusement qu'on n'écoute pas ceux qui nous disent que nous serions responsables de rien, c'est le meilleur moyen de tout subir sans réagir.

On a tout de même la faculté ou la liberté d'adopter les rapports au monde extérieur qui nous conviennent le mieux ou qui sont conformes à notre idéal, s'en priver, ce serait se priver de toute fin heureuse, et je n'aime pas les histoires qui se terminent mal.

Rappel à l'adresse des lecteurs.

Si on passe son temps à se justifier, c'est parce qu'il y a trop de gens susceptibles, ceux qui ne le sont pas peuvent passer ce passage.

Les lecteurs ont le droit de se demander pourquoi je publie certains articles et pas d'autres alors qu'une partie de leur contenu est fort intéressant. Tout d'abord je ne peux pas reproduire tout ce qui est publié. Ensuite, je retiens les articles qui présentent un intérêt de fond pour mieux comprendre la situation. Enfin, je ne publie pas les articles qui colportent les illusions que je combats, disons quand elles sont présentes avec un peu trop d'insistance ou pourraient induire les lecteurs en erreur.

Il est évident que, si j'étais certain que tous les lecteurs étaient capables de faire la part des choses, la publication de ce genre d'articles ne poseraient pas de problèmes ou ne présenterait aucun risque. Or, comme ce n'est pas le cas, je préfère m'abstenir plutôt que d'être accusé de diffuser des documents dont l'orientation est opportuniste.

Vous me direz que cet argument est discutable, ce que je conçois très bien, parce que cette orientation est omniprésente dans pratiquement tous les articles que j'ai publiés depuis plus de 10 ans. J'en ai parfaitement conscience, arbitrairement je laisse passer ceux que j'estime être les moins toxiques, je sélectionne ceux où le contenu ou les faits prévalent sur l'orientation politique de l'auteur, mais il arrive aussi qu'il soit intéressant pour les lecteurs de constater à quels usages les auteurs les destinent.

Ce portail étant un portail politiquement engagé, il me paraît normal qu'il soit structuré autour des idées que je défends. Il faut admettre aussi que personne ne pourrait reproduire et lire tout ce qui est publié en France ou dans le monde. Je ne censure aucun article ou aucun sujet, j'essaie de m'en tenir à l'essentiel parce que le temps dont nous disposons est compté, voilà tout.

J'ai publié depuis 2008 plus de 17.000 pages de causeries, plus autant d'articles d'horizons divers, donc qu'on ne vienne pas me faire ce mauvais procès. Je rappelle que j'ai effectué ce travail absolument tout seul, isolé dans mon trou en Inde

Je profite que j'ai un tel article sous les yeux pour que les lecteurs puissent comprendre comment je procède.

- Dictature sanitaire: qui manipule qui? par Claude Janvier - Mondialisation.ca, 27 septembre 2020

LVOG - Autant dire qu'une grande partie de cet article était passionnante ou formidable, mais ce que son auteur allait en faire était une autre histoire, hélas ! Voici quelle en était l'orientation à mes yeux inacceptable ou susceptible d'induire les lecteurs en erreur, en deux mots, épargner, ménager Macron et son gouvernement, à l'heure où se met en place un régime totalitaire cela m'a paru insupportable. Car évidemment, il faut aussi tenir compte du contexte, de la situation où un article voit le jour, il faut toujours l'avoir à l'esprit.

- Qui plombe le cerveau embrumé du ministre de la Santé et du gouvernement ? Telle est la question. (Rappelons qu'il est médecin tout de même. Quel "plomb" ou mauvaise intention peut avoir dans le cerveau un ministre de la Santé d'un président représentant les intérêts de l'oligarchie, de Big Pharma, qui peut l'influencer ? Cette question est plus qu'indécente tellement la réponse est évidente. - LVOG)

- Tous les matins, Oliver Véran, les ministres et le chef de l'état sont noyés sous une multitude de rapports trop souvent gonflés, alarmistes, incomplets et davantage destinés à enfiévrer les cerveaux qu'à les aérer. (Ne seraient-ils pas dans le même cas que n'importe quel citoyen susceptible de s'informer librement ailleurs pour éclairer leur lanterne ? Envoyez-leur une bouée de sauvetage pendant que vous y êtes ! - LVOG)

- Difficile pour un ministre bas du front d'y voir clair dans tout ce micmac. (Parce qu'il n'y tient pas, c'est tout, c'est un choix idéologique délibéré. - LVOG)

- Le problème est que les gouvernements sont incapables d'arrêter ce tourbillon infernal et quotidien. (Tiens donc, parce qu'ils n'auraient pas le pouvoir de supprimer tel ou tel organisme (Santé publique France, les Agences régionales de santé – ARS, le Conseil scientifique, etc.) dépendant d'eux ou d'en changer les membres quand ils sont manifestement corrompus ou incapables ? Ils devraient obéir aveuglément à l'OMS ? Cet argument est intolérable. - LVOG)

Vous avez pu constater qu'à 4 reprises dans le même article, l'auteur a tenu à épargner le ou les gouvernements qui se sont soumis docilement au diktat du Forum économique mondial qui contrôle l'OMS. Alors à quoi bon dénoncer leurs agissements, à quoi cela rime-t-il à la fin, je voudrais qu'on me l'explique. Et bien je vais vous le dire. Cela signifie qu'il suffirait de remplacer les hommes et les femmes qui sont dans les gouvernements pour résoudre d'un coup de baguette magique tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés, donc sans rien changer aux institutions, à la Constitution, et évidemment aux rapports sociaux établis, sans changement de régime... et vive le capitalisme !

Je vous mets l'adresse de cet article pour vérification :

https://www.mondialisation.ca/dictature-sanitaire-qui-manipule-qui/5649601

J'en ai trouvé un autre qui est un modèle du genre.

On est toujours le con de quelqu'un, la preuve.

- La ploutocratie occidentale a-t-elle raison de mépriser le peuple? par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 27 septembre 2020

LVOG - Quand on a terminé la lecture de votre article monsieur Muselet, excusez-moi, on a vraiment l'impression que vous avez tout fait pour qu'on vous prenne pour un con. La "*ploutocratie occidentale*" a conscience que le peuple est toujours aussi ignorant et elle en use et en abuse sans modération, certes, elle a tout fait pour qu'il en soit ainsi et elle en porte la responsabilité, mais elle est loin d'être la seule dans ce cas-là.

Vous faites partie de ces brillants intellectuels qui ne veulent pas rompre avec le capitalisme, qui ne veulent pas l'affronter. Pire, vous n'êtes même pas foutu de l'assumer comme tout vos semblables à la bonne conscience et bénéficiant d'un statut supérieur, ceci explique en grande partie cela. Vous en êtes réduit à des divagations bourrées de contresens, contrevérités, contradictions, à nous livrer des constats consternant de platitude, de lieux communs mille fois rabâchés, et le plus consternant encore, c'est que vous n'y avez manifestement rien compris et vous vous vautrez dans un misérable conformisme confinant au crétinisme, et je vais en faire la démonstration.

Ce n'est pas monsieur Perruchot qui est con, mais vous, et c'est plus grave ou vous n'avez aucune excuse, puisque vous en avez conscience.

En deux mots vous nous dites que monsieur Perruchot n'a fait qu'exprimer une banale vérité (Ce régime ne tient que grâce à "*la connerie des gens*"), mais vous refusez d'en tirer les enseignements politiques, ce qui revient finalement à la nier, pourquoi, parce que vous n'êtes pas prêt à rompre avec le régime ou à l'affronter autrement qu'en paroles inutiles, stériles, confinant à l'impuissance. Car, que proposez-vous à tous ces cons de travailleurs que nous sommes, hein, quelle perspective politique leur proposez-vous, "*les occupations de péages et les mises à l'arrêt de radars, par exemple, et la création d'espaces de délibération et de convivialité*", on va aller loin avec ça, quelle connerie, quelle misère ou paresse intellectuelle ! Pitoyable professeur d'université, je crois, pathétique, tout cela pour ne pas renouer avec le socialisme, vaut mieux encore le totalitarisme !

Les extraits les plus significatifs de cet article que j'ai retenus pour ma démonstration. Avec en toile de fond à ne jamais l'oublier pour comprendre la situation : La débâcle, la désertion, la trahison du mouvement ouvrier. Nos dirigeants ne sont pas des cons, mais des corrompus, des pourris, eux aussi ils s'en tirent bien ou mieux. Qu'on soit privé de liberté et qu'on doive vivre en

permanence avec une muselière, ils s'en contrefoutent.

Dominique Muselet - Le président LR du département du Loir-et-Cher, Nicolas Perruchot, a été enregistré à son insu lors d'une réunion des élus de sa majorité. Florilège :

« Ne l'oubliez jamais quand vous allez refaire campagne, la plupart des gens, pardonnez-moi, sont cons. Une très grande majorité, au moins 80%, pas 30. Sachez-le, ils sont d'un niveau éducatif très moyen, et de plus en plus moyen, et malheureusement ils sont bêtes. »

« Nous avons, nous, une information qu'il faut essayer de donner de la manière la plus simple ou simpliste possible. Moi, je le dis souvent, n'oubliez pas qu'on s'adresse à des CE1 ou des CE2, quoi ».

Nicolas Perruchot, a été immédiatement unanimement condamné sur les plateaux de TV par ses pairs. Dans leur indignation, certains l'ont même traité de con. C'est bien vrai que Perruchot est con d'avoir dit tout haut ce que presque tous les nantis et autres privilégiés pensent mais se gardent bien de dire, vu que leur fonds de commerce dépend de la connerie des gens.

- En écoutant les élites, censées façonner l'opinion publique, on comprend, avec François Bégaudeau (Histoire de ta bêtise), que la bourgeoisie, à force de vouloir nous rendre cons, à force de nous prendre pour des cons, est devenue elle-même irrémédiablement conne. Tous les discours, les débats, les interviews sont d'une bêtise, d'une pauvreté, d'une étroitesse de vue, d'un parti pris, incroyables. A force d'avoir voulu nous abrutir, nous infantiliser, à force d'avoir cru nécessaire de se mettre à notre niveau, ils sont devenus plus cons que nous.

- Une élite à la ramasse, des populations conscientisées confrontées à la folie destructrice de leurs dirigeants, le précipice devant nous… et pourtant rien ne bouge : pas de révoltes, pas de désobéissance, à peine quelques procès. Les Gilets jaunes ont disparu et la dictature sanitaire règne partout sans encombre.

- Mais pourquoi ? Pourquoi nous laissons-nous mener comme des moutons à l'abattoir ? Comment des élites autoproclamées, dont l'incompétence et la déconnexion ne font plus aucun doute, parviennent-elles à nous maintenir dans une impuissance telle que nous n'essayons même plus de nous battre pour inverser le cours des choses ?

LVOG - Il a raison de se mettre dans le troupeau quand on lit la suite.

- Nous savons désormais qu'il est inutile d'attaquer le système de front. Il est bien verrouillé, avec la pensée unique, les médias de propagande, la collusion des pouvoirs, la police militarisée et la dispersion de la responsabilité. Nous l'avons vu, les grèves et les manifestations ne servent plus à rien. Mondialisation.ca, 27 septembre 2020

https://www.mondialisation.ca/la-ploutocratie-occidentale-a-t-elle-raison-de-mepriser-le-peuple/5649593

LVOG - Tout travailleur ou militant qui refuse de remettre en cause ses croyances ou connaissances est incapable de saisir la situation telle qu'elle est. Comment serions-nous mieux placé que d'autres pour savoir ce qu'elle est ? Parce que nous nous en tenons strictement aux faits et à leur enchaînement.

DEUXIEME PARTIE

Les institutions de la Ve République sont illégitimes : Abolition !

- Législatives partielles dimanche 27 septembre. Comme au premier tour, l'abstention a été très forte. Elle a oscillé entre 81 et 84% dans les circonscriptions hors Ile-de-France. francetvinfo.fr 28 septembre 2020

Macron en dictateur zélé du nouvel ordre mondial : Dégage !

- Biélorussie : "Il est clair que Loukachenko doit partir", affirme Emmanuel Macron - Europe1 27 septembre 2020

- Un slogan dont on ne se lasse pas : « Il doit partir » - Réseau Voltaire 28 septembre 2020

Les grandes puissances occidentales méprisent les peuples non-occidentaux. À la conférence de Versailles (1919), elles refusaient de reconnaître l'égalité des peuples, et conservent aujourd'hui encore quelques colonies.

Elles se sont arrogées le droit de dire qui avait le droit de gouverner tel ou tel État. En 2011, elles lançaient le slogan « Kadhafi doit partir ! », prétendument pour le bien du peuple libyen. Aujourd'hui le Guide est mort et l'esclavage a été rétabli. Toujours en 2011, elles lançaient avec familiarité « Bachar doit partir ! » (Bachar et non pas Assad). Mais, le peuple syrien résista et neuf ans plus tard le prétendu tyran est toujours-là. C'est désormais le tour de Loukachenko doit partir.

C'est tout au moins l'opinion du président français, Emmanuel Macron, pour lui « Loukachenko doit partir ! » [1]. Motif : l'élection présidentielle biélorusse a été truquée. C'est effectivement fort probable. Sauf qu'il est également fort probable qu'Alexandre Loukachenko est largement majoritaire dans son pays, en tous cas bien plus légitime que Svetlana Tikhanovskaïa. Conscientes de leurs déboires précédents, les Occidentaux ont donc refusé de reconnaître l'élection de Loukachenko, mais n'ont pas pour autant reconnu celle de Tikhanovskaïa. Réseau Voltaire 28 septembre 2020

[1] EXCLUSIF. Emmanuel Macron sur la situation en Biélorussie : "Il est clair que Loukachenko doit partir", par François Clemenceau, le Journal du Dimanche, 27 septembre 2020.

LVOG - Alexandre Loukachenko est largement majoritaire dans son pays, en tous cas bien plus légitime que... Macron minoritaire et illégitime, le produit d'un coup d'Etat de l'oligarchie.

Macron « médiateur » de la crise biélorusse - Réseau Voltaire 29 septembre 2020

Après le Liban, le président français, Emmanuel Macron, ambitionne de devenir le « médiateur » de la crise biélorusse. Il a pourtant déjà pris position contre le président Alexandre Loukachenko dans un entretien au JDD, le 28 septembre 2020, et pour l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, qu'il a reçu le lendemain à Vilnius.

Allant plus loin encore, le parti du président, La République en marche, a invité l'opposante à s'exprimer devant l'Assemblée nationale, ce qu'elle a accepté.

Rappelons que la politique incarnée par le président Loukachenko est très majoritairement approuvée par ses concitoyens, tandis que ses méthodes sont vivement critiquées par les partisans de son opposition.

Macron fustige la "trahison" des autorités d'un Liban plus que jamais en crise - euronews 28 septembre 2020

Quel est le tyran qui a dit ?

- "*De façon générale, je pense qu'il faut qu'on fasse un travail collectif sur la violence et les victimes de violences qui peut prendre différentes formes (...) Nous sommes une société qui est vraiment vraiment soumise à de plus en plus d'expression de violence comme si c'était la norme, la règle ou si c'était pas grave*".

Réponse : Olivier Véran dans Le Grand oral de LCI.(programme-tv.net 28 septembre 2020)

LVOG - Si vous avez lu *1984*, plus rien ne devrait vous surprendre.

Vivre dans un coffre-fort bien garni, c'est plus confortable.

Genève instaure le "salaire minimum le plus élevé" du monde - Yahoo 28 septembre 2020

Les habitants de Genève ont tranché et instauré une rémunération minimale de 21 euros de l'heure pour tout salarié travaillant 41 heures par semaine. Il s'agit du Smic le plus généreux de la planète.

Tout plaquer pour travailler à Genève, ça vous tente ? Au vu du dernier vote à Genève, il se pourrait bien que l'idée vous séduise. Dimanche, les habitants du canton de Genève - qui partage plus de 95 % de ses frontières avec la France - ont voté à une large majorité (58%) pour l'instauration d'un salaire minimum de 23 francs suisses de l'heure, soit 21 euros, pour tous ceux qui travaillent à Genève. Un résultat surprise après deux refus populaires en 2011 et 2014.

Rapporté au mois, la nouvelle loi garantit 4 086 francs suisses (3 780 euros) pour 41 heures de travail hebdomadaire à n'importe quel travailleur. La mesure pourrait entrer en vigueur à partir du 17 octobre selon Le Dauphiné Libéré. Après le Jura et Neuchâtel, Genève n'est que le troisième canton, sur 26, à adopter ce salaire minimum en Suisse.

En France, le Smic horaire brut est à 10,15 euros et à 1539,42 euros mensuels.

LVOG - Pourquoi ne pas l'imposer dans tous les pays riches ? Pourquoi pas le mieux social à la place du moins social pour changer ? Oui mais il faudrait changer de régime. Alors changeons-en, renversons le régime en place, qu'est-ce qu'on attend ?

Totalitarisme. Fabrication du consentement au quotidien.

Sondage. 72% des Français se disent prêts à respecter un reconfinement d'au moins 15 jours - Journal du Dimanche 27 septembre 2020

Face à l'accélération de l'épidémie, la grande majorité des Français est prête à faire des efforts, comme le révèle le dernier sondage de l'Ifop pour le JDD. En revanche, la confiance envers le gouvernement pour faire face à l'épidémie diminue nettement.

L'angoisse face à la pandémie reste élevée, la confiance dans le pouvoir n'a jamais été aussi faible. C'est ce que montre le dernier sondage de l'Ifop réalisé pour le JDD. Si une très large majorité de Français se disent inquiets pour leur santé (68%) et plus encore des conséquences économiques du virus (86%), la proportion est légèrement plus basse que durant le confinement, entre mars et mai. En revanche, la part de la population qui se fie au gouvernement pour résoudre la double crise sanitaire et économique devient nettement minoritaire. 44% des sondés font confiance à l'exécutif pour aider les entreprises en difficulté et 36% pour faire face efficacement au coronavirus. Journal du Dimanche 27 septembre 2020

LVOG - Il faudrait "*faire des efforts*" pour se priver de toute liberté. Pourquoi se gêneraient-ils, puisque "*faire des efforts*" pour se libérer de cette tyrannie semble au-dessus des moyens ou des intentions de la majorité de la population. Cela vous choque, je ne vois pas pourquoi puisque cela n'a jamais choqué plus que cela la majorité de la population que des millions de travailleurs et leurs familles vivent dans la pauvreté et la précarité depuis l'après-guerre pour ne pas remonter plus loin, faute de participants, les générations s'éteignant au fur et à mesure, même sans cela bientôt on ignorera totalement que le capitalisme s'est toujours accommodé de la grande pauvreté, de la guerre, notamment.

Quand Nobel rime avec le fond de la poubelle des scientifiques.

Covid-19 : "pour éviter les contaminations à Noël", deux prix Nobel prônent un confinement du 1er au 20 décembre - Franceinfo 27 septembre 2020

Ils osent tout. Entrez dans une "***simulation informatique***" un "***nouveau modèle de calcul***", et vous obtiendrez "***beaucoup des superinfecteurs***".

LVOG - Fabrication d'une pandémie, suivez la piste des faussaires et vous saurez qui en était à l'origine et à qui elle devait profiter.

Des scientifiques désignent les «responsables» de la propagation de la pandémie de Covid-19 - fr.sputniknews.com 26 septembre 2020

Les personnes surnommées superinfecteurs sont la raison de l'expansion de la pandémie de Covid-19 dans le monde entier, selon les scientifiques de l'Académie polonaise des sciences et de l'université de Varsovie. Les résultats de leurs recherches ont été publiés dans le journal Royal Society Open Science.

Au début de l'épidémie, les experts ont évalué l'indice de reproduction du virus, soit le nombre de personnes infectées à partir d'un seul cas, et il était compris entre 2 et 4. Toutefois, grâce à un nouveau modèle de calcul, les chercheurs en ont conclu qu'au cours d'une période de croissance exponentielle du nombre de cas en Chine, en Italie, en France et dans d'autres pays, ce taux a pu atteindre 11,4 en raison des superinfecteurs, des personnes infectées ayant une plus grande probabilité de propager le virus.

La simulation informatique a révélé deux phases de diffusion. Au début, la contamination a été lente, mais a ensuite été beaucoup plus intense avec l'arrivée de 1% des superinfecteurs lors des manifestations massives.

Pour en arriver à ces conclusions, les scientifiques ont étudié des données réelles insérées dans une simulation informatique destinée à modéliser la progression de la pandémie. Celle-ci a montré la sous-estimation du taux de reproduction aux premiers stades de la pandémie parce que la probabilité de propagation virale lors d'un événement de super-propagation (où beaucoup des superinfecteurs sont présents) est faible. fr.sputniknews.com 26 septembre 2020

Qu'est-ce que la revue Royal Society Open Science ou dites-nous qui vous finance et nous vous dirons qui vous êtes ?

Allons voir dans leur portail : https://royalsociety.org/journals/authors/which-journal/open-access/

- Les politiques d'accès ouvert de toutes nos revues sont entièrement conformes à toutes les exigences existantes des bailleurs de fonds - en particulier, Plan S / cOAlition S, toutes les agences de financement fédérales américaines, HHMI, Commission européenne / ERC, UKRI et la Fondation Bill et Melinda Gates. LVOG - Comme le monde est petit décidément ! Gates, c'est pire que la mafia et ses tentacules ou son réseau mondial d'officines corrompues et criminelles.

Sinon, en magasin ils ont aussi la lobotomie par l Naegleria Fowleri, une amibe, tremblez !

Texas : des eaux infestées par une amibe « mangeuse de cerveaux » - LePoint.fr 28 septembre 2020

Quand elle est aspirée par le nez, cette amibe dévore tout jusqu'au cerveau provoquant la mort en moins d'une semaine dans 95 % des cas, rappelle la BBC.

Entre 2009 et 2018, rapporte la BBC, 34 personnes sont officiellement décédées après une infection à la Naegleria Fowleri.

Le Centre de contrôle et de prévention des maladies signale que l'amibe a plus de chances de se développer dans les eaux douces chaudes et qu'elle ne peut pas être transmise en étant avalée, ni d'une personne à une autre. LePoint.fr 28 septembre 2020

LVOG - Quel dommage, n'est-ce pas ? Et tous ses sales gosses qui foutent leurs doigts dans le nez...

Leur dernier tour de magie en 15 minutes. "***Et voilà***"!

- Des auto-tests de dépistage rapide du Covid-19 distribués aux Etats-Unis, adoubés par l'OMS euronews 29 septembre 2020

Il s'agit de tests antigéniques, moins fiables, mais indispensables en période de pic de l'épidémie selon l'Organisation mondiale de la Santé.

A la Maison Blanche, le test américain a fait l'objet d'une démonstration réalisée par l'Amiral Brett Giroir, secrétaire adjoint à la Santé :

"Un, deux, trois, quatre, cinq. Un, deux, trois, quatre, cinq. On met le bâtonnet dans le test, on tourne trois fois, on retire l'adhésif et on attend 15 minutes. Et voilà."

Ce sont des tests antigéniques moins précis que les tests PCR, mais qui suffiraient pendant un pic de contagiosité et utiles dans les zones défavorisées comme l'explique le Docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS :

"Cela permettra d'étendre les tests, en particulier dans les zones difficiles d'accès qui ne disposent pas de laboratoires ou d'un nombre suffisant d'agents de santé qualifiés pour effectuer ces tests. C'est un ajout vital à leur capacité de dépistage et particulièrement important dans les zones de forte transmission". euronews 29 septembre 2020

TROISIEME PARTIE

Contre-propagande ou combat pour nos libertés.

Vidéo. Dr. Heiko Schöning Arrested For Speaking truth. Trafalgar Square London Protests - 26 septembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=cisHqWf83G4&feature=emb_title

Par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 29 septembre 2020

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté le samedi 26 septembre à Trafalgar Square et à Hyde Park, à Londres, contre les mesures restrictives et oppressives de la Grande-Bretagne en matière de covidage. Dans le Speaker’s Corner de Hyde Park, mondialement connu, où des personnalités historiques telles que Karl Marx, Vladimir Lénine et George Orwell avaient l’habitude de manifester pour la liberté d’expression, se trouvait hier, le 26 septembre, le Dr Heiko Schöning d’Allemagne. Il est le fondateur de Médecins pour la Vérité en Allemagne et co-fondateur de la Commission extra-parlementaire allemande pour l’enquête (COVID-19).

Dans un bref discours de 3 minutes, il a parlé de la Vérité au pouvoir, du mensonge lié à la COVID-19 et de ce que la pandémie a fait à l'humanité et à l'économie mondiale. Il était interviewé par un journaliste, lorsqu'il a été soudainement arrêté par la police, menotté, poussé dans une voiture de police et conduit au Centre de détention de Wandsworth, où il a été détenu pendant 22 heures, simplement pour avoir dit la vérité sur la COVID-19.

Aujourd'hui, le 27 septembre, le Dr Schöning a été libéré et acclamé par le public devant le poste de police. Il a brièvement parlé aux personnes qui l'ont reçu, disant que la police avait confisqué son téléphone portable, son ordinateur et un livre, appelé Corona False Alarm, du Dr Karina Reiss et du Dr Sucharit Bhakdi, deux scientifiques allemands de renom. Le Dr Bhakdi est microbiologiste et épidémiologiste pour les maladies infectieuses, et le Dr Reiss est professeur et chercheur à l'université Christian-Albrechts de Kiel. Le livre est déjà un best-seller en Allemagne et sa traduction anglaise pourrait connaître un succès similaire dans le monde entier.

Lorsqu'il s'est exprimé devant le poste de police, le Dr Schöning a appelé les gens à défendre leurs droits. De continuer à se battre. À résister. Il a rappelé aux gens une énorme manifestation pacifique contre la corruption et l'oppression qui aura lieu le 10 octobre 2020 (10-10-20) à Berlin, où ils attendent des centaines de milliers de personnes, comme ce fut le cas lors des manifestations pacifiques du 1er août et du 29 août 2020. Il a invité tout le monde à venir à Berlin et à participer, mentionnant également que Robert Kennedy Jr. était avec lui sur scène le 29 août à Berlin.

Madrid: manifestation contre le reconfinement partiel - BFMTV 27 septembre 2020

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté ce dimanche à Madrid contre le reconfinement partiel décrété dans certaines zones populaires de la région de la capitale espagnole. BFMTV 27 septembre 2020

- Censure : Les Pr Toussaint, Toubiana et 200 (près de 300 le 28 au soir - LVOG) autres scientifiques, universitaires et professionnels de santé censurés par le JDD. Lisez la tribune interdite.
- covidinfos.net 27 septembre 2020

Voici la tribune incriminée et censurée par le JDD (Journal du Dimanche). À l'origine de ce texte on trouve notamment le sociologue Laurent Mucchielli, les professeurs Jean-François Toussaint et Laurent Toubiana. Il est urgent de changer de stratégie sanitaire face à la Covid-19

Ce document a été actualisé à partir de l'adresse suivante :

https://blogs.mediapart.fr/laurent-mucchielli/blog/270920/il-est-urgent-de-changer-de-strategie-sanitaire-face-la-covid-19

Dans cette tribune, près de 300 scientifiques, universitaires et professionnels de santé critiquent la dérive de la politique sanitaire du gouvernement français. Ils estiment qu'elle conduit à des interprétations erronées des données statistiques et à des mesures disproportionnées. Et demandent que l'on évalue nos connaissances réelles pour définir démocratiquement une stratégie sanitaire.

Avis au lecteur : cette tribune devait initialement paraître dans le Journal du Dimanche (JDD) ce 27 septembre 2020. Acceptée le samedi matin par le journaliste en charge de la rubrique "Tribune/Opinions", elle devait paraître intégralement sur le site Internet du journal et faire l'objet d'un article dans la version papier du lendemain. Le journaliste nous disait s'en féliciter car cela allait permettre un débat contradictoire avec d'autres opinions très alarmistes exprimées ce jour dans ce journal. A 16h, ce journaliste nous a pourtant prévenu que sa rédaction en chef interdisait la publication. Certitude de détenir soi-même la vérité ? Couardise ? Volonté de ne pas déplaire au gouvernement ? Nous ignorons les raisons de cette censure que personne n'a jugé utile (ou tout simplement courtois) de nous expliquer.

Tandis que le gouvernement prépare une nouvelle loi (la quatrième en 6 mois !) prolongeant le « régime d'exception » qui a remplacé « l'état d'urgence » sanitaire, le ministère de la Santé a encore annoncé mercredi 23 septembre des mesures restrictives des libertés individuelles et collectives qu'il prétend fondées scientifiquement sur l'analyse de l'épidémie de coronavirus. Cette prétention est contestable. Nous pensons au contraire que la peur et l'aveuglement gouvernent la réflexion, qu'ils conduisent à des interprétations erronées des données statistiques et à des décisions administratives disproportionnées, souvent inutiles voire contre-productives.

Que savons-nous de cette épidémie et de son évolution ?

Le SARS-CoV-2 menace essentiellement les personnes dont le système immunitaire est fragilisé par le grand âge, la sédentarité, l'obésité, des comorbidités cardio-respiratoires et des maladies sous-jacentes de ces systèmes. Il en découle que la priorité sanitaire est de protéger ces personnes fragiles : le respect des gestes barrières et le lavage des mains en sont deux des clés.

Le SARS-CoV-2 circule dans le monde depuis environ un an. Il continuera à circuler, comme l'ensemble des autres virus qui vivent en nous et autour de nous, et auxquels nos organismes se sont progressivement adaptés. L'espoir de faire disparaître ce virus en réduisant à néant la vie sociale est une illusion. D'autres pays, en Asie comme en Europe, n'ont pas eu recours à ces pratiques médiévales et ne s'en sortent pas plus mal que nous.

Quant à l'évolution, l'idée d'une « deuxième vague » reproduisant le pic de mars-avril 2020 n'est pas un constat empirique. C'est une théorie catastrophiste issue de modélisations fondées sur des hypothèses non vérifiées, annoncée dès le mois de mars et ressortie des cartons à chaque étape de l'épidémie : en avril lors du soi-disant « relâchement » des Français, en mai avant le déconfinement, en juin pour la Fête de la musique, en été pour les « clusters » de Mayenne ou les matchs de foot, et à nouveau cet automne face à une augmentation des cas certes significative, mais lente et grevée d'incertitudes diagnostiques. Au final, cette prétendue « deuxième vague » est une aberration épidémiologique et l'on ne voit rien venir qui puisse être sérieusement comparé à ce que nous avons vécu au printemps dernier.

On ne compte plus les mêmes choses

Nous voyons enfin que, pour des raisons difficiles à cerner (panique, pression politique ou médiatique… ?), les autorités sanitaires françaises ne parviennent pas à stabiliser une communication honnête sur les chiffres de l'épidémie. Elles ont surtout abandonné l'indicateur fondamental, la mortalité, pour ne retenir que celui de la positivité de tests pourtant incapables de distinguer les sujets malades des personnes guéries. Cette politique du chiffre appliquée aux tests conduit à une nouvelle aberration consistant à s'étonner du fait qu'on trouve davantage aujourd'hui ce qu'on ne cherchait pas hier. Elle conduit par ailleurs à des classements des départements ou des régions en zones plus ou moins « dangereuses » à qui l'on donne de jolies couleurs qui cachent la fragilité et l'arbitraire du comptage : untel se retrouvera en « zone rouge » alors qu'il y a moins de dix patients en réanimation, un autre verra tous ses restaurants fermés sans que l'on ait la preuve que ce sont des lieux de contamination majeurs. Tout cela n'est guère cohérent.

Les autorités sanitaires ne s'interrogent pas non plus sur la surmortalité à venir des autres grandes causes de décès (cancers, maladies cardio-vasculaires) dont la prise en charge est délaissée, ni sur le fait qu'une partie des sujets classifiés parmi les personnes « décédées de la Covid » sont en réalité mortes en raison d'une autre pathologie mais classifiées Covid parce qu'elles étaient également porteuses du virus. Or des études récentes montrent que ce groupe pourrait constituer jusqu'à 30% des décès au Royaume Uni ces dernières semaines. Cette façon de compter de plus en plus comme « morts du Covid » des personnes en réalité atteintes avant tout d'autres maladies est probablement l'explication principale du fait que, comme cela est écrit en toutes lettres sur le site de l'INSEE : « depuis le 1er mai, on ne constate plus en France d'excédent de mortalité par rapport à 2019 ».

Il découle de tout ceci qu'il n'y a pas de sens à paralyser tout ou partie de la vie de la société en suivant des raisonnements qui sont parfois erronés dans leurs prémisses mêmes. Il est urgent d'arrêter l'escalade, d'accepter de remettre à plat nos connaissances scientifiques et médicales, pour redéfinir démocratiquement une stratégie sanitaire actuellement en pleine dérive autoritariste.

Source de l'article et liste des signataires :

Blog de Laurent Mucchielli : "Il est urgent de changer de stratégie sanitaire face à la Covid-19"

Pour voir la liste des signataires. Il n'y figure pas celle de Didier Raoult

https://blogs.mediapart.fr/laurent-mucchielli/blog/270920/il-est-urgent-de-changer-de-strategie-sanitaire-face-la-covid-19

LVOG - Le Pr. Didier Raoult ne l'a pas signé, normal.

- **"**Acceptons de prendre le risque raisonnable d**'**être contaminé**"** demande le Pr Carpentier - covidinfos.net 25 septembre 2020

Tribune publiée sur le site du quotidien Les Échos du 23 Septembre par le Pr Alexandre Carpentier, chef de service de neurochirurgie à l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Extraits.

« A la mi-mars, le monde s'arrêtait de tourner, grippé par le Covid-19. Six mois plus tard, les bavettes chirurgicales à la pâleur spectrale masquent les visages sur tous les continents. La peur de la contagion immobilise… Mais est-ce bien raisonnable de la laisser asphyxier notre pays ? Est-ce bien sensé de la laisser nous étrangler ? » […]

« Peut-on revenir à la raison et mettre fin à cette médecine sanitaire préventive de groupe qui paralyse la France ? On égrène nos morts dans des litanies Covid à faire pâlir notre quatrième âge, mais pourrait-on mettre en balance toutes les victimes collatérales ô combien nombreuses : suicides, dépression, pauvreté et exclusion, surendettés, licenciés, déscolarisés, patients

non-covid et faillis. Un enfant qui décroche, un chef d'entreprise qui licencie faute de commandes, ne méritent-ils pas qu'on se libère de nos excès de précaution ? »

« Empêcher un virus de circuler est une illusion. Plus de 60 % de la population sera atteinte, quel que soit le niveau de coercition des règles sanitaires. Ce sera ainsi et ce sera "la faute à personne". C'est la vie d'un virus. »

« Chaque année, des gens meurent de la grippe, bien que vaccinés. La maîtrise d'un virus n'est donc que partielle. Elle le sera tout autant avec le prochain antidote Covid. Et rappelons aussi 80 % des personnes emportées par les grippes saisonnières ou le Covid-19 ont plus de 75 ans : à quel âge la mort a-t-elle le droit de voler son butin sans qu'on l'impute à un autre ? Reprenons donc le cours de nos vies, acceptons de prendre le risque raisonnable d'être contaminé comme nous l'avons toujours fait. A-t-on jamais arrêté le pays pour pic épidémique de grippe ? Le "protéger quoi qu'il en coûte" aura un effet boomerang trop considérable pour que nous poursuivions ainsi plus longtemps. » […]

« Libérons de toute responsabilité morale les directeurs d'école, les chefs d'entreprise et nos gouvernants pour que la vie ne s'arrête plus, pour que les conséquences sociétales déjà majeures ne s'alourdissent pas. Le ralentissement économique d'un pays peut très vite engendrer une double faillite, sociale et sociétale, impactant non pas seulement une population à un temps T, mais plusieurs générations. Aujourd'hui nous sacrifions l'avenir, nous sacrifions nos jeunes. »

« Alors, acceptons le risque d'être vivant et vivons pleinement notre vie de mortels. Là seulement réside notre vraie responsabilité. »

Lire l'intégralité de l'article :

Les Echos : « Covid-19 : acceptons de prendre le risque raisonnable d'être contaminé »

https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-covid-19-acceptons-de-prendre-le-risque-raisonnable-detre-contamine-1248119

- **"**COVID 19 : l**'**imposture**"**, le Dr Badel dénonce **"**terreur permanente**"** et **"**dictature sanitaire**"** - covidinfos.net 26 septembre 2020

De l'absence de sens à la dictature sanitaire en passant par la "terreur permanente", le Dr Frédéric Badel, psychiatre, explore dans cet article les causes et conséquences de la crise associée au Coronavirus.

COVID 19 : l'imposture

Malgré les nombreux appels à la raison lancés par différentes personnalités du monde médical et scientifique, malgré des recherches mondiales tendant à prouver que l'épidémie est terminée, que le virus a muté, le gouvernement maintient une pression quotidienne à grands renforts de spots alarmistes, pénétrant un peu plus chaque jour dans notre vie privée et nous préparant à une vaccination.

La peur s'est installée grâce à un conditionnement quotidien, une culpabilisation et des sanctions.

Elle se pérennise par d'autres mécanismes qui se superposent à ceux-ci.

L'absence de sens

Dans nos démocraties, nous sommes habitués à avoir des explications qui nous permettent de donner un sens, de comprendre ce qui nous arrive, ce qui arrive aux autres, d'orienter le monde pour nous y mouvoir et nous y adapter. Pour résumer, nous pensons que les personnes que nous avons élues œuvrent pour le bien commun. C'est un monde idéal, voire idéalisé.

Actuellement, le sens a disparu car tout et son contraire est dit sur le virus, et même les chiffres, éléments objectifs, ne sont plus pris en compte.

L'annonce de la catastrophe imminente nous maintient dans la plus grande incertitude et notre horizon se restreint. Les mesures de protection sont prises sans discussion, de façon arbitraire, le peuple étant totalement exclu et n'ayant aucune remarque à formuler.

Le gouvernement décide seul, avec le conseil scientifique covid19, de ce qui est bon pour nous, ce qui doit nous protéger, quitte à nous bâillonner, nous enfermer, nous sanctionner, nous tracer, nous exclure de nos emplois. Certaines villes sont frappées de privation de vie sociale, leur vie économique est réduite, laissant de nombreuses personnes sans emploi, dans l'angoisse du lendemain. Marseille hier en est le triste exemple. Quel sens donner à des décisions iniques ?

Privés d'éléments factuels et pertinents pour donner du sens, nous sommes de plus en plus sous emprise. Or, une personne sous emprise vit dans une terreur permanente qu'elle essaie de maîtriser en s'ajustant perpétuellement à la personne qui la dirige, pensant qu'elle est responsable de la situation et que, si elle opère les ajustements corrects dans son comportement, la situation s'améliorera. N'y parvenant pas, elle se pense mauvaise, justifie les mauvais traitements et sanctions qui peuvent lui être imposés, se culpabilise et augmente ainsi l'emprise, ou reporte la faute sur le voisin qu'elle sera prompte à dénoncer. Sa faculté de penser, son identité, s'amenuisent jusqu'à disparaître. Il devient alors très difficile de revenir à l'état initial, celui d'avant la peur et l'emprise. Celui du monde d'avant.

Les études rassurantes sur l'épidémie ou celles rapportant le caractère inutile, voire nocif du confinement, sont mises en quarantaine (ex : Full lockdown policies in Western Europe have no evident impacts on the covid-19 epidemic– Thomas Meunier, 24 avril 2020. ResearchGate).

Sous emprise (orchestrée par la propagande incessante couplée à la répression), nous sommes donc prêts à agir de façon irrationnelle, à nous faire tester pour ne pas risquer d'être dangereux, pour pouvoir travailler. Si nous sommes positifs, si nous détectons dans notre appendice nasal le signe d'un contact avec le virus, nous nous mettons spontanément en quarantaine pour ne pas nuire, empêchant ainsi l'apparition classique d'une immunité collective qu'on pourrait attendre.

Les patrons, les employeurs demandent des tests comme garanties d'agir en bons soldats et font du chantage à l'emploi, faisant fi du secret médical.

Des files attente se forment ainsi pour des tests qui, dans l'immense majorité des cas, ne servent à rien, la plupart des personnes étant asymptomatique ; les gens observent avec méfiance ceux qui ne respecteraient pas le port du masque à l'extérieur, alors même que son utilité est quasi nulle (Swiss Policy Research).

Ces nouvelles habitudes rentent dans les mœurs. Nous sommes les grenouilles de l'expérience de Friedrich Gold : Gold testait la rapidité du système nerveux des grenouilles en leur infligeant un stress, à savoir faire monter la température de l'eau dans laquelle elles étaient trempées. Si la température montait brutalement, la grenouille s'échappait. En chauffant l'eau très graduellement, la grenouille se laissait cuire sans bouger et on la retrouvait morte. Même prise sous l'angle de la fable, nous pouvons craindre que le feu soit doucement allumé depuis mars par un gouvernement peu soucieux de notre santé.

De nombreux médecins étant contaminés par cette peur, certains malades ne sont même plus examinés. Ils sont atteints de la monomanie covid et la défiance des patients à leur égard commence à être perceptible. Notre monde devient inhumain : les patients malades atteints de pathologies graves qui vont mourir sont évités, y compris par leurs proches, pour leur bien évidemment, et ils vivent leurs derniers moments dans le plus grand isolement ; les personnes âgées, sous prétexte de protection toujours, doivent être évitées… on les prive de ce dont elles ont le plus besoin. Qu'elles meurent de tristesse est permis, mais surtout pas du virus.

Nous développons la société du sans contact. Après que le sans-contact se généralise pour les paiements, il s'immisce dans les relations, y compris familiales.

Le maintien des comportements de sécurité inadaptés permet la propagation de la peur, de l'emprise, de l'idée de la présence menaçante du virus.

Nous sommes sous emprise, ne parvenons plus à réfléchir, nous nous laissons manipuler au point de nous transformer en grenouille.

Restreindre nos libertés, sur quel fondement ?

Si les décisions de restrictions de nos libertés ne sont pas scientifiquement ou médicalement justifiées, elles ne peuvent être que politiques.

Après les premières erreurs d'évaluation, le tort de nos dirigeants est d'avoir persisté sciemment dans l'erreur. Pourquoi maintenir des mesures liberticides, populicides (carence de soins, retard de prises en charge, suicides…) et nous pousser vers un avenir déshumanisé dans lequel tout est considéré comme dangereux ? Pour notre bien ?

Du point de vue ontologique, ce monde vers lequel nous allons est une aberration. Nous restons mortels et ne pouvons nous protéger de notre environnement bactérien et viral qui nous fonde. Les hominides ont toujours vécu entourés de virus ; certaines pandémies ont décimé une partie de la population mais n'ont pas éteint l'espèce. Le virus actuel est loin de posséder le caractère agressif de la peste noire de 1348.

Vivre est dangereux, vivre est mortel, l'histoire d'une vie se termine toujours de la même façon. Une question plus intéressante à débattre est de savoir comment nous comptons vivre cette vie.

Le ministre de la santé a asséné que nous devions apprendre à vivre avec le virus. M. le ministre, cela fait plus de trois millions d'années que nous faisons ainsi et en tant que médecin, vous ne l'ignorez pas. Jusqu'à aujourd'hui, cela s'est plutôt bien passé. Depuis que vous avez l'orgueil de prétendre pouvoir contrôler la propagation d'un virus, toute une population souffre.

Le port du masque est une tentative de muselage des populations : pas de preuve scientifique de son efficacité ; de plus, à regarder l'usage qui en est fait le plus souvent, (il est plié, mis, enlevé, remis, rangé dans une poche de jean), il serait rendu rapidement inopérant. Le masque est inefficace, et il est dangereux : les témoignages sont nombreux qui rapportent allergies, problèmes respiratoires divers, migraines. Il est vrai que réaliser une journée dans des conditions de privation d'oxygène est risqué.

On permet ainsi à des élèves masqués d'en fréquenter 35 autres également masqués chaque jour pendant 8 heures mais on interdit les regroupements privés de plus de 10 personnes. Dans les restaurants, on permet aux clients assis d'enlever leur masque mais on impose à ceux qui sont debout ou se déplacent de le mettre etc. Il n'y a plus aucune cohérence visible dans cette accumulation anarchique de règles dites sanitaires, il n'y a plus que l'arbitraire.

Le port du masque rassurerait la population entend-on parfois. En quoi les comportements de sécurité ont-ils jamais permis d'éteindre un signal de danger ? Au contraire, ils effraient.

Un proche me disait qu'il avait été arrêté dans la rue car son masque n'était pas positionné correctement. Quelle est cette police des mœurs qui émerge, digne des polices islamiques des Ayatollah iraniens ou des talibans afghans?

A quand la lapidation publique pour avoir invité chez soi plus de dix personnes ?

Nous sommes poussés à la délation par des instances qui ont perdu toute boussole et refusent de regarder les données scientifiques.

La manipulation des chiffres : L'automne et l'hiver sont les saisons propices aux infections ORL et pulmonaires. Nous aurons donc des malades et des morts comme chaque année. Leur décompte, couplé à la détection systématique du covid, risque de gonfler les chiffres des « morts du covid » en ne les différenciant pas des « morts avec le covid », comme cela a été fait semble-t-il en début d'année 2020. Or, « Depuis le 1er mai, comme le confirment les données récentes, on ne constate plus en France d'excédent de mortalité par rapport à 2019, et un excédent minime par rapport à 2018 (+1%). » (cf Nombre de décès quotidiens, France, régions et départements, www.insee.fr, 18/09/2020).

Ce risque d'amalgame est du reste déjà réalisé, favorisé par l'emploi systématique du mot « cas », source de confusion. Les chiffres présentés par le gouvernement sont ainsi ceux des seuls cas positifs. Or, comme l'explique de façon simple et pédagogique le Pr. Raoult, pour interpréter un phénomène, il faut croiser différentes données. On peut parler de 16000 cas positifs sans qu'il n'y ait aucun caractère inquiétant si la létalité n'est pas supérieure à ce qu'elle est habituellement à la même période, ce que les données de l'Insee semblent attester. Quant aux 41 morts décomptés récemment comme si une catastrophe était survenue et pouvait justifier encore les restrictions qui suivaient, ils n'ont rien d'alarmant.

Alors pourquoi une telle manipulation alors même que le virus aurait connu des mutations importantes et perdu de son agressivité ? Pourquoi ne pas relayer cette information et, plutôt que d'attiser les peurs, calmer les esprits ?

Nos dirigeants ont complètement perdu le sens des réalités car ce sont pourtant ces chiffres répétés chaque jour qui permettent à Marseille de renouer avec l'époque des grandes épidémies, lorsque la ville était bouclée. Nous agissons comme au temps d'avant les lumières, d'avant la science, en plein obscurantisme moyen-âgeux.

La dictature sanitaire

Le projet est déjà bien engagé, la vaccination des professionnels de santé contre la grippe étant d'ores et déjà annoncée. En sera-t-il de même pour le Covid quand, demain, il faudra écouler le vaccin contre un virus alors qu'il a déjà disparu ? Car il faudra bien que les laboratoires aient un retour sur investissement. Le corps des soignants appartient-il au gouvernement, aux laboratoires ?

Pour la première fois de l'histoire, un vaccin va voir le jour en un an. On peut espérer que nombreux seront ceux qui douteront des conditions de sécurité de son élaboration (raccourcissement des durée des phases 1, 2 et 3), de sa tolérance et de son efficacité. Les laboratoires eux-mêmes ont du reste déjà prévenu que les premières versions ne seraient ni les mieux tolérées, ni les plus efficaces !

Osons une petite prospection, le gouvernement en fait bien depuis le début de cette crise en annonçant tous les 15 jours l'arrivée de la deuxième vague depuis avril : la pente idéologique nous conduit prochainement au passeport sanitaire, à la vaccination obligatoire… les non-vaccinés, prière de porter une étoile (je vous laisse le choix de la couleur). Les applications de traçage permettront d'interdire de rentrer dans les lieux publics à ceux qui, non vaccinés, ne sont pas de bons citoyens. A l'aide de votre smartphone et de votre carte vitale, la surveillance sera totale.

Ces gens qui nous gouvernent n'étant pas stupides et disposant des mêmes chiffres que nous, nous pouvons craindre le pire pour nos droits fondamentaux.

Conséquences psychiatriques à ce jour des mesures iniques et arbitraires :

Aujourd'hui en pratique clinique, je vois des patients anxieux qui auparavant allaient bien, des patients déprimés, que la perte de sens ou de travail conduit au suicide. Certains également culpabilisent de rendre visite à leurs parents, qu'ils craignent pour eux-mêmes ou pour les autres ; je vois aussi des anciens qui pleurent de ne plus avoir de contact avec leur descendance.
La possibilité de se rencontrer, d'échanger, de se toucher, disparaît, les lieux festifs ferment etc.

Et je vois, comme chacun de nous, des conducteurs masqués, seuls au volant de leur voiture, des joggeurs masqués…

Le peuple se porte mal car il est maltraité. Le monde qui se dessine est un monde qu'il ne souhaite pas et d'où la vie, ou tout ce qui rend la vie passionnante, s'échappe.

Un premier pas de raison serait de mettre fin immédiatement à l'état d'urgence, de rouvrir les lieux de convivialité qui ont été fermés, de rendre facultatif le port du masque à l'extérieur, d'arrêter de tester les personnes asymptomatiques. covidinfos.net
26 septembre 2020

QUATRIEME PARTIE

Le mouvement ouvrier était déjà mort avant cet épisode. Il faut le refonder.

LVOG - Si on voulait être plus précis, il faudrait dire le mouvement ouvrier est devenu le complément naturel de la réaction, non seulement il collabore avec elle ou il la supporte, il l'encourage, parfois même il la devance par excès de zèle, il se comporte ainsi non plus en adversaire mais ouvertement en ennemi des travailleurs, de leurs intérêts fondamentaux, des libertés individuelles et collectives.

Nous n'avons trouvé absolument aucune formation politique ou syndicale méritant de parler en notre nom ou digne de nous représenter, en cela, c'est pire que s'il était minuit dans le siècle, c'est à l'extinction programmée de la civilisation humaine à laquelle ils collaborent tous.

Comment des militants ouvriers peuvent-ils être aussi bornés, aveugles, sourds, dénués de tout discernement, ne parlons même pas d'esprit critique ou de liberté de penser, ce serait insulter nos grands penseurs d'hier et les voix qui parmi les élites ou les classes moyennes s'élèvent contre cette tyrannie idéologique sous couvert d'une crise sanitaire imaginaire ou fabriquée ?

Comment peuvent-ils se faire les complices et les porte-parole de Macron, de son Conseil scientifique corrompu, aux ordres de l'oligarchie, des trusts pharmaceutiques mafieux et criminels, du gang du Forum économique mondial qui avait planifié d'instrumentaliser une banale épidémie virale pour instaurer un régime mondial totalitaire, et ainsi liquider les progrès sociaux et politiques réalisés par la civilisation humaine au cours des derniers millénaires pour parvenir à s'émanciper du règne de la nécessité, leur cible pour pérenniser le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'hégémonie de leur caste de prédateurs, de kleptomanes, de barbares ?

Nos lecteurs n'ont peut-être pas bien saisi le tournant stratégique opéré par l'oligarchie financière vis-à-vis du capitalisme, alors que nous aurions dû y être préparé de longue date, depuis au moins que les appels en faveur d'un nouvel ordre mondial s'étaient multipliés au plus haut niveau des Etats occidentaux et des institutions internationales qu'ils contrôlent. Autant dire qu'ils étaient passés à côté du rapprochement entre l'industrie numérique et l'industrie pharmaceutique ou les liens qui existaient entre eux depuis des années, voire les investissements de Bill Gates qui ne remontent pas à hier.

Tardieu déblatère, vérifions-le sur le champ, relevez la source et la date de cet article :

Dans le portail de La Fondation Bill & Melinda Gates (www.gavi.org/fr)

- La Fondation Gates a donné 750 millions de dollars US pour fonder Gavi en 1999.

Bill et Melinda Gates ont créé leur fondation en 1994, entre autre, après s'être rendu compte à la fin des années 90 que le rotavirus tuait un demi-million d'enfants chaque année. gavi.org/fr

Ils n'ont sans doute pas fait non plus le rapprochement entre les prétendues catastrophes climatique et sanitaire, qui combinées étaient destinées à détruire d'énormes masses de forces productives ou à mettre en pièces des secteurs économiques entiers.

Tardieu raconterait n'importe quoi, c'est un connard, c'est ce que pensent certains, vérifions-le immédiatement, relevez la source et la date de cet article :

- Pourquoi l'institution caritative la plus riche du monde est-elle actionnaire de sociétés qui sont à l'origine des fléaux sanitaires et écologiques qu'elle s'est donné pour objectif de combattre ? courrierinternational.com 31 janvier 2007

Depuis au moins le début des années 90, ils s'étaient fixés cette stratégie. Cela passera par l'accessibilité à Internet, le développement des réseaux sociaux, sans oublier Amazon et Alibaba, la généralisation des moyens de communication et de paiement numérique.

Manuel trotskyste d'opportunisme tout azimut. Ils ne luttent pas pour mais contre le socialisme.

Lutte ouvrière.

Devinez ce qui manque ?

Au sommaire du dernier numéro de Lutte de Classe

Bridgestone, GE, Auchan : empêcher les licencieurs de nuire
Chômage partiel : aide totale au patronat
Algérie le pouvoir veut étouffer la contestation
Pesticides : l'Europe exporte ses poisons
Rentrée universitaire : comme avant, le virus en plus
Bridgestone Béthune face à la fermeture
Laboratoires d'analyse : grève pour les salaires Italie : moins de parlementaires et après ?

Réponse : La pandémie idéologique du régime totalitaire avec son cortège de mesures liberticides que LO n'entend pas combattre.

LVOG - La guerre idéologique et psychologique que mène l'oligarchie contre la classe ouvrière : Jamais entendu parler !

LO - Le patronat mène la guerre sociale contre la classe ouvrière. Les travailleurs devront répondre avec leur propre plan de combat, en commençant par mettre en avant leurs revendications essentielles...

LVOG - Ce n'est pas Macron ou l'oligarchie qui vous imposent toutes ces mesures liberticides, c'est " l'épidémie de Covid". LO - La fête lyonnaise de Lutte ouvrière, les 19 et 20 septembre, a été un succès en dépit de l'épidémie de Covid et des mesures sanitaires qu'elle impose à tous. LVOG - On se croirait au Forum économique mondial.

LO - Les révoltes populaires au Liban ou en Biélorussie, la violence policière et le racisme, en France ou aux États-Unis, l'industrie pharmaceutique, la pandémie et les vaccins, la situation en Chine, sont parmi les sujets qui ont été débattus.

NPA (Hebdo L'Anticapitaliste - 536 (24/09/2020)

LVOG - la deuxième vague

Au début de la deuxième vague, avant même l'arrivée de la grippe et des viroses automnales, le système des tests PCR de dépistage du Covid-19 s'est effondré.

LVOG - Le NPA relaie la propagande officielle au 20H sur toutes les chaînes de télévision corrompues.

Alors que 55 départements sont en zone rouge, que le nombre de tests positif est passé en un peu plus d'un mois de 1300 à près de 13 000 quotidiens, que les admissions en réanimation ont bondi de 48%, tester, tracer, isoler est devenu un véritable parcours du combattant.

LVOG - Le NPA porte-parole du Conseil scientifique du régime de Vichy, ils en redemandent, Macron ne serait pas assez tyrannique !

- Pas d'annonce de Macron sur le front du Covid, alors que même le comité scientifique réclamait des mesures fortes. Comme si

le gouvernement s'était résolu à une deuxième vague, en espérant qu'elle ne ferait pas trop de morts. Priorité aux profits.

LVOG - La crasse ignorance dans toute sa splendeur, ils sont plus qu décomposés au NPA, ils sont lobotomisés, ce sont des abrutis de la pire espèce qui n'ont absolument rien à voir avec le mouvement ouvrier.

- De son côté, l'épidémie se poursuit, avec aujourd'hui 35 000 cas référencés par semaine, sans que l'on puisse comparer ce chiffre à celui de 30 000 par semaine en mars dernier, puisqu'à ce moment-là la population n'était pas testée. Le nombre d'hospitalisations se maintient autour de 5 000 (contre plus de 30 000 en mars), le nombre de personnes en réanimation à moins de 1 000 (contre 7 000 en mars), chacun de ces chiffres étant toutefois en nette hausse depuis fin août. Le nombre de décès est aux environs d'une cinquantaine chaque jour (alors que le pic était à 1 000 en avril). L'enjeu n'est pas pour nous de minorer la séquence pandémique actuelle, mais d'en appréhender les rythmes, en particulier de la possible seconde vague.

- LVOG - Ne vous inquiétez pas, on ne vous reprochera pas de "minorer la séquence pandémique actuelle", continuez comme cela, c'est parfait.

- Mais ce n'est pas parce que toutes les raisons sont là pour se révolter et exiger des comptes au gouvernement et aux capitalistes que notre camp social est à l'offensive.

Les éléments combatifs n'ont toutefois pas disparu, malgré la pression d'une crise sanitaire importante qui pousse à l'attentisme. Nous sommes donc dans une situation contradictoire : les mobilisations sont faibles, et le lien entre les revendications les plus immédiates et une contestation globale des politiques gouvernementales n'est pas spontané.

De même, la question de la gratuité des masques devrait être au cœur des préoccupations de la gauche sociale et politique...

LVOG - Elle nous donne envie de dégueuler votre "gauche sociale et politique", quelle infamie !

Qu'est-ce que font des militants ouvriers dans tous ces partis pourris jusqu'à la moelle ?

World Socialist Web Site. (wsws.org)

LVOG – Toujours ou encore la voix de l'OMS ou du Forum économique mondial. Wsws ce sont aussi les dingues qui chaque matin nous annoncent une nouvelle guerre mondiale depuis des décennies.

Wsws - Il est urgent de mobiliser la classe ouvrière à travers l'Europe et au niveau international dans une grève générale pour stopper la résurgence actuelle de COVID-19.

Une résurgence du virus, déjà perceptible en juillet, est maintenant en plein essor.

Les responsables de l'État sont bien conscients que ce niveau de propagation du coronavirus menace de provoquer des pertes massives en vies humaines

Un tel scénario, dans lequel des millions de personnes seraient infectées et des milliers mourraient chaque mois dans tous les grands pays européens, constitue un danger imminent.

- La recrudescence des infections de COVID-19 au Canada met en évidence la criminalité de la campagne de retour au travail et de rentrée scolaire - 23 septembre 2020

- L'Organisation mondiale de la santé met en garde contre la résurgence «alarmante» de COVID-19 en Europe - 19 septembre 2020

- La pandémie de COVID-19: un événement déclencheur dans l'histoire du monde - 4 mai 2020

La pandémie est un événement historique qui révèle la faillite économique, politique, sociale et morale de la société capitaliste.

POID

Fil d'infos ou la voix de l'OMS ou du Conseil scientifique de Macron, de l'OIT, autre officine de l'ONU, de l'AFP et des médias-oligarques, n'avaient-ils pas été parmi les plus zélés Charlie, la concurrence est rude chez les opportunistes enragés !

- Covid-19 : plus de 16.000 nouveaux cas en 24 heures

24 septembre 2020 – 16.096 nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés en 24 heures selon les données diffusées en soirée par Santé publique France. La part des malades parmi les personnes testées (le taux de positivité) ne cesse d'augmenter, atteignant 6,5% contre 6,2% le 23 septembre et 5,4% la semaine dernière.

23 septembre – 2020Coronavirus : selon l'OIT les conséquences sont « catastrophiques » pour l'emploi

Les journalistes s'élèvent contre le nouveau « schéma national du maintien de l'ordre »

22 septembre 2020 – Dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur et publiée par le quotidien Le Monde, une quarantaine de sociétés de journalistes s'élèvent contre le « schéma national du maintien de l'ordre » que le ministre de l'Intérieur vient de publier et qui « porte atteinte à la liberté d'informer ». Ils soulignent notamment que « l'exercice de la profession de journaliste, définie dans le code du travail, ne nécessite pas la possession d'une carte de presse », « tant pour la couverture des manifestations dans l'espace public que pour l' « identification » » requise pour les équipements de protection. De nombreux médias sont signataires de ce courrier: Agence France Presse, chaînes BFMTV et France 2, la radio Europe 1, Arrêt sur images, Challenges, Courrier international, les Echos, l'Express, le Figaro, France info, etc…

LVOG – Tous Charlie, quelle ignominie !

21 septembre 2020 – Rassemblement devant l'Assemblée nationale contre le projet de loi recherche

LVOG – Indéfendable, trop mal orientée et corrompue…

17 septembre 2020 – Au Mexique, 650 intellectuels et journalistes appellent le président à respecter la liberté d'expression

LVOG – Ah, c'est vrai, on avait oublié qu'il était de gauche !

Haut de page

Le 6 octobre 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ai téléchargé quelques articles que je mettrai en ligne plus tard, rien ne presse!

Déclaration.

Suite au climat délétère qui règne en France, au déni permanent dans lequel ont sombré délibérément tous les acteurs politiques du mouvement ouvrier, à l'indifférence des lecteurs sur laquelle il vaut mieux ne pas s'appesantir, j'avais manifestement surestimé leurs capacités intellectuelles autant que leurs intentions, j'ai décidé de me mettre en retrait ou en stand by pendant une durée indéterminée. Vaut mieux économiser ses forces pour affronter la tempête qui vient.

Je considère que tout a été dit sur ce portail pour se faire une idée précise de la situation, il est donc parfaitement inutile de rajouter quoi que ce soit. La pire réaction a le champ libre en bénéficiant de la neutralisation de la lutte de classes à son profit sur le plan politique. Nous sommes ainsi condamnés à subir la suppression de nos libertés fondamentales sans réagir, dans ces conditions nous n'avons plus rien à nous dire, même sous la forme d'un monologue. Surtout que personne ne vienne se plaindre de son sort.

On a vraiment l'impression de vivre dans un asile d'aliénés, où chacun dénonce la folie des autres qui l'a atteint également sans en avoir la moindre conscience. Il y a donc de quoi être perplexe sur les chances de guérison d'une telle pathologie mentale. Chacun feint plus ou moins hypocritement de découvrir à quel point la société est pourrie dans tous les domaines, alors qu'elle l'a toujours été, pour aussitôt s'en accommoder encore et toujours. Et bien qu'on ne compte pas sur moi pour cautionner cette forme d'infantilisme ou d'irresponsabilité insupportable.

On semble avoir oublié que l'enjeu n'était rien de moins que le destin de la civilisation humaine que les uns et les autres traitent par dessus la jambe ou bradent allègrement. Force est d'en déduire que nous ne partageons pas le même idéal, et que par conséquent nous n'avons rien à faire ensemble.

Je vous souhaite le meilleur...

Le 2 octobre 2020

CAUSERIE ET INFOS

On se détend un peu avant d'aborder cette causerie, les lecteurs vont en avoir grand besoin.

Peut-être le méritaient-ils ? Qui, devinez ?

- Des perroquets placés en isolement au Royaume-Uni après avoir insulté des visiteurs - sputniknews.com 1er octobre 2020

Cinq perroquets gris d'Afrique ont été retirés d'un zoo britannique pour une raison peu banale: ils insultaient les clients et le personnel, a fait savoir la chaîne de télévision américaine CNN.

«C'était devenu dingue, ils juraient tous. Nous étions un peu inquiets pour les enfants», a déclaré le directeur général de l'établissement, ajoutant qu'il était lui-même insulté à chaque fois qu'il passait. sputniknews.com 1er octobre

LVOG - Entre nous, on se demande ce que foutent ici ce genre d'animaux, dans des cages, des cirques... A force de le tolérer, on a fini par être voués au même sort.

A-t-on encore le droit de se poser des questions ?

Dans cette causerie vous allez sans doute découvrir les dernières déclarations du Forum économique mondial à propos de la Grande Réinitialisation destinée à instaurer un gouvernement mondial totalitaire, elles datent du 29 septembre, elles constituent ouvertement un appel de l'oligarchie à la guerre totale contre tous les peuples, leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques légitimes.

Questions : Pourquoi cela n'a-t-il pas fait l'objet des couvertures ou des éditoriaux des publications des partis dits ouvriers, des syndicats dits ouvriers, pourquoi ? Pourquoi pratiquent-ils tous l'autocensure ?

Réponse : Parce qu'aucun n'entend relevé ce défit ou livrer cette guerre, ils sont tous corrompus, morts pour notre cause, ils ont tous basculer dans le camp de la pire réaction, exactement comme le 3 août 1914, alors gardez-vous bien d'affirmer que ce serait impossible.

Ensemble chassons-le !

Le Parisien a rapporté que le despote de l'Elysée a fait coller par une entreprise privée (Selon un adhérent de LREM) dans toute la France, près de 200.000 affiches le représentant haranguant la foule avec le slogan "*Ensemble nous réussirons*" (Source : sputniknews.com 1er octobre 2020)

- 11 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Défense du marxisme.

En temps de guerre, soyons léniniste, soyons marxiste !

LVOG - Eh voilà, je vais encore passer pour un extrémiste !

Lénine - la faillite de la II° Internationale (Juin 1915)

Extrait - Les partis socialistes ne sont pas des clubs de discussion, mais des organisations du prolétariat en lutte, et lorsque des bataillons sont passés à l'ennemi, il faut les flétrir et les proclamer traîtres, sans se laisser "prendre" aux discours hypocrites

qui disent que "tout le monde" ne conçoit pas l'impérialisme "de la même façon"... Le capitalisme dans toutes les manifestations de son brigandage et dans les moindres ramifications de son développement historique et de ses particularités nationales ne sera jamais étudié jusqu'au bout; les savants (et les pédants surtout) ne cesseront jamais de controverser sur les détails particuliers. Il serait ridicule de renoncer "de ce fait" à la lutte socialiste contre le capitalisme, de ne pas vouloir s'opposer à ceux qui ont trahi cette lutte.

- Le mot d'ordre qui généralise et oriente ce travail, qui aide à unir étroitement ceux qui veulent concourir à la lutte révolutionnaire du prolétariat contre son gouvernement et sa bourgeoisie, c'est le mot d'ordre de la guerre civile.

LVOG - Il y a quelques jours dans une causerie j'ai évoqué la formation de milices ouvrières armées dans la perspective d'un soulèvement armée pour renverser le régime et chasser son représentant fascisant, Macron. Je ne voyais pas par quel autre moyen mettre un terme à l'Etat d'urgence permanent ou au coup d'Etat totalitaire couvert par une psychose collective. Toute initiative individuelle serait vouée à l'échec ou ne servirait à rien, quoiqu'on n'en sache rien à l'avance, on privilégie plutôt une démonstration de force collective qui frapperait la conscience des masses.

Quand on les entend dire qu'ils envisageraient d'imposer leurs mesures liberticides au moins jusqu'en mars 2021, en France, ailleurs il y en a qui vont encore plus loin, on se doit d'adopter cette orientation politique, même si elle est violemment rejetée par les dirigeants de tous les partis dits ouvriers qui collaborent avec Macron. On n'appelle pas à descendre armé dans la rue dès maintenant, on affirme qu'il faudra en passer par là et qu'il n'existe aucune autre alternative pour arrêter la furie totalitaire des représentants de l'oligarchie, donc il faut y préparer les militants et les travailleurs.

Redonnons la parole au camarade Lénine.

- Concluons.

La faillite de la II° Internationale s'est exprimée avec le plus de relief dans la trahison scandaleuse, par la majorité des partis social-démocrates officiels d'Europe, de leurs convictions et de leurs résolutions solennelles de Stuttgart et de Bâle. Mais cette faillite, qui marque la victoire totale de l'opportunisme, la transformation des partis social-démocrates en partis ouvriers national-libéraux, n'est que le résultat de toute l'époque historique de la IIe Internationale, de la fin du XIX° et du début du XX° siècle : Les conditions objectives de cette époque transitoire - qui va de l'achèvement des révolutions bourgeoises et nationales en Europe occidentale au commencement des révolutions socialistes - ont engendré et alimenté l'opportunisme. Dans certains pays d'Europe, nous observons au cours de cette période une scission du mouvement ouvrier et socialiste, scission qui se produit, dans l'ensemble, selon qu'on répudie ou non la ligne opportuniste (Angleterre, Italie, Hollande, Bulgarie, Russie); dans d'autres pays se déroule une lutte longue et opiniâtre de courants autour du même problème (Allemagne, France, Belgique, Suède, Suisse). La crise créée par la grande guerre a arraché le voile, balayé les conventions, fait crever l'abcès mûri depuis longtemps, et a montré l'opportunisme dans son rôle véritable d'allié de la bourgeoisie. Il est nécessaire maintenant que celui-ci soit complètement détaché, sur le terrain de l'organisation, des partis ouvriers. L'époque impérialiste ne peut tolérer la coexistence, dans le même parti, des hommes d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et de l'aristocratie semi-petite-bourgeoise de la classe ouvrière, qui jouit de bribes des privilèges que confère à "sa" nation la situation de "grande puissance". La vieille théorie présentant l'opportunisme comme une "nuance légitime" au sein d'un parti unique, étranger aux "extrêmes", est aujourd'hui la pire mystification des ouvriers et la pire entrave du mouvement ouvrier. L'opportunisme ouvertement affirmé, qui répugne d'emblée à la masse ouvrière, est moins terrible et moins nocif que cette théorie du juste milieu, qui justifie la pratique opportuniste par des vocables marxistes, qui entend démontrer par toute une série de sophismes l'inopportunité des actions révolutionnaires, etc. Le représentant le plus en vue de cette théorie, et en même temps le champion le plus autorisé de la II ° Internationale, Kautsky, s'est révélé un hypocrite de premier ordre et un virtuose dans l'art de prostituer le marxisme. Le parti allemand, fort d'un million d'adhérents, ne compte plus de social-démocrates quelque peu honnêtes, conscients et révolutionnaires, qui ne se détournent avec indignation d'une telle "autorité", ardemment défendue par les Südekum et les Scheidemann.

Les masses prolétariennes, dont les anciens chefs sont, probablement dans la proportion de 9 sur 10, passés à la bourgeoisie, se sont trouvées divisées et impuissantes devant le déchaînement du chauvinisme, devant l'oppression des lois martiales et de la censure militaire. Mais la situation révolutionnaire objective créée par la guerre, et qui va se développant en largeur et en profondeur, engendre infailliblement un état d'esprit révolutionnaire, aguerrit et instruit les meilleurs et les plus conscients des prolétaires. Il est possible et il devient de plus en plus probable qu'un changement rapide se produise dans l'état d'esprit des masses, semblable à celui qui, dans la Russie du début de 1905, était lié à la "gaponade", lorsque, en quelques mois, voire en quelques semaines, les couches prolétariennes arriérées ont constitué une armée, forte de millions de combattants, qui a suivi l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. On ne peut savoir si un puissant mouvement révolutionnaire se déploiera juste au lendemain de cette guerre, pendant son déroulement, etc., mais, en tout cas, seul le travail accompli dans ce sens mérite d'être qualifié de socialiste. Le mot d'ordre qui généralise et oriente ce travail, qui aide à unir étroitement ceux qui veulent concourir à la lutte révolutionnaire du prolétariat contre son gouvernement et sa bourgeoisie, c'est le mot d'ordre de la guerre civile.

Vous pouvez substituer à faillite de la II° Internationale, celle de tous les courants politiques issus de la IVe Internationale, les trotskystes officiels aux social-démocrates, la guerre idéologique initiée par le Forum économique mondial à la Première guerre mondiale, la trame est la même et les enseignements politiques également. Quant au dénouement de cette crise, en

l'absence d'une avant-garde révolutionnaire organisée, il faudra encore attendre un long moment avant qu'on puisse concevoir ne serait que le début de l'espoir d'une issue favorable aux classes exploitées et opprimées. Entre temps il peut y avoir une guerre civile, et c'est seulement au cours de celle-ci que pourrait se constituer un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Chacun a pu observer qu'au cours des décennies précédentes, bien que la réaction soit passée violemment à l'offensive contre les masses, rien ne s'est produit, le mouvement ouvrier ne s'est pas recomposé, bien au contraire, il a continué de pourrir sur place ou de virer à droite. Les militants formés dans ces partis n'ont pas été à bonne école (sic!). Qu'ils y soient restés ou qu'ils en soient sortis, ils n'ont jamais été en mesure de faire la part des choses pour constituer un pôle de regroupement sur les bases du socialisme et du marxisme. Il faudra un choc pour qu'ils rompent avec leurs dirigeants et l'opportunisme. C'est ainsi, ils ne sont pas plus évolués que la masse des travailleurs contrairement à ce qu'ils croient, et ils ne comprennent pas davantage la situation... Je possède suffisamment de témoignages sous forme de courriels depuis 12 ans qui le démontrent amplement. C'est le genre de trucs que j'ai aussi en permanence à l'esprit.

- La faillite de la II° Internationale au format pdf

LVOG - Y avez-vous retrouvé ce vous avez lu dans mes causeries ? Remplacez la faillite et la trahison de la social-démocratie par celles de l'avant-garde du mouvement ouvrier en 2020, et observez la ressemblance.

On ne s'en lasse pas.

Lénine - Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici :

1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; crise du "sommet", crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore que "le sommet ne le puisse plus".

2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes "pacifiques", mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le "sommet" lui-même, vers une action historique indépendante. Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire. On a connu cette situation en 1905 en Russie et à toutes les époques de révolutions en Occident mais elle a existé aussi dans les années 60 du siècle dernier en Allemagne, de même qu'en 1859-1861 et 1879-1880 en Russie, bien qu'il n'y ait pas eu de révolutions à ces moments-là.

Pourquoi ? Parce que la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité, en ce qui concerne la classe révolutionnaire, de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne "tombera" jamais, même à l'époque des crises, si on ne le "fait choir".

Telle est la conception marxiste de la révolution, conception maintes et maintes fois développée et reconnue indiscutable par tous les marxistes et qui, pour nous autres Russes, a été confirmée avec un relief tout particulier par l'expérience de 1905.

LVOG - Dites-moi l'"*aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées*", donc y compris les classes moyennes dont Macron pourrit aussi l'existence, on y est ou on est en train d'y venir, non ?

Au lieu de : "*Il ne suffit pas, habituellement, que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore que "le sommet ne le puisse plus*", on pourrait écrire : Il ne suffit pas que "*la base ne veuille plus*" vivre muselée, mais il importe encore que "*le sommet*" ne puisse plus faire autrement que lui imposer.

DEUXIEME PARTIE

Nous sommes sous un régime fasciste.

On se retrouve exactement dans la même situation et avec le même consensus qu'en temps de guerre (mondiale), mais au lieu qu'il

y ait plusieurs protagonistes qui s'affrontent, là il n'y a que deux camps distincts en guerre, d'un côté, l'agresseur, celui qui est armé et qui recourt au totalitarisme par voie législative, institutionnelle, en s'appuyant sur l'appareil de répression (policier, militaire et judiciaire) de l'Etat pour le faire respecter, tous les gouvernements et acteurs politiques ou sociaux de la planète, de l'autre, tous les peuples dont les libertés individuelles et collectives sont suspendues ou gravement entamées.

La question est de savoir pendant combien de temps encore la classe ouvrière et les classes moyennes vont supporter ces mesures totalitaires qui les privent des libertés les plus fondamentales, qui réduisent à néant le peu de libertés dont elles disposaient encore.

La question est aussi de savoir pendant combien de temps encore les membres du corps médical qui ont dénoncé ces mesures liberticides vont-il continuer à tenir un double langage, en expliquant par exemple que le confinement est néfaste, et affirmer par ailleurs qu'il pourrait être utile, pareil pour le masque, bien qu'ils sachent qu'il est inopérant pour arrêter ce coronavirus, ils affirment qu'il pourr

Le virus de la grippe saisonnière est de retour et ils l'instrumentalisent comme nous l'avions prévu.

Coronavirus: feu vert de l'Assemblée nationale pour conforter les armes du gouvernement - AFP 2 octobre 2020

Alors que les indicateurs du Covid-19 virent au rouge, l'Assemblée nationale a donné son feu vert dans la nuit de jeudi à vendredi à la prolongation controversée des moyens aux mains du gouvernement, des fermetures de restaurants à la restriction des déplacements, jusque fin mars prochain.

Pour "protéger les Français", "nous avons besoin de ce texte", même s'il limite les libertés publiques, a plaidé dans l'hémicycle le ministre de la Santé Olivier Véran, sous le feu de critiques venant de tous les camps.

Le projet de loi donnant à l'exécutif des moyens d'agir pour cinq mois supplémentaires "ne suscite pas l'enthousiasme général", a euphémisé M. Véran, appelant au "courage". Chacun à sa suite a fait assaut de "responsabilité".

Mêmes préventions à gauche: les Insoumis jugent le régime transitoire "pas nécessaire" et les communistes mettent en garde contre une "accoutumance à un régime dérogatoire du droit commun". AFP 2 octobre 2020

Que se passe-t-il entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ?

- Selon la Turquie, l'Azerbaïdjan a légitimement déclenché le conflit - Réseau Voltaire 30 septembre 2020

Le président Recep Tayyip Erdogan, intervenant le 28 septembre 2020 lors d'un symposium sur le droit international maritime a abordé le conflit autour du Haut-Karabagh.

Il a rappelé que depuis la dissolution de l'URSS —c'est-à-dire depuis 30 ans—, les États-Unis, la Russie et la France (Groupe de Minsk) ont vainement tenté de résoudre le conflit. Puis a déclaré :

« On dirait qu'ils ont fait tout leur possible pour ne pas résoudre cette question. Et maintenant, ils donnent des leçons et de temps en temps ils profèrent des menaces. Quelle est leur menace ? 'La Turquie, est-elle là ? Les soldats turcs, sont-ils là ? Ceux qui posent ces questions sont ceux qui ont transféré des milliers de camions d'armes dans notre sud, surtout dans le nord de la Syrie. Ceux qui posent ces questions sont ceux qui ont divisé le nord de la Syrie et y établi leurs bases. Ceux qui posent ces questions sont ceux qui ont fourmillé en Syrie avec les pouvoirs de coalition. »

Reconnaissant que les hostilités ont été déclenchées par Bakou, il a poursuivi : « L'Azerbaïdjan qui considère qu'il est temps de demander des comptes ont dû prendre lui-même les choses en main ». Réseau Voltaire 30 septembre 2020

- L'Azerbaïdjan armé par Israël contre l'Artsakh - Réseau Voltaire 1er octobre 2020

Selon Flightradar24,

- Deux avions de transport militaire Iliouchine, immatriculés 4K-AZ101 et 4K-78131, affrétés par le ministère azerbaïdjanais de la Défense sont arrivés de Bakou, le 24 septembre 2020, sur l'aéroport d'Ovda (Israël) et son retournés à leur base après chargement.

- Un avion de transport militaire Iliouchine Il-76TD immatriculé AZQ4611 de la compagnie d'État azerbaïdjanaise Silk Way Airlines [1] est arrivé de Bakou sur l'aéroport israélien d'Ovda, le 30 septembre 2020 et est retourné en Azerbaïdjan quelques heures plus tard. Réseau Voltaire 1er octobre 2020

TROISIEME PARTIE

Demandez le programme du gouvernement mondial totalitaire. (https://fr.weforum.org)

1984 - George Orwell.

- LA GUERRE, C'EST LA PAIX.

- LA LIBERTE, C'EST L'ESCLAVAGE.

- L'IGNORANCE, C'EST LA FORCE.

LVOG - Ayez à l'esprit avant de lire cette partie, que vous avez affaire aux pires monstres de la planète dont la détermination est sans faille et le cynisme sans fond, absolument, si pour une raison ou une autre vous aviez la faiblesse de les ménager ou de leur accorder la moindre intention bienveillante envers les peuples, vous seriez foutu.

Mais d'où cela vient-il ? De leur pandémie idéologique et non sanitaire, ils le disent eux-mêmes. Tout ce qui suit figure dans le portail du Forum économique mondial, sauf indication contraire.

Le 5 juin 2020 lors du lancement de la Grande Réinitialisation du Forum économique mondial.

- L'initiative est née de la plate-forme d'action COVID du Forum. Et, alors que nous entrons dans une période où il est possible de façonner la reprise de COVID-19, la Grande Réinitialisation offrira des perspectives qui aideront à informer tous ceux qui déterminent l'état futur des relations mondiales, l'orientation des économies nationales, les priorités des sociétés, la nature des modèles commerciaux et la gestion d'un bien commun mondial.

LVOG - Ils ont dit.

"Il y a une occasion en or de tirer quelque chose de bon de cette crise... les crises mondiales ne connaissent pas de frontières, et soulignent à quel point nous sommes interdépendants en tant que peuple partageant une seule planète." — Prince Charles

Il a ajouté : "Si nous ne prenons pas les mesures nécessaires, et si nous ne construisons pas de manière plus verte, plus inclusive et plus durable, nous aurons alors de plus en plus de pandémies".

https://www.youtube.com/watch?v=PzNbNbIFJbE

LVOG - Traduction : L'écologie politique était un instrument du totalitarisme...

"La pandémie a accéléré l'adoption des technologies numériques... le haut débit est devenu l'électricité du XXIe siècle." — Bradford L. Smith, Président de Microsoft

https://www.youtube.com/watch?v=GO0SP6Z88CI

LVOG - Traduction : Voilà pourquoi ils veulent imposer la G5...

"Nous ne pouvons plus jamais permettre que nos systèmes de santé, d'éducation et de soins soient sous-financés". — Sharan Burrow, secrétaire générale, Confédération syndicale internationale

https://www.youtube.com/watch?v=NGqHOSuN0I0

LVOG - Traduction : Et le meilleur moyen d'y parvenir, c'est de les privatiser totalement ou que des acteurs privés en prennent le contrôle.

"Le meilleur mémorial que nous puissions construire pour ceux qui ont perdu la vie dans la pandémie est ce monde plus vert, plus intelligent et plus juste." — Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international.

https://www.youtube.com/watch?v=FX3lwgDZ-z8

LVOG - Traduction : Voilà comment ils crachent sur les tombes de leurs victimes innocentes...

"Nous avons besoin de notre imagination ici : nous voyons chaque jour le domaine du possible, il est défini chaque jour maintenant." — Bernard Looney, directeur général, BP

https://www.youtube.com/watch?v=dRk21tDYNNM

LVOG - Traduction : Chaque jour le ministère de la Vérité délivrera son message et chaque serf sera prié d'y adhérer sans broncher...

"Le temps du cynisme est un peu derrière nous.... Être un critique de salon n'est vraiment pas acceptable. Il est temps de venir à la table des négociations et de faire la différence." — Ajay S. Banga, Directeur général, Mastercard

https://www.youtube.com/watch?v=yvVkZV1WHwk

LVOG - Traduction : Il n'y aura même plus de place pour les opposants modérés, ils ne seront plus tolérés, ils devront collaborer au régime ou sinon...

- « Le néolibéralisme a fait son temps », Klaus Schwab et Thierry Malleret publient « COVID-19 : La Grande Réinitialisation » - weforum.org 29 septembre 2020

Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum Économique Mondial, et Thierry Malleret, fondateur du Monthly Barometer, publient la version française de leur livre sur la crise du coronavirus, livre qui a fait les gros titres dans les médias internationaux dans sa version originale

- Les auteurs y explorent les implications profondes et dramatiques de la pandémie de COVID-19 sur le monde de demain, et plaident pour une « Grande Réinitialisation »

- Pour demander un exemplaire du livre, « COVID-19 : La Grande Réinitialisation », cliquez ici

- Le livre complet est disponible sur Amazon France et Amazon Canada

Genève, Suisse, 29 Septembre 2020 - Depuis son entrée sur la scène mondiale, la COVID-19 a perturbé les systèmes de santé, les économies et les sociétés du monde entier. Le nouveau livre de Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum Économique Mondial, et de Thierry Malleret, fondateur du Monthly Barometer, examine les implications profondes de la pandémie et fait valoir la nécessité d'une « Grande Réinitialisation » dans tous les domaines, de l'élaboration des politiques aux entreprises.

« Nous sommes à la croisée des chemins », affirment les auteurs, « Une seule voie nous mènera à un monde meilleur, plus inclusif, plus équitable et plus respectueux de la nature. L'autre nous mènera vers un monde qui ressemble à celui que nous venons de quitter - mais en pire et constamment assailli de mauvaises surprises. Nous devons donc faire les choses correctement ».

Ce livre - en partie d'analyse économique et en partie axé sur les politiques publiques - est le premier du genre au niveau mondial. Il est paru dans sa version originale au plus fort de la crise COVID dans le monde. Il comprend de la théorie et des exemples pratiques, mais il est surtout explicatif, contenant de nombreuses conjectures et idées sur ce à quoi le monde post-pandémique pourrait et, peut-être, devrait ressembler.

Le livre a récemment fait gros titres dans les médias internationaux après un entretien accordé par Klaus Schwab à « Zeit Online ». Selon le professeur « le néolibéralisme a fait son temps » ce qui est démontré par la crise et ses conséquences sociétales et économiques.

« L'ouvrage fournit un regard kaléidoscopique sur les conséquences de la pandémie rendu encore plus nécessaire par la résurgence des cas de COVID-19 » affirme Thierry Malleret. Le premier chapitre évalue l'impact de la pandémie sur cinq grandes catégories : économique, sociétale, géopolitique, environnementale et technologique. Le deuxième chapitre examine les effets microéconomiques, sur des industries et des entreprises spécifiques. Le troisième chapitre émet des hypothèses sur la nature des conséquences possibles au niveau individuel.

Le livre paraît en version française cette semaine sur Amazon, il sera disponible gratuitement du 30 septembre 9h au 2 Octobre 9h via ce lien et sera bientôt disponible dans le monde entier. Son prix est de 4,99 € / CDN$7.99 pour le livre électronique et 12,99

€ / CDN$19.99 pour la version imprimée, ce qui le rend accessible à un très large public. Des traductions en allemand, espagnol, japonais, chinois mandarin et coréen sont également prévues pour 2020.

Notes aux rédacteurs :

Le livre « COVID-19 : La Grande Réinitialisation » est disponible dans son intégralité :

- Sur Amazon France

LVOG - La présentation de ce livre par Amazon.

Amazon - Depuis ses débuts sur la scène internationale, la COVID-19 a radicalement bouleversé la manière de gouverner les pays, de vivre avec les autres et de participer à l'économie mondiale. « COVID-19 : la Grande réinitialisation » est un guide pour tous ceux qui veulent comprendre dans quelle mesure le nouveau coronavirus pourrait être source de perturbations et de souffrances, et quels changements sont nécessaires pour créer un monde plus inclusif, plus résilient et plus durable.

Ce livre propose une analyse inquiétante et pourtant pleine d'espoir. La COVID-19, la plus grande crise de santé publique de ce siècle, a entraîné une catastrophe économique phénoménale et empiré les inégalités déjà présentes. Mais la force de l'être humain réside dans sa clairvoyance, son ingéniosité et, du moins dans une certaine mesure, sa capacité à prendre son destin en main et planifier un avenir meilleur. Ce livre nous montre par où commencer.

Le Professeur Klaus Schwab est le fondateur et président du Forum Économique Mondial. Défenseur de la première heure du « capitalisme des parties prenantes », il est l'auteur de plusieurs ouvrages, y compris « La quatrième révolution industrielle ». Thierry Malleret est le directeur associé de Monthly Barometer, un service d'analyse prédictive succincte. Il a écrit plusieurs ouvrages économiques et articles universitaires et a publié quatre romans.

LVOG - Dans la page d'accueil de leur portail. Vous noterez que nous sommes bien en présence de fanatiques enragés.

Beaucoup de choses vont changer à jamais après COVID-19.

Nous devons faire en sorte que le Grand Rétablissement se fasse correctement. Les défis sont plus grands que ce que l'on imaginait, mais notre capacité à réinitialiser est également plus grande que ce que nous avions osé espérer auparavant.

Voici un extrait du nouveau livre du Professeur Klaus Schwab et de Thierry Malleret: COVID-19: La Grande Réinitialisation.

A peine six mois après le début de la pandémie, le monde n'est plus celui que nous connaissions. Dans ce court laps de temps, la COVID-19 a à la fois déclenché des change-ments considérables et amplifié les divisions qui assaillent déjà nos économies et nos sociétés. Des inégalités croissantes, un sentiment d'injustice généralisé, l'approfondissement des clivag-es géopolitiques, la polarisation politique, des déficits publics croissants et des niveaux d'endettement élevés, une gouvernance mondiale inefficace ou inexistante, une financiarisation exces-sive, la dégradation de l'environnement : tels sont quelques-uns des défis majeurs qui existaient avant la pandémie. La crise du coronavirus les a tous exacerbés.

La débâcle de la COVID-19 pourrait-elle être l'éclair avant le tonnerre ? Aurait-elle la force de déclencher une série de changements profonds ?

Nous ne pouvons pas savoir à quoi ressemblera le monde dans dix mois, encore moins dans dix ans, mais ce que nous savons, c'est que si nous ne faisons rien pour réinitialiser le monde d'aujourd'hui, celui de demain sera profondément touché. Dans la Chronique d'une mort annoncée de Gabriel Garcia Marquez, un village entier prévoit une catastrophe imminente, et pourtant aucun des villageois ne semble capable ou désireux d'agir pour l'empêcher, jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Nous ne voulons pas être ce village

- Pour éviter d'en arriver là, nous devons sans tarder mettre en route la Grande réinitialisation. Ce n'est pas un « bonus » mais une nécessité absolue. Ne pas traiter et réparer les maux profondément enracinés de nos sociétés et de nos économies pourrait accroître le risque, comme tout au long de l'histoire, d'une réinitialisation finalement imposée par des chocs violents comme des conflits et même des révolutions. Il nous incombe de prendre le taureau par les cornes. La pandémie nous donne cette chance : elle « représente une fenêtre d'opportunité rare mais étroite pour réfléchir, réimaginer et réinitialiser notre monde. »

La crise profonde provoquée par la pandémie nous a donné de nombreuses occasions de réfléchir à la manière dont nos écon-omies et nos sociétés fonctionnent et aux impasses qu'elles ren-contrent. Le verdict semble clair : nous devons changer. Mais en sommes-nous capables ? Allons-nous tirer les leçons des erreurs que nous avons commises dans le passé ? La pandémie ouvrira-t-elle la porte à un avenir meilleur ? Allons-nous mettre de l'ordre dans notre grande maison, le monde ? En termes

simples, allons-nous mettre en oeuvre la Grande réinitialisation ? Cette réinitialisation est une tâche ambitieuse, peut-être trop ambitieuse, mais nous n'avons pas d'autre choix que de faire tout notre possible pour l'accomplir.

Il s'agit de rendre le monde moins clivant, moins polluant, moins destructeur, plus inclusif, plus équitable et plus juste que celui dans lequel nous vivions à l'ère pré-pandémique. Ne rien faire, ou trop peu, revient à avancer aveuglément vers toujours plus d'inégalités sociales, de déséquilibres économiques, d'injustice et de dégradation de l'environnement. Ne pas agir équivaudrait à laisser notre monde devenir plus méchant, plus divisé, plus dangereux, plus égoïste et tout simplement insupportable pour de larges segments de la population mondiale. Ne rien faire n'est pas une option viable.

La Grande réinitialisation est loin d'être une affaire conclue cependant. Certains pourraient rejeter la nécessité de suivre cette voie, craignant l'ampleur de la tâche et espérant que le sentiment d'urgence s'estompera et que la situation reviendra bientôt à la « normale ».

L'argument en faveur de la passivité est le suivant : nous avons déjà traversé des chocs similaires - des pandémies, des récessions brutales, des divisions géopolitiques et des tensions sociales - et nous les traverserons à nouveau. Comme toujours, les sociétés vont se reconstruire, et nos économies aussi. La vie continue ! Les arguments allant à l'encontre de la réinitialisation sont également fondés sur la conviction que le monde ne va pas si mal et que régler quelques détails suffira à l'améliorer.

Il est vrai que l'état du monde est en moyenne bien meilleur aujourd'hui que par le passé. Il faut l'admettre, en tant qu'êtres humains, nous n'avons jamais eu une telle chance. Presque tous les indicateurs clés qui mesurent notre bien-être collectif (comme le nombre de personnes en situation de pauvreté ou mourant en raison de conflits, le PIB par habitant, l'espérance de vie ou le taux d'alphabétisation, et même le nombre de décès causés par des pandémies) n'ont cessé de s'améliorer au cours des siècles passés, et ce de manière impressionnante au cours des dernières décennies.

Mais ces améliorations ne concernent que la moy-enne - une réalité statistique qui n'a aucun sens pour ceux qui se sentent (et sont si souvent) exclus. Par conséquent, la conviction que le monde d'aujourd'hui est meilleur qu'il ne l'a jamais été, bien qu'elle soit correcte, ne peut servir d'excuse pour se contenter du statu quo et ne pas remédier aux nombreux maux qui continuent à affliger notre monde.

Nous sommes maintenant à la croisée des chemins. Une seule voie nous mènera vers un monde meilleur : plus inclusif, plus équitable et plus respectueux de Mère Nature. L'autre nous conduira dans un monde semblable à celui que nous venons de laisser derrière nous - mais en pire et constamment jalonné de mauvaises surprises. Nous devons donc faire les choses correctement. Les défis qui se profilent à l'horizon pourraient être plus conséquents que ce que nous avons choisi d'imaginer jusqu'à présent, mais notre aptitude à repartir de zéro pourrait également être meilleure que ce que nous avions osé espérer auparavant.

Haut de page

Le 11 octobre 2020

CAUSERIE ET INFOS

- 3 pages au format pdf

Ce n'est pas une causerie. On ne cause plus, on flingue ! Sinon on informe.

J'ai mis en ligne les documents suivants :

- DOCUMENT. COVID-19: La Grande Réinitialisation. (30.09)
- DOCUMENT. « Le néolibéralisme a fait son temps ». (30.09)

- DOCUMENT. Combattre le virus : Le chômage de masse n'est pas la solution (21.09)

- DOCUMENT. Le vaccin de Gates propage la polio à travers l'Afrique. (06.10)
- DOCUMENT. Réanimation et COVID-19, quelques points saillants (10.10)
- DOCUMENT. Le programme mondial de Bill Gates et comment nous pouvons résister à sa guerre contre la vie. (10.10)
- DOCUMENT. « Le vaccin devrait d'abord être testé sur les politiciens.
  S'ils survivent, le vaccin est sûr. S'ils ne survivent pas, alors le pays est sûr. » (10.10)

- DOCUMENT. France – Le nombre des hospitalisations COVID-19 inclut les cas probables (08.10)
- DOCUMENT. COVID-19: La Suède a-t-elle atteint l'immunité collective? (07.10)
- DOCUMENT. Qu'est-ce que la COVID-19? (03.10)

- DOCUMENT. Les enjeux de l'échiquier Arménie-Azerbaïdjan. (04.10)
- DOCUMENT. Les barbares à la porte de la ferme: le capital-investissement à l'assaut de l'agriculture. (03.10)

- DOCUMENT. Discours de Moammar Kadhafi à la 64ème session de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. (2009)

Le petit récit que j'ai envoyé à un membre de ma famille en France qui n'a pas de conscience politique, j'ai simplifié.

Au départ en 2011 je n'avais pas condamné le bombardement de la Libye par la France et l'Otan, puis je me suis rapidement ravisé quand j'appris ce qui se passait réellement, les médias, Sarkozy et Hollande, les partis dits ouvriers avaient menti à tout le monde sur Kadhafi, c'était un président vraiment exceptionnel.

Imagine un peu : Les Libyens ne payaient ni taxe (TVA) ni impôts, absolument aucun ; L'Etat versait 300 dollars aux familles les plus pauvres pour qu'elles aient un mode de vie décent ; Les emprunts pour acheter n'importe quoi étaient sans intérêt ; La santé était entièrement gratuite et en cas d'opération effectuée à l'étranger, c'est l'Etat qui prenait tout en charge, les billets d'avions, les frais de séjour et médicaux, etc. ; L'école et l'université étaient entièrement gratuites, et quand des étudiants partaient étudier à l'étranger, quel que soit leur statut social, l'Etat payait tout, il leur versait même de l'argent de poche pour leurs dépenses courantes ; L'eau et l'électricité étaient gratuites ; Un couple se mariait, l'Etat mettait à sa disposition gratuitement une maison ou un appartement ; Chaque femme qui accouchait recevait un chèque de l'Etat de 5000 dollars, une fortune en Libye ; L'essence était pratiquement gratuite, 0,1 dollar le litre ; Les transports en commun étaient gratuits, etc. Bordel, j'aurais bien voulu vivre dans un pays pareil, pas de chômage, pas de pauvres véritablement, pas de clochards, pas de mendiants. J'ai visionné 5 vidéos qui ont confirmé tout cela, c'est la stricte vérité, et pendant ce temps-là on a décrit Kadhafi comme un tyran sanguinaire, un fou, parce qu'il en avait fait trop pour son peuple. Il a même fertilisé le désert libyen, 85% du territoire, les travaux ont duré de 1983 à 2010 pour 30 milliards de dollars, et attend, l'agriculture était entièrement organique ou bio, autosuffisance alimentaire, putain, quel bonheur, voilà pourquoi ils l'ont assassiné. Tout l'argent venait du pétrole qu'il avait nationalisé, un crime que les occidentaux ne lui pardonneront jamais.

Kadhafi avait aplani les inégalités sociales sans les supprimer totalement, mais la population vivait heureuse avec un régime social aussi généreux, plus généreux que dans n'importe quel pays du monde... L'Otan s'est servi de mercenaires étrangers d'al-Qaïda pour embrigader les Libyens qui étaient en bas de l'échelle et les dresser contre Kadhafi en leur faisant miroiter fortune et pouvoir, résultat ils ont tout perdu, absolument tout, voilà à quoi mène la connerie humaine. Et tout cela dans l'indifférence des peuples en Europe convertis à l'esclavage...

Quand tu sais cela, tu ne t'étonnes plus de rien, tout se tient, tout s'explique, tout a une explication. L'avion qui avait explosé au-dessus de Lockerbie, c'était un coup des Iraniens et non de Kadhafi, accusé par les occidentaux, il a réglé 2,3 milliards de dollars aux familles pour clôturer l'affaire avec laquelle il n'avait rien à faire. Il voulait unifier et développer l'Afrique (55 pays), lui donner une monnaie unique avec une banque centrale, donc se passer du dollar et du franc CFA, de l'euro, trop c'était trop, alors ils ont inventé un tas d'histoires sur lui pour justifier auprès de l'opinion publique son assassinat. Il fut le 25e chef d'Etat ou de gouvernement africains assassinés par la France...

J'ajoute un mot.

Vous allez en passer par là en France, ils vont vous pourrir la vie comme vous n'avez pas idée, vous n'avez encore rien vue, je vous le garantis... Mon courant politique ne vous intéresse pas, soit ! Faites confiance aux barbares qui cautionnent la machination au coronavirus : "*La pandémie qui reprend*" (Editorial de D. Gluckstein - La Tribune des travailleurs - POID, *La République barbare*, il en est le complice !)

Je répondrai dans quelques jours à un courriel que j'ai reçu, au vitriol, je vous dirai tout ce que je pense, y compris ce que je n'avais jamais encore osé vous dire, au point où nous en sommes, puisque nous n'avons plus rien à perdre, autant se lâcher. Quant à ceux qui me croiraient amer ou aigri, ils se trompent lourdement, personnellement je ne me suis jamais senti aussi bien, hormis la santé qui donne des signes de faiblesse.

Je pense qu'après je n'aurai plus aucun lecteur, on prend les paris !

On m'a pris pour un connard, si, si j'y tiens, c'est votre droit et je le respecte, la réciprocité aussi, s'il vous plaît. Tardieu complotiste, gauchiste, extrémiste, quand les faits lui donnent raison, cette flatteuse caractérisation tombe d'elle-même.

Totalitarisme. Le fascisme ordinaire s'installe.

Au Canada.

- Covid : au Québec, interdiction de recevoir des invités chez soi - Le Point.fr 29 septembre 2020

Du 1er au 28 octobre, les bars, restaurants et cinémas seront également fermés. Toute la province, y compris Montréal, a été placée en alerte rouge. Le Québec compte plus de huit millions d'habitants...

Le nombre de nouveaux malades, autour de la centaine fin août, n'a cessé de grimper depuis pour approcher le millier le week-end dernier, mais le nombre de décès restait stable (entre zéro et six par jour). Le Point.fr 29 septembre 2020

LVOG - Deux infos valent mieux qu'une tellement c'est gros.

- Coronavirus : au Québec, la police pourra entrer chez les habitants pour vérifier qu'il ne reçoivent pas d'invités - cnews 01 octobre 2020

Face à la recrudescence du coronavirus, le Québec choisit la manière forte. A partir de ce jeudi et pour au moins 28 jours, les habitants des zones classées rouges - dont font partie les régions de Montréal et Québec - ne peuvent plus recevoir d'invités à leur domicile. La police pourra entrer chez eux pour vérifier qu'ils respectent bien cette consigne.

Les participants d'un rassemblement privé illégal - mais aussi d'un rassemblement extérieur, désormais interdit dans les zones rouges - s'exposent à une amende de 1.000 dollars canadiens, soit 640 euros (1.500 dollars avec les frais, soit 960 euros). cnews 01 octobre 2020

En Suisse.

- Genève : bientôt une déclaration obligatoire pour les fêtes privées - LePoint.fr 10 octobre 2020

Avant d'organiser un apéritif ou un repas de famille, les Genevois auront l'obligation de prévenir les autorités. Et de donner les noms des convives.

Inviter ses copains à boire un verre de fendant, le vin blanc suisse emblématique, ou faire déguster des perches du lac Léman à ses cousins va devenir compliqué à Genève à partir de la semaine prochaine. Le Conseil d'État (le gouvernement) a décidé de rendre obligatoire l'annonce de fêtes privées. L'organisateur devra fournir aux autorités les coordonnées des participants et apporter des précisions sur le genre de soirée et sur les mesures de protection mises en place ! Ce n'est pas tout. Mario Poggia, le conseiller d'État (ministre) de la Sécurité, de l'Emploi et de la Santé, a annoncé à la Radio télévision suisse (RTS) qu'il pourra aussi y avoir sur le moment ou a posteriori des contrôles afin de vérifier que les mesures sanitaires ont été bien respectées.

Plus grave : si au moins deux convives, qui participaient à ce repas ou à cette fête familiale, sont ensuite testés positifs au Covid-19, l'organisateur « devra en répondre ». Bref, les Genevois vont dorénavant réfléchir à deux fois avant d'ouvrir leur porte à des parents ou à des amis.

Toutefois, ce n'est que mercredi prochain que le gouvernement genevois communiquera les modalités d'application de ces mesures destinées à freiner le virus. À savoir, à partir de combien de personnes faudra-t-il annoncer un repas de famille ou une fête d'anniversaire ? Et combien de jours avant ? Dans La Tribune de Genève, un conseiller municipal de la ville de Genève a déjà exprimé son désaccord en termes fleuris. « Les frontières restent grandes ouvertes sans aucun contrôle. Il faut être sacrément gonflé pour emmerder les citoyens genevois », lâche Vincent Schaller, membre de l'Union démocratique du centre, le parti le plus à droite de l'échiquier politique. En effet, chaque jour près de 90 000 frontaliers viennent travailler dans le canton. Difficile de bloquer la frontière : dans les hôpitaux, plus de la moitié des infirmiers et infirmières sont français.

Deux autres cantons prennent des mesures similaires, à savoir ceux de Neuchâtel et du Jura. À Neuchâtel, l'organisateur d'une fête privée devra s'annoncer cinq jours à l'avance aux autorités. LePoint.fr 10 octobre 2020

Haut de page

Le 14 octobre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je rajouterai plus tard une compilation des articles du Réseau Voltaire sur ce qui se passe au Karabagh.

Si après j'avais encore des lecteurs, je n'aurais qu'à en prendre qu'à moi-même !

- pages au format pdf

Fabrication d'une pandémie sanitaire liberticide par un régime mondial totalitaire.

On ne peut pas comprendre la situation si on ne tient pas compte des liens existant entre trois facteurs :

1- L'interdiction de prescrire et de vendre des molécules ou médicaments permettant de faire baisser la charge virale ou de soigner en début de contamination, dont ceux de types antipaludéens efficaces contre ce coronavirus notamment.

Le but : Faire croire qu'il n'existe pas de traitement, et que par conséquent il va y avoir forcément un maximum de personnes gravement infectées et de morts, de manière à cautionner l'existence d'une pandémie imaginaire et alimenter la psychose collective ainsi créée.

2- La frénésie de test qui conduit mécaniquement à l'augmentation exponentielle du nombre de cas positifs, compte tenu que l'ensemble de la population a été en contact avec le covid-19.

Le but : Faire croire à une "deuxième vague" ou entretenir artificiellement la croyance qu'une menace mortelle planerait en permanence sur l'ensemble de la population, de manière à justifier l'instauration sur le long terme de mesures suspendant les libertés individuelles et collectives.

3- Le refus de considérer que l'ensemble de la population aurait été en contact avec le coronavirus, et que par conséquent elle aurait acquis une immunité collective qui se traduirait pas une diminution des formes graves de contamination, ainsi que la létalité du covid-19.

Le but : Entretenir la peur et qu'à terme la vaccination se substitue à tous les traitements existant déclarés inefficaces ou l'usage illégal, et qu'elle s'impose à la population qui la plébisciterait.

Pourquoi ai-je décidé d'arrêter cette activité politique ?

Certainement pas pour les raisons que les uns et les autres ont pu imaginer, et vous allez comprendre pourquoi. Se justifier encore et encore, quelle patience il faut avoir !

Avant d'en arriver là, je suis passé par tous les états que je décris. Je ne me pose pas en donneur de leçons ou en modèle, la seule fois où j'en avais adopté un, cela ne m'a pas réussi ! Et si le conformisme est un véritable fléau, un poison qui tue lentement mais sûrement, l'anti-conformisme obsessionnel peut s'avérer en être un tout aussi redoutable ou pire encore, car il est l'attribut des despotes.

Je vais vous avouer un truc, depuis 2008, jamais je n'ai rencontré un seul militant qui partageait de près ou de loin mon orientation politique, qui incluait les conclusions auxquelles j'étais parvenu sur les questions essentielles, jamais.

Je vais être plus précis encore. N'allez pas croire que j'aurais adopté une posture ou que je cultiverais une image, celle du type qui se la joue modeste et qui ne le serait pas en réalité. Pas du tout. Je sais simplement qu'une image déformée peut être néfaste à l'attention qu'on portera à un discours, donc quand on envisage de le partager, il faut essayer de donner de soi-même une image qui soit la plus fidèle possible à la réalité, car en cas de tricherie, cela vous reviendra un jour en pleine figure ; On ignore quelles épreuves nous attendent dans la vie, c'est imparable, il est donc préférable en règle générale d'être soi-même avec ses qualités et ses défauts. De ce fait, on est plus vulnérable aux attaques de nature déloyale le plus souvent inconscientes de la part de personnes plus ou moins malintentionnées ou ignorantes. J'en ai assumé les conséquences bien que ce soit très désagréable à vivre, la nature humaine est ainsi faite généralement, j'en ai pris mon parti plutôt que manoeuvrer ou tromper qui que ce soit, à commencer par moi-même. J'ai vécu assez longtemps ce que je décris ici ou dans l'hypocrisie, pour cesser définitivement après en avoir pris conscience.

D'ailleurs pour prouver ce qui a été dit précédemment, c'est bien simple, il suffit de reprendre les réponses que j'avais envoyées aux courriels que j'avais reçus de militants. Chaque fois que j'évoquais un sujet précis et argumenté, ils esquivaient systématiquement, ils me répondaient en me parlant d'autres choses, ce qui révélait qu'on n'était pas du tout sur la même longueur d'onde, et quand il m'arriva de leur faire remarquer, car à aucun moment je n'ai voulu qu'ils croient que je partageais

leurs illusions ou les conforter dans leur croyance, plus jamais ils ne me contacteront, ce qui signifiait que loin de m'être fait des idées, j'avais ciblé juste, là où cela faisait mal, et ils avaient été incapables de l'assumer. A aucun moment je ne les ai pas pris en traître ou pour plus idiots qu'ils étaient selon moi, car j'avais fait en sorte d'être suffisamment explicite pour qu'ils comprennent ce que je voulais dire, et je savais qu'ils en étaient parfaitement capables. C'est la raison pour laquelle par la suite ils n'ont pas essayé de s'expliquer pour chercher à me convaincre de quoi que ce soit ou à défendre leur orientation ou leurs analyses, parce qu'elles étaient indéfendables, et quelque part ils le savaient.

Je n'ai rencontré que des militants limités, dogmatiques ou bornés qui ne concevaient la discussion politique qu'à sens unique, que sur leur propre terrain, seuls leurs arguments devaient être pris en compte. Pire, seule la manière dont ils les traitaient devait être retenue, et les miens ou ma méthode ne les intéressaient pas du tout, ils s'en foutaient littéralement, c'est pour cela que je n'ai jamais eu de correspondance sérieuse ou approfondie avec des militants. Contrairement à eux, je me suis fait un malin plaisir à partir de leurs démonstrations à en démontrer les faiblesses, les lacunes, les contradictions, les incohérences, faits ou expériences à l'appui, c'était trop, insupportable pour eux. Et quand je revenais sur mes propres analyses en leur montrant que décidément nous ne partagions pas non plus les mêmes principes, je ne leur laissais aucune chance de s'en sortir par des artifices.

Bien des militants confondent leurs intérêts individuels avec les intérêts collectifs qu'ils prétendent représenter.

La plupart des gens vous prêtent des intentions qui vous sont étrangères ou qui leur appartiennent, ce dont manifestement ils n'ont pas conscience. Deux exemples.

Je ne vois pas comment je pourrais émettre des jugements de valeur, expression que je n'ai jamais employé du reste, en m'en tenant strictement aux faits, en remontant toujours à l'origine d'une idée ou d'un comportement, d'une émotion ou d'un acte, d'un geste ou d'une parole, que je ne traite jamais hors de son contexte, hors de rapports sociaux...

Quant à avoir soudainement de l'amertume, c'est la même chose, c'est une pure vue de l'esprit ou une projection inconsciente. Comment voudriez-vous que j'ai de l'amertume en ce mois d'octobre 2020, après avoir insisté lourdement une multitude de fois dans mes causeries depuis des années sur la dégénérescence complète, la putréfaction du mouvement ouvrier, le caractérisant de corrompu, de corporatiste, de réactionnaire ? N'ai-je pas écrit à de nombreuses reprises qu'il fallait le refonder ? Ce n'est pas l'attitude de quelqu'un qui aurait encore des illusions, et qui une fois désillusionné manifesterait de l'amertume. Je crois que c'était Marx qui avait mis en garde contre une sorte d'optimisme béat, auquel il opposait une interprétation rationnelle de la réalité. N'ai-je pas rappelé à maintes reprises que les conditions d'une révolution n'avaient jamais été réunies ni de près ni de loin au cours de la seconde moitié du XXe siècle, contrairement à ce qu'on avait voulu nous faire croire ? Je n'ai jamais formulé d'espoirs démesurés ou déconnectés de la réalité, mais des perspectives politiques certes audacieuses, tout en étant soumises à des conditions. Or, il se trouve qu'on a la mauvaise habitude de ne retenir les premières pour mieux oublier les secondes.

Combien de fois ai-je déclaré que le socialisme pourrait demeurer une utopie ? Donc je ne me suis jamais comporté en mégalomane ou en mythomane cédant ensuite à la démoralisation ou au désenchantement. Avoir foi dans le socialisme et les masses comme disait Marx, ce n'est pas devenir un abruti ou un fanatique qui croit n'importe quoi, c'est juste avoir conscience que l'issue du processus historique inconscient peut être favorable à l'espèce humaine, à l'homme, à la civilisation humaine, à l'humanité toute entière, tout en sachant qu'une issue diamétralement opposée existe aussi, et qu'en permanence il faut les avoir toutes les deux à l'esprit, j'ai envie d'ajouter, si on tient à demeurer mentalement équilibré.

Dit autrement, n'ai-je pas rappelé à de nombreuses reprises qu'absolument rien ne permettait d'affirmer que le socialisme triompherait un jour, que ce n'était écrit nulle part et qu'il n'y avait pas d'automatisme en la matière, que la civilisation humaine pourrait être anéantie ou amenée à disparaître ? N'est-ce pas ce à quoi nous assistons impuissants aujourd'hui ? Si je me suis débarrassé de cette saloperie de dogmatisme que m'avaient refilé les trotskystes lambertistes, ce n'était certainement pas pour retomber dans une autre forme de croyance laïque (sic!).

J'ai aussi eu l'occasion d'affirmer en prenant comme exemple les Etats-Unis, qu'en France vous étiez partis pour 50 ans minimum de réaction sur toute la ligne. Donc je savais pertinemment à quoi m'en tenir. Je n'ai été nullement surpris par le Green New Deal ou par la pandémie au coronavirus que j'ai immédiatement attribués à la stratégie de l'oligarchie dans la perspective de franchir un pas décisif vers l'instauration d'un gouvernement mondial totalitaire. Et le fait est, je ne suis pas du tout déprimé ou dépressif, je n'ai jamais été aussi lucide et je m'en porte très bien, merci, contrairement à 99,99% des militants qui ne comprennent pas ce qui leur est tombé dessus, d'où cela provient ou ce qui est en train de se passer.

Ils ne se sont jamais donnés la peine de lire attentivement ce que j'avais écrit, parce que cela ne correspondait pas à ce qu'ils avaient envie d'entendre, ni à ce que disaient tous ces dirigeants faillis ou corrompus, donc ils s'en sont détournés ou ils ont déformé mes propos, voilà tout. Tardieu s'est laissé emporter dans une sorte de délire complotiste, n'avait-il pas rompu avec le mouvement ouvrier, n'avait-il pas troqué le marxisme pour une interprétation policière de l'histoire ou de la lutte des classes ou je ne sais quoi encore. C'était un gauchiste qui s'igorait le pauvre et j'en passe et des meilleures. Et puis, s'il n'a pas plus d'audience, c'est qu'il y avait forcément une bonne raison à cela quelque part, en cherchant bien on devrait en trouver, chacun y allant de sa petite histoire, qui a coup sûr j'ai le regret de l'affirmer sont à mettre au compte d'un vulgaire jugement de valeur, un jugement injuste ou injustifié.

Par ailleurs, je ne vois pas comment je pourrais avoir de l'amertume puisque cela fait trop longtemps, depuis 15 ans, que je considère tous les courants trotskystes comme réactionnaires ou antisocialistes. Après la mort de Trotsky et plus particulièrement depuis 1947 en ce qui concerne le courant dit lambertiste, ils n'ont cessé d'être les alliés objectifs de la social-démocratie dégénérée, férocement anticommuniste, et occasionnellement du stalinisme, ils n'ont pas combattu pour construire un nouveau parti communiste ou pour le socialisme, mais contre, et leur état de putréfaction ainsi que leur dislocation en sont les meilleurs témoignages qui soient si nécessaire. Et puis dans une multitude de causeries je m'étais exprimé clairement sur ce sujet, j'ai même été jusqu'à écrire qu'ils avaient assassiné Trotsky une seconde fois. Alors, soit on l'ignore ou on n'en a pas souvenir, soit on le sait et on me fait un procès d'intention. On a toujours eu affaire à des militants inconsistants, manquant de rigueur, de logique, sans principes, qui ne se sont jamais interrogés sur la véritable valeur de leur engagement politique.

Par conséquent, contrairement à ce que vous affirmez, je n'ai formulé aucun jugement de valeur ou subjectif, je m'en suis tenu strictement aux faits, au lieu de me contenter du voile des apparences trompeuses. Pour être plus juste et précis, il faudrait dire que j'ai privilégié les faits ou les conditions objectives au détriment de tout jugement légitime ou justifié ou non pratiquement inévitable, qui ne doit pas interférer lors de notre interprétation de la situation ou dans les rapports qu'on a avec d'autres personnes, sauf quand ils coïncident, et dans ce cas-là c'est notre devoir ou il est fortement recommandé d'en tenir compte. Un jugement prononcé après coup, n'est pas à proprement parler un jugement de valeur, sauf s'il fait référence à autre chose qui vient interférer dans notre observation de la réalité.

Formuler un jugement de valeur qui est une abstraction, une spéculation sans objet, hormis ses propres lubies, fantasmes ou désirs inconscients... Quand on est jeune et sans expérience et qu'on ignore tout ou presque de la vie et de la société, c'est naturel, inévitable, cela se corrige par la suite, mais quand on a cessé de l'être ou qu'on est vieux, c'est devenu un mode de penser réducteur, et on s'enferme dans une sorte de déni permanent de la réalité, au point d'être incapable de porter un regard serein ou libre sur le passé auquel le présent est lié. Entre ceux qui croyaient détenir la vérité hier et ceux qui croient la détenir aujourd'hui, généralement ce sont les mêmes, on est bien servi ! C'est avoir une conception de la lutte de classe qui n'est pas scientifique, dans ces conditions on ne peut pas se réclamer du socialisme scientifique.

La plupart des gens passent leur temps à juger les autres et manquent de modestie, parce qu'ils sont faibles et vulnérables. Combien de fois l'ai-je signalé ? Apparemment cela n'a servi à rien.

Si maintenant il fallait entendre par jugement de valeur le fait de caractériser politiquement les différents courants du mouvement ouvrier, je comprends pourquoi cela met mal à l'aise bien des militants à la lumière de leur compromission actuelle un peu trop visible avec le régime fascisant de Macron.

Vous ne trouverez pas, à ma connaissance, un seul militant, cadre ou dirigeant du mouvement ouvrier qui ait livré aussi ouvertement ou publiquement sa pensée, son mode de penser (et même son mode de vie), sa démarche intellectuelle, qui se soit exprimé sur absolument tous les sujets d'actualité ou qui lui avaient été soumis et bien d'autres que j'ai rajoutés avec une telle franchise ou sincérité, honnêteté, sans manifester la moindre ambition personnelle, sans essayer de tirer le moindre profit de l'avantage que lui conférait sa condition privilégiée. Avant d'arriver à l'âge de la retraite fin 2017, n'ai-je pas vécu pendant 25 ans comme une pourriture de rentier sous les cocotiers, un modeste rentier ou un rentier pauvre, mais rentier tout de même. Bref, tout ce que cela m'a valu, ce sont des critiques injustes, déplacées ou des insultes, du mépris ou de l'indifférence, des remarques désobligeantes sur un ton narquois, moqueur, arrogeant.

Et puis, si je voulais être cruel, que valent des critiques émises par des ectoplasmes, des paranos qui tiennent à demeurer anonymes, est-ce là le comportement de personnes libres, indépendantes, poser la question, c'est y répondre. En terme de soutien pendant 12 ans, j'ai dû me contenter de bonnes intentions verbales sans lendemain, qui ne coûtaient rien. Certains m'ont reproché d'avoir raison contre tout le monde, d'avoir raison trop tôt, d'être trop radical, mais les faits ne m'ont-ils pas donné raison la plupart du temps ? Là encore, la situation actuelle plaide en ma faveur.

Encore un argument. Qui encore récemment a pris l'initiative de s'adresser à des intellectuels, aux classes moyennes, pour qu'ils prennent la direction du combat contre le régime et entraînent la classe ouvrière, les pans du mouvement ouvrier qui n'entendent pas se soumettent au consensus auquel participent leurs dirigeants ? Certains ont commencé à s'organiser pour exiger l'abrogation immédiate des mesures liberticides imposées par Macron, mais comme ils n'ont trouvé aucun relais dans le mouvement ouvrier, il s'est passé la même chose qu'avec le mouvement des Gilets jaunes. Pourquoi aucun militant n'a soutenu mon initiative ?

Depuis 2008, que ce soient ceux qui se sont opposés à mon courant politique ou ceux qui ont manifesté de l'intérêt dans ma démarche, tous ont fait en sorte qu'elle n'aboutisse à rien ou l'ont condamné d'avance, donc c'est à eux qu'en revient principalement le bilan s'ils l'estiment nul ou négatif.

En guise d'épilogue.

Il y a une semaine environ j'avais écrit le passage suivant qui confirme ce qui vient d'être dit.

Avant-hier, j'ai coupé avant la fin d'un film avec Lino Ventura...

Pourquoi je n'ai jamais vraiment aimé le cinéma ? Parce que c'est de la daube, un plat réchauffé, si c'est pour nous faire revivre ce qu'on vit ou ce qu'on a déjà vécu ou les générations antérieures, on s'en serait bien passé la première fois, alors inutile de remettre le couvert. Si c'est pour nous faire vivre ce qu'on ne vivra jamais jusqu'à en baver d'envie, c'est raté, le bonheur des uns fait le malheur des autres, alors s'en délecter et en redemander, c'est du sado-masochisme qui s'ignore, à l'opposé c'est le plat de lentilles des nantis servit dans des assiettes en argent serties de diamants, il paraît que c'est plus comestible et on veut bien le croire ! C'est la bêtise qui s'enrichit pour les uns, le compte en banque ou la fortune pour les autres. Il faut bien qu'elle profite à quelqu'un et que quelqu'un la vive, on n'a pas de bol, c'est sur nous que c'est tombé !

Vaut mieux les comédies, c'est léger sur le ton de la dérision ou du comique, au moins c'est tellement con qu'on est obligé de s'en apercevoir, quoique j'ai un fâcheux doute ! Il paraît que cela correspond à une époque. Effectivement, c'est ce que je dis, c'est indémodable, et il y en a toujours pour en redemander !

N'allez pas croire que je serais un mauvais spectateur. J'ai téléchargé plus de 700 films que j'ai regardés une ou plusieurs fois. Je suis gavé, sauf que moi j'en ai conscience, donc ce n'est pas déprimant, on peut en parler librement en connaissance de cause. C'est cela qui me distrait maintenant et m'apprend beaucoup de choses en ayant du recul, de l'expérience, c'est l'avantage d'être vieux, comme quoi il n'y a pas que des inconvénients. Il arrive un moment où on est en sursis, alors on se fout du regard que les autres peuvent porter sur vous ou de leurs jugements à l'emporte-pièce.

Si la vieillesse n'est pas vécue comme une libération, une sorte d'atterrissage en douceur sur le plancher des vaches, un vieux ou une vieille cela se ménage, c'est que vous vivrez l'enfer jusqu'à votre dernier souffle, et vous ne sentirez jamais le souffle de liberté qui se dégageait de la société bien malgré elle, ce serait dommage de passer à côté avant de partir, quand on a adopté un idéal et qu'on a combattu pour que cet idéal se réalise, on peut au moins s'offrir la compensation de le vivre individuellement à défaut de le vivre collectivement, il n'y a rien de plus élevé comme idéal que la liberté universelle.

La vie sans idéal ne vaut pas le coup d'être vécue, la mort non plus. Là on est au-delà du communisme, c'est indéfinissable, c'est comme quelque chose que l'on vit intensément et qu'on ne peut pas traduire avec des mots, une sensation intense de lucidité et de bonheur, j'ignore jusqu'où la conscience et l'inconscience fusionnent, en se passant des instruments numériques remarquez bien, ce qui montre bien qu'ils n'étaient pas indispensables.

Quand tu es vieux, tu n'as plus envie de te raconter des histoires, c'est un truc d'hommes ou de femmes immatures, tu laisses cela aux plus jeunes et tu t'en amuses au lieu d'être aigri. Ce qui est succulent, c'est lorsqu'il y en a qui croient que tu marches dans leurs histoires, alors que tu as l'impression d'être au cinéma et d'avoir déjà vu le film une multitude de fois, vaut mieux en rire qu'en pleurer ou déprimer.

Pourquoi devrait-on être nostalgique ? On se demande bien de quoi.

Dans certaines contrées, ils pratiquent le culte des anciens, non seulement ils les vénèrent, quand ils sont encore vivants il faudrait les écouter, leur obéir, alors qu'ils sont cent fois plus incultes ou ignorants que les dernières générations, c'est stupide au possible.

Les hommes sont amnésiques, c'est pratique ! Ils ont la mémoire courte ou une mémoire sélective. Selon leur état d'âme du moment, ils feront référence à ce qui les arrange et négligeront ou feront disparaître le reste. Vous me direz que c'est humain, si l'on veut, c'est contestable, on a le droit d'en douter, car bien trop de comportements sont beaucoup trop humains selon leur humeur ou leur intérêt du moment. Que font-ils exactement et à quoi cela aboutit-il ?

En ne prenant en compte qu'une partie du passé, ils font de même avec le présent, donc il ne faut rien à attendre de plus ou de mieux.

Je vais vous avouer un truc. J'avais pris l'habitude de dire que l'année 1975, celle de mes 20 ans, avait été la meilleure de mon existence, mais cela m'est définitivement passé. Pourquoi le pensais-je si longtemps ? Parce que ce fut l'année ou je me sentis le plus libre, le plus détaché de cette société de merde. Je vivais chez mes parents, donc je n'avais pas à assumer les charges ou obligations et responsabilités d'un adulte. Il n'y avait pas de chômage à cette époque, et l'année précédente j'avais découvert le cannabis (Du tabac amélioré, sans plus, bien que...) avec des copains, donc on passait notre temps à se défoncer, à planer comme on disait, à part des distractions on ne s'intéressait à rien ni à personne, surtout pas à la politique, bref, la vie était trop "cool", autre expression à la mode. En résumé, la meilleure année de ma vie fut celle où les contraintes de la société pesèrent le moins sur mes épaules.

Quelle illusion, quelle aberration, quelle insouciance ou inconscience, direz-vous ! Oui, effectivement, mais c'est révélateur, quand on l'assume, on peut en tirer des leçons pour élever son niveau de conscience. Le problème des hommes en général, c'est que cela ne leur viendra pas à l'esprit ou ils s'en foutent. Pourquoi ? Parce que cela les contraindrait à modifier leur comportement et ils n'y tiennent pas ou ils n'y sont pas disposés. Ils n'en voient pas l'intérêt qu'ils jugent mesquinement uniquement sur le plan individuel immédiat. Ils se détournent de tout ce qui ne leur apporte rien en terme d'argent ou de pouvoir ou ne contribue pas à améliorer leur condition ou leur statut social, en dehors de leur propre situation sociale, quoiqu'ils disent par ailleurs ils se foutent

du reste ou ils s'en accommodent.

C'est la totalité de la société qui fonctionne ainsi quel que soit le statut social des uns et des autres ou leur niveau d'instruction ou d'études, les connaissances qu'ils ont acquises ou leur expérience parfois très longue, c'est ce degré d'inconscience qui aujourd'hui nous pète à la gueule et qu'évidemment on ne comprend pas pour différentes raisons, car je ne dois pas être le seul à m'en être aperçu, bien que des fois je me pose la question et j'en suis très perturbé, et surtout à en tirer des leçons politiques, là je me sens vraiment très seul pour tout vous avouer et c'est très préoccupant.

Je ne pense pas qu'il y ait un seul lecteur qui soit capable de saisir ce qu'il vient de lire, cela tiendrait du miracle et je n'y crois pas, même laïc ! C'est très prétentieux diront peut-être certains. Non, c'est être parfaitement lucide. S'ils confondent indépendance ou liberté d'esprit avec prétention, c'est qu'ils n'ont pas l'esprit tranquille ou ils se leurrent sur eux-mêmes. Cela fait belle lurette que j'ai cessé d'essayer de convaincre qui que ce soit de quoi que ce soit, cela ne sert strictement à rien, la preuve, on en est toujours au même point.

S'il fallait porter une appréciation sur les autres, je dirais qu'une personne qui n'est pas capable de vous expliquez ce qu'elle pense et pourquoi elle le pense, c'est qu'elle ne pense pas vraiment ou on pense à sa place, cela ne signifie pas pour autant qu'il faudrait la mépriser, loin de moi cette pensée, mais il y a tout lieu de se méfier de ce qu'elle vous raconte parce qu'on est en présence d'une personne inconsistante ou qui n'est pas vraiment libre, et qui n'en a pas conscience qui plus est. C'est pour cela que je ne juge pas les gens. Je préfère apprendre à les connaître, cela m'aide à combattre ma propre inconscience et à progresser.

Si l'évolution de l'homo sapiens devait s'arrêter aujourd'hui, on devrait en conclure qu'il aurait mieux fait de ne jamais exister.

Tant que nous sommes encore vivant, il faut bien vivre, dans des conditions qui nous sont imposées. Et pour assurer sa survie, vivre le mieux possible, on se doit de se pencher sur les lois qui régissent ces conditions, la société des hommes... On doit envisager de continuer à oeuvrer pour modifier notre environnement, afin de le rendre plus supportable ou pour permettre de satisfaire nos besoins sociaux et nos aspirations démocratiques, comme on n'a jamais cessé de le faire depuis des lustres pour atteindre le stade de la civilisation humaine. Les hommes de nos jours y rechignent, ils n'en voient pas l'intérêt, ils sont indifférents à leur propre destin, c'est pour dire dans quelle folie ils sont tombés, au point de croire n'importe quoi, comme toujours !

Je rajoute encore un mot ce mercredi matin.

Il y en a beaucoup qui secrètement ou non sont nostalgiques de telle ou telle période appartenant au passé, moi pas du tout et je vais vous dire pourquoi.

A 68, les "Trente glorieuses", la lutte des classes des années 50 à la fin des années 70, qui enthousiasment encore tant de militants, j'oppose la guerre de Corée, d'Indochine, d'Algérie, le Biafra et le martyr des Palestiniens, la succession de coups d'Etat militaires en Amérique centrale et latine, en Grèce, entre autres, la pauvreté de millions de travailleurs et leurs familles en France dont je faisais partie...

C'est là que je me dis qu'on ne vit pas dans le même monde, on a continué d'interpréter le monde comme si on ignorait ce qui s'était vraiment passé ou tout un pan de la réalité, dans ces conditions comment pourrait-on prétendre avoir une interprétation correcte de la situation telle qu'elle a évolué jusqu'à présent ?

Dans Wikipédia, la liste des guerres depuis 1945 jusqu'à nos jours est plus longue que les deux bras mis bout à bout, comparez-la avec celle des siècles antérieures et vous vous apercevrez que le progrès économique ou social ne s'est pas traduit en terme de conscience politique, bien au contraire.

Alors que valent les arguments l'ignorant manifestement ? Que dal ! Ils témoignent juste de cette inconscience collective permanente qu'on a refusé de prendre en compte, préférant s'illusionner sur une théorie réduite à l'état de dogme impuissant et nuisible qu'entretiennent de misérables boutiquiers, nos dirigeants.

Toute la difficulté consiste à faire la part des choses entre ce qui revient à la nature humaine, et ce qui se rapporte à la nature des rapports sociaux à la base des idées et des comportements des hommes, des classes, de la société, et toute confusion entre les deux ou négation de l'un ou l'autre de ces facteurs conduit infailliblement à une confusion inextricable ou à de graves méprises...

Pour conclure provisoirement et brièvement, toutes les analyses, théories et stratégies qui nous ont été proposées depuis 75 ans se sont avérées fondamentalement erronées, mais tout le monde refuse de l'admettre, tous ceux qui sont issus de ces courants du trotskysme s'y raccrochent malgré tout en désespoir de cause, qu'ils l'admettent ou non n'y changeant rien. Cela a contribué à les précipiter dans une décomposition politique plus ou moins avancée, où des lubies personnelles font chez eux désormais offices de théories ; Les uns ayant rejoint l'ongisme ou la pandémie associative, les autres versant dans la charlatanerie de l'écosocialisme, d'autres revenant au keynésianisme, d'autres encore ont renoué avec les différentes formes de socialisme

utopique ou bourgeois antérieures au socialisme scientifique décrits par Engels, certains ou la plupart ont opté pour des formes hybrides caractéristiques du populisme qu'ont également épousé ces courants politiques et leurs partis, mêlant gauchisme et opportunisme débridé... Il y en a même qui ont cru que l'amour pouvait sauver les hommes comme d'autres la philanthropie des milliardaires.

Qu'il me soit permis de ne pas en être, merci de votre compréhension. D'autant plus que la théorie que je me suis forgé petit à petit au fil des dernières années, à résister à toutes les épreuves auxquelles elle a été soumises, ce qui nous a permis de ne pas nous fourvoyer ou de nous compromettre avec l'idéologie de nos ennemis, d'en subir l'influence et de la colporter, ou de ne jamais apparaître au coté du régime que nous combattons sur absolument tous les plans.

Nous avons ainsi évité soigneusement d'être Charlie, d'adopter la version de G. Bush du 11/9, de tomber dans le piège des "révolutions colorées", du "Printemps arabe", de privilégier la gauche de Wall Street, de servir la soupe à Tsipras ou Syriza, de cautionner la version anthropique du réchauffement climatique ou Green New Deal, idem pour la pandémie sanitaire fabriquée par le Forum économique mondial, de participer aux multiples campagnes sur les thèmes du féminisme, de l'antiracisme, etc. initiées et financées par l'oligarchie Chacun est libre de ménager le régime fascisant, de s'accommoder du capitalisme, d'y attribuer des vertus miraculeuses ou qui relèvent du mysticisme, de participer à ses institutions dites antidémocratiques sous prétexte qu'elles seraient aussi républicaines, de soutenir des syndicats corporatistes qui à défaut d'être totalement intégrés à l'Etat le sont au régime, de vouloir éviter à tous prix que les travailleurs souffrent davantage, et qu'ainsi les conditions indispensables à une révolution ne soient jamais réunies, au nom du socialisme, du communisme, du trotskysme, cela va de soi.

Bien que j'ai pensé un moment qu'on pourrait peut-être éviter d'en arriver à une situation catastrophique ou qu'il existerait peut-être une autre voie moins douloureuse pour les travailleurs, force est de constater que rien n'est venu confirmer cette théorie, à laquelle il faut dire, je n'ai jamais cru complètement, j'ai exploré cette piste, en vain, dont acte. En l'absence de conscience de classe et d'idéal, les hommes sont toujours incapables de réagir rationnellement, autrement que contraints et forcés par une menace mortelle, et encore il faut que des fleuves de sangs s'écoulent avant qu'ils prennent conscience que seule une action collective peut mettre un terme aux pires souffrances qu'on leur fait subir injustement.

Je ne me suis jamais fait la moindre illusion sur qui ou quoi que ce soit, ce qui n'interdit pas d'espérer mieux, des jours meilleurs ou de demeurer optimiste en toute circonstance.

Et cela ne date pas d'aujourd'hui.

Causerie du 1er mars 2013

Dans l'immédiat, à partir du 1er mars le site ne fonctionnera plus que comme une banque de données, la causerie et les infos en bref ne seront plus actualisées...

Causerie du 24 janvier 2014

Pour raison de santé et parce que continuer d'actualiser ce portail tel qu'il existait depuis août 2008 ne servirait à rien ou n'apporterait rien de plus aux lecteurs, dorénavant seuls seront publiés quelques articles ou chroniques de l'auteur. On ne forcera personne à les lire...

Causerie du 11 septembre 2015

Mon diagnostique est sans appel ou sans recours, je considère que dans ces conditions la barbarie est en bonne voie pour vaincre et le socialisme relayé au rang des utopies irréalisables, ce que je pressentais depuis des années, mais je voulais en avoir le coeur net comme l'on dit, c'est uniquement pour cette raison que je me suis obstiné à continuer, en vain, dont acte...

Causerie du 12 janvier 2016

Cette rubrique ne sera plus actualisée...

Causerie du 27 juin 2017

Vous vous demandez sans doute ce que je pense de la situation, on vient de s'éloigner un peu plus du socialisme, cela vous va ? Notre combat est-il perdu d'avance ? Dans l'état actuel des choses, assurément, il faudrait être fou pour penser le contraire. N'y a-t-il rien à faire ? Cela se discute...

Causerie du 27 octobre 2018

Pendant plus de 10 ans, j'estime avoir suffisamment démontré quotidiennement que j'étais un véritable opposant de gauche au capitalisme, incorruptible pour ne lui avoir jamais rien passé, pour ne plus avoir à le prouver et cesser sans regret cette activité politique...

Bienvenue au régime totalitaire mondial.

LVOG - L'eugénisme commence par les plus pauvres qu'il faut éliminer... et ils sont nombreux!

- La Banque mondiale dégage 12 milliards de dollars pour fournir des vaccins aux pays pauvres - AFP 13 octobre 2020

LVOG - Attendez, sous forme de prêts avec intérêts s'il vous plaît.

- Vers l'euthanasie pour les moins de 12 ans aux Pays-Bas - Europe1 14 octobre 2020

Les Pays-Bas ont annoncé mardi qu'ils allaient légaliser l'euthanasie pour les enfants malades en phase terminale âgés de un à 12 ans. Europe1 14 octobre 2020

LVOG - Quand est-ce qu'on va se décider à euthanasier ceux qui détiennent tous les pouvoirs ainsi que leurs représentants qui nous pourrissent l'existence ?

- Covid-19 : 2,5 millions de visons exterminés au Danemark - euronews 13 octobre 2020

Les scientifiques continuent de chercher comment le vison a été infecté par le Covid-19 et s'il peut le transmettre à l'homme. Les éleveurs qui n'ont aucun animal infecté seront indemnisés à 100%, les autres moins. euronews 13 octobre 2020

LVOG - Les bourreaux sont bien des enragés. C'est plus facile d'éliminer ces pauvres bêtes sans défense, que 2,5 millions d'hommes et de femmes, quel dommage !

La stratégie du choc, du chaos et de la terreur pour continuer à gouverner.

LVOG - Un mimétisme dicté par les ploutocrates du Forum économique mondial ? Chut, personne ne doit le savoir !

Coronavirus : Emmanuel Macron veut provoquer un électrochoc - LePoint.fr 14 octobre 2020

Il fait ainsi comme les autres dirigeants européens: l'Allemande Angela Merkel, le Britannique Boris Johnson ou l'Espagnol Pedro Sanchez ont tous prévenu leurs concitoyens que "les moments les plus difficiles sont devant nous".

« Les Français ont besoin de clarté sur le moyen et long terme. Il faut leur donner une trajectoire, un calendrier pour les mois qui viennent », ajoute l'entourage du chef de l'État.

Un couvre-feu permettrait de limiter les déplacements nocturnes, donc les réunions de famille ou d'amis, en particulier chez les jeunes, dont les fêtes dans des lieux privés, très difficiles à contrôler, sont autant de clusters potentiels.

« Des villes de différentes tailles seront concernées par ces mesures, en fonction de la circulation du virus », ajoute la même source.

Le chef de l'État devrait par ailleurs annoncer une accélération des tests, grâce à l'arrivée de nouvelles techniques beaucoup plus rapides, comme les tests salivaires. Le taux de positivité des tests atteint désormais 12 % en France. LePoint.fr 14 octobre 2020

LVOG - Comme en Suisse et au Canada.

- Jean Castex enjoint les Français à limiter le nombre de personnes qu'ils reçoivent chez eux - BFMTV12 octobre 2020

Le fascisme ordinaire ailleurs avec son agence de presse, l'AFP.

- "Confinement partiel" aux Pays-Bas

Les Pays-Bas, jusque-là moins stricts que leurs voisins européens, vont être soumis à un "confinement partiel" à partir de mercredi, comprenant notamment la fermeture des bars et des restaurants pour tenter de freiner la poussée de la pandémie, a annoncé mardi le Premier ministre Mark Rutte.

Après des mois de refus du port du masque, il a décidé de le rendre obligatoire dans les espaces clos pour les plus de 13 ans.

- L'Italie resserre la vis -

L'Italie a annoncé de nouvelles restrictions: interdiction aux bars et restaurants de servir des clients non assis après 21H00, interdiction des fêtes et célébrations, interdiction des sports de contact entre amis et des voyages scolaires, invités à domicile limités à six, mariages et baptêmes limités à 30 personnes.

- Dépistage massif en Chine -

Selon les autorités chinoises quatre millions d'échantillons ont été prélevés en près de deux jours à Qingdao (est), qui organise un dépistage express en cinq jours de ses 9 millions d'habitants après la découverte d'un mini foyer de coronavirus.

Le nier, c'est "***miser***" sur une stratégie idéologique ou l'origine de cette machination.

LVOG - La voix de Big Pharma pour vous inoculer le vaccin de l'esclavagisme.

- "Miser sur l'immunité collective n'est pas une stratégie éthiquement et scientifiquement acceptable" - euronews 13 octobre 2020

LVOG - Et le contrepoison.

- Immunité anti Covid par Dr Hélène Banoun, pharmacien biologiste - 29 septembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=dXNVay8VlTU&feature=emb_title

Pour rire, était-ce le moyen le moins risqué qu'ils avaient imaginé pour se débarrasser de Trump ?

- Covid-19 : le laboratoire américain Eli Lilly suspend l'essai clinique d'un traitement expérimental - europe1.fr 13 octobre 2020

Le groupe pharmaceutique américain Eli Lilly a annoncé mardi la suspension d'un essai clinique de son traitement expérimental aux anticorps contre le Covid-19 pour des raisons de sécurité non détaillées.

Le traitement est similaire à ce que Donald Trump a reçu peu après l'apparition de ses symptômes de Covid-19 : ce sont des anticorps de synthèse injectés en intraveineuse, et qui sont fabriqués spécifiquement pour neutraliser le coronavirus responsable de la maladie, remplaçant de facto le système immunitaire. europe1.fr 13 octobre 2020

Recherche volontaire pour tester le vaccin - Les Etats-Unis recherchent des cobayes

https://www.preventcovid19studies.com/?pn=10767SYADP&GID=EAIaIQobChMI97PA4eGf7AIVr-YoBR25mAEKEAEYASAAEgIXtvD_BwE&gclid=EAIaIQobChMI97PA4eGf7AIVr-YoBR25mAEKEAEYASAAEgIXtvD_BwE

Voilà comment aux Etats-Unis on cherche des pauvres gens (mais en bonne santé), prêts à servir de cobaye pour l'industrie vaccinale en échange de 450 dollars.

Sur l'image :

« Nous avons maintenant chacun besoin des uns des autres – Aidez la recherche du vaccin COVID-19 "Paiement pouvant aller jusqu'à 450 $ "

Remarque : Il n'y a pas de petites économies – et donc de petits profits pour les actionnaires des laboratoires – le « pouvant aller jusqu'à » signifie que dans les Etats pauvres des Etats-Unis, ils trouveront certainement des gens prêts à servir de cobaye pour bien moins que cela et les prisons regorgent de candidats potentiels). " Soins liés à l'étude gratuits par un médecin local

Etude sur le vaccin gratuit.

Prêt à démarrer ? Cliquez ici »

Source : https://www.infovaccin.fr/covid-19-coronavirus.html

1984 - 2020

LVOG - De plus en plus de professionnels de la santé, d'intellectuels ou de membres des classes moyennes par nature modérés ou pas vraiment révolutionnaires évoquent ouvertement et publiquement le basculement dans un régime totalitaire.

- Après le nazisme et le communisme, le covidisme. par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 11 octobre 2020

LVOG - Traduire communisme par stalinisme dans le titre et dans le texte.

Extrait

À l'heure de l'hystérie covidienne, le « covidisme », de tous ses mensonges tolérés, de toutes ses exagérations officielles, prétextes à toujours plus de règles et d'intrusions des gouvernements dans la liberté citoyenne, avec manipulation de la pensée, trucages des chiffres, agitation mentale et peurs injustifiées entretenues par les médias, nous sommes en droit de frémir, non pas devant cette infection virale, mais devant tout ce qu'elle entraîne comme totalitarisme disproportionné

De toute façon, le totalitarisme est toujours disproportionné.

Cette fois, l'utilisation non pas d'un terrorisme préfabriqué, mais d'une infection virale somme toute bien moins mortelle que nombre de maladies qui nous accompagnent depuis des décennies sans que cela n'émeuve nos gouvernements, montre combien l'esprit de la plupart des hommes et femmes « normaux » a été chloroformé, à nouveau.

Le processus de basculement est déjà bien avancé.

Car ce totalitarisme pavé de bonnes intentions (sauver des vies pour en réalité en tuer bien davantage) devient de plus en plus évident.

Dans ses rapports de correspondant de guerre à l'époque de la montée du nazisme, en 1933 en Allemagne, le journaliste William L. Shirer [2] dit quelque chose qui devrait tous nous faire réfléchir, aujourd'hui :

« La vitesse et la profondeur des mutations de la société allemande… » furent proprement impressionnante.

Il a pu assister à la façon dont tout un peuple avait cédé à une forme d'hypnose collective, avec prise en otage de ses capacités de réflexion, de ses facultés de discernement.

Lorsque le Führer se montrait au balcon, la foule rassemblée entrait en transe.

Lorsque les présentateurs et conseillers de sécurité parlent de courbes de nouveaux « cas », les populations entrent en transe.

La censure était omniprésente.

N'est-ce pas ce qu'il se passe, aujourd'hui, à propos des centaines, milliers de médecins, professionnels de la santé qui osent contester la propagande gouvernementale à propos du COVID-19 [3] ?

Des professeurs d'université qui veulent réveiller l'esprit critique sont menacés de renvoi [4], des médecins, menacés de sanctions.

Cette censure permettait au régime nazi de garder le contrôle des esprits. Si on déviait de la ligne permise, plus ou moins visible, on était expulsé, voire pire.

La censure sur les réseaux sociaux ou les sites de vidéo en ligne, toujours en faveur des propagandes gouvernementales, sévit plus que jamais en 2020.

Voici un témoignage directement de la bouche de William L. Shirer, en Allemagne, à l'époque d'Hitler :

« X est venu me voir, écrit-il le 21/09/40. Après que nous eûmes débranché mon téléphone et que nous nous fûmes assurés que personne ne nous écoutait par la fente de la porte, il m'a raconté une histoire « fantastique ». Il dit que la Gestapo a commencé à faire disparaître systématiquement les gens qui souffrent d'aliénation mentale dans le Reich. »

À propos de la persécution des Juifs, Shirer s'étonnait d'entendre minimiser la détermination des nazis, minimisation venant surtout de gens aisés et instruits qui refusaient de voir l'évidence, qui croyaient que l'antisémitisme finirait par passer.

Aujourd'hui, dans la crise d'hystérie covidienne, c'est à nouveau le cas, beaucoup de gens pourtant instruits, aisés, fondamentalement sensibles, raisonnables attendent que tout cela passe, et minimisent la contestation.

La promesse d'un vaccin à la fois efficace et aux effets secondaires maîtrisés est irréaliste [5], en particulier en matière de coronavirus, et pourtant, de nombreuses personnes éduquées, raisonnables en d'autres circonstances sont prêtes à se laisser manipuler.

À basculer.

N'avons-nous pas assisté, en quelques mois, à une phase de traumatismes répétés d'une bonne partie de la population humaine ?

La peur, l'angoisse, l'anxiété sont maintenus, entretenus, sans que les données médicales réelles ne viennent les justifier, comme cela est souligné par plusieurs médecins, spécialistes, de l'intérieur, pourtant rejetés, ignorés, censurés.

Aujourd'hui, ce qui nous entraîne dans le totalitarisme dont le nazisme et le communisme étaient jusqu'ici les expressions les plus meurtrières, n'est pas un homme en particulier, ni même un groupe précis, mais une clique de gens regroupée autour d'une idéologie mortifère basée sur la corruption et le mensonge, sur le travestissement de la réalité.

Le mensonge est partout et il censure la vérité par tous les moyens dont il dispose, médias, groupes scientifiques achetés ou aveuglés, vérificateurs de faits qui parasitent tout et ne font jamais que discréditer tout ce qui contredit la propagande officielle. Mais ce qui rend tout cela possible, à nouveau, en 2020 comme dans les années 30 en Allemagne, c'est la sidération de centaines de millions de gens normaux, d'êtres fondamentalement sensibles qui ont sincèrement juré « plus jamais ça » et qui, pourtant, sont prêts à reproduire l'impensable, l'érection d'un nouveau totalitarisme, mondial cette fois.

Comment pensez-vous que les personnes lucides qui refuseront ce qui sera présenté comme un vaccin contre le SRAS-2 seront traitées ?

Seront-elles marquées, rassemblées dans des camps, isolées, stigmatisées, culpabilisées ?

Devront-elles porter un signe distinctif ?

La société totalitaire et ses serviteurs zélés, complices, les empêcheront-ils d'accéder à tout ce qui définit la liberté, la dignité : se rassembler, voyager, s'exprimer, s'embrasser, aimer, être aimé, rire sans masques pour le cacher ?

Le traitement des personnes qui refusent de porter des masques inutiles et néfastes pour la santé à longueur de journée est-il un avant-goût de l'ostracisme aveugle à venir ?

Nous sommes sur cette pente, de plus en plus raide, vers une nouvelle horreur.

Tous les signes le montrent.

Censure, « raisonnement » binaire : oui-non, pour-contre, monopole gouvernementale sur l'histoire qui est racontée aux gens, énorme passivité des gens, paralysie de la capacité à raisonner, débattre par la peur, l'intimidation, la simplification excessive, réductrice et stigmatisation de l' « autre », celui qui n'est pas d'accord, auquel le système de contrôle refuse même le droit à s'exprimer librement.

Nous n'avons jamais autant baigné dans le mensonge maquillé en vérité.

Il n'est pas trop tard car la transe n'a pas touché tout le monde, au contraire, beaucoup de personnes se sentent de plus en plus dégoûtées par cette orgie de mauvaise foi et de faux-semblants. Mondialisation.ca, 11 octobre 2020

En complément.

Covid 19 & tests PCR : Crimes contre l'humanité par Reiner Fuellmich - 5 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=UQFZHtnW8DY

Haut de page

Le 17 octobre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Service minimum. On ajoutera des bricoles dans la causerie demain ou lundi, rien ne presse, n'est-ce pas ? Elle n'est pas belle la vie sous un régime fascisant, hein ?

Comme vous avez pu l'observer, cela ne fera même pas la couverture, la Une ou le contenu de l'éditorial des publications du mouvement ouvrier définitivement mort, et attendez, sans avoir livré le moindre combat contre l'ennemi, non, ses dirigeants toutes formations confondues ont préféré au choix, le sacrifier, le suicider, l'euthanasier pour une autre cause que la nôtre. Qui en doute encore ?

Je devrais me mettre en grève jusqu'au retrait de toutes les mesures liberticides adoptées par Macron, mais je serais encore tout seul...

On a eu raison de me refiler un chien, au moins lui il est toujours heureux de me voir, ça change ! Vous me direz qu'il est intéressé puisque c'est moi qui le nourrit. Certes, mais il a quand même en permanence à l'esprit le bien que je lui procure ou il demeure animé de bonnes intentions envers moi, alors que mes lecteurs avant même d'avoir fini de digérer la généreuse plâtrée que je leur avais servie m'ont déjà oublié ! Non, ce n'est pas la nature humaine qui est comme cela, c'est la société qui les rend ainsi. Ingrat, indifférent, hautain, méprisant, cela va leur retomber sur le coin de la gueule un jour ou l'autre, personne n'y échappe.

Au fait, ni moi et ni mon chien ne portons de muselière.

Comme je suis un mec sympa je vais vous donner un tuyau pour vous sentir tout de suite mieux : Ne comptez pas, surtout ne commencez pas à compter, sinon vous ne pourrez plus jamais vous arrêter, on vous fera compter n'importe quoi, vous voyez à quoi je fais allusion, n'est-ce pas ? Alors ne comptez que sur vous-même.

Allez, sans rancune aucune... quand on ne compte pas.

Les articles mis en ligne aujourd'hui.

- DOCUMENT. Énergie : 10 chiffres qui prévoient l'évolution du monde en 2030 (13.10)
- DOCUMENT. Pourquoi ce sont les compétences - et non les diplômes - qui détermineront l'avenir du travail (09.10)
- DOCUMENT. Le chômage comme principale préoccupation des chefs d'entreprise, le climat en pleine ascension dans le classement des principaux risques (08.10)

- DOCUMENT. COVID-19: RT-PCR ou comment enfumer toute l'humanité. (14.10)
- DOCUMENT. La deuxième vague n'est pas virale mais économique et sociale : l'appel de 250 intellectuels (08.10)

- DOCUMENT. Série d'articles du Réseau Voltaire consacrés au Karabagh. (du 11 au 14.10)

- DOCUMENT. Un mythe brisé. Les limites de la pensée de Noam Chomsky (2006)

Haut de page

Le 23 octobre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je publierai une nouvelle causerie dès que possible, il ne me reste plus qu'à la mettre en ordre et à la formater, elle sera très volumineuse, un peu bordélique par manque de temps.

Quand j'ai été prof de français au lycée français de Pondichéry, dans le manuel scolaire de français de la classe de 6e figurait un support que j'ai éliminé de mon cours, c'était un extrait de l'Ancien Testament. Je l'ai remplacé par un passage pioché dans un bouquin que j'avais trouvé à la bibilothèque du lycée. Evidemment je n'ai pas pu utiliser la fiche technique destinée au professeur, ni les exercices qui figuraient dans le manuel scolaire, il a fallu que je me coltine du boulot supplémentaire, et faire faire des photocopies du texte pour mes élèves, aller les chercher et les distribuer.

Macron et son gouvernement abolissent ou suspendent les libertés individuelles et collectives de la population, font régner la terreur en France, et au même moment ils prétendent défendre la liberté d'expression et combattre le terrorisme, il n'y a que sous les régimes fascistes ou totalitaires que de telles mesures sont appliquées, qu'un tel discours peut avoir lieu.

Question : Quel parti ouvrier l'a souligné dans un éditorial, en a fait sa première page ? Aucun, cela se passe de commentaire, c'est révélateur, ils sont tous à la solde du régime.

La Voix de l'Opposition de Gauche sera-t-il le dernier courant politique du mouvement ouvrier demeuré fidèle au socialisme ?

En 2015 j'ai été anti-Charlie, je le suis plus que jamais en 2020. Par manque de temps, pour l'illustrer je vous propose l'article dont je partage l'essentiel ou qui résume ma position.

- DOCUMENT. L'article au format pdf

- L'Éducation nationale a-t-elle perdu la tête ? Ou bien est-ce la France tout entière ? par Arno Mansouri - Réseau Voltaire 22 octobre 2020

En France, la liberté d'expression est un droit fondamental, mais l'insulte et la diffamation sont des délits, rappelle l'éditeur Arno Mansouri. De ce point de vue, si l'on a le courage de regarder les faits en face et non pas de se laisser subvertir par le discours dominant, Samuel Paty ne défendait pas la liberté d'expression, mais insultait tous les musulmans. Nous ne pouvons ni soutenir les intégristes islamistes qui l'ont abjectement assassiné, ni les intégristes laïcs qui masquent leurs insultes contre des religions derrière un droit fondamental. Nous militons au contraire pour liberté de conscience, pour la laïcité au sens de la loi de 1905.

Par Arno Mansouri

Le discours de toute la caste médiatique (et politique) selon lequel Samuel Paty ne faisait que son travail, que son devoir républicain, et qu'il enseignait à ses élèves la tolérance et la liberté d'expression, ainsi que la laïcité, me met hors de moi.

Je m'insurge totalement contre ce discours totalement faux, parfaitement biaisé, complètement coupé de la réalité et du bon sens, et surtout dangereux !

Dans tous les médias, la caricature incriminée est décrite comme un dessin représentant le « prophète accroupi avec une étoile dessinée sur ses fesses ». Si ce n'est pas entièrement faux, cette description relève pour le moins de l'euphémisme ; en fait, on peut même parler de mauvaise foi abyssale. Il est d'ailleurs à noter que la plupart des médias ont pris grand soin de ne pas montrer l'image en question (elle est parfois accessible si l'on clique sur un lien dans l'article). Pourquoi donc un tel luxe de précaution, si elle était réellement aussi anodine, inoffensive ?

La réponse est évidente à qui voit le dessin, ci-dessous, car il faut voir les choses pour pouvoir les analyser :

Le prophète n'est pas juste « accroupi » : hormis son turban, il est à poil, à 4 pattes, cul levé ou tendu, de trois-quarts dos, de manière à ce que l'on voit ses couilles poilues, sa bistouquette, y compris avec une goutte de pisse… et l'étoile n'est pas « dessinée sur ses fesses » : elle est exactement à la place de son trou de cul (comme si c'était son anus).

Alors, je m'exprime en tant qu'athée (au mieux agnostique), c'est-à-dire ni musulman, ni catholique, ni croyant et encore moins fondamentaliste : j'ai eu beau chercher longtemps, me creuser longuement les méninges, j'avoue que je ne comprends pas ce qui est intelligent, signifiant, pertinent, spirituel, ou même simplement drôle dans cette image.

Bien au contraire, je n'y vois qu'un gribouillis laid, mais surtout extraordinairement insultant pour la communauté musulmane,

pas seulement en France, mais partout dans le monde. Ce n'est pas un simple blasphème, c'est une véritable injure adressée à plus d'un milliard d'êtres humains qui, il serait bon de s'en souvenir, partagent la planète avec nous, Occidentaux. Il est légitime de constater, à l'instar de M. Delfeil de Ton (l'un des fondateurs du Charlie Hebdo historique, qui n'a rien à voir, à part le titre, avec le journal homonyme, créé en 1992 par Philippe Val) qui écrivait au lendemain des attentats de janvier 2015 : « Il fallait pas le faire mais Charb (Charlie) l'a refait ». Tout était déjà dit dans sa tribune que je vous invite à relire, ici.

Cette image dégradante n'avait pas sa place même dans un magazine satirique, car elle n'est nullement emblématique d'un soi-disant « droit au blasphème » et encore moins de la « liberté d'expression » ou (comble du ridicule) du « respect de la laïcité ». Je ne vais pas me faire l'exégète de son auteur (j'en serais bien incapable) ; j'imagine que Mme Corinne Rey (qui signe Coco) s'en prenait aux seuls fous d'Allah (du type des djihadistes de Daesh) qui pervertissent la religion musulmane et la souillent ; je veux croire, en lui laissant le bénéfice du doute, qu'elle ne souhaitait pas insulter les musulmans dans leur ensemble, qu'ils soient nos compatriotes ou non. Et cependant, c'est un fait, qu'il n'est à vrai dire pas difficile de comprendre : les musulmans de France, et bien plus encore ceux qui vivent au-delà de nos frontières, se sentent profondément humiliés, injuriés et dégradés par ce dessin. Et pas seulement eux : il en va de même pour beaucoup de croyants d'autres religions, et même des athées qui comme moi respectent les croyances religieuses de leurs frères en humanité.

Coco peut gribouiller un tel dessin : c'est son droit le plus absolu. Elle a payé un lourd tribu 3 ans plus tard lors des attentats, et je compatis à son calvaire. La décision de Charlie de le publier en 2012 est en revanche éminemment questionnable, et je vais expliquer pourquoi. Bien sûr, il faut remettre les choses dans leur contexte. Les premières « caricatures de Mahomet » ont été publiées en France en février 2006, par France-Soir puis par Charlie Hebdo (alors toujours possédé et dirigé par Philippe Val) qui ajoute les siennes propres, ainsi que d'autres journaux européens ou même dans le monde arabe. (Il est à noter qu'au Royaume-Uni, aucun journal ne les a publiées, pas même un tabloïd, et qu'aux USA – pays qu'on ne soupçonnera pas d'entraver la liberté d'expression -, seul Harper's l'a fait dans le cadre d'un article quasi universitaire.) Au départ, c'est-à-dire fin septembre 2005 soit moins de 3 mois après les attentats meurtriers de Londres, elles émanaient d'un quotidien danois conservateur (le Jyllands-Posten) dont l'éditeur des pages Culture de l'époque, Flemming Rose, était un proche du néo-conservateur Daniel Pipes [1]. Le Premier ministre danois est alors Anders Fogh Rasmussen qui deviendra le secrétaire général de l'Otan en 2009. Les 12 caricatures étaient presque anodines en regard de ce qui suivra. La plus « scandaleuse » présentait un musulman barbu coiffé d'un turban prenant la forme d'une bombe, sur laquelle s'inscrivait la profession de foi musulmane (« Dieu est Grand et Mahomet est son prophète »).

Toutefois, malgré l'innocuité de ces dessins, les autres quotidiens danois prennent leurs distances et critiquent un coup d'éclat publicitaire réussi. Un des caricaturistes avouera même que « le Jyllands-Posten voulait dès le départ uniquement provoquer ».

D'ailleurs, le président Jacques Chirac, l'ex-président Bill Clinton et le secrétaire général de l'Onu, parmi d'autres dirigeants, condamnent un usage abusif de la liberté de parole et appellent à plus de « responsabilité et de respect envers les sentiments religieux ». Ils sont évidemment conscients que le contexte géopolitique est explosif. Rappelons quand même aux plus jeunes lecteurs comme à ceux qui ont le moins de mémoire qu'en 2006, les guerres illégales en Afghanistan et en Irak battent leur plein, et font des ravages inouïs dans la population civile… musulmane. Ils ne se trompent pas, car des boycotts des produits danois sont lancés, des menaces de mort proférées, de nombreuses émeutes et manifestations violentes se produisent dans différents pays musulmans, d'autant que les Frères musulmans continuent de jeter de l'huile sur le feu, comme ils le font depuis le début.

En novembre 2011, année des prétendus « Printemps arabes », les locaux de Charlie sont incendiés après la parution du numéro spécial Charia Hebdo. Le dessinateur Wolinski confie : « Je crois que nous sommes des inconscients et des imbéciles qui avons pris un risque inutile. C'est tout. On se croit invulnérables. Pendant des années, des dizaines d'années même, on fait de la provocation et puis un jour la provocation se retourne contre nous. Il fallait pas le faire. » La surenchère dans la provocation continue pourtant. Comme l'écrit Delfeil de Ton dans sa tribune : « Un an plus tard, septembre 2012, après une provocation qui avait fait mettre nos ambassades en état de siège dans les pays musulmans, déployer toutes nos polices dans nos villes, je fus amené à écrire, m'adressant à Charb, toujours dans l'Obs : "Se situer à l'extrême gauche et s'entendre dire par le NPA qu'on « participe à l'imbécillité réactionnaire du choc des civilisations », se définir écologistes et être traités de « cons » par Daniel Cohn-Bendit, ça devrait donner à réfléchir. Surtout quand dans le même temps on est applaudi par la famille Le Pen, Rioufol du Figaro et le Premier ministre de Sarkozy". »

Puis c'est l'attentat du 7 janvier 2015. Toujours sous la plume d'un Delfeil de Ton extrêmement lucide : « Cet attentat entre dans le cadre d'une guerre déclarée à la France mais aussi dans celui de guerres que mène la France, se mêlant d'intervenir militairement dans des conflits où sa participation ne s'imposait pas, où des tueries pires encore que celle de Charlie Hebdo ont lieu tous les jours, et plusieurs fois par jour, et auxquelles nos bombardements ajoutent des morts aux morts, dans l'espoir de sauver des potentats qui se sentent menacés, pas plus recommandables que ceux qui les menacent, dont le pouvoir s'est certainement assis sur le versement de beaucoup de sang et qui décapitent aussi bien que leurs adversaires, torturent et tranchent mains et pieds au nom d'Allah, comme leurs adversaires, et pourquoi donc, grands dieux, notre République, si fière d'être laïque, va-t-elle choisir entre ces sectateurs qui brandissent pareillement d'une main le cimeterre, de l'autre le Coran ? Si Barack Obama n'avait pas retenu notre François Hollande, celui-ci partait en Syrie à la chasse de Bachar al-Assad, comme Sarkozy son prédécesseur est parti à la chasse en Libye de Mouammar Kadhafi, qu'il a éliminé, mais avec le résultat que l'on sait. Combien de Syriens la France aurait-elle tués et probablement tuerait-elle toujours ? Laisser les peuples disposer d'eux-mêmes, n'est-ce pas un principe sacré ? S'ils sont en guerre intestine, de quel droit nous en mêler ? Nous ne comprenons rien à

leurs querelles, nous ne faisons que les faire durer davantage et il nous faut nous étonner, ensuite, s'ils les transportent sur notre sol ? »

Un simple article ne permet pas d'aborder le vaste sujet, bien documenté, de l'instrumentalisation géopolitique de l'Islam : j'ai publié des livres essentiels qui traitent la question comme Sous nos yeux de Meyssan, Le Charme discret du Djihad de F.W. Engdahl ou Les Guerres illégales de l'Otan de Ganser ou La Guerre contre la vérité de Nafeez Ahmed.

Mais revenons maintenant au dessin « Mahomet : une étoile est née ». Si ce n'était pas un dessin, mais une photographie, il aurait été qualifié de pornographique. Figurer le fondateur d'une religion, pas seulement nu mais dans sa nudité la plus crue (bite et couilles poilues pendantes) et la plus crasse (goutte pendant du vit), quand on sait l'importance de la pudeur dans le monde musulman est bien au-delà de l'irrespect. Détourner la position physique d'un musulman en prière (c'est-à-dire dans l'attitude humble de soumission devant son Créateur) en le montrant en levrette, c'est-à-dire en en faisant un sujet de lascivité (voire de luxure) est le comble de l'injure. Mais je dirais que le pire aspect de ce dessin est de réduire le prophète (symbolisé par sa barbe et son turban) à son anus (« une étoile est née »), dont la fonction physiologique est d'excréter les déjections.

Bien sûr, la puissance dévastatrice de la caricature réside dans le fait de ne pas dire les choses, mais de les suggérer, de les faire sentir et ressentir. La caricature nous fait réagir, émotionnellement, jamais penser. Pourtant, sans filtre, ce dessin signifie littéralement que « les musulmans vénèrent un faux prophète lubrique qui n'est qu'un trou du cul ; leur religion est littéralement de la merde ; qu'ils aillent se faire enculer, ces faux-culs obsédés ». Ce n'est certes pas écrit en toutes lettres, auquel cas cela tomberait sous le coup de la loi pour incitation à la haine, mais que Coco, Charlie, ou M. Paty le veuillent ou non, c'est ainsi que le message est perçu, plus ou moins consciemment, par toute une communauté de croyants, dont plus de 99,99 % ne sont pas des intégristes islamistes ou djihadistes. Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est violent.

Mais c'est aussi illégal. L'injure n'a rien à voir avec la liberté d'expression, laquelle est strictement encadrée, justement pour empêcher les dérives. Il est en effet clairement établi dans l'article 29 de la loi de 1881 sur la liberté de la presse que l'injure et la diffamation sont passibles de prison et d'amendes. « Toute expression outrageante, termes de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure » et « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation ». Renseignements pris, il s'avère que le Prophète Mohammed n'a pas porté plainte contre la diffusion de ce dessin, pas plus que la LICRA, ou les organisations représentatives des musulmans, échaudées il est vrai par les articles de presse, qui lors du premier procès contre les caricatures en 2007 furent présentées à tort comme voulant établir en France l'interdiction du blasphème, voire celle de représenter leur prophète. Les caricaturistes sont eux aussi soumis aux lois régissant la presse et la liberté d'expression ; ils ne peuvent s'y soustraire en prétendant que l'art (même si dans le cas précis de ce dessin, il est difficile de parler d'art) serait au-dessus des lois : ce n'est pas le cas. Par ailleurs, la jurisprudence sur la menace de troubles à l'ordre public à elle seule pourrait justifier de l'interdiction d'un tel dessin.

Enfin, et surtout, d'un point de vue pénal, le fait de montrer des images pornographiques à des enfants de moins de 15 ans, qui plus est par un enseignant dans l'enceinte scolaire (circonstance aggravante puisqu'il devient personne ayant autorité de fait sur les enfants) pourrait tomber sous le coup de l'article 227-24 du code pénal (mise en péril des mineurs) qui punit de 3 ans de prison et 75 000 euros d'amende, « Le fait (…) de diffuser par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine (…) lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur. »

Qu'a-t-il bien pu passer par la tête de M. Samuel Paty, un enseignant de 47 ans, pour qu'il choisisse précisément cette image pour illustrer son cours d'EMC (enseignement moral et civique) à destination de ses élèves adolescents de 13-14 ans ? Cela me laisse sans voix. Car pour parler de la liberté d'expression, il avait pléthore de choix, à commencer par le plus emblématique de tous : le procès en cours contre Julian Assange au Royaume-Uni, autrement plus signifiant et important. Mais non, le professeur d'histoire a choisi le dessin le plus ordurier, le plus obscène, le plus incendiaire de toute la série des caricatures de Mahomet. Je me demande ce que cela est supposé apporter, réellement, aux élèves… Les musulmans vont non sans raison se sentir insultés, pas seulement dans leur foi, mais dans leur existence même ; et les autres vont penser que ce n'est pas grave de nier les valeurs spirituelles de l'autre puisque c'est légal et par ailleurs enseigné en classe, (donc avalisé en bloc par l'État, la République, le Savoir). Franchement, si je voulais faire de l'humour « à la Charlie », j'écrirais que M. Paty avait perdu la tête avant même l'intervention de son assassin !

Mais le plus grave dans ce fait divers qui est aussi un fait de société majeur à bien des égards est que l'Éducation nationale accepte et cautionne de telles pratiques, qui ne participent en rien du vivre ensemble, de la morale ou du civisme mais bien au contraire violent les principes mêmes de la Charte de la laïcité à l'école.

À savoir :

§6. Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.

§7. La laïcité assure aux élèves l'accès à une culture commune et partagée.

§8. La laïcité permet l'exercice de la liberté d'expression des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.

§9. La laïcité implique le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité entre les filles et les garçons et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre.

§10. Il appartient à tous les personnels de transmettre aux élèves le sens et la valeur de la laïcité, ainsi que des autres principes fondamentaux de la République.

§11. Les personnels ont un devoir de stricte neutralité : ils ne doivent pas manifester leurs convictions politiques ou religieuses dans l'exercice de leurs fonctions.

Je pense avoir fait la démonstration plus haut que le dessin incriminé n'a rien à voir avec « une culture du respect et de la compréhension de l'autre », qu'il soumet les musulmans, les croyants d'autres religions et les athées à une intense « pression qui les empêchent de faire leurs propres choix » (que vaut la parole d'un ado de 14 ans face à celle d'un enseignant de 47 ans représentant de l'institution scolaire), qu'il ne « rejette pas la violence » mais la promeut, et qu'il dévoie « le sens et la valeur de la laïcité », et qu'en conséquence, M. Paty, en manifestant ses « convictions politiques ou [anti-]religieuses dans l'exercice de [ses] fonctions » a enfreint « son devoir de stricte neutralité ».

Dans un monde normal, M. Paty aurait dû au minimum être vivement rappelé à l'ordre par sa hiérarchie, blâmé, voire sanctionné.

Il est évident pour tous que ses graves et multiples atteintes à la Charte de la laïcité n'auraient pas dû mener à son exécution capitale dans ses conditions abominables par un adolescent mentalement dérangé. Un fait divers ignoble et macabre que l'on ne peut que s'étonner de voir les autorités politiques et judiciaires tenter, pour l'instant sans succès, de présenter comme un attentat terroriste aux vastes ramifications.

Mais je suis stupéfié de constater que sous le coup d'une émotion compréhensible, des voix se sont élevées pour faire entrer M. Paty au Panthéon, un hommage national lui est rendu par le Président de la République en personne, et la classe politique dans son ensemble, tout comme la presse, est unanime pour célébrer le « héros mort pour la liberté ».

Notre pays est clairement devenu fou ; il a littéralement perdu la tête. Au fil des 3 dernières décennies, la loi de 1905 codifiant la laïcité (la séparation de l'Église et de l'État) a été pervertie, jusqu'à être totalement dévoyée. Rappelons qu'elle stipule dans son Article premier : « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes. » Elle ne promeut pas la haine des religions ou des croyants, ni l'injure, ni la stigmatisation ou l'ostracisation d'une partie de nos concitoyens du fait de leurs convictions religieuses.

À ceux qui n'ont pas été convaincus par mon analyse du dessin « Mahomet : une étoile est née », je propose un exercice de pensée. Qu'ils imaginent l'impact que pourraient avoir dans notre beau pays laïc et dans le monde, l'équivalent chrétien d'une telle caricature, présentant la Vierge Marie nue en levrette, de trois-quarts dos, croupe offerte, con poilu ouvert et dégorgeant du foutre (du Saint-Esprit), avec en légende : « Exclusif : la PMA a 2000 ans ! » [2]

Deux voies s'offrent à nous : continuer dans la surenchère de provocations ou reprendre ses esprits et revenir à l'esprit de la loi de 1905. La première, celle qui malheureusement semble se profiler chaque jour un peu plus, est certaine de nous mener à terme à la prophétie auto-réalisatrice des guerres de civilisations, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Est-ce souhaitable ? D'évidence non. L'intégrisme islamiste ne peut être combattu par la guerre sainte de la laïcité. Refuser d'« Être Charlie » en 2015 ne signifie pas justifier ou avaliser les crimes, refuser d'« Être enseignant » aujourd'hui ne signifie nullement se réjouir du sort de M. Paty ; dans un cas comme dans l'autre, c'est simplement refuser le faux choix qui nous est offert : ni Charlie, ni Kouachi (ou ni Prof, ni assassin) car nous n'avons pas à choisir quelle voie nous mènera à la guerre des civilisations : nous devons impérativement la refuser. C'est fort heureusement le souhait de l'immense majorité de nos concitoyens.

Certains me rétorqueront que renoncer, c'est abdiquer face aux intégristes et aux djihadistes. Déjà, il faudrait bien prendre conscience que l'islamisme politique a été favorisé de longue date par différentes puissances occidentales à des fins géopolitiques, comme ce fut le cas lors de la Grande Révolte arabe pilotée par les Anglais contre l'Empire ottoman pendant la Première guerre mondiale. Ou pour prendre un exemple plus récent, on oublie un peu facilement qu'il fut un temps où certaines femmes afghanes allaient en jupe à l'université de Kaboul dans les années 1970 (certes une infime minorité appartenant à l'élite) ; c'était avant que le pays ne soit déstabilisé par les États-Unis qui souhaitaient offrir à l'URSS son propre Vietnam. Qui peut dire ce que serait ce pays, 50 ans plus tard, s'il n'avait pas connu 40 ans de guerre ininterrompue ? À l'époque, les djihadistes étaient présentés en Occident, et accueillis à la Maison-Blanche comme des combattants de la liberté, une stratégie funeste maintes fois reprises par la suite, jusqu'à nos jours (de la Bosnie et du Kossovo, en passant par la Tchétchénie, la Libye ou au front al-Nosra ou Daesh en Syrie).

L'intégrisme, le fanatisme ne sont l'apanage exclusif d'aucune religion spécifique. On peut aussi être un intégriste fondamentaliste

de la laïcité, et la dévoyer de la même manière que les fous de Dieu, quelle que soit leur obédience, peuvent dévoyer une religion. Croire que l'on peut combattre l'intégrisme religieux en adoptant une position antagoniste et violente (même si la violence n'est en l'occurrence que symbolique, elle demeure réelle) n'est pas seulement une illusion dénuée de fondement : c'est une posture intellectuellement et humainement irrecevable, qui s'avère dangereuse, mortifère et comme le prouvent les attentats contre Charlie Hebdo ou la décapitation de M. Paty, mortelle et sans issue.

[1] « Daniel Pipes, expert de la haine », Réseau Voltaire, 5 mai 2004.

[2] Attention, je n'incite pas les caricaturistes de Charlie ni quiconque à la mettre en pratique, car cela risquerait fort non seulement de heurter la sensibilité des Chrétiens partout dans le monde, mais de déclencher des émeutes, des manifestations violentes, et très probablement des morts, (que l'on se souvienne des réactions que suscita lors de sa sortie en France en 1988 le film La Dernière Tentation du Christ, du pourtant très respectueux et très catholique Martin Scorcese). En fait, la problématique peut être facilement résumée : le droit au blasphème implique-t-il de facto la nécessité ou l'obligation de blasphémer de la manière la plus injurieuse possible ?

Arno Mansouri

Directeur des Éditions Demi-Lune. Il a créé une collection de biographies de grands musiciens (Voix du monde) et une autre consacrée à la politique internationale (Résistances).

Haut de page

Le 24 octobre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans les infos de la veille. J'ajouterai des documents demain.

Cette causerie comporte cinq parties :

1- Charlie Hebdo et Samuel Paty.

2- Terreur au coronabusiness.

3- Le régime fascisant de Macron à l'oeuvre.

4- Gouvernement mondial et quelques infos internationales.

5- Quelques réflexions politiques.

J'ai mis mes analyses à la fin pour ne les imposer à personne.

- 46 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Plus que jamais : Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

La culture est un instrument de propagande du régime. Si chaque mot ou expression a un sens culturel, encore plus chaque image, dessin, caricature à caractère politique, comment un enseignant peut-il l'ignorer?

A bas Charlie !

- Jean Castex au JDD : "Je suis plus que jamais Charlie" - Journal du Dimanche 17 octobre 2020

Parole d'internaute.

1- Richard Malka, avocat de Charlie, de la « liberté d'expression »

Sa fiche wikipedia, succincte, est quand même intéressante, on y voit qui il défend : Carla Bruni-Sarkozy, Clearstream, Fourest (Caroline) et sa copine.

2- Si on voulait la preuve que le second « Charlie », genre de Minute otaniste, n'a rien à voir avec Charlie-Hebdo à part l'usurpation du titre, on l'a.

Les terroristes sont au pouvoir.

Le théorème de Bachar al-Assad Par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 21 octobre 2020

Extrait.

Comment résister à la nausée devant la viscosité de ces politiciens qui, à chaque attentat sur le sol français, se répandent en condamnations indignées d'une violence terroriste qu'ils ont nourrie et encensée ailleurs ? On se souvient qu'il n'y a pas si longtemps, la médiasphère occidentale déployait sa fausse dialectique pour faire de la branche syrienne d'Al-Qaida une respectable organisation combattante. On nous disait que le Front Al-Nosra, c'est ainsi qu'il se nommait, finirait par se « normaliser ». Et il faudrait, tranchait François Burgat sur une chaîne publique, négocier pour de bon avec cette organisation destinée à faire partie du « futur de la Syrie ».

Son affiliation revendiquée à Al-Qaida, son idéologie haineuse et sectaire, sa pratique répétée des attentats aveugles frappant les civils, le régime de terreur obscurantiste qu'elle répandait comme la peste partout où ses coupeurs de tête avaient l'opportunité de sévir ? Peccadilles. Une sorte de mutation génétique devait valoir à l'organisation djihadiste concurrente de Daech, pour rétribution de ses services rendus contre Damas, un véritable brevet de respectabilité. C'est ainsi que la diplomatie occidentale faisait des miracles. De son chapeau de magicien, elle sortait des terroristes modérés, des extrémistes démocrates, des coupeurs de tête humanistes, des mangeurs de foie philanthropes.

L'hypocrisie est ce qui caractérise leur société.

Extrait.

Pour moi, c'est son trait fondamental. Je ne suis donc pas surprise de l'hypocrisie de l'Establishment qui feint de s'étonner qu'il y ait tant de Musulmans en France et que certains, dans le monde, ne soient pas contents de ce que nous leur avons fait. Ce qui devrait étonner nos pharisiens modernes est que si peu d'entre eux se révoltent et « se vengent ». Cela tient en partie à leur culture, qui est bienveillante et fataliste, et à la peur que nous leur inspirons.

Souvenez-vous de ce qui est arrivé, le 17 octobre 1961, justement lors d'un « couvre-feu raciste imposé quelques jours plus tôt aux Algériens et par extension à tous les Maghrébins (obligation d'être sans cesse isolé, et interdiction aux travailleurs algériens de sortir de 20h30 à 5h30, les cafés tenus par des musulmans doivent fermer à 19h…) » Le préfet pétainiste, « Maurice Papon, qui a reçu carte blanche des plus hautes autorités, dont de Gaulle, lance, avec 7.000 policiers, une répression sanglante. Il y aura 11.730 arrestations, et peut-être beaucoup plus de 200 morts, noyés ou exécutés, parmi les Algériens ». Et le journaliste de Rebellyion.info ajoute : « Ce crime au cœur de l'État français n'a toujours pas été reconnu officiellement alors même que les partisans de la Nostalgérie prônent la promotion de l'œuvre positive française durant la colonisation dans les programmes scolaires !!! »

Non, les Islamistes ne sortent pas de nulle part. C'est nous qui avons envahi et colonisé nombre de pays musulmans ; nous, qui avons fait venir en France des millions de leurs habitants pour servir de chair à canon aux usines dans les années 1950, puis des millions de réfugiés en détruisant leurs pays par des guerres de pillage ou des révolutions de couleur ; c'est nous qui, après les avoir parqués, ostracisés, discriminés, humiliés pendant des dizaines d'années, après les avoir culpabilisés et rendus responsables des conséquences de nos propres turpitudes au Moyen-Orient, utilisons maintenant quelques brebis galeuses soi-disant issues de leurs rangs pour faire d'eux tous, notre ennemi commun, et mieux diviser et terroriser la population, comme si le COVID-19 ne suffisait pas. Et ça marche, toute la classe politique au grand complet était dimanche place de la République. Mélenchon lui-même s'est dit prêt à l'unité nationale contre l'Islamisme. Toutes les chaînes de TV ont suivi et commenté le rassemblement tout l'après-midi.

Comparez cela avec l'indifférence dans laquelle les soignants ont manifesté jeudi après-midi alors qu'ils réclamaient des moyens pour la santé en pleine situation d'urgence. Macron s'était arrangé pour parler la veille et les ministres ont fait une conférence de presse pendant la manif de façon à ce qu'aucun media ne parle des soignants et des hôpitaux. Evidemment, ça aurait mis en

péril le projet de couvre-feu du gouvernement qui cette fois ne concerne plus seulement les Algériens mais toute la population dans le but avoué d'accélérer la destruction de tout ce qui fait la spécificité de la vie collective en France, et qui échappe encore au Grand Capital.

Macron l'avait clairement annoncé devant le Congrès étasunien : « Avec Trump, nous contribuerons à la création d'un ordre mondial du 21e siècle pour le bien de nos concitoyens». Ce nouvel ordre mondial consiste en la modernisation à marche forcée des sociétés et de l'économie mondiales sous l'égide des grandes multinationales, un projet digne des Khmers rouges, dont on voit déjà les effets délétères et qui fera, lui aussi, des millions de victimes, sinon des milliards.

La crise sanitaire – avec en prime un attentat terroriste – est l'occasion rêvée de faire avancer le « Corporate Socialism » qui est, en fait, « une forme de néo-féodalisme » avec la « richesse pour quelques-uns et l''égalité économique' dans des conditions réduites pour le plus grand nombre ». Cela passe par la destruction de la classe moyenne et des petites et moyennes entreprises. C'est très bien expliqué dans cet article de Dedefensa qui reprend et traduit un article de Michael Rectenwald :

« En fin de compte, le 'Corporate Socialism' mondial bénéficierait d'un monopole gouvernemental unique globalisé avec un seul ensemble de lois, et promouvrait ainsi un internationalisme sans frontières sous un gouvernement mondial, de préférence sous leur contrôle total, autrement dit le globalisme [mondialisme pour les Français] ».

Une perspective réjouissante qui est en train de devenir réalité. (Terrorisme, COVID-19 : punitions divines ou fruits de nos entrailles ? par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 19 octobre 2020

En famille. Stratégie de la terreur d'Etat.

Comme annoncé récemment dans une causerie, ils ressortent le terrorisme islamique en instrumentalisant un fait divers, alors que depuis 8 mois Macron et son gouvernement terrorise la population avec une pandémie virale fabriquée de toutes pièces pour justifier l'abolition des libertés individuelles et collectives, la mise en place d'un régime fascisant ou totalitaire... Les mois passant, la population est de plus en plus excédée par ces mesures liberticides qui ont fait des dizaines de milliers de morts, il fallait donc créer les conditions qui permettraient de consolider le consensus national autour de Macron. On assiste au même scénario depuis 2015...

L'assaillant ne présentait aucun danger pour les policiers qui l'ont exécuté froidement de 9 balles, comme s'il ne devait pas parler, une fois de plus.

Le HuffPost - Abdoullakh Abouyezidovitch A., un jeune Russe de 18 ans d'origine tchétchène, né en 2002 à Moscou et habitant à Evreux (Eure). Il portait un titre de séjour, bénéficiait du statut de réfugié et était inconnu des services de renseignement.

Le jeune homme était armé d'un pistolet airsoft (un pistolet à bille à air comprimé), non létal et d'un couteau. Trois policiers vont lui tirer dessus, blessé, alors qu'il tente de se relever et d'asséner des coups de couteau aux policiers, ces derniers l'abattent de neuf balles.

Âgé de 47 ans, l'enseignant exerçait au collège du Bois d'Aulne et avait notamment, début octobre, dispensé un cours d'instruction morale et civique. Auprès d'élèves de quatrième, il avait dans ce cadre évoqué la liberté d'expression, comme prévu dans le programme officiel de l'Éducation nationale. Pour faire participer ses élèves, le professeur avait ici organisé un débat ayant pour thème les caricatures de Mahomet relayées par Charlie Hebdo, et "l'opportunité de leur publication", pour citer le procureur national antiterroriste.

Les deux caricatures montrées par Samuel Paty durant son intervention étaient la première Une de Charlie Hebdo publiée après l'attentat du 7 janvier 2015 et un autre dessin montrant Mahomet nu avec le message "Une étoile est née".

"Dès le 7 octobre, le père de l'une des élèves publiait sur son compte Facebook un récit des faits faisant état de la diffusion d'une image du prophète nu et un appel à la mobilisation contre l'enseignant en vue de son exclusion", a relaté ce samedi le procureur Jean-François Ricard. Dans la foulée, ce père de famille dévoilait le numéro de téléphone personnel de Samuel Paty, et demandait à ceux qui le lisaient sur le réseau social à dénoncer les agissements du professeur après des institutions et du "collectif contre l'islamophobie".

Par la suite, le père de famille, accompagné d'un autre homme (dont on a appris ce samedi en fin de journée qu'il s'agissait du militant islamiste Abdelhakim Sefrioui), était allé jusqu'à exiger de la principale du collège qu'elle congédie le professeur "sous peine de manifestation". Vingt-quatre heures après sa première publication, l'homme publiait une vidéo et un texte, toujours sur Facebook, en donnant le nom de l'enseignant ainsi que l'adresse du collège. Et de se présenter au commissariat avec sa fille pour déposer plainte pour "diffusion d'image pornographique".

Durant cette entrevue avec la police, la jeune fille aurait assuré que Samuel Paty avait, avant de montrer les caricatures, demandé

aux élèves musulmans de lever la main et de sortir de la classe. Elle assurait également avoir été exclue deux jours à la demande du professeur.

Le 12 octobre, soit quatre jours après le dépôt de plainte, Samuel Paty était donc entendu par les policiers, remettant notamment une copie de son exposé et niant avoir demandé à certains élèves de sortir, précisant en revanche avoir prévenu, avant de montrer des dessins, qu'ils pouvaient "heurter" certains jeunes et leur proposant de ne pas les voir. Dans la foulée, le professeur avait porté plainte pour "diffamation publique" contre le père de famille pour sa vidéo publiée sur Facebook.

LVOG - Une précision Le HuffPost du 21 octobre 2020

Le HuffPost - "J'ai proposé aux élèves de voir ou de ne pas voir une des caricatures émanant de Charlie Hebdo selon leur sensibilité", explique-t-il avant de détailler:

"J'avais proposé à mes élèves de détourner le regard quelques secondes s'ils pensaient être choqués pour une raison ou pour une autre. À aucun moment je n'ai déclaré aux élèves: 'Les musulmans, vous pouvez sortir car vous allez être choqués.' Et je n'ai pas demandé aux élèves quels étaient ceux qui étaient de confession musulmane. Mon objectif quand je leur ai demandé de détourner le regard était qu'ils ne se sentent pas froissés". Le HuffPost du 21 octobre 2020

Immédiatement après cette audition du professeur, le père et sa fille apparaissaient dans une vidéo YouTube intitulée "L'Islam et le prophète insultés dans un collège public". Une séquence dans laquelle un homme -le même qui avait participé à la visite du père à la principale, Abdelhakim Sefrioui donc- n'apparaissant pas à l'image accusait Emmanuel Macron d'avoir attisé la haine (contre les musulmans) et répétait les injonctions à renvoyer l'enseignant. Une vidéo qui a eu pour effet la multiplication des appels menaçants au collège.

Comme l'a précisé Jean-François Ricard, si les tensions ont pu être apaisées par le dialogue avec d'autres parents d'élèves, le père de la jeune fille n'a, lui, jamais accepté de rencontre avec l'enseignant. D'ailleurs, le collège assure que le renvoi de sa fille n'avait rien à voir avec la polémique, mais seulement avec des problèmes de comportement et de retards répétés. Le père et la fille n'ont en outre jamais répondu à la convocation du commissariat pour s'expliquer. francetvinfo.fr et Le HuffPost 17 octobre 2020

Conflans-Sainte-Honorine: après l'attentat, les caricatures de Mahomet envahissent les réseaux sociaux - Le HuffPost 17 octobre 2020

Macron a déclaré la guerre civile ouverte.

Assassinat de Samuel Paty: Emmanuel Macron convoque à 17h un conseil de défense à l'Elysée - BFMTV 18 octobre 2020

"Depuis vendredi Pharos (la plateforme de signalement) a identifié 80 messages qui soutiennent l'action de l'agresseur. Ils donneront lieu dès demain (lundi) à des procédures diligentées par la police ou la gendarmerie", comme des convocations ou des perquisitions à domicile, selon l'Elysée.

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a réuni ce dimanche 18 octobre les préfets de France pour leur demander de procéder à l'expulsion de 231 étrangers fichés pour radicalisation, selon des informations d'Europe 1 que Le HuffPost est en mesure de confirmer. BFMTV et Le HuffPost 18 octobre 2020

Enseignant tué: la sécurité des établissements scolaires sera renforcée à la rentrée - BFMTV 18 octobre 2020

Consensus sur l'Etat de guerre permanent contre la population.

Professeur décapité: Castex, Mélenchon, Hidalgo... des politiques dans les rassemblements, en ordre - dispersé BFMTV 18 octobre 2020

De l'extrême gauche à quelques représentants de la droite, plusieurs responsables politiques ont participé ce dimanche aux rassemblements organisés au surlendemain de la décapitation d'un enseignant dans les Yvelines.

Le Premier ministre Jean Castex a prévu lui-même de se rendre au rassemblement place de la République à Paris.

Le leader de LFI Jean-Luc Mélenchon a déclaré devant la presse qu'il était "de notre devoir à nous républicains d'être présents" à ce rassemblement dans la capitale, alors que "le but de ces criminels est de nous diviser".

Les patrons du PS, Olivier Faure, et d'Europe-Ecologie-Les Verts, Julien Bayou, ont également annoncé leur présence. La maire

de Paris Anne Hidalgo de même. La présidente de la région Ile-de-Paris Valérie Pécresse (ex-LR) a indiqué venir "place de la République soutenir nos enseignants frappés dans leur chair", sur Twitter.

Le patron de La République en marche, Stanislas Guerini, a prévu d'être présent, de même que plusieurs députés de la majorité.

Côté Rassemblement national, "il y aura des militants , sympathisants et adhérents" dans les manifestations mais pas de responsables. BFMTV 18 octobre 2020

Question : Pourquoi l'exercice de la liberté d'expression pourrait-elle choquer certaines personnes ? Parce qu'il avait un contenu idéologique.

- Le cours sur la liberté d'expression dispensé par cet enseignant d'Histoire-Géographie s'est déroulé le 05 octobre. A cette occasion, il a montré des caricatures de Mahomet issues de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo à sa classe, en ayant auparavant invité les élèves de confession musulmane à sortir s'ils le souhaitaient pour ne pas être choqués. (Samuel Paty a t-il été lâché par sa hiérarchie avant d'être décapité? par Guillaume Borel - Mondialisation.ca, 19 octobre 2020)

Professeur assassiné : les régions distribueront un livre de caricatures dans les lycées - BFMTV 18 octobre 2020

"Par ce geste, dans le respect de nos compétences, nous voulons témoigner de nos engagements à défendre les valeurs de la République et le droit fondamental de chacun et chacune de nos concitoyens à vivre en paix et dans la liberté", a souligné le président de Régions de France, Renaud Muselier, avant une minute de silence à la mémoire de l'enseignant Samuel Paty. BFMTV 18 octobre 2020

Emmanuel Macron peut-il profiter du virage sécuritaire ? - Europe1 18 octobre 2020

Le retour du terrorisme dans l'actualité, avec l'assassinat de Samuel Paty, oblige l'exécutif à se saisir à nouveau de la question sécuritaire. Et comme la présidentielle de 2022 approche, à l'Elysée, on fait tout pour avoir un bilan à valoriser en la matière. Europe1 18 octobre 2020

Lutte contre l'islamisme : "On peut avoir des lois d'exception dans un Etat de droit", juge Marine Le Pen - Europe1 21 octobre 2020

Attentat de Conflans : « révolté », Dupond-Moretti veut réguler les réseaux sociaux - LePoint.fr 20 octobre 2020

Professeur décapité: Castex veut créer un nouveau "délit de mise en danger" sur internet - AFP 20 octobre 2020

Jean Castex a affirmé mardi vouloir "reprendre le sujet" de la haine en ligne en créant un "délit de mise en danger par la publication de données personnelles" sur internet. AFP 20 octobre 2020

Dissolution d'associations par le gouvernement : de quoi parle parle-t-on ? - Franceinfo 18 octobre 2020

Gérald Darmanin souhaite dissoudre plusieurs associations, dont le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) et l'ONG Barakacity. Franceinfo 18 octobre 2020

Islamisme radical : Macron annonce la dissolution du collectif propalestinien Cheikh Yassine - Europe1 20 octobre 2020

Attentat de Conflans : Darmanin annonce "des opérations de police en cours" et 51 associations contrôlées - Europe1 18 octobre 2020

"Ce qu'on appelle l'islamo-gauchisme fait des ravages", dénonce Jean-Michel Blanquer - europe1.fr 22 octobre 2020

"C'est un assassin qui est conditionné par d'autres gens, en quelque sorte des auteurs intellectuels de cet attentat", explique le ministre. "Quand vous avez des officines, des groupes comme ceux que nous sommes en train de dissoudre en Conseil des ministres, qui ont pignon sur rue, qui ne commettent pas eux-mêmes les crimes mais qui encouragent cette radicalité intellectuelle, ils sont les complices intellectuels du crime". europe1.fr 22 octobre 2020

Le Grenelle de l'éducation lancé juste après l'assassinat de Samuel Paty - euronews 22 octobre 2020

Hasard du calendrier, le Grenelle de l'éducation est lancé six jours après l'assassinat de Samuel Paty, ce professeur décapité pour avoir enseigné la liberté d'expression. Le ministre Jean-Michel Blanquer propose trois mois d'ateliers et de réflexion pour moderniser l'éducation nationale.

Expulsions, légitime défense : Marine Le Pen entre « en guerre » contre l'islamisme - LePoint.fr 18 octobre 2020

Lors d'une conférence de presse, la présidente du RN a réclamé une « législation de guerre » contre l'islam radical... LePoint.fr 18 octobre 2020

Quand Mélenchon se prend pour le ministre de l'Intérieur de Macron

"Un problème avec la communauté tchétchène" : pourquoi les propos de Jean-Luc Mélenchon interrogent - marianne.net 19 octobre 2020

Le chef de file de la France insoumise s'en est pris frontalement aux Tchétchènes en marge de l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine. Appelant à l'unité nationale, il est sous le feu des critiques, accusé de compromissions avec l'islamisme.

Jean-Luc Mélenchon déteste être comparé à Marine Le Pen, et il a bien raison. Le rapprochement entre le fondateur de La France insoumise et la présidente du Rassemblement national, sous prétexte de "populisme", est aussi inepte que malveillant. Mais il faut bien avouer que ce dimanche 18 octobre, lors de la manifestation place de la République puis sur le plateau de LCI, certains mots de Mélenchon n'auraient pas dépareillé dans un meeting lepéniste : "Moi, je pense qu'il y a un problème avec la communauté tchétchène en France", a lâché le député de Marseille, faisant référence à l'attentat perpétré par Abdouallakh Anzorov ce vendredi 16 octobre mais aussi aux incidents à Dijon en juin dernier. "Il faut reprendre un par un tous les dossiers des Tchétchènes présents en France et tous ceux qui ont une activité sur les réseaux sociaux, comme c'était le cas de l'assassin ou d'autres, qui ont des activités de l'islamisme politique (...), doivent être capturés et expulsés", a ajouté Jean-Luc Mélenchon.

Il a indiqué que les députés LFI "pourraient être d'accord" avec certaines dispositions qui figureront dans la loi contre les séparatismes qui doit être présentée en conseil des ministres le 9 décembre, à savoir la question du financement étranger des mosquées et celle des écoles hors contrat.

Mais "avant de légiférer de nouveau il faut des moyens matériels et humains supplémentaires pour appliquer l'existant", en particulier pour "renforcer la police judiciaire" et les moyens du renseignement, a-t-il souligné. marianne.net 19 octobre et BFMTV 20 octobre 2020

Le délire absolu a été atteint en terme de fausses informations propagées par les médias.

Le récit glaçant d'un témoin qui a quasiment assisté à l'assassinat de Samuel Paty - Paris Match 20 octobre 2020

Un témoin a quasiment assisté à l'assassinat de Samuel Paty, perpétré à 40 mètres de chez lui, racontant avoir vu le meurtrier présumé "en train d'envoyer sur les réseaux sociaux des photos de son acte odieux", selon ses propos à LCI. "L'assaillant était juste derrière le mur, à 40 mètres de mes petits-enfants et de mes enfants", a raconté Stéphane. Paris Match 20 octobre 2020

LVOG - La question qui tue : Qui peut distinguer à 40 mètres ce qu'une personne est en train de bidouiller avec son téléphone portable ? Evidemment personne. Que valent ceux qui ont relayé cette monstrueuse fabulation ? Quel sort faudrait-il leur réserver ?

En famille dans le camp de la réaction. Quand la propagande raciste est assimilée à une "***mission d'instruction***".

Assassinat d'un enseignant à Conflans (POID - latribunedestravailleurs.fr)

18 octobre 2020 – Des dizaines de milliers de manifestants ont participé, notamment avec leurs syndicats, ce dimanche aux très nombreux rassemblements qui ont eu lieu dans toutes les régions de France pour condamner l'ignoble assassinat de Conflans Saint Honorine d'un enseignant mort pour avoir exercé sa mission d'instruction.

LVOG - Ils n'iront pas manifesté devant le ministère des Affaires étrangères, Matignon ou l'Elysée...

Du même tonneau empoisonné dans leur blog.

Des milliers de femmes manifestent contre Trump aux Etats-Unis

17 octobre 2020 – 430 cortèges ont eu lieu dans tout le pays de New York à Los Angeles et de Chicago à Fort Lauderdale en Floride. Elles ont manifesté pour protester contre la nomination à la Cour suprême d'une juge conservatrice menaçant le droit à l'avortement et contre la réélection de Trump à la présidence du pays.

LVOG - Les mêmes organisations financées par G. Soros qui avaient manifesté au lendemain de l'élection de Trump, le clan de l'ultra droite de l'oligarchie que l'on retrouve derrière Black Lives Matter soutenu notamment par le POID.

La première fois on aurait pu admettre l'ignorance ou une erreur d'appréciation, la seconde fois, de ne pas en avoir eu souvenir ou d'avoir manqué singulièrement de vigilance, la troisième, la quatrième fois et les suivantes, là c'est trop, la quantité se transforme en qualité, c'est délibérément, consciemment que les dirigeants de ce courant politique sont devenus des rouages de la pire réaction qui soit.

Coronavirus : près d'1,6 milliard d'enfants et d'adolescents privés d'enseignement scolaire 17 octobre 2020 - ...en raison de l'épidémie de coronavirus. LVOG - Si c'est l'Unesco qui l'affirme, c'est que c'est forcément la vrai cause !

14 octobre 2020 - Macron décrète le couvre-feu de 21h à 6h

- ...afin d'enrayer la deuxième vague du coronavirus.

LVOG - Si c'est Macron qui le dit, c'est que c'est forcément vrai !

11 octobre 2020 - Centre hospitalier de Nantes : des soignants testés positifs au covid-19 continuent à travailler

8 octobre 2020 - « La situation sanitaire continue de se dégrader » indique le ministre de la santé

LVOG - Si c'est Véran qui le dit, c'est que c'est forcément vrai !

Le NPA, l'officine la plus décomposée de l'extrême gauche n'est pas en reste, union nationale oblige. (le 17 octobre 2020)

- Nous rappelons notre attachement indéfectible à la liberté d'expression et à la liberté pédagogique des enseignantEs.

LVOG - Apparemment elle en a fait des ânes bâtés ! Le NPA indéfectiblement attaché à la liberté d'expression, essayez donc de publier un commentaire dans un de leurs blogs, il sera censuré.

LO.

- Après l'attentat de Conflans : ne pas se laisser diviser entre travailleurs ! (le 19 octobre 2020)

LVOG - A aucun moment dans cet article ils ne désigneront nommément le régime à abattre. Lisez bien, cherchez bien, vous ne le trouverez nulle part ou il est évoqué pour mieux s'en détourner.

- Une horreur et un dégoût redoublés par le fait que ces actes ignobles sont toujours utilisés par les racistes, les réactionnaires et les anti-immigrés avec, pour résultat, de diviser le monde ouvrier.

LVOG - Y aurait-il des racistes, des réactionnaires et des anti-immigrés au gouvernement, on l'ignore. Le ton est donné.

- L'acte est effroyable. Tout aussi glaçant est le processus qui a conduit et armé la main de ce jeune de 18 ans, d'origine tchétchène. Son passage à l'acte a, en effet, suivi une campagne d'agitation et de manipulation, orchestrée par la mouvance de l'islamisme intégriste. Celle-ci a voué le professeur à la vindicte publique, en faisant passer un cours sur la liberté d'expression pour du racisme et de l'islamophobie.

LVOG - Je croyais qu'ils allaient écrire "une campagne d'agitation et de manipulation, orchestrée" par le gouvernement sur le thème du "séparatisme", non mais j'ai dû rêver, elle n'a jamais eu lieu. Il ne faut surtout pas évoquer la nature raciste du régime, on s'attirerait la foudre des médias enragés. Voyez où en est rendu la carpette Mélenchon, qui a stigmatisé toute une communauté pour ensuite se rétracter honteusement, pour une fois qu'il avait fait preuve de spontanéité, il a été trahi par ses mauvaises intentions.

L'amalgame entre Maghrébin et Arabe avec islam ou musulman ne date pas d'hier, comme celui d'Africain avec sous-homme pour justifier l'esclavage, j'allais dire c'est sorti du même tonneau ou plutôt baril de pétrole.

- La dictature qu'ils préparent pèsera avant tout sur les classes populaires. Comme le monde occidental a ses fascistes d'extrême droite, le monde musulman a les siens. Quand l'extrême droite identitaire utilise la peur de l'étranger, les islamistes se servent de la religion pour dominer ce qu'ils considèrent être leur communauté.

LVOG - Le monde musulman, connaît pas, pas même le monde du travail où se trouvent pêle-mêle exploiteurs et exploités. On retrouve la théorie des blocs qui repose sur le schéma établi par les puissances occidentales impérialistes. Et c'est ne rien comprendre à la mouvance islamiste créée par les mêmes Etats occidentaux ou manipulée par leurs services de renseignement sur ordre de l'oligarchie.

- Les deux s'alimentent mutuellement, les deux sont des ennemis mortels des travailleurs. Et les deux sont prêts à creuser un fossé de sang et à s'imposer par la terreur. On l'a vu en Europe dans les années 1930 avec Hitler, en Algérie pendant la décennie noire des années 1990 et, récemment, en Syrie et en Irak avec Daech.

LVOG - La coalition internationale autour des principales puissances occidentales qui a attaqué la Syrie et l'Irak notamment passe à la trappe, d'ailleurs plus personne n'y pense, c'est bien pratique l'amnésie collective, elle va de pair avec la psychose collective actuelle.

- Qu'ils viennent des rangs de l'extrême droite ou des intégristes, ceux qui prétendent limiter les libertés veulent faire de nous des moutons dociles, soumis à eux, mais aussi au patronat. Il ne s'agit pas seulement de discuter où se trouvent les limites de la liberté d'expression. Ce sont nos droits et nos intérêts de travailleurs qui sont menacés : la liberté de contester, de s'organiser, de revendiquer et de faire grève.

LVOG - A partir du moment où les "*moutons dociles*" de LO accepte de se soumettre aux mesures liberticides adoptées par Macron, ils ne peuvent plus revendiquer "*la liberté de contester, de s'organiser, de revendiquer et de faire grève*", ils ne sont plus habilités à représenter les droits et les intérêts des travailleurs. Et puis il ne vaut mieux pas chercher "*les limites de la liberté d'expression*", car on arriverait rapidement à une confrontation avec le régime, ce serait d'autant plus fâcheux que l'exploitation en est le pendant, la source ou l'origine de tous les maux de la société.

A l'origine du système économique capitaliste, on trouve les rapports sociaux et non le droit qui en réalité en découle, qui normalise ces rapports pour garantir l'hégémonie de la classe dominante à l'aide d'une machinerie législative et judiciaire de nature oppressive et répressive. Les discours essentiellement basés sur les droits ont pour fonction d'éviter de se pencher sur les rapports sociaux ou d'épargner le régime. Il ne peut pas y avoir une égalité de droit entre les classes, sauf à cautionner l'exploitation et l'oppression. Comment pourrait-il y avoir une égalité de droit entre le voleur et le volé, hein, on se le demande. Je vous accorde le droit de me voler, et vous m'accordez le droit d'être volé, quel monde merveilleux ! Un numéro d'équilibrisme qui se termine au fond d'un précipice. On pourrait dire aussi suicidaire ou sadomasochiste. En temps de guerre cela donne, je vous accorde le droit de me tuer, et vous m'accordez le droit d'être tué, bref, un vrai massacre ou une vraie boucherie !

- Comme tous les autres dirigeants politiques, Macron a appelé à l'unité nationale et au respect de la République. Mais derrière ces prétendues valeurs républicaines, il y a un ordre social contraire aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

LVOG - Que les lecteurs lisent ou relisent dans la page d'accueil du portail, ce qu'en disait K. Marx.

- La société ne se délite pas seulement sous les coups de boutoir de militants réactionnaires. Ces derniers ne font qu'exploiter politiquement le désarroi et l'abandon dans lesquels la crise, le chômage de masse et la misère plongent des millions de femmes et d'hommes. Les frustrations et la haine qui en découlent renouvellent en permanence le terreau de l'intolérance, de l'individualisme et de la violence, surtout dans les périodes de crise.

LVOG - Des "*militants réactionnaires*", mais toujours pas de ministres en fonction ou non, pas même les médias qui jouent un rôle prédominant pour relayer la propagande de guerre du régime.

Des millions de femmes et d'hommes plongés dans le désarroi se laisseraient tenter ou abuser par les discours de militants réactionnaires, et ils seraient imperméables aux discours des gouvernements successifs qui glisseraient sur eux ou seraient inoffensifs. De là à les accuser de sombrer dans la haine, l'intolérance, l'individualisme et la violence, il n'y avait qu'un pas

que ces populistes ont franchi. Il ne nous reste plus grand chose pour caractériser le régime, barbare, criminel, cruel, monstrueux, sordide, mafieux, corrompu. On comprend que cela fasse désorde d'y faire référence, vaut mieux s'abstenir, Mélenchon excelle en la matière aussi.

- L'ordre social capitaliste et, plus encore, la crise créent les éléments d'un engrenage mortel.

LVOG - Sans qu'il soit spécifié que ce soit dans sa nature, d'ailleurs c'est davantage à mettre au compte d'une crise, ce sont eux qui le disent.

- À cause de crapules fanatisées ou embrigadées par les filières terroristes, combien y aura-t-il de contrôles au faciès, de jeunes de banlieue confrontés au racisme et à la suspicion généralisée ? À cause de terroristes sous statut de réfugiés, combien de migrants fuyant les guerres et les persécutions seront rejetés ?

LVOG - Ils ont "*oublié*" les ministres des Affaires étrangères qui se sont succédés depuis 2001, et plus particulièrement ceux des dix dernières années qui ont couvert ou coorganisé des actes terroristes au Moyen-Orient notamment, des guerres punitives contre des Etats et leurs peuples qui ne les avaient pas agressés ou menacés, contre des Républiques laïques de préférence en s'alliant avec des monarchies barbares où le terrorisme fait office de Constitution ou tient lieu de gouvernance, incluant Israël.

- La conscience de pouvoir et de devoir, ensemble, changer la société doit guider les travailleurs, car le fanatisme religieux, le fondamentalisme, la terreur fasciste, sortent malheureusement, comme des bêtes immondes, du ventre de notre société. Pour mettre fin à des actes barbares tels que le meurtre de Conflans, c'est la société elle-même qu'il nous faudra transformer.

LVOG - Décidément "*le fanatisme religieux, le fondamentalisme, la terreur fasciste*" ne sortiront pas du régime, il faut les chercher dans le "*ventre de notre société*", c'est-à-dire chez vous et moi, pourquoi pas, hein ! On en doute en ce qui nous concerne car on ne se reconnaît dans votre société ou les classes sont diluées, dissoutes, union nationale oblige toujours et encore. Pour eux, c'est la société qu'il faut transformer, comme pour d'autres c'est le pays, la nation, la France. Pour nous, ce sont les rapports sociaux qu'il faut inverser, ce qui implique la chute du régime, qui ne pourra être que l'oeuvre du soulèvement révolutionnaire des masses.

Les barbares sont au pouvoir, voilà ce qu'ils ont soigneusement évité de mettre en lumière dans cet article. On a le droit de leur appliquer la formule : leur humanisme est la politesse des salauds, car c'est consciemment qu'ils se sont livrés à cet exercice de servilité envers le régime fascisant de Macron.

Quand ils ne vous censurent pas, ils pratiquent l'autocensure.

Une enseignante estime que Samuel Paty a «provoqué» l'acte terroriste - Sputnik 22 octobre 2020

Restée anonyme, une enseignante a publié sur le site Paris-Luttes.info qui se définit comme «anarchiste et anticapitaliste» un texte dans lequel elle estime que Samuel Paty, professeur tué dans une attaque barbare à Conflans, a «provoqué» le terroriste, soulignant également la responsabilité des politiques.

Le texte repéré par Valeurs actuelles a depuis été supprimé. Dans une tribune, malgré sa «sidération» par la décapitation, son auteure considère «l'acte de [son] collègue comme une provocation ou une inconscience».

«Les mots tuent. Nous sommes des êtres de langage et l'école fait mine de ne pas voir les rapports de domination qu'elle instaure à travers les mots, le langage, sur les corps des jeunes enfants, des élèves», écrit-elle. Sputnik 22 octobre 2020

LVOG - Monsieur Paty était loin d'être le seul à l'Education nationale a trimballé un tel niveau de connerie, et c'est peu dire. C'est une pépinière, que dis-je, une fourmilière d'agents du régime, sur le climat, la sexualité, les femmes, l'homosexualité, sur tous les rapports dans la société ils sont aussi tarés et relaient la propagande de l'oligarchie.

Ce secteur est aussi corrompu, gangrené ou pourri que la recherche, la médecine, etc. Au cours des dernières années j'ai eu l'occasion de lire des centaines de commentaires d'enseignants, et c'est là que je m'en suis aperçu. Cela a confirmé également ma brève expérience de prof, l'une des pires expériences de ma carrière professionnelle.

Vous avez dit populiste ?

Voilà qui résume bien l'orientation politique adoptée par l'ensemble du mouvement ouvrier passé dans le camp de la réaction.

- ...le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF) et les Jeunes pour la Renaissance Communiste en France (JRCF) appellent à une stricte application des consignes sanitaires et des gestes barrières ainsi qu'à une grande

autodiscipline individuelle et collective...

Et plus loin :

- ...nous refusons catégoriquement la moindre « union sacrée » avec les principaux responsables de ce fiasco avec son lot de conséquences économiques, sociales et sanitaires catastrophiques...

Chacun aura compris que tout acteur politique appelant à respecter les mesures liberticides imposées par Macron au lieu de les rejeter, participe de fait à cette « union sacrée » avec Macron.

Vous noterez à quel point le procédé est grossier, comme si leurs auteurs s'en foutaient et savaient que les voix qui dénonceraient cette imposture seraient étouffées, autrement dit qu'ils pouvaient recourir ouvertement à n'importe quel moyen scélérat pour tromper les travailleurs.

DEUXIEME PARTIE

Ce n'est rien... mais protégez-vous, testez-vous, etc. le discours insupportable

Quelle pandémie mondiale terriblement mortelle ! La sordide imposture que tous les acteurs politiques et sociaux cautionnent toujours 12 mois plus tard.

Chine : 1,5 milliard d'habitants

17 octobre 2020 : 13 cas tous originaires de l'étranger, 0 décès.

Au bout d'un an : 4.634 décès dans le pays.

Taux de contagiosité et de létalité confondu : 0,0003%

D'une souris ils ont fait une montagne.

Comment ont-il pu faire croire qu'une épidémie virale épargnant 97 à 98% de la population pouvait représenter une danger mortelle pour l'humanité toute entière ?

Grâce à une simple manipulation des consciences à l'aide de supports ou d'instruments numériques auxquels ont participé les médias et tous les acteurs politiques.

Cette explication présente l'avantage de passer à côté de la question essentielle : Pourquoi des peuples éduqués, instruits, bénéficiant d'un mode de vie supérieur à ceux du reste de la planète, de moyens d'information indépendants disposaient-ils d'un niveau de conscience aussi médiocre au point de faire preuve d'une telle servilité ?

Les Etats-Unis viennent d'adopter officiellement le remdésivir.

- En octobre 2020, un rapport intermédiaire sur l'essai clinique Solidarity Trial piloté par OMS conclu que le remdésivir, l'hydroxychloroquine, le lopinavir et l'interféron n'ont pas d'effet significatif notable sur les patients hospitalisés pour la Covid-19, que ce soit au niveau de la mortalité, de l'initiation de la ventilation ou de la durée d'hospitalisation. wikipedia.org

Résistance et contre-propagande

Prague: des milliers de manifestants contre les mesures anti-Covid-19, heurts avec la police - AFP 18 octobre 2020

Vidéo. coronavirus : 5 mois de privations de libertés pour rien ! - 14 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=SFm0JCIrgI4&feature=emb_logo

Quand la répression s'abat sur les médecins entrés en dissidence

LVOG - Ils ont tout notre soutien.

Pr. PERRONNE : " LA FRANCE EST TOTALEMENT VEROUILLE, ON EST ENTRE DANS UNE DICTATURE SANITAIRE ! " - 17 octobre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=jlaMBxNSyIg

Le ministère de la Santé juge «regrettables» des propos du Pr Perronne sur les médecins - Le Figaro 22 octobre 2020

Dans une lettre ouverte diffusée le 17 octobre, le Pr Perronne avait assuré que ses propos visaient non pas les médecins mais «les autorités». Le Figaro 22 octobre 2020

Christian Perronne démis de ses fonctions au sein de la Fédération sur la maladie de Lyme en raison de propos complotistes bfmtv.com 20 octobre 2020

Le professeur Christian Perronne, chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine) ne sera plus vice-président de la Fédération française contre les maladies vectorielles à tiques (FFMVT) ni président de son conseil scientifique, sur décision du conseil d'administration de la Fédération, a annoncé la structure dans un communiqué publié lundi.

En cause, des propos tenus par le médecin sur Sud Radio le 15 octobre dernier ainsi que l'engagement public du médecin au côté de l'association BonSens, "aux valeurs étrangères à l'éthique de la FFMVT", indique le communiqué. Une association cofondée il y a quelques semaines par la députée Martine Wonner (exclue de LaREM, qui a depuis quitté l'association) ainsi que par des personnalités pro-Didier Raoult, précisait Libération le 13 octobre.

Sur Sud Radio le 15 octobre, Christian Perronne avait notamment qualifié la situation sanitaire actuelle de "petite vaguelette", assurant que "la deuxième vague n'exist(ait) pas pour le moment" et que "les hôpitaux (étaient) très loin de la saturation qu'on a connu". Le médecin avait également critiqué la mise en oeuvre du couvre-feu actuellement en vigueur dans neuf métropoles françaises.

Le professeur avait également assuré que les tests PCR étaient "souvent des faux positifs" et que les médecins généralistes "touch(aient) de l'argent" lorsqu'ils déclaraient un test positif du Covid pour leurs patients.

"La FFMVT tient à se démarquer sans ambigüité de ces déclarations publiques", précise la fédération dans son communiqué. "Malgré des tentatives répétées de renouer le dialogue, et devant une absence de réponse sérieuse à la question posée (de clarifier sa position, NDLR), le Pr. Christian Perronne est donc démis de ses fonctions de Vice-Président de la Fédération et de Président du Conseil scientifique. bfmtv.com 20 octobre 2020

- Tests PCR et maintien de la " transe hypnotique " par le Dr. Pascal Sacré - 17 octobre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=i5taO2_QDQc&feature=emb_title

En se soumettant aux tests PCR avec docilité, la population maintient sans le savoir la propagande de terreur (non basée sur les faits) des gouvernements ainsi que l’état de » transe hypnotique » induit par les mesures autoritaires liées à la crise » sanitaire « .

Pascal Sacré, médecin anesthésiste, réanimateur, qui travaille dans une unité de soins intensifs en Belgique et qui est également expert en hypnose, a écrit l’article : » PCR ou comment enfumer toute l’humanité » https://www.mondialisation.ca/covid-1…

Il nous expose lors de cette interview l’utilisation mensongère de ces tests pour faire passer des mesures liberticides dans de nombreux pays.

Conclusion : Ne vous faites pas tester ! Osez remettre en question l’intérêt du test ainsi que des mesures « sanitaires » actuelles. La santé ne doit plus servir de prétexte fallacieux pour installer des mesures liberticides irrationnelles.

https://www.mondialisation.ca/video-tests-pcr-et-maintien-de-la-transe-hypnotique/5650301

Dr Pascal Sacré, un réanimateur licencié injustement en pleine crise COVID: Droit de réponse Par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 22 octobre 2020

Extrait.

Voilà, c'est arrivé.

Pour mes paroles, mes mots, mes écrits, j'ai été licencié comme un déchet, un voleur, sans droit de répondre.

Un réanimateur chevronné, compétent, apprécié de ses collègues par mes actes en situation de stress, viré en pleine période COVID !

Pour des paroles, pour une image.

Il suffisait de rassurer les gens, de défendre son médecin, d'atténuer et d'attendre que la tempête se calme… puis parler. (...)

Lorsque j'ai repris l'écriture engagée en 2020, à propos de la gestion politique de la crise COVID, mais aussi généralement, sur la corruption endémique de la médecine, de la science et des organes officiels en Belgique, j'ai senti que ce serait risqué, vraiment.

Je n'ai pas renoncé pour autant car je ne laisserai jamais ma vie être contrôlée par la peur. (...)

Je n'ai voulu que poser des questions, que donner mes points de vue sans jamais les imposer, qu'interpeller, que nuancer, que contextualiser, que rassurer quand d'autres ne veulent que terroriser.

C'est moi qu'on a condamné, jeté pour cela. (...)

Ils ont ce pouvoir.

Pourtant,

- Le professeur Didier Raoult (France)
- Le professeur Christian Perronne (France)
- Le professeur Toubiana (France)
- Le professeur Toussaint (France)
- Le professeur Gala (Belgique)
- Et tous ces autres médecins, soignants, professionnels de la santé,

Belgique : https://docs4opendebate.be/fr/open-brief/

Pays-Bas : https://opendebat.info/ et https://brandbriefggz.nl/

Etats-Unis America Frontline Doctors :

https://www.xandernieuws.net/algemeen/groep-artsen-vs-komt-in-verzet-facebook-bant-hun-17-miljoen-keer-bekeken-video/

Espagne : https://niburu.co/gezondheid/15385-artsen-komen-massaal-met-coronawaarheid-naar-buiten

Allemagne : https://acu2020.org/international/

Belgique Néerlandophone :

https://omgekeerdelockdown.simplesite.com/?fbclid=IwAR2bJAAShAIIidjnRQPyVSoZbk1Uj-FTHAthL77hKX_Oo8aMLN3V6DdwAac

https://www.lalibre.be/belgique/enseignement/septante-medecins-flamands-demandent-l-abolition-du-masque-dans-les-ecoles-une-menace-serieuse-pour-leur-developpement-5f58a5189978e2322fa9d32c

Belgique : https://belgiumbeyondcovid.be/

France :

https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/marseille/covid-tribune-pres-300-scientifiques-denoncent-mesures-gouvernementales-disproportionnees-1878840.html

Nous sommes tous ceux-là.

Nous sommes des milliers.

Merci à vous toutes et tous qui voulez d'un monde où la parole est respectée, la vérité defendue, la liberté une réalité.

Je ne laisserai jamais la peur gouverner ma vie. Ne négociez pas avec la peur.

https://www.mondialisation.ca/dr-pascal-sacre-un-reanimateur-licencie-injustement-en-pleine-crise-covid-droit-de-reponse/5650433

Qu'ils ne comptent pas sur le soutien du mouvement ouvrier

Est-il encore nécessaire de commenter l'actualité politique en France ?

On a envie de dire à tous ceux qui ont accepté "d'avaler des couleuvres" pendant des décennies, expression employée dans un courriel par un militant à propos de l'opportunisme des dirigeants de son courant trotskyste, peu importe lequel puisqu'ils se ressemblent tous pour finalement avoir adopté un comportement similaire à celui des travailleurs dénués de conscience politique. Au moins ils ne pourront pas dire qu'ils ne le savaient pas. Que vaut un tel engagement politique ? Que dal ! A quoi mène-t-il ? A rien ou pire encore. Qui en douterait encore aujourd'hui ? Tout s'explique et se paie un jour.

Le déni de la réalité quasi permanent s'exprime aussi de cette manière-là ou commence par là pour certains.

Ce sont tous des réactionnaires. Quand on évoquait l'incurie politique de nos dirigeants, on était très loin du compte. Sont-ils ignares à ce point-là ou sommes-nous en présence d'ordures de la pire espèce, entre affronter Macron ou se soumettre, entre combattre par tous les moyens au côté de la classe ouvrière les mesures abolissant nos libertés individuelles et collectives ou déserter ce combat politique au profit du régime fascisant, devinez quelle orientation ils ont délibérément adoptée...

Ce sont les porte-parole des Pieds nickelés du Conseil scientifique de Macron ou de l'OMS

LO - 12 octobre 2020

- Même si le virus circule plus lentement qu'en mars, les contaminations sont, chaque jour, plus nombreuses. Autrement dit, l'épidémie est, de nouveau, hors de contrôle. Il est impossible de tester, tracer et isoler comme il le faudrait. Impossible aussi de dire où se font les contaminations.

LVOG - Ils en tiennent une sacrée couche, c'est la lie!

- L'argent existe pour préserver les emplois et les salaires.

LVOG - Hélas ! C'est pour cela qu'ils se rangent au côté de Macron.

NPA 14 octobre 2020

- Depuis des mois, Macron et ses amis n'ont rien fait pour éviter ce rebond de l'épidémie. Sans aucune organisation, la politique de dépistage s'est effondrée, permettant juste aux labos privés de « faire du chiffre » mais pas de briser les chaînes de contagion.

...cette deuxième vague n'a rien d'une fatalité.

Le NPA construira et soutiendra toutes les mobilisations portant des mesures d'urgence sanitaire et sociale : la gratuité des protections (masques…) LVOG - Ils en redemandent les scélérats ! Allez vous faire foutre avec vos masques et tout le reste !

Quoiqu'il advienne, ce régime totalitaire doit perdurer.

Covid-19 : pourquoi un vaccin ne suffira pas pour stopper la pandémie - Yahoo 22 octobre 2020

Le 14 septembre, le directeur Europe de l'Organisation Mondiale de la Santé, Hans Kluge prévient : "J'entends tout le temps : 'le vaccin va être la fin de l'épidémie'. Bien sûr que non ! Nous ne savons même pas si le vaccin va être efficace dans toutes les parties de la population. Certains signes que nous recevons est qu'il sera efficace pour certains, mais pas pour d'autres".

De son côté, Chrisitian Drosten, célèbre virologue allemand, estime qu'il faut préparer l'opinion à un vaccin "pas parfait".

Il faudra "maintenir les restrictions d'hygiène et de contacts", appuie Christian Drosten. Autrement dit, le masque, le gel hydroalcoolique et les limitations des contacts sont là pour un moment.

Le docteur Yvon Le Flohic souligne également l'inconnue qui règne autour de la durée des anticorps. "Sur la question de la durée de l'immunité contre le coronavirus, on ne sait rien. Quelques jours ? Quelques semaines ? Quelques mois ? Cela veut dire qu'un vaccin pourrait n'être efficace que durant une certaine période" nous rappelle le médecin généraliste, ce qui pourrait nécessiter donc une nouvelle vaccination avec une certaine récurrence.

Un sondage publié par Ipsos début septembre estimait que 74 % des adultes dans le monde sont prêts à se faire vacciner contre Covid-19 lorsqu'un vaccin sera disponible. En France, 41% des interrogés sont rétifs face à un potentiel vaccin. Dans le détail, 20 % des Français se disent "fortement opposés" et 21 % "plutôt opposés".

La France serait un des pays où la population est la moins favorable à une vaccination, alors qu'au Royaume-Uni 85% de la population se dit prête à se faire vacciner, 72% en Espagne et 67% aux Etats-Unis et en Allemagne. Yahoo 22 octobre 2020

Bill Gates a de sombres prévisions quant à la crise du Covid - sputniknews.com 15 octobre 2020

La situation liée à la crise du Covid-19 risque de devenir bientôt pire qu'elle ne l'était durant l'été, estime le co-fondateur du groupe Microsoft Bill Gates.

Dans un entretien accordé à Politico, M.Gates a souligné que, tant que les États-Unis n'auront pas de vaccin contre le nouveau coronavirus, seul le respect des simples règles sanitaires peut aider à endiguer la propagation de la pandémie.

«Port de masque, non-participation aux événements de masse, distanciation physique, lavage des mains», a-t-il énuméré. sputniknews.com 15 octobre 2020

Il en est mort, mais le vaccin ne lui avait pas été administré, voilà comment ils font des miracles !

Coronavirus: Un décès au Brésil lors des essais du candidat vaccin d'Astrazeneca et Oxford - Reuters 21 octobre 2020

Les autorités sanitaires brésiliennes ont annoncé mercredi la mort d'un volontaire qui participait aux essais cliniques du candidat vaccin contre le nouveau coronavirus d'Astrazeneca et de l'université britannique d'Oxford, tout en ajoutant qu'ils allaient se poursuivre.

L'Université fédérale de Sao Paulo, qui participe à la coordination de ces essais cliniques de phase 3, a confirmé leur poursuite et précise que la victime était de nationalité brésilienne.

"Suite une évaluation minutieuse de ce cas au Brésil, il n'y a aucune inquiétude concernant la sécurité de l'essai clinique et, après l'examen indépendant effectué en plus de celui des autorités de tutelles brésiliennes, il a été recommandé de poursuivre l'essai", dit un porte-parole dans un communiqué.

D'après l'agence de presse Bloomberg, qui cite des sources non identifiées, le candidat vaccin n'a pas été administré à la victime. Si tel avait été le cas, les essais auraient été suspendus, a-t-on confirmé à Reuters de source proche du dossier. Reuters 21 octobre 2020

TROISIEME PARTIE

Vaut mieux encore être Indien que Français par les temps qui courent, quel paradoxe !

Virus, quel virus ? l'Inde a repris le travail - AFP 20 octobre 2020

L'Inde, deuxième pays le plus peuplé au monde avec 1,3 milliard d'habitants, enregistre pourtant plus de 7,5 millions de contaminations, le bilan national le plus lourd juste derrière les Etats-Unis. Mais, après le confinement strict de mars à juin qui a laissé des millions de gens au bord de la famine, le gouvernement comme les habitants ont décidé que la vie doit continuer.

Le taux de mortalité relativement faible a surpris ceux qui redoutaient de voir les cadavres s'amonceler dans les rues étant donné les mauvaises conditions sanitaires et le système hospitalier déficient.

La pandémie a moins tué en Inde (quelque 115.000 décès) à ce jour qu'aux Etats-Unis qui comptent presque le double de morts pour une population quatre fois moindre.

Mais ses ravages économiques y sont bien pires. Le Fonds monétaire international table sur un recul de 10,3% du produit intérieur brut en 2020-2021, la plus forte chute parmi les principaux pays émergents et la pire depuis son indépendance en 1947. AFP 20 octobre 2020

France. Le gang mafieux des technocrates qui gèrent le pays pour le compte de la ploutocratie.

Un document budgétaire, annexé au projet de loi de finances (PLF) pour 2021, dévoile la somme des dix plus fortes rémunérations perçues par les hauts fonctionnaires d'une dizaine de ministères.

Ministère de l'Intérieur,

La moyenne des rémunérations du top 10 des hauts fonctionnaires, atteint 248.000 euros par an, soit le chiffre le plus élevé de tous les départements ministériels.

Ministère de l'Economie et des finances

Les dix plus fines gâchettes de Bercy encaissent en moyenne, 244.000 euros par an.

Ministère de la Transition écologique et solidaire

203.000 euros

Ministères sociaux (Travail, Santé et solidarité…)

La moyenne des dix plus hauts salaires atteint 173.000 euros par an.

Ministère de l'Education nationale

Ses agents les mieux rémunérés émargent en moyenne à 168.000 euros brut par an.

Ministère de la Culture

Les dix hauts fonctionnaires les plus privilégiés gagnent ainsi, en moyenne, 161.000 euros brut annuels, soit près de 13.500 euros par mois

(Source : capital.fr 16 octobre 2020)

Totalitarisme. Etat d'urgence sécuritaire, climatique, sanitaire, etc.

Le décret rétablissant l'état d'urgence sanitaire publié au Journal officiel - BFMTV 15 octobre 2020

Les fêtes privées, mariages comme soirées étudiantes, interdites partout - Le HuffPost 15 octobre 2020

"Toutes les fêtes privées, comme les mariages ou les soirées étudiantes, qui se tiennent dans des salles des fêtes, dans des salles polyvalentes ou tout autre établissement recevant du public seront interdites" sur l'ensemble du territoire, a ainsi expliqué Jean Castex. La mesure ne s'appliquait jusqu'alors que dans les seules zones en niveau d'alerte maximale.

Par ailleurs, le protocole dans les restaurants va être renforcé partout. "Tous les restaurants de France appliqueront le protocole sanitaire qui a été récemment renforcé et prévoit notamment la limitation à six du nombre de clients par table" ainsi que "l'enregistrement du nom des clients pour faciliter le 'contact tracing'", a ajouté le chef du gouvernement.

La veille, Emmanuel Macron appelait les Français à respecter "la règle des six", également dans la sphère privée.

La règle d'un siège sur deux devra s'appliquer dans tous les cinémas et les lieux publics où on est assis. Dans les lieux où on circule debout, comme les centres commerciaux ou les zoos, par exemple, le nombre de visiteurs sera limité. Le HuffPost 15 octobre 2020

Covid-19: plus de 20 millions de téléspectateurs ont suivi les annonces de Macron - BFMTV 15 octobre 2020

Ce score, bien que très élevé, est loin du record d'audience absolu, établi le 13 avril durant le confinement, avec 36,7 millions de téléspectateurs. BFMTV 15 octobre 2020

LVOG - 20 millions, voilà, Macron est déjà réélu !

SONDAGE BFMTV - 62% des Français concernés par le couvre-feu y sont favorables - BFMTV 15 octobre 2020

Si un Français sur deux n'a pas trouvé Emmanuel Macron convaincant lors de son allocution télévisée ce mercredi, les mesures annoncées reçoivent un accueil favorable, selon notre dernier sondage Elabe pour BFMTV diffusé ce jeudi. BFMTV 15 octobre 2020

LVOG - En réalité, quelque part ils n'ont pas le choix, par crainte d'être sanctionnés ou réprimés, ils s'exécutent. Ils sont portés à y être favorables pour ainsi dire naturellement, tant ils sont déjà habituellement conformistes, obéissants, soumis. Ils sont déjà confinés 11 mois sur 12 avec le mode de vie qu'on leur impose, et seule une infime minorité dont je fais partie y échappent, en quelque sorte ils étaient préparés à subir sans brocher les mesures liberticides que Macron leur a concoctées, l'OMS, l'oligarchie.

12.000 policiers et gendarmes mobilisés pour faire respecter le couvre-feu - BFMTV 15 octobre 2020

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a précisé ce jeudi le dispositif qui sera mobilisé pour faire respecter le couvre-feu, qui entre en vigueur vendredi, à minuit.

"Une amende de 135 euros, la même que pendant le confinement, et s'il y a réitération, au bout de trois fois, six mois d'emprisonnement possible et 3750 euros d'amende", a détaille le ministre. BFMTV 15 octobre 2020

Covid-19: 4777 verbalisations en une semaine pour non-respect du couvre-feu - BFMTV 22 octobre 2020

Covid-19 : 38 nouveaux départements sous couvre-feu, 46 millions de Français concernés - AFP 22 octobre 2020

Au total, 54 départements sont désormais soumis à un couvre-feu nocturne.

Le Premier ministre a également averti que si l'épidémie de Covid-19 n'était pas jugulée, le gouvernement devra "envisager des mesures beaucoup plus dures", alors que plusieurs pays viennent de décider des reconfinements face à la deuxième vague.

Alors que le Conseil scientifique a déjà prévenu que "les mois d'hiver seront difficiles", l'exécutif a adopté en Conseil des ministres un projet de loi pour prolonger l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 16 février 2021 inclus. Nécessitant un vote au parlement, il sera examiné dès ce week-end à l'Assemblée.

L'exécutif entend aussi pouvoir appliquer des mesures de restrictions de circulation, de rassemblements ou d'ouvertures des établissements au moins jusqu'au 1er avril 2021, sur tout ou partie du territoire et en fonction de la situation épidémique, selon le même texte. AFP 22 octobre 2020

QUATRIEME PARTIE

“L'ignorance, c'est la force”.

Transhumanisme.

Définition - Le transhumanisme est un mouvement culturel et intellectuel international prônant l'usage des sciences et des techniques afin d'améliorer la condition humaine notamment par l'augmentation des capacités physiques et mentales des

êtres humains.

LVOG - Ce ne sont surtout pas les rapports sociaux ou le capitalisme qui serait à l'origine de la condition humaine épouvantable que subissent les trois quarts de l'humanité. Ils veulent augmenter leurs capacités physiques et mentales pour mieux les exploiter et les soumettre, comme toujours de fait...

Evidemment le mouvement ouvrier a soutenu cette machination.

LVOG - De Hong Kong au Bélarus, nos dirigeants sont de tous les coups pourris de l'oligarchie, malheureusement je n'invente rien.

L'opposition au Bélarus couronnée par le prix Sakharov, salue une "récompense pour le peuple" - AFP 22 octobre 2020

Le Parlement européen a décerné jeudi le prix Sakharov des droits de l'homme à "l'opposition démocratique" au président Alexandre Loukachenko au Bélarus, geste salué par sa cheffe de file, Svetlana Tikhanovskaïa, comme une "récompense pour le peuple". AFP 22 octobre 2020

Béni soit le coronabusiness !

Malgré la pandémie, les milliardaires chinois ne connaissent pas la crise - latribune.fr 20 octobre 2020

Jamais autant de richesse n'a été créée en Chine qu'en 2020 malgré la pandémie qui ravage l'économie mondiale, selon un classement annuel qui fait état d'un nouveau bond du nombre de milliardaires dans le pays asiatique.

Si "les deux premiers mois de l'épidémie ont anéanti d'énormes quantités de richesse (...) la nouvelle économie, portée par le numérique, a atteint depuis juin des niveaux inédits", relève le classement annuel du cabinet chinois Hurun basé à Shanghaï.

Wang Xing, fondateur de l'entreprise de livraison de repas Meituan, a quadruplé ainsi sa richesse cette année, pour devenir la 13e fortune de Chine.

Richard Liu, patron du géant du e-commerce JD.com, a doublé sa fortune, qui pèse désormais 23,5 milliards de dollars (19,9 milliards d'euros). Il est désormais la 16e fortune du pays.

La santé a également été un secteur porteur: Jiang Rensheng, fondateur du fabricant de vaccins Zhifei, a ainsi triplé sa fortune estimée à 19,9 milliards de dollars. Il décroche la vingtième place.

Résultat, cette année a vu en Chine "plus de richesse créée que les cinq années précédentes combinées", en dépit de l'épidémie, affirme Hurun, qui se fonde sur le classement des 500 premières fortunes du pays.

L'emblématique Jack Ma, pionnier du e-commerce avec sa plateforme Alibaba, est toujours la plus grosse fortune nationale, avec 58,8 milliards de dollars. Il est suivi par Pony Ma, le patron de Tencent, géant du numérique qui édite notamment la populaire application WeChat (57,4 milliards de dollars).

La troisième marche du podium voit l'arrivée de Zhong Shanshan, discret patron de Nongfu Spring, un géant de l'eau en bouteille dont les produits sont incontournables en Chine. Sa fortune est évaluée à 53,7 milliards de dollars.

Le géant asiatique compte plus de milliardaires que les Etats-Unis. Ils sont 257 de plus que l'an dernier, selon Hurun, qui en recensait fin août 878 en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao). latribune.fr 20 octobre 2020

Bienvenue au gouvernement mondial totalitaire.

LVOG - Great Reset 2021. Quand ils lâchent le morceau. Pourquoi tout ça ? "*Une occasion historique de changer la donne*".

A propos du plan de relance européen doté de 750 milliards d'euros, Christine Lagarde (BCE)

- "S'il n'est pas ciblé, s'il se perd dans des dédales administratifs et n'irrigue pas l'économie réelle pour orienter nos pays vers le numérique et le vert, nous aurons raté une occasion historique de changer la donne".

Interrogée sur le risque que ces 750 milliards d'euros soient distribués "trop tard", la présidente de la BCE a répondu: "l'objectif de la Commission est de pouvoir les verser début 2021 et il doit absolument être tenu". latribune.fr 19 octobre 2020

Compétences, automatisation, télétravail : la crise du Covid-19 accouche d'un nouveau marché de l'emploi - latribune.fr 21 octobre 2020

La 4e révolution industrielle et le coronavirus, se téléscopant au même moment, transforment profondément la relation au travail du côté des salariés mais aussi de l'employeur. En première ligne de ces changements, l'accélération des reconversions professionnelles. De fait, les nouvelles technologies devraient remplacer 85 millions d'emplois dans le monde d'ici 2025, selon une étude du Forum économique mondial. Une destruction compensée par 97 millions de nouveaux postes, engendrés eux aussi par la révolution robotique.

« Le futur de l'emploi », c'est maintenant. Les destructions de postes à cause du déploiement des nouvelles technologies sont arrivées plus vite que prévu à cause de la pandémie de Covid-19, d'après l'étude annuelle "The Future of Jobs" sur les effets de l'automatisation sur le lieu de travail et sur les perspectives de la révolution robotique. Autrement dit, les confinements successifs décidés par les gouvernements et les récessions économiques qu'ils ont entrainé ont eu un effet de catalyseur et d'accélérateur des transformations - déjà en cours - sur le marché de l'emploi, comme le révèle cette troisième édition présentée mercredi 21 octobre lors du Jobs Reset Summit, organisé par le Forum Économique Mondial.

Il en ressort que, dans les cinq prochaines années, 85 millions d'emplois dans le monde dans les moyennes et grandes entreprises de 15 secteurs et 26 économies seront perturbés par l'automatisation et une nouvelle répartition du travail. Plus de 80% des chefs d'entreprise développent la numérisation de processus et, contrairement aux années précédentes, la création de postes ralentit, tandis que la destruction d'emplois s'accélère.

Le saviez-vous ?

LVOG - Ne vous occupez de rien, on se charge de votre destin. Signé : le Forum économique mondial.

La plupart de ces articles seront mis en ligne au format pdf.

Sommet pour la réinitialisation de l'emploi 20—23 octobre 2020

https://fr.weforum.org/events/the-jobs-reset-summit-2020

Voici l'avis du co-fondateur de LinkedIn sur l'avenir du travail

https://fr.weforum.org/agenda/2020/10/voici-lavis-du-co-fondateur-de-linkedin-sur-lavenir-du-travail/

Transformer la crise sanitaire en opportunité de travail - Saadia Zahidi du Forum Économique Mondial

https://fr.weforum.org/agenda/2020/10/transformer-la-crise-sanitaire-en-opportunite-de-travail-saadia-zahidi-du-forum-economique-mondial/

Voici ce que l'on peut attendre du Sommet pour la réinitialisation de l'emploi

https://fr.weforum.org/agenda/2020/10/voici-ce-que-lon-peut-attendre-du-sommet-pour-la-reinitialisation-de-lemploi/

La récession et l'automatisation modifient l'avenir du travail, mais de nouveaux postes sont à venir, selon notre dernier rapport

https://fr.weforum.org/press/2020/10/la-recession-et-lautomatisation-modifient-lavenir-du-travail-mais-de-nouveaux-postes-sont-a-venir-selon-notre-dernier-rapport

5 choses que les entreprises pourraient faire dès maintenant pour se préparer à la prochaine crise

https://fr.weforum.org/agenda/2020/10/5-choses-que-les-entreprises-pourraient-faire-des-maintenant-pour-se-preparer-a-la-prochaine-crise/

Voici comment se répartissent les 88 mille millards de dollars de l'économie mondiale

https://fr.weforum.org/agenda/2020/10/voici-comment-se-repartissent-les-88-mille-millards-de-dollars-de-leconomie-mondiale/

Le déploiement de la 5G dans le monde

https://fr.weforum.org/agenda/2020/10/le-deploiement-de-la-5g-dans-le-monde/

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

A propos de l'élection présidentielle américaine.

Extrait.

Commençons par les sondages.

Toutes sortes de sondages circulent comme des derviches tourneurs. La plupart d'entre eux mettent en évidence la myriade de voies empruntées par les Démocrates vers la victoire et l'inexorable Autoroute de l'Enfer pour Trump. Un sondage de The Economist donne à Joe « Walking Dead » Biden un énorme 91% de chance – vous vous souvenez d'Hillary en 2016 ? – de remporter le Collège Électoral.

Un consensus alimenté par les Démocrates est en train d'émerger sur le fait que Trump – implacablement dépeint comme un proto-fasciste dérangé et lunatique qui est mauvais pour les affaires dans le monde entier – contestera les résultats dans tout État dirigé par les Républicains qu'il pourrait perdre de justesse, comme en Arizona, en Floride, au Michigan, en Caroline du Nord, en Pennsylvanie et dans le Wisconsin.

Pourtant, en matière de campagne, c'est une toute autre histoire. Les preuves montrent que sur les rassemblements du Walking Dead, il y a plus de personnes du bus Biden et de journalistes que d'électeurs démocrates en chair et en os. La campagne de Biden-Harris, qui démontre ses compétences inégalées en matière de relations publiques, fait de ces rassemblements des secrets de campagne.

La stratégie à long terme de la Team Trump semble avoir été dévoilée par le Président lui-même : « Nous allons compter les bulletins de vote pendant les deux prochaines années (…) Nous avons l'avantage si on s'en remet au Congrès. Je pense que c'est 26 à 22 ou quelque chose comme ça puisque l'on a compté un vote par État ».

C'était une référence au 12ème amendement de la Constitution : si les électeurs des États ne peuvent pas se mettre d'accord sur un Président, la décision revient à la Chambre. Et chacun des 50 États obtient une voix. Imaginez donc les petits États contrôlés par le Parti Républicain comme l'Alaska, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud et le Wyoming (chacun avec un Républicain à la Chambre) ayant le même poids que la Californie (52 membres à la Chambre, dont 45 Démocrates.)

Avantage Trump : en l'état, il est en effet de 26 à 22, avec deux – la Pennsylvanie et le Michigan – à égalité.

Ask the quant

Les sondages internes du Parti Républicain montrent que si la campagne Biden-Harris ne frappe à aucune porte, les volontaires de Trump ont en fait essaimé pas moins de 20 millions de foyers dans les États charnières.

Ajoutez à cela un nouveau sondage Gallup qui montre que 56% des Américains déclarent que leur situation est meilleure aujourd'hui sous Trump qu'il y a quatre ans sous Obama/Biden. Appelez cela le retour de « C'est l'économie, idiot ».

Le Groupe Trafalgar – qui avait correctement prédit le vainqueur de l'élection de 2016 – parie que Trump remportera de justesse le Collège Électoral avec 275 voix.

Marko Kolanovic, membre éminent de JPMorgan, a dressé une carte exhaustive des changements dans l'inscription des électeurs afin d'écarter pratiquement tous les sondages montrant une victoire des Démocrates. Cela implique que Trump pourrait bien finir par remporter la Sainte Trinité : La Pennsylvanie (20 votes), la Floride (29 votes) et la Caroline du Nord (15 votes).

Et pour couronner le tout, quelque chose de plus exotique qu'un trou noir absorbant une étoile s'est produit en cette semaine Surprise-laden d'Octobre : CNN a décidé de pratiquer du vrai journalisme et a éviscéré Nancy Pelosi devant la caméra.

Cela pourrait être de mauvais augure pour la Présidente en attente Kamala Harris, qui, comme peu de gens s'en souviennent, a été forgée comme l'héritière de l'axe Obama-Pelosi lors d'une réunion secrète dans les Hamptons à l'été 2017.

Suivez l'argent

Maintenant, suivons l'argent.

C'est un slam dunk. Pour les Républicains, celui qui tient le sac de frappe est le magouilleur de casino Sheldon Adelson – qui a littéralement acheté le Congrès pour un montant dérisoire de 150 millions de dollars. Pour les Démocrates, c'est Haim Saban – qui possède son propre groupe de réflexion et qui est l'homme d'argent de Hillary. La démence Dem est essentiellement une opération d'argent.

Pour rendre cela encore plus digeste, Adelson et Saban sont tous les deux des Israéliens enragés. Une opération du renseignement dissidente du Beltway tranche tous les coins : « Le chef de la mafia Sheldon Adelson a financé Trump pour l'assurance israélienne alors qu'Israël était pour Hillary. »

Il y a quatre ans, des sources new-yorkaises sélectionnées avec lesquelles j'ai été en contact ont correctement annoncé le résultat des élections au moins dix jours avant les faits.

L'un d'entre eux, un magnat des affaires new-yorkais intime avec divers maîtres de l'univers contrôlant Wall Street, saute une fois de plus à la jugulaire :

« L'État Profond gouverne à la fois les Républicains et les Démocrates. Trump doit fonctionner au sein du système. Il le sait. Je suis un ami de Donald et je sais qu'il veut faire ce qui est juste. Mais ce n'est pas lui qui dirige. Il veut sans aucun doute être ami avec la Russie et la Chine. C'est un homme d'affaires. Il veut conclure des accords avec des pays, pas les combattre. Nous avons été parmi ceux qui lui ont fixé les principaux axes de sa campagne en 2016 : mettre fin à l'immigration illimitée qui détruit les salaires des classes inférieures et encourager la détente avec la Russie et la Chine. Il ne s'est rien passé en quatre ans ».

Pourtant, ajoute un autre joueur de New York, « Trump fait 90% de ce qu'ils veulent de toute façon. Il vaut mieux garder un méchant au sommet à blâmer et faire tourner les prolétaires en rond ».

Sur le plan financier, cela ne sera jamais admis publiquement : mais Wall Street, tout en projetant une simple façade pro-Dem, n'est pas intéressé par un « raz-de-marée » démocrate, car cela ferait chuter les actions de Wall Street. Une élection contestée ou prolongée donnerait le même résultat, avec Goldman Sachs qui projette un scénario cauchemardesque de la S&P chutant à seulement 3 100 points.

Ainsi, le scénario préféré de Wall Street, le plus discret : une victoire de Trump et des réductions d'impôts plus juteuses – en parallèle avec le sentiment que la priorité de Wall Street est que la Fed continue de verser des billions de dollars de monnaie hélicoptère quoi qu'il arrive. Après tout, la seule « politique » en est que Wall Street a transformé la Fed en fonds spéculatif.

Pour sa part, ce que la Team Trump ne veut certainement pas, c'est la Grande Réinitialisation – qui sera officiellement « lancée » lors d'un Davos virtuel en janvier 2021.

Et tout cela alors que Goldman Sachs, une fois de plus, est catégorique : la seule façon de « sauver » la nation d'une dette énorme et sans cesse croissante est de dévaluer le dollar américain.

Dans le jeu de l'ombre – ou complot Westlemania – du face-à-face de Trump contre l'État Profond, un autre de ces joueurs new-yorkais confirme que « Trump n'était pas autorisé à faire grand-chose de son programme. Cela vous montre où se trouve le vrai pouvoir. Le complexe militaro-industriel veut que Trump soit présent, car il leur donne tout ce qu'ils veulent pour une construction militaire géante. Mais Biden ne prendra pas cet engagement ».

Clapper, Brennan, Comey et Mueller « ne faisaient que suivre les ordres et sont protégés ». Quant à la hyène narcissique belliciste Hillary Clinton, elle a besoin d'une victoire de Biden/Harris essentiellement pour ne pas aller en prison, suite à un accord « secret » passé avec Obama qui l'a fait s'incliner devant l'ancien Président en tant que chef de facto de la vaste machinerie du Comité National Démocrate.

Tous ceux qui ont un cerveau dans le Beltway savent que The Walking Dead a été choisi parce qu'il ne servirait même pas comme dessous de table. En supposant qu'il soit élu Président, le véritable pouvoir derrière le trône sera l'axe Obama-Pelosi – et

leurs maîtres suspects habituels. Bienvenue sous le règne de la Présidente Kamala.

Mais Hillary ne laisse rien au hasard, elle double la mise et ne fait pas de prisonniers. Elle vient de publier un manifeste de 5 000 mots qui se lit comme une candidature à la tête du Pentagone.

Le fait qu'avec tous les rebondissements du complot, les vecteurs clés de l'État Profond continuent d'être intouchables doit être lu comme le fameux marais de Washington qui protège son troupeau. Plus que la possibilité que Trump ne soit pas qualifié lorsqu'il s'agit de choisir ses larbins, il n'a jamais eu d'options décentes : il s'est donc retrouvé avec des spécimens malfaisants tels que Gina « Reine de la torture » Haspel, John Bolton, la moustache guerrière, et Mike « Nous mentons, nous trichons, nous volons » Pompeo.

Ce qui nous amène au Procureur Général William Barr – et à une question persistante dans de nombreux couloirs du Beltway : comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu d'inculpation alors que les preuves s'accumulent pour prouver l'existence de manigances profondes liées à l'État.

C'est simple : Barr est de la CIA, il fait partie du gang du vieux Papa Bush, recruté alors qu'il était encore au lycée, en 1971. Lorsque Papa Bush est devenu Directeur de la CIA en 1976, Barr est entré dans le bureau juridique de la CIA et a commencé son ascension constante, qui a culminé en 1991 en tant que conseiller juridique en chef de la présidence de Papa Bush.

Inutile d'ajouter que Barr a ensuite écrasé toutes les enquêtes possibles sur Bush, Clinton et diverses opérations de la CIA, de la BCCI au vol du logiciel PROMIS.

Personne ne se portera volontaire pour montrer comment Trump a choisi Barr – ou comment l'État Profond a fait en sorte que cela se produise. Le fait est que Barr a été nommé peu après la mort de Papa Bush. Il est peu probable que la Team Trump ait « détourné » l'agent de la CIA Barr du marais – avec ou sans les 33 000 e-mails supprimés d'Hillary.

Et c'est ce qui conduit ces joueurs new-yorkais à parier que Barr ne s'en prendra à aucune star de la galaxie de l'État Profond.

Il n'en reste pas moins que la NSA a stocké tous les appels, chats ou e-mails possibles sur ses énormes fermes de serveurs. Trump a le pouvoir d'ordonner que tout soit divulgué – comme il l'a fait. Pourtant, en l'état actuel des choses, les prolétaires n'ont reçu qu'une sitcom de type WWF.

« Je suis de retour » sous stéroïdes

La balkanisation totale de la culture aux États-Unis dans des conteneurs pare-balles d'irrationalité exclut toute possibilité de débat civilisé. Ce qui reste, c'est une prolifération sans fin de faux acteurs, d'armées de trolls payés, de bots, d'outrages à la mafia présentés sous forme de plaques de chocolat, le tout dans l'hystérie générale.

Quoi qu'il arrive, préparez-vous à un grand massacre à la Kill Bill.

Et dans cette guerre de tirs – qui n'est pas seulement métaphorique – entrent John Lydon, alias Johnny Rotten, légende des Sex Pistols et résident millionnaire des quartiers chics de Venice Beach à L.A. Il vote Trump.

C'est le couronnement ultime de Punk POTUS – sauf que Trump est plus Village People (« Young man/ there's no nee to feel down ») que Sex Pistols dans Holidays in the Sun ou Dead Kennedys dans Holiday in Cambodia.

Punk POTUS en Floride, « Je suis de retour » sous stéroïdes, travaillant une foule excitée de milliers de personnes comme un pro, avec des mouvements de danse YMCA à la fin : « J'embrasse les gars, et les belles femmes… »

Maintenant, comparez-le à « Sleepy Joe » dans l'Ohio, devant, eh bien, personne vraiment : « Je me présente comme un fier Démocrate… pour le Sénat ».

La semaine dernière, huit personnes étonnantes se sont présentées à un rassemblement Biden-Harris en Arizona.

Et le racket continue alors qu'une pandémie avec un taux de létalité d'environ 0,14% – selon les estimations de l'OMS – a coûté à l'économie mondiale pas moins de 28 000 milliards de dollars, selon le FMI. (Punk POTUS contre Démence Dem par Pepe Escobar (Strategic Culture Foundation) - Mondialisation.ca, 18 octobre 2020 15 octobre 2020

Et la gauche chiasseuse.

A quoi ressemblera la politique étrangère de Biden? Il suffit de regarder qui le soutient Par John Kiriakou (Consortium News 6 octobre 2020)- Mondialisation.ca, 20 octobre 2020

Nous sommes nombreux à compter les jours qui nous séparent de l'expulsion du Président Trump non seulement de la Maison Blanche mais aussi de nos vies et de nos nouvelles quotidiennes. Avec la mort du juge de la Cour Suprême Ruth Bader Ginsberg, il y a d'autant plus d'urgence à remplacer Trump. Mais que gagnerons-nous avec le "Président" Biden? A quoi ressemblera sa politique étrangère ?

L'ex-ambassadeur John Negroponte est un de ces responsables du renseignement qui soutiennent Biden. Il est le Darth Vader de la politique étrangère américaine depuis près de 50 ans.

Il était ambassadeur au Nicaragua pendant l'affaire de l'Iran-Contra (n.d.t. connu en France sous le nom d'Irangate) qui a permis de détourner des fonds de la CIA pour financer les rebelles de la Contra ; ambassadeur au Mexique alors que les cartels de drogues consolidaient leur pouvoir face à un gouvernement corrompu ; ambassadeur auprès des Nations-Unis quand les Etats-Unis cherchaient absolument à entrer en guerre en Irak sous le fallacieux prétexte d'armes de destruction massive ; ambassadeur en Irak pendant l'occupation américaine du pays et finalement directeur du renseignement national alors qu'était appliqué le programme de torture du président George W. Bush.

Personne n'a jamais décrit Negroponte comme étant un progressiste, dans aucun sens du terme. Il adore la guerre et s'est toujours montré très heureux de s'y jeter à pieds joints. Et il soutient publiquement et non sans joie Biden.

Biden a soutenu la mise sur écoute sans mandat, mais a aussi en tant que sénateur voté en 2001 en faveur du USA Patriot Act (n.d.t. Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act, traduisible en français par : « Loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme ») et toutes ses reconductions successives pour enfin s'opposer à l'allègement de ces mesures alors qu'il était vice-président sous Obama.

Il y a d'autres raisons qui ont poussé Negroponte ainsi qu'une pléthore d'anciens membres républicains du renseignement et des grands noms de la politique internationale à soutenir Biden.

En fait, la dernière chose que je souhaite faire c'est de pousser qui que ce soit à voter pour Donald Trump.

Mais Biden n'est pas la panacée. C'est un palliatif de centre-droit. Negroponte l'a confirmé.

Si vous pensez que les choses vont changer en termes de politique extérieure sous une présidence Biden, réfléchissez bien. Nous aurons la même politique expansionniste et va-t'en guerre que nous avons eu sous Bill Clinton et Barack Obama. Allez voter, mais votez en connaissance de cause.

Costa Rica

Nouvelle manifestation contre le FMI au Costa Rica par Telesur 14 octobre - Mondialisation.ca, 17 octobre 2020

Les syndicats et les mouvements sociaux ont appelé à une nouvelle journée de protestation au Costa Rica mercredi, pour rejeter le Fond monétaire international (FMI) et les politiques néolibérales du gouvernement.

Selon l'appel de l'Association des professeurs de l'enseignement secondaire (APSE), la mobilisation de mercredi culminera à l'aéroport international Juan Santamaría de la capitale costaricienne.

Parmi les slogans des manifestants, il y a « Non au FMI », « Que les riches paient comme les riches et les pauvres comme les pauvres », « Oui aux impôts pour les grands évadés fiscaux », « Plus d'impôts pour la classe ouvrière et le peuple » et « La nation ne vend pas, la nation se défend ».

Manif Costa Rica

La mobilisation de mercredi est la deuxième des trois protestations du mouvement syndical, qui rassemble quelque 36 organisations de travailleurs du pays qui rejettent tout rapprochement du gouvernement avec le FMI et les projets de loi néolibéraux de l'exécutif.

Les manifestations des syndicats du pays coïncident avec une autre organisée depuis le 30 septembre par les membres du Mouvement de sauvetage national (MRN), pour forcer le gouvernement à renoncer à toute négociation avec le FMI.

Lundi prochain, le groupe syndical a appelé à une grève nationale contre les projets néolibéraux du président costaricain. Mondialisation.ca, 17 octobre 2020

Bolivie

Bolivie: Luis Arce, dauphin d'Evo Morales, vainqueur de la présidentielle - AFP 19 octobre 2020

Luis Arce, le candidat de la gauche et dauphin de l'ancien chef de l'Etat Evo Morales, a remporté dimanche la présidentielle en Bolivie dès le premier tour avec plus de 52% des voix, selon plusieurs sondages de sortie des urnes.

L'ancien ministre de l'Economie, 57 ans, devance de plus de 20 points son principal rival, le centriste Carlos Mesa, et assure le retour au pouvoir du Mouvement vers le socialisme (MAS) après la démission en novembre 2019 d'Evo Morales, accusé par l'opposition de fraude électorale.

La Bolivie "a renoué avec la démocratie" s'est réjouit le vainqueur lors d'une conférence de presse en compagnie de son vice-président David Choquehuanca. "Nous allons travaillé pour tous les Boliviens, nous allons mettre en place un gouvernement d'union nationale", a-t-il ajouté. AFP 19 octobre 2020

Colombie

Colombie: nouvelle grande manifestation contre le gouvernement - AFP 22 octobre 2020

CINQUIEME PARTIE

Quelques idées pour alimenter la réflexion.

- Totalitarisme. Ils nous ont déclaré la guerre. Alors faisons-leur la guerre !

- L’inversion des mots et l’inversion des valeurs, afin d’arriver à « l’esclavage c’est la liberté ».

- Quand on entend des médecins disserter sur la santé et en même temps justifier la marchandisation, la privatisation du droit à la santé, qui de ce fait ne sera pas accessible à tous, je me dis quelle monstruosité, et je me demande s'ils en ont conscience, s'ils l'assument.

- Voir un psy dès l'enfance peut vous être bénéfique toute la vie - Slate.fr

- « La science a fait de nous des Dieux, avant même que nous soyons dignes d’être des hommes ». Jean Rostand (Biologiste)

- « La folle témérité du savant l’a emporté sur la conscience de l’homme ». Charles Nicolle, élève de Louis Pasteur

La recherche ne présentait qu'un danger relatif tant qu'elle était incapable de nuire à l'ensemble de la nature et à l'espèce humaine. C'est dialectique évidemment, et ceux qui l'igorent précipitent, participent à l'accélération de la disparition de l'espèce humaine tout simplement, et de bien d'autres espèces de la faune et de la flore.

La recherche ne participe pas ou plus à l'amélioration de la condition de l'homme de nos jours, mais uniquement à sa destruction. C'est l'un des aspects les plus nuisibles, sordides et criminels du capitalisme dévastant et pourrissant tout sur son passage.

La communauté des chercheurs et des scientifiques, qui en ont parfaitement conscience et qui ne s'engagent pas dans la voie pour en finir avec le capitaliste et s'accommodent des ravages qu'il cause, ne mérite pas notre soutien.

Qu'il s'agisse de ce domaine ou de bien d'autres, le mouvement ouvrier n'a pas compris qu'on ne pouvait pas soutenir n'importe quelle corporation aveuglément ou sans tenir compte des activités néfastes auxquelles elle peut être amenée à se livrer.

La démagogie ne sert pas seulement à dévoyer les consciences, elle peut devenir une formidable force de destruction. Ceux qui s'y livrent ne sont pas dignes d'un idéal humaniste.

Parole d'internaute.

1- "Oui ils veulent nous mettre tous en difficulté pour Nous effacer nous les contradicteurs ! Ils veulent notre mort et ils ne nous ménageront pas. Seule la révolte dans la rue de tous les Français peut être un espoir. Savoir s'ils le veulent vraiment !"

2- "La peur est également provoquée par des mesures répressives car la difficulté est que le scénario global fait bien plus peur que le virus déclencheur. In fine la mort étant l'unique liberté de l'esclave."

3- "Il est bien certain que les dispositions gouvernementales n'ont aucun sens scientifique. Ceux qui nous gouvernent savent pertinemment ce qu'ils font et il existe une raison. Ils savent parfaitement qu'il n'y a pas d'épidémie actuellement. Dominer et anesthésier. Dans quel but? Pas pour nous protéger en tout cas. Nous affaiblir c'est une évidence puisque c'est ce qui se passe. Nous asservir? Je ne vois rien d'autre. Pourquoi nous ne réagissons pas? Pourquoi il n'y a pas de désobéissance civile? Tout le monde reste ouvert, tout le monde dans la rue de 21h à 23h à discuter, se sourire, se faire la bise. Pourquoi accepter et se taire? De quel droit ont-ils le pouvoir de faire n'importe quoi ? Du droit qu'on leur donne. Qu'avons nous à perdre de réagir? Pourquoi avoir peur alors que nous sommes mortels et que notre vie dure une minute? Expliquez-moi !"

4- "Depuis plus de trente ans et malgré le manque persistant de preuve formelle, la peur du réchauffement global anthropique causé par le CO2 est propagée sans relâche par l'ONU et ses satellites PNUE, GIEC et OMM relayés par les ONG environnementales et les médias, suivis plus récemment par une fraction du monde académique occidental. Une puissante industrie des énergies renouvelables a été créée via des subsides et des certificats verts quitte à doubler ou tripler le prix de l'électricité. Cette industrie est prête à exploiter les nouvelles aubaines financières annoncées par l'Accord de Paris et le Green Deal de l'UE. Dans un tel contexte, le but avoué est que l'humanité change radicalement son comportement, fût-ce au prix d'une dictature environnementale: l'alarmisme médiatique est maximal, et même les enfants sont embrigadés dans le débat pour soi-disant "sauver la planète"."

Quelques éléments d'analyse.

Avertissement.

Ce sont des notes que j'ai prises au fil des jours, des idées qui me venaient à l'esprit à la manière d'un penseur ou d'un chercheur, sans exprimer quoi que ce soit d'abouti ou sans vouloir prouver quoi que ce soit, comprenant bien des contradictions ou des hypothèses dont certaines seront retenues et d'autres abandonnées.

On a le droit de se questionner, c'est même fortement recommandé pour progresser, sauf évidemment quand on estime détenir la vérité ; Il serait insupportable d'aboutir à des conclusions qui la remettent en cause. Nous n'avons pas du tout adopté cet état d'esprit restreignant et craignant l'activité de la pensée, la propagande de la peur n'a aucune emprise sur nous. On peut donc penser librement, quitte parfois à emprunter des voies qui ne mènent nulle part et devoir rebrousser chemin.

Toute erreur est source de connaissances. Elle ne doit pas être bannie ou camouflée honteusement, elles devraient même être élevées au rang des grandes découvertes, c'est pour dire qu'on les assume. Toute erreur est considérée comme un échec, une faute, une faiblesse, pire, révèle une tare, à laquelle on réservera un traitement différent selon qu'on en soit à l'origine ou qu'on l'attribuera à d'autres, alors qu'en réalité on les a toutes commises un jour ou l'autre sans même nous en apercevoir. Voyez ceux qui vont vous rétorquer qu'ils n'ont jamais été tentés par l'extrême droite, et qui soutiennent l'extrême-centre ou Macron qui sont par les mesures totalitaires qu'ils nous imposent la véritable extrême droite à l'oeuvre. Je comprends que ce soit difficile de l'assumer et je ne voudrais pas être à leur place.

Tout cela pour mettre en garde les lecteurs contre toute appréciation ou jugement précipité, auquel cas ils ne tireraient aucun profit de cette causerie et auraient perdu leur temps si précieux, ce serait dommage. Si on revient sans cesse sur certains sujets, c'est bien parce qu'il n'existe rien d'acquis d'avance ou de parfait pour peu que cela existe. On ne rabâche pas non plus, on vérifie une énième fois les conclusions auxquelles nous étions parvenues précédemment et on les confronte à la situation qui évidemment a évolué, afin de les confirmer ou de pouvoir les modifier.

La matière étant perpétuellement en mouvement, quand bien même elle présenterait un semblant d'équilibre, ce serait insensé de croire que la pensée échapperait à cette dynamique naturelle et contradictoire, où des forces contraires s'exercent et qu'il faut laisser s'exprimer pour mieux les maîtriser ou en prendre conscience, de manière à pouvoir les utiliser pour servir au mieux notre cause.

Si la dialectique de la pensée n'est pas différente de celle qui s'exprime dans la nature ou la matière en général et comporte autant de contradictions, elle s'en distingue toutefois par la faculté qui lui est donnée de pouvoir les orienter dans une direction pour atteindre un objectif précis. Dès lors la question sera de savoir si cette orientation permettra d'avancer ou non vers l'objectif qu'on s'est fixé. Partant de là, c'est l'état d'esprit dans lequel on sera avant d'aborder cette question qui permettra d'y répondre, soit en prenant en compte les précautions qui viennent d'être énoncées, soit en passant outre, auquel cas notre réponse n'aura aucune valeur ou ne nous servira à rien, car on se sera focalisé sur des contradictions pour lesquelles nous n'avons pas forcément

de réponses et font l'objet de polémiques infinies et stériles, au lieu de s'en tenir celles que nous sommes parvenus à résoudre et qui peuvent nous aider à aller de l'avant.

Le déni de la réalité dans lequel s'enferme les démagogues en tous genres, consiste justement à escamoter les contradictions qui sont à notre portée, mais que nous ne sommes pas encore parvenus à traiter, de manière à pouvoir manipuler celles qui se manifestent au grand jour et les orienter dans une direction ou selon des intentions inavouables pour tromper les plus crédules ou profiter de l'ignorance des masses. L'importance démesurée qu'ils leur témoignent, sert à détourner l'attention des contradictions qui en sont à l'origine et qu'ils n'entendent pas résoudre ou éradiquer, parce qu'elles incarnent les fondements du régime qu'ils soutiennent. Evoquer toute forme de discriminations ne sert strictement à rien, si on ne met pas en relief ou si on ne remet pas en cause les rapports d'exploitation qui sont à l'origine de tous les rapports sociaux ou de l'oppression, de la servitude humaine.

Je ne demande pas aux lecteurs de partager les idées que je leur soumets, mais seulement d'y prêter une attention. Je sais qu'elles comportent un certain nombre d'imperfections sur lesquelles je n'ai pas le temps de m'attarder, on y reviendra forcément un jour ou l'autre comme nous l'avons toujours fait. En attendant, à eux de voir comment on peut les améliorer, et d'estimer qu'est-ce qui mérite d'être conservé et qu'est-ce qui doit être jeté, de préférence en pouvant expliquer pourquoi, et surtout en réservant le même traitement impartial à leurs propres idées, car ici personne n'est supérieur à quiconque.

1- On entend souvent cette réflexion : On comprend bien ce qui se passe, mais on ne sait pas quoi faire pour que cesse cette imposture, et évidemment personne n'a de réponse. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il n'existe aucune représentation politique pour relayer ce rejet des mesures liberticides imposées par Macron exprimées ou réprimées par des millions de travailleurs. Et c'est significatif que personne ne l'évoque, comme si les masses avaient atteint le niveau zéro en matière de conscience politique, alors que l'issue à ce coup de force totalitaire ne peut être que politique. Elles y ont été conduites du fait que le mouvement ouvrier et sa pseudo avant-garde avaient déserté le terrain du combat politique contre Macron et le régime. Ceux qui hier prétendaient se distinguer des opportunistes en leur reprochant de refuser d'affronter le régime les ont rejoints, force est de le constater. Ceux qui prétendaient ne pas vouloir se couper des masses, montrent en se positionnant au côté de Macron, qu'ils sont indifférents à leurs aspirations démocratiques ou à la liberté. Les mêmes qui mettaient en avant cet argument prétendaient ainsi justifier leur stratégie de front unique, qui apparaît ouvertement sans principes puisqu'ils l'ont troquée au profit d'un consensus avec la marionnette du Forum économique mondial.

2- Bien qu'aucun parti n'ait jamais adopté une orientation conforme au socialisme au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, certains réussirent cependant à recruter des milliers de travailleurs sur au moins théoriquement le programme de la révolution socialiste mondiale, alors que les conditions favorables au déclenchement d'une crise révolutionnaire n'avaient jamais été réunies, sauf à prendre ses désirs ou plutôt ses illusions pour la réalité.

Or, si ces illusions existèrent réellement, elles reposaient forcément sur quelque chose, elles correspondaient à une profonde aspiration à vivre dans une société plus juste qui existe à toutes les époques chez des millions de travailleurs, ce qui signifie que même en présence de formations politiques gangrenées par l'opportunisme, il était possible de rassembler dans un ou des partis les éléments les plus avancés ou déterminés du prolétariat, de construire les bases du parti qui nous fait si cruellement défaut aujourd'hui. Et si tous ces partis qui avaient réussi à recruter ou à attirer chacun jusqu'à 10.000 militants, donc au cours des 50 dernières années aux environs de 50.000 militants et des centaines de milliers de sympathisants, si leurs dirigeants avaient été réellement indépendants et avaient rompu leurs liens avec la social-démocratie et le stalinisme, y compris dans les syndicats que le PS et le PCF contrôlaient, s'ils avaient enseigné à leurs militants la méthode du matérialisme dialectique et avaient consacré une partie de leur temps à leur donner une solide formation pour les aider à élever leur niveau de conscience générale ou politique, ils auraient pu les gagner définitivement au socialisme, et en faire de redoutables militants ou cadres capables à leur tour de recruter des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs quand l'oligarchie lancerait son offensive généralisée contre la classe ouvrière et les classes moyennes, de telle sorte qu'aujourd'hui on disposerait d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire pour affronter Macron et son régime fascisant.

A toutes les époques répétons-le, des centaines de milliers de travailleurs sont prêts à adhérer au discours qu'ils ont envie d'entendre, ils en ont fait la preuve, alors pourquoi l'ignore-t-on de nos jours et leur sert-on un discours qui tient du double langage qui pue l'opportunisme ? Parce qu'on a tourné le dos au socialisme.

3- Quand Sarkozy a été élu ou avant même, j'ai immédiatement titré *La tentation de la dictature*, ai-je eu raison ou tort ? Il préfigurait l'avènement du néolibéralisme en France ou l'arrivée au pouvoir de l'extrême-centre.

- Quand Hollande a été élu, j'ai immédiatement titré *Le pire nous attend*, ai-je eu raison ou tort ? Il a ouvert une voie royale à Macron.

- Quand Macron a été élu, j'ai immédiatement titré *L'extrême droite a pris le pouvoir*, ai-je eu raison ou tort ? Les derniers développements l'ont démontré magistralement.

- Avons-nous eu raison de tenir une rubrique intitulée *Ils osent tout* ? C'est devenu la marque de fabrique du nouveau régime ou de sa gouvernance.

- Avons-nous eu raison d'affirmer que les instruments numériques étaient destinés à instaurer un régime totalitaire et ne servaient en rien la démocratie ? Et cela dès le début pour ceux qui s'en souviennent, on en a confirmation quotidiennement, le traçage ou la surveillance permanente de la population est leur dernier avatar.

- Avons-nous eu raison de mettre l'accent sur l'oligarchie, son système financier mafieux et criminel, sa stratégie mondialiste tendant à instaurer un nouvel ordre mondial, entre monarchie absolue et ploutocratie totalitaire, un gouvernement mondial invisible, inaccessible ? C'est depuis le Forum mondial économique qui dicte ouvertement la politique que doivent adopter tous les gouvernements de la planète.

- Avons-nous eu raison de consacrer une partie de notre temps et de notre énergie à combattre férocement la guerre idéologique et psychologique que menait l'oligarchie contre tous les peuples ? La psychose ou le délire collectif qui a envahi les masses le justifie amplement.

- Avons-nous eu raison d'affirmer que les enseignements de la révolution russe de 1917 demeuraient d'actualité ? La dislocation et la putréfaction de tous les courant s'en réclamant et qui s'en sont écartés délibérément semble le confirmer.

- Avons-nous eu raison d'affirmer qu'il fallait continuer quotidiennement de propager les idées du socialisme, même si les masses n'ont cessé de s'en éloigner ? Quelle autre alternative au capitalisme existe-t-il ? Aucune.

- Avons-nous eu raison de refuser d'être Charlie, de participer à ce consensus honteux ? Tous les médias-oligarques ou institutionnels qui soi-disant incarnaient la liberté d'expression nous ont donné raison en pratiquant la censure, l'autocensure, la falsification systématique de la situation, etc. on en a la preuve quotidiennement sous les yeux.

- Avons-nous eu raison de démonter la propagande officielle, de montrer comment fonctionnaient les mécanismes de la machine infernale à fabriquer le consentement des masses, de manière à ce qu'elles adhèrent à la politique de l'oligarchie ou qu'elles s'y soumettent docilement ? Les faits nous ont malheureusement donné raison une fois de plus.

- Etc. etc. etc.

4- Comme s'est stimulant d'être un contre tous !

Je me sens revivre, libéré, quel bonheur, vraiment !

Je vais encore vous raconter un truc personnel.

Les lecteurs ne m'ont jamais pris au sérieux, peut-être à cause de mon parcours hétéroclite, peut-être aussi parce que je n'étais pas encore prêt quand j'ai commencé ces causeries en août 2008, je n'avais pas le niveau de conscience que j'ai acquis depuis.

Après avoir arrêté de militer pendant 20 ans et m'être totalement désintéressé de ce qui se passait dans le monde durant cette longue période, évidemment il allait me falloir des années pour combler cette lacune, d'autant plus que j'étais totalement isolé en Inde, j'allais devoir abattre un travail colossale semé d'embûches, ce qui n'allait pas me faciliter la tâche.

Pour arriver à intégrer le mondialisme à la mondialisation, autrement dit, tous les aspects de l'évolution de la crise du capitalisme mondial que l'oligarchie a codifiés dans une stratégie politique, fallait-il encore les découvrir puisque les acteurs du mouvement ouvrier les ignoraient superbement, et quant aux médias ils les présentaient de manière déformée, par exemple, ils n'allaient pas nous dire d'emblée que les instruments numériques étaient essentiellement destinés à faciliter l'instauration d'un régime fasciste ou totalitaire mondial, pour le reste ils pratiquaient tous l'autocensure.

Ce n'est qu'au fil du temps que j'ai pris connaissance du monde tel qu'il était ou dans lequel je vivais. Je me suis fait manipuler plusieurs fois, j'ai commis de lourdes erreurs d'appréciation uniquement par ignorance ou parce qu'on m'avait sciemment trompé sur la réalité, voire la Libye de Kadhafi par exemple, j'ai même eu un moment la faiblesse de croire que deux Etats pourraient être une solution à la question palestinienne. Parfois il a fallu revenir des dizaines de fois sur les mêmes sujets

pour en venir à bout, c'est un grand mot, il me manquait toujours quelques éléments pour me forger de solides convictions, qui du reste ne devaient aucunement être gravées dans le marbre, mais plutôt constituées des points de repères pour me guider pendant mes recherches. Que j'ai pu faire preuve d'impatience des fois parce que des incertitudes me rongeaient, c'est arrivé effectivement. J'ai livré un tas d'analyses qui n'étaient pas abouties, parfois c'était des idées à peine dégrossies ou que je n'avais pas eu le temps d'explorer suffisamment. De ce fait je me suis contredis un certain nombre de fois, c'était inévitable, comme tout penseur qui cherche. Si c'est une saine démarche scientifique, en revanche ce n'est pas ainsi que l'interprèteront les lecteurs en quête de réponses immédiates et définitives, de vérités absolues qui n'existent pas ou qui sont vouées à une existence éphémère...

Pour moi, l'essentiel, c'est le résultat, là où nous sommes parvenu, mais je suis apparemment le seul à le penser ! Avons-nous progressé oui ou non vers l'objectif qu'on s'était fixé, c'est la seule question qui vaut la peine d'être posée selon moi. Oui sur le plan théorique, non sur le plan pratique ou organisationnel. Sommes-nous resté fidèle à nos principes et à notre idéal, les avons-nous mis en pratique dans la vie quotidienne ? Oui assurément, j'y veille scrupuleusement.

Là où nous avons échoué c'est sur l'approche psychologique des lecteurs ou des militants, non pas que j'aurais commis des erreurs, bien que j'en aie commises évidemment, parce qu'il était impossible d'avoir un contact direct, physique, de ce fait je n'avais aucun moyen de savoir comment ils percevaient nos rapports pour éventuellement en corriger immédiatement la perception ou préciser ma pensée, et comme il existe tellement de facteurs qui rentrent en ligne de compte dans l'état d'esprit d'un homme à un moment donné, qui l'influencent, qu'il m'était impossible de le deviner pour m'expliquer, chacun a été livré à lui-même, sans qu'on puisse réagir aux manifestations inconscientes qui devaient forcément dominer ce genre de rapports ou que ces rapports favorisaient.

De mon côté je m'imaginais un tas de trucs et les lecteurs aussi sans qu'on ait les moyens d'en discuter. De mon côté j'avais fait l'effort de m'expliquer en long en large et en travers, je leur ai raconté ma vie, mais je ne pouvais pas exiger que les lecteurs en fassent autant, de toutes manières ils n'y étaient pas disposés avec un inconnu, et je ne suis pas certain que cela aurait servi à grand chose. Avec le recul, je me dis que j'aurais dû attendre avant d'entamer ces causeries, mais en même temps c'est cet exercice qui allait me permettre essentiellement de progresser à défaut d'autres instruments. Je n'ai peut-être pas su gérer ce paradoxe, c'est la raison pour laquelle j'ai préféré conserver une certaine distance avec les lecteurs.

Bien que j'allais acquérir un niveau de conscience supérieur à la moyenne et que j'allais en prendre conscience, si cela ne suffisait pas pour faire de moi un dirigeant ou nous embarquer dans la création d'une nouvelle formation politique, j'aurais peut-être dû passer outre, parce que j'avais saisi que c'était ce qu'attendaient certains militants qui avaient été jusqu'à m'en parler, mais là encore je n'étais pas mûr pour m'engager dans ce genre d'expérience. Il faut dire que je me trimballe de gros handicaps, ne serait-ce que le fait de manquer terriblement de mémoire et de confiance en moi, au sens où si je n'y pense pas, je me laisse facilement berner par les apparences quand elles flattent certains aspects de ma personnalité, j'ai cette faiblesse ou plutôt j'avais, car j'y ai remédié en grande partie tout récemment. Par exemple, je parle dans la vie quotidienne, j'étais prêt à croire la première fripouille venue ou toute personne avenante, souriante, affable ou timide, courtoise, etc. grossière erreur, parce qu'en règle générale je privilégiais le bon côté des gens ou j'étais toujours prêt à leur prêter les meilleures intentions du monde, je préférais ignorer pourquoi elles pourraient être hypocrites ou elles essayeraient de me berner, j'avais cette naïveté ancrée profondément en moi dont j'ai découvert l'origine psychologique. Or, il faut surtout se méfier des gens qui se présentent sous un jour avantageux. Il ne faut pas se fier à l'image qu'on en a au premier abord, bien qu'elle reflète certains aspects de leur personnalité. Chacun joue un personnage complexe le plus souvent inconsciemment.

Bref, cela m'a joué énormément de mauvais tours tout au long de mon existence et pas seulement depuis quelques années, donc si j'avais embarqué des militants dans l'aventure de la construction d'un parti, je crois qu'elle aurait été éphémère ou elle aurait laissé un goût amer à tout le monde, ce que je voulais à tous prix éviter. On pouvait mettre cette sorte de crédulité ou de confiance aveugle sur le compte d'un comportement impulsif pour se prémunir de toute confrontation, conflit ou polémique que je supporterais difficilement ou que je ne me sentais pas de taille à affronter, du fait que je n'avais jamais réglé un vieux complexe d'infériorité que j'avais hérité d'une éducation autoritaire et traumatisante. Je rappelle que j'ai été ce qu'on appelle un enfant battu, cela laisse des traces profondément, et que mes défunts parents ont littéralement pourri mon existence. Ils avaient réussi à faire de moi un adolescent stupide au possible, timide, mauvais par bien des côtés, mal à l'aise avec les femmes, ayant un problème avec toute forme d'autorité, tout ce que je combattrais sans relâche par la suite. On est porté à adopter un comportement servile, bienveillant, dans les rapports avec les autres on a tendance à occuper la place du dominé, du faible, ce qui fait qu'au lieu de contrôler la situation, on la subit avec toutes les conséquences qui en découleront. De ce fait, on est aussi porté à avoir des réactions imprévisibles dont on ignore l'origine, et par conséquent on aura toutes les difficultés du monde à les assumer, notre destin nous échappe totalement et rares sont les moments où on en prend réellement conscience.

Dorénavant, lors d'une expérience ou quand je me trouve en présence de quelqu'un, spontanément je l'observe, je l'écoute, je jauge très rapidement le personnage qu'elle est en train de me jouer, et quand je m'adresse à elle c'est pour en tirer une réaction précise ou pour vérifier ses réelles intentions, cerner son état d'esprit, donc non seulement je n'ai plus aucun a priori, je n'attends rien de précis de cette confrontation sachant qu'elle peut prendre une tournure agréable ou avantageuse ou tout à fait le contraire, je suis libéré de toute illusion, angoisse ou appréhension, et quelle que soit l'issue de ce rapport cela ne m'affectera nullement, puisque je n'en porte pas la responsabilité en agissant consciemment.

J'ai fait ce travail sur moi-même, après avoir observé qu'il m'arrivait encore de me mettre en colère ou d'être injuste envers certaines personnes ou après avoir commis de graves erreurs de jugement, ce que je ne pardonne pas. Quand notre inconscience nous domine, généralement on offre un piètre spectacle de soi-même, et ce serait une honte de se chercher des excuses ou d'en faire porter la responsabilité aux autres. Notre liberté, aussi réduite soit-elle, pour peu qu'on souhaite conserver un minimum de dignité, devrait nous interdire de faire usage de tels expédients. Cela nous arrange de penser que les hommes ne sont pas infaillibles, parce que cela ne nous coûte rien. En revanche, on a beaucoup plus de mal à concevoir qu'ils sont aussi perfectibles ou qu'ils possèdent la capacité de progresser, pour peu qu'ils fassent preuve d'un minimum de courage et de volonté, parce qu'on n'est pas disposé à faire le moindre effort pour s'améliorer.

5- Cette épreuve est cruelle pour l'ensemble des acteurs sociaux et politiques, elle révèle leur collusion avec le régime et dévoile leurs véritables intentions.

Hormis à ce jour à ma connaissance le Réseau Voltaire, absolument aucun média dit alternatif n'a passé cette épreuve avec succès. Normal, puisque tous étaient liés à la social-démocratie dégénérée ou au stalinisme (dans ses variantes), comme tous se sont vautrés dans le pire opportunisme qui soit au cours des décennies précédentes, ne sachant plus quoi inventer pour se faire passer de gauche ou d'extrême gauche, aujourd'hui ils servent la soupe à un régime fascisant tout comme l'ensemble des formations politiques et syndicales du mouvement ouvrier.

Je rajoute le 24 octobre, que les derniers développement viennent de le confirmer, la causerie de la veille le prouve si nécessaire. On peut penser ce qu'on veut du Réseau Voltaire et de Thierry Meyssan, et on se trompe la plupart du temps évidemment. Hier dans un échange que j'ai eu avec lui, il m'a répondu, je cite textuellement, que pour sortir de la crise actuelle, la révolution semble être la seule issue concevable ou envisageable. Entre nous, je connais beaucoup de gens beaucoup plus infréquentables que lui avec lesquels nos dirigeants s'encanaillent ou ménagent. Si tous les intellectuels infréquentables lui ressemblaient, on aurait déjà pris le pouvoir !

6- Donnez leur des sous ou des miettes, même pas, et ils sont prêts à vous faire porter une muselière indéfiniment et à cautionner l'abolition de toutes vos libertés, hormis celle de se faire exploiter conformément à leur nature sociale.

Quel parti a-t-il fait la Une, la couverture ou a consacré son éditorial aux mesures totalitaires imposées par Macron ? Aucun. Quel parti ou syndicat appelle à la grève générale jusqu'à l'abolition de l'Etat d'urgence, du couvre-feu, de toutes les mesures liberticides adoptées par Macron depuis mars 2020, à chasser Macron, à en finir avec ce régime totalitaire ? Aucun. Quel parti appelle à manifester, à préparer l'insurrection pour renverser ce régime fascisant ? Aucun. Révélateur, non ? Combien de militants fidèles au socialisme se posent-ils ces questions ? Pourquoi ne se manifestent-ils pas ? Que craignent-ils, leur ombre ?

7- Sur le plan politique, là c'est le désert absolu, puisque quand les uns et les autres ne versent pas dans l'opportunisme, ils s'en remettent au "*droit international*" ou aux agences (de l'ONU) du capitalisme contrôlées par l'oligarchie, qui ont vocation à maintenir tels quels les rapports entre les classes au détriment des peuples exploités et opprimés.

Mais alors que reste-t-il comme représentation politique au côté des travailleurs ? Aucune au sein du mouvement ouvrier. Si vous en connaissez, faites-moi signe, je les ferais connaître aux quelques lecteurs qui restent, s'il y en a encore ! J'ai l'art de me faire des amis, cela aussi je l'ai écrit une multitude de fois. Ici pas de flatteries, pas de croyances, pas de faux jetons, on ne demande à personne d'avoir confiance en quoi ou en qui ce soit, cela ne nous intéresse pas parce que cela ne fait progresser personne ou ne sert pas notre cause. Je rappelle au passage, que c'est seulement collectivement qu'on peut ou qu'on doit progresser.

8- L'art de poser les mauvaises questions... quand on est sous influence.

- «Ne risque-t-on pas de voir mourir, à la faveur de ce couvre-feu, toute une partie de la convivialité déjà mise à mal par l'Internet?», se demande le journaliste suisse Richard Werly du journal Le Temps, car «les forces de l'ordre vont redevenir, dans cette France du couvre-feu, le métronome de la vie nocturne» et «le rituel des attestations et des amendes va reprendre», tout en posant la question: «Fallait-il en arriver là?». (Le couvre-feu: L'étincelle qui va faire sauter «le bidon d'essence» en France? par Pierre Duval (Observateur Continental) - Mondialisation.ca, 16 octobre 2020)

Traduire pour remettre la situation en perspective : Comment a-t-on pu en arriver-là ? Chut, la question est tabou !

9- Dans la vie on peut être confronté à des expériences violentes ou prendre connaissance d'un certain nombre de choses marquantes et décider de les ignorer pour des raisons diverses.

Quand plus tard on est confronté aux conséquences de cette décision, on peut décider d'en ignorer les causes, alors qu'on les connaît, parce qu'on refuse d'admettre qu'on a fait preuve d'inconscience en les ignorant pour éviter d'en porter la responsabilité.

Bref, on ment à tout le monde et à soi-même ou on est hypocrite délibérément pour ne jamais avoir à aborder les raisons qui au départ nous ont amené à ce déni. Pourquoi ? Parce que cela aurait nécessité qu'on se penche sur la nature et les contradictions de nos propres convictions ou qu'on envisage de réviser nos connaissances qui ont forgé notre personnalité. Or, la plupart du temps elle s'en trouverait déstabilisée et on n'y tient pas vraiment ou on ne le supporterait pas, surtout quand il y a en arrière fond des enjeux économiques ou sociaux qui ont structuré notre mode de vie ou l'orientation de notre existence, modifier ou changer radicalement notre personnalité va s'avèrer périlleux ou angoissant, vécu comme une menace en l'absence d'une alternative clairement établie ou dont on ignore les tenants et les aboutissants. On préfère ne pas prendre le risque d'y perdre plus que d'y gagner, et on s'en tient à une sorte de consensus, de conformisme misérable mais relativement confortable ou rassurant, en espérant qu'il permettra de passer toutes les épreuves du temps ou les aléas de l'existence sans trop d'encombres. Quelle gravissime erreur, quelle funeste illusion !

On présente habituellement l'ignorance des masses comme le produit de forces extérieures et supérieures qui en porteraient uniquement la responsabilité. Cette ignorance leur serait imposée et elles n'auraient pas les moyens d'y remédier, donc elles en seraient les victimes innocentes ou elles n'en porteraient pas ou elles n'en partageraient pas la responsabilité. Poussé à l'extrême ou jusqu'à l'absurde, cela revient à dire que le destin des masses leur serait imposé et qu'elles ne disposeraient d'aucun moyen d'agir dessus ou d'en changer.

Or, cette interprétation n'est pas seulement erronée et nuisible aux intérêts des masses, elle comporte en germe les ingrédients et les rapports qui vont servir à justifier leur maintien en esclavage, cautionner l'absence de démocratie au profit du totalitarisme.

Quand on devient vieux, on peut prendre conscience qu'une multitude de fois au cours de notre existence nous avons été amené à prendre des décisions qui ont influencé notre destin. Ces décisions se sont présentées sous différentes formes, soit qu'on ait laissé faire les choses, soit qu'on soit intervenu pour modifier l'orientation de notre vie, mais encore, soit qu'on se soit senti obligé d'agir du fait de l'importance ou de la violence d'un évènement, soit qu'on ait laissé filer cette occasion et qu'on ait adopté une attitude passive et résignée comme si on y était forcé ou contraint sans trop savoir pourquoi ou sans chercher à le savoir.

10- Le soir, en ce moment je regarde des documentaires historiques. Bien sûr les interprétations sont biaisées, beaucoup trop, au point de faire apparaître des failles qui peuvent alimenter la réflexion pour peu qu'on ait acquis un minimum de connaissances et développé un esprit critique ou libre. Les deux documentaires d'hier concernaient la guerre de 14-18.

Quand elle éclata on nous raconte que neuf puissances européennes étaient des monarchies, et que tous ces monarques appartenaient par alliance à la même famille, autrement dit que tous ces Etats de la Grande-Bretagne à la Russie même s'ils étaient en concurrence les uns avec les autres, leurs souverains se détestaient mais tout de même pas au point de se faire la guerre au risque de mettre en péril leur trône. C'est ainsi qu'au lendemain de l'assassinat de l'archiduc d'Autriche par un Serbe, le calme régnait encore en Europe, le spectre d'une guerre semblait écarté. Puis les semaines suivantes les discours devinrent de plus en plus belliqueux entre les différentes chancelleries, l'Autriche menaçant d'attaquer la Serbie alliée de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie.

Le commentateur fit alors remarquer qu'il était de la volonté des monarques de conserver la paix ou de basculer dans la guerre, mais que placés sous l'influence du pouvoir grandissant de l'état major de leurs armées qui étaient favorables à la guerre, et là j'ajoute la précision suivante, ils n'auraient pas d'autres alternatives que d'engager leurs pays et leurs peuples dans cette voie ou de se soumettre à la volonté des oligarques qui exerçaient déjà leur pouvoir sur l'ensemble de l'économie, dont le complexe militaro-industriel, oligarchie dont dépendait la situation financière de ces monarques et pour ainsi dire leurs trônes dont l'existence était en sursis ou n'était plus indispensable à l'exemple de la France.

Ce qui était dit là en filigrane, c'était que l'assassinat de l'archiduc d'Autriche n'avait pas été le véritable mobile de cette guerre, et que le nouveau partage du monde par les différentes puissances impérialistes européennes était motivé à la fois par la crise du capitalisme, et par la volonté de l'oligarchie d'accroître sa fortune et de concentrer toujours plus de pouvoir politique dans la perspective de le détenir un jour sans partage, elle y est parvenue de nos jours.

La guerre, l'oligarchie se l'était fixée comme objectif dès la fin du XIXe siècle ou au début du XXe siècle, un certain nombre de documents auxquels j'avais fait référence dans de précédentes causeries l'attestent. Il suffisait ensuite d'instrumentaliser

n'importe quel évènement d'envergure pour la justifier auprès des peuples qui n'y verraient que du feu, mieux y adhèreraient avec enthousiasme, et c'est ce qui s'est passé.

C'est là qu'intervient la seconde réflexion que je me suis faite en regardant ces documentaires.

On a pu observer à quel point tous les peuples avaient pu faire preuve d'insouciance jusqu'au jour même de la déclaration de guerre et de mobilisation générale, il en sera de même en 1938-39. Pire encore, les masses accueilleront cette guerre comme si on leur avait annoncé une bonne nouvelle, elles en hurleront de joie, chanteront, danseront, elles s'y soumettront dans un délire collectif qui m'a fait penser à celui auquel on assistera près d'un siècle plus tard en France, c'est-à-dire en ce moment même. Quel spectacle hallucinant que cette cohorte de volontaires engagés par centaines de milliers pour aller se faire massacrer sur les champs de bataille de Verdun, de la Somme ou des Dardanelles et ailleurs ! On a l'impression de voir les mêmes s'entasser dans le métro munis de leur muselière pour aller à l'abattoir sans broncher.

A quoi cela a-t-il servi de scolariser la totalité de la population ? A rien. A quoi le développement économique et le progrès social ont-ils servi ? A rien. A quoi le développement des sciences et des technologies a-t-il servi ? A rien. A quoi les instruments de communication, la radio, la télévision, Internet ont-ils servi ? A rien. A quoi un siècle de lutte de classes a-t-il servi ? A rien... apparemment, on n'en est pas sauvé pour autant !

Suite.

L'essentiel dans cette guerre, c'était son coût et le profit qui en découlerait, y compris sur le plan politique, tout le reste était pour ainsi dire théâtral ou tenait d'une mascarade des plus sordides avec en toile de fond destructions et massacres massifs prémédités, exécutés de sang froid par ceux qui détenaient le pouvoir.

La guerre se déroule sans que la population ne sache ce qui se passe réellement. Toujours la censure pour cacher le désastre des Dardanelles en août 1915 dira le commentateur. En 10 mois comme à Verdun, 500.000 morts, la boucherie. Le commentateur poursuit : En 1917, le patriotisme des débuts avait fait place à un découragement profond, la plus mauvaise des paix valait mieux que cette guerre-là. Ils avaient l'impression d'avoir été entraînés dans cette guerre par leurs dirigeants....

La guerre 1914-1918 - Episode 5 - L'enlisement du conflit

https://www.youtube.com/watch?v=x46MXEl2RnM

Je n'ai eu le temps de visionner l'épisode (n°6) suivant passionnant intitulé, vallait mieux la guerre que la révolution. A suivre.

11- Sur quoi butte toute discussion à un moment donné ? Sur la question de la conscience politique.

Quand on ne parvient pas au constat que depuis que la société est divisée en classes sociales, la lutte de classes constitue l'un des facteurs déterminant du développement de la civilisation humaine ou du progrès social, on est inévitablement porté à attribuer abusivement un rôle privilégié au système économique en vigueur et à la classe dominante, et à véhiculer l'illusion qu'ils oeuvreraient pour le bien commun ou les intérêts de l'ensemble des membres de la société. Pourquoi ? Parce que d'une part ce système économique s'impose à tous les hommes dès leur naissance, et d'autre part parce que c'est cette classe qui légifère ou qui détient le pouvoir de statuer sur le destin de la société ou de décider son orientation. Son caractère hégémonique s'impose à tous, pas seulement individuellement mais aussi ou surtout collectivement, de sorte que personne ne peut y échapper.

De nos jours, parce qu'il n'en a pas été toujours ainsi ou pas à ce niveau, les membres de la classe dominante ont non seulement conscience de leur statut social, ils savent également que leur système économique et le modèle de société qui va avec sont condamnés, sans qu'il ne puisse en émerger un autre qui prendrait le relais pour pérenniser l'hégémonie d'une minorité de nantis sur le reste de la société, et qui maintiendrait un semblant d'équité entre les classes de manière à garantir la paix sociale, il ne leur restait donc plus comme seule alternative qu'à ériger en dogme son aspect le plus achevé, le plus inégalitaire, le plus injuste, le plus monstrueux, oppressant et cruel, la finance et l'aristocratie financière élevée au rang de monarchie et de ploutocrates absolus. Il n'aura échappé à personne que les monarchies européennes participent au réunion du groupe Bilderberg depuis sa création en 1954...

Maintenant qu'ils ont acquis la puissance et le pouvoir de pouvoir établir les règles qui régenteraient la société en dehors de toutes contraintes économiques, sociales ou politiques, historiques ou culturelles déclarées caduques ou obsolètes ou encore nuisibles du jour au lendemain, les conditions sont réunies pour qu'ils tentent d'imposer un régime totalitaire sur des bases qui échappent à tout contrôle ou que personne ne pourrait contester ou renverser. En s'émancipant des règles, principes ou valeurs qui avaient accompagné le développement de la civilisation humaine et du capitalisme, ils peuvent les liquider les uns après les autres, pour substituer aux rapports entre les classes un règlement policier, totalitaire, de droit divin, puisqu'il

s'immisce jusque dans la sphère privée de chaque citoyen ou foyer qu'il entend enrégimenter et réprimer au besoin. Ils se focalisent sur l'oppression parce qu'ils estiment l'exploitation acquise, personne ne pensant plus à la remettre en cause depuis que le mouvement ouvrier a été neutralisé et a abandonné le socialisme, il leur faut briser toute velléité de résistance ou d'espoir qu'advienne un jour une société meilleure et plus juste, et mater toute pensée déviante, l'écraser dans une guerre à mort, le peuple devant se soumettre sans condition à leur volonté, à leur régime despotique. Ils ont contribué à dégoûter et détourner les masses de la politique, pour mieux prendre le contrôle de l'un et de l'autre.

Au passage, j'avais déjà décrit tout cela il y a quelques années sans rencontrer d'écho, et gageons que ce sera la même chose ici. La difficulté que l'on rencontre provient du fait qu'on ne parvient pas à prendre toute la mesure de ce processus qui échappe à une interprétation qu'on avait eu tendance à figer dans le marbre, s'imaginant que les limites des contradictions du capitalisme et de la société étaient extensibles sur commande ou sans fin ou limite, après avoir cru à en leur effondrement, qui finalement ne se produira pas comme ils l'avaient envisagé, et à côté duquel nous passerons, et se réveiller sonnés de se retrouver sous un régime d'état d'urgence et de couvre-feu permanent, strict, répressif, bref, un régime fascisant ou totalitaire.

La mesure, elle est à l'échelle de l'ensemble du processus historique, sans lequel il n'existe pas d'expression consciente, sans quoi on va se faite happer et broyer par cette machination infernale, qui corrompt les esprits les mieux disposés ou les plus progressistes. Voilà la mesure dont nous devions tenir compte pour construire le parti, qu'hélas nos dirigeants ont préféré ignorer, de sorte que nous voilà réduit à l'impuissance.

Qu'on puisse l'exposer ainsi, témoigne que rien n'est encore perdu, mais au regard des énormes pressions qui pèsent sur la population et les militants pour qu'ils changent de mode de pensée et de vivre ou s'y résignent, il y a urgence à construire ce parti. Quand on nous dit qu'il n'y a rien derrière des caricatures, des dessins, des images, des mots, hormis ce qu'on nous désigne qui doit y figurer, quand on évoque le parti, il y a tout ce qu'on vient de brasser rapidement.

Donc le parti n'est pas une notion périmée, creuse, un principe sans substance, une théorie sans fondement, un dogme de mégalomane en quête de pouvoir, il cristallise l'ensemble du processus historique, il est le sommet qu'il faut atteindre pour mettre un terme à cette période et passer enfin à l'étape suivante du développement de la civilisation humaine et du progrès social. Il concentre aussi toutes les contradictions de la situation et du capitalisme qui s'inscrivent dans le prolongement des précédentes, de sorte qu'il est lui-même soumis à une énorme pression tendant à le disloquer, d'où la nécessité d'en découvrir les rouages et de les avoir en permanence à l'esprit pour ne pas s'écarter de notre objectif qui demeure la prise du pouvoir, le renversement du régime en place, le socialisme adapté à l'évolution de la situation ou de la société. Toutes les impostures auxquelles on assiste sont le produit de ces contradictions, alors si on tombe dedans, on est foutu, le parti explose ou il demeurera impossible de le construire...

12- Au moment même où j'en revenais à l'observation, qu'au cours du processus historique chaque transition vers un nouveau de mode de production, chaque modification déterminante de l'orientation des sociétés et du monde, chaque guerre ou révolution avait été réalisée sous la direction d'un seul homme, plus rarement une femme, qui détenait le pouvoir, incarnant la destinée de son pays, tandis que le peuple allait s'identifier à lui et le soutenir pour le meilleur ou pour le pire, Daniel Gluckstein du POID nous sort en totale contradiction avec le processus historique ou comme s'il l'ignorait, *En finir avec le pouvoir personnel*, fustigeant à juste titre tous les présidents qui s'étaient succédés depuis 1958 sous la Constitution de la Ve République, en omettant soigneusement de préciser qu'ils avaient été élus par le peuple en profitant de son ignorance ou de son absence de conscience politique.

Ce non-dit ou cette précision suffit à démontrer l'inanité de sa démonstration ou l'opportunisme de son orientation politique, car on ne voit pas comment les travailleurs pourraient se doter d'une institution pour gouverner ou accéder à la démocratie, tandis qu'ils apportent quotidiennement la preuve qu'ils n'ont pas acquis le niveau de conscience politique qui permettrait de l'envisager sérieusement. Quel que soit le bout par lequel on la prend, la démocratie n'a jamais été transposable spontanément, elle ne se décrète pas. Et en attendant que le peuple puisse l'exercer pleinement, il faut qu'une autorité, une institution ou ce que vous voudrez l'incarne, et à ce jour dans le contexte de la lutte des classes, l'expérience nous enseigne qu'on n'avait rien trouvé de mieux pour remplir cette condition que le parti représentant les intérêts des masses exploitées et opprimées, les tâches historiques qu'elles avaient à accomplir.

Quand on observe les scènes de liesse populaire qui ont accompagné l'annonce de la déclaration de guerre en août 1914, et la soumission dont font preuve les masses en 2020 au moment où la plupart de leurs libertés individuelles et collectives sont abolies ou suspendues par Macron, force est de constater que leur niveau de conscience n'a pas progressé en un siècle, et qu'elles ne sont manifestement pas prêtes pour prendre en main la démocratie. Chacun aura compris qu'en évacuant le rôle déterminant du parti au profit d'une hypothétique Assemblée constituante, Gluckstein ne croit pas à un mot de son discours, ce n'est par seulement le parti, la démocratie, mais aussi le socialisme qui est renvoyé aux calendes grecques. Si vous reprenez pas à pas l'évolution de son courant politique depuis le milieu des années 40 ou 1952, vous vous apercevrez très vite qu'ils n'ont jamais été les objectifs de ses dirigeants.

Ils purent faire illusion dans le sillage des années d'après-guerre quand les masses se retournèrent contre ceux qui les avaient entraînées dans la guerre ou leur réclamèrent des comptes. Puis ils profitèrent du cadavre encore chaud de la

IVe Internationale au début des années 50. Réduits à une poignée insignifiante lors de l'avènement de la Ve République, pour se refaire une santé ils profiteront jusqu'à la fin des années 70 des coups portés par l'oligarchie à l'aristocratie ouvrière et donc au pans les plus organisés de la classe ouvrière, mine, sidérurgie, métallurgie, textile, chimie, automobile, biens d'équipement, etc. se soldant par des fermetures ou des délocalisations sur fond d'exploitation coloniale qui n'avait jamais cessé. Et quand le PS fut pressenti pour accéder au pouvoir, ils le soutinrent en émettant des réserves de pure forme, ce que la suite confirmera, puisque cet objectif étant atteint ils s'empresseront de liquider le parti qu'ils avaient construit sur les bases théoriques de la révolution socialiste, c'est tout du moins ce qu'ils avaient fait croire aux militants qui étaient réceptifs à ce discours, balançant son programme, son drapeau, leur théorie de l'imminence de la révolution, tous les principes qui tout du moins sur le papier les reliaient encore à la révolution d'Octobre, troqués au profit d'un parti ouvert à tous ceux qui ne se reconnaissaient pas dans les enseignements du marxisme, rompant ainsi avec le léninisme qui incarnait le degré le plus élevé atteint par la lutte de classe du prolétariat mondial au cours des XIXe et XXe siècle. Plus récemment, depuis plus de deux décennies, pratiquement à chaque occasion ils verseront dans le populisme au côté du NPA, LO et tous les groupes ou groupuscules décomposés qui sont issus des différents courants du trotskysme.

Pour bien montré à quel point nous avons eu affaire à des manipulateurs professeurs, il y a un autre épisode que je n'ai jamais abordé ou développé, qui ne laisse aucun doute sur la nature de leur entreprise opportuniste.

Feu Pierre Lambert expliquera (notamment dans *Itinéraire*) que le reniement de Jospin avait été dicté par des intérêts purement individuels, dont il refusait d'endosser la moindre responsabilité. Il considérait que cela regardait strictement Jospin et que ni lui ni son parti ne pouvaient être mis en cause. Soit, pourquoi pas me suis-je dit. Mais quand on a à l'esprit que Cambadélis l'imitera peu de temps après, avec environ 400 militants qui préférèrent faire carrière au PS plutôt que rentrer au bercail du PCI, là on s'interroge, et on se dit que si l'explication fournie par Lambert devait aussi s'appliquer à ces centaines de militant ou cadres de son parti, cela signifiait qu'il devait être bien pourri à la racine ou qu'il n'était pas du tout ce que ses militants avaient imaginé. En fait, il n'a jamais été autre chose que le flan gauche de la social-démocratie dégénérée surfant sur les profits des "Trente glorieuses", les "jours heureux" des staliniens, toujours sur fond de guerres impérialistes, quel bonheur ! peu importait du moment que la soupe était bonne !

Il pourra sembler étrange à de jeunes lecteurs qu'on ait pu accorder notre confiance aussi facilement à des dirigeants et à une organisation qu'on ne connaissait pas ou si peu, en dehors de ce qu'ils en disaient eux-mêmes. Il se trouve qu'autrefois nous ne disposions de pratiquement aucun autre moyen d'en savoir davantage sur leur compte, hormis ce que pouvaient raconter leurs adversaires ou leurs ennemis, qui pour cette raison n'étaient pas forcément digne de foi.

Depuis qu'Internet existe, ce n'est plus du tout pareil, on dispose de traces écrites. Dorénavant on dispose facilement et rapidement d'une source d'informations nombreuses et diverses qui nous permet de vérifier les renseignements qu'on possède ou de les recouper avec d'autres, il est donc devenu pratiquement impossible de nous raconter des histoires sans prendre le risque d'être démasqué.

Dès 2008 je crois ou en 2005, j'avais indiqué que l'époque où on pouvait nous raconter n'importe quoi était définitivement révolue, et que ceux qui s'y aviseraient malgré tout s'y brûleraient les ailes. Les plus malins, les plus malsains, malhonnêtes ou ceux qui n'ont pas vraiment l'esprit tranquille, ont choisi de ne pas mettre en ligne la plupart de leurs documents, encore moins leurs journaux, pour qu'on ne puisse pas les confondre ou les critiquer, s'en servir contre eux. Ils prétextent que si on n'achetait pas la version papier, le financement de leur journal en pâtirait, or le NPA et LO mettent en ligne les leurs et ils arrivent à s'en tirer financièrement, donc cette explication est bidon. On appelle cela de la rétention d'informations destinée à ce qu'elles ne tombent pas entre de mauvaises mains ou qu'il en soit fait un usage qui nuirait à leurs intérêts ou à leur image, en réalité, un fantasme de paranoïaques imbus de pouvoir.

Personnellement, je n'ai jamais rien su sur les dirigeants du courant politique que j'avais rejoint à la fin des années 70, j'ignorais même leur âge, leur lieu de résidence, leur formation pour la plupart d'entre eux... Mieux encore, on ne nous avait jamais fourni la liste des permanents de l'OCI, encore moins celle de ceux qui étaient permanents dans des syndicats, qui les avaient désignés, pourquoi, comment, quel était leur salaire... Quant à savoir comment ils vivaient et s'ils étaient vraiment fréquentables, on n'en saura absolument rien non plus. On ignorera qu'ils fréquentaient les allées du pouvoir, qu'ils rencontraient discrètement tels ou tels dirigeants politiques, syndicaux ou patronaux, ou qu'ils avaient tissé des liens avec eux. L'opacité sera pour ainsi dire totale sur leurs agissements. On a accepté d'être dirigés par des inconnus, des gens pour ainsi dire inaccessibles, aussi dingue que cela puisse paraître après coup. J'ai envie d'ajouter que du coup tout s'explique. Et pourtant, j'étais prêt à leur resservir le couvert 20 ans plus tard ou par la suite !

Bonne poire ou plutôt pour ne pas me mettre à dos tous les militants, je rappelle que je suis issu de ce courant, peut-être aussi parce que je n'arrivais pas à y croire sachant les implications dramatiques que cela auraient, à plusieurs occasions j'ai eu la faiblesse ou commis l'erreur de soutenir le PT, puis le POI, mais chaque fois à peine quelques jours plus tard, m'apercevant qu'ils sombraient une nouvelle fois à pieds joints dans l'opportunisme j'ai dû me récuser ou faire marche arrière, non sans enrager vous vous doutez bien, car j'avais l'impression très désagréable de m'être laissé manipuler comme autrefois, et d'avoir entraîné des militants dans une entreprise compromettante, qu'ils m'en excusent ici, je n'ai jamais eu l'intention de les tromper. Je m'étais mis à la place des militants qui étaient inorganisés, et j'avais imaginé qu'il valait encore mieux qu'ils militent dans le parti qui me semblait le moins pire, plutôt que demeurer isolé ou de refaire le monde entre quatre murs ou de cesser tout

combat politique, leur situation me rongeait et je me disais quel immense gâchis !

Si mon intention était louable me semble-t-il, les faits ont démontré qu'elle était inappropriée. Et là j'ai échoué à leur proposer une alternative, car en vivant en Inde mes moyens d'action étaient forcément limités, et je ne voyais pas comment j'aurais pu organiser et former des militants. Le fait qu'on en soit au point mort aujourd'hui, confirme que cela aurait été impossible sans être rejoint par quelques cadres ou un ou quelques dirigeants, devant lesquels je me serais effacé notez bien, car je n'ai jamais eu la moindre ambition personnelle dans cette histoire.

La transition est toute trouvée avec la dernière réflexion que j'avais rédigée il y a quelques jours.

Autre remarque et non des moindres, chacun sait que sans la présence de Lénine, la révolution russe de 1917 n'aurait pas eu lieu, elle aurait avorté ou elle n'aurait jamais triomphé, c'est Trotsky qui était le mieux placé pour en parler qui l'a affirmé, ainsi que tous ceux qui ont analysé minutieusement les évènements qui l'ont précédée à partir de la scission du parti ouvrier social-démocrate russe en 1903, sa préparation, son déclenchement, son déroulement... Bien qu'il ait été en exil pendant de longues années, il allait devenir le dirigeant ouvrier le plus populaire de Russie. En revanche, il allait être contesté par les dirigeants de son propre parti qui le mettront régulièrement en minorité ou iront même jusqu'à censurer ses articles. Pour autant, une fois l'Ancien régime abattu, Lénine allait cumuler les fonctions au plus haut niveau de l'Etat ouvrier ou au sein des nouvelles institutions, ce qui allait lui donner un pouvoir au moins égal ou supérieur à celui de feu le tsar pour mener à bien la guerre civile et contre l'agression des puissances occidentales, sauver la révolution. C'est lui qui élaborera les premiers décrets ainsi que la stratégie à suivre pour vaincre la réaction et avancer sur la voie de la construction du socialisme... Si son autorité était indiscutable, elle sera sapée par une clique de dirigeants enclins à user de leur pouvoir à des fins personnelles, qui ruineront l'oeuvre qu'il avait entamée...

Tout au long de l'histoire et quels que soient les régimes en place, la majorité des peuples aduleront leurs souverains, leurs monarques, leurs empereurs, leurs présidents, leurs dirigeants, et quand ils finiront par les détester, ce sera pour mieux s'identifier à leurs successeurs qui généralement ne leur accorderont pas un meilleur sort ou pendant une brève période seulement. Ce culte de la personnalité ou cette idolâtrie témoignera ou masquera leur impuissance à saisir la nature du régime qu'ils incarnaient, de sorte qu'ils n'auront de cesser de s'en accommoder ou de subir les mauvais traitement qu'ils leur infligeront plus ou moins passivement, sans être en mesure d'envisager un changement de régime. Et c'est au sein d'une élite appartenant aux classes supérieures ou moyennes qu'émergeront des personnalités s'opposant au régime en place susceptibles d'entraîner les masses au combat et d'en prendre la direction. Jamais aucune mobilisation spontanée des masses n'est parvenue à renverser un régime ou à prendre le pouvoir sans avoir à sa tête un ou des dirigeants dans lesquels elles se reconnaissaient, dans lesquels elles avaient confiance, dirigeants qui étaient à la tête de formations politiques. Aucun parti n'a pu se construire autrement qu'autour d'un ou de quelques dirigeants, dont l'un d'entre eux se distinguait des autres par son éloquence, son charisme, son expérience, ses connaissances ou ses qualités supérieures.

Il en va ainsi de toute entreprise dans la vie en général ou dans la société où un homme ou une femme assume la direction des opérations, détermine la marche à suivre pour mener à bien un projet ou atteindre un objectif déterminé. Qu'il soit chaque fois entouré de conseillers de grandes valeurs, de confiance ou prêts à les trahir à la première occasion, n'y change rien.

On peut triturer l'histoire dans tous les sens pour lui faire dire n'importe quoi, il n'en demeure pas moins vrai, qu'on ne parviendra jamais à réfuter l'existence des facteurs qui ont déterminé son cours lors des derniers millénaires. Que leur destin se confonde parfois avec celui d'une nation ou d'un peuple, qu'ils soient interchangeables, encore faut-il que d'autres candidats aient les qualités reprises pour occuper cette fonction, qu'ils soient le produit de rapports sociaux et du rapport entre les classes à un moment donné, peu importe pour le peuple du moment que quelqu'un veille à son destin, pourquoi, parce qu'il est incapable de l'assumer lui-même, et quelque part il en a conscience. C'est là aussi qu'on mesure à quel point cette notion de démocratie a été galvaudée.

Il n'y a que nos dirigeants pour ne pas en avoir conscience, c'est à croire qu'ils n'ont jamais envisagé sérieusement la perspective d'un changement de régime et d'en prendre la direction, d'où le désert politique actuel.

Cela ne coûte rien de tenir des discours radicaux ou enflammés contre le régime, si on n'établit pas clairement ce qui est à l'origine de la soumission des masses à ce régime, pire si on refuse de l'admettre, jamais on ne pourra le combattre efficacement et envisager sa chute, parce que les masses continueront de s'y accrocher coûte que coûte, quand bien même il les conduirait vers l'abîme, on en a fait l'expérience une multitude de fois, mais apparemment on refuse toujours d'en tirer des enseignements politiques. On pourrait ajouter que généralement quand elles finissent par s'en détacher, par exemple à l'issue d'une guerre, c'est parce que c'est devenu une question de vie ou de mort, et elles se trouvent confronter à des conditions si pénibles qu'elles en sont d'autant plus vulnérables, elles sont prêtes une fois de plus à s'en remettre au premier sauveur suprême qui se présentera à elle et ainsi de suite. Il faudrait qu'il soit bien disposé à leur égard pour qu'elle en tire profit, mais cela n'arrive qu'exceptionnellement ou que dans les contes de fées !

Un jour un militant m'avait écrit que ce n'était pas très marxiste de compter sur un dirigeant de la trempe de Marx, Engels ou Lénine pour parvenir à construire le parti et nous guider vers le socialisme, quand vous aurez trouvé mieux, vous nous ferez signe. Il va de soi qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun dirigeant qui puisse revendiquer ce statut, c'est un euphémisme !

Un complément d'hier pour enfoncer le clou dans la tête de l'opportunisme.

Quiconque consciemment ou non se fait le porte-parole d'une idéologie, s'expose à être un jour la critique ou la cible de ceux qui la combattent et doit en assumer les conséquences. C'est la règle du jeu de la guerre de classes, qui rappelons-le est une lutte à mort. Malheur à ceux qui n'en ont pas conscience, parce que ce seront les premières victimes ! Certains ajoutent, innocentes, comme si les manifestations d'une idéologie l'étaient. C'est très hypocrite, car si la plupart des gens sont à la fois inconscients et hypocrites, c'est parce qu'ils préfèrent qu'on les traite en innocents ou en victimes, alors que l'idéologie qu'ils véhiculent et qui cause la mort injustement d'innocentes victimes à travers le monde par millions en permanence serait légitime.

Quand on dit que chacun a une part de responsabilité dans son destin, on nous répond que non, la preuve du contraire vient tragiquement de confirmer que lorsqu'on en a pas conscience ou qu'on l'ignore, on peut mettre sa vie inutilement en danger, et l'exposer à une fin prématurée et brutale. En langage populaire, c'est très con de se comporter ainsi.

Vivre en harmonie avec les autres sachant que nous sommes tous différents, implique de ne pas provoquer la susceptibilité des autres, de ne pas les humilier, de ne pas leur infliger ce que Macron nous impose par exemple. Quand quelqu'un me dit quelque chose, je me demande pourquoi, et comme je ne suis pas dans sa peau je lui demande pourquoi, car de sa motivation on parviendra à son origine (idéologique), ce qui permettra de cerner sa nature, donc d'en savoir un peu plus et d'être mieux armé pour combattre une idéologie.

En dehors des fanatiques, personne n'a qu'une seule idéologie, on possède aussi différentes variantes d'une même idéologie, tout cela à des degrés divers. Pendant que Danton coupait des têtes royalistes, Robespierre en épargnait, se demandant à quoi cela servait-il, qu'est-ce qu'on reprochait aux accusés, quels crimes atroces avaient-ils commis pour leur infliger la peine capitale sauvant la tête de nombreux royalistes qui en témoigneront par écrit. Lénine ne voulait pas qu'on exécute son agresseur si j'ai bonne mémoire.

Notre mode de vie est conforme à une idéologie, chaque fois qu'on vit, on l'agite, elle entre en mouvement, ou plutôt c'est un certain type de rapport qui s'exprime et qu'on nomme idéologie, on le transpose ou on le retranscrit en concept, on dit aussi qu'on l'interprète, on le théorise et il devient un objet de propagande qui envahit toute la société. C'est pour cela qu'on a tant de mal à se défaire du capitalisme, parce qu'il a pénétré tous les cerveaux et tous les aspects de notre existence. Et si c'est à partir des conséquences qu'elle engendre que va naître une autre idéologie, cela ne suffira pas pour se libérer de l'idéologie qui nous a envahis, encore faut-il remonter aux rapports sociaux qui sont à l'origine de tous les maux dont souffre la société, ce dont justement on ignore et explique pourquoi on est impuissant à les combattre ou on se résigne à notre triste sort.

C'est seulement quand on en a pris conscience ou qu'on est parvenu à remonter à la source qu'on peut parler d'une autre idéologie, qu'une autre idéologie peut voir le jour, avant il est trop tôt ou c'est inapproprié, trompeur, voyez ce qu'était en réalité ce qu'on nous a présenté comme la gauche, une confusion dans laquelle on est tombé pour s'être perdu en cours de route sous l'influence de l'idéologie dominante.

Chacun peut comprendre qu'une idéologie qui n'a pas de racines, n'a pas d'avenir, de la même manière lorsque les racines d'une idéologie sont atteintes, elle est gravement menacée et elle va disparaître, c'est aussi ce qui fait vaciller un régime et entraîne sa chute, ce à quoi nous oeuvrons sans relâche dans des conditions de plus en plus périlleuses, où figure malgré tout l'avantage que les masques tombent, nos ennemis sont obligés de combattre à visage découvert (sic!), et ils en sont que plus vulnérables, profitons-en pour passer à l'offensive, mais apparemment nos dirigeants n'y sont pas disposés.

La preuve.

Qui a prononcé ce sermon digne du Saint-Sépulcre ?

- Nous y étions, car tuer un être humain, c’est assassiner l’Humanité toute entière. (Un crime de lèse-majesté universel que chacun doit expier. - LVOG)

- Nous y étions, car chaque être humain porte l’entière condition humaine. (Quel fardeau, c'est injuste ! - LVOG)

- Nous y étions pour marquer notre refus absolu que la chaîne d’union de l’Humanité soit séparée d’un de ses maillons (De la servitude qu'il faut rompre. Non, cela ne figure nulle part ici. - LVOG)

- Nous y étions, parce que la Fraternité doit toujours être plus forte que le rejet de l’autre (Qui ne vous le fait pas dire quand il vous claque la porte dans la gueule. - LVOG)

- Nous y étions, pour rendre hommage à cet enseignant dévoué à son métier qui est d‘instruire, c’est-à-dire de construire des êtres humains conscients, libres d’assurer leurs destinées. (Cela doit se passer sur une autre planète que la nôtre. - LVOG)

- Nous y étions, parce que nous voulons un monde meilleur où chacun peut avoir sa place dans l'égalité de tous. (Mais comme il n'y aura pas suffisamment de places au premier rang, les autres se contenteront des rangs inférieurs. Ou encore comme nous sommes égaux en rien, nous seront inégaux en tout et les vaches seront bien gardées dans le meilleur des mondes. Pour un peu on en deviendrait anarchiste ! - LVOG)

LVOG - Concluons mes chers frères et mes chères soeurs, prions en choeur pour son âme, amen !

Réponse : La fédération nationale de la Libre Pensée codirigée par le POI.

https://www.fnlp.fr/2020/10/18/pour-la-plus-absolue-liberte-de-conscience-pour-le-droit-a-linstruction-en-hommage-a-samuel-paty/

Haut de page

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Haut de page

Le 1er novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

- DOCUMENT. Le nombre de décès va augmenter en France dans les prochaines années (28.03.2019)
- DOCUMENT. Belgique, à la recherche de la seconde vague. (30.10)
- DOCUMENT. Le confinement constitue un remède pire que le mal pour la société française. (29.10)
- DOCUMENT. Covid : quand la gouvernance perd la raison. (29.10)
- DOCUMENT. Dr Pasquale Mario Bacco au Parlement italien : les patients ne sont pas morts du virus. (28.10)
- DOCUMENT. Covid : un couvre-feu pour quoi faire ?. (27.10)
- DOCUMENT. Ne pas opposer une explication anxiogène à la propagande de la peur. (26.10)
- DOCUMENT. Un vaccin inutile? 20 à 50 % de la population serait déjà immunisée contre la COVID-19 grâce au simple rhume. (25.10)
- DOCUMENT. Voyage d'un réanimateur au centre du COVID-19. (23.10)
- DOCUMENT. Dr Pascal Sacré, un réanimateur licencié injustement en pleine crise COVID: Droit de réponse. (22.10)

On ajoutera des documents plus tard ou demain. Bon dimanche quand même !

Devinez. Pourquoi aucun parti dit ouvrier n'appelle à préparer la grève générale pour renverser le régime totalitaire de Macron ?

Message reçu de la Consule générale de France à Pondichéry :

Extrait - "Compte tenu de l'actualité et des campagnes critiques ou hostiles à la France sur les réseaux sociaux, il convient de faire preuve de discrétion et de retenue lors de vos déplacements."

Comme si c'était dans mes habitudes. Les rats rasent les murs. Ok, on est repérable de loin à cause de la couleur de notre peau, cela dit rien n'indique notre nationalité.

Where are you coming from? D'où venez-vous ? Qui, moi ? Je suis belge. Non, non je ne suis pas français. (lire plus loin). What

is your native country ? Trichitrambalam. I am Indian citizen. Cela fait marrer les Indiens. Peut-être pas les Français, on ne peut pas plaire à tout le monde ! Quand j'ajoute que Macron vaut bien Modi, ils acquiescent.

Je vais demander à Macron de brûler mon certificat de naissance. Né de père et de mère inconnus, sans adresse, citoyen de la collectivité humaine universelle.

La différence entre les Français et les Indiens, c'est que les Indiens n'ont jamais connu un autre régime, ce qui n'est pas le cas des Français qui se comportent comme des hypocrites ou des lâches.

Cette causerie comporte quatre parties :

1- Divers réflexions et infos sur le coronabusiness.

2- Totalitarisme En Marche, les derniers développements.

3- Infos diverses.

4- Quelques réflexions politiques et autres.

- 46 pages au format pdf

C'est étrange de publier à une semaine d'intervalle une causerie qui comporte le même nombre de pages, et ce n'est pas la première fois que cela se produit. Un hasard ? J'ai l'habitude d'en tirer comme conclusion que tout est dans l'ordre des choses et qu'il ne faut surtout rien changer.

PREMIERE PARTIE

Divers réflexions sur le coronabusiness.

1- Ce que personne n'a encore noté à ma connaissance, tous les jours je lis les articles disponibles sur le Net, jusqu'à présent avec la grippe, tous les ans une fois la période épidémique terminée (12 eme semaine en général), les autorités sanitaires remettaient le compteur à zéro, sauf qu'avec le covid-19 elles continuent le comptage histoire d'arriver à un chiffre monstrueux qui fasse peur à la population et cautionne ses mesures totalitaires.

Effectivement il ne s'agit pas d'une "seconde vague", mais d'une nouvelle période épidémique saisonnière n'ayant rien à voir avec la précédente, à partir d'un ou plusieurs mutants du coronavirus, exactement comme avec la grippe chaque année. Si le gouvernement lie les deux c'est pour amplifier l'impression trompeuse que ce coronavirus serait particulièrement dangereux et mortel, car les Pieds nickelés du Conseil scientifique de Macron savent reconnaître aussi bien que le Pr. Raoult un virus saisonnier d'un virus qui ne l'est pas.

Donc la manipulation des consciences continue délibérément. S'ils sont corrompus et acquis à l'idéologie qu'incarne Macron, il n'empêche qu'ils ont acquis des connaissances scientifiques. Leur intention de nuire à la population est consciente.

2- Le 27 octobre, la manipulation a encore opéré. La totalité des médias a titré sur les prétendus 523 morts : « Du jamais vu depuis le confinement ». Or ce chiffre était faux. Selon Santé Publique France, il y a eu 292 morts à l'hôpital le 27 octobre, contre 257 la veille (le 26) et 244 (en baisse donc) le 28. Mais l'on ajoute les morts en EHPAD qu'une fois tous les quatre jours en les cumulant. Prétendre compter les morts quotidiens ce jour-là revient donc à gonfler artificiellement les chiffres. Et c'est étonnamment ce qui s'est passé la veille de l'allocution annoncée du président de la République, qui a repris à son compte ce chiffre faux. Est-ce un détail ? Non, ce n'est hélas qu'un exemple parmi beaucoup d'autres.

Selon les chiffres de Santé Publique France, sur les près de 15 millions de tests effectués à ce jour, 93% sont négatifs. Et parmi les 7% restant de la population testée positive, plus de 85% ont moins de 60 ans ; il s'agit donc essentiellement de personnes qui ne risquent pas de faire une forme grave de la maladie. Au final, moins de 1% de la population est donc « à risque » et c'est uniquement elle qu'il faut protéger.

3- A défaut de pouvoir vous procurer de l'hydroxychloroquine, vous pouvez opter pour l'azithromycine tout aussi efficace, en ajoutant la vitamine D et le zinc. Il existe d'autres médicaments de substitution qui fonctionnent selon de nombreux médecins.

4- Noté dans un article.

Plus les âges deviennent élevés, plus les décès sont concentrés en hiver et au printemps.

5- Le nombre de morts extrêmement faible dans l'immense majorité des pays du monde à quelques exceptions près, comparé à celui des pays riches également à quelques exceptions près, montre que l'instrumentalisation d'un banal virus en est manifestement la principale cause, à laquelle il faut ajouter les milliers de morts faussement attribués au covid-19 ou comptabilisés comme tels, autrement dit les mesures adoptées par les autorités de ces pays ont été motivées par des intentions idéologiques et non sanitaires, de manière à ce qu'il y ait le plus de morts possibles ou de nuire délibérément à la population...

https://www.worldometers.info/coronavirus/#countries

6- Grippe saisonnière.

OMS - La plupart des sujets atteints guérissent en une ou deux semaines sans traitement médical.

Covid-19

96% des personnes qui ont été infectées se rétablissent.

Quoi de neuf docteur ? Rien.

(Source : revuepolitique.fr 10 avril 2020)

– Si l'on reprend de façon exhaustive les données mensuelles sur la mortalité, publiées par l'Insee et par l'Ined, on peut repérer treize épisodes de surmortalité depuis 1946. (…)

L'année 1949 compte en effet 60 000 morts de plus par rapport à 1948 et ces décès interviennent surtout en janvier (42 000 de plus par rapport à janvier 1948, soit presqu'un doublement de leur nombre) et, secondairement, en février (+ 13 000). Cet épisode démarre en fait dès décembre 1948, avec déjà un surcroît de 6 000 décès par rapport à décembre 1947. Cet événement et ses causes semblent oubliés aujourd'hui. L'analyse qu'en fit la revue de l'Ined, Population, en 1950, n'est pourtant pas sans évoquer certains traits de la crise sanitaire actuelle : « A priori, un tel excédent d'hiver pourrait provenir de conditions climatiques plus mauvaises, mais comme 1948 et 1949 ont joui (…) d'hivers assez doux, il faut plutôt accuser l'épidémie de grippe de janvier.

Les années 1950 et 1960 ont été également marquées par toute une série de pics de mortalité pendant les mois d'hiver, liée à la grippe saisonnière. Celles de 1953 et 1963 ont causé le plus grand nombre de victimes avec, pour les mois concernés, 40 000 morts de plus que lors des mêmes périodes antérieures, et même 45 000 dans le cas de 1963.

Certes, les épidémies ne disparaissent pas et engendrent toujours des surmortalités – notamment en 1973, 1975, 1985, 1990, 1993, 1997, 2005, 2009, 2012, 2013 (généralement en janvier ou en décembre) – mais aucun mois ne connaît un excédent de mortalité supérieur à 10 000 décès par rapport au même mois de l'année précédente. Plus récemment, les bilans démographiques de 2015 et 2017 traduisent à leur tour une importante surmortalité grippale : + 11 000 morts en février 2015 par rapport à février 2014 mais cette épidémie s'est développée sur neuf semaines, de janvier à mars 2015 et a engendré au total un surcroît de 24 000 décès. (…)

En 2017, le mois de janvier est de nouveau marqué par des morts plus nombreuses, du fait de la nouvelle grippe saisonnière :

elle cause 14 000 décès supplémentaires en janvier 2017 par rapport à janvier 2016. Mais cette épidémie commence dès décembre 2016 et se développe sur trois mois, causant à son tour quelque 24 000 décès (si l'on se fonde sur une comparaison avec l'année précédente).

En 2018, un nouveau pic de mortalité, lié à la « grippe hivernale », selon l'Insee, marque le début de l'année, avec un surcroît de plus de 20 000 décès de décembre 2017 à mars 2018. (…)

Trois épisodes sévères de grippe se sont donc suivis en moins de trois ans après une longue période de relative accalmie depuis le début des années 1970… revuepolitique.fr 10 avril 2020

S'ils retiennent une hypothèse après l'avoir traitée de complotiste, c'est que ce pourrait être leur prochain objet de manipulation.

Covid-19 : d'où vient le virus ? Toutes les pistes sont ouvertes - Yahoo 30 octobre 2020

Dans Le Journal du CNRS, le virologue français Étienne Decroly, spécialiste des virus émergents au CNRS à Marseille, liste les différentes hypothèses possibles sur l'origine du Covid-19.

Pour le moment, les chercheurs n'ont pas encore déterminé comment il avait pu se transmettre à l'homme.

Pour le moment, "aucun virus intermédiaire entre RaTG13 et le SARS-CoV-2 n'a pu être identifié à ce jour. Tant que ce virus intermédiaire n'aura pas été identifié et son génome séquencé, la question de l'origine de SARS-CoV-2 restera non résolue", assure le virologue. Alors, est-il possible d'imaginer que le virus puisse avoir franchi la barrière d'espèce à la suite d'un accident de laboratoire ou être d'origine synthétique. Selon le virologue, la réponse est sans appel : "On ne peut éliminer cette hypothèse, dans la mesure où le SARS-CoV qui a émergé en 2003 est sorti au moins quatre fois de laboratoires lors d'expérimentations". Yahoo 30 octobre 2020

En complément.

Courrier International - 25 octobre 2020

- Implants bioélectriques COVID-19 considérés comme «thérapeutiques» et port du masque après le vaccin - The Last American vagabond 26 octobre 2020

COVID-19 BioElectric Implants Considered A "Therapeutic" & Mask Mandates Continue After Vaccine

https://www.thelastamericanvagabond.com/covid-19-bioelectric-implants-considered-a-therapeutic-mask-mandates-continue-after-vaccine/

Activités US de militarisation biologique: la Chine exige des explications par Mikhail Gamandiy-Egorov (Observateur Continental) - Mondialisation.ca, 27 octobre 2020

Extrait.

Les activités de militarisation biologique des Etats-Unis inquiètent nombre de pays, notamment la Chine. A cet effet, Pékin exige des clarifications de la part de Washington.

La Chine a exhorté les USA à apporter une clarification sur leurs activités de militarisation biologique à l'étranger. C'est ce qu'a déclaré Zhao Lijian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, cité par l'agence de presse Xinhua.

Ces remarques ont été faites par le haut responsable chinois en réponse à une question au sujet d'un rapport selon lequel Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité russe, a déclaré que les activités de recherche des Etats-Unis dans les laboratoires biologiques de certains pays membres de la Communauté des Etats indépendants ont suscité de vives inquiétudes.

Partageant les inquiétudes de M. Medvedev, qui considère que les recherches menées par les USA dont il est question manquent de transparence et vont à l'encontre des règles de la communauté internationale et des organisations internationales, M. Zhao a également indiqué que «ce n'est pas la première fois que la communauté internationale exprime son inquiétude quant aux activités de militarisation biologique des Etats-Unis dans d'autres pays». Ajoutant que la Chine a souligné à maintes reprises que

de telles activités n'étaient pas transparentes, sûres ou justifiées.

Il a également indiqué que, selon les reportages des médias, les Etats-Unis ont mis en place de nombreux laboratoires biologiques dans 25 pays et régions à travers le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Asie du Sud-Est et l'ex-Union soviétique, dont 16 rien qu'en Ukraine. Certains des endroits abritant ces laboratoires ont connu des flambées à grande échelle de rougeole et d'autres maladies infectieuses dangereuses. USA Today rapporte que depuis 2003, des centaines d'incidents impliquant des contacts accidentels avec des agents pathogènes mortels se sont produits dans les laboratoires biologiques américains, à l'intérieur et à l'extérieur des Etats-Unis. Cela peut entraîner l'infection des contacts directs, qui peuvent ensuite propager le virus dans les communautés et déclencher une épidémie.

Le porte-parole de la diplomatie chinoise a également soulevé des questions sur l'objectif de la construction de tant de laboratoires biologiques à travers le monde, ainsi que sur leurs normes de sécurité.

«Pourquoi construire ces laboratoires dirigés par l'armée? Combien de ressources biologiques sensibles et combien d'informations ont-ils glanées dans les pays concernés?», s'est interrogé M. Zhao, avant d'exiger de savoir s'il existe un danger potentiel de fuite.

«Pourquoi les Etats-Unis, depuis plus d'une décennie, entravent les négociations en faveur d'un protocole de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques (CABT) qui comprend un régime de vérification?», a poursuivi le haut diplomate. Mondialisation.ca, 27 octobre 2020

Vive le confinement qui devrait faire plus de morts !

- Si la grippe est plus fréquente l'hiver, il semble plus probable que ce soit attribuable au confinement à l'intérieur des maisons, qui favorise la contagion. passeportsante.net

- La grippe sévit toute l'année dans la zone intertropicale. Mais pourquoi survient-elle en l'hiver dans les zones tempérées ? Les spécialistes évoquent une combinaison de facteurs comportementaux et physiologiques liés au froid. D'une part, tout le monde tend à se regrouper à l'intérieur des bâtiments, où la promiscuité favorise la propagation du virus. (Inserm)

Le confinement constitue un remède pire que le mal pour la société française - Mondialisation.ca, 29 octobre 2020

Près de 300 personnalités ont signé le 29 octobre une tribune dans laquelle ils dénoncent la communication du gouvernement qui, selon eux, «dramatisent indûment la réalité afin de justifier des mesures de confinement».

- C'est un secret de polichinelle : le reconfinement était envisagé depuis l'été dernier. La stratégie de communication du ministère de la Santé s'est déployée autour de cette perspective depuis plus de deux mois, de façon à le faire accepter par la majorité de la population le jour J. Les médias mainstream lui ont fourni une aide décisive. Ils sont le relais et l'instrument privilégiés de cette communication. Et, force est hélas de constater qu'ils jouent très bien le rôle qui leur a été assigné. S'appuyant mécaniquement sur les chiffres, cette communication consiste à ne s'intéresser qu'aux indicateurs les plus alarmants, en les changeant au fil du temps si celui qu'on utilisait ne permet plus d'envoyer le message espéré. Et si un indicateur a une évolution en dents de scie, la communication se fait uniquement les jours où les chiffres augmentent. Il n'y a qu'un seul message possible.

Avant-hier, 27 octobre, la manipulation a encore opéré. La totalité des médias a titré sur les prétendus 523 morts : « Du jamais vu depuis le confinement ». Or ce chiffre était faux. Selon Santé Publique France, il y a eu 292 morts à l'hôpital le 27 octobre, contre 257 la veille (le 26) et 244 (en baisse donc) le 28. Mais l'on ajoute les morts en EHPAD qu'une fois tous les quatre jours en les cumulant. Prétendre compter les morts quotidiens ce jour-là revient donc à gonfler artificiellement les chiffres. Et c'est étonnamment ce qui s'est passé la veille de l'allocution annoncée du président de la République, qui a repris à son compte ce chiffre faux. Est-ce un détail ? Non, ce n'est hélas qu'un exemple parmi beaucoup d'autres.

Une deuxième vague prétendue « plus terrible encore que la première »

C'est le président du « Conseil scientifique » (M. Delfraissy) qui le disait il y a quelques jours : arriverait une deuxième vague « plus forte encore que la première » et nous serions déjà dans « une situation critique ». Ce genre de prédiction catastrophiste constitue une manipulation d'un Conseil qui n'est pas scientifique mais politique. Rien ne permet non plus d'affirmer que, sauf confinement, « d'ici quelques mois, c'est au moins 400.000 morts supplémentaires à déplorer », comme l'a pourtant prétendu hier soir le président de la République. Enfin, il est également faux de dire que nous ferions simplement comme tous nos voisins européens. À ce jour, seuls l'Irlande et le Pays de Galles ont reconfiné la totalité de leur population.

Il serait urgent de revenir à la raison. Selon les chiffres de Santé Publique France, sur les près de 15 millions de tests effectués à

ce jour, 93% sont négatifs. Et parmi les 7% restant de la population testée positive, plus de 85% ont moins de 60 ans ; il s'agit donc essentiellement de personnes qui ne risquent pas de faire une forme grave de la maladie. Au final, moins de 1% de la population est donc « à risque » et c'est uniquement elle qu'il faut protéger.

Autre façon de le dire : au cours de la période récente (entre le 1er septembre et le 20 octobre, jour où nous avons fait ce calcul), 7.621.098 personnes ont été testées. Sur cette même période, 38.100 individus ont été hospitalisés (0,5%) et 6.593 ont été admis en réanimation (0,09%) avec un test positif au Covid. En d'autres termes, depuis le 1er septembre, sur cet énorme échantillon de la population de 7,6 millions, la probabilité moyenne pour un individu lambda (sans distinction d'âge ou de comorbidité) de ne pas être hospitalisé est de 99,5% et celle de ne pas être admis en réanimation est de 99,91%. Justifier le reconfinement de 67 millions de Français sur cette base s'appelle un délire.

Hier, le 28 octobre, 3045 personnes étaient en réanimation. Comment parler de saturation lorsque l'on se souvient que, fin août, le ministre de la Santé annonçait 12.000 lits disponibles si besoin (quatre fois plus donc). Où donc sont ces lits ?

On dit alors : « Oui, mais l'hôpital est submergé par le Covid ». Manipulation encore, pour trois raisons. D'abord, les tests ayant été généralisés depuis juillet, toute personne entrant à l'hôpital porteuse d'une trace du Covid est comptée comme un « hospitalisé Covid » même si elle vient en réalité pour son cancer ou son hypertension. Et c'est la même chose si elle entre en réanimation ou si elle décède. Ensuite, si les chiffres de l'hospitalisation et de la réanimation augmentent bel et bien, cela n'a rien d'exceptionnel : c'est au contraire ce qui se produit chaque année à la même époque (automne-hiver) mais que l'on fait semblant d'avoir oublié. Un Alzheimer généralisé s'est-il emparé de nos politiques et des journalistes ? Faut-il rappeler qu'en janvier 2020, à la veille de la crise du Covid, 1000 médecins dont 600 chefs de service des hôpitaux avaient menacé de démissionner pour dénoncer « un hôpital public qui se meurt » ? Enfin, il y avait hier, le 28 octobre, 3045 personnes en réanimation. Comment parler de saturation lorsque l'on se souvient que, fin août, le ministre de la Santé annonçait 12.000 lits disponibles si besoin (quatre fois plus donc). Où donc sont ces lits ?

La vérité est que les gouvernements ne veulent pas investir dans l'hôpital public où l'on maltraite les professionnels et où l'on a perdu près de 70.000 lits en 15 ans lors même que la médecine de ville est saturée et que les services d'urgence voient leur fréquentation augmenter d'année en année. Oui, l'hôpital est en tension mais ce n'est pas fondamentalement à cause du Covid ! C'est essentiellement à cause de la maltraitance politique dont ce service public est l'objet de manière générale depuis plus de 20 ans, et tout particulièrement depuis que les politiques y ont introduit comme partout une politique du chiffre et de la rentabilité inspirée du management des grandes entreprises.

La vie sociale amputée, la démocratie en péril

La vérité est que le confinement (qui sera peut-être prolongé au-delà du 1er décembre) crée bien plus de problèmes qu'il n'en résout. Son bilan mondial n'est associé à aucune réduction mesurable de la mortalité tandis que son principal résultat observable est d'abord de mettre au chômage des centaines de milliers et peut-être demain des millions de personnes, surtout évidemment parmi les plus fragiles (emplois précaires, CDD, intérim, personnes payées à la prestation, saisonniers, etc.), et de menacer de disparition la plupart des petites entreprises, souvent familiales, autres que les commerces de bouche, dont l'activité quotidienne est la seule source de revenu. Gageons que les très grands groupes s'en satisferont car ils les rachèteront sans doute demain.

Ces mesures de confinement ont ensuite pour effet d'amputer la vie sociale de la plupart des liens sociaux autres que familiaux. Un certain style de vie et de pensée embourgeoisé s'en satisfaisait certes au printemps dernier, chaque enfant ayant sa chambre pour vivre son intimité, son ordinateur pour rester en contact avec l'école et son smartphone avec forfait illimité pour échanger en permanence avec ses amis, les parents faisant du télétravail, sortant chaque jour faire leur footing dans des rues et des espaces verts « où on entendait de nouveau les oiseaux », et se faisant livrer des repas à domicile s'ils avaient la flemme de faire à manger ou la peur d'aller se mêler à la populace dans un supermarché. Mais de quelle proportion de la population cette vie est-elle le quotidien en confinement ? Qui ne voit que le confinement fait exploser les inégalités sociales, les échecs scolaires, les violences intra-familiales, les troubles psychologiques et les renoncements au soin ? Qui ne sait qu'il entraîne déjà dans d'autres pays des soulèvements et des émeutes de la faim ? Et qui comprend que les oiseaux ont bon dos et que ces petits moments de répit procurés par la panique des humains ne sont rien au regard de leur lente extinction ?

Quant à la démocratie, elle est mise sous cloche par l'état d'urgence permanent et le confinement. Qu'est-ce qu'une démocratie sans liberté d'aller et venir, de se réunir et de manifester ? Qu'est-ce qu'une démocratie où il n'y a quasiment plus personne dans les hémicycles des assemblées parlementaires ? Qu'est-ce qu'une démocratie où la justice est paralysée faute de pouvoir audiencer ? Qu'est-ce qu'une démocratie où, finalement, il n'y a plus qu'un pouvoir exécutif ? Qu'est-ce qu'une démocratie où tout ceci s'impose par la peur et la culpabilisation, voire la censure et la mise en accusation de quiconque refuse d'y céder ?

Chacun, en conscience, tirera les conséquences qu'il veut de tous ces dramatiques constats. Nous n'appelons pas à la révolution et nous ne faisons pas de politique partisane. Mais nous voulons dire que nous en avons plus qu'assez qu'on nous demande de nous comporter comme les moutons de Panurge au nom d'un principe de précaution totalement dénaturé et d'interprétations statistiques relevant de la manipulation. Nous réclamons qu'on en finisse avec cette panique sanitaire, qu'on

donne aux soignants les moyens de remplir leurs missions de santé publique, qu'on cesse de violenter des pans entiers de la société et qu'on sorte de cet état d'urgence permanent pour bâtir démocratiquement une politique sanitaire consensuelle.

Les 250 premiers signataires

Laurent Mucchielli, sociologue, directeur de recherche au CNRS
Laurent Toubiana, chercheur épidémiologiste à l'INSERM, directeur de l'IRSAN
Jean Roudier, professeur de médecine, rhumatologue, directeur de l'unité INSERM UMRs1097
Paul Touboul, Professeur de cardiologie à l'université Lyon 1
Jean-François Toussaint, professeur de physiologie à l'Université de Paris, ancien président des Etats Généraux de la Prévention
Bernard Marsigny, médecin anesthésiste réanimateur hospitalier
Gilles Perrin, anesthésiste réanimateur
Bernard Swynghedauw, biologiste, directeur de recherche émérite à l'INSERM
Christian Perronne, médecin infectiologue
...

https://www.mondialisation.ca/le-confinement-constitue-un-remede-pire-que-le-mal-pour-la-societe-francaise/5650604

Epidémiologie du Covid-19. Entretien avec Laurent Toubiana (INSERM) 28 oct. 2020 Par Laurent Mucchielli

Pour revenir à votre question sur le nombre de malades graves, cette question est probablement la plus simple que vous m'ayez posée car elle est accessible à toute personne manipulant des méthodes mathématiques rudimentaires à savoir des sommes et des divisions.

Au cours de la période récente d'intensification (entre le 1er septembre et le 20 octobre 2020 jour où j'ai fait ce calcul pour la dernière fois), 7 621 098 tests ont été pratiqués. Sur cette même période, 38 100 individus ont été hospitalisés (0,5 %) et 6 593 ont été admis en réanimation (0,09 %) avec un test positif au Covid.

En d'autres termes, depuis le 1er septembre, sur la base d'un échantillon de la population française gigantesque de 7,6 millions, la probabilité moyenne pour chaque individu lambda (sans distinction d'âge ou de comorbidité) de ne pas être hospitalisé est de 99,5 % et celle de ne pas être admis en réanimation est de 99,91 %.

C'est plus qu'infime, et c'est pourtant sur cette base que l'on décide de mettre 43 millions de français sans distinction d'âge ou de comorbidité sous couvre-feu et peut-être bientôt les 67 millions en reconfinement.

https://blogs.mediapart.fr/laurent-mucchielli/blog/281020/epidemiologie-du-covid-19-entretien-avec-laurent-toubiana-inserm?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xtor=CS3-67

La Déclaration de Great Barrington

En tant qu'épidémiologistes des maladies infectieuses et scientifiques spécialisés en santé publique, nous sommes inquiets des impacts physiques et mentaux causés par les politiques actuelles contre le COVID-19 et nous recommandons une approche alternative que nous appelons Protection focalisée (Focused Protection).

Que nous soyons de gauche ou de droite, et quel que soit notre pays d'origine, nous avons consacré nos carrières à la protection des populations. Les politiques actuelles de confinement produisent des effets désastreux sur la santé publique à court, moyen et long terme. Parmi les conséquences, on peut citer, entre autres, une baisse des taux de vaccination chez les enfants, une aggravation des cas de maladies cardio-vasculaires, une baisse des examens pour de possibles cancers ou encore une détérioration de la santé mentale en général. Cela va engendrer de grands excès de mortalité dans les années à venir, notamment dans la classe ouvrière et parmi les plus jeunes. Maintenir les écoliers en dehors de l'école est une grande injustice.

Conserver ces mesures en attendant qu'un vaccin soit disponible causera des dégâts irréparables. Les couches sociales les moins favorisées seront les plus touchées.

Pour lire la suite et signer cette pétition :

https://gbdeclaration.org/la-declaration-de-great-barrington/

https://gbdeclaration.org
https://www.facebook.com/GreatBarringtonDeclaration/
https://twitter.com/gbdeclaration

Scott Atlas: « Pourquoi le confinement a tué des gens aux États-Unis? » Par Scott Atlas et Jean-Louis Gueydon de Dives (threatstohealth.info (Blogue)) - Mondialisation.ca, 26 octobre 2020

Dans cette vidéo de Lockdown TV, Scott Atlas, l'un des principaux conseillers en matière de santé de Trump, explique pourquoi le confinement a tué des gens aux États-Unis, en raison du manque de soins pour d'autres maladies.

Mais il dit aussi beaucoup d'autres choses intéressantes:

Sur le port du masque :

Des choses comme le port de masque universel – honnêtement cela est contraire à la science et au bon sens, penser que vous devez porter un masque lorsque vous êtes au milieu du désert, lorsque vous êtes seul dans la voiture , lorsque vous parcourez St James's Park à vélo. Ce genre de choses est absurde. Il n'y a pas de science pour soutenir le masquage universel.

Vous pouvez regarder le comté de LA, le comté de Miami-Dade, de nombreux États aux États-Unis, aux Philippines, en Espagne, en France, au Royaume-Uni, partout dans le monde, imposer des masques n'arrête pas les cas. C'est tout simplement super naïf, faux, et c'est vraiment de la science nulle. L'OMS ne recommande pas de masques obligatoires généralisés, le NIH ne le recommande pas, les données du CDC elles-mêmes montrent que cela ne fonctionne pas.

Sur le climat de peur :

«C'est l'un des plus grands échecs des discours de santé publique aux États-Unis et dans le monde – ils ont spécifiquement instillé la peur avec leurs proclamations et leurs déclarations … Les modèles qui ont été proposés étaient les pires scénarios et étaient tout simplement horriblement faux , et ce sont les médias qui ont monté en épingle ces rares exceptions comme l'inflammation multisystémique chez les enfants, alors même que nous avions la preuve irréfutable que cette maladie n'est absolument pas à haut risque pour les enfants. Toute l'hyperbole, le sensationnalisme et l'échec des responsables de la santé publique à énoncer ce que nous savons plutôt que ce que nous ne savons pas… La peur est due à ce qui a été dit par les soi-disant experts, par les médias, et par une incapacité à comprendre ou à se soucier de ce qu'ils instillaient dans les oreilles…

Sur la politique à mettre en oeuvre :

«Mon conseil est exactement celui-ci, une stratégie à trois volets. Premièrement: une protection très volontariste des personnes à haut risque et des personnes vulnérables (généralement les personnes âgées et les personnes souffrant de comorbidités). Numéro deux: allouer des ressources suffisantes pour éviter la surpopulation des hôpitaux, afin que les gens puissent être traités pour ce virus et recevoir les autres soins médicaux sérieux dont ils ont besoin. Numéro trois: ouvrir les écoles, la société et les entreprises, car les garder fermées est extrêmement néfaste – en fait, cela tue des gens. » (précisons que ce n'est pas cette stratégie qui a été mise en oeuvre, Scott Atlas n'étant pas le seul à décider)

C'est presque exactement le contraire de ce que l'administration française a mis en oeuvre :

Interdiction des visites dans les Ehpad, isolement dans les chambres… ainsi que le souligne Régis Aubry dans le Journal du CNRS du 28/05/2020 : « sans qu'on le dise, les personnes les plus vulnérables ont été laissées au bord du chemin… »

Absence de politique d'investissement dans les lits et le matériel nécessaire dans les services de réanimation

Fermeture en mars pour 5 semaines des lycées, écoles et collèges, et confinements entraînant la faillite de nombreuses entreprises. Mondialisation.ca, 26 octobre 2020

Quand les peuples abandonnés à leur triste sort par le mouvement ouvrier tentent de résister.

Covid-19: heurts à Naples entre la police et des centaines de jeunes opposés au couvre-feu - BFMTV 24 octobre 2020

Incidents à Milan et Turin lors de manifestations anti-couvre-feu - Reuters 27 octobre 2020

Des incidents ont opposé lundi soir à Milan et Turin la police à des manifestants qui protestaient contre le couvre-feu mis en place pour freiner la propagation du coronavirus.

Plusieurs magasins de luxe ont été saccagés dans le centre de la capitale piémontaise par des groupes de jeunes gens descendus dans les rues à la nuit tombée en allumant des fusées de feux d'artifice. La police a répliqué à l'aide de gaz lacrymogène.

A Milan, les forces de l'ordre se sont également heurtées à des groupes de manifestants scandant "Liberté, Liberté".

Le gouvernement italien a ordonné dimanche la fermeture des bars et restaurants à 18h00 ainsi que la fermeture totale des salles de sport, cinémas et piscines.

Un certain nombre de régions comme la Lombardie ou le Piémont ont également opté pour des couvre-feux nocturnes.

Alors que les mesures de confinement avaient été bien acceptées lors de la première vague épidémique du printemps, les nouvelles mesures de restriction sont contestées, parfois avec violence. Outre Milan et Turin, des manifestants sont descendus lundi dans les rues de Trévise, Trieste, Viareggio, Rome, Naples, Salerne, Palerme ou encore Syracuse. Reuters 27 octobre 2020

Manifestation sauvage à Paris contre le reconfinement - RT 29 octobre 2020

Selon notre journaliste, la mobilisation contre le reconfinement s'est mise en branle place de la République à Paris. Plusieurs poubelles ont été renversées sur le trajet de la manifestation, rapporte Charles Baudry, et du gaz lacrymogène a été tiré par les forces de l'ordre près du Centre Pompidou.

D'autres manifestations à Toulouse et Castres L'AFP a rapporté que des manifestations contre le reconfinement avaient rassemblé plusieurs dizaines de personnes, ce même soir, à Toulouse (Haute-Garonne) et à Castres (Tarn). Dans la ville rose, 120 personnes se sont réunies place du Capitole, face à la mairie, afin de protester contre les mesures restrictives prises par l'exécutif pour lutter contre la pandémie, selon la préfecture de Haute-Garonne citée par l'agence. Selon 20 Minutes Toulouse, les manifestants ont notamment clamé : «Tout le monde déteste le confinement» et «Révolution».

A Castres, les manifestants, «principalement des commerçants et des chefs d'entreprises locaux réunis derrière la banderole "Encore debout, demain à genoux"» selon l'AFP, ont demandé le maintien de leurs activités. RT 29 octobre 2020

Covid: manifestation sauvage à Paris contre le confinement - AFP - 30 octobre 2020

Environ 200 manifestants ont défilé dans le quartier de Châtelet-les-Halles, à Paris, contre le confinement alors que depuis minuit la France est reconfinée pour au moins un mois, une décision prise par le gouvernement dans l'espoir de casser la deuxième vague de l'épidémie de coronavirus dans le pays. AFP - 30 octobre 2020

Virus: affrontements à Barcelone suite aux restrictions de circulation - AFP 31 octobre 2020

Des affrontements ont éclaté vendredi dans le centre de Barcelone entre des manifestants et la police, lors d'un rassemblement de centaines de personnes contre des restrictions de circulation prises pour ralentir la propagation du coronavirus, a constaté un correspondant de l'AFP.

Quelque 700 personnes ont participé à ce rassemblement contre ces mesures, qui comprennent notamment un couvre-feu à partir de 22H00 et une interdiction de quitter la ville pour le long week-end de la Toussaint.

La manifestation a dégénéré lorsqu'une cinquantaine de personnes "a commencé à jeter des objets dangereux en direction de la police", a indiqué à l'AFP un porte-Parole des forces de l'ordre régionales (Mossos d'Esquadra).

Des manifestants ont notamment lancé des barrières de sécurité en direction des policiers, qui ont répliqué à coups de matraques, selon un correspondant de l'AFP.

Tandis que la police cherchait à disperser la foule, les pompiers aspergeaient les rues pour éteindre des feux de poubelles.

Douze personnes, dont deux mineurs, ont été interpellées, a annoncé un peu avant 23H00 (22H00 GMT) la police, dont une vingtaine d'agents ont également été blessés.

Plus à l'ouest, la ville de Burgos (nord) a également été le théâtre d'affrontements entre plusieurs dizaines de jeunes manifestants et les forces de l'ordre. AFP 31 octobre 2020

Des maires de l'opposition se rebellent contre la fermeture des commerces non-essentiels - BFMTV 30 octobre 2020

Le nouveau confinement est en place depuis moins de 24 heures et déjà, plusieurs municipalités se rebellent. Des maires de gauche, de droite et d'extrême droite ont annoncé ce vendredi prendre des arrêtés municipaux afin d'autoriser l'ouverture des commerces dits "non-essentiels" dans leurs villes, estimant cette mesure injustifiée ou discriminatoire par rapport aux grandes enseignes. Ces arrêts pourraient toutefois être retoqués car jugés "illégaux" par les préfets.

De son côté, l'Association des maires de France (AMF) appelle le gouvernement à "revoir rapidement la définition de commerce de première nécessité et de l'élargir", notamment aux librairies et au salon de coiffure. BFMTV 30 octobre 2020

Dans la Manche, un maire signe un arrêté pour maintenir l'ouverture des commerces - europe1.fr 31 octobre 2020

David Legouet, maire de Barneville-Carteret, a décidé de signer un arrêté afin de permettre aux commerçants d'ouvrir leur boutique malgré le confinement. Il dénonce des mesures injustes pour les petits commerçants, contraints de baisser le rideau alors que les grandes surfaces peuvent toujours ouvrir et vendre des produits, même s'ils sont "non essentiels".

Les commerçants sont déjà nombreux à critiquer une concurrence faussée avec les grandes surfaces.

Le maire de Barneville-Carteret prend pour exemple le cas des fleuristes. "D'un coup, lundi il n'a plus le droit de vendre des fleurs, mais on pourrait en acheter dans les grandes surfaces ? On a l'impression que le bouc émissaire, ce sont les commerçants. Ce sont eux qui payent un lourd tribut. Quand on a des petites surfaces, c'est-à-dire celles avec une, deux ou trois personnes dans le magasin, les gestes barrières sont maîtrisés. Et donc, on ne peut pas nous expliquer que dans la petite boutique, les gestes barrières sont moins bien gérés que dans une grande surface. C'est ça qui nous interpelle". europe1.fr 31 octobre 2020

Covid-19 : restaurateurs et propriétaires de bars manifestent dans toute l'Europe - euronews.com 28 oct. 2020

Restaurateurs et propriétaires de bars ont manifesté aux quatre coins de l'Europe ce mercredi, face aux sévères restrictions qui les frappent pour lutter contre le Covid-19.

En Italie, la fermeture des bars et des restaurants dès 18 heures suscite la colère dans ce secteur économique. "Nous voulons représenter tous les propriétaires de magasins" explique Fransesca Romana Piccoli, torréfactrice de café. La commerçante présente dans le cortège de Rome craint non seulement pour les restaurants, mais aussi "pour tous les fournisseurs".

Les salles de sport et les piscines ont pour leur part l'obligation de fermer afin d'endiguer l'augmentation du nombre de cas en Italie. Gastronomie, culture et loisirs à l'arrêt pendant un mois en Allemagne

En Allemagne également, des milliers de propriétaires de bars et de restaurants ont protesté à Berlin ce mercredi avant les annonces gouvernementales, intervenues en début de soirée. Les autorités ont décidé d'imposer un mois de fermeture aux secteurs de la gastronomie, de la culture et des loisirs à compter de lundi, jusqu'à la fin du mois de novembre.

Le gouvernement souhaite également limiter à 10 personnes les participants à des réunions privées issues de deux foyers. Les citoyens sont invités à éviter tous les déplacements inutiles, les séjours en hébergement étant réservés à des "fins non touristiques", a déclaré la chancelière Angela Merkel après des discussions avec les dirigeants des 16 Etats allemands.

Tous comme les bars, cafés et restaurants, les piscines et autres installations sportives seront fermées tandis que les compétitions professionnelles retrouveront le huis clos. Les écoles et les commerces seront toutefois autorisés à rester ouverts, a précisé la chancelière.

En Espagne et en République Tchèque, inquiétudes similaires

À Barcelone, ils étaient des milliers à manifester ce mercredi. Beaucoup avaient déjà reçu l'ordre de fermer depuis le 14 octobre. Le couvre-feu national décrété par le gouvernement inquiète ces commerçants. "C'est la ruine. C'est la mort. Nous avons des prêts et des familles qui dépendent de nous, c'est très dur" déplore Gabriela Donaire, propriétaire de deux restaurants en Catalogne. "Nous apportons notre soutien au secteur de la restauration mais pas que. Il y a aussi les représentants commerciaux, et de nombreuses familles derrière, donc nous sommes ici pour nous battre et nous soutenir" souligne-t-elle.

En République Tchèque, une manifestation a eu lieu mercredi à Prague pour protester contre les mesures restrictives imposées par le gouvernement pour freiner une vague record d'infections à coronavirus. Dans le pays, les rassemblements de plus de deux personnes sont interdits, si elles ne sont pas issues d'un même foyer. euronews.com 28 oct. 2020

Ni confinement, ni couvre-feu : les Suédois persévèrent dans leur voie - 24 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?ab_channel=RTFrance&fbclid=IwAR3h43HcBsHXz75_gAHDxb-H2syNYjPx0QERwK-AhdXdRUxWXh2z61AEFM8&v=NarXAhu7Fpk&app=desktop

---

Les autorités sanitaires sur les traces du régime de Vichy.

Covid-19 : l'Agence de sécurité du médicament dit non à Didier Raoult qui veut utiliser l'hydroxychloroquine de façon exceptionnelle - francetvinfo.fr 23 octobre 2020

L'ANSM dit s'être basée sur les nombreuses études scientifiques pour justifier son refus.

L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) a rejeté la demande de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) Méditerranée Infection de Marseille, dirigé par le professeur Didier Raoult, d'utiliser l'hydroxychloroquine de façon exceptionnelle pour traiter des patients atteints du Covid-19.

En se basant "sur les nombreuses études récentes publiées sur l'efficacité et la sécurité de l'hydroxychloroquine", l'ANSM estime que "les données disponibles, très hétérogènes et inégales, ne permettent pas de présager d'un bénéfice de l'hydroxychloroquine, seule ou en association, pour le traitement ou la prévention de la maladie Covid-19". Une décision "en phase avec la majorité des recommandations internationales"

"Dans ce contexte et au regard des données de sécurité disponibles faisant apparaître des risques majorés, notamment cardio-vasculaires, il ne peut être présumé d'un rapport bénéfice/risque favorable de l'hydroxychloroquine quel que soit son contexte d'utilisation, poursuit le communiqué de l'ANSM. Par conséquent nous ne pouvons pas répondre favorablement à la demande de RTU de l'hydroxychloroquine dans la prise en charge de la maladie Covid-19", conclut l'Agence de sécurité du médicament qui a annoncé sa décision à l'IHU de Marseille dans un courrier de huit pages, daté du 21 octobre. francetvinfo.fr 23 octobre 2020

Décision de l'ANSM sur l'hydroxychloroquine : ce que nous en pensons, ce que nous allons faire - 26 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=Nx90gBnocQQ&feature=emb_title

Pr. Parola : Interdiction de l'utilisation d'hydroxychloroquine à l'IHU Méditerranée - 26 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=FdL7WAZoRXA

Mutations, variants : ce que les génomes nous apprennent - 27 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=ToFWzGtVot4

Didier Raoult va porter plainte pour mise en danger de la vie d'autrui contre l'ANSM - 29 octobre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=80WPki6GtmA

«Mise en danger de la vie d'autrui» : Raoult s'attaque à l'Agence française du médicament - RT 30 octobre 2020

Près d'une semaine après l'avis défavorable émis par l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) concernant la recommandation temporaire d'utilisation de l'hydroxychloroquine en France, qui lui avait été transmise par le professeur Raoult, l'avocat Fabrice Di Vizio a annoncé qu'il déposerait un recours au Conseil d'Etat et une plainte au pénal «pour mise en danger de la vie d'autrui», comme l'a rapporté Le Parisien le 29 octobre.

Selon le journal, Fabrice Di Vizio a affirmé avoir été contacté et mandaté par le professeur Raoult qui, depuis le début de la crise sanitaire, préconise un traitement à base d'hydroxychloroquine pour soigner les patients infectés par la Covid-19. En réaction à la décision de l'ANSM, le microbiologiste marseillais avait dans la foulée dénoncé l'existence, selon lui, d'un «deux poids deux mesures» au sein de l'agence qu'il avait accusée de promouvoir le Remdesivir du laboratoire américain Gilead. «Le remdesivir est un produit dangereux et inefficace, c'est notoire. Le juge pénal interviendra pour savoir s'il n'y a pas quelques accointances de membres de l'ANSM avec des gens du laboratoire Gilead», a déclaré Fabrice Di Vizio au Parisien. Le

16 octobre dernier, les résultats provisoires de l'essai «Solidarité thérapeutique» coordonné par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avaient montré que le Remdesivir semblait n'avoir que «peu ou pas d'effet sur les patients hospitalisés pour le Covid-19 si l'on en croit les taux de mortalité, de début de la ventilation ou de durée de l'hospitalisation». Pour sa part, l'ANSM avait expliqué avoir pris une telle décision après s'être appuyée sur «les nombreuses études récentes publiées sur l'efficacité et la sécurité de l'hydroxychloroquine», ainsi que sur «les dernières recommandations du Haut Conseil de santé publique du 23 juillet 2020».

Didier Raoult face à David Pujadas: «Vous êtes le seul à me prendre pour un imbécile» - fr.sputniknews.com 28 octobre 2020

Mardi 27 octobre au soir sur LCI, l'échange entre Didier Raoult et David Pujadas a à certains moments été tendu. «Si vous voulez me donner une leçon sur le coronavirus, vous êtes ridicule», a laissé entendre le scientifique.

«Mais vous êtes tous fous, vous êtes devenus tous cinglés», «Vous êtes le seul à me prendre pour un imbécile»: ce sont ces formules et d'autres tout aussi expressives qu'a laissées entendre le professeur Didier Raoult, interviewé par David Pujadas. Et pendant que l'échange entre les deux hommes était diffusé sur LCI, des commentaires coulaient à flot sur Twitter, y compris au sujet de plusieurs passes d'armes qui ont opposé à certains moments les deux interlocuteurs.

Dès le début de l'entretien, invité par le journaliste à reconnaître ou non s'être trompé dans ses prévisions antérieures, Didier Raoult a martelé qu'il «passait sa vie» à dire qu'il ne prédisait jamais rien, et de tacler les médias:

«Après, vous déduisiez autre chose... C'est un peu la spécialité de la télévision de découper les morceaux». «Les journalistes et moi on a des natures différentes. Il y a une qui est l'incitation pour la nouveauté: pour que les gens cliquent il faut parler du sexe, de la terreur ou de la peur».

Soulignant qu'il était d'une autre nature, il a dit qu'il ne cherchait pas à faire peur aux gens. fr.sputniknews.com 28 octobre 2020

Et d'ajouter qu'il considérait que le pays vivait une erreur dramatique:

«À la fin, qu'est-ce qu'on va suggérer? Que tout le monde reste enfermé toute sa vie parce qu'il y a des virus dehors? Vous êtes tous fous, vous êtes devenus tous cinglés!».

« Vous êtes ridicule » : Didier Raoult tacle David Pujadas (entretien intégral) 27 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=U0hiu3jnZEo

Le groupe Facebook «Didier Raoult vs Coronavirus» désactivé - Le Figaro 25 octobre 2020

Le principal groupe de soutien à Didier Raoult sur Facebook, créé en mars 2020 et qui comptait environ 500.000 membres, a été désactivé hier. Le Figaro 25 octobre 2020

LVOG - Depuis il a été réactivé selon Sud-Radio.

L'innocuité (absence de danger) de l'hydroxychloroquine a été largement prouvé.

- L'innocuité (absence de danger) de l'hydroxychloroquine a été largement prouvée, notamment dans les études rétrospectives des pathologies traitées depuis le plus longtemps par l'hydroxychloroquine, comme les arthrites rhumatoïdes.

Dans un article, Harvey Risch, MD, PhD, professeur d'épidémiologie à la célèbre université de Yale (Yale School of Public Health), a rapporté les résultats de 7 études illustrant la sécurité d'emploi de l'hydroxychloroquine, surtout pendant une courte durée et aux doses préconisées :

« Ces sept études comprennent: 405 patients à haut risque traités par le Dr Vladimir Zelenko, avec zéro décès (et aucune arythmie cardiaque); quatre études totalisant près de 500 patients à haut risque traités dans des établissement médicalisés pour personnes âgées (ndlr équivalent de nos Ephad) et des cliniques à travers les États-Unis, sans décès; un essai avec bras de contrôle de plus de 700 patients à haut risque au Brésil, avec un risque d'hospitalisation significativement réduit et deux décès parmi 334 patients traités par hydroxychloroquine (et parmi 412 patients traités par HCQ, aucune arythmie cardiaque); et une autre étude de 398 patients appariés en France, également avec un risque d'hospitalisation significativement réduit (et parmi les 1061 patients de Marseille traités, aucune arythmie cardiaque). »

Les études en faveur de l'intérêt de l'hydroxychloroquine au stade très précoce de l'infection COVID-19 sont nombreuses et

sérieuses, et loin de se résumer à l'étude critiquée (et critiquable) de l'équipe du professeur Didier Raoult :

https://hcqtrial.com/ 79 études dont 46 revues par des pairs.

Voici une revue de littérature sur l'utilisation de l'hydroxychloroquine à différents stades de l'infection COVID-19, utilisée seule ou associée à l'Azithromycine (AZT-antibiotique macrolide).

L'association HCQ+AZT est préconisée par l'équipe du professeur Didier Raoult et d'autres.

Un docteur américain, Vladimir Zelenko, y associe aussi le Zinc :

Protocole du docteur V. Zelenko (Etats-Unis, New-York) : https://internetprotocol.co/covid-19/2020/07/21/yale-harvard-professors-…

Ces études confirment l'intérêt de l'hydroxychloroquine dans le traitement précoce (le plus tôt possible à partir du début des symptômes) de l'infection COVID-19, et montrent un effet synergique de l'association avec l'Azithromycine et le Zinc.

Cela a été retrouvé dans ces trois études publiées dans de grandes revues :

www.ejinme.com/article/S0953-6205(20)30335-6/fulltext

« Out of 3,451 COVID-19 patients, 76.3% received HCQ. Death rates (per 1,000 person-days) for patients receiving or not HCQ were 8.9 and 15.7, respectively. After adjustment for propensity scores, we found 30% lower risk of death in patients receiving HCQ. »

Et ici : www.ijidonline.com/article/S1201-9712(20)30534-8/fulltext

« According to a protocol-based treatment algorithm, among hospitalized patients, use of hydroxychloroquine alone and in combination with azithromycin was associated with a significant reduction in-hospital mortality compared to not receiving hydroxychloroquine. »

Et ici : www.journalajmah.com/index.php/AJMAH/article/view/30224/56706

L'intérêt de l'hydroxychloroquine dans les infections virales dues au SRAS est décrit in vitro depuis 2005 : www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1232869/

Le fait que ce soit in vitro ne devrait pas susciter de mépris pour la molécule car il est courant, en médecine, d'utiliser des molécules ayant essentiellement prouvé un effet in vitro, et de constater un bénéfice réel, concret, en termes d'amélioration de l'état du malade, de guérison et de survie.

Par exemple, la Colistine® ou Colimycine, antibiotique actif in vitro sur certains pseudomonas (bactérie à gram négatif) devenus multi-résistants.

Cet antibiotique, pourtant seulement efficace in vitro, améliore l'état de la personne soignée et lui permet de surmonter l'infection.

L'intérêt de l'hydroxychloroquine dans la prise en charge de l'infection COVID-19 est très loin de se résumer aux interventions ou aux études de l'équipe du professeur Didier Raoult à l'IHU-Méditerranée à Marseille.

Pourtant, certains ont fait au travers du procès d'une personne, le professeur Raoult, le procès d'une molécule pourtant plébiscitée par des milliers d'autres médecins en raison de résultats positifs sur le terrain, loin des études et des revues.

D'ailleurs, dans l'article récent de l'American Journal of Medicine (AJM) du 6 août 2020, www.amjmed.com/article/S0002-9343(20)30673-2/fulltext (PDF téléchargeable)

Dr Pasquale Mario Bacco au Parlement italien : les patients ne sont pas morts du virus - francesoir.fr 28 oct. 2020

Le malade n'est pas mort du virus, mais des traitements. Le Dr Pasquale Mario Bacco explique au Parlement italien comment les personnes âgées atteintes du COVID-19 sont mortes à cause des traitements et non à cause d'un virus.

Nous les avons totalement privés des médicaments qui permettent de guérir en phase précoce de la maladie tels que l'héparine,

les anti-inflammatoires et l'hydroxychloroquine, qui a été diabolisée par une revue médicale autrefois prestigieuse, mais qui ne l'est plus : le Lancet. Nous avons fait tout le contraire de ce qu'il fallait faire.

Nous leur avons « brûlé » les poumons, parce que l'oxygène que nous introduisions dans leur appareil respiratoire, on n'aurait pas dû l'utiliser en raison des thromboses pulmonaires dont ils souffraient. C'était de l'oxygène à l'état pur. Nous leur avons « fusillé » les poumons.

Si vous aviez pu voir les images d'autopsies, le pire film d'horreur pour enfants ne serait rien en comparaison. Nous avons condamné les malades. Nous ne l'oublions pas. Parce que nous ne devons pas l'oublier. francesoir.fr 28 oct. 2020

Purges covidiennes : chapeau bas au Dr Pascal Sacré, coup de gueule et cri du cœur par JD Michel, médecin psychiatre - 24 oct. 2020

https://jdmichel.blog.tdg.ch/archive/2020/10/24/purges-covidiennes-chapeau-bas-au-dr-pascal-sacre-avec-coup-310043.html

Ne pas opposer une explication anxiogène à la propagande de la peur Par Philippe Huysmans (Le Vilain Petit Canard) - Mondialisation.ca, 26 octobre 2020

En mars 2019 démarrait la crise du coronavirus, que dis-je, la pandémie de covid191. Presque aussitôt la machine à terroriser s'est mise en branle pour nous nous servir un discours toujours plus anxiogène, toujours plus contradictoire. D'abord les masques étaient interdits, puis ils sont devenus obligatoires, et vous aurez remarqué qu'à aucun moment vous n'aurez eu le choix d'en porter un ou non. Vous pourriez croire qu'il s'agissait là d'erreurs de communication ou tout simplement d'une impréparation des gouvernements à faire face à une urgence sanitaire mais il n'en est rien.

C'est volontairement qu'on a arrosé la population d'informations terrifiantes et contradictoires, pour maintenir les gens dans un état de sidération :

"Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez." Hannah Arendt

Cela n'a pas empêché les plus éveillés de commencer rapidement à se poser des questions, puis, ayant surmonté leurs propres inquiétudes par la raison, ils se sont logiquement mis en devoir de tenter d'éveiller leurs contemporains de l'espèce de transe morbide dans laquelle ils étaient plongés.

Il faut comprendre que si la peur, et particulièrement la peur de la mort est un puissant moteur s'agissant d'imposer un pouvoir toujours plus totalitaire, son action est essentiellement négative, et paralysante. Instinctivement, l'être humain soumis à pareil stress le ressentira comme une agression, et deviendra agressif à son tour. C'est la raison pour laquelle le gouvernement, au moment d'imposer tant et plus de mesures coercitives, insiste bien sur le fait que c'est à son corps défendant, et que si on en est là, c'est parce que la population n'a pas respecté les mesures précédentes. Il ne suffit plus de terroriser désormais, encore faut-il en rejeter la responsabilité sur les victimes elles-mêmes. On canalise les velléités de révolte par la culpabilisation. Éviter la confrontation d'idées également anxiogènes

Ceux qui sont éveillés le savent bien, il est des plus difficiles de convaincre parfois même nos proches du bien-fondé de nos analyses, de les sortir du cauchemar éveillé dans lequel ils sont plongés malgré eux. Je ne compte plus les témoignages que j'ai reçus en ce sens, et essentiellement, ils nous disent tous la même chose. Dès qu'on essaie de leur ouvrir les yeux sur la réalité, les gens se braquent, et plus vous insisterez, plus la réaction risque d'être violente.

Pourquoi? Eh bien c'est très simple, c'est parce que l'explication que vous leur donnez est encore nettement plus terrifiante que la propagande elle-même. Elle est de nature à faire s'effondrer le système de croyance sur lequel la personne a fondé la plupart de son existence. À la limite, vous risquez juste de les faire décompenser brutalement et de les plonger dans la détresse psychologique aiguë.

Pour comprendre ceci, plaçons-nous d'un point de vue purement objectif, dans la contemplation de deux objets que sont, d'une part, la propagande anxiogène, et de l'autre, le point de vue d'un éveillé. Imaginez que le moutruche auquel vous vous adressez aura tout aussi difficile à accepter votre point de vue que vous en auriez à accepter l'idée que le point de vue donné par les médias serait le bon. C'est juste irréconciliable sans un travail préalable de prise de conscience, et que vous le vouliez ou non, ce travail doit être accompli par votre interlocuteur lui-même. C'est un cheminement personnel, et il peut être plus ou moins long selon le vécu et le caractère de la personne.

Semer les graines

Une manière simple de contourner le problème, et de permettre aux gens de s'éveiller par eux-mêmes est de semer dans leur esprit les graines de l'analyse critique, et pour cela, quoi de mieux que de démontrer, par un exemple simple, que tel ou tel point de la propagande est manifestement faux. On peut passer par l'humour, et la mise en exergue du caractère saugrenu voire totalement improbable des déclarations officielles, ou s'attacher à un simple point technique impossible à contredire.

Il faut à tout prix éviter de se laisser entraîner dans un mille-feuilles argumentatif qui mêlera rapidement des arguments scientifiques sur lesquels vous n'avez aucune prise. Eh oui, si les médecins parviennent à ne pas être d'accord entre eux, comment pourriez-vous espérer convaincre qui que ce soit que votre point de vue serait le bon? Ainsi, plutôt que de rentrer dans une discussion stérile sur les bienfaits ou pas de l'hydroxychloroquine, on pourra se contenter de faire remarquer, preuve à l'appui, qu'il existe quand même plus d'une centaine d'études scientifiques à l'heure actuelle qui attestent de son efficacité clinique, et que parmi les études disant le contraire, au moins deux ont été rétractées après s'être avérées des bidonnages grossiers. Ce sont des faits, et les faits sont têtus.

De même vous éviterez habilement d'utiliser les hochets opportunément agités par le pouvoir et les médias à la botte pour vous embobiner. Ainsi, si l'on vous parle de « cas », souvenez-vous que le nombre de cas positif détectés augmente mécaniquement avec le nombre de tests réalisés et que le taux de positivité de ces tests dépend énormément du nombre de cycles d'amplifications réalisés : toutes choses sur lesquelles le gouvernement peut aisément jouer comme avec des variables d'ajustement.

Ainsi, si vous voulez parler statistiques, veiller à n'utiliser que des chiffres que le gouvernement ne pourrait pas caviarder, comme par exemple le nombre de morts, toutes causes confondues, sur une période donnée. Les chiffres sont des alliés solides.

Veillez à sourcer vos affirmations systématiquement, en allant chercher de préférence les informations sur les sites des médias mainstream eux-mêmes ou directement auprès des administrations ou organisations internationales (ECDC, CDC, INSEE, StatBel, OMS…).

Rompre la spirale de la peur

Souvenez-vous que les personnes que vous vous attachez à réveiller sont, avant tout, terrorisées. La peur a aboli leur jugement, et ils seraient bien en peine de produire un raisonnement articulé, étant directement contrôlés non plus par leur intellect mais bien par leur cerveau reptilien. Ils sont en mode flee or fight, et plus exactement maintenus dans la prostration à coup d'injonctions paradoxales.

Ainsi la première chose à faire est de rassurer, de prouver par les faits que le covid n'a strictement rien de plus dangereux qu'une grippe saisonnière, et que l'âge médian des décès est autour de 84 ans, soit bien au-delà de l'espérance de vie qui est de 82 ans. Et que la plupart de ceux qui sont décédés sont morts non pas du covid, mais avec le covid, principalement en raison de leur grand âge et des comorbitités dont ils souffraient préalablement. Le CDC avait reconnu que sur l'ensemble des décès attribués au covid aux États-Unis, seuls 6% d'entre eux avaient pu être attribués au seul covid192.

Sortir de l'emprise de la terreur est la première étape, indispensable à toute prise de conscience ultérieure, la condition sine qua non pour retrouver sa capacité d'analyse, et finalement, sa souveraineté. En tant que cible du terrorisme d'État vous devenez vous-même un sujet, un objet qu'on peut manipuler à sa guise. Aussitôt que vous refusez la peur, vous redevenez libre, émancipé de la tutelle mortifère.

Pour terminer sur une note positive, on peut affirmer sans crainte que si des millions de personnes sur la planète se sont éveillées à la réalité, et sont sorties de la caverne de Platon pour contempler le monde au grand jour, je crois que vous seriez bien en peine de trouver une seule personne qui aurait fait le cheminement inverse.

Pandémie de Sars-Cov-2 dont on sait aujourd'hui qu'il n'est pas plus létal qu'une grippe ordinaire, avec cet avantage qu'il ne touche que les sujets les plus âgés et non les jeunes enfants comme dans le cas de la grippe.

Comorbidités : Le tableau 3 montre les types de problèmes de santé et les causes contributives mentionnés en conjonction avec les décès liés à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Pour 6% des décès, le COVID-19 était la seule cause mentionnée. Pour les décès avec des conditions ou des causes en plus du COVID-19, en moyenne, il y avait 2,6 conditions ou causes supplémentaires par décès. Le nombre de décès pour chaque condition ou cause est indiqué pour tous les décès et par groupes d'âge. Philippe Huysmans

Notes :

1.Pandémie de Sars-Cov-2 dont on sait aujourd'hui qu'il n'est pas plus létal qu'une grippe ordinaire, avec cet avantage qu'il ne touche que les sujets les plus âgés et non les jeunes enfants comme dans le cas de la grippe.

2.Comorbidités : Le tableau 3 montre les types de problèmes de santé et les causes contributives mentionnés en conjonction avec les décès liés à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Pour 6% des décès, le COVID-19 était la seule cause mentionnée. Pour les décès avec des conditions ou des causes en plus du COVID-19, en moyenne, il y avait 2,6 conditions ou causes supplémentaires par décès. Le nombre de décès pour chaque condition ou cause est indiqué pour tous les décès et par groupes d'âge.

Trafic de cadavres. Ils le disent eux-mêmes.

Le CDC avait reconnu que sur l'ensemble des décès attribués au covid aux États-Unis, seuls 6% d'entre eux avaient pu être attribués au seul covid19.

https://www.cdc.gov/nchs/nvss/vsrr/covid_weekly/index.htm

National Center for Health Statistics

Total COVID-19 deaths (2), as of 10/17/2020

2- Deaths with confirmed or presumed COVID-19, coded to ICD–10 code U07.1

Décès avec COVID-19 confirmé ou présumé, codé selon le code U07.1 de la CIM-10

COVID-19 deaths are identified using a new ICD–10 code. When COVID-19 is reported as a cause of death – or when it is listed as a "probable" or "presumed" cause — the death is coded as U07.1. This can include cases with or without laboratory confirmation.

Les décès COVID-19 sont identifiés à l'aide d'un nouveau code CIM-10. Lorsque le COVID-19 est signalé comme une cause de décès - ou lorsqu'il est répertorié comme une cause «probable» ou «présumée» - le décès est codé U07.1. Cela peut inclure des cas avec ou sans confirmation de laboratoire.

D'un délire à un autre.

Coronavirus : des médecins appellent à réduire l'utilisation de désinfectants chimiques - europe1.fr 25 octobre 2020

Depuis le début de la pandémie de coronavirus, pour entretenir leurs locaux et sous prétexte d'éradiquer au mieux le virus, de nombreux hôpitaux ont ressorti du placard des désinfectants chimiques. Mais les médecins alertent sur leur usage massif et ses conséquences pour la santé.

Ces désinfectants chimiques puissants qu'on appelle des biocides avaient été remplacés par des produits moins nocifs pour l'environnement et la santé humaine depuis quelques années. Mais avec l'apparition du coronavirus, dans beaucoup d'hôpitaux, on a ressorti ces produits décapants malgré les risques. Médecin hygiéniste à l'hôpital d'Hyères, le docteur Philippe Carenco alerte : "Ces biocides sont utilisés avec frénésie dans le cadre du Covid, la plupart du temps sans aucune justification, pas même du point de vue médical ou scientifique", explique-t-il au micro d'Europe 1.

Ces produits, ajoute-t-il, "sont responsables de nombreuses maladies professionnelles, en particulier des maladies respiratoires comme l'asthme professionnel ou des maladies dermatologiques".

Pour le professeur Carenco, on est en train de créer les bactéries résistantes de demain parce qu'on veut trop désinfecter en cette période de pandémie. Le principal risque est de rendre ces bactéries résistantes aux antibiotiques, et donc de créer de redoutables maladies nosocomiales à force de faire du zèle en matière de nettoyage. europe1.fr 25 octobre 2020

Futura, la voix de l'oligarchie.

Comment pourrait se terminer l'épidémie de coronavirus ? - futura-sciences 27 octobre 2020.

« Cette pandémie est une crise sanitaire comme on n'en voit qu'une par siècle et ses effets seront ressentis pour les décennies à venir », affirme son directeur général Tedros Adhanom Ghebreyesus. Va-t-on devoir s'habituer à porter un masque éternellement, à ne plus jamais embrasser nos proches et à rayer définitivement voyages et concerts de notre vocabulaire ? Peut-être pas heureusement mais un retour à la « vie d'avant » est sans doute à exclure avant longtemps.

Hypothèse no 1 : le virus disparaît naturellement

- Bref, il semble bien trop tard pour envisager cette hypothèse d'endiguement au niveau mondial. (Pas de bol ! - LVOG)

Hypothèse no 2 : l'immunité de groupe

- Un scénario là encore peu probable donc. (Pas de bol décidément ! - LVOG)

Hypothèse no 3 : un vaccin met fin à l'épidémie

- Théoriquement, un vaccin efficace peut en effet procurer une immunité suffisante pour arrêter la circulation du virus. (Voilà où ils voulaient en venir. - LVOG)

Hypothèse no 4 : le virus devient endémique comme le rhume

- Pour l'instant, rien ne suggère un affaiblissement de la gravité de la Covid-19.

Hypothèse no 5 : le virus végète à l'état latent

« Une fois qu'un pathogène a émergé, il est pratiquement impossible de l'éradiquer complètement », avertit Nükhet Varlik. (Résignez-vous au sort que ceux qui vous gouvernent vous ont réservé ! - LVOG)

Chloroquine : pourquoi Futura choisit de ne plus en parler. - antilla-martinique.com

Julien Hernandez- Rédacteur scientifique chez Futura

Il a été utile de pointer du doigt les nombreuses erreurs méthodologiques des travaux du professeur Raoult ainsi que son engouement hâtif.

L'étude de The Lancet, observant les potentiels dangers de la chloroquine, vient d'être rejetée après le rétractation de trois de ces auteurs et un récent essai clinique randomisé en double aveugle en défaveur d'un usage prophylactique de la chloroquine vient de paraître dans le New England Medical Journal. Mais nous sommes tous à bout. Les scientifiques et les journalistes scientifiques qui ont tenté de défendre la science dans cette affaire n'en peuvent plus. Taxés de rouler pour « Big Pharma » ou pour un parti politique divers à la moindre critique des études sur la chloroquine. Sans oublier les insultes et parfois même, les menaces…

Rappelons que le faisceau de preuves actuel joue en défaveur de la chloroquine dans le cadre de la Covid-19.

Nous avons récolté plusieurs témoignages provenant de personnes qui ont tenté de défendre l'esprit scientifique ces derniers mois.

Les essais cliniques de qualité vont bientôt sortir sur la chloroquine et finiront probablement par montrer son inefficacité à traiter la Covid-19 (comme tous les autres virus depuis 50 ans), mais la recherche en gardera les stigmates pendant très longtemps… » Benoît Thibault, chercheur postdoctorant en oncologie.

Forum économique mondial (https://fr.weforum.org)

Coronavirus (COVID-19)

Découvrez la situation actuelle du coronavirus COVID-19 et ses effets sur la santé mondiale, l'économie et plus encore.

Pour plus d'informations sur l'Organisation mondiale de la santé, cliquez ici.

En collaboration avec Futura.

DEUXIEME PARTIE

Totalitarisme En Marche, les derniers développements.

Etat d'urgence sanitaire: l'Assemblée vote la prorogation jusqu'au 16 février - AFP 24 octobre 2020

François Baroin au JDD : "Il faut déclarer l'état d'urgence républicain" - Journal du Dimanche 24 octobre 2020

Totalitarisme ou retour à l'Ancien régime. Le droit à la santé censitaire.

Urgences: le nouveau forfait payant pour les patients validé par l'Assemblée - AFP 23 octobre 2020

L'Assemblée nationale a voté dans la nuit de jeudi à vendredi le principe d'un nouveau "forfait" de 18 euros pour les patients allant aux urgences sans être ensuite hospitalisés.

Acté dans le cadre du projet de budget de la Sécu, ce "forfait patient urgences" remplacera l'actuel "ticket modérateur" qui laisse à la charge du patient 20% du coût de ses soins.

Ce reste à charge est de 19 euros en moyenne à l'hôpital public...

M. Mesnier (LREM) a indiqué que le forfait serait pris en charge par les mutuelles, dès le contrat responsable, ainsi que par la complémentaire santé solidaire et encore l'aide médicale d'Etat pour les sans-papiers.

Les députés ont ajouté au dispositif une exonération pour les femmes enceintes à compter du 6e mois de grossesse et pour les nouveau-nés durant 30 jours. Les personnes en affection longue durée seront soumises à un forfait réduit.

Par un amendement, le gouvernement a décalé la mise en oeuvre de ce nouveau forfait du 1er janvier au 1er septembre 2021. AFP 23 octobre 2020

Totalitarisme. Union nationale derrière le tyran Macron.

Margaret Thatcher : TINA (There is no alternative). Macron : "Les Français n’ont plus le choix."

TINA en français : « Il n'y a pas d'autre choix » ou « Il n'y a pas d'alternative ».

Ce slogan signifie que le marché, le capitalisme et la mondialisation sont des phénomènes nécessaires et bénéfiques et que tout régime qui prend une autre voie court à l'échec. Wikipédia.org

Macron reconfine la France pour au moins un mois - AFP 29 octobre 2020

"Ce confinement sera adapté sur trois points principaux: les écoles resteront ouvertes, le travail pourra continuer, les Epahd et les maisons de retraite pourront être visités", a-t-il complété.

"Comme au printemps, vous pourrez sortir de chez vous uniquement pour travailler, vous rendre à un rendez-vous médical, pour porter assistance à un proche, pour faire vos courses essentielles ou prendre l'air à proximité de votre domicile", a détaillé le président de la République.

"C'est donc le retour de l'attestation comme au printemps", a-t-il dit. "Les réunions privées en dehors du strict noyau familial seront donc exclues, les rassemblements publics seront interdits et vous ne pourrez pas vous déplacer d'une région à l'autre, à l'exception des retours de vacances de la Toussaint".

"Les commerces qui ont été définis au printemps comme non essentiels, les établissements recevant du public, notamment les bars et restaurants, seront fermés", a-t-il ajouté.

Les lieux de culture et salles de spectacle n'ont pas été évoqués mais ils faisaient partie des lieux fermés au printemps. AFP 29 octobre 2020

Flagrant délit de manipulation des chiffres par Macron.

Emmanuel Macron annonce en direct le chiffre de 527 morts du covid sur la journée de hier en France, or ce chiffre est totalement faux. 527, c'est avec les morts en EHPAD et sur 4 jours et non sur une seule journée.

D'après le dernier bilan de Santé Public France, la France fait état de 244 en milieu hospitalier en 24h ce mercredi 28 octobre.

Totalitarisme. Les fanatiques enragés se lâchent.

Covid-19 : pourquoi un confinement seul pourrait ne pas suffire - Yahoo 29 octobre 2020

Impossible de descendre en un mois à 5 000 contaminations par jour, selon Delfraissy - France 24 29 octobre 2020

Le reconfinement pourrait durer en réalité de 8 à 12 semaines - Europe1 29 octobre 2020

Emmanuel Macron a annoncé mercredi soir un reconfinement national pour au moins quatre semaines. Mais selon les informations d'Europe 1, l'exécutif envisage une durée de 8 à 12 semaines pour surmonter la deuxième vague. Europe1 29 octobre 2020

Parismatch.com - Sur France Inter jeudi matin, le président du conseil scientifique a écarté un déconfinement général au 1er décembre, car l'objectif fixé par Emmanuel Macron ne sera sans doute pas atteint.

«Les fêtes de fin d'année seront différentes cette année. Elles se feront en petit comité, probablement sous le couvre-feu», a-t-il indiqué. Quant à la perspective d'une troisième vague, qui pourrait être soulevée par la reprise des contacts en fin d'année, il a admis : «Ce n'est pas exclu. parismatch.com 29. octobre 2020

D'après l'ONU, les pandémies vont se multiplier et faire plus de morts - Europe1 29 octobre 2020

A moins d'une transformation radicale du système économique, les pandémies comme le Covid-19 vont se multiplier et faire plus de morts, alertent jeudi des experts de l'ONU sur la biodiversité (IPBES) soulignant l'immense réservoir de virus inconnus dans le monde animal. "Sans des stratégies de prévention, les pandémies vont émerger plus souvent, se répandre plus rapidement, tuer plus de gens et avoir des impacts dévastateurs sans précédent sur l'économie mondiale", met en garde ce rapport. Europe1 29 octobre 2020

À Jakarta, 290 euros d'amende pour ceux qui refuseront de se faire vacciner - Courrier International - 26 octobre 2020

Même si un vaccin contre le Sars-CoV-2 n'est pas encore disponible, la capitale indonésienne prend les devants et vient de décider de prévoir une amende pour ceux qui refuseront de se le faire administrer. Des sanctions sont également envisagées à l'échelle nationale.

L'administration de Jakarta a publié ce lundi 26 octobre un nouveau règlement sur la gestion du Covid-19 qui prévoit des sanctions contre les personnes qui refuseront de se faire vacciner. Selon une copie du projet final obtenu par le Jakarta Post, "l'article 30 de ce règlement stipule que toute personne refusant délibérément de se soumettre au traitement et/ou à la vaccination contre le Covid-19 se verra infliger une amende pouvant aller jusqu'à 5 millions de roupies [290 euros]".

L'Indonésie compte officiellement à ce jour près de 400 000 cas de Covid-19, dont plus de 13 000 décès. Courrier International - 26 octobre 2020

Quand la majorité s'en remet toujours à un sauveur suprême.

L'allocution d'Emmanuel Macron regardée par 32,7 millions de téléspectateurs - BFMTV 29 octobre 2020

Covid-19 : sept Français sur dix approuvent le nouveau confinement, selon notre sondage - Franceinfo 29 octobre 2020

C'est six points de plus que pour le couvre-feu. Franceinfo 29 octobre 2020

SONDAGE BFMTV - Seulement 67% des Français approuvent le reconfinement - BFMTV 30 octobre 2020

Castex précise le reconfinement, le masque imposé dès le primaire - AFP 29 octobre 2020

Première conséquence: le port du masque à l'école sera étendu aux enfants de primaire dès l'âge de 6 ans, alors qu'il était réservé jusqu'alors aux seuls élèves du collège, a annoncé jeudi le Premier ministre.

Pour les travailleurs, "le recours au télétravail doit être le plus massif possible" pendant le confinement, a exhorté Jean Castex, en précisant que "dans le secteur privé, toutes les fonctions qui peuvent être télétravaillées doivent l'être cinq jours sur cinq".

Mais pour le numéro un du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, la fermeture des commerces non-essentiels est "une erreur" qui risque d'entraîner beaucoup de faillites et de pertes d'emplois, et coûter "entre 50 et 75 milliards d'euros de PIB".

Dans son allocution, Emmanuel Macron avait indiqué que le dispositif de fermeture des commerces serait réévalué tous les quinze jours, selon l'évolution de l'épidémie.

Les entreprises de l'événementiel, du cinéma et du spectacle vivant seront en outre fermées le temps du confinement, a précisé Jean Castex, selon qui suspendre ces activités "est très douloureux mais nécessaire pour assurer l'effectivité" des mesures anti-Covid.

"Nous autorisons le travail préparatoire aux spectacles, les répétitions, les enregistrements et les tournages afin de préparer les activités de demain", a-t-il toutefois précisé. AFP 29 octobre 2020

Union nationale sans faille

RN-FN - "Nous respecterons bien sûr les consignes", a affirmé la présidente du Rassemblement national Marine Le Pen.

LR - Pour Damien Abad, président des députés LR, "ce reconfinement, c'est l'échec du déconfinement qui n'a pas été réalisé sous protection comme nous l'avions proposé".

PS - Olivier Faure, premier secrétaire du PS, a affirmé à l'AFP appeler à "une rigueur absolue pour respecter le confinement". Et "je voterai demain (jeudi) les mesures proposées".

PCF - "Pas d'autre choix que de confiner... terrible réalité pour notre pays, face à ce virus mortel. Mais aussi parce que notre système de santé est exsangue", a également twitté Fabien Roussel, patron du PCF.

LFI - Jean-Luc Mélenchon, leader de LFI, sur Twitter : Nous respecterons la discipline sanitaire.

EELV - Julien Bayou, patron d'EELV, sur FranceInfo. "Nous appelons les citoyennes et les citoyens au civisme et à respecter le nouveau confinement annoncé ce soir par le président de la République".

Génération ecologie - L'heure n'est pas à aux polémiques", a affirmé Delphine Batho, président de Génération ecologie, dans un communiqué. AFP 29 octobre 2020

En complément

Merkel s'en prend à ceux qui minimisent les risques du coronavirus - Reuters 29 octobre 2020

Les personnes qui affirment que le coronavirus serait inoffensif sont dangereuses et irresponsables, a dit mardi la chancelière allemande Angela Merkel, défendant la mise en oeuvre d'un confinement partiel visant à ralentir la propagation du virus.

"Les mensonges et la désinformation, les théories du complot et la haine portent atteinte non seulement au débat démocratique mais aussi à la lutte contre le virus", a-t-elle dit au Bundestag. Reuters 29 octobre 2020

Totalitarisme, Etat policier, terrorisme d'Etat, comment ils s'en accommodent.

Etat policier. Quand LFI devient conseiller du ministre de l'Intérieur.

Terrorisme, sécurité: Quatennens (LFI) appelle à "renforcer beaucoup plus" les effectifs de police - BFMTV 25 octobre 2020

Pour mieux suivre les personnes et comportements potentiellement dangereux, le député propose de "faire en sorte que nos

services de renseignement soient considérablement renforcés", déclarant que la plateforme Pharos regroupait "une poignée de fonctionnaires pour tout le pays, ce n'est pas suffisant".

"Avant de nouvelles lois, nous avons besoin de moyens humains et matériels pour appliquer les lois existantes", lance-t-il, appelant à "renforcer beaucoup plus" les effectifs policiers en France, "dans le respect le plus complet de l'État de droit".

"Au total en France, pas uniquement dans la lutte contre le terrorisme, il en faut 10.000 de plus", selon Adrien Quatennens, reprenant le programme de La France Insoumise. BFMTV 25 octobre 2020

Quand l'Etat sème la terreur, il appelle à la terreur.

Grille de lecture.

- "*Moquez les juifs, vous serez accusé d'antisémitisme ; moquez les femmes, vous serez accusé de sexisme ; moquez les musulmans, vous serez protégé par la Liberté d'expression !*"

- Quant à l'auteur des caricatures en question, "*son interprétation de ce qu'est la satire*" paraît à la revue italienne Formiche assez singulière : "*Ils avaient représenté les [près de 300] victimes du tremblement de terre de 2016 à Amatrice comme des lasagnes. Un choix ignoble.*" Courrier international 25 octobre 2020

LVOG - Pour justifier la pérennité de leur gestion autoritaire d'une banale crise sanitaire, il leur fallait trouver un bouc émissaire pour détourner du régime l'attention et la la colère de la population, sachant qu'une multitude de fanatiques incontrôlables n'ayant plus rien à perdre se trouvaient en liberté, Macron a désigné l'islam et les musulmans dans l'espoir que l'un d'entre eux ou plusieurs passent à l'action, après il ne leur restait plus qu'à attendre, et comme prévu cela n'a pas tardé, cette fois ils n'ont pas eu besoin d'activer des éléments liés à la DGSI ou à la DGSE.

Qu'il y ait aussi des malades mentaux qui enseignent dans les écoles n'a rien de surprenant, il y en a qui exercent à tous les échelons de l'Etat à commencer par Macron, Véran, Salomon, mais qu'ils aient le soutien unanime des partis de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par l'extrême centre, voilà qui devrait interroger les travailleurs et les militants.

J'ai eu l'occasion d'enseigner à des gosses de 10-11 ans. Si on m'avait demandé de leur faire un cours sur la liberté d'expression, cela m'aurait semblé tellement en décalage par rapport à leur niveau de conscience et à leur expérience de la société, que je me demande bien comment j'aurais pu m'y prendre, c'est tout simplement délirant.

Et pour montrer que je ne raconte pas n'importe quoi, je me souviens d'une séquence avec des élèves de 5 ème, donc un peu plus âgés, où le support avait été un conte de fées vivant dans des tuyaux. Les élèves furent partagés entre ceux qui croyaient à l'existence des fées, et ceux qui n'y croyaient pas qui étaient les moins nombreux. Et cela se répéta chaque fois avec des contes construits à partir de récits d'aventures qui étaient des fictions. Des gosses m'interpellèrent en me demandant si j'y croyais. Je leur répondis que non. Alors un élève me demanda pourquoi ils y en avaient qui racontaient ce genre d'histoires. Je lui ai répondu un truc dans le genre, c'est parce qu'il y en a qui y croient, pour qu'ils continuent à y croire. C'était le plus évolué de la classe, son père était enseignant au lycée, il trouva cela stupide et il avait raison.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'on peut très bien utiliser des métaphores à partir de ce qui existe, de la réalité, par exemple le comportement de certains animaux ou même de plantes qui leur sont familiers ou dont ils connaissent l'existence, pour aborder un tas de rapports qui existent dans la société des hommes et qu'ils auront à affronter plus tard, quoiqu'ils les subissent déjà. Allez chercher les couilles et le cul d'un prophète, il faut être dérangé. C'est confronté des gosses à la folie de certains adultes pris dans la spirale d'une idéologie qui mène à la folie. Il suffit d'observer ce que Macron fait subir à la population pour en avoir un aperçu.

J'ai lu que dès la maternelle on leur donnait des cours sur le sexisme ou le racisme, quel monde de dingues !

Pourquoi leur foutre dans la tête des trucs auxquels ils ne pensent pas ou qui ne leur viendront pas à l'esprit spontanément, pour qu'ils sachent très tôt qu'ils vont devoir vivre dans une société pourrie, qu'il faut qu'ils s'y préparent et s'y résignent. Cela doit être la version de l'homme ou de la femme libre que l'école serait censée former.

C'est vivre dans un univers carcéral qu'ils nous préparent, c'est cela le totalitarisme.

Belgique: un enseignant suspendu pour avoir montré une caricature de Mahomet - BFMTV 31 octobre 2020

Un enseignant a été suspendu cette semaine à Bruxelles pour avoir montré à ses élèves de 10-11 ans une caricature publiée par Charlie Hebdo montrant le prophète Mahomet nu à quatre pattes, qui a été jugée "obscène" par sa direction. BFMTV 31

octobre 2020

Plantu : "Je n'ai pas envie de m'excuser" - Euronews 27 octobre 2020

A Nice, Macron dénonce "une attaque terroriste islamiste" contre la France - AFP 29 octobre 2020

"Très clairement c'est la France qui est attaquée": Emmanuel Macron a dénoncé jeudi depuis Nice "une attaque terroriste islamiste" dans la basilique Notre-Dame qui a fait trois morts, et annoncé le passage de 3.000 à 7.000 soldats pour l'opération Sentinelle pour protéger les lieux de culte et les écoles. AFP 29 octobre 2020

"En France, il n'y a qu'une communauté. C'est la communauté nationale. Je veux dire à tous nos concitoyens, quelle que soit leur religion, qu'ils croient ou qu'ils ne croient pas, que nous devons, dans ces moments, nous unir et ne rien céder à l'esprit de division", a-t-il assuré.

Emmanuel Macron a encore appelé à "ne céder à aucun esprit de terreur". "Je sais que tous nos concitoyens sont aujourd'hui profondément choqués, bouleversés de ce qui vient une fois encore de se passer, donc j'appelle à l'unité". AFP 29 octobre 2020

Caricatures: manifestations à travers le monde musulman contre la France - AFP 28 octobre 2020

Caricatures: le Conseil des sages musulman d'Abou Dhabi annonce des poursuites contre Charlie Hebdo - BFMTV 27 octobre 2020

Ce conseil, regroupant des dignitaires musulmans de divers pays, "a décidé de mettre en place un comité de juristes internationaux pour poursuivre en justice Charlie Hebdo", a indiqué un tweet publié dans la nuit de lundi à mardi sur le compte de l'institution sunnite Al-Azhar, basée au Caire. Le conseil, présidé par le grand imam d'Al-Azhar, affirme qu'il envisage également de "poursuivre en justice quiconque offense l'islam et ses symboles sacrés". BFMTV 27 octobre 2020

Caricatures de Mahomet : Alger dénonce une « campagne enragée » - LePoint.fr 27 octobre 2020

L'Arabie Saoudite condamne les caricatures du prophète Mahomet - Reuters 28 octobre 2020

La Turquie s'insurge contre une caricature moquant Erdogan en une de "Charlie Hebdo" - Franceinfo 28 octobre 2020

Pour l'ex-Premier ministre malaisien, "les musulmans ont le droit de tuer des Français" - Europe1 29 octobre 2020

Pour le président indonésien, les propos de Macron "insultent" l'islam - BFMTV 31 octobre 2020

"La liberté d'expression qui blesse l'honneur, la pureté et le caractère sacré des valeurs et symboles religieux ne peut se justifier, et doit être arrêtée", a affirmé le président indonésien. BFMTV 31 octobre 2020

Caricatures : de nouvelles manifestations contre la France - euronews 30 octobre 2020

Des rassemblements se sont tenus du Bangladesh au Pakistan, en passant par le Liban, pour appeler au boycott des produits français et fustiger les positions d'Emmanuel Macron sur la liberté d'expression. euronews 30 octobre 2020

La France a trouvé son nouveau Dreyfus, il s'appelle 'Mohammed' Par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 23 octobre 2020

Extrait.

Le pays est tombé si bas que cette 'liberté d'expression' en est réduite à des caricatures d'une publication d'un goût plus que douteux. La 'liberté d'expression' à la française y est résumée à de piètres dessins, qui eussent été classés 'pornos' s'il c'était agit de photos, représentant – désolé pour la vulgarité – des trous de culs, des couilles, des bites, des vagins, et j'en passe… qui n'ont pour autre objectif que de choquer, d'insulter, d'humilier certains compatriotes. Voilà ce que sont devenues les 'Lumières' dont la France se gargarise tant, et qu'elle voudrait désormais imposer comme étendard. Il y a vraiment de quoi être fiers !

Et quand on lit que ce genre de torchon devrait être placardé partout et proposé aux collégiens âgés pour certains de 12 ans 'dès

la rentrée', on peut se poser de sérieuses questions sur ce qui anime l'esprit de tous ceux qui pensent ainsi – y compris au Ministère de l'Education nationale – sauf à rappeler le nombre incroyable d'abus sexuels sur mineurs (dont certains protagonistes sont régulièrement invités dans les médias) et aussi que le Ministre en cause fait l'objet de deux enquêtes pour viols – accusé dans la foulée de 'trafic d'influence' et de 'conflit d'intérêts'. Et qu'on ne peut oublier les frasques des Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande et plus récemment, de celle qui est devenue la 1è Dame de France après avoir initié une relation avec un mineur devenu Président de l'Etat. Sans passer sous silence le projet de loi que certains élus ressortent régulièrement pour abaisser la majorité sexuelle des jeunes… afin de pouvoir sans doute s'adonner à leurs fantasmes sans risque de poursuites ! D'un coup, on perçoit mieux l'image de cette France que d'aucuns veulent imposer à ceux qui à juste titre y résistent, et ne veulent pas que leurs enfants y adhèrent. (...)

En réalité, les projets de ce cercle politico-médiatique pervers sont de plus en plus clairs : distraire tous les frustrés – et ils semblent être nombreux sous la ceinture – de la Nation qui ainsi peuvent se lâcher dans une parole désormais 'décomplexée'. En vérité, la France ne défend pas la 'liberté d'expression' d'ailleurs régulièrement censurée quand elle ne convient pas au gotha, elle promeut le droit à la pornographie dès le plus jeune âge, nuance ! Mondialisation.ca, 23 octobre 2020

« Combattre le wahhabisme et le salafisme ici et ailleurs » par Mohamed El Bachir - Mondialisation.ca, 23 octobre 2020

Extrait.

...il faut rappeler qui sont les armuriers et les financiers des talibans, d'el Qaïda en Afghanistan puis au Moyen-Orient et, en particulier, de l'Etat islamique en Irak et en Syrie!

Concernant l'armurier, c'est le conseiller à la sécurité nationale du Président des États-Unis Jimmy Carter, de 1977 à 1981 qui le nomme.

En effet, à la question du journaliste du Nouvel Observateur (1998): « vous ne regrettez pas non plus d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes, des conseils à de futurs terroristes. »

Sans scrupule, le conseiller, Zbigniew Brzezinski, répond : « qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les Talibans ou la chute de l'Empire soviétique. Quelques excités islamistes où la libération de l'Europe centrale ? » (2)

Quant au financier, Bandar Ben Sultan, secrétaire général du Conseil de sécurité nationale de l'Arabie saoudite puis responsable des services de renseignement (2005-2012) n'hésite pas à confier que les saoudiens ont « créé ce mouvement [salafiste], et nous pouvons le contrôler. Ce n'est pas tant que nous ne voulons pas que les salafistes lancent des bombes, ce qui nous importe sur qui ils les lancent contre le Hezbollah, Moqtada al-Sadr, l'Iran et les Syriens, si ces derniers continuent de travailler avec le Hezbollah et l'Iran. » (3)

Ce qui n'a pas empêché, M.Valls, premier ministre de F. Hollande (2015), celui qui aujourd'hui pérore sur les plateaux de télévision, d'affirmer sans peur du ridicule que « Le pouvoir, en Arabie saoudite comme au Qatar, lutte contre Daech, ça c'est incontestable… » (4)

L'Etat français n'a rien à avoir avec l'armurier et le financier ?

Que nenni, concernant la politique internationale, exception faite de la présidence Chirac jusqu'en 2002, l'Etat français sous commandement otanien, est impliqué.

L'état de la Libye d'aujourd'hui est l'œuvre de l'Etat français, sous commandement américain. Caché derrière le masque de la responsabilité de protéger. Nul besoin d'énoncer une vérité que personne ne conteste : c'est sous commandement du ''camp du bien'' que les monarchies du Golfe ont instillé le poison dans les sociétés arabes. Avec souvent, l'indigence intellectuelle sinon la complicité de certaines classes dirigeantes arabes.

En affirmant que « ce sont des champions de la mort, et nous sommes pour la vie » (5), Robert Badinter oublie d'ajouter que les dirigeants occidentaux y compris français ont participé à l'instrumentalisation de ces champions de la mort. En tout cas, le même R. Badinter n'a nullement dénoncé l'accueil à bras ouvert par le Quai d'Orsay de l'ancien djihadiste au côté de Ben Laden en Afghanistan, le libyen Abdelhakim Belhadj (6). On feint d'oublier que l'Etat français sous l'étendard de l'Otan a détruit un pays et livrer son président à une horde de sauvages. Cela s'est passé sous la présidence de N. Sarkozy...

Irak, Libye… Syrie… Et qu'en est-il du Yémen ? La bonne conscience française n'en parle pas. On se contente de tirer profit de la vente d'armes à l'allié wahhabite et de lui fournir un soutien logistique. C'est l'universitaire Youssef Chiheb qui, le 7 juillet 2020, devant la commission d'enquête du Sénat conclut son exposé ainsi :

« il faut aussi sortir du politiquement correct dans nos relations avec les pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite ou le Qatar. La première exporte le wahhabisme et le second finance l'islamisme, pour ne pas dire autre chose, en sus de la caricature consistant à souligner qu'il finance le Paris Saint-Germain Football Club (PSG) » (7).

J'ajoute de ma modeste place que le conseil du professeur Youssef Chiheb est au-dessous de la réalité. Car il ne s'agit pas d'un simple politiquement correct mais d'une alliance stratégique sous commandement otanien, habillé du manteau des droits de l'homme. Des droits de l'homme qui servent triplement : assurer mon petit monde en lui procurant un supplément d'âme, diaboliser l'autre monde et légitimer les interventions militaires.

Perpétuer la domination économique au Moyen-Orient avec pour but stratégique : morceler les Etats arabes. Un morcellement nécessaire pour garantir la suprématie d'Israël. Une suprématie qui passe par l'endiguement de l'Iran et le désarmement de la résistance libanaise. Et c'est avec la bénédiction du président français que Saad Hariri trois fois premier ministre du Liban, va rempiler une 4° fois. Or, il a participé amplement au développement de la corruption au Liban, pour ne pas dire plus. L'homme giflé des saoudiens veut former un gouvernement de ''technocrates'', dans un pays qui est l'un des centres névralgiques de la géostratégie régionale.

Par technocrates, il faut comprendre que les mesures économiques et politiques du futur gouvernement libanais seront considérées comme relevant d'une vérité scientifique et donc indiscutables…C'est la résistance libanaise dont le Hezbollah qui est en ligne de mire…

Enfin, à ceux qui croient que ce n'est pas cette direction qui est prise, la représentante américaine au Conseil de sécurité de l'ONU, Kelly Craft, leur répond en martelant le mardi 20 octobre 2020, dans l'enceinte de l'O.N.U : « il n'y aura pas de paix au Yémen et dans la région qu'après l'adoption de la voie de rétablissement des relations avec Israël. » (8).

(2)https://blogs.mediapart.fr/danyves/blog/081215/8-dec-2015-oui-la-cia-est-entree-en-afghanistan-avant-les-russes-par-zbigniew-brzezinski

(3)http://questionscritiques.free.fr/dossiers/Seymour_Hersh/Etats-Unis_Proche-Orient_redirection_260207.htm

(4)https://www.lepoint.fr/monde/arabie-saoudite-et-qatar-des-allies-encombrants-pour-la-france-26-11-2015-1984895_24.php

(5)https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/enseignant-decapite-dans-les-yvelines/video-assassinat-de-samuel-paty-robert-badinter-appelle-a-defendre-la-republique-face-aux-champions-de-la-mort_4150241.html

(6)https://www.afrique-asie.fr/francelibye-adelhakim-belhadj-finances-avions-terrorisme-politique-et-quai-dorsay/

(7)http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20191202/ce_radicalisation.html

(8)https://french.almanar.com.lb/1907138

TROISIEME PARTIE

POLITIQUE

Chili

Les Chiliens plébiscitent à une large majorité un changement de Constitution - Franceinfo 26 octobre 2020

Selon des résultats quasi définitifs portant sur plus de 99% des bureaux de vote, les suffrages favorables à une nouvelle Constitution l'emportaient largement avec 78,28% des voix, contre 21,72% pour le vote rejetant cette option. La participation s'élève à environ 50%, selon l'autorité électorale. Franceinfo 26 octobre 2020

ECONOMIE

Bourses

- Nouvelles sueurs froides pour les Bourses à cause de la pandémie - AFP 31 octobre 2020

Les marchés européens ont fini en ordre dispersé vendredi après une semaine perturbée par les incertitudes économiques liées à la crise sanitaire

Le durcissement des restrictions face à la deuxième vague de Covid-19 a provoqué cette semaine un nouveau vent de frayeur sur les Bourses en Europe et outre-Atlantique, après les angoisses du mois de mars.

Personne n'a été épargné: -8,6% à Francfort, -7,0% à Milan, -4,8% à Londres, -6,4% à Paris ... à la clôture vendredi.

A Wall Street, où se sont aussi greffées les inquiétudes croissantes autour de l'élection présidentielle américaine du 3 novembre, le Dow Jones a perdu presque 6,5% et le Nasdaq, à forte coloration technologique, près de 5,5%, essuyant leurs pire semaine et mois depuis mars.

L'EuroStoxx 50, composé des plus grosses valeurs européennes, a perdu 7,5%, là aussi la plus forte chute depuis mars.

Les indices se sont parés de rouge vif à mesure que les annonces de restrictions économiques sont devenues imminentes. Le pic de la tension a eu lieu mercredi, juste avant des annonces française et allemande, et s'est propagé sur toutes les autres places mondiales, de l'Asie à Wall Street.

Aux Etats-Unis, l'"indice de la peur", le VIX, traduisant la volatilité des marchés, a renoué mercredi avec ses plus hauts depuis quatre mois.

Alors qu'ils avaient déjà les yeux tournés vers le retour de la croissance et d'une relative sérénité, les investisseurs ont senti à nouveau la terre trembler, "une réplique après l'épicentre du stress en février-mars", résume Alexandre Baradez, analyste chez IG France.

- La tech rattrapée -

Les secteurs les plus meurtris par la première vague ont encore subi les affres de la pandémie en début de semaine.

Les trois banques de l'indice parisien CAC 40, Crédit Agricole, BNP Paribas et Société Générale, dont les cours redressaient la tête, ont dégringolé de nouveau, perdant chacune environ 10%.

L'industrie, le tourisme et les valeurs liées aux matières premières, dont le pétrole, ont fortement souffert, en raison des craintes d'une baisse massive de la demande. Déjà au plus bas, Total a encore chuté de 8%, et BP de près de 4,5% à Londres.

L'épidémie a complètement éclipsé les résultats, dans l'ensemble rassurants, enregistrés par ces entreprises au cours du troisième trimestre, dans une économie de nouveau ouverte.

Cette seconde vague n'épargne personne, pas même les grands gagnants de la crise sanitaire, les sociétés technologiques, finalement rattrapées par les conséquences du ralentissement économique.

Aux Etats-Unis, les investisseurs se sont focalisés sur les aspects négatifs des prévisions des entreprises faisant plonger Facebook (-6,31%), Amazon (-5,45%) et surtout Twitter (-21,11%).

Le géant allemand des logiciels SAP a été amputé d'un quart de sa valorisation sur la semaine, après avoir annoncé craindre que la crise ne freine finalement les commandes de ses clients. Atos, qui a abandonné 10% ou Worldline avec -9% en France, ont aussi nettement freiné.

- Pas de panique -

Les marchés n'ont toutefois pas perdu pied. "Il n'y a pas eu de ventes massives liées à une panique", relève Mikael Jacoby, responsable du courtage Europe continentale à Oddo Securities. Les marchés avaient perdu jusqu'à 20% de leur valeur en une semaine au pire de la crise de mars.

"On expérimente quelque chose de déjà connu, et le confinement en France est ressenti comme moins contraignant", poursuit-il.

Surtout, les marchés ont encore été rassurés par la position de la Banque centrale européenne (BCE), dont les mesures servent de filet de sécurité sur les marchés depuis mars.

La présidente de l'institution Christine Lagarde a clairement laissé entendre que des mesures additionnelles seraient prises lors de

sa prochaine réunion en décembre.

Même avec un péril provisoirement écarté, la prudence reste de mise à quelques jours du scrutin présidentiel américain, mardi.

"L'incertitude c'est le grand mot", a résumé Maris Ogg de Tower Bridge Advisors.

"On est incertain sur de multiples fronts, avec les élections, avec le virus en Europe, sans oublier que l'Europe n'est qu'à deux, trois semaines d'avance sur nous" en terme d'évolution de l'épidémie, a ajouté cette analyste américaine. AFP 31 octobre 2020

Banques.

1- Les banques ont durci les conditions de crédit aux entreprises au troisième trimestre - latribune.fr 27 octobre 2020

En raison de la détérioration des « perspectives économiques » et de « la solvabilité des consommateurs touchés par la pandémie », les conditions d'octroi de crédits aux entreprises se sont resserrées au troisième trimestre dans la zone euro, selon une étude de la Banque centrale européenne (BCE).

Pour le quatrième trimestre 2020, les banques s'attendent à ce que les normes de crédit continuent de se tendre pour les entreprises et ménages, reflétant les inquiétudes tant sur la reprise économique que sur la prolongation des mesures de soutien budgétaire. Dans un communiqué séparé, la BCE a indiqué que la croissance des crédits au secteur privé - entreprises et ménages - s'est maintenue à 4,6% en septembre, comme en août. latribune.fr 27 octobre 2020

Fed

2- États-Unis : la Fed élargit son programme de prêts pour toucher plus de petites entreprises AFP 30 octobre 2020

Le programme d'aide gouvernemental a pris fin en août, et la Maison Blanche et le Congrès n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un nouveau plan d'aides. Or de nombreux secteurs économiques sont toujours sinistrés, comme l'hôtellerie, la restauration ou le tourisme.

Le programme d'aide gouvernemental a pris fin en août, et la Maison Blanche et le Congrès n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un nouveau plan d'aides. Or de nombreux secteurs économiques sont toujours sinistrés, comme l'hôtellerie, la restauration ou le tourisme. (Crédits : Shannon Stapleton) C'est la troisième fois que la Réserve fédérale élargit ce programme, car, au départ, l'aide était destinée aux très grandes entreprises. La Fed s'est rendu compte qu'il fallait aussi apporter une aide adaptée aux entreprises plus petites "qui emploient des millions de personnes et font face à des baisses continues de revenus en raison de la pandémie".

La Banque centrale américaine, la Fed, a de nouveau élargi son programme de prêts aux petites et moyennes entreprises et aux associations, abaissant le montant minimum d'argent pouvant leur être prêté afin de permettre à un plus grand nombre d'en bénéficier, a-t-elle annoncé vendredi. Le montant minimum d'argent prêté est désormais de 100.000 dollars, contre 250.000 auparavant.

C'est la troisième fois que la Réserve fédérale élargit ce programme, afin d'apporter un "soutien mieux ciblé à des entreprises plus petites qui emploient des millions de personnes et font face à des baisses continues de revenus en raison de la pandémie", détaille le communiqué.

Au départ, l'aide était destinée aux très grandes entreprises

Le montant minimum était initialement de 1 million de dollars. Il s'agissait de prêter de l'argent aux entreprises trop grandes pour pouvoir bénéficier des prêts mis en place par l'administration Trump et le Congrès dans le cadre du plan de relance de l'économie américaine.

Mais ce programme gouvernemental a pris fin en août, et la Maison Blanche et le Congrès n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un nouveau plan d'aides. Or de nombreux secteurs économiques sont toujours sinistrés, comme l'hôtellerie, la restauration ou le tourisme. Des prêts obligatoirement remboursables

La Banque centrale précise avoir, à ce stade, réalisé 400 prêts, pour un total de 3,7 milliards de dollars, dans le cadre de ce programme établi avec le Trésor - le ministère américain de l'Economie. Mais seuls 10% des prêts sont inférieurs à 1 million de dollars.

Contrairement aux prêts gouvernementaux, qui pouvaient être transformés en subventions pour les entreprises qui les utilisaient

en majorité pour payer les salaires, ceux de la Fed ne peuvent pas être effacés et doivent être remboursés.

IDE

- Covid-19 : les investissements directs à l'étranger (IDE) chutent partout dans le monde - latribune.fr 27 octobre 2020

La crise du coronavirus devrait faire plonger les investissements directs à l'étranger (IDE) de -30% à -40% cette année, selon les estimations des économistes de l'ONU. Une reprise est attendue seulement pour 2022.

Les confinements et la perspective d'une profonde récession mondiale ont considérablement réduit les investissements directs à l'étranger (IDE, ou FDI en anglais pour Foreign Direct Investment). C'est ce qu'explique la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) dans un rapport ce mardi 27 octobre. Les IDE sont les investissements par lesquels une entreprise résidente dans un pays acquiert un intérêt durable dans une entité résidente dans un autre pays. Cette notion d'intérêt durable permet de distinguer les IDE des flux purement financiers et plus fluctuants.

Selon la Cnuced, ces investissements transfrontaliers ont chuté de -49% au premier semestre 2020 par rapport à la même période l'an dernier. Du financement des infrastructures aux fusions et acquisitions, toutes les principales formes d'investissement étranger ont été touchées. « La baisse a été assez drastique », a déclaré le directeur de la Division de l'investissement et des entreprises à la Cnuced, James Zhan, en conférence de presse.

La chute des IDE devrait ralentir au second semestre, donnant lieu à une baisse annuelle de -30% à -40% sur l'ensemble de l'année, conforme aux précédentes prédictions de la Cnuced. Cependant, comme l'a souligné James Zhan : « Les perspectives restent très incertaines, et dépendent de la durée de la crise sanitaire et de l'efficacité des interventions politiques visant à atténuer les effets économiques de la pandémie ». Les risques géopolitiques accroissent également l'incertitude, a-t-il expliqué. latribune.fr 27 octobre 2020

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

La classe moyenne américaine n'est plus épargnée par la pauvreté - AFP 28 octobre 2020

"On essaie d'économiser ce que l'on peut": Keith, 52 ans, s'est résolu à venir chercher un panier repas distribué gracieusement sur le parking d'une association caritative de Bethesda, dans la banlieue huppée de Washington.

Le quinquagénaire, conseiller en gestion de patrimoine habitant le nord de la ville, n'a pas perdu son travail, mais la pandémie de Covid-19 a fait chuter la demande pour ses services financiers et ses revenus se sont réduits comme peau de chagrin.

Comme lui, de plus en plus de personnes de la classe moyenne inférieure basculent dans la pauvreté, conséquence des ravages économiques et sociaux de la pandémie qui dominent les débats de la campagne pour la présidentielle du 3 novembre.

"C'est la deuxième fois que je viens ici", soupire Keith, qui a requis l'anonymat. "Je ne reviendrai que si j'en ai vraiment besoin", explique cet homme élégant, vêtu d'un polo rouge rayé.

Le comté de Montgomery où se situe la ville de Bethesda, dans le Maryland, est l'un des plus riches des Etats-Unis.

"Mais avant même la pandémie, ce comté prospère comptait 65.000 personnes en insécurité alimentaire", souligne Anne Derse, diacre à l'église épiscopale St John's Norwood, un des partenaires de la banque alimentaire "Nourish Now".

Ce nombre a rapidement grimpé à 95.000.

"Nous pensions toucher 100 à 150 familles", dit-elle. Ce sont 200 à 250, parfois plus, qui se pressent ici. Les bénévoles sont, eux, souvent à court de nourriture à distribuer au bout d'une heure seulement.

L'opération a démarré le 14 août et va se poursuivre jusqu'en février, ajoute John Ross, qui dirige le ministère des hommes à St John, tout en relevant la nécessité de trouver des solutions pérennes.

Dans la région, il y avait bien des poches de pauvreté et les écarts de salaires étaient considérables, mais la pandémie fait sombrer des familles qui n'auraient jamais imaginé être à court d'argent pour se nourrir. "C'est la première fois que je viens demander de la nourriture", confirme Joey, qui préfère taire son nom. La quadragénaire aux longs cheveux noirs a été licenciée en avril d'une maison de retraite. Après avoir puisé dans ses économies, elle n'a plus rien.

- "De l'autre côté de la barrière" -

"De nombreuses personnes qui nous appellent nous racontent qu'elles n'ont jamais eu auparavant à demander de la nourriture parce qu'elles avaient un salaire régulier ou quelqu'un dans le foyer en avait un", témoigne Radha Muthiah, présidente de la banque alimentaire Capital Area.

Cette dernière distribue plus de 30 millions de repas chaque année à Washington et dans sa banlieue proche des Etats du Maryland et de Virginie.

Certains nouveaux "clients" étaient bénévoles, d'autres étaient même donateurs de l'organisation caritative.

"Ils sont désormais de l'autre côté de la barrière", raconte Mme Muthiah.

Le nombre de personnes venant chercher un repas a fortement augmenté ces huit derniers mois. Et ce sont les deux comtés les plus riches, Montgomery et Fairfax, en Virginie, qui voient leur taux d'insécurité alimentaire augmenter le plus depuis le début de la pandémie.

"C'est donc très hautement corrélé avec la perte d'emplois", observe Mme Muthiah.

En 2019, le taux de pauvreté était pourtant tombé à 10,5% aux Etats-Unis, son plus bas niveau depuis 1959, année des premières statistiques sur le sujet.

Mais une étude récente de l'université de Columbia montre que la pandémie a fait sombrer 8 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté aux Etats-Unis depuis mai.

Dans un premier temps en avril et mai, les aides généreuses de l'Etat --600 dollars d'indemnité chômage hebdomadaire et chèque aux foyers les plus fragiles-- ont réduit la pauvreté, explique Zachary Parolin, qui a dirigé cette étude.

Puis la courbe s'est inversée "tout au long de l'été" quand ces aides ont expiré. Et en août et septembre, "les taux de pauvreté sont plus élevés qu'avant le début de la crise", relève-t-il.

C'est "la preuve évidente" que si l'on veut réduire la pauvreté, il faut que le Congrès vote un nouveau paquet d'aides "dès que possible", ajoute-t-il.

D'autant que "même si un vaccin devenait disponible, la dislocation économique ne va pas disparaître du jour au lendemain", renchérit John Ross, de l'église St John.

L'aide gouvernementale est "indispensable" pour aider à payer les factures, les loyers, souligne Radha Muthiah.

En 2019, il y avait 34 millions de personnes dans la pauvreté aux Etats-Unis. AFP 28 octobre 2020

QUATRIEME PARTIE

Quelques réflexions politiques et autres.

1- Mais dites-moi, avec le confinement à rallonge, vous allez disposer de davantage de temps pour lire les causeries depuis août 96, profitez-en !

Ici, à Trichitrambalum, à 10 kilomètres de Pondichéry, on est libre, on ne porte pas de masque, tout n'est pas encore totalement revenu à la normale, par exemple les gosses ne vont à l'école que le matin et les bus sont rares, mais c'est tout, tout le monde bosse ou presque, comme d'habitude.

C'est la saison de la mousson, c'est la période des épidémies saisonnières, je n'énumèrerai pas les virus, la liste est trop longue, non mais je ne déconne pas, ils feront leur lot de morts habituels, et alors il faut bien mourir de quelque chose un jour, non ?

2- On n'a même plus le droit de mourir en paix, ils nous ont déclaré la guerre, qu'attendons-nous pour nous défendre et passer à l'offensive ?

3- 1984 - 2020. On vient de passer de la fiction à la réalité.

Incroyable ? Pas vraiment. On l'avait vu venir depuis longtemps ou on avait pressenti il y a 10 ans qu'on y arrivait.

On n'a jamais perdu de vue, que quoi qu'on dise du régime en place, cela a toujours été une dictature, une dictature qui demeurait inachevée, donc supportable, et bien maintenant on a la totale, assumée, insupportable, nous sommes passés sous un régime totalitaire ; en France, en Inde on avait déjà un régime semi-féodal, c'est à peu de choses près la même chose, bienvenue au club des désespérés !

En France l'état d'esprit colonial ou internationaliste (sic!) du petit bourgeois repu, à la bonne conscience, propre sur lui, un peu moins à l'intérieur, n'y aura pas échappé. En Inde on avait Modi le milicien de l'extrême droite, en France vous avez écopé de Macron le milicien de l'extrême-centre, là encore c'est du pareil au même, des monstres instrumentalisés ou conçus par l'oligarchie financière.

Qui va caractériser ainsi le régime en France ? Ceux qui maquillèrent en démocratie une dictature ? Quelle gravissime et fatale illusion !

4- L'absence d'adhésion à ce portail ou à ce courant politique montre bien à quel point les esprits soi-disant les plus éclairés, évolués ou conscients sont en réalité gangrenés ou corrompus par l'idéologie dominante.

5- Comme je n'ai pas de mémoire et j'ai une petite tête, ce qui est un lourd handicap, quand j'ai besoin de savoir quelque chose, je sais où chercher, c'est plus fastidieux, mais parfois c'est plus sûr.

Le nombre d'informations qui nous viennent du monde entier quotidiennement, est quelque chose d'inédit que malheureusement on ne sait pas gérer. Ce flux d'informations nous submerge rapidement si on n'y fait pas attention, au point de nous étouffer ou nous réduire à l'impuissance parce qu'on n'en tirera finalement aucun profit, pire, aucun enseignement pratique.

Quoiqu'on lise ou apprenne ne change fondamentalement rien à notre comportement, c'est ce qu'on peut observer, parce qu'on demeure incapable de faire la part des choses, on en reste à nos certitudes somme toute superficielles, inconsistantes, incohérentes. On a beau savoir ou avoir plus ou moins conscience qu'elles reposent sur une base erronée ou comportent bien des contradictions, on s'y accroche malgré tout.

L'inertie de la société et du passé est un fardeau qui pèse si lourd sur les épaules de chacun, qu'elle asphyxie littéralement notre imagination, qui pour être efficace devrait tirer sa substance du présent. Et l'absence cruelle d'imagination ou la manière dont elle est détournée, nous empêche de concevoir à la fois qu'il pourrait exister une société meilleure et les moyens qui permettraient d'y parvenir.

Il en va de même, quand on n'en a pas conscience, des fonctions cognitives qui puisent dans notre inconscience pour mieux servir le passé plutôt que d'en sortir, y rester. C'est la raison pour laquelle l'orientation du régime ramène sans cesse à l'Ancien Régime, au règne d'une monarchie absolue, à l'époque lointaine mais persistante de la sauvagerie, de la barbarie, donc avant même que les classes et la lutte des classes existent, et le fait que la lutte de classe des exploités et des opprimés soit actuellement neutralisée, montre à quel point avoir un cerveau figé dans le passé et incapable de saisir le présent se condamne à vivre la tragique expérience d'une dictature totalitaire, la version modernisée d'une monarchie absolue.

On pourrait écrire des tomes entiers sur ce sujet. Remarquons pour conclure cette réflexion, que tout ce que l'homme a conçu comme un progrès depuis l'avènement du capitalisme, s'est retourné systématiquement contre lui, et qu'à aucun moment il n'en a pris réellement conscience. Il aura fallu attendre que la société en arrive au point de pourriture immonde actuelle pour qu'il commence enfin à se poser de sérieuses questions sur le monstre qu'il a créé et son destin.

Avec Marx et Engels, nous affirmons depuis plus d'un siècle et demi que le capitalisme n'était pas réformable. Vous avouerez que depuis, il a eu largement le temps de le démontrer. Peu importe, tout le monde ou presque s'y raccroche désespérément. Personne ou presque ne tient à aller jusqu'au bout de son analyse de la situation actuelle, par crainte d'en arriver

au même constat que Marx et Engels, qui impliquerait d'en tirer des conséquences pratiques ou de s'engager dans le combat politique révolutionnaire pour changer de régime, de société.

A ceux-là qui baignent dans un conformisme qu'il faut bien appelé réactionnaire, combien de temps allez-vous soutenir encore le régime totalitaire en place, ne vous a-t-il pas suffisamment pourri l'existence, vous en réclamez encore, alors vous allez être servis, ce sera la seule certitude qu'on vous concèdera, hélas ! Chacun se reconnaîtra en fonction de son degré d'allégeance au régime, on n'ose pas dire indépendance, car la plupart de ceux qui évoquent la rupture avec le régime en parlent au futur et c'est également valable pour eux.

6- De quoi vous donner des idées.

Une nouvelle menace : La révolution

La guerre 1914-1918 - Episode 6 - La menace révolutionnaire

https://www.youtube.com/watch?v=vdl9FSlMRBE

8 mars 1917. La foule pille les boulangeries, incendie les postes de police... c'est la révolution, une révolution spontanée. La dynastie des Romanov s'est écroulée en quelques heures. Dixit le commentateur.

Le journaliste de CBS ne pouvait pas nier ce constat, pour le reste son commentaire est fabriqué et ne correspond pas à la réalité ou elle est en grande partie falsifiée. Un exemple, il est faux d'attribuer la manifestation du 17 juillet 1917 aux bolcheviks, ils avaient même prédit un massacre si elle avait lieu, et je crois me souvenir qu'ils refusèrent d'y appeler jusqu'au bout, et quand le commentateur insinue qu'ils n'y avaient pas participé, je cite : "ils n'étaient pas dans les rangs du peuple", qui leur aurait servi de chair à canon pour assouvir leur soif de pouvoir, il tombe dans la propagande abjecte de la réaction.

La poursuite de la guerre servit aux impérialistes français et britannique à éviter la révolution. On voit dans ce documentaire des gosses britanniques d'une dizaine d'années sous l'uniforme et en armes prêts à partir pour le front se faire massacrer, il y en eut de toute âge par dizaines de milliers, pour servir le roi ! Ils ont toujours eu un faible pour la jeunesse, qui en douterait ?

Demain les gosses de 6 ans vont être muselés en France avec le concours du mouvement ouvrier et de son avant-garde révolutionnaire (sic!), alors vive le roi Macron !

Le camp de la conformité ou le camps de la vérité.

Didier Raoult: Ce Que Les Medias Ne Veulent Pas Que l'On Sache - H5 Motivation 26 juin 2020

https://www.youtube.com/watch?v=_OZ49c3KrQU

Oublions Raoult. Vidéo hors sol, hors des clous de la lutte des classes, un brin moralisatrice penseront certains, où cependant ressort ce qui distingue l'homme de l'animal sauvage, auquel la plupart des hommes ressemblent à bien des égards habituellement, ce qu'on a un peu trop tendance à oublier parfois, ne serait-ce que par leur indifférence à l'effroyable destin dont sont victimes à leur époque des millions d'hommes et de femmes, ainsi que des enfants partout dans le monde et cela génération après génération.

La méthode pédagogique basée sur la psychologique pour aborder la démagogie ou la bonne conscience dans laquelle se drape bien des personnes ou militants, est un autre angle d'attaque qui peut faire réfléchir ou permettre de progresser.

Finalement, quand on laisse tomber ses oeillères (et sa muselière, sic!), on s'aperçoit que lorsqu'on va jusqu'au bout de la morale qui est exposée ici, on en arrive à la conclusion qu'elle est incompatible avec l'existence d'un régime basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, donc avec le capitalisme. Cela n'est pas dit tel quel, mais c'est l'enseignement politique qu'on peut en tirer.

La civilisation humaine à la croisée des chemins.

Le triomphe de l’hyper-capitalisme financier

Si « l’aristocratie stato-financière » incarnée par Macron, peut faire tout ce qu’elle veut, sans rencontrer d’opposition, n’est-ce pas parce que le monde de Macron, l’ordre mondial du 21ème siècle, a déjà triomphé, comme le dit Olivier Passet ?

« Nous ne sommes pas aujourd'hui à la fin d'un monde, mais bien à son apogée … Jamais le grand rêve de la finance de marché de reporter les risques sur les autres agents, et notamment sur les personnes et de s'immuniser contre les aléas de l'économie réelle n'a atteint un tel degré. Si l'on veut avoir une preuve, il suffit de regarder les cours de bourse et tout ce qui a été mis en œuvre pour obtenir un résultat aussi improbable … Les fonds de gestion d'actifs ont plus que jamais la main sur les choix d'investissement, autrement dit sur la construction du monde de demain. »

Alors c'est quoi la Mission de Macron ?

Ne peut-on pas conclure de tout ce qui précède que la Mission de Macron – et de l'aristocratie stato-financière française – est de nous « émanciper » de nos acquis sociaux, de nos protections sociales et de nos libertés, pour que, dépouillés de ces encombrants archaïsmes, nous puissions enfin entrer au paradis de « l'ordre mondial du 21ème siècle » qu'il nous a promis, un ordre dominé par le Grand Capital financier et technologique dans lequel nous serons tous ubérisés, vaccinés, tracés et robotisés pour notre plus grand bien ? (Que se passe-t-il dans la tête de Macron? Sait-il ce qu'il fait? Que veut-il au juste? par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 30 octobre 2020)

LVOG - On en revient toujours à socialisme ou barbarie, la barbarie étant le point d'orgue du capitalisme selon la logique du processus historique, et non la volonté d'on ne sait pas qui, à défaut d'en prendre conscience pour passer au socialisme. C'est un peu comme lorsqu'on a ouvert le gaz, soit on pense à le couper et on s'en sort, soit on l'oublie et on saute avec tout ce qui est autour.

Parole d'internaute

1- "Nous aspirons à accorder notre confiance au « genre humain », terme général, c'est-à-dire une construction abstraite raisonnée, alors que la confiance est un sentiment qui se crée entre les individus."

LVOG - On pourrait dire qu'il existe une multitude de rapports dans la société dont on se fout finalement du contenu. L'ouvriérisme en est la pire et détestable caricature.

2- "En effet nous sommes révoltés et outrés de tout ce qui se passe en ce moment ! Nous nous exprimons au moyen de commentaires et nous nous indignons en petit comité mais nous restons passifs faute d'organisation de la rébellion ! Il est urgent d'agir contre ce totalitarisme et cet asservissement !"

LVOG - Sans organisation on est foutu...

3- "Là il faut se révolter ont va pas se laisser assassiner sans réagir."

LVOG - Qui sait ? Il existe de nombreux précédents, non ? Comme en 1917, les masses pourraient se saisir de n'importe quel appel pour se soulever, c'est possible.

Comment fonctionne la propagande du totalitarisme.

- On sait depuis l'Antiquité que la propagande est d'autant plus convaincante qu'elle ne se heurte pas à des arguments contraires. Depuis un siècle, les spécialistes se sont demandés comment instaurer une situation où il n'y aurait plus qu'un seul canal d'information. Certains ont posé qu'il fallait répéter à satiété le message que l'on voulait faire passer jusqu'à étouffer la contradiction ; d'autres qu'il fallait sélectionner les participants aux débats. L'Otan tente une troisième voie à l'heure des réseaux sociaux : créer un consensus véhiculant le message et discréditer les capacités intellectuelles de ceux qui s'y opposent. (Propagande : appel d'offres de l'Otan - Réseau Voltaire 22 octobre 2020)

Lu dans un blog suisse

- Depuis quelque temps la censure de l'information s'amplifie, celle des grands medias et des réseaux sociaux. Il n'y a presque pas de jour où Youtube, Facebook ou Twitter ne suppriment un message non conforme à la pensée officielle ou susceptible de gêner quelque grande entreprise. Le monde orwellien arrive à grands pas : le « vrai » devient le « faux », et le « faux » devient le « vrai »…

Tout le monde a pu le constater à l'occasion de l'épidémie de covid19, qui a agi à cet égard comme un puissant révélateur. Les injonctions présentées comme nécessaires ont peu après été qualifiées d'inutiles, ou l'inverse. L'évidence a été niée, et les remèdes efficaces et bon marché ont été qualifiés de dangereux. Des travaux prétendument scientifiques, mais manifestement falsifiés, ont été publiés dans des revues supposées sérieuses, servant de justification à des décisions erronées des autorités de santé publique.

Tout ceci ne serait pas vraiment inquiétant s'il n'y avait pas des conséquences sur la santé et la survie de populations entières.

Mais imposer par le mensonge de mauvaises décisions en matière de santé peut causer la mort de centaines de milliers de personnes.

Notre santé est menacée par ces manipulations de l'information, et il devient vital de dénoncer les mensonges de certains experts ou soi-disant scientifiques incompétents ou corrompus.

Evoquer la « ***liberté de la presse*** » relève du plus éhonté des mensonges.

De la « liberté de la presse » sur le front de la « guerre des classes »… Par Vincent Gouysse - Mondialisation.ca, 26 octobre 2020

Extrait

Dans tous les pays bourgeois développés, l'intégralité de la grande presse officielle est contrôlée soit directement par des conglomérats de presse, soit indirectement par les annonceurs qui sinon la déserteraient. A elle seule, la puissante Hearst corporation contrôle aujourd'hui à travers le monde plus d'une cinquantaine de journaux, une trentaine de chaînes de télévisions et 300 magazines.

Aussi, parler de « liberté de la presse » relève du plus éhonté des mensonges.

Pour illustrer ceci, nous nous contenterons de citer un témoin direct de ces pratiques : John Swinton. Si son témoignage n'est plus de toute première jeunesse - cela fera bientôt un siècle et demi qu'il a été concédé -, sa valeur n'en reste pas moins très grande, car depuis cette époque, l'emprise du Capital sur la presse « libre » ne s'est point desserrée, bien au contraire… S'adressant à ses collègues journalistes du New York Times, il affirma sans détour que :

« La presse indépendante n'existe pas en Amérique en dehors des villes de province. Vous êtes tous des esclaves. Vous le savez, et je le sais. Aucun d'entre vous n'ose honnêtement exprimer son opinion. Si vous l'exprimiez, vous sauriez d'avance qu'elle ne serait jamais publiée. Je suis payé 150 $ pour laisser mes propres opinions à la porte d'entrée du journal pour lequel je travaille. Vous autres également, êtes payés pour faire la même chose. Si je permettais la publication des opinions honnêtes dans un tirage de mon journal, je me retrouverai dans la même situation qu'Othello dans les 24 heures. La personne qui serait assez idiote pour écrire ses propres opinions serait jetée à la rue et devrait se chercher un autre travail. L'activité d'un journaliste de New York consiste à déformer la vérité, à mentir catégoriquement, à pervertir, à diffamer, à se prosterner devant Mammon, à vendre son pays et sa race contre son pain quotidien, ou ce qui revient au même, contre son salaire. Vous savez tout-ceci et je le sais également. Quelle sottise que de porter un toast à la « presse indépendante » ! Nous sommes les instruments et les vassaux des hommes riches qui demeurent dans la coulisse. Nous sommes des marionnettes. Ils tirent les ficelles et nous dansons. Notre temps, nos talents, nos vies, nos capacités, toutes ces choses sont la propriété d'autres hommes. Nous sommes des prostituées intellectuelles ».(8)

Cette lucidité et cette honnêteté dans les propos étaient encore possibles à une époque où la guerre entre le Travail et le Capital n'avait pas encore aboutit à des batailles de grande envergure. Pour les classes possédantes, en particulier aux USA, la menace communiste était alors encore naissante, lointaine et même hypothétique.

Aujourd'hui, un tel aveu serait impensable, car la relative paix sociale dont jouit encore la bourgeoisie est en grande partie garantie par la formidable machinerie de duperie et d'abrutissement des masses exploitées que constituent les médias « libres ».

Citons à titre d'exemple récent, la gigantesque campagne de mystification entourant l'intervention impérialiste française en Centrafrique, ou plus justement « en Françafrique », selon le lapsus révélateur concédé le 2 janvier dernier sur BFM-TV par Bernard Kouchner… Alors que tous les médias officiels ont juré que la France n'avait aucun intérêt économique à y défendre et n'y faisait le « gendarme » que pour des raisons « humanitaires », c'est en fait la crainte de monopoles comme Areva, Total et Bolloré de perdre le contrôle sur les réserves d'or, de diamants, de pétrole et d'uranium contenues dans le riche sous-sol du pays qui a motivé cette énième ingérence coloniale de notre impérialisme, une ingérence qui n'a conduit qu'à y aggraver les conflits interethniques et confessionnels.

Ainsi, il n'y a plus guère plus que sur la toile où l'on puisse trouver des médias alternatifs qui ne soient pas bâillonnés par le Capital. Mais jusqu'à quand l'ordre capitaliste tolèrera-t-il l'existence de ce dernier espace de liberté d'expression publique encore accessible aux larges masses exploitées ?

Jusqu'au jour où les esclaves du Capital fuiront massivement les médias officiels comme la peste et où cette industrie de l'intoxication aura perdu l'essentiel de son emprise sur eux. L'ordre bourgeois vacillant fera alors tomber son masque « démocratique » et réprimera sauvagement tout ce qui viendra menacer son fondement : l'esclavage salarié . Mondialisation.ca, 26 octobre 2020!

8- Discours prononcé par John Swinton, éditorialiste en chef du New York Times, devant ses journalistes au dîner organisé à l'occasion de son départ du journal en 1870. Source du texte anglais : http://en.wikiquote.org/wiki/John_Swinton

LVOG - On va le garder ce témoignage, on va l'ajouter à la page d'accueil du portail LVOG.

Pandémie de populisme.

Comment expliquez-vous que la France soit passée du pays où figurait l'extrême gauche la plus influente dans le mouvement ouvrier, au pays le plus réactionnaire de la planète 40 ans plus tard ?

La réponse pourrait tenir en une phrase : "*Le Covid existe bien, il y a bien une deuxième pandémie qui arrive*", elle figurait dans l'Adresse du 4e Congrès du POID des 26 et 27 septembre 2020 adoptée à l'unanimité, ce qui signifie sans rémission possible, le diagnostic vital était engagé avant son congrès, cette épreuve virale et totalitaire lui aura été fatale.

Le jour de leur congrès, le 27 septembre, il y a eu seulement 27 décès supplémentaires imputés à tort ou à raison au covid-19 en 24 heures, selon les données publiées par Santé Publique France.

(Source : https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/direct-coronavirus-l-evolution-de-l-epidemie-de-covid-19-bilan-nombre-de-morts-et-confinement-6990701)

D'après le dernier bilan de Santé Public France, la France fait état de 184 morts au total en 24h le 23 octobre 2020, là ils doivent en transe !

Le 23 octobre tombe dans la 42 eme semaine de l'année, tandis que l'épidémie de grippe et autres virus débute chaque année à cette saison, vous n'êtes pas au bout de vos peines en France avec de tels hystériques.

POID - Pour le Parti ouvrier indépendant démocratique, l'issue ne viendra pas de l'élection présidentielle. C'est au peuple – c'est-à-dire à l'immense majorité constituée des travailleurs actifs et retraités et des jeunes – de définir ce que doivent être la forme et le contenu du pouvoir politique. Il faut abroger l'élection du président de la République au suffrage universel et en finir avec la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul.

LVOG - Traditionnellement les peuples mettent leur destin "entre les mains d'un seul" sans qu'il figure parmi les meilleurs des hommes. Confiez aux jeunes " de définir ce que doivent être la forme et le contenu du pouvoir politique", dites, ce n'est pas sérieux, ils en ignorent tout. L'oligarchie est sur le même créneau en propulsant sur le devant de la scène des jeunes qu'elle manipule. Le populisme repousse ses limites. Une expérience qui n'a rien donné ou a échoué, vous renvoie parfois à l'état infantile. C'est le pendant de l'infantilisation des adultes. On a envie de dire qu'à chaque fois les deux font la paire, à croire qu'ils sont inséparables ou qu'un lien libidéral imperceptible les réunit.

Mesures pour lutter contre la pandémie : « fausse concertation » (latribunedestravailleurs.fr)

27 octobre 2020 – Avant les annonces que le président Macron doit faire mercredi 28 à la télévision, le premier ministre Castex a réuni les représentants de l'opposition, patrons des différents groupes parlementaires et présidents d'associations d'élus locaux afin de discuter des mesures à prendre dans le cadre de la crise sanitaire. De gauche (PS, PCF, LFI) comme de droite (LR), tous en sont sortis très critiques, parlant de « réunion hallucinante » et de « fausse concertation ». « Nous avons demandé quelles étaient les pistes, les différents scénarios et leur impact et nous n'avons eu aucune réponse ! », déclare le secrétaire du Parti socialiste.

LVOG - Le PS est toujours à gauche, nous voilà rassurés ! C'est dans leur nature, le lien est organique.

Au chaos organisé par le gouvernement, opposons une politique ouvrière ! - 26 octobre 2020

- Non, l'heure n'est pas à se ranger derrière Macron. Face à la barbarie...

LVOG - Mais Macron, n'est-ce pas la barbarie de brandir le glaive de l'islamisme... pour trancher des têtes ou massacrer des innocents?

Que manque-t-il dans cet appel ?

- Pour la rupture avec Macron et sa politique.
- Pour un plan ouvrier de mesures d'urgence qui sauveront les travailleurs et leurs familles.
- Pour la réquisition des 560 milliards d'euros versés aux banques et aux patrons.
- Pour l'interdiction des licenciements.
- Pour l'Internationale ouvrière.

Réponse : Pour l'abrogation immédiate de toutes les mesures liberticides que Macron a imposées à l'ensemble des travailleurs sous couvert d'urgence sanitaire.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que ces mesures et la campagne de terreur qui les accompagnent sont à l'origine de tout ce qu'ils dénoncent par ailleurs, mais pas question de remonter à leur origine. Imaginez que demain la population descende dans la rue en disant plus de masque, plus de distanciation sociale, plus de confinement, plus de couvre-feu, plus de test, plus de traçage et c'est le pays qui est à feu et à sang, c'est le régime qui saute. Diable, surtout pas, il faut "*sauver les travailleurs et leurs familles*", comment, vous voudriez les livrer à une aventure révolutionnaire, à une guerre civile, quelle horreur, on ne vivait pas bien avant sous ce régime ?

Leurs bonnes intentions ne servent qu'à masquer leur capitulation politique en rase campagne.

LVOG - De la gauche du PS à la droite de LREM.

- Pour combattre le coronavirus, ne faudrait-il pas affecter les moyens nécessaires à l'embauche de chercheurs, à la recherche fondamentale pour accélérer la découverte d'un vaccin et d'un traitement efficace ? Et que dire du dépistage ? Le mois de mars avait été marqué par le scandale des masques inexistants. Ce mois de septembre est marqué par le scandale des moyens de dépistage dérisoires par rapport aux besoins, avec ces attentes de jours et de jours avant de pouvoir faire un test, et de jours et de jours encore pour en connaître le résultat !

Ne faudrait-il pas créer un réseau national de laboratoires permettant, sous le contrôle de l'État, un dépistage systématique comme cela s'est fait dans d'autres pays ?

LVOG - Il suffirait de distribuer gratuitement à toute la population un médicament à titre prophylactique pour que l'épidémie disparaisse, ce ou plutôt ces médicaments existent, ne pas les utiliser, c'est criminel.

- Adoptée à l'unanimité par le 4e Congrès du Parti ouvrier indépendant démocratique, le 27 septembre 2020.

LVOG - C'est sans rémission possible, un cas désespéré.

Attention au renard ! Il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir.

- A-t-on le droit de ne pas hurler avec les loups ? par Daniel Gluckstein (POID)- latribunedestravailleurs.fr 28 octobre 2020

- Dans cet objectif, les partis et organisations qui prétendent défendre les intérêts du peuple travailleur et incarner ses aspirations doivent rompre avec Macron. En particulier, vous, dirigeants des partis de « gauche », cessez de vous ranger dans l'union nationale derrière Macron comme vous le faites chaque fois que l'occasion vous en est fournie. Seule l'unité pour défaire la politique de Macron sauvera le peuple travailleur de la catastrophe qui vient.

LVOG - Depuis le 3 août 1914, il faudrait peut-être un jour changé de refrain, non ? Et puis, commencez par faire tomber votre masque avant de parler d'unité "*pour défaire la politique de Macron*" !

Le front unique ouvrier a servi tant à ménager le PS et le PCF, qu'à cautionner leur collusion avec ces partis traîtres à notre cause. Cette stratégie servit à camoufler leur refus de définir une stratégie indépendante pour construire le parti. C'est ce qui m'a amené à la conclusion que cela n'avait jamais été leur objectif, tout se tient.

Courriel adressé à Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) le 28 octobre 2020

Bonjour,

Merci de votre réponse à mon précédent courriel.

(...)

Je partage votre article sans entrer dans les détails.

Il y a deux types de coronavirus, ceux qui apparaissent et disparaissent sans qu'on sache pourquoi, et il y a ceux qui reviennent chaque année à l'automne-hiver, dixit le Pr Raoult. Apparemment le covid-19 se comporterait comme le virus de la grippe saisonnière.

De plus il mute et on ne peut pas prévoir si la version qui va apparaître la prochaine fois sera plus ou moins virulente et mortelle que la précédente.

Ce que personne n'a encore noté à ma connaissance, tous les jours je lis les articles disponibles sur le Net, jusqu'à présent avec la grippe, tous les ans une fois la période épidémique terminée (12 eme semaine en général), les autorités sanitaires remettaient le compteur à zéro, sauf qu'avec le covid-19 elles continuent le comptage histoire d'arriver à un chiffre monstrueux qui fasse peur à la population et cautionne ses mesures totalitaires.

Effectivement il ne s'agit pas d'une "seconde vague", mais d'une nouvelle période épidémique saisonnière n'ayant rien avoir affaire avec la précédente. Si le gouvernement lie les deux c'est pour amplifier l'impression trompeuse que ce coronavirus serait particulièrement dangereux et mortel, car les Pieds nickelés du Conseil scientifique de Macron savent reconnaître aussi bien que le Pr. Raoult un virus saisonnier d'un virus qui ne l'est pas.

Donc la manipulation des consciences continue délibérément. S'ils sont corrompus et acquis à l'idéologie qu'incarne Macron, il n'empêche qu'ils ont acquis des connaissances scientifiques. Leur intention de nuire à la population est consciente.

On ne doit pas oublier non plus que Macron n'est qu'une marionnette entre les mains du clan de l'oligarchie de l'Etat profond, donc il n'ira jamais contre leurs recommandations. Pour rappel, celles-ci ont été codifiées minutieusement par les oligarques qui trônent au Forum économique mondial, les mêmes qu'au groupe Bilderberg, la clique à Rockefeller et Gates notamment. A différentes reprises depuis 2015 dans des documents ils les avaient formulées, le dernier en date remonte au 21 avril 2020, édité par la fondation Rockefeller: The Rockefeller Foundation National Covid-19 testing action plan, présenté ainsi :

National Covid-19 - Testing Action Plan - Pragmatic steps to reopen our workplaces and our communities

Document disponible ici en anglais :

www.luttedeclasse.org/dossier54/Covid-19_Etats_Unis_Fondation_Rockefeller_21042020.pdf" - 30 pages au format pdf.

Tout y figure des masques au confinement, le télétravail, etc. et quand on écoute le discours de Macron, on a l'impression d'un copier/coller. Ce qui est dans l'ordre des choses.

Certains croient que Macron aurait été débordé au début de cette épidémie, qu'il aurait été mal informé, qu'il aurait été en proie à des avis contradictoires au point le pauvre d'être perdu et de commettre des erreurs... Pratique, il suffira qu'ils les reconnaissent pour que ses partisans déclarent : Faute avouée à moitié pardonnée, les médias se chargeront du service après-vente et il sortira blanchi pour ses actes criminels.

Quant à ceux qui affirment qu'il aurait agi en connaissance de cause, la plupart ne sont pas crédibles ou ils se ridiculisent eux-mêmes aux yeux de la partie de la population opposée à Macron, en soutenant les mesures liberticides qu'il a fini par adopter.

Finalement, seule une infinie minorité n'est pas tombée dans l'un ou l'autre piège, dont vous et moi. Mais hélas nous sommes réduits à l'impuissance !

Observez ce qui s'est passé à propos des masques. Inutile, pas besoin dans un premier temps, dans un second temps on admet sous réserve qu'il pourrait être utile... mais il n'y en a pas suffisamment, et pour finir on va en commander ou en fabriquer et il va devenir obligatoire pratiquement partout.

Ceux qui se focalisent sur la première et la seconde période l'accusent d'en être responsable, ainsi que son prédécesseur, autrement dit, ils exigeaient le port du masque, donc ils entrent dans le jeu de Macron ou de l'oligarchie.

Génial, ils vont ainsi cautionner la suite avec le port du masque obligatoire, donc une mesure n'ayant aucun sens sur le plan scientifique, étant de nature idéologique ou totalitaire, mesure qu'à partir de là ils ne pourront plus dénoncer ou combattre, ils se seront pour ainsi dire eux-mêmes muselés, et il sera alors facile de les réprimer (Le Pr. Perronne) sans créer trop de remous (y compris en Belgique [le Dr Pascal Sacré] ou ailleurs.

Raoult est en grande partie responsable de l'hystérie au test qui fait l'objet d'une monstrueuse manipulation ; Perronne a réclamé à cor et à cri des masques inutiles ; et Toussaint a déclaré la semaine dernière qu'il ignorait si l'hydroxychloroquine était efficace. Notamment. La masse de la population ne comprend pas ce qui se passe réellement. Ceux qui n'ont pas suivi cette affaire pas à pas ou qui ne l'ont pas en tête, vont pouvoir faire l'objet de nouvelles manipulations, et c'est ce qui arrive à Raoult, Perronne, et d'autres vont suivre, car il est très facile de falsifier leurs discours en se focalisant sur certaines séquences détachées de leur contexte.

Raoult, Perronne, Toussaint, Toubiana et d'autres médecins ou professeurs ont tenu des propos contradictoires malgré tout, je les ai relevés, ou ils n'ont jamais été au bout de leurs analyses, parce qu'ils ne voulaient pas ou ils ne pouvaient pas selon eux rompre avec les autorités sanitaires et Macron. En quelque sorte, ils sont pris à leur propre piège qui a consisté à vouloir ménager la chèvre et le choux, au point qu'aujourd'hui il est possible de les jeter en pâture à l'opprobre publique ou de les désigner comme responsables de la situation actuelle, ce qu'au moins 1 Français sur 2 ou plus est prêt à croire, histoire notamment de soulager la pression insupportable qui pèse sur Macron.

La clé ou l'inconnue, c'est de savoir pendant combien de temps encore la population va-t-elle supporter ces mesures liberticides sans se soulever. Ce qui m'intéresse, c'est pourquoi elle ne l'a pas déjà fait ou comment nous avons pu en arriver là. En soulevant cette question, je ne me suis fait que des ennemis dans mon camp, la totalité du mouvement ouvrier a rejoint le consensus avec Macron. C'est la vérité et un des facteurs déterminant de la situation, au même titre que les classes moyennes qui se retrouvent privées de toute représentation politique.

En aparté, quand on observe minutieusement tous les rapports tels qu'ils existent dans la société en 2020 (ou bien avant depuis longtemps), on s'aperçoit qu'elle est absolument pourrie dans tous les domaines au-delà de ce que même les opposants les plus radicaux ont pu imaginer, chacun le plus souvent parfaitement informé s'en accommodant ou tolérant l'intolérable à un niveau jamais atteint dans le passé, du fait du développement des sciences et des technologies qui oeuvrent contrairement à l'idée répandue à toute autre chose qu'au bien-être des hommes, parce qu'elles sont soumises à la même idéologie, au même régime que ce malheureux virus.

Haut de page

Le 5 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Les articles mis en ligne aujourd'hui avec un peu de retard. La causerie sera prête demain ou après-demain. Pour patienter :

- Le confinement et le couvre-feu, qui pourraient se prolonger indéfiniment, relèvent de la réclusion à perpétuité, c'est le nouveau régime qu'on peut caractériser de totalitaire.

Quand on ne peut plus sortir de chez soi librement, c'est le fascisme.

Question : Quel parti dit ouvrier a caractérisé politiquement le régime de Macron sur la base des faits ? Aucun, tous le ménagent, tous le soutiennent à bout de bras. Comment Macron a-t-il pu imposer si facilement ces mesures totalitaires ? Ceci explique cela.

Vous n'avez pas fini d'aller de désillusion en désillusion, et il est fort à craindre que très peu l'admettrons ou en tireront des enseignements politiques, puisque le premier d'entre eux serait de manifester son soutien au courant politique qui a caractérisé le régime de Macron, et à ce jour en dehors de deux militants je n'ai reçu aucun témoignage de soutien.

La formule *Il est minuit dans le siècle* attribuée à Victor Serge est dépassée, dorénavant on est davantage dans le scénario monstrueux *1984* imaginé par G. Orwell, au tout début. Ah, comme nous sommes partis, vous allez avoir le temps de vous demander au cours des années ou décennies à venir, ce qui s'est passé pendant 70 ans !

Jusqu'à présent, vous avez toujours refusé obstinément de remettre en cause la conception de la lutte de classe et l'interprétation de l'évolution de la société et du capitalisme que nous avaient concoctées des dirigeants, dont la trahison ou la faillite politique ne sont plus à démontrer. Par la force des choses vous serez obligés d'en convenir ou d'y venir un jour, à moins que vous préféreriez les imiter, parce que ce serait plus confortable à plus d'un titre. Attention, peut-être pas éternellement, la société connaît des changements si brusques et violents de nos jours, que votre muselière et votre bonne conscience ne vous serons d'aucun secours pour résister au rouleau compresseur du totalitarisme qui broiera tout sur son passage!

Après tout le suicide politique ne tue que la dignité et on peut s'en passer, quite à perdre toute raison d'exister ou idéal, au pire on n'en prendra jamais conscience, au mieux on s'en apercevra au crépuscule de notre vie dans un dernier soubresaut terrifiant, vous admettrez qu'on mérite quand même mieux. Quant au sort de l'humanité, cela fera belle lurette qu'il sera passé au bilan des pertes et profits, noyé dans un populisme abjecte qui dorénavant s'étale quotidiennement sous nos yeux.

Que cette déchéance, que ce pitoyable spectacle qu'offrent nos dirigeants soit déroutant, décourageant, démoralisant, on le conçoit très bien, mais rien ne justifie de se laisser aller, de se résigner à vivre sous un régime totalitaire. Rien ni personne ne peut justifier d'en être l'otage. Relevons ce défi, osons l'affronter, livrons cette guerre pour conquérir notre émancipation, notre liberté.

Abrogation de l'état d'urgence et de toutes les mesures liberticides adoptées par Macron, soutien inconditionnel à tous ceux qui se dressent contre la confiscation de nos libertés individuelles et collectives, à l'ensemble des mouvements sociaux en cours et à venir. Vive le socialisme !

Autre chose.

Le Dr Louis Fouché va être inquiété par la direction de l'AP-HM. (voir les liens plus loin)

Le Dr Louis Fouché était convoqué ce jeudi à 16h à la Direction Générale, par les Pr Dominique Rossi (président de la Commission médicale d'établissement) et M. Jean Olivier Arnaud (Directeur général de l'AP-HM).

J'ai adressé un courriel aux adresses suivantes en soutien au Dr Louis Fouché :

laetitia.padovani1@ap-hm.fr (secrétariat général)
dominique.rossi@ap-hm.fr
jeanolivier.arnaud@ap-hm.fr

- DOCUMENT. COVID lockdown is world's biggest psychological experiment - and we will pay the price (09.04)
- DOCUMENT. Une épidémiologiste anti-confinement intimidée, humiliée par la contagion de la haine et de l'hystérie. (04.11)
- DOCUMENT. Le Dr Louis Fouché inquiété ? (04.11)
- DOCUMENT. Le debriefing du Dr. Louis Fouché. A coeur ouvert, Covid-19, ce n'est pas la peste ou Ebola. (03.11)
- DOCUMENT. Pandémie ou le retour du grand Pan. (02.11)
- DOCUMENT. Lettre ouverte au président des États-Unis Donald Trump: Mise en garde contre l'initiative « Great Reset » visant à » dominer l'humanité » et à détruire les droits et libertés (01.11)
- DOCUMENT. Confinement, objectivité et bon sens (01.11)
- DOCUMENT. Chronique Covid N°35 – " Plus personne ne parle du R0, ça doit cacher quelque chose !" (28.10)

- DOCUMENT. Fukushima, la pandémie nucléaire se répand. (03.11)
- DOCUMENT. Série d'articles du Réseau Voltaire consacrés au Karabagh et à la Turquie. (du 14.10 au 03.11)
- DOCUMENT. Quinze questions au sujet du vaccin contre la grippe en temps de crise COVID-19 (20.10)

Haut de page

Le 7 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

L'histoire se répète.

Entre le camp de Macron, du fascisme (et du poujadisme) et de la guerre et celui du socialisme, devinez dans quel camp se situent tous les partis dits ouvriers (à 1 ou 2 exceptions marginales) de LFI au POID et les syndicats ? Lequel appelle à manifester contre le confinement ? Aucun !

Cette causerie comporte cinq parties :

1- Abrogation de l'état d'urgence !

2- Totalitarisme. Une débauche de haine et de fanatisme s'abat sur la France.

3- Nos libertés ne sont pas négociables.

4- Quelques réflexions politiques et autres.

5- Algérie.

Les articles mis en ligne aujourd'hui.

- DOCUMENT. Tribune. 200 avocats et juristes appellent « au déconfinement et à défendre la vie sous tous ses aspects » (06.11)
- DOCUMENT. La feuille de route de la COVID-19 : Vers un chaos économique mondial et une destruction de la société (05.11)

- DOCUMENT. Les grands médias US mettent fin au 1er amendement. (06.11)
- DOCUMENT. Adieu à la démocratie américaine déchue. (04.11)
- DOCUMENT. L'élection présidentielle apportera-t-elle le chaos et un tissu politique américain irrémédiablement déchiré ? (04.11)

- 30 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Abrogation de l'état d'urgence !

L'état d'urgence sanitaire prorogé jusqu'au 14 décembre par les députés - lepoint.fr 3 novembre 2020

Le gouvernement souhaitait que cette prolongation s'étende jusqu'à la mi-février, mais les députés LREM n'étaient pas assez nombreux pour voter en ce sens.

C'est une défaite pour le gouvernement à l'Assemblée nationale. Les oppositions sont parvenues à faire voter par l'Assemblée nationale une prolongation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 14 décembre seulement, contre l'avis du gouvernement qui la souhaitait jusqu'à mi-février.

Le gouvernement a divers moyens de revenir sur ces votes litigieux avant l'adoption définitive du projet de loi, prévue vendredi.

De retour au Palais-Bourbon, le ministre de la Santé Olivier Véran a peu après demandé la « réserve des votes » sur l'ensemble des amendements et articles restants, ce qui remet les scrutins au moment où le gouvernement le choisira. Le Sénat, dominé par l'opposition de droite, avait, lui, limité vendredi dernier la prolongation de l'état d'urgence sanitaire au 31 janvier. lepoint.fr 3 novembre 2020

Epilogue.

Après le couac, les députés rétablissent le calendrier de l'état d'urgence sanitaire - AFP 5 novembre 2020

Au lendemain d'un couac retentissant pour la majorité et des débats houleux, les députés ont rétabli mercredi le calendrier de l'état d'urgence sanitaire, permettant au gouvernement de prendre des mesures d'exception contre la pandémie de Covid-19 jusqu'au 16 février. AFP 5 novembre 2020

Totalitarisme, Etat policier, répression massive, la guerre civile a débuté.

Reconfinement: Darmanin annonce qu'il y a eu "plus de 100.000 contrôles" et 5000 verbalisations BFMTV 2 novembre 2020

Le ministre de l'Intérieur était l'invité de BFMTV-RMC ce lundi matin, trois jours après l'entrée en vigueur du deuxième confinement.

Invité ce lundi matin de Jean-Jacques Bourdin sur BFMTV-RMC, le ministre de l'Intérieur a livré de premiers chiffres. Selon Gérald Darmanin, il y a d'ores et déjà eu "plus de 100.000 contrôles" effectués et 5000 verbalisations pour non-respect du confinement. BFMTV 2 novembre 2020

Suite.

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau confinement vendredi, il y eu 14.000 verbalisations sur 100.000 contrôles à travers le pays, a déclaré le porte-parole du gouvernement, invité de la matinale de BFMTV/RMC. 3 novembre 2020

Covid-19 : trois mois de prison ferme pour non respect du confinement - Yahoo 6 novembre 2020

Dans la région Nord, Daniel Vandamme a violé dix fois les mesures de restriction du confinement. En comparution immédiate, il écope de trois mois ferme.

La justice lui a déjà reproché de ne pas porter de masques dans les transports en commun ni de se munir d'attestation lors de ses sorties. Des mesures "liberticides" selon le jeune homme qui s'est débattu avec les forces de l'ordre lors de ses interpellations. Multi-récidiviste

Le 13 mai dernier, il écope de huit mois de prison avec sursis. Une menace qui ne l'a pas empêché de recommencer à enfreindre la loi puisque le lundi 2 novembre, il a été aperçu dans un bus sans masque. Il aurait de nouveau refusé de le mettre et aurait repoussé violemment les policiers.

De nouveau en comparution immédiate le mercredi 4 novembre, David Vandamme a revendiqué son droit à la liberté de mouvement mais la justice a décidé le contraire puisqu'elle a condamné à trois mois de prison avec incarcération immédiate. Yahoo 6 novembre 2020

Le mouvement ouvrier cautionne le second confinement : Il est mort !

LVOG - Les histrions du régime en redemandent. Quelle pourriture !

LFI - Mélenchon mardi dans la salle des Quatre Colonnes de l'Assemblée.

"Le gouvernement ne doit pas laisser la situation sans réponse et lui échapper jusqu'au point où nous serions pour finir plongés dans le chaos du refus spontané des règles données". BFMTV 3 novembre 2020

Roussel (PCF) réclame "un confinement strict, dur, ferme" - AFP 3 novembre 2020

Le patron des communistes Fabien Roussel a réclamé mardi "un confinement strict, dur, ferme", à rebours des demandes de réouverture des petits commerces, alors qu'"il y a encore beaucoup trop de gens qui travaillent".

"Ma grande préoccupation c'est que d'ici 10, 15 jours, nos hôpitaux ne seront plus en capacité de soigner toutes les personnes en train d'être contaminées maintenant, l'épidémie est en train d'enfler dans tout le pays", a prévenu le député du Nord sur LCP.

"La seule réponse est un confinement strict, dur, ferme, c'est le seul moyen de protéger nos concitoyens de ce virus mortel", a-t-il déclaré. AFP 3 novembre 2020

LVOG - Toujours adepte des camps de concentration...

Les pires fossoyeurs du syndicalisme sont ceux qui refusent de rompre avec ces officines du régime.

Réactions syndicales à l'annonce d'un nouveau confinement à partir du vendredi 30 octobre

29 octobre 2020 – « Sans mésestimer la gravité de la situation sanitaire et l'urgence à y faire face, Force Ouvrière s'inquiète que le recours à l'état d'urgence devienne récurrent. » La CGT « fait de la santé des citoyens sa priorité mais comprend et partage leur lassitude et leur ras-le-bol de se retrouver, une nouvelle fois, privés de libertés et de vie sociale. Ceci d'autant plus que cette situation est la conséquence de l'incurie et de la malhonnêteté du Président et de son gouvernement dans la gestion de la crise sanitaire, s'agissant notamment des moyens alloués au secteur de la santé et du médico-social. » latribunedestravailleurs.fr

Extrême gauche. Entre ouvriérisme misérable, crasse incurie et sordide populisme.

LVOG - Tous cautionnent les mesures liberticides imposées par Macron, mieux, en zélés agents du régime, ils en redemandent. On comprend pourquoi les travailleurs se détournent du mouvement ouvrier, c'est amplement justifié, hélas pour les militants restés fidèles au socialisme qui n'ont rien affaire dans ces partis dégénérés et irrécupérables.

POID

Dans l'éditorial de La Tribune des travailleurs du 4 novembre 2020, Daniel Gluckstein pour le POID appelle à *respecter les gestes barrières*, il est donc sur la même ligne que Macron et les bureaucrates syndicaux pourris. Le consensus national de l'extrême droite à l'extrême est respecté.

POI

Dans son communiqué du 3 novembre, il dénonce "*les incohérences du gouvernement*", feignant de ne pas comprendre que depuis le début il organise le chaos pour mieux soumettre les travailleurs à ses mesures antisociales...

Macron et son gouvernement sont au contraire parfaitement cohérents depuis janvier 2020 dans la manière dont ils ont géré une vulgaire épidémie virale similaire à la grippe saisonnière élevée au rang de pandémie, qui en réalité épargne plus de 98% de la population.

En se faisant les porte-parole des Pieds nickelés du Conseil scientifique de Macron, de l'OMS, du Forum économique mondial, de la pire réaction, tous ces partis n'ont aucune légitimité pour représenter les intérêts des travailleurs et encore moins celle de s'exprimer au nom du socialisme.

J'appelle les lecteurs, travailleurs ou militants à rejoindre La Voix de l'Opposition de Gauche.

LO - 28 Octobre 2020

LVOG - La peur légitime = Macron légitime.

- Le gouvernement exploite et alimente la peur légitime provoquée par le Covid-19 pour faire accepter ces mesures contraignantes.

Dans un autre article.

LVOG - Quand ils confondent humour et satire, avec pornographie, haine ou abjection.

- ...les caricatures de Mahomet et le droit à user de l'humour, voire de la satire, pour critiquer les religions.

LVOG - On croirait entendre un idéologue d'un think tanks néolibéral.

- ...la satire anticléricale et de la liberté d'expression

- ...des caricatures anticléricales

LVOG - Ceux qui n'ont pas encore compris à quoi servait l'anticléricalisme de l'extrême gauche sont irrécupérables.

wsws.org 3 novembre 2020

LVOG - La palme de la désinformation ou la voix du Forum économique mondial.

- Le virus COVID-19 se propage maintenant de manière incontrôlée.

- Le fait que la pandémie fasse rage dans le monde entier

- ...l'une des pires épidémies de maladies infectieuses depuis un siècle, menaçant la vie de millions de personnes.

groupemarxiste.info 1 novembre 2020

LVOG - Quelle crédibilité peuvent avoir des militants qui relaient telle quelle la propagande officielle ? Nulle.

- À ce jour, la Covid-19 a fait 1,2 million de morts en 10 mois et plus de 46 millions de malades dans le monde.

- Sans traitement approprié ni vaccin, la propagation du virus ne peut être arrêtée qu'avec les mesures barrières, la réduction des contacts sociaux et la prise en charge rapide des porteurs selon les conseils répétés de l'OMS pour tester-tracer-isoler.

LVOG - Et de s'en remettre aux Pieds nickelés du Conseil scientifique corrompu.

- En France, Macron a décidé de reconfiner partiellement la population à partir du 29 octobre en jouant la surprise.

Le virus circule en France à une vitesse que même les prévisions les plus pessimistes n'avaient pas anticipée. (Macron, 28 octobre)

Faux. Le Conseil scientifique choisi par le gouvernement indiquait dans son avis n°8 du 27 juillet...

LVOG - Ils regrettent que le traçage policier ne soit pas systématique, quel délire !

- (A propos des tests) ...leur efficacité a été limitée, faute du traçage systématique...

LVOG - Et d'en remettre une couche sur la "seconde vague".

- Macron ment une nouvelle fois en prétendant avoir préparé la seconde vague

LVOG - Et ils sont de tous les coups pourris.

- En octobre, la pénurie de vaccins pour la grippe saisonnière est un signe inquiétant pour faire face aux maladies hivernales s'ajoutant au Sars-CoV-2.

LVOG - Ils tiennent à leur putain de vaccin autant que Bill Gates.

La mise au point d'un vaccin est freiné par la concurrence des grands groupes capitalistes du secteur et l'absence de concertation internationale qui en découle.

LVOG - La culture des illusions tient lieu de propagande permanente chez eux.

La responsabilité des partis et syndicats ouvriers est de dénoncer cette politique de soutien aux capitalistes et de sacrifice des travailleurs, de rompre leur collaboration avec le gouvernement et le patronat.

LVOG - Suivait une liste pléthorique de revendications, certes toutes légitimes, mais il y manquait la principale, l'abrogation de l'Etat d'urgence et des mesures liberticides imposées par Macron qui muselle la lutte de classe. Ne vous fiez pas aux discours en apparence radicaux, dont le contenu ou l'orientation est réactionnaire.

Il y en a toutefois qui essaient de se démarquer de cette pandémie de populisme. Au-delà, ne demandez pas si leurs intentions sont davantage louables que les autres, vous seriez déçu...

- Les faits, M. Macron? Toubiana, Perronne, l'INSEE, et bien d'autres, remettent les pendules à l'heure! - tribune marxiste-léniniste - tribunemlreypa.wordpress.com

- Insee - « Depuis plus d'un siècle, les décès sont les plus nombreux en hiver »

- Hôpitaux saturés en hiver ? C'est pas d'hier ! Ni même de 2020 !

- Macabre supercherie mondiale.

- Grâce à la capitulation intéressée de la « gauche » et des pseudos « théoriciens marxistes » il n'existe actuellement plus aucune force politique prolétarienne organisée. La seule forme de résistance encore notablement active à l'échelle planétaire est celle des quelques bourgeoisies nationales résiduelles qui refusaient déjà de plier devant l'impérialisme, et continuent, de fait, leur résistance contre le banco-centralisme, également.

LVOG - Le constat n'est pas faux, on peut dire les choses comme cela...

DEUXIEME PARTIE

Totalitarisme. Une débauche de haine et de fanatisme s'abat sur la France.

- Jean-Christophe Lagarde : « Il aurait fallu mettre en place un véritable confinement brutal pendant 15 jours » - Publicsenat.fr 6 novembre 2020

- Coronavirus : Anne Hidalgo annonce de nouvelles restrictions à Paris et en banlieue - Europe1 5 novembre 2020

- Budget rectificatif : Olivier Dussopt anticipe un confinement jusqu'à la fin de l'année - Publicsenat.fr 5 novembre 2020

- Vente à emporter : à quoi serviront les nouvelles restrictions en plus du confinement? - Journal du Dimanche 5 novembre 2020

La vente à emporter et la livraison de plats et d'alcool à Paris seront interdits chaque soir de 22 heures à 6 heures du matin, à partir de vendredi. Journal du Dimanche 5 novembre 2020

- Reconfinement : les produits non essentiels interdits en grande surface à partir de mardi - Europe1 2 novembre 2020

LVOG - Cela signifie qu'il sera impossible de se les procurer en France pendant au moins un mois...

- Cédric O : « La psychose française sur Amazon n'a aucun sens » - Publicsenat.fr 4 novembre 2020

- Dr Gilles Pialoux : "Je pense qu'il faut mettre le masque dans la sphère privée. Les Français n'ont pas compris : ce qui est liberticide, c'est le Covid et la réanimation" - Yahoo 5 novembre 2020

- Covid-19 : des députés pour une quarantaine obligatoire, avec amende de 10.000 euros - Europe1 5 novembre 2020

Des députés de la majorité proposent plusieurs mesures pour tenter de freiner la propagation de l'épidémie de coronavirus, parmi lesquelles une quarantaine contrôlée pour les personnes contaminées et "cas contacts", passible de 10.000 euros. Des amendes pouvant atteindre plus de 10.000 euros existent en Grande-Bretagne et en Italie, et d'au moins 5.000 euros en Allemagne, a-t-il souligné, ajoutant qu'en Espagne la somme pouvait aller jusqu'à 600.000 euros et être assortie d'une possible peine de prison.

En France des mesures d'auto-isolement sont préconisées pour les personnes déclarées positives, même sans symptômes, ainsi que pour les cas contacts, mais sans contrôle.

Les personnes concernées pourraient être soumises à des "contrôles aléatoires pour vérifier qu'elles sont bien à l'isolement", chez elles ou si nécessaire dans des hôtels réquisitionnés, quatorze jours au moins pour celles contaminées et une semaine pour les cas contacts. Le Service civique pourrait être mobilisé pour leur assurer des services à domicile, suggère Olivier Becht.

Ces propositions visent à "passer d'une politique de l'interdiction/indemnisation à une politique de l'adaptation" pour éviter des reconfinements à répétition, estime le député du Haut-Rhin. Une prise de température à l'entrée des centres commerciaux ?

Le groupe Agir ensemble propose également de "soumettre les usagers des transports en commun et des centres commerciaux à une prise de température corporelle à l'entrée", pour en interdire l'accès aux personnes potentiellement porteuses du Covid-19. Europe1 5 novembre 2020

- Une proposition de loi des députés LREM inquiète les défenseurs des droits humains et des libertés publiques - Yahoo 3 novembre 2020

Etudié en procédure accélérée par le gouvernement, ce projet de loi prévoit notamment le floutage des vidéos de policiers en opération et une surveillance accrue des citoyens, notamment par le biais de drones équipés de caméras.

Un projet de loi déposé en catimini en pleine recrudescence de la pandémie de Covid-19, étudié en procédure accélérée par le gouvernement, et qui n'a pourtant rien d'anodin.

Autre disposition figurant dans ce projet de loi, la possibilité pour "les services de l'État concourant à la sécurité intérieure et à la défense nationale" de "procéder, au moyen de caméras installées sur des aéronefs, à la captation, l'enregistrement et la transmission d'images" dans différents cas de figure. En clair, cet article donnerait la possibilité aux forces de l'ordre d'utiliser des drones équipés de caméras pour surveiller les citoyens.

Par ailleurs le gouvernement a engagé la procédure accélérée sur ce texte afin de le faire voter le plus vite possible. Le dossier législatif du projet de loi en question confirme d'ailleurs qu'une telle procédure a été engagée le 26 octobre 2020. La proposition de loi n°3452 devrait être "examinée la semaine prochaine en commission, (puis) à partir du 17 novembre en plénière" à l'Assemblée nationale. Yahoo 3 novembre 2020

Bienvenue au gouvernement mondial totalitaire.

- Même le Forum économique mondial, qui a été l'un des plus ardents défenseurs du confinement, de la distanciation sociale, des masques et d'autres réponses lourdement fondées sur la peur et légères quant aux faits, a reconnu que la pandémie constitue « la plus grande expérience psychologique du monde », avertissant qu'un isolement prolongé entraînera une explosion des « troubles de santé mentale liés à des traumatismes ». Pourtant, plutôt que d'appeler à l'arrêt de ce qui équivaut à une maltraitance institutionnalisée des enfants, ils ont simplement suggéré aux pays de se préparer à la demande à venir de services de santé mentale, ce qui sera certainement une aubaine pour les grandes entreprises pharmaceutiques, car les enfants qui prennent des médicaments psychiatriques ont tendance à les prendre à vie.

L'avenir de ces enfants semble très sombre. Que faudra-t-il pour réveiller leurs parents ? entelekheia.fr 31 octobre 2020

http://www.entelekheia.fr/2020/10/31/des-parents-sans-visage-un-monde-sinistre-les-mesures-anti-covid-19-deviennent-traumatisantes-pour-les-enfants/

- Covid-19 : l'étincelle avant le Grand Reset ? - Pierre Hillard - Politique & Eco n°271 - TVL 12 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=a4qOjtd7WPM&feature=emb_title

Dans la page d'accueil du Forum économique mondial (https://fr.weforum.org)

- Lockdown is the world's biggest psychological experiment - and we will pay the price 09 Apr 2020

LVOG - Ils sont passés des expériences psychologiques confidentielles de la CIA sur des cobayes, à la plus grande expérience de manipulation des consciences à l'échelle mondiale : Le confinement.

- COVID-19 hit commodities hard - these 8 charts show what we can expect - 02 Nov 2020

The COVID-19 pandemic has had a dramatic effect on the price of metals, energy and food, with record lows for oil and highs for gold. Here's the World Bank's forecast for their recovery. World Bank 02 Nov 2020

- How COVID-19 will increase inequality in emerging markets and developing economies FMI 02 Nov 2020

The pandemic threatens 20 years of progress in emerging markets and developing economies, and will likely lead to greater inequality, write two economists at the IMF. IMF Blog 02 Nov 2020

- COVID-19: What you need to know about the coronavirus pandemic on 29 October

Top stories: France and Germany in new lockdowns; India passes 8 million confirmed cases; Italy with record one-day increase in cases.

- COVID-19: Why we need to have tough conversations on the future of AI - MIT Technology Review Insights 29 Oct 2020

Our adoption of AI technology has accelerated during the pandemic. It's time for a deeper conversation on what we need from AI in order to respond to future crises.

TROISIEME PARTIE

Nos libertés ne sont pas négociables.

- Reconfinement : une manifestation sauvage dans les rues de Paris - 30 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=-4h4i7Qsang

- Confinement : Le cri de colère bouleversant d'un restaurateur carcassonnais - 30 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=jrtOASLufRg

- Yerres : le maire autorise l'ouverture des commerces, la police intervient - 1 nov. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=fLe7h00qd_E

- Chambéry : Manifestation des commerçants sur la Place de la mairie, rencontre avec le Maire - 31 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=5omTB7JY9ks

- Violents affrontements à Barcelone, lors d'une manifestation contre les mesures de restriction - 31 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=BAjJHgkA3ys

- Rome : heurts entre la police et des manifestants hostiles aux mesures anti-Covid - 1 nov. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=JN4N1NerSh8

- Autriche : des Viennois manifestent contre le reconfinement 1 nov. 2020 -

https://www.youtube.com/watch?v=pVJkzCzGJig

- Thousands protest 'nazification' curfews in London's Trafalgar Square - 1 nov. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=WUrXdPqYrMI

- Allemagne: Des policiers attaqués par des centaines de personnes à Francfort - 20minutes.fr 1 novembre 2020

La police de la ville de Francfort, en Allemagne, a annoncé dimanche que des policiers avaient été attaqués samedi soir par une foule de 500 à 800 personnes, sans raison apparente. Les violences ont commencé vers 22h45, lorsque des gens ont commencé à lancer des pierres, des bouteilles et des oeufs sur une voiture de police qui passait.

Très vite, les affrontements sont devenus violents, et une foule de 500 à 800 personnes « ne respectant pas les consignes concernant le coronavirus » s'est retrouvée à assaillir à coups d'oeufs et de bouteilles le commissariat principal de la ville, a expliqué la police dans un communiqué publié dimanche.

Neuf personnes ont été arrêtées, mais huit ont dû être relâchées faute de preuve, a-t-elle précisé. C'est la deuxième soirée de heurts avec des groupes qui semblent « se réunir spontanément contre la police », a déclaré le chef de la police de Francfort, Gerhard Bereswil, ajoutant qu'une telle conduite ne pourrait être tolérée. 20minutes.fr 1 novembre 2020

Professeurs et médecins se mobilisent.

- Pr. Raoult. Sanofi ou Ministère : qui bloque la vente d'hydroxychloroquine ? - 3 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=ngaRgZDENOg&feature=emb_title

- Séminaire - Vers un accès rapide et partagé à l'innovation thérapeutique - 31 octobre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=qHshDt7OCJw&feature=emb_title

- Le collectif « résistant » récuse l'utilité du reconfinement - 30 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=C47CaLii_HY

- Le debriefing de Louis Fouché médecin anesthésiste-réanimateur - 3 nov. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=bGRi7ZjakNY

- Dr Louis Fouché, Médecin réanimateur Intervention. - 3 nov. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=iaeqP0uAKEA

S'ils le disent...

- Le Général Flynn confirme le Coup d'état mondial contre les peuples (Radio-Québec) - 30 oct. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=VKP_FeBt5IY

- Lettre ouverte au président des États-Unis Donald Trump: Mise en garde contre l'initiative « Great Reset » visant à » dominer l'humanité » et à détruire les droits et libertés par Carlo Maria Viganò (LifeSite 30 octobre 2020) - Mondialisation.ca, 01 novembre 2020

Carlo Maria Viganò - Archevêque d'Ulpiana - Ancien nonce apostolique aux États-Unis d'Amérique.

Extrait.

Son Excellence, l'archevêque Carlo Maria Viganò, a écrit une nouvelle lettre ouverte au président Donald J. Trump.

Permettez-moi de m'adresser à vous en cette heure où le sort du monde entier est menacé par une conspiration mondiale contre Dieu et l'humanité. (...)

Chaque jour, on sent les attaques se multiplier de ceux qui veulent détruire la base même de la société: la famille naturelle, le respect de la vie humaine, l'amour de la patrie, la liberté de l'éducation et des affaires. Nous voyons des chefs de nations et des chefs religieux se plier à ce suicide de la culture occidentale et de son âme chrétienne, tandis que les droits fondamentaux des citoyens et des croyants sont niés au nom d'une urgence sanitaire qui se révèle de plus en plus instrumentale à l'établissement d'une tyrannie inhumaine et sans visage.

Un plan mondial appelé Great Reset [Grande remise à zéro] est en cours. Son architecte est une élite mondiale qui veut soumettre toute l'humanité, imposant des mesures coercitives avec lesquelles limiter drastiquement les libertés individuelles et celles de populations entières. Dans plusieurs pays, ce plan a déjà été approuvé et financé; dans d'autres, il n'en est qu'à ses débuts. Derrière les dirigeants mondiaux qui sont les complices et les exécuteurs de ce projet infernal, il y a des personnages sans scrupules qui financent le Forum économique mondial et l'événement 201, faisant la promotion de leur agenda.

Le but de la Grande Réinitialisation [Grande remise à zéro] est l'imposition d'une dictature de la santé visant à l'imposition de mesures liberticides, cachées derrière des promesses tentantes d'assurer un revenu universel et d'annuler la dette individuelle. Le prix de ces concessions du Fonds monétaire international sera la renonciation à la propriété privée et l'adhésion à un programme de vaccination contre Covid-19 et Covid-21 promu par Bill Gates avec la collaboration des principaux groupes pharmaceutiques. Au-delà des énormes intérêts économiques qui motivent les promoteurs de la Grande Réinitialisation, l'imposition de la vaccination s'accompagnera de l'exigence d'un passeport sanitaire et d'une identification numérique, avec pour conséquence le suivi des contacts de la population du monde entier. Ceux qui n'accepteront pas ces mesures seront confinés dans des camps de détention ou placés en résidence surveillée et tous leurs biens seront confisqués.

Monsieur le Président, j'imagine que vous savez déjà que dans certains pays, la Grande Remise à zéro sera activée entre la fin de cette année et le premier trimestre de 2021. A cet effet, de nouveaux verrouillages sont prévus, qui seront officiellement justifiés par un supposée deuxième et troisième vague de la pandémie. Vous connaissez bien les moyens qui ont été déployés pour semer la panique et légitimer les limitations draconiennes des libertés individuelles, provoquant astucieusement une crise économique mondiale. Dans les intentions de ses architectes, cette crise servira à rendre irréversible le recours des nations à la Grande Réinitialisation, donnant ainsi le coup final à un monde dont ils veulent complètement annuler l'existence et la mémoire même. Mais ce monde, Monsieur le Président, comprend les gens, les affections, les institutions, la foi, la culture, les traditions et les idéaux: des gens et des valeurs qui n'agissent pas comme des automates, qui n'obéissent pas comme des machines, parce qu'ils sont dotés d'une âme et d'une cœur, parce qu'ils sont liés entre eux par un lien spirituel qui puise sa force d'en haut, de ce Dieu que nos adversaires veulent défier, tout comme Lucifer le faisait au début des temps avec son «non serviam».

Beaucoup de gens – on le sait bien – sont agacés par cette référence à l'affrontement entre le Bien et le Mal et l'utilisation de connotations «apocalyptiques», qui selon eux exaspère les esprits et aiguise les divisions. Il n'est pas surprenant que l'ennemi soit en colère d'être découvert au moment même où il croit avoir atteint la citadelle qu'il cherche à conquérir sans être dérangé. Ce qui est surprenant, cependant, c'est qu'il n'y a personne pour tirer la sonnette d'alarme. La réaction de l'État profond à ceux qui dénoncent son plan est brisée et incohérente, mais compréhensible. Juste au moment où la complicité des médias traditionnels avait réussi à rendre la transition vers le Nouvel Ordre Mondial presque indolore et inaperçue, toutes sortes de tromperies, de scandales et de crimes se font jour. (...)

L'adversaire ne sait pas aimer, et il ne comprend pas qu'il ne suffit pas d'assurer un revenu universel ou d'annuler les

hypothèques pour subjuguer les masses et les convaincre d'être stigmatisées comme du bétail. Ce peuple, qui subit depuis trop longtemps les abus d'un pouvoir haineux et tyrannique, redécouvre qu'il a une âme; il comprend qu'il n'est pas disposé à échanger sa liberté contre l'homogénéisation et l'annulation de son identité; il commence à comprendre la valeur des liens familiaux et sociaux, des liens de foi et de culture qui unissent les honnêtes gens. Cette grande réinitialisation est vouée à l'échec car ceux qui l'ont planifiée ne comprennent pas qu'il y a encore des gens prêts à descendre dans la rue pour défendre leurs droits, pour protéger leurs proches, pour donner un avenir à leurs enfants et petits-enfants. L'inhumanité nivelante du projet mondialiste se brisera misérablement face à l'opposition ferme et courageuse des enfants de la Lumière. (...) Mondialisation.ca, 01 novembre 2020

Glissement sémantique et idéologique.

- Pandémie ou le retour du grand Pan. Coronavirus par Jean-Claude Paye et Tülay Umay - Mondialisation.ca, 02 novembre 2020

Au cours des deux dernières décennies, les publications médicales n'utilisaient pas la notion de pandémie. Dans le cas du Covid-19, ce terme a été introduit par l'OMS, en date du 11 mars 2020. L'organisation sanitaire avait alors déclaré que « la Covid-19 pouvait être qualifiée de pandémie », ajoutant « qu'il s'agit de la première pandémie causée par un coronavirus [1].» Ce choix permet de lui donner un caractère de démesure, d'exceptionnalité.

Dans le cas du coronavirus, l'existence immédiatement mondiale de la maladie, a permis de créer une confusion entre sa sévérité et son ampleur, entre le mot et la chose.

La métonymie, le déplacement d'un mot à un autre, de celui d'épidémie à pandémie, ne permet pas d'observer la réalité, mais de « convoquer le réel », afin de le mettre au service d'une mutation contrôlée de la société. Ce déplacement fabrique la chose qui nous regarde dans notre intimité : la pandémie. A travers ce cadrage, les objets se chargent d'une inquiétante étrangeté : nous ne percevons plus les objets, mais ce sont eux qui nous regardent.

Ici, il n'est plus question de penser, mais d'entendre l'inouï. Le mot « pandémie », comme objet sonore, est mis en exergue par les médias. La résonance permet de produire, comme dans la mythologie du grand Pan, une révélation qui échappe au pensable. Ici le mythe est perverti. Il perd sa dimension métaphorique et devient un simple porteur de sons, de bruits.

L'utilisation de la notion de pandémie est un recours à un symbole de la mythologie. Il en utilise la puissance, non pour annoncer un danger et permettre d'y faire face, mais, au contraire, pour nous enfermer dans la panique et faire que la pandémie, devienne une totalité qui ordonne, en permanence, des sacrifices et où toute forme de résistance devient impensable.

Une « pandémie »!

L'utilisation du terme de pandémie, afin de caractériser une maladie ne présentant pas de caractère exceptionnel, a permis de créer un climat anxiogène. Les « experts », généralement des représentants de firmes pharmaceutiques, constituent des oracles, dont les injonctions sont suivies à la lettre par les « gestionnaires » de la pandémie, gouvernements et médias. Ces derniers déterminent qui peut parler et diabolisent les médecins qui veulent soigner les malades. Le contrôle du discours est l'aspect principal de l'intervention des autorités sanitaires. La question de l'administration des soins se limite à l'organisation de mesures dites « de précaution », en excluant la possibilité même d'un traitement de la maladie. La démarche des autorités politiques et sanitaires est au contraire d'empêcher de soigner, grâce à une interdiction de médicaments, tel l'hydroxychlorochine, l'utilisation de traitement inappropriés tel le Rétrovil et d'imposer un confinement favorisant la contamination. Cette politique relevant de « l'état d'urgence sanitaire » n'a pour seul effet que de créer le chaos à tous les niveaux sociaux et économiques, plongeant l'homme « dans un monde sauvage, originel, toho-bohuesque, sans repère aucun.[2] » Elle a pour effet d'alimenter l'angoisse des populations, grâce à une dramatisation des faits, à une énumération permanente du nombre de morts, ainsi qu'à une surévaluation importante du nombre de décès dus au coronavirus.

Le passage de la notion d'épidémie à celle de pandémie n'a pas pour objet de qualifier la nature d'une maladie, mais de nous installer dans la panique, afin d'imposer une mutation anthropologique.[3] Ce choix s'inscrit dans une destruction des fondements ce qui fait de nous des êtres humains. Pour ce faire, elle place l'individu dans un état de « guerre », non seulement contre l'autre, mais aussi contre lui- même et contre tout ce qui permet d'établir un lien social.

Le terme de pandémie s'est imposé suite à sa capacité de se prêter au symbole. Il relève, ici, d'une démarche d'ordre religieux, plus précisément d'un rattachement de la « guerre contre le coronavirus » à un culte fétichiste, fondé sur le sacrifice.

Une parabole de la panique.

La notion de pandémie produit une organisation-désorganisation des populations basée sur la panique. Ce choix fait obstacle au questionnement. Il ne permet pas de penser la réalité. Au contraire, il a pour fonction d'annihiler la raison, par la

résonance permanente d'un bruit, celui d'un cri de détresse annonçant la dissolution du lien humain. En neutralisant par l'effroi tout mécanisme de défense, la prédiction, annonçant une mutation sociale radicale, devient auto-réalisatrice. Elle constitue une parabole, une révélation de « quelque chose jeté [4]» aux populations, annonciatrice de « la fin de l'histoire », affirmant que « rien ne sera plus comme avant.[5]»

Ici, la participation des populations à leur assujettissement est essentielle. Généralement, les individus anticipent, dans leur comportement quotidien, le durcissement de mesures à venir, qui apparaissent alors comme une réponse à une demande des personnes elles-mêmes.

Le rapport vertical de subordination n'est pas premier. Le pouvoir serait impuissant sans la participation active des citoyens. Les individus s'offrent à la chose, comme dans la posture religieuse sacrificielle, « la transcendance ne surplombe pas l'homme, il en est le porteur.[6] »

Les mesures révèlent « une perception traumatique du manque dans l'autre ». Le pouvoir exhibe une impuissance face à la force de l'invisible. Il demande aide et assistance aux populations, tout en exigeant la participation et le sacrifice de tous « pour aider le personnel soignant et arrêter la circulation du virus, afin d'éviter la catastrophe en matière sanitaire ».[7] Il annonce constamment des mesures changeantes et contradictoires, ayant peu de rapport avec l'évolution des faits. Il étale son incapacité à faire face à une extension inexorable du virus. L'exhibition par les autorités de leurs manquements est une Annonciation, montrant à la fois leur amour infini des citoyens et la toute puissance de la maladie. Elle incite les populations à demander d'avantage de mesures qui les asservissent.

Le retour du grand Pan.

Chez les Grecs anciens,[8] le terme de « pandémie » se rapporte à une peur telle qu'on la qualifie de « panikos ». Elle désigne les grandes frayeurs sans fondement, sans cause légitime, si ce n'est un écho venu d'on ne sait-où. Il porte sur un bruit, un son terrible qui fait perdre la raison. Il met en déroute les armées et sème la terreur. Ce bruit résulte de l'action du dieu Pan, mi-animal, mi-homme, de la mythologie grecque.

Avec Pan,[9] une voix s'élève dans un paysage sonore où, précédant toute parole, règne un bruit, le son strident d'une flûte. Elle est l'agent d'une peur panique, d'une peur sans raison. Son intervention produit une terreur, dont la cause échappe à la compréhension. Il s'agit d' une peur sans cause, amplifiée par un bruit continu occupant tout l'espace, qualifié comme étant un écho. Ainsi, la peur ou le désordre, la panique frappent de folie collective une communauté humaine, jusqu'à la désorganiser complètement.[9]

La pandémie produite par le dieu Pan produit un état d'aliénation collective. Les individus ne reconnaissent plus les leurs. Ils n'ont plus d'appartenance et commencent à faire la guerre, non pas contre un ennemi extérieur et identifié, mais entre-eux. L'action de Pan empêche le guerrier d'être un guerrier, l'homme d'être un homme. Il en fait un animal désorganisé qui va s'auto-détruire.

La mythologie nous apprend ce qu'engendre la venue du désordre dans l'ordre, le surgissement de la sauvagerie dans la cité. Elle nous éclaire ainsi sur notre présent et notre devenir immédiat, sur les effets de la fin de l'état de droit, de l'extinction du rôle de la loi, de la généralisation et de l'acceptation de l'arbitraire.

Dans la « pandémie » du coronavirus, les bruits véhiculés par les médias prennent possession des foules et des corps. Surgissant de l'invisible, ils déclenchent la panique. Le terme de pandémie fait écho. Sa fonction n'est pas de saisir la réalité, de permettre la compréhension du phénomène, mais de marquer les populations dans leur chair et d'enfermer leurs comportements dans un état de nature. Agissant comme résonance, au niveau de la limite entre l'humain et l'animalité, l'écho induit un mouvement générateur de détresse. Il crée une panique, semblable à celle inscrite par la mythologie grecque du grand Pan.

La pandémie s'est faite « chair. »

Le discours des médias inverse le rapport entre les mesures prises et l'avènement de la maladie. Le dispositif sanitaire apparaît comme l'extériorité d'une intériorité, celle du coronavirus. De même, actuellement une recrudescence de la maladie existe, car elle est annoncée. La Chose est, car elle est nommée comme telle. Nous sommes entrés officiellement dans une deuxième vague, annoncée déjà depuis le mois de mars, car un nouveau couvre feu vient d'être décrété et de nouvelles mesures sont adoptées.

C'est donc les attitudes de la population « en marche » contre le coronavirus, mimant les injonctions du pouvoir, donnant une matérialité à l'annonce d'une reprise du virus, qui constitue la présence de celle-ci. Ainsi, ils mettent en scène l'invisible. Grâce aux individus venant se faire tester en masse l'invisible devient calculable. Leur volontarisme, dans la soumission aux injonctions, devient la grandeur de la contamination.

La fusion de l'intérieur et de l'extérieur fait également partie de la « guerre contre le terrorisme ». Ce qui était énoncé, par le

pouvoir, devenait transparence de la réalité. En ce qui concerne la « guerre contre le coronavirus, » la preuve de l'existence du virus ne résulte pas uniquement de son énonciation par les autorités, mais existe surtout à travers le comportement des populations. C'est ce dernier qui donne une objectivation au contenu du discours. Ainsi, par la stricte observance de rituels, dénués de toute efficacité autre que celle de modeler leurs comportements, les individus donnent chair à l'existence de la pandémie. Aussi, la frénésie actuelle des populations, suite à la mobilisation médiatique, à se faire tester en masse, attesterait de la reprise exponentielle de l'infection.

Dans la « lutte contre le coronavirus », le jugement d'attribution, comme négativité première, comme capacité de dire non, n'a plus lieu d'être. La faculté de séparer le moi du non moi et de distinguer le dedans du dehors est suspendue.

L'invisible, l'Autre absolu, le grand Pan, dont le pouvoir séculier, s'exerçant à travers les instances de la puissance étatique, des organisations mondiales de la santé… ne rencontre plus de limite à son emprise. Nous ne pouvons plus nous opposer à ses injonctions, car nous n'existons plus « en tant que corps. »

Pandémie ou pantomime.

La pandémie du coronavirus repose sur la mise en scène d'un désarroi produit par les « mesures de protection ». Elle exhibe des individus sacrifiant leur vie individuelle et sociale, afin de satisfaire les attentes de l'invisible. Ces gestes répétitifs et codés, destinés à nous purifier de l'autre, rappelle le théâtre d'Antonin Artaud,[11] Toutes deux développent une approche qui relève de la pantomime, où gestes, intonations et incantations remplacent le texte, où « les mots seront pris dans un sens incantatoire, vraiment magique, pour leur forme, leurs émanations sensibles, et non plus pour leurs sens.[12]». Ce marquage répété des individus produit une intensification de la tension. Le chiffrage journalier des malades, puis celui des simples « contaminés », est le corps principal des informations dispensées.

Antonin Artaud est l'inventeur du concept de «théâtre de la cruauté » qui conçoit l'épidémie comme une métaphore spirituelle de la vie humaine. Les angoisses, il les montra travers un langage spécifique qui devient l'objet du théâtre même. À travers leur participation à un spectacle-action, les spectateurs sont entraînés par une violence pulsionnelle aiguë.

Dans le théâtre d'Artaud, le spectateur devient acteur, la scène et la salle ne sont pas séparées. Les individus sont également personnellement mobilisés dans la « guerre contre le coronavirus ». Il n'y a plus de séparation entre le pouvoir, les individus et le virus. Cette indistinction fait que la pandémie n'a pas d'extériorité, elle concerne l'intériorité des individus qui doivent se purifier, afin de se sauver et de se protéger du lien social.

La scène théâtrale permet d'identifier et de cristalliser cette cruauté fondamentale et, par un rite sacrificiel, de s'en libérer. Cette forme d'exorcisme agit comme la peste, « d'une crise qui se dénoue par la mort ou par la guérison [13]». Ce théâtre est l'expression d'une crise totale après laquelle, il ne reste plus rien « que la mort ou une extrême purification[14] ». L'épidémie agit sur l'ensemble de la collectivité. Dans la guerre contre le coronavirus, la crise est aussi pandémique et globale. Elle est partout, sans distinction, et conduit à une transformation radicale de la société et au sacrifice des populations. Si les personnes âgées et les malades sont en première ligne de cette politique d'épuration, elle conduit aussi à une purification de ceux qui resteront en vie, c'est à dire à une éradication de ce qui fait de nous des êtres humains.

Une capture de l'invisible.

La dramaturgie de la pandémie s'inscrit à la lettre dans le théâtre de la peste d'Artaud, dont la scène donne directement accès à l'invisible.[15] Aussi, dans la pandémie du coronavirus, l'origine de la maladie ne peut être détectée, elle ne fait pas partie du visible, mais de l'invisible. Son extension existe, car elle est déclarée, comme aussi l'est l'hypostase d'une une deuxième vague, déjà prévue en mars, puis celle d'une troisième actuellement annoncée.

Les scénographies, utilisées dans la « guerre contre la pandémie », sont destinées à projeter l'invisible dans l'espace. En neutralisant les mécanismes de défense des individus, toutes deux permettent que la panique devienne agissante et salutaire dans l'instauration d'un monde nouveau. Anticipant le port du masque généralisé qui supprime le visage et nous enlève toute identité, l'épidémie s'inscrit dans un théâtre initiatique où les hommes sont poussés à se voir tel qu'ils sont : un virus.

Artaud place son théâtre au-delà du langage. Il insiste sur son élément charnel. Il écrit : « Dans l'état de dégénérescence ou nous sommes, c'est par la peau qu'on fera rentrer la métaphysique dans les esprits [16]». De fait, la gestion du coronavirus se place aussi hors langage et s'accompagne de rituels : masque, distanciation, confinement variable et répété.., pensés pour produire, non seulement une désarticulation du corps, tant social, qu'individuel, mais un effacement de celui-ci. La chair,[17] n'ayant plus de protection, pourra alors être marquée.

Distanciation sociale. Source de l'image : Pikist.com

Artaud insiste sur la puissance du rituel et cherche à transformer le spectacle en une cérémonie sacrée. Il redonne au théâtre

une fonction religieuse. Pour lui, le théâtre se doit d'être le lieu de l'identification et du sacrifice, d'où le terme de « Théâtre de la Cruauté ».

Celui-ci prend l'aspect d'une cérémonie religieuse et comporte, dès lors, une participation active et personnelle du public.

La « gestion » de la pandémie du coronavirus a pour fonction de révéler un sacré. Elle est une totalité qui se place hors droit. Elle résulte d'un impératif catégorique, d'une loi morale, celle de « sauver des vies humaines ». L'application de plupart des mesures n'a pas de base légale. Elle est laissée à l'appréciation des différents mandataires et exécutants et surtout à la panique des populations. Son efficacité résulte de son caractère surmoîque.

Elle a un caractère directement religieux et est basée sur le sacrifice des citoyens. Dans son théâtre, Artaud avait décri cette mutation de la société. Le « Théâtre de la Peste » avait déjà anticipé ce que nous vivons dans « la guerre contre le coronavirus » : une chair sans corps, « un corps pestiféré »[18], c'est à dire le désarroi, l'abandon du corps, ainsi que le renoncement à être une personne.

Notes

1. Marc Gozland, « Pandémie : histoire d'un mot et d'un concept », le 17 mars 2020, https://www.lemonde.fr/blog/realitesbiomedicales/2020/03/17/pandemie-histoire-dun-mot-et-dun-concept/

2. « Le théâtre de la cruauté », in Le Théâtre et son double, Gallimard 1938, https://fr.wikisource.org/wiki/Le_th%C3%A9%C3%A2tre_et_son_double et « Le théâtre de la cruauté, d'Antonin Artaud », CAPES de Lettres Modernes, https://lewebpedagogique.com/capeslettres/le-theatre-de-la-cruaute-antonin-artaud/

3. Jean-Claude Paye, Tülay Umay, « Coronavirus, une mutation anthropologique », RéseauInternational, le 17 août 2020, https://reseauinternational.net/coronavirus-une-mutation-anthropologique/

4. René Girard remarque que « paraballo signifie jeter quelque chose en pâture à la foule pour apaiser son appétit de violence, de préférence une victime, un condamné à mort », René Girard, Le Bouc émissaire, Grasset ,p. 270

5. Jean-Claude Paye, « La fin de l'histoire ou le temps messianique », Réseau international, le 24 décembre 2017, https://www.mondialisation.ca/la-fin-de-lhistoire-ou-le-temps-messianique/5621840

6. Emmanuel de Saint Aubert,« L'Incarnation change tout ». Merleau-Ponty critique de la théologie explicative », Transversalités 2009/4, pp 147 à 186, https://www.cairn.info/revue-transversalites-2009-4-page-147.htm

7. Allocution de Franck Vandenbrouck, ministre belge de la santé, RTBF radio première CQFD, le 19 octobre 2020, https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_la-situation-est-nettement-pire-que-le-18-mars-qui-etait-le-debut-du-lockdown?id=10612559

8. Philippe Borgeaud, « Penser la pandémie avec les Grecs, » Univerité de Genève, vidéo, le 26 avril 2020, https://www.facebook.com/Regahr/videos/penser-la-pand%C3%A9mie-avec-les-grecs-entretien-avec-philippe-borgeaud-prof-honorair/550950212527267/

9. Originaire d'Arcadie, Pan est le dieu des troupeaux et des bergers, dont le culte s'est répendu à travers la Grèce. Il est un dieu avec un corps mi-homme, mi-bouc.

10. Philippe Borgeaud, Op. Cit.

11. Antonin Artaud, « Le théâtre et la peste » in Le théâtre et son double, Gallimard 1938, pp. 15-33, https://fr.wikisource.org/wiki/Le_th%C3%A9%C3%A2tre_et_son_double

12. Antonin Artaud, Oeuvres completes, tome IV, Gallimard -blanche, 1978, p. 121.

13. « Un thâtre qui double la vie », http://classes.bnf.fr/pdf/artaud1.pdf

14. Ibidem.

15. Atsushi Kamaki, Artaud, Kandinsky, Witkiewicz : le dualisme du théâtre Alfred Jary », Agon, OpenEdition, https://journals.openedition.org/agon/1617?lang=en

16. Antonin Artaud, Oeuvres complètes,tome IV, Gallimard -Blanche, 1978, p. 108.

17. « Il y a, affirme-t-il, de la pensée pré-identitaire qui surgit, non en moi, mais dans la chair qui pulse en deçà de mon corps anatomique et dans laquelle celui-ci est comme découpé. » in Evelyne Grossman, La théorie de la chair, « Artaud, « l'aliéné authentique », p. 35, https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01422058/document

18. Tatsiana Kuchyts Challier, « Le Corps-Peste d'Antonin Artaud face à la cruauté de l'espace vital », Université Stendhal-Grenoble III, le 20/10/2014, https://www.erudit.org/fr/revues/annuaire/2012-n52-annuaire01550/1027015ar/

Désinformation et peur, les rouages de la pandémie idéologique.

- Si ces statistiques officielles erronées utilisées pour "mesurer" la propagation du virus sont dénuées de sens, elles ont néanmoins été utilisées pour soutenir la campagne de peur et de désinformation en cours. par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 05 novembre 2020

La feuille de route de la COVID-19 : Vers un chaos économique mondial et une destruction de la société.

Petites modifications le 16 octobre 2020

Il est maintenant confirmé que le test Réaction de Polymérisation en Chaîne en Temps Réel (RT-PCR) utilisé pour estimer les cas positifs au COVID-19 est discutable. Il ne permet pas de détecter ou d'identifier le virus. Ce qu'il détecte, ce sont des particules ou des fragments du virus.

PCR- Positif n'implique pas que le COVID-19 soit positif. Les statistiques dérivées du test PCR ne mesurent pas correctement les « cas confirmés ». Le test PCR ne fournit pas les statistiques requises (par les décideurs politiques et les autorités sanitaires nationales) pour évaluer le nombre de personnes infectées. De plus, selon le CDC, « une infection [COVID-19] positive » pourrait être le résultat d'une « co-infection avec d'autres virus… L'agent détecté peut ne pas être la cause de la maladie ».

Si ces statistiques officielles utilisées pour « mesurer » la propagation de l'infection virale sont imparfaites, elles ont néanmoins été utilisées pour soutenir la campagne de peur et de désinformation en cours.

Le test PCR étant défaillants en tant que moyen d'identification de la propagation du virus, les décisions importantes prises par l'OMS et les gouvernements nationaux depuis fin janvier 2020 (étayées par des statistiques erronées) sont potentiellement invalides. En outre, des rapports officiels, dont celui de l'OMS, confirment que le COVID-19 n'est pas un virus mortel, mais qu'il présente des caractéristiques similaires à celles de la grippe saisonnière.

L'objectif de cet article est d'examiner comment ces décisions de grande envergure, invariablement basées sur des concepts non valables et des statistiques erronées, ont contribué à un état de chaos économique, social et politique dans le monde entier, menant au blocage et à la fermeture de 190 économies nationales des États membres des Nations unies le 11 mars 2020. Seuls trois pays, dont le Bélarus, le Nicaragua et la Suède, ont refusé de fermer leur économie nationale.

Ce qui nous frappe dans cette analyse est le fait que des décisions majeures ont été prises dès le début, le 30 janvier 2020, alors que le nombre de cas positifs enregistrés était excessivement faible.

Le verrouillage ainsi que la fermeture des économies nationales dans le monde entier le 11 mars 2020 ont été présentés comme un moyen de faire face au « virus tueur » et de « sauver des vies ». Amplement documentés, les impacts ont conduit à un chômage de masse et à la pauvreté dans le monde entier.

La feuille de route vers le chaos économique et la destruction de la société

18 octobre 2019. Exercice de simulation de pandémie 201

Le coronavirus a été initialement nommé 2019-nCoV par l'OMS, le même nom que celui adopté lors de l'exercice de simulation du 18 octobre 2019 201 sous les auspices de la John Hopkins Bloomberg School of Health, Centre for Heath Security (un événement sponsorisé par la Fondation Gates et le Forum économique mondial)(Evénement 201)

Le 7 janvier 2020 : Les autorités chinoises ont « identifié un nouveau type de virus » qui (selon les rapports officiels) a été isolé le 7 janvier 2020.

Du 20 au 24 janvier : Réunions du Forum économique mondial à Davos. Le rôle des puissants intérêts financiers Des intérêts financiers dominants, des fondations milliardaires et des institutions financières internationales ont joué un rôle clé dans le lancement de l'urgence de santé publique de l'OMS (PHEIC). La décision n'a pas été prise par l'OMS.

Dans la semaine qui a précédé cette décision historique de l'OMS. La PHEIC a fait l'objet de « consultations » lors du Forum économique mondial (FEM), à Davos (21-24 janvier). Le directeur général de l'OMS, le Dr. Tedros, était présent à Davos. Ces consultations ont-elles contribué à influencer la décision historique de l'OMS le 30 janvier ?

Y avait-il un conflit d'intérêt tel que défini par l'OMS ? Le plus grand donateur de l'OMS est la Fondation Bill et Melinda Gates, qui, avec le FEM et la CEPI [Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies], avait déjà annoncé à Davos le développement d'un vaccin COVID-19 avant le lancement historique du PHEIC le 30 janvier.

Le 28 janvier 2020 : Le Centre américain pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) a confirmé que le nouveau virus Corona avait été isolé. À ce jour, le processus d'identification du virus n'a pas été rendu public. Le 30 janvier 2020 : L'urgence de santé publique de portée internationale de l'OMS (PHEIC)

La première étape de cette crise a été lancée par l'OMS le 30 janvier. Bien qu'elle n'ait pas été officiellement désignée comme « pandémie », elle a néanmoins contribué à mener la campagne de peur.

Dès le début, les estimations des « cas positifs confirmés » ont fait partie d'un « jeu de chiffres ».

Dans certains cas, les statistiques n'ont tout simplement pas été mentionnées et dans d'autres cas, les chiffres ont été gonflés en vue de créer la panique.

Le nombre de « cas confirmés » basés sur des estimations erronées (PCR) utilisées pour justifier cette décision de grande envergure était ridiculement faible.

La population mondiale hors Chine est de l'ordre de 6,4 milliards. Le 30 janvier 2020, il y en avait en dehors de la Chine :

83 cas dans 18 pays, et seulement 7 d'entre eux n'avaient aucun antécédent de voyage en Chine. (voir OMS, 30 janvier 2020).

Le 29 janvier 2020, la veille du lancement du PHEI (enregistré par l'OMS), il y avait 5 cas aux États-Unis, 3 au Canada, 4 en France, 4 en Allemagne.

Il n'y avait pas de « base scientifique » pour justifier le lancement d'une urgence de santé publique mondiale.

Capture d'écran de la table de l'OMS, 29 janvier 2020,

Un jour avant la décision de l'OMS de déclarer une urgence de santé publique mondiale

Ces chiffres ridiculement bas (non mentionnés par les médias) ont été utilisés pour mener une campagne de peur mondiale.

Le 31 janvier 2020 : Décision du président Trump de suspendre les voyages aériens avec la Chine

Alors que l'OMS « [n'a] recommandé aucune restriction de voyage ou de commerce », les cinq cas dits « confirmés » aux États-Unis ont suffi à « justifier » la décision du président Trump, le 31 janvier, de suspendre les voyages aériens vers la Chine tout en précipitant une campagne de haine contre les personnes d'origine chinoises dans tout le monde occidental.

Cette décision historique du 31 janvier a ouvert la voie à la perturbation du commerce international des marchandises ainsi qu'à des restrictions mondiales sur les voyages aériens.

Et ces « cas confirmés » erronés étaient pour la plupart des cas utilisant le test RT-PCR standard.

20-21 février 2020. Données mondiales de COVID-19 en dehors de la Chine : Le navire de croisière Diamond Princess

Alors que la Chine a signalé un total de 75 567 cas de COVID-19, (le 20 février) les cas confirmés en dehors de la Chine étaient terriblement bas et les statistiques basées en grande partie sur le test PCR utilisé pour confirmer la « propagation mondiale du virus » étaient pour le moins discutables. En outre, sur les 75 567 cas recensés en Chine, un pourcentage important s'est rétabli. Et les médias n'ont pas reconnu ces chiffres.

Le jour de la conférence de presse historique du Dr. Tedros (20 février 2020), le nombre de cas confirmés en dehors de la Chine était de 1073, dont 621 étaient des passagers et des membres d'équipage du navire de croisière Diamond Princess (échoué dans les eaux territoriales japonaises).

D'un point de vue statistique, la décision de l'OMS indiquant une possible « propagation du virus dans le monde entier » n'a pas de sens.

Le 20 février, 57,9 % des « cas confirmés » de COVID-19 dans le monde provenaient du Diamond Princess, ce qui n'est guère représentatif d'une « tendance statistique » mondiale. L'histoire officielle est la suivante :

- Un passager basé à Hong Kong qui avait débarqué du Diamond Princess à Hong Kong le 25 janvier a développé une pneumonie et a été testé positif pour le nouveau coronavirus le 30 janvier.

- Il aurait voyagé le 10 janvier, à Shenzhen en Chine continentale (qui borde les nouveaux territoires de Hong Kong).

- La Diamond Princess est arrivée à Yokohama le 3 février. Une quarantaine a été imposée au croiseur. Voir l'étude du NCBI.

- De nombreux passagers sont tombés malades à cause du confinement sur le bateau.

- Tous les passagers et l'équipage du Diamond Princess ont passé le test PCR.

- Le nombre de cas confirmés est passé à 691 le 23 février.

Du point de vue de l'évaluation des tendances statistiques mondiales, les données ne tiennent pas debout. Sans les données du Diamond Princess, les cas dits confirmés dans le monde hors de Chine le 2 février auraient été de l'ordre de 452, sur une population de 6,4 milliards.

Examinez le graphique de l'OMS ci-dessous. Le bleu indique les cas confirmés à bord du Diamond Princess (transport international) (qui est arrivé à Yokohama le 3 février 2020), dont beaucoup étaient malades, confinés dans leur chambre pendant plus de deux semaines (quarantaine imposée par le Japon). Tous les passagers et l'équipage ont passé le test RT-PCR (qui ne détecte ni n'identifie le Covid-19).

Il va sans dire que ces soi-disant données ont été le fer de lance de la campagne de peur et de l'effondrement des marchés financiers au cours du mois de février. (voir la section ci-dessous)

La crise financière de février 2020. La crise du Coronavirus de 2020

Les 20 et 21 février 2020 marquent le début du krach financier de 2020.

Le 20 février 2020 : Lors d'une conférence de presse le jeudi 20 février après-midi (heure de l'Europe centrale) lors d'un briefing à Genève, le directeur général de l'OMS. Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré qu'il était

- « inquiet que la possibilité de contenir l'épidémie de coronavirus se « reserre » [closing]…

- « Je crois que la possibilité est toujours là, mais qu'elle est restreinte. »

Ces déclarations « de choc et d'effroi » ont contribué à renforcer la campagne de peur, malgré le fait que le nombre de cas confirmés en dehors de la Chine était extrêmement faible.

Officiellement, 1073 cas dans le monde entier.

En excluant le Diamond Princess, 452 cas dits « confirmés » dans le monde en dehors de la Chine, pour une population de 6,4 milliards d'habitants, enregistrés par l'OMS le 20 février, 15 aux États-Unis, 8 au Canada, 9 au Royaume-Uni. (février 2020).

Un nombre plus important de cas hors de Chine a été enregistré en Corée du Sud (153 cas selon l'OMS) et en Italie (enregistré par les autorités nationales).

Données de l'OMS enregistrées en février 2020, au début de la crise financière dite de Covid (tableau à droite)

La déclaration du Dr Tedros (basée sur des concepts et des statistiques erronées), a préparé le terrain pour l'effondrement financier de février, déclenché par des informations privilégiées, des connaissances préalables, le commerce des produits dérivés, la vente à découvert et une multitude d'opérations de fonds spéculatifs.

Quiconque avait connaissance (information privilégiée) de la déclaration du 20 février du directeur général de l'OMS aurait récolté des gains monétaires importants.

Y avait-il un conflit d'intérêts ? L'OMS reçoit des fonds de la Fondation Gates. Et Bill Gates a « 60% de ses actifs investis dans des actions [y compris des actions et des fonds indiciels] », selon un rapport de CNBC de septembre 2019.

Le krash boursier initié le 20 février dernier, appelé « krash boursier du coronavirus 2020« , a été classé comme :

- « la chute des marchés boursiers mondiaux la plus rapide de l'histoire financière, et le krash le plus dévastateur depuis celui de Wall Street en 1929 ».

La cause du krash financier était (selon les analystes), V. Le Virus. La propagation du virus en dehors de la Chine.

La campagne de peur du « virus tueur », associée aux « avertissements » opportuns du Dr Tedros sur la nécessité de mettre en place une pandémie mondiale, a servi de manière indélébile les intérêts des spéculateurs institutionnels et des fonds spéculatifs de Wall Street. Le krach financier a entraîné un changement majeur dans la distribution de la richesse monétaire. (voir l'analyse ci-dessous)

Dans la semaine qui a suivi l'annonce de l'OMS les 20 et 21 février, le Dow Jones s'est effondré de 12 % (CNBC, 28 février 2020). Selon les analystes, la chute du DJIA a été le résultat de la propagation mondiale du virus. Une déclaration absurde en contradiction avec le (petit) nombre d'estimations positives de COVID-19 de l'OMS, dont la plupart étaient basées sur le test PCR défaillants.

Le lundi 24 février, lors de la réouverture des marchés boursiers, il y a eu une chute sans précédent du Dow Jones, attribuable aux « dangers imminents » que « la Covid se répandait dans le monde entier, créant des incertitudes sur les marchés financiers« .

Les actions ont fortement chuté le lundi (24 février), le nombre de cas de coronavirus en dehors de la Chine ayant augmenté, alimentant les craintes d'un ralentissement économique mondial prolongé de la propagation du virus. Le Dow Jones Industrial Average a clôturé en baisse de 1 031,61 points, soit 3,56%, à 27 960,80. » (CNBC) (c'est nous qui soulignons)

Le 24 février également, M. Trump a demandé une aide d'urgence de 1,25 milliard de dollars.

Selon la BBC, les marchés boursiers mondiaux ont connu de fortes baisses « en raison des inquiétudes concernant l'impact économique du virus », ce qui laisse entendre que le virus était « la « main » invisible responsable du déclin des marchés financiers ».

Le COVID-19 a été identifié de justesse comme le catalyseur du krach financier.

Qui était derrière ce catalyseur ? Qui était derrière la campagne de peur qui a contribué à déclencher le chaos et l'incertitude sur les marchés financiers ?

Le 11 mars 2020 : La pandémie de COVID-19, le verrouillage et la fermeture de 190 économies nationales

Le directeur général de l'OMS avait préparé le terrain lors de sa conférence de presse du 21 février. « le monde devrait faire plus pour se préparer à une éventuelle pandémie de coronavirus ». L'OMS avait appelé les pays à être « dans une phase de préparation ».

Le 11 mars 2020: l'OMS a officiellement déclaré une pandémie mondiale alors qu'il y avait 18 000 cas confirmés et 4291 décès sur une population mondiale hors Chine de l'ordre de 6,4 milliards de personnes. Que vous disent ces « statistiques » ?

Immédiatement après l'annonce faite par l'OMS le 11 mars, la campagne de peur est passée à la vitesse supérieure. Comme dans le cas de l'accident des 20 et 21 février, la déclaration du 11 mars du directeur général de l'OMS avait préparé le terrain. Les marchés boursiers se sont effondrés dans le monde entier. Le lendemain matin, le Dow (DJIA) a chuté de 9,99 % (une baisse de 2 352,60 pour clôturer à 21 200,62). Le jeudi noir, 12 mars 2020, a été « la pire journée du Dow » depuis 1987. Un transfert massif de richesse financière avait eu lieu en faveur des milliardaires étasuniens.

Des instructions de confinement ont été transmises à 193 États membres des Nations unies. Les politiciens sont les instruments de puissants intérêts financiers. Cette décision de grande envergure était-elle justifiée en tant que moyen de lutte contre le virus ?

Sans précédent dans l'histoire, appliquée presque simultanément dans un grand nombre de pays, des secteurs entiers de l'économie mondiale ont été déstabilisés. Des petites et moyennes entreprises ont été acculées à la faillite. Le chômage et la pauvreté sévissent.

Dans certains pays, des famines ont éclaté. Les conséquences sociales de ces mesures sont dévastatrices. Les impacts sanitaires (mortalité, morbidité) de ces mesures, y compris la déstabilisation du système de santé national (dans de nombreux pays), dépassent de loin ceux attribués à COVID-19.

Enrichissement des milliardaires. L'appropriation et la redistribution des richesses

La richesse des milliardaires a augmenté de façon spectaculaire depuis le début du mois de février. Il existe trois phases distinctes, directement liées à la crise du coronavirus, chacune étant marquée par des changements majeurs dans la distribution de la richesse mondiale.

La crise financière, qui a débuté le 20 février, a entraîné une redistribution spectaculaire de la richesse monétaire et de la propriété des actifs financiers. La connaissance du marché, l'information privilégiée et le commerce spéculatif ont joué un rôle clé. Le Dr Tedros a-t-il eu connaissance de la déclaration du 20 février de l'OMS ?

Le 11 mars, le verrouillage et la fermeture des économies nationales de 190 États membres de l'ONU ont déclenché la faillite d'entreprises et de PME dans le monde entier. L'événement du 11 mars a également été marqué par la chute des marchés boursiers dans le monde entier, à partir du jeudi noir du 12 mars 2020.

La troisième étape de l'enrichissement des milliardaires concerne la mise en œuvre de la « deuxième vague » qui consiste à déclencher une nouvelle vague de faillites.

La redistribution des richesses en faveur de la classe milliardaire est confirmée par une étude d'IPS relative à la fermeture de l'économie mondiale.

La richesse combinée des milliardaires étasuniens a augmenté de 850 milliards de dollars depuis le 18 mars 2020, soit une augmentation de plus de 28 %. (Cette estimation ne tient pas compte de l'augmentation de la richesse au cours de la période précédant le 18 mars, qui a été marquée par une série de krachs boursiers).

Le 18 mars 2020, les milliardaires étasuniens avaient une richesse combinée de 2 947 milliards de dollars. Le 8 octobre, leur richesse a atteint 3,8 billions de dollars (3,798 milliards de dollars pour être exact).

Au niveau mondial, les milliardaires sont les grands gagnants de la pandémie COVID-19. Selon un récent rapport de l'UBS, les quelque 2 189 milliardaires du monde entier disposent désormais de 10,2 billions de dollars. Il s'agit d'une augmentation estimée à 1,5 billion de dollars pendant la pandémie si l'on considère les données de l'UBS et de Forbes concernant les milliardaires à partir de 2019.

Le tableau ci-dessous indique l'augmentation de la richesse personnelle des cinq milliardaires étasuniens les plus riches (18 mars – 17 juin 2020). (Non indiquée dans le tableau, la richesse des milliardaires étasuniens a encore augmenté de 266 milliards de dollars de juin à octobre 2020).

Réfléchissons maintenant brièvement à la deuxième vague qui est maintenant imposée à des millions de personnes.

La deuxième vague

Septembre-octobre 2020. L'établissement financier a demandé aux gouvernements de mettre en œuvre ce qui équivaut à un deuxième programme de faillite en utilisant le prétexte et la justification que le nombre de cas positifs de COVID-19 avait augmenté.

Selon toute vraisemblance, cette deuxième vague conduira à un nouveau processus d'appropriation et de concentration des richesses.

Parallèlement, on observe une tendance à des formes de gouvernement totalitaires.

Toutes les formes d'activité sociale sont touchées, y compris les réunions familiales, les mariages et les enterrements, les rassemblements publics, sans parler de la fermeture d'écoles, d'universités, de musées, de manifestations sportives et culturelles. Des mesures d'État policier sont désormais appliquées pour faire respecter la loi. Et les gens acceptent !

Au début de la deuxième vague, le processus de reporter la réouverture de l'économie mondiale contribuera de manière significative à la destruction des petites et moyennes entreprises (régionales et locales) dans le monde entier, tout en précipitant la faillite de secteurs entiers de l'économie mondiale, notamment les compagnies aériennes, les chaînes d'hôtels et l'industrie touristique. Cela entraînera à son tour l'appropriation de biens réels par de puissants intérêts financiers.

La campagne de peur est une fois de plus passée à la vitesse supérieure.

Les statistiques officielles basées sur des estimations erronées et manipulées de cas positifs COVDI-19 dits « confirmés » constituent la base même pour justifier ces mesures diaboliques.

V-virus [COVID-19] est présenté comme la menace. Mais le virus n'a pas d'impact direct sur les variables économiques clés.

Les enjeux sont sans précédent : Il s'agit d'un programme néolibéral mondial mené par des gouvernements corrompus au nom de le pouvoir financier (establishment).

Le bon sens nous dit que la fermeture de l'économie mondiale détruit la vie des gens.

Perturber la campagne de peur constitue le premier pas vers le renversement de la tendance.

ANNEXE

Le test Réaction de Polymérisation en Chaîne en Temps Réel (RT-PCR)

Le test standard utilisé pour détecter/identifier le SRAS-2 dans le monde entier est le test Réaction de Polymérisation en Chaîne en Temps Réel (RT-PCR), qui est utilisé pour estimer et tabuler le nombre de cas confirmés positifs de Covid-19. (Ce n'est pas le seul test utilisé. Les observations ci-dessous concernent uniquement la PCR standard).

Selon le Dr Kary Mullis, lauréat du prix Nobel, qui a inventé le test PCR :

« La PCR détecte un très petit segment de l'acide nucléique qui fait partie d'un virus lui-même. Le fragment spécifique détecté est déterminé par le choix quelque peu arbitraire des amorces d'ADN utilisées qui deviennent les extrémités du fragment amplifié ».

Le test PCR n'a jamais été destiné à identifier le virus.

Le test PCR standard appliqué en relation avec le Covid-19 ne détecte ni n'identifie le virus. Ce qu'il détecte, ce sont des fragments de plusieurs virus, selon le Dr B. Stadler, immunologiste suisse renommé. Selon le Dr Pascal Sacré, « ces tests détectent des particules virales, des séquences génétiques, et non le virus entier ».

« Fragments de virus positifs » ne signifie pas « positifs pour le SRAS-2« (ou Covid-19 positif).

Ce que les gouvernements ont fait, c'est donner au test PCR positif une étiquette unique, à savoir « Covid-19 »

Une fois que le label Covid-19 Positive est établi et accepté, il est alors soumis à de nombreuses formes de manipulation, sans parler de la falsification des certificats de décès.

Voici les critères du CDC qui reconnaît fermement qu'une « infection positive [covid-19] » peut être le résultat d'une « co-infection avec d'autres virus… L'agent détecté ne peut pas être la cause de la maladie« .

Les critères et lignes directrices confirmés par le CDC concernant le « Panel de diagnostic du CDC 2019-Novel Coronavirus (2019-nCoV) » sont les suivants (à lire attentivement) :

Les résultats concernent l'identification de l'ARN du 2019-nCoV. L'ARN du 2019-nCoV est généralement détectable dans les échantillons des voies respiratoires supérieures et inférieures pendant l'infection. Des résultats positifs indiquent une infection active par le 2019-nCoV mais n'excluent pas une infection bactérienne ou une co-infection avec d'autres virus. L'agent détecté peut ne pas être la cause précise de la maladie. Les laboratoires des États-Unis et de ses territoires sont tenus de signaler tous les résultats positifs aux autorités de santé publique compétentes.

Les résultats négatifs n'excluent pas une infection par le 2019-nCoV et ne doivent pas servir de base unique pour le traitement ou d'autres décisions de prise en charge des patients. Les résultats négatifs doivent être associés aux observations cliniques, aux antécédents du patient et aux informations épidémiologiques.

QUATRIEME PARTIE

Quelques réflexions politiques.

- Plandémie ou coronabusiness.

- Tous ceux qui commencent leur discours par "alors que tout indiquait que la seconde vague arrivait", n'ont aucune légitimité.

- Ceux qui croient que le monde pourrait être meilleur demain comme par enchantement, se font autant d'illusions que ceux qui croient que le capitalisme serait réformable, généralement ce sont les mêmes.

- Je me demande comment on peut se croire révolutionnaire et être aussi réactionnaire.

- «Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs».

- "Qui maîtrise les peurs maîtrise les peuples" (Machiavel - conseil au Prince - XVème siècle)

- Platon dans « Apologie de Socrate » : « ce que je sais, c'est que je ne sais rien ».

- L'ultracrépidarianisme (parfois écrit ultracrepidarianisme à tort) est le comportement qui consiste à donner son avis sur des sujets à propos desquels on n'a pas de compétence crédible ou démontrée. Le terme ultracrepidarian a été utilisé pour la première fois en 1819 par l'essayiste William Hazlitt dans une lettre ouverte à William Gifford. wikipedia.org

LVOG - C'est en quelque sorte ce qui démontre que la démocratie est un leurre ou une supercherie, ou alors il faudrait qu'au moins la majorité de la population accède à un niveau "de compétence crédible ou démontrée", ce qui pourrait se concevoir uniquement sous un régime qui mettrait tout en oeuvre pour que cet objectif soit atteint, faudrait-il encore que les dirigeants de ce régime en est conscience et qu'ils appliquent ce principe à eux-mêmes ou qu'ils se fixent eux-mêmes cet objectif.

Le niveau d'expérience, de connaissance et de conscience varie d'un homme à l'homme, ils ne peuvent espérer en tirent le meilleur qu'à partir du moment où il dispose d'une méthode pour discerner et retenir ce qui tend vers l'idéal qu'ils poursuivent, et écarter ce qui les en détourne.

Moi j'ai opté pour le matérialisme dialectique et historique et j'en suis satisfait, parce qu'il fait la part des choses entre ce qui est objectif et ce qui est subjectif en les intégrant dans le tableau d'ensemble de la réalité, de telle manière qu'on peut les distinguer facilement ou ne pas les confondre, de sorte qu'on ne s'écartera pas de notre objectif ou de notre idéal.

- L'enjeu, c'est la liberté, donc c'est politique, et c'est sur ce terrain-là que doit être mené le combat pour conquérir la liberté de décider dans quelle société nous voulons vivre, et si cela inclut de passer par un soulèvement révolutionnaire, au lieu de le craindre on ferait mieux de le préparer, de s'y préparer. Parce que ce qui se passe aussi aujourd'hui, c'est que la plupart des gens n'étaient pas préparés à une telle agression contre leurs libertés.

La réclusion à perpétuité, c'est le nouveau régime qu'on peut caractériser de totalitaire.

Ne plus pouvoir sortir de chez soi librement, c'est le fascisme.

Je crois que cela mérite une révolution qui balaie le régime de fond en comble, donc l'Etat et tous ses relais ou toutes ses ramifications, cassant les liens avec toutes les institutions internationales liées à l'ancien régime totalitaire. Soit on fait peau neuve, soit on s'installe dans le régime fasciste.

Beaucoup de personnes se demandent que faire. Les masses abandonnées à elles-mêmes ou atomisées ne parviennent pas à trouver la voie de l'organisation, donc la priorité pour les militants ouvriers c'est de les aider à la trouver.

On pourrait imaginer un jour, un matin, dire stop, je ne marche plus, j'arrête tout, je ne vais pas bosser, je reste là, dans la rue, et petit à petit toute la population s'y retrouverait, s'interpellant, se regroupant, se rassemblant, se structurant, s'organisant, créant ses propres organes de pouvoir indépendant du régime, face aux institutions existantes de la Ve République, de sorte que se mettrait en place une situation de double pouvoir...

Spontanément est-ce possible ? Je l'ignore, j'en doute fortement. A l'appel d'un parti, d'une personnalité ? Faudrait-il encore qu'il existe et qu'il ne soit pas censuré, mais c'est tout à fait possible si cela correspond à l'état d'esprit des masses. Il faudrait qu'elles n'aient plus rien à perdre, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Elles ont perdu toutes leurs libertés, sauf celle de se faire exploiter et d'alimenter la machine qui les exploite en continuant de consommer frénétiquement pour ceux qui en ont les moyens, et celle de s'abrutir, s'abêtir, de s'asservir un peu plus en prêtant une oreille attentive ou bienveillante à la propagande officielle, en se distrayant avec une culture d'une médiocrité sidérale qui la relaie.

Il faut dire qu'elles sont livrées à elles-mêmes, et généralement dans ce cas-là, c'est rarement pour le meilleur, mais pour le pire. Il faudra attendre qu'elles soient frappées beaucoup plus durement pour qu'elles sortent de l'état cataleptique dans lequel elles sont enfermées. Ceux parmi elles, qui souffrent le moins et qui en ont conscience, sont des hypocrites et des lâches. Peut-être s'en tireront-ils temporairement mieux que les autres, mais au prix de quel avillisement des principes ou des valeurs auxquelles ils prétendaient être attachés, qui les ravalent au rang de sauvage, de barbares.

Cela dit, des millions de travailleurs n'acceptent pas d'être privés de liberté, d'être réduits en esclavage, et s'ils ne se manifestent pas, c'est parce qu'ils ne savent pas comment s'y prendre, vers qui se tourner puisqu'ils font face à un consensus allant de l'extrême droite à l'extrême gauche incluse. Au cours des dernières années ou décennies, ils ont eu le loisir d'observer qu'absolument tous les partis étaient corrompus par l'idéologie dominante par un bout ou un autre, ils sont donc logiquement portés à les rejeter, parce qu'ils ne partagent pas les positions qu'ils ont adoptées sur telle ou telle question, et ils ont raison, il n'existe plus aucun parti pour incarner le marxisme et le socialisme, donc représenter leurs intérêts. On en est autant si ce n'est plus désolé.

On est bien sous un régime fasciste.

Le 3 novembre, une mère âgée de 48 ans convoquée au collège de Guyancourt au sujet de son fils, a dit comprendre les meurtres d'enseignants. Une heure plus tard suite à une plainte portée par la direction du collège, la police a interpellé la quadragénaire à son domicile avant de la placer en garde à vue pour apologie du terrorisme. Une enquête a été ouverte par la sûreté urbaine qui a été chargée des investigations. (Source : sputniknews.com 06.11)

Quand LFI double sur sa droite RN et LREM.

- Quatennens dénonce un hommage "insuffisant" à Samuel Paty, décidé par une instance "opaque" - Europe1 2 novembre 2020

Invité du "Grand Rendez-vous" d'Europe 1, dimanche matin, Adrien Quatennens s'est exprimé sur les attentats qui ont récemment endeuillé la France. Le député du Nord et coordinateur de La France insoumise estime que l'hommage à Samuel Paty aurait mérité "un temps de discussion" dans les écoles. Europe1 2 novembre 2020

LVOG - C'est là qu'on s'aperçoit que l'idéologie dominante a pourri toutes les strates de la société.

Sachant que chaque musulman se reconnaissait dans le prophète, le représenter dans une posture indécente, c'était au mieux insulter tous les musulmans, au pire c'était flatter, cautionner ceux qui les haïssent, les encourager, et M. Le Pen ne s'y est pas trompée. On n'a jamais imaginé notre pire ennemi dans cette position-là, alors qu'on peut justifier de le supprimer parce qu'il nuit à la société. Cela relève du désordre mental ou du fanatisme, de la psychiatrie.

En classe, j'avais conscience que certains élèves allaient boire mes paroles, malgré moi, comme ils boivent celles de leurs parents. Je les revois concentrés et les yeux rivés sur moi, c'est impressionnant. On exerce donc une influence sur eux, par conséquent on ne peut pas dire ou faire n'importe quoi en présence d'esprits malléables et fragiles, encore en construction, celui qui n'en a pas conscience ou n'en tient pas compte n'a rien affaire dans une classe. On m'a propulsé dans 4 classes d'un lycée sans

aucune préparation, sans aucun soutien, vous voyez le délire.

Par curiosité, j'ai demandé à des hindous d'âges et de conditions différentes ce qu'ils en pensaient. Unanimement, outrés au dernier degré, ils ont condamné cette caricature et son auteur qu'ils ont jugés immondes. Ce qui les a le plus stupéfaits encore, c'est quand je leur est dis que le président français et absolument tous les partis politiques en France n'y voyaient rien à redire ou même encourageaient cette pratique. La France est devenue un pays ultra réactionnaire.

Tribune libre. Contribution politique à la discussion

- Reconfinement et Crispation sociale par M'bafo Pian - Agora Vox 2 novembre 2020

Les petits commerçants et les libraires sont en colère contre le nouveau confinement. Plusieurs manifestations ont eu lieu en France, en Italie, en Espagne, etc. Ils ne manifestent pas contre le capitalisme-salariat, contre les rapports sociaux de production actuels mais contre l'arrêt délibéré de la machine économique. Le petit bourgeois voit que la chute brutale de son chiffre d'affaires n'a rien à voir avec une crise économique, une crise du capitalisme-salariat mais causée par des décisions politiques de l'État.

Sur une longue période, en Occident, le capitalisme-salariat est en effondrement, un effondrement en ralenti de sorte qu'il n'est sensible à travers des mesures, des graphiques, etc. De façon populaire on arrive à sentir ce déclin économique où les jeunes sont de plus en plus précarisés, entrent de plus en plus tardivement sur le marché du travail. Et pourtant rien ne se passe. L'État continue à défendre fermement le capitalisme-salariat, à marginaliser le communisme le seul avenir possible de l'humanité. La situation se détériore et va donc pourrir autant que nécessaire jusqu'à ce que quelque chose se passe. Et ce pourrissement loin d'être un cas unique est une loi de développement normal de l'espèce.

En Occident, dans le haut moyen âge, on n'a pas aboli l'esclavagisme antique lorsque celui-ci était majoritaire dans la population active, mais c'est lorsqu'un nouveau mode de production est devenu dominant (paysan alleu) et l'esclavagisme réduit à l'état minoritaire que celui-ci a été aboli par la grande Révolution féodale du XIe siècle. Cette révolution permit une croissance rapide du servage et qui devient plus tard le mode de production dominant. Il a fallu plusieurs siècles de transformation économique jusqu'à ce que la grande masse de la population active soit constituée de petits bourgeois au XVIIIe siècle. L'abolition politique du servage en 1789 n'a donc été possible que parce que la grande masse de la population a longtemps cessé d'être serfs.

Voilà maintenant près deux siècles depuis 1825 que le capitalisme-salariat traverse des crises économiques périodiques, qu'une partie de la population est condamnée au chômage. Karl Marx et Friedrich Engels ont vu justement que le capitalisme-salariat est en contradiction permanente avec les forces productives. Contradictions économiques qui se manifestent par les crises de surproduction et de surpopulation. Il fallait donc abolir la propriété privée pour permettre une gestion rationnelle de la production et de la consommation.

Mais Karl Marx et Friedrich Engels n'ont pas vu que nous sommes en lutte des superclasses. Ils croyaient que les salariés sont capables historiquement de faire une révolution communiste, ils croyaient ainsi que la lutte de classes entre capitalistes et salariés allait mener jusqu'à la révolution communiste. Les partis communistes croissaient partout en Europe à la fin du XIXe siècle et en Octobre 1917, le parti communiste de Russie prend le pouvoir. Les révolutionnaires ont nationalisé les moyens de production, planifié l'économie. Jusque là tout se déroule normalement. Mais bizarrement, ils se sont mis à produire plus rapidement les moyens de production que les biens de consommation. Les masses populaires commencent à sentir la pénurie de consommation. Cette pénurie loin d'être occasionnelle est devenue chronique de la même manière que le chômage est chronique sous l'économie de marché. Ils géraient la pénurie au lieu de la supprimer de la même manière qu'on distribue des minima sociaux au lieu d'abolir le chômage sous l'économie de marché. Finalement dans une crise finale de pénurie de consommation l'URSS s'est effondré.

Pourquoi malgré la pénurie, les bolcheviks s'obstinaient à développer plus rapidement les biens de production par rapport aux biens de consommation ? Imaginez un grand pays industriel tel que la France, l'Allemagne, les États-Unis, etc. sans marché extérieur. Le chômage devient vite général. Avant l'avènement de la grande industrie, un pays peut compter sur son marché intérieur pour écouler ses produits mais avec la révolution industrielle sans le marché mondial un pays industriel ne peut pas exister dans le cadre des rapports sociaux capitalistes-salariaux.

Dans le cadre d'une économie entièrement nationalisée et planifiée telle que l'URSS, sans le développement plus rapide des moyens de production, c'est le chômage généralisé, c'est la destruction de la propriété privée des biens de consommation pour la majorité, un danger mortel pour tout État capitaliste-salarial. C'est pourquoi les dirigeants soviétiques étaient condamnés à gérer la pénurie de consommation au lieu de la supprimer. Dès le départ, la lutte des superclasses était donc au cœur de la révolution bolchévique.

Donc bien que le communisme tel que Marx et Engels le préconisait est la seule solution contre les contradictions du capitalisme-salariat, il n'est applicable que lorsque les chômeurs seront dominants. Il y a besoin pressant de communisme pour

les millions de chômeurs et précaires mais en face il y a une majorité de salariés, de petits bourgeois, de capitalistes opposés à tout changement consciemment ou inconsciemment. On peut donc dire, aujourd'hui, que le communisme est techniquement possible mais socialement impossible. Techniquement possible, parce qu'existence de chômage permanent et crises économiques périodiques et socialement impossible parce que nous sommes en lutte de superclasses : l'antagonisme entre chômeurs et capitalistes-salariés se manifeste politiquement par l'opposition entre une gestion communiste rationnelle de l'économie et le mode de production capitaliste-salarial anarchique.

Le capitalisme-salariat en Occident est en déclin économique permanent de façon irréversible. La crise sanitaire du Covid-19 n'a aucune espèce d'influence sur cette dynamique. Les confinements font hausser le taux de chômage et après le taux de chômage retrouve son niveau normal plus ou moins rapidement. Le véritable moteur qui détruit de l'intérieur le capitalisme-salariat, c'est la hausse de la productivité du travail. Plus on travaille intelligemment, plus on a besoin de moins de travailleurs, plus le chômage et la précarité augmentent rapidement.

https://covidinfos.org/2020/11/02/reconfinement-et-crispation-sociale/

CINQUIEME PARTIE

Algérie

Algérie : boycott massif du référendum constitutionnel pour une "nouvelle République" - LePoint.fr 2 novembre 2020

Si le référendum de dimanche 1er novembre, en Algérie, devrait déboucher sur un "oui", il a été massivement boycotté par les Algériens, qui étaient appelés à entériner une révision constitutionnelle censée fonder une "nouvelle République". Le taux de participation final s'est établi à 23,7 %, a annoncé en fin de soirée Mohamed Charfi, président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), un plus bas historique pour un scrutin majeur.

Cette abstention record, seul véritable enjeu du vote boycotté par l'opposition, constitue un revers cinglant, sinon humiliant, pour un régime confronté depuis février 2019 à un soulèvement populaire inédit, le "Hirak". A titre de comparaison, lors de la présidentielle de décembre 2019, la participation avait atteint 39,93 %, soit le taux le plus faible de tous les scrutins présidentiels pluralistes de l'histoire de l'Algérie, faisant du président Abdelmadjid Tebboune - toujours hospitalisé à l'étranger, dimanche, lors du référendum - un président mal élu et donc en quête de légitimité.

Dimanche, seulement 5,5 millions d'électeurs se sont déplacés sur 23,5 millions d'inscrits. Les 900 000 électeurs de la diaspora ne sont pas comptabilisés, mais le taux de participation se réduit à l'étranger à un seul chiffre, selon l'Anie. Les résultats officiels doivent être proclamés lundi vers 10 heures (9 heures GMT), mais la victoire du « oui » ne fait guère de doute tant la campagne électorale, qui a laissé la population largement indifférente, a été à sens unique.

Les opposants n'ont pas été autorisés à tenir de meetings publics. Les partisans du hirak ont prôné le boycott tandis que les islamistes appelaient à voter « non ». les « hirakistes » ont rejeté « sur le fond et la forme » une initiative perçue comme un « changement de façade », incitant au boycott du référendum. Ils réclament depuis février 2019 un profond changement du « système » en place depuis l'indépendance. En vain jusqu'à présent, même si le mouvement a poussé Abdelaziz Bouteflika à la démission en avril 2019 après vingt ans de règne.

De fait, la nouvelle Constitution met en avant une série de droits et de libertés, mais n'offre pas de changement politique majeur : elle maintient l'essentiel d'un régime « ultraprésidentialiste ». « C'est pour la démocratie qu'on s'est levés, pas pour un énième régime présidentiel arabe », a expliqué à l'Agence France-Presse Ghalem, enseignant de 40 ans à Sidi Bel Abbès (Nord-Ouest).

Le scrutin s'est déroulé dans un climat de répression « implacable » ciblant militants du « hirak », opposants politiques, journalistes et internautes, selon les défenseurs des droits humains. Selon le CNLD, quelque 90 personnes sont actuellement derrière les barreaux, la plupart pour des publications sur Facebook. LePoint.fr 2 novembre 2020

Référendum en Algérie: abstention record, désaveu cinglant pour le pouvoir - AFP 3 novembre 2020

Le "oui" l'a emporté au référendum en Algérie sur la révision constitutionnelle proposée par le pouvoir, mais le scrutin a été marqué par une abstention record historique qui constitue un désaveu cinglant au président Abdelmadjid Tebboune, actuellement hospitalisé à l'étranger.

Le "oui" a recueilli 66,8% des voix, a annoncé lundi Mohamed Charfi, président de l'Autorité nationale indépendante des

élections (ANIE), lors d'une conférence de presse en saluant "la probité et la transparence du scrutin".

Mais le taux de participation final s'est établi à 23,7%, selon l'ANIE, un plus bas historique pour un référendum en Algérie.

Seulement un électeur sur cinq en Algérie a voté en faveur de la nouvelle Constitution. La participation de la diaspora se réduit à 5%.

Cette abstention record, seul véritable enjeu du vote dimanche boycotté par l'opposition, constitue un revers majeur, sinon humiliant, pour un régime confronté depuis février 2019 à un soulèvement populaire inédit, le "Hirak". AFP 3 novembre 2020

Haut de page

Le 8 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Eh oui on bosse 7j/7. On est au côté des masses ou contre elles, chacun son camp, moi j'ai choisi le mien. Au fait, vous connaissez un autre courant du mouvement ouvrier qui vous informe de la sorte ?

A retenir de ce document très officiel de Santé Publique France. (plus tard en ligne ou adresse ci-dessous)

- 15 469 - 10 047 = 5 422 décès dus potentiellement au seul COVID-19 depuis le 1er mars 2020.

- du 26 octobre au 1er novembre 2020, 58 personnes de 0 à 64 ans potentiellement décédés du COVID-19 où comportant des comorbidités, soit moins de10 par jour pour toute la France.

Vous avez bien lu, vérifiez-le immédiatement.

https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/documents/bulletin-national/covid-19-point-epidemiologique-du-5-novembre-2020

Page 25

Mortalité issue de la certification électronique des décès

Parmi les certificats de décès rédigés par voie électronique et transmis à Santé publique France depuis le 1er mars 2020, 15 469 certificats de décès contenaient une mention de COVID-19 parmi les causes médicales de décès renseignées (Tableau 8).

- L'âge médian au décès était de 84 ans et 91,2% avaient 65 ans et plus.

- Les hommes représentaient 55% de ces décès.

- Des comorbidités étaient renseignées pour 10 047 décès, soit 65% des certificats de décès présentant une mention de COVID-19. Une mention d'hypertension artérielle était indiquée pour 24% de ces décès et une mention de pathologie cardiaque pour 34% de ces décès.

- Sur l'ensemble des décès certifiés électroniquement, 2,5% des personnes décédées ne présentaient pas de comorbidité et étaient âgées de moins de 65 ans.

Pour la semaine 44 (du 26 octobre au 1er novembre 2020), 1 362 décès contenaient une mention de COVID-19 dans le certificat, représentant 32% de l'ensemble des décès certifiés par voie électronique (Figure 28). Ce nombre de décès poursuit sa hausse (+562 décès, soit +70%, par rapport à la semaine S43).

Parmi les 1 362 personnes décédées sur la semaine écoulée avec une mention d'infection au SARS-CoV-2 dans le certificat, 1 119 (82%) étaient âgées de plus de 75 ans, 185 étaient âgées de 65 à 74 ans, 53 personnes étaient âgées de 45 à 64 ans et 5 personnes étaient âgées de 15 à 44 ans.

Brisons la désinformation fer de lance du totalitarisme.

- Coronavirus : L'OMS revient sur sa position concernant le virus en condamnant les mesures de confinement - 12 octobre 2020

https://covidinfos.org/2020/10/12/coronavirus-loms-revient-sur-sa-position-concernant-le-virus-en-condamnant-les-mesures-de-confinement/

- Le culte de la Covid par CJ Hopkins – Le Saker Francophone 13 oct. 2020

https://covidinfos.org/2020/11/07/le-culte-de-la-covid

- Pandemic Planning Scenarios - Updated September 10, 2020 (Ministère américain de la Santé)

https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/hcp/planning-scenarios.html

- Lettres aux maires sur le port du masque par Amandine Potier, psychologue - 4 novembre 2020

https://covidinfos.files.wordpress.com/2020/11/lettre-aux-maires-sur-le-port-du-masque-chez-lenfant-sans-les-noms-pdf1.pdf

- Aux 399 députés qui ont approuvé le reconfinement... - France Soir 3 novembre 2020

http://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/aux-399-deputes-qui-ont-approuve-le-reconfinement-decide-par-lexecutif

- Lettre ouverte des Policiers Indignés - 1er septembre 2020

https://covidinfos.org/2020/09/01/lettre-ouverte-des-policiers-indignes/

- Australie : Des médecins exigent la fin du confinement dans l'État de Victoria - 15 octobre 2020

https://covidinfos.org/2020/10/15/australie-des-medecins-exigent-la-fin-du-confinement-dans-letat-de-victoria/

Haut de page

Le 11 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Une brève causerie en attendant la suite demain ou plus tard.

- 7 pages au format pdf

Vue d'ici, les Occidentaux sont aussi arriérés ou sous évolués que le reste de la planète, pour rester poli ou ne pas dire pire encore. L'argent, la saloperie de fric corrompt et rend individualiste, cupide, hypocrite, lâche, pourri, qui en doutait. La société dans laquelle on a vécu si longtemps, était en réalité bien pire que tout ce qu'on nous avait décrit jusqu'à maintenant ou ce qu'on aurait pu imaginer. En occident, feindre de le découvrir est devenu le sport national favori des opportunistes, décrété par l'oligarchie qui en porte la responsabilité. Quoique, c'est elle qui en fixe les limites et chacun s'y tient respectueusement, nos dirigeants ont le sens de la hiérarchie, de la discipline, de la légitimité, qu'est-ce que vous croyez, ce sont de grands révolutionnaires !

Ici en Inde, je ne rencontre que des gens allant de très à ultra arriérés, même les classes moyennes ont un niveau de connaissance générale ou de conscience extrêmement médiocre, c'est l'Inde telle que vous ne la connaissez pas, en France vous diriez des cons ou des abrutis finis.

Quand je discute avec des Indiens et que je suis fatalement amené à dire qu'ils sont crazy ou fou, pour les mettre à l'aise et qu'ils ne croient pas que je les mépriserais, j'ajoute que les Français le sont tout autant ou plus encore, car eux ils n'ont aucune excuse,

je leur explique en quoi ou pourquoi pour qu'ils comprennent bien de quoi je veux parler. J'ignore si cela les rassure, mais cela les fait marrer, moi pas vraiment, et cela aussi je leur explique pourquoi ! Comment faites-vous demanderez-vous ? J'emploie un discours qui soit à leur portée, tout simplement. Eh oui, c'est possible ! Il suffit de le vouloir, de croire en les masses, ce qui fait défaut chez la plupart des militants. Entre nous, c'est la base du socialisme, mais cela aussi ils l'ignorent.

Voyez-vous, contrairement aux démagogues qui flattent l'ignorance des masses pour mieux les accuser de trimballer des idées archaïques, qui les infantilisent et les infériorisent en les complexant, je leur révèle un aspect de leur condition et de leur personnalité de manière à ce qu'elles en prennent elles-mêmes conscience, car à aucun moment je ne les juge ou pire, les condamne. C'est tout ce qui sépare cette gauche et extrême gauche dégénérées du courant politique que je représente. J'espère que les lecteurs auront bien saisi la distinction.

Je vous assure que c'est passionnant de côtoyer les masses les plus arriérées. Je vous avoue que parfois il y en a qui me prennent pour un dingue, il faut dire que j'ai le don d'élever la provocation à un niveau presque insupportable pour attirer leur attention, mais quand ils s'aperçoivent que je suis d'une sincérité absolue et que ce je raconte reflète la réalité, ils sont bien obligés d'en convenir et ils se ravisent.

Pour les Indiens, la société est une sorte de camisole de force dans laquelle on les enferme de la naissance jusqu'à leur mort. Et il est réputé que personne ne peut et surtout ne doit essayer d'en sortir, donc ils se plient aux us et coutumes que leur impose la communauté à laquelle ils appartiennent. Ils n'ont jamais connu autre chose au cours de leur vie, et ils ne pourront pas en sortir ou en changer, évoluer, tant qu'ils n'auront pas de points de comparaison ou des repères différents pour remettre en question les croyances qui dominent leur mode de pensée ou dictent leur comportement. Le cinéma ou la télévision ne correspondent pas à ce critère ou ne peuvent pas remplir cette fonction, car ils ne disposent pas du mode d'emploi pour comprendre sur quoi repose le monde dans lequel ils se retrouvent propulsés soudainement. Entre l'imaginaire et le réel, ils vont plutôt privilégier ce qui les rapproche de l'obscurantisme dans lequel ils vivent habituellement, le pire étant quand ils les confondent, chez les jeunes surtout.

Donc, ils ont du mal à imaginer qu'ils pourraient penser et se comporter différemment. Ils ne comprennent pas pourquoi il y a des gens qui ont des principes ou des valeurs différentes des leurs, puisqu'ils n'ont jamais rien connu d'autres, et c'est la même chose sur le plan social et politique. Donc ce qui domine dans leurs rapports avec un occidental, ce sera l'incompréhension. C'est inévitable, même quand ils vous disent qu'ils vous ont compris ou qu'ils sont d'accord avec vous, en réalité pas du tout, ils vous imitent ou vous miment en fait, c'est l'aspect le plus pénible de ces rapports, parce que cela n'apporte rien à personne. La plupart des occidentaux ne s'en aperçoivent pas évidemment. C'est cela que je m'emploie à casser, pour qu'on ait des rapports plus sains et qui nous soient mutuellement profitables.

Quand je dis que je déteste par dessus tout l'hypocrisie et le mensonge, j'en fais la démonstration quotidiennement, je ne ménage jamais mes efforts pour essayer d'éclairer même les esprits les plus arriérés, cela fait partie de ma contribution politique à la lutte de classe, à notre cause. Et après, c'est moi qu'on accuse de mépriser la classe ouvrière, d'être un ennemi du mouvement ouvrier, du syndicalisme, c'est une blague de mauvais goût, n'est-ce pas ? Si tous ceux qui évoquent tous les cons qui peuplent notre planète et ils sont nombreux, avaient autant d'attention, de patience, de considération envers eux, on n'en serait peut-être pas rendu où nous en sommes.

Rappel.

Nos dirigeants ont sans cesse ignorer ces discours ou ce que tramait l'oligarchie financière.

Discours sur le Nouvel Ordre Mondial de Nicolas Sarkozy le 16 janvier 2009.

https://www.youtube.com/watch?v=hnIRVXIfNEo&feature=youtu.be

Discours du président de la République française lors du discours des voeux au corps diplomatique étranger le 16 janvier 2009

- " Nous irons ensemble vers ce Nouvel Ordre Mondial et personne, je dis bien personne ne pourra s'y opposer, car à travers le monde, les forces au service du changement sont considérablement plus fortes que les conservatismes et les immobilismes. "

George H Bush a new world order speech (vostfr).

https://www.youtube.com/watch?v=apWm1sdJdDs&feature=youtu.be

Le fameux discours de George H Bush à propos du nouvel ordre mondial : Nous avons devant nous l'occasion de construire pour nous-même et pour les générations futures un nouvel ordre mondial. Un monde ou la primauté de la loi, pas la loi de la jungle, régit la conduite des nations. Lorsque nous serons victorieux, et nous le serons, nous aurons une réelle chance avec ce nouvel ordre mondial. Un ordre régit par un conseil crédible qui tiendra enfin son rôle, et maintiendra la paix, afin d'accomplir la promesse et la vision des fondateurs des nations unies.

LVOG - Ceux qui dans la foulée au nom de la paix entre 1945 et la fin des années 50 vont dépecer la Palestine, précipiter la guerre entre le Pakistan et l'Inde, d'Indochine, de Corée, etc. qui vont sans cesse se livrer à des coups d'Etat jusqu'à nos jours...

Justement, en ce moment même nos dirigeants refusent de faire le lien entre le "great reset" ou la grande réinitialisation de l'économie mondiale annoncée par Forum économique mondial, dont la machination au coronavirus légitimée par une officine de l'ONU (L'OMS) fait partie, tout comme le GIEG et l'instrumentalisation du réchauffement climatique.

Ils osent tout. Trafic de malades et de cadavres.

Aviez-vous entendu ce témoignage accablant ?

« Les rhinopharyngites, je les étiquette COVID » explique un médecin de ville - Cnews 23 octobre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=o8cW12fM_rk&feature=emb_title

Le médecin généraliste Dan Bensadoun, invité sur le plateau de Cnews dans le Morandini Live du 23 octobre 2020, nous explique que les virus hivernaux traditionnels sont classés comme COVID sous l'effet de la psychose actuelle, que les courbes de cas positifs ne sont pas des courbes de malades ni de décès, et que les malades placés dans des hôpitaux saturés comme chaque année devraient mieux être répartis pour une meilleure prise en charge. Magazine Nexus 26 octobre 2020

Le mouvement ouvrier n'en finit plus de se vautrer dans la fange ou de s'autodétruire. Allez, tous avec Manu !

Ce qui est intéressant et nous stimule, c'est que la guerre qui jusqu'à présent était concentrée contre les autres peuples, est dorénavant également menée de front contre leur propre peuple, ce qui oblige tous les acteurs politiques à se démasquer ou à monter au créneau pour défendre le régime, d'où le virage droitier qu'ils ont tous effectuée ou qu'on a pu observer, toutes formations du mouvement ouvrier confondues. Passionnant, non ? Vous comprendrez au passage pourquoi parfois on se sent si seul pour ne pas en être.

Avec le confinement, ils ont généralisé le STO en transformant la France en un immense bagne ou camp de concentration.

Par curiosité j'ai été voir sur un blog anarchiste, et j'ai observé qu'ils étaient à fond pro confinement. L'autoconfinement va de pair avec l'autocensure. On comprend, après que certains d'entre eux soient partis combattre dans le nord de la Syrie comme supplétif du Pentagone et de l'Otan, on ne peut s'attendre qu'au pire ce coté-là.

Après que la machination à la menace sanitaire eut été lancée par le Forum économique mondial, la totalité du mouvement ouvrier a basculé avec armes et bagages dans le camp de la réaction, exactement comme le 11 septembre 2001, donc cela ne date pas d'hier ni même d'avant-hier, à ceci près qu'il le revendique dorénavant en reprenant à son compte la propagande officielle, ce qui signifie que sa dégénérescence a atteint le point de non retour ou il l'a dépassé, rendant toute tentative pour le sauver inutile ou vaine. Il faut le refonder...

Si l'ensemble de ses dirigeants peuvent se le permettre, c'est parce qu'ils savent qu'il n'existe plus aujourd'hui aucun pôle de regroupement de militants sur la base du marxisme et du socialisme, et je ne peux pas prétendre remplir cette fonction à moi tout seul avec mon courant politique.

Ce constat est également partagé par la réaction qui peut jubiler et dormir tranquille, car elle sait qu'il n'existe plus aucune force politique organisée qui constituerait une menace pour son régime totalitaire ou fascisant.

Apparemment chacun se complait dorénavant dans l'opportunisme ou le populisme les plus sordides, car chacun dispose des mêmes informations que nous, c'est donc consciemment ou délibérément que chacun adhère à l'imposture au coronavirus en se moquant des conséquences qui en découlent. On peut en déduire que pratiquement tous les militants ont complètement perdu la tête ou sont dénués d'esprit critique quand il s'agit d'analyser la situation ou le moindre évènement qu'on leur soumet.

Au nom de la liberté d'expression, ils en sont arrivés à justifier une provocation à connotation idéologique réactionnaire et raciste, entre autres confusions. Ils ignorent semble-t-il que l'enfer est pavé de bonnes intentions, autrement dit, ils en sont rendus au stade où plus rien ne les distinguent des travailleurs les plus inconscients ou chez lesquels la logique la plus élémentaire fait défaut.

On comprend pourquoi ils ne s'empressent pas de se manifester, pour discuter de quoi, des bienfaits du masque, des tests ou du confinement, de la guerre au terrorisme, de l'élection de Biden, le candidat officiel du Pentagone et de l'Otan, de l'UE, sur absolument tous les sujets ou presque nous sommes en désaccord, ce qui signifie qu'à la base nous ne nous ne sommes

pas inspirés par la même idéologie ou nous ne combattons pas vraiment dans le même camp.

Ce qui nous sépare n'est pas grand chose ou ce n'est pas un mystère, la simple observation de la réalité ou des faits qu'ils refusent obstinément de prendre en compte, tandis que je m'y réfère en permanence, c'est tout. Donc partant de là, à la base tout nous oppose et toute discussion est rendue impossible à cause de leur état d'esprit borné ou dogmatique.

Je sais que tout cela pourra sembler prétentieux, je n'y peux rien, car finalement je ne fais que décrire ce qui se passe et rien d'autres, sans avoir à déformer ou tronquer la réalité, les données et les chiffres à notre disposition suffisent, il suffit de s'y tenir, on n'a même pas besoin de les interpréter pour comprendre la situation.

Tous les jours je lis des dizaines d'articles de presse ou de médias dits alternatifs et chaque fois je m'aperçois que leurs auteurs s'en écartent ou n'en tiennent pas compte, c'est tellement systématique ou flagrant qu'on ne peut pas s'empêcher de se dire qu'ils en ont conscience, et que c'est délibérément qu'ils trompent leurs lecteurs. Si on ne tient pas à se fourvoyer ou à se faire manipuler, on doit glaner des infos ici ou là et les vérifier si nécessaire et jeter le reste. De bonnes ou généreuses intentions n'ont jamais fait une orientation politique conforme aux intérêts des travailleurs et au socialisme.

On croyait qu'on pourrait retourner à l'Ancien Régime ou à une monarchie absolue, mais en fait c'est pire encore, on est déjà plus près du moyen-âge avec son Inquisition, son obscurantisme à tous les étages, sa crasse ignorance et sa barbarie.

Dans quel camp sont ceux qui ont pilonné Trump et ménagé Biden, en ajoutant toutefois pour faire bonne mesure, que Trump ou Biden c'était du pareil au même, il faut les comprendre, ce sont des militants de gauche ou d'extrême gauche, ce dont on aurait de sérieuses raisons de douter, non ? Ils sont de tous les coups pourris. De 2001 à 2011 par exemple, ils auront été exemplaires sur ce plan-là, c'est le seul d'ailleurs, chaque fois ils ont répondu présent, Kadhafi et Bachar el-Assad voulaient massacrer leurs peuples et j'en passe, mais ils condamnèrent le bombardement de la Libye, pour faire bonne mesure comme d'habitude ou permettre à leurs militants de se donner bonne conscience, sous un amas de destruction et de cadavres, ils remettent le couvert avec le covid-19, on caractérise Macron de psychopathe, mais tous ces dirigeants du mouvement ouvrier ne le seraient-ils pas tout autant ? Quant à l'affaire du "*mariage pour tous*", elle fut montée uniquement pour briser le camp des conservateurs ou LR et paver la voie à Macron et LREM, ces crétins se sont engouffrés dedans, toujours à partir de généreuses intentions, alors que ce n'était pas nos affaires. Quelques exemples tout frais.

- Si l'on veut bien constater que, constitutionnellement, les États-Unis ne sont pas et n'ont jamais été une démocratie, on n'a aucune raison de s'indigner du résultat des élections. Bien qu'il ne soit pas prévu par la Constitution, le scrutin populaire pour l'élection présidentielle s'est progressivement imposé en deux siècles dans chaque État fédéré. Les gouverneurs doivent en suivre les indications pour désigner leurs 538 délégués au Collège électoral présidentiel. Certains gouverneurs ont donc bourré les urnes sans grand savoir-faire : dans plus d'un comté sur dix, le nombre de votants est supérieur à celui des habitants majeurs.

N'en déplaise aux commentateurs, il est donc parfaitement impossible de dire combien d'électeurs ont réellement voté et qui ils auraient souhaité comme président. (Élection présidentielle US : ouvrez les yeux ! - Réseau Voltaire 10 novembre 2020)

- L'ex-président George W. Bush félicite Joe Biden pour sa victoire - BFMTV 8 novembre 2020

- L'Union européenne salue la victoire de Joe Biden à la présidentielle américaine - euronews 10 novembre 2020

- Avec Joe Biden, "l'Otan va cesser d'être en mort cérébrale", estime un spécialiste des questions européennes - Franceinfo 8 novembre 2020

- Von der Leyen pour un "nouveau programme transatlantique" - Reuters 11 novembre 2020 La présidente de la Commission européenne a plaidé mardi pour une nouvelle alliance transatlantique dans des domaines tels que le changement climatique et l'économie numérique, lorsque Joe Biden aura pris ses fonctions de président des Etats-Unis."Notre alliance est fondée sur des valeurs et une histoire communes, sur la conviction commune qu'il faut coopérer pour construire un monde plus fort, plus pacifique et plus prospère", a déclaré Ursula von der Leyen, devant les ambassadeurs de l'Union. Reuters 11 novembre 2020

- Le secrétaire général de l'Onu félicite Joe Biden pour sa victoire - Reuters 10 novembre 2020

- Les investisseurs soulagés par la victoire de Joe Biden - La Tribune 8 novembre 2020

- Les Bourses asiatiques applaudissent l'élection de Biden - AFP 8 novembre 2020

- Nouvelle manifestation au Bélarus, la dirigeante de l'opposition félicite Joe Biden - euronews 8 novembre 2020

- L'élection de Biden suscite espoir et soulagement chez les défenseurs de l'environnement - Europe1 8 novembre 2020

- Biden se félicite des progrès de Pfizer et souligne l'importance du port du masque - Reuters 10 novembre 2020

Quand il ne leur reste plus que le populisme pour camoufler qu'ils ont trahi leur idéal.

LVOG - Tous Charlie, Samuel, Manu, Biden, Black Lives Mater, Green New Deal, etc. etc.

- Caricatures : al-Azhar, haut lieu de l'islam sunnite basé au Caire, ne comprend pas "les insultes" au nom de la liberté d'expression - Franceinfo 10 novembre 2020

Al-Azhar est la principale institution de l'islam sunnite (branche qui représente plus de 85% des musulmans dans le monde).

Cette institution millénaire basée au Caire est "une référence", un haut lieu (centre théologique) qui regroupe notamment une mosquée, une université et l'Académie d'études islamiques. Le tout est chapeauté par un grand imam (guide religieux) que l'on nomme "cheikh al-Azhar".

Ahmed al-Tayeb, 74 ans, est à la tête de l'établissement prestigieux depuis 2010. Ce théologien issu du soufisme (courant mystique de l'islam considéré comme modéré)... Franceinfo 10 novembre 2020

Le soufisme ennemi de Daech.

https://croire.la-croix.com/Definitions/Lexique/Le-soufisme-ennemi-Daech-2017-11-26-1700986161

LVOG - L'ensemble des institutions et des personnalités représentant les musulmans dans le monde ont condamné ces caricatures abjectes et haineuses, mais pas le gauche et l'extrême gauche en France qui les plébiscitent au côté de Macron. Cela dit, à les entendre ils oeuvreraient pour l'unité des travailleurs quelles que soient leur croyance, etc... en faisant tout pour mieux les diviser !

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on participe à une telle mystification, n'est-ce pas ? Que voulez-vous, c'est la différence qui existe entre ceux qui ont des principes, qui s'y tiennent et en sont dignes, et ceux qui à la première occasion sont prêts à les renier ou à les violer en recourant à des prétextes fallacieux... Que ce soit à ces derniers que les militants accordent leur confiance, témoigne que leurs motivations n'ont rien à voir avec notre cause ou que leur niveau de conscience politique est déficient ou encore que leur niveau théorique comporte de graves lacunes.

Ils cautionnent tous la mystification initiée par le Forum économique mondial

LVOG - Ils ne dénonceront pas l'état d'urgence, les mesures liberticides adoptées par Macron, ils en redemandent !

- Grève sanitaire: «il est important de dénoncer cette mascarade de protocole sanitaire» - sputniknews.com 10 novembre 2020

Les enseignants sont en colère. L'objet de leur courroux: l'absence d'un protocole sanitaire «digne de ce nom». Syndicats et élèves ont manifesté ce mardi 10 novembre afin que le gouvernement durcisse les mesures sanitaires anticoronavirus dans les établissements scolaires. Sputnik était sur place.

«Pas de protocole, pas d'école.» C'est un des messages que l'on pouvait lire sur une pancarte brandie par une manifestante ce mardi 10 novembre dans les rues de Paris. Plusieurs syndicats d'enseignants –dont FSU, FO, la CGT, le Snalc, le SNCL-FAEN et SUD-Éducation– ont appelé à la «grève sanitaire». Le but: enjoindre le ministère de l'Éducation nationale à renforcer le protocole sanitaire dans les établissements pour mieux lutter contre l'épidémie de Covid-19.

Du côté des parents et des élèves, l'inquiétude est de mise. Des lycéens ont également protesté contre l'absence de mesures sanitaires fortes ce mardi 10 novembre en tentant, à nouveau, de bloquer leurs établissements. Selon le rectorat de Paris, cinq tentatives ont été recensées dans la capitale. sputniknews.com 10 novembre 2020

Un dernier rappel

- Depuis la création des Etats-Unis, le pays a été en guerre 218 ans - dhnet.be 24-02-15

Selon l'Histoire de l'Amérique", une étude surprenante a permis de constater que les Etats-Unis ont été en guerre 91% du temps de leur existence.

Triste nouveau record qui vient d'être constaté puisque en 239 ans d'existence, les USA n'ont été en paix que durant 21 ans. En 229 ans, aucun président des USA n'a eu l'occasion, durant son mandat, d'effectuer un 'cleen sheet' au niveau de la paix. De ce fait, tous les présidents qui se sont succédés peuvent être tous considérés comme des présidents "en guerre". Les Etats-Unis ne sont donc jamais restés une décennie complète sans être en guerre. Leur meilleur "résultat" se situe entre 1935-1940, un lustre de paix durant la période isolationniste de la grande "dépression américaine".

Dans la vaste majorité de ces guerres, les Etats-Unis furent à l'offensive. Le Washington Blog admet que quelques unes de ces guerres furent défensives. Il laisse aussi de côté toutes les opérations secrètes de la CIA visant à renverser des régimes (la liste est longue) et d'autres actes qui pourraient aussi être considérés comme actes de guerre. En fait, quasiment toutes les opérations militaires qui ont été lancées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'ont été par les Etats-Unis. De plus, les dépenses militaires des USA sont de loin les plus chères au monde. Écrasant même celles de toues les autres nations du monde réunies. dhnet.be 24-02-15

A lire.

Les guerres américaines ne s'arrêtent jamais: elles se privatisent - slate.fr 31 janvier 2020

http://www.slate.fr/story/186833/guerres-mercenaires-soldats-americains-donald-trump-syrie-irak-afghanistan-blackwater-wagner

- DOCUMENT. Les États-Unis sous-traitent de plus en plus la gestion de leurs conflits à des entreprises privées... (15.01)

A consulter aussi.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Interventions_militaires_des_%C3%89tats-Unis_dans_le_monde

Quelques articles mis en ligne aujourd'hui. Certains datent de plusieurs mois, je viens juste de les découvrir.

- DOCUMENT. Covid-19 : « Des biais amplifient artificiellement le nombre de cas positifs et faussent la perception de la gravité de l'épidémie » (10.11)
- DOCUMENT. Covid : situation en France et dans le monde au 7 novembre 2020. (07.11)
- DOCUMENT. Lettre ouverte aux médias corrompus par la COVID-19. Rapports, alertes et campagnes de peur sans fin. (07.11)
- DOCUMENT. Point épidémiologique hebdomadaire du 05 novembre 2020 (05.11)
- DOCUMENT. Lettre aux maires sur le port du masque chez l'enfant. (04.11)
- DOCUMENT. Covid : Le « grand remplacement » de la grippe ? (30.10)
- DOCUMENT. Australie : Des médecins exigent la fin du confinement dans l'État de Victoria. (15.10)
- DOCUMENT. Le culte de la Covid. (13.10)
- DOCUMENT. Coronavirus : L'OMS revient sur sa position concernant le virus en condamnant les mesures de confinement. (12.10)
- DOCUMENT. CDC. COVID-19 Pandemic Planning Scenarios (10.09)
- DOCUMENT. Lettre ouverte des Policiers Indignés (01.09)

- DOCUMENT. La politique étrangère de Joe Biden. (10.11)
- DOCUMENT. Élection présidentielle US : ouvrez les yeux ! (10.11)
- DOCUMENT. Les crimes de guerre de l'Australie et la culture de l'impunité (09.11)
- DOCUMENT. Une réforme discrète et hop ! la France est revenue à l'Ancien Régime (07.11)

Haut de page

Le 13 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ai créé un fichier où vous pourrez retrouver les vidéos et articles sur la covid-19, il comprend 213 articles le 13 novembre, ils sont classés chronologiquement.

Faites-le connaître autour de vous. C'est à ma connaissance, la banque de données la plus importante sur ce sujet. Il vaut toujours mieux savoir de quoi l'on parle avant de s'exprimer ou de prendre position. Au fait, on doit bien dire la et non le covid-19 puisqu'il s'agit du nom de la maladie et non du coronavirus, le Sras-Cov2.

- Dossier : Archives sur la Covid-19.

J'ai terminé cette causerie durant la nuit à cause de mon petit chien.

Je n'ai dormi que 2 heures et je suis claqué. On le croyait remis d'une anémie, mais apparemment il a fait une rechute ou ce n'est pas terminé. A 3 heures du matin j'ai été le chercher sur la terrasse au 1er étage, et je l'ai fait rentrer dans la maison. Il a mangé un peu, la veille il n'avait rien avalé. Il a aussi un fichu caractère, il est très têtu, du coup je ne sais pas s'il joue la comédie, s'il boude ou s'il est vraiment malade, et il n'a que quatre mois et demi, ça promet, il me fait déjà tourner en bourrique !

J'aurais dû me douter que j'allais être emmerdé avec ce chiot, car c'est mon nouveau beau-frère qui me l'a refilé, et lui c'est un spécialiste des emmerdements, il les attire ! Il ne le savait pas, il a fait la connerie de le faire vacciner quand il n'avait qu'un mois, or il faut attendre le quatrième mois, sinon cela risque de perturber ses défenses immunitaires, il risque d'en produire trop et elles se retournent contre la moelle épinière qui fabrique l'hémoglobine ou attaquent les globules rouges, d'où une grave anémie. Filer un corticoïde à quelqu'un faiblement atteint de la covid-19 et vous aurez le même résultat, dixit Raoult.

En attendant j'ai bien cru qu'elle allait crever la pauvre bête. Il était resté trois jours sans manger et il ne voulait plus nous voir, c'était un peu comme si la fin était proche. Je me suis souvenu qu'il y avait des animaux qui s'isolent quand ils sont malades ou sur le point de mourir, les éléphants par exemple, non je ne déconne pas, j'ai bien sûr une petite pensée pour vous qui êtes confinés.

C'est très con de vivre dans un pays développé... et d'en être arrivé là ! Qui va se demander pourquoi ? Non, cela nécessite un trop grand effort, même la plupart des militants en sont incapables.

Aujourd'hui et demain c'est Diwali, une fête nationale. Et il pleut, tant mieux les pétards seront humides ! Il est 6h55 et je n'en ai pas encore entendu un, dommage, j'aurais pu passer une bonne nuit. Je me sacrifie pour ce chiot, je suis trop con vous avouerez. On vit dans un monde de cons, donc on l'est tous plus ou moins, et je ne fais pas exception. Pour l'instant Bima dort, pourvu qu'il soit en train de fabriquer des globules rouges. S'il déjeune, je le fous dans le jardin et je vais me coucher !

Cette causerie comporte 3 parties.

1- Sur la gestion de la pandémie au coronabusiness par le gouvernement et ses supplétifs du mouvement ouvrier

2- Les derniers développements sur le front sanitaire, la résistance des professionnels de la santé

3- Quelques infos politiques, sociales et économiques.

- 31 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Totalitarisme sur fond de collaboration de classes.

La Constitution de la Ve République est dictatoriale. Abolition !

Covid-19: Le Parlement adopte le projet de loi prolongeant l'état d'urgence sanitaire - AFP 7 novembre 2020

Échéance au 16 février, instauration d'un régime transitoire jusqu'au 1er avril, recours aux ordonnances: le gouvernement met en avant la situation sanitaire "très préoccupante" provoquée par la deuxième vague de l'épidémie du Covid-19 dans l'Hexagone pour justifier la prolongation de ce régime d'exception. AFP 7 novembre 2020

LVOG - Nous exigeons son abolition immédiate ainsi que toutes les mesures liberticides imposées par Macron.

Coronavirus : Darmanin demande un « renforcement » des contrôles du confinement - 20minutes.fr

11 novembre 2020

Emmanuel Macron : cette nouvelle amende qui pourrait voir le jour après le confinement - Closer 10 novembre 2020

Selon les informations données par Europe 1 le 9 novembre, il semblerait que le gouvernement soit arrivé à une conclusion et veuille instaurer une amende visant à sanctionner les personnes qui ne respectent pas leur isolement. Actuellement, une personne qui a été cas contact doit s'isoler jusqu'à un éventuel test négatif ou si elle a été testée positive. Jusqu'à présent, aucun contrôle n'était réalisé par les autorités pour savoir si cette mesure est respectée, ce qui pourrait changer très prochainement. De plus, aucune information précise n'a été donnée concernant le montant de cette amende ou la date d'entrée en vigueur.

Pour rappel, elle a déjà été instaurée dans d'autres pays comme l'Allemagne dont l'amende s'élève à 5 000 euros, en Italie ou en Grande-Bretagne avec jusqu'à plus de 10 000 euros en cas de récidive. Une mesure qui devrait être abordée lors de la prochaine réunion interministérielle. Closer 10 novembre 2020

Comment ces monstres terrorisent des gosses de 10 ans.

L'arrestation de plusieurs élèves de CM2 pour "apologie du terrorisme" crée la polémique - Europe1 7 novembre 2020

En Savoie, quatre enfants âgés de 10 ans, trois garçons et une fille, sont accusés d'avoir tenu des propos "violents et inquiétants" lors de l'hommage à Samuel Paty lundi. "Ils ont dit que le terroriste avait bien fait", indique le procureur de Chambéry, Pierre-Yves Michau, interrogé samedi matin par l'AFP. Ils ont "justifié l'assassinat", "arguant qu'il était interdit d'offenser le prophète et ajoutant qu'ils tueraient leur professeur s'il caricaturait le prophète", abonde le ministère de l'Intérieur dans une vidéo diffusée vendredi soir sur Twitter.

Le parquet a été saisi mardi par la direction académique, à laquelle le directeur de l'école concernée avait signalé les faits. Le même jour, l'enseignant découvrait dans sa boîte aux lettres un papier avec l'inscription : "t'es mort". L'affaire relevant à ses yeux de l'apologie du terrorisme et des menaces de mort, tout en envoyant "des signaux faibles de radicalisation", le parquet a ouvert une enquête.

"Vu l'âge des élèves, il fallait enquêter sur le milieu familial. On ne pouvait pas seulement les convoquer, il fallait aussi perquisitionner le domicile et on ne savait pas à qui l'on avait affaire", justifie le procureur. "La police a fait son travail, dans le respect de la loi." "Il est faux de dire que la police a usé d'une force démesurée", renchérit le ministère de l'Intérieur.

Des parents interrogés par le quotidien régional Le Dauphiné Libéré se sont dits cependant choqués par cette intervention qu'ils jugent disproportionnée. "Vers 7h15, c'est notre fille de 13 ans qui a ouvert aux policiers. Certains étaient armés et cagoulés. Notre fils dormait encore. Ils sont alors entrés dans sa chambre", a témoigné l'une des mères. "On a été traité comme si on était des terroristes", a déploré son mari. "Je n'aurais jamais imaginé qu'on arrêterait ma fille de 10 ans pour apologie du terrorisme. Lundi, elle a dit à son enseignant : 'Je suis déçue pour le professeur (en parlant de Samuel Paty) mais ça aurait été bien qu'il ne montre pas les caricatures'. Elle n'a rien dit d'autre", a affirmé la mère de la fillette.

Après leur arrestation, les enfants ont été placés en retenue judiciaire durant toute la journée de jeudi pour être entendus par les enquêteurs, les parents faisant l'objet d'auditions libres. Du matériel informatique a été saisi. "Les premières vérifications ont permis de conclure que les familles n'étaient pas radicalisées. La fillette a été mise hors de cause mais les trois garçons ont reconnu leurs propos et se sont excusés", a ajouté le procureur Pierre-Yves Michau.

Le mot retrouvé dans la boîte aux lettres n'a pas été imputé aux enfants, ni aux parents. Un suivi éducatif est prévu et les services de la Protection judiciaire de la jeunesse devraient décider d'une "mesure de réparation à finalité pédagogique", selon le magistrat. Europe1 7 novembre 2020

LVOG - Au temps de la gestapo.

Une gosse de 10 ans peut dire n'importe quoi ou répéter ce qu'elle a entendu dire par des adultes sans en mesurer la portée. Allez dire cela à une ordure de procureur ou de ministre de la nouvelle Inquisition, à un abruti de flic, à un enseignant ou un directeur de l'école écervelé. Si demain cette gosse présente des troubles du comportement en présence d'adulte, on saura pourquoi.

Intox, elle est plus sournoise ou déguisée.

L'union sacrée de la classe politique, qui avait prévalu au printemps dernier, a volé en éclats cet automne... AFP 7 novembre 2020

La fabrique du consentement s'enraye.

Sondage. La popularité de Macron au plus haut depuis presque trois ans - Le HuffPost 6 novembre 2020

...et deux jours plus tard :

Sondage. Crises économique et sanitaires : la confiance dans le gouvernement chute - Journal du Dimanche 8 novembre 2020

La fraude électorale made in USA les tente.

Élections : vers un retour du vote par correspondance en France ? - Publicsenat.fr 11 novembre 2020

Le sénateur socialiste, Éric Kerrouche s'apprête à déposer une nouvelle proposition de loi visant à introduire la possibilité d'un vote par correspondance pour les prochaines élections départementales et régionales. Le sénateur LREM, Xavier Iacovelli a fait de même la semaine dernière. Une réponse aux craintes des Français en période de crise sanitaire. Toutefois un tel dispositif pourrait remettre en cause la sincérité du scrutin. Publicsenat.fr 11 novembre 2020

La gangrène du mouvement ouvrier en phase terminale.

PRCF

- Tout ces chiffres (Insee), un peu effrayant, de centaines de morts annoncés tout les soirs, est ce que c'est beaucoup ou est ce que ce n'est que pour faire peur ?

LVOG - Dans cet article vous ne trouverez pas de réponse à cette question, et pour cause.

PRCF - ...des chiffres que n'ont jamais remis en cause aucun des syndicalistes de la santé ni aucun médecins hospitaliers.

- Des chiffres on ne peut plus fiables.

LVOG - On s'étrangle ! Ces chiffres, que contiennent-ils, à quoi correspondent-ils réellement ? Vous n'en saurez rien, la question n'était même pas abordée, justement parce qu'ils "n'ont jamais remis en cause aucun des syndicalistes de la santé ni aucun médecins hospitaliers", ce qui est faux, Raoult, Fouché et Perronne sont des médecins hospitaliers...

POI

- "De toutes parts, effarement et colère contre l'incurie et les incohérences du gouvernement" (Communiqué du 3 novembre)

LVOG - Bien au contraire, l'orientation du gouvernement est très cohérente, faire le maximum de mort, maintenir la psychose collective le plus longtemps possible en espérant pouvoir faire la jonction avec une saloperie de vaccin ou le lancement de la Grande réinitialisation de l'économie par le Forum économique mondial au printemps 2021...

POID

La Tribune des travailleurs - Leurs espoirs… et les nôtres Par Daniel Gluckstein Publié le 12 novembre 2020

- « C'est de la folie », se dira le travailleur, confronté à la pandémie et à ses effets dévastateurs

LVOG - La folie, c'est de croire en une pandémie. Pire encore, le faire croire !

- Les espoirs des travailleurs sont d'une tout autre nature : si vaccin il y a un jour, alors, qu'il soit gratuit

LVOG - Alors que 98% de la population n'a pas besoin de vaccin ou se porte bien ! Un vaccin à mARN serait inefficace et potentiellement dangereux, il n'en a rien à foutre !

- pour en finir avec ce régime de gabegie, de pillage et de folie financière

LVOG - Il manque une caractérisation politique, chacun aura compris pourquoi.

Fil d'infos.

- Syndicats de journalistes et Ligue des droits de l'homme (LDH) s'opposent au projet de loi « sécurité globale »

11 novembre 2020 – Dans un communiqué commun, les syndicats de journalistes (SNJ, CGT, FO et CFDT) ainsi que la LDH s'opposent à la proposition de loi « sécurité globale » qui veut interdire la diffusion, par tous moyens, de l'image d'un policier, d'un gendarme ou d'un militaire en opération.

LVOG - Ils n'ont aucune légitimité après avoir refusé de s'opposer au confinement, au port du masque obligatoire, à la distanciation sociale et au traçage. En les cautionnant, ils ont donné les pleins pouvoirs à Macron pour aller plus loin encore dans ses mesures liberticides.

- Hong Kong: quatre députés pro-démocratie démis de leur mandat sur demande du gouvernement de Pékin.

LVOG - Des députés pro-démocratie soutenus par Washington, Londres, Berlin, Paris...

- Coronavirus : vers un vaccin disponible dans quelques mois ? LVOG - Supplétif de Big Pharma, bravo pour la promo !

Biélorussie : Répression des manifestations contre Loukachenko

LVOG - Supplétif de l'Otan, encore bravo !

DEUXIEME PARTIE

La désintox qui brise nette la machination.

Confinement strict, surcharge hospitalière et surmortalité

Analyse statistique et étude mathématique de l'épidémie de « Covid 19 » - 8 juin 2020

https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02861011/document

- Dans les pays observés un résultat positif au test COVID-19 n'est pas toujours requis pour qu'un décès soit enregistré comme COVID-19

1. Le confinement ne « décale » ni le pic de nouveaux cas, ni le pic de mortalité, au contraire, il « l'anticipe »

2. Le confinement « n'aplatit » pas la courbe de nouveaux cas, ni la courbe de mortalité, au contraire, il la « gonfle »

3. Le confinement réalise un effet pervers indésirable de surcharge hospitalière et d'augmentation des décès. Le contraire de l'effet imaginé.

4. Le raisonnement selon lequel le confinement général strict et indifférencié influe directement sur le « R0 » de propagation épidémique est faux. Une mesure de confinement général strict et indifférencié n'impacte pas directement le R0 mais l'un de ses paramètres : le taux de contact.

5. Les modélisations mathématiques et statistiques ont été basées sur des « hypothèses » non scientifiques et un dévoiement des modèles :

Utilisation de R(0) comme un paramètre alors qu'il est un indicateur,

Appréciation à l'estime d'un niveau de « discipline » de la population,

Choix arbitraire de l'impact sur R(t),

Un modèle « tordu » dans lequel on modifie R(t) à un instant t par une « Non Pharmaceutical Intervention »,

Une prévision des hospitalisations non démontrée,

Du back testing mais pas de modélisation prédictive.

Nous devons ici rendre un hommage appuyé à la Suède. Sans ce choix courageux d'une autre voie, plus conforme aux droits humains et à la prudence scientifique devant des prévisions plus incertaines que l'épidémie elle- même, jamais nous n'aurions pu avoir de comparaison en temps réel et se faire une idée juste. Il faudra garder longtemps à l'esprit ce qui était dit partout dans le monde au sujet de ce choix suédois dans ce printemps 2020. hal.archives-ouvertes.fr

Pourquoi vantent-ils soudainement la Finlande ? Pour vous imposez la suite de leur programme.

Covid-19: comment la Finlande parvient à contrôler l'épidémie - BFMTV 11 novembre 2020

Avec un taux d'incidence de 48 pour 100.000, la Finlande fait figure de bonne élève en Europe, dans la lutte contre le Covid-19. Le pays ne totalise que 363 morts et 18.107 personnes contaminées pour 5 millions d'habitants, alors même que des campagnes de tests importantes ont été menées.

LVOG - Plébiscite du confinement.

- Après des mesures restrictives au début de l'épidémie

LVOG - Plébiscite du test, inutile dans le cas de la grippe, peu importe, ils ne sont plus à une contradiction près.

- Une campagne de dépistage massive a été lancée

LVOG - Le flicage permanent via une application qui ne passe pas vraiment en France.

- Une application a également été lancée, et a rencontré un grand succès.

BFMTV - "Presque la moitié des habitants l'ont téléchargée, ça nous a beaucoup aidé. Les gens ont eu confiance dans cette application et ont voulu l'utiliser", avance sur BFMTV Pasi Pohjola, directeur au ministère des affaires sociales de la santé.

LVOG - Et louer le télétravail.

- Enfin, le télétravail a été largement employé. Ils avaient l'habitude déjà de le faire, et le généraliser a été un effort peut-être moins important qu'ailleurs. BFMTV 11 novembre 2020

Le régime de Vichy passe à l'offensive. Dissolution de l'Ordre des médecins ripoux !

Coronavirus à Marseille : L'Ordre des médecins poursuit Didier Raoult notamment pour « charlatanisme » - 20minutes.fr 12 novembre 2020

Didier Raoult fait l'objet de poursuites par l'Ordre des médecins. Selon les informations du Parisien, le directeur de l'IHU Méditerranée Infection, très médiatisé depuis le début de l'épidémie de coronavirus, se voit en effet reprocher une série d'entorses au code de déontologie comme la violation de la confraternité, l'information erronée du public, ou encore le charlatanisme.

Ces poursuites interviennent après le dépôt d'une plainte auprès de l'Ordre des médecins des Bouches du Rhône. Rédigée par la Société de pathologie infectieuse de langue française (SPILF) qui comprend 700 membres, celle-ci soutient que Didier Raoult se rend coupable de neuf entorses au code de déontologie. Le président du SPILF, Pierre Tattevin, dénonce notamment au Parisien « l'obstination » du professeur vis-à-vis de l'hydroxychloroquine.

Suite à cette plainte, Didier Raoult avait été convoqué par ses pairs le 6 octobre. Ces derniers se sont ensuite réunis en assemblée plénière pour voter en faveur des poursuites. Le professeur devra à présent comparaître devant la chambre disciplinaire régionale de l'Ordre des médecins et s'expose à divers degrés de sanctions, allant de l'avertissement à la radiation. Aucun calendrier n'est fixé pour le moment, explique à l'AFP le Conseil national de l'Ordre des médecins qui estime qu'une date d'audience pourra être fixée « sans doute » en 2021. Son avocat Me Fabrice Di Vizio explique quant à lui à l'AFP : « Tout ça n'est pas du droit, mais de la communication ». Il estime que la relaxe de son client serait « une évidence ». 20minutes.fr

12 novembre 2020

Des professionnels de la santé s'organisent et nous informent.

Séminaire - Médias, science et idéologie - la polémique sur la chloroquine - IHU Méditerranée-Infection 7 nov. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=mYKa-DhZRpE&feature=youtu.be

L'hydroxychloroquine, du rationnel scientifique au traitement des patients - 4 nov. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=NIAosseY4fg

Dr. Louis Fouché : «Dans cette crise sanitaire, on a un vrai problème avec les conflits d'intérêt" - 6 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=EvGWADqf1eQ

Le debriefing du Dr Olivier Soulier : "la maladie n'est rien, le terrain est tout" - 6 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=8PaaCasJ1Mg

La Tribune REINFO N°1, 12/11/ 2020, Dr Fouché, A. Henrion Caude, L. Mucchielli, Dr Sacré, H. Banoun - 12 novembre 2020 https://www.youtube.com/watch?v=-1YVIYXXmew&feature=emb_title

Le Collectif REINFO COVID a désormais sa propre émission !

Avec le Dr Louis Fouché, Alexandra Henrion Caude, Laurent Mucchielli, le Dr Pascal Sacré et Hélène Banoun

Au programme de l'émission N°1 du 12 novembre 2020 :

1. Dr Louis Fouché, anesthésiste réanimateur : Présentation de La Tribune REINFO

2. Alexandra Henrion Caude, généticienne : Morts de la Covid-19 ? Leçon de la grippe espagnole

3. Laurent Mucchielli, sociologue : Démocratie et crise sanitaire

4. Dr Pascal Sacré, anesthésiste réanimateur : Éthique et euthanasie

5. Hélène Banoun, pharmacien biologiste : Les tests PCR

Le confinement : le pire scénario. Et ils le savaient, la preuve.

"Rester en milieu intérieur favorise la reprise de l'épidémie**"** selon le Conseil Scientifique - covidinfos.net 8 novembre 2020

C'est dans une très officielle "Note du Conseil scientifique COVID-19" datée du 26 Octobre (et actualisée le 28 octobre, soit le jour de l'annonce du "reconfinement"), que l'on trouve cette information cruciale : la baisse de la fréquentation des parcs et le fait de passer plus de temps en "milieu intérieur" favoriseraient la reprise de l'épidémie.

Vous pouvez télécharger ladite note en cliquant ici :

(https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/11/note_conseil_scientifique_26_octobre_2020.pdf). L'extrait ci-dessous se trouve à la page 9.

"Par ailleurs, on voit que l'arrivée du froid entre le 17 et le 24 septembre s'est accompagnée d'une diminution de la fréquentation des parcs à partir du 18 septembre, traduisant vraisemblablement le fait que les personnes sont plus restées en milieu intérieur, favorisant ainsi la reprise de l'épidémie" - covidinfos.net 8 novembre 2020

LVOG - Et dire qu'il y a encore des naïfs qui ne veulent pas admettre qu'ils prennent consciemment des mesures qui nuisent à la santé de la population. Rien d'étonnant, et s'il n'y avait que cela ! On est tellement habitué à s'en accommoder qu'on ne s'en rend même plus compte, on est vraiment une civilisation de zombies.

Depuis combien de temps on supporte des animaux en cage pour un jour s'apercevoir que c'est indigne des hommes. Et encore, quand il s'agit du cirque, mais qu'en est-il des chiens et chats confinés 24h/24 dans des appartements ? Dites, ce n'est pas dégueulasse, ce n'est pas de la connerie à l'état pur ?

Trafic de cadavres. Ils le disent eux-mêmes.

Oliver Véran reconnait que les décès Covid en EPHAD ne sont basés que sur des **"**suspicions**"** de Covid - covidinfos.net 7 novembre 2020

C'est dans le cadre de la commission d'enquête à l'Assemblée Nationale sur la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement que le député LR Jean-Pierre Door a auditionné le mercredi 04 novembre Olivier Véran.

Voici une des questions posées au ministre à cette occasion : "Que pouvez vous me dire sur la surmortalité invisible (cancer…) qui est occultée par la Covid-19 ? On a des certificats de décès que j'ai pu constater, des personnes très âgées, qui sont décédées, marquées Covid-19. Or, il n'y a jamais eu de COVID-19 chez ces patients. C'est le médecin qui a marqué ça, on ne sait pas pourquoi. Il y a une surmortalité qui existe dans les certificats médicaux."

Et voici ce qu'à répondu Olivier Véran : "En EPHAD, s'il y avait un cas Covid dans l'EPHAD, et donc il y avait une épidémie identifiée dans l'EPHAD, et qu'un décès était suspecté Covid, on l'identifiait et on le reconnaissait comme Covid, on ne faisait pas de PCR post mortem si c'est votre question ?"

"Par contre s'il y avait quelqu'un qui mourrait d'une autre cause, d'un cancer, ou d'une autre pathologie et qu'il n'y avait pas de suspicion, ou lieu de suspecter un COVID, il n'y avait pas indiqué COVID…"

Le ministre explique donc que :

1. Un cas de Covid dans un EPHAD équivaut à une "épidémie" dans un EPHAD.

2. Les décès attribués au Covid ne l'étaient pas sur la base d'un test mais sur la base d'une suspicion.

3. Il n'y a qu'en l'absence de suspicion qu'un décès n'est pas étiqueté Covid. Et donc dès lors qu'il y a une suspicion de Covid, le décès est étiqueté Covid, même s'il est dû à une autre maladie. covidinfos.net 7 novembre 2020

Parole d'internaute.

1- 1984 ne passera pas sauf si nous ne faisons rien. Nous sommes tous responsables et nous devons tous faire notre part en devenant courageux et déterminés malgré l'angoisse et la tristesse qui peuvent parfois nous submerger.

2- Depuis deux ou trois jours, les médias nous parlent de vaccins et nous amènent délicatement vers l'obligation vaccinale (ce que je trouve ignoble) en nous vantant les mérite d'un vaccin a ARN (jamais utilisée sur l'homme) qui fonctionnerai a 90%.

Mais c'est 90% par rapport à quoi ? Les 10% qui reste représentent quoi ?

Nous avons 10% de chances d'être malade du covid en utilisant le vaccin ? Nous avons 90% de chances de ne pas contracter le virus ? il me semble qu'on a déjà très peu de chance de le contracter, qu'on a déjà 98% de chances de guérir seul (c'est l'argument que beaucoup utilisés pour dire que l'HCQ n'était pas utile) et qu'il y'a déjà une mortalité extrêmement faible (entre 0,3% et 0,6% en France).

Donc ça correspond à quoi c'est 90% de réussite ? Le vaccin ne sert pas à soigner mais à être immunisé donc à quoi il servira alors qu'il y'a déjà un très faible pourcentage de la population qui est réellement a risque ?

3- Perso je suis comme bcp perdue ac ts ces lavages de cerceaux!! Et... honnêtement je suis sûre d'une chose que je ne suis pas la seule et là !! J'ai l'impression de ne plus être, ni.... comment dire bref j'suis complètement "paumée" et tt ce lavage de cerveau m'amène à a dire pourquoi je vis et a quoi bon (je suis seule isolée sans liens ni famille) pourtant pas âgée mais voilà où j'en suis !! Tte la journée ça tourne en boucle ds ma tête et me dis " pourquoi je vis pourquoi j'existe et a quoi bon puisque je ne suis plus rien" oh je vois on va me dire que je deprime et bien non je suis juste réaliste et m'inquiète tt simplement.

LVOG - Je n'ai pas corrigé les fautes volontairement pour respecter et montrer le désarroi de cette femme.

4- Depuis le début de cette crise je suis contre les mesures liberticides prises par le gouvernement qui nous déresponsabilise alors que selon moi le bon sens voudrait qu'on puisse soit même décider, une fois informer, de la tournure que peut prendre notre vie.

Je travaille dans le milieu du sport extrêmement impacté par les mesures d'interdictions ce qui est évidemment aberrant étant donner qu'un corps en bonne santé est le premier élément pour luter contre les maladies. partant de ce constat je me rend compte un peu plus chaque jour que toutes les mesures prises vont à l'opposé d'un réel intérêt pour la santé des individus et j'espère qu'en nous unissant nous pourrons au moins exprimer un autre point de vue que celui de la pensée unique véhiculée dans les médias aujourd'hui.

5- En tant que citoyen je confirme que je ne trouve pas cette situation normale. On nous contraint pour d'autres raisons qui n'ont plus aucun rapport avec la santé. Au contraire, on nous rend fou. Je le constate autour de moi. Éteignons tous notre tv. Arrêtons de regarder BFM TV et toutes ces chaînes avec une pensée commune.

6- Un témoignage : lors des vacances de la Toussaint, nous étions onze personnes de trois régions différentes, de trois générations différentes (adolescents entre 14 et 18 ans, jeune adulte 22 ans, personnes entre 50 et 60 ans et personnes agées de plus de 75 ans, réunies dans un même lieu pendant une dizaine de jours. Pas de masques, pas de gestes barrières démesurés ... une réunion familiale normale. Aucune de ces personnes, n'a été malade de la covid ou autres. Et aucun d'entre-nous n'a jamais été parano du virus en prenant des dispositions démentielles dans sa vie de tous les jours. Voilà, c'est une des réalités de la vie quotidienne. Tout va bien.

Tous des fachos !

Allemagne: des milliers d'"anti-masques" protestent contre les mesures de restriction - euronews 7 nov. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=jOTOP5dddK0&feature=emb_title

- Des ministres et d'autres responsables politiques allemands ont vivement dénoncé ce dimanche des violences perpétrées samedi à Leipzig, en marge d'un rassemblement d'opposants au port du masque et aux mesures de restriction imposées pour lutter contre la pandémie.

"Rien ne peut justifier ce que nous avons vu hier à Leipzig", a affirmé la ministre de la Justice, Christine Lambrecht, sur Twitter. "L'affront à la science, l'incitation à la haine de l'extrême droite que nous avons vus sont épouvantables", a-t-elle ajouté en condamnant "fermement les attaques contre la police et la presse". BFMTV.com 9 novembre 2020

LVOG - Plus de 20 000 personnes ont manifesté à Leipzig. Vous aurez apprécié l'amalgame entre opposants aux mesures liberticides et extrême droite, un classique.

La Covid-19 est si dangereuse que pour un peu on pourrait la soigner avec de la poudre de perlimpinpin !

LVOG - Ayez une pensée pour ceux qu'ils ont renvoyés chez ou qu'ils laissé crever sans traitement.

Covid-19. L'aspirine testée comme médicament contre le virus dans un essai clinique britannique - Ouest-France 7 novembre 2020

L'aspirine va être testée en tant que traitement potentiel du Covid-19 dans l'un des plus grands essais cliniques du Royaume-Uni. Cette étude, déterminera si l'aspirine peut réduire le risque de caillots sanguins chez les personnes atteintes de la maladie.

Les scientifiques à l'origine de l'essai RECOVERY, qui examine une gamme de traitements potentiels du Covid-19, ont déclaré qu'il y inclurait le médicament, couramment utilisé comme fluidifiant sanguin.

2 000 patients devraient tester le traitement

Les patients infectés par le coronavirus courent un risque plus élevé de formation de caillots sanguins en raison de l'hyperréactivité des plaquettes, les fragments de cellules qui aident à arrêter les saignements. Or l'aspirine est un agent antiplaquettaire à même de pouvoir réduire le risque de caillots, a souligné vendredi 6 novembre le site web de RECOVERY.

« Il y a une raison claire de croire qu'elle (l'aspirine) pourrait être bénéfique, et elle est sûre, peu coûteuse et largement disponible »,

a déclaré Peter Horby, un des responsables de l'essai clinique.

Au moins 2 000 patients devraient au hasard recevoir 150 mg d'aspirine par jour en plus de leur traitement habituel. Les données de ces patients seront comparées à celles d'au moins 2 000 autres patients qui reçoivent le traitement standard pour le Covid-19, a indiqué le site web.

L'azithromycine, un antibiotique courant, est aussi testé

Parmi les autres traitements testés dans le cadre de l'essai RECOVERY figurent l'azithromycine, un antibiotique courant, et le cocktail d'anticorps de Regeneron qui a été utilisé pour traiter le président américain Donald Trump, lui-même infecté par le coronavirus.

L'essai RECOVERY a été le premier à montrer l'efficacité du dexaméthasone, un corticoïde bon marché et largement disponible, dans le traitement des cas sévères de Covid-19. Ouest-France 7 novembre 2020

LVOG - Selon certains médecins sur le terrain, l'azithromycine serait même plus efficace que l'hydroxychloroquine.

Alors qu'on le sait depuis des mois et qu'ils l'ont toujours nié !

Covid-19 : certaines personnes non infectées auraient déjà développé une immunité - Yahoo 9 novembre 2020

On en apprend un peu plus chaque jour sur le Covid-19. Selon une nouvelle étude menée par le Francis Crick Institute à Londres et l'University College London (UCL), un petit nombre de sujets, qui n'ont jamais été infectés par le virus SARS-CoV-2, seraient capables de développer des anticorps contre le Covid-19. L'étude a été menée sur 302 personnes. Les scientifiques ont comparé le sang de patients atteints de Covid-19 à des patients qui n'ont pas eu la maladie. Ils ont constaté que 16 adultes étaient porteurs d'anticorps IgG. Cela représente 5,3% de la population étudiée.

Autre découverte intéressante, ce serait les plus jeunes, les enfants et les adolescents de 1 à 16 ans, non infectés par le coronavirus, qui auraient majoritairement développé une immunité préexistante au Covid-19. 21 des 48 participants de cette tranche d'âge, soit 43,8%, présenteraient des niveaux d'anticorps IgG anti-SARS-CoV-2.

D'après les chercheurs, ces conclusions pourraient expliquer, en partie, pourquoi les jeunes seraient plus résistants au Covid-19 et les plus anciens plus vulnérables au virus. Les chercheurs émettent l'hypothèse que ces anticorps seraient probablement le résultat d'une exposition à d'autres coronavirus, qui provoquent un rhume et présentent des similitudes structurelles avec le SRAS-CoV-2.

Des recherches complémentaires

"Nos résultats montrent que les enfants sont beaucoup plus susceptibles de développer des anticorps à réaction croisée que les adultes. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre pourquoi, mais cela pourrait être dû au fait que les enfants sont plus régulièrement exposés à d'autres coronavirus", confirme Kevin Ng, l'un des auteurs de l'étude et étudiant de troisième cycle au laboratoire d'immunologie du Francis Crick.

En laboratoire, les scientifiques ont étudié les anticorps présents dans le sang des personnes non infectées. Ils ont découvert qu'"ils réagissaient de manière croisée avec la sous-unité 2 du complexe protéique de pointe SRARS-CoV2". "Ces niveaux plus élevés que nous avons détectés chez les enfants pourraient également aider à comprendre pourquoi ils sont moins susceptibles de devenir gravement malades avec le Covid-19. Cependant, il n'y a pas encore de preuves que ces anticorps préviennent l'infection par le SRAS-CoV-2 ou se propagent", ajoute Kevin Ng.

George Kassiotis, auteur principal et chef de service du laboratoire d'immunologie de Francis Crick précise, de son côté, qu' "il est important de souligner qu'il existe encore de nombreuses inconnues qui nécessitent des recherches supplémentaires. Par exemple, comment l'immunité à un coronavirus est-elle modifiée par l'exposition à un autre ? Ou pourquoi cette activité diminue-t-elle avec l'âge ?

Une nouvelle étude, en partenariat avec des chercheurs de l'Imperial College de Londres et de l'University College de Londres, est actuellement en cours afin de comprendre le rôle que jouent les différents anticorps et autres défenses immunitaires dans la protection contre le COVID-19 et la gravité de la maladie. Yahoo 9 novembre 2020

LVOG - Alors que les défenses immunitaires sont une question de vie ou de mort, on a l'impression que c'est un sujet qu'ils n'ont jamais étudié sérieusement.

Quand ce sont eux qui le disent, ce n'est pas complotiste. Entendez qu'ils ne font jamais les choses à moitié !

Covid-19 : l'hypothèse d'un virus échappé d'un laboratoire serait-elle finalement crédible ? - Franceinfo 8 novembre 2020

https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/covid-19-l-hypothese-d-un-virus-echappe-d-un-laboratoire-serait-elle-finalement-credible_4165391.html#xtor=AL-79-[article]-[connexe]

Une erreur de manipulation à l'origine du Covid-19 ? Une hypothèse pas si folle que ça - Europe 1 8 novembre 2020

Plusieurs scientifiques français estiment que l'hypothèse d'un virus échappé d'un laboratoire ne peut pas être totalement balayée quand on pose la question de l'origine du Covid-19. Au micro d'Europe 1, l'un d'eux revient sur les risques liés à la manipulation de souches virales.

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, de nombreuses questions demeurent sur l'origine du nouveau coronavirus. Après la thèse d'une transmission à l'homme par le pangolin, celle du virus échappé d'un laboratoire avait été évoquée. Cinq scientifiques français estiment néanmoins dans un article publié par la revue Médecine/science que cette dernière thèse reste probable, sans pour autant verser dans le complotisme.

Il ne s'agirait pas de création d'armes biologiques, mais d'une potentielle erreur de laboratoire. Une erreur qui aurait pu intervenir lors d'une expérience sur la mutation de virus, explique à Europe 1 Jacques Van Helden, professeur de bio-informatique à l'université d'Aix-Marseille, et l'un des signataires de cet article. "C'est une expérience qui vise à augmenter la virulence ou la pathogénicité d'une souche afin de comprendre ces mécanismes et, éventuellement, de prévenir les mutations qui peuvent survenir en milieu naturel", détaille-t-il. "Mais on génère ainsi des souches qui peuvent elles-mêmes devenir endémiques, si elles venaient à s'échapper."

Les risques liés à l'étude des virus

C'est ce qu'on appelle la balance bénéfice/risque. Et sur ce type d'expérience très précisément, cette fameuse balance fait débat dans la communauté scientifique. En faisant évoluer un virus on le comprend mieux, mais on le rend aussi plus dangereux dans le cas où il s'échapperait du laboratoire.

À partir de là, de nombreux scénarios sont possibles : un membre du personnel contaminé, une erreur d'étiquetage d'échantillon, un problème d'isolation, etc. De tels incidents se sont déjà produits, mais sans jamais créer de pandémie. Ce qu'explique Jacques Van Helden avec plusieurs de ses confrères, c'est que si l'hypothèse de l'erreur de laboratoire comme origine du nouveau coronavirus n'est pas la plus probable, rien toutefois ne permet encore de l'écarter. Europe 1 8 novembre 2020

Coronabusiness. Big Pharma et ses fantassins fanatiques du vaccin.

Covid : Pfizer annonce que son vaccin est efficace à 90%, selon des résultats partiels - Europe1 9 novembre 2020

Derrière le vaccin Pfizer : l'ARN messager, une technologie qui n'avait jamais été approuvée pour l'homme - capital.fr 9 novembre 2020

En introduisant un ARN messager, on mise sur le fait que vos cellules vont recevoir un plan de montage supplémentaire et se mettre à fabriquer de nouvelles protéines inédites, qui devraient permettre de lutter contre le COVID19.

En soi, cela constitue donc déjà une modification de notre patrimoine génétique. Vous deviendriez donc, par définition, des organismes génétiquement modifiés. Au moins... en partie. capital.fr 9 novembre 2020

L'Union européenne achète différents vaccins contre le covid-19 - euronews 11 novembre 2020

Les 27 s'appuient sur différents entreprises pharmaceutiques pour obtenir les vaccins les plus sûrs contre le covid-19. euronews 11 novembre 2020

Coronavirus: Sanofi juge l'Europe bien préparée pour une vaccination - Reuters 10 novembre 2020

L'Europe est bien préparée pour une campagne de vaccination de sa population contre le nouveau coronavirus si un vaccin voyait le jour, a estimé lundi le directeur général de Sanofi, Paul Hudson. Reuters 10 novembre 2020

Covid-19 : un vaccin obligatoire ? Les sénateurs divisés - Public Sénat 10 novembre 2020

Pour le sénateur René-Paul Savary (LR), une vaccination obligatoire serait aussi une bonne chose, à condition que les médecins puissent en assurer le contrôle : « Nous devons rendre le vaccin contre le Covid obligatoire pour les personnes les plus fragiles, sauf dérogation accordée par le médecin. Il faudrait d'ailleurs étendre cette obligation au vaccin contre la grippe ».

La vaccination obligatoire n'a pas que des partisans au Sénat. Alors qu'un récent sondage IFOP indique que près de la moitié des Français n'ont pas l'intention de se faire vacciner contre le Covid-19, certains élus constatent une colère de moins en moins sourde d'une partie de la population envers les choix du gouvernement. Public Sénat 10 novembre 2020

Covid-19: l'écologiste Yannick Jadot favorable à un vaccin obligatoire - AFP 11 novembre 2020

Coronavirus: le Maroc prévoit une "opération massive de vaccination" - BFMTV 11 novembre 2020

D'une "envergure inédite", la campagne de vaccination visera en priorité "les personnels de première ligne" (secteur de la santé, autorités publiques, forces de sécurité, éducation nationale) et les "personnes âgées ou vulnérables au virus", avant d'être élargie à tous les adultes, selon le communiqué. BFMTV 11 novembre 2020

Vaccination anti-Covid-19: comment la HAS envisage la campagne - HuffPost 9 novembre 2020

La HaS lance une consultation publique pour définir les modalités d'une campagne de vaccination contre le coronavirus.

En matière de vaccination, la HAS estime qu'il faudra absolument mobiliser la médecine de ville, contrairement à 2009 où les vaccins étaient réalisés dans des centres dédiés. La mobilisation forte des professionnels de santé (médecins, pharmaciens, infirmiers, sages-femmes), "en qui les usagers ont confiance, et qui jouent un rôle décisif", est une condition indispensable au succès de cette vaccination, rappelle ainsi la HAS.

Il n'est pas question en revanche de rendre obligatoire la vaccination, l'autorité souhaite à cet égard que les communications autour de la campagne ne soient pas "anxiogènes et/ou stigmatisantes". HuffPost 9 novembre 2020

Coronavirus: Les USA prévoient une campagne de vaccination dès décembre - Reuters 11 novembre 2020

Les Etats-Unis pourraient démarrer leur campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus dès le mois prochain si le géant pharmaceutique Pfizer et son partenaire BioNTech soumettent aussi rapidement que prévu une demande d'homologation pour leur candidat-vaccin, a déclaré mardi le secrétaire américain à la Santé, Alex Azar. Reuters 11 novembre 2020

Coronavirus: La Russie annonce que son vaccin Spoutnik V est efficace à 92% - Reuters 11 novembre 2020

Sur les 16.000 participants à l'essai de ce candidat vaccin développé par l'institut Gamaleya qui ont reçu deux doses de vaccin ou de placebo, 20 ont contracté le COVID-19, a déclaré le Fonds d'investissement direct russe (RDIF), qui s'occupe de son développement et de sa commercialisation à l'échelle mondiale.

Le risque de contracter le COVID-19 était inférieur de 92% chez les personnes vaccinées avec le Spoutnik V par rapport à celles ayant reçu le placebo, a précisé le RDIF. Reuters 11 novembre 2020

Covid-19 : le Brésil suspend ses essais de vaccin chinois après un "incident grave" - Europe1 10 novembre 2020

L'autorité sanitaire du Brésil a annoncé lundi avoir suspendu les essais cliniques d'un candidat vaccin chinois contre le coronavirus après "un incident grave" constaté chez un volontaire. Elle n'a pas fourni de détails sur ce qui s'est passé, mais a indiqué que ce type d'incidents pouvaient inclure la mort, des effets secondaires potentiellement fatals, une invalidité grave, une hospitalisation et d'autres "événements cliniquement significatifs". L'organisme public qui coordonne les essais vaccins au Brésil, l'Institut Butantan, s'est dit "surpris" par cette décision. Il donnera une conférence de presse à ce sujet mardi.

Le CoronaVac a été l'objet d'une bataille politique au Brésil entre l'un de ses plus grands partisans, le gouverneur de Sao Paulo, Joao Doria, et son principal adversaire politique, le président Jair Bolsonaro.

Le mois dernier, Bolsonaro a annulé un accord d'achat de 46 millions de doses du vaccin chinois qui avait été annoncé par son propre ministre de la Santé. Evoquant "une Chine très discréditée" car "le virus y est né", le président a assuré que son pays n'allait "pas acheter un vaccin qui n'intéresse personne".

Deuxième candidat vaccin suspendu

Lundi, Joao Doria avait annoncé que les 120.000 premières doses de CoronaVac allaient arriver à Sao Paulo le 20 novembre. L'Etat de Sao Paulo a un accord avec Sinovac pour acquérir 46 millions de doses (6 millions produites en Chine, les autres au Brésil). Europe1 10 novembre 2020

GAFAM : Les ennemis de la civilisation humaine à éliminer.

Vers une société sans contact ? La pandémie a renforcé l'influence des GAFAM et du tout-virtuel - euronews.com 11 novembre 2020

En fait, la pandémie n'a fait qu'accélérer une tendance de plus en présente dans l'ère moderne : celle des smartphones et des réseaux sociaux, du tout-numérique et de l'instantané. Une société virtuelle, sous l'influence grandissante des GAFAM : Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft.

Entretien avec François Saltiel, auteur du livre "La société du sans contact, selfie d'un monde en chute" aux éditions Flammarion.

Julien Pavy, euronews : Votre livre décrit un monde où les rapports humains authentiques s'amenuisent de plus en plus ?

François Saltiel : On passe le plus de temps possible réfugié derrière notre écran sans contact direct avec les gens. On ne demande plus notre chemin dans la rue, on utilise notre GPS, on a moins envie de sortir pour nouer des relations, on utilise plutôt une application de rencontres. Ces outils nous poussent à passer le plus de temps possible derrière notre écran. Et d'ailleurs, c'est leur modèle économique. Ces entreprises vivent de notre attention, leur rêve le plus fou serait d'ailleurs qu'on y passe toute notre existence puisque l'attention qu'on y consacre, c'est ce qui permet derrière de la monétiser pour vendre de la publicité ciblée.

Ces outils nous poussent à passer le plus de temps possible derrière notre écran. Et d'ailleurs, c'est leur modèle économique.

Julien Pavy, euronews :La pandémie a accéléré cette société du sans contact et fait donc les affaires des GAFAM ?

François Saltiel : Il suffit de regarder la bourse. Amazon fait une capitalisation record, tout comme Netflix, Apple ou Zoom, dont l'action vient de plonger avec la perspective d'un vaccin. On voit bien que les grands gagnants de cette pandémie, ce sont les outils qui ont fait de la numérisation de notre société, leur philosophie et leur modèle économique. Regardez Amazon, c'est formidable ce qu'il se passe pour eux : on ferme les librairies et les commerces non essentiels. Mais en trois clics, on peut faire venir chez nous des denrées en faisant travailler tout un tas d'employés dans une situation précaire, soumis à une intense surveillance, à une pression. Les nouvelles technologies adorent nous faire croire que tout est magique, mais cela ne marche pas tout seul. Derrière des algorithmes, derrière cette magie du numérique, il y a des employés précaires.

On voit bien que les grands gagnants de cette pandémie, ce sont les outils qui ont fait de la numérisation de notre société, leur philosophie et leur modèle économique.

Julien Pavy, euronews : Jeunes et adultes ont en permanence les yeux rivés sur les réseaux sociaux, qui n'ont finalement rien de social ?

François Saltiel : Les réseaux sociaux sont intéressants à utiliser quand vous êtes éloignés de vos enfants ou de l'être aimé, ils permettent de garder le contact. Mais les architectes des réseaux sociaux font tout pour qu'on en soit dépendant et qu'on y passe le plus de temps possible. On ne les utilise plus uniquement pour avoir des nouvelles d'un proche éloigné, on les utilise désormais par réflexe, par pulsion, et là ça peut devenir addictif et donc dangereux, même pour notre santé mentale. Car qu'est ce qu'on fait sur ces réseaux ? On se montre beaucoup, c'est notre pulsion narcissique qu'on met en scène, on regarde beaucoup la vie des autres - c'est une forme de voyeurisme - et on a tendance toujours à se comparer. La vie des autres est toujours plus belle surtout quand elle est magnifiée par des filtres. Plusieurs études, notamment anglaises, ont prouvé qu'Instagram pouvait nuire à la santé mentale des plus jeunes. Les architectes des réseaux sociaux font tout pour qu'on en soit dépendant et qu'on y passe le plus de temps possible. On ne les utilise plus uniquement pour avoir des nouvelles d'un proche éloigné, on les utilise désormais par réflexe, par pulsion, et là ça peut devenir addictif et donc dangereux, y compris pour notre santé mentale.

Julien Pavy, euronews : Les réseaux sociaux seraient devenus une drogue qui auraient tendance à nous rendre malheureux ?

François Saltiel : Disons plutôt ce que sont des outils qui favorisent la dépendance. Tout est fait pour qu'on y passe le plus de

temps possible. Ces entreprises se sont aussi alliées avec des scientifiques qui ont travaillé sur les neurosciences pour trouver des petites techniques qui font qu'on a l'impression que, si on n'est pas connecté, on rate quelque chose. Regardez, par exemple, les notifications qui nous bombardent à chaque seconde : c'est un point rouge, lumineux, qui vient nous alerter. On sait très bien que sur le cerveau, cela signifie : attention, il se passe quelque chose, peut-être dangereux. Et lorsqu'on y va, on retrouve untel qui a liké notre dernier like de notre repas du midi... Donc, tous ces réseaux cultivent une forme de fausse urgence, comme s'il se passait toujours quelque chose et qu'il fallait à tous prix être au contact de cette actualité virtuelle. Regardez les storys d'Instagram, ce sont des publications éphémères, de 24 heures. L'objectif, c'est aussi de pousser le consommateur à être tout le temps sur Instagram. Si je ne vois pas la story maintenant, je ne pourrai plus la voir donc j'y reste et je me connecte en permanence. Un autre mécanisme utilisé, c'est la technique du bol sans fond. Lorsque vous scrollez, que vous regardez votre fil d'actualité Facebook ou Instagram, il n'y a jamais de fin. Or, le cerveau a besoin d'avoir des signaux de fin pour pouvoir passer à autre chose, comme dans un livre ou un film. Mais, sur les réseaux sociaux, il n'y a pas de fin, vous pouvez remonter à l'infini, dans les limbes d'Internet. Cette technique du bol sans fond qui consiste à ne jamais donner de point final, nous pousse à consommer et à passer encore plus de temps sur ces réseaux-là.

Ces entreprises se sont alliées avec des scientifiques qui ont travaillé sur les neurosciences pour trouver des petites techniques qui font qu'on a l'impression que, si on n'est pas connecté, on rate quelque chose.

Julien Pavy, euronews : Cette société du sans contact appauvrit aussi notre rapport au travail, aux collègues ?

François Saltiel : Effectivement, le télétravail est très utile par nécessité et heureusement qu'on y a accès avec ces situations de confinement, sinon on ne pourrait plus travailler. Mais là où cela devient problématique, c'est lorsque ce télétravail est installé comme une norme. Twitter, par exemple, a annoncé le télétravail à vie pour les employés qui le désirent. D'autres entreprises suivent ce modèle. Or, ce qui fait la richesse, le bonheur du travail collectif, c'est de pouvoir échanger véritablement avec ses collègues, c'est de pouvoir parler aussi de nos conditions de travail. Le télétravail, installé comme une norme, marque aussi la fin de la force syndicale, de la revendication syndicale. Si je ne vois plus un collègue tous les jours, comment puis-je savoir s'il va bien, si il est malade ou s'il a été licencié. Uber pendant la période du confinement a licencié 3 500 personnes en quelques minutes par Zoom, 3 500 employés désactivés en quelques minutes à travers un écran. Là, on rentre dans une forme de déshumanisation.

Uber pendant la période du confinement a licencié 3 500 personnes en quelques minutes par Zoom.

Julien Pavy, euronews : On s'inquiète déjà du monde de demain. Ce monde virtuel est-il selon vous amené à perdurer ou à disparaître ?

François Saltiel : Cette société du sans contact n'est pas amenée à disparaître, la pandémie n'a fait que la renforcer, l'amplifier. Il restait encore quelques bastions hermétiques comme l'école. Mais aujourd'hui, on voit des universités américaines qui décident de passer en total virtuel, en distanciel parce que c'est plus économique, plus facile. Je pense, malheureusement, que cette société du sans contact existera d'autant plus après. A nous aujourd'hui de nous interroger sur cette société : se couper du contact réel, du face-à-face, du regard dans les yeux, du toucher... Est-ce la société que l'on désire ? Je ne pense pas. On est humain et être humain, c'est savoir s'accompagner, c'est avoir aussi une écoute sensuelle, sensorielle. J'espère qu'après cette situation de pandémie, on aura encore plus envie de retourner dans les cafés quand ils seront ouverts parce qu'on se rend compte que ces moments là, ils échappent aux algorithmes et ils nous rendent humains.

A nous aujourd'hui de nous interroger sur cette société : se couper du contact réel, du face-à-face, du regard dans les yeux, du toucher... Est-ce la société que l'on désire ?

Tribune libre.

Lettre ouverte aux médias corrompus par la COVID-19. Rapports, alertes et campagnes de peur sans fin

Un appel aux PDG des Géants des médias à l'échelle mondiale ... cela s'adresse également à, Nous, les citoyens. par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 07 novembre 2020

Nous, « le peuple », sommes préoccupés par les reportages des médias du monde entier sur la COVID-19

Vous, les magnats des médias occidentaux, réalisez-vous qu'il n'y a guère d'autre chose dans vos reportages que la COVID-19 ? – La COVID-19 est au centre de toutes les informations médiatiques. Les discussions sur la COVID-19 apparaissent toutes les heures, dans les actualités et entre les nouvelles.

Les reportages sur la COVID-19 sont toujours aussi alarmistes et provoquent la Peur chez les gens.

De nouveaux « cas » COVID-19, de nouvelles « infections » sont signalés presque toutes les heures dans les pays concernés. Les

« cas » COVID-19 doublent ou triplent toutes les 24 heures. C'est stupéfiant, vraiment effrayant. Nous sommes entrés dans une « deuxième vague » ; les hôpitaux sont débordés ; vous devez vous soumettre à des tests, c'est la solution clé, pour que nous puissions empêcher d'autres personnes d'être infectées.

Vous devez porter un masque ; vous devez respecter la distance sociale – la quarantaine est obligatoire, le confinement est appliqué, autrement dit les citoyens sont assignés à leur domicile, on ordonne la fermeture des bars, des restaurants, des lieux publics, on applique le couvre-feu – marcher dans les rues, même pour faire des courses, avec un permis seulement [mesures appliquées dans plusieurs pays européens], on fait appel à la surveillance par les escadrons COVID-19 [de police]… Ceci se traduit par une véritable dictature mondiale que le monde n'a jamais connue dans l'histoire [histoire qui a été vécue par les populations actuelles].

Et vous, les magnats des médias, avec vos « serviteurs » dans tous les pays, vous êtes au cœur de cette violation massive et criminelle des droits humains.

Nous assistons à un véritable spectacle d'horreur, en écoutant, en regardant ou en lisant vos médias. En fait, les magnats anglo-saxons contrôlent les médias et l'information à l'échelle mondiale.

Il n'y a guère d'exception. Les prétendues émissions d'information deviennent de la « propagande de désinformation ».

Il n'y a pas de limite à vos mensonges et à votre imagination dans le but de provoquer la peur chez le plus grand nombre de personnes possible.

Il n'y a jamais de véritable analyse, et une étude approfondie, sur les « nouvelles infections » (« nouveaux cas ») COVID-19. Il n'y a jamais non plus d'explication sur la manière que ces nouveaux « cas d'infection » sont collectés et traités.

1) Plus de 80% de ces cas sont asymptomatiques, et il n'y a donc pas de risque de transmission. Oui, l'OMS a changé d'avis, déjà plusieurs fois, en suivant toujours les instructions de ses maîtres (du pouvoir financier) ; 2) Les nouveaux « cas » augmentent avec l'augmentation des tests que vous, les « Magnats des Médias, » promouvez avec encore plus de campagnes de peur médiatiques. Vous connaissez très bien un vieil axiome : La PEUR est une arme très puissante. Surtout maintenant que la grippe et la saison froide arrivent, la peur-peur-peur est ce qui affaiblit le système immunitaire et les gens sont plus vulnérables pour attraper un virus, n'importe quel virus (ceci est prouvé scientifiquement, comme vous le savez probablement).

Les gens ont tellement peur qu'ils courent chez le médecin, ou à l'hôpital pour se faire tester, alors qu'ils ont peur de la contagion. C'est ainsi que le nombre de tests et de « cas » augmente.

3) Il n'est jamais mentionné que les tests Réaction de Polymérisation en Chaîne en Temps Réel (en abrégé RT-PCR) donnent, selon diverses associations de virologues et de médecins en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Espagne, aux États-Unis et ailleurs, jusqu'à 90 % de « faux positifs ». Ils entrent dans les statistiques, mais le « patient » n'est pas malade, il n'a pas la COVID-19, mais il peut être condamné à la quarantaine, ou pire, à l'isolement.

Comment se fait-il que ces nombreuses associations médicales, composées de milliers de professeurs, de médecins, de virologistes, de spécialistes des maladies infectieuses et d'autres professionnels de la santé et du droit, ne soient jamais mentionnées, jamais citées par le « Mogul News » [Nouvelles des Magnats des Médias], par les grands médias ? – Peut-être, parce qu'ils pourraient divulguer la vérité à ceux qui sont morts de peur, leur feront-ils oublier leur peur. Les rendre résistants.

Saviez-vous que de nombreux gouvernements européens et étasuniens ont mis en place des « lois martiales de protection de la santé » ? – C'est la version gouvernementale, peu importe l'ampleur du mensonge, l'absurdité et l'inutilité des mesures tyranniques restrictives imposées par le gouvernement, c'est-à-dire des lois d'urgence sanitaire, qui permettent aux gouvernements d'ordonner à la police et à l'armée de venir chez vous et de vous arrêter s'ils le souhaitent ; s'ils vous considèrent comme un « risque sanitaire » pour votre société, parce que vous ne suivez pas le récit officiel.

Savez-vous que si un message contredit le récit officiel, il sera censuré par des algorithmes alors que l'information est contrôlée par les médias mainstream.

Jamais dans l'histoire de l'humanité, telle que nous la connaissons, la censure n'a été aussi répandue, en prétendant faussement être en faveur de la démocratie et la liberté d'expression. C'est ainsi qu'aujourd'hui tous les citoyens adoptent les mesures imposées [par les gouvernements]. Pensez-y.

Et jamais auparavant les gens n'ont agi comme un troupeau de moutons effrayés. Ceci se fait contre leur propre raisonnement, leur propre bon sens, par peur de la COVID-19 en ignorant la fraude qui existe derrière l'information officielle. Cette tendance commune est quotidiennement nourrie par de plus en plus de mensonges gouvernementaux / médiatiques, atteignant encore plus de gens, détruisant leur propre pensée et leur système immunitaire, parce qu'ils ne sont plus eux-mêmes.

Ils sont devenus les zombies d'une « force supérieure », le précurseur de l'Intelligence artificielle et des sujets obéissants aux algorithmes. Il s'agit de Goebbels (le ministre de la propagande d'Hitler), mais mille fois pire.

« Le mouton a peur du loup mais c'est le berger qui le mange. » (proverbe africain)

4) Comme nous l'avons dit plus haut, nous entrons dans la saison de la grippe hivernale. Le test PCR ne peut pas faire une distinction claire entre une grippe commune et la COVID-19, tant la similitude est frappante. La grippe commune est connue pour contenir une partie du coronavirus virus. C'est pourquoi tous les cas de grippe commune sont désormais facilement étiquetés « COVID-19 », de sorte que les chiffres des « cas » peuvent « montés en flèche » dans les dimensions de la peur, effrayant ainsi encore plus de personnes et incitant encore plus de gens à courir vers les installations de test.

Saviez-vous – vous devez sûrement le savoir – que le « Nord global », entrant progressivement dans l'hiver, des saisons plus froides, typiques de la saison de la grippe vieille de milliers d'années – miraculeusement, l'hémisphère nord, ou le « Nord global » (riche), ne rapporte pratiquement aucun cas de grippe ? Croyez-vous que dans certains pays, il n'y en a pas. Devinez quoi ? – La grippe a disparu. Elle n'existe plus. Elle s'est apparemment évaporée derrière la COVID-19.

Ou bien est-il possible que la COVID-19 ait « volé » les statistiques sur la grippe, car la grippe est « confondue » à la COVID-19 ? – Vous, « le Peuple », serez peut-être intéressé de lire cette brève analyse dans RT : Flu away: Scientists baffled at disappearance of influenza… but is it really gone, or just masked by Covid-19? (« La grippe s'en va » : Les scientifiques sont déconcertés par la disparition de la grippe… mais est-elle vraiment disparue, ou juste masquée par la COVID-19 ? »)

Le motif de l'État profond diabolique est le suivant : laisser la COVID-19, alias spirale d'infection grippale, monter rapidement, de manière à justifier des fermetures toujours plus sélectives, des répressions civiles, des fermetures de frontières, des violations des droits humains, jusqu'à ce que les pays soient à nouveau totalement verrouillés, pour le « bien du peuple » – et que l'économie, ou du moins ce qu'il en reste, soit détruite. C'est ce que l'on appelle le « asset-grabbing » (l'accaparement des actifs) des riches. Les faillites se multiplient, et leurs actifs qui n'ont pas perdu en valeur physique réelle, mais seulement en valeur boursière, seront achetés par des multinationales ou des multimilliardaires pour quelques centimes de dollar.

C'est ce qui se passe. C'est peut-être la dernière phase, car après cela, il ne reste pratiquement plus rien à prendre. Mais les milliardaires et les magnats des médias du monde entier – vous, les décideurs, vous vous vous enrichissez de plusieurs billions de dollars, au détriment de l'ensemble des populations. Le Bureau international du travail (BIT) prévoit que d'ici la fin 2020 ou le milieu de l'année 2021, 2,9 milliards de personnes, soit la moitié de la population active mondiale, seront sans emploi, sans revenu ni nourriture, mourront de faim ou de misère ou se suicideront. Déjà en période de crise, 70 % de la main-d'œuvre mondiale, principalement dans les pays du Sud, est « informelle », c'est-à-dire qu'elle vit au jour le jour, avec des petits boulots, des emplois de survie, des contrats à court terme, sans droit du travail, sans filet de sécurité sociale, sans rien. Nada. Imaginez ce que c'est avec la COVID-19.

C'est la perspective qui pourrait se présenter si vous, les magnats des médias occidentaux, continuez cette tendance établie par des gouvernements corrompus à suivre les ordres de la petite oligarchie inhumaine, perpétuant le caractère dystopique de notre civilisation ; et si nous, « le peuple », ne captons pas l'étincelle de conscience qui nous habite, en nous unissant les uns aux autres pour arrêter notre extinction au sens propre.

5) Les personnes qui meurent de COVID-19 sont très peu nombreuses et très peu de gens en meurent. Plus de 90 % d'entre elles ont plus de 75 ans, voire plus de 80 ans, et meurent avec des comorbidités et, aussi triste que cela puisse être, elles seraient très probablement mortes de toute façon d'une de leurs autres conditions de santé.

Étant donné qu'ils sont testés positifs et qu'ils meurent avec la COVID-19 mais pas de la COVID-19, leur certificat de décès sera émis avec la mention « cause du décès : COVID-19 ». L'Italie est un exemple de pays où cela s'est produit et se produit encore – et cela a été divulgué par des médecins. Il en va de même en Allemagne, en France et, dans une une proportion très importante, aux États-Unis, pour n'en citer que quelques-uns.

6) Personne ne remet jamais en question le discours officiel du gouvernement, répété par Vous, les « Monstres des médias », qui contrôle littéralement le monde occidental, ad absurdum; et personne ne vérifie et n'enquête jamais de manière indépendante sur ces chiffres, sur la manière dont ils sont collectés. Personne. Peut-être que personne n'ose contester nos sacro-saints gouvernements, en qui nous avons mis une confiance si injustifiée. Injustifiée, parce que ces mêmes gouvernements, environ 180 des 193 gouvernements membres des Nations unies, ont apparemment été « élus » par « Nous, le peuple » et sont payés par nous, le peuple. Et pourtant ces gouvernements suivent d'autres intérêts, « plus ambitieux » que celui de défendre les droits du peuple – alors que ces gouvernements ont été choisis pour représenter le peuple et défendre les droits des citoyens.

Un jour, nous ne pouvons qu'espérer qu'il y aura un tribunal de type Nuremberg qui permettra une véritable justice à ces auteurs de crimes à caractère génocidaire. soit des crimes contre l'humanité. Et la même justice s'appliquera à vous, les magnats des médias, et surtout aux scientifiques cooptés et bien rémunérés, les soi-disant Task Forces, qui soutiennent les mensonges de ces gouvernements avec des données scientifiques délibérément fausses.

Il est clair que des autorités plus puissantes dictent ce scénario, cette peur-endoctrinement – de sorte que les gens ont chaque jour davantage peur d'un ennemi invisible. Ils réclament le vaccin à tout prix – ils ne peuvent plus attendre. Il ne fait aucun doute que vous, les médias, remplissez un rôle bien défini et bien rémunéré ; que vous, les magnats des médias, connaissez la vérité, mais que vous êtes corrompus par l'argent et le pouvoir – comme, malheureusement, une grande partie de notre monde a succombé au Pouvoir de l'argent, laissant l'éthique et l'intégrité de côté.

Il est également clair qu'il y a un autre objectif, plus important, derrière tout cela. Dans le monde entier.

Figurez-vous que le 18 octobre 2019, la Fondation Bill Gates, le Forum économique mondial (FEM) et la Johns Hopkins School of Medicine qui parrainent l'Événement 201 à New York, ont simulé une pandémie, appelée SARS-2-Cov, rebaptisée plus tard par l'OMS sous le nom de COVID-19.

En janvier 2020 à Davos, le FEM décide en présence du Directeur Général de l'OMS, que cette « maladie COVID » à venir doit être déclarée « pandémie » – une décision à laquelle le Dr. Tedros, DG de l'OMS, s'est conformé, déclarant le 11 mars 2020 une « pandémie » COVID-19, alors qu'il n'y avait dans le monde entier qu'un total de 4970 cas confirmés, et 313 décès (voir le Rapport de situation de l'OMS).

A la mi-mars 2020 exactement, les 193 pays membres de l'ONU déclarent qu'il y aura un confinement de leur population (à quelques exceptions près, le Bélarus, la Suède et peut-être un ou deux autres pays [comme le Nicaragua]). Quelle coïncidence ! Un ennemi invisible frappe simultanément le monde entier, ce qui ne s'était jamais produit auparavant dans l'histoire de l'humanité. Mais nous vivons désormais dans une époque étrange, dans un monde, oui, totalement dystopique.

Imaginez, si toutes les autorités gouvernementales cessaient les tests dès demain, d'un seul coup le virus COVID-19 disparaîtrait. Il n'y aurait plus de « cas ». Nous pourrions respirer à nouveau et nous ne serions plus dérangés que par les habituels rhumes occasionnels et la grippe commune annuelle, dont le taux de mortalité est, soit dit en passant, bien plus élevé que celui de la COVID-19. Mais il n'y aurait pas de verrouillage, pas de masques, pas de distanciation sociale, pas de division entre les amis et les familles. (tout cela se fait présentement au nom de la domination du plus grand nombre de personnes par un petit nombre). Et il n'y aurait plus de peur qui affaiblit le système immunitaire !

Il n'est jamais trop tard. Vous, les magnats des médias, les scientifiques corrompus, vous pouvez décider de changer de cap à tout moment, rejoindre vos frères et sœurs de la profession scientifique et médicale en quête de vérité, tous ceux qui ont réussi, par milliers, à échapper à la Matrice en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Espagne, aux Pays-Bas, aux États-Unis d'Amérique. Et chaque jour ils sont de plus en plus nombreux à rejoindre le peuple, lui dire la vérité, lui apporter l'espoir, éliminer la peur – autrement dit vaincre le plus grand ennemi du peuple, la PEUR. Mondialisation.ca, 07 novembre 2020

Briser l'atmosphère "de paranoïa et d'hystérie que génère le récit officiel."

Le culte de la Covid par CJ Hopkins -Le Saker Francophone 13 oct. 2020

Extrait.

L'une des caractéristiques du totalitarisme est la conformité de masse à un récit officiel psychotique.

Pas un récit officiel régulier, comme les récits de «guerre froide» ou de «guerre contre le terrorisme». Un récit officiel totalement illusoire qui n'a que peu ou pas de lien avec la réalité et qui est contredit par une prépondérance de faits.

En regardant dans la culture dominante – ou dans le passé pour les nazis – la nature délirante de ces récits officiels est manifestement évidente pour la plupart des gens rationnels. Ce que beaucoup de gens ne parviennent pas à comprendre, c'est que pour ceux qui en sont la victime – qu'il s'agisse de membres individuels, de sectes, ou de sociétés totalitaires entières – de tels récits ne sont pas enregistrés comme psychotiques. Au contraire, ils se sentent tout à fait normaux. Tout dans leur «réalité» sociale réifie et réaffirme le récit, et tout ce qui le défie ou le contredit est perçu comme une menace existentielle.

Ces récits sont invariablement paranoïaques, dépeignant la secte comme menacée ou persécutée par un ennemi maléfique ou une force antagoniste dont seule une conformité inconditionnelle à l'idéologie de la secte peut sauver ses membres. Peu importe que cet antagoniste soit la culture dominante, les esprits du corps, les contre-révolutionnaires, les juifs ou un virus. La question n'est pas l'identité de l'ennemi mais l'atmosphère de paranoïa et d'hystérie que génère le récit officiel, qui maintient les membres de la secte, ou la société, dociles.

En plus d'être paranoïaques, ces récits sont souvent incohérents par eux-mêmes, illogiques et… enfin, complètement ridicules. Cela ne les affaiblit pas, comme on pourrait le supposer. En fait, cela augmente leur pouvoir, car cela oblige leurs adhérents à tenter de concilier leur incohérence et leur irrationalité, et dans de nombreux cas l'absurdité, afin de rester en règle avec le culte.

Une telle réconciliation est bien sûr impossible, et pousse les esprits des membres de la secte à court-circuiter et à abandonner tout semblant de pensée critique, ce qui est précisément ce que veut le chef de la secte.

De plus, les chefs de secte changeront souvent radicalement ces récits sans raison apparente, forçant les membres de leur secte à abandonner brusquement, et souvent même à dénoncer comme «hérétiques», les croyances qu'ils avaient auparavant été forcées de professer, et à se comporter comme s'ils n'avaient jamais cru elles, ce qui provoque un court-circuit de leur esprit, jusqu'à ce qu'ils finissent par abandonner l'idée même d'essayer de penser rationnellement, et simplement répéter stupidement, comme un perroquet, tout ce charabia absurde que le chef de la secte bourre dans leur crâne.

De plus, le charabia insensé du chef de la secte n'est pas aussi absurde qu'il y paraît au premier abord. La plupart d'entre nous, face à un tel charabia, supposeront que le chef de la secte essaie de communiquer et que quelque chose ne va pas du tout dans son cerveau. Le chef de la secte n'essaie pas de communiquer. Il essaie de désorienter et de contrôler l'esprit de l'auditeur. Écoutez (https://www.youtube.com/watch?v=CL-nGJfurOQ) Charles Manson dans son «rap». Pas seulement ce qu'il dit, mais comment il le dit. Notez comment il saupoudre des bribes de vérité dans son flot d'absurdités librement associées, et son utilisation répétitive de clichés qui anesthésient la pensée.

Cette méthode est décrite par Robert J. Lifton ainsi :

« Le langage de l'environnement totalitaire est caractérisé par le poncif de la fin de la pensée. Les problèmes humains les plus vastes et les plus complexes sont compressés en phrases brèves, hautement sélectives et définitives, faciles à mémoriser et à exprimer. Il s'agit ici de l'alfa et omega de toute analyse idéologique. » – Thought Reform and the Psychology of Totalism : A Study of "Brainwashing" en Chine, 1961

Si tout cela vous semble familier, tant mieux. Parce que ces mêmes techniques que la plupart des chefs de sectes utilisent pour contrôler l'esprit des membres de leurs cultes sont utilisées par les systèmes totalitaires pour contrôler l'esprit de sociétés entières : contrôle du milieu, langage chargé, science sacrée, exigence de pureté et autres techniques standard de contrôle de l'esprit. Cela peut arriver à pratiquement n'importe quelle société, tout comme n'importe qui peut devenir la proie d'une secte, si les circonstances s'y prêtent.

Cela arrive à la plupart de nos sociétés en ce moment. Un récit officiel est en cours de mise en place. Un récit officiel totalitaire. Un récit officiel totalement psychotique, non moins délirant que celui des nazis, ou de la famille Manson, ou de tout autre culte.

La plupart des gens ne peuvent pas voir que cela se produit, pour la simple raison que cela leur arrive sournoisement. Ils sont littéralement incapables de le reconnaître. L'esprit humain est extrêmement résistant et inventif lorsqu'il est poussé au-delà de ses limites. Demandez à quiconque ayant lutté contre la psychose, ou pris trop de LSD. Nous ne reconnaissons pas le moment où nous entrons dans l'insanité. Lorsque la réalité s'effondrera complètement, l'esprit créera un récit délirant, qui apparaîtra tout aussi «réel» que notre réalité normale, parce que même une illusion est meilleure que la terreur du chaos total.

C'est ce que les totalitaires et les chefs de sectes exploitent pour implanter leurs récits dans nos esprits, et c'est aussi pourquoi les rituels d'initiation réels – par opposition aux rituels purement symboliques – commencent par attaquer l'esprit du sujet avec la terreur, la douleur, l'épuisement physique, les drogues psychédéliques, ou d'autres moyens d'effacer la perception de la réalité chez le sujet. Une fois que cela est réalisé, et que l'esprit du sujet commence désespérément à essayer de construire un nouveau récit pour donner un sens au chaos cognitif et au traumatisme psychologique qu'il subit, il est relativement facile de «guider» ce processus et d'implanter le récit que vous voulez, en vous convaincant que vous avez fait votre devoir.

Et c'est pourquoi tant de gens – des gens qui sont capables de reconnaître facilement le totalitarisme dans les cultes et les pays étrangers – ne peuvent pas percevoir le totalitarisme qui prend forme maintenant, juste sous leurs yeux – ou, plutôt, dans leur esprit. Ils ne peuvent pas non plus percevoir la nature délirante du récit officiel de la «Covid-19», pas plus que ceux de l'Allemagne nazie n'ont pu percevoir à quel point leur récit officiel sur la «race des maîtres» était complètement illusoire. De telles personnes ne sont ni ignorantes ni stupides. Elles ont été initiés avec succès dans une secte, qui est l'essence du totalitarisme, mais à l'échelle de la société.

Leur initiation au culte « Covidien » a commencé en janvier, lorsque les autorités médicales et les médias de masse ont activé La Peur avec des prévisions (https://www.cnbc.com/2020/03/03/whosays- coronavirus-death-rate-is-3point4percent-globally-higher-than-previously-thought.html) de centaines de millions de morts et des photos truquées de personnes tombant mortes (https://www.theguardian.com/world/2020/jan/31/a-man-lies-dead-in-the-street-the-imagethat- captures-the-wuhan-coronavirus-crisis) dans les rues. Le conditionnement psychologique dure depuis des mois. Les masses mondiales ont été soumises à un flux constant de propagande, d'hystérie fabriquée, de spéculations sauvages, de directives contradictoires, d'exagérations, de mensonges et d'effets théâtraux farfelus. Confinements. hôpitaux de campagne et morgues d'urgence, chants et danses des dirigeants du Service National de santé, camions de la mort, unités de soins intensifs débordées, Bébés Covid morts, statistiques manipulées, escouades de crétins en tenue de scaphandriers, masques. Et tout le reste.

Huit mois plus tard, nous y voilà. Le chef du programme des urgences sanitaires de l'OMS a confirmé (https://off-

guardian.org/2020/10/08/who-accidentally-confirms-covid-is-no-more-dangerous-than-flu/), le 8 octobre, un taux de décès de 0,14%, approximativement le même que la grippe saisonnière. Et voici les dernières estimations du taux de survie (https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/hcp/planningscenarios. html) du Center for Disease Control aux États-Unis :

0 à 19 ans… 99,997%

20 à 49 ans… 99,98%

50 à 69 ans… 99,5%

70 ans et plus… 94,6%

L'argument de la «science» est officiellement démoli. Un nombre croissant de médecins et d'experts médicaux rompent les rangs et expliquent comment l'hystérie de masse actuelle sur les «cas» – qui comprennent désormais des personnes en parfaite santé – est essentiellement une propagande dénuée de sens, par exemple sur la chaîne allemande (https://odysee.com/@hobeets:0/ard-scientists-call-forsecond- phase:7) de télé de grande audience ARD.

Et puis il y a l'existence de la Suède et d'autres pays qui ne jouent pas le jeu du récit officiel de la Covid-19, et qui se moquent de l'hystérie en cours.

Je ne vais pas continuer à démystifier le récit. Le fait est que les faits sont tous disponibles. Pas sur des sites Web de «théoriciens du complot», mais dans les principaux journaux et chez les experts médicaux et même chez ce putain de Center of Disease Control.

Mais cela n'a aucune importance pour les membres du culte Covidien. Les faits n'intéressent pas les totalitaires et les membres des sectes. Ce qui compte, c'est la loyauté envers la secte ou le parti. Ce qui veut dire qu'il y a un sérieux problème, depuis huit mois, pour ceux d'entre nous qui pensons que les faits comptent encore, et qui ont essayé de les utiliser pour convaincre les sectaires Covidiens qu'ils se trompent sur le virus…

S'il est essentiel de continuer à rapporter les faits et à les partager avec le plus grand nombre de personnes possible – ce qui devient de plus en plus difficile en raison de la censure des médias alternatifs et sociaux – il est important d'accepter ce à quoi nous sommes confrontés. Nous ne sommes pas confrontés à un malentendu ou à un argument rationnel sur des faits scientifiques. C'est un mouvement idéologique fanatique. Un mouvement totalitaire mondial… le premier du genre dans l'histoire de l'humanité.

Ce n'est pas le totalitarisme national, parce que nous vivons dans un empire capitaliste mondial, qui n'est pas gouverné par des États-nations, mais plutôt par des entités supranationales et le système capitaliste mondial lui-même. Et ainsi, le paradigme culte / culture a été inversé. Au lieu d'un culte existant en tant qu'îlot dans la culture dominante, le culte est devenu la culture dominante, et ceux d'entre nous qui n'ont pas rejoint le culte sont devenus des archipels isolés en son sein. J'aurais aimé pouvoir être plus optimiste et peut-être proposer une sorte de plan d'action, mais le seul parallèle historique auquel je puisse penser est la façon dont le christianisme a «converti» le monde païen… ce qui n'est pas vraiment de bon augure pour nous. Lorsque que vous serez assis à la maison pendant les confinements de la «deuxième vague», vous voudrez peut-être revenir sur cet historique. Le Saker Francophone 13 oct. 2020

TROISIEME PARTIE

POLITIQUE

Otan économique

Von der Leyen pour un "nouveau programme transatlantique" - Reuters 11 novembre 2020

La présidente de la Commission européenne a plaidé mardi pour une nouvelle alliance transatlantique dans des domaines tels que le changement climatique et l'économie numérique, lorsque Joe Biden aura pris ses fonctions de président des Etats-Unis."Notre alliance est fondée sur des valeurs et une histoire communes, sur la conviction commune qu'il faut coopérer pour construire un monde plus fort, plus pacifique et plus prospère", a déclaré Ursula von der Leyen, devant les ambassadeurs de l'Union. Reuters 11 novembre 2020

Pérou

Pérou: Vizcarra destitué par le Parlement à la seconde tentative - AFP10 novembre 2020

Moins de deux mois après une première tentative, le Parlement péruvien a voté lundi la destitution du populaire président de la République, Martin Vizcarra, pour "incapacité morale, sur fond d'accusation de pots-de-vins présumés qu'il aurait reçus en tant que gouverneur en 2014.

Vu par la population comme le héraut de la lutte contre la corruption, M. Vizcarra, qui s'est retrouvé à la tête du pays après la démission en 2018 de son prédecesseur, Pedro Pablo Kuczynski dont il était le vice-président, n'était en revanche membre d'aucun parti politique et ne disposait d'aucun soutien du côté des législateurs.

La motion pour déposer le chef de l'Etat a recueilli davantage de votes que les 87 nécessaires, avec 105 voix pour, 19 contre et 4 abstentions.

"La résolution déclarant la vacance de la présidence de la République a été approuvée", a déclaré à l'issue du vote le président du Parlement, Manuel Merino, qui va désormais prendre les rênes du gouvernement jusqu'à la fin du mandat de M. Vizcarra, le 28 juillet 2021.

Le désormais ex-président Vizcarra, qui dispose d'un niveau record de popularité après ses 32 mois à la tête du pays, va être immédiatement informé, a confirmé M. Merino.

Le président du Parlement prendra la direction du Pérou à l'issue de la prochaine session du parlement, prévue mardi.

Il s'agissait de la seconde tentative de destitution de Martin Vizcarra, après un premier vote le 18 septembre dernier.

"Je quitte le palais du gouvernement comme j'y suis entré il y a deux ans et huit mois: la tête haute. Je ne lancerai aucune action légale" pour lutter contre la destitution, a déclaré M. Vizcarra, entouré de ses ministres dans le jardin de palais, ajoutant qu'il allait rejoindre sa résidence particulière.

Son prédécesseur, M. Kuczynski, n'avait pas pu, lui non plus, aller au bout de son mandat, obligé de démissionner sous la pression du Parlement après avoir été mis en cause dans le scandale Odebrecht, du nom de cette compagnie brésilienne de construction accusée d'avoir versé des pots-de-vin dans différents pays d'Amérique du sud.

Pas moins de quatre ex-présidents péruviens sont d'ailleurs impliqués dans le scandale.

Plusieurs appels à manifester ont fleuri sur les réseaux sociaux, dans la foulée de la destitution, et plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées dans la soirée à Lima, frappant sur des casseroles pour dénoncer le vote du Parlement.

Sur des pancartes, les manifestants s'en sont pris au "Congrès putchiste", d'autres affirmant: "Merino, tu ne seras jamais président".

D'autres rassemblements ont également été signalés dans les villes d'Arequipa et Trujillo.

"Le Pérou sort affaibli institutionnellement" de ce vote, a estimé l'analyse politique Augusto Alvarez Rodrich, interrogé par l'AFP, "Manuel Merino sera un président faible, avec la perspective d'élections générales (en avril prochain, NDLR) dans un contexte de pandémie".

Le président du Parlement est en effet un personnage politique de second plan dans son pays, largement inconnu de la majorité de ses compatriotes, ce qui était également le cas de Martin Vizcarra lors de son accession au pouvoir il y a deux ans et demi.

M. Merino deviendra ainsi le troisième président du Pérou depuis 2016, signe de fragilité institutionnelle qui caractérise l'ancienne colonie espagnole, indépendante depuis 1821.

Le président Vizcarra s'était présenté dans la matinée devant le Congrès, réuni en séance plénière, afin d'assurer lui-même sa défense, niant de nouveau avoir reçu le moindre pot-de-vin lorsqu'il était gouverneur de la région de Moquegua (sud).

"Je rejette avec véhémence et catégoriquement ces accusations, je n'ai pas reçu le moindre pot-de-vin de quiconque", a-t-il assuré avant de souligner que le choix de déclarer une vacance du pouvoir "est une mesure extrême" qui ne devrait pas être tentée par le Congrès "tous les mois et demi".

Le président de la République, qui est devenu le porte-drapeau de la lutte anti-corruption, a en revanche souligné que 69 parlementaires faisaient l'objet d'une enquête judiciaire, sans pour autant avoir été destitués.

Azerbaïdjan - Arménie

Une force de paix russe se déploie pour sauver l'Arménie - Réseau Voltaire 10 novembre 2020

Le président Vladimir Poutine a imposé un déploiement d'une force de paix russe entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Le cessez-le-feu total entrera en vigueur le 10 novembre 2020 à minuit [1].

Il s'agit d'une lourde défaite pour les Arméniens de l'Artsakh et de l'Arménie qui payent leur incompréhension du coup d'État de 2018.

L'Arménie, dont le Premier ministre, Nikol Pashinyan, est arrivé au pouvoir par une « révolution » de couleur organisée par le spéculateur George Soros, a été verbalement soutenue par presque tous les acteurs internationaux, mais jamais en actes.

Le Pentagone espérait que les Turcs massacreraient en masse les Arméniens et que les États-Unis pourraient alors se lancer dans une guerre contre la Turquie.

Le président Poutine a contacté son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, et lui a proposé ce cessez-le-feu pour prévenir un génocide, ce qui permet à la Turquie d'éviter une guerre avec Washington.

Le conflit du Haut-Karabagh a coûté la vie à au moins 1 300 personnes en un mois et demi. Réseau Voltaire 10 novembre 2020

[1] "Statement by Presidents of Azerbaijan, Armenia and Russia", Voltaire Network, 10 November 2020. https://www.voltairenet.org/article211596.html

---

SOCIAL

Chômage en France

Chômage : un bond inédit depuis 45 ans, les jeunes en première ligne - latribune.fr 10 novembre 2020

Le taux de chômage a grimpé de 1,9 point entre le second et le troisième trimestre pour atteindre 9% de la population active selon l'Insee. Chez les jeunes, ce taux s'élève à 21,8%. Le second confinement et la hausse des contaminations ravivent le spectre d'un chômage de masse.

L'onde de choc de la pandémie continue de se propager. Selon les derniers chiffres de l'Insee rendus publics ce mardi 10 novembre, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) a augmenté de 1,9 point entre le second et le troisième trimestre pour passer de 7,1% de la population active à 9%. Il s'agit de la plus forte hausse du chômage depuis le début de la série statistique construite par l'organisme public en 1975. En seulement quelques semaines, la pandémie a effacé trois années de baisse du chômage. En effet, la proportion de chômeurs à la fin du mois de septembre a retrouvé son niveau de fin 2017.

Le déconfinement et le redémarrage de l'activité cet été sont loin d'avoir mis fin aux effets dévastateurs de cette crise inédite. La seconde vague de contaminations et le durcissement des mesures sanitaires pour tenter d'endiguer la progression de cette maladie infectieuse risquent encore de faire bondir les chiffres du chômage dans les semaines à venir.

Une hausse mécanique qui pourrait se poursuivre

La hausse du chômage enregistrée au cours du troisième trimestre peut s'expliquer en partie par un rebond mécanique. En effet, la mise sous cloche de l'économie au printemps pendant huit semaines a paralysé un grand nombre d'activités dans le secteur privé et les services publics... (La suite était réservée aux abonnés dont je ne fais partie évidemment. - LVOG)

ECONOMIE

"Croire que ce que nous vivons enterre le capitalisme financiarisé est une vue de l'esprit."

LVOG - Si je n'étais pas aussi modeste, je dirais : Qu'est-ce que je vous avais dit.

Le triomphe de l'hyper-capitalisme financier - xerficanal.com 28 octobre 2020

On voudrait nous faire croire que la crise du la Covid solde un épisode du capitalisme et ouvre les portes du monde d'après et en accélère l'avènement. Le monde d'avant, qui se meurt sous nos yeux, c'est celui du productivisme carboné et financiarisé. Qui aurait placé la finalité de la valeur actionnariale au-dessus de toutes les autres. Qui aurait fluidifié le capital à un tel degré que le lien des grandes entreprises au territoire se serait totalement distendu. Le monde d'après, c'est l'horizon de l'effondrement final pour les plus pessimistes ou c'est celui qui romprait avec les dérives du précédent, pour le rendre plus soutenable, plus durable. Qui replacerait l'environnement, l'humain, le territoire, les grands équilibres sociaux au cœur de sa régulation.

La finance s'est immunisée contre les aléas de l'économie réelle (

C'est un grand classique. Une histoire sans cesse répétée. Dans un monde en transformation continue, l'avant, sur lequel nous portons soudain un regard dépassionné, paraît définir un régime stable et fonctionnel, mais révolu. Le futur est l'horizon de l'idéalisation, du normatif ou au contraire des prophéties les plus sombres. Et entre les deux, le présent est toujours vécu comme un chaos, un déséquilibre non-viable, et au mieux une transition entre deux points supposés stables.

Cette lecture récurrente du présent nous fait perdre de vue l'essentiel. Nous ne sommes pas aujourd'hui à la fin d'un monde, mais bien à son apogée. Croire que ce que nous vivons enterre le capitalisme financiarisé est une vue de l'esprit. Jamais au contraire, le grand rêve de la finance de marché de reporter les risques sur les autres agents, et notamment sur les personnes et de s'immuniser contre les aléas de l'économie réelle n'a atteint un tel degré. Si l'on veut avoir une preuve, il suffit de regarder les cours de bourse et tout ce qui a été mis en œuvre pour obtenir un résultat aussi improbable.

Emploi, immobilier… : la quête de la variabilité des coûts

Cette immunité a été conquise d'étape en étape, crise après crise. Sa première conquête des années 80-90 a été d'obtenir, en mettant à terre les syndicats, la variabilité des rémunérations et la flexibilité de l'emploi. Le détenteur du capital refuse de porter le risque d'une instabilité des profits et reporte l'incertitude sur les salariés ou un essaim d'emplois flexibles ou en freelances. Cette quête de la variabilité des coûts n'a cessé de gagner du terrain, via l'externalisation des process et la plateformisation, qui permet de reporter les ajustements sur la sous-traitance. Et elle franchit un nouveau seuil aujourd'hui avec le télétravail qui permet à certaines entreprises de toucher du doigt le rêve du « officeless ». Un monde merveilleux où même l'immobilier basculerait dans le champ des coûts variables. Où le collaborateur fournirait son travail et la surface qui va avec… nouveau degré de l'ubérisation du monde.

Entreprises et banques sous la loi des gestionnaires d'actifs

La grande conquête de la financiarisation du monde, c'est aussi d'intéresser les dirigeants à tout ce qui produit de la valeur actionnariale et fixe son attention sur la rentabilité à deux chiffres des fonds propres. Le ROE, que l'on dit à 15% pour simplifier, demeure jusqu'à ce jour, et quelles que soient les secousses de l'économie réelle depuis 20 ans, l'objectif inaltérable des groupes cotés. Et tout a été fait pour y parvenir. Les actions ne sont plus un outil de financement. Tout ce qui contribue à la dilution de la valeur est prohibé. Bien au contraire, les groupes les rachètent pour doper les cours. La fair-value permet de faire du levier de façon quasi-invisible. La revalorisation des éléments intangibles des bilans accompagne la montée de l'endettement qui demeure stable en apparence lorsqu'on le rapporte à la valeur des actifs.

Et peu à peu et plus que jamais, les gestionnaires d'actifs sont devenus l'acteur pivot de la financiarisation. Ils ont atteint une telle taille critique, un tel degré de concentration que nulle entreprise cotée n'ose déroger aux objectifs financiers que ces fonds leur assignent. Ils jouent plus que jamais la concentration des secteurs… Pourquoi se priver d'une rente de monopole qui booste la valeur des titres quand on détient les prédateurs et les cibles ?

Les banques elles-mêmes se sont tellement engagées dans le jeu du levier, ont leur sort si intimement lié à celui des investisseurs, la menace de faillites en chaîne et d'emballement systémique est si fort, que ce sont toutes les instances de contrôle et de régulation bancaire qui se retrouvent pieds et mains liés. Si elles ne fournissent pas la liquidité nécessaire au grand glouton financier, si elles osent rehausser un tant soit peu les taux d'intérêt, c'est tout l'édifice qui s'effondre. Elles se retrouvent de fait assujetties à la loi des gestionnaires de fonds.

Or, c'est bien ce monde-là qui est à son apogée. Banques centrales et Etats marchent main dans la main pour éliminer le risque de sinistralité qui serait coûteux pour la finance. Au final, c'est le contribuable des générations futures qui paiera pour l'immunité de la finance d'aujourd'hui. Et les fonds de gestion continuent à bien se porter. Ils ont plus que jamais la main sur les choix d'investissement, autrement dit sur la construction du monde de demain. xerficanal.com 28 octobre 2020

Les crises enrichissent les milliardaires.

LVOG - Comme les guerres, la partie émergée des crises... Au fait, ils en sont où vos dirigeants avec leur théorie de l'effondrement

du capitalisme, du dollar, de la Bourse, de l'éclatement de l'UE et j'en passe ?

Les milliardaires s'enrichissent crise après crise : conséquences - xerficanal.com 04 novembre 2020

Les milliardaires s'enrichissent quand ça va bien. Les milliardaires s'enrichissent encore plus quand ça va mal. C'est ce que nous apprenait une étude d'UBS, qui a défrayé la chronique au début du mois d'octobre. Les mécanismes on les connaît. 1/ Les banques centrales ont tout fait pour limiter et écourter la casse sur les prix d'actif ; / Les secteurs locomotive de la cote ont été boosté par la crise : les techno, la santé, le e-commerce etc. 3/ Les détenteurs de fortune ont profité de la dégringolade des cours pour racheter les actions à bas prix, profitant ainsi de l'ascenseur de la remontée des cours par la suite.

C'est une tendance de fond, qui dépasse de loin les figures de la tech, les Jeff Besos, Bill Gates, Marc Zuckerberg et compagnie, ces rock- star du capitalisme digital triomphant. Le nombre des milliardaires ne cesse d'exploser depuis 2010 dans toutes les grandes régions du monde, en complet décalage avec les difficultés croissantes de l'économie réelle. On les retrouve en nombre croissant dans la construction, l'immobilier, le luxe, ou même l'électro-ménager, la sidérurgie etc. et dans tous les pays, quel que soit l'état de leur économie. Quel que soit l'origine de leur fortune, la surface financière des plus riches leur permet, par le jeu de la diversification, de tirer profit des valeurs qui montent.

Est-ce un vrai problème ? Je ne reviens pas sur les mécanismes qui font que les milliardaires ont gagné au fil des années un totem d'immunité. Pour dire les choses rapidement, cette immunité est un effet collatéral des politiques monétaires menées de crise en crise, taux zéro, émission massives de liquidité etc. Elles n'ont pas été conçues sciemment dans la seule fin d'enrichir les plus riches aux dépens des autres couches sociales. Ces politiques visent d'abord à libérer des marges d'endettement supplémentaire aux États, pour stabiliser l'économie, éviter les défaillances en cascade et les dynamiques déflationnistes qui plongeraient les populations dans le chômage et la pauvreté. Elles sont conçues aussi pour éviter une défaillance bancaire qui ruinerait l'ensemble des épargnants, petits ou grands. Et jusqu'ici, ces politiques limitent en effet la casse pour le plus grand nombre, par rapport à ce que supposerait un jeu de marché et de contagion livré à lui-même. Bref, cet enrichissement n'est pas à proprement parlé un hold-up au détriment des classes moyennes et populaires. A certains égards, cet argent peut sembler n'avoir été pris à personne. C'est un effet de richesse pur qui repose sur la confiance des marchés sur le fait que les valeurs de s'effondreront pas et sur la croyance que certains secteurs ne peuvent que renforcer leur position dominante.

Cette idée que la fortune des uns ne se bâtit aucunement sur l'appauvrissement des autres, voire qu'elle auto-renforce un moteur tech du capitalisme, qui bénéficie à tous, est pourtant fausse. D'abord parce que l'immunité de la valeur des actifs a un prix. Elle se gagne au prix de l'émission de dette publique qui, si demain elle n'est plus refinancée sans limite par les banques centrales, reporte la charge du remboursement sur le contribuable. Autrement dit les milliardaires ont gagné leur immunité sur le dos d'une terrible épée de Damoclès pesant sur tous, et en particulier les générations futures. Quelque part les riches ont touché un avoir sur le fait que les politiques de stabilisation seraient un succès, tout cela étant gagé sur l'effort de toute la société, sur plusieurs générations. Ensuite, parce que la valeur élevée du prix des actifs a un impact sur la rentabilité exigée du capital. L'économie, même exsangue, doit être en mesure de dégager les profits et les rentes à la hauteur du prix des actifs. Les prix d'actifs d'aujourd'hui, font la pression sur les salaires de demain et les profits d'après-demain. Enfin, la concentration des fortunes n'est que la partie émergée d'un mouvement plus profond de concentration du capital, par le jeu fusion et acquisition. Cette dernière s'opère au détriment de la croissance extensive et donc de l'investissement et de l'emploi. Et puis ajoutons un dernier élément. Cette immunité de la finance, gagnée à renfort d'endettement bon marché, neutralise ce qui était au cœur des mécanismes de reprise : la baisse du prix des actifs, qui était aussi ce qui permettait par le passé de relancer la machine. La baisse du prix des terrains et de l'immobilier armait notamment une nouvelle vague d'acquisition élargie à la classe moyenne, corrigeant ainsi les inégalités patrimoniales. Maintenir à un niveau élevé le prix des actifs, bloque ainsi ce mécanisme de respiration essentiel. Bref, les milliardaires ne sont pas seulement le fruit accidentel de l'argent bon marché, mais bien celui d'un étau financier insidieux, qui pressurise les classes moyennes et in fine la croissance réelle. xerficanal.com 04 novembre 2020

Les GAFAM sont devenus les maîtres du monde.

GAFAM : la capture de valeur s'accélère avec la crise - xerficanal.com 10 novembre 2020

Avec la crise et la rechute pandémique, plus que jamais les GAFAM sont devenus les maîtres du monde. Mais bien plus largement, c'est toute l'économie des plateformes, de la tech et de la santé qui a renforcé son ascendant sur le reste de l'économie.

GAFAM : 23% du S&P500 en octobre 2020

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Comparativement à leurs bénéfices pré-Covid, Microsoft a ainsi réalisé depuis le début de la pandémie près de 19 milliards de dollars de profits supplémentaires, Google plus de 7 milliards et Amazon, Apple et Facebook plus de 6 milliards chacun. Mais au-delà de ce club, d'autres groupes de la tech ont été portés par la crise : Intel, Cisco Systems, Oracle ou même Tesla. Un vent porteur qui a embarqué aussi les grands laboratoires pharmaceutiques, Merck ou Johnson & Johnson en tête.

Les capitalisations boursières sacrent cette nouvelle suprématie. Les GAFAM monopolisent maintenant les 5 premières places de

la cote, Apple en tête. Et à elles seules, ces entreprises capitalisaient fin octobre 2020 plus de 23% du S&P500, quand cette part était voisine de 14,5% il y a deux ans et paraissait déjà énorme. Cela fait plus de 55 ans que l'indice élargi n'avait pas connu pareille concentration. La progression des cours de ces entreprises est en effet fulgurante : Apple, Microsoft et Amazon ont fait plus que doubler leurs cours depuis le premier janvier 2019. Et pour prendre la mesure de cet ascendant, il suffit de mesurer la progression des cours des valeurs technologiques depuis leurs précédents pics déjà vertigineux auxquels ils culminaient avant la crise financière de 2007-2008. Les tech proprement dites, de l'information et de la communication ont vu leur valeur multipliée par 5. Le secteur des biens de consommation discrétionnaires a vu ses cours multiplié par 4, emporté par Amazon dont les cours ont été multipliés par 35. Quant au secteur de la santé et de la pharmacie, il a vu ses cours multiplier par 3.

Une position névralgique au sein de l'économie

Ces évolutions en disent long sur la position névralgique de ces entreprises. Leur poids boursier n'est évidemment pas le reflet de leur poids réel dans l'économie, du point de vue de l'emploi et du chiffre d'affaires ou même des profits qu'elles dégagent. Prises dans leur ensemble, elles mobilisent à peine plus d'un million d'emplois dans le monde. Cette déconnexion est encore plus vraie pour d'autres géants du Net, comme par exemple Netflix, Spotify ou Tesla. Et c'est finalement le nombre d'utilisateurs qui se comptent par milliards à travers la planète et qui confèrent un pouvoir de réseau et une position dominante qui s'auto-renforce avec le temps à quoi renvoient ces valorisations. Les cours incorporent ainsi une rente de monopole, et ce faisant, les investisseurs donnent à ces entreprises des moyens démesurés, quasi-illimités, qui consolident cette rente.

Alors même qu'avant la crise, le débat sur la nécessité d'une législation anti-trust commençait à monter en puissance, le choc sanitaire a sacré ces géants du privé à la tête de biens communs. Réseaux d'information et santé sont apparues come l'épine dorsale, pour ne pas dire le système nerveux vital du système productif. Grâce à elles, le capitalisme a évité l'embolie : le télétravail, la téléconférence, le e-commerce ont permis de contourner les obstacles physiques de la production. Et il est apparu au grand jour que la santé ne pouvait plus être considérée comme le parent pauvre d'une société qui prétend bâtir sa prospérité sur le capital humain.

Le jeu de concentration promu par les gestionnaires d'actifs

Tout cela corrobore ce que nous supputons depuis des années. L'économie de demain n'est pas en rupture avec le monde d'avant. Elle est son prolongement avec des superlatifs : hyper-digitalisée, hyper financiarisée, hyper-concentrée. Rien ne semble arrêter le cours d'une histoire qui s'accélère choc après choc.

En arrière-plan, les fonds de gestion d'actifs géants, les Blackrock, Vanguarde, State Street qui sortent indemnes de la crise, apparaissent de plus en plus comme le pivot d'un système financier où les banques et la banque centrale ne sont plus que des pourvoyeurs de liquidité sans limite, pompant, purgeant et finalement portant le risque financier que les investisseurs refusent d'endosser. La concentration des gestionnaires d'actifs est telle, leur poids dans les grands secteurs de l'économie est tel, leur couverture au sein d'un même secteur est telle, détenant une part majoritaire à la fois des prédateurs et des cibles potentielles, qu'ils deviennent les premiers promoteurs d'un jeu de concentration qui a les Gafam ou les futurs géants de la tech pour pivot.

Cette histoire s'écrit sous nos yeux. Le mouvement de fusions-acquisitions reprendra de plus bel en sortie de crise, profitant de la dépréciation de certaines entreprises et s'organisant autour de celles qui se sont renforcées dans la crise. Et si le monde d'après semble encore plein d'incertitudes, ce volet-là de l'histoire voit son récit s'emballer. xerficanal.com 10 novembre 2020

Haut de page

Le 18 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Face à la grave menace que fait peser une vaccination obligatoire qui nous transformerait en OGM éventuellement traçable, le devoir du mouvement ouvrier est de s'y opposer et d'appeler les travailleurs à la mobilisation générale pour faire échouer cette entreprise liberticide et totalitaire. Aucun prétexte ne doit être admis, c'est là que les travailleurs et les militants vont pouvoir compter leurs amis et leurs ennemis. La question de la grève générale contre la vaccination obligatoire et chasser Macron est posée.

Jusqu'à présent le mouvement ouvrier s'est placé au côté de Macron pour que toutes les mesures liberticides qu'il a adoptées soient imposées à l'ensemble de la population sans faire de vague, et le moins que l'on puisse dire c'est que c'est une réussite. Il va de soi que tous les partis dits ouvriers qui y collaborent, partagent la responsabilité des conséquences sociales qui en découlent, même si par ailleurs ils prétendent les combattre... Les champions de l'unité, ce sont avérés être en réalité ceux de

la division en prêtant main forte à Macron, honte à eux, ils ne sont pas dignes de parler en notre nom. Le devoir de chaque militant ouvrier est de briser net ce consensus, de menacer leurs dirigeants de démission s'ils n'appelaient pas à s'opposer à la vaccination obligatoire, à ce coup de force de type fasciste.

J'appelle aussi chaque travailleur à soutenir les professionnels de la santé qui dénoncent et s'opposent à la politique sanitaire autoritaire de Macron, c'est ensemble que nous vaincrons. J'interviens régulièrement dans le blog d'un médecin, où j'ai pu faire connaître à ses lecteurs notre portail et les plus de 230 articles que j'ai publiés sur la machination de l'oligarchie au coronavirus. J'estime avoir assumé mes responsabilités et être demeuré digne des idées que nous partageons, ce qui n'a pas été le cas de vos dirigeants... hormis envers Macron ! Nous sommes incorruptible, inoxydable, et ce n'est pas un misérable virus qui va nous intimider. La peur dans nos rangs, c'est celle des lâches et des hypocrites, car l'un va rarement sans l'autre.

Si certains avaient encore des doutes sur la nature du régime en place, dorénavant ils n'ont plus aucune raison d'en avoir, sauf à verser dans le plus abjecte et sordide opportunisme. Je les appelle à rejoindre La Voix de l'Opposition de Gauche qui n'a jamais cessé de se situer au côté des intérêts des travailleurs sans distinction, de la classe ouvrière et des classes moyennes.

Le totalitarisme était inscrit dans la Constitution de la Ve République. Abolition ! A suivre.

En principe la prochaine causerie sera publiée demain en fin d'après-midi, il reste quelques titres et commentaires à ajouter plus le formatage, minimum 4 heures de travail. Portez-vous bien, courage et gardez le moral, la vérité est révolutionnaire !

- pages au format pdf

Les articles mis en ligne aujourd'hui. Prévenez-moi rapidement si un fichier était inaccessible, merci.

Dans les différentes rubriques, les nouveaux articles figurent en-tête. Ils seront classés chronologiquement plus tard, c'est ce que j'ai fait dans le dossier Archive. Bonne lecture et réflexion.

- DOCUMENT. Donald Trump ne joue pas seulement au golf, il purge le Pentagone (17.11)
- DOCUMENT. Le nouveau chef par intérim du Pentagone: «Toutes les guerres doivent prendre fin». (17.11)
- DOCUMENT. Élections aux USA : lettre du général Delawarde. (13.11)

- DOCUMENT. Resetting the Future of Work Agenda: Disruption and Renewal in a Post-COVID World. (10.2020)
- DOCUMENT. Voici l'avis du co-fondateur de LinkedIn sur l'avenir du travail. (21.10)
- DOCUMENT. Une hausse de la réticence à l'égard des vaccins menace les progrès face à la covid-19, selon une étude. (11.2020)
- DOCUMENT. Scenarios for the Future of Technology and International Development (05.2010)
- DOCUMENT. Rapport de synthèse de la Commission EAT-Lancet (11.07.2019)
- DOCUMENT. No Protection from Pandemics Unless we Fix our Food Systems (2020)
- DOCUMENT. COVID-19: The Great Reset (29.07)

- DOCUMENT. Le monde post-Covid, le projet diabolique du Forum économique mondial: La « Réinitialisation de l'emploi » après » La Grande remise à zéro . Un avenir terrifiant. (15.11)
- DOCUMENT. Le nouvel ordre mondial capitaliste/fasciste se met en place sous couvert du Covid-19. (14.11)
- DOCUMENT. La COVID-19 et ses gigantesques dommages collatéraux causés par l'homme : La grande réinitialisation – Un appel à la désobéissance civile. (13.11)

- DOCUMENT. Stratégie vaccinale contre la Covid-19 : recommandations intermédiaires sur les modalités de mise en oeuvre de la vaccination (09.11)
- DOCUMENT. Questions éthiques soulevées par une possible pandémie grippale (05.02.2009)
- DOCUMENT. Sénat 5 décembre 2019 - Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire. (05.12.2019)
- DOCUMENT. En 2003, le Lancet faisait l'éloge de l'hydroxychloroquine. (?)
- DOCUMENT. Effects of chloroquine on viral infections: an old drug against today's diseases. (01.11.2003)
- DOCUMENT. Chloroquine is a potent inhibitor of SARS coronavirus infection and spread. (22.08.2005)
- DOCUMENT. COVID-19 treatment analysis for Ivermectin. (2020)
- DOCUMENT. COVID-19 Treatment - Analysis of 171 global studies showing high efficiency hydroxychloroquine (15.11)
- DOCUMENT. COVID-19 treatment analysis for Zinc (2020)
- DOCUMENT. COVID-19 treatment analysis for Vitamin D (2020)
- DOCUMENT. Confinement strict, surcharge hospitalière et surmortalité (08.06)

- DOCUMENT. Nouvelles épidémies / nouvelles censures. (16.11)
- DOCUMENT. Le médecin prévient que les « pneumonies bactériennes sont en augmentation » à cause du port du masque (14.11)
- DOCUMENT. Des experts belges de la santé demandent une enquête approfondie sur l'OMS pour avoir fabriqué la pandémie de la COVID-19 (14.11)
- DOCUMENT. Covid-19(84) Saison 3 épisode 1: l'Empire des complotophobes contre-attaque! (13.11)
- DOCUMENT. Hold-Up, film en sortie nationale 11 novembre. Pourquoi j'ai produit ce film (07.11)
- DOCUMENT. COVID-19. Une pathologie qui se soigne ! (01.10)
- DOCUMENT. Covid-19 : le traitement du Dr Zelenko plus complet que celui du Pr Raoult... (2020)
- DOCUMENT. Covid 19 - Pourquoi la chloroquine fonctionne-t-elle ? Parce qu'elle est un ionophore du zinc ! (2020)
- DOCUMENT. COVID19 : Les vaccins à mARN seraient inefficaces et potentiellement dangereux. (30.07)

Haut de page

Le 20 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

A écouter pour se détendre un peu avant de lire cette causerie.

- 2CELLOS - Now We Are Free - Gladiator [Live at Sydney Opera House]

- 2CELLOS - Despacito [OFFICIAL VIDEO]

- ZZ Top - Gimme All Your Lovin' (Live Montreux 2013)

Je n'en attends pas tant des lecteurs (Donne-moi tout ton amour) !

Les articles mis en ligne aujourd'hui.

Traitement.

- DOCUMENT. Covid-19 : les thérapies proposées s'affinent...(13.11)
- DOCUMENT. World's top intensive care body advises against remdesivir for sickest COVID patients(13.11)
- DOCUMENT. En Italie, les médecins disent: « Nous allons utiliser la chloroquine ».(19.10)
- DOCUMENT. 'Can COVID-19 Revolutionize the Treatment of Viral Diseases?' (21.09)
- DOCUMENT. The Treatment of Viral Diseases: Has the Truth Been Suppressed for Decades?(08.09)
- DOCUMENT. Australian GPs Can Legally Prescribe Ivermectin Triple Therapy Protocol(19.08)
- DOCUMENT. «Nous savons que c'est soignable; c'est plus facile que de traiter la grippe»(17.08)
- DOCUMENT. Inclusion of Ivermectin in first line of therapeutic action for covid-19.(02.05)

Immunité.

- DOCUMENT. Immunological memory to SARS-CoV-2 assessed for greater than six months after infection(15.11)
- DOCUMENT. Immunity to the Coronavirus May Last Years, New Data Hint(19.11)
- DOCUMENT. Covid-19: T cell response lasts for at least six months after infection, study shows(02.11)
- DOCUMENT. Robust neutralizing antibodies to SARS-CoV-2 infection persist for months (21.09)
- DOCUMENT. Humoral Immune Response to SARS-CoV-2 in Iceland(01.09)

- DOCUMENT. Ite missa est ! – La « pandémie » COVID-19 enfin décryptée (18.11)
- DOCUMENT. Le «hold-up» de la liberté d'expression est en marche (14.11)
- DOCUMENT. Un braquage du Contrat Social ? - Retour sur le Hold Up ! (13.11)

International

- DOCUMENT. Au Pérou, l'ultra-droite prend le contrôle du gouvernement (18.11)

- 50 pages au format pdf

Je n'ai pas corrigé toutes les fautes contenues dans les passages d'internautes que j'ai reproduits, ras le bol !

PREMIERE PARTIE

Sous le régime fascisant de Macron.

Attali : « Les élus n'ont plus de pouvoir et voici votre avenir »

https://www.youtube.com/watch?v=k40RpYZlvkQ

L'aveu. Ses assassins sont Macron et Charlie Hebdo.

Ce que Samuel Paty a dit à sa hiérarchie et ses collègues quelques jours avant de mourir - europe1.fr 18 novembre 2020

Le journal "Le Monde" publie mercredi les messages échangés par Samuel Paty, la direction de son collège et ses collègues professeurs avant sa décapitation, le 16 octobre.

Deux de ses collègues enseignants se désolidarisent en interne au cours du week-end. Samuel Paty leur adresse à tous un mail pour s'expliquer, le soir du dimanche 11 octobre, soit cinq jours avant sa décapitation. Il assume d'avoir montré une caricature "trash" et d'avoir proposé aux élèves qui auraient pu être choqués de ne pas la regarder ou de sortir. Il fait aussi part de ses doutes et de ses regrets : "Faut-il ne pas froisser ou être totalement neutre ? Peu importent les questions juridiques, j'aurais dû dépasser ces arguties juridiques et éviter de faire une erreur humaine." europe1.fr 18 novembre 2020

LVOG - Une "*erreur humaine*" qui lui aura été fatale malheureusement, à mettre au compte des acteurs politiques qui soutiennent Charlie Hebdo, dont l'ensemble du mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde qui sont décidément de tous les coups pourris montés par la réaction. Vous imaginez la terrible responsabilité de nos dirigeants dans cette épouvantable tragédie. Je ne voudrais pas être à la place des Charlie.

Quelques réflexions politiques.

Le totalitarisme était inscrit dans la Constitution de la Ve République. Abolition !

A propos du documentaire Hold-up. Tout ce qui peut redonner de l'espoir aux gens est bon à prendre, parce que le but de cette stratégie de la peur, c'est qu'ils se résignent à accepter le sort que les maîtres du monde leur ont concocté. Même si le procédé employé est maladroit ou contestable, il ne sera jamais pire que le régime totalitaire qui est en train de se mettre en place à l'échelle mondiale.

La seconde partie de cette vidéo désigne ceux qui détiennent réellement le pouvoir, les ultra riches, ceux qui habituellement sont protégés, et parmi ceux qui les protègent figurent leurs représentants politiques, dont le pouvoir provient de la Constitution, c'est donc elle qui devrait être notre cible politique pour extraire à la racine le pouvoir de nuisance des uns et des autres, en finir avec le régime en place...

J'avais rédigé ce passage pour un blog, d'où le ton mesuré, mais je ne l'ai pas envoyé.

Comment appelle-t-on un régime dans lequel un homme dirige seul dans le plus grand secret ?

- Le Conseil de défense a succédé aux Pieds nickelés corrompus du Conseil scientifique après que les Pr. Raoult et Perronne les eut dénoncés. Il est soumis au secret défense, et composé principalement de hauts représentants de l'armée, de la défense et de la sécurité, comme s'il s'agissait d'une véritable guerre et non d'une épidémie. Une guerre contre qui ? Le peuple ?

Poser la question c'est y répondre : Un régime autoritaire, autocratique ou fascisant.

Et il y en a qui ne s'y trompent pas.

- "Sécurité globale": Bardella (RN) salue le texte mais le juge "dérisoire" - AFP 16 novembre 2020

La proposition de loi controversée "Sécurité globale", qui prévoit en particulier d'encadrer la diffusion de l'image des policiers et gendarmes, est "une bonne mesure", mais elle est "dérisoire", a estimé lundi le numéro deux du Rassemblement national Jordan Bardella. AFP 16 novembre 2020

Dans l'article 15 de la Constitution de la Ve République

Dans l'article 15 de la Constitution de la Ve République, il est prévu que « le Président de la République française est le chef des armées. Il préside les conseils et les comités supérieurs de la Défense nationale. »

Ainsi, la politique de la défense est définie en conseil des ministres. Les décisions en matière de direction générale de la défense sont arrêtées en comité de défense qui comprend, sous la présidence du président de la République ; le Premier ministre ; le ministre des affaires étrangères ; le ministre de l'intérieur ; le ministre des armées ; le ministre des finances et des affaires économiques, et, s'il y a lieu, sur convocation du président, les autres ministres pour les questions relevant de leur responsabilité.

Le Conseil de défense et de sécurité nationale est une forme de Conseil des ministres restreint ou plutôt il se substitue à lui et au Parlement.

- En 2020 lors de la pandémie de Covid-19, Emmanuel Macron fait de ce Conseil de défense et de sécurité nationale un lieu de décision sur la lutte contre la pandémie. Dès lors, le ministre de la santé, Olivier Véran, et le directeur général de la santé, Jérôme Salomon, y sont présents. Les participants sont tenus au secret-défense. wikipedia.org

Qui l'aurait cru ?

Au nom de la sécurité, sacrifions toutes nos libertés. Nous étions en liberté conditionnelle, dorénavant nous serons en liberté surveillée... Avez-vous encore en tête tous les discours sur la démocratie prêtée à ce régime ? C'était une illusion, une arnaque, une imposture...

Totalitarisme. Nous vivions déjà sous un régime tyrannique consenti.

Antérieurement, ils avaient réussi l'exploit d'imposer l'obligation de se vacciner sans que la population ne s'y oppose, sans que le mouvement ouvrier ne s'y oppose, sans que les classes moyennes ne s'y opposent, alors pourquoi ne le renouvelleraient-ils pas à l'occasion de la covid-19 ?

C'est là qu'on s'aperçoit à quel ravage sur nos libertés fondamentales on peut arriver, quand la lutte de classe est neutralisée par des dirigeants corrompus.

Les médecins palabrent à longueur de temps sur les plateaux de TV ou de radio ou sur les réseaux (a)sociaux sans que cela n'ait le moindre effet, normal puisque ils ont déserté ou ils sont hostiles à la lutte de classes, ils refusent de mener leur combat sur ce terrain-là, le seul sur lequel on peut s'opposer efficacement aux mesures du régime. (Lire l'article sur le Danemark).

Le diable se cache dans les détails... ou les non-dits.

La lobotomie de masse en occident ou dans les pays dits riches ou développés, a pour origine l'accès à un bien-être social ou à un mode de vie relativement confortable au détriment des intérêts des plus pauvres, des masses déshéritées du reste du monde (et en France aussi), dont le sort est évoqué uniquement pour se donner bonne conscience ou entretenir l'illusion chez les militants qu'ils combattent pour changer la société, ce dont évidemment la plupart n'ont pas conscience.

Le plus remarquable, c'est qu'ils n'y seraient jamais parvenus sans la collaboration active du mouvement ouvrier et de son avant-garde, puisqu'ils n'eurent jamais d'autres stratégies, que celle née dans la tête de dirigeants sociaux-démocrates à la fin du XIXe siècle qui s'opposèrent au socialisme scientifique de Marx et Engels, qui devait aboutir à l'adoption de l'idéologie capitaliste par la classe ouvrière et les classes moyennes et à leur soumission totale au régime en place.

Autre aspect remarquable, c'est qu'il est de bon ton d'admettre qu'on est en présence d'un processus historique inconscient, mais dès qu'on essaie d'aborder les aspects inconscients de ce processus, il n'y a plus personne pour les analyser, c'est comme s'ils craignaient d'y trouver quelque chose d'inavouable ou qui ne doit pas être porté à la connaissance des militants ou des travailleurs qui cherchent à comprendre dans quelle société nous vivons.

Il ressort de ce qui ressemble étrangement à une manipulation des consciences, c'est que finalement ce qui devait arriver arrive et que personne n'y pouvait rien, donc autant dire qu'on sera demain tout aussi impuissant à agir sur l'orientation de la société, et qu'il ne restera plus qu'à s'accommoder du régime totalitaire ou fasciste qui aura été instauré à l'échelle planétaire.

La servilité dont on fait preuve l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier face au confinement et au port du masque obligatoire imposé par Macron, en est une illustration éclatante, si besoin était encore. Et cela n'aura échappé à personne que ce sont les mêmes qui appellent à rompre avec le régime, les institutions, le capitalisme.

Ce double langage a servi à tromper des générations de travailleurs et de militants depuis 70 ans.

Vous en voulez un autre exemple parmi une multitude.

Ils savent et ils affirment que le développement du capitalisme tend inexorablement ou se traduit par la concentration toujours plus grande du capital entre quelques mains, et quand on évoque la perspective de l'instauration d'un gouvernement mondial contrôlé par l'oligarchie financière qui en serait la traduction politique, ils l'ignorent, ils se défilent, ils refusent de l'admettre ou ils se réfugient dans le déni. Leur attitude face au documentaire Hold-up devrait le confirmer.

Bas les masques. Il aurait pu être ministre du Travail du régime de Vichy ! La muselière et l'assignation à résidence en prime !

LVOG - Jusqu'au bout il refusera de combattre les mesures liberticides imposées par Macron, pire, il les soutient. Il va jusqu'à dénoncer "*les dirigeants, politiques et syndicaux, qui, au prétexte de la crise sanitaire, refusent de combattre Macron et sa politique et vont même parfois jusqu'à les soutenir ouvertement*". Le populiste ose tout !

Editorial de La Tribune des Travailleurs par Daniel Gluckstein (POID), 18 novembre 2020 :

Du travail !

LVOG - Rappelons quand même qu'il appartient à cette espèce de dirigeants qui n'ont pratiquement jamais travaillé de leur vie...

- Le mot d'ordre « Du travail, du travail pour tous ! » devrait rallier tout le mouvement ouvrier...

- Oui, du travail et une existence digne pour tous.

- Alors, oui : du travail et une existence digne pour tous.

LVOG - Le mot d'ordre liberté, connait pas ! Vaut mieux le laisser à l'extrême droite...

Le totalitarisme en famille.

Covid-19: Jean Castex prépare une stratégie "sur le temps long" - BFMTV 14 novembre 2020

La France est encore "loin du déconfinement", avertit le gouvernement - europe1.fr 18 novembre 2020

Gabriel Attal a précisé qu'au 16 novembre, "plus de 1,2 million" de contrôles avaient été réalisés en France et "152.000 infractions" relevées, dont près d'un tiers en Ile-de-France. europe1.fr 18 novembre 2020

Qui a dit ?

- "*Je ne me hasarderais pas à inciter les Français au relâchement*".

Réponse : Le vice-ministre de l'Intérieur, Mélenchon, jeudi 12 novembre 2020, après l'annonce d'une prolongation du confinement au-delà du 1er décembre. Europe1 12 novembre 2020

- "*On a besoin d'un gouvernement et de responsables politiques qui auraient pu décider ensemble, y compris avec les organisations syndicales sur le maintien ou pas des activités économiques essentielles. Cela se décide avec tout le monde*".

Réponse : Le vice-président du Medef et vice-ministre du Travail, Fabien Roussel.

- Le leader du Parti communiste rappelle l'importance d'un confinement pour diminuer les contaminations qui menacent de saturer les hôpitaux et les soignants... Europe1 12 novembre 2020

LVOG - Ce sont des ordures. Imaginez que c'est avec cette pourriture qu'on aurait dû faire l'unité, c'est à cette saloperie immonde qu'il y en a encore qui s'adressent pour défendre nos intérêts. Et dire qu'il se trouve des militants pour suivre de telle orientation politique. Après on ne s'étonne plus qu'on en soit arrivé là, tout s'explique.

Leurs ennemis.

- Covid : trois Français sur cinq ont déjà enfreint les règles du reconfinement – Les Echos

- Contrôles du confinement : "La police le fait de mauvaise grâce", affirme Gérald Darmanin - Franceinfo 13 novembre 2020

Gérald Darmanin précise qu'il a eu 100 000 verbalisations depuis le début du deuxième confinement. "Il y en a eu 12 000 dans les dernières 24 heures, le rythme s'accélère." Franceinfo 13 novembre 2020

Ce que Gluckstein, Mélenchon, Roussel et Cie. cautionnent.

- Reconfinement: 581.000 contrôles réalisés depuis le 30 octobre - BFMTV12 novembre 2020

L'exécutif entend surveiller de façon plus stricte le bon respect du confinement par les Français, comme l'avaient illustré des consignes données par Gérald Darmanin aux préfets.

"Depuis le 30 octobre, les forces de police et de gendarmerie ont procédé à près de 581.000 contrôles, qui ont donné lieu à 88.455 verbalisations, dont environ 300 concernent l'ouverture irrégulière d'établissements recevant du public", a affirmé le Premier ministre. BFMTV 12 novembre 2020

- A la Gare du Nord, les contrôles de police renforcés ont déjà commencé - Europe1 13 novembre 2020

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a demandé aux préfets de renforcer les sanctions pour non-respect du confinement, mettant fin à une période de relative tolérance et de pédagogie de la part des forces de l'ordre. Gare du Nord à Paris, certains voyageurs reconnaissent un certain relâchement. Europe1 13 novembre

Voilà qui devrait satisfaire tous les dictateurs en herbe.

Covid-19: Castex prévient que des mesures de restriction "perdureront" après le confinement - BFMTV.com 18 novembre 2020

Complément.

- "Les autorisations de circulation ne sont pas supprimées le 1er décembre", a confirmé Olivier Véran ce mardi matin, invité de BFMTV-RMC. BFMTV.com 17 novembre 2020

Sinon il ont dû jubiler en lisant cette info.

- Contrôlé pour la 4e fois sans attestation, il part en prison - Paris Match 17 novembre 2020

Ce jeune homme, dont le casier judiciaire comporte 12 condamnations, a été contrôlé vendredi pour la quatrième fois dans la rue en quelques jours, sans pouvoir présenter d'attestation ou donner de justification à sa présence, a précisé le procureur de Dunkerque, Sébastien Piève.

Un jeune homme contrôlé à Dunkerque sans attestation pour la quatrième fois a été condamné le week-end dernier à deux mois de prison ferme, en sus de l'exécution de deux peines antérieures, et a été incarcéré, a annoncé la police sur Twitter. "Samedi à #Dunkerque, le mis en cause âgé de 22 ans, est de nouveau contrôlé sans #attestation valable par les policiers. Interpellé et jugé en comparution immédiate, 2 mois de prison ferme et incarcéré", a rapporté la police du Nord sur son compte Twitter.

Ce jeune homme, dont le casier judiciaire comporte 12 condamnations, a été contrôlé vendredi pour la quatrième fois dans la rue en quelques jours, sans pouvoir présenter d'attestation ou donner de justification à sa présence, a précisé le procureur de Dunkerque, Sébastien Piève. Il a été condamné à deux mois ferme pour ces violations des règles du confinement mais est parti en prison pour 14 mois en raison de la mise en application de deux peines de 6 mois antérieures.

Deux autres personnes ont écopé de travaux d'intérêt général

Comme lors du premier confinement, les Français qui veulent prendre l'air, dans la limite d'une heure, faire des courses ou encore se rendre à leur travail, doivent se munir d'une attestation temporaire, sous peine d'une amende de 135 euros. En cas de récidive dans les quinze jours, le montant de l'amende monte à 200 euros. Trois infractions en 30 jours font basculer vers un délit passible de 3.750 euros d'amende et six mois de prison.

Si ces violations répétées restent relativement rares par rapport à la masse des contraventions, en une semaine, quatre personnes ont été condamnées dans le ressort du tribunal judiciaire de Dunkerque, a expliqué le procureur. Outre le jeune homme incarcéré, deux personnes ont écopé de travaux d'intérêt général et une troisième, déjà condamnée pour violation du premier confinement au printemps et donc en état de récidive légale, a également été condamnée à deux mois de prison ferme. Paris Match 17 novembre 2020

Totalitarisme. Il est fait pour durer.

- "Déconfinement", le mot que l'exécutif veut bannir de son vocabulaire - BFMTV 19 novembre 2020

- Covid-19 : pourquoi on ne peut pas parler de déconfinement - Journal du Dimanche 19 novembre 2020

Pour évoquer les semaines à venir, le gouvernement évoque une "adaptation éventuelle du confinement" plutôt qu'un déconfinement. Ce choix sémantique tient à des raisons pratiques, car les attestations resteront en vigueur, autant que stratégiques. Journal du Dimanche 19 novembre 2020

- Pollution en France : des restrictions de circulation dans toutes les grandes villes d'ici à 2025 - euronews 19 novembre 2020

Sommé par le Conseil d'Etat et la justice européenne de réduire la pollution de l'air dans plusieurs métropoles, le gouvernement français a annoncé mercredi un renforcement des zones à faibles émissions qui interdisent la circulation des véhicules les plus polluants. euronews 19 novembre 2020

Totalitarisme. Mimétisme. Elections truquées à venir.

LVOG - Allez, 2022, Macron réélu !

Vote par correspondance : Emmanuel Macron ne dit pas non - Journal du Dimanche 15 novembre 2020

Sur fond de crise sanitaire et d'abstention, l'introduction du vote par correspondance fait débat. Emmanuel Macron ne ferme pas la porte à cette solution tandis que les positions des partis dépassent les clivages traditionnels.

Le "consensus" n'est pourtant pas à l'ordre du jour. Loin de là. Si l'idée plaît au chef de l'État, à -Matignon, on s'affirme en revanche "plutôt sceptique" sur le sujet. "Cette manière de voter a été -supprimée en 1975 car elle entraînait des fraudes massives", rappelle-t-on.

Même réticence Place Beauvau. "Nous ne sommes pas capables aujourd'hui […] d'être sûrs que ce scrutin, comme le scrutin électronique, soit entièrement incontestable", a estimé le ministre de l'Intérieur. Journal du Dimanche 15 novembre 2020

LVOG - Ils diront le contraire plus tard, ils osent tout.

Le député LREM Roland Lescure sur le vote par correspondance : "J'y suis favorable" - Journal du Dimanche 15 novembre 2020

Roland Lescure, responsable du porte-parolat de La République en Marche, indique que le mouvement va se "saisir de ce débat" et travailler sur le sujet "les jours qui viennent". Journal du Dimanche 15 novembre 2020

France. Un régime liberticide, oppressif, répressif, policier, totalitaire.

"Police partout, images nulle part" : des cinéastes s'opposent au projet de loi qui veut limiter la diffusion d'images de police - Franceinfo 12 novembre 2020

La société des réalisateurs de films (SRF) et des personnalités du cinéma ont dénoncé jeudi 12 novembre la proposition de loi de la majorité visant à pénaliser l'usage "malveillant" d'images de la police, y voyant une "censure pure et simple".

Dans une tribune publiée par Libération les signataires, dont des cinéastes comme Bertrand Tavernier, Jacques Audiard, Raymond Depardon ou Ken Loach, demandent aux députés de ne pas voter ces dispositions du texte sur la "Sécurité globale", porté par deux parlementaires LREM et qui doit être débattu à partir du 17 novembre.

Les syndicats de journalistes ont déjà dénoncé ce projet, y voyant une atteinte à la liberté de la presse, et le Défenseur des droits a estimé qu'il faisait peser des "risques considérables" pour les droits fondamentaux. Il est au contraire défendu par les organisations syndicales policières.

"Censure pure et simple"

"Pour nombre de cinéastes, cette loi constituerait une censure pure et simple. Un film tel que le récent Un pays qui se tient sage de David Dufresne (co-signataire de la tribune, ndlr) ne pourrait voir le jour, la majorité des sources d'images qu'il utilise tombant sous le coup de la loi", s'inquiètent les signataires, dont 800 "professionnels du cinéma et de l'image".

Sorti fin septembre, ce film sur les violences policières s'appuyait sur de nombreuses images filmées au portable lors des manifestations de Gilets jaunes. "Cette loi (...) préfigure une société gouvernée par la peur", poursuivent-ils : "Ne votez pas pour une loi qui rendrait les contre-pouvoirs aveugles, ils sont les garants de notre démocratie", concluent-ils à l'adresse des députés. Franceinfo 12 novembre 2020

Des milliers de personnes manifestent contre la proposition de loi de « sécurité globale » - lemonde.fr 17 novembre 2020

Les organisations syndicales et de défense des droits humains qui ont appelé au rassemblement estiment que ce texte empêcherait journalistes et citoyens de filmer les forces de l'ordre durant les manifestations.

Cet article controversé prévoit de pénaliser d'un an de prison et 45 000 euros d'amende la diffusion de « l'image du visage ou tout autre élément d'identification » d'un policier ou d'un gendarme en intervention, lorsque celle-ci a pour but de porter « atteinte à son intégrité physique ou psychique ».

Le rassemblement, organisé près de l'Assemblée nationale, vise l'article 24 de cette proposition de loi portée par La République en Marche (LRM) et son allié Agir, dont l'examen commençait mardi.

Or, les syndicats de journalistes qui appelaient à ce rassemblement aux côtés de la Ligue des droits de l'homme, d'Amnesty International et d'autres organisations, comme Reporters sans frontières, estiment qu'elle revient de fait à interdire aux journalistes et aux citoyens de filmer les policiers en action, et empêcherait, par exemple, de documenter les violences policières.

Une interprétation du texte rejetée avec vigueur par le gouvernement et les corapporteurs du texte, pour qui il s'agit seulement de « protéger ceux qui nous protègent ».

« Demain, on ne pourra plus faire de directs, alors que l'image est là pour établir la vérité », a dénoncé Emmanuel Poupard, du Syndicat national des journalistes (SNJ). Pour Emmanuel Vire, du Syndicat national des journalistes de la Confédération générale du travail (SNJ-CGT), « ce n'est pas seulement un problème pour les journalistes », et « c'est tout le droit des citoyens à manifester et à s'exprimer » qui est menacé par ce genre de mesures.

« Cette proposition de loi est inutile et dangereuse » et « l'article 24 remet en cause le droit d'informer et d'être informé », a abondé Hakima Bounemoura, de l'Union syndicale des journalistes de la Confédération française démocratique du travail (CFDT-Journalistes). « Cette loi n'a pas d'utilité parce que, dans le droit pénal français, il y a déjà plusieurs dispositions pour protéger les policiers et sanctionner » ceux qui voudraient leur nuire, a assuré Arié Alimi, de la Ligue des droits de l'homme, assurant qu'une telle loi concernait, au-delà des journalistes, « tous ceux qui ont été victimes des violences policières ».

Le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, lui-même, a vendu la mèche en se flattant, le 2 novembre, de tenir sa promesse d'interdire la diffusion de « l'image des policiers et gendarmes sur les réseaux sociaux ». (Le Monde 07 novembre 2020)

Ce cortège de manifestants agrégeant des « gilets jaunes », des militants d'organisations de gauche, des lycéens et des étudiants est resté bloqué par les forces de l'ordre environ deux heures sur le boulevard Saint-Germain, où la tension est montée.

« Ça a commencé à péter boulevard Saint-Germain avec un départ de manif sauvage », a témoigné un manifestant, Philippe Bellet, 47 ans. « Il y a eu des départs de feu, nous étions pris en étau entre flammes et lacrymos. Ils ont chargé en ligne, on a réussi à

partir en levant les mains en l'air. » lemonde.fr 17 novembre 2020

Tout azimut!

- Le Sénat muscle la lutte contre la fraude aux prestations sociales - Publicsenat.fr 14 novembre 2020

Retraites : le Sénat propose de repousser l'âge de départ à 63 ans en cas d'échec des concertations - Publicsenat.fr 15 novembre 2020

Selon ses pistes, il s'agirait à la fois de repousser progressivement l'âge légal de départ à la retraite jusqu'à 63 ans en 2025. Mais aussi d'accélérer l'allongement de la durée de cotisations pour atteindre 43 annuités dès la génération 1965.

Le gouvernement juge l'initiative « prématurée ». Publicsenat.fr 15 novembre 2020

LVOG - Une autre piste lu ailleurs, reporter à 67 ans l'âge de départ à la retraite pour percevoir une pension à taux plein, avant décote.

DEUXIEME PARTIE

Rappel.

Léger prix des vaccins pour la grippe aviaire - Les Guignols - CANAL+ 2009

https://www.youtube.com/watch?v=STPopTOrPVE

L'immunité au coronavirus (Covid-19) peut durer des années, peut-être même des décennies. Aucun vaccin n'est nécessaire.

J'ai adressé ces articles à différents médecins et collectifs.

- Humoral Immune Response to SARS-CoV-2 in Iceland - The new england journal of medicine - September 1, 2020

https://www.nejm.org/doi/pdf/10.1056/NEJMoa2026116?articleTools=true

- Robust neutralizing antibodies to SARS-CoV-2 infection persist for months - Science - 28 October 2020

https://science.sciencemag.org/content/sci/early/2020/10/27/science.abd7728.full.pdf

- Covid-19: T cell response lasts for at least six months after infection, study shows - BMJ Publishing - 2 November 2020

https://www.bmj.com/content/bmj/371/bmj.m4257.full.pdf

- Immunological memory to SARS-CoV-2 assessed for greater than six months after infection - biorxiv - November 16, 2020

https://www.biorxiv.org/content/10.1101/2020.11.15.383323v1.full.pdf

- Immunity to the Coronavirus May Last Years, New Data Hint - New York Times - November 17, 2020

https://www.nytimes.com/2020/11/17/health/coronavirus-immunity.html

Il existait des traitements contre la covid-19 très efficaces depuis janvier 2020 !

Covid-19 : les thérapies proposées s'affinent. Le vaccin, seule voie de sortie politique ? Faut-il aller en justice pour avoir la vérité ? - agoravox.fr 13 novembre 2020

https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/covid-19-les-therapies-proposees-s-228598

- DOCUMENT. Covid-19 : les thérapies proposées s'affinent. (13.11)

Leur modèle de société était totalitaire en réalité. Et quand la résistance populaire s'organise.

Le Danemark adopte la loi «la plus extrême» depuis la Seconde Guerre mondiale et forcera la vaccination contre Covid-19 - gript.ie 1er mai 2020

https://gript.ie/denmark-law-since-forcing-people-vaccinated-covid-19/

Dans le cadre d'une décision controversée des parlementaires danois, les citoyens seront contraints de se faire vacciner contre Covid-19 dans le cadre des lois d'urgence adoptées à Copenhague à la suite de l'épidémie.

En plus de rendre les vaccins contre le coronavirus obligatoires dès qu'ils seront disponibles, ceux qui résisteront au test entre-temps risqueront d'être arrêtés et emprisonnés.

La loi n'expirera qu'en mars 2021, le ministre de la Santé Magnus Heunicke accueillant de tout cœur la législation.

«J'ai été touché quand j'ai vu tout le Parlement se lever et voter pour cela», a déclaré Heunicke à la chaîne publique danoise DR après l'adoption de la loi.

«Il est temps de mettre de côté la politique des partis et d'être ensemble pour faire ce qu'il faut pour amener le Danemark à traverser cette situation en toute sécurité.»

Michael Bang Petersen, professeur de science politique à l'Université d'Aarhus, a déclaré que la loi tentait de répondre «à ce que nous pouvons faire en tant que démocratie pour assurer la sécurité de la société».

«Ce que nous devons également traiter maintenant, ce sont les éléments de base de notre démocratie que nous sommes prêts à compromettre pour sauver des vies», a-t-il déclaré. gript.ie 1er mai 2020

Sur Twitter:

- « Des manifestations ont éclaté depuis maintenant 9 jours au Danemark contre l'instauration d'une loi permettant de renforcer les pouvoirs du gouvernement et qui permettrait au autorités d'introduire une vaccination obligatoire pour la population. » (13/11)

https://twitter.com/i/status/1327358279400435713

Parler de dictature sanitaire n'est plus une figure de style.

Danemark : la loi sur la vaccination forcée abandonnée après des manifestations publiques - covidinfos.org 16 nov. 2020

Au Danemark, une loi qui aurait donné aux autorités le pouvoir d'injecter de force un vaccin contre le coronavirus a été abandonnée après neuf jours de manifestations publiques.

La « loi sur l'épidémie » aurait donné au gouvernement danois le pouvoir de promulguer des mesures de quarantaine obligatoires contre toute personne infectée par une maladie dangereuse, mais c'est la partie concernant les vaccinations qui a provoqué le plus grand tollé.

Au Danemark, le gouvernement national a proposé une nouvelle loi sur les épidémies qui inclut le droit de procéder à des examens physiques forcés, oblige l'isolement et autorise la vaccination sous contrainte physique dirigée par la police.

Les gens ont résisté.

La proposition a été abandonnée.

Bravo, Danemark.

« L'autorité sanitaire danoise serait en mesure de définir des groupes de personnes qui doivent être vaccinées afin de contenir et d'éliminer une maladie dangereuse », rapporte la section locale. « Les personnes qui refusent ce qui précède peuvent — dans certaines situations — être contraintes par la détention physique, avec l'autorisation du recours à la police. »

Cependant, après neuf jours consécutifs de protestations contre la nouvelle loi, elle a maintenant été abandonnée.

DANEMARK : 9 jours de manifestations contre une nouvelle loi qui "permettrait de définir les groupes de personnes qui doivent être vaccinés. Les personnes qui refusent ce qui précède peuvent être contraintes par la détention physique, avec l'autorisation du recours à la police."

Avec un vaccin contre le coronavirus en vue, les gouvernements du monde entier réfléchissent aux mesures punitives à prendre contre ceux qui refusent de le prendre.

La semaine dernière, nous avons souligné comment Ticketmaster et les compagnies aériennes envisagent d'interdire aux gens d'entrer sur les sites et de voler s'ils ne peuvent pas prouver qu'ils ont pris le vaccin.

Ainsi, [même] si les manifestations publiques peuvent empêcher les autorités de procéder à des vaccinations forcées, les personnes qui refusent de se faire vacciner peuvent trouver quasiment impossible de profiter de tout type de vie sociale, d'utiliser les transports publics ou même de trouver un emploi. covidinfos.org 16 nov. 2020

Incidents à Berlin lors d'une manifestation anti-gouvernementale - Reuters 18 novembre 2020

La police antiémeute allemande a fait usage de canons à eau mercredi à Berlin pour disperser plusieurs milliers de manifestants rassemblés pour protester contre un élargissement des pouvoirs du gouvernement fédéral face à l'épidémie de COVID-19.

Des protestataires regroupés près de la porte de Brandebourg ont jeté des bouteilles en direction des forces de l'ordre et allumé des fumigènes, rapporte la chaîne d'information n-tv.

Les deux chambres du Parlement allemand doivent adopter dans la journée une législation permettant aux autorités d'imposer des restrictions supplémentaires sur les contacts sociaux, le port du masque, la consommation d'alcool en public, la fermeture des magasins ou l'interdiction d'événements sportifs.

La plupart des Allemands ont accepté le "confinement léger" mis en place dans le pays le 2 novembre dernier, pour une durée d'un mois, afin d'endiguer une deuxième vague épidémique.

Nombre de manifestants réunis mercredi à Berlin ne portaient pas de masques et ne respectaient pas les distances préconisées par les scientifiques pour éviter la contamination par le coronavirus.

La chancelière Angela Merkel s'est déclarée favorable, lundi, à un durcissement immédiat des mesures de lutte contre la propagation du SARS-CoV-2, lors d'une réunion avec les dirigeants des Länder allemands, qui ont préféré attendre une nouvelle réunion le 25 novembre pour prendre une décision.

Depuis le 2 novembre, bars et restaurants sont fermés mais les écoles et magasins restent ouverts. Les rassemblements sont limités à un maximum de 10 personnes en provenance de deux foyers familiaux différents. Reuters 18 novembre 2020

Faites-le savoir.

Quelle pandémie meurtrière ! Zéro mort parmi les 1,6 milliard de chinois le 13 novembre 2020.

- Coronavirus: Dix-huit cas supplémentaires en Chine continentale - Reuters14 novembre 2020

La Chine a recensé 18 nouveaux cas confirmés de contamination au coronavirus au cours des vingt-quatre dernières heures, ont rapporté samedi les autorités sanitaires.

Dans un communiqué, la Commission nationale de la santé a précisé que tous ces cas concernaient des personnes arrivées de l'étranger.

Selon les données publiées dans son bilan quotidien sur l'épidémie, 86.325 cas de contamination ont été confirmés en

Chine continentale.

L'épidémie de coronavirus a causé 4.634 décès dans le pays. Aucun décès supplémentaire n'a été signalé samedi.
Reuters14 novembre 2020

LVOG - Hier 19 novembre, 12 nouveaux cas en Chine, c'est énorme !

Vidéos en complément.

Vietnam Night Scenes 2020 - 18 mars 2020

https://www.youtube.com/watch?v=TiLb7Y2U1i0

Saigon Nightlife Sep 2020 - Bui Vien Street - Life without Tourists - 20 sept. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=wolmmWF6zmI

Qui complote contre qui ?

Un de mes commentaires publié dans le blog du docteur Gérard Maudrux.

- Une hausse de la réticence à l'égard des vaccins menace les progrès face à la COVID-19, selon une étude

https://fr.weforum.org/press/2020/11/une-hausse-de-la-reticence-a-legard-des-vaccins-menace-les-progres-face-a-la-covid-19-selon-une-etude

COVID-19 vaccination intent is decreasing globally

https://www.ipsos.com/en/global-attitudes-covid-19-vaccine-october-2020

Ils veulent absolument nous vacciner, sachant que ce vaccin sera obsolète comme celui de la grippe chaque année, parce qu'entre le moment où il aura été conçu et sa mise sur le marché, il aura eu le temps de muter plusieurs fois, et cela ne vous interpelle pas ?

Et ne dites pas que le vaccin contre la grippe serait efficace, puisque le contraire est démontré notamment par ceux qui en font la promotion, les autorités sanitaires, c'est écrit noir sur blanc dans leurs publications, prenez le temps de les lire. Si complot il y a, il est là et nulle part ailleurs, et ceux qui le nient ne sont pas des "complotistes", mais des gens faibles d'esprit ou prêts à croire ce qui les arrangent pour différentes raisons individuelles, qui toutes sont liées à l'idéologie de ceux qui complotent réellement contre les peuples, car ils ignorent leurs intentions inavouables et nuisibles...

Autre question, qui du fait de devoir la poser témoigne du degré d'inconscience ou de mauvaise foi, d'incohérence, d'inconsistance ou de confusion dans lequel nous baignons : Comment des gens instruits peuvent-ils encore faire confiance ou accorder le moindre crédit aux discours d'institutions telles le Forum économique mondial (Davos), l'OMS financée à 80% par les milliardaires actionnaires des trusts pharmaceutiques, comment peuvent-ils leur prêter de bonnes intentions envers la population ? C'est complètement délirant. Il est là le véritable problème...

Autre argument délirant : Le but serait d'enrichir les actionnaires des trusts pharmaceutiques. Foutaise, la dose serait vendue entre 5 et 15 euros (Sue Middleton, présidente de la branche vaccins de la Fédération européenne des industries pharmaceutiques.
- Source :

https://www.sudouest.fr/2020/09/22/vaccins-contre-le-covid-19-entre-5-et-15-euros-la-dose-un-prix-raisonnable-7875207-10861.php

7,6 milliards d'habitants par 15 euros = 114 milliards d'euros, une goutte d'eau par rapport aux dizaines de milliers de milliards de dollars injectés par les banques centrales dans l'économie (spéculative), alors le tiers n'en parlons même pas, un pourboire ! Un peu de sérieux.

A lire attentivement, il y figure la menace d'une vaccination obligatoire ou de mesures coercitives à l'encontre des récalcitrants. (Page 10, 11, 16, 19 et 21)

Comité Consultatif National d'Ethique pour les Sciences de la Vie et de la Santé

AVIS N°106 - Questions éthiques soulevées par une possible pandémie grippale - Paris, le 5 février 2009 https://www.ccne-ethique.fr/sites/default/files/publications/avis_106.pdf

On enfonce le clou.

Dans une interview, Klaus Schwab, le cofondateur et président du Forum de Davos a déclaré "que le monde était à un tournant pour l'humanité aujourd'hui."

- "Covid-19 is the most devastating and immediate crisis we are facing", . business-standard.com 26 octobre 2020

Traduction : "Covid-19 est la crise la plus dévastatrice et la plus immédiate à laquelle nous sommes confrontés", or c'est faux, c'est la manière dont elle a été provoquée, puis gérée qui est dévastatrice et non la Covid-19. Donc l'intention de nuire délibérément aux intérêts de tous les peuples est établie, on sait d'où elle provient. Et ce serait être "complotiste" de le dire ? Quelle aberration !

Totalitarisme. Otage, chantage, le vaccin ou l'assignation à résidence perpétuelle, choisissez.

Covid-19 : « On peut espérer un vaccin pour janvier 2021 », estime Patrick Berche - Publicsenat.fr 19 novembre 2020

Membre de l'Académie nationale de médecine, le biologiste était auditionné ce jeudi avec ses collègues Alain Fischer et Christine Rouzioux par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) à propos des futurs vaccins contre le coronavirus. Publicsenat.fr 19 novembre 2020

Covid-19 : Castex craint que « les Français ne se fassent pas assez vacciner » - LePoint.fr 14 novembre 2020

Le Premier ministre a expliqué que le gouvernement planchait sur des mesures à mettre en place pour endiguer la pandémie, possiblement jusqu'à l'été prochain.

Interrogé dans les colonnes du Monde, le Premier ministre a expliqué travailler à des « règles » pour le pays jusqu'à l'arrivée d'un vaccin contre le coronavirus, « Tant que nous n'aurons pas de vaccin, nous devons donner des perspectives sur les règles du jeu », déclare le chef du gouvernement, qui a présenté jeudi la stratégie jusqu'à fin 2020 mais planche aussi sur la période au-delà, possiblement jusqu'à l'été.

« Une certitude : les rassemblements festifs, familiaux, dans des salles de fêtes ne pourront pas reprendre avant longtemps. De même, les bars et les restaurants qui font aussi partie des endroits de contamination forte ne pourront pas rouvrir dès le 1er décembre, contrairement aux magasins de jouets, par exemple », détaille-t-il. LePoint.fr 14 novembre 2020

Daniel Cohn-Bendit : « Je serai plutôt pour un vaccin obligatoire si constitutionnellement c'est possible » - putsch.media 13 novembre 2020

Sur LCI - « Moi je suis pour l'obligation de l'application StopCovid.» putsch.media 13 novembre 2020

Covid-19 : les Français se méfient du vaccin par "peur" ou manque de "confiance" - Franceinfo 13 novembre 2020

Selon un sondage, paru jeudi, 50% des Français refuseraient de se faire vacciner contre le coronavirus. Seulement 14% des sondés déclarent qu'ils iront se faire vacciner avec certitude, et 60% des Français déclarent être contre l'obligation de se faire vacciner. Franceinfo 13 novembre 2020

Coronavirus: La désinformation nourrit la méfiance à l'égard des vaccins, selon une étude - Reuters 12 novembre 2020

Les théories du complot et la désinformation nourrissent la méfiance à l'égard des vaccins contre le COVID-19 et pourraient conduire à des taux de vaccinations en dessous des 55% nécessaires pour obtenir une immunité collective aux États-Unis et en Grande-Bretagne, selon une étude publiée jeudi par la London School of Hygiene & Tropical Medicine. Reuters 12 novembre 2020

Coronabusiness. Voilà qui met un terme au tour de prestigiditation de Pfizer.

- Enfin, la fragilité des ARN messager est aussi un handicap. Pfizer a annoncé que son vaccin devra être conservé à - 80° C. Cela pose d'évidents problèmes de logistique. Il sera alors impossible d'acheter son vaccin en avance et de le stocker au

réfrigérateur avant la vaccination. On peut imaginer que les personnes devront se rendre dans des centres de vaccination capables de stocker dans l'azote liquide des grandes quantités d'unités vaccinales, et de réaliser l'injection dans un laps de temps assez restreint.

https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-fonctionne-vaccin-arn-84148/#xtor=EPR-57-%5BALERTE%5D-20201112

Vous noterez que cet article vante les mérites de ce vaccin.

- En lisant la littérature sur le sujet, il semble que les vaccins à ARNm soient porteurs de beaucoup d'espoirs pour soigner des maladies infectieuses...

- Si les vaccins à ARN messager sont beaucoup étudiés, c'est qu'ils possèdent des avantages non négligeables.

- Le récent communiqué de presse de Pfizer ne détaille pas la nature, la durée et les variations de la réponse immunitaire induite par son vaccin en fonction du profil des participants de l'essai clinique. Ces données seront probablement publiées dans une étude scientifique à paraître prochainement.

LVOG - Vaccin "*qui sera irréprochable*" nous invitent à croire ces porte-parole de Pfizer. Et bien ce sera sans nous !

Vaccin anti-Covid : le patron de Pfizer a vendu pour 5,6 millions de dollars d'actions - lepoint.fr 12 novembre 2020

Le PDG de Pfizer, Albert Bourla, a vendu pour 5,6 millions de dollars d'actions du laboratoire américain, le jour de l'annonce par le groupe de bons résultats préliminaires sur l'efficacité d'un vaccin contre le Covid-19. Selon un document déposé auprès des autorités boursières américaines de la SEC, Albert Bourla a vendu 132 508 titres au prix de 41,94 dollars à Wall Street, équivalant à près de 5,6 millions de dollars. La vice-présidente des laboratoires, Sally Susman, a aussi cédé lundi pour 1,8 million de dollars, vendant 43 662 titres.

L'action Pfizer s'était envolée lundi de plus de 7 % lorsque le laboratoire américain avait annoncé que son vaccin développé avec la compagnie allemande BioNTech – qui avait pris 13,91 % – était « efficace » à 90 % contre le Covid-19. Interrogé par l'Agence France-Presse sur ces ventes de titres, Pfizer n'a pas répondu. lepoint.fr 12 novembre 2020

En complément.

- La valeur des compagnies engagées dans la course au vaccin contre la COVID-19 a gagné 120 milliards $US seulement depuis la fin du mois de janvier, selon une estimation de la banque d'investissement SVB Leerink.

Dans son entente avec Washington, Pfizer a convenu d'un prix de 20 $ la dose pour un vaccin qui en nécessitera deux par personne. Moderna de son côté parlait cette semaine d'un prix de 32 $ à 37 $ par dose pour un total de 64 à 74 $ par personne vaccinée.

https://www.ledevoir.com/economie/583765/analyse-le-prix-du-vaccin

Coronavirus: Le projet de l'OMS pour les vaccins a réuni plus de 2 milliards de dollars - Reuters 13 novembre 2020

Le projet COVAX mis en place par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'alliance pour les vaccins Gavi ont annoncé vendredi avoir réuni plus de 2 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros) de financement initial pour l'achat et l'approvisionnement en vaccins anti-COVID-19 des pays pauvres.

Gavi a expliqué que ces fonds serviraient à financer l'achat de près d'un milliard de doses mises à la disposition des 92 pays les plus pauvres du monde, qui ne pourraient pas se les procurer autrement.

Plusieurs pays et et fondations privées ont effectué récemment de nouvelles promesses de dons, ce qui a permis de porter le financement du projet au-delà de 2 milliards de dollars.

Des engagements ont ainsi été pris cette semaine au Forum de Paris sur la paix, avec notamment 100 millions d'euros promis par la France.

Le directeur général de Gavi, Seth Berkley, a néanmoins déclaré que ce n'était pas le moment de relâcher les efforts et qu'il fallait de toute urgence réunir au moins 5 milliards de dollars supplémentaires d'ici fin 2021 afin de garantir à tous les pays un accès équitable aux vaccins contre le COVID-19. Reuters 13 novembre 2020

LVOG - Gavi, c'est Bill Gates, l'un des principaux contributeurs de l'OMS, le plus riche avec sa fondation, 35 milliards de dollars.

La médecine allopathique ne vous maintient pas en bonne santé, elle vous soigne quand elle ne vous rend pas malade.

LVOG - Pourquoi, contrairement aux médecins homéopathes qui systématiquement prescrivent à leurs patients un bilan sanguin complet histoire de détecter leurs carences en vitamines, oligo-éléments, etc., moins fréquents leurs excès, les médecins allopathes ne le font pas ? Les médecins allopathes sont des VRP de Big Pharma qui refourguent leurs saloperies de médicaments aux effets secondaires désastreux pour la santé de leurs patients, c'est souvent beaucoup plus tard ou quand il est trop tard qu'ils s'en aperçoivent, et encore, la plupart du temps ils ne font même pas ce rapprochement, et ce n'est pas leur médecin qui le fera à leur place.

On nous dit que l'homéopathie serait un truc de charlatan ou aurait autant d'effet qu'un placebo. Or dans un médicament allopathique, le principe actif ou la molécule active est présente dans le médicament en quantité infinitésimale, exactement comme dans un médicament homéopathique.

Covid-19 : selon une étude, 80% des malades sont en manque de vitamine D - Yahoo 28 octobre 2020

La vitamine D, en lien direct avec la pandémie de Covid-19 ? C'est ce que semble indiquer une étude publiée ce mardi. Ce qui n'assure pas pour autant qu'un traitement à base de vitamine D soit indiqué pour soigner la maladie.

C'est une étude qui porte sur un panel de 216 patients atteints du Covid-19. Et les résultats obtenus par les chercheurs de l'université de Cantabrie, au nord de l'Espagne, montrent que pas moins de 82 % des cas présentent des niveaux inhabituellement bas de vitamine D.

La vitamine D est un facteur de bonne santé du squelette et supporte le bon fonctionnement du système immunitaire. Elle est produite naturellement par le corps lorsqu'il est exposé au soleil, bien qu'elle puisse également être obtenue par une nutrition riche en poissons, œufs, champignons ou fromages. À l'approche de l'hiver, le corps fait naturellement des stocks qui lui permettront de tenir jusqu'au retour des beaux jours.

Les personnes âgées et affaiblies présentent généralement des niveaux bas de vitamine D, ce qui les rend sensibles aux attaques extérieures. Ceci explique une partie des chiffres de l'étude (les personnes fragiles sont plus exposées au virus) l'autre partie étant au contraire directement liée au Covid-19 (le virus rend les personnes fragiles en diminuant leur niveau de vitamine D)

Mais quelles conclusions tirer de ces chiffres sur la prévention et le traitement de la Covid-19 ? Pour le Dr. José L. Hernández, co-auteur de l'étude, il faut donner aux patients des suppléments vitaminiques : "Un traitement à base de vitamine D devrait être recommandé lorsque le patient présente des carences. Cette approche peut avoir des effets bénéfiques à la fois sur l'ensemble musculosquelettique, mais aussi sur le système immunitaire", écrit-il. Yahoo 28 octobre 2020

L'huile de foie de morue, une arme pour lutter contre le Covid-19 ? - Yahoo 13 novembre 2020

La vitamine D ayant pour effet de prévenir les maladies respiratoires, des chercheurs norvégiens ont lancé une étude clinique afin d'évaluer si l'huile de foie de morue est efficace pour lutter contre le Covid-19.

C'est en tout cas ce qu'essaient de prouver des chercheurs de l'hôpital universitaire d'Oslo, en réalisant une étude clinique avec 70 000 volontaires pour déterminer si cette huile très riche en vitamine D a des vertus prophylactiques contre le Covid-19, comme le rapporte Le Monde.

L'idée part d'une première étude réalisée depuis le mois de mars par l'hôpital universitaire d'Oslo destinée à évaluer les risques face au virus. Environ 150 000 personnes, dont 2000 testées positives, ont répondu à différentes questions sur leurs habitudes. Les différentes réponses ont montré que les gens qui consomment régulièrement de l'huile de foie de morue sont moins souvent contaminées ou tombent moins gravement malades que les autres. Une différence "pas astronomique, mais suffisamment significative" pour que les chercheurs se penchent sur la question explique Arne Soraas, l'un des médecins et chercheurs cités par Le Monde.

Ce n'est pas nouveau, la carence en vitamine D peut affecter le système immunitaire. Comme le rappelait l'OMS en 2017, des méta-analyses ont rapporté l'effet protecteur de la supplémentation en vitamine D sur les infections des voies respiratoires.

Le résultat n'est donc pas si surprenant qu'il peut paraître, là où "au moins un Norvégien sur cinq en ingurgite tous les jours", rappelle le médecin. Dans ce pays gros producteur de poisson, il est d'ailleurs recommandé de prendre une cuillère d'huile de foie de morue par jour lors des mois en R (entre septembre et avril), lorsque les journées sont plus courtes.

La Norvège, bon élève face au coronavirus

Avec seulement 291 décès liés au coronavirus pour une population d'environ 5,5 millions d'habitants, la Norvège est l'un des pays les moins touchés par le coronavirus. De plus, elle a l'un des taux d'incidence les plus faibles d'Europe selon le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. Il est cependant impossible de dire si c'est la consommation d'huile de foie de morue, la faible densité de population ou la discipline des Norvégiens ou une autre raison qui est à l'origine de cette réussite. Éléments de réponse dans plusieurs mois, à la fin de cette étude. Yahoo 13 novembre 2020

LVOG - N'y a-t-il rien ici qui vous choque ou vous révolte ? Quand bien même une simple observation suffit à se forger une conviction, ils n'en tiennent pas compte, ils refusent de l'admettre, il faut qu'ils le prouvent par des études qui ne nous apprendront rien de plus, tandis que des centaines de milliers d'euros ou davantage auront été engloutis pour financer des chercheurs et des recherches inutiles. C'est un foyer de corruption en chaîne où dès lors tous les acteurs qui y participent sont complices. Quant à ceux qui seraient tentés de le dénoncer, ils seront privés de financement et ils devront faire autre chose ou se recycler ailleurs, d'où l'omerta qui règne dans ce milieu.

On est gouverné par des assassins.

«On va massacrer un pays pour sauver 30.000 vies»: le Pr Michaël Peyromaure dénonce le reconfinement - fr.sputniknews.com 14 novembre 2020

Invité le 13 novembre sur La Matinale de CNews, le professeur Michaël Peyromaure, chef du service d'urologie de l'hôpital Cochin à Paris, a dénoncé le reconfinement qui «va faire des dégâts absolument considérables, des dégâts nationaux».

«On se rendra compte un jour ou l'autre quand on fera le bilan que pour sauver 10.000, 20.000 ou 30.000 vies, qui sont certes dramatiques mais qui restent quand même assez peu par rapport à la population, on aura ruiné des millions de Français», explique-t-il. fr.sputniknews.com 14 novembre 2020

Covid-19 : "On a abrégé les souffrances des gens, j'appelle ça l'euthanasie", s'indigne une médecin d'Ehpad public - franceinfo 17 novembre 2020

"On nous demande de faire une euthanasie passive auprès de nos résidents en Ehpad." Ce sont les mots d'une cadre de santé quand, en pleine pandémie de Covid-19, le gouvernement a autorisé le recours à des médicaments palliatifs habituellement interdits. "Pièces à conviction" a recueilli des témoignages de soignants révoltés par cette décision.

En mars 2020, le Covid-19 s'est abattu sur des maisons de retraite démunies face à la virulence de l'épidémie. Des personnes âgées sont mortes par centaines dans les Ehpad, souvent à cause d'une insuffisance respiratoire, parfois dans de grandes souffrances.

C'est pour atténuer ces souffrances que le 29 mars, le gouvernement a autorisé par décret le recours à des médicaments de soins palliatifs. Parmi eux, le Rivotril et le Midazolam, habituellement interdits en médecine de ville et dans les Ehpad. Cette décision a parfois été très mal vécue par le personnel soignant.

"Ça nous a choqués, de se dire que là, on ne donnait aucune chance aux personnes âgées de s'en sortir"

C'est le cas à Buzançais, dans l'Indre, où l'Ehpad public Saint-Roch a accepté d'ouvrir ses portes à une équipe de "Pièces à conviction". En six semaines, l'établissement a perdu vingt de ses résidents. Ici, deux malades en fin de vie ont reçu des injections de Midazolam. Leurs familles en ont été averties. Mais plutôt que d'abréger leurs souffrances, les soignants auraient préféré pouvoir mieux prendre soin des personnes âgées atteintes du Covid-19.

"Quand on a reçu ces directives, ça nous a choqués, témoigne Sandra Rotureau, cadre de santé, de se dire que là, on ne donnait aucune chance aux personnes âgées de s'en sortir. Quand une personne âgée n'est pas hospitalisée [par manque de lits] et qu'ensuite, ce qu'on lui propose, c'est une sédation dès l'instant qu'elle va présenter une détresse respiratoire... ma première réaction, se rappelle-t-elle, ça a été : on nous demande de faire une euthanasie passive auprès de nos résidents."

Ailleurs qu'à Buzançais, une médecin d'Ehpad public partage, à visage caché, "un sentiment d'horreur". Alors qu'elle n'a "pas le droit de prescrire quelque chose qui pourrait soigner les personnes si elles étaient atteintes", elle est "autorisée à les faire partir... en douceur".

"On a abrégé les souffrances des gens. Moi, j'appelle ça l'euthanasie, poursuit-elle, extrêmement choquée. Qu'on ait osé nous demander de piquer nos patients pour les faire partir plus vite, c'est insupportable."

Extrait de "Covid-19 : que se passe-t-il vraiment dans les Ehpad ?", une enquête à voir dans "Pièces à conviction" le 18 novembre 2020 à 21h05. franceinfo 17 novembre 2020

TROISIEME PARTIE

Hold-up et complot du Forum économique mondial

On aura relevé l'expression, les complotophobes ou encore la grippe de Wuhan.

Un braquage du Contrat Social ? Retour sur le Hold Up ! Par Dr Louis Fouché 13.11

https://docs.google.com/document/d/1A9efN01_8irNxKK5fKGhVnAl3H4VOyB_wfmLIiThIwE/edit#heading=h.goxd7kpxzjw3

Courriel : collectifs@reinfocovid.fr

Complotistes, comment osez-vous critiquer le sapin de Noël du Rockefeller Center ?

- New York : le triste sapin de Noël du Rockefeller Center - lepoint.fr 19 novembre 2020

L'image d'un sapin rachitique a été critiquée par de nombreux internautes (...) raconte la BBC. lepoint.fr 19 novembre 2020

LVOG - De dangereux fanatiques ? Qui en doutait encore ?

Il n'y avait pas de théorie du complot dans le documentaire Hold-up, la preuve ou le transhumanisme au programme.

Bienvenue sur le portail du Forum économique mondial. (https://www.weforum.org/about/our-partners)

- Le Forum économique mondial offre une plate-forme aux 1 000 grandes entreprises du monde pour façonner un avenir meilleur.

Les nouveaux champions

La communauté des Nouveaux Champions du Forum économique mondial rassemble les entreprises de la prochaine génération qui aspirent à être à la pointe des transformations de l'industrie et des modèles commerciaux. Ces entreprises exploitent les données et les nouvelles technologies pour affiner leurs offres de produits, améliorer le service client et changer les mentalités pour prendre de meilleures décisions plus rapidement.

À cette fin, le Forum collabore avec la Communauté des Nouveaux Champions pour s'assurer que les voix des principales entreprises mondiales et régionales prennent place à la table et partagent leurs perspectives d'avenir.

LVGO - Mais où se trouve le complot là-dedans ? Il figurait plus loin et dans pratiquement tous les articles qu'ils publient, lorsqu'ils affirment que leur politique est destinée à faire le bonheur des peuples, c'est ce que matraquent quotidiennement gouvernements et médias, n'est-ce pas ? Donc ils trompent délibérément les peuples sur leurs réelles intentions qui ne réalisent pas ce qui se passe réellement, il est là le complot. Il est relayé par ceux qui le nient, dont les dirigeants du mouvement ouvrier.

Je vous ai mis les liens vers tous les articles publiés par le Forum économique mondial. Ouvrez ces articles, faites un copier/coller de leur contenu vers le traducteur de Google, ainsi vous pourrez vérifier par vous-même que tout ce que j'avance correspond strictement à la réalité.

D'après vous, combien de travailleurs vont se livrer à cet exercice sans lequel ils seront bernés par le discours officiel. Allez, dites un chiffe, combien, très peu ou une infime minorité parmi les intellectuels, ce qui signifie que plus de 90% de la population ignore ce qui se passe réellement. Dès lors, comment voulez-vous que les travailleurs comprennent la situation ou qu'ils puissent se faire librement une idée de ce qui se trame contre eux ? C'est quasiment impossible.

Où veulent-ils en venir ? Qu'ont-ils décidé qui nous concerne tous et qu'on ignore ?

EAT est la plateforme mondiale scientifique pour la transformation du système alimentaire

Moment of Truth: 2021 Food Systems Summit.

https://eatforum.org/learn-and-discover/eat-at-the-un-food-systems-summit-2021/

By the time of next year's United Nations Food Systems Summit—an historic opportunity for forging a shared, global agenda for transforming our food systems—an ambitious framework should be on the table, within which varied action strategies suitable to all cultures and socio-economic contexts can be developed. We are convinced that if we can come together around a concerted agenda for transforming our food systems.

The enormous investments that are now urgently needed for economic recovery are also our unique, historic opportunity to change our destiny, to safeguard the integrity of Earth's natural systems and secure a more resilient, just and equitable future for humanity —with significantly reduced risk of new, dangerous and economically crippling pandemics.

Traduction.

- Moment de vérité: Sommet sur les systèmes alimentaires 2021.

Lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de l'année prochaine - une occasion historique de sera fournie de forger un programme mondial partagé pour transformer nos systèmes alimentaires - un cadre ambitieux devrait être sur la table, dans laquelle des stratégies d'action variées adaptées à toutes les cultures et contextes socio-économiques peuvent être développées. Nous sommes convaincus que si nous pouvons nous rassembler autour d'un agenda concerté pour transformer nos systèmes alimentaires.

Les énormes investissements qui sont maintenant nécessaires de toute urgence pour la reprise économique sont également notre unique, occasion historique pour changer notre destin, de sauvegarder l'intégrité des systèmes naturels de la Terre et assurer un avenir plus résilient, juste et équitable pour l'humanité - avec un risque considérablement réduit de pandémies dangereuses et économiquement paralysantes.

LVOG - Vous constaterez que c'est toujours pour notre bien, ce qui est évidemment un énorme mensonge.

Sinon vous avez le portail de l'ONU.

Food Systems Summit 2021

https://www.unccd.int/actions/food-systems-summit-2021

Ou encore celui du Forum économique mondial.

LVOG - Là c'est très documenté. La rubrique se nomme *Future of Food*, ils façonnent le futur dans tous les domaines dans notre dos et le jour venu on ne se retrouve pour ainsi dire devant le fait accompli.

https://www.weforum.org/agenda/archive/food-and-nutrition-security/

- Unilever is expecting to take a €1 billion bite out of the alternative meat and dairy market - Reuters 18 novembre 2020

https://www.weforum.org/agenda/2020/11/unilever-sales-target-meat-dairy-alternatives-food-retail-vegan-lifestyle/

Here's how a smart field-to-fork network could revolutionise our food system.

- A coherent, traceable supply network is key to ensuring food is safe, nutritious and sustainable. Here's what's needed. - 17 Nov 2020

https://www.weforum.org/agenda/2020/11/field-to-fork-network-could-revolutionize-our-food-system/

For a sustainable future, we need to reconnect with what we're eating – and each other

- Hundreds of food sharing initiatives have sprung up around the world which aim to improve food security and sustainability while combating loneliness. The Conversation 17 Nov 2020

https://www.weforum.org/agenda/2020/11/food-security-sustainable-future/

Global food system emissions alone threaten warming beyond 1.5°C – but we can act now to stop it

- Switching to plant-based diets, rewilding and more efficient use of fertilisers can all help to reduce emissions and meet the Paris targets. The Conversation 17 Nov 2020

https://www.weforum.org/agenda/2020/11/global-food-system-emissions-global-warming-beyond-paris-agreement/

Why food prices are on the rise

- World food prices rose for a fifth consecutive month in October, according to the United Nations food agency and are returning to normal amid the COVID-19 pandemic. Reuters 17 Nov 2020

https://www.weforum.org/agenda/2020/11/world-food-price-index-pandemic-coronavirus-covid-19/

UK launches its first ever vegan-only butchers

- To coincide with World Vegan Day, Britain's first permanent vegan butcher is opening, set to sell meat-free versions of traditional products. Reuters 02 Nov 2020

https://www.weforum.org/agenda/2020/11/uk-london-vegan-butchers-food-consumption-world-vegan-day/

Fish are evolving to escape modern fishing techniques. This is what it means

- Fish could be starting to swim in smaller groups or by themselves in areas of high-intensity fishing, new research indicates. This may have serious consequences for the fishing industry. ... 29 Oct 2020

https://www.weforum.org/agenda/2020/10/fishing-techniques-behaviour-industry-oceans/

Food systems aren't meeting global needs. Consumers and farmers can change it together

- Food systems aren't meeting global needs. Consumers and Farmers can change it together. 16 Oct 2020

https://www.weforum.org/agenda/2020/10/food-systems-meet-global-needs-consumers-farmers-world-food-day/

Innovative partnerships offer a way forward to the future of food

- More than 135 million people could face food insecurity and millions more could lose their jobs soon if we don't create the food systems of the future. 16 Oct 2020

https://www.weforum.org/agenda/2020/10/world-food-day-innovative-partnerships/

Dans un autre article j'ai relevé à quoi devait servir le confinement en France.

In France and the UK, several industry voices estimate that up to 75% of independent restaurants might not survive the lockdowns and subsequent social-distancing measures. The large chains and fast-food giants will. This in turn suggests that big businesses will get bigger while the smallest shrink or disappear. (COVID-19: The Great Reset (29.07))

LVOG - Ils tablent sur la fermeture définitive de 75% des restaurants en France et en Grande-Bretagne au profit des chaînes géantes de fast food de bouffe de merde. Et il y en a encore pour tomber des nus et se demander pourquoi Macron a adopté cette mesure coercitive.

Quelques commentaires et réflexions .

Un de mes commentaires publié dans le blog du docteur Maudrux.

- Qu'est-ce qui vous gêne dans cette vidéo ? Vous ne le précisez pas.

Bien que mon temps soit compté, j'ai pris le temps de visionner entièrement et lentement cette vidéo.

Hormis l'intervention de Jean-Bernard Fourtillan qui prête fortement à caution, je ne vois pas ce que vous reprochez à cette vidéo, et encore, puisque plus loin Michael Levitt (Prix Nobel de chimie) contrebalance l'affirmation de Fourtillan quand il déclare qu'il ne croit pas que le Sars-cov2 aurait été fabriqué par l'homme. Laissons de côté le témoignage sans intérêt d'un ancien militaire qui n'est pas du tout de la partie.

Quant à la perspective de recourir à l'injection de nanoparticules au moment de la vaccination en lien avec la 5G, des recherches dans ce domaine existent bel et bien. Vous êtes-vous demandez pourquoi, si ce n'était pas dans le dessein d'y recourir un jour si les conditions le permettaient, à moins de prétendre qu'ils dépenseraient des milliards de dollars dans cette recherche pour rien, cela ne tient pas debout. Et ils ont déjà commencé à procéder à des expérimentations sur des animaux. Des essais étaient programmés dans différents pays avec l'implantation d'une puce sous-cutanée, au Bangladesh notamment, j'ignore où ils en sont.

Peu importe cette piste ou cette hypothèse, un simple téléphone portable et la monnaie numérique pourraient remplir presque aussi efficacement les mêmes fonctions de contrôle total de la population comme l'expliquait très bien un autre intervenant.
Le transhumanisme au service d'un projet de gouvernance mondiale totalitaire n'a rien d'extravagant. Comment ne pas voir que c'est l'orientation politique qui est à l'origine de la gestion de cet épisode par Macron notamment.

Tout le reste de cette vidéo était globalement correct. On peut regretter la manière dont le sujet a été traité, moi non plus je ne l'aurais pas abordé de cette manière-là. Quand j'ai vu ce matin l'empressement et la rage avec lesquels les médias l'ont descendue, cela m'incite à la mettre en ligne dans mon portail. Mes lecteurs ne m'en tiendront pas rigueur, parce qu'ils savent que je ne partage l'orientation politique d'aucun médecin ou professeur étant intervenu au cours des derniers mois, j'ai un esprit critique beaucoup plus aiguisé que Raoult, Toussaint ou Perronne par exemple. Et je n'ai pas mis en ligne les vidéos et les articles de Jean-Bernard Fourtillan.

On doit pousser les scrupules jusqu'à prendre la perfection pour modèle ou idéal, même si on ne l'atteindra jamais, et en aucune manière on doit s'abaisser aux plus infimes compromis douteux ou méprisables, même s'ils passaient inaperçus aux yeux de la plupart des lecteurs.

Un dernier mot, je combats avec la même rigueur l'opportunisme et le complotisme.

Le 5 novembre le Dr. Maudrux publiait le commentaire que j'avais posté.

- ... j'ai découvert que Jean-Bernard Fourtillan s'est inspiré d'une vidéo postée le 17 mars 2020 par un certain Cat Antonio (Medusa), qui a été condamné le 2 novembre 2020 par le tribunal correctionnel de Senlis, pour diffamation publique envers l'Institut Pasteur. Bien que je n'aie aucune confiance dans l'Institut Pasteur, je crois qu'il faut abandonner cette piste.

https://www.pasteur.fr/fr/journal-recherche/actualites/covid-19-tribunal-correctionnel-senlis-condamne-diffamation-auteur-video-fake-news

https://www.pasteur.fr/fr/journal-recherche/actualites/coronavirus-attention-aux-fausses-informations-covid-19-circulant-reseaux-sociaux

Cela dit, j'ai noté qu'en se défendant de vouloir « asservir le monde », un argument stupide ou grotesque car l'enjeu serait sans commune mesure avec ce que représente cet institut, je ne peux m'empêcher de me dire qu'ils ne disent pas toute la vérité, et que néanmoins il existe dans ces vidéos des vérités et des intérêts qui dépassent l'Institut Pasteur, et ses conflits d'intérêts ne plaident pas en sa faveur. De plus, l'Institut Pasteur nie l'instrumentalisation politique qui est faite du coronavirus par Macron et ses mentors. Comme dirait l'autre la barque est chargée ! J'ignore s'il collabore avec des laboratoires militaires spécialisées dans l'élaboration d'armes bactériologiques ou s'il y en a qui utilisent ses recherches à cette fin.

Aujourd'hui nous sommes le 15 novembre et apparemment l'Institut Pasteur n'a toujours pas déposé plainte contre ce professeur en pharmacie, alors que 6 mois plus tôt il s'était empressé de réagir, question : Pourquoi ? A suivre.

Quelques réflexions.

1- Hold Up a été réalisée davantage à destination des classes populaires plutôt que pour une élite. Maintenant vous ne pouvez pas empêcher les gens de se demander qu'est-ce que mijotent ceux qui détiennent le pouvoir. Et c'est là que les choses se gâtent généralement, car chacun a sa petite explication qui ne tient pas debout.

Le problème, c'est que ce n'est pas simple à exposer, car la réponse couvre un champ historique très vaste et s'étend à tous les aspects de la société, donc on a tout le loisir de s'y perdre, de se livrer à des spéculations oiseuses ou de finir dans une impasse, avant de se retrouver sur le plan économique et politique, là où justement personne ne tient à venir pour des raisons diverses. Pourquoi ? Parce qu'en allant au bout de son analyse et à condition d'être honnête, on en viendrait fatalement à l'alternative suivante : soit se résigner à vivre sous le pire des régimes autoritaires, soit envisager sérieusement la nécessité de le remplacer par un régime reposant sur des rapports sociaux où la majorité détiendrait le pouvoir économique et politique et non plus une minorité nuisant aux intérêts de la majorité de la population.

Le fait est que la résignation assumée ou non est plus confortable ou ne nécessite aucun effort particulier, c'est la raison pour laquelle elle est habituellement plébiscitée par ceux qui auraient les moyens d'agir pour changer la société et qui refusent de s'engager dans cette voie...

Je crois que la première question à poser à tous ceux qui sont contaminés par la propagande officielle et qui sont hermétiques à tout autre argument, c'est : Comment pouvez-vous encore accorder la moindre confiance au discours du gouvernement et de ses experts, des médias, sachant que pendant des décennies et des décennies ils n'ont eu de cesse de vous mentir délibérément. Cela vous en avez parfaitement conscience dans votre fort intérieur, alors ne venez pas dire le contraire, ne vous mentez pas à vous-même car cela ne ferait que nuire davantage à votre condition, soyez cohérent, réfléchissez. Je crois que c'est cela qu'il faut briser, ensuite on peut aller plus loin, avant c'est inutile ou peine perdue.

2- Hold Up a été réalisée davantage à destination des classes populaires plutôt que pour une élite, élite qui au sein des classes moyennes est elle-même très hétérogène, d'où les avis divergents portés sur cette vidéo. Cette épreuve révèle qu'elles sont emprisonnées dans un modèle de société auquel elles s'accrochent, et qu'elles n'envisagent pas d'en changer, car cela viendrait heurter de plein fouet l'idéologie ou plutôt la croyance idéologique qui leur tient lieu de connaissance, notamment.

Envisager que finalement l'orientation de la société et l'idéologie dominante à laquelle elles ont adhéré, seraient uniquement le produit de rapports sociaux, de rapports économiques, elles n'en ont pas conscience ou refusent de l'admettre, car cela les amènerait au constat que les inégalités sociales qui en sont les fondements, sont à l'origine de tous les maux dont souffre l'humanité, et qu'il demeurera impossible de les éradiquer sans en extraire les racines.

Tout le monde ou presque, au mieux admet, au pire cautionne, que l'exploitation de l'homme par l'homme à l'origine de l'oppression ou de la servitude humaine, qui caractérise la nature sociale du régime en place, serait justifiée ou naturelle, ne comprenant pas que le développement de la civilisation humaine est parvenue au stade où, soit ce système sera aboli, soit elle se désintègrera ou l'espèce humaine en tant que telle disparaîtra ou ne méritera plus d'être qualifiée d'humaine dans l'avenir. Voilà l'alternative devant laquelle nous sommes placés. En dernier ressort, l'économie est toujours le facteur déterminant…

La France est sous un régime tyrannique, criminel. Petit à petit les langues se délient...

Covid-19 : "On a abrégé les souffrances des gens, j'appelle ça l'euthanasie", s'indigne une médecin d'Ehpad public - franceinfo 17 novembre 2020

- A Buzançais, une médecin d'Ehpad public partage, à visage caché, "un sentiment d'horreur". Alors qu'elle n'a "pas le droit de prescrire quelque chose qui pourrait soigner les personnes si elles étaient atteintes", elle est "autorisée à les faire partir... en douceur".

"On a abrégé les souffrances des gens. Moi, j'appelle ça l'euthanasie, poursuit-elle, extrêmement choquée. Qu'on ait osé nous demander de piquer nos patients pour les faire partir plus vite, c'est insupportable."

Extrait de "Covid-19 : que se passe-t-il vraiment dans les Ehpad ?", une enquête à voir dans "Pièces à conviction" le 18 novembre 2020 à 21h05.

LVOG - A ceux qui incitent à écrire aux élus, à la majorité parlementaire LREM-MoDem : Auraient-ils déjà oublié que ce massacre a été réalisé avec leur consentement ? Un peu de cohérence et de sérieux, j'ai presque envie de dire de décence aussi, SVP. Toute initiative future qui irait dans ce sens, ne servirait à strictement rien...

Cette question pose un énorme problème, parce que même si on n'y tient pas ou qu'on refuse de l'admettre, de par sa nature il est politique, comme la gestion de cette crise. Or, il se trouve que c'est justement sur ce plan-là que règne une confusion apparemment inextricable pour les acteurs des classes moyennes, comme en temps de guerre d'ailleurs. Je n'en dirai pas davantage sous peine de faire de la propagande pour mes idées et le lieu ne s'y prête pas. Cela dit, on doit se demander

quels sont les différents acteurs sociaux en présence et quelles positions ont adopté leurs représentants. Et là on va s'apercevoir qu'on est en présence d'un énorme problème par rapport à ce qu'on a connu depuis la moitié ou la fin du XIXe siècle. Ceux qui croient qu'on pourrait faire l'économie de la lutte des classes ou la contourner se trompent lourdement. Je vous laisse poursuivre.

Parole d'internaute

1- Idem j'ai regardé la vidéo.

Oui ils dénoncent des vérités : masques, tests, Hydroxychloquine … rien de nouveau

Perso, je n'aime pas trop le style documentaire Arte avec petites musiques inquiétantes... par contre de là à censurer ce doc franchement ça commence à bien faire !

Chacun peut choisir de regarder ou pas... Arrêtons d'infantiliser les Français.

Par pitié que l'on arrête de nous dire ce que l'on a le droit de regarder, de penser ou pas...

Cette situation devient ubuesque…

On a maintenant des complotistes du complotismes...

2- Bonjour . Merci pour votre blog, qui représente un repère de sagesse au milieu d'une tempête ahurissante. Mais sur ce film je ne suis pas d'accord avec vous. Bien sûr qu'il y a des outrances, des approximations parfois, des exagérations. Mais il y a aussi un rappel chronologique très bien fait, une mise en perspectives de différents points de vue , et une série de mises au point sur des données qu'on nous balance sans arrêt sans qu'on n'ait les moyens d'y réfléchir.

Ce ne sont pas les défauts du film qui pourront nuire aux efforts pour soigner ou comprendre. Ceux qui ont tendance à laisser galoper leur imagination pourront s'embarquer dans des interprétations des faits qui frôleront le délire de persécution. Mais ceux là sont le public de tous les complotismes, et ils marcheront de la même façon en permanence quel que soit le thème .
Mais l'écrasante majorité des gens qui regarderont est beaucoup plus intelligente que ne le croient nos gouvernants . A l'image des chauffeurs de taxi du film ils feront des analyses très pertinentes .

Ce film peut aider en guidant la réflexion, en donnant des informations et en amenant des confrontations. Ce n'est pas la discussion qui est dangereuse , c'est l'étouffement des idées. Quand on cache quelque chose en pensant protéger une victime trop crédule on ne fait que renforcer la certitude que c'est ce qui est caché qui est la vérité. Il faut relire Stuart Mills là dessus. Et on comprend tout de suite pourquoi et comment Hold Up va faire un tabac. Regardez le , il en vaut la peine quand même et vous pourrez aider à discuter sur les points litigieux. Vous le ferez bien mieux que les ridicules « correcteurs » de fake news des médias officiels.

La frénésie avec laquelle on veut injecter ce vaccin au mécanisme inconnu va de toute façon déclencher une opposition violente et il ne faudra pas y voir une résistance de personnes arriérées qui ne savent rien. Ce ne sera pas la faute du film mais la conséquence de la confusion dans laquelle on nous a (volontairement ?) plongés . Les affirmations fausses , les mensonges, l'illogisme des décisions, les contradictions permanentes sont autant de dissonances cognitives qui créent un état insupportable.

Ce film donne un sens de compréhension. Ce n'est pas vrai ? Tout n'est pas vrai ? Allons y, discutons, argumentons . Ne restons pas passifs devant des gouvernants qui sont capables par exemple de nous menacer de 400 000 morts ou de nous raconter qu'ils ont formé (?) 7000 soignants. On devrait avoir dénoncé depuis longtemps et très fermement des stupidités pareilles, et on est devenus complètement passifs. Le film est un booster d'intelligence et de réflexion. Profitons en, regardons, discutons, critiquons .. défendons nous !

3- Un seul néologisme, complotisme, réussit à brider l'intelligence des hommes rangés. Alors, voici une révélation : le complotisme n'existe pas et n'a jamais existé. Pure invention de comploteurs. Par contre, les complots, eux, ont rempli les livres d'histoire depuis l'Antiquité. Le mieux quand on reçoit ce film comme un pavé au milieu de sa vie bourgeoise et tranquille est de laisser reposer l'émotion avant de se prononcer. Merci à Pierre Barnérias d'avoir osé balancer la totale, en allant au bout de la réflexion, sans autocensure. Oui, ce film vous donne l'impression que votre monde s'écroule et anéantit beaucoup de vos certitudes. Prenez tous le temps d'y réfléchir, posément. Il est normal de prendre peur et de refouler ces idées. Mais vous n'êtes pas seul.

4- Ce film a le mérite de poser de nombreuses questions, et néanmoins il n'est pas non plus demandé d'adhérer à tous les sujets présentés (ce que je fais…)

Chacun est libre de l'aborder avec un esprit critique, je m'interroge également si le côté provocateur n'est pas là également pour contre balancer les communications médiatiques bien huilées qui nous sont présentées à longueur de journée depuis de nombreux mois.

A mon avis, le plus gros défaut de ce film est d'être exagérément long, ce qui découragera les moins assidus à le visionner jusqu'à la fin.

Le « Nous sommes en guerre » s'adresse t'il au virus SARS COV2 ou à une autre attaque non désignée?

La gestion chaotique la première phase de cette épidémie pouvait laisser planer un doute. La seconde phase beaucoup moins, avec cerise sur le gâteau, une attaque en règle du conseil de l'ordre vis à vis de la seule (ou presque, car la solidarité du corps médicale ne se fait pas entendre) équipe médicale qui tente de soigner (traiter) les malades avec comme motif « charlatanisme et tout le reste » démontre bien tout le malaise du management de cette crise sanitaire en premier lieu, mais qui sera finalement une crise économique.

Mais je partage votre priorité, l'enjeu actuel est bien de dépister (ce qui est fait, mais d'une façon très particulière qui en devient suspecte), de diagnostiquer, de traiter les malades avant que leur état nécessite l'envoi en réanimation. Actuellement l'analyse (diagnostic) et les traitements sont absents du protocole de soin! (hormis la boîte de Doliprane…)

5- Pourquoi (B)ill (G)ates a réuni ses copains en octobre 2019 pour simuler une pandémie de coronavirus dans le monde entier ?

Pourquoi le mari de Buzin est lié au laboratoire de Wuhan ?

Pourquoi Buzin a classé l'hydroxychloroquine dans la catégorie des substances vénéneuses ?

Pourquoi le Lancet a publié une étude fausse sur l'hydroxychloroquine ?

Pourquoi l'hydroxychloroquine n'est pas conseillée alors qu'elle est reconnue utile contre les coronavirus depuis au moins 2005 ?!

Pourquoi les conseillers scientifiques de Macron sont payés par Gilead, laboratoire qui vend le Remdesivir ?

Pourquoi on écoute davantage un informaticien milliardaire qu'un médecin de terrain ?

Pourquoi l'OMS est-elle financée en grande partie par Bill Gates ?

Pourquoi les autopsies ont été interdites sur les personnes au printemps ?

Pourquoi les antennes 5(G) ont été installées rapidement pendant le confinement ?

Pourquoi les médecins perçoivent plus d'argent lorsque le test Covid est positif ?

Pourquoi les médecins perçoivent plus d'argent lorsque le certificat mentionne comme cause de décès le Covid ?

Pourquoi les tests PCR ne sont-ils pas identiques sur tout le réseau national ?

Pourquoi change-t-on d'indicateurs constamment pour faire des statistiques ?

Pourquoi l'État n'a pas ouvert de nouveaux lits de réanimation après le printemps ?

Pourquoi l'État a gazé en 2019 les soignants qui demandaient plus de moyens ?

Pourquoi l'État n'utilise pas les lits des cliniques privées, en situations de tension (qui existent chaque années !) ?

Pourquoi n'y-a-t-il pas de preuves de l'efficacité des masques ?

Pourquoi n'y-a-t-il pas de preuves de l'efficacité des confinements ?

Pourquoi a-t-on interdit la vente des masques aux pharmaciens ce printemps ?

Pourquoi ne dit-on pas que le taux de mortalité du Covid est identique à celui d'une mauvaise grippe ?

Pourquoi la grippe a disparu des statistiques des causes de décès cet hiver ????

Pourquoi utilise-t-on un CT de 40 ou plus pour les tests PCR qui donnent plus de 90% de faux positifs ?

Pourquoi certaines personnes sont déclarées mortes du covid alors qu'elles sont décédés des maladies qu'elles avaient déjà ?

Pourquoi une ballade seule en forêt est dangereuse ?

Pourquoi un livre vendu dans une petite librairie est plus dangereux qu'un livre vendu à la FNAC ?

Pourquoi les métros sont ouverts ?

Pourquoi le Puy du fou a pu accueillir plus de 9000 personnes en plein confinement ?

Pourquoi n'y a-t-il pas eu une hécatombe après ?

Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'explosions d'hospitalisations ou de décès en juin avec la fête de la musique, en juillet-août avec les manifestations, déplacements, rassemblements touristiques ?

Pourquoi connaissait-on la date du reconfinement (28 octobre) depuis cet été ?

Pourquoi ne parle-t-on pas de la vague de dépressions et suicides que cette situation cause ?

Pourquoi les médecins qui ont une approche alternative se font agresser sur les plateaux TV ?

Pourquoi le vocabulaire utilisé pour dépeindre cette situation sanitaire est celui de la guerre ?

Pourquoi n'entend-t-on jamais parler de système immunitaire ? Des défenses naturelles, de la façon de les booster ?

Pourquoi Facebook, Twitter, YouTube ont augmenté de manière exponentielle la censure ces derniers mois?

Pourquoi ne demande-t-on pas au peuple de quelle manière il souhaite être gouverné dans cette situation de crise ?

Pourquoi n'a-t-on pas fait tout un scandale en 2017 alors que la grippe a été la plus meurtrière cette année-là ?

Pourquoi le Docteur Anthony Fauci (Etats-unis) a prévu en janvier 2017 une épidémie surprise pour l'administration Trump ?

Pourquoi le H1N1 n'a pas causé les ravages annoncé et le refus de vaccination non plus ?

Pourquoi ne dépense-t-on pas autant d'énergie et d'argent pour diminuer l'incidence de maladies dont le taux de mortalité est plus élevé (maladies cardio-vasculaires, cancer, diabète, tuberculose)?

Pourquoi aucun médecin ne parle du soleil et de la vitamine D alors que la vitamine D est nécessaire pour activer les lymphocytes T qui sont les cellules tueurs de bactéries et virus ? Sachant qu'entre le mois d'octobre et le mois d'Avril le manque de soleil et les vêtements couvrants empêchent la synthétisation de la vitamine D qui fait que nous sommes tous carencés et lorsqu'on est carencé en vitamine D notre corps est incapable de se défendre contre quelconques infections virales.

Pourquoi tous les médias ont la même approche de cette situation ? (À part France Soir !)

Pourquoi ?

Pour qui ?

C'est important d'ouvrir son esprit et de se poser ces questions.

6 - J'ajouterais à toutes ces questions pertinentes :

- Pourquoi aucun comité d'éthique n'est-il mis en place et consulté, alors que la question de la vie/la liberté/la mort est omniprésente, comme pour l'euthanasie, l'IVG, etc...

- Pourquoi n'est-il pas demandé à chaque médecin interviewé ses "conflits d'intérêt", comme le préconise le Dr Fauché ?

Ah ces anticapitalistes, ces révolutionnaires qui veulent nous museler.

NPA - Contre la peur ou pour faire peur ?

Du covid-19 au "Grand Reset" : que penser du film Hold-Up ?

https://www.revolutionpermanente.fr/Du-covid-19-au-Grand-Reset-que-penser-du-film-Hold-Up

LVOG - Inutile de perdre son temps avec ces gens-là, leurs arguments sont les mêmes que ceux de Macron, de l'OMS ou de Bill Gates. On retiendra le passage suivant qui a lui seul résume le degré de servilité du NPA. (POI, POID, LO, etc.)

- "Il ne s'agit pas (...) de se battre pour ne pas porter de masque".

LVOG - Que deviendriez-vous sans masque ?

Commentaires d'internautes.

1- J'ai vu le film, j'ai trouvé plein de chose vrai et le fait que toute la presse, qui nous ment a longueur de temps, le critique joue en sa faveur. Si ce film inspire la peur, celui qui reste chez lui a regarder BFM, CNew et toute les autres chaines est literalement mort de trouille... Je le constate tout les jours dans mon immeuble.

2- https://www.france24.com/.../20201007-covid-19-comment... Ca va mal pour les capitalistes! Ha bon tu te moques de qui?

Je te signale que le World Forum se passe a Davos en janvier 2021 et ils l'ont intitule " The Great Reset" pas pour toi ou moi mais bien pour eux. C'est pas un complot quand ils font de la pub, il faut juste se renseigner :https://fr.weforum.org/videos/the-great-reset-726dedeacb et faut etre vraiment naif ou con pour se dire que les plus riches vont renoncer au capitalisme,source de toutes les inegalites!

3- Révolution permanente qu'attendez-vous pour aller quémender votre récompense auprès du gouvernement qui fait tout pour censurer "Hold-up". Critiquer un documentaire, payé complètement par des citoyens qui n'ont pas les mêmes idées que vous, et non par des firmes pharmaceutiques, qui n'a pas l'heur de vous plaire, soit ! Mais ce n'est pas une raison de le démonter sur les mêmes bases soi-disant objectives des médias mainstream qui appellent à soutenir Joe Biden. Rosa Luxembourg disait que "la liberté c'est avant tout ceux qui pensent autrement !" The great Reset et l'holocauste des pauvres existent ; il suffit d'observer comment le gouvernement et sa clique de médecins à ses ordres ont envoyé ad patres les vieux en détresse respiratoire dans les Ehpad. On ne vous a pas beaucoup entendu sur la question du Rivotril... La lutte armée contre les crapules qui nous gouvernernent se fera sans doute sans vous... Allez supporter vos quelque élus du NPA et leurs strapontins dans les conseils généraux et foutez la paix aux gens qui veulent arracher les masques et se battre franchement contre le système capitaliste...

4- Vous n'avez toujours pas compris que ce virus est purement politique. Il faut vraiment être con pour croire à cette horrible épidémie qui n'a fait qu'un peu plus de 1 million de morts en 11 mois. Les GAFA, les politiciens corrompus et les multinationales ont de beaux jours devant eux. Et RDV dans 10 ans quand vous verrez alors que ce qui est annoncé dans hold up se sera en grande partie réalisé.

5- Les pauvres riches capitalistes n'ont vu leur patrimoine augmenter que de 438 pour cent en 10 ans... Une misère...

6- Il me semble que la question principale suite à l'écoute de ce film est: est ce que cette technologie qui permet grâce à des nanoparticules d'attenter à la vie de certaines personnes (nous voyons ce que l'on fait parfois de substances radioactives) et si Oui entre les mains de qui et sous le contrôle publique de qui ou quoi se trouve t'elle? Il me semble que les recherches autour de ces nanoparticules jouit d'une belle opacité. De la à penser que des sociétés privées transnationales puissent penser les choses en fonction de l'idée qu'elles se font de leurs intérêts privées ça serait ni la première fois ni absolument absurde. Trop de pouvoir entre les mains de trop peu de gens et avec si peu de contrôle public peut amener froideur et cynisme. Donc la question me semble être : est ce que techniquement, scientifiquement c'est possible?

7- Après avoir insulté puis divisé les Gilets Jaunes, après avoir collaboré avec les Frères Musulmans, le NPA montre encore

son visage de faux-ami, opposition contrôlée, traîtres sans vergogne.

8- On sent que l'auteur de l'article est très mal à l'aise pour critiquer, qu'il se retient de dire tout le mal qu'il pense du documentaire du fait de son succès "populaire". Le Parti des travailleurs belges (PTB) n'a visiblement pas les mêmes états d'âme contre le très puissant et très maléfique lobby pharmaceutique. Je me rappelle 2 ou 3 ans en arrière, le PTB organisait des déplacements en autobus de travailleurs pour leur permettre d'acheter des médicaments en dehors de Belgique afin d'éviter les prix abusifs des pharmacies wallonnes. Ces derniers jours un député européen du PTB a exigé que la Commission publie les contrats avec Gilead et Pfizer de manière à pouvoir les auditer. Les gens qui ont gardé un sens critique attendent du NPA des initiatives originales pour harceler ces labos dans tous les lieux de pouvoir et jusque dans les toilettes du parlement européen si nécessaire. Ils n'attendent pas de vous que vous bêliez avec les medias dominants, pour fustiger un documentaire qui vise à redonner un peu d'air frais dans les espaces confinés par un capitalisme nauseabond.

LVOG - Sans rire, le lundi 16 novembre à 9h, aucun article sur Hold-up dans le blog du PTB, ni dans celui de Michel Collon. Idem sur le blog national du NPA et de LO.

On a quand même trouvé sur le Net un article à peu près convenable.

Le nouvel ordre mondial capitaliste/fasciste se met en place sous couvert du Covid-19 par Jimmy Dalleedoo - legrandsoir.info 14 novembre 2020

https://www.legrandsoir.info/le-nouvel-ordre-mondial-capitaliste-fasciste-se-met-en-place-sous-couvert-de-la-covid-19.html

Cette réaction aussi.

http://www.cgt-unilever-hpc-france.com/2020/11/le-confinement-n-est-pas-lie-a-la-mortalite-professeur-toussaint-13/11/2020.html

Sinon il y a des interventions dans lesquelles il faut procéder à des tries.

Didier Raoult interviewé par Laurent Ruquier sur les incohérences de la crise sanitaire en France. - 7 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=BOSULYvi9r4

" Le confinement n'est pas lié à la mortalité " - Professeur Toussaint (13/11/2020)

https://www.youtube.com/watch?v=e3C5n4PxLcM

Alexandra Henrion-Caude : "L'épidémie à ce jour ne justifie pas une urgence sanitaire nationale" - Sud Radio 15 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=M7s38PJ9wzc

Un point de vue.

- Le déchaînement de la presse et d'une certaine classe politique devrait aussi nous questionner. Tout comme la censure qui s'est immédiatement abattue sur le film et ses canaux de diffusion. On peut contester les thèses de Hold-Up, on peut critiquer les propos des intervenants, mais tout de même : il n'y a rien qui relève d'une quelconque qualification problématique en-dehors du délit d'opinion ! L'équipe de production a fait un excellent travail et nul ne pourrait sérieusement prétendre qu'il y ait quoi que ce soit de répréhensible dans ce film.

Barnérias montre la réalité de cette « machine de guerre », avec la dominance mondiale de trois grandes agences (Agence France Presses, Reuter et Associated Press) dont l'ensemble des médias nationaux reprennent aujourd'hui docilement (et même servilement) les contenus.

Le métier de journaliste s'est étiolé jusqu'à ne plus constituer pour l'essentiel qu'un copier-coller des nouvelles de ces agences, que l'on ne prend plus la peine de vérifier dès lors qu'elles émanent d'elles. Ô coïncidence, ce sont les mêmes qui passent maintenant au peigne fin les réseaux sociaux pour faire œuvre de police de la pensée, entraînant (c'est une nouveauté) la censure de contenus pouvant aller jusqu'à des articles publiés dans des revues scientifiques (s'ils montrent le résultat positif d'une molécule dont on ne veut pas)… ou des films documentaires !

Que cette surveillance et cette censure ne fassent pas hurler (bien plus que Hold-Up, qui à ce que je sache relève de la liberté d'opinion et d'expression) me questionne passablement.

Le mot a bien sûr été utilisé à toutes les sauces : « complotistes » !

Je pense sincèrement que ceux qui l'utilisent devraient avoir honte. D'abord parce qu'il s'agit d'une injure, passible d'une condamnation pénale. Ensuite parce que ce vocable a une longue histoire associée à des dictatures, l'utilisant pour disqualifier a priori ceux qui entreprenaient de révéler au grand jour leurs crimes. Enfin parce que selon l'adage il convient d'être mesuré : croire que tout est complot ou que rien ne l'est sont des positions aussi déraisonnables l'une que l'autre.

Sur les autres thèses ou hypothèses du film je ne m'aventurerai pas, y étant hors de mon domaine de compétences. On me trouvera malgré tout très soupçonneux de la place insensée prise par Bill et Melinda Gates (et leurs lobbies vaccinaux) à tous niveaux puisqu'ils financent l'ensemble des organisations internationales, nationales et scientifiques impliquées dans cette histoire, de l'OMS au tristement fameux Imperial College et au Centre John Hopkins, de Swissmedics au Monde et de nombreux titres de presse en passant bien sûr par les HUG et le CHUV.

Est-ce normal ? Est-ce sain ? Est-ce disproportionné au regard de la souveraineté actuelle des États ? Autant de questions où l'on aimerait aussi entendre nos responsables politiques -ou sur lesquelles un débat démocratique et citoyen pourrait faire sens.

Sachant -et c'est la pointe du film- que Gates (comme Bezos ou Musk) est bel et bien un transhumaniste délirant rêvant d'améliorer l'espèce humaine grâce à des manipulations transgéniques : il voit (et le dit ouvertement) le vaccin contre le Covid comme un premier pas majeur dans cette direction ! jdmichel.blog (Un anthropologue suisse) 13 novembre 2020

Les représentants et chiens de garde du régime se déchaînent. Quelques exemples.

Les infos de 6h30 - "Hold-Up" : le gouvernement dénonce une propagande complotiste - rtl.fr 13 novembre 2020

- Un film qui remet en cause les politiques déployées pour lutter contre le coronavirus. (A juste titre.)

- Un documentaire qui inquiète surtout le gouvernement et la majorité qui dénoncent une propagande. (Une contre-propagande.)

- Le discours est toujours le même : relativiser l'épidémie. (C'est salutaire.)

- Le coronavirus n'est pas grave et le masque ne sert à rien. (On ne vous le fait pas dire.)

- Au final, Hold-Up instille l'idée que les dirigeants politiques et les scientifiques seraient de mèche, voire corrompus au bénéfice des industries pharmaceutiques. (Ne soyez pas modeste !)

- "Le but, c'est de venir instillller le doute", assure l'ancien ministre Mounir Mahjoubi, Président du Conseil national du numérique. (Si l'objectif était atteint, bravo!)

LVOG - Je suis un peu comme un journaliste d'investigation qui cherche, et quand je ne trouve rien, je me dis qu'il n'y a rien, et si je trouve quelque chose, à partir de ce moment-là je ne peux plus faire comme s'il n'y avait rien. Au départ je pars du principe que je ne sais rien. Il y en a qui s'acharnent jusqu'à trouver ce qui n'y est pas qui se substitue à la réalité, et là ils ne deviennent pas des complotistes parce qu'ils n'ont aucun pouvoir, ce sont ceux qui le détiennent qui ont les moyens de comploter, ce sont juste des illuminés, des mythomanes, ils fabriquent des histoires et y croient, trait qu'ils ont en commun avec les psychopathes qui détiennent le pouvoir, et qui eux s'en servent pour nuire à la population.

Ce qui m'étonne, c'est qu'on puisse critiquer un film sans l'avoir vue, sans donner de détails, sans citer des faits précis, du coup on ne peut pas évaluer la qualité de ces arguments qui sont dès lors nuls et non avenus.

- Covid-19 : quels ressorts utilise le film "Hold-up" pour dénoncer les "mensonges" autour de la pandémie ? - Franceinfo 14 novembre 2020

- « Hold-up », le documentaire sur le Covid taxé de complotisme qui échauffe les réseaux sociaux - nouvelobs.com 12 novembre 2020

- « Hold-Up » : On a vérifié les affirmations de ce documentaire qui entend dénoncer la gestion de l'épidémie de Covid-19 - 20 Minutes 14 novembre 2020

- Succès du film conspirationniste "Hold up" sur le Covid-19 : "Une grande partie de nos concitoyens ne croient plus en la parole publique", dit une historienne - Franceinfo 13 novembre 2020

- Covid-19 : «Hold-up», les coulisses d'un coup bien monté - Le Parisien 11 novembre 2020

Marie Peltier, historienne. Je suis assez étonnée que l'on parle peu de l'antisémitisme de ce documentaire. Pratiquement toutes les personnes pointées comme responsables, sont juives. Le Parisien 11 novembre 2020

LVOG - On lui décernera la palme de l'amalgame infâme. Et pourquoi parmi les plus grandes fortunes du monde les personnes d'origine ou de confession juive sont-elles surreprésentés ? Devrait-on le nier ? A quel titre ? C'est vous qui alimentez l'antisémitisme, car vous n'en avez jamais rien eu à foutre des juifs, dont la plupart des Palestiniens et un grand nombre d'Arabes, les Saouds par exemple.

- Covid-19 : quatre choses à savoir sur le documentaire "Hold-up", qui prétend dénoncer les "mensonges" autour de la pandémie - Franceinfo 13 novembre 2020

- Covid-19 : "Hold-up", le documentaire qui dénonce un "complot mondial", fait polémique - Franceinfo 12 novembre 2020

"Il n'y a aucune raison que ce qui est interdit dans la rue ne le soit pas sur internet", a déclaré vendredi 13 novembre le député européen Europe Ecologie-Les Verts Yannick Jadot, sur Radio Classique, plaidant pour une législation plus forte concernant les contenus en ligne. Franceinfo 12 novembre 2020

LVOG - Cette gauche pro confinement, pro masque, pro censure, vous ne trouvez pas qu'elle pue ou qu'elle a davantage sa place à l'extrême droite ? Hier, c'était les mêmes, mais c'était une autre époque, c'était mieux camouflé.

- Docteur Jérôme Marty : « Le film Hold-Up est un ramassis de toutes les théories complotistes sur la Covid19 »" - putsch.media 13 novembre 2020

Jérôme Marty, médecin généraliste, président du syndicat de l'Union française pour une médecine libre (UFML)

« C'est avec stupeur que j'ai découvert le film Hold-Up qui est un ramassis de toutes les théories complotistes sur la Covid19 et dans lequel des soignants se permettent d'accuser notre profession de truquer les chiffres… » putsch.media 13 novembre 2020

Hold-up, vidéo et présentation.

Censuré par : Facebook, Viméo, DailyMotion, notamment.

COVID 19 Documentaire inédit Hold Up https://www.youtube.com/watch?v=nKBR2XRql8M

Ceci n'est pas un complot NOTE d'INTENTION - 9 octobre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=Ja0TmiBSrhA&feature=emb_title

Dans cette courte vidéo, le réalisateur explique pourquoi il tourne un documentaire sur la manière dont les média "racontent" le Covid. Le film sortira fin 2020, début 2021.

Christophe Cossé "A-t-on le droit de sacrifier notre liberté pour notre sécurité sanitaire ?" - Sud Radio 11 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=uaDOb5QZa60

Le debriefing de Christophe Cossé, producteur du film "Hold-Up" - 6 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=-ZSJ27H1YoU

Hold up de Sanofi : extrait final de ce documentaire censuré - 16 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=yybosfr9GYU

- D'une durée de 2 heures et 43 minutes, Hold-up a été réalisé par l'ancien journaliste Pierre Barnérias (qui a collaboré à des émissions de France Télévisions) et les réalisateurs Nicolas Réoutsky et Christophe Cossé (qui a travaillé pour des émissions de France 3 et d'Arte, mais se présente aussi, sur sa fiche LinkedIn, comme "maître praticien PNL en parhypnose"). Le projet a

été financé, entre autres, par la plateforme de cagnotte participative Ulule qui a réuni près de 183 000 euros via "5 232 contributeurs". Il est accessible "sur une plate-forme de streaming… ou encore sur Facebook où des versions pirates se comptent par dizaines", relève la RTBF, la télévision publique belge.

Le film se présente comme un documentaire sur les "mensonges" autour du Covid-19. "Nous avons mené l'enquête. Mensonges, corruption, manipulations : retour sur un chaos", écrivent ses producteurs sur la bande-annonce et le compte Twitter consacré à ce film. Franceinfo 13 novembre 2020

Censure.

Le film a-t-il été retiré de la plateforme Dailymotion. Il en va de même sur Vimeo "où la page n'est plus disponible", déplore Tprod, un des producteurs de Hold-up, sur sa page Facebook.

"Votre vidéo a été supprimée car elle ne respecte pas les règles", écrit Vimeo à la maison de production, selon le document montré par Tprod. "Motif : vous ne pouvez pas mettre en ligne des vidéos (...) prétendant à tort que des catastrophes de grande ampleur sont des canulars et émettant des allégations erronées ou mensongères sur la sécurité des vaccins."

Interrogé par franceinfo, le producteur Christophe Cossé déclare ne pas avoir d'explication quant au retrait du documentaire.

Le projet a été 'pitché' le 11 août sur la plateforme. Il s'est lancé le 17 août. Très vite on s'est rendus compte qu'il débordait du cadre initial supposé (le pluralisme des voix) pour devenir un étendard de thèses complotistes très éloignées de ce que l'on défend sur Ulule", explique sur Twitter Alexandre Boucherot, fondateur du site de financement participatif.

Il explique que la plateforme n'a donc fait aucune publicité pour le documentaire et que "l'intégralité de la commission perçue" sera reversée "à une association de défense de l'information". Franceinfo 13 novembre 2020

Bienvenue au gouvernement mondial totalitaire.

Intox et désintox.

Dans une interview, Klaus Schwab, le cofondateur et président du Forum de Davos a déclaré "que le monde était à un tournant pour l'humanité aujourd'hui."

- "Covid-19 is the most devastating and immediate crisis we are facing". business-standard.com 26 octobre 2020

Traduction : "*Covid-19 est la crise la plus dévastatrice et la plus immédiate à laquelle nous sommes confrontés*", or c'est faux, c'est la manière dont elle a été provoquée, puis gérée qui est dévastatrice et non la Covid-19. Donc l'intention de nuire délibérément aux intérêts de tous les peuples ne fait plus aucun doute.

Klaus Schwab : "Réinitialiser le multilatéralisme pour mieux coopérer" - euronews.com 17 novembre 2020

LVOG - A l'entendre, les 1.000 milliardaires les plus fortunés et puissants du monde qui sont représentés au Forum économique mondial, n'auraient que de bonnes intentions envers tous les peuples. L'art de présenter un projet de société totalitaire, de manière à ce que les naïfs croient qu'il serait progressiste et humaniste.

- Le professeur Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum économique mondial, estime qu'une réinitialisation des systèmes de coopération internationale est possible. Il a publié un livre à ce sujet. Il nous répond dans The Global Conversation.

Isabelle Kumar, euronews : "Quand vous regardez l'état du monde actuellement, quel est le premier mot qui vous vient à l'esprit ?"

Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum économique mondial :

"Le mot "réinitialisation" me semble approprié car nous sommes toujours en train de combattre le virus, mais nous pouvons être plutôt optimistes après ce que nous avons vu avec l'annonce des vaccins. Nous devons maintenant réfléchir à la manière de structurer, de concevoir l'ère post-coronavirus. Et de ce point de vue, évidemment, le mot "réinitialisation" me vient à l'esprit parce qu'une chose est claire : nous ne pouvons pas revenir à l'ancienne normalité. Nous devons profiter de cette occasion - à l'image de ce qu'ont fait nos parents et nos grands-parents après la Seconde Guerre mondiale - pour réfléchir réellement à ce qui n'a pas fonctionné et à ce que nous pourrions faire de mieux."

"Rendre le monde plus résistant, plus inclusif et plus vert"

Isabelle Kumar : "Quelle est votre priorité en déclenchant - si vous le pouvez - cette réinitialisation ?"

Klaus Schwab : "Je pense qu'il y a trois dimensions, trois priorités. La première, c'est de rendre le monde plus résistant parce que nous devrons certainement faire face à d'autres surprises, à des situations difficilement prévisibles que les commentateurs appellent des "cygnes noirs" et peut-être à différents types de virus. La deuxième priorité, c'est que nous devons rendre le monde plus inclusif, plus juste parce que nous avons vu que nous avons atteint un nombre insoutenable de personnes qui se sont senties exclues. Enfin, il faut que notre monde devienne plus vert. Nous devons mettre toute notre énergie dans la décarbonisation pour éviter qu'à l'avenir, nous ayons une catastrophe majeure dont nous avons les premiers signes aujourd'hui."

Isabelle Kumar : "Oui, malheureusement. Professeur, nous allons revenir sur certains points que vous avez soulevés, mais d'abord, j'aimerais parler du mécanisme COVAX. Parce qu'à certains égards, quand on voit ce voile sombre que le Covid 19 a jeté sur le monde, ce mécanisme est une lueur d'espoir - parce qu'il a montré comment les nations les plus riches peuvent s'occuper de celles qui sont confrontées à plus de difficultés. Dans quelle mesure l'expérience de COVAX qui vise à donner aux nations les plus pauvres, un accès à la vaccination, influence-t-elle votre vision d'une société plus inclusive ?"

Klaus Schwab : "C'est une lueur d'espoir car cela confirme l'efficacité qui peut être atteinte quand nous avons les bons partenaires pour travailler ensemble. C'est une approche systémique. Nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes dans le monde en adoptant des approches simples et COVAX intègre à cette démarche sur les vaccins, les traitements, les tests et les bonnes stratégies en matière de politique de santé. Donc ce qu'il nous faut au niveau mondial à l'avenir, c'est une approche beaucoup plus systémique parce que nous savons que tout est interdépendant. Tout est relié non seulement à l'échelle de la planète, mais si vous prenez les questions sociales, économiques, politiques, elles sont toutes interconnectées. Nous avons donc besoin d'une approche systémique."

"COVAX est une étape très importante pour que le fossé entre pays développés et émergents ne se creuse pas"

Isabelle Kumar : "Professeur, s'il nous faut cette approche systémique, nous avons quand même un petit problème au sujet du COVAX justement : alors que l'Union européenne a rapidement soutenu cette initiative, il y a des acteurs comme les États-Unis, la Russie et la Chine qui n'en font pas partie."

Klaus Schwab : "Il est possible que les États-Unis nous rejoignent à l'avenir. Je pense que COVAX est aussi une étape très importante pour nous assurer que le fossé entre les pays développés et les pays émergents - les pays les moins développés - ne se creuse pas. Nous avons vu combien le coup porté par le virus à ces pays est grave et préjudiciable. Et avec COVAX, nous veillons à ce que ces populations puissent elles aussi bénéficier de ce programme - y compris évidemment au niveau européen et avec une coopération bien meilleure par rapport à ce que nous avons vu dans le passé -. Nous nous assurons qu'il n'y ait pas une injustice plus grande dans la distribution de tous ces remèdes dont nous avons besoin pour lutter contre ce virus."

Isabelle Kumar : "Vous avez dit qu'il est possible que les États-Unis intègrent ce mécanisme, évidemment avec l'accession au pouvoir de Joe Biden. Mais vous n'avez pas parlé de la Chine. Je sais que vous êtes en contact avec la plupart des dirigeants du monde. Les autorités chinoises vous ont-elles indiqué qu'elles pourraient être prêtes à rejoindre un tel mécanisme ?"

Klaus Schwab : "Honnêtement, je n'en sais rien. Mais bien sûr, j'ai conscience que la Chine doit être prise en compte dans cette réinitialisation. Il faut que tous les pays soient intégrés. Ce n'est pas seulement le virus qui nous relie. Je pense aussi aux autres questions : le terrorisme, la pauvreté, l'environnement. Toutes ces questions exigent une coopération mondiale. Sinon, nous ne réussirons pas."

"Avec l'élection de Joe Biden, j'ai bon espoir que nous puissions créer les systèmes dont nous avons besoin pour le XXIe siècle"

Isabelle Kumar : "Vous êtes un ardent défenseur du multilatéralisme, d'une société multipartite. Avec le départ de Donald Trump dont nous venons de parler, pensez-vous qu'il donne aujourd'hui, un nouvel élan au système multilatéral ? Allons-nous retourner au multilatéralisme traditionnel ? Ou la communauté internationale a-t-elle pris une nouvelle voie ?"

Klaus Schwab : "Je pense que là aussi, nous devons réinitialiser le système. Nous ne pouvons pas revenir au multilatéralisme que nous avons établi après la Seconde Guerre mondiale. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une réforme du système international. Il suffit de penser à l'OMC - l'Organisation mondiale du commerce -. Nous devons intégrer de nouvelles dimensions du commerce mondial : par exemple, tout ce qui a trait au commerce électronique, etc. Donc, il est clair que le multilatéralisme sera encouragé par l'élection de Joe Biden à la présidence des États-Unis. Et j'ai bon espoir que nous puissions maintenant créer les systèmes dont nous avons besoin pour le XXIe siècle." euronews.com 17 novembre 2020

LVOG - La présentation d'Euronews montrait à quel point les agences de presse sont inféodées à l'oligarchie.

- Cela peut sembler absurde, mais le Covid-19 pourrait donner l'occasion à la communauté internationale d'avoir une

deuxième chance d'agir dans le bon sens. La pandémie a brutalement mis en évidence les injustices à travers le monde : l'aggravation de l'écart de richesse, l'inégalité d'accès aux soins de santé, la précarité de l'emploi et l'accentuation de la crise climatique. Elle a aussi fait tomber le masque de dirigeants qui travaillent pour eux-mêmes plutôt que pour leurs citoyens. Mais elle a également montré de manière inédite que le monde peut agir de manière coordonnée et rapide pour le bien commun. euronews.com 17 novembre 2020

Voici l'avis du co-fondateur de LinkedIn sur l'avenir du travail - fr.weforum.org 21 octobre 2020

LVOG - Leur cynisme est sans fond, nous sommes en présence de monstres de cruauté qui osent tout. Ils sont responsables de maux qu'ils prétendent traiter, de telle sorte qu'on serait bien mal avisé de les critiquer.

- Les conséquences économiques vont voir les inégalités s'accélérer.

- L'une des choses que nous avons découvertes dans le cadre de notre travail avec le Forum Économique Mondial est l'importance de l'apprentissage à distance. La transmission de compétences à distance est absolument essentielle à une époque où tant de choses changent", a-t-il déclaré lors d'un entretien avec le Forum. "Et franchement, se réunir pour apprendre de nouvelles choses est plus difficile".

L'accès à l'éducation est donc vital, a-t-il ajouté. "Cela signifie des investissements de base dans les infrastructures comme l'accès à la large bande et les appareils mobiles". (Large bande signifie G5, etc. - LVOG)

- "L'impact le plus important va en fait être l'accélération des inégalités". Une crise où les riches s'enrichissent - en argent, en compétences, en relations, a-t-il expliqué.

Et ce sont ces personnes qui seront les mieux placées pour naviguer dans le nouveau monde dans lequel nous entrons, a-t-il dit. Nous devons donc prendre un engagement, un engagement qui rende un sentiment d'égalité, d'accès et d'opportunité.

"La pandémie nous a laissé avec de graves conséquences économiques. Nous vivons essentiellement dans un monde où les personnes les plus mal desservies, les plus sous-représentées, sont les plus touchées par la pandémie".

- "Les emplois de demain sont basés sur la technologie", a déclaré M. Blue. "Mais aussi extrêmement humains et centrés sur l'homme."

Il a expliqué que, si les emplois peuvent être technologiques - par exemple, un spécialiste des données ou un ingénieur en intelligence artificielle - ils peuvent être associés à un vendeur, qui sait comment utiliser la technologie, ou à un spécialiste du marketing qui comprend comment fonctionne l'IA. (Voilà pour ce qui en est de leur conception de l'humain soumis à l'IA. - LVOG)

"Cette combinaison de ces considérations humaines et créatives, avec la technologie qui va permettre ces marchés et ces rôles à l'avenir, c'est la combinaison que nous recherchons vraiment." (Il s'agit bien de créer artificiellement de nouveaux marchés parce que ceux existant ne suffisent plus ou sont saturés, ce qui nous ramène à la crise du capitalisme. - LVOG)

Dans la page d'accueil du Forum économique mondial.

LVOG - La jonction avec le Green New Deal. Vous comprenez maintenant l'enchaînement, la psychose climatique était un test à l'échelle mondiale, constatant qu'elle s'était déroulée sans encombres notoires, ils sont passés immédiatement à le seconde phase de leur plan. Evidemment tout le monde ou presque l'ignorait, il est là le complot et pas ailleurs.

- Leaders appeal to private sector on climate at Green Horizon Summit - devex.com 13 nov. 2020

- Cuáles son los empleos verdes más solicitados en el mundo y cómo podemos prepararnos para ellos - bbc.com 12 nov. 2020

- COVID-19 further complicated ‘biggest cancer killer’ diagnosis - euractiv.com 13 nov. 2020

Vaccination.

- Africa, vaccini: le prospettive di un continente dove in certi Paesi c'è un ospedale per 1 milione di abitanti - repubblica.it 28 oct. 2020

- We may soon have a COVID-19 vaccine. But will enough people take it? - reuters.com 09 nov. 2020

- COVID: Près de la moitié des Français n'ont pas l'intention de se faire vacciner, selon un sondage - bfmtv.com 10 nov. 2020

- Klaus Schwab, fundador del Foro Económico Mundial: “Me preocupa el riesgo de estallido de una crisis social” - - elpais.com 10 nov. 2020

QUATRIEME PARTIE

POLITIQUE

Etats-Unis

LVOG - Pourquoi ont-ils monté une cabale contre Trump ? La réponse. Vous aurez observé que tous les partis dits de gauche ou d'extrême gauche se sont empressés de la relayer. Les guerres coloniales ou impérialistes, ils adorent !

Le nouveau chef par intérim du Pentagone: «Toutes les guerres doivent prendre fin» Par Observateur Continental - Mondialisation.ca, 17 novembre 2020

Dans son premier message aux forces militaires américaines, le chef par intérim du Pentagone, Chris Miller, a, comme relaté par CNBC, déclaré qu’il était temps de mettre fin aux guerres américaines au Moyen-Orient.

Chris Miller, le nouveau secrétaire américain à la Défense par intérim, a écrit : « Nous avons relevé le défi ; nous avons tout donné. Maintenant, il est temps de rentrer à la maison ».

Dans son premier message aux forces militaires américaines, le chef par intérim du Pentagone, Chris Miller, a déclaré qu’il était « las de la guerre » et qu’il était temps de mettre fin aux conflits américains au Moyen-Orient. Lundi, Miller a accédé au poste de secrétaire à la Défense par intérim après le renvoi soudain décidé par Donald Trump du secrétaire à la Défense Mark Esper.

Il a écrit, comme précisé par CNBC, un message tôt samedi dernier à destination des employés du ministère de la Défense « qu’en effet, ce combat a été long, nos sacrifices ont été énormes et beaucoup sont fatigués de la guerre – j’en fais partie – mais c’est la phase critique dans laquelle nous faisons passer nos efforts d’un rôle de leadership à un rôle de soutien » car « nous ne sommes pas un peuple de guerre perpétuelle – c’est l’antithèse de tout ce que nous défendons pour lequel nos ancêtres se sont battus. Toutes les guerres doivent prendre fin ». Le chef par intérim du Pentagone a rajouté que les États-Unis étaient « sur le point de vaincre al-Qaïda et ses associés » et que « nous avons relevé le défi ; nous avons tout donné ».

Selon un rapport du département de la Défense, cité par CNBC, les guerres en Afghanistan, en Irak et en Syrie ont coûté aux contribuables américains plus de 1,57 billion de dollars depuis le 11 septembre 2001 et la guerre en Afghanistan, qui a traîné pour devenir le plus long conflit américain, a commencé il y a 19 ans et a coûté 193 milliards de dollars aux contribuables américains, selon le Pentagone.

Washington réduit sa présence militaire en Afghanistan et en Irak - AFP 17 novembre 2020

Près de 20 ans après les attentats du 11-Septembre, les Etats-Unis vont réduire le nombre de leurs soldats en Afghanistan et en Irak à la mi-janvier 2021, tenant ainsi une promesse faite par Donald Trump malgré les craintes de leurs alliés de voir les groupes extrémistes se renforcer. AFP 17 novembre 2020

Après l'Irak et l'Afghanistan, Trump pourrait retirer les troupes US de Somalie - Reuters 18 novembre 2020

Donald Trump pourrait retirer la quasi-totalité des soldats américains présents en Somalie dans le cadre d'une démarche mondiale en ce sens, ont déclaré mardi des représentants américains, alors que Trump va réduire drastiquement la présence militaire des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan. L'armée américaine n'a pas reçu un tel ordre pour le moment en Somalie et aucune décision n'a été actée, ont précisé les représentants, s'exprimant sous couvert d'anonymat. Reuters 18 novembre 2020

USA 2020: Trump limoge le chef de la cybersécurité, qui défendait l'intégrité du vote - Reuters 18 novembre 2020

Donald Trump a annoncé mardi sur Twitter le limogeage du directeur de l'Agence de cybersécurité et de sécurité des infrastructures (Cisa), Chris Krebs, accusant celui-ci d'avoir effectué un communiqué "très inexact" en défendant l'intégrité de l'élection présidentielle américaine du 3 novembre.

Donald Trump a tweeté mardi que Chris Krebs avait garanti à la population que l'élection présidentielle avait été protégée alors même qu'il y a eu, selon Trump, des "irrégularités massives et une fraude - dont des personnes décédées qui ont voté". Les machines électorales ont commis des erreurs ayant attribué des votes Trump à Biden, a-t-il ajouté.

Twitter a très rapidement apposé une mention aux messages publiés par le président sortant pour avertir de la véracité contestée des propos de celui-ci sur le scrutin. Reuters 18 novembre 2020

Le tiers de l'équipe de transition de Biden provient du complexe militaro-industriel Réseau Voltaire 17 novembre 2020

Joe Biden, qui se considère comme le président élu des États-Unis, a rendu public la composition de son équipe de transition. Elle est chargée, dès la proclamation officielle des résultats en sa faveur, de contacter l'administration Trump et de prendre connaissance des dossiers.

Cette mission n'est pas prévue par la Constitution, mais a existé lors de tous les changements de locataire de la Maison-Blanche depuis la Seconde Guerre mondiale.

Au moins un tiers de ces collaborateurs de Joe Biden provient du complexe militaro-industriel, en premier lieu de trois think tanks, le Center for Strategic and international Studies (CSIS), le Cen-ter for a New Amer-i-can Secu-ri-ty (CNAS) et la Rand, et de quatre sociétés, General Dynamics, Raytheon, Northrop Grumman et Lockheed Martin. Réseau Voltaire 17 novembre 2020

"One Third of Biden's Pentagon Transition Team Hails From Organizations Financed by the Weapons Industry", Sarah Lazare, In these Times, November 11, 2020

https://inthesetimes.com/article/joe-biden-department-of-defense-pentagon-transition-team-weapons-industry-military

Conversation "chaleureuse" entre Netanyahu et Biden - Reuters 17 novembre 2020

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a eu mardi une "conversation chaleureuse" avec le président élu américain, Joe Biden, rapportent les services du chef du gouvernement israélien. "Ils sont convenus de se rencontrer bientôt afin de discuter des dossiers en cours et ont réaffirmé la nécessité d'une alliance forte entre Israël et les Etats-Unis", précise le cabinet de Netanyahu.

Comment a fonctionné la fraude aux Etats-Unis lors de l'élection présidentielle. Mode d'emploi.

LVOG - En résumé. Tous les bulletins de vote par correspondance ont été reçus dans la matinée du 4 novembre, soit après le dépôt légal fixé au 3 novembre à minuit.

Au Wisconsin, Michigan, en Pennsylvanie, ainsi qu'en Géorgie, Trump disposait d'une large avance sur Biden avant le décompte des votes par correspondance, qui tous se porteront sur Biden et inverseront l'issue du scrutin en sa faveur.

Peter Koenig - Il (Trump) savait qu'ils planifiaient une fraude électorale massive, lorsqu'ils ont insisté pour que les votes par correspondance des citoyens étasuniens vivant aux États-Unis, similaires aux votes par correspondance, soient comptés à la fin.

- Entre 3h30 et 4h30 du matin, ils ont « trouvé » 140 000 bulletins de vote par correspondance pour Biden dans le Wisconsin ;

- Entre 3h30 et 5h du matin, ils ont « trouvé » 200 000 bulletins de vote par correspondance pour Biden dans le Michigan ;

- Entre 2 heures et 4 heures du matin, ils ont trouvé un million (1 000 000) de bulletins de vote par correspondance en Pennsylvanie.

- Tous les bulletins de vote par correspondance ont été « reçus » dans la matinée du 4 novembre, bien au-delà de la date limite de vote. Tous pour Biden, aucun pour Trump.

Les républicains n'ont pas été autorisés à être présents à proximité du dépouillement du scrutin en tant qu'observateurs, comme le veut la règle courante dans le dépouillement des élections, à savoir que l'opposition est présente, pour observer le processus de dépouillement. Exemple donné en Pennsylvanie par l'ancien maire de New York, Rudy Giuliani, qui dénonce « la fraude et la corruption » à Philadelphie, sa ville natale.

Et la fraude et la corruption ont cours dans au moins deux autres États, le Wisconsin et le Michigan, et peut-être aussi en Géorgie – et peut-être dans d'autres États.

Le président Trump n'était pas d'accord en principe avec le vote par correspondance des citoyens avec les États-Unis, car cela ne se fait généralement pas. Les votes par correspondance oui, étaient disponibles pour des militaires et des Étasuniens vivant à l'étranger, mais pas pour des citoyens étasuniens vivant aux États-Unis. Trump a finalement accepté de faire le vote par correspondance, mais il a déclaré que ces votes par correspondance doivent avoir été reçus avant la date limite du vote – soit le 3 novembre – et doivent être comptés en premier.

Cependant, le Comité national démocrate (DNC) a décidé autrement, à savoir que les votes par correspondance seraient comptés en dernier. Cela laisse la place à la fraude, car ces derniers votes ne seront très probablement pas comparés aux votes déjà exprimés. De plus ces votes ne seront pas non plus examinés avec la rigueur de validité qui caractérise la façon dont les bulletins de vote sont vérifiés aux bureaux de vote, faisant en sorte que des doubles votes peuvent être possibles. On a signalé des votes de « personnes décédés ».

M. Trump avait une avance considérable dans les États clés de la Pennsylvanie, du Wisconsin et du Michigan, ainsi qu'en Géorgie, ce jusqu'à ce que les bulletins de vote par correspondance arrivent et soient comptés – voir la vidéo ci-dessus. C'est alors que le vent a tourné en faveur des démocrates, donnant ainsi la victoire à Biden. (Le président Trump vient-il de lancer une « opération d'infiltration » contre le « marécage corrompu » du parti démocrate ? par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 14 novembre 2020)

Australie.

Des soldats australiens accusés de meurtres de prisonniers en Afghanistan - Reuters 18 novembre 2020

L'Australie a annoncé que 19 actuels et anciens membres de l'armée allaient être déférés pour avoir commis des exécutions extrajudiciaires présumées en Afghanistan, alors qu'était publié jeudi le rapport très attendu d'une enquête sur les agissements de l'armée dans le pays du Moyen-Orient entre 2005 et 2016. Dévoilant les conclusions de l'enquête, le plus haut général australien a déclaré que des informations crédibles attestaient de 39 exécutions extrajudiciaires commises par 25 membres des forces spéciales lors de 23 incidents distincts.

Tous ces assassinats ont été commis en dehors "du feu de l'action", a dit le général Angus John Campbell, avec des victimes pour la plupart prisonnières et non armées.

"Ces conclusions allèguent les plus graves violations du code de conduite militaire et des valeurs professionnelles. L'exécution illégale de civils et de prisonniers n'est jamais acceptable", a-t-il ajouté devant les journalistes à Canberra.

Le général a indiqué que dix-neuf membres actuels et anciens de l'armée allaient être déférés devant le procureur spécial qui doit être nommé sous peu et qui sera chargé de déterminer si les preuves sont suffisantes pour engager des poursuites pénales.

D'après le rapport, la majorité des victimes - parmi lesquelles des fermiers et des résidents - avaient été capturées avant d'être tuées; elles devaient donc être protégées par le droit international.

Le document, dont la version rendue publique a été grandement expurgée, comprend des accusations selon lesquelles de hauts membres des forces spéciales ont ordonné le meurtre d'Afghans désarmés. "Il y a des informations crédibles que de jeunes soldats ont été contraints par leurs commandants de patrouilles d'abattre un prisonnier, dans le but qu'ils tuent pour la première fois", est-il écrit.

Une fois le meurtre commis, ajoute le rapport, les responsables présumés mettaient en scène un affrontement factice en utilisant des armes ou de l'équipement étrangers pour justifier leurs actes.

Ces agissements n'ont pas été mis au jour plus tôt du fait d'une culture de l'omerta et du verrouillage des informations entre patrouilles.

En dépit de rumeurs, l'enquête officielle a été lancée en 2016 seulement après la publication par la télévision publique australienne de documents classifiés sur de possibles crimes de guerre en Afghanistan.

L'Australie est alliée des Etats-Unis dans la lutte contre les insurgés taliban en Afghanistan, où elle a des troupes présentes depuis 2002. Environ 1.500 soldats y sont actuellement déployés. Reuters 18 novembre 2020

Pérou

Pérou: Le président Manuel Merino démissionne, deux morts dans des manifestations - Reuters 15 novembre 2020

Le président par intérim du Pérou, Manuel Merino, a démissionné dimanche, moins d'une semaine après avoir pris ses fonctions, après des manifestations hostiles qui ont provoqué la mort de deux personnes et fait des dizaines de blessés au cours d'une des plus graves crises politiques que le pays ait connue depuis une vingtaine d'années.

Manuel Merino avait pris mardi la présidence par interim après la destitution du président Martin Vizcarra en raison d'accusations de corruption qu'il nie.

Mais une partie de la population a rejeté sa destitution et des milliers de péruviens étaient descendus dans la rue samedi pour manifester contre Manuel Merino.

Les manifestants ont occupé des places du centre de Lima dans l'après-midi. Les manifestations ont commencé paisiblement mais sont devenues plus intenses en début de soirée.

Certains manifestants ont jeté des pierres et tiré des mortiers d'artifices en direction des forces de police qui ont fait usage de gaz lacrymogènes.

Deux jeunes manifestants ont été tués dans des affrontements, selon le Bureau du Ombudsman à Lima. Le programme de santé public EsSalud a confirmé dans un communiqué que deux jeunes hommes étaient décédés de blessures par balle.

Selon le coordinateur national des droits de l'Homme, 102 personnes ont été blessées et au moins 41 sont portées disparues. Le ministère de la Santé a déclaré séparément que 63 personnes ont été hospitalisées après avoir été blessées ou avoir inhalé des gaz lacrymogènes. Au moins neuf ont été blessées par balle, selon les responsables.

Après les violences, 11 des 18 ministres du cabinet présidentiel, qui avaient prêté serment jeudi, ont annoncé leur démission. Reuters 15 novembre 2020

Le Pérou a un nouveau président après une semaine de chaos politique - AFP 17 novembre 2020

Le Parlement péruvien a élu lundi le député centriste Francisco Sagasti président par intérim, après une semaine de chaos politique qui a vu la destitution du président Martin Vizcarra puis la démission de son successeur Manuel Merino.

Francisco Sagasti, un novice en politique âgé de 76 ans, a été élu président du Parlement par les députés et devient automatiquement chef de l'Etat.

Francisco Sagasti, surnommé Don Quichotte en raison de sa barbe grisonnante et de sa silhouette longiligne, a cofondé en 2016 le parti centriste Morado (Parti violet), le seul qui n'a pas voté pour la destitution de M. Vizcarra.

Cet ingénieur de formation, ex-professeur d'université ayant aussi travaillé pour la Banque mondiale, a été élu député pour la première fois en mars 2020.

Parallèlement, la députée de gauche Mirtha Vasquez a été élue présidente du Parlement. Les prochaines élections générales sont prévues le 11 avril 2021. AFP 17 novembre 2020

A lire :

Au Pérou, l'ultra-droite prend le contrôle du gouvernement par Carlos Noriega (pagina12.com - 13 novembre 2020) - Mondialisation.ca, 18 novembre 2020

https://www.mondialisation.ca/au-perou-lultra-droite-prend-le-controle-du-gouvernement/5651228

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

Christophe Robert (fondation Abbé Pierre) : "300 000 personnes vivent dans la rue en France. C'est choquant dans un pays comme le nôtre. J'ai honte" - yahoo.com 17 novembre 2020

Depuis 2012, le nombre de sans-domicile fixe a doublé, selon la Fondation Abbé-Pierre et s'élève désormais à 300.000,

contre 141.500 lors de la dernière enquête officielle de l'Insee. Délégué général de la Fondation Abbé Pierre, Christophe Robert s'est exprimé au micro de Yahoo. yahoo.com 17 novembre 2020

Bientôt plus de 10 millions de pauvres en France, selon le Secours catholique - franceinfo 12 novembre 2020

LVOG - Il y en a toujours eu en masse en France, et tout le monde s'en est toujours accommodé. Ce sont les millions de travailleurs sacrifiés sur l'autel du réformisme ou de l'opportunisme, victimes oubliées de l'épouvantable conception de la lutte de classe depuis 70 ans de la soi-disant avant-garde.

- Le Secours catholique dresse un bilan inquiétant dans son rapport annuel sur la pauvreté, publié jeudi.

La pauvreté progresse en France. "Payer la cantine ou le loyer ? Se nourrir ou s'habiller ?" Des familles doivent faire des "choix impossibles" face à des charges contraintes toujours plus lourdes et des ressources insuffisantes, alerte le Secours catholique dans son rapport annuel sur la pauvreté, publié jeudi 12 novembre.

En 2019, l'association a aidé 1,4 million de personnes, dont plus de 650 000 enfants. Le niveau de vie médian de ces personnes s'élève à 537 euros, bien en-dessous du seuil de pauvreté fixé en 2018 à 1 063 euros. Dans une interview au Parisien, la présidente de l'association, Véronique Fayet, affirme : "La France franchira la barre des 10 millions de pauvres en 2020."

"La situation est dramatique"

Dans son rapport compilant des données de 2019, et donc d'avant la crise du Covid-19, le Secours catholique a étudié "en détail" le budget de 3 000 familles suivies par l'association, a expliqué à l'AFP Véronique Fayet. Une fois déduites les dépenses contraintes (loyer, factures d'eau et d'énergie, assurances...), la moitié des personnes vit avec moins de neuf euros par jour. Ce "reste pour vivre" doit financer nourriture, vêtements, produits d'hygiène, etc.

"Avec des budgets aussi serrés et en dessous des minima pour vivre décemment, les personnes que rencontre le Secours catholique sont quotidiennement contraintes à des choix impossibles", selon le rapport. Beaucoup doivent "privilégier les dépenses alimentaires au risque de ne pas être en mesure de payer un loyer ou des factures".

"La crise actuelle va encore augmenter la pauvreté et les inégalités, souligne Véronique Fayet. Beaucoup de personnes qui étaient dans une grande fragilité économique ont basculé dans la pauvreté. La situation est dramatique".

Les familles ont notamment souffert de la fermeture des cantines scolaires pendant le premier confinement : "Cela a généré des coûts supplémentaires énormes dans les familles de deux, trois, quatre enfants", explique la présidente. Par ailleurs, "des personnes qui se débrouillaient avec des petits boulots ont vu leurs ressources disparaître". franceinfo 12 novembre 2020

ECONOMIE

Le totalitarisme par la dette.

Covid-19: un endettement mondial à 277.000 milliards de dollars, des remboursements qui s'annoncent très coûteux - Reuters 18 novembre 2020

L'endettement mondial devrait atteindre un niveau sans précédent de 277.000 milliards de dollars (233.400 milliards d'euros) à la fin de l'année en raison des montants colossaux empruntés par les États et les entreprises pour faire face à la crise du coronavirus, conclut l'Institute of International Finance (IIF) dans une étude publiée mercredi.

L'IFF, qui regroupe plus de 400 banques et institutions financières du monde entier, estime que la dette globale avait déjà augmenté de 15.000 milliards de dollars fin septembre, à 272.000 milliards, une progression imputable pour près de la moitié aux États, principalement développés. Incertitudes sur le désendettement de l'économie mondiale

La dette globale des pays développés a ainsi bondi à 432% du produit intérieur brut (PIB) à la fin du troisième trimestre contre environ 380% fin 2019.

Pour les pays émergents, ce ratio était proche de 250% fin septembre, et de 335% pour la Chine.

"Il y a d'importantes incertitudes sur la manière dont l'économie mondiale pourra se désendetter à l'avenir sans

conséquences négatives importantes pour l'activité économique", estime l'IIF.

Aux États-Unis, la dette totale (publique et privée) devrait atteindre 80.000 milliards de dollars en fin d'année, soit quelque 9.000 milliards de plus qu'à fin 2019.

Un remboursement qui sera "beaucoup plus coûteux"

Dans la zone euro, la dette a augmenté de 1.500 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de l'année pour atteindre 53.000 milliards fin septembre.

Les plus fortes augmentations du ratio d'endettement du secteur non-financier ont été enregistrées au Liban, en Chine, en Malaisie et en Turquie, précise l'étude.

D'ici la fin de l'an prochain, ajoute l'IIF, quelque 7.000 milliards de dollars d'obligations et d'emprunts syndiqués de pays émergents arriveront à échéance, dont 15% sont libellés en dollars américains, or la baisse des recettes fiscales de ces pays rend le remboursement de ces dettes "beaucoup plus coûteux" malgré la faiblesse globale des taux d'intérêt. Reuters 18 novembre 2020

Commentaire d'un internaute

- "Il faut croire que cet endettement n'est pas si grave que ça, vu comme on l'a laissé filer cette année. On nous a dis "C'est pour le COVID-19", mais finalement, c'est un prétexte. Et puis, ou bien une chose est bonne, ou bien elle est mauvaise. Ca faisait des années qu'on nous répétait, que l'endettement, c'était mal, et cette année, comme par magie, ça devient bien ? Il n'y a plus aucune logique, dans tout ça. "

LVOG - Détrompez-vous, la logique, elle réside dans le fait que vous les aviez crus jusqu'à présent...

Un excellent prétexte pour :

- Privatiser ce qui ne l'est pas encore.

- Augmenter prix, impôts et taxes, en créer d'autres.

- Réduire le niveau de vie de la population en supprimant des dépenses jugées superflues, viandes et laitages, loisirs ou divertissements, voyages, culture et éventuellement sport, etc.

Asean - RCEP

Création du plus grand bloc de libre-échange en Asie - Reuters 15 novembre 2020

Quinze économies de la région Asie-Pacifique ont formé dimanche le plus grand bloc de libre-échange du monde, un accord soutenu par la Chine et qui exclut les États-Unis.

Au milieu des questions sur l'engagement de Washington en Asie, le RCEP pourrait consolider la position de la Chine en tant que partenaire économique de l'Asie du Sud-Est, du Japon et de la Corée, mettant ainsi la deuxième économie mondiale en position de façonner les règles commerciales de la région.

Le RCEP pourrait aider Pékin à réduire sa dépendance vis-à-vis des marchés étrangers et de la technologie, a déclaré Iris Pang, économiste en chef pour la Chine continentale chez ING.

Le RCEP regroupe les dix membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Elle vise, à réduire les tarifs douaniers dans de nombreux secteurs.

Le RCEP représentera 30% de l'économie mondiale, 30% de la population mondiale et touchera 2,2 milliards de consommateurs, a déclaré dimanche le Vietnam.

Le RCEP "contribuera à réduire ou à supprimer les droits de douane sur les produits industriels et agricoles et à définir des règles pour la transmission des données", a déclaré Luong Hoang Thai, chef du département de la politique commerciale multilatérale au ministère vietnamien de l'industrie et du commerce.

Le pacte entrera en vigueur une fois qu'un nombre suffisant de pays participants l'auront ratifié au niveau national dans les

deux prochaines années, a déclaré la semaine dernière le ministre indonésien du commerce.

L'Inde s'est retirée des négociations du RCEP en novembre de l'année dernière, mais les dirigeants de l'Asean ont déclaré que la porte restait ouverte à son adhésion. Reuters 15 novembre 2020

Grande-Bretagne

Défense : Boris Johnson annonce un investissement inédit depuis la guerre froide - Euronews 19 novembre 2020

Dans une situation internationale "plus périlleuse" et "intensément compétitive" que jamais depuis la guerre froide, le Premier ministre britannique Boris Johnson a annoncé jeudi un investissement dans la défense d'un montant sans égal depuis 30 ans.

Ces dépenses représentent une augmentation d'environ 10% des dépenses consacrées à la défense par rapport au budget actuel.

Le Royaume-Uni investira ainsi 190 milliards de livres dans la défense dans les quatre années qui viennent, (212 milliards d'euros), soit 2,2% de son PIB, "plus que tout autre pays européen" et "plus que tout autre allié au sein de l'Otan, hormis les États-Unis", a affirmé le chef du gouvernement conservateur devant les députés.

"Notre sécurité nationale dans 20 ans dépend des décisions que nous prenons aujourd'hui. La relance de nos forces armées est l'un des piliers de l'ambition du gouvernement de sauvegarder les intérêts et les valeurs du Royaume-Uni en renforçant notre influence mondiale et en renforçant notre capacité à nous joindre aux États-Unis et à nos autres alliés pour défendre des sociétés libres et ouvertes"

Boris Johnson - Premier ministre britannique

"La situation internationale est plus périlleuse et intensément compétitive que jamais depuis la guerre froide", a-t-il ajouté, soulignant l'occasion pour le pays de mettre fin à une "ère de repli" en la matière.

Lancement d'une fusée depuis l'Écosse

Drones, cybersécurité, nouveau centre consacré à l'intelligence artificielle, le chef du gouvernement a égrené les technologies de pointe sur lesquelles travaille le Royaume-Uni et souligné que les projets concernant la marine britannique permettront de "rétablir la position du Royaume-Uni en tant que première puissance navale en Europe".

Il a également confirmé la création d'un nouveau commandement spatial pour envoyer dans l'espace des "satellites britanniques" et "notre première fusée, d'Écosse, en 2022".

L'ensemble de ces projets permettra de créer jusqu'à 10 000 emplois par an, selon Boris Johnson.

L'annonce de ce plan a été lue par certains observateurs comme un message au futur gouvernement du président américain élu Joe Biden.

"Quel pays européen a à la fois le potentiel pour projeter puissance militaire et soutien historique au leadership américain ?", a souligné Paul Goodman, un ancien député conservateur, sur le blog politique ConservativeHome. "La France a le premier mais pas le second, l'Allemagne a le second mais pas le premier. Seul le Royaume-Uni coche les deux cases", a-t-il écrit.

Le chef de l'opposition travailliste, Keir Starmer, a quant à lui approuvé cette augmentation des dépenses, mais a dénoncé l'absence de "stratégie" et de "clarté", notamment sur leur financement. Euronews 19 novembre 2020

Le Royaume-Uni va interdire les nouvelles voitures essence et diesel dès 2030 - AFP 18 novembre 2020

Après la Californie qui a annoncé en septembre dernier interdire la vente de véhicules neufs essence ou diesel en 2035, c'est au tour du Royaume-Uni de promettre une "révolution industrielle verte". Le Premier ministre britannique Boris Johnson a avancé à 2030 l'interdiction des ventes de nouveaux véhicules essence et diesel en Grande-Bretagne.

En février, Boris Johnson avait déjà avancé de cinq ans cet objectif, le fixant à 2035. Désormais, seules les ventes de véhicules hybrides resteront autorisées jusqu'à cette date.

Cette "révolution industrielle verte" mobilisera 12 milliards de livres d'investissement public (13,4 milliards d'euros), dont 1,3

milliard pour accélérer le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques.-

En octobre, Boris Johnson avait déjà promis de faire du Royaume-Uni l'Arabie saoudite de l'éolien offshore, capable d'alimenter en énergie tous les foyers britanniques avec une production quadruplée à 40 gigawatts (GW) d'ici à 2030, soit l'équivalent de plus de 40 réacteurs nucléaires.

"Notre révolution industrielle verte sera alimentée par des éoliennes en Ecosse et dans le Nord-Est, propulsée par des véhicules électriques fabriqués dans les Midlands et elle progressera grâce aux dernières technologies développées au Pays de Galles", a-t-il dit.

L'ONG Greenpeace a salué l'interdiction des nouveaux véhicules essence et diesel comme "un tournant historique dans l'action pour le climat". Elle regrette toutefois que Boris Johnson "reste fixé sur d'autres solutions spéculatives, comme le nucléaire et l'hydrogène provenant d'énergies fossiles". AFP 18 novembre 2020

A modèle équivalent, le surcoût moyen d'une voiture électrique par rapport à une voiture thermique peut aller jusqu'à 50%, et ce, malgré les aides gouvernementales.

Par ailleurs, le coût d'une voiture électrique neuve varie énormément selon plusieurs facteurs. Le prix commence à environ 20 000€ et peut aller jusqu'à 90 000€. La Renaud Zoe est vendue aux alentours de 17 000€, il faut prévoir les frais de location de batterie annuels (entre 40€ et 119€, selon le nombre de kilomètres parcourus). L'achat de la batterie: le coût de l'achat de la batterie, en parallèle de l'achat de son nouveau véhicule électrique, n'est pas moindre. A titre d'exemple, pour la Renault Zoé, le prix de la batterie s'élève à 8 900€. Ce montant s'ajoute à la facture d'achat du véhicule.

Le prix d'une batterie de voiture électrique est cependant important et peut aller de 4.000 à 9.000€. Par exemple, la batterie de la Renault Zoé coûte 8.900€, un montant qui s'ajoute à la facture d'achat. La batterie est garantie pendant un certain nombre d'années, après quoi le constructeur ne prend plus en charge les défaillances ou la perte de capacité. Le consommateur devra donc remplacer la batterie à ses frais.

Au final, quel budget pour une voiture électrique ?

Et si on devait faire un petit bilan ? Pour investir dans une voiture électrique, tenez compte de ces coûts :

- Achat de la voiture neuve ou d'occasion (entre 8 000€ et 20 000 €)
location annuelle de la batterie (environ 159€ / mois)
- installation éventuelle d'une wallbox ou d'une borne (entre 600€ et 1 500€)
- coût d'installation ou de travaux
- recharges (environ 2,50€ pour 100 km)
- coût éventuel d'un abonnement aux bornes de recharge

La voiture électrique reste un investissement de départ assez conséquent.

Sources :

https://selectra.info/energie/guides/conso/voiture-electrique/prix

https://www.lite.so/vehicules-electriques/voiture-electrique/conseils-achat-voiture-electrique/#gref

https://www.kelwatt.fr/guide/conso/voiture-electrique

7 millions de bornes sont prévues d'ici 2030 sur le territoire français pour recharger son véhicule électrique.

LVOG - Tiens encore 2030, l'agenda du FEM, voir l'article sur la G-B. Pure coïncidence évidemment.

Haut de page

Le 21 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Les lecteurs ou militants auront à coeur d'observer que je ne cède jamais rien sur les principes.

Le mot du jour.

- Dans l'intelligence limitée de l'homme, la science d'une chose n'est souvent que l'ignorance profonde de tout le reste. Victor Hugo

Cela devrait inciter chacun à faire preuve de modestie et à se remettre en cause...

Qui a dit ?

- Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange; elle a substitué aux nombreuses libertés, si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale.

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités qui passaient jusque-là pour vénérables et qu'on considérait avec un saint respect. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, elle en a fait des salariés à ses gages.

La bourgeoisie a déchiré le voile de sentimentalité qui recouvrait les relations de famille et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent...

Réponse : K. Marx et F. Engels : Le manifeste du parti communiste 1847.

Qui a dit qu'il n'était pas d'actualité ? Se remettre en cause, cela pourrait commencer par cesser de cracher sur le marxisme et le socialisme, non ?

Je vous incite à lire la suite, lien dans cette page sous le portrait de Marx.

Charlie. Faites tomber les masques des imposteurs.

Mediapart aux ordres de Big Brother et Big Pharma, qui en doutait ?

Courriel envoyé à Mediapart cet après-midi 21 novembre :

- Je précise que je n'ai aucun lien de près ou de loin avec l'auteur de cet article, qui au premier abord est au moins aussi infréquentable que les dirigeants de Mediapart

Alors qu'un article consacré aux vaccins à mARN était en ligne dans un blog Mediapart depuis le 30 juillet 2020, alors que la frénésie vaccinale s'est emparée des despotes au pouvoir dans tous les pays occidentaux et ailleurs, aux alentours du 20 novembre 2020 la direction de Mediapart le censure :

Ce billet a été dépublié par la rédaction de Mediapart car il ne respecte pas la Charte de participation.

https://blogs.mediapart.fr/franck-noir/blog/300720/covid19-les-vaccins-marn-seraient-inefficaces-et-potentiellement-dangereux

Cet article demeure disponible à l'adresse suivante :

COVID19 : Les vaccins à mARN seraient inefficaces et potentiellement dangereux par Franck Noir - 30 juillet 2020

http://www.luttedeclasse.org/dossier57/COVID-19_vaccins_mARN_3007020.pdf

Il est à noter que le Comité de Recherche et d'Information Indépendantes sur le génie génétique (CRIIGEN) faisait référence à cet auteur :

- Un texte de Franck Noir sur l'aspect transhumaniste de ces nouvelles technologies vaccinales, une idéologie qui vise à « améliorer » l'humain via sa modification génétique et son artificialisation, très en vogue chez les milliardaires des GAFAM et de Wall Street.

La pétition que j'ai signée :

https://www.mesopinions.com/petition/sante/interdiction-vaccins-ogm/98218

Les articles mis en ligne aujourd'hui.

- DOCUMENT. Les vaccins issus d'organismes génétiquement modifiés, 2005. (25.05.2007)
- DOCUMENT. Note d'expertise grand public sur les vaccins ayant recours aux technologie OGM (09.2020)

- DOCUMENT. Les marques résistent mieux à la crise du covid-19 qu'à la crise de 2008 (29.06)
- DOCUMENT. Être ou ne pas être complotiste, « that is the question »… (20.11)

La suite demain ou lundi. Bon week-end quand même !

Haut de page

Le 23 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

On ajoutera quelques documents demain.

J'ai beaucoup bossé ces derniers temps, parce que ma compagne est absente depuis près de 3 semaines, sa vieille mère est malade.

Décidément, on ne parvient toujours pas à rallier à notre courant politique des lecteurs, des militants ou des cadres de préférence, c'est à croire qu'ils préfèrent continuer de se faire manipuler. C'est dommage, pas pour moi, je n'en ai vraiment rien à foutre, je n'en fais pas une question personnelle, je pense à notre cause, à tous ceux qui à travers le monde subissent des conditions d'existence pire que les miennes. Soyons patient. Mais bon, en rigolant, je deviens vieux ! Mais pas un vieux con aigri, s'il vous plaît, merci ! (Rigolade !)

Même pas peur ! Et pourtant on vit dangereusement.

Avant-hier matin, j'étais en train de bosser, quand j'entends mon chien aboyer dans le jardin. Comme il n'arrêtait pas, je vais voir ce qui se passe. Je le trouve assis tranquillement fixant un endroit dans le jardin. Je suis son regard et là je tombe sur un énorme cobra d'environ 2 mètres de long. Je l'observe un moment, il était magnifique. Je vais chercher ma grosse pelle de terrassement qui a un manche de 2 mètres de long dans l'intention de le tuer. Impossible, il est plus rapide que moi, il se faufile le long du mur, grimpe dans un hibiscus et disparaît de l'autre côté du mur.

J'ai félicité mon chien qui n'a pas bougé et qui m'a alerté, il n'a que 5 mois, une brave bête, un super chien de garde ce rotweller. La nuit il dort dans le jardin, et je me demande toujours s'il sera vivant le lendemain matin.

Ces derniers 24 ans passés en Inde, j'ai dû croiser une cinquantaine de serpents, et j'en ai tué une dizaine environ, ce que je regrette maintenant, car c'est très con en réalité. Comme quoi on accomplit des actes inconsciemment ou sans vraiment réfléchir. Les cobras sont sacrés en Inde, alors les Indiens ne les tuent pas. Parfois ils en meurent, un jour j'en ai sauvé un en le transportant immédiatement à l'hôpital, mais il n'avait pas été mordu par un cobra, sinon il serait mort avant qu'on arrive à l'hôpital, 30 minutes cela passe très vite dans ces moments-là, on n'en meurt pas toujours, on peut devenir aveugle ou rester paralysé...

Vous voyez, la vie et la mort, c'est un truc qu'on ne pourra jamais maîtriser totalement et c'est mieux ainsi, il y a déjà assez ou plutôt trop de cinglés pour croire le contraire ou pour se croire tout puissant, et qui pour cette raison nous pourrissent la vie et terrorisent la population. On pourrait envisager de les exterminer. D'accord, cela nous soulagerait de nous débarrasser de cette pourriture, mais le système économique dont ils sont les déchets en produirait d'autres qui prendraient leurs places et ainsi de suite, alors il vaudrait mieux le supprimer carrément.

L'homme ne peut pas dicter sa loi au climat, pas plus à un virus ou à un serpent, on a toujours vécu avec... En revanche, le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme ne sont pas éternels, alors faisons en sorte qu'ils disparaissent de la surface de la Terre le plus tôt possible.

Lu dans la presse : « *Masques et voiles obligatoires : la même idéologie totalitaire* ».

Pour se détendre quelques minutes.

What do you want, I want rock'n roll (Def Leppard). Teinté ici de blues.

- DOCUMENT. ZZ Top “I Gotsta Get Paid” - Live At Montreux 2013

Traduction. Je suis payé. En soutien aux artistes qui se produisent en public ou dont les morceaux sont diffusés sur les ondes radios sans qu'ils soient rétribués.

- DOCUMENT. ZZ Top “Flyin' High” - Live At Montreux 2013

Traduction. Volez haut. On en a besoin par ces temps particulièrement médiocres dans tous les domaines... toutefois en gardant les pieds sur terre, c'est fortement recommandé pour éviter toute illusion présente et à venir...

- 25 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Ils n'ont pas la science infuse, loin de là!

Dans l'intelligence limitée de l'homme, la science d'une chose n'est souvent que l'ignorance profonde de tout le reste. Victor Hugo

C'est valable pour ceux qui vous disent : Vous n'êtes pas médecin, virologue ou épidémiologiste, alors fermez-là, écoutez les experts de Macron, de l'OMS, bref, les Pieds nickelés de Big Pharma.

Victor Hugo avait raison et Marx ne s'y était pas trompé non plus. Les scientifiques, il faut les écouter, dès qu'ils sortent de leur champ de connaissance, osons le dire parce qu'ils nous méprisent, ce sont des crétins. Du coup, il est légitime ou recommandé de se demander ce qu'ils savent au juste, le plus souvent rien de plus que leurs prédécesseurs n'avaient pas encore découvert, comme L. Pasteur par exemple.

A côté d'un autodidacte, qui aura passé sa vie à étudier tout ce qui lui tombait sous les yeux, un scientifique passera pour un arriéré. C'est tout juste une bête savante capable d'apprendre et de ressortir des formules apprises par coeur ou toutes faites, sans qu'il lui vienne à l'esprit que les lois générales du mouvement ou la dialectique qu'il manipule, s'applique au reste de la matière, de la nature, préside au destin des hommes et à leur histoire, à la formation et à l'enchaînement de leurs idées. On comprend pourquoi le transhumanisme est une idéologie aussi monstrueuse, qui sert les projets totalitaires et eugénistes de l'oligarchie.

Qu'est-ce qui caractérise leur entreprise totalitaire ?

Le sort de la civilisation humaine, du monde, des sociétés, des peuples, des hommes et des femmes, leurs comportements ou leurs modes de vie, leurs idées ou leur mode de pensée, leurs besoins ou leurs aspirations, la manière dont ils s'expriment et leurs contenus, leur évolution ou leur transformation ne serait plus le produit d'un processus historique économique, social et politique entamé il y a des milliers ou des dizaines de milliers d'années, ce processus et tous ces rapports à l'issu incertaine devraient être balayés ou réinitialisés, tel en ont décidé les oligarques ou banquiers les plus riches et les plus puissants de la planète, afin de préserver leur propre existence et privilèges ou qu'ils puissent continuer à exercer leur domination sur le reste de la population mondiale au détriment des intérêts de celle-ci.

Ceux qui en doutent encore sont au mieux des naïfs ou des ignorants, des inconscients, au pire, des êtres particulièrement malfaisants qui ont consciemment lié leur propre destin à ces monstrueux psychopathes.

Au-delà des faits qui parlent déjà d'eux-mêmes pour prouver ce que nous affirmons ici, ils existent une énorme documentation qui en fait la promotion, l'apologie, mais comme plus de 99% de la population ignore l'existence de ces documents ou les 10% qui en connaissent l'existence s'en détournent délibérément, sachant que ces oligarques affichent des intentions généreuses qui sont diamétralement opposées aux objectifs inavouables qu'ils se sont fixés, tout simplement parce qu'ils savent pertinemment qu'ils portent l'accablante responsabilité de l'état détestable de nos société ou du monde, du pillage ou saccage notre environnement, de tous les maux qui accablent l'humanité, parler de complot pour qualifier leurs agissements et ceux des élites à leur service est parfaitement légitime, et quiconque s'oppose à cette caractérisation cautionne de fait le sordide et criminel projet totalitaire qu'ils tentent aujourd'hui d'imposer aux peuples de la planète toute entière, en lieu et place de leur liberté et de la satisfaction de leurs besoins sociaux et de leurs aspirations démocratiques légitimes.

On aurait pu dire pour faire bref ou dit autrement : comment peut-on croire un instant que les oligarques à l'origine de toutes les guerres, des guerres civiles, des coups d'Etat, des génocides, des famines, de la faim dans le monde, du chômage de masse, de la pauvreté, de la misère, de toutes les souffrances qui accablent quotidiennement tous les peuples, comment peut-on imaginer qu'ils pourraient oeuvrer pour leur bien-être, pour la paix, pour l'épanouissement individuel et collectif des hommes et des femmes qui peuplent le monde, poser la question c'est y répondre, pour le croire il ne faudrait pas avoir toute sa tête ou il faudrait être soi-même un malade mental, un psychopathe, un abruti complet ou encore, un négationniste, un imposteur, un charlatan, un escroc à leur service.

Le documentaire Hold-up présente bien des défauts ou des faiblesses qu'on n'est pas obligé de colporter ou qu'on peut même dénoncer et corriger, mais il a au moins le mérite de désigner ceux qui sont aux commandes, dont finalement l'orientation politique constitue l'unique réponse possible à la crise du capitalisme du point de vue de l'oligarchie, dans la mesure où ses contradictions étaient parvenues à l'extrême limite de ce que ce système économique pouvait supporter avant de s'effondrer, et provoquer une confrontation directe et armée entre les classes. Cette orientation politique s'inscrit donc dans la continuité des rapports établis entre les classes sous le régime capitaliste, elle est la réponse politique de l'oligarchie à la crise du capitalisme, sa manière à elle de mener sa lutte de classe contre l'ensemble des peuples qu'elle exploite et opprime pour assurer sa propre survie et rien d'autres.

C'est donc sur le terrain de la lutte de classes que nous devons mener notre combat pour vaincre l'oligarchie, mettre un terme au capitalisme et à l'ensemble de ses institutions. Et on le dit amicalement à ceux qui auraient l'intention de s'en détourner, de s'en écarter ou qui estimeraient que ce discours serait emprunt de dogmatisme ou de doctrinalisme, ce ne sont pas les prétextes qui leur manqueront, toute lutte qui serait menée sur un autre terrain serait infailliblement vouée à l'échec, qu'ils se disent s'ils disposent d'un brin de logique, que dans le cas contraire nous n'en serions jamais arrivés à cette situation là.

Nous devons rompre avec le régime en place (et son idéologie) et l'affronter, sinon il nous broiera. Et chacun doit se dire, que ce ne sont pas des palabres à n'en plus finir ou des pétitions qui changeront quoi que ce soit ; C'est peut-être valable quand on est en présence de questions concernant un ou des aspects partiels de la société ou des rapports entre les classes, mais c'est totalement inefficace pour résoudre un problème systémique. Seuls l'engagement, l'organisation politique, la mobilisation, le soulèvement des masses sont en mesure d'y apporter une réponse efficace pour parvenir à un changement de régime, fonder une République sociale et démocratique.

Un courriel reçu d'un militant du POI.

- Ton article sur l'OCI est très intéressant

« Lutte de classe. Quand la gangrène du réformisme rongeait déjà nos rangs »

- DOCUMENT. Quand la gangrène du réformisme rongeait déjà nos rangs. (15.04.2007)

C'est un vieil article, je n'ai pas le temps de le relire, en y jetant un coup d'oeil j'ai remarqué qu'il y avait des fautes d'orthographe ou je ne l'avais pas corrigé soigneusement.

A ce militant. Ce serait bien que tu nous dises ce qui t'a intéressé dans cet article, pour qu'on en discute ou que d'autres militants s'expriment, anonymement ou non, au choix, de toute manière je ne fournirais aucun élément qui permettrait de les localiser.

J'en profite pour demander aux militants qui ne tiennent pas à ce que leur courriel soit publié dans la causerie, à le spécifier, mais dans ce cas-là, je crois que le mieux qu'ils auraient affaire serait encore de le garder pour eux, donc de ne pas m'écrire. Car ce qui n'intéresse pas les lecteurs, ne m'intéresse pas davantage. Je ne suis pas le gardien de secrets inavouables, vous comprenez. J'anime librement un courant politique depuis 2005, je ne dirige pas une secte, je suis indépendant, vous êtes libre de le croire ou non...

Ils sont passés avec armes et bagages dans le camp de la réaction.

Le POID est comblé, devinez pourquoi. La tyrannie vaccinale de 67 millions de personnes vaut bien 40 à 60 emplois.

LVOG - Non, l'ouvriérisme et le tiers-mondisme ne sont pas des lubies opportunistes indolores ou insignifiantes, ce sont les plus dangereuses sous le masque du trotskysme ou de l'internationalisme prolétarien qui trompent militants et travailleurs.

Le POID est engagé avec constance au côté de Big Pharma et du Forum économique mondial, lisez. Ces infos fournies sans critiques ou réserves ont valeur d'assentiment.

Lu dans le fil d'infos de la Tribune des Travailleurs.

- Coronavirus : une partie du vaccin de Pfizer et BioNTech sera produite en France

19 novembre 2020 – L'américain Pfizer et l'allemand BioNTech ont révisé à la hausse, à 95%, l'efficacité de leur vaccin.
Un communiqué du groupe de sous-traitance pharmaceutique français Delpharm annonce un accord avec eux en vertu duquel il « doit commencer la fabrication en avril prochain et produira plusieurs dizaines de millions de doses (…)Cet accord va permettre à Delpharm de recruter 40 à 60 personnes sur son site de Saint-Rémy-sur-Avre», en Normandie.

- Covid-19 : vers un vaccin disponible fin 2020 aux États-Unis et début 2021 en Europe

16 novembre 2020 – La société américaine Moderna a annoncé que son vaccin serait efficace à 94,5% et pense pouvoir entamer la vaccination d'ici la fin de l'année aux Etats-Unis et en janvier pour l'Europe, dès lors que les agences sanitaires auront délivré leurs autorisations d'utilisation d'urgence.

- L'Agence européenne des médicaments mise sur un vaccin distribué « en janvier » 2021

14 novembre 2020 – Le directeur de L'Agence européenne des médicaments (EMA) a précisé dans un quotidien italien que l'agence prévoit de donner son avis favorable à un premier vaccin contre le nouveau coronavirus « d'ici la fin de l'année » en vue d'une distribution « à partir de janvier » et que ses premiers effets sur la propagation du virus « seront visibles dans cinq à six mois, essentiellement l'été prochain ». Il juge qu'il faut vacciner « plus de la moitié » de la population européenne pour « pouvoir assister à un déclin de la pandémie », ce qui nécessitera « au moins 500 millions de doses en Europe ».

- Coronavirus : vers un vaccin disponible dans quelques mois ?

9 novembre 2020 – Deux laboratoires (américain et allemand) associés annoncent que le vaccin qu'ils ont développé contre le covid-19 serait efficace à 90%. Ils vont demander une homologation aux autorités de santé américaine. Ce vaccin pourrait être disponible dans quelques mois.

LVOG - Alors que 98% de la population n'est pas malade de la covid-19, et sur les 2% restant seuls 0,5 succomberont.

Ils étaient Charlie, populisme ou consensus oblige.

LVOG - C'est la manière dont ils présentent les faits qui pose problème. Car à les entendre les lecteurs pourraient croire que "*les directions des rédactions de très nombreux médias de la presse écrite et de l'audiovisuel* présenteraient les faits de manière objective, et qu'ils seraient attachés à "*la liberté de la presse*", alors qu'en réalité il n'en est rien.

- Nous n'accréditerons pas nos journalistes pour couvrir les manifestations

20 novembre 2020 – Les directions des rédactions de très nombreux médias de la presse écrite et de l'audiovisuel s'élèvent, dans un texte commun, contre les risques d'atteinte au travail des journalistes dans la couverture des manifestations accompagnant la nouvelle loi « sécurité globale ». « La volonté exprimée d'assurer la protection des journalistes revient à encadrer et contrôler leur travail. Ce dispositif s'inscrit dans un contexte particulièrement inquiétant avec la proposition de loi sur la sécurité globale qui prévoit la restriction de la diffusion des images de policiers et de gendarmes. (…) Les journalistes n'ont pas à se rapprocher de la préfecture de police pour couvrir une manifestation. Il n'y a pas d'accréditation à avoir pour exercer librement notre métier sur la voie publique ». Ils réaffirment leur attachement à la loi de 1881 relative à la liberté de la presse.

Et naturellement, le POID fait aussi la retape pour Biden et l'Etat profond.

- États-Unis : Trump refuse de reconnaître sa défaite

12 novembre 2020 – Plus d'une semaine après l'élection présidentielle aux États-Unis, Donald Trump ne veut pas reconnaître sa défaite tandis que plusieurs autorités électorales américaines ont indiqué dans un communiqué commun, n'avoir trouvé « aucune preuve » de bulletins perdus ou modifiés, ou de systèmes de vote piratés. La participation au vote a battu des records avec 66,4% de votants soit 6 points de plus qu'en 2016.

- États-Unis : Joe Biden élu président

7 novembre 2020 – Les médias américains, dont la chaîne TV CNN, ont annoncé, ce samedi matin à 11h30 heure de New York, la victoire du candidat démocrate Joe Biden à l'élection présidentielle. L'état de Pennsylvanie lui a apporté les voix manquantes de grands électeurs pour déclarer une victoire annoncée depuis plusieurs jours comme imminente. Le président sortant Donald

Trump a promis d'aller jusqu'au bout des recours possibles, y compris jusqu'à la Cour suprême, face à ce qu'il dit, sans preuve, être une élection « volée ».

LVOG - Je n'accepte pas ce traitement de l'information qui relève de la désinformation ou relaie la propagande du clan de l'oligarchie financière le plus extrémiste, guerrier, barbare.

Biden, la propagande et la censure : contrôle renforcé de l'opinion publique en vue - entelekheia.fr
20 novembre 2020

Avec le retour de l'équipe Obama aux affaires après la victoire de son nouvel avatar public, Joe Biden, la propagande et la censure, armes de prédilection du Parti démocrate américain, promettent de faire une progression fulgurante dans toute la zone dominée par les USA, dont bien sûr l'Europe de l'Ouest. A une différence près : cette fois, le mot « propagande » est assumé, et même revendiqué par le nouveau responsable de l'information de l'équipe de transition Biden. L'Amérique post-Trump ne se cache plus.

Nous aurons donc, c'est prévu, encore plus de purges de comptes Facebook et Twitter, de « deplatforming » par Google, de mainmise sur les médias grand public, de « fact-checking » ex cathedra et d'affligeantes crises de paranoïa médiatique de type Russiagate ou « Venezuelaaaaa ! »

Richard Stengel, le principal représentant des médias d'État dans l'équipe de transition du président américain élu Joe Biden, a défendu avec enthousiasme le recours à la propagande contre les Américains.

« Mon ancien poste au Département d'État consistait en ce que les gens appelaient pour rire 'propagandiste en chef' », déclarait Stengel en 2018. « Je ne suis pas contre la propagande. Chaque pays en fait, et ils doivent en faire auprès de leur propre population. Et je ne pense pas nécessairement que ce soit si mauvais ».

Tweet : « Encore plus de portes tournantes entre les médias grand public et le gouvernement américain: Trois analystes salariés de MSNBC sont partis rejoindre l'administration de Joe Biden. Un quatrième collaborateur rémunéré de MSNBC a participé à la rédaction du discours de victoire de Biden. »

Richard « Rick » Stengel a été le sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique (sic) et aux affaires publiques le plus longtemps en poste de toute l'histoire des États-Unis.

Au Département d'État, sous le Président Barack Obama, Stengel s'était vanté d'avoir « créé la seule entité gouvernementale non classifiée qui luttait contre la désinformation russe ». Cette institution était connue sous le nom de Global Engagement Center, et elle représentait un véhicule massif de diffusion de propagande du gouvernement américain dans le monde.

En croisé engagé dans ce qu'il décrit ouvertement comme une « guerre de l'information » mondiale, Stengel a fièrement proclamé son attachement à une gestion minutieuse de l'accès du public à l'information.

Stengel a exposé sa vision du monde dans un livre publié en juin dernier, intitulé Information Wars : How We Lost the Global Battle Against Disinformation and What We Can Do About It (Guerres de l'information : comment nous avons perdu la bataille mondiale contre la désinformation et ce que nous pouvons faire pour y remédier).

Stengel a proposé de « repenser » le Premier amendement [de la Constitution des USA], qui garantit la liberté d'expression et de la presse. En 2018, il a déclaré : « Bien que j'aie été autrefois presque un fondamentaliste du Premier amendement, j'ai changé de position à ce sujet, parce que je pense simplement que, pour des raisons pratiques dans la société, nous devons réviser certaines de ces choses ».

La sélection par l'équipe de transition de Biden d'un guerrier de l'information censeur pour ce poste de haut niveau dans les médias d'État intervient alors qu'une campagne de répression concertée s'installe sur les réseaux sociaux. La vague de censure en ligne a été supervisée par les agences de renseignement américaines, le Département d'État et les sociétés de Silicon Valley, qui ont conclu des contrats de plusieurs milliards de dollars avec le gouvernement américain.

Alors que le réseau de censure soutenu par l'État américain s'étend, les médias indépendants se retrouvent de plus en plus souvent dans la ligne de mire. Au cours de l'année écoulée, les plate-formes de réseaux sociaux ont purgé des centaines de comptes de presse étrangère, de journalistes, de militants et de fonctionnaires de pays ciblés pour des changements de régime par les États-Unis.

La nomination de Stengel semble être, de la part de l'administration Biden, le signal le plus clair d'une escalade prochaine de la censure et de la suppression de médias en ligne considérés comme une menace pour les intérêts américains à l'étranger.

Avant d'être nommé « propagandiste en chef » du Département d'État américain en 2013, Richard Stengel était rédacteur en chef de TIME Magazine.

Sous l'administration Obama, Stengel a non seulement créé le véhicule de propagande du Global Engagement Center, mais il s'est également vanté d'avoir « dirigé la création d'English for All, un effort gouvernemental de promotion de l'enseignement de l'anglais dans le monde entier ».

Après avoir quitté le Département d'État en 2016, Stengel est devenu conseiller stratégique de Snap Inc, la société qui gère les applications des réseaux sociaux Snapchat et Bitmoji.

Stengel a également trouvé du temps pour se joindre à l'Atlantic Council, un think tank étroitement lié à l'OTAN et au camp Biden qui a reçu des fonds du gouvernement américain, de la Grande-Bretagne, de l'Union européenne et de l'OTAN elle-même, ainsi que d'une foule de fabricants d'armes occidentaux, de sociétés d'énergie fossile, de monarchies du Golfe et d'entreprises Big Tech.

Stengel a travaillé en étroite collaboration avec le Laboratoire de recherche en criminologie numérique (Digital Forensic Research Lab) de l'Atlantic Council, une organisation douteuse qui a participé aux efforts de censure des médias indépendants au nom de la lutte contre la « désinformation ».

Mais Stengel est peut-être plus connu en tant qu'analyste politique régulier sur MSNBC sous Donald Trump. Sur la chaîne, il alimentait les théories du complot du Russiagate, dépeignant le président républicain comme un idiot utile de la Russie, et affirmant que Trump avait une « amourette unilatérale » avec Vladimir Poutine.

Stengel a quitté MSNBC ce mois-ci pour rejoindre l'équipe de transition présidentielle de Biden, selon laquelle il est appelé à diriger les « équipes de révision de l'agence Biden-Harris » pour la United States Agency for Global Media (Agence américaine pour les médias mondiaux, acronyme USAGM).

L'USAGM est une organisation de propagande médiatique d'État qui trouve son origine dans un véhicule de la Guerre froide créé par la CIA pour diffuser de la désinformation contre l'Union soviétique et la Chine communiste. (L'agence s'appelait auparavant Broadcasting Board of Governors, ou BBG, jusqu'à ce qu'elle soit rebaptisée en 2018).

L'USAGM déclare sur son site web que sa principale mission est d' « Être en accord avec les objectifs généraux de la politique étrangère des États-Unis ».

Un remaniement de l'agence cette année a permis de révéler que l'USAGM avait fourni une assistance clandestine aux militants séparatistes, lors des manifestations qui ont enflammé Hong Kong en 2019. Le programme prévoyait une aide en matière de communications sécurisées pour les manifestants et deux millions de dollars de paiements au titre de « réponse rapide » pour les militants anti-Chine.

Tweet de Max Blumenthal en réponse à celui du sénateur néocon Marco Rubio, selon lequel le consulat chinois de Houston est un « nid d'espions » qui devrait être fermé : « Drôles d'allégations quand on sait que la US Agency for Global Media – la société mère de VOANews – vient d'être dénoncée pour avoir affecté 2 millions de dollars aux manifestations de Hong Kong et à la fourniture d' « applications de communication sécurisées » aux manifestants. Imaginez la réaction si CGTN faisait cela aux États-Unis. »

Tweet : La US Agency for Global Media a proposé une « équipe de réponse aux incidents de cybersécurité » pour fournir aux manifestants de Hong Kong des « applications de communications sécurisées ». Et aussi, un « fonds de réponse rapide » qui « a fait plusieurs versements à des groupes de Hong Kong ».

Une croisade 'obsessionnelle'

Lorsque Richard Stengel s'est présenté comme « propagandiste en chef » du Département d'État, a préconisé l'utilisation de propagande contre le peuple américain [la propagande des USA à l'étranger étant considérée comme allant de soi, NdT] et a proposé de « repenser » le Premier amendement, il était en train de participer à une table ronde du think tank Council on Foreign Relations (CFR), le 3 mai 2018.

Au cours de cet événement du CFR intitulé « Disruptions politiques : Combattre la désinformation et les fake news », Stengel a évoqué la menace d'une prétendue « désinformation russe », un terme vague de plus en plus utilisé comme un signifiant vide de sens pour qualifier tout récit contraire aux volontés de l'establishment de la politique étrangère de Washington.

Stengel a déclaré qu'il était « obsédé par » la lutte contre la « désinformation », et a clairement indiqué qu'il avait une obsession particulière pour Moscou, accusant « les Russes » de s'engager dans une désinformation « sur le spectre complet ».

La politologue Kelly M. Greenhill l'a rejoint sur scène et a déploré que les plate-formes de médias alternatifs publient « des choses qui semblent vraies… c'est la sphère où il est particulièrement difficile de les contrecarrer… c'est cette région grise, cette zone grise, où il ne s'agit pas de désinformation traditionnelle, mais d'un mélange de désinformation et de jeu sur des rumeurs, des théories du complot, d'une sorte de propagande grise, c'est là que se trouve, je pense, le nœud ou le cœur du problème ».

Stengel a approuvé, ajoutant : « Au fait, ces termes, la zone grise, sont tous issus de mesures actives russes, qu'ils appliquent depuis un million d'années. »

Les panélistes n'ont fait aucun effort pour cacher leur mépris pour les médias indépendants et étrangers. Stengel a clairement déclaré qu'un « cartel de l'information » des médias grand public dominants avait longtemps contrôlé la société américaine, mais il a déploré que ces « cartels n'aient plus l'hégémonie qu'ils avaient auparavant ».

Stengel a clairement indiqué que sa mission est de contrer les perspectives alternatives données par les plate-formes médiatiques étrangères qui remettent en question le paysage médiatique dominé par les États-Unis.

« Les mauvais acteurs utilisent l'objectivité journalistique contre nous. Et les Russes en particulier sont intelligents à ce sujet », a grommelé Stengel.

Il a pointé du doigt le réseau médiatique russe étatique RT, en déplorant que « Vladimir Poutine, lorsqu'ils ont lancé Russia Today, a dit que c'était un antidote à l'hégémonie américaine et anglaise sur le système médiatique mondial. C'est comme ça que les gens l'ont vu ».

Ben Decker, chercheur au Projet sur la désinformation de la Kennedy School of Government de Harvard, a déploré que « RT envahisse tous les espaces médiatiques financiers hebdomadaires ».

Mais Decker était rassuré par la prolifération d'oligarques américains déterminés à reprendre le contrôle des idées et « narratives » dominantes. « En Amérique et dans le monde entier », a-t-il déclaré, « la communauté des donateurs est très désireuse de s'attaquer à ce problème, et très désireuse de travailler avec les communautés de chercheurs, d'universitaires, de journalistes, etc, pour cibler ce problème ».

« Je pense qu'il y a une volonté de résoudre ce problème à partir du haut », a-t-il poursuivi, exhortant les nombreux universitaires présents dans l'assistance « à demander des subventions » afin de lutter contre la « désinformation » russe.

Le panel du CFR a culminé avec un membre africain de l'auditoire qui s'est levé de la foule pour faire face à Stengel : « Ce qui se passe en Amérique est ce que les États-Unis ont infligé au Sud global et au Tiers-Monde, ce avec quoi nous avons vécu pendant de nombreuses années. En fait, c'était et c'est toujours de la propagande », a déclaré l'homme.

Plutôt que de répondre, Stengel a impoliment ignoré la question et s'est précipité vers la sortie : « Vous savez quoi, je déteste les dernières questions. Vous ne les détestez pas ? En général, je veux terminer quelque temps avant la dernière question. »

La vidéo de la confrontation révélatrice a provoqué une telle fureur que le compte YouTube du CFR a désactivé les commentaires et retiré la vidéo. Elle ne peut plus être trouvée dans une recherche sur Google ou YouTube ; seul le lien direct y donne accès.

Pour les anglophones, la vidéo de la discussion complète est ci-dessous. https://www.youtube.com/watch?v=wu64HP-PL40 entelekheia.fr 20 novembre 2020

Les Palestiniens ont de quoi être plus inquiets que jamais.

- Les points de vue de Joe Biden et Kamala Harris sur Israël, la Palestine… par Palestine Chronicle - Mondialisation.ca, 20 novembre 2020

LVOG - L'AIPAC est le lobby sioniste le plus puissant aux Etats-Unis.

- Kamala Harris : Bonjour AIPAC, bonjour.

C'est un grand honneur,

Joe Biden : Mon père m'a fait remarquer que je n'avais pas besoin d'être juif pour être sioniste, et je le suis.

KH : Voilà. Ayant grandi dans la région de la Baie, c'est avec tendresse que je me souviens de ces troncs du Fonds national juif

que nous utilisions pour collecter des dons pour planter des arbres en Israël. Des années plus tard, quand je me suis rendue en Israël pour la première fois, j'ai vu les fruits de cet effort, et l'ingéniosité israélienne qui a vraiment fait fleurir un désert.

JB : Veuillez m'excuser de me répéter, je vous ai parlé si souvent, mais s'il n'y avait pas d'Israël, il faudrait l'inventer.

BN : Joe, mon ami, bienvenu à Jérusalem.

KH : Et alors que je visitais la Cour Suprême, j'étais frappée par l'architecture emblématique qui incarne les principes fondateurs d'Israël que sont la démocratie et l'état de droit.

JB : Les E.U. devraient inventer Israël. C'est plus qu'une simple obligation morale que nous avons, c'est une nécessité pour la sécurité. KH : Donc, je voudrais être claire sur ce que je crois. Je soutiens Israël en raison de nos valeurs partagées, qui sont au fondement même de la création de nos deux nations.

Je crois que les liens entre Israël et les E.U. sont indestructibles, et nous ne pouvons laisser quiconque essayer de nous diviser, jamais.

JB : C'est à la fois dans l'intérêt d'Israël et des E.U., la sécurité d'Israël et celle des E.U. sont inextricablement liées et jamais, jamais, au grand jamais nous n'abandonnerons Israël, dans notre propre intérêt.

KH : Je pense qu'Israël ne devrait jamais être une question partisane, et tant que je serai sénatrice des États-Unis, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour assurer un large soutien bipartisan à la sécurité et au droit de se défendre d'Israël, et c'est pourquoi la première résolution que j'ai coparrainée en tant que sénatrice des États-Unis avait pour but de combattre les préjugés anti Israël aux Nations Unies.

JB : La différence entre maintenant et avant le 11 septembre, beaucoup d'Américains savent ce que peut ressentir chaque mère et chaque père israéliens lorsqu'ils envoient leurs enfants à l'école avec leur déjeuner, en bus, à vélo ou à pied, et implorent Dieu que leur portable ne sonne pas, tous les jours, tous les jours, et que les choses soient claires, Israël n'est pas la cause de l'Irak, que l'Irak soit stabilisé ou non n'a rien à voir avec le comportement d'Israël.

KH : Et comme l'Iran continue de lancer des missiles balistiques tout en armant et finançant son relais terroriste le Hezbollah, nous devons soutenir Israël.

JB : La deuxième chose que nous devrions maintenant comprendre, il devrait être très clair qu'Israël, Israël est la plus grande force de l'Amérique au Moyen-Orient. Je dis toujours à mes amis, et je vous le dis, je dis, imaginez notre situation dans le monde s'il n'y avait pas d'Israël, combien de cuirassés y aurait-il ? combien de troupes seraient stationnées ?

KH : Tandis que le Hamas maintien son contrôle sur Gaza et tire des roquettes à travers la frontière sud d'Israël, nous devons soutenir Israël.

Au milieu de l'incertitude et de la tourmente, le soutien de l'Amérique à la sécurité d'Israël doit être solide comme le roc.

Vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=qq0JQuo5-Nk

Les Charlie sont aussi Samuel... traduisez Emmanuel.

LVOG - Ce sont bien les Charlie qui l'ont poussé à la provocation débile, qui l'ont tué. Si vous saviez à quoi se livrent les enseignements en cours dans les lycées, vous en seriez extrêmement choqués ou révoltés. Quand ils ne soutiennent pas le Green New Deal, ils soutiennent la théorie de la pandémie au coronavirus, et un grand nombre qui se disent de gauche ou d'extrême gauche, se font les porte-parole des communautaristes, l'horreur, quoi.

L'« erreur » de Samuel Paty, selon l'inspection académique - lepoint.fr 20 novembre 2020

Quelques jours avant l'assassinat du professeur, le référent laïcité a envoyé un e-mail assurant que ce dernier ne maîtrisait pas les « règles de la laïcité ». lepoint.fr 20 novembre 2020

LVOG - La suite de l'article étant réservé aux abonnés du Point dont je ne suis pas, j'ai été chercher la suite ailleurs sur le Net.

- Selon l'inspection académique, Samuel Paty ne maîtrisait pas "les règles de la laïcité" - valeursactuelles.com 20 novembre

De nouveaux éléments, révélés par Le Point, mettent en lumière un échange de mail entre le professeur, sa principale et un inspecteur de l'académie de Versailles, quelques jours avant sa mort.

Le 8 octobre dernier, quelque onze jours avant l'assassinat de Samuel Paty, la principale de son collège de Conflans-Sainte-Honorine reçoit un mail d'un inspecteur de l'académie de Versailles. Ce dernier fait suite aux premiers appels scandalisés de parents, après que Samuel Paty ait diffusé des caricatures de Mahomet en proposant aux élèves musulmans de sortir. Diffusé par Le Point, ce mail annonce à la principale l'organisation d'un entretien pour le lendemain, 9 octobre. Un entretien qui devait notamment porter sur « les règles de laïcité et de neutralité que ne semble pas maîtriser M. Paty. ». Face au scandale qui enfle et aux vidéos diffusées sur Facebook par Brahim Chnina, l'inspecteur suggère également que « l'exemple de votre collègue [soit] (…) rapporté et étudié avec grand intérêt, de manière à produire des outils et ressources utiles pour tous les enseignants. ». Dans son message, l'inspecteur fait directement référence à un mail que lui a adressé Samuel Paty lui-même, dans lequel celui-ci donnait une vision, semble-t-il erronée, de la laïcité.

Une affaire prise au sérieux par le rectorat

Dans un autre mail suivant l'entretien du 9 octobre, également consulté par Le Point, ce même inspecteur assure l'enseignant du soutien du rectorat. Il affirme faire une totale distinction entre « l'erreur » de l'enseignant, qui s'est immédiatement excusé auprès des premiers parents d'élèves, et le scandale monté par Brahim Chnina, « qui dénature les faits en faisant passer l'enseignant comme ayant agi contre les musulmans ». Quelques jours plus tard, l'affaire commence à prendre de l'ampleur sur les réseaux sociaux. Selon la principale du collège, entendue par la police, l'inspecteur de l'académie suggère alors de déposer plainte au commissariat de Conflans. Il appelle également Samuel Paty pour « le réconforter ». La plainte est déposée le 13 octobre, et la situation semble alors se calmer. Quelques incidents sont toutefois évoqués par Le Point : dans la semaine, deux professeurs se désolidarisent de Samuel Paty, qui est par ailleurs traité de « raciste » par des élèves en récréation. Le 16 octobre, vers 17 h, il est décapité.

Contacté par Le Point, le rectorat s'est exprimé sur cet échange de mail : « L'institution scolaire a été, à chaque instant, en soutien à Samuel Paty. (…) Plus que ça, l'institution a pris toute la mesure de la situation en alertant les services de police dès le vendredi 9 octobre sur la présence de M. Sefrioui [militant islamiste présent sur les vidéos] avec le père de famille. ». valeursactuelles.com 20 novembre

Voilà pourquoi on ne discute pas avec Macron.

- Sahel: "avec les terroristes, on ne discute pas", affirme Macron - AFP 20 novembre 2020

Macron dehors !

- Guinée: Macron reproche à Condé de s'accrocher au pouvoir - Reuters 20 novembre 2020

Totalitarisme. L'impunité de la police institutionalisée.

Loi sur la sécurité globale : l'Assemblée adopte l'article controversé sur l'image des policiers - BFMTV 20 novembre 2020

L'Assemblée nationale a adopté vendredi soir l'article 24 du projet de loi sur la sécurité globale. BFMTV 20 novembre 2020

Loi "sécurité globale" : Gérald Darmanin contraint de reculer sur l'article 24 - europe1.fr 20 novembre 2020

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a proposé un amendement du controversé article 24 de la loi "sécurité globale", celui censé encadrer les images de policiers en intervention, afin de garantir la liberté de la presse. Lors d'une réunion d'urgence à Matignon jeudi soir, avec les responsables de la majorité, le Premier ministre de Jean Castex a repris le dossier en main pour éteindre les polémiques.

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, est obligé de reculer et a proposé un amendement pour garantir la liberté de la presse et "consacrer le droit d'informer". Une décision validée jeudi soir, lors d'une réunion d'urgence à Matignon. Objectif : calmer le jeu après la vague de protestation des élus et des journalistes dans la rue et sur les réseaux sociaux.

Finalement, dans le rôle du pompier, c'est Jean Castex lui-même qui est intervenu. Jeudi, une réunion des responsables de la majorité a été organisée à Matignon. Et c'est encore Matignon qui a annoncé qu'un amendement serait présenté, mentionnant "le droit d'informer". Avec un espoir : "lever les ambiguïté", dit le communiqué.

L'amendement viendra préciser l'article 24 et proposera également "d'ajouter l'adverbe 'manifestement' ('Dans le but qu'il

soit manifestement porté atteinte à son intégrité physique ou psychique') afin de caractériser l'intention" de nuire, a poursuivi l'entourage du ministre de l'Intérieur à l'AFP. europe1.fr 20 novembre 2020

Etat policier en famille.

- Loi « sécurité globale » : 22 000 manifestants dont 7 000 à Paris - AFP 21 novembre 2020

La vingtaine de manifestations organisées en France ont réuni quelque 22 000 personnes, dont 7 000 à Paris, 2 000 à Marseille et 1 300 à Montpellier, a appris l'Agence France-Presse auprès de la préfecture de police de Paris (PP) et de source policière. A Rennes, plus d'un millier de personnes se sont rassemblées place de la République, selon les organisateurs. A Lille, quelque 800 personnes selon la préfecture se sont rassemblées, s'insurgeant contre cette disposition. Plusieurs milliers de personnes manifestent à Toulouse contre la loi de sécurité mais aussi contre la politique sanitaire du gouvernement détaille France Bleu Occitanie. À Nancy, 500 personnes sont réunies à l'appel d'un collectif citoyen rapporte France Bleu Sud Lorraine.

Un an de prison et 45 000 euros d'amende

L'article litigieux pénalise d'un an de prison et 45 000 euros d'amende la diffusion de « l'image du visage ou tout autre élément d'identification » des forces de l'ordre en intervention quand elle porte « atteinte » à leur « intégrité physique ou psychique ». Dans le viseur du gouvernement, les campagnes sur les réseaux sociaux.

Cet article 24, qui a été salué par la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen, comme « allant dans le bon sens », spécifie que la mesure ne peut porter « préjudice au droit d'informer ». « Si la liberté de la presse peut être attaquée, les policiers et les gendarmes peuvent l'être également », avait argumenté Gérald Darmanin lors du débat. AFP 21 novembre 2020

Bienvenue à la Rockefeller Foundation.

Il y en a qui croient encore que tous les banquiers ne s'intéresseraient qu'à l'argent, qu'à faire de l'argent, accroître leur fortune, alors que ce n'est pas du tout le cas quand il s'agit des banquiers les plus riches et puissants de la planète. En fait, leur pouvoir de nuisance s'étend à tous les aspects de la société, à tous les secteurs de l'économie à l'échelle mondiale, sans oublier celui de la politique, des institutions qu'ils infiltrent, où ils placent leurs marionnettes, tel Macron par exemple, auxquels ils dicteront la politique qu'ils doivent appliquer.

Vous avez fait connaissance il y a peu de temps avec le portail du Forum économique mondial, celui de la NED/CIA, celui de la Banque mondial, on a évoqué le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le Council Foreign Relations (CFR), nous avons aussi abordé de nombreux think tanks néoconservateurs, des instituts ou fondations appartenant à des oligarques, etc. nous continuons cette présentation avec la Fondation Rockefeller.

Je n'ai pas le temps de m'attarder dessus aujourd'hui, on verra cela plus tard quand j'aurai eu le temps de traduire en français certains articles ou passage de sa littérature. En attendant vous devrez vous contenter des titres ou de brefs passages en anglais. Sinon vous pouvez utiliser le traducteur de Google qui est très efficace.

Pourquoi ? Pour montrer notamment que les conclusions du documentaire Hold-up étaient loin d'être toutes farfelues. Ce qui en ressort, c'est que le sommet de l'oligarchie avait déjà élaboré dans les moindres détails la politique liberticide ou totalitaire que Macron nous impose depuis mars 2020, et cela de longue date ou au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'approfondissait jusqu'à menacer ses fondements. J'ai déjà mis en ligne des documents qui le prouvent.

Tous ces articles font référence à la nécessité de refonder leur système économique et les institutions politiques qui vont avec ou le cautionne, sachant que le capitalisme est incapable de répondre aux besoins sociaux et aspirations démocratiques légitimes des peuples, ils évoquent une solution globale ou valable à l'échelle mondiale, une réinitialisation de tous les rapports existant dans la société (Travail, éducation, énergie, communication, transport, santé, alimentation, institutions, etc.), jusqu'à notre régime alimentaire, qu'en réalité ils comptent bien nous imposer par n'importe quel moyen, y compris le règne de la terreur et la répression féroce. J'ai surligné en rouge les expressions qui montrent la portée de leurs intentions.

- Solving Global Challenges with Lasting Impact

- Accelerating Breakthrough Solutions Around the World

For more consequential outcomes, we channel our resources and expertise into a finite set of endeavors to assure measurable and meaningful impact. Our work is focused on improving access to electricity, food, healthcare and economic opportunity. We do that through creative partnerships and innovative investments to extract more value from data and private capital.

https://www.rockefellerfoundation.org/our-work/

- Covid-19 National Testing & Tracing Action Plan

https://www.rockefellerfoundation.org/wp-content/uploads/2020/07/TheRockefellerFoundation_TestingEcosystem_7_23.pdf

The only alternative is more large-scale lockdowns.

Traduction : La seule alternative est des confinements ou des verrouillages à grande échelle.

- The impacts of the COVID crisis will likely require a rebuilding of economies across the world. This is both a challenge and an opportunity to rebuild something that serves people better, and will require both vision and commitment at local, regional and global levels. 04.03.2020

https://www.rockefellerfoundation.org/blog/five-covid-19-reflections-from-a-food-system-perspective-and-how-we-could-take-action/

- Should We Use Covid-19 to Respond to the Climate Emergency? - rockefellerfoundation.org 6.08.20

We must use this moment to reimagine the international architecture necessary to address systemic risks such as climate change because these risks are now a feature of a globalized world. rockefellerfoundation.org 6.08.20

- Reset the Table: Meeting the Moment to Transform the U.S. Food System

https://www.rockefellerfoundation.org/wp-content/uploads/2020/07/RF-FoodPolicyPaper_Final2.pdf

---

DEUXIEME PARTIE

Le directeur de l'OMS serait aussi un chef de guerre.

Le directeur de l'OMS, accusé de trafic d'armes - Réseau Voltaire 20 novembre 2020

L'armée éthiopienne a accusé le directeur général de l'OMS (organisation mondiale de la Santé), Tedros Adhanom Ghebreyesus, d'être le parrain de la guerre au Tigré.

Tedros Adhanom Ghebreyesus est ancien ministre de la Santé (2005-12), puis des Affaires étrangères (2012-16) éthiopien. C'est un dirigeant du Front de libération du peuple du Tigré (FLPT) ; parti qui a abandonné ses références au marxisme-léninisme depuis la dissolution de l'URSS.

Le FLPT a relancé la rébellion, le 4 novembre 2020. L'armée éthiopienne s'est immédiatement lancée dans une opération de sécurisation. Le conflit repose en réalité sur une opposition tribale entre l'ethnie oromo (dont le Premier ministre et prix Nobel de la paix, Abiy Ahmed, fait partie) et les Tigréens.

Selon le chef d'état-major éthiopien, le général Berhanu, Tedros Adhanom Ghebreyesus aurait entrepris des démarches auprès de divers États africains pour armer la rébellion. Il aurait obtenu l'aide de l'Égypte pour approvisionner les combattants du Front de libération du peuple du Tigré. Réseau Voltaire 20 novembre 2020

Totalitarisme. La stratégie de la peur.

C'était une mauvaise farce.

- La quarantaine : un mois à Wuhan - 5 mars 2020 CGTN

https://www.youtube.com/watch?v=kipfknGPxBQ

Transcription par LVOG.

LVOG - Ce qui est remarquable, c'est que quand bien même rien n'indiquait qu'il s'agissait d'une épidémie plus grave que celles sévissant habituellement, les autorités chinoise et l'OMS ont pris des mesures coercitives brutales ou tenu des discours alarmistes destinés à effrayer le population, comme s'il s'agissait du but recherché, ce qui n'a pas cessé d'être confirmé au cours des mois suivants en Chine et partout ailleurs dans le monde.

Du coup je me demande jusqu'à quel point les autorités chinoises ont-elle été associées au déclenchement de cette machination, si l'émergence de ce coronavirus n'était pas naturelle ou fortuite. Pour le moment on ne peut pas répondre à cette question. Tout ce qu'on peut observer, c'est à qui profite le crime.

- À 10 heures du matin, le 23 janvier, Wuhan a été mis en quarantaine...

495 cas déclarés, ils déclenchent le confinement.

Le deuxième jour du confinement, ils commencent la construction d'un hôpital de 1000 lits, et comme cela ne suffisait pas ils prévoient d'en construire aussitôt un second de 1600 lits.

7e jour du confinement, le 29 janvier 2020.

- Wuhan et province de Hubei (58,5 millions d'habitants) : 356 personnes infectées

- Hors de la province de Hubei (1,335 milliard d'habitants) : 705 personnes infectées

Deux jours plus tard, l'OMS déclarait l'urgence de santé publique de portée internationale.

Le 3 février, le taux de mortalité du virus est en dessous de 3%, c'est moins de la moitié de celui du Sras, mais la contagiosité est supérieure, le nombre de décès atteint 361 dans toute la Chine.

14e jour du confinement, le 4 février 2020.

- Wuhan et province de Hubei : 1766 personnes infectées

- Hors de la province de Hubei : 707 personnes infectées

Le 17 février, ils ont pris la température des 11 millions d'habitants de Wuhan, et mis en quarantaine tous les cas détectés.

(A 33'02", écoutez bien. - LVOG)

Lors de la troisième semaine du confinement, le nombre de cas confirmés à Wuhan dépassent les 10.000, tandis que les cas suspects sont innombrables.

(Et par miracle une semaine plus tard, plus de 93% auraient disparu ! - LVOG)

Le gouvernement décide de transformer les établissements publics tels que les stades en hôpitaux temporaires, les trois premiers fournissent plus de 4.000 lits supplémentaires.

28e jour du confinement, le 19 février 2020

- Wuhan et province de Hubei : 615 personnes infectées

- Hors de la province de Hubei : 45 personnes infectées

33e jour du confinement, le 24 février 2020

- Wuhan et province de Hubei : 464 personnes infectées

- Hors de la province de Hubei : 9 personnes infectées

La farce mode camp de concentration.

Coronavirus : la Chine en quarantaine - ARTE Reportage 3 mars 2020 https://www.youtube.com/watch?v=OQD_-2KI244

Depuis la révolution maoïste, dans chaque quartier, chaque rue, chaque résidence, chaque entreprise, des agents du Parti ont pour mission d'observer, de contrôler, de rapporter, d'informer. Désormais, ils sont chargés de barricader. D'inventer chaque jour des règles plus strictes pour contraindre chacun à l'immobilité. Sébastien Le Belzic, journaliste en poste à Pékin depuis 15 ans, s'est retrouvé confiné dans son immeuble avec sa famille. Le seul moyen de s'échapper ? Par les écrans, les réseaux sociaux, où le reporter parvient à converser avec quelques blogueurs courageux qui tentent d'informer les Chinois. Mais ceux-ci voient de plus en plus réduits au silence. Car il y a un virus que le Parti craint plus que tous les autres : celui de la liberté. ARTE

LVOG - Ne faites pas attention aux propos du journaliste qui relèvent de l'anticommunisme primaire, ils ne peuvent pas s'en empêcher ces enragés, le reste et surtout les images valent le coup.

Voilà comment le roman*1984* de G. Orwell est passé de l'utopie à la réalité grandeur nature à l'échelle du pays le plus peuplé de la planète, qui a servi de chef de file aux dirigeants du reste du monde à de rares exceptions près. Ils ont ainsi pu tester qu'ils détenaient le pouvoir d'imposer un régime totalitaire à l'humanité entière, et cela avec la bénédiction du mouvement ouvrier international ou de ce qu'il reste de son cadavre. C'est aussi ce que montre en partie le documentaire Hold-up, d'où le déchaînement de haine qu'il a suscité de la part de la réaction.

A Pékin.

- Ce jour-là, il n'y a qu'une centaine de malades mais la ville est fermée à double tour.

- Un Pékinois : Tous les matins je me réveille et je regarde le nombre de morts à la télé.

- Un Pékinois : A l'époque du Sras on avait beaucoup moins peur. Les gens disent que si le climat a changé, c'est à cause des réseaux sociaux on communique beaucoup plus aujourd'hui, on se transmet surtout notre peur, à l'époque du Sras il n'y avait pas de réseaux sociaux.

Censure totale ou confinement Internet.

Totalitarisme. Alors que personne ne sait quand un éventuel vaccin pourrait être disposible et sans le moindre recul dans le temps.

LVOG - Rappel à garder en permanence à l'esprit. 98% des gens ne sont pas malades de la covid-19, et sur les 2% restant seuls 0,5 succomberont. Un conseil : Ne vous faites pas vacciner, il n'existe aucun vaccin contre un coronavirus, même au bout de 30 ans, ils ne sont jamais parvenus à en mettre un au point, dixit le Pr. Raoult.

Covid-19 : « On peut espérer un vaccin pour janvier 2021 », estime Patrick Berche - Publicsenat.fr 20 novembre 2020

Membre de l'Académie nationale de médecine, le biologiste était auditionné ce jeudi avec ses collègues Alain Fischer et Christine Rouzioux par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) à propos des futurs vaccins contre le coronavirus.

Ehpad : « Le vaccin ne sera pas obligatoire pour les personnels », précise Brigitte Bourguignon - Publicsenat.fr 20 novembre 2020

Covid-19 : les publics prioritaires pourront être vaccinés dans "les premiers mois de 2021", selon la Haute Autorité de santé - francetvinfo.fr 21 novembre 2020

L'autorité publique française doit publier "vers le 30 novembre" ses recommandations finales sur les publics à vacciner en priorité puis, en décembre, son avis définitif sur l'organisation de la campagne vaccinale, actuellement en cours de consultation publique.

Une fois les premiers vaccins contre le Covid-19 disponibles en France, les publics prioritaires pourront être vaccinés "dans les premiers mois de 2021", a estimé vendredi 20 novembre, Elisabeth Bouvet, présidente de la commission technique des vaccinations de la Haute Autorité de santé (HAS). "On n'aura pas immédiatement accès à des doses permettant de vacciner l'ensemble de la population, mais (...) je pense que nous ne nous trouverons pas dans une problématique de pénurie", a-t-elle ajouté. La HAS doit publier "vers le 30 novembre" ses recommandations finales sur les publics à vacciner en priorité puis, "probablement vers la mi-décembre", son avis définitif sur l'organisation de la campagne vaccinale, actuellement en cours de consultation publique. francetvinfo.fr 21 novembre 2020

Covid-19 : comment nos voisins européens se préparent à une campagne de vaccination massive - BFMTV.com 21 novembre 2020

Alors que des laboratoires annoncent des résultats prometteurs à leurs vaccins, plusieurs pays d'Europe ont d'ores et déjà mis en place certaines mesures pour préparer la vaccination de leur population.

Se tenir prêts dès que possible. Plusieurs pays européens anticipent déjà une campagne massive de vaccination et ce, alors qu'aucun vaccin n'a encore passé la phase 3 des essais cliniques.

Une étape primordiale pour que les laboratoires puissent espérer mettre leur produit sur le marché, mais qui n'empêche pas plusieurs États à se préparer, souhaitant immuniser au plus vite leur population au regard de l'urgence de la situation sanitaire.

Des dizaines de milliers de personnels au Royaume-Uni

Chez nos voisins britanniques, la National Health Service (NHS) se prépare à ouvrir des dizaines de centres de vaccination, rapporte The Guardian. Ces centres de vaccination, au nombre de 42 selon le journal britannique, seront répartis un peu partout dans le pays.

Ils seront installés dans de grands espaces comme des centres de conférences ou encore nécessiteront le recrutement de dizaines de milliers de personnes pour les mois à venir. La réquisition de stades, comme le Derby Arena, est également avancée pour accueillir les personnes souhaitant se faire vacciner. Chacun de ces grands centres de vaccination sera capable de traiter entre 2000 et 5000 personnes par jour, selon le Guardian. À cela s'ajoutent environ 1500 autres centres, où chaque médecin généraliste pourra vacciner jusqu'à 500 personnes par jour.

Les catégories de population qui seront vaccinées en priorité seront les personnes à risques, à savoir celles présentant des pathologies graves, et celles âgées de plus de 80 ans.

Six importants centres de vaccination à Berlin

En Allemagne, les autorités ont annoncé la mise en place à partir de décembre de centaines de centres de vaccination dans le pays. Chaque arrondissement aura droit à un à deux centres, ainsi que des équipes mobiles, qui pourront vacciner la population.

Six grands centres doivent voir le jour à Berlin. Plusieurs espaces clos comme des salles d'expositions, désertes depuis le début de la pandémie, devraient être réquisitionnés à cette occasion. Reste une inconnue: la chaîne d'approvisionnement et la logistique pour transporter et distribuer les sérums.

Les Italiens, à l'instar de leurs voisins, ne misent pas sur un seul vaccin et visent à en avoir le plus grand nombre possible. Domenico Arcuri a toutefois avancé la semaine dernière que le vaccin de Pfizer et BioNTech sera sans doute le premier disponible. Le le commissaire du gouvernement italien pour la crise Covid-19 a également indiqué que les premières personnes vaccinées le seront à la fin janvier.

Une grand nombre d'Espagnols vaccinés d'ici l'été 2021

Chez les autorités espagnoles, le Premier ministre Pedro Sanchez a indiqué ce vendredi qu'une partie "très substantielle" de la population espagnole sera vaccinée d'ici la fin du premier semestre 2021.

Le chef du gouvernement a fait savoir que cette campagne de vaccination était en préparation depuis septembre. Un plan précis sera présenté à la population mardi prochain à la suite d'un conseil des ministres, tandis qu'un comité sera en charge de déterminer quels publics seront vaccinés en premier. La semaine dernière, le ministre espagnol de la Santé Salvador Illa avait assuré que le vaccin, qui sera administré par les services de santé publique, serait gratuit pour toute la population.

L'agence européenne du médicament comme dernier arbitre

Autant de mesures qui ne prendront véritablement forme que lors de l'autorisation du vaccin, celle-ci relevant de l'EMA pour les trois derniers pays cités. L'Agence européenne du médicament pourrait donner son feu vert dès la deuxième moitié de décembre à deux premiers vaccins, a annoncé jeudi dernier la présidente de la commission européenne Ursula Von der Leyen.

Selon Clément Beaune, le secrétaire d'État français aux affaires européennes, un accord avec le laboratoire Moderna devrait également être conclu "dans quelques jours". Signe que l'Union européenne, qui a jusqu'ici signé cinq contrats pour précommander d'éventuels vaccins, ne compte pas s'arrêter là pour endiguer au plus vite l'épidémie. BFMTV.com 21 novembre 2020

Ils commencent à sentir que le vent est en train de tourner et pas à leur avantage...

« Alarmistes » contre « rassuristes » : une guerre de communication face à la pandémie - publicsenat.fr 20 novembre 2020

Pour Véronique Reille-Soult, le discours des « rassuristes » fonctionne car il n'y a pour le moment aucun unanimisme sur la pandémie. Mais si au début, les mesures de confinement, ou de port du masque étaient acceptées par la majorité de la population, elles sont à présent de plus en plus remises en cause rendant peut-être les arguments des « rassuristes » plus audibles.

Jean-Michel Gullung approuve et conclut : « Je pense que cette colère pose le problème de l'acceptabilité de ce deuxième confinement, de l'acceptabilité des conséquences économiques. Les gens ont besoin de savoir où l'on va ». publicsenat.fr 20 novembre 2020

Contre-propagande

Chute brutale de la circulation du virus à Marseille - 21 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=LJxvlHzmAb0

Arrêtons d'avoir peur ! Didier Raoult dénonce la corruption, le Remdesivir et Gilead - 17 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=hxrMT6NhlpQ

Hold-up porte un coup à leur machination.

Pourquoi il faut voir le film Hold-Up par Ivan Rioufol - blog.lefigaro.fr 16 novembre 2020

Parce que le clergé médiatique a lancé une fatwa contre Hold-Up, il faut regarder ce documentaire "citoyen". Il faut entendre son discours dissonant, ne serait-ce que pour protéger la liberté d'expression des censures qui s'exercent sur le film. Ce travail journalistique a des défauts, à commencer par sa longueur (2h46) et des légèretés dans l'interprétation totalitaire du projet mondialiste du "great reset" (grande réinitialisation). Votre serviteur est accusé au passage, avec Laurent Joffrin, d'avoir "enterré" un propos du professeur Luc Montagnié, prix Nobel de médecine en 2008. Le 17 avril 2020 (et non le 12 février comme il est noté), Montagnié avait soutenu devant nous, sur le plateau de CNews, que le virus SarsCoV-2 avait été fabriqué dans un laboratoire de Wu Han (Chine) à partir du virus du sida (VIH). Cette révélation avait été démentie par le monde scientifique. Je remarque que cette hypothèse d'un virus fabriqué est à nouveau évoquée par d'autres. Quoi qu'il en soit, ceux qui accusent Hold-Up de "complotisme" n'ont jamais dénoncé les mensonges d'Etat ni les propagandes médiatiques. Ces désinformations sont à la source de ce film, qui brise un consensus. Son réalisateur, Pierre Barnérias, explique avoir voulu "répondre à une carence d'information et ouvrir un débat". Le succès "underground" rencontré lui donne raison.

Hold-Up est le dénonciateur d'une pensée officielle hégémonique. Le grand tort de ce documentaire, aux yeux des gardes chiourmes de l'Ordre sanitaire, est de s'en prendre à la politique de la peur, installée par le gouvernement depuis le début de la pandémie. Nombreux sont les témoins de qualité qui, dans la première partie, dénoncent notamment l'acharnement du ministre de la Santé, Oliver Véran, à imposer ses certitudes en un domaine qui aurait mérité des concertations. Le professeur Didier Raoult, qui n'apparaît pas lui-même, est souvent cité en exemple. Est rappelé aussi le scandale de l'étude bidonnée du Lancet, qui avait démoli l'hydroxychloroquine avant que la prestigieuse revue ne reconnaisse sa faute. Reste la question, à ce jour sans réponse, de savoir qui a été à l'origine de cette "fake news" avalisée par les médias. Dans la seconde partie, l'évocation de manoeuvres visant à constituer un gouvernement mondial dans le but d'asservir le peuple "inutile" pêche par trop de facilités dans l'argumentation. En deux minutes, la sociologue Monique Pinçon-Charlot ébranle l'ouvrage quand elle parle d'un "holocauste" visant à "éliminer la plus pauvre de l'humanité, dont les riches n'ont plus besoin". Mais les citoyens sont assez grands pour exercer leur propre jugement. C'est bien cet esprit critique que le Système cherche à faire taire. blog.lefigaro.fr 16 novembre 2020

Chacun d'entre vous se mobilise contre le Covid-19

Déjà 589 pétitions ont été lancées à propos de ce nouveau scandale sanitaire.

Ces pétitions ont été signées par 4 197 866 personnes !

https://www.mesopinions.com/covid19

“On les comptabilise comme morts du Covid mais ces patients ne sont pas morts du Covid” explique le Docteur Laurent Montesino - covidinfos.net 20 novembre 2020

Le Docteur Laurent Montesino, réanimateur, s’est exprimé dans une vidéo publiée par ReInfo Covid sur les morts comptabilisés Covid qui “ne sont pas morts du covid” affirmant par ailleurs qu’il n’arrivait pas “à trouver l’explication de plus de 500 morts par jour en france” et que “la situation [était] sous contrôle”. Vidéo.

[…] “La plupart des gens qui meurent du covid maintenant sont des gens qui ont plus de 80 ans et qui ont beaucoup de co-morbidités. Il est vraiment exceptionnel d’avoir des gens de moins de 60 ans qui meurent du covid. […] Tous les patients porteurs d’une PCR Covid positive ne meurent pas du Covid. Il y a certains qui meurent d’autres pathologies et qui sont testés Covid positif et qui sont donc considérés comme étant morts du Covid mais qui ne meurent pas du Covid.”

“Il y a des gens qui sont en bout de course, qui ont une espérance de vie de quelques mois, qui font des pneumonies bactériennes, qui font des insuffisances rénales, des infections urinaires, et qui sont Covid positif et qui meurent, et quand ils sont morts on les comptabilise comme morts du Covid mais ces patients ils ne sont pas morts du Covid. […] Dans mon quotidien, je n’arrive pas à trouver l’explication de plus de 500 morts par jour en france, je ne comprends pas.” […] covidinfos.net 20 novembre 2020

Émission #2 reinfocovid.fr 19 novembre 2020 -

Avec Alexandra Henrion Caude, le Dr Olivier Soulier, le Dr Laurent Montesino, le Dr Michel Procureur, le collectif Les citoyens en alerte

https://www.youtube.com/watch?v=i9pnj8W9BpY

“Nous sommes en train de créer une prison à ciel ouvert”, affirme Maître Brusa qui dénonce une “dictature” - covidinfos.net 19 novembre 2020

Maitre Brusa, avocat des producteurs du documentaire Hold Up !

L’équipe du documentaire HOLD UP pourrait lancer des actions en justice pour diffamation et injures! Maitre Brusa chargé de la défense est l'invité de Putsch Live.

Interviewé par Nicolas Vidal pour Putsch Media, Maître Carlo Alberto Brusa, avocat et président de l’association Reaction19 s’est exprimé au sujet du film Hold Up, dont il défend désormais légalement les créateurs. Il a jugé qu’il était nécessaire de “défendre la liberté d’expression”, que les accusations de “complotisme” sont de l’ordre de la “diffamation”, que la censure du documentaire par Vimeo était “un scandale” et que la France était en train de devenir “une prison à ciel ouvert”. Vidéo.

“La Covid a généré une catastrophe juridique”. Et il faudra des années pour se remettre sur le plan économique. Et des années sur le plan du droit. […] On commence à avoir des informations qui attestent qu’on nous prend pour des cons. […] Il faut que le peuple réagisse, il faut aussi que les gens réclament de la liberté, et aujourd’hui ce qui m’anéantit, c’est de voir comme il est difficile de faire réagir le peuple. Je ne demande pas de faire une révolution je demande au peuple de demander les libertés. […] Nous sommes en train de tout perdre. Mais qu’est-ce qu’il faut de plus pour qu’on comprenne qu’on est dans le cadre d’une dictature ? Ce n’est pas parce que 200 ou 300 avocats font une tribune dans un journal que les choses vont changer, parce que excusez-moi, mais Macron de la tribune dans le JDD, il en a rien à cirer. […]”

https://www.youtube.com/watch?v=ZThXXjFnnQA

Le confinement et les couvre-feux n’ont aucun effet sur l’épidémie selon LCI - covidinfos.net 19 novembre 2020

Dans une chronique consacrée à l’évolution de l’épidémie dans le journal de David Pujadas sur LCI, la journaliste Fanny Weill revient chiffres à l’appui sur le “reflux” de l’épidémie, qui selon sa démonstration ne serait dû ni au confinement, ni aux couvre-feux. Vidéo et retranscription.

On observe “une baisse fulgurante des contaminations et même des hospitalisations. On est très loin des 9000 patients en réanimation évoqués par Emmanuel Macron il y a trois semaines. Elle est tellement fulgurante cette baisse qu’elle déjoue même les pronostics les plus optimistes. L’institut Pasteur avait par exemple prévu que même dans le meilleur des cas, on atteindrait un pic en réanimation le 12 novembre à 5500 patients. Aujourd’hui, nous sommes à 4838 alors que nous sommes au pic.”

“Reprenons le nombre de contaminations quotidienne, le pic a été atteint le 2 novembre soit le quatrième jour seulement du confinement. C’est beaucoup trop court pour que cette baisse soit directement liée au confinement. Cette hypothèse ne tient

donc pas."

"Quid du couvre-feu ? C'est la deuxième hypothèse, parce que dans certaines métropoles il a eu un certain effet, exemple à Paris […], mais ça marche aussi pour Lille ou pour Saint-Etienne… Sauf que dans certaines métropoles qui pourtant ont échappé au couvre-feu, les contaminations ont là aussi baissé, dès la fin du mois d'octobre. Donc là non plus l'hypothèse du couvre-feu ne tient pas complètement." "Enfin […] si on s'en réfère à l'analyse des eaux usées dans lesquelles on détecte le virus très tôt, avant même l'apparition des symptômes, et bien la baisse en Ile-de-France s'amorce dès le 17 octobre, premier jour du couvre-feu, donc là encore, ça laisse penser que cette baisse, ce recul de l'épidémie était déjà amorcé avant l'entrée en vigueur du couvre-feu… Alors on évoque aussi l'hypothèse d'un radoucissement des températures depuis la mi-octobre, les vacances scolaires, mais ça ne convainc pas grand monde."

"Et puis, il y a un quatrième hypothèse, selon les experts, ce serait tout simplement l'évolution naturelle, le cycle de vie du virus, et ça semble se vérifier chez nos voisins européens puisque la baisse qu'on a observée en France s'est produite au même moment en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg."[…] covidinfos.net 19 novembre 2020

https://www.lci.fr/population/video-virus-les-mysteres-de-la-deuxieme-vague-2170491.html

---

TROISIEME PARTIE

POLITIQUE

Guatemala

Guatemala: Des manifestants incendient le bâtiment du Congrès - Reuters 22 novembre 2020

Des milliers de personnes se sont rassemblées sur la place principale de la ville de Guatemala samedi pour manifester contre les coupes budgétaires décidées par le gouvernement, incendiant le bâtiment du Congrès.

Agitant des drapeaux guatémaltèques et brandissant des pancartes demandant "Giammattei, démission", les manifestants ont appelé le président Alejandro Giammattei a opposer son veto au budget adopté mercredi dernier. Reuters 22 novembre 2020

Le nouveau président du Guatemala s'aligne sur Washington et rompt les relations avec Caracas - RT 17 janvier 2020

Alejandro Giammattei, fraîchement élu à la tête du Guatemala, a décidé de fermer l'ambassade de son pays au Venezuela et de rompre les liens diplomatiques. Aligné sur Washington, il affiche en outre un soutien sans faille à Israël. Le nouveau président du Guatemala, Alejandro Giammattei, a rompu le 16 janvier les relations diplomatiques entre son pays et le gouvernement vénézuélien du président Nicolas Maduro, ordonnant la fermeture de son ambassade à Caracas. RT 17 janvier 2020

https://francais.rt.com/international/70369-nouveau-president-guatemala-aligne-sur-washington-rompt-les-relations-avec-caracas

Bolivie

Retour triomphal d'Evo Morales en Bolivie - Réseau Voltaire 22 novembre 2020

L'ancien président bolivien, Evo Morales, est rentré d'exil. Il avait fui son pays lors du coup d'État ourdi par un groupe oustachi lié à la CIA et à l'OEA [1] à l'occasion de sa ré-élection, en octobre 2019. La presse internationale avait alors mensongèrement affirmé qu'il avait été chassé par la colère populaire.

Les putschistes ont cependant été contraints de procéder à des élections, remportées dès le premier tour par le parti du président Morales, le 20 octobre 2020 [2].

Lors de son retour chez lui, il était attendu par une foule gigantesque sur le tarmac de l'aéroport de Chimoré (Chapare). Il a été reçu triomphalement.

Il semble que les États-Unis n'aient accepté cet épilogue qu'à la condition que l'ex-président Morales ne retourne plus au pouvoir. Réseau Voltaire 22 novembre 2020

[1] « La Bolivie, laboratoire d'une nouvelle stratégie de déstabilisation », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 26 novembre 2019.

[2] « Une gifle cinglante pour la "coalition occidentale" », par Général Dominique Delawarde, Réseau Voltaire, 21 octobre 2020.

SOCIAL

Chine

Chine: Le projet de report de l'âge de départ à la retraite suscite la colère - Reuters 20 novembre 2020

La décision du Parti communiste chinois d'augmenter l'âge de départ à la retraite dans le cadre d'un plan économique et de développement à long terme a entraîné un mouvement de colère sur les réseaux sociaux dans le pays confronté au vieillissement rapide de sa population.

En 2018, près de 250 millions des 1,4 milliard de Chinois étaient âgés de 60 ans ou plus. Cela représente 17,8% de la population et pourrait dépasser 33% d'ici 2053, selon les estimations d'un groupe de réflexion.

Les autorités vont "mettre en œuvre le report progressif de l'âge de départ à la retraite", a déclaré l'agence de presse officielle Xinhua ce mois-ci, citant les objectifs du gouvernement d'ici 2035.

Aucun détail n'a été donné, mais l'information a suscité la polémique.

Depuis plus de quarante ans, l'âge de la retraite en Chine est resté inchangé, à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes salariées de la fonction publique et entreprises d'Etat.

Un précédent projet de relèvement de l'âge de la retraite en 2013 avait déjà provoqué une forte opposition parmi la population.

"Retarder l'âge de départ à la retraite, ce qui n'est ni rationnel ni nécessaire, est motivé par des considérations idéologiques selon lesquelles ce n'est que lorsque les intérêts et la santé des gens sont sacrifiés qu'il peut y avoir un développement économique", a déploré un utilisateur des réseaux sociaux.

La Chine est confrontée à ce que les experts appellent une "bombe à retardement démographique", car la proportion de personnes âgées dans la population augmente alors que sa main-d'œuvre diminue, en partie en raison de la politique de l'enfant unique mise en place en 1979 et abandonnée en 2016.

"Le report de la retraite est une tendance inévitable", a écrit vendredi le quotidien officiel Securities Times.

D'autant que le vieillissement de la population chinoise exerce une pression énorme sur le système de retraite. Un rapport de recherche officiel a montré que les fonds de pensions chinois pourraient être "insolvables" dès 2035. Reuters 20 novembre 2020

ECONOMIE

Entreprise.

Les marques résistent mieux à la crise du Covid-19 qu'à celle de 2008 - ladn.eu 29 juin 2020

Top 100 des plus grosses entreprises du monde en 2020

Comme chaque année, Kantar dévoile le classement BrandZ des marques les plus valorisées au monde. Évidemment, cette édition 2020 est marquée par la crise sanitaire et économique du Covid-19. Ainsi, la moitié de la croissance enregistrée pendant les 9 premiers mois de l'étude – soit de mai 2019 à janvier 2020 – a été réduite à néant par la pandémie et les mesures de confinement. La progression des 100 plus grosses entreprises du monde culmine tout de même à +6% - contre +9% sans la crise. Du côté tricolore, on retrouve comme tous les ans des marques de luxe et de cosmétique. Première marque française du classement, Louis Vuitton se classe 19 , suivie de Chanel (34) et Hermès (39).

Amazon, Apple, Microsoft et Google sont toujours au sommet du classement dont les 10 premières entreprises sont exclusivement américaines ou chinoises.

1. Amazon
2. Apple
3. Microsoft
4. Google
5. Visa
6. Alibaba
7. Tencent
8. Facebook
9. McDonald's
10. MasterCard

D'après Kantar, les marques résistent mieux à la crise du COVID qu'à celle de 2008. Pour preuve, la valeur cumulée du classement 2020 est de 5 000 milliards de dollars contre « seulement » 1 940 milliards en 2008. À elle seule, la plateforme de e-commerce de Jeff Bezos représente un tiers de la croissance totale du Top 100. Et les marques de la catégorie « Technologie », sur-représentées dans le Top 10, concentrent 37% de la valeur totale du classement. Le confinement a accentué notre dépendance aux géants de la Tech

Côté travail, la valeur de Microsoft fait un bon de 30% par rapport à 2019 – où l'entreprise de Bill Gates enregistrait déjà une croissance de 25%. LinkedIn (+31%) et Adobe (+29) font aussi partie des gagnants. En matière de divertissement, Netflix gagne 8 places et se classe à la 26 position. Tandis qu'Instagram en gagne 15 et entre dans le Top 30.

La pandémie a fait émerger des besoins très forts en hygiène et en sécurité. Les marques qui se placent sur ce créneau voient leur valeur croître. Le Covid-19 a accéléré l'usage du cashless (https://www.ladn.eu/tech-a-suivre /cashless-festival-pourquoi-agace/) dans notre quotidien. Ainsi MasterCard, Visa et Paypal se classent dans le Top 25. Côté sanitaire, les marques de cosmétique se portent bien également, L'Oréal Paris a la 44 place et Lancôme devient la 6 entreprise française à atteindre le Top 100.

Qui dit crise économique, dit réduction du pouvoir d'achat.

Le baromètre Covid-19 de juin 2020 indique que 65% des personnes interrogées font davantage attention aux prix.

Les marques qui permettent aux consommateurs et consommatrices de moins dépenser sont naturellement gagnantes. Dans le Top 100, on retrouve donc les supermarchés discount Aldi (84e) et Costco (47). ladn.eu 29 juin 2020

https://www.ladn.eu/nouveaux-usages/etude-marketing/marques-resistent-mieux-crise-covid-19-que-2008/

Haut de page

Le 24 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Les articles mis en ligne aujourd'hui.

Sur la "***Grande réinitialisation***" ou Great Reset de la société qui n'aurait plus aucun rapport avec la civilisation humaine.

J'attire votre attention sur cet article. Je n'ai rien trouvé de plus complet sur ce sujet à ce jour.

- DOCUMENT. Le «Great Reset» n'est pas du complotisme. (22.11)
- DOCUMENT. Klaus Schwab and his great fascist reset (05.10)

- DOCUMENT. La Quatrième révolution industrielle : ce qu'elle implique et comment y faire face (25.10.2017)
- DOCUMENT. Reset the Table - Meeting the Moment to Transform the U.S. Food System (28.07.2020)
- DOCUMENT. AI+1 - Shaping our integrated future (28.07.2020)
- DOCUMENT. National Covid-19 - Testing & Tracing - Action Plan (16.07.2020)

- DOCUMENT. Measuring results and impact in the age of big data: The nexus of evaluation, analytics, and digital technology (03.2020)

Sur la machination au coronabusiness.

- DOCUMENT. Vaccins anti-Covid en 2020: Folie sanitaire, politique, médiatique, financière (23.11)
- DOCUMENT. Programmation prédictive ? Des auteurs israéliens écrivent depuis des années sur une «pandémie» de type COVID (23.11)
- DOCUMENT. Le Covid-19, une audacieuse prise de contrôle (OPA) hostile sur la population mondiale? (23.11)
- DOCUMENT. Le port du masque à nos enfants de 6-11 ans est-il justifié? (23.11)
- DOCUMENT. Soutien à Vincent Pavan, enseignant-chercheur (23.11)
- DOCUMENT. L'armée britannique contre les argumentaires anti-vaccin (The Times) (23.11)
- DOCUMENT. Du port du masque facial en population générale, une méta-analyse (22.11)
- DOCUMENT. Stratégie vaccinale contre la Covid-19 : recommandations intermédiaires sur les modalités de mise en oeuvre de la vaccination (09.11)

Haut de page

Le 25 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Ils ont coupé le courant il y a 4 heures donc causerie réduite. (lire plus loin.)

Les articles mis en ligne aujourd'hui.

- DOCUMENT. La « pandémie » Covid-19: Détruire la vie des peuples. Dépression économique provoquée. Coup d'État « mondial »?. (24.11)

- DOCUMENT. New ICD code introduced for COVID-19 deaths (24.03)
- DOCUMENT. Le Mr Vaccin du gouvernement était le lobbyiste du Big Pharma... (24.11)
- DOCUMENT. Covid-19 : les tests PCR contestés (24.11)

- DOCUMENT. À l'Onu, les membres de l'Otan et de l'Union européenne s'abstiennent sur le nazisme (24.11)

- 11 pages au format pdf

PREMERE PARTIE

Quelques réflexions politiques

Lu dans un article.

- Coup d'État mondial ?

- Le FEM « Reimagine and Reset our World » dans un partenariat privé-public a été approuvé par l'ONU.

- La crise de Covid-19 est l'aboutissement d'un processus historique.

LVOG - Encore un petit effort et vous allez devenir marxiste...

Des cinglés malfaisants sont aux commandes.

Au secours, j'ai peur... de la pluie ! A défaut d'argument pour nous confiner...

Ici, en Inde du Sud, la période des cyclones s'étend d'octobre à mai, tout le monde le sait.

Courriel reçu du consulat de France à Pondichéry

- De fortes pluies sont attendues sur le Territoire de Pondichéry et l'Etat du Tamil Nadu les 25 et 26 novembre.

Nous vous invitons à éviter tout déplacement inutile et à respecter les consignes des autorités locales.

LVOG - Le lendemain 25 novembre. Lisez : "possible", "très probable", on en tremble déjà !

- La tempête tropicale Nivar approche des côtes du Tamil Nadu. Il n'est pas encore possible de déterminer le lieu précis où elle touchera la côte, ni le moment de son arrivée. (Ni même si elle arrivera un jour, à quelle force ! - LVOG)

Toutefois, il est très probable que son impact maximal soit dans la soirée du 25 novembre sur la côte entre Pondichéry et Chennai. (Crescendo, de possible on est passé à très probable ! - LVOG)

Le gouvernement de Pondichéry a établi un couvre-feu dans tout le territoire de l'Union du 24 novembre à 21 h jusqu'au 26 novembre à 6 h et la fermeture des magasins.

Nous vous invitons à adopter les bons gestes en cas d'alerte météorologique...

LVOG - Infantilisme une fois de plus. Je vous passe les détails, 13 recommandations, le délire ! Plus des trois quarts des Français sont d'origine indienne, donc ils savent à quoi s'en tenir, mais voyez-vous la consule LREM vient à peine d'arriver à Pondichéry, donc c'est elle qui est en "alerte météorologique".

Quant aux autorités, elles profitent de la terreur au coronavirus pour imposer un couvre-feu, une première à ma connaissance.

Où sont passés les intellectuels de gauche et l'avant-garde du mouvement ouvrier ?

- Je lis un tas de commentaires dans des blogs pour me faire une idée de l'état d'esprit de la population, et je me dis s'agissant des intellectuels, quelle crédulité, quel dilettantisme, quelle stupidité même, ils ne veulent pas voir ce qui est réellement en train de se passer, on a l'impression que cela ne les concerne pas, ils papotent, la masturbation intellectuelle finalement ne dépasse pas le niveau du café du commerce qu'ils méprisent en général. En fait, ils font dans leur culotte en espérant que tout rentre dans l'ordre le plus vite possible, on vivait si bien avant.

Pourquoi tous les collectifs ou blogs qui s'insurgent contre les mesures liberticides sont pour la plupart d'entre eux animés par des gens de droite ou d'extrême droite ? Parce que le mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde ont déserté ce combat politique, ils ne dépassent plus le stade du trade-unionisme, du réformisme bourgeois ou du syndicalisme d'accompagnement ou d'accommodation au capitalisme.

DEUXIEME PARTIE

La tentation du totalitarisme. Il y en a qui tombent des nus, et pourtant cela ne date pas d'hier

1971

Schwab a défini cet agenda en 1971, dans son livre Moderne Unternehmensführung im Maschinenbau (Gestion moderne en génie mécanique), où son utilisation du terme stakeholders a effectivement redéfini les êtres humains non comme des citoyens, des individus libres ou des membres des communautés, mais en tant que participants secondaires dans une entreprise commerciale massive. nouveau-monde.ca 22 novembre 2020

1987 The Coronavirus Novel: An Israeli Author Wrote a Book on the 2020 Pandemic 23 Years Ago - haaretz.com April 07 2020

In her science fiction novel '2020' published in 1987, an Israeli author described a global pandemic much like the coronavirus.

(Article réservé aux abonnés... - LVOG)

2015

The Fourth Industrial Revolution. What It Means and How to Respond by Klaus Schwab - foreignaffairs.com 12 December 2015

Published by the Council on Foreign Relations (CFR) (Fondé en 1918 - Foreign Affairs en 1922 - LVOG)

Nous sommes au bord d'une révolution technologique qui modifiera fondamentalement la façon dont nous vivons, travaillons et interagissons. Dans son ampleur, sa portée et sa complexité, la transformation ne ressemblera à rien de ce que l'humanité a connu auparavant. Nous ne savons pas encore exactement comment cela se déroulera, mais une chose est claire: la réponse doit être intégrée et globale, impliquant toutes les parties prenantes de la politique mondiale, des secteurs public et privé aux universités et à la société civile...

Le CFR est considéré comme l'un des think tanks les plus influents en politique étrangère. Il publie une revue bi-mensuelle, Foreign Affairs...

Le Council on Foreign Relations fut présidé par David Rockefeller à partir de 1970...

Le Council on Foreign Relations a compté plusieurs politiciens tel Gerald Ford, plus de douze Ministres des Affaires étrangères dont John Foster Dulles, Dean Rusk, Henry Kissinger, Madeleine Albright, Colin Powell, des banquiers, des juristes, des journalistes (notamment Walter Lippmann), des professeurs comme Wesley Clair Mitchell et une figure importante de l'OSS puis de la CIA Allen Dulles.

Quelques membres historiques notables. Hamilton Fish Armstrong, Bruce Hopper, Isaiah Bowman, Averell Harriman, Conrad Black (International Advisory Board member), McGeorge Bundy, Allen Dulles, John Foster Dulles, President Gerald Ford, George Kennan, Walter Lippmann, Robert McNamara, Wesley Clair Mitchell, John McCloy, David Rockefeller, Nelson Rockefeller, Walt Rostow, Elihu Root, Dean Rusk, Arthur Schlesinger, Albert Wohlstetter, Roberta Wohlstetter, Paul Warburg, Caspar Weinberger , Leslie H. Gelb (président honoraire). (Wikipedia.org)

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Budget : les sénateurs veulent aider Air France à acheter des avions « moins polluants » - Publicsenat.fr 23 novembre 2020

- Le pape François défend l'idée d'un revenu universel pour l'après-COVID - Reuters 23 novembre 2020

- Persécution des Ouïghours en Chine : le pape François évoque pour la première fois le sort de cette communauté - Franceinfo 23 novembre 2020

- Le Sénat vote pour la baisse de la TVA sur les billets de train de 10 à 5,5 % - Publicsenat.fr 24 novembre 2020

- Malus auto : le Sénat étale la hausse de la taxe sur le CO2 sur cinq ans - Publicsenat.fr 24 novembre 2020

- Mener la transition écologique en temps de crise, sans oublier la question de l'acceptation sociale et de l'urgence pour le climat. Publicsenat.fr 24 novembre 2020

- E-sport : les sénateurs votent la baisse de la TVA sur la billetterie des compétitions - Publicsenat.fr 24 novembre 2020

- Taxation des GAFA : le Sénat persiste et signe - Publicsenat.fr 24 novembre 2020

Leur idéologie, la guerre et le fascisme sont un et indivisible ou qui s'abstient consent.

À l'Onu, les membres de l'Otan et de l'Union européenne s'abstiennent sur le nazisme par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 24 novembre 2020

C'est une affaire extrêmement grave : dans la plus grande discrétion, les États membres de l'Otan et de l'Union européenne se sont abstenus à l'Onu sur le nazisme ; un aveu honteux. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la CIA, puis l'Otan, ont recyclé de nombreux criminels un peu partout dans le monde, et dernièrement dans les pays baltes et en Ukraine. Ceux-ci véhiculent avec eux l'idéologie raciale qu'ils n'ont jamais abandonnée.

par Manlio Dinucci

Extrait. La Troisième Commission des Nations unies —chargée des questions sociales, humanitaires et culturelles— a approuvé le 18 novembre la résolution intitulée « Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ».

La résolution appelle donc les États des Nations unies à entreprendre une série de mesures pour contrecarrer ce phénomène. La résolution, déjà adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 18 décembre 2019, a été approuvée par la Troisième Commission avec 122 voix pour, parmi lesquelles celles de deux membres permanents du Conseil de Sécurité, la Russie et la Chine. Deux membres seulement des Nations unies ont voté contre : les États-Unis (membre permanent du Conseil de Sécurité) et l'Ukraine. Selon certainement une directive interne, les autres 29 membres de l'Otan, dont l'Italie, se sont abstenus. Même chose pour les 27 membres de l'Union européenne, dont 21 appartiennent à l'Otan. Parmi les 53 abstentions se trouvent aussi l'Australie, le Japon et d'autres partenaires de l'Otan.

La signification politique de ce vote est claire : les membres et partenaires de l'Otan ont boycotté la résolution qui, tout en ne la nommant pas, met directement en cause avant tout l'Ukraine, dont les mouvements néonazis ont été et sont utilisés par l'Otan à des fins stratégiques. On a d'amples preuves que des brigades néonazies ont été entraînées et utilisées, sous gestion USA/Otan, dans le putsch de la place Maïdan en 2014 et dans l'attaque contre les Russes d'Ukraine pour provoquer, avec le détachement de la Crimée et son retour à la Russie, une nouvelle confrontation en Europe analogue à celle de la Guerre froide.

Emblématique est le rôle du bataillon Azov, fondé en 2014 par Andriy Biletsky, le « Führer blanc » partisan de la « pureté raciale de la nation ukrainienne, qui ne doit pas se mélanger à des races inférieures ».

Après s'être distingué par sa férocité, l'Azov a été transformé en régiment de la Garde nationale ukrainienne, doté de blindé et artillerie. Ce qu'il a conservé c'est son emblème, calqué sur celui de la SS Das Reich, et sa formation idéologique des recrues modelée sur celle des nazis. Le régiment Azov est entraîné par des instructeurs états-uniens, transférés depuis Vicenza en Ukraine, et d'autres de l'Otan. L'Azov n'est pas seulement une unité militaire, mais un mouvement idéologique et politique. Biletsky reste le chef charismatique particulièrement pour l'organisation de jeunesse, éduquée à la haine contre les Russes et entraînée militairement. En même temps, sont recrutés à Kiev des néonazis de toute l'Europe, Italie comprise.

L'Ukraine est ainsi devenue le "vivier" du nazisme renaissant au cœur de l'Europe. Dans ce cadre s'insère l'abstention de l'Italie, y compris dans la votation de la Résolution à l'Assemblée générale. Le Parlement accepte, comme quand en 2017, il a signé un mémorandum d'entente avec le président du parlement ukrainien Andriy Parubiy, fondateur du Parti national-social ukrainien, sur le modèle national-socialiste hitlérien, chef des brigades néonazies responsables d'assassinats et de féroces passages à tabac d'opposants politiques. C'est lui qui se congratulera avec le gouvernement italien sur le non-vote de la résolution de l'Onu sur le nazisme, dans la ligne de ce qu'il a déclaré à la télévision : « Le plus grand homme qui a pratiqué la démocratie directe a été Adolf Hitler ». Réseau Voltaire 24 novembre 2020

A qui profite le crime ? Avec le coronabusiness, que des bonnes nouvelles.

- D'une manière générale, l'année 2020 aura été lucrative pour les plus riches de ce monde, en dépit de la crise sanitaire et économique. La fortune collective des membres de l'indice Bloomberg a ainsi augmenté de 23% depuis début janvier, soit de 1 300 milliards de dollars au total.

En l'espace d'à peine 11 mois, la richesse d'Elon Musk (Tesla) s'est accrue de plus de 100 milliards de dollars. businessinsider.fr 24 novembre 2020

Censure. Google est en train de faire la promotion du grand mensonge.

- « YouTube n'autorise pas les contenus qui diffusent des informations médicales erronées contredisant les informations médicales de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ou des autorités sanitaires locales sur COVID-19, notamment sur les méthodes de prévention, de traitement ou de diagnostic de COVID-19, et les moyens de transmission de COVID-19?. (c'est nous qui soulignons)

Ils appellent cela la « vérification des faits », sans reconnaître que l'OMS et les autorités sanitaires locales contredisent leurs propres données et concepts. mondialisation.ca 24 novembre 2020

En complément.

« La loi sur la communication audiovisuelle, visant à lutter contre le piratage, devrait voir le jour en 2021 », annonce Aurore Bergé - Publicsenat.fr 24 novembre 2020

Le fascisme ordinaire s'installe durablement en France.

Loi sur la « sécurité globale » : l'Assemblée vote largement en faveur du texte - AFP 25 novembre 2020

Malgré les polémiques et la vive opposition qu'elle a rencontrées, la proposition de loi sécurité globale, qui prévoit de pénaliser la diffusion malveillante de l'image des policiers, a reçu un large feu vert de l'Assemblée nationale, mardi 24 novembre, avant son examen au Sénat.

Sécurité globale : les Français plutôt favorables à l'article 24, selon un sondage commandé par Matignon - Europe1 24 novembre 2020

Selon un sondage Ifop commandé par le gouvernement et consulté par Europe 1, une majorité de Français soutient l'article 24 de la proposition de la loi sur la "sécurité globale", qui prévoit de pénaliser la diffusion malveillante d'images de policiers.

982 personnes ont été consultées par l'Ifop sur cette question.

Selon les résultats de cette enquête, 58% des Français estiment que l'article controversé est "une bonne chose car la diffusion de ces images met en danger les policiers ou gendarmes concernés". Pour 40% des 982 personnes sondées, c'est "une mauvaise chose car les citoyens et les journalistes doivent pouvoir documenter les interventions des forces de l'ordre" et 2% ne se prononcent pas. AFP 25 novembre 2020

Ce qu'il faut retenir des annonces d'Emmanuel Macron sur le déconfinement progressif - Europe1 24 novembre 2020

Lors d'une allocution mardi à 20 heures, Emmanuel Macron a annoncé les étapes d'un "déconfinement progressif" : les petits commerces pourront rouvrir dès le 28 novembre, la règle des un kilomètre-une heure est élargie. La fin du confinement est prévue pour le 15 décembre, il sera remplacé par un couvre-feu national. La réouverture des restaurants est fixée au 20 janvier.

Réouverture des petits commerces le 28 novembre, des restaurants le 20 janvier

"Tous les commerces pourront rouvrir à compter du samedi 28 novembre au matin", a annoncé Emmanuel Macron. Une réouverture qui se fera dans le "cadre d'un protocole sanitaire strict" et jusqu'à 21 heures maximum. Si les indicateurs sanitaires sont sous la barre des 5.000 cas et des 2.500 à 3.000 patients en réanimation, les restaurants pourront ouvrir le 20 janvier, a également précisé le président.

Parallèlement, les offices des cultes seront permis dans la limite de 30 personnes, tandis que les activités extrascolaires seront autorisées. "Les librairies, disquaires et bibliothèques" pourront également rouvrir à cette date.

La règle du "un kilomètre pendant une heure" élargie

La règle du "un kilomètre pendant une heure" en vigueur pour se balader est élargie à compter du 28 novembre. Elle sera limitée à 20 kilomètres pour trois heures.

Le confinement levé le 15 décembre et remplacé par un couvre-feu

Le confinement sera levé le 15 décembre si la situation sanitaire continue à s'améliorer et sera remplacé par un couvre-feu national de 21 heures à 7 heures, avec une exception pour les soirées du 24 et du 31 décembre où la circulation sera libre, a annoncé mardi Emmanuel Macron. A compter du 15 décembre, "nous pourrons donc à nouveau nous déplacer sans autorisation, y compris entre régions, et passer Noël en famille" mais en limitant les "déplacements inutiles", a annoncé le chef de l'Etat, qui avait décrété le reconfinement le 28 octobre.

Réouverture des "salles de cinéma, des théâtres et des musées" le 15 décembre

Emmanuel Macron a annoncé la réouverture des "salles de cinéma, des théâtres et des musées" si le confinement peut être levé à cette date comme le prévoit l'exécutif. Si les nouvelles contaminations quotidiennes demeurent autour des 5.000 et le nombre de personnes en réanimation entre 2.500 et 3.000, "le confinement pourra être levé" le 15 décembre et "les salles de cinéma, les théâtres et les musées pourront reprendre leur activité" dans le respect d'un protocole sanitaire strict, a déclaré le chef de l'Etat lors de son allocution télévisée. "Un système d'horodatage pourra permettre l'organisation des représentations en fin de journée", a précisé le président.

Reprise des activités extrascolaires extérieures samedi, en salle le 15 décembre

Les "activités extra-scolaires en plein air, seront à nouveau autorisés" à partir de samedi, et le 15 décembre en salle. À cette date, "les activités extra-scolaires en salle pour l'accueil des enfants durant les fêtes seront à nouveau autorisées, avec des règles strictes", a-t-il précisé.

Les stations de ski fermées jusqu'à 2021 ?

Emmanuel Macron a estimé "impossible" l'ouverture des stations de sports d'hiver avant les fêtes de fin d'année en raison des risques sanitaires liés à l'épidémie de Covid-19, et indiqué que "les décisions seront finalisées très prochainement". "Une concertation a été engagée par le gouvernement avec les élus locaux et les professionnels mais il me semble toutefois impossible d'envisager une ouverture pour les fêtes", a dit le président de la République, qui souhaite "préférable de privilégier une réouverture courant janvier dans de bonnes conditions" et une coordination européenne sur le sujet.

La vaccination, pas obligatoire, débutera "dès fin décembre-début janvier"

La vaccination contre le Covid-19 ne sera pas obligatoire et la campagne débutera "dès fin décembre, début janvier" pour "les personnes les plus fragiles", a annoncé le chef de l'État. "Certains (vaccins) seront disponibles dès la fin décembre, début janvier, et une seconde génération arrivera au printemps", a-t-il déclaré lors d'une allocution télévisée, assurant que la France, avec l'Union européenne avait "sécuris(é) le nombre de doses" nécessaires.

Réouverture totale des lycées envisagée "autour du 20 janvier"

Les lycées pourront être "pleinement ouverts, avec la totalité des élèves" autour du 20 janvier, si le nombre de contaminations quotidiennes par le Covid-19 en France reste sous la barre des 5.000, a annoncé Emmanuel Macron mardi lors d'une allocution télévisée. Deux semaines après les lycées, "ce sont les universités qui pourront reprendre les cours, avec là aussi une présence physique de tous les élèves", a ajouté le président de la République, qui avait annoncé fin octobre la suspension des cours en présentiel dans les universités et grandes écoles.

"Plus contraignants" avec ceux qui ont le virus

"Nous devons être plus contraignants à l'égard de celles et ceux qui ont le virus", a par ailleurs déclaré Emmanuel Macron. "Je souhaite que le gouvernement et le Parlement prévoient les conditions pour s'assurer de l'isolement des personnes contaminées, y compris de manière plus contraignante", a déclaré le chef de l'Etat, en promettant que "ces personnes seront accompagnées sur le plan matériel, sanitaire, psychologique".

Les aides aux entreprises fermées augmentées jusqu'à 20% du chiffre d'affaires

Les entreprises "qui resteront fermées administrativement" dans les prochaines semaines, comme les restaurants, pourront obtenir une aide correspondant à 20% de leur chiffre d'affaires annuel, au lieu des 10.000 euros déjà proposés, a indiqué mardi Emmanuel Macron. "Les restaurants, les bars, les salles de sport, les discothèques, tous les établissements qui resteront fermés administrativement se verront verser, quelle que soit leur taille, 20% de leur chiffre d'affaires de l'année 2019 si cette option est préférable pour eux aux 10.000 euros du fonds de solidarité", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une allocution télévisée.

"Tout faire pour éviter une troisième vague" et "un troisième confinement"

Il faut "tout faire pour éviter une troisième vague" d'épidémie de Covid-19 et "tout faire pour éviter un troisième confinement", a également précisé Emmanuel Macron lors de son allocution. "Si nous ne voulons pas subir demain un troisième confinement, nous devons redoubler de vigilance : protégeons nos proches, en particulier les plus vulnérables, en portant le masque, y compris à la maison lorsque nous sommes avec des amis ou avec des parents qui n'habitent pas au quotidien avec nous", a-t-il exhorté. Europe1 24 novembre 2020

TROISIEME PARTIE

Ils n'ont pas osé, cela aurait été la goutte de trop. Dommage ?

- Coronavirus : la vaccination "ne sera pas obligatoire" - Europe1 24 novembre 2020

Coronabusiness, le jackpot pour Big Pharma!

Coronavirus : l'UE annonce un contrat de vaccins avec Moderna - Europe1 24 novembre 2020

L'UE a annoncé mardi un contrat avec la société américaine Moderna pour fournir jusqu'à 160 millions de doses de vaccin contre le coronavirus. Avant cette annonce, la Commission européenne avait déjà signé cinq contrats pour précommander des vaccins.

Avant cette annonce, la Commission européenne avait déjà signé cinq contrats pour précommander des vaccins : avec le suédo-britannique AstraZeneca et l'américain Johnson & Johnson (jusqu'à 400 millions de doses auprès de chacun), le duo franco-britannique Sanofi-GSK (jusqu'à 300 millions de doses), le duo américano-germanique Pfizer-BioNTech (jusqu'à 300 millions de doses) et enfin avec l'allemand CureVac (jusqu'à 405 millions de doses).

L'UE veut réussir la campagne de vaccination contre la covid-19 - euronews.com 23 novembre 2020

La communauté scientifique en Europe s'active. L'Agence européenne des médicaments pourrait approuver à la mi-décembre deux vaccins contre la covid-19. Un lent retour vers une forme de normalité est envisageable. "Je resterai optimiste et d'ici l'été prochain les choses reviendront à la normale, mais il nous faudra toujours porter un masque et garder nos distances", estime Luke O'Neill, professeur au Trinity College à Dublin.

C'est aussi l'espoir de la Commission européenne. Depuis le lancement en juin de sa stratégie sur les vaccins, l'institution a débloqué des millions d'euros en recherche et développement. Elle espère un déploiement rapide des 300 millions de doses à travers l'Europe.

La transparence pour réussir la vaccination en Europe contre la Covid-19

Mais le plus grand défi maintenant pour les autorités sera peut-être de convaincre le grand public. Le scepticisme est particulièrement élevé en France. Selon une étude seuls 54% des personnes interrogées ont l'intention de se faire vacciner. En Espagne le chiffre est de 64% et en Allemagne 69% de la population compte recourir au vaccin.

Vaccin contre le Covid-19 : l'UE fourbit ses armes

Pour le professeur de biochimie Luke O'Neill c'est aux médecins et aux scientifiques de trouver les mots justes pour convaincre les citoyens. Gouvernements et chercheurs devront donc transmettre un message clair et convaincant pour dépasser les craintes et faire taire les fausses informations. euronews.com 23 novembre 2020

QUATRIEME PARTIE

Contre-propagande et résistance au totalitarisme.

Le « Great Reset » n'est pas du complotisme par Joseph Stroberg - nouveau-monde.ca 22 novembre 2020 https://nouveau-monde.ca/fr/le-%e2%80%89great-reset%e2%80%89-nest-pas-du-complotisme/

La version anglaise originale.

Klaus Schwab and his great fascist reset by winter oak - winteroak.org.ukOctober 5, 2020

https://winteroak.org.uk/2020/10/05/klaus-schwab-and-his-great-fascist-reset/

Vaccins anti-Covid en 2020: Folie sanitaire, politique, médiatique, financière par Dr Vincent Reliquet (aimsib) - Mondialisation.ca, 23 novembre 2020

https://www.mondialisation.ca/vaccins-anti-covid-en-2020-folie-sanitaire-politique-mediatique-financiere/5651359

Aimsib :Association internationale pour une médecine scientifique, indépendante et bienveillante

Soutien à Vincent PAVAN, mathématicien & maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille - Collectif Reinfocovid 23 novembre 2020

https://www.reinfocovid.fr/soutien-vincent-pavan/

Vincent PAVAN (mathématicien, maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille) est suspendu autoritairement de ses enseignements dans l'attente d'une mesure disciplinaire. Il est convoqué le 3 décembre 2020 devant la commission d'instruction de l'Université d'Aix-Marseille pour le motif suivant :

« Attitude de nature à porter atteinte à l'ordre et au bon fonctionnement de l'établissement lié au refus d'appliquer les consignes communiquées et affichées par l'établissement dans le contexte sanitaire actuel et notamment son refus revendicatif du port du masque »

Le 9 septembre 2020, après en avoir informé sa hiérarchie, Vincent PAVAN a tenu son enseignement dans les conditions suivantes :

Il a retiré son masque ;

Il a proposé aux étudiants qui le souhaitaient d'en faire autant ;

Il a proposé aux étudiants qui ne souhaitaient pas participer à son cours dans ces conditions de quitter la salle sans qu'il ne leur en soit tenu grief.

Ce faisant, Vincent PAVAN faisait valoir son droit à l'indépendance – sous la seule condition d'objectivité et de tolérance – qui protège constitutionnellement le statut des enseignants-chercheurs, tels que le rappellent les articles du code de l'éducation L-123-9, L-141-6, L-952-2.

Article L-123-9 : « À l'égard des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs, les universités et les établissements d'enseignement supérieur doivent assurer les moyens d'exercer leur activité d'enseignement et de recherche dans les conditions d'indépendance et de sérénité indispensables à la réflexion et à la création intellectuelle. »

Article L-141-6 : « Le service public de l'enseignement supérieur est laïque et indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique ; il tend à l'objectivité du savoir ; il respecte la diversité des opinions. Il doit garantir à l'enseignement et à la recherche leurs possibilités de libre développement scientifique, créateur et critique. »

Article L-952-2 : « Les enseignants-chercheurs, les enseignants et les chercheurs jouissent d'une pleine indépendance et d'une entière liberté d'expression dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et de leurs activités de recherche, sous les réserves que leur imposent, conformément aux traditions universitaires et aux dispositions du présent code, les principes de tolérance et d'objectivité. »

Par son geste et par les conditions d'exercice de son enseignement qu'il mettait en place Vincent PAVAN ne faisait qu'exercer son droit le plus sacré d'exprimer son désaccord avec l'interprétation de l'épisode sanitaire donné par les autorités et de proposer aux étudiants une lecture critique et raisonnée de la situation en leur demandant d'exercer leur propre faculté de jugement.

Enseignants-chercheurs, nous avons besoin de vous !

Nous recherchons des enseignants-chercheurs confrontés à la même situation que Vincent Pavan, ou dans le même processus de réflexion quant aux consignes communiquées au sein de l'enseignement supérieur.

Contactez-nous à cette adresse pour nous apporter votre témoignage: enseigner@reinfocovid.fr

Et plus largement, nous avons besoin du soutien de tous pour la défense de la Liberté d'Expression

L'épisode rencontré par Vincent Pavan n'est qu'une illustration de plus de la dérive totalitaire qu'entraine la gestion de la crise sanitaire dans notre pays. En tant qu'individus, nous avons des droits constitutionnels. Or, lorsque nous demandons leur application, ces droits les plus élémentaires nous sont refusés, remplacés par des directives et des consignes infondées.

Il nous appartient à tous aujourd'hui de nous lever pour faire valoir nos droits.

Pour tous ceux qui souhaitent soutenir Vincent Pavan. Vous pouvez envoyer un mail aux 3 adresses ci-dessous.

La bienveillance et la courtoisie sont de mise, nous cherchons avant tout le dialogue, pas la confrontation.

Expliquez simplement en quoi le respect du droit à la liberté d'expression est essentiel. Ou rappelez les articles du Code de l'Education défendus par Vincent Pavan (L-123-9, L-141-6, L-952-2). Enfin, faites ce qui vous semble le mieux. Si vous le souhaitez, mettez-nous en copie des emails envoyés: soutien@reinfocovid.fr

- Président de l'université : Monsieur Eric BERTON: eric.berton@univ-amu.fr

- Présidente de la section disciplinaire: Madame Muriel GIACOPELLI: m.giacopelli@univ-amu.fr

- Directeur de Polyetch'Marseille: Monsieur Romain Laffont: romain.laffont@univ-amu.fr

LVOG - Mes emails seront postés en fin de journée ou demain matin au plus tard.

Message de Louis Fouché : Sauver Vincent - Ecrivez à soutien@reinfocovid.fr pour savoir comment agir

https://www.youtube.com/watch?v=s7THDnH-JBE

https://www.facebook.com/pg/collectifreinfocovid/posts/

Du port du masque facial en population générale, une méta-analyse (22.11)

http://www.luttedeclasse.org/dossier57/COVID-19_masque_meta-analyse_22112020.pdf

Covid-19 : commerçants et indépendants manifestent avant les annonces de Macron - AFP 24 novembre 2020

Lundi 23 novembre, dans plusieurs grandes villes de France, des milliers de commerçants et indépendants se sont rassemblés pour alerter sur la situation de leurs établissements, fermés car jugés non essentiels, à la veille d'une intervention d'Emmanuel Macron, mardi.

À Lyon, plus d'un millier de personnes ont défilé entre la place Bellecour et la place des Terreaux dans une ambiance festive, au son de la musique d'un DJ.

À Grenoble, 800 manifestants vêtus de noir étaient venus de toute l'Isère et même de la Savoie, parmi lesquels de nombreux restaurateurs.

À Tarbes, quelque 200 petits commerçants, restaurateurs, hôteliers et artistes se sont rassemblés devant la préfecture des Hautes-Pyrénées pour crier leur « peur de mourir ».

Mêmes images de manifestants en noir à Quimper, où 150 à 200 professionnels, selon les organisateurs, se sont réunis devant la préfecture du Finistère, sous le slogan « Fermer tue ». AFP 24 novembre 2020

Haut de page

Le 27 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je prends le train en marche, désolé. je viens d'apprendre que des manifestations sont convoquées dans toute la France pour exiger le retrait de la loi « Sécurité globale », j'appelle tous les lecteurs à y participer.

Je vous fais grâce du communiqué commun de la coordination « StopLoiSecuriteGlobale » du jeudi 26 novembre, appelant à y participer muselé, je cite "*à marcher avec une croix X sur votre masque, symbolisant l'atteinte à la liberté d'expression*, pire, *Nous sommes aux côtés de l'Onu, de la Commission européenne, du parlement européen, de la CNCDH, de la Défenseure des droits, et de toutes les forces progressistes pour condamner ces lois liberticides.*, l'écriture inclusive en prime, il ne manquait plus que l'Otan, le Pentagone, le Forum économique mondial, le Pape et Biden ! Ou encore : "*Nous rappelons que l'article 12 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen institue une force publique et non pas une force floutée.*", on veut bien qu'elle soit répressive, mais pas plus, sinon qui va protéger le régime, hein ?

Haut de page

Le 28 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Un mot très bref.

J'ai beaucoup de boulot, je dois envoyer un courriel au Dr Louis Fouché et à la généticienne Alexandra Caude-Henrion à propos de l'ARN et de l'ADN suite à la lecture d'un article de *Sciences et Avenir*, et rédiger un commentaire à destination du blog du Dr. Maudrux où j'interviens régulièrement, un internaute a évoqué les jours heureux sous le régime capitalisme, et je pense que cela mérite une réponse, si j'ai le temps...

"Sécurité globale" : le tribunal administratif casse l'interdiction du préfet de police, la manifestation prévue samedi à Paris pourra avoir lieu - Franceinfo 28 novembre 2020

La manifestation prévue samedi à Paris contre l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi controversée "sécurité globale" pourra bien se tenir entre la place de la République et la place de la Bastille à Paris. Le tribunal administratif casse l'arrêté du préfet de police Didier Lallement, qui avait interdit jeudi la manifestation. Cette "marche des libertés", organisée par la "Coordination Stop loi sécurité globale", pourra donc avoir lieu après un référé déposé par le Syndicat national des journalistes (SNJ).

Les organisateurs de la manifestation contestaient l'interdiction par le préfet de police de Paris de cette manifestation prévue à partir de 14 heures entre la place de la République et la place de la Bastille. Le préfet de police autorisait seulement un rassemblement statique place de la République. Appel à manifester

La "Coordination Stop loi sécurité globale" avait annoncé dès jeudi 26 novembre que "quelle que soit la décision" du tribunal administratif, elle maintiendrait cette "marche à Paris". Elle a publié vendredi un nouvel appel à manifester, signé par plusieurs dizaines de syndicats notamment de journalistes, de médias et d'associations, mais aussi par des élus de gauche.

Après des manifestations samedi dernier, de nouvelles "marches des libertés" sont prévues samedi dans plus de 70 villes, ainsi que devant les ambassades de France à La Haye et Berlin, selon la coordination. Franceinfo 28 novembre 2020

LVOG - Le parcours de cette manifestation à Paris (République-place de la Bastille) fait penser à un baroud d'honneur ou aux dizaines de milliers de manifestations qui ont emprunté ce parcours dans le passé, et qui ont servi à strictement rien. Mais bon, c'est toujours mieux que de se morfondre devant son écran d'ordinateur. Cela fera circuler le virus au grand dam des tyrans au pouvoir, donc cela n'aura pas été totalement inutile.

Ne croyez pas que le régime serait moins totalitaire si demain ils abrogeaient ce projet de loi liberticide, il l'était déjà avant sous Hollande, mais comme il était soi-disant de gauche, tous les opportunistes s'en accommodaient.

Tous les partis dits de gauche ou d'extrême gauche sont là uniquement pour gérer au mieux les rapports qui existent entre le capital et le travail à la manière des syndicats corrompus ou de collaboration de classes, et non pour les briser ou les inverser, ne vous faites aucune illusion sur leur nature et leurs intentions.

En refusant d'affronter Macron sur la question du confinement, du masque, de la distanciation sociale, etc. en cautionnant leur nécessité ils se sont démasqués eux-mêmes. En refusant de marcher dans cette combine pourri ou de rejoindre ce consensus, La Voix de l'Opposition de Gauche a démontré à l'opposé qu'elle s'était située sur le terrain du socialisme.

Côté distanciation sociale, les 10.000 kilomètres qui nous séparent ne facilitent pas les rapports...

Au fait, on a bien essuyé un cyclone provoquant les dégâts habituels, principalement dans le jardin.

Bon week-end.

Haut de page

Le 30 novembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ai mis la date du 30 parce ce dimanche il est déjà 18h15 en Inde, 13h45 en France. En fait j'ai la flemme de changer la date, j'ai encore bossé comme un forçat !

Le cyclone Nivar a touché terre le 26 novembre à 3H05 près de Pondichéry, avec des vents allant jusqu'à 130 km/h qui ont déraciné des arbres et charrié des pluies torrentielles atteignant par endroits 30 cm en quelques heures. AFP 26 novembre 2020

Je n'ai pas eu le temps de nettoyer le jardin et ma compagne est absente depuis 3 semaines, mieux, je n'ai plus de nouvelles d'elle depuis le 18 novembre, attendez, elle est chez son frère à 1,5 km de chez moi. Personne ne m'a prévenu par téléphone de l'arrivée du cyclone, personne ne m'a rendu visite ou ne m'a téléphoné lors de Diwali, apparemment je suis tout juste bon à casquer.

J'ai l'habitude, depuis 1989 je n'ai jamais connu d'autres rapports avec des Indiens, et pour cause ils n'en ont jamais connus d'autres non plus, c'est la norme, c'est normal. Cela vos choque ? Il faudra que vous vous y habituiez dans l'avenir en France aussi, à moins que ce soit déjà le cas...

A propos du documentaire Hold-up.

Lu quelque part.

- Les médias mentent depuis toujours. Mais ils veulent garder le monopole du mensonge.

LVOG - Ils ne sont pas les seuls !

- 24 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Pour qui roulent-ils ? Bienvenue chez les chiens de garde du régime.

Savez-vous quelle cause vous servez au NPA ?

Quand l'extrême gauche est devenue un appendice de l'extrême-centre ou l'extrême droite de l'oligarchie,

Comment faut-il l'interpréter : Dogmatisme fanatique jusqu'à l'aveuglement, confusion extrême, crasse ignorance dépassant les bornes de l'idiotie ordinaire, exercice de servilité consensuelle pour être admis parmi le cercle des opportunistes, ou tout simplement tentative désespérée pour mériter son étiquette d'extrême gauche, à moins que ce ne soit un gage de fidélité au régime quitte à se ridiculiser, ce qui ne devrait pas les gêner au point de décomposition où ils en sont. Il faut le lire pour le croire.

Alexandra Henrion-Caude très largement relayée sur la complosphère et l'extrême droite - anti-k.org 7 août 2020

https://www.anti-k.org/2020/08/07/alexandra-henrion-caude-tres-largement-relayee-sur-la-complosphere-et-lextreme-droite/

Il s'agissait en réalité d'un article rédigé par Conspiracy Watch et non signé. (https://www.conspiracywatch.info/)

Conspiracy Watch, qu'est-ce que c'est ?

Une officine d'extrême droite qui avance masquée, au service du clan des oligarques de l'extrême-centre. Ce qu'ils dénonçaient, cela allait être justement l'exercice auquel ils allaient se livrer, ils osent tout que voulez-vous !

Voyons ce qu'en a dit l'Observatoire du néo-conservatisme (ANTICONS).

https://anticons.wordpress.com/2013/09/09/rudy-reichstadt-opportuniste-neo-conservateur/#more-909

Rudy Reichstadt : un opportuniste de la galaxie néo-conservatrice - anticons.wordpress.com 9

septembre 2013

Anticons - Rudy Reichstadt : un opportuniste de la galaxie néo-conservatrice

Analysons ensemble le réseau de Rudy Reichstadt.

Rudy Reichstadt, ce nom vous dit quelque chose ? Probablement pas. Son occupation principale est de tenir un blog nommé pompeusement « Observatoire du Conspirationnisme » (Conspiracy Watch pour les intimes). Expert autoproclamé, fervent défenseur d'Israël, proche de BHL, disciple de Pierre-André Taguieff et très proche de Caroline Fourest, c'est surtout le jeu des réseaux qui lui a permis d'exister. Il publiera ainsi sur le site de la revue néo-conservatrice « Le Meilleur des mondes« , issu du « Cercle de l'oratoire » groupuscule des néo-conservateurs français les plus extrêmes. Analysons ensemble le réseau de Rudy Reichstadt. Par deux fois, il se voit offrir une tribune aux « séminaires » de « La Règle du jeu » (le site de Bernard-Henri Lévy). Il y revêt maladroitement le costume d'expert en -isme en tous genre, ânonnant des poncifs pour se raccrocher aux branches. Ce fut le cas par exemple lors du fameux documentaire, réalisé par son amie Caroline Fourest, pour lequel sa prestation fut l'objet d'une critique au vitriol de la part de Pascal Boniface, l'auteur du fameux « Les intellectuels faussaires ».

Séminaire de « La Règle du Jeu », « Radicalisation politique et théories du complot », le 16 juin 2013, débat animé par Alexis Lacroix avec, Guy Konopnicki, essayiste et journaliste à Marianne et Rudy Reichstadt, fondateur du site Conspiracy Watch.

Les « Séminaires » de « La Règle du jeu » ont été créés par BHL et Alexis Lacroix. Rudy Reichstadt, fondateur du site Conspiracy Watch, y est invité le 16 juin 2013. Comme à son habitude, il utilise son répertoire de techniques de manipulation : insinuations, amalgames, diffamations, tout en se proclamant défenseur de valeurs universelles inattaquables : laïcité, démocratie, lutte contre le racisme et l'intégrisme, antifasciste, etc.

LVOG - Pratiques partagés par cette tendance du NPA, comme quoi il n'y a pas de hasard en politique. Autre morceau de choix.

Anticons - A propos des musulmans de France : « Deux millions de musulmans en France, ce sont deux millions d'intégristes potentiels. » déclara Pierre-André Taguieff sur France Inter en 1997. A propos de Stéphane Hessel, M. Taguieff osera déclarer : « Faut pas exagérer, après tout il n'a été qu'un tout petit peu arrêté par la Gestapo, et un tout petit peu torturé… » M. Taguieff oublie de préciser que Stéphane Hessel fut arrêté par la Gestapo, torturé, mais aussi déporté vers Buchenwald puis Dora. Au décès de Stéphane Hessel, il fera scandale en écrivant : « Le temps n'est pas encore venu pour prononcer un jugement d'ensemble nuancé sur ce personnage surestimé à tous égards, et que je tiens pour un faux grand homme. »

LVOG - Autre morceau de choix.

Anticons - Dans sa présentation de Wolfelsperger, M. Reichstadt omet tout simplement de souligner qu'Alain Wolfelsperger a participé à un séminaire de la Société du Mont-Pèlerin. Cette organisation qui regroupe des adversaires déterminés de l'Etat social, la Société du Mont-Pèlerin, a inspiré la politique économique et sociale de Pinochet, Reagan et Thatcher. Mai 2012 : A l'initiative de L'ALEPS, 21 économistes français contre le programme socialiste. Parmi les signataires, nous retrouvons Alain Wolfelsperger lié comme les 20 autres à un ou plusieurs think tanks néolibéraux : Société du Mont-Pèlerin, Institut Turgot, Association pour la liberté économique et le progrès social (L'ALEPS).

LVOG - Quel palmarès, impressionnant ! Conclusion.

Anticons - Pour toutes ces raisons, il semble évident que le titre de néo-con est le plus approprié pour décrire le profil de Rudy Reichstadt. Son idéologie affichée, proche de plusieurs extrémistes, fait de lui un opportuniste bien trop engagé pour pouvoir se revendiquer « expert » en quelque domaine que ce soit, mise à part en propagande néo-conservatrice. anticons.wordpress.com

LVOG - Anti-K aura tout fait pour partager ce titre de noblesse de la réaction, bravo ! Chacun aura compris que Rudy Reichstadt est une pourriture d'extrême droite, traduire, de l'extrême-centre auquel appartiennent Macron, Attali, etc.

Dans l'article de Conspiracy Watch, il était notamment reproché à Alexandra Henrion-Caude d'avoir fait la promotion du traitement et du protocole adoptés par le Pr. Didier Raoult pour lutter contre la covid-19, et d'avoir suggéré que le SARS-CoV-2 pourrait être le produit d'une manipulation génétique, bref, le crime absolu pour le NPA.

Vous voyez comme c'est facile de basculer dans le camp de la pire réaction. Là le procédé est si médiocre et grotesque, s'attaquer à l'hydroxychloroquine, qu'on se demande comment des militants peuvent adhérer à des partis finalement aussi pourris.

Ma démarche ou ma méthode : Les faits, rien que les faits.

Courriel adressé samedi 28 novembre 2020 à : contact@reinfocovid.fr

Dans cet article il est affirmé, je cite "cette technologie ne risque pas de modifier l'ADN des malades", qu'en est-il réellement ?

Pouvez-vous poser cette question à la généticienne Alexandra Caude-Henrion et peut-on espérer une réponse rapidement ?

Covid-19 : un vaccin à ARN, comme celui de Pfizer ou Moderna, peut-il modifier notre ADN? - 27 novembre 2020

https://www.sciencesetavenir.fr/sante/covid-19-un-vaccin-a-arn-peut-il-modifier-notre-adn_149572

Enfonçons le clou pendant qu'on y est avec un autre article.

De BHL à Charlie Hebdo : la propagande néoconservatrice déguisée en gauche progressiste. - anticons.wordpress.com 1 décembre 2013

https://anticons.wordpress.com/2013/12/01/de-bhl-a-charlie-hebdo-la-propagande-neoconservatrice-deguisee-en-gauche-progressiste/

LVOG - Conclusion.

Anticons - Ainsi, à la question fondamentale « BLH, Philippe Val, Fourest et compagnie, œuvrent-ils pour le bien commun ou pour leurs intérêts corporatistes et belliqueux ? », nous avons répondu par la mise en évidence des liens consanguins entre cette fausse gauche et les officines extrémistes les plus intolérantes.

On pourra donc en conclure que ces dangereux tartuffes s'autoproclament de gauche progressiste pour mieux répandre leur idéologie néoconservatrice très proche de l'extrême-droite. anticons.wordpress.com

LVOG - C'était un euphémisme évidemment.

Les militants devraient se demander pourquoi c'est une partie de la droite conservatrice ou souverainiste et de l'extrême droite qui ont dénoncé cette machination au coronavirus, plutôt que la gauche et l'extrême gauche qui se sont positionnées au côté de Macron, LREM, le MoDem et Agir. Ils marchent sur les pas de Doriot, Déat ou Belin qui se mettront au service de Vichy...

Ne soyez pas complotiste, soutenez cette campagne !

L'UE insiste sur la campagne de vaccination contre la covid-19 - Euronews 27 novembre 2020

Après les annonces encourageantes, l'UE se projette pour réussir la campagne de vaccination. La voie n'est pas encore complètement dégagée. Les vaccins annoncés par plusieurs entreprises contre la covid-19 ne sont pas encore disponibles. Ils doivent d'abord être validés par l'Agence européenne des médicaments.

Les feux semblent cependant passer au vert. Pour la présidente de la Commission européenne ces derniers jours marquent une percée dans la lutte contre la covid-19. "Les premiers citoyens européens pourraient être vaccinés avant la fin du mois de décembre, il y a donc enfin la lumière au bout du tunnel. Comme je l'ai dit les vaccins sont importants mais ce qui compte c'est la vaccination", souligne Ursula von der Leyen.

Il s'agit aussi de convaincre les citoyens de se faire vacciner. Selon une enquête, en France à peine plus de la moitié des personnes compte recourir au vaccin. Les gouvernements doivent convaincre les sceptiques, les opposants et batailler contre les théories du complot. Euronews 27 novembre 2020

Quand la fabrique du consentement n'a plus d'effet sur ces 59% de Français complotistes

Covid-19 : 59% des Français n'ont pas l'intention de se "faire vacciner" - Journal du Dimanche 29 novembre 2020

Les plus réticents : les catégories populaires (seulement 28% y sont disposés), les moins de 35 ans (29%, soit 30 points de moins que les plus de 65 ans). Journal du Dimanche 29 novembre 2020

A propos du documentaire Hold-up. Ne vous fiez pas au titre, lisez plutôt son article, il en fait partie.

Paniques anticomplotistes par Frédéric Lordon - blog.mondediplo.net 25 novembre 2020

https://blog.mondediplo.net/paniques-anticomplotistes

Lordon tient ici le rôle peu enviable d'avocat du régime et de ses représentants, par crainte peut-être que les médias lui tombent dessus à bras raccourcis ainsi que sur le Monde diplomatique, à moins que cette crainte soit infondée parce qu'ils appartiennent tous à la même famille, il faut dire que dans le cas contraire Lordon n'aurait pas son rond de serviette à la table du Monde diplomatique, une annexe du Monde. La ou les preuves ?

Sa raison d'être ? Fournir aux intellectuels, aux classes moyennes, aux couches supérieures de la classe ouvrière des arguments pour s'accommoder du régime au lieu de le combattre et se donner bonne conscience...

Qu'est-ce que le Monde diplomatique ?

Wikipédia - Le Monde diplomatique est un journal mensuel français fondé en mai 1954 par Hubert Beuve-Méry comme supplément au quotidien Le Monde. La ligne éditoriale du Monde diplomatique est associée à la gauche antilibérale.

- ...le journal a pris une tendance altermondialiste à partir de 1973...

- La rédaction a pris une part active dans l'émergence, en France, du mouvement altermondialiste.

- Le journal a relayé des campagnes d'ATTAC...

- C'est aujourd'hui une filiale du Groupe Le Monde. Le Monde SA détient 51 % du capital du Monde diplomatique.

- Le journal est majoritairement lu par des (...) catégories socioprofessionnelles supérieures, mais également par 7,6 % d'employés et 10,5 % de professions intermédiaires.

Le lectorat se situe principalement dans la tranche d'âge 50-65 ans avec une surreprésentation des 25-35 ans par rapport à la population française.

La position politique se situe principalement à gauche avec une forte appartenance à la France insoumise (28,6 % pour les non-abonnés et 35,2 % pour les abonnés) et à l'extrême gauche. Toutefois, une part significative déclare ne se sentir proche d'aucun courant politique particulier (10,9 % pour les abonnés et 15,2 % pour les non-abonnés). Le niveau d'étude des lecteurs du Monde Diplomatique est élevé avec une forte présence des personnes ayant un bac +3/+4 (30 % pour les non-abonnés et 29,3 % pour les abonnés) et un bac +5 (37,7 % pour les non-abonnés et 40,5 % pour les abonnés).

LVOG - Vous avez bien lu, dès lors, dans quel camp se situe "*la gauche antilibérale*" sinon celui de la réaction pour laquelle elle racole parmi la jeunesse. Ne lui demandez pas de l'assumer, s'il vous plaît, un peu de sérieux.

Commentaires d'internautes.

1- Un peu déçu. On s'attaque aux médias certes, on s'y attaque aussi au néolibéralisme, et à l'UE. Autant je peux concevoir que la sortie de l'UE soit une bonne réforme, autant j'y vois beaucoup de complaisance avec les souverainistes alors qu'on pourrait s'attaquer au capitalisme plus profondément. À part ces ennemis-là, je n'en vois pas pointés du doigt. Je ne vois pas non plus de proposition intéressante pour le lecteur, alors même que tu nous proposais un communisme luxueux il y a quelques mois.

Impression assez amère et défaitiste, même si plus claire à l'égard des complotistes qui relayaient un autre de tes articles récemment.

LVOG - Merci monsieur ou madame pour ce rappel. Effectivement, Lordon fait partie de ces intellectuels adeptes du double langage, qui jouent un double jeu, qui apparemment leur profite bien.

2- Les théories du complots, cela n'existe pas. Ce qui existe c'est la lutte des classes. Et cette vérité, ce groupe de mots "lutte de classes" étant insupportable à la classe dominante et ses chiens de gardes, tout ce qui vient contredire son crédo, son "TINA", sa vérité, c'est du complotisme. A qui profitent les crimes ? Qui a commis les crimes ? Qui les a soutenus ? La classe dominante et ses sous-traitants. Et tout ce qui viendra dénoncer et révéler cette situation, sera qualifié par les valets des dominants de théorie du complot . Il nous faut donc à notre tour dénoncer les complotistes, mais les vrais, les médias aux ordres. Eux sont les vrais complotistes. Quant à ce documentaire, "Hold Up" que je n'ai jamais vu, si dans ses propos il n'y a pas "lutte de classes", alors il est suspect, ou en tout cas incomplet.

LVOG - Bravo pour la "*lutte des classes*" ! C'est ce que j'avais souligné dans plusieurs causeries, en fait dans toutes mes causeries depuis le premier jour. En revanche, désolé, vous n'êtes pas habilité à porter un jugement sur un film que vous n'avez pas vu.

3- Que montre Hold Up finalement ? Des témoignages d'experts aussi valables que ceux de BFM, les contradictions flagrantes, voulues ou pas de nos dirigeants (les masques, ça sert à rien, les masques c'est obligatoire), des réflexions pertinentes (Pourquoi les policiers ont-ils sortis leurs mitraillettes, dès qu'un virus est apparu, est-ce que le confinement n'est pas l'opposé d'une bonne immunité, et ne favorise-t-il pas la contagion ? Le masque, qui empêche de respirer, est-il bon pour la santé ?...) qui, mises bout à bout, et pas forcément sur le compte de l'incompétence de nos dirigeants conduisent à se demander finalement où on va, et pourquoi on y va. Ca me paraît normal, alors que les morts qui encombrent sans doute les urgences, (mais c'est vrai depuis 20 ans) n'encombrent pas les rues quoi qu'on essaye de nous dire. Quant aux soignants, ils sont de plus en plus nombreux à témoigner qu'on leur a fait mettre le mot COVID, sur des décès qui n'étaient pas dus à cet étrange virus. Aussi, dès qu'une personne voit Hold Up, même si elle n'y trouve pas les bonnes réponses, commence à se poser les bonnes questions. On peut comprendre que ça dérange...

LVOG - Quand ils proposent quotidiennement des programmes complètement débiles ou s'étalent désinformation et mensonges à la pelle sur toutes les chaînes de télé, la population est priée de les regarder, c'est normal. Mais quand un documentaire qui ne figure pas à leur programme et qui les dérange manifestement est diffusé sur le Net, il doit être censuré, vous êtes prié de ne pas le regarder. Finalement, l'article de Lordon vient en soutien aux censeurs ou inquisiteurs des temps modernes.

4- Les véritables comploteurs sont au pouvoir, soutenus par des cercles plus ou moins larges selon les intérêts composés du moment avec les comploteurs. Ce sont eux qui ont le pouvoir, surtout celui de disséminer leurs complots. Les complotistes sont dans ces cercles concentriques au pouvoir à élaborer leurs complots, jour après jour. Tout ce qui est hors de ces cercles subissent les visées des comploteurs. C'est la réalité du complotisme : garder le pouvoir. Mais les comploteurs complotent aussi contre eux-mêmes et pour les exclus des complots c'est ce qui importe. Les exclus n'ont plus d'autres ressources, d'autres choix que "d'attendre" le complot ultime des comploteurs pour mettre fin à leurs complots.

LVOG - On pouvait dire les choses de cette manière...

5- Je suis sceptique quand à la causalité évoquée ici par F.Lordon entre les bobards illimités produits par le spectacle médiatico-capitaliste et le surgissement d'un documentaire comme Hold-up. Et je crois que l'incapacité (ou le refus) des "médias de massue" à prendre conscience de leurs propres indécrottables aveuglements socio-politico-économiques (pour la faire courte) n'intéresse en rien les auteurs de ce documentaire.

Que la cécité du Monde, de Libération, de France Inter et consorts soit totale sur les questions politiques (au sens large : sociales, économiques...), c'est un fait. S'interdire de penser hors des sentiers de la gloire capitaliste n'offre guère d'autre option. Mais il me semble qu'on peut aussi y lire ou y écouter, ça et là, des choses tout à fait "valables" sur bien d'autres sujets (sciences, arts...). Or, un des principaux socle "discursif" du complotisme, comme d'un bon nombre d'intervenants de Hold-up, c'est avant tout un profond déni vis-à-vis de faits scientifiques attestés. Un refus de toute méthodologie rationnelle de construction des connaissances.

De ce fait, je vois dans cette pseudo-critique du "système-médiatique-qui-nous-ment" (sur le covid, mais aussi Bill Gates, les vaccins, la lune...) avant tout un prétexte commode qui permet de simuler un décryptage là où il y a, en réalité, ré-encryptage. Et la distillation de ce corpus de croyances manichéennes ouvre un champs des possibles assurément chaotique. Car, en définitive, si l'on tient pour vrai que le Covid est l'œuvre d'une confrérie pédo-sataniste (pour ceux qui poussent le bouchon le plus loin), de quoi peut-on bien être capable pour y résister ?

Le combat à mener s'ancre dans une configuration politico-historique précise, celle d'un capitalisme agonisant à la manière du sanglier Nago de Princesse Mononoké : en dévastant tout sur son passage. Mais "Hold-up" se pare des atours de la résistance pour mieux distiller un venin hallucinogène où "corrélations" et "causalités" sont systématiquement assimilées pour exhorter à un autre combat, hanté de fantasmes et dénué de tout matérialisme historique. Pas un hold-up, donc, mais plutôt d'un détournement. Si la "réaction médiatique" est certes déficiente et paniquée, elle est surtout, sans doute par accès d'arrogance, aveugle aux ressorts discrètement offensifs des discours complotistes qui -tout comme la xénophobie rampante avec laquelle elle se marie souvent assez bien- ne touchent pas, loin s'en faut, que les individus à "faible degré d'éducation"...

LVOG - Votre "*matérialisme historique*" semble avoir quelques lacunes, autant que les réalisateurs de ce documentaire ou ses intervenants auxquels on ne peut pas reprocher un "*déni vis-à-vis de faits scientifiques attestés*", mais plutôt les liens qu'ils établissent entre eux, qui pour certains ne sont pas prouvés ou relèvent du fantasme, tandis que d'autres sont fidèles à la réalité qu'on ne veut pas voir, ou qui secouent les esprits depuis longtemps endormis dans une sorte de conformisme relativement confortable.

6- Si je peux me permettre de compléter (ou d'ajouter) quelque chose : je me ferai peut-être taxer de complotisme en avouant que j'ai visionné - dans son intégralité - l'objet du délit. Alors, certes, certains passages prêtent à sourire (le pseudo ex agent de la DGSE, les interviews de chauffeurs de taxi, l'intervention "maladroite" de Monique Pinçon Charlot...), et desservent le propos. Certes, présenter des faits et des théories, et en faire une tambouille indigeste dans laquelle "toutélié", c'est le propre du "complotisme" de base. Car si certaines conclusions prêtent à sourire, il n'en demeure pas moins que certains faits sont avérés : mais plutôt que de pencher vers des opportunismes dictés par la logique néolibérale, les auteurs s'engouffrent dans la

thèse du complot planétaire. Cependant, Hold-up a le mérite de poser certaines questions, de soulever certains points que l'on aimerait voir discuter plus souvent dans les médias de premiers plans : quid des effets physiques, sanitaires et psychologiques du port du masque sur la population (en particulier les plus jeunes) ? Quid de tous ces AVC, accidents cardiaques, cancers... incorrectement traités du fait de l'hystérie ambiante et qui vont se transformer en une vague de pathologies gravissimes dans quelques mois ? Quid des questions juridiques et institutionnelles d'un état d'exception "l'état d'urgence sanitaire", objet juridique auparavant inconnu ? J'en oublie volontairement certains. Pour moi, le principal défaut de l'objet filmique en question n'est pas de sombrer dans le "complotisme" (même s'il en est coupable), mais bien de se refuser à investiguer des points essentiels, dans le seul objectif de nourrir une théorie fumeuse à base de nouvel ordre mondial et d'antennes 5G.

LVOG - Moi je n'ai pas encore d'avis tranché sur la G5, en revanche j'en ai un sur la recherche scientifique et les nouvelles technologies qui servent à promouvoir le transhumanisme destructeur de la civilisation humaine. J'ai du mal à comprendre comment ou pourquoi, toutes nouvelles technologies seraient obligatoirement profitables aux hommes ou à la société ou ne constitueraient pas au contraire dans certains cas une nuisance à écarter ou à mettre au placard en attendant des jours meilleurs.

J'estime que cet engouement hystérique pour les nouvelles technologies ou toutes les découvertes scientifiques est particulièrement malsain et dangereux, plus que jamais, parce qu'elles vont forcément tomber dans de mauvaises mains et servir des objectifs qui iront à l'encontre du bien-être de la population. Quand on a à l'esprit que ce sont des psychopathes criminels sans foi ni loi qui sont aux commandes, on a le droit ou le devoir de s'inquiéter à l'idée de penser qu'ils vont pouvoir expérimenter ces puissants instruments sur la population, pire, lui imposer. Et notez bien, qu'ils sont tellement sous influence qu'ils en oublient qu'on vit sous un régime totalitaire et non en démocratie, et que partant là il faut s'attendre plutôt au pire qu'au meilleur, non ?

Quelques exemples qui montreront aux lecteurs (si nécessaire), que je n'ai rien à voir avec les adeptes du double langage ou les théoriciens du complot.

Un de mes commentaires publiés dans le blog du Dr Maudrux où il était aussi question de Lordon.

- L'analyse de Laurent Mucchielli tient du qu'en-dira-t-on dans les salons feutrés, ça ne plane pas plus haut.

La manière dont ce documentaire sera reçu par le citoyen lambda, ce qu'il pourra apprendre, il s'en moque éperdument, seul l'intéresse ce qu'en diront les élites, ceux qui détiennent du pouvoir, les médias, les intellectuels, ceux qu'il appelle "les tenants de la doxa". Et de continuer en s'enfonçant un peu plus, "ainsi tel journaliste de « fact checking » critiquera à juste titre ce film", alors qu'ils sont réputés pour être les gardiens de la pensée unique, en fait là l'opportuniste s'est démasqué lui-même, excellent.

Sinon vous aviez aussi "tel scientifique se moquera à juste titre de Hold-Up", parce que nos libertés n'auraient pas été confisqués par le psychopathe qui trône au Palais, le voilà en bonne compagnie.

"En résumé, il semble évident que", je vous le donne en mille, ce petit monsieur est sociologue, il faut l'excuser, il a raison, il est satisfait de sa démonstration qui tourne en rond autour de son nombril ou dans son petit cercle fermé, pour ensuite citer un de ses semblables, Frédéric Lordon, un autre brasseur de vent toujours empreint d'emphase, pour finalement s'en remettre aux champions de la désinformation dont décidément il ne peut plus se passer, "Il serait urgent que les journalistes" pratiquent "l'éthique de la discussion" et cessent de préjuger "de la « vérité »", autant demander à un rédacteur en chef de changer de ligne éditorialiste pour se faire virer. Brasseur de vent et d'illusions, cela ne vous rappelle-t-il rien ?

Et pour terminer en beauté, il lui fallait trouver un acteur qui serve de caution à son exercice de servilité et de démagogie, devinez, "l'on pourrait réduire la fracture dangereuse entre les élites dominantes et une partie croissante du peuple", sans rire, on se croirait au PS, c'est qu'il y tient à l'ordre, au maintien de l'ordre existant, que voulez-vous, c'est la gauche.

Un autre de mes commentaires.

- Qu'est-ce qui vous gêne dans cette vidéo ? Vous ne le précisez pas.

Bien que mon temps soit compté, j'ai pris le temps de visionner entièrement et lentement cette vidéo.

Hormis l'intervention de Jean- Bernard Fourtillan qui prête fortement à caution, je ne vois pas ce que vous reprochez à cette vidéo, et encore, puisque plus loin Michael Levitt (Prix Nobel de chimie) contrebalance l'affirmation de Fourtillan quand il déclare qu'il ne croit pas que le Sars-cov2 aurait été fabriqué par l'homme. Laissons de côté le témoignage sans intérêt d'un ancien militaire qui n'est pas du tout de la partie.

Quant à la perspective de recourir à l'injection de nanoparticules au moment de la vaccination en lien avec la 5G, des recherches dans ce domaine existent bel et bien. Vous êtes-vous demandez pourquoi, si ce n'était pas dans le dessein d'y recourir un jour si les conditions le permettaient, à moins de prétendre qu'ils dépenseraient des milliards de dollars dans cette recherche pour rien,

cela ne tient pas debout. Et ils ont déjà commencé à procéder à des expérimentations sur des animaux. Des essais étaient programmés dans différents pays avec l'implantation d'une puce sous-cutanée, au Bangladesh notamment, j'ignore où ils en sont.

Peu importe cette piste ou cette hypothèse, un simple téléphone portable et la monnaie numérique pourraient remplir presque aussi efficacement les mêmes fonctions de contrôle total de la population comme l'expliquait très bien un autre intervenant. Le transhumanisme au service d'un projet de gouvernance mondiale totalitaire n'a rien d'extravagant. Comment ne pas voir que c'est l'orientation politique qui est à l'origine de la gestion de cet épisode par Macron notamment.

Tout le reste de cette vidéo était globalement correct. On peut regretter la manière dont le sujet a été traitée, moi non plus je ne l'aurais pas abordé de cette manière-là. Quand j'ai vu ce matin l'empressement et la rage avec lesquels les médias l'ont descendue, cela m'incite à la mettre en ligne dans mon portail. Mes lecteurs ne m'en tiendront pas rigueur, parce qu'ils savent que je ne partage l'orientation politique d'aucun médecin ou professeur étant intervenu au cours des derniers mois, j'ai un esprit critique beaucoup plus aiguisé que Raoult, Toussaint ou Perronne par exemple. Et je n'ai pas mis en ligne les vidéos et les articles de Jean-Bernard Fourtillan.

On doit pousser les scrupules jusqu'à prendre la perfection pour modèle ou idéal, même si on ne l'atteindra jamais, et en aucune manière on doit s'abaisser aux plus infimes compromis douteux ou méprisables, même s'ils passaient inaperçus aux yeux de la plupart des lecteurs.

Un dernier mot, je combats avec la même rigueur l'opportunisme et le complotisme.

Quelques jours plus tard, le 5 novembre 2020.

Depuis j'ai découvert que Jean-Bernard Fourtillan s'est inspiré d'une vidéo postée le 17 mars 2020 par un certain Cat Antonio (Medusa), qui a été condamné le 2 novembre 2020 par le tribunal correctionnel de Senlis, pour diffamation publique envers l'Institut Pasteur. Bien que je n'aie aucune confiance dans l'Institut Pasteur, je crois qu'il faut abandonner cette piste.

https://www.pasteur.fr/fr/journal-recherche/actualites/covid-19-tribunal-correctionnel-senlis-condamne-diffamation-auteur-video-fake-news

https://www.pasteur.fr/fr/journal-recherche/actualites/coronavirus-attention-aux-fausses-informations-covid-19-circulant-reseaux-sociaux

Cela dit, j'ai noté qu'en se défendant de vouloir « asservir le monde », un argument stupide ou grotesque car l'enjeu serait sans commune mesure avec ce que représente cet institut, je ne peux m'empêcher de me dire qu'ils ne disent pas toute la vérité, et que néanmoins il existe dans ces vidéos des vérités et des intérêts qui dépassent l'Institut Pasteur, et ses conflits d'intérêts ne plaident pas en sa faveur. De plus, l'Institut Pasteur nie l'instrumentalisation politique qui est faite du coronavirus par Macron et ses mentors. Comme dirait l'autre la barque est chargée ! J'ignore s'il collabore avec des laboratoires militaires spécialisées dans l'élaboration d'armes bactériologiques ou s'il y en a qui utilisent ses recherches à cette fin.

« La question de l'origine du SARS-CoV-2 se pose sérieusement » par Yaroslav Pigenet – cnrs.fr 27.10.2020

https://lejournal.cnrs.fr/articles/la-question-de-lorigine-du-sars-cov-2-se-pose-serieusement

Vous pensez que le SARS-CoV-2 est sorti d'un laboratoire ?

Étienne Decroly (virologue). On ne peut éliminer cette hypothèse, dans la mesure où le SARS-CoV qui a émergé en 2003 est sorti au moins quatre fois de laboratoires lors d'expérimentations. Par ailleurs, il faut savoir que les coronavirus étaient largement étudiés dans les laboratoires proches de la zone d'émergence du SARS-CoV-2 qui désiraient entre autres comprendre les mécanismes de franchissement de la barrière d'espèce. Toutefois, pour l'instant, les analyses fondées sur la phylogénie des génomes complets de virus ne permettent pas de conclure définitivement quant à l'origine évolutive du SARS-CoV-2. cnrs.fr 27.10.2020

Quelle aveu et quelle folie ! Un jour ces apprentis sorciers vont lâcher un virus ou une bactérie susceptible d'anéantir l'espèce humaine. Et la concurrence est rude :

– …le Japon déchargera en mer plus d'un million de tonnes d'eau radioactive provenant de la centrale nucléaire de Fukushima, (…) avec comme résultat le fait que, entrant dans la chaîne alimentaire, elle fera ultérieurement augmenter les morts du cancer.

Une partie des environ 10 millions annuels de morts du cancer dans le monde —documentés par l'OMS— est attribuable aux effets

à long terme des radiations (de) plus de 2 000 explosions nucléaires expérimentales dans l'atmosphère, en mer et sous terre.

Jusqu'à présent dans le monde se sont accumulées (selon des estimations de 2015) environ 240 tonnes de plutonium à usage militaire direct et 2 400 tonnes à usage civil, avec lesquelles on peut cependant produire des armes nucléaires, plus environ 1 400 tonnes d'uranium hautement enrichi à usage militaire.

Quelques centaines de kilogrammes de plutonium suffiraient pour provoquer le cancer des poumons aux 7,7 milliards d'habitants de la planète, et le plutonium reste létal pendant une période correspondant à presque dix-mille générations humaines.

Ainsi a-t-on accumulé un potentiel destructeur en mesure, pour la première fois dans l'histoire, de faire disparaître l'espèce humaine de la surface de la Terre. (Fukushima, la pandémie nucléaire se répand, par Manlio Dinucci – https://www.voltairenet.org/article211529.html)

Ils sont fous !

En complément. Notre situation en ces temps de dystopie.

LVOG - Les lecteurs ont de chance d'être tombés sur un portail pédagogique ou didactique et non démagogique, je plaisante, mais c'est vrai !

Comment la dystopie est-elle perçue par Google (ou Wikipédia) et plus largement les GAFAM ?

- Dystopie. Récit de fiction qui décrit un monde utopique sombre. 1984, de George Orwell, est une dystopie.

La dystopie s'oppose à l'utopie : au lieu de présenter un monde parfait, elle propose un des pires qui soit.

« Une dystopie, également appelée contre-utopie, est un récit de fiction dépeignant une société imaginaire organisée de telle façon qu'elle empêche ses membres d'atteindre le bonheur. Une dystopie peut également être considérée comme une utopie qui vire au cauchemar et conduit donc à une contre-utopie.

Contre-utopie. Description, au moyen d'une fiction, d'un univers déshumanisé et totalitaire, dans lequel les rapports sociaux sont dominés par la technologie et la science. Le Meilleur des mondes, de Aldous Huxley, est un exemple de contre-utopie.

LVOG - Que visent les concepteurs de dystopie ou de contre-utopie ? Le socialisme ou le communisme qui se propose de mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme et à l'oppression qui l'accompagne, parce qu'elle est à l'origine de tous les maux dont souffrent les hommes ou elle empêche les peuples d'accéder au bien-être, de vivre en harmonie et en paix.

Le socialisme ou le communisme qui incarne l'idéal humaniste le plus élevé que les hommes peuvent se donner, celui d'accéder à la liberté, demeure une utopie aussi longtemps qu'ils n'ont pas été réalisés.

Google le désigne ainsi :

- L'utopie est donc la description d'une société parfaite qui n'existe pas dans la réalité. Lieu souvent insulaire, clos et difficile d'accès, l'utopie propose un modèle de société et d'organisation politique. Il s'agit généralement d'une société collectiviste qui ignore la propriété privée.

Wikipédia ainsi :

- L'histoire de l'utopie et de son prolongement en contre-utopie est étroitement liée à celle du communisme au sens le plus large du terme.

LVOG - Vous aurez compris que cette utopie ne doit pas se réaliser, parce que ce serait au détriment de "la propriété privée" des moyens de production, du régime capitaliste qui serait éternel et doit être préservé comme étant le meilleur des mondes, même quand il prend la forme monstrueuse d'une dystopie.

Autrement dit, vaut mieux encore se résigner au pire, plutôt que lutter pour un monde meilleur et plus juste qualifié d'inaccessible ou irréalisable. On aura compris que le rejet du socialisme par le mouvement ouvrier, les classes moyennes et les intellectuels devait conduire inexorablement à la mise en place d'une dystopie par l'oligarchie financière internationale dominée par sa branche anglo-saxonne. On peut ajouter, d'autant plus que sur le plan économique cette dystopie constitue un moyen de répondre à la crise du capitalisme sans toutefois pouvoir la résoudre, contradiction que les exploités et les opprimés, tous les militants qui

luttent pour changer de société, doivent saisir pour y mettre un terme.

Vaut mieux le totalitarisme, le fascisme ou la guerre, que le socialisme et la paix. Vaut mieux se résigner à vivre dans une société complètement pourrie, plutôt qu'espérer vivre un jour dans une société meilleure, tel est leur message.

Les utopistes ont aussi leurs fossoyeurs.

Illégitime ! publié le 25 novembre 2020 par Daniel Gluckstein (La Tribune des travailleurs -POID)

D. G. - « sécurité globale » - Légitime est la mobilisation qui exige le retrait non seulement de l'article 24, mais de la totalité du projet scélérat.

Peut-on se contenter de montrer du doigt, comme le fait le directeur de L'Humanité...

LVOG - Entre nous, qui en France en a encore quelque à cirer de ce que dit le directeur de L'Humanité, franchement, aurait-il un lien de parenté par hasard ? Cela lui va bien de s'attaquer au directeur de L'Humanité, alors qu'il n'a pas été foutu de lever le petit doigt pour s'opposer aux mesures liberticides imposées par Macron, pire, il les a soutenues. Mais bon, gageons que les militants de son parti n'y verront que du feu ou regarderons son petit doigt... S'en suivait une diatribes faussement radicale, on verra plus loin pourquoi.

D. G. - Pourquoi ce refus de dire clairement que les institutions de la Ve République sont par essence autoritaires, qu'elles le sont de plus en plus à chacune des contre-réformes et lois liberticides imposées, et que, par conséquent, elles doivent être abolies ?

LVOG - Mais où voulait-il en venir ? Patience.

D. G. - La défense des libertés menacées met à l'ordre du jour la reconquête de celles qui ont déjà été perdues et de la démocratie elle-même.

LVOG - Nous y voilà, c'était pour nous ressortir la tarte à la crème de "*la reconquête de la démocratie*", laquelle, devinez.

La démocratie, c'est le pouvoir par le peuple et pour le peuple. Cela dit il existe deux interprétations possibles, soit elle correspond au droit de la classe ouvrière de s'exprimer et de s'organiser dans le cadre du régime en place, soit elle fait référence au droit du peuple exploité et opprimé de lutter pour un changement de régime. Depuis maintenant un siècle, seule la première signification a le droit de citer, la seconde a été abandonnée par le mouvement ouvrier après avoir tourné le dos au socialisme. C'est à celle-ci que nous allons nous intéresser de préférence.

Le régime issu de la Révolution de 1789 a été caractérisé de république démocratique bourgeoise, et depuis cette époque les uns et les autres n'ont cessé de prétendre qu'il aurait conservé ce contenu, or il n'en est rien depuis fort longtemps. Cette caractérisation fut valable durant la période pendant laquelle la bourgeoisie joua un rôle révolutionnaire et le capitalisme était dans sa phase ascendante ou progressiste, et elle devint obsolète ou inappropriée pour caractériser la nature du régime au cours de la période pendant laquelle il allait atteindre le stade de l'impérialisme ou de la réaction sur toute la ligne. Avant même de parvenir à cette échéance aux détours du XXe siècle, c'est la classe ouvrière qui allait reprendre le flambeau de la démocratie en revendiquant à son tour un changement de régime.

Elle commença par conquérir le droit de s'exprimer et de s'organiser, ce qui donna naissance aux syndicats et aux partis ouvrier vers la fin du XIXe siècle. En 1905, une fédération de sept formations ou courants politiques hétéroclites fonda la SFIO. Elle se donna pour objectif de remplacer le régime démocratique bourgeois par un régime socialiste où la démocratie pourrait se réaliser pleinement. En 1914, elle devait abandonner cet objectif pour se fondre dans la république démocratique bourgeois. C'est ainsi qu'en même temps que disparaissait la perspective d'un changement de régime, le parti (et pour ainsi la classe) qui incarnait la démocratie disparaissait, elle retournait à son statut antérieur quand elle était dépourvue de toute perspective politique indépendante du régime en place. C'est ce statut que revendiquent de nos jours tous ceux qui se réclament de la démocratie.

Au sein de la social-démocratie internationale dès lors perdue à tout jamais pour la démocratie, un courant demeuré fidèle au marxisme allait reprendre le flambeau de la lutte pour le socialisme et la démocratie, ceux qui allaient fonder les partis communistes et l'Internationale communiste. C'est en 1920 que le Parti communiste vit le jour, mais ses dirigeants ne parviendront jamais à rompre avec l'opportunisme qui avait emporté la SFIO, et sous la pression du stalinisme victorieux en Russie au milieu des années 20, il allait à son tour renier définitivement son programme révolutionnaire et ses objectifs politiques pour se fondre dans la république bourgeoise. Une nouvelle fois la démocratie se retrouvait orpheline ou sans plus aucun parti et donc aucune classe pour la représenter.

Par la suite jusqu'à nos jours, soit pendant environ 95 ans, plus jamais sous la IIIe République aucune force politique n'incarnera la démocratie, ou plus près de nous sous la IVe ou la Ve République, puisque finalement après l'assassinat de Trotsky en 1940,

les trotskystes sombreront à leur tour dans l'opportunisme, soit à la remorque de la social-démocratie dégénérée (OCI-PCI-MPPT-PT-POI, POID), soit à celle du stalinisme (LCR-NPA, LO). Ils iront jusqu'à inviter les travailleurs à croire que le PS et le PCF pourraient incarner la démocratie à défaut de les combattre, illusion qu'ils leur prêteront pour qu'on ne les accuse pas eux-mêmes de trahison, alors que ces partis (PS et PCF) devaient servir uniquement de rempart au régime antidémocratique en place ou jouer un rôle contre-révolutionnaire au côté de la réaction.

Laissons de côté LO qui n'a jamais été qu'une secte, et le NPA devenu le champion du populisme au relent communautariste ou identitaire, le courant le plus dégénéré du trotskysme. Intéressons nous pour finir à ce qui s'est appelé le courant lambertiste, du nom de son principal dirigeant, Pierre Boussel dit Lambert.

Au cours des années 40, les militants qui refusèrent d'adopter le stalinisme, tentèrent de s'organiser, ils prirent l'initiative de fonder de nouveaux courants politiques censés incarner les enseignements de la révolution russe de 1917, mais comme aucun d'entre eux n'était parvenu à assimiler suffisamment le marxisme selon Trotsky, ils dégénérèrent tous en querelles de chapelle ou en polémiques à n'en plus finir, allant d'unifications en scissions pour finalement se décomposer au fil du temps, en réalité très rapidement. C'est ainsi qu'ils furent amenés à la scission de 1952-1953, qui mit un terme définitif à la tentative entreprise par Trotsky de donner à la classe ouvrière une nouvelle Internationale, la IVe Internationale, ou signifia son arrêt de mort.

Dès 1947 (peut-être avant) les lambertistes nouèrent des relations avec les dirigeants de la social-démocratie qui contrôlaient Force Ouvrière, et au cours des décennies suivantes elles prirent la forme d'une collaboration politique étroite à laquelle la démocratie et la lutte contre le stalinisme servaient de prétexte, sans trop se soucier que le PS viscéralement anticommuniste s'en servait pour mener son combat politique au côté de la réaction à la fois contre la classe ouvrière et la démocratie.
Cette collaboration prit la tournure d'un échange de bons procédés, pendant que le PS leur refilait l'UNEF et la MNEF, les lambertistes s'investissaient dans le PS et perfectionnaient la formation politique de ses futurs dirigeants ou ministres, au point qu'ils finiront par y rester pour faire carrière, en restant à l'OCI ou au PCI ils étaient voués à demeurer dans l'anonymat ou à végéter, on comprend leur motivation même si on ne la partage pas évidemment. Si l'antistalinisme sous couvert de l'internationalisme prolétarien avait favorisé en fait l'anticommunisme, la laïcité allait jouer le même rôle au détriment de la démocratie, en n'hésitant pas à adhérer à la franc-maçonnerie détestée à la fois par Lénine et Trotsky foudroyant les dirigeants du PC provenant de la SFIO qui refusaient de rompre avec elle et qui n'avaient pas leur place dans l'Internationale Communiste.

Devenu un appendice de la social-démocratie, les lambertistes devaient appeler à voter Mitterrand dès le premier tour des élections présidentielles de 1981, au lieu de présenter leur propre candidat sur leur programme, programme et parti qu'ils s'empresseront de balancer une fois Mitterrand élu, en 1985 au profit du MPPT, le Mouvement pour un parti des travailleurs, un parti qui rompait avec le léninisme et avec les enseignements de la révolution russe, avec le type de parti construit jusqu'alors par les sections se réclamant de la IVe Internationale, au profit d'un parti "ouvert" à tous les vents ou courants du mouvement ouvrier, qui se caractérisaient tous par leur opportunisme et leur anticommunisme, un gage de confiance que Mitterrand et le PS durent apprécier ou encore la direction de Force Ouvrière.

On pourrait s'arrêter là, car chacun a dû comprendre que les dirigeants de ce courant politique n'avait que faire de la démocratie qu'ils n'appliqueront jamais dans leur propre parti, mais c'est une autre histoire.

Avant de liquider leur parti construit sur la base du parti bolchevik ou d'un parti communiste, tout du moins théoriquement, quand ils évoquaient la démocratie, c'était toujours en précisant de quelle démocratie il s'agissait, ouvrière ou bourgeoise, la version bourgeoise était conspuée, s'en réclamer avait valeur de trahison et méritait l'exclusion du parti. Le même état d'esprit prévalait à la LCR. Il n'en sera plus de même quand les lambertistes troqueront le PCI pour le MPPT, puis le PT et le POI, le POID est né d'une scission du POI.

Les lambertistes iront jusqu'à se donner un secrétaire national qui était issu du PS, Gérard Schivardi. Ils iront même jusqu'à en faire leur candidat à l'élection présidentielle. Or, Schivardi déclarera que Le Grand Soir, autrement dit la révolution, n'était pas sa tasse de thé. Qu'est-ce que cela signifiait, sinon qu'il était opposé à la démocratie puisqu'elle ne verra jamais le jour sans une révolution, ce qui revenait à témoigner son attachement à la république bourgeoise ou si vous préférez quant à choisir entre la démocratie ouvrière et la démocratie bourgeoise il était le représentant de cette dernière. Il était clair qu'à partir du moment où un partisan du régime était compatible avec ce parti, était désigné par ses dirigeants pour représenter leur parti, le PT-POI-POID (Schivardi milite au POID en 2020) n'était ni un parti révolutionnaire, ni un parti socialiste ni un parti d'extrême gauche ou assimilable à l'extrême gauche ni même un parti de gauche, mais un parti de droite aussi incroyable que cela puisse paraître, un parti construit sur le modèle de la SFIO (ou du PS) qui justement fit faillite ou trahit quand vint l'heure d'affronter le régime en août 1914. Le PG, LFI et le NPA sont également construits sur ce modèle.

Dès lors cela n'étonnera plus personne, que du PS au POID aucun de ces partis ne se soient opposés aux mesures liberticides imposées par Macron dans le cadre de la machination au coronavirus, derrière le voile du consensus national, c'est la démocratie (ouvrière) qu'ils ont tous foulée aux pieds, avec une mention spéciale pour D. Gluckstein, au nom du combat pour "la reconquête de la démocratie" !

J'ai rédigé d'une traite ce passage, parce que rien que de lire cette expression que je croyais enterrée, j'ai une éruption cutanée spontanée, j'y vois l'intention délibérée de tromper militants et travailleurs, j'en ai fait partie quand j'étais jeune,

cette supercherie me rend malade.

En guise de complément.

C'est facile de jouer sur ces deux définitions de la démocratie. Même les bourgeois ou les capitalistes s'en réclament, tout comme Schivardi ils conçoivent le droit à la liberté d'expression et à s'organiser aussi longtemps qu'il ne menace pas le régime en place. Leur conception de la démocratie tient de la collaboration de classes et non de la lutte de classe contre classe, les instruments que l'on peut qualifier de démocratiques, qui ne font pas pour autant d'un régime une démocratie, attention à la confusion, doivent servir le régime et non contribuer à le renverser.

Avec l'instauration du totalitarisme ou du fascisme, la liberté d'expression doit être muselée et le droit de s'organiser doit être confiné. Partant de là, si les instruments de la démocratie ne doivent pas servir au combat politique pour que ces droits soient respectés ou appliqués, c'est qu'on se résigne à vivre sous un régime totalitaire. On ne peut pas se reconnaître dans des partis qui ont refusé d'affronter Macron sur les questions du port du masque obligatoire, du confinement, du traçage, de la distanciation sociale, instruments de la démocratie sans doute, qui ont permis aux oligarques du classement Bloomberg des 500 plus grandes fortunes d'augmenter leur fortune depuis janvier de 1 300 milliards de dollars, tandis que des centaines de millions de travailleurs dans le monde était envoyés au chômage ou voyait leur salaire amputé, les vases communicants en somme, arrangées par les banques centrales.

Toujours en famille.

Espagne: Sanchez contraint de multiplier les alliances même controversées - AFP 26 novembre 2020

Arrivé au pouvoir en 2018 et reconduit en janvier, M. Sanchez est en passe de réussir son pari: faire adopter par le parlement d'ici à janvier le budget 2021, le premier en Espagne depuis celui du conservateur Mariano Rajoy datant de 2018 et sans cesse prorogé depuis.

Dans l'état actuel des choses, la coalition entre le Parti Socialiste de M. Sanchez et la gauche radicale de Podemos dispose des voix nécessaires. AFP 26 novembre 2020

LVOG - Die Linke, Podemos, Syriza, LFI...

Qui a dit ?

Qui a déclaré que les États-Unis devraient donner tout vaccin COVID nouvellement développé et en quantité limitée aux pays dont la population est plus jeune, afin que les jeunes puissent vivre pendant que les Américains plus âgés meurent (et) que tout le monde devrait mourir avant l'âge de 75 ans ?

Réponse : Ezekiel Emanual qui fait partie de l'équipe de transition pour le COVID de l'administration Biden. Mondialisation.ca 28 novembre 2020

LVOG - Die Linke, Podemos, Syriza, LFI... j'avais oublié Biden et le parti démocrate...

Retenu dans cet article.

- Nous voyons déjà comment certains crimes ne sont plus des crimes s'ils sont commis par des guerriers de la justice sociale moralisateurs.

- Les Démocrates sont depuis longtemps adeptes de la politique identitaire.

LVOG - Comme la gauche et l'extrême gauche en France et ailleurs. Vous nous permettrez de ne pas en être, merci.

DEUXIEME PARTIE

Totalitarisme ou en macronie.

Vive Macron ou pendons-le ?

Covid-19: 29,1 millions de téléspectateurs pour les annonces de Macron - BFMTV 25 novembre 2020 C'est un peu moins que la précédente déclaration du chef de l'Etat, sur la mise en place du nouveau confinement destiné à lutter contre le Covid-19: elle avait été regardée par 32,7 millions de Français le 28 octobre. Son allocution du 13 avril avait été suivie par 36,7 millions de téléspectateurs, et celle du 16 mars (mise en place du 1er confinement) avait été regardée par 35,4 millions de Français. BFMTV 25 novembre 2020

La "sécurité globale" : C'est la liberté !

- Loi "sécurité globale" : 133 000 manifestants en France selon le ministère de l'Intérieur, 500 000 selon les organisateurs - Franceinfo 29 novembre 2020

A Paris, le cortège est parti de la place de la République pour rallier celle de la Bastille, dans une atmosphère à grande majorité pacifique. Environ 46 000 personnes étaient présentes, selon le ministère de l'Intérieur.

A Lille, entre 1 400, selon la préfecture, et 4 000 personnes selon les organisateurs, ont manifesté pour le retrait de la loi "sécurité globale", après un rassemblement qui avait réuni plusieurs centaines de personnes dans la matinée.

Des milliers de personnes ont défilé à Lyon, où des manifestants et un policier ont été blessés par des jets de projectiles lors de débordements. La préfecture a chiffré à 7 500 le nombre des manifestants.

A Rennes, jusqu'à 4 000 personnes selon la préfecture, 5 000 selon les syndicats, ont défilé.

A Strasbourg, un cortège de 1 500 manifestants selon la préfecture et près de 3 000 selon les médias locaux et l'AFP, s'est élancé peu après 13h30.

En famille avec Macron.

- Loi "Sécurité globale": droite et extrême droite dénoncent les violences contre les forces de l'ordre - BFMTV 29 novembre 2020

- Castex : « Je ne peux pas vous laisser dire que ce gouvernement porte atteinte aux libertés publiques » - Publicsenat.fr 25 novembre 2020

Cachez-moi ces violences policières si, comment dire, excitantes !

- Producteur passé à tabac: une nouvelle vidéo, filmée par un voisin, accable encore plus la police - sputniknews.com 27 novembre 2020

Ces images filmées par un voisin montrent les ultimes moments de l'opération de police, alors que le producteur sort de son studio d'enregistrement, sous les sommations des forces de l'ordre. Aussitôt immobilisé au sol, Michel Zecler reçoit alors plusieurs coups de la part d'un agent.

«Il est à genoux et [le policier] lui met à peu près sept coups de poing sur le visage, direct […] Le flic a tellement frappé fort qu'il avait mal à la main. Mais il a dû comprendre à un moment donné qu'il avait fait trop de conneries parce qu'il s'est mis lui-même sa capuche sur la tête », explique à Loopsider l'auteur de la vidéo.

Plusieurs jeunes présents tiennent des propos similaires, avant que l'un de ne soit à son tour immobilisé, sans ménagement. sputniknews.com 27 novembre 2020

- Violences policières : les images édifiantes du tabassage d'un producteur de musique - Le HuffPost 26 novembre 2020

Les images qui suivent sont violentes et peuvent choquer. Elles ont été filmées par les caméras de surveillance d'un producteur de musique parisien du nom de Michel, un homme noir roué de coups par trois policiers dans son studio. Ce jeudi 26 novembre, elles ont été diffusées par Loopsider. Le ministre de l'Intérieur a demandé "au préfet de police de suspendre à titre conservatoire les policiers concernés" ce même jour.

Les faits se déroulent le 21 novembre, autour de 19h40, selon l'enquête de Loopsider. Parce que le patron de Black Gold Corp Studios ne porte pas son masque à l'entrée de son local, les forces de l'ordre entrent après lui, sans dire un mot, dans son studio, comme le détaille le journaliste. Des mains le tirent en arrière. Les images montrent les policiers tentant de le faire sortir. "À ce moment-là, j'ai peur. Je me demande ce qu'il se passe", raconte Michel.

Les policiers l'attrapent de manière virulente. Lui, essaie d'interpeller des passants. "Ça va tellement vite, je me demande si ce sont de vrais policiers", indique-t-il. L'un des trois hommes ferme la porte. Les coups pleuvent.

Accusés d'avoir tenu de nombreux propos racistes, comme "sale nègre", les agents s'en sont pris également à de jeunes artistes, dont un mineur, aussi présents dans le local. D'après la première version des agents, le producteur aurait tenté de prendre leur arme, les aurait frappé et aurait alors appelé des renforts. Ce que les vidéos démentent. Le HuffPost 26 novembre 2020

TROISEME PARTIE

Totalitarisme. Bienvenue chez Big Brother.

Consensus : Londres s'allie à Facebook, Twitter, Google/YouTube, Reuters - Réseau Voltaire 26 novembre 2020

Une association britannique, Full Fact, a créé une coalition entre les ministères compétents du Royaume-Uni et du Canada d'une part et, d'autre part, des géants de l'information (Facebook, Twitter, Google/YouTube, Reuters), afin de lutter contre la désinformation sur le Net anglophone.

Aujourd'hui presque tous les gouvernements des grandes puissances disposent d'un service spécialisé pour diffuser leur propre propagande. Les plus efficaces depuis la Première Guerre mondiale étant précisément les Britanniques [1].

Certains journalistes britanniques pensent que l'information est binaire : vraie ou fausse. Ils se donnent donc comme mission de chasser les erreurs factuelles. Ce qu'ils prétendent faire en quelques heures alors que les tribunaux britanniques mettent des mois, lors de procès en diffamation, pour établir la vérité.

Dans la pratique, s'il est possible et nécessaire de débusquer les imputations erronées, il n'est pas possible pour autant de déterminer aussi facilement l'exactitude des faits. La seule antidote à la désinformation, c'est l'esprit critique, ce qui exige du temps et de la culture générale. Et la seule chose que l'on puisse faire rapidement, c'est de vérifier la logique des faits rapportés [2]. Faute de quoi, on ne luttera pas contre la désinformation, mais au contraire, on la nourrira autour de consensus. Réseau Voltaire 26 novembre 2020

[1] « Les techniques de la propagande militaire moderne », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 mai 2016.

[2] « Propagande et Post-vérité », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 novembre 2019.

LVOG - La désinformation et le consensus se nourrissent mutuellement, la gauche et l'extrême gauche sont tombées dedans au lieu de les combattre.

On aurait pu ajouter la modestie, car même le dernier des crétins se croit intelligent ou logique. Une personne modeste ne croit pas qu'elle sait, elle sait qu'elle ne sait pas, elle n'a pas d'a priori idéologique qui viendrait perturber sa réflexion, elle n'a donc aucun intérêt à croire n'importe quoi. Ce qui me distingue de nos dirigeants, c'est que moi je suis en mesure de faire abstraction de mon idéologie, de mes connaissances, de mes expériences, j'observe, j'écoute, je recoupe les données ou les faits dont je dispose, ensuite seulement j'essaie de me forger une conviction, eux ils procèdent à l'inverse.

Le problème, c'est que la plupart des gens ont des a priori idéologiques conscients ou inconscients, j'ignore lesquels sont les plus profondément ancrés en eux et de ce fait les plus nuisibles et les plus difficiles à combattre et extraire.

La modestie est sans doute l'une des qualités essentielles qu'il faut cultiver et préserver, sans laquelle l'homme ne progresserait pas, elle permet aussi de distinguer l'homme évolué ou plus ou moins conscient du zombi.

Paradoxalement, c'est dans les couches inférieures de la société que l'on rencontre le plus de gens modestes, peut-être sous l'effet d'un complexe d'infériorité, et il y en a de moins en moins au fur et à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie sociale sous l'effet de l'ambition, et quand on atteint les sommets, les acteurs sont complètement décomplexés et ils en sont totalement dénués.

Qui oeuvre au "***séparatisme***", devinez?

Les USA instrumentent les religions pour diviser la Syrie - Réseau Voltaire 26 novembre 2020

Afin de promouvoir le séparatisme en Syrie, les États-Unis ont envoyé illégalement, le 28 octobre 2020, une délégation conduite par Nadine Maenza, présidente de la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale (USCIRF), et Steve Berger, pasteur d'une église évangélique de Nashville, dans la zone dite des « 7 kilomètres », dans la province de Deïr-el-Zor, contrôlée par des milices kurdes inféodées à l'occupant états-unien.

Ces personnes ont conféré avec la présidence conjointe du Conseil général et exécutif des milices et ont tenu un point de presse. Le lendemain, elles se sont rendues dans la ville de Tabqa (province de Raqqa), pour y rencontrer la présidence conjointe du Conseil législatif de Tabqa et des membres de l'Académie de l'islam démocratique, ont visité plusieurs lieux et ont tenu un point de presse.

Rappelons que les États-Unis reconnaissent la liberté religieuse, mais pas la liberté de conscience. Par conséquent, ils encouragent toutes les formes de séparatisme religieux et combattent la laïcité, seul système de gouvernement qui garantisse la liberté de conscience.

Rappelons également que le Pentagone poursuit depuis 2001 la doctrine Rumsfeld/Cebrowski de destruction des structures étatiques de tous les États du « Moyen-Orient élargi ». En application de quoi, il occupe illégalement au regard de la Charte des Nations Unies une partie de la Syrie, arme et finance des milices séparatistes. Réseau Voltaire 26 novembre 2020

En complément.

- Le Pentagone arme les Talibans (Washington Post) - Réseau Voltaire 26 novembre 2020

Officiellement le Pentagone combat les Talibans en Afghanistan, mais selon le Washington Post [1], il les arme secrètement.

Il s'agirait de les aider à combattre un autre ennemi officiel des États-Unis, Daesh.

Cependant de nombreux témoignages dans plusieurs pays du « Moyen-Orient élargi » attestent que le même Pentagone combat officiellement Daesh, mais l'arme secrètement.

Ces faits attestent que le Pentagone poursuit toujours la stratégie Rumsfeld/Cebrowski : provoquer des « guerres sans fin » qui privent tous les États du « Moyen-Orient élargi » de la capacité de résister à l'impérialisme financier. Réseau Voltaire 26 novembre 2020

LVOG - Comme pendant les deux guerres mondiales où ils financèrent et approvisionnèrent les deux camps, il n'y a pas de petits profits ! Je précise que c'est très documentés...

QUATRIEME PARTIE

Côté cour et côté jardin.

- Un Français sur cinq est à découvert tous les mois - yahoo.com 26 novembre 2020

Parmi les Français à qui il arrive d'être à découvert, près de 40 % le sont tous les mois.

Selon la même étude menée en 2019, 21% des Français terminaient le mois à découvert contre 20% en 2020. En revanche, le pire est à craindre pour 2021. Les Français devraient davantage subir les effets de la crise lorsque le gouvernement mettra fin aux différents leviers pour soutenir l'économie. Comme le rappelle BFM, la situation était pire en 2016 lorsqu'un quart des Français peinait peinait à garder leur compte dans le vert.

Des frais à n'en plus finir

Que ce soit en 2016, 2019 ou 2020, l'adage "On ne prête qu'aux riches" est toujours aussi vrai. D'après l'étude de Panorabanques, les banques facturent 10 euros en moyenne en frais de gestion à leurs clients les plus en difficulté. "La facture des clients les plus fragiles cumulant irrégularités sur irrégularités peut rapidement atteindre plusieurs centaines d'euros par an," prévient Laure Prenat, directrice générale du comparateur au Parisien. Les frais de découvert s'avèrent jusqu'à 15 fois plus chers dans une banque traditionnelle que dans une banque en ligne.

Les moins de 35 ans sont parmi les plus exposés au découvert. 61% des 18 à 34 ans sont à découvert au moins une fois par an.

Le chiffre chute à 39% pour les plus de 66 ans. yahoo.com 26 novembre 2020

- La pandémie de Covid-19 accélère la pauvreté en France - euronews/AFP 27 novembre 2020

La pandémie en France pourrait faire basculer plus d'un million de personnes supplémentaires dans la pauvreté, selon des associations.

Conséquence directe des confinements et des mesures de restrictions, de nombreuses personnes ont perdu leur emploi ou ont dû cesser leurs activité. Et face à un marché du travail déprimé, les moins de 30 ans sont particulièrement touchés par cette montée de la précarité :

David est sans emploi : "Je survis... Heureusement que j'ai le Secours Populaire quand même qui m'a aidé pour manger, ça fait un plus (...) Parce qu'en faisant tous mes comptes, il me reste 70, 80 euros pour vivre. Et encore j'ai le gazole pour la voiture, je suis fumeur, il faut acheter des cigarettes et puis après voilà, je ne peux même pas subvenir à mes enfants en ce moment et on me le reproche."

Soufiane avait un emploi dans l'informatique : "J'ai de plus en plus d'impayés qui commencent à s'accumuler, c'est aussi pour ça que j'ai sollicité l'aide du Secours catholique aujourd'hui." 1 Français sur 7 saute des repas

Parmi les profils de ces nouveaux précaires, des travailleurs intérimaires ou des personnes autonomes financièrement.

Selon le rapport annuel du Secours catholique, 40% des ménages précaires sont aujourd'hui dans l'incapacité de couvrir leurs dépenses alimentaires Et selon une autre étude, Ipsos/Secours populaire, un Français sur quatre restreint les quantités dans son assiette et un sur sept saute des repas. euronews/AFP 27 novembre 2020

- Défaillances d'entreprises : 175.000 emplois menacés en 2021 - latribune.fr 25 novembre 2020

Les défaillances d'entreprises pourraient entraîner des destructions massives de postes dans les services aux entreprises et l'industrie selon une étude de l'OFCE. A l'opposé, les services financiers et immobiliers seraient relativement épargnés.

La santé économique des entreprises est mise à rude épreuve par la pandémie. Après un printemps catastrophique et une saison estivale au beau fixe, la recrudescence du virus et les mesures de restriction décidées à l'automne par le gouvernement ont à nouveau plombé le moral des chefs d'entreprise. Le climat des affaires a plongé d'environ 11 points entre octobre et novembre selon l'Insee. Résultat, l'emploi risque de subir les répercussions de cette crise historique pendant encore de longs mois. Selon une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) rendue publique ce mardi 24 novembre, les destructions d'emplois salariés relatives au Covid-19 seraient d'environ 175.000 en 2021. latribune.fr 25 novembre 2020

- Les plus grandes fortunes mondiales - fr.statista.com 24 novembre 2020

Selon le dernier classement établi par Bloomberg, l'entrepreneur américain Elon Musk est désormais la deuxième personne la plus riche de la planète, devant Bill Gates. Profitant de la fulgurante ascension de Tesla en Bourse, la fortune d'Elon Musk s'élève actuellement à 127,9 milliards de dollars, soit une hausse de 100 milliards depuis le début de l'année. Il devance désormais de peu le fondateur de Microsoft, dont la fortune se chiffre à 127,7 milliards de dollars.

Tout en haut, Jeff Bezos se maintient sans surprise avec un empire estimé à 182 milliards de dollars. Le patron d'Amazon signe la seconde plus forte progression du top 10 derrière Musk, avec 67 milliards de dollars amassés depuis le mois de janvier. Enfin, on retrouve le PDG de LVMH au quatrième rang : avec une fortune estimée à 105 milliards de dollars, Bernard Arnault devance Mark Zuckerberg de quelques milliards. fr.statista.com 24 novembre 2020

CINQUIEME PARTIE

Le camp d'internement ou la piquouse, choisissez.

Covid : "L'isolement contraignant pour les cas positifs est une possibilité", indique Gabriel Attal - Europe1 25 novembre 2020

Invité mercredi d'Europe 1, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, s'est dit favorable à la mise en place de mesures contraignant les personnes testées positives au Covid-19 à s'isoler.

Crise de démence aiguë d'un Diafoirus.

- Retour à une «vie normale» à l'automne 2021 - lessentiel.lu 26 novembre 2020

LVOG - Source BFMTV

«J'ai assez bon espoir pour 2021, (...) je crois qu'on va changer de modèle face à cette épidémie. Cette épidémie, jusqu'à présent on la subit - on a subi la 1re vague, on a subi la 2e vague - on va enfin pouvoir devenir acteur et la contrôler», grâce notamment à la vaccination, a expliqué l'épidémiologiste Arnaud Fontanet, membre du Conseil scientifique, sur RMC/BFMTV.

«Si on arrive à vacciner 80-90% des Français - parce qu'il faut quand même tenir compte (du fait) que ces vaccins sont pas 100% efficaces - on aura une couverture telle qu'on peut tout à fait logiquement penser qu'on reviendrait à une vie normale, à l'automne 2021 seulement», a-t-il jugé. Un tel niveau de couverture représente «un objectif extrêmement ambitieux, compte tenu de la défiance qui existe aujourd'hui vis-à-vis des vaccins», a-t-il toutefois souligné. lessentiel.lu 26 novembre 2020

Le vaccin d'AstraZeneca nécessite une «étude supplémentaire»

Le vaccin contre la maladie Covid-19 développé par le laboratoire britannique AstraZeneca et l'université d'Oxford nécessite «une étude supplémentaire», a indiqué jeudi, le directeur général du groupe, après des critiques concernant la fiabilité annoncée.

«Maintenant que nous avons trouvé ce qui semble être une meilleure efficacité, nous devons la valider, donc nous devons faire une étude supplémentaire», a déclaré Pascal Soriot, dans une interview à l'agence Bloomberg. lessentiel.lu 26 novembre 2020

SIXIEME PARTIE

Contre-propagande et résistance à la machination au coronabusiness.

Un médecin réanimateur licencié pour ses idées - 25 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=Obm1AM_Ulo0

LVOG - Dommage qu'ils sortent une grosse connerie en prêtant le coronavirus à l'Institut Pasteur, tout le reste est excellent et il mérite notre soutien.

Épidémies et frontières / COVID-19 et égouts 25 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=lY5OdKIhD2Y&feature=emb_title

Reconnaitre les patients à risque pour sauver des vies 25 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=L1Lr8C_v_tQ&feature=emb_title

Le debriefing de Professeur Paul Trouillas, médecin neurologue et philosophe - 27 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=bPwMTE_KRSI

LVOG - Lui aussi il a sorti des conneries, bon, à 78 ans, on ne lui en tiendra pas rigueur.

SEPTIEME PARTIE

SOCIAL

Inde

Inde: nouveaux heurts entre police et paysans qui manifestent contre des réformes - AFP 27 novembre 2020

La police indienne a fait usage vendredi de gaz lacrymogènes et canons à eau pour le deuxième jour consécutif contre des agriculteurs marchant vers New Delhi afin de dénoncer de récentes réformes libéralisant les marchés agricoles et les laissant, selon eux, à la merci des grandes entreprises.

Les agriculteurs, dont certains ont jeté des pierres et brisé des barrières, ont en fin de compte été autorisés à pénétrer, escortés par la police, dans la capitale où ils prévoient de manifester ce week-end.

Des centaines de policiers avaient été déployés à divers points d'entrée de la capitale avec des camions de sable. Ils avaient installé des barrages équipés de fil de fer barbelé pour bloquer l'arrivée des manifestants.

La condition paysanne est une question politique majeure en Inde où deux Indiens sur trois vivent en zone rurale. Les suicides d'agriculteurs se comptent par milliers ces dernières années en raison de l'endettement et de la sécheresse.

En vertu de réformes adoptées fin septembre, les paysans ont dorénavant la liberté de vendre leurs produits à un acheteur et au prix de leur choix et non plus seulement sur les marchés régulés par l'Etat (les "mandis") avec des prix fixés.

Le Premier ministre Narendra Modi avait salué "une transformation complète du secteur de l'agriculture" qui bénéficiera à "des dizaines de millions d'agriculteurs".

Mais le parti du Congrès, principal parti d'opposition qui détient le pouvoir au Pendjab dont viennent nombre de manifestants, accuse ces réformes de mettre les paysans à la merci des gros acheteurs privés, sans aucun pouvoir de négociation.

Le ministre en chef du Pendjab Amarinder Singh s'est félicité vendredi sur Twitter de la décision du gouvernement central de "permettre aux paysans d'entrer à Delhi pour exercer leur droit démocratique à manifester", l'engageant à "lancer immédiatement des discussions sur les inquiétudes des agriculteurs".

Jeudi, la police avait tenté d'empêcher le passage des marcheurs sur un pont à environ 200 km de New Delhi. Après deux heures de face-à-face qui ont provoqué un gros embouteillage sur l'une des autoroutes indiennes les plus fréquentées reliant New Delhi au Nord du pays, les manifestants avaient finalement été autorisés à passer.

Au Pendjab, les paysans qui manifestent ont bloqué depuis près de deux mois la circulation des trains avant de céder à la pression du public et du gouvernement et de lever leurs barrages.

LVOG - En 1992 j'étais propriétaire de 5 acres de terre où on avait planté du riz. Les 120 sacs de riz de la récolte avaient été vendus au ministère de l'Agriculture du Tamil Nadu au prix fixé par les autorités qui se situait au-dessus du prix du marché, en cela on pouvait dire que l'Etat subventionnait les producteurs de riz et pas seulement, c'était une garantie que les cultivateurs ne se retrouvent pas la proie des traders du marché et vendent leur récolte à un prix décent. Avec la réforme de Modi cette garantie sauterait.

Mais le pire à craindre est à venir. Car en Inde, en dehors des produits vendus en vrac, toutes les marchandises sont vendues à prix fixe qui figure sur les emballages, que vous les achetiez dans une échoppe ou un supermarché, vous les trouverez au même prix. Si cette règle sautait à son tour, du jour au lendemain des abus en tout genre verraient le jour dans un pays déjà ravagé par un individualisme incontrôlé, où profiter du plus faible ou de la moindre occasion pour voler les clients ou réaliser un profit sur le dos de n'importe qui est le sport national. Evidemment, ce qui se produirait, c'est que les propriétaires de grands magasins ou de supermarchés réduiraient leur marge et casseraient les prix, ils se rattraperaient sur le volume des ventes, et la multitude de petits commerces qui font vivre des centaines de millions d'Indiens seraient réduits à la misère, à la faillite et disparaîtraient, ils se retrouveraient au chômage, sans indemnité ou allocation évidemment.

En Inde, allez acheter deux bananes dans une échoppe, si c'est un gosse il les paiera 15 roupies, si c'est une vieille femme, elle les paiera 10 roupies, tandis qu'un homme les paiera 5 roupies. Si maintenant ils vont acheter un savon, ils le paieront tous au prix figurant sur l'emballage, par exemple 25 roupies, demain si la réforme de Modi était étendue à toutes les marchandises, la course au profit individuel qui a déjà pourri toutes les relations dans ce pays s'en trouverait exacerbée, au détriment des plus pauvres évidemment, parce qu'ils vont faire leurs courses à proximité de chez eux dans des petites boutiques au fur et à mesure de leurs besoins ou en fonction de ce dont ils disposent pour survivre, ils n'ont pas les moyens de se déplacer en ville et de faire des courses en gros, de stocker quoi que ce soit, ils vivent au jour le jour, c'est le lot de centaines de millions de familles.

C'est aussi la raison pour laquelle beaucoup de travailleurs indiens sont encore rémunérés à la journée ou à la semaine, ils ne peuvent pas attendre un mois pour toucher leur salaire, parce qu'ils n'ont pas un sou en poche ou d'économies, au contraire, la plupart sont endettés, c'est ce que certains ont appelé le miracle du développement du tiers-monde, en réalité, un vrai cauchemar.

A tout prendre, parce que j'ai pu l'observer ou je l'ai vécu moi-même, ils étaient plus heureux avant. C'est un paradoxe qui échappe aux occidentaux nantis et bornés, qui n'ont jamais vécu autre chose ou autrement, accrocs qu'ils sont au développement scientifique et au progrès technologique qui entre autres à donner naissance au GAFAM, dont ils sont devenus les esclaves, croulant sous un tas de besoins et de biens matériels qui n'existaient pas autrefois, sous les charges fixes, les dettes, sans pour autant être plus heureux. L'histoire est pleine de paradoxes de ce genre.

Ainsi va le processus historique qui caractérise le développement anarchique, chaotique, inconscient de la civilisation humaine, qu'il ne s'agit pas de nier ou de réécrire pour le rendre plus présentable. Non, on doit juste en prendre conscience pour orienter le destin des hommes dans une autre direction débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, donc du capitalisme. D'où notre engagement politique pour aider chacun à en prendre conscience, et encourager chacun à concrétiser cette prise de conscience dans le combat politique, à s'organiser pour changer les rapports sociaux sur lesquels repose l'ensemble de la société, ce qui passera forcément par une révolution, toutes autres voies ayant démontré qu'elles étaient impuissantes à y parvenir.

ECONOMIE

Chine

La Chine interdira totalement les importations de déchets dès 2021 - AFP 27 novembre 2020

La Chine interdira dès le 1er janvier 2021 l'importation des derniers types de déchets solides encore autorisés dans le pays, marquant l'épilogue d'une politique lancée il y a trois ans, a annoncé vendredi un média d'État.

Soucieux de ne plus être la poubelle de la planète, le géant asiatique avait commencé en janvier 2018 à fermer ses portes aux déchets étrangers, provoquant une accumulation de matières à recycler dans les pays riches.

Cette politique environnementale est populaire en Chine depuis son lancement. Mais elle a provoqué de grandes difficultés pour certains industriels du recyclage américains et européens, obligés d'entreposer des déchets dans l'attente d'une solution. AFP 27 novembre 2020

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2020

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Je vais essayer de terminer la causerie pour demain.

Je vous appelle à soutenir le mathématicien et maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille, Vincent Pavan, qui a été mis à pied parce qu'il avait refusé de porter un masque dans l'enceinte de l'université d'Aix-Marseille.

Courriel adressé à :

– Président de l'université : Monsieur Eric BERTON: eric.berton@univ-amu.fr
– Présidente de la section disciplinaire: Madame Muriel GIACOPELLI: m.giacopelli@univ-amu.fr
– Directeur de Polyetch'Marseille: Monsieur Romain Laffont: romain.laffont@univ-amu.fr

Copie à : soutien@reinfocovid.fr

Madame, Monsieur,

Je vous demande d'annuler la procédure disciplinaire que vous avez prise à l'encontre du mathématicien et maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille, Vincent Pavan, car elle est nullement justifiée au regard de la réalité.

Faites donc l'expérience suivante.

Munissez-vous de votre masque, bandez-vous solidement les yeux, et pulvérisez en direction de votre masque une fraction de seconde le liquide contenu dans un spray de votre choix, insecticide, au poivre ou de type parfum d'intérieur, c'est plus confortable et moins risqué.

Si la seconde suivante vous ne sentez rien, si vous ne ressentez aucune gêne ou si vous pouvez encore respirer normalement, c'est que le masque vous protège effectivement contre le SARS-CoV-2, dans le cas contraire, c'est qu'il est d'aucune utilité puisque la taille du virus (0,1µm) est inférieur aux effluves du vaporisateur que vous avez inhalées.

L'immense majorité des masques en tissus dont dispose la population n'arrêtent pas un virus, c'est même spécifié sur certains emballages. Seules les masques de type FFP2 et 3 destinés au personnel soignant présentent une efficacité contre les virus.

S'agissant de la population, et particulièrement les jeunes, chacun sait pour l'observer quotidiennement qu'ils les manipulent sans précaution, ils sont donc davantage une source de contamination que de protection, passons sur la nocivité avérée du port d'un masque pendant des heures. Personnellement, je vis en Inde, je n'en ai jamais porté au cours des 9 mois précédents et à 65 ans je me porte à merveille.

Vous pouvez aussi consulter l'article suivant très détaillé et sourcé.

Du port du masque facial en population générale, une méta-analyse par Guillaume Basquin - Mondialisation.ca, 22 novembre 2020

https://www.mondialisation.ca/du-port-du-masque-facial-en-population-generale-une-meta-analyse/5651339

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations respectueuses.

Tardieu Jean-Claude (Enseignant à la retraite)

Les derniers articles mis en ligne aujourd'hui.

- DOCUMENT. La scandaleuse indifférence à l'efficacité prouvée de l'ivermectine. (01.12)
- DOCUMENT. Vaccins anti-Covid, sûrs et efficaces ? Avis du Conseil Scientifique, de la HAS, ce qu'en a fait la Commission Européenne. (30.11)
- DOCUMENT. Le professeur Christian Perronne sur les vaccins. (30.11)
- DOCUMENT. Traitement du Covid-19 par une combinaison Zinc + Azythromicine. (29.11)
- DOCUMENT. Démission de Dominique Martin, Directeur Général de l'ANSM. (27.11)
- DOCUMENT. Coronavirus en Suède : l'ombre d'un fiasco plane sur les nouveaux vaccins. (26.11)
- DOCUMENT. IATA Travel Pass create a 'digital passport'. (23.11)

Haut de page

Le 4 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

La causerie et les infos en bref de novembre sont en ligne au format pdf, 176 pages.

Ma compagne Selvi est de retour, elle a passé 3 semaines au chevet de sa mère malade à l'hôpital. Ici, c'est la famille qui doit s'occuper de leur malade et leur fournir la nourriture. J'imagine que Selvi a ramené le SRAS-CoV-2 à la maison, je ne lui ai pas dit. Et dire qu'on va tous mourir si on ne se vaccine pas !

On est ouvertement gouverné par un gang mafieux et criminel, et malgré tout il y en a encore pour se demander ce qui se passe.

Fuyez ceux qui ménagent ou cautionnent ce régime tyrannique, collaborent avec ses représentants, ne les écoutez plus. Refusez de vous compromettre, cessez de vous laisser manipuler, ne bradez pas vos principes, soyez digne des valeurs dans lesquelles vous croyez, de l'idéal humaniste dont vous vous réclamez, du socialisme, restez propre et en bonne santé y compris mentale, devenez inoxydable, incorruptible, imperméable à l'idéologie de la réaction, rejoignez La Voix de l'Opposition de Gauche.

Nos ennemis sont animés par des intentions inavouables et sordides, mais il y a loin de la coupe aux lèvres, nous les vaincrons. Les enseignements de la lutte des classes du passé témoignent que jamais ils ne pourront soumettre totalement et indéfiniment des peuples, armés de cette expérience ils trouveront la voie de leur émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

J'ai corrigé l'adresse de ce fichier et une erreur de date, sorry !

- DOCUMENT. La scandaleuse indifférence à l'efficacité prouvée de l'ivermectine. (29.11)

Articles mis en ligne le 4 décembre.

- DOCUMENT. SARS-CoV-2 may have been introduced into the United States prior to January 19, 2020. (04.12)
- DOCUMENT. Les études mondiales sur #HCQ #hydroxycloroquine. (01.11)

La version exhaustive ou complète en anglais.

- DOCUMENT. 150 HCQ (hydroxycloroquine) studies 88 peer reviewed. (25.10)

- DOCUMENT. Vaccin et Covid-19 : une précipitation aux risques multipes. (01.12)
- DOCUMENT. L'ancien Vice-Président de Pfizer, le Dr Michael Yeadon, affirme qu'il n'y a pas besoin de vaccin. (16.10)

- DOCUMENT. Davos ou le scandale d'un monde qui a perdu son âme (24.01.2019)
- DOCUMENT. Le prochain chef de l'OMC imposera-t-il le programme de Bill Gates et Davos? (03.12)

- DOCUMENT. Retrait ! Editorial de La Tribune des travailleurs (02.12)
- DOCUMENT. Supplément au n°632 d'Informations ouvrières (02.12)
- DOCUMENT. Loi «sécurité globale»: La France s'enfonce dans la dictature (02.12)

La chronique du jour.

Nous appelons tous les lecteurs a participé aux manifestations du 5 décembre 2020 pour exiger le retrait du projet de loi liberticide "Sécurité globale". J'ai cru comprendre qu'une autre manifestation était convoquée le même jour en défense des retraites, je n'ai pas d'autres détails.

On peut observer qu'aucun de ces acteurs ne s'est opposé aux mesures liberticides imposées par Macron au nom d'une pandémie fabriquée par l'oligarchie financière, via l'OMS et l'ONU, encourageant Macron à appliquer jusqu'au bout le programme antisocial et liberticide pour lequel il a été désigné président par ses pairs.

Vous avez également pu observer comment soigneusement les uns et les autres ont évité d'aborder la question de la légitimité ou non de ces mesures qui allaient être à l'origine de la dégradation rapide des conditions d'existence et de travail des masses, pour finalement accompagner leur application à la manière des syndicats qui dans les entreprises ou dans l'administration cogèrent les rapports entre les patrons ou l'Etat et les travailleurs pour garantir la stabilité du régime.

Pour faire bonne mesure, il y en a qui avancent qu'il faudrait chasser Macron. Pour notre part nous n'avons cessé de le marteler, à ceci près que nous n'avons jamais participé au consensus sur l'existence d'une pandémie virale inexistante pendant 9 mois, nous n'avons renvoyé les masses dans les bras de Macron, donc nous n'avons pas participé à la division des masses sur une ligne politique opportuniste qui a consisté à entretenir un climat de psychose collective qui profitait à Macron et aux actionnaires du CAC40.

D'ailleurs, dans le catalogue de revendications qu'ils nous présentent, il n'y figure pas l'abrogation de toutes ces mesures liberticides qui ne reposent sur aucun argument scientifique, confinement, port du masque obligatoire, distanciation sociale, traçage, vaccination, etc. ce qui ne tient pas du hasard. On est donc en droit d'estimer, que s'ils parvenaient au pouvoir, ils continueraient de nous les imposer. En attendant, il va de soi que sans retrouver toutes ces libertés individuelles et collectives qui concernent l'ensemble des travailleurs et jeunes, leur capacité pour résister à Macron et à sa politique réactionnaire s'en trouve largement entravée, pour ne pas dire gravement compromise. Et ce n'est pas quelques centaines de milliers de manifestants sur plus de 45 millions de travailleurs et jeunes adultes concernés qui prouverait le contraire.

On est donc en droit de s'interroger sur la nature des intentions de ceux qui estiment la suspension de ces libertés individuelles et collectives compatible avec la démocratie dont ils se réclament, plutôt étrange, non ?

Quelques commentateurs ont relevé que sans cette machination à la pandémie virale, tout comme celles montées de toutes pièces à propos des variations climatiques naturelles ou encore l'instrumentalisation du terrorisme par l'Etat, Macron et son gouvernement ou leurs prédécesseurs n'auraient jamais pu faire passer des lois plus liberticides les unes que les autres ou renforcer l'arsenal législatif répressif déjà existant destiné à réprimer ou mater la classe ouvrière, prévenir tout soulèvement populaire.

Dès lors qu'on a à l'esprit les tenants et les aboutissants de toutes ces machinations, on ne peut pas les combattre efficacement sans dénoncer leurs mécanismes et remonter à leurs sources, elles demeureront incompréhensibles ou source de confusions. Autrement dit, on ne peut pas déterminer quels en sont les objectifs si on nie les intentions inavouables ou nuisibles de leurs auteurs, si on refuse d'admettre qu'en réalité elles s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie politique fixée à l'avance, par ceux qui comptaient en tirer profit pour accroître leur fortune et leur pouvoir politique, les oligarques. Avec en toile de fond, la pire crise économique ou le plus grand défit politique que la civilisation humaine ait à affronter, et dont l'issue déterminera finalement

son destin. Si elle n'était pas en mesure de mettre un terme rapidement au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, elle serait vouée à disparaître ou la société des hommes n'aurait plus rien de civilisée ou d'humain.

Pour info, j'ai mis en ligne deux documents, l'un du POI, l'autre du POID.

Leur vieux monde pourri vous tente ?

Capitalisme : Stop ou encore ? Un constat

- Davos ou le scandale d'un monde qui a perdu son âme par Chems Eddine Chitour (24 janvier 2019) - Mondialisation.ca, 03 décembre 2020

https://www.mondialisation.ca/davos-ou-le-scandale-dun-monde-qui-a-perdu-son-ame/5630317

Avez-vous envie de vivre dans un tel monde ? On ne vous dit pas bon apétit!

- Du poulet 100% artificiel commercialisé pour la première fois à Singapour - Europe1 3 décembre 2020 Europe1 3 décembre 2020

Pour la première fois dans le monde, la commercialisation de viande de poulets élevés en laboratoire a été autorisée à Singapour.

Pour élaborer ce type de poulets, les laboratoires partent de cellules de muscle et les font se reproduire dans une éprouvette. Et à la fin, ils obtiennent de la vraie chair de poulet...

Même si ça ressemble à l'usine Tricatel dans le film L'aile ou la cuisse avec Louis de Funès, il n'y a ici aucune différence biologique avec du poulet.

L'autre problème après le prix, c'est l'aspect. Il est encore difficile de reproduire les os, la peau ou les fibres du muscle. Cela ressemble pour l'instant plutôt à une sorte de bouillie de viande donc c'est surtout vendu sous la forme de viande hachée, des saucisses ou des nuggets. Europe1 3 décembre 2020

LVOG - Et les abrutis d'écologistes ou végans applaudissent à tout rompre ! Réalisez-vous le lien qui existe entre l'OMS, l'IA et le transhumanisme, les GAFAM, leur machination à l'urgence climatique et sanitaire et toutes les conséquences qui en découlent ?

Le complément militariste indispensable sous le règne du nouvel ordre mondial totalitaire

- Défense : le Sénat adopte un budget en hausse - Publicsenat.fr 4 décembre 2020

« D'un strict point de vue budgétaire, je constate que la loi de programmation militaire est respectée et que les crédits augmentent bien d'1,7 milliard » a relevé Dominique Legge, rapporteur spécial pour la commission des finances.

Cet après-midi, le Sénat a adopté le budget des armées, qui poursuit, en effet, sa hausse, pour la quatrième année consécutive, conformément à la loi de programmation militaire. Dans le projet de loi de finances pour 2021, le ministère bénéficie de 39,2 milliards d'euros de crédits, 7 de plus qu'en 2017. Publicsenat.fr 4 décembre 2020

- 19 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Quelques citations pour nous élever au-dessus de la médocrité ambiante

Mark Twain

- « Il est plus facile de tromper les gens que de les convaincre qu'ils ont été dupés ».

Malcolm X

- Les médias sont les entités les plus puissantes sur terre. Ils ont le pouvoir de rendre les innocents coupables et de faire des coupables des innocents. Et c'est ça le pouvoir. Parce qu'ils contrôlent l'esprit des masses.

- Si vous n'êtes pas vigilants, les journaux arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment.

- La presse a un pouvoir de l'image si puissant qu'elle peut faire passer un criminel pour une victime et montrer la victime comme une criminel.

- Quand vous commencez à penser pour vous même, vous leur faites peur, et ils s'efforcent de vous interdire tout contact avec l'opinion publique de peur que si l'opinion publique vous écoute elle ne veuille plus les écouter.

- Quand un homme est triste, il ne fait rien pour changer sa condition. Quand un homme est en colère, il agit pour le changement.

- La vérité est du côté des opprimés.

- Le pouvoir aux côtés de la défense de la liberté est plus grand que celui aux côtés de la tyrannie et de l'oppression.

Un nouveau commentaire publié dans le blog du Dr. Maudrux.

Pour que les tenants du régime en place en soient arrivés au point de devoir modifier le génome de la faune et de la flore pour garantir le développement futur de la civilisation humaine, témoigne si besoin était, qu'ils avaient déjà dépassé dans leur folie le stade au-delà duquel l'avenir de l'espèce humaine était gravement compromis ou hypothéqué. Dès lors les arrêter devrait s'imposer comme une question de salut public prioritaire qui devrait concerner chaque citoyen un tant soit peu conscient de la menace qui pèse sur son existence et celle des générations futures.

Les défenseurs de l'ordre établi, qui a pris une tournure mafieuse, criminelle, barbare, sacrifient habituellement la liberté au nom de la sécurité, alors quand ils se font les chantres de la liberté, c'est qu'elle est plus que jamais menacée ou que celle dont ils disposent au détriment du reste de la population ne leur suffit plus pour lui imposer son agenda économique et politique sous couvert de crise sanitaire qui a été entièrement fabriquée.

Ce sont les mêmes qui sont prompts à invoquer le principe de précaution, quand il s'agit d'aller bombarder et détruire un pays ou massacrer un peuple qui ne menaçait ou n'avait déclaré la guerre à personne, qui aujourd'hui le rejettent pour finalement produire les mêmes effets ou prendre ce risque intolérable, indéfendable. Après tout, puisqu'ils sont si bien intentionnés et si sûrs d'eux, pourquoi ne se dévoueraient-ils pas pour servir de cobayes aux premiers vaccins qui seront disponibles ?

Une partie évoluée de la science oublie trop souvent que le principe-même de la vie est démagogique, et peut s'avérer nuisible et dévastateur, quand il est agité par des apprentis sorciers ou des psychopathes influencés par une idéologie dont l'unique motivation est le profit ou l'argent ainsi que le pouvoir, à n'importe quel prix, sans qu'il soit nécessaire de le préciser car ce n'est plus à démontrer, hélas il y en a encore pour le nier ! Mais rien ne dit qu'ils y trouveront leur compte pendant encore longtemps.

Ce sont uniquement des facteurs économiques et sociaux qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine, et non de vulgaires calculs d'épiciers du type bénéfices/risques, auxquels on doit justement imputer le délitement rapide de la société, et la disparition à terme de la civilisation humaine.

La lutte, c'est la vie, la santé, la dignité, la liberté.

La théorie de l'Inhibition de l'action (Henri Laborit) - 7 janvier 2015

https://www.youtube.com/watch?v=8ubYKgXU5ms

Ce que m'a appris: Henri Laborit

https://www.youtube.com/watch?v=3Qkf_sy54-0 - 30 avril 2016

Dans la série à quoi sert la recherche, à rien sinon à nous nuire ou ils n'ont que cela à foutre. Un exemple.

The Astronomical Journal a publié les résultats d'une étude réalisé à l'aide d'une simulation informatique, de scientifiques de l'université de Californie à Los Angeles, de l'Institut de technologie de Californie et de l'université du Michigan, qui portait sur le destin des planètes du Système solaire qui selon leurs calculs savants se désintègrerait dans 200 milliards d'années (Source : sputniknews.com 30 novembre 2020)

Si vous aviez un complexe, parce que vous n'étiez ni chercheur, ni scientifique, ni professeur, balancez-le !

A bas les vaccins covid-19 !

Christian Perronne, Chef du service des Maladies infectieuses et tropicales de l'Hôpital de Garches (92) - Garches, 30 novembre 2020

- ...quel est l'intérêt d'un vaccin généralisé pour une maladie dont la mortalité est proche de 0,05% ? Aucun. Cette vaccination de masse est inutile. De plus, les risques de la vaccination peuvent être plus importants que les bénéfices.

Un responsable médical d'un des laboratoires pharmaceutiques fabricants a déclaré il y a quelques jours qu'il espérait un effet de protection individuelle, mais qu'il ne fallait pas trop espérer un impact sur la transmission du virus, donc sur la dynamique de l'épidémie. C'est bien là un aveu déguisé qu'il ne s'agit pas d'un vaccin. Un comble.

Une technique de démolition contrôlée éprouvée depuis le 11 septembre 2001.

Abou Dhabi démolit un immeuble de 144 étages en 10 secondes, un record - sputniknews.com 29 novembre 2020

Le gouvernement d'Abou Dhabi a annoncé sur son compte Twitter avoir démoli le 27 novembre avec succès les tours Mina Plaza qui faisaient partie du projet de développement de la zone portuaire de la ville.

Les autorités ont indiqué que la démolition de ces 144 étages a été achevée en tout sécurité en 10 secondes et grâce à six tonnes d'explosifs ainsi que quelque 18.000 détonateurs individuels, selon le site Gulf News. sputniknews.com 29 novembre 2020

Le 11 septembre 2001, les deux tours du WTC de 110 étages trônant à 415 et 417 mètres de haut se sont écroulées en à peine 10 secondes, soit une chute à la vitesse proche d'une chute libre, celle plus petite nommée WTC7, 186 mètres et 47 étages , qui n'avait pas été heurtée par un avion, s'effondrera sur elle-même en moins de 7 secondes.

David A. Johnson, B.Arch, MCP (City Planning), PhD (Regional Planning), F.AICP – Internationally recognized architect and city and regional planner. Professor Emeritus, Department of Urban and Regional Planning, University of Tennessee. Former Professor and Chair of the Planning Departments at Syracuse University and Ball State University. Elected Fellow, American Institute of Certified Planners (2004). Past President of the Fulbright Association of the United States.

"Je doutais des explications officielles dès le départ. Vous voyez, en tant qu'urbaniste professionnel à New York, je connaissais ces bâtiments et leur conception. J'ai assisté et participé aux auditions à l'hôtel de ville de New York lors de la création des bâtiments. J'ai plaidé en faveur des bâtiments au motif que le noyau intérieur représentait un moyen d'internaliser le coût du transport en commun, qui dans notre système est presque impossible à financer par des émissions d'obligations publiques.

J'étais donc bien conscient de la solidité du noyau avec ses colonnes en acier, entourant les ascenseurs et les cages d'escalier. Je dois également mentionner qu'avec un diplôme en architecture et une formation en conception d'acier (mon professeur de Yale avait travaillé sur l'Empire State Building), j'étais et je ne suis pas novice en conception structurelle.

Quand j'ai vu l'effondrement rapide des tours, j'ai su qu'elles ne pourraient pas descendre comme elles l'ont fait sans explosifs et sans le sectionnement des colonnes centrales à la base. Le crachat de débris des tours où les avions sont entrés ne pouvait pas non plus se produire simplement avec un effondrement structurel. Il se passait autre chose pour que cela se produise.

De plus, l'effondrement symétrique est une preuve solide d'une démolition contrôlée. Un bâtiment tombant d'une défaillance structurelle asymétrique ne s'effondrerait pas aussi proprement, ni aussi rapidement, comme vous l'avez souligné.

Ce à quoi nous sommes confrontés, c'est un mensonge d'une telle ampleur que même le suggérer fait l'objet de ridicule et de mépris. Qui aurait pu faire une chose aussi terrible? Certainement pas notre gouvernement ou nos militaires. Des éléments voyous dans les agences de renseignement? Je n'ai aucune idée.

Mais je sais que l'explication officielle ne tient pas la route. Une réouverture ouverte et honnête du dossier s'impose. Une quasi-majorité d'Américains partage ce point de vue. Continuons à faire pression pour une enquête honnête. "

http://patriotsquestion911.com/engineers.html

http://www.reopen911.info/11-septembre/des-explosions-dans-les-sous-sols-des-tours-jumelles/

DEUXIEME PARTIE

Extrême-centre. De qui Macron est-il le clone ?

LVOG - Chaque fois qu'ils veulent vous vendre quelque chose sous le sceau de la modernité ou du progrès, vous pouvez vous dire sans prendre le risque de vous tromper qu'il s'agit en fait d'un truc pourri, réactionnaire, qu'ils tiennent absolument à caser ou à vous imposer. Et souvenez-vous, l'humanisme est la politesse des salauds...

Revue de presse et sémantique révélatrices.

Hommage à l'extrême-centre, la véritable extrême droite

-Enarques, libéraux, européens… : les similitudes entre Giscard d'Estaing et Macron - Europe1 03 décembre 2020

L'ancien président Valéry Giscard d'Estaing est mort mercredi soir à 94 ans. Elu en 1974, il était devenu le plus jeune président de la République à 48 ans. Depuis, ce record de précocité a été battu par Emmanuel Macron. Même si l'actuel chef de l'Etat ne revendique aucune filiation giscardienne, les deux hommes partagent de nombreux points communs.

Enarques, ministres de l'économie, libéraux, européens convaincus, les deux hommes partagent de nombreuses similitudes. Tous deux sont entrés à l'Elysée sans grand parti installé : Valéry Giscard d'Estaing avec Les Républicains indépendants, Emmanuel Macron avec En Marche. Les deux présidents partagent aussi le centrisme, même VGE est venu de la droite, quand Emmanuel Macron était plutôt marqué à gauche. L'ancien président voulait rassembler "deux Français sur trois", l'actuel a lui théorisé le "et en même temps, et de droite et de gauche".

Ils ont aussi en commun la même volonté d'apparaître résolument moderne, tout en appréciant le côté monarchique de la Ve République. Europe1 03 décembre 2020

- Valéry Giscard d'Estaing, le jeune président qui voulait bousculer les codes
- Macron salue Giscard d'Estaing, dont "le septennat transforma la France"
- Giscard d'Estaing, modernisateur de la vie politique

S'inspirant des techniques de marketing politique importées des États-Unis, Valéry Giscard d'Estaing s'est essayé, avec plus ou moins de succès, à de nombreux coups de communication afin de moderniser la vie politique.
- « Un grand président qui a fait entrer la France dans la modernité »
- "Moderne" et "audacieux"
- Entre réformes sociétales et fin des "Trente Glorieuses",
- Un Européen convaincu
- "C'est un des plus grands hommes de l'après-guerre en France"

Le transhumanisme et la transition numérique sont les instruments du totalitarisme.

- Cédric O : « Il n'y aura pas de transition environnementale sans transition numérique » - Publicsenat.fr 2 décembre 2020

Le gouvernement : L'islamophobie en France, c'est nous !

- Le gouvernement dissout le Collectif contre l'islamophobie en France - Reuters 2 décembre 2020

Le gouvernement a dissous mercredi en conseil des ministres le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), a annoncé le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, qui accuse cette organisation d'avoir "depuis plusieurs années (.) conduit avec constance une action de propagande islamiste". Reuters 2 décembre 2020

En totalitarisme. Toujours plus de sécurité = toujours moins de liberté.

- Loi Sécurité globale : un nouvel appel à manifester le samedi 5 décembre - Le Parisien/AFP 2 décembre 2020

Le collectif opposé à la proposition de loi Sécurité globale appelle à un rassemblement le 5 décembre à Paris et partout en France, afin d'obtenir le retrait de trois articles de loi et du schéma national du maintien de l'ordre qu'il juge « liberticides ». « Tant

qu'il n'y aura pas retrait réel des articles 21, 22, 24 de la proposition de loi sécurité globale et du schéma national du maintien de l'ordre, les actions se multiplieront », promet le collectif dans un communiqué publié ce mercredi.

La « coordination #StopLoiSécuritéGlobale », nom de ce collectif, appelle à la mobilisation samedi à Paris pour une « marche des libertés et des justices » de la Porte des Lilas à la place de la République, dans le nord-est de la capitale, ainsi que « partout ailleurs » sur le territoire.

« Des rassemblements ou manifestations sont déjà prévus dans de nombreuses villes cette semaine », souvent en lien avec « les actions menées dans le cadre de la journée nationale contre le chômage et la précarité », ajoutent les signataires.

Le collectif - qui regroupe des syndicats, notamment de journalistes, diverses associations, ONG de défense des droits ou encore des Gilets jaunes - dénonce pour sa part « la cacophonie la plus complète », tant au sein du gouvernement que du Parlement, après l'annonce lundi de la réécriture de l'article 24.

Il condamne la probable réapparition des dispositions de l'article 24 dans l'article 25 de la loi sur le séparatisme, ainsi que les articles 21 et 22 « visant l'instauration d'outils de surveillance de masse ». Le Parisien/AFP 2 décembre 2020

- Sécurité globale : la majorité parlementaire suspend l'article 24 - BFMTV 30 novembre 2020

Les patrons des groupes LaREM, MoDem et Agir, qui tiennent une conférence de presse commune à l'Assemblée nationale ce lundi, veulent suspendre le controversé article portant sur la diffusion d'images des forces de l'ordre.

La majorité entend mettre l'exécutif au pied du mur. Alors qu'ils tiennent ce lundi une conférence de presse commune à l'Assemblée nationale, les présidents des trois groupes qui composent la majorité, Christophe Castaner (La République en marche), Patrick Mignola (MoDem) et Olivier Becht (Agir) suspendent l'article 24 de la proposition de loi sur la "sécurité globale", selon des sources parlementaires interrogées par BFMTV.

Cette initiative, qui survient après une dizaine de jours de couacs entre le Parlement et l'exécutif, vise à rassurer les députés, dont même les plus loyalistes se sont sentis malmenés par le gouvernement, plus particulièrement le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin. Après le vote en première lecture du texte porté par les députés LaREM Jean-Michel Fauvergue et Alice Thourot, "des incompréhensions subsistaient", a déclaré Christophe Castaner lors de cette conférence de presse.

Par conséquent, la majorité propose une "réécriture complète" de l'article 24, dans le cadre d'un "travail collectif" entre LaREM, le MoDem et Agir, ainsi que le Sénat. Le patron des députés marcheurs a reconnu que le débat législatif avait suscité un "trouble". "L'équilibre recherché n'a pas été unanimement perçu. Dont acte", reconnaît-il.

Prenant sa suite, le président du groupe MoDem Patrick Mignola a appelé à "réinitialiser" l'article 24 et à "lever toutes formes d'ambiguïtés" qui ont pu être soulevées, à la fois par les journalistes et les Français, notamment les plus jeunes. BFMTV 30 novembre 2020

-"Nous ne renonçons pas": à l'Assemblée, Castex redit sa volonté de faire voter la loi "Sécurité globale" - BFMTV 1 décembre 2020

- Sécurité globale: Jean Castex conteste toute "dérive autoritaire" ou "liberticide" - BFMTV 2 décembre 2020

- L'affaire Michel Zecler agite la France, deux policiers écroués - euronews 30 novembre 2020

L'avenir de cet article (24) litigieux est désormais plus qu'incertain. Certes, il ne sera pas réécrit par une commission, tel que l'avait d'abord indiqué le Premier ministre Jean Castex, sur une proposition de Gérald Darmanin, et qui a suscité une bronca parlementaire.

Mais son enterrement est désormais évoqué à voix haute dans la majorité : "Moi, franchement, je ne suis fermée à rien: il nous est arrivé de modifier, supprimer des articles", a résumé dimanche la présidente LREM de la commission des Lois à l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, sur France Inter.

Le ministre des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau, a pour sa part prévenu dans le JDD qu'il restait encore "des mois de travail" avant la finalisation de la proposition, qui doit être examinée par le Sénat et le Conseil constitutionnel. euronews 30 novembre 2020

Quand une fois de plus Mélenchon cautionne l'Etat des capitalistes, son armée ou plus largement son appareil répressif.

LVOG - Etre de gauche, c'est être révolutionnaire, c'est combattre pour un changement de régime, pour en finir avec le capitalisme et ses institutions. Conclusion : Mélenchon et ses semblables est de droite, un réactionnaire.

- Jean-Luc Mélenchon se dit favorable au retour à une forme de service militaire obligatoire - BFMTV 30 novembre 2020

Dans une interview accordée à L'Opinion, le leader de La France insoumise juge nécessaire de se doter d'une "défense populaire passive et armée", notamment pour faire face au "dérèglement climatique".

Annoncée par Jacques Chirac en février 1996, la professionnalisation des armées a entraîné la suppression de la conscription obligatoire. Celle-ci demeure pourtant, aux yeux de Jean-Luc Mélenchon, un "impôt du temps au service de la patrie".

"Il n'y a pas aujourd'hui de besoin militaire qui nécessite la mobilisation permanente de 700.000 jeunes. On peut comprendre que le président Chirac ait pris cette décision. Elle avait sa rationalité, même si j'étais contre", précise le député des Bouches-du-Rhône.

Jean-Luc Mélenchon affirme par ailleurs qu'au sein des forces de police, "les conscrits pourraient jouer un très beau rôle".

"Cela changerait le regard de la population sur sa police et changerait les pratiques internes de celle-ci. Le racisme et la violence y reculeraient. Quand les enfants du peuple sont quelque part tout change." BFMTV 30 novembre 2020

Une info qui devrait réconforter Mélenchon.

Accord des ministres de la zone euro sur une réforme du MES pour soutenir les banques - Reuters 1 décembre 2020

Les ministres des Finances de la zone euro sont convenus lundi de la possibilité de recourir au Mécanisme européen de stabilité (MES) comme d'un fonds de financement en dernier recours en cas de crise bancaire, a annoncé le ministre allemand des Finances, Olaf Scholz.

Pour Bruno Le Maire, cet accord constitue "Un nouveau pas pour l'Europe".

"Ce soir, ajoute-t-il sur son compte Twitter, les ministres des Finances de la zone euro se sont entendus sur le renforcement du Mécanisme européen de stabilité et de l'Union bancaire." Il y voit "deux avancées pour encore mieux protéger les Européens et l'économie de la zone euro". Reuters 1 décembre 2020

Mélenchon a soutenu le Parti démocrate, le voilà comblé.

L'UE à la relance du lien transatlantique - Euronews 30 novembre 2020

La Commission européenne a élaboré un projet pour donner une nouvelle vie à cette alliance. Elle veut oublier les tensions avec Donald Trump et souhaite se concentrer sur la coopération.

La directrice de la chambre du commerce américaine auprès de l'UE salue l'enthousiasme affiché. "Nous avons demandé et nous avons défendu des liens plus étroits et il y a eu des moments de mise à l'épreuve au cours des quatre dernières années et c'est donc un développement encourageant", souligne Susan Danger.

Il devrait y avoir un rapprochement sur la Chine. "Cela ne veut pas dire que la politique américaine à l'égard de la Chine sera plus légère, il est concevable qu'elle continuera à être de plus en plus ferme", prévient Ian Lesser, vice-président du German Marshall Fund. Mais ce dossier pourrait servir d'étalon sur la volonté d'avancer ensemble des deux côtés de l'Atlantique.

OTAN : les Européens ne doivent pas s'attendre à un grand tournant avec Joe Biden

Les 11 pages du document sont une tentative pour avancer mais aussi pour retrouver un partenariat transatlantique plus traditionnel. C'est maintenant aux dirigeants de l'UE d'approuver ou non cette approche lors du prochain Conseil européen, prévu dans une dizaine de jours, avant un éventuel sommet avec les Etats-Unis en début d'année prochaine. Euronews 30 novembre 2020

Assassinat ordinaire cautionné par le gang criminel au pouvoir en France.

Paris appelle à la retenue après le meurtre du chercheur iranien Mohsen Fakhrizadeh - Reuters 30

novembre 2020

Le ministère français des Affaires étrangères a lancé lundi un appel à la retenue pour éviter "une escalade des tensions", après l'assassinat du spécialiste iranien du nucléaire Mohsen Fakhrizadeh, tué vendredi dans les faubourgs de Téhéran. Reuters 30 novembre 2020

TROISIEME PARTIE

Marionnettiste.

- Dépistage massif : comment Jacques Attali a oeuvré pour convaincre Macron - Journal du Dimanche 29 novembre 2020

Emmenés par Philippe Froguel, professeur d'université à Lille ; Catherine Hill, épidémiologiste, et Marie-Claude Potier, directrice de recherche au CNRS, tous ont défendu l'intérêt d'une opération géante de tests dans un temps ramassée auprès -d'Emmanuel -Macron. Leur projet a été transmis à l'Élysée par l'écrivain Jacques -Attali, conquis par cette idée iconoclaste. "Nous nous appuyons sur une analyse solide de la littérature scientifique. Tout est prêt ; un laboratoire est disposé à le faire, à l'aide de tests salivaires, plus simples que les prélèvements nasopharyngés, et d'analyses groupées", explique Marie-Claude Potier. Journal du Dimanche 29 novembre 2020

La caution sénile à la thérapie génique de Big Pharma ou au service de l'idéologie totalitaire.

- Covid-19: qui est Alain Fischer, l'immunologue choisi pour incarner la campagne de vaccination? - BFMTV 4 décembre 2020

Le chef du gouvernement a indiqué qu'un "Conseil d'orientation de la stratégie vaccinale, chargé d'appuyer le gouvernement" allait être créé. "J'ai demandé au professeur Alain Fischer de présider ce conseil d'orientation et je le remercie vivement d'avoir accepté", a-t-il ajouté. BFMTV 4 décembre 2020

Parce que la vaccination est davantage rejetée par la population chaque minute qui passe.

- Coronavirus : une "question de semaines" avant la vaccination qui sera gratuite - Europe1 03 décembre 2020

Jean Castex a annoncé que la vaccination contre le coronavirus allait pouvoir débuter dans les prochaines semaines. Il a aussi précisé, lors de sa conférence de presse dédiée à la stratégie du gouvernement, que cette campagne vaccinale serait gratuite pour l'ensemble de la population française. Europe1 03 décembre 2020

Quand la tyrannie se met à table.

Covid-19 : Castex conseille six adultes à table, sans compter les enfants, pour les fêtes - Europe1 03 décembre 2020 Lors d'une conférence de presse, jeudi, Jean Castex a recommandé aux Français de ne pas se réunir à plus de six adultes à table pour les fêtes de fin d'année. Le gouvernement ne rend pas obligatoire cette préconisation qui doit permettre de limiter la propagation du coronavirus mais y incite fortement. Europe1 03 décembre 2020

Quand leur vieux monde devient un enfer carcéral universel.

- Les "passeports" COVID-19 seraient une bonne idée, selon Taiwan - Reuters 2 décembre 2020

Si, dans la pratique, les "passeports" COVID-19 déterminant les antécédents de vaccination et de contamination des populations seront complexes à mettre en place, leur utilisation serait une bonne idée, a déclaré mercredi le ministre taiwanais de la Santé, soucieux de la reprise du tourisme mondial.L'Association internationale du transport aérien (Iata) a indiqué le mois dernier qu'elle développait des applications mobiles pour faciliter les déplacements des voyageurs et leur permettre de partager les preuves de leur dépistage ou leur vaccination avec les compagnies aériennes et les gouvernements. Reuters 2 décembre 2020

IATA Travel Pass

https://www.iata.org/en/publications/travel-pass/

Traduction.

L'association Internationale de Transport Aérien annonce le passeport numérique vaccination - nouveau-monde.ca 29 novembre 2020 https://nouveau-monde.ca/fr/lassociation-internationale-de-transport-aerien-annonce-le-passeport-numerique-vaccination/

La grande foire aux cas et aux cadavres pour alimenter le délire collectif et justifier vaccination et totalitarisme.

- Coronavirus : La France enregistre 365 nouveaux décès à l'hôpital en 24 heures 20 Minutes - 2 décembre 2020

- Coronavirus: Plus de 13.600 cas, 388 décès supplémentaires en Allemagne - Reuters 1 décembre 2020

- Coronavirus: Record de 569 décès en 24 heures en Russie - Reuters 1 décembre 2020

- Covid-19: plus de 2500 morts en 24h aux Etats-Unis, plus haut niveau depuis fin avril - BFMTV 1 décembre 2020

Chine : 0 mort !

Coronavirus: La Chine fait état de 9 nouvelles contaminations - Reuters 1 décembre 2020

La Chine a recensé 9 nouveaux cas confirmés de contamination au coronavirus au cours des vingt-quatre dernières heures, ont rapporté mercredi les autorités sanitaires.Dans un communiqué, la Commission nationale de la santé a précisé que 7 cas concernaient des personnes arrivées de l'étranger. Reuters 1 décembre 2020

Coronabusiness et stratégie de la terreur en totalitarisme.

- Chine : des traces de coronavirus retrouvées sur des produits importés - europe1.fr 30 novembre 2020

Tous les quotidiens chinois titrent sur ces nouvelles contaminations. L'agence officielle Xinhua tire la sonnette d'alarme en listant les produits sur lesquels des traces de coronavirus ont été découvertes. On retrouve de la viande de porc venue d'Allemagne ou encore des fruits de mer venus d'Inde ou du Brésil.

Le Global Times publie même un reportage dans lequel il explique que les consommateurs chinois boudent désormais les produits étrangers. Les barquettes de surgelés sont retirées des rayons et les clients ne veulent plus que des produits locaux, affirme le journal.

Un autre journal local explique comment les produits importés sont isolés dans des chambres froides et désinfectés. Que ce soient les voyageurs venant de l'étranger placés en quarantaine forcée ou les aliments, c'est désormais tout ce qui n'est pas chinois qui est considéré comme potentiellement dangereux, résume en substance le Quotidien du peuple.

Sur la trace du SRAS-CoV-2... aux USA.

Le Covid-19 était présent aux USA avant la pandémie en Chine, conclut une étude américaine - sputniknews.com 2 décembre 2020

Une étude rétrospective d'échantillons de sang prélevés sur des Américains en décembre 2019 a révélé que certains d'entre eux étaient contaminés par le Covid-19 avant même que le premier cas ne soit annoncé en Chine. L'article a été publié dans la revue Clinical Infectious Diseases.

Les responsables chinois ont signalé pour la première fois de mystérieux cas de pneumonie à Wuhan le 31 décembre 2019. Aux États-Unis, le premier cas confirmé de coronavirus a été signalé le 20 janvier 2020 chez un résident de l'État de Washington récemment arrivé de Chine.

Des chercheurs des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis ont analysé plus de 7.000 échantillons de sang prélevés par la Croix-Rouge américaine dans neuf États entre le 13 décembre 2019 et le 17 janvier 2020.

Parmi ceux-ci, 106 échantillons ont été testés positifs pour les anticorps contre le SRAS-CoV-2: 39 en Californie et 67 dans le Connecticut, l'Iowa, le Massachusetts, le Michigan, Rhode Island et le Wisconsin.

Les scientifiques ont effectué des tests supplémentaires sur 90 de ces échantillons pour confirmer que les anticorps n'appartenaient pas à d'autres coronavirus, tels ceux qui causent des coups de froid. Selon le rapport, 84 personnes au total, soit environ 93%, avaient des anticorps spécifiques au Covid-19. Même en tenant compte d'éventuels faux positifs, l'étude affirme que début décembre, le virus était déjà présent aux États-Unis.

«Ces résultats suggèrent que le SRAS-CoV-2 a peut-être été introduit aux États-Unis avant le 19 janvier 2020», dit l'étude, ajoutant qu'il n'était pas possible de déterminer si les infections étaient liées à des personnes qui avaient récemment voyagé ou bien à la propagation du virus.

Des cas similaires en France et en Italie

Des études rétrospectives menées plus tôt en France et en Italie ont également trouvé des anticorps contre le SRAS-CoV-2 dans des échantillons de sang prélevés sur des habitants début décembre 2019.

Les scientifiques américains prévoient de poursuivre l'étude en contactant les personnes dont le sang a montré la présence d'anticorps pour savoir si elles ont voyagé fin 2019 et présentaient des symptômes similaires au Covid-19.

En outre, les auteurs espèrent trouver des échantillons de tissus, de salive ou de sang de ces personnes datant de cette période afin de les tester. sputniknews.com 2 décembre 2020

Après les avoir empêchés de traiter librement leurs patients, voilà qu'ils devraient tenir le rôle de bourreaux ou de tyran à leurs places.

Coronavirus : les médecins généralistes au cœur de la stratégie vaccinale française - europe1.fr 03 décembre 2020

Les médecins généralistes auront un rôle de premier plan dans la campagne de vaccination française contre le coronavirus. Ce sont les mieux placés pour identifier les personnes prioritaires, mais aussi pour convaincre des patients réticents à l'idée de se faire vacciner.

"Ils savent manier les mots pour lever les doutes", résume au micro d'Europe 1, Jean-Paul Hamon, le président d'honneur de la Fédération des médecins de France.

Et ce ne sera pas une mince affaire, puisque seulement "20% des Français" envisagent de se faire vacciner dès que possible, selon un sondage BVA. europe1.fr 03 décembre 2020

Totalitarisme. Exercice mondial de lobotomie.

Vaccin anti-Covid : Pfizer/BioNTech a déposé sa demande auprès de l'Agence européenne du médicament - Euronews/AFP 01 décembre 2020

Une formalité de plus franchie pour l'alliance germano-américaine Pfizer/BioNtech. Elle a déposé la demande d'autorisation pour son candidat vaccin contre le Covid-19 auprès de l'Agence européenne du médicament. L'agence a de son côté fixé les dates des réunions décisives : le 29 décembre (au plus tard) pour Pfizer/BioNtech, et le 12 janvier pour son concurrent américain Moderna.

Si les évaluations sont alors sont positives, ce sera à la Commission européenne d'accorder des autorisations conditionnelles pour ces deux vaccins, qui pourront dès lors être administrés aux Européens.

Selon les résultats des essais cliniques, ils sont tous deux efficaces à environ 95 %.

« Ce sera un pas de géant vers le retour à une vie normale, a assuré la présidente de la Commission Ursula von der Leyen. En d'autres termes, je veux juste dire qu'il y a une lumière au bout du tunnel, mais nous devons maintenir la discipline jusqu'à ce que nous arrivions enfin à la vaccination, qui est le moyen approprié pour éradiquer ce virus. »

Les vaccins Pfizer et Moderna, qui sont parallèlement en cours d'évaluation aux États-Unis, sont les premiers à utiliser une nouvelle technologie fondée sur l'ARN messager, qui impose des conditions de conservation à très basse température, ce qui ne manque pas de poser des défis logistiques.

Celui d'AstraZeneca, en association avec l'université d'Oxford, est un peu moins efficace mais sa conservation est aussi moins contraignante. Euronews/AFP 01 décembre 2020

- Le Royaume-Uni autorise le vaccin anti-Covid de Pfizer et BioNTech - Reuters 2 décembre 2020

De fait, les Britanniques ont mis en œuvre une procédure d'urgence qui n'existe pas à l'échelle de l'Union européenne. Cette mesure permet dans les situations de crise comme celle du coronavirus d'avoir temporairement recours à un nouveau traitement pour cibler une population spécifique.

Le Royaume-Uni est devenu mercredi le premier pays occidental, devançant les Etats-Unis et l'Union européenne, à autoriser l'usage d'un vaccin contre le COVID-19, celui mis au point par le laboratoire américain Pfizer et son partenaire allemand BioNTech validé en un temps record par l'autorité britannique des médicaments.

Le vaccin sera distribué dans tout le pays à partir du début de la semaine prochaine, a annoncé Boris Johnson, qui s'est enorgueilli d'une nouvelle "fantastique"...

"C'est la protection des vaccins qui nous permettra au bout du compte de reprendre le contrôle de nos vies et de redonner du dynamisme à l'économie", a réagi le Premier ministre sur Twitter.

Le directeur des services de santé britanniques, Chris Whitty, a déclaré que la vaccination complète des publics vulnérables prendrait jusqu'au printemps prochain.

La Medicines and Healthcare Products Regulatory Agency (MHRA) est la première agence mondiale à valider l'utilisation du vaccin de Pfizer et BioNtech, dont les résultats des derniers essais cliniques n'ont été présentés que 23 jours plus tôt, avec une efficacité affichée de l'ordre de 95%.

Ugur Sahin, directeur général et fondateur de BioNTech, a assuré que son vaccin était le fruit d'"un programme de recherche et développement scientifiquement rigoureux et hautement éthique". Reuters 2 décembre 2020

Pourquoi veulent-ils absolument vacciner toute la population ?

- « La principale finalité de la vaccination n'est pas sanitaire » selon Philippe Guillemant - covidinfos.net 3 décembre 2020

Philippe Guillemant exerce au CNRS, il est spécialiste de l'Intelligence Artificielle, docteur et ingénieur physicien. Il a publié cette tribune dont nous proposons ici des extraits dans le magazine Nexus.

"Le principal but de la vaccination est de parvenir à une normalisation du port d'identité numérique par chaque citoyen. Il sera en effet permis que le contrôle de ses droits d'accès à différents lieux (restaurants, boutiques, gares etc.) se fasse de manière automatique, ce qui ouvrira un immense marché, celui des objets connectés, tellement savoureux qu'il est capable de transformer des informaticiens en virologues.

Cela permettra également l'introduction d'une monnaie numérique déjà préparée par la suppression progressive de l'argent liquide. vIl y a deux cas à considérer :

– Port d'identité numérique non intimement liée au corps : mobile, bracelet, montre, sac à main…
– Port d'identité numérique intimement liée au corps : bague, puce sous la peau, identification génique…

Dans le second cas il sera impossible, sauf opération chirurgicale, de se débarrasser de son identité.

Dans un premier temps, seul le premier cas est à considérer sérieusement. Ce n'est que lorsque l'usage d'une identité numérique sera normalisé par l'habitude (de vivre autrement) que le second cas s'imposera naturellement pour renforcer la sécurité de l'usage.

Aujourd'hui, ce port d'identité numérique est déjà réalisé via nos mobiles, mais aucun usage n'en est fait, sauf marginal comme dans le cas de l'application TousAntiCovid. Tout le monde a le droit d'entrer dans n'importe quelle boutique et de voyager sans être obligé d'avoir un portable. D'autre part, le traçage des déplacements permis par un mobile est très grossier, sa précision étant comprise entre 1 et 10 mètres. On peut considérer que pour l'instant, avoir un portable est inoffensif.

Tout cela pourrait changer avec le contrôle vaccinal automatisé et la généralisation des objets connectés via la 5G et même dès la 4G. En particulier le traçage ne serait plus réalisé par GPS, mais par analyse et triangulation de signaux via les objets alentours et sera à terme 100 à 1000 fois plus précis, à mesure que la technologie évoluera.

Le port non lié au corps d'identité numérique, dans un environnement peuplé d'objets connectés (maisons, voitures, routes,

villes…) permettrait les recueils de données suivants par une I.A. :

– Vérification d'autorisation d'accès pour les vaccinés
– Contrôle de vitesse et stationnement (voiture connectée)
– Identification de toutes sortes d'infractions à la conduite
– Identification des personnes avec qui l'on déjeune
– Mémorisation de tous les déplacements
– Calcul de temps de travail ou temps de présence…
– Détection de déplacement inhabituel…
– Etc

Il convient de préciser qu'aucune loi ne pourrait empêcher l'implémentation des algorithmes correspondants, mais seulement en interdire l'usage.

[…]

Considérons maintenant le deuxième cas, et allongeons la liste précédente :

– Maison intelligente (interactions, commandes, dialogues…)
– Analyse d'activités privées (dormir, lire, faire l'amour…)
– Surveillance de l'activité des enfants
– Analyse des interactions familiales
– Analyse de situation (repos, activité, chute…)
– Analyse de comportement (geste brusque, activité sportive…)
– Détection et mémorisation des habitudes
– Etc

J'en oublie certainement, sachant qu'il est difficile d'imaginer d'avance tout ce que la quatrième révolution industrielle pourrait nous inventer. Je ne parle ici que d'un transhumanisme très doux, presque acceptable, sans faire référence à quoi que ce soit d'intrusif comme une puce dans le cerveau, des nanorobots dans nos veines ou une vision artificielle et connectée. Mais il va de soi que l'acceptation de ces technologies intrusives est conditionnée à l'acceptation de l'usage d'identité numérique.

La question de savoir si nous allons effectivement rentrer dans ce nouveau monde, ou pas, va donc dépendre du niveau d'acceptation du vaccin.

[…]"

Lire l'intégralité de l'article :

– Nexus.fr : « La principale finalité de la vaccination n'est pas sanitaire », par Philippe Guillemant

https://www.nexus.fr/actualite/billet-dhumeur/finalite-vaccination-guillemant/

Totalitarisme. Stratégie de l'***"électrochoc"*** ou manipulation psychologique.

- Fermer les magasins est une **"**mesure psychologique**"** destinée à provoquer un **"**électrochoc**"** dans la population avoue le ministre de la santé Belge. - covidinfos.net 2 décembre 2020

Selon cet article publié dans le quotidien La Libre Belgique, le ministre de la Santé Belge Frank Vandenbroucke est revenu sur la raison pour laquelle les autorités avaient décidé de faire fermer les commerces non essentiels pendant un mois, expliquant qu'il ne s'agissait non pas d'une mesure sanitaire, mais d'une "mesure psychologique", d'une "décision choc" destinée à provoquer un "électrochoc" dans la population.

"Interrogé à la sortie du Comité de concertation ce vendredi 27 novembre, le ministre de la Santé a tenu un discours qui a interpellé de nombreuses personnes, y compris ses partenaires de coalition. Revenant sur la décision de rouvrir les commerces non essentiels dès le 1er décembre, Frank Vandenbroucke (sp.a) a ainsi expliqué que "faire du shopping ne comportait pas vraiment de risque quand tout était bien contrôlé". Des propos auxquels le journaliste de la VRT a immédiatement réagi, demandant dès lors pourquoi ces magasins avaient dû fermer leurs portes le 30 octobre dernier. "Parce qu'à un moment on avait besoin de prendre une décision choc, il fallait un électrochoc et cela impliquait que l'on ferme immédiatement les commerces non essentiels", a rétorqué le ministre de la Santé, qui a également admis qu'il s'agissait d'une mesure "psychologique"."

[…]

Source :

– LaLibre.be : “Une interview surréaliste”, “De quoi ne plus donner envie aux Belges de suivre les règles”: les propos de Frank Vandenbroucke après le Comité de concertation font réagir

https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/une-interview-surrealiste-de-quoi-ne-plus-donner-envie-aux-belges-de-suivre-les-regles-les-propos-de-frank-vandenbroucke-apres-le-comite-de-concertation-font-reagir-5fc49a297b50a65ab1a0d775

Contre-propagande

- L’ancien Vice-Président de Pfizer, Michael Yeadon, affirme qu’il n’y a pas besoin de vaccin - Réseau International 29 novembre 2020

« En effet, selon le site britannique « Lockdown sceptics » et repris par le National Herald of India, pour l’ancien Vice-Président de Pfizer, Dr Michael Yeadon, la « pandémie » est effectivement terminée et peut être facilement gérée par un service de santé national en bon état de fonctionnement (National Health Service). En conséquence, la nation devrait être autorisée immédiatement à retourner à la vie normale ».

Un ancien Vice-Président de la société, Directeur Scientifique de Pfizzer, Michael Yeadon vient de déclarer que les vaccins ne sont d’aucune nécessité pour conduire la « pandémie » à sa disparition.

« Je n’ai jamais entendu un tel non sens à propos des vaccins. On ne vaccine pas les personnes qui ne sont pas considérés à risque. De même, vous n’envisagez pas non plus de vacciner des millions de personnes en bonne santé avec un vaccin qui n’a pas été soigneusement testé sur les humains ».

Ses commentaires arrivent en conclusion d’une critique approfondie du SAGE (Scientific Advisor Group for Emergencies), l’agence scientifique du gouvernement du Royaume Uni, dont la fonction est de conseiller le gouvernement central pendant les crises.

Le SAGE a joué un rôle important dans la décision de la politique de confinement au Royaume Uni en réponse à la Covid.

Yeadon a également souligné les erreurs fondamentales du SAGE dans leurs prévisions qui font que leurs conclusions générales étaient complètement inadaptées, ce qui a conduit à tourmenter la population pendant les sept derniers mois.

Yeadon déclare : « Le SAGE soutient que tout le monde était susceptible d’être infecté, alors que seulement 7% de la population seulement l’a été. « C’est tout à fait incroyable ! Ils ont ignoré tout ce qui est connu dans le domaine de l’immunologie sur les virus respiratoires. De même, ils n’ont rien vu ou ont rejeté un travail d’excellente qualité de nombreux immunologistes cliniciens de renommée mondiale qui ont montré qu’il y a environ 30% des gens qui, au départ, sont déjà immunisés.

Yeadon ajoute : « Le SAGE a tort de manière évidente sur un point crucial en disant qu’il n’existe pas d’immunité de base, alors que cette immunité se situe autour de 30% (et si vous incluez les jeunes enfants, cela monte à près de 40% d’immunité – bien que nous devrions davantage parler de résistance que d’immunité.

Et en prenant en considération la réalité de l’immunité collective, quand la susceptibilité d’être infecté par le virus tombe aussi bas, entre 28% et 35%, cette population ne peut plus être considérée comme l’agent d’une quelconque flambée épidémique et ainsi le virus décroît et disparaît.

Et Yeadon de conclure : « La pandémie est effectivement terminée et elle peut être facilement gérée par un système de santé en bon fonctionnement. En conséquence, la nation doit être immédiatement autorisée à retourner à la vie normale ».

Source : https://lockdownsceptics.org

En vidéo.

Une très vilaine histoire : le remdesivir - IHU Méditerranée-Infection 24 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=GZDzAKj-_5A

Pr Christian Perronne :"Moderna, Pfizer, ce ne sont pas des vaccins, c'est de la thérapie génique" -

Sud Radio 2 décembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=2fcFa2xI6sY

"Mais que viens-je faire dans cette galère ?" - Laurent Mucchielli, directeur de recherche au CNRS - 30 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=bBvcf89ngkg&feature=emb_title

Le travail de terrain plus utile que le travail de bureau - IHU Méditerranée-Infection 2 décembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=WifGwz484_s

Claude Escarguel, microbiologiste : "le traitement en phase précoce marche !" - France-Soir 28 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=bpHsBlACD6k&feature=youtu.be

En partenariat avec BonSens.org, Debriefing du microbiologiste Claude Escarguel, ancien président du Syndicat national des praticiens des hôpitaux généraux et porte-parole du collectif « AZI-THRO- d'hospitalisation ». Il nous parle de son collectif, des pressions subies par certains médecins qui ont soigné, et de la vaccination.

Early Outpatient Treatment: An Essential Part of a COVID-19 Solution - U.S. Senate Committee on Homeland Security & Governmental Affairs November 19, 2020

https://www.hsgac.senate.gov/templates/watch.cfm?id=69CB1CFC-5056-A066-6063-4E660D472F0A

Haut de page

Le 6 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ai fait un peu de ménage dans la page d'accueil, le fichier archive dédié à la covid-19 a été actualisé.

Je n'ai pas fait que cela, le boulot habituel plus quelques longs courriels...

Haut de page

Le 8 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Boycott du programme de vaccination Macron-Castex-Véran-Gavi-OMS-FEM !

Vidéo. MAL-TRAITÉS

https://www.youtube.com/watch?v=-M9IzrIG1sg

Quelle vidéo extraordinaire ! Je l'ai envoyée immédiatement à un tas de contacts. Faites-en autant.

En résumé : Vitamine D et C + zinc, éventuellement + hydroxychlorochine ou azithromycine ou doxycycline ou ivermectine, et l'affaire est réglée, l'imposture au SRAS-CoV-2 est percée au grand jour. Est-ce que vous vous rendez compte que 80 à 90% des morts auraient pu être évités, y compris ceux qui auraient attrapé le virus de la grippe ? C'est pour cette raison uniquement que

le nombre de morts est aussi faible en Chine, en Asie et en Afrique.

Il ne reste plus qu'à chasser Macron, Castex, Véran, Salomon et toutes leurs cliques d'assassins, renverser le régime despotique de la Ve République et instaurer une République sociale qui les jugera pour avoir causé la mort de dizaines de milliers d'innocents en France, terrorisé l'ensemble de la population pendant près d'un an, y compris les enfants ! Ces assassins (liste non exhaustive) méritent tous le même sort que leurs victimes innocentes...

Il va de soi que cela s'accompagnerait de la rupture avec l'ensemble des institutions internationales contrôlées par l'oligarchie ou qui lui sont soumises, à commencer par toutes les officines de l'ONU, dont l'OMS, qui sont à l'origine de ce massacre à l'échelle planétaire...

Articles mis en ligne le 8 décembre

- DOCUMENT. France. Rapport dictature 2020 - Terrorisme d'Etat, atteint aux intérêts fondamentaux de la nation et crime contre l'humanité (27.11)
- DOCUMENT. Terrorisme d'Etat, crime contre l'humanité. Une avocate dénonce les mesures sanitaires et la manipulation autour du Covid-19 [Interview] (08.12)
- DOCUMENT. Boycotter le programme de vaccination : Le médicament approuvé par la FDA, l'ivermectine, inhibe la réplication du SRAS-CoV-2 mais personne n'en parle (06.12)
- DOCUMENT. Je vous annonce une dictature : Covid-19 et fascisme numérique (04.12)
- DOCUMENT. The FDA-approved drug ivermectin inhibits the replication of SARS-CoV-2 in vitro (02.06)
- DOCUMENT. Des nanoparticules fluorescentes : Furures armes contre le cancer ? (04.08.2016)
- DOCUMENT. Chronique d'une maîtresse... très en colère ! (09.11)
- DOCUMENT. Le classement de l'hydroxychloroquine sur la liste II des substances vénéneuses empêche sa vente libre. Trois ministres ont-ils tout dit ? (24.10)

- DOCUMENT. La démocratie et son spectacle (05.12)

- DOCUMENT. Sur les rails du « Grand Reset » : le petit train de l'horreur… (05.12)

- 26 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Les masques sont tombés.

Lu - "*193 gouvernements membres des Nations unies et leurs parlements respectifs ont été cooptés, achetés, contrôlés, soudoyés.*"

LVOG - Effectivement, ainsi il n'existe pas un seul Etat dans le monde qui pourrait se prévaloir d'être socialiste ou communiste. Entre nous, on le savait depuis qu'ils avaient entériné à l'ONU la liquidation de la Palestine, il y a 73 ans.

Eh oui, adieu régime progressiste, démocratique, adieu au soi-disant socialisme du XXIe siècle !

On a eu beau chercher partout, on n'a pas non plus trouvé trace d'un parti socialiste ou communiste. On va nous reprocher d'être trop exigeant, n'aurait-on pas le droit de l'être quand on observe à quoi ont abouti les dérives des uns et des autres, qui aujourd'hui cautionnent les mesures liberticides imposées par Macron ou sombrent dans le déni sordide et criminel quand ils nient l'existence de traitements pour soigner la covid-19 et par là cautionnent la vaccination inutile et dangereuse de la population. Cela équivaut au passage autrefois avec armes et bagages de la SFIO puis du PCF dans le camp de la réaction.

Avions-nous tort de parler de corruption des masses ? Les faits.

Europe1 - Si pour l'heure à l'Elysée personne n'observe de convergence des luttes, l'entourage du président de la République sait que la période (le confinement, la crise sanitaire, les annonces de licenciements) est propice aux conflits. Alors l'Etat sort pour le moment sa meilleure arme pour calmer les colères : le carnet de chèque. "On a rallongé le 'quoi qu'il en coûte'", confirme un proche d'Emmanuel Macron. Ce dernier espère que, pour le moment, cela sera suffisant. europe1.fr 06 décembre 2020

LVOG - Vous pouvez nous museler, supprimer nos libertés ou nous pourrir la vie, du moment que le frigidaire est plein, ils ne se soulèveront pas.

C'est une confirmation de ce que je n'ai cessé de répéter, en vain. Plus préoccupant ou plus grave, car cela signifie que pour qu'une révolution éclate, l'hypothèse que j'avais avancée prudemment vient d'être réfutée ou invalidée. Il ne reste plus alors comme condition objective qu'un effondrement général et brutal de l'économie se traduisant par des millions de chômeurs supplémentaires et un appauvrissement violent de couches entières des classes moyennes.

Entre nous, j'avais formulé cette hypothèse sans trop y croire, j'attendais de voir comment elle se comporterait quand elle serait soumise à l'épreuve de la réalité, maintenant on est fixé. C'est dire que le niveau de conscience des masses dans ce pays ne dépasse pas le stade de leurs systèmes digestifs et n'a pas encore atteint leurs cerveaux, hélas !

En complément.

- Au moment de la guerre d'Irak que Bush a lancée sur des prétextes fallacieux, je vivais en Israël. Là-bas, les gouvernants, les médias et la majorité des gens pensaient que cette guerre était tout à fait justifiée, et donc je ne me posais pas vraiment de questions. Puis je suis venue en France et là, à ma grande surprise, la majorité des gens pensaient tout le contraire, parce que Chirac et Villepin avaient dit le contraire. Chirac avait raison, mais ce n'est pas pour cela que les gens le croyaient. La preuve, quand Sarkozy nous a emmenés dans la même guerre d'agression inique et cynique en Libye, les Français l'ont suivi comme un seul homme…

La majorité des gens sont des girouettes, ils suivent les puissants, sans aucun esprit critique et bon sens. En ce moment ils suivent les « scientifiques » alors que la plupart ont des liens d'intérêt avec les laboratoires pharmaceutiques, simplement parce que la classe dirigeante dit qu'il faut les suivre. (Lettre à mon petit-fils en ces temps d'incertitude et de recomposition économique et géopolitique par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 07 décembre 2020)

"La France a basculé dans une tyrannie".

Virginie de Araujo-Recchia est avocate depuis 2006.

Breizh-info.com : La France est-elle selon vous en train de basculer progressivement dans une tyrannie qui ne dit pas son nom ?

Virginie de Araujo-Recchia : La France a basculé dans une tyrannie, il est important de l'admettre pour pouvoir agir. Nous ne pourrons rien faire tant que nous resterons dans le déni. Nous ne pouvons pas attendre que la situation s'améliore d'elle-même, car tout nous démontre qu'elle ne cesse de s'aggraver.

Un test d'obéissance a été effectué à grande échelle et il porte ses fruits.

Certaines personnalités très influentes (ex. Klaus Schwab, président fondateur du Forum économique mondial, Davos) ont très clairement donné leurs consignes depuis plusieurs années: l'Europe est un véritable champ d'expérimentation pour les plus grandes fortunes de la planète, adeptes du transhumanisme.

Nous avançons donc à marche forcée vers un monde aux antipodes des aspirations de la majorité des citoyens.

- Les mesures prises depuis le début de la crise et les techniques de manipulation employées tendent à qualifier pénalement ces actes de terrorisme d'Etat et de crime contre l'humanité, étant donné les graves atteintes portées à la santé physique et mentale des citoyens et plus généralement aux intérêts fondamentaux de la Nation, en troublant l'ordre public par l'usage de la peur et de la terreur.

En ce qui concerne les enfants et les adolescents, le fait d'imposer le port du masque obligatoire dès 6 ans, avec les conséquences que cela implique pour leur santé, correspond pénalement à un acte de maltraitance et de torture.

En outre, dans l'hypothèse où le vaccin/thérapie génique serait imposé dans le futur (à un groupe ou à l'intégralité de la population) par la voie légale ou par la terreur, alors qu'il s'agit d'un traitement expérimental, des poursuites pénales pourraient alors être engagées par dépôt de plainte pour acte de terrorisme et crime contre l'humanité.

- Des parlementaires intègres ont la possibilité d'engager les procédures suivantes:

Une procédure de destitution du président de la République étant donné les graves manquements à ses devoirs manifestement incompatibles avec l'exercice de son mandat dont la mise en péril des intérêts fondamentaux de la Nation, terrorisme d'Etat et crime contre l'humanité (article 68 de la Constitution). (Terrorisme d'Etat, crime contre l'humanité. Une

avocate dénonce les mesures sanitaires et la manipulation autour du Covid-19 [Interview] par Virginie de Araujo-Recchia (Breizh-info.com 3 décembre 2020) - Mondialisation.ca, 08 décembre 2020)

Lu à propos du télétravail ou retour au travail à la tâche, à l'esclave taillable et corvéable à merci.

Extrait.

- ... le lien étroit entre le télétravail et le statut de l'auto-entrepreneur. Ce dernier est depuis sa création un artisanat au rabais, qui fait du salarié (qui bénéficiait d'un contrat de travail relativement stable et sécurisant), un entrepreneur individuel en proie à la précarité et à l'incertitude. Le télétravail offre assurément les meilleures conditions pour le patronat lui permettant de généraliser à grande échelle un statut de contractant travaillant à domicile en lieu et place des traditionnels contrats de travail entrepreneur/salarié où ce dernier travaille pour son employeur de manière relativement encadrée, sécurisante et routinière. Selon une enquête récente de Malakoff Médéric Humanis, près de trois télétravailleurs sur quatre se disent « satisfait du télétravail », malgré certains dangers soulignés par le cabinet : près de la moitié des télétravailleurs « avouent avoir eu des difficultés à se déconnecter du travail » et plus d'un tiers ont constaté « une augmentation de leur niveau de stress et de leur charge mentale ».

Le travail à domicile, s'il peut au premier abord sembler davantage « libérateur » et « flexible », ne s'en retournera pas moins inévitablement contre le « libre-contractant » qui l'aura adopté. Il sera en effet facile à l'employeur de généraliser le paiement à la tâche plutôt qu'en fonction du temps de travail : « il faut absolument me faire ça, ça et ça », quand bien même l'exécution de ces tâches viendrait à s'étaler sur 10, 12 ou même 14 heures quotidiennes… Pour le Capital financier occidental confronté à la crise, seule la généralisation du télétravail permettra de s'affranchir rapidement et durablement des contraintes légales de la législation du travail et donc de réduire drastiquement le coût du travail. Elle permettra au Capital de faire travailler ses esclaves plus longtemps tout en rendant impossible le contrôle de la durée du travail (reléguée à la sphère privée et qui sera de toute façon jugée comme « librement consentie »…) et cela tout en brisant les capacités de résistance des « contractants » individuels. Comment se révolter de manière organisée quand on travaille seul chez soi ?! C'est assurément la plus efficace des stratégies afin de prévenir la naissance et l'essor de la solidarité et de l'organisation de classe qui ont caractérisé le prolétariat lorsqu'il travaillait dans de grandes unités industrielles… C'est également le moyen imparable de réduire à néant les organisations syndicales réformistes jugées désormais non seulement inutiles mais nuisibles !

Cette destruction préventive et systématique des moyens de résistance promet d'être d'autant plus efficace si les moyens de communication virtuels sont surveillés et verrouillés par les « élites » en cas de fronde d'individus isolés récalcitrants. Assurément, une société hybride totalitaire à mi-chemin du Meilleur des Mondes d'Aldous Huxley et de 1984 de Georges Orwell est sur le point d'advenir ! Le télétravail promet donc d'être la panacée pour le Capital financier Occidental : elle lui permettra d'accélérer la dégradation des conditions de travail et d'abaisser le niveau des salaires réels et relatifs, notamment en ce qui concerne le cheptel des cadres pour lesquels il est en général assez facile à mettre en œuvre, tout en s'assurant de briser la capacité de résistance de ce néo-prolétariat travaillant pour autrui à son domicile… Un retour « moderne » à la perspective du salaire à la pièce perçu par les ouvrières à domicile de l'industrie textile anglaise au 19ème siècle… (...) les milieux d'affaires occidentaux souhaitent voir l'expérience du télétravail « se poursuivre au-delà de la pandémie », comme le souhaitent 89 % des 300 entreprises sondées dans une enquête du géant du conseil immobilier Cushman&Wakefield, réalisée en avril dernier, aussi du point de vue de la réalisation de considérables économies sur la location de locaux tertiaires (loyers, énergie, communications, assurances) et leurs coûts annexes (santé au travail, restauration collective, locaux syndicaux). Leur idéal se ramène donc à « vider les tours », dont le taux d'occupation accuse d'ailleurs une baisse considérable de 60 à 40 % au cours des deux dernières décennies et dont l'avenir apparaît comme irrémédiablement hypothéqué, afin de réduire considérablement la voilure de leur capital fixe et d'abaisser leur charges salariales pour pouvoir regagner en compétitivité dans un environnement économique général particulièrement dégradé et défavorable.

(...) la migration vers le télétravail n'est pas tant une « quatrième révolution industrielle », qui serait synonyme d'une nouvelle base scientifique et technique, qu'un moyen de favoriser la paupérisation absolue et la prolétarisation de masses exploitées longtemps privilégiées d'Occident ainsi que l'atomisation (à un degré sans précédent) de leur résistance. Cela, ils l'auraient compris s'ils avaient compris la signification réelle de la rivalité inter-impérialiste majeure opposant la Chine aux pays impérialistes occidentaux aujourd'hui en bien mauvaise posture… De leur côté, les cadres salariés des monopoles technologiques chinois ne sont pas encore prêts à abandonner les confortables bureaux et locaux dans lesquels ils sont récemment entrés, bien que la Chine soit désormais à la pointe de la technologie la plus moderne… Les grandes concentrations industrielles constituent en effet un facteur majeur de l'efficience d'une économie et la condition de l'utilisation des processus technologiques les plus gourmands en capital fixe.

Cette nouvelle organisation du travail promet donc d'être à tous points de vue bénéfique au Capital financier occidental pour son économie fantôme dont il devient vital de réduire urgemment les dépenses en réalisant des économies considérables sur les investissements en capital fixe, en prolongeant la durée de travail, en atomisant la résistance des travailleurs, etc. Quant à ses malheureux esclaves hier encore privilégiés, ils n'auront bientôt pour seuls choix que d'accepter ces pénibles conditions d'esclavage contre les moyens de leur survie ou bien à suivre les chemins de la délinquance et du banditisme ou bien celui de la dépression et du suicide qui consistent à retourner la violence des rapports de production bourgeois contre soi (ou contre ses compagnons d'infortune) plutôt que contre les exploiteurs responsables de cette souffrance… (Sur les rails du « Grand Reset » : le petit train de l'horreur… par Vincent Gouysse (marxisme.fr) - Mondialisation.ca, 05 décembre 2020)

Fabrication du consentement ou préparation psychologique.

- Pourquoi la réforme des retraites n'est pas complètement enterrée - Journal du Dimanche 06 décembre 2020

Exclu pour l'heure, le "travailler plus longtemps" pourrait à terme ressurgir pour résorber la dette. Journal du Dimanche 06 décembre 2020

- La réforme des retraites est "à l'agenda social 2021", dit Elisabeth Borne - Reuters 4 décembre 2020

Qui a osé dire ?

- "*Nous sommes dans un pays de liberté.*"

Réponse : Le dictateur Macron, lors de son interview au média Brut.

En complément

- Macron récuse les accusations de dérive autoritaire en France - Europe1 4 décembre 2020

- Il n'y a pas de violence institutionnalisée dans la police, dit Macron - Reuters 4 décembre 2020

Policiers ou miliciens fascistes ?

- Vidéo. Alexandre Langlois : Pourquoi je quitte la Police - 28 novembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=LL-jx5alSCM

Retrait de la loi "Sécurité globale" !

"Sécurité globale" : environ 52 000 manifestants dans toute la France, selon le ministère de l'Intérieur - franceinfo/AFP 5 décembre 2020

Près de 90 rassemblements avaient été annoncés dans tout le pays. Au total, 64 interpellations ont eu lieu sur l'ensemble du territoire selon Gérald Darmanin.

Les manifestations organisées samedi 5 décembre contre la proposition de loi sur la "sécurité globale" ont rassemblé 52 350 personnes, selon le ministère de l'Intérieur. Plus de 90 rassemblements étaient annoncés en début de journée. Des manifestants "pour les droits sociaux et la liberté" se sont joints à ceux qui s'opposent au texte controversé, maintenant la pression sur l'exécutif.

Selon la police, citée par BFM TV, quelque 500 "casseurs" ont infiltré le cortège. (Rectifions : la police a laissé passer 500 "casseurs" ou n'en a arrêté aucun = même combat ! - LVOG) franceinfo/AFP 5 décembre 2020

Une bonne nouvelle pour nos populistes d'extrême gauche.

Où en est la France dans le classement mondial des vendeurs d'armes? - sputniknews.com 7 décembre 2020

Les producteurs français Thales et Dassault figurent dans le top-25 des plus grands producteurs d'armes en matière de ventes, selon le classement mondial établi par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), dont la nouvelle édition établie sur les chiffres de l'année 2019, a été publiée ce 7 décembre.

Alors que les entreprises américaines, sans surprise, dominent le classement, le français Dassault, classé 17e, s'y est pour la première fois retrouvé. Le document souligne que Dassault Aviation Group a réalisé la plus forte hausse des ventes annuelles d'armes en pourcentage, à savoir 105%.

«Une forte augmentation des livraisons destinées à l'exportation d'avions de combat Rafale a propulsé Dassault Aviation dans le Top 25 pour la première fois», déclare Lucie Béraud-Sudreau, directrice du programme Armement et Dépenses militaires.

Thales arrive en 14e position du palmarès, reculant d'une position par rapport au classement précédent. En revanche, Naval Group, classé 21e en 2018, ne figure plus dans le club.

Quant au «trans-européen» Airbus, il arrive cette fois-ci 13e.

Le top-5 est entièrement représenté par des acteurs américains: Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, Raytheon et General Dynamics. Au total, les sociétés américaines représentent 65% du top-25. Après les États-Unis, la Chine a réalisé la deuxième plus grande part des ventes d'armes de ce classement et totalise 16 % des 25 industries qui y figurent.

«Les six entreprises d'Europe occidentale représentaient à elles seules 18%. Les deux entreprises russes du classement, 3,9 %», est-il précisé.

D'après les chiffres du Sipri, les ventes d'armes des 25 plus grandes entreprises d'armement du monde «s'élevaient à un total de 361 milliards de dollars en 2019», soit une augmentation de 8,5 % en termes réels par rapport aux ventes d'armes des 25 plus grandes entreprises d'armement en 2018. sputniknews.com 7 décembre 2020

LVOG - Chouette, c'est bon pour l'emploi, pour remplir le frigidaire ou payer la traite de la bagnole, vont pouvoir s'exclamer ceux qui ne tiennent pas à ce que la situation sociale se dégrade, à ce que les travailleurs souffrent davantage, une généreuse intention au prix du renoncement au combat pour le socialisme, puisque sans effondrement économique, pas de soulèvement révolutionnaire et pas de changement de régime.

Pour autant, si on ne souhaite pas que les travailleurs soient plus malheureux, surtout, et c'est toujours ce que nous privilégierons, on ne souhaite pas qu'un seul travailleur ne le soit. Si on avait adopté de principe, on n'aurait jamais accepté que génération après génération depuis 75 ans des millions de travailleurs et leurs familles croupissent dans la pauvreté tout au long de leur vie.

Tous les syndicats et tous les partis dits ouvriers se sont accommodés de cette situation, tous l'ont cautionnée. Au lieu de définir une stratégie à partir des conditions des couches les plus défavorisées du prolétariat, ils les ont ignorées ou abandonnées à leur triste sort pour se concentrer sur l'aristocratie ouvrière dont finalement ils sont uniquement les représentants.

Ils ont troqué le socialisme scientifique ou le marxisme pour le trade-unionisme ou le réformisme bourgeois, qui était compatible avec le fonctionnement de la machine du capitalisme ou le régime en place. On pourrait dire, bien que je n'y avais pas pensé avant, que finalement ils n'ont rien fait d'autre qu'appliquer la théorie du ruissellement chère aux idéologues de la classe dominante et à ceux de la social-démocratie dégénérée, en l'appliquant aux différentes couches de la classe ouvrière...

L'insécurité globale en image.

LVOG - Fake news en photo. Flagrant délit de falsification des faits par l'Agence Française de Propagande (AFP).

"Sécurité globale" : pourquoi cette photo ne montre pas un policier en flammes lors de la manifestation à Paris - francetvinfo.fr 06 décembre 2020

Le cliché, partagé par l'AFP sur Twitter, a été largement repris par des internautes qui ont pensé y voir un policier dont l'uniforme aurait pris feu. Des vidéos prises sous d'autres angles montrent que les flammes n'ont pas atteint les membres des forces de l'ordre.

Les manifestations contre la proposition de loi sur la "sécurité globale" ont été le théâtre de violences, notamment à Paris, samedi 5 décembre. Des membres du cortège qui a défilé dans la capitale ont endommagé des véhicules et des vitrines et allumé des feux. (Black Block en réalité ressortis par le ministère de l'Intérieur - LVOG)

Sur Twitter, une image est venue illustrer, pour de nombreux internautes, la gravité des violences contre les policiers et gendarmes. Publiée par le compte de l'Agence France-Presse (AFP) peu après 16 heures samedi, elle montre une quinzaine d'agents, manifestement retranchés devant l'entrée d'un garage, et des flammes à la hauteur du corps de l'un d'entre eux.

Mais est-ce vraiment ce que montre la photo de l'AFP ? Deux vidéos de la scène, prises sous d'autres angles, ont été mises en ligne par le journaliste indépendant Clément Lanot et un journaliste du site Médiavenir. Elles montrent qu'un engin incendiaire a atterri à quelques dizaines de centimètres des policiers, et que les flammes n'ont duré qu'un instant. Surtout, elles n'ont pas brûlé les membres des forces de l'ordre.

"Il n'est pas en feu, il a reçu un projectile qui s'est enflammé, dont il s'est protégé", a précisé l'autrice du cliché, Anne-Christine Poujoulat, dans une dépêche AFP dimanche. Les vidéos de la scène le confirment, sans permettre de déterminer si, sans son bouclier, il aurait été touché par les flammes.

"Cela a été extrêmement furtif. J'ai eu l'impression qu'il y avait quelque-chose qui arrivait des airs au niveau de leurs jambes, c'est pour cela que j'ai pris la photo. J'ai vu des flammes très furtivement, je ne pensais même pas les avoir à l'image", ajoute la photographe.

Jointe par France Télévisions, la préfecture de police de Paris confirme que le policier qui semble en feu sur la photo de l'AFP n'a pas été touché par les flammes ni blessé.

Le ministre de l'Intérieur a dénoncé sur Twitter une "tentative funeste de relativiser les attaques contre les policiers", signe selon lui d'une "insupportable inversion des valeurs".

D'autres internautes et journalistes ont en revanche, à la vue des vidéos de la scène, critiqué la publication de cette image potentiellement trompeuse par l'AFP.

Sur Twitter, l'agence présentait cette photo comme illustrant de "sérieux incidents" lors de la manifestation à Paris, sans apporter aucun autre élément de contexte. Sur AFP Forum, le site où elle met en vente ses photos à destination des médias, l'image en question est accompagnée d'une légende qui n'évoque pas de policier touché par des flammes, mais décrit des agents "entourés par un feu", une description qui ne correspond pas non plus à ce que montrent les vidéos.

Dimanche après-midi, l'AFP a publié une dépêche pour expliquer la publication du cliché. Celui-ci "peut donner l'impression que le policier est la proie de flammes", reconnaît l'agence.

"On n'aurait pas dû diffuser sur Twitter cette photo sans sa légende", sans "la contextualiser davantage", a estimé le rédacteur en chef investigation numérique de l'AFP, Grégoire Lemarchand, récusant toute volonté de "manipulation". "Quand on fait une erreur [factuelle], on fait une correction, mais là il n'y en avait pas", a-t-il cependant jugé, l'AFP n'ayant pas écrit que ce policier était la proie de flammes.

L'image était toujours en ligne, dimanche, sur le compte Twitter de l'AFP et le site AFP Forum, où elle a même reçu le label "topshots", qui met en avant les clichés les plus réussis. francetvinfo.fr 06 décembre 2020

La désinformation a un prix. Journalistes corrompus.

- Une ex star de TF1 dévoile son gros salaire « et ce n'est pas le plus gros » - voici.fr 4 décembre 2020

Jacques Legros avait révélé toucher près de 2 000 euros par JT en remplacement de Jean-Pierre Pernaut.

Jean-Pierre Pernaut (...) serait ainsi rémunéré 50 000 euros par mois.

Claire Chazal touchait un salaire mirobolant lorsqu'elle officiait encore sur la Une (...) elle aurait empoché jusqu'à 120 000 euros par mois !

Elise Lucet, aurait touché à l'époque autour de 12 000 euros par mois, quand son confrère Laurent Delahousse empocherait 15 000 euros de revenus.

Jean-Marc Sylvestre révèle son salaire de fin de contrat sur la première chaîne. « J'ai terminé ma carrière avec un salaire de 20 000 euros par mois », annonce-t-il. voici.fr 4 décembre 2020

Normal, ils ont les mêmes parrains mafieux !

- Le Covid et Black lives matter évènements les plus partagés sur Twitter en 2020 - Europe1 7 décembre 2020

DEUXIEME PARTIE

Totalitarisme En Marche. Covidémence aggravée.

Covid-19: pourquoi les membres du gouvernement ne se feront pas vacciner en priorité - BFMTV 4 décembre 2020

Véran aux ordres.

"Les vaccins ne signifient pas zéro Covid", prévient l'OMS - euronews 4 décembre 2020

Alors que la seconde vague reflue lentement dans certains pays d'Europe, l'OMS appelle à ne pas céder à un sentiment de sécurité trompeur avec l'arrivée des vaccins. euronews 4 décembre 2020

“Malgré le vaccin, oui on va garder le masque, oui on va garder les gestes barrières**”** déclare Olivier Véran - covidinfos.net 4 décembre 2020

Comme le rapporte cet article de Ouest-France. Le ministre de la santé Olivier Véran a affirmé lors de sa conférence de presse du 3 décembre que malgré le vaccin, “il faudra continuer à porter le masque pendant encore plusieurs mois”.

“Même si la vaccination contre le Covid-19 commence prochainement, il faudra continuer à porter le masque et à respecter les gestes barrières pendant « plusieurs mois », a insisté ce jeudi 3 décembre le ministre de la Santé, tout en appelant à s’« immuniser contre la peur » du vaccin.

« Le vaccin représente un formidable espoir » mais « au cours des prochains mois, le vaccin ne changera pas fondamentalement le cours de l’épidémie », a déclaré Olivier Véran, lors d’une conférence de presse avec le Premier ministre Jean Castex.

« Il faudra rester ensemble vigilants, par exemple maintenir les gestes barrières, continuer de se faire tester, procéder au traçage des cas contacts. Bref, nous resterons pendant certains mois aux prises avec la réalité qui est la nôtre depuis quelque temps déjà », a ajouté le ministre de la Santé.

« Oui on va garder le masque, oui on va garder les gestes barrières et ce, pendant plusieurs mois »

[…]

Source :

– Ouest-France : Covid-19. Malgré le vaccin, il faudra continuer à porter le masque pendant encore « plusieurs mois »

https://www.ouest-france.fr/sante/masques-de-protection/covid-19-malgre-le-vaccin-il-faudra-continuer-a-porter-le-masque-pendant-encore-plusieurs-mois-7072148

Nous sommes voués au totalitarisme permanent ou à faire une révolution pour changer de régime

- Coronavirus : Emmanuel Macron "espère" qu'on pourra enlever les masques à l'été 2021 - BFMTV 05 décembre 2020

- Coronavirus : l'exécutif se prépare pour une potentielle troisième vague en janvier - Europe1 4 décembre 2020

Lors d'un déjeuner à l'Elysée partagé il y a quelques jours avec le président du Sénat, Gérard Larcher, Jean Castex a expliqué qu'une troisième vague déferlait actuellement sur l'Asie et qu'elle frapperait inévitablement l'Europe dans la foulée. Europe1 4 décembre 2020

- Covid-19: Karine Lacombe espère une vie "beaucoup plus normale" en septembre - Le HuffPost 7 décembre 2020

Elle conclut: “Et j’espère donc que d’ici le mois de septembre, on pourra effectivement -si ce n’est enlever les masques- reprendre une vie beaucoup beaucoup plus normale.” Le HuffPost 7 décembre 2020

Quoi de neuf docteur ? Une révolution !

Didier Raoult pronostique une «révolution» dans le cas où le vaccin anti-Covid serait obligatoire - Sputnik 08 Décembre 2020

Estimant que les données sur les essais des vaccins contre le Covid-19 sont insuffisantes, le professeur Didier Raoult a appelé à ne pas rendre ce vaccin obligatoire, car cette démarche conduirait à une révolution. Il a également fustigé la gestion de la

crise sanitaire par l'État, dont les mesures semblent venir d'«un autre siècle».

Interrogé sur les vaccins contre le Covid-19 et les mesures sanitaires appliquées, le professeur Didier Raoult a déclaré que le fait de rendre le vaccin obligatoire risque de conduire à une révolution.

«Si on s'amusait à faire ce vaccin obligatoire, vous auriez une révolution», a lancé le médecin dans un entretien à CNews.

Prenant en compte le fait qu'«on ne sait pas si c'est dangereux» ou «si cela marche», il a appelé à ne pas rendre cette molécule obligatoire.

Commentant le programme de vaccination, M.Raoult a affirmé ne pas avoir «beaucoup de respect pour la stratégie qui a été mise en place». Il ressemble plutôt à «une science-fiction»: «ce que j'ai vu, c'est surtout de la publicité» a-t-il taclé en annonçant attendre «de vraies données».

En revenant sur la gestion de la crise sanitaire, il a critiqué les démarches entreprises par le gouvernement: «On vit dans un monde qui est fou, les conditions qui ont été prises pour lutter contre cette maladie sont des conditions d'un autre siècle. Ce ne sont pas des conditions pratiques ni de la lutte au quotidien».

«Dire aux gens "ne vous soignez pas, restez à la maison", ce n'est même pas le Moyen Âge, même Hippocrate ne faisait pas cela», a martelé le professeur.

À défaut d'«une véritable stratégie de prise en charge des malades, on a cru que c'était une gestion qui allait pouvoir se gérer politiquement et non médicalement».

D'après Didier Raoult, les autorités pensaient pouvoir utiliser «une baguette magique» pour résoudre le problème sanitaire. Au début de l'épidémie, c'était le remdésivir, alors que maintenant, c'est le vaccin, explique le professeur.

Cependant, «il ne faut pas se battre comme Napoléon III», mais plutôt comme des Vietnamiens gagnant «maison par maison, patient par patient» afin de vaincre cette bataille contre l'infection, a-t-il conclu. Sputnik 08 Décembre 2020

LVOG - Encourageons Macron à rendre ce vaccin obligatoire ! Ah ben non vont répondre nos grands dirigeants révolutionnaires, ça va être une catastrophe pour les travailleurs qui ont déjà tant souffert depuis le début de l'année !

Didier Raoult : «Si on s'amusait à faire ce vaccin obligatoire, vous auriez une révolution» - CNEWS 7 décembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=W1nZeiPHgfs

Covid-19 : l'OMS contre la vaccination obligatoire - LePoint.fr/AFP 8 décembre 2020

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a accueilli à bras ouverts l'arrivée des différents vaccins contre le coronavirus. Mais pour autant, elle n'est pas favorable à rendre la vaccination obligatoire, sauf dans des circonstances professionnelles spécifiques. Pour Michael Ryan, directeur des questions d'urgence sanitaire à l'OMS, il faut mieux expliquer les « avantages » des vaccins plutôt que les imposer sans aucune pédagogie. Même son de cloche du côté de Kate O'Brien, directrice du département immunisation et vaccins à l'OMS : « Je ne pense pas que l'obligation soit la voie à suivre », a-t-elle déclaré.

Cependant, selon Kate O'Brien, « il peut y avoir certaines situations, dans des pays dans lesquels il y a des circonstances professionnelles, pour lesquelles il serait nécessaire ou fortement recommandé de se faire vacciner », a-t-elle ajouté, prenant en exemple certains emplois dans le milieu hospitalier.

De son côté, le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a appelé les pays qui prévoient « de déployer les vaccins dans les semaines et les mois à venir » à « vacciner en priorité ceux qui en ont le plus besoin » car le nombre de vaccins sera limité dans un premier temps. LePoint.fr/AFP 8 décembre 2020

En complément.

France. Rapport dictature 2020 - Terrorisme d'Etat, atteint aux intérêts fondamentaux de la nation et crime contre l'humanité (44 pages)

https://www.breizh-info.com/wp-content/uploads/2020/12/RAPPORT-DICTATURE-2020.pdf

Comment le corporatisme est intégré au totalitarisme. Mode d'emploi.

LVOG - Vous noterez que dès le départ leur interprétation était faussée ou idéologique puisqu'il y figurait en a priori la vaccination sans aucune justification scientifique.

Publicsenat.fr - Peu ou prou, ce qu'il affirmait déjà à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) lors de son audition le 19 novembre dernier. « Les politiques vont avoir un rôle majeur dans la stratégie de vaccination », avertissait-il, invitant les décideurs à se poser la question : quelle politique mener pour faire en sorte que la population et les professionnels de santé soient suffisamment convaincus de la vaccination ? Première piste du directeur de recherche à l'Inserm et directeur de l'institut des maladies génétiques Imagine : « Il y a un énorme effort à faire d'information, de façon transparente ». Déjà, il plaidait pour que les messages du gouvernement vers la population ne soient pas « verticaux ». « À chaque fois qu'il sera possible, il faudra faire participer la société civile aux recommandations, à travers les très nombreuses associations du domaine de la santé. Ce serait un bon intermédiaire entre les décisions politiques et le reste de la population », préconisait-il, trouvant qu'il « n'y a pas assez d'interactions entre le monde politique et le monde associatif qui exerce un rôle remarquable ».

« Il faut trouver toutes les modalités possibles pour qu'il soit facile d'être vacciné dans le plus d'endroits possibles et par le plus de personnels soignants possibles. Cela nécessite que les personnels de la santé soient bien informés et soient convaincus de la pratique de la vaccination », insistait-il.

Enfin, il rassurait les parlementaires inquiets de la mise sur le marché des vaccins à une vitesse inédite. « Les règles qui pourraient aboutir à la mise sur le marché de ces vaccins ne dérogent pas aux éléments d'analyses sur la qualité du produit, sur l'analyse toxicologique, sur la sécurité d'emploi clinique. Les agences de santé vont regarder tout cela. Il n'y aura pas d'autorisation de mise sur le marché si les réponses à ces questions ne sont pas bonnes », assurait-il.

Il attendait en outre deux qualités du vaccin : d'abord la protection, que « l'individu infecté ne fasse pas d'infection ». La seconde, « savoir si le vaccin est protecteur à l'égard de la transmission du virus ». La réponse à cette question « ne viendra que plus tard », estimait-il. Une fois que la réponse à cette question sera connue, « on pourra savoir si on peut créer un niveau d'immunité de groupe qui permettra de faire diminuer considérablement la circulation du virus », indiquait-il. Là encore, il faudra être patient : « Les réponses à ces questions viendront au mieux au deuxième semestre 2021 ». Publicsenat.fr 4 décembre 2020

LVOG - Ce qu'ils viennent d'avouer, c'est que le vaccin ne servira à rien dans 97 ou 98% des cas, car il ne servira ni à protéger des personnes en bonne santé qui n'en avaient pas besoin et qui ne tomberont pas malades, ni à empêcher la transmission du virus. Pour autant, ils n'en tiendront pas compte, parce qu'ils ont décidé de maintenir leurs mesures liberticides le plus longtemps possible, le temps que le télétravail soit institutionnalisé ou largement répandu, et suffisamment longtemps pour qu'un maximum de commerces ou de PME croulent sous les dettes ou disparaissent, tandis qu'ils feront passer de nouvelles lois antisociales (retraite, etc.) ou liberticides (Sécurité globale, etc.)...

TROISIEME PARTIE

Trois courriels envoyés.

1 - Réponse à un courriel reçu d'un ex-militant de l'OCI, à propos d'un texte signé Chastaing figurant dans le blog de monsieur Présumey, tous les deux aussi ex-militants de l'OCI, comme moi pendant un peu plus de 3 ans à la fin des années 70.

(Le soulèvement social en Inde traduit un basculement des rapports de force mondiaux - 30 novembre 2020 - Site : aplutsoc de monsieur Présumey.)

LVOG - Présumey du Conseil économique et social d'Auvergne, je crois me souvenir. Chastaing, ex-OCI comme moi qui a atterrit au Club Bastille, j'ai correspondu un moment avec lui et j'ai perdu mon temps.

Chastaing - "*Le 26 novembre 2020, l'Inde a connu la plus grande journée de grève générale de son histoire et la plus grande de l'histoire mondiale. On estime que 250 millions de travailleurs ont fait grève ce jour-là.*"

LVOG - Enorme, impressionnant, hélas, ni vu ni entendu, et pourtant je suis sorti de mon trou ce jour-là, je n'ai pas aperçu un seul mouvement de tracteur sur les routes, aucun rassemblement en ville !

J'ai parcouru ce texte en diagonale, pour tout dire j'ignore tout ou presque de ce qui se passe en Inde, trop occupé ailleurs ! Je vis avec des Indiens uniquement et personne ne m'a parlé de ce qui figure dans ce texte, cela se passe essentiellement dans le nord du pays, à 3.000 km de chez nous, c'est loin, en gros, c'est comme si tu demandais à un Suédois ce qui se passe à Bamako, il n'en sait fichtre rien !

Ce que j'ai remarqué, c'est qu'il ne cite aucune source, donc tu ne peux rien vérifier par toi-même, dit, cela existe encore ? Ils ne connaissent rien à la situation réelle dans le pays (Comme ailleurs!), aux jeux des pouvoirs qui existent entre le BJP et la coalition de partis qui soutiennent Modi et son gouvernement, et le Parti du Congrès et ses alliés qui sont dans l'opposition, d'ailleurs ils ne sont mêmes pas mentionnés.

Et pour cause. 2 exemples tirés de mon disque dur.

AFP - Mais le parti du Congrès, principal parti d'opposition qui détient le pouvoir au Pendjab dont viennent nombre de manifestants...

(Source : Inde: nouveaux heurts entre police et paysans qui manifestent contre des réformes - AFP 27 novembre 2020)

J'ajoute que j'ai lu un article d'un journal indien mentionnant qu'au Tamil Nadu (Dans le sud de l'Inde, où j'habite) le chef du DMK (dans l'opposition) avait apporté son soutien aux agriculteurs et s'en était pris au AIMDK (Dans la coalition qui soutien le BJP de Modi), ce sont deux partis nationalistes bourgeois qui alternent au pouvoir dans cet Etat (72 millions d'habitants) depuis pratiquement l'indépendance.

Modi et le BJP ont remporté les élections régionales qui viennent d'avoir lieu au Bihar :

RFI - Les électeurs du Bihar avaient beaucoup de raisons d'être en colère contre le gouvernement sortant : à cause de la crise sanitaire et le confinement, le chômage y est très élevé, des millions de migrants qui travaillaient dans les villes ont dû revenir et les infrastructures de santé sont déplorables.

Au sein de la coalition au pouvoir, le parti régional du JDU a été sanctionné, mais les nationalistes hindous du BJP, menés par le Premier ministre Narendra Modi, sortent eux renforcés de cette crise.

(Source : Inde: dans le Bihar, la crise sanitaire n'entame pas la cote des nationalistes hindous - RFI 12.11.2020)

Je viens de lire une dizaine d'articles en anglais sur la situation au 2 décembre , apparemment à part de gros agriculteurs de 3 Etats à proximité de Delhi où le Parti du Congrès est majoritaire, dans le reste du pays, il ne se passe rien ou pas grand chose. Je vis à la campagne entouré en partie de champs.

Quant aux grèves générales ici en Inde, on en a plusieurs tous les ans, particulièrement quand il y a des élections à l'horizon. Quand le Parti du Congrès est dans l'opposition parlementaire, c'est lui qui en prend l'initiative, et quand c'est le BJP, c'est lui qui s'y colle, et chaque fois leurs alliés et les syndicats suivent, ainsi que les 3 partis dits communistes (Le stalinisme et le maoïsme ne sont pas morts !). En fait, chaque fois les patrons ferment leurs boîtes, tous les commerçants baissent leurs rideaux par crainte des représailles violentes, plus de transports en commun et les écoles sont également fermées, bref c'est un jour de congé pour les Indiens qui n'en ont pas et bossent 6j/7 toute l'année. Non mais il faut être sur place pour voir comment cela se passe, les manifs n'attirent qu'une infime minorité de travailleurs en réalité. Quand chaque fois je lis dans la presse occidentale 200, 300 millions de grévistes, je me marre en me disant quelle manipulation ! Tu me crois ou non. Bon j'ai déjà perdu trop de temps avec ça.

Chastaing - "*Rappelons que l'Inde est un pays où 800 millions d'habitants vivent avec moins de deux euros par jour*"

LVOG - Etre pauvre avec moins de deux euros par jour, c'est un argument débile des tiers-mondismes misérabilistes !

Quelle référence à la con ! 2 euros par jour, cela fait 160 roupies environ, donc 4.800 roupies par mois par personne. Les familles étant composées au minimum de 4 personnes en comptant les enfants, généralement il faut ajouter 1 ou 2 vieux, elles auraient un revenu de 17.200 roupies, personnellement dans mon entourage je ne connais pas une famille qui a un revenu aussi élevé. Attends, sans les intérêts que me rapporte mensuellement mon petit capital placé en banque (11.000 roupies), avec ma compagne Selvi on est en dessous de 17.200 roupies, non seulement on vit confortablement et on n'a pas besoin de toucher aux intérêts que me verse la banque (D'Etat), j'économise cette somme pour les vieux jours de Selvi qui a 15 ans de moins que moi, car quand je serai mort elle ne pourra pas compter sur ma retraite qui cessera d'être versée automatiquement.

Tout cela c'est des conneries plus grosses les unes que les autres. Les Indiens que je connais, ont un revenu par tête de pipe divisé par 2 ou 3 par rapport à ce que Chastaing a retenu, il est même souvent inférieur et ils vivent normalement, pas au standard occidental évidemment, mais moi non plus, je n'ai pas les moyens, je n'ai pas de bagnole, je pars jamais en vacances, et je ne mets pas la clim toute la nuit même en plein été, j'aurais une note d'électricité astronomique, je ne mange jamais de mouton ou de thon, trop cher, je mange du poulet et des sardines et je me porte très bien ! Chastaing, c'est le genre : Tous les Indiens

vont mourir de faim, cela ne te rappelle-t-il rien d'actualité ?

Ces gens-là observent le monde par le petit trou de la lorgnette de leur dogmatisme qui a pourri le mouvement ouvrier, ou ils suivent les indications qui leur sont fournies par les médias mainstreams, les ONG. Ils se font plaisir à croire n'importe quoi du moment que cela colle avec leurs théories foireuses, ils en sont tous là hélas ! Et ce n'est pas nouveau, c'est même leur marque de fabrique, ce que j'ai découvert tardivement, encore hélas !

Je ne dis pas qu'il n'y aurait pas de lutte des classes en Inde ou ailleurs, mais il faut la ramener à ses réelles proportions. Eux, ils amplifient tout ce qui les arrangent, du coup si tu ne sais pas ce qui se passe réellement, tu auras une idée complètement faussée de la situation et des rapports entre les classes, c'est cela que je dénonce et combats. Ce sont des psychopathes à leur manière, ils passent leur temps à se raconter des histoires et à tromper militants et travailleurs, c'est dégueulasse et intolérable. Au fil des ans, parce que ces militants sont vieux, tu te rends compte qu'ils ont fini par y croire, ils sont indécrottables, irrécupérables.

Je n'invente rien, la preuve de leur délire :

Chastaing – « *Un mouvement qui est l'expression d'un basculement des conscience et des rapports de force à l'échelle mondiale* »

LVOG - Rien que cela ! Il est dingue ce mec ! Maintenant que j'y repense, quand je militais à l'OCI, c'était le genre de trucs qu'ils écrivaient ou qu'on entendait régulièrement, dès la moitié des années 70, l'affaire était pliée, les jours de la Ve République étaient comptés... Les Lambert, Broué, Just, Gluckstein, Gauquelin, Shapira et toute la clique étaient tous de furieux mythomanes, des manipulateurs professionnels, je crois qu'on n'a plus besoin de le démontrer.

Chastaing - « *La défaite de Trump du 3 novembre a marqué un tournant mondial.* »

LVOG - Plus inquiétant qu'autres choses, décidément il comprend tout de travers ou à l'envers, il le fait exprès ou quoi ?

Le ou les voilà, parce qu'ils sont tous pareils finalement, qui en pincent pour Biden, le candidat du Pentagone, de la Fed, de Wall Street, de l'ONU, de Davos, de l'UE, etc. ! Excuse-moi, ce sont des abrutis qui ne comprennent rien à rien à ce qui se passe dans le monde… et à commencer en France !

Allez, la preuve accablante.

Chastaing - "*Or, les électeurs américains qui ont voté Biden ont peu d'illusions sur lui. Un sondage révélait ainsi que 68% des américains étaient hostiles à ce que Biden intègre dans son équipe des représentants de Wall Street montrant tout à la fois que les électeurs de Biden avaient voté autre chose qu'un aveuglement Démocrate et que bien des électeurs de Trump avaient aussi voté autre chose qu'un aveuglement Républicain On n'est pas dans la situation du vote pour Obama ou pour Mitterrand en France. Ils n'ont pas voté pour Biden, ils ont voté contre Trump.*"

LVOG - Passons sur le fait qu'à peu près la moitié des Américains n'ont pas été votés, dont l'immense majorité appartiennent à la classe ouvrière. Pour un peu on pourrait croire que les Américains qui ont été voter seraient assez cons pour croire qu'un des deux candidats, en l'occurrence Biden, ne serait pas aux ordres de Wall Street ou plutôt de l'oligarchie. C'est vraiment les prendre pour plus ignorants qu'ils ne le sont en général. Qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre comme niaiseries ! Ils sont les champions de la désinformation dans leur genre.

Et puis, ce qu'il dit est faux. Il peut peut-être tromper les jeunes militants ou travailleurs, mais pas ceux de ma génération. On a vécu cette époque, en France les travailleurs ont voté Mitterrand pour ainsi dire pour les mêmes raisons que les Américains qui ont été votés pour Trump, Obama ou Biden, sans aucune illusion dans ce grand bourgeois qu'était Mitterrand ou dans le PS. En votant Mitterrand, les électeurs auraient " *voté autre chose qu'un aveuglement*", tient donc, il est toujours lambertiste, quel crétin !

Ce que tous ces faussaires ne veulent pas admettre, et donc qu'ils ne peuvent pas utiliser dans leur argumentation ou retenir pour élaborer leur théorie ou leur stratégie foireuse, c'est que ceux qui participent encore à cette farce électorale sont toujours aussi aveugles ou ils s'accommodent du régime en place, parce qu'ils en ont encore les moyens, ils se sont embourgeoisés, ils ont été corrompus par l'idéologie capitaliste, en grande partie à cause du réformisme dont les trotskystes étaient et sont toujours des représentants déguisés en révolutionnaires.

Poursuivons.

Chastaing - "*Et plus précisément encore, c'est le mouvement social américain représenté par Black Lives Matter mais aussi par le mouvement féministe et le mouvement ouvrier, qui s'est emparé du scrutin afin d'élargir le mouvement de la rue à l'électorat pour stopper la marche de Trump.*"

LVOG - Alors qu'il a été démontré par différentes sources que Black Lives Matter, ainsi que le mouvement féministe et ce qui reste du mouvement ouvrier corrompu par le parti démocrate étaient patronnés par G. Soros et Cie. Sa source doit être TF1, LCI, BFMTV, CNN !

Le coup de grâce à l'opportunisme démasqué.

Chastaing - « *Biden reprendra le même chemin des violences policières pour défendre les mêmes violences économiques, mais c'est un premier succès, une première étape dans la construction de ce qui permettra à la vague révolutionnaire de l'emporter demain.* »

L'élection de Biden "*un premier succès*"… pour qui, sinon le Forum économique mondial qui a salué son élection. A lui tout seul, c'est pire que Le Monde, Le Figaro ou Les Echos réunis, bravo !

Ces gens-là fonctionnent sans cesse à l'autoproclamation et à l'autosuggestion, ce sont des déséquilibrés mentaux.

Chastaing - "*Oui, le balancier de l'histoire qui poussait jusque là toujours plus à droite s'est stoppé et est en train de repartir dans l'autre sens.*"

LVOG - Tous muselés et bientôt piquousés, à coup sûr "*le balancier de l'histoire*" penche de plus en plus à gauche !

Chez eux la croyance à valeur de connaissance, on a affaire à des obscurantistes fanatiques.

Chastaing - "*L'extrême-droite n'est pas finie, la réaction est loin d'avoir dit son dernier mot, le capitalisme règne toujours mais le mouvement qui mettra fin à leur domination est enclenché.*"

LVOG - Il doit être le seul à y croire, on se fait du bien comme on peut, mais en attendant les illusions qu'ils colportent sont criminels et induisent travailleurs et militants en erreur.

« *L'extrême-droite n'est pas finie* », à coup sûr, mais il ne s'agit pas de celle à laquelle il fait référence ou à laquelle on pense habituellement, mais plutôt celle qu'il s'est efforcé d'ignorer en dogmatique invétéré qu'il est et restera, l'extrême-centre, dont la machination à l'urgence climatique et au coronavirus sont un avant-goût du « *Great Reset* » annoncé par le Forum économique mondial qui fait office de gouvernement mondial totalitaire, comme quoi elle se porte à merveille, notamment grâce aux complicités dont elle dispose dans le mouvement ouvrier.

2 - Il m'a répondu que ma réponse était en grande partie hors sujet, car seule la situation sociale et politique en Inde l'intéressait, du coup je lui ai envoyé le complément suivant.

Si tu veux sur le plan social, l'Inde, c'est les Etats-Unis, à ceci près que la classe ouvrière des villes et des campagnes remplace l'immense classe moyenne américaine, classe moyenne en Inde qui est évaluée entre 50 et 300 millions d'habitants sur 1,4 milliard.

Ici les codes ou les échelles de valeur sont différents de ceux qui existent dans les pays dits riches. Par exemple l'immense masse des commerçants est pauvre, ils sont souvent plus pauvres que les ouvriers, de plus ils travaillent 7j/7 toute l'année avec des journées de travail de 12 heures ou plus.

La plupart des travailleurs sont employés dans l'économie dite informelle, et ceux qui sont employés dans le secteur privé n'ont aucun droits sociaux, hormis la journée de travail de 8 heures, d'ailleurs dans bien des cas on se demande ce qui différencient le statut des uns et des autres, car ils sont pour ainsi dire identique, tu peux travailler dans une PME depuis 10 ans et être viré du jour au lendemain sans même bénéficier d'un certificat de travail, puisque généralement il n'y a pas au départ de contrat de travail contractuel.

Les travailleurs employés dans la fonction publique et dans les grandes entreprises où ils bénéficient du droit du travail ou de quelques droits sociaux (Retraite ou accès au soin gratuit, par exemple), sont très minoritaires. Les veuves bénéficient d'une allocation misérable, 1.000 roupies par mois au Tamil Nadu, c'est différent dans chaque Etat. Sinon, rien, on a fait le tour du sujet, c'est rapide sous un régime que je qualifie de semi-féodal parce qu'en fait les travailleurs n'ont en gros aucun droits sociaux et sur le plan politique c'est pratiquement la même chose puisque tous les partis sont corrompus jusqu'à la moelle, il est de notoriété publique que plus de la moitié des élus dans chaque Assemblée législative devraient être en prison pour crime ou corruption à grande échelle.

Pour te donner une petite idée de l'ambiance dans cette grande démocratie (sic!), il n'y a pas un village qui ne compte pas un de ses membres qui n'a pas été assassinés, de préférence découpés en morceaux à la machette, en toute impunité, cela va de

soi puisque la police est elle-même corrompue, tout comme les juges et l'ensemble des médias, dont certains appartiennent carrément à des partis politiques, tu peux ajouter le népotisme, bref toute la pourriture que l'on rencontre sous les régimes dictatoriaux. Un avocat m'a dit un jour, que les seuls avocats qui gagnaient leur vie étaient corrompus, ceux qui tentaient de faire appliquer le code pénal ou faire respecter les lois crevaient de faim et ils étaient menacés ainsi que leurs familles.

Je t'écris ce qui me vient à l'esprit. L'Inde est un pays pourri par tous les bouts, les nantis sont des philanthropes qui subventionnent la pauvreté et la misère pour qu'elle soit moins visible, pour qu'elle fasse le moins de bruit possible, bref qu'elle soit supportable et qu'on l'oublie. La pauvreté, c'est la normalité pour les Indiens, et ils y sont résignés, d'abord ils n'ont jamais connu autre chose, ensuite ils ne savent pas comment en sortir, et pour finir faudrait-il encore qu'il existe une issue politique.

"*Certes, Pondichéry n'est qu'à 2000 km de New Delhi*", effectivement 2300 km exactement, à 3185 de Srinagar la capitale administrative du Penjab. Dis donc, tu me donnes du boulot en plus, j'ai été obligé de vérifier, je déconne, mais c'est vrai que j'ai vérifié sur le Net. J'avais écrit que j'étais à 3.000 km du théâtre des opérations, ce qui n'était pas complètement faux, puisque beaucoup d'agriculteurs qui s'étaient dirigés vers Delhi venaient du Penjab. Je ne dis pas cela pour avoir toujours raison, quand j'écris une connerie, je l'assume et je rectifie. Non mais je précise parce que je ne tolère pas que quelqu'un puisse soupçonner que je serais malhonnête, je ne dis pas que ce serait ton cas ici, j'en fais une question de principe.

Pour le reste, je te renvoie vers les causeries du 11 novembre et surtout celle du 30 novembre 2020 (Septième partie), où j'ai abordé la question qui nous occupe ici. Je te la mets en document joint (pdf).

Comme je l'ai déjà rappelé, la lutte des classes existe aussi en Inde, mais à un niveau qui relève de la confidentialité par rapport à la masse des travailleurs. Elle est concentrée dans les grandes villes et la fonction publique ou les grandes entreprises où ils existent des syndicats, là la situation est comparable à ce qui se passe en France et ailleurs. Quant aux paysans, pour l'essentiel, c'est l'équivalent de la FNSEA qui représente les intérêts des gros propriétaires qui monte au créneau, les paysans pauvres peuvent toujours crever ou se suicider, tout le monde s'en tape. Ici dans les journaux locaux à grand tirage, il y a une double page à l'intérieur réservée aux pendus et autres suicides ou voles, crimes, etc. commis la veille dans la région.

Je comprends que les staliniens et crypto-staliniens (Ou encore les crypto-social-démocrates lambertistes) se gargarisent ou montent en épingle le moindre mouvement social qui se produit quelque part dans le monde, c'est une façon de rappeler qu'ils existent encore, et de faire croire qu'ils sont utiles à quelque chose, pas à ceux qu'on croit habituellement, c'est une manière comme une autre d'occuper le terrain pour racoler travailleurs ou jeunes pour continuer à exister ou à accomplir leur sale besogne.

Quand l'AFP ou les autres agences de presse relaient ce genre d'informations, ce n'est pas parce qu'elles feraient leur boulot, non, par exemple en Inde c'est pour accentuer la pression sur Modi.

Par hasard, comme presque toujours ou parce que je suis curieux, la semaine dernière j'ai visionné les couvertures de The Economist des dernières années, le canard de Rothschild et Agnelli, de la haute finance mondiale, de l'extrême-centre, le courant politique de ces oligarques et de Macron, du Forum économique mondial, du lourd, du très lourd, j'ai été surpris de découvrir qu'au cours des dernières années il en avait consacré un grand nombre à Modi, et ces gens-là ne sont pas dans le genre à faire dans la dentelle, Modi était directement visé et prié soit ouvertement sous la forme d'une menace de se plier à leur diktat sans se préoccuper de ses conséquences, soit en sous-entendu suffisamment explicite qu'il n'avait pas le choix.

Cela ne m'a pas surpris, parce que je sais depuis un certain temps que toutes les institutions financière ou politiques à vocation internationale anglo-saxonnes contrôlées par l'extrême-centre étaient présentes à Dehli, jusqu'au sein de la banque centrale indienne, la NED/CIA et j'en passe, ce sont elles qui conseillent et influencent Modi, lui dictent la marche à suivre.

Bref, si je ne suis pas au jour le jour la situation en Inde, et je préfère toujours le rappeler en préambule parce que c'est la vérité, il n'en demeure pas moins que je suis pas aveugle comme Présumey ou Chastaing. Comme l'on dit, quand je sais quelque chose, je ne peux plus faire comme si je ne le savais pas.

L'Inde demeure un pays sous-développé à tous les niveaux pour la grande masse des Indiens, et la lutte des classes n'échappe pas à cet état évidemment. Il y aura toujours des petits malins pour l'ignorer ou faire croire le contraire, je n'en fais pas partie.

Tiens, Vidje, un jeune qui bosse dans une usine du coin vient de passer à la maison, c'est un neveu de ma compagne, il est soudeur sur un poste de travail, un OS si tu veux, salaire, 8.000 roupies nets par mois. Je lui ai demandé ce qui s'est passé le 26 novembre, jour de grève générale en Inde, il m'a répondu pourquoi, je lui dis, il me répond qu'il a bossé et il ne s'est rendu compte de rien. il bosse dans une boîte qui emploie environ 400 salariés, il fabrique des moteurs électriques destinés à l'exportation, principalement en Allemagne, tu vois au passage que je suis très attentif à ce que me raconte les travailleurs indiens, généralement ou plutôt chaque fois c'est moi qui les questionne, car eux ils ne parlent pas spontanément de leur condition de travail, c'est un truc dont tout le monde se fout ici, voilà encore un autre élément révélateur de l'ambiance dans la classe ouvrière. Pour la petite histoire, je lui ai prêté de l'argent 4 ou 5 fois, la dernière fois c'était en septembre dernier, il m'a emprunté 20.000 roupies et il me rembourse 2.000 roupies par mois, jusqu'à présent c'est un brave garçon, pourvu que cela dure ! Je sais où bossent tous mes voisins ou voisines et au-delà dans mon village ou tous les Indiens que je connais, et je connais

leurs salaires, etc.

Maintenant, c'est normal qu'on relaie ce qui se passe en Inde ou la lutte des classes quand on est un syndicat ou un parti ouvrier, à condition toutefois de ne pas déformer les faits. Si je ne m'intéresse pas davantage à ce qui se passe en Inde, c'est parce que ce n'est pas là que les choses sérieuses auront lieu, sauf à se faire de graves illusions, j'entends le développement de la lutte de classe du prolétariat, mais bien plutôt en occident et particulièrement en France, donc je me focalise de préférence sur cette région ou sur ce pays où les masses sont plus évoluées, où il existe une longue expérience de la lutte de classe, je peux me tromper, mais j'estime que le sort des travailleurs du monde entier est entre les mains du prolétariat français, italien, espagnole, britannique, allemand, etc. et pas ailleurs.

Ce sont les maillons faibles du capitalisme. Bien entendu, il peut y avoir des développements importants dans d'autres pays ou régions, par exemple aux Etats-Unis ou en Amérique latine, on ne doit pas les négliger parce qu'ils peuvent avoir des répercutions ailleurs dans le monde, je suis d'accord avec toi, cela dit, il n'y a rien à en attendre compte tenu de l'état de la société qui y prévaut. Et puis, on ne doit jamais perdre de vue qu'il n'existe plus nulle part de partis véritablement communistes ou révolutionnaires, c'est un des facteurs capital qu'on néglige habituellement, parce que personne ne l'évoque. De la même manière, il n'existe plus non plus de partis représentant les intérêts des couches progressistes des classes moyennes, d'où l'offensive généralisée à l'échelle mondiale de l'oligarchie contre la classe ouvrière et les classes moyennes, c'est une partie de l'explication, mais personne n'ose l'évoquer, et pour cause, qui va l'évoquer, tous ces partis corrompus ou passés dans le camp de la réaction du PS au POID en France, quel intérêt auraient-ils à l'évoquer sinon à se démasquer eux-mêmes ! C'est la raison pour laquelle leurs militants ferment leurs gueules, car dès qu'ils l'ouvriraient ils pourraient se faire tirer dessus à boulets rouges, ils préfèrent faire les sourds ou le dos rond ou faire l'autruche dès qu'on essaie d'en parler avec eux, en fait ils rompent immédiatement la discussion ou les relations avec vous.

Bien entendu, l'oligarchie ou leurs idéologues suivent cela de très près, et ils s'en servent pour définir leurs tactiques afin de mieux les embobiner ou de les corrompre, en leur fournissant en prime des arguments pour se blanchir. Tout est prévu ou minutieusement calculé, ils ne laissent rien au hasard, quand ils montent des opérations auxquelles seront associés les représentants du mouvement ouvrier et des classes moyennes. L'oligarchie lance une opération, les agences de presse et les médias, ainsi que les gouvernements prennent le relais, ensuite les représentants du mouvement ouvrier et des classe moyennes fournissent les troupes histoire de brouiller les pistes et d'y associer la population le plus largement possible, comme si finalement elle en était à l'origine ou contrôlait la manoeuvre et allait en tirer profit, alors que chaque fois c'est l'inverse qui va se produire à l'arrivée.

Quand tu observes qu'une multitude de fois on a le droit au même scénario, et que les militants ne l'ont toujours pas compris, là tu te dis qu'ils sont perdus pour notre cause, il faut se tourner vers les jeunes ou les nouvelles générations de militants et les former, c'est notre seul espoir pour nous en sortir et construire ce foutu parti.

Pour le moment, en te comptant il y a trois lecteurs assidus et identifiés à mes causeries, 74, 75, 76 ans, ce serait quand même bien qu'on en trouve qui aient 47, 57 ou 67 ans, bien que là cela commence à être vieux pour tenir la route qui n'est pas de tout repos.

J'arrête mon bavardage dominicale, au lieu d'amen, je dirais que tout est dans l'ordre des choses, ce qui signifie en ce qui me concerne, que j'ai fait ce que j'avais à faire et que je ne peux pas en faire davantage.

En complément.

LVOG - Je dois préciser ou rappeler que je n'ai pas de téléviseur chez moi ni de radio et je n'achète jamais de journaux, et comme les Indiens autour de moi se foutent de la politique ou ignorent ce qui se passe dans le pays, je ne peux pas compter sur eux pour être informé. Ici, c'est la précarité absolue qui règne au quotidien dans chaque famille, donc ils ont autres choses de plus urgents à penser, on est littéralement en état de survie, et ce n'est pas une formule.

La plus grande grève au monde: 200 millions de travailleurs paralysent l'Inde par Diego Sacchi (EFE/EPA/RAJAT GUPTA) - Mondialisation.ca, 07 décembre 2020)

La grève générale a été appelée contre les mesures d'austérité et de confinement et les attaques contre les droits du travail promues par le gouvernement de Narendra Modi (Inde). Mondialisation.ca, 07 décembre 2020

L'article traitait de la grève générale du 26 novembre 2020. Sauf que la vidéo pour l'illustrer date du 8 janvier 2019 !

https://www.youtube.com/watch?v=ONh7S84e5yk&feature=emb_title

3 - Réponse reçu à un courriel reçu, où l'auteur me comparait à un autiste ou à une personne atteinte du syndrome d'Asperger, qui est un trouble du développement neurologique d'origine génétique. On ne me l'avait encore jamais sorti celle-là. Merci, mentalement et intellectuellement je me sens très

bien, sexuellement épanoui, sur le plan sentimental il ne faut pas être trop exigeant, il n'y a que socialement où là bizarrement je me sens toujours aussi opprimé.

- Je vous remercie pour votre proposition, mais cela ne m'intéresse pas. Je ne suis pas informaticien et mon portail est comme il est. De plus, je ne vois pas pourquoi il devrait ressembler à tous ces blogs sans personnalité qui finalement se ressemblent tous. Cela dit, je conçois très bien que la présentation de la page d'accueil pourrait être améliorée. On verra cela plus tard, en ce moment je n'ai pas de temps à y consacrer.

Vous m'avez bien fait rire en évoquant mon parcours professionnel qui serait celui d'un "neuro atypique", car en réalité si j'ai changé aussi souvent de boîtes et de boulots, la cause fut uniquement sociale.

D'une part, parce que je m'emmerdais à mourir très rapidement à toujours accomplir les mêmes tâches répétitives et sans intérêts, ce qui aurait également prévalu si j'étais devenu prof de français quand j'étais plus jeune, au bout de quelques années je me serais ennuyé ou je n'en aurais plus tiré aucun profit personnel. De plus, jusqu'au début des années 80 il n'y avait pas de chômage de masse, donc on pouvait changer de boulot du jour au lendemain ou dire merde à un chef débile ou à un patron autoritaire ou encore pour aller se vendre à plus offrant. J'ai aussi souvent changé de taf, parce que j'avais trouvé un job mieux payé ; D'autre part, j'ai été viré une multitude de fois pour insubordination ou pour mes idées, car je n'avais pas ma langue dans ma poche, il fallait toujours que j'ouvre ma grande gueule, et je dois dire qu'en vieillissant cela ne s'est pas arrangé !

Vous faites partie de tous ces gens, que je dirais au départ animés de bonnes intentions, qui refusent d'aborder la situation sur le plan social, parce que forcément on atterrit très vite sur le plan politique qui pose la question de la remise en cause du régime en place, et donc celle d'une alternative au capitalisme qui ne peut être que le socialisme, du fait que la propriété des moyens de production ne peut être que privée ou collective, il n'existe pas de troisième voie, c'est ainsi, alternative que vous rejetez en vous fiant aux interprétations qui en ont été données par les idéologues acquis au capitalisme, y compris un certain nombre d'expériences qu'ils ont attribuées au socialisme, alors qu'elles n'avaient rien à voir avec cette idéologie des exploités et des opprimés.

N'en faites pas un cas personnel, j'ai lu des milliers d'articles ou d'ouvrages d'intellectuels du monde entier qui présentaient le même travers, à commencer par ceux qui se disent de gauche ou qui se réclament du socialisme ou du communisme, et qui en réalité en sont les principaux faussaires ou fossoyeurs. Quant à ceux qui se présentent comme progressistes, républicains, démocrates, anti-impérialistes ou humanistes, ils ignorent la lutte des classes, pour eux seules la classe dominante, ses représentants et ses institutions sont légitimes pour gouverner les peuples, d'où le culte qu'ils vouent au droit international et à l'ONU...

Personnellement, j'ai rompu avec tous ces courants politiques et j'ai développé mon propre courant politique indépendant, qui je l'espère est digne de l'idéal humaniste que j'ai adopté. En cela, mon combat politique se situe dans la continuité du marxisme, dont aujourd'hui plus personne ou presque ne sait ce qu'il signifie ou à quoi il correspond, non pas par dogmatisme, mais après avoir évalué à sa juste valeur ce mode de penser qui permet d'interpréter le processus historique à partir des facteurs déterminants qui le traversent et en dictent l'orientation, de manière à pouvoir l'influencer, agir pour pouvoir lui donner une autre direction conforme aux besoins de l'humanité incompatibles avec l'existence d'un régime basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Quand on compare les différents modes de penser, en réalité il n'en existe que deux et pas cinquante milles, l'idéaliste ou le matérialiste comportant de nombreuses nuances selon leur degré d'assimilation, on admet au départ que tout le monde a forcément adopté un mode de penser un jour et l'ignore inconsciemment le plus souvent, superbement ou hypocritement parfois, on observe comment il va se comporter ou de quelle manière une fois confronté à la réalité il va passer cette épreuve fatidique. Soit il va nous induire en erreur ou il ne va pas nous permettre de saisir la situation, donc nous demeureront impuissant à agir pour en modifier l'orientation en fonction des objectifs que l'on s'était fixé, soit il va nous permettre de pouvoir interpréter fidèlement la situation à partir strictement des faits, ce qui va nous permettre de nous guider pour trouver les moyens d'agir pour en modifier l'orientation, ce qui ne se traduira pas par des bouleversements immédiats ou des avancées spectaculaires, mais d'avancer pas à pas vers nos objectifs, au lieu de nous perdre dans des spéculations oiseuses ou ridicules ne menant nulle part, comme on peut l'observer chez 99% des intellectuels, et je suis généreux, qui critiquent à juste titre le monde dans lequel nous vivons, sans avoir véritablement l'intention d'en changer ou alors au fil du temps cette intention s'est épuisée chez eux ou elle a mué en une sorte de résignation mal assumée. A défaut d'adopter le socialisme, ils ont adopté le capitalisme et le mode de penser qui va avec, qu'ils en aient conscience ou non.

Il va de soi que notre mode de penser n'influence pas seulement nos idées ou notre comportement sur le plan politique, mais aussi notre conduite dans la vie quotidienne ou dans les rapports que nous entretenons avec notre entourage ou tous les gens que nous sommes amenés à croiser, notre environnement en général et au-delà. Donc sans même être engagé politiquement, chacun peut l'évaluer quotidiennement ou analyser les conséquences qui en découlent.

Mais qui se livre sincèrement ou honnêtement à cet exercice périlleux, dont les conclusions peuvent être imprévisibles ou s'avérer insupportables à admettre ? Peu de gens ou personne n'y tient vraiment, et on devine facilement pourquoi, par crainte de s'apercevoir qu'en réalité on était ignorant à un point inimaginable ou bourré d'illusions ou qu'on s'était leurré sur notre condition, notamment, que notre destin avait davantage été dictée ou influencé par des facteurs extérieurs qu'on avait passé

notre temps à ignorer ou à nier, sur lesquels on a eu aucune emprise ou qui n'ont eu de cesse de nous dominer au point de l'orienter à notre place. Autrement dit, il est difficile d'admettre ou d'arriver à la conclusion qu'on a passé notre vie à passer à côté de l'essentiel ou que ce qu'on avait pris pour de la connaissance était en réalité frelaté, parce qu'on avait adopté un mode de penser, qui de fait ne nous a jamais permis de penser librement.

D'autant plus quand on arrive au crépuscule de notre vie ou qu'on est devenu vieux, là l'épreuve est particulièrement pénible et cruelle. Vaut mieux encore finir nos jours en cultivant jusqu'au bout nos illusions, plutôt que de se retrouver face à un grand vide impossible à combler par manque de temps et d'énergie, qui pourrait nous faire penser à la mort qui rode ou qui va nous emporter incessamment sous peu. Voilà une fin peu enviable, mais rassurez-vous, la plupart des gens n'en auront jamais conscience, et ils partiront comme ils sont venus...

Voilà ce que m'a inspiré votre courriel et votre blog, mais pas seulement comme je viens de l'expliquer.

Quelques commentaires postés et publiés dans le blog du Dr. Maudrux

Commentaire posté le 5 Décembre 2020

Pour aborder cet épisode sereinement, il est préférable d'avoir à l'esprit que pendant 10 mois les autorités n'ont pas cessé de marteler qu'il n'existait aucun traitement pour faire face au SRAS-CoV-2 ou elles ont nié les traitements existant dans le seul but de justifier à terme la vaccination de la population, l'objectif défini des années à l'avance ou bien avant l'avènement de ce coronavirus par ceux qui se seront employés à l'instrumentaliser, quitte à faire des dizaines de milliers de morts qui auraient pu être évités.

BFMTV - Au cours de la conférence de presse de jeudi soir, Jean Castex a précisé le rôle d'Alain Fischer, indiquant qu'un "Conseil d'orientation de la stratégie vaccinale, chargé d'appuyer le gouvernement" en la matière, allait être créé. J'ai demandé au professeur Alain Fischer de présider ce Conseil d'orientation et je le remercie vivement d'avoir accepté", a ajouté le chef du gouvernement. - BFMTV 4 décembre 2020

"Appuyer" signifie soutenir au sens abstrait ou selon les différentes définitions fournies par le Grand Robert de la langue française, monsieur Fischer a donc accepté la mission peu flatteuse de soutenir la stratégie que des conseillers ont défini et soufflé à Macron et d'en être en quelque sorte la caution morale, caution morale qui côtoie au sein du conseil de surveillance de la Fondation pour la recherche médicale un conseiller principal de la banque de gestion Rothschild, cela ne s'invente pas, en famille.

Cette instance compte également de droit quatre membres désignés par des ministères, dont celui de l'Intérieur, à croire décidément que la menace serait présente partout, ce qui lui enlève toute légitimité ou compromet son indépendance, si on ajoute qu'elle est présidée par un membre d'une multinationale spécialisée dans l'assurance et la gestion d'actifs, le président du Conseil d'administration d'AXA.

On a gardé le meilleur pour la fin, le président du Comité d'orientation de cette fondation et également le représentant des donateurs, est un ancien directeur du marketing de Pharma Japon et Asie du Sud-Est Sanofi-Aventis.

Conclusion, un membre issu de cette fondation doit être compatible avec les intérêts de Big Pharma. C'est là que se situe le conflit d'intérêts, c'est plus subtile. Nous sommes en présence de capitalo-philanthropes qui jouissent de la privatisation de la santé, dont est privée une grande partie de l'humanité. Franchement, est-ce digne de confiance, recommandable ?

https://www.frm.org/fondation/notre-fonctionnement/le-conseil-de-surveillance

Commentaire posté le 6 décembre 2020

« Le génie exceptionnel d'un Churchill », vous voulez parler du fanatique des gaz de combat, c'est bien lui ? Notamment.

– https://www.voltairenet.org/article210799.html

– https://fr.sott.net/article/25241-Pour-en-finir-avec-le-mythe-Churchill

– Iran : un récit inédit du MI6 lève le voile sur le coup d'État de 1953 – Le Point.fr 17 août 2020

Quant à de Gaulle, c'est bien celui pour lequel la Constitution de la Ve République a été rédigée sur mesure, la Constitution compatible avec le despote Macron 62 ans plus tard, c'est bien du même dont il s'agit ? Passons sur le fait qu'elle a servi de modèle à plusieurs Etats africains qui abriteront des tyrans pendant des décennies. Je me suis toujours demandé comment la France avait pu être gouvernée par un militaire, par un général-président, cela doit être les secrets de la démocratie ! En 2020,

elle a Macron, rien d'étonnant. Lui au moins, il a réussi là où « Le grand Charles » a échoué. Entre nous, on s'en serait bien passé ! Des deux.

En voilà des références progressistes et humanistes !

Ce blog prend de plus en plus une tournure politique, ce qui allait être inévitable à un moment donné, j'en avais averti le Dr. Maudrux. Etant moi-même engagé politiquement, je me suis retenu de faire toute propagande ou si peu jusqu'à présent pour ne pas hérisser la plupart des lecteurs et incommoder inutilement le propriétaire de ce blog, et je m'en tiendrai à ce principe, bien que cela me démange de répondre à certains commentaires.

Commentaire posté le 7 décembre 2020

Une réponse aux réactions qu'a déclenché mon commentaire du 6 décembre.

Ce que j'avais voulu faire remarquer sans aucune animosité, c'est que l'air de rien il y en a qui à la moindre occasion colportent leur idéologie, et je m'aperçois maintenant que lorsqu'on le signale, ils n'apprécient pas vraiment. Et pour cause, car continuer à défendre des chantres des guerres impérialistes et du colonialisme et se présenter en humaniste, cela fait un peu désordre, et on conçoit que cela agace un peu quand quelqu'un le met en lumière. Quant à moi, je préfère m'exprimer sur le plan politique dans mon portail ou dans des blogs dédiés à la politique, quoique ce soit de plus en plus rare… pour cause de censure systématique !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Pérou

Pérou: les députés abrogent une loi agricole contestée après 5 jours de barrages routiers - AFP 4 décembre 2020

Des salariés de l'agro-industrie au Pérou ont commencé à lever vendredi soir les barrages qu'ils avaient installés sur la principale route du pays, après que le Parlement eut abrogé une loi agricole de l'année 2000 qu'ils contestaient. AFP 4 décembre 2020

Venezuela

Venezuela: Maduro reprend le parlement, Guaido lance sa consultation - AFP 8 décembre 2020

Avec un taux de participation de 30,5%, ces législatives ont été les plus boudées de l'ère démocratique vénézuélienne, initiée en 1958. (En France, c'est normal, c'est une démocratie, au Venezuela ce n'est pas normal, c'est une dictature, dixit l'AFP et les médias aux ordres. - LVOG)

L'absence dans les urnes des deux-tiers du corps électoral contraste avec les 71% de participation enregistrés lors des législatives de 2015 où l'opposition avait mis un terme à 15 années d'hégémonie chaviste.

Cependant, le président de l'institut de sondage Datanalisis, Luis Vicente Leon, considère que ce fort taux d'abstention est davantage le fait d'une "méfiance à l'égard des politiques" que de l'appel au boycott lancé par l'opposition.

Pour l'analyste politique Rafael Alvarez, il s'agit d'une simple "réédition" des élections présidentielles de mai 2018, où Nicolas Maduro a été élu pour un second mandat malgré 52% d'abstention.

L'alliance des partis qui soutiennent Maduro a recueilli 68,43% des 6,2 millions de voix, selon des résultats publiés après le dépouillement de 98,6% des suffrages, a indiqué lundi le Conseil national électoral (CNE).

Maduro, lors d'une cérémonie en présence d'observateurs électoraux russes au palais présidentiel, a affirmé que le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) au pouvoir et ses alliés avaient atteint "près de 250" des 277 sièges de l'Assemblée.

Avec la majorité au Parlement, Maduro a désormais acquis à sa cause tous les leviers institutionnels du pays, de la Cour suprême à l'armée, son principal soutien.

"Les résultats qu'annoncera le régime illégitime de Maduro ne refléteront pas la volonté du peuple vénézuélien", a déclaré dimanche le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo. "Ce qui se passe aujourd'hui est une fraude et une mascarade, pas une élection", a-t-il ajouté sur Twitter. AFP 8 décembre 2020

Inde

Inde: les paysans prêts à tenir le siège contre les réformes agricoles jusqu'au bout - AFP 7 décembre 2020

Derrière des rouleaux de barbelés et des camions bloquant l'accès à la capitale indienne New Delhi, des dizaines de milliers d'agriculteurs ont installé leurs campements de fortune dans le froid hivernal. Ils sont prêts à y rester le temps nécessaire à leur combat contre les récentes réformes agricoles qui, selon eux, menacent leurs moyens de subsistance.

Des paillasses de foin, des matelas et des couvertures dans les tracteurs, les camions, et sur la route, des remorques pleines de vivres pour six mois indiquent que les agriculteurs sont résolus à maintenir le blocus jusqu'à ce que le gouvernement du Premier ministre Narendra Modi fasse marche arrière sur ses réformes des marchés agricoles. Des slogans jaillissent des hauts-parleurs, certains agriculteurs juchés sur des tracteurs brandissant des sabres et des piques.

"Ces lois signent l'arrêt de mort des agriculteurs", déclare à l'AFP Sandeep Singh, venu de Ludhiana, dans le nord de l'Etat du Pendjab - une importante région agricole. "Ce (blocus), c'est le mur de Berlin, mais même si nous devons protester une année ou deux, même si nous devons affronter les balles, nous ne quitterons pas les lieux tant que les lois ne seront pas abrogées", ajoute cet agriculteur.

Au coeur de leur colère, les réformes adoptées fin septembre, qui libéralisent les marchés agricoles. En vertu de ces réformes, les paysans ont dorénavant la liberté de vendre leurs produits à un acheteur et au prix de leur choix et non plus seulement sur les marchés régulés par l'Etat (les "mandis") avec des prix fixés.

"Nous ne faisons pas du tout confiance au gouvernement. Toutes les lois qu'ils ont présentées auparavant se sont révélées être un désastre (...) Ils veulent priver les agriculteurs de leur pouvoir et confier nos terres et nos vies aux grandes entreprises", souligne M. Singh.

Le blocus a commencé lorsque des agriculteurs partis du Penjab ont pris la route en direction de New Delhi le 26 novembre. Au deuxième jour, leurs manifestations ont donné lieu à de violents affrontements avec la police en banlieue de la capitale.

La condition paysanne est une question politique majeure en Inde, où deux Indiens sur trois vivent en zone rurale. Les suicides d'agriculteurs se comptent par milliers ces dernières années en raison de l'endettement et de la sécheresse.

M. Singh, âgé de 65 ans, est l'une des figures de proue des manifestants, rejoint par des dizaines de milliers d'agriculteurs, pour la plupart sikhs. Avec une douzaine d'autres, il a conduit des tracteurs transportant des vivres aux portes de Delhi, à la frontière de l'État de l'Haryana.

Il supervise aussi l'une des dizaines de cantines où de la nourriture est préparée dans d'énormes marmites pour la communauté. Les paysans, têtes enroulées dans des turbans aux couleurs vives, sont assis le long de l'autoroute pendant que des volontaires leur distribuent des rations.

Des distributions de médicaments et de masques contre le Covid-19 ont été organisées sur près de deux kilomètres entre Delhi et le nord de l'Inde.

La nuit tombée, Singh se retire dans son tracteur d'où il donne des nouvelles à sa famille par WhatsApp, et les informe des progrès de leur campagne soutenue par tout son village.

"Mon fils m'a encouragé à prendre part aux manifestations. Nous sommes confrontés à une situation de +marche ou crève+. Je suis ici pour les générations futures", confie encore M. Singh, endetté pour deux hectares de terres agricoles.

Shuvaik Singh, sur le pied de guerre depuis le premier jour malgré ses 75 ans, a vu la police utiliser des gaz lacrymogènes et des canons à eau sur les manifestants, en a même été victime. Le vieil homme possède trois hectares et demi de terres desséchées à Patiala dans le Penjab. Il ne baissera pas les bras.

"Nous avons connu des sécheresses et des famines, mais cela ne nous a jamais abattu. Les balles et les canons à eau ne nous arrêteront pas non plus", affirme-t-il à l'AFP, appuyé sur le manche de sa hache à la lame en forme croissant.

"Ces lois vont nous réduire en esclavage et c'est inacceptable. Si nécessaire, j'utiliserai mon arme mais je ne m'en retournerai

pas avant que les lois soient abrogées. Comment pourrais-je regarder ma famille en face sinon ?", interroge-t-il. "Nous mourrons ou nous gagnerons." AFP 7 décembre 2020

LVOG - Quand est-ce qu'on entendra ce genre de discours en France, en Europe, aux Etats-Unis ?

Je rappelle très brièvement ce que j'ai expliqué dans une autre causerie, ce qui se joue aujourd'hui en Inde dépasse le cadre ou le sort des agriculteurs, car Modi en faisant sauter le prix fixe auquel étaient achetées leurs récoltes par le gouvernement, ce sont les prix fixes de l'immense majorité des autres marchandises qui risquent de sauter ensuite.

Quand vous acheter un savon par exemple, il figure le prix sur l'emballage, donc quel que soit le point de vente, il sera vendu au même prix (Fixed price), c'est le fabricant qui a obligation de l'imprimer sur l'emballage. Demain, il pourrait être vendu à n'importe quel prix, les grossistes ou les grandes surfaces pourraient casser les prix ou réduire leur marge, ils se rattraperaient sur la quantité ou le volume des ventes, tandis que le petit commerçant ou celui qui tient une échoppe misérable ne pourrait pas suivre et il serait vouer à perdre des clients et à disparaître.

Certains commerces de proximité seraient tentés de le vendre encore plus cher, dans ce cas-là ce serait les Indiens les plus pauvres qui ne sortent pratiquement jamais de leur village ou qui ne vont jamais plus loin que le bourg le plus proche pour faire leurs courses, qui seraient les principales victimes de cette contre-réforme.

J'en parle en connaissance de cause, car c'est déjà ce qui arrive. Quand par exemple les commerces de proximité proposent des gammes de produits qui ne figurent pas parmi les moins chers, tu achètes à la limite le moins cher qu'ils te proposent, alors qu'en ville dans des grandes surfaces il existe des produits équivalents encore moins chers.

C'est la même chose en France pour les gens qui vivent dans des villages relativement isolés ou qui n'ont pas le temps de se rendre au supermarché situé à plusieurs dizaines de kilomètres de chez eux, ou parfois pour acheter un seul produit qui leur manque, car en plus à la facture il faudrait ajouter celle de l'essence.

D'où ma liste de courses établie pour le mois quand je vais à Pondichéry ou plutôt allait, puisque je n'y vais plus depuis mars à cause du port du masque dans les magasins. Là cela vaut le coup de faire 30 km aller retour en scooter, la facture d'essence est rentabilisée. Chaque fois j'économisais 300 à 500 roupies (4 à 6 euros, une somme ici), soit jusqu'à 15% de mes dépenses une fois déduite l'essence. Maintenant elles ont plutôt augmenté de 15%, différence entre 600 et 1000 roupies par mois, 6000 à 12000 sur un an, là ça commence à faire beaucoup.

Comme je n'ai aucune sympathie particulière pour les boutiquiers, je dois préciser que lorsque nous fûmesconfinés, là les commerçants allèrent jusqu'à ne plus tenir compte des prix inscrits sur les emballages, c'est ainsi que le prix d'un paquet de cigarettes avait été jusqu'à doubler dans les cas extrêmes, j'ai été obligé de payer 70 ou parfois 80 roupies au lieu de 50 roupies.

Haut de page

Le 12 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Pas le temps de terminer la causerie, demain ou lundi.

Tous les jours je lis des articles et des dizaines de commentaires dans des blogs, où les rédacteurs s'interrogent sur les raisons pour lesquelles Macron et le gang mafieux qui gouvernent continuent d'ignorer les molécules, médicaments, vitamines, minéraux ou oligo-éléments, qui existent pour prévenir ou traiter efficacement la covid-19, et ils se demandent pourquoi ils ont adopté l'état d'urgence avec sa batterie de mesures liberticides (et antisociales) qui étaient totalement inutiles pour lutter contre cette maladie, pourquoi ils leur pourrissent littéralement l'existence et leur promettent un avenir encore plus sombre et angoissant.

Dans leur confusion, ils en viennent à se lancer dans des spéculations oiseuses du plus mauvais effet ou du plus mauvais goût ou pire encore, dans lesquels à défaut d'explications rationnelles ils en arrivent à ménager Macron, à lui trouver des circonstances atténuantes, voyez-vous cela, le malheureux, il aurait perdu la tête ou il aurait été mal conseillé allant jusqu'à espérer qu'il retrouve la raison et réponde favorablement à leurs suppliques, qui parce qu'elles témoignent de leur propre ignorance, impuissance, bassesse, vassalité, ne peut que l'encourager à persister dans la même voie, ce dont apparemment ils n'ont pas la moindre conscience.

Pourquoi nous offrent-ils ce spectacle pitoyable, particulièrement quand il s'agit d'intellectuels ou de membres des classes

moyennes ? Parce qu'ils refusent consciemment ou non de se situer sur le terrain de la lutte des classes, par crainte d'arriver à la conclusion que le capitalisme a fini par pourrir complètement la société, et qu'il sera impossible de la changer ou d'envisager de vivre dans une société meilleure ou plus juste dans l'avenir sans passer par une révolution, sans renverser le régime en place, ce qui les rebute et les terrifie au plus haut point, parce qu'elle serait forcément assortie d'une guerre civile déclenchée par la réaction.

On comprend pourquoi cette perspective politique vient violemment heurter leur bonne conscience, qui somme toute s'est toujours accommodée de l'exploitation et de l'oppression, des guerres et des pires abominations commis par le capitalisme, du moment qu'ils en tiraient profits ou qu'elles ne perturbaient pas leur petite vie douillette, la plupart allant même jusqu'à leur trouver des vertus pour les cautionner, pour finalement en arriver à adopter le comportement qu'ils reprochaient à Macron en versant eux-mêmes dans le déni.

Pour conserver leur statut avantageux ou leurs privilèges par rapport au reste de la population moins bien loti qu'eux, pour préserver leur mode de vie confortable, ils ont montrés qu'ils étaient prêts à sacrifier la plupart de nos libertés ou de nos droits sociaux du moment qu'ils demeuraient relativement épargnés, mais voilà qu'aujourd'hui ils sont directement impactés par les mesures liberticides imposées par Macron, d'où leurs réactions tardives, désespérés, le suppliant ainsi que Véran, les députés LREM et du ModDem d'y mettre un terme, en vain évidemment.

Les classes moyennes ont monté au cours de cette période de crise, qu'elles étaient totalement incapables d'adopter un comportement indépendant face au régime, donc rien n'a changé depuis la fin du XIXe siècle, les rapports entre les classes sont demeurés les mêmes, et les conclusions du *Manifeste du parti communiste* De Marx et Engels demeurent plus que jamais d'actualité.

De son côté, l'ensemble du mouvement ouvrier sans exception a montré qu'il avait atteint un degré tel de corruption, de pourriture ou de fossilisation, qu'il ne pouvait plus prétendre rassembler la classe ouvrière et attirer dans son sillage les couches progressistes des classes moyennes pour affronter le régime.

Autrefois, certains partis pouvaient encore faire illusion, parfois pour le meilleur malgré eux, et pour le pire le reste du temps, on ne doit jamais l'oublier, de nos jours ce n'est même plus le cas. En adoptant les mesures liberticides décrétées par Macron, ils ont privé les travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes du principal instrument qui leur aurait permis de se regrouper et de résister à l'offensive de la réaction. Nous nous sommes retrouvé face à une situation insoluble et cruelle, dans la mesure où nous savions que ce combat devait être mené sur le terrain de la lutte des classes, sans pouvoir conseiller aux ouvriers ou aux intellectuels de rejoindre une formation issue du mouvement ouvrier, mes faibles moyens et mon isolement ne permettant pas par ailleurs de leur fournir une alternative crédible et solide pour mener leur combat.

J'en suis désolé et le mot est faible. Je ne pouvais pas faire davantage, et je ne pense pas m'être trompé ou avoir trahi notre classe ou notre idéal en me positionnant au côté des médecins et scientifiques qui ont osé s'opposer à Macron, même si on peut toujours leur reprocher de ne pas avoir été plus loin, on a expliqué au début de cet article pourquoi c'était impossible, donc on ne leur en tiendra pas rigueur.

Cela étant ou en attendant des jours meilleurs, pour garder le moral et la forme, rester en bonne santé ou augmenter son immunité, ce n'est pas un gage, c'est démontré scientifiquement depuis longtemps, voire la vidéo Mal Traité.

Ne cédez pas à la peur, ne cédez pas à la haine, soyez optimiste et de bonne humeur. Voilà de quoi vous réconcilier avec la civilisation humaine ou y croire encore si vous désespériez :

- 2CELLOS - My Heart Will Go On [Live at Sydney Opera House]

Que c'est beau, et quelle sensibilité, génial ! What so beautiful music and sensitive players, fantastic!

- 2CELLOS - Now We Are Free - Gladiator [Live at Sydney Opera House]

- 2CELLOS - Pirates Of The Caribbean [OFFICIAL VIDEO]

- 2CELLOS - Despacito [OFFICIAL VIDEO]

Les articles mis en ligne aujourd'hui.

- DOCUMENT. En Italie, le Conseil d'Etat dit OUI à l'hydroxychloroquine comme traitement contre la Covid-19. (11.12)
- DOCUMENT. Le principal but de la vaccination n'est pas d'ordre sanitaire (11.12)
- DOCUMENT. Bas les masques ! Le virus et le président. Enquête sur l'une des plus grandes tromperies de l'histoire. (11.12)

- DOCUMENT. Livre – Jean-Loup Izambert et Claude Janvier : Le virus et le présidentfont color="red" . (11.12)
- DOCUMENT. Ce que l'on ne dit pas sur le vaccin contre la COVID-19 de Pfizer. « Cobayes humains » ù? (11.12)
- DOCUMENT. Le traitement du Covid existe 2) : Ivermectine, efficace à 100% ? (10.12)
- DOCUMENT. Responsabilité médicale des médecins qui s'impliqueraient dans la vaccination anti-Covid (10.12)
- DOCUMENT. Coronavirus : Une nouvelle Inquisition. (09.12)
- DOCUMENT. Le traitement du Covid existe (1) : Azithromycine (06.12)
- DOCUMENT. Early treatment with hydroxychloroquine: a country-based analysis (15.11)
- DOCUMENT. Covid-19: politicisation, "corruption," and suppression of science (13.11)
- DOCUMENT. Connaissances actuelles sur Ivermectine (13.09)

- DOCUMENT. La paranoïa autour de l'Initiative ceinture et route se poursuivra sous Biden (11.12)
- DOCUMENT. Biélorussie : quelle révolution? (10.12)
- DOCUMENT. Casse-tête à l'Otan (08.12)

Haut de page

Le 14 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Trois articles mis en ligne.

- DOCUMENT. Belgique. Monsieur le ministre, un traitement et une prévention efficaces sont disponibles contre le covid-19. (16.11)

- DOCUMENT. Review of the Emerging Evidence Demonstrating the Efficacy of Ivermectin in the Prophylaxis and Treatment of COVID-19 (07.12)

- DOCUMENT. USA – Le fléau du bien (12.12)

Une nouvelle fois je suis complètement épuisé à cause de ce travail de forçat !

Vous constaterez qu'on ne censure aucun sujet de discussion, mais face à la multitude de sujets qui composent la situation mondiale, forcément je ne peux en aborder qu'un nombre très limité. Les questions d'actualité qui ne sont pas traitées ici, vous pouvez les retrouver dans les documents que je mets en ligne ou dans les portails ou blogs dont figurent les adresses dans la page d'accueil de La Voix de l'Opposition de Gauche.

- La première partie sert d'introduction à cette causerie.

- La seconde partie porte sur l'actualité politique en France.

- La troisième partie est consacrée au traitement politique et sanitaire de la covid-19.

- La quatrième partie traite très brièvement de la politique internationale.

- La cinquième partie se compose de deux parties. Dans la première je relate mes commentaires postés dans le blog du Dr. Maudrux, dans la seconde je reviens sur le courant trotskyste lambertiste et la question du parti.

- 32 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Coronabusiness et "***Great Reset***". A qui profite le crime ? Cherchez le mobil et vous aurez la réponse.

LVOG - N'oublions jamais que, plus ils concentrent de richesses, plus leur pouvoir politique s'accroît sur les Etats et sur les peuples...

1.000 milliards de dollars : le gain des milliardaires américains depuis mars - capital.fr 10 décembre 2020

Les 651 milliardaires américains se sont encore enrichis depuis le début de la pandémie : leur fortune globale a progressé de plus de 1.000 milliards de dollars depuis la mi-mars, de quoi alimenter le débat déjà vif sur la taxation des riches, selon une étude publiée mercredi 9 décembre. Selon les évaluations de l'organisation Americans for Tax Fairness et de l'Institute for Policy Studies, qui dénoncent ces inégalités, leur fortune globale dépassait, au 7 décembre, les 4.000 milliards de dollars, contre 2.950 milliards le 18 mars.

"Jamais auparavant l'Amérique n'avait vu une telle accumulation de richesses entre si peu de mains", a déploré Frank Clemente, directeur exécutif des Americans for Tax Fairness. "Alors que des dizaines de millions d'Américains subissent les ravages économiques et sanitaires de la pandémie, quelques centaines de milliardaires augmentent encore leur fortune. Leurs gains liés à la pandémie sont si énormes qu'ils pourraient financer un plan d'aide majeur sans perdre un centime par rapport à leur fortune pré-virus", a-t-il ajouté.

Avec 1.000 milliards de dollars, font notamment valoir les organisations à l'origine de l'étude, on pourrait envoyer un chèque individuel de 3.000 dollars pour aider chaque Américain. Elles comparent aussi cette somme au montant du plan de relance actuellement en discussion au Congrès, dépassant les 900 milliards de dollars. Une étude publiée en octobre par la banque suisse UBS et le cabinet d'audit et de conseils PWC montrait déjà que la fortune cumulée des milliardaires mondiaux avait progressé pendant la pandémie, grâce au net rebond des marchés après un krach boursier en mars. Leur fortune globale avait touché un nouveau record à 10.200 milliards de dollars, supérieur au pic de 2017 où elle avait atteint les 8.900 milliards de dollars.

Toutes les fortunes ne sont cependant pas logées à la même enseigne: les milliardaires issus des secteurs de la technologie, de la santé et de l'industrie - tels Jeff Bezos, Elon Musk, Bill Gates, qui étaient début décembre les trois hommes les plus riches du monde selon le classement régulièrement actualisé du magazine Forbes - ont le plus profité du rebond, précisait l'étude. capital.fr 10 décembre 2020

- Le vaccin anti-Covid fait exploser la fortune du patron de BioNtech - capital.fr 4 décembre 2020

C'est le bénéfice du pionnier. Le 9 novembre dernier, Pfizer et BioNtech annonçaient avoir développé un vaccin efficace à 90% contre le Covid-19. Une annonce qui a désormais été suivie par plusieurs autres laboratoires. Des annonces qui ont fait décoller le cours de Bourse de nombreuses entreprises, dont celle de l'Allemand Ugur Sahin, le cofondateur, avec sa femme de BioNtech rapporte Bloomberg. Il fait désormais partie des 500 personnes les plus riches au monde avec une fortune estimée à 5,1 milliards de dollars.

La décision du Royaume-Uni d'approuver très rapidement le vaccin développé par Pfizer et BioNtech a provoqué une nouvelle poussée en Bourse de l'entreprise. Au cours de la semaine, l'entreprise a ainsi bondi de 8%. Sur l'année 2020, sa hausse est de 250%. Suffisant pour le faire devenir le 493e homme le plus riche du monde.

Selon Les Echos, BioNtech avait déjà une vingtaine de candidats-vaccins au printemps. Le plus prometteur, baptisé BNT162b2, a été choisi et sera donc bientôt déployé au Royaume-Uni. Moderna, une autre entreprise en pointe pour les vaccins face au Covid-19 a aussi vu le cours de son action bondir de 700% en 2020. capital.fr 4 décembre 2020

Quelques réflexions politiques.

- Il y en a qui affirment que Macron aurait violé la Constitution de la Ve République, alors qu'elle est à l'origine des pleins pouvoirs dont le dictateur use et abuse légalement.

- Quand Macron ou un de ses acolytes ou encore un représentant des trusts pharmaceutiques, de l'OMS, un journaliste sur un plateau de TV ou un des experts désignés par les médias mainstream s'expriment pour vanter les bienfaits d'un vaccin, il faut être acquis aveuglément à leur idéologie ou être inconscient, un écervelé pour leur accorder la moindre confiance.

- Ce qui s'étale au grand jour, c'est le degré de corruption ou de pourriture du secteur de la santé à l'échelle nationale et mondiale, des institutions internationales liés aux trusts pharmaceutiques mafieux, du secteur médical impliquant médecins, professeurs, scientifiques et chercheurs, la collution entre le pouvoir politique et l'oligarchie ainsi que les médias qu'elle

contrôle, l'ensemble contribuant à former un complot contre les intérêts des peuples, dans la mesure où ils ignoraient l'existence de ces multiples ramifications criminelles jusqu'au sommet des Etats, puisque le ministère de la Santé et la totalité des autorités sanitaires sont impliquées ou y participent.

Pourquoi faut-il faire table rase ? Des aveux accablants et révélateurs.

"*Que ton alimentation soit ta première médecine*" - Hippocrate 460-370 av. J-C

- Dans les études de médecines, on n'apprend pas la santé aux futurs médecins. On leur apprend à faire de bons diagnostics, en s'aidant d'explorations coûteuses souvent, des radios, des analyses de laboratoires, des scanners, etc. et on arrive à des diagnostics, et avec un diagnostic on a un traitement. Le médecin pense que son rôle c'est de diagnostiquer et de traiter, alors qu'il devrait être la première personne qui s'occupe de prévention.

(MAL-TRAITÉS - Dr Claude Lagarde, docteur en pharmacie. Biologiste, expert en micronutrition)

- La phytothérapie, c'est une stratégie merveilleuse, que moi j'ai découverte à travers mes malades, je n'ai pas appris cela à l'école de médecine, bien entendu

(MAL-TRAITÉS - Dr Perronne)

- Les deux documentaires vidéo Hold-up et Mal traité s'adressaient à des publics différents, le premier aux classes populaires, le sujet a été traité avec une grande légèreté où figurait des amalgames douteux guidés par des intentions idéologiques inavouables, le second était plus sérieux ou mieux emballé parce qu'il s'adressait aux classes moyennes, aux intellectuels, au CSP +, éventuellement à certaines couches des classes supérieures.

Voilà ce qui arrive quand on n'a pas de conscience politique ou qu'on se détourne de la lutte des classes.

Extrait - L'humanité réduite à un troupeau est une réalité qui s'est présentée à chaque fois que la population s'est trouvée totalement démunie, placée dans une position de détresse par rapport au pouvoir. La détresse des individus résulte d'une perte des repères et surtout d'une impossibilité de faire face, de dire non aux injonctions qui leur sont adressées. Confrontées au fait de « ne pouvoir attendre l'aide de personne », les populations sont alors plongées dans une radicale impuissance.

Le roman de Dostoïevski, Les frères Karamazov, en situant l'action dans la période historique de l'inquisition, fait ressortir une problématique qui rappelle étrangement ce que nous vivons présentement. L'organisation de l'inquisition repose sur le personnage du grand Inquisiteur qui considère l'humanité comme un troupeau. Il conçoit que l'homme ne peut trouver son salut qu'en renonçant à sa subjectivité et en se dépersonnalisant.

Si l'humanité doit être réduite à l'état de troupeau docile, l'individu, en déléguant sa liberté au grand inquisiteur, redevient un « infans », coupable de renoncer à sa liberté. Il devient alors complètement dépendant d'un pouvoir qui lui dicte sa conduite. Si bien que le grand Inquisiteur peut affirmer : « Oh, nous arriverons à les convaincre qu'ils ne deviendront libres qu'au moment où ils renonceront pour nous à leur liberté et ils se soumettront [23]». Dans cette « pandémie », il est signifié aux individus qu'ils ne redeviendront « libres » qu'au moment où ils auront acceptés le vaccin et qu'ils auront abandonné toute volonté d'avoir une maîtrise de leur existence. (Coronavirus : Une nouvelle Inquisition par Jean-Claude Paye et Tülay Umay - Mondialisation.ca, 09 décembre 2020)

LVOG - Au-delà des faits dont il faut partir, on doit essayer de saisir comment ils seront ressentis ou vécus sur le plan psychologique par les peuples, pour comprendre dans quel état d'esprit ils vont se retrouver, de manière à ne pas commettre l'injustice de les accuser d'en porter la responsabilité, et continuer d'agir conformément à leurs intérêts, sans se formaliser s'ils restent sourds à notre discours, il arriva forcément un moment où le développement de la situation nous donnera raison. Encore faut-il avoir des convictions solidement étayées, et avoir confiance dans les masses, deux qualités qui font défaut aux dirigeants du mouvement ouvrier, hélas !

La gauche ou plutôt la droite sociale ne parviendrait pas au pouvoir, si elle n'était pas compromise.

La gauche doit-elle se renier pour gouverner ? - Publicsenat.fr 13 décembre 2020

Unis dans la diversité : c'est ainsi que, dans son histoire, la gauche parvint au pouvoir. Mais comment forger l'unité ? Et la gauche

peut-elle ensuite gouverner sans compromis ? Publicsenat.fr 13 décembre 2020

LVOG - Avis dans ces conditions-là à ceux qui avaient voulu absolument la porter au pouvoir, ces opportunistes se sont démasqués eux-mêmes...

Qui a dit ?

- "*Je ne sais pas, je ne suis pas médecin, je ne suis pas épidémiologiste*"...

Il faut d'abord savoir "*quel est le plan pour avoir les traitements et les médicaments pour soigner les malades*" du Covid.

Réponse : Dimanche 13 décembre sur BFMTV, Mélenchon, l'histrion du régime. L'un soumis, tous esclaves ! (AFP 13 décembre 2020)

Il doit être désormais le seul dirigeant en France à ne pas savoir qu'ils existent des molécules efficaces pour traiter la covid-19 à toutes les étapes de son développement. En les occultant, il se range résolument dans le camp de l'oligarchie ou de la réaction, des assassins responsables de centaines de milliers de morts évitables dans le monde.

Les principaux objectifs de l'imposture au coronavirus avec le télétravail et les dérogations au Code du travail.

- "On les voit fermer les uns après les autres" : la crise du Covid-19 n'épargne pas les commerçants parisiens - Franceinfo 12 décembre 2020

Des boutiques mettent la clé sous la porte dans des rues pourtant très commerçantes, même dans la capitale. Franceinfo 12 décembre 2020

- Le gouvernement allemand va ordonner la fermeture des commerces en milieu de semaine - Reuters 12 décembre 2020

Ou encore.

- Retraites: "excellente première réforme de 2e quinquennat", selon Ferrand (LREM) - AFP 13 décembre 2020

LVOG - Normal qu'ils jubilent, ils ont en face d'eux des syndicats et des partis dits ouvriers adeptes de la muselière... pour la classe ouvrière, vous l'aviez deviné, n'est-ce pas ?

Ou encore. Le Green New Deal et ses dizaines de milliers de milliards de dollars.

- Climat: un gouvernement qui "botte en touche" selon Mélenchon - AFP 13 décembre 2020

L'eurodéputé EELV Yannick Jadot a jugé dimanche que le quinquennat était "perdu pour le climat", et le leader de LFI Jean-Luc Mélenchon a reproché au gouvernement de "continuellement botter en touche", à la veille d'une rencontre d'Emmanuel Macron avec la Convention citoyenne pour le climat. AFP 13 décembre 2020

LVOG - Mélenchon a au moins le mérite d'être un partenaire loyal de l'oligarchie !

Dans la même rubrique.

LVOG - Totalitarisme. Stratégie du chaos et de la terreur. le "Green Deal" européen sera notre stratégie de croissance

- L'ONU appelle le monde à "déclarer l'état d'urgence climatique" - Europe1 12 décembre 2020

Cinq ans après l'Accord de Paris, un sommet sur le climat s'est tenu samedi, co-organisé par l'ONU, le Royaume-Uni et la France. Antonio Guterres, le secrétaire général de l'organisation internationale, a appelé les Etats à faire "des efforts importants" pour lutter contre le réchauffement climatique.

"J'appelle aujourd'hui les responsables du monde à déclarer l'état d'urgence climatique dans leur pays jusqu'à ce que la neutralité carbone soit atteinte", a déclaré Antonio Guterres. "C'est ce qu'ont déjà fait 38 pays, conscients de l'urgence de la situation et de ce qui se joue. J'appelle les autres pays à suivre leur exemple", a-t-il poursuivi.

Mais les promesses ne suffisent pas, a averti Antonio Guterres. "Pour les tenir, des efforts importants s'imposent dès à présent pour réduire les émissions mondiales de 45 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2010", a-t-il rappelé.

Ces objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre "doivent être clairement énoncés par les signataires de Paris dans des contributions déterminées au niveau national révisées et renforcées, qu'ils sont tenus de soumettre avant la COP26, l'an prochain, à Glasgow". (Le ton se fait de plus menaçant. - LVOG)

- Climat : "le pacte vert" européen plus ambitieux - euronews 12 décembre 2020

Les Européens se sont mis d'accord ce vendredi pour baisser leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990. Cet objectif était jusqu'à présent de 40%.

"L'accord d'aujourd'hui nous met sur la voie de la neutralité climatique en 2050. Il donne des certitudes aux investisseurs, aux entreprises, aux pouvoirs publics et aux citoyens. Il assure l'avenir de notre union. Tous les pays de l'UE devraient bénéficier de la transition. Avec la croissance économique, un environnement plus propre et des citoyens en meilleure santé, le "Green Deal" européen sera notre stratégie de croissance", a déclaré Ursula von der Leyen. euronews 12 décembre 2020

Ou encore. Faites chauffer la planche à billets !

- Le remède anti-crise de la BCE: prolonger ses vagues de prêts géants aux banques - La Tribune 10 décembre 2020

La Banque centrale européenne a annoncé jeudi qu'elle augmentait de 500 milliards d'euros son programme d'urgence face au coronavirus.

Elle a aussi annoncé la prolongation des vagues de prêts géants et bon marché aux banques jusqu'à la fin de l'année prochaine, face à une croissance fragile et une inflation atone en zone euro.

L'objectif est de fournir, entre juin et décembre 2021, un nouveau matelas de liquidités aux banques qui en auront besoin. Les conditions favorables dont bénéficient les banques pour des prêts en cours ont été, elles, prolongées jusqu'à juin 2022, explique l'institution dans un communiqué.

Ainsi, la BCE annonce qu'elle va maintenir ses taux directeurs au plus bas. La Tribune 10 décembre 2020

Ou encore.

- Covid-19: les finances en zone rouge écarlate et les Français bientôt amenés à «travailler plus»? - sputniknews.com 08 décembre 2020

Comme le relève l'économiste et président du cabinet ACDEFI Marc Touati dans Capital, Paris vient de prendre la tête des contributeurs de la dette publique en zone euro. Une première. Paris (24,1%) dépasse désormais Rome (23,1%) et Berlin (20,8%).

«Le plus triste est qu'en 2000, ces poids dans la dette publique totale de la zone euro étaient de 27,8 % pour l'Italie, 25,9 % pour l'Allemagne et 17,5 % pour la France. En 2010, ils étaient de respectivement 24,6 %, 23,7 % et 21,7 %», note Marc Touati.

Le rapport dette/PIB français n'a cessé d'augmenter depuis 40 ans, passant de 20% en 1980 à environ 60% en 2000, puis 80% à la suite de la crise de 2008. En 2020, il pourrait avoisiner 120% à la fin de l'année. En 2019, le plafond des 100% n'était dépassé en zone euro que par le Portugal, l'Italie et la Grèce. Bienvenue au club.

La France prévoit un déficit budgétaire de l'ordre de 10,5% en 2020. C'est nettement plus que la moyenne de la zone euro (8,6%). Pour 2021, avec le retour de la croissance, Paris anticipe un déficit public de l'ordre de 6,7% contre 5,9% attendu en zone euro.

Concernant la dette, les projections macroéconomiques de la Banque de France à l'horizon 2022 jugent que «en raison du creusement du déficit couplé à la diminution du PIB, la dette publique augmenterait fortement à 119% du PIB en 2020, après 98,1% en 2019, et ne reculerait pratiquement pas en fin d'horizon de projection. La moyenne dans la zone euro augmenterait parallèlement (à 101% du PIB fin 2020 et 100% du PIB fin 2022), mais dans de moindres proportions».

Paris a mis le paquet pour soutenir des secteurs économiques totalement sinistrés par presque un an de pandémie et deux confinements. Un plan de relance de 100 milliards d'euros a été mis sur la table avec garanties publiques sur les prêts bancaires, moratoires sur leur remboursement. Sans parler des dispositifs de chômage partiel et des reports de charges et autres aides sectorielles qui ont été mis en place.

Plus de 125 milliards d'euros de prêts garantis par l'État (PGE) ont déjà été accordés à plus de 600.000 entreprises. L'économiste Philippe Simonnot expliquait récemment à Sputnik que «vu la conjoncture, nous pouvons d'ores et déjà tabler sur 140 à 150 milliards de prêts garantis distribués en 2020». «C'est énorme», jugeait-il.

D'autant plus que cela pourrait coûter cher à la France et mettre encore plus à mal les finances publiques. En cas de faillite des entreprises ayant reçu ces PGE, l'État serait mis à contribution à hauteur de 90% du montant pour les TPE et les PME, et de 70 à 80% pour les grandes entreprises. Une hypothèse basée sur une étude de la Banque de France et rédigée avant le deuxième confinement tablait sur 4,6% de défaut de paiement sur l'ensemble des prêts.

«D'après les retours que j'ai du côté des banquiers, l'on se dirige plutôt vers un taux de défaut de 10%», analysait fin novembre auprès de Sputnik Philippe Simonnot.

Cela se chiffrerait donc en milliards d'euros de pertes pour l'État.

En mars dernier, l'UE a décidé de suspendre ses règles de discipline budgétaire. Malgré l'arrivée attendue d'un ou plusieurs vaccins efficaces contre le Covid-19, l'activité mettra plusieurs mois à reprendre un rythme normal. Bien consciente de cela, la Commission a invité les 19 pays de la zone euro «à faire en sorte que leur politique fiscale continue de soutenir l'activité en 2021».

Une stratégie que la politique monétaire ultra accommodante de la Banque centrale européenne (BCE) et les taux très bas, voire négatifs, auxquels de nombreux pays de la zone euro –dont la France– empruntent rend plus supportable.

La plupart des économies s'accordent à dire que l'institution dirigée par Christine Lagarde continuera de massivement soutenir l'économie en injectant des quantités colossales de liquidité et en maintenant une politique de taux bas. D'autres s'inquiètent déjà du moment où l'on sifflera la fin de la fête.

C'est notamment le cas de Marc Touati dans les colonnes de Capital:

«Dans ce cadre, il ne faut pas rêver: lorsque la BCE réduira et a fortiori arrêtera sa "planche à billets" démentielle, la France subira une forte augmentation des taux d'intérêt de ses obligations d'État.»

Un scénario cauchemar qui pourrait être à l'origine d'une crise de la dette française sur le modèle de ce qu'a connu la Grèce à la suite de la crise financière de 2008.

Le retour de l'austérité?

D'autant que dans un avenir proche, la France n'aura guère la possibilité de réduire sa dette, bien au contraire. En 2021, Paris prévoit l'émission de 260 milliards d'euros de dette à moyen et long terme sur les marchés. Un record. Lors d'une conférence de presse, Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT), a expliqué que «2020, c'est l'effet de la crise et 2021 sera l'effet du plan de relance».

La question du remboursement de la colossale dette française s'apprête donc à servir de casse-tête aux pontes de Bercy pour ces prochaines années. Après les milliards alignés pour soutenir l'économie, la période post-crise du Covid-19 sera-t-elle marquée par une sévère cure d'austérité?

Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a promis de ne pas augmenter les impôts. Le sénateur LR Bruno Retailleau a quant à lui assuré le 6 décembre sur BFMTV que «c'est la croissance qui remboursera la dette, parce que l'économie, c'est une dynamique».

Reste que dans une interview au Journal du Dimanche publiée le 6 décembre, le rapporteur du budget Laurent Saint-Martin a prévenu que les réformes structurelles portées par Emmanuel Macron, notamment les retraites et l'assurance-chômage, «restent d'actualité». Ce dernier s'est chargé de souligner les limites de l'endettement massif et a rappelé que «la réforme des retraites reste à notre agenda».

De même que le fameux «travailler plus» qui sera, selon le rapporteur du budget, «une des clés afin de générer de la croissance». sputniknews.com 08 décembre 2020

Les "***gardiens***" du nouvel ordre mondial totalitaire en famille.

- Joe Biden et Kamala Harris nommés "personnalités de l'année" par le Time - Europe1 11 décembre 2020

- Assa Traoré désignée parmi les "gardiens de l'année" par le Time Magazine - BFMTV 11 décembre 2020

DEUXIEME PARTIE

Totalitarisme. C'est pour votre sécurité qu'on supprime vos libertés.

- Noël, jour de l'An, couvre-feu... Ce qu'il faut retenir des annonces de Jean Castex - europe1.fr 10 décembre 2020

Et comme le craignaient de nombreux Français, le chef du gouvernement a annoncé que si "les règles vont changer le 15 décembre prochain", elles seront "plus strictes que ce que nous avions initialement envisagé".

Comme l'avait annoncé Emmanuel Macron le 24 novembre, le confinement prend bel et bien fin au 15 décembre pour laisser la place à un couvre-feu. Mais ce dernier n'entre pas en vigueur à partir de 21h comme précisé alors par le chef de l'État, mais à 20h. L'attestation de déplacement ne sera plus nécessaire à partir de cette date, pour un déplacement qui se déroule entre 6h et 20h.

Autre changement de taille, si les soirs du 24 et du 31 décembre devaient voir des dérogations au couvre-feu s'appliquer, seul le 24 décembre est désormais concerné. Il ne sera donc pas possible de sortir de chez soi après 20h le soir de la Saint-Sylvestre, car cette soirée "concentre tous les ingrédients d'un rebond épidémique".

Quant à Noël, le Premier ministre a redit que la règle des six adultes à table est toujours en vigueur. À noter également que le couvre-feu ne s'applique pas pour les territoires ultramarins.

Le couvre-feu "sera strictement contrôlé avec des possibilités de dérogation limitées", a indiqué le Premier ministre. Les motifs permettant de sortir au-delà de 20h sont peu ou prou les mêmes que ceux en vigueur actuellement, mais il ne sera plus possible de se balader ou de faire du sport après 20h.

Par ailleurs, les forces de l'ordre vont mettre en place "un renforcement des contrôles" de ce couvre-feu, a indiqué Gérald Darmanin. "Il n'y aura pas de consignes d'indulgence" a insisté le ministre de l'Intérieur, qui a rappelé que ne pas pouvoir justifier son déplacement par une attestation expose à "une amende forfaitaire de 135 euros".

C'était une échéance très attendue, notamment pour le monde de la culture. Cinémas, théâtres, salles de spectacles ou encore musées devaient en théorie rouvrir leurs portes à partir de la deuxième phase de ce nouveau déconfinement. Mais finalement, ces établissements devront encore faire preuve de patience jusqu'au 7 janvier. Par ailleurs, les enceintes sportives, cirques, parcs zoologiques ou encore les salles de jeux et les casinos, ne peuvent également pas rouvrir. "Les conditions posées pour leur réouverture ne sont hélas pas réunies", résume Jean Castex. Il précise également que "les règles posées récemment pour les lieux de culte ne seront pas revues à la hausse".

Un nouveau point sera fait le 7 janvier pour une éventuelle réouverture en fonction de la situation sanitaire. Les aides sont maintenues, a également indiqué le Premier ministre. Par ailleurs, bars et restaurants restent fermés. europe1.fr 10 décembre 2020

- Proposition de loi sur la "sécurité globale" : plus de 26 000 manifestants dans toute la France sans incidents majeurs franceinfo - Franceinfo 13 décembre 2020

Le ministère de l'Intérieur a comptabilisé quelque 85 actions rassemblant 26 400 manifestants environ (60.000 selon les organisateurs - LVOG). Le 28 novembre, les 110 manifestations avaient rassemblé 133 000 personnes à l'échelle nationale. Et 57 350 manifestants le 5 décembre sur un total de 154 actions.

Dans les cortèges, les banderoles, pancartes et slogans dénonçaient aussi les violences policières, le projet de loi du gouvernement contre le séparatisme, jugé "islamophobe". Mais aussi les trois décrets publiés début décembre, qui élargissent les possibilités de fichage. Franceinfo 13 décembre 2020

- Stratégie des forces de l'ordre à Paris : "Efficace d'un point de vue technique, mais inquiétant d'un point de vue politique", selon un sociologue - Franceinfo 13 décembre 2020

LVOG - Le régime de la terreur s'est lâché. Mais non, mais non, nous sommes en démocratie, certes un peu plus autoritaire qu'hier, vous êtes un gauchiste si vous prétendez que nous sommes déjà sous un régime fasciste ou totalitaire...

- Comment le gouvernement a élargi le fichage pour "atteinte à la sûreté de l'Etat" - JDD 9 décembre 2020

Les décrets (ici 16, 17 et 18) portent sur trois fichiers : le Pasp (Prévention des atteintes à la sécurité publique) tenu par la police ; le Gipasp (Gestion de l'information et prévention des atteintes à la sécurité publique) géré par les gendarmes ; et l'EASP (Enquêtes administratives liées à la sécurité publique), utilisé avant le recrutement de fonctionnaires sur des postes sensibles. Début novembre, 60.686 personnes étaient inscrites au Pasp, 67.000 au Gipasp et 221.711 à l'EASP, a appris l'AFP auprès du ministère de l'Intérieur. Jusqu'à présent, ces fichiers ne recensaient officiellement que les personnes "impliquées dans des actions de violences collectives, en particulier en milieu urbain ou à l'occasion de manifestations sportives" et pouvant porter "atteinte à la sécurité publique".

Ce qui change aujourd'hui. Désormais, le recueil de données s'étend aussi aux "personnes physiques et morales", donc les associations, qui présentent un danger pour la "sûreté de l'Etat" et "sont susceptibles de prendre part à des activités terroristes, de porter atteinte à l'intégrité du territoire ou des institutions de la République". Les décrets prévoient aussi la collecte de données sur les personnes en lien avec celles soupçonnées de porter atteinte à la sécurité publique ou la sûreté de l'Etat, "notamment ses parents et ses enfants, dans la stricte mesure où ces données sont nécessaires pour le suivi de la personne concernée et dans la limite des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3° et 5° à l'exception du c du I". Les "opinions politiques", les "convictions philosophiques et religieuses" et "l'appartenance syndicale" ou encore "des données de santé révélant une dangerosité particulière" pourront désormais être collectées dans ces fichiers (voir ci-dessous) qui jusqu'alors se limitaient à recenser des "activités".

Un recours devant le Conseil d'Etat. "C'est la porte ouverte au fichage massif de toutes les personnes qui participent à des manifestations, y compris celles qui n'ont rien à voir avec des activités violentes", s'inquiète à l'AFP Arthur Messaud, juriste à l'ONG Quadrature du Net, qui annonce préparer un recours devant le Conseil d'Etat. Selon lui, ces décrets vont également "faciliter les recoupements entre tous les fichiers", notamment avec le TAJ (Traitement des antécédents judiciaires). "Ce n'est pas un juge qui va qualifier des infractions pénales. Non, c'est la police toute seule pour ces renseignements à elle, qui va surveiller des gens qu'elle considère comme dangereux pour le pouvoir en place", met-il aussi en garde sur France Inter. Sur Twitter, Anne-Sophie Simpere d'Amnesty France a aussi dit ses interrogations à propos de cet élargissement :

Par décret la semaine dernière, @gouvernementFR vient de s'autoriser à ficher les personnes en fonction de leurs opinions politiques, leurs convictions philosophiques, religieuses ou leur appartenance syndicale. Anne-Sophie Simpere (@asimpere) December 5, 2020

Dans un courrier à la ministre du Travail daté de mardi, le secrétaire général de Force ouvrière (FO), Yves Veyrier, exprime la "stupéfaction" et les "inquiétudes" de son syndicat à propos du terme 'appartenance syndicale' (remplaçant dans la version précédente 'activité syndicale') qui y figure, notant que la version antérieure n'était déjà "pas sans interroger". Il demande à Elisabeth Borne "d'intervenir afin que ce décret puisse être suspendu et retiré sur ces aspects".

Le précédent Edvige en 2008. Il y a douze ans, sous le gouvernement Fillon, la création du fichier Edvige (Exploitation documentaire et valorisation de l'information générale) avait créé la polémique. Dans sa version initiale, il prévoyait de collecter des données sur les "personnes physiques ou morales ayant sollicité, exercé ou exerçant un mandat politique, syndical ou économique ou qui jouent un rôle institutionnel, économique, social ou religieux significatif" et sur "les individus, groupes, organisations et personnes morales qui, en raison de leur activité individuelle ou collective, sont susceptibles de porter atteinte à l'ordre public". Mais la mobilisation contre le fichier avait poussé le gouvernement à remanier profondément le texte, puis à retirer le décret l'instituant. JDD 9 décembre 2020

- La loi sur l'internement psychiatrique sans consentement est entrée en vigueur le 1er août - blogs.mediapart.fr/alain-tizioli 8 août 2020

Comme ça, sans bruit, pendant qu'une majorité de gens sont en vacances, les lois sont promulguées …. En dépit de l'opposition de la majorité des professionnels du secteur, la réforme de la loi sur l'internement psychiatrique sans consentement légal est entrée en vigueur, lundi 1er août. Promulguée le 5 juillet, cette réforme, qui autorise notamment les soins sans consentement à domicile, est dénoncée comme un texte "sécuritaire" par l'opposition et l'ensemble des syndicats de psychiatres.

Pour faire court, encore plus d'abus psychiatriques en perspectives, et moins de libertés pour des patients qui bien trop souvent, n'ont rien demandés. Car en fait, quel est la capacité d'observation d'un juge des libertés face à un comportement différent d'un citoyen lambda ? Va-t-il être tenté d'opter pour la solution de facilité, à savoir l'internement vite fait, mal fait ? Quant aux abus psychiatriques, vont-ils redoubler faute de temps et pour pallier aux inconvénients cités ci-dessus ? Très certainement. blogs.mediapart.fr/alain-tizioli 8 août 2020

En famille à l'extrême droite.

- Marion Maréchal estime que Gérald Darmanin « pose les bons diagnostics » - LePoint.fr 9 décembre 2020

- Darmanin soutiendra "avec vigueur" Macron en cas de candidature en 2022 - BFMTV 9 décembre 2020

- "Le préfet de police fait son travail": Gérald Darmanin réitère sa confiance à Didier Lallement - BFMTV 9 décembre 2020

TROISIEME PARTIE

Coronabusiness et propagande.

- La nouvelle théorie de la Chine sur l'origine du Covid-19 - Yahoo Actualités 9 décembre 2020

La Chine a livré plusieurs théories sur l'origine de l'épidémie de Covid-19, dont les premiers cas ont été relevés à Wuhan il y a un an. La dernière en date : le virus aurait été importé d'autres pays via de la viande surgelée.

Selon la dernière théorie en date, avancée notamment par le journal Global Times news, proche du parti communiste au pouvoir, l'épidémie de coronavirus aurait commencé à Wuhan en raison de produits surgelés importés de l'étranger. Le média site notamment la "viande australienne, les cerises chiliennes et des fruits de mer équatoriens".

"En théorie, c'est possible que le coronavirus, en provenance d'autres pays, ait causé la première épidémie à Wuhan, mais nous manquons de preuves", a reconnu auprès du journal chinois un expert, sous couvert d'anonymat. Yahoo Actualités 9 décembre 2020

LVOG - Encore de la désinformation, puisqu'il est établi que des cas de covid-19 ont été répertoriés au courant de l'année 2019 dans plusieurs pays et différents continents avant que l'épidémie se déclenche en Chine, dès le printemps de 2019 en Espagne (Test des eaux usées et excréments), en Italie, aux Etats-Unis, etc.

- Coronavirus: Treize nouveaux cas recensés en Chine continentale - Reuters 12 décembre 2020

Dans un communiqué, la Commission nationale de la santé a précisé que tous ces cas concernaient des personnes arrivées de l'étranger.

Selon les données de la commission, 86.701 cas de contamination ont été confirmés en Chine continentale.

L'épidémie de coronavirus a causé 4.634 décès dans le pays. Aucun décès supplémentaire n'a été signalé samedi. Reuters 12 décembre 2020

Que cela ne tienne ou peu importe, il faut continuer de terroriser et opprimer un maximum la population.

LVOG - Au passage : Vive le maoïsme, vive la Nouvelle route de la soie qui enthousiasme certains militants ou intellectuels, de gauche évidemment ! Un régal pour la réaction qui en profite pour déclarer : Voyez ce que c'est d'être de gauche, c'est soutenir une horrible dictature... C'est là que l'on mesure à quel point ceux qui se réclament de la gauche desservent notre cause ou en sont les principaux fossoyeurs.

Ce que vous avez vécu ou que vous êtes en train de vivre en ce moment en France avec le confinement puis le couvre-feu, les restrictions au déplacement, la surveillance et le contrôle permanent de la population, etc. c'est le lot des Chinois au quotidien en temps normal...

- Chine: une ville en confinement après un cas de virus - AFP 12 décembre 2020

La Chine a instauré un confinement dans une ville du nord et lancé une grande campagne de tests dans une autre, toutes les deux proches de la frontière russe, après la découverte d'un cas de coronavirus dans chacune de ces villes.

A Dongning, il s'agit d'un homme de 40 ans qui travaille sur le port, tandis qu'à Suifenhe, c'est un travailleur de 39 ans d'une zone commerciale d'import-export, ont précisé les autorités.

Pékin blâme régulièrement les importations pour les récentes apparitions de virus.

Les autorités de Dongning ont annoncé qu'elles plaçaient la ville en "mode de temps de guerre" : tous les transports sont arrêtés,

et toute personne désirant quitter la ville doit produire un test datant des dernières 24h et montrant qu'elle n'a pas le virus.

Les écoles sont fermées et les restaurants ne peuvent plus faire que de la vente à emporter. Dans les zones les plus à risque, une seule personne de chaque foyer est autorisée à sortir un jour sur deux pendant deux heures maximum pour faire les courses.

Et comme à Suifenhe, qui elle n'a pas décidé de confinement, une campagne de tests massive a été lancée, qui doit être complétée en trois jours.

La Chine, où le virus est apparu à la fin de 2019, a largement réussi à contenir le virus, mais connaît de temps à autre des cas dans une ville ou une autre. AFP 12 décembre 2020

LVOG - Un cas et il impose leur "*mode de temps de guerre*" à la population, c'est un régime tyrannique.

Expropriation et démantèlement des trusts pharmaceutiques !

- Le patron de Moderna content que le vaccin de Pfizer soit approuvé - lapresse.ca 2 décembre 2020

« C'est une très bonne nouvelle », a déclaré Stéphane Bancel, son directeur général, lors d'un panel de discussion organisé par le Forum économique mondial (Davos)...

Le laboratoire Moderna, qui revendique une efficacité à 94,5 % de son vaccin sur la base de résultats préliminaires, a déposé en début de semaine des demandes d'autorisation de son vaccin.

L'agence américaine des médicaments doit se réunir pour examiner son vaccin d'ici le 17 décembre tandis que l'Union Européenne entend, elle, l'examiner au plus tard d'ici le 12 janvier.

« On a beaucoup parlé des gens qui affirment ne pas vouloir de vaccin », a-t-il observé.

« Mais je pense qu'il y aussi beaucoup de gens qui vont vouloir un vaccin très rapidement pour retrouver une vie normale », a-t-il ajouté, notant que les prochains mois risquent d'être « très frustrants » pour se procurer des vaccins « au premier », « au deuxième », au « troisième trimestre » et probablement tout au long de l'année.

Après une course pour mettre au point des vaccins en un temps record, un des grands défis va être d'organiser de grandes opérations de logistique pour lancer une campagne mondiale de vaccination sans précédent et reprendre le contrôle de la pandémie. lapresse.ca 2 décembre 2020

- Covid-19 : comment le cofondateur de BioNTech a conçu un vaccin en quelques heures - LePoint.fr 12 décembre 2020

Ugur Sahin, cofondateur de BioNTech, aurait en effet conçu le vaccin en quelques heures à la mi-janvier, selon The Journal, un podcast du Wall Street Journal.

Un porte-parole de BioNTech a confirmé à Business Insider que le scientifique qui a fondé la firme avec son épouse n'a eu besoin que d'un week-end pour la phase de « conception approximative ». Du jamais vu. Aucun autre vaccin dans l'histoire n'a en effet été créé et fabriqué aussi rapidement. Le vaccin qui détenait jusqu'ici le record de rapidité de développement avait mis quatre ans à sortir des laboratoires. Une rapidité qui semble être dans l'air du temps. En effet, Moderna n'a pas à pâlir face à la vitesse d'exécution de ses concurrents. Le laboratoire américain a également développé son vaccin en deux jours, rappelle ainsi Business Insider.

La raison de cette percée soudaine ? La technologie novatrice dite ARN. Elle consiste à injecter dans nos cellules des brins d'instructions génétiques appelées ARN messager, pour leur faire fabriquer des protéines ou « antigènes » spécifiques au nouveau coronavirus. Ces protéines vont être livrées au système immunitaire, qui va alors produire des anticorps. Cela signifie que ces laboratoires n'avaient besoin que de la séquence génétique du nouveau coronavirus pour concevoir un vaccin. C'est pourquoi ils ont pu avancer si rapidement. LePoint.fr 12 décembre 2020

LVOG - Cela fait plus de 30 ans qu'ils essaient de trouver un vaccin contre des coronavirus comme celui du VIH ou du SRAS et ils n'y sont jamais parvenus, trop compliqué, trop d'inconnus a expliqué à plusieurs reprises le professeur Raoult, et là miraculeusement d'un coup de baguette magique en 48h ils y seraient parvenus, cela laisse plus que pantois, c'est effrayant !

- Stratégie vaccinale : les parlementaires à la recherche des clés de la « confiance » - Publicsenat.fr 11 décembre 2020

LVOG - Et dire que plus le temps passe, plus il leur est défavorable...

- Covid-19 : la FDA n'a pas subi de pressions pour autoriser le vaccin de Pfizer/BioNTech - La Tribune 12 décembre 2020

- Des Australiens testés faux-positifs au VIH après s'être fait vacciner contre le Covid, le vaccin abandonné - Sputnik 12 décembre 2020

L'Australie a annulé la production d'un vaccin contre le Covid-19 développé par l'Université du Queensland et fabriqué par la société de biotechnologie CSL après que des essais ont montré qu'il pouvait interférer avec le diagnostic du VIH, plusieurs participants ayant eu des résultats de test faussement positifs. Sputnik 12 décembre 2020

Résistance et contre-propagande.

Comment comprendre le déni des traitements précoces de la Covid ? par Laurent Mucchielli 9 décembre 2020.

https://blogs.mediapart.fr/laurent-mucchielli/blog/091220/comment-comprendre-le-deni-des-traitements-precoces-de-la-covid

"*En France, les restrictions et les pressions mises en travers de la médecine de ville équivalent de fait à une interdiction de soigner en dehors de l'hôpital, ce qui constitue sans aucun doute la plus grave faute du gouvernement.*"

C'est justement le genre de discours étiqueté de gauche qu'on ne doit pas laisser passer.

Il lui suffira donc demain de l'assumer en se trouvant des circonstances atténuantes de manière à pouvoir recourir au sordide coupable mais pas responsable, et le tour sera joué... C'est intolérable comme discours et conclusion.

Des assassins, qui ont des dizaines de milliers de morts à leur actif et qui ont terrorisé la population, y compris les enfants pendant plus de 10 mois, vont rester en place, ils pourront tranquillement continuer de vaquer à leurs petites affaires comme si rien ne s'était passé, mieux encore, le moment voulu ils pourront continuer leur sale besogne sur les retraites, le Code du travail...

Ce genre de position politique est insupportable et indigne, elle est étrangère aux valeurs humanistes, car au lieu de choisir de préserver la vie, elle privilégie la mort, elle épargne nos bourreaux et sacrifie leurs victimes.

Macron n'a pas commis de fautes, il a exécuté les ordres qui lui ont été donnés de manière désordonnés, de sorte que la préméditation est établie, car entre deux ordres il a eu largement le temps de prendre connaissance de la polémique qu'avait suscité ses décisions et de prendre la mesure de la situation, sauf que cela ne l'intéressait pas, un objectif lui avait été imposé et il devait s'y tenir coûte que coûte.

On est juste en présence d'un pion destiné à faire la sale besogne pour le compte de l'oligarchie et rien d'autre, c'est un Kleenex, un déchet, pour quoi nous a-t-il pris déjà, ah oui pour de la merde ! Un acteur de série noire où le criminel trône au sommet du pouvoir, le rêve d'Attali enfin réalisé, concentrer suffisamment de pouvoir de manière à profiter de sa supériorité, pour imposer sa vision et son orientation dans tous les domaines au reste de la population mondiale ou la mettre en esclavage indéfiniment.

Si leur plan a relativement bien fonctionné, cependant ils ont essuyé des échecs cuisants, par exemple, ils ne sont pas parvenus à imposer une application de traçage, et ils n'ont pas pu non plus censurer complètement le Net, c'est ainsi qu'un grand nombre d'opposants à leur politique plus idéologique que sanitaire, sont parvenus à s'exprimer, à entrer en contact avec la population et à l'informer, ce qui devait l'aider à résister à cette offensive brutale de la réaction.

On ne parle plus de réactionnaires et de révolutionnaires, on ne parle plus non plus de la gauche ou de l'opposition parce qu'elles n'existent pas, depuis qu'un consensus national s'est établi et que le "en même temps" s'est imposé, comme dans le syndicalisme, ils sont devenus des partenaires, ils sont inséparables, mais il n'est pas certain que ces raclures feront de vieux os, car les hommes ou femmes liges qui vont au feu se carbonisent rapidement.

- Coronavirus : "20% de la population commence à basculer dans la psychiatrie", alerte Hefez - Europe1 12 décembre 2020

C'est un constat glaçant qui est fait par le psychiatre Serge Hefez, samedi, sur Europe 1. À cause du Covid-19 et des restrictions qui lui sont liées, ce responsable d'unité du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'hôpital parisien de la Pitié Salpêtrière estime que "20% de la population française commence à basculer dans la psychiatrie". Angoisses, déprime,

désarroi, colère... Bon nombre de Français se retrouvent dans des situations de détresse. Pour le spécialiste, ces symptômes ne sont pas nouveau mais ils "sont aujourd'hui en train de déraper de plus en plus vers la psychiatrie", insiste-t-il.

"C'est terrible, tous mes collègues disent la même chose", poursuit Serge Hefez. "On est dans cette troisième vague psychiatrique à l'heure actuelle, avec des risques suicidaires qui sont majeurs, avec des dépressions qui sont quasiment mélancoliques, des états de sidération anxieuse avec des risques de décompensation, un peu sur un mode paranoïaque."

Plus problématique encore : les liens familiaux et amicaux ou encore le sport ne suffisent désormais plus à atténuer ces maux, selon le psychiatre. "Il faut vraiment des soins pour ces personnes-là, des diagnostics, et pouvoir conduire des traitements appropriés."

Serge Hefez relate l'augmentation des "tentatives de suicides, notamment chez les adolescents, qui sont multipliées par rapport à l'année dernière". Et "on sait par expérience que les suicides se produisent un an voire deux après une crise", ajoute-t-il. Europe1 12 décembre 2020

En complément.

Vendredi 11 décembre, l'humoriste Michel Leeb de 73 ans a posté une vidéo en noir et blanc, dans laquelle il a d'abord dressé un bilan morose de la situation actuelle, sur un ton particulièrement grave : « S'il y a une urgence sanitaire Covid-19, il y a aussi une urgence sanitaire mentale. »

Pour Michel Leeb, l'heure n'est plus aux tergiversations. Il faut agir, et vite : « Si on ne veut pas que les gens deviennent fous, il faut leur permettre de sortir, d'aller dans les salles de spectacles, au théâtre, au cinéma, leur permettre de rire, d'être émus, d'être bouleversés, d'applaudir, d'évacuer le stress qui les perturbe depuis trop de mois. » voici.fr 12 décembre 2020

Intox et désinformation criminelle

Lutte contre le Covid-19 : en Amérique du Sud, le succès problématique d'un traitement à l'efficacité non prouvée - francetvinfo.fr 26 octobre 2020

https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-billet-vert/lutte-contre-le-covid-19-en-amerique-du-sud-le-succes-problematique-d-un-traitement-a-l-efficacite-non-prouvee_4137753.html

La scandaleuse indifférence à l'efficacité prouvée de l'ivermectine - France Soir 29 novembre 2020

http://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/un-traitement-efficace-existe-mais-il-est-ignore

Un internaute : Ici pour le coup, franceinfo est vraiment anti-science et complotiste.

Comment ils vont pouvoir se passer du SRAS-CoV-2 et maintenir la population muselée ?

L'épidémie saisonnière de grippe a-t-elle disparu? - sputniknews.com 10 décembre 2020

Alors que les mois d'octobre et de novembre connaissent habituellement une forte recrudescence des cas de grippe saisonnière, laquelle touche de deux à huit millions de Français par an d'après l'Institut Pasteur, cette année la maladie présente un recul sans précédent.

Seuls sept cas positifs ont été recensés dans les hôpitaux depuis début octobre parmi les 13.277 prélèvements, selon un rapport publié le 9 décembre par Santé publique France. La médecine de ville, à son tour, n'a détecté aucun virus grippal «parmi les 356 prélèvements naso-pharyngés» depuis le 5 octobre. Alors même que plus de 400 cas graves avaient été admis en réanimation en 2017.

Enfin, pour environ 10.000 collectivités de personnes âgées, 12 cas groupés d'infection respiratoire aiguë ont été identifiés, dont aucun cas de grippe.

Cette forte chute pourrait être expliquée par le respect des gestes barrières permettant de diminuer la transmission des virus: «Les virus grippaux sont sensibles aux mesures de prévention très simples que tout le monde adopte actuellement», indique Sibylle Bernard Stoecklim, épidémiologiste pour Santé publique France, citée par France info.

Une autre version a été proposée par le professeur Bruno Lina, virologue au CHU de Lyon, interrogé par le média: «Quand vous avez un virus qui est très installé d'un point de vue épidémique, comme le SARS-CoV-2, il n'y a pas la place pour qu'un

deuxième virus vienne co-circuler en même temps de façon aussi abondante».

Enfin, l'augmentation du nombre de personnes vaccinées contre la grippe peut également jouer un rôle. Selon Le Parisien, 13 millions de Français se sont déjà fait vacciner contre environ 10 millions en 2019, suscitant une pénurie de doses. C'est la raison pour laquelle l'État a dû en commander deux millions supplémentaires.

«C'est du jamais-vu», conclut le généraliste Jean-Paul Hamon, président d'honneur de la Fédération des médecins de France, cité par le quotidien. sputniknews.com 10 décembre 2020

Quand de dangereux déséquilibrés mentaux sont au pouvoir. Le soldat bionique : «***C'est un futur auquel on doit se préparer***»

Les soldats français pourraient recevoir des implants et des puces pour être modifiés - sputniknews.com 08 décembre 2020

Le comité d'éthique du ministère de la Défense a donné son feu vert à l'étude des techniques invasives et non invasives visant à rendre un soldat «augmenté», indique Le Monde. Parmi celles-ci, les opérations chirurgicales, l'intégration de puces et d'implants ainsi que l'injection et l'absorption de substances.

L'armée française pourrait être complétée par des «soldats augmentés» si les recherches sur le renforcement des capacités des militaires via la technologie avancent, a fait savoir Le Monde. L'ouverture de tels travaux été a été approuvée à titre consultatif par le comité d'éthique du ministère de la Défense.

Les méthodes permettant d'obtenir un «soldat augmenté» peuvent inclure des techniques invasives visant à améliorer les capacités physiques et cognitives de l'Homme.

Augmentations au menu

Il s'agit notamment d'opérations chirurgicales, par exemple celles des oreilles pour distinguer des fréquences très basses ou très élevées, de l'intégration de puces sous-cutanées censées transmettre des informations à distance et d'implants qui permettent «de prendre le contrôle d'un système d'armes».

Enfin, cela pourrait également se faire par l'injection ou l'absorption de différentes substances. Celles-ci viseraient à l'augmentation de «la résistance face au phénomène d'isolement ou à la suite de la capture par l'ennemi».

Sans oublier l'utilisation d'exosquelettes, d'objets connectés ou de robots tueurs, explique le quotidien en citant un document du comité qu'il a pu consulter.

Bien que ledit comité ait donné son feu vert, il a émis un certain nombre de recommandations. Composé de 18 membres civils et militaires, il conseille ainsi d'étudier les avantages, les risques et les effets secondaires sur le corps pour chaque innovation. La «réversibilité» de ces modifications devra également être analysée.

Quid des limites?

«La question des limites et, par suite, celle des seuils, sont donc essentielles», indique le comité dans le préambule de son avis. Parmi les lignes rouges figurent toute augmentation risquant de «provoquer une perte d'humanité ou serait contraire au principe de respect de la dignité de la personne humaine». L'interdiction concerne aussi les augmentations cognitives affectant le libre arbitre et les transformations génétiques ou eugéniques.

Cité par Le Monde, le cabinet de Florence Parly souligne que rien n'est décidé pour le moment. «On privilégiera toujours le non invasif sur l'invasif» et «il y a des choses sur lesquelles on ne transigera pas», indique l'entourage de la ministre des Armées. Cependant, «c'est un futur auquel on doit se préparer». - sputniknews.com 08 décembre 2020

La confirmation.

- Le comité d'éthique du ministère de la défense donne son feu vert à la recherche sur le « soldat augmenté » - lemonde.fr 04 décembre 2020

Dans un avis rendu public, le 4 décembre, le comité d'éthique du ministère de la défense plaide pour l'ouverture de travaux sur les méthodes « invasives » d'amélioration des performances physiques des militaires.

...pour son premier avis public – un document d'une trentaine de pages que Le Monde a pu consulter –, le comité d'éthique de la défense, composé de dix-huit membres civils et militaires, a décidé de donner son feu vert à la recherche sur ces méthodes. Et ce, alors que, jusqu'à présent, aucun travail scientifique n'a été officiellement mené en la matière. lemonde.fr 04 décembre 2020

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/04/defense-feu-vert-ethique-pour-la-recherche-sur-le-soldat-augmente_6062153_3210.html

Les sources

- Discours intégral de Florence Parly, ministre des Armées, introduisant la table-ronde "Ethique et soldat augmenté" au Digital Forum innovation défense

https://www.defense.gouv.fr/content/download/600836/10126548/Discours%20de%20Florence%20Parly%2C%20Ethique%20et%20soldat%20augment%C3%A9%2C%20FID%202020.pdf

https://www.defense.gouv.fr/content/download/601120/10129553/20200918_Comit%C3%A9%20d%27%C3%A9thique%20de%20la%20d%C3%A9fense_Avis%20portant%20sur%20le%20soldat%20augment%C3%A9.pdf

Des vidéos pour mieux comprendre qu'on est en présence d'une sordide machination.

- Sous-titres en français - Témoignage du Dr Pierre Kory devant le Sénat américain 8/12/2020

https://www.youtube.com/watch?v=riHu78sEzcg

- Ivermectin Research

https://www.thecompleteguidetohealth.com/ivermectinresearch.html

- COVID-19 is a Vitamin D Deficiency Disease

https://www.thecompleteguidetohealth.com/covid-19-is-a-vitamin-d-deficiency-disease.html

- Scandale chez Merck, une ancienne cadre, Brandy Vaughan, avoue tout - 9 octobre 2017

https://www.youtube.com/watch?v=vAwJrQIDTgQ&feature=emb_title

- Brandy Vaughan - 11 décember 2020

https://www.youtube.com/watch?v=6_HTBhkB-JI

LVOG - Cette militante anti-vaccin de 47 ans en bonne santé a été retrouvée morte à son domicile par son fils. Elle a probablement été assassinée par les hommes de mains de Big Pharma.

Ex-Pharmaceutical Rep Brandy Vaughan Found Dead After Warning People To Investigate Her Death - fromthetrenchesworldreport.com December 13, 2020

https://fromthetrenchesworldreport.com/ex-pharmaceutical-rep-brandy-vaughan-found-dead-after-warning-people-to-investigate-her-death/278082

LVOG - Des témoignages qui étaient la thèse de l'assassinat. A suivre.

En complément.

- Le traitement du Covid existe 2) : Ivermectine, efficace à 100% ? par Gérard Maudrux 10 décembre 2020

- Des pays comme le Sénégal traitent la population une fois par an contre les parasites avec Ivermectine (et tous les symptomatiques Covid-19 avec le protocole Raoult). La mortalité du Covid-19 y est de 340 décès pour 16 millions d'habitants, ce qui ferait 2 000 morts chez nous au lieu de près de 60 000. Pour comparer honnêtement, il faut tenir compte d'une population plus jeune, le pourcentage de plus de 65 ans et 6 fois plus faible que chez nous, reste une mortalité Covid-19 5 fois inférieure à

la nôtre. Nombre d'antiparasitaires et antipaludéens sont utilisés en Afrique. Rappelez-vous l'OMS qui au début y prévoyait 3 millions de morts du Covid-19 pour le continent. Ils en sont à 37 000 pour 1,2 milliards d'individus, 80 fois moins que les prévisions.

LVOG - Et puis comme nous en Inde, ils ont le soleil toute l'année, le plein de vitamine D assuré...

Parole d'internaute.

1- Il existe un ttt qui donne près de 100% de résultats sur le covid, aussi bien en préventif qu'en curatif y compris à un stade avancé de la maladie.

La désinformation sur ce ttt étant pire que celle sur l'hcq, j'ai longtemps hésité à en parler.

La Bolivie a approuvé le clo2 comme ttt covid par une loi promulguée le 14/10 (Cf mon précédent msg).

Le clo2 est moins toxique que l'aspirine, aux doses recommandées, sa DL50 est de 292mg/kg.

– Il détruit les pathogènes par de manière sélective oxydation , réaction chimique complètement différente de celle du chlore à l'état libre (chloration) et qui a pour particularité de ne générer aucun résidu chimique nocif,

– Il apporte de l'oxygène à l'intérieur des cellules

- il fluidifie le sang;

- il est anti inflammatoire.

Une étude randomisée a démontré la non toxicité du Naclo2 (précurseur du clo2) administré par IV à des patients SLA

https://nn.neurology.org/content/2/3/e100

Le clo2 augmente la longévité des abeilles :

https://mega.nz/folder/dIgxWCpI#75PAMijWSzjEt-aQUqOFVQ

Grace à ce ttt la Bolivie à quasiment éradiqué le virus (cf msg précédent)

Acte notarié d'une "semi étude" menée en Equateur, en pleine pandémie, en Avril 20, sur 104 patients covid19. 94% des patients sont améliorés en 4-5 jours, les autre en qqs jours de plus :

https://drive.google.com/file/d/1f2958v0OIkOwdyqUO13W3xPEOQD5vzJC/view

La solution pour bains de bouche Closys, à base de clo2, élimine 93,5% du covid19 dans la cavité buccale en 30 secondes :

https://cdn.shopify.com/s/files/1/0239/7795/1296/files/CloSYS_COVID-19_Final_Report_2020_Microbac.pdf?v=1598652810

Des études randomisées pour covid sont en cours en Bolivie et au Mexique

Bien qu'elle soit discréditée, cette molécule est l'objet de nombreuses recherches, et ses applications sont multiples

Brevets pour ttt cancer avec clo2 injectable :

https://mega.nz/folder/AQ41TDgY#OSc_ZVGD4coXIAK5DCkxHw

https://patents.google.com/patent/WO2016074203A1/en

https://mega.nz/folder/AQ41TDgY#OSc_ZVGD4coXIAK5DCkxHw

2- La Bolivie a quasiment éradiqué le virus, la vie y a repris normalement.

Vous avez raison, elle n'attribue pas sa réussite à l' Ivermectine (approuvée le 12/05), mais au Dioxyde de chlore, approuvé comme ttt covid ar une loi promulguée le 14/10/20 (projet loi approuvé le 14/07).

Le clo2, une molécule peu coûteuse et non toxique aux doses recommandées, qui donnent près de 100% de résultats sur le covid aussi bien en préventif qu'en curatif y compris à un stade avancé.

https://dioxidodecloro.wiki/ley_bolivia.jpeg

Les 3500 médecins de la Comusav (Colalicion Mundial Salud y Vida), présents dans 22 pays (Amérique Latine, Espagne, USA, Inde, Australie) ont traité avec succès des centaines de de milliers de patients dont 14 000 cas documentés. plus de 1500 médecins sont morts au Mexique du covid, aucn de la comusav, ils prennent tous du clo2 en préventif.

https://comusav.com/

Le maire de San José de Chiquitos a commencé à distribuer du clo2 à la population fin juin, avant sa légalisation, il n'a plus un seul cas covid depuis le 12/09, même les discothèques ont rouvert en septembre.

https://madridmarket.es/san-jose-de-chiquitos-ha-controlado-absolutamente-la-pandemia-con-dioxido-de-cloro-afirma-garmain-caballero-alcalde-del-municipio-de-41-000-vecinos/

QUATRIEME PARTIE

Etats-Unis.

- Le Congrès défie Trump pour adopter un énorme budget militaire - AFP 12 décembre 2020

Le Congrès américain a définitivement adopté vendredi un budget de 740,5 milliards de dollars pour la défense des Etats-Unis en 2021, bravant la menace d'un veto de Donald Trump.

La loi budgétaire pour la défense, déjà adoptée mardi par la Chambre des représentants à une écrasante majorité, a obtenu 84 voix pour et 13 contre au Sénat. Les deux votes ont permis d'atteindre la "supermajorité" de voix requises dans les deux chambres pour outrepasser un éventuel veto présidentiel. AFP 12 décembre 2020

- Biden et le gouvernement le plus mafieux de tous les temps.

- Pour son gouvernement, Biden puise dans un influent cabinet de conseil privé - lepoint.fr 9 décembre 2020

En choisissant plusieurs ministres issus d'un même cabinet de conseil en stratégie de Washington, Joe Biden alimente une controverse sur un système qui permet aux responsables américains de travailler pour des groupes d'influence entre deux passages au gouvernement.

Le prochain chef de la diplomatie américaine, Tony Blinken, la directrice du Renseignement américain Avril Haines, la porte-parole du gouvernement Jen Psaki ont tous les trois travaillé pour le cabinet WestExec Advisors.

Le général Lloyd Austin, choisi par le président-élu pour diriger le ministère de la Défense, est non seulement un conseiller de WestExec, mais aussi l'un des responsables du fonds d'investissement de WestExec, Pine Island Capital Partners.

Et, selon des médias américains, c'est à un autre consultant de WestExec, David Cohen, que pense le président-élu démocrate pour diriger la CIA, la principale agence de renseignement américaine.

La société WestExec a été créée en 2017 pour accueillir des anciens responsables du gouvernement Obama, après l'élection de Donald Trump. Ils ont offert des services de "conseil en stratégie" à des entreprises désireuses d'utiliser leur connaissance des questions de sécurité et de défense.

Elle tient son nom de la "West Executive Avenue", une petite rue coupée à la circulation qui sépare la Maison Blanche du grand bâtiment abritant la plupart des bureaux de l'exécutif américain, le Eisenhower Executive Office Building.

Certains voient dans les pratiques de cette entreprise une forme de lobbysme, l'utilisation de réseaux d'influence pour convaincre responsables et élus de modifier des lois favorables aux intérêts de leurs clients.

Aux Etats-Unis, des scandales de corruption ont amené les élus à imposer des règles strictes aux lobbyistes, notamment d'identifier publiquement leurs clients.

Mais ce n'est pas le cas des sociétés de conseil et de leurs employés, non tenus de divulguer les noms de leurs clients.

La revue spécialisée The American Prospect et le New York Times ont malgré tout identifié certains clients de WestExec, notamment le fabricant de drones Shield AI, sous contrat avec le Pentagone, Schmidt Futures, géré par l'ancien patron de Google Eric Schmidt, ou encore la société israélienne Windward, spécialisée dans l'intelligence artificielle.

Le fonds d'investissement de WestExec, Pine Island, a levé 283 millions de dollars pour les investir dans des sociétés de l'industrie de défense.

Tony Blinken et Lloyd Austin sont des dirigeants de Pine Island.

Pour Richard Painter, un ancien conseiller juridique de la Maison Blanche, le manque de transparence des sociétés de conseil stratégique est un problème réel.

"Des vides juridiques comme celui-ci se sont multipliés sous Trump et ils doivent disparaître. Les noms des clients devraient au moins être divulgués aux responsables en charge des questions d'éthique, à défaut du public", a-t-il tweeté.

"Il faut interdire aux anciens clients des responsables gouvernementaux choisis par le président, qui n'accepteraient pas que leur nom soit rendu public, de participer à des réunions avec ces responsables une fois au gouvernement. Pas d'exception", a-t-il ajouté.

M. Bookbinder relève que la nouvelle popularité des sociétés de conseil, souvent préférées aux lobbyistes traditionnels, "n'est pas vraiment une évolution vers plus de transparence". lepoint.fr 9 décembre 2020

LVOG - On pourrait caractériser la gauche de puissant lobby au service du régime.

Inde

- Inde: contre les réformes agricoles, les agriculteurs bloquent voies ferrées et autoroutes - AFP 8 décembre 2020

Des voies ferrées et des autoroutes ont été bloquées dans toute l'Inde par des agriculteurs qui menaient mardi une journée d'action nationale contre les réformes de libéralisation du secteur agricole, étendant le mouvement après dix jours de manifestations aux portes de la capitale.

L'action des agriculteurs indiens, qui bloquent déjà l'accès à New Delhi depuis le 26 novembre en réclamant l'abrogation des récentes réformes des marchés agricoles, a reçu le soutien de cheminots, de routiers, d'enseignants et de syndicats.

"Nous sommes inquiets, extrêmement inquiets. Nos enfants vont mourir de faim, qu'est-ce qui pourrait être plus inquiétant que cela ?", a déclaré à l'AFP Ved Singh, un agriculteur faisant écho aux craintes que les grandes entreprises ne fassent baisser les prix et ne détruisent leurs moyens de subsistance.

Les manifestants affirment qu'ils ne céderont pas tant que les lois ne seront pas abrogées, ce qui constitue l'un des plus grands défis pour le gouvernement nationaliste hindou de Narendra Modi depuis sa réélection en 2019.

"Le gouvernement teste notre patience mais nous ne bougerons pas", a affirmé à l'AFP Raminder Singh, de l'Etat de l'Uttar Pradesh, au nord du pays. "La grève d'aujourd'hui était symbolique et si le gouvernement ne nous écoute pas, nous allons fermer tout le pays dans les prochains jours".

"Nous protestons depuis des mois mais le gouvernement ne nous a pas écoutés. Ils nous ont forcés à appeler à la grève", a ajouté un autre agriculteur de l'Uttar Pradesh, Mahesh Baliyan.

Le ministre de l'Intérieur, Amit Shah, a demandé une réunion avec les dirigeants agricoles mardi soir, à la veille d'un sixième cycle de négociations.

Quelque 200 autres camions transportant des agriculteurs et des denrées alimentaires pourraient également arriver sur les sites du blocus dans les prochains jours, ont déclaré à l'AFP les agriculteurs présents à l'un des sit-in.

Des forces de police supplémentaires avaient été déployées à Delhi et la sécurité a été renforcée dans le reste du pays pour éviter les débordements.

En vertu des réformes, les paysans ont dorénavant la liberté de vendre leurs produits à un acheteur et au prix de leur choix et non plus uniquement sur les marchés régulés par l'Etat (les "mandis") avec des prix fixés. Mais les agriculteurs redoutent que cela ne permette aux grandes sociétés de faire baisser les prix.

De son côté, le gouvernement affirme que ces lois sont nécessaires afin d'offrir un avenir à long terme au secteur agricole, véritable clef de voûte de l'économie indienne.

"Nous ne voulons rien de moins qu'un retrait de ces nouvelles lois", a rappelé Balbir Singh Rajewal, un représentant des paysans.

Le parti du Congrès, principal parti d'opposition qui détient le pouvoir au Pendjab (nord-ouest), dont viennent nombre de manifestants, ainsi qu'une quinzaine de formations politiques, soutiennent ce mouvement de contestation.

Les agriculteurs sont particulièrement puissants dans le nord de l'Inde mais même dans l'Etat de Karnataka, situé au sud, les cours en ligne ont été suspendus pour la journée en signe de soutien au mouvement. AFP 8 décembre 2020

CINQUIEME PARTIE

Des commentaires publiés dans un blog.

L'air de rien je passe beaucoup de temps à rédiger ces commentaires qui ne s'adressent pas à des militants, je les peaufine.

Un commentaire posté le 12 décembre au blog du Dr Maudrux.

- Cela ne s’adresse pas spécialement à vous.

Il y a un truc qui m’a échappé ou que je voudrais qu’on m’explique. En Inde, nous sommes 1,4 milliard, et au bout de 11 mois la covid-19 aurait fait un peu plus de 140.000 victimes, soit un taux de mortalité de 0,01%, et les Indiens n’ont pris aucun traitement préventif. La pauvreté, le manque d’hygiène et la promiscuité sont omniprésents, vous admettrez que c’est un cocktail explosif, alors pourquoi tenez-vous tous soudain à vouloir filer un traitement à la population ou à certaines catégories de personnes, c’est à croire que vous êtes sous influences ou à se demander si vous n’avez pas déjà été piquousés et s’il existe un antidote, ce que je vous souhaite.

Ma compagne est rentrée mercredi dernier après avoir passé 3 semaines au chevet de sa mère dans un des plus grands hôpitaux du sud de l’Inde à Pondichéry, elle y est restée 24h/24, elle a dû choper le SRAS-COV2 et elle a dû me le refiler, nous allons très bien et nous n’avons pris aucun traitement, et cela ne nous viendrait pas à l’esprit. Voyez-vous, pour nous « la vie d’après » ressemble à « la vie d’avant », on est déjà dedans. Je crois qu’à être trop cérébral, on fini par perdre pied avec la réalité.
Ma compagne illettrée qui compte sur ses doigts a été terrorisée par l’histoire de la covid-19, mais après que je lui eus raconté pourquoi, elle n’avait plus peur, elle fut soulagée et elle vit normalement.

C’est paradoxal, parce qu’on est supposé plutôt vivre dans l’inconscience quand on n’est pas très instruit, on appelle cela être évolué en occident, et si on observe la direction que prend l’orientation de la société en occident à l’occasion de la crise au coronavirus, on en vient à se demander où sont passés les bienfaits de l’instruction due au développement économique, puisqu’on arrive à vivre plus mal en France qu’en Inde, car on a au moins notre liberté de mouvement ou de déplacement, même si tout n’a pas été rétabli, on a retrouvé rapidement notre liberté, ce qu’on a de plus cher après la santé.

J’ai tiré des enseignements de cette expérience. J’ai retenu notamment, que pour rester en bonne santé et disposer d’un potentiel immunitaire, il suffisait d’avoir une alimentation saine et équilibrée, et que pour se passer de médicaments, on pouvait compter sur les plantes, les minéraux et les oligo-éléments, les vitamines, le soleil et la bonne humeur ! Entre nous, je le savais depuis 40 ans !

Un commentaire posté le 13 décembre au blog du Dr Maudrux.

- Attention aux conclusions hâtives !

Toute info ne reposant pas sur des faits établis ou vérifiables, des preuves matérielles ou des témoignages à l'appui à la disposition du public, n'a aucune valeur ou doit être prise au conditionnel avant plus amples informations.

Les propos tenus par toute personne, quel que soit son statut social dans la société, qui s'exprime sans prendre soin de respecter scrupuleusement ce principe ou cette précaution élémentaire, n'ont aucune crédibilité, et ils ne doivent en aucun cas être relayés publiquement, sous peine d'induire en erreur le jugement des personnes qui seraient amenées à en prendre connaissance, compte tenu qu'un grand nombre d'entre elles les prendront pour argent comptant ou pour des faits établis.

LVOG - Suivaient deux exemples concrets.

Un autre commentaire posté le 13 décembre au blog du Dr Maudrux.

Mon commentaire ne vous était pas destiné Dr. Maudrux, je pense que vous l'aviez bien compris.

C'est bien le chef d'inculpation qui a été retenu contre lui pour procéder à son arrestation. En revanche, on ignore ce qui a pu motiver la décision du médecin diligenté par le Préfet de l'interner en psychiatrie, à première vue le rapport n'est pas évident.

De plus, on peut s'étonner que cette affaire datant de septembre 2019 donne lieu à un tel traitement, au moment même où le gouvernement fait le forcing pour imposer la vaccination à tous les Français, juste après qu'il eut porté plainte contre l'Institut Pasteur.

Ne s'agirait-il pas d'une menace déguisée ou un avertissement adressé aux médecins qui renâcleraient à vacciner leurs patients et qui pourraient être exposés à la délation de patients peu scrupuleux ? On peut se poser la question.

Sachant que dans ce pays il y a des gens internés en psychiatrie contre leur gré sans que personne n'en parle, on peut aussi se demander pourquoi un tel tapage autour du sort de ce personnage qui apparemment n'inspire pas confiance à beaucoup de gens, ce qui pourrait confirmer l'intention des autorités de l'instrumentaliser avec son consentement, s'il était avéré qu'il ne s'était pas opposé à son internement. Les deux parties en tireraient profit, toutefois à l'avantage du gouvernement, puisque le doute persisterait sur ses réelles motivations, tandis que Fourtillan passerait pour un frappadingue, ce qui ne serait pas bien difficile, car à ma connaissance, à ce jour aucun scientifique dans le monde n'a pris au sérieux sa thèse attribuant à l'Institut Pasteur l'origine du SRAS-CoV-2.

Bien que cela ne l'infirme pas pour autant, on a vu pire dans le passé et même dans le présent. Par exemple, les 651 milliardaires américains qui ont augmenté leur fortune de 1.000 milliards de dollars depuis la mi-mars (capital.fr 10 décembre 2020) grâce aux mesures liberticides dictées par l'OMS et appliquées par les différents gouvernements. On serait donc en droit d'en conclure que cette machination n'avait pas d'autre but parmi bien d'autres du même ordre, comme quoi au passage les conclusions de Hold-up n'étaient pas toutes farfelues.

Il se peut aussi que dans l'entourage de Macron, ils n'aient rien trouvé de mieux en ce moment pour tenter de discréditer les membres du corps médical qui s'opposent à la vaccination contre le SRAS-CoV-2, allez savoir ! La suprême insulte pourrait devenir de vous traiter de Fourtillan ! Et il y a fort à parier qu'il en tirerait satisfaction ! Vaut mieux encore en rire qu'en pleurer, c'est meilleur pour la santé.

LVOG - Ce commentaire m'a valu le jour même un courriel personnel du Dr. Maudrux qui ne figurera pas dans son blog ni ici, disons qu'il a particulièrement apprécié la manière avec laquelle j'avais remis les choses à leurs places, en rappelant que seul les faits nous intéressaient. Il est dommage que mes lecteurs n'en fassent pas autant, hormis quelques-uns.

Un commentaire posté au blog du Dr Maudrux. J'ai juste rajouté : Mort aux tyrans !

- Il y a un truc qui m'a échappé ou que je voudrais qu'on m'explique. En Inde, nous sommes 1,4 milliard, et au bout de 11 mois la covid-19 aurait fait un peu plus de 140.000 victimes, soit un taux de mortalité de 0,01%, et les Indiens n'ont pris aucun traitement préventif. La pauvreté, le manque d'hygiène et la promiscuité sont omniprésents, vous admettrez que c'est un cocktail explosif, alors pourquoi tenez-vous tous soudain à vouloir filer un traitement à la population ou à certaines catégories de personnes, c'est à croire que vous êtes sous influences ou à se demander si vous n'avez pas déjà été piquousés et s'il existe un antidote, ce que je vous souhaite.

Ma compagne est rentrée mercredi dernier après avoir passé 3 semaines au chevet de sa mère dans un des plus grands hôpitaux du sud de l'Inde à Pondichéry, elle y est restée 24h/24, elle a dû choper le SRAS-COV2 et elle a dû me le refiler, nous allons très bien et nous n'avons pris aucun traitement, et cela ne nous viendrait pas à l'esprit. Voyez-vous, pour nous "la vie d'après" ressemble à "la vie d'avant", on est déjà dedans. Je crois qu'à être trop cérébral, on perd pied avec la réalité. Ma compagne illettrée qui

compte sur ses doigts a été terrorisée par l'histoire de la covid-19, mais après que je lui eus raconté pourquoi, elle n'avait plus peur, elle fut soulagée et elle vit normalement. Mort aux tyrans !

C'est paradoxal, parce qu'on est supposé plutôt vivre dans l'inconscience quand on n'est pas très instruit, on appelle cela être évolué en occident, et si on observe la direction que prend l'orientation de la société en occident à l'occasion de la crise au coronavirus, on en vient à se demander où sont passés les bienfaits de l'instruction due au développement économique, puisqu'on arrive à vivre plus mal en France qu'en Inde, car on a au moins notre liberté de mouvement ou de déplacement, même si tout n'a pas été rétabli, on a retrouvé rapidement notre liberté, ce qu'on a de plus cher après la santé.

J'ai tiré des enseignements de cette expérience. J'ai retenu notamment, que pour rester en bonne santé et disposer d'un potentiel immunitaire, il suffisait d'avoir une alimentation saine et équilibrée, et que pour se passer de médicaments, on pouvait compter sur les plantes, les minéraux et les oligo-éléments, les vitamines, le soleil et la bonne humeur !

Un complément.

Quand on n'a pas la connaissance, on observe ce qui se passe autour de soi, on peut apprendre plein de choses sur le tas à partir de sa propre expérience, à la source...

En occident, on voue un culte au développement économique, scientifique et technologique, qui serait un gage de progrès social, sans se soucier qu'il pourrait faire peser de terribles menaces sur la civilisation humaine. On le juge à partir de critères qui sont définis ou fournis par ceux qui y trouvent leur compte sans se poser davantage de questions. On en est arrivé à concevoir des substances ou des procédés

A propos du courant trotskyste dit lambertiste.

Pour les militants que cela intéresserait :

- Du trotskysme à la social-démocratie : le courant lambertiste en France jusqu'en 1963 par Jean Hentzgen (13.06.2019)

- Du trotskysme à la social-démocratie : le courant lambertiste en France jusqu'en 1963 par Jean Hentzgen (conclusion) (13.06.2019)

Le courant lambertiste n'a jamais été trotskyste, mais syndicaliste révolutionnaire, un courant réformiste, un appendice de la social-démocratie (PS), pour faire concis, c'est la conclusion à laquelle est parvenue Jean Hentzgen.

On peut donc affirmer sans prendre de risques, que tous les ex-militants, cadres ou dirigeants de ce courant politique auquel j'ai appartenu pendant un peu plus de trois ans à la fin des années 70 et au début des années 80, qui étaient déjà arrivés à cette conclusion, ne s'étaient pas racontés des histoires. En revanche, ce que nous ignorions, c'est que ce révisionnisme datait des années qui ont suivi la mort de Trotsky en 1940, en fait il existait même avant et les lambertistes s'y rallieront jusqu'à nos jours. Leur caractérisation ou leur étiquette de trotskyste, tout comme celle de la LCR et de LO était tout simplement frauduleuse.

Partant de là, le constat ou l'analyse que j'ai proposée aux militants au cours des dernières années pour tenter d'expliquer pourquoi nous en étions arrivés à une situation où il n'existait plus d'avant-garde révolutionnaire en France ou pourquoi nous n'étions pas parvenus à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire prend tout son sens ici. Contrairement à ce que nous avions pu croire un jour, cela ne fut nullement dû au hasard ou à la faute à pas chance ou par manque d'opportunité ou encore parce que les conditions objectives n'auraient pas été réunies comme les dirigeants lambertistes l'affirmèrent, mais bien parce que cela n'a jamais été leur objectif. L'histoire de ce courant politique le confirme en reliant simplement les faits entre eux, fallait-il encore en avoir connaissance, ce qui nous faisait défaut en grande partie évidemment.

A plusieurs reprises, j'avais fait remarquer dans des causeries ou des articles que ce courant se comportait étrangement, davantage comme un syndicat et non comme une organisation politique, les faits me donnent raison une fois de plus, désolé. C'est vrai qu'avec le temps et l'expérience comme disait Trotsky, on acquiert du pif, et qu'à défaut de preuves ou en attendant d'en avoir, parfois il est préférable de s'y fier plutôt que croire sur parole des dirigeants.

Donc quand j'affirmais que rien ne permettait de s'en remettre au fatalisme pour expliquer la situation dans laquelle nous nous trouvons ou l'inexistence du parti, on sait maintenant pourquoi et comment nous en sommes arrivés là, reste à en tirer les leçons politiques pour définir les moyens et l'orientation pour aller de l'avant. Il semble qu'il soit déraisonnable ou illusoire de compter sur les militants des différents courants se réclamant aujourd'hui du trotskysme pour construire le parti, je peux me tromper, et si les faits venaient à me contredire, j'en serais très heureux, comme beaucoup d'ex-militants inorganisés restés fidèles au socialisme.

Extraits.

Jean Hentzgen - Au terme de ce travail, nous pouvons mettre en avant plusieurs enseignements. D'abord, comme indiqué dans l'introduction, le premier objectif de cette recherche consistait à vérifier si le courant lambertiste avait évolué vers la social-démocratie. Selon nous, les nombreux exemples de connivences ou d'accords entre ce groupe et les réformistes l'attestent.

Pour dépasser ce constat et expliquer ce rapprochement, il faut revenir aux années 1930. Malgré leurs divergences, les trotskystes côtoient des syndicalistes révolutionnaires et échangent avec eux. (...)

Malgré cette évolution vers la social-démocratie, les lambertistes continuent de se référer au trotskysme. (...)

De plus, recourir au trotskysme permet aux lambertistes de donner une coloration révolutionnaire à des accords passés avec des réformistes. Ainsi, ils qualifient de front unique l'accord de leur petite tendance syndicale avec la direction de FO au congrès de 1969. Pourtant, selon Trotsky lui-même, cette tactique a un sens seulement quand cela lie des organisations de masse. Enfin, selon nous, P. Lambert a toujours considéré excellentes les méthodes organisationnelles léninistes reprises par les trotskystes. (...)

Néanmoins, l'OCI-PCI ne respecte pas certains préceptes de Lénine. Ainsi, comme nous l'avons évoqué au chapitre X, ce dernier a rompu avec les mencheviks jugés trop tièdes ou timorés. Pourtant, les lambertistes préconisent un parti ouvrier « large » aux tendances pérennes et incluant des réformistes. (...)

Nous pensons avoir montré la convergence des lambertistes avec la social-démocratie. (...)

Enfin, comme nous l'avons mentionné, le groupe La Vérité coopère aisément avec des francs-maçons. Pour F. de Massot, cela n'est guère étonnant. Il nous a déclaré : « Quand on accepte d'agir avec des réformistes, il faut s'attendre à ce que certains soient francs-maçons ». Les lambertistes critiquent d'autant moins la franc-maçonnerie que deux de ses principaux alliés, A. Hébert et M. Pivert, y appartiennent. Dans les années 1930, le dernier nommé avait été choqué par les critiques des trotskystes à ce sujet. Selon lui, « ils faisaient cela seulement pour m'emmerder ». Les lambertistes ne lui font plus ce reproche. De plus, au début des années 1960, le groupe La Vérité cultive le même goût pour le secret que les membres des loges. Nous n'en savons pas plus sur ce sujet mais nous constatons la fréquence du ralliement d'ex-trotskystes à la franc-maçonnerie, Fred Zeller ou Marc Paillet étant les plus notables. (...)

Au fil du temps, les lambertistes persistent à se revendiquer de Trotsky et à se proclamer ses disciples. Pourtant, les résultats de cette recherche conduisent à s'interroger sur leur interprétation du trotskysme. En effet, ils procèdent à une lecture bien particulière des textes du révolutionnaire russe, privilégiant son antistalinisme et minimisant sa défiance du réformisme. De plus, les priorités qu'ils donnent à l'activité syndicale et à la lutte contre l'intégration à l'Etat relèvent plutôt du syndicalisme révolutionnaire. Notre étude nous conduit à penser que les références politiques revendiquées ne s'avèrent pas les seules pertinentes pour rendre compte de l'histoire du trotskysme en France après la Seconde Guerre mondiale. Cela masque des convergences et des alliances avec des courants politiques a priori éloignés. Ainsi, l'OCI-PCI constitue plutôt un satellite de la social-démocratie, disposant de son propre appareil et veillant à sa conservation, voire à son développement. Leur organisation s'avère compatible avec un milieu socialiste dont nous avons précédemment évoqué la diversité. D'ailleurs, Trotsky écrivait en 1934 à ses partisans qui regimbaient d'aller à la SFIO :

« Exister en tant qu'organisation indépendante et, en même temps, ne pas se délimiter rigoureusement de la social-démocratie signifie courir le risque de devenir un appendice de la social-démocratie ». (TROTSKY L., OEuvres tome IV, Paris, EDI, 1979, p. 108.)

Pendant qu'on y est, j'ai découvert un autre document datant du 6 janvier 2020 qui traitait du même sujet. Je vous soumets les quelques réflexions que je me suis faite en le lisant rapidement ce 10 décembre 2020.

Tous ces documents vont être ajoutés à la page consacré à ce courant politique dans le portail La Voix de l'Opposition de Gauche.

Retour sur l'histoire du trotskysme en France. par Vincent Présumey 6 janvier 2020

https://blogs.mediapart.fr/vincent-presumey/blog/060120/retour-sur-l-histoire-du-trotskysme-en-france

- Retour sur l'histoire du trotskysme en France. (06.01.2020)

De la première ligne jusqu'à la dernière, Présumey s'emploiera à réduire l'analyse de Hentzgen et les faits qu'il a mis en relief à une "*thèse*" sans doute pour le faire passer pour un doctrinaire auprès des lecteurs, alors qu'il s'agissait de la conclusion à un travail de recherche, histoire de les inciter à la rejeter. Pourquoi ? Mais parce que Présumey est demeuré idéologiquement lambertiste ou social-démocrate si vous préférez, comme la plupart des cadres ou dirigeants qui avaient rompu avec les différentes organisations lambertistes au fil du temps ou qui en ont été exclus.

Bref, qu'on se le dise le lambertisme n'a jamais adopté l'idéologie réformiste qui était l'antithèse du socialisme ou du marxisme, il n'a jamais été non plus ni l'appendice ou le flanc gauche, la caution disons morale de la SFIO ou du PS, tous ceux qui étaient parvenus à ce constat sur la base des faits ou de leurs propres expériences avaient rêvé ou étaient des escrocs.

On aurait pu s'en tenir là, bien que cela ne résume pas tout le lambertisme.

Lambert en quasi-devin, rien de moins, pour justifier la tactique du front unique qui sera élevée au rang de stratégie, littéralement idolâtrée, en rupture avec le marxisme et le trotskysme dont il se réclamait. Elle servira de fait à ménager le PS qui en tirera chaque fois profit pour redorer son blason, et chaque fois qu'elle sera mise en oeuvre sur le plan nationale, elle se soldera par un échec, idem pour l'entrisme dans la SFIO en 1934, plus tard Trotsky qui en fut à l'initiative en conviendra lui-même. Voyez vous-mêmes par quelle entourloupe misérable Présumey a essayé de s'en sortir :

Présumey - "Mais concernant Lambert (...) il est le seul (...) (à) avoir en même temps compris, ou saisi intuitivement, les profondeurs de ce qu'il appelle « la classe », et la place du syndicalisme, et avec cela le besoin du front unique comme besoin organique, permanent, et pas seulement comme appels momentanés à l'alliance de tel ou tel."

LVOG - Contrairement à ce qui est affirmé ici, et Hentzgen l'a bien mis en relief, le front unique servira à camoufler pas forcément les liens organiques qui existeront entre Lambert et les dirigeants de la social-démocratie (dans la SFIO, le PS et dans FO), mais surtout avec l'idéologie social-démocrate qu'adoptera très tôt Lambert, et qui sera par la suite le fil conducteur au lambertisme.

Partant de la, cela devait amener Présumey à se livrer à un autre tour de passe-passe assez tordu pour tenter de blanchir Lambert de toute accusation de collusion avec l'idéologie social-démocrate, qui consistera à attirer l'attention des lecteurs sur son comportement autoritaire, de chef "intouchable" au-dessus des statuts de son parti usant des méthodes héritées du stalinisme, ce qui au demeurant était exact, et qu'il justifie d'une certaine manière maladroitement si vous lisez bien, davantage pour voler au secours de la social-démocratie que Présumey a également adopté, plutôt que pour sauver l'imposteur Lambert.

Présumey - "L'histoire que nous venons de parcourir n'est pas celle d'un amalgame, d'une identification, ou d'une satellisation par rapport à une « social-démocratie » elle-même multiforme (SFIO, FEN, PSA-PSU, FO), c'est celle d'un courant révolutionnaire confronté à une situation d'adversité très particulière, démultipliée par la crise pabliste, dans lequel un dirigeant ayant contribué de manière décisive à le préserver et à l'ancrer devient peu à peu un chef intouchable, se dotant d'un micro-appareil à son service. C'est cela que montre J. Hentzgen."

Voici quelques extraits du texte de Présumey dans lesquels il a cherché par tous les bouts à dédouaner Lambert de toute collusion avec la social-démocratie et son idéologie antisocialiste telle qu'elle avait été théorisée dès la fin du XIXe siècle par les Dühring, Bernstein et Cie.

Présumey - " ... s'il est justifié de repérer cet évènement comme un signe, et de rapprochement avec le courant réformiste dominant à FO (...) il serait anachronique d'en faire la preuve, ou le point de départ, d'une sorte de collusion organique conditionnant les orientations politiques du Groupe puis de l'OCI."

- "La méthode Lambert d'initiatives et de contacts n'ayant pas de comptes à rendre, puisqu'il est le chef, est en train de s'affirmer : c'est cela le fait caractéristique, non une quelconque forme d'identification à la « social-démocratie »."

- "P. 79 on apprend que Lambert a eu une « sollicitude » particulière pour Max Shachtman au « II° congrès mondial » en 1948 (...) Il est pour le moins tiré par les cheveux de subodorer là un premier indice de tendresse lambertiste envers quelqu'un qui – 15 ans plus tard- virera « social-démocrate », qui plus est dans un contexte nord-américain assez différent."

- "Par contre, pour revenir à Shachtman, J. Hentzgen signale plus loin plusieurs contacts entre son courant et les trotskystes du CI, et notamment avec Healy (...) sans aucun rapport avec la supposée tentation sociale-démocrate de Lambert."

- "Il n'y a pas non plus d'évolution idéologique majeure en 1958-1963 dans le Groupe La Vérité."

- "...deux raisons particulières nous rapprochent des évolutions propres à Lambert mais elles ne nous conduisent pas automatiquement au terminus « social-démocratie ».

- "Non, ce qui au final ressort franchement de la thèse de J. Hentzgen ne concerne pas d'abord la social-démocratie, mais d'abord la formation d'un appareil centralisé autour d'un chef."

- "Mais j'ai une appréciation différente de celle qui semble affirmée dans cette conclusion : je ne pense pas que la culture « socialo-libertaire » ou « syndicaliste révolutionnaire » puisse être assimilée au « réformisme » ni qu'elle puisse expliquer le fameux tropisme « social-démocrate » prêté à Lambert.

- Il me semble en fait que le titre et la « ligne générale » politique de cette thèse, à savoir que le « lambertisme » aurait consisté, sous une phraséologie trotskyste, dans une identification progressive à la social-démocratie, entendons par là la « vieille » social-démocratie, pas celle du PS au pouvoir après 1981 et de ce qu'il est devenu depuis, mais celle du premier Mollet, de Pivert, de Jaurès et Guesde (ce qui nous offre déjà pas mal de diversité !), et, qui plus est, que les carottes à cet égard seraient cuites en 1963, sont forcés, plaqués, et non confirmés par les considérables apports factuels et documentaires qu'elle contient."

LVOG - Le ver était dans le fruit dès le départ. Pour finir, Présumey s'est livré à un dernier tour de prestidigitateur en tentant de dissocier "*la « vieille » social-démocratie*" qui trahira le socialisme à la première occasion ou épreuve du feu, en août 1914, "*celle du premier Mollet, de Pivert, de Jaurès et Guesde*", de "celle du PS au pouvoir après 1981 et de ce qu'il est devenu depuis", alors qu'elles partageront toutes le même socle idéologique révisionniste, réformiste, bourgeois, réactionnaire, capitaliste appelez-le comme vous voudrez peu importe, on se comprend, et il n'y a que des faussaires ou des corrompus par cette idéologique pour être dans un tel déni.

En adoptant le front unique, ils adaptèrent la formule de Bernstein, les moyens sont tout et le but n'est rien, dit autrement, en élevant cette tactique au rang de stratégie, elle devint leur unique but.

Finalement elle se réduisit à un jeu, à des manoeuvres ou des combines d'appareil, de manière à établir un rapport de forces avec l'appareil de la social-démocratie et avoir quelque chose à marchander avec elle, voilà à quoi devaient servir les militants de base du lambertisme. Une fois ce micro-appareil construit, il ne restait plus à Lambert qu'à en conserver le contrôle et à en vivre, quand il ne se transformera pas en école de formation des futurs cadres du PS, tout comme à la LCR (Weber, Dray, etc.)...

Désormais ce courant politique fossilisé ne présente plus aucun intérêt.

Nous lui opposons une autre stratégie tournée résolument vers les masses sans prétendre les gagner au socialisme, mais uniquement pour attirer vers le marxisme ses éléments les plus déterminés ou combatifs et construire le parti, le seul objectif dans cette période dont nous soyons comptables. Nous méprisons toute manoeuvre d'appareil de quelque sorte que ce soit, car nous continuons d'affirmer que rien ni personne ne peut se substituer aux conditions objectives qui doivent être remplies pour que les masses se soulèvent.

Nous devons nous appuyer sur le pourrissement inéluctable de la situation, qui conduit les masses à prendre conscience des conditions auxquelles elles sont soumises pour s'en saisir et les transformer en un puissant levier révolutionnaire, processus au cours duquel il est possible à chaque étape ou sans attendre, de recruter dans un premier temps des dizaines de milliers de travailleurs d'horizons très divers, qui constitueront les cadres du parti et deviendront les dirigeants de la révolution et du futur Etat ouvrier au côté de dirigeants qui auront émergé au cours du processus révolutionnaire et avec lesquels nous partagerons les mêmes objectifs politiques.

Cela doit nécessité de porter une attention particulière à chaque militant, sachant qu'il devra se former dans plusieurs domaines, économie, politique, philosophie, psychologie, moyens de communication, sciences et technologie, arts et cultures, etc., sans quoi il serait vulnérable ou il ne pourrait jamais parvenir à maîtriser chaque aspect de la situation, et il serait susceptible de se faire manipuler et de sombrer dans l'opportunisme, ruinant d'un coup tous les efforts qu'il aurait dépensé pour rompre avec l'idéologie de la classe dominante qui s'est infiltrée partout, car inévitablement cela déteindrait ou se répercuterait sur le plan politique, ce qui en ferait un facteur de dégénérescence et de dislocation dommageable pour le parti. Tout le travail effectué pendant des années serait sans cesse remis en cause ou il demeurerait impossible de le construire, puisqu'au fur et à mesure qu'il recruterait, il perdrait ses meilleurs éléments. On ne va pas reproduire indéfiniment les mêmes erreurs, c'est ce que j'ai voulu dire.

Tout militant doit parvenir à maîtriser la méthode du matérialisme dialectique pour penser librement. C'est la condition sine qua non pour qu'il acquiert un niveau de conscience supérieure, dont il a parfaitement conscience et dont il tire satisfaction, rendant au passage caduque l'idée qu'il y aurait dans le parti des dirigeants irremplaçables et inamovibles, à vie, de sorte que le culte de la personnalité ne pourrait pas y prendre racine.

Chaque dirigeant et cadre suffisamment expérimenté devrait consacrer une partie de son temps à la formation des militants, écouter chaque militant qui s'adresserait à lui. Ne disposant pas de forces suffisantes pour intervenir à tous les niveaux de la lutte des classes, l'action de chaque militant consisterait à intervenir sur le terrain de la lutte des classes dans le seul but de nouer des contacts afin de recruter de nouveaux militants, et non pour tenter de remporter des victoires hypothétiques la plupart du temps ou dont il ne tirera aucun profit, ou perdre son temps à faire signer des pétitions qui serviront à strictement rien, à dépenser son énergie et le peu de temps libre dont il dispose en pure perte, ce qui au fil du temps est démoralisant car cela ne lui rapportera rien non plus. Vaut mieux encore qu'il ait une activité réduite sur le terrain, et qu'il partage son temps libre entre sa propre formation et ses contacts, sans négliger sa famille ou son entourage indispensable à son épanouissement personnel.

On ne peut pas penser librement ou avoir l'esprit suffisamment dégagé pour faire preuve de lucidité, et on en a absolument besoin pour progresser, quand on a un mode de vie qui nous rend malheureux ou affecte les personnes qui nous sont les plus chères, quand on cavale ou on s'épuise dans tous les sens, totalement inutilement il faut le répéter, car la marche du monde

ne dépend pas de notre personne somme toute insignifiante. Il vaut toujours mieux ramener les choses à leurs justes valeurs, bien qu'il arrive qu'on puisse forcer le destin, mais pas en permanence, au lieu de se prendre pour ce qu'on n'est pas, car cela peut jouer de vilains tours à l'arrivée, dont parfois on ne se remet jamais.

Comme je l'avais déjà dit dans des causeries, le parti devrait ménager et respecter chaque militant, car c'est son bien le plus précieux, sans lequel il n'est rien. Le travailleur qui fait le sacrifice de consacrer au militantisme une partie de son temps libre forcément très limité parce qu'il travaille, doit en retour s'y retrouver, il est en droit d'attendre du parti qu'il lui apporte quelque chose que son activité politique ne lui apportera pas forcément ou dont il est encore incapable de tirer profit.

Les dirigeants du parti doivent être disponibles pour ses militants. Tout l'appareil du parti doit être tourné vers ses militants et les masses, au lieu d'avoir les yeux rivés sur les appareils des autres partis ou des syndicats comme s'ils en attendaient des miracles. Le parti a besoin des masses au sein desquelles se trouvent les militants potentiels qu'il recrutera, et il n'a que faire des autres partis, où les militants ont atteint à ce stade un degré de décomposition ou de déformation politique souvent irréversible, qui sauf rares exceptions seraient davantage des boulets ou une source de déstabilisation inutile, la pression qu'exerce la société sur chaque militant du parti est déjà suffisamment compliquée à gérer, pour ne pas en rajouter.

Les dirigeants et l'appareil du parti croulent sous les tâches, ils ne doivent supporter que celles qu'ils peuvent accomplir ou dont ils peuvent assumer les responsabilité, au-delà ce serait inutile, trop risqué et peu sérieux, d'où l'importance de les déterminer minutieusement et de s'y tenir.

Comme toute organisation, le parti est inconcevable ou ne peut pas fonctionner sans règles, sans statuts, sans instances ou structure, sans un minimum de discipline, sans dirigeants qui s'y investissent pleinement, sans programme, sans orientation (politique) et analyse de la situation. A suivre

Vous aurez compris qu'au parti passoire, populiste ou girouette ouvert à tous les vents, j'oppose la conception d'un parti reposant sur de solides bases partagées, un parti destiné à évoluer et à se construire sans avoir à renier ses principes, ses objectifs politiques ou son idéal.

Haut de page

Le 18 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

La devise du totalitarisme : L'esclavage, c'est la liberté. La guerre, c'est la paix.

Leurs méthodes : La délation, la cabale, le règne de la terreur, la chasse aux sorcières, la censure, l'excommunication, le licenciement, l'emprisonnement psychiatrique préventif, la torture, l'assassinat.

Pour Macron, sa cour et les aristocrates, un traitement au choix : Remdesivir, Rivotril, Doliprane ou la potence !

Lu dans le blog dans lequel j'interviens régulièrement.

Je précise que ce blog fait l'objet de centaines de milliers de visites et qu'il est connu ou consulté partout dans le monde francophone, mais pas seulement, aux Etats-Unis aussi par exemple.

Christophe Desmaris - 16 décembre 2020

- Je me permets de donner le lien vers le blog de notre ami JCT qui n'osera pas le faire lui-même, car les dossiers vers « Covid19 » et « great reset » sont très instructifs pour comprendre cette crise. Ne m'en veuillez pas pour ce petit entracte, entre deux ordonnances… Juré que je ne le ferai pas deux fois. http://www.luttedeclasse.org/#ancre0008770

Réponse du Dr. Gérard Maudrux le même jour

- C'est vrai qu'il est assez discret.

LVOG - Comme quoi je sais aussi faire preuve de mesure ou je ne suis pas un sauvage s'excitant devant son écran dans son trou en Inde. Ce genre d'échanges est inconcevable malheureusement avec la plupart des militants, j'ai eu largement l'occasion d'en

faire l'expérience au cours des 15 dernières années.

Je ne fais pas allusion à ces brefs commentaires, mais à d'autres très longs où j'expose mes idées, disons à doses homéopathiques, c'est suffisant ou efficace pour qui connaît cette méthode thérapeutique sans avoir à se renier ou à se compromettre.

Par ailleurs, j'ai eu quelques échanges personnels avec le Dr. Maudrux, mais il est inutile de les reproduire ici, parce que tout est dit dans les causeries.

Des articles seront mis en ligne plus tard ou demain matin.

- 23 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Totalitarisme. Au programme du gouvernement mondial.

- Le Forum Économique Mondial lance une boîte à outils testée et un cadre de certification pour l'utilisation responsable de la reconnaissance faciale - weforum.org 14 décembre 2020

- La 5G atteindra le milliard d'abonnés à l'horizon 2022 - Statista France 15 déc. 2020

- Ethique et enjeux des publications scientifiques - Gouvernance Think Tank Magazine 15 déc. 2020

- Ces salariés nous ont raconté comment le télétravail les a menés au burnout - Business Insider 15 déc. 2020

Totalitarisme et esclavage.

Voilà une caractérisation politique d'actualité, non ? Non pour nos dirigeants ou du bout des lèvres, oui pour n'importe quel travailleur ou jeune et La Voix de l'Opposition de Gauche.

Vous devez perdre définitivement tout espoir d'avoir une vie meilleure, de vivre un jour dans une société meilleure, oubliez tout cela une fois pour toute, cessez de rêvez ou de faire des plans sur la comète, aucune illusion ou utopie ne vous sauvera, votre vie est brisée, foutue, finie, ne cherchez pas à lui donner un sens...

Tel est le message que gouvernement et média martèlent en boucle 24h/24 pour qu'il pénètre profondément dans le cerveau de chaque travailleur et n'en sorte plus jamais, les angoisse, les réduise à l'impuissance, à la passivité, les paralyse, pendant qu'il applique scrupuleusement le plan concocté par l'oligarchie financière qui est aux manettes et qui en tirent profit.

Plus de fêtes en famille ou entre amis, c'est interdit par le régime totalitaire présidé par Macron. Comme aux Etats-Unis où il n'y a même pas de ministère de la Culture, en France où elle était déjà largement instrumentalisée ou corrompue, elle est en passe de disparaître aussi. Pourquoi ? Mais parce qu'elle présente un mode de vie et de pensée qui parfois contrarient le conformisme et la pensée unique, qui sous un régime totalitaire ne doivent souffrir aucune nuance, aucune dérogation ou exception, par crainte que le peuple soit tenté de s'en inspirer pour renouer avec le goût de la liberté, qu'ils ont eu tant de mal à lui faire passer, en vain, car jamais il ne se résignera à en être privé indéfiniment.

Des signes précurseurs d'une révolution relevés ici ou là ?

- "il y a de gros risques, mais il serait bien plus dangereux de ne rien faire."

- "Quand l'injustice devient la loi, la révolution devient un devoir !"

- "Lorsque, dans cinq ou dix ans, on prendra du recul sur cette crise, on se rendra compte que les conséquences économiques, sociales, psychologiques seront équivalentes à celles d'une guerre", Macron dans une interview au Point publiée mercredi 16 décembre. Or toutes les fins de guerre s'accompagnent de mouvements sociaux de masse ou révolutionnaires...

- "Le Covid est révélateur, pour certains, de la déliquescence de nos sociétés. Ce virus est la partie visible, mais il en va du même pour tout le reste dans la gestion du pays." Un internaute dans le blog du Dr. Maudrux le 16 décembre 2020.

- "L'Hyperprésident rend la Justice, soigne, surveille, vend, fait la guerre, …. mais tout ceci par « conseillers » interposés qui n'ont qu'un droit se aire. C'est donc un régime Totalitaire. Aujourd'hui la planche à billets est le cataplasme idéal. A sa disparition l'anarchie donnera naissance à la dictature. PS: le plus scandaleux des nominations est celle de Dupont- Moretti assurant l'impunité définitive. La France a-t-elle les moyens d'une révolution ?"

- Fêtes clandestines: une réponse à la «tyrannie sanitaire» qui pourrait déboucher sur des «soulèvements populaires»? - sputniknews.com 14 décembre 2020

C'est tout le mal que je vous souhaite.

- Tardieu est un connard, un pauvre type, un farfelu, un malade mental, un mégalo, un renégat, un révisionniste, un kautskyste, un gauchiste, un ennemi de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, un nanti, un bobo, un raciste, un salopard infréquentable qui fait le jeu de la réaction, etc. que n'ai-je pas lu comme compliments dans des courriels reçus depuis 2005 de la part de soi-disant militants se réclamant du trotskysme ou tout simplement du communisme.

Que me vaut cet acharnement et cette discrimination, cette censure et cette haine ? Voyez-vous, il y a un truc qui les emmerde superbement, c'est que contrairement à leurs foireux de dirigeants dans tous les sens du terme, je me trompe rarement quand j'adopte une position politique. Cela m'arrive toutefois, mais uniquement quand je n'ai pas été suffisamment informé sur une question précise ou quand j'ai dû m'exprimer à la hâte, alors que je manquais de recul sur certains évènements, je corrige toujours publiquement par la suite dès que j'ai pris connaissance des faits réels, j'en tiens ainsi informé mes lecteurs le plus tôt possible, c'est la moindre des choses selon mes principes.

Voilà ce qui les emmerde au plus haut point, après avoir démasqué leur incurie, leur faillite, leur corruption, leur imposture, leur trahison.

Parfois il m'arrive de devoir peser le pour et le contre sans avoir étudié un sujet à fond. Dans ce cas-là, comment dire, je me fis à ce que je pourrais appeler mon instinct politique, à mon pif, c'est un casse-tête, un véritable cas de conscience, parce que j'ai à l'esprit en permanence que je n'ai le droit sous aucun prétexte d'induire en erreur mes lecteurs, je m'entoure de précaution en précisant ce qu'il en est, je n'essaie jamais de tricher avec la réalité parce que je ne suis pas un dogmatique.

Et bien mon pif m'avait amené à prendre position en faveur du droit des Américains de posséder des armes, tout simplement en pensant au peuple en armes pour abattre le régime. Je m'étais dit que, quant à commencer un jour une révolution, il vaudrait mieux que le peuple opprimé dispose d'armes pour affronter l'appareil répressif de l'Etat et avoir une chance de l'emporter, plutôt que se retrouver désarmé et se faire massacrer, et ainsi perdre tout espoir de victoire.

Les faits à leur manière ou la question abordée sous un autre angle, semblent m'avoir donné raison :

- Les Jacksoniens, partisans de la démocratie, n'ont d'autre choix pour faire triompher leur cause que de prendre les armes, ainsi que l'a prévu explicitement le second amendement de leur Constitution. Au sens originel de ce texte, le droit des États-uniens d'acquérir et de porter toutes sortes d'armes de guerre vise à leur permettre de se rebeller contre un gouvernement tyrannique, comme ils l'ont fait contre la monarchie britannique. (La guerre civile devient inévitable aux USA par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 15 décembre 2020)

En complément.

- Ceux qui se focalisent sur un aspect de la situation, qui s'identifient à leurs porte-parole, sont incapables de la comprendre et de s'orienter librement, ils sont manipulés ou ils sont atteints de névrose obsessionnelle.

Quant à ceux qui réduisent la situation à la lutte des classes, ils ne sont pas plus crédibles ou ils souffrent du même déséquilibre mental.

Dans les deux cas on trouve le même travers, le refus ou l'incapacité de traiter un sujet sous tous les rapports, de sorte qu'on arrivera à des conclusions inexploitables ou erronées, et on ne pourra influer sur l'évolution de la situation.

Ce sont des réactionnaires, point barre !

- Les progressistes qui demandent d'autres confinements sont-ils si 'progressistes' ? - entelekheia.fr 15 décembre 2020

Je suis déconcertée par le fait que les mêmes progressistes pour qui, avant, « la santé mentale », c'était « important »

soutiennent maintenant que si vous vous suicidez parce que vous êtes forcé de rester cloîtré, c'est votre faute. Je suis déconcertée par le fait que les mêmes hippies anti-establishment d'autrefois sont maintenant parfaitement à leur aise sous un gouvernement qui nous dicte chacun de nos mouvements.

« La gauche n'est plus progressiste », a récemment déclaré un de mes amis, un progressiste de longue date. Être progressiste signifiait autrefois libérer les gens des contraintes sociales. Aujourd'hui, c'est tout le contraire.

Diana Bruk est une journaliste russo-américaine basée à New York. Elle a écrit pour le New York Times, The Paris Review, Cosmopolitan, Esquire et Elle, entre autres. entelekheia.fr 15 décembre 2020

Je suis toujours l'ennemi public n°1 du POI

Le gouvernement, rejeté dans tout le pays, voudrait étouffer l'énorme colère dans une fuite en avant liberticide et répressive - Publié le 9 décembre 2020 par POI

http://partiouvrierindependant-poi.fr/

En bas de l'image de la couverture du n°634 d'informations ouvrières figure cette mention :

- Accéder gratuitement à l'intégralité du numéro ici

J'ai cliqué et voilà ce qui s'est passé : Your access to this site has been limited by the site owner. Votre accès à ce site a été limité par le propriétaire du site.

- DOCUMENT. ICI

J'ai contacté un camarade en France pour tester ce lien, et voici ce qu'il m'a répondu :

- "Je viens de cliquer sur : ICI et ils me donnent l'accès au journal !"

Cela signifie que les dirigeants du POI entendaient m'interdire de lire le contenu de leur journal, vous voyez où ils en sont rendus ces paranos. C'est d'autant plus ridicule, qu'il me suffit de passer par un contact en France pour me le procurer ou la version papier et me la faire expédier par la poste, la scanner et la mettre en ligne, ce que je ne ferai pas parce que je n'ai plus rien à foutre de ce courant politique ou de ces imposteurs à la solde du régime.

Quand la gauche altermondialiste est le porte-parole zélé du GIEC et du Green New Deal du Forum économique mondial.

- La Banque mondiale (...) n'abandonne nullement son orientation en faveur du tout au marché et son adhésion au modèle productiviste destructeur des humains et de l'environnement.

Alors que la Banque mondiale avait annoncé qu'elle mettrait fin à son soutien aux énergies fossiles à partir de la fin de 2019, il est clair qu'elle a continué de soutenir la construction et l'exploitation des centrales à charbon, l'exploitation du gaz naturel et du pétrole. En 2020, plusieurs analystes et des ONG ont dénoncé sa responsabilité dans la poursuite dramatique du changement climatique et de la crise écologique.

L'influence de la Banque mondiale est gigantesque et ces investissements continus dans les énergies fossiles ont des répercussions catastrophiques sur le climat.

Il est urgent de comprendre que la seule solution juste et durable passe justement par la remise en cause de ce système capitaliste productiviste, structurellement générateur de dégâts environnementaux et d'inégalités galopantes.

(Par Eric Toussaint - CADTM - Mondialisation.ca, 14 décembre 2020)

LVOG - La question n'est ni "la remise en cause de ce système capitaliste productiviste ni les "inégalités galopantes" qui ne datent pas d'hier, mais l'abolition du capitalisme tout court. Il est arrivé à Eric Toussaint par mégarde ou accident de prendre position pour la rupture avec le capitalisme, mais comme il n'a jamais mentionné le processus révolutionnaire, l'organisation et le soulèvement des masses indispensables pour parvenir à bout du capitalisme et combattre la politique de la Banque mondiale, cela revient à ne proposer aucune alternative politique et à lui laisser les mains libres.

Corporatisme ou ces "conseillers" du monarque.

Qu'est-ce que le CESE ? - publicsenat.fr 17 décembre 2020

Régi par les articles 69 à 71 de la Constitution, le CESE est une assemblée consultative placée auprès des pouvoirs publics. Il exerce trois principales missions : conseiller le gouvernement, favoriser le dialogue « entre les forces vives de la nation » et contribuer à l'information du Parlement.

Le Conseil est actuellement composé de 233 membres représentant la « société civile organisée » (syndicats, entreprises, associations, mutuelles, jeunes, etc.). Parmi eux, 193 sont désignés par les corps intermédiaires et 40 sont des personnalités qualifiées nommées par le Gouvernement.

Selon le rapport de Muriel Jourda du 7 octobre 2020, lors de son audition devant le rapporteur du Sénat, Patrick Bernasconi, président du CESE, a mis en exergue « l'expertise d'usage » du CESE et sa culture du consensus. Dans son esprit, le Conseil doit éclairer les pouvoirs publics mais également créer les conditions d'un dialogue apaisé entre les organisations représentées, comme les syndicats et les entreprises.

Le CESE ne constitue « toutefois pas la troisième chambre du Parlement et n'aspire pas à le devenir », relève la commission des lois du Sénat : seuls l'Assemblée nationale et le Sénat disposent de la légitimité conférée par l'élection au suffrage universel et peuvent exercer la souveraineté nationale au sens de l'article 3 de la Constitution. publicsenat.fr 17 décembre 2020

En famille à gauche dans et hors LREM, mais toujours à l'extrême-centre.

Les députés Aurélien Taché et Emilie Cariou à la tête du parti "Les nouveaux démocrates" - francetvinfo.fr 16 décembre 2020

L'ex-aile gauche de LREM prend son envol. Les députés Aurélien Taché et Emilie Cariou vont co-présider un nouveau parti politique baptisé "Les nouveaux démocrates". Cette formation appelle à un large rassemblement à gauche autour de 40 propositions, ont-ils annoncé mercredi 16 décembre.

Cette formation est l'émanation du mouvement "Nous Demain", lancé en juin et qui se structure autour d'une poignée de parlementaires qui formaient auparavant l'aile gauche de La République en marche. Parmi eux figurent Guillaume Chiche, Delphine Bagarry, Sandrine Josso mais aussi Fiona Lazaar, qui quitte dans le même temps le parti LREM et le groupe LREM à l'Assemblée.

Le patron du groupe majoritaire Christophe Castaner a dit "regretter" ce départ, qui fait reculer ses effectifs à 270 députés. Fiona Lazaar "rejoint un nouveau parti politique de gauche, ce sera le 10e, le 12e", a-t-il taclé sur franceinfo, jugeant qu'"on a pas mal de députés qui viennent du PS" et qui "se sont rendus compte qu'on n'est pas le PS".

Dans leur manifeste, les fondateurs des "nouveaux démocrates" affirment se situer "résolument dans le champ de la gauche humaniste, des démocrates convaincus effrayés chaque jour davantage devant les coups de boutoir d'une dérive autoritaire qui ne fera que le jeu des extrêmes, pour l'égalité, la justice sociale et les solidarités".

"Les nouveaux démocrates", qui revendiquent environ 600 adhérents, lancent également un appel en vue de la présidentielle de 2022 à la gauche, de La France insoumise au Parti socialiste en passant par Europe Ecologie - Les Verts. francetvinfo.fr 16 décembre 2020

Lu ici ou là.

- Coronadémence, couillonavirus...

- "Les effets secondaires sont cependant le signe que le vaccin induit bien une réponse immunitaire", énormité lue dans *Une pincée de sel, des lipides et du sucre : qu'est-ce qu'il y a exactement dans le vaccin anti-Covid ?* - futura-sciences.com le 15 décembre 2020.

- Le mouvement #metoo a créé un climat de censure et de répression dans lequel de nombreuses personnes ont accusé, jugé et expulsé dans la sphère publique.

- « Le pouvoir laisse la situation de crise s'installer, voire l'aide à s'installer… Le pouvoir occupe donc la place du pyromane, donc du bourreau. Puis, une fois que la crise est installée, le pouvoir se présente comme le sauveur, tel un pompier qui éteindrait l'incendie après l'avoir lui-même allumé discrètement. »

- Il faut être délibérément être aveugle pour encore faire confiance à bigpharma.

- Le smart faune empêche de se concentrer plus de neuf secondes, faisant de nos cervelles celles de poissons rouges), c'est la facilité avec laquelle 90% des gens, comme dans le test de Milgram, vont se soumettre et coopérer. Des kapos et des zombis.

- Brandy Vaughan, décédée en quelques heures par Dr Vincent Reliquet 13 décembre 2020

L'affaire pourrait devenir monstrueuse. Comment une lançeuse d'alerte âgée de 47 ans, en pleine santé et adepte d'un mode de vie impeccable a bien pu mourir en quelques heures à son domicile, sans appeler le moindre secours? La thèse officielle retenue serait que son décès est consécutif à une pathologie chronique de… la vésicule biliaire ! Jusqu'à preuve du contraire, voilà une explication parfaitement stupide.

https://www.aimsib.org/2020/12/13/brandy-vaughan-decedee-en-quelques-heures/

- « Brandy Vaughan assassinée, le réalisateur de Hold-up harcelé, attaqué en justice, des docteurs internés, calomniés, des écrivains emprisonnés, des penseurs traînés dans la boues, financièrement harcelés, des fidèles privés de messes, des militants agressés, des familles molestés pour un masque, des gilets jaunes amputés, éborgnés, matraqués, des livres interdits, des biens saisis, l'école a la maison interdite, obligation vaccinale, genoux à terre, devoir de mémoire, etc…. Si ça, c'est pas ce que l'on nomme dictature, c'est quoi alors ? »

- « Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.

Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate.

Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste.

Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester. »

(Citation du pasteur Martin Niemöller (1892–1984) sur la lâcheté des intellectuels allemands au moment de l'accession des nazis au pouvoir et des purges qui ont alors visé leurs ennemis, un groupe après l'autre).

Ceci explique cela.

Eric chabriere (IHU Marseille)

417 000 000 € versés par les entreprises pharmaceutiques à la presse et les médias

Ceci explique cela... (Source : eurosfordocs.fr)

Soutien inconditionnel au Professeur Perronne.

URGENT: déclaration du SNMH FO - Paris, le 11/12/2020

Extrait - L'exercice de la médecine à l'hôpital comme en ville nécessite le respect de règles inscrites dans le code de déontologie médicale et le statut de praticien hospitalier qui protègent notre indépendance professionnelle et autorisent les médecins à débattre entre eux. La place publique n'est pas le bon endroit pour ce débat et détourne de leur rôle les instances médicales. L'instrumentalisation de ces instances à des fins politiques est encore plus condamnable.

La campagne dirigée contre notre collègue le Professeur Perronne constitue de ce point de vue une menace pour tous les médecins. La motion de la CME de l'AP-HP condamnant le Pr Perronne s'inscrit malheureusement dans cette campagne. Nous le déplorons. (...)

Les attaques, menaces, cabales, contre Christian Perronne doivent s'arrêter. La procédure de retrait d'agrément pour l'enseignement en maladies infectieuses et tropicales doit cesser. La motion de la CME doit être abandonnée. (...)

Le SNMH FO s'adresse à l'ensemble des organisations syndicales de médecins hospitaliers pour envisager une démarche commune contre cette chasse aux sorcières.

CONTACT : Dr Cyrille Venet

Secrétaire général SNMH FO - venet_cyrille@yahoo.fr - 06 68 02 80 73

https://www.dropbox.com/s/ebvqtzmsss2b7a8/comm%20urgent.pdf?dl=0

Les derniers développements. La menace a été mise à exécution.

AP-HP : Christian Perronne démis de ses fonctions "pour des propos indignes de la fonction qu'il exerce" - francetvinfo.fr 17 décembre2020

Le directeur général de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) Martin Hirsch a mis fin, jeudi 17 décembre, aux fonctions de Christian Perronne, annonce l'établissement dans un communiqué. Le chef de service des maladies infectieuses et tropicales à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches est accusé d'avoir "tenu des propos considérés comme indignes de la fonction qu'il exerce", "depuis plusieurs mois, dans un contexte de crise sanitaire", faisant référence à l'épidémie de Covid-19.

L'AP-HP a également décidé de déposer une plainte auprès du conseil départemental de l'Ordre des médecins.

"Le collège de déontologie avait été saisi et l'avait souligné dans un avis qui avait été remis à l'intéressé, qui n'en a pas tenu compte", poursuit l'AP-HP. Ses propos les plus récents avaient conduit le président de la conférence des doyens d'Ile-de-France à engager la démarche de retrait d'agrément pour la formation des internes.

La commission médicale de l'établissement avait déjà prononcé une motion votée le 1er décembre dernier qui a condamné "des attaques ad hominem proférées publiquement à l'encontre d'un confrère". Pour assurer la continuité du service, un nouveau chef de service, à titre intérimaire, est nommé ce jeudi.

L'infectiologue Christian Perronne figure notamment parmi les personnes intervenant dans le film Hold-Up, qui affirme dénoncer des mensonges et exagérations du gouvernement autour du Covid-19. francetvinfo.fr 17 décembre2020

Commentaire envoyé au blog du Dr. Maudrux et publié le 18 décembre 2020

Le Pr. Perronne a pris la défense du Pr. Raoult à de multiples reprises à la télévision ou à la radio, on attend toujours que le Pr. Raoult en fasse autant vis-à-vis du Pr. Perronne, qu'il exige qu'il soit rétabli dans ses fonctions ou la démission de M. Hirsch et la dissolution de l'Ordre des médecins.

Le Pr. Raoult depuis début avril où est sortie la première publication sur l'ivermectine, il a eu 8 mois et demi pour tester cette molécule sur des patients et en publier les résultats, pourquoi ne l'a-t-il pas fait ?

Pourquoi continue-t-il à privilégier l'hydroxychloroquine, alors qu'on sait depuis des mois qu'il existe des molécules plus efficaces ?

Pourquoi a-t-il attendu autant de temps pour évoquer du bout des lèvres la carence en zinc et/ou vitamine D de la plupart des personnes atteintes par la covid-19 ?

Pourquoi ignore-t-il toujours les médecins de ville qui sont en première ligne ?

L'ambition et l'arrogance démesurées sont semble-t-il antinomiques avec l'audace et le courage, désintéressé bien sûr. Sans parler de son double langage sur les masques, notamment, au fil du temps après l'avoir soutenu avec acharnement, je trouve le personnage de moins en moins crédible, pour ne pas dire qu'il m'indispose au plus haut point. Qu'il monte en première ligne pour défendre le Pr. Perronne et l'ivermectine, après on en reparlera, si vous le voulez bien.

Une mise au point à écouter absolument.

Hold-Up : "Aucune diffamation de ma part" Le Pr Perronne persiste et signe (Re-Upload) - 9 déc. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=OFsjYTTwim4&feature=emb_title

Une interview de 27 minutes du Pr Perronne

Pr Perronne : « on m'attaque alors que j'ai soigné et dit la vérité, on veut m'abattre ».

Totalitarisme. Quand les inquisiteurs se livrent à un lunchage en règle. Mode d'emploi.

LVOG - Un exemple parmi des milliers d'autres.

Maiwenn refuse le gel hydroalcoolique de Yann Barthes, les internautes choqués - gala.fr 16 décembre 2020

Rebelle un jour, rebelle toujours. Invitée de Quotidien sur TMC le 15 décembre pour évoquer la fermeture des lieux culturels et défendre ADN, son nouveau film en tant que réalisatrice, Maïwenn a fait savoir haut et fort qu'elle en avait plus qu'assez de toutes les contraintes imposées pour lutter contre la pandémie de Covid-19. En arrivant sur le plateau, la jeune femme a tout simplement refusé le gel hydroalcoolique que lui tendait Yann Barthès. "J'en ai marre", a déclaré Maïwenn, en faisant "non" du doigt. “Elle m’envoie bouler avec mon gel, bon ok”, s'est alors étonné le journaliste avant d'ajouter “vous êtes la première”.

“J’en mets tout le temps alors on a les mains toutes sèches après”, s'est justifiée Maïwenn qui a toutefois précisé qu'elle avait les mains "propres et hydrogélées". Des explications qui n'ont guère convaincu les internautes qui ont été nombreux à dénoncer sa légèreté et son inconséquence sur Twitter. "Maïwenn, ou la nana qui se sent "proche du peuple" mais qui ne veut pas mettre du gel hydroalcoolique en plateau car ça "assèche" les mains", s'est désolée une internaute. "Maïwenn, avec votre comportement, impossible de crédibiliser le monde des arts et des mesures sanitaires revendiquées", a dénoncé une autre.

Si son refus de mettre du gel hydroalcoolique a surpris, et choqué, la prestation de Maïwenn dans son ensemble a suscité de nombreuses critiques. Il faut dire que l'actrice a réalisatrice a multiplié les prises de position étranges, surnommant le Premier ministre “Jean Casse-Tête” puis déclarant notamment que l'on "ouvre pas une salle de cinéma comme on ouvre un magasin, juste en dépoussiérant les conserves". "Tellement suffisante et égoïste dans son discours.", a observé un internaute sur Twitter. gala.fr 16 décembre 2020

LVOG - Les atteintes à la liberté n'ont plus de limites.

Parole d'internaute.

1- The Vanguard Group, BlackRock Fund, et Capital Research and Managment. Ce sont eux les grands gagnants. Dans l'industrie pharmaceutique, ces trois groupes sont les actionnaires majoritaires des labos Novartis, Roche, Gilead, Sanofi, Johnson&Johnson, Pfizer, Abbvie, Merck, GlaxoSmithKline, Abbott, Bayer, Bristol-Myers... c'est à dire tous les plus grands labos du monde.

Vous trouvez que 60 milliards de chiffre d'affaire pour un labo c'est déjà beaucoup ? Et bien eux ils possèdent les 15 plus gros labos de la planète.

Et ça c'est que pour leur secteur "pharmacie". Ils sont aussi présent dans plein d'autres secteurs d'activité (comme l'édition scientifique tiens, puisqu'ils possèdent aussi l'éditeur RELX Group qui compte dans ses rangs, via sa filiale Elsevier, certaines revues comme le Lancet par exemple...) Vanguard c'est aussi le premier actionnaire de petites compagnies pas très connues comme Apple, Google, Microsoft, Facebook, Amazon, Goldman Sachs, American Express, mais aussi actionnaire majoritaire de Michelin, Monsanto, Pernod Ricard, Exxon, TimeWarner... et tant d'autres. Même chose pour BlackRock.

Les PDG de Blackrock International et France sont les deux premières personnes que Macron à reçu à l'Elysée après son élection, avant n'importe qui d'autre.

Ces groupes savent rester dans l'ombre, mais ce sont eux les grands manitous, habitués a faire la pluie et le beau temps sur le monde pour servir leur intérêts boursiers. Leur fortune, en fait l'esprit humain normal n'est même pas calibré pour la comprendre. C'est comme avec les distances dans l'espace. Des milliards de milliards de kms... c'est tellement grand, tellement hors échelle humaine, qu'on arrive même pas a visualiser le truc. C'est pareil avec l'argent que ces groupes brassent.

C'est à l'intérêt de ces gens là que Raoult a fait de l'ombre. Et il faut être soit aveugle et naïf, soit cynique et corrompu, pour imaginer que ces groupes n'utilisent pas toute leur influence considérable pour le détruire.

2- Le terme « complotiste » ou « complotisme » est une arme d'assassinat médiatique dans la bouche des comploteurs (l'État profond) et de leurs porte-parole dans les médias. Pour discréditer et assassiner médiatiquement les gens qui révèlent des magouilles ou les gens qui contestent ou dénoncent les discours mensongers ou frauduleux ou les narratifs mensongers et iniques des puissants et autres mafieux, des criminels en bandes organisées.

Il n'y a que les comploteurs qui prétendent que les complots n'existent pas ou qui traitent les autres de complotistes ! Les complots sont par centaines, voir par millier chaque année ! Le terme « complotiste » ou « complotisme » est une arme dans les mains des comploteurs pour discréditer les gens qui conteste ou dénonce les discours des puissants et leurs narratifs mensongers et iniques.

C'est une arme d'assassinats médiatique des opinions contradictoires ou la dénonciation des mensonges d'états ou des puissants !

Définitions de complot : Dictionnaire Larousse : Atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation. Résolution concertée de commettre un attentat et matérialisée par un ou plusieurs actes. Par extension, projet plus ou moins répréhensible d'une action menée en commun et secrètement.

Dictionnaire Le Parisien :

1. manœuvres secrètes, intrigues contre qqn ou qqch.
2. projet secret entre personnes, visant à attenter à qqn ou qqch.
3. alliance, entente entre personnes en vue d'agir contre un pouvoir, contre qqn.
4. entente secrète au détriment d'un tiers.

Autre dictionnaire : Projet concerté secrètement afin de nuire (à qqn, à une institution).

Faire, tramer un complot.

Est-ce que cela s'appliquerait à Macron, LREM, les oligarques mafieux, les propriétaires des médias, beaucoup de magistrats et toutes les chaînes de commandement des forces de l'ordre de France, ainsi que les flics dans les rues, les laboratoires pharmaceutiques, les pétrolières, l'industrie du tabac ?

Qu'il n'y a de complots de la part des oligarques ultra-riches, il faut être bien naïf ! De mémoire, c'est Xavier Niel qui le dit nommément « J'achète des médias pour en faire taire les journalistes... » (voir le livre de Juan Branco « Crépuscule ») !

Autres hypothèses : Si vous parlez des politiciens occidentaux au pouvoir autrement que comme des mafieux (criminels en bandes organisées), c'est être très naïf ou être payé pour l'être ou faire partie de leur clique de mafieux. Ils volent aux pauvres pour gaver les ultra-riches. Des monstres, ils sont des crapules capitalistes, des cannibales, des barbares, des parasites du système !

Je suis effaré de constater que 99.99% des gens parlent de ces mafieux avérés comme s'ils étaient des gens toujours bienveillants, honnête et de bonne fois. Ils sont le contraire et cela est avéré avec la crise du COVID-19 presque partout en occident, mensonges et crimes d'États populicides !

Un de leurs problèmes c'est que nous connaissons la bonne recette pour les pandémies, nous avons les expériences avec le SRAS, le H1N1, etc., et donc dès qu'ils ne respectent pas le bon protocole, nous savons qu'ils sont la corruption et les corrupteurs aux ordres des oligarques mafieux et cannibales.

La plus pédagogique, instructive et révélatrice de toutes les vidéos d'éducation populaire que j'ai visionnée, et géniales cerises sur le gâteau, en toute convivialité et bonhomie 64 minutes très bien investie !

Wikipédia est intégré au GAFAM.

Commentaire envoyé et publié dans le blog du Dr. Maudrux

Là vous nagez en pleine confusion, si je peux me permettre, le monde n'est décidément pas du tout comme se le représentent la plupart des gens, ceci explique cela.

L'Organisation mondiale de la Santé et la Fondation Wikimedia élargissent l'accès aux informations fiables sur la COVID-19 sur Wikipédia

https://www.who.int/fr/news/item/22-10-2020-the-world-health-organization-and-wikimedia-foundation-expand-access-to-trusted-information-about-covid-19-on-wikipedia

Si vous voulez en savoir plus sur cette ONG, le résultat de mes recherches ce matin.

Certains utilisateurs évoquent un totalitarisme numérique à propos de Wikipédia.

Wikipédia et Big Pharma appartiennent à la même famille et partagent les mêmes objectifs. Son orientation politique, à défaut de pouvoir imposer une ligne éditoriale pour le moment, est celle de The Economist (La branche anglaise de la famille Rothschild), du Forum économique mondial ou ce qu'on appelle aussi l'Etat profond. Eh oui, encore, désolé !

Wikipédia, c'est une fondation américaine basée à San Francisco en Californie. Son fondateur (en 2003), Jimmy Wales, s'est mariée en 2012 avec Kate Garvey, une ex-assistante de premier plan de Tony Blair. Tout comme Jimmy Wales la même année, elle a été sélectionnée par le Forum économique mondial en 2007 comme "Young Global Leader", une désignation décernée aux personnes de moins de 40 ans qui ont fait preuve de qualités de leadership.

La Fondation Wikimédia se présente comme une ONG, une "organisation à but non lucratif", je cite leur portail, au parfum de propagande du temps de la "guerre froide", qui "fournit l'infrastructure nécessaire à la connaissance libre. Nous hébergeons Wikipédia, l'encyclopédie libre en ligne", tandis qu'en réalité on y retrouve la panoplie complète des instruments employés par les gouvernements et les médias institutionnels pour tromper les lecteurs, désinformation et censure (Faits falsifiés, faits occultés, tronqués, déformés, témoignages et preuves fabriqués, parti pris de circonstance correspondant à la ligne politique adoptée par l'oligarchie et relayée par les mêmes médias, etc).

Wikipédia privilégie systématiquement les versions officielles de tous les évènements importants qui ont marqué le XXe siècle par exemple. Leur but est d'évincer toutes les autres encyclopédies, de manière à ce que seule leur dernière version demeure ou soit consultable dans l'avenir...

S'agissant du SRAS-CoV-2, Ils font naturellement la promotion du masque, de la distanciation sociale et du vaccin, cela ne devrait étonner personne. C'est illustré ici :

https://meta.wikimedia.org/wiki/File:20200609_Effect_of_pandemic_containment_measures.gif

Un complément. Wikipédia est intégré au GAFAM.

Google, le grand ami de Wikipédia – nouvelobs.com 23 janvier 2019

Google va donner 3,1 millions de dollars à la fondation Wikimedia.

91 millions de dollars de dons en un an.

Apple comme Amazon ont eux aussi fait des dons à Wikimedia.

https://www.nouvelobs.com/economie/20190123.OBS8995/google-le-grand-ami-de-wikipedia.html

Amazon offre 1 million de dollars à la fondation Wikipedia – bfmtv.com 26/09/2018

Wikipedia bénéficie d'un don d'un des GAFA. La fondation (à but non lucratif) qui gère cette encyclopédie des savoirs en ligne alimenté par les internautes, a reçu un don d'Amazon. Une somme rondelette -1 million de dollars (850.000 euros)- versée à Wikimedia Endowment, le fonds dédié à la pérennité de Wikipédia.

https://www.bfmtv.com/tech/amazon-offre-1-million-de-dollars-a-la-fondation-wikipedia_AN-201809260104.html

Bienvenue dans leur poubelle à putes, à médiocrité et à fric. La lobotomie du peuple est à ce prix-là

LVOG - Là vous allez avoir la nausée !

Kanye West, Ariana Grande... Qui sont les célébrités les mieux payées au monde ? - closermag.fr 16 décembre 2020

Chanteurs, acteurs, sportifs, qui sont les célébrités qui ont touché le plus d'argent cette année ? Comme à son habitude, c'est le magazine économique américain Forbes qui dévoile le classement des 100 stars les mieux payées en 2020.

Largement en tête de ce classement, on retrouve une femme : l'influenceuse et star de téléréalité américaine Kylie Jenner. À seulement 23 ans, la petite sœur de Kim Kardashian a empoché 590 millions de dollars cette année grâce, notamment, à son entreprise de cosmétique dont elle a vendu 51% des parts au groupe de cosmétiques américain Coty. Sur la seconde marche, ce n'est autre que son beau-frère, Kanye West, le mari de Kim Kardashian, qui, cette année, a amassé quelque 170 millions de dollars. Une somme qu'il aurait gagné grâce, en partie, à son contrat avec la marque Adidas, pour les baskets Yeezy. Puis, c'est le tennisman Roger Federer qui arrive en troisième position avec 106,3 millions de dollars. Il est suivi de deux autres sportifs, avec les stars du ballon rond Cristiano Ronaldo (105 millions de dollars) et Lionel Messi (104 millions de dollars). Le joueur du PSG Neymar les talonne en 7e position avec ses 95,5 millions de dollars touchés.

La présentatrice star des Etats-Unis, Ellen DeGeneres se classe en 12e position avec 84 millions.

Elton John, Ariana Grande et les Jonas Brothers dans le top 100

Pour le monde de la musique, c'est Elton John qui apparaît le premier dans le classement Forbes, au 14e rang, avec 81 millions de dollars gagnés en 2020. On retrouve aussi les stars comme Ariana Grande en 17e position avec un gain annuel évalué à 75 millions de dollars, suivie par les Jonas Brothers à la 20e place (68.5 millions de dollars).

Mohamed Salah, footballeur à Liverpool, termine ce top 100 avec 35,1 millions de dollars gagnés cette année. closermag.fr 16 décembre 2020

DEUXIEME PARTIE

La fabrication du consentement à votre propre malheur et "***la quintessence***" de l'imposture climatique ou du Green New Deal

- L'écologie doit être « acceptable par les Français » pour Macron - LePoint.fr 14 décembre 2020

- Macron annonce un référendum pour intégrer la défense du climat dans la Constitution - Europe1 14 décembre 2020

- Un référendum sur le climat, "la quintessence de la démocratie", salue Castex - Europe1 15 décembre 2020

- Jadot (EELV) "fera campagne pour le oui" au référendum pour le climat - AFP 15 décembre 2020

Comme s'il était encore permis d'avoir des doutes sur leurs mauvaises intentions inavouables envers la population.

- Covid-19: l'opposition exprime "ses doutes" face à la campagne de vaccination du gouvernement - BFMTV 17 décembre 2020

C'était la moindre des choses.

- Commission d'enquête Covid-19 : Olivier Véran vole au secours de Jérôme Salomon et se défend de toute contradiction
- Publicsenat.fr 17 décembre 2020

Totalitarisme. Nouvelle offensive de l'Etat policier.

Quand Eric Dupond-Moretti ne veut plus parler de "violences policières" - Franceinfo 17 décembre2020

Contre les violences urbaines, Valence vote la suppression des aides familiales - LePoint.fr 15 décembre 2020

Le conseil municipal de la ville Les Républicains a durci le ton, lundi, après les violences urbaines de la Toussaint, révèle France Bleu. LePoint.fr 15 décembre 2020

TINA

Il n'y avait pas d'alternative à la fermeture des lieux culturels, dit Jean Castex - Reuters 15 décembre 2020

Fêtes clandestines: une réponse à la «tyrannie sanitaire» qui pourrait déboucher sur des «soulèvements populaires»? - sputniknews.com 14 décembre 2020

Depuis le début de la crise sanitaire et à la suite des mesures coercitives prises par le gouvernement pour tenter d'endiguer la propagation du virus, les fêtes illégales se multiplient sur tout le territoire. Le sociologue Michel Maffesoli analyse pour Sputnik ce «festin en temps de peste».

Jusqu'au bout de la nuit en dépit des mesures anti-coronavirus! Le week-end dernier, de nouvelles soirées clandestines ont eu

lieu dans plusieurs villes françaises, dont Strasbourg et Marseille. Ainsi, dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 décembre, les policiers sont intervenus dans le 14e arrondissement de Marseille. Ils ont évacué environ cinq cents personnes «sans incidents».

À Strasbourg, les forces de l'ordre ont également interrompu une soirée clandestine réunissant une centaine d'invités. Plus cocasse, en Belgique, cinquante-six bambocheurs, dont la plupart étaient français, ont été contrôlés lors d'une partie fine avec escort-girls et gaz hilarant organisée pour un anniversaire. Bilan: vingt-deux interpellations. Enfin, plus d'une centaine de fêtards ont été verbalisés pour non-respect des mesures de confinement à Asnières.

Si le week-end a été mouvementé, ce type d'évènements n'est pourtant pas nouveau. Depuis le début de la crise sanitaire, de telles festivités se sont répandues en réponse aux divers dispositifs anti-COVID, notamment le confinement. Comment expliquer ce besoin impérieux de faire la fête et de se réunir?

Interrogé par Sputnik, Michel Maffesoli, sociologue et auteur notamment du «Temps des tribus» (éd. de la Table ronde, 2000), estime «qu'il y a une espèce de tyrannie sanitaire» qui entraîne «des formes de résistance». Il pense même que, dans les prochains mois, on pourrait voir éclater des «soulèvements populaires» aujourd'hui «en gestation».

«C'est une réaction saine face à cette espèce de confinement qui ne correspond pas fondamentalement à l'évolution de nos sociétés», analyse Michel Maffesoli.

Pour le sociologue, ces mesures coercitives seraient un «combat d'arrière-garde de l'oligarchie politico-médiatique», qui cherche à «préserver les grandes valeurs modernes», à savoir «l'individualisme, l'enfermement en soi.»

«Selon moi, on est en train de vivre la fin d'une époque, de la modernité. Néanmoins, cette oligarchie veut maintenir ces valeurs modernes, l'isolement est une de ces valeurs modernes», décrypte-t-il.

En réaction, «il y a une santé populaire qui va prendre le contre-pied de cela», observe le sociologue. Vers une augmentation des transgressions des mesures sanitaires?

«Les prémices et les indices, ce sont ces rassemblements festifs. Cela va être des transgressions par rapport aux limitations concernant les rassemblements familiaux, amicaux, de Noël ou du premier de l'an», poursuit-il. Si des mesures telles que le couvre-feu devaient perdurer, pourrait-on assister à une désobéissance de plus en plus importante de la part des Français?

«Il va y avoir une multiplicité de réactions, à mon sens. Peut-être que je me trompe, mais il suffit d'ouvrir les yeux pour se rendre compte qu'il y a un ras-le-bol qui se manifeste de diverses manières. […] Il y a une insurrection contre cette espèce d'asepsie de la vie sociale», détaille Michel Maffesoli. «De mon point de vue, c'est l'élite déconnectée du peuple qui veut rester sur cette valeur de l'enfermement. Comme ils sont au pouvoir, ils édictent des lois d'enfermement, au nom d'un virus qui existe, mais on ne peut pas nier que c'est lui accorder une importance démesurée et de s'en servir comme prétexte», affirme le sociologue.

D'après Michel Maffesoli, il s'agit d'une «stratégie de la peur», de la part du pouvoir. sputniknews.com 14 décembre 2020

Cibles de projectiles à Bordeaux, des policiers font usage de gaz lacrymogène - sputniknews.com 14 décembre 2020

Des policiers de la Compagnie départementale d'intervention (CDI) ont remarqué, durant l'après-midi du dimanche 13 décembre, une quinzaine de personnes sur une place de Bordeaux. Les agents ont décidé d'aller y voir de plus près, étant donné que les mesures de confinement restent en vigueur dans le pays. Ils ont demandé aux membres du groupe de se disperser et de rentrer chez eux s'ils n'avaient pas d'attestation de sortie, relate Actu17.

C'est alors que les fonctionnaires sont devenus la cible non seulement d'insultes, mais aussi de projectiles. Ils ont même dû utiliser des grenades lacrymogènes. Le gaz ayant dispersé les agresseurs, personne n'a pu être interpellé. L'incident n'a pas fait de blessés. sputniknews.com 14 décembre 2020

Israël en première ligne en matière de totalitarisme, quoi de plus normal.

Covid-19 : une députée UDI propose "un passeport vert" pour les personnes vaccinées - Franceinfo 17 décembre 2020

Quelles mesures pour inciter les Français à se faire vacciner contre le Covid-19 ? Valérie Six, député UDI du Nord, a proposé, mercredi 16 décembre, l'instauration d'un "passeport vert" pour les personnes vaccinées. "Nous pourrions prendre exemple sur l'Israël, qui octroie à chaque personne vaccinée, un passeport vert leur permettant de se rendre dans les lieux de culture, au restaurant, en définitive de retrouver une vie normale", a-t-elle déclaré à l'Assemblée nationale. Selon elle, cela

pourrait amener les Français à "prendre conscience que la vaccination permet de se protéger soi-même, mais également autrui". Franceinfo 17 décembre 2020

En famille. Un exercice annuel d'auto-couronnement.

L'opposition bélarusse reçoit le prix Sakharov 2020 - euronews 16 décembre 2020

La cheffe de file de l'opposition au Bélarus, Svetlana Tikhanovskaïa, a reçu ce mercredi le prix Sakharov 2020 lors d'une cérémonie au Parlement européen. euronews 16 décembre 2020

Comment ils créent une menace pour justifier des dépenses militaires.

Inquiète de la menace russe, la Suède renforce son budget militaire - euronews 16 décembre 2020

Les parlementaires suédois ont approuvé le quasi-doublement du budget militaire pour les 5 ans à venir. La Suède s'inquiète pour sa sécurité face aux activités militaires du voisin russe. euronews 16 décembre 2020

LVOG - Et dire que ce serait un modèle social dont il faudrait s'inspirer selon la gauche (la droite sociale)...

TROISIEME PARTIE

En famille ou quand la piquouse ressemble à un suppositoire pour rester correct !

PCF - Covid-19: le communiste Fabien Roussel se dit "pro-vaccin" et regrette la "compétition" entre laboratoires - BFMTV 17 décembre2020

LFI - Le patron de LFI "souhaite le meilleur" pour la santé d'Emmanuel Macron. "Cela a beau être un adversaire politique absolu pour moi, il n'empêche que je le considère dans son humanité." francebleu.fr 17 décembre2020

LVOG - "Un adversaire politique absolu", autrement dit un partenaire et non un ennemi.

Après avoir manifesté son cruel manque d'humanité en préférant laisser mourir des dizaines de milliers de personnes au lieu de les soigner avec les traitements existant, Macron s'est exclu lui-même de la collectivité humaine ou il ne mérite pas d'en faire partie. Tout dirigeant politique lui attribuant abusivement cette qualité devrait mériter le même sort...

Extrémisme. Malfaisant et enragé.

Le Pr Delfraissy appelle à rester «extrêmement prudents encore 3 à 6 mois» face à l'épidémie - sputniknews.com 16 décembre 2020

En évoquant le risque possible d'une troisième vague épidémique, Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique, a exhorté à faire preuve de prudence maximale pendant encore plusieurs mois, indique Le Parisien. sputniknews.com 16 décembre 2020

Quand les infections virales annuelles hivernales sont instrumentalisées et transformées en seconde et troisième vague.

Covid-19 : comment la Corée du Sud est passée de pays "modèle" à une grosse troisième vague - Yahoo Actualités 16 décembre 2020

Quand ils avouent que leurs mesures liberticides ne servent qu'à entretenir un climat de psychose collective... à des fins inavouables.

Pascal Crépey, enseignant-chercheur en épidémiologie, rappelle que "le port du masque, la distanciation physique et le lavage des mains" n'empêchent pas le risque de contamination... - francebleu.fr 17 décembre2020>

Une découverte. Quand ils avouent nuire à la population délibérément.

Covid-19 : porter un masque usagé serait plus dangereux que de ne pas en porter du tout - Yahoo Actualités 16 décembre 2020

Obscurantisme. Même un miracle n'en viendrait pas à bout, c'est pour dire !

Vaccins : « On ne peut pas éradiquer le virus », préviennent les experts - publicsenat.fr 16 décembre 2020

Top départ. Le premier vaccin sera autorisé « d'ici une semaine » et les vaccinations dans l'Union européenne « pourront commencer immédiatement », a annoncé mercredi matin la Commission européenne. Au même moment, les sénateurs de la commission des Affaires sociales auditionnaient plusieurs membres de la HAS ainsi qu'Alain Fischer, président du conseil d'orientation sur la stratégie vaccinale.

Une fois de plus, Dominique Le Guludec a expliqué aux parlementaires le protocole de vaccination en cinq phases suggéré par la HAS. « La vulnérabilité et l'exposition des personnes âgées en Ehpad nous ont aidés à déterminer notre choix de les vacciner en premier ». « En fonction des doses de vaccins que nous aurons utilisées, nous pourrons aller plus vite sur les phases suivantes », a-t-elle expliqué, ajoutant que 2 millions de doses du vaccin de Pfizer « pourraient être disponibles début janvier ». Elle a aussi rappelé la nécessité d'une information « claire, transparente, accessible pour tous », arguant que deux groupes se dégagent parmi les usagers que la HAS a pu consulter : une minorité réfractaire au vaccin, et une majorité favorable à la vaccination. Concernant ces premiers vaccins, la HAS sera en mesure de donner son avis « avant la fin décembre », a espéré quant à elle Elisabeth Bouvet, présidente de la commission technique des vaccinations de la HAS.

Mis à part les vaccins, les sénateurs ont interrogé les membres de la HAS sur les traitements qui fonctionnent face au covid-19. « À ce jour il y a deux traitements qui sont proposés : les corticoïdes, et le Remdesivir qui a reçu un aspect circonspect de la commission de transparence », a détaillé Dominique Le Guludec. Selon elle, il n'y a pas de traitement efficace à proposer « en dehors des corticoïdes ». « La chloroquine ne donne rien », a complété Marie-Paule Kieny, virologue et vaccinologiste, directrice de recherche à l'Inserm.

Alors face au manque de données, comment évaluer l'efficacité des premiers vaccins ? « On sait que les premiers vaccins ne protègent pas seulement contre la maladie grave, mais aussi contre les formes cliniques et bénignes. Par contre, on ne sait pas si les gens vaccinés transmettent le virus. Certains vaccins pourraient diminuer de façon importante la transmission, on a des données qui vont dans ce sens » a abondé Marie-Paule Kieny. En bref, le vaccin n'est pas une solution miracle et doit compléter les gestes barrières : « On ne peut pas éradiquer le virus. On va rester plusieurs mois dans cette situation. Cela va dépendre du virus lui-même. Après quelques années sous forme pandémique, il va peut-être devenir endémique ».

« On ne peut pas dire que les vaccins ne bloquent pas la transmission, ce qu'on peut dire, c'est qu'on ne sait pas. Je serai surpris qu'il n'y ait quand même pas un certain effet de protection », a ensuite rétorqué Alain Fischer à Alain Milon (Les Républicains). Selon le « monsieur vaccin » du gouvernement, la transmission ou non est d'autant plus importante qu'elle déterminera la suite de la stratégie vaccinale. « Si on apprend qu'un ou plusieurs vaccins réduisent la transmission, il y aurait intérêt à accélérer la vaccination de la population jeune. Mais tant qu'on n'a pas cette info, il est plus légitime de vacciner les plus fragiles. »

Du peu que peuvent en tirer les spécialistes, les premières études montrent que les vaccins ne sont pas sans effets secondaires. « On sait que ces vaccins sont assez réactogènes », n'a pas caché Marie-Paule Kieny. « C'est-à-dire qu'il y a des effets secondaires nombreux mais faibles et pas dangereux », a-t-elle poursuivi. Il est ainsi possible « qu'une majorité des personnes se sentent fatiguées ». « Un certain nombre de producteurs de vaccins conseillent de donner du paracétamol », a-t-elle indiqué. « Cependant pour les effets secondaires six mois après la vaccination, on ne sait rien », a-t-elle conclu. publicsenat.fr 16 décembre 2020

Quand est-ce qu'on va les euthanasier ?

Le PDG de Pfizer attendra pour se faire vacciner contre le Covid-19 - Business Insider 16 décembre 2020

"J'ai 59 ans, je suis en bonne santé, je ne travaille pas en première ligne, donc il n'est pas recommandé que mon groupe se fasse vacciner maintenant", a-t-il expliqué. Toutefois, Albert Bourla a déclaré qu'il envisagerait de se faire vacciner plus tôt que ce qui est recommandé pour une personne de son âge et de son état de santé "juste pour montrer la confiance de la société". Cela pourrait encourager d'autres personnes à se faire vacciner, a-t-il dit.

Pfizer effectue "de nombreux sondages" pour savoir ce qui inciterait les gens à se faire vacciner, a déclaré Albert Bourla — et l'une des principales réponses est de savoir si, en tant que PDG, il se fera vacciner. Les gens veulent aussi savoir si le président élu Joe Biden se fera vacciner, a-t-il déclaré.

"Dans cette optique, j'essaie de trouver un moyen de me faire vacciner, même si ce n'est pas mon heure, juste pour montrer la confiance de l'entreprise", a-t-il déclaré. "Mais nous avons pris la décision que si nous devions le faire, nous ne le ferions pas pour nos autres dirigeants, donc aucun des dirigeants ou des membres du conseil d'administration ne passera en priorité". Ils prendront cette décision au moment opportun en fonction de leur âge et de leur profession, a-t-il ajouté. Business Insider 16 décembre 2020

En complément.

- Poutine annonce qu'il recevra le vaccin contre le COVID-19 "Spoutnik V" dès que possible - Reuters 17 décembre2020

Avis aux amateurs.

États-Unis: deux soignants ont eu des réactions allergiques sévères au vaccin Pfizer - BFMTV 17 décembre 2020

Deux professionnels de santé, travaillant dans un hôpital en Alaska, aux États-Unis, ont présenté des réactions allergiques fortes après avoir reçu une injection du vaccin Pfizer/BioNTech, rapportent CNN et le New York Times. Ces deux cas ont été déclarés quelques jours après le lancement de la campagne de vaccination américaine lundi.

La première personne, une travailleuse médicale dont l'identité n'a pas été dévoilé, a été vaccinée mardi. Elle a d'abord ressenti une forte bouffée de chaleur dans les dix minutes qui ont suivi l'injection. Elle a ensuite été hospitalisée après avoir souffert d'un essoufflement grave et d'un rythme cardiaque élevé. Son état était stable mercredi matin. Elle n'avait pas d'antécédents allergiques connus.

La deuxième personne, un travailleur médical dont l'identité n'a également pas été donnée, a quant à lui été vacciné mercredi. Des poches sont apparues sous ses yeux, sa gorge s'est irritée et il a ressenti des étourdissements. L'homme, transporté aux urgences, en est sorti au bout d'une heure sans aucun symptôme.

L'hôpital, situé dans la ville de Juneau, la capitale de l'Alaska, avait administré, mercredi, un total de 144 doses aux personnes qui y travaillent. Dans un communiqué, les autorités sanitaires de l'État ont indiqué ne pas vouloir changer son calendrier de vaccination ou les doses administrées.

"Nous nous attendions à ce que des effets secondaires apparaissent comme certaines personnes en Angleterre ont ressenti des problèmes cardiaques après avoir reçu le vaccin Pfizer/BioNTech", ont-elles précisé. BFMTV 17 décembre 2020

Quand un prédicateur dément entend gouverner les Etats-Unis et le monde.

Bill Gates says he expects that coronavirus-related lockdowns could drag on into 2022 with restaurants closing their doors for the next six months. - dailymail.co.uk 14 December 2020

The billionaire Microsoft founder offered his predictions during an interview with CNN's Jake Tapper on Sunday as the US set new records for new cases, hospitalizations and deaths over a seven-day period.

Gates signaled his support for drastic restrictions - including California Governor Gavin Newsom's latest stay-at-home order...

'I hope as people see it - this vaccine rolled out and reducing the death rate, reducing transmission to people you care about, that that 60 percent number will go up.

Gates said he intends to join several other American leaders - including President-elect Joe Biden and former Presidents Barack Obama, George W Bush and Bill Clinton - in taking the vaccine publicly in an effort to help convince others that it's safe.

'Biden is doing his best to retain Francis Collins and Tony Fauci and add them to that strong group of people. These are people who are willing to admit when things aren't going well and deliver top messages, particularly about the next four to six months.

https://www.dailymail.co.uk/news/article-9050229/Bill-Gates-says-entering-worse-phase-COVID-pandemic-predicts-lockdowns-2022.html

Traduction.

Bill Gates dit qu'il s'attend à ce que les verrouillages liés aux coronavirus se prolongent jusqu'en 2022, les restaurants fermant

leurs portes pendant les six prochains mois.

Le fondateur milliardaire de Microsoft a offert ses prédictions lors d'une interview avec Jake Tapper de CNN dimanche, alors que les États-Unis établissaient de nouveaux records de nouveaux cas, d'hospitalisations et de décès sur une période de sept jours.

Gates a signalé son soutien à des restrictions drastiques - y compris le dernier ordre de rester à la maison du gouverneur de Californie Gavin Newsom...

«J'espère, comme les gens le voient, que ce vaccin a été déployé et a réduit le taux de mortalité, réduisant la transmission aux personnes qui vous sont chères, que ce nombre de 60% augmentera.

Gates a déclaré qu'il avait l'intention de se joindre à plusieurs autres dirigeants américains - dont le président élu Joe Biden et les anciens présidents Barack Obama, George W Bush et Bill Clinton - pour prendre le vaccin publiquement dans le but d'aider à convaincre les autres qu'il est sûr. (Comme si quelqu'un allait croire ces criminels ! - LVOG)

Gates : "Biden fait de son mieux pour conserver Francis Collins et Tony Fauci et les ajouter à ce groupe de personnes fort. Ce sont des gens prêts à admettre que les choses ne vont pas bien et à livrer les meilleurs messages, en particulier au cours des quatre à six prochains mois."

La vidéo

Tapper asks Gates when he thinks we'll be back to 'normal.' Hear his response - 13 déc. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=dCt23D8VXpc&feature=emb_title

Contre-propagande et résistance.

Témoignage

Paru dans le blog du Dr. Maudrux dans le dernier article sur l'hydroxychloroquine.

Depuis le début de cette « pandémie » je suis effrayé par la tournure des évènements que même Orwell ne pouvait imaginer! Ayant été malade du Covid 19 (toute ma famille l'a eu en même temps, en mars dernier, logique, mais j'ai été le seul malade, quelle maladie terrifiante non!!!!), après 3 jours pendant laquelle les symptômes (perte de goût et fatigue) s'installaient, j'ai décidé étant un peu âgé (63 ans à l'époque) et un peu gros (105 kg à l'époque) d'aller vérifier tout cela. Test PCR positif, scanner positif, me voilà donc parti vers l'hôpital pour une nuit d'observation, et je dois dire qu'effectivement j'étais crevé au 3ème jour. Un ami médecin sur la route (j'étais alors en Corse) m'a apporté comme un dealer (mais quelle honte!) le fameux traitement HCP +AZM, que j'ai donc commencé à prendre à 16h le jour 4. J'ai repris une dose à 23h après que tous les tests (affreux!) aient été finalisés, et une autre le lendemain matin à 8h. Mon état s'étant « miraculeusement » amélioré, les collègues m'ont laissé sortir de l'hôpital. A midi je n'avais plus aucun symptôme ! j'ai bien sur respecté le traitement jusqu'à la fin…

Certes j'ai peut-être une immunité fabuleuse, mais la coïncidence est troublante, non? Des histoires comme celle-là j'en ai plus de 50 dans ma besace. La dernière vaut la peine de vous être raconté. Un de mes patients a une nièce atteinte de la mucoviscidose, âgée de 45 ans (!!!) après 2 greffes pulmonaires. Bon vous l'avez compris, le terrain idéal pour notre célèbre corona virus. Elle est suivie de façon régulière à l'hôpital Nord de Marseille. Et c'est donc là qu'elle se rend lorsque la fièvre et la fatigue apparaissent. Le diagnostic est rapide, Covid 19 avec les tests positifs! Le traitement HCQ + AZM + Zn est mis en place… en 7 jours tout rentre dans l'ordre et elle est rentrée chez elle. Alors je veux bien que ce traitement ne marche pas, mais quand même, un traitement anodin, ancien, pas cher, avec tant de belles histoires, même s'il est « inefficace » (ce dont je doute fort bien sur) il faut le donner sans hésiter.

Car dans le même temps, exerçant à Paris, j'ai plein d'autres histoires où des patients moins à risque que moi, ont mis des semaines à s'en sortir, abandonné par nos collègues qui ne se sentent pas le droit de prescrire ce traitement (qui je vous le rappelle était en vente libre en janvier!). Cette histoire reste pour moi HA-LLU-CI-NAN-TE!

Et malheureusement, démarrer la crise par cette polémique qui n'a pas lieu d'être, fourni bien sur au dits « complotistes » (mais vraiment je n'aime pas ce mot car il ferait référence à des gens qui ourdiraient en secret un complot…) de la bonne matière.

Reprenons raison! Et si jamais vous avez ce virus, ou un de vos proches, n'hésitez surtout pas à prescrire ce traitement sans danger. Quant à moi, je vais très bien, ne pouvant rien faire sur l'âge (J'ai maintenant 64 ans), j'ai décidé d'agir sur le poids (-10 kilos). J'ai repris mes interventions chirurgicales dès que le gouvernement nous l'a autorisé! J'ai néanmoins hâte que tout cela s'arrête car la folie du monde me fait peur et l'avenir de mes enfants et petits-enfants m'inquiète.

Merci et amitiés à tous

Prof. Christophe Mathoulin - Chirugien de la Main et du Poignet, Paris

Cinq études sur le COVID qui font l'effet d'une bombe : L'université Oxford révèle que 97% des « positifs » au Covid sont non contagieux. 84% des patients traités à l'hydroxychloroquine ont évité une hospitalisation. - europe-israel.org 16 décembre 2020

La journaliste américaine Liz Wheeler parle de 5 études sur le COVID qui font l'effet d'une bombe et que les médias mainstream ne vous rapporteront pas! La vidéo originale a été publiée le vendredi 11 décembre 2020.

1 – L'université d'Oxford révèle qu'à 40 cycles d'amplification 97% des positifs au test du Covid ne sont pas contagieux car les traces de virus démontrent que le virus est mort. EN France, on pratique des tests PCR à 45 cycles d'amplification, autant dire qu'au moins 60% des « positifs » sont de faux positifs…

2 – SeLon une étude, au delà de 9 jours le virus est mort et donc plus personne n'est contagieux.

3 – Une étude du CDC d'Atlanta rapporte que 2 % des donneurs de sang de la côte Ouest avaient des anticorps du Covid-19 en décembre 2019 ! Le virus circulait donc déjà en décembre 2019 sans aucun malade ni aucun mort… 4 – Une étude des chercheurs de l'université d'Oslo démontre que l'épidémie de Covid 19 n'a engendré aucune surmortalité contrairement au discours ambiant de peur. 5 – L'International Journal of Antimicrobial Agents constate une diminution de 84% des hospitalisations des patients traités à l'hydroxychloroquine et l'azitromicine et le zinc. europe-israel.org 16 décembre 2020

https://odysee.com/5_covid_bombshell_studies:abf9d56941ca118bfc27df53bf0771ea85188d2d?src=embed

UP: New Protocol Ivermectin to replace HCQ in treatment of Covid patients - indianexpress.com August 8, 2020

Traduction.

Le gouvernement de l'Uttar Pradesh a décidé de remplacer l'hydroxychloroquine par l'ivermectine pour la prévention et le traitement du Covid-19.

Une ordonnance précisant le dosage et l'utilisation de l'ivermectine à la fois pour la prévention et le traitement a été émise par le secrétaire en chef supplémentaire (Santé et médecine) Amit Mohan Prasad à tous les médecins en chef de l'État.

Des sources du gouvernement ont déclaré que la décision de remplacer l'hydroxychloroquine (HCQ) par l'ivermectine a été prise après des résultats encourageants à Agra, où elle a été utilisée à titre expérimental.

Des sources ont déclaré que le médicament s'est avéré efficace non seulement dans le traitement des patients Covid-19, mais aussi dans la prévention des infections à grande échelle parmi les agents de santé de première ligne engagés dans le traitement et la manipulation des patients Covid-19.

«Il y avait beaucoup de problèmes avec HCQ. Par conséquent, il nous a maintenant été demandé d'utiliser à la place l'ivermectine selon les doses prescrites. Nous commencerons la distribution du médicament parmi les agents de santé de première ligne ainsi que pendant la recherche des contacts à partir de samedi », a déclaré le médecin en chef de Lucknow, le Dr RP Singh.

La décision et le protocole de dosage du médicament ont été finalisés lors d'une réunion d'experts médicaux présidée par le directeur général de la médecine et de la santé le 4 août.

Pour les patients Covid, Ivermectine avec Doxycycline a été prescrit.

Pour les travailleurs de la santé, il a été suggéré de donner une dose d'ivermectine le premier, le septième et le 30e jour, puis une fois par mois.

Cependant, à titre de mise en garde, l'ivermectine n'est pas conseillée aux femmes enceintes ou aux enfants de moins de deux ans, tout comme la doxycycline.

L'ivermectine est un médicament à large spectre avec des effets potentiels pour traiter une gamme de maladies, avec ses

propriétés antimicrobiennes, antivirales et anticancéreuses, selon Nature.

Dans son article du 12 juin, la revue scientifique a écrit que 5 µM d'ivermectine entraînaient une réduction de 5000 fois de l'ARN viral du virus SARS-CoV-2 ou COVID-19 et que le médicament tue efficacement presque toutes les particules virales en 48 heures.

https://indianexpress.com/article/india/up-new-protocol-ivermectin-to-replace-hcq-in-treatment-of-covid-patients-6545236/

Prophylaxie et protocole de traitement ambulatoire précoce pour covid 19

https://covid19criticalcare.com/wp-content/uploads/2020/12/FLCCC-I-MASK-Protocol-v6-2020-12-09-FRANCAIS.pdf

https://translate.google.com/translate?depth=1&hl=fr&prev=search&pto=aue&rurl=translate.google.com&sl=en&sp=nmt4&u=https://covid19criticalcare.com/wp-content/uploads/2020/12/FLCCC-I-MASK-Protocol-v6-2020-12-09-FRANCAIS.pdf

---

QUATRIEME PARTIE

Inde.

Les fermiers indiens toujours en grève contre la réforme du marché agricole - euronews 14 décembre 2020

Les agriculteurs indiens continuent de bloquer les accès des différentes provinces à la capitale New Delhi. Ce weekend, si des centaines de fermiers étaient installés à 30 km au nord-ouest de New Delhi, un groupe a réussi à prendre le contrôle de deux postes de péage et d'autres ont tenté de bloquer de nouvelles autoroutes, mais sans succès. Ils ont été évacués par la police.

Depuis septembre, les fermiers qui constituent plus de la moitié de la population indienne, sont vent debout contre le gouvernement et la loi de libéralisation de la commercialisation des produits agricoles.

Ils estiment que la réforme les mettra à la merci de grands groupes qui pourront à leur guise faire baisser les prix, et éventuellement finir par les déposséder de leurs terres. D'autant plus que rien n'empêche ces compagnies de stocker les denrées pour une durée illimitée et d'organiser la spéculation.

Jusqu'alors les marchés agricoles contrôlés par l'Etat assuraient aux agriculteurs un revenu minimum. Les fermiers exigent depuis que le Premier ministre Narendra Modi fasse marche arrière sur cette réforme. euronews 14 décembre 2020

Haut de page

Le 19 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Dernières minutes.

Communiqué du Syndicat National des médecins hospitaliers SNMH - Force Ouvrière (format pdf)

- DOCUMENT. Levée de la sanction contre le Pr. Christian Perronne. (18.12)

Une brève causerie pour que soyez informés rapidement des derniers développements au sujet du Dr. Perronne.

Je mettrai de nouveau articles en ligne dans 2 heures. De nombreux articles ne sont pas disponibles au format pdf ou téléchargeables, aussi je dois à partir de l'écran les coller dans une page Word et la convertir en pdf. Et comme je n'avais pas déjà assez de boulot, je me mets à traduire des pages entières en anglais à partir de Google, où ensuite il faut se taper la mise

en page et le reste du boulot.

Vous comprendrez pourquoi je laisse de côté un tas de sujets que je considère secondaires, je préfère me consacrer à l'essentiel, à ce qui influence l'orientation de la société ou du monde, tout le reste s'inscrit dans la même direction. Quand on sait ou qu'on a compris ce que nos ennemis trament ou qu'on a cerné leurs stratégies, on y voit déjà beaucoup plus clair ou plus rien ne nous surprend ou presque.

Bon week-end à tous.

En guise d'introduction.

Le coup d'Etat qui a porté Macron au pouvoir trouve son prolongement attendu ou logique dans l'abus de pouvoir qu'il exerce sans retenu avec ses sbires depuis 2 ans et demi. S'en étonner relève de l'inconscience politique ou de l'inconsistance intellectuelle, mais vaut mieux tard que jamais. La preuve.

Soutien au Pr. Perronne.

Christian Perronne au Défi de la vérité : ses premiers mots après sa mise à l'écart - France Soir 18 décembre 2020

- La vidéo.

Le Pr Perronne au Défi de la vérité, notre nouvelle émission : au micro de Richard Boutry, il a relaté son entretien du matin matin même et déclaré qu'avec l'assistance de son avocat, il va attaquer certains médecins devant le Conseil de l'Ordre. France Soir 18 décembre 2020

LVOG - On apprend que mardi prochain une manifestation aura lieu en soutien au Pr. Perronne devant l'hôpital de Garches, apparemment l'ensemble du personnel et les syndicats devraient y participer, ainsi que de nombreux médecins de la région.

J'appelle les lecteurs qui le peuvent à y participer et à faire passer le message.

J'ai contacté FO pour qu'ils me transmettent des précisions sur cette manifestation et le communiqué du Dr. Perronne du 18 décembre afin de pouvoir le publier, il figure sur Facebook auquel je ne suis pas abonné.

Totalitarisme. Assassinat de masse prémédité et assumé.

Pour les aînés « le confinement, a fait plus de dégâts que le covid-19 » - Publicsenat.fr 18 décembre 2020

LVOG - On est bien en présence d'un régime monstrueux et criminels qu'un très grand nombre s'emploient à ménager. Par exemple.

En famille, quelle que soit la longueur de la table ou sa place, la soupe sera bonne.

- Jean-Luc Mélenchon a tenu à partager un test PCR négatif sur Twitter ce 17 décembre, pour prouver qu'il n'a pas été contaminé. En effet, le patron de La France insoumise a déjeuné à l'Elysée le 15 décembre. voici.fr 18 décembre 2020

- Je ne suis pas cas contact du Président Macron. L'Elysée m'a appelé pour me le confirmer. J'étais assis trop loin du Président ce jour là... Twitter 18 décembre 2020

LVOG - Pas besoin d'être un "*cas contact du Président Macron*" pour que LFI devienne La France Infréquentable !

C'est là qu'on s'aperçoit que l'urgence climatique était une imposture ou un prétexte pour justifier le Green New Deal dans le cadre du "***Great Reset***".

Avec la 5G, l'impact carbone du numérique pourrait augmenter de 45 % d'ici à 2030 - publicsenat.fr 19 décembre 2020

Le Haut conseil pour le climat a publié son rapport sur l'impact environnemental de la 5G. Cette technologie pourrait entraîner une hausse de près de 50 % de l'impact carbone du numérique en 10 ans.

Vendredi, le président du Sénat Gérard Larcher a reçu un rapport qu'il attendait avec impatience. Ce rapport qu'il avait commandé en mars dernier, c'est l'avis du Haut conseil pour le climat sur l'impact environnemental de la 5G. Fin septembre, Gérard Larcher s'était ému qu'Emmanuel Macron autorise les attributions de fréquence 5G, sans même attendre une évaluation de l'impact sanitaire et environnemental de cette technologie mobile. publicsenat.fr 19 décembre 2020

LVOG - Il a récidivé avec le vaccin de Pfizer...

Etat d'exception sans exception à l'échelle mondiale. La civilisation humaine gravement menacée.

Coronavirus: La Suède impose à son tour de sévères restrictions - Reuters 18 décembre 2020

La Suède a annoncé vendredi ses plus sévères restrictions à ce jour pour lutter contre l'épidémie de coronavirus.

Lors d'une conférence de presse, le Premier ministre Stefan Löfven a recommandé pour la première fois le port du masque dans les transports publics durant les heures de pointe et annoncé la fermeture pour une durée d'un mois, jusqu'au 24 janvier, de tous les lieux publics non essentiels comme les salles de sport, les piscines ou les bibliothèques.

"Il n'est plus possible de reprendre la vie normale de tous les jours", a-t-il dit. "Une pandémie est une question de vie ou de mort." Reuters 18 décembre 2020

LVOG - La Suède n'est-elle pas une monarchie ? Elle manquerait à tous ses devoirs, si elle n'avait plus un droit de vie et de mort sur ses sujets.

Haut de page

Le 20 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ai mis ces articles dans la causerie du 20 par commodité.

Les différentes rubriques seront actualisées demain matin, plus le temps. J'ai bossé toute la journée depuis 9h ce matin, il est 19h33 et ici c'est tard ! il faudrait peut-être que je m'occupe du dîner, soupe à l'oignon et spaghetti, certes, seulement à réchauffer, et aussi prendre une douche !

J'ai aussi envoyé plusieurs courriels en France et 2 commentaires au blog du Dr. Maudrux. Bref, je n'ai pas arrêté une minute ! J'allais oublier le chien qui mange aussi !

L'internationale de la censure, le ministère de la Vérité, les chiens de garde du Forum économique mondial.

- DOCUMENT. Eurovision Social Newswire : l'UER en première ligne sur le front de l'information (27.11.2019)
- DOCUMENT. La "Trusted News Initiative" s'attaque à la désinformation sur la coronavirus. (27.03)
- DOCUMENT. La "Trusted News Initiative" intensifie la lutte mondiale contre la désinformation et cible l'élection présidentielle américaine. (13.07)

Vaccin et reconnaissance faciale par le Forum économique mondial.

- DOCUMENT. Reconnaissance faciale - Partie II Projet pilote : Auto-évaluation, audit des systèmes de gestion et certification (12.2020)

- DOCUMENT. Créer des vaccins pour l'être humain plutôt que pour le profit (09.12)
- DOCUMENT. Cadre d'action pour un usage responsable de la reconnaissance faciale Cas d'usage : gestion des flux (30.03)

Sur le SRAS-CoV-2, les médicaments, les vaccins,l'industrie pharmaceutique.

- DOCUMENT. Que penser de la menace voilée de Macron sur Brut? (18.12)

- DOCUMENT. Pr La Scola: « Le vaccin ne sera pas la solution miracle. » « Et après on fait quoi? On reste confinés jusqu'à la fin de nos jours? » (18.12)
- DOCUMENT. En quoi la gestion de la crise sanitaire de la Covid-19 par les dirigeants français et hauts fonctionnaires d'administrations est-elle «l'une des plus grandes tromperies de l'Histoire»? (18.12.)
- DOCUMENT. Communiqué de presse. Cri d'alerte des malades de Lyme, après la décision de l'AP-HP contre le Pr. Christian Perronne (17.12)
- DOCUMENT. HCQ is effective for covid-19 when used early : meta analysis of 172 studies (17.12)
- DOCUMENT. Les masques, CO2 et toxicité (15.12
- DOCUMENT. Vacciner est-ce prévenir ? (15.12)
- DOCUMENT. Le port du masque en extérieur nous protège-t-il ? et les autres ? (12.12)
- DOCUMENT. Le test PCR en justice (10.12)
- DOCUMENT. Risques psychologiques liés à l'épidémie de covid-19 (08.12)
- DOCUMENT. Vaccination SARS-CoV-2 : le Dr Wodarg et le Dr Yeadon disent stop ! (03.12)
- DOCUMENT. La vaccination antigrippale depuis le 13 octobre 2020 est-elle responsable de la surmortalité observée en France entre le 15 et le 30 novembre 2020 et dans le reste de l'Europe ? (13.07)
- DOCUMENT. Coronavirus : l'ivermectine, nouvelle chloroquine ? (08.04)
- DOCUMENT. En 2007, le groupe pharmaceutique américain Pfizer a effectué au Nigeria des essais illégaux de médicaments qui ont tué ou handicapé des enfants (05.06.2007)

Infos internationales.

- DOCUMENT. COSTA RICA – Une loi pour la privatisation des semences (18.12
- DOCUMENT. Le plan USA de domination de l'espace. (15.12.2020)
- DOCUMENT. La guerre des classes de la Grande-Bretagne contre les enfants (15.12)
- DOCUMENT. La guerre civile devient inévitable aux USA (15.12)

Haut de page

Le 24 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ajouterai demain de nouveaux documents, plus le temps je dois cuisiner !

Ma compagne m'a encore joué un mauvais tour, elle devait rentrer hier et m'aider, il est 16h55 et elle n'est toujours pas là. Et elle ne me téléphonera pas, elle est à 1,5 km de chez moi. C'est dur parfois à supporter, mais je ne me plains pas, avec une femme plus évoluée, elle passerait son temps à me faire chier, ce serait pire !

Ma soeur cadette qui s'accommode parfaitement de la situation et s'estime heureuse dans cette société, c'est son droit, cela existe plus qu'on ne le croie, m'a écrit "*Pour fêter Noël on ne va pas suivre les recommandations nous serons 14 à la maison, ils nous cassent les pieds déjà que pour le 31 c'est couvre-feu mais nous serons probablement une dizaine tout le monde dort à la maison ou chez un voisin, système D*".

J'y vois là la révolte qui gronde et qui ne demande qu'à exploser à la première étincelle. Question : Qui allumera la mèche, quand et à quelle occasion ? La réponse dans peu de temps, c'est tout le mal que je vous souhaite pour l'année 2021.

Bonne soirée.

- 31 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE.

Introduction.

- Jamais l'esclavage n'est aussi bien réussi que quand l'esclave est convaincu que c'est pour son bien (Aristote)

Voilà ce qui inquiète la majorité des Français.

- Comment éviter la crise de foie et la prise de poids lors du repas de Noël ? - Yahoo Actualités 23 décembre2020

Kleptomanie aggravée. Détroussage préventif. Les vautours veillent à votre bien-être dans l'au-delà !

- Lu dans une page de La Tribune : 62% des français ont l'impression d'être mal préparés pour faire face à un décès. Assurez-vous dès maintenant

Qui se donne la peine de le vérifier ou d'en tenir compte ?

- Et, de même que dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer, encore davantage dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité. (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

Cela vaut pour tous les militants qui suivent aveuglément des partis ou des dirigeants qui ont passé leur temps à les tromper, mais comme à côté de cela ils leur tinrent des discours qui allaient dans le sens de ce qu'ils avaient envie d'entendre, ils s'en contentèrent... Les masses ne réagissent pas autrement en entendant le discours de Macron. Alors de là à revendiquer un niveau de conscience supérieur à celui des masses, désolé, ils repasseront ! On y reviendra dans la prochaine causerie, j'ai couché cela dans un cahier.

Qui a osé dire ou leur humanisme est bien la politesse des salauds (Ou des ordures)... ?

1- "*La crise sanitaire aura été un moment de solidarité envers les plus âgés*".

Réponse : Un conseiller ministériel. Europe1 20 décembre 2020

- Le gouvernement veut lutter contre l'abandon des animaux de compagnie - Franceinfo 20 décembre 2020

2- Lorsqu'il "*s'agit de restreindre nos libertés publiques, on pourrait avoir une discussion collective tout de même !*"

Réponse : Le député LFI Alexis Corbière sur RMC. ouest-france.fr 22 décembre 2020

LVOG - Vous aurez compris qu'il n'était pas contre ou pourquoi ils ne les ont pas défendues. A côté même la droite et l'extrême droite auront fait preuve de retenue, c'est pour dire à quel degré de soumission ou de pourriture ils sont arrivés à LFI.

Le commentaire que j'ai estimé inutile d'envoyer à un blog.

J'ajoute : Voyez-vous, il y a des jours où la bonne conscience, l'hypocrisie, la mauvaise foi ou l'ignorance des nantis m'indispose au plus haut point ou devient intolérable à entendre...

- Qu'on se le dise, la vaccination n'est pas obligatoire... mais l'absence de vaccination vaudra privation de libertés.

"Le Premier ministre peut (...) subordonner les déplacements des personnes, leur accès aux moyens de transports ou à certains lieux, ainsi que l'exercice de certaines activités à la présentation des résultats d'un test de dépistage établissant que la personne n'est pas affectée ou contaminée, au suivi d'un traitement préventif, y compris à l'administration d'un vaccin, ou d'un traitement curatif"

Sous un régime totalitaire, le monarque dispose du pouvoir absolu, il peut s'octroyer le pouvoir de suspendre pour une période indéterminée toutes les libertés individuelles et collectives dès lors qu'il le juge opportun.

Puisqu'aucun recours n'a été prévu ou retenu pour éventuellement s'y opposer, si on juge liberticide et illégitime cette loi adoptée dans le cadre de la Constitution de la Ve République, il ne reste plus qu'à déposer le despote et abolir cette Constitution, sauf à s'y soumettre hypocritement, docilement. Car dès lors, toute tergiversation ou hésitation, questionnement, vocifération ou gesticulation s'avèrerait inutile ou relèverait du double discours, qui ne servirait qu'à cautionner cette loi et ce régime. Et je pèse mes mots, ailleurs je me serais exprimer autrement.

Aussi désagréable que cela paraîtra à certains à n'en pas douter, il arrive toujours un moment où il faut appeler les choses par

leurs noms et choisir son camps, il en va toujours ainsi en état de guerre. Et plutôt sera le mieux.

Questions à 1 centime d'euro. Il y a environ 45 millions de citoyens adultes en France. Combien sont-ils à avoir pris connaissance de cette loi ? Combien sont-ils à avoir pris conscience qu'elle faisait peser une grave menace sur l'ensemble de nos libertés, sans parler des conséquences sociales qui en découleraient fatalement ?

La mise en scène de l'urgence climatique aurait dû vous mettre la puce à l'oreille sur ce qui se tramait, en vain. C'est exactement la même imposture ou le même scénario auquel on assiste avec l'urgence sanitaire. L'OMS a joué le même rôle que le GIEC, et comme la première partie de leur programme s'était déroulée à merveille, la suite devait forcément se dérouler en mettant à exécution leur menace ou en passant cette fois au mode coercitif. Dès lors que 193 Etats s'exécutent, pourquoi ne serait-on pas en droit d'évoquer une gouvernance mondiale de nature totalitaire ?

Parole d'internaute

- « Errare humanum est, Perseverare diabolicum »... ou comment une crise sanitaire (provoquée?) gérée dans le monde occidental de manière quasi dictatoriale aboutira à des révolutions violentes dans les prochains mois.

LVOG - C'est tout le mal qu'on peut se souhaiter. Il faut espérer que Macron redoublera de führer et que ses coups atteindront violemment les classes moyennes pour qu'elles se soulèvent et que le prolétariat marche dans son sillage. C'est prévu, mais osera-t-il ou plutôt ses parrains oseront-ils prendre un tel risque, encourageons-les dans ce sens au lieu de se morfondre sur notre triste sort comme le font nos pitoyables dirigeants

---

DEUXIEME PARTIE

Qui ne tente rien n'a rien.

LVOG - Tous ceux qui passent leur temps à s'adresser des messages d'autosatisfaction sur le thème du progrès social et de la démocratie, oublient sciemment qu'une masse considérable de travailleurs en sont exclus ou n'y ont pas le droit, en France, et ailleurs dans le monde c'est 1000 fois pire encore, mais ils s'en contrefoutent.

Tous leurs discours sur les bienfaits de la République n'ont été que des suppositoires anesthésiants destinés à endormir les travailleurs et les militants, à fournir un verni démocratique à un régime dictatorial, afin aussi de permettre à ceux qui en tiraient profit de dormir tranquillement ou de se donner bonne conscience, c'est ce qu'ils ont appelé la gauche qui répugne aux travailleurs qui sont confrontés à une toute autre réalité.

Urgences sanitaires : le gouvernement retire un projet de loi controversé - Publicsenat.fr 23 décembre 2020

Il s'est écoulé 24 heures, ou un peu moins, entre le dépôt du projet de loi instaurant un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires et son retrait. Un rétropédalage éclair confirmé par le ministre de la Santé, hier soir, sur le plateau de TF1.

« Il s'agit d'une mauvaise polémique. Ce texte n'a pas du tout vocation à envisager la vaccination obligatoire contre le coronavirus », s'est d'abord défendu Olivier Véran avant d'assurer que le texte ne serait finalement pas présenté « avant la sortie de la crise ».

Le projet de loi a semé le doute sur la stratégie vaccinale du gouvernement qui était claire jusqu'alors. Dans son article 1er, le projet de loi permettait au Premier ministre de conditionner le déplacement des personnes et l'exercice de certaines activités à la présentation d'un test de dépistage ou « au suivi d'un traitement préventif, y compris à l'administration d'un vaccin ».

Une disposition qui « sans être par elle-même assimilable à une obligation de soins peut, si notamment elle conditionne la possibilité de sortir de son domicile, avoir des effets équivalents », soulevait le Conseil d'État dans son avis rendu public le même jour. Publicsenat.fr 23 décembre 2020

En complément.

- "L'objectif de ce texte est de nous préparer à la fin de l'état d'urgence sanitaire, le 1er avril 2021, et d'établir un cadre juridique durable face aux crises sanitaires", avait expliqué peu de temps auparavant le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal. AFP 22 décembre 2020

- "*Nous vivons depuis dix mois un cauchemar. Nous rentrons en dictature sanitaire. L'assemblée nationale a un projet de loi*

pour supprimer toutes les libertés. Si vous n'êtes pas vaccinés, vous serez des citoyens de seconde zone. Il faut réagir." - Christian Perronne actu.fr 22 décembre 2020

Rassemblement de soutien pour le Pr Perronne devant l'hôpital de Garches - Magazine Nexus 22 déc. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=oMueyukcoaw

Christian Perronne au Défi de la vérité : ses premiers mots après sa mise à l'écart - France-Soir 18 décembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=_yhdN2v7o94

Une question qui relève de plus en plus du négationnisme.

Où est la gauche ?

En France on entend quelques protestations à droite mais pratiquement rien à gauche. La gauche est descendue dans la rue contre la loi de Sécurité globale et l'article 24 (retiré mais remis dans la loi sur le séparatisme), mais là, contre les deux décrets de décembre et le projet de loi Castex, on ne l'entend pas. On ne l'a pas entendue non plus s'élever, pendant toute la durée de l'épidémie, contre l'arbitraire, l'exagération, l'absurdité et l'iniquité des mesures sanitaires. Pourquoi ?

C'est, à mon humble avis, que la gauche, soit partage, soit n'ose pas s'opposer à l'idéal de société aseptisée des écologistes. Yannick Jadot voulait rendre les vaccins obligatoires, vous vous rappelez ? Et, sur les plateaux de TV, les écologistes n'ont pas cessé de traiter d'irresponsables tous ceux qui trouvaient les mesures gouvernementales abusives et contre-productives. (...)

Finalement on dirait que la dictature sanitaire de Macron convient parfaitement à ces ayatollahs de l'écologie et que leurs amis de gauche s'en accommodent par lâcheté, commodité ou conviction.

C'est bien regrettable, car lorsqu'ils s'apercevront que ce n'est pas leur conte de fée qui se réalise mais celui du Grand Capital, il sera trop tard. (Séduction et oppression: le «en même temps» de Macron culmine dans le Projet de loi instituant un régime de dictature sanitaire par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 24 décembre 2020)

LVOG - Si ce n'est que "*regrettable*", ce n'est pas si grave que cela, quelle horreur ! Quand on vous dit que ces beaux parleurs sont inconsistants ou se foutent de tout du moment que leur petit confort n'est pas contrarié, on n'invente rien, hélas !

Et cela a un prix, vous ne tarderez pas à recevoir la facture...

- "La dette se rembourse, c'est un principe", estime Dussopt, le ministre des Comptes publics - Europe1 19 décembre 2020

Totalitarisme. Appel à la délation ou quand le masque de la réaction tombe.

Drogues : Darmanin part en guerre contre les points de deal - LePoint.fr 20 décembre 2020

Gérald Darmanin a indiqué dimanche 20 décembre la création d'une plateforme dédiée aux habitants, qui pourront signaler les points de deal près de chez eux. LePoint.fr 20 décembre 2020

Violences, police : « Le désordre, c'est la barbarie », selon Macron - LePoint.fr 23 décembre2020

Dans un entretien-fleuve accordé à « L'Express », le président est notamment revenu sur le climat social qui tend à se dégrader, selon de nombreux observateurs. LePoint.fr 23 décembre2020

Macron s'inquiète de la "crise d'autorité" qui favorise selon lui le "complotisme" - BFMTV 22 décembre2020

Le président de la République a accordé une interview à L'Express, dans laquelle il déplore la "contestation de toute forme d'autorité, y compris de l'autorité académique et scientifique". BFMTV 22 décembre2020

Covid : des députés de la majorité appellent à en "finir avec le discours antivaccin" - Europe1 19 décembre 2020

Macron estime que les mesures anti-Covid en France ne constituent pas "une privation de libertés" - BFMTV 23 décembre2020

Le chef de l'État a accordé un long entretien à L'Express, dans lequel il évoque notamment les restrictions décidées pour endiguer la propagation du Covid-19. BFMTV 23 décembre2020

TROISIEME PARTIE

Qui gouverne et les marionnettes de l'oligarchie anglo-saxonne.

Covid-19 : "Boris Johnson a sans doute exagéré la contagion de la variante" - europe1.fr 23 décembre 2020

De l'autre côté de la Manche, ce n'est en tout cas "pas la panique", assure Dominic Grieve, l'ancien parlementaire de l'ouest de Londres et procureur général pour l'Angleterre et le pays de Galles de 2010 à 2014. "On a certes l'impression que la variante est probablement plus contagieuse, mais aussi beaucoup moins mortelle et que le virus est peut-être en train de s'atténuer."

D'un point de vue politique, Boris Johnson a décidé samedi d'empêcher les réunions familiales pour Noël, contrairement à ce qu'il avait annoncé quelques jours plus tôt. "Je crois que ce n'est pas une diversion au sujet du Brexit", estime Dominic Grieve. "S'il y a eu une exagération du problème, c'est parce que le Premier ministre, un individu qui est constamment optimiste, avait assuré aux Britanniques qu'ils allaient pouvoir se réunir à Noël. Tout d'un coup, sous l'avis de ces experts, il a décidé que ce n'était plus possible."

Face à une recrudescence des contaminations, il a donc fallu "faire diversion", ou en tout cas masquer ce spectaculaire changement de politique sanitaire dans une période de l'année très particulière au Royaume-Uni. "Pour justifier son revirement, il a donné une impression qu'il y avait un problème plus considérable qu'il ne l'était en effet. Boris Johnson a peut-être exagéré la contagion de cette nouvelle variante", avance Dominic Grieve. europe1.fr 23 décembre 2020

Coronavirus : l'OMS appelle à « renforcer les contrôles » après la découverte d'une variante du Covid-19 - 20minutes.fr 20 décembre 2020

Confinement et couvre-feu un peu partout en Europe face au Covid-19 - euronews 19 décembre 2020

Covid-19: pour Macron, "le deuxième confinement est un exemple d'efficacité" - BFMTV 22 décembre2020

LVOG - Alors que les faits démontrent exactement le contraire, il ose tout, normal.

Gabriel Attal alerte les Français: "L'épidémie ne recule plus à l'approche de Noël" - BFMTV 21 décembre

Lors d'un point presse à l'issue du Conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement a de nouveau demandé aux Français de "ne pas baisser la garde". BFMTV 21 décembre

Nouvelle souche de Covid-19 : faut-il reconfiner les Français ? - Publicsenat.fr 21 décembre

La fermeture des frontières avec le Royaume-Uni, où une variante du virus plus contagieuse y a été détectée, a été annoncée hier par la France. Face à ce risque nouveau et à l'augmentation du nombre de cas, faut-il reconfiner les Français, à quelques jours des fêtes de Noël, comme l'ont décidé d'autres pays européens, dont l'Allemagne et l'Italie ? Publicsenat.fr 21 décembre

Un Professeur préconise un reconfinement strict d'un mois après Noël - Yahoo Actualités 22 décembre 2020

Invité à s'exprimer au micro de BFM TV ce mardi matin, le Professeur Djillali Annane, chef du service de réanimation à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, préconise un confinement strict d'un mois à compter du 26 décembre pour mettre fin à l'épidémie. Yahoo Actualités 22 décembre 2020

Covid-19 : une étude pointe un risque de troisième vague hospitalière dès le 7 janvier - Journal du Dimanche 20 décembre 2020

"Notre avenir et celui d'une troisième vague qui pourrait survenir en janvier, c'est nous qui le construirons ou pas dans les jours

qui viennent, a asséné le président du conseil scientifique, Jean-François Delfraissy, sur RMC-BFMTV. Plus on essaiera de ne pas trop se contaminer dans une ambiance familiale et amicale, plus on a de chances d'éviter ce phénomène." Journal du Dimanche 20 décembre 2020

Lu dans un article de l'AFP du 19 décembre 2020 consacré au Turkménistan, ***Au Turkménistan, plante, propagande et absence de Covid-19***

- "...un supposé remède miracle, sans base scientifique, contre le Covid-19: à Madagascar et en Afrique, nombreux sont ceux qui se tournent vers l'artémisia, une sorte de fougère verte aux faux airs de cannabis."

- "Au Turkménistan, il a fallu une visite d'une délégation de l'OMS en juillet pour que de telles mesures et des restrictions publiques soient imposées..." AFP 19 décembre 2020

Coronavirus: Les autorités US informées de réactions allergiques aux vaccins - Reuters 20 décembre 2020

Le centre américain de prévention et de contrôle des maladies (CDC) a fait savoir dans un communiqué que les personnes ayant développé des réactions allergiques après une première dose de vaccin ne doivent pas prendre une seconde dose.

Le CDC préconise de vérifier les antécédents allergiques aux composants des vaccins avant toute administration. Reuters 20 décembre 2020

LVOG - Foutaise ! Personne ne sait au juste à quoi il est allergique en dehors des cas déclarés, qui ont eu aucune conséquence grave et dont on ne s'est pas soucié ou qu'on a oublié.

TINA. Il n'y a tout simplement pas d'alternative à la vaccination par Bill Gates.

TINA : There is no alternative (M. Thatcher)

What you need to know about the COVID-19 vaccine - By Bill Gates April 30, 2020

https://www.gatesnotes.com/Health/What-you-need-to-know-about-the-COVID-19-vaccine

Bill Gates - L'une des questions que l'on me pose le plus ces jours-ci est de savoir quand le monde pourra-t-il revenir à la situation en décembre avant la pandémie de coronavirus. Ma réponse est toujours la même: lorsque nous aurons un médicament presque parfait pour traiter le COVID-19, ou lorsque presque toutes les personnes sur la planète auront été vaccinées contre le coronavirus.

Il est peu probable que le premier se produise de sitôt. Nous aurions besoin d'un traitement miracle efficace à au moins 95% pour arrêter l'épidémie. La plupart des candidats-médicaments à l'heure actuelle sont loin d'être aussi puissants. Ils pourraient sauver beaucoup de vies, mais ils ne sont pas suffisants pour nous ramener à la normale.

Ce qui nous laisse avec un vaccin.

L'humanité n'a jamais eu de tâche plus urgente que de créer une large immunité contre le coronavirus. En réalité, si nous voulons revenir à la normale, nous devons mettre au point un vaccin sûr et efficace. Nous devons fabriquer des milliards de doses, nous devons les diffuser dans toutes les régions du monde et nous avons besoin que tout cela se produise le plus rapidement possible.

Cela semble intimidant, car c'est le cas. Notre fondation est le plus grand bailleur de fonds de vaccins au monde, et cet effort éclipse tout ce sur quoi nous avons jamais travaillé auparavant. Cela exigera un effort mondial de coopération comme le monde n'a jamais vu. Mais je sais que ce sera fait. Il n'y a tout simplement pas d'alternative.

Voici ce que vous devez savoir sur la course pour créer un vaccin COVID-19.

Covid-19: Bill Gates partage ses prévisions pour les prochains mois - sputniknews.com 23 décembre 2020

Alors que le nombre d'infections par le coronavirus dans le monde a dépassé les 78 millions, selon les calculs de l'université John-Hopkins, Bill Gates a estimé qu'au cours du mois suivant, la situation épidémiologique s'aggraverait encore. Pour autant, il pense que le nombre de cas d'infections et de décès commencera à diminuer.

Sur son blog personnel, Bill Gates a fait le bilan de l'année 2020 et s'est dit préoccupé par le fait que, malgré la vaccination, la pandémie ne fera que s'intensifier au cours des prochains mois, selon lui.

«Malheureusement, nous ne sommes toujours pas sortis de l'auberge», a-t-il écrit.

En parlant de l'intensification de la pandémie, le milliardaire s'est inspiré des données obtenues à l'aide de simulations informatiques. Il en conclut que la situation dans le monde va s'aggraver au cours du mois prochain.

«Les simulations informatiques suggèrent que la pandémie pourrait encore empirer au cours du prochain mois ou à peu près. Nous devons également en apprendre davantage sur une nouvelle variante du virus qui est apparue, qui semble se propager plus rapidement mais qui ne semble pas être plus mortelle.»

Vers le retour à la normale

Dans le même temps, Bill Gates a rappelé que le port des masques et la distanciation sociale restaient des outils efficaces pour lutter contre la propagation de l'infection par coronavirus. Les restrictions imposées dans les lieux publics se prolongeront l'année prochaine.

Dans l'ensemble, il estime que le nombre de cas d'infections et de décès commencera à diminuer et que la vie commencera progressivement à retourner à la normale en 2021. Le milliardaire espère que la vaccination devrait atteindre l'échelle mondiale au printemps prochain.

Toutefois, le nombre croissant de personnes qui refusent de se faire vacciner est préoccupant, estime-t-il. Bill Gates a admis qu'il ne comprenait pas les raisons de cette défiance envers la science. sputniknews.com 23 décembre 2020

Coronabusiness

Face à la crise sanitaire, le boom des seringues - euronews/AFP 20 décembre 2020

L'entreprise allemande ALMO tire son épingle du jeu face à la pandémie de coronavirus. Elle fabrique plus de deux milliards de seringues de toute sorte par an. Alors que les campagnes de vaccination de masse ont déjà, ou vont commencer dans le monde entier, la production de seringues s'est encore intensifiée. Les turbines tournent à plein régime.

"Nous avons immédiatement augmenté nos capacités de production. Cela signifie que nous sommes passés d'une semaine de cinq jours à une semaine de sept jours. Nos machines fonctionnent désormais sept jours sur sept, 24 heures sur 24", explique Otto-Philipp Braun, co-directeur de la PME installée à Bad Arolsen, dans le centre de l'Allemagne.

Au total, 64 seringues à pistons sont assemblées toutes les 13 secondes. Il s'agit des seringues jetables qui seront distribuées en Allemagne et dans plus de 140 autres pays à travers le monde. La société assure pouvoir produire 270 millions de seringues d'un millilitre l'année prochaine, et si nécessaire 200 millions supplémentaires à partir de 2022.

Son grand concurrent, l'Américain BD (Becton Dickinson), coté à Wall Street, a lui annoncé mercredi avoir reçu des commandes pour "plus d'un milliard de dispositifs d'injection" dans le cadre de la campagne de vaccination.

À la date du 15 novembre, 7,48 milliards de doses ont été réservées dans le monde auprès de 13 laboratoires fabricants, permettant de vacciner quelque 3,7 milliards de personnes (puisque la plupart des vaccins nécessitent deux injections au moins). euronews/AFP 20 décembre 2020

Non le régime de Vichy n'était pas mort, la preuve.

Covid-19 : le Conseil national de l'Ordre des médecins a porté plainte contre six médecins, dont Didier Raoult et Christian Perronne - franceinfo 21 décembre2020

Le Conseil national de l'Ordre des médecins (Cnom) a déposé début décembre des plaintes contre six médecins, dont les très médiatiques Didier Raoult, Christian Perronne et Henri Joyeux, ont révélé l'Agence de presse médicale (APM) (article payant) et Le Parisien, lundi 21 décembre. Le Cnom n'a pas confirmé officiellement ces plaintes, mais a retweeté le message de l'APM qui les annonçait.

Le Cnom a refusé, selon Le Parisien, de préciser les motifs de ces plaintes. Elles ont été déposées devant la juridiction disciplinaire des médecins, chargée de sanctionner les manquements au code de déontologie de la profession, et qui peut aller jusqu'à radier un médecin.

Didier Raoult a immédiatement réagi à cette annonce en portant plainte à son tour contre le président du Cnom, Patrick Bouet, pour "harcèlement", a annoncé mardi son avocat Fabrice Di Vizio. Didier Raoult était déjà visé par une plainte

Les plaintes du Cnom visent également Nicole Delépine, ancienne oncologue pédiatrique à Garches, Nicolas Zeller, médecin généraliste, et Hélène Rezeau-Frantz, également généraliste.

L'Ordre des médecins des Bouches-du-Rhône avait déjà déposé une plainte contre Didier Raoult auprès de cette même juridiction, rappelle Le Parisien, après avoir été saisi par la Société de pathologie infectieuse de langue française, et avoir auditionné le directeur de l'IHU Méditerranée.

L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) avait, elle, annoncé jeudi avoir déposé plainte devant l'Ordre des médecins contre Christian Perronne, et avoir licencié celui qui était chef de service des maladies infectieuses et tropicales à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine). franceinfo 21 décembre2020

Didier Raoult porte plainte pour harcèlement contre le président de l'Ordre national des médecins - Capital 22 décembre 2020

Didier Raoult porte plainte pour harcèlement contre le président de l'Ordre national des médecins, Patrick Bouet. Ce dernier a décidé de poursuivre le directeur de l'Institut hospitalo-universitaire de Marseille, alors qu'il est déjà visé par une plainte du Conseil départemental de l'ordre dans les Bouches-du-Rhône.

Le directeur de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) de Marseille a porté plainte, ce mardi 22 décembre, contre le président du Conseil national de l'ordre des médecins (Cnom), Patrick Bouet, auprès du Parquet de Paris. La raison ? Une poursuite initiée au début du mois par ce dernier et révélée par nos confrères d'APMnews, à l'encontre de Didier Raoult mais aussi des professeurs Peronne, Joyeux et des docteurs Delépine, Zeller et Rezeau-Frantz. Pourtant, le fervent défenseur de la chloroquine est déjà poursuivi par le Conseil départemental de l'ordre des médecins des Bouches-du-Rhône, après plusieurs signalements et une plainte déposée par la Société de pathologie infectieuse de langue française (Spilf) pour avoir justement fait la promotion de ce traitement antipaludique contre la Covid-19. Et ce, malgré l'absence de preuve d'efficacité.

Dans un communiqué que Capital a consulté en exclusivité, l'avocat du Pr Raoult, Me Fabrice Di Vizio, remet en cause l'intérêt de la plainte déposée par le président du Cnom, arguant "que ce dernier a délégué lui-même ces poursuites à l'Ordre départemental, quelques semaines auparavant". Cette nouvelle attaque est ainsi perçue par l'avocat comme "un coup de communication", puisque Didier Raoult aurait déjà "appris avec un grand calme qu'il faisait l'objet de poursuites de l'Ordre départemental, annoncées le 12 novembre dernier", peut-on lire. Le médecin marseillais, qui encourt tout de même une radiation, porte ainsi plainte pour harcèlement. "Cette nouvelle procédure n'apporte donc absolument rien, à moins que le Conseil national ne fasse pas confiance à l'Ordre départemental et souhaite garder un œil sur la procédure ? Ou qu'il s'agisse d'une intimidation pour entraver la liberté d'expression d'un universitaire ?", commente Me Di Vizio. Interrogé par le Figaro, le Cnom n'a d'ailleurs pas souhaité donner de précisions concernant les griefs retenus contre Didier Raoult.

"Deux poids, deux mesures"

L'avocat du Pr Raoult reproche aussi un acharnement à l'encontre du microbiologiste alors que le directeur général de la santé (DGS) "Jérôme Salomon, par exemple, a manqué à toutes les obligations déontologiques et l'Ordre national, qui en a été averti, n'a pas réagi", poursuit-il. Le DGS a en effet été épinglé par un rapport de la commission d'enquête du Sénat pour sa responsabilité présumée dans l'affaire de la pénurie des masques. "D'autres médecins clairement identifiés ont insulté ou menacé de mort le professeur Raoult, et l'Ordre n'a pas réagi non plus. Ce 'deux poids, deux mesures' marquera la gestion de cette crise par l'Ordre national des médecins et aura un impact fort et durable sur la relation entre les médecins et leurs instances ordinales", considère Me Di Vizio. Capital 22 décembre 2020

En complément

"Très inquiet", le Syndicat National des Médecins Hospitaliers demande la levée de la sanction contre le Pr Perronne - 19 décembre 2020

Même pas peur, attendez, vous allez tous devenir aveugle à cause du SRAS-CoV-19!

LVOG - Qu'est-ce qu'ils ne vont pas chercher pour absolument vous faire peur. L'existence du régime est devenu une source de nuisances et une menace permanente pour la civilisation humaine.

Le Covid favoriserait une rare infection néfaste pour les yeux, selon une étude - sputniknews.com 20 décembre 2020

Des chercheurs américains soupçonnent le nouveau coronavirus d'être capable de déclencher une infection rare entraînant une perte de vision, relate la revue en ligne Knowridge Science Report.

Des spécialistes de l'université Hofstra, dans l'État de New York, se sont penchés sur trois patients souffrant du Covid et qui avaient en plus développé une kératite, soit l'inflammation de la cornée. Cette dernière a ensuite entraîné chez eux une endophtalmie, l'inflammation purulente des membranes internes du globe oculaire.

Des précisions sont nécessaires

Sur ces trois patients, l'un est mort des suites du Covid, un autre a dû se faire enlever un œil et le troisième a fini par devenir aveugle. Les chercheurs soulignent que trois cas d'endophtalmie survenus en si peu de temps sont un évènement extrêmement rare, ce qui nécessite une nouvelle étude pour établir un possible lien avec le nouveau coronavirus. (En fait ils ne savent rien ! - LVOG)

Dans le même temps, il est très rare que la kératite se transforme en endophtalmie, indiquent les scientifiques. Une autre étude ne constate que 27 cas d'une telle conséquence de la kératite enregistrés en 15 ans. sputniknews.com 20 décembre 2020

LVOG - Tenez, hier après-midi en nettoyant le jardin j'ai été à deux doigts de ramasser à pleine main un énorme scorpion noir. Je passe le râteau pour rassembler les feuilles mortes tombées au pied d'un hibiscus, et j'aperçois derrière une forme sombre qui semble scotché au poteau en ciment. Je m'approche et je découvre un énorme scorpion en position d'attaque, le deuxième en moins d'un mois. Je l'écrase immédiatement et je le balance de l'autre côté du mur pour éviter tout incident avec mon chien qui pourrait le bouffer.

C'est la même chose avec les serpents. Il faut être vigilant sans devenir paranoïaque, pour cela il faut être mentalement équilibré. On vit avec et advienne que pourra, c'est tout, c'est pareil avec les bactéries et les virus.

Chut ! Mais non ils ne complotent pas...

Pfizer s'insurge contre la Belgique après la publication du prix du vaccin - sputniknews.com 18 décembre2020

Pfizer a confirmé ce vendredi 18 décembre qu'une politicienne belge avait brisé une clause de confidentialité avec son tweet sur le prix des vaccins contre le Covid-19, relate Le Soir.

Le 17 décembre, la secrétaire d'État au Budget Eva De Bleeker a affiché sur Twitter un tableau avec le nombre de doses et le prix par dose de chaque vaccin, après un débat de 30 heures sur le budget au Parlement. Elle a ensuite supprimé ledit tweet.

La porte-parole du fabricant pour le Benelux a déclaré au Soir que la publication de ces détails était une violation de la confidentialité:

«Un impair de la part de l'équipe de communication. Ces prix sont couverts par une clause de confidentialité prévue dans le contrat avec la Commission européenne. Je peux le confirmer, mais nous ne ferons pas d'autres commentaires.»

Le tableau publié par Mme De Bleeker montrait que le gouvernement belge avait payé à Pfizer/BioNTech 12 euros par dose pour en acheter environ cinq millions.

Des sources de Reuters ont expliqué que l'UE avait accepté de payer 15,50 euros par dose pour le vaccin Pfizer/BioNTech. sputniknews.com 18 décembre2020

CONTRE-PROPAGANDE ET RÉSISTANCE.

Totalitarisme. Taux de mortalité en Inde fin décembre 2020 due au coronavirus: 0,01%.

Coronavirus: L'Inde recense plus de 10 millions de cas de contamination - Reuters 19 décembre 2020

L'Inde a dépassé samedi les 10 millions de cas de contamination au coronavirus, avec 25.152 infections supplémentaires enregistrées dans les dernières vingt-quatre heures, d'après les données publiées par le ministère de la Santé.

Le nombre de cas de contamination journalier à baissé à environ 27.000 après avoir atteint un pic de 98.000 infections quotidiennes en septembre.

Le nombre de décès lié au coronavirus dans le pays a augmenté de 347 en 24 heures pour un total de 145.136 morts, a ajouté le ministère. Reuters 19 décembre 2020

Un employeur peut-il imposer la vaccination à ses salariés ?

20 Minutes a interrogé Emmanuel Gayat et Stéphane Martiano, avocats au barreau de Paris et spécialistes du droit du travail, pour en savoir plus.

NON. « L'obligation vaccinale est du domaine de la loi, c'est le législateur qui fixe les règles », explique Emmanuel Gayat. Ainsi, tant que la vaccination contre la COVID-19 n'est pas rendue obligatoire par le Code de santé publique, elle ne peut pas être imposée aux salariés par les employeurs. 20minutes.fr 20 décembre 2020

76% des soignants en Ehpad ne veulent pas du vaccin Covid - covidinfos.net 18 décembre 2020

"Selon un sondage interne réalisé par la fédération professionnelle Fehap, seuls 19 % des soignants en Ehpad souhaitent se faire vacciner contre le Covid-19."

« Les résidents en maison de retraite et les membres du personnel âgés ou malades chroniques de ces établissements doivent être les premiers vaccinés contre le Covid-19 en France . Mais seront-ils partants ? Pas sûr. C'est ce que montre un sondage interne réalisé par la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne solidaires (Fehap), porte-voix du secteur privé non-lucratif.

Selon cette étude menée entre le 30 novembre et le 7 décembre, 76 % des 1.992 soignants en Ehpad interrogés ne souhaitent pas se faire vacciner contre le Covid-19. Seuls 19 % des sondés répondent « oui », 5 % sont indécis. Les pensionnaires et leurs représentants acceptent à une courte majorité d'être vaccinés, avec 53 % de « oui » et 38 % de « non » […] »

Source : LesEchos.fr – Covid : le scepticisme des soignants complique la vaccination en Ehpad

https://www.lesechos.fr/economie-france/social/covid-le-scepticisme-des-soignants-complique-la-vaccination-en-ehpad-1274480

En complément

Reiner Fuellmich : "cette pandémie a été mise en scène" [VOSTFR] - France-Soir 21 décembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=asSSfQGd_u4

Contre l'internationale de la censure, 30 experts de la santé nous informent sur le vaccin anti-COVID-19

Demandez aux experts (vaccin COVID-19) - désormais interdit sur YouTube et Facebook par Oasis 10 décembre 2020 - Mondialisation.ca, 21 décembre 2020

Cliquez sur l'écran ci-dessous pour voir : d'importants témoignages de médecins censurés par Youtube et Facebook

Les opinions d'éminents scientifiques qui remettent en question le verrouillage, le masque facial ou la distanciation sociale sont « prises en compte » par Google :

« YouTube n'autorise pas les contenus qui diffusent des informations médicales erronées contredisant les informations médicales de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ou des autorités sanitaires locales sur la COVID-19, notamment sur les méthodes de prévention, de traitement ou de diagnostic de la COVID-19, et les moyens de transmission de COVID-19?. (c'est nous qui soulignons)

Ils appellent cela la « vérification des faits ». De même, Twitter a confirmé qu'il « supprimera tous les messages qui semblent indiquer qu'il y a des « effets négatifs ou des effets de la vaccination »… Twitter le fera : « supprimera tous les messages qui « invoquent une conspiration délibérée » ou « avancent des récits nuisibles, faux ou trompeurs » sur les vaccins.

https://odysee.com/30-experts-de-la-sante-denoncent-ce-vaccin-de-croque-mort:aa0b6f986f3b0b7142af7b9bd9736cbd75b8c4a5?src=embed

"La dictature est en marche"

“Les mesures prises altèrent la santé de la population et tuent. La dictature est en marche” selon le Docteur Badel - covidinfos.net 22 décembre 2020

Covid 19, un virus et des hommes

En dix mois, notre quotidien a été grandement modifié et nos repères profondément changés. Notre démocratie a subi de fortes turbulences, malmenée par l’état d’urgence et les mesures rongeant nos droits fondamentaux.

L’apparition du virus nommé Covid 19 peut-elle en être l’explication ?

Dès mars 2020, soit peu de temps après la date supposée d’apparition du virus, certaines incohérences dans la communication et dans la gestion de la maladie pouvaient alerter.

La création d’un conseil scientifique fin mars, composé de personnes ne tenant pas compte des données de terrain et décidant seules de mesures sanitaires nouvelles, court-circuitant toutes les instances en place, constituait une anomalie. Le confinement pour un virus ne se justifiait pas, la France n’étant pas en guerre contrairement à ce qu’annonçait le Président, et l’interdiction faite aux médecins de soigner librement leurs patients était une atteinte à l’un des piliers fondateurs de la médecine. Traiter l’infection avec du paracétamol et ne pas consulter son médecin, ou encore aller à l’hôpital directement, a participé au retard de prise en charge et à l’augmentation de la mortalité, ainsi qu’à la surcharge de certains services. Nombre de structures privées ont vu leurs lits réquisitionnés rester vides. Et dans le même temps, leurs malades habituels n’ont pu être soignés comme ils auraient dû l’être, certains en sont morts. Le traitement donné à cette épidémie, tant médical que médiatique, ne ressemblait en rien à celui donné aux précédents épisodes virologiques. Le comptage quotidien du nombre de victimes rendait l’atmosphère menaçante et contribuait à terroriser la population.

De même l’annonce dès le début de l’épidémie d’un « monde d’après » devant être opposé au « monde d’avant » amorçait une rhétorique étonnante concernant une épidémie virale.

Les médias ont très largement propagé une parole gouvernementale basée sur la manipulation (essentiellement par la peur et les modifications des indicateurs d’épidémie), sur le mensonge (au sujet de la disponibilité puis de l’efficacité des masques par exemple), sur l’infantilisation (se faire à soi-même une attestation), et sur la culpabilisation (embrasser ses proches les fera mourir).

Le nombre de morts diminuant dès le mois de mai, les indicateurs de l’épidémie ont été modifiés pour créer volontairement la confusion et l’illusion d’un virus persistant. Les malades devenant rares, ils ont été remplacés dans les chiffres par les « cas ». Ces cas, qui n’ont aucune signification épidémiologique et sont donc ininterprétables, ont été détectés à l’aide de tests qui s’avèrent donner un très fort taux de faux positifs. Mais pourtant et en dépit du bon sens, cette application à débusquer les « cas » au moyen de ce même test s’est accentué.

Le nombre croissant de « cas » a justifié la prise de mesures privatives de liberté, toutes aussi incompréhensibles, illogiques et inopérantes les unes que les autres. Leur inefficacité prévisible a été maquillée en mauvaise observance des règles et a justifié de nouvelles mesures toujours plus contraignantes, contradictoires et arbitraires.

La culture du non-sens s’est installée comme moyen efficace de sidération des masses. En témoigne la fermeture des bars et autres salles de sports et de spectacles sans protestation aucune de la majorité d’entre nous alors que, dans le même temps, l’accès reste libre aux transports en commun.

Ces techniques de manipulation ont eu pour finalité de sidérer les esprits. Terroriser une population en diffusant en permanence des messages catastrophiques n’est pas nouveau. Après un temps variable s’installe l’indifférence, l’impuissance apprise, autant de phénomènes adaptatifs naturels qui consistent à ne pas s’agiter en vain lorsqu’il est évident que le résultat ne dépend pas de l’action entreprise.

S’est ainsi installée une tolérance de plus en plus grande à la fonte de nos droits fondamentaux : les confinements, puis les couvre-feux et les fermetures arbitraires d’établissements conviviaux. La tolérance aux injustices et la soumission à l’autorité ont été mesurées en permanence, en repoussant chaque fois un peu plus loin le curseur de la restriction des libertés. Une mesure charnière a semble-t-il consisté dans l’obligation de port du masque à l’école imposée aux enfants dès six ans.
Le gouvernement a su que, dorénavant, les gens étaient capables d’appliquer à leurs propres enfants des mesures pouvant nuire à leur santé physique et psychologique, sans qu’aucune preuve scientifique étayant l’utilité de tels sévices n’ait jamais été apportée. Et pourtant, peu nombreux sont ceux qui ont retiré leurs enfants des établissements scolaires.

Les données du réel, celles constatables dans le quotidien par l’observation directe (par exemple il n’y a pas des malades partout et moi-même je n’en connais pas), ne sont pas parvenus, après le mois d’avril et la fin de l’épidémie, à rétablir une organisation psychique cohérente suffisante pour éviter à certains parents d’infliger la maltraitance à leurs enfants.

Aujourd'hui, la manipulation se poursuit au moyen des mêmes méthodes pour inciter à la vaccination.

En effet, vacciner contre un virus qui expose au décès moins de 0,5 % des personnes infectées, l'âge médian des victimes étant de 84 ans, vacciner contre un virus qui, de surcroît, est régi comme ce type de virus par la règle de la mutation (plusieurs sont déjà détectées), n'est pas rationnel. C'est une absurdité sur le plan médical. Le rapport bénéfice-risque n'est pas favorable et la question de l'élaboration d'un tel vaccin ne devrait même pas se poser. De plus, les traitements pour cette affection existent et sont efficaces. Mais la science n'a pas sa place. Ce sont les médecins des plateaux-télé qui forgent l'opinion, et ce en dépit de leurs collusions avec les laboratoires sur lesquelles des comptes ne leur sont que rarement demandés.

La population est désormais scindée en deux groupes.

Le premier, hétérogène, est composé des personnes favorables au vaccin. Il réunit celles qui, par conviction ou par lassitude, sont prêtes à s'y soumettre pour sortir de la crise. Il abrite ainsi les personnes qu'il a été possible de sensibiliser, qui croient sans hésitation au message relayé par les ondes. Celles-là resteront réceptives à tous les messages de danger et agréeront la méthode de sortie de crise, fût-elle assortie de privations pérennes de leurs droits. On trouve aussi dans ce groupe les personnes qui se sont coupées de toute information depuis longtemps, pour se protéger, et qui sont devenues indifférentes à tout discours. Pour elles, l'essentiel est de ne plus entendre parler du sujet. Elles ont disqualifié tous les avis pour les neutraliser. Ainsi le leurre des tests conduisant à une épidémie de cas, sans morts ni malades, ne parvient plus à leur entendement, comme si leur cerveau avait été débranché. Leur priorité est de mettre un terme à la maltraitance qui leur est infligée en se coupant de toute nuisance.

Le second groupe rassemble les détracteurs du vaccin, ceux qui ont échappé à l'influence du matraquage médiatique, qui ont souvent pris des avis ou cherché des informations hors des sources classiques, tout en restant sensibles à la réalité de leur environnement (services hospitaliers non saturés, nombre de morts comparable aux années précédentes, mesures prises non proportionnées, amenuisement des droits fondamentaux sans justification etc.). Ces personnes ont également intégré qu'une vaccination n'exempterait pas des mesures de distanciation sociale et, par conséquent, que la convivialité ne serait pas rétablie, que le gouvernement garderait de façon arbitraire le contrôle de la population et de ses activités. Elles observent avant tout l'immixtion toujours croissante de l'État dans leur quotidien et dans leur vie privée.

Ces deux groupes sont désormais séparés par une ligne qu'il sera difficile de faire bouger. La manipulation a montré des limites qui étaient prévisibles et elle sera sans effets sur ceux qu'elle a tenté, en vain, de convaincre. Ces groupes se sont figés, leurs effectifs se sont immobilisés, et peu importe les arguments avancés, les scandales établis ou les preuves apportées, ceux-ci se noieront dans un récit national inaliénable impossible à dénoncer sauf à être traité de complotiste. Les mots se seront substitués à la réalité et, utilisés à contre-emploi, ils auront perdu de leur sens et véhiculeront des idées en rupture avec les faits. Le pouvoir en place pourra même avouer ses mensonges, le peuple l'acclamera, incapable de le croire mal intentionné et persuadé qu'il est au-dessus des soupçons. Il n'est donc plus temps de publier des résultats d'études prouvant l'efficacité de tel produit, le mensonge sur tel autre, de produire des courbes démontrant le caractère infinitésimal du risque sanitaire et disproportionné des réactions de peur. Surdité et aveuglement règnent en maître chez les personnes qui, conditionnées, sont privées de jugement et incapables d'admettre que des faits objectifs puissent démentir la réalité qu'elles ont construite.

Organiser l'affrontement de ces deux groupes de la population est une possibilité -opportunité ?– désormais envisageable. Nos dirigeants devraient rapidement s'en saisir pour encourager une organisation sociale qui opposerait bons et mauvais citoyens, gens sains, dociles, responsables et vaccinés et gens toxiques, rebelles, inconséquents et non vaccinés. Ce système de bons citoyens est présent en Chine. Il repose sur la délation et l'obéissance à la règle.

Le bon usage par le gouvernement de la graduation dans la contrainte et la soumission du peuple conduisent à ce jour à l'acceptation d'une vaccination inutile dont la toxicité n'est pas évaluée et pour laquelle les laboratoires, compte tenu de la rapidité d'élaboration des produits, ont déjà négocié de ne pas être tenus responsables de potentiels effets secondaires, obtenant des États qu'ils répondent de telles conséquences.

Et pourquoi pas en définitive puisque les politiques sont devenus médecins. Nos gouvernants et nos parlementaires, de par leur pouvoir et leur influence, vont inciter toute une population à faire un geste dont l'intérêt n'est pas démontré et dont les conséquences ne sont pas mesurées, et se présenter ainsi en sauveurs.

Cela évoque les techniques sectaires et les suicides collectifs. Pour échapper à la fin du monde ou aux extra-terrestres -ici au virus mortel-, le sacrifice est présenté comme salvateur. La réalité ensevelie sous les messages quotidiens discordants, culpabilisants, a laissé la place au délire dans lequel les liens logiques se dissolvent.

Les sectes se servent de ces moyens : isoler les individus en les coupant de leurs liens sociaux et familiaux, rendre les gens dépendants en les privant de leurs moyens de subsistance, propager un discours univoque martelé dans des grand-messes permanentes, évincer toute pensée divergente, présenter les opposants comme des nuisibles qui ne comprennent ni leur propre intérêt, ni l'intérêt commun supérieur. « Nous contre les autres » est généralement la doctrine simple compréhensible par chacun car simpliste, et hélas adoptée.

Le cap est franchi. Maintenant que les lignes de partage qui clivent la population se précisent, ce gouvernement n'a plus la possibilité de revenir à des positions plus raisonnables et proportionnées. Il a fait tout son possible dans le domaine de la manipulation, il a mobilisé toutes les sphères d'influence tout en restant crédible auprès d'une partie importante de la population. Pour ceux qui, rebelles, refusent d'adhérer, d'autres méthodes plus coercitives encore s'imposent.

Les signes de cette dérive totalitaire se trouvent dans les techniques de lavage de cerveau employées, identiques à celles des sectes. Elles étaient là dès le départ, mais comment croire qu'un gouvernement démocratiquement élu puisse se retourner contre son peuple ?

Aujourd'hui, une partie de ce peuple est plongée dans la pauvreté, le désarroi, les « non-essentiels » commencent à se suicider, les troubles psychiatriques se multiplient et… le conseil scientifique continue d'assurer sa grand-messe à une armée de fidèles hallucinés.

Demain, n'importe quel virus, réel ou fictif, pourra de nouveau semer la terreur chez des populations prêtes à se faire vacciner pour conserver un peu de liberté. Elles y sont prêtes. Et si les tests actuels sont encore utilisés -contre toute logique-, même les populations vaccinées seront positives et resteront contagieuses. Les mesures de distanciation resteront la règle.

Signe supplémentaire de la supercherie, les hommes qui murmurent à l'oreille des virus prédisent déjà les vagues à venir et leurs dates d'apparition. Toute science a vraiment déserté nos sociétés. Les réseaux sociaux, « complotistes », ont donné des dates de confinement bien avant leur annonce officielle, montrant ainsi que toute préoccupation sanitaire était absente des décisions officielles.

Les conséquences humaines sont terribles. Tout lieu de convivialité a disparu, les gens sont plus isolés que jamais, ils souffrent de mesures iniques imposées par une poignée de dirigeants, sans aucune concertation, sous couvert d'assurer leur salut. Ce qui fait l'humain, sa capacité à tisser des liens, son besoin d'entrer en contact avec l'autre, est menacé. Le tissu social s'est dissout dans les mesures imposées par un régime devenu fou, hors de contrôle, déroulant une feuille de route établie de longue date en dépit de toute considération du réel. Les mesures prises altèrent la santé de la population et tuent. Elles sont anti sanitaires. La dictature est en marche.

Notre mode de vie a effectivement bien changé ; le Covid n'en est que le prétexte, le catalyseur. Cette dégradation de nos conditions d'existence et la disproportion des mesures prises pour lutter contre un virus donne du crédit au discours de ceux qui voient là le moyen d'instaurer un nouvel ordre mondial qui doit annihiler notre vie privée et nos droits individuels.

Les premiers constats montrent les signes de la réalisation de cet ordre nouveau.

Dr Frédéric Badel, psychiatre.

QUATRIEME PARTIE

POLITIQUE

Russie

La Russie déclare «indésirable» une organisation non gouvernementale française - sputniknews.com 23 décembre 2020

L'activité de l'Association des Écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe a été décrétée «indésirable» en Russie par le parquet général du pays, son activité ayant été considéré comme une menace aux «fondements de l'ordre constitutionnel et à la sécurité» de l'État.

Le parquet général russe a déclaré indésirable le travail en Russie de l'Association française des Écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe, selon le service de presse du département.

«À la suite de l'étude des documents reçus, le parquet général russe a décidé de déclarer indésirable l'activité sur le territoire de la Russie de l'organisation non gouvernementale étrangère Association française des Écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe», indique le communiqué.

Selon le département, les agissements de l'association constituent une menace aux «fondements de l'ordre constitutionnel et à la sécurité de la Russie».

Des informations sur la décision ont été envoyées au ministère russe de la Justice pour inclure l'association sur la liste

des organisations non gouvernementales étrangères et internationales dont les activités sont jugées indésirables.

L'Association des Écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe

L'association a pour but, selon son site, de «sensibiliser les jeunes dirigeants politiques, économiques, sociaux et culturels des pays en transition». Elle organise des séminaires et des conférences sur la démocratie, les droits de l'Homme et la mondialisation.

D'après le site, une école d'études politiques est ouverte à Moscou depuis 1992. Au total, l'association en compte plus de 20 situées principalement en Europe centrale et dans les Balkans. sputniknews.com 23 décembre 2020

Etats-Unis

LVOG - Suite à un article du Réseau Voltaire. Info ou intox. Vérification.

Trump aurait envisagé de déclarer la loi martiale pour renverser les résultats de l'élection, selon la presse.- RFI 21 décembre 2020

Le président américain s'entête toujours dans son refus de reconnaître sa défaite. Au point d'envisager la loi martiale pour renverser les résultats de l'élection. C'est ce que révèle la presse américaine.

L'idée aurait été évoquée lors d'une réunion à la Maison Blanche, en fin de semaine dernière. C'est ce que rapporte le New York Times.

Le quotidien explique que Donald Trump s'entretenait avec ses conseillers, ses avocats ainsi que son ancien conseiller à la sécurité nationale, Michael Flynn. C'est ce dernier qui aurait suggéré le recours à la loi martiale, déclenchant de vifs échanges avec les conseillers de Donald Trump.

Selon le New York Times, Mark Meadows, le chef de cabinet de la Maison Blanche ainsi que Rudy Giuliani, le propre avocat de Donald Trump, se seraient vivement opposés à cette idée.

Ils se seraient également opposés à la volonté du président de confier à Sidney Powell une enquête sur les allégations de fraude électorale.

Apparemment, les deux camps auraient même échangé des insultes. Sidney Powell et Michael Flynn auraient accusé les conseillers du président de l'abandonner et de ne pas le soutenir dans sa quête pour renverser les résultats.

Des informations démenties sur Twitter par Donald Trump qui a une nouvelle fois accusé la presse américaine de rapporter de fausses informations. RFI 21 décembre 2020 br>

ECONOMIE

Etats-Unis

USA: Après des mois d'impasse, le Congrès approuve un plan de relance de $892 mds - Reuters 22 décembre 2020

Le Congrès américain a approuvé lundi un plan de relance de 892 milliards de dollars (729 milliards d'euros) pour fournir à la population et aux entreprises américaines de nouvelles aides face à l'impact de la crise du coronavirus.

Le plan de soutien prévoit de verser directement 600 dollars à la plupart des Américains et une somme supplémentaire aux millions de personnes qui ont été mises au chômage pendant la pandémie de COVID-19.

Le texte prévoit aussi de consacrer 1.400 milliards de dollars à des programmes fédéraux d'ici la fin de l'exercice budgétaire en septembre prochain.

La présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a exhorté les parlementaires à soutenir ce projet, bien qu'il ne reprenne pas à ce stade la proposition démocrate de verser directement des aides aux gouvernements des Etats et aux collectivités locales.

Elle a ajouté qu'il serait encore temps d'adopter des mesures supplémentaires après l'investiture de Joe Biden à la Maison blanche le 20 janvier.

"Il n'y a aucun doute, ce nouvel accord contient des contributions de nos collègues démocrates. Il est bipartisan, a déclaré le chef de la majorité républicaine au Sénat américain, Mitch McConnell.

Ce plan de relance sera l'un des plus importants de l'histoire des Etats-Unis, après le paquet budgétaire de 2.300 milliards de dollars voté en mars dernier par le Congrès. Reuters 22 décembre 2020

CINQUIEME PARTIE

Bienvenue au gouvernement mondial totalitaire ou le Forum économique mondial.

Le Forum économique mondial tourné en ridicule après une comparaison entre le réchauffement sur Terre et sur Vénus - sputniknews.com 20 décembre 2020

Un article sur le changement climatique, mis en ligne par le Forum économique mondial, a fait froncer les sourcils à de nombreux internautes.

On y apprend notamment que la planète Vénus avait des températures similaires à celle de la Terre avant que son climat ne se dérègle suite à de nombreuses éruptions volcaniques. L'article précise que de tels phénomènes peuvent survenir sur notre planète, «tous les 20 à 30 millions d'années», et libérer assez de dioxyde de carbone pour provoquer des extinctions massives. Et l'auteur de se demander: «le destin de Vénus pourrait-il nous apporter des leçons sur Terre?».

Les internautes réagissent

De nombreux internautes n'ont pas apprécié cette comparaison apocalyptique, se demandant ce que des éruptions se produisant tous les 30 millions d'années avaient à voir avec la situation climatique actuelle.

Beaucoup ont fait remarquer que le Forum économique mondial défendait ainsi l'argument d'un changement climatique naturel, sans intervention humaine.

«Alors... le changement climatique n'est pas causé par les humains, mais se produit naturellement? Fascinant», a écrit une internaute. sputniknews.com 20 décembre 2020

LVOG - A trop vouloir démontrer... les imposteurs se démasquent eux-mêmes. Encourageons-les à poursuivre dans cette voie.

La conception de l'homme et de la société par le psychopathe le plus dangereux de la planète.

Ayez en mémoire la citation de Marx avant de lire la suite.

"*Et, de même que dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement*", dans ce qu'il dit, il y figure plus ou moins consciemment, de manière parfois plus ou moins calculé selon les personnes auxquelles il s'adresse, ses intentions avouables ou inavouables, bien enrobées ou à peine camouflées.

What will the world look like after COVID-19? By Bill Gates - November 16, 2020

https://www.gatesnotes.com/Podcast/What-will-the-world-look-like-after-COVID-19

Extrait. Je sais qu'il est difficile d'imaginer à l'heure actuelle alors que de nouveaux cas se multiplient dans le monde, mais il viendra un moment où la pandémie de COVID-19 est derrière nous. Je pense qu'il est prudent de supposer que la société sera changée pour toujours, étant donné à quel point le virus a perturbé pratiquement chaque partie de notre vie.

J'ai eu l'opportunité de travailler avec le Dr Fauci sur un certain nombre de problèmes de santé mondiaux au fil des ans, y compris la recherche d'un vaccin et d'un traitement contre le VIH.

Le Dr Fauci et moi sommes tous les deux optimistes qu'un vaccin mettra fin à la pandémie à un moment donné dans un proche

avenir. Mais à quoi ressemblera le monde après cela est beaucoup moins clair. Je soupçonne que certaines des tendances de la numérisation que nous avons constatées, en particulier dans les domaines de l'apprentissage en ligne, de la télémédecine et du travail à distance, feront régulièrement partie de nos vies. J'espère que cet épisode vous laisse plein d'espoir pour l'avenir et curieux de savoir ce qui va suivre.

Why do we believe lies? By Bill Gates - November 30, 2020

https://www.gatesnotes.com/Podcast/Why-do-we-believe-lies

Extrait. La plupart des sociétés modernes accordent une grande valeur à la vérité et à l'honnêteté - mais les gens ne semblent pas résister aux mensonges, des petits mensonges blancs aux vastes théories du complot. Dans notre troisième épisode de podcast, Rashida et moi essayons de répondre à une question qui semble avoir pris une importance supplémentaire cette année: pourquoi les gens croient-ils aux mensonges?

Si vous avez suivi l'actualité cette année, cela ne vous surprendra probablement pas que je sois devenu très curieux de savoir pourquoi les gens répandent des mensonges ou croient des choses qui ne sont pas vraies. Mais au-delà de mon lien personnel, je suis très fasciné par le rôle que les mensonges ont joué dans le façonnement des sociétés humaines. L'historien israélien Yuval Noah Harari est l'une des meilleures personnes au monde à qui parler de cela, alors nous l'avons invité à se joindre à nous.

Je suis un grand fan de Yuval, et Rashida et moi avons eu une idée de notre amour mutuel pour ses livres lors de notre première rencontre. Si vous n'êtes pas familier avec son travail, Yuval a écrit des livres populaires sur le passé, le présent et l'avenir de l'humanité. (Sa nouvelle adaptation de Sapiens dans un roman graphique a l'air très cool.) Il a expliqué à Rashida et à moi comment la capacité d'Homo sapiens à créer des mythes et des fictions est ce qui nous a permis de créer des communautés.

Prenons le Danemark, par exemple. Aucun animal sur Terre ne sait que le Danemark existe à part les humains. Le Danemark - comme tous les autres pays, y compris les États-Unis - est un mythe complexe auquel nous avons décidé collectivement de croire. Mais ce mythe permet aux Danois d'organiser une société qui profite à sa population.

L'épisode entier n'est pas une question de mythologie, bien sûr. Rashida et moi parlons également des théories du complot COVID, du rôle que jouent les médias sociaux dans la diffusion de la désinformation et du mensonge auquel je choisis de croire même si je sais que ce n'est pas toujours vrai. Nous nous sommes beaucoup amusés à essayer de comprendre la vérité sur la vérité.

Can people really change? By Bill Gates - December 14, 2020

https://www.gatesnotes.com/Podcast/Can-people-really-change

Extrait. 2020 a été une année de changement. De l'élection présidentielle à la pandémie, il est clair que le monde ne sera plus jamais le même après cette année - et nous non plus tous ceux qui l'ont vécu.

C'est une année particulièrement intéressante à réfléchir en termes de changement. D'une part, je pense qu'il est prudent de supposer que nous terminons tous l'année au moins un peu différemment de ce que nous avons commencé. La pandémie laissera une empreinte durable sur nous tous, tout comme les générations plus âgées ont été changées à jamais par la Seconde Guerre mondiale - et la vie ne sera plus jamais la même pour les personnes qui ont perdu un être cher. D'un autre côté, 2020 a montré clairement à quel point la société est devenue polarisée et à quel point tant de personnes semblent être dans leurs croyances.

Nos invités cette semaine sont deux personnes qui utilisent leur position d'artiste pour changer le monde pour le mieux: Bono et Kerry Washington. Je connais Bono depuis longtemps et il a été un partenaire inestimable dans la lutte contre le VIH / sida.

C'était fascinant de les entendre tous les deux parler de la façon dont ils utilisent leurs efforts créatifs pour pousser au changement. Je suis heureux qu'ils attirent autant l'attention du public sur des questions importantes. Notre conversation nous a bien rappelé qu'il existe de nombreuses façons différentes de contribuer à rendre le monde meilleur.

Une autre officine du gouvernement mondial totalitaire

THE TRILATERAL COMMISSION (https://trilateral.org)

La Commission trilatérale est un forum non gouvernemental axé sur les politiques qui rassemble à titre individuel des dirigeants du monde des affaires, du gouvernement, du monde universitaire, de la presse et des médias, ainsi que de la société civile. La Commission offre une plate-forme mondiale pour un dialogue ouvert, atteignant ceux qui ont des points de vue différents

et engageant les décideurs du monde entier dans le but de trouver des solutions aux grands défis géopolitiques, économiques et sociaux de notre temps. Ses membres partagent une ferme conviction des valeurs de l'état de droit, du gouvernement démocratique, des droits de l'homme, de la liberté d'expression et de la libre entreprise qui sous-tendent le progrès humain. Les membres se sont également engagés à soutenir un système international fondé sur des règles, une coopération transfrontalière plus étroite et le respect de la diversité des approches des questions politiques.

La Commission trilatérale a été créée en 1973 par des citoyens privés du Japon, d'Europe (pays de l'Union européenne) et d'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) pour favoriser une coopération plus étroite entre ces principales régions industrialisées du monde avec des responsabilités de leadership partagées dans le système international plus large. . Créés à l'origine pour trois ans, nos travaux ont été renouvelés pour des triennats successifs (périodes de trois ans), le plus récemment pour un triennat à compléter en 2015.

Lorsque le premier triennat de la Commission trilatérale a été lancé en 1973, l'objectif le plus immédiat était de rassembler - à un moment de frictions considérables entre les gouvernements - le groupe officieux le plus élevé possible pour examiner ensemble les principaux problèmes communs auxquels sont confrontés nos trois domaines. . À un niveau plus profond, il y avait un sentiment que les États-Unis n'étaient plus dans une position de leadership aussi singulière qu'ils l'avaient été dans les années précédentes après la Seconde Guerre mondiale, et qu'une forme de leadership plus partagée - y compris l'Europe et le Japon en particulier - serait nécessaire pour que le système international puisse surmonter avec succès les grands défis des années à venir.

«L'interdépendance croissante» qui a tant impressionné les fondateurs de la Commission trilatérale au début des années 70 s'est transformée en «mondialisation». Cette interdépendance a également fait en sorte que les effets non durables de la crise financière qui a débuté en 2008 se sont fait sentir dans chaque pays et région. Il a ébranlé fondamentalement la confiance dans le système international dans son ensemble. La Commission voit dans ces événements sans précédent un besoin accru de réflexion et de leadership partagés par les pays trilatéraux, qui (avec les principales organisations internationales) ont été les principaux piliers du système international plus large. Les doutes quant à savoir si et comment cette primauté changera ne diminuent pas et, au moins, ont intensifié la nécessité de prendre en compte la transformation dramatique du système international. Au fur et à mesure que les relations avec d'autres pays deviennent plus matures - et le pouvoir plus diffus -, les tâches de direction des pays trilatéraux d'origine doivent être de plus en plus menées à bien avec d'autres.

Alors que notre conviction s'est renforcée que la Commission reste plus importante que jamais pour aider nos pays à s'acquitter de leurs responsabilités de leadership partagées dans le système international plus large, nous avons également changé. Nos membres se sont élargis pour refléter des changements plus larges dans le monde. Ainsi, le Groupe du Japon est devenu un Groupe d'Asie du Pacifique, comprenant en 2009 des membres chinois et indiens. Des membres mexicains ont été ajoutés au Groupe nord-américain. Le Groupe européen continue de s’élargir parallèlement à l’élargissement de l’UE. Nous poursuivons également au cours de cette période triennale notre pratique consistant à inviter un certain nombre de participants d'autres domaines clés.

MEMBER SHIP IN JANUARY 2020

JEAN-CLAUDE TRICHET - European Chairman

EUROPEAN GROUP

(BNP Paribas, l'Institut Montaigne, Le Monde, Group Suez, Valeo, ERAMET, Lazard Frères Bank, Compagnie Financière Tradition and Viel & Cie...)

Jacques Aschenbroich, Chairman and Chief Executive Officer, Valeo, Paris

Georges Berthoin, International Honorary Chairman, European Movement; Honorary Chairman, The Jean Monnet Association; Honorary European Chairman, The Trilateral Commission, Paris

Jean-Louis Bourlanges, former Member, State Audit Court (Cour des Comptes), Paris; Associated Professor, Institute for Political Studies in Paris; former Member of the European Parliament, Brussels; former President of the European Movement in France, Paris

Jean-Louis Bruguière, former Judge on anti-terrorism; former EU High Representative to the United States on the Terrorism Finance Tracking Programme (TFTP/SWIFT), Paris

Patrick Buffet, former Chairman and Chief Executive Officer, ERAMET; Chairman of P.B.A. Sas; Member of Supervisory Boards or Senior advisor for industrial and insurance companies; Member of the French "Académie des Technologies", Paris

François Bujon de l'Estang, Ambassadeur de France; Chairman, FBE International Consultants, Paris; former Chairman, Citi France; former Ambassador to the United States

Patrick Combes, Chairman and Chief Executive Officer, Compagnie Financière Tradition and Viel & Cie., Paris

Yves-Louis Darricarrère, Senior Advisor, Lazard Frères Bank; Senior Lecturer in Energy Geopolitics, Institut d'Etudes Politiques de Paris;former Member of the Executive Committee of Total and former CEO ofTotal Upstream,Total Exploration and Production and Total Gas and Power, Paris

Michel David-Weill, former Chairman, Lazard LLC, worldwide; Chairman of the Supervisory Board, Eurazeo, Paris Thierry Déau, Founding Partner, Chief Executive Officer, Meridiam Infrastructure, Paris

Marie-Ange Debon, Group Suez Senior Executive Vice President in charge of France, Italy and Central Europe, Paris

Elisabeth Guigou, former Member of the French National Assembly and Chair of the Foreign Affairs Committee; former Minister for European Affairs, Paris; President, Anna Lindh Foundation

Sylvie Kauffmann, Editorial Director and Foreign Affairs columnist, Le Monde, Paris; contributing writer, the New York Times

Jean Lemierre, Chairman, BNP Paribas, Paris; former President of the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)

Dominique Moïsi, Senior Counsellor, Institut Montaigne, Paris; Professor, King's College, London

Jean-Claude Trichet, Chairman, Group of Thirty; Chairman, Bruegel, Brussels; Honorary Governor, Banque de France; former President of the European Central Bank; European Chairman, Trilateral Commission, Paris

DAVID ROCKEFELLER FELLOWS

Ludovic Subran, Head of Macroeconomic Research, Allianz and Euler Hermes, Paris

---

SIXIEME PARTIE

Quand le rêve de devenir capitaliste va se transformer en cauchemar.

Le nombre d'indépendants a bondi en dix ans, boosté par les micro-entreprises - La Tribune 16 décembre 2020

La France comptait plus de 3,6 millions d'indépendants à la fin de l'année 2019. Sur ce total, 1,7 million sont des auto-entrepreneurs selon un bilan de l'Acoss.

Le statut d'indépendant a la cote en France. Selon un bilan de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss) présenté ce mercredi 16 décembre, le nombre de travailleurs indépendants a augmenté d'environ 1 million en dix ans. En 2009, les entrepreneurs étaient environ 2,59 millions contre 3,59 millions à la fin de l'année 2019. Cette forte croissance est principalement portée par la mise en oeuvre du régime de l'auto-entrepreneur mis en oeuvre sous la présidence Nicolas Sarkozy et transformé depuis par le régime de micro-entreprise.

Si la libéralisation du statut d'indépendant a enregistré un tel succès, la crise actuelle risque de mettre à mal beaucoup de micro-entrepreneurs dépourvus de protection sociale dans des secteurs très demandeurs de ce type de régime. La Tribune 16 décembre 2020

Défense du marxisme

K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte

Extrait. La Constitution, l'Assemblée nationale, les partis dynastiques, les républicains bleus et rouges, les héros d'Afrique, le tonnerre de la tribune, les éclairs de la presse quotidienne, toute la littérature, les célébrités politiques et les renommées intellectuelles, le Code civil et le Code pénal, la «Liberté, Egalité, Fraternité» et le deuxième dimanche de mai 1852, tout cela

disparut comme par enchantement devant l'incantation d'un homme que ses ennemis eux-mêmes ne considèrent pas comme un sorcier. Le suffrage universel semble n'avoir survécu un moment que pour écrire de sa propre main son testament à la face du monde et proclamer au nom du peuple lui-même : Tout ce qui existe mérite de périr.

Il ne suffit pas de dire, comme le font les Français, que leur nation a été surprise. On ne pardonne pas à une nation, pas plus qu'à une femme, le moment de faiblesse où le premier aventurier venu a pu leur faire violence. Le problème n'est pas résolu par une telle façon de présenter les choses, mais seulement autrement formulé. Il reste à expliquer comment une nation de 36 millions d'hommes a pu être surprise par trois chevaliers d'industrie et menée sans résistance en captivité.

Chaque parti l'interpréta à sa façon. Comme elle avait été conquise par le prolétariat les armes à la main ce dernier lui imprima son sceau et la proclama République sociale. (...)

A la monarchie bourgeoise de Louis -Philippe ne peut succéder que la République bourgeoise. Cela veut dire que, tandis que, sous la monarchie, c'était une partie restreinte de la bourgeoisie qui avait régné au nom du roi, c'est, désormais, l'ensemble de la bourgeoisie qui doit régner au nom du peuple. Les revendications du prolétariat parisien sont des bourdes utopiques avec lesquelles il faut en finir une fois pour toutes. A cette déclaration de l'Assemblée nationale constituante, le prolétariat parisien répondit par l'insurrection de Juin, l'événement le plus formidable dans l'histoire des guerres civiles européennes. La République bourgeoise l'emporta. Elle avait pour elle l'aristocratie financière, la bourgeoisie industrielle, les classes moyennes, la petite bourgeoisie, l'armée, le lumpenprolétariat organisé en garde mobile, les intellectuels, les prêtres et toute la population rurale. Aux côtés du prolétariat, il n'y avait personne d'autre que lui-même. Plus de 3 000 insurgés furent massacrés après la victoire, et 15 000 déportés sans jugement. (...)

Et, dans la suite, les lois organiques ont été conçues par les amis de l'ordre, et toutes ces libertés réglementées de telle façon que la bourgeoisie pût en jouir sans se heurter aux droits égaux des autres classes de la société. Dans tous les cas où ces lois organiques interdirent complètement ces libertés «aux autres classes» ou n'en permirent la jouissance que dans des conditions qui sont autant de pièges policiers, ce fut chaque fois uniquement dans l'intérêt de la «sûreté publique», autrement dit de la sûreté de la bourgeoisie, conformément aux prescriptions de la Constitution. C'est pourquoi, dans la suite, on put, des deux côtés, se prévaloir à bon droit de la Constitution, aussi bien les amis de l'ordre, qui supprimaient toutes ces libertés, que les démocrates, qui les réclamaient intégralement. Chaque paragraphe de la Constitution contient, en effet, sa propre antithèse, sa Chambre haute et sa Chambre basse : dans le texte la liberté, dans la marge la suppression de cette liberté. Par suite, tant que le mot de liberté fut respecté et que, seule, sa réalisation véritable fut interdite, par les voies légales s'entend, l'existence constitutionnelle de la liberté resta entière, intacte, bien que son existence réelle fût totalement anéantie.

LVOG - Marx a toujours vilipendé les populistes qui se servaient des valeurs attribuées à la République pour mieux camoufler leur soumission, leur collusion, leur compromission avec le régime ou tout bonnement leur capitulation, leur refus de l'affronter drapé dans des discours aux tournures en apparence radicales mais sans lendemain, ce qui vaut pour la pseudo gauche et extrême gauche en France (et ailleurs) de nos jours et déjà hier.

Les militants préfèrent encore se laisser duper que de regarder la réalité en face, cela les a amené à croire dans l'existence d'une pandémie au SRAS-CoV-2 et à soutenir les mesures liberticides imposées par Macron.

Bien que le projet de loi liberticide sur les urgences sanitaires ait été présenté par Castex le lundi 21 décembre, depuis ni le POI, ni le POID, ni LO n'ont publié le moindre communiqué pour la dénoncer. Mieux, dans l'éditorial de La Tribune des travailleurs, D. Gluckstein l'a carrément ignorée, se préoccupant davantage de l'état de santé de Macron ! Et le POI s'est contenté de la commenter à la manière des éditorialistes du Monde ou du Figaro, y voyant un moyen "*de conditionner la liberté de circulation des personnes à la réalisation d'un test négatif ou à l'inoculation d'un vaccin.* (Informations ouvrières n° 635 du 22 décembre) sans condamner cette tentative monstrueuse de vacciner de force la population, consensus oblige !

Quelques textes pour alimenter la réflexion.

Quand les « Déplorables » deviennent Ingouvernables par Pepe Escobar (Strategic Culture 16 décembre 2020) - Mondialisation.ca, 19 décembre 2020

Extrait.

Qui est au contrôle ?

Au-delà des altercations bruyantes sur la question de savoir si l'élection présidentielle était frauduleuse, voici les principaux points factuels.

Une série de règles ont été modifiées dans la plupart des États clés, par les tribunaux, en contournant les assemblées législatives des États, sans transparence, avant l'élection, ouvrant ainsi la voie à la facilitation des manœuvres frauduleuses.

Biden a été de facto couronné par l'AP, Google et Twitter avant même le résultat final officiel, et quelques semaines avant le vote du collège électoral lundi dernier.

Tout audit sérieux et professionnel visant à déterminer si tous les votes reçus et comptabilisés étaient valables a été de facto balayé.

Sous toute latitude du Sud où l'empire s'est « ingéré » dans les élections locales, façon révolution de couleur, cet ensemble de faits serait considéré par des dizaines d'officiels impériaux, dans un blitz de propagande implacable, comme la preuve d'un coup d'État.

Qui est au contrôle ?

Au-delà des altercations bruyantes sur la question de savoir si l'élection présidentielle était frauduleuse, voici les principaux points factuels.

Une série de règles ont été modifiées dans la plupart des États clés, par les tribunaux, en contournant les assemblées législatives des États, sans transparence, avant l'élection, ouvrant ainsi la voie à la facilitation des manœuvres frauduleuses.

Biden a été de facto couronné par l'AP, Google et Twitter avant même le résultat final officiel, et quelques semaines avant le vote du collège électoral lundi dernier.

Tout audit sérieux et professionnel visant à déterminer si tous les votes reçus et comptabilisés étaient valables a été de facto balayé.

Sous toute latitude du Sud où l'empire s'est « ingéré » dans les élections locales, façon révolution de couleur, cet ensemble de faits serait considéré par des dizaines d'officiels impériaux, dans un blitz de propagande implacable, comme la preuve d'un coup d'État. Mondialisation.ca, 19 décembre 2020

Le mirage mondialiste - comment on manipule l'opinion - De Olivier Piacentini (un ancien banquier)

Présentation sur cultura.com

Avec Le mirage mondialiste, Olivier Piacentini dévoile secteur par secteur les méthodes de formatage et d'asservissement des populations, alors que nous, peuples européens, croyons vivre encore dans des systèmes démocratiques où règne la souveraineté populaire. En apparence sans doute, mais, depuis trente ans, nous sommes soumis au régime du mondialisme imposé par les puissances financières, mais aussi et surtout infusé dans notre quotidien par les télévisions -notamment les séries et téléréalités-, les radios, les journaux, le cinéma, les musiques nouvelles -disco et rap-, l'art notamment contemporain, les sports, la publicité et le marketing, les divertissements...

L'idéologie mondialiste s'insinue partout. Dans la presse, elle nous fait croire qu'il n'y a pas d'alternatives. Dans les divertissements, elle nous fait miroiter un monde ouvert plus beau, plus passionnant, plus libre à travers des oeuvres dont le financement dépend largement aujourd'hui de la superclasse mondiale. Peu à peu, les peuples se laissent glisser dans le "paradis mondialiste", en croyant entrer dans le progrès et la modernité.

Or, c'est de leur liberté, de leur souveraineté, de leur survie en tant que nation qu'ils se dépouillent sans même en avoir conscience. Dans un langage accessible au plus grand nombre, ce livre, extrêmement documenté et non dénué d'humour nous invite à ouvrir les yeux. cultura.com

Le mirage mondialiste - comment on manipule l'opinion - Les éditions de Paris Max Chaleil 16 €

Que penser de la menace voilée de Macron sur Brut? par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 18 décembre 2020

Extrait. En réponse à une question du journaliste de Brut sur les élections présidentielles de 2020, Macron a répondu : « Peut-être que je ne pourrai pas être candidat. Peut-être que je devrai faire des choses dans la dernière année, dans les derniers mois, dures, parce que les circonstances l'exigeront et qui rendront impossible le fait que je puisse être candidat. » Une déclaration sibylline et quelque peu menaçante qui n'a évidemment pas du tout intéressé les médias officiels mais qui a fait couler beaucoup d'encre sur les médias sociaux et dans la dissidence, comme j'appelle tout ce qui met en furie l'Establishment.

Vrai ou fake

Je ne pensais pas que Sud radio faisait partie de la dissidence, jusqu'à ce que ce media soit épinglé par l'émission Vrai ou fake

de France info, la TV de Macron. Cette émission s'est donné pour mission de ramener vers le droit chemin de la Pensée unique, les brebis égarées dans le « complotisme » (en clair, qui doutent des versions officielles). Ces fake journalistes, mais vrais propagandistes, vont, dans leur zèle, jusqu'à poser de malheureux lycéens-potiches sur le plateau pour les endoctriner en public et servir d'exemples à tous les jeunes qui seraient tentés d'écouter les sirènes de la déviance. Un spectacle écœurant !

Donc, le 10 décembre, les petits soldats du ministère de la Vérité de France-info ont lancé l'anathème sur tous ceux qui osent exprimer une opinion différente de la version du gouvernement sur l'épidémie de Covid et sur tous ceux qui osent leur donner la parole comme Sud radio et André Berkoff qu'ils ont accusé de voyager « avec allégresse dans ce monde de désinformation ». Plus aveugles que le clergé catholique sur la disparition de la foi, ces fanatiques de la Pensée officielle ne comprennent pas pourquoi malgré, tous leurs efforts, « la galaxie fake-news est en expansion ». Qui sait quelle inquisition ils nous préparent pour en venir à bout…

L'ambition des nouveaux maîtres du monde

C'est donc le « dissident » André Berkoff qui invite, le 14 décembre, Olivier Piacentini, un ancien banquier qui vient de publier « Le mirage mondialiste – Comment l'oligarchie manipule l'opinion ». Il nous explique, en deux mots, comment le système néolibéral fonctionne : « Les Etats se surendettent de plus en plus pour pallier aux effets de la mondialisation (désindustrialisation, chômage, etc), donc peu à peu les Etats s'appauvrissent, les grands groupes s'enrichissent et tiennent les Etats en dépendance par la dette ».

Ce rapport de force très favorable aux nouveaux maîtres du monde, ceux qui ont l'argent, décuple leur ambition de s'emparer du pouvoir politique. Cela se fait de manière insidieuse parce que les peuples ne sont pas d'accord.

Et on les comprend ! C'est bien beau la société de consommation, des loisirs et du divertissement, tant qu'on a de l'argent. Mais à mesure que le travail passe en Asie, où il revient moins cher aux multinationales, nous avons de moins en moins de pognon, comme dit Macron. D'après Philippe Herlin, les Français ont perdu 25% de leur pouvoir d'achat depuis les années 1980.

Aujourd'hui, constate Olivier Placentini, les Français ne sortent plus de chez eux et les grands groupes ponctionnent ce qui leur reste d'argent après que l'Etat soit passé, grâce notamment aux abonnements (internet, portable, netflix, etc.)

Le moins qu'on puisse dire est que notre ex-banquier ne porte pas l'Union Européenne dans son cœur. C'est, selon lui, un « laboratoire du futur gouvernement mondial. Conçue pour assurer la prospérité de l'Europe et lui donner les moyens de rivaliser avec la Chine, la Russie, les Etats-Unis », elle est, en fait, au service des multinationales comme Gilead (à qui elle a acheté sans sourciller pour un milliard d'euros de Remdesivir nocif !) et ne fait même pas le poids devant une puissance moyenne comme la Turquie…

Cependant tout n'est pas perdu, nous affirme-t-il. Devant la montée des populismes, les puissances d'argent accélèrent leur programme et du coup, elles se démasquent (pendant qu'elles nous masquent, on appréciera l'humour de la situation !!!) et deviennent plus faciles à combattre.

Les « choses dures »

Mais revenons à nos moutons, à savoir la réponse « subliminale et très mystérieuse » que Macron a faite à Brut. Pour Olivier Piacentini, il ne peut pas s'agir des contre-réformes habituelles (retraites, chômages, droit du travail, privatisations). Cette manière de dépouiller les Français est de la routine pour Macron, ses homologues et ses commanditaires depuis 50 ans, il doit s'agir de quelque chose d'inédit, de grandiose, en un mot de jupitérien.

Quelque chose qui mette la dernière touche au « projet de Macron », c'est-à-dire « au projet de ceux qui ont financé sa campagne, à savoir les grandes multinationales », c'est-à-dire au projet « d'exproprier les Français de leur travail et de leur indépendance économique », comme on le voit avec l'interdiction de travailler faîte aux commerçants, à la culture, aux restaurants, etc.

Alors ? Eh bien Olivier Piacentini pense « qu'il va être amené dans les prochains mois à déclencher la Directive européenne BRRD » que Sapin a fait rentrer dans la loi française en 2015 (Macron était alors ministre de l'économie) et qui permet à l'Etat de se servir directement dans l'épargne de Français pour renflouer les banques. « L'information est passée en toute discrétion » note le Figaro. Quelle surprise !

Le site Thaïlande.fr s'est ému de ce qu'il a qualifié d'« épée de Damoclès sur l'épargne des Français » et, ironie du sort, leur conseille de déposer leurs économies dans les banques thaïlandaises pour les soustraire à la rapacité de l'aristocratie stato-financière occidentale.

En fait, la formule n'est pas tout à fait inédite. L'Union européenne l'a testée à Chypres. Vous vous souvenez ? Quand les

Chypriotes ont été dépouillés nous n'avons rien dit, nous n'étions pas Chypriotes. Quand la Grèce a été pillée et les Grecs réduits à la misère noire, nous n'avions rien dit non plus, nous n'étions pas Grecs. Maintenant c'est notre tour, hélas, comme dit le pasteur Niemoller, « il ne reste plus personne pour dire quelque chose ».

Il faut reconnaître que c'est tentant. Selon la Banque de France, le montant total de l'épargne des ménages s'élevait à 5 367 milliards d'euros au troisième trimestre 2019. Et il n'a fait qu'augmenter avec l'épargne « forcée » des consommateurs, enfermés chez eux pendant l'épidémie et de plus en plus inquiets pour l'avenir.

Début avril, les députés PS ont ouvert la danse en proposant « un prélèvement exceptionnel de solidarité sur les encours d'assurance-vie supérieurs à 30.000 euros ».

Même les quelques sous que les plus modestes d'entre nous ont déposé sur des livrets A ne sont pas à l'abri. « Est-ce que l'Etat pourrait dire demain je prends 10% sur tous les livrets A? En termes de prélèvement fiscal, rien ne l'interdirait», assure Philippe Crevel.

Le principe de précaution et le grand inquisiteur

Olivier Piacentini, qui se défend à plusieurs reprises d'être complotiste, note avec finesse que « l'hystérie covid frappe surtout les pays sous domination étasunienne ». Eh oui, comme par hasard, elle est surtout orchestrée dans les pays d'Europe encore prospères dirigés par des adeptes fanatiques du néo-libéralisme à la solde des multinationales. Autrement dit, les pays les plus susceptibles de constituer le fer de lance d'un gouvernement mondial au service des monopoles privés.

Et comme par hasard, il se trouve que les populations de ces mêmes pays sont soumises au Principe de précaution. Les sociologues Jean-Claude Paye et Tülay Umay analysent, dans un excellent article intitulé Coronavirus : une nouvelle inquisition, toute la perversité de cette invention des dirigeants occidentaux pour fuir leurs responsabilités et se protéger des peuples qu'ils spolient toujours davantage.

Apparu dans les années 1970 en droit allemand, le principe de précaution a depuis lors été inscrit au niveau international dans de nombreux traités, au niveau européen dans le traité de Maastricht, et au niveau national dans l'ordre juridique interne de certains États membres.

Voilà ce que nos deux sociologues en disent :

« Nous sommes ici dans l'incertitude d'un risque, dont la réalisation est elle-même incertaine. Le principe de précaution nous interdit de penser. Il s'oppose à toute possibilité d'observation, en supprimant la notion même de causalité, comme succession temporelle de causes et d'effets. Sous la forme du délire, le discours sur la coronavirus colonise notre vie individuelle et notre réalité sociale. Il fonde un nouveau Réel, il porte sur quelque chose dont nous ne pouvons rien dire et sur lequel nous n'avons pas de prise ».

Nous constatons tous que cette épidémie, en nous privant de notre liberté et de notre libre-arbitre, nous réduit à l'état de troupeau, comme

« à chaque fois que la population s'est trouvée totalement démunie, placée dans une position de détresse par rapport au pouvoir. La détresse des individus résulte d'une perte des repères et surtout d'une impossibilité de faire face, de dire non aux injonctions qui leur sont adressées. Confrontées au fait de « ne pouvoir attendre l'aide de personne », les populations sont alors plongées dans une radicale impuissance ».

Jean-Claude Paye et Tülay Umay comparent notre situation à celle qui est décrite dans Les frères Karamazov.Dostoïevski,

« en situant l'action dans la période historique de l'inquisition, fait ressortir une problématique qui rappelle étrangement ce que nous vivons présentement. L'organisation de l'inquisition repose sur le personnage du grand Inquisiteur qui considère l'humanité comme un troupeau. Il conçoit que l'homme ne peut trouver son salut qu'en renonçant à sa subjectivité et en se dépersonnalisant.

Si l'humanité doit être réduite à l'état de troupeau docile, l'individu, en déléguant sa liberté au grand inquisiteur, redevient un « infans », coupable de renoncer à sa liberté. Il devient alors complètement dépendant d'un pouvoir qui lui dicte sa conduite. Si bien que le grand Inquisiteur peut affirmer : « Oh, nous arriverons à les convaincre qu'ils ne deviendront libres qu'au moment où ils renonceront pour nous à leur liberté et ils se soumettront ». Dans cette « pandémie », il est signifié aux individus qu'ils ne redeviendront «libres » qu'au moment où ils auront acceptés le vaccin et qu'ils auront abandonné toute volonté d'avoir une maîtrise de leur existence. »

Le gouvernement de la terreur

Geoffroy de Lagasnerie explique, dans une interview à Reporterre, comment Macron met en place un gouvernement par la terreur :

« Macron détruit tout ce qui protège de l'exposition au pouvoir arbitraire, par plein de petites réformes : le démantèlement du droit de travail qui a augmenté la soumission des employés à leurs patrons, l'augmentation du pouvoir des préfets pour le contrôle des manifestations, l'accroissement des possibilités de rétention… Le macronisme démantèle les protections juridiques, syndicales… Et il expose les individus à de plus en plus de pouvoirs arbitraires : le pouvoir du patron, le pouvoir du préfet, le pouvoir du ministre, le pouvoir du directeur d'établissement… Cette multiplication des petits pouvoirs soumet les individus à une forme de terreur continue, la peur des sanctions qu'on peut subir si l'on dévie, si l'on conteste, si l'on est indocile.

Et la peur du policier dans la rue… ajoute Hervé Kempf de Reporterre,

Et bien sûr, la peur du policier. Quand vous multipliez les zones dans lesquelles les sujets politiques sont terrifiés, vous les soumettez à un ordre psychique extrêmement puissant en termes de conformation. La conséquence de cela à long terme est de ne même plus voir qu'il y a des problèmes parce que les gens se seront entièrement autocensurés ».

Et Lagasnerie de conclure : « Le macronisme fonctionne à l'élimination systématique — sociale, pénale, carcérale, économique — des indésirables ».

C'est aussi ce que semble penser le Dr Ebstein qui a été convoqué par le Conseil de l'ordre, en juin dernier, pour avoir refusé d'appliquer le protocole sanitaire des 4D : Doliprane, Domicile, Dodo, Décès.

Conclusion

L'instrumentalisation de l'épidémie pour tétaniser et terroriser les populations a permis aux puissances d'argent d'engranger des profits considérables aux dépens des populations paralysées et d'augmenter leur pouvoir. Elle a permis de réduire les libertés individuelles et d'habituer les populations à vivre sous la botte de la police, au gré d'ordres arbitraires et iniques. Si cela ne suffit pas à faire passer des « choses dures », il reste toujours à Macron l'Article 16 qui donne les pleins pouvoirs au président de la République.

A condition qu'il ne perde pas l'appui de la police et/ou de l'armée, il pourra alors faire absolument tout ce qui lui plaît, pas seulement des petites sauteries entre hommes à l'Elysée en plein couvre-feu, mais « repousser » les élections présidentielles, instaurer un état d'urgence illimité et, pourquoi pas, mettre en place une dictature à la chilienne.

« Ces gens-là n'ont donc pas de conscience ! », s'indignait dernièrement un de mes amis. Eh non ! Lord Acton nous avait prévenus : « Le pouvoir tend à corrompre et le pouvoir absolu corrompt absolument ». (...) Mondialisation.ca, 18 décembre 2020 https://www.mondialisation.ca/que-penser-de-la-menace-voilee-de-macron-sur-brut/5652132

2020 s'achève… le cru 2021 sera-t-il meilleur? par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 18 décembre 2020

Extrait. La vérité qu'il faudra avoir le courage de regarder en face si l'on veut que les choses changent, en France mais aussi en Europe, est que les citoyens se sont reposés sur les acquis de leurs aînés les croyant définitifs, qu'ils n'ont eu d'autres préoccupations que leur petit confort et leur bout de trottoir, et qu'ils se sont majoritairement dépolitisés se laissant alors manipuler, désunir, séparer, cataloguer en communautés sans voir le piège qui leur était tendu par les tenants du pouvoir qui savent qu'ils doivent diviser pour régner.

Quand 'les quartiers' dénonçaient les excès des sanctions judiciaires, le racisme des forces de l'ordre, les brutalités policières et les condamnations à l'emporte-pièce, les citoyens lambda détournaient le regard et se bouchaient les oreilles. Maintenant qu'eux-mêmes découvrent depuis les Gilets Jaunes que ces brutalités policières s'abattent sur eux sans retenue, ils s'offusquent et crient à l'injustice, sans voir qu'elle existe depuis 30 ans pour ceux qui ont été fustigés, dénigrés, discriminés par un Etat policier dont l'étreinte se referme aujourd'hui sur les 'bons citoyens' de la nation. Ils ne reconnaissent plus leur police et d'ailleurs, certains la houspillent et la somment d'aller plutôt 'dans les quartiers' où se jouent toutes sortes de trafics… Ce sont les mêmes qui bien souvent traitent de 'profiteurs', les chômeurs et autres populations précaires pour les quelques euros que l'État leur verse, mais ignorent les milliards que les plus fortunés de la nation planquent dans des paradis fiscaux.

«…honteux mais confus, il jura mais un peu tard qu'on ne l'y prendrait plus…» – J.de la Fontaine (Le Corbeau et le Renard – extrait) (...)

Le peu de culture et de conscience politique de la majorité de populations égocentrées ne les aidera pas. Tant qu'il ne se dessinera pas un profond mouvement de solidarité entre les classes, âges, professions, origines, appartenances à ceci ou cela,… qui ne mettra pas 100.000 manifestants dans la rue, mais 10.000.000 comme cela a pu se passer en Algérie pendant des mois, et tant que 'l'étranger' restera le suspect dont il faut se méfier, voire dénoncer parfois, les pouvoirs passés maîtres dans la façon

de dresser les citoyens les uns contre les autres ont encore de la marge. Beaucoup de marge… et ils le prouvent tous les jours. Mondialisation.ca, 18 décembre 2020

https://www.mondialisation.ca/2020-sacheve-le-cru-2021-sera-t-il-meilleur/5652134

Haut de page

Le 25 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

Macron enchaîne à la hâte les lois liberticides, en vantant les libertés dont il serait le protecteur, tout en prenant énormément de risques.

Avec ses conseillers, ils pourraient commettre l'erreur fatale de croire que, parce que les dirigeants de la classe ouvrière et des classes moyennes sont tous corrompus, ils n'auraient rien à craindre. C'est sans compter sur les masses qui poussent les militants à se radicaliser, une faille qui pourrait obliger leurs dirigeants à réagir, sans avoir l'intention d'attenter aux jours du régime évidemment, mais cela pourrait y conduire malgré eux, c'est ainsi que les révolutions démarrent.

C'est à mon avis l'orientation politique que l'on doit adopter, sans entretenir la moindre illusion dans un quelconque parti. De nombreux militants et de travailleurs évolués des différentes classes exploitées et opprimées valent mieux que nos dirigeants, c'est à eux qu'on s'adresse.

S'il ne faut pas faire croire que nous serions au bord d'une révolution, on n'a pas le droit non plus de faire croire que la réaction serait toute puissante. A suivre.

Les articles mis en ligne aujourd'hui.

- DOCUMENT. Le Conseil de l'Ordre rétablit le délit d'opinion (23.12)
- DOCUMENT. Belgique, la dictature sanitaire s'installe, et elle est violente (22.12)
- DOCUMENT. Le Covid nouveau est arrivé à Londres : non, c'est vrai, les virus mutent ? (22.12)
- DOCUMENT. Projet de loi organique n°3714 instituant un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires (21.12)
- DOCUMENT. Impacts traumatiques de la politique sanitaire actuelle sur les enfants:un constat clinique alarmant (21.12)
- DOCUMENT. Christian Perronne : cinglante riposte contre l'AP-HP (20.12)
- DOCUMENT. L'OMS admet (enfin) que les tests PCR créent des faux positifs (20.12)
- DOCUMENT. Anaphylaxis Following m-RNA COVID-19 Vaccine Receipt (19.12)
- DOCUMENT. Enjeux éthiques d'une politique vaccinale contre le SARS-COV-2 (18.12)
- DOCUMENT. Usage des médicaments de ville en France durant l'épidémie de la Covid-19 – point de situation jusqu'au 22 novembre 2020 (15.12)

- DOCUMENT. Qui détruit le Liban et pourquoi ? (22.12)
- DOCUMENT. Afrique de l'Ouest : le Grand Bond en arrière (20.12)

Parole d'internaute

- "L'heure est grave. L'insurrection violente finira par être la seule alternative... Et ils le savent bien."

Comme toujours !

Le constat fait froid dans le dos : le nombre de demandeurs du RSA fin octobre a augmenté de 8,5% sur un an, d'après un outil de calcul mis en place par le ministère de la Santé. Et cette précarité, renforcée par l'épidémie de coronavirus, peut frapper tout le monde. La directrice du Secours catholique, Véronique Fayet, alerte, jeudi matin sur Europe 1, sur ces personnes qui "basculent dans la pauvreté". Avec la crise économique liée au Covid-19, des secteurs entiers ont été mis à l'arrêt et certaines personnes ont perdu leur emploi.

"On voit de plus en plus au Secours catholique, ou dans d'autres associations, des personnes qui travaillaient, avaient une vie normale, étaient dans une certaine fragilité mais s'en sortaient bien, et qui, tout d'un coup, basculent dans la pauvreté", constate-

t-elle. Cette précarité intervient par "la perte de leur travail", mais aussi par la baisse du temps de travail : "sans primes, sans heures supplémentaires et en chômage partiel, le salaire est parfois divisé par deux."

Le gouvernement a "bien protégé" les classes moyennes et les travailleurs, selon Véronique Fayet. Mais les plus démunis, qui se trouvaient déjà dans une situation précaire, ont été laissés pour compte. "Ceux qui ont des petits boulots, du travail précaire, du travail au noir, des intérims, des CDD, du temps partiel, ont été très mal protégés et sont les premières victimes de la crise", précise-t-elle. europe1.fr 24 décembre 2020

LVOG - Moi ici en Inde, au pays de l'économie informelle ou du non-droit social, les personnes que j'aide financièrement sont dans cette situation.

Ils n'ont pas "*bien protégé*" des pans entiers des classes moyennes, et c'est un facteur explosif.

Et le pire est encore à venir, Macron l'a déjà annoncé, pourvu qu'il tienne parole et que les masses se soulèvent pour renverser le régime, qu'on en finisse une bonne fois pour toute. A suivre.

Contre-propagande et résistance à l'urgence sanitaire totalitaire.

Vidéo. Laurent Montesino : Le retour vers soi (La Tribune REINFO 23/12/20)

https://www.youtube.com/watch?v=OnPdXYDn3gM&feature=emb_title

USA : 3150 vaccinés sur 113 000 **“**incapables d**’**effectuer leurs activités quotidiennes normales**”** suite au vaccin anti-covid - covidinfos.net 24 décembre 2020

Selon un rapport du CDC (Center of Desease Control – USA) daté du 19 décembre 2020, signé du Dr Thomas Clark, et intitulé « Anaphylaxis Following m-RNA COVID-19 Vaccine Receipt », 3 150 personnes ayant reçu les vaccins anti-covid Pfizer-BioNTechand et Moderna se sont trouvées « incapables d’effectuer des activités quotidiennes normales ».

3 150 sur 112 807 vaccinés, soit 2,79 % de personnes ont été classées dans la catégorie “incapacité d’effectuer les activités quotidiennes normales, incapacité de travailler, a requis l’intervention d’un médecin ou d’un professionnel de la santé”

Source :

– Center of Desease Control

https://www.cdc.gov/vaccines/acip/meetings/downloads/slides-2020-12/slides-12-19/05-COVID-CLARK.pdf

– Fichier PDF de l’étude (Ou dans le portail LVOG plus haut)

https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/12/05-COVID-CLARK.pdf

Test Covid rapide : 63% des patients diagnostiqués faussement positifs selon les laboratoires Biogroup - covidinfos.net 24 décembre 2020

Les laboratoires Biogroup (1er réseau français de laboratoires privés) ont mené entre le 23 novembre et le 15 décembre une étude permettant de jauger l’efficacité des tests antigéniques dit “rapides”. Partagez « Cette étude a été menée auprès de 1.666 patients venus effectuer un test PCR en laboratoire, et affirmant avoir réalisé un test antigénique dans les dernières 24 heures.

Sur 1.327 personnes négatives au test rapide, 111 se sont alors révélées positives au test PCR, soit 8,3%. Un pourcentage «certainement minoré car seuls les patients ayant des doutes et des signes cliniques ont contrôlé leur résultat», souligne Biogroup.

Mais ce sont les résultats des patients positifs aux tests antigéniques qui ont interrogé et surpris le groupe. En effet, sur les 339 patients positifs, 214 étaient en fait négatifs au test PCR , soit 63 %. Une proportion plus importante «que ce nous attendions», attribué aux «défauts d’utilisation et d’interprétation de ces tests par du personnel sans “culture de la biologie médicale”».

Censée donner «une image réelle du terrain», cette étude contraste avec les évaluations des fabricants de tests antigéniques «réalisées dans des conditions strictes de maîtrise des procédures».

Par exemple, «de nombreux tests sont réalisés dans des barnums à l'extérieur, avec des températures très basses. Or, ces tests sont basés sur une réaction antigène/anticorps qui ne peut se faire qu'à une température donnée», a expliqué le biologiste Laurent Kbaier, cité dans un communiqué du groupe. […] »

Sources :

– Biogroup : Les tests antigéniques à l'épreuve du réel : étude comparative des résultats

https://biogroup.fr/actualites/tests-antigeniques-etude-comparative-resultats-vs-pcr/

– CNews : Coronavirus : La fiabilité des tests rapides mise en doute par un groupe de laboratoires

https://www.cnews.fr/france/2020-12-18/coronavirus-la-fiabilite-des-tests-rapides-mise-en-doute-par-un-groupe-de

Le masque obligatoire à l'école jugé illégal par la Cour constitutionnelle autrichienne - covidinfos.net
24 décembre 2020

"Deux enfants et leurs parents avaient fait appel devant la Cour constitutionnelle, faisant valoir que le masque obligatoire et les cours en alternance violaient le principe d'égalité, le droit à la vie privée et le droit à l'éducation"

« En Autriche, certains écoliers avaient cours le lundi et le mardi et les autres le mercredi, le jeudi et le vendredi seulement. Ils devaient rester à la maison le reste de la semaine. Mais le port obligatoire du masque à l'école et l'enseignement en alternance, deux mesures prises par le gouvernement autrichien au printemps afin de tenter d'endiguer la pandémie de coronavirus, sont des dispositions « illégales », a estimé mercredi la Cour constitutionnelle.

« Pour faire face aux conséquences de la Covid-19 dans le système scolaire, un décret publié par le ministre de l'éducation en mai 2020 a ordonné que les classes soient divisées en deux groupes et enseignées alternativement à l'école », a écrit la Cour dans un communiqué. « Dans sa décision publiée aujourd'hui, la Cour constitutionnelle a jugé que les dispositions contestées étaient illégales », ont fait savoir les juges. Deux enfants et leurs parents avaient fait appel devant la Cour constitutionnelle, faisant valoir que ces dispositions violaient le principe d'égalité, le droit à la vie privée et le droit à l'éducation. […] »

Lire l'intégralité de l'article :

– 20 Minutes : Autriche : La cour suprême juge illégal le masque obligatoire à l'école et les cours en alternance

https://www.20minutes.fr/monde/2938679-20201223-autriche-cour-supreme-juge-masque-obligatoire-ecole-cours-alternance-illegaux

Haut de page

Le 29 décembre 2020

CAUSERIE ET INFOS

J'ai ajouté une vidéo qui va à l'essentiel et qui fournit ses sources.

- Vidéo. Covid – 19 : l'heure du bilan (23.12)

Et très important mais tardif, si vous cherchez un médecin pour vous prescrire les médicaments de votre choix en relation avec la covid-19. (Ceux notamment présents dans la page d'accueil du portail.)

- Document. Liste des médecins engagés - Collectif "laissons les médecins prescrire"

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 janvier 2021

CAUSERIE ET INFOS

On ajoutera des documents demain.

J'ai réveillonné seul en pensant à Paul, Christine et Jeff, portez-vous bien.

L'année 2021 sera celle de la dérision et de tous les espoirs... Vaincre ou périr !

Je vous souhaite le pire en 2021... sachant qu'il faut en passer par là pour obtenir le meilleur ! Je n'y suis pour rien, l'homme est ainsi fait, hélas !

La tâche politique effectuée par un seul militant dans son trou en Inde.

Causeries et infos en bref du 22 août 2008 au 31 décembre 2020 = 18.943 pages. Pas mal pour un oisif !

- Décembre 2020 (105 pages)
- 2020 (1923 pages)

La France, le monde, sont en train de devenir un gigantesque camp de concentration. C'est la résistance armée qu'il faut préparer.

On se détend un peu, je crois que tout le monde en a grandement besoin.

Dans quel état d'esprit êtes-vous ? Quoi de neuf docteur ? Triste, angoissé, maussade, taciturne, démoralisé, dépressif, suicidaire. On va arranger cela tout de suite.

L'homme commença par s'identifier à la nature, à défaut de la comprendre elle lui devint mystérieuse, étrangère, au point d'inventer la valeur d'échange et d'en devenir l'esclave, il était mûr pour faire germer dans sa tête l'idée de dieu tout puissant, puis une fois bien aliéné, pour des raisons pratiques il lui vint soudain à l'esprit l'idée lumineuse de remettre l'homme au centre de l'univers, sauf qu'entre temps il était devenu beaucoup plus qu'un homme, et pour finir au lieu de voler de ses propres ailes, de renouer avec sa propre nature, d'en prendre conscience ou de conquérir enfin son émancipation, sa liberté, ne voilà-t-il pas qu'il s'en remet

aux créatures les plus monstrueuses qu'il a fabriquées, ainsi qu'aux instruments qu'ils ont inventés pour le réduire en esclavage ou sceller son malheur ad vitam æternam.

C'est dialectique, mais c'est très con, surtout si cela devait finir ainsi !

Pour demeurer optimiste ou garder le moral, il faut vraiment se forcer par les temps qui courent, pourquoi se le cacher, hein ? Moi, j'ai en tête l'insignifiance de l'homme dans l'univers, je crois que cela aide pour supporter toutes ses frasques passées et présentes, y compris les miennes.

On ne va pas se raconter d'histoires entre nous, l'homme dit moderne, éduqué, instruit, développé, civilisé, est très con, c'est d'ailleurs ce que je me dis chaque fois que je repense à mon passé, jusqu'à pratiquement l'instant qui précéda l'écriture de ces lignes, c'est pour dire à quel point j'y suis attentif. Ce constat est juste, mais qui l'admet vraiment ? Pas grand monde en réalité ou pratiquement personne, sinon cela se saurait ou se verrait, puisqu'on en est toujours au même point ou la société des hommes va même de mal en pis.

On vit un cauchemar au quotidien, et on ne voit pas comment ou quand on va en sortir. Cela devrait nous inciter à faire preuve de beaucoup de modestie ou à fermer notre grande gueule pour la plupart qui n'ont rien à dire, sinon sortir d'énormes conneries à tire-larigot, on n'entend qu'eux ou presque hélas !

Comment le pouvoir (et la fortune) a-t-il pu échoir à un tel gang de salopards malfaisants dans pratiquement tous les pays de la Terre, tous plus mafieux, corrompus, médiocres, criminels les uns que les autres. En voilà un mystère, se dit le citoyen lambda les yeux rivés sur un écran, dont il attend désormais l'autorisation pour aller pisser. Il faudrait tout de même l'avertir que c'est mauvais pour sa santé. A quoi bon, il pourrait tout aussi bien se pisser dessus ou dans son froque si on lui demandait, ses yeux, sa vessie, sa vie ne lui appartiennent plus et il ne réagit pas. A quoi bon se les réapproprier, si on ne sait pas quoi en foutre.

Evidemment, vu sous cet angle, on ne peut pas lui en vouloir. La responsabilité ne reposerait-elle pas sur ceux qui se font passer pour de grands savants en ce que vous voudrez, puisque sur le plan politique ils sont tous aussi nuls ou corrompus les uns que les autres ? Dit de la sorte il n'y a pas grand chose à ajouter.

Dialogue qui n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

- On ne peut donc compter que sur nous-même ou nos propres forces. Il faut croire, c'est d'ailleurs la seule chose dans laquelle il est fortement recommandé de croire, le reste suivra.

- Vous croyez ?

- Mais oui, le bonheur, il est destiné à être partagé et vécu sur terre et pas ailleurs. Vous voilà rassuré ?

- Un peu.

- Bravo, on a avancé ! Reste le plus dur à faire.

- Vous croyez qu'on y arrivera ?

- Si vous croyez en vous, cela ne fait aucun doute.

- Je croyais que vous étiez athée.

- Je le suis, je ne crois que dans l'homme ou sa capacité à lutter pour sa liberté.

- Mais s'il échoue ?

- Impossible ou alors c'est qu'il est fou, et là pour le coup il mériterait vraiment qu'on l'enferme. C'est bon cette fois?

- Je crois.

- Vous croyez ou vous êtes sûr d'y croire ?

- J'y crois dur comme fer.

- A la bonheur, armé de cette confiance en vous, vous voilà devenu invincible. Vous voyez que c'est possible !

- Comme quoi ce n'était pas si difficile que cela, de bien commencer la nouvelle année.

C'est tout le mal que je souhaite à tous les lecteurs.

- 25 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Macron ou la "***Bête***" immonde fait partie des initiés.

- « *Je crois que notre génération doit savoir que la Bête de l'événement est là.* » (Entretien qui a eu lieu le mardi 14 avril 2020 entre Emmanuel Macron et Roula Khalaf, rédactrice en chef du « Financial Times », et Victor Mallet, chef du bureau parisien du FT.)

LVOG - Partant de là, Macron a parfaitement conscience de ce qu'il fait et de ses conséquences, ceux qui prétendent autres choses s'emploient ni plus ni moins qu'à chercher à l'épargner. Attention à ne pas confondre, cela ne signifie pas que c'est lui qui déciderait quoi que ce soit, il applique uniquement les ordres qui lui sont dictés par les idéologues ou les conseillers de l'oligarchie financière, c'est un exécutant et rien de plus.

Quelques réflexions politiques.

1- Pourquoi nous n'en serons jamais. Même combat, même camp, même classe, même idéologie, mêmes objectifs stratégiques.

11/9 et la guerre contre le terrorisme, Charlie et la guerre contre la liberté d'expression, la guerre contre le "réchauffement climatique", Fridays for Future, Greta Thunberg, la «génération climat», le Green New Deal, le mouvement féministe #metoo, le "mariage pour tous", le mouvement LGTB, George Floyd et les manifestations de Black Lives Matter, Samuel Paty et la guerre contre l'islamisme et le séparatisme, la guerre contre la pandémie au SRAS-CoV-2...

2- Où sont donc passés les révolutionnaires ?

- "Le discours politique est destiné à donner aux mensonges l'accent de la vérité, à rendre le meurtre respectable et à donner l'apparence de la solidarité à un simple courant d'air."

« Dans des temps de tromperie généralisée, le seul fait de dire la vérité est un acte révolutionnaire. » (Georges Orwell)

3- C'est une question de vie ou de mort.

- Le temps présent n'est plus à l'information, aux arguments en béton armé, aux démonstrations imparables contre la supercherie mondiale en cours, le temps présent est devenu celui de la résistance acharnée, de la rébellion et de la contre-attaque sans tergiversations ni doute possible… Le temps présent est venu de risquer sa vie pour cette part d'humanité qu'on aime ! (Le temps n'est plus celui de l'information il est devenu celui de la résistance par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 31 décembre 2020)

Quand on lit une info, il faut être extrêmement vigilant. Démonstration

Voilà ce que j'ai lu dans un commentaire d'un blog.

- Oh zut.

Encore un vacciné qui pouf, passe l'arme à gauche subitement juste après l'injection (après Israël, la Suisse).

C'est trop bête.

https://www.zerohedge.com/geopolitical/swiss-patient-dies-shortly-after-receiving-pfizer-covid-vaccine

LVOG - Du coup j'ai été lire cet article pour voir de quoi il retournait vraiment. Ci-dessous.

- Swiss Patient Dies Shortly After Receiving Pfizer COVID Vaccine by Tyler Durden - zerohedge.com Dec 30, 2020

After an Israeli man reportedly died just 2 hours after receiving his first dose of the COVID-19 vaccine, authorities in the Swiss Canton of Lucerne said on Wednesday that one of the first people in the country to receive the vaccine has died, though whether his death had anything to do with the inoculation hasn't yet been determined.

The canton has yet to release any additional details about the exact amount of time that passed between the inoculation and the man's death. zerohedge.com Dec 30, 2020

LVOG - Le commentaire que j'ai envoyé au blog en question en guise de précision.

- Il était écrit dans cet article « *though whether his death had anything to do with the inoculation hasn't yet been determined* », ce qui signifiait que le lien ou le rapport de cause à effet entre l'inoculation du vaccin et la mort de cette personne n'avait pas encore été établi, c'est donc à ce stade un non-évènement.

Le véritable conspirationnisme recourt aussi pernicieusement au pouvoir de la suggestion, qui permet de faire croire pratiquement tout ce qu'on veut, surtout à un auditoire qui y était déjà prédisposé. On a déjà amplement de quoi faire avec les faits, établis et vérifiables, sourcés…

LVOG - J'ajoute que des infos du même tonneau, il y en a à la pelle quotidiennement et on perd beaucoup de temps à les lire, même seulement en diagonale.

Mes commentaires envoyés au blog du Dr. Maudrux

1- Contrairement à vous, jamais je me ferai vacciner et j'explique pourquoi.

Sachant que ce coronavirus frappe essentiellement les personnes de plus de 80 ans ou parfois des personnes plus jeunes atteintes de comorbidités, en mauvaise santé, ce qui n'est pas mon cas, alors je ne fais pas partie des gens éventuellement concernés par une vaccination. Sachant qu'il existe des traitements efficaces, pourquoi devrais-je envisager de me faire vacciner, cela ne tiendrait pas debout, ce serait incohérent. C'est révélateur que personne, aucun acteur politique n'ait osé appeler au boycott de la vaccination contre la covid-19, un tel consensus est malsain et inaugure du pire.

2- Je voulais dire augure et non inaugure du pire, je devais penser inconsciemment aux chrysanthèmes !

Je corrige, j'ai eu un instant de faiblesse en évoquant une éventuelle vaccination aussi inutile que dans le cas de la grippe, qui à ma connaissance se soigne très bien quand elle est traitée à temps, tout comme la lèpre ou une gangrène sans attendre d'avoir atteint un stade irréversible ou fatal, c'est aussi bête que cela.

Ils n'auraient pas pu recourir à cette monstrueuse machination au coronavirus, si la quasi totalité des médecins dans le monde n'avaient été de farouches adeptes de la vaccination à tout va, d'où les contradictions auxquelles on assiste dans leurs discours ou positions, un simple constat. On récolte ce qu'on a semé voilà tout. Quant à l'assumer, c'est une autre affaire. On en veut pour preuve la facilité avec laquelle les autorités ont pu imposer en France 11 vaccins obligatoires aux enfants, elles ont pu ainsi tester la quasi-absence de résistance à ce type de mesure autoritaire.

La conception de la médecine telle qu'elle existe de nos jours est épouvantable. Elle ne respecte pas le serment d'Hippocrate, puisqu'elle sert à soigner et non à rester en bonne santé, pour faire bref.

Voilà un pays dit avancé où l'herboristerie est non seulement ignorée, mais quasi illégale, et l'homéopathie soumise pour ainsi dire au même traitement sans que le corps médical se soulève en masse pour les défendre, l'ordre de Vichy d'hier et d'aujourd'hui règne en maître. On en vient à se demander quel type de vocation il fallait avoir pour épouser la profession médicale, certainement pas humaniste dans le cas des croque-morts Véran, Salomon et leurs très nombreux semblables. Cette magnifique activité de médecin requiert des qualités très diverses, hors du commun, que peu d'hommes ou femmes possèdent en réalité, là encore, simple constat.

On a cru aveuglément dans le progrès de la science sans tenir compte du principal critère auquel elle était soumise, le profit, qui allait influencer le comportement des hommes, l'orientation de la société toute entière. Si on devait continuer de s'en accommoder ou de le nier, la civilisation humaine serait vouée à disparaître, d'ailleurs existe-t-elle encore réellement, on sera fixé dans les mois à venir.

Merci au Dr. Maudrux pour l'article sur l'ivermectine en Inde, j'y avais fait référence dans une causerie de mon portail, avec mes meilleurs voeux.

Réactions de lecteurs.

1- Bien pensé tout cela...

2- Mr Tardieu je suis de votre avis également.

Quand l'état d'esprit de secte fait des ravages.

POID.

Qui sait madame Michu ! Comme ces choses-là sont dites avec une désinvolture qui cache mal leur désillusion vis-à-vis de leur théorie foireuse. A moins qu'eux aussi s'en foutent complètement, car c'est à prendre ou à laisser...

- "*Tous ces conflits en cours dont rend compte La Tribune des travailleurs n'ont guère l'honneur des médias tournés vers d'autres horizons.*

Notre journal y accorde au contraire la plus grande attention car ces conflits sont porteurs d'avenir. À force de déborder, les vases pourraient bien demain nourrir le fleuve d'une colère ouvrière d'ensemble."

LVOG - "*Ces conflits sont porteurs d'avenir*", on croirait une ancienne pub du PCF! Ils racontaient la même salade hier et cela a débouché sur l'avenir radieux que nous connaissons aujourd'hui, vous nous excuserez de ne pas en réclamer davantage. Et puis les vases ne risquent plus de déborder, car à l'image du mouvement ouvrier et de son avant-garde, ils sont brisés !

Vous aurez compris qu'ils ont décidé de ne pas en tenir compte pour continuer à reproduire les mêmes erreurs indéfiniment. Sans intérêt.

POI.

Le POI est axé sur la loi « Sécurité Globale », c'est porteur en langage marketing !

L'un et l'autre ignore ou néglige la loi liberticide n° 3714 « *instituant un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires* » rendant la vaccination obligatoire, alors qu'elle va beaucoup plus loin que la loi « Sécurité Globale » puisqu'elle conduit à la suspension de toutes les libertés individuelles et collectives. Ils ne peuvent pas s'y opposer, puisqu'ils participent au consensus avec Macron, son Conseil scientifique et son Conseil de défense sur la gestion de la pandémie idéologique au coronavirus initiée par l'oligarchie financière anglo-saxonne ou ils ont cautionnés les mesures liberticides qu'ils avaient adoptées dans ce cadre-là.

Donc, quand ils prétendent en combattre les conséquences sociales désastreuses pour les travailleurs et les jeunes, ils ne font qu'imiter le comportement que les social-démocrates avaient adopté depuis 1914 et qu'avaient repris les staliniens, qui nous a mené où nous en sommes.

Ils se comportent à l'instar des dirigeants syndicaux corrompus, en partenaires sociaux qui accompagnent la politique du gouvernement.

- "*Concernant les tests rapides, le ministère de la Santé a promis de procéder à un grand nettoyage parmi la quarantaine de modèles mis sur le marché, mais seulement à compter du 4 janvier…*" (Informations ouvrières, supplément page 5 - 29 décembre 2020)

LVOG - Nos lecteurs ont lu de nombreux articles sur le test PCR, pas les dirigeants du POI (POID, NPA, LO, etc.), ni Macron, Véran, Salomon.

Alors que c'est le test PCR en soi qui pose problème, comme l'ont révélé une multitude d'études à travers le monde, ainsi que les cycles d'amplification (CT) qui au-delà de 25 détectent n'importe quoi, des fragments de virus morts ou non infectieux. Même là, ils ne peuvent pas remettre en cause cette mesure, parce que le test PCR fait partie du protocole adopté par Macron, au même titre que la vaccination, le confinement, les masques, etc.

C'est là qu'on s'aperçoit que jusque dans les moindres détails ils sont liés au régime. Car il faut bien comprendre que le test

PCR occupe une place centrale dans la stratégie de Macron. Vous le retirez, et c'est la stratégie de la peur qu'il a servi à entretenir pendant des mois en égrenant quotidiennement l'augmentation du nombre de cas positifs comme s'ils s'agissaient de morts potentiels qui s'effondre totalement.

Cette question a été abordée en dépit du bon sens, et il y a lieu de penser que ce n'était pas dû au hasard.

Tout le monde a fini par se focaliser sur les faux positifs en abandonnant les faux négatifs, ce qui peut déboucher sur des interprétations encore plus extravagante, car plus il y a de personnes négatives, moins il y aurait en principe de personnes immunisées à défaut d'en apporter la preuve. Car comment expliquer qu'elles pourraient être immunisées sans avoir été en contact avec le virus, cela reviendrait à admettre qu'il aurait pu exister une immunité collective préalable avant même que ce virus apparaisse, impensable, toute leur machination s'écroulerait d'un coup.

J'ai lu quelque part qu'il restait toujours une trace infime d'un virus, dès lors qu'il avait colonisé un corps, sans qu'il soit actif, infectieux ou dangereux pour qui que ce soit. On devrait donc se demander pourquoi il existe encore des tests négatifs en aussi grand nombre, hormis les personnes vivant totalement isolées, coupées de la civilisation moderne ou vivant sur une île déserte. Moi, j'essaie simplement d'être logique en partant des connaissances dont je dispose, sans me fier à un quelconque scientifique, puisqu'il leur arrive de passer à côté de la logique la plus élémentaire ou ils passent leur temps à tout dire et son contraire sans transition ou explications cohérentes.

Quand avec Mediapart ***"choisissez l'indépendance"*** signifie censure et autocensure.

Lu dans leur blog.

- Ce billet a été dépublié par la rédaction de Mediapart car il ne respecte pas la Charte de participation.

L'article en question.

"J'estime que 80 % des diagnostics de covid sont faux, surtout sur les causes de décès", la lettre du Dr Bellier, médecin pneumologue "à bout de nerfs" - covidinfos.net 4 septembre 2020

https://covidinfos.net/covid19/jestime-que-80-des-diagnostics-de-covid-sont-faux-surtout-sur-les-causes-de-deces-la-lettre-dun-medecin-pneumologue-a-bout-de-nerfs/1967/

Au même titre que la quasi totalité des médias dits alternatifs, indépendants et étiquetés à gauche, Mediapart ne publie que des articles compatibles avec l'existence du régime en place, y compris ceux dont les auteurs ont adopté un discours radical. Bien évidemment qu'il ne peut pas en être autrement, mais ce n'est pas un argument.

Il faut les lire très attentivement pour déceler où se situe la corruption idéologique, de quelle manière l'auteur va vous entraîner dans les bras du régime après en avoir dit tout le mal de la terre, de sorte que les lecteurs ne s'en rendront même pas compte. Par exemple, au détour d'une phrase anodine il formulera différentes hypothèses dans lesquelles il y en aura au moins une où il émettra un doute sur les réelles intentions du chef de l'Etat ou du gouvernement, suggérant qu'ils ne pourraient être animés de bonnes intentions envers la plèbe

C'est pour cette raison qu'en haut lieu ils apprécient Mediapart ou ce genre de média.

C'est tout à fait par hasard qu'au cours des derniers mois je suis tombé sur 3 articles qui avaient été censurés par la direction de Mediapart.

Ce type d'articles se distinguaient de ceux que je viens d'évoquer, dans la mesure où ils ne présentaient pas de contradictions susceptibles de décrédibiliser leurs contenus et leurs auteurs aux yeux des lecteurs, si vous voulez, ils étaient orientés dans une seule direction, de sorte qu'ils pouvaient être perçus comme une menace pour le régime, ce qui n'est pas le cas des articles qui le ménagent en recourant à différents artifices.

Voyez-vous, pour Mediapart et ses semblables il faut toujours qu'il y ait dans un article un fil qui relie les lecteurs au régime, qui par un détail presque imperceptible les subordonnent au régime, sinon ils le censurent, car toute rupture avec le régime est inconcevable pour eux. Ils ne peuvent concevoir un affrontement avec le régime, qu'à condition que ses fondements soient épargnés ou qu'il en sorte renforcé, ce qui échappera à la plupart des lecteurs dont la réflexion ne s'inscrit pas dans le cadre du processus historique où tout est lié, et c'est ainsi qu'ils seront intoxiqués ou manipulés.

Ce que je viens de citer, je le constate dans 100% des cas, dans absolument tous les articles publiés par des blogs dits de gauche ou d'extrême gauche.

Poursuivons notre réflexion. Pour un peu on pourrait appeler ce passage et la suite, ***Je pense donc je suis*** (R. Descartes) en pensant à ceux qui ont toutes les difficultés du monde à penser librement.

- Personnellement, j'allais écrire que je veillais scrupuleusement à ne pas les imiter, alors qu'en fait je n'en suis plus là depuis longtemps fort heureusement. Je suis devenu capable de détecter dans une idée la plus infime faille, compromission ou collusion avec le régime au point que je n'ai plus besoin d'y penser quand je rédige un texte d'une ligne ou de plusieurs pages, parce que je suis réellement indépendant du capitalisme, de l'Etat, du régime, c'est devenu un réflexe automatique chez moi, si vous voulez. Et c'est avec ce regard ou cette conscience de classe que j'aborde tout ce que je lis, je ne laisse rien passer. En procédant de la sorte, je me préserve de toute influence réactionnaire, ainsi que les lecteurs. Cela n'évite pas les erreurs, mais chacun aura compris qu'elles ne sont jamais guidées par des intentions inavouables, pour préserver des intérêts individuels ou pour satisfaire je ne sais quelle ambition personnelle.

L'inexistence d'un véritable parti communiste pose énormément de problèmes, cela implique, que toutes les formations politiques qui s'expriment en notre nom sont corrompues idéologiquement à des degrés divers. Il en ressort une grande confusion et des désaccords sur une multitude de sujets qui conduisent à nous diviser ou nous disloquer toujours plus. Quand on analyse une question, et qu'on s'aperçoit que personne ne la traite en allant jusqu'au bout, ou que chacun s'emploie systématiquement à faire abstraction de certains faits ou les déforme, forcément on ne sera jamais d'accord avec eux et leurs conclusions, c'est navrant, mais c'est ainsi.

Cela concerne évidemment en premier lieu tous les articles que je mets en ligne, d'où cette piqure de rappel.

Car si les lecteurs sont censés savoir à quoi s'en tenir depuis le temps qu'ils lisent les causeries, certains viennent tout juste de les découvrir, tandis que d'autres ne maîtrisent toujours pas les bases du marxisme, ou ils n'ont pas encore incrusté profondément dans leur cerveau ce que je viens d'exposer pour éviter de se faire manipuler ou de croire en de nouvelles illusions. Le gouvernement et les médias en charrient à la pelle quotidiennement, au point que c'est pratiquement inévitable d'y couper. Et je ne parle pas des réseaux dits sociaux, qui sont une véritable décharge bourrée de dangereux virus et de vermines en tous genres toujours présentés avantageusement, de sorte que bien malin celui qui y échappe. Une grosse fatigue, la vigilance baisse et on se fait avoir. Il faut aussi faire très attention à la syntaxe, au mode ou au temps que le rédacteur a utilisé, le présent ou le passé, le conditionnel ou le subjonctif, cela ne signifie pas la même chose, toute confusion peut conduire à un contresens...

Certains en arrivent à me reprocher certaines positions ou ne comprennent pas pourquoi je refuse obstinément de participer à certaines campagnes, qui en réalité sont initiées par l'oligarchie, ce qu'ils éviteront de préciser, cela va de soi. Les plus vieux en sont encore à penser comme autrefois, c'est-à-dire selon moi sur des bases totalement erronées, là non plus on ne peut pas se comprendre, bien qu'on parle de la même chose, on ne parle pas du tout le même langage. En gros, ils en sont encore à croire que tous les combats méritent d'être menés sans trop se poser de questions, peu importent qui en est à l'initiative, qui les dirigent ou les financent, quels en sont les contenus et les objectifs pour les différents acteurs qui l'organisent ou qui y participent, du moment qu'ils sont censés profiter à certaines couches ou communautés de travailleurs, il n'y a pas lieu de se demander si finalement ils ne profiteront pas davantage au camp de la réaction à court, moyen ou long terme. Et si c'est le court terme qui était visé, ils deviennent complètement aveugles, voire fanatiques, cela devient un impératif catégorique d'y participer, pour eux le processus dialectique historique a complètement disparu ou ils n'y penseront même pas, j'ai envie de dire que c'était le meilleur moyen de se retrouver dans la situation actuelle inextricable ou sans issue. Quand on évoque une issue politique à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs, il faudrait toujours préciser qu'à ce stade elle est hypothétique...

Autre chose en rapport avec ce qui vient d'être dit.

Il faut se méfier comme de la peste des articles qui à s'y méprendre expriment ou semblent exprimer serait plus juste, ce que nous pensons. Certains se diront que puisque leurs auteurs sont des nationalistes, des souverainistes, des membres de l'extrême droite ou assimilés, donc des gens infréquentables de notre point de vue, ce qu'ils racontent ne doit pas être retenu, on ne peut pas partager des positions avec ces gens-là, il faut adopter le contre-pied... Gravissime erreur, car dans ce cas-là, ce ne sera pas le contenu l'essentiel, mais leur orientation ou ce qu'ils comptaient en faire, qui se situe aux antipodes de notre orientation ou de nos propres objectifs. Comment, tu es d'accord avec Le Pen, mais tu es un facho ! Comment, tu dénonces Black Lives Matter, mais tu es raciste ou quoi ! Comment, tu t'en prends aux féministes, mais tu es misogyne, sexiste, phallocrate ! Comment, tu t'en prends aux Chinois, mais tu es passé dans le camp de la réaction ma foi ! Etc. Etc. Etc. Non, ce n'est pas caricatural malheureusement, c'est bien ainsi que cela se passe, hélas !

Si on remontait aux années 30 du siècle dernier, et qu'on examinait attentivement comment s'était déroulée la lutte de classe telle que l'on conçue les dirigeants du mouvement ouvrier, on s'apercevrait qu'elle a servi ou favorisé essentiellement le capitalisme, pendant qu'on nous a fait croire qu'elle aurait servi les intérêts des travailleurs, en réalité ceux de certains travailleurs seulement, de certaines couches de travailleurs dans certains pays ou continents seulement, négligeant ou abandonnant sur le bord de la route non pas des millions, mais des centaines de millions de travailleurs, des milliards avec leurs familles. Si c'est ce bilan désastreux qu'ils revendiquent, nous leur laissons bien volontiers, nous ne tenons pas à y être associés. Nous préférons nous situer dans la continuité du combat initié par les fondateurs du socialisme scientifique, ainsi que du léninisme ou les enseignements de la révolution russe de 1917, qui n'avaient rien à voir avec la conception de la lutte de classe

de nos dirigeants.

C'est ce qui nous sert de guide quotidiennement, sans cela nous serions perdu ou compromis. Pendant 10 mois nos adversaires ont soutenu sans faille et parfois avec zèle l'existence d'une pandémie mondiale et les mesures liberticides imposées par Macron, et pendant 10 mois je les ai dénoncées, rejetées, combattues avec acharnement sans jamais rien concéder à Macron. Ainsi chacun a pu vérifier à l'épreuve des faits ou en pratique, les théories soutenues par les uns et les autres.

Il y a un autre sujet déterminant qu'il faudrait aborder, il est lié au précédent, il concerne la manière dont a été analysée l'évolution du capitalisme depuis le milieu du XIXe siècle, et plus particulièrement depuis que se sont développées les industries agro-alimentaire et pharmaceutique, mais aussi l'élevage industriel et l'agriculture intensive, les moyens de communication et de transport modernes, notamment. Le facteur de la progression exponentielle de la population mondiale fut totalement occulté ou sous-estimé, alors qu'il devait jouer un rôle de premier plan dans l'évolution du capitalisme mondial. Le simple fait de l'évoquer vous vaut d'être taxé d'eugéniste sans aucun discernement.

Bien que la question de savoir pourquoi tous ces facteurs furent négligés ne manque pas d'intérêt, l'essentiel de nos jours serait plutôt de chercher à comprendre de quelle manière ils contribuèrent à modifier le mode de vie, de pensée, le comportement des travailleurs, parce qu'ils déteignirent aussi sur le plan politique ou ils influencèrent la manière dont ils allaient percevoir le capitalisme, comment ils contribuèrent à modifier leurs rapports à la lutte de classes, aux institutions, à la société, à tout ce qui les entourait, à la nature, en toute inconscience évidemment.

On encensa le progrès industriel, scientifique et technologique, parce qu'il semblait avoir pour pendant le progrès social, alors qu'en réalité, non seulement ce ne fut pas forcément le cas ou alors de manière très inégale, sans se soucier de la multitude de leurs aspects négatifs ou nocifs qui l'accompagnaient, du moment qu'ils demeuraient pratiquement invisibles ou sans conséquences immédiates ou encore parce qu'ils demeuraient supportables, du désastre à venir, hypothéquant l'avenir des générations futures sacrifiées sur l'autel de la consommation ou d'un bien-être, d'un confort matériel illusoire ou en trompe-l'œil qui serait remis en cause lorsque la crise du capitalisme atteindrait son paroxysme. Nos dirigeants se comportèrent comme les social-démocrates qui vouaient un culte au capitalisme à la fin du XIXe siècle, l'antithèse du socialisme scientifique de Marx et Engels. Et ce n'est pas un hasard si aucun n'a appelé au boycott de la vaccination à la covid-19, des médias, des réseaux sociaux (Facebook et Twitter)... Vous me direz qu'ils n'avaient jamais appelé non plus au boycott d'une élection dans le cadre de la Ve République, donc il ne fallait rien en attendre, effectivement.

Pour peu qu'on en ait pris conscience un jour, on a vite perdu de vue que tout ce qui était présenté comme un progrès comportait des inconvénients ou que ceux qui en profiteraient et ceux qui auraient à en souffrir un jour ou l'autre ne seraient pas les mêmes, autrement dit, ce progrès n'avait qu'une valeur toute relative sous le capitalisme, car il s'accompagnait de son contraire, bien plus puissant ou profondément ancré qu'on l'aurait cru. C'est ainsi qu'on ne compte plus les gestes que l'on effectue quotidiennement ou les rapports que l'on entretient avec notre environnement sans y prêter la moindre attention, tout à fait inconsciemment. Il suffit par exemple d'appuyer sur l'interrupteur et la lumière s'allume, c'est tellement naturel, or cela ne l'est pas du tout.

C'est là qu'on s'aperçoit que la conscience des hommes n'a pas évolué d'un millimètre, et que le peu de conscience qu'ils ont pu acquérir dans le passé, peut être remis en cause du jour au lendemain sans qu'ils comprennent ni comment ni pourquoi, les laissant totalement désemparés, impuissants. A aucun moment ils n'ont réellement pris leur destin entre leurs mains, ils n'ont fait que se conformer à un certain modèle de société, s'y intégrer, en estimant qu'ils n'avaient rien d'autres ou de mieux à faire, de sorte que lorsqu'elle s'effondrerait, elle les emporterait avec elle, c'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui.

Et que font les uns et les autres, je parle de ceux qui critiquent les gouvernements, qui s'opposent à leurs orientations politiques, ils en appellent aux institutions du Capital, ils s'en remettent au capitalisme en espérant qu'ils les sauveront, en vain évidemment. On avait évoqué dans des causeries ce penchant insupportable à vouloir attribuer au capitalisme des vertus ou des qualités qu'il n'a jamais eu. Cela vaut pour la lutte de classe du prolétariat et le mouvement ouvrier qui ont été magnifiés, tout en occultant leurs faiblesses et en passant sous silence le rôle déterminant ou le soutien de pans entiers des classes moyennes. Demandez-vous pourquoi, cette question est très intéressante à creuser, je dirais même qu'on ne devrait jamais oublier de se la poser.

Une autre réflexion un autre jour.

- Il faut bien admettre qu'aujourd'hui il n'y a absolument aucune raison d'être particulièrement optimiste pour la suite, sauf à se contenter d'analyses consistant à enfoncer des portes ouvertes ou relevant du lieu commun, de dogmes fossilisés, de vociférations ou de gesticulations qui caractérisent les manipulateurs ou les impuissants, de réactions purement corporatistes qu'on assimile à la lutte de classe. Il n'existe même plus en France le moindre embryon d'un parti ouvrier révolutionnaire. C'est à mon avis le facteur le plus déterminant de la situation politique, inédite depuis le dernier tiers du XIXe siècle.

Je me demande à quoi cela sert-il d'ajouter quoi que ce soit, puisqu'on pourrait croire qu'on a davantage affaire à des zombis ou à une espèce qui aurait subi une lobotomie plutôt qu'à des hommes, car l'homo sapiens est bien parti pour subir le même sort que les néandertaliens.

En réalité, la société livrée à la barbarie du capitalisme était déjà devenue complètement pourrie, bien avant qu'on commence à se poser des questions sur l'orientation de la civilisation humaine. Et le fait le plus marquant et le plus inquiétant qui pourrait sceller son destin sans une réaction quasi immédiate, c'est que bien que les éléments le prouvant ont beau remonter à la surface en un flot continu, 99,99% continuent de s'en accommoder, y compris ses opposants les plus déterminés ou radicaux, de le nier, ils refusent obstinément de se pencher sur ce constat et encore moins d'en tirer le moindre enseignement politique ou alors cela se saurait.

Il est faux de prétendre qu'on aurait déjà fait le procès du capitalisme, quand on s'aperçoit à quel point ses aspects les plus sordides ont été systématiquement occultés ou minimisés par ceux qui étaient censés le combattre. Il fut de bon ton chez tous les adeptes du capitalisme tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours, de vouer littéralement un culte aux progrès de la recherche scientifique et aux nouvelles technologies, rien de plus normal de leur part. Ce qui le fut beaucoup moins en revanche, c'est que les opposants autoproclamés au capitalisme les imitèrent avec zèle, y voyant même les prémisses préfigurant le socialisme, alors qu'en réalité les contours d'une société totalitaire étaient en train de se dessiner, de prendre forme, de se mettre en place au fur et à mesure au cours de la seconde moitié du XXe siècle.

Cette funeste orientation, c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui l'adopta dans tous les secteurs d'activité, de la production des biens et des services, alimentation, santé, éducation, agriculture et élevage, énergie, transport, communication, urbanisme, divertissement, etc. elle finit par déteindre sur le mode de vie et de pensée de la population et par les intoxiquer ou les pervertir, les corrompre totalement au point que c'est devenu la norme à laquelle chacun se réfère, dont il n'est plus possible de se passer.

Si vous osiez critiquer la recherche, la médecine, l'école ou l'université, le nucléaire, les OGM, la télévision, la bagnole, etc. vous passiez pour un affreux réactionnaire, on vous accusait de vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, alors que vous vouliez simplement avertir sur les dangers à terme de leur dérive, et comme on y associait le progrès social, l'amélioration de la condition ouvrière, vous deveniez leur ennemi. J'ai malheureusement moi aussi donné dans ce travers, certes à un degré moindre fustigeant au passage l'ouvriérisme et le tiers-mondiste, et peu importe si cela fut plus ou moins inconsciemment, puisque si j'en avais pris pleinement conscience je n'aurais pas trouvé une seule formation politique où m'organiser pour militer, car aussi incroyable que cela puisse paraître, il n'en existait pas et il n'en existe toujours pas qui prenne en compte cet aspect de l'évolution du capitalisme, de la lutte des classes. Il y en a parmi ceux qu'on appelait des démocrates ou des progressistes ou qui se disaient de gauche, qui crurent lutter contre les excès du capitalisme, alors qu'en fait quotidiennement, sous leurs yeux, ils passaient allègrement à côté, ce qu'ils découvrent aujourd'hui effarés... pour aussitôt l'oublier !

Il ne fallait pas choquer l'insouciance dans laquelle baignait les travailleurs par crainte de se les mettre à dos, ce qui en réalité fut un pur argument démagogique, témoignant que nous n'étions pas prêts nous-mêmes à affronter le capitalisme ou que notre propre conscience politique était défaillante, ce qu'évidemment chacun refusera d'admettre. On n'imagine pas à quel point on s'est bercé d'illusions, y compris sur la mondialisation, à laquelle on n'avait rien compris, en transposant dans un contexte totalement différent des formules apprises par coeur et obsolètes ou totalement inadaptées à la réalité. Comme fanatiques enragés incapables de penser librement, j'en ai fais hélas partie durant une courte période de ma vie, on n'aurait rien eu à envier à ceux qui soutiennent aujourd'hui la politique totalitaire de Macron sous couvert de pandémie virale, et ce n'est pas un hasard si ce qui reste de ce courant politique s'est placé à ses côtés.

On ne sortit jamais d'une sorte de dogmatisme, qui précipita finalement la dégénérescence complète et la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier. Nos dirigeants actuels se confondent avec ce processus de pourrissement, ils en ont été les architectes et ils en sont les produits, du coup ils sont totalement incapables d'y mettre un terme ou de redresser la barre. Ce fut une gravissime erreur politique de caractériser de centristes certains courants se réclamant ou non du trotskysme, suggérant qu'ils pourraient évoluer à gauche à l'occasion de circonstances plus favorables, les faits démontrant qu'ils allaient plutôt se droitiser. Peut-être que ceux qui inventèrent cette fable comptaient s'en servir pour mieux camoufler leurs propres intentions inavouables ou leur nature contre-révolutionnaire.

Et le pire, c'est qu'il y en a qui mettent cela sur le compte du marxisme ou du socialisme, qui y sont absolument pour rien, puisqu'ils furent conçus et ils conquirent le mouvement ouvrier pendant une brève période où on croyait que les jours du capitalisme étaient comptés, avant qu'il gangrène toute la société et tous les cerveaux.

Il y a énormément à dire sur ce sujet. Je m'y suis repris à quatre reprises pour rédiger ces quelques lignes, non pas parce que je ne serais pas sûr des conclusions auxquelles je suis parvenu, mais plutôt parce que je ne savait pas par quel bout l'aborder pour le présenter clairement et succinctement. Tous les acteurs économiques qui ont contribué à assurer la survie du capitalisme, au soi-disant bien-être de la population, partagent la responsabilité de la situation actuelle avec l'ensemble de la population, qui hypocritement a préféré fermer les yeux en échange des misérables compensations qui lui étaient accordées, quitte à sacrifier ses aspirations à la liberté et à devoir vivre dans une société où se perpétue inégalités et injustices sociales, les guerres impérialistes, l'exploitation et l'oppression...

Combien d'entre nous ont-ils modifié leur mode de vie après avoir pris connaissance de l'extraordinaire pouvoir de nuisance du capitalisme ? Combien ont-ils poussé la rupture avec le capitalisme jusqu'à rompre avec le conformisme dans lequel ils

avaient toujours vécu précédemment ? On doit les compter sur les doigts d'une main ou à peine davantage. Si cela ne signifie pas pour autant qu'il faudrait attendre d'en arriver là pour changer de société, tout du moins c'est révélateur de la société telle qu'elle est, y compris du degré de décomposition des éléments les plus évolués, instruits, conscients sur lesquels on comptait pour construire le parti du socialisme.

Il faut bien comprendre, que vous ne pouvez pas être crédible, si vous vous écartez un tant soit peu de la réalité, si vous faites abstraction de pans entiers du processus historique, absolument rien ne permet de le justifier, sauf à vouloir manipuler les consciences, et pour cela il n'existe pas de bonnes raisons ou causes, ceux qui croient le contraire desservent notre cause.

Ce sont les mêmes qui ont cru aux versions officielles du 11 septembre 2001, des deux guerres mondiales du XXe siècle, du krach de 1929 et de toutes les crises jusqu'en 2008, qui ont participé ou refusé de condamner les opérations à caractère communautaire ou identitaire télécommandées depuis l'oligarchie financière pour dresser toutes les catégories de la population les unes contre les autres, qui ont été Charlie, George Floyd, Samuel Paty, qui cautionnent aujourd'hui la pandémie virale fabriquée par le Forum économique mondial.

Comment ne pas voir qu'au point où ils en sont, ils sont irrécupérables. Ils ne peuvent que s'enfoncer un peu plus chaque jour dans le mensonge et le déni, à défaut d'admettre qu'ils s'étaient lourdement trompés et compromis. Il faudrait qu'un terrible choc se produise et les foudroie sur place, pour que d'un coup ils rompent avec l'opportunisme qui leur tient lieu de boussole, de théorie et d'orientation politique, puisqu'aucun argument ne peut les convaincre, cela s'adresse pratiquement à tous les militants ou ex-militants.

C'est navrant et triste d'en arriver à une telle hypothèse extrême, pour envisager qu'ils aient une réaction salutaire ou se tournent vers le socialisme. Ce qui est à craindre, c'est que nous ne parvenions pas à nous débarrasser de ce fardeau à temps ou qu'il nous empoisonne l'existence jusqu'à nous empêcher d'accomplir nos tâches politiques. Moi personnellement, je suis prêt à mettre de côté temporairement nos profonds désaccords, mais cela risque de ne pas suffire, parce qu'il y en aura toujours pour tenter de nous imposer une orientation opportuniste. Pour nous en sortir, il faudrait qu'ils soient très minoritaires et que la majorité des militants se soient dotés d'une direction résolument marxiste et révolutionnaire, là c'est pas gagné d'avance, et c'est cela qui est inquiétant, car on ne voit pas à l'heure actuelle d'où elle pourrait surgir.

Rappelons que peu de temps avant sa mort, Trotsky avait affirmé qu'à l'issue de la Seconde guerre mondiale, il n'y aurait pas plus qu'avant de dirigeants ayant assimilé le marxisme, il en existait aucun dans le monde, ce qui n'a pas empêché plus tard certains dirigeants de prétendre le contraire. Trotsky n'étant plus là pour les contredire ou pour les remettre à leurs places, vous connaissez la suite.

Une autre réflexion un autre jour.

- Les faits m'ont donné raison, personne ne peut le nier, c'était trop facile, j'en conviens. Je me demande encore comment de soi-disant trotskystes, anticapitalistes ou révolutionnaires ont pu se retrouver ainsi embarqué dans cette imposture au côté de Macron, en fait je fais l'idiot car je le sais parfaitement, mais pas les lecteurs, et c'est cela mon unique problème désormais, pourquoi ne m'ont-ils pas suivi, hormis 3 qui se sont manifestés. J'avoue ne pas comprendre ce qu'ils ont dans la tête ou cela a quelque chose à voir avec ce que j'ai évoqué plus haut, une grande confusion. Je n'ai pas d'autres explications à proposer, parce que je sais par ailleurs que ce sont des militants ou des travailleurs sincères ou animés de bonnes intentions, je parle de mes lecteurs en général. Pourquoi ne m'ont-ils pas aidé à construire un véritable courant politique digne du socialisme, au moment où tous les autres courants sombraient dans la collaboration de classes ou reniaient notre idéal, sans lequel il faut le rappeler la civilisation humaine est perdue, condamnée à disparaître.

Certains pourraient penser que c'est très prétentieux de m'exprimer de la sorte, qu'est-ce qu'ils se figurent celui-là. En vérité, ce genre de réflexion ne m'est jamais venue à l'esprit. Entre nous franchement, comme si on n'avait pas autre chose à faire de plus urgent et de plus important que de penser à soi. Un peu de sérieux, je vous en prie, laissez cela à nos dirigeants et cessez d'imaginer inconsciemment qu'on se ressemblerait tous. Un peu de respect aussi, s'il vous plaît. Là pour le coup j'ai vraiment envie de me marrer. Vous voyez dans quel état d'esprit je suis. J'ai l'esprit tranquille du militant qui a accompli son devoir et rien de plus. Si maintenant cela ne vous suffit pas, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise.

Je n'ai pas la trempe d'un grand dirigeant. Certes, je n'ai jamais dit le contraire, et alors ? Quand on voit où en sont rendus ceux qui se prennent pour les héritiers du marxisme, ce n'est pas vraiment une référence ou un argument pour ne rien faire. C'est un faux prétexte et c'est dommage, car je ne tiendrai pas le coup indéfiniment à mon âge et dans l'état de santé dans lequel je suis, j'ai les poumons pourris par le tabac. Il va falloir que je ménage ma monture, et si personne n'assure la relève rapidement, il est fort à craindre que ce courant politique disparaisse, et si j'osais, j'ajouterais avec lui le socialisme.

Je le répète pour la énième fois pour ne pas passer pour un mégalomane, si demain vous me présentez un militant ou un courant politique qui partage l'essentiel de mes positions et analyses, immédiatement je me mets à son service, je cesse les causeries et je consacre mon temps à la théorie, à la formation des militants, au programme, à ce qu'il veut, j'ai besoin de me reposer, de moins fumer, de réfléchir davantage pour donner le meilleur de moi-même, même sous un pseudonyme, car j'ai horreur

de me mettre en avant, je ne demande que cela de m'éclipser, la gloire, la reconnaissance ou les médailles, trop peu pour moi !

DEUXIEME PARTIE

Mais d'où tout cela sort-il, se demandent encore les naïfs ? Suivez le guide.

Rappel. Bill Gates : L'incroyable arnaque derrière sa fondation - Le Média 19 sept. 2019

https://www.youtube.com/watch?v=Dqzt6yAmdDE

Le passeport vaccinal, un instrument du gouvernement mondial totalitaire.

- Le Forum économique mondial soutient l'élaboration et le lancement de CommonPass, une initiative qui vise à mettre en place un cadre mondial interopérable pour ramener en toute sécurité les déplacements transfrontaliers à leur niveau d'avant la pandémie.

Cette initiative est dirigée par Paul Meyer, le PDG du projet CommonPass, une organisation suisse à but non lucratif financée par la Fondation Rockefeller.

https://www.weforum.org/platforms/covid-action-platform/projects/commonpass

https://archive.vn/Z2TG2

https://thecommonsproject.org/commonpass

https://archive.vn/r2myl

Traduit avec http://www.DeepL.com/Translator (version gratuite)

Pendant combien de temps cette dictature mondiale va-t-elle encore durer ?

- Un document de la Banque mondiale indique que le programme pour le COVID-19 prendra fin en mars 2025

http://documents1.worldbank.org/curated/en/993371585947965984/pdf/World-COVID-19-Strategic-Preparedness-and-Response-Project.pdf

https://archive.md/BZnHc

Leur humanisme est la politesse des salauds ou comment ils s'y prennent pour faire la promotion de leur saloperie de thérapie génique.

- Covid-19: un enfant écrit à Pfizer pour demander des vaccins pour le Père Noël, le PDG lui répond - BFMTV 25 décembre 2020

- Olivier Véran au JDD : "Le vaccin contre le Covid-19 va sauver beaucoup de vies" - Journal du Dimanche 26 décembre 2020

"Le risque est extrêmement faible", assure au JDD Olivier Véran, le ministre des Solidarités et de la Santé, à propos des réactions allergiques au nouveau vaccin anti-Covid. Après les polémiques politiques, il prévient : "La vaccination n'est ni de droite ni de gauche." Journal du Dimanche 26 décembre 2020

LVOG - Elle est d'extrême centre, c'est-à-dire à la fois d'extrême droite, de droite et de gauche, puisqu'elles ne la boycottent pas.

Totalitarisme. Fake news ou ils osent tout.

- Covid : la campagne de vaccination française "pourrait bien sonner le début de la fin de l'épidémie", selon Antoine Flahault - Europe1 26 décembre 2020

- A Noël, le pape appelle à "la fraternité" et aux "vaccins pour tous" - AFP 25 décembre 2020

- Dans son message de Noël, le Pape appelle les Etats à partager les vaccins contre le coronavirus - Reuters 26 décembre 2020

- Covid-19 : ces riches britanniques prêts à payer très cher pour se faire vacciner en priorité Capital 27 décembre 2020

- Covid-19 : "Il faut absolument faire confiance à ce vaccin", défend le Pr Jouanny, parmi les premiers vaccinés à Dijon Franceinfo 27 décembre 2020

Totalitarisme. Puis, la poursuite du règne de la terreur est annoncée.

- "Ce ne sera pas la dernière pandémie": la mise en garde du chef de l'OMS - BFMTV 26 décembre 2020

- États-Unis : Fauci pessimiste sur la suite de la pandémie de Covid-19 - LePoint.fr 27 décembre 2020

Le réputé immunologue américain Anthony Fauci affirme redouter que le pire de la pandémie reste à venir, à la suite des fêtes de fin d'année. LePoint.fr 27 décembre 2020

- Coronavirus : Olivier Véran n'exclut pas un troisième confinement en cas d'aggravation - 20minutes.fr 27 décembre 2020

- Un troisième confinement ? Local ou national ? Comment l'exécutif va trancher - Europe1 28 décembre 2020

Alors que la circulation du coronavirus reste à un niveau élevé en France, l'hypothèse d'un troisième confinement revient de plus en plus sur la table. Europe1 28 décembre 2020

- Covid-19: un couvre-feu dès 18h envisagé dans une vingtaine de départements, le reconfinement écarté - BFMTV 30 décembre 2020

Totalitarisme. Pour si tout se passe bien abandonner définitivement vos libertés.

- "C'est le sens naturel des choses": François Bayrou se dit favorable à un "passeport vaccinal" - BFMTV 27 décembre 2020

Le président du Modem n'est pas opposé à la mise en place d'un passeport sanitaire qui conditionnerait l'accès à certains endroits aux personnes vaccinées contre le Covid-19. BFMTV 27 décembre 2020

La CNIL, un instrument du contrôle policier.

- Covid-19 – La CNIL valide le fichage des personnes vaccinées - 31 décembre 2020

https://www.mondialisation.ca/covid-19-la-cnil-valide-le-fichage-des-personnes-vaccinees/5652413

La tentation totalitaire est grande

- L'«obligation vaccinale» en France envisagée par un membre du Conseil scientifique - sputniknews.com 1 janvier 2021

«Bien évidemment, à un moment donné, on sera rattrapés par la réalité des choses: s'il s'avère que, malgré de nombreux efforts, au bout de nombreux mois, on n'arrive toujours pas à franchir un niveau de vaccination qui soit satisfaisant pour freiner la diffusion du virus, peut-être que la question de l'obligation vaccinale se posera», a-t-il déclaré à la journaliste de LCI.

«Qui aurait imaginé l'acceptation d'un confinement, d'un reconfinement, du couvre-feu, du port du masque et de toutes les contraintes? J'avoue que moi je suis extrêmement épaté par, finalement, l'adhésion que collectivement l'ensemble de Français ont pu avoir», a-t-il ajouté.

Pour lui, la clé du succès de la campagne de vaccination, cet «outil formidable» qui, probablement, ne présente que «très peu d'effets secondaires graves», est la transparence et la pédagogie.

«Avec un bon sens pédagogique, avec beaucoup de clarté et beaucoup de transparence, et en se donnant les moyens, on doit pouvoir être convaincants», a-t-il lancé. sputniknews.com 1 janvier 2021

Au secours, le cadavre de Vichy bouge encore !

- Covid-19: l'épidémiologiste Catherine Hill appelle à "ne rien rouvrir du tout" et à "tester massivement" - bfmtv.com 28 décembre 2020

"Il ne faut rien rouvrir du tout, il faut envisager de vacciner férocement et il faut se mettre enfin à dépister massivement, c'est la seule solution", déclare-t-elle ce lundi sur BFMTV.

"Moi je pense qu'il faut se mettre à tester massivement la population pour trouver les gens qui sont positifs et pour les isoler", continue Catherine Hill. bfmtv.com 28 décembre 2020

LVOG - Les fauves sont lâchés, il va falloir les achever...

Au secours, Franco n'est pas mort !

- Coronavirus : L'Espagne tiendra un registre des personnes refusant d'être vaccinées - Paris Match 29 décembre 2020

Les autorités espagnoles tiendront un registre des personnes refusant de se faire vacciner contre le Covid-19, qui sera partagé avec d'autres pays européens mais ne sera pas rendu public, a indiqué lundi le ministre espagnol de la Santé. Dans une interview à la chaîne de télévision La Sexta, Salvador Illa a de nouveau souligné que la vaccination contre le coronavirus, qui a débuté dimanche en Espagne comme dans de nombreux autres pays de l'UE, ne serait pas obligatoire.

En ce qui concerne les personnes qui ne voudront pas se faire vacciner, "ce qu'on va faire, c'est un registre qui, de plus, sera partagé avec d'autres pays européens", a-t-il poursuivi, précisant qu'il se référait "aux personnes auxquelles on l'aura proposé (de se faire vacciner, NDLR) et qui, tout simplement, l'auront refusé". Paris Match 29 décembre 2020

Au secours, Mussolini revient !

- Italie : à partir du 1er janvier 2021, la ville de Milan interdit de fumer à moins de 10 mètres de quelqu'un en extérieur - Franceinfo janvier 2021

En 2025, il sera interdit de fumer en extérieur tout court. L'objectif de Milan est d'abord de lutter contre la pollution. La ville va même plus loin et compte interdire, en 2022, les chaudières au gazole.

A partir du 1er janvier, la cigarette à Milan ce sera fini. Pas totalement, pas encore puisque ce sera pour 2025, mais il sera tout de même désormais interdit de fumer à moins de 10 mètres de quelqu'un en extérieur. Et la ville italienne veut même aller encore plus loin pour lutter davantage contre la pollution.

L'objectif de Milan est d'abord de lutter contre la pollution, au point d'interdire aux magasins - en 2022 - de laisser leur porte ouverte pour éviter de consommer trop de chauffage ou de climatisation. Les fours à bois des pizzerias devront, eux, respecter de nouvelles normes. Franceinfo janvier 2021

Au secours, les Belges sont toujours sous une monarchie!

- Un certificat de vaccination électronique sera à la disposition des Belges - cv19.fr 30 décembre

On le sait, certains pays ou certaines compagnies aériennes exigent une preuve de vaccination contre le covid-19. Un document que pourront se procurer les Belges vaccinés.

Son petit nom sera 'Vaccin-net+', explique la porte-parole du commissariat corona du gouvernement fédéral, dans La Dernière Heure. Et il sera accessible via votre dossier sur masanté.be. Il vous faudra vous connecter via l'application très pratique Itsme.

Il s'agira d'une petite carte digitale, où seront stockées vos données relatives aux vaccins de manière générale. Un attestation

spéciale pourra être imprimée concernant le vaccin contre le Covid-19. C'est aussi un moyen d'avoir une aperçu rapide et direct de votre situation vaccinale.

Ce système existait déjà en Flandre pour les autres vaccins. Il sera élargi à Bruxelles et à la Wallonie.

Plusieurs inquiétudes entourent cette attestation. Sera-t-elle obligatoire pour accéder à certains lieux publics ou événements? La porte-parole affirme qu'elle ne sera pas réclamée en Belgique, en tout cas pas 'à ce stade'.

Pour les grands voyageurs, on sait que certains pays en dehors de l'Union européenne et certaines compagnies aériennes peuvent exiger cette certification. L'OMS pousse elle-même à ce qu'un certificat de vaccination électronique et identifiable par tous soit mis en place. cv19.fr 30 décembre

Harro sur les antibiotiques... qui soignent la covid-19 !

- L'OMS prévoit l'explosion d'une «super-gonorrhée» due au coronavirus - sputniknews.com 29 décembre 2020

https://fr.sputniknews.com/sante/202012291044997733-loms-prevoit-lexplosion-dune-super-gonorrhee-due-au-coronavirus--/

Une forme mutante de la gonorrhée résistante aux traitements et résultant de l'usage accru d'antibiotiques pour traiter le coronavirus devrait connaître une forte progression en 2021, prévient l'OMS.

«L'usage excessif des antibiotiques peut favoriser l'émergence d'une résistance aux antimicrobiens dans la gonorrhée», explique un porte-parole de l'OMS au journal The Sun.

Et de détailler: «L'azithromycine, un antibiotique utilisé fréquemment pour traiter les infections respiratoires, a ainsi été utilisée contre le Covid-19 au début de la pandémie».

Les experts de l'OMS recommandent ainsi aux médecins de prescrire moins d'antibiotiques, et de ne le faire qu'en dernier recours. Ils rappellent également la nécessité de se protéger systématiquement lors des rapports sexuels. sputniknews.com 29 décembre 2020

Bravo, c'est déjà cela de pris, mais peut encore mieux faire !

- Coronavirus: 20 à 30% des commerces "non essentiels" pensent ne pas rouvrir - Le HuffPost 29 décembre 2020

- Le marché automobile français a régressé en 2020 à son niveau de 1975 - Sputnik 1 janvier 2021

Selon le directeur de la communication du Comité des constructeurs français d'automobiles, même «durant les crises des années 1990 ou 2000, on n'est jamais tombés en dessous de 1,7 million» d'unités écoulées.

Torpillé par la crise sanitaire, le marché automobile français s'est effondré de 25,5% en 2020, régressant à son niveau de 1975, selon des chiffres officiels publiés le 1er janvier.

Quelque 1,65 million de voitures particulières neuves ont été mises en circulation l'année dernière, contre 2,2 millions en 2019, a précisé le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

Même «durant les crises des années 1990 ou 2000, on n'est jamais tombés en dessous de 1,7 million» d'unités écoulées, a déclaré à l'AFP le directeur de la communication du CCFA, François Roudier.

Le secteur a été victime de la fermeture des concessions et des usines pendant le premier confinement au printemps, et plus largement de l'attentisme des consommateurs sur fond de grave crise économique.

Les fabricants français PSA (Peugeot, Citroën, Opel) et Renault ont légèrement mieux résisté que le marché, mais leurs livraisons ont tout de même été amputées respectivement de 25,1% et 24,9% par rapport à 2019, tandis que les constructeurs étrangers ont vu leurs immatriculations se contracter de 26,1%, selon le CCFA. Sputnik 1 janvier 2021

LVOG - Et les pleureuses - nos dirigeants, de sortir leurs mouchoirs, cela va entraîner des licenciements, patati patata, on vivait si bien avant sous le capitalisme, quel dommage ! Entre nous, c'est cela être anti-ouvrier, antisocialiste. Si vous ne comprenez pas pourquoi, je vous incite à lire les causeries depuis août 2008...

- Au garage. La plupart des A380 ne voleront plus jamais (The Times (Londres) - Courrier international 29 décembre 2020

La pandémie aura probablement raison des super jumbos d'Airbus. C'est en tout en cas ce que prévoit une étude rendue publique ce mardi 29 décembre et dont The Times se fait l'écho. "Seulement 21 des 243 A380 étaient en service au début du mois en raison des inquiétudes liées à la hausse des coûts et à la faible demande des passagers", écrit le journal britannique.

Selon cette étude réalisée par le cabinet d'analyse de données Cirium, les chances sont infimes pour que ce fleuron d'Airbus retrouve les cieux en grand nombre.

"Des compagnies, dont Air France et la Lufthansa, ont déjà abandonné leur exploitation, tandis que Qatar Airways a indiqué que ses dix A380 ne revoleraient probablement pas avant deux ans."

Déjà, les emblématiques Boeing 747 ont, pour la plupart, pris leur retraite. Cirium estime que ces gros-porteurs pourraient, pour certains, être convertis en avions-cargos avant de quitter définitivement les airs. Chute de 67 % du trafic passagers

Le coronavirus "a balayé 21 années de croissance mondiale de l'aviation en quelques mois", avec un nombre de passagers qui a dégringolé à des niveaux jamais vus depuis 1999. "Sur les douze derniers mois, le trafic passagers a chuté de 67 %." Au plus fort de la crise, en avril, seulement 13600 vols ont été enregistrés sur 24 heures à travers le monde, 86 % de moins par rapport à début janvier.

Lancé en 2005, l'A380, capable sous certaines configurations de transporter 800 passagers, avait alors éclipsé le Boeing 747. Mais sa taille posait, avant même la pandémie, des problèmes de remplissage aux compagnies. Si bien que l'an dernier, Airbus avait annoncé l'arrêt de sa production en 2021 après que son plus gros client, Emirates, y avait renoncé, rappelle The Times.

Au 1er décembre, seuls 21 appareils continuaient de voler, 219 étant au garage et 3 à la retraite. "En d'autres termes, cela veut dire que 91 % des A380 ne sont plus en opération, un taux bien supérieur à celui des autres appareils. À travers la planète, 30 % environ de la flotte passagers est au garage." Courrier international 29 décembre 2020

Contre-propagande et résistance au totalitarisme.

A quand les premiers affrontements directs classe contre classe?

- Ouverture d'une enquête après une "rave party" sauvage en Bretagne - Reuters 1 janvier 2021

Une enquête a été ouverte vendredi à la suite d'une "rave party" organisée depuis la veille rassemblant jusqu'à 2.500 personnes en Bretagne, au mépris du couvre-feu et des règles sanitaires en vigueur pour lutter contre la pandémie, a annoncé la préfecture d'Ille-et-Villaine.

Le 31 décembre en début de soirée, plusieurs centaines de véhicules ont commencé à rejoindre les lieux, situés dans une zone d'activités de la commune de Lieuron.

Des gendarmes ont tenté de s'y opposer mais ils se sont heurtés à l'hostilité de participants.

Un véhicule de la gendarmerie a été incendié, trois autres dégradés et les militaires ont essuyé des jets de bouteilles et de pierres, occasionnant des blessures légères, a précisé la préfecture dans un communiqué.

Le parquet a confié une enquête à la brigade de recherches de la gendarmerie de Redon, notamment pour organisation illicite d'un rassemblement festif à caractère musical, violences volontaires sur personnes dépositaires de l'autorité publique, travail dissimulé, tenue illicite d'un débit de boissons et infractions à la législation sur les stupéfiants.

Cette rave party se poursuivait toujours vendredi après-midi. Reuters 1 janvier 2021

Chut, il n'y a pas de traitement !

- La nigelle et le miel : un incroyable traitement anti-COVID ! - infodujour.fr 27 décembre 2020

L'association de la médecine traditionnelle et de la médecine scientifique donne parfois des résultats exceptionnels comme l'explique ici le Dr Jean-Michel Wendling, spécialiste Santé Travail, membre du Conseil scientifique et citoyen de la ville de Strasbourg et consultant scientifique pour infodujour.fr.

« Quand la médecine traditionnelle ayurvédique rencontre la médecine fondée sur les preuves, (en anglais : Evidence Based Medicine) avec un essai clinique à la fois multicentrique (impliquant plusieurs hôpitaux) et un protocole randomisé, il y a moyen de réconcilier tout le monde et d'être très optimiste pour ces fêtes de fin d'année ! »

Alors que la vitamine D semble indispensable pour armer les patients les plus vulnérables via le système rénine angiotensine (SRA) (notre article IDJ), des essais cliniques se multiplient et des candidats médicaments peu onéreux émergent avec des résultats incroyables. Cela semble être le cas pour une combinaison d'origine naturelle étudiée par les équipes cliniques pakistanaises.

Ainsi, ces cliniciens se sont lancés dans une initiative peu commune en proposant un traitement comportant du miel et une plante, la Nigelle ou Nigella Sativa. Le mélange est présenté sous la dénomination HNS (Honey – Nigella Sativa).

Un antiseptique

La nigelle cultivée (Nigella Sativa L. 1753) ou cumin noir est une plante de la famille des Renonculacées originaire du sud-ouest de l'Asie. Les graines sont utilisées comme remède traditionnel (en médecine ayurvédique sous le nom de upakunchikaa) ou comme épice dans de nombreux pays du monde, particulièrement dans le monde musulman. Elle est cultivée pour ses graines aromatiques dans les régions méditerranéennes, particulièrement en Turquie et Syrie, en Asie occidentale jusqu'au Pakistan et en Inde, en passant par l'Arabie saoudite, le Soudan et l'Éthiopie. Une huile obtenue par première pression à froid est très largement utilisée depuis des siècles en applications externes comme antiseptique.

L'étude est une première mondiale avec d'incroyables résultats : 82% de réduction de mortalité

Cette étude entre dans le « gold standard de la médecine basée sur les preuves (EBM)» et comporte un essai randomisé multicentrique, mené dans quatre établissements de soins médicaux au Pakistan (Complexe médical post-universitaire de Shaikh Zayed, Institut des services des sciences médicales, Doctor's Lounge et Ali Clinic; tous situés à Lahore) . L'essai a été approuvé par les comités d'examen institutionnels du Complexe médical post-universitaire de Shaikh Zayed et de l'Institut des services des sciences médicales et supervisé par un comité directeur d'essai indépendant. L'essai a été mené conformément aux principes des bonnes pratiques cliniques de la Conférence internationale sur l'harmonisation.

Des résultats impressionnants

Trois cent treize patients – 210 modérés et 103 sévères – ont été inclus dans une étude randomisée du 30 avril au 29 juillet 2020. Parmi ceux-ci, 107 ont bénéficié du traitement par Nigella Sativa tandis que 103 ont eu un placebo pour les cas modérés. Pour les cas graves, 50 ont reçu le HNS et 53 ont reçu des placebos (1). Les résultats sont pour le moins impressionnants avec une réduction de 50 % pour la durée des symptômes 4 jours (traités) contre 7 jours (placebo) pour les sujets touchés par une COVID modérée et ramené à 6 jours (traités) contre 13 jours (placébo) pour les cas sévères. Le HNS a également réduit le temps de présence du virus de 4 jours dans les cas modérés (6 contre 10 jours) et sévères (8,5 contre 12 jours). Le HNS a amélioré le score clinique au jour 6 avec une reprise d'activité normale dans 63,6% contre 10, 9% parmi les cas modérés et une sortie de l'hôpital dans 50% des cas contre 2,8% dans les cas graves.

Enfin, dans les cas graves, le taux de mortalité était quatre fois plus faible dans le groupe HNS que dans le groupe placebo avec une réduction de mortalité de 82 % (4% contre 18,87%, OR : 0,18) Aucun effet indésirable lié au HNS n'a été observé. Cette étude est dans les mains des pairs et doit être validée avant d'être définitivement publiée.

Le couteau suisse

Contrairement à d'autres antiviraux qui ciblent une structure ou une voie spécifique de l'infection par le SRAS-CoV-2, le HNS pourrait tuer / inhiber le virus en ciblant de nombreux sites viraux ou des interactions hôte-virus via plusieurs composants.

L'un des principes actifs de Nigella Sativa est la Thymoquinone (TQ). En transitant vers les cellules infectées, la thymoquinone peut se lier à l'enveloppe lipophile du virus SARS-CoV-2 en raison de sa nature hydrophobe et, ainsi, l'inhiber (2). Elle a démontré des activités anti-inflammatoires, anti-oxydantes, antitumorales et antimicrobiennes. Fait intéressant, la thymoquinone et l'extrait de Nigella sativa se sont révélés efficaces contre le virus de la grippe aviaire (H9N2 AIV) et un modèle d'infection à cytomégalovirus murin. Le traitement des cellules avec de l'extrait de Nigella sativa avant l'infection par le coronavirus diminue la réplication du virus. De plus, l'analyse de l'expression génique des protéines potentielles des récepteurs transitoires (TRP) a montré une réduction des charges virales lors des traitements d'extraits, ce qui peut diminuer la survie des coronavirus à l'intérieur des cellules.(3)

Le mélange contient également du Zinc, qui a établi des propriétés antivirales contre plusieurs virus en inhibant la réplication virale et en agissant comme un agent immunomodulateur. La supplémentation en zinc serait un traitement préventif efficace de la survenue des infections respiratoires montrée en essai contrôlé double aveugle chez l'enfant. Plusieurs publications (études rétrospectives) suggèrent que le déficit en zinc serait associé à des cas plus graves et plus de mortalité. Trente-huit essais cliniques seraient en cours pour tester l'efficacité du zinc en tant qu'agent anti-COVID-19.

Un autre constituant du HNS est l'acide ascorbique (vitamine C), un antioxydant commun et un piégeur de radicaux libres avec des propriétés anti-inflammatoires qui réduisent les médiateurs tels que l'IL-6 et l'endothéline-1. Il a également prouvé des propriétés antimicrobiennes et immunomodulatrices et bloque plusieurs composants clés des tempêtes de cytokines. À cette fin, quarante-cinq essais cliniques ont été identifiés par les auteurs permettant d'évaluer son utilité en thérapeutique en tant que prophylaxie et traitement médical d'appoint contre COVID-19 (essai contrôlé double aveugle).

Parmi les flavonoïdes contenus dans la plante, la quercétine présente un intérêt particulier, qui est étudiée dans de nombreux essais cliniques contre le COVID-19. Outre la liaison prédite de la quercétine à la jonction des protéines virales-humaines, elle est également connue pour posséder des propriétés antibactériennes en perturbant les membranes, le transport et la motilité.

La quercétine a également montré qu'elle inhibait les réponses des cytokines pro-inflammatoires (en réduisant la présentation de l'antigène MHC de classe II et la signalisation TLR des cellules dendritiques activées) tout en stimulant la voie T-helper 1 et cytotoxique-CD8 pour une clairance virale adéquate. La quercétine est un ionophore de zinc et leur synergie avec la vitamine C contre le SRAS-CoV-2 est suggérée se potentialisant ainsi de manière coordonnée.

Le miel réduit les symptômes comme la toux

Dans une étude en méta-analyse (14 études) publiée le 28 août 2020, les auteurs affirment que le miel a amélioré les symptômes des infections des voies respiratoires supérieures par rapport aux soins habituels, la fréquence et la sévérité de la toux. Deux études comparant le miel à un placebo montraient une amélioration des symptômes combinés. Les auteurs concluent qu'il constitue une alternative largement disponible et bon marché (4). Le miel pourrait contribuer aux efforts visant à ralentir la propagation de la résistance aux antimicrobiens, mais d'autres essais contrôlés par placebo de haute qualité sont nécessaires et en cours.

Le miel est principalement composé de sucres avec de petites quantités d'acides aminés, de protéines, d'enzymes, d'acides organiques, de vitamines, de minéraux, de substances volatiles et de polyphénols. Le miel a montré une efficacité équivalente en essai randomisé sur le traitement de l'herpès labial versus l'aciclovir.

Les caractéristiques antibactériennes du miel ont été attribuées à une concentration élevée en peroxyde d'hydrogène (H2O2) et à un pH bas avec le méthylglyoxal et le peptide antimicrobien défensine-1 des abeilles. La présence de H2O2 dans le miel endommagerait de façon irréversible l'ADN microbien par la génération de radicaux hydroxyles. De plus, le miel favoriserait la prolifération des lymphocytes, stimulerait la phagocytose et régulerait la production de cytokines pro-inflammatoires. Certains constituants (arabinogalactanes de type II, le méthylglyoxal et la principale protéine de gelée royale 1) provoqueraient une action immunostimulatrice.

D'autre part, certains composants (glucose oxydase, l'acide gluconique, polyphénols) présentent une action anti-inflammatoire via la suppression de la production de certaines molécules, comme les métalloprotéinases matricielles et les espèces réactives de l'oxygène.

Ces résultats suggèrent l'intérêt de l'utilisation du HNS cocktail de composés qui se complètent pour lutter contre les pathologies liées au SRAS-CoV-2, comme candidat potentiel pour combattre la COVID-19 dans le monde.

Ainsi, un travail original et des molécules disponibles peu onéreuses qui méritent qu'on s'y intéresse !

J-M. Wendling déclare n'avoir aucun lien d'intérêts avec les labos et les fabricants de produits cités dans cet article.

(1) Honey and Nigella sativa against COVID-19 in Pakistan (HNS-COVID-PK): A multi-center placebo-controlled randomized clinical trial ;Sohaib Ashraf et al. medRxiv 2020.10.30.20217364; doi: https://doi.org/10.1101/2020.10.30.20217364

(2) Nigella sativa L as a potential phytotherapy for coronavirus disease 2019: A mini review of in silico studies. Koshak DAE, Koshak PEA. Curr Ther Res Clin Exp. 2020;93:100602. doi: 10.1016/j.curtheres.2020.100602. Epub 2020 Aug 25. PMID: 32863400; PMCID: PMC7445151.

(3) Covid-19 and thymoquinone: Connecting the dots. Ajaz Ahmad Muneeb U. Rehman Parvaiz Ahmad Khalid M. Alkharfy Phytotherapy Research. 26 June 2020 https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/ptr.6793

(4) Effectiveness of honey for symptomatic relief in upper respiratory tract infections: a systematic review and meta-analysis. Abuelgasim H, Albury C, Lee J. BMJ Evid Based Med. 2020 Aug 18: bmjebm-2020-111336. doi: 10.1136/bmjebm-2020-111336. Epub ahead of print. PMID: 32817011.

Qu'entendent-ils par "complotistes, antivax et corporatistes de toutes sortes" ?

- **“**Les raisons, simples et claires, pour lesquelles je ne me ferai pas vacciner contre la COVID-19**”** par l**’**anthropologue et chercheur Jacques Pollini - covidinfos.net 27 décembre 2020

Extrait - Une chose est nouvelle, toutefois. Dans la nature, l’intégration de fragments de codes génétiques étrangers au génome humain n’est pas liée à une intention humaine. Elle est le fruit du hasard ou de nécessités naturelles, tandis qu’avec la vaccination, il devient possible de choisir quel code injecter et sur quelle population l’injecter. Le vaccin à ARN, et les thérapies géniques de manière plus générale, rendent donc possible de modifier intentionnellement le code génétique humain. L’ingénierie entre dans une ère nouvelle dans laquelle elle ne porte plus seulement sur la transformation de l’environnement humain, mais peut porter sur la nature humaine, sur notre identité génétique. C’est là que se trouve le virage fondamental et il soulève des questions éthiques qui sont négligées dans les débats en cours sur les vaccins.

Bien sûr, cela ne signifie pas que les vaccins COVID-19 modifieront notre génome ou que ceux qui les ont conçus ont cette intention. Mais presque personne n’a la compétence technique ou le pouvoir juridique permettant de vérifier ces deux points. Nous n’avons donc que la confiance, accordée ou pas aux décideurs, et a ceux qui ont développés ces vaccins, pour guider notre décision.

Tout argument en faveur des vaccins COVID-19, entendu dans les médias, les instances de décisions, ou les réseaux sociaux, qui consisterait à invoquer des arguments techniques ou scientifiques pour nous convaincre que ces vaccins sont sûrs, est donc hors sujet car la question centrale est celle de la confiance, qui est perdue et pour de bonnes raisons. Sans cette confiance, ces arguments techniques ne peuvent conduire qu’à des polémiques stériles d’autant plus que pratiquement personne, voire personne, ne peut réellement trancher.

Personnellement, comme beaucoup de citoyens, je n’ai pas cette confiance. Donc je ne me ferai pas vacciner. Pourquoi je n’ai pas cette confiance ? Pour les raisons mentionnées si dessus, mais aussi parce que depuis 10 mois, notre gouvernement a fait preuve d’une incompétence totale dans cette épidémie, son conseil scientifique se montrant anti-scientifique en niant ou ignorant les acquis de la science. Et parce que les algorithmes des réseaux sociaux et les « fact-checkers » sont devenus des instruments de censure et de propagande qui maintiennent nos administrations et nos médias dans le déni des faits rapportés par la science.

Ainsi, à toute personne qui tenterait de me convaincre de me faire vacciner contre la COVID-19, je répondrai, clairement et simplement :

« Si c’est ma santé qui vous préoccupe, donnez-moi de l’azithromycine et de l’hydroxychloroquine, ou de l’ivermectine et de la doxycycline, ainsi que de la vitamine D et du zinc, car je sais, publications scientifiques et témoignages de médecins de renommée internationale à l’appui, que ces traitements fonctionnerons si j’attrape la COVID-19, et je n’ai donc pas besoin d’être vacciné. Si vous n’êtes pas convaincu par ce que je dis, voici la liste des publications sur le sujet : https://c19study.com/. Si vous n’êtes toujours pas convaincu, lancez des essais randomisés testant ces traitements en médecine ambulatoire. Et si vous voulez que les gens fassent à nouveau confiance aux vaccins, mobilisez des commissions d’enquêtes indépendantes pour mesurer leurs liens possibles avec l’autisme et permettre aux lanceurs d’alerte de témoigner sous serment. Et dans la foulée, demandez la mise en œuvre d’une vaste enquête internationale sur les liens et conflits d’intérêt entre industrie pharmaceutique et pouvoirs publics ». covidinfos.net 27 décembre 2020

Lire la suite de l’article :

– Anthropo-logiques : “Les raisons, simples et claires, pour lesquelles je ne me ferai pas vacciner contre la COVID-19”

https://jdmichel.blog.tdg.ch/archive/2020/12/21/les-raisons-simples-et-claires-pour-lesquelles-je-ne-me-fera-311573.html

Trop tard ! Quand il y en a qui découvrent que le régime en France n'était pas démocratique.

LVOG - "Le problème de tous ces médecins est qu’ils sont isolés et donc sans défense", comment cela, il existe bien des syndicats, des partis politiques, non ? Oui, mais... Laissez tomber on a compris...

- Les citoyens n**’**ont plus qu**’**un droit : **“**se taire et faire ce qu**’**on leur dit de faire**”** dénonce le chercheur Laurent Mucchielli - covidinfos.net 27 décembre 2020

“Ce qui m’inquiète davantage, ce sont toutes les formes de pression et d’intimidation qui sont exercées sur des médecins libéraux ou hospitaliers bien moins connus [que le Pr Perronne], dès lors qu’ils ont le malheur de dire publiquement qu’ils ne partagent pas tel ou tel dogme du ministère de la Santé, en particulier le dogme selon lequel il n’y aurait aucune thérapeutique pour soigner les malades de la Covid. Dans ces cas, il n’y a pas de sanction officielle ni de communiqué de presse. Tout se joue dans les coulisses et c’est généralement le Conseil national de l’ordre des médecins qui est à la manœuvre, parfois en service commandé du ministère mais souvent aussi à la suite de « signalements » provenant d’autres médecins. On peut faire l’hypothèse que ces derniers ne supportent pas la culpabilité que leur renvoient ceux qui tentent de soigner alors que eux acceptent de ne pas le faire. […]”

“Quoi qu’il en soit, le but est de faire taire ces « dissidents » afin de laisser croire que le ministère de la Santé parle au nom de tous les professionnels. La réalité est très différente. En fait, de nombreux médecins généralistes considèrent depuis le début de l’épidémie que leur rôle est de soigner les gens et non de les laisser se reposer chez eux avec du doliprane au risque que la situation s’aggrave et qu’il faille les hospitaliser. […]”

“Le problème de tous ces médecins est qu’ils sont isolés et donc sans défense. Certes, il s’est créé des collectifs au niveau national, le plus important et très actif étant « Laissons les médecins prescrire » qui s’est lancé dès le mois de mars. […] Mais c’est l’isolement local qui est le plus difficile pour les médecins non-conformistes.”

“Au contraire, ils sont beaucoup moins chahutés lorsqu’ils peuvent s’appuyer sur un groupe ou un collectif local. C’est le cas du collectif de La Réunion « Covid Médecins 974 ». Il compte une quinzaine de médecins et est soutenu en sous-main par nombre de leurs confrères qui n’osent pas le dire publiquement, par une partie des élites locales […] et une partie de la presse locale. De fait, leur convocation récente devant le conseil départemental de l’ordre des médecins n’a donné lieu à aucune forme de sanction. […]”

“Dans le contexte politico-sanitaire actuel, les espaces critiques sur la gestion du Covid-19 sont l’objet d’attaques régulières et de procès en irresponsabilité, “rassurisme” voire “complotisme”. Est-il encore possible de questionner la gestion de la crise ? Qu’est-ce que ça nous dit de la démocratie sanitaire dont les autorités se réclament ? […]”

“Parler de démocratie sanitaire dans le cas de la France en 2020 est une mauvaise plaisanterie. […] Il n’y a pas de démocratie sanitaire quand un gouvernement impose à l’ensemble des soignants une façon de penser et d’agir qu’il a décidé de son propre chef, dès le début d’une épidémie, qu’il est incapable de réviser au fil du temps et qu’il impose à n’importe quel territoire de façon uniforme […]. Il n’y a pas de démocratie sanitaire quand les professionnels de terrain sont à ce point méprisés, réduits au silence et menacés de sanctions s’ils dérogent à la doxa. Il n’y a pas non plus de démocratie quand la quasi-totalité des médias a perdu toute indépendance, que ces médias abandonnent toute neutralité et toute distance d’analyse critique, devenant de simples relais de la communication politique.”

“Il n’y a pas de démocratie quand toute parole qui ne se conforme pas aux injonctions de penser est traitée comme une trahison, qu’elle est décrédibilisée ou censurée. Quant aux citoyens, ils n’ont qu’un droit : celui de se taire et de faire ce qu’on leur dit de faire au moment où on leur dit de le faire.”

“L’infantilisation mentale et la contrainte comportementale sont le contraire de la démocratie. Nous assistons à une dérive autoritaire du pouvoir exécutif qui m’inquiète beaucoup plus que la Covid pour l’avenir de notre pays.” covidinfos.net 27 décembre 2020

Lire l’interview complète :

– Alternative-Santé : « Il n’y a pas de démocratie sanitaire quand les professionnels de terrain sont à ce point méprisés »

https://www.alternativesante.fr/coronavirus/covid-19-il-n-y-a-pas-de-democratie-sanitaire-quand-les-professionnels-de-terrain-sont-a-ce-point-meprises

Haut de page

Le 3 janvier 2021

CAUSERIE ET INFOS

Dans la prochaine causerie : Le SRAS-CoV-2 aura été le 4 août (1) de l'extrême gauche en France.

1- En tant que membre de la IIe Internationale, la SFIO avait souscrit aux résolutions du congrès demandant aux partis nationaux

de s'opposer à la guerre. A la première occasion elle trahira cet engagement. Le 4 août 1914, son groupe parlementaire votera à l'unanimité les crédits de guerre et l'état de siège restreignant les libertés.

Ce jour-là la social-démocratie passa avec armes et bagages dans le camp de la réaction pour ne plus jamais en sortir. Elle sera suivie plus tard par les staliniens. Il ne manquait plus que leurs appendices respectifs dits trotskystes, c'est fait, les masques de l'opportunisme sont tombés. Pour certains, une découverte, un choc peut-être, pour moi, une simple confirmation.

Reste à reconstruire une avant-garde révolutionnaire digne de ce nom. Pourquoi pas avec La Voix de l'Opposition de Gauche ? Où, quand nous sommes-nous compromis, avons-nous capitulé ou trahi ? Nulle part, jamais !

Articles mis en ligne le 3 janvier 2021.

Great Reset 2021.

- DOCUMENT. Taking Back Control A Resetting of America's Response to Covid-19 (16.12)
- DOCUMENT. The 2020 Worldwide Corona Crisis: Destroying Civil Society, Engineered Economic Depression, Global Coup d'État and the "Great Reset". (21.12)

Infos internationales.

- DOCUMENT. L'année tragique de 2020 prend fin, l'année 2021 l'année de l'éveil? (02.01)
- DOCUMENT. Etats-Unis, une forge de cadres militaires pour les dictatures. (29.12)
- DOCUMENT. L'arbitraire et la censure sont de retour en Occident. (29.12)

Infos covid-19.

- DOCUMENT. Pr Christian Perronne : Soutien par lettre ouverte d'un retraité de la fonction publique à Martin Hirsch (02.01)
- DOCUMENT. Hold-up: Un historique des mensonges et magouilles sur la COVID-19 (Vidéo). (01.01)
- DOCUMENT. Le temps n'est plus celui de l'information il est devenu celui de la résistance. (31.12)
- DOCUMENT. Les bien-portants, dits « asymptomatiques » ne transmettent pas le Covid19 : étude chinoise sur 10 millions de personnes (31.12)
- DOCUMENT. Covid-19 – La CNIL valide le fichage des personnes vaccinées. (31.12)
- DOCUMENT. L'Argentine annulera-t-elle son contrat avec Pfizer? (30.12)
- DOCUMENT. FDA : le vaccin du Covid-19 peut déclencher 22 problèmes de santé graves, voire la mort ! (30.12)
- DOCUMENT. Liste des médecins qui vous prescriront les médicaments (Ivermectine, Hydroxychloquine, etc.). (29.12)
- DOCUMENT. La nigelle et le miel : un incroyable traitement anti-COVID ! (27.12)
- DOCUMENT. Les raisons, simples et claires, pour lesquelles je ne me ferai pas vacciner contre la COVID-19. (21.12)
- DOCUMENT. Yazdan Yazdanpanah, la tournée de trop d'une équipe de scientifiques en déclin ? et la faute ? (11.09)
- DOCUMENT. Dioxyde de chlore: Une solution sûre et potentiellement efficace pour surmonter Covid-19 (24.07)

Haut de page

Le 6 janvier 2021

CAUSERIE ET INFOS

Un gang mafieux et terroriste gouverne le monde.

Terrorisme d'Etat contre le peuple, voilà comment on peut aussi caractériser la politique autoritaire ou fascisante plus que sanitaire de Macron.

Ils haïssent le peuple, les ouvriers, les classes moyennes, les jeunes, les vieux, les faibles, les malades, la connaissance, les arts...

- Ce mardi matin, sur RTL, le ministre de la Santé, Olivier Véran établissait à environ 2000 le nombre de vaccinés actuellement en France, neuf jours après son lancement. BFMTV.com 5 janvier 2021

Face à la majorité de la population qui ne veut pas se faire vacciner, le régime peine à faire croire le contraire et hésite sur la stratégie à adopter, du coup le début de sa campagne de vaccination est chaotique, pire encore, après avoir dû renoncer à rendre obligatoire leur thérapie génique, le voilà qui voudrait faire croire que la population y serait soudain favorable se décrédibilisant un peu plus.

Une officine du Forum économique mondial à l'origine de la stratégie de vaccination.

Vaccination: l'exécutif a sollicité le cabinet de conseil McKinsey pour mettre en place sa stratégie - BFMTV 5 janvier 2021

Le site d'information Politico a révélé lundi que le gouvernement avait fait appel au cabinet de conseil McKinsey afin de l'aider à penser la campagne de vaccination contre le Covid-19.

McKinsey , qu'est-ce que c'est ?

https://www.mckinsey.com/fr/our-insights

Vous trouverez dans cette page non seulement les mêmes thèmes présents dans celles du FEM, de Bill Gates, de la Fondation Rockefeller, de la Banque mondiale, du FMI, etc. mais aussi le même contenu et les mêmes objectifs.

Comme quoi ils n'ont pas commis d'erreurs.

- L'ex-ministre de la Santé Agnès Buzyn rejoint l'OMS - LePoint.fr 5 janvier 2021

- 22 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE.

Un courriel reçu.

A toute fin utile, je t'indique que la vaccination à tour de bras par un vaccin à ARNm, c'est à dire contenant une ou des nanoparticules biologiques, détourne la Convention d'Oviédo du 4 avril 1997 qui interdit l'inoculation d'un tel vaccin.

Selon le Conseil de l'Europe, cette "Convention cadre visant à protéger la dignité et l'identité de tous les êtres humains et à garantir à toute personne, sans discrimination, le respect de son intégrité et de ses autres droits et libertés fondamentales à l'égard des applications de la biologie et de la médecine.

Elle établit les principes fondamentaux applicables à la pratique médicale quotidienne et est considérée comme telle dans le Traité européen sur les droits des patients. Elle traite également de manière spécifique de la recherche biomédicale, de la génétique et de la transplantation d'organes et de tissus."

Source : Conseil de l'Europe - https://www.coe.int/fr/web/bioethics/oviedo-convention

Ma réponse.

Merci, mais il se peut qu'ailleurs dans ce texte figure un alinéa précisant les limites de la liberté de chacun au profit de l'intérêt général par exemple, c'est très fréquent, je n'ai pas le temps de le vérifier.

Pédagogie ou démagogie ?

Quand après plus de 9 mois de discussions et de polémiques, d'analyses reposant sur une multitude de données, d'études ou de rapports scientifiques, et surtout de témoignages ou d'observations sur le terrain par des médecins ou professeurs, tous convergents et démontrant preuves à l'appui qu'il existe des traitements efficaces à tous les stade du développement de la covid-19 pour soigner cette maladie, la question suivante se pose-t-elle encore : Vaccin oui ou non ?

Toute "***consécration accadémique***" et "***promotion médiatique***" est suspecte ou orientée idéologiquement.

- Le spectre du totalitarisme, chez Arendt, plane au-dessus de l'histoire réelle et de ses affrontements de classe. Occultant la genèse historique des deux mouvements, cette théorisation ignore l'opposition irréductible entre communisme et nazisme. Elle fait comme si la mystique de la race et l'idéal prolétarien étaient de même nature. Elle passe résolument sous silence la relation structurelle entre nazisme et capitalisme. (...) L'inconvénient de la pensée de Hannah Arendt, c'est qu'après avoir éliminé les faits qui démentent son interprétation, elle enfile les abstractions comme on enfile des perles. Mais ces prouesses conceptuelles laissent la pensée orpheline d'une matière historique qu'elle a décidé d'ignorer. A l'évidence, le succès de sa doctrine ne tient pas à sa valeur heuristique, mais à l'idéologie de guerre froide adoptée par la philosophe au lendemain de son exil américain. Cet opportunisme lui a valu une consécration académique et une promotion médiatique dont l'inscription au fronton de l'institution scolaire, en France même, est l'illustration saisissante. Exit Hannah Arendt, II (La mystification du système totalitaire) par Bruno Guigue - legrandsoir.info 2 janvier 2021

LVOG - La négation de la lutte des classes permet toutes sortes d'amalgames, ce qu'avait su éviter G. Orwell qui se définissait comme un socialiste démocratique ou qui a été caractérisé ainsi par la suite.

De son côté Bruno Guigue passe sous silence "*la relation structurelle*" entre stalinisme et capitalisme, dans la mesure où dans les deux cas l'Etat n'est pas l'incarnation de la démocratie ou du pouvoir du peuple dont il est spolié, l'un détenu ou contrôlé par une caste de bureaucrates parasitaires et corrompus assumant temporairement les fonctions normalement dévolues à des représentants du capitalisme, l'autre étant dirigé directement par des représentants du capitalisme. Comme quoi le socialisme n'avait rien à voir avec le stalinisme.

DEUXIEME PARTIE

Conditionnement. Un voeux formulé à haute voix

- Le reconfinement total au Royaume-Uni est-il possible en France? - Le HuffPost 5 janvier 2021

LVOG - Allez, osez le faire, histoire de voir ce que cela donne. Il y a bien un moment où la quantité va se transformer en qualité...

Ils vont jusqu'à les chercher au fond de leur poubelle.

Daniel Cohn-Bendit a expliqué sur LCI ne pas comprendre les hésitations de certains Français devant les campagnes de vaccination. L'ancien eurodéputé a fait part de sa colère contre ce type d'atermoiements, appelant à vacciner ceux qui le souhaitaient, sans se soucier des autres.

«Il faut arrêter de penser aux anti-vaccins, à ceux qui disent: "Je ne veux pas", "Je ne sais pas", "On ne veut pas être des cobayes"… Eh bien qu'ils ne se fassent pas vacciner! Il faut vacciner tous ceux qui veulent se faire vacciner», a-t-il déclaré sur LCI, applaudi par le généticien Axel Kahn.

«Il faut avoir des idées! Réquisitionnez les salles de sport dans toutes les banlieues et dites aux mômes et à leurs familles: "Venez vous faire vacciner et vous pourrez rejouer au foot! Si vous voulez rejouer au foot, si vous voulez faire du sport: venez vous faire vacciner!», a-t-il déclaré sur LCI. sputniknews.com 4 janvier 2021

LVOG - Dans le IIIe Reich une telle ordure aurait fait carrière assurément.

CONTRE-PROPAGANDE ET RÉSISTANCE AU TOTALITARISME.

Vidéo

Dr Gérard Maudrux : "les médecins ont peur, ils se taisent" - FranceSoir 2 janvier 2021

https://www.youtube.com/watch?v=E7RrwFrpZqg&feature=emb_title

Ivermectin meta-analysis by Dr. Andrew Hill - 27 décembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=yOAh7GtvcOs

Cause toujours, il en restera quelque chose.

LVOG - Une fake news (BBC) de la terreur qui fait un flop au bout de 48h.

Enfants hospitalisés au Royaume-Uni: le collège des pédiatres dément une hausse des admissions liées au Covid-19 - BFMTV 3 janvier 2021

BFMTV - Samedi soir, le collège des pédiatres britanniques a démenti toute hausse des admissions d'enfants dans les hôpitaux du pays liées à l'épidémie de Covid-19, et à la propagation de la nouvelle mutation du virus, considérée comme plus contagieuse notamment chez les jeunes.

Dans un communiqué publié sur le site du Royal College of Paediatrics and Child Health, le professeur Russell Viner, qui préside l'organisation, a expliqué qu'"au fur et à mesure que les cas dans la population augmenteront, il y aura une légère hausse du nombre d'enfants atteints du Covid-19 mais pour l'écrasante majorité sans symptôme ou avec une forme légère de la maladie".

"Le nouveau variant semble toucher tous les âges et, à ce jour, nous n'observons pas de plus grande gravité chez les enfants et les jeunes", a-t-il conclu.

Cette mise au point est intervenue au lendemain de l'interview sur la radio BBC d'une infirmière en chef du King's College Hospital de Londres qui faisait état d'une "salle entière" consacrée aux enfants atteints du Covid-19.

Dans son communiqué, le collège des pédiatres britanniques mentionne des témoignages d'autres médecins qui réfutent également toute croissance du nombre d'hospitalisations des enfants et jeunes ces dernières semaines. BFMTV 3 janvier 2021

LVOG - Quand on diffuse une information, on doit s'assurer au préalable que son contenu correspond bien à la réalité, de la même manière que lorsqu'on affirme quoi que ce soit en général.

TROISIEME PARTIE

L'enfer est pavé de bonnes intentions.

- Covid-19 : Apple bannit une application pour organiser des fêtes - LePoint.fr 2 janvier 2021

- En Thaïlande, la nourriture et les magazines ont été bannis des avions - LePoint.fr 2 janvier 2021

- Pour diminuer le nombre d'accidents graves, Bruxelles passe en zone 30 - euronews 2 janvier 2021

Rouler à 30 km/h est devenu la norme depuis le 1er janvier en région bruxelloise. euronews 2 janvier 2021

C'est la même guerre.

Covid-19 : Alain Griset juge "peu probable" une réouverture des restaurants le 20 janvier - BFMTV 3 janvier 2021

Les chiffres des contaminations restent encore trop élevés pour envisager une réouverture des bars et restaurants le 20 janvier, selon le ministre des Petites et moyennes entreprises. BFMTV 3 janvier 2021

Sahel : "La présence de l'armée française dans cette zone est un succès", assure Laurent Nuñez - Europe1 3 janvier 2021

Laurent Nuñez, coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, a salué dimanche les résultats produits par la force Barkhane au Mali, malgré la mort récente de cinq soldats. Europe1 3 janvier 2021

Plus de 20 personnes tuées par une frappe lors d'un mariage au Mali, selon une source - Reuters 5 janvier 2021

Plus de vingt personnes, dont des enfants, ont été tuées dimanche dans une zone désertique du centre du Mali par une frappe aérienne pendant un mariage, a déclaré mardi une source médicale à Reuters.

Ce raid a été "mené à la suite de renseignements recoupés et de l'observation de la posture des suspects qui ont permis de conclure à la présence effective d'un groupe armé terroriste", a déclaré l'état-major des armées à Paris. Reuters 5 janvier 2021

Le Conseil d'Etat valide l'élargissement des fichiers de renseignement - Franceinfo 4 janvier 2021

L'élargissement de ces fichiers, permis par trois décrets publiés en toute discrétion, avait suscité un tollé. Franceinfo 4 janvier 2021

Le complément à ne pas manquer.

- La valeur combinée des milliardaires australiens a été évaluée à 52,4% de plus cette semaine qu'à la même époque en décembre dernier.

En comparaison, les milliardaires des États-Unis et du Royaume-Uni ont enregistré une augmentation d'environ 25 % sur la même période, selon l'indice de Bloomberg. The Guardian 29 décembre 2020

La richesse des milliardaires du secteur technologique a atteint 566 milliards de dollars après une croissance de 41%, tandis que celle du secteur de la santé a atteint 548 milliards de dollars, en croissance de 36% en 2020. visualcapitalist.com 3 décembre 2020

Il faut massacrer tout ce qui est vivant et comestible !

Alors que ce virus n'est pas dangereux pour l'homme et existait avant que l'homme soit capable de le détecter.

Grippe aviaire: des centaines de milliers de canards abattus ou en passe de l'être en France - sputniknews.com 6 janvier 2021

Les autorités françaises ont fait abattre plus de 200.000 canards, et 400.000 supplémentaires sont en passe de l'être, afin d'endiguer la progression du virus «très très contagieux» de la grippe aviaire dans les élevages du sud-ouest de la France, sans pour l'instant tarir les contaminations.

Jusqu'ici, les autorités font abattre tous les palmipèdes dans un périmètre de trois kilomètres autour des foyers identifiés. Les autres volailles telles poulets ou dindes sont aussi censées être abattues, dès lors qu'elles ont accès au plein air. sputniknews.com 6 janvier 2021

Il n'y a pas suffisamment de nouveaux morts.

Covid-19 : l'Angleterre revient au confinement strict face à la flambée épidémique - euronews 4 janvier 2021

LUTTE DE CLASSE ET GUERRE A L'OPPORTUNISME.

Mes interventions dans le blog du Dr. Maudrux.

LVOG - Vous remarquerez que dans des conditions différentes de celle de notre portail où je peux m'exprimer librement, je ne lâche rien, même si je m'abstiens de dire tout ce que je pense, je ne me compromets pas.

Lu dans le commentaire de Ag du 3 janvier 2021.

- Je vous remercie et ai une pensée particulière pour quelques-uns d'entre vous que j'adore lire, notamment M.Tardieu, M. car il n'écrit pas qu'en tant que médecin.

LVOG - Je ne suis pas médecin.

Lu dans le commentaire de Ceudet du 4 janvier 2021.

- Mr Tardieu excellent raisonnement. Ils ne peuvent pas être idiots au point de ne pas le faire exprès !

Un autre de mes commentaires publiés dans le même blog.

On se demande, comment l'espèce de primate à laquelle l'homo sapiens appartient, a-t-elle bien pu survivre pendant plusieurs millions d'années entourés et gorgés de milliards de virus et bactéries sans vaccin, sans médicaments de synthèse, une réflexion qui n'effleure même pas le cerveau de l'homme moderne soi-disant évolué.

Un tel degré d'inconscience en dit long sur le chemin qu'il lui reste à parcourir pour mériter le statut d'être supérieur sur l'échelle des espèces vivantes ou organiques, qu'il s'est attribué semble-t-il abusivement, pour justifier le pouvoir sans limite qu'il exerce autoritairement sur toutes les autres espèces, et sur les hommes eux-mêmes quand ils sont faibles ou sans défense.

Cet homme, une fois placé au centre de l'univers au détours d'une révolution inachevée, si bien que tel dieu lui-même qu'il inventa autrefois sans en avoir le moindre souvenir, en arrivera dans sa folie à se croire immortel ou à concevoir la mort comme quelque chose d'incongrue qu'il serait possible d'éradiquer, refusant d'admettre désormais qu'elle faisait partie de la vie. Il se plaint des abus de pouvoir dont il est victime, alors qu'il l'a intégré inconsciemment dans son comportement quotidien. Voilà où il en est rendu et c'est effrayant.

C'est le même processus inconscient qui l'a amené à concevoir et justifier les OGM, mais c'est un autre sujet.

Mon commentaire du 4 janvier 2021

herve_02, j'abonde dans votre sens.

On dit qu'il y a des gens qui s'écoutent parler, si c'était le cas à force d'entendre les conneries qu'elles sortent, cela ferait un moment qu'elles seraient sourdes ! Le même constat vaut pour ce qu'on lit quotidiennement, à force ils sont devenus aveugles. Mais ils ne sont pas muet !

Par hasard je suis tombé sur une vidéo ou un très vieux médecin au demeurant sympathique ou même jovial au premier abord, bourré de références, chirurgien, phytothérapeute, anthropologue, écrivain à ses heures et je ne sais plus quoi encore, où il racontait qu'il baissait son masque quand il marchait seul dans la rue, et dès qu'il apercevait quelqu'un, il s'empressait de le replacer sur son nez, je cite, « par crainte que cette personne éternue et d'y passer », avant de s'en prendre à des jeunes qui avaient fait la fête, des quasi criminels à ses yeux.

C'est pitoyable, n'est-ce pas ?

C'est ce qui arrive aux gens qui s'expriment sur tout et rien à tort et à travers, et qui lorsqu'on leur fait remarquer, au lieu de le reconnaître, préfèrent la fuite en avant dans la mauvaise foi, encore plus maladroitement, et là cela prend une tournure problématique pour ne pas en dire davantage.

Par exemple, lorsqu'au sujet du SRAS-CoV-2, bien qu'on sache maintenant qui appelait de ses vœux cette pandémie infernale, qui l'a inventée ou décrétée, qui s'y était préparé et avait élaboré à l'avance les mesures liberticides que 193 Etats allaient adopter en chœur, quelles conséquences allaient en découler fatalement, qui était destiné à en tirer profit, quels objectifs ils s'étaient fixés, bien qu'à ce jour la liste soit incomplète, mais on ne tardera pas à les connaître, qui en seraient les victimes, sans que les citoyens lambdas de la planète aient la moindre idée qu'une telle machination était programmée de longue date, sans qu'ils soient en mesure de saisir les liens, les rapports ou les enchaînements qu'allaient entretenir les différents acteurs et facteurs pour mener à bien ce coup d'Etat planétaire, on observe ou on est bien obligé d'admettre qu'on est en présence d'une multitude d'éléments, qui permettent d'affirmer sans prendre de risques inconsidérés, qu'on est bien en présence d'un complot mondial contre tous les peuples. Les dés sont pipés, la règle du jeu est truquée, dès lors on ne peut pas invoquer le hasard ou la fatalité, à l'épreuve des faits ils sont balayés, et l'intention de nuire est clairement établie, qu'on le veuille ou non, on ne laisse pas mourir des patients quand on sait qu'on peut les soigner, notamment.

A ce stade, l'ignorer est encore possible, mais le nier ne l'est pas, sauf à être de mauvaise foi, et pour se justifier en jouant sur la naïveté pour se réserver une porte de sortie au cas où, on en arrive à raconter n'importe quoi.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en escamotant l'intention de nuire de l'oligarchie financière, on se prive des moyens de répondre à la hauteur de cette agression, et on se prive de la compréhension de la menace que son existence constitue pour tous les peuples, on reste sur son terrain idéologique… L'air de rien, en prenant un air consensuel ou bon enfant pour que cela passe, en plus c'est de la propagande déguisée, c'est malsain.

Mon complément du 5 janvier 2021

– Ces dernières années, l'OMS a multiplié les collaborations avec des organisations non étatiques : elle est actuellement

en partenariat avec près de 80 groupes (ONG, industrie pharmaceutique et fondations caritatives telles que la Fondation Bill-et-Melinda-Gates et la GAVI Alliance). wikipedia.org

https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_mondiale_de_la_sant%C3%A9

https://www.rts.ch/info/economie/8660012-les-genereux-donateurs-de-loms-orientent-ils-sa-politique.html

Comment peut-on encore oser se poser des questions sur la nature et les intentions de l'OMS ?

Il est précisé que Bill Gates et le club des super milliardaires financent et/ou ont des intérêts dans les ONG en question, l'industrie pharmaceutique et GAVI, et que la majorité des ressources de l'OMS proviennent désormais de donateurs privés, ceux qu'on vient de citer, et comme ce ne sont pas vraiment des gens désintéressés, il va de soi qu'ils orientent sa politique en fonction de ce qu'ils sont en droit d'en attendre sur le plan financier et politique ; On n'a jamais vu des banquiers agir autrement, voire si nécessaire le financement de l'ensemble des protagonistes impliqués dans les deux guerres mondiales pour réaliser des profits des deux côtés à la fois, c'est documenté sur le Net.

Partant de ce constat, on peut difficilement soutenir l'hypothèse qu'ils auraient simulé une pandémie virale au cours des années antérieures, dont le dernier en date le 18 octobre 2020, en étant animés de bonnes intentions envers les peuples, puisque depuis 1 an ils se sont évertués avec constance et persévérance à démontrer exactement le contraire, cet argument est incontestable.

Quand on sait quelque chose, on ne peut plus faire comme si on ne le savait pas. Reste à savoir ce qu'on va en faire…

Je tiens à préciser, que personnellement je ne me sens pas concerné par la théorie du complot, parce que je suis parfaitement informé. En revanche, je sais que ce n'est pas le cas de l'immense majorité de la population qui ignore ce qui se passe réellement comme presque toujours, il est donc injuste de la juger ou pire de la condamner. C'est uniquement dans ce sens qu'il est légitime d'évoquer un complot, car la population est délibérément maintenue dans l'ignorance à seule fin de l'exploiter, pas vraiment dans son intérêt, cela va de soi.

Mon commentaire du 6 janvier 2021

Vive la guerre préventive permanente ! La liberté, c'est l'insécurité, notre ennemi.

Ils veulent éradiquer les virus et les bactéries, donc l'homme ou plutôt la civilisation humaine est condamnée à mort !

Dans des causeries entre le 12 mai et le 24 juillet 2020 (luttedeclasse.org – [300 articles en ligne]), j'avais émis l'hypothèse qu'ils pourraient avoir l'idée de transposer sur la grippe chaque année, les mesures liberticides qu'ils avaient imposées si facilement en 2020 pour la covid-19, on y est.

LVOG – 12 mai 2020 – Ce qui était la norme hier, devient soudainement un cas hors norme parce que les porte-parole des idéologues de l'oligarchie en ont décidé ainsi, autant dire que cette instrumentalisation peut s'étendre pendant une durée indéterminée ou devenir permanente…

LVOG – 15 mai 2020 – Vont-ils en profiter pour embrayer avec le virus de la grippe à l'automne prochain, la tentation est grande…

LVOG – 9 juin 2020 – Avec un peu de chance le coronavirus réapparaîtra à l'automne ou sinon ils pourraient se reporter sur le virus de la grippe, qui lui est fidèle au rendez-vous chaque année…

LVOG – 24 juillet 2020 – Leur jeu sordide pourrait consister à tenir jusqu'au mois d'octobre où la grippe prendrait le relais pour réaliser un amalgame entre les deux virus et justifier le maintien des mesures liberticides indéfiniment ou au moins pendant un an, entre temps le « Great Reset » aura eu lieu…

Préméditation. Ce n'était pas tombé devant les yeux d'un aveugle :

Le Monde – Coronavirus : et si l'on en faisait autant contre la grippe ?

A ceux qui dénoncent un emballement excessif face au coronavirus en relativisant son impact par rapport à celui de la grippe si familière, proposons une question : combien de décès de la grippe seraient-ils évités chaque année si nous adoptions collectivement, et individuellement, ne serait-ce qu'une partie des comportements de précaution qu'a ressuscités l'arrivée du Covid-19 ? lemonde.fr 09 mars 2020 – lemonde.fr 09 mars 2020

Comme quoi les malfaisants ont de la suite dans les idées, 10 mois plus tard :

– Des leçons pour les années à venir – franceinfo 04 janvier 2021

Et voilà comment on se retrouve avec une muselière à vie, à vivre comme des pestiférés dans une société d'hypocondriaques paranoïaques qui se lavent les mains dix fois par jour et qui se piquent tous les ans par crainte d'attraper une saloperie !

La chasse au virus couplé à la chasse aux sorcières, vaut mieux que chasser ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir.

Comment les autorités s'y prennent-elles pour manipuler les conscience et imposer leurs mesures totalitaires, des contraintes extrêmes, la privation de nos libertés ou parvenir à leurs fins ? Elles font croire que ce serait la population qui les réclamerait, sachant que parmi elle ils en trouveront toujours passés sous leur influence pour s'en faire les porte-parole.

Finalement, ils n'ont même plus besoin du SRAS-CoV-2 pour terroriser et soumettre la population, le virus de la grippe fera l'affaire désormais. Jusqu'à quand ?

Parole d'internaute.

- "*Si les Français étaient mieux informés, ils réclameraient les traitements et en particulier l'ivermectine et refuseraient massivement les vaccins. Ça justifierait des manifs dans les rues.*"

LVOG - Aux militants, dites-le à vos dirigeants, mais je crains que ce soit aussi inutile que de s'adresser à Macron ou Véran !

Confirmation. L'extrême gauche est bien passée de l'autre côté de la barricade.

Chacun doit bien avoir conscience qu'ils ont délibérément décidé de se placer au côté de Macron qui a empêché les médecins de soigner librement leurs patients avec les traitements existant, et qu'ainsi ils partagent la responsabilité des dizaines de milliers de morts qui auraient pu être évités, les caractériser de traîtres est encore trop faible, donc qu'on ne vienne surtout pas nous dire qu'on exagèrerait.

Chaque lecteur doit également avoir à l'esprit, que tous les acteurs ou dirigeants politiques disposent de toutes les informations, de tous le documents ou vidéos disponibles dans la page d'accueil de LVOG, et quand ils les ignorent, ils agissent délibérément pour tromper les travailleurs et les militants ou pour servir les intérêts de nos ennemis.

Désinformation et propagande de l'AFP, de l'OMS, du Forum économique mondial, leur lot quotidien.

Ils sont tous pro-confinement, masque, distanciation sociale, traçage, et bien entendu vaccination.

Ils ne prennent même plus la peine de prendre le moindre recul ou de formuler la moindre réserve quand des infos leur sont transmises par les bonimenteurs au pouvoir. Ils montent au créneau pour défendre le régime, quitte à se démasquer eux-mêmes, excellent, car c'est plus efficace que de longs discours pour les confondre avec leur trahison et du coup plus personne ne peut le contester, ce sont des agents de la réaction.

Question à 1 centime d'euro ou pour les nuls : D'après vous leur comportement était-il compatible avec celui de dirigeants se réclamant du marxisme ou du socialisme, prétendant construire un parti ouvrier révolutionnaire ? La même question valait déjà au début des années 50, puis en 68, puis en 81, puis en 2001 et ainsi de suite jusqu'à ce mois de janvier 2021.

Dès lors, vous comprenez mieux pourquoi on n'est jamais parvenu à construire ce foutu parti qui nous manque cruellement de nos jours, il n'a jamais été leur objectif. Cela vaut évidemment pour toutes les formations politiques qui se réclament de ces différents courants se réclamant du trotskysme ou de leurs anciens dirigeants.

LO et le NPA rivalisent de zèle ou se partagent la palme du sordide, de la pourriture, pour soutenir ou cautionner la campagne de vaccination de la population initiée par le Forum économique mondial. Ils ont pris la place de l'extrême droite en rejoignant Macron et l'extrême-centre.

POID.

31 décembre 2020 - Sur l'ensemble de la planète, près de 83 millions de personnes ont été infectées au cours de l'année 2020 et

plus de 1,8 million de décès enregistrés.

Réponse : Le Fil d'Infos de La Tribune des travailleurs (POID)

LVOG - Ils prennent pour argent comptant les chiffres et les analyses de l'OMS, sans jamais se demander à quelle réalité ils correspondent exactement. C'est valable pour leurs analyses politiques.

Ainsi ils ne loupent pas une occasion pour témoigner leur fidélité au régime en période de crise, histoire de montrer à leurs maîtres qu'ils méritent toujours leur confiance. Ce sont à la fois des légitimistes et des légalistes, qui ont une foi absolue dans les représentants du régime. Et ils sont loin d'être les seuls.

LO.

- Covid-19 : vaccin et incurie gouvernementale - 29 Décembre 2020

- Fin décembre, la France comptait au titre du Covid-19 plus de 2,55 millions de cas confirmés, près de 25 000 patients hospitalisés, dont 2 650 en réanimation, et totalisait 62 700 décès. Face à cela, on ne peut qu'être soulagés de savoir que les chercheurs ont trouvé et élaboré un vaccin en un temps record.

Pour stopper les ravages du virus, c'est à une vaccination généralisée, la plus rapide possible, qu'il faudrait procéder.

LVOG - Quelle bande d'abrutis finis ! La suite de l'article était consacré à s'en prendre à ceux qui refusent de se faire vacciner "*Une campagne a maintenant débuté dans les médias, à l'initiative du gouvernement, pour inciter la population à se faire vacciner, arguments scientifiques à l'appui*".

Demain la vaccination deviendrait obligatoire, qu'aucun d'entre eux ne s'y opposeraient. A aucun moment ils n'évoqueront tous les traitements qui permettent de soigner la covid-19. En cela, ce sont devenus nos ennemis.

NPA

- Coronavirus : stop aux politiques autoritaires, vite une réponse sociale et démocratique ! - 30 décembre 2020

- L'épidémie de coronavirus se poursuit (...) le nombre de décès causés par le Covid-19 est remonté, évoluant maintenant en moyenne entre 250 et 410 décès par jour (530 au maximum en avril dernier), soit environ 64 000 mortEs depuis début 2020.

- La remontée de l'épidémie est d'autant plus importante que...

- Le vaccin est une réponse adéquate pour des centaines de milliers de personnes âgées ou vulnérables.

LVOG - Les cobayes idéals, ordures !

- Covid : un an de faillite sanitaire et de gestion austéritaire/autoritaire - 23 décembre 2020

- Face à l'épidémie de Covid qui est née en Chine fin 2019, c'est peu dire que le gouvernement Macron a sous-estimé la menace. (...) Et la pandémie s'est diffusée dans toute la société. Erreur initiale de toutes les bourgeoisies européennes. (...) Sentiment de supériorité impérialiste, partagé par les élites politiques et médicales

LVOG - Quelle couche de connerie ils tiennent ! Voilà comment ils ménagent Macron, en sous-entendant que la "Bête" ne savait pas à quoi s'en tenir. Ils épargnent au passage l'ensemble des "bourgeoisies européennes".

- Mutation du coronavirus... mais pas du Macronavirus - 21 décembre 2020

- Une variante du coronavirus vient d'apparaître en Grande-Bretagne (...) est « jusqu'à 70 % plus transmissible », selon le premier ministre britannique, Boris Johnson.

Ceci explique en partie l'accélération de la diffusion du virus en Angleterre, et sans doute une partie du début de rebond observé sur les courbes françaises et européennes avant la troisième vague attendue probablement en Janvier. (...)

Important : cette mutation va devenir prédominante très vite, car elle est déjà passée sans doute chez nous...

LVOG - Le délire complet. Je me demande comment on peut adhérer à de tels partis ou sectes plutôt.

CGT

- Dans un entretien au Journal du dimanche, le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez rappelle que le choix de se faire vacciner "appartient à chacun". "Personnellement, je le ferai", ajoute-t-il. sudradio.fr/AFP 3 janvier 2021

Union communiste libertaire.

- "Plutôt que d'assurer par des moyens l'accès à toutes et tous aux masques, au vaccin" - Union communiste libertaire 2 janvier 2021

LVOG - Inutile de lire la suite, une phrase suffit pour s'apercevoir que les anarchistes participent aussi au consensus avec Macron et le Forum économique mondial.

Ils voudraient qu'on porte tous des masques et qu'on se fasse tous vaccinés. Et l'écriture inclusive en prime dans leurs articles, le symbole des dégénérés. Plus conformiste et soumis, tu meurs !

La Gauche Révolutionnaire.

La Gauche Révolutionnaire, section française du Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO/CWI). 26 décembre 2020

- Le développement présumé d'un vaccin contre le Covid, dans un délai d'un an, témoigne du potentiel d'avancées scientifiques.

Le CIO soutient toutes les mesures visant à défendre la santé et à protéger tous les travailleurs et la population dans son ensemble.

World Socialist Web Site (WSWS)

Comité international de la Quatrième Internationale (CIQI)

- 31 décembre 2020 ...il est essentiel – afin de contrôler et d'éradiquer le virus – d'imposer les mesures suivantes: augmenter massivement les tests; fermer la production, les services et les établissements d'enseignement non essentiels. Même avec la production d'un vaccin, de telles mesures sont nécessaires pour sauver des centaines de milliers de vies dans l'année à venir.

- Pour rassurer à tort les travailleurs sur le fait que le virus n'est plus une menace...

LVOG - Ils entretiennent la psychose collective. Le reste de l'article était à l'avenant.

Dans un autre article.

- Les vaccinations contre le COVID-19 sont en cours aux États-Unis et en Grande-Bretagne, ce qui pourrait constituer une avancée importante dans la lutte médicale contre le virus...

LVOG - Non seulement ils ont justifié toutes les mesures liberticides adoptées par tous les gouvernements, ils ont regretté qu'elles aient été assouplies ou parfois abandonnées, et pas un mot sur les traitements efficaces contre le SRAS-CoV-2, vive les vaccins et Big Pharma.

LFI (Droite sociale)

- Critiquant la lenteur des autorités en matière de vaccination, Jean-Luc Mélenchon fustige des «décideurs en voie de panique» et une France rendue «ridicule aux yeux du monde» par ses errements. sputniknews.com 4 janvier 2021

LVOG - Lui, le ridicule ne risque pas de le tuer, sinon il serait mort depuis longtemps !

BIENVENUE AU GOUVERNEMENT MONDIAL TOTALITAIRE

Réinitialisation de l'industrie automobile mondiale.

Tesla a livré 499 550 voitures en 2020, 36 % de plus qu'en 2019 - LePoint.fr 4 janvier 2021

Alors que l'ensemble de l'industrie automobile mondiale a connu un recul historique dù à la pandémie, Tesla a réalisé une année 2020 record. LePoint.fr 4 janvier 2021

Avec les compliments de la Banque mondiale

https://www.banquemondiale.org/

Notre mission

La Banque mondiale a deux objectifs : Mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

LVOG - Traduction : En échange de la fin à l'extrême pauvreté, généralisation de la pauvreté et de la précarité sociale, la prospérité pour les oligarques et les capitalistes, les élites ou laquais à leur service, le partage de ce qui restera pour les 99% restant de la population.

2020 en 12 graphiques : L'onde de choc de la COVID-19

« Confinement », « gestes barrières » et « distanciation sociale ». Ces mots, qui font désormais partie de notre quotidien, rappellent à quel point nos vies ont été bouleversées par la pandémie de coronavirus.

Le rôle déterminant des campagnes de vaccination

La croissance devrait progresser de 4 %, mais des risques subsistent. Les vaccins et les investissements joueront un rôle primordial pour la reprise.

Une réponse sanitaire d'une ampleur sans précédent

D'une ampleur historique et déployée en quelques semaines seulement, comment s'est organisée la réponse du Groupe de la Banque mondiale ?

Soutenir l'action climatique

Nous intensifiions notre soutien à l'action climatique et aux efforts d'adaptation dans les pays en développement.

Réinitialisation version Rockefeller.

La réinitialisation de l'Amérique pour répondre au covid-19

https://www.rockefellerfoundation.org/

LVOG - Ce document est en ligne dans LVOG au format pdf.

Quel avenir meilleur nous réservent-ils ?

LVOG - A lire lentement et très attentivement. C'est le genre de document hautement révélateur qui mériterait une analyse approfondie, mais je n'en ai pas le temps. Tout y est ou presque sur la stratégie de l'oligarchie. Cela permet de comprendre l'orientation du monde, d'où elle vient. Parfois dans l'actualité politique on peut être amené à se demander d'où sort tel ou tel truc, par exemple l'engouement pour George Floyd, là vous avez toutes les réponses, en les reliant entre elles, vous comprenez mieux la situation.

Ces avancées rendront 2021 meilleure que 2020 by Bill Gates - December 22, 2020

Les dernières innovations qui nous permettront de revenir à la normale.

https://www.gatesnotes.com/About-Bill-Gates/Year-in-Review-2020

Cette année a été dévastatrice. Plus de 1,6 million de personnes sont mortes dans la pandémie de COVID-19, avec plus de 75 millions de cas et des dizaines de billions de dollars de dommages économiques. Des millions de personnes sont sans travail et ont du mal à payer leurs factures, et plus d'un milliard d'enfants passent à côté d'une période cruciale à l'école. Aux États-Unis, cette année a également vu les meurtres horribles de George Floyd et Breonna Taylor, des incendies de forêt ruineux et une élection présidentielle pas comme les autres à l'époque moderne.

Mais il y a de bonnes nouvelles à venir en 2021.

J'ai passé la majeure partie de mon temps cette année à travailler avec des collègues de la fondation et du monde entier sur les moyens de tester, traiter et prévenir le COVID-19. Quand je repense au rythme des progrès scientifiques en 2020, je suis abasourdi. Les humains n'ont jamais fait plus de progrès sur aucune maladie en un an que le monde ne l'a fait sur COVID-19 cette année. Dans des circonstances normales, la création d'un vaccin peut prendre 10 ans. Cette fois, plusieurs vaccins ont été créés en moins d'un an.

Malheureusement, nous ne sommes pas encore sortis du bois. Les modèles informatiques suggèrent que la pandémie pourrait s'aggraver au cours du prochain mois environ. Nous devons également en savoir plus sur une nouvelle variante du virus qui est apparue, qui semble se propager plus rapidement mais pas être plus meurtrière.

Il y a toujours deux raisons principales d'espérer. La première est que les masques, la distanciation sociale et d'autres interventions peuvent ralentir la propagation du virus et sauver des vies pendant le déploiement des vaccins.

L’autre raison d’espérer est qu’au printemps 2021, les vaccins et les traitements dont vous avez parlé dans les actualités commenceront à atteindre l’échelle où ils auront un impact mondial. Bien qu'il faudra encore des restrictions (sur les grands rassemblements publics, par exemple), le nombre de cas et de décès commencera à diminuer beaucoup - du moins dans les pays riches - et la vie sera beaucoup plus proche de la normale qu'elle ne l'est maintenant.

Dans cet article, je souhaite partager où en sont les innovations COVID-19 alors que nous terminons cette année et passons à la suivante. Je vais commencer par les vaccins, car ils ont tellement fait la une des journaux et c’est le domaine sur lequel on m’interroge le plus.

Comment fonctionnent les vaccins COVID-19

Vous savez probablement que deux vaccins - l'un développé par Moderna, l'autre par Pfizer et BioNTech - ont reçu une approbation d'urgence aux États-Unis. Le vaccin Pfizer / BioNTech a également été approuvé au Royaume-Uni et dans d'autres pays. Et plusieurs autres sociétés annonceront probablement bientôt les résultats d'essais cliniques d'efficacité.

Ce que vous n'avez peut-être pas lu, c'est que le succès des deux premiers vaccins est également de bon augure pour de nombreux autres candidats. Pratiquement tous les vaccins faisant actuellement l'objet d'études d'efficacité attaquent la même partie du nouveau coronavirus que les deux premiers. (C'est la protéine qui sort du virus, donnant au coronavirus sa forme en forme de couronne ainsi que son nom.) Maintenant que les chercheurs savent qu'attaquer cette protéine particulière peut fonctionner, ils ont des raisons d'être optimistes quant aux autres vaccins qui font de même chose.

Malgré cette similitude fondamentale, les différents vaccins utilisent des approches différentes pour attaquer le virus. Celles développées par Moderna et Pfizer / BioNTech impliquent ce que l'on appelle la technologie de l'ARNm, une approche que notre fondation connaît intimement, car nous finançons des recherches à ce sujet depuis 2014 afin de créer des vaccins contre le paludisme et le VIH. C’est formidable que la technologie permette maintenant des progrès sans précédent sur COVID-19.

Ce n’est pas un hasard si les vaccins à ARNm ont été les premiers à sortir. De par sa conception, ce type de vaccin peut être créé plus rapidement que les vaccins conventionnels. Il fonctionne en utilisant l'ARN messager pour fournir des instructions qui incitent votre corps à produire la protéine de pointe distinctive. Ensuite, votre système immunitaire entre en action et attaque tout ce qui présente ce pic, y compris le virus COVID-19.

La fabrication de vaccins à ARNm est relativement rapide car il est beaucoup plus facile de produire de grandes quantités d'une séquence d'ARN qui code pour la protéine de pointe que de cultiver la protéine de pointe elle-même. Et il y a un avantage supplémentaire: contrairement à la plupart des vaccins conventionnels, les vaccins à ARNm ne contiennent aucun virus, ce qui signifie que vous ne pouvez pas obtenir le COVID-19 de leur part.

Malheureusement, il n’existe pas encore beaucoup d’usines où des produits d’ARNm peuvent être fabriqués. Certains doivent également être stockés à des températures aussi basses que –70 ° C, ce qui les rend particulièrement difficiles à distribuer dans les pays en développement, bien qu'il s'agisse davantage d'un défi technique que d'un obstacle scientifique.

Un exemple de type différent de vaccin est celui fabriqué par AstraZeneca. Au lieu d'utiliser de l'ARNm, il attache la protéine de

pointe à un virus par ailleurs bénin qui provoque le rhume chez les chimpanzés mais qui est inoffensif pour l'homme. Ensuite, votre système immunitaire apprend à attaquer ce pic et vous êtes protégé du COVID-19.

Dans ses essais cliniques d'efficacité, le vaccin AstraZeneca était en moyenne efficace à environ 70%, contre 94 à 95% pour les vaccins Pfizer et Moderna. Mais 70 pour cent est encore assez élevé pour être efficace pour arrêter la maladie. Et c'est une raison d'espérer sur d'autres vaccins qui adoptent une approche similaire, comme celui de Johnson & Johnson.

Je ne vous en veux pas si vous avez du mal à suivre toutes les entreprises travaillant sur les vaccins. Mais c'est un joli problème à avoir! Avec autant d'entreprises adoptant des approches différentes, il y avait de bien meilleures chances que certaines s'avèrent sûres et efficaces. Il y en a déjà deux et d'autres peuvent arriver.

Il est rare que tant d'entreprises travaillent sur des vaccins pour la même maladie, car fabriquer un vaccin est un travail intrinsèquement risqué. Non seulement cela peut prendre des années pour mettre un produit sur le marché, mais cela peut coûter des milliards de dollars et impliquer des défis scientifiques majeurs, surtout lorsque la maladie est aussi nouvelle pour nous que celle-ci.

Pourquoi tant d'entreprises étaient-elles prêtes à prendre le risque cette fois? À en juger par les conversations que j'ai eues avec leurs principaux scientifiques et dirigeants, je pense qu'une des raisons est qu'ils ont vu une chance d'utiliser leur expertise pour aider à mettre fin à la pandémie. Cela a également aidé d'autres personnes à assumer une partie du risque financier. Dans certains cas, il s'agissait d'un gouvernement national, comme les États-Unis ou l'Allemagne. Dans d'autres, il s'agissait du groupe CEPI, la Coalition for Epidemic Preparedness Innovation, qui est financé par notre fondation et plusieurs partenaires gouvernementaux et philanthropiques.

Bien entendu, le développement des vaccins eux-mêmes n'est qu'une partie du défi. Et ce n'est peut-être même pas la partie la plus difficile.

Comment fabriquez-vous 5 à 10 milliards de doses?

Le monde devra fabriquer environ 5 milliards de doses s'il existe un vaccin qui ne nécessite qu'une seule dose, ou 10 milliards dans le scénario actuel de vaccins à deux doses. (Cela suppose que 70 pour cent de la population mondiale doivent être couverts pour interrompre la transmission de la maladie.)

Est-ce que 5 à 10 milliards de doses sont beaucoup? Eh bien, toutes les sociétés de vaccins dans le monde produisent généralement un total de moins de 6 milliards de doses par an. Cela comprend les vaccins contre la grippe, les vaccinations de routine des enfants, et ainsi de suite. Ainsi, pour produire tous les vaccins COVID-19 nécessaires sans en réduire aucun autre, la capacité de fabrication devra au moins presque doubler, et plus probablement presque tripler.

Pour aider à alléger le fardeau de la fabrication, notre fondation a aidé à mettre en place ce qu'on appelle des «accords de seconde source». Nous avons jumelé des sociétés de vaccins dans les pays riches avec des homologues des pays en développement qui se spécialisent dans la production de doses sûres, de haute qualité et abordables à un volume très élevé.

Un accord de deuxième source est conçu pour tirer le meilleur parti des deux ensembles de compétences. Une entreprise qui excelle dans la production accepte de fabriquer des produits conçus par une autre entreprise avec un candidat vaccin viable. Par exemple, le plus grand fabricant de vaccins au monde, le Serum Institute of India, produit des doses de vaccin AstraZeneca. Ils ont déjà commencé la production, il y aura donc des doses disponibles pour les pays à revenu faible et intermédiaire si le vaccin d'AZ est approuvé pour l'utilisation. Et notre fondation a assumé une partie du risque financier, donc si elle n'est pas approuvée, Serum n'aura pas à subir une perte complète.

Il est difficile de surestimer à quel point ces accords de seconde source sont inhabituels. Imaginez Ford offrant une de ses usines à Honda pour construire des Accords. Mais étant donné l'ampleur du problème et l'urgence de le résoudre, de nombreuses sociétés pharmaceutiques voient l'intérêt de travailler ensemble de nouvelles manières comme celle-ci.

Cela ressemble à la façon dont, pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont augmenté leur capacité de fabrication à un rythme époustouflant en convertissant des usines automobiles en usines de réservoirs et de camions - mais cette fois, le gouvernement n'est pas impliqué. Les entreprises réagissent à la crise en supprimant le statu quo.

Et comment distribuez-vous 5 à 10 milliards de doses dans le monde?

En plus de la fabrication, il y a le défi de s'assurer que les vaccins COVID-19 seront distribués équitablement. C'est à la fois un obstacle logistique et financier.

Seize sociétés pharmaceutiques se sont déjà engagées auprès de notre fondation à faire en sorte que les vaccins et autres

outils vitaux soient mis à disposition de manière équitable. Les meilleurs experts mondiaux en matière d'expédition et de livraison devront trouver comment déplacer tous ces vaccins à travers la planète tout en les maintenant à la bonne température à chaque étape du processus. Les gouvernements nationaux seront responsables de la distribution des vaccins dans le pays à une échelle et à un niveau de complexité comme aucune autre campagne de santé publique jamais menée.

Et les pays riches devront intensifier leurs financements par le biais d'organisations comme GAVI, qui a un bilan phénoménal en matière d'aide à la vaccination des enfants dans les pays pauvres.

La question de l'équité est une question sur laquelle Melinda et moi avons travaillé, non seulement en ce qui concerne les vaccins, mais aussi la manière dont la reprise doit englober tout le monde, y compris les personnes de couleur aux États-Unis et les habitants des pays pauvres du monde entier. . Melinda couvrira cela en détail dans notre lettre annuelle, que nous publierons le mois prochain.

Un autre défi restera lorsque les vaccins seront largement disponibles: le pourcentage important de personnes qui hésiteront à les prendre. Certains ont déjà peur des vaccins. D'autres peuvent craindre que les vaccins COVID-19 aient été précipités et soient moins sûrs que, par exemple, le vaccin contre la grippe qu'ils reçoivent chaque année. Et dans certaines communautés, les gens ont une méfiance historique compréhensible à l'égard du rôle du gouvernement dans les études médicales.

Cela n'aide pas qu'il existe de fausses théories du complot sur les vaccins, y compris certaines qui impliquent Melinda et moi. Pour notre part, nous continuerons de parler de la seule raison pour laquelle nous finançons les vaccins: parce que nous sommes passionnés par le fait de sauver des vies et de faire en sorte que tous les enfants aient une chance de devenir adulte. Nous nous sentons responsables de redonner notre richesse à la société, et nous pensons qu'aucun débouché pour nos dons ne rapporte plus de valeur au monde que d'aider à développer et distribuer des vaccins. C'est un miracle médical qui a permis de réduire de moitié le taux de mortalité infantile au cours des deux dernières décennies.

J'espère que des leaders crédibles - des politiciens, des dirigeants communautaires, des scientifiques et des médecins de famille en particulier - aideront à expliquer les garanties du système. La FDA est l'une des agences de réglementation des médicaments les plus respectées au monde pour une raison. Son processus d'approbation est sans pareil. Aucune étape de sécurité n'a été ignorée lors de l'approbation des vaccins COVID-19. Si suffisamment de personnes sont disposées à rejoindre la première vague de bénéficiaires, alors j'espère que d'autres verront les avantages et voudront en profiter aussi.

Dans la recherche de traitements, l'échec a été un succès

Comme je le dis souvent à l'équipe de la fondation, nous ne pouvons pas avoir peur d'échouer - et lorsque nous échouons, nous devons le faire rapidement et en tirer des leçons. Voici un exemple de la façon dont nous avons échoué rapidement avec des traitements potentiels contre le COVID-19, mais de la manière la plus productive possible.

En mars, nous avons rejoint Mastercard et Wellcome pour créer le Therapeutics Accelerator. L'idée était d'utiliser des robots développés par l'industrie pharmaceutique pour cribler rapidement des milliers de composés chimiques existants dans l'espoir que l'un d'entre eux puisse conduire à un traitement du COVID-19. Nous voulions savoir: est-ce que des sociétés de biotechnologie ou de pharmacie ont déjà quelque chose en stock qui pourrait être la solution à la pandémie?

La réponse était non.

C'était décevant, mais c'était une déception utile. Cela a épargné au domaine médical des millions de dollars et un an ou deux de passer laborieusement d'une entreprise à une autre, en testant un composé après l'autre. En ce sens, ce n'était pas du tout un échec. Les scientifiques savaient en quelques mois où se trouvaient les impasses, ils n'ont donc pas perdu de temps à les parcourir.

L'un des traitements efficaces dont vous avez probablement entendu parler est un stéroïde appelé dexaméthasone. La partie intéressante de l'histoire est la rapidité avec laquelle les scientifiques ont pu comprendre que cela fonctionne pour les cas graves de COVID-19.

L'essai sur la dexaméthasone a été réalisé par le biais d'un réseau appelé RECOVERY, qui a été mis en place avec divers protocoles qui lui ont permis de mener des essais rapides de médicaments COVID-19. Il n'a fallu que quatre mois à RECOVERY pour démontrer que le médicament réduisait la mortalité de 30% dans les cas graves - et ils ont réalisé cette étude au milieu de beaucoup de confusion et de désinformation sur d'autres thérapies putatives qui n'ont pas fonctionné. La dexaméthasone est devenue une norme de soins dans les cas graves, et la rapidité avec laquelle elle a été étudiée et approuvée est un bon signe pour l'avenir.

Une autre approche de traitement que vous avez peut-être déjà connue est celle des anticorps monoclonaux. Ceux-ci sont créés en prenant les anticorps dans le sang des survivants du COVID-19 et en les faisant passer à travers une protéine de pointe pour

voir laquelle collent le plus. (Plus ils sont collants, mieux ils attaquent le virus.) Ensuite, vous déterminez la séquence du gène qui fabrique cet anticorps, utilisez une usine pour en faire des milliards de copies et les donnez aux patients.

Même si vous n'avez peut-être pas entendu parler des traitements aux anticorps avant la pandémie, ils n'ont rien de nouveau. Aujourd'hui, ils sont utilisés dans certains des médicaments les plus populaires au monde, y compris les traitements contre l'arthrite.

La question clé entourant les anticorps COVID-19 est de savoir si les fabricants en fabriquent suffisamment pour pouvoir être livrés dans le monde entier? Cela dépend en partie de la taille de la dose requise. Certains traitements ont impliqué des doses allant jusqu'à 8 grammes. Si quelque chose de beaucoup plus petit - comme 0,5 gramme - fonctionne bien, il sera alors possible de traiter beaucoup plus de personnes. Les scientifiques doivent également voir s'il est possible de remplacer la perfusion IV actuelle par une dose de deux injections.

Si les chercheurs résolvent les problèmes de dosage et de perfusion, le principal facteur limitant sera la capacité de fabrication. Pour faire face à cela, notre fondation a souscrit un accord de seconde source dans lequel Fujifilm Diosynth produira un anticorps développé par Eli Lilly. Ces doses seront réservées aux pays à revenu faible et intermédiaire et seront facturées en conséquence, de sorte que des millions de doses abordables seront disponibles dans les 90 jours suivant l'approbation réglementaire.

Ce test COVID-19 inconfortable devient obsolète

Il y a beaucoup de confusion à propos des tests de COVID-19, et il est important d'être clair sur ce qui fonctionne bien et ce qui ne fonctionne pas.

Il existe trois instances différentes qui impliquent des tests de dépistage du virus. Premièrement, si vous êtes gravement symptomatique - suffisamment malade pour aller dans une clinique ou un hôpital - et que votre médecin doit savoir comment vous traiter. Au début, le système de santé américain a eu du mal à obtenir suffisamment de tests pour ces cas, mais ce problème a été en grande partie résolu.

Le deuxième cas est si vous ne présentez que des symptômes légers, voire aucun, mais que vous avez peut-être été exposé au virus. Dans ce cas, vous devez savoir si vous êtes infecté, afin de pouvoir vous isoler et protéger les autres. Même si vous n'avez pas de symptômes ou ne les avez pas encore développés, vous pouvez toujours propager COVID-19, vous devez donc obtenir vos résultats de test immédiatement.

Malheureusement, les États-Unis accusent un retard important dans ce domaine; les tests prennent souvent plusieurs jours pour fournir des résultats, les rendant pratiquement inutiles. Nous devons investir dans de meilleurs tests et des systèmes plus efficaces pour les traiter afin que les gens puissent agir rapidement pour protéger leurs proches et leurs communautés. La semaine dernière, il y avait de bonnes nouvelles à ce sujet lorsque la FDA a approuvé le premier diagnostic que les gens peuvent utiliser à la maison, sans envoyer un échantillon à un laboratoire. Cela fonctionne un peu comme un test de grossesse à domicile.

Ensuite, il y a la troisième utilisation des tests: la surveillance des maladies. Malgré ce que le nom semble impliquer, cela n'a rien à voir avec l'observation des gens. Au lieu de cela, la surveillance des maladies est ce qui permet aux experts de la santé publique d'estimer le nombre de cas dans un endroit et le taux auquel les nouvelles infections se produisent. Forts de ces informations, les dirigeants du gouvernement peuvent prendre des décisions éclairées sur les meilleurs moyens d'empêcher le virus de se propager.

Si les deux premières instances de test sont couvertes, vous devez disposer des données au niveau de la population dont vous avez besoin pour effectuer la surveillance de la maladie. Mais - comme nous le constatons aux États-Unis - si vous ne savez pas qui pourrait être infecté, vous ne pouvez pas bien le faire.

Nous avons financé un effort local à Seattle pour combler cette lacune. Des milliers de personnes dans la région - certaines symptomatiques, d'autres non - ont rempli un bref sondage en ligne, effectué un auto-test en frottant le bout de leur nez et envoyé les résultats pour traitement. Un effort similaire est en cours dans la région de San Francisco.

Une innovation intéressante qui rend ce travail possible est la possibilité de permettre aux gens de prélever leurs propres échantillons en frottant le bout de leur nez. (Une étude que nous avons financée a été la première à montrer que c'est aussi précis que l'écouvillon nasopharyngé standard.) Si vous avez déjà subi l'un des tests nasopharyngés, vous savez à quel point ils sont inconfortables et comment ils peuvent vous faire tousser ou éternuer, ce qui est une mauvaise nouvelle avec un virus respiratoire comme le COVID-19 car il augmente les risques pour les travailleurs de la santé. Avec un peu de chance, l'époque du test COVID-19 de la confiture au fond de la gorge sera bientôt révolue.

L'important dans les projets de Seattle et de San Francisco, c'est qu'ils aident les chercheurs à voir comment le virus se propage. Et à l'avenir, le système d'envoi et de traitement des kits de test sera utile pour détecter d'autres nouveaux agents pathogènes qui pourraient survenir.

Le défi des tests est particulièrement aigu en Afrique subsaharienne. De nombreux pays ne peuvent pas se permettre les tests les plus précis. Et ils ne disposent pas de l'infrastructure nécessaire pour mener des études de surveillance, de sorte que les décideurs ne travaillent pas avec les informations les plus à jour.

C'est le genre de problème que l'innovation excelle à résoudre. Plusieurs entreprises travaillent sur des tests rapides qui pourraient être produits par dizaines de millions. La première est la société britannique LumiraDx, qui a créé un appareil qui a à peu près la taille d'un téléphone portable épais, avec un lecteur de carte à une extrémité. Un agent de santé prélève un échantillon sur un patient, l'insère dans la machine et obtient les résultats en 15 minutes. Après avoir supprimé toutes les informations personnelles susceptibles d'identifier le patient, l'appareil télécharge les résultats sur un serveur central. Les analystes utilisent ensuite les données pour suivre la maladie en temps réel, donnant aux décideurs des informations à la minute près sur où concentrer les efforts de prévention et de traitement.

Notre fondation fait partie d'un effort pour déployer une offre initiale de 5 000 lecteurs dans 55 pays à travers l'Afrique. Bien que ce soit un nombre relativement petit pour une si grande superficie, c'est un bon début. Et les avantages ne se limitent peut-être pas au COVID-19: à l'avenir, les mêmes machines pourraient être utilisées pour tester le VIH, la tuberculose et d'autres maladies.

D'autres entreprises encore travaillent sur des moyens de rendre les tests hautement sensibles actuellement utilisés plus rapides et moins chers, et d'étendre la fabrication de tests moins sensibles mais moins chers de dizaines de milliers par jour à plusieurs millions par jour. Le rythme de l'innovation dans ce domaine est vraiment impressionnant et va profiter à tout le monde.

Comment vont les pays en développement?

Une chose sur laquelle je suis heureux d'avoir eu tort - du moins, j'espère que je me suis trompé - est ma crainte que le COVID-19 ne sévisse dans les pays à faible revenu.

Jusqu'à présent, cela n'a pas été vrai. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, par exemple, les taux de cas et de mortalité restent beaucoup plus bas qu'aux États-Unis ou en Europe et à égalité avec la Nouvelle-Zélande, qui a reçu tant d'attention pour sa gestion du virus. Le pays le plus durement touché du continent est l'Afrique du Sud, mais même là-bas, le taux de cas est de 40% inférieur à celui des États-Unis et le taux de mortalité est de près de 50% inférieur.

Nous ne disposons pas encore de suffisamment de données pour comprendre pourquoi les chiffres ne sont pas aussi élevés que je craignais qu'ils l'obtiennent. Cela a aidé certains pays à se verrouiller tôt. En Afrique, une autre raison peut être que la population est jeune par rapport au reste du monde et que les jeunes sont moins sensibles au virus. Une autre raison pourrait être que sa grande population rurale passe beaucoup de temps à l'extérieur, où il est plus difficile de propager le virus. Il est également possible - même si j'espère que ce n'est pas le cas - que les chiffres réels soient plus élevés qu'ils ne le paraissent car les lacunes des systèmes de santé des pays pauvres rendent difficile le suivi précis de la maladie.

Une de mes craintes s'est avérée justifiée: le COVID-19 a un effet d'entraînement sur d'autres maladies. Le mois dernier, j'ai été surpris d'apprendre que ce n'était que la 31e cause de décès la plus courante en Afrique. En comparaison, il s'est classé numéro quatre dans le monde et numéro un en Amérique.

Pourquoi est-il si bas en Afrique? Ce n'est pas seulement l'incidence relativement faible du COVID-19 là-bas. C'est aussi parce que le transfert des agents de santé pour se concentrer sur le coronavirus a perturbé les efforts de détection et de traitement du VIH / sida, du paludisme, de la tuberculose et d'autres maladies. En conséquence, le COVID-19 est resté en bas de la liste des menaces pour la santé, mais d'autres problèmes sont revenus.

Une autre raison est que les patients sont plus réticents à se rendre dans les cliniques de peur d'être infectés - et cela signifie que des conditions plus graves ne sont pas diagnostiquées. En Inde, par exemple, le taux de diagnostic de la tuberculose a chuté d'environ un tiers. Avec plus de cas non détectés, plus de personnes mourront probablement de la maladie.

C'est une autre raison pour laquelle l'objectif du monde devrait être de faire en sorte que les outils vitaux atteignent - et soient pratiques pour - tous les pays, pas seulement les pays riches.

COVID, climat et année à venir

Au printemps dernier, lorsque l'étendue de la pandémie de COVID-19 devenait claire, j'écrivais que «c'est comme une guerre mondiale, sauf que dans ce cas, nous sommes tous du même côté».

Je suis heureux d'annoncer que l'opinion optimiste selon laquelle le monde se rassemblerait pour lutter contre le COVID-19 s'est largement avérée juste (à quelques exceptions près). Il est impossible que nous soyons aussi avancés que nous si les gouvernements, les entreprises et les scientifiques du monde entier ne travaillaient pas, le plus souvent, en étroite collaboration.

Cette coopération mondiale est l'une des raisons pour lesquelles je vois des promesses dans l'année à venir - et pas seulement la promesse de maîtriser la pandémie. Je pense que le monde a également la possibilité de prendre des mesures concrètes sur l'un des autres grands défis de notre temps: le changement climatique.

L'année prochaine, des dirigeants du monde entier se réuniront à Glasgow, en Écosse, pour le premier grand sommet des Nations Unies sur le changement climatique depuis les réunions de Paris en 2015. Les États-Unis sont sur le point de reprendre un rôle de premier plan dans le développement et le déploiement des innovations en énergie propre nécessaires pour éliminer les gaz à effet de serre.

J'espère passer une grande partie de mon temps en 2021 à parler avec des dirigeants du monde entier à la fois du changement climatique et du COVID-19. Dans Melinda's et ma lettre annuelle du mois prochain, j'écrirai sur ce que l'expérience du monde avec le COVID-19 signifie pour se préparer à la prochaine pandémie. Et en février, je publierai mon nouveau livre, Comment éviter une catastrophe climatique, dans lequel je partage ce que j'ai appris de 15 ans d'étude du problème et d'investissement dans des solutions. J'espère que le livre aidera à conduire la conversation dans une direction productive.

Dans un an, je pense que nous pourrons regarder en arrière et dire que 2021 était une amélioration par rapport à 2020. L'amélioration n'est peut-être pas énorme, mais ce sera une avancée notable et mesurable pour les gens du monde entier.

J'espère que vous aurez une 2021 saine et sûre.

LVOG - Le type même du parfait psychopathe qui tire satisfaction de sa propre folie. C'est le plus dangereux, car à l'entendre on croirait être en présence d'un brave homme qui partage les souffrances des autres, pour peu qu'on oublie qu'il en est à l'origine. S'enrichir dans des proportions démesurées en imposant des sacrifices de toute nature aux plus pauvres, pour lui c'est naturel ou légitime, puisque c'est pour leur bien. Il en est persuadé. Il est investi par une mission quasi-divine.

C'est le genre de folie incurable qu'aucun argument ne peut ébranler, aucune critique ne peut l'atteindre, le tyran se prend pour un philanthrope, il faut l'éliminer pour qu'il cesse de nuire définitivement.

Haut de page

Le 10 janvier 2021

CAUSERIE ET INFOS

La prochaine causerie demain ou après-demain. De nouveaux articles en ligne dans la journée.

Hier j'ai passé la soirée en compagnie de L.V. Beethoven, le génie indépassable, ce n'est pas moi qui l'ai dit, mais les compositeurs symphoniques ou non qui lui ont succédé jusqu'à nos jours.

Beethoven voulait une société sans différences de classes, voilà qui nous est sympathique, on dirait sans classes. J'ai terminé par les symphonies n°5 et 9 et j'ai bien dormi !

Secrets d'histoire - Beethoven, tout pour la musique - 16 déc. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=X-0konMQMKQ

L'histoire contée par un monarchiste, Stéphane Bern, ne correspond pas exactement à ce que j'avais lu dans plusieurs biographies de Beethoven le républicain révolutionnaire, malheureusement disparues lors du tsunami qui avait ravagé ma maison en 2004. Peu importe.

Au réveil, comme si nous avions passé la nuit ensemble à discourir sur la société des hommes, avec Beethoven, pas avec Bern évidemment, une idée m'est venue à l'esprit. Je vous la livre sans avoir eu le temps de l'étudier, car c'est aussi ainsi que je procède. Je réfléchis longuement à toutes les idées qui me passent par la tête, car je me suis aperçu que c'était une source d'enseignements inépuisables, et plus profitable que de se pencher sur toutes les idées d'une pauvreté accablante qu'on peut lire ou entendre à longueur de temps ici ou là.

Je me suis souvenu que sa mère avait mis au monde sept enfants et que seulement trois étaient parvenus à l'âge adulte. Leur père alcoolique et leur mère décédée, c'est Ludwig qui subviendra aux besoins de ses deux autres frères. L'aurait-il pu s'ils avaient été six au lieu de deux, n'ayant pas de salaire fixe et l'époque étant perturbée par les guerres ? En quelque sorte, si les trois survivants sont parvenus à s'en sortir, ils le doivent peut-être au fait que quatre avaient disparu prématurément, voilà comment un drame devient salutaire ou se transforme en une histoire merveilleuse. De la même manière, si la surdité n'avait pas frappé cruellement Beethoven à l'âge de 31 ans, notamment, peut-être qu'il n'aurait jamais produit l'essentiel de son oeuvre au cours des 25 années qui lui restaient à vivre.

Ce destin à la fois effroyable et extraordinaire, c'est la nature qui en décida ainsi et non les hommes, puisqu'ils furent incapables de soigner ses quatre frères quand ils tombèrent sous les coups d'un virus ou d'une bactérie, fort heureusement sinon ils auraient peut-être dû se passer ou attendre longtemps avant que le génie de Beethoven s'épanouisse ou son semblable voie le jour.

Ma réflexion sur Beethoven s'arrêta là. Cependant, comme j'avais fait le lien avec un élément qui fait la Une de l'actualité de nos jours, les virus, il en est d'ailleurs mort, ma réflexion allait déboucher sur une idée apparemment étrange à laquelle la plupart des gens s'interdisent de penser parce qu'inconsciemment elle recouvre une terrible faiblesse qui concerne tous les hommes, leur profonde ignorance, à savoir : Pourquoi les hommes tiennent-ils donc tant que cela à dominer la nature, à la transformer ou plutôt à la modifier au point de la rendre méconnaissable et plus nuisible encore pour leur espèce ; Ils croient ainsi pouvoir en prendre le contrôle, alors que tout indique, que c'est impossible ou pure folie qui peut conduire à leur perte ou à la disparition de la civilisation humaine, et à l'extinction de l'espèce humaine, uniquement parce que la société et le monde sont dirigés par des hommes animés de mauvaises intentions envers le genre humain, qui relaient la soif insatiable de puissance ou de pouvoir des plus riches, ceux qui possèdent les moyens de production des biens matériels et des services. Entre leurs mains, l'humanité toute entière devait devenir leur ennemi, un cauchemar pour tous les peuples.

Il va de soi que si nous détenions le pouvoir, avant de mettre à la disposition des hommes tous ce que les scientifiques auraient découvert ou inventé, on commencerait par se demander s'ils seraient capables d'en faire un bon usage, s'ils leur profiteraient vraiment, et si la réponse était négative, nous nous abstiendrions.

C'est vrai que lorsqu'on pense à la société telle qu'elle s'est développée au cours des XIXe et XXe siècle, on ne peut s'empêcher d'observer que les progrès de la science exploités par ces monstres de cruauté, ont littéralement pourris l'ensemble de la société jusqu'à ce qu'on respire, boit ou mange, et pense, donc y compris les rapports établis ou partagés entre les hommes ayant un contenu humaniste qu'ils s'emploient maintenant à déduire systématiquement. Absolument rien n'est épargné, au point que c'est la déchéance et la médiocrité qui caractérise le mieux la société telle qu'elle est en train de devenir, et non les inégalités ou les injustices, quand on a à l'esprit l'immense richesse des monarques ou de l'aristocratie et l'extrême misère de la plèbe, le droit de vie et de mort dont ils disposaient sur leurs sujets.

On pourrait résumer cela ainsi : En inventant des procédés pour modifier la société sans tenir compte des faiblesses et des besoins de la nature humaine, les classes dominantes devaient finalement contribuer à leur destruction. Les progrès de la science qui devaient contribuer à l'amélioration de la condition humaine, devaient fatalement être détournés et se transformer en leur contraire, dès lors qu'ils serviraient les intérêts de la minorité qui détenait tous les pouvoirs.

Oter tous ses pouvoirs à cette minorité pour anéantir sa capacité de nuisance envers les hommes, éradiquer le capitalisme de la surface de la planète devrait s'imposer à tous ceux qui se réclament de l'humanisme, de la démocratie, de la liberté.

La suppression de nos libertés combinée à la menace et à la misère sociale grandissantes pourraient précipiter une révolution plus rapidement qu'on ne le croyait, reste à construire la direction pour la guider jusqu'à la victoire.

Bon dimanche, bon courage et gardez le moral.

Haut de page

Le 11 janvier 2021

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles, demain.

Je reproduis en introduction le texte publié hier augmenté d'un bref complément.

Le couvre-feu instauré en l'absence d'une menace réelle et sérieuse, c'est tout un peuple emprisonné sous un régime fasciste !

Avant-hier j'ai passé la soirée en compagnie de L.V. Beethoven, le génie indépassable, ce n'est pas moi qui l'ai dit, mais les compositeurs symphoniques ou non qui lui ont succédé jusqu'à nos jours.

Beethoven voulait une société sans différences de classes, voilà qui nous est sympathique, on dirait sans classes. J'ai terminé par les symphonies n°5 et 9 et j'ai bien dormi !

Secrets d'histoire - Beethoven, tout pour la musique - 16 déc. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=X-0konMQMKQ

L'histoire contée par un monarchiste, Stéphane Bern, ne correspond pas exactement à ce que j'avais lu dans plusieurs biographies de Beethoven, malheureusement disparues lors du tsunami qui avait ravagé ma maison en 2004. Peu importe.

Au réveil, comme si nous avions passé la nuit ensemble à discourir sur la société des hommes, avec Beethoven, pas avec Bern évidemment, une idée m'est venue à l'esprit. Je vous la livre sans avoir eu le temps de l'étudier, car c'est aussi ainsi que je procède. Je réfléchis longuement à toutes les idées qui me passent par la tête, car je me suis aperçu que c'était une source d'enseignements inépuisables, et plus profitable que de se pencher sur toutes les idées d'une pauvreté accablante qu'on peut lire ou entendre à longueur de temps ici ou là.

Je me suis souvenu que sa mère avait mis au monde sept enfants et que seulement trois étaient parvenus à l'âge adulte. Leur père alcoolique et leur mère décédée, c'est Ludwick qui subviendra aux besoins de ses deux autres frères. L'aurait-il pu s'ils avaient été six au lieu de deux, n'ayant pas de salaire fixe et l'époque étant perturbée par les guerres ? En quelque sorte, si les trois survivants sont parvenus à s'en sortir, ils le doivent peut-être au fait que quatre avaient disparu prématurément, voilà comment un drame devient salutaire ou se transforme en une histoire merveilleuse. De la même manière, si la surdité n'avait pas frappé cruellement Beethoven à l'âge de 31 ans, notamment, peut-être qu'il n'aurait jamais produit l'essentiel de son oeuvre au cours des 25 années qui lui restaient à vivre.

Ce destin à la fois effroyable et extraordinaire, c'est la nature qui en décida ainsi et non les hommes, puisqu'ils furent incapables de soigner ses quatre frères quand ils tombèrent sous les coups d'un virus ou d'une bactérie, fort heureusement sinon ils auraient peut-être dû se passer ou attendre longtemps avant que le génie de Beethoven s'épanouisse ou son semblable voie le jour.

Ma réflexion sur Beethoven s'arrêta là. Cependant, comme j'avais fait le lien avec un élément qui fait la Une de l'actualité de nos jours, les virus, il en est d'ailleurs mort, ma réflexion allait déboucher sur une idée apparemment étrange à laquelle la plupart des gens s'interdisent de penser parce qu'inconsciemment elle recouvre une terrible faiblesse qui concerne tous les hommes, leur profonde ignorance, à savoir : Pourquoi les hommes tiennent-ils donc tant que cela à dominer la nature, à la transformer ou plutôt à la modifier au point de la rendre méconnaissable et plus nuisible encore pour leur espèce ; Ils croient ainsi pouvoir en prendre le contrôle, alors que tout indique, que c'est impossible ou pure folie qui peut conduire à leur perte ou à la disparition de la civilisation humaine, et à l'extinction de l'espèce humaine, uniquement parce que la société et le monde sont dirigés par des hommes animés de mauvaises intentions envers le genre humain, qui relaient la soif insatiable de puissance ou de pouvoir des plus riches, ceux qui possèdent les moyens de production des biens matériels et des services. Entre leurs mains, l'humanité toute entière devait devenir leur ennemi, un cauchemar pour tous les peuples.

Il va de soi que si nous détenions le pouvoir, avant de mettre à la disposition des hommes tous ce que les scientifiques auraient découvert ou inventé, on commencerait par se demander s'ils seraient capables d'en faire un bon usage, s'ils leur profiteraient vraiment, et si la réponse était négative, nous nous abstiendrions.

C'est vrai que lorsqu'on pense à la société telle qu'elle s'est développée au cours des XIXe et XXe siècle, on ne peut s'empêcher d'observer que les progrès de la science exploités par ces monstres de cruauté, ont littéralement pourris l'ensemble de la société jusqu'à ce qu'on respire, boit ou mange, et pense, donc y compris les rapports établis ou partagés entre les hommes ayant un contenu humaniste qu'ils s'emploient maintenant à déduire systématiquement. Absolument rien n'est épargné, au point que c'est la déchéance et la médiocrité qui caractérise le mieux la société telle qu'elle est en train de devenir, et non les inégalités ou les injustices, quand on a à l'esprit l'immense richesse des monarques ou de l'aristocratie et l'extrême misère de la plèbe, le droit de vie et de mort dont ils disposaient sur leurs sujets.

On pourrait résumer cela ainsi : En inventant des procédés pour modifier la société sans tenir compte des faiblesses et des besoins de la nature humaine, les classes dominantes devaient finalement contribuer à leur destruction. Les progrès de la science qui devaient contribuer à l'amélioration de la condition humaine, devaient fatalement être détournés et se transformer en leur contraire, dès lors qu'ils serviraient les intérêts de la minorité qui détenait tous les pouvoirs.

Oter tous ses pouvoirs à cette minorité pour anéantir sa capacité de nuisance envers les hommes devrait s'imposer à tous ceux qui se réclament de l'humanisme, de la démocratie, de la liberté.

Un complément ajouté dimanche après-midi

Jusqu'au XXe siècle, c'est la nature qui se chargea de réguler la démographie mondiale, tandis que le développement des forces productives assurerait sa lente progression, mais dès que les hommes inventèrent les médicaments de synthèse et conçurent des vaccins, cet équilibre, qu'on n'arrive même pas à concevoir de nos jours, fut rompu et la machine à se reproduire s'emballa pour passer de moins d'1 milliard d'êtres humains à 7,8 milliards à peine un siècle plus tard, allant jusqu'à remettre en cause les fondements de la civilisation humaine et annuler les progrès fulgurant qu'elle avait réalisés au cours des deux derniers siècles.

Cependant, on ne peut pas comprendre ce qui s'est réellement passé ou on peut être porté à rejeter ce constat ou voir même à le condamner violemment, si on n'a pas à l'esprit que ce processus historique se déroula inconsciemment, ou si on ne fait pas la distinction entre le développement de la démographie mondiale et les conditions dans lesquelles il s'est réalisé, et il en va de même quand on aborde le développement des forces productives. On a tendance à ne considérer que les résultats positifs de ce processus, et à oublier les conditions dans lesquelles il s'est développé, du coup on passe à côté des conséquences négatives qui en ont découlé et qui vont s'accumuler au fil du temps, au point qu'ils finiront par l'emporter sur les bénéfices qu'en avaient tirés les hommes jusque là. En continuant dans cette voie, la civilisation humaine allait s'engager dans un processus de dégénérescence irréversible aussi longtemps que le système économique qui en était à l'origine ne serait pas aboli.

Vous aurez constaté que ceux qui se focalisent sur les conséquences de la surpopulation mondiale, l'imputent au sous-développement économique et social de certains pays ou continents, alors qu'ils ont contribué à les maintenir sous leur domination pour mieux les exploiter et les piller, tout en mettant à leur disposition les moyens de réduire leur taux de mortalité infantine et d'augmenter l'espérance de vie de ces peuples, de sorte que leur population augmenta à une vitesse fulgurante, tandis que leurs moyens d'existence stagnaient ou progressaient beaucoup plus lentement, ainsi que leur niveau de conscience politique ou de leurs conditions, ce qui permit de les maintenir dans la pauvreté et la précarité, y compris de nos jours, bien qu'ils consomment davantage qu'autrefois, car leur niveau de vie ne s'est amélioré qu'en apparence ou superficiellement au détriment de leur qualité de vie ou de leur liberté.

Ils sont rejoints par ceux qui nient l'existence de cette surpopulation mondiale, et qui leur dénient le droit d'accéder au même niveau de développement qu'eux. Pour préserver leur niveau de vie supérieur, ils sont prêts à réduire la production mondiale, mais à condition de ne pas en subir les conséquences, pire, à condition que cela leur permette d'améliorer leurs conditions d'existence au détriment de celles des autres peuples, mais cela ils ne le diront pas.

Dans tous les cas de figure, car il y en a d'autres, par exemple, il y en a qui prétendent que la population et la production mondiale pourraient continuer de croître indéfiniment, aucun n'envisagent de remettre en cause ce qu'ils considèrent être les acquis du capitalisme, y compris les anticapitalistes, et qui en réalité sont le produit de ce processus inconscient, dans lequel figure le développement anarchique et mercantile des sciences et des technologies qui ont abouti aux aberrations ou monstruosités qu'on connaissaient déjà, qu'on est en train de découvrir ou qui remontent à la surface, le plus souvent encadrées et cautionnées par des règlements ou des mesures législatives favorables aux industriels, qui peuvent polluer ou intoxiquer, empoisonner littéralement la population, dévaster notre planète en toute impunité.

Les anticapitalistes les plus dégénérés vont jusqu'à réclamer des crédits supplémentaires pour la recherche exclusivement orientée à des fins mercantiles, qui serviront à alimenter cette machine infernale nuisible à la santé de la population. Qu'on les retrouve au coté de Macron et de Big Pharma à l'origine de l'imposture au coronavirus, parmi les plus farouches partisans de la vaccination de la population et du Green New deal du Forum économique mondial qui va avec, n'a rien d'étonnant. En un mot, ils revendiquent la rupture avec le capitalisme, tout en cautionnant son orientation ou son héritage les plus néfastes qui lui servent à assumer sa survie au détriment du bien-être ou de la santé des peuples. A suivre.

- 26 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

SARS-Cov-2 : Un coronavirus ordinaire. Nous sommes tous complotistes et fiers de l'être !

Laurent Ruquier dans "On est en direct" sur France 2, samedi 9 janvier face à l'hystérique Karine Lacombe.

- Le "*taux de survie qui est de 99.965% en France parmi les personnes testées positives à la Covid-19*". programme-television.org 10 janvier 2021

Bien que ce soit la stricte vérité ou les chiffres officiels, pour les avoir déjà relayé cela lui a valu d'être accusé de complotiste

sur twitter.

Comme quoi il n'y a pas se démoraliser, à force de traiter tout le monde à tort et à travers de complotistes, y compris les serviteurs du régime, cela va finir par ne plus rien dire, il faut donc les encourager à continuer, ils sont en train eux-mêmes de saper les bases de plus en plus fragile du régime.

Ils osent tout. Forum économique mondial. Leur modèle de société totalitaire sera synonyme de beauté, humanisme, poésie.

- « *Les innovations du numérique viendront des gens capables d'associer la beauté à l'ingénierie, l'humanisme à la technologie et la poésie aux processeurs (...) Elle viendra des créateurs aptes à s'épanouir là où les arts et les lettres rencontrent les sciences, et dotés d'un sens de émerveillement rebelle...* » Walter Isaacson[1]. weforum.org 8 janvier 2021

Il n'existe pas de traitement, la preuve du contraire.

Décoré de la Légion d'honneur à 80 ans : les confidences d'un médecin de campagne resté au chevet de ses patients pendant le Covid - egora.fr 7 janvier 2021

Depuis fin avril, il utilise d'ailleurs un traitement qu'il juge "très efficace", à base notamment d'azithromycine, de zin, d'anticoagulants, loué par son confrère, le Dr Jean-Jacques Erbstein, dans un article du journal local, l'Est républicain, et menacé de poursuites par l'Ordre. "J'ai eu des résultats remarquables", assure le Dr Branchereau qui indique n'avoir eu à déplorer aucun décès et aucune hospitalisation sur les quelque 80 patients Covid qu'il a été amené à soigner jusqu'ici. egora.fr 7 janvier 2021

https://www.egora.fr/actus-pro/temoignage/63246-decore-de-la-legion-d-honneur-a-80-ans-les-confidences-d-un-medecin-de?nopaging=1

Aujourd'hui ou jamais !

Sondage : 85% des Français s'attendent à une explosion sociale dans les prochains mois - cnews.fr 19 novembre 2020

Un chiffre en nette progression. Selon un sondage exclusif établi par l'institut Ifop pour CNEWS et Sud Radio, 85% des Français s'attendent à une explosion sociale dans les prochains mois dans le pays, soit 13 points de plus que la dernière mesure, en janvier 2020.

Dans le détail, 26% des répondants estiment en être «certains» et 59% que c'est «probable».

Côté âge, ce sont les 50-64 ans qui en sont le plus convaincus (88%), les 35-49 ans (87%) et les 25-34 ans (87%). Les 18-24 ans affichent quant à eux le score le plus «faible». Ils sont 77 % à l'envisager, soit 11 points de moins que les 50-64 ans.

Outre la proximité politique, l'appréhension du risque d'explosion sociale dans le pays apparaît également liée à la catégorie socioprofessionnelle puisque 92% des ouvriers s'attendent à une explosion sociale, contre 79% des cadres, soit un écart de 13 points. cnews.fr 19 novembre 2020

LVOG - C'est la psychose collective dans laquelle ils sont entrés et enfermés qui les retient de se soulever, elle était faite pour cela... Tous ceux qui au sein du mouvement ouvrier ont alimenté cette psychose collective, et qui vous disent qu'il faut chasser Macron sont des imposteurs ou des charlatans, ne les prenez pas au sérieux.

L'Etat policier renforce son appareil de répression.

Vers une prochaine création d'un nouvelle force de police pour lutter contre les troubles graves? - sputniknews.com 9 janvier 2020

Une unité d'élite nationale devrait être mise en place l'été prochain au sein de la police française, selon des informations d'Europe 1. Comptant 200 CRS, elle serait chargée de rétablir l'ordre en cas de violences urbaines et de troubles graves.

Le ministère de l'Intérieur prévoit de doter prochainement la police d'une unité d'élite nationale qui sera baptisée Force d'appui rapide (FAR) et qui aura pour objectif de rétablir l'ordre en cas de violences urbaines, d'après Europe 1. La nouvelle unité sera composée de 200 CRS, divisés en deux groupes, qui interviendront en cas de troubles graves. Les hommes, spécialement formés et équipés, devraient être prêts à partir en 15 minutes, partout en France.

C'est l'actuelle compagnie de CRS numéro 8, basée à Bièvres, en région parisienne, qui devrait devenir le pivot de la nouvelle unité. Toujours selon Europe 1, cette force sera équipée de moyens spéciaux, comme un nouvel uniforme anti-feu, un casque plus léger, ainsi que des 4x4 rapides pouvant franchir des barricades au lieu des actuels fourgons.

La mise en place de la nouvelle force est prévue pour l'été prochain. sputniknews.com 9 janvier 2020

La désinformation à un tarif corrupteur ne laisse pas indifférent.

Selon les informations de C8, Laurent Delahousse, la figure phare du 20 Heures sur France 2, gagnerait 15 000 euros par mois. C'est à peine plus que le présentateur du 19h45 de M6, Xavier de Moulins, qui émargerait à 14 000 euros par mois.

Confirmation que TF1 signe les plus gros chèques : Anne-Claire Coudray toucherait, à la fin de chaque mois, environ 30 000 euros, et Gilles Bouleau 5 à 10 000 euros de plus. Jean-Pierre Pernaut, en quittant son siège de présentateur du 13 heures, renoncerait à des émoluments situés entre 50 et 60 000 euros par mois.

Claire Chazal, quand elle était présentatrice du JT, avait un salaire autour de 120 000 euros par mois. voici.fr 6 janvier 2021

LVOG - Regardez encore la télévision, c'est s'abrutir un peu plus chaque jour...

Totalitarisme en famille. Quand les tyrans se font passer pour des démocrates.

LVOG - Notez que cet exercice consiste à défendre quelque chose qui n'existe pas, à l'instar du réchauffement climatique de nature anthropique, la pandémie au coronavirus ou encore le terrorisme qui n'est rien d'autre que leur créature.

Macron a "confiance dans la force de la démocratie" aux USA - Reuters 7 janvier 2021

Intrusion au Capitole : "La France aussi doit se prémunir, il faut renforcer la légitimité de nos institutions démocratiques", affirme Valérie Pécresse - Franceinfo 6 janvier 2021

"Le sujet, c'est vraiment la légitimité de nos institutions", a ajouté la présidente de la région Île-de-France, après les violences qui se sont déroulées à Washington. Franceinfo 6 janvier 2021

"Une honte", "tragédie": Clinton, Bush, Obama et Carter s'insurgent après l'intrusion au Capitole - BFMTV 6 janvier 2021

Les trois prédécesseurs direct de Donald Trump ont notamment tous pointé du doigt la responsabilité de l'actuel président américain, qui refuse toujours de reconnaître sa défaite face à Joe Biden. BFMTV 6 janvier 2021

Violences à Washington: l'UE dénonce un "assaut inédit contre la démocratie américaine" - BFMTV 6 janvier 2021

Le chef de la diplomatie européenne, le président du Conseil et le président du Parlement ont condamné unanimement les violences provoquées à Washington par les partisans de Trump ce mercredi soir. BFMTV 6 janvier 2021

Washington: George W. Bush condamne l'"insurrection" du Capitole, digne d'une "république bananière" - BFMTV 6 janvier 2021

Washington: Twitter et Facebook suspendent le compte de Donald Trump - BFMTV 6 janvier 2021

Après avoir supprimé, au côté de Youtube, la vidéo du président américain où ce dernier persistait à dire que l'élection lui avait été volée, les deux géants des réseaux sociaux ont finalement suspendu son compte pour plusieurs heures. BFMTV 6 janvier 2021

Sous le choc, le monde des affaires appelle Trump à «mettre fin au chaos» - La Tribune 7 janvier 2021

"Nous valons mieux que ça", a affirmé le patron de la plus grande banque du pays JPMorgan Chase, Jamie Dimon, en condamnant "fermement" dans un tweet les agissements des manifestants.

A la tête de la banque Citigroup, Michael Corbat s'est, lui, dit "dégoûté" par les événements.

Le patron d'Apple, Tim Cook a déploré de son côté un "chapitre triste et honteux de l'histoire" des Etats-Unis.

IBM a aussi condamné "l'anarchie sans précédent" observée à Washington et appelé à l'arrêt "immédiat" des violences.

"Ces actions n'ont pas leur place dans notre société et elles doivent cesser pour que notre système démocratique puisse fonctionner", a ajouté la société.

Pour Richard Trumka, président du puissant syndicat AFL-CIO, les violences au Capitole sont "un assaut impensable contre la démocratie".

"Le chaos dans la capitale de la nation est la conséquence d'efforts illégaux pour changer les résultats légitimes d'une élection démocratique", a aussi fustigé le lobby Business Roundtable, qui représente les plus grandes entreprises américaines.

Le groupe, qui regroupe des fleurons américains allant d'Apple à Boeing en passant par American Express ou Best Buy, a dans la foulée appelé "le président et les autorités à mettre fin au chaos et à faciliter une transition politique pacifique".

La Chambre américaine du Commerce a également exhorté dans le courant de l'après-midi à "cesser immédiatement les attaques" contre le Capitole. La Tribune 7 janvier 2021

Le pape appelle les Etats-Unis à protéger les valeurs démocratiques - Reuters 10 janvier 2021

LUTTE DE CLASSE ET TRIBUNE LIBRE

Mes commentaires dans le blog du Dr. Maudrux.

LVOG - A défaut de pouvoir intervenir sur le terrain, compte tenu également que mes lecteurs ne souhaitent pas qu'on se dote d'une organisation pour mener le combat politique, et que je suis systématiquement censuré quand j'interviens dans un blog politique, il me reste peu d'espaces pour m'exprimer à peu près librement ou présenter aux travailleurs mes idées qui demeurent fidèles au socialisme. Je m'y exprime en mon nom et non sous un pseudonyme, et j'ai conscience d'engager ainsi La Voix de l'Opposition de Gauche. J'ai publié beaucoup d'autres commentaires que ceux qui figurent ci-dessous, sans jamais renier mes principes. J'espère que les lecteurs apprécieront.

Le commentaire que je n'ai pas osé envoyer au blog du Dr. Maudrux

Feu mon père était menuisier en bâtiment, très pauvre il vouera toute sa vie un culte au pouvoir, aux puissants, aux patrons, aux institutions, au régime, plus conformiste que lui cela n'existait pas, moi je les exécrais depuis pratiquement ma naissance, et en vieillissant (65 ans) cela ne s'est pas arrangé puisque je leur voue une haine sans fond tout à fait justifié ou compte tenu que les faits m'ont amplement donné raison.

Il y en aura toujours pour justifier l'exploitation et l'oppression, la pauvreté, les famines, les guerres, la tyrannie avec sa cohorte de mensonges ou d'hypocrisies, parce qu'ils sont satisfaits du statut que leur avait réservé cette société que je n'ose même pas qualifier, tant elle est injuste et moralement immonde.

Un commentaire que j'ai osé envoyer au blog du Dr. Maudrux le 8 janvier 2021

Cela pourrait avoir un lien avec la loi de la valeur.

Dans la mesure où elle correspond au temps de travail socialement nécessaire pour produire une marchandise, compte tenu qu'il correspond à la force de travail qui a été dépensée lors du procès de production, et que la force de travail correspond à son tour à ce qui est nécessaire à l'entretien du producteur, et que celui-ci (l'entretien) renferme également de la force de travail, la force de travail est elle-même une marchandise. Si on n'a pas compris cela, ce n'est pas la peine d'aller plus loin.

On peut en déduire grossièrement, que moins une marchandise renfermera de force de travail, plus sa valeur baissera, et plus elle baissera, plus ce qui correspond à l'entretien du producteur baissera également, ce qui se traduira par sa paupérisation.

C'est la division du travail poussée à outrance qui permet d'arriver à ce résultat.

Si vous produisez un breuvage constitué d'un mélange d'eau et d'alcool, et que c'est l'alcool qui pour l'essentiel constitue sa

valeur, moins il contiendra d'alcool et moins il aura de valeur.

Si vous avez plusieurs cordes à votre arc, si une lâche, vous pourrez toujours vous raccrocher aux autres, mais si vous n'en posséder qu'une, vous n'aurez plus de place sur le marché du travail, vous serez éliminé.

C'est un système économique impitoyable, et on commence seulement à s'en rendre compte, bien que la plupart des gens ont du mal à l'admettre par crainte de ce qu'ils découvriraient, en espérant toujours être épargnés. Peine perdue, aujourd'hui nous sommes tous logés à la même enseigne à subir un régime tyrannique. La question est de savoir si on le garde quitte à vivre un terrible cauchemar ou si on s'en débarrasse pour de bon.

Un commentaire que j'ai posté le 6 janvier au psychiatre Frédéric Badel, mais qui n'a pas été publié.

Pro ou anti vaccin : l'avis du psychiatre Frédéric Badel - le-journal-catalan.com24 décembre 2020

https://www.le-journal-catalan.com/pro-ou-anti-vaccin-lavis-du-psychiatre-frederic-badel/86849/

- Votre analyse a le mérite d'être claire, précise, d'aller à l'essentiel et surtout de ne pas s'écarter des faits, de la réalité que de nombreuses personnes fuient pour des raisons diverses.

Reste à savoir comment on pourrait la traduire sur le plan politique, à la manière des penseurs du XIXe siècle qui imaginèrent qu'il était possible de changer de société à partir de la réalité, et non à partir de désirs inconscients ou d'une crise de mégalomanie, et qui proposèrent une alternative au capitalisme, dont les abominations remplissaient d'effroi la conscience des esprits éclairés de leur époque.

Comment renouer avec ce processus historique, social et humaniste ? De la réponse à cette question dépend le destin de l'humanité.

Commentaire posté le 7 janvier 2021

Je partage l'essentiel de votre constat, hormis le dernier.

Vous devriez admettre que c'est vous qui avez eu l'illusion ou la faiblesse de croire que le Pr. Raoult était devenu « un opposant au pouvoir totalitaire », ce qu'il ne sera sans doute jamais. Vous avez pris vos désirs pour la réalité, si je peux me permettre, et vous êtes loin d'être le seul.

Avec des références aussi marquées à droite que Sarkozy, Estrosi, Douste Blasy en encore BHL ou Onfray, auxquels on peut ajouter trois théoriciens du néolibéralisme qui structurent sa pensée, cités dans un cours à l'IHU, Milton Friedman, Friedrich Hayek et Karl Popper, le doute ou la confusion n'était pas permis. Il n'est pas rentré au bercail, il ne l'a jamais quitté en réalité. D'où aussi sa médiatisation sur laquelle la plupart des gens se sont mépris également ; Une farce ou une mauvaise comédie à laquelle il a accepté de se livrer ou dans laquelle il avait un rôle à jouer, dont il connaissait parfaitement la partition quitte à en berner plus d'un, dont vous, mais pas moi.

C'est le genre de personnage qui est bien trop ambitieux et arrogant, imbu de son éminente personne pour rompre avec le régime, il est même prêt à en assumer tous les crimes si nécessaires. C'est le piètre spectacle qu'il offre maintenant qu'on est entré dans la première phase consistante de cette machination, la vaccination, il en va toujours ainsi, et je ne vois pas pourquoi il changerait, puisque ceux qui le soutiennent n'y trouvent rien à redire, ils sont aussi fanatisés que ses opposants.

J'ai soutenu le Pr. Raoult, uniquement parce qu'il avait mis en lumière l'existence d'un traitement pour faire face à la convid-19, contrairement à ce qu'affirmaient l'OMS et Macron. Je n'ai jamais été plus loin.

J'ai cessé de le soutenir inconditionnellement le 18 septembre 2020 après cette sortie lors de son audition au Sénat : Port du masque obligatoire : « C'est intelligent », estime Didier Raoult – rtl.fr 15 septembre 2020

Plus tard j'écrirai à juste titre : Les Pr. Raoult et Perronne sont des spécialistes de la langue de bois, du double discours sur absolument tous les sujets, test, masque, confinement, vaccin, etc. d'une phrase à l'autre, vous remarquerez en y prêtant attention, qu'ils disent tout et son contraire…

Leurs partisans ou adversaires fanatisés ne réaliseront pas, qu'au fil du temps Macron (et les médias) s'en servira pour justifier sa politique liberticide et antisociale, ce qu'assume à demi mot le Pr. Raoult, cela vous choque et je peux le comprendre.

S'il devait être sanctionné par l'Ordre des médecins, il va de soi que je le soutiendrais comme je viens de soutenir le Pr Perronne, il faut faire la part des choses sous peine de se tromper d'ennemis, et si tout n'est pas parfait ou on ne fait pas toujours ce qu'on

veut, il faut faire avec les hommes tels qu'ils sont.

Autre commentaire posté le 7 janvier 2021

J'essaie de comprendre.

J'ai survolé ce document (metaevidence.org) en béotien en médecine ou en biologie. Voici ce que j'ai constaté.

Chaque fois que les conclusions d'une étude présentait une diminution importante en pourcentage des décès (93, 89, 86%), elle était accompagnée de la mention suivante : "decrease in deaths but with a low degree of certainty due to high risk of bias", qui signifie diminution des décès, mais avec un faible degré de certitude en raison du risque élevé de biais, alors que valent-elles, quelles conclusions en tirer ?

J'ai l'impression qu'on est en train de se noyer dans une multitude d'études ou qu'à vouloir trop prouver on ne prouve rien.

Je pense que rien ne vaut les observations ou les résultats obtenus directement sur le terrain par les médecins, dès lors qu'on est absolument certain que les patients traités ont bien été infectés par le SARS-CoV-2 ou que les tests PCR positifs ont été confirmés par d'autres examens, car après il n'est pas possible de raconter n'importe quoi ou de tricher, la méthode est fiable.

Sur ce plan-là, je ferais confiance au Pr. Raoult qui a pratiqué ainsi, par exemple, après l'avoir descendu ailleurs, mais c'était un tout autre sujet ou je ne mélange pas pratique médicale et arguments basés sur des spéculations hasardeuses ou reposant sur des affirmations sans réelles valeurs.

A propos de la dernière vidéo du Pr. Raoult.

A bien des égards, en l'écoutant très attentivement a rejoint le club des Pieds nickelés du Conseil scientifique de Macron ou il ne l'avait jamais réellement quitté.

Soin, mutants, vaccin - IHU Méditerranée-Infection 5 janvier 2021

https://www.youtube.com/watch?v=U7CmzEW8k3M&feature=emb_title

Raoult - La première forme de contamination, c'est la famille, et la première forme de toutes les contaminations dans les familles, c'est entre conjoints, alors quand il y a quelqu'un qui est porteur du virus, il ne faut pas dormir dans le même lit que lui, il ne faut pas le faire, ça c'est la première chose, et deuxièmement il faut porter des masques, et troisièmement, il faut avoir des bouteilles d'alcool, et se passer de l'alcool sur les mains en permanence...

JCT - Quel délire ! Toutes les personnes qui sont passées outre ces recommandations ou injonctions ("il faut", "il ne faut pas") au cours des décennies précédentes, que ce soit avec la grippe, la rougeole, la varicelle, etc. qui ont peut-être été contaminées mais ne s'en sont même pas aperçues, vont sourire ou pleurer en l'écoutant, car la raison a semble-t-il quitté aussi bien les pro que les anti Raoult.

- Les gens qui sont positifs, on ne peut pas les laisser fonctionner sur le plan social de la même manière que les gens qui sont négatifs...

JCT - Bref, enfermez-les ! Les faux positifs apprécieront.

Et pour finir, après avoir tout dit et son contraire, au final il n'est pas opposé à la vaccination.

Son discours comporte deux parties, la première où il abonde dans le sens du gouvernement, la seconde où il le sermonne, de manière à ce que son discours soit équilibré et puisse être apprécié par les uns et les autres, de sorte que dans tous les cas de figure, il s'en tire bien ou en tire profit, tandis que les dindons de la farce seront ceux qui auront suivi ses recommandations ou celles du gouvernement puisque ce sont les mêmes.

J'ajoute un mot le 9 janvier.

Personnellement, quand ma fille de quelques mois eut la varicelle et qu'elle la refila à sa mère, j'ai continué de les tenir dans mes bras et de les embrasser, on a continué à dormir dans le même lit et je n'ai pas attrapé la varicelle.

Voilà ce que ces despotes veulent éradiquer : la vie, votre liberté.

Tous les jours, partout, tout au long de votre vie, depuis votre naissance, vous allez être en contact avec des gens qui sont porteurs de virus potentiellement dangereux ou vous allez êtres exposés à des virus qui traînent absolument partout sur différences surfaces ou différents supports ou matériaux, vous allez être contaminé sans pour autant tomber malade ou mourir !

Manipulation des consciences en macronie. Un non-dit est parfois pire qu'un mensonge.

La Tribune des travailleurs (POID) - Quand les travailleurs sont déterminés » ?… Ils le sont ! Par Daniel Gluckstein 6 janvier 2021

Gluckstein - Le 20 janvier, sauf ultime manœuvre (toujours possible), Trump quittera la Maison-Blanche. Il laissera derrière lui l'image du président qui, selon le recensement effectué par le très sérieux Washington Post, aura diffusé plus de 22 000 informations mensongères durant son mandat.

Président des mensonges : ce titre pourrait lui être disputé par le Bonaparte au petit pied qui trône à l'Élysée...

LVOG - J'ignore du combien chausse Gluckstein, mais ce qui est sûr, c'est qu'il aurait toutes les chances de l'emporter s'il concourait à cette épreuve ou en tous cas il serait bien placé !

Il fallait oser le dire.

Rappel. David Rockefeller, Commission Trilatérale, 1991 : "*Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans...*"

"*Le très sérieux Washington Post*"... adulé par Rockefeller, pilier du groupe Bilderberg et porte-parole du Forum économique mondial, on s'étrangle en lisant cela, quel énorme mensonge ! Obama fut son président, qu'il en pince maintenant pour Biden, c'est dans l'ordre des choses. J'espère que les lecteurs ne l'oublieront jamais, car ce qui nous attend va être pire que tout ce qu'on a connu sous tous les présidents américains réunis depuis 1776.

Gluckstein en VRP de Big Pharma et ministre de la Santé de Macron.

Et quand il s'en prend à Macron, c'est pour lui reprocher "*l'incroyable retard de la campagne de vaccination*", car en plus le POID est le porte-voix de Big Pharma, de l'OMS financée à hauteur de 80% par l'oligarchie financière...

Gluckstein - Tout le monde sait que Macron est un menteur à la tête d'un gouvernement de menteurs. Mais nul ne remet en cause sa présidence, aucun dirigeant des partis de «gauche» n'exige son départ : en ce début d'année.

LVOG - Ils ont de qui tenir, Gluckstein peut mentir autant qu'il veut, les militants de son parti n'exigeront pas son départ.

Gluckstein - ...les travailleurs sont en droit de se tourner vers les dirigeants et de leur poser la question : « Mais vous, dirigeants des organisations ouvrières, quand manifesterez-vous une véritable détermination à conduire le combat victorieux de toute la classe ouvrière pour ses revendications, pour faire reculer le gouvernement et, au-delà, créer les conditions pour le chasser ? »

LVOG - Ils peuvent attendre indéfiniment. C'est le but de la manoeuvre.

Se tourner vers des dirigeants pourris jusqu'à l'os ou corrompus par le régime pour qu'ils conduisent "*le combat victorieux de toute la classe ouvrière pour ses revendications, pour faire reculer le gouvernement et, au-delà, créer les conditions pour le chasser ?*", mais c'est à croire qu'il a envie de la conduire à l'abattoir.

Existe-t-il encore un militant écervelé au point de croire possible un truc pareil ? Si cela ne s'est jamais produit nulle part dans le monde en deux siècles de lutte de classe, c'est tout simplement parce que c'est impossible que cela se réalise, c'est aussi bête que cela. Cela dit les militants ayant un niveau théorique misérable ou ayant été formatés par ce genre de discours seront portés à croire ce genre de bonimenteurs.

Les militants et les lecteurs qui lisent cette prose en apparence radicale ne comprennent pas qu'ils sont en train de se faire berner, j'explique en quoi et c'est très simple à comprendre, cela en est même déconcertant.

Jamais dans l'histoire de la lutte de classe dans aucun pays ou continent un appel à chasser un tsar, un empereur, un monarque, un Président, n'est parvenu à mobiliser les masses exploitées et opprimées ou à réunir les conditions pour le renverser ou aurait entraîné un changement de régime, aussi longtemps que les conditions objectives n'étaient pas réunies. Autrement dit, tant que les masses n'étaient pas affamées, tant que la majorité d'entre elles n'étaient pas réduites au chômage, à la précarité

absolue, tant qu'elles n'étaient pas vouées à la misère noire, tant qu'elles ne subissaient pas des conditions de travail et d'existence inhumaines, tant qu'elles n'étaient pas opprimées, réprimées cruellement, tant qu'elles pouvaient jouir d'un relatif confort matériel et d'une relative liberté d'expression, etc. aucune révolution ne verrait le jour et encore moins triompherait.

Question : Ces conditions prévaudraient-elles de nos jours en France ? Non, évidemment et tout le monde le sait. Ces conditions existèrent à la fin du XIXe siècle, au cours de la première moitié du XXe siècle et pendant une brève période après la fin de la Seconde Guerre mondiale, puis elles disparurent et ne revinrent jamais, même si la pauvreté ou la misère n'ont jamais disparu pour des millions de travailleurs et leurs familles, cela n'a jamais fait le compte ou n'a jamais été comparable.

Au lieu d'en tenir compte, pendant plus de 70 ans ces dirigeants et leurs prédécesseurs sont passé à côté, et c'est pour cette raison qu'il n'existe même plus en 2021 ne serait-ce que l'embryon ou la moindre trace d'un parti ouvrier révolutionnaire, en revanche les formations d'extrême droite ou liées à l'extrême droite, néo ou crypto social-démocrates ou staliniennes pullulent, ceci explique en partie cela.

Il est important de démasquer la fausse gauche ou l'opportunisme.

Si on reprenait tous les discours tenus par les dirigeants de la social-démocratie depuis un siècle, on s'apercevrait que ceux tenus par ceux qui se présentent de nos jours comme des dissidents ou des opposants à la social-démocratie tiennent en réalité le même langage adapté à notre époque.

En un mot, ils vous font miroiter un monde meilleur sans jamais s'en donner les moyens, parce qu'ils refusent de s'attaquer aux fondements du capitalisme, par conséquent vous n'en verrez jamais la couleur, c'est aussi simple que cela. Certains appellent cela un couteau sans lame pour trancher le cordon ombilical avec le capitalisme.

Ce discours démagogique convient parfaitement aux classes moyennes, aux intellectuels en général ou aux couches supérieures de la classe ouvrière, à l'aristocratie ouvrière, dont sont issus les dirigeants du mouvement ouvrier...

Quand "***la seule révolution possible***" doit conduire à préserver le régime capitaliste.

Le grand prétexte qui doit nous conduire vers la dystopie par Diana Johnstone (Consortium News 24 novembre 2020) - Mondialisation.ca, 08 janvier 2021

Pour tous ceux qui veulent éviter de se laisser formater par le modèle du FEM selon une « Grande Réinitialisation » sensée être induite par le coronavirus.

Dans leur étude « Covid-19. The Great Reset » (« Covid-19 : La grande réinitialisation ») publiée par le Forum économique mondial/World Economic Forum (WEF/FEM), les économistes Klaus Schwab et Thierry Malleret nous donnent à entendre la voix de la future gouvernance mondiale.

En intitulant leur dernière publication au sein du WEF « Covid-19 : The Great Reset », les auteurs associent la pandémie à leur propositions futuristes de façon à provoquer un concert de hauts cris d'illuminations soudaines. Dans le climat de confusion et de méfiance qui règne actuellement, l'enthousiasme avec lequel les économistes Klaus Schwab et Thierry Malleret saluent en la pandémie un signe avant-coureur du bouleversement socio-économique qu'ils présagent laisse à penser que si celui-ci ne s'était pas déclaré tout seul par hasard, ils auraient volontiers créé le Covid-19 de toutes pièces.

En effet, Klaus Schwab, le fondateur du Forum économique mondial, a déjà vigoureusement prôné la « Grande Réinitialisation » en utilisant le changement climatique comme facteur déclencheur de la crise, avant que la toute récente éclosion du Corona virus ne lui fournisse un prétexte encore plus direct de promotion pour ses projets de restructuration du monde.

D'emblée, les auteurs commencent par clamer que « le monde tel qu'il était dans les premiers mois de 2020 n'existe plus », (éd. allemande p. 12) que des changements radicaux vont façonner une « nouvelle normalité ». (id. p. 12) Nous allons nous-mêmes en être transformés : « Beaucoup de nos croyances et hypothèses sur ce à quoi le monde pourrait ou devrait ressembler vont être réduites à néant au cours de ce processus ». (id. p. 13)

Tout au long du livre, les auteurs semblent se réjouir des effets supposés des nombreuses « angoisses » suscitées par le virus, lesquelles sont censées conditionner les gens à désirer les changements radicaux qu'eux-mêmes (les auteurs) appellent de leurs vœux. Ils utilisent le jargon technocratique pour proclamer que la pandémie est déjà à l'œuvre, modifiant la mentalité humaine afin que celle-ci se conforme à la nouvelle réalité qu'ils croient inévitable.

« Notre crainte sous-jacente et peut-être persistante d'être infecté par un virus (Corona ou autre) […] va donc accélérer la marche implacable de l'automatisation […] ». (id. p. 183) Vraiment ?

« En raison de la forte appréhension – provoquée par le Coronavirus – qu'on éprouve à rester assis dans un espace fermé en compagnie de parfaits inconnus, il se peut que beaucoup de gens décident qu'ils préfèrent regarder le dernier film ou la dernière représentation d'opéra à la maison parce qu'au fond c'est ce qu'il y a de mieux à faire ». (id. p. 234)

« Il y a d'autres effets immédiats qui sont beaucoup plus faciles à prévoir, dont la propreté par exemple. La pandémie va certainement mettre davantage l'accent sur l'hygiène. En particulier, la nouvelle obsession de l'hygiène entraînera la création de nouveaux emballages. Nous serons invités à ne plus toucher aux produits que nous désirons acheter. Les plaisirs simples, comme sentir un melon ou toucher un fruit, seront mal vus et pourraient même appartenir au passé ». (id. p. 234)

Voilà bien la voix des derniers postulants à la gouvernance-mondiale ! Du haut de leur condescendance les experts décident des « besoins » des masses. Ces désirs supposés sont destinés à correspondre aux objectifs de rentabilité colportés par ces mêmes experts. Leurs plans tournent autour de l'innovation numérique, de l'automatisation massive grâce à « l'intelligence artificielle » et enfin de « l'amélioration » des humains qui seraient alors artificiellement dotés de certaines des caractéristiques des robots : par exemple, pouvoir résoudre des problèmes sans s'embarrasser de considérations éthiques.

Klaus Schwab, ingénieur et économiste de formation, est né à Ravensburg en 1938. Il a fondé son Forum économique mondial (FEM) en 1971, massivement sponsorisé par les multinationales. Ce groupe se réunit une fois par an à Davos, en Suisse – la dernière fois c'était en janvier 2020 et cela aurait dû avoir lieu l'année prochaine en mai, mais sera reporté pour cause de Covid-19.

Un puissant lobby

De quoi s'agit-il au juste ? Je décrirais volontiers le FEM comme une combinaison de cabinet-conseil capitaliste et de lobby géant. Ses visions futuristes sont conçues pour piloter les investisseurs dans les domaines rentables de ce que M. Schwab appelle la « Quatrième Révolution industrielle » (4IR) pour ensuite, une fois ces domaines définis, faire pression sur les gouvernements afin qu'ils soutiennent ces investissements au travers de subventions, d'allégements fiscaux, de marchés publics, de règlementations et de lois. En bref, le FEM est le lobby des nouvelles technologies, de tout ce qui est numérique, de l'intelligence artificielle et du transhumanisme.

Cette organisation est actuellement devenue puissante parce qu'elle opère dans l'environnement du capitalisme d'État, dans lequel le rôle de l'État (surtout aux États-Unis, un peu moins en Europe) a été largement réduit à un rôle de réponse positive aux demandes de ces lobbies, surtout dans le secteur financier.

Puisqu'ils se sentent immunisés contre les obscures aspirations des gens ordinaires par les contributions financières à leurs campagnes électorales, la plupart des hommes politiques d'aujourd'hui sont quasiment dépendants des conseils de lobbies comme le WEF afin qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire.

Au XXème siècle, en particulier pendant le New Deal, le gouvernement américain était sous la pression d'intérêts contradictoires. Le succès économique de l'industrie de la défense pendant la Seconde Guerre mondiale a donné naissance au Complexe militaro-industriel (CIM) qui est devenu un facteur structurel permanent de l'économie américaine.

C'est le rôle dominant du CIM et les lobbies qui ont finalement transformé la nation en un capitalisme d'État en lieu et place de l'institution républicaine initiale.

La preuve de cette transformation est l'unanimité avec laquelle le Congrès ne se prive jamais d'approuver des budgets militaires grotesquement gonflés. Le CIM a donné naissance à des médias et à des groupes de réflexion endoctrinant sans cesse le public sur la nécessité existentielle de continuer à investir les richesses de la nation dans la production d'armes de guerre. À moins que les électeurs ne se mettent d'accord, ils ne peuvent trouver aucun moyen d'expression politique face à des élections monopolisées par deux partis pro-MIC.

Le FEM peut être considéré comme le pendant du CIM. Il entend mobiliser les gouvernements et les leaders d'opinion pour promouvoir la « 4IR » qui dominera l'économie et la vie civile au quotidien elle-même.

La pandémie est donc juste un prétexte éphémère ; la nécessité de « protéger l'environnement » va devenir un prétexte plus pérenne. Tout comme le CIM sera présenté comme absolument nécessaire pour « protéger nos libertés », la 4IR sera présentée comme absolument nécessaire pour « sauver l'environnement » – et dans les deux cas, beaucoup des mesures préconisées auront l'effet inverse de celui recherché.

Jusqu'à présent, la tyrannie technologique de la 4IR de M. Schwab n'a pas encore trouvé sa place au sein du capitalisme d'État américain. Mais il semble que ses perspectives soient prometteuses. La Silicon Valley a massivement contribué à la campagne de Joe Biden, ce dernier s'est empressé d'intégrer ses grands pontes dans son équipe de transition.

Mais le vrai danger dans tout cela, à savoir la réinitialisation du pouvoir en entier, ne réside pas dans ce qui est là, mais dans ce

qui n'y est pas : une quelconque opposition politique sérieuse.

Peut-on rétablir la démocratie ?

Un boulevard est en train de s'ouvrir au Great Reset pour la simple et bonne raison que rien ne s'y oppose. Pas de prise de conscience généralisée des problèmes en cause ni d'organisation politique populaire efficace, rien.

LVOG - On arrêtera là. Pourquoi ? Parce que la suite de l'article orientait les lecteurs dans une direction bien déterminée qui consistait à faire croire que le capitalisme serait réformable au lieu d'envisager son éradication de la surface de la planète, le rendre acceptable pour la petite bourgeoisie ou les classes moyennes.

C'est assez bien résumé ici :

- Un renouveau de la démocratie ne peut résulter que d'un engagement organisé et ciblé sur les questions soulevées par les planificateurs de Davos, d'où se dégagerait une opinion publique bien informée qui se prononcerait sur ses choix quant aux innovations technologiques socialement acceptables et celles qui ne le sont pas.

Ou encore :

- Une analyse rigoureuse de la situation devra aboutir aux choix entre les innovations potentiellement utiles et celles qui sont inopportunes...

- L'avenir sera déterminé, pour une partie considérable, par les choix en matière d'investissement.

La chute ou la conclusion était imparable ou prévisible : Pas touche au capitalisme.

- Si le peuple veut reprendre le pouvoir, il doit réaffirmer son contrôle sur la façon dont le capital est investi et à quelles fins.

Et si le capital privé rechigne, il faudra le nationaliser. C'est la seule révolution possible – et c'est aussi le seul conservatisme, la seule façon de préserver des conditions de vie décentes. C'est en cela que consiste la véritable politique. Mondialisation.ca, 08 janvier 2021

En Chine "***l'optimisme règne***, pour qui ou dans quelles conditions ? Franchement, on s'en fout !

Neuf mois de crise COVID-19. « Le diable contempla son œuvre et vit que cela était bon » par Dominique Muselet - Mondialisation.ca, 07 janvier 2021

Neuf mois, cela fait quelque neuf mois qu'en Occident, ou plus précisément dans les pays sous domination étasunienne, nos vies sont bouleversées au prétexte d'une pandémie qui a bien moins affecté le reste du globe. Neuf mois de douloureuse et angoissante gestation pour accoucher d'une forme de gouvernance autoritaire de gestion de pénurie baptisée dictature sanitaire ou démocrature ou même Macroncrature par quelques empêcheurs de tyranniser en rond…

Rosemary's baby (Le bébé de Rosemarie)

On ne peut s'empêcher de penser à Rosemary's baby*, le film d'horreur réalisé en 1968 par Polanski. Un genre de film qui est ensuite devenu à la mode, « comme si sous la pression des soubresauts d'alors, le refoulé (le film d'horreur) devenait le seul genre susceptible de rendre compte des nouvelles réalités politiques et sociales », selon le théoricien du cinéma américain des années 1970, Jean-Baptiste Thoret. Critikat, qui le cite, précise que « toute la lignée de films américains qui suivra cet enfant monstrueux sera coordonnée à un étrange basculement qui verra un individu combattre une communauté vampirisée, un système démoniaque. » Ce sera sans succès !

Les mots employés par Thoret et Critikat pour décrire les nouvelles réalités politiques et sociales sont forts: soubresauts, communauté vampirisée, système démoniaque. A quoi font-ils référence ? Pour le comprendre, il faut revenir à 1968 qui a marqué le début de la période de transition menant à la société qui se matérialise aujourd'hui sous nos yeux médusés :

- 8 avril 1968 : Première réunion du Club de Rome. L'oligarchie de l'époque, explique le philosophe Michel Weber, a pris conscience que l'ère de folle prédation qui a suivi la révolution thermodynamique touche à sa fin dans ce monde fini, et elle cherche un autre moyen de maintenir ses profits et ses privilèges. En 1972, le club de Rome publie « Les Limites à la croissance ».

- Mai 68 : Soulèvement qui provoquera le départ du Général de Gaulle et son remplacement aux manettes de la France par

un banquier.

- Janvier 1971 : Fondation par Klaus Schwab du Forum économique mondial (FEM), massivement sponsorisé par les multinationales. Schwab vient de sortir un ouvrage intitulé Covid-19. The Great Reset (Covid-19 : La grande réinitialisation), un concept qualifié de complotiste par les médias de propagande lorsqu'il sort de la bouche de quelqu'un d'autre…

- Juin 1972 : Conférence onusienne de Stockholm, connue aussi sous le nom de Premier Sommet « Planète Terre ». Elle adopte une déclaration qui mentionne pour la première fois la question du changement climatique et établit des principes pour la préservation et la promotion de l'environnement humain ainsi qu'un plan d'action contenant des recommandations pour une action internationale sur les questions d'environnement.

- 11 septembre 1973 : Coup d'État d'Augusto Pinochet au Chili. Il signe le retour au pouvoir de l'extrême droite, note Michel Weber. Dans les démocraties occidentales le processus est plus lent mais Thatcher arrive au pouvoir en 1979 et Reagan en 1981. Avec Macron, on constate que l'extrême-centre n'a pas grand-chose à envier à l'extrême droite.

Le scénario se déroule à peu près comme prévu

Comme on le voit, le décor des 50 ans qui viennent de s'écouler est planté en deux temps trois mouvements dans les années 1970. Il s'agit pour les puissances d'argent de se rendre Maîtres du monde, sous prétexte de dangers divers et variés, et de mettre en place, subrepticement, une forme de totalitarisme technologique. Un processus qui atteint son apothéose dans le Covidisme, où contrôle et appauvrissement de la population se conjugue, sous nos yeux incrédules, avec énormes profits pour les multinationales.

Le mot totalitarisme vous paraît exagéré ? Il désigne, nous rappelle Michel Weber à la suite d'Hannah Arendt [photo à droite], un système qui ne fait plus de distinction entre le privé et le public. Un Etat intrusif qui nous dicte nos moindres faits et gestes et qui ne nous laisse pas la moindre intimité. Une intimité pourtant nécessaire à notre développement car « sans intimité il n'y a pas d'individualisation possible ».

Eh bien nous y sommes, non ? L'Etat français ne nous dicte-t-il pas nos comportements publics et privés dans le moindre détail sous peine d'amendes et même de prison ? Le Conseil d'Etat ne vient-il pas d'entériner, dans l'indifférence générale, le clone du ficher Edwige auquel Sarkozy avait dû renoncer, à savoir le fichage des opinions politiques et des conceptions philosophiques, de l'appartenance syndicale, des troubles psychologique et psychiatriques ? Sans compter la technologie qui vient aussi détruire l'espace privé. Pour Michel Weber, il s'agit même d'un totalitarisme fasciste puisqu'il cherche à préserver les intérêts d'une minorité aux dépens de la majorité.

Le programme annoncé dans les années 1970 s'est donc bien déroulé à peu près comme prévu. À la manière d'un puzzle, toutes les pièces ont été assemblées une à une, au gré des opportunités et des évènements, par les maîtres du monde qui se réunissaient régulièrement en secret, à Davos ou ailleurs, pour faire le point. Ces milliardaires ont soudoyé les hauts-fonctionnaires, les politiciens, les médias, la justice, la police, la culture, et tous ensemble, ils se sont attelés à la destruction de notre société. Eh oui, pour construire une nouvelle société, il faut d'abord détruire l'ancienne. Lorsqu'on a tous les pouvoirs, nul besoin d'être particulièrement malin. Détruire est infiniment plus facile que construire. De plus, comme nous n'avions pas l'image du puzzle qu'ils assemblaient, ni les moyens qu'ils avaient, ils avaient toujours une longueur d'avance sur nous.

Mais la France, attachée à son modèle social, ne s'est pas laissé faire et il a fallu, pour la « moderniser », employer les grands moyens, ce qui explique que notre pays soit aujourd'hui en si mauvais état.

Et le monstre nous est apparu

Pendant les neuf mois où, comme Rosemary, dans le film prémonitoire de 1968, nous avons dû rester enfermés chez nous, soumis à d'interminables angoisses, de terribles privations, d'horribles souffrances et de cuisantes humiliations ; pendant les neuf mois où nous avons dû contenir notre rage devant l'arbitraire, l'incurie et le sadisme de Macron qui n'a pas hésité à nous rendre responsables de la situation et à maltraiter nos enfants en les obligeant à porter un masque asphyxiant et à fuir leurs camarades ; pendant ces neuf mois, les Maîtres du monde ont posé les dernières pièces du puzzle.

Le puzzle représente un champ de ruines, au-dessus duquel trône l'enfant de Rosemary et du diable. Tout ce qui faisait notre vie est détruit, nos services publics, nos petits entrepreneurs, nos indépendants, notre jeunesse, notre économie, notre joie de vivre, nos espoirs, nos libertés, tout. Et de ces cendres, s'élève, comme un spectre, la nouvelle société conçue par ceux que Maffesoli appelle la secte rationaliste.

C'est une société technologique eugéniste, une société de surveillance et de distanciation composée de maîtres et d'esclaves. « Une société complètement déracinée », constate Maffesoli, qui « fait de chacun de nous des zombies, des morts-vivants ». Et de noter finement : « Les zombies n'ont pas d'ombre. L'ombre c'est la mort, la finitude, le clair-obscur de l'existence, ce que refuse la secte rationaliste. Quand on évacue l'ombre, ça donne des zombies ».

Aveuglés par leur honnêteté ?

Sommes-nous, comme Rosemary, les victimes de Satan, cet être cynique, pervers, vaniteux, égoïste et ambitieux qui a violé, avec une joie mauvaise, une pauvre femme impressionnable et sans défense pour étendre son pouvoir, ou les victimes de la bêtise et de l'incompétence de ceux qui sont censés nous protéger et nous guider, ou les victimes de notre naïveté, notre aveuglement, notre paresse intellectuelle ?

Je suis souvent étonnée que beaucoup de personnalités tout à fait respectables continuent d'affirmer que ce désastre résulte de l'incurie et de l'imbécilité de nos dirigeants et non de leur volonté de détruire notre société pour en construire une qui soit plus conforme aux intérêts de l'oligarchie. Pour Emmanuel Todd, David Cayla, Jean Loup Bonnamy et même Gilles Raveaud, le plus sensible à la détresse populaire des quatre, c'est tout simplement que Macron et sa clique ne comprennent rien au marché, à la monnaie, à l'UE, bref à rien de ce qui se passe sous leurs yeux. Ils sont dans le déni, ils ne voient pas la crise économique qui vient. « Tout ce qu'ils ont fait », insiste Todd, « a abouti à détruire l'industrie, la société civile, et assurer une croissance permanente de l'Etat dans un contexte d'explosion des partis politiques ». Dans une vidéo antérieure, il disait que Macron « a le pouvoir de faire exploser la société française, c'est ça le pouvoir de Macron ».

En effet, c'est ça son pouvoir et c'est exactement cela qu'il fait parce que c'est cela sa mission. Comment Todd, Cayla et Raveaud ne voient-ils pas que la « gestion calamiteuse » du Covid est en fait « une gestion parfaite » comme dit Michel Weber, car elle permet, en créant le chaos, de détruire les dernières défenses de la France pour mettre en place le totalitarisme à la chinoise que l'oligarchie appelle de ses vœux ? (...)

Je crois que toutes les belles âmes que je viens de citer ne peuvent pas se résoudre à croire que Macron et sa clique s'emploient volontairement à détruire notre civilisation pour reconstruire une société conforme aux intérêts de l'oligarchie. C'est le problème et la limite des gens de bien. Ils ne peuvent pas imaginer le degré de cynisme, de cruauté, de diabolisme, qui anime les bandits en costume sur mesure et cravate Hermès qui ont droit de vie et de mort sur nous.

Ils devraient pourtant savoir, comme Michel Weber nous le rappelle, que les hommes de pouvoir sont généralement des pervers narcissiques, à la fois sociopathes (manipulateurs, sans affect) et psychopathes (sadiques). Qui peut en douter en voyant Macron tout fier de nous annoncer les nouvelles tortures imaginées pour nous par une technostructure aussi dérangée que lui et aussi déterminée à « moderniser » la France ? Qui peut penser un seul instant qu'il se soucie d'autre chose que de son intérêt personnel et de celui de ses commanditaires ? Qui peut encore douter qu'il ne soit prêt à tout, je dis bien à tout, à nous déposséder, nous enfermer et nous éliminer, pour garder le pouvoir et assurer les profits et les privilèges de l'oligarchie internationaliste dont il fait partie ? Pas étonnant qu'Emmanuel Todd [photo à gauche] craigne plus un coup d'état macroniste qu'une révolution populaire…

Conclusion

Apparemment notre situation est actuellement pire que celle de la Chine qu'on nous présente pourtant comme le pire des régimes. En Chine le problème du Covid est réglé, la croissance est repartie et l'optimisme règne. En France, nous avons perdu tout à la fois notre liberté et nos moyens d'existence, et le moral est au plus bas.

Notes :

*Les référence à Rosemary's baby de l'article sont des allégories qui ne sont pas à prendre au premier degré.

** Une dystopie est un récit de fiction dépeignant une société imaginaire organisée de telle façon qu'il est impossible de lui échapper et dont les dirigeants peuvent exercer une autorité totale et sans contraintes de séparation des pouvoirs, sur des citoyens qui ne peuvent plus exercer leur libre arbitre. Mondialisation.ca, 07 janvier 2021

Flagrant dépit d'opportunisme."***En Chine le problème du Covid est réglé (...) et l'optimisme règne***"

LVOG - La réalité est cruelle pour l'auteur de l'article précédent et tous ses semblables. Davantage pour nous et ces malheureux chinois, mais elle s'en fout. Ils sont comme cela ceux qu'on appelle les intellectuels de gauche, c'est leur côté répugnant.

- La capitale du Hebei interdit à ses 11 millions d'habitants de quitter la ville - Reuters 7 janvier 2021

La municipalité de Shijiazhuang, capitale de la province du Hebei, dans le nord de la Chine, a interdit jeudi à ses 11 millions d'habitants de quitter la ville pour éviter une propagation du coronavirus alors que le pays dans son ensemble a enregistré son nombre de contaminations le plus élevé en une seule journée depuis fin juillet.

La province du Hebei a représenté 51 des 52 transmissions locales du coronavirus confirmées jeudi par la Commission nationale de

la santé. Ce nombre représente plus du double des 20 cas signalés la veille dans cette province qui entoure Pékin.

Shijiazhuang, la plus grande ville de la province, a lancé des campagnes de dépistage massif et interdit les rassemblements afin de réduire la propagation du coronavirus.

Outre l'interdiction faite aux habitants de quitter la ville, les personnes et les véhicules situés dans les zones considérées à haut risque ne sont pas autorisés à en sortir, ont déclaré les autorités.

La province est entrée mardi en "état de guerre" avec le lancement d'enquêtes pour retrouver les cas contacts de personnes testées positives.

La télévision d'Etat chinoise a rapporté que Shijiazhuang avait interdit l'accès à sa gare principale.

La ville avait auparavant exigé des voyageurs qu'ils présentent un test au COVID-19 négatif, effectué dans les 72 heures avant de monter à bord d'un train ou d'un avion.

Le nombre total de nouveaux cas pour l'ensemble de la Chine continentale s'élève jeudi à 63, contre 32 la veille, soit le bilan quotidien le plus élevé depuis que 127 cas ont été signalés le 30 juillet.

Le nombre de porteurs asymptomatiques, qui ont été infectés par le virus du SRAS-CoV-2 mais n'ont pas développé de symptômes, a également augmenté, passant de 64 la veille à 79.

Le nombre total de cas confirmés en Chine continentale depuis le début de l'épidémie dans la ville de Wuhan fin 2019 s'élève désormais à 87.278, tandis que le nombre de décès est resté inchangé à 4.634. Reuters 7 janvier 2021

LVOG - Pas de morts supplémentaires mais le terrorisme d'Etat est maintenu au maximum.

Décidément, nous ne seront jamais des adeptes du Petit livre rouge de Mao, pour faire chier ceux qui se prennent pour les héritiers du marxisme-léninisme, on préfère encore le Petit livre vert de Kadhafi ou tout simplement le Manifeste du parti communiste de Marx et Engels !

DEUXIEME PARTIE

TINA

Axel Kahn : "On ne pourra pas faire autrement que de reconfiner. Et de manière dure, comme entre le mois de mars et le mois de mai" - Yahoo Actu 8 janvier 2021

Que bel exemple de démocratie !

Suisse : faudra-t-il être vacciné pour pouvoir acheter son pain ? - LePoint.fr 8 janvier 2021

Selon le ministère de la Justice helvétique, un commerçant pourrait interdire l'entrée de son magasin à une personne non vaccinée contre le Covid.

En décembre, des organisateurs de concerts privés en Suisse, au chômage technique, ont demandé s'ils étaient autorisés à n'accepter que des spectateurs vaccinés contre le Covid-19, dans l'espoir de pouvoir reprendre rapidement leurs activités. Une question suffisamment sensible pour que Karin Keller-Sutter, la ministre de la Justice et de la Police, demande un avis de droit à des experts. La réponse est tombée peu avant Noël : votre boulanger, votre boucher ou votre coiffeur peuvent parfaitement vous réclamer votre carnet de vaccination avant de vous faire franchir leur porte.

En effet, les personnes privées ont le droit de traiter différemment les personnes vaccinées et celles qui ne le sont pas, explique le Tages-Anzeiger de Zurich dans un article intitulé « Pas d'entrée au bar sans vaccination ». Ingrid Ryser, porte-parole de l'Office fédéral (ministère) de Justice et Police, explique dans le quotidien alémanique que, « dans la relation entre deux personnes privées, le principe de l'autonomie privée s'applique. Cela vaut autant pour une visite chez un coiffeur ou un restaurant que pour une participation à un événement majeur ». La porte-parole ajoute : « Tant que rien d'autre n'est réglementé, chacun a la liberté de décider avec qui signer un contrat. » Cela à condition que les principes de protection des données soient respectés. Les informations contenues dans un carnet de vaccination étant des données personnelles sensibles.

Comment ne pas imaginer que des hôtels, des auto-écoles, ou des compagnies aériennes ne fassent pas, eux aussi, une distinction entre vaccinés et non-vaccinés ? Et que même les services publics décident d'adopter la même stratégie ? Toujours dans le Tages-Anzeiger, Eva Maria Belser, professeure de droit constitutionnel et administratif à l'université de Fribourg, dénonce ce potentiel apartheid. Pour elle, il y a un besoin urgent d'« un cadre juridique, le plus étroit possible, qui précise ce qui est et ce qui ne l'est pas », si l'on ne souhaite pas vivre dans un monde « où il faudra sortir son carnet de vaccination devant chaque boulangerie et restaurant ». D'autant qu'il n'existe pas d'obligation de vaccination de la part de l'État.

En revanche, le député libéral-radical Philippe Nantermod, interrogé par La Tribune de Genève, estime que « chacun est libre de se vacciner et chacun est libre de ne pas vouloir travailler avec des gens qui ne sont pas vaccinés. Ceux qui ne veulent pas l'être peuvent très bien ouvrir leurs cinémas ou organiser leurs manifestations ». C'est oublier un peu vite qu'un certain nombre de personnes ne peuvent tout simplement pas se faire vacciner, comme les femmes enceintes ou les personnes souffrant de certaines pathologies. De quel droit seraient-elles discriminées ?

Toutefois, la question ne se pose pas encore véritablement en Suisse. Car l'heure n'est surtout pas au déconfinement, les cas de contamination ne baissant pas, et le taux de reproduction repart à la hausse. Alain Berset, le ministre de la Santé, vient d'annoncer que les bars, les restaurants, les établissements culturels, les installations de sport, qui devaient rouvrir le 22 janvier, resteront fermés au moins jusqu'à la fin du mois de février. LePoint.fr 8 janvier 2021

Un autre modèle de démocratie. Tout un peuple offert en cobaye à Big Pharma.

- Vaccins : l'Islande s'offre à Pfizer - Courrier international 8 janvier 2021

Les autorités de l'île ont proposé au groupe pharmaceutique Pfizer que celle-ci devienne un gigantesque laboratoire afin d'observer les effets du vaccin contre le Covid-19. Le but est de mener une étude sur l'immunité collective dans ce pays insulaire, explique un quotidien catalan.

Les Islandais vont-ils devenir les petites souris des chercheurs de Pfizer?? Les autorités du pays nordique ont, en tout cas, ont proposé au groupe pharmaceutique de transformer l'île en laboratoire géant pour étudier les effets du vaccin contre le Covid-19.

"L'idée est d'utiliser l'Islande, une île de 364?000 habitants relativement isolée au milieu de l'Atlantique nord, pour réaliser une étude sur l'immunité collective", explique le quotidien catalan La Vanguardia, jeudi 7 décembre. 90 % des Islandais prêts à se faire vacciner

Pour mettre en œuvre ce projet, Pfizer devra fournir suffisamment de vaccins pour toute la population islandaise en quelques semaines. L'entreprise devrait donner une réponse d'ici à la mi-janvier, d'après les médias locaux. La Première ministre islandaise, Katrín Jakobsdóttir, veut obtenir 600?000 doses pour vacciner au moins 82 % de la population, raconte La Vanguardia.

Le pays souhaite se transformer en laboratoire pour la phase 4 du vaccin :

Il s'agit de l'étude des possibles effets secondaires et de l'efficacité du vaccin lorsqu'il est inoculé à une grande partie de la population dans un laps de temps court, et de la rapidité avec laquelle l'immunité collective est atteinte."

En tant que petite nation insulaire, l'Islande apparaît comme le candidat idéal pour cette étude grandeur nature. D'autant que 90 % des Islandais sont prêts à se faire vacciner, assure le quotidien barcelonais. Courrier international 8 janvier 2021

Sans oublier le champion toutes catégories de la démocratie.

- Covid-19 : Israël, champion de la vaccination - euronews 10 janvier 2021

Obscurantisme et inquisition.

- Covid-19 : pour le pape, s'opposer au vaccin est « suicidaire » - LePoint.fr 9 janvier 2021

Le pape François, qui se fera bientôt vacciner contre le Covid-19, estime que l'opposition au vaccin traduit un « négationnisme suicidaire ». LePoint.fr 9 janvier 2020

Etat policier et ambiance putride.

- Ambiance. En Corée du Sud, le gouvernement encourage la délation - Courrier international 6 janvier 2021

Le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité incite la population à signaler toute violation des règles sanitaires (non-port du masque, non-respect d'une quatorzaine, etc.), "promettant des bons d'achat d'une valeur de 100?000 wons [environ 75 euros] aux cent personnes les plus actives dans ce domaine", révèle Chosun Ilbo.

L'application Safety Report, créée à l'origine pour permettre aux gens de signaler toute situation susceptible de mettre une vie en danger, aurait enregistré 31?312 déclarations relatives au Covid-19 au cours du mois de décembre, soit deux fois plus qu'en novembre, selon le quotidien Maeil Kyongje.

Huh Young, professeur de droit à l'université Kyung Hee à Séoul, estime que "le gouvernement est en train de fabriquer une société de 'Small Brothers' où les gens se surveillent les uns les autres, au risque de porter atteinte à leurs droits fondamentaux", faisant allusion aux photos et vidéos souvent fournies comme preuves lors d'une dénonciation. Courrier international 6 janvier 2021

Une info biaisée ou inutile, et un amalgame destinée à faire croire qu'un vaccin vous immuniserait.

- Covid-19 : l'immunité durerait en réalité… plus de huit mois - Yahoo Actualités 7 janvier 2021

C'est un chiffre qui est largement scruté depuis le début de l'épidémie de Covid-19. Combien de temps dure l'immunité après une infection au virus. Des chercheurs australiens ont (peut-être) trouvé la réponse.

Pour la première fois, ces derniers ont révélé que les personnes qui ont été infectées par le nouveau coronavirus ont une mémoire immunitaire pour se protéger contre une réinfection pendant au moins… huit mois. De précédentes études avaient montré que la première vague d'anticorps diminuait après les premiers mois, ce qui faisait craindre que les gens perdent rapidement leur immunité.

Cette étude est le résultat d'une collaboration multicentrique dirigée par le professeur agrégé Menno van Zelm, du département d'immunologie et de pathologie de l'Université Monash, avec l'Alfred Research Alliance entre l'Université Monash, l'hôpital Alfred et le Burnet Institute. Elle a été menée sur une cohorte de 25 patients touchés par le virus sur qui 36 échantillons ont été prélevés quatre jours après l'infection puis 242 jours après. Les conclusions ont été publiées à la fin du mois de décembre dans la revue Science Immunology.

Dans le détail, les chercheurs ont découvert que des cellules spécifiques du système immunitaire (les cellules B mémoire) "se souviennent" de l'infection par le virus. Ainsi, face à une réexposition au virus, elles déclenchent une réponse immunitaire protectrice en produisant des anticorps protecteurs. Ces cellules B mémoire spécifiques du virus étaient présentes de manière stable jusqu'à huit mois après l'infection. "Ces résultats sont importants car ils montrent, définitivement, que les patients infectés par le virus COVID-19 conservent une immunité contre le virus et la maladie. Cela a été un nuage noir suspendu au-dessus de la protection potentielle qui pourrait être fournie par n'importe quel vaccin COVID-19 et donne un réel espoir qu'une fois qu'un vaccin ou des vaccins sont développés, ils fourniront une protection à long terme", résume le professeur agrégé van Zelm.

LVOG - Info inutile ou fausse pas vraiment désintéressée, puisque une fois que le virus a muté, vous pouvez être infecté par la nouvelle version du virus, cela vient d'être prouvé notamment à l'IHU de Marseille où une personne contaminée par le premier virus en mars, vient d'être contaminée par le second virus apparu ces derniers mois. Et rien ne dit qu'un vaccin conçu pour la première version du virus protègera contre une autre version. Yahoo Actualités 7 janvier 2021

CONTRE-PROPAGANDE ET RÉSISTANCE AU TOTALITARISME

La fabrique du consentement en panne.

- Seulement 38% des Français déterminés à se faire vacciner - BFMTV 6 janvier 2021

«Une ardeur de vivre» légitime.

«Une ardeur de vivre» : les organisateurs de la rave-party de Lieuron prennent la parole Par les organisateurs et organisatrices de la rave party du nouvel an à Lieuron — 5 janvier 2021

https://www.liberation.fr/debats/2021/01/05/rave-party-de-lieuron-une-ardeur-commune-de-vivre_1810376

Quand les masses s'opposent au mouvement ouvrier.

- Angers. Des parents d'élèves obligent l'Etat à s'expliquer sur le port du masque par les enfants - ouest-france.fr 30 décembre 2020

Le collectif a remporté une première victoire en justice, ce mercredi.

Un collectif des 183 parents des Pays de la Loire avait saisi le Conseil d'État, en décembre, sur la question du port du masque par les enfants de 6 à 11 ans, particulièrement pendant le temps scolaire.

Ces parents viennent de remporter une petite victoire contre le gouvernement puisque la plus haute juridiction administrative ordonne à celui-ci de justifier sa mesure avant le 6 janvier.

On se souvient que fin novembre une précédente procédure, cette fois initiée par des parents de la région bordelaise, avait été écartée par le Conseil d'État. Il s'agissait toutefois d'un référé liberté qui oblige le juge administratif à statuer sous 48 heures. (la suite réservée aux abonnés) ouest-france.fr 30 décembre 2020

Au temps de la gestapo sanitaire en France.

Témoignage. Chroniques Ehpadiennes et Pantalonnades en tous genres

https://reinfocovid.fr/temoignage/chroniques-ehpadiennes-et-pantalonnades-en-tous-genres/

Vidéo. 39.9° France, vers une "soft dictature"? Entretien avec le Dr Louis Fouché 27 déc. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=7gdEUti5XgE&feature=emb_title

LVOG - Il ne prétend pas être marxiste, alors ne lui faites pas un procès parce qu'il serait trop "*mou*" ou consensuel parfois, ce qui vaut aussi pour Perrone et d'autres médecins, mais pas pour le Pr. Raoult engagé au côté d'Onfray. Je sais que ce n'est pas toujours facile de faire cette distinction ou d'autres, c'est une question d'entraînement ou d'expérience...

Même pas besoin de médicaments de synthèse.

LVOG - Au passage, vous aurez observé que les écologistes féroces ou zélés partisans d'un vaccin qui relaient le discours de Macron-Castex-Véran, ont tout simplement oublié de se tourner vers la nature ou qu'elle existait, c'est révélateur de leur imposture, si besoin était.

Le gingembre au secours des maladies auto-immunes ? - Yahoo Actualités 7 janvier 2021

Digestion, antioxydant, maux de gorge, le gingembre est réputé avoir de nombreux bienfaits sur la santé. Si les adeptes des plantes sont convaincus, que dit la science ? Une étude menée par Michigan Medicine (États-Unis), et publiée dans JCI Insight, rapporte l'efficacité du principal composé bioactif de la racine de gingembre, le 6-gingérol, pour contrer le mécanisme qui alimente certaines maladies auto-immunes chez la souris. Plus particulièrement, les scientifiques ont analysé le mécanisme du lupus, une maladie qui attaque le système immunitaire.

Les chercheurs ont constaté que chez les souris atteintes du syndrome des antiphospholipides ou du lupus, le 6-gingérol a empêché la libération du piège extracellulaire des neutrophiles, qui est déclenchée par les auto-anticorps que ces maladies produisent. "Les pièges extracellulaires neutrophiles proviennent de globules blancs appelés neutrophiles. Ces structures collantes ressemblant à des toiles d'araignée se forment lorsque des auto-anticorps interagissent avec des récepteurs à la surface des neutrophiles", explique l'auteur principal Ramadan Ali. Selon Ali, ces toiles jouent un rôle important car elles déclenchent la formation d'auto-anticorps et contribuent à la coagulation et aux dommages des vaisseaux sanguins.

Vers des essais cliniques

Mais la découverte la plus surprenante de toutes était que les souris, qu'elles soient atteintes du syndrome des antiphospholipides ou du lupus, avaient des auto-anticorps réduits suggérant que le cycle inflammatoire était cassé. "Au cours de mes années de formation médicale, on ne m'a pas beaucoup appris sur les suppléments, mais c'est un sujet sur lequel de nombreux patients m'interrogent", déclare Jason Knight, MD, auteur de l'étude et rhumatologue. Bien que l'étude ait été réalisée sur des souris, les scientifiques pensent que les données précliniques, montrant que le 6-gingérol a des propriétés anti-neutrophiles qui peuvent protéger contre la progression de la maladie auto-immune, encouragent le développement d'essais cliniques. Yahoo Actualités

En complément. Ne cherchez plus.

- Pourquoi l'Asie résiste si bien au Covid - Les Echos 4 janvier 2021

- Des composés du raisin bloquent une enzyme clé du virus de la covid-19 - vitisphere.com 04 janvier 2021

D'après des chercheurs américains, les flavanols et proanthocyanidines du raisin et du vin empêchent le virus du SRAS-CoV-2 de se fixer sur les cellules humaines. Ces polyphénols également présents dans le thé vert et le cacao pourraient ainsi aider à lutter contre la pandémie.

On connaissait les propriétés antivirales de certains fruits comme le kaki. Des chercheurs de l'Université de Caroline du Nord viennent de constater que des extraits bruts de thé vert, de cacao, et deux variétés de la famille des muscadines (Vitis rotundifolia) récoltées aux Etats-Unis comme raisin de table ou de cuve sont également capables de freiner l'activité du SRAS-Cov-2 à l'origine de la Covid-19.

« Ces aliments abondants en flavan-3-ols et en proanthocyanidines perturbent la manière dont le virus se réplique et se fixe aux cellules humaines » indique De-Yu Xie, l'auteur principal de l'étude.

Les chercheurs ont réalisé des expériences in vitro en laboratoire pour découvrir que ces polyphénols compliquaient la vie du virus en se liant à sa protéase Mpro et assurent qu'ils auraient toute leur place dans une thérapie contre la pandémie.

En avril, une équipe chinoise avait synthétisé deux composés inhibiteurs de l'enzyme Mpro, avec de bons résultats in vivo sur le chien et la souris. Ils avaient publié leurs travaux dans la revue Science.

(https://science.sciencemag.org/content/368/6497/1331.full) vitisphere.com 04 janvier 2021

LVOG - Pourquoi aucune de ces études n'est menée en France, il n'y aurait plus de raisin ?

TROISIEME PARTIE

Ah ben ça alors, les GAFAM ne sont pas Charlie !

Je rappelle que je boycotte Twitter et Facebook depuis le début, je ne les cautionne pas. Je m'en passe très bien, cela ne sert à rien.

- Twitter frappe fort et ferme définitivement le compte de Donald Trump - euronews 9 janvier 2020

Mélenchon : "*Le comportement de Trump ne peut servir de prétexte pour que les GAFA s'arrogent le pouvoir de contrôler le débat public. Les lois Macron ont pourtant légalisé cette censure privée.*"

Ruffin : "*Trump, c'est pas ma tasse de thé. Mais la fermeture, désormais définitive, de son compte par Twitter me paraît scandaleuse. Doit-on déléguer notre liberté d'expression aux géants de la Silicon Valley ? Demain, ce sera pour nous tous, cette censure numérique, et privée.*"

LVOG - Ils ne les boycotteront pas pour autant, et tout le reste est à l'avenant. La preuve, Mélenchon est prêt à cautionner la vaccination obligatoire.

- Mélenchon sur LCI le 10 janvier : "*On m'a convaincu qu'une vaccination ne pouvait être obligatoire que s'il y a la confiance [...] Je ne suis pas anti-vaccin.*"

LE GREAT-RESET A DÉJÀ COMMENCÉ

Chute spectaculaire des ventes de voitures neuves en Europe - sputniknews.com 07 janvier 2021

Les principaux marchés automobiles européens ont enregistré en 2020 la plus forte baisse des ventes annuelles depuis plusieurs décennies, constate Bloomberg, se référant aux statistiques des associations d'entreprises et des ministères des Transports de différents pays. Cette chute va de 20% à plus de 30% par rapport aux résultats de 2019, soit jusqu'à un tiers des ventes.

Ainsi, les immatriculations de voitures neuves ont chuté l'an dernier dans les cinq pays meilleurs vendeurs d'Europe. Elles ont diminué de 32% en Espagne, de 28% en Italie, de 25% en France et d'environ 20% en Allemagne. Au Royaume-Uni, le chiffre est de 29%, soit, selon l'association commerciale automobile locale, le pire résultat depuis 1943.

Les ventes de véhicules électriques et hybrides ont pour leur part dépassé pour la première fois en Europe les voitures à carburant liquide, note encore Bloomberg. Ainsi, l'office fédéral des transports allemand (KBA) a fait savoir que les ventes de voitures entièrement électriques avaient augmenté de plus de 200% sur l'année. En France, ces véhicules ont représenté 6,7% des ventes totales sur l'année, contre 1,9% en 2019. sputniknews.com 07 janvier 2021

Elon Musk détrône Jeff Bezos et devient l'homme le plus riche au monde - Yahoo Finance France 7 janvier 2021

L'année 2021 démarre bien pour Elon Musk. D'après les chiffres de Bloomberg, le patron de Tesla et Space X passe devant Jeff Bezos pour prendre la tête du classement des plus grandes fortunes mondiales. Avec une richesse estimée à 188,5 milliards de dollars, l'entrepreneur de 49 ans coiffe sur le poteau le patron d'Amazon (187 milliards).

Mercredi 6 janvier, le groupe piloté par Elon Musk a empoché près de 20 milliards de dollars en bourse en 24 heures, pour une valorisation de 717 milliards. La raison de cette flambée des cours de l'action ? La victoire des Démo-crates au Sénat améri-cain dans la plus grande confusion. Avec ce succès démocrate, Elon Musk peut espérer obtenir plus de subven-tions pour déve-lop-per son marché de voitures électriques.

Le natif de Pretoria, en Afrique du Sud, a vu sa fortune bondir de 160 milliards depuis le 1er janvier 2020 malgré la crise économique qui secoue actuellement le monde.

La compagnie pèse davantage que General Motors, Ford, Fiat-Chrysler, Toyota, Honda et Volkswagen cumulés.

Pourtant, les ventes du groupe restent bien loin des constructeurs traditionnels: Tesla n'a écoulé que 499.550 voitures sur l'année 2020, bien loin par exemple de Volkswagen et ses 11 millions de véhicules vendus en 2019.

Il est toutefois un des seuls fabricants à avoir tiré son épingle du jeu en 2020 alors que le marché automobile a subi un coup d'arrêt au printemps avec la fermeture temporaire des usines et de nombreux concessionnaires aux Etats-Unis face à la propagation du Covid-19.

Tesla est parvenu à faire grimper ses livraisons de 36% dans le monde l'an dernier quand GM voyait ses ventes reculer de 11,8% aux Etats-Unis.

La compagnie continue à fonctionner presque comme une start-up, d'après les analystes qui soulignent qu'elle n'a pas à gérer de syndicats ni de multiples sites de production.

Grâce à sa nouvelle usine à Shanghaï, Tesla est bien implanté en Chine, un pays qui pourrait, selon le cabinet Deloitte, représenter 49% du marché des véhicules électriques en 2030.

Elon Musk continue par ailleurs de faire des promesses. Tesla s'est notamment engagé à proposer un véhicule électrique à 25.000 dollars d'ici trois ans et à produire 20 millions de véhicules par an d'ici 2030.

Il faut actuellement au moins 37.990 dollars aux Etats-Unis pour le modèle le moins cher du constructeur. Yahoo Finance France 7 janvier 2021

Haut de page

Le 12 janvier 2021

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : La contre-révolution libérale, c'est le libéralisme libertaire ou le nihilisme combiné à l'autoritarisme qui caractérise le totalitarisme.

C'est aussi la définition de l'idéologie de l'extrême-centre de Rothschild à Macron ou l'extrême droite.

Il n'y aura bientôt plus que les dirigeants du mouvement ouvrier censés figurer dans le camp progressiste, à ignorer que nous sommes désormais sous un régime totalitaire. Si cela ne fait pas réfléchir les militants, c'est qu'ils avaient déjà adopté un mode de pensé compatible avec un tel régime. Nous les appelons à rejoindre La Voix de l'Opposition de Gauche qui continue de combattre pour le socialisme, qui n'a rien avoir affaire avec un modèle de société totalitaire.

On entend dire ici ou là pour résumer le totalitarisme, que le champ de la liberté d'expression se réduirait au camp du bien et du mal, et que les partisans du totalitarisme incarneraient celui du bien, tandis que celui de ses opposants incarneraient celui du mal, et qu'entre les deux il n'existerait plus rien ou plus aucune nuance.

C'est exact, mais à la fois un peu court ou léger, pour ne pas dire hypocrite pour au moins trois raisons.

La première, parce que lorsque preuves à l'appui on fait remarquer à ces intellectuels dits de gauche qu'ils ne tiennent pas compte de certains facteurs qui alimentent le totalitarisme, ils refusent de l'admettre, ils ne se donnent même pas la peine d'examiner sérieusement nos arguments, ils se réfugient dans le déni, ils adoptent un comportement qui n'a rien à envier aux tenants du totalitarisme, qui plus est, ils ne l'assument pas.

La deuxième raison, parce que en période de crise ouverte, les différentes classes ont tendance à se radicaliser, autrement dit, les nuances idéologiques qui prévalaient jusque là et qui participaient à la stabilité des rapports entre les classes au nom de la démocratie, le masque sous lequel en réalité s'exerçait la dictature du capital, ont tendance à tomber, à s'estomper ou à disparaître au profit d'un affrontement direct entre deux conceptions antagonistes de la société. Et quand ces intellectuels réclament le respect de la liberté d'expression, c'est parce qu'ils craignent qu'un affrontement direct entre les classes cause davantage de dommages à leurs intérêts, et tirer profiter de leur soutien aux classes dominantes, et ils se moquent bien que la dictature du capital sous couvert de démocratie soit rétablie au détriment des intérêts de la classe ouvrière.

Et enfin la troisième. Pour eux, le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme demeurent l'horizon indépassable, parce qu'ils les subissent indirectement et le régime leur a réservé un sort privilégié par rapport à la classe ouvrière. Que l'espèce humaine soit vouée à l'esclavagisme pour l'éternité ne les dérange pas plus que cela en vérité. Alors quand ils regrettent que toute discussion dite démocratique ait disparu, ils se situent encore sur le terrain de nos ennemis de classe puisqu'ils ne peuvent pas concevoir qu'il pourrait exister une alternative au capitalisme, ils s'enferment eux-mêmes dans ce schéma parce qu'il est plus confortable qu'une révolution suivie infailliblement d'une guerre civile.

Ils ne veulent pas admettre que la propriété des moyens de production des biens et des services ne peut être que privée, détenue et profiter à une minorité, ou être collective et profiter à l'ensemble de la collectivité, c'est quelque chose qu'ils n'arrivent même pas à imaginer. Et c'est parce que la conception de la propriété ne peut exister et s'exprimer que de manière binaire, violente, à travers deux idéologies, antagoniques et irréconciliables, qu'elles excluent mutuellement tout partage ou compromis dans leurs fondements, que ces deux conceptions sont destinées à s'affronter dans un duel à mort.

C'est cela que craint par dessus tout le petit bourgeois, pour lequel la lutte de classes doit se réduire à une discussion fraternelle ou amicale autour d'une table entre gens de bonnes compagnies à l'exclusion de la classe ouvrière avec les tenants du capitalisme qu'ils vénèrent ou devant lesquels ils font preuve de servilité, pour appeler les choses par leurs noms. Ils espèrent encore que l'oligarchie les épargnera, alors qu'elle s'apprête à les broyer.

Nous appelons les membres des classes et des couches moyennes qui se prétendent progressistes, démocrates, humanistes, à rejoindre le combat de la classe ouvrière pour en finir avec le capitalisme.

Je leur ferai remarquer que je ne les stigmatise pas, je les renvoie à leurs contradictions et incohérences. J'ai personnellement des rapports avec plusieurs de leurs membres qui ne partagent pas toutes mes idées, loin de là, et nous nous respectons mutuellement. Entre la tyrannie et le dilettantisme ou l'éclectisme, le sophisme, bref l'opportunisme, il existe un espace ou des personnes de milieux différents peuvent s'exprimer librement tout en conservant leur dignité ou en assumant leurs principes, j'en fais l'expérience quasiment quotidiennement. Que les meilleures idées s'imposent ou soient partagées par le plus grand nombre pour faire avancer notre cause, celle de la liberté, c'est tout ce qu'on demande. A suivre.

- 6 pages au format pdf

C'est d'actualité. Une maladie iatrogène ou iatrogénique, qu'est-ce que c'est ?

- Iatrogène ou iatrogénique : adjectif (grec iatros, médecin)

Définitions

Se dit d'un trouble, d'une maladie provoquée par un acte médical ou par les médicaments, même en l'absence d'erreur du médecin. (Larousse)

LVOG - Optez pour une alimentation saine et équilibrée, éliminez les médicaments de synthèse autant que possible ainsi que les vaccins, tout particulièrement celui de la grippe qui fragilise votre système immunitaire, optez pour l'homéopathie, l'acupuncture, l'aromathérapie, les vitamines et oligo-éléments en complément.

Si à cause de votre emploi vous vous retrouvez assis toute la journée, pratiquez la marche ou le vélo, la natation si vous habitez au bord de la mer, et évitez de faire du sport, hormis les arts martiaux qui combinent la maîtrise du mental ; Entretenez votre corps pour qu'il reste en forme le plus longtemps possible ou pour aborder la vieillesse en bonne condition et non déjà handicapé.

Essayez d'avoir toujours des idées positives au lieu de broyer du noir, de rester optimiste même quand autour de vous le monde s'effondre, il se relèvera un jour ; Soyez calme, patient, modeste, généreux... ; Ne jugez jamais les autres, vous vous feriez du mal inutilement ; Cultivez votre imagination tout en gardant les pieds sur terre, c'est un numéro d'équilibre mental qui permet de supporter ou de se remettre de bien des expériences douloureuses. Et enfin, vous pouvez croire dans le socialisme, ce n'est pas encore interdit, cela vous fera le plus grand qui soit !

L'équilibre alimentaire, physique et mental est la clé de la bonne santé.

(L'art de faire l'idiot) Comment se fait-il que les partisans ou adversaires de Trump n'en aient pas fait mention ?

LVOG - Les partisans de Trump n'allaient pas s'en plaindre et c'était trop compromettant pour ses adversaires. Et puis cela faisait peut-être aussi l'affaire de Trump...

- À propos de l'occupation momentanée du Congrès étasunien par les hordes fanatiques du courant Trump, qui ont fait irruption dans le Capitole le 6 janvier 2021 avec une étonnante facilité, il faut avoir en tête que les forces répressives ne laissent habituellement pas entrer les manifestations au Congrès. Les manifestations de masse du « Black Lives Matters » (...) n'ont jamais pu passer le cordon de police.

Les manifestations contre les guerres impérialistes, ni aucune des manifestations remettant en cause d'une manière ou d'une autre le système établi, n'ont pas non plus pu franchir la barrière policière... Mondialisation.ca, 09 janvier 2021

L'ère Biden a déjà commencé.

Trump réintègre Cuba sur la liste américaine des Etats parrains du terrorisme - Reuters 11 janvier 2021

Les USA vont désigner comme terroriste le mouvement yéménite Houthi - Reuters 11 janvier 2021

Deux vidéos à ne pas manquer.

Ce que tout militant devrait savoir par coeur.

BERNAYS - Comment manipuler l'opinion - 23 décembre 2020

https://www.youtube.com/watch?v=UvkhFpb7M7Y

LVOG - Quand je repense à ce militant lambertiste (POID) qui essaya de me convaincre que la guerre psychologique menée par l'oligarchie contre les masses était étrangère à la conception de la lutte de classe des marxistes, je comprends mieux pourquoi ce courant politique sombra très tôt dans l'idéologie social-démocrate synonyme de capitulation face au capitalisme.

Ils ne se sont jamais donnés la peine d'essayer de comprendre quelque chose qu'ils n'avaient pas l'intention de combattre, tout s'explique.

La psychose paranoïaque de notre ère

La polarisation du débat public, signe de la psychose paranoïaque de notre temps par Ariane Bilheran et Stéphan Bureau

- Mondialisation.ca, 11 janvier 2021

Discussion avec Ariane Bilheran : Le monde est-il devenu fou ?

La psychose paranoïaque de notre ère avec Ariane Bilheran. Elle répond au question de la Colombie.

— Stéphan Bureau de Radio-Canada passe une entrevue à Ariane Bilheran pour la radio.

La psychologue et écrivaine Ariane Bilheran s'inquiète grandement de la polarisation des idées dans l'espace public.

« On n'a plus le droit de penser de façon différente ou marginale; on n'a plus le droit d'emprunter certains chemins de pensée. Ceci n'est pas autoritaire : ceci est totalitaire », affirme la psychologue et écrivaine Ariane Bilheran pour décrire la polarisation extrême des idées. La docteure en psychopathologie, qui a publié un essai intitulé Le totalitarisme et le choix de vie héroïque, déplore qu'il n'y ait plus d'espace pour la nuance dans l'espace public ou encore un espace tiers pour penser. « Nous sommes criminalisés, marginalisés dès que nous apportons une nuance par rapport à ces deux clans. […] Ceci est extrêmement grave, et fonde aussi ce qui appartient au registre de la psychose paranoïaque, c'est-à-dire la certitude délirante. » Ariane Bilheran

Source originale de l'entrevue :

https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/bien-entendu/segments/entrevue/337551/ariane-bilheran-idees-incapacite-discussion

La vidéo.

La psychose paranoïaque de notre ère - 3 janv. 2021

https://www.youtube.com/watch?v=ALv5qm46V5E&feature=emb_title

Totalitarisme. Conditionnement et guerre psychologique contre les masses.

Un couvre-feu généralisé dès 18h? La piste débattue mercredi en Conseil de défense - BFMTV 11 janvier 2021

Un nouveau Conseil de défense doit se pencher, ce mercredi, sur trois scénarios afin de faire face au variant britannique du Covid-19 qui commence à circuler en France.

Covid-19 : "Dans l'absolu, le confinement n'est pas exclu en dernier recours", estime Jean Castex - Franceinfo 11 janvier 2021

"Mais les chiffres à ce jour nous laissent à penser que le couvre-feu suffit", a expliqué le Premier ministre à l'issu d'une visioconférence avec les groupes parlementaires au sujet de l'épidémie de Covid-19. Franceinfo 11 janvier 2021

3e confinement : « On prendra nos décisions sur la base de données scientifiques » répond Marc Fesneau - Publicsenat.fr 11 janvier 2021

Le ministre chargé des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau.

Où ils veulent en venir puisque la propagande n'est plus suffisante.

Variant du covid-19 à Marseille : « Il faut vacciner ! », clament les sénateurs - Publicsenat.fr 11 janvier 2021

Un cluster issu du variant anglais du covid-19 « inquiète » la mairie de Marseille. Face à ce nouveau risque de propagation, les sénateurs du Bouches-du-Rhône réclament l'accélération des vaccinations. Publicsenat.fr 11 janvier 2021

En attendant.

Covid-19 : l'état d'urgence sanitaire sera prolongé jusqu'en juin, annonce Jean Castex aux parlementaires - Publicsenat.fr 11 janvier 2021

Les présidents des groupes politiques du Sénat se sont entretenus avec le premier ministre Jean Castex sur l'épidémie. L'état d'urgence sanitaire serait prolongé jusqu'au 1er juin, au lieu du 16 février. Publicsenat.fr 11 janvier 2021

Et pour cause.

Coronavirus : Pas d'immunité collective en 2021 malgré les vaccins, selon l'OMS - 20minutes.fr 11 janvier 2021

Sinon, ils peuvent indéfiniment remettre le couvert.

Coronavirus: L'OMS informée d'un nouveau variant par le Japon - Reuters 11 janvier 2021

Et si les maoïstes avaient été des anticommunistes (comme les staliniens) ?

Chine : une entreprise sanctionne les employés qui vont aux toilettes plusieurs fois par jour - Yahoo Finance France 11 janvier 2021

En Chine, une entreprise a instauré un système d'amendes assez hallucinant pour les salariés se pressant plus d'une fois par jour au petit coin. Le South China Morning Post rapporte que des employés de la société "Anpu Electric Science and Technology" ont été sanctionnés d'une sanction de 20 yuans (environ 2,50 €) les 20 et 21 décembre dernier pour avoir un peu trop visité les toilettes. L'entreprise basée près de Canton, dans le Sud de la Chine, estime que ses salariés ont enfreint le règlement.
Yahoo Finance France 11 janvier 2021

"Nous ne savons plus quoi faire. Il se trouve que les employés sont paresseux au travail. La direction a parlé à plusieurs reprises avec ces employés mais aucun résultat positif n'a encore été obtenu", a justifié un responsable de l'entreprise à la chaîne Guangdong TV. Selon lui, les employés profitaient de leurs pauses aux toilettes pour fumer pendant leur temps de travail. Fliqués comme des enfants, les salariés d'Anpu Electric Science and Technology devaient aussi prévenir leur supérieur hiérarchique à la moindre pause-pipi.

Alertée, la mairie de Donguguan s'est emparée de l'affaire et a tranché en faveur des salariés après une enquête approfondie. La société incriminée va devoir rembourser ses employés en plus d'être contraint de revoir son règlement. Si une société française osait mettre en place de telles sanctions, on connaît tous des collègues qui devraient laisser plusieurs euros par mois.

LVOG - Excellent commentaire de Yahoo à la fin, c'est vrai qu'au point où on en est rendu en France en matière de servilité, tout est possible, et que ce soit la mesure de trop...

A Yahoo ils l'ignorent, mais cela existe plus ou moins depuis toujours dans toutes les usines où les ouvriers travaillent à la chaîne. C'est un oncle qui travaillait chez Bernard Moteur qui m'avait raconté un jour, que quand une envie soudaine venait à un ouvrier, pour aller se soulager c'était pratique, il valait mieux que le contremaître soit dans les parages, et ensuite il était gratifié d'une réflexion du genre : Et dépêche-toi !

Inde. Ils n'ont pas réussi à nous imposer un casque, alors ils ne pourront pas non plus nous imposer un vaccin.

L'Inde prépare le coup d'envoi de sa colossale campagne de vaccination - AFP 11 janvier 2021

L'Inde est le deuxième pays le plus touché - après les Etats-Unis - par le Covid-19, avec plus de 10 millions de cas déclarés, même si le taux de mortalité y est l'un des plus faibles du monde.

Mais comme dans d'autres pays, l'arrivée du vaccin suscite un certain scepticisme alimenté par un flot de désinformation en ligne. Selon une récente enquête menée auprès de 18.000 personnes, 69% d'entre elles disaient ne pas être pressées de se faire vacciner.

Le fait que le Covaxin conçu par l'Indien Bharat Biotech n'ait reçu qu'une "approbation restreinte", puisque Bharat Biotech n'a pas fourni de données sur des essais de phase 3, favorise la méfiance.

Si l'Inde dispose de quatre "méga-dépôts" pour réceptionner les vaccins et les transporter vers les centres de distribution des différents États dans des véhicules à température contrôlée, l'ultime étape risque de se révéler autrement plus difficile à maîtriser.

Lors d'un récent exercice test dans la région rurale de l'Etat de l'Uttar Pradesh - où les températures estivales dépassent 40 C° - un employé du secteur de la santé a été observé alors qu'il charriait des boîtes de vaccin factice... à bicyclette. AFP 11 janvier 2021

Les obstacles que rencontrent les esprits libres ou éclairés.

Covid-19 : les Italiens manifestent pour la réouverture des écoles - Franceinfo 11 janvier 2021

Seule une partie des établissements scolaires a rouvert dans le pays. Des élèves et leurs parents dénoncent une désorganisation.

Daniele, élève de 17 ans - "J'ai des amis qui ont peur de venir à l'école tellement les bus sont bondés, ils ont peur de contaminer leur famille en rentrant à la maison, ce n'est pas possible !"

Élèves, parents d'élèves et professeurs ne savent plus quoi faire. Riccardo, lui n'en peut surtout plus des cours à distance : "Moi, en ce moment, je ne suis plus rien. J'ai arrêté l'école à distance, parce que pour moi, c'est pas l'école. C'est un plan d'urgence, qui doit cesser et l'école doit rouvrir, même s'il faut faire des sacrifices." Selon un sondage, un adolescent sur deux pense avoir perdu une année, un sur quatre a un ami qui a abandonné l'école.

Laura est parent d'élève, très inquiète pour son fils et son pays : "En dix mois depuis mars, mon fils est allé à l'école seulement trois semaines. Je vois qu'il est à bout, psychologiquement. Les rencontres, le rapport avec ses professeurs, tout ça lui manque. Il perd des connaissances et ça va le suivre toute sa vie, on dit que les élèves italiens gagneront moins bien leur vie que les autres européens." Quant aux professeurs, 70% d'entre eux estiment qu'il faut maintenir les lycées fermés tout comme les universités.

LVOG - Ils doivent continuer de percevoir leur salaire, cela situe un peu leur niveau de conscience politique ou de conscience tout court. S'ils ont formé des esprits aussi libres qu'on nous le dit habituellement sur leur modèle, ceci explique cela.

Haut de page

Le 13 janvier 2021

CAUSERIE ET INFOS

Juste un petit mot pour aujourd'hui.

On est mobilisé 24h/24 contre le totalitarisme. Si vous cherchez ce qui reste du mouvement ouvrier et du socialisme, c'est ici que cela se passe et pas ailleurs, cela peut faire prétentieux, mais je crains que ce soit malheureusement la triste réalité.

Qui a osé dire ?

- All lives have equal valu - We are impatient optimists working to reduce inequity

Traduction : Toutes les vies ont la même valeur - Nous sommes des optimistes impatients qui s'efforcent de réduire les inégalités.

Réponse : Bill Gates au nom de tous les milliardaires philanthropes. (https://www.gatesfoundation.org)

Mediapart, Twitter, Facebook : Même combat ou une officine des GAFAM

Un internaute - J'ai mis sur Mediapart le lien vers la conférence de presse de ces médecins. Mon commentaire a été dépublié car ces médecins seraient les promoteurs de thèses conspirationnistes ! (blog du Dr. Maudrux)

Et les lecteurs de ce blog sont plutôt modérés ou ils ne sont pas des foudres de guerre.

Boycott de la vaccination anti-covid-19!

- Brigitte Bourguignon : « 20 % du personnel en Ehpad acceptent la vaccination » - Publicsenat.fr 12 janvier 2020

Invitée de la matinale de Public Sénat, « Bonjour chez vous », la ministre déléguée chargée de l'Autonomie, estime que ce chiffre n'est pas « suffisant ». Publicsenat.fr 12 janvier 2020

Les articles mis en ligne aujourd'hui.

Forum économique mondial et Banque mondiale.

- DOCUMENT. GlobalEconomic Prospects (04.01)
- DOCUMENT. Robots, Intelligence artificielle : 5 messages pour comprendre ce qui va fondamentalement évoluer dans vos futurs métiers (08.01)
- DOCUMENT. Les perspectives économiques mondiales en cinq graphiques (08.01)
- DOCUMENT. L'économie mondiale devrait progresser de 4 % en 2021 (05.01)
- DOCUMENT. Retour sur l'année 2020 : l'onde de choc de la pandémie de COVID-19 (14.12)

International.

- DOCUMENT. Biden et le pouvoir par la force (12.01)
- DOCUMENT. « Les multinationales aujourd'hui sont comme des psychopathes charmeurs. » (11.01)
- DOCUMENT. Derrière le verdict de Londres sur Julian Assange (05.01)
- DOCUMENT. Cheik Rohani sème le trouble au Moyen-Orient (05.01)

Coronabusiness.

- DOCUMENT. Les mesures de confinement n'empêchent pas les décès, la transmission ne se fait pas par contact, les masques n'apportent aucun bénéfice, les vaccins sont intrinsèquement dangereux. (11.01)
- DOCUMENT. 1000 milliards d'euros de profits en vingt ans: comment les labos sont devenus des monstres financiers. (11.01)
- DOCUMENT. Macronavirus. (08.01)
- DOCUMENT. Covid-19 : l'ivermectine, une piste à suivre ? (05.01)
- DOCUMENT. Ivermectin shows clinical benefits in mild to moderate COVID19 (05.01)
- DOCUMENT. L'hypothèse de la fuite en laboratoire. (04.01)
- DOCUMENT. Pro ou anti vaccin : l'avis du psychiatre Frédéric Badel (24.12.2020)
- DOCUMENT. Ivermectin Study Reveals Fantastic Results: 100% of 60 patients better in an average of just under 6 days (28.06.2020)
- DOCUMENT. Fondation Gates/Institut Pasteur : 21 369 745 $ (2019)

Haut de page

Le 14 janvier 2021

CAUSERIE ET INFOS

Ici on n'a pas déserté, on n'a pas capitulé, on ne tient pas un double langage...

- 8 pages au format pdf

Pourquoi ne pas vous faire profiter de ma correspondance ?

En France, on se croirait de plus en plus dans l'Allemagne nazi de 1933!

- Un couvre-feu à 18 heures sera mis en place à partir de samedi "pour au moins 15 jours" sur l'ensemble du territoire métropolitain pour faire face à l'épidémie de Covid 19, a indiqué jeudi le Premier ministre, Jean Castex.

- "Sauf les exceptions liées aux missions de service public, tous les lieux, commerces ou service recevant du public, seront fermés à 18 heures", a précisé le chef du gouvernement.

- Les activités sportives scolaires et extrascolaires en intérieur sont suspendues jusqu'à nouvel ordre.

- "Pour l'instant, la situation [sanitaire] est trop dégradée et trop instable pour envisager une date ferme de réouverture" des lieux culturels, a estimé la ministre de la Culture Roselyne Bachelot. europe1.fr 14 janvier 2021

On se croirait retourné en 1933 sous le régime nazi en Allemagne, à ceci près que Macron n'a même pas eu besoin de déclarer illégal le mouvement ouvrier, il s'est auto-neutralisé.

Dans ces conditions, si quelqu'un pose la question quoi faire, j'aurais envie de répondre qu'il est trop tard, car c'est avant d'en arriver-là, dès que cette menace était apparue qu'il aurait fallu se mobiliser. Cependant, cette défaite en rase campagne sans combat, cette honteuse désertion ou capitulation des dirigeants du mouvement ouvrier a laissé intactes ses structures dont les militants peuvent se saisir, non pas pour influencer leurs dirigeants corrompus, mais juste pour continuer le combat au côté des travailleurs ou défendre leur idéal.

J'ignore jusqu'à quand les éléments les plus radicalisés des masses vont se retenir de passer à des actions violentes, voire armées, idem pour certaines couches moyennes et des classes moyennes vouées à être liquidées au cours de ce processus. Qu'il n'y ait aucun parti pour les organiser est le principal obstacle ou plutôt handicap à leur mobilisation et à un soulèvement des masses.

- Pas de temps à perdre", dit Biden, dévoilant un plan de soutien de 1.900 milliards de dollars - Reuters 15 janvier 2021

Tu auras compris que la paix sociale est un marché qui rapporte plus qu'elle ne coûte. C'est exactement ce qu'avait expliqué Clouscard, tandis que les dirigeants du mouvement ouvrier s'en félicitent, on comprend pourquoi.

Quand Bismarck avait évoqué l'instauration d'un système de retraite, Marx et Engels s'y étaient violemment opposés. Là aussi on comprend pourquoi, car ils estimaient que c'était aux travailleurs à travers leur expérience de la lutte de classe qu'ils devaient conquérir des réformes sociales, et que cela constituait un formidable enseignement et entraînement dans la perspective de leur futures mobilisations pour s'emparer du pouvoir politique, en être privés revenait à les désarmer sur le plan théorique et pratique, et ils avaient raison.

Alors tu comprends mieux pourquoi les lambertistes (POI-POID) voulaient porter au pouvoir le PS, car ils savaient qu'en saupoudrant des réformes, le mouvement ouvrier et les masses se tiendraient tranquilles et toute perspective révolutionnaire serait renvoyée aux calendes grecques, car dans l'avenir ils seraient en droit d'attendre d'autres réformes dans le cadre du régime et en aucun cas ils n'envisageraient la nécessité de l'affronter, encore moins de le renverser, c'était une manière comme une autre de subordonner davantage encore les masses au régime et aux institutions de la Ve République.

Et leur théorie de l'imminence de la révolution devait juste servir à camoufler cette escroquerie politique, leur soumission à la social-démocratie et au capitalisme, à la Ve République, ce qui depuis a été illustrée un nombre de fois incalculable, ce qu'on n'avait pas compris à l'époque, et qu'on a eu du mal à comprendre ou plutôt à admettre plus tard, après avoir traité cette théorie de foireuse, ce qui était une erreur politique, alors qu'en réalité elle était uniquement destinée à nous induire en erreur, afin qu'on ne puisse pas démasquer leur collusion avec la social-démocratie et leur corruption par le régime. Comme quoi tout s'explique un jour. Un peu tard et je le regrette, mais bon, on fait ce qu'on peut.

Je fais profiter un camarade de ma découverte du philosophe et anthropologue Michel Clouscard (décédé en 2009). C'est un premier jet qui pourra être corrigé par la suite si nécessaire.

Hier soir j'ai lu des trucs de Clouscard dans la page de Wikipédia qui est assez bien faite. Mais je les ai surpris en flagrant délit de falsification dans l'interprétation qu'ils en ont donné, à moins qu'il me manque encore des éléments pour juger ses conclusions, car on ne peut pas oublier que son parcours politique n'a pas été aussi brillant que ses travaux. Toujours est-il que je n'ai pas rêvé, la preuve.

Dans le premier passage, il est écrit que Clouscard rejette "*la détermination matérielle économique apportée par Marx et Engels*" :

Wikipédia - L'anthropologie historique de Clouscard reprend donc la critique de la philosophie spéculative idéaliste constituée par toute philosophie récusant la détermination matérielle économique apportée par Marx et Engels.

Dans les deux passages suivants, il l'a réintègre par miracle et il se réconcilie avec le « *projet marxiste* » !

Wikipédia - On le voit, la vision défendue par Clouscard intègre le domaine de la frivolité à celui de la lutte des classes de Marx et refuse le libéralisme philosophique.

- La lecture de Clouscard permet de réconcilier le « projet marxiste » avec la démocratie, et son étude constitue l'arrière-plan théorique de ses propositions pour un Parlement du Travailleur Collectif.

Toujours est-il qu'on lui doit cela :

- La critique de l'anthropologie politique doit compléter la critique de l'économie politique chez Marx.

Ce qui est intéressant chez lui, c'est le constat qu'il dresse où il ne laisse rien passer contrairement aux trotskystes qui filtrent les facteurs à partir desquels ils vont façonner leur théorie bancale ou foireuse en fonction de ceux qu'ils auront retenu, cela leur servira à justifier en pratique leur ralliement à la social-démocratie ou au réformisme, qu'ils n'assumeront pas ouvertement, puisque c'est une trahison du marxisme et du socialisme.

Ce que je retiens chez lui ou de son précieux apport, c'est la description qu'il a faite des classes et des rapports qui existent à l'intérieur de chaque classe et entre les classes, en tenant compte de l'évolution de chaque classe en fonction du développement et de l'orientation du capitalisme, des sciences et des technologies, qui tout particulièrement jouent un rôle si important depuis le milieu du XXe siècle, au point d'intervenir dans l'organisation de la société jusqu'au procès de production, d'influencer profondément le mode de vie et de pensée de chaque citoyen, ce à côté de quoi sont passés ces crétins de trotskystes.

Ce qui est marrant, c'est que j'étais parvenu de mon côté au même constat sans le formuler aussi clairement. J'avais pressenti que ce facteur était en train de prendre une place prépondérante dans la manière dont les capitalistes s'y prenaient pour à la fois alimenter en permanence la machine du capitalisme et conditionner les masses pour préserver leur hégémonie sur les masses.

C'est un truc que j'ai compris sans jamais lire quoi que ce soit à ce sujet, en observant tout simplement comment les travailleurs indiens autour de moi se comportaient, passant d'objets usuels banals, façonnés manuellement ou avec des outils élémentaires, à des objets hyper sophistiqués ou bourrés de technologie, et comment du jour au lendemain leur comportement allait être complètement modifié sans jamais retourner en arrière, par exemple avec l'envahissement de la télévision, puis du téléphone portable, et maintenant Internet. Je précise quelque chose qui manque peut-être chez Clouscard. Certains biens d'équipement sont utiles et d'autres superflus, et certains ou tous sont aussi des biens de consommation puisqu'il faut les remplacer régulièrement.

Cela s'est déroulé sous mes yeux, j'avais juste à les garder ouverts pour comprendre ce qui s'était passé en occident quelques décennies plus tôt. C'était merveilleux et c'est ainsi que j'ai pu combler mon retard dû aux 20 années où je n'avais pas milité, mais en fait je n'avais pas perdu mon temps pour autant, car j'ai pu constater que le niveau de conscience des masses n'avait pas progressé d'un millimètre entre 1990 et 2021, ce que tout occidental vivant ici pouvait constater par lui-même, mais pas un Français ou un militant n'ayant jamais vécu ici ou dans un pays similaire. J'ai pu constater à quel point le passage du féodalisme au capitalisme avait affecté les conditions matérielles d'existence des masses, tandis que leur niveau de conscience n'avait pas suivi ou alors en adoptant les pire travers de la philosophie capitaliste, principalement chez les classes moyennes toujours prompts à copier leurs maîtres.

C'est la raison pour laquelle dans ce pays tous les rapports sont archi pourris, tout est pourri à un point qu'on a encore du mal à imaginer en France, mais comme c'est parti, plus pour très longtemps, car la France va y ressembler de plus en plus hélas ! Et c'est valable pour toute l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, l'Europe centrale.

Ce qui je vis au quotidien, ce que j'observe confirme ce qu'a expliqué Clouscard, à savoir que les Indiens vont consacrer une bonne partie de leur maigre salaire dans un ou plutôt plusieurs téléphones portables, un téléviseur, Internet, etc. alors qu'ils n'auront pas de quoi se nourrir correctement, se soigner, entretenir leur habitation, ils préfèreront encore vivre dans la pauvreté et la précarité, la promiscuité et la crasse, être couverts de dettes, plutôt que se passer de ces biens de consommation puisqu'il faut les remplacer régulièrement, à crédit évidemment, parce qu'ils n'ont pas une roupie d'économie.

Moi j'ai fait l'expérience de passer de l'éventail à la climatisation, eux ils sont passés du char à boeuf à la bagnole, et cela en une seule génération, alors qu'en France il a fallu un siècle ! Ce qu'il faut tenir compte aussi, c'est que la mentalité des générations les plus récentes a été formatée à l'école des plus anciennes, d'où la confusion extrême qui règne dans la tête des dernières générations.

Si tu veux, il y a dans la tête du type qui conduit sa bagnole ou sa moto, ce qu'il y a encore dans la tête de son père ou de son grand-père qui en est resté à l'éventail et au char à boeufs. Alors comment veux-tu qu'il n'ait pas un comportement aberrant sur la route ou vis-à-vis de son moyen de transport. Il n'aura pas la moindre conscience de ce que cela implique dans différents domaines, il ignorera qu'il existe un code de la route, il sera indifférent ou méprisera tout ce qu'il croisera sur sa route et il n'entretiendra pas son véhicule. Il roulera les pneus dégonflés, complètement lisses jusqu'à la corde, sans rétroviseurs extérieurs, sans clignotants, parfois avec un ou deux phares en moins, tout au plus il rajoutera de l'huile dans le moteur et de l'eau dans le radiateur et du liquide de frein s'il y pense ! Et il n'aura jamais vraiment appris à conduire, hormis une fois au volant de sa bagnole, tu imagines ce que cela peut donner sur la route, c'est l'horreur.

Si l'Indien est ignorant et inconscient au dernier degré, en revanche il saura se servir d'une télécommande, d'un téléphone portable et d'Internet, il sera capable de conduire une moto ou une bagnole, un bus ou un camion, un train, il ignorera absolument tout de sa condition, il n'aura aucun sens civique, il ne respectera aucune des valeurs qui participent aux bonnes relations entre les hommes, dans aucun de ces domaines il ne progressera, il aura le même comportement qu'un sauvage en somme.

Tu te demanderas peut-être comment je fais pour les supporter. C'est simple, je sais comment ils sont, mais je n'en tiens pas

compte, dans le sens où je les respecte tant qu'ils n'empiète pas sur ma liberté, c'est-à-dire qu'à aucun moment je renie les valeurs auxquelles je tiens, et quand c'est absolument nécessaire, je les impose parce que je ne peux pas sombrer à mon tour dans la sauvagerie ou l'obscurantisme, la haine, la violence aveugle, la vengeance, etc.

Je te ferais remarquer que je n'ai jamais eu un autre comportement en France. Quand tu tombes sur quelqu'un qui a un niveau de conscience inférieur au tien, tu commences par te mettre à son niveau pour lui montrer que tu comprends ce qu'il veut te dire, et ensuite tu lui demandes de t'écouter à son tour pour le rapprocher de ton niveau ou de ton point de vue. S'il y parvient tant mieux et tout se passe bien, sinon cela se passe mal et je n'y suis pour rien. Car je n'ai pas à m'abaisser à adopter ou cautionner des raisonnements relevant de la plus crasse ignorance ou de la mauvaise foi, encore faut-il que j'aie été suffisamment explicite ou que je me sois exprimé clairement, sinon c'est moi qui commettrait une erreur. Le respect doit fonctionner dans les deux sens ou chacun doit y mettre du sien sincèrement, et cela n'a rien à voir avec le niveau de conscience de l'un et l'autre, c'est juste une question d'honnêteté, soit tu reconnais les faits, soit tu les nies, c'est tout.

Les hommes n'ont pas attendu l'époque de la permissivité institutionnelle pour se comporter n'importe comment les uns vis-à-vis des autres, il y a seulement des périodes où c'est pire que les autres. Maintenant quand c'est lié directement à un processus économique ou que c'est le but recherché, que tous les rapports dans la société se délitent, se disloquent et se reforment sur la base d'un modèle encore plus autoritaire, il faut l'étudier sérieusement car cela va causer des dégâts énormes qui laisseront des traces profondes qui prendront du temps à cicatriser.

Regarde la plupart de mes lecteurs, et plus nombreux encore mes ex-lecteurs, ils m'en veulent terriblement de se retrouver soudainement face à la réalité telle qu'elle existe et qu'ils n'ont cessé de fuir, ils ne la supportent pas, mais ils savent quelque part que ce je décris est correct. Il leur faudra beaucoup de temps avant de l'admettre, ils y viendront forcément un jour de gré ou de force parce que la réalité est encore plus cruelle que ce qu'ils imaginent, elle n'épargnera personne. Ils se comportent comme des enfants gâtés. Les militants se sont laissé mener en bateaux par des dirigeants indigents d'esprit ou malhonnêtes, corrompus, et ils refusent obstinément de l'admettre, cela fait partie de la réalité et on doit faire aussi avec.

Ce que Clouscard a apporté au marxisme, c'est en quelque sorte ce qu'il y manquait qu'Engels avait discerné à la fin de sa vie, dans une lettre à F. Mehring, et qu'évidemment nos dirigeants n'ont jamais pris en compte ou se sont empressés d'enterrer. Ils n'ont jamais pu se départir du dogmatisme fanatique dans lequel ils s'étaient enfermés, ou quand ils en sont sortis, pour y retourner aussi rapidement si nécessaire, c'était pour sombrer dans le pire opportunisme qui soit en apportant leur contribution à la social-démocratie libertaire décrite par Clouscard, d'où l'opposition frontale qui existe désormais entre eux et moi.

Je te ferais remarquer qu'en agissant de la sorte, ils ont rejoint eux-mêmes le camp de nos ennemis, ce n'est pas moi qui les y ai placés. Je crois que cette précision s'imposait, bien que je ne les traite pas encore de la sorte, et je me demande si ce n'est pas une faiblesse ou une erreur politique de ma part, car vois-tu, je n'aime pas porter des jugements définitifs sur qui que ce soit, hormis les membres assumés du camp de la réaction.

Quand on a confiance dans les masses, on ne peut pas imaginer qu'un militant ne pourrait pas progresser, qu'aurait-il à gagner à stagner, puis à régresser tout au long de sa pénible existence, sinon à faire son propre malheur, je ne peux pas croire en cette fatalité, dans ce cas-là autant se résigner et abandonner le combat politique, se consacrer à nos petites affaires en corporatiste dégénéré, quel triste et misérable destin qu'on ne souhaitera à aucun militant évidemment.

Pendant qu'on y est, on va en rajouter une grosse couche.

POID ou les théoriciens de l'esclavage supportable.

- 361 militants ouvriers, syndicalistes, politiques et jeunes lancent un appel “Dehors Macron et sa politique, le plus tôt sera le mieux !”

https://latribunedestravailleurs.fr/2021/01/07/dehors-macron-et-sa-politique-le-plus-tot-sera-le-mieux/

Dans cet appel, si "*des lois liberticides*" sont dénoncées, nulle part ne figure le rejet ou même la simple condamnation des mesures liberticides que Macron a imposées à toute la population, confinement, couvre-feu, masque, etc. et encore moins le boycott d'une vaccination inutile, puisque figure nulle part également qu'il existe des traitements efficaces pour prévenir ou soigner la covid-19, ce qui pour nous est totalement inacceptable.

Ceci explique cela.

Et si "*ce gouvernement est celui de la réaction, de l’exploitation et de la misère*", notons que la référence à l'oppression qui est désormais omniprésente, qui s'exerce avec une violence inouïe sur les masses 24h/24 n'y figure pas non plus, or c'est elle qui sert à maintenir le système d'exploitation en place, et qui permet à la misère de s'étendre sans que le régime ne soit menacé ou remis en cause. Dès lors que l'oppression est acceptée ou estimée supportable, à quoi bon la mentionner et la combattre, à quoi bon caractériser le régime comme il se doit de totalitaire ou fascisant, n'est-ce pas ?

On retrouve là l'orientation politique opportuniste, réformiste, social-démocrate, antisocialiste, qu'avait adopté successivement la SFIO/PS, le PCF, et finalement l'ensemble des courants se réclamant du trotskysme qui a conduit à la déchéance, à la dislocation du mouvement ouvrier et de son avant-garde.

On complètera le dernier éditorial de D. Gluckstein dans La Tribune des travailleurs :

Gluckstein - Ainsi donc, elle devrait se prolonger, cette union sacrée scellée entre la gauche, le centre, la droite et l'extrême droite à l'Assemblée nationale le 19 mars ? Au point d'encourager Macron à rester au pouvoir ?

LVOG - il a juste oublié l'extrême gauche, POID, POI, NPA, LO, etc. amateurs de confinements, couvre-feu, masques, tests et maintenant vaccins. Comme quoi Macron n'est pas si seul que cela !

Comment étouffer, désamorcer l'explosion qui couvre. Mode d'emploi de leurs collègues du PCF et de la CGT.

LVOG - Pas question de condamner les mesures liberticides imposées par Macron.

Des manifestants bravent le couvre-feu marseillais pour dénoncer la « casse sociale » - 20 Minutes/AFP 12 janvier 2020

Quelques centaines de personnes ont bravé mardi soir le couvre-feu anti-Covid pour manifester à la nuit tombée, flambeaux en main, dans le centre de Marseille, contre la « casse sociale » et pour le renforcement des services publics.

Les manifestants qui répondaient à l'appel de plusieurs organisations dont le Parti communiste et le syndicat CGT entendaient notamment dénoncer les conséquences pour le monde du travail des choix sanitaires et économiques du gouvernement dans la lutte contre la crise du coronavirus.

« Les moyens ne sont pas mis dans la recherche, dans la prévention ou le soin. Et chaque semaine, on annonce des fermetures d'activités et des plans de sauvegarde de l'emploi qui n'en sont jamais », a dénoncé Olivier Mateu, secrétaire général de la CGT des Bouches-du-Rhône.

Pour le syndicaliste, la mobilisation est nécessaire même pendant le couvre-feu. « Il est écrit nulle part que les mesures prises interdisent les mobilisations sociales », fait-il valoir en affirmant avoir prévenu la préfecture. Et puis, « une descente aux flambeaux, c'est plus visible la nuit », s'amuse-t-il.

Les rares policiers qui suivaient le cortège n'effectuaient pas de contrôles. « Quand les choses peuvent se faire en bonne intelligence, c'est très bien », a constaté, satisfait, Olivier Mateu. 20 Minutes/AFP 12 janvier 2020

LVOG - En "*bonne intelligence*" avec Macron, gageons qu'il appréciera, les travailleurs beaucoup moins.

Le courriel que je lui avais envoyé la veille, il est très seul et cela me rend triste.

Précision rajoutée. Sans les conventions d'usage évidemment entre camarades ou potes d'un certain âge, et on emmerde les bien-pensants auxquels pour rien au monde nous voudrions ressembler. Je changerai juste quelques expressions compte tenu de la diversité des idées des lecteurs ou pour être plus précis encore, car depuis j'ai eu le temps de réfléchir. Ce camarade me trouve sublime, je n'y peux rien !

- Paul, je n'ai aucun mérite. Certes j'observe ce qui se passe et j'essaie de comprendre par moi-même, mais ce ne serait pas possible sans prendre connaissance des observations (éclairées ou perspicaces) effectuées par d'autres personnes.

C'est pour cette raison aussi qu'on dit que nos idées ne nous appartiennent pas, peu vient de nous-même en fait, même si parfois c'est l'essentiel parce qu'il nous arrive d'être plus lucide que les autres, ce n'est pas une raison pour en tirer une quelconque fierté, et notre devoir est de les partager.

La société dite du désir, du spectacle ou du divertissement s'inscrit dans le prolongement du capitalisme industriel des marchandises de premières nécessités ou qui correspondent à des besoins de la vie quotidienne. Aux besoins purement alimentaires sont venus s'ajouter (ou se greffer) des besoins qui flattent en premiers lieux nos émotions, nos désirs, notre imagination ou jouent avec elles et les hommes aiment cela par dessus tout, au point qu'ils en oublient l'essentiel et se retrouvent dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins alimentaires ou de tous les jours.

C'est stupide quelque part, mais les hommes sont ainsi faits jusqu'à présent, et plus ignorants ils sont, pire c'est ! C'est aussi un puissant facteur ou levier pour asservir et abêtir un peu plus la classe ouvrière, c'est un instrument de la guerre psychologique que l'oligarchie mène contre les masses. Il suffit d'observer comment elles ont plongé tête baissée dans une psychose collective à l'occasion de l'imposture au coronavirus pour comprendre à quel point leur cerveau a été formaté de longue date par cette société du divertissement ou de l'attrape-nigaud. On pourrait ajouter la trahison du mouvement ouvrier et de son avant-garde.

Ce fut aussi un excellent moyen pour les détourner de la lutte de classe et qu'elles se renferment sur elles-mêmes. Et les voilà muselées, enfermées !

On passe plus de temps à regarder la télé, à écouter la radio ou sur Internet, à faire du sport ou à se livrer à un lobby en solitaire, qu'à avoir des rapports avec les autres travailleurs ou les membres de sa propre famille, c'est complètement aberrant comme mode de vie, dégénéré en fait.

Tout a été fait pour flatter l'individualisme à outrance au détriment du partage ou du lien social. Je vais peut-être passer pour un gros con, mais depuis longtemps je trouve le sport inutile, débile, hormis les arts martiaux qui lie aptitudes physiques et mentales, et la manière dont les différents arts ont été instrumentalisés à des fins idéologiques ou de propagande également. Le cinéma à de rares exceptions près est un modèle en la matière. Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'il est bourré à craquer de clichés en tous genres. Dans le cinéma des années 50 et suivantes, un acteur ne pouvait pas apparaître à l'écran sans une clope au bec, et plus tard les femmes aussi, c'est expliqué dans la vidéo sur Bernays (ou dans un entretien de Jean Rochefort), et moi comme un con je fume depuis l'âge de 8 ans, tu imagines l'état de mes poumons, je vais en crever ! La soi-disant libération des femmes et de la jeunesse a servi en réalité à mieux les asservir. L'évoquer, c'est forcément réactionnaire, alors que c'est la stricte vérité. Nos penseurs ou idéologues sont des négationnistes.

Où est-ce qu'on aurait lu cela dans la littérature de ces crétins de trotskystes, hein, nulle part. Ils avaient exigé que je cesse de fumer du cannabis pour rejoindre l'OCI, et eux picolaient à tous les repas ou à la moindre occasion et ils fumaient comme des pompiers. Plus conformiste qu'eux tu meurs, ce qui révèle au passage leur nature réactionnaire à mes yeux. Non mais sans déconner, ces types-là n'étaient pas sérieux, c'était des branleurs, des charlatans. Je suis sévère, parce que je vois où cela nous a conduit aujourd'hui, tu comprends, il y a de quoi enrager franchement. Et ce sont ces mecs-là qui se permettaient de juger les autres, de nous faire la leçon, j'en aurais un en face de moi je lui dirais de revoir entièrement sa copie ou d'aller se faire foutre, car quand on est aussi ignorant, on a juste le droit de la fermer.

J'ai eu de gros emmerdes avec mes voisins, donc je suis excité. J'ai même dû porter plainte à la police que j'exècre, ce serait trop long à te raconter Je ne peux plus sortir de chez moi avec le scooter depuis 10 jours, parce que ce sale type a foutu de la terre sur le chemin qui mène chez moi, et avec les fortes pluies c'est devenu un champ de boue, c'est la famille de ma compagne qui nous a ravitaillés à pieds en portant des sacs à partir de la rue principale du village en ciment. A deux personnes avec des pelles, en 2 heures le chemin aurait été rendu praticable, c'est pour dire ! N'importe quel con est capable de comprendre cela, alors au diable l'ouvriérisme ou le tiers-mondisme à la con ! Il faut avoir conscience du monde dans lequel nous vivons, et il ne ressemble jamais à celui qu'on nous décrit, c'est étrange, n'est-ce pas ?

La vidéo sur Bernays, mais aussi ce que j'ai pu lire ici ou là dans les articles que j'ai mis ligne, ont selon moi confirmé ce que j'avais pressenti ou commencé à comprendre, à savoir qu'on s'était complètement planté ou qu'on avait été manipulé dans des proportions qu'on n'aurait jamais imaginé.

Il a fallu le coup d'Etat de l'extrême-centre qui a porté Macron au pouvoir pour entrevoir l'ampleur des dégâts, l'imposture climatique et celle maintenant au coronavirus ont servi de révélateurs, et je me demande pendant combien de temps encore les militants vont continuer de le nier ou de l'ignorer.

J'ai eu des scrupules quand j'ai commencé à attaquer Lambert et le PT, depuis je m'en suis totalement débarrassé. Je suis enfin libre, libéré de tout sectarisme ou dogmatisme, mais malheureusement un peu tard, et ça c'est un handicap contre lequel je ne peux rien faire. Bourdieu, Debord, Clouscard et Cie n'ont aucune influence politique sur moi, c'était aussi à leur manière des opportunistes... A suivre.

Porte-toi bien.

Si je pouvais je t'embrasserais, le coeur y est ! J'aime autant me marrer que Rochefort, Mariel.

J'ajoute qu'on ne s'est jamais rencontré, mais quand je vois un vieux militant malheureux, cela me bouleverse. Je ferais la même chose avec un jeune dont l'avenir s'annonce très sombre ou qui en sera privé.

Haut de page

Le 15 janvier 2021

CAUSERIE ET INFOS

Hier soir, horreur, je me suis aperçu en relisant la causerie d'hier que j'avais laissé plein de fautes, du coup ce dimanche matin, j'ai relu attentivement mes courriels et je les ai corrigés. Avec mes excuses, au départ ce n'était que des courriels personnels, donc écrit à la va vite, et j'ai manqué de rigueur à la relecture, mon correcteur d'orthographe étant lui-même défectueux ! De plus, j'ai de plus en plus de problèmes avec mon ordinateur, qui à l'écran saute des mots, des lignes, des paragraphes, donc je ne peux pas voir certaines erreurs, bref. Je reformate en pdf cette causerie pour ceux que cela intéresse.

La causerie des 14 (corrigée) et 15 janvier 2021.

- 9 pages au format pdf

La prochaine causerie sera prête demain ou après-demain.

Bon dimanche.

En attendant 2 vidéos.

Néofascisme et idéologie du désir - Michel Clouscard - 1 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=ibn-eCCDhc0

Christian Perronne au Défi de la vérité, le retour - France Soir 15 janvier 2021

https://www.youtube.com/watch?v=K1bfbl-QD-U&feature=emb_title

Haut de page

Le 19 janvier 2021

J'ai procédé à quelques modifications dans la présentation de la page d'accueil du portail. L'une m'avait été suggérée par Paul et je l'ai retenue, merci à lui. Comme quoi je t'écoute !

Je vous suggère de glisser l'adresse du portail chaque fois que vous insérez un commentaire dans un blog.

Je rajouterai de nombreux documents demain matin, avec le décalage horaire, j'ai 4h30 d'avance sur vous, 3h30 l'été, c'est pratique !

Je viens de terminer la relecture et le formatage de la causerie, j'ai corrigé une vingtaine de fautes, je dois être très fatigué ! J'ai corrigé aussi une dizaine de mots des articles de la presse. Si j'en ai laissées, soyez tolérant, merci. Il est déjà 22h15 chez moi en Inde.

Voyez-vous, sentez-vous, saisissez-vous la cohérente, la logique, la ligne politique, l'idéal qui se dégagent de la page d'accueil de ce portail et de ce courant politique ? Si votre réponse est négative, ne perdez pas votre temps et allez voir ailleurs !

Un exercice que j'invite les lecteurs à faire et une réflexion à cogiter.

- Covid-19 ou la pataugeoire politique par Antoine Charpentier - Alahed - Mondialisation.ca, 18 janvier 2021

Antoine Charpentier - Le virus Covid-19 a sonné le glas d'un fonctionnement politique qui s'est avéré désuet et déconnecté de la réalité.

LVOG - Voilà le genre d'article d'un peu moins de 2 pages et qui pourrait en faire 10 que cela ne changerait rien, qui dès la première phrase ou proposition sonne faux. Notez qu'on aurait tout aussi bien s'arrêter au titre.

Dès lors, on est en droit de se demander quel intérêt un lecteur aurait-il à continuer sa lecture. Aucun, sinon à prendre le risque de perdre son temps et d'être induit en erreur, ce dont la plupart des lecteurs ignoreront ou n'auront pas conscience, d'être influencé par une analyse ne correspondant pas à la réalité et une orientation politique qui ne correspond pas non plus à ses intérêts. Bref, croyant bien faire ou s'instruire, il aura faux sur toute la ligne, car ce qu'il retiendra ne lui sera d'aucune utilité ou nuira à ses propres intérêts.

Est-ce le but recherché, je parle pour le lecteur, évidemment non, et dans bien des cas pour le rédacteur non plus qui n'en a pas davantage conscience, sauf quand il est engagé idéologiquement ou politiquement, ce que le lecteur ignore dans bien des cas ou il ne tient pas compte, parce qu'il se comporte inconsciemment ou il ne réfléchit pas aux conséquences de ses actes, oui, aussi intelligent qu'il se croie, il s'avère aussi ignorant que celui auquel ce genre d'article demeure inaccessible.

Je vous mets le lien vers cet article, pour que vous vérifiiez par vous-même que tout le reste était à l'avenant. Pour vous accompagner dans cette lecture, je précise que le but de l'auteur était d'épargner les institutions et le régime en place, c'est même écrit en toute lettre dans l'avant-dernier paragraphe.

https://www.mondialisation.ca/covid-19-ou-la-pataugeoire-politique/5652844

Chaque jour, les travailleurs et militants perdent littéralement leur temps à lire ce genre d'articles que l'on retrouve absolument partout.

Pire, inconsciemment ils sont influencés à leur dépend ou ils se font manipuler, et ils en arrivent à porter des jugements ou à adopter des positions qui seront une source de division, de désaccords et de polémiques sans fins conduisant à l'atomisation des travailleurs ou à la dislocation du mouvement ouvrier. Ils l'ignorent qu'ils l'admettent ou non, j'en veux pour preuve qu'ils disent eux-mêmes ignorer pourquoi nous en sommes arrivés à une situation où il n'est plus possible de trouver deux travailleurs ou militants qui soient sur la même longueur d'onde, qui partageraient l'essentiel sur le plan théorique ou politique, hormis évidemment quand ils évacuent de la discussion ou de la réflexion tous les thèmes qui les embarrassent, refusant d'aborder certaines questions sous un angle différent du leur, car s'il admettait la libre discussion, ils devraient intégrer dans leur réflexion des facteurs qui ne s'y trouvaient pas, et prendre le risque qu'ils contredisent leur analyse ou leur conclusion et ils n'y tiennent pas.

C'est ainsi que des travailleurs ou des militants qui revendiquent la liberté d'expression sont eux-mêmes incapables de la mettre en pratique, en réalité ils sont bourrés de tabous et d'idées préconçus, et ils se comportent en dogmatiques ou sectaires. Et il faut ajouter que, lorsqu'ils adoptent une attitude éclectique ou une sorte de cabotinage par paresse intellectuelle ou lâcheté, hypocrisie, par ignorance chez les ouvriers, chez eux aussi elle aura valeur de dogme, puisqu'ils refuseront d'admettre que ce dilettantisme mondain sert à camoufler leur propre inconsistance ou ignorance, et il va de soi que si vous leur faites remarquer, sachant qu'ils trouveront toujours de bons prétextes pour la justifier, ils le prendront mal généralement et la discussion cessera avant d'avoir réellement commencée.

Tous les jours on est confronté à ce que je viens de décrire.

Comment s'en sortent-ils où comment peuvent-ils vivre en ayant de tels rapports avec les autres ? En vivant dans une bulle en pratiquant l'entre soi, car finalement ils ne discutent ou ils ne se sentent vraiment à l'aise que lorsqu'ils papotent avec des gens qui pensent comme eux, ils trouvent ainsi une justification à leurs idées ou comportement et ils s'en contentent. Pour le vérifier, demandez-leur si cela leur pose un problème, ils vous répondront, mais de quel problème parlez-vous, vous délirez, vous êtes fou mon pauvre, allez vous faire soigner.

Cela m'amène à une autre réflexion.

Quand on est un simple travailleur, on croit en un certain nombre de choses, on sait ou on croit savoir un certain nombre de choses, on a des idées et un certain comportement dans la société, et du jour au lendemain dès qu'on rejoint une formation politique pour peu qu'on s'est convaincu que c'était elle qui représentait le mieux nos intérêts ou avec laquelle on avait le plus d'affinités, on va adopter du jour au lendemain tous ses codes pratiquement sans exception et y vouer un culte, ainsi qu'à ses dirigeants, cela va de soi. J'en ai fait l'expérience autrefois, donc je peux en parler, et j'ai eu depuis l'occasion de l'observer à une multitude de reprises lorsque des militants passaient d'un parti à un autre, en constatant leur transformation ou leur conversion immédiate et sidérante.

Sans vraiment caricaturer, c'est comme une personne carnivore depuis sa plus tendre enfance, et qui apprend que l'élevage serait responsable du réchauffement climatique ou que les animaux sont élevés et abattus dans des conditions effroyables, et qui du coup décide de devenir végétarienne ou végan, qui va aller jusqu'à refuser de manger le moindre aliment contenant une substance animale et faire la leçon à tous ceux qui en consomment en les traitant de tous noms et en les regardant avec dégoût.

Cela tourne donc au fanatisme pour ainsi dire sur une base obscurantiste. Et ce que l'on pet observer, c'est que ce constat est valable pour pratiquement l'ensemble de la population, dont nos chers travailleurs et militants, ces derniers se croyant épargnés ou différents des autres, ce qui n'est pas le cas évidemment, sinon nous n'en serions pas là, répétons-le pour la énième fois

puisque personne ne veut l'entendre.

Et si je m'inclus dans le lot, c'est parce que j'ai pris un jour conscience que je ressemblais à ce que je viens de décrire, en m'observant attentivement ainsi que les autres. J'en ai été profondément choqué et humilié, au point de me jurer de continuer à chercher à comprendre le temps qu'il faudrait, comment et pourquoi j'avais pu adopter des idées et un comportement aussi contraire à mes intérêts ou à mon idéal, et quelque part aussi nuisibles aux autres.

Habituellement on se trouve des excuses pour ne jamais rompre totalement avec tel ou tel comportement, on se fabrique une bonne conscience aisément, c'est bien connu, sauf que je m'y suis résolument refusé en ce qui me concernait, car j'estimais que cela aurait relevé de l'hypocrisie ou du mensonge pur et simple, se mentir à soi-même et ne pas s'en vanter auprès des autres de préférence ou cela va de soi, quelle horreur ! On a beaucoup trop tendance à juger les autres, mais dès qu'il s'agit de soi-même, là étrangement on est souvent porté à faire preuve de laxisme et de bienveillance, ce qui pour moi est inacceptable. Autant je peux admettre ce comportement chez les autres, autant je me l'interdis à moi-même. C'est un principe que je m'applique, bien que je sache qu'il m'arrive encore parfois de l'enfreindre, ce qui me vaut une très sévère correction quand je m'en aperçois, et j'en ai profondément honte évidemment, je me traite de con ou de tous les noms !

N'étant pas parfait comme tous les hommes, quand je me laisse un peu aller pour soulager mes peines et mes souffrances, j'en ai presque toujours parfaitement conscience, je dis stop avant que cela aille trop loin ou que cela enfreigne mes principes, c'est la limite à ne jamais franchir. J'essaie toujours d'avoir un comportement vertueux, si vous voulez, et sur le plan des idées j'essaie d'atteindre la perfection, tout en sachant que j'en suis éloigné, l'essentiel j'estime, c'est de tout faire pour s'en rapprocher le plus possible. Quand on se fixe un idéal médiocre, on prend le risque de le demeurer toute notre vie. C'est aussi ainsi qu'on finit par s'accommoder de n'importe quoi ou des pires crimes, c'est ce qui explique en grande partie pourquoi la société est devenue si monstrueuse et cruelle.

Le socialisme, mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de toutes les formes de discriminations injustes, d'oppression ou de répression, la liberté constitue l'idée humaniste le plus élevé que les hommes peuvent concevoir et réaliser. Faire en sorte que les éléments les plus conscients de toutes les classes parviennent à partager cet idéal et à lutter ensemble pour qu'il se réalise, devrait être notre priorité. Voilà le sens de mon engagement politique.

Ce qu'on a beaucoup de mal à admettre, c'est qu'il requiert des sacrifices, beaucoup d'efforts et une rigueur absolue aussi bien dans les principes que sur le plan intellectuel.

Je rajoute quelque chose que j'ai oublié de signalé, et qui avait motivé cet article, on doit avoir tellement de choses en tête, qu'on finit par la perdre parfois !

Ce que je voulais dire aussi, c'est que jusqu'au début des années 80, il existait certes de nombreux courants politiques dans le mouvement ouvrier, mais finalement ils se résumaient à trois principalement selon les étiquettes, socialiste (social-démocrate), communiste (stalinien) et trotskyste. Au sein de ces principaux courants et dans chacune de leurs formations les militants partageaient les mêmes idées, dès qu'un travailleur les rejoignait, ils les adoptaient.

Depuis les années 90-2000, le nombre de formations politiques a explosé, ce phénomène s'est amplifié et accéléré avec Internet. A la fin des années 70, au sein de chaque courant politique, il existait une certaine cohésion entre tous leurs membres, de même qu'au sein du mouvement ouvrier, hormis les désaccords qu'ils avaient entre eux et qui permettaient de les distinguer, et il n'était pas rare de les retrouver côte à côte dans des manifestations, des meetings ou conférences, campagnes, etc. depuis cette cohésion a totalement volé en éclats.

Si vous prenez les principaux évènements qui ont fait l'actualité depuis le début des années 2000, ou même que vous vous limitiez au 3 ou 7 dernières années, vous constateriez que les désaccords entre militants ou ex-militants n'ont jamais été aussi nombreux, entre ceux qui sont pro ou anti ceci ou cela, vous n'en trouverez pas deux qui partagent la totalité de leurs analyses ou positions, hormis les zombies qui suivent scrupuleusement la voix de leurs maîtres, leurs dirigeants, mais ils sont de plus en plus rares à être ainsi conditionnés ou fossilisés.

Tout est devenu un sujet de désaccord et d'affrontement verbal plus ou moins violent entre militants, d'invectives ou d'insultes, quand ils ne se refusent pas à toute discussion calme et sérieuse, il en va de même dans une moindre mesure entre travailleurs inorganisés, parce qu'ils n'ont pas le sentiment d'être dépositaires d'une vérité gravée dans le marbre.

Les travailleurs conservent une certaine liberté de penser que n'ont pas les militants ou à laquelle ils se refusent, parce qu'ils ont un niveau de conscience ou théorique tellement médiocre, ils ne sont pas en mesure de participer à une discussion où chacun peut exposer librement ses arguments. Ils ne peuvent pas défendre les leurs, peut-être parce qu'ils perçoivent inconsciemment que ce serait impossible, ils se feraient laminer ou ils se ridiculiseraient.

Si des dirigeants avaient pris la peine d'étudier sérieusement les travaux de Michel Clouscard qui complétaient ceux de Marx et Engels, il y a de cela plus d'un demi-siècle, je ne sais pas si vous vous rendez compte du temps qu'on a perdu, peut-être qu'on

n'en serait pas arrivé à ce degré de confusion extrême, de déchéance, de déchirement, de dislocation de l'avant-garde de la classe ouvrière, c'est un élément sur lequel j'appelle les militants à réfléchir tranquillement, patiemment, rigoureusement.

Je pense qu'ils pourraient trouver là matière à expliquer et comprendre les causes de tous nos désaccords actuels, dont faire la liste ici nous entraînerait trop loin, tant ils sont nombreux et profonds. Nous en sommes arrivés au point ou nos positions sont tellement inconciliables sur la plupart des questions d'actualité ou la situation, qu'il est devenu impossible d'envisager la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, ce qui est dramatique, et ce que nos ennemis ne sont pas sans ignorer. Eux, ils s'en frottent les mains, ils savent qu'ils ont un boulevard devant eux, ils ne rencontrent pratiquement plus aucune résistance ou opposition organisée chaque fois qu'ils nous assènent un mauvais coup ou lancent une opération, créent de toutes pièces ou instrumentalisent un évènement puisqu'une large partie ou la totalité du mouvement ouvrier va s'y associer ou y participer.

Beaucoup de militants ou ex-militants baissent les bras, sont démoralisés en observant ce qui se passe que je viens de décrire, ils ne voient pas comment on pourrait remonter la pente et s'en sortir, même si souvent ils n'osent pas l'avouer, quelque part c'est ce qu'ils pensent parce qu'ils ne sont pas idiots, dès lors qu'on leur explique clairement ce qui se passe, ils comprennent que leurs dirigeants avaient été atteints de sénilité précoce ou qu'ils n'avaient jamais été à la hauteur de leurs responsabilité pour ne pas dire pire encore.

Donc voilà aussi où je voulais en venir ou ce que j'avais à leur dire, et il faut qu'ils sachent qu'on ne s'en sortira jamais si on n'en tient pas compte, si on ne modifie pas impérativement notre conception de la lutte de classe et notre interprétation de la situation.

Et s'ils craignent de se retrouver à contre-courant des masses, il faut qu'ils sachent qu'en les observant de plus près ou en prenant le temps de les écouter, ils s'apercevraient souvent que ce sont elles qui sont dans le vrai, et non leurs dirigeants qui dans bien des cas relaient la propagande officielle ou s'alignent dessus. On a pu l'observer sur une multitude de sujets où c'étaient elles leurs cibles, et ils ont été amenés à se positionner au côté de Hollande ou Macron contre les masses.

Et quand bien même ce serait le cas, qu'il faille être à contre-courant des masses parce qu'elles ont cédé à l'influence de l'idéologie qui domine la société depuis des siècles, qu'il faille les affronter peut s'avérer indispensable, ne serait-ce que pour préserver l'essentiel qui sera utile plus tard à leur combat. Souvenez-vous de ce que disait Engels, notre morale ou celle de la classe ouvrière est la seule légitime parce qu'elle incarne le futur, la société future et non le présent ou le passé. Et qui est-ce qui est censé incarner cette morale, sinon les militants qui se réclament du socialisme. Alors si vous voulez en être digne, vous savez ce qu'il vous reste à faire. (A lire dans cette page pour vous rafraîchir l'esprit, à la rubrique des enseignements du marxisme.)

Qui craint les masses n'a pas sa place dans le mouvement ouvrier, voilà ce que chaque militant devrait avoir à l'esprit en permanence. Pourquoi portons-nous tant d'attention à des intellectuels qui n'en font pas partie ou ignorent les masses ? Parce que nous savons qu'un jour ou l'autre, ils seront bien obligés de les prendre en considération, parce que ce sont les masses qui font l'histoire et personne d'autres. Il faut les prendre telles qu'elles sont, sans les mépriser, sans les juger, sans chercher à les obliger à changer leur mode de penser, même quand elles véhiculent des préjugés archaïques, parce que le moment venu elles voleront en éclats et le régime avec.

C'est cela et rien d'autre qui doit nous servir de guide pour l'action, et non les arguments bidons fabriqués par la réaction, car c'est le meilleur moyen de se retrouver à ses côtés contre les masses ou de se tromper de cause.

Qui incarne le mieux la bête immonde ?

Who Is Bill Gates? (Version longue - Full Documentary, 2020) (sous-titres accessible en français) - 13 juin 2020

https://www.youtube.com/watch?v=TY-vLrz9XCc&feature=youtu.be

How Bill Gates Monopolized Global Health (sous-titres en français) - 1 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=wQSYdAX_9JY&feature=youtu.be

Bill Gates' Plan to Vaccinate the World (sous-titres en français) - 8 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=o7A_cMpKm6w&feature=youtu.be

Who Is Bill Gates? (en anglais) - 5 janvier 2020

https://www.corbettreport.com/gates/

Who Is Bill Gates? : The Corbett Report (Un article en anglais comportant des vidéos sous-titrés en français) 5 janvier 2020

https://www.corbettreport.com/gates/

- 30 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Michel Clouscard.

- "Le néo-fascisme sera l'ultime expression du libéralisme social libertaire, de l'ensemble qui commence en Mai 68. Sa spécificité tient dans cette formule : « Tout est permis, mais rien n'est possible. » [Puis], à la permissivité de l'abondance, de la croissance, des nouveaux modèles de consommation, succède l'interdit de la crise, de la pénurie, de la paupérisation absolue. Ces deux composantes historiques fusionnent dans les têtes, dans les esprits, créant ainsi les conditions subjectives du néo-fascisme. De Cohn-Bendit à Le Pen, la boucle est bouclée."

A retenir.

- L'idéologie peut conditionner la sensibilité...

- Rendre le désir de consommer aussi puissant qu'un besoin...

- Rien de plus dangereux que de refuser la morale : cette position idéologique est la pire, elle détruit tout. Elle fait les mous et justifie tous les crimes, jusqu'à l'absurde...

- Les valeurs transgressives de la gauche servent d'alibi moral aux valeurs de la droite financière...

- Cette homogénéisation gouvernementale – certains parlent d'alternance -, fruit d'une complémentarité complaisante, caractérise singulièrement, depuis, notre social-démocratie libérale-libertaire...

- Des adultes aux préoccupations adolescentes, des électeurs aux ambitions serviles, des esclaves se croyant libres, des résistants collaborant , des consommateurs aux velléités formatées…voilà en définitive ce qu'a fait de nous cette société capitaliste...

D'un régime fasciste à l'autre.

Allemagne 1941 - Hitler - «Arbeit macht frei» - Travailler rend libre.

France 2021 - Macron - «Impfung macht frei» - Se vacciner rend libre.

G. Orwell l'auteur fétiche de Bertrand Tavernier

La Mort en Direct – Bertrand Tavernier (interview) - ARTE Cinema (2/3)

https://www.youtube.com/watch?v=hsc0qJQLEHo

Quel casting !

Evelyne et Marie-France Pisier « ont eu tellement d'amants » - gala.fr 15 janvier 2021

Marie-France et Evelyne Pisier étaient deux soeurs très fusionnelles, comme le révèlent nos confrères du Point. Mais la révélation de l'inceste commis par Olivier Duhamel a fait voler en éclats leur belle complicité.

Ils sont nombreux, ceux qui ont croisé la route d'Evelyne et Marie-France Pisier, à évoquer leur forte complicité.

Les deux femmes partagent tout, y compris les amants.

Avant de se marier avec Evelyne Pisier, Bernard Kouchner aurait eu une liaison avec sa soeur. "Elles avaient eu tellement d'amants, c'était intimidant pour les filles les plus sages" se remémore une amie. Marie-France Pisier tombera aussi sous le charme de Daniel Cohn-Bendit, et sa soeur sous celui de Fidel Castro.

Leur père se suicidera d'une balle dans la tête en 1986. Deux ans plus tard, c'est leur mère qui décidera de mettre fin à ses jours. gala.fr 15 janvier 2021

LVOG - Ce sont les mêmes qui sont à la tête de la brigade des moeurs, des prostitués des deux sexes et des ordures en tous genres.

Au temps du néo-fascisme triomphant.

Avant d'aborder ce sujet, je voudrais apporter une précision à la suite de la vidéo mis en ligne hier, dans laquelle il était beaucoup question des hippies ou des soixante-huitards.

Je n'ai jamais fait partie de l'un ou de l'autre, bien que j'ai adopté certains codes des hippies, cheveux longs, rock, cannabis, mais parallèlement contrairement aux petits bourgeois de mon quartier qui glandaient ou poursuivaient des études, moi je bossais comme ouvrier. En 1975 j'avais 20 ans, époque pendant laquelle Clouscard écrivit ses principaux ouvrages. Je partirai en Inde 15 ans plus tard, et je m'y installerai définitivement en 1996, sans que cela n'ait aucun rapport avec ce que j'avais vécu dans les années 70.

Ma période hippie si on peut appeler cela ainsi, dura à peine 3 ans, de 1974 à 1976, en 1977 j'entrais en contact avec l'OCI et elle s'acheva à ce moment-là. En revanche, j'en ai conservé jusqu'à présent ce qu'elle m'avait apporté, la découverte de la philosophie et du marxisme, accessoirement le cannabis à des fins intellectuels plus que récréatives ou comme somnifère pour éviter de cauchemarder et oublier ce monde de merde, je ne déconne pas, le hard rock et la rébellion, je connaissais déjà depuis l'âge de 10 ans.

C'est ma première épouse française qui m'a fait découvrir l'hindouisme et le bouddhisme, et donc l'Inde. Je les ai étudiés pendant plusieurs années, j'ai pratiqué du yoga, et quand nous nous sommes séparés, ne savant plus quoi faire de ma peau, j'ai décidé de partir en Inde sur la base d'illusions dont je suis revenu depuis, puisqu'en 2001 je renouais avec le marxisme et la lutte de classe, après une interruption de 20 ans.

Ici je n'ai jamais fréquenté les hippies occidentaux qui vivent dans la communauté d'Auroville, car entre nous l'incompatibilité d'idée est quasiment totale, ils sont même franchement répugnants et infréquentables, bien que nous partagions le même idéal, les moyens pour le réaliser divergent totalement aussi. Voilà, vous savez tout ou presque sur moi.

L'alliance du libéralisme économique (droite) et du libéralisme culturel (gauche), du libéralisme libertaire et de la social-démocratie libertaire, aboutit à la cogestion des rapports de domination et à une forme de néofascisme. Qu'elle rencontre une forte adhésion de l'extrême centre est normal, puisqu'il en est l'instigateur, et une forte résistance des conservateurs puisqu'ils sont les premiers à en faire les frais ou plutôt, ce sont eux qui y avaient le plus à perdre, en attendant de s'y rallier comme la plupart des aristocrates finirent par se transformer en bourgeois à la fin du XVIIIe siècle et le milieu du XIXe siècle.

LREM l'illustre à merveille, puisque ses dirigeants et le gros de ses troupes sont issus de LR et du PS.

En décrivant cette alliance objective, on pense immédiatement à celle qu'avait observée et combattue Lénine dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, il y a un siècle déjà, donc nos dirigeants n'ont aucune excuse ou ne pourront pas dire qu'ils auraient été pris au dépourvu, entre l'aristocratie financière et l'aristocratie ouvrière, la version moderne est plus sophistiquée, elle s'est diversifiée et englobe toutes les classes au XXIe siècle, mais pas seulement son pouvoir tentaculaire s'est infiltré ou étendu à toutes les manifestations de la société, il s'exerce de manière à pouvoir les dominer, les orienter sans que personne ne puisse s'y opposer efficacement, et évidemment ceux qui sont destinés à en être les principale victimes sont les mêmes, la classe ouvrière, les couches et les classes moyennes vouées à la rejoindre ou livrées à la paupérisation et à la précarité absolue sur fond de totalitarisme ou néo-fascisme non plus national, mais mondial.

Clouscard - « *Le capitalisme a viré à gauche au niveau politico-culturel et a viré à droite au niveau économico-social.* »

Aymeric Monville 2013 - La France n'aura jamais mieux ressemblé au portrait qu'en brossait Michel Clouscard dès l'après mai 68. Plus que jamais nous subissons la règle du libéralisme-libertaire dont il est le premier à avoir forgé le terme et le concept : la droite gère l'économie et la gauche l'évolution des moeurs, main dans la main.

On pourrait difficilement mieux dire, n'est-ce pas ?

Cela dit, depuis la formule employée par Clouscard, *tout est permis mais rien n'est possible*, mérite d'être actualisée ainsi, *rien*

n'est permis et rien n'est possible, autrement dit, on est entré de plein pied dans le totalitarisme qui inclut l'esclavagisme, on est passé petit à petit du libéralisme libertaire au néo-fascisme.

Qu'est-ce qui est reproché principalement à Clouscard ? C'est de s'être livré à une analyse de classe de la consommation qui démontre que la classe ouvrière en est exclue. Personnellement, jusqu'à présent je n'avais pas fait suffisamment la distinction entre biens d'équipement et biens de consommation, j'ignore jusqu'à quel point celle établie par Clouscard était correcte ou incomplète, je me méfie comme de la peste de tout ce que je lis à son sujet, à commencer par ceux qui au PCF ou proches du PCF qui s'en réclament ou encore Michéa, je ne parle même pas des Soral ou Zemmour qui sont des populo-fascistes pour employer une caractérisation de Clouscard. Gageons que les lambertistes (POI-POID) et autres pablistes (NPA) ou gauchistes qui liront cette causerie, s'empresseront de m'accuser de sombrer dans le populo-fascisme, si ce n'était pas déjà fait, ce qui me laisse totalement indifférent.

Quand Clouscard affirmait que la critique de l'anthropologie politique devait compléter la critique de l'économie politique chez Marx, en aucun cas il les opposait ou les excluait, ce qui aurait été une grave erreur politique. Mais évidemment c'est ce que font sans retenue ses détracteurs ou ceux qui s'en réclament, alors qu'ils sont aussi étrangers au marxisme que les freudo-marxistes, les existentialistes ou les staliniens.

Ma démarche ou comment je procède, ma méthode.

Je suis arrivé aux mêmes constats que Clouscard sans le connaître ou l'avoir lu ou entendu. Je ne connais pas encore suffisamment ses travaux pour me prononcer sur ses conclusions ou ses prises de position que j'ignore, donc à suivre. Comme disait Tavernier à propos des paroles qu'il avait mis dans la bouche d'un de ses personnages : Chaque chose en son temps, chacune à son tour, les unes après les autres.

Mais à la limite, qu'il s'agisse de Clouscard ou de qui que ce soit, ce qui m'intéresse surtout, ce sont ses observations, ses découvertes ou son rendu de la réalité. Je le répète, à ce stade j'ignore quelle fut la qualité des interprétations, des analyses et des conclusions qu'il en a tirées, donc pour moi cela n'a pas tellement d'importance, ce qui est essentiel c'est la matière brute qu'il nous a livrée à partir de laquelle je vais pouvoir forger une théorie ou modifier celle que j'avais élaborée.

On ne peut pas penser librement et progresser, quand on est perclus d'a priori, d'idées reçues, d'arrière-pensées, de théories, de doctrines sur lesquelles il faut s'aligner absolument ou qu'il ne faut surtout pas contrarier. Dans ce cas-là on aura toutes les peines du monde à aborder des choses ou connaissances qu'on ignorait jusque là, à les intégrer dans notre réflexion, on aura tendance à les écarter ou à les ignorer, et on aboutira à une interprétation tronquée ou déformée de la réalité. On agira à la manière des philosophes qui avaient créé leur propre système, et qui passèrent le restant de leurs jours à le justifier, quand bien même il ne reflétait pas fidèlement la réalité ou était complètement absurde, bourré de contradictions impossible à justifier, ils étaient persuadés de sa justesse.

Nous leur devons beaucoup néanmoins, parce qu'ils se donnèrent parfois un mal de chien dans leurs recherches pour convaincre leur entourage du bien fondé de leur théorie, quand au cours de leurs travaux ils surent faire preuve de persévérance et de rigueur ou qu'un éclair génial de lucidité jaillit des profondeurs de leur esprit et atteignirent une vérité, qui jusque là était inconnue des mortels et nous sert encore plusieurs siècles plus tard ou de nos jours.

En attendant, j'ai constaté que les travaux de Clouscard et certaines de ses conclusions dont j'ai eu connaissance, correspondaient avec celles auxquelles j'étais parvenu ou leur apportaient une légitimité qui leur manquait peut-être encore, puisque pour tous les lecteurs ou militants je demeure un illustre inconnu, ce qui est plutôt encourageant, car du coup je me suis dit que j'étais moins abruti que ce que certains prétendaient.

Clouscard aussi fut victime d'une discrimination ou d'un ostracisme injuste de son vivant, en se démarquant du stalinisme et de ses idéologues, et en s'attaquant aux freudo-marxistes (pseudo-freudiens-marxistes, expression corrigée par LVOG) (parmi lesquels il classe Gilles Deleuze ou encore Herbert Marcuse), à l'existentialisme, opposé au néo-kantisme de Jean-Paul Sartre, Jacques Lacan, Michel Foucault, Claude Lévi-Strauss ou encore Roland Barthes, selon lui fondamentalement contre-révolutionnaire, on lui reproche d'avoir commis l'erreur dans son analyse du mouvement de mai 68 étudiant, de ne pas avoir tenu compte qu'il avait été traversé par des inspirations contraires – même si toutes marquées par le même hédonisme – et une partie non négligeable des étudiants, influencés par les idées de Cornélius Castoriadis, Henri Lefebvre et Guy Debord, a tenté de refaire vivre l'esprit de la Commune et de combattre la société du spectacle naissante. (Kévin "L'Impertinent" Kévin - comptoir.org). Bref, il allait se faire plus d'ennemis que d'amis. Il finira d'ailleurs ses jours en 2009 dans son trou à Gaillac, comme je finirai les miens dans l'indifférence générale dans mon trou en Inde, bien que ses travaux et son apport au marxisme soient incomparablement plus importants que les miens qui sont très modestes. J'ignore également quel fut son engagement politique, ce qui importe peu ici, on verra cela plus tard.

Je publierai plus tard un recueil de texte et d'extraits d'articles sur son oeuvre, et en fonction du temps que je pourrai y consacrer je les commenterai.

Un extrait tiré de la page Wikipédia qui lui est consacré

- Ainsi, l'analyse critique des progrès sociaux au cours du XXe siècle ne peut valoir comme critique morale de l'émancipation des femmes ou des jeunes, mais comme analyse critique de la création de nouveaux marchés par l'assouplissement des mœurs. Les puissances trompeuses du capitalisme (communication publicitaire, etc) précèdent l'individu qui s'attache à des modèles de conduites « émancipées » qui « libèrent le corps » sans libérer ni l'âme, ni la force de travail des individus du Travailleur Collectif contraints de s'exploiter pour participer au système des signes de la jouissance.

Les combats sociaux sont donc exploités et instrumentalisés par la forme même de la société. Aidée par les formidables gains de productivité permettant la production industrielle des biens de subsistance et d'équipement, l'économie de marché trouve des débouchés commerciaux aux revendications sociales, mais dans un régime d'inégalité sociale. Les plus pauvres accèdent comme les plus riches aux mêmes modèles culturels, mais tandis que la classe ouvrière est toujours exploitée pour produire et n'accède qu'à une consommation frivole minimale – parfois seulement des signes les plus modestes – les nouvelles couches moyennes et de la bourgeoisie consomment beaucoup plus sans produire et accèdent à la « gamme » de luxe des nouveaux produits : loisirs, voyages, produits bio de luxe, modes de vie marginaux et alternatifs, contestation moralisante des rapports capitalistes, etc.

LVOG - Comme on le voit ici, la société et les rapports sociaux qu'avaient décrits Marx et Engels, les enseignements du marxisme figuraient dans sa réflexion et ses recherches, c'est la raison pour laquelle elles nous sont si précieuses.

Je crois que les militants feraient bien de lire et d'étudier son oeuvre, ils y trouveraient ce qu'ils ont lu dans bien des causeries, alors que j'ignorais l'existence de ce penseur et militant. Que je n'en ai jamais entendu parler dans la littérature des trotskystes n'étonnera personne, ils ont passé leur temps à passer à côté de l'essentiel plus ou moins consciemment.

Pour se détendre un peu

Qui a osé nous traiter ainsi : « *Tiens bon, on les aura ces connards* » ?

Réponse : Le tyran Macron s'adressant à Véran. gala.fr le 13 janvier citant Le Point du 12 janvier.

La réponse de Macron à des rumeurs qui annonçaient un prochain limogeage d'Olivier Véran, précisait le journaliste. Entre nous, ces « *connards* » pourraient tout aussi bien être tous ceux qui souhaitent son départ et ils doivent être très nombreux, bien que cela ne changerait strictement rien.

Après « *pauvre con* » (Sarkozy) qui témoignait déjà du manque de raffinement ou d'élégance d'un roturier, avec cet imposteur qui a assumé la relève, on a là toute l'élégance du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, tel que Marx caractérisait l'aristocratie financière.

Non, Macron n'est jamais seul. Exercice de social-patriotisme.

- Absence de vaccin français contre le Covid: Ruffin demandera une commission d'enquête à l'Assemblée - BFMTV 14 janvier 2021

LVOG - Avec les félicitations de Sanofi-Pasteur !

Avec Mélenchon, tout est réformable, souvenez-vous qu'il se serait bien vu en Premier ministre de Macron pour ceux qui ont la mémoire courte.

- Mélenchon estime "avoir besoin d'autres relations avec la presse" - AFP 14 janvier 2021

La pandémie a mis en lumière "l'importance de l'information et de la pluralité de ses sources". AFP 14 janvier 2021

LVOG - Il fallait aussi la sortir celle-là, car je ne l'ai jamais entendu faire la promotion des traitements qui existent pour soigner le covid-19 ou rejeter la théorie d'une pandémie. La pluralité de l'information et des sources qu'il réclame ne sont finalement que des nuances de la même idéologie réactionnaire, dite social-démocrate libertaire.

Qui a dit qu'il était impossible d'augmenter le taux d'exploitation ?

- Au travail, les Français se perdent dans des tâches superflues selon une étude - Yahoo actualités 16 janvier 2021

Une étude mondiale révèle que les Français perdent deux-tiers de leur temps de travail dans des tâches totalement inutiles ou redondantes. Yahoo actualités 16 janvier 2021

LVOG - Je suggère d'augmenter le temps de travail, de repousser l'âge du départ à la retraite, de supprimer les congés payés, les jours fériés, et par conséquent le 13é mois et les primes en tous genres.

Quand l'extrême gauche et la gauche ou droite sociale est sous l'influence de l'extrême-centre fascisant, du libéralisme libertaire.

- Décoloniaux, racialistes, identitaristes : enquête sur les nouveaux fanatiques - lepoint.fr 13 janvier 2021

Le Point - Ils défendent des concepts fumeux, déboulonnent les statues, interdisent les débats, censurent les pièces de théâtre dont la mise en scène ne leur plaît pas… Cette semaine, Le Point plonge dans le monde de ces nouveaux activistes majoritairement inspirés par l'extrême gauche qui ont bien compris le pouvoir que peuvent exercer les minorités actives sur l'opinion et l'actualité.

LVOG - Celles des capitalistes, des médias à leur service et des élites corrompus, pas vraiment !

Tous ces thèmes sont le complément du confinement, du masque, de la distanciation sociale, ils servent les mêmes intérêts ou les mêmes objectifs politiques, ils servent à créer une situation de chaos, à déstabiliser toute la société et à briser tous les liens sociaux qui paradoxalement reposaient en grande partie sur des rapports archaïques, injustes et nauséabonds que la classe dominante avait créés elle-même ou entretenus tout au long du XIXe et du XXe siècle, afin que les masses paient au prix fort la crise du capitalisme entré en putréfaction, et que le régime dictatorial dominé désormais par l'oligarchie financière qui détient tous les pouvoirs se survive à lui-même.

Comme l'a dit un abonné du Point, pour trouver des "Droits spécifiques et particuliers pour certaines catégories ? Nul besoin d'aller chercher bien loin ", en effet, il suffit de se pencher sur ceux accordés à la minorité des capitalistes par la Constitution de la Ve République qui constitue un déni de démocratie permanent.

On ne peut pas comprendre la situation, si on fait l'impasse sur les fondements de la société et de tous les rapports sociaux, qui reposent sur les inégalités sociales entre les classes qui en sont à l'origine et les reproduisent sans cesse. A sa manière Le Point le reconnaît.

Le Point - Oui, nous vivons dans un monde où malgré les efforts subsistent des injustices, des inégalités, du racisme et des atteintes permanentes à la sérénité. Oui, il existe des logiques de domination, de discrimination ou de reproduction des inégalités que l'on peut et que l'on doit combattre.

LVOG - Là Le Point se démasque, car puisque chacun sait qu'on ne peut pas compter sur lui pour les combattre contrairement à ce qu'il affirme, cela signifie qu'il participe activement à la "reproduction des inégalités" qui profitent au capitalisme. Embourbé dans ses contradictions, il ne peut que s'enfoncer et se découvrir davantage pour tenter de sauver les apparences et l'essentiel.

Le Point - Voici, pêle-mêle, quelques-unes des interrogations que nous imposent ces mouvements : doit-on être son propre sujet d'étude ? Se déclarer offensé peut-il ouvrir des droits particuliers ou justifier une censure ? Les injustices imposent-elles de réorganiser toute la société pour les faire disparaître instamment ?

LVOG - Au moment où l'ensemble des médias dont Le Point censurent les opposants aux mesures liberticides adoptées par Macron dans le cadre de la lutte contre une pandémie imaginaire, pour que justement la seconde question ne vienne pas à l'esprit des masses, ne faudrait-il pas faire table rase et "réorganiser toute la société" pour faire disparaître toutes les injustices et souffrances dont sont victimes les travailleurs, en finir avec les fondements de ce régime, la Constitution de la Ve République qui en est le garant, la propriété privée des moyens de production des biens et des services au profit d'une République sociale ?

Le Point - Ces discours, qui assènent des métaphores dans le but de les transformer en réalités conceptuelles (« la France serait encore un pays colonial », « la langue serait le reflet d'une perception masculiniste du monde », « toute norme engendrerait des oppressions dont il faut se libérer »), pèsent sur le débat hexagonal, qui souffre de la contradiction grandissante entre des réalités et leurs perceptions. lepoint.fr 13 janvier 2021

LVOG - Comment ces représentants de l'ordre établi comptait-il se sortir de ce bourbier qu'ils ont créé eux-mêmes ? Par un tour d'illusionniste consistant à faire croire que "le débat hexagonal (souffrirait) de la contradiction grandissante entre des réalités" et les "perceptions" qu'en auraient les participants à ces mouvements, alors que ce qu'ils dénoncent est au demeurant juste et bien réel, mais parce qu'ils manquent de profondeur font l'objet d'une manipulation ou d'une récupération qui profite essentiellement à l'oligarchie.

C'est la raison pour laquelle nous n'y participons pas et nous les combattons, sans jamais nous tromper d'ennemi ou de cause contrairement à eux, puisque finalement, ils n'auront jamais gain de cause et notre ennemi s'en trouvera renforcé sur le

plan politique.

On atteint là les racines de l'opportunisme, qui prétend que toutes les questions sociales pourraient être résolues dans le cadre du régime en place. Cette démarche partagée par ce qu'on a appelé la gauche et l'extrême gauche, les altermondialistes, etc., qui a été théorisée par des réformistes bourgeois à la fin du XIXe siècle en réaction au socialisme scientifique, cautionne le régime et rend inutile le combat pour l'abattre, ce qui signifie que sur le plan idéologique les dirigeants de tous ces mouvements, les dirigeants ou formations du mouvement ouvrier qui les soutiennent se situent sur le terrain des ennemis des masses exploitées et opprimées, du socialisme.

On peut s'étonner que tant de militants se compromettent en participant à ces mouvements, qui sont, soit essentiellement initiés directement par des officines liées à l'oligarchie et financés par elle, soit lancés par des personnes anonymes ou totalement inconnues et étrangères au mouvement ouvrier, qui peuvent certes être animées de généreuses intentions, qui malheureusement ne remplaceront jamais les enseignements de la lutte des classes ou ne constitueront jamais une orientation politique indépendante du régime, raison pour laquelle ils obtiennent le soutien de l'extrême centre ou du Forum économique mondial, de la NED/CIA, etc. connectez-vous à leurs portails pour le vérifier, tout y figure.

Cela a été rendu possible aussi du fait de l'extrême faiblesse de la conscience politique des militants du mouvement ouvrier, que n'importe quel bonimenteur expérimenté peut manipuler à sa guise ou leurs dirigeants.

Quand «la grande pandémie du Covid 19» devait ouvrir le bal de «la Grande Réinitialisation». (Klaus Schwab cofondateur du Forum de Davos ou FEM)

Extrait.

- Malgré tout, ce que l'on appelle dorénavant «la grande pandémie du Covid 19» n'est rien d'autre qu'un scénario monté de toutes pièces par Klaus Schwab, le tout relaté en détail dans son livre (3), pour tétaniser les peuples par la peur afin de mettre en scène son grand reset de l'économie mondiale. A tel point que ce scénario a fait l'objet d'une répétition générale en 2019 au Forum de Davos que l'on peut trouver en ligne sur la chaîne Youtube du FEM sous le titre «We ran a massive viral pandemic simulation. Here's what we learned about managing Coronavirus.» («Nous avons testé une simulation de pandémie virale. Voici ce que le management du Covid nous a appris.») Il suffit de lire tous les commentaires de cette video de 3 minutes pour voir que personne n'est dupe : il ne s'agit ni plus, ni moins qu'une manipulation de grande envergure. (4)

Tout avait déjà été prédit par le gourou Jacques Attali dès 2009 dans un article messianique publié par L'Express et intitulé «Avancer par peur», (5) où il affirmait que «l'humanité ne pouvait évoluer significativement que lorsqu'elle a vraiment peur et que seule une pandémie majeure ferait surgir la prise de conscience d'un altruisme (!) pour jeter les bases d'un véritable gouvernement mondial».

Publié en juillet 2020, le livre de Klaus Schwab «Covid 19 : la grande réinitialisation» n'est rien d'autre qu'un programme économique et politique totalitaire qui se propose d'avancer «des conjectures et des idées sur ce à quoi le monde post-pandémique devrait ressembler». Le plus étonnant est que Schwab admet que le Covid-19 est «l'une des pandémies les moins meurtrières que le monde ait connues au cours des 2000 dernières années», ajoutant que «les conséquences du COVID-19 en termes de santé et de mortalité seront bénignes par rapport aux pandémies précédentes». Il continue : «Cela ne constitue pas une menace existentielle, ni un choc qui laissera son empreinte sur la population mondiale pendant des décennies». Et pourtant ! Incroyablement, cette maladie «bénigne» est simultanément présentée comme l'occasion unique d'un changement sociétal sans précédent, sous la bannière de «La Grande Réinitialisation» ! Schwab place ainsi le Covid-19 dans une longue tradition d'événements allant de la peste noire du Moyen-Age au 11 septembre 2001 en passant par la Seconde Guerre mondiale qui ont facilité des changements soudains et significatifs dans nos sociétés. Il invoque ainsi

«La Seconde Guerre mondiale qui a été la guerre de transformation par excellence, déclenchant non seulement des changements fondamentaux dans l'ordre et l'économie mondiale, mais aussi des changements radicaux dans les attitudes et les croyances sociales qui ont finalement ouvert la voie à des changements radicalement nouveaux des politiques et des dispositions du contrat social.»

Il ajoute qu'il «existe évidemment des différences fondamentales entre une pandémie et une guerre, mais l'ampleur de leur pouvoir de transformation est comparable. Les deux ont le potentiel d'être une crise transformatrice aux proportions auparavant inimaginables. C'est notre moment décisif», pavoise-t-il. «Un nouveau monde émergera». «Le bouleversement sociétal déclenché par le COVID-19 durera des années, voire des générations».

«Beaucoup d'entre nous se demandent quand les choses reviendront à la normale.

La réponse est : jamais!» Les industries de la restauration, du tourisme et de la culture, mais aussi les petits commerces savent à quoi s'en tenir désormais.

Le ton est donné : «Des changements radicaux d'une telle ampleur sont tels que certains experts ont évoqué une ère «avant le coronavirus» et «après le coronavirus» .

Tous ces commentaires montrent une seule et même chose : Schwab se veut le grand architecte de cette pandémie planifiée par lui et ses acolytes pour mettre en place le grand reset.

Comment Schwab et ses amis milliardaires peuvent-ils imposer leur société dystopique au reste d'entre nous ? La solution est le lavage de cerveau par la propagande implacable débitée en copié-collé par les grands médias occidentaux, mais aussi les GAFAM, verrouillés par une oligarchie financière aux mains d'une poignée de multi-milliardaires pour instiller la peur du virus durablement.

(Klaus Schwab et sa prise d'otages de masse 2.0 par Winter Oak - Off-Guardian 12 octobre 2020 - Mondialisation.ca, 15 janvier 2021)

DEUXIEME PARTIE

Du régime de l'ordre au totalitarisme.

Décret sur le fichage : « Je ne peux pas laisser dire qu'il contrevient aux libertés publiques », se défend Gérald Darmanin - Publicsenat.fr 13 janvier 2021

Il n'y a pas un seul régime qui échappe au totalitarisme.

Coronavirus à Cuba: fermeture des écoles et transport réduit à La Havane - AFP 14 janvier 2021

Coronavirus/USA-Biden s'oppose à la levée d'interdiction des voyageurs de l'UE - Reuters 18 janvier 2021

Covid-19: Poutine ordonne une vaccination massive en Russie à partir de la semaine prochaine - BFMTV 14 janvier 2021

Brésil: lancement de la campagne nationale de vaccination contre le covid-19 - BFMTV 18 janvier 2021 Le gouvernement brésilien lance finalement ce lundi sa campagne nationale de vaccination contre le Covid-19, deux jours plus tôt que

Covid-19 en Chine : 1er mort et pire nombre de cas par jour depuis 10 mois, le doute s'installe - euronews 14 janvier 2021

L'Italie prolonge à son tour ses restrictions face à l'épidémie - Reuters 15 janvier 2021

Covid-19 : la Suisse donne un tour de vis pour lutter contre la pandémie - euronews 14 janvier 2021

Le Portugal se résout à un deuxième confinement général - AFP 14 janvier 2021

Par crainte du variant, l'Autriche prolonge son confinement - AFP 18 janvier 2021

L'Allemagne doit durcir et prolonger le confinement, dit Scholz - Reuters 18 janvier 2021

Le Vietnam a accentué sa répression avant le congrès du parti au pouvoir - Reuters 18 janvier 2021

Etc. etc. etc.

Totalitarisme. La stratégie de la peur et de la terreur

Covid-19: face au rebond de l'épidémie, Olivier Faure se dit favorable à un reconfinement - BFMTV 12 janvier 2021

Variant du covid-19 : Sébastien Lecornu annonce un renforcement des contrôles à Mayotte et à la Réunion - Publicsenat.fr 14 janvier 2021

Malgré un taux d'incidence du virus bien plus bas qu'en Métropole, en Outre-mer, notamment à Mayotte et à la Réunion, la

population doit s'attendre à de nouvelles mesures de protection pour se prémunir du variant Sud-africain du Covid-19. C'est ce qu'a annoncé Sébastien Lecornu devant le Sénat, ce jeudi. Publicsenat.fr 14 janvier 2021

Covid-19: Olivier Véran juge la prolongation de l'état d'urgence "indispensable" - BFMTV 13 janvier 2021

Le ministre de la Santé a estimé, ce mercredi, que l'état d'urgence sanitaire devait être prolongé jusqu'au mois de juin 2021 afin de pouvoir continuer à prendre des mesures de lutte contre le coronavirus. BFMTV 13 janvier 2021

Covid-19 : "On pourrait sortir de cette crise autour de septembre 2021", estime Jean-François Delfraissy - Franceinfo 13 janvier 2021

Coronavirus : l'analyse des eaux usées suscite l'inquiétude - Europe1 12 janvier 2021

Coronavirus : pourquoi le variant brésilien B.1.1.248 inquiète ? - Yahoo Actualités 12 janvier 2021

Couvre-feu à 18h : 5900 verbalisations dressées samedi soir en France - BFMTV 17 janvier 2021

À titre de comparaison, lors de la première soirée de couvre-feu à 20 heures le 16 décembre dernier, il y avait eu 802 verbalisations pour tout le pays, toujours selon Beauvau. En octobre dernier, lors de l'instauration du premier couvre-feu, qui était à 21 heures, Jean Castex avait évoqué le chiffre de 4777 verbalisations au total après cinq soirées de restrictions sanitaires. Un chiffre largement battu pour ce seul samedi 16 janvier.

D'abord appliqué pour plusieurs départements au début de l'année, le couvre-feu à 18 heures s'est étendu à l'intégralité de l'Hexagone ce week-end. Un renforcement des restrictions censé lutter contre la propagation toujours active du Covid-19, et de l'arrivée des différents variants du virus détectés en plusieurs points du territoire. BFMTV 17 janvier 2021

"Sécurité globale" : "On veut affaiblir la capacité des citoyens à surveiller l'État et ses agents", dénonce une politologue - franceinfo 16 janvier 2021

Des manifestations ont lieu samedi en France contre la proposition de loi sur la "sécurité globale". Les opposants au texte demandent toujours le retrait de plusieurs dispositions, notamment l'article 24.

"On veut affaiblir la capacité des citoyens à surveiller l'État, ses agents et leurs agissements", a dénoncé Vanessa Codaccioni, invitée samedi 16 janvier de franceinfo, historienne et politologue, maître de conférences en science politique à l'Université Paris 8, spécialiste de la justice pénale et de la répression. franceinfo 16 janvier 2021

Des défilés qui ont rassemblé 34 000 personnes selon la police, et 200 000 selon les organisateurs. Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a fait état sur Twitter de "75 personnes interpellées dont 24 à Paris" et "12 policiers et gendarmes blessés".

L'appel à manifester avait été lancé par plusieurs associations comme La Ligue des droits de l'Homme et Amnesty, ainsi que de nombreux syndicats et associations, de journalistes et réalisateurs notamment.

Le collectif, qui demande à être reçu par le président Emmanuel Macron, cible également les articles 21 et 22 sur l'usage des caméras-piétons et des drones par les forces de l'ordre, et du "nouveau schéma national du maintien de l'ordre" (SNMO), régulièrement invoqué par les forces de l'ordre pour limiter la couverture médiatique des manifestations. euronews.com 16 janvier 2021

À Paris, la police met fin à une rave party en marge de la manif contre la loi "Sécurité globale" - huffingtonpost.fr 16 janvier 2021

Les "teufeurs" ont dénoncé les restrictions de libertés pendant la pandémie et les "sanctions disproportionnées" contre les organisateurs de la rave party de Lieuron. huffingtonpost.fr 16 janvier 2021

Dans plusieurs villes, les "teufeurs" de la mouvance des "free parties" ont décidé de rejoindre le mouvement "pour le droit à la culture" et contre la "répression disproportionnée" lancée après la rave de Lieuron (Ille-et-Vilaine) qui a réuni 2.400 personnes au Nouvel an. Cette fête avait entraîné "2.000 verbalisations, 15 arrestations, 4 mises en examen" selon le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin.

Ils étaient nombreux notamment au départ de la manifestation de Nantes derrière des banderoles comme "nous sommes tous des organisateurs de raves" ou "L'État assassin: vies, cultures, libertés". À Lille ou encore à Rennes, le défilé avait également un air de techno-parade, avant que les danseurs ne soient dispersés par les forces de l'ordre. huffingtonpost.fr 16 janvier 2021

Totalitarisme, la guerre intérieure et extérieure. Ils en sont fiers !

La France reste la septième puissance militaire mondiale en 2021 - Yahoo Actualités 18 janvier 2021

Le classement 2021 des armées les plus puissantes de la planète vient d'être dévoilé. Les États-Unis conservent la tête et la France confirme son statut de puissance majeure en Europe.

Après avoir passé au scanner près de 50 indicateurs, le Global Fire Power a rendu son verdict et dévoile son classement des plus grandes puissances militaires en 2021. Pas moins de 50 indicateurs différents (budget consacré à la défense, effectif des armées, diversité des armements) sont analysés pour établir une hiérarchie. À la septième place, la France conserve son rang par rapport à l'année dernière.

En hausse pour la troisième année consécutive, le budget de la défense s'établit en 2021 à 39,2 milliards d'euros, soit 22% de plus qu'en 2017. La part allouée au ministère des Armées augmente d'1,7 milliard d'euros par rapport au budget de 2020.

Le budget 2021 "met à la disposition des forces armées des matériels novateurs qui leur permettront de mener au mieux leurs missions de protection des Français sur le territoire national et à l'étranger, en opérations extérieures notamment", ajoute le ministère. Yahoo Actualités 18 janvier 2021

TROISIEME PARTIE

Totalitarisme. Terreur sanitaire permanente.

- "*Même s'il n'y a pas de flambée, le risque est toujours là*".

Jean-Jacques Coiplet directeur de l'ARS interrogé par 20 Minutes

Contrairement à ce que l'on craignait il y a quelques jours, il n'y a pas de réelle explosion liée aux fêtes de Noël ou du Nouvel an. »

Le docteur Pierre Blaise, directeur scientifique à l'ARS. 20 Minutes14 janvier 2021

Pourquoi l'ère des pandémies ne fait-elle que commencer ? - Futura 16 janvier 2021

Coronavirus : l'épidémiologiste Arnaud Fontanet s'attend à un regain de l'épidémie en mars - 20minutes.fr 17 janvier 2021

Une « poussée » de l'épidémie de Covid-19 est probable en mars, avec l'arrivée en France de nouveaux variants du coronavirus, a estimé ce dimanche l'épidémiologiste membre du Conseil scientifique Arnaud Fontanet.

D'après lui, en l'absence de traitement efficace, la proportion des Français se faisant vacciner contre le Covid-19 devra être la plus élevée possible si le temps confirme que les différents vaccins sont sans danger. « Pour moi ça devrait être 100 %. A partir du moment où on sait que le vaccin marche, et que le vaccin n'a pas d'effet indésirable, pourquoi s'en priver ? ». Car pour arrêter la circulation du virus, « il faudra toucher des populations plus larges », a-t-il détaillé.

« Maintenant qu'on sait que ces variants sont finalement plus transmissibles que le virus qu'on connaissait, ça veut dire aussi que la couverture vaccinale devra être plus importante que ce qu'on anticipait jusqu'à présent », d'après ce médecin qui conseille le gouvernement. 20minutes.fr 17 janvier 2021

L'Australie ne rouvrira probablement pas ses frontières en 2021 (responsable) - AFP 18 janvier 2021

L'Australie ne devrait pas rouvrir ses frontières aux voyageurs étrangers en 2021, et ce en dépit des campagnes de vaccination qui vont progresser dans le monde entier, a estimé lundi un haut responsable australien de la Santé. AFP 18 janvier 2021

Chaque fois la même rhétorique : le coup des multiples variants.

LVOG - Exercice de divination, scientifique, s'il vous plaît. Et en non-dit, le virus de la grippe...

Pour le Pr Fontanet, le variant anglais du coronavirus "va prendre le dessus en France dès le mois de mars" - Le HuffPost 19 janvier 2021

LVOG - Le mutant prétexte à l'augmentation de la distanciation sociale de 1 à 2 mètres généralisée, il fallait y penser.

Coronavirus : face au variant britannique, le port de certains masques en tissu déconseillé 20minutes.fr/ AFP 19 janvier 2021

Face à la circulation en France du variant britannique du coronavirus, plus contagieux, le Haut conseil de la santé publique (HCSP) recommande d'éviter certains masques en tissu moins filtrants, a indiqué ce lundi l'un de ses responsables.

« A l'occasion de la pénétration en Europe de certains nouveaux variants (…) plus transmissibles, alors que les modes de transmission n'ont pas changé, se pose la question de la catégorie des masques que l'on peut proposer dans la population générale », a déclaré sur BFM TV Didier Lepelletier, coprésident du groupe de travail Covid-19 du HCSP.

« A l'occasion des avis du mois de décembre sur les commerces ou sur les fêtes de fin d'année, on est effectivement passé à ces deux mètres. La pénétration des nouveaux variants (…) est peut-être l'occasion d'officialiser ces deux mètres », a-t-il estimé. Le ministère de la Santé peut choisir de suivre ou pas les avis du HCSP.

« Ce sont des avis qui sont scientifiques et qui ont pour but d'éclairer la prise de décision politique sanitaire », a ainsi souligné le Pr Lepelletier. 20minutes.fr/AFP 19 janvier 2021

Pourquoi les variants du coronavirus se multiplient - huffingtonpost.fr 16 janvier 2021

Alors que l'espoir, avec l'arrivée de vaccins, pointait enfin le bout de son nez à la toute fin d'une année 2020 catastrophique, voilà que le Sars-Cov2 n'arrête plus de muter.

Le 20 décembre, Londres se reconfinait face à un variant du coronavirus possiblement plus contagieux. Le 25, celui-ci était détecté en France. Six jours plus tard, c'est un autre variant détecté en Afrique du Sud, qui pourrait lui aussi être plus transmissible, qui est détecté dans l'Hexagone. 13 jours plus tard, c'est au Japon que des cas d'un troisième variant à haut risque, venus du Brésil, ont été détectés.

Comment trois nouvelles souches du coronavirus, qui inquiètent toutes les scientifiques, peuvent-elles apparaître si vite, alors que le coronavirus parcourt le monde depuis près d'un an? "Ces trois variants ne sont pas vraiment apparus en même temps, ils reçoivent juste beaucoup d'attention médiatique dernièrement", explique au HuffPost Björn Meyer, virologue à l'institut Pasteur. "Le variant 501.V1 a été repéré au Royaume-Uni début septembre. Mi-octobre, un autre, 501.V2, a été séquencé en Afrique du Sud. Enfin, 501.V3, un variant originaire du Brésil, a été découvert plus récemment, en décembre".

Il faut d'abord rappeler qu'un virus mute régulièrement, c'est normal et la plupart du temps, cela n'a aucune espèce d'importance. Parfois, quand les mutations s'accumulent, cela peut devenir problématique, surtout si elles donnent des avantages au virus. Via la sélection naturelle, ces mutations s'imposent face aux versions plus classiques du coronavirus, car elles survivent mieux.

C'est ce que redoutent les chercheurs pour les trois variants britannique (V1), sud-africain (V2) et brésilien (V3). Pourtant, les trois sont bien différents les uns des autres. "C'est ce que l'on appelle une évolution divergente, ce qui veut dire que le résultat final est le même, par exemple que le virus soit plus transmissible ou qu'il échappe au système immunitaire, mais la manière d'y arriver est différente", explique Björn Meyer.

C'est pareil pour les trois variants. Ils partagent des mutations spécifiques, aux noms bizarres tels N501Y et E484K. Elles font craindre une plus grande contagiosité, voire une moindre immunité. Mais chaque variant a aussi son lot de mutations différentes, mais sans impact sur la biologie du coronavirus.

Normalement, une mutation apparaît chez une personne, puis est transmise à une autre, puis petit à petit une nouvelle mutation apparaît, en plus de la précédente. "Ces trois variants ne correspondent pas au schéma classique qu'il est possible de tracer et de suivre grâce au séquençage", explique Björn Meyer.

Il s'est donc passé quelque chose d'étrange. Et ce trois fois, indépendamment. Mais quoi? On entre ici dans le spéculatif, mais c'est clairement la piste privilégiée par de nombreux virologues et épidémiologistes, tels Trevor Bedford, Björn Meyer ou encore François Balloux, directeur de l'UCL Genetics Institute.

Ce grand écart des trois variants "pourrait indiquer que ce processus de mutation a eu lieu dans un seul patient

immunodéprimé", hypothétise Björn Meyer. Chez certaines personnes, en raison d'une maladie ou d'un problème génétique, le système immunitaire ne marche pas normalement. D'habitude, le Sars-Cov2 finit par être détruit par nos anticorps en une à deux semaines. Mais chez certains patients, il peut rester plus longtemps, lui laissant le temps de muter plusieurs fois.

Il faut également rappeler que le système immunitaire, dans ce genre de cas, fonctionne en partie. Ce qui pourrait créer justement une pression de sélection, comme dans la théorie de l'évolution de Darwin, mais en accéléré, au sein d'un seul hôte. "Le virus change quelque chose à sa surface pour échapper à la réponse immunitaire ou pour se reproduire plus vite, puis finit par se transmettre, muté, à une autre personne", schématise le chercheur.

Impossible de savoir avec certitude si c'est bien ce qu'il s'est passé pour les trois nouveaux variants. Mais quelques études récentes font état de patients immunodéprimés infectés par le Sars-Cov2 pendant des semaines. Dans une étude publiée en octobre, des chercheurs évoquent le cas d'une personne contaminée pendant au moins 119 jours, accumulant une dizaine de mutations. Aucune ici dans les zones du génome permettant d'améliorer la biologie du virus, heureusement.

Dans une autre étude publiée début décembre, il est fait état d'un patient contaminé pendant 150 jours avant de décéder. Le séquençage a montré que le virus a muté rapidement chez cette personne, quand on compare à la population générale dans le même temps. Surtout, rappelle Trevor Bedford, certaines des mutations sont les mêmes que celles présentes dans les variants actuels (E484K, N501Y notamment).

Les visons bouc-émissaires?

Une autre piste pourrait ne pas être humaine. Après tout, même si les origines premières du Sars-Cov2 sont encore mystérieuses, on sait qu'un de ses ancêtres a évolué chez des sauves-souris. Il est donc passé de l'animal à l'homme, peut-être même via un "réservoir", un autre mammifère dans lequel un coronavirus a évolué pour finalement devenir celui que nous connaissons.

En novembre, le gouvernement danois a ordonné l'abattage de millions de visons d'élevage chez lesquels un autre variant du coronavirus se propageait. Ce qui a dû se passer, c'est que le Sars-Cov2 a réussi à passer de l'homme au vison, puis a muté en se répandant dans des élevages surpeuplés. Le risque, ce serait donc que de nombreuses mutations aient lieu jusqu'à ce qu'il revienne à l'homme.

Un risque à relativiser. Une fois passée chez l'animal, la sélection naturelle va sélectionner les mutations du coronavirus les plus adaptées à son nouvel hôte, le vison. Et elles sont souvent bien différentes de celles facilitant la transmission chez l'homme, car nous sommes tout simplement deux espèces distinctes. "En général, le virus sera alors moins adapté à l'humain, mais il y a quelques mutations qui sont avantageuses chez l'homme comme chez les visons. N501Y est l'une d'elles", précise Björn Meyer.

Cette mutation est également présente dans les trois variants bien connus. Pour autant, si les souches provenant des visons ont été identifiées chez l'homme, notamment au Danemark, "elles ne semblent pas plus infectieuses pour le moment", relativise le chercheur. De plus, pour que la zoonose soit en cause, il faudrait qu'un animal hôte soit présent dans les trois pays des variants, ce qui rend cette hypothèse "moins probable".

Nous n'arriverons probablement jamais à connaître avec certitude l'origine des trois variants V1, V2 et V3. Mais ces pistes doivent être explorées et plus de génomes séquencés afin de mieux débusquer à l'avenir de nouveaux variants plus contagieux voire, ce qui est loin d'être prouvé pour l'instant, pouvant rendre les vaccins contre le Covid-19 moins efficaces. huffingtonpost.fr 16 janvier 2021

Totalitarisme. Pour en arriver au vaccin.

Point de repère : Ce virus à la létalité de 0,05% dont on doit rappeler qu'il n'est ni plus ni moins mortel que celui de la grippe saisonnière.

La question qui tue ceux qui la posent.

Se faire vacciner ou ne pas se faire vacciner: qu'est-ce qui est le plus risqué? - Die Welt/Le Figaro 15 janvier 2021

Ah que les faits sont parfois cruels et la désillusion aussi !

Variant du covid-19 à Marseille : « Il faut vacciner ! », clament les sénateurs - Publicsenat.fr 12 janvier 2021

Message reçu 5/5 !

Le Pr. Raoult au garde-à-vous devant Macron, ce qui n'a rien d'étonnant : on ignore si le vaccin aura des effets négatifs à moyen et long terme, on ignore s'il sera efficace contre les mutants, on sait que le variant britannique n'est pas plus mortel, peu

importe, Raoult vaccine ! Et cela balancé avec quelle légèreté et quel cynisme, pour lui aussi la santé de la population n'est qu'une marchandise comme une autre, qui lui a juste permis d'assouvir son ambition dévorante ou son orgueil démesuré.

Au diable le fait que le SARS-CoV-2 ne concerne qu'une infime minorité de la population, que le taux de mortalité (population entière) soit autour, de 0,05%, le taux de létalité (population testée positive) inférieur à 2,5%, au diable qu'il existe des traitements préventifs ou pour soigner du covid-19 à tous les stades de la maladie.

Tout cela pour cela, Raoult fait partie de l'élite aux ordres, il ne risque rien du côté de l'Ordre des médecins.

Finalement, à l'abus de pouvoir de Macron a répondu l'abus de confiance de ce médecin-chercheur, les deux faces de la même pièce. Macron n'a eu aucun mal à manipuler les ignorants qui apeurés crurent en une pandémie, et lors de l'épisode de la vaccination Raoult vole à son secours, tout est dans l'ordre des choses.

Ce sont des monstres, des fanatiques, des enragés.

Covid-19: une Italienne de 108 ans vaccinée - BFMTV19 janvier 2021

Coronavirus : 13 morts liées au vaccin en Norvège - cnews 15 janvier 2021

L'Agence norvégienne des médicaments a relié 13 décès aux effets secondaires du vaccin contre le coronavirus. Ceux qui sont morts avaient deux choses en commun : ils étaient âgés et fragiles.

Au total, 23 décès ont été recensés dans le cadre de la vaccination contre le Covid-19 en Norvège, et jusqu'à présent, 13 d'entre eux ont été analysés, rapporte le média norvégien Norway Today.

«Les rapports pourraient indiquer que les effets secondaires courants des vaccins à ARNm, tels que la fièvre et les nausées, peuvent avoir entraîné la mort de certains patients fragiles», a noté le médecin en chef Sigurd Hortemo de l'Agence norvégienne des médicaments.

L'Institut national de la santé publique (FHI), qui évalue conjointement tous les rapports sur les effets secondaires du vaccin, a ainsi mis à jour le guide de vaccination contre le Covid-19, avec de nouvelles recommandations pour les personnes âgées fragiles.

"Pour les personnes les plus fragiles, même les effets secondaires relativement légers du vaccin peuvent avoir des conséquences graves", a-t-il expliqué l'Institut norvégien de la santé publique. "Pour ceux qui ont de toute façon une durée de vie restante très courte, le bénéfice du vaccin peut être marginal ou sans importance."

«Si vous êtes très frêle, vous ne devriez probablement pas être vacciné», a déclaré jeudi Steinar Madsen, de l'Agence norvégienne des médicaments, lors d'un webinaire sur le vaccin destiné aux journalistes. cnews 15 janvier et 2021 et franceinfo 16 janvier 2021

3 jours plus tard, le HuffPost assurait le service après-vente pour Big Pharma, le lien entre ces décès et le vaccin disparaissait et ces recommandations étaient balayées.

Si ces déclarations peuvent faire peur, il ne faut surtout pas surréagir ou tirer de conclusion hâtive. “Il n’y a aucune connexion certaine entre ces morts et le vaccin. Cela pourrait être une coïncidence, mais nous n’en sommes pas sûrs”, a précisé au British Medical Journal Steinar Madsen, directeur de l’agence norvégienne du médicament.

Il serait même assez logique que ces morts n’aient pas grand-chose à voir avec le vaccin.

LVOG - Quand soudain la mémoire leur revient juste pour cautionner leur thèse scientiste.

Le HuffPost - On meurt tous les jours

La première chose à rappeler, c’est que la mort frappe tous les jours partout dans le monde. Que quelqu’un décède par hasard juste après avoir reçu une dose de vaccin Pfizer/Biontech est donc loin d’être inconcevable. Surtout que la Norvège vaccine en priorité les personnes âgées avec des maladies sérieuses. Et que les médecins ont pour consigne de déclarer d’éventuels effets indésirables même si les relations de cause à effet sont peu claires.

Les autorités norvégiennes rappellent ainsi que 400 personnes meurent chaque semaine en moyenne dans les équivalents des Ehpad dans ce pays. Cela pourrait donc être un simple hasard.

LVOG - Comment créer un "évènement" pour les achever prématurément.

Le HuffPost - “L’analyse individuelle d’une observation ne suffit pas, ce sont des gens fragiles qui peuvent décéder au moindre événement mais auraient pu également décéder sans vaccination”, précise-t-il.

“Il faut également se rappeler de la balance bénéfice-risque. Le Covid, ça tue, le vaccin, on n’a pas d’évidence que ça tue”, rappelle Jean-Louis Montastruc. Imaginons un instant que ces 23 décès soient effectivement liés directement au vaccin. Sur les 42.000 personnes vaccinées en Norvège, cela implique un taux de mortalité de 0,05%. Or, le taux de mortalité moyen du Covid-19 est estimé aux alentours de 4,6% pour les personnes de 75 ans et de 15% pour les 85 ans et plus. Même si la contamination par le Covid-19 n’est pas une certitude, l’ampleur de l’épidémie, couplée à sa mortalité importante sur cette tranche d’âge, donne des arguments aux vaccins.

LVOG - Ils ont juste oublié de préciser qu'ils étaient parvenus à ces chiffres parce que ces vieux n'avaient pas bénéficié d'un traitement ou d'un protocole approprié, du coup la réalité qu'ils décrivent est biaisée.

La question à se poser, c'est pourquoi s'acharnent-ils à vacciner des personnes hautement à risques de mal réagir à un vaccin. Ce sont des assassins. Le HuffPost 18 janvier 2021

La Grèce aimerait un passeport vaccinal européen - euronews 12 janvier 2020

Le vaccin heureux !

Covid-19 : comment la dépression et le stress peuvent nuire à l’efficacité des vaccins - Yahoo Actualités 15 janvier 2021

Flagrant délit de manipulation ou fake news. La combine du mutant associé au vaccin, il fallait y penser !

Coronavirus : Manaus, l'exemple de l'échec de l'immunité collective non vaccinale - Yahoo Actualités 15 janvier 2021

Des arguments qui renforcent l’urgence de la vaccination, débutée fin 2020, pour éviter l’apparition d’un variant qui rendrait inefficace le vaccin actuel. "Plus on vaccinera de monde, plus on réduira les risques d'apparition d'un nouveau variant", abonde Samuel Mondy.

Selon Pfizer, il faudrait six semaines pour modifier le vaccin en cas d’apparition d’un variant rendant inefficace le produit. Yahoo Actualités 15 janvier 2021

LVOG - Qu'est-ce qu'ils ne vont pas chercher pour persuader la population de se vacciner.

Notez qu'ils avouent eux-mêmes que leur vaccin ne sert à rien ou ils n'en savent rien. Question : Vont-il revacciner la population déjà vaccinée toutes les 6 semaines ?

Un internaute signale dans le blog du Dr. Maudrux :

- "*Pour vérifier je tape « covis mortalité Manaus » et là méga surprise : le nombre de décès pour l’Amazonie (34 millions d’habitants depuis le début est de 6043 soit 0,2 pour 1000 c’est à dire 5 fois moins qu’en France. Depuis le début de l’année le nombre moyen de cas quotidiens est inférieur à 2000, 5 fois moins que chez nous rapporté à la population !*

Quand j’indique ces chiffres autour de moi, j’en prends plein la figure. Je suis pro Bolsonaro, pro Trump bref un salaud populiste d’extrême droite. Pourtant je suis classé dans la catégorie des personnes vulnérables et fragiles ! En fait, maintenant, dès qu’on évoque la moindre critique on est soupçonné d’être complotisme ou de négationnisme.

C’est très inquiétant. Mais comment a-t-on pu en arriver là ?"

Vaccins contre le Covid-19 : en espaçant les deux doses de vaccin, "on risque d'avoir des mutations" du virus, alerte un professeur de médecine - franceinfo 12 janvier 2021

Alors que l'Académie nationale de médecine recommande "de ne différer l'injection de la seconde dose [du vaccin contre le Covid19] que si les circonstances l'exigent et sans excéder un dépassement de trois semaines", le gouvernement a lui décidé de différer jusqu'à six semaines l'injection de la deuxième dose du vaccin Pfizer/BioNTech, afin de pouvoir vacciner davantage de personnes. En espaçant les deux doses de vaccin, "on risque d'avoir des mutations" du virus, a alerté mardi 12 janvier sur franceinfo le professeur Yves Buisson de l'Académie nationale de médecine, président de la cellule Covid-19. franceinfo 12

janvier 2021

Ah ces modèles de démocratie ces monarchies !

Le Danemark, ce champion des campagnes de vaccination - La Tribune 15 janvier 2021

Le pays nordique a déjà vacciné plus de 2% de sa population contre le Covid-19, se classant ainsi meilleur élève de l'Union européenne. La Tribune 15 janvier 2021

Ne cherchez plus les complotistes.

Des organisations américaines, dont Microsoft et Oracle, travaillent sur un passeport de vaccination - BFMTV 15 janvier 2021

Des sociétés informatiques, dont Microsoft, des institutions de santé et des ONG ont formé une coalition pour mettre au point un passeport de vaccination, anticipant le potentiel besoin pour les personnes de devoir prouver aux autorités et aux entreprises qu'elles sont vaccinées contre le Covid-19.

"Le but est de permettre aux individus d'avoir accès à leur dossier de vaccination et d'utiliser des outils comme CommonPass (un portefeuille numérique, NDLR) pour retourner au travail et à l'école, pour recommencer à voyager et à vivre, tout en protégeant la confidentialité de leurs données", a expliqué Paul Meyer, le dirigeant de la fondation Commons Project, dans un communiqué publié jeudi.

"Il est urgent de disposer de certificats de vaccination numérisés"

La coalition baptisée VCI (Vaccination Credential Initiative) comprend notamment Microsoft, Salesforce et Oracle.

"Les fichiers actuels sur la vaccination ne permettent pas l'accès, le contrôle et le partage d'informations vérifiées", note le communiqué.

Elles veulent créer un modèle standard pour les organisations qui administrent les vaccins, afin de rendre les certificats accessibles dans un format numérique.

"Il est urgent de disposer de certificats de vaccination numérisés, fiables, traçables, vérifiables et universellement reconnus pour que les gens puissent retourner au travail, à l'école et se rendre à des événements", souligne la coalition.

Leur idée est de concevoir un passeport de vaccination accessible sur son portefeuille numérique, ou sous format papier pour ceux qui n'ont pas de smartphone. BFMTV 15 janvier 2021

La vaccination, c'est la vie normale. Version adaptée de : La liberté, c'est l'esclavage.

Covid-19 : faut-il mettre en place un passeport vaccinal pour retrouver une vie normale ? - euronews 18 janvier 2021

Passeport vaccinal en Europe? «Je ne l'exclus pas», déclare le chef du Conseil européen - sputniknews.com 18 janvier 2021

Suite à l'idée d'instaurer un passeport vaccinal pour les voyages en Europe exprimée en début de semaine dernière par le Premier ministre grec, cette possibilité n'a pas été exclue par Charles Michel, chef du Conseil européen, lors d'une interview sur NPO Buitenhof le 17 janvier.

«Je ne l'exclus pas, mais ce sujet est sensible dans les pays européens», a-t-il déclaré tout en affirmant que «ce n'est pas parce qu'un débat est compliqué ou sensible qu'il faut l'éviter». (Mais il est urgent d'éviter celui sur les différents traitements avancés par des milliers de médecins pour traiter la covid-19 ou les mesures liberticides préconisées par l'OMS. - LVOG) sputniknews.com 18 janvier 2021

Le pire régime totalitaire.

Ministère de la Santé : « Passeport vert » de 6 mois pour les vaccinés ou guéris - timesofisrael.com 4 janvier 2021

Les Israéliens dont le test est négatif pourront obtenir un passeport de 72 heures, ce qui leur donnera accès aux rassemblements et à d'autres événements

Le ministère de la Santé a dévoilé lundi les détails de son projet de « passeport vert » pour les Israéliens qui ont été vaccinés contre le coronavirus ou qui ont guéri de la COVID-19. Il permettrait aux détenteurs d'accéder aux grands rassemblements et aux lieux culturels.

Les responsables de la santé ont déclaré que ceux dont le test de dépistage du virus est négatif pourraient recevoir un passeport vert temporaire de 72 heures, tandis que les passeports accordés à ceux qui ont été vaccinés ou qui ont guéri de la COVID-19 seront valables pendant six mois.

« Pour obtenir une immunité collective au sein de l'État d'Israël, il faudrait que 70 % de la population soit vaccinée. Le passeport vert est un moyen que nous voulons utiliser pour gérer la vie quotidienne à mesure que le nombre de personnes guéries augmente », a déclaré le responsable de la lutte contre le coronavirus, Nachman Ash, à la commission de la Constitution, du droit et de la justice de la Knesset.

Lors d'une présentation aux députés, le ministère de la Santé a déclaré que le passeport est destiné à encourager la vaccination et à permettre la réouverture de secteurs de l'économie fermés par les restrictions du gouvernement en matière de virus.

Le ministère a déclaré que les passeports verts pourraient être utilisés pour permettre l'accès aux événements culturels et sportifs, aux conférences, aux musées et autres types de rassemblements de masse. Il a ajouté qu'ils seraient probablement utilisés dans les restaurants et les cafés, les centres commerciaux, les hôtels, les gymnases et les piscines, mais qu'ils ne seraient pas nécessaires pour les écoles, les lieux de travail, les transports publics, les lieux de culte et les magasins de rue.

Les passeports peuvent être utilisés via une application pour smartphone ou la reconnaissance vocale interactive ou être imprimés, selon la présentation.

« Quiconque a été vacciné ou est guéri peut entrer dans des endroits tels que le théâtre Habima, et celui qui ne l'est pas peut faire un test et ensuite aller à un spectacle », a déclaré M. Ash. « Il n'y aura pas de confinement pour la moitié du pays alors que la moitié du pays est libre. Cela n'arrivera pas ».

En plus des passeports verts, le ministère de la Santé a déclaré qu'il délivrerait une preuve de vaccination pour les personnes qui ont été vaccinées, les exemptant ainsi des exigences de quarantaine. Une version anglaise de ce document sera également délivrée aux voyageurs étrangers.

Le document sera valable six mois, à compter d'une semaine après la réception de la deuxième dose du vaccin.

Le ministère de la Santé a souligné qu'une fois les passeports délivrés, « les restrictions de rassemblement se poursuivront en fonction de la situation générale de morbidité ». Il a également déclaré que les entreprises n'auront pas besoin d'acquérir des équipements spéciaux pour vérifier les passeports.

Un représentant du ministère des Affaires étrangères a déclaré aux membres de la Knesset qu'il avait été en contact avec d'autres pays au sujet des passeports.

« Il y a des pays qui sont en retard sur nous en termes de réflexion. Dès que nous connaîtrons leurs réponses, nous publierons un rapport », a déclaré Ilan Fluss, cité par le site d'information Ynet. « Il existe déjà un dialogue au niveau des organisations internationales. L'Union européenne a chargé la Commission européenne d'élaborer un document de position sur la question et ses implications ».

Les responsables n'ont pas précisé quand les passeports commenceraient à être délivrés. Itamar Grotto, le directeur général adjoint du ministère de la Santé, a déclaré que le ministère était en contact avec des entreprises technologiques au sujet des passeports et que le principal obstacle était la prévention des contrefaçons.

Israël est en tête du monde par habitant dans sa campagne de vaccination, mais les responsables de la Santé affirment que les vaccins ne suffiront pas à eux seuls à endiguer une recrudescence des infections, le ministère de la Santé s'efforçant de renforcer le confinement actuel en appelant à la fermeture immédiate de toutes les écoles et en restreignant davantage l'activité commerciale. timesofisrael.com 4 janvier 2021

CONTRE-PROPAGANDE ET RÉSISTANCE A L'OPPRESSION.

Délation. Le régime de Vichy rétabli.

Un communiqué anti-vaccin de l'Ordre des médecins de la Charente sème le trouble - charentelibre.fr 15 janvier 2021

Le dernier billet d'humeur du président du Conseil de l'ordre des médecins secoue la profession. Dans son communiqué interne du 13 janvier, Michel Bacquart, tacle la campagne de vaccination au Covid de la France. Morceaux choisis: "Le discours médical ne peut être fait d'injonctions. […] Instiller la peur ne peut être partie prenante dans la médecine." "Il n'appartient pas au médecin de participer à on ne sait quels 'jeux olympiques de la vaccination'." Un autre passage prend carrément des airs de pamphlet anti-vaccin. "Ces traitements […] découlent soit de techniques nouvelles (sans aucun recul) soit de techniques récentes (avec un faible recul)."

Interrogé sur ces lignes, Michel Bacquart évacue: "Il s'agit d'un communiqué interne au conseil de l'ordre, uniquement destiné aux médecins, je n'ai pas à le commenter dans la presse". Sauf que le texte a fuité. Publié en intégralité sur Twitter jeudi soir. Depuis, la publication fait la joie des anti-vaccins et conspirationnistes. "Il est heureux que des médecins se lèvent car eux seuls ont la possibilité d'arrêter cette folie sanitaire (refus traitements, confinement…).", salue ainsi un internaute.

Plainte au conseil national?

Les médecins charentais, eux, apprécient beaucoup moins. "Ce que le président écrit engage un peu sa profession, regrette Gilles Raymond président du syndicat MG (pour médecins généralistes) de la Charente. Je ne suis pas sûr que sa position corresponde à celle du Conseil national, ni à celle des médecins de terrains." Lui assure vouloir collaborer avec les autorités sanitaires. "Partout dans le département, des médecins s'organisent et prennent du temps pour participer à la campagne. Le médecin doit délivrer une information, ça me paraît difficile d'être contre la vaccination par principe." Le billet d'humeur a fait sortir de leurs gonds d'autres médecins. "C'est totalement à contre courant. Dans la période où on passe en couvre-feu à 18h, où on lance tous les centres de vaccinations, où la pandémie reprend rapidement. c'est choquant. Une plainte au Conseil national n'est pas exclue", charge un docteur, sous couvert de l'anonymat. charentelibre.fr 15 janvier 2021

Coronavirus: une centaine d'arrestations lors d'une manifestation à Amsterdam - BFMTV 18 janvier 2021

Une centaine de manifestants ont été arrêtés ce dimanche lors d'un rassemblement à Amsterdam où quelque 2000 personnes protestaient contre les restrictions liées à la pandémie de Covid-19 et contre le gouvernement néerlandais, qui a démissionné vendredi.

Les manifestants se sont rassemblés dans l'après-midi sur la Museumplein, au centre de la capitale néerlandaise, suivant un appel lancé sur des réseaux sociaux: "Ne votez plus jamais pour le cabinet Rutte!".

Les manifestants, dont beaucoup ne respectaient pas les mesures sanitaires imposées, ont été expulsés par la police notamment grâce à des canons à eau, a indiqué la municipalité d'Amsterdam dans un communiqué. BFMTV 18 janvier 2021

En vidéo

Grippe VS Covid, qui est vraiment le plus mortel ? - 14 janvier 2021

https://www.youtube.com/watch?v=8pA9pfFUSIk&feature=share&fbclid=IwAR2ZrObxmXFHW2gnT_sLV8gDaBy8MQAZ7_GU0UQPpVMGosHI49OpoS8BSEw

Christian Perronne au Défi de la vérité, le retour - France Soir 15 janvier 2021

https://www.youtube.com/watch?v=K1bfbl-QD-U&feature=emb_title

Conférence de presse: Santé Libre | Des collectif de médecins indépendants pour la Covid19 - 12 janvier 2021

https://www.youtube.com/watch?v=uwXVAr8lHLQ&feature=youtu.be

Conférence de coordination des collectifs de médecins indépendants pour une autre gestion sanitaire - Samedi 09 janvier 2021

Un comité scientifique indépendant sans conflits d'intérêt est créé pour guider une autre politique sanitaire et émettre des avis.

Soutenu par :

30.000 médecins ou membres du corps médical

Les porte-parole de ce collectifs revendiquent le soutien de 100.000 citoyens, apparemment à partir des internautes qui suivent les diverses associations qu'ils ont créées.

Les Porte-parole :

Dr Violaine Guérin (Laissons les médecins prescrire)
Martine Wonner (Députée)
Alain Houpert (Sénateur)
Dr Eric Ménat (Médecin généraliste)
Dr Gérard Guillaume (Rhumatologue)
Dr Claude Escarguel (Microbiologiste)
Dr Claire Delval (Réinfocovid)

Les syndicats de médecin aux abonnés absents.

On notera qu'en dehors de la représentante de Réinfocovid dont on ignore la tendance politique, tous sont de droite ou proches de l'extrême droite ou de l'extrême-centre.

Le maire de Saint-Brieuc refuse de mettre en place le couvre-feu à 18 heures : "On ne va rien changer" - Franceinfo 17 janvier 2021

L'élu souligne que sa ville a eu "50% d'augmentation" d'hospitalisations en réanimation. "C'est vrai, mais on est passé de 0 à 2 en réanimation. On n'est pas encore dans un territoire en crise. Si nous étions en crise, je n'aurais pas du tout cette réaction." Franceinfo 17 janvier 2021

Covid-19 : la fronde de certains restaurateurs italiens contre les restrictions - euronews 16 janvier 2021

La règle, à Rome, est pourtant de fermer les restaurants à 18h. Mais ce soir-là, cet établissement est encore ouvert. Il est 20 heures, cherchez l'erreur... Ce restaurateur a tout bonnement décidé de ne pas respecter les restrictions et de maintenir son établissement ouvert pour le dîner. Une initiative qui fait le bonheur des clients à l'intérieur. "Les restrictions qu'ils imposent nous détruisent tous, tant psychologiquement qu'économiquement", souligne Maurizio.

Les restrictions, mises en place fin octobre, ont été progressivement renforcées en Italie. Dans certaines régions, le service a emporter, jusque là autorisé après 18 heures, sera interdit à compter de ce week-end. Près de trois mois d'activité au ralenti qui placent Armando Minotti, propriétaire du restaurant Loste Ria, dans une situation de précarité. "J'ai trois enfants et une femme. Nous sommes séparés et depuis trois semaines, je n'ai pas pu lui verser une allocation hebdomadaire pour qu'elle puisse nourrir nos enfants, nous sommes fichus", déclare-t-il.

Il n'est pas le seul restaurateur à décider de défier les autorités italiennes. Avec le hashtag #IoApro, des restaurateurs appelaient sur les réseaux sociaux à rouvrir ce vendredi en signe de protestation. Mais selon plusieurs médias italiens, la participation aurait été "faible" , notamment à Bologne, selon le quotidien La Repubblica. A Milan, la police est intervenue dans un restaurant qui avait été ouvert et le propriétaire s'est vu infliger une amende de 400 euros, comme le rapporte Corriere TV.

En Belgique, près de 40% des établissements de l'hôtellerie et restauration étaient déjà menacés de faillite à l'issue du premier confinement, selon un sondage de la Foodservice Alliance publié en septembre dernier. euronews 16 janvier 2021

L'ayatollak Khamenei interdit les vaccins US, anglais et français - Réseau Voltaire 15 janvier 2021

Sur ordre du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, l'Iran a annulé l'importation de 150 000 doses de vaccins anti-Covid-19 qui lui avaient été offerts par la communauté iranienne aux USA.

Le Guide suprême a autorisé l'importation des vaccins chinois, russes et cubains, mais interdit celle des vaccins occidentaux, US, anglais et français. Réseau Voltaire 15 janvier 2021

QUATRIEME PARTIE

POLITIQUE

Tunisie

Tunisie: Nouveaux heurts lors de manifestations contre la crise économique - Reuters 18 janvier 2021

Des émeutes et de violents affrontements ont éclaté dimanche pour une deuxième soirée consécutive à Tunis et dans au moins 15 autres villes tunisiennes entre manifestants et forces de l'ordre, alors que le pays fait face à une crise économique sans précédent.

Un représentant du ministère de la Défense, Mohamed Zekri, a déclaré à Reuters que l'armée avait été déployée dans plusieurs villes - Sousse, Bizerte, Kasserine et Seliana - afin de protéger certains bâtiments gouvernementaux.

Les autorités ont indiqué plus tôt avoir arrêté 240 personnes, pour la plupart des adolescents, après de violents affrontements avec la police dans la nuit de samedi à dimanche et dans la journée de dimanche.

Dix ans après la "révolution de Jasmin" qui avait chassé l'autocrate Zine El Abidine Ben Ali du pouvoir, la Tunisie a avancé vers une démocratie mais les problèmes économiques se sont aggravés, et le pays se trouve désormais au bord de la faillite.

Les contestataires n'ont pas formulé de claires revendications lors de manifestations, que les autorités ont décrites comme des émeutes, dans au moins une dizaine de villes.

Dans la capitale Tunis, un quartier délabré a été le théâtre de heurts entre des contestataires principalement adolescents et la police, qui a fait usage de canons à eau et de gaz lacrymogène pour disperser la foule après avoir essuyé des jets de pierres.

Selon plusieurs témoins, des manifestants ont pillé des magasins dans plusieurs villes.

Le mouvement de contestation fait figure de défi pour le Premier ministre Hicham Mechichi, qui a remanié samedi son gouvernement sur fond de lutte d'influence politique entre les partis. Reuters 18 janvier 2021

Portugal

LVOG - La social-démocratie libertaire en action.

A la tête de l'UE, le Portugal prône une "relance juste, verte et numérique" - euronews 15 janvier 2021

"L'Europe est une affaire de personnes. L'Europe est une affaire de travailleurs et de petites entreprises, une affaire d'opportunités d'emploi pour les jeunes, la jeune génération qui a besoin de perspectives. Il s'agit de solidarité en temps de crise, et c'est pourquoi je me félicite des projets de la présidence portugaise et de son engagement à renforcer notre économie sociale de marché européenne", a déclaré Ursula von der Leyen.

Parmi les temps forts de cette présidence figure un "sommet social" prévu début mai à Porto pour faire progresser les droits sociaux des citoyens européens. "Relancer une Europe sociale", une priorité pour Lisbonne alors que la pandémie creuse les inégalités. euronews 15 janvier 2021

Pays-Bas

Pays-Bas : le gouvernement démissionne après un vaste scandale - lepoint.fr 15 janvier 2021

Des milliers de familles (Ce scandale qui a touché environ 26 000 parents, selon les estimations des médias néerlandais - Le Point) ont été accusées à tort de fraude aux allocations familiales, avant d'être contraintes à les rembourser, ce qui a plongé une partie d'entre elles dans de graves problèmes financiers. Nombre d'entre elles ont en outre fait l'objet d'un profilage ethnique sur la base de leur double nationalité.

Un rapport d'enquête parlementaire publié en décembre 2020 a établi que des fonctionnaires ont mis fin aux allocations de milliers de familles accusées à tort de fraude entre 2013 et 2019, avant de les contraindre à restituer de façon rétroactive celles perçues sur plusieurs années, soit dans certains cas des dizaines de milliers d'euros. De hauts responsables politiques, dont

plusieurs ministres en fonction, sont accusés d'avoir préféré fermer les yeux sur des dysfonctionnements dont ils avaient connaissance.

L'affaire survient deux mois avant des élections législatives, prévues le 17 mars, et en pleine crise sanitaire, les Pays-Bas connaissant les restrictions les plus sévères imposées depuis le début de la pandémie de Covid-19.

L'avocat de victimes Vasco Groeneveld a déposé mardi une plainte à l'encontre de trois ministres en poste et deux anciens ministres, dont Lodewijk Asscher. Plusieurs parents concernés ont mis en ligne lundi une vidéo dans laquelle ils appelaient le gouvernement à démissionner. Il a en outre été révélé que des fonctionnaires des impôts avaient procédé au « ?profilage ethnique? » de quelque 11 000 personnes sur la base de leur double nationalité, y compris certaines de celles qui ont été touchées par l'affaire des allocations familiales.

En décembre, le gouvernement néerlandais a annoncé vouloir verser au cours des quatre mois suivants au moins 30 000 euros à chaque parent concerné, mais cela n'a pas suffi à dégonfler le scandale.

Selon de récents sondages, le parti libéral-conservateur (VVD) de Mark Rutte pourrait être de nouveau le premier parti à l'issue des législatives, l'opinion publique soutenant toujours largement sa gestion de la pandémie. lepoint.fr 15 janvier 2021

Etats-Unis

LVOG - La paix sociale est un marché qui rapporte plus qu'elle ne coûte.

Pas de temps à perdre", dit Biden, dévoilant un plan de soutien de 1.900 milliards de dollars - Reuters 15 janvier 2021

Tu auras compris que la paix sociale est un marché qui rapporte plus qu'elle ne coûte. C'est exactement ce qu'avait expliqué Clouscard, tandis que les dirigeants du mouvement ouvrier s'en félicitent, on comprend pourquoi.

Quand Bismarck avait évoqué l'instauration d'un système de retraite, Marx et Engels s'y étaient violemment opposés. Là aussi on comprend pourquoi, car ils estimaient que c'était aux travailleurs à travers leur expérience de la lutte de classe qu'ils devaient conquérir des réformes sociales, et que cela constituait un formidable enseignement et entraînement dans la perspective de leur futures mobilisations pour s'emparer du pouvoir politique, en être privés revenait à les désarmer sur le plan théorique et pratique, et ils avaient raison.

Alors tu comprends mieux pourquoi les lambertistes voulaient porter au pouvoir le PS, car ils savaient qu'en saupoudrant des réformes, le mouvement ouvrier et les masses se tiendraient tranquilles et toute perspective révolutionnaire serait renvoyée aux calendes grecques, car dans l'avenir ils seraient en droit d'attendre d'autres réformes dans le cadre du régime et en aucun cas ils n'envisageraient la nécessité de l'affronter, encore moins de l renverser, c'était une manière comme une autre de subordonner davantage encore les masses au régime et aux institutions de la Ve République.

Et leur théorie de l'immense de la révolution devait juste servir à camoufler cette escroquerie politique, leur soumission à la social-démocratie et au capitalisme, à la Ve République, ce qui depuis a été illustrée un nombre de fois incalculable, ce qu'on n'avait pas compris à l'époque, et qu'on a eu du mal à comprendre ou plutôt à admettre plus tard, après avoir traité cette théorie de foireuse, ce qui était une erreur politique, alors qu'en réalité elle était uniquement destinée à nous induire en erreur, afin qu'on ne puisse pas démasquer leur collusion avec la social-démocratie et leur corruption par le régime. Comme quoi tout s'explique un jour. Un peu tard et je le regrette, mais bon, on fait ce qu'on peut.

Haut de page

Le 22 janvier 2021

Les articles mis en ligne ce jour, je les insérerai dans les différentes rubriques plus tard, car je dois les reformater une fois pour qu'ils soient bien alignés, et une autre fois pour les insérer dans les archives sans qu'il y ait des décalages, des sauts de ligne, etc. Quelle corvée !

A force, avec plus de 70 dossiers et près de 20.000 articles, cela devient un peu le bordel et difficile à gérer, et je ne vous dis pas le temps que j'y passe. Toutes les pages n'ont pas été formatées de la même manière depuis 2004, je n'ai jamais imaginé l'orientation et l'ampleur que prendrait ce portail. Un portail par rapport à un blog présente des avantages et des inconvénients, mais bon, on assure, c'est le principal.

Soyez sans complaisance avec ceux qui feignent de ne pas savoir qu'on est en présence d'une imposture au coronavirus, et qui s'alignent sur la propagande gouvernementale ou du Forum économique mondial. Ce sera un des thèmes développés dans la prochaine causerie. Et puis, ayez une pensée pour les centaines de milliers de travailleurs qui en ont été victimes dans le monde.

La totalité des formations politiques et syndicales du mouvement ouvrier alimentent la psychose collective, une situation inédite dans son histoire depuis le XIXe siècle. Leurs dirigeants participent à cette escroquerie sordide au côté de Macron, chacun peut le constater quotidiennement, hélas !

Ne craignez pas d'être à contre-courant de ces obscurantistes (et de la majorité des masses), ils n'ont pas plus d'arguments scientifiques que Macron pour défendre ces mesures liberticides et cette saloperie de vaccin.

Et ne suivez pas non plus aveuglément les médecins ou scientifiques qui contestent certaines mesures, et qui du jour au lendemain se contredisent, parce qu'aller plus loin signifierait qu'ils devraient affronter Macron ou l'Ordre des médecins, rompre avec le régime, et ils n'y tiennent pas ou ils en sont incapables, ce sont des conformistes, des produits du régime et non des opposants aux institutions.

Un certain nombre d'entre eux sont des filous ou des margoulins, qui un jour affirment une chose et le lendemain son contraire et ainsi de suite un nombre de fois incalculable. Ils prétexteront que la science avance chaque jour et qu'ils doivent s'adapter aux nouvelles connaissances, certes une contrainte, mais qu'en est-il réellement ?

- Ils savent depuis le début que les masques sont inutiles, hormis dans certaines conditions pour certains soignants, et en voilà qui vous expliquent que vous devriez en porter chez vous. Ils savent aussi que la manière dont les gens ou les enfants les portent ou les manipulent les rendraient inefficaces dans tous les cas de figure, mais ils passent outre. En fait, ils agissent exactement comme ceux qu'ils critiquent en ne retenant que les faits qui les intéressent.

- Ils savent depuis le début que les tests PR-PCR peuvent faire l'objet de toutes sortes de manipulations, c'est son inventeur qui l'a déclaré, il ne devrait servir qu'avec des personnes présentant des symptômes, et jamais il ne devrait être employé pour tester la population. Il prenait pour exemple le cas de la rougeole où quelques cas sont signalés par an, il expliquait que si on testait largement la population, on trouverait automatiquement une multitude de gens porteurs de ce virus sans qu'elles soient malades pour autant. C'est juste un moyen employé par les gouvernements pour alimenter en permanence la peur chez la population, la terroriser, oui, en ce sens c'est du terrorisme d'Etat auquel collaborent médecins et scientifiques.

- Ils savent depuis plus de 6 mois que le décompte des morts attribués au SARS-CoV-2 ne correspondait pas à la réalité, et que par exemple toute personne morte d'un cancer testée positive avait été ajoutée dans la colonne *mort par covid-19*". Malgré tout, ils n'en tiennent pas compte et ils évoquent près de 70.000 morts du SARS-CoV-2 en France ou 2 millions dans le monde, ce qui est faux.

- Ils savent depuis le début qu'il existe des traitements efficaces pour traiter la covid-19 et qu'un vaccin sera inutile, sauf qu'ils viennent tous de s'y rallier, j'ignore la dernière réaction du Pr. Perronne. Ils ont même oublié que cette maladie pouvait être dangereuse essentiellement que pour les personnes de plus de 85 ans, et que le taux de mortalité (population générale) se situait entre 0,05 et 0,09%. Ils savent qu'il n'y a eu que 388 personnes de moins de 60 ans mortes officiellement du SARS-CoV-2 en 2020 et sans doute un nombre comparable en France, malgré tout les voilà prêts à vacciner n'importe qui. De médecins ou scientifiques ils finissent par se comporter en visiteurs médicaux au service des trusts pharmaceutiques.

Et ainsi de suite.

Ils auront passé leur temps à tenir un double langage, chacun en a été témoin. Quelle confiance peut-on leur accorder dans ces conditions ? Aucune ou alors elle sera relative et agrémentée de réserves.

Quand ils tiennent un discours conforme aux besoins des masses, on les soutient, et dès qu'ils retournent leurs vestes, on cesse de les soutenir. Et s'ils sont menacés ou attaqués par le gouvernement fascisant ou l'Ordre des médecins de Vichy, notre attitude dépendra de leur degré de compromission ou ce qu'on peut encore espérer en tirer, là aussi en aucun cas on les soutiendra aveuglément.

Il faut donc faire la part des choses et demeurer vigilant. Ces gens-là n'ont pas de conscience de classe ou alors ce n'est pas vraiment la nôtre. Leur attitude est commandée par d'autres intérêts, parfois ils recoupent les nôtres, parfois ils s'en écartent ou s'y opposent, et dès lors que l'enjeu devient politique, c'est leur statut social ou leurs intérêts individuels qui compteront uniquement pour eux, sauf exception rarissime qui ne s'est pas présenté à ma connaissance. Si vous n'y prenez pas garde, ils vous berneront, vous vous bernerez vous-même et vous bernerez les autres, ce qu'on ne souhaite à personne.

Une dernière précision ou un dernier rappel : Ces articles ne sont destinés qu'à vous informer pour vous aider à vous faire votre propre idée sur la situation, librement, vraiment librement, et non à la manière de Gluckstein (POID) qui vient de commettre un

éditorial à vomir où il se fait l'histrion, le champion des partisans de la vaccination à tout prix ou le VRP hystérique de Big Pharma, le comble de la démagogie élevée au rang de populisme, l'horreur !

J'avoue que c'est une époque particulièrement difficile à vivre, parce qu'il n'existe plus aucune opposition organisée pour affronter le régime. Hier on a vécu avec cette illusion qu'il existait un ou des partis fidèles au marxisme et au socialisme, alors que ce n'était pas le cas. On l'ignorait, et c'est uniquement pour cela qu'on se sentait mieux ou plus heureux qu'aujourd'hui, on imaginait des perspectives grandioses et tout s'est écroulé laissant un champ de ruines. On ignorait qu'on se faisait berner, il y a une fin à tout, même aux illusions les plus profondément ancrées en nous.

Bien des militants et ex-militants sont tristes ou démoralisés, ils se sentent orphelins après avoir enfin réalisé qu'on les avait trahis impunément pendant si longtemps. Certains refusent encore de l'admettre, parce que cette désillusion et cette souffrance viendraient ternir leur petit bonheur individuel ou perturber le mode de vie confortable dans lequel ils s'étaient installés, et qui leur procurait bien des satisfactions personnelles, d'où leur obstination ridicule à s'enfermer dans un déni permanent de la réalité qui finira par les broyer également, car personne n'échappera au rouleau compresseur du Great Reset ou Grande Réinitialisation déclenché par le Forum économique mondial.

Ceux qui s'en tireront le mieux, ce seront ceux parmi nous qui auront su entrevoir dans quelle direction s'orientait l'économie mondiale, et comment l'oligarchie financière allait s'y prendre pour avancer vers la réalisation de sa gouvernance mondiale pour mieux pouvoir l'affronter, et il va de soi que la pire attitude à avoir et être réduit à l'impuissance, consisterait à nier la signification politique des faits qui se déroulaient sous nos yeux.

En intégrant tardivement les enseignements de Michel Clouscard, j'estime personnellement être parvenu au bout de mon analyse du capitalisme et à renouer avec le marxisme, bien qu'il me faille encore étudier sérieusement ses travaux et n'en conserver que la substance vivante.

Quand on fait une rencontre, que ce soit avec un parti politique, une idée ou une idéologie, un tableau ou un peintre, un auteur ou une musique, un acteur ou un film, un comédien ou une pièce de théâtre, un paysage urbain ou bucolique, un objet quelconque, quelque chose de comestible, une personne, etc. c'est généralement l'impression ou l'émotion qui va s'en dégager au premier contact, qui va faire qu'ils vont susciter en nous une sensation agréable ou désagréable, sans qu'on sache exactement pourquoi ou inconsciemment, et partant de là, on va lui attribuer des qualités, des vertus ou des valeurs qu'en réalité ils ont ou ils n'ont pas, on les adoptera ou on les rejettera sur la base uniquement d'une observation subjective, davantage émotionnelle que rationnelle, puisque jusqu'à cet instant, à cette rencontre, on ignorait même qu'ils existaient ou on n'y avait jamais été confronté.

Et tout au long de notre vie, on va principalement procéder de la sorte avec toutes les expériences, toutes les choses ou personnes auxquelles nous auront été en contact, physiquement ou virtuellement, seulement en pensée, on les adoptera et on les balancera, on les adorera et on les détestera, on les appréciera et elles nous dégoûterons, on passera de l'une à l'autre, d'un état à un autre sans vraiment savoir pourquoi, sans jamais prendre la peine de les étudier. Et ce n'est parfois, mais pas toujours, lorsqu'on n'aura plus rien à attendre de l'existence ou quand la vieillesse nous atteindra, que nous prendrons conscience à quel point nous avons eu un comportement stupide, maladroit, injuste, insouciant tout au long de notre vie, et il sera alors trop tard pour y changer quoi que ce soit, il faudra l'assumer, et je peux vous dire que ce ne sera pas une partie de plaisir.

Alors plus tôt on s'y prendra pour corriger notre comportement ou on en prendra conscience, plus on aura de chance de coller à la réalité, ce que certains appellent la vérité, mais cela me semble inapproprié, puisque nous vivons des expériences différentes, et donc nous n'aurons jamais exactement la même perception de la réalité, c'est même le moyen de diviser ou d'opposer entre eux les exploités et les opprimés du monde entier, c'est donc catégoriquement à rejeter.

En revanche, plus on aura de chance de saisir le processus matérialiste dialectique qui a animé notre propre existence et tout ce qui nous entourait, dont la société des hommes sur le plan historique, qui pour le coup comporte une vérité vérifiée mathématiquement, physiquement, chimiquement, etc., mais aussi parce que ce processus aura façonné l'existence de tous les hommes, de tous les peuples sans exception, à leur insu, inconsciemment, plus s'impose à eux la nécessité de l'intégrer impérativement dans leur mode de penser et leur comportement pour changer les fondements de la société en fonction de leurs besoins sociaux et de leurs aspirations, sous peine d'être livrés à une impitoyable dictature mondiale qui les réduirait définitivement en esclavage, et leur interdirait d'accéder à la liberté.

Pour vaincre nos ennemis, les éléments les plus évolués de la classe ouvrière et des classes moyennes doivent prendre conscience de la supériorité du mode de penser du matérialisme dialectique et l'adopter, parce qu'il correspond aux lois qui régissent le mouvement général de la matière, de la nature, des idées et de l'histoire des hommes, de la société. Ils doivent se rassembler et lutter ensemble, construire le parti politique qui guidera les masses vers leur émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il n'existe pas d'autres voies, et tous ceux qui s'en sont écartés, l'ont reniée ou refusent de l'admettre seront voués inexorablement à la déchéance, qu'il nous soit permis de ne pas les imiter et d'espérer une fin meilleure et plus digne.

C'est peut-être le seul endroit où je me permettrai de manifester un intérêt individuel, parce qu'il se confond avec les besoins ou l'avenir de l'humanité ou de la civilisation humaine, et j'ajouterai qu'ainsi la morale est sauve, précision importante quand on observe à quel point point elle est devenue abjecte et criminelle de nos jours.

Si maintenant vous me présentiez une formation politique qui intègrerait tous ces facteurs et les traitaient de la même manière, n'hésitez pas à nous la faire connaître, sinon rejoignez La Voix de l'Opposition de Gauche.

Bonne fin de semaine et bon week-end.

Et n'oubliez pas, en prophylaxie ou par précaution l'hiver, particulièrement si vous êtes vieux ou faible, zinc (25mg/j) + vitamine D et C. Vous pouvez remplacer le zinc par les produits de la mer, la vitamine D par une cure de soleil, 15mn/j trois fois par semaine, les bras et les jambes suffisent, la vitamine C par des fruits et légumes.

Et pour vous procurer les molécules interdites à la vente en France qui soignent la covid-19, vous pouvez vous rendre dans les pays les plus proches de votre domicile pour vous les procurer. En France, la plupart des pharmaciens sont aussi pourris que les médecins...

En Inde, c'est autre chose, business is business, même sans ordonnance, hormis la morphine et les opiacés, ils vendent n'importe quoi à n'importe qui. C'est le bon côté de l'anarchie qui règne ici, dont on se passerait bien toutefois...

Haut de page

Le 24 janvier 2021

Le mot du jour : La loi du plus fort est toujours la meilleure.

- *Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir*. J-J. Rousseau.

M'étant encore couché à plus de minuit la veille, je me suis levé ce matin à 9h30. Ayant eu du mal à trouver le sommeil, en fait je n'ai pas dormi plus de 8 heures, c'est presque un record chez moi depuis des décennies ! Bref, je suis toujours au bord de l'épuisement total. Mais on tient le coup, on continue de travailler à notre cause avec la même détermination ou acharnement pour faire triompher la vérité et que la liberté l'emporte.

M'apercevant que la dernière fois où j'avais changé de bouteille de gaz remontait déjà à plus de 3 mois, j'ai fait un rapide tour de l'actualité sur le Net et j'ai filé à Pondichéry chercher une bouteille pleine, je ne tenais pas à me retrouver sans gaz un samedi, c'est humain, n'est-ce pas ?

Au retour, après une salade de crudité et un café vite envoyés, je me suis remis au boulot sous un soleil radieux et plus de 30°C à l'ombre, l'hiver est déjà sur le point de se termier, hélas ! On va bientôt succomber sous une chaleur accablante 24h/24 jusqu'au mois d'octobre prochain. J'ai eu l'heureuse surprise de constater qu'à Pondichéry 1 Indien sur 2 ne portait plus de masque, y compris dans les bus ou dans des entreprises, autrement dit, on est pratiquement retourné à la liberté relative qui existait avant cette pandémie inventée. Vous ne m'en voudrez pas de ne pas vous envier !

Pour ceux qui se demandent pourquoi je porte autant d'intérêt aux travaux de Michel Clouscard, que j'estime se situer dans la continuité de l'oeuvre accomplie par Marx et Engels, un début de réponse supplémentaire.

Cliquez sur le lien : Contenu et forme des représentations idéologiques. - (F. Engels - 1893)

La prochaine causerie sera prête lundi ou mardi, dimanche j'attends du renfort pour m'aider à arranger le jardin, couper des arbres morts, etc. mais il se peut aussi que personne ne vienne !

On ne va se quitter comme cela, n'est-ce pas ?

Lu et approuvé.

- "*Avec Audiard, nous pouvons affirmer le théorème Covid-19 suivant : la connerie ira toujours à la vitesse de la lumière, aussi longtemps qu'elle sera diffusée par les ondes.*"

Aux dirigeants scélérats du mouvement ouvrier qui soutiennent les mesures liberticides de Macron.

- Les mesures de confinement n'ont pas d'impact sur la Covid-19 (Stanford) - Réseau Voltaire 22 janvier 2021

Selon l'université de Stanford, après avoir comparé les courbes épidémiques dans 8 pays ayant adopté des mesures autoritaires contre la Covid-19 (fermeture d'entreprises, couvre-feu, confinement) et 2 autres s'étant contentés de conseils à la population, il n'y a pas de résultats significativement différents dans les deux groupes.

Les chercheurs ont étudié les résultats en Allemagne, Espagne, Etats-Unis, France, Iran, Italie, Pays-Bas et au Royaume-Uni avec ceux de la Corée du Sud et de la Suède.

Ils concluent :

« Bien que de petits avantages ne puissent être exclus, les décrets de confinement obligatoire à domicile et de fermeture d'entreprise ne semblent pas avoir eu d'avantages substantiels sur la croissance des cas dans 8 pays aux premiers stades de la pandémie. Des réductions similaires de la croissance des cas peuvent être réalisables avec des changements de comportement résultant d'interventions moins restrictives. » Réseau Voltaire 22 janvier 2021

En complément

- En Allemagne, les fêtes de fin d'année n'ont pas engendré de pic en soins intensifs - ven. 22 janvier 2021

- Le premier ministre thaïlandais dit qu'il ne laissera pas les Thaïlandais servir de « cobayes » pour le vaccin Par Thai PBS (Thai PBS 17 janvier 2021) - Mondialisation.ca, 22 janvier 2021

https://www.mondialisation.ca/le-premier-ministre-thailandais-dit-quil-ne-laissera-pas-les-thailandais-servir-de-cobayes-pour-le-vaccin/5653007

A bas tous les vaccins anti-covid-19 !

LVOG - Pourquoi Macron et l'extrême gauche nient l'existence de traitements efficaces contre le SARS-CoV-2 ? Pour justifier la vaccination, point barre.

Ivermectine : alternative thérapeutique raisonnable contre le SARS-CoV-2 ? - 20 janv. 2021

https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=bUGRrc9mQ8M

- Covid-19 : plus de 330 000 doses de vaccin retirées en Californie après des réactions allergiques - KameraOne 19 janvier 2021

La Californie a retiré de la circulation plus de 330 000 doses du vaccin COVID-19 produit par Moderna, après les réactions allergiques graves de six professionnels de la santé ayant été vaccinés à San Diego. KameraOne 19 janvier 2021

Jackpot ou la Bourse ou la vie ou encore la liberté. Vous serez vaccinés toutes les 6 semaines, foi de Big Pharma !

- Covid-19: le variant sud-africain semble résister au vaccin selon une étude - AFP 20 Janvier 2021

Plusieurs nouvelles études semblent confirmer les premiers indices des scientifiques: le variant sud-africain risque d'échapper au moins partiellement à la protection espérée des vaccins contre le Covid-19, contrairement au variant anglais, contre lequel le vaccin de BioNTech/Pfizer semble efficace.

De premiers éléments semblaient montrer une efficacité au moins du vaccin de BioNTech/Pfizer, le premier arrivé sur le marché, contre une des mutations partagée par les trois variants, la N501Y.

Cette mutation se situe au niveau de la protéine Spike (spicule) du coronavirus, la pointe qui se trouve à sa surface et lui permet de s'attacher aux cellules humaines pour les pénétrer, jouant donc un rôle clé dans l'infection virale. Mais les craintes venaient surtout de la mutation E484K, également située sur la protéine Spike, et partagée uniquement par les variants sud-africain et brésilien . Des tests en laboratoire ont déjà montré que cette mutation semblait capable de diminuer la reconnaissance du virus

par les anticorps, et donc sa neutralisation.

Une étude de chercheurs sud-africains mise en ligne mercredi, et pas encore évaluée par d'autres scientifiques, va plus loin. Elle conclut que le variant sud-africain dans son ensemble « est largement résistant aux anticorps neutralisants provoqués en réponse à une infection par des souches en circulation précédemment ».

Ainsi, le risque de réinfection par ce variant est « important », souligne l'étude. Et ces données ont des « implications sur l'efficacité des vaccins », en particulier parce que les vaccins actuels sont « principalement basés sur une réponse immunitaire à la protéine Spike ».

« C'est un problème qui inquiétait beaucoup d'entre nous: que des nouveaux variants du Sars-Cov-2 échappent à la réponse immunitaire en plus de leur plus grande transmissibilité », a commenté sur Twitter Kristian Andersen, immunologiste à l'institut de recherche Scripps. « Impossible d'édulcorer les choses: ce n'est pas une bonne nouvelle », a-t-il ajouté.

Pour tenter de contrer ces menaces, les auteurs de l'étude sur le variant sud-africain appellent à identifier pour ces vaccins de nouvelles « cibles » qui seraient moins sujettes aux mutations que la protéine Spike, et à développer de façon « urgente » des plateformes pour adapter les vaccins si bsoin.

Les vaccins à ARN messager de BioNTech/Pfizer et de Moderna, qui ont reçu des autorisations de mise sur le marché dans plusieurs pays du monde, permettent a priori une adaptation relativement rapide. Le laboratoire allemand BioNTech a d'ailleurs assuré avoir la technologie pour produire si besoin un vaccin contre de nouveaux variants en six semaines. Si les résultats de l'étude sud-africaine sont confirmés, « nous devons déterminer un calendrier de production et les étapes règlementaires pour adapter la souche utilisée dans le vaccin », a commenté mercredi sur Twitter Trevor Bedford, du centre de recherche Fred Hutch. AFP 20 Janvier 2021

Totalitarisme. Bien que ces mesures liberticides soient contestées scientifiquement, les tyrans en rajoutent encore et encore.

- Covid-19 : le président des urgentistes craint une troisième vague "fatale" - LePoint.fr 20 janvier 2021

- Coronavirus : pourquoi le gouvernement travaille sur un troisième confinement - Europe1 20 janvier 2021

- L'Assemblée nationale donne son feu vert à l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1er juin - LePoint.fr 21 janvier 2021

- Covid-19 en France : "On va être obligé de reconfiner le pays" - France 24 22 janvier 2021

- Coronavirus : Taisez-vous dans le métro, recommande l'Académie de médecine - 20minutes.fr/AFP 23 janvier 2021

- L'Espagne submergée par la 3ème vague mais le gouvernement craint un nouveau reconfinement - BFMTV 22 janvier 2021

- Coronavirus: La Belgique interdit les voyages à l'étranger jusqu'en mars - Reuters 22 janvier 2021

- Royaume-Uni : en plein confinement, la police interrompt un mariage de 400 personnes à Londres - BFMTV 22 janvier 2021

- Covid-19 : le Portugal ferme ses écoles, les Pays-Bas sous couvre-feu - BFMTV 22 janvier 2021

- L'UE renforce les mesures sur les déplacements face à la crise sanitaire - Reuters 22 janvier 2021

- USA: Biden, à peine investi, renforce la lutte contre le COVID-19 - Reuters 21 janvier 2021

- Coronavirus/Chine: Début à Pékin d'une vaste campagne de dépistage - Reuters 22 janvier 2021

- Covid-19: Rio de Janeiro renonce à son Carnaval en 2021 - BFMTV 22 janvier 2021

Pourquoi la gauche et l'extrême gauche préfèrent-elles Biden à Trump ? Devinez.

Est-il inéluctable que Joe Biden mène des guerres actives? Par Philippe Rosenthal (Observateur continental) - Mondialisation.ca, 22 janvier 2021

Extrait - Pendant les quatre années de son mandat, le président américain, Donald Trump, n'a pas déclenché une seule guerre et, bien au contraire, il a pris des mesures pour réduire les contingents déjà déployés à travers le monde.

A titre de rappel, George W. Bush, au début des années 2000, a lancé deux opérations majeures en Afghanistan et en Irak, faisant de lui un instigateur de guerre.

En 2008, c'est le démocrate, Barack Obama, qui a promis d'achever les opérations en Irak et en Afghanistan et de retirer ses troupes. Mais, cela n'a pas été fait durant ses deux mandats.

De plus, c'est sous sa présidence que les opérations libyennes et syriennes, toujours en cours, ont été lancées.

- Joe Biden signe une série de décrets dont le retour dans l'accord de Paris sur le climat - BFMTV 20 Janvier 2021

Quelques minutes après avoir investi le bureau ovale de la Maison Blanche, le nouveau président Joe Biden a signé une série de décrets symboliques avant d'ouvrir son mandat.

Les mesures décidées par Joe Biden incluent l'obligation du port du masque dans les bâtiments fédéraux et pour les employés fédéraux, la création à la Maison blanche d'un bureau de coordination de la lutte contre le coronavirus et l'arrêt de la procédure de retrait des Etats-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ont dit des conseillers.

Tous les employés fédéraux et toutes les personnes présentes dans des bâtiments fédéraux doivent "porter des masques, respecter la distanciation sociale et respecter les autres mesures de santé publique" communiquées par les CDC, dit le premier décret signé mercredi par Joe Biden.

En octobre, Joe Biden avait exprimé sa volonté de rendre les masques obligatoires dans les avions. Il n'a pas imposé cette mesure mercredi mais, selon des représentants, une directive pour le secteur aérien devrait être annoncée jeudi.

A partir du 26 janvier, la quasi-totalité des passagers aériens se rendant aux Etats-Unis devront présenter un test négatif du coronavirus.

L'administration Biden a annoncé qu'elle allait rétablir les restrictions interdisant d'entrée aux Etats-Unis la plupart des ressortissants étrangers s'étant récemment rendus dans les pays de l'espace Schengen, au Royaume-Uni et au Brésil, après que Donald Trump a publié lundi un décret levant cette interdiction.

Par ailleurs, l'administration Biden entend se joindre au dispositif d'accès mondial aux vaccins contre le coronavirus mis en place par l'OMS, baptisé "COVAX".

Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres a salué le retour des Etats-Unis au sein de l'OMS, a fait savoir le porte-parole de l'Onu, ajoutant que cela était "absolument décisif" pour renforcer la coordination mondiale dans la lutte contre la pandémie. BFMTV 20 Janvier 2021

Mais rien ne vous empêche d'interpréter la situation aux Etats-Unis en demeurant fidèle au marxisme, contrairement à nos misérables dirigeants.

Engels, introduction à « La guerre civile en France » - 1891.

Extrait - Nulle part les « politiciens » ne forment dans la nation un clan plus isolé et plus puissant qu'en Amérique du Nord, précisément. Là, chacun des deux grands partis qui se relaient au pouvoir, est lui-même dirigé par des gens qui font de la politique une affaire, spéculent sur les sièges aux assemblées législatives de l'Union comme à celles des États, ou qui vivent de l'agitation pour leur parti et sont récompensés de sa victoire par des places.

On sait assez combien les Américains cherchent depuis trente ans à secouer ce joug devenu insupportable, et comment, malgré tout, ils s'embourbent toujours plus profondément dans ce marécage de la corruption. C'est précisément en Amérique que nous pouvons le mieux voir comment le pouvoir d'État devient indépendant vis-à-vis de la société, dont, à l'origine, il ne devait être que le simple instrument. Là, n'existent ni dynastie, ni noblesse, ni armée permanente (à part la poignée de soldats commis à la surveillance des Indiens), ni bureaucratie avec postes fixes et droit à la retraite. Et pourtant nous avons là deux grandes bandes de politiciens spéculateurs, qui se relaient pour prendre possession du pouvoir de l'État et l'exploitent avec les moyens les plus corrompus et pour les fins les plus éhontées; et la nation est impuissante en face de ces deux grands cartels de politiciens qui sont soi-disant à son service, mais, en réalité, la dominent et la pillent.

https://www.marxists.org/francais/engels/works/1891/03/fe18910318.htm

Ce que cautionne aussi la social-démocratie libertaire travestie en extrême gauche.

- La Maison-Blanche s'adapte à l'idéologie du genre - Réseau Voltaire 22 janvier 2021

Le nouveau site internet de la Maison-Blanche propose une rubrique « Nous contacter ». Il demande aux invités de remplir un questionnaire permettant de les identifier.

Celui-ci comprend un menu déroulant « Pronoms » :

- elle
- il
- ils (neutre)
- autre
- Préfère ne pas partager.

Le président a décrété que chacun avait le droit de choisir son sexe. Ce qui implique pour chacun de pouvoir choisir s'il va dans les toilettes hommes ou dans celles des femmes, s'il s'inscrit dans des compétions sportives masculines ou féminines etc.
Réseau Voltaire 22 janvier 2021

LVOG - Pour ne pas rejoindre le camp de ces dégénérés et ultra réactionnaires.

Rousseau, Kant, Marx, Clouscard : clefs de lecture sur ERFM.

http://www.ekouter.net/rousseau-kant-marx-clouscard-clefs-de-lecture-sur-erfm-4814#

Haut de page

Le 26 janvier 2021

On ajoutera des articles plus tard.

Ils nous cassent la tête avec leur propagande hystérique en boucle. En attendant des jours meilleurs ou pour se soulager à défaut de pouvoir influer sur le cours de la situation, élevez-vous au dessus de la médiocrité qui s'étale partout, jusque dans les moindres rapports rendant l'atmosphère putride, visez toujours l'idéal le plus élevé, la virtuosité, le génie !

Version hard, pour ceux qui sont impatients d'en découdre. (Oreilles fragiles s'abstenir)

Slash ft. Myles Kennedy & The Conspirators - Live in Sydney -Full Concert - Recorded August 25, 2012.

https://www.youtube.com/watch?v=x2wbzTVYZSY

Version soft, pour ceux tout aussi radicaux mais plus classiques. (Oreilles fines recommandées)

Luka Sulic - Nothing Else Matters (Metallica)

https://www.youtube.com/watch?v=-T_Y4FR6Uy0

Quelques réflexions à propos.

- " Le monde est dangereux à vivre non pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire. " (A. Einstein)

- «Celui qui ne connaît pas la vérité n'est qu'un imbécile. Mais celui qui connaît la vérité et la qualifie de mensonge est un criminel.» (Bertold Brecht, La vie de Galilée)

- Facebook a commencé par censurer des personnalités qualifiées d'extrémistes sans soulever de réprobation. Désormais cette multinationale est plus puissante que le plus puissant des gouvernements. (Mark Zuckerberg censure des gouvernements - Réseau Voltaire 19 janvier 2021)

- Lu quelque part : Ce virus Covid 19 sous faux drapeau d'une pandémie doit être pris pour ce qu'il est : une gigantesque arnaque qui restera dans l'histoire de l'humanité comme la plus énorme prise d'otage de masse par une oligarchie financière, pharmaceutique et médiatique corrompue.

LVOG - Ils sont passés de *Tout est permis mais rien n'est possible* (Clouscard) à : Rien n'est permis et rien n'est possible, ils ont donc franchi un cran de plus dans la dictature ou ils ont dévoilé la véritable nature de leur stratégie mondialiste.

LVOG - Quand ils répètent en boucle que c'est "*l'épidémie de Covid*" qui provoquent des "*effets dévastateurs*" sur le mode de vie de la population, ils commettent une ou plutôt deux grossières falsifications, car en réalité ce sont les mesures liberticides qu'ils ont prises qui en sont à l'origine.

Rappelons que l'OMS a décrété cette épidémie, puis cette pandémie, sur la base de quelques centaines de cas en Chine en janvier 2020, donc quand ni l'une ni l'autre n'existaient réellement. Ils les ont créées de toutes pièces. Ceux qui n'ont pas à l'esprit en permanence ce facteur, ne peuvent pas comprendre la situation, ils se feront infailliblement manipulés.

Quant à l'épidémie, elle serait demeurée banale ou au même niveau que celle de la grippe saisonnière, s'ils n'avaient pas pris toutes ces mesures qui ont eu pour effet de perturber ou modifier le cours naturel d'un virus, pour qu'ils se répandent davantage parmi la population et fasse davantage de malades et de morts, et créer ainsi l'impression de l'existence d'un virus particulièrement dangereux ou mortel.

LVOG - Procédons par ordre, avec méthode.

On n'a jamais été aussi bien informé que de nos jours. On n'a jamais disposé d'autant de supports pour l'être rapidement. L'information n'a jamais été accessible aussi facilement. Et bien malgré tout, parmi tous ceux qui s'expriment publiquement, la plupart continuent d'ignorer ou plutôt de feindre d'ignorer ce qui se passe réellement, pour finalement calquer leurs discours sur la propagande officielle diffusée par les médias institutionnels, dont les sources sont les agences de presse qui officient pour le compte du Forum économique mondial, puisqu'il faut bien nommer les marionnettistes.

Une fois ce constat dressé, la connivence qui existe entre ces différents acteurs politiques est établi, et en douter n'est plus permis. La désinformation ou la diffusion d'informations mensongères est délibérée, intentionnelle et froidement exécutée, elle est uniquement destinée à tromper et orienter politiquement les lecteurs, les travailleurs ou les militants. Cela signifie aussi ou surtout, qu'ils partagent la même idéologie ou que sur le fond ils sont liés par les mêmes intérêts de classe, même si chacun d'entre eux possèdent des intérêts particuliers.

Dans cette causerie.

- La 1e partie est consacrée à la situation.

- La 2e partie est consacrée au régime.

- La 3e partie est consacrée à la pandémie au coronabusiness.

- La 4e partie est consacrée aux infos internationales.

- La 5e partie est consacrée à la lutte de classe et au mouvement ouvrier.

- 28 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

La nouvelle normalité, c'est la gouvernance mondiale, le totalitarisme.

Le Grand Reset selon le Time Magazine - Le Grenier de l'éco 17 janvier 2021

https://www.youtube.com/watch?v=s1rIR_lSFnU

Entendu : La gouvernance mondiale, c'est la négation de la démocratie.

Cependant il manque les classes sociales et la lutte des classes dans cet argumentaire...

En complément.

A cette 51e édition 2021 les organisateurs du Forum économique mondial veulent soumettre à la réflexion des grands acteurs économiques et politiques de ce monde : "combattre le virus des inégalités", avec un corollaire, "refonder le capitalisme". AFP 25 janvier 2021

Totalitarisme. Quand Big Brother engage une milice privée pour mieux vous surveiller et vous censurer. Au temps de la délation généralisée.

Twitter lance Birdwatch pour que ses utilisateurs combattent eux-mêmes la désinformation - Europe1 25 janvier 2021

Twitter a lancé un nouvel outil de lutte contre la désinformation : Birdwatch (surveiller les oiseaux). Ce dernier doit permettre aux américains volontaires de signaler des tweets et d'y ajouter des notes. Ces notes seront dans un premier temps uniquement visible sur un site séparé. Europe1 25 janvier 2021

LVOG - Derrière chaque citoyen, un flic, un procureur, un juge, un inquisiteur, un délateur, un bourreau, l'aspect policier et totalitaire indispensable et inséparable de leur projet de Grande réinitialisation du capitalisme.

Imposture. Quel Américain croit encore que le législateur à la solde des GAFAM pour ajouter garantir leur vie privée ? Aucun !

Le Pentagone achète sans mandat des données de déplacements, selon le New York Times - sputniknews.com 24 janvier 2021

Les déplacements peuvent être surveillés sans mandat par la Defense Intelligence Agency, dirigée par le Pentagone, indique le New York Times. Ces données provenant d'applications sur smartphones et disponibles dans le commerce serviraient à enquêter sur des étrangers hors du pays afin de prévenir les menaces pour les forces américaines.

Selon le journal, tout vient d'une faille dans la loi américaine sur la vie privée.

Le sénateur Ron Wyden qui défend le droit à la vie privée a indiqué qu'il avait l'intention de proposer une législation pour ajouter des garanties pour la vie privée des Américains en ce qui concerne les données de localisation disponibles dans le commerce. sputniknews.com 24 janvier 2021

Demandez le programme de la gouvernance mondiale totalitaire

Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre ? par Jean-Michel Grau - Mondialisation.ca, 19 janvier 2021

– Un monde où chacun d'entre nous est parqué chez soi arbitrairement de 18H à 6H pour un couvre- feu que seule une guerre peut justifier,

– Un monde où l'on ne peut plus se réunir à plus de 6 personnes, y compris chez soi,

– Un monde où l'on n'a plus aucune vie sociale, où l'on est isolés, claquemurés comme du bétail,

– Un monde où l'on n'a même plus le droit à la moindre détente, car les restaurants, les bars et les discothèques ont tous fermé,

– Un monde où l'on ne peut plus faire aucun projet de vacances car tous les établissements hôteliers et touristiques ont fermé et que l'on est tous à la merci d'un nouveau confinement,

– Un monde paranoïaque où toute opposition est bannie et qualifiée de complotiste,

– Un monde où l'on ne peut plus entretenir son corps et sa santé car les salles de sports ont fermé,

– Un monde où l'on interdit de se soigner avec les traitements qui on fait leur preuve contre le Covid car ceux-ci sont désormais interdits,

– Un monde où des conseils d'experts gouvernementaux auto-proclamés décident de nos vies, de notre avenir et de celui de nos enfants sans nous consulter,

– Un monde où ces mêmes «experts» décident qui va à l'école, qui n'y va pas, qui travaille, qui ne travaille pas, qui sort, qui ne sort pas, sur des bases totalement arbitraires et non scientifiques,

– Un monde où l'on doit s'autoriser à sortir uniquement pour des «raisons essentielles» en période de confinement avec un «ausweis» dûment rempli sous peine d'amende sévère,

– Un monde où l'on ne peut sortir de chez soi qu'avec une muselière imposée dès l'âge de 6 ans, et où même les bébés sont privés du sourire de leurs assistantes maternelles à la crèche,

– Un monde où il est programmé de tous nous piquer comme des poulets génétiquement modifiés pour mieux nous tracer et nous enfermer dans une peur permanente de la contamination,

– Un monde où l'on veut nous imposer un passeport vaccinal pour créer des Alpha + et des Beta -,

– Un monde à deux vitesses où seuls ceux qui auront pris le risque de servir de cobayes aux labos pharmaceutiques pourront circuler et voyager librement,

– Un monde où toute vie festive aura disparu et où la majorité d'entre nous n'aura plus d'emploi, car jugés «non essentiels» pour la « nouvelle société » que les mondialistes nous préparent.

– Un monde où les seuls signes de reconnaissance qui nous restent sont les gestes-barrière.

– Un monde de cruauté que même les nazis les plus fanatiques n'auraient jamais osé imaginer. Tout cela pour un virus dont la létalité est de 0,05%…(Rectificatif : La létalité concerne les personnes testées positive et qui décèdent, la mortalité prend en compte la totalité de la population. - LVOG)

– Il est grand temps de dire la vérité aux Français que tout a été prévu pour ruiner volontairement des pans entiers de l'économie occidentale en supprimant définitivement 75% des restaurants indépendants par le renouvellement perpétuels des confinements jusqu'à la fin de l'année comme prévu par le rapport Ferguson de l'Imperial College de Londres dont toutes les prédictions se sont révélées fausses (1), mais que le gouvernement suit à la lettre aveuglément.

– Il est temps d'informer massivement les Français et d'abord tous ceux qui sont privés depuis bientôt un an de la liberté la plus élémentaire : celle de travailler, entraînant notre pays dans un désastre économique sans précédent : salariés du tourisme, de la culture, des sports et divertissements, de l'hôtellerie et de la restauration, des petits commerces, des PMI-PME, bref, tous les secteurs jugés non essentiels par l'oligarchie financière qui tient en main tous les rouages financiers, économiques, médiatiques et numériques mondiaux.

– Il est temps de dévoiler aux Français que les raisons de ce cauchemar sanitaire n'ont rien à voir avec la propagande dont nous sommes abreuvés quotidiennement par le pouvoir et les médias mais a été scrupuleusement planifié de A jusqu'à Z pour nous manipuler par la peur.

– Il est temps de révéler que cette propagande mensongère n'a d'autre finalité que de réaliser le programme du Forum Economique Mondial. Il suffit de lire le livre « Covid-19 : la grande réinitialisation » de Klaus Schwab, le président-fondateur du dit forum, où tout est décrit avec force détails, pour comprendre que la dictature sanitaire dans laquelle nous vivons aujourd'hui est le résultat d'une stratégie planifiée par Klaus Schwab et ses amis mondialistes à partir d'une pandémie prétexte pour mettre en œuvre le grand reset de l'économie mondiale. (2) A tel point qu'ils se sont même permis de faire une simulation de la pandémie du Covid 19 au forum de Davos en 2019 ! (3)

Ce programme délirant de Klaus Schwab dont la généralisation des vaccins géniques pour contenir, tracer et museler les populations par la peur, menace directement la survie des démocraties, notre survie ! Tout est écrit par le menu dans le livre de Klaus Schwab : il suffit de le lire pour comprendre que le cauchemar que nous vivons aujourd'hui, confinés, muselés et bientôt piqués comme des poulets, n'est rien d'autre qu'une gigantesque prise d'otage.

C'est pourquoi, il est absolument vital d'entrer dès maintenant en résistance pour éviter à tout prix qu'advienne cette gouvernance mondiale dont rêvent Klaus Schwab, Jacques Attali, Emmanuel Macron et quelques uns de leurs amis mondialistes de la finance, des GAFAM et des médias. Mondialisation.ca, 19 janvier 2021

Pour lire la suite :

https://www.mondialisation.ca/est-ce-dans-ce-monde-la-que-nous-voulons-vivre/5652886

Totalitarisme. La palme du régime de la terreur revient au régime chinois et aux agences de presse ainsi qu'aux médias.

LVOG - Alors qu'il y a 0 mort pour 1,5 milliard d'habitants. Il y en a eu 1 hier, 25 janvier 2021, ouf !

- Aucun décès supplémentaire n'a été enregistré mardi. Le bilan de l'épidémie dans le pays s'élève à 4.635 morts. - Reuters 19 janvier 2021

Coronavirus: La Chine confrontée à la pire résurgence de l'épidémie depuis mars 2020 - Reuters 19 janvier 2021

Covid-19: la Chine construit en quelques jours un énorme centre de quarantaine - BFMTV 19 janvier 2021

Des centaines d'ouvriers, qui se relaient 24 heures sur 24, s'activaient ce mardi en Chine afin d'assembler en quelques jours un centre de quarantaine géant destiné à lutter contre un foyer de Covid à 300 km au sud de Pékin.

La survenue de centaines de cas de Covid-19 ces dernières semaines - même s'ils sont très loin d'atteindre les niveaux enregistrés en Europe et aux Etats-Unis - a provoqué une réponse forte, avec confinements et tests obligatoires.

Le foyer en cours à Shijiazhuang (11 millions d'habitants), chef-lieu de la province du Hebei (nord) qui entoure Pékin, a ainsi poussé les autorités à y construire un vaste centre de quarantaine pour isoler les personnes à risque.

Ce mardi, des centaines d'ouvriers aidés de grues assemblaient ainsi des chambres préfabriquées blanches sur un vaste terrain terreux en banlieue de la ville.

Une fois achevé, dans quelques jours selon les médias, il permettra d'héberger des cas contacts. Le centre pourra accueillir plus de 4000 personnes au total, selon la télévision nationale.

Sa construction a commencé le 13 janvier, dans un contexte d'émergence de petits foyers de Covid-19 dans des villes du nord de la Chine. Des millions d'habitants y ont été placés sous une forme ou une autre de confinement. Ils ont également subi un dépistage obligatoire, certains à deux reprises. BFMTV 19 janvier 2021

Il serait peut-être temps de passer de la guerre à la révolution.

Extrait. Nous sommes en guerre. Oui. Et je ne veux pas dire l'Occident contre l'Orient, contre la Russie et la Chine, ni le monde entier contre un virus corona invisible.

Non. Nous, le peuple, sommes en guerre contre un système mondialiste élitiste toujours plus autoritaire et tyrannique, régi par un petit groupe de multimilliardaires, qui a prévu, il y a déjà des décennies, de prendre le pouvoir sur le peuple, de le contrôler, de le réduire à ce qu'une minuscule élite croit être un « nombre adéquat » pour habiter la Terre Mère – et de numériser et robotiser le reste des survivants, comme une sorte de serfs. C'est une combinaison de « 1984 » de George Orwell et du « Brave New World » d'Aldous Huxley.

Bienvenue à l'ère des transhumains. Si nous le permettons. (Nous sommes entrés en guerre Par Peter Koenig - Mondialisation.ca, 19 janvier 2021)

Pour les esclavagistes des temps modernes, on ne mérite même pas ce statut.

- Les députés se penchent sur la maltraitance des animaux - AFP 25 janvier 2021

Rien n'est permis et rien n'est possible, sauf rêver !

- Du sport féminin à la télé pour que les petites filles puissent "rêver de faire pareil" - AFP 19 janvier 2021

LVOG - Pour regarder la télé de nos jours, il faut avoir du temps à perdre et être passablement perturbé mentalement, le spectateur ne fait qu'assister à sa propre déchéance en s'abrutissant ou en s'abêtissant de plus en plus, jusqu'au point où il aura réalisé lui-même sa propre lobotomie. A éviter.

Coronabusiness. Récupération et vase communicant.

LVOG - Le compte y est.

- 3.900 milliards de dollars gagnés côté jardin.

- 3.700 milliards de dollars perdus côté cour.

- Covid-19 : la crise a enrichi les milliardaires et fait émerger de nouveaux précaires - Europe1 25 janvier 2021

À l'échelle mondiale, les milliardaires ont même vu leur fortune augmenter de 3.900 milliards de dollars entre le 18 mars et le 31 décembre 2020, selon l'ONG qui s'appuie en particulier sur les données de Forbes et de Credit Suisse. En France, les milliardaires - dont Bernard Arnault, 3e fortune mondiale derrière les américains Jeff Bezos et Elon Musk - ont "gagné près de 175 milliards d'euros" sur la même période, "dépassant leur niveau de richesse d'avant la crise". C'est la troisième plus forte progression, après les Etats-Unis et la Chine.

Face à cette flambée des inégalités, Oxfam reprend les propositions des économistes Thomas Piketty et Gabriel Zucman en faveur d'une hausse de la fiscalité des plus riches. Europe1 25 janvier 2021

- 225 millions emplois à temps pleins détruits en 2020 à cause du Covid-19 - La Tribune/AFP 25 janvier 2021

La pandémie a provoqué des "dommages massifs" sur l'emploi, avec l'équivalent de 255 millions d'emplois perdus en 2020, selon l'Organisation internationale du travail (OIT) lundi.

Les 1.000 personnes les plus riches du monde ont retrouvé leur niveau de richesse d'avant la pandémie en seulement neuf mois alors qu'il pourrait falloir plus de dix ans aux plus pauvres pour se relever.

Sur l'ensemble de 2020, "8,8% des heures de travail dans le monde ont été perdues (par rapport au quatrième trimestre 2019), ce qui équivaut à 255 millions d'emplois à temps plein", soit quatre fois plus d'heures de travail parties en fumée que pendant la crise financière de 2009, souligne l'agence spécialisée de l'Onu, dans son septième rapport consacré à l'impact de la pandémie sur le monde du travail.

Ces pertes massives ont entraîné une baisse de 8,3% des revenus du travail dans le monde - si l'on ne tient pas compte des plans d'aide qui ont fleuri un peu partout -, soit 3.700 milliards de dollars ou encore 4,4% cent du Produit intérieur brut mondial, précise l'OIT.

Pour ajouter un peu plus à la noirceur du tableau, l'OIT souligne que les chiffre du chômage, sont trompeurs : "71% de ces pertes d'emplois (81 millions de personnes) relèvent de l'inactivité plutôt que du chômage, ce qui signifie que ces personnes ont quitté le marché du travail parce qu'elles n'étaient pas en mesure de travailler, peut-être en raison des mesures de restrictions liées à la pandémie ou, tout simplement, parce qu'elles ont cessé de chercher du travail".

Les pertes d'emplois chez les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) s'élevaient à 8,7%, par rapport à 3,7% au-delà de 24 ans.

Sans surprise, le secteur le plus touché par la pandémie est celui des activités d'hébergement et de restauration, qui a perdu un cinquième de ses emplois. Par contre, l'OIT souligne une hausse des embauches au deuxième trimestre et au troisième trimestre 2020 dans l'information et la communication ainsi que dans les activités financières et d'assurances. La Tribune/AFP 25 janvier 2021

LVOG - L'information et la communication ainsi que dans les activités financières et d'assurances : Des secteurs économiques parasites...

DEUXIEME PARTIE

Totalitarisme. La voix de son maître.

- Macron promet aux patrons étrangers de continuer à réformer - AFP 25 janvier 2021

Dans la même rubrique, ils osent tout.

- Arrestations en Russie : Paris dénonce une atteinte "insupportable" à l'Etat de droit - Europe1 24 janvier 2021

- Arrestations en Russie : Jean-Yves Le Drian juge la "dérive autoritaire" du régime "très inquiétante" - Franceinfo 24 janvier 2021

- Poutine dément posséder un palais sur les rives de la mer Noire - Reuters 25 janvier 2021

LVOG - Les lecteurs savent depuis longtemps que Navalny est un agent de l'oligarchie financière anglo-saxonne ou de l'Etat profond qui officie au Forum économique mondial.

Son arrestation ou son sort ne nous concerne pas, et nous adopterions la même attitude si la même chose arrivait aux dirigeants traîtres du mouvement ouvrier en France, dans la mesure où ils portent la responsabilité de la situation actuelle et bien au-delà. Il va de soi, que si le régime prenait de telles mesures vis-à-vis de véritables opposants, ils ne lèveraient pas le petit doigt pour leur venir en aide, bien au contraire, ils les enfonceraient plutôt qu'autres choses, puisqu'ils en sont eux-mêmes les pires ennemis. Quant aux manifestants qui se font manipuler sciemment ou inconsciemment par ce genre d'imposteurs, je crains qu'on ne puisse rien de plus pour eux, puisqu'ils se comportent comme le lumpenprolétariat.

Le procureur général de l'Inquisition a parlé.

- Covid : la France est devenue "une nation de 66 millions de procureurs", selon Macron - Europe1 21 janvier 2021

- A l'Assemblée, le coup de colère de Véran contre l'"outrance permanente" des oppositions - BFMTV 21 janvier 2021

TROISIEME PARTIE

Totalitarisme. Matraquage, contrevérités et confinement. Comment ils y préparent psychologiquement les esprits.

- "Notre bilan est honorable" : Jean Castex défend sa gestion de la crise sanitaire - BFMTV 19 janvier 2021

- Covid-19 : si la part du variant anglais augmente trop, « le confinement deviendrait une nécessité absolue » prévient Olivier Véran - Publicsenat.fr 21 janvier 2021

- La France s'interroge sur un éventuel troisième confinement - euronews 24 janvier 2021

- Coronavirus : Un nouveau confinement annoncé dès cette semaine par Emmanuel Macron ? - 20minutes.fr 24 janvier 2021

- 3e confinement: ce que l'on sait de cette hypothèse - Le HuffPost 24 janvier 2021

- Covid-19 : un troisième confinement dès la semaine prochaine ? - LePoint.fr 24 janvier 2021

- Troisième confinement : ce n'est plus qu'une question de jours - Journal du Dimanche 24 janvier 2021

- Le président du Conseil européen veut un "certificat de vaccination" reconnu dans le monde - Europe1 24 janvier 2021

- Covid-19: Xavier Bertrand ne voit pas "comment nous éviterons un reconfinement" - BFMTV 25 janvier 2021

- Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "Vous craignez un troisième confinement ? Malheureusement, je dois vous avouer que nous pouvons craindre un quatrième" - Yahoo Actu 25 janvier 2021

Ils hésitent, que craignent-ils ?

- Larcher (LR) appelle à tout tenter pour éviter un 3e confinement - AFP 25 janvier 2021

- « Nécessaire », « territorialisé », « tardif » : la perspective d'un troisième confinement divise au Sénat - Publicsenat.fr 25 janvier 2021

- Face à l'hypothèse d'un 3e confinement, la cacophonie fait son retour au gouvernement - BFMTV 25 janvier 2021

Alors que l'exécutif temporise avant de déterminer si un nouveau confinement s'avère indispensable, le Conseil scientifique lui met la pression pour l'imposer d'ores et déjà. BFMTV 25 janvier 2021

La seule voie possible ? S'organiser et se préparer à l'affrontement direct des masses avec le régime.

Des manifestations anti-confinement aux Pays-Bas basculent en émeutes - Reuters 25 janvier 2021

Des manifestations contre les mesures de confinement aux Pays-Bas ont dégénéré dimanche, des émeutiers ayant pillé des magasins, déclenché des incendies et affronté les forces de l'ordre dans plusieurs villes, ont rapporté la police et la presse néerlandaises, faisant état de plus de 240 arrestations.

Les troubles sont survenus au lendemain de l'instauration de mesures sanitaires plus strictes pour enrayer la propagation du coronavirus, dont un couvre-feu - une première dans le pays depuis la Deuxième Guerre mondiale.

A Amsterdam, la police a fait usage dans l'après-midi de canons à eau pour disperser des manifestants réunis sur une place du centre-ville, ont déclaré des témoins.

Près de 200 personnes, certaines d'entre elles ayant jeté des pierres et tiré des feux d'artifice, ont été arrêtées dans la capitale, a indiqué la police.

La chaîne de télévision NOS a rapporté que la police anti-émeute a été déployée dans au moins une dizaine de villes après l'entrée en vigueur du couvre-feu à 20h00 GMT. Elle a fait état de véhicules incendiés, de jets de pierres contre les forces de l'ordre et de dégradations de biens publics.

Dans la soirée, la police militaire a déclaré sur Twitter qu'elle se déployait pour épauler la police dans au moins deux villes du sud du pays.

Sur des images télévisées, on pouvait voir des bandes de jeunes piller des magasins, lancer des bicyclettes et déclencher des incendies à Eindhoven. Au moins 55 personnes ont été arrêtées dans cette ville du sud du pays, ont fait savoir les autorités dans un communiqué.

Des pancartes "Mettez fin au confinement" ont été brandies lors d'une manifestation à Amsterdam, qui violait l'interdiction sur les rassemblements et a été organisée en partie par des propriétaires de restaurants frustrés par les fermetures liées au coronavirus.

Craignant une émeute ou un rassemblement à même de propager massivement le virus, la maire de la capitale Femke Halsema avait défini la place du Musée dans le centre-ville comme une "zone à haut risque" et autorisé la police à fouiller la foule pour s'assurer qu'aucun individu n'était équipé d'une arme.

La police a évacué la place après que les manifestants ont ignoré l'ordre de quitter les lieux, a indiqué la mairie, ajoutant que des arrestations ont eu lieu suite à des débordements dans des rues adjacentes.

Samedi soir, la police avait arrêté 25 personnes à travers le pays et infligé quelque 3.600 amendes pour non-respect du couvre-feu.

Le coronavirus a causé 13.540 décès aux Pays-Bas, où 944.000 infections ont été enregistrées depuis le début de l'épidémie.

Ecoles et commerces non-essentiels sont fermés depuis la mi-décembre, deux mois après que les bars et restaurants ont été contraints de fermer leurs portes. Reuters 25 janvier 2021

Les fanatiques de la muselière.

Coronavirus : l'Académie de médecine défend les masques en tissu "faits maison" - Europe1 23 janvier 2020

Port du masque : l'Autriche passe au FFP2 - euronews 25 janvier 2021

L'Autriche rend obligatoire le port du masque FFP2. Une mesure prise aussi dans l'Etat de Bavière en Allemagne. euronews 25 janvier 2021

Ce ghetto nommé Israël.

Israël ferme son ciel «de façon hermétique» pour lutter contre les nouveaux variants du coronavirus - sputniknews.com 24 janvier 2021

Le gouvernement israélien a décidé de fermer l'aéroport international Ben Gourion en raison du danger de propagation du coronavirus, notamment de ses nouveaux variants considérés comme plus infectieux.

Tous les avions étrangers seront interdits d'entrer dans le ciel israélien ou d'atterrir à l'aéroport Ben Gourion.

Des exceptions seront cependant faites pour les avions cargo, les vols d'urgence et les appareils qui traversent l'espace aérien israélien sans atterrir, précise le Times of Israel. sputniknews.com 24 janvier 2021

Finiront-ils par admettre que 100% ou presque de la population a été en contact avec le SARS-CoV-2 ?

LVOG - Je rappelle que c'est la thèse que j'ai énoncée il y a quelques mois, quand j'ai compris à quelle manipulation allait donner lieu le test RT-PCR.

Les tests RT-PCR ont permis de brouiller les cartes entre positif et négatif pour y mettre ce qu'ils voulaient. Une escroquerie couverte par l'ensemble du corps médical à de très rares exceptions près, dont l'inventeur de ce test qui expliquait qu'il devait être réservé aux personnes ayant des symptômes, et qu'en aucun cas il devrait servir à tester la population, car dans ce cas-là on trouverait pratiquement autant de cas positif.

Absolument aucun des médecins qui en France se sont opposés (c'est un grand mot) à Macron n'en ont tenu compte, pas un seul à ma connaissance ou parmi ceux que je connais.

Covid-19 en Angleterre : 1 personne sur 8 infectée par le virus - LePoint.fr 19 janvier 2021

Quand ils découvrent que s'il passe par le nez il entre aussi par la bouche, quels scientifiques !

- Le Covid-19 se verrait aussi… dans la bouche - Yahoo Actualités 19 janvier 2021

Toujours plus enragés !

- Covid-19 : faut-il passer à une stratégie de suppression du virus ? - Yahoo Actualités 19 janvier 2021

La piquouse du totalitarisme.

- Vaccin Pfizer/BioNTech : une ” incroyable fraude ” ? Des hackers publient les données volées - lebigdata.fr 14 janvier 2021

https://www.lebigdata.fr/vaccin-pfizer-covid-donnees-hackers

- Ce que disent les documents sur les vaccins anti-Covid-19 volés à l’Agence européenne des médicaments - lemonde.fr 16 janvier 2021

https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/01/16/vaccins-ce-que-disent-les-documents-voles-a-l-agence-europeenne-des-medicaments_6066502_3244.html

- Covid-19 : 139 remontées d'effets indésirables en France depuis le début de la campagne de vaccination, interrogations autour de cinq décès - Franceinfo 19 janvier 2021

- Vaccination : cinq décès en France de personnes âgées, pas de lien établi avec l'injection - Europe1

19 janvier 2021

- Covid-19 - France : mort de cinq personnes après avoir reçu le vaccin Pfizer-BioNTech, trois sont localisées à Nancy - france3-regions.francetvinfo.fr 19 janvier 2021

Selon le ministère de la Santé, 139 cas d'effets indésirables graves ou inattendus sont recensés en France. Cinq personnes sont décédées après avoir reçu le vaccin Pfizer-BioNTech. Trois décès sont enregistrés à Nancy. Olivier Véran, le ministre de la santé, a réagi.

Point commun entre ces personnes décédées : elles avaient toutes plus de 75 ans et elles souffraient de comorbidités précise le ministère de la Santé dans une annonce effectuée ce mardi 19 janvier 2021. Trois décès ont été enregistrés par le centre régional de pharmacovigilance de Nancy (Meurthe-et-Moselle), un par celui de Tours (Indre-et-Loire) et le dernier par celui de Montpellier (Herault). L'information est révélée par nos confrères de France Info.

Le ministre de la santé, Olivier Véran, en déplacement à Nancy cet après-midi s'est exprimé sur le sujet au micro de France 3 Lorraine : "En EHPAD, on s'adresse à des personnes qui sont très fragiles, en perte d'autonomie et souvent avec beaucoup de maladies et de médicaments. Et les causes de ces décès peuvent complètement être indépendantes." france3-regions.francetvinfo.fr 19 janvier 2021

Coronavirus: La Russie annonce un deuxième vaccin efficace à 100% - Reuters 19 janvier 2021

Le candidat vaccin contre le COVID-19 EpiVacCorona, le deuxième homologué en Russie, s'est montré efficace à 100% lors de la première phase des essais cliniques, a annoncé à la presse locale l'autorité russe de protection du consommateur Rospotrebnadzor.

Les données, basées sur les essais de phase I et II, ont été publiées avant le début d'un essai de phase III plus large qui porte généralement sur des milliers de participants et inclut un groupe ayant reçu un placebo.

"L'efficacité du vaccin se fonde sur son efficacité immunologique et préventive", écrit l'agence de presse TASS, citant le Rospotrebnadzor.

"Selon les résultats des première et deuxième phases des essais cliniques, l'efficacité immunologique du vaccin EpiVacCorona est de 100%", poursuit l'agence.

Les études de phase I et II ont testé l'innocuité, les effets secondaires et l'immunogénicité du vaccin sur 100 personnes âgées de 18 à 60 ans, selon le registre publique des essais. Reuters 19 janvier 2021

Trafic de virus, de tests, de cas, de malades, de cadavres.

Pourquoi le nombre de malades entre les données de Santé Publique France et celles des hôpitaux est si différent. - Nice-Matin 16 janvier 2021

Lorsqu'un patient est hospitalisé pour un autre motif que le virus et s'il est ensuite testé positif, il rejoint le "pool des personnes hospitalisées pour Covid"

Et là, nous avons constaté des différences majeures concernant les lits occupés mais aussi l'évolution de la courbe des hospitalisations pendant plusieurs semaines cruciales.

À titre d'exemple, le 3 janvier dernier, Santé publique France comptabilisait 564 personnes hospitalisées avec un diagnostic Covid-19 dans le département des Alpes-Maritimes (dont 69 en réanimation), quand dans la réalité "seulement" 233 patients au total (dont 55 en service de réanimation) étaient ce jour-là hospitalisés dans l'un ou l'autre des établissements (privés ou publics).

Des patients en soins de suite qui continuent d'être comptabilisés

Répondre à ces questions posées par ces données nous a valu une plongée dans un univers totalement kafkaïen, à l'issue duquel nous ne pouvons émettre que des hypothèses, chaque acteur n'ayant pu nous fournir d'explications exhaustives.

Le chiffre des hospitalisations provenant des hôpitaux eux-mêmes inclut les patients en soins critiques, en lits de médecine mais ne tient pas compte à juste titre de ceux qui ont eu le Covid par le passé, et qui sont toujours hospitalisés en soins de suite et réadaptation (SSR), pour une prise en charge des séquelles de leur maladie.

"Au bout de 14 jours, ces patients devraient être sortis des bases, nous indique un spécialiste en santé publique. Dans la réalité, il est fréquent qu'ils ne le soient pas tant qu'ils restent présents dans les unités de SSR. De façon plus générale, les malades de la Covid-19 qui quittent l'hôpital après un séjour en réanimation ou dans un autre service ne sont pas toujours sortis des bases. Comme Santé publique France fait des extractions de ces données, elles sont mathématiquement supérieures à la réalité." Nice-Matin 16 janvier 2021

Pourquoi une pandémie de cancer, pourquoi ils nous empoisonnent. Mode d'emploi.

LVOG - On pourrait aussi appeler cela un empoisonnement ou un assassinat de masse programmé.

- Le sucre, "facteur de risque évitable de cancer" - Yahoo Actualités 20 janvier 2021

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recommande de fixer l'apport en sucres libres à moins de 10% de la ration énergétique totale chez l'adulte et l'enfant. Il serait encore meilleur pour la santé de réduire l'apport en sucres à moins de 5% de la ration énergétique totale, soit à 25 grammes (6 cuillères à café) environ par jour.

Une équipe de chercheurs en épidémiologie nutritionnelle s'est intéressée à la consommation de sucres et le lien avec l'apparition du cancer. Comme le rapporte la Fondation ARC pour la recherche sur le cancer, des travaux menés au sein de la cohorte NutriNet-Santé consolident le faisceau de données qui incitent à limiter la consommation de sucres pour réduire le risque de cancers, notamment du sein.

Si le rôle d'un excès de sucre est avéré dans l'obésité, le diabète de type 2 et les maladies cardiovasculaires, certaines hypothèses expliquent le mécanisme d'action du sucre sur l'apparition des cancers. En effet, il pourrait agir en favorisant l'obésité ou en provoquant des mécanismes inflammatoires chroniques et une résistance à l'insuline. Pour répondre au manque d'information, l'équipe de recherche en épidémiologie nutritionnelle, dirigée par la Dr Mathilde Touvier, s'est penchée sur la consommation de sucres dans la cohorte constituée dans le cadre de l'étude Nutrinet-Santé. Cette cohorte inclut plus de 100 000 personnes toutes suivies pendant plusieurs années, elles ont accepté de fournir des informations sur leur santé et leurs "comportements" nutritionnels.

Les femmes pré-ménopausées davantage à risque

Par le passé, des résultats publiés en 2019 avaient déjà permis d'associer la consommation de boissons sucrées à un risque plus élevé de cancer du sein. Cette fois, cette étude s'est attachée à l'origine des sucres consommés (sucreries, fruits, boissons, produits laitiers, déserts lactés, céréales de petit déjeuner, biscuits et pâtisseries…) et à distinguer leur nature (fructose, glucose, sucrose…). "Après un suivi de médian de près de 6 ans et la survenue de plus de 2 500 cas de cancers, les résultats sont sans appel : la consommation globale de sucre est associée à un risque plus élevé de cancer. Une observation qui, selon les chercheurs, serait principalement dû aux cancers du sein, les autres localisations n'étant apparemment que peu ou pas affectées par la consommation de sucres", résume la Fondation ARC.

La Fondation ARC rapporte que le risque était plus spécifiquement lié aux sucres ajoutés, aux sucres libres, au sucrose, aux sucres des boissons ou des produits laitiers. Enfin, les effets sur le risque de cancer du sein s'avéraient légèrement plus importants chez les femmes pré-ménopausées. Au regard de ces conclusions, les auteurs de cette étude estiment que la consommation de sucre doit désormais être considérée comme un facteur de risque évitable de cancer. Yahoo Actualités 20 janvier 2021

INFOS EN BREF

CONTRE-PROPAGANDE ET RÉSISTANCE AU TOTALITARISME SANITAIRE.

Un tribunal allemand déclare le confinement régional inconstitutionnel dans une décision politiquement explosive Par RT - Mondialisation.ca, 25 janvier 2021

Même plus besoin de la phase 3. Alors c'était du pipeau ? Il faut croire ou plutôt c'est l'évidence même.

LVOG - J'avais avancé logiquement l'idée que dans le passé, compte tenu qu'ils n'avaient jamais réussi à fabriquer un vaccin contre un coronavirus, je parle au cours des 30 ou 40 dernières années, pourquoi ou comment auraient-ils pu en fabriquer un en à peine quelques mois en présence d'un nouveau coronavirus, sauf à croire au miracle, cela ne tient pas debout.

Du coup j'en suis arrivé à la conclusion que les vaccins qu'ils proposeraient par la suite seraient : soit bidons, soit le coronavirus

était semblable au virus de la grippe et leurs vaccins seraient les équivalents de ceux contre la grippe qui ne fonctionnent pas et qui étaient déjà une arnaque.

Le recours à des vaccins ARN messager aurait pu être conçu pour brouiller les pistes. J'écarte la piste des nanoparticules à des fins de contrôle, puisque ce type de vaccin ne couvrira pas la totalité de la population mondiale ou les vaccins russes, chinois et cubains ne sont pas à ARN... pour le moment, à suivre.

Elle est là l'arnaque planétaire : "nous ne saurons jamais si ces vaccins ARN messager sont efficaces !" - Michel de Lorgeril – Docteur en Médecine - Chercheur au CNRS --Expert international en cardiologie et nutrition – Membre de la Société Européenne de Cardiologie

https://michel.delorgeril.info/sante-publique/essais-cliniques-testant-les-vaccins-anticovid-arn-messager-pas-de-double-aveugle-effet-placebo-garanti/

- Pays-Bas : deuxième nuit d'émeutes après l'imposition d'un couvre-feu - Europe1 26 janvier 2021

Plusieurs villes des Pays-Bas étaient le théâtre d'émeutes lundi, pour la deuxième nuit consécutive, après l'imposition ce week-end d'un couvre-feu afin de lutter contre la pandémie de coronavirus.

Plus tôt dans la journée, le premier ministre Mark Rutte a condamné "la violence criminelle" des premières émeutes, qui ont eu lieu dimanche, estimant qu'il s'agissait "des pires émeutes en quarante ans".

Les Pays-Bas ont entamé samedi leur premier couvre-feu depuis la Seconde Guerre mondiale. Il est interdit de sortir de chez soi entre 21 heures et 4h30, et ce au moins jusqu'au 9 février. Tout contrevenant encourt une amende de 95 euros. Le Premier ministre avait déclaré mercredi que la décision d'instaurer un couvre-feu avait été confortée par la propagation du variant britannique du coronavirus. Europe1 et BFMTV 26 janvier 2021

- «Je ne me confinerai pas», une tendance qui prend de l'ampleur sur Twitter - RT 23 janvier 2021

La hashtag #JeNeMeConfineraiPas faisait partie des principales tendances françaises sur Twitter dans la soirée du 22 janvier. Ses partisans refusent de se soumettre à un éventuel troisième confinement qui pourrait prochainement entrer en vigueur.

Le 22 janvier, une tendance apparue sur le réseau social Twitter, intitulée #JeNeMeConfineraiPas, a dépassé les 21 000 tweets. Ses soutiens appellent à une «désobéissance civile» en cas d'instauration d'un troisième confinement par le gouvernement.

Compte tenu de l'apparition des nouveaux variants plus contagieux du Covid-19 et après l'extension du couvre-feu à 18h sur tout le territoire national, beaucoup estiment que le retour d'un confinement généralisé – semblable à celui que la France a connu entre le 17 mars et le 11 mai 2020 – est une suite logique et inévitable. Le nombre de cas de Covid-19, qui s'était stabilisé depuis fin novembre, est en effet reparti à la hausse depuis début janvier, avec une moyenne de 19 471 nouveaux cas par jour entre le 14 et le 21 janvier. Le nombre de décès reste stable depuis un mois, avec une moyenne de 384 morts journaliers du Covid lors des sept derniers jours.

«Sacrifier l'avenir ne peut pas être une option»

L'écrivain Alexandre Jardin a déclaré que «si nous acceptons un reconfinement, nous accepterons le sacrifice des jeunes générations». «Sacrifier l'avenir ne peut pas être une option», estime-t-il, sans toutefois utiliser le hashtag #JeNeMeConfineraiPas.

Si nous acceptons un reconfinement, nous accepterons le sacrifice des jeunes générations. Nous serons ce peuple-la. Avons-nous bien mesuré ce que cela signifie ? Sacrifier l'avenir ne peut pas être une option. https://t.co/3LXX4smsMB

— Alexandre Jardin (@AlexandreJardin) January 22, 2021

L'écrivain Xavier Legay a estimé qu'en passant «de 1500 à presque 2000 tweets en a peine 1h» dans la soirée du 22 janvier, le top tweet #JeNeMeConfineraiPas «en dit long sur le niveau de ras-le-bol de la population».

#JeNeMeConfineraiPas en TT est passé de 1500 à presque 2000 tweets en a peine 1h. Et ce n'est qu'un début.

Ça en dit long sur le niveau de ras-le-bol de la population.

— Xavier Legay (@xav_leg) January 22, 2021

Certains mettent en avant leur manque de confiance dans le gouvernement et dans les médias, ainsi que «l'instrumentalisation» dont ferait l'objet l'épidémie et les dégâts qu'engendre la façon dont elle est traitée.

#JeNeMeConfineraiPas

Je n'ai plus aucune confiance dans la communication officielle et médiatique sur l'épidémie.

Je suis totalement consciente de l'instrumentalisation politico médicale abusive et des dégâts inouïs qu'elle engendre.

— Sophie (@M06Sof) January 22, 2021.

A l'inverse, d'autres internautes critiquent la tendance #JeNeMeConfineraiPas, qu'ils estiment être «le summum de la connerie française».

Sur le même registre, cette utilisatrice de Twitter estime que les soutiens de la tendance anti-confinement sont «des abrutis finis». Selon elle, «le confinement fonctionnera si les écoles et commerces sont fermés et si la population est responsable». RT 23 janvier 2021

QUATRIEME PARTIE

POLITIQUE

Portugal

LVOG - Fantoche ou illégitime. Elu avec à peine plus de 20% des voix des électeurs inscrits.

- Portugal : le président Marcelo Rebelo de Sousa réélu dès le premier tour malgré une abstention record - franceinfo avec AFP 25 janvier 2021

Le président portugais a été réélu dimanche 24 janvier, au terme d'un scrutin marqué par une faible participation, à hauteur de 39,3 %.

L'actuel chef de l'Etat, un ancien professeur de droit de 72 ans, devenu célèbre en tant que commentateur politique à la télévision, a obtenu 60,7% des voix, selon des résultats partiels portant sur la quasi-totalité des circonscriptions.

Avec 13% des suffrages, l'ex-eurodéputée socialiste Ana Gomes est arrivée en deuxième position, devançant in extremis le candidat d'extrême droite André Ventura, qui a engrangé 11,9% des voix.

Le taux d'abstention s'est élevé à 60,6%, un record historique pour une élection présidentielle depuis l'avènement de la démocratie, en 1974. franceinfo avec AFP

Etats-Unis

Le retour regretté des vrais instigateurs de violence par Rep. Ron Paul (The Ron Paul Institute for Peace and Prosperity 18 janvier 2021) - Mondialisation.ca, 24 janvier 2021

LVOG - Ron Paul est le chef de file des libertariens américains au sein du parti républicain.

Extrait - Prenez la secrétaire d'Etat assistante Victoria Nuland par exemple. Elle est l'incarnation même du coup d'état sanglant mené par les Etats-Unis contre le gouvernement démocratiquement élu en Ukraine en 2014. Elle a non seulement préparé « l'apéro » des putschistes, mais a été enregistrée planifiant le coup jusque dans les moindres détails, discutant même de qui prendrait le pouvoir une fois la situation stabilisée.

Contrairement au « faux coup » du Capitole, il s'agissait là d'un vrai renversement de gouvernement. Alors que le gusse portant des cornes de buffle désacralisait la chambre sénatoriale « sacrée », en Ukraine, les insurgés, eux, avaient de vraies armes et un vrai plan pour renverser le gouvernement. Au bout du compte, grâce à l'aide précieuse apportée par la secrétaire d'Etat

assistante Nuland, ils y sont parvenus après que des milliers de civils ont trouvé la mort.

Pendant quatre ans, l'administration Trump nous a rappelé que, malheureusement, la politique est une affaire de personne. Donc, pendant que Trump décriait d'un côté les « guerres imbéciles » et promettait de ramener les troupes à la maison, il engageait de l'autre des gens tels que John Bolton ou Mike Pompeo pour faire le boulot. Ils ont passé leur temps à expliquer que lorsque Trump appelait à mettre fin aux conflits, il voulait en réalité les continuer. Ce fut un échec colossal.

Alors, il est bien difficile de rester optimiste devant une l'administration Biden infestée de revenants ultra-interventionnistes d'Obama.

Alors que l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) aime à se présenter comme le bras compatissant de la politique étrangère américaine, elle est en fait un des rouages essentiels dans les « changements de régimes » américains.

Biden a annoncé que "l'humanitaire interventionniste" Samantha Power prendrait la tête de l'agence pendant son mandat. Power, qui a fait partie du cabinet du Conseil de sécurité nationale sous Obama, avait servi en tant qu'ambassadeur à l'ONU où elle avait expliqué, avec succès et passion, qu'une attaque contre le gouvernement de Kadhafi en Lybie permettrait la libération de son peuple et l'installation de la démocratie dans le pays.

En vérité, sa justification se basait sur des mensonges et l'assaut américain n'a laissé derrière lui que mort et chaos.

Le gouvernement de Kadhafi, relativement paisible bien qu'autoritaire, a été remplacé par des terroristes radicaux et même des marchés aux esclaves.

Au bout du compte, les républicains de Bush, tel que Liz Cheney, rejoindront les démocrates de Biden pour restaurer "le leadership américain". Il faut donc s'attendre à plus de guerres officielles et officieuses à l'étranger. L'alliance contre nature entre les entreprises technologiques et le gouvernement américain sera très bénéfique au département d'Etat américain dirigé par le secrétaire d'Etat Tony Blinken et à la secrétaire d'Etat assistante Nuland, leur apportant des technologies propices à fomenter des « changements de régime » comme bon semblera à Biden. Finissons-en avec la Syrie et le laïc Assad ? Allons-y ! Retournons en Irak ? Pourquoi pas? L'Afghanistan? Ça, c'est une bonne guerre! La Russie et la Chine devront aussi être punies.
Mondialisation.ca, 24 janvier 2021

A lire aussi :

- Joe Biden place Samantha Power à la tête d'USAID: une nomination qui en dit long par Jean-Pierre Page (investigaction.net 22 janvier 2020) - Mondialisation.ca, 24 janvier 2021

https://www.mondialisation.ca/joe-biden-place-samantha-power-a-la-tete-dusaid-une-nomination-qui-en-dit-long/5653086

CINQUIEME PARTIE

Quand les escrocs institutionnels, les complotistes et les confusionnistes se partagent les rôles.

Pourquoi les libertariens et les populo-fascistes sont-ils mis en scène par les médias, et pourquoi ce que j'appellerai les confusionnistes le sont-ils par les médias dits alternatifs?

Pour que tous ceux qui rejettent la politique menée par Macron les rejoignent, plutôt que d'être tentés de se tourner vers un ou des courants du mouvement ouvrier qui proposent une issue politique au régime, bien qu'à ma connaissance il n'en existe pas puisqu'ils soutiennent tous les mesures liberticides que Macron a imposées, y compris le vaccin, hormis La Voix de l'Opposition de Gauche, mais cela me gêne de le dire, au risque de passer pour un mégalomane enragé.

Ce soir ou plutôt ce matin, il est 4h29, je n'arrivais pas à dormir, alors je me suis relevé et je me suis remis au boulot, j'ai lu en diagonale quelques articles publiés par Mondialisation.ca, et quelle ne fut pas ma stupéfaction ou plutôt ma colère de constater qu'ils baignaient en pleine confusion et induisaient les lecteurs en erreur ou pour tout dire, les livraient à leurs bourreaux, et j'ai coupé au bout de quelques minutes trois vidéos qui nous étaient proposées, en gros ils étaient alignés sur l'idéologie social-démocrate libertaire ou celle libérale libertaire, néoconservatrice. J'ai presque envie de dire que c'était pratiquement inévitable, puisque tous ignorent ou méprisent les masses et la lutte des classes, le mouvement ouvrier, et par dessus tout ils vomissent le socialisme et le marxisme.

Entre la lèpre et le choléra, entre vous faire manipuler par l'un ou par l'autre, on ne vous offre aucune autre alternative, voilà la situation. Du coup, ceux qui ne veulent pas demeurer inactifs ou qui ne veulent pas se résoudre à l'impuissance, vont suivre les

uns ou les autres et contribuer ainsi eux-mêmes à alimenter la confusion extrême qui règne aujourd'hui et qui profite à l'oligarchie et à Macron.

Cela me pose un problème, parce que cela a atteint un tel degré de démagogie, je me demande si je dois ou non publier ces articles dans le portail. Tous dénoncent avec véhémence la fausse pandémie au coronavirus ou les mesures liberticides prises par les différents gouvernements de la planète, pour finalement faire le jeu du Green New Deal ou l'appeler de leurs voeux, alors qu'il fait partie du programme du Forum économique mondial, pour ne citer qu'un exemple. C'est inacceptable pour moi, car c'est l'un des instruments et des objectifs de l'oligarchie pour soumettre tous les peuples à sa gouvernance mondiale totalitaire.

C'est là qu'on s'aperçoit que les intellectuels et les classes moyennes sont corrompus ou manquent encore de maturité pour rompre avec le régime, car c'est cela le facteur qui induit la conduite de tous les autres, l'élément clé de la situation pour en sortir. On le savait déjà et je l'ai évoqué souvent, mais en période de crise ouverte cela prend une toute autre dimension, toute compromission avec la réaction sonne tout d'un coup comme une trahison assumée qu'on ne peut pas cautionner, alors qu'habituellement on leur passe bien des analyses ou positions erronées ou des dérives idéologiques.

On a absolument rien à gagner à les soutenir, en aucune manière, sinon à se discréditer pour toujours auprès des travailleur et des militants. Il faut comprendre qu'au-delà d'une certaine limite, c'est la nature de notre engagement politique qui serait remis en cause, et cela je n'y tiens pas du tout évidemment. Notre unique objectif est de rassembler des travailleurs et des militants, on n'a pas les moyens de viser plus haut ou plus loin dans l'état actuel de nos forces, prétendre autre chose serait mentir aux lecteurs. Vous remarquerez que c'est une attitude conforme à la stratégie que j'avais proposée, à savoir que construire le parti était notre tâche ou notre priorité absolue, et non d'influer sur le cours de la situation, nous n'en sommes nullement comptable ou nous refusons d'en endosser la responsabilité. Je vous ferais remarquer au passage, que cela ne correspond pas du tout avec le comportement d'un mégalomane.

Mes commentaires publiés par le blog du Dr. Maudrux du 23 au 26 janvier 2021 inclus.

Je rappelle aux lecteurs, que je dois modérer mes propos pour intervenir dans ce blog, sans rien renier ou jamais me compromettre.

25 janvier 2021

(En réponse à : "C'est une bonne nouvelle. Si les labos réalisent qu'ils peuvent se faire du fric, ils vont en faire leur traitement de référence. "

Après :

– « Le coût de 2000 € du traitement est une garantie d'efficacité »

De mieux en mieux :

– « C'est une bonne nouvelle. »

Les Africains apprécieront, épouvantable !

25 janvier 2021

A force de confondre stalinisme et socialisme, vous savez ce qui arrive, on sombre dans le fascisme.

25 janvier 2021

Réponse à un commentaire de Sipo et quelques réflexions sur la situation. 25 janvier 2021

Vous avez raison, pendant qu'on y est, le matérialisme et l'idéalisme c'est du pareil au même ! D'ailleurs c'est bien simple, penser un escargot, et voilà qu'il existe, c'est merveilleux, comment n'y avons-nous pas pensé plus tôt ! En réalité, ce gastéropode ou le monde extérieur n'a pas besoin que l'homme le conceptualise pour exister. Et dire qu'on en est là, c'est révélateur.

Ne vous formalisez pas, c'est le mode de penser métaphysique de la plupart des hommes. Et si vous croyez tout ce que racontent ceux qui se prennent pour de grands scientifiques, vous risquez de finir avec un degré de conscience qui n'aura pas dépassé celui d'un mollusque. En voici un exemple.

Ceux qui ont affirmé à cor et à cri qu'il n'y avait pas de deuxième vague, les voilà soudain acquis à une seconde épidémie, puis

une troisième, etc. La première version les avait laissés pratiquement de marbre, et voilà que les variants leur ont sérieusement ramolli le cerveau, c'est déconcertant, pathétique !

Que se passe-t-il réellement?

De la même manière qu'ils ont soudain découvert que les hommes (générique) étaient sexistes, homophobes, xénophobes, racistes, productivistes, etc. bourrés de préjugés archaïques, conservateurs, autant de comportements qu'ils n'avaient pas cessé de leur inculquer, voilà ces fanatisés lancés dans une chasse éperdue aux virus planétaires, qui existent depuis la nuit des temps.

Sans que la population en soit informée, au passage, l'attitude de comploteurs malveillants, les autorités ont braqué les projecteurs ou mis en scène, instrumentalisé les infections les plus diverses, virus, coronavirus, rhinovirus, bactéries, toutes les maladies type, cancer, diabète, cardio-vasculaire, Parkinson et autres pathologies dégénératives du cerveau, etc. overdose, alcoolisme, etc. puis elles ont décrété autoritairement que toutes les personnes atteintes de ces infections ou maladies étaient décédées du SARS-CoV-2, parce qu'elles auraient été testées positives sans qu'on sache à quoi au juste, ma mère par exemple.

Il faut dire qu'avec un vivier d'un potentiel annuel de plus de 600.000 candidats, ils vont pouvoir alimenter leur pandémie idéologique indéfiniment. D'autant plus qu'il y a de plus en plus de vieux qui arrivent chaque année en bout de course, et qu'il n'y a rien de plus facile que de faire crever prématurément un vieux. Quant aux grands malades ou mal portants qui l'ignoraient, il suffisait de ne pas les traiter avec les molécules efficaces qui existaient, pour qu'ils les rejoignent encore plus prématurément. Et pour être sûr que le massacre soit conséquent ou à la hauteur de leur espérance, il suffisait de prendre des mesures qui contrarieraient la trajectoire naturel d'un coronavirus, masque, distanciation sociale, confinement, couvre-feu, du grand art !

Leurs objectifs étaient à n'en pas douter, d'alimenter en permanence la spirale infernale aux cadavres, afin de créer un climat de psychose collective permanent, de sorte que la population approuve leurs mesures liberticides et antisociales ou mieux, les réclament elle-même. A suivre.

En réponse à quelques commentaires. 25 janvier 2021

Désolé, ce ne sont pas "les Français" ou "l'opinion publique" qui sont à blâmer, mais les classes moyennes, les couches moyennes selon la définition du philosophe et sociologue Michel Clouscard, les intellectuels, ceux aussi qu'on appelle les CSP+, les couches de la société les plus instruites, qui bénéficient d'un statut social privilégié, d'un mode de vie confortable, d'un compte en banque bien garni par rapport au reste de la population laborieuse, pour leur connivence à des degrés divers avec le régime, leur refus d'entrevoir toute perspective politique qui poserait les bases d'une République sociale et démocratique, parce que pour y parvenir il faudrait impérativement passé par une révolution et inévitablement une guerre civile...

Ils tiennent trop à leur petit confort, ils ont encore beaucoup trop à perdre pour s'engager dans cette voie. En attendant, ils papotent, gesticulent, en espérant être épargnés, ils conseillent Emmanuel et Olivier, s'enquièrent auprès d'Angela ou de Brigitte, ils croient avoir trouvé un sauveur dans Didier, pour continuer à vivre comme avant ils sont près à sacrifier toutes nos libertés, plutôt que s'engager politiquement pour un changement de régime, quitte à vivre dans une société médiocre et immonde, cela ne les rebute pas plus que cela.

Leur manque de maturité politique constitue l'un des principaux facteurs à l'origine de la situation actuelle, sans vouloir les accabler. Ils sont les plus mal placés ou ils n'ont aucune légitimité pour porter un jugement sur les masses, dans la mesure où ils sont incapables d'assumer les tâches historiques qu'ils avaient à accomplir pour permettre à la civilisation humaine de renouer avec le progrès social, de s'émanciper et de conquérir la liberté.

24 janvier 2021

Avec l’expérience, c’est un jeu d’enfant de traduire en termes politiques le discours de chacun ou de savoir à peu de choses près à qui on a affaire, quel est son niveau de conscience politique et quelle idéologie l’influence principalement, qui plus est, quand on sait au départ à quelle classe il appartient.

Une phrase ou une expression suffit parfois, plus sûrement ou pratiquement infailliblement, une réflexion ou une réaction à un évènement ou à un discours suffit à être fixé sur les intentions d’une personne ou sur ce qu’on est en droit d’en attendre si nécessaire…

Alors vous pensez bien que je suis fixé depuis très longtemps après tous ces commentaires publiés. Je dirais même que je m’en amuse, d’autant plus que je ne peux pas vous livrer le fond de ma pensée, car cela choquerait trop d’âmes sensibles ou esprits faibles, appelez cela comme vous voudrez.

Ce que j’ai constaté ou savais depuis le début de cette crise générale ou systémique du capitalisme, c’est qu’une révolution et un changement de régime économique (ou social) et politique s’imposaient, mais comme personne ne les souhaitait, tout le

monde espérait encore qu'un miracle se produirait un jour, ne le voyant pas venir, lentement mais sûrement ils y viennent, et observez comme cela les effraie…

J'ai observé cela patiemment sans rien dire pendant des mois, car j'ai appris que les idées étaient aussi régies par les lois du matérialisme dialectique, il suffisait de s'y tenir, c'est tout. C'est ce qui fait le plus défaut au mode de penser des hommes qui demeure idéaliste.

Quant à ceux qui assimilent le matérialisme dialectique à une théorie, à une interprétation ou à une horrible doctrine, ils ne savent même pas de quoi ils parlent, car c'est juste un mode de penser qui traduit les lois générales du mouvement à l'œuvre au cours du développement du processus historique (de la matière, des idées, de la nature,etc.) sans lesquelles il est impossible d'en prendre conscience…

Quand quelqu'un dit qu'il a pris conscience de quelque chose, en réalité il n'a rien fait d'autre que penser dialectiquement. Mais le problème, c'est qu'il l'ignore, du coup il est incapable de tirer des enseignements de cette expérience qu'il va réaliser des milliers de fois au cours de sa vie, ce qui explique pourquoi son niveau de conscience général ne progressera jamais ou il demeurera ignorant du monde dans lequel il vit, même s'il est bardé de diplômes ou se prend pour un génie. Au lieu de chercher quel est le point commun entre ces différentes expériences, il procèdera par abstractions successives…

Voyez tous ces gens qui se leurrent sur leur niveau intellectuel, c'est révélateur, ils ne cessent de se contredire ou de brasser du vent. C'est inévitable, mais cet exercice a ses limites et devient lassant et démoralisant à la longue pour certains, personnellement, improductif, j'ai donc décidé que j'avais mieux à faire avec mon portail.

J'arrête là, car j'ai déjà été beaucoup trop long, que le Dr. Maudrux m'en excuse, je ne voudrais pas utiliser son blog comme une tribune politique ou même philosophique.

23 janvier 2021

Ils n'ont pas arrêté de nous la jouer depuis février 2020. Sadisme et/ou sado-masochisme ? Business is business, that's all !

Comment ils fabriquent l'info destinée à se substituer à la réalité et à l'orienter.

1- Un mystérieux cluster à Compiègne – Oise Hebdo (un mystérieux mutant)

2 – A Compiègne, 183 étudiants positifs au covid : la faculté met en cause les soirées à l'extérieur – parismatch.com (chouette le couvre-feu)

3- Covid-19 : l'Oise passe au rouge et prend six mesures anti-coronavirus – francebleu.fr (ça sent l'oppression maximum)

4- Covid-19 : à l'université de Compiègne, 4000 étudiants, un cluster et la crainte d'une fermeture. – leparisien.fr (ça pu le confinement)

5- Coronavirus – Un nouveau foyer épidémique identifié à Compiègne – france3-regions.francetvinfo.fr

6- Covid-19 : l'Oise passe au rouge et prend six mesures anti-coronavirus – francebleu.fr (ça sent l'oppression maximum)

7- Coronavirus: le voile se lève peu à peu dans l'Oise (Cet important cluster…) – Bfmtv

Les dates.

1- 3 nov. 2020
2- 1 oct. 2020
3- 28 sept. 2020
4- 17 sept. 2020
5- 17 mai 2020
6- 17 mai 2020
7- 29 févr. 2020

23 janvier 2021

Sauve qui peut : Saint Raoult priez pour eux et que le vaccin les sauve. Signé, les chiens de garde qui veillent sur lui.

Dans ma revue de presse du 23 janvier.

Les mesures de confinement n'ont pas d'impact sur la Covid-19 (Stanford) – Réseau Voltaire 22 janvier 2021

https://www.voltairenet.org/article212019.html

Covid-19 en France : « On va être obligé de reconfiner le pays » – France 24 22 janvier 2021

Coronavirus : Taisez-vous dans le métro, recommande l'Académie de médecine – 20minutes.fr/AFP 23 janvier 2021

L'Espagne submergée par la 3ème vague mais le gouvernement craint un nouveau reconfinement – BFMTV 22 janvier 2021

Le premier ministre thaïlandais dit qu'il ne laissera pas les Thaïlandais servir de « cobayes » pour le vaccin Par Thai PBS (Thai PBS 17 janvier 2021) – Mondialisation.ca, 22 janvier 2021

https://www.mondialisation.ca/le-premier-ministre-thailandais-dit-quil-ne-laissera-pas-les-thailandais-servir-de-cobayes-pour-le-vaccin/5653007

23 janvier 2021

Vous auriez dû le savoir depuis le début. Vous avez oublié ou vous n'avez pas encore réalisé qu'il n'existait que deux classes indépendantes dans la société. Vos discours ne servent pas davantage que les miens, et là vous n'avez aucune excuse de ne pas le savoir, puisque G. Orwell l'avait évoqué, pour moi ce sera Marx et Engels de préférence, Michel Clouscard plus près de nous.

Mon portail existe depuis 2004, et depuis 2008 j'ai publié et en partie rédigé plus de 18 000 pages de causeries et infos, les archives toujours en ligne comportent plus de 20 000 articles, textes, ouvrages, et bien voyez-vous, bien que des milliers de personnes le connaissent (3000 visiteurs uniques par mois en moyenne dans plus de 55 pays différents), je ne reçois pratiquement jamais de courriels.

Quand on n'est pas reconnu ou quand on est en minorité, il arrive qu'on soit ignoré ou ostracisé. Cela n'empêchera pas la roue de l'Histoire d'aller de l'avant. Quand les masses surgiront sur la scène de l'histoire politique pour faire valoir leurs aspirations à l'émancipation et à la liberté, nous deviendrons majoritaires, si on est dans le camp des révolutionnaires.

Le conformisme s'évalue en fonction du degré de dépendance aux rapports économiques et sociaux dominants dans la société, alors que chez un non-conformiste il n'aura pas cette influence néfaste ; Tout dépend où se trouve le curseur chez chaque personne.

Cela devrait nous porter à la tolérance, même si parfois il y a de quoi être énervé. Cette liberté, cela fait des milliers d'années que les hommes l'ont évoquée ou invoquée, espérée ardemment, ont lutté à mort pour l'obtenir, comme quoi il faut laisser le temps au temps de se réaliser et être patient.

POID. La voix de son maître ou comment l'extrême gauche a basculé dans le camp de la pire réaction et l'assume.

Avant-propos.

Je rappelle que j'ai mis en ligne plus de 300 articles et une quinzaine de vidéos qui démontent pièce par pièce l'imposture à la pandémie virale, et que tous les dirigeants ont eu accès à ces documents, donc ils n'ont absolument aucune excuse.

Le POID, tout comme le POI, le NPA ou LO ont soutenu toutes les mesures liberticides imposées par Macron, masque, test, confinement, traçage, distanciation sociale et maintenant vaccin, ignorant toutes les études scientifiques faites à travers le monde démontrant l'inefficacité ou la dangerosité de ces mesures, ignorant le taux de mortalité de 0,05%, ignorant l'existence de traitements efficaces en prophylaxie ou pour traiter les malades covid-19.

L'extrême gauche a adopté le déni absolu de la réalité au profit de celle fabriquée par les agences de propagande du gouvernement, l'Imperial College à Londres, l'OMS, la Fondation Gates ou le Forum économique mondial faisant tomber le masque de l'imposture et dévoilant leur véritable nature réactionnaire.

J'en suis d'autant plus désolé que j'avais rejoint ce courant trotskyste à la fin des années 70, je m'estime donc parfaitement légitime pour m'exprimer au sujet du mouvement ouvrier en tant que membre de la classe ouvrière également. Je rappelle au

passage que je suis issu d'une des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, mon père était menuisier en bâtiment. Moi je commencerai par un apprentissage de la mécanique dans un garage au début des années 70, et je finirai professeur de français pendant une courte période entre la fin des années 90 et le début des années 2000, entre temps j'aurai travaillé dans 45 entreprises ou occupé autant de postes de travail, donc ce que certains appellent le monde du travail, je connais et je peux en parler, j'allais oublier de préciser que j'avais été délégué syndical FO et délégué du personnel pendant 3 ans chez U-Bix (Konica copieur) au début des années 80. J'avais organisé une grève (illimitée et totale) sur les salaires qui fut victorieuse.

Je ne peux pas penser à tous ces courants trotskystes sans ressentir une profonde honte pour leurs dirigeants, cadres et militants, hormis les plus jeunes ou sans expérience. Vous savez, c'est terrible d'en arriver là ou de constater qu'ils ont rejoint les social-démocrates révisionnistes, dégénérés, corrompus, les staliniens, et qu'aujourd'hui, face à une situation d'une gravité exceptionnelle semblable ou même pire que les deux guerres mondiales du XXe siècle. Non seulement ils ont refusé d'affronter Macron, ils ont capitulé en rase campagne, sans combattre, ils ont livré les masses à leurs bourreaux.

Pire encore, ils se proposent d'aider Macron à les achever, car n'en doutez pas une seconde, cet épisode dramatique non seulement laissera des traces profondes, il prépare les pires défaites qui seront encore plus sévères ou cruelles contre lesquelles nous ne serons pas en mesure d'opposer la moindre résistance ou ce sera très long et très difficile de reconstituer un courant politique sur les bases du marxisme et du socialisme.

Pour mieux camoufler leur trahison ou leur véritable nature, ils continuent de se réclamer du marxisme et du socialisme, ils en remettent même une couche à travers des revues théoriques ou des réunions, conférences, qui vont servir à conditionner les esprits faibles, mieux encadrer les jeunes militants sans expérience ou repères, car ils savent que c'est un procédé qui a fait ses preuves, je peux en témoigner, hélas ! Mais ce n'est pas à cela qu'on juge un courant ou un parti mais uniquement aux positions qu'il adopte, aux tâches qu'il accomplit au côté ou contre les masses, et là en l'occurrence c'est bien contre les masses qu'ils se positionnent et agissent au côté de Macron, de l'OMS, de Big Pharma et le Forum économique mondial.

Entre les arguments avancés par des médecins et scientifiques s'appuyant sur leurs propres expériences, observations et connaissances, soutenus par des centaines de milliers d'entre eux qui les partagent dans le monde, qui incarnent les intérêts de tous les peuples, et ceux de la clique mafieuse et corrompue de Macron ou Bill Gates, qui incarnent les intérêts de l'oligarchie financière internationale, ils ont choisi délibérément, consciemment ou en leur âme et conscience le camps de l'oligarchie, alors que rien ne les obligeait, sinon servir le régime en place ou la véritable cause qui caractérise finalement leur engagement politique.

Quand les faits sont établis ou s'étalent quotidiennement sous nos yeux, ceux qui les nient ou les déforment s'exposent à être rapidement démasqués. Comme autrefois au pied du mur ou quand une énorme crise surgit, les opportunistes montent au créneau ou font preuve de zèle pour voler à la rescousse ou au secours du régime, c'est à cet exercice que se livrent actuellement les soi-disant trotskystes.

Lisez, c'est édifiant, celui qui ne comprend pas est un imbécile ou il ne veut pas comprendre parce qu'il est lui-même sous l'influence de ces illusionnistes professionnels. Pour ne pas vous faire berner à votre tour, gardez en permanence à l'esprit le taux officiel de mortalité infime et les traitements qui existent pour traiter ce banal virus, vous serez immunisés contre cette saloperie infâme, et n'oubliez jamais qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort pour des centaines de milliers ou des millions de travailleurs, merci pour eux.

Réquisition ! par Daniel Gluckstein - 20 janvier 2021

https://latribunedestravailleurs.fr/2021/01/20/requisition/

Extraits.

Gluckstein- Le 17 janvier, vingt-deux jours après le début de la campagne de vaccination, le gouvernement a fièrement communiqué ce bilan : 422 127 vaccinations réalisées. Formidable bilan en effet… À ce rythme-là, si demain la totalité des 67 848 156 habitants de notre pays souhaitait se faire vacciner, il faudrait dix ans pour satisfaire à leur demande ! Dix ans durant lesquels on ne sait combien il faudrait compter de crises à rebondissement, de confinements, déconfinements, reconfinements et autres mesures d'exception, combien de décès supplémentaires (du Covid et d'autres causes non traitées), de millions de situations de détresse économique, sociale, psychologique, combien de suicides, combien de dépressions pour toute une génération d'enfants, d'adolescents, combien de mises au chômage, combien de dislocations personnelles ?

Ces chiffres résument la faillite du gouvernement Macron et de la Ve République.

LVOG - Pour camoufler celle du POID en réalité.

Gluckstein - Après les scandales des tests et des masques, c'est aujourd'hui le grand chaos de la « campagne de vaccination ».

LVOG - Effectivement, le POID aura été de tous les mauvais coups, masques inutiles et dangereux, tests bidons faisant l'objet d'une manipulation incroyable, le POID ne le dira jamais, les monstres en réclamaient davantage encore !

Gluckstein - L'exigence grandit dans tout le pays : que tous ceux qui demandent à être vaccinés puissent l'être dans les plus brefs délais. Des médecins, des infirmières et des élus mettent sur pied des centres de vaccination. Ils exigent des agences régionales de santé que leur soient livrés les vaccins. Des élus font de même. Tous disent : « Nous sommes prêts à nous engager personnellement dans la mise en œuvre du plan de vaccination. » À quoi le gouvernement répond : « Impossible, il n'y a pas assez de vaccins. »

Mais pourquoi manque-t-on dramatiquement de vaccins ? Parce que le gouvernement est prisonnier d'une commande globale dérisoire de l'Union européenne et refuse d'agir de lui-même. Et aussi parce que Pfizer et autres multinationales fixent les règles : livrer des vaccins, certes, mais pas trop vite pour pouvoir les faire payer cher, très cher et amasser des montagnes de profits.

LVOG - C'est à croire que si Gluckstein participait à un gouvernement, la vaccination serait peut-être obligatoire. Les staliniens commirent des crimes aussi monstrueux que ceux de la réaction, alors pourquoi n'en ferait-il pas autant...

Et quand il évoque la situation sociale chez Sanofi il en rajoute une couche.

Gluckstein - N'est-ce pas le bon sens ? Relancer les chaînes de production pour produire en masse un vaccin mis gratuitement à disposition de toute la population...

LVOG - Toute la population devrait y passer, alors que le virus ne présente un danger que pour les personnes de plus de 85 ans, c'est un dangereux fanatisé ce type-là !

Il y a pire encore, il a totalement intégré les mécanismes de manipulation des conscience employés par la réaction contre les masses, qui consiste à les associer aux mesures qu'elle voudrait leur imposer comme si elles venaient d'elle-même, de manière à ce qu'elles ne puissent plus s'y opposer ou pour que ces mesures s'imposent d'elles-mêmes. Lisez, c'est écrit en toutes lettres.

Gluckstein - Relancer les chaînes de production pour produire en masse un vaccin mis gratuitement à disposition de toute la population : nul doute que les travailleurs (de Sanofi et d'ailleurs) ont la capacité de le faire. Nul doute qu'ils en auront aussi la volonté, prenant en main eux-mêmes la réorganisation de la production… dès lors qu'il s'agira de sauver les leurs, leur famille, leur classe, et non les profits patronaux.

LVOG - Et plus loin.

Gluckstein - Ce plan de mobilisation des médecins, des infirmières, des personnels soignants ouvrant eux-mêmes les centres de vaccination, ce plan de mobilisation des travailleurs organisés avec leurs syndicats pour remettre en route les chaînes de production ; ainsi se dessine en pointillé ce que sera un plan de réorganisation de la production par « en bas », par la mobilisation librement organisée de millions de producteurs au service de l'immense majorité. Ainsi se dessine aussi ce que veut dire un gouvernement de la société par les travailleurs eux-mêmes, librement organisés.

LVOG - Il a employé à deux reprises l'adverbe "librement", afin que personne ne réfléchisse à la signification réelle d'un tel processus, qui jusqu'à preuve du contraire est imposé par Macron et l'oligarchie, autrement dit, d'une manière détournée ou l'air de rien il le cautionne ! Mais nous ne sommes pas dupe.

Ce qu'il faut aussi avoir à l'esprit pour bien comprendre les intentions de Gluckstein, c'est que son discours ne s'adresse pas aux élément les plus évolués, les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes qui ont réalisé que la pandémie au coronavirus était une formidable escroquerie, et plus le temps passe et plus nombreux ils sont.

Ces couches de travailleurs, si elles lisaient cet éditorial, elles enrageraient littéralement, elles s'empresseraient de le déchirer, de le piétiner, de le brûler ou de se torcher le derrière avec dans un mouvement de colère légitime, ce qui signifie que ceux qui auraient le plus besoin de partager les mesures radicales sociales et politiques qu'il évoquait passeraient à côté.

Ceci aboutit donc à vouloir construire un parti non pas avec les éléments les plus conscients susceptibles d'évoluer vers le socialisme, mais exactement le contraire. Vous aurez compris au passage que le socialisme n'était pas son objectif. Mais poursuivons et concluons notre analyse.

Car ou par conséquent son discours s'adresse à d'autres couches de travailleurs, lesquelles ? Celles qui sont sous l'influence idéologique de Macron, de l'OMS et de l'oligarchie financière et qui n'en ont nullement conscience, ceux qui réclament des masques, des tests, un vaccin, etc. de sorte que ce sont les moins à même de partager ces mesures radicales auxquelles

il s'adresse, sachant qu'elles ne les adopteront pas. Et ce que bien des lecteurs ou des militants auront du mal à saisir, c'est ce que cela ne l pose aucun problème à Gluckstein, car ce qui aurait pu passer pour une contradiction n'en était pas une du tout pour lui, en réalité il s'était uniquement livré à un exercice oratoire à caractère populiste dont il est devenu coutumier, parce qu'il n'a jamais envisagé d'affronter le régime.

C'est ainsi que lui et feu P. Lambert sont parvenus à transformer au fil du temps les travailleurs révolutionnaires qui avaient rejoint leur courant politique, en de vulgaires réformistes à la solde de la social-démocratie et du régime. S'il croyait qu'en s'adressant aux plus larges masses, qui sont les plus inconscientes faut-il préciser, il espérait nous embobiner ou ainsi légitimer son discours, c'est raté.

Attention, un coup d'Etat peut en cacher un autre.

Coronavirus : Francis Lalanne lance un appel « à renverser » Macron sur un site complotiste - 20minutes.fr 23 janvier 2020

LVOG - Et à qui cet appel était-il destiné ? A l'armée ! Pour autant, il est clair que l'armée ne doit pas être épargnée par cette crise, car un militaire a de la famille, des relations en dehors de l'armée qui sont durement frappés par les mesures liberticides et antisociales imposées par Macron. Mais comme il n'existe aucun relais au sein du mouvement ouvrier, cela revient à appeler l'armée à prendre le pouvoir pour imposer une dictature qui serait pire encore que celle que nous vivons aujourd'hui.

Cet appel peut aussi préfigurer ce qui pourrait se passer en 2022...

Sous le signe du cororatisme, un exercice destiné à légitimer les mesures liberticides imposées par Macron

LVOG - Quand les partisans de la social-démocratie libertaire sont victimes de l'idéologie qu'ils ont adoptée. Cette contradiction est à suivre... Toujours est-il que pendant 10 mois les corps enseignant et médical auront été les plus zélés soutiens aux mesures décrétées par l'OMS et le Forum économique mondial.

Et ils ont un niveau de conscience tellement médiocre qu'ils auront été incapables d'admettre que les mesures liberticides qui avaient été prises ne reposaient sur aucun argument scientifique, sauf ceux fabriqués par des scientifiques corrompus par Big Pharma. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on les applaudisse. Ils auront été finalement les moins durement frappés par cette crise pour avoir conservé leurs salaires. Est-ce qu'on le regrette ? D'après vous ? Comment auraient-ils réagi, si du jour au lendemain ils s'étaient retrouvés sans salaire ? Ils auraient réagi promptement et violemment. C'est cela que les uns et les autres se sont employés à éviter, et dont se félicitent tous les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier, à commencer par ceux de l'extrême gauche.

Enseignants, infirmières scolaires et étudiants appellent à la mobilisation nationale mardi AFP 26 janvier 2021

A l'appel d'une intersyndicale composée notamment de la FSU, de la CGT et de FO, des défilés doivent se tenir à Paris et dans plusieurs autres villes. Dans la capitale, la manifestation doit partir de Luxembourg à 13H00 pour se diriger vers la rue de Grenelle, siège du ministère de l'Education nationale.

"C'est un moment crucial pour l'éducation, il y a une vraie colère qui monte chez les enseignants qui sont très inquiets", assure Benoît Teste, secrétaire général de la FSU.

En novembre, le ministère avait annoncé des revalorisations à partir de 2021, ciblées surtout sur les plus jeunes. Mais les organisations syndicales espèrent qu'une loi pluriannuelle, promise au moment de la réforme des retraites, viendra consacrer des revalorisations pérennes et substantielles pour toute la profession.

Pour ce nouvel appel à la mobilisation, "un tiers des enseignants sera mobilisé", selon le Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire.

"Dans ce contexte difficile d'une dégradation de la situation sanitaire et d'une incertitude sur un éventuel reconfinement, cela fait plus de 100.000 personnes du premier degré qui seront en grève mardi", poursuit dans un communiqué le syndicat, qui exige "un plan d'urgence pour l'école et une réelle protection des personnels et des élèves afin de maintenir les écoles ouvertes".

Des étudiants devraient aussi se joindre à eux, six jours après s'être mobilisés contre les effets dévastateurs de l'épidémie de Covid sur leur vie quotidienne.

Le but selon elle, "est vraiment d'éviter un échec massif". "Reconfinement ou pas, les étudiants ont besoin de voir leurs profs", a plaidé Mélanie Luce, présidente de l'Unef.

Les syndicats dénoncent, eux, la gestion de la crise sanitaire dans les établissements scolaires, à commencer par les infirmières qui appellent à se mobiliser mardi aux côtés des enseignants.

La principale fédération de parents d'élèves FCPE appelle aussi à la grève mardi pour demander aux autorités de "mieux anticiper la crise sanitaire". AFP 26 janvier 2021

LVOG - Tout est dit dans le dernier paragraphe, les syndicats s'en remettent au gouvernement auquel ils demandent d'anticiper les conséquences d'une situation qu'il a lui-même créée !

Einstein

- Un problème créé ne peut être résolu en réfléchissant de la même manière qu'il a été créé.

- Il ne faut pas compter sur ceux qui ont crée les problèmes pour les résoudre.

Vous aurez aussi apprécié: "Reconfinement ou pas", parce qu'ils s'en foutent, ils cautionnent les mesures liberticides imposées par Macron.

Pour ces agents de la réaction, vivre dans une société totalitaire n'est pas vraiment un problème, ils sont déjà prêts à s'en accommoder et ils le disent eux-mêmes, du moment que les couches qui constituent leur fond de commerce disposent des moyens financiers leur garantissant un mode de vie privilégié ou relativement confortable, ils sont prêts à cautionner tous les crimes du régime et ils se foutent du sort des couches les plus défavorisées vouées au chômage de masse, à la misère et à la précarité. Tenez la transition était toute trouvée.

Même sous un régime totalitaire, les dirigeants syndicaux continuent de collaborer.

Assurance-chômage: Borne reprendra la concertation le 25 janvier - AFP 19 janvier 2021

La ministre du Travail Élisabeth Borne reprendra la concertation sur la réforme controversée de l'assurance-chômage par une journée de rencontres bilatérales avec les partenaires sociaux le 25 janvier, a-t-on appris auprès du ministère lundi. AFP 19 janvier 2021

Haut de page

Le 27 janvier 2021

J'ai passé plus de 5 heures pour archiver tous les documents, mettre à jour les pages d'accueil des différents fichiers ou différentes rubriques, les archives.

Pas le temps d'en faire plus aujourd'hui, surtout qu'avant j'avais passé près de 3 heures à la revue de presse quotidienne, plus des vidéos que j'ai visionnées en totalité ou en partie seulement, il y a beaucoup de déchets.

On ajoutera encore de nouveaux articles demain, je les ai téléchargés, mais je n'ai pas eu le temps de tous les lire.

Juste une info pour ne pas se quitter comme cela.

Quand le régime se dote d'une milice privée ou de SA.

"C'est très judicieux" de créer une réserve de 30.000 citoyens au sein de la police, estime Christophe Rouget - Europe1 26 janvier 2021

Des citoyens ordinaires aux côtés de policiers lors des patrouilles ? C'est en somme l'idée du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, qui souhaite créer une "réserve opérationnelle" de 30.000 citoyens au sein de la police nationale, sur le modèle de ce qui se fait déjà chez les gendarmes.

Ces futurs citoyens-policiers pourront également traiter des cas de violences conjugales. Des affaires complexes, même pour les policiers, mais Christophe Rouget se veut positif : "il faut voir en fonction des profils, on va discuter de tout ça, mais l'intérêt

de cette réserve est de rapprocher les policiers et la population, que les gens viennent voir les conditions de travail."

Par ailleurs, ces citoyens-policiers auront le droit de porter une arme de service. Europe1 26 janvier 2021

LVOG - Wikipédia - La Sturmabteilung (littéralement section d'assaut, de Sturm « tempête » ou militairement « assaut » et Abteilung signifiant « détachement, section »), abrégée en SA, est une organisation paramilitaire du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (le NSDAP ou « parti nazi »), organisation dont est ensuite issue la SS. La SA joua un rôle important dans l'accès au pouvoir d'Adolf Hitler en 1933. wikipedia.org

La différence en 2021, c'est que le nouvel Hitler est déjà au pouvoir, ce n'est pas (encore) officiellement l'extrême droite politique qui est au pouvoir, c'est pire, son mentor financier masqué, l'extrême-centre, et les dirigeants de son parti, LREM, sont un ramassi d'éléments d'extrême droite provenant de LR ou du PS, dont l'idéologie est le libéralisme libertaire combiné à la social-démocratie libertaire, la philosophie, le nihilisme, le modèle de société avec lequel se confond sa gouvernance, une monarchie absolue ou totalitaire régnant sur les masses laborieuses réduites à l'état de serf ou d'esclave.

Haut de page

Le 30 janvier 2021

Articles mis en ligne à 15h30 en Inde (11h en France). La causerie plus loin.

Forum économique mondial (Davos)

- DOCUMENT. Après la Covid-19, Davos passe à la « Grande Réinitialisation »(28.01)
- DOCUMENT. Le Grand Reset et la Crise COVID-19 – Appel a la jeunesse de France et d'Europe… et du Monde (29.01)
- DOCUMENT. Comment se diriger vers une coopération mondiale (25.01)

SARS-CoV-2 ou coronabusiness.

- DOCUMENT. « On va rendre tout le monde fou » : Didier Raoult s'emporte et refuse un nouveau confinement (29.01)
- DOCUMENT. Google, Facebook et Twitter censurent toute information sur le Carvativir (27.01)
- DOCUMENT. Quelques questions en suspens autour du vaccin Covid. Volet 1 : Précipitation. (26.01)
- DOCUMENT. Suède : Halmstad interdit les masques à l'école (25.01)
- DOCUMENT. Un tribunal allemand déclare le confinement régional inconstitutionnel dans une décision politiquement explosive (25.01)
- DOCUMENT. De l'Union européenne à « l'Union de l'enfermement » (25.01)
- DOCUMENT. Coups d'état et multinationales : Moderna et Pfizer n'offrent aucun remède à ces maux (25.01)
- DOCUMENT. Alerte sur le vaccin anti-covid d'ASTRA-ZENECA (24.01)
- DOCUMENT. « La grande pandémie du Covid-19 ». Christian Drosten poursuivi par la justice allemande pour avoir faussé le protocole des tests PCR. (23.01)
- DOCUMENT. Les mesures de confinement n'ont pas d'impact sur la Covid-19 (Stanford) (22.01)
- DOCUMENT. Covid-19: l'UE introduit les zones « rouge foncé » (22.01)
- DOCUMENT. Géométrie & Électrodynamique du Covid en Mouvement (22.01)
- DOCUMENT. Les masques tombent… Selon une étude allemande, les enfants portant des masques sont victimes d'impacts négatifs majeurs sur leur santé physique, psychologique et comportementale. (21.01)
- DOCUMENT. Le dispositif à ARNm anti-Covid n'est PAS un « vaccin », ni même un médicament, un traitement ou une thérapie – Alors, c'est quoi ? (21.01)
- DOCUMENT. Le syndrome du mouton. (21.01)
- DOCUMENT. 12 400 Israéliens testés positifs pour le coronavirus après avoir reçu le vaccin expérimental COVID-19 de Pfizer (21.01)
- DOCUMENT. La vaccination de masse anti Covid-19 prépare-telle une catastrophe sanitaire mondiale ? (21.01)

Infos France et international.

- DOCUMENT. Rapport de la Cours des comptes sur l'Ordre des médecins (09.12.2019)

- DOCUMENT. Un rapport accablant pour l'Ordre des médecins (27.04.2020)
- DOCUMENT. Après Trump : et quoi maintenant ? (29.01)
- DOCUMENT. L'incursion des Big Tech dans l'agriculture est désastreuse pour les petits agriculteurs et les travailleurs du secteur alimentaire du monde (27.01)
- DOCUMENT. Joe Biden Imperator (26.01)
- DOCUMENT. Le véritable visage de Joe Biden et de son équipe (26.01)
- DOCUMENT. La création de l'empire américain à l'aube de sa fin (24.01)
- DOCUMENT. Joe Biden place Samantha Power à la tête d'USAID: une nomination qui en dit long (24.01)
- DOCUMENT. ONU / Syrie : L'hypocrisie de la Coalition dite internationale a atteint un niveau détestable… (23.01)
- DOCUMENT. Jack Dorsey aussi censure des gouvernements (21.01)

La causerie mis en ligne ce matin.

Bonjour en musique.

- LoLa & Hauser - Moonlight Sonata

- Slash & Myles Kennedy acoustic live The Max Sessions 2010 complete

- Plus c'est long, plus c'est bon ! Chaque fois qu'il y a une crise ou une guerre, au début personne ou presque ne comprend ce qui se passe, et à la fin tout le monde ou presque a compris plus ou moins ce qui s'était passé.

Ceux qu'on prenait au début pour des gauchistes ou des illuminés se voient récompensés parce que les faits leur ont donné raison, pour peu qu'ils aient fait preuve d'une détermination sans faille jusqu'au bout, ce qui est notre cas aujourd'hui ou comme toujours, nous n'avons cédé absolument rien à Macron. Quel courant politique peut en dire autant ? Aucun à ma connaissance.

Petit à petit les obstacles qui empêchaient les masses d'accéder à la vérité devaient céder les uns après les autres, au fur et à mesure que leurs conditions se détérioreraient, c'est dialectique que voulez-vous, c'était facile à prévoir. Cela sera-t-il suffisant cette fois pour se frayer un chemin pour abattre le régime? Rien n'est moins sûr. Chasser Macron et obtenir du même coup des élections anticipées, c'est possible, mais à mon avis il ne faut pas espérer davantage compte tenu que la classe ouvrière et les classes moyennes ne disposent plus d'aucun parti pour les représenter, partis dans lesquels elles se reconnaissaient autrefois ou qu'elles utilisaient occasionnellement pour se mobiliser. Même si elles renouaient avec ce canal, il n'y aurait rien à en attendre ou pire, puisqu'ils pourraient appliquer masqués le programme du Forum économique mondial.

La confusion est telle sur le plan politique, qu'il n'y a rien de bon à attendre de la situation avant un certain temps. Il faudrait que la classe ouvrière ainsi que les couches et les classes moyennes soient littéralement étranglées, pour que des pans entiers en arrivent à rompre avec le régime et renouent avec le socialisme. Si maintenant cet étranglement se produisait petit à petit, par à-coups mesurés en frappant couches après couche, l'oligarchie pourrait parvenir à ses fins comme aux Etats-Unis, où elle est parvenue à les contrôler et à les réduire à l'impuissance, de sorte qu'elles ne sont plus en mesure d'offrir la moindre résistance et se résignent au sort qu'elle leur a réservé. Ils ont réussi à faire d'une grande partie des masses des dégénérés ou des décérébrés, tandis que les classes moyennes qui n'ont pas encore été broyées combinent médiocrité intellectuelle et servilité, les pans les plus progressistes, à défaut de trouver un terme mieux approprié, continuent de vouer un culte au capitalisme et cultivent une haine envers le socialisme qu'ils confondent avec le stalinisme.

Personnellement je n'ai pas trouvé un courant politique fidèle au marxisme et au socialiste, partant de là, je ne vois pas pourquoi ou comment on devrait être optimiste à court terme sauf à se leurrer soi-même et raconter des histoires, ce qui n'est pas mon genre, désolé, je vous livre le constat et les conclusions auxquelles je suis parvenu, qui n'ont pas valeur de prévision puisqu'un évènement exceptionnel peut se produire et réduire à néant tous les pronostics.

Chaque travailleur ou militant peut partager notre orientation politique : Défense de tous les acquis sociaux et démocratiques ; combat impitoyable contre tous les aspects de la politique ultra réactionnaire de Macron ; combat sans relâche contre le Green New Deal, la pandémie virale, ainsi que la "Grande réinitialisation" de l'économie capitaliste initiés par le Forum économique mondial ; guerre à la guerre idéologique et psychologique menée par l'oligarchie et les médias contre les masses ; propagande inlassable pour faire connaître le matérialisme dialectique, le marxisme et le socialisme, une République sociale débarrassée des institutions de la Ve République, de l'UE et du capitalisme.

En adoptant une telle orientation politique : Vous ne pourrez pas vous faire manipuler, vous compromettre, renier votre idéal ou

notre cause, vous détourner de nos objectifs politiques. Vous ne pourrez pas vous tromper de camp. Vous ne pourrez pas vous retrouver à combattre au côté de la réaction ou favoriser ses plans. Vous serez digne du socialisme. Si malgré tout cela ne vous convenait pas, c'est que vous auriez réellement un problème politique, et on ne pourrait rien de plus pour vous, ce serait uniquement à vous de le résoudre.

Je sais que la forme du discours que j'emploie ne correspond pas à celle à laquelle les militants sont habitués à entendre, qu'ils sachent que c'est volontaire parce que je m'adresse à tous les travailleurs, aussi bien à la classe ouvrière qu'aux couches ou aux classes moyennes. Si j'ai rompu avec le discours stéréotypé employé par toutes les formations politiques du mouvement ouvrier, c'est parce qu'il était inaudible pour l'immense majorité des travailleurs, je ne tenais pas à reproduire indéfiniment les erreurs du passé, vous comprenez. Les intellectuels emploient le terme de doxa à la place de discours, de praxis à la place d'action, et bien j'écarte également cette terminologie qui ne sert qu'à embrouiller les esprit là où on aurait besoin de clarté, vous saisissez.

La différence qu'il y a entre eux et moi, c'est que je n'écris pas pour me faire plaisir, pour me faire valoir, pour exister, parce qu'il n'y a pas de contradictions entre mes idées et mon comportement dans la vie ou dans mon engagement politique.

Pour rejoindre La Voix de l'Opposition de Gauche, c'est simple, il suffit de partager l'orientation et le combat politique que je vous ai soumis.

On ajoutera de nombreux articles plus tard. La causerie a été réalisée sans tenir compte des infos d'hier, il est déjà 11h51 et je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet

Autre chose.

- Vous lirez dans la sixième partie de cette causerie, comment les dirigeants du POI et du POID (notamment) continuent de faire croire à une terrible pandémie mortelle, alors que mardi le taux de mortalité ramené à la population mondiale était de 0,00025%, vous avez bien lu, faites le calcul vous-même sur la base de 7,8 milliards d'habitants, 0,00025%. C'est de la désinformation pure et simple calquée sur le discours de l'OMS-Forum économique mondial.

- 18.109 décès ont été enregistrés mardi dans le monde, selon un comptage mercredi de l'AFP. AFP 28 janvier 2021

Vous lirez aussi un article paru dans Ouest-France sur les bases du rapport établi par l'INSEE, qu'il n'y a pas eu de surmortalité en France par rapport à 2015. De plus la mortalité augmente mécaniquement chaque année, parce que les personnes nées après la fin de la Seconde Guerre mondiale atteignent 75 ans ou entrent dans la catégorie des personnes dont l'espérance de vie se situe en moyenne à 80 ans, donc entre 70 et 90 ans, elles meurent et c'est normal. Imaginez qu'il y en a qui refusent de l'admettre, ce sont des cinglés !

J'ai 65 ans, donc il ne me reste peut-être que 10 ans à vivre, peut-être un peu plus, je l'ignore et je m'en fous comme vous ne pouvez pas imaginer. Je suis mentalement équilibré, pas névrosé, pas déprimé, pas aigri, pas malheureux à l'idée que la fin approche lentement mais sûrement. Ce sera peut-être la seule véritable libération que la vie m'aura accordée après avoir rompu avec le mode de pensée idéaliste et le capitalisme, pas de quoi en être triste ou se pourrir l'existence, encore moins celle des autres, il faut être digne de nos principes et de notre idéal jusqu'au bout.

En attendant, le combat ou la guerre de classe continue... à mort!

Bon week-end à tous.

Dans cette causerie :

- Première partie : Introduction.
- Seconde partie : Les mesures scélérates du gouvernement.
- Troisième partie : Coronabusiness.
- Quatrième partie : Infos internationales.
- Cinquième partie : Forum économique mondial (Davos).
- Sixième partie : Mouvement ouvrier et militants.

- 29 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Matière à réflexion.

- Parlant des autorités sanitaires ou de citoyens lambdas sous influence, un médecin généraliste : "*Dès qu'on remet en question quelque chose, on est catalogué complotistes, c'est un peu facile*".

Cette tendance autoritaire sévissait déjà à tous les étages de la société ou dans tous les milieux, y compris dans le mouvement ouvrier où il était permis de s'exprimer dès lors qu'on partageait la ligne politique de la direction, c'était l'unique liberté qui vous était accordé à condition de ne pas l'enfreindre...

Dans les médias ou les réunions mondaines, il était de bon ton de manifester ses divergences, ses critiques, sa méfiance avec le régime sans toutefois aller jusqu'à le remettre en cause. C'est cela uniquement que regrettent ces gens-là, les intellectuels en général...

- A force de parler de guerre et de jouer à la guerre, nous voilà embrigadés comme un seul homme, pardon un seul humain, sous la bannière du seul et unique : un seul sexe (hermaphrodite), une seule couleur (métis), un seul gouvernement (mondial), un seul pouvoir (la finance), une seule religion (les droits de l'homme), un seul dieu (l'argent), un seul ennemi (la Chine), une seule langue (l'anglais), une seule vérité (l'officielle), une seule solution (la pire), une seule forme de vie (mort vivant).

Elle est pas belle la vie de zombie ? Mondialisation.ca, 26 janvier 2021

LVOG - Je me suis fait une réflexion en lisant cela en essayant de me mettre à la place de son auteur. Les intellectuels qui parviennent à ce constat, ce sont-ils engagés dans le combat politique pour ne pas en arriver là ? Si oui, où, quand, comment, sur quelle orientation politique ? Ils n'ont pas pu rejoindre une formation politique combattant pour le socialisme, puisqu'il n'en existait pas vraiment, sauf à les confondre avec la ribambelle d'opportunistes qui sévissent dans le mouvement ouvrier.

Donc on peut leur trouver une excuse s'ils ne se sont pas engagés de la sorte, puisque les conditions n'étaient pas réunies. Mais ont-ils cherché pourquoi ces conditions faisaient défaut ? Ce sont-ils au moins posés la question ? Rien de moins sûr contrairement à moi qui n'aie pas cessé de me la poser.

Parvenir à ce constat ne constituait pas une réponse, et ils n'ont pas cherché plus loin pour en trouver une, ils se sont contentés de se détourner du mouvement ouvrier et des masses croyant que les intellectuels pourraient les remplacer, en vain évidemment. Parce qu'ils sont inféodés au capitalisme et vouent une détestation envers le socialisme qu'ils méconnaissent, ils ont cherché une issue à la crise sociale et politique dans le cadre du capitalisme, et ils n'en ont pas trouvée parce qu'il n'en existe pas.

Du coup, ils passent leur temps à ressasser des platitudes ou des lieux communs, qui révèlent leur ignorance et servent à justifier leur impuissance, qu'ils ne doivent qu'à eux-mêmes et qu'ils n'assument pas. Ce ne sont pas non plus les plus durement frappés par la crise du capitalisme. C'est l'une des raisons pour lesquelles leur horizon ne va pas plus loin ou ils demeurent incapables de renouer avec le marxisme, qui seul propose une perspective ou une issue politique en rupture avec les rapports sociaux établis, les fondements du capitalisme qui sont à l'origine de cette crise.

Ce qui est en train de changer avec l'offensive généralisée dans laquelle s'est engagée l'oligarchie financière, c'est que le mode de vie de pans entiers des classes et des couches moyennes va être directement impacté et se dégrader à une vitesse fulgurante, suite aux mesures liberticides qui ont été adoptées par les différents gouvernements, et davantage encore dans le cadre des mesures annoncées par le Forum économique mondial ou la Grande réinitialisation de l'économie capitaliste, dont les brutales conséquences vont les éloigner des classes supérieures vers lesquelles ils lorgnaient jusqu'à présent, pour les rapprocher des masses exploitées ou en partager les conditions précaires, sans pour autant pouvoir les instrumentaliser comme par le passé, puisque la social-démocratie (libertaire) a rompu avec le mouvement ouvrier en devenant l'allié objectif du libéralisme libertaire ou extrême-centre ou en se fondant en partie avec lui, de sorte qu'ils n'ont plus de représentation politique, hormis s'en remettre à de médiocres illusionnistes à la Tsipras, Iglesias, Montebourg ou Mélenchon qui ne feront pas long feu ou dont l'inconsistance et les contradictions s'étalent quotidiennement, de sorte que l'étau se resserre sur eux entre se résigner au sort que leur a réservé l'extrême-centre ultra réactionnaire ou renouer avec le marxisme et le socialisme.

Qui plus est, et c'est cela qui doit les exaspérer au plus haut point, ils ne peuvent pas compter sur la classe ouvrière pour se mobiliser massivement, puisqu'elles ne disposent plus d'aucune direction ou elles ont cessé d'avoir des illusions dans le PCF et les syndicats corrompus jusqu'à la moelle, qu'elle n'utilise ponctuellement qu'à des fins alimentaires ou corporatistes, aidée en cela par l'extrême gauche. Le mouvement ouvrier a atteint un tel degré de décomposition et de dislocation, qu'il est difficile de rassembler ses troupes. D'une certaine manière, pour que les classes et les couches moyennes repassent à l'offensive contre le régime, et puissent à nouveau entraîner derrière elles la classe ouvrière, il leur faut à tout prix renouer avec le socialisme et orienter le mouvement ouvrier dans cette direction-là, donc chasser ses actuels dirigeants en s'appuyant sur les couches les plus démunies de la classe ouvrière, ainsi que les éléments les plus avancés de la classe ouvrière qui sont organisés, mais pas uniquement, puisqu'il existe davantage d'ex-militants que de militants de nos jours.

On voit là à quel point cet exercice s'annonce périlleux et ses objectifs difficiles à atteindre, d'autant plus qu'ils auraient tous les appareils coalisés contre eux. On pourrait alors imaginer un autre scénario, où il s'engageraient à reconstruire le mouvement ouvrier sur les bases du socialisme, de sorte que le mouvement ouvrier contrôlé par les opportunistes se videraient de ses militants et n'apparaîtrait plus comme un obstacle à la mobilisation des masses une fois dotées d'une direction et une orientation politique, encore faudrait que ces intellectuels ou ces dirigeants indépendants des classes et des couches moyennes existent, or ce n'est pas le cas aujourd'hui. C'est pour cette raison que le combat politique dans leur direction tel que je le mène est si important. Tout du moins j'en suis convaincu, car je ne vois pas comment procéder autrement pour nous en sortir.
A suivre.

Parole d'internaute (abonné de La Tribune)

- "Les US étaient déjà franchement mal en point avant la Covid :

- Autour de 130% PIB de dette publique brute (état fédéral, états fédérés, collectivités locales).
- Déficit public très élevé, d'après les données OCDE (6,6% en 2018 ; au moins 7% en 2019).
- Crise de la dette étudiante. Les familles s'endettent jusqu'au cou pour rester dans la classe moyenne (Wall Street Journal, 01/08/2019).
- Économie soutenue par la dépense publique (WSJ, 25/10/2018).
- Le secteur oil&gas, qui de même soutenait la "croissance" et l'activité manufacturière (avec les commandes d'équipements de forage) depuis 2008, avait commencé à ralentir pour de bon en 2019 (articles Bloomberg du 2nd semestre 2019).
- Taux de pauvreté (seuil à 50% du revenu médian) très élevé, à près de 18% en 2017 (OCDE). 8,1% en France.
- Pauvreté des enfants très élevée (UNICEF).
- Inégalités de revenus et de patrimoine extravagantes (OCDE ; Credit Suisse Global Wealth Databook).
- 44% de travailleurs bas salaires (Brookings Institution, 11/2019).
- Et la qualité de l'emploi continue de se dégrader ("American jobs are getting worse, new economic index shows", CBS News, 27/11/2019).
- 43% des diplômés de l'enseignement supérieur sont sous-employés (WSJ, 26/10/2018).
- Importance du secteur "fast-food" pour l'emploi (New York Times, 03/05/2018) : croissance deux fois plus rapide que pour l'emploi en général.
- Fort affaiblissement de la classe moyenne ("Classe moyenne : un Américain sur deux, deux Français sur trois", France Stratégie, 02/2016 ; "Middle class fortunes in Western Europe", Pew Research Center, 04/2017 ; "America's middle class meltdown", Financial Times, 09/12/2015).
Taux d'épargne des ménages faible (FRED database).
Les salaires réels ont à peine progressé sur les dernières décennies (Pew Research Center, 07/08/2018).
Excès de construction de logements de luxe et manque criant de logements abordables (CNBC, 16/02/2018).
La construction de logements est à un niveau faible (WSJ, 18/03/2018).
Seule une poignée de grands groupes "technologiques" tire la hausse de l'indice boursier S&P 500 (WSJ, 21/02/2018).
- Baisse de près de 50% du nombre d'entreprises cotées depuis la fin des années 90.
- Étude "Dynamism in Retreat" de l'Economic Innovation Group publiée en février 2017.

- Espérance de vie à la naissance la plus faible des pays développés (OMS ; OCDE).
- Plus de 40% d'adultes obèses (NYT, 23/03/2018).
- La santé des jeunes est aussi très mauvaise (étude sur la santé des jeunes dans 50 pays, British Journal of Sports Medicine, 09/2016).
- Crise des opioïdes/overdoses. Hausse du taux de suicide.
- Système de santé peu efficace/extrêmement cher (Bloomberg Healthcare Efficiency Index ; Commonwealth Fund, 09/2011 ; Commonwealth Fund, 03/2018). Le prix des soins est la principale cause des faillites personnelles.
- Taux de fécondité qui a plongé, à 1,68 en 2019 ("Americans aren't making babies, and that's bad for the economy", Bloomberg, 29/07/2020). Serait encore plus bas si on excluait l'excédent de grossesses adolescentes.

- Dépendance des US à Finance/Immobilier/Consommation/Complexe militaro-industriel/Oil&Gas/"Tech" irresponsables."

DEUXIEME PARTIE

La menace de l'emprisonnement de tout un peuple se précise.

Urgence sanitaire: feu vert du Sénat à une prolongation jusqu'au 3 mai - BFMTV 27 janvier 2021

L'Assemblée avait prolongé l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1er juin, députés et sénateurs vont tenter de se mettre d'accord sur un texte commun. BFMTV 27 janvier 2021

Covid: les courbes pour comprendre pourquoi le couvre-feu ne suffira pas - Le HuffPost 27 janvier 2021

Reconfinement : les 3 scénarios de l'exécutif - Journal du Dimanche 27 janvier 2021

Le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a indiqué mercredi que le couvre-feu à 18 heures "ne freine pas suffisamment" la propagation du virus. Journal du Dimanche 27 janvier 2021

Covid : le couvre-feu est insuffisant, le gouvernement étudie un "confinement très serré" - Europe1 27 janvier 2021

La Nouvelle-Zélande pourrait garder ses frontières fermées presque toute l'année - Reuters 27 janvier 2021

Au temps des prédicateurs dictateurs.

Jean-François Delfraissy prédit des « conséquences sanitaires importantes à la mi-mars » - Publicsenat.fr 28 janvier 2021

L'hypothèse d'un nouveau confinement a pris de l'épaisseur ces derniers jours avec des déclarations alarmantes d'experts, comme le professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique. Il était auditionné ce jeudi soir par l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) sur la stratégie vaccinale. Publicsenat.fr 28 janvier 2021

France: Le couvre-feu perd en efficacité face à l'épidémie, dit Véran - Reuters 28 janvier 2021

Le couvre-feu imposé en France pour lutter contre le coronavirus n'est plus assez efficace pour enrayer l'épidémie, a déclaré jeudi le ministre de la Santé Olivier Véran.Le gouvernement étudie depuis plusieurs jours plusieurs scénarios visant à renforcer le dispositif sanitaire, par crainte d'une nouvelle flambée de cas en raison de la propagation de nouveaux variants très contagieux du COVID-19. Reuters 28 janvier 2021

Covid-19: la piste d'un reconfinement "hybride" privilégiée par l'exécutif - BFMTV 28 janvier 2021

Alors que la situation sanitaire se dégrade à nouveau en France et que les nouveaux variants menacent, la piste d'un troisième confinement "hybride" semble privilégiée par le gouvernement, selon les dernières informations du service politique de BFMTV. BFMTV 28 janvier 2021

Covid-19 : Castex annonce un vote et un débat au Parlement en cas de reconfinement - Europe1 28 janvier 2021

Si l'exécutif choisit d'instaurer un nouveau confinement face à l'évolution de l'épidémie, l'Assemblée nationale et le Sénat seraient consultés avec un débat et un vote, comme l'a annoncé Jean Castex, jeudi après-midi. Cette double consultation pourrait intervenir en début de semaine prochaine, après les décisions de l'Élysée. Europe1 28 janvier 2021

Quand ils avouent que le confinement est injustifié.

Covid-19 : "En Angleterre, ils n'arrivent pas à s'en sortir", car le variant anglais "résiste au confinement" - 27 janvier 2021 francetvinfo.fr

Le généticien et endocrinologue au CHRU de Lille Philippe Froguel estime sur franceinfo que si les Britanniques conseillent le confinement immédiatement, c'est parce qu'ils ne parviennent pas à maîtriser le variant anglais du Covid-19. 27 janvier 2021 francetvinfo.fr

Régime policier. Quand les tenants de la juridiction d'exception décrète qu'un enfant de 13 ans "est apte à comprendre le sens de la procédure pénale"

Justice des mineurs: feu vert du Sénat à la réforme avec quelques modifications - AFP 28 janvier 2021

Le Sénat à majorité de droite a adopté mercredi soir en première lecture, après l'Assemblée nationale, la réforme de la justice pénale des mineurs.

Députés et sénateurs vont tenter de s'accorder sur un texte commun en commission mixte paritaire, ce qui paraît atteignable.

"Les débats ont montré une convergence sur l'essentiel", a ainsi relevé le sénateur du groupe RDPI à majorité En Marche Thani Mohamed Soilihi.

Le code de la justice pénale des mineurs qu'elle organise a vocation à remplacer l'ordonnance de 1945 consacrée à la délinquance juvénile.

Le code prévoit aussi une présomption d'irresponsabilité avant 13 ans.

Concernant le "discernement", la Chambre haute s'est rangée à la définition du gouvernement selon laquelle le mineur "a compris et voulu son acte" et "est apte à comprendre le sens de la procédure pénale".

Un amendement de la sénatrice LR Valérie Boyer a créé en soirée un moment de crispation. Il visait à créer "un contrat d'engagements" pour "responsabiliser" les familles, assorti de pénalités financières. Il n'a finalement pas été adopté. AFP28 janvier 2021

LVOG - LR encore plus répressif et réactionnaire que LREM, c'est dans l'ordre des choses.

Quand le régime se dote d'une milice ou de SA.

"C'est très judicieux" de créer une réserve de 30.000 citoyens au sein de la police, estime Christophe Rouget - Europe1 26 janvier 2021

Des citoyens ordinaires aux côtés de policiers lors des patrouilles ? C'est en somme l'idée du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, qui souhaite créer une "réserve opérationnelle" de 30.000 citoyens au sein de la police nationale, sur le modèle de ce qui se fait déjà chez les gendarmes.

Ces futurs citoyens-policiers pourront également traiter des cas de violences conjugales. Des affaires complexes, même pour les policiers, mais Christophe Rouget se veut positif : "il faut voir en fonction des profils, on va discuter de tout ça, mais l'intérêt de cette réserve est de rapprocher les policiers et la population, que les gens viennent voir les conditions de travail."

Par ailleurs, ces citoyens-policiers auront le droit de porter une arme de service. Europe1 26 janvier 2021

LVOG - Wikipédia - La Sturmabteilung (littéralement section d'assaut, de Sturm « tempête » ou militairement « assaut » et Abteilung signifiant « détachement, section »), abrégée en SA, est une organisation paramilitaire du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (le NSDAP ou « parti nazi »), organisation dont est ensuite issue la SS. La SA joua un rôle important dans l'accès au pouvoir d'Adolf Hitler en 1933. wikipedia.org

La différence avec aujourd'hui, c'est que le nouvel Hitler est déjà au pouvoir, ce n'est pas officiellement l'extrême droite politique qui est au pouvoir mais son mentor financier masqué, l'extrême-centre, et les dirigeants de son parti, LREM, sont un ramassis d'éléments d'extrême droite provenant de LR (conservateur) ou du PS (social-démocratie libertaire), dont l'idéologie est le libéralisme libertaire combiné à la social-démocratie libertaire, la philosophie, le nihilisme, le modèle de société avec lequel se confond sa gouvernance, une monarchie absolue ou totalitaire régnant sur les masses laborieuses réduites à l'état de serf ou d'esclave.

TROISIEME PARTIE

Remdesivir. Il a suffisamment tué et créé de mutants

L'étude Discovery arrête de tester le remdesivir, faute d'efficacité - dhnet.be 27 janvier 2021

L'essai clinique européen Discovery, qui teste l'efficacité de médicaments contre le Covid-19, "arrête de tester le remdesivir", traitement antiviral initialement jugé prometteur, "faute de preuves de son efficacité", a annoncé mercredi l'institut français Inserm (l'Institut national de la santé et de la recherche médicale) dans un communiqué.

Les données intermédiaires de l'essai, portant sur 776 patients dont 389 avaient reçu cette molécule initialement développée contre Ebola, font état d'un "manque de preuves de l'efficacité du remdesivir après 15 jours". La recommandation de suspendre pour cette raison le recrutement de patients dans le bras thérapeutique testant le remdesivir "a été approuvée" par le comité directeur de Discovery Europe, a précisé l'Inserm.

Ce traitement était au départ jugé très prometteur, mais le 20 novembre, l'Organisation mondiale de la Santé avait recommandé de ne pas l'administrer aux malades du Covid-19 hospitalisés, car il n'évite ni des morts ni des formes graves de la maladie. dhnet.be 27 janvier 2021

Négationnisme ordinaire.

Covid-19 : pourquoi le traitement à base de colchicine n'est pas si encourageant - Yahoo Actualités 28 janvier 2021

https://fr.news.yahoo.com/colchicine-traitement-suppose-efficace-contre-covid-19-144843808.html

La vérité que les uns et les autres continuent de nier

Même surmortalité en 2020 qu'en 2015 selon les derniers chiffres de l'INSEE : +7,3 %. L'espérance de vie 2020 est plus élevée que 2015. 27 janvier 2021

Selon les derniers chiffres de l'INSEE, 2020 et 2015 ont été parfaitement équivalentes en termes de surmortalité à +7,3%. Si l'espérance de vie a connu un recul sur ces deux années, elle reste plus élevée en 2020 (85,2 ans pour les femmes et 79,2 ans pour les hommes) qu'en 2015 (85 ans pour les femmes et 78,9 ans pour les hommes).

Selon le Bilan démographique de l'INSEE, 2020 a connu une surmortalité de 7,3 %, et non de 9 % comme précédemment indiqué : "En 2020, 658 000 personnes sont décédées en France, soit 7,3 % de plus qu'en 2019. La pandémie de Covid-19 a particulièrement affecté les décès au printemps et en fin d'année. L'espérance de vie à la naissance s'établit à 85,2 ans pour les femmes et à 79,2 ans pour les hommes. […]"

Selon cet article de Ouest-France paru en 2016, c'est l'exacte même surmortalité que celle connue en 2015 : "La France a enregistré 600 000 décès l'an dernier [2015], une « forte hausse » par rapport à 2014 (+41 000, soit +7,3 %) mais aussi un nombre de morts « à son plus haut depuis la Seconde guerre mondiale ». Ce bond s'explique par l'augmentation du nombre de personnes de 65 ans et plus, et par la hausse des taux de mortalité après 65 ans, due à trois épisodes sanitaires en 2015 : grippe au premier trimestre, canicule en juillet et vague de froid en octobre. […]"

Concernant l'espérance de vie, l'INSEE annonce dans son bilan 2020 une "nette diminution" par rapport à 2019 : 0,4 an pour les femmes et 0,5 an pour les hommes. Dans son bilan 2015 l'INSEE annonçait une diminution par rapport à l'année précédente de 0,4 an pour les femmes et de 0,3 an pour les hommes.

Reste que l'espérance de vie demeure plus élevée en 2020 qu'en 2015 :

– En 2015, une femme peut espérer vivre 85 ans et un homme 78,9 ans.

– En 2020, une femme peut espérer vivre 85,2 ans et un homme 79,2 ans.

À noter que dans sa conclusion du bilan 2020 L'INSEE avance pour 2015 une diminution de 0,3 an et 0,2 an de l'espérance de vie (F/H). Cela ne correspond pas aux chiffres du bilan 2015 qui lui avance des diminutions de 0,4 an et 0,3 an (F/H). (cf. captures d'écran ci-dessous)

Sources :

– INSEE : Bilan démographique 2020

https://www.insee.fr/fr/statistiques/5012724

– INSEE : Bilan démographique 2015

https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908103

– Ouest-France : Insee. L'espérance de vie recule en France, la natalité reste élevée

https://www.ouest-france.fr/economie/demographie/france-le-nombre-de-deces-au-plus-haut-niveau-depuis-lapres-guerre-3979633

Ah ces Indiens qui ne veulent pas mourir !

Covid-19: en Inde, le nombre des contaminations et des décès continue de diminuer - AFP 28 janvier 2021

L'Inde a encore assoupli ses restrictions contre le coronavirus en raison de la baisse des contaminations et des décès dans ce vaste pays asiatique, à l'inverse de la tendance observée dans de nombreux pays.

Selon les chiffres du gouvernement publiés jeudi, 123 personnes sont mortes du Covid-19 et 11.666 contaminations ont été enregistrées ces dernières 24 heures en Inde.

En septembre, au plus fort de l'épidémie dans ce pays de 1,3 milliard d'habitants, on dénombrait près de 100.000 nouveaux cas et plus de 1.000 décès quotidiennement.

À titre de comparaison, ces dernières semaines, les États-Unis ont enregistré plus de 4.000 décès par jour, la Grande-Bretagne et le Brésil plus de 1.000 quotidiennement.

"Le nombre de cas actifs dans le pays a diminué régulièrement au cours des quatre derniers mois", a déclaré le ministre de l'Intérieur Ajay Kumar Bhalla tout en rappelant la "que la prudence et la surveillance stricte restaient nécessaires".

Selon les dernières directives rendues publiques mercredi, l'ouverture des piscines et des cinémas est autorisée mais pour 50% de leur capacité d'accueil.

L'Inde avait imposé l'un des confinements les plus sévères au monde en mars dernier afin de lutter contre la pandémie.

Mais son économie ayant été en conséquence parmi les plus durement frappées au monde, l'Inde a progressivement assoupli ses restrictions, afin de relancer la plupart des activités économiques, autorisant même les mariages somptuaires qui ont cours dans le pays, mais dont le nombre d'invités restent toutefois limité.

Ces derniers mois ont été marqués par des festivals religieux qui ont attiré des foules en dépit de la crise sanitaire.

Le pays a enregistré 11 millions de contaminations, deuxième record après les Etats-Unis. L'Inde déplorant aussi 150.000 décès, se place au troisième rang des pays les plus touchés, derrière les États-Unis et le Brésil.

Elle se place toutefois bien plus loin si l'on rapporte les chiffres à ses 1,38 milliard d'habitants, quatre fois la population des Etats-Unis et 20 fois celle du Royaume-Uni ou de la France.

Selon une étude publiée par le gouvernement cette semaine, plus de 50% des habitants de la capitale New Delhi ont développé des anticorps contre le Covid-19.

18.109 décès ont été enregistrés mardi dans le monde, selon un comptage mercredi de l'AFP. AFP 28 janvier 2021

LVOG - Soit un taux de mortalité de 0,00025%, quel hécatombe !

CONTRE-PROPAGANDE ET RÉSISTANCE AU TOTALITARISME SANITAIRE

En vidéo

Variants : investigation de nouvelles épidémies - IHU Méditerranée-Infection 26 janvier 2021

https://www.youtube.com/watch?v=fW_yIhxVU_0

Astrid Stuckelberger : Comprendre la gestion de la pandémie (La Tribune REINFO 27/12/20)

https://www.youtube.com/watch?v=PPdtFBRM2Uc

Un collectif de 2000 médecins propose des solutions pour une autre gestion de la crise. 19h de FR3 - Covid19 : Laissons les médecins prescrire - 24 janvier 2021

https://www.youtube.com/watch?v=W-ohmvlo5-g

Le journal de 19h sur France 3 Occitanie a consacré ce jour un long reportage sur le collectif Laissons les Médecins Prescrire. 2000 médecins soutiennent ce collectif et font des propositions concrètes pour une autre gestion de la crise sanitaire.

Des traitements existent.

Use of parasite medication to treat coronavirus patients approved in Slovakia - spectator.sme.sk 27 janvier 2021

The Health Ministry approved the therapeutic use of Ivermectin for six months.

Ivermectin, a medication used to treat many types of parasite infestations, can now be used to treat coronavirus patients in hospitals and obtained from pharmacies with a prescription.

The Health Ministry approved the therapeutic use of this medication for six months. It will be used with other treatments, its spokesperson Zuzana Eliášová said, as reported by the TASR newswire.

The medication can be legally imported to Slovakia and given to patients. With such a step, the ministry fulfilled the request of the association of Slovak anaesthetists, the Denník N daily reported. spectator.sme.sk 27 janvier 2021

Final tests for the use of ivermectin in Bulgaria - d7llklyq4a3udg7ze4qzwvplqq-adwhj77 26 janvier 2021

SAHPRA to allow for ivermectin use in Covid-19 in 'controlled, compassionate' programme - news24.com 27 janvier 2021

https://www.news24.com/health24/medical/infectious-diseases/coronavirus/sahpra-to-allow-for-ivermectin-use-in-covid-19-in-controlled-compassionate-programme-20210127

La résistance commence par là

Brigitte Bourguignon : « 20 % du personnel en Ehpad acceptent la vaccination » - Publicsenat.fr 27 janvier 2021

Invitée de la matinale de Public Sénat, « Bonjour chez vous », la ministre déléguée chargée de l'Autonomie, estime que ce chiffre n'est pas « suffisant ». Publicsenat.fr 27 janvier 2021

Heurts au Liban lors de manifestations contre le confinement - Reuters 28 janvier 2021

Des heurts ont éclaté pour une troisième soirée consécutive mercredi dans la ville libanaise de Tripoli entre des manifestants dénonçant les mesures de confinement et les forces de sécurité, qui ont selon des témoins et la presse locale fait feu à balles réelles contre des individus tentant de pénétrer au siège du gouvernement local.

La police n'a effectué aucun commentaire sur le recours ou non à des balles réelles pour disperser la foule. Reuters 28 janvier 2021

Covid-19 : l'appel à la désobéissance civile qui inquiète Emmanuel Macron - Yahoo Actualités 27 janvier 2021

Plusieurs appels à désobéir aux mesures sanitaires le 1er février circulent sur les réseaux sociaux. Ce qui pourrait expliquer les hésitations du gouvernement à instaurer un troisième confinement.

Emmanuel Macron craint-il la réaction des Français à un troisième confinement ? Alors que la communication du gouvernement ne cesse de changer sur le sujet, des appels à la désobéissance civile fleurissent et pourraient expliquer ces revirements de situation de la part de l'exécutif. "Le risque en refermant le pays, c'est la désobéissance civile de certains", lance au Parisien Christophe Castaner, président du groupe LREM à l'Assemblée.

Sur les réseaux sociaux, la date du lundi 1er février circule activement comme étant un jour de désobéissance civile. Plusieurs groupes Facebook sont organisés autour de cette date. Le principal, baptisé "Mon restaurant ouvre le 1er février", regroupe plus de 18 000 membres au 27 janvier, quelques semaines après sa création. Un appel à ouvrir son restaurant le 1er février

Au sein du groupe, se multiplient les messages de soutien aux restaurateurs, des participants qui recherchent un restaurant ouvert dans leur ville le 1er février, mais aussi des messages de “rassuristes” qui dénoncent la “dictature sanitaire”.

Un autre groupe, “les ultras essentiels”, est à l’origine d’un évènement Facebook “REST' OUVERT FRANCE(restaurateurs)”, qui appelle les restaurateurs à ouvrir le 1er février pour le service du midi, dans le respect du protocole sanitaire. L’événement regroupe 2 300 participants et plus de 5 000 personnes se disent intéressées.

Parmi les restaurateurs qui annoncent ouvrir leur établissement le 1er février, Julien, restaurateur dans le Vaucluse. Contacté par téléphone, il nous assure : “J’ouvrirai le 1er février. Les réservations sont complètes depuis un mois, je ferai un service de 12h à 15h”, nous explique le restaurateur, qui affirme que ses clients “sont prêts à payer 135 euros d’amende et 15/20 euros pour un plat.”

Pourquoi rouvrir ? Julien explique que les restaurateurs veulent “montrer qu’on peut rouvrir avec un protocole sanitaire strict. Quand on voit que les cantines, les restaurants d’entreprise, les relais routiers sont ouverts, on se dit “pourquoi pas nous ?”, ajoute-t-il, expliquant que “les aides actuelles ne suffisent pas pour de nombreux restaurateurs”.

“Je rouvrirai en avril, coûte que coûte”

“Apres le probable confinement qui arrive, en avril, au début de la saison, je rouvrirai coûte que coûte”, prévient d’emblée le restaurateur, conscient du risque d’être verbalisé.

Un mouvement de désobéissance civile qui a déjà débuté à Nice. Un restaurant a ainsi ouvert, le 27 janvier pour le service du midi, comme le montre une journaliste sur place, qui précise que le propriétaire est convoqué au commissariat. En revanche, aucun client n’a reçu de contravention, le service du midi a pu se dérouler normalement.

Un appel à la désobéissance partagé par Yannick Alleno

Sur Instagram, le célèbre chef cuisinier en chef Yannick Alleno a partagé la photo d’un tag “1er février tous aux restos”. Une publication qui, en 3 jours, a suscité plus de 6 000 j’aime et des centaines de commentaires.

Le mouvement des restaurateurs a été lancé le 4 janvier, par le chef cuisinier Stéphane Turillon dans un message Facebook depuis partagé plus de 14 000 fois. “Nous sommes en guerre. Cette fois-ci je pars à la guerre je vais ouvrir mon restaurant au 1er février de l'année 2021 à midi si l'état ne m'autorise pas ouvrir j'ouvrirai de force....à partager en masse svp pour notre liberté”, expliquait le chef, qui a depuis multiplié les apparitions médiatiques. Un appel à la “journée de désobéissance citoyenne”

Un mouvement de désobéissance civile qui pourrait s’étendre à d’autres secteurs. Dans certains groupes Facebook appelant à ouvrir le 1er février, des visuels appellent à une “journée de la désobéissance citoyenne”, et invitent notamment à la “fin du port du masque obligatoire” ou encore à la “réouverture des bars, restaurants cinémas et salles de spectacle”.

“Si des coiffeurs décident de rester ouverts on fait quoi?”

Dans Le Parisien, une ministre s’inquiète : “Si on dit à des gens de ne pas sortir mais qu'ils sortent quand même, on sera désarmés”. “Si des coiffeurs décident de rester ouverts par exemple, on fait quoi?”, renchérit dans le quotidien un “conseiller de poids”. L’ouverture du restaurant à Nice montre que dans ce cas, la décision de ne pas intervenir a été prise.

Une crainte renforcée par la défiance de l’opinion publique. Selon un sondage réalisé par l'institut Elabe pour BFMTV, 52% des Français sont défavorables à un nouveau confinement national strict sur le modèle de celui de mars dernier. En mars, 93% des Français étaient favorables au premier confinement, et 67% à l'application du deuxième. Une défiance croissante qui fait craindre une adhésion à la désobéissance civile, plus de 10 mois après le début des restrictions.

La crainte d’un scénario comme aux Pays-Bas

Une crainte renforcée par la situation chez certains de nos voisins européens. La mise en place d’un couvre-feu aux Pays-Bas, une première dans le pays depuis 1945, a entraîné deux nuits de violences dans plusieurs villes du pays.

Des manifestations ont également eu lieu au Danemark et en Espagne. "Liberté pour le Danemark, nous en avons eu assez !", ont scandé des manifestants à Copenhague, tandis qu’à Madrid des milliers de manifestants, pour la plupart non masqués, ont dénoncé la “tromperie" d'un virus qui, selon certains manifestants, "n'existe pas". En Belgique, des appels à manifester circulent sur les réseaux sociaux pour le week-end prochain. Yahoo Actualités 27 janvier 2021

L’Ordre des médecins de Vichy règne toujours.

Un rapport accablant pour l'Ordre des médecins - infodujour.fr - 27 avril 2020

Passé quasiment inaperçu lors de sa publication, en décembre 2019, sans doute en raison du chaos lié à la réforme des retraites, le rapport des magistrats de la juridiction financière dévoile le côté sombre de l'instance professionnelle des médecins.

Salaires très élevés, dérives financières et déontologiques, gestion opaque et peu rigoureuse, absences de contrôle des conflits d'intérêts, budgets de communication mal maitrisés, lacunes en matière de parité… La Cour des comptes a ausculté l'instance de contrôle des médecins. Et le diagnostic n'est pas des plus encourageants.

Traitement de choc

Les griefs sont légion. Dans leur rapport définitif publié en décembre 2019 – passé inaperçu pour cause de grève lié au débat sur les retraites – les magistrats de la Cour des comptes font un état des lieux peu reluisant de l'Ordre des médecins. Le diagnostic est si préoccupant qu'un traitement de choc est prescrit aux toubibs.

L'organisme a été contrôlé par l'IGAS il y a dix ans et en 2011 par la Cour des comptes. Mais, depuis, la situation n'a guère évolué semble-t-il . L'Ordre des médecins apparaît encore comme un mauvais élève ou plutôt comme un mauvais étudiant en « gestion » de la médecine.

Nous avons épluché ce rapport définitif. Il n'est pas tendre avec la gouvernance de l'Ordre tant au niveau de son Conseil National qu'au niveau des 46 Conseils départementaux (sur 101) et les 24 conseils régionaux. Organisme dont le rôle « est de veiller au respect des principes de moralité, probité, compétence et dévouement indispensables à l'exercice de la médecine »

Une gestion hasardeuse

Riche de 300.000 médecins et à raison d'une cotisation individuelle de 335 euros, l'Ordre des médecins dispose d'un budget annuel de 85 millions d'euros. Ses réserves sont abondantes : 152 millions d'euros soit deux années de cotisations. Pour faire fructifier ce magot, le Conseil a choisi de placer 106 millions d'euros en compte à terme ou en valeurs mobilières de placement. De l'argent qui aurait pu permettre d'aider financièrement de jeunes médecins désireux de remplir le désert médical !

Mais surtout, ce que constate la Cour, c'est une gestion « caractérisée par des faiblesses, voire des dérives préoccupantes ».

Entre 2011 et 2017 la masse salariale du Conseil National a augmenté de 58%. Raison essentielle : une hausse de 40 % de ses effectifs.

Au passage, la Cour remarque que le recrutement prend des airs de népotisme. Elle a constaté une fâcheuse tendance à privilégier les liens familiaux. Avec cet exemple emblématique pour le moins choquant : l'élu qui fixe les salaires et les primes des salariés n'a pas hésité à recruter sa fille et, un vice-président, sa nièce !

En interne, la politique salariale n'est pas des plus désavantageuses. Et a de quoi faire tousser un certain nombre de généralistes de province.

Complément de salaire

Jugez plutôt : la moyenne des rémunérations les plus élevées est de 100 000 euros bruts par an – 8300 euros par mois. Le salarié le mieux rémunéré du Conseil national « a perçu en moyenne 8 900 € nets par mois en 2017, ce qui le place 7 % au-dessus du seuil des 1 % de salariés les mieux rémunérés du secteur privé ».

Qui plus est, certains cadres, notamment à la direction informatique, se sont vus attribuer des primes d'astreinte et d'heures supplémentaires d'un montant annuel de 8000 euros ! Joli complément de salaire.

Quant au Président de l'Ordre, il touche 9177 euros par mois en indemnités brutes forfaitaires et le trésorier 7245euros. Plus des indemnités de déplacement, d'hébergement ou de restaurant en hausse permanente.

Déroute départementale

Au niveau des conseils départementaux c'est la déroute. Un tiers d'entre eux n'ont pas été en mesure de transmettre les documents comptables demandés. Plus grave encore « la comptabilité de plusieurs départements n'a pas été tenue pendant plusieurs années et l'une d'entre elles avait été détruite avant le passage de la Cour ».

Autre anomalie et non des moindres décelée au cours de cette enquête « le Conseil national n'a pas de connaissance précise de la valeur de son patrimoine immobilier » estimé par la CDC à 110 millions d'euros mais dans la réalité certainement plus élevée.

Un budget communication délirant

Selon la CDC, le budget com' est passé de 1,5 M€ en 2011 à près de 4,1 M€ en 2017. Plus d'un million est consacré au congrès annuel de l'Ordre qui rassemble un millier de personnes. Chaque année plus de 1,7 M€ sont dépensés pour la rédaction et l'envoi par courrier de bulletins alors qu'un simple envoi par mail suffirait amplement à faire des économies

Des conflits d'intérêts

Dans le domaine très sensible des relations entre les médecins et les industriels, de nombreux abus ont été relevés. A l'origine, l'absence d'un contrôle strict. A l'appui de cette affirmation, plusieurs exemples sont cités qui en disent long sur des pratiques très douteuses. Tout d'abord celui de l'un des membres non élus de la Commission Nationale. Celui-ci a « omis » de déclarer les rémunérations qu'il avait perçues de laboratoires pharmaceutiques, alors qu'il siégeait au sein de la commission des relations médecins industrie.

Plus éloquent encore, le cas de ce médecin « le Dr X pneumologue qui a participé à onze congrès internationaux entre 2016 et 2018 pour un coût dépassant 27 000 €, invité par des sociétés spécialisées dans les dispositifs médicaux respiratoires. Pas moins de 37 autres conventions le concernant (pour un montant de 47 000 €) ont été transmises au Conseil national depuis 2012 pour des congrès se tenant notamment à Santa Monica, Port Louis, Dubaï, Port Elizabeth, Amsterdam, Marrakech, Los Angeles, Saint-Pétersbourg, Chicago, Yokohama et Milan.

Le conseil départemental où il est inscrit n'a jamais émis d'avis défavorable. Le Conseil national, quant à lui, a donné trois avis défavorables en 2017 dont l'un pour le congrès Gulf thoracic se tenant à Dubaï, ce qui n'a pas empêché le Dr X d'y participer ! » Et sans qu'il soit le moins du monde sanctionné.

Parité hommes-femmes non respectée

L'ordre des médecins serait-il « macho » ? On est en droit de le penser car, relève la Cour « l'ordre compte près de 3300 conseillers mais moins d'un tiers sont des femmes » et note qu'« à l'issue du renouvellement partiel issu des élections de juin 2019, le nouveau Conseil national ne compte encore que 15 femmes sur 56 membres et le nouveau bureau 2 sur 17. Les femmes sont sous-représentées : elles constituent 31 % des élus ordinaux et 9 % seulement au Conseil national. Le corps médical est pourtant composé de 46 % de femmes. » Le fait que la moyenne d'âge des membres du conseil national soit de 68 ans y est-il pour quelque chose ?

Face à ce bilan peu glorieux, la Cour des comptes a fait comme à son habitude un certain nombre de recommandations. Les plus importantes tendent à ouvrir les instances dirigeantes de l'Ordre à des non-médecins et à apporter plus de transparence à la fois dans la gestion et les procédures à l'encontre des médecins.

Sera-t-elle suivie? infodujour.fr 27 avril 2020

QUATRIEME PARTIE

Totalitarisme. Déclaration de guerre perpétuelle à tous les peuples de Bill Gates au nom de l'oligarchie financière internationale.

La prochaine pandémie doit être anticipée comme « une guerre », prévient Bill Gates - AFP 28 janvier 2021

Le philanthrope américain Bill Gates estime que le monde doit dès maintenant se préparer à la prochaine pandémie, comme il se préparerait à une guerre, ce qui doit se traduire par des investissements de dizaines de milliards de dollars chaque année, souligne-t-il dans une lettre publiée mercredi sur son site « GatesNotes ».

(Il est bien connu que les actionnaires investissent à perte ou que leur intention n'est pas de s'enrichir davantage. D'ailleurs c'est bien simple, il faut avoir au départ l'état d'esprit d'un philanthrope pour devenir multi milliardaire. - LVOG)

Pour éviter des ravages similaires à ceux du Covid-19, "la préparation à la prochaine pandémie doit être prise autant au sérieux que la menace d'une guerre". "Stopper la prochaine pandémie nécessitera de dépenser des dizaines de milliards de

dollars d'investissements chaque année, mais souvenez-vous que le coût de la pandémie de Covid-19 pour le monde entier est estimé à 28.000 milliards de dollars", relève le co-fondateur et ancien patron de Microsoft.

(Il révèle ici la somme colossale que les banques centrales ont et vont continuer de fabriquer et que les oligarques vont distribuer en commençant par eux-mêmes. Ce montant coïncide avec celui qui a succédé à la crise de 2001 et de 2008 qu'ils avaient également provoquée, souvenez qu'ils ne s'étaient jamais enrichis dans de telles proportions et aussi rapidement dans le passé, c'est la presse financière qui l'affirma. - LVOG)

"Le monde doit dépenser des milliards pour sauver des milliers de milliards (et empêcher des millions de morts). Je pense que c'est la meilleure et la plus rentable des polices d'assurance que le monde puisse se payer", écrit Bill Gates.

(A souscrire auprès des prédateurs ou vautours dont il fait partie. - LVOG)

Pour l'Américain, qui fait partie des trois hommes les plus riches du monde selon le classement du magazine Forbes, "le gros de l'investissement doit venir des pays riches" car ce sont leurs gouvernements qui y ont le plus à gagner.

(Et par conséquent, les peuples le plus à perdre. - LVOG)

Investir sur le dépistage et sur les technologies

Outre les investissements scientifiques qui doivent permettre de vaincre la pandémie de Covid-19 et d'autres à venir (diagnostics, vaccins, traitements, etc.), Bill Gates appelle aussi à mettre en place un "système d'alerte global, dont nous ne disposons pas à grande échelle aujourd'hui", afin de pouvoir dépister les épidémies le plus tôt possible.

(L'idée est de faire croire qu'une menace permanente planerait sur l'humanité de manière à cautionner une gabegie ou une débauche d'investissements technologiques inutiles qui leur rapporteront des centaines ou des milliers de milliards de dollars supplémentaires. - LVOG)

Le milliardaire, qui avait déjà sonné l'alarme sur les dangers des pandémies, en particulier dans une célèbre conférence TED de 2015, préconise en outre la création d'une force de réaction rapide pour les maladies infectieuses, "des pompiers de la pandémie" qui seraient en alerte en permanence pour répondre à une crise sanitaire potentielle. Bill Gates estime qu'il faudrait environ 3.000 de ces professionnels répartis dans le monde.

(Une sorte de milice sanitaire pilotée par l'oligarchie financière ou le Forum économique mondial qui dépossèderait tous les Etats de leur souveraineté en terme de santé publique. - LVOG)

Bill Gates est très engagé dans la promotion et le financement de la vaccination, notamment dans les pays en développement, via la Fondation Bill et Melinda Gates, qui a déjà selon lui investi 1,75 milliard de dollars pour lutter contre la pandémie de coronavirus. AFP 28 janvier 2021 (Combien de dizaines de milliards de dollars cela va-t-il lui rapporter au prix où sont les vaccins ? - LVOG)

Totalitarisme. Tandis que les GAFAM censurent déjà à tour de bras.

"Folles" et "diaboliques": Bill Gates s'étonne des théories du complot à son sujet - Reuters 27 janvier 2021

Bill Gates, le co-fondateur de Microsoft devenu philanthrope, s'est dit mercredi surpris par le nombre de théories du complot "folles" et "diaboliques" le concernant, qui se répandent sur les réseaux sociaux depuis la pandémie de COVID-19, et a dit vouloir étudier ce qui se cache derrière ces théories.

Lors d'une interview accordée à Reuters, Bill Gates a estimé que les millions de messages en ligne le concernant - ainsi que Anthony Fauci, un des principaux responsables de la lutte contre les maladies infectieuses aux Etats-Unis - étaient probablement en partie dus à la combinaison de la pandémie virale effrayante et de la croissance des réseaux sociaux.

"Personne n'aurait prédit que le Dr. Fauci et moi-même serions si importants dans ces théories vraiment diaboliques", a déclaré le milliardaire. Selon ces théories, les deux hommes seraient à l'origine de la pandémie afin de tirer profit de la propagation du nouveau coronavirus et de contrôler les gens, notamment en insérant des micropuces traçables par le biais des vaccins.

"Je suis très surpris par cela. J'espère que ça va disparaître", a dit Bill Gates, qui a quitté la présidence de Microsoft en 2014 et a créé l'organisation caritative Fondation Bill et Melinda Gates.

Le philanthrope s'est engagé à soutenir les fabricants de vaccins et à consacrer au moins 1,75 milliard de dollars (1,44

milliard d'euros) à la réponse mondiale à la pandémie de COVID-19.

Depuis le début de la pandémie, des millions de messages conspirationnistes se sont répandus sur Internet, alimentant la désinformation sur le coronavirus, ses origines et les motivations de ceux qui travaillent pour le combattre.

"Mais est-ce que les gens croient vraiment à ces trucs?", a demandé Bill Gates.

"Nous allons vraiment devoir nous informer à ce sujet au cours de l'année prochaine et comprendre (...) comment cela change le comportement des gens et comment nous aurions dû minimiser cela."

(Car la censure des GAFAM ne suffit pas. LVOG)

Bill Gates a fait l'éloge d'Anthony Fauci et de Francis Collins, directeur des instituts de santé des États-Unis, qu'il a qualifiés de "personnes intelligentes" et "merveilleuses". Il a ajouté qu'il se réjouissait de voir qu'ils pourront travailler efficacement sous la nouvelle administration du président Joe Biden.

(On n'en a jamais douté, Biden était son candidat ! - LVOG

"J'ai parfois eu l'impression qu'ils étaient les seules personnes saines d'esprit au sein du gouvernement américain", a indiqué Bill Gates, faisant référence à la gestion de l'épidémie par l'ancien président Donald Trump. Reuters 27 janvier 2021

En complément. Quand un paradis fiscal se cachait derrière le Brexit. Chut !

Londres veut avancer sur un accord avec la Suisse sur les services financiers - Reuters 27 janvier 2021

La Grande-Bretagne et la Suisse vont continuer de travailler à la conclusion d'un accord commercial pour leurs vastes secteurs des services financiers, a déclaré mercredi le ministre britannique des Finances, Rishi Sunak, en amont d'un entretien avec son homologue suisse. Les deux pays veulent parvenir à un accord de reconnaissance mutuelle pour leurs réglementations financières respectives, le type d'arrangement que Londres a échoué à obtenir de Bruxelles lors des négociations post-Brexit l'an dernier. Reuters 27 janvier 2021

Bienvenue à la page d'accueil du portail du Forum économique mondial. (Davos)

LVOG - Ils supervisent bien tous les aspects de la société à la manière d'un gouvernement mondial.

The Davos Agenda 2021

- Les journées où les supermarchés ont réalisé leurs meilleures ventes en 2020 - Business Insider 14 jan. 2021

- 2020, année noire pour l'aéronautique - Statista France 15 jan. 2021

- 3 priorités pour façonner le système financier post-pandémie - 19 jan. 2021

- Comment les entreprises peuvent jouer un rôle précis dans la révolution des compétences - 20 jan. 2021

- La pandémie, un test grandeur nature pour les circuits courts alimentaires - The Conversation 20 jan. 2021

- Pourquoi 2020 fut une année décisive en matière de confiance - Forbes France 20 jan. 2021

- La course à la vaccination en Europe - Statista France 20 jan. 2021

- Comment se diriger vers une coopération mondiale - 25 jan. 2021

- Les banques doivent se mobiliser pour aider les entreprises à atteindre la neutralité carbone - 25 jan. 2021

- Voici pourquoi les villes d'Afrique et d'Europe doivent être les principaux acteurs de la relance - 25 jan. 2021

- Voici pourquoi les leaders de demain en matière de climat seront issus des économies émergentes - 25 jan. 2021

- La Seconde Guerre mondiale a-t-elle aidé certains pays à mieux appréhender la pandémie de COVID-19 ? 26 jan. 2021

- Les bâtiments consomment plus d'un tiers de l'énergie de l'UE - Voici comment les décarboniser - 26 jan. 2021

- Économie mondiale : le terrain perdu sera long à rattraper - Statista France 26 jan. 2021

Comment les impostures au réchauffement climatique et au coronavirus s'inscrivaient dans le cadre de la « Grande Réinitialisation »

Après la Covid-19, Davos passe à la « Grande Réinitialisation » Par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 28 janvier 2021

Avec la présidence de Biden, Washington a rejoint l'agenda des Accords de Paris sur le réchauffement climatique. Alors que la Chine s'est engagée à respecter des normes strictes en matière d'émissions de CO2 d'ici 2060, le Forum économique mondial (FEM) est sur le point de dévoiler ce qui va transformer notre mode de vie à tous, dans ce que le chef du FEM, Klaus Schwab, appelle la Grande Réinitialisation.

Ne vous y trompez pas. Tout cela s'inscrit dans un programme planifié depuis des décennies par de vieilles familles riches comme les Rockefeller et les Rothschild. Brzezinski a appelé cela la fin de l'État-nation souverain. David Rockefeller l'a appelé « gouvernement mondial ». George H.W. Bush en 1990 l'a appelé le nouvel Ordre mondial. Maintenant, nous pouvons mieux voir ce qu'ils prévoient d'imposer si nous le permettons.

La Grande Réinitialisation du Forum économique mondial est un projet du XXIe siècle pour une nouvelle forme de contrôle total mondial.

« Nous n'avons qu'une seule planète et nous savons que le changement climatique pourrait être la prochaine catastrophe mondiale avec des conséquences encore plus dramatiques pour l'humanité. Nous devons décarboniser l'économie dans la courte fenêtre qui nous reste et mettre à nouveau notre pensée et notre comportement en harmonie avec la nature », a déclaré le fondateur du FEM, Schwab, à propos de l'agenda de janvier 2021.

La dernière fois que ces acteurs ont fait quelque chose d'une telle ampleur, c'était en 1939, à la veille de la seconde Guerre mondiale.

War and Peace Studies

À l'époque, la Fondation Rockefeller a financé un groupe stratégique top secret travaillant à partir du Council on Foreign Relations (CFR) de New York. Ce groupe était connu sous le nom de War and Peace Studies et dirigé par « le Haushofer américain », le géographe Isaiah Bowman de l'Université Johns Hopkins. Avant même que les chars Panzer allemands n'entrent en Pologne, ils planifiaient un monde d'après-guerre où les États-Unis apparaîtraient comme le seul vainqueur et remplaceraient les Britanniques en tant que puissance hégémonique mondiale.

La formulation d'un ordre monétaire des Nations unies et de Bretton Woods, dominé par les États-Unis et basé sur le dollar, faisait partie de leur projet. En 1941, alors que les États-Unis entraient officiellement en guerre, le groupe du CFR envoya un mémo au Département d'État américain :

« Si l'on énonce des objectifs de guerre qui semblent ne concerner que l'impérialisme anglo-américain, ils n'offriront pas grand-chose aux peuples du reste du monde. Les intérêts des autres peuples doivent être soulignés. Cela aurait un meilleur effet de propagande ».

Ce projet réussi a été le cadre de ce que Henry Luce a appelé en 1941 le Siècle américain, et a duré jusqu'à tout récemment.

Aujourd'hui, ces mêmes familles, dont la Fondation Rockefeller et les Rothschild en la personne de Lynn de Rothschild et son « Conseil pour un Capitalisme inclusif avec le Vatican », s'emploient à créer la prochaine génération dans leur quête de domination mondiale. C'est ce qu'on appelle la Grande Réinitialisation. Elle nécessite un gouvernement mondial, un plan approuvé de manière significative par le pape jésuite François. Son responsable des relations publiques, Klaus Schwab, s'est déclaré le protégé d'Henry Kissinger, un initié des Rockefeller, depuis l'époque où ils étaient à Harvard il y a 50 ans.

Reconstruire en mieux

En mai 2020, alors que le coronavirus avait provoqué une panique mondiale bien au-delà de l'épidémie initiale de Wuhan, le prince héritier britannique Charles et le fondateur du Forum économique mondial, Klaus Schwab, ont dévoilé ce qu'ils ont joyeusement appelé la Grande Réinitialisation. De plus en plus, les dirigeants politiques et économiques du monde entier utilisent

des termes tels que « la Grande Réinitialisation » ou « la Quatrième Révolution industrielle » et l'appel à « reconstruire en mieux » que l'administration Biden préfère. Tous ces éléments sont ancrés dans le même ensemble de changements mondiaux spectaculaires. Le « Green New Deal » américain et le « Green Deal » européen en font tous partie.

Le fait le plus frappant concernant l'agenda de la Grande Réinitialisation est qu'il est mis en avant par les mêmes familles de ploutocrates gigantesques responsables des défauts du modèle économique mondial actuel. Ce sont eux, et non pas nous, qui ont créé la ruine des champs et de la nature organiques avec leur glyphosate Roundup et leurs pesticides toxiques. Ils ont ruiné la qualité de l'air dans nos villes par les modèles de transport qu'ils nous imposent. Ils ont créé le modèle de mondialisation du « marché libre » qui a ruiné la base industrielle des États-Unis et des nations industrielles de l'UE. Aujourd'hui, alors qu'ils nous accusent d'une prétendue émission catastrophique de CO2, nous sommes conditionnés à accepter la culpabilité et à être punis afin de « sauver la prochaine génération » pour Greta et ses amis.

La 4ème Révolution industrielle

Derrière la rhétorique séduisante des puissances qui veulent créer un monde « durable », se cache un programme d'eugénisme brut, de dépeuplement à une échelle jamais atteinte auparavant. Ce programme n'est pas humain, en fait, certains le qualifient de « transhumain ».

En 2016, Schwab, a écrit un livre intitulé « Façonner l'avenir de la Quatrième Révolution industrielle ». Il y décrit les changements technologiques qui accompagnent la 4ème Révolution industrielle des smartphones 5G, de l'Internet des Objets et de l'intelligence artificielle qui relient tout à tout pour nous permettre de prendre les décisions les plus banales comme acheter plus de lait ou éteindre le chauffage. En même temps, les données sont centralisées dans des sociétés privées comme Google ou Facebook pour surveiller chaque respiration que nous prenons.

Schwab décrit comment les technologies de nouvelle génération, déjà déployées par Google, Huawei, Facebook et d'innombrables autres, permettront aux gouvernements de « s'immiscer dans l'espace jusqu'ici privé de nos esprits, en lisant nos pensées et en influençant notre comportement… Les technologies de la Quatrième Révolution industrielle ne s'arrêteront pas à faire partie du monde physique qui nous entoure – elles feront partie de nous », a déclaré Schwab. « Les dispositifs externes d'aujourd'hui – des ordinateurs portables aux casques de réalité virtuelle – deviendront presque certainement implantables dans notre corps et notre cerveau ».

Schwab ajoute : « La Quatrième Révolution industrielle conduira à une fusion de notre identité physique, numérique et biologique ». Parmi ces technologies de fusion, on trouve « des micropuces actives implantables qui brisent la barrière cutanée de notre corps », explique Schwab. Ces « dispositifs implantables aideront probablement aussi à communiquer des pensées normalement exprimées verbalement, par le biais d'un smartphone « intégré », et des pensées ou humeurs potentiellement non exprimées en lisant les ondes cérébrales et d'autres signaux ». Je ne sais pas pour vous, mais je n'ai pas hâte que l'État ou Google lise mes ondes cérébrales.

Contrôler notre alimentation L'aspect déroutant pour beaucoup est la pléthore de groupes de façade, d'ONG et de programmes qui mènent tous au même objectif : le contrôle drastique de chaque membre de la société au nom de la durabilité – l'Agenda 2030 des Nations unies. Il n'y a rien de plus inquiétant que leurs plans pour l'avenir de notre alimentation. Après avoir créé le système actuel d'agriculture industrielle mondialisée, l'agrobusiness, un projet lancé dans les années 50 par la Fondation Rockefeller, ces mêmes cercles préconisent aujourd'hui une agriculture « durable », ce qui signifie un passage à des aliments génétiquement modifiés, des viandes synthétiques fabriquées en laboratoire et autres, incluant même les vers et les mauvaises herbes comme nouvelles sources alimentaires.

Schwab s'est associé à un forum appelé EAT Forum, qui se décrit comme un « Davos de l'alimentation » qui prévoit de « fixer l'agenda politique ». L'EAT a été créé en Suède en 2016 avec le soutien du Wellcome Trust britannique (créé avec des fonds de GlaxoSmithKline), et de l'Institut allemand de Potsdam pour la Recherche sur l'Impact climatique. Les viandes synthétiques génétiquement modifiées cultivées en laboratoire sont soutenues, entre autres, par Bill Gates, le même qui soutient Moderna et d'autres vaccins génétiquement modifiés. EAT travaille entre autres avec Impossible Foods et d'autres entreprises de biotechnologie. Impossible Foods a été initialement cofinancé par Google, Jeff Bezos et Bill Gates. Des résultats de laboratoire récents ont montré que l'imitation de viande de la société contenait des niveaux de glyphosate toxiques 11 fois plus élevés que ceux de son plus proche concurrent.

En 2017, EAT a lancé FReSH (Food Reform for Sustainability and Health) avec le soutien de Bayer AG, l'un des producteurs de pesticides et d'OGM les plus toxiques au monde, qui possède aujourd'hui Monsanto ; du géant chinois des OGM et des pesticides Syngenta, de Cargill, d'Unilever, de DuPont et même de Google. C'est l'avenir alimentaire prévu dans le cadre de la Grande Réinitialisation. Oubliez l'agriculteur familial traditionnel.

Dans son livre de 2020 sur la Grande Réinitialisation, Schwab soutient que la biotechnologie et les aliments génétiquement modifiés devraient devenir un pilier central des problèmes de pénurie alimentaire mondiale, problèmes que le Covid a exacerbés. Il fait pression sur les OGM et en particulier sur l'édition génétique controversée. Il écrit que « la sécurité alimentaire mondiale ne

sera atteinte que si les réglementations sur les aliments génétiquement modifiés sont adaptées pour refléter la réalité selon laquelle l'édition de gènes offre une méthode précise, efficace et sûre pour améliorer les cultures ». Gates, partenaire du projet Schwab depuis des années, défend le même point de vue.

EAT a développé ce qu'il appelle « le régime de santé planétaire », que le FEM défend comme « la solution diététique durable du futur ». Mais selon Federic Leroy, professeur de sciences alimentaires et de biotechnologie à l'Université de Bruxelles, « ce régime vise à réduire la consommation de viande et de produits laitiers de la population mondiale jusqu'à 90% dans certains cas et à la remplacer par des aliments, des céréales et de l'huile fabriqués en laboratoire ».

Comme tout le reste avec la Grande Réinitialisation, nous n'aurons pas un véritable choix en matière d'alimentation. L'EAT note qu'il nous sera imposé par « des interventions politiques dures qui comprennent des lois, des mesures fiscales, des subventions et des sanctions, la reconfiguration du commerce et d'autres mesures économiques et structurelles ». Nous serons tous contraints de suivre le même régime synthétique ou de mourir de faim.

Ce n'est là qu'un aperçu de ce qui se prépare sous le couvert des mesures de confinement du Covid-19 et de l'effondrement économique, et 2021 sera une année décisive pour ce programme anti-humain. L'introduction de l'intelligence artificielle, des robots et d'autres technologies numériques permettra aux pouvoirs en place de se débarrasser de centaines de millions de lieux de travail. Contrairement à leur propagande, les nouveaux emplois ne seront pas suffisants. Nous deviendrons de plus en plus « redondants ». Tout cela semble trop surréaliste jusqu'à ce que vous lisiez leurs propres descriptions. Le fait que la cabale des entreprises et des milliardaires les plus influents du monde siège au conseil d'administration du FEM avec l'étudiant de Kissinger, Klaus Schwab, ainsi qu'à la tête de l'ONU et du FMI, avec les PDG des plus grands géants financiers du monde dont Blackrock, BlackStone, Christine Lagarde de la Banque centrale européenne, David Rubenstein du groupe Carlyle, Jack Ma, le milliardaire le plus riche de Chine, est une preuve suffisante que cette Grande Réinitialisation ne se fait pas avec nos véritables intérêts à cœur, malgré leurs paroles soyeuses. Ce programme dystopique, c'est « 1984 » sous stéroïdes. Le Covid-19 n'en était que le prélude. Mondialisation.ca, 28 janvier 2021

CINQUIEME PARTIE

POLITIQUE ET SOCIAL

Tunisie

Tunisie: Manifestation dispersée devant le parlement à Tunis - Reuters 26 janvier 2021

La police tunisienne a fait usage de canons à eau, mardi, pour disperser plusieurs centaines de manifestants qui s'étaient rassemblés près du siège du parlement à Tunis pour dénoncer la répression du mouvement de contestation sociale qui a débuté dans le pays à la mi-janvier.

Le cortège a été bloqué par la police anti-émeute avant de pouvoir s'approcher du bâtiment, où les élus débattaient d'un projet de remaniement gouvernemental controversé. Certains députés de l'opposition se sont joints aux manifestants.

"Un gouvernement qui n'utilise la police que pour se protéger du peuple n'a plus de légitimité", a déclaré un manifestant sans emploi, Salem Ben Saleh. Reuters 26 janvier 2021

Grèce

Grèce: des milliers d'étudiants manifestent contre l'instauration de patrouilles policières dans les universités - BFMTV 29 janvier 2021

Près de 4000 étudiants, selon la police, ont bravé ce jeudi l'interdiction policière de rassemblements et manifesté à Athènes, pour la troisième fois en trois semaines, contre un projet de loi sur l'instauration de patrouilles policières dans les universités.

Ces manifestations interviennent deux jours après une interdiction générale des rassemblements de plus de 100 personnes jusqu'au 1er février. La police avait indiqué mardi que cette mesure visait à protéger "la santé publique", le pays étant sous confinement depuis début novembre pour parer à la seconde vague de la pandémie.

A Thessalonique, deuxième ville grecque dans le nord, 1500 personnes ont manifesté, selon une source policière locale.

Au pouvoir depuis plus d'un an et demi, le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis a fait de "la sécurité une priorité" et augmenté les effectifs et les contrôles des forces de l'ordre. Cette politique "sécuritaire" a été critiquée par l'opposition et des médias,

qui dénoncent de nombreux cas de répression policière et d'interdiction des rassemblements publics sur fond de mesures pour endiguer la pandémie de coronavirus. BFMTV 29 janvier 2021

Russie

La « vérité » sur le « Palais de Poutine » - Réseau Voltaire 28 janvier 2021

La vidéo produite par Alexeï Navalny à propos du palais que détiendrait le président Poutine a été réalisé à Ibach (Allemagne, Forêt noire) selon le quotidien local, Badische Zeitung [1].

Le film retrace d'abord la biographie du président en s'appuyant sur les archives de la police politique est-allemande aimablement ouvertes par le BKA [Office fédéral de la police criminelle]. Cependant, il n'y a aucun rapport entre les documents montrés et le commentaire qu'en fait Alexeï Navalny. Il s'agit juste d'illustrations (à l'exception de la carte du KGB d'un des compagnons du président Poutine).

Puis le film revient sur le palais grâce à de nouvelles images prises par un drone. Là encore, ces images n'illustrent guère le propos d'Alexeï Navalny. Elles montrent juste un palais construit par l'architecte italien Lanfranco Cirillo.

Pour finir, Alexeï Navalny montre des plans, devis et factures du Palais. Elles attestent que cette résidence est fastueuse. Mais ces éléments sont connus depuis longtemps. L'opposant russe affirme alors que les documents de propriété sont des faux. À l'issue d'explications bien compliquées, il prétend que ce bâtiment n'appartient pas au milliardaire Alexandre Ponomarenko, mais au président Poutine, qu'il qualifie d'« homme le plus riche du monde ».

On se souvient que la CIA avait déjà accusé successivement Fidel Castro ou Yasser Arafat d'être des milliardaires cachés. La revue Forbes avait même validé ces narrations qui s'avérèrent, à la mort des interéssés, n'être que de pures malveillances. Ainsi, la CIA attribuait à Yasser Arafat les fonds de l'OLP qu'il gérait en nom propre, aucune banque n'étant prête à recueillir les fonds de la résistance palestinienne. Tous ceux qui connaissaient Castro, Arafat et leurs familles n'ont jamais douté d'eux.

La méthode très approximative du documentaire ne plaide pas en faveur de Navalny.

[1] "Filmstudio in Kirchzarten produziert Alexej Nawalnys Enthüllungsvideo", Joachim Röderer, Badische Zeitung, 21. Januar 2021.

SIXIEME PARTIE

Fin de mes interventions dans un blog.

J'ai envoyé un commentaire au blog du Dr. Maudrux en annonçant que ce serait le dernier.

J'en ai tiré le meilleur sur le plan médical, j'ai entraîné ou exercé mon esprit critique, j'ai distillé mes idées, et j'ai fait connaître LVOG dans un environnement hostile, si j'avais gagné ne serait-ce qu'un ou deux lecteurs, je pourrais considérer avoir accompli ma tâche, je ne visais pas un objectif supérieur compte tenu du climat politique nauséabond qui règne en France. J'ai estimé ne pas avoir à supporter en plus des sarcasmes.

Dès que vous postiez un commentaire, il y avait toujours un ou plusieurs chiens de garde qui passaient derrière pour vous casser en employant des moyens déloyaux, c'était devenu insupportable. Voilà pourquoi j'ai préféré arrêter, car je n'allais pas perdre mon temps à polémiquer avec des conservateurs enragés ou des membres proches de l'extrême droite, pour les convaincre de quoi, franchement ? J'avais déjà vécu cette expérience avec le blog des climato-réalistes.

Je considère que la médecine, l'accès aux soins ou aux traitements devraient être gratuits pour tous sans conditions financières ou autres. De même que l'enseignement ou l'accès à la connaissance. On vit dans une société où il faut payer pour se nourrir ou étancher sa soif, et cela ne choque personne. Du coup, quand il y en a quelque part dans le monde qui crèvent de faim ou d'avoir bu de l'eau contaminée ou parce qu'ils n'ont pas eu accès à des soins et des traitements faute de pouvoir se les payer, ils s'en foutent.

Cela donne, un exemple parmi tant d'autres :

Un lecteur de ce blog - "*J'aimerais qu'on laisse vivre ceux qui veulent vivre et que ceux qui ont peur restent enfermés...*"

LVOG - Son voeu a été exhaussé, la population est sous couvre-feu et un troisième confinement lui pend au nez, et en prime "ceux qui veulent vivre" seront logés à la même enseigne, c'est ce qu'ils méritaient. Cela les gêne aux entournures de ne plus pouvoir accéder à certains petits plaisirs, plus que le sort des 600.000 salariés frappés de plein fouet par les fermetures prolongées des cafés, restaurants, cinémas, théâtres ou salles de spectacle, etc.

De plus, dans ce blog il était de bon ton de manifester son anticommunisme primaire ou son attachement au capitalisme et à ses représentants parmi les plus réactionnaires et va-t-en-guerre, De Gaulle, Churchill, etc. la crasse ignorance du petit bourgeois, du minable potentat de province méprisant les masses, du coup j'ai dû me fendre de quelques commentaires mesurés, dont un récemment où j'avertissais qu'à force de confondre (sic!) stalinisme et communisme, on finissait par sombrer dans le fascisme. Comme quoi c'était justifié, voilà ce qu'on a pu encore lire dans ce blog il y a quelques jours de cela :

Un lecteur de ce blog - "*Nous sommes entré dans un monde qui nous fera regretter le fascisme, l'hitlérisme et le communisme réunis.*"

C'est à croire qu'ils ont supporté ou qu'ils auraient très bien pu s'accommoder du fascisme ou du nazisme qui a sévi en France au début des années 40, le stalinisme c'était ailleurs ou ils n'ont jamais vécu sous ce régime totalitaire.

Le propriétaire de ce blog n'a pas trouvé utile de modérer ce genre de commentaires immondes, d'y répondre, voire de les censurer.

Sinon habituellement ce blog dit non-conformiste (sic!) ramait pour le compte des institutions de la Ve République que nous combattons. Lallane également, d'où mon refus de soutenir son initiative.

Un lecteur de ce blog - "*Quand votre texte est au point, vous l'envoyez à tous les députés, sénateurs et élus de poids. Si tous nous agissons ainsi, les élus finiront par être ébranlés.*"

Un lecteur de ce blog - "*J'espère que le Sénat va s'opposer à la prolongation de l'état d'urgence…*"

LVOG - Sanction immédiate :

Urgence sanitaire: feu vert du Sénat à une prolongation jusqu'au 3 mai - BFMTV 27 janvier 2021

LVOG - En me connectant à ce blog, le Dr. Maudrux a conseillé à un autre intervenant d'aller voir ailleurs, ce qu'il n'a pas fait avec moi, son crime, avoir exprimé une vérité élémentaire, à savoir tout ce que vous dites ou faites ne sert à strictement rien, ce qui n'est tout à fait exact sur le plan sanitaire, mais juste sur le plan politique.

Dans ce blog il y avait deux niveaux d'intervention, un médical réservé de préférence aux professionnels de la santé, un politique sur lequel tous les lecteurs étaient concernés et pouvaient s'exprimer. Certains manifestèrent des illusions sur ce qu'il y avait à attendre de ce genre de blog sur le plan politique, et du coup ils perdirent patience jusqu'à tenir des propos inappropriés, ce que j'ai soigneusement évité de faire, j'ai expliqué plus haut pourquoi.

Dans le même registre.

Le grand silence de la mort politique française Par Jean-Michel Grau - Mondialisation.ca, 27 janvier 2021

https://www.mondialisation.ca/le-grand-silence-de-la-mort-politique-francaise/5653172

LVOG - Le constat que dresse l'auteur est juste mais comporte de nombreuses lacune, on a envie de dire que c'était inévitable, puisque c'est systématique dans ce genre d'articles ou dans ce support, et sa conclusion est erronée, il fallait s'y attendre aussi, comme dans pratiquement 100% des cas chez ses semblables.

Le voilà qui tombe des nus ou s'offusque parce que les partis institutionnels ne s'opposent pas à l'offensive de l'oligarchie financière, en réalité, il est trahi par ses propres illusions de petit bourgeois dans le régime, du coup il célèbre deux personnalités, une venant de l'extrême droite ou le FN, l'autre de l'extrême-centre ou LREM, l'un et l'autre n'ayant pas rompu avec leur idéologie ultra réactionnaire.

Pourquoi sont-elles mises en avant par les médias ? Parce que leurs étiquettes sont destinées à servir de repoussoir auprès des travailleurs qui sont appelés à ne pas écouter leurs discours, dans la mesure ou s'y trouvent mêlées des vérités qui ne doivent pas parvenir à leur connaissance. Sachant que le même discours tenu par une personnalité ou un dirigeant étiqueté de gauche ou d'extrême gauche ou syndicaliste aurait plus de crédibilité auprès des travailleurs, ces dirigeants s'en abstiennent et cèdent leurs places à des dirigeants infréquentables d'extrême droite ou de l'extrême-centre que les masses les plus évoluées écouteront distraitement ou pas du tout. Quant à ceux qui y trouveront leur compte, ce seront soit des ignorants profonds qui n'ont aucune conscience de classe, soit des personnes qui partagent leurs idéologies nauséabondes.

Les uns et les autres se partagent les rôles pour maintenir en vie le régime ou empêcher les masses de surgir sur la scène politique. C'est une sorte de poison que la réaction distille au sein des masses pour empoisonner son cerveau ou les maintenir dans la confusion et les réduire à la passivité ou à l'impuissance. Florian Philippot et Martine Wonner incarnent les secteurs du capitalisme que cette crise est en train de broyer, leurs intérêts sont totalement étrangers à ceux des travailleurs qui n'ont aucun intérêt à continuer à vivre sous le régime de la Ve République.

A une autre époque le Conseil national de la résistance avait été construit sur le même modèle en y associant les staliniens et les sociaux-démocrates impérialistes, des monarchistes et des éléments d'extrême droite. Pour reconstruire l'Etat et le capitalisme après-guerre au lieu de leur porter le coup de grâce, les capitalistes avaient besoin du soutien ou de l'adhésion des masses qui devaient se détourner des opposants du régime et de leur politique.

De nos jours, ce sont ces opposants d'opérette qui assument cette fonction, et ils sont aussi nombreux que divers, avec d'autant plus d'efficacité que l'illusion de la gauche et de l'extrême gauche a volé en éclats laissant les masses complètement démunies pour affronter l'offensive féroce de la réaction. Cela va alimenter le gauchisme autant que des courants d'extrême droite, qui serviront d'alibi à Macron pour davantage opprimer et réprimer les masses.

C'est la raison pour laquelle nous nous refusons à soutenir la moindre initiative associant ces courants politiques. Leurs dirigeants peuvent être censurés, réprimés, jamais nous ne leur apporteront le moindre soutien. Ce principe ne peut tolérer d'exception. Il suffit d'expliquer aux travailleurs ou aux militants qui leur manifestent de la bienveillance, pourquoi autant leurs réelles intentions que leurs véritables intérêts sont nuisibles et incompatibles avec ceux de la classe ouvrière, ce ne sont pas les arguments qui manquent. Si vous voulez, c'est comme si pour vous protéger d'un virus mortel, on vous proposait de vous en inoculer un autre tout aussi mortel en espérant ainsi qu'il vous sauvera, ce serait suicidaire ou fatal.

Aux militants qui ont tendance à perdre la tête ou dont certains font preuve d'amnésie, qu'ils se souviennent qu'au cours du siècle dernier ou même du précédent, à plusieurs reprises il est arrivé qu'en dehors de quelques penseurs humanistes tels Marx, Engels, Lénine, Trotsky et quelques autres de moindre importance, il n'existait pas dans le monde plus d'une poignée de dirigeants du mouvement ouvrier capables de comprendre la situation et de dégager une perspective politique conforme au socialisme. Et bien nous en sommes rendus au même point, en pire hélas, puisqu'aucun penseur humaniste de cette trempe n'a encore émergé, tous ont sombré dans l'opportunisme.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que pour la classe ouvrière, la situation est pire que celle qui prévalut pendant et après les deux guerres mondiales puisque la totalité du mouvement ouvrier a capitulé face à la réaction ou a rejoint le consensus avec Macron. Au cours du développement de la situation dans les semaines ou les mois à venir, Macron et sa politique vont se retrouver face à une contestation grandissante de la part des masses, du coup les opportunistes vont gauchir ou modifier leur discours en conséquence pour donner l'illusion qu'ils seraient à leur côté, et à nouveau des travailleurs et des militants vont tomber dans le panneau sans qu'il en ressorte quoi que ce soit. Cela fait plus d'un demi-siècle qu'on assiste à ce scénario lors de chaque crise.

Croire que celle-ci serait différente des autres et qu'on pourrait en espérer autre chose, c'est se leurrer ou se faire de graves illusions. Jamais un courant ou un parti politique qui s'est gravement compromis avec nos ennemis ou a trahi notre cause, ne s'en est relevé ou n'a renoué avec le socialisme.

Quant à ceux, dirigeants, cadres ou militants, qui en sont issus, aussi loin qu'on regarde, généralement après avoir été profondément conditionnés pendant de longues années ou des décennies, leur mode de penser a été formaté de telle sorte qu'il leur est très difficile de le modifier et de rompre totalement avec une forme ou une autre de dogmatisme ou de sectarisme, avec l'opportunisme, c'est ce qu'on peut observer quotidiennement, je n'invente rien. Quand ils ne sont pas Charlie, ils sont Greta Thunberg, Samuel Paty, George Floyd, Black Lives Matter, black bloc, Me Too, Printemps arabe, LGTB, PMA et GPA, Black Friday, Facebook, Twitter, etc. et tout dernièrement ils croient en la pandémie virale fabriquée par le Forum économique mondial, bref, ils sont pour ainsi dire irrécupérables à ce stade.

A mon modeste niveau, je n'ai fait que chercher à cerner au plus près les problèmes auxquels nous étions confrontés ou la situation, mais je suis maintenant trop vieux pour tenter de les résoudre, ou les conditions d'isolement dans lesquelles je me trouve ne me permettent pas de m'atteler à cette tâche pourtant indispensable à accomplir pour que le socialisme apparaisse à nouveau aux militants et aux masses comme la seule issue politique aux souffrances qu'elles endurent et au capitalisme.

Propagande et désinformation de l'extrême gauche. Fait ce que je te dis, mais ne fais pas ce que je fais, tout un art !

POID

- « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire… » par Daniel Gluckstein - 27 janvier 2021

LVOG - Ce serait commettre une erreur politique que lui reconnaître un manque de courage puisqu'il n'est pas nécessaire d'en avoir pour se compromettre avec Macron ou cautionner l'existence d'une pandémie virale fabriquée par le Forum économique mondial et répandue par les gouvernements et les médias qu'il contrôle.

Extraits.

Gluckstein - Colère contre un gouvernement qui n'a pris aucune des mesures à même de combattre sérieusement la pandémie : (...) ni la mise sur pied d'une industrie nationalisée de production en masse de vaccins, ni l'organisation d'un réseau de centres de vaccination pour tous ceux qui le souhaitent.

LVOG - Ils en rajoutent une grosse louche, Macron est tranquille avec de tels opposants !

Gluckstein - Malgré ce contexte, les travailleurs et les jeunes ne baissent pas les bras. Ils se mobilisent, font grève, manifestent. Mais pour combattre un gouvernement de menteurs, ils ont besoin de comprendre la situation dans tous ses aspects et donc de connaître les faits.

LVOG - C'est justement ce qu'il s'emploie à leur interdire, sordide et sadique à la fois.

Gluckstein - Un dirigeant politique qui prétend défendre leur cause ne peut s'adresser à eux avec l'arrogance « de celui qui sait » pour leur asséner des contrevérités. Assumer ses actes et en expliquer les motivations sont une exigence élémentaire de la démocratie.

LVOG - Il n'a rien à envier aux pires démagogues et faussaires.

Gluckstein - « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire, c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant », écrivait Jean Jaurès en juillet 1903. Telle est la règle que s'impose La Tribune des travailleurs. Au service de l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, nous continuons sur cette voie.

LVOG - Avec une telle référence, on devait s'attendre à subir une nouvelle guerre, on y est. Remarquez bien que ces gens-là sans scrupules ne mentent pas forcément ou pas toujours, le reste du temps ils se contredisent ou ils se renient. Il annonce qu'il va continuer dans la même voie, parce qu'il n'en a jamais eu d'autres. Je vous ai dit qu'il n'y avait rien à en attendre dans le futur, il le confirme à sa manière, merci.

Parmi les pyromanes-pompiers au secours de Macron, demandez le POI.

POI - ...dans cette situation où circule un dangereux virus...

LVOG - Avec un taux de mortalité proche de 0,05% de la population, et ne frappant que des vieux ayant atteint l'âge de l'espérance de vie en France, on est dans l'instrumentalisation à la Macron, Castex, Véran, sans parler des traitements efficaces qui existent et qui permettent de réduire à zéro la mortalité des moins de 80 ans.

LVOG - Quelle confusion ou comment l'entretenir ?

POI - Mentir sur les masques, sur les tests, laisser les soignants sans protection, les contraindre à utiliser des sacs poubelle en guise de blouses, confiner comme au Moyen Âge plutôt que s'atteler à la mise en œuvre de tous les moyens pour soigner : tout cela a largement contribué à aggraver les conséquences de l'épidémie. Avec, parmi tant d'autres, la mise en place d'un dispositif interdisant purement et simplement d'hospitaliser nos anciens, avec des conséquences funestes sur leur santé entraînant une surmortalité.

LVOG - Faux, voire l'article dans cette causerie ou d'autres déjà publiés.

POI - Toutes leurs décisions démontrent que l'objectif principal n'a jamais été de protéger la population, ni de répondre aux besoins de millions de personnes. Ce que confirme la décision criminelle de ne pas rouvrir les hôpitaux fermés par économie, de ne pas former et embaucher de personnels soignants, de médecins, de les décourager par des bas salaires. Et pire : de continuer encore à fermer des hôpitaux, permettant ainsi à l'épidémie de tuer.

LVOG - Voyez comment se glisse l'opportunisme dans un article, ce serait l'épidémie qui tuerait, nous on avait cru observer que c'étaient Macron et le gouvernement, les marionnettes du Forum économique mondial.

POI - On ne manquera pas de s'interroger sur un fait : cet état d'esprit, qui ne cesse de progresser dans toutes les couches de la population, ne semble pas encore avoir atteint les plus hauts sommets des organisations, particulièrement des syndicats.

LVOG - Effectivement, il n'a pas encore atteint les dirigeants du POI et cela ne risque pas plus d'arriver qu'au POID, au NPA ou à LO ou ailleurs même, encore moins chez les syndicats, mais finalement c'est la même boutique. La transition était toute trouvée.

Quand les dirigeants syndicaux fréquentent des tyrans.

Covid-19: Castex consultera parlementaires, associations d'élus et syndicats jeudi et vendredi - BFMTV 27 janvier 2021

Jean Castex multipliera les consultations jeudi et vendredi en prélude à la décision de l'exécutif concernant un éventuel reconfinement. BFMTV 27 janvier 2021

LVOG - La question à 1 centime d'euro : Pourquoi les travailleurs s'abstiennent-ils massivement à chaque élection, pourquoi désertent-ils les syndicats ?

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 1er février 2021

J'ai rechargé des fichiers qui avaient disparu du serveur, un seul de la Banque mondiale demeure inaccessible car refusé, trop volumineux, je vais le scinder en deux et je le représenterai ensuite.

Bienvenue au gouvernement mondial totalitaire.

Quel est le programme de Macron, des gouvernements occidentaux et de la plupart ailleurs sur tous les continents ?

Qui sont les marionnettistes ?

Qui détient le pouvoir et contrôle le monde ?

Qui impose mesures liberticides, atteintes à toutes les libertés individuelles et collectives, mesures antisociales, anti-ouvrières, austérité, chômage de masse, précarité généralisée ou absolue, pauvreté et misère, famine, souffrances innombrables, surveillance et contrôle policier accru de la population, censure, militarisation de la société, Etat policier, communautarisme, terrorisme, totalitaire, fascisme, guerre, guerre civile, génocide, pandémie réelle ou virtuelle, pollution, saccage de la planète, gaspillage et épuissement des ressources, effondrement économique, krach boursier, mode de consommation, mode de vie, mode de pensée, bref, qui pourrit l'existence de tous les peuples au quotidien ?

Lisez, leurs auteurs l'ont écrit noir sur blanc, ils s'en vantent même, sans complot si vous savez lire.

- DOCUMENT. Facebook domine en maître sur les réseaux sociaux (29.01)
- DOCUMENT. Voici les plus grandes menaces mondiales de 2021 (28.01)
- DOCUMENT. L'endettement des entreprises atteint des sommets (28.01)
- DOCUMENT. L'Europe doit devenir une puissance climatique mondiale (27.01)
- DOCUMENT. Les transferts de fonds sont essentiels pour la reprise des pays en dévelopement (27.01)
- DOCUMENT. Le COVID-19 a mis en évidence notre fracture numérique (27.01)
- DOCUMENT. La pandémie, un test grandeur nature pour les circuits courts alimentaires... (20.01)
- DOCUMENT. La course à la vaccination en Europe (20.01)
- DOCUMENT. Pourquoi 2020 fut une année décisive en matière de confiance (20.01)

C'est aujourd'hui que débute la réunion annuelle du Forum économique mondial transporté cette année de Davos à Singapour, un

Etat policier qui sert de modèle à leur gouvernement mondial totalitaire, une pure coïncidence.

Donc on va être très occupé.

En attendant je dois aller régler ma note d'électricité avant le dernier jour... et qu'ils me coupent le courant !

Bonne semaine à tous.

- 4 pages au format pdf

Réflexion politique au cours du visionnage d'un documentaire consacré à la dépression des années 30.

Le chômage et la misère séviront en France en 1929, soit 7 ans avant la mobilisation révolutionnaire des masses, qui malheureusement s'échouera dans le Front populaire, qui au lieu d'opter pour le socialisme, fraiera la voie à la réaction, à la guerre, puis au régime de Vichy.

Pendant ce temps-là, le pouvoir d'achat de ceux qui avaient conservé leur emploi augmentera ainsi que l'espérance de vie. Il ne fallait donc pas se fier aux images chocs montrant des plébéiens en loques, car la majorité échappait à ce triste sort et assurait la stabilité politique du régime.

"*C'est dans cette période paradoxalement de dépression que se développèrent les loisirs de masse avec la création du PMU en France (...) l'essor du cinéma...*" On y reviendra plus loin, car cela montre que le constat que dressa Michel Clouscard en le situant à partir de l'après-guerre en France, d'après ce que je crois savoir, en réalité ce constat s'appliquait déjà à une période bien antérieure, dès que le mouvement ouvrier et particulièrement les syndicats tourneront le dos au socialisme.

Cette situation s'est pratiquement banalisée en France, avec à toutes les époques des millions de travailleurs et leurs familles pauvres ou pouvant tout juste survivre au quotidien dans des conditions extrêmement précaires, tandis qu'entre 65 à 70% parvenaient à s'en sortir avec plus ou moins d'aisance, leur permettant d'accéder aux loisirs de masse dont il a été question précédemment sous tous les gouvernements qui se sont succédés jusqu'à nos jours. Si les loisirs de masse sont à distinguer des biens d'équipement qui libèreront les travailleurs de certaines tâches et leur feront gagner du temps, il n'en demeure pas moins que ce temps libre ne sera pas employé à bon escient et participera au contraire à leur aliénation.

Espérer une révolution dans ces conditions, c'était se faire de graves illusions ou pour ainsi dire croire aux miracles !

C'est la conclusion à laquelle je suis parvenu, tout en demeurant convaincu que c'était la seule voie pour mettre fin aux inégalités sociales et à l'injustice qui frappaient des millions de travailleurs. Pourquoi ? Parce que la majorité était également exploitée et opprimée, et elle devait se satisfaire de plaisirs futiles ou superficiels en guise de compensation à ses sacrifices, plaisirs qui ne pouvaient pas constituer un idéal ou donner un sens à la vie de chacun de ses membres, combler leur aspiration à la liberté. En réalité, il n'y avait rien qui n'en eut été plus éloigné, tout comme d'une morale humaniste, puisqu'ils ne pouvaient y faire référence sans éprouver intérieurement un sentiment de honte et d'indignité, seule une infime minorité y restant insensible. Il était donc envisageable comme au milieu du XIXe siècle, que parmi cette majorité bénéficiant de conditions de vie relativement confortables, ils s'en trouveraient pour rejoindre les rangs du prolétariat révolutionnaire.

Une explication s'impose avant de poursuivre.

Les masses ont cru conquérir davantage de liberté, alors qu'en fait ces acquis allaient se transformer en leur contraire et servir à réunir les conditions qui les réduiraient en esclavage. La diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires, au lieu de leur servir à accroître leurs connaissance et à fraterniser en s'organisant pour s'émanciper définitivement du capitalisme, vont servir à mieux les aliéner dans tous les sens du terme et les enchaîner au capitalisme, afin d'anéantir leur capacité à y mettre un terme pour longtemps, jusqu'à nos jours.

Dès les années 20 le mouvement ouvrier était devenu un allié objectif du capitalisme, c'est ce que révèlera l'orientation de la société américaine, qui servira ensuite de modèle à travers le monde, tout particulièrement ou en premier lieu dans les pays les plus industrialisés, dont la France. Et à partir des années 40, la totalité des courants du mouvement ouvrier l'adopteront, sous des prétextes ou justifications diverses, fallacieuses, démagogiques ils réaliseront une dichotomie ou séparation entre le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière du combat pour le socialisme, et comme le capitalisme tirait profit du premier par tous les bouts, le second devait finalement passer à la trappe ou disparaître ou encore sous l'effet de cette perversion ou de ce révisionnisme, dégénéré il allait être toujours plus marginalisé et réduit à l'impuissance pour aboutir au néant politique actuel.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que c'est cette orientation du mouvement ouvrier et de son avant-garde qui a permis au capitalisme de réunir les conditions de sa propre survie. Si elle fut impulsée par la social-démocratie passée dans le camp de

la réaction tout en continuant de se réclamer du socialisme, les staliniens ne feront que lui emboîter le pas tout en continuant de se réclamer du communisme, ajoutons que les trotskystes les imiteront tout en continuant de se réclamer du trotskysme, c'était dans l'ordre des choses. Donc il est erroné de faire porter la responsabilité de la situation actuelle (ou d'hier) au stalinisme, puisque les causes de la dégénérescence de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier étaient antérieures. Cette explication fournie par les trotskystes lambertistes notamment devait servir à empêcher les militants à remonter à l'origine du révisionnisme du socialisme, et à camoufler leur collusion avec la social-démocratie ou leur adhésion à son idéologie réformiste, ce qui somme toute était parfaitement logique puisque les deux facteurs étaient liés.

Reprenons et revenons aux couches et aux classes moyennes.

Il est vrai que de nos jours ils tardent à se manifester, mais il ne faut pas désespérer. En les privant de leurs petits plaisirs, plus de resto, plus de cinéma, plus de sports d'hiver, plus de croisière ou de voyage à l'autre bout du monde, plus de lèche-vitrine, pour un peu les voilà logés à la même enseigne que les plus déshérités, et on ignore pendant combien de temps ils vont le supporter, ce qui se passe dans leur tête quand ils pensent à la société dans laquelle ils vivent, et quel avenir elle réserve à leurs enfants ou petits-enfants.

L'oligarchie les a gavés, elle les a rendus obèses, avide de consommer, de posséder des biens matériels, de multiplier les expériences en tous genres et de diversifier leurs divertissements et leurs plaisirs jusqu'à l'orgie, et tout d'un coup elle leur impose une diète sévère et brutale qui pourrait constituer un électrochoc dans le cerveau de bien des membres supérieurs de la classe ouvrière, des couches et des classes moyennes qui ne supportent pas d'être privés de libertés individuelles, et qui vont devoir réapprendre le sens des libertés collectives et politiques sans lesquelles la société est vouée au chaos, à la médiocrité, à la déchéance, au fascisme ou au totalitarisme.

On nous dit aussi que c'est la longue crise ou dépression des années 30 qui a été favorable au développement du fascisme, et dire qu'il y en a encore qui n'avaient pas vu venir le coup d'Etat de Macron et LREM, le duel Macron Le Pen supervisé par l'oligarchie ou Davos n'étant que les deux faces de la même pièce du fascisme.

Autre élément à prendre en compte.

Pendant la grande dépression de 1929 à 1935, les effectifs des syndicats (CGT et CGTU) en France ont baissé, nous dit-on dans ce documentaire. Ils remonteront à partir de 36 pour se conclure par un désastre, dont on a expliqué l'origine plus haut. Les pires illusions (dans le réformisme) peuvent avoir un coût dramatique bien pire qu'une révolution.

Le New Deal à partir de 1932 aux Etats-Unis permit de créer plus de 4 millions d'emplois, alors que le pays comptait plus de 12 millions de chômeurs, le quart de la population active, ce qui constitua un échec économique, toujours dans le même documentaire, mais en revanche un succès politique... grâce à la propagande gouvernementale relayée par les médias, déjà à cette époque, c'est moi qui le précise.

Et dire qu'il y en a encore 90 ans plus tard qui tombent des nus, si face à tant de naïveté ou d'ignorance on sourit, en réalité on a plus envie de pleurer de rage quand on observe que tous les courants du mouvement ouvrier en sont les complices.

Cela devrait faire réfléchir ceux qui se posent des questions sur la capacité de résilience des masses ou leur aptitude à s'accommoder de conditions d'existence misérables à défaut de trouver la voie du socialisme et de la révolution.

Il me reste encore 20 minutes à visionner de ce documentaire, donc la suite peut-être plus tard.

Les Brûlures de l'Histoire - La crise de 29 aux Etats-Unis et en Europe

https://www.youtube.com/watch?v=sCUhuPU5BG0

Nous sommes en guerre ont déclaré Macron et les oligarques du Forum économique mondial, histoire de préparer les esprits aux conséquences qu'on est en droit d'attendre d'une guerre, qui chaque fois à pour cibles, ennemis ou principales victimes les peuples exploités et opprimés.

Maintenant il y a loin de la coupe aux lèvres ou entre les intentions ou les ambitions affichées par le Forum économique mondial et les objectifs à sa portée...

On a compris que les impostures climatique et virale devaient servir à justifier une baisse drastique du niveau de vie des masses, une régression sociale généralisée accompagnée d'une modification autoritaire de leur mode vie... Si on ne les avait pas prédit, c'est parce que nous étions trop accaparés par l'actualité quotidienne. Cependant, j'avais indiqué à plusieurs reprises que l'effondrement du capitalisme était déjà en cours, et qu'il s'était accéléré au cours des dernières décennies, ce que j'ignorais c'est quand et comment ou à quelle occasion ils passeraient à la vitesse supérieure. Au passage, tous ceux (dont les "trotskystes"

de WSWS) qui prévoyaient une nouvelle guerre mondiale tous les quatre matins et entretenaient un climat de psychose, ont démontré qu'ils n'étaient pas digne de confiance.

J'ignore si les lecteurs en ont pris conscience, le texte qu'ils viennent de lire devrait susciter une profonde réflexion, car je n'ai fait qu'effleurer un des aspects déterminant de la situation.

On retiendra principalement, que le mouvement ouvrier était passé à côté de l'essentiel en n'engageant pas, en n'encourageant pas les masses à essayer de mieux comprendre le monde dans lequel elles vivaient, en ne leur montrant pas l'exemple ou la voie à suivre, au lieu de profiter dans la parfaite insouciance qui soit de l'amélioration de leur condition, qui ne devait pas être éternelle. Il en va malheureusement ainsi de la vie de la plupart des travailleurs toutes catégories confondues, génération après génération depuis près d'un siècle. Cela nous a conduit à la société monstrueuse que nous connaissons aujourd'hui.

Je ferai remarquer au passage à ceux qui en douteraient, que mon analyse est conforme au marxisme et elle s'inscrit parfaitement dans le cadre du combat politique pour le socialisme. Bien que je m'en sois écarté pendant deux décennies pour y revenir, je leur ferai aussi remarqué que c'est parce que depuis 2001 je n'ai pas passé un jour sans lire, étudier, réfléchir 24h/24, oui même en dormant, une partie de ce que vous venez de lire m'est venu clairement à l'esprit en ouvrant les yeux ce matin, aussi fou que cela paraîtra à certains, qui en sont encore à chercher à comprendre la situation dans des livres ou des formules antédiluviennes apprises bêtement par coeur et qu'ils ânonnent comme des perroquets sans plus de cervelle.

Il faudrait qu'on nous explique en quoi il y aurait incompatibilité entre concourir à rehausser le niveau de conscience des masses et l'organisation de leurs éléments les plus évolués ou combatifs, pourquoi cela devrait demeurer impossible, puisque c'est justement de cette manière que s'y prirent Marx et Engels, puis Lénine. Au lieu de cela, que font-ils ? Ils flattent les illusions des masses qui sont à l'origine de leur insouciance qui fait leur malheur. C'est à ces opportunistes que nous devons ce bilan catastrophique, et ce n'est pas un hasard si fatalement ils en viennent à mener la guerre psychologique contre les masses au côté de l'oligarchie en entretenant un climat de psychose collective en instrumentalisant un vulgaire virus.

Tout se tient et tout finit par s'expliquer un jour. A suivre.

Haut de page

Le 7 février 2021

On ajoutera des articles lundi.

Pour se détendre un peu avant de continuer le combat.

Steve Vai - Iridium Jazz Club (2017) HDTV

https://www.youtube.com/watch?v=ZXh5nWDNHfk

L'unité est enfin réalisée... entre la gauche, l'extrême gauche avec la droite, l'extrême-centre et l'extrême droite pour vous imposer un vaccin, voire un passeport vaccinal, et nier l'existence de traitements efficaces qui soignent un banal virus au taux de mortalité mondial de 0,02% (2 millions de 7,8 milliards).

La société est à l'image de la social-démocratie libertaire (la gauche), elle devient chaque jour un peu plus nauséabonde.

Appels à la délation, chasse aux sorcières, tribunal de la pensée, milice des moeurs... Les refoulées, les complexées, les névrosés profonds, les mal dans leur peau, les hystériques ou fanatisées, les maniaco-dépressives, les cinglées en tous genre se lâchent.

- Richard Berry : « Je n’ai jamais eu de relations déplacées ou incestueuses » - Le Point 2 février 2021

LVOG - Le procédé est tellement dégueulasse qu'on en deviendrait violent envers toutes ces prostituées, ces pouffiasses mal baisées. Ce genre de procès d'intention est redoutable dès lors que la présomption d'innocence est bafouée, ce sera celui qui gueulera le plus fort qui l'emportera au détriment de la vérité.

Il y a de cela 8 ou 9 ans, au téléphone ma première épouse m'affirma qu'il m'était arrivé de prendre la voiture pour aller chercher du pain, alors qu'à moins de 200 mètres où nous avions habité il y avait 2 boulangeries boulevard Victor Hugo, c'était à Clichy

(On logea 1, rue Curton, puis aux 93, 117 et 141 Bd V. Hugo), et 150 mètres plus loin, place de la République, il y avait 2 autres boulangeries.

Ce devait être histoire de me rappeler que je n'avais jamais aimé la marche à pied. Un mythe ou une pure invention, puisque pendant très longtemps je n'eus pas d'autres moyens pour me déplacer ou sinon j'avais eu un Solex, une mobylette ou un vélo. Un jour quand j'allais à l'école à Neuilly juste en face de la mairie, il m'est arrivé de rentrer à pied jusqu'à Rueil chez mes parents. Chaque semaine je descendais plusieurs fois en bas de Rueil, j'allais à pied jusqu'à la gare située à je ne sais plus combien de kilomètres du Mont Valérien. Je revenais aussi à pied de l'école située à la hauteur du parc de Saint-Cloud. Bref, j'en ai parcouru des bornes à pied, je n'avais pas d'argent pour acheter un ticket de bus ou il n'y avait pas de bus sur mon parcours.

Imaginez qu'elle sorte cela à quelqu'un qui ne me connaît pas, et je vais passer pour un connard, un fainéant ou un fana de la bagnole. Je rappelle que je m'en passe en Inde depuis 25 ans, et lorsque je vais porter le scooter en révision à Pondichéry, je me tape une partie du chemin en bus et à pied, une dizaine de bornes dans la journée, car aucun bus ne dessert mon village, cela m'est arrivé de prendre un autorickshaw, mais c'est très cher et bruyant. Pendant 3 ans, avec mon ex-chien Yvan, chaque soir nous faisions une balade d'une heure dans des chemins déserts bordés de terrains vagues boisés, un vrai bonheur.

J'ai fini par me dire qu'elle devait vraiment me haïr pour être d'une telle mauvaise foi, et je me demande quelles autres conneries elle a pu raconter à notre fille qui dorénavant lui ressemble et me fait la gueule. Impossible d'en parler, je suis coupable avant même d'ouvrir la bouche, cela fait réfléchir. J'ai adoré cette femme bien qu'elle ne le méritait pas, c'est elle-même qui me l'avait dit, mais après ce coup-là j'ai compris que nous n'aurions plus de rapports amicaux ou normaux, la suite le confirma jusqu'à notre rupture définitive.

Sinon, quand je bossais en France, plus d'une fois j'ai été victime de cabales de la part de patrons ou de petits chefs de merde qui me percevaient comme un dangereux concurrent, parce que j'étais irréprochable et peut-être trop intelligent ou cultivé par rapports à eux, ils préféraient les techniciens serviles, flatteurs, médiocres, qui picolaient, tout ce que je détestais. Un jour j'ai été accusé par un de ces chefaillons de ne pas avoir été chez un client et d'avoir glandé une demi-journée, alors qu'il avait sous les yeux le bordereau signé et tamponné par le client où figurait la date et le temps de travail que j'avais passé sur son copieur. Il n'en démordit pas pour autant, j'aurais très bien pu y passer y rester 5 minutes au lieu de 3 heures. Quelque temps plus tard, au bout de la 7e lettre recommandée du 7e entretien avec le patron qui avait valeur de convocation avant licenciement, je fus viré sans qu'il puisse me reprocher quoi que ce soit, sinon de lui avoir tenu tête jusqu'au bout, cela ne s'invente pas.

En 2014, quand je me séparerai de ma seconde épouse, elle ira porter plainte à la police en prétendant que je l'avais jetée dehors et que je l'aurais frappée, ce qui était faux évidemment, par chance ils ne l'a crurent pas, il faut dire que plus menteur qu'un Indien tu meurs, et ils étaient bien placés pour le savoir !

Pour moi qui est absolument en horreur le mensonge ou les affabulations, c'est le genre d'histoires auxquelles je suis très sensible et qui me choquent profondément, parce que j'estime que c'est vraiment le comble de la malhonnêteté destinée à nuire gratuitement ou sciemment à quelqu'un, qui n'a aucun moyen de se défendre, puisque c'est parole contre parole, sauf quand on se connaît bien.

Les lecteurs ou militants sont habitués à être maltraités par nos dirigeants qui leur racontent de grossiers mensonges à tour de bras depuis des décennies, mais apparemment ils s'en accommodent, pas tous puisqu'un grand nombre ont fini par ne plus les supporter. Par contre, j'ignore pourquoi ils ne se tournent pas vers le courant politique que je représente, ils l'animeraient sans doute mieux que moi parce qu'ils sont sur le terrain, je leur cèderais volontiers ou cela me soulagerait de jouer un rôle secondaire.

Bon dimanche.

- 28 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Message quotidien du Ministère de la Vérité.

La guerre, c'est la paix.

La liberté, c'est l'esclavage.

L'ignorance, c'est la force.

Le mot du jour : Chantage ou otage en totalitarisme : « vacciné ou enfermé, ou socialement mort ».

Ce n'est pas l'avis de nos braves révolutionnaires biberonnés à la Ve République.

Quand on lit, que ce n'est pas le virus qui est responsable de la crise et de l'avalanches des mesures que subit la population, mais le gouvernement au service du capital financier (POI), on se dit qu'on a été idiot de croire que c'était la seule réponse que les marionnettistes de Macron avaient trouvé à la crise généralisée du capitalisme, et qu'ils pouvaient y recourir sans prendre trop de risques, sachant qu'ils bénéficieraient de la neutralité bienveillante de l'ensemble du mouvement ouvrier, trotskystes, révolutionnaires, anticapitalistes inclus.

Nous vivons une situation ou un crise inédite dans l'histoire de la civilisation humaine, que personne n'aurait pu prévoir ou qui n'a jamais été décrite nulle part.

Force est de constater qu'on a été incapable de l'éviter, et que par conséquent on se retrouve en grande partie désarmée ou en mauvaise posture pour la combattre efficacement. Les enseignements que nous avaient légués les marxistes devaient servir à nous guider au cours d'un processus historique marqué par les contradictions du capitalisme, qui exacerbées à la limite de ce qu'elles pouvaient supporter menaceraient ou entameraient ses fondements économiques, de sortes que les rapports entre les classes en seraient perturbés ou modifiés au point de laisser place à une confusion extrême en apparence inextricable, que personne ne serait pratiquement en mesure de démêler sur le plan politique pour en percevoir l'issue ou déterminer une stratégie ou les moyens pour en sortir un jour conformément aux besoins et aspirations des masses, entraînant la déchéance et la putréfaction de l'ensemble de la société.

Les hommes conçurent des instruments pour mesurer les différents états de la matière, au fur et à mesure qu'ils en découvrirent les propriétés ou les transformations par lesquelles elle était passée, avant c'était inconcevable ou inimaginable.

En politique, on n'a pas voulu respecter cette loi élémentaire de la dialectique. On a ignoré ou sous-estimé une multitude de facteurs déterminants liés au développement des forces productives, ainsi que scientifique et technologique, à la démographie mondiale exponentielle, aux comportements ou contenus des différentes représentations idéologiques anciennes ou nouvellement créées, à la sophistication des moyens de communication ou de propagande, d'aliénation des masses, qui contribuèrent à modifier en profondeur la société, tandis que la crise du capitalisme était vouée à atteindre son paroxysme et devait conduire inexorablement à son effondrement, sans que personne ne puisse expliquer ou plutôt ne tiennent à expliquer, ni comment ni pourquoi il ne s'était pas déjà produit, tant il était trop compromettant pour tous les protagonistes de le dévoiler.

Il suffit d'écouter ou de lire les explications que les uns et les autres fournissent, pour comprendre immédiatement qu'ils n'ont rien appris des erreurs du passé qu'ils reproduisent sans cesse, au point de se demander si leurs intentions n'avaient pas été depuis le début plutôt de s'accommoder du régime au lieu de l'affronter, ce qui expliquerait pourquoi spontanément ils ont adopté sa pandémie de nature idéologique.

Guerre idéologique. Tout est possible, un argument et un instrument démagogique des propagandistes social-démocrates libertaires.

5 conseils pour changer le monde dès maintenant - Franceinfo 4 février 2021

Si eux l'ont fait, vous aussi, vous pouvez. Sarah Durieux, directrice de Change.org France et autrice de "Changer le Monde", donne ses conseils. Franceinfo 4 février 2021

En France, mais non ballot, en Russie

Manifestations de soutien à Navalny : "Le pouvoir tient, mais il tient par la peur", affirme une spécialiste de la Russie - Franceinfo 1 février 2021

Côté pile et côté face de l'extrême droite.

- Le mouvement Black Lives Matter proposé pour le prix Nobel de la paix...

- Le Rassemblement national propose d'interdire le voile dans l'espace public...

Unité pour renverser le régime.

« La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents

de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement - sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible - et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne "s'épurera" pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises. »

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700k.htm

LVOG - Où Lénine aurait-il affirmé qu'il fallait flatter chez ces "*éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés* (...) *leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs*" sur le plan politique ? Nulle part. Quand à "*l'avant-garde consciente de la révolution*" elle est inexistante ou en dessous de tout, elle n'admet même pas dans ses rangs le moindre désaccord avec la politique de ses dirigeants quand bien même ces désaccords ne remettent pas en cause ses principes fondamentaux. Du coup on est en droit de s'interroger sur la nature de l'épuration qu'elle pratique dans ses propres rangs, ne serait-ce pas parce qu'elle aurait été gagnée elle-même par ces préjugés, ces fantaisies réactionnaires, ces faiblesses et ces erreurs ?

Peut-on sérieusement espérer unir et orienter le combat des masses sans caractériser le régime en place à abattre ?

J'ai soutenu les docteurs Maudrux, Raoult, Perronne, Fouché et d'autres qui font partie de la petite bourgeoisie, parce qu'ils proposaient des traitements et dénonçaient la dictature sanitaire imposée par Macron, ils ont également sauvé de nombreuses vies, mais quand ils manifestèrent des illusions dans le régime ou tergiversèrent sur la vaccination, je les combattis. Et quelle position nos dirigeants ont-ils adoptée? Les plus corrompus refusèrent de les soutenir quand bien même le combat de ces médecins était légitime, les autres tinrent des discours ambigus.

Apparemment ces médecins acculés se radicalisent à nouveau, disons dans la bonne direction, il est donc de notre devoir de les soutenir en mentionnant que nous ne partageons pas toutes leurs positions, dont celle sur la vaccination à la covid-19.

L'extrême gauche dite trotskyste y est-elle prête ? Pas vraiment, elle est devenue le suppôt de la pire réaction.

POI - Informations ouvrières n° 639

- Cette résistance, c'est celle qu'expriment des milliers de jeunes qui veulent pouvoir vivre, étudier, c'est celle qu'expriment les enseignants, les personnels hospitaliers... Dans de larges couches de la population, une recherche est en cours pour trouver les voies pour résister, pour mettre fin à cette politique insupportable, vertébrée par un état d'urgence sanitaire étouffant sans cesse prolongé.

LVOG - Ah ces révolutionnaires qui veulent justes vivre ! Quelle exigence extravagante tout de même. Vous ne craignez pas d'en faire beaucoup trop, faites attention, on pourrait vous taxer de gauchistes, de complotistes, d'extrémistes, de terroristes.

Vivrions-nous sous un régime fascisant ou totalitaire ? Pensez-vous, pas du tout, il est tout ce qu'il y a de plus républicain, démocratique, pour un peu socialiste, disons un brin social, c'est simplement "*un état d'urgence sanitaire étouffant*", prenez un peu l'air, allez boire un coup, offrez-vous un resto, une toile, un fut ou je ne sais quoi et les voilà servis, heureux de "*pouvoir vivre*" enfin !

Les deux font la paire.

POID

Indécrottable, incurable !

- Editorial de La Tribune des travailleurs - « Mais qu'attendent-ils pour rompre ? » par Daniel Gluckstein - 3 février 2021

Qui ? Les dirigeants de LFI. Pourquoi LFI ? Parce que le POI en est l'allié. Mais encore ? Rien d'autres, c'est juste une histoire entre boutiquiers.

Ah ces trotskystes champions de l'unité ! De qui au fait ? Non ce n'est pas un canular.

J'ai appris qu'un courant, qui se réclamait du trotskysme et qui reprochait aux POI (CCI), POID (TCI), NPA et LO d'avoir trahi le trotskysme, avait rejoint l'UPR, un parti dirigé par un ex-cadre de l'UMP, et ce courant trotskyste appelle à une candidature commune PS-PCF-LFI pour la présidentielle de 2022.

NPA

Quelques titres suffiront à vous donner la nausée.

- L'État condamné pour « inaction climatique », c'est bien mérité !

- La PMA, tout de suite ! La manif pour tous hors de nos vies !

- Le fiasco de la politique vaccinale en France

GMI

Pandémie, capitalisme et turpitudes - 21 janvier 2021

LVOG - Le même discours que les Pieds nickelés du Conseil scientifique corrompu de Macron et les médias.

Raoult, professeur à l'université d'Aix-Marseille (...) Sa potion magique est une combinaison d'hydroxychloroquine, un antipaludéen, et de l'azithromycine, un antibiotique.

LVOG - Le GMI se fait faussaire quand il ne dit pas que le "1,8 million de morts"a été recensé essentiellement parmi les pays qui n'ont pas traité avec l'hydroxychloroquine et l'azithromycine.

GMI - Son remède ne vaut pas mieux que son pronostic : en un an, on compte dans le monde 1,8 millions de morts pour 81 millions de malades.

LVOG - Porte-parole du Forum économique mondial, Gavi et de l'OMS

GMI - Fin mai, faute d'essais probants, Véran gèle l'usage de la chloroquine en France, Raoult proteste et Méditerranée infection poursuit dans l'illégalité. Les États-Unis retirent, durant l'été, la chloroquine des médicaments conseillés. Enfin, l'Organisation mondiale de la santé déconseille la plupart des médicaments « repositionnés » après deux essais cliniques à grande échelle.

LVOG - Ils passent sous silence les résultats obtenus avec l'hydroxychloroquine et l'azithromycine à l'IHU de Marseille et à l'hôpital de Garches (Perronne), ils escamotent plus de 100 études dans le monde qui démontrent que ces molécules permettent de faire baisser la charge virale et d'éviter l'hospitalisation, l'oxygénation et la réanimation quand ils sont prescrits au stade précoce de la maladie. Et ils ignorent l'existence de l'ivermectine encore plus efficace, bref, c'est la voix de Big Pharma.

GMI - Raoult soulève un tel espoir que les chefs du parti fascisant et d'un parti social-chauvin se le disputent.

LVOG - L'amalgame pourri digne de la pire réaction, quand on a à l'esprit que c'est la vie de dizaines de milliers de personnes qui étaient en jeu. Parce que Mélenchon ou Le Pen proclamerait que ces molécules sont efficaces, il faudrait se garder de les utiliser, dogmatiques de merde, criminels ces soi-disant trotskystes !

Et dire qu'un de leur militant m'a écrit en se demandant ce que je reprochais au GMI, apparemment il ne sait pas lire ou il est complètement conditionné.

GMI - Crise sanitaire, crise économique, le « quoi qu'il en coûte » est pour les travailleurs - 15 janvier 2021

LVOG - Ils y tiennent à leur pandémie, ces gens-là n'ont absolument aucun esprit critique.

GMI - - Un an après le commencement de la pandémie de covid-19 (...) Elle a généré une crise sanitaire dont l'issue est encore lointaine (...) Partout dans le monde, les travailleurs, les pauvres sont les premiers à en faire les frais. (..)

LVOG - Foutez la paix aux pauvres, ils ne vous ont rien fait et ils ne vous demandent rien, et pour cause : Ils se portent mieux que vous ! Et de cautionner les mesures liberticides adoptées par Macron.

GMI - Face à la situation épidémique, Macron s'est vu contraint d'imposer un deuxième confinement. Pour autant il s'agit avant tout de limiter les contaminations tout en maintenant l'essentiel des activités économiques.

LVOG - La voix du gouvernement fascisant. Contaminations ne signifient pas forcément contagieux, malade ou menacé de mort, on croirait entendre Salomon le croque-mort de service du monarque.

GMI - Dans ces conditions, le niveau des nouvelles contaminations quotidiennes se maintient aux alentours de 20 000. (...) Depuis le début de la pandémie en mars 2020, 70 283 personnes sont mortes du covid au 17 janvier 2021 selon Santé publique France, et le nombre de morts recensés pendant la deuxième vague depuis septembre est plus important que celui de la première vague, malgré les progrès dans la prise en charge des malades.

LVOG - Ils gobent tout ou ils prennent pour argent comptant tout ce que raconte Macron et ses acolytes, à part cela ils ne seraient pas sous l'influence de l'idéologie totalitaire du régime. Et de gémir comme à LO :

GMI - Le début de la campagne de vaccination, chaotique, est un échec

LVOG - Tant mieux, on s'en félicite ! Décidément tout ou presque nous oppose. Mais au fait, qui se place au côté des masses, l'extrême gauche qui veut à tout prix leur infliger un vaccin inutile et potentiellement dangereux, ou La Voix de l'Opposition de Gauche qui leur propose des traitements efficaces pour cesser d'avoir peur, se soigner ou éviter de mourir prématurément ?

Éditorial du bulletin « Combattre pour le socialisme » n°78 (n°160 ancienne série) - 21 janvier 2021

LVOG - Et c'est parti pour la pandémie et le catastrophisme.

CPS - La pandémie est repartie de plus belle, dépassant tous les records du printemps dernier. La Grande-Bretagne est dévastée, et on estime qu'une personne sur trente a été ou est infectée à Londres. (...) Tout concourt ainsi à la catastrophe sanitaire.

LVOG - Et au même moment, les capitalistes et les milliardaires les plus riches engrangeaient des centaines de milliards supplémentaires. Mieux plus loin dans leur article ils le mentionneront. Voilà donc encore un exercice de double langage en quelques paragraphes, chapeau !

CPS - Sans doute la pandémie n'a pas été créée de manière délibérée par le système capitaliste lui-même. Elle affecte durement la possibilité pour les capitalistes d'extorquer la plus-value dans des conditions « normales » et constitue donc pour la classe bourgeoise un rude problème, même s'il faut immédiatement ajouter que ce sont les masses populaires qui en sont les premières victimes.

LVOG - Et eux aussi de se faire les porte-parole de Big Pharma.

CPS - Il faut dire dès maintenant un mot de la campagne de vaccination engagée un peu partout dans le monde. Elle s'engage dans les conditions qui sont celles de la gabegie capitaliste ...

LVOG - En voilà encore qui ont tout compris de travers.

CPS - Cette gabegie fait obstacle au but de la bourgeoisie elle-même, qui cherche à réaliser une vaccination de masse, non pas pour le bien être des populations, mais pour rétablir au plus vite les conditions optimales de l'exploitation de la force de travail, et pour éviter que la pandémie ne submerge en particulier les personnels hospitaliers qui, partout en nombre insuffisant, doivent y faire face.

LVOG - Nous au contraire on en vient à savourer cette gabegie, ce chaos ou bordel qui nous a été imposé, parce que plus il dure et plus les masses auront l'occasion d'en prendre conscience, c'est une aubaine en réalité. Les esprits faibles et les pleurnichards rétorqueront que les masses en souffrent, certes, ils devront passer par bien des sacrifices pour conquérir leur émancipation, une leçon que nos marxistes de pacotille ont oubliée.

CPS - De telles conditions d'administration du vaccin suscitent du même coup les réticences d'une partie de la population. Ces réticences ont d'autres raisons que l'influence des thèses obscurantistes et réactionnaires, qui fleurissent par ailleurs, que l'hostilité au principe même de la vaccination.

LVOG - Là j'ai ma dose de désinformation, je vous laisse poursuivre cette lecture ou perdre votre temps si vous en avez à revendre, pas moi à lire toutes ces conneries.

http://socialisme.free.fr/bulletin/2021_01_21_cps_78_160as_editorial.htm

LO

LO en VRP de Big Pharma regrette la "vaccination à pas de tortue" et gémit de "se résoudre à vivre avec le coronavirus pendant encore des mois" (Editorial des bulletins d'entreprise 01/02/2021)

Si vous n'êtes pas encore dégoûtés par le communisme, vous devriez l'être après avoir lu ce passage extrait de *Pénurie de vaccins : la rançon du capitalisme* du 27 Janvier 2021 :

LO - Pas un jour, pas une discussion ne passent sans que soit évoqué le manque de vaccins, les difficultés voire l'impossibilité d'obtenir un rendez-vous pour se faire vacciner. Certes, ce n'est pas une mince affaire que de produire, acheminer, livrer et injecter les millions de doses qui pourraient protéger la population. Mais ce qui bloque l'arrivée des vaccins, c'est d'abord et avant tout la propriété privée et son sacro-saint profit, au moment où il serait nécessaire de mettre en commun tous les savoir-faire, tous les moyens de production.

LVOG - Comme quoi "*la propriété privée et son sacro-saint profit*" ont du bon pour une fois, ils ont sauvé des vies malgré eux ! Ces zélés réactionnaires en redemandent, ce n'est pas une blague :

LO - Au mois de mars dernier, il était impossible d'imaginer qu'on aurait un vaccin efficace et sûr à la fin de l'année, on pensait qu'il faudrait au moins 18 mois à deux ans. Pourtant, des scientifiques l'ont mis au point et testé. Et, pour n'en citer qu'un, le vaccin de Pfizer/BioNTech est là. Mais Pfizer accumule maintenant les retards de livraison.

LVOG - La suite était à l'avenant, à vomir. Je n'ai ni l'envie ni le courage de le commenter. Je vous donne l'adresse pour le vérifier vous-mêmes, on croirait avoir affaire à des actionnaires de Pfizer/BioNTech, Sanofi, Moderna ou AstraZeneca.

https://journal.lutte-ouvriere.org/2021/01/27/penurie-de-vaccins-la-rancon-du-capitalisme_154270.html

Qui a dit ?

- "*C'est un pays libre, Vous ne pouvez pas interdire l'expression politique*".

Réponse : l'histrion du régime, Jean-Luc Mélenchon, samedi 30 janvier sur France 2. Le HuffPost 31 janvier 2021

La France "*un pays libre*", il fallait oser le sortir, comme quoi cette ordure n'en a rien à foutre du sort des masses.

A bas le PS, la social-démocratie libertaire et liberticides, l'alternance et le Front populaire !

Covid-19: Olivier Faure (PS) prône des confinements territorialisés - AFP 31 janvier 2021

Présidentielle 2022 : Olivier Faure veut "refonder un grand parti à gauche à l'automne prochain" - Europe1 31 janvier 2021

Europe1 - Invité du Grand Rendez-vous sur Europe 1 dimanche, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a déclaré vouloir "refonder un grand parti à gauche" en vue de la présidentielle de 2022, "pour pouvoir arriver à créer les conditions d'une alternance".

LVOG - Dans le camp de la réaction la "*concurrence*" est rude pour faire le sale boulot pour le compte de l'oligarchie totalitaire. Ils veulent refaire le coup pourri de l'embrigadement de la jeunesse des années 70-80.

Olivier Faure - "Il faut retrouver dans ce pays une gauche qui enthousiasme, qui emmène les jeunes générations", a déclaré le premier secrétaire au micro du Grand rendez-vous d'Europe 1-Les Échos-CNews. "Je crois que nous devons avancer avec toutes celles et ceux qui le souhaitent pour pouvoir refonder" un parti de gauche capable de concurrencer la droite. C'est-à-dire "avec cette nouvelle génération qui pense à la fois en référence à ce que sont nos principes et nos valeurs qui n'ont pas fondamentalement bougé, mais aussi en les adaptant au fur à mesure au monde nouveau dans lequel nous sommes entrés."

LVOG - Leur "*vision*" on la connaît par coeur, c'est celle du Forum économique mondial ou Davos.

Europe1 - En effet, avance Olivier Faure "nous sommes face à des défis qui sont des défis majeurs, notamment le réchauffement climatique, mais aussi le passage à l'économie numérique, le capitalisme de surveillance. Bref, tous ces sujets sur lesquels nous sommes attendus et sur lesquels il va falloir développer une vision."

LVOG - Leur "*pensée homogène*", c'est celle qui s'est employée à semer le chaos et la violence dans la société pour le compte de ceux qui gouvernent.

Europe1 - Et parmi cette génération montante du PS, capable selon lui de faire bouger les lignes, il cite le maire de Montpellier Michaël Delafosse, mais aussi Mathieu Klein à Nancy, Nicolas Mayer-Rossignol à Rouen, Johanna Rolland à Nantes, Nathalie Appéré à Rennes... "Ce sont des gens qui ont une expression, qui ont une pensée et il se trouve qu'ils ont plutôt une pensée homogène. Et c'est une génération qui a envie, effectivement, de marier l'écologie, le social, le démocratique et le féminisme. Voilà les quatre piliers sur lesquels nous nous fondons". Europe1 31 janvier 2021

Les syndicats bras armés de Big Pharma ou du Forum économique mondial, qui en doutait ?

- Vaccination obligatoire pour les salariés : « On peut l'imaginer », selon Philippe Martinez - Publicsenat.fr 1er février 2021

Invité de la matinale de Public Sénat, « Bonjour chez vous », le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez ne s'est pas montré hostile à la vaccination obligatoire des salariés quand les doses seront suffisantes pour l'ensemble de la population. Mais il met en garde contre une toute nouvelle forme de discrimination. Publicsenat.fr 1er février 2021

SUD est sur la même ligne.

- «Baisse de production des vaccins»: le syndicat SUD des sapeurs-pompiers du Rhône a déclaré ce samedi 30 janvier sur Facebook «l'arrêt immédiat» de la vaccination pour ses personnels.

Dans un message publié ce samedi sur sa page Facebook, le syndicat SUD des sapeurs-pompiers du Rhône a annoncé «l'arrêt immédiat» des vaccinations contre le Covid-19.

Il a rappelé que depuis l'annonce nationale officielle du mardi 12 janvier, les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires de plus de 50 ans pouvaient être vaccinés s'ils le souhaitaient. sputniknews.com 30 janvier 2021

LFI ou La Folle Inquisition. Une poissonnière est respectable, une imposture, non.

LVOG - J'ignore si les lecteurs ont pris conscience de l'extrême gravité des conséquences qui découlent des restrictions actuelles portées à la liberté d'expression, qui s'inscrivent dans une dérive totalitaire et répressive, qui demain ou même dès maintenant interdisent de caractériser précisément la nature du discours ou du comportement d'un acteur politique ou même d'un simple citoyen, qui pourra faire l'objet d'une plainte et d'une condamnation, de préférence après avoir été calomnié, humilié, jeté en pâture à l'opprobre public, à quel degré d'infamie sont parvenues les médias, le législateur, les institutions de la Ve République.

Que LFI y participe n'a rien d'étonnant puisque la social-démocratie libertaire leur sert de boussole idéologique, ce tribunal de l'inquisition de l'oligarchie est destiné à formater les esprits et à flétrir, censurer, bannir ses opposants, dont les membres de LFI ne font pas partie, qui ne l'avait pas compris ?

En famille chez les inquisiteurs.

- "Sexisme" à l'Assemblée: Richard Ferrand "condamne fermement" - AFP 5 février 2021

La députée LFI Mathilde Panot a obtenu des excuses de l'élu LREM Pierre Henriet, mercredi 3 février, après avoir été qualifiée de "poissonnière" la veille à l'Assemblée nationale. Dans un courrier adressé au président de l'Assemblée, Richard Ferrand, elle réclame désormais une "sanction" après cette insulte qu'elle qualifie de "sexiste" : "Ce n'est pas une question personnelle. C'est notre institution qui ne doit pas laisser passer ça", a déclaré Mathilde Panot à l'AFP.

Dans la vidéo des débats, on entend clairement qu'un député, non identifié sur le moment, lance "la poissonnière !" avant une intervention de Mathilde Panot à la tribune. Mise au courant, la députée "insoumise" a protesté une heure plus tard lors d'un rappel au règlement pour "fait personnel". Elle précise avoir reçu le soutien de plusieurs collègues, y compris au sein de la majorité LREM, comme celui de la présidente de la commission des lois, Yaël Braun-Pivet.

Pierre Henriet s'est excusé sur Twitter, réfutant cependant toute intention sexiste dans son propos. "Mathilde Panot passe son temps à vociférer à la tribune et à couper la parole", a-t-il soutenu. "J'étais excédé et mon propos n'est en rien une injure, encore moins sexiste, c'est une expression pour dénoncer son comportement comme je le fais aussi pour ses collègues masculins." "Si elle se sent à tort insultée, je la prie de bien vouloir m'excuser", a-t-il complété. "Au passage, je remercie ses camarades 'insoumis' pour les centaines d'insultes dont ils me couvrent – de quel côté donc est le mépris ?"

Lors de l'incident, le président de séance, David Habib (PS), a déclaré "ne pas être au courant de ce qui a été dit", mais transmettre au président de l'Assemblée nationale l'interpellation de Mathilde Panot. Mercredi soir, à nouveau au perchoir, il a indiqué que Richard Ferrand allait "rassembler les éléments" et "aura l'occasion de s'exprimer" sur le sujet.

Mathilde Panot ajoute qu'une autre insulte, "la folle", lui a été lancée par un "député LREM" et demande une "identification sans délai de l'auteur" de ces propos, également audibles dans la vidéo des débats. AFP 5 février 2021

LVOG - Le totalitarisme fait de plus en plus d'adeptes zélés et prend aussi la forme d'une chasse aux sorcières au langage déviant en manipulant les signifiés des mots. C'est là qu'on s'aperçoit à quel point l'influence des principes des puritains anglo-saxons fait des ravages et parasites tous les rapports, sème la haine et la violence, le chaos, c'est leur but.

En complément.

- États-Unis : l'élue Marjorie Taylor Greene sanctionnée pour des propos complotistes - LePoint.fr/AFP 5 février 2021

Seul un gouvernement mondial peut incarner le progrès social, la sécurité, la liberté, la paix.

Quand les Etats sont défaillants, quelle autre alternative existe-t-il ? Suivez la piste du Forum économique mondial.

LVOG - La famille Rothschild est le principal actionnaire avec la famille Agneli de The Economist, revue financière et idéologique de l'extrême-centre, ils font partie du clan des oligarques qui dirigent le Forum économique mondial. Ces farouches ennemis de la démocratie sont les mieux placés pour en parler.

La démocratie figure en bonne place dans les blogs de la NED/CIA, du Forum économique mondial, du FMI, de l'UE, de la Banque mondiale, de tous les multimilliardaires philanthropes anglo-saxons, elle est dans la bouche de tous les présidents, y compris ceux des banques centrales. Il fallait le rappeler pour mesurer à quel degré d'imposture ils sont parvenus. Ils s'en servent pour désigner et combattre leurs ennemis, cela peut être des Etats, des chefs d'Etat ou de gouvernement, des ministres, des opposants en tous genres à leur idéologie qui sont loin d'être des anticapitalistes.

Ce sont eux qui portent la responsabilité de la pandémie virale qui a conduit 193 Etats à museler et confiner leurs peuples, à leur imposer toute un arsenal de mesures liberticides, antisociales, donc antidémocratiques. C'est le sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui leur a dicté ces mesures, et c'est ce même clan de l'oligarchie mondialiste qui dénonce aujourd'hui ces Etats d'avoir porté atteinte à la démocratie, autrement dit ils ne sont pas digne de confiance et de gouverner, il faut donc leur retirer le pouvoir qu'il leur reste ou un gouvernement mondial placé sous notre contrôle ne pourrait pas faire pire, tous les peuples doivent y réfléchir, CQFC.

Maintenant, voyez comme c'est présenté, enrobé, leurs véritables intentions sont méconnaissables ou disparaissent totalement, un vrai tour d'illusionnistes.

La France, une « démocratie défaillante » ? - LePoint.fr (avec AFP) 4 février 2021

Une longue étude publiée mercredi 3 février 2021 par The Economist diagnostique en effet un inquiétant reflux des fondements de la démocratie en 2020 dans près de 70 % des pays du globe. En cause ? Les restrictions provoquées par la lutte contre la pandémie. Et la France ne fait malheureusement pas exception.

Si le phénomène est mondial, la « suppression des libertés individuelles dans les démocraties avancées a été le fait le plus marquant de 2020 », relève l'étude. « L'abandon volontaire de libertés fondamentales par des millions de gens a été peut-être une des occurrences les plus remarquables de cette extraordinaire année [...], mais nous ne pouvons pas conclure que le haut niveau d'acceptation des mesures de confinement signifie que les gens dévalorisent la liberté », a commenté Joan Hoey, responsable de l'étude. « Ils ont simplement jugé, sur la base des preuves [...], qu'éviter des décès catastrophiques justifiait une perte de liberté temporaire », selon elle. (Admirez l'énorme mensonge, "*sur la base des preuves*" qui n'ont jamais existé ou que ces faussaires ont eux-mêmes fabriquées. - LVOG)

L'inquiétante note de la France

L'Hexagone, qui pointe à la 24e place sur 167 pays, est relégué dans la catégorie des « démocraties défaillantes », avec un indice de démocratie s'élevant à 7,99 sur 10, contre 8,12 l'année dernière. La Belgique est aussi dans cette catégorie avec une note de 7,51. Pour les chercheurs du groupe britannique, la France a perdu des points en raison des « restrictions de la liberté de déplacement » au travers de « plusieurs confinements et des couvre-feux nationaux », écrivent-ils dans leur rapport. (Pour un peu on croirait que les oligarques auraient été opposés à ces mesures liberticides, alors que le Forum économique mondial et la Fondation Rockefeller les avaient mentionnées antérieurement comme incontournables dans de volumineux rapports. Le Point le passera sous silence évidemment. - LVOG)

Au-dessus de 8, les pays sont considérés comme des « démocraties à part entière ». Cette catégorie regroupe les 23 premiers pays, le premier étant la Norvège avec un indice de 9,81. La Suisse ou encore le Canada y figurent. Sur la dernière décennie, la France a, pour sa part, figuré à deux reprises dans ce prestigieux groupe : en 2019 et en 2014.

Bonnet d'âne pour la Corée du Nord

L'indice de démocratie est calculé tous les ans par l'unité de recherche du groupe britannique The Economist. Il est calculé en base 10 selon 60 critères, regroupés en cinq catégories d'évaluation : processus électoral et pluralisme, libertés civiques, fonctionnement du gouvernement, participation politique et culture politique.

Avec un résultat mondial de 5,37, c'est « la pire moyenne mondiale depuis la création de l'indice en 2006 ». La plus forte baisse concerne le Mali, tandis que Taïwan enregistre, de son côté, la plus forte hausse. Le pays le moins bien classé en 2020 est la Corée du Nord, avec un indice de démocratie de 1,08, classée parmi les « régimes autoritaires ». LePoint.fr (avec AFP) 4 février 2021

LVOG - Je ne peux pas résister à l'envie de publier ce qu'un internaute avait jugé bon de préciser pour caractériser cette tromperie :

- "*Allez croire que l'industrie pharmaceutique lutte contre les maladies, c'est comme qui dirait croire à des fabricants d'armes qui lutteraient pour la paix !*"

Les stratégies de l'oligarchie financière que les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier ont soutenues.

LVOG - Dans les deux cas ci-dessous, dès le départ les dés étaient pipés, nous l'avions relevés, et les évènements qui allaient se produire avaient été programmés. Nos dirigeants le savaient, ils ont malgré tout décidé de passer outre, pire, de les instrumentaliser afin de faire naître bien des illusions et des espoirs dans la tête de nombreux militants ou travailleurs, qui serviront finalement leurs ennemis.

Vive le Brexit !

- Le Royaume-Uni demande à rejoindre l'Accord de partenariat transpacifique - Reuters 1 février 2021

LVOG - On se marre en pensant à tous les opportunistes et écervelés qui ont fait la promotion du Brexit pendant des années. Quand les militants comprendront-ils qu'ils sont en permanence manipulés par leurs dirigeants ? Et ce sont eux qui veulent changer la société, on croit rêver !

Vive les «***printemps arabe***» !

- Une décennie après les événements du dit «printemps arabe» qui ont bouleversé plusieurs pays du Maghreb, du Moyen-Orient et du péninsule arabique, l'ancien diplomate français et essayiste Michel Raimbaud nous livre son opinion sur ses conséquences. (RT)

Lorsqu'au cœur de l'hiver 2010-2011 apparaissent à Tunis puis au Caire les premières «révolutions arabes» qu'à la hâte on baptise «printemps», elles jouissent d'un préjugé favorable, fleurant la liberté et le renouveau. Expéditives, elles dégagent illico presto des «tyrans» indéracinables et font forte impression : leur victoire est inéluctable et l'épidémie semble vouée à gagner tous les pays arabes.

Tous ? Pas tout à fait. Les Etats touchés - Tunisie, Egypte, Libye, Yémen, Syrie, et à partir de janvier 2011 l'Algérie et la Mauritanie - ont en commun d'être républicains, modernistes, sensibles au nationalisme arabe, à une laïcité tolérante, et une question viendra à l'esprit : «Pourquoi nous et pas eux ?». L'avenir le dira, le «eux» désignant les rois, roitelets ou émirs qui échappent miraculeusement au printemps et semblent promis à un éternel été bien climatisé : l'Arabie de Salman et Ben Salman, les Emirats de Zayed et Ben Zayed, le Qatar de la famille Al Thani, etc. Invitons Maroc et Jordanie et voilà toutes les monarchies, de l'Atlantique au Golfe, à l'abri pour prêcher la «révolution»…Dans la bouche d'un cheikh wahhabite ou d'un émir, le mot semble cocasse mais il suffit de lui donner son sens étymologique (mouvement astronomique qui ramène au point de départ) pour trouver qu'il sied bien à un mouvement conduit par les fondamentalistes avec l'appui de l'Occident afin de briser la rhétorique du mouvement national arabe : ce que les experts de «nos grandes démocraties» auto-claironnantes refuseront d'admettre.

En revanche, dans les pays arabes et ailleurs, beaucoup auront compris très vite ce que ces printemps en hiver n'étaient pas, c'est-à-dire des révolutions «spontanées, pacifiques et populaires». Bien que fleurissent les promesses de lendemains qui chantent, il ne faudra pas longtemps pour déchanter : dans le vide créé par le dégagement des «tyrans», c'est le désordre qui va s'installer plutôt que la démocratie attendue. La sidération fera place à la désillusion, le «chaos créateur» des néoconservateurs et la barbarie des extrémistes faisant mauvais ménage avec la douce musique des promesses. (« Printemps arabe » – Dix ans après…

Ne me parlez plus de jasmin ! Par Michel Raimbaud - Mondialisation.ca, 04 février 2021)

C'est quoi le libéralisme libertaire ?

- Dans un autre essai paru dans The Road from Mont Pélerin, Keith Tribe a écrit :

Ce qui distingue le néolibéralisme du libéralisme classique, c'est l'inversion entre les relations politiques et économiques. Les arguments en faveur de la liberté deviennent économiques plutôt que politiques, identifiant l'impersonnalité des forces du marché comme le principal moyen d'assurer le bien-être populaire et la liberté personnelle.

Ainsi, toute critique du néolibéralisme devient une critique de la liberté elle-même, et doit donc être punie par l'État en tant que 'terrorisme'.

Toujours dans cet ouvrage, Rob van Horn et Philip Mirovsky observent que le néolibéralisme est avant tout une théorie de la réorganisation de l'État pour garantir le succès du marché et de ses principaux acteurs, les grandes entreprises. (La voie dangereuse de la Suisse vers l'extrême-droite Par Franklin Frederick - Mondialisation.ca, 02 février 2021)

Voilà ce qu'arrive avec l'IA !

- Une consommation régulière de cannabis responsable d'une baisse de QI - Yahoo Actualités 2 février 2021

Totalitarisme. Ils osent tout.

LVOG - Ce sont les mêmes qui avec le même aplomb prétendaient qu'il provenait du marché aux animaux sauvages et qui niaient farouchement qu'il aurait pu provenir du labo de Wuhan ou d'un autre.

- Les experts de l'OMS visitent le labo de Wuhan accusé d'avoir laissé fuiter le Covid-19 - LePoint.fr 3 février 2021

LVOG - J'ai lu 2 jours plus tard qu'ils en seraient déjà arrivés à la conclusion qu'il fallait chercher ailleurs, mais où cela ? Pourquoi pas aux Etats-Unis, en France, qui sait ?

DEUXIEME PARTIE

Totalitarisme. Le fascisme ordinaire s'installe en France et ailleurs.

L'Assemblée nationale unanime vote le nouveau délit de "séparatisme" - BFMTV 5 février 2021

L'Assemblée nationale unanime a donné ce jeudi soir son feu vert au nouveau délit de "séparatisme", une des mesures phares du projet de loi "confortant le respect des principes de la République", voulu par Emmanuel Macron.

Au quatrième jour d'examen de ce texte qui vise l'islamisme radical, les députés ont adopté son article 4 par 130 voix pour et 4 abstentions.

Il prévoit de punir de cinq ans d'emprisonnement et 75.000 euros d'amende toute personne menaçant, violentant ou intimidant un élu ou un agent du service public dans le but de se soustraire totalement ou partiellement aux règles des services publics. Si l'infraction est commise par un étranger, une interdiction du territoire français pourra être prononcée.

Ces dispositions doivent permettre de pénaliser la pression communautariste et font partie des mesures préparées par le gouvernement après l'assassinat en octobre dernier de l'enseignant Samuel Paty, qui avait subi des menaces après avoir montré des caricatures de Mahomet à ses élèves. BFMTV 5 février 2021

LVOG - Il suffira demain qu'un élu ou un fonctionnaire vous accuse de l'avoir menacé, pour que vous fassiez l'objet d'une procédure judiciaire...

Couvre-feu à 18h : Gérald Darmanin annonce une augmentation de 30% des contrôles depuis samedi - BFMTV 31 janvier 2021

"Les Français doivent savoir qu'après 18 heures ils ont beaucoup de chance de se faire contrôler et donc verbaliser", a averti Gérald Darmanin en précisant que 600.000 contrôles avaient eu lieu depuis l'instauration du couvre-feu à cet horaire.

Le ministre de l'Intérieur a par ailleurs indiqué que 65.000 contrôles avaient été effectués sur le territoire pour la journée de samedi seulement et que 6000 verbalisations avaient eu lieu à la suite de ces contrôles. Près de 400 établissement ont été verbalisés pour non-respect des jauges sanitaires. BFMTV 31 janvier 2021

Pour tenter d'éviter un nouveau confinement, l'exécutif accentue les contrôles - BFMTV 2 février 2021

Pour éviter l'instauration d'un troisième confinement, des contrôles sont donc renforcés à plusieurs niveaux: aux abords des frontières mais également pour les établissements recevant du public. Dimanche, 743 d'entre eux ont été contrôlés. Et 62.198 contrôles de personnes après la tombée du couvre-feu avaient été réalisés, a indiqué lundi le ministère de l'Intérieur à BFMTV. Toutes catégories confondues, 11.955 verbalisations ont été dressées pour cette seule journée, a-t-on précisé.

Au total depuis le 15 décembre dernier, 1,8 million de contrôles ont été réalisés et 166.596 procès-verbaux dressés. BFMTV 2 février 2021

Covid-19: Darmanin annonce que "177.000 amendes ont été notifiées" depuis le début du couvre-feu - BFMTV 5 février 2021

1,9 million de contrôles ont été effectués depuis le 15 décembre, a précisé Gérald Darmanin, lors d'une nouvelle conférence de presse sur la crise sanitaire liée au coronavirus. BFMTV 5 février 2021

Haute-Savoie : Les gendarmes débarquent en pleine partie de pétanque, plus de 3.000 euros d'amende délivrés - 20minutes.fr 1 février 2021

En ces temps de Covid-19, la pratique de la pétanque au sein des boulodromes fait partie des activités interdites. 20minutes.fr 1 février 2021

Gard : des enfants de 6 et 7 ans verbalisés dans le bus scolaire - midilibre.fr 31 janvier 2021

Grosse colère du maire et des parents d'élèves à Martignargues, dans le Gard.

Les parents d'élèves et le maire de Martignargues n'en reviennent pas. Ce jeudi, le bus scolaire, qui conduisait les enfants de l'école de Saint-Etienne-de-l'Olm à la cantine de Martignargues a été contrôlé par le réseau Ntecc... et "neuf enfants ont été verbalisés, rapporte Guillaume Hestin, papa du petit Julian, élève de CE1 à Saint-Etienne-de-l'Olm. Ils avaient laissé leur carte d'abonnement de bus dans leur cartable à l'école..."

C'est pitoyable, le bus a été arrêté une vingtaine de minutes, les enfants étaient en pleurs. Ils ont eu moins de temps pour manger à la cantine. Qu'ils contrôlent, c'est une chose, mais entre midi et deux, c'est une honte ! Quel homme peut avoir du plaisir à mettre des PV à des enfants de 6-7 ans ?

"C'est pitoyable, le bus a été arrêté une vingtaine de minutes, les enfants étaient en pleurs, renchérit le maire Jérôme Vic. Ils ont eu moins de temps pour manger à la cantine. Qu'ils contrôlent, c'est une chose, mais entre midi et deux, c'est une honte ! Quel homme peut avoir du plaisir à mettre des PV à des enfants de 6-7 ans ? J'ai appelé la SMTBA (1), mais je n'ai pas réussi à joindre le réseau Ntecc... Outre l'aspect que c'est légal, il y a tout de même des manières de faire."

Le PV s'élève à... 83 €. midilibre.fr 31 janvier 2021

Coronavirus : les remontées mécaniques resteront fermées en février, annonce Matignon - 20minutes.fr 1 févr. 2021

Covid-19: "Cela va quand même être difficile" d'éviter un reconfinement, estime un épidémiologiste - Franceinfo 31 janvier 2021

Covid-19 : Olivier Véran espère "pouvoir éviter" une nouvelle vague - Europe1 31 janvier 2021

Et en Israël

Coronavirus: Israël prolonge son confinement, la normalisation tarde - Reuters 31 janvier 2021

Mais aussi en Australie

Australie: Perth et ses 2 millions d'habitants reconfinés après un premier cas de virus en 10 mois - BFMTV 31 janvier 2021

En Tunisie

Tunisie : 30 ans de prison pour un "joint", la condamnation "absurde" qui scandalise tout le pays - Franceinfo/ AFP 1 février 2021

Aux Pays Bas

Coronavirus: Les Pays Bas prolongent le confinement jusqu'au 2 mars - Reuters 2 février 2021

Aux Etats-Unis

Etats-Unis : une vidéo montre des policiers faisant usage de gaz au poivre pour maîtriser une enfant de 9 ans - Franceinfo/ AFP 1 février 2021

Une vidéo montrant des forces de l'ordre qui maltraitent une enfant a suscité une vague d'indignation aux Etats-Unis, dimanche 31 janvier. La police de Rochester (Etat de New York) a elle-même diffusé ces images, filmées par les caméras piétons des fonctionnaires lors de cette intervention survenue vendredi. Elles montrent des officiers qui plaquent au sol une fillette de 9 ans, dont l'identité n'a pas été révélée, alors qu'elle ne cesse de demander à voir son père. Ils lui passent les menottes puis font usage de gaz au poivre lorsqu'elle refuse de monter dans leur véhicule.

Les officiers ont affirmé qu'ils avaient été "obligés" de recourir à ces méthodes pour assurer la sécurité de la fillette. Le président du syndicat de police local a appuyé ces dires, déclarant que "des ressources limitées" ne leur avaient laissé d'autre choix que d'utiliser du gaz au poivre. "Il ne s'agit pas d'un manque de compassion ou d'empathie, a-t-il assuré. Nous sommes confrontés à une situation très difficile." Franceinfo/ AFP 1 février 2021

LVOG - Ah, si c'était "*pour assurer la sécurité de la fillette*", on s'incline devant la tyrannie!

En Suisse

La voie dangereuse de la Suisse vers l'extrême-droite Par Franklin Frederick - Mondialisation.ca, 02 février 2021

https://www.mondialisation.ca/la-voie-dangereuse-de-la-suisse-vers-lextreme-droite/5653345

LVOG - Comment, dans ce modèle de démocratie participative, non, ce n'est pas possible...

Cette mesure phrare du Forum économique mondial

Fonction publique : Amélie de Montchalin annonce un "renforcement" des règles du télétravail - Europe1 3 février 2021

Le télétravail est "impératif" face à l'épidémie, dit Castex - Reuters 5 février 2021

Le télétravail dès lors qu'il est possible devient "impératif" en France afin de contribuer à lutter contre l'épidémie due au nouveau coronavirus, a déclaré jeudi Jean Castex."Télétravailler partout où c'est possible devient impératif", a dit le Premier ministre au cours d'une conférence de presse. Reuters 5 février 2021

Fabrication du consentement.

Une majorité de Français désormais favorable à un reconfinement "dur" - BFMTV 3 février 2021

Selon notre dernière enquête Elabe pour BFMTV publiée ce mercredi, l'assentiment des Français à un confinement strict plutôt que "souple" a progressé en l'espace d'une semaine. BFMTV 3 février 2021

Crise de nerf d'une maniaco-dépressive.

Covid 19 : ne pas reconfiner "est un pari qui a été fait, nous sommes au bord du précipice", selon l'infectiologue Karine Lacombe - Franceinfo 5 février 2021

TROISIEME PARTIE

Totalitarisme et sadisme extrême. Avant de crever, offrez-vous un dernier plaisir !

Après la Chine, le test Covid anal va aussi être utilisé en Espagne - Le HuffPost 2 février 2021

Les tests rectaux “sont réalisés pour les patients intubés en condition critique, qui par conséquent ne peuvent recevoir de tests PCR nasaux” a indiqué un porte-parole du ministère de la Santé de Galice auprès d’El Correo. Le HuffPost 2 février 2021

Vous ne suffoquiez pas encore, on va arranger cela !

Coronavirus: aux États-Unis la tendance est au double masque, mais qu'en dit la science? - Le HuffPost 30 janvier 2021

Totalitarisme. Ces monarchies hier proche des nazis, puis piliers du groupe Bilderberg, et enfin alliées zélées du Forum économique mondial.

La Suède veut lancer un "passeport vaccinal" numérique d'ici l'été - Reuters 5 février 2021

La Suède envisage de lancer un "passeport vaccinal" numérique contre les coronavirus d'ici l'été, à condition qu'une norme internationale soit établie d'ici là, a déclaré jeudi le gouvernement suédois. De nombreux Etats ainsi que des développeurs informatiques travaillent sur ce dossier dans l'espoir qu'un passeport permettant d'identifier les personnes immunisées contre le virus contribuerait à relancer l'économie et à faciliter les transports. Reuters 5 février 2021

Covid-19 : le Danemark va lancer son passeport vaccinal - euronews 5 février 2021

Copenhague compte lancer d'ici trois à quatre mois un "Coronapass" disponible via une application. Les détenteurs devraient pouvoir regagner un peu de liberté au quotidien. euronews 5 février 2021

LVOG - Quelle remarquable constance dans l'absolutisme ! C'est dans leur nature. En France aussi.

Passeport vaccinal : est-ce envisageable en France ? - Publicsenat.fr 5 février 2021

Totalitarisme et négationnisme. Les conspirateurs malfaisants et criminels ont la haine chevillée au corps.

LVOG - Pourquoi osent-ils tout ? Parce qu'ils savent qu'ils peuvent agir en toute impunité. Ce qu'ils appellent "cuisine de charlatans", "dangereux", "criminel", ce sont les centaines de milliers de médecins dans le monde entier qui traitent la covid-19 avec différentes molécules efficaces.

Covid-19 : "cuisine de charlatans", "dangereux", "criminel"... la colère des médecins face à un protocole - Yahoo Actualités 4 février 2021

De nombreux scientifiques mettent en garde contre ce protocole largement relayé mais totalement inefficace contre le Covid-19 et qui peut même s’avérer dangereux.

Depuis plusieurs jours, ce visuel présentant un protocole à suivre selon les symptômes du Covid est largement relayé sur les réseaux sociaux. Ivermectine, vitamine D, azithromycine, hydroxychloroquine, le protocole indique plusieurs médicaments à prendre pour faire face aux symptômes du Covid-19.

Derrière ce protocole plus qu’expérimental, le Collectif Santé Libre, qui affirme regrouper plus de 2 000 médecins, dont la députée Martine Wonner, psychiatre de profession, anti-masques, pro-hydroxychloroquine et qui intervient dans le documentaire complotiste Hold-Up. Exclue de la majorité en mai dernier, elle est devenue une porte-étendards de la mouvance conspirationniste.

Un protocole notamment relayé par le site Réinfo Covid, lancé par l'anesthésiste Louis Fouché, et qui regroupe des personnalités "controversées", expliquait Libération, ou encore défendu par Xavier Azalbert, directeur de la publication FranceSoir dont le site est pointé du doigt pour sa dérive éditoriale.

Parmi les éléments qui inquiètent dans ce protocole, la recommandation pour les malades n'ayant pas ou peu de symptômes de prendre de la vitamine D, de l'ivermectine ou encore de l'azithromycine.

L'ivermectine, ces dernières semaines, semble avoir remplacé l'hydroxychloroquine dans les esprits de certains comme médicament miracle. Ce traitement antiparasitaire est, à tort, présenté comme efficace contre le Covid-19.

Concernant l'azithromycine, un antibiotique fréquemment prescrit pour traiter les infections respiratoires, une étude publiée dans la revue scientifique The Lancet le 2 février dernier confirme son inefficacité pour réduire la mortalité du Covid-19.

L'utilisation d'azithromycine peut avoir des effets secondaires inattendus. Un porte-parole de l'OMS pointait récemment du doigt l'utilisation massive d'azithromycine dans le monde au début de l'épidémie, le nombre de prescriptions a augmenté de 217% dans le monde entre mars et juin dernier.

Autre pratique recommandée par le protocole pour les malades plus fortement atteints et qui alerte sérieusement les médecins : une combinaison d'hydroxychloroquine et d'azithromycine.

Mais une association des deux médicaments peut entraîner "des troubles du rythme cardiaque, voire le décès si le patient présente des problèmes cardiaques", alerte Matthieu Calafiore. Yahoo Actualités 4 février 2021

LVOG - Un tissu de mensonges de A à Z. Ils sont aux abois, leur conspiration craque de partout ou comporte des failles, ils ne peuvent pas tout contrôler, la réalité leur échappe, alors ils enragent et dévoilent leur véritable nature criminelle, car laisser un patient sans traitement est un crime. Tout cela pour imposer leurs saloperies de vaccins...

Témoignage d'un médecin dans le blog du Dr. Maudrux.

- La puissance du Protocole Ivermectine Azithromycine Zinc est inimaginable.

Un patient de 73 ans, pléthorique me consulte le 1er février. Il sortait d'une hospitalisation d'une semaine pour Covid (PCR positive, scanner thoracique Covid, dyspnée, fièvre, désaturation sous oxygène). Il a reçu un traitement corticoïde qu'il prenait encore. Il était sous vitamine D.

Il sort avec le conseil de revoir son médecin traitant pour suivi.

Les antibiotiques ont clairement été contre-indiqués dans le compte-rendu d'hospitalisation.

Mon examen note une dyspnée, une désaturation à 94, une toux, une asthénie intense, un amaigrissement, un fébricule.

Je ne le renvois pas à l'hôpital mais prescris le protocole Iver 5 jours, Azi 10 jours et Zinc 15 jours.

Surchargé le lendemain, je ne le contacte qu'à 48 h…

« C'est gentil de m'appeler Docteur, il ne fallait pas… Je vais très bien, je respire bien, je ne tousse plus, je suis guéri…! »

Une preuve de plus.

Interview de la Dr Tess Lawrie par la Dr Jennifer Hibberd sur l'ivermectine

https://vimeo.com/506730138

Originellement publiée le 24 janvier. La Dr Tess Lawrie présente dans le détail les résultats très encourageants de sa méta-analyse sur l'efficacité de l'ivermectine contre la COVID-19.

Tess Lawrie est titulaire d'un doctorat en médecine. Elle a grandi, étudié la médecine et a obtenu son doctorat en Afrique du Sud, où elle a pratiqué la médecine clinique et la chirurgie.

Elle est fondatrice et directrice de l'Evidence Based Medical Consultancy à Bath, au Royaume-Uni.

Le Dr Lawrie est un chercheur spécialisé dans la synthèse des preuves

Elle s'est engagée à faire des synthèses basées sur des preuves pour des organisations à but non lucratif dans le monde entier

Site web du Dr Tess Lawrie

Le site web de la société est e-bmc.co.uk

Use of Ivermectin Spreads in New York State Now Embraced by Substantial Skilled Nursing Facilities - trialsitenews.com

Physicians in New York State are using ivermectin as a treatment for COVID-19 patients. Dan Herbeck with The Buffalo News reports that although obviously Dr. Paul Shields cannot make any claims about the FDA-approved drug for treating COVID-19, the medical director for seven skilled nursing facilities does believe it to be remarkable in that it appears to have "…helped 80 out of 90 of his patients recover at an Elderwood nursing home for COVID-19 patients in Amherst." TrialSite commends The Buffalo News for reporting on facts during the pandemic. Reports of censorship grow as social network site algorithms immediately trip upon the word "Ivermectin." Given the drug is FDA approved and the National Institutes of Health (NIH) recently changed their position on the drug from not recommended except for research to not recommended for or against (suggesting that they are awaiting additional clinical data for a more definitive position and that in the meantime they defer to local physicians and hospitals in conjunction with patient consent in the realm of care), it's not clear what is behind growing censorship backed by the top social media ventures.

Dr. Martin declared to the local news, "I am not trying to become the poster boy for Ivermectin. I'm not calling it a miracle drug. But it is part of the regimen of drugs we now use to treat COVID-19 patients."

In the meantime Medina, NY-based Dr. Thomas Madejski also now prescribes Ivermectin for COVID-19 patients. A former president of the New York State Medical Society, Dr. Madejski makes clear he doesn't' speak for that organization but he is on the record to Dan Herbeck of The Buffalo News that he has used the drug to treat patients in Erie, Niagara and Orleans County. It was the latter county where TrialSite reported on recent court cases where a judge ordered that a patient continue to receive the drug as a treatment for COVID-19.

In parallel, Dr. Zerline Snyderman, a medical director of the McGuire Group, a group of health care facilities serving Western New York and Long Island, reported that group of multiple skilled nursing facilities has successfully treated patients using the drug at the Amhurst, NY, Harris Hill Nursing Facility, which specializes in COVID-19 care. The doctors interviewed report no adverse events or material side effects. Real world data indicate it could possibly help. trialsitenews.com

Coronabusiness. Comment Big Pharma se goinfre.

Le vaccin anti-Covid va générer 15 milliards de dollars de revenus à Pfizer en 2021 - Europe1 2 février 2021

Pfizer estime que les ventes de son vaccin anti-Covid, développé en partenariat avec BioNTech, atteindront environ 15 milliards de dollars en 2021, une somme colossale qui pourrait augmenter si le laboratoire signe des contrats supplémentaires. Le laboratoire s'attend par ailleurs à dégager sur ce produit une marge avant impôt d'environ 25% à 30%. Europe1 2 février 2021

Après d'"excellents résultats", Sanofi augmente son dividende mais réduit ses effectifs - Europe1 5 février 2021

Vaccins contre le Covid-19 : "C'est très rare" d'avoir une telle opacité sur les contrats et ce n'est "pas acceptable", dénonce une association de surveillance des lobbies - Franceinfo 4 février 2021

Ces vaccins qui tuent en masse.

Des résultats actuels très inquiétants

Les médias glorifient Israël, le champion de la lutte anti-COVID-19 par le vaccin Pfizer.

Depuis le 20 décembre, en un peu plus d'un mois, près de 30% de la population (plus de 3 millions de personnes) auraient été vaccinées. Mais le succès d'une vaccination ne se juge pas d'après le nombre de vaccinés mais uniquement d'après l'évolution de l'épidémie qu'elle est censée prévenir. Or depuis cette date, les nombres quotidiens de morts attribuées au COVID-19

explosent passant d'une moyenne de 15 pendant la semaine précédant la vaccination à 56 cette dernière semaine de janvier 2021, suggérant ainsi que la première injection du vaccin serait susceptible d'aggraver l'évolution de la maladie.

La Grande-Bretagne a choisi principalement le vaccin d'Astra Zeneca peu testé également et a réussi à vacciner plus de 6 millions de personnes. Mais après 58 jours de vaccination, la mortalité quotidienne moyenne lissée sur 7 jours a doublé, passant d'un peu moins que 500 durant la semaine précédant la vaccination à 1070 dans la dernière semaine de janvier

La Grande-Bretagne a commencé la vaccination dans la première semaine de décembre 2020 en vaccinant prioritairement les personnes les plus âgées et aurait atteint dans ce groupe d'âge une couverture vaccinale de plus de 75%. Depuis la mortalité quotidienne des britanniques de plus de 80 ans a considérablement augmenté et dépasse maintenant celle de mars.

Gibraltar avait été presque épargné par le COVID-19 et après presque un an d'épidémie ne comptait que 15 décès avant la vaccination commencé le 9 janvier. En 3 semaines post vaccinale le nombre total des morts a été multiplié par 5 et atteint maintenant 73. (Insuffisances méthodologiques des essais des vaccins anti-COVID-19 Par Gérard Delépine - Mondialisation.ca, 03 février 2021)

L'Italie déconseille le vaccin AstraZeneca aux plus de 55 ans, selon le Corriere della Sera - sputniknews.com 30 janvier 2021

Après l'Allemagne, l'Italie a restreint l'utilisation du vaccin anti-Covid développé par le groupe AstraZeneca: selon le Corriere della Sera, il n'est recommandé qu'aux moins de 55 ans.

Les autorités sanitaires italiennes ont recommandé le vaccin anti-Covid d'AstraZeneca aux personnes âgées de 18 à 55 ans, rapporte le Corriere della Sera.

Selon ses informations, l'Agence italienne du médicament AIFA a jugé le vaccin AstraZeneca «pas équivalent» à ceux de Pfizer/BioNTech et de Moderna, qui sont déjà utilisés dans le pays, à cause d'informations insuffisantes concernant son efficacité pour les personnes plus âgées. Troisième vaccin autorisé par l'UE

Vendredi 29 janvier, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé avoir donné son feu vert à la commercialisation du vaccin d'AstraZeneca, qui est ainsi devenu le troisième vaccin anti-Covid dont l'Agence européenne du médicament (EMA) a recommandé l'autorisation. sputniknews.com 30 janvier 2021

De quelle laboratoire, dans quel pays ? Accident ou fuite volontaire ?

Une nouvelle étude assure que le Covid-19 provient d'un laboratoire, avec une probabilité de presque 100% - sputniknews.com 1 février 2021

Après avoir étudié 26 faits en quête de l'origine du nouveau coronavirus, le chercheur américain Steven Quay a conclu «qu'il ne fai [sai]t aucun doute raisonnable que le SRAS-CoV-2 s'[était] échappé d'un laboratoire» avec une probabilité de 99,8% et qu'il ne s'agissait pas d'une zoonose naturelle, rapporte Associated Press.

Un article publié le 29 janvier par le Dr Steven Quay a conclu avec une probabilité de 99,8% que le virus causant le Covid-19 provenait d'un laboratoire, relate Associated Press en se référant à l'étude du scientifique publiée sur Zenodo, un dépôt général en libre accès géré par le CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire).

Le but de cette recherche était de déterminer l'origine du virus SRAS-CoV-2. Plus de 20 faits étudiés

Afin de trouver l'origine du virus, 26 faits et preuves différents et indépendants ont été examinés systématiquement. La conclusion est qu'avec une probabilité de 99,8% que le SRAS-CoV-2 provenait d'un laboratoire et seulement 0,2% de probabilité qu'il s'agit d'une zoonose naturelle.

«Comme beaucoup d'autres, je suis préoccupé par ce qui semble être des conflits d'intérêts importants parmi les membres de l'OMS et les scientifiques et médecins en Chine et à quel point cela empêchera un examen impartial de l'origine du SRAS-CoV-2», a déclaré le scientifique.

Il a été précisé que dans le cas des autres virus qui avaient frappé l'humanité par le passé, les scientifiques ont passé quatre mois pour trouver que l'un venait d'une civette, un carnivore proche de la mangouste, et neuf mois en 2015 pour comprendre l'origine du MERS (Coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient), qui provenait d'un dromadaire. Toutefois, il s'est déjà passé 13 mois et les chercheurs ne savent pas d'où vient le nouveau coronavirus, a récapitulé Steven Quay dans une vidéo présentant ses recherches.

«En ne prenant que des preuves scientifiques disponibles publiquement sur le SRAS-CoV-2 et en utilisant des estimations très prudentes dans mon analyse, je conclus cependant qu'il ne fait aucun doute raisonnable que le SRAS-CoV-2 s'est échappé d'un laboratoire», a conclu le chercheur.

L'article, qui fait 193 pages, peut être téléchargé sur Zenodo. Steven Quay est non seulement l'auteur de nombreuses autres études, mais possède aussi 87 brevets américains et a inventé sept produits pharmaceutiques approuvés par la FDA (Food and Drug Administration). En outre, il est auteur d'un livre baptisé Restez en bonne santé: le guide d'un médecin pour survivre au coronavirus.

La Chine nie la provenance d'un laboratoire

Auparavant, certains chercheurs avaient déjà mis en cause la responsabilité du laboratoire de Wuhan. Donald Trump a lui aussi avancé cette théorie. Toutefois, la Chine a toujours nié de telles accusations. sputniknews.com 1 février 2021

CONTRE-PROPAGANDE ET RÉSISTANCE A LA TYRANNIE SANITAIRE

En vidéo

2e conférence du collectif Coordination Santé libre (suite de l'appel du 9 janvier 2021) - 1 févr. 2021

https://www.youtube.com/watch?v=ky7CjudtQc8

Messieurs les censeurs, bonsoir - 29 janv. 2021

https://www.youtube.com/watch?v=nObVW59A5cc

Du déjà vu en France.

Les Brûlures de l'Histoire - L'état milicien : Vichy 1944

https://www.youtube.com/watch?v=fFm2Nyarqsg

En 2021, ce sont les marionnettes du Forum économique mondial au sein des institutions et des médias qui font office de miliciens fascistes.

Partout les classes moyennes se rebellent

En Pologne, des commerçants bravent les restrictions sanitaires et rouvrent leurs portes - Europe1 31 janvier 2021.

En Hongrie, les restaurateurs clament leur colère - Euronews 2 février 2021 .

En Hongrie, les restaurateurs sont descendus les rues de Budapest pour clamer leur déception ce lundi, jour théorique de réouverture des établissements, finalement annulée par les autorités. Les manifestants sont venus moins nombreux que la veille, conséquence du tour de vis de l'exécutif.

"Les restaurateurs se renvoient la balle", explique Zoltán Siposhegyi, reporter en Hongrie pour Euronews. "Ils seraient venus si leur voisin avait fait de même, disent-ils, mais une chose est sûre : comme on peut le voir, les menaces émises par le gouvernement de durcir les sanctions ont eu un effet dissuasif".

Un rassemblement filmé par les forces de l'ordre, qui ont procédé à des contrôles auquel aucun manifestant n'a échappé. Sur place, les policiers étaient plus nombreux que les participants au rassemblement.

Au départ, des centaines de restaurants avaient décidé de braver les interdictions et de rouvrir leur établissement - avant de se raviser - et ils sont peu nombreux aujourd'hui à prendre ce risque.

"Des mesures plus strictes sont prévues samedi soir, et l'exécutif a indiqué qu'on devrait avoir peur si on décidait d'ouvrir nos établissements", indique Csaba Tomcsik, gérant de bar. "Mais on n'a rien à perdre, on ne peut plus injecter d'argent dans nos entreprises. Donc plus personne ne redoute une lourde amende".

Une amende qui peut atteindre 1500 euros, et être assortie d'un an de fermeture pour les plus téméraires. Euronews 2 février 2021

Arrestations à Bruxelles pour éviter des manifestations contre les mesures anti-Covid - AFP 31 janvier 2021.

Près de 500 personnes ont été arrêtées préventivement dimanche à Bruxelles pour empêcher deux manifestations interdites par les autorités contre les mesures anti-Covid, a déclaré à l'AFP un porte-parole de la police locale.

Aux Pays-Bas voisins, des émeutes ont eu lieu ces derniers jours contre l'instauration d'un couvre-feu pour faire face au Covid-19.

Dimanche à Apeldoorn, dans le centre, quelque 400 protestataires se sont dispersés pacifiquement après une manifestation autorisée par le maire de la ville.

A Amsterdam, une importante présence policière a mis fin à une manifestation essentiellement pacifique, mais illégale, contre les mesures anti-Covid.

La police avait auparavant arrêté une trentaine de personnes à proximité "en raison du risque de trouble à l'ordre public", selon les médias néerlandais, après un arrêté d'urgence du conseil municipal interdisant toute manifestation autour de la célèbre place qui abrite les musées Van Gogh, Rijks et Stedelijk. AFP 31 janvier 2021

Autriche: 10 000 personnes, dont des néonazis, manifestent contre le confinement - BFMTV/AFP 1 février 2021.

Cette manifestation avait été interdite par le ministère de l'Intérieur en raison des "troubles à l'ordre public" qu'elle était susceptible d'engendrer et du potentiel non-respect des mesures sanitaires par les participants.

Environ 10 000 personnes, dont des néonazis, ont bravé ce dimanche à Vienne une interdiction de manifester contre le couvre-feu et le confinement décidés par le gouvernement pour tenter d'endiguer le coronavirus. La police avait interdit samedi cette manifestation, à la suite d'un précédent défilé ayant également rassemblé 10 000 personnes mi-janvier et au cours duquel les participants avaient été nombreux à ne pas porter de masques et à ne pas respecter les distances de sécurité.

Mais selon les forces de l'ordre, plusieurs milliers de personnes ont quand même répondu ce dimanche après-midi à l'appel du parti d'extrême droite FPÖ, qui avait organisé la manifestation et jugé "scandaleuse" son interdiction. Parmi elles figuraient des militants néonazis et des hooligans.

La police a procédé à 10 interpellations quand la foule a refusé de se disperser et a voulu marcher en direction du parlement, bloquant la circulation. Quatre policiers ont été blessés et plus de 800 personnes ont été verbalisées pour non respect des mesures sanitaires, selon le ministre de l'Intérieur Karl Nehammer.

C'était la première fois que ce parti organisait officiellement un rassemblement pour contester les mesures décidées par le gouvernement écolo-conservateur pour tenter de limiter les contaminations par le coronavirus. Cette manifestation avait été interdite en raison des "troubles à l'ordre public" qu'elle était susceptible d'engendrer.

"On assiste à une censure inédite", s'était insurgé M. Kickl samedi devant des journalistes. "C'est un scandale", avait-il ajouté.

Le FPÖ avait ensuite déposé une seconde demande d'autorisation pour "défendre la démocratie, la liberté et les droits fondamentaux", mais la police l'avait également rejetée. Elle avait mis en avant le risque de nouveau foyer de contamination, "en raison de la transmissibilité accrue des nouveaux variants" et "du manque de traçabilité des contacts" dans les rangs des manifestants. BFMTV/AFP 1 février 2021

États-Unis: un centre de vaccination perturbé par une manifestation à Los Angeles - BFMTV 31 janvier 2021.

Plusieurs dizaines de personnes ont brièvement perturbé le fonctionnement d'un centre de vaccination contre le coronavirus à Los Angeles, ont rapporté samedi des médias américains.

Les manifestants, qui brandissaient des pancartes anti-vaccin et réclamant la levée des confinements, se sont rassemblés à l'entrée du centre de vaccination, au Dodger Stadium, l'un des plus importants aux Etats-Unis, selon des publications sur les réseaux sociaux. BFMTV 31 janvier 2021

QUATRIEME PARTIE

POLITIQUE ET SOCIAL

Italie

L'Italie en crise se tourne vers Mario Draghi, ex-chef de la BCE - AFP 2 février 2021

Attendu mercredi à Rome, l'Italien Mario Draghi, ex-chef de la Banque centrale européenne, devrait être appelé à former un gouvernement et succéder ainsi à Giuseppe Conte, incapable de ressouder sa coalition en pleine crise économique et sanitaire. AFP 2 février 2021

Birmanie

L'armée prend le pouvoir en Birmanie, arrête la dirigeante Aung San Suu Kyi - Reuters 1 février 2021

L'armée birmane a pris le pouvoir lundi lors d'un putsch contre le gouvernement démocratiquement élu d'Aung San Suu Kyi, laquelle a été arrêtée de même que d'autres hauts représentants de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), lors d'opérations menées à l'aube.

Il s'agit d'une réponse à la "fraude" lors des élections législatives de novembre dernier, a déclaré l'armée dans un communiqué diffusé via sa chaîne de télévision, ajoutant que le pouvoir était transféré à son commandant en chef, le général Min Aung Hlaing, et que l'état d'urgence était décrété pour une durée d'un an.

Cette vague d'arrestations est survenue alors que le nouveau Parlement devait siéger quelques heures plus tard pour la première fois depuis les élections législatives remportées massivement par la NLD - un scrutin considéré comme un référendum sur le gouvernement démocratique d'Aung San Suu Kyi.

Les lignes téléphoniques de la capitale Naypyitaw et de la plus grande ville du pays Rangoun semblaient coupées, tandis que la télévision publique a cessé d'émettre, évoquant sur Facebook des "problèmes techniques".

Des habitants de Rangoun se sont précipités sur les marchés afin de faire des stocks de biens alimentaires et produits de première nécessité. D'autres patientaient à des guichets automatiques pour retirer de l'argent.

Selon des témoins, des dizaines de soldats ont été déployés devant la mairie de Rangoun et les services de téléphonie mobile de la ville, dont les connexions internet, ne fonctionnaient plus. L'accès à internet a fortement chuté dans les premières heures de la journée, a indiqué le service NetBlocks, qui fournit des données sur les activités en ligne.

Aung San Suu Kyi, le président de la NLD Win Myint et d'autres cadres du partis ont été "pris" aux premières heures de la journée, a déclaré par téléphone à Reuters le porte-parole de la NLD.

"Je veux demander aux gens de ne pas réagir imprudemment et je veux qu'ils agissent dans le respect de la loi", a dit Myo Nyunt, ajoutant s'attendre à être lui aussi placé en détention. Reuters n'a plus été en mesure de le joindre par la suite.

Ces arrestations sont survenues après plusieurs jours de tensions croissantes entre le gouvernement civil et l'armée qui laissaient craindre un coup d'Etat, l'armée dénonçant les résultats des élections législatives.

Le scrutin de novembre a été remporté par la NLD d'Aung San Suu Kyi avec 83% des voix. Il s'agissait seulement des deuxièmes élections organisées depuis que la junte militaire a accepté en 2011 de partager le pouvoir.

A Washington, la Maison blanche a fait savoir que le président Joe Biden a été informé de l'arrestation de Suu Kyi, tandis que le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a exprimé sa "profonde inquiétude" et appelé à la libération immédiate des détenus politiques.

"Les Etats-Unis s'opposent à toute tentative d'altérer l'issue des récentes élections ou d'entraver la transition démocratique en Birmanie, et agiront contre les responsables si ces mesures ne sont pas inversées", a déclaré la porte-parole de la présidence américaine, Jen Psaki, dans un communiqué.

Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations unies, a condamné fermement ces arrestations et exhorté le commandement de l'armée birmane à "respecter la volonté du peuple".

L'Australie a déclaré pour sa part être "profondément préoccupée" par les informations selon lesquelles l'armée birmane "cherche une nouvelle fois à prendre le contrôle" du pays. Le gouvernement australien a demandé la libération immédiate des responsables politiques arrêtés illégalement.

Les tensions dans le pays se sont amplifiées la semaine dernière quand un porte-parole de l'armée a refusé d'exclure l'hypothèse d'un coup d'Etat, tandis que le général Min Aung Hlaing avait soulevé la possibilité d'abroger la Constitution.

Par la suite, l'armée avait semblé faire machine arrière, assurant samedi qu'elle respecterait et protégerait la Constitution.

En amont de l'entrée en fonction de la nouvelle législature, des chars d'assaut avaient été déployés la semaine dernière dans certaines rues tandis que des manifestations en soutien à l'armée avaient été organisées dans plusieurs villes.

La commission électorale birmane a rejeté jeudi les accusations de fraude électorale formulées par l'armée, confirmant les résultats des élections législatives.

La Constitution publiée en 2008 après des décennies de pouvoir militaire prévoit que l'armée dispose de 25% des sièges au Parlement et contrôle trois ministères clé au sein de l'administration d'Aung San Suu Kyi.

Dans le communiqué décrétant l'état d'urgence, l'armée met en avant l'incapacité de la commission électorale à répondre aux plaintes concernant les listes électorales, le refus de la commission d'accepter de reporter le début des travaux du Parlement et les manifestations survenues pour protester contre les résultats du scrutin.

"A moins que ce problème ne soit résolu, cela va entraver le chemin vers la démocratie et doit donc être résolu conformément à la loi", dit le communiqué, citant une disposition de la Constitution relative à l'état d'urgence en cas de menace pour la souveraineté nationale.

Daniel Russel, un ancien diplomate de haut rang pour l'Asie de l'Est au sein de l'administration de l'ancien président américain Barack Obama, a déclaré qu'une nouvelle prise de pouvoir de l'armée birmane pourrait s'avérer un coup rude pour la démocratie dans la région.

"Si c'est confirmé, c'est un revers énorme - pas seulement pour la démocratie en Birmanie, mais pour les intérêts des Etats-Unis", a-t-il dit. "C'est encore un rappel que l'absence prolongée d'engagement crédible et constant des Etats-Unis dans la région a enhardi les forces antidémocratiques". Reuters 1 février 2021

Liban

Liban: échauffourées entre manifestants et forces de l'ordre à Tripoli - AFP 31 janvier 2021

Des échauffourées ont éclaté dimanche soir dans la ville libanaise de Tripoli entre les forces de l'ordre et des manifestants, a constaté une correspondante de l'AFP, après plusieurs jours de violents affrontements et de rassemblements dénonçant les répercussions économiques d'un confinement strict.

Le calme était revenu au début du week-end dans la grande métropole du nord, une des villes les plus pauvres du Liban, après des heurts quotidiens qui ont fait un mort et plus de 400 blessés.

Mais dimanche soir, des policiers positionnés sur les toits du Sérail dans le centre de Tripoli ont tiré des gaz lacrymogènes pour disperser de jeunes manifestants caillassant ce bâtiment administratif qui abrite le siège du gouvernorat du Nord et un tribunal, selon une journaliste de l'AFP.

L'armée, déployée en fin de semaine après les troubles, a également tiré des gaz lacrymogènes, avant de finalement disperser les dizaines de manifestants dans le centre-ville, a précisé la correspondante.

Dix blessés ont été soignés sur place, notamment après avoir souffert de difficultés respiratoires, a indiqué à l'AFP George Kettané, secrétaire général de la Croix-Rouge libanaise.

Dans l'après-midi, ils étaient quelque centaines de manifestants rassemblés sur l'emblématique place al-Nour, épicentre de la contestation, après des appels sur les réseaux sociaux invitant les Libanais de toutes les régions à venir à Tripoli en signe

de solidarité.

Les manifestations, qui ont débuté le 25 janvier dénoncent les répercussions économiques d'un confinement imposé jusqu'au 8 février par les autorités pour endiguer une propagation exponentielle du coronavirus.

Aujourd'hui, plus de la moitié de la population se retrouve sous le seuil de pauvreté, selon l'ONU, et la part vivant dans l'extrême pauvreté a explosé, passant de 8% à 23%. AFP 31 janvier 2021

Haut de page

Le 8 février 2021

Je n'ai pas encore eu le temps de classer dans les différentes rubriques les articles mis en ligne le 30 janvier 2021, ni ceux d'aujourd'hui, les archives seront également mises à jour demain.

Je suis épuisé de fatigue, on vieillit ! On a parfois l'impression de ramer dans le désert. La situation est pire qu'en 1914 et 1939, puisque la pseudo-gauche et extrême gauche, et les syndicats ouvriers, participent tous sans exception au consensus avec Macron-Big Pharma-FEM sur la vaccination, qu'ils voudraient imposer à l'ensemble de la population sur la base d'une effroyable imposture.

Les médecins ou professionnels de la santé qui résistent en proposant des traitements efficaces pour soigner la covid-19, se retrouvent seuls contre la machine de guerre à censurer et répressive de l'appareil d'Etat fascisant. Ils ne peuvent s'appuyer sur aucun parti politique, et ils ne peuvent pas compter sur le mouvement ouvrier vendu à l'oligarchie. Les seuls opposants politiques déclarés sont des souverainistes ou des nationalistes populistes, des éléments d'extrême droite, tous infréquentables, ou quelques intellectuels ou personnalités (sociologues, avocats, etc.) dits de gauche ou progressistes qui sont en réalité des social-démocrates libertaires qui ne valent guère mieux ou dont la seule évocation du nom est également compromettant.

Après s'être bercés d'illusion sur le Conseil d'Etat, ils ne savent plus quoi faire pour faire connaître auprès des médecins et de la population les traitements qui existent pour traiter la covid-19, et mettre un terme à cette pandémie idéologique qui les atteint de plein fouet, mettre en échec la statégie de la vaccination adoptée par Macron à la suite du Forum économique mondial.

Quand j'ai tenté de les avertir sur ce qui les attendait dans un blog médical ou en m'adressant directement à eux, j'ai été rembarré, du coup je les ai plaqués, car je n'étais disposé à être traité de cette manière-là ou à supporter leur conception étriquée de la liberté d'expression de fait orientée très à droite.

A mon niveau je n'ai rien à proposer, hormis ce portail avec ses plus de 330 articles et vidéos mettant à nu cette sordide machination au coronavirus, qui s'inscrit dans le processus de la Grande réinitialisation entamée il y a deux ans par le Forum économique mondial avec la manipulation du climat. Tout y est et tout se tient.

Que dire à des personnes qui suivent aveuglément Macron et le gouvernement, sinon les inciter à lire ces articles ou regarder ces vidéos pour se faire une idée par eux-mêmes. Cette banque de données est unique en France et dans les pays francophones, mais elle n'est pas fréquentable non plus pour ces médecins, puisqu'elle figure dans un portail réellement d'extrême gauche, quelle horreur ! D'ailleurs pas un lecteur du blog médical que j'ai cité n'y fait référence, ils préfèrent encore l'ignorer, quitte à devoir s'accommoder du régime que leur impose le tyran Macron, leur bonne conscience a des limites fixées par leur statut privilégié ou le mode de vie confortable qu'ils doivent au régime en place.

J'ai fait mon devoir en informant les lecteurs le mieux que je pouvais, je ne suis pas comptable du reste ou de la suite, la responsabilité incombe totalement aux dirigeants corrompus du mouvement ouvrier. La position que j'ai adoptée est conforme à mes idées, à ma stratégie et à ma théorie, à la cause que je défends, à mon idéal. Si cela laisse indifférents les lecteurs ou militants, qu'est-ce que j'y peux ? Rien. On poursuivra demain, ce sera au vitriol !

Articles mis en ligne à 16h30 en Inde (12h en France).

SARS-CoV-2 ou coronabusiness.

- DOCUMENT. La Suède et le Danemark lancent les passeports vaccinaux (06.02)
- DOCUMENT. Ivermectine : Merck ne trouve pas d'effets favorables sur la Covid-19 dans les études. Serait-ce à cause d'un autre traitement? (05.02)
- DOCUMENT. L'ivermectine : un traitement efficace qui fâche ? (04.02)

- DOCUMENT. Merck : les "dérapages inacceptables" dénoncés par un homme de l'intérieur (04.02)
- DOCUMENT. L'ivermectine et l'ANSM (04.02)
- DOCUMENT. Insuffisances méthodologiques des essais des vaccins anti-COVID-19 (03.02)
- DOCUMENT. Les chiffres COVID-19 – Vous les croyez encore? (02.02)
- DOCUMENT. Deux fautes stratégiques face à la Covid-19 (02.02)
- DOCUMENT. La pandémie de coronavirus COVID-19: Le vrai danger est « l'Agenda ID2020 ». (02.02)
- DOCUMENT. De plus en plus de décès découlent de la « réussite » du vaccin Pfizer. (01.02)
- DOCUMENT. Une nouvelle étude du Dr Steven Quay conclut que le Sars-CoV-2 provient d'un laboratoire (31.01)
- DOCUMENT. Protocole thérapeuthique pour la prise en charge ambulatoire du covid-19 à l'IHU Méditerranée Infection (29.01)

Infos France et international.

- DOCUMENT. Classement des États du monde par population âgée de 65 ans et plus (%) (02.11.2019)
- DOCUMENT. La plus grande chasse aux sorcières a débuté aux USA (04.02)
- DOCUMENT. E. Macron : portrait d'une autre mythologie (04.02)
- DOCUMENT. 2030, l'avenir que nous prépare l'OTAN (02.02)
- DOCUMENT. Les complotistes d'aujourd'hui sont les sceptiques d'hier (01.02)
- DOCUMENT. Le plan de destruction derrière le programme de Biden concernant la Russie (01.02)

Haut de page

Le 10 février 2021

Je ne me vois pas dire à un jeune, tu as la vie devant toi.

Les derniers articles mis en ligne figurent dans les causeries du 30 janvier et du 8 février, je n'ai pas eu le temps de les classer. Cet après-midi et demain je serai pris par des travaux urgents à réaliser chez moi.

Totalitarisme. L'art de nuire délibérément au sort ou aux intérêts des peuples, cela existe vraiment.

- Le terme dystopie a été inventé à la fin du XIXe siècle par John Stuart Mill par opposition au terme d'utopie de Thomas More et ce serait «une utopie négative où la réalité se déroule en termes antagonistes à ceux d'une société idéale».

Les dystopies se situent dans des environnements fermés ou claustrophobes encadrés dans des systèmes pseudo-démocratiques où l'élite dirigeante (l'establishment) se croit investie du droit d'envahir tous les domaines de la réalité dans leurs plans physique et virtuel, n'hésitant pas à restreindre les droits fondamentaux de la citoyenneté et stigmatiser tous les secteurs réfractaires à la doctrine officielle de l'establishment avec un anathème récurrent. (La liberté d'expression est-elle en danger en Espagne? par Germán Gorraiz López (Observateur continental) - Mondialisation.ca, 06 février 2021)

Que des idéologues ou des représentants des classes dominantes oeuvrent à la réalisation d'une dystopie, appellent de leurs voeux l'avènement d'une société basée sur des rapports inhumains ou barbares destinés à faire le malheur de tout un peuple ou de l'humanité est si étranger à un cerveau normalement constitué, qu'on peine à imaginer que cela puisse réellement exister, on refuse de l'admettre ou on préfère se réfugier dans le déni, ce qui ne nous évitera pas d'en être les victimes réduites ainsi à l'impuissance.

La réalité, aussi injuste ou cruelle soit-elle, il faut la regarder en face et non la fuir, d'une manière ou d'une autre nous devrons y faire face ou l'affronter, alors autant que ce soit dans les meilleures conditions possibles, même si elles nous sont imposées, saisissons-les pour relever ce défi, au lieu de nous résigner ou sombrer dans le pire opportunisme qui soit, attitudes qui ne profiteront qu'à nos ennemis.

Non, Macron n'a pas commis d'erreurs ou des fautes, au jour le jour il a appliqué la politique que lui ont dictée ses parrains de l'oligarchie.

Oui, Macron, Philippe, Castex, Buzin, Véran, Salomon, etc. ont pris consciemment, délibérément, en connaissance de cause des mesures destinées à nuire à la population, à l'empêcher d'être ou de rester en bonne santé, à précipiter la mort de dizaines de milliers de personnes âgées ou déjà affaiblies par de graves pathologies, alors qu'il existait des traitements pour les soigner, leur éviter une hospitalisation ou les sauver, leur permettre de vivre encore 1 an de plus ou quelques années supplémentaires,

à pourrir l'existence du reste de la population, en priorité les jeunes et les tout jeunes enfants, sinon ils n'auraient pas décrété du jour au lendemain qu'une molécule ou un médicament prescrit à plus de 3 milliards d'hommes à travers le monde depuis plus de 50 ans était une substance vénéneuse, l'hydroxychloroquine, et ils ne recommenceraient pas un an plus tard avec l'ivermectine également prescrite dans les mêmes proportions et connue pour ne présenter aucun effet secondaire, aucun danger. Sinon, ils n'auraient pas lock-outé une partie de l'économie, conduit à la faillite des milliers d'entreprises ou de commerces et contraint au chômage des centaines de milliers de travailleurs sous prétexte de freiner la diffusion d'un virus, tandis que des millions de travailleurs continuaient de s'entasser comme du bétail qu'on envoie à l'abattoir dans les transports en commun.

Bref, sur la base de ce constat, il faut être écervélé ou avoir une conception misérable de l'humanisme pour soutenir la thèse selon laquelle ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, et avoir une morale détestable pour encore s'en remettre à ces criminels.

- 16 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Guerre des classes.

De toutes les classes, la moins digne de confiance sera toujours la petite bourgeoisie, les classes moyennes toujours prêtent à trahir ses alliés ou à se prostituer à la première occasion pour faire valoir ses intérêts auprès des classes supérieures.

Ce qui est remarquable ici comme ailleurs, c'est cette faculté qu'ont certains de se détourner soudainement de l'essentiel ou des idées dont ils se réclamaient la veille encore, avec quel aplomb, sans le moindre scrupule ou principe ils peuvent se renier ou tout simplement les oublier. C'est là qu'on s'aperçoit que la posture qu'ils avaient adoptée comportait une grande part d'hypocrisie ou tenaient en réalité davantage de l'imposture. Il vaut mieux savoir à qui on a affaire quand on prête la moindre attention aux intentions qu'ils affichent, et garder ses distances avec ces gens-là sous peine de se compromettre est fortement conseillé, c'est ce que j'ai toujours fait en connaissance de cause.

Observez comment l'esprit critique ou qui se veut non conformiste peut soudainement sombrer ou disparaître carrément, c'est une excellente leçon à retenir. Ce n'est pas moi qui donne des leçons aux lecteurs, mais la réalité, lisez.

Lu dans le blog médical auquel j'ai cessé d'envoyer des commentaires... et pour cause.

- Gérard Maudrux, le 7 février 2021 : J’attends un coup de gueule de Macron influencé par Madame. Ce sera plus efficace, on n’en est pas loin.

- ANTONIN 47, le 7 février 2021 : Idéal bien entendu. Merci Ma’m Brigitte.

- BB, le 8 février 2021 : En effet, espérons que Brigitte Macron sera plus efficace qu’une potentielle calamiteuse émission d’Elise Lucet.

LVOG - On en oublierait presque qu'elle aurait pu être poursuivie pour pédophilie ou détournement de mineur, puisque Macron n'avait que 15 ans quand elle (39 ans) a eu des rapports sexuels avec lui. Colporter ce genre d'illusions malsaines dans le rejeton de Rothschild, illustre bien les limites et l'impasse politique dans laquelle se retrouvent les éléments des classes moyennes qui contestent sa politique mais refusent de l'affronter ou de rompre avec le régime, car il est là le lien qui dicte leur comportement.

Pour ne pas leur faire un procès d'intention, il faut préciser qu'ils le reconnaissent eux-mêmes la plupart du temps, alors que les dirigeants du mouvement ouvrier qui se comportent de la même manière, continuent de se présenter comme des représentants des travailleurs. Les plus infréquentables devraient être ceux qui avancent masqués, principe que ne partagent manifestement pas la plupart des militants, hélas !

L'art du double discours. Comment participer à la psychose collective et au coronabusiness. VRP du régime et de Big Pharma

Professeur Bernard La Scola, médecin microbiologiste, virologue et directeur du laboratoire P3 à l’IHU Méditerranée Infection de Marseille, à alerter les Français, le 5 février 2021.

Il écrit:

« Tant que l'on ne sortira pas du cercle vicieux contrôle de l'épidémie = confinement strict, on continuera d'aller dans le mur. C'est la seule réponse que l'on donne et elle n'est pas bonne car pas efficace en regard de mesures beaucoup plus légères. »

Par « on », Pr La Scola entend, « le Conseil scientifique mais aussi une partie du corps médical qui fait pression sur le gouvernement. »

Il poursuit: « Ces variants, il va falloir vivre avec, donc, vivons normalement, laissons les jeunes vivre leur jeunesse. »

Il liste les mesures qu'il pense bon de prendre dans la situation actuelle du Covid-19:

« – Protégeons activement les personnes à risque (avec des masques FFP2, et l'éducation à l'hygiène des mains),

- équipons-nous massivement de système de surveillance à domicile, notamment de systèmes qui mesurent la saturation en oxygène afin de détecter les patients qui évoluent mal. »

Il existe pour cela des oxymètres pour 10 euros et des montres multifonctions indiquant la tension artérielle, l'oxygène du sang et le contrôle de la fréquence cardiaque, pour environ 40 euros.

Il continue:

« -Donnons les moyens à nos hôpitaux; notamment [visons un] accroissement des services d'urgence, la création non pas de lits de réanimation mais d'unités de soins intensifs purement covid équipées de système d'oxygénation optimim (Optiflow) et encadrées par des médecins spécifiques. »

« Le système Optiflow permet à certains patients fragiles d'éviter une intubation qui pourrait leur être fatale », écrit Le Parisien.

Il conclut:

« C'est tellement mieux d'utiliser l'argent public pour préparer notre système de santé aux vagues épidémiques qui ne manqueront pas de se succéder que de payer tous ces malheureux qui ne peuvent plus travailler (restaurateurs, tourisme, stations de ski,..) à ne rien faire. On peut espérer que les vaccins apportent un gain mais rien n'est moins sûr comme semble le montrer l'échec du vaccin AstraZeneca à protéger les patients du variant sud-africain. ».

https://www.mondialisation.ca/pr-la-scola-virologue-alerte-sur-le-confinement-et-propose-dautres-mesures-covid-19/5653504

LVOG - Quelle sale manie de vouloir nous imposer des mesures ! Le "*confinement stricte*" est inutile, voire nuisible, mais des "*mesures beaucoup plus légères*" seraient utiles alors qu'on est en présence d'un banal virus ayant un taux de mortalité ridiculement bas.

Ces "*mesures beaucoup plus légères*" seraient destinées à près d'un tiers de la population, puisque parmi les "*personnes à risque*" figure les personnes âgées, les obèses, les diabétiques, les cancéreux, celles qui présentent des risques cardiovasculaires, celles qui sont atteintes d'autres maladies telles Alzheimer, Parkinson, qui sont atteintes de troubles psychiatriques, celles qui récupèrent d'une longue maladie, celles qui ont été hospitalisées pour diverses pathologies, etc. autant de personnes dont le système immunitaire peut présenter des faiblesses, mais qui jusqu'à présent vivaient très bien avec.

Il préconise l'achat "*d'oxymètres pour 10 euros et de montres multifonctions (...) pour environ 40 euros*" dont on se passait très bien hier encore ou l'art de créer un besoin pour l'industrie marchande, n'est-il pas comme la quasi-totalité des médecins un partisan de l'économie de marché, capitaliste, du profit avant la santé ou le bien-être de la population, après tout c'est ce qui leur permet aussi de financer leur statut privilégié.

Pour finalement manifester l'espoir que "*les vaccins apportent un gain*" sachant que ces vaccins ne seront pas plus utiles que ceux contre le virus de la grippe, bref, il apporte de l'eau au moulin des tyrans qui veulent absolument vacciner toute la population.

Dans le même registre, conditionné et enragé, Michel Collon.

Lisez, il n'a strictement rien à foutre du taux de mortalité de 0,05% ou qu'il existe des molécules pour traiter la covid-19 sans avoir à confiner qui que ce soit.

Sputniknews - Beaucoup de morts du Covid-19 «auraient pu être évitées»: Michel Collon dénonce à son tour «l'arrogance» occidentale

LVOG - Un magnifique exemple de populisme.

Sputniknews - «Pourquoi veut-on limiter la contamination et pas l'arrêter?» s'interroge-t-il. Selon lui, l'arrêt total de l'économie n'était pas envisageable pour les gouvernements occidentaux «inféodés aux intérêts économiques des multinationales». L'essayiste belge propose une autre méthode:

«On arrête tout. On arrête absolument tout. Le shutdown pendant un mois. On teste, on trace les gens, on les isole, on les aide, on les soutient… Et le reste redémarre le plus vite possible. Mais, pour que ça marche, il faut faire ce qu'a fait la Chine, ainsi que d'autres pays. On arrête tout, surtout le travail et les déplacements vers le travail.»

LVOG - Encore un qui confond ou ignore qu'il existe des virus destinés à disparaître (variole, rougeole...) , tandis que d'autres mutent en permanence et ne disparaissent jamais (grippe, covid-19...). Et en bon maoïste, il cautionne la méthode policière de la milice du PCC.

Sputniknews - «On va maison par maison, écouter les gens, voir s'ils ont un problème, faire des tests pour ne pas envoyer inutilement plein de gens dans les hôpitaux, ce qui est dangereux. On met en place un suivi. […] On adopte un accompagnement et un traçage social. C'est une dimension humaine qui manque terriblement chez nous, où beaucoup de gens sont laissés à eux-mêmes», déplore l'essayiste belge. sputniknews.com 8 février 2021

LVOG - En guise de "dimension humaine", ce serait plutôt les faussaires dans son genre qui sont "dangereux". Je rappelle qu'en Inde mon expérience des membres de la milice assistant la police m'a valu au mois d'avril de me retrouver au poste de police, et une autre fois d'être menacé de me voir retiré mon permis de conduire, la carte grise de mon scooter et même mon véhicule, donc de me retrouver à pied bloqué dans mon village.

Au secours, Philippe Martinez ou René Belin est de retour !

Comment peut-on manquer à ce point d'esprit critique ? Comment un tel reniement est possible ? Comment peut-on être aussi sinistre et mentir avec un tel aplomb ? Comment peut-on devenir malfaisant et nuisible au reste de l'humanité ? Comment peut-on tomber à un tel degré d'abjection ? Le tout en se présentant comme un représentant des exploités et des opprimés, du socialisme. Les mots nous manquent.

Les fachos sont prêts à cautionner l'instauration d'un carnet de vaccin obligatoire, la nouvelle étoile jaune pour ceux qui y sont hostiles !

Ils accompagnent les masses à l'abattoir, un abattoir en vaut un autre : On serait tenté de dire : A bas le mouvement ouvrier, à bas la gauche et l'extrême gauche, à bas les syndicats complice du régime fasciste Macron-Castex-Véran ! Leur collusion est établie avec l'extrême-centre, la droite et l'extrême droite au côté de Macron et du Forum économique mondial.

Pas un seul travailleur ou militant ouvrier conscient que la pandémie virale est un coup d'Etat planétaire fomenté par l'oligarchie financière et dirigé contre les masses, ne peut se reconnaître dans le mouvement ouvrier tel qu'il est devenu, c'est devenu une institution ultra réactionnaire, à l'image du régime.

Je le dis aux militants qui préfèrent nier les faits, qu'ils ne se fassent absolument aucune illusion, vos combats ne serviront plus jamais notre cause dans ce cadre-là, quoi que vous espéreriez ou feriez ne servirait strictement à rien, hormis servir les intérêts de nos ennemis, sinon fournir un masque démocratique à un régime totalitaire, continuer à entretenir des illusions dans ce régime honni des masses. En continuant de militer dans ces syndicats et ces formations politiques sans vous opposer à leur politique réactionnaire dictée par l'oligarchie, vous cautionnez des officines qui sont au service du nouvel ordre mondial totalitaire qui est en train de se mettre en place.

Quand je lançais, il y a déjà quelques années, qu'il fallait refonder le mouvement ouvrier, qu'il fallait fonder un nouveau syndicat ouvrier sur les bases du socialisme, qu'il fallait construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur les bases du marxisme, cet appel demeura sans réponse hormis une poignée de militants qui y étaient favorables.

Les militants qui ont rejeté ces propositions se sont manifestement radicalisés en penchant toujours plus vers l'extrême droite. Apparemment ils ignorent ou ils feignent de ne pas savoir pour certains, que les partis fascistes dans le passé ou même le présent tenaient eux aussi un discours social très radical, y compris contre l'oligarchie financière ou les banquiers.

Ces discours ne sont que tromperie ou démagogie, quand on s'aperçoit que parallèlement sur des questions aussi déterminantes que la défense des libertés individuelles et collectives, en pratique nos dirigeants sont prêts à les brader, à les sacrifier pour sauver le régime en crise au lieu de l'affronter.

Philippe Martinez: "Il ne faut pas que la vaccination donne lieu à des discriminations" - 31 janvier 2021

https://www.youtube.com/watch?v=4JZ27zX7SjM&feature=youtu.be

Invité de la matinale de Public Sénat, « Bonjour chez vous », le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez est revenu sur la politique de vaccination en entreprise.

LVOG - Qu'a-t-il dit, qu'il était favorable à la vaccination de la totalité de la population, qu'il n'était pas opposé à l'instauration d'un carnet de vaccination pour pouvoir continuer à travailler notamment, bref, c'est un facho !

Sur René Belin, ministre du Travail en 1940 dans le gouvernement de Vichy. Un pur produit de la social-démocratie passée dans le camp de nos ennemis en 1914 jusqu'à nos jours.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Ren%C3%A9_Belin

- ...il s'engage dans le syndicalisme postier, militant au Syndicat national des agents des PTT, une des organisations composantes de la Fédération nationale des travailleurs des PTT. Celle-ci, lors de la scission syndicale de 1922, était majoritairement restée dans la CGT de Léon Jouhaux. L'activité syndicale de René Belin et sa participation à une grève, lui valent en mai 1930 d'être révoqué. Réintégré peu de temps après, alors qu'il venait de prendre des responsabilités nationales au Syndicat des agents, c'est dans le militantisme qu'il s'investit.

Remarqué par Léon Jouhaux, il est l'un des principaux responsables de la CGT avant la Seconde Guerre mondiale : élu en 1933 au Bureau confédéral, il devint, pour les observateurs, le « secrétaire général adjoint » de l'organisation. Il anime une tendance anticommuniste autour de l'hebdomadaire Syndicats...

Après la débâcle militaire de 1940, René Belin choisit la voie de la Révolution nationale et devient ministre du Travail de Pétain du 14 juillet 1940 au 18 avril 1942, poste qu'il cumule avec la charge de la production industrielle du 23 février 1941 au 18 juillet de la même année. Jacques Barnaud, son directeur de cabinet, rédige la loi du décembre 1940 liquidant la CGT, texte signé par Belin. (...)

À la Libération (...) Exclu des organisations auxquelles il appartenait avant guerre, il rejoint le Parti socialiste démocratique de Paul Faure et tente de relancer un syndicalisme indépendant et anticommuniste en aidant à la création de la Confédération générale des Syndicats indépendants. Lui et son adjoint Laurat jouèrent un rôle discret mais efficace dans la scission de 1947 entre la CGT et Force ouvrière. Il fonde secrètement Front syndicaliste puis La Revue syndicaliste, proche de FO. (...)

À la fin de 1950, le Parti socialiste démocratique aurait compté 6 700 adhérents et serait resté stable jusqu'en 1952. Après 1954, en revanche, des fédérations entières disparurent à cause de la réintégration à la SFIO de certains de leurs dirigeants et militants, ou de leur décès.

L'influence du PSD était non négligeable dans le mouvement syndical. Certains militants du PSD participèrent à la création de Force ouvrière (FO). (...) wikipedia.org

LVOG - Plutôt le fascisme que le socialisme ou le communisme, voilà ce que cela signifie sur le plan politique.

Si vous vous demandiez encore d'où tout cela pouvait provenir, suivez le guide en allant sur le portail du Forum économique mondial, vous aurez la réponse. Ils ont tout pensé ou prévu, organisé, ils ont distribué les rôles et écrit le scénario qu'ils allaient nous imposer dès que leur machination serait prête à être lancée.

Il faut que la population soit pour ainsi dire en guerre civile, et pour y arriver ils vont manipuler tout ce qui distingue les hommes entre eux, non pas pour réintégrer leur nature ou pour se la réapproprier, mais plutôt pour s'y opposer et créer des rapports conflictuels, de manière à arriver à une bagarre générale entre toutes les couches ou catégories de la société dans toutes les classes, pendant que ceux qui sont aux commandes gouvernent et légifèrent, oppriment, répriment, tabassent, torturent, assassinent.

Chaque fois qu'ils mettent une communauté en avant, vous être assuré qu'elle va en prendre plein la gueule, c'est voulu, ils prennent leur pied ces sadiques. Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable. Comment croire un instant que les esclavagistes seraient aux petits soins avec ceux qu'ils exploitent et oppriment ? Il faut être félé pour participer à une de leurs opérations. C'est simple, vous supprimez l'exploitation de l'homme par l'hommes, et toutes les discriminations disparaissent.

En complément.

- France. Des médecins scolaires demandent la fermeture des établissements pour 4 semaines - euronews 8 février 2021

"Deux semaines de vacances d'hiver ne suffiront pas à diminuer l'incidence de la pandémie", alors que "les élèves sont des maillons actifs de la chaîne de transmission", souligne le syndicat SNMSU-UNSA éducation dans un communiqué adressé au gouvernement. euronews 8 février 2021

Complément. Je vous propose un exercice d'humanisme offert par les négriers des temps modernes et plébiscité par la gauche et l'extrême gauche (POI, POID, NPA, LO, etc.).

Forum économique mondial, rubrique : Racisme et injustice raciale.

https://fr.weforum.org/focus/racisme-et-injustice-raciale

- Après les manifestations pour George Floyd, quelles seront les prochaines étapes en faveur de la justice raciale aux États-Unis ? - Adwoa Bagalini 03 juil. 2020

- 4 façons d'être un allié dans la lutte contre le racisme - Sarah Shakour et Madeleine Hillyer 03 juil. 2020

- Répondre à la colère - Klaus Schwab 11 juin 2020

- L'héritage de George Floyd : Voici comment les entreprises peuvent lutter contre les inégalités et promouvoir la justice - Gayle Markovitz 11 juin 2020

- Façonner le récit : Quel rôle les médias jouent-ils dans la perception publique des manifestations ? - The Conversation 11 juin 2020

- Quatre générations d'Afro-Américains débattent : la mort de George Floyd apportera-t-elle un changement ? - Thomson Reuters Foundation trust.org 12 juin 2020

- 7 façons pour les entreprises de montrer qu'elles accordent de la valeur à la vie des personnes noires - The Conversation 12 juin 2020

- Pourquoi le racisme systémique n'est pas seulement un problème américain - Thomson Reuters Foundation trust.org 10 juin 2020

- Pourquoi la Grande Réinitialisation signifie aussi lutter contre le racisme - Robin Pomeroy 06 juin 2020

- George Floyd : Comment faire face aux disparités raciales aux Etats-Unis - Project Syndicate 06 juin 2020

- Davos 2020. Ce psychologue utilise la science et les données pour combattre le racisme - Samantha Sault 24 jan. 2020

LVOG - Magnifique, non ? Tout y est, l'ultra réaction distribue la grille de lecture ou le mode d'emploi de son programme à tous les acteurs sociaux ou politiques qui seront chargés de le mettre en oeuvre. Au lieu de perdre votre temps à regarder la télévision, écouter la radio, lire des journaux ou un tas de trucs sans intérêt sur le Net, connectez-vous à la source et vous saurez ce qui vous attend si vous ne réagissez pas...

La gauche, la social-démocratie au petit soin avec la monarchie, c'est dans l'ordre des choses.

Comment la reine Elizabeth II a agi pour garder sa fortune secrète - LePoint.fr 8 février 2021

...une obscure procédure parlementaire, connue sous le nom de « Queen's Consent » (le « consentement de la reine »). Elle donne à la souveraine le pouvoir d'être sollicitée avant qu'une loi ne soit approuvée par le Parlement et oblige les ministres à l'alerter lorsqu'un projet de loi est susceptible d'affecter la Couronne.

...en novembre 1973, la monarque a missionné son avocat privé, Matthew Farrer, afin qu'il mette la pression à des fonctionnaires du ministère du Commerce et de l'Industrie. À l'époque, un projet de loi visant à empêcher les investisseurs d'acquérir secrètement des participations importantes dans des sociétés cotées en acquérant leurs actions via des sociétés-écrans était en préparation. Trois pages de correspondances révélées par The Guardian prouvent que le juriste a relayé l'objection de la reine pour cette loi.

Après quelques semaines de réflexion, le gouvernement britannique a donc proposé un compromis au monarque. Le secrétaire

d'État au Commerce Geoffroy Howe a ainsi expliqué qu'il pouvait insérer une nouvelle clause dans le projet de loi, accordant au gouvernement le pouvoir d'exempter certaines entreprises de l'obligation de déclarer l'identité de leurs actionnaires. Un changement qui favoriserait les investisseurs fortunés, à savoir les chefs d'État, les gouvernements, les autorités monétaires centrales. Et donc la reine.

Il a néanmoins fallu trois ans avant que cette loi ne soit définitivement promulguée. De fait, en février 1974, le Premier ministre Edward Heath a déclenché des élections anticipées, ce qui a entraîné le rejet de toutes les lois soumises au parlement, rappelle The Guardian. Finalement, la proposition a été réactualisée par le gouvernement travailliste d'Harold Wilson et la loi promulguée en 1976. LePoint.fr 8 février 2021

LVOG - Rappel pour les amnésiques. A la même époque, dans tous les pays les trotskystes lambertistes prônaient le front unique avec la social-démocratie. Ce sont les mêmes qui aujourd'hui vous proposent des réunions sur le thème du marxisme ! Si vous remontiez plus loin en arrière, vous arriveriez au même constat. Si vous êtes cohérent et sérieux, vous pourrez en conclure qu'aucun courant politique n'avait assuré la continuité du marxisme et du socialisme après l'assassinat de Trotsky le 20 août 1940 par Ramon Marcader, un agent de Staline et Castro.

Tiens, pourquoi Castro ? Excellente question qui concerne davantage le NPA. Par hasard je suis tombé sur un article ou figurait une photo, où l'on pouvait voir Ramon Marcader et Raül Castro bras dessus bras dessous. (Il n'y a plus de trotskystes en France par Jean Dugenêt, le 4 janvier 2021 - blog Mediapart). Au NPA (ou hier à la LCR) ils sont à la fois trotskystes et castristes, cherchez l'erreur. Il n'y en a pas, ce sont des manipulateurs dégénérés et il n'y a rien à en tirer.

Il y a des dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui valent beaucoup mieux qu'eux et qui ne sont jamais passés par ces courants politiques ou d'autres aussi pourris, pourquoi perdre son temps à essayer de discuter avec ces gens-là ? On les évoque ici parce que l'occasion s'est présentée, sinon le reste du temps je les ignore complètement, je fais comme s'il n'existait pas. Que voulez-vous qu'ils nous apportent de valable, sérieusement, que dal, absolument que dal.

Ils existent une majorité de nantis en France, ceci explique cela. Chut !

LVOG - Les ménages qui cumulent deux salaires, 13é mois, primes et allocations diverses, ne sont pas identifiés dans leurs études, si 1 salarié sur 10 perçoit moins de 1 282 euros net par mois, cela signifie que 9 sur 10 perçoivent un salaire supérieur, en cumulé dans un ménage on approche ou dépasse 3 000 euros net par mois, et quand un des deux fait partie des 18% qui perçoivent un salaire supérieur à 3 000 euros, ils sont plus proche de 5 000 euros, donc ils peuvent vivre normalement ou même économiser une partie de leurs revenus.

Combien y a-t-il réellement de pauvres, de ménages ou de familles pauvres en France en tenant compte de la composition de chaque foyer, sans doute entre 10 et 15%, pas suffisamment pour déstabiliser le régime d'autant plus que tout le monde les ignore, à commencer par le mouvement ouvrier qui s'est toujours accommodé de ces millions de familles ouvrières pauvres, je sais de quoi je parle, j'en suis issu. Chut !

Selon une étude Insee menée en 2018 seuls 9% des Français perçoivent un salaire supérieur à 4.000 euros. - sputniknews.com 8 février 2021

Toujours selon l'étude, 56% des salariés touchent moins de 2.000 euros net par mois, dont la moitié moins de 1.871 euros, et 26% moins de 1.500 euros. Enfin, le pourcentage des salariés touchant plus de 3.000 euros est de 18%.

En outre, l'Observatoire des inégalités, organisme privé indépendant, a publié le 9 juin un rapport sur les riches en France qui marque un seuil de richesse à 3.470 euros par mois, soit le double du revenu médian de 1.735 euros, pour une seule personne.

D'après ses estimations, un peu plus de cinq millions de personnes vivent au-dessus du seuil de richesse, soit 8,2% de la population. Parmi ces fortunés figurent notamment cadres supérieurs, juristes, médecins, pharmaciens, conseillers financiers et agents immobiliers. sputniknews.com 8 février 2021

5 millions de riches en France - inegalites.fr 9 juin 2020

Cinq millions de personnes gagnent plus du double du niveau de vie médian, soit 3 470 euros pour une personne seule. Environ dix millions de personnes vivent au sein de ménages qui possèdent plus du triple du patrimoine médian, soit une fortune d'au moins 490 000 euros. En vingt ans, le niveau de vie et le patrimoine des 10 % les plus riches se sont accrus.

Selon nos estimations, un peu plus de 5 millions de personnes vivent au-dessus du seuil de richesse, seuil que nous proposons de situer au double du niveau de vie médian, soit 3 470 euros par mois après impôts, pour l'équivalent d'une personne seule. Elles représentent 8,2 % de la population. En France, les riches sont aussi nombreux que les pauvres (8 % de la population vit avec moins de 867 euros [1]), coïncidence étonnante. C'est en tous cas l'une des conclusions inédites de nos estimations

qui permettent d'avoir une vision globale de la distribution des revenus dans notre pays.

Notre seuil de richesse de 3 470 euros n'est qu'un seuil d'entrée dans le club des privilégiés. Au-delà, les chiffres s'envolent. En moyenne, les personnes situées entre les 10 % et le 1 % les plus riches ont un niveau de vie équivalent à 5 000 euros par mois avant impôts. Le 1 % le plus riche reçoit près de 15 000 euros en moyenne. Quant aux ultra-riches habitués des classements des magazines, leurs revenus dépassent un million d'euros par mois pour une poignée de « grands patrons » et de stars du football. Oui, les riches sont très riches en France, même après avoir payé leurs impôts. Ils le sont même plus qu'ailleurs en Europe : hormis la Suisse, la France est le pays où le 1 % le plus aisé a le niveau de vie le plus élevé. inegalites.fr 9 juin 2020

Insee.fr - La moitié des salariés du secteur privé perçoivent moins de 1 871 euros nets par mois en équivalent temps plein.

Un salarié sur dix gagne moins de 1 282 euros, tandis qu'un sur dix perçoit plus de 3 776 euros. Comme en 2017, les salaires augmentent un peu plus pour les mieux rémunérés. Les disparités salariales s'accroissent donc de nouveau légèrement, poursuivant une tendance débutée en 2010. insee.fr

Totalitarisme. C'était leur objectif pour justifier la censure et instaurer le ministère de la Vérité.

Avec les réseaux sociaux "il n'y a plus de règles sur ce qui est vrai et faux", déplore Barack Obama - Franceinfo 8 février 2021

L'ancien président des États-Unis prône plus de responsabilité chez les entreprises de réseaux sociaux face à ce qu'il considère comme le "plus grand danger actuel pour la démocratie".

Totalitarisme. L'endettement massif des Etats était aussi leur objectif pour justifier des coupes budgétaires et l'augmentation des impôts ou taxes.

La BCE appelée à effacer les dettes publiques : Lagarde dit "non" - euronews 8 février 2021

La présidente de la Banque centrale européenne (BCE) Christine Lagarde a jugé "inenvisageable"l'annulation des dettes publiques détenues par l'institution réclamé par un groupe d'économistes pour relancer l'économie.

Le coût économique de la pandémie continue de grimper en Europe. La hausse des dépenses publiques et récession ont poussé les Etats à battre des records d'endettement.

C'est dans ce contexte qu'une centaine d'économistes ont demandé vendredi à la banque centrale européenne d'annuler une large partie des dettes publiques qu'elle détient.

Dans une lettre signée par l'économiste français Thomas Piketty, l'ancien ministre belge Paul Magnette ou encore l'ex-commissaire européen hongrois Andor Lazlo, ils estiment que "la BCE pourrait immédiatement donner aux nations européennes les moyens d'une reprise verte, et de soigner les dégâts sociaux, culturels et économiques engendrés par la crise sanitaire dévastatrice du Covid-19".

"Pas la meilleure idée pour favoriser l'unité"

Mais certains eurodéputés sont inquiets des divisions que cela pourrait créer. C'est le cas du Belge Philippe Lamberts, co-président du groupe parlementaire Les Verts.

"Je comprends qu'il y ait beaucoup de critiques au sujet des statuts de la BCE et des limites de nos traités. Mais je ne pense pas que ce soit le bon débat à avoir, sachant que nous avons récemment fait des avancées en matière d'emprunts pour financer le plan de relance européen. Agiter le drapeau rouge de l'annulation de la dette n'est peut-être pas la meilleure idée pour favoriser l'unité des dirigeants européens si l'on veut passer à l'étape suivante", a déclaré sur Euronews M. Lamberts.

La présidente de la BCE Christine Lagarde a aussi fait connaître son désaccord aux meures préconisées par le groupe d'économistes. La reprise économique doit se concentrer sur les investissements, a-t-elle dit devant le Parlement européen :

"Si le soutien budgétaire est crucial à ce stade, il doit être ciblé et axé sur les mesures les plus propices à la croissance économique. Dans ce contexte, le plan "Next Generation EU" devrait être mis en oeuvre de manière à ce que l'UE et tous les États membres sortent de la crise avec des structures économiques plus solides et une cohésion renforcée", a estimé Christine Lagarde.

Si la BCE peut techniquement annuler les dettes qu'elle détient, c'est un choix légal et politique risqué. Et bien que l'idée fasse son chemin, elle est loin d'être de faire l'unanimité.

L'institution table pour 2021 sur une croissance dans la zone euro autour de 4 %, après la baisse de 6,5 % l'an dernier. euronews 8 février 2021

DEUXIEME PARTIE

Vidéo.

Ni dernier de la classe, ni girouette - IHU Méditerranée-Infection 9 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=wjgZOG8wkF0&feature=emb_title

Ceci n'est pas un complot - 6 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=w6zGkTOq6qs&feature=youtu.be&fbclid=IwAR2H5ETIID4mGSNX1CB7gqtV3xOYa9GOob-BkoqC8xbYScL2FVfZNqkeHtE

Parole d'internaute

- "Tout est sous nos yeux, comme dans la Lettre volée d'Edgar Poe.

Pour démonter les adversaires, il suffirait de mettre bout à bout leurs titres, leurs articles et leurs vidéos : quand on regarde, même rapidement, le passé, les titres universitaires des décodeurs et leurs articles, et les articles, vidéos et tweets des Pfeiffer-Smadja, Lina, Malvy, Coslagliola et les propositions thérapeutiques des Lacombe, Caumes, Yazdanpanah et autres Tattevin depuis le patient « zéro » le 22 janvier 2020 (y compris sur Pub Med, Ah le plasma sanguin, si commode d'utilisation en phase précoce !), les choses parlent d'elles-mêmes : conflits d'intérêts (chez Costagliola, c'est long comme le bras), contradictions, mensonges, masques déconseillés et promotion du Remdésivir à la veille de son désaveu par l'OMS, abandon des essais sur l'HCQ au lendemain du scandale du Lancet, tout y est… Si j'avais le temps, je ferais volontiers la collation de ces inepties criminelles moi-même. Je suis sidérée qu'aucun journaliste d'investigation ne s'y colle. On parle d'1 milliard d'euros d'achat de Remdésivir par la Commission européenne tout de même… (Une arnaque à 1 milliard d'euros entre mafieux. - LVOG)

Merci encore à vous, M. Maudrux, de nous informer sur les avancées de l'Ivermectine en France et à l'étranger. La vérité de fait (Hannah Arendt) fera son chemin, mais combien de morts évitables et de séquelles inutiles, combien de douleurs dans les familles, combien de dégâts économiques, c'est-à-dire humains, d'ici là ?

Comment faire pour faire sauter les verrous ? Même des médias supposés alternatifs comme Médiapart ou Le Média emboîtent le pas…

Je ne comprends pas ce qui se passe. A supposer que les médecins favorables à des prises en charge précoces soient de doux rêveurs (ce que je ne crois pas, il y a des preuves scientifiques), pourquoi cet acharnement, pourquoi ces invectives qui vont de complotistes à « populistes » médicaux (si, si, …), à trumpistes, à charlatans, pourquoi interdire avec tant de véhémence ?

Voir Piarroux sur Thinkerview, qui défend sa méthode Covisan d'équipes volantes pour prendre en charge les malades (je sais qu'ils donnent au moins des anticoagulants dans les cas nécessaires), mais dénonce violemment la stratégie de la fondation Gates pour créer un marché des vaccins :

https://www.bing.com/videos/search?q=thinkerview+piarroux&&view=detail&mid=F73926F48A90C908A042F73926F48A90C908A042&&FORM=VRDGAR&ru=%2Fvideos%2Fsearch%3Fq%3Dthinkerview%2Bpiarroux%26FORM%3DHDRSC4

A la fin des fins, je ne comprends pas, tout de même, ne croyant pas au complot. De malheureuses causes multifactorielles, parmi lesquelles le suivisme et le conformisme ne seraient pas les moindres ?"

LVOG - Vous êtes très très loin du compte. Quand on ne croit pas on complot, forcément on ne comprend rien, il le dit lui même. Pour nous, là où il y a complot c'est uniquement dans la manière dont ceux qui gouvernent et détiennent le pouvoir présentent

la situation, puisque tout le monde ignore précisément ce qu'ils ont planifié et vont tenter de nous imposer dans les mois ou années à venir.

En revanche, ce que l'on sait avec certitude, c'est qu'ils n'auraient pas monté cette machination si le capitalisme n'était pas au bout du rouleau. Autrement dit, pour mettre un terme à cette situation insupportable du point de vue des intérêts des masses exploitées et opprimées, l'abolition du capitalisme et ses institutions s'impose comme une nécessité politique impérieuse, urgente, immédiate, sans réserves ou conditions. Et dès lors qu'on refuse ce constat ou cette perspective politique, il ne reste plus qu'à se laisser influencé par des théories du complot délirantes ou inévitablement, on ne va rien comprendre à la situation.

Ces vaccins inutiles, qui rendent malade ou qui tuent.

L'Afrique du Sud suspend l'utilisation du vaccin d'AstraZeneca à cause de son manque d'efficacité - sputniknews.com 8 février 2021

Le gouvernement sud-africain a annoncé qu'il suspendait l'utilisation du vaccin contre le coronavirus développé par AstraZeneca, après que des données ont montré qu'il était peu efficace pour prévenir les infections causées par le principal variant détecté dans le pays.

L'Afrique du Sud a suspendu temporairement le 7 février son programme de vaccination contre le Covid-19, qui devait démarrer dans les prochains jours.

Le ministre de la Santé, Zweli Mkhize, a déclaré que le gouvernement attendait les recommandations des scientifiques sur la marche à suivre pour les vaccinations.

Avant la circulation du variant plus contagieux du coronavirus, le vaccin développé par AstraZeneca était donné efficace dans 75% des cas. Des études ont montré toutefois qu'il limitait peu les symptômes légers de la maladie.

Le laboratoire a indiqué samedi 6 février que son vaccin semblait protéger contre les formes les plus graves de la maladie. Il a fait savoir qu'il avait déjà commencé à adapter son vaccin au variant sud-africain.

L'Afrique du Sud espère vacciner 40 millions de personnes, soit les deux tiers de sa population, mais n'a pas encore débuté sa campagne de vaccination. Elle espérait pouvoir administrer lundi des doses du vaccin AstraZeneca au personnel de santé; au lieu de cela, les premières vaccinations devraient avoir lieu dans les prochaines semaines, avec les vaccins de Johnson & Johnson et de Pfizer-BioNTech. sputniknews.com 8 février 2021

Selon Véran, le vaccin AstraZeneca protège contre "au moins 99% des souches qui circulent" en France - BFMTV 8 février 2021

Des producteurs de vaccins dans le comité ‘indépendant’ d’évaluation des vaccins Covid-19 - childrenshealthdefense.eu 27 janvier 2021

Dans le cadre de la « Stratégie de l’Union européenne concernant les vaccins contre la COVID-19« , la Belgique s’est déjà engagée pour l’achat anticipé de deux vaccins, celui d’AstraZeneca (décision en août 2020) et celui de Janssen Pharmaceutica (décision en octobre 2020) en attendant d’autres vaccins prochainement. Ces engagements entérinés par le gouvernement belge s’établissent sur base des évaluations positives établies par l’Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS) dont un comité a été chargé d’examiner les dossiers des candidats vaccins. Selon le site officiel de l’AFMPS, ce comité est composé d’experts qui « n’ont aucun conflit d’intérêt et sont tenus au secret.

Afin de garantir l’indépendance de ses membres, la composition de ce comité ne sera pas divulguée avant la fin de ses travaux. »

Pourtant, dans le journal télévisé du 19 août 2020 de la chaîne de télévision belge RTL, le professeur Michel Goldman a été interviewé et présenté explicitement comme étant l’un des membres de ce comité. Or, sur le site officiel de la « AstraZeneca Foundation » (dernière consultation le 9 novembre 2020), Michel Goldman est désigné comme président du board de cette fondation dont la raison d’être consiste à protéger et véhiculer les intérêts de la firme biotechnologique AstraZeneca. Dans ce board apparaît aussi le nom du professeur Lieven Annemans qui est membre de la Cellule d’évaluation fédérale (CELEVAL) qui conseille le gouvernement belge pour décider des mesures étatiques liées à la pandémie du covid-19.

Des conflits d’intérêts similaires ont déjà été repérés dans d’autres pays en rapport avec la pandémie du covid-19. Par exemple, en France, plusieurs membres (dont le président Christian Chidiac) de la commission publique chargée d’orienter les mesures étatiques contre la pandémie ont des conflits d’intérêts avec l’industrie biotechnologique.

De même, aux USA, les liens de Moncef Slaoui avec l'industrie biotechnologique sont patents.

Des conflits semblables concernent probablement encore d'autres protagonistes qui occupent des fonctions similaires à celles de Michel Goldman, Lieven Annemans, Christian Chidiac ou Moncef Slaoui dans d'autres pays et institutions.

Ainsi, de même que le gouvernement belge délègue l'évaluation des contrats d'achat des vaccins à un comité d'experts, de même la Commission européenne délègue son pouvoir de négociation de ces contrats à un « comité de pilotage » et à une « équipe conjointe ». Les membres de ce comité et de cette équipe sont inconnus et travaillent dans le secret, et cette opacité est revendiquée par la Commission dans des termes qui résonnent avec ceux de la déclaration fallacieuse de l'AFMPS citée ci-dessus et qui ne garantissent donc nullement l'impartialité de ces personnes.

En ce qui concerne la Belgique, le réseau d'influence de la « AstraZeneca Foundation » se laisse entrevoir aussi par les quelques liens tissés avec le FNRS et l'Académie Royale de Médecine de Belgique : « Depuis sa création, AstraZeneca Foundation a déjà consacré plus de cinq millions d'euros au soutien de la recherche en Belgique. » childrenshealthdefense.eu 27 janvier 2021

Quand il n'y a pas de justifications scientifiques pour légitimer leurs mesures totalitaires, ils les fabriquent ou en achètent.

Le ministère de l'Intérieur allemand aurait engagé des scientifiques pour justifier ses mesures contre le Covid - sputniknews.com 8 février 2021

Afin de justifier la mise en application de mesures strictes dans la lutte contre la pandémie en Allemagne, le ministère de l'Intérieur aurait demandé à des scientifiques de mettre en avant un modèle alarmiste sur lequel les autorités pourraient se baser, relate Welt Am Sonntag se référant à la correspondance qu'il a pu obtenir.

D'après Welt Am Sonntag, les chercheurs ont travaillé en collaboration avec le ministère et, en l'espace de quatre jours, ont rédigé un rapport dit secret. Ce document a été par la suite envoyé à différents médias pour qu'y soient diffusées ces informations élaborées.

Les scientifiques ont annoncé «le pire scénario», selon lequel ils ont estimé que plus d'un million de personnes en Allemagne pourraient mourir des suites du nouveau coronavirus si la vie sociale n'est pas limitée par des mesures rigoureuses. sputniknews.com 8 février 2021

LVOG - Il leur suffisait de copier ou d'adapter les mesures contenues dans le manuel édité par le Forum économique mondial, la Fondation Rockefeller, Gavi ou Bill Gates.

TROISIEME PARTIE

POLITIQUE

Birmanie

Birmanie: gigantesques manifestations contre le coup d'État, une fronde inédite depuis 2007 - BFMTV 8 février 2021

La télévision d'État birmane a fait planer ce lundi pour la première fois la menace d'"actions" contre les contestataires alors que des foules massives manifestaient pour la troisième journée consécutive en Birmanie contre le coup d'État qui a renversé Aung San Suu Kyi.

"Des actions doivent être prises conformément à la loi (...) contre les infractions qui troublent, empêchent et détruisent la stabilité de l'État, la sécurité publique et l'État de droit", a fait savoir la chaîne MRTV, contrôlée par l'État.

Il s'agit du premier avertissement lancé par les autorités depuis le début des manifestations samedi dans le pays, où la fronde grandit. Ce lundi, plusieurs centaines de milliers de personnes, d'après diverses estimations, étaient rassemblées à Rangoun, la capitale économique.

"Nous n'allons pas travailler même si notre salaire va baisser", a déclaré à l'AFP Hnin Thazin, salariée dans une usine de confection, répondant à l'appel à la grève générale lancé par les contestataires. "Je ne veux pas de la dictature."

D'autres ouvriers ont rejoint le mouvement ainsi que des moines en robe safran, des avocats, des étudiants, et des infirmières

agitant des drapeaux rouges aux couleurs de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi, détenue au secret depuis ce lundi.

"Libérez nos dirigeants", "respectez nos votes", "rejetez le coup d'État", pouvait-on lire sur des banderoles.

"Avant nous vivions dans la crainte, mais nous avons eu un gouvernement démocratique pendant cinq ans. Nous n'avons plus peur. On ne se laissera pas faire", a lancé Kyaw Zin Tun, ingénieur de 29 ans.

Un appel à "la grève générale"

Des manifestations se tenaient également dans de nombreuses autres villes du pays, beaucoup d'habitants défilant sur leurs deux-roues dans un concert de klaxons, comme à Tangû à 300 kilomètres au nord de Rangoun.

A NayPyidaw, la capitale, les forces de l'ordre ont fait usage de canons à eau contre des manifestants, selon des journalistes de l'AFP. Deux personnes ont été blessées, d'après cette source, tandis que des images diffusées sur les réseaux sociaux montraient deux protestataires à terre après avoir été visés par les canons. Dimanche, les manifestations se sont déroulées sans incident majeur.

"Révolution lundi dans tout le pays contre la dictature", avaient lancé les protestataires, appelant à "la grève générale".

Des dizaines de fonctionnaires avaient déjà cessé le travail la semaine dernière, en signe de protestation. Ce vent de contestation est inédit en Birmanie depuis le soulèvement populaire de 2007, violemment réprimé par l'armée.

Quel est le but exact des manifestants, s'interroge Soe Myint Aung, analyste au centre de recherche indépendante de Rangoun. "Revenir au fragile équilibre entre gouvernement civil et militaires d'avant les législatives de novembre 2020 ou cette fois totalement chasser l'armée du pouvoir?"

Un accès à Facebook restreint

Les généraux putschistes ont mis fin le 1er février à une fragile transition démocratique, en instaurant l'état d'urgence pour un an et en arrêtant Aung San Suu Kyi ainsi que d'autres dirigeants de la LND. Depuis, plus de 150 personnes - députés, responsables locaux, activistes - ont été interpellées et sont toujours en détention, selon l'AAPP.

Les connexions internet ont été partiellement rétablies dimanche après avoir été très perturbées pendant 24 heures. Les données mobiles ont aussi été restaurées, a fait savoir le Norvégien Telnor, l'un des principaux fournisseurs d'accès du pays.

L'accès à Facebook, outil de communication pour des millions de Birmans, restait en revanche restreint ce lundi. Beaucoup détournaient la censure en utilisant des VPN, outils qui permettent de contourner les restrictions géographiques.

Les évènements restaient au cœur de l'agenda international. Le pape François a exprimé dimanche sa "solidarité avec le peuple birman" et exhorté l'armée à oeuvrer en faveur d'une "coexistence démocratique".

Quelques jours plus tôt, l'ONU avait appelé à la libération des détenus mais n'avait pas condamné formellement le coup d'État dans sa déclaration commune, Pékin et Moscou, soutiens traditionnels de l'armée birmane aux Nations Unies, s'opposant à cette formulation. Les Etats-Unis et l'Union européenne font de leurs côtés planer la menace de sanctions. BFMTV 8 février 2021

Équateur

Équateur : l'indigène Perez rejoint finalement le socialiste Arauz au second tour - LePoint.fr 8 février 2021

L'économiste socialiste Andres Arauz, dauphin de l'ex-président Rafael Correa, figure de la gauche latino-américaine, était en tête du premier tour des élections en Équateur dimanche 7 février, mais devra en affronter un second le 11 avril, selon une projection officielle. Arauz, 36 ans, candidat de la coalition Union pour l'espérance (Unes), a obtenu 31,5 %, suivi de l'avocat de gauche Yaku Perez, 51 ans, du parti Pachakutik, à 20,04 %, premier indigène à parvenir aussi loin à une présidentielle, dans ce pays en crise économique, aggravée par la pandémie du Covid-19 qui l'a sévèrement touché.

Mais l'ex-banquier conservateur Guillermo Lasso, 65 ans, du mouvement Créer des opportunités (Creo, droite), qui se présente pour la troisième fois à la présidentielle et que enquêtes de sortie des urnes comme sondages donnaient second, n'est pas loin derrière avec 19,97 %, selon le Conseil national électoral (CNE).

Quelque 13,1 millions d'électeurs étaient appelés à choisir entre 16 candidats, un record. Pour l'emporter au premier tour, le gagnant devait engranger la moitié des voix plus une, ou au moins 40 % avec dix points d'avance sur le suivant.

Des politologues, tel Simon Pachano, de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (Flacso), avaient avancé que Perez pouvait réserver une « surprise ». « Le peuple nous a donné son soutien, et cela a été plus que démontré dans les résultats officiels », a-t-il déclaré dimanche soir, en appelant à une veillée devant le CNE pour que « la décision des Équatoriens soit respectée ».

De gauche mais opposé au corréisme, il bénéficie de la popularité du soulèvement social de 2019. Déclenchée par une hausse des prix des carburants dans le cadre d'une aide du Fonds monétaire international (FMI), la révolte s'était soldée par 11 morts, 1 340 blessés et avait fait vaciller le gouvernement. Perez unit le vote des autochtones « à celui de la gauche non corréiste et d'autres secteurs comme les jeunes », a précisé à l'Agence France-Presse Simon Pachano.

Les électeurs devaient aussi désigner les 137 députés du parlement monocaméral. Du fait de la fragmentation des forces politiques, le prochain gouvernement ne devrait pas y détenir de majorité. « Quel que soit le vainqueur, il aura un mandat fragile », devra « chercher des consensus », selon le politologue Esteban Nichols, de l'Université andine Simon Bolivar. LePoint.fr 8 février 2021

Haut de page

Le 11 février 2021

Toutes les rubriques et archives sont à jour.

La causerie d'hier a pu en surprendre certains, je persiste et signe, vous lirez plus loin pourquoi. Le mouvement ouvrier est passé avec armes et bagages dans le camp de la réaction, le POID en tête, ce qui n'a rien d'étonnant puisque c'est le courant qui se revendique avec le plus de véhémence du marxisme, quoi de plus efficace pour tromper travailleurs et militants que d'adopter le masque le plus éloigné ou étranger de la politique qu'on met en oeuvre.

Ce sont des fanatiques de la croyance en une pandémie et de la vaccination lancée depuis le Forum économique mondial, Gavi et Bill Gates, la Fondation Rockefeller, l'OMS qu'ils contrôlent, si cela ne met pas la puce à l'oreille des militants, c'est qu'ils ont subi un lavage de cerveau ou ils sont irrécupérables pour notre cause.

En voulant nous vacciner en niant l'existence de molécules efficaces pour soigner cette maladie pas plus dangereuse que la grippe saisonnière, ils sont devenus nos ennemis. Notez bien que ce sont eux qui se sont mis dans cette position et non moi qui les y aurais mis, qui nuisent délibérément à nos intérêts, à la santé et à la vie de la population, car ils partagent la responsabilité de ces dizaines de milliers de morts qui auraient pu être éviter, et ceux encore à venir.

Ils ont choisi le camp de nos tortionnaires et bourreaux, et bien qu'ils en assument les conséquences. J'appelle tous les militants à déserter immédiatement ces partis archi pourris, criminels, et à rejoindre La Voix de l'Opposition de Gauche, nous nous n'avons aucun cadavre sur les bras.

Parole d'internaute

Voici des éléments à faire circuler pour que le bon sens revienne dans les cœurs et les esprits et faire rendre compte de la balance bénéfice/ risque : et le plus fort sans aborder les questions du risque de la vaccination à court, moyen ou long terme.

C'est vraiment génial !

On nous prends pour des "attardés mentaux", dit plus légèrement : on marche sur la tête.

Selon le gouvernement et les "experts" :

Si je me fais vacciner. (2 doses)

1.- Puis-je arrêter de porter le masque ?
Réponse du gouvernement - Non

2.- Est-ce qu'on pourra rouvrir les restaurants, les bars, les remontées mécaniques, etc.... et tous retravailler normalement ?
Réponse du gouvernement - Non

3.- Est-ce que je serai résistant a la Covid-19 ?
Réponse du gouvernement - Peut-être, nous l'espérons mais nous ne le savons pas exactement, cela ne vous empêchera probablement pas de l'attraper.

4.- Au moins je ne serai plus contagieux pour les autres ?
Réponse du gouvernement - Non, vous pouvez toujours la transmettre, peut-être, personne ne le sait.

5.- Si nous vaccinons tous les enfants, l'école reprendra-t-elle normalement ?
Réponse du gouvernement - Non

6.- Si je suis vacciné, puis-je arrêter la distanciation sociale ?
Réponse du gouvernement - Non

7.- Si je suis vacciné, puis-je arrêter de me désinfecter les mains ?
Réponse du gouvernement - Non

8.- Est-ce que les restaurants, cinémas, théâtres et stades seront rouverts grâce aux vaccins ?
Réponse du gouvernement - Non

9.- Est-ce que les vaccinés pourront se rassembler ?
Réponse du gouvernement - Non

10.- Quel est le véritable avantage de la vaccination ?
Réponse du gouvernement - Le virus ne vous tuera pas.

11.- Êtes-vous sûr que ça ne me tuera pas ?
Réponse du gouvernement - Non

12.- Si statistiquement le virus ne me tue pas (0, 05 %), pourquoi dois-je me faire vacciner ?"
Réponse du gouvernement - Pour protéger les autres.

13.- Donc si je me fais vacciner, les autres sont sûrs à 100 % que je ne les infecterai pas ?
Réponse du gouvernement - Non

14.- Êtes-vous sur que le vaccin ACTUEL est toujours efficace contre le variant anglais, brésilien, sud-africain, etc.
Réponse du gouvernement - On n'en sait rien, et c'est un sujet à éviter absolument pour ne pas créer la panique

En résumé, le vaccin contre la Covid-19 :

N'élimine pas le virus.
N'empêche pas forcément d'en mourir.
Ne garantit pas que vous ne l'attraperez pas.
Ne vous empêche pas de le transmettre.
N'élimine pas la nécessité d'interdire les déplacements.
N'élimine pas la nécessité de fermer les entreprises.
N'élimine pas la nécessité de porter le masque.

Alors, qu'est-ce qu'il fait vraiment ?

Une des réponses ci-dessous : ils tuent des personnes bien portantes d'un âge moyen.

- 36 people developed rare blood disorder after covid vaccination - MailOnline 9 février 2021

At least 36 people develop blood disorder and a doctor dies after receiving Pfizer or Moderna COVID vaccines - as experts probe potential link between shots and the rare condition

One of them, Miami obstetrician Dr Gregory Michael, died after thrombocytopenia caused his platelets to drop to virtually zero. He was just 56 and died of a brain hemorrhage just 16 days after receiving Pfizer's shot.

Michael's wife Heidi Neckelman (left) said her husband's death was 'due to a strong reaction' to the vaccine.

And doctors ordered Luz Legaspi, 72, not to leave her bed for over a week, for fear a bump, bruise, fall or other minor injury could lead to a similar hemorrhage and prove fatal for her.

Thrombocytopenia has been seen after other vaccines as well, and experts suspect that the shot does act as a trigger in some way - they just don't know why yet.

But so far, the platelet-suppressing condition appears exceedingly rare - affecting just 36 people out of 43 million doses administered in the US - and scientists theorize that only a small fraction of the population may have some predisposition that could lead vaccines to trigger the blood disorder.

Of 15 people included in a forthcoming study, only one had a recent history of low platelet counts, and there were no clear common threads that predict who might be the very few to develop thrombocytopenia after vaccination.

But with the exception of Dr Michael, all others so far have recovered after treatment. MailOnline 9 février 2021

A bas les VRP de Big Pharma, les suppôts du Forum économque mondial, à l'origine de cette pandémie inexistante mais fabriquée.

A la Une du numéro du 10 février 2021de la Tribune des travailleurs (POID)

Pour produire des vaccins en masse.

Réquisition des chaînes de production.

- Editorial par Daniel Gluckstein : Pour la socialisation des moyens de production des vaccins 10 février 2021

Extraits.

Gluckstein - « Considérant qu'en l'état des connaissances scientifiques la vaccination des citoyens qui le souhaitent peut constituer un moyen efficace de lutte contre l'épidémie du Covid-19 ;

LVOG - Faux, en l'état actuel des connaissances scientifiques absolument personne n'est en mesure d'évaluer le bénéfice/risque d'aucun vaccin. Gluckstein est un charlatan. Bon, on le savait déjà.

Qui plus est un faux grossier démenti quotidiennement par les millions de personnes traitées par des médecins dans le monde avec des molécules efficaces contre le SARS-CoV-2. Ce type-là est un négationniste, il est aussi nuisible au peuple que Macron et sa clique d'assassins.

Gluckstein - Considérant que plus de 80 000 de nos concitoyens ont perdu la vie du fait de cette épidémie ;

LVOG - Faux sordide, ce type est un sadique et un misérable faussaire répétons-le, qui ne fait que colporter la propagande gouvernement dictée par l'oligarchie au sein des travailleurs et du mouvement ouvrier. Chacun sait ou devrait savoir qu'en France comme sur tous les continents des milliers de témoignages de professeurs, médecins, citoyens ont prouvé qu'au moins la moitié des personnes réputées décédés de la covid-19 avaient en réalité trépassées suite à d'autres maladies graves ou elles étaient en fin de vie. Ajoutons que la plupart des personnes décédées de cette maladie seraient encore en vie si Macron n'avait pas empêché les médecins de les prendre en charge en phase précoce. Bref, ces personnes ne sont pas mortes à cause du SARS-CoV-2, elles ont été littéralement assassinées, à commencer par les plus de 80 ans dans les Ehpad. Voilà la vérité que ce salopard nie farouchement.

De plus, il ne fait pas la distinction entre les différentes épidémies qui se sont succédées depuis un an et qui n'avaient aucun lien entre elles, puisque des personnes immunisées au cours de la première épidémie n'ont pas été épargnées par la seconde.

Pire, ce sous-ministre de la Santé de Macron additionne les morts de 2019-2020 et de 2020-2021, va-t-il continuer jusqu'en 2030 ?

Gluckstein - L'urgence de la socialisation et de l'unité imposées par les travailleurs eux-mêmes appelle, de la part des organisations qui se réclament historiquement du combat ouvrier, qu'elles rompent toute forme d'union sacrée avec le gouvernement Macron.

LVOG - On ne lui, on ne leur demandera pas de rompre leur union sacrée avec le gouvernement Macron.

Totalitarisme. Vaut mieux commencer par attaquer le cerveau avant d'atteindre le tube digestif.
Mais attention, à force cela peut causer des troubles digestifs graves aux conséquences incontrôlables !

Les députés prolongent l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1er juin - Reuters 9 janvier 2021

Les députés français ont donné mardi leur feu vert final, par 278 voix contre 193, à une prolongation de l'état d'urgence sanitaire de trois mois et demi, jusqu'au 1er juin 2021.Témoignant de la "lassitude" des Français, tous les groupes hors majorité, y compris les centristes de l'UDI, ont voté contre ce texte initié en mars 2020 pour faire face à l'épidémie de COVID-19, et reconduit à plusieurs reprises depuis. Reuters 9 janvier 2021

Télétravail, quelle aubaine pour les négriers : "chaque employeur est libre de rembourser ce qu'il souhaite" !

Covid-19 : le télétravail coûte une petite fortune aux salariés - Yahoo Finance France 9 février 2021

Le télétravail peut coûter plus d'une centaine d'euros par mois selon les calculs d'un cabinet de conseil en ressources humaines.

“Impératif” partout où il est possible, le télétravail perd, malgré tout, du terrain en France. Malgré les injonctions du gouvernement, la part de salariés ayant recours au travail à la maison est revenue au niveau d’avant la crise sanitaire. Serait-ce à cause du surcoût qu’il engendre ? Pas impossible à en croire l’étude de ConvictionsRH, un cabinet de conseils en ressources humaines relayée ce mardi par Le Parisien.

L’enquête révèle que les coûts supplémentaires engendrés par le télétravail varient de 13 euros à 174 euros par mois. Ces disparités s’expliquent par la taille du logement, le type de chauffage et les frais de repas, pas toujours pris en charge par l’entreprise. “Nous nous sommes basés sur une utilisation de 8 heures par jour, pour 20 jours de télétravail par mois”, précise Marine Chabot, associée du cabinet ConvictionsRH.

Ce dernier a décidé de ne pas prendre en compte les dépenses liées à Internet puisque “beaucoup de salariés ont un forfait illimité”. Le loyer, le WiFi ou le téléphone n’ont également pas été intégrés aux calculs.

Quels postes de dépenses sont les plus contraignants financièrement ? Parmi les quatre exemples du Parisien, le chauffage fait nettement grimper la facture. Pousser un peu le thermostat amène un surcoût pouvant aller jusqu’à 48 euros pour un 150 mètres carrés chauffé à l’électrique. Les dépenses pour déjeuner le midi et se faire couler un café (ou plutôt des cafés) grâce aux capsules ne sont pas négligeables non plus, selon l’étude.

À ces frais, il convient également d’ajouter les fournitures (papier, stylo, cahier, cartouches d’encre…), le mobilier et les accessoires. Quel salarié en télétravail longue durée n’a pas investi dans une chaise ergonomique, un nouveau bureau, un casque ou des cartouches d’encre ? Dans de rares cas, le salarié est gagnant grâce aux économies d’essence et le maintien du remboursement de la carte transport à 50% ou à 100%.

Qui doit payer ?

Après quasiment un an, le flou règne toujours sur la prise en charge des frais inhérents au télétravail. Selon un accord national interprofessionnel signé par le patronat et les syndicats en novembre dernier, l'entreprise doit "prendre en charge les dépenses qui sont engagées par le salarié pour les besoins de son activité professionnelle et dans l'intérêt de l’employeur".

Étant donné que l'accord ne détaille pas le type de dépenses, chaque employeur est libre de rembourser ce qu'il souhaite.
Yahoo Finance France 9 février 2021

Haut de page

Le 19 février 2021

On ajoutera une quinzaine d'articles plus tard. Rien ne presse au point où nous en sommes.

Une secte est au pouvoir, alors normal que toutes les sectes se rallient à la vaccination.

Rappel. (chiffres officiels)

- Taux de mortalité France en 2020 dû au SARS-CoV-2 : 0,09%

- Taux de létalité France en 2020 : 2, 4% (traduction, 97,6% des malades en réchappent)

Quand on sait que des dizaines de milliers de personnes décédés suites à de longues maladies testées positives ont été déclarées à tort mortes de la covid-19, que des dizaines milliers de personnes auraient pu être sauvées si on leur avait prescrit les traitements existant, en réalité le taux de létalité devrait au moins être divisé par deux ou trois.

Age moyen des décès : 82 ans.

Le plus con, le plus fou, appelez cela comme vous voudrez, c'est le mec qui s'achète une Ferrari, l'abruti qui acquiert un yacht de 40 mètres de long, le débile qui perçoit des millions d'euros pour taper dans un ballon, le décérébré qui se fait construire un palace avec 25 chambres, le demeuré qui accumule des milliards, etc. et les plus à plaindre ce sont ceux qui les envient ou rêvent de leur ressembler, qui leur permettent d'exister quitte à faire leur propre malheur.

Il faut être lucide, compte tenu qu'il n'existe aucun pôle de regroupement politique indépendant du régime, puisque tous les courants du mouvement ouvrier courent derrière l'oligarchie, sa pandémie et sa vaccination totalitaire, ignorent le taux de mortalité moins important que celui d'une grippe, ainsi que les traitements existant (Hydroxychloroquine, Azithromycine, Ivermectine, etc. + zinc, vitamine D et C, etc.) il est parfaitement clair que notre combat est perdu d'avance. Vous ne devez avoir absolument aucune illusion dans les formations politiques existantes totalement corrompues, jamais elles ne serviront notre cause ou notre idéal.

Chacun est libre d'agir à sa guise ou en son âme et conscience, sans oublier d'en assumer toutes les conséquences, y compris criminelles, à grande échelle, de masse, car c'est de cela dont il s'agit aujourd'hui en soutenant des formations politiques opposées à la liberté de prescription des médecins au côté de Macron-OMS-Gavi-FEM (Davos), tous les sympathisants, adhérents, militants de ces formations politiques en sont des complices, des agents, des miliciens. Ils ont opté en toute connaissance de cause pour le camp de la pire réaction, peu importe que ce soit consciemment ou non, seuls les faits d'une gravité exceptionnelle comptent pour nous et les masses opprimées, puisqu'il s'agit d'une question de vie ou de mort, et en dernière analyse du sort de la civilisation humaine.

Dans une autre causerie je livrerai une réflexion plus générale, et je pense qu'ensuite je cesserai cette activité politique en attendant que des travailleurs ou des militants se manifestent. Si maintenant un courant politique conforme au marxisme et au socialisme voyait le jour, pourquoi pas, je le rejoindrais aussitôt.

Un mot de dernière minute.

Je viens de découvrir un article du 27 novembre 2020. Il est prouvé que 97% des tests (RT-PCR) positifs sont faux. Les autorités du monde entier le savent. Comment mieux dire ou prouver que la pandémie au coronavirus n'existe pas, qu'elle est le produit d'une formidable imposture conduite par le Forum économique mondial.

Au passage, tous les professeurs et médecins qui ont appelé à cor et à cri à tester en masse la population se sont rendus coupables de complicité avec cette criminelle escroquerie mondiale. On ne va pas les louper.

La fiabilité du test PCR Covid est douteuse - Les juges portugais - theportugalnews.com 27-11-2020

- « Cela signifie que si une personne a un test PCR positif à un seuil de cycles de 35 ou plus (comme cela se produit dans la plupart des laboratoires aux États-Unis et en Europe), les chances qu'une personne soit infectée est inférieure à 3%. La probabilité qu'une personne reçoive un faux positif est de 97% ou plus ».

https://www.theportugalnews.com/fr/nouvelles/2020-11-27/la-fiabilite-du-test-pcr-covid-est-douteuse-les-juges-portugais/56962

https://www.moveaveiro.pt/les-juges-au-portugal-soulignent-la-fiabilite-plus-que-discutable-des-tests-covid

https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/le-test-pcr-est-une-enorme-230617

- 35 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Quelques réflexions politiquement incorrectes ou censurées de partout.

1- Si la société était traitée comme un cas psychiatrique, je crois qu'on en conclurait que son état est désespéré ou qu'elle est déjà en état de mort clinique, malgré les sursauts de nature épidermique ou hiératique qui secouent encore ce qui reste de ce qu'on a appelé la civilisation devenue déshumanisée, muselée, interdite de s'exprimer librement, d'exister. Elle était déjà profondément gangrenée, attaquée de toutes parts, mais on espérait encore que la logique associée à l'humanisme la sauveraient, ce qui implique qu'ils se traduisent en actions.

Or c'est impossible quand tout le monde est dans le déni de quelque chose. Il y a toujours quelque chose qu'on ne veut pas admettre. C'est plus fort que nous, il faut qu'on nie quelque chose. Ce qu'on refuse, c'est de partager la réalité, dans ce cas-là je me demande à quoi cela sert-il que je continue ce portail.

On possède la linguistique, la pédagogie, la didactique pour adapter notre discours à toutes les couches de la société, pour nous faire comprendre, pour partager nos connaissances et notre idéal, la liberté, alors si nous n'y parvenons pas, qu'est-ce que cela signifie ? C'est nous qui sommes fou ou c'est la société qui est devenue complètement folle. Le seul fait de poser cette question suffit à montrer, que nous sommes parfaitement lucide ou sain d'esprit, mentalement équilibré ou bien portant, je vous laisse en déduire la conclusion en ce qui concerne la société.

Renoncer au combat pour notre liberté, c'est comme nous priver d'oxygène pour respirer, on en crève.

L'atmosphère est lourde, le plafond est si bas que tout horizon a disparu, l'air est rare, c'est suffocant comme situation, et on comprend qu'elle ait de quoi rendre folle.

2- Comment ils ont inversé la charge de la preuve, comment la présomption de culpabilité à remplacer la présomption d'innocence, comment les criminels qui sont au pouvoir ont décrété autoritairement coupable l'ensemble de la population à seule fin de lui imposer des mesures liberticides et antisociales, suspendre toutes ses libertés individuelles et collectives, politiques, liquider des pans entiers de l'économie envoyant au chômage des centaines de milliers de travailleurs ou réduisant le salaire de millions d'autres, tout en modifiant leur mode de vie ou en nuisant à leur bien-être déjà relatif ou médiocre.

3- Avec la crise du coronavirus, le rapport à la santé, à la maladie et à l'autre ont littéralement changé de paradigme. Nous sommes tous devenus, du jour au lendemain, potentiellement porteurs d'un dangereux virus, des contagieux asymptomatiques par défaut, que l'on soit en bonne santé ou pas. (Julie Lioré, Anthropologue - reinfocovid.fr 6 février 2021)

Et ce n'est pas terminé, les tyrans et maîtres du monde vous promettent de vous pourrir encore plus la vie.

Coronavirus : à quoi ressemblerait la stratégie "zéro covid" en Europe ? - Yahoo Actualités 16 février 2021

LVOG - Vous remarquerez que je me contente de vous livrer un constat. Je ne pleurniche pas sur le sort des masses comme le font nos dirigeants corrompus, eux voudraient leur éviter le pire pour qu'elles ne se soulèvent pas contre le régime, pour qu'elles continuent de s'en accommoder en s'en foutant éperdument des couches inférieures qui n'en peuvent déjà plus. Moi, je n'attends que ce moment-là, en me disant qu'à cette occasion une nouvelle génération de militants va reprendre le flambeau de la lutte pour notre émancipation et le socialisme, la liberté. Mon analyse, ma stratégie et ma conception de la lutte de classe sont diamétralement opposées aux leurs.

4- Entendu dans trois entretiens de personnalités différentes : Jusqu'à maintenant on vivait dans un monde de fous, on savait depuis longtemps qu'ils existaient, qu'ils étaient nombreux, mais on ne les voyait pas, on ne les entendait que rarement, on n'y prêtait pas attention, c'était comme un bruit de fond ou une sourde menace jamais mise à exécution, cela ne nous dérangeait pas trop à vrai dire, alors que dorénavant ils s'exposent, on n'entend plus qu'eux, on ne voit plus qu'eux, on ne peut plus faire comme s'ils n'existaient pas, ils sont quasiment partout, ils ont envahi tout l'espace médiatique, politique, culturel...

Un monde de fous ?

- Les États-Unis construisent une nouvelle arme de destruction massive, un missile nucléaire (GBSD) de la longueur d'une piste de bowling. Il sera capable de parcourir quelque 6 000 miles, portant une ogive plus de 20 fois plus puissante que la bombe

atomique larguée sur Hiroshima. Il sera capable de tuer des centaines de milliers de personnes en un seul tir.

L'armée de l'air américaine prévoit d'en commander plus de 600.

Le 8 septembre, l'armée de l'air a donné à la société de défense Northrop Grumman un contrat initial de 13,3 milliards de dollars pour commencer l'ingénierie et la fabrication du missile, mais cela ne représentera qu'une fraction de la facture totale. Selon un rapport du Pentagone cité par l'Association pour le contrôle des armes et Bloomberg News, le gouvernement dépensera environ 100 milliards de dollars pour construire l'arme en question, qui sera prête à être utilisée vers 2029. (Les Etats-Unis préparent une nouvelle arme nucléaire à 100 milliards de dollars par Elisabeth Eaves (Bulletin of the Atomic Scientists 8 février 2021) - Mondialisation.ca, 15 février 2021)

On peut considérer qu'une personne est folle ou cinglée, quel que soit le pays où elle vit, sa condition ou son statut social, la classe à laquelle elle appartient, quand elle cautionne un régime qui fabrique des armes biologiques, bactériologiques, chimiques, nucléaires. Quand on dit cautionner, on veut dire par là, quand elle glisse un morceau de papier dans une urne ou qu'elle appuie sur un bouton et attend encore quelque chose de cette société, des institutions.

C'est pire ou plus dangereux encore que l'ignorance.

C'est vraiment qu'elle a un grave problème mental. Pourquoi ? Mais parce qu'elle a une perception de la réalité qui est forcément faussée pour soutenir une telle monstruosité ou y être indifférent. Elle est elle-même un monstre. On arriverait exactement à la même conclusion en examinant le comportement de la population sur une multitude de sujets.

Là en l'occurrence l'objet de la question est tellement clair qu'elle ne nécessite aucune précision ou aucun complément d'information avant de se prononcer, absolument aucun doute n'est possible dans la réponse qu'on doit y apporter si on est simplement équilibré mentalement, je ne dis même pas un tantinet humaniste, car c'est le genre de notions dont ces gens-là ignorent l'existence, non, ce n'est pas nécessaire tellement une réponse positive serait monstrueuse, oui la fabrication de ces armes est justifiée.

Ce qui m'a fait sourire en les écoutant, c'est de constater à quel point ils en faisaient partie de ce monde de dingues et qu'ils ne s'en rendaient pas davantage comptes.

Moi je formulerai les choses autrement. Hier on avait encore l'espoir raisonnable de s'en sortir, parce que dans la société il semblait se dégager une avant-garde consciente au sein du mouvement ouvrier sur laquelle on pouvait compter pour parvenir à un moment donné à orienter la civilisation humaine dans la bonne direction ou pour parvenir à s'émanciper du règne de la nécessité...

Or, en réalité il s'avérait que cette perspective n'aurait aucune chance de se réaliser, parce que cette avant-garde s'était désintégrée depuis les années 30 sans que personne ne parvienne à renouer avec le marxisme et le socialisme, ce que nous ignorions tous, ce que tout le monde refuse d'admettre en 2021. Non seulement les conditions subjectives ne seraient jamais mûres tout au long des décennies postérieures à la Seconde Guerre mondiale, et pour cause, les conditions objectives non plus, puisque tout aura été fait pour que, hormis les couches les plus déshéritées ou les plus pauvres, et encore puisque les capitalistes (et ONG qu'ils financent) en sont venus à subventionner la pauvreté, le reste ou la grande majorité de la société s'accommode du capitalisme et participe activement dans la plus parfaite insouciance ou inconscience à sa survie, y compris l'ensemble des courants du mouvement ouvrier, en échange de réformes inégalitaires et injustes, ce dont ils se foutront royalement, partielles et temporaires qui seront plus tard liquidées, ce qui était prévisible et ce dont ils se foutront tout autant, permettant au passage de satisfaire des besoins créés pour l'occasion, désuets ou dérisoires, flattant l'individualisme ou l'égocentrisme le plus vulgaire, les instincts les plus bas, participant à l'abrutissement des masses par le biais de l'industrie du divertissement en instrumentalisant leurs émotions parfois primaires, à leur conditionnement transformées en consommateurs décérébrés dans une société purement mercantile où tout se monnaie, le tout destiné à assurer la survie d'un régime en crise, entré en putréfaction, dans une société livrée à la corruption à tous les niveaux, qui à défaut de résoudre ses contradictions en se tournant vers le futur, se dissout littéralement, passe son temps à se renier, pour finalement s'enfoncer dans le totalitarisme après avoir hypothéqué l'avenir des générations à venir, le chaos, la régression sociale sans fin, l'oppression brutale et le règne de la terreur faisant office de gouvernance à l'échelle mondiale.

Ce monde de fous ne date pas d'hier, il était supportable tant qu'on avait encore l'espoir d'en sortir un jour, mais maintenant que cette alternative semble avoir disparu pour une durée indéterminée, la tentation est grande de se résigner à vivre indéfiniment dans cette société pourrie ou d'adopter le comportement corrompu des dirigeants de tous les courants du mouvement ouvrier. Vous me direz que les militants n'auront pas trop à se forcer pour s'y adapter puisqu'ils les imitaient déjà, ce qui explique leur absence de réaction. Quand on réclame une muselière, d'être enfermé et piquousé, on est bon pour l'asile de fous ou pour partir à l'abattoir, on est totalement étranger au socialisme et au marxisme.

Je crois que je l'ai déjà dit ailleurs, ce qui me gêne, c'est d'être le seul militant ouvrier socialiste et révolutionnaire à s'exprimer ainsi, aussi clairement, je n'en reviens pas, je me dis que ce n'est pas possible. Ne serait-ce pas moi qui serais devenu complètement dingue, un furieux mégalo ? J'ai beau retourné la question dans tous les sens, je ne crois pas, et puis je connais

quand même quelques militants qui partagent mon analyse, cela dit je ne suis pas du tout certain qu'ils en mesurent toute la portée politique, peu importe. En gros, depuis que Lénine a rédigé *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, depuis sa mort ou le milieu des années 20, il y a près d'un siècle, le mouvement ouvrier n'a jamais cessé d'être l'allié objectif de l'oligarchie financière, et maintenant que l'aristocratie financière vole de ses propres ailes et qu'elle n'a plus besoin de personne pour fabriquer autant de billets de banque qu'elle le souhaite pour en faire ce qu'elle veut, imposer son orientation politique aux 194 pays présents à l'ONU, elle peut entamer la liquidation de l'aristocratie ouvrière, des couches et des classes moyennes, de pans entiers du capitalisme sur lesquels elle s'était appuyée si longtemps, pour finalement imposer son contrôle total sur le monde sans que personne ne puisse s'y opposer.

Dans les années 60, l'instrumentalisation des Beatles allait propulser définitivement l'orientation de la social-démocratie libertaire sur le devant de la scène mondiale, et servir à éclipser le socialisme.

- Comment Les Beatles Ont Changé Le Monde ! Documentaire Musical

https://www.youtube.com/watch?v=eJ43fajbNWM

5- On est en train de découvrir que les hommes, la société, le monde sont le produit d'un processus historique inconscient, bien qu'il faille relativiser cette découverte ou la ramener à son juste niveau, dans la mesure où ce sont ses conséquences sur lesquelles les uns et les autres s'attardent sans remonter à ses origines ou aux différentes phases de son développement, car cela impliquerait de remettre en cause l'interprétation qu'ils en avaient donné antérieurement et qu'ils ont conservé jusqu'à nos jours, bref, ce serait trop compromettant ou mettrait en lumière à quel point les stratégies adoptées par les différents courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier depuis les années 30 furent incohérentes, erronées, pire, servir les intérêts de leurs ennemis.

Quel que soit l'élément de la société sur lequel porte notre réflexion, on s'aperçoit à quel point il était nuisible aux hommes, à leur santé ou à leur épanouissement, à la société, en revanche il profitait au capitalisme et renforçait son pouvoir ou sa domination sur les hommes et la société, sur les exploités et opprimés.

Quand on y réfléchit, quoi, quelques secondes sont suffisantes, on se rend à quel point on vit dans une société débile de A à Z, et évidemment vous ne trouverez pas un homme ou une femme qui en ait conscience, je veux dire dans sa totalité, car chacun peut facilement saisir que tel ou tel aspect ne va pas, mais la réalité est mille fois pire, mille fois plus vaste et profonde, on peut s'en apercevoir quotidiennement en lisant un tas de conneries toutes plus grosses les unes que les autres, soit personne ne les voit, soit ils les partagent, c'est là qu'on se dit qu'on vit réellement dans un monde de fous et qu'on n'est pas près d'en sortir, si on en sort un jour !

Chacun par son mode de vie, ses idées et son comportement cautionne quotidiennement cette société débile depuis sa plus tendre enfance, donc autant dire que cela ne s'arrange pas en vieillissant logiquement.

Evidemment au cours de ce processus inconscient, les hommes ne peuvent faire preuve que d'un manque total d'indépendance ou de liberté, au mieux leur esprit critique ne fait qu'effleurer les apparences des choses plus que leur réalité. J'en veux pour preuve l'expérience que je fais quotidiennement depuis des décennies en Inde, en constatant que les hommes que l'on dit les plus évolués ou instruits, finalement ils ne se comportent pas différemment des hommes les plus ignorants, illettrés, livrés à l'obscurantisme et aux superstitions, ils s'assoient devant leur télé (ou un écran) pour boire religieusement la propagande du régime, ou quand ils iront faire leur shopping, ils auront les mêmes réflexes, etc.

On a donc davantage affaire à des zombis ou des individus décérébrés, lobotomisés, des mutants inachevés, conditionnés, sous influence, incapables de prendre du recul par rapport à ce qu'ils observent, vivent ou expérimentent, ils se fondent tous dans cette société qui les modèles à son image y laissant leur personnalité et leur liberté, tout en clamant le contraire, cela va de soi, car tant qu'à être aveugle, autant l'être totalement.

Combien sommes-nous sur Terre à en avoir conscience ? J'entends les lecteurs répondre, moi, moi aussi, moi aussi, attendez, vous vous foutez de moi ou quoi, pour ceux que je connais, je vous ai pris en défaut si souvent que vous feriez mieux de vous abstenir au lieu de la ramener. Cela va de soi que je fais partie du lot avec toutes les conneries que j'ai faites au cours de ma vie, moi aussi j'ai été formaté par cette société de merde, jusqu'au cou, et même si j'ai acquis sur le tard un niveau de conscience supérieur ou je peux détecter la plus infime manifestation de conformisme débile, je n'en demeure pas moins imprégné.

DEUXIEME PARTIE

La gauche alternative et l'extrême gauche ont été balayées. Leur nature réactionnaire s'étale au grand jour.

Fin de partie pour les clowns cyniques de la gauche alternative de droite (Syriza, LFI, Die Linke, Podemos, le Bloc de gauche, etc.)

- Italie: Le M5S soutient Draghi, ouvrant la voie à la formation d'un gouvernement - Reuters 11 février 2021

Les membres du Mouvement 5 Etoiles (M5S) ont largement voté jeudi en faveur d'un soutien au président du Conseil italien désigné, Mario Draghi, ce qui devrait permettre à celui-ci d'entrer en fonction cette semaine à la tête d'un nouveau gouvernement d'unité nationale. Reuters 11 février 2021

Quand des sociaux-démocrates libertaires avant l'heure se faisaient passer pour des communistes.

Victor Serge - « Les chefs du bolchevisme des grandes années n'ont manqué ni de savoir ni d'intelligence, ni d'énergie : ils ont manqué d'audace révolutionnaire toutes les fois qu'il eût fallu chercher (après 1918) des solutions dans la liberté des masses et non dans la contrainte gouvernementale. Ils ont systématiquement bâti non l'Etat-Commune qu'ils avaient annoncé, mais un Etat fort, au sens vieux du mot, fort de sa police, de sa censure, de ses monopoles, de ses bureaux tout-puissants… »

(Une réponse de Victor Serge à Trotsky - Texte du 12 mars 1939 a été publié pour la première fois le 21 avril 1939 dans Juin 36, l'organe du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP))

http://www.critique-sociale.info/127/une-reponse-de-victor-serge-a-trotsky/

LVOG - C'est l'ignorance ou la mauvaise foi qui guidait les arguments de Victor Serge.

A entendre Victor Serge, on pourrait croire que l'Etat ouvrier et le gouvernement issu de la révolution russe d'octobre 1917 auraient adopté de gaîté de coeur des mesures économiques, politiques et militaires d'urgence contraignantes dans un pays dévasté par quatre années de guerre impérialiste, suivie d'une guerre civile déclenchée par les partisans de l'Ancien Régime et la bourgeoisie, soutenue par une agression armée de tous les impérialistes occidentaux pendant près de 4 ans. Faire l'impasse sur ces facteurs, c'est faire oeuvre de faussaire.

Victor Serge faisait partie de ces dogmatiques ou illuminés influencés par les ennemis du communisme, qui croyaient qu'il suffisait qu'un parti ouvrier ait pris le pouvoir, pour le remettre aussitôt entre les mains des masses sans tenir compte du contexte historique, ou que tout serait possible du jour au lendemain, au point que d'un coup de baguette magique l'inertie de l'histoire avec laquelle se confondait la mentalité et le comportement des masses serait vaincue, sauf que dans la réalité les choses ne se passent jamais ainsi. La démocratie ne se décrète pas. On peut être animé des meilleures intentions du monde pour les masses, mais on ne peut pas faire leur bonheur contre leur gré ou si elles n'y sont pas préparées, c'est aussi simple que cela.

Qu'est-ce que signifiait "*chercher (...) des solutions dans la liberté des masses*", sinon que les masses dans leur immense majorité encore illettrées ou incultes, percluses de préjugés archaïques, soumises à des siècles d'obscurantisme, auraient été en mesure d'élever leur niveau de conscience politique au point de maîtriser le processus historique en cours, et de déterminer les tâches et les objectifs qu'elles avaient à accomplir pour préserver les acquis de la révolution afin d'éviter le retour de l'Ancien Régime, par quel miracle "*des solutions*" auraient-elles pu éclorent de "*la liberté des masses*", alors qu'on s'aperçoit plus d'un siècle plus tard en France avec des masses éduquées et instruites qu'elles en sont toujours aussi incapables ?

Autant dire que si c'était cette stratégie qui devait être adoptée, jamais les masses ne parviendraient au pouvoir ou ses représentants. L'une des contradictions et du drame de la révolution russe se trouvait justement dans le fait que, même les centaines de milliers de travailleurs qui avaient rejoint le parti bolchevik et qui se retrouvaient investis de responsabilité dans les différents organes du nouvel Etat n'avaient pas pu acquérir ce niveau de conscience en si peu de temps, et pour cette raison ils allaient se retrouver sous l'influence de la clique malfaisante de Staline, qui allait s'en servir pour asseoir son pouvoir personnel et sa dictature, liquider les éléments les plus conscients du parti bolchevik.

Les révolutionnaires influencés par les anarchistes sont fâchés avec la réalité historique. Ils ne veulent pas admettre que les masses ne sont pas prêtes à réaliser la démocratie par eux-mêmes. Ils transposent sur les masses leur propre niveau de conscience ou ils prennent leurs désirs pour la réalité, les privant ainsi du seul instrument en mesure d'incarner la démocratie ou le socialisme, le parti ouvrier révolutionnaire, sur lequel repose l'avenir du processus révolutionnaire, en attendant que les masses soient suffisamment mûres pour prendre le relais. Durant toute une phase transitoire, c'est le parti qui doit gouverner, qui doit si possible contrôler le nouvel Etat ou les nouvelles institutions créées au cours de la révolution, sinon, c'est comme laisser la révolution sans direction et offrir sur un plateau le pouvoir à la réaction, il n'existe pas d'autres alternatives, avec les risques de dérives que cela comporte, on en a conscience et il ne nous viendrait jamais à l'idée de le nier.

Victor Serge fait partie de ces intellectuels ignorants bourrés d'illusions qui idéalisent les masses et ignorent que l'une

des caractéristiques déterminantes du processus historique est justement qu'il se déroule inconsciemment ou que les hommes n'en ont pas conscience. Jusqu'à nos jours à part Marx, Engels et Lénine

Victor Serge - « Ils ont systématiquement bâti non l'Etat-Commune qu'ils avaient annoncé, mais un Etat fort, au sens vieux du mot, fort de sa police, de sa censure, de ses monopoles, de ses bureaux tout-puissants… »

LVOG - Il n'avait apparemment pas assimilé que si "*l'Etat-Commune*" échoua et termina dans un épouvantable bain de sang, c'était justement parce qu'il n'avait pas été "*un Etat fort*", ce qui notez bien ne fut pas une erreur des masses, mais des amis de Victor Serge, les proudhoniens. Il faut ajouter que les reproches formulés par Victor Serge à l'adresse de Lénine et Trotsky sont malhonnêtes, dans la mesure où il savait qu'ils ne disposaient pas d'un pouvoir absolu sur le parti bolchevik et les instances de l'Etat. Il a oublié que la veille encore du soulèvement d'octobre, Lénine était censuré par la direction de la Pravda.

Il est donc faux de faire croire qu'ils auraient fait la pluie et le beau temps ou qu'ils auraient été en mesure de contrôler l'activité de chaque adhérent, chaque commission... Je crois me souvenir avoir lu des témoignages rapportant que d'importantes mesures avaient été appliqué par des instances sans que Lénine ou Trotsky n'en soient informés, ce qui est normal, car on ne voit pas comment le pays aurait pu être gouverné, si avant de prendre une mesure il avait fallu obtenir le consentement de Lénine ou Trotsky, il faut arrêter le délire à un moment donné.

http://www.critique-sociale.info/1291/avec-rosa-luxemburg-pour-le-communisme-contre-le-leninisme/

(De Rosa Luxemburg) ...sa pensée départage encore notre lecture de l'histoire et apporte des arguments à ceux qui conservent en vie l'idée de révolution telle qu'elle fut défendue par les milieux libertaires...

« La reprise par les bolcheviks de l'idée de « dictature du prolétariat », liée à la conception du Parti comme organisation dirigeante de la classe, signifie tout naturellement « l'omnipotence de l'organisation jacobino-bolchevique ». Les soviets, considérés comme des organes d'insurrection et non plus comme des organes de gouvernement autonomes de la classe ouvrière, sont réduits à n'être plus qu'un instrument qui permettrait de s'emparer du pouvoir et de consolider ses assises. C'est au Parti d'utiliser la force du prolétariat pour réaliser ses propres plans et ses desseins particuliers. Ainsi, toute discussion se résume par la conclusion : « Sans la direction du Parti, point de socialisme ! » »

LVOG - Effectivement, et nous le revendiquons, on a expliqué plus haut pourquoi. Une révolution se produit dans un contexte économique et politique qui est imposé aux différents protagonistes, qu'ils n'ont pas choisi. De la même manière, les dirigeants de cette révolution doivent composer avec la situation, avec les masses telles qu'elles sont, ils ne peuvent pas faire n'importe quoi n'importe quand, ils ne peuvent pas aller aussi vite qu'ils l'auraient voulu, ils doivent remettre à plus tard certaines mesures et en prendre d'autres qu'ils n'avaient pas imaginées, il faut faire avec la réalité et ses contraintes, contrairement à ce que croient ces intellectuels petits bourgeois, qui s'imaginent qu'il suffirait d'exprimer une exigence légitime ou de claquer dans ses doigts pour qu'elle se réalise. Ils joignent leurs voix à celle de la réaction, au lieu de soutenir un processus révolutionnaire qui se déroule dans un contexte extrêmement difficile.

La théorie proudhonienne libertaire et antimarxiste n'a jamais été anticapitaliste. La social-démocratie libertaire en est le produit achevée et réactionnaire. Avis aux amateurs (Michéa, Toussaint et Cie.).

La Commune de Paris, la banque et la dette par Eric Toussaint (CADTM 8 février 2021) - Mondialisation.ca, 12 février 2021

https://www.mondialisation.ca/la-commune-de-paris-la-banque-et-la-dette/5653592

LVOG - Eric Toussaint peut apparaître comme marxiste, comme dans cet article, mais dès qu'il aborde la question pratique du combat politique et la question de l'Etat, il redevient proudhonien ou ennemi du socialisme.

Extraits.

Parmi les avocats d'une ligne très modérée, en ce qui concerne les dettes des classes populaires et des classes moyennes (parmi lesquelles une grande masse de petit·e·s commerçant·e·s et d'artisan·e·s), on trouve Charles Beslay, doyen des membres de la Commune de 1871, disciple et ami intime de Proudhon, qui est intervenu de manière systématique pour défendre le respect de la Finance et des créanciers. Nous allons en reparler dans la partie suivante consacrée à la politique de la Commune à l'égard de la Banque de France.

La Banque de France a délié la bourse au compte-gouttes quand il s'est agi de répondre aux besoins financiers de la Commune tandis qu'elle a financé très largement ceux qui voulaient littéralement écraser le peuple de Paris et mettre fin le plus vite possible à la révolution sociale. Pendant les deux mois de l'expérience de la Commune, le gouvernement réactionnaire de Thiers, complice

de l'occupant prussien, a reçu 20 fois plus d'argent liquide que la Commune. (...) On verra plus loin que la Banque de France a également financé l'armée prussienne d'occupation qui était aux portes de Paris. (...)

Comme l'écrit Georges Beisson : « pendant les 72 jours de son existence, la Commune reçoit 16,7 millions de francs : les 9,4 millions d'avoirs que la Ville avait en compte et 7,3 millions réellement prêtés par la Banque. Au même moment, les Versaillais reçoivent 315 millions de francs (…) de la Banque de France », soit près de 20 fois plus. (...)

Le réactionnaire Maxime du Camp ne dit pas autre chose quand il écrit « pendant que La Commune harcelait la Banque de Paris pour lui soutirer quelques billets de mille francs, la Banque de France donnait des millions au gouvernement de la légalité. Les troupes affluaient, prenaient corps, s'organisaient et la paie ne leur faisait point défaut. ». Les troupes dont parle Maxime du Camp sont celles que rassemble Thiers avec l'aide de Bismarck pour détruire le peuple de Paris. Comme le dit encore du Camp : « Lorsque M. Thiers avait besoin d'argent, il prévenait M. Rouland, celui-ci envoyait à qui de droit une dépêche télégraphique, et l'argent arrivait ». (...)

Le 18 mars, Thiers, son gouvernement et son administration, s'enfuient vers Versailles. Quelques jours plus tard, Gustave Rouland, le gouverneur de la Banque de France les rejoint afin de se mettre à leur service en laissant sur place à Paris, le marquis Alexandre de Plœuc le vice-gouverneur de la banque et toute son administration. Gustave Rouland s'est entouré à Versailles de régents de la Banque de France parmi lesquels on trouve le baron Alphonse de Rothschild, propriétaire de la Banque Rothschild, premier actionnaire de la Banque de France.

Gustave Rouland veut convaincre Thiers d'attaquer tout de suite la Commune de Paris, mais celui-ci considère qu'il faut d'abord gagner du temps.

Pendant ce temps la Commune avait désigné, le 30 mars 1871, le proudhonien Charles Beslay pour la représenter auprès de la Banque de France. Charles Beslay a résumé son action dans une lettre au quotidien de droite Le Figaro, publiée le 13 mars 1873 : « Je suis allé à la Banque avec l'intention de la mettre à l'abri de toute violence du parti exagéré de la Commune, et j'ai la conviction d'avoir conservé à mon pays l'établissement, qui constituait notre dernière ressource financière. »

Charles Beslay avait été élu à la Commune le 26 mars 1871 et il en était le doyen. Il était aussi membre de la Première internationale (AIT) depuis 1866. Il avait une grande influence dans la Commune. Pourtant Beslay avait un passé de capitaliste, il avait été le patron d'un atelier employant 200 salarié·es ce qui constituait au milieu du 19e siècle une grande entreprise. Lissagaray qui a vécu les évènements de la Commune et a épluché les compte-rendu des séances de la Commune écrit que Beslay a, dès le début, accepté la position défendue par le Marquis de Plœuc selon laquelle la Commune ne pouvait pas nommer un gouverneur à la Banque de France. Elle ne pouvait qu'y avoir un délégué en la personne de Beslay lui-même. Lissagaray témoigne que « Beslay, très attendri, vint le soir à la Commune répéter l'argument, d'autant qu'il y croyait, se piquait de finances : « La Banque de France est la fortune du pays ; hors d'elle plus d'industrie, plus de commerce ; si vous la violez, tous ses billets font faillite ». »

Cette conviction à la fois catastrophiste et paralysante a été majoritaire au sein de la direction de la Commune et a eu des effets dramatiques. (...)

La Commune avait un besoin urgent d'argent pour venir en aide à la population et pour renforcer sa défense face à une attaque imminente alors que ses représentants, Beslay et Jourde, se contentaient d'une aumône. Pourtant, dans les coffres de la Banque en son siège de Paris, il y avait des billets, des pièces de monnaies, des lingots et des titres financiers pour environ 3 milliards de francs.

Jusqu'à la fin, la Commune a autorisé la direction de la Banque de France à disposer de sa propre milice fortement armée. Le marquis de Plœuc avait sous ses ordres plusieurs centaines de personnes qui, à l'intérieur du siège de la Banque, avaient un véritable arsenal composé de centaines de fusils et de munitions pour tenir un siège. Si la Commune l'avait réellement voulu elle aurait pu désarmer sans coup férir cette milice, mais Beslay y était totalement opposé. (...)

Au sein de la Commune les partisans d'Auguste Blanqui (emprisonné par le gouvernement de Thiers), parmi lesquels Raoul Rigault, étaient de plus en plus mécontents de la politique suivie par Beslay, secondé par Jourde et appuyé par une majorité et le 12 mai 1871, ils s'enhardirent et tentèrent d'intervenir à la Banque de France avec deux compagnies de gardes nationaux. Mais Beslay intervint avec succès in extremis pour protéger la Banque et empêcher qu'elle soit perquisitionnée. Maxime Du Camp conclut : « Sous ce rapport, le père Beslay fut vraiment irréprochable. ». (...)

Maxime Du Camp explique que la direction de la Banque avait tellement peur que le secteur radical de la Commune ne l'emporte contre Beslay qu'elle fit ensabler dans les caves du siège de Paris tout ce qui pouvait l'être. L'opération eut lieu le 20 mai, elle dura une quinzaine d'heures. Toutes les valeurs qui pouvaient l'être furent descendues à la cave. Elles furent cachées dans deux pièces protégées par douze serrures puis l'accès à cette partie des caves fut ensablé. (...)

Après l'écrasement de la Commune, Beslay est un des seuls dirigeants communards (peut-être le seul) à ne pas être

exécuté, condamné par contumace, emprisonné ou banni. Les assassins de la Commune lui ont donné la possibilité de se rendre en Suisse afin d'y liquider l'héritage d'une de ses sœurs décédée en août 1870 et le 9 décembre 1872 il a bénéficié d'une ordonnance de non-lieu du 17e conseil de guerre. Pendant la fin de sa vie en Suisse, il était en outre l'exécuteur testamentaire de Proudhon. (...)

L'attitude de la Commune à l'égard de la Banque de France s'explique par les limites de la stratégie des secteurs qui étaient majoritaires dans celle-ci : les partisans de Proudhon [29] et ceux de Blanqui. Proudhon, décédé en 1865, n'a pas eu l'occasion d'intervenir directement dans les choix mais ses partisans étaient influents. Beslay n'était pas le seul, loin de là. Proudhon et plus tard ses partisans s'opposaient à ce qu'un gouvernement du peuple prenne le contrôle de la Banque de France, de plus ils n'étaient pas pour exproprier les banques capitalistes, ils donnaient la priorité à la création de banques de crédit mutuel. Leur rôle, en la personne de Beslay, a été franchement néfaste. (...)

Un gouvernement du peuple doit mettre en pratique une solution radicale à l'égard de la Banque centrale, de la dette publique et des banques privées

"Si l'on se contente de mettre en place des banques de crédit mutuel tout en préservant la Banque centrale telle qu'elle fonctionne et si on ne socialise pas le secteur bancaire par expropriation des capitalistes, on ne changera rien au niveau structurel"

La politique suivie par Beslay est d'une grande actualité. En effet, si l'on se contente de proposer ou de mettre en place des banques de crédit mutuel (des banques coopératives) tout en préservant la Banque centrale telle qu'elle fonctionne dans l'État contemporain et si on ne socialise pas le secteur bancaire par expropriation des capitalistes, on ne changera rien au niveau structurel.

Si on ne réduit pas radicalement la dette publique, le nouveau gouvernement n'aura pas de véritable marge de manœuvre pour financer de grands changements.

Plusieurs leçons de la Commune de Paris

Marx et Engels avaient tiré plusieurs enseignements de La Commune. La nécessité de détruire l'État capitaliste figurait en premier sur la liste. Le fonctionnement démocratique du gouvernement et de la représentation populaire avec la révocabilité de tous les mandats en était un autre. Le refus de rester en extase devant la finance en est une troisième : un gouvernement populaire doit s'emparer de la Banque centrale et changer les rapports de propriété dans tout le secteur de la finance, ce qui implique l'expropriation des capitalistes. Un quatrième enseignement : la nécessité d'annuler la dette publique. D'ailleurs quelques années après la Commune, Marx, qui a participé à la rédaction du programme du Parti ouvrier en France, se prononçait pour la « Suppression de la Dette publique » (voir « Le programme du Parti Ouvrier Français »

https://www.marxists.org/francais/inter_soc/pof/18800700.htm)

L'extrême gauche est (ou était déjà) la milice de l'oligarchie au sein du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière.

LVOG - Ces misérables laquais du capital m'avaient désigné comme leur ennemi n°1 à l'époque du PT en 2005, l'ennemi de la classe ouvrière. 16 ans plus tard les travailleurs et militants peuvent juger sur pièces qui est l'ami ou l'ennemi de qui.

Un régime totalitaire ? Mais où avez-vous joué cela, nous sommes sous un régime démocratique.

LVOG - Empêcher les médecins de prescrire librement, laisser mourir les malades, trier ceux qui seront soignés et ceux qui sont littéralement condamnés à mort, instaurer confinement et couvre-feu sans justifications scientifiques, etc. ils osent appeler cela la démocratie, mais alors c'est quoi une dictature, une tyrannie, un régime despotique ? Voilà comment ils épargnent l'air de rien les institutions réactionnaires de la Ve République et Macron.

POI - Informations ouvrières n°640. Lu dans la couverture de ce numéro.

- "*Il faut qu'on continue à se mobiliser ! Car ils continuent eux à tuer nos services publics et à tuer notre démocratie ! La crise, ce n'est pas une raison de tuer la démocratie !* "

(Dr. Sheryn Bouzaouid, cardiologue, membre du Collectif inter-hôpitaux -Propos recueillis à l'occasion d'un ras- semblement devant l'hôpital Robert-Debré (Paris, 19e), le 21 janvier dernier.)

Quand le POID fait la retape quotidiennement pour Big Pharma ou le régime.

Fil d'infos (latribunedestravailleurs.fr)

- Covid-19 : la pandémie a déjà tué plus de 500 000 personnes en Europe

10 février 2021 – Selon le décompte de l'Agence France Presse, l'Union Européenne recense un total de 501 531 décès pour 20 548 666 cas déclarés. Cependant des signes d'amélioration sont apparus : dans la semaine du 3 au 9 février, 103 250 nouveaux cas de Covid-19 ont été recensés quotidiennement en moyenne dans les 27 pays soit 16 % de moins que sur les sept jours précédents et le nombre moyen de décès s'élevait, à 3 137 enregistrés chaque jour, soit – 7 %.

Trois jours plus tard ces psychopathes s'alarment !

- Covid 19 : Seulement 3,4% de la population française a reçu au moins une dose de vaccin

13 février 2021 – C'est ce qu'indique un communiqué de la Direction générale de la Santé qui précise : « Depuis le début de la campagne de vaccination en France, 2.248.531 premières injections de vaccin (soit 3,4 % de la population totale et 4,2 % de la population majeure) et 639.899 deuxièmes injections ont été réalisées »

C'était l'écho de son maître.

- Covid-19 : Emmanuel Macron appelle à une coordination mondiale pour la vaccination - Europe1 14 février 2021

La lutte contre le Covid-19 doit être un combat universel, rappelle Emmanuel Macron dans les colonnes du "Journal du Dimanche". Dans cet entretien, le président français estime qu'une coopération planétaire pour la vaccination est indispensable afin d'accélérer l'immunisation partout dans le monde. Europe1 14 février 2021

- Covid 19 : organisation de crise dans les hôpitaux français à partir du 18 février 2021

14 février 2021 – Dans une circulaire du 12 février, le ministère de la Santé a demandé aux agences régionales de santé (ARS) de passer en « organisation de crise», comme en mars et novembre 2020. Les établissements hospitaliers, publics ou privés, sont invités à organiser « la déprogrammation graduelle et adaptée » des actes chirurgicaux non urgents. Toutes les ressources en personnel, y compris la réserve sanitaire, devraient être mobilisées et tout professionnel de santé, soignant ou non, ne pourra plus travailler s'il est déclaré positif au SARS-CoV-2 même en l'absence de symptômes ou dans le cas de symptômes modérés, ce en raison de la menace présentée par les variants du virus.

- Appel à la grève dans les bus RATP contre la vente de tickets à bord

15 février 2021 – La CGT appelle les conducteurs de bus à la grève. Ils s'opposent à la décision de la RATP de reprendre la vente des tickets de transport à bord. Pour reprendre la vente à bord, les plexiglas de protection, qui séparaient les conducteurs des passagers à l'avant, vont en effet être retirés. « Et avec son cynisme habituel, la direction préconise aussi d'aérer la cabine de conduite pour reprendre pour la vente en toute sécurité. Elle nous donne le choix de crever du Covid ou du froid ». Les conducteurs ont l'appui de l'inspection du travail qui estime cette décision « incompréhensible puisqu'elle est de nature à exposer les conducteurs à un risque de contamination augmenté .»

LVOG - Jusque dans les moindres détails il faut qu'ils alimentent la psychose collective, qui profite uniquement à la réaction. Simple constat. C'est cela qu'il faut retenir.

Pourquoi la gauche et l'extrême gauche préfèraient-elles Biden à Trump ? Réponse.

Le Pentagone s'installe en Syrie - Réseau Voltaire 15 février 2021

Selon la Voix de l'Amérique, l'administration Biden a décidé de construire une nouvelle base militaire en Syrie occupée [1].

Le 6 février 2021, une cinquantaine de camions est arrivée à Hassaké avec du matériel pour commencer la construction.

Durant le mandat Trump, la Maison-Blanche avait trois ordonné le retrait de toutes les troupes US de Syrie où elles stationnaient illégalement. Le Pentagone et la CIA avec la complicité de l'envoyé spécial du président, James Jeffrey, avaient alors demandé des délais, puis avait prétendu devoir laisser quelques troupes pour prévenir un retour de Daesh. En réalité, des mercenaires kurdes exploitaient des puits de pétrole avec une société US. Les profits étaient répartis entre d'une part ces mercenaires et d'autre part la caisse noire de la CIA. Ils permettaient de financier des opérations secrètes dans d'autres régions du monde sans contrôle du Congrès.

Aujourd'hui, l'administration Biden renforce la présence militaire US en Syrie, en violation du droit international et des résolutions des Nations unies. Elle entend à la fois faire pression sur la Russie et sur les Gardiens de la Révolution iraniens de manière à reprendre la stratégie Rumsfeld/Cebrowski : les guerres sans fin débutées au Moyen-Orient élargi par les présidents George W. Bush et Barack Obama, puis interrompues par l'administration Trump.

Le nouveau secrétaire à la Défense, le général Lloyd Austin, avait déjà supervisé toutes les guerres du Moyen-Orient élargi — dont celle en Syrie— à la fin du mandat de Barack Obama. C'est lui qui avait mis en place un programme à 500 millions de dollars pour former les « rebelles » syriens. Il s'avéra qu'il ne trouva aucun rebelle et ne forma que « quatre ou cinq » soldats selon ses propres dires devant le Sénat.

[1] "US Forces Reportedly Building New Base in Northeast Syria", Sirwan Kajjo, Voice of America, February 9, 2021.

Mais encore.

Biden rétablit le Bureau des partenariats basés sur la Foi - Réseau Voltaire 16 février 2021

Le dimanche 14 février 2021, le président Joe Biden a rétablit par décret le Bureau de la Maison-Blanche pour les partenariats basés sur la Foi et le voisinage [1].

Cet organisme avait été créé par le président George W. Bush, puis réformé par le président Barack Obama et dissout par le président Donald Trump.

L'existence de ce Bureau a suscité de très vives controverses. Il vise avant tout à favoriser le développement d'associations caritatives religieuses. Il a d'abord outrageusement aidé les croyants de droite durant le mandat de Bush fils, puis tout aussi outrageusement les croyants de gauche durant celui d'Obama.

Le Bureau sera dirigé par la Baptiste Melissa Rogers qui en fut déjà elle-même directrice à la fin du mandat d'Obama. Elle y a notamment favorisé les subventions publiques pour la promotion du droit à l'avortement dans le monde.

Elle sera secondée par l'Évangélique Josh Dickson, qui assistait Joe Biden durant sa campagne électorale et a mis en scène la foi de celui-ci durant la Convention démocrate. C'est le fondateur des Évangéliques pour l'égalité du mariage (Evangelicals for Marriage Equality).

[1] "Executive Order on the Establishment of the White House Office of Faith-Based and Neighborhood Partnerships", Joe Biden, White House, February 14, 2021.

TROISIEME PARTIE

Totalitarisme. Etat policier, terroriste, quotidien, permanent. Un régime toujours plus oppressif et répressif ou la banalisation du fascisme en marche.

- A Valenciennes, Castex vante la mise en place "rapide" de la justice de proximité - AFP12 février 2021

Jean Castex a dit boire "du petit lait" vendredi, vantant la mise en place rapide de la justice de proximité qui doit permettre de lutter contre les "petites incivilités de la vie quotidienne", à l'occasion d'un déplacement vendredi au tribunal de Valenciennes. "Nous veillerons à ce que celle-ci entre en vigueur partout en France, très vite", a ajouté M. Castex

La justice de proximité "constitue l'une des priorités de l'action gouvernementale", a assuré le Premier ministre, accompagné du garde des Sceaux Eric Dupond-Moretti. Il s'agit de traiter plus efficacement et rapidement les petites infractions, comme par exemple les rodéos urbains, parmi une liste de 350 cas dressée en décembre par la Chancellerie. AFP12 février 2021

- Covid-19: l'exécutif ne ferme plus la porte au passeport vaccinal - BFMTV 16 février 2021

- Le gouvernement veut instaurer le vote par anticipation pour la présidentielle - BFMTV 16 février 2021

L'exécutif a déposé au Sénat un amendement destiné à permettre le vote par anticipation pour le scrutin de 2022, ce qui constituerait une première en France. BFMTV 16 février 2021

"Islamo-gauchisme" à la fac: le CNRS répond à Frédérique Vidal et dénonce une "instrumentalisation de la science" BFMTV/AFP 18 février 2021

- La réforme de la justice pénale des mineurs définitivement adoptée - AFP 16 février 2021

Le code de la justice pénale des mineurs prévoit aussi une présomption d'irresponsabilité pénale avant 13 ans.

Concernant la notion de "discernement", les parlementaires ont retenu la définition proposée par le gouvernement selon laquelle le discernement suppose que le mineur "a compris et voulu son acte" et "est apte à comprendre le sens de la procédure pénale". AFP 16 février 2021

- G5 Sahel : il n'y aura pas de baisse "dans l'immédiat" des effectifs militaires français, annonce Emmanuel Macron - Franceinfo 16 février 2021

QUATRIEME PARTIE

Dans le bêtisier des bien-pensants ou de la société savante.

France Soir - (Le journaliste) Que conseilleriez-vous à ma mère qui veut se faire vacciner ?

Pr. Raoult - Pour les sujets qui risquent de faire une maladie grave ou à risque et d'être contaminés, il est clair qu'en l'état actuel des connaissances le bénéfice de la vaccination est supérieur au risque.

https://www.youtube.com/watch?v=aAtokeuHkgM&feature=emb_title

LVOG - Quel salaud, il a zappé tous les traitements efficaces qui existent ! Et ailleurs il affirme qu'on ne peut pas se prononcer sur les vaccins à ARNm, parce qu'ils n'ont pas été testés pendant des années.

Et quand on l'entend parler des précautions qu'il faudrait prendre pour ne pas être contaminé, il devient fébrile, c'est le délire complet, entre dormir dans le même lit avec un masque ou faire chambre à part qui serait à proscrire, porter des gants et les désinfecter chaque fois qu'on les enlève, et ainsi de suite 24h/24, alors qu'on parle d'un virus qui n'est pas plus mortel que celui de la grippe, il faut le rappeler.

Cela signifie que demain, avec ou sans covid-19, sous prétexte du virus de la grippe la population devrait vivre ainsi de la naissance jusqu'à la mort, et bien vaut mieux ne pas venir au monde ou le quitter le plus vite possible pour mettre un terme à ce cauchemar, ce type est fou à lier en réalité, voilà ce qu'il cautionne ! Il appelle cela de la science, alors si c'était cela la science : A bas la science ou plutôt les pseudo-scientifiques autoproclamés !

Son avocat est pire ou une caricature. Cependant dans la confusion il distille des infos intéressantes. C'est ce qui fait dire aux démagogues que leurs discours seraient à différents niveaux, alors qu'en réalité ils participent à la confusion et au chaos en pratiquant un double discours qui profite au tenant du régime.

Me Di Vizio, avocat du Pr Raoult: « On ne sait pas si le confinement sauve, mais on sait qu'il tue » - 11 févr. 2021

https://www.youtube.com/watch?v=pVS0gPHoLY8

Instructif ou révélateur. Lu dans des commentaires du blog du Dr. Maudrux. Non-conformiste ? Qu'il soit permis d'en douter fortement.

- "*En règle générale, quand on est malade on évite de faire la tournée des parents et des copains.* "

LVOG - Quelle stupidité ! Avant de s'apercevoir qu'on est malade, on a été contagieux pendant des jours, voire 1 ou 2 semaines, donc on a largement eu le temps de contaminer toutes les personnes qu'on a croisées.

Des réflexions aussi médiocres, on en entend par centaines tous les jours depuis un an. Allez, encore deux.

- "*Le meilleur conseil que l'on puisse donner à la population, c'est de s'isoler au moindre signe*."

- "*La clé de tout. Il faut des mesures précises et ciblées.*"

LVOG - La paranoïa absolue. Ils alimentent la psychose collective. Ces gens sont aussi cinglés que ceux qu'ils critiquent, et ils ne s'en aperçoivent pas, contrairement à eux qui terrorisent la population en connaissance de cause, c'est leur objectif et ils s'y tiennent.

Parole d'internaute

- Google translate :

« L'association médicale de Tokyo recommande l'administration d'ivermectine pour éviter l'aggravation.

Lors d'une conférence de presse le 9 [février 2021], le président de l'Association médicale de Tokyo, Haruo Ozaki, a recommandé l'utilisation d'urgence de médicaments principalement pour prévenir l'aggravation des soignants à domicile afin de répondre à la propagation de la nouvelle infection à coronavirus. Il a souligné que les médicaments antiparasitaires tels que «l'ivermectine» devraient être administrés aux personnes infectées par la corona, affirmant qu'ils se sont avérés efficaces pour prévenir l'aggravation à l'étranger.

En plus de l'ivermectine, il a appelé le gouvernement à approuver l'utilisation de l'anti-inflammatoire stéroïdien dexaméthasone. M. Ozaki a déclaré: «(Les deux) ont peu d'effets secondaires. Je voudrais que le gouvernement réfléchisse à ce que le traitement puisse être effectué au niveau d'un médecin de famille.

L'ivermectine et la dexaméthasone sont toutes deux prescrites dans le pays. Cependant, ils n'ont pas été approuvés comme traitement pour corona. En date du 8, il y a environ 1 600 [personnes soignées] à domicile à Tokyo et environ 1 600 personnes infectées qui sont «sous ajustement» [?] car la destination d'hospitalisation n'a pas été décidée. [La façon de] faire face aux changements soudains de la condition physique des patients à domicile qui sont souvent légers ou asymptomatiques est également un problème.

M. Ozaki a souligné que [réduire] le nombre de personnes nouvellement infectées à Tokyo par jour à environ 100 est le moyen d'améliorer la situation d'avril à juin ». Le 9 février, 412 personnes nouvellement infectées ont été confirmées à Tokyo. »

Fake news ou la réalité romancée pour faire passer Macron pour un bon père de famille et surtout faire croire que la marionnette détiendrait une once de pouvoir.

Coronavirus : comment Emmanuel Macron s'est-il affranchi des scientifiques ? - Europe1 13 février 2021

Si pendant les premiers mois de la crise sanitaire, Emmanuel Macron ne prenait pas une décision sans l'aval du conseil scientifique, le chef de l'État s'est détaché peu à peu de ces experts. Déconfinement, Noël en famille, pas de troisième confinement... Le chef de l'État a répondu aux critiques en montrant que c'est bel et bien le politique qui est aux manettes du pays.

Ne pas reconfiner une troisième fois, une onde de choc pour les scientifiques

Dès lors, le président commence à douter de ces experts. Et c'est notamment pour cela que le 29 janvier dernier, alors que ces mêmes scientifiques expliquent depuis une semaine dans les médias que le reconfinement est inévitable, qu'Emmanuel Macron prend le contre-pied en écartant tout reconfinement. Une décision en forme d'onde de choc dans le monde scientifique. Reste qu'elle a montré que c'est bel et bien le politique qui est à nouveau aux manettes du pays. Europe1 13 février 2021

Fascisme ordinaire ou terrorisme sanitaire. Pas de liberté sans vaccin. Le régime antisémite et raciste d'apartheid rétablit l'étoile jaune.

Israël, ses 4 millions de vaccinés et son badge pour aller au restaurant - LePoint.fr/AFP 17 février 2021

...les autorités projettent de rouvrir progressivement à partir de dimanche les gyms, les musées, les centres commerciaux, les restaurants et les cafés et sortir ainsi de son troisième confinement. Mais ces lieux ne seront pas ouverts à tous. Le gouvernement a annoncé un système de « badge », pourpre pour les personnes qui ne sont pas vaccinées ou n'ont reçu qu'une dose et vert pour ceux qui se sont vu administrer leur seconde injection ou sont « rétablis » du Covid.

Les centres commerciaux, les bibliothèques, les musées, les cafés et certains lieux de culte seront ouverts en mode « pourpre ». Donc, pour tous. Et les gyms, les événements sportifs et culturels, les restaurants (avec réservation) seront ouverts pour les détenteurs du « badge vert », c'est-à-dire ayant une attestation de double vaccination ou de rétablissement…. « Nous allons de l'avant avec un déconfinement responsable sous la forme de "Si vous êtes vaccinés, vous pouvez entrer" », a résumé le ministre

de la Défense Benny Gant...

Outre les « badges », les Israéliens doublement vaccinés peuvent aussi recevoir un « passeport vert » leur permettant de rentrer dans le pays – après un voyage à l'étranger – sans avoir à passer par la quarantaine, mais en présentant toutefois un test Covid négatif. LePoint.fr/AFP 17 février 2021

Qu'en est-il réellement dans la Palestine occupée ?

- Vaccination en Israël : des chiffres de mortalité qui interpellent ? - francesoir.fr 17 février 2021

Debriefing de Haim Yativ, ingénieur, et du docteur Hervé Seligmann, de l'unité de recherche sur les maladies infectieuses et tropicales émergentes de la faculté de médecine de l'université d'Aix-Marseille. Haim Yativ et le Dr Seligmann ont analysé les données vaccinales d'Israël dans un article publié sur le site Nakim.org.

Extrait.

Les constats sont simples :

Il y a une inadéquation entre les données publiées par les autorités et la réalité sur le terrain.

Ils ont trois sources d'information, outre les emails et messages d'effets secondaires qu'ils reçoivent par le biais d'internet.

Ces trois sources sont Ynet, site d'information israélien, la base de données du ministère de la santé israélien, et la base aux Etats-Unis du VAERS (effets secondaires).

En janvier 2021, il y a 3000 enregistrements d'effets secondaires des vaccins dont 2900 pour les vaccins ARNm.

Par rapport aux autres années, la mortalité est 40 fois supérieure.

Le 11 février un article de Ynet, présente des données liées à la vaccination. Les auteurs de l'article ont "débunké" cette analyse, en se basant sur les données publiées par Ynet.

«On a repris les données en regardant la mortalité pendant la période de la vaccination qui dure 5 semaines. En analysant ces données, on arrive à des chiffres effarants qui donnent une mortalité importante du vaccin.»

Les auteurs déclarent «que les vaccinations ont causé plus de décès que le coronavirus n'en aurait provoqué pendant la même période.»

Haim Yativ et le Dr Seligmann déclarent que pour eux «ceci est une nouvelle Shoah» devant la pression des autorités israéliennes pour vacciner les citoyens.

Ils invitent aussi les spécialistes à venir compléter leurs analyses, et entendent donner des suites judiciaires à cette découverte, si elle venait à être validée par les données du ministère : contacté, ce dernier n'était pas disponible.

Les auteurs déplorent le fait de ne pas pouvoir communiquer sur ces informations capitales pour leurs concitoyens.

Nous avons aussi publié l'article complet traduit en français.

Les données demandent à être confirmées suite à la demande d'accès aux documents officiels qui prendra 5 semaines (durée légale en Israël).

Publié sur le site de NAKIM : Lun 15 février 19 19:59

La découverte des données de vaccination en Israël révèle une image effrayante

Les analyses ci-dessous d'un article faisant la promotion de la vaccination contre le COVID-19 permettent de découvrir toutes les données de vaccination et une situation effrayante.

Le 11 février 2021, Ynet (le site Internet israélien le plus connu) a publié un message confus et un article déroutant intitulé

"Les données sur l'efficacité de la vaccination en Israël et ses effets rapides sur les jeunes".

Nos réanalyses de ces données expliquent pourquoi lors du projet de vaccination massive lancé mi-décembre 2020 lors d'un confinement, les nouveaux cas de COVID-19 confirmés quotidiennement n'ont pas diminué comme ils le font pendant les confinements, et, plus important encore, pourquoi le nombre de cas graves, critiques et de décès les cas ont augmenté au cours de cette période couvrant au moins un mois. De la mi-décembre à la mi-février (deux mois), 2337 des 5351 décès officiels israéliens par COVID sont survenus. Nos analyses indiquent des augmentations de l'ordre de grandeur des taux de mortalité au cours du processus de vaccination de 5 semaines, par rapport aux non-vaccinés et ceux après avoir terminé le processus de vaccination. Vraisemblablement, les cas asymptomatiques avant la vaccination et ceux infectés peu de temps après la première dose ont tendance à développer des symptômes plus graves que ceux non vaccinés.

L'article Ynet est organisé de manière passionnante et utilise des données fournies de manière erronée par le ministère de la Santé. On ne sait pas si cela était intentionnel pour prouver l'efficacité du vaccin ou si cela a été fait de manière erronée parce que les données fournies ont été mal comprises. Notez qu'en Israël, tous les vaccins proviennent de Pfizer.

Nous apportons un exemple très important de l'article, en relation avec le tableau fourni par le ministère de la Santé. Selon le texte "Cependant, 546 parmi les morts étaient tels qu'ils n'étaient pas du tout vaccinés ou ont reçu la première dose de vaccination dans les deux semaines avant leur mort" diffère du tableau. Ceci n'est clairement pas fondé car toutes les données présentées dans le tableau et fournies ci-dessous ne décrivent que les patients COVID-19 qui ont reçu au moins la première dose de vaccination. Cela ressort clairement de l'examen du tableau. Le total général est de 43781 patients COVID qui ont reçu la première ou la deuxième dose de vaccin. Sur un total de 660 décès, 546 n'ont reçu que la première dose.

Les données du tableau, plutôt que d'indiquer l'efficacité du vaccin, indiquent les effets indésirables du vaccin.

À cette fin, nous devons d'abord comprendre que le tableau fourni décrit l'état des patients COVID-19 qui ont reçu la première ou la deuxième dose de vaccin à des dates données, comme cela a commencé dans l'article "... émerge des données que parmi 856 patients de plus de 60 ans années en état grave hospitalisé à ce moment… "nous supposons que l'article publié le 11 février reflète la situation dans les hôpitaux de la veille, donc le 10 février 2021, ou le 11 février 2021.

Le 10 février, le nombre de cas actifs graves était de 1056 selon au panneau de contrôle du ministère de la Santé, voir photo ci-dessous.

Cela montre de manière surprenante que les cas les plus graves hospitalisés le 10 février ou à une date proche ont en fait été vaccinés avec la première dose ou jusqu'à deux semaines après la deuxième dose. Voir le tableau des patients vaccinés présentant 1031 cas graves et 220 cas critiques au moment de la réalisation du tableau. Cela correspond à l'article en hébreu du 1er février 2021 "Peut-on montrer que le vaccin de Pfizer est aujourd'hui la cause majeure des taux de mortalité élevés en Israël et dans le monde?".

Cependant, ce n'est pas la dernière surprise que nous obtenons en examinant les données du ministère de la Santé. On peut soustraire le nombre de personnes ayant reçu la première dose de vaccin le 19 janvier 2021 de celui du 10 février 2021. Pendant ces 21 jours, 1331881 citoyens israéliens ont reçu la première dose. Le tableau montre que 568 d'entre eux sont décédés, soit 0,042% et que 39047 d'entre eux sont devenus un cas de COVID-19, soit 2,9%. Pour la 2ème dose nous nous concentrons sur des données spécifiques à deux semaines après la 2ème vaccination selon le tableau.

Du 26 janvier au 10 février 2021, 909102 citoyens israéliens ont reçu la 2ème dose de vaccin. Parmi ceux-ci selon le tableau, 92 sont décédés, soit 0,01%.

Par conséquent, au cours des 5 semaines depuis la première dose, au moins 0,05% des receveurs de la première dose sont décédés. Ce taux de mortalité concerne principalement une population relativement jeune dont la vaccination a été annoncée le 19 janvier, période pendant laquelle la plupart des vaccinés avaient moins de 65 ans. Afin d'estimer le taux de mortalité des personnes de plus de 65 qui ont été la plupart du temps vaccinés avant cette période, nous utilisons les données rapportées par les VAERS basé aux USA,

Nous avons trouvé, voir l'article en anglais, que le rapport des décès par ceux de plus de 65 ans vs ceux ci-dessous 65 est d'environ 4,42 (155/35). Ainsi, le taux de mortalité des personnes de plus de 65 ans entre la première et la deuxième dose de vaccination devrait être jusqu'au 19 janvier 0,042 (le taux de mortalité des moins de 65 ans) multiplié par 4,42, soit 0,186%, ce qui est proche des 0,2% rapportés par le Ministère de la Santé le 21 janvier 2021.

Cette valeur de 0,2% de décès a été mystérieusement modifiée par la suite par le Ministère de la Santé et est passée à 0,005 sans aucune explication. Les considérations ci-dessus montrent que les données sur le taux de mortalité fournies en premier étaient correctes, les données mises à jour sur le taux de mortalité auraient pu être destinées à suggérer des taux de mortalité plus faibles chez les personnes âgées.

Les problèmes ne s'arrêtent pas là.

Le nombre de décès par COVID-19 parmi les vaccinés depuis le début de l'action de vaccination semble expliquer l'augmentation des taux de mortalité par COVID-19 observée depuis décembre 2020.

Pour cela, nous calculons les produits du nombre de personnes vaccinées de plus de 65 ans. de 0,2 et le nombre de personnes vaccinées en dessous de 65 de 0,04. Cela montre que la plupart des décès dus au COVID-19 au cours de cette période concernent des personnes vaccinées, comme le montre le tableau fourni par le ministère de la Santé début février.

Pendant l'action de vaccination de la mi-décembre à la mi-février, 2337 des 5351 décès dus au COVID-19 signalés pour Israël sont survenus, soit 43,7%. Parmi ceux-ci, depuis le 19 janvier, 1271 décès COVID-19 ont été signalés pour Israël. Le tableau fourni par le ministère de la Santé le 10 février fait état de 660 décès COVID-19 parmi les vaccinés, soit 51,9% des décès sur cette période. Seuls 1,3 million d'Israéliens, sur 8 millions (environ 1 sur 8, 12,5%), ont été vaccinés pendant cette période.
En conséquence, la vaccination favorise les décès car 51,9% des décès au cours de cette période concernent les 12,5% vaccinés au cours de cette période. En outre, les cas graves et critiques au cours de cette période sont plus que les cas graves signalés, l'effet indésirable du processus de vaccination est très probablement pire que ce qui ressort des données disponibles.

L'horreur continue. Les décès parmi les vaccinés doivent être ajoutés aux nombreux événements AVC et cardiaques rapportés juste après la vaccination qui ne sont pas inclus parmi les décès COVID-19 qui environ le double des décès parmi les vaccinés, dont le nombre reste inconnu et que nous allons essayer de trouver dans le les jours à venir.

À ce stade, « nous déclarons que les vaccinations ont causé plus de décès que le coronavirus n'en aurait pendant la même période. »

Parmi les vaccinés et âgés de plus de 65 ans, 0,2% des vaccinés sont décédés au cours de la période de 3 semaines entre les doses, soit environ 200 sur 100 000 vaccinés. Ceci est à comparer aux 4,91 morts parmi 100 000 morts du COVID-19 sans vaccination, voir ci-dessous. Cela ne doit pas être confondu avec le COVID-19 de 0,279 décès parmi 100000 signalés pour ceux qui ont terminé le processus de vaccination, soit 2 semaines après la deuxième dose, voir ci-dessous le tableau de l'article Ynet.

Cette image effrayante s'étend également aux moins de 65 ans, parmi lesquels, pendant les 5 semaines du processus complet de vaccination, 0,05%, soit 50 sur 100000, sont décédés. Ceci doit être comparé aux 0,19 pour 100000 décédant du COVID-19 et qui ne sont pas vaccinés dans ce groupe d'âge, selon le tableau ci-dessus.?Par conséquent, le taux de mortalité de ce groupe d'âge a augmenté de 260 au cours de cette période de 5 semaines du processus de vaccination, par rapport à leur taux de mortalité naturel au COVID-19.

Un moyen simple de faire passer ces points concerne les taux mensuels de décès par COVID-19 depuis le début de la pandémie et jusqu'à la mi-décembre, 3014 décès, soit 3014/9 = 334,9 décès par mois. Les taux de mortalité mensuels depuis la mi-décembre sont de 2337/2 = 1168,5 décès par mois, donc 3,5 fois plus élevés.

Nous concluons que les vaccins Pfizer, pour les personnes âgées, ont tué au cours de la période de vaccination de 5 semaines environ 40 fois plus de personnes que la maladie elle-même en aurait tué, et environ 260 fois plus de personnes que la maladie parmi les plus jeunes. Nous insistons sur le fait que cela vise à produire un passeport vert valable au plus 6 mois et à promouvoir les ventes de Pfizer.

Ces nombres estimés de décès dus au vaccin sont probablement beaucoup plus faibles que les nombres réels, car ils ne représentent que ceux définis comme décès par COVID-19 pendant cette courte période et n'incluent pas les AVC et les événements cardiaques (et autres) résultant des réactions inflammatoires en des dizaines de rapports documentés sur le site NAKIM, qui eux-mêmes ne sont que la pointe de l'iceberg, voir ici.

Cela ne tient pas compte des complications à long terme décrites dans une plainte pénale déposée en décembre 2020 en France et qui a été traduite en anglais, voir ici.

Avec le recul, cela explique pourquoi les cas graves de COVID-19 ont augmenté avec le début de la vaccination et pourquoi les cas ont commencé à diminuer lorsque la vaccination a été ouverte aux jeunes et continuent de baisser alors que la campagne nationale de vaccination perd de son élan.

Nous espérons que ce massacre n'inclura pas ceux de moins de 13 ans, car ceux-ci ont un taux accru de réactions indésirables, y compris de décès, aux vaccins, comme le montrent les données pluriannuelles des rapports VAERS aux États-Unis.

Nous résumons que la pandémie peut être prévue pour les semaines à venir. La diminution des vaccinations et de l'âge de la vaccination entraînera une diminution des cas graves, principalement non pas en raison de la protection par le vaccin, mais parce que moins de personnes mourront du vaccin et d'autres réactions indésirables au vaccin.

Ce sera temporaire car dans quelques mois nous prévoyons de faire face aux effets indésirables à moyen et long terme de la vaccination comme ADE (Antibody-Dependant Enhancement) et les mutants résistants à la vaccination sélectionnés par les vaccins. Mais cela devrait se produire après les prochaines élections et les électeurs (survivants) n'auront pas d'autre occasion d'exprimer leur déception lors du scrutin.

[fin de l'article]

Annexe :

Le Dr Hervé Seligmann travaille à l'Unité de Recherche sur les Maladies Infectieuses et Tropicales Emergentes Faculté de Médecine, Université Aix-Marseille, 13385 Marseille, France. De nationalité israélo – luxembourgeoise, il a un B. Sc. En Biologie de l'université hébraïque de Jerusalem, un master en "Plant Physiology" et une thèse "A morphological marker of transitions towards salt adaptation in Sorghum bicolor", un doctorat en sur la microévolution des lézards "Microevolution of proneness to tail loss in lizards". Il a plus de 100 publications scientifiques.

CONTRE-PROPAGANDE ET RÉSISTANCE A LA DICTATURE SANITAIRE

Vidéo.

La Rochelle Coup de gueule d'un médecin généraliste - C17INFOS Charente Maritime 6 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=2s9esB0QoEU&feature=youtu.be

Trouver et analyser les bons chiffres de décès - 5 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=4Gr0P0i-neM

Christian Perronne au Défi de la vérité : publié par le NEJM ! - France Soir 11 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=cevj37rDRGo

Willie Spies : l'ivermectine libérée ? [VOSTFR] - France Soir 10 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=H0tlmW6PE_g

Debriefing de Willie Spies, avocat sud-africain qui vient de faire enregistrer au tribunal de Pretoria un accord transactionnel entre médecin et le régulateur pour une procédure d'utilisation de l'ivermectine dans le traitement de la Covid-19.

Dr Lee Merrit : les vaccins ARNm sont potentiellement des armes biologiques - 9 février 2021

https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=8t55f6xDzms

Arnaud Upinsky au Défi de la vérité - France Soir 10 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=a9RNCF1Iw48

J'ignore dans quelle mouvance politique il se situe, monarchiste et catholique conservateur apparemment, peut importe ou je m'en tape au regard de la pourriture qu'est devenue l'extrême gauche, du moment qu'il ne fait pas de propagande pour son idéologie. Quand il accuse Macron de crime, et qu'il explique ou démontre pourquoi, personne ne peut le contredire et cela me va très bien.

L'un des facteurs qui explique la sidération dans laquelle se trouve la population, est l'absence de logique après qu'une coupure ait été réalisée entre la cause et l'effet, ce qui ne permet pas de comprendre la situation ou quoi que ce soit. C'est la méthode qui est employée dans les manuels scolaires destinés paraît-il à faire des hommes ou des femmes libres ou capables de penser par eux-mêmes, vous saisissez où se situe le problème. Ceci explique cela où comment et pourquoi nous en sommes arrivés là. C'est cette méthode à fabriquer des décérébrés, des individus facilement manipulables, que l'on nous appelle à défendre avec l'école, que les syndicats revendiquent. Oh mais vous n'êtes pas au bout de vos désillusions !

L'autre point fort de sa démonstration ou de sa méthode, c'est qu'il part d'un processus et il s'y tient.

C'est ainsi par exemple qu'on s'aperçoit qu'il existe un fil qui relie l'intention de banquiers de parvenir à contrôler le monde à défaut de pouvoir le posséder entièrement à la fin du XVIIe siècle à Hanove et le contrôle qu'ils sont parvenus à prendre sur 194 pays en 2021, cela, c'est moi qui l'ai ajouté. Il m'arrive souvent de faire référence au processus historique, parce que c'est la seule manière de raisonner scientifiquement et de mettre à contribution la logique pour prendre conscience de tout ce qu'il implique, ce que l'on vit quotidiennement tout de même, qui cela devrait-il laisser indifférent, on devrait tous s'y impliquer consciemment.

Arnaud Upinsky : Quand on parle de vérité, le défi de la vérité est un défi à l'intelligence et au courage.

Covid-19 : les Allemands au bord de la crise de nerfs après le prolongement des restrictions - europe1.fr 11 février 2021

En Allemagne, malgré une baisse spectaculaire des cas en quelques semaines et une incidence à 68, pas de réouverture en vue pour les commerces. Les mesures actuelles sont prolongées à cause de l'apparition des virus mutants, a justifié la chancelière. "De ce fait, une troisième vague va avoir lieu et nous devons déjà la combattre. Entre maintenant et la mi-mars, nous avons une phase où il est vital de faire baisser notre incidence, et de rester très prudents." La Chancelière a même baissé l'objectif d'incidence de 50 à 35 cas pour 100.000 habitants, et alors seulement elle envisagera des assouplissements. europe1.fr 11 février 2021

CINQUIEME PARTIE

Totalitarisme et corporatisme. Copier/coller. Suivez le loup.

- Le Forum Économique Mondial est l'organisation internationale qui œuvre à la coopération entre le secteur public et le privé. (https://fr.weforum.org/)

- Tribune. Associations, entreprises et collectivités : "Allions nos forces pour l'intérêt général" - Journal du Dimanche 14 février 2021

La députée LREM Cathy Racon-Bouzon, et le président-fondateur du Rameau, Charles-Benoit Heidsieck, co-rapporteurs de la mission "Accélérer les alliances stratégiques au service de l'intérêt général" défendent dans cette tribune signée par une centaine d'élus et d'entrepreneurs, les partenariats entre associations, entreprises, pouvoirs publics et citoyens pour relever les défis futurs. Journal du Dimanche 14 février 2021

Les derniers articles parus dans le blog du Forum économique mondial.

- Logiciels d'IA : un marché en pleine expansion - Statista France 01 fév. 2021

- Réduire la vulnérabilité de l'Asie face au changement climatique - Project Syndicate 10 fév. 2021

- Le vaccin, dernier clou du cercueil d'une ambition multilatérale ? - La Tribune 10 fév. 2021

Pfizer, AstraZeneca, Sinopharm, Johnson & Johnson, Moderna, Sputnik-V. Ces marques sont désormais au centre de la conversation globale, cristallisant à la fois craintes et espoirs d'une communauté mondiale tétanisée par dix mois d'une lutte incertaine face à la pandémie. Dans cette configuration, les gouvernements sont sous une pression inouïe par leurs opinions publiques pour lancer à très brève échéance leurs campagnes de vaccination. Et les écueils sont nombreux autant que complexes.

Mais de manière plus fondamentale et durable, peut-être que l'impact le plus négatif engendré par la bataille féroce autour du vaccin est la fin de nos illusions quant à l'émergence d'un monde multilatéral à court ou moyen terme. Que ce soit l'ONU et ses multiples émanations dont l'OMS, la parole des « temples multilatéraux » a été ringardisée et décrédibilisée lors de la pandémie. Censés organiser les rapports entre les nations sur des sujets essentiels, ces organisations ont été relégués à un statut d'organes vaguement consultatifs, dont la parole consensuelle et éthérée s'est dissoute dans le concert de convictions et d'idées reçues. Ces dernières - parfois radicales, souvent contradictoires- ont été assénées par des gouvernements et des experts aux prises avec une situation inédite, et qui n'ont pas eu d'autre choix que d'expérimenter des solutions à défaut d'avoir une stratégie guidée par un savoir commun consolidé à un niveau supranational.

Pour cet ensemble de raisons, redonner du souffle à une ambition multilatérale ne semble pas être réalisable rapidement. A moins qu'un bloc de dirigeants mondiaux influents- dotés de cette qualité rare qu'est l'humilité- estime enfin que le choc

systémique auquel nous faisons face impose de refondre les voies et moyens de la coordination mondiale, au moins sur des sujets aussi fondamentaux que les pandémies, lesquelles sont vraisemblablement appelées à se répéter...

- Data centers : les pays les mieux équipés - Statista France 11 février 2021

À l'ère du numérique et avec l'explosion du Big Data, les centres de données sont devenues des infrastructures indispensables à notre société et représentent notamment des enjeux stratégiques pour les États

- Du premier pas sur la Lune à nos missions sur Terre - Project Syndicate 11 février 2021

LVOG - Vous vous demandez peut-être, mais qu'est-ce que cela vient faire ici. La réponse.

- Songez au vaccin contre le COVID-19. L'esprit collectif et l'approche axée sur un résultat, dans le cadre de la recherche et développement sur le vaccin, ont rappelé l'an dernier le programme Apollo. (...) Plusieurs vaccins sûrs et efficaces ont été créé et testés en un temps record grâce à des collaborations public-privé, avec l'intervention absolument cruciale d'investissements publics.

Les technologies à elles seules ne résoudront jamais les problèmes sociaux et économiques. Dans l'application du principe de mission lunaire aux défis complexes qui existent sur Terre, les dirigeants politiques doivent prêter attention à de nombreux autres facteurs sociaux, politiques, technologiques, comportementaux, et parvenir à une vision commune de la société civile, des entreprises et des institutions publiques.

Nos différentes missions terrestres doivent également faire intervenir activement les citoyens. La neutralité carbone doit ainsi être conçue aux côtés des citoyens sur leur lieu de vie, par exemple dans les logements sociaux. En adoptant véritablement une approche inclusive axée sur les parties prenantes, une mission peut devenir une puissante plateforme civique et un formidable moteur de croissance durable, comme entrevu dans les appels au Green New Deal, à la santé pour tous, ou encore aux plans de réduction de la fracture numérique.

Une stratégie industrielle moderne en direction d'une Renaissance verte, par exemple, exigera de tous les secteurs – de l'intelligence artificielle aux transports, en passant par l'agriculture et la nutrition – qu'ils innovent et s'orientent dans une nouvelle direction.

- Un hacker récompensé pour avoir piraté 35 grandes entreprises, dont Microsoft, Apple et Tesla - Futura 11 février 2021

La Suisse ce modèle de démocratie ou le néolibéralisme de Davos aux relents nazis.

La contribution de la Suisse à la construction de l'ordre néolibéral Par Franklin Frederick - Mondialisation.ca, 10 février 2021

https://www.mondialisation.ca/la-contribution-de-la-suisse-a-la-construction-de-lordre-neoliberal/5653531

Extraits

Un groupe d'intellectuels hostiles au communisme, à la gauche en général, et même au capitalisme du New Deal aux États-Unis, a cherché à développer et à imposer une reconstruction plus autoritaire et profondément antidémocratique du capitalisme : le néolibéralisme. Comme mentionné dans mon article précédent (https://www.mondialisation.ca/la-voie-dangereuse-de-la-suisse-vers-lextreme-droite/5653345), la Suisse a été le premier pays à accueillir et à financer ces intellectuels, jouant ainsi un rôle clé dans la construction de l'ordre néo-libéral. Quinn Slobodian, auteur du livre Globalists, a créé un terme pour désigner la contribution de la Suisse au néolibéralisme : l'École de Genève.

D'après Slobodian,

« l'École de Genève comprend des penseurs qui ont occupé des postes universitaires à Genève, en Suisse, dont Wilhelm Röpke, Ludwig von Mises et Michael Heilperin ; ceux qui y ont poursuivi ou présenté des recherches clés, dont Hayek, Lionel Robbins et Gottfried Haberler ; et ceux qui ont travaillé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), comme Jan Tumlir, Frieder Roessler (…). Les néolibéraux de l'école de Genève ont transposé l'idée ordolibérale de 'la constitution économique' – ou l'ensemble des règles régissant la vie économique – à l'échelle au-delà de la nation.' »

Toujours selon cet auteur, la ville de « Genève – qui a finalement accueilli l'OMC – est devenue la capitale spirituelle du groupe de penseurs qui ont cherché à résoudre l'énigme de l'ordre post-impérial ». Cet ordre post-impérial fait référence à la période qui a suivi la fin de l'Empire Austro-Hongrois et une grande partie de 'l'énigme' mentionnée se rapporte au défi posé par la Révolution Russe. Ce que les néolibéraux de l'Ecole de Genève cherchent « n'est pas une protection partielle mais complète

des droits du capital privé, et la capacité des organes judiciaires supranationaux comme la Cour européenne de justice et l'OMC à passer outre à la législation nationale qui pourrait perturber les droits mondiaux du capital, c'est-à-dire une constitution économique pour le monde. »

Pour l'École de Genève, toujours selon Slobodian,

« les engagements en faveur de la souveraineté et de l'autonomie nationales sont dangereux s'ils sont pris au sérieux. Ils étaient de fervents critiques de la souveraineté nationale, estimant qu'après l'empire, les nations doivent rester ancrées dans un ordre institutionnel international qui sauvegarde le capital et protège son droit de se déplacer dans le monde entier. Le péché capital du XXe siècle était la croyance en une indépendance nationale sans entraves, et l'ordre mondial néolibéral exigeait une isonomie exécutoire – ou 'mêmes lois', comme Hayek l'appellera plus tard – contre l'illusion de l'autonomie, ou 'propres lois'.' »

Pour les néo-libéraux de l'Ecole de Genève, les lois qui défendent les 'droits' du capital doivent primer sur les lois nationales concernant les droits des travailleurs ou la protection de l'environnement, par exemple.

De nombreux participants de l'Ecole de Genève ont été parmi les fondateurs de la Société du Mont Pélerin, également en Suisse, une entité qui a joué un rôle clé dans la construction intellectuelle du néolibéralisme et dans la diffusion internationale de ses propositions. La Société du Mont Pélerin a servi d'inspiration et de modèle à d'autres organisations importantes du réseau international de la droite comme le Atlas Network et le Atlantic Council.

Face au défi posé par la Révolution russe, la bourgeoisie suisse s'est très tôt placée du côté du capital, embrassant même les extrêmes les plus autoritaires du capitalisme tel que représenté par le néolibéralisme, tout cela pour arrêter la 'menace' de la gauche, toujours plus dangereuse, du point de vue du capital, que toute menace totalitaire de la droite. Un témoignage important de la croisade de la bourgeoisie suisse contre le communisme et la gauche en général est donné par les écrits de Harry Gmür, écrivain suisse et communiste. Né à Berne en 1908, Gmür a assisté à la montée du fascisme en Europe et à la réaction néo-libérale en Suisse. Contrairement à beaucoup de ses contemporains, Gmür a embrassé la gauche et ses valeurs humanitaires. Dans un texte publié en 1965 sous le titre La guerre d'Hitler et la Suisse, Gmür a écrit :

« Après le déclenchement de la guerre, le gouvernement à Berne, sous la pression allemande, mais saisissant certainement trop facilement l'occasion, s'était empressé d'interdire et de contrôler tous les partis, associations, journaux, distributeurs de livres, etc. systématiquement antifascistes. »

Et dans un autre article publié 10 ans plus tard, en 1975, sous le titre 'À cette époque, en Suisse', Gmür est revenu sur ce sujet en écrivant :

« La gauche suisse a été soumise à une pression particulière pendant la guerre (…).

Après le déclenchement de la guerre, le Conseil fédéral, non moins par anticommunisme que par servilité envers le IIIe Reich, avait supprimé le 'Freiheit', organe du Parti communiste, et les deux quotidiens de la gauche socialiste vaudoise et genevoise, qui s'étaient séparés de la social-démocratie. Après la catastrophe française, le Parti communiste, les partis socialistes de gauche de Suisse occidentale, l'Opposition du Parti socialiste germano-suisse (une faction qui travaille contre la ligne de droite de la direction du parti) et la Société de l'Union soviétique ont été carrément interdits. Leurs biens – imprimeurs, librairies, voire inventaire de bureau – ont été confisqués et n'ont jamais été restitués.

Les plaintes justifiées de la presse soviétique concernant le traitement des prisonniers de guerre soviétiques qui avaient fui en Suisse ont été rejetées par le chef de la justice et de la police. »

Ces deux articles ont été publiés dans le Weltbühne, une publication de l'ancienne République Démocratique d'Allemagne, sous le pseudonyme de Stefan Miller, certainement pour éviter la répression de la droite en Suisse.

Cependant, le document le plus percutant sur la bourgeoisie suisse, sur sa guerre incessante contre la gauche et sa défense intransigeante du capital avant tout est le Rapport Bergier.

Le Rapport Bergier dans son intégralité comprend 11 000 pages réparties en 28 volumes. Une œuvre immense d'une valeur inestimable.

Pour Pietro Boschetti, auteur d'un livre qui résume le Rapport Bergier sous le titre Les Suisses et les Nazis – d'où provient la précédente citation de Bergier – le rapport en général, « a confirmé ce que les historiens savaient déjà : oui, la politique d'asile a été d'une extrême dureté pendant la guerre ; oui, la Banque nationale a acheté quantité d'or suspect à l'Allemagne nazie, lui rendant ainsi un service très apprécié. »

Dans son livre, Boschetti mentionne quelques exemples de la coopération des grandes entreprises suisses avec l'Allemagne

nazie, telles que révélées par le Rapport Bergier. Parmi les exemples donnés par Boschetti, j'en mentionne quelques-uns ci-dessous, juste pour donner une idée de l'ampleur et du sérieux du Rapport Bergier :

Sur les affaires entre la Suisse et l'Allemagne nazie, Boschetti a écrit :

« Les relations entre hommes d'affaires étaient manifestement fort étroites et durables. Ainsi, après la guerre, le président de la (Banque) SBS (Rudolf Speich) et le directeur de l'UBS (Alfred Schaefer) apporteront leur soutien au seul banquier nazi (Karl Rasche, membre des SS, Dresdner Bank) devant le Tribunal international de Nuremberg. »

À propos de l'aryanisation' :

« Les 'certificats d'aryanité' destinées à prouver la pureté raciale semblent avoir été une pratique assez courante. Pour obtenir le droit d'atterrir à Munich, Swissair accepte par exemple que ses équipages prouvent leur aryanité. Nestlé agit de même ainsi que les sociétés d'assurances. »

Et aussi à propos de Nestlé :

« Depuis Vevey, Nestlé reste en contact durant toute la guerre avec le Suisse Hans Riggenbach, qui dirige à Berlin les affaires allemandes de la multinationale.

Nestlé vend son Nescafé à la Wehrmacht pendant la campagne de Russie, malgré la difficile importation des grains de café. »

Sur le travail forcé effectué par les prisonniers de guerre :

« Frappées, comme leurs concurrents par le manque d'ouvriers, les firmes suisses font appel au travail forcé. (…) aux usines Lonza de Waldshut, où 150 Français débarqueront entre juillet 1940 et avril 1942. De cette date jusqu'à la fin du conflit, plus de 400 prisonniers de guerre russes y travailleront. Georg Fischer, BBC, Maggi, Nestlé et bien d'autres n'hésiteront pas, elles aussi, à puiser dans ce réservoir de main d'œuvre.

Les mauvais traitements sont monnaie courante, y compris dans les filiales suisses (…).

Jusqu'en août 1944, la Suisse refoule en Allemagne les travailleurs forcés en fuite, en particulier les Russes et les Polonais. » (...)

Cependant, le débat avec la société qui aurait dû avoir lieu après la publication du rapport – le but ultime de tous les efforts déployés – a été empêché. (...)

La suppression de ce débat a été une victoire importante pour la bourgeoisie et le grand capital suisse, qui ont ainsi protégé leur image et ont pu maintenir, en Suisse, l'espace et la crédibilité nécessaires pour poursuivre l'expansion du programme néo-libéral. Sans cela, des institutions aussi distinctes que le Forum économique mondial et le Fonds mondial pour la nature – WWF – tous deux basés en Suisse, et tous deux héritiers et promoteurs de la vision néolibérale du monde, c'est-à-dire du marché comme principal instrument d'organisation de la société et même comme « sauveur » de la planète, n'auraient peut-être pas connu un tel succès. Mondialisation.ca, 10 février 2021

LVOG - Mais alors, la neutralité de la Suisse était un mythe ? Un parmi tant d'autres. Tous les mythes qui figurent dans les manuels scolaires ou qui ont été reproduits dans les ouvrages des historiens, qu'on trouve également dans les brochures destinées à la formation des militants ouvriers, ont été rédigés par des idéologues ou des intellectuels acquis à la cause des classes dominantes, vous ne vouliez tout de même pas qu'ils vous disent la vérité, réfléchissez un peu.

Quand une menace mortelle planait sur nos libertés, on l'a prise pour un message de paix.

Twitter, le petit oiseau bleu qui gazouille faux par Ahmed Bensaada - Mondialisation.ca, 17 février 2021

Extrait.

Le 15 février 2011, Hillary Clinton, alors secrétaire d'Etat, déclara « qu'Internet est devenu l'espace public du XXIe siècle » et que « les manifestations en Égypte et en Iran, alimentées par Facebook, Twitter et YouTube, reflétaient la puissance des technologies de connexion en tant qu'accélérateurs du changement politique, social et économique » [1]. Elle annonça également le déblocage de 25 millions de dollars « pour soutenir des projets ou la création d'outils qui agissent en faveur de la liberté d'expression en ligne », et l'ouverture de comptes Twitter en chinois, russe et hindi, après ceux en persan et en arabe.

Ces déclarations tonitruantes représentaient l'apogée d'une politique menée tambour battant mêlant les médias sociaux avec l'exportation de la démocratie « made in USA ». Les relations entre le département d'État américain et Google ont été tellement bien tressées que le fameux moteur de recherche a été qualifié d'« arme de la diplomatie américaine » [2].

Selon une étude détaillée menée par le « Google Transparency Project », les employés de Google ont été reçus 421 fois à la Maison Blanche pendant la période qui s'étale entre la prise de fonction de Barack Obama et le 31 octobre 2015, soit plus d'une fois par semaine pendant les deux mandats du 44eprésident des États-Unis [3]. De son côté, le président Obama a reçu les hauts responsables de la firme de Mountain View pas moins de 21 fois [4].

Ces interactions étaient tellement fortes que le rapport mentionna : « Une étude détaillée de ces registres démontre à quel point Google a entremêlé ses intérêts d'industriel avec ceux du gouvernement américain. Sur beaucoup de questions, cette relation est si intime qu'il est souvent difficile de déterminer exactement où s'arrête le gouvernement fédéral et quand Google prend l'initiative » [5].

Mais cette connivence entre le Gouvernement américain (principalement le département d'État) et les géants du Web n'est pas l'apanage de Google.

Ainsi, durant l'été 2009, cette « collaboration » a été mise en évidence lors de ce qui fut nommé la « Révolution verte », c'est-à-dire les manifestations dont les rues de Téhéran ont été le théâtre [6] . Hillary Clinton, la secrétaire d'État américaine, avait affirmé que « Twitter était important pour la liberté d'expression iranienne » [7] . Afin de passer de la théorie à la pratique, son département intervint directement auprès de la direction de Twitter pour reporter des travaux de maintenance de leur plateforme de microblogging afin de ne pas gêner les activités des cyberactivistes iraniens lors de leurs manifestations antigouvernementales.

D'après le New York Times [8], c'est Jared Cohen qui avait personnellement contacté le cofondateur et président de Twitter, Jack Dorsey, pour lui demander de reporter les travaux. Jared Cohen n'est pas un inconnu : ancien conseiller des secrétaires d'État Condoleezza Rice et Hillary Clinton, directeur de Google Ideas, il était, en ce temps-là, employé du département d'État. Même si l'administration américaine avait initialement nié son évidente implication en faveur des cyberdissidents iraniens, elle a fini par l'admettre [9].

Afin d'essayer d'éteindre la polémique et de justifier ce comportement inusité d'une entreprise supposée être privée et indépendante de la politique étatique, Biz Stone, un des cofondateurs de Twitter, a commenté l'évènement ainsi :

« Concernant l'opération de maintenance, nous l'avions décalée plusieurs fois. Nous avions convenu avec notre partenaire NTT America, que ce serait le 19 juin. Nous avons immédiatement eu des réactions des membres de Twitter nous disant que nous ne pouvions pas faire cela à cause des événements en Iran. Nous avons reçu une demande du gouvernement américain, mais en aucun cas un ordre ou une injonction. Cela prouve que le gouvernement reconnaît la valeur de l'outil. Mais c'est nous qui avons pris la décision de retarder de quelques heures l'opération de maintenance et d'en réduire la durée » [10] .

Pas très convaincant, M. Stone!

En pleine « révolution du lotus », entre le 27 janvier et le 2 février 2011, le gouvernement égyptien coupa l'internet. Une première mondiale censée freiner les gigantesques manifestations de la place Tahrir. La réaction du gouvernement américain ne se fit pas attendre. Par l'intermédiaire de son porte-parole, le président Obama déclara que « le gouvernement doit respecter les droits des Égyptiens et remettre en route les réseaux sociaux et Internet ». Hillary Clinton a, quant à elle, demandé aux autorités de « mettre fin aux mesures sans précédent prises pour bloquer les communications » [11].

Mais cela ne s'est pas arrêté aux vœux pieux. Google et Twitter travaillèrent de concert afin de trouver une solution permettant aux cyberactivistes égyptiens de communiquer. La solution a été trouvée en un temps record et se nomme Speak2Tweet, un service qui permettait à toute personne de composer gratuitement un des trois numéros de téléphone disponibles et de laisser des messages. Ces messages vocaux sont ensuite transformés et enregistrés en messages Twitter. Ils pouvaient alors être consultés par téléphone à partir de l'Égypte et sur Internet dans les autres pays du monde [12] .

Google et Twitter venant au secours des cyberactivistes sur les rives du Nil. Tiens donc! Seraient-ils devenus le fer de lance de la démocratisation dans les pays ciblés par la politique étasunienne ?

Une question se pose alors : comment deux entreprises privées américaines ont pu, en si peu de temps, identifier le problème, réunir des équipes de chercheurs, trouver une solution, mettre en service des numéros de téléphone, les diffuser en Égypte et faire les essais nécessaires (sans l'aide d'Internet ni des SMS) ? Il est évident que les développeurs de Google et de Twitter ont dû travailler en étroite collaboration avec de solides relais et collaborateurs en Égypte, qui ne sont autres que les jeunes cyberdissidents égyptiens.

Mais comment était-ce possible?

Il faut savoir que l'exportation de la démocratie « made in USA » vers les pays de la région MENA (Middle East and North Africa) a été échafaudée sur un investissement dans l'activisme de jeunes dissidents originaires des pays visés. Cet activisme a pour terrain deux espaces distincts : l'espace réel et l'espace virtuel.

Le premier a été pris en charge par d'illustres organismes comme la National Endowment for Democracy (NED), la United States Agency for International Development (USAID), Freedom House ou l'Open Society Foundations (OSF).

Le second espace est évidemment la chasse gardée des géants du Web américains. En 2008, ils ont presque tous été impliqués dans la création d'une structure nommée « Alliance of Youth Movements » (Alliance de Mouvements de Jeunesse — AYM) dans le but d'aider les cyberdissidents à travers le monde à maîtriser le cyberespace.

En décembre 2008, à New York, l'AYM a organisé un événement qui a donné naissance à Movements.org, une organisation américaine à but non lucratif (d'après son site) qui affiche clairement sa mission : i) identifier des cyberactivistes dans des régions d'intérêt ; ii) les mettre en contact entre eux, avec des experts et des membres de la société civile ; et iii) les soutenir en les formant, en les conseillant et en leur procurant une plateforme pour initier les contacts et les développer dans le temps [13] .

À ce jour, trois sommets ont été organisés : à New York en 2008, à México en 2009 et à Londres en 2010 et un des fondateurs de Movements.org n'est autre que Jared Cohen, celui-là même qui avait contacté Jack Dorsey pour reporter les travaux de maintenance. La liste des participants du Sommet 2008 était impressionnante : Dustin Moskovitz, cofondateur de Facebook, Sherif Mansour, responsable des programmes de Freedom House de la région MENA (Middle East and North Africa), Megan Smith de Google (ainsi que deux autres cadres de la compagnie), James Glassman, sous-secrétaire d'État pour les affaires publiques (ainsi que huit autres cadres du département d'État), Larry Diamond, codirecteur du International Forum for Democratic Studies au NED, et Shaarik Zafar, conseiller au département de la Sécurité intérieure. Autre information intéressante : les membres de la campagne présidentielle 2008 sur Internet du président Obama, Scott Goodstein, Sam Graham-Felsen et Joe Rospars y étaient présents et ont partagé leur expérience avec de jeunes cyberactivistes représentant 15 pays et provenant des 5 continents [14]. La liste des commanditaires de cet événement s'avère tout aussi intéressante : Google, YouTube, Facebook et le département d'État en font partie [15].

En plus de réunir de nombreux représentants de Google, de YouTube, du département d'État, de Freedom House, de l'IRI (un des quatre satellites de la NED) et de la Banque mondiale, le Sommet 2009 a été marqué par la présence de Jack Dorsey [16] et une intervention remarquée de Hillary Clinton en personne.

Voici ce que Eva Golinger, la spécialiste des relations entre les États-Unis et le Venezuela, a écrit au sujet de cet évènement:

« Ce sommet a […] rassemblé des experts en nouvelles technologies et réseaux sociaux, comme Facebook, Twitter et YouTube, ainsi que des fonctionnaires des agences de Washington, spécialistes dans la subversion et la déstabilisation de gouvernements non inféodés à l'agenda de Washington. Le but était de former ces jeunes à l'usage des réseaux sociaux pour promouvoir des actions politiques contre leur gouvernement. » [17]

Jack Dorsey a aussi participé comme conférencier au sommet 2010, soit pour une deuxième année consécutive [18]. En plus de toutes les organisations nommées dans les précédents sommets, cette rencontre a réussi à intéresser d'autres organismes comme le National Democratic Institute (NDI, un autre satellite de la NED).

On constate donc que Twitter et son cofondateur, Jack Dorsey, font partie intégrante du dispositif américain d'« exportation » de la démocratie vers les pays ciblés par la politique extérieure étasunienne.

Mais qu'en est-il de la démocratie américaine intra-muros? Quel rôle s'y est attribué Twitter?

Le 6 janvier 2021, le Capitole a été envahi et saccagé par des partisans du président Trump. Ils manifestaient contre le résultat des élections qu'ils jugeaient frauduleuse, lors d'un scrutin rocambolesque.

Et qu'allait faire le petit oiseau bleu? Allait-il se ranger du côté des manifestants comme c'est le cas dans les pays étrangers visés par l'Oncle Sam? Allait-il avoir un rôle similaire à celui qu'il a eu en Iran, dans les pays arabes [19] ou en Ukraine [20]?

C'est ne pas connaître Twitter. Deux jours plus tard, c'est le président Trump qui a été banni de son réseau social favori. Il faut savoir que Donald Trump possédait, à ce moment, près de 90 millions de followers sur Twitter et qu'il lui est déjà arrivé de publier jusqu'à 200 tweets par jours [21]!

Le président des États-Unis en personne, le POTUS lui-même a été réduit au silence par un petit oiseau bleu! Lui et ses 75 millions de votes.

Ainsi, cette fois-ci, Twitter n'a non seulement pas soutenu les révoltés mais a puni celui qu'il a accusé d'être leur meneur. La « révolution du Capitole » n'aura pas lieu car ce qui est encouragé à l'étranger est inacceptable à Washington.

En fait, nous n'avons pas vu les comptes Twitter de Hillary Clinton, Barack Obama ou John Mc Cain suspendus même s'ils avaient, avec frénésie, encouragé les émeutes dans de nombreux pays, en particulier ceux de la région MENA.

Une autre question se pose : en termes de politique intérieure, Twitter serait-il plus proche des démocrates?

C'est l'accusation qui a été formulée par le sénateur Ted Cruz lorsque la plateforme de microblogging a bloqué les tweets qui partageaient un rapport du New York Post incriminant Hunter Biden, le fils du candidat démocrate, Joe Biden [22].

Et le sénateur républicain n'a pas mâché ses mots :

« M. Dorsey, qui diable vous a élu et vous a confié ce que les médias sont autorisés à rapporter et ce que le peuple américain est autorisé à entendre? Et pourquoi persistez-vous à vous comporter en super PAC [23] démocrate, faisant taire les opinions contraires à vos convictions politiques? »

Il n'est pas question ici de défendre les autocrates qui ont si longtemps usurpé le pouvoir ou de nier les problèmes de corruption, d'absence de démocratie ou un manque flagrant de liberté d'expression dans les pays de la région MENA. Mais la promotion de la démocratie dans cette partie du monde (et ailleurs) par l'administration américaine n'a rien à voir avec tout cela. La situation désastreuse des pays « printanisés » en est une éloquente démonstration.

Il n'est aussi pas question de défendre un quelconque président des États-Unis car, d'une manière ou d'une autre, ils sont tous un danger pour la paix dans le monde.

On voit donc bien qu'à l'étranger, Twitter se range du côté des manifestants alors qu'aux États-Unis, il s'y oppose frontalement.

Ainsi, créer le chaos à l'étranger, y provoquer de gigantesques exodes humains et causer la mort de centaines de milliers de personnes sous l'étendard de la « démocratie » ne semble pas déranger outre mesure ce cher M. Dorsey. C'est le prix de la démocratie « made in USA » et de la liberté d'expression, même si le résultat est plus catastrophique qu'auparavant. Il faut juste que cela n'ait pas lieu aux États-Unis. Car, bâillonner le président des États-Unis n'est nullement une atteinte à la liberté d'expression, foi d'oiseau bleu!

Et dire que Twitter prend un malin plaisir à coller au média Russia Today (RT) le label « Média affilié à un État, Russie ».

Dorénavant, Jack Dorsey devrait accoler une petite précision sous le portrait de Larry [24] : « Média affilié à un État, USA ».

Références et notes

[1] Le Monde, « Hillary Clinton milite pour la liberté sur Internet », 16 février 2011,

http://www.lemonde.fr/technologies/article/2011/02/16/hillary-clinton-militepour-la-liberte-sur-internet_1480855_651865.html

[2] Le Monde, « Google, les États-Unis et l'Égypte », 3 février 2011,

https://www.lemonde.fr/technologies/article/2011/02/03/google-les-etats-unis-et-l-egypte_1474508_651865.html

[3] Campaign for Accountability, « Campaign for Accountability Launches Google Transparency Project», 26 avril 2016,

https://campaignforaccountability.org/campaign-for-accountability-launches-google-transparency-project/

[4] The Tech Transparency Project, « Google's White House Meetings », 26 avril 2016,

https://www.techtransparencyproject.org/articles/googles-white-house-meetings

[5] Alexis Orsini, « Google a visité la Maison Blanche 71 fois par an pendant la présidence Obama », Numerama, 04 novembre 2016,

https://www.numerama.com/tech/206436-google-roi-du-lobbying-sous-la-presidence-obama-avec-71-visites-par-an-a-la-maison-blanche.html

[6] A. Bensaada, « Téhéran-Gaza : la différence médiatique, Le Quotidien d'Oran, 25 juin 2009,

http://www.lequotidien-oran.com/?archive_date=2009-07-01&news=5123035

[7] AFP, « Clinton says Twitter is important for Iranian free speech », 17?juin 2009,

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5h6i CR8fA4XQ4OHnzc0sxe3aadMxg

[8] Mark Landler et Brian Stelter, « Washington Taps Into a Potent New Force in Diplomacy», New York Times, 16 juin 2009,

http://www.nytimes.com/2009/06/17/world/middleeast/17media.html?_r=0

[9] Kristina Wong, « Clinton: "I wouldn't know a Twitter from a tweeter" & Iran Protests US Meddling », ABC News, 17 juin 2009,

http://abcnews.go. com/blogs/politics/2009/06/clinton-i-wouldnt-know-a-twitter-from-a-tweeter-iran-protests-us-meddling/

[10] Laurence Girard, « Testons les usages commerciaux de Twitter », Le Monde, 24 juin 2009,

https://www.lemonde.fr/technologies/article/2009/06/24/biz-stone-testons-les-usages-commerciaux-de-twitter_1210767_651865.html

[11] AFP, « Mme Clinton appelle l'Égypte à réfréner les forces de l'ordre », 28 janvier 2011,

http://www.ladepeche.fr/article/2011/01/28/1000825-Mme-Clintonappelle-l-Egypte-a-refrener-les-forces-de-l-ordre.html

[12] The Official Google Blog, « Some weekend work that will (hopefully) enable more Egyptians to be heard », 31 janvier 2011,

https://googleblog.blogspot.com/2011/01/some-weekend-work-that-will-hopefully.html

[13] Ahmed Bensaada, « Arabesque$ – Enquête sur le rôle des États-Unis dans les révoltes arabes », Ed. Investig'Action, Bruxelles (Belgique), 2015 – Ed. ANEP, Alger (Algérie), 2016

[14] Ibid.

[15] Ibid.

[16] Ibid.

[17] Eva Golinger, « La grève de la faim à la mode de Washington », Mondialisation.ca, 2 mars 2011,

https://www.mondialisation.ca/venezuela-la-gr-ve-de-la-faim-la-mode-de-washington/23482

[18] Voir réf. 13

[19] Alexandre Roberge, « Twitter et les révolutions arabes », Thot Cursus, 15 janvier 2012,

https://cursus.edu/articles/20967/twitter-et-les-revolutions-arabes

[20] Pablo Barbera et Megan Metzger, « How Ukrainian protestors are using Twitter and Facebook », The Washington Post, 4 décembre 2013,

https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2013/12/04/strategic-use-of-facebook-and-twitter-in-ukrainian-protests/

[21] Marion Mercier, « États-Unis : Donald Trump privé de son compte Twitter », France Info, 10 janvier 2021,

https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/etats-unis-donald-trump-prive-de-son-compte-twitter_4251981.html

[22] Griffin Connolly, « Democrat brands Ted Cruz a 'bully' after he slammed Twitter CEO Jack Dorsey for censoring NY Post report

on Hunter Biden », The Independant, 28 octobre 2020,

https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-election-2020/ted-cruz-jack-dorsey-twitter-ny-post-brian-schatz-b1401715.html

[23] PAC : Political Action Committee (comité d'action politique) [24] Prénom du petit oiseau bleu, logo de Twitter

En complément

- Facebook veut bloquer les infos en Australie en signe de défi au gouvernement et aux médias - Europe1 18 février 2021

Facebook a annoncé mercredi son intention de restreindre en Australie, le partage d'articles et de vidéos d'information par les éditeurs et les utilisateurs, en raison d'un projet de loi qui va forcer les grandes plateformes à rémunérer les médias en fonction du trafic que les titres génèrent. Europe1 18 février 2021

Juste pour rire.

- États-Unis : des pirates informatiques nord-coréens inculpés - LePoint.fr 18 février 2021

L'extinction de l'espèce humaine est programmée.

LVOG - Comme toujours, cette démonstration repose sur un faux constat, un constat fabriqué de toutes pièces et sans rapport avec la réalité, il est uniquement destiné à servir ou cautionner un objectif fixé à l'avance.

Les pays riches ne devraient manger que de la viande de synthèse, selon Bill Gates - cnews.fr 16 février 2021

Que faire pour lutter contre les changements climatiques ? Selon Bill Gates, l'une des solutions serait que les pays riches ne consomment plus que de la viande de synthèse, et abandonnent les protéines animales naturelles.

Outre les nécessités de se tourner vers des énergies vertes ou de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, que Bill Gates expose dans son livre qui parait ce mardi « How to Avoid a Climate Disaster » (Comment éviter un désastre climatique en français), il est nécessaire, selon le fondateur de Microsoft, de réfléchir à l'alimentation de demain.

Dans une interview accordée à la revue MIT Technology Review, Bill Gates rappelle que des alternatives à la viande existent, et défend l'idée que les pays les plus développés devraient laisser tomber la viande pour des équivalents de synthèse. «Je ne pense pas que les 80 pays les plus pauvres mangeront de la viande synthétique à l'avenir. Je pense par contre que tous les pays riches devraient passer à une viande de bœuf 100% synthétique. On s'habitue à la différence de goût, qui va s'améliorer avec le temps», assure-t-il.

Or aujourd'hui, les alternatives végétales à la viande, notamment des entreprises leaders du secteur aux États-Unis, Impossible Foods et Beyon Meat, ne représente que 1% de la viande dans le monde, rappelle Bill Gates. Ces viandes de synthèse représentent donc pour le moment seulement une toute petite part du marché, et sont de manière générale, encore plus coûteuses à produire que de la viande classique.

La production de viande, l'une des principales causes des changements climatiques

Si l'homme d'affaire est autant attaché à la réduction de la consommation de viande, c'est parce qu'elle représente l'un des principaux facteurs du réchauffement climatique. Les élevages intensifs poussent à la déforestation, notamment en Amazonie, où les surfaces agricoles qui remplacent les hectares de forêt servent à notamment à la production de soja pour nourrir le bétail à travers le monde. L'élevage de bovins participe aussi à une forte production de méthane, un gaz qui favorise l'effet de serre.

Bill Gates compte donc sur les innovations scientifiques en matière d'alimentation pour trouver des moyens de produire de la viande synthétique, respectueuse de la planète, peu couteuse, et productible à grande échelle.

Malgré les nombreux progrès qu'il reste à accomplir pour limiter les changements climatiques, Bill Gates se dit «optimiste» : «L'élection de Biden est une bonne chose. Ce qui est encore plus encourageant, c'est que si vous interrogez de jeunes électeurs, des millenials, qui s'identifient comme républicains ou démocrates, l'intérêt pour la question climatique est très élevé», se rassure-t-il. cnews.fr 16 février 2021

LVOG - Le réchauffement climatique d'origine anthropique (humaine), la dénonciation de la déforestation en Amazonie, des

élevages intensifs, de la consommation de protéine d'origine animale, le mouvement vegan, la pandémie au coronavirus avec ces mesures qui vont dans le même sens, réduction du trafic routier et aérien, etc. tout est lié et remonte au Forum économique mondial, au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Haut de page

Le 28 février 2021

La causerie est un peu bordélique, je n'ai pas le courage de faire mieux, je suis épuisé.

Je n'ai pas mis de nouveaux articles en ligne, je me demande aussi à quoi cela sert. Je ferais peut-être mieux de ne plus me casser la tête et me contenter de fournir leurs adresses (URL) dans les différents supports. Je dois réduire le temps de présence assis devant l'écran pendant de longues heures, je ne suis plus tout jeune et je fatigue, ma santé en pâtit inutilement.

Le mot du jour : Mystification et fausse modestie font bon ménage.

Une pandémie imaginaire les a rendus malades jusqu'à la folie !

Entre les dingues de tout âge qui veulent absolument se faire vacciner, et ceux aussi cinglés qui les dénoncent et veulent absolument prendre un traitement pour une maladie qui ne les concerne pas, on est bien garni, quel délire ! Cela montre que la peur les a tous gagnés et que la logique la plus élémentaire leur fait défaut, bien qu'ils clament tous le contraire. C'est pitoyable, surtout quand on pense qu'ils bénéficient d'un statut supérieur dans une société qui finalement est à leur image ou qu'ils ont contribué à façonner telle qu'elle est, détestable !

L'hyper spécialisation des élites, des chercheurs, des scientifiques, qui s'inscrit dans le processus de la division du travail à outrance, en a fait quasiment des zombis incapables de penser par eux-mêmes la société dans sa globalité. Tel scientifique arrogant se vantera de tout savoir de rien, pour ensuite avouer qu'il ne sait rien de tout, même le doute est passé à la trappe, parce qu'il n'est plus permis ! On aura compris que lorsqu'il doutait publiquement, c'était uniquement pour nous livrer un exercice de fausse modestie de croyant et non de savant.

Ils ignorent ou ils ont oublié, bien que là le doute ne devrait pas être permis puisque cela n'est enseigné nulle part, que le développement de la civilisation humaine est le produit d'un processus historique inconscient et qu'il est précisément à leur image, pour continuer de nier que la lutte des classes en a été l'un des deux principaux facteurs, au côté ou lié au développement des forces productives. C'est ce déni permanent qui les a empêché de comprendre l'origine de chaque guerre ou crise jusqu'à nos jours, et les voilà qui récidive pour la énième fois.

La neutralisation de la lutte de classe des masses exploitées va servir à préparer les conditions qui rendront possible la destruction massive de forces productives, voilà ce dont sont coupables l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier, les intellectuels en général, les dissidents ou opposants des classes moyennes qui refusent de mener la lutte de classe au côté du prolétariat, de l'organiser, d'en prendre la direction pour renverser le régime en place.

Sommes-nous plutôt optimiste ou pessimiste pour la suite ? Jadis, bien des civilisations florissantes disparurent sans laisser de traces, d'autres furent intégrées et supplantées par d'autres civilisations plus développées, pas toujours, d'où l'extinction totale de certaines d'entre elles. De nos jours, il n'existe pas de civilisation susceptible de voler au secours de la nôtre, parce qu'elle est devenue mondiale ou elles reposent toutes sur le même modèle économique, le capitalisme. Le risque existe donc qu'elle s'éteigne ou disparaisse et avec elle l'espèce humaine, si ce système économique n'était pas aboli dans les plus brefs délais. C'est sur cette base que le mouvement ouvrier doit être reconstruit ou c'est ce constat qui doit déterminer son orientation et ses objectifs politiques.

S'accrocher à ce système économique, en faire l'apologie, lui trouver des qualités, vouloir encore le réformer, le ménager ou s'en accommoder, constitue un acte de nature antisociale, chacun doit en prendre conscience et en assumer toutes les conséquences.

Pour la Voix de l'Opposition de Gauche, seule l'élévation du niveau de conscience des masses combinée à leur organisation, leur lutte de classe quotidienne, peut constituer une issue positive à la crise générale de la civilisation humaine pour assurer collectivement sa survie et permettre à chacun de s'épanouir individuellement.

Une formule lue quelque part.

La technocratie : L’alliance de l’avoir, du savoir et du pouvoir.

Heil ! Ausweis, Zwangsarbeit!

Un internaute - Vous imaginez : Devoir montrer son ausweis pour entrer au restaurant, au cinéma, au musée, en salle de sport, puis, pourquoi pas, pour se déplacer dans les transports en commun, pour travailler et, enfin (je ne crois pas exagérer, tant c'est une conséquence logique) pour avoir accès à des soins optimaux ? Et l'atmosphère de suspicion et de délation qui deviendra permanente ?

La question à l'ordre du jour.

- A quand un appel à préparer la résistance armée pour faire tomber le régime fasciste de Macron et instaurer une République sociale, conquérir notre liberté ?

Qui a dit qu'il n'y avait plus aucun espoir ? Notre sécurité vaut bien quelques sacrifices, la liberté est à ce prix-là.

- La France va donner un coup d'accélérateur au lancement de nouveaux sous-marins nucléaires - Journal du Dimanche 19 février 2021

La mise en service de ces sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de troisième génération est prévue pour 2030. Journal du Dimanche 19 février 2021

- 33 pages au format pdf

Guerre à l'opportunisme et au populisme

Courriel adressé le 27 février à Mondialisation.ca

Populisme. L'oracle Pepe Escobar : la pauvreté a été éliminée en Chine fin 2020.

L'art d'être un oracle spectaculairement égaré Par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 26 février 2021 Asia Times

C'est l'auteur de cet article qui est "égaré" et il est loin d'être le seul !

Quand on lit ce genre de connerie, on se dit qu'on est en présence d'un faussaire, un article orienté et malsain, indigne de confiance.

Pepe Escobar - "Le Dr Zbig n'était pas vraiment au fait des questions chinoises. "

Pepe Escobar - "Mince alors. Non seulement Pékin a atteint tous les objectifs que le Dr Zbig a proclamés comme étant hors limites, mais le gouvernement central a également éliminé la pauvreté en fin 2020."

Pepe Escobar - "Avec de tels oracles, les États-Unis n'ont absolument pas besoin d'ennemis."

LVOG - En effet, ils n'ont que des amis dont Pepe Escobar !

Une suggestion : Quand quelqu'un vous propose un article à publier, avant lisez-le attentivement, et s'il comporte des contrevérités grossières, contactez le rédacteur et informez-le que vous ne publierez pas son article en l'état en lui expliquant pourquoi, à lui ensuite de revoir ou non sa copie, ainsi votre responsabilité ne serait pas engagée dans une entreprise de désinformation.

En revanche, cet article est excellent :

- Gel au Texas – Alerte climatique urgente, « mais pas comme vous le pensez » Par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 26 février 2021

Mondialisation.ca informe et désinforme à la fois, cela ne vous cause-t-il pas un cas de conscience ?

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

Quand vérités et contrevérités sont mêlées. Méfiez-vous des amalgames et des anticommunistes primaires.

"La Chine est-elle derrière le confinement de l'Occident ?!" La lettre d'avocats et d'un général au FBI - jdmichel.blog 25 février 2021

https://jdmichel.blog.tdg.ch/archive/2021/02/25/la-chine-est-elle-derriere-le-confinement-de-l-occident-313219.html#more

Extrait.

- ...le 21 octobre 2015, le secrétaire général Xi s'était rendu personnellement à l'Imperial College de Londres pour l'annonce d'"une série de nouvelles collaborations entre le Royaume-Uni et la Chine en matière d'éducation et de recherche", notamment dans les domaines de la nanotechnologie, de la bio-ingénierie... et de la santé publique [36]. Il s'agissait du seul voyage que Xi ait jamais effectué au Royaume-Uni en tant que secrétaire général ; le voyage n'a duré que quatre jours et n'a concerné qu'une seule université : Imperial College, London. Dans un discours accueillant le Secrétaire général Xi et son épouse, Peng Liyuan, ambassadrice de bonne volonté auprès de l'OMS, la présidente de l'Imperial College, Alice Gast, s'est adressée au Chancelier de l'Échiquier :

Monsieur le Chancelier, vous avez dit que vous vouliez faire du Royaume-Uni "le meilleur partenaire de la Chine en Occident". L'Imperial College de Londres s'efforce d'être justement cela, le meilleur partenaire universitaire de la Chine en Occident... En tant que premier partenaire de recherche de la Chine au Royaume-Uni, les universitaires et les étudiants de l'Imperial bénéficient d'une collaboration quotidienne. [38] (c'est nous qui soulignons)

LVOG - On a tendance à oublier que si la Commission trilatérale inclut la Chine, c'est parce que l'objectif est de l'intégrer totalement à terme à la stratégie du gouvernement mondial totalitaire de l'oligarchie financière anglo-saxonne et sioniste. La pandémie au coronavirus a pu être coorchestrée par la Chine et le Forum économique mondial auquel elle participe également.

Wikipédia.org - La Commission trilatérale (parfois abrégée en Trilatérale) est une organisation privée créée en 1973 à l'initiative des principaux dirigeants du groupe Bilderberg et du Council on Foreign Relations, parmi lesquels David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski. Regroupant 300 à 400 personnalités parmi les plus remarquées et influentes — hommes d'affaires, hommes politiques, décideurs, « intellectuels » — de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord et de l'Asie du Pacifique (États dont la plupart sont également membres de l'OCDE), son but est de promouvoir et construire une coopération politique et économique entre ces trois zones clés du monde, pôles de la Triade. À l'instar du groupe Bilderberg, il s'agit d'un groupe partisan du mondialisme, auquel certains attribuent, au moins en partie, l'orchestration de la mondialisation économique. Wikipédia.org

- Les responsables chinois paraissent approuver l'idée d'un nouvel ordre mondial nous déclare M. Georges Berthouin, président pour l'Europe de la commission trilatérale - lemonde.fr 23 avril 1979

https://www.lemonde.fr/archives/article/1979/04/23/les-responsables-chinois-paraissent-approuver-l-idee-d-un-nouvel-ordre-mondial-nous-declare-m-georges-berthouin-president-pour-l-europe-de-la-commission-trilaterale_2767139_1819218.html

Vous avez aussi la version des enragés qui à l'instar de Macron ignorent toujours le taux de mortalité et les traitements existant contre la covid-19.

POI - Assez de l'état d'urgence !

- « *Nous voulons vivre !* ». C'était le mot d'ordre de la social-démocratie libertaire en 68. Ils exigent la "*levée de l'état d'urgence, du couvre feu, de toutes les mesures liberticides*", pas un mot sur la vaccination qu'ils cautionnent. Quant à la vérité sur cette machination de l'oligarchie, ils ne veulent pas en entendre parler, ainsi ils privent les travailleurs et les militants des éléments qui leur permettraient de comprendre la situation et de se dresser contre le régime.

http://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2021/02/Texte-BN-20-fev-2021.pdf

POID - Vœu pieux ou mot d'ordre de combat ? par Daniel Gluckstein

https://latribunedestravailleurs.fr/2021/02/24/voeu-pieux-ou-mot-dordre-de-combat/

Les populistes réclament plus de vaccins, plus de moyens pour vacciner ou la politique de Macron-OMS-GAVI-FEM, c'est du pareil

au même ! Et rien n'arrête ces démagogues manipulateurs, il faut dire que la concurrence est rude sur ce terrain, jugez vous-mêmes.

La Tribune des travailleurs - Dans une tribune libre publiée par Libération (20 février), des personnalités de « gauche » du monde entier, conduites par Mélenchon et l'ancien président brésilien Lula, se prononcent pour que soient « levés les brevets sur les vaccins et les futurs traitements contre le Covid ». Quelques jours plus tôt en France, différentes organisations et personnalités demandaient la reconnaissance des « vaccins autorisés » comme « biens communs de l'humanité » et la « réquisition des entreprises pour la production des vaccins et des traitements anti-Covid ».

Nos lecteurs savent que La Tribune des travailleurs défend la socialisation des moyens de production des vaccins et la mise à disposition des brevets de fabrication. Elle ne peut donc qu'être favorable à de telles initiatives. (...)

Et ne pas hésiter à s'engager dans la constitution, à tous les niveaux du pays, de comités ouvriers et populaires pour la réquisition. De tels comités seraient chargés d'organiser la mobilisation générale sur ce triple mot d'ordre qui fait l'unité entre tous : « Réquisition de l'industrie pharmaceutique ! Les brevets sur la place publique ! Des vaccins pour tous ceux qui le désirent, tout de suite ! »

LVOG - Ces fanatiques veulent nous vacciner et associer les travailleurs à cette entreprise criminelle et totalitaire, alors que le taux de mortalité en 2020 a été de 0,05% (Chiffre officiel supérieur à la réalité, compte tenu que des dizaines de milliers de décès ont été attribués à tort à la covid-19.), ils cautionnent ainsi la tentative de l'UE de nous imposer un passeport ou un pass vaccinal qui n'aurait rien à envier à l'étoile jaune du régime nazi ou au livret de travail du régime de Vichy.

Fil d'infos ou la voix de son maître (latribunedestravailleurs.fr)

LVOG - Sans formuler de réserves ni critiques, ils relaient quotidiennement la propagande de l'AFP pour le compte de l'oligarchie. Lisez.

- Pandémie: vingt départements en surveillance renforcée

25 février 2021 – Le Premier ministre Castex et le ministre de la Santé Véran, lors de leur conférence de presse, ont listé plusieurs départements où la situation est inquiétante, sans pour autant décider de nouvelles mesures de restrictions dans l'immédiat. Une vingtaine de départements sont placés en surveillance rapprochée et pourront faire l'objet de mesures à compter du 6 mars 2021 si la situation continue à s'y dégrader.

- Les membre du Conseil européen ne cachent pas leur inquiétude alors que la vaccination avance très lentement en Europe

25 février 2021 – Réunis en visioconférence, les membres de la Commission promettent une forte hausse des doses de vaccins disponibles au deuxième trimestre, grâce à de nouvelles commandes passées à Moderna et Pfizer-BioNTech et à la prochaine autorisation de mise sur le marché (prévue en mars) du vaccin de Johnson & Johnson !

- Chute de 13% du nombre de naissances en France en janvier

25 février 2021 - Le nombre de naissances enregistrées en France en janvier a chuté de 13% par rapport à janvier 2020, une baisse inédite depuis 1975 qui « pourrait être liée » à la pandémie de Covid-19, a annoncé jeudi l'Institut français d'études statistiques (Insee). La natalité est en baisse constante depuis six ans en France, mais la chute observée en janvier est beaucoup plus importante « Il faut remonter à 1975, la fin du baby-boom, pour observer un phénomène de telle ampleur » Le nombre total de naissances estimé à 735 000 est le plus faible depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

LVOG - Faire encore des gosses dans ce contexte, je vais vous dire ce que j'en pense, c'est dégueulasse, monstrueux, criminel. Et ce sont ces gens-là qui se prétendent socialistes, humanistes ? Des imposteurs, oui !

Dans le même registre de la collaboration de classes.

A quoi sert le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) ? (participez.lecese.fr)

Contribuez à la campagne vaccinale mise en place par le Gouvernement

Le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) a été saisi par le Premier ministre afin d'accompagner la mise en œuvre de la campagne vaccinale. Tout au long de la campagne de vaccination et pour la mener au mieux, des recommandations seront transmises au Gouvernement.

LVOG - Traduisez : Le mouvement ouvrier au côté du patronat accompagne la mise en œuvre de la politique liberticide et

antisociale du gouvernement. Pas besoin d'intégrer les syndicats à l'Etat, ils sont déjà des alliées objectifs du régime fascisant.

Une mystification par jour.

Selon l'ONU, l'épidémie est un «prétexte» des États pour porter atteinte aux «droits humains» Par Thomas Arrighi (Sputnik France 24 février 2021) - Mondialisation.ca, 25 février 2021

LVOG - Grille de lecture qui a échappé (sic!) à l'auteur de cet article.

Les États-nations sont la cible de The Economist relayé par le secrétaire général de l'ONU... Question : D'après vous, au profit de qui roule Rothschild (Principal actionnaire de The Economist) et le secrétaire général de l'ONU, les peuples, les exploités et les opprimés ou les GAFA, le Forum économique mondial ? Poser la question, c'est y répondre.

Conclusion : La déclaration du secrétaire général de l'ONU était uniquement destinée à discréditer les Etats et les peuples, au profit du gang mafieux de l'oligarchie financière pour justifier le "Great Reset"... Les Etats ne sont plus en mesure de gouverner, d'affronter les défis du XXIe siècle qui sont globaux, mondiaux, par conséquent ils doivent céder la place, à qui, sinon à ceux qui détiennent la puissance financière et le pouvoir politique d'y faire face.

Cet article relève donc de la désinformation. C'est un article de propagande déguisé. C'est un instrument de la fabrique du consentement, qui consiste à suggérer aux peuples qu'au lieu de placer leur destin entre les mains des institutions ou de l'Etat de leur pays dont les pouvoirs sont obsolètes ou défaillants, ils feraient mieux de s'en remettre à ceux qui possèdent les moyens financiers et le pouvoir politique, les oligarques et leurs institutions supranationales. Il s'agissait donc de préparer psychologiquement les peuples à être dépossédés de tout pouvoir politique au profit d'une ploutocratie leur imposant une gouvernance mondiale totalitaire, destinée évidemment à oeuvrer à leur bien-être à leur demande ou avec leur consentement, les appelant à réclamer eux-mêmes l'avènement d'un tel modèle de société, à y participer activement, et la boucle de l'imposture totalitaire est bouclée.

Que ce média dit alternatif, Mondialisation.ca, relaie cette propagande de l'oligarchie, illustre une fois de plus les limites de ce qu'on est en droit d'attendre de ce genre de dissidents ou opposants, au détriment des intérêts des peuples opprimés qu'ils prétendent représenter, parce qu'ils sont incapables de rompre avec le capitalisme et d'opter pour le socialisme. Ils trompent les lecteurs qui sont dépourvus d'esprit critique et qui seront ainsi manipulés.

Extrait.

Sputnik - Le secrétaire général de l'ONU s'est offusqué, lundi 22 février, des restrictions liées à la crise mondiale du Covid-19. Certains États sont accusés de profiter de l'urgence sanitaire pour attenter aux droits civils et politiques. Guère nouvelle, l'accusation est désormais relayée par la haute institution des Nations unies.

Le chef de l'ONU semble donc se faire l'écho, de manière générale et absolue, des inquiétudes à travers le monde à l'égard de décisions gouvernementales, jugées parfois liberticides et dangereuses. Ne nommant personne, Guterres cible les États-nations en général: «Le nationalisme vaccinal nous ramène en arrière. »

Le haut fonctionnaire international n'hésite pas non plus à lancer quelques accusations qui, proférées ailleurs qu'au micro de l'ONU, auraient pu être qualifiées de «complotistes». À l'exemple de sa dénonciation d'une «utilisation abusive des données» numériques accentuée depuis 2019.

Bien sûr, Guterres vise là les GAFA.

Recul de la démocratie en France selon The Economist: «l'arbre sanitaire cache la forêt liberticide!». Sputnik France 24 février 2021

https://www.mondialisation.ca/selon-lonu-lepidemie-est-un-pretexte-des-etats-pour-porter-atteinte-aux-droits-humains/5654078

Le secrétaire général de l'ONU s'est livré à un exercice dicté par le gang des milliardaires philanthropes, au cours duquel sous prétexte d'une pandémie virale il a évoqué les conséquences désastreuses des mesures liberticides et antisociales qui avaient été prises par les différents gouvernements sans rappeler qu'elles leur avaient été dictées par l'ONU elle-même ou l'OMS contrôlée par ceux qui la financent, les milliardaires du Forum économique mondial dont Bill Gates (Sa fondation et Gavi), elles ne figureront nulle part dans son discours, à aucun moment il évoquera ceux qui se sont appauvris mais pas ceux qui se sont enrichis, à aucun moment il n'évoquera les GAFA, les trusts pharmaceutiques mafieux et criminels...

La vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=sI44H4X7eZ0

Transcription des passages les plus significatifs :

- La pandémie a mis en évidence les liens qui unissent notre grande famille humaine, mais aussi ceux qui relient les droits humains dans toute leur diversité, qu'ils soient civils, culturels, économiques, politique ou sociaux. (...)

- L'équité en matière de vaccins représente une étape décisive dans la réalisation des droits humains. Le nationalisme vaccinal nous renvoie en arrière. Les vaccins doivent être un bien public mondial (...)

- Si nous voulons être une organisation internationale inclusive, crédible et efficace, nous devons tous et toutes y contribuer. (...)

- Les problèmes qui ont été créés par les hommes - je dis bien par les hommes - ne pourront être réglés que par l'humanité toute entière.

LVOG - En toile de fond de cette rhétorique, la négation des classes et de la lutte des classes...

Dans l'agenda du Forum économique mondial et de sa Grande réinitialisation de l'espèce humaine ramenée au range de primate préhistorique

- Éric-Emmanuel Schmitt écrit sur l'égarement originel pour éclairer le présent - Publicsenat.fr 23 février 2021

Il développe : « L'Homme a finalement tellement exploité, dominé la Nature, qu'il est peut-être en train de la détruire et de détruire les conditions de sa propre survie ».

A l'heure du désastre écologique et de la pandémie mondiale, on comprend en écoutant Éric-Emmanuel Schmitt qu'il a cherché dans l'Histoire et les mythes, les moyens de comprendre les choses. Publicsenat.fr 23 février 2021

- Menus sans viande à la cantine: Pompili regrette "un débat préhistorique" - AFP 22 février 2021

Ces "clichés" "empêchent d'avoir un vrai débat sur pourquoi on veut mettre en oeuvre des menus végétariens", a déploré la ministre de la Transition écologique, rappelant que l'élevage est responsable de 15% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde et qu'il contribue fortement à la déforestation.

Le gouvernement porte l'expérimentation de menus végétariens quotidiens dans les cantines scolaires, dans le cadre de la loi Climat et résilience tirée des travaux de la Convention citoyenne pour le climat (CCC). Cette dernière défend "un choix végétarien quotidien dans les self-services à partir de 2022". AFP 22 février 2021

Quand des barbares préhistoriques gouvernent.

Gel au Texas – Alerte climatique urgente, « mais pas comme vous le pensez » Par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 26 février 2021

Extraits.

Avec environ 25% du réseau électrique de l'État provenant de sources éoliennes, près de la moitié est hors service, une grande partie de façon permanente, à cause de la tempête.

Tyler, au Texas, autrefois connue comme la « capitale des roses des États-Unis », a connu des températures avoisinant les -20 ° C. Les usines de traitement du gaz du Texas ferment car les liquides gèlent à l'intérieur des tuyaux, ce qui réduit encore la puissance, tout comme la demande de combustible de chauffage explose. En Oklahoma, le prix du fioul domestique a fait un bond de 4 000% en deux jours et ne cesse d'augmenter. Les prix de gros pour la livraison au Texas atteignent jusqu'à 9 000 dollars par mégawattheure. Deux jours avant les tempêtes, le prix était de 30 dollars. Lors d'un pic de demande en été, un prix de 100 $ est considéré comme élevé.

La réduction des livraisons de gaz du Texas aux compagnies d'électricité mexicaines a entraîné des coupures de courant dans le nord du Mexique, près de 5 millions de foyers et d'entreprises étant privés d'électricité le 15 février.

L'erreur de l'énergie verte

En outre, la production pétrolière américaine, centrée au Texas, a chuté d'un tiers, et plus de 20 raffineries de pétrole de la côte

du Golfe sont bloquées, tout comme les expéditions de barges de céréales le long du Mississippi. Plusieurs analystes du modèle de réseau déréglementé du Texas soulignent que si l'État avait maintenu une « sauvegarde d'urgence fiable », comme cela est possible avec l'énergie nucléaire ou le charbon, la panne aurait pu être évitée. Récemment, le Texas a obligé six centrales à charbon à fermer depuis 2018, en raison des règles de l'État qui obligent les compagnies d'électricité à prendre l'énergie éolienne et solaire subventionnée, ce qui réduit le coût de leur propre production de charbon. Il les a simplement obligées à fermer les centrales à charbon en fonctionnement qui produisaient 3,9 GW. Si ces centrales avaient été encore en service, les pannes auraient pu être facilement évitées, selon certaines sources. Contrairement à la technologie éolienne ou solaire actuelle, les centrales au charbon et nucléaires peuvent stocker jusqu'à un mois ou plus de capacité sur place pour les urgences électriques.

L'objectif du modèle « énergie seulement » était de rendre plus rentable l'énergie éolienne et solaire intermittente afin d'augmenter leur part de marché par rapport aux alternatives conventionnelles comme le charbon ou le nucléaire.

Le modèle de réseau d'État a obligé les centrales au charbon et nucléaires du Texas à vendre leur électricité à perte sur le marché parce qu'elles sont incapables de réduire leur production d'électricité lorsque la forte production éolienne et solaire fait baisser les prix. En fin de compte, il a forcé la fermeture inutile des six centrales au charbon, exactement ce que les défenseurs de l'énergie verte voulaient. Les failles du modèle sont flagrantes, tout comme la dépendance croissante à l'égard d'options éoliennes et solaires peu fiables pour obtenir une empreinte carbone zéro douteuse.

Un minimum solaire ?

Mais il y a une leçon bien plus alarmante à tirer de la catastrophe du Texas. Le fait que des États comme le Texas et des pays du monde entier exigent des billions de dollars d'investissement dans l'énergie verte pour atteindre l'objectif de zéro émission nette de carbone d'ici 2050, fixé par les Nations unies pour 2030, en se tournant vers des énergies solaire et éolienne manifestement peu fiables pour remplacer le pétrole, le gaz et le charbon, et même l'énergie nucléaire sans carbone, est à l'opposé de ce dont nous avons besoin si l'analyse du cycle solaire est précise. Cette faille trouve son origine dans une campagne de plusieurs décennies menée par le GIEC des Nations unies et des personnalités politiques telles qu'Al Gore et un lobby de scientifiques dont la carrière dépend de l'ignorance du plus grand facteur affectant le climat de la Terre et le changement climatique, à savoir les cycles solaires réels.

Contrairement aux modèles informatiques des climatologues qui projettent une augmentation linéaire de la température de la Terre sous forme d'émissions « anthropiques » de CO_2, « l'effet de serre » non prouvé, la température de la Terre et les changements climatiques sont non linéaires. Il a été prouvé, depuis plusieurs milliers d'années, qu'ils sont cycliques. Et les émissions de CO_2 ne sont pas le moteur de ces cycles. Si tel est le cas, nous pourrions bien, en tant qu'espèce humaine, mettre en œuvre des politiques qui laisseront de grandes parties de notre monde totalement dépourvues de préparation et vulnérables à des changements climatiques bien pires et plus prolongés que la récente catastrophe au Texas.

Selon la NASA américaine, la planète vient d'entrer dans un nouveau cycle solaire. Ils prédisent que le cycle solaire actuel de 11 ans, connu sous le nom de cycle 25, qui a commencé en 2020, « sera le plus faible des 200 dernières années ». Si c'est le cas, cela le situerait à l'époque de ce que l'on appelle le Minimum de Dalton qui s'est déroulé approximativement de 1790 à 1830.

Les taches solaires ou points sombres à la surface du soleil qui sont généralement accompagnés d'énormes éruptions d'énergie magnétique hors du soleil, ont été mesurés quotidiennement depuis que le processus a été commencé dans un observatoire de Zurich, en Suisse, en 1749. Il a été noté que le nombre de taches solaires ou l'activité solaire augmentait et diminuait selon des cycles d'environ 11 ans. Des recherches récentes ont également identifié des cycles plus complexes et plus longs d'environ 200 ans, et de 370 à 400 ans. Les physiciens solaires ont numéroté les cycles de 11 ans à partir de 1749, ce qui nous donne à partir de la mi-2020 le début du cycle solaire 25.

En 2018, un groupe de physiciens et de mathématiciens solaires dirigé par le professeur Valentina Zharkova de l'Université de Northumbria au Royaume-Uni, a développé un modèle complexe basé sur le rôle observé du champ magnétique de fond solaire dans la définition de l'activité solaire. Ils ont pu prédire que le prochain minimum solaire, qui commencera en 2020, se rapprochera de la période récente la plus extrême du minimum solaire, le « Minimum de Maunder », qui va de 1645 à 1710. C'est ce qu'on a appelé le Grand Minimum Solaire, une période prolongée d'activité solaire extrêmement faible, qui a commencé il y a environ 370 ans. Le groupe de Zharkova a lié les minimims solaires actuels à une diminution drastique du champ magnétique interne du soleil, une baisse d'environ 70% de l'intensité du champ magnétique par rapport à sa valeur moyenne, résultant de variations régulières du comportement du plasma très chaud qui alimente notre soleil. En d'autres termes, nous pourrions être au début d'une phase de changements drastiques du climat terrestre qui durerait plusieurs décennies. Les recherches de Zharkova prédisent que cette période de Grand Solaire Minimum a commencé en 2020, et s'attend à ce qu'elle dure jusqu'en 2053 environ.

Pendant le minimum solaire, les éruptions volcaniques qui ont envoyé des tonnes de cendres dans l'atmosphère ont créé de denses nuages gris qui ont encore bloqué le rayonnement solaire. L'activité volcanique et les phases du minimum solaire sont bien corrélées, on pense qu'elles proviennent de l'intensification de la pénétration des rayons cosmiques dans l'atmosphère terrestre, qui provoque des éruptions plus importantes.

Au cours du Minimum de Maunder, connu dans l'hémisphère nord sous le nom de « petit âge glaciaire », les températures ont chuté dans une grande partie de l'hémisphère nord. Selon Zharkova, cela s'est probablement produit parce que l'irradiation solaire totale a été fortement réduite, ce qui a entraîné des hivers rigoureux.

Un Grand Minimum Solaire beaucoup plus doux, appelé le Minimum de Dalton, de 1790 à 1830 environ, bien que moins extrême que la période Maunder, a conduit à une série d'énormes éruptions volcaniques entre 1812-1815 qui ont culminé avec l'éruption record en Indonésie du Mont Tambora, la plus grande éruption volcanique au monde depuis des périodes historiques. Cette éruption a à son tour créé une telle densité de nuages à partir de cendres que l'année 1816 a été connue en Europe sous le nom d'Année sans Été.

Les températures froides ont fait tomber de la neige à New York pendant l'été 1816. Les cultures à travers les États-Unis et l'Europe ont échoué dans ce que l'on a appelé « la dernière grande crise de subsistance du monde occidental ». En Chine, en 1816, il y a eu une famine massive. Les inondations ont détruit les récoltes. La saison de la mousson a été perturbée, ce qui a entraîné des inondations massives dans la vallée du Yangzi Jian. En Inde, la mousson d'été retardée a provoqué des pluies torrentielles tardives qui ont aggravé la propagation du choléra d'une région proche du Gange au Bengale jusqu'à Moscou.

Les éruptions volcaniques sont en hausse depuis l'éruption de deux énormes volcans en novembre 2020 en Indonésie, à Lewotolo et Semeru, alors que l'actuel Grand Minimum Solaire a commencé, lié à la baisse de la magnétosphère liée au soleil et à l'afflux plus important de rayonnement cosmique solaire pénétrant le magma riche en silice des volcans.

Comme le note Sacha Dobler, auteur de Solar Behavior, « en ce qui concerne la température, ce qui est crucial n'est pas l'énergie qui quitte le soleil, mais la quantité de cette énergie qui est bloquée par les nuages et qui atteint la surface de la Terre, et la quantité qui est réfléchie dans l'espace par la glace et la neige ». Une plus grande pénétration des rayons cosmiques dans l'atmosphère pendant les minimums solaires ajoute à la nucléation des nuages et provoque des éruptions volcaniques. Dobler ajoute : « Dans un Grand Minimum Solaire, les rayons cosmiques déclenchent des crues éclair plus importantes, des tempêtes de grêle et – en raison de la perturbation du Courant-jet et du mélange des couches atmosphériques – des précipitations locales de longue durée… En raison du déplacement du Courant-jet et de la modification de la configuration des vents, on s'attend à des vagues de chaleur singulières et à davantage d'incendies de forêt ». En bref, nous pouvons nous attendre à des événements météorologiques instables et irréguliers au cours des dix à trente prochaines années si des physiciens solaires tels que Zharkova ont raison.

Changement du Courant-jet

Un effet important du minimum solaire majeur ou grand solaire dans lequel nous entrons maintenant est le changement de position de notre Courant-jet. En période de forte activité solaire, le Courant-jet forme une ceinture relativement stable autour de l'hémisphère nord, au niveau du sud du Canada et de la Sibérie, ce qui permet de contenir les grands froids hivernaux. Dans les minimums solaires comme maintenant, le Courant-jet, au lieu de former un anneau stable, devient très irrégulier ou ondulé. C'est ce qui a permis le froid arctique sans précédent jusqu'au sud du Texas. Ce Courant-jet irrégulier et faible permet un froid intense et des chutes de neige dans certaines régions et des poches de chaleur inhabituelles dans des endroits comme la Sibérie, ainsi que des périodes exceptionnellement chaudes et sèches ou humides. Alors que nous nous enfonçons dans l'actuel minimum solaire à l'horizon 2030 environ, les physiciens s'attendent à ce que ce changement climatique « extrême » s'intensifie.

Le soleil est, par ordre de grandeur, la force la plus influente qui affecte le climat de la Terre et ses changements climatiques. Malheureusement pour l'humanité, le groupe dominant de climatologues qui soutient l'hypothèse étroite et non vérifiée du réchauffement climatique dû au CO_2 produit par l'homme ne modélise aucun effet de la modification du rayonnement solaire sur notre climat. Le GIEC rejette le soleil comme un facteur non pertinent, ce qui s'avère extrêmement dangereux.

Les « Puissances en devenir », par exemple associées au FEM, sont-elles conscientes du minimum solaire à venir et du fait que celui-ci risque d'être aussi mauvais, voire pire, que le Minimum de Dalton de 1790-1830 ? Cela explique-t-il leur choix de la période 2030 à 2050 dans l'objectif de l'Agenda 2030 des Nations unies ?

Si le monde dépense des billions et détourne des ressources précieuses pour se préparer au « zéro carbone », alors que les pires effets solaires des 200 dernières années ou plus se manifestent lors d'événements tels que l'expérience du Texas et d'autres régions du monde, ce serait une façon diabolique d'accélérer leur programme de réduction de la population, car le monde est pris au dépourvu par de graves mauvaises récoltes et une famine massive.

https://www.mondialisation.ca/gel-au-texas-alerte-climatique-urgente-mais-pas-comme-vous-le-pensez/5654090

LVOG - Ici en Inde du sud, la dernière mousson a battu des records, mieux on a même eu le droit à de nouvelles pluies très abondantes fin février, et la température la nuit est tombée nettement en dessous de 20°C, ce que je n'avais jamais vu depuis décembre 1990. La journée il fait entre 33 et 35°C à l'ombre.

Quand le meilleur et le pire nous sont imposés.

LVOG - Il y a le meilleur et le pire dans ces vidéos. Si on retiendra le meilleur, on ne fera pas comme les opportunistes qui font l'impasse sur le pire, que chacun doit détecter et analyser minutieusement sous peine de se faire des illusions inutiles.

Bruno Gaccio : "Je considère que l'attitude de ce gouvernement est fasciste !" - 14 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=vhu0oLzvwNw

LVOG - 1941-2021. Collaboration avec le fascisme, délation, un air de déjà vu.

L'Occupation sans relâche. Les artistes pendant la guerre.

https://www.youtube.com/watch?v=xqSTHdDA5sA

LVOG - Pas mal de comportements en rapport avec notre actualité et qui prêtent à réflexion.

Dénoncer sous l'Occupation.

https://www.youtube.com/watch?v=Z1Q68mEFxfM

Un jour une histoire Charlie Chaplin La Légende Du Siècle reportage - 18 mai 2020

https://www.youtube.com/watch?v=ocxhiwC6Zyo

Chaplin Aujourd'hui : Le Dictateur - Documentaire complet avec Costa-Gavras (VF) 17 juin 2018

https://www.youtube.com/watch?v=YhSLtuomhR0

Naufrage annoncé dans le déni ou les limites du non-conformisme dans le cadre du régime.

Dr. Maudrux - J'ai lu aussi que les vaccins chinois, sortis en même temps, étaient préparés à partir de virus atténués et non de protéines (donc non sensibles aux variants), comme les vaccins de la grippe saisonnière, pour laquelle je me fais vacciner chaque année. Vivement que le gouvernement en commande, que je puisse me faire vacciner et le conseiller à tous.

Dr. Maudrux 22 février 2021 - Mon avis ? Le vaccin apportera quelque chose, c'est certain, comme tout vaccin. Il aura un effet positif sur l'épidémie.

LVOG - Quelle horreur ! Des VRP de Big Pharma, ce qu'ils n'ont cessé d'être tout au long de leur abominable carrière professionnelle. Comme disait Marx, il y a tout lieu de se méfier des gens qui affichent leurs bonnes intentions ou qui se prévalent de qualités, car ce genre de déclaration n'a aucune valeur à nos yeux aussi longtemps qu'ils n'ont pas été soumis à l'épreuve du feu de la réalité.

Il y a ainsi des gens qui n'ont aucun principe tout en prétendant en être bardés, et ne parlons pas de leur morale qu'ils sont prêts à brader comme de vulgaires boutiquiers. Voilà des médecins qui parlent de respect à longueur de temps qu'ils violeront allègrement à la première occasion, de prétendus scientifiques qui foulent aux pieds la logique la plus élémentaire, car les faits sont têtus. Si le taux de mortalité d'un virus est ridiculement bas et des traitements efficaces existent pour le combattre, dès lors scientifiquement rien ne justifie la vaccination d'une partie ou de la totalité de la population, qui plus est, quand on sait que ce virus mute en permanence et donc qu'aucun vaccin ne sera jamais adapté aux prochains mutants, ce que l'épidémie de grippe saisonnière prouve chaque année.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en justifiant la vaccination, au passage on cautionne toutes les mesures liberticides qui ont été imposées par Macron dans l'attente de la vaccination de la population, puisqu'on en oublie jusqu'à l'existence des traitements rendant la vaccination inutile, et le fait que ce virus n'est pas plus mortel que celui d'une vulgaire grippe saisonnière.

Dès lors il n'est pas nécessaire de chercher plus loin pourquoi ils finiront par se prosterner devant un régime fascisant après l'avoir dénoncé plus tôt du bout des lèvres. Vous n'avez pas rêvé, ces gens-là sont capables de faire volte-face ou de se renier du jour au lendemain sans qu'aucun élément nouveau ne le justifie, tout simplement parce que c'est dans leur nature, ils ne sont pas dignes de confiance et leurs intérêts personnels ou leur petite personne primera toujours sur l'intérêt collectif, voilà tout.

On les a épargnés, on les a soutenus ou nous nous en sommes servis tant qu'ils servaient partiellement notre cause ou la santé publique, sans jamais cacher aux lecteurs tout le mal qu'on pensait des classes moyennes et des intellectuels en général toujours prêts à vous trahir à la moindre menace formulée par le régime à leur encontre.

Leur comportement est méprisable et n'a rien de surprenant, il est conforme à la morale qui est le produit des rapports entre les classes du passé et du présent, dont la nature est déterminée par le capitalisme ou la réaction, à défaut de se tourner vers la classe ouvrière qui incarne le futur et une morale supérieure, libératrice ou véritablement humaniste et non plus bassement mercantile et oppressive. Cela vaut également pour l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier.

Lu un commentaire dans le blog du Dr. Maudrux

- Avec la mutation amorcée de notre président lui-même, qui semble écouter D. Raoult … et peut-être l'auteur de notre blog , pour les traitements, qui un jour ou l'autre vont revenir. (...)

Et ce blog reste parfaitement audible, étant donné l'état d'esprit de G. Maudrux, qu'il faut saluer encore… c'est comme cela que les idées progressent .. même dans les hautes sphères… qui sont bien obligées de rester à l'écoute … surtout en période pré-électorale.

Un commentaire du 24 février 2021 lu dans le blog du Dr. Maudrux

- L'erreur de com de Didier Raoult est patente, assurément.

Indiquer aussi clairement que l'on se serait trompé sur tout, y compris le lavage des mains, est une erreur de communication qui peut être lourde de conséquences : ni vous ni moi certes, mais combien d'autres citoyens vont-ils arrêter de se frictionner les mains suite à cette déclaration ?

Réponse d'un lecteur :

- OK, à 3:10. En fait la question est toujours posée. Pourquoi ce virus n'a pas été éliminé par les mesures comme les autres virus ?

Un autre lecteur précise :

- Raoult s'appuie sur cette étude, concernant un virus proche du SARS COV-2, pour insister sur le fait qu'aujourd'hui on ne sait pas encore comment on se contamine avec la COVID-19 et que c'est un problème de manque de connaissances sur lequel il faut avancer, puisque les mesures prises jusque là n'ont pas réussi à endiger la pandémie.

LVOG - Quels virus auraient été éliminés par quelles mesures ? Quel délire ! Ces scientifiques pourris d'ambitions individuelles sont nuls ! Ils nous ont gonflés avec leur soi-disant rigueur et méthodologie qui finalement n'était pas fiable ou était défectueuse.

Le Pr. Raoult s'en remet à des données transmises par les autorités sanitaires qui sont biaisées, ce qu'ils n'évoquent pas mais sait pertinemment, il fait donc preuve de malhonnêteté, parce qu'une nouvelle fois elles lui permettent de tout dire et son contraire en l'absence d'éléments nouveaux il faut préciser.

Les gastriques et les infections respiratoires auraient presque disparu en 2020 au profit du SARS-CoV-2. Mais a-t-on seulement cherché à les détecter, c'est la première question qu'on est en droit de se poser, on est en droit d'en douter fortement quand on sait que des personnes malades ont été renvoyées chez elles sans traitement hormis le Doliprane. Ces personnes figurent dans les statistiques des malades de la covid-19 sur la base d'un diagnostic aussi peu fiable qu'un simple test PCR. La seconde question découle de la première : Qu'en était-il réellement des personnes répertoriées malades de la covid-19, sur la foi de test PCR positif, quand on sait que 97% étaient des faux positifs. Etait-ce bien de cette infection respiration qu'ils avaient souffert ou d'une autre qu'on a ignorée ? Troisème question : Pourquoi comme il le suggère, le SARS-CoV-2 prendrait-il la place des autres virus ? N'y aurait-il pas suffisamment de cellules dans l'organisme pour que chacun y trouve sa place et se développe éventuellement ? Il dit lui-même qu'il n'en sait rien, donc s'il n'en sait rien, ce n'est pas seulement l'interprétation qu'il a donné de ces données qui est biaisée, mais ces données elles-mêmes. Bref, ce n'est pas sérieux.

Bien que cela ne soit pas ma spécialité, compte tenu des connaissances acquises sur les épidémies virales du passé et avec un brin de logique élémentaire, on pouvait émettre l'hypothèse que ce virus était aéroporté, et qu'on pouvait le retrouver partout pendant des durées variables, et qu'absolument rien ne pouvait l'arrêter ou personne ne pouvait l'éviter, hormis vivre sur une île déserte ou totalement isolé du reste du monde. Cela me paraissait l'explication la plus rationnelle ou raisonnable, sérieuse.

Alors pourquoi ces scientifiques ne l'ont-ils pas retenue ? En quoi les dérangeait-elle ?

Parce qu'ils étaient persuadés de détenir une partie de la vérité, mais cela est secondaire par rapport à sa signification politique. Car admettre que le SARS-CoV-2 se comportait finalement comme le virus de la grippe saisonnière aurait impliqué que les autorités auraient dû adopter la même attitude avec ce coronavirus qu'envers le virus de la grippe, autrement dit, ne prendre aucune mesure particulière, rendant du même coup impossible la justification des mesures liberticides qu'elles allaient imposer à la population. On a la réponse à notre question. Les scientifiques n'ont pas retenu cette explication parce que cela les aurait obligé à affronter directement Macron et le gouvernement, et aucun n'y tenait.

Ces fervents chercheurs de vérité l'ont escamotée, déformée, bradée parce qu'elle heurtait leurs intérêts idéologiques ou matériels.

Dans le bêtisier du blog du Dr. Maudrux le 26 février 2021.

- ...il faut envoyer absolument votre billet à Emmanuel MACRON car il semble ne pas être au courant de grand chose concernant les traitements possibles

- Oui il faut le faire

On peut toujours rêver qu'un chef de l'Etat totalement déconnecté se branche trois minutes

LVOG - Alors que cette sordide comédie dure déjà depuis un an, quelle mauvaise foi ou malhonnêteté, à vomir. La suite est pire encore.

Peut-on contrôler l'épidémie de COVID-19 ? - 23 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=sovuMhRsaZs&feature=emb_title

Pr. Raoult - Comment se transmet ce virus, que pour l'instant nous ne connaissons pas, on sait pas ce qui se passe.

LVOG - Le Pr. Raoult n'a cessé de faire l'apologie des tests PCR, il a déclaré à plusieurs reprises qu'il avait retenu un CT de 35. Et qu'est-ce qu'on apprend dans une étude, qu'avec un CT à 35, 97% des prélèvements dits positifs étaient en réalité des faux ! Or c'est sur cette base-là que reposera toute sa démonstration, dont sa caution apportée aux mesures liberticides imposées par Macron. Il ira même jusqu'à affirmer récemment qu'un couple enfermé chez lui devrait être muselé, dès lors que l'un des deux avaient été testés positifs poussant le confinement jusqu'à l'éclatement des familles.

Un commentaire d'un lecteur du blog du Dr. Maudrux montre ou rappelle qu'ils sont parfaitement informés.

- Les infections imaginaires de tests PCR positifs

Voici les résultats d'une étude scientifique publiée en septembre 2020

Ces scientifiques ont fait des cultures des prélèvements qui sont positifs aux tests PCR pour voir si il y avait réellement des virus vivants dans ces prélèvements

Résultats :

Même à un CT = 25 on a 32% des prélèvements PCR positifs pour lesquels on ne peux pas cultiver de virus ! Rien dans les cultures !

Avec un CT = 30, c'est 78% des prélèvements PCR positifs pour lesquels il n'y a AUCUN virus qui se reproduit !

Avec un CT = 35, c'est 97% des prélèvements PCR positifs pour lesquels il n'y a AUCUN virus qui se reproduit !

En France la majorité des tests PCR positifs sont avec des CT > 30 jusqu'à 50 !

Ceci démontre de manière irréfutable que le test PCR est incapable de faire la différence entre :

– une véritable infection en cours par le COVID

– de petits morceaux de virus incapables de se reproduire

Référence scientifique :

https://academic.oup.com/cid/advance-article/doi/10.1093/cid/ciaa1491/5912603

15 Aout 2020, dernière mise à jour 9 Février 2021 - Docteur Peter EL BAZE, Médecin Ex Attaché des Hôpitaux du CHU de Nice ; Ancien Chef du Service de Médecine Interne A1, Les Sources, Nice Créateur des logiciels médicaux Megabaze et Oncobaze (chimiothérapies)

Vidéos et documents de contre-propagande.

(Je n'ai pas eu le temps de les regarder)

Analyse critique des traitements de la COVID-19 - 21 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=FIhp7PtCEtY

Covid19 régresse partout dans le monde indépendamment des mesures liberticides - 17 février 2021

https://docteur.nicoledelepine.fr/covid19-regresse-partout-dans-le-monde-independamment-des-mesures-liberticides/

« La fabrique de l'ignorance », mardi 23 février sur ARTE

https://www.arte.tv/fr/videos/091148-000-A/la-fabrique-de-l-ignorance

Parole d'internaute

1- Nouvelle venant d'Italie concernant l'ivermectine. Article en date du 26 février 2021 : « L'ivermectine est-elle une arme contre Covid? 12 patients graves guéris à Garibaldi Nesima ».

https://lurlo.news/ivermectina-arma-contro-il-covid-guariti-12-pazienti-gravi-al-garibaldi-nesima/

Extrait traduit de cet article :

« L'ivermectine a des potentialités. Il y a 12 patients traités par l'ivermectine et tous sont actuellement guéris. Le médicament est un pesticide en administration d'urgence dans le service des maladies infectieuses de Garibaldi Nesima dirigé par le professeur Bruno Cacopardo.

Cacopardo lui-même a déclaré: «J'ai traité, jusqu'à présent, un total de 12 patients, tous sévères et atteints de pneumonie. Incroyable, quelques jours après le début de la thérapie, ils sont allés bien. Tous se sont rétablis et tous ont été négatifs au virus, même les cas les plus graves ».

Cet article a également un chapitre intitulé : « Silence sur le potentiel du médicament ».

2- Ce gouvernement semble tout faire pour :

– propager la maladie dans la population (mutagène Remdesivir, rejet des traitements préventifs)

– augmenter le nombre de cas et la peur (tests PCR, désinformation médiatique, mesures liberticides)

– augmenter les hospitalisations et les morts (interdiction des traitements précoces, euthanasies au Rivotril)

= pour justifier la dictature sanitaire

= encourager la vaccination expérimentale de masse

= imposer le passeport vaccinal ?

Bienvenue au nouvel ordre mondial totalitaire. Banalisation du fascisme.

- Un corporatisme totalitaire technocratique mondial.

- Jusqu'à quand le couvre-feu peut-il théoriquement durer ? Aussi longtemps que s'étend l'état d'urgence sanitaire, seul cadre légal dans lequel il peut être décrété. Rétabli le 14 octobre dernier, ce régime d'exception créé par la loi du 23 mars 2020, a été prolongé la dernière fois le 15 février au Parlement, jusqu'au 1er juin. C'est dans ce contexte que huit métropoles et l'Île-de-France ont connu un couvre-feu à partir de 21 h 00 pendant la seconde quinzaine d'octobre. Après le reconfinement national du 30 octobre au 15 décembre, un couvre-feu a interdit tout déplacement entre 20 heures et 6 heures. Il a été avancé à 18 heures dans 25 départements début janvier, avant d'être étendu à l'ensemble du territoire à partir du 16 janvier. publicsenat.fr 19 février 2021

Le POID est devenu un de ses zélés porte-parole.

Fil d'infos - Covid19 : selon l'organisation mondiale de la santé (OMS) les contaminations dans le monde diminuent mais le développement de la propagation des variants inquiète

17 février 2021 – Les campagnes de prévention et le début des vaccinations dans le monde ont permis de faire baisser le nombre des contaminations. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cinq des six régions du monde prises en compte par l'OMS ont signalé une baisse à deux chiffres du nombre de nouveaux cas, sauf en Méditerranée orientale qui affiche une hausse de 7 %. Par contre le variant dit britannique a été signalé dans 8 pays supplémentaires par rapport à la semaine précédente. Le variant dit sud-africain a été enregistré dans 46 pays (soit deux de plus). Enfin, le variant brésilien a été détecté dans 21 pays. Une étude réalisée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Santé Publique France et Orange Labs indique que « le variant britannique devrait devenir majoritaire fin février-début mars en France, avec une grande hétérogénéité géographique (…). Dans l'absence de mesures de contrôle renforcée, une croissance rapide des cas est attendue dans les semaines à venir ». latribunedestravailleurs.fr

Le chemin parcouru par la LCR-NPA

- Le PKK est un ancien mouvement marxiste-léniniste, allié de la Syrie et de l'Union soviétique, devenu —après la dissolution de celle-ci— un mouvement libertaire, allié des États-Unis et de l'Otan. (Liens entre le FETÖ et le KKK (services de sécurité turcs) - Réseau Voltaire 22 février 2021)

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Coronavirus : Pourquoi la vaccination de l'Afrique est-elle nécessaire pour les pays riches ? - 20minutes.fr 21 février 2021

Hélène Rossinot, docteure spécialiste en santé publique, en arrive à la conclusion : « C'est une question de solidarité et de justice de pouvoir, en tant que pays riche, de soutenir les pays plus pauvres dans leur lutte contre le Covid. Cette pandémie nous a pris beaucoup de choses, qu'elle ne nous prenne pas en plus notre humanité. » 20minutes.fr 21 février 2021

C'est ainsi qu'ils remirent le pouvoir à Hitler.

Le G7 donne le pouvoir à Bill Gates contre la Covid et relance la globalisation - Réseau Voltaire 20 février 2021

Le G7 s'est réuni par visioconférence, le 19 février 2021, au niveau des chefs d'Etat. Pour la première fois, le président Biden y participait.

Le communiqué final, au ton ultra-volontariste, ne contient que deux annonces concrètes :

- Le G7 participera à la « COVAX facility » pour garantir le distribution mondiale équitable de vaccins anti-Covid ;

- Le G7 relance la globalisation en mieux : elle sera désormais « équitable ».

Pour comprendre ce qui se cache derrière ce déluge de bonnes intentions, il faut savoir :

- La « COVAX facility » est la partie vaccins de l'ACT-A ; une initiative du G20 (24 avril 2020). Il s'agit d'un gropue multilatéral qui coordonne :

- des gouvernements

- l'OMS, qui est une organisation intergouvernementale

- la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), qui est une société privée ;

- le Gavi - Alliance du Vaccin, qui est un partenariat des secteurs public et privé ;

- enfin la Fondation Bill et Melinda Gates, qui est une société privée.

L'expression « COVAX facility » est mensongèrement traduite par « facilité COVAX » dans la version française du communiqué final du G7. Elle désigne en fait la capacité de produire des vaccins et de les homologuer d'un coup pour le monde entier. Pour les gouvernements ne disposant pas de grandes administrations d'homologation, cette coordination doit permettre de gagner du temps. Pour le secteur privé, elle doit « ouvrir les marchés ».

Cette coordination ne sera pas présidée par des États, mais par le Gavi, c'est-à-dire dans les faits par la Fondation Bill and Melinda Gates qui en est à l'origine et le contrôle. Elle n'a donc aucune légitimité démocratique. C'est la raison pour laquelle le président Trump avait refusé que les États-Unis y participent.

Il n'existe aucun moyen de vérifier à quoi exactement servira l'argent public versé à la « COVAX facility ». On assiste donc à la mise en place d'un gigantesque système de corruption, comme toujours sous le prétexte de l'urgence.

Les opinions publiques craignent que l'épidémie ne soit utilisée par de grands laboratoires pour s'enrichir de manière disproportionnée, pourtant ces grands laboratoires participeront aux prises de décision dans une coordination délibérément opaque.

Pour le moment, la « COVAX facility » ne travaille qu'avec deux laboratoires (AstraZeneca et Pfizer) ; deux sociétés qui ont déjà violé leurs contrats avec l'Union européenne.

- Dans la lignée de cette décision, le G7 a affirmé sa ligne multilatéraliste et globalisante.

- Le « multilatéralisme » se distingue ici de l'« inter-gouvernemental » en ce qu'il s'appuie sur des partenariats public/privé. Le G7 prend acte de l'évolution sociologique intervenue au cours de la crise sanitaire. Désormais des financiers détiennent des fortunes supérieures au budget annuel de bien des États. Les Exécutifs du monde occidental le reconnaissent et décident de partager leur autorité démocratique avec celle de ces multi-milliardaires.

- Au plan économique, la globalisation est une liberté de circulation des produits et des capitaux. C'est ce que le G7 vient de mettre en place pour les vaccins anti-Covid : ceux-ci n'auront plus besoin d'être homologués par chaque État, mais pourront l'être globalement pour tous par une autorité privée associant des États.

Le revers de la globalisation, c'est la disparition de la classe moyenne un peu partout en Occident et les émeutes qui s'en suivent. Aussi le G7 annonce-t-il une mondialisation « équitable » (sic). Or, nul n'est capable de dire ce que recouvre ce doux oxymore. Réseau Voltaire 20 février 2021

Eco-dictature et dictature sanitaire, qui se ressemblent s'assemblent. « Le véritable ennemi, c'est donc l'humanité elle-même », dixit le co-fondateur du Club de Rome, le Dr Alexander King.

La grande conspiration criminelle du « zéro carbone » Par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 21 février 2021

Le Forum économique mondial de Davos proclame la nécessité d'atteindre un objectif mondial de « neutralité carbone » d'ici 2050. Pour la plupart des gens, cet objectif semble lointain et donc largement ignoré. Pourtant, les transformations en cours, de l'Allemagne aux États-Unis, en passant par d'innombrables autres économies, préparent le terrain pour la création de ce que l'on appelait dans les années 70 le nouvel Ordre économique international. En réalité, il s'agit d'un schéma directeur pour un corporativisme totalitaire technocratique mondial, qui promet un chômage énorme, une désindustrialisation et un effondrement économique à dessein. Voyons un peu le contexte.

Le Forum économique mondial (FEM) de Klaus Schwab fait actuellement la promotion de son thème favori, la Grande Réinitialisation de l'économie mondiale. La clé de tout cela est de comprendre ce que les mondialistes entendent par « neutralité carbone » d'ici 2050. L'UE mène la course, avec un plan audacieux visant à devenir le premier continent « neutre en carbone » au monde d'ici 2050 et à réduire ses émissions de CO2 d'au moins 55% d'ici 2030.

En août 2020, sur son blog, Bill Gates, autoproclamé tsar mondial du vaccin, a évoqué la crise climatique à venir :

« Aussi terrible que soit cette pandémie, le changement climatique pourrait être pire… La baisse relativement faible des émissions cette année montre clairement que nous ne pouvons pas atteindre le niveau zéro des émissions simplement – ou même principalement – en prenant moins l'avion et en conduisant moins ».

Avec un quasi-monopole sur les médias grand public et les médias sociaux, le lobby du réchauffement climatique a pu amener une grande partie du monde à supposer que le mieux pour l'humanité est d'éliminer les hydrocarbures, notamment le pétrole, le gaz naturel, le charbon et même l'électricité nucléaire « sans carbone » d'ici 2050, ce qui, espérons-le, pourrait éviter une augmentation de 1,5 à 2 degrés centigrades de la température moyenne mondiale. Il n'y a qu'un seul problème à cet égard. C'est la couverture d'un agenda criminel ultérieur.

Les origines du « réchauffement planétaire »

Beaucoup ont oublié la thèse scientifique originale avancée pour justifier un changement radical de nos sources d'énergie. Il ne s'agissait pas de « changement climatique ». Le climat de la Terre est en constante évolution, en corrélation avec les changements dans l'émission d'éruptions solaires ou les cycles de taches solaires qui affectent le climat de la Terre. Au tournant du millénaire, alors que le précédent cycle de réchauffement dû à l'énergie solaire n'était plus évident, Al Gore et d'autres ont, par un tour de passe-passe linguistique, déplacé le récit du réchauffement climatique vers le « changement climatique ». Aujourd'hui, le récit de la peur est devenu si absurde que chaque événement météorologique inquiétant est traité comme une « crise climatique ». Chaque ouragan ou tempête d'hiver est présenté comme une preuve que les dieux du climat nous punissent pour le péché d'émission de CO2 par les humains.

Mais attendez. L'entière raison de la transition vers des sources d'énergie alternatives comme le solaire ou l'éolien, et de l'abandon des sources d'énergie au carbone, est leur affirmation selon laquelle le CO2 est un gaz à effet de serre qui monte dans l'atmosphère où il forme une couverture censée réchauffer la Terre en dessous – le réchauffement planétaire. Selon l'Agence américaine de Protection de l'Environnement, les émissions de gaz à effet de serre proviennent principalement du CO2. D'où l'accent mis sur « l'empreinte carbone ».

Ce qui n'est presque jamais dit, c'est que le CO2 ne peut pas s'envoler dans l'atmosphère à partir des gaz d'échappement des voitures ou des centrales au charbon ou d'autres origines anthropiques. Le dioxyde de carbone n'est pas du carbone ou de la suie. C'est un gaz invisible et inodore essentiel à la photosynthèse des plantes et à toutes les formes de vie sur terre, y compris la nôtre. Le CO2 a un poids moléculaire d'un peu plus de 44 alors que l'air (principalement de l'oxygène et de l'azote) n'a qu'un poids moléculaire de 29. La gravité spécifique du CO2 est environ 1,5 fois supérieure à celle de l'air. Cela laisse supposer que les gaz d'échappement des véhicules ou des centrales électriques ne s'élèvent pas dans l'atmosphère à plus de 12 miles au-dessus de la terre pour former l'effet de serre redouté.

Maurice Strong

Pour comprendre l'action criminelle qui se déroule aujourd'hui autour de Gates, Schwab et des partisans d'une prétendue économie mondiale « durable », il faut remonter à 1968, lorsque David Rockefeller et ses amis ont créé un mouvement autour de l'idée que la consommation humaine et la croissance démographique étaient le problème mondial majeur. Rockefeller, dont la richesse était basée sur le pétrole, a créé le Club néo-malthusien de Rome dans la villa Rockefeller à Bellagio, en Italie. Leur premier projet a été de financer une étude de pacotille au MIT intitulée « Les limites de la croissance » en 1972.

Au début des années 1970, l'un des principaux organisateurs du programme de « croissance zéro » de Rockefeller était son ami de longue date, un industriel canadien du pétrole nommé Maurice Strong, également membre du Club de Rome. En 1971, Maurice Strong est nommé sous-secrétaire des Nations unies et secrétaire général de la Conférence de la Journée de la Terre de Stockholm en juin 1972. Il a également été administrateur de la Fondation Rockefeller.

Maurice Strong a été l'un des principaux propagateurs de la théorie scientifiquement infondée selon laquelle les émissions anthropiques des véhicules de transport, des centrales au charbon et de l'agriculture ont provoqué une augmentation spectaculaire et accélérée de la température mondiale qui menace la civilisation, appelée réchauffement climatique. Il a inventé le terme élastique de « développement durable ».

En tant que président de la conférence de Stockholm des Nations unies pour la Journée de la Terre de 1972, Strong a encouragé la réduction de la population et l'abaissement des niveaux de vie dans le monde entier pour « sauver l'environnement ». Quelques années plus tard, le même Strong a déclaré :

« Le seul espoir pour la planète n'est-il pas que les civilisations industrialisées s'effondrent ? N'est-ce pas notre responsabilité d'y parvenir ? »

C'est le programme connu aujourd'hui sous le nom de Grande Réinitialisation ou Agenda 2030 des Nations unies. Strong a ensuite créé le Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), un organe politique qui soutient l'affirmation non prouvée selon laquelle les émissions de CO2 produites par l'homme étaient sur le point de faire basculer notre

monde dans une catastrophe écologique irréversible.

Le co-fondateur du Club de Rome, le Dr Alexander King, a reconnu la fraude essentielle de leur programme environnemental quelques années plus tard dans son livre, « La première révolution mondiale ». Il a déclaré :

« En cherchant un nouvel ennemi pour nous unir, nous sommes arrivés à l'idée que la pollution, la menace du réchauffement climatique, les pénuries d'eau, la famine et d'autres problèmes du même genre feraient l'affaire … Tous ces dangers sont causés par l'intervention humaine et ce n'est que par un changement d'attitude et de comportement qu'ils peuvent être surmontés. Le véritable ennemi, c'est donc l'humanité elle-même ».

King a admis que la « menace du réchauffement climatique » n'était qu'un stratagème pour justifier une attaque contre « l'humanité ». C'est ce que l'on appelle aujourd'hui la Grande Réinitialisation et la ruse du « zéro émission nette de carbone« .

Catastrophe des énergies alternatives

En 2011, sur les conseils de Joachim Schnellnhuber, de l'Institut de Recherche sur l'Impact climatique de Potsdam (PIK), Angela Merkel et le gouvernement allemand ont imposé une interdiction totale de l'électricité nucléaire d'ici 2022, dans le cadre d'une stratégie gouvernementale de 2001 appelée « Energiewende » ou « Tournant énergétique », pour s'appuyer sur le solaire, l'éolien et d'autres « énergies renouvelables ». L'objectif était de faire de l'Allemagne la première nation industrielle à être « neutre en carbone ».

Cette stratégie a été une catastrophe économique. Alors qu'elle disposait d'un des réseaux de production d'électricité les plus stables, fiables et à faible coût du monde industriel, l'Allemagne est devenue aujourd'hui le producteur d'électricité le plus cher du monde. Selon l'Association allemande de l'Industrie énergétique BDEW, au plus tard en 2023, lorsque la dernière centrale nucléaire fermera, l'Allemagne sera confrontée à des pénuries d'électricité. Dans le même temps, le charbon, la plus grande source d'énergie électrique, est progressivement éliminé pour atteindre l'objectif « zéro émission nette de carbone« . Les industries traditionnelles à forte intensité énergétique, telles que la sidérurgie, la production de verre, les produits chimiques de base, la fabrication de papier et de ciment, sont confrontées à une montée en flèche des coûts et à des fermetures ou des délocalisations et à la perte de millions d'emplois qualifiés. L'énergie éolienne et solaire, peu efficace, coûte aujourd'hui de 7 à 9 fois plus cher que le gaz.

L'Allemagne ayant peu d'ensoleillement par rapport aux pays tropicaux, le vent est considéré comme la principale source d'énergie verte. Il faut un apport énorme de béton et d'aluminium pour produire des parcs solaires ou éoliens. Il faut de l'énergie bon marché – gaz, charbon ou nucléaire – pour la produire. Au fur et à mesure de l'élimination de cette source d'énergie, le coût devient prohibitif, même sans « taxes sur le carbone » ajoutées.

L'Allemagne compte déjà quelque 30 000 éoliennes, soit plus que n'importe où ailleurs dans l'UE. Ces gigantesques éoliennes posent de graves problèmes de bruit ou de risques sanitaires liés aux infrasons pour les habitants des environs, ainsi que de dégâts causés par les intempéries et les oiseaux. D'ici 2025, on estime que 25% des éoliennes allemandes existantes devront être remplacées et l'élimination des déchets est un problème colossal. Les entreprises sont poursuivies en justice car les citoyens se rendent compte de la catastrophe qu'elles représentent. Pour atteindre les objectifs d'ici 2030, la Deutsche Bank a récemment admis que l'État devra créer une « éco-dictature ».

Dans le même temps, la pression allemande pour mettre fin au transport d'essence ou de diesel d'ici 2035 en faveur des véhicules électroniques est sur le point de détruire la plus grande et la plus rentable des industries allemandes, le secteur automobile, et de faire disparaître des millions d'emplois. Les véhicules alimentés par des batteries lithium-ion ont une « empreinte carbone » totale si l'on tient compte des effets de l'extraction du lithium et de la production de toutes les pièces, qui est pire que celle des voitures diesel. Et la quantité d'électricité supplémentaire nécessaire pour une Allemagne sans carbone d'ici 2050 serait bien plus importante qu'aujourd'hui, car des millions de chargeurs de batterie auront besoin d'une électricité de réseau fiable. Aujourd'hui, l'Allemagne et l'UE commencent à imposer de nouvelles « taxes sur le carbone », prétendument pour financer la transition vers le « Zéro Carbone ». Ces taxes ne feront qu'augmenter le prix de l'électricité et de l'énergie, assurant ainsi l'effondrement plus rapide de l'industrie allemande.

Dépopulation

Selon les partisans du programme « Zéro Carbone », c'est exactement ce qu'ils souhaitent : la désindustrialisation des économies les plus avancées, une stratégie calculée sur plusieurs décennies, comme l'a dit Maurice Strong, pour provoquer l'effondrement des civilisations industrialisées.

Faire de l'actuelle économie industrielle mondiale une dystopie de la combustion du bois et des éoliennes, où les coupures d'électricité deviennent la norme, comme c'est le cas actuellement en Californie, est un élément essentiel d'une Grande Réinitialisation dans le cadre de l'Agenda 2030 : le Pacte mondial des Nations unies pour la durabilité.

En 2015, Joachim Schnellnhuber, conseiller climatique de Merkel, a présenté le programme vert radical du pape François, la lettre encyclique Laudato Si, en tant que représentant de François à l'Académie pontificale des Sciences. Et il a conseillé l'UE sur son programme vert. Dans une interview accordée en 2015, Schnellnhuber a déclaré que la « science » a désormais déterminé que la capacité de charge maximale d'une population humaine « durable » était inférieure de quelque six milliards de personnes :

« D'une manière très cynique, c'est un triomphe pour la science car nous avons enfin stabilisé quelque chose, à savoir les estimations de la capacité de charge de la planète, à savoir moins d'un milliard de personnes ».

Pour ce faire, le monde industrialisé doit être démantelé. Christiana Figueres, contributrice à l'agenda du Forum économique mondial et ancienne secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur le Changement climatique, a révélé le véritable objectif de l'agenda climatique des Nations unies lors d'une conférence de presse tenue à Bruxelles en février 2015, où elle a déclaré : « C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité que nous nous donnons pour tâche de modifier intentionnellement le modèle de développement économique qui a régné depuis la révolution industrielle ».

Les remarques de Figueres pour 2015 sont reprises aujourd'hui par le président français Macron lors de « l'Agenda de Davos » du Forum économique mondial de janvier 2021, où il a déclaré que « dans les circonstances actuelles, le modèle capitaliste et l'économie ouverte ne sont plus réalisables ». Macron, un ancien banquier de Rothschild, a affirmé que « la seule façon de sortir de cette épidémie est de créer une économie qui se concentre davantage sur l'élimination du fossé entre les riches et les pauvres ». Merkel, Macron, Gates, Schwab et leurs amis y parviendront en ramenant le niveau de vie en Allemagne et dans l'OCDE au niveau de celui de l'Éthiopie ou du Soudan. C'est leur dystopie du Zéro Carbone. Limiter sévèrement les voyages en avion, en voiture, les déplacements des personnes, fermer les industries « polluantes », tout cela pour réduire le CO2. La pandémie de coronavirus ouvre la voie à la Grande Réinitialisation et à l'Agenda 2030 « Net Zéro Carbone » des Nations unies. Mondialisation.ca, 21 février 2021

Et dire que pendant plus d'un demi-siècle on les ignorera !

- Klaus Schwab - Réseau Voltaire 27 février 2021

Klaus Schwab, le directeur du Forum économique mondial de Davos, a acquis une réputation internationale en faisant du Great Reset (la grande initialisation) un des thèmes de travail de son organisation.

Klaus Schwab fut un élève d'Henry Kissinger à l'École de gouvernement d'Harvard.

Puis, dans les années 70-80, il fut l'un des directeurs de la société Escher-Wyss (absorbée par Sulzer AG) qui joua un rôle important dans le programme de recherche atomique de l'Afrique du Sud de l'apartheid ; contribution qui eut lieu en violation de la résolution 418 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Avec l'aide du Commissaire européen pour les questions économique, le Français Raymond Barre (membre de la Commission trilatérale), il fut le créateur d'un cercle de chefs d'entreprise qui devint le Forum économique mondial. Ce changement de nom fut opéré avec l'aide du Centre pour l'entreprise privée internationale (CIPE) ; la branche patronale de la National Endowment for Democracy (NED/CIA). C'est pourquoi il était enregistré en 2016 au Groupe de Bilderbeg (organe d'influence de l'Otan) comme fonctionnaire international, ce qu'il n'a jamais été officiellement.

Issu d'une famille de collaborateurs nazis, Klaus Schwab se dit « transhumaniste », promoteur de la « globalisation équitable ». Réseau Voltaire 27 février 2021

LVOG - Je rappelle que lorsque je militais à l'OCI à la fin des années 70, puis par la suite, jamais je n'avais entendu parler de ces officines avant de les découvrir par moi-même par hasard il y a une dizaine d'années seulement sur le Net.

Biden moins pire que Trump ou l'égérie de la gauche et de l'extrême gauche.

Le Parti démocrate tente de couper les TV d'opposition - Réseau Voltaire 25 février 2021

Le Parti démocrate du président Biden exerce actuellement de très fortes pression sur les sociétés de vidéo-câble afin de ne plus distribuer certaines télévisions aux États-Unis.

Il s'agit de couper

- Fox News ;

- One America News Network (OANN) ;

- Newsmax.

Ces trois chaînes sont accusées d'être des opposants politiques ayant soutenu le président Trump.

Les représentants de Californie Anna G. Eshoo et Jerry Mc-Nerney ont écrit aux principaux opérateurs du câble (Comcast, Verizon et Cox) et aux plates-formes internet (Roku, Apple et Hulu) pour les sommer de cesser de diffuser de la « désinformation ».

Les deux parlementaires sont membres de la commission de l'Énergie et du Commerce (House Energy and Commerce Committee) qui a tenu le 24 février une audition sur le thème : « Attiser les flammes : désinformation et extrémisme dans les médias » (Fanning the Flames : Disinformation and Extremism in the Media).

La Constitution des États-Unis interdit au Congrès de poser la moindre limite à la liberté d'expression. Réseau Voltaire 25 février 2021

- Syrie : l'armée américaine frappe des milices pro-iraniennes - BFMTV 25 février 2021

"Nous sommes certains de la cible que nous avons choisie" a assuré Lloyd austin, le ministre américain de la Défense. BFMTV 25 février 2021

- Première opération militaire du président Biden - Réseau Voltaire 26 février 2021

Le président Joe Biden a personnellement autorisé, le 25 février 2021, la première opération militaire de son mandat.

Les armées US ont bombardé une installation à la frontière syro-iraquienne. Selon le secrétaire à la Défense, le général Lloyd Austin, elle aurait été utilisée par des milices syriennes chiites, la Kait'ib Hezbollah et la Kait'ib Sayyid al-Shuhada.

Ces frappes constituent une violation manifeste du droit international et de la Charte des Nations unies. Pour les justifier, le Pentagone assure que ces milices sont liées aux attentats qui ont eu lieu du 15 au 22 février en Iraq contre des personnels US ou des personnels de sociétés états-uniennes.

Ces frappes ont été très précises de manière à limiter leur message sans provoquer d'embrassement militaire. Elle ont fait au moins 17 morts.

Ce bombardement est intervenu juste après un appel du ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, à son homologue syrien, Faysal Mikdad.

Il semble que cette intervention états-unienne soit un épisode des pourparlers de l'Administration Biden avec l'Iran à propos de l'ensemble de la région. Les milices visées opèrent une jonction entre les théâtres syrien et iraquien.

À la différence de l'Administration Obama, celle du président Biden accepterait de faire de l'Iran le gendarme régional, mais refuserait la constitution d'un nouvel empire perse incluant le Liban, la Syrie, l'Iraq et l'Azerbaïdjan. Il s'agirait de revenir à la position de l'Iran sous le chah Reza Pahlevi.

Selon l'amiral John Kirby, porte-parole du Pentagone, l'attaque a été menée après que le secrétariat d'État en ait informé divers partenaires (probablement les autres États que le président Hassan Rohani entend intégrer dans son projet d'empire plus la Russie). Cependant ni la Maison-Blanche, ni le Conseil national de sécurité, ni le secrétariat d'État, ni celui de la Défense n'ont éclairci le point de savoir si les USA ont simplement informé préventivement la Russie de leur attaque ou s'ils ont pris des mesures pour éviter de blesser des soldats russes.

En complément.

- La France se tient au côté de ses alliés américains en Syrie - Reuters 26 février 2021

La France se tient "au côté de ses alliés américains" qui ont mené des frappes aériennes en Syrie après les attaques commises contre des sites de la coalition en Irak, a déclaré vendredi le ministère des Affaires étrangères. "La France a pris connaissance des frappes ciblées conduites la nuit dernière par les Etats-Unis dans l'est de la Syrie, en réponse aux très graves attaques conduites ces derniers jours contre plusieurs sites de la Coalition internationale contre Daech en Irak, notamment à Erbil le 15 février", dit le Quai d'Orsay dans un communiqué. Reuters 26 février 2021

- Coronavirus: Les Américains pourraient devoir encore porter un masque en 2022 - Reuters 22 février 2021

Les Américains pourraient encore devoir porter le masque en 2022 même si le pays assouplit d'autres restrictions pour combattre l'épidémie de COVID-19, a déclaré dimanche le docteur Anthony Fauci, expert en maladies infectieuses. Alors que les taux quotidiens d'infection au nouveau coronavirus diminuent de façon spectaculaire, des milliers d'Américains meurent encore chaque jour du virus, et moins de 15% de la population américaine a été vaccinée. Reuters 22 février 2021

- Covid-19: Joe Biden affirme aux Américains que "les vaccins sont sûrs" - BFMTV 19 février 2021

- Biden proclame le "retour" de l'alliance transatlantique - AFP 19 février 2021

- Climat: les Etats-Unis officiellement de retour dans l'accord de Paris - AFP 19 février 2021

LVOG - La réaction sur toute la ligne cette gauche, quelle pourriture !

La fabrique du consentement en France.

SONDAGE BFMTV - Covid-19: 67% des Français favorables à des confinements locaux le week-end - BFMTV 24 février 2021

Par ailleurs, 60% des Français déclarent s'attendre à un reconfinement national à venir. BFMTV 24 février 2021

Près de 7 Français sur 10 estiment qu'il existe un problème "d'islamo-gauchisme" en France, selon notre sondage - Franceinfo 24 février 2021

Des prédicateurs et inquisiteurs en guise de scientifiques.

Patrick Pelloux : l'urgentiste fait une terrible prédiction sur l'épidémie de coronavirus - voici.fr 24 février 2021

Le temps passe et la situation sanitaire ne s'améliore plus... Jusqu'à quand vivrons-nous dans un monde en pleine pandémie ? Selon Patrick Pelloux, l'amélioration n'est pas pour demain... Ni même pour cette année 2021.

Michel Cymes, Karine Lacombe, Jimmy Mohamed... Les médecins et les scientifiques à s'exprimer régulièrement dans les médias sur la crise sanitaire sans précédent traversée par le monde moderne sont nombreux. Patrick Pelloux est de ceux-là, surtout que l'urgentiste a son rond de serviette dans les Grandes Gueules, sur RMC.

Dorénavant, Patrick Pelloux encourage les citoyens à se préparer, psychologiquement, à ce que la situation sanitaire perdure dans le temps. Mercredi 24 février, sur le plateau des Grandes Gueules, l'urgentiste assure "qu'on n'en a pas fini avec cette épidémie ! Elle ne disparaîtra pas cette année avec tous les variants qui apparaissent !". De quoi déprimer encore un peu plus... voici.fr 24 février 2021

Comment ils entretiennent la croyance qu'il n'existerait aucun traitement efficace contre le SARS-CoV-2

Covid-19 : une équipe de recherche identifie un médicament pour traiter la maladie - Yahoo Actualités 23 février 2021

Selon une nouvelle étude menée par une équipe de recherche de l'Université Texas A&M et de l'Université du Texas Medical Branch (États-Unis), un médicament pour le cœur approuvé par le gouvernement fédéral a montré une efficacité significative pour interférer avec l'entrée du SARS-CoV-2 dans l'organisme.

Ce médicament, bepridil, a été approuvé par la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis pour traiter l'angine de poitrine, une maladie cardiaque. "Un seul médicament est actuellement disponible, Remdesivir, pour offrir des avantages limités aux patients COVID-19, et le virus peut facilement y échapper. Il est impératif de trouver des médecines alternatives. Notre équipe a examiné plus de 30 médicaments approuvés par la FDA/Agence européenne des médicaments pour leur capacité à inhiber l'entrée du SARS-COV-2 dans les cellules humaines", résument les auteurs. Yahoo Actualités 23 février 2021

- Coronavirus : La France autorise le traitement par anticorps monoclonal d'Eli Lilly - 20minutes.fr 25 février 2021

La France a accordé une autorisation temporaire d'utilisation pour le traitement par anticorps monoclonal du laboratoire américain

Eli Lilly pour les formes symptomatiques légères à modérées de Covid-19 chez les adultes non hospitalisés à risque élevé de formes graves, a-t-on appris ce jeudi auprès de l'Agence du médicament. C'est le premier anticorps monoclonal anti-Covid disponible en France, a précisé pour sa part la Direction générale de la Santé (DGS) dans une note.

« Pour garantir un maximum d'efficacité, ce traitement (qui utilise un anticorps appelé bamlanivimab) doit être administré dans un délai maximal de cinq jours après le début des symptômes (...) », selon cette note.

La dose recommandée de bamlanivimab est une perfusion unique de 700 mg par voie intraveineuse administrée sur une durée de 60 minutes, a indiqué l'ANSM. 20minutes.fr 25 février 2021

LVOG - Une mystification ou un tour de passe-passe pour éliminer les molécules anciennes et pas chères au profit de Big Pharma, et peut-être le prochain scandale après le Remsedivir.

Prix du bamlanivimab : 1 250 $ par flacon de 700 milligrammes.

(https://www.industriepharma.fr/covid-19-les-etats-unis-vont-payer-1-250-la-dose-d-anticorps-de-lilly,113809)

Prix de l'Ivermectine : boîte de 4 (3 mg) 8,57 €. (Google)

Prix de l'Azithromycine : 6 comprimés pelliculés (250 mg) 8,41€ (Google)

Prix de l'Hydroxychloroquine : 30 comprimés (200 mg) 4,17€. (Google)

Ils continuent de cautionner et de collaborer avec le régime fascisant de Macron comme si de rien n'était.

Assurance chômage: les 5 principaux syndicats réaffirment leur "profond désaccord" - AFP 23 février 2021

Les cinq organisations syndicales représentatives CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO ont réaffirmé mardi dans un communiqué commun leur "profond désaccord" avec le "principe fondateur" de la réforme de l'assurance chômage.

Leur communiqué intervient alors que la ministre du Travail Elisabeth Borne doit réunir les partenaires sociaux une dernière fois le 2 mars sur cette réforme controversée afin d'échanger sur "les points de sortie" de la concertation engagée à l'automne. AFP 23 février 2021

Totalitarisme. Le fascisme, cette pandémie mondiale.

France.

- Covid : Emmanuel Macron évoque la mise en place d'un "pass sanitaire" - BFMTV 25 février 2021

À l'issue d'une journée de visioconférence entre dirigeants de l'Union européenne ce jeudi, le chef de l'Etat a dessiné les contours de ce pass qui ne sera pas "un passeport vaccinal". BFMTV 25 février 2021

- Covid-19 : le « protocole de réouverture des restaurants » passera par un « QR code » - Publicsenat.fr 25 février 2021

L'application TousAntiCovid va permettre d'utiliser des QR codes pour tracer les cas contact dans les restaurants ou les bars. Publicsenat.fr 25 février 2021

- France. Covid-19 : un épidémiologiste n'entrevoit pas de sortie de crise avant l'été 2022 - LePoint.fr 19 février 2021

Des prédicateurs et inquisiteurs en guise de scientifiques.

- Patrick Pelloux : l'urgentiste fait une terrible prédiction sur l'épidémie de coronavirus - voici.fr 24 février 2021

Le temps passe et la situation sanitaire ne s'améliore plus... Jusqu'à quand vivrons-nous dans un monde en pleine pandémie ? Selon Patrick Pelloux, l'amélioration n'est pas pour demain... Ni même pour cette année 2021.

Michel Cymes, Karine Lacombe, Jimmy Mohamed... Les médecins et les scientifiques à s'exprimer régulièrement dans les médias sur la crise sanitaire sans précédent traversée par le monde moderne sont nombreux. Patrick Pelloux est de ceux-là, surtout

que l'urgentiste a son rond de serviette dans les Grandes Gueules, sur RMC.

Dorénavant, Patrick Pelloux encourage les citoyens à se préparer, psychologiquement, à ce que la situation sanitaire perdure dans le temps. Mercredi 24 février, sur le plateau des Grandes Gueules, l'urgentiste assure "qu'on n'en a pas fini avec cette épidémie ! Elle ne disparaîtra pas cette année avec tous les variants qui apparaissent !". De quoi déprimer encore un peu plus... voici.fr 24 février 2021

- Covid-19: Attal promet des mesures locales "fortes" pour "éviter un confinement national" - AFP 22 février 2021

- L'UE va maintenir les restrictions sur les déplacements non-essentiels - Reuters 22 février 2021

- Coronavirus: Isolement de dix jours pour les patients positifs, annonce Véran - Reuters 19 février 2021

L'isolement de tous les patients dont le test est positif passera de 7 à 10 jours à partir de lundi, a déclaré jeudi le ministre de la Santé.S'exprimant lors d'un point de presse hebdomadaire sur la crise sanitaire, Olivier Véran a souligné que les variants continuent de circuler sur le territoire. Reuters 19 février 2021

- Coronavirus/France: La mairie de Paris souhaite un confinement de 3 semaines - Reuters 25 février 2021

La ville de Paris va soumettre au gouvernement français un plan préconisant un confinement de trois semaines dans la capitale avec l'objectif de rouvrir tous les restaurants, bars et salles de spectacle à l'issue de cette période, a déclaré jeudi le premier adjoint à la mairie de Paris. Reuters 25 février 2021

- Olivier Véran ouvre le débat de l’obligation vaccinale pour les personnels des Ehpad - Publicsenat.fr 22 février 2021

- Covid-19 : Jean Castex veut "des mesures supplémentaires de freinage" à Dunkerque - Europe1 22 février 2021

- Coronavirus: Un confinement local et partiel instauré dans les Alpes-Maritimes - Reuters 22 février 2021

- Covid-19 : 20 départements passent "en surveillance renforcée" avant d'éventuelles "mesures de freinage" - Journal du Dimanche 25 février 2021

- Paris : la consommation d'alcool interdite dans deux rues pour éviter les regroupements - Europe1 22 février 2021

Ailleurs.

- L'Allemagne face à une troisième vague de l'épidémie de COVID, dit Merkel - Reuters 22 février 2021

- Covid-19: Angela Merkel annonce l'arrivée d'un passeport vaccinal avant l'été - BFMTV 26 février 2021

Selon la chancelière allemande, un document de type passeport vaccinal permettant aux résidents de l'UE de circuler d'un pays à l'autre devrait voir le jour peu avant l'été.

"Tout le monde est d'accord pour dire que nous avons besoin d'un certificat de vaccination numérique", a déclaré ce jeudi la dirigeante allemande à la presse selon des propos rapportés par l'agence Reuters.

- Pays-Bas: Le Parlement approuve une loi garantissant le maintien du couvre-feu - Reuters 20 février 2021

- La Suède anticipe une nouvelle vague de coronavirus, se prépare à de nouvelles mesures - Reuters 22 février 2021

- Coronavirus: La Pologne va renforcer ses mesures de restriction - Reuters 24 février 2021

- Covid-19 : au Vatican, ceux qui refusent le vaccin risquent le licenciement - Europe1 19 février 2021

Le Vatican incite très fortement ses employés à se faire vacciner et ceux qui s’y opposeraient risquent le licenciement. Certains dénoncent un flicage et une atteinte à la liberté de choisir, quand le Pape François qualifie les opposants au vaccin de "négationnistes suicidaires". Europe1 19 février 2021

- Suisse : licencier les employés qui refusent la vaccination ? - LePoint.fr 25 février 2021

L'Union patronale invoque « un risque accru pour la sécurité des autres employés » qui justifierait la mise à la porte des salariés. LePoint.fr 25 février 2021

- Covid-19 : la Galice permet d'infliger des amendes en cas de refus de se faire vacciner Yahoo Actualités 24 février 2021

C'est une décision qui risque de faire grand bruit. Comme le relaie le quotidien espagnol El País, la Galice, région du nord-ouest de l'Espagne, est devenue la première communauté indépendante du pays à mettre en place un cadre législatif pouvant sanctionner les gens qui refusent la vaccination contre le Covid-19. Le parti politique conservateur Partido Popular a fait voter son texte au Parlement régional, majoritairement à droite, qui a approuvé cette loi permettant aux autorités d'infliger des amendes allant de 1 000 à 600 000 euros. La plus lourde des amendes pourra être infligée en cas de refus "injustifié" de se faire vacciner lorsqu'il "existe un risque très grave ou une atteinte à la santé de la population."

- Covid-19: la Nouvelle-Zélande lance sa campagne de vaccination - BFMTV 19 février 2021

Le pays ne compte jusqu'ici "que" 26 morts du coronavirus pour 5 millions d'habitants. BFMTV 19 février 2021

Quelques réflexions politiques qui datent du début février.

1- Le Front populaire en 36, mai 68, mai 81, des victoires ? Non, des défaites pour la classe ouvrière. Le premier débouchera sur le régime de Vichy, l'Etat de la milice, le fascisme et une guerre mondiale. Le second sera un baroud d'honneur ou du déshonneur qui permettra au capitalisme de se refaire une santé. Quant au troisième, il ouvrira la voie à l'avènement du néolibéralisme.

2- Bien qu'en émettant des réserves j'avais affirmé que le niveau de conscience des masses avait progressé en France ou en occident par rapport au reste du monde ou l'Inde où je vis, mais force est de constater aujourd'hui que j'avais été beaucoup trop optimiste, j'avais sous-estimé le degré de décomposition irréversibles des courants dits de l'avant-garde du mouvement ouvrier.

3- Après les coups d'Etat climatique et viral, celui financier ne devrait plus tarder à frapper, quand le déclencheront-ils ? On l'ignore, on s'en rapproche, cela pourrait être une question de mois.

En octobre 1929 aux Etats-Unis, la Fed, donc les plus puissantes banques privées du pays disposaient du pouvoir et des moyens pour empêcher le krach. Si elles s'en sont bien gardées, c'est parce qu'il faisait partie du scénario qu'elles avaient imaginé pour précipiter la crise et réunir les conditions qui déboucheraient sur une seconde guerre mondiale, de manière à réaliser des destructions dans des proportions colossales en Europe principalement, là où le capitalisme était le plus développé, et donc voué à une crise systémique qu'il valait mieux précipiter et contrôler, plutôt que la laisser mûrir pendant encore des années, au risque que ses conséquences sociales et politiques deviennent incontrôlables et favorisent une révolution, à tout prendre le fascisme et la guerre étaient les seules alternatives envisageables du point de vue de l'aristocratie financière.

L'interprétation officielle, qui est aussi celle qui est communément retenue ou partagée par les historiens, les intellectuels, les manuels scolaires ou universitaires, tous les partis politiques confondus, affirme que ce scénario serait en réalité le produit d'un enchaînement de causes fortuites hors de contrôle, de coïncidences à répétition ou multiples imprévisibles, de hasards plus qu'improbable mais pourtant réalistes, qui en quelque sorte auraient bien fait les choses, au point de favoriser l'orientation politique du monde vers cette barbarie sans que personne n'y puisse rien, donc en porte la responsabilité, épargnant au passage l'oligarchie financière ou les banquiers les plus puissants qui allaient être les seuls vainqueurs ou profiteurs de cette guerre, comme quoi il aurait juste fallu qu'ils émettent ce voeux pour qu'il se réalise, un miracle en somme !

Et il y en a encore qui croient en cette fable, en fait l'immense majorité de la population sur tous les continents, conditionnée au point d'avaler n'importe quel récit, de préférence les plus éloignée de la réalité, sans tenir compte qu'il avait été rédigé par les vainqueurs, les ennemis de tous les peuples ou de la civilisation humaine, qui évidemment n'avaient aucun intérêt à ce que la population prenne connaissance un jour de la vérité.

Ce qui est le plus stupéfiant, c'est qu'avec Internet on dispose des moyens de rétablir chaque étape cruciale de ce processus, qui ne fut pas élaboré d'un trait, pas même les grandes lignes, mais qui fut conçu au fur et à mesure que des opportunités allaient se présenter ou qui seraient provoquées, puis instrumentalisées, de manière à favoriser son développement et son orientation jusqu'à atteindre les objectifs que les oligarques s'étaient fixés, parce que la guerre était inscrite dans leur stratégie pour préserver et accroître leur hégémonie sur toutes les classes et le monde.

Chacun peut le vérifier très facilement, il suffit de visionner quelques vidéos comportant des documents d'époque, de relever chaque facteur déterminant économique, social ou politique, puis de noter quels rapports il existait entre eux, quelles conséquences en découlèrent pour les différentes classes pour remonter aux origines de cette guerre et déterminer quels en avaient été les principaux artisans, origines liées aux fondements sociaux et aux contradictions du capitalisme qui fatalement déboucheraient sur une crise généralisée, qui ne pourrait se résoudre que par l'abolition de ce système économique

en passant à un mode de production supérieur, ou par la destruction des forces productives qui avaient été développées au cours de la période antérieure, parce qu'elles étaient devenues des entraves, des obstacles à la réalisation du profit, notamment, il fallait les éliminer ou les détruire massivement, dans des proportions gigantesques, de manière à pouvoir ensuite relancer un nouveau cycle du capital ou de reconstruction qui serait à nouveau source de profits, jusqu'à la prochaine paralysie ou crise économique...

Arrêtons-nous là pour le moment.

L'analyse que je viens de vous soumettre rompt radicalement avec celles des soi-disant héritiers du marxisme et du trotskysme, que par ignorance j'avais moi-même adoptée durant ma jeunesse, non pas pour le plaisir de me distinguer de qui que ce soit ou pour justifier ma rupture avec le courant lambertiste, mais tout simplement, parce que je suis dorénavant en possession des éléments qui me permettent de proposer une autre interprétation cohérente et conforme du déroulement des faits allant des années 30 à nos jours.

Bien entendu, on ne peut pas rendre compte d'une période aussi longue en totalité ou en une seule fois. Il va falloir s'y reprendre à plusieurs reprises, sachant aussi qu'on va encore découvrir des choses qu'on ignorait au fur et à mesure de nos recherches. Cela dit, on peut affirmer qu'on dispose maintenant de suffisamment d'éléments pour fixer la trame des évènements tels qu'ils ont réellement eu lieu avec une fiabilité vérifiable et pratiquement incontestable, ce que j'estime être une avancée significative pour refonder l'avant-garde du mouvement ouvrier sur des bases solides et seines, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. J'ignore si des militants, cadres ou dirigeants ont conscience de ce que cela signifie ou de la portée politique de cette avancée. Gageons que dans un premier temps les uns et les autres rejetteront cette analyse ou l'ignoreront, mais en aucun cas ils ne pourront la réfuter parce qu'elle repose uniquement sur les faits.

Je vous livre en vrac les éléments qu'il reste à relier à cette analyse, avant de trouver le temps de les développer. Je pense qu'en faisant preuve d'une grande attention, vous parviendrez vous-même à les relier entre eux ou à les insérer dans cette analyse. - En fait, le capitalisme recelait des capacités que nous ne soupçonnions pas ou que nous avons ignorées ou négligées pour différentes raisons... Ces capacités ne s'imposaient pas d'elles-mêmes, sauf si un ensemble de conditions étaient réunies, ce qui a une époque paraissait improbable ou impossible, et qui se réalisa malgré tout à une autre époque. Pourquoi, comment ? Voilà ce qu'il faut encore explorer pour mieux comprendre ce qui s'est passé... - L'oligarchie s'est donnée comme objectif stratégique de parvenir à contrôler l'ensemble de l'économie mondiale, de manière à la modeler à son image à chaque étape de son expansion... Elle ne pouvait pas concevoir ou admettre que des pays ou des continents se développent indépendamment d'elle ou la concurrencent, d'où le maintien en état de sous-développement de pays ou pratiquement de continents entiers le plus longtemps possible, sachant qu'ils recelaient des matières premières très diverses ou en grande quantité, une main d'oeuvre nombreuse ou inépuisable, parfois qualifiée, à bas coût, qui plus est soumis à des régimes autoritaires ou des dictatures qui pourraient être utilisées au moment opportun pour créer de nouveaux marchés, une nouvelle classe moyenne, écouler des marchandises et réaliser des profits colossaux moyennant un transfert d'énormes capitaux, ce que l'oligarchie sait faire depuis longtemps... Tôt ou tard, elle lancerait ici ou là ce processus pour soulager la crise du capitalisme qui la menacerait à nouveau...

- L'expansion du marché mondial, la division du travail poussé à l'extrême ne feront que repousser les échéances de la prochaine crise. Ces facteurs vont contribuer à l'accélérer et à l'amplifier dans des proportions inégalées nécessitant de recourir à des moyens toujours plus importants pour contenir cette crise aux contours planétaires...

- Façonner le monde à son image, c'est son obsession, une nécessité absolue pour l'oligarchie...

- Le New Deal de Roosevelt n'avait pas suffit pour enrayer le chômage aux Etats-Unis, seule l'économie de guerre y parviendra...

- Pour relancer un nouveau cycle du capital au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pour reconstruire les Etats et la machine capitaliste, les infrastructures en grande partie détruite, ils recourront à deux stratégies, l'une reposant sur le capitalisme d'Etat moyennant le recours à l'endettement. Ils vont procéder au renforcement de l'appareil d'Etat en nationalisant des pans entiers de l'économie ou en créant des entreprises d'Etat qui seront chargées de fournir aux entreprises les services dont elles avaient besoins pour réaliser leur développement ou expansion, l'autre stratégie consistait à lier une partie importante de la classe ouvrière à l'Etat et au capitalisme d'Etat en recrutant des millions de fonctionnaires ou d'agents des services publics, qui en échange de leur subordination à l'Etat et au capitalisme bénéficieront d'avantages ou de garanties spécifiques, telle la garantie de l'emploi et l'accès au crédit qui leur sera réservé jusqu'au début ou au milieu des années 70, lorsque le crépuscule de ce qu'ils appelleront "Les Trente Glorieuse" pointera le bout de son nez. - L'accès généralisé au crédit pour s'équiper en biens d'équipement, puis plus tard en biens immobiliers, permettra au capitalisme de traverser la crise de la fin des années 60. C'est là qu'on s'aperçoit à quel point la stratégie de l'oligarchie et du mouvement ouvrier coïncidait ou était complémentaire davantage pour sauver le régime plutôt que mettre un terme à l'exploitation. Et évidemment les trotskystes soutiendront ce processus, de nos jours les lambertistes (POI) ont même créé des comités destinés à renouer avec cette période qui fut si favorable aux capitalistes sur fond de division et d'affaiblissement de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, entre ceux du secteur public et des entreprises d'Etat bénéficiant d'un statut privilégié ou protégé et ceux du privé ou marchand déshérités livrés à la précarité et au chômage de masse...

- En réalité, la réduction du temps de travail et l'augmentation des revenus ont permis d'assurer la survie du capitalisme, plus

sûrement qu'ils auraient contribué à faire régresser l'exploitation et l'oppression. Ce que les militants ne doivent surtout pas apprendre.

Une fois que l'ensemble des classes moyennes, des couches supérieures de la classe ouvrière, des fonctionnaires allaient disposer de tous les biens d'équipement existant et accessibles ou à leur disposition en fonction de leurs revenus, la généralisation du crédit aux autres couches de la classe ouvrière allait fournir un second souffle au capitalisme, mais une fois ce processus achevé, la crise de surproduction allait une nouvelle fois surgir. Il fallait donc trouver un moyen de l'endiguer sans recourir cette fois à une guerre mondiale, puisqu'avec les nouvelles armes bactériologiques, chimiques et nucléaires dont disposaient toutes les grandes puissances, elle risquerait de sonner le glas de l'existence de l'oligarchie elle-même. Le seul moyen de la contenir ou de la repousser à plus tard dans les pays économiquement les plus développés allait consister à développer de nouveaux besoins dont la population serait demandeur, besoins qui devraient se traduire par le développement de nouveaux secteurs économiques, tant sur le plan industriel que des services.

C'est ainsi que l'industrie des loisirs ou du divertissement, qui naquit dans l'entre deux guerres, prit son essor dans les années 60-70 en France, sans que personne ou presque n'en saisisse la signification et la portée politique, qui allait s'avérer aussi catastrophique sur le plan psychologique pour les masses, auxquelles elle était destinée, puisqu'au lieu de profiter de leur temps libre disponible pour accroître leurs connaissances et rehausser leur niveau de conscience afin de conquérir leur émancipation, mener leur lutte de classe, cette industrie du loisir allait contribuer à les aliéner un peu plus et à les endormir, au point que le jour où l'oligarchie passerait à l'offensive pour leur confisquer tous les acquis sociaux et les libertés individuelles ou collectives qu'elle avait dû leur accorder au cours de la période antérieures, soit parce que cela avait fait son affaire, soit parce qu'elle y avait été contrainte par la lutte de classe du prolétariat, les masses allaient se retrouver impuissante pour y résister efficacement, comme paralysées, otages de ses propres illusions dans un régime qu'elles avaient soutenu, au lieu de le combattre pour le renverser et prendre le pouvoir...

C'est là qu'on réalise que tout où presque a non seulement été analysé de travers ou de manière erronée, comment les oligarques ont mené leur affaire d'une main de maître, au point qu'il n'y a nulle raison de s'étonner qu'ils apparaissent en 2021 comme les seules maîtres du monde, capables de créer coup sur coup deux psychoses collective de portée mondiale, la première en instrumentalisant le climat, la seconde en créant une pandémie virale somme toute aussi inexistante que la nature anthropique du réchauffement de la planète, les deux soutenus par la totalité du mouvement ouvrier, tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche incluse, on en viendrait presque à se demander, si on ne serait pas les seuls à en avoir compris les tenants et les aboutissants, voilà qui est extrêmement préoccupant.

Mardi soir (9 février) j'ai regardé un documentaire sur la faillite de Lehman Brothers, et j'ai entendu une autre version que celle que j'avais donnée suite à ce que j'avais lu dans un magazine financier, les protagonistes sont différents mais leurs comportements ont été les mêmes que ceux que j'avais indiqués, à savoir et on l'entend de la bouche de plusieurs acteurs qui ont participé directement au dénouement de cette affaire entre le 12 et le 14 septembre 2008, que Barclays bank aurait pu secourir Lehman Brothers, tout comme la Fed ou le Trésor américain, mais ils ne l'ont pas souhaité. Ils ont préféré jouer la carte de la faillite en connaissant parfaitement les conséquences qui allaient en découler de façon à ce que le scénario qu'ils avaient imaginé pour la suite se réalise. Dès le lendemain, le lundi 15 septembre, Barclays rachetait Lehman Brothers pour 1,5 milliard de dollars, l'action qui était montée à 85 dollars ne valait plus que 10 cents, quelle bonne affaire ! Les banques fermeront les robinets ou réaliseront une sorte de coup d'Etat de sorte que l'ensemble de l'économie en sera fortement impactée, ce qui justifiera de recevoir de la Fed ou la planche à billets des centaines, des milliers, des dizaines de milliers de milliards de dollars à l'arrivée pendant une dizaine d'années, ce qui permettra aux oligarques d'accroître leur fortune dans des proportions gigantesques à une vitesse fulgurante.

Tout ce que j'ai écrit ici est dit textuellement dans ce documentaire, pour peu qu'on écoute très attentivement chaque intervenant, j'insiste pour dire qu'il n'y a aucune interprétation de ma part. Et puis il y a des petits trucs qui vous mettent la puce à l'oreille, par exemple, quand il y en a un, le PDG de Meril Linch qui dit : "pourquoi pas nous demain", pourquoi, que craignez-vous? Ne venez-vous pas d'affirmer que votre entreprise était saine, et voilà que votre entreprise ou d'autres pourraient connaître le même sort, sont-elles toutes aussi pourries, on est en droit de se poser la question, il en fallait une, c'est tombé sur Lehman parce qu'il en fallait une pour réaliser leur coup, c'est tout. C'est dit à demi-mot tout au long de ce documentaire. Il y a aussi un tas d'affirmations qui clochent, qui ne collent pas, à vous de les découvrir, je n'ai pas davantage de temps à y consacrer.

Ce que j'ai retenu, c'est que tout au long de ce documentaire, pour les uns consciemment, pour les autres inconsciemment, tous acteurs directs dans cette affaire au cours de ce week-end, leur propos suggéraient que les choses avaient tournées de cette manière, parce qu'il avait été décidé qu'il en serait ainsi et pas autrement, et non pas parce que la situation de Lehman Brothers aurait été pire que celle des autres grandes banques ou institutions financières américaines. Le patron de Lehman tentera un ultime recours en essayant de joindre G. Bush par l'intermédiaire d'un de ses neveux qui travaillait chez Lehman, Bush refusera de le prendre au téléphone, l'affaire était définitivement pliée.

Il était une fois la crise épisode 1

https://www.youtube.com/watch?v=PkJAIC4-CSw

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 mars 2021

On ajoutera des articles demain.

Ce que je vais dire est très con, je suis rétabli !

En fait j'ai été malade pendant 15 ou 20 jours, une importante infection respiratoire, et évidemment je ne me suis pas traité à part un sirop parce que je toussais trop, c'était juste pour pouvoir m'endormir, toujours entre minuit et une heure du matin. Je suffoquais littéralement, dès que je faisais un mouvement j'étais essoufflé, même prendre une douche était au-dessus de mes forces car en plus je ne tenais plus debout. Je toussais et crachais toutes les 10 secondes et cela toute la journée, bref, j'étais presque à l'agonie. Vous avez déjà vu des poissons sortis de l'eau faisant des efforts désespérés pour respirer, et bien j'en étais arrivé là, non, je ne déconne pas.

Entre nous, ne le répétez pas, j'ai bien cru que j'allais crever, car je n'étais pas du tout décidé à me soigner, que voulez-vous je suis un jusqu'au-boutiste, je ne fais jamais les choses à moitié... Un jour cela finira comme ça, je m'affalerai de tout mon long et on me retrouvera mort quelque part dans la maison ou le jardin. Bon débarras ou quel soulagement ! Je ne devrais pas le dire, je sais. Au point où nous en sommes, je n'en ai rien à foutre, il y a que les cons pour juger les autres, et cela donne cette société nauséabonde.

J'en suis rendu au statut de paria - c'est un mot d'origine tamoule de circonstance, quand je me pointe à un magasin ou une administration, parce que je refuse de porter un masque je suis refoulé, j'ai fait cette expérience hier, il y a même des gens qui font semblant de ne plus vous reconnaître.

Si j'ai bien compris, l'immense majorité des Français (entre autres) se comportent comme des écervelés qui croient tout ce que Macron et sa clique leur disent, et ce sont eux qui ensuite imposent à la minorité de réfractaires comme moi le respect des mesures liberticides qu'ils ont adoptées, c'est donc aussi à eux que je dois mon statut de paria. Et bien vous avez là sous les yeux l'expression de la dictature du capital que les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier avait qualifié de république démocratique bourgeoise où la démocratie qu'ils appellent de leurs voeux, puisqu'ils sont sur la même ligne que Macron ou que la majorité des masses favorables au port d'une muselière notamment. Si c'est la majorité qui s'exprime ainsi, qui soutient des mesures liberticides, c'est la démocratie, il faut la respecter, le peuple est souverain.

Est-ce que vous saisissez ce que finit pas cautionner leur conception frelatée de la démocratie ? Le meilleur et le pire de préférence. Après il est normal ou logique qu'ils se prosternent devant et soutiennent Macron, réclament des masques, des vaccins, etc. La démocratie est-elle compatible avec l'ignorance des masses ? Eux ils prétendent que oui, ils sont logiques avec eux-mêmes. Moi je prétends l'inverse, je vais même jusqu'à soutenir que les masses demeureront incapables de s'élever au niveau de la démocratie aussi longtemps que le niveau de conscience de la majorité n'aura pas progresser considérablement, force est de constater que ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Le régime en place depuis la chute de l'Ancien Régime aurait dû être caractérisé de dictature démocratique et républicaine de la bourgeoisie ou capitaliste, la notion de dictature n'aurait jamais dû disparaître chaque fois qu'on l'évoquait, cela aurait permis de mieux lutter contre ceux qui s'en accommodaient, et de ne jamais perdre de vue que le combat pour la dictature du prolétariat était parfaitement légitime du fait de la nature du régime en place. C'est un des éléments capital sur la base duquel le mouvement ouvrier devrait être refondé, car il coïncide avec l'objectif du combat politique de la classe ouvrière, prendre le pouvoir et imposer sa dictature aux capitalistes. Cette dictature du prolétariat exprimerait la démocratie, mais elle ne serait pas encore la démocratie, et comme les masses ne seraient pas en mesure de s'élever au niveau de la démocratie, ce serait le parti qui la représenterait qui se chargerait de la faire vivre en attendant qu'elles en soient capables. On

retourne ici aux bases du marxisme qui repose sur le processus historique inconscient.

J'avais écrit ces lignes en fin d'après-midi hier, depuis j'ai continué à réfléchir à cette question. Je crois qu'en réalité la démocratie telle qu'on nous l'a présentée n'existera jamais, ou alors elle commencera à dépérir le jour de son avènement qui coïncidera avec le début de l'extinction des classes et de l'Etat, de la politique aussi devenue inutile.

La démocratie telle que nous l'ont vendue ses adeptes, c'est aussi ce que je vis en Inde, quand par exemple en conflit avec des gens très arriérés, l'immenses majorité de la population pour ne pas dire la quasi totalité. On (les policiers en l'occurrence) leur donnera raison de préférence, même s'ils ont enfreint la législation ou la Constitution, commis un délit, une agression, parce qu'ils ne seraient pas en mesure de comprendre le sens de la loi ou ce qu'on leur explique, ils seraient trop idiots ou arriérés. C'est l'explication qu'on m'a fournie textuellement et je la connais par coeur. Donc s'ils ont eu un comportement répréhensible, on ne pourra pas leur reprocher, ils seront jugés irresponsables, donc vous n'obtiendrez pas gain de cause (sauf en cas de meurtre peut-être), pas même de simples excuses, et ils pourront continuer de se conduire ainsi sans être inquiétés.

Voilà un bel exercice de la démocratie ou la majorité du peuple ignorant détient le pouvoir d'imposer sa loi à la minorité au détriment de ses droits légitimes. Cela m'amène au constat que la démocratie n'a jamais existé, un lieu commun entre nous, puisque la majorité des peuples ont toujours été composés d'ignorants ou d'inconscients, dans le cas contraire on n'en serait plus là depuis longtemps !

Une autre application fort utile de ce concept de démocratie en dictature qui ne veut pas dire son nom, consiste à adopter des lois en sachant que pratiquement personne ne les respectera, sans que cela donne lieu à des sanctions, sauf quand les personnes en charge de l'autorité en décideront autrement ou arbitrairement, autoritairement, selon leur humeur ou si elles pourront en tirer un bénéfice en espèces sonnantes et trébuchantes, comme quoi la démocratie sert à quelque chose, mais pas vraiment à ce qu'on est en droit d'attendre d'elle, quelle ironie, n'est-ce pas ?

Les discours sur la démocratie, la quête de la démocratie est une escroquerie politique en réalité, qui dure depuis l'Antiquité. Il suffit de réfléchir un instant pour en être convaincu.

Autre cas plus commun encore. Prenez deux personnes dans un couple ou un groupe de personnes, une famille. Imaginons qu'elles entrent en conflit, d'après vous, laquelle aura gain de cause le plus souvent, la plus logique, rationnelle, consciente ou l'autre, laquelle refusera de discuter des arguments de l'autre ? Réponse, la plus arriérée des deux, on en a tous fait l'expérience en constatant notre impuissance la plupart du temps. Donc même là la démocratie est un leurre.

Le monde tel qu'il est fonctionne en réalité selon les principes de la démocratie. La société telle qu'elle existe est à son image, elle est le produit du niveau de conscience misérable de la majorité du peuple, et elle s'impose à la minorité consciente dont nous faisons partie, dont la voix est étouffée, censurée. Le processus historique inconscient coïncide avec l'exercice de la démocratie qu'on le veuille ou non. Partant de là, la démocratie ne peut pas être une issue politique à la crise du capitalisme.

L'oligarchie financière en a parfaitement conscience contrairement à nos dirigeants incapables ou corrompus. C'est la raison pour laquelle elle s'appuie dessus (la démocratie) pour mettre en place son régime totalitaire (Voir le blog de la NED/CIA qui lui est entièrement consacré). Que dit-elle, sinon que si les Etats et les peuples ou leurs représentants ont échoué à faire face aux défis du développement de la civilisation humaine, c'est parce que leur mode de gouvernance ou décisionnaire était déficient, que de toutes évidences ce n'était pas la bonne méthode, le bon instrument, le bon modèle de gouvernance pour relever ces défis et en venir à bout, car pour que la démocratie fonctionne véritablement, il faut que le pouvoir soit concentré au lieu d'être dilué à l'infini et ainsi affaiblie, stable, et au-delà qu'on n'entende plus qu'une seule voix, sinon on les muselle, les censure, que plus aucune tête ne dépasse ou alors il faut les couper, je crois que cela devrait vous faire penser à quelque chose de bien concret, n'est-ce pas ?

Au passage, cela valide notre conception de la démocratie que l'on a appelé la dictature du prolétariat, qui consiste à couper la tête du capitalisme pour qu'il cesse de nuire à l'humanité, à bâillonner, à réprimer, à mâter, à neutraliser ses représentants. Comme quoi les enseignements de la lutte des classes et du marxisme demeurent valables quand on ne s'emploie pas à les déformer ou à les trahir. Je précise pour qu'il n'y ait pas de confusion entre nous, que le combat pour élever le niveau de conscience des masses est déterminant, pour que ses représentants exercent la démocratie en leur nom une fois parvenu au pouvoir, encore faudrait-il commencer par les organiser ou construire le parti révolutionnaire, et le moins qu'on puisse dire aujourd'hui, c'est qu'on est mal barré...

L'oligarchie a tout compris, nous, rien, il est là le problème et pas ailleurs. C'est là que réside son pouvoir et pas ailleurs. Inutile d'accuser l'oligarchie ou les capitalistes, les travailleurs ou je ne sais qui, c'est nous uniquement le problème, et je me mets dans le lot évidemment. A suivre.

La dictature de l'hégiénisme et du puritanisme, de la bonne conscience par les empoisonneurs, pollueurs, perverses, mafieux et criminels.

Pourquoi ça marche ? Pour la même raison qu'il y en a qui croient qu'on devient enseignant ou médecin par vocation humaniste, avocat ou magistrat inspiré par la quête de la vérité, quelle niaiserie ! Plus sûrement on devient comptable parce que le fric est la seule valeur qui compte vraiment dans cette société pourrie, flic ou militaire parce qu'on ne sait rien foutre ! Quant aux autres, les producteurs de richesses dont tous profitent, les mineurs, les ouvriers dans l'industrie, le bâtiment, le commerce, les services, l'agriculture, etc. ils n'ont pas le choix, ils font ce qu'ils peuvent pour survivre.

Les plus de 360.000 élus et les quelque 5 millions de fonctionnaires ou assimilés sont des agents de l'Etat dans tous les sens du terme. Les médias sont subventionnés par l'Etat quand ils ne sont pas la propriété d'oligarques. Les partis politiques institutionnels et les syndicats, les ONG sont également financés par l'Etat.

Macron n'est donc pas vraiment seul contrairement à ce qu'on entend ici ou là.

L'union sacrée avec Macron et l'oligarchie financière tient bon.

Ce sont les mêmes qui sont pro vaccins et qui font preuve d'un état d'esprit anti-scientifique quand ils nient l'existence ou l'efficacité des traitements existant, et qui par ailleurs soutiennent les chercheurs, cherchez l'erreur.

J'ai annoncé dans une causerie antérieure que je ne soutiendrai pas les chercheurs du service public, CNRS, Inserm et Cie qui sont pro vaccin ou refusent de s'exprimer, alors qu'ils connaissent la vérité.

Ma position est donc conforme à mon engagement contre la vaccination et la politique liberticide de Macron que tous cautionnent.

Ceux qui se présentèrent comme les continuateurs du marxisme (les trotskystes notamment) étaient en réalité des " *alchimistes de la révolution* " ou des imposteurs.

- Marx, qui était venu habiter à Londres après la révolution (1848-1849 - LVOG) (obligé de quitter l'Allemagne), avait quelque temps espéré que la révolution recommencerait rapidement, cette fois-ci en venant de France. Il reconnut bientôt que, par suite de la prospérité renaissante, il n'y avait plus d'espoir révolutionnaire pour le moment, et que par conséquent l'idée d'un nouveau soulèvement était une idée absurde.

Dans la Neue Rheinishe Zeitung, Engels exprimant cet état d'esprit – à savoir qu'il fallait accepter l'idée que pendant un temps indéterminé tout espoir révolutionnaire était interdit – écrivait : " En présence de cette prospérité générale où les forces de la production de la société bourgeoise s'épanouiront avec toute la luxurieuse somme possible dans le cadre bourgeois, il ne saurait être question d'une véritable révolution ".

Selon Schapper et Willich, on pouvait au contraire espérer une reprise de l'agitation révolutionnaire. Et dans un esprit encore blanquiste ils déclaraient que, pour remettre la révolution en train, il suffisait d'une poignée d'hommes résolus. (...)

Cette attitude était considérée par Marx comme absurde. Il parlait de ses ennemis comme des " alchimistes de la révolution ".

(L'internationale ouvrière de 1864 à 1920 par Jacques Droz -

http://www.marxists.org/francais/general/droz/works/00/internationale.htm)

LVOG - Combien de générations de travailleurs et de militants les héritiers autoproclamés de Marx ont-ils trompés, en leur faisant croire qu'une révolution sociale pourrait intervenir au cours des 70 dernières années, alors que les conditions objectives faisaient défaut ?

Pire, leur orientation politique consista uniquement à en retarder l'échéance, de sorte que lorsqu'elles se présenteraient enfin, la classe ouvrière et les militants n'y seraient pas du tout préparés et ils devraient les subir impuissants, ce à quoi nous assistons en ce moment même.

Nous avons disposé d'un délai de 70 ans pour recruter et former des travailleurs pour qu'ils maîtrisent le matérialisme dialectique, pour qu'il coule dans leurs veines de sorte que la philosophie ou le mode de penser idéaliste et l'idéologie de la classe dominante qui les avaient imprégnés depuis leur naissance n'aient plus jamais une influence déterminante sur leur comportement et leurs idées, pour en faire des hommes libres doté d'un puissant esprit critique ou logique, indépendants du régime ou de l'Etat, des militants, des combattants, des penseurs, des cadres, des organisateurs au caractère et aux convictions inébranlables, incorruptibles, possédant un niveau de conscience supérieur et incomparable telle qu'en a absolument besoin la civilisation humaine pour mener à bien l'ultime combat politique pour son émancipation du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour conquérir enfin sa liberté.

C'est parce que nous n'avons pas été capable d'assumer cette tâche que nous en sommes là, ou pourquoi la civilisation humaine s'oriente dans une direction diamétralement opposée qui risque de provoquer sa perte définitive, si nous ne réagissons pas dès maintenant.

La Voix de l'Opposition de Gauche ne vous trahira pas.

Le portail et courant politique Lutte de classe devenu La Voix de l'Opposition de Gauche a-t-il changé d'orientation ou d'objectif politique entre août 2008 et février 2021 ? Son auteur est-il resté fidèle à ses principes et à son idéal ? Pour le vérifier, un rapide traçage sémantique peut nous aider à répondre à cette question.

2008 (4 mois et demi)

Imposture 8 fois
Imposteur 0 fois

Socialisme 155 fois
Marxisme 72 fois
Matérialisme dialectique 9 fois

2009

Imposture 2 fois
Imposteur 0 fois

Masque 10 fois

Socialisme 366 fois
Marxisme 125 fois
Matérialisme dialectique 9 fois
Léninisme 27 fois

2010

Imposture 4 fois
Imposteur 3 fois
Masque 13 fois

République sociale 9 fois
Léninisme 19 fois

2011

Imposture 11 fois
Imposteur 3 fois

République sociale 11 fois

2012

Imposture 29 fois
Imposteur 8 fois

République sociale 39 fois

2013

Imposture 77 fois
Imposteur 20 fois

2014

Imposture 154 fois
Imposteur 29 fois

2015

Imposture 172 fois
Imposteur 48 fois

2016

Imposture 101 fois
Imposteur 21 fois

2017

Imposture 99 fois
Imposteur 29 fois

2018

Imposture 73 fois
Imposteur 27 fois

Socialisme 349 fois
Marxisme 74 fois
Matérialisme dialectique 18 fois

2019

Imposture 57 fois
Imposteur 13 fois

Socialisme 193 fois
Marxisme 66 fois
Lénine 35 fois

Matérialisme dialectique 10 fois
République sociale 16 fois

2020

Imposture 119 fois
Imposteur 23 fois

Socialisme 259 fois
Marxisme 56 fois
Lénine 52 fois
Matérialisme dialectique 11 fois
République sociale 27 fois

Nous serions-nous détourné un instant de la réalité ? Jamais pour autant que nous en ayons eu connaissance.

Qu'aurions-nous renié ? Absolument rien !

Aurions-nous bradé nos principes, nos valeurs, où, quand, comment ? Jamais !

Aurions-nous commis des erreurs ? C'était inévitable, on l'a admis, on les a corrigées chaque fois qu'on en a pris connaissance.

Que pourrions-nous nous reprocher ? De n'avoir pas été prêt plus tôt, de n'avoir pas progressé plus rapidement. Personne n'est parfait, et malheureusement il arrive très souvent dans la vie qu'on prenne conscience de certaines choses trop tard, qu'on n'ait pas été prêt au bon moment ou qu'on n'ait pas pu prendre des décisions quand elles s'imposaient. Parfois d'autres opportunités se présentent, parfois elles tardent à venir, et c'est le cas en ce qui nous concerne ici, et j'avoue mon impuissance à y remédier. J'ignore ce qu'il faudrait faire pour que des militants ou cadres rejoignent notre courant politique et le développent.

- 21 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Le « Great Reset » tel qu'il est présenté par Klaus Schwab, le fondateur du Forum Économique Mondial, c'est la fusion du transhumanisme avec un fascisme technocratique ou tout court.

COVID-19 : L'effet d'aubaine Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 28 février 2021

Extraits.

Nous étions tous sincères, sidérés, bouleversés même par le spectacle incompréhensible d'une gestion désastreuse, de la « pandémie » pratiquée par tous les Gouvernements occidentaux ! Cette « pandémie » allait très rapidement s'avérer fausse ! (Cf., les nombreux articles publiés sur www.mondialisation.ca durant toute l'année 2020 jusqu'à ce jour et traitant du sujet Covid-19)

La Covid-19 allait être instrumentalisée dans un but qui nous était soigneusement caché. Personne ne comprenait plus ce qui se passait : les mesures contradictoires et incompatibles se succédaient. On tentait de comprendre l'incompréhensible par le « délire collectif », les effets délétères des « rumeurs »…

Les tests PCR ou CTR n'étaient pas fiables ; ils avaient même été volontairement falsifiés. Comme cela a été démontré par un laboratoire indépendant (Cf., vidéo sur VK, COVID-VIRO, Test Rapide Antigène, Covid-19, CTR-CCV-01, 2010124, 2022-03) On pouvait parfaitement obtenir un résultat « positif » en appliquant le test au coca cola ! Pire encore : dans le doute, des soignants ont analysé des écouvillons inusités et ont trouvé tout de même un résultat « positif » au test ! Aucun virus complet du SARS COV 2, capable de se transmettre, n'a été trouvé depuis un an de tyrannie sanitaire. On avait même eu le droit au faux risque de la contagion par des gens asymptomatiques. Les litanies obscènes de morts et de malades « infectés » étaient toutes fantaisistes ! Tous les chiffres avaient été arbitrairement gonflés. On découvrait la falsification des courbes en comparaison avec les autres années : la COVID-19 n'était pas plus inquiétante que les autres grippes du passé. Les autopsies étaient rigoureusement interdites, bien entendu, sinon la falsification volontaire aurait été rapidement débusquée ! La stratégie de la peur fleurissait allègrement sur les médias collabos du système et tétanisait le grand nombre dans un comportement de sidération ayant pour effet de couper les individus de l'usage normal de leur raison pour le remplacer par celui de la croyance dans le discours bienfaiteur du Pouvoir obligatoirement innocent.

Le scandale du masque allait devenir une véritable plaie. La distanciation sociale devenait à son tour, et très vite, une mesure étrange. Quant aux confinements nous allions rapidement découvrir qu'ils ne pouvaient en rien relever d'une motivation « sanitaire » : il y avait là des données objectives qui permettaient de comprendre que leur motivation se trouvait ailleurs.

Puis est venu l'acharnement des pouvoirs contre les restaurants, les bars et cafés, les lieux de culture, salles de spectacles, salles de cinéma, théâtres, musées…etc… Là aussi l'incohérence était cinglante car dans les métros pour se rendre au travail il y avait toujours autant d'affluence…

Dès le début, on connaissait les nombreux traitements efficaces et précoces qui permettaient d'enrayer la maladie et ses effets désastreux sur des gens souffrant de comorbidité. Les politiques au pouvoir allaient étrangement et brutalement interdire l'utilisation de ces traitements, pratiquant la censure, le mensonge et la menace des sanctions, jetant le trouble sur la communauté scientifique et médicale elle-même ! Sans hésiter, le pouvoir en place irait jusqu'à nier leur existence : il n'y avait aucun traitement contre la Covid-19 mais seulement un vaccin qu'il fallait attendre comme le Messie.

Les médecins n'avaient plus l'autorisation de prescrire, on comprend pourquoi, puisque le virus n'était pas le sujet ! Les grands scientifiques faisant autorité en France devenaient aussitôt des empêcheurs de falsifier en toute tranquillité : l'Ordre des médecins aux ordres de « l'élite » allait tenter de sanctionner des gens insanctionnables comme le Pr Didier Raoult, le Pr Perronne, Le Pr Toussaint, le Pr Fourtillan, les Dr Fouché et Delépine et le Dr Sacré en Belgique, sans oublier tous les autres experts de renom que nous avons cités au cours de ce spectacle sidérant…etc. Les sanctions allaient devenir pitoyables et l'expression d'une odieuse injustice vis-à-vis de ces médecins.

De même le « meurtre social » organisé à l'échelle de l'Occident allait devenir à nos yeux une abomination ! Des millions de gens allaient se retrouver du jour au lendemain dans la misère pour le simple motif qu'ils devenaient les « inutiles » de la « plandémie coronacircus » quant à elle exclusivement destinée à forcer le passage vers le « Tout numérique ». Les « Terminators » allaient commencer leur massacre de tous les récalcitrants humains qui résisteraient à la mutation vers la cyborg société, celle qui est prévue au terme de ce massacre à grande échelle.

Toutes ces personnes menacées comme chaque hiver par l'existence de cette nouvelle grippe, la Covid-19, et qui étaient considérées comme « à risques », étaient également celles qui avaient été déclarées par les « élites » comme vivant plus « longtemps ». Elles avaient, certes une espérance de vie plus importante que par le passé, mais nous allions découvrir qu'elles vivaient plus mal qu'avant !

C'est aussi à ce moment-là qu'on allait se rappeler du discours des « élites » politiques sur l'allongement de l'espérance de vie et la nécessité de réformer les retraites pour faire travailler les gens jusqu'à 70 ans, voire plus tard encore ! La fausse pandémie aura au moins permis de découvrir, sous les projecteurs de la propagande, à quel point ce projet des « élites » était erroné et ce qu'aurait été l'enfer de ces pauvres gens jetés dans l'obligation de durer dans le travail, alors qu'on voit aujourd'hui la dégradation spectaculaire de la santé physique et mentale des individus dans cette classe d'âge et avec elle celle de tout le système de la santé publique, ne permettant plus d'assurer les soins dans des conditions acceptables ! Et nous ne parlons pas du chômage de masse multiplié désormais par mille… avec la maltraitance qui l'accompagne !

Dès le début de cette crise, les pouvoirs allaient sauter sur l'occasion pour imposer à l'Éducation Nationale son idéologie du « présentiel » et du « distanciel ». Tout ce qui constituait le sens et la nature réelle de l'éducation comme de la transmission du savoir, allait être anéanti par ces notions anachroniques de « distanciel » et de « présentiel ». Nous allions entrer dans un mode dégradé de l'éducation. Nous savons comment cette expérience est déjà condamnée par l'échec retentissant des étudiants à leurs examens, par la crise suicidaire de jeunes qui se sont retrouvés dans une solitude absurde face à un écran d'ordinateur comme seul interlocuteur… Le tout numérique n'est pas réaliste car il oublie le facteur humain qui n'a rien à voir avec les pures « algorithmes utilisées pour prendre des décisions. » (K. Schwab)

Ensuite, nous allions découvrir le livre de Klaus Schwab, le fondateur du Forum Économique Mondial, qui nous expliquait le « Great Reset », fusionnant le Trans humanisme avec un fascisme technocratique.

- La fusion des humains avec les machines devait, selon lui, annoncer l'ère d'une vie mixant le numérique et l'analogique. Ce projet impliquait essentiellement que toute idée de démocratie soit a priori exclue. Le peuple ne pouvait en aucun cas contrôler ce projet. Les individus du peuple, pensent les « décideurs » du FEM, ne sont pas rationnels, ils sont d'abord émotionnels et donc incontrôlables, car l'émotionnel est « irrationnel » !

De ce fait, la société ne peut plus être considérée comme une « communauté de destin », mais comme une « entreprise », une « Start Up », dont la rentabilité, au seul bénéfice de « l'élite », devient l'unique objectif sérieux de l'activité humaine !

Ce genre de partenariat doit désormais remplacer la démocratie, d'ailleurs jamais advenue en Occident judéo-chrétien, la démocratie ayant largement été confondue avec un certain développement des libertés publiques et privées aujourd'hui intégralement effacées de la vie sociétale occidentale.

C'est « l'élite » financière, ne dépendant pas d'élections, qui constitue un leadership mondial de serviteurs soigneusement choisis par elle et dont le rôle sera d'imposer la règle de ce 1% des plus riches au reste du monde privé de toute possibilité de « souveraineté » ou de contrôle sur les intérêts du bien commun…

Le « Great Reset » c'est en quelque sorte :

« Une révolution qui change fondamentalement notre façon de vivre, de travailler et de nous relier les uns aux autres contrairement à tout ce que l'humanité a connu avant ».

« Nous sommes au seuil d'un changement systémique radical qui exige que les êtres humains s'adaptent continuellement. Par conséquent, nous pouvons assister à un degré croissant de polarisation dans le monde, marqué par ceux qui embrassent le changement par rapport à ceux qui y résistent. »

« Les gagnants peuvent même bénéficier d'une certaine forme d'amélioration humaine générée par certains segments de la quatrième révolution industrielle [comme le génie génétique] dont les perdants seront privés. Cela risque de créer des conflits de classes et d'autres affrontements différents de tout ce que nous avons vu auparavant. »

C'est ici que la campagne pour le « vaccin génique » est déterminante, car il est indispensable de convaincre une majorité de partisans pour

l'avènement de ce monde futur que les « élites » veulent imposer dès maintenant à leur profit.

Il y a donc au programme un « meurtre social » des populations résistantes au changement imposé par « l'élite », celle-là même qui a organisé la pandémie ou leurre Covid-19 . En réalité, il n'y a aucun « complotisme » là-dedans, mais seulement l'opportunisme d'une aubaine. (...)

Ce leurre de la Covid-19, allait donc servir d'aubaine pour promouvoir le passage en force vers le « tout numérique », en organisant la « fabrique du consentement » par une utilisation massive d'une stratégie de la peur et accélérer enfin l'avènement de la quatrième révolution technologique.

A cette occasion, une colossale dette, pulvérisant toutes les limites, allait être contractée par les autorités, en notre nom ! Nous étions déjà dans le piège monté par l'Union Européenne sur la dette souveraine impossible à stabiliser. Désormais c'est à perpétuité que nous devrons rembourser cette folie assurant ainsi l'esclavage pour des générations… Nous assistons à un « meurtre social » qui se déroule là, en ce moment, sous nos yeux écarquillés par la sidération !

Ce plan du FEM précise que, à cause de cette dette devenue impossible à éponger, l'État devrait devenir naturellement le seul propriétaire de tous les biens privés, en échange de quoi la dette serait annulée mais aussi qu'il subviendrait aux besoins des personnes par un revenu universel lui garantissant au passage un contrôle absolu irréversible sur le comportement des individus devenus ainsi définitivement dépendants du bon vouloir de « l'élite » au pouvoir.

C'est ici que les choix de Macron s'éclairent d'une lumière éblouissante. Déjà depuis sa campagne présidentielle en 2017, il faisait appel à des sociétés conseils chargées de gérer les problèmes de logistique complexe. L'utilisation par les gouvernants, de ce que l'on nomme désormais les « Nudge Units », n'était possible qu'à la condition d'un renoncement à toute idée démocratique. Du coup, on comprend aussi à quel point les revendications des Gilets jaunes et leur « RIC en toutes matières » étaient anachroniques, un contre-sens, une aberration qui allait entraîner contre les GJ la répression spectaculaire qu'on sait ! Il s'agissait bien d'être dans un « camp » ou dans un autre, comme disait le Préfet Lallement.

Les véritables aspirations des peuples n'étaient pas compatibles avec le plan de l'Union Européenne, avec le plan de Macron, avec tout cet engagement résolu de l'ultra libéralisme vers une société exclusivement pensée dans l'intérêt des plus riches, laissant une petite place éventuelle à tous ceux qui se feraient les serviteurs inconditionnels de cette aristocratie stato-financière définitivement au pouvoir.

Voilà pourquoi, il fallait d'urgence, amorcer pour de bon la « fabrique du consentement » afin d'obtenir la soumission de tous ceux qui constitueraient la nouvelle humanité ayant accepté le deuil définitif de toute idée démocratique.

Ainsi les « Nudge Units » allaient œuvrer en silence, se gardant bien de dire à notre conscient ce qu'ils étaient en train de faire, parce que nous risquerions d'y résister. C'est pourquoi, ces sociétés spécialisées, au service du pouvoir en place, du camp des dominants, utilisent des moyens infra-conscients pour guider nos conduites face aux changements climatiques, aux problèmes sanitaires, aux problèmes de sécurité, face aux questions de « séparatisme » et de « communautarisme ». Il s'agit d'en finir avec toute revendication du « camp » pour la démocratie. On découvrait donc que les « élites » se positionnaient déjà depuis au moins les années 70, (Accords de la Jamaïque 1976) et plus spécifiquement en Europe depuis le Traité de Maastricht, (7 février 1992) dans une volonté farouche, explicite, d'écraser toute revendication démocratique des peuples !

C'est l'incompatibilité de ces deux directions qui explique le spectacle incompréhensible auquel nous assistons tout en étant broyés par sa logique volontairement meurtrière ! (...)

Tout ce que nous disons depuis un an, toutes les aberrations auxquelles nous assistons et que nous avons été nombreux à dénoncer, toutes les réactions collectives de groupes de médecins contre les mesures « sanitaires » prises par ces « élites », toutes les explications brillantes de grands scientifiques, tout cela ne peut rien changer à ce qui se passe car les « autorités » savent pertinemment ce qu'elles font, elles savent que le sujet n'est pas le coronavirus ni la maladie Covid-19, elles savent que la question sanitaire n'est pas en cause, elles savent que ce qui est l'objectif de la « plandémie coronacircus », c'est la fabrique du consentement pour le passage forcé au Tout Numérique impliquant un « meurtre social » nécessaire afin d'éliminer tous les « inutiles » de la société ainsi séparée par les effets de ce « benchmarking », en sympathisants d'un côté et en résistants, divergents ou rebelles de l'autre. C'est là que se positionnent déjà les raisons des affrontements futurs et des violences à venir.

Conclusion.

Mesdames et messieurs, il est donc grand temps de tomber le masque, massivement, collectivement, car le virus n'est pas le sujet ! Il est temps de mettre fin au dressage, à cette fabrique du consentement, il est temps de prendre position et de désobéir massivement à ce pouvoir qui organise un « meurtre social » afin de nous imposer le contraire de ce que nous voulons : une société humaine, fraternelle et démocratique.

Puisque nous avons compris pourquoi le virus, les états d'urgence sanitaire, la guerre contre une menace invisible, n'étaient pas du tout le sujet, la menace de mort venant directement des mesures de répression, des interdits de soigner adressés aux médecins, les empêchant de prescrire des traitements efficaces à leur disposition depuis bien longtemps, des confinements et autres violences du « coronacircus », provoquant un massacre à grande échelle de toute l'économie et de l'existence concrète de millions de gens, il est temps de pratiquer la désobéissance civile massive et de laisser tomber ces gouvernements qui ne sont pas au service des intérêts du bien commun, mais seulement au service des intérêts de cette « élite » qui prétend être la seule rationnelle, la seule à savoir, la seule à pouvoir diriger le monde dans la bonne direction, le peuple étant ignare, émotionnel, irrationnel, incontrôlable…

Un passage forcé vers le Tout numérique : non merci ! Pas dans les conditions et avec les motivations soigneusement cachées qui finalement sont apparues en pleine lumière, se révélant être arrogantes et méprisantes pour un peuple traité comme « inutile », ignare, sans intérêt avec ses exigences et revendications de la démocratie incompatible avec l'aubaine d'un passage en force au tout numérique pour le seul intérêt des grandes puissances financières faisant la pluie et le beau temps en ce monde !

Nota bene :

Les « nudge units », sont des structures de conseil aux gouvernements qui préconisent des manières d'utiliser les résultats de la psychologie comportementale pour « améliorer » dans un sens « orienté » l'action publique.

Le « benchmarking », inventé par Xérox, est un ensemble de procédures de recherches et d'analyses comparatives de la concurrence. Il permet d'améliorer les performances d'une entreprise grâce à l'élaboration d'un plan d'action rédigé grâce aux conclusions tirées de cette analyse.

Fonds spéculatif, paradis fiscal et Extinction Rebellion

Près d'un demi milliard de dollars, le dividende stratosphérique d'un dirigeant de fonds activiste - La Tribune/AFP 1 mars 2021

Le patron du fonds spéculatif britannique TCI, Christopher Hohn, s'est attribué un dividende de près d'un demi milliard de dollars en 2020, soit une rémunération record au Royaume-Uni, profitant d'un bond des profits de sa société.

Le dirigeant, à la tête de The Children's Investment Fund (TCI), fonds qu'il détient à 100%, indique qu'il a réinvesti une grande partie de la somme, selon un document publié au registre du commerce en fin de semaine dernière.

Cette rémunération de 479 millions de dollars, pour l'exercice achevé fin mars, est la plus élevée jamais versée à un individu au Royaume-Uni, estime le quotidien The Guardian, qui révèle l'information lundi.

Elle correspond à 9.000 fois le salaire moyen dans le pays.

Dans le classement des grandes fortunes mondiales établies par le magazine Forbes, Christopher Hohn se classe 330ème, avec 5,9 milliards de dollars.

Un fonds activiste soucieux du combat d'Extinction Rebellion

M. Hohn bat le record de Denise Coates, la fondatrice du site de paris en ligne britannique Bet365, qui avait empoché en 2018 323 millions de livres de salaires et dividendes.

Le patron de TCI avait reçu 261 millions de dollars lors de l'exercice précédent, mais ses performances se sont nettement améliorées sur un an, si bien que le montant du dividende a décollé.

Le bénéfice avant impôt du fond est passé de 420 millions de dollars en 2018-2019 à 695 millions en 2019-2020.

Créé en 2003, TCI, qui gérait 30 milliards de dollars d'actifs en 2019, s'est fait connaître comme investisseur activiste en prenant des parts minoritaires dans de nombreuses entreprises avec l'idée de pouvoir en infléchir la stratégie.

Fin 2019, TCI avait menacé plusieurs multinationales dont il est actionnaire, comme Airbus, de faire obstruction aux conseils d'administration qui n'en feraient pas assez pour réduire leurs émissions de CO2.

Le fonds a son siège dans le très chic quartier de Mayfair à Londres mais la société qui le contrôle, qui appartient à M. Hohn, est elle enregistrée dans les îles Caïmans, un territoire britannique considéré comme un paradis fiscal dans la ligne de mire des autorités et associations anti-évasion fiscale et blanchiment.

Le dirigeant est l'un des mécènes les plus importants du Royaume-Uni. Il a versé quelque 386 millions de dollars à sa fondation en 2019 et cette année-là il avait même fait un don de 50.000 livres au mouvement écologiste Extinction Rebellion. La Tribune/AFP 1 mars 2021

Qui participe à cette autre machination qui consiste à "*promouvoir les divisions raciales et à dissimuler les intérêts de classe communs de tous les travailleurs ?*

LVOG - La réponse est identique à l'instrumentalisation du climat et de la santé, l'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche, on pourrait préciser à quelques voix près mais ce serait faux, puisque aucune formation politique ne les dénoncent toutes, il faut toujours qu'ils se corrompent en participant à telle ou telle opération téléguidée par l'oligarchie, désolé.

Profitant des politiques racialistes: La fondation Black Lives Matter a récolté 90 millions de dollars en 2020 Par Trévon Austin (wsws.org 27 février 2021) - Mondialisation.ca, 01 mars 2021

Extraits.

La semaine dernière, la Black Lives Matter Global Network Foundation (BLMGNF) a publié pour la première fois un rapport décrivant sa situation financière. Le soi-disant «Rapport d'impact 2020» indique que l'organisation a collecté plus de 90 millions de dollars l'année dernière.

La BLMGNF a été fondée en 2013 par Patrisse Cullors, Alicia Garza et Opal Tometi à la suite du meurtre de Trayvon Martin. Elle a depuis

tiré profit de la phrase «Black Lives Matter», en recueillant des sommes d'argent substantielles, notamment auprès de grandes entreprises et de fondations privées comme la Fondation Ford.

Selon le rapport, la BLMGNF avait environ 8,4 millions de dollars de dépenses en 2020, qui ont été réparties sous la forme de «frais de personnel, de fonctionnement et d'administration, d'engagement civique, de programmes et de dépenses sur le terrain, de réponse rapide et d'intervention de crise.» Cela comprend environ 2 millions de dollars dépensés pour une campagne «Faites sortir le vote» afin de soutenir le Parti démocrate lors des élections de 2020. Il n'y a pas de détail sur la façon dont les 6,4 autres millions de dollars ont été dépensés.

L'organisation a également indiqué qu'elle a investi 21,7 millions de dollars pour financer ses sections officielles et non officielles, en plus des 30 organisations locales qui ont reçu des subventions à six chiffres. Ces fonds, déclare-t-elle, «serviront à la subsistance des communautés noires et à la construction du mouvement noir». La BLMGNF a terminé l'année 2020 avec plus de 60 millions de dollars dans ses coffres. (...)

Le rapport de la BLMGNF ne contient aucun détail sur les personnes qui ont fait des dons à l'organisation l'année dernière, et ses dirigeants ont refusé de nommer les principaux donateurs. Cependant, une grande partie du financement du BLM en 2020 peut être liée au gonflement du soutien corporatif aux mouvements racialistes, lorsque les manifestations multiethniques et multiraciales de l'année dernière ont secoué la classe dirigeante. De nombreuses sociétés ont promis des sommes d'argent substantielles, généralement sur plusieurs années, à des organisations qui luttent ostensiblement pour l'égalité raciale.

La BLMGNF fait partie d'un groupe plus large d'organisations opérant sous l'égide du «Movement for Black Lives» (Mouvement pour les vies noires). Ce dernier comprend, en plus de la BLMGNF, la Conférence nationale des avocats noirs et le Centre Ella Baker pour les droits de l'homme. Cullors est également membre du conseil d'administration du Centre Ella Baker, qui a été fondé par Van Jones, membre du Parti démocrate et ancien conseiller d'Obama.

Les entreprises technologiques ont été parmi les plus grands donateurs au mouvement Black Lives Matter. Google s'est engagé à verser 12 millions de dollars à divers groupes, tandis que Facebook et Amazon ont chacun donné 10 millions de dollars. Apple a promis 100 millions de dollars pour une Initiative d'équité et de justice raciale qui «remettra en question les obstacles systémiques aux opportunités et à la dignité qui existent pour les communautés de couleur, et en particulier pour la communauté noire».

Walmart a annoncé que 100 millions de dollars sur cinq ans seront consacrés à la création d'un nouveau centre pour l'égalité raciale et Target a fait don de 10 millions de dollars à une cause similaire.

Avant 2020, la Fondation Ford s'était engagée à verser 100 millions de dollars sur six ans à plusieurs organisations associées au «Movement for Black Lives». (...)

Les organisations Black Lives Matter sont promues par une partie de la classe dirigeante américaine dans le cadre d'un effort visant à promouvoir les divisions raciales et à dissimuler les intérêts de classe communs de tous les travailleurs, y compris dans la lutte contre la violence policière. Le programme de ces organisations n'a rien à voir avec les revendications des travailleurs et des jeunes de toute identité raciale ou ethnicité. Elles parlent plutôt au nom de sections privilégiées de la classe moyenne qui cherchent à tirer profit de la promotion des politiques raciales pour faire progresser leurs propres positions au sein de l'État et des sociétés américaines. Mondialisation.ca, 01 mars 2021

Totalitarisme. La voix de son maître et ses échos.

Par Observateur Continental (Observateur continental) - Mondialisation.ca, 01 mars 2021

Le monde pourrait ne pas revenir à la «normalité» avant 2022, a déclaré le fondateur et ancien PDG de Microsoft, Bill Gates. Il a noté qu'il est nécessaire d'augmenter la production de vaccins en déployant une production supplémentaire dans des pays comme l'Inde.

«Le gros problème est que nous n'en faisons pas assez pour mettre fin à la pandémie dans le monde», a déclaré l' homme d'affaires sur CNN.

En janvier, l'entrepreneur a martelé dans un entretien que la prochaine pandémie pourrait être dix fois pire que celle apportée par le virus SRAS-CoV-2. À son avis, cette menace doit être traitée de la même manière que la menace d'une guerre mondiale. Mondialisation.ca, 01 mars 2021

LVOG - Traduire : Pour bien faire, il faudrait que la prochaine pandémie se traduise par les mêmes effets destructeurs qu'une guerre mondiale, je m'y emploie de toutes mes forces...

L'OMS juge irréaliste de pouvoir vaincre le Covid-19 en 2021 - euronews 01 mars 2021

"On ne vaincra pas le Covid-19 en 2021", c'est l'Organisation mondiale de la santé qui l'affirme, même si la vaccination est en bonne voie dans de nombreux pays. euronews 01 mars 2021

Et bien entendu l'extrême gauche en est !

LO

Le 24 février - La politique de l'État ne change pas : il veut tenter de freiner la diffusion du virus, certes...

LVOG - LO en est, c'était inévitable !

LO - La vaccination de la plus grande partie de la population permettrait de ralentir la circulation du virus. Mais la campagne vaccinale se heurte aujourd'hui à une pénurie de doses (...) Des centres de vaccination sont en rupture de doses...

LVOG - Quelle chance !

LO - Les progrès de la science, la rapidité avec laquelle des vaccins ont été inventés, la vitesse avec laquelle les soignants ont adapté leurs méthodes...

LVOG - Refuser de traiter avec les molécules existantes, trier les malades, les renvoyez chez eux sans traitement et laisser crever, achever littéralement ceux qui avaient une espérance de vie inférieure aux autres, ils appellent cela le "*progrès de la science*", adopter de bonnes méthodes... Assassins ! Ils sont en extase devant les miracles réalisés par Big Pharma et les Pieds nickelés de la science qui leur ressemblent !

Le clone ou la copie conforme de Bill Gates.

NPA

15 janvier 2021 - Il faut le redire haut et fort : cette infection n'est pas une « grippette ».

- La vaccination est une arme décisive pour en finir avec le Covid-19. (...)

- Sans vaccination le nombre de décès serait bien plus important

- Oui, la balance bénéfice-risques est en faveur des vaccins

LVOG - Cela se passe de tout commentaires, plus abruti tu meurs sur le coup ! Le NPA est devenu une formation politique totalement inféodée à la réaction, il est passé avec armes et bagages dans le camp de nos ennemis.

A lire : Au moins 4526 morts suite à la vaccination Covid-19 (maj) - 25 February 2021

https://cv19.fr/2021/02/25/au-moins-4526-morts-suite-a-la-vaccination-covid-19/

Dans le camps de la guerre contre tous les peuples.

LVOG - Leur humanisme est la politesse des salauds méritait bien l'union nationale.

Aide au développement : l'Assemblée adopte la nouvelle "doctrine française" à l'unanimité - franceinfo/AFP 3 mars 2021

Les députés ont soutenu ce projet de loi consensuel par 502 voix pour et 41 abstentions, venues des communistes, des "insoumis" et du Rassemblement national.

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a salué "un très bon signal" et un "tournant", grâce à des "moyens renforcés" et des "méthodes refondées".

L'opposition de droite comme de gauche a, de son côté, notamment critiqué le "retard" de cette loi de programmation, qui ne concernera finalement "que l'année 2022", regrettent Bérengère Poletti (LR) ou Clémentine Autain (LFI). "La plus grande partie du retard est due au Covid. Et ça ne nous a pas empêchés d'augmenter les crédits chaque année", répond à l'AFP le rapporteur LREM Hervé Berville. franceinfo/AFP 3 mars 2021

Attaques chimiques en Syrie : dépôt d'une plainte à Paris pour crime contre l'humanité - euronews 2 mars 2021

Une plainte pour crime de guerre et crime contre l'humanité a été déposée à Paris par trois ONG de défense des Droits de l'homme. Elle concerne les attaques chimiques perpétrées en Syrie en août 2013. euronews 2 mars 2021

Le fascisme ordinaire.

Le passeport Covid européen sera présenté le 17 mars - euronews 2 mars 2021

La Commission européenne va bientôt instaurer un "Coronavirus Digital Green Pass", une sorte de certificat numérique pour prouver qu'une personne a été ou non vaccinée.

Le "Coronavirus Digital Green Pass" servira comme preuve de vaccination, de test négatif ou encore de certificat de rétablissement après avoir contracté le Covid-19 et développé des anticorps.

L'objectif : sécuriser et permettre les déplacements dans l'Union européenne ou à l'étranger. Mais pour les experts, de nombreuses questions persistent.

"Nous savons que les vaccins protègent les gens contre les maladies graves. Mais ce que nous ignorons, c'est la durée de l'immunité, donc, il faudrait une date d'expiration. Une autre question est celle des nouveaux variants, nous avons un certain nombre de nouveaux variants différents et il y a des preuves préliminaires qui montrent que certains vaccins pourraient être compromis.Il faudrait donc réfléchir à la possibilité de les révoquer", déclare Melinda Mills, professeure à l'université d'Oxford.

Mais aucune décision finale n'est attendue avant trois mois. euronews 2 mars 2021

LVOG - Je ne refouterai sans doute jamais plus les pieds en France, si j'avais besoin d'un prétexte, il est tout justifié. La dernière fois c'était en mai 2002.

En complément. Ils osent tout.

L'UE veut une nouvelle législation pour des multinationales plus transparentes - euronews 2 mars 2021

L'Union européenne va s'atteler à l'élaboration d'une nouvelle législation pour obliger les multinationales à révéler le montant de leurs impôts dans chaque État membre. euronews 2 mars 2021

Covid-19: Jean Castex demande le renforcement des contrôles des mesures en vigueur - BFMTV 27 février 2021

Covid-19 : nouvelles restrictions à Toulouse, des secteurs interdits dès ce dimanche - BFMTV 27 février 2021

À Paris, les forces de l'ordre évacuent les quais de Seine pris d'assaut par les Franciliens - sputniknews.com 01 mars 2021

Covid-19 : en Espagne, la Galice va punir d'une amende ceux qui refusent la vaccination - Europe1 28 février 2021

L'autorité politique galicienne a décidé d'instaurer une amende allant de 1.000 à 60.000 euros à l'encontre de ceux qui refuseraient de se faire vacciner contre le Covid-19. Certains la juge inutile car la très grande majorité de la population est favorable au vaccin. Europe1 28 février 202

Covid-19: fermeture en Italie de tous les établissements scolaire en zone rouge - BFMTV 02 mars 2021

Nouvelle-Zélande: Auckland reconfinée face à de nouveaux cas de Covid - BFMTV 28 février 2021

Ce nouveau confinement intervient moins de deux semaines après un confinement de trois jours dans cette ville de 1,7 million d'habitants. BFMTV 28 février 2021

Coronavirus/Italie: Draghi nomme un militaire pour accélérer les vaccinations - Reuters 01 mars 2021

Covid-19: Bali lance une campagne de vaccination au volant - BFMTV 01 mars 2021

L'AFP : Agence Française de Propagande et de désinformation du régime fascisant.

Lu dans un article du 2 mars 2021 :

- ...les traitements possibles du Covid-19, comme l'hydroxychloroquine ou la vitamine D, dont l'efficacité n'a jamais été prouvée contre ce coronavirus.

- ...l'ivermectine, dont l'efficacité contre le Covid-19 n'est pourtant pas démontrée scientifiquement.

LVOG - Evidemment c'est absolument faux, les articles et vidéos du monde entier dans ce portail le prouvent.

DEUXIEME PARTIE

Coronabusiness. Corruption au plus haut sommet de l'Etat.

Le saviez-vous ?

Le Bamlanivimab commercialisé par Lilly et recommandé par Macron dont la directrice des nouveaux produits France [Beatrice Cazeneuve] est l'épouse d'un député LREM [Jean René Cazeneuve] la mère de l'adjoint au chef de cabinet de l'Élysée [Pierre Cazeneuve] et mère de sa conseillère santé (Margerite Cazeneuve).

Accusation confirmée ici :

https://www.liberation.fr/checknews/traitement-contre-le-covid-19-y-a-t-il-un-conflit-dinteret-entre-le-labo-lilly-et-certains-conseillers-du-gouvernement-20210302_2YJH2PU7XFHQNBBUS5YOYGPEAI/

McKinsey, Citwell, Accenture… Ce que l'on sait des commandes passées par le gouvernement à des cabinets de conseil - publicsenat.fr 02 mars 2021

Entre mars 2020 et février 2021, le ministère de la Santé a passé 28 commandes auprès de sept cabinets pour un coût de 11,35 millions d'euros. Objectif : être épaulé dans la mise en œuvre de la stratégie sanitaire.

Il y a des commandes au niveau de Santé Publique France qui n'ont pas été communiquées », observe Véronique Louwagie (LR), ajoutant que « d'autres contrats » sont également en prévision.

« Aux Etats-Unis, McKinsey a payé une indemnité de 573 millions de dollars pour régler un contentieux sur les opiacés. Les autorités

américaines reprochent au cabinet de conseil d'avoir contribué à la crise des opiacés. Et le gouvernement français les sollicite pour être conseillé sur les vaccins ? », s'étrangle Bocquet (PCF).

Dans la Revue politique et parlementaire, la sénatrice centriste de l'Orne, Nathalie Goulet écrit : « Trop c'est trop, trop de porosités, trop de liens d'intérêts, voire de conflits d'intérêts, il est temps que la représentation nationale s'empare sérieusement de la question de notre souveraineté avec le concours des plus hautes autorités y compris judiciaires. » publicsenat.fr 02 mars 2021

Autre élément dérangeant, les "MacronLeaks" ont révélé la collaboration entre des membres de McKinsey et la République en Marche durant la campagne de 2017, rapporte Le Monde. Même si cette collaboration n'a donné lieu à aucune facture dans les comptes de campagne du parti. Yahoo Actualités 02 mars 2021

Parole de médecin.

- Anecdote à propos des prétendus effets secondaires indésirables de l'ivermectine signalée par le professeur italien Bruno Cacopardo qui soigne des cas graves de Covid en utilisant l'ivermectine et d'autres médicaments : « Mon collègue Zeno Bisoffi l'a vécu sur lui-même : il a pris de l'ivermectine 15 fois plus que la dose nécessaire pour se remettre de la covid. Il vient de me dire qu'il a bien dormi sans aucun effet secondaire ».

https://lurlo.news/cacopardo-su-cure-covid-e-ivermectina/

Totalitarisme. La vaccination forcée ou devenir pestiféré ou pire encore.

Combattants de première ligne, le personnel des Ehpad brouillé avec le vaccin - Reuters 2 mars 2021

Seule la moitié du personnel des Ehpad se dit à ce jour prête se faire vacciner en France, selon le comité d'orientation pour la stratégie vaccinale. Ce chiffre a fortement augmenté dans les dernières semaines, passant de 20% fin décembre à 55% environ aujourd'hui, avec l'arrivée des vaccins sur le marché.

Selon la CGT, qui a réalisé un sondage informel dans les Hauts-de-Seine, les principales raisons de cette réticence sont la peur des effets secondaires, le manque de recul et le manque d'informations claires. Globalement, les témoignages traduisent un manque de confiance important dans le discours officiel, observe Malika Belarbi, de la fédération CGT Santé Action Sociale. (Pas un mot sur les traitements existant. La CGT comme tous les syndicats roulent pour Big Pharma ou l'oligarchie financière. - LVOG)

Cette réticence face à la vaccination s'observe dans d'autres pays d'Europe. Au sein du groupe BeneVit, qui compte 30 maisons de retraite en Allemagne, 30% du personnel était prêt à recevoir une injection fin novembre.

En Suisse, comme en France, environ la moitié du personnel des maisons de retraite ne souhaite pas se faire vacciner, selon ProSenectute, un groupe de défense des personnes retraitées. Reuters 2 mars 2021

Une autre vidéo d'un médecin

Entretien avec le Dr. Carvallo: pionnier de l'ivermectine et de la bromhexine pour la COVID-19 - 28 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=Qvlu2SB_GQw

Et les "*grands scientifiques*" français l'ignoraient ?

LVOG - La lysine. "*Étonnamment, les symptômes du COVID-19 se seraient dissipés dans les heures qui ont suivi ce traitement naturel*" effet observé sur plus de 1.000 patients notamment.

La lysine à l'étude comme traitement largement disponible et abordable pour le covid - cv19.fr 1 mars 2021

Une équipe de virologistes qui a passé sa vie à étudier les causes sous-jacentes des infections virales a confirmé l'existence d'un traitement pour le COVID-19, largement disponible et abordable, même pour les personnes les plus pauvres de la planète.

S'appuyant sur des décennies de recherche et de données sur la prévention des virus de la famille de l'herpès, des chercheurs américains de Bio-Virus Research Inc, à Reno (Nevada), font état du traitement réussi des 30 premiers médecins et infirmiers de première ligne et de plus d'un millier de patients à qui l'on a administré l'acide aminé lysine pour prévenir et même supprimer les infections à coronavirus COVID-19 dans une clinique de la République dominicaine. Étonnamment, les symptômes du COVID-19 se seraient dissipés dans les heures qui ont suivi ce traitement naturel.

La thérapie à la lysine interrompt la réplication des virus, y compris le coronavirus COVID-19, en contrant l'arginine, un acide aminé qui favorise l'éruption des virus dormants. La lysine est utilisée en toute sécurité depuis des décennies pour réprimer les épidémies d'herpès virus qui provoquent des boutons de fièvre sur les lèvres (herpès labial), un traitement mis au point par l'un des membres de l'équipe de recherche sur les bio-virus en 1974.

La lysine est disponible dans l'alimentation et sous forme concentrée dans des compléments alimentaires peu coûteux (250 comprimés de lysine de 500 milligrammes peuvent être achetés pour moins de 5 dollars américains ou 2 cents par comprimé), ce qui rend possible une thérapie à la lysine à un prix abordable.

Le déséquilibre lysine/arginine expliquerait pourquoi les patients qui ont été infectés par le COVID-19 ont des infections récurrentes, même

après la vaccination.

L'équipe de recherche sur les bio-virus a constaté que des doses de lysine supplémentaires allant jusqu'à 4000 milligrammes étaient sûres et efficaces.

Les aliments qui présentent un rapport élevé de lysine par rapport à l'arginine, tels que les œufs, le tofu, le poisson (non cru), les sardines, le fromage, les viandes comme le porc, la volaille et la viande rouge, et le yaourt) fournissent un rapport élevé de lysine par rapport à l'arginine, bloquant ainsi la réplication de tous les coronavirus, y compris le COVID-19.

Selon les virologistes interrogés par ce journaliste, plus de 1000 patients ont été traités avec succès, avec une dissolution étonnamment rapide des symptômes et un retour à la santé. Selon les médecins, même les patients gravement infectés par le COVID-19 ont été capables de débrancher le respirateur grâce à une thérapie à la lysine.

L'apport alimentaire quotidien recommandé de lysine est de 2660 milligrammes pour un adulte de 70 kilos (154 livres) ; 3640 milligrammes pendant la grossesse.

L'apport alimentaire de lysine dans les populations occidentales varie entre 40 et 180 milligrammes par jour par kilogramme de poids corporel, soit 2 800 à 12 600 milligrammes pour un adulte de 70 kg.

C'est l'équilibre entre l'arginine et la lysine qui permet de contrôler le développement des virus latents dans l'organisme. L'apport moyen d'arginine est estimé à 4000-6000 milligrammes par jour.

Autres avantages pour la santé

La lysine en supplément présente également d'autres avantages pour la santé. La lysine augmente l'absorption du calcium, soulage les périodes d'anxiété, favorise la cicatrisation des plaies et est utile pour d'autres affections. Le cholestérol est déposé dans les sites de liaison des artères coronaires. Lorsque la lysine (et la vitamine C) occupent ces sites de liaison, le cholestérol ne se dépose pas dans les artères.

Prévalence des infections par le virus de l'herpès

Dans le monde entier, plusieurs milliards de personnes abritent des herpès virus dormants qui se manifestent de temps en temps. En 2016, on estime que 3,7 milliards de personnes ont été porteuse du virus de l'herpès simplex, soit environ 66,6 % de la population mondiale âgée de 0 à 49 ans.

Disponibilité de la lysine

La lysine est produite en grande partie à la tonne pour l'alimentation animale. Environ 2.200.000 tonnes de lysine sont produites chaque année. Il n'y a pas de pénurie.

Des milliards peuvent en bénéficier

L'application médicale la plus fréquente de la thérapie à la lysine a été la suppression des infections actives d'herpès (sur la peau, les lèvres, etc.), et l'éradication de l'infection d'Epstein-Barr, de la paralysie de Bell, etc.

Les chercheurs déplorent que la thérapie à la lysine ne soit pas devenue un pilier du traitement des infections herpétiques qui touchent ~80 % de la population mondiale, par rapport aux médicaments antiviraux coûteux et problématiques, car elle ne génère pas suffisamment de profits pour attirer des fonds pour les essais cliniques chez l'homme. La lysine est supérieure à divers médicaments antiviraux.

En raison de l'innocuité à long terme de cet acide aminé alimentaire, le public peut prendre de la lysine comme "médicament" préventif sans ordonnance.

Combiné à une supplémentation en vitamine D, la lysine pourrait permettre de prévenir simplement une grande partie des infections covid avec un meilleur ratio bénéfice/risque que les vaccins disponibles actuellement.

Il est bien établi que la carence en vitamine D est liée à la présentation d'une détresse respiratoire sévère, et aux séquelles de la tempête de cytokines, qui comprend également le Covid.

Source :

https://www.lewrockwell.com/2021/02/no_author/virologists-report-poor-mans-amino-acid-cure-for-covid-19-would-abolish-need-for-vaccines/

En complément.

- La lysine (ou L-lysine) est un acide aminé essentiel : il doit obligatoirement être apporté par l'alimentation car notre corps ne peut pas la fabriquer. La lysine est utilisée par l'organisme dans la synthèse des protéines, mais également comme source d'énergie lorsque cela est nécessaire.

https://www.vidal.fr/parapharmacie/complements-alimentaires/l-lysine.html

Quel est le rôle des acides aminés ?

Les acides aminés sont des molécules qui, combinées entre-elles, forment les protéines et les peptides (des éléments chimiques de la famille

des protéines). Ils jouent un rôle crucial dans la vie quotidienne de chaque cellule des êtres vivants, ayant un rôle décisif dans la plupart des processus biologiques (Google)

Haut de page

Le 7 mars 2021

J'ai ajouté 43 documents dans les différentes rubriques.

La prochaine causerie dans 1 ou 2 jours, elle sera courte.

- 9 pages au format pdf

L'absence de toute opposition organisée contre la muselière et la vaccination notamment que Macron nous a imposées, devrait être la question prioritaire à laquelle chacun devrait réfléchir librement. Cela m'a inspiré la causerie d'aujourd'hui.

Pourquoi La Voix de l'Opposition de Gauche est-il le seul courant politique du mouvement ouvrier qui s'en tient strictement aux faits, et qui pour cette raison refuse de rejoindre le consensus national derrière Macron ou entend demeurer fidèle à ses engagements politique au côté des travailleurs, au socialisme ?

Comment expliquez-vous pourquoi la majorité des masses qui ont été scolarisées ou qui ont bénéficiées d'une instruction dans les pays occidentaux ne possèdent-elle pas le moindre esprit critique ou sont-elles dépourvues de la logique la plus élémentaire ? Je vous pose cette question, parce qu'ici en Inde où les masses sont ultra arriérées elles en sont capables, jusqu'à un certain point n'exagérons rien non plus. Officiellement le port du masque demeure obligatoire et tout manquement peut être sanctionné par une amende, et pourtant en réalité 3 Indiens sur 4 n'en portent plus depuis déjà des mois.

Donc le niveau d'instruction, les conditions économiques ou sociales ne sont pas en cause, il faut chercher ailleurs, ou plutôt les rapports entre ces facteurs et le comportement des masses ne correspondent pas à ceux que nous croyons généralement.

En Inde, qu'on se conforme ou non à la loi ne présente aucun intérêt finalement, puisque le sort des Indiens demeurera aussi misérable ou cela ne leur donnera pas plus de droits. Ils ont au moins conscience d'en être totalement privés, on ne peut donc pas leur retirer ou ils ne risquent pas de perdre ce qu'ils n'ont pas ou ce qu'ils n'ont jamais eu. De fait, ils vivent dans un pays de non-droit, c'est la norme. Ils n'ont jamais vécu autres choses, et ils n'ont pas lieu de croire que cela pourrait changer un jour, c'est tout du moins leur conviction. Je peux témoigner depuis près de 30 ans ô combien c'est difficile à supporter au quotidien, en réalité je ne m'y ferai jamais !

Les autorités leur vantent des valeurs ou des principes que chacun devrait respecter, mais ils observent qu'elles sont les premières à les violer, donc elles les imitent. Non seulement les Indiens ne disposent d'aucun droit ou presque, ils sont atomisés au point que c'est le chacun pour soi qui domine tous les rapports, y compris au sein d'une même famille. Tout le monde est amené à calculer comment il va pouvoir tirer profit des autres. Les préjugés ou les coutumes archaïques qui ont toujours cours les y encouragent au besoin, ils sont aussi utiles que la religion ou l'obscurantisme pour justifier leur comportement hyper individualiste et malhonnête. C'est en partie pour cette raison que j'ai caractérisé le régime de semi-féodal. C'est ainsi que tu peux être hypocrite, menteur, voleur ou profiter d'autrui à ses dépens ou te livrer à d'autres bassesses, trahir tes engagements et avoir bonne conscience. Tu es conduit à adopter cette attitude, parce que tu n'as pas le choix, car c'est un luxe d'avoir le choix et il est réservé aux nantis qui les maintiennent dans cette condition.

J'ai demandé à des Indiens qui disaient partager mes valeurs, pourquoi ils ne les mettaient pas en application, ils m'ont répondu qu'ils seraient sanctionnés par leur entourage, leur famille ou leurs voisins, bref, par la majorité, encore un bienfait de ce qu'un occidental conditionné appellerait la démocratie ! En permanence je suis en butte avec cet état d'esprit, je dois me battre pour demeurer fidèle en pratique à mes principes et à mes valeurs, ce qui me vaut des remontrances ou des regards désapprobateurs de mon entourage dont je me moque, car ils craignent que cela leur retombe dessus. Il faudrait que les conditions générales des masses s'améliorent pour qu'ils modifient leur état d'esprit, et surtout qu'elles soient le produit de leur lutte de classe, car on peut observer que l'amélioration de leur condition matérielle n'a absolument pas modifié leur comportement ou n'a eu aucune influence sur leur niveau de conscience.

J'ai également pu l'observer chez mes parents maintenant décédés ou d'autres membres de ma famille en France, dont le niveau de conscience n'a jamais progressé, les uns et les autres ont reproduit à la lettre le même état d'esprit, à savoir un culte aveugle des puissants et du pouvoir en place, tout en se conformant à tout ce qu'ils leur imposaient. Là encore, un bel exercice de démocratie selon la conception des héritiers autoproclamés du marxisme, le totalitarisme en train de s'installer en France en est directement le produit, en quelque sorte ils l'ont cautionné avant l'heure.

Les Indiens respectent la loi quand elle est très coercitive ou quand ils y sont obligés malgré eux, mais dès qu'ils constatent que la pression se relâche ou qu'il est impossible aux autorités de l'imposer à tous indéfiniment ou qu'elles s'en lassent parce qu'elle est contraignante aussi pour ses représentants, ils s'engouffrent dans la brèche et après une brève période de répression limitée et inefficace, les autorités sont bien obligées de constater que la loi n'est plus du tout appliquée et elles ne peuvent pas réprimer tout un peuple qui désobéit à ses ordres, elle l'assouplit ou elle l'abandonne, c'est ce qu'elles ont été obligées de faire avec le casque obligatoire pour les deux-roues à moteur, et il vient de se passer la même chose avec le port du masque ou alors il aurait fallu verbaliser et jeter en prison des dizaines ou centaines de millions d'Indiens.

Bien entendu, certains auront été victimes de cette répression, mais je crois que collectivement ils admettent que ce soit inévitable ou ils sont fatalistes, après tout cela ne change rien à leur condition épouvantable, à défaut d'organisation politique pour résister, leur solidarité s'exprime de cette manière-là, individuellement, quel paradoxe tout de même, limité toutefois ! Tu as du bol, tu ne te fais pas choper, sinon tu

le prendras sur toi et tu n'en mourras pas. Tu as déjà une vie pourrie, qu'est-ce qu'ils peuvent faire de plus pour te la pourrir davantage, hein !

En France, c'est complètement différent. A côté des Indiens, les Français sont des nantis, ils ont des droits ou ils peuvent les faire prévaloir, ils ont un niveau de vie très supérieur, ils ont encore quelque chose à perdre, ils tirent une certaine satisfaction de leur condition, ils bénéficient de compensations en échange de leurs sacrifices, un Indien a le droit à absolument que dal, les Français croient toujours en un avenir meilleur, un Indien ignore même ce que cela signifie... Quand un Indien me joue un tour ou me fait une saloperie, cela arrive très régulièrement, c'est aussi la norme, il s'en excuse après et je ne lui en veux pas, parce que je sais à quelle réalité il est confronté, n'allez pas croire que ce serait une faiblesse de ma part, car je ne me gêne pas pour lui dire ce que j'en pense en lui expliquant pourquoi. Vous en trouverez des gens aussi tolérant ou plutôt compréhensif, conscient que moi, je le dis en passant.

Les Indiens étaient déjà réduits à l'état d'esclaves tout en bénéficiant de certaines libertés, c'était avant que la mondialisation les réduisent à néant, les enchaîne au capitalisme, vous savez les bienfaits du développement tel qu'il est présenté habituellement en occident, alors la tentative de leur ôter le peu de liberté qu'il leur reste, ne peut se solder que par des tensions extrêmes et doit être rapidement abandonnée, sous peine qu'une extrême violence se déchaîne et atteigne ceux qui gouvernent, ici l'assassinat d'élus ou de potentats locaux n'est pas rare...

L'exploitation de l'homme par l'homme va de pair avec un régime oppressif se dotant d'institutions (d'un appareil d'Etat) destinées à la justifier et à l'imposer en recourant à un arsenal législatif ou juridique et répressif qui devra être suffisamment dissuasif et coercitif pour maintenir les masses laborieuses en respect au nom de l'intérêt général ou de la nation, voire de la démocratie, devant laquelle elles sont appelés à se prosterner, à collaborer de gré ou de force à cette dictature qui ne veut pas dire son nom.

Pour conclure cette causerie, il ne vous aura pas échappé que nos dirigeants en France s'emploient à refuser de caractériser un tel régime, à mettre l'accent sur sa nature oppressive, un régime totalitaire ou fascisant. Ils se mobilisent sur des questions d'ordre économique ou sociale, mais ils refusent obstinément de dénoncer et combattre le déni de la réalité concernant l'imposture au SARS-CoV-2, qui sert à Macron à justifier notamment la suppression de toutes nos libertés. En fait, ils refusent d'affronter Macron ou le régime.

Nos dirigeants, j'entends ceux de la pseudo-extrême gauche (POI, POID, NPA, LO, etc.), sont des démocrates irréprochables et on ne les envie pas, des démagogues de la pire espèce en vérité. En réalité, ils montrent ici qu'ils partagent la version de la démocratie de Macron, qui s'appuie sur les couches des masses les plus ignorantes, qui ont cédé à la psychose collective qu'il a lui-même créé à propager avec l'aide des médias et des élites corrompus, l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier et du patronat dont l'idéologie et les intérêts coïncident avec ceux de l'oligarchie financière, qui est au commande de cette machination infernale destinée à réduire l'humanité en esclavage sans espoir de pouvoir en sortir un jour, disons pour faire bref. Ajoutons que c'est la seule stratégie dont ils disposent, parce qu'ils sont incapables de résoudre la crise du capitalisme.

En Inde, nous sommes déjà soumis à un tel régime totalitaire, et nous ne sommes pas les seuls dans ce cas-là dans le monde, en Chine également par exemple, eux aussi ils ont une longueur d'avance sur vous en France.

Le combat qui ne lie pas le combat politique contre l'exploitation et l'oppression qui l'accompagne, est infailliblement voué à l'échec. Voilà l'enseignement que l'on peut tirer de 70 ans ou près d'un siècle de lutte de classe du mouvement ouvrier. Le combat pour l'amélioration de la condition des masses en occident a conduit au totalitarisme ou au fascisme au lieu de déboucher sur le socialisme et la liberté, pourquoi ? Voilà la question que personne ne veut se poser, mais à laquelle il faudra bien répondre un jour sous peine que la civilisation humaine s'éteigne ou disparaisse à brève échéance.

Force est de constater que le niveau de conscience politique ou générale est demeuré extrêmement médiocre en France ou en occident, ce que les uns et les autres refusent d'admettre, estimant que cela n'aurait aucune importance ou ne jouerait aucun rôle sur l'orientation de la société, c'est inouï, mais c'est ainsi.

Partant de là, tous les dénis sont possibles, du genre, nier l'existence de molécules efficaces pour lutter contre le SARS-CoV-2 et s'en remettre à des vaccins qui relèvent de la thérapie génique, occulter le taux de mortalité comparable ou inférieur à celui de la grippe saisonnière quand les patients sont traités dès les premiers symptômes et une fois soustraits tous les décès étiquetés à tort covid-19, car causés par d'autres pathologies, ce qui relève du lieu commun, puisque c'est la norme dans les hôpitaux ou les Ehpad.

Comment a-t-on pu imaginer un instant que la guerre idéologique et psychologique menée par l'oligarchie contre les masses ne servait à rien, n'aurait aucune conséquence sur leur comportement, leur perception de la réalité, leur état psychologique ? C'est ce que les militants ont avalé, gageons qu'ils sont tous laïcs, comme quoi toutes les croyances font des ravages !

Que dire de plus, que faire ? S'en tenir strictement aux faits et à leur enchaînement, observer l'évolution de la situation, décrire ce qu'on a observé, rendre compte des témoignages directs, les partager avec le plus grand nombre et en tirer des leçons pour continuer notre combat politique. Faire preuve de lucidité et d'esprit critique, d'indépendance en toute circonstance, sans craindre les moqueries ou la foudre des ignorants qui oeuvrent à leur propre malheur, au nôtre, en attendant qu'ils soient contraints de réagir et de revoir leur copie sous peine d'être broyés à leur tour, car leur tour viendra, ils n'y couperont pas. Trouverons-nous un jour les moyens d'inverser la tendance actuelle ? Nul ne peut le certifier, toujours est-il que sans rompre tous les liens avec le régime, cela demeurera impossible, c'est la seule certitude que nous ayons aujourd'hui, l'issu de notre combat politique en dépend ainsi que le sort ou le destin de la civilisation humaine.

Chaque lecteur a le choix et la responsabilité suivante : Rompre ou ne pas rompre avec le régime en place. Et que personne ne vienne me dire que ce serait plus facile à dire qu'à faire, on vous a fourni dans ces causeries depuis des années la preuve que c'était possible.

En guise d'épilogue.

Par hasard avant-hier soir je suis tombé sur les titres de ces vidéos proposées par YouTube.

Au premier abord cela ne m'intéressait pas, puis, comme elles étaient courtes et qu'il n'était pas encore minuit, je les ai regardées par curiosité. Ecoutez attentivement ce que disent les personnes qui ont été interviewées, c'est révélateur et terrifiant. Après la question consiste à savoir comment on peut se définir comme humaniste et supporter une seconde de plus l'existence d'un tel régime, car finalement c'est le même partout à quelques nuances près.

Bangladesh : dans le bordel de Daulatdia | ARTE Reportage

https://www.youtube.com/watch?v=dpOr6lB4Mxc

Sibérie, royaume de tous les extrêmes !

https://www.youtube.com/watch?v=Nv3G9js6pAU

Un complément dans la soirée pour vous remonter le moral, car je ne vous ai pas tout dit ce que je pensais.

Il existe une autre hypothèse que j'ai lue ou entendue à plusieurs reprises et qui ne m'a pas laissé indifférent.

En gros, avec le "great reset" ils se sont lancés dans un inventaire à la Prévert du capitalisme qui n'est pas franchement à son avantage, et cela pourrait se retourner contre eux ou les masses pourraient en tirer des conclusions diamétralement opposées aux leurs. Plus le temps passe, déjà un an, plus les mesures liberticides imposées par Macron deviennent insupportables pour la classe ouvrière et les classes moyennes.

Ils font le procès de l'insouciance dont ont fait preuve les masses pendant des générations. Ils leur reprochent leurs préjugés ou leur comportement en général. Elles seraient responsables de tous les malheurs qui les accablent. Ils les infantilisent, les culpabilisent, mais en même temps ils les forcent à prendre conscience de ce qui relève en réalité des tares génétiques ou originelles du capitalisme, de son mode de développement anarchique. Ils n'hésitent pas à reprocher au capitalisme les inégalités et les injustice dont ils sont à l'origine ou qu'ils font subir à tous les peuples, qu'ils répriment violemment quand ils s'y opposent, afin de préserver leur hégémonie de classe, et étendre toujours plus leur contrôle sur elles pour les asservir définitivement, car ils les craignent toujours.

Les masses pourraient très bien exploiter cette opportunité pour élever leur conscience politique et l'orienter dans une toute autre direction, contre le régime, qui sait ?

Pour étayer cette hypothèse, trois commentaires tirés du blog du Dr. Maudrux.

1- Je respecte la loi et l'ordre public, mais l'ordre public imposé de cette façon se déconsidère lentement mais sûrement.

2- Je suis plus que légaliste mais à force de remplacer l'Azithromycine par la matraque, un jour ça va péter …

3- Malheureusement la majorité des gens regarde l'étiquette plutôt que le contenu. Il va bien falloir surmonter ces querelles de clocher si on veut avoir un impact pour renverser tous ces pourris. Il faudrait miser sur une solidarité massive…

Je précise que ces intervenants bénéficient tous d'un statut supérieur.

Ils perturbent gravement l'existence ou le mode de vie de toutes les classes, il est donc impossible que parmi elles il n'y ait pas des couches qui rompent avec le régime et souhaitent en finir une bonne fois pour toute, il faut être aussi extrémiste que nos ennemis le sont pour les vaincre. Il faut s'organiser pour établir une situation de double pouvoir, afin de préparer les conditions de l'assaut final contre le régime. C'est ce rapport de force qu'il faut créer sur la base de ces objectifs, non pas pour obtenir des miettes des capitalistes, mais pour changer radicalement de société, établir une République sociale.

La question à l'ordre du jour de tous les peuples, c'est celle de l'Etat et du pouvoir, de la liquidation du capitalisme.

Un dernier point.

L'union nationale ou le consensus de l'extrême droite à l'extrême gauche avec Macron, le déni permanent du taux réel de mortalité dû au SARS-CoV-2, de l'existence de traitements efficaces pour soigner la covid-19, bref, de la machination à la pandémie virale par tous les acteurs politiques et la presque totalité des médias, interdisent toute confrontation d'idées, à tout esprit critique de pouvoir s'exprimer sous peine d'être immédiatement accusé de complotiste par ces inquisiteurs ou miliciens, gestapistes de la pensée unique, mais cela ne peut durer indéfiniment quand on commence à se poser des questions parce qu'on ne supporte plus la situation qu'on nous impose.

Il faut inciter tous les travailleurs que l'on croise à se demander pourquoi les autorités craignent-elles tant que cela la confrontation des idées, ce qui devrait les amener à avoir la curiosité d'écouter les arguments des uns et des autres, les faits, les données ou les témoignages sur lesquels repose leurs interprétations de la situation, pourquoi de nombreux professionnels de la santé notamment remettent en cause l'existence de cette pandémie. Ainsi un grand nombre d'éléments qu'ils ignoraient seraient portés à leur connaissance, et à l'issue de leur réflexion un certain nombre d'entre eux pourraient modifier radicalement le regard qu'ils portaient sur la situation...

Faudrait-il encore qu'ils fassent preuve de logique et malheureusement ils en sont dépourvus, direz-vous. Certes, et c'est bien pour cette raison que cette confrontation des idées est si importante, parce qu'elle permet justement d'y remédier, de remettre les pendules à l'heure, de se réconcilier avec la réalité et la vérité, selon laquelle Macron et sa bande de croque-morts nuisent délibérément à la santé et au bien-être de la population, ce que beaucoup ont du mal à imaginer. C'est un jeu d'enfant de le démontrer.

Pourquoi Macron a-t-il interdit ou ignoré les molécules qui permettaient de venir à bout du SARS-CoV-2 ? Pourquoi a-t-il remis en cause la liberté de prescrire des médecins de ville ? Pourquoi a-t-il empêché de traiter en préventif les pensionnaires des Ehpad, sinon pour faire un maximum de morts ? Ces arguments, ces faits vérifiables et incontestables sont imparables. Il faut exiger des personnes auxquelles on les soumet qu'elles répondent à ces questions.

Il faut bien avoir conscience qu'aujourd'hui la position de nos ennemis est intenable, car la vérité transpire de plus en plus sur le Net et à travers le monde. Soit les autorités s'enfoncent encore plus dans le fascisme, soit elles lâchent du leste pour sortir de cette situation en espérant en conserver le contrôle...

Diffuser le plus largement possible les informations dont on a eu connaissance est un devoir pour chaque militant ouvrier, chaque travailleur quelle que soit son statut ou la classe à laquelle il appartient. C'est notre tâche prioritaire, viennent l'organisation et l'action pour que la vérité s'impose.

Je rajoute quelque chose le 7 au matin.

C'est le combat jadis pour en finir avec l'esclavagisme qui permit l'amélioration de la condition des esclaves, bien avant qu'il ne soit aboli au profit de la féodalité qui perpétuera le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est le combat pour en finir avec la féodalité qui permit à la bourgeoisie d'obtenir des concessions de la monarchie, sur lesquelles elle s'appuiera pour la renverser tout en perpétuant le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est le combat pour en finir avec le capitalisme qui permit l'amélioration de la condition de la classe ouvrière à partir du milieu du XIXe siècle, sans jamais parvenir à un partage du pouvoir comme cela avait été le cas entre les différentes classes d'exploiteurs dans le passé, parce qu'au sein des rapports sociaux elle incarne la négation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou son combat politique conduit à son abolition, ajoutons pour peu que ce soit l'objectif du mouvement ouvrier. Or, force est de constater qu'il l'a abandonné au profit de la collaboration de classes, qui trompeusement laisserait supposer qu'il existerait un partage des pouvoirs entre les exploiteurs et les exploités, de telle sorte qu'une société meilleure ou plus juste pourrait advenir dans le cadre du capitalisme, ce qui évidemment relève de l'escroquerie politique, comme peuvent en témoigner les différents modes d'exploitation qui se sont succédés dans le passé jusqu'à nos jours, puisque les intérêts des exploiteurs et des exploités demeurent irrémédiablement ou par nature inconciliables, soit ces rapports d'exploitation se perpétuent, soit ils sont abolis, il n'existe pas d'autres alternatives.

Un des traits marquant de la situation actuelle et des rapports entre les classes, c'est la détermination de la classe dominante à renforcer l'oppression des masses exploitées, afin dans un second temps d'accroître le taux d'exploitation. C'est ainsi que la majorité des exploités sont épargnés matériellement ou financièrement par les conséquences des mesures adoptées par Macron pour soi-disant lutter contre une pandémie inexistante ou créée de toutes pièces par l'oligarchie, mesures dites sanitaires que la majorité soutiendra pour cette raison ou auxquelles elle ne s'opposera pas. Financement massif des conséquences économiques de ces mesures afin de garantir la paix sociale, soit en prenant en charge partiellement ou en totalité le chômage qui en a découlé, soit en augmentant les subventions accordées aux ONG, ainsi qu'une batterie de mesures destinées à alléger la pression économique pesant sur les ménages prises par les diverses institutions sur tout le territoire à l'échelle locale ou régionale.

Tandis que la dictature se fait chaque jour plus oppressante, omniprésente, féroce, au point de devenir totalitaire ou n'a plus rien à envier à un régime fasciste. Et tout cela sur fond de collaboration de classes incessante, comme si de rien n'était, tous les acteurs du mouvement ouvrier réclamant en choeur que le peuple soit muselé, vacciné, embastillé à domicile (PCF). C'est ainsi qu'apparaît au grand jour la véritable nature du capitalisme, une dictature exercée et imposée par une classe ultra minoritaire dans la société à toutes les autres classes qui représentent l'immense majorité du peuple.

Dès lors la question qui se pose à chaque exploité et opprimé, est de savoir si l'on doit collaborer avec cette dictature ou rompre avec le régime pour le renverser, si l'on doit recourir aux mêmes moyens, à la même violence ou à une dictature pour mâter cette classe ultra minoritaire, ou si on se résigne au destin cauchemardesque, injuste et cruel qu'elle nous a réservé, où tout espoir d'une vie meilleure aura définitivement disparu pour les générations présentes et à venir. Doit-on s'accommoder ou s'adapter au totalitarisme, au fascisme, collaborer avec ses institutions ou ses représentants ou le combattre à mort pour instaurer une République sociale sur les cendres de l'ancien régime, ce qui implique l'abolition de la Constitution de la Ve République, de l'Etat des capitalistes ?

Un dernier mot.

J'ai proposé aux lecteurs différents scénarios, l'un plutôt pessimiste, l'autre plutôt optimiste, certains pourraient se demander pourquoi je ne me prononce pas en faveur de l'un ou l'autre, je vais vous expliquer pourquoi. C'est parce que cela ne présente aucun intérêt pour moi, puisque dans les deux cas je mène le même combat politique. Je ne varie pas ou je ne m'écarte jamais de nos objectifs politiques, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et le renversement du régime en place, quel que soit le scénario dominant, et vous allez comprendre pourquoi.

Si c'était le scénario le plus pessimiste qui l'emportait, cela ne changerait rien à mon engagement politique, mieux, comme je l'avait pris en compte, je n'en serais pas surpris ou choqué plus que cela, et je pourrais continuer mon combat politique sans sombrer dans une profonde dépression, ce qui ne serait pas le cas de ceux qui s'étaient faits bien des illusions ou qui avaient refusé obstinément de regarder la réalité en face. Si c'était le scénario le plus optimiste qui survenait, je m'en réjouirais évidemment, je m'y serais également préparé, ce qui me faciliterait la tâche pour y contribuer ou continuer mon combat politique, ce qui ne serait pas le cas ou plus beaucoup plus difficilement pour tous ceux qui avaient refusé d'accorder leur confiance aux masses, qui s'en étaient détournées, ainsi que du socialisme.

Maintenant on peut concevoir qu'en cas de victoire du pire scénario qui interdirait toute issue politique favorable aux exploités avant des

lustres, des vieux militants ou travailleurs préfèrent se retirer prématurément ou hâter leur sortie de ce monde infâme, car réduit à l'impuissance et n'ayant plus rien à en attendre le peu de temps qu'il leur resterait encore à vivre, parfois physiquement très diminués, sans famille, ils s'épargnent des souffrances inutiles, sans qu'on ait à les juger, d'ailleurs ici on ne juge personne, hormis nos bourreaux !

Contrairement à ceux qui vont devoir chercher désespérément des prétextes pour justifier telle ou telle bassesse, trahison ou infidélité, après avoir renié leur engagement politique, ma démarche présente au moins l'avantage de prendre en compte tous les scénarios possibles et inimaginables, la totalité des facteurs et rapports qui composent la réalité, de tenir compte des différentes interprétations en présence et qui s'opposent, au lieu de mépriser ou nier celles que je ne partage pas, car sachant qu'elles font aussi partie de la réalité et qu'elles comportent une part de vérité, une part seulement et c'est bien là leur faiblesse, de demeurer honnête et sincère en toute circonstance, de tenir à des principes ou valeurs, à un idéal humaniste jusqu'au bout, sans avoir quoi que ce soit à justifier ou à me reprocher, sans avoir de compte à rendre à personne, donc de pouvoir vivre et mourir l'esprit tranquille, ce que je souhaite à chacun d'entre vous.

Une précision qui s'impose après avoir abordé différents sujets.

Les gens en général se laissent aller à porter des jugements sur tout et rien, qu'ils sont incapables d'assumer, et il est inutile de leur en faire part, ils ne vous écouteront pas ou ils se mettront en colère si vous insistez. J'avoue mal le vivre parce que cela me fait de la peine, c'est bien triste d'en arriver-là. Je vous ai raconté à de nombreuses reprises les rapports que j'avais avec les Indiens ou mon entourage, ce qui a du être mal compris ou jugé pitoyable par certains tiers-mondistes à l'esprit étroit ou borné influencés par l'idéologie social-démocrate libertaire partagée par les ongistes.

Je sais qu'à trop se confier à des gens qui ne le méritent manifestement pas, mais avons-nous le choix, il y en a qui saisissent l'occasion pour faire le lien entre le moindre désaccord politique qu'ils ont avec moi, avec le comportement que j'ai avec les Indiens et qu'ils condamnent, parce qu'ils ne le comprennent pas, pour en conclure hâtivement que je serais un sale type, infréquentable et j'en passe. On me l'a écrit.

Hier soir Adi, l'une des soeurs de ma compagne Selvi, m'a téléphoné pour me remercier de lui avait offert un téléphone. Veuve, la cinquantaine, en mauvaise santé, dépressive, travaillant à mi-temps et hyper exploitée, très pauvre, à la rue, elle vit chez son frère, aucun de ses trois enfants en ménage ne voulait d'elle, elle me doit encore 160.000 roupies (en fait la dette de ses sales gosses qui ont la trentaine) qu'elle ne pourra jamais me rembourser, pour la peine ou comme sanction parce que je suis un vrai salopard, je lui ai fait ce cadeau parce que j'estimais qu'elle en avait besoin et que cela lui ferait un immense plaisir, je précise que je la vois très rarement et jamais seule pour éviter toute interprétation déplacée. Je n'ai pas osé lui dire que tout le plaisir était pour moi, pour ne pas ternir ou affaiblir le sien qui m'était très cher.

Oui, j'ai poussé le scrupule jusque là, je n'ai pas voulu lui ôter ce rare moment de bonheur dans sa vie si terne et triste à mourir. Vous ne pouvez pas imaginer quel bien cela m'a fait de me sentir aussi propre dans ce monde dégueulasse, à croire que j'en avais besoin également, car on étouffe littéralement sous cette chape de plomb du totalitarisme. Pour moi, faire le bonheur de quelqu'un ou combattre pour l'idéal humaniste que j'ai adopté, le socialisme, c'est indissociable.

La mauvaise foi, l'hypocrisie, le mensonge et le déni permanent, la malhonnêteté intellectuelle, l'individualisme misérable, toutes les bassesses auxquelles se livrent les uns et les autres pour cautionner Macron et son régime en prétendant s'y opposer me donnent la nausée. Affirmer que pour rien au monde je voudrais leur ressembler, cela n'engage à rien, le prouver au quotidien est indispensable, ne serait-ce que pour prouver que c'est possible, qu'il existe encore ou aussi cette espèce d'hommes dans la société, en voie de disparition, je l'ignore.

J'ai eu largement le temps de m'apercevoir que quoi que je fasse, si mon courant politique n'intéressait personne ou presque, de fait, probablement que je n'y étais pour rien ou c'était au-dessus de mes forces, on ne doit jamais se prendre pour ce qu'on n'est pas, n'est-ce pas ? Alors je prie ceux qui me demandent avec insistance de continuer encore et encore de cesser de m'importuner avec cela. C'est très gentil de leur part, mais j'ai vraiment l'impression de perdre mon temps et le peu de jours qu'il me reste encore à vivre. Il faut qu'ils sachent qu'actualiser ce portail dans des conditions aussi difficiles me pourrit l'existence ainsi que celle de mes proches que je néglige. Je veux dire par là, que cela leur pose des problèmes que je ne sois jamais disponible pour faire face aux difficultés de la vie quotidienne auxquelles nous sommes confrontés, le coût est beaucoup trop élevé et je n'ai pas le droit de leur faire supporter, vous comprenez.

Personne n'a voulu participer à cette expérience politique ou la partager avec moi, dont acte, je respecte le choix des lecteurs ou militants. Dorénavant j'en ferai beaucoup moins sans cesser totalement cette activité politique. En revanche, je continuerai de répondre avec le même enthousiasme ou la même motivation aux courriels que je recevrai. Je n'ai recontacté aucun militant ou lecteur qui m'avait écrit un jour ou il y a des années, ce n'est pas mon truc d'harceler quiconque, chacun est libre d'entretenir des relations avec qui il veut, c'est mon principe et je m'y tiens.

Je ne vous dirai pas bonne chance, plutôt bon courage pour la suite, chacun va en avoir besoin pour continuer à vivre dans un monde aussi sordide et cruel, complètement con, car c'est bien cela qui est à l'honneur aujourd'hui, la connerie ou l'ignorance dans toute sa splendeur qu'on a du mal à qualifier d'humaine. Moi ici, j'arrive à me faire comprendre en anglais et tamoul auprès de travailleurs indiens ultra arriérés ou analphabètes qui ne croient pas en l'existence d'une pandémie virale, alors que les dirigeants du mouvement ouvrier en sont les porte-parole, cherchez l'erreur.

Haut de page

Le 15 mars 2021

On ajoutera de nombreux documents demain. Les systèmes d'exploitation de mes deux ordinateurs étant obsolètes (XP et System 7), je ne peux plus accéder à de nombreux articles ou vidéos, ce qui perturbe mon travail. Mon beau-fils devait m'apporter un module à connecter fonctionnant sous le système 10 de Microsoft, mais j'attends toujours, il faut dire qu'il se marie le 27, donc il est très occupé.

Cette causerie est un peu décousue, peut-être que ce format n'est pas ou plus le mieux adapté à l'évolution de la situation.

Je n'ai pas ni le temps ni la force de faire mieux, désolé. J'ai déjà trop négligé ma santé et mon entourage, et je ne tiens pas à continuer, rien ne le justifierait ou cela ne rendrait service à personne.

L'essentiel, c'est de s'en tenir aux faits et de montrer de quelle manière ils s'enchaînent ou quels liens ou rapports ils existent entre eux, au-delà de la simple actualité ou en les situant dans la perspective du processus historique inconscient, afin que les lecteurs en arrivent à la conclusion que l'abolition du capitalisme et le passage au socialisme sont une nécessité historique ou qu'il n'existe pas d'autres alternatives politiques.

Dans cette causerie, on brocarde à nouveau le mouvement ouvrier parce qu'il est indigne de nous représenter après nous avoir trahis. Que ses dirigeants soient des fanatiques de la muselière et de la piquouse, ne devrait étonner aucun militant qui y a été confronté de l'intérieur, à condition qu'ils se soient remis du lavage de cerveau qu'ils avaient subi, ce qui apparemment reste à démontrer pour la plupart d'entre eux ou on se demandera où ils ont bien pu passer, qu'ils se fassent connaître, on pourra enfin se compter.

Je sais, on se répète, on rabâche, c'est inévitable, de mon côté j'ai l'impression d'avoir tout dit et de n'avoir rien à ajouter, surtout en observant que cela ne sert à rien.

Macron n'a eu aucune difficulté à enrôler dans sa guerre la majorité des travailleurs et des militants en leur désignant leurs ennemis, les médecins décidés à traiter leurs patients avec les molécules efficaces existantes, les militants ou les personnalités d'horizons divers qui s'opposaient à ses mesures liberticides, les médecins seront menacés ou réprimés par l'Ordre des médecins hérité du régime de Vichy, et comme l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier sans exception à ma connaissance emboîteront le pas du tyran, gageons que je mériterais au moins le même sort que Liebknecht et Rosa Luxemburg ou les victimes des procès de Moscou au milieu des années 30 ou de tous les opposants au totalitarisme ou au fascisme.

D'un pareil aveuglement ou manque de discernement, d'une pareille injustice, il n'y aura rien à attendre de bon avant longtemps, c'est à craindre. Soyons lucide, au lieu de faire preuve d'un optimisme béat, irraisonné ou trompeur au côté des hypocrites ou démagogues dont la morale répugnante camouflée derrière de bonnes intentions n'a rien à envier à celle de nos geôliers, il nous reste l'espoir qu'au sein des masses de nouvelles générations de militants finissent par voir le jour, et parviennent à tirer tous les enseignements politiques de cette époque détestable et renouent enfin avec le socialisme.

C'est en novembre 2012 que je publierai le premier extrait d'article faisant référence à G. Orwell et que je découvrirai *1984*.

Faisons l'idiot, je me demande bien pourquoi j'ai attendu si longtemps pour faire sa connaissance. La réponse figure dans cette causerie ou vous avez peut-être déjà deviné pourquoi. Il y a toujours une explication à tout dans la vie. Cependant on regrettera qu'elle arrive souvent bien tard. C'est toujours mieux que jamais ou mourir idiot. Inutile de désigner les intéressés, ils se reconnaîtront eux-mêmes, à moins qu'ils en soient incapables jusqu'à leur dernier souffle.

Vous avouerez tout de même, quel cauchemar, que je ne vous souhaite pas de vivre ! Désolé, ici on est là pour partager le meilleur, dans le meilleur des mondes, mais là je crains qu'il faille attendre encore un peu...

Le crétinisme et la servilité ambiantes m'inspirent, normal ils font partie de la réalité qui est notre principale source d'inspiration et d'imagination. Je plains sincèrement ceux qui refusent de s'y tenir aussi cruelle soit-elle, car ils se privent ainsi des moyens de l'affronter dans les meilleures conditions pour espérer un jour l'orienter dans une autre direction. On ne leur en voudra pas, car ce serait ridicule et injuste, pour autant nous ne les épargnerons pas puisque rien ne peut justifier d'oeuvrer à sa propre perte, et qui plus est d'imposer un tel destin à ses semblables. Que voulez-vous, on est humaniste ou on ne l'est pas.

Totalitarisme. Ne serait-ce pas suffisant pour s'y opposer ?

- États-Unis: Obama, Bush, Clinton et Carter font campagne pour la vaccination dans une vidéo - BFMTV 12 mars 2021

Du coup l'instauration d'un régime totalitaire ou fasciste en France ne les dérange pas vraiment non plus.

- L'utilisation du code QR bientôt obligatoire pour accéder aux restaurants et lieux de culture ? - RT 12 mars 2021

Le gouvernement planche sur une méthode afin de permettre la réouverture des restaurants et des lieux culturels. La solution envisagée devrait passer par l'utilisation du code QR. «Le QR code sera obligatoire en termes d'affichage [...] et on demandera aux gens de la scanner», a ainsi expliqué ainsi Jean-Baptiste Lemoyne sur Public Sénat le 10 mars. Si cette méthode est validée, chaque établissement aura ainsi un code QR que les clients devront scanner à l'entrée afin de se signaler. Cela permettra ainsi à l'établissement de les recontacter si une personne présente en même temps qu'eux dans l'établissement est testée positive au Covid-19.

Jean-Baptiste Lemoyne a aussi évoqué la possibilité d'utiliser l'application «Tous anti-Covid» pour la mise en place de ce nouveau système d'accès aux restaurants en remplacement du cahier qui était utilisé par les restaurateurs lors des premiers déconfinements pour enregistrer les clients. Selon Le Parisien, la méthode pourrait être testée dans les jours prochains dans des restaurants réservés aux routiers. Le ministre a précisé qu'une réouverture progressive des lieux de vie pourrait ainsi peut-être se faire à partir de la mi-avril. La ministre de la Culture Roselyne Bachelot, «y travaille aussi dans le monde de la culture», a-t-il également précisé. Jean-Baptiste Lemoyne n'exclut pas non

plus des «expérimentations» dans le monde de l'événementiel (congrès, foires) comme il en est envisagé sur des festivals ou concerts. RT 12 mars 2021

- 31 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

De quoi alimenter notre réflexion

- « Ce n'est pas d'un vaccin pour s'immuniser contre les infections virales dont l'humanité a besoin, mais d'un vaccin contre la peur afin de s'immuniser contre la stratégie du choc et les manipulations politiques qui sont en train de l'asservir. » Vincent Mathieu, Ph.D.

LVOG - Elle l'était déjà, une étape de plus a été franchie pour rendre cet asservissement irréversible ou définitif, néanmoins ils ne pourront jamais y contraindre toute la population tout le temps...

Les opposants d'opérette ou les soudaines bonnes consciences se focalisent sur la peur des masses, sur les moyens ou les instruments mis en oeuvre pour créer un climat de psychose collective, mais ils ne se demanderont pas pourquoi des personnes éduquées, instruites, évoluées et censées être en mesure de réfléchir ou de faire preuve d'un minimum de logique, d'esprit critique en sont soudainement incapables ou dépourvues, à moins que cela n'ait jamais vraiment été le cas, c'est l'hypothèse la plus vraisemblable que je retiendrai car elle correspond apparemment à la triste réalité que nous avons sous les yeux quotidiennement.

Bien évidemment aucun acteur n'y fera allusion ou encore moins ne l'admettra, y compris ou surtout au sein du mouvement ouvrier, car elle remettrait en cause le culte inavoué qu'ils vouent au capitalisme et à ses institutions, dont l'école et l'université qui inclut la médecine et la recherche, dont la vocation n'a jamais été de concourir au bien-être de la population et à combattre l'ignorance ou à l'instruire, mais plutôt pour qu'elle s'adapte aux besoins du capitalisme.

Cela, vous ne le lirez dans aucune littérature des syndicats ou des partis dits ouvriers. Vous comprenez pourquoi il faut refonder de fond en comble le mouvement ouvrier ? Non, tant pis, cessez alors de vous plaindre de votre sort et de faire croire que vous luttez pour un monde meilleur, vous êtes indignes de vous exprimer en notre nom et au nom du socialisme.

- « Dociles, maladifs, médiocres » disait Nietzsche, parlant de ces personnes ayant gardé cet instinct bestial. Instinct nous poussant tous, plus ou moins, à courber l'échine, à redevenir des enfants marchant à quatre pattes et aussi obéissants qu'eux, par peur, « de manière aveugle et sans réflexion ». Ainsi le nazisme a pu voir le jour. Ainsi une foule a regardé une femme se faire abuser en pleine journée dans un métro bondé comme cela fut le cas à Lille récemment. C'est l'esprit d'égalité qui sous-tend probablement cet instinct primitif. Tous pareils, tous aussi poltrons et peureux, sans audace ni courage.

Le plus fascinant dans la période que nous vivons est l'enthousiasme des foules et pas seulement françaises, pour se précipiter se faire tester, et pire se faire vacciner. Pourtant il faut vraiment vouloir ne pas savoir que le coronavirus de l'année 2019 est très peu mortel et en tous cas pas plus que la grippe qui n'a jamais entraîné un tel délire collectif.

Une hystérie mondiale qui continue malgré les preuves accumulées de la faible nocivité du virus, l'existence de traitements précoces efficaces, de la mascarade des tests PCR faux positifs à 97% quand ils sont utilisés en dépistage chez des gens sains, des doutes majeurs sur l'efficacité et la toxicité des vaccins dont l'expérimentation (phase 3) ne se terminera qu'en 2023.

Bizarre, bizarre, la ruée vers l'or (transformée en plomb) qui se poursuit malgré le défilé quotidien d'informations sur tel EHPAD allemand, puis norvégien ou espagnol dans lesquels un tiers des résidents autrefois bien portants sont morts très vite dans les jours ou semaines qui ont suivi l'injection vaccinale miraculeuse. Pour rejoindre le ciel plus vite ? Et bien sûr, sans recul suffisant, on ne sait que très peu de choses de ce qui pourrait se passer chez les vaccinés rencontrant le coronavirus d'ici quelques semaines. On peut être inquiet quand on connaît les expériences sur les animaux dans la tentative de vaccin contre les précédents coronavirus pathogènes, SRAS et le Mers et les décès des animaux vaccinés. Évidemment on aurait pu penser que cela rendrait prudents expérimentateurs apprentis sorciers, et citoyens cobayes, mais il n'en est rien.

Le taux de mortalité par infection par le Sars-Cov-2 est certainement beaucoup plus faible que tous les modèles initiaux prévus. À l'origine, il était massivement excessif, l'OMS a supposé 3,4%. Des études ultérieures ont montré qu'il est beaucoup plus faible, dans certains cas même en dessous de 0,1%. Un rapport publié dans le propre bulletin de recherche de l'OMS en octobre a révélé un CFR de 0,23 %, « ou peut-être significativement inférieur »

Cela signifie que même selon l'OMS, au moins 99,77 % des personnes infectées par le virus survivront.

Pourquoi tant de hâte ?

Nous sommes enfermés de fait depuis onze mois et l'obsession de tout un chacun est de sortir de prison. L'emprise des mondialistes qui ont concocté et appliqué ce plan terrible explique probablement les réactions tout à fait extravagantes envers les tests PCR et surtout les vaccins auxquelles nous assistons.

Une grande partie de la planète a subi cet enfermement doublé de bourrage de crâne pluriquotidien, transformant des milliards d'individus en adeptes d'une « secte covid19 » dont il est terriblement difficile de s'extraire comme de toute secte. Il nous faudrait des psychiatres efficaces et compétents pour une immense thérapie de groupe. Jusqu'où courberons-nous l'échine ?

« En tant que professionnel de la santé mentale, j'ai entendu maintes histoires de personnes qui se sont mises à genoux devant leur intimidateur en pensant retrouver la paix et la vie d'avant. La peur, la culpabilisation et l'emprise sont les armes des manipulateurs pervers. Elles mènent les gens à faire bien des courbettes et les ingénieurs sociaux le savent très bien.

Telle une personne abusée, la population se trouve-t-elle présentement tétanisée et soumise devant le harcèlement brutal du gouvernement ? »

Serions-nous atteints d'un syndrome de Stockholm ? Eric Fromm décrit un phénomène semblable dans son livre « la peur de la liberté ».

« Il élabore sur la façon dont le citoyen peut affectionner ou vénérer les figures autoritaires afin d'échapper à l'angoisse que provoquerait une remise en question ou une confrontation du régime politique. L'identification à la pensée dominante et l'idéalisation de ceux qui nous régentent deviennent les palliatifs à une réflexion complexe et rationnelle sur la situation sociale vécue ». Dr Nicole Delépine 1 mars 2021

LVOG - Ceux qui ne comprennent pas ce que cela signifie, feraient bien de regarder sur le Net des documentaires tournés en Allemagne dans les années 30-40. On les conseillera aussi à tous ceux qui ont opté pour la muselière et la vaccination au côté du tyran Macron, et qui osent encore se réclamer du socialisme, on se demande bien lequel !

LVOG - Si j'ai bien suivi, sur la base d'observations et d'études effectuées dans le monde entier, les vaccins de la grippe et les vaccins ARNm ainsi que certaines molécules comme le Remdesivir favorisent la mutation des variants du SARS-CoV-2, donc l'apparition de nouveaux coronavirus qui peuvent être plus contagieux, mais pas forcément plus mortels. Les variants qui sont apparus notamment en Grande-Bretagne et en Afrique du Sud ont émergé simultanément aux essais de vaccins pratiqués sur des volontaires, autrement dit ce sont ces vaccins produits par les trusts pharmaceutiques qui sont à l'origine de ces variants. Il y a pire.

Si elles se font vacciner, les personnes porteuses asymptomatiques ou qui ont été infectées par le coronavirus au cours des derniers mois - ce qu'elles ignorent pour un grand nombre d'entre elles, elles peuvent développer de nouveaux variants et se retrouver gravement contaminées, voire décéder, et cela concerne toutes les catégories d'âge, surtout les jeunes qui jusque là avaient été épargnés, et à ce jour rien ne prouve que les molécules qui étaient efficaces pour traiter la covid-19 et les variants successifs ou nouveaux coronavirus qui sont apparus seraient efficaces. Autrement dit, du jour au lendemain on pourrait se retrouver avec de nouveaux coronavirus contre lesquels il n'existerait aucun traitement, ce serait le pire scénario que des médecins envisagent sérieusement.

Ces thérapies géniques (ARNm) et le Remdesivir notamment interfèreraient de différentes manières avec les défenses immunitaires développées par une personne en fonction de son état biologique, soit en les affaiblissant, soit en démultipliant la production d'anticorps qui se retournent contre les cellules saines, pour faire bref, de sorte qu'une personne précédemment en bonne santé devient vulnérable et dès lors sa vie peut être mise en danger. A suivre.

Vous trouverez toutes les informations nécessaires dans les liens qui figurent dans notre portail. Bien que je l'aie brocardé et que je n'y interviens plus, pour gagner du temps, vous pouvez suivre les commentaires qui figurent dans le blog du docteur Maudrux.

Tous ces liens (articles et vidéos) sont de droite ou même parfois proche de l'extrême droite. Je n'y suis pour rien si la gauche et l'extrême gauche pratiquent délibérément la désinformation et la censure sur ce sujet au côté de Macron et LREM, comme pour tous les autres d'ailleurs, ce qu'hélas on s'est aperçu un peu tard. Personne ne vous oblige a adopté l'idéologie qui domine dans ces blogs. Demandez-vous plutôt pourquoi et comment ou encore depuis quand l'extrême gauche est devenue un rouage de la réaction, vous n'êtes pas au bout de vos surprises. En se faisant les zélés porte-parole de la vaccination, avec Macron et l'UE l'extrême gauche encourage l'ostracisme des personnes qui refusent de se faire vacciner, elle justifie indirectement la vaccination obligatoire et cautionne à l'avance le passeport sanitaire digne d'un régime fasciste. Incroyable, n'est-ce pas, et pourtant c'est la stricte réalité.

On reconnaît les intervenants ou les blogs qui avancent masqués ou camouflés et qui se prétendent apolitiques ou affirment se démarquer de la droite ou de l'extrême droite à la sémantique qu'ils emploient et aux amalgames auxquels ils recourent, fustigeant feu l'URSS, la Pravda, le communisme, assimilant l'Union européenne à l'URSS, Macron et LREM au socialisme ou à la gauche, alors que l'extrême-centre incarne ou intègre toutes les composantes de la réaction, y compris l'extrême droite, ce que les lecteurs ne doivent surtout pas s'apercevoir, à l'exception de la véritable gauche ou de l'extrême gauche demeurées fidèles au socialisme et qui ne disposent plus de représentations politiques, hormis La Voix de l'Opposition de Gauche dont les travailleurs ignorent l'existence et quelques voix isolées qui souhaitent le rester.

Deux commentaires d'internautes.

1 - "Je me demande où sous passés les voix de gauche ou au moins progressistes dans ce pays. Nous en sommes réduits à faire défendre nos libertés par un Dupont-Aignan et une Le Pen.

On parle de passeport vaccinal pour un virus qui a une létalité soigné de 0,5% et encore certaines catégories de personnes, au secours la Chine et sa reconnaissance faciale et son score social."

2 - "Les partis politiques, les syndicats, les ONG, tous semblent unis contre la médecine, contre les traitements et contre la santé publique. Le lavage de cerveau ne concerne pas seulement les individus, il touche encore plus les organisations. Nous devons dès maintenant

rejoindre les associations et autres groupes qui défendent les citoyens contre le nihilisme médical et le tout répressif. La passivité et l'isolement ne nous mènent qu'a plus de maltraitance et moins de démocratie."

LVOG - Ne vous illusionnez pas, dans l'état actuel des choses, la situation politique est sans issue, comme d'ailleurs à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. En réalité, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que rien n'a changé depuis, il est donc normal qu'à un moment donné on en revienne à la situation des années 30, quand le mouvement ouvrier était déjà pourri par la social-démocratie dégénérée et le stalinisme, sans qu'aucun nouveau courant politique se réclamant du socialisme ne parvienne à se structurer et à constituer une alternative à la SFIO (PS) et au PC (F). Nous en sommes toujours là.

Un autre commentaire relayait la radicalisation de pans entiers des classes moyennes.

A propos d'un article du docteur Maudrux.

- « Finalement je suis déçu, je croyais l'Ivermectine universelle. Non, je dois constater qu'elle ne tue pas tous les parasites qui sont nuisibles pour notre santé. »

Le ton des billets a changé.

On sent la révolte.

Si seulement elle pouvait se propager au sein d'un large public et devenir une révolution !

En complément.

- Grèce: tollé après une intervention musclée de la police pour faire respecter le confinement - BFMTV 8 mars 2021

Des affrontements entre des policiers et des résidents ont éclaté ce dimanche dans la banlieue d'Athènes, après une intervention musclée des forces de l'ordre pour faire respecter le confinement ayant provoqué un tollé dans le pays.

La police a dispersé à l'aide de gaz lacrymogènes près de 500 personnes, qui s'étaient rassemblées en fin de journée sur la place Nea Smyrni, dans la banlieue sud de la capitale grecque, pour protester contre un incident qui s'était produit un peu plus tôt dimanche.

Sur des vidéos filmées l'après-midi au même endroit, qui ont mis le feu aux poudres, on voit un policier frapper violemment un jeune homme avec une matraque. On entend le jeune homme crier: "j'ai mal", tandis que des passants s'indignent du comportement des policiers.

La police a indiqué de son côté avoir envoyé une patrouille à moto dans l'après-midi sur la place Nea Smyrni "pour contrôler l'application des mesures" contre le coronavirus, précisant avoir reçu de nombreuses plaintes dénonçant le non-respect des restrictions à cet endroit.

La police a ajouté avoir été attaquée alors par 30 personnes qui ont causé des blessures à deux de ses agents. Onze personnes ont été arrêtées. La police a aussi annoncé l'ouverture d'une enquête interne sur le policier filmé en train de frapper le jeune homme. BFMTV 8 mars 2021

Un autre commentaire témoignait de la confusion qui règne parmi ces résistants encore enchaînés au régime.

Un lecteur du blog du Dr. Maudrux.

- Pour info, j'ai posté a semaine dernière une lettre à Mr MACRON sur le site =

https://www.elysee.fr/ecrire-au-president-de-la-republique/

Reprenant certains de vos billets sur l'Ivermectine, notamment celui de la demande de RTU + le lien vers votre blog

J'ai répété l'opération vers Mme MACRON

J'ai bien reçu un mail me confirmant que ces courriers seraient examinés par les équipes du Service de la Communication Directe, puis transmis, le cas échéant, à un conseiller afin de permettre au chef de l'Etat ou à l'un de ses plus proches collaborateurs de me répondre.

Wait and see

Mais je ne pouvais plus rester sans rien faire !

Si chaque citoyen sachant qu'il existe un traitement simple, disponible immédiatement, éprouvé de longue date, disposant de maintes études sérieuses et ne coûtant quasiment rien inondait = https://www.elysee.fr/ecrire-au-president-de-la-republique/

Peut être que les lignes bougeraient...

Les Echos ont confirmé ce que j'indiquais plus haut.

Covid : l'étude qui bouleverse nos certitudes sur la résistance du virus - Les Echos 5 mars 2021

Dans une expérience impressionnante ayant consisté à injecter la souche initiale du coronavirus SARS-CoV-2 dans le sérum riche en anticorps neutralisants d'un ancien malade du Covid-19, une équipe de scientifiques a montré qu'il suffisait de 80 jours à la sélection naturelle pour transformer cette souche initiale en un virus mutant, contre lequel les anticorps sont sans effet.

Voulez-vous transformer la version standard du coronavirus en un mutant capable de résister aux meilleurs anticorps ? Rien de plus simple : laissez faire la nature, la sélection darwinienne se chargera de vous en fourbir un en moins de trois mois. Tel est l'esprit et le sens d'une spectaculaire expérience conduite par un ponte du domaine, l'Italien Rino Rappuoli (scientifique principal et chef de la R&D externe de GSK Vaccines), dont les résultats ont été prépubliés sur le serveur BioRxiv . Les Echos 5 mars 2021

Deux témoignages scientifiques parmi beaucoup d'autres l'a confirmé aussi.

- Vidéo. Ne serions-nous pas des cobayes ? L'ANSM donne son feu vert pour le Bamlanivimab dans le COVID - IHU Méditerranée-Infection 3 mars 2021

https://www.youtube.com/watch?v=9esU6S691fE

- Vidéo. Quo vide Vaccin risque : mort décès mille fois supérieur au "bénéfice" - Dr. Denis Agret 6 mars 2021

https://www.youtube.com/embed/X5GBQh4XXwY

Un internaute parmi bien d'autres rapporte des faits (sourcés) qui le confirment également.

- Il s'agit encore d'une décision contestable, à mon avis, car les cas de décès survenant après la vaccination contre le Covid se multiplient. J'en en déjà cité dans un sujet dédié du blog. En voici d'autres : En provenance du Japon on apprend qu'une femme est décédée d'une hémorragie cérébrale quelques jours après sa vaccination contre le Covid-19. On on lit que le lien avec la vaccination est incertain :

https://www.straitstimes.com/asia/east-asia/woman-dies-from-brain-haemorrhage-in-japan-days-after-vaccine-but-link-uncertain

Mais je sais aussi qu'une autre femme aux Etats-Unis était décédée d'un accident vasculaire cérébral après sa vaccination contre le covid :

https://eu.freep.com/story/news/health/2021/02/18/macomb-covid-vaccine-death-daniel-thayne-simpson/4380833001/

Là je lis qu'un homme de 45 ans est décédé après ladite vaccination:

https://www.businesstoday.in/coronavirus/man-dies-after-taking-second-dose-of-covid-19-vaccine-in-thane/story/432870.html

Là c'est un homme de 63 ans qui en est mort 2 jours après la vaccination.

J'en passe. Je retiens qu'on va contraindre des gens à jouer à la roulette russe en les obligeant à se vacciner contre le Covid !

- Aux Etats-Unis une femme de 39 ans est décédée 4 jours après sa prise de la deuxième dose du vaccin Moderna contre le COVID-19. Une autopsie a été ordonnée. Sa famille a déclaré qu'elle n'avait aucun problème de santé connu.

https://kutv.com/news/local/utah-woman-39-dies-4-days-after-2nd-does-of-covid-19-vaccine-autopsy-ordered

- De plus en plus de questions sur la sécurité des vaccins Covid-19. Excellente lettre de médecins et scientifiques demandant à l'Agence européenne des médicaments si certains risques ont bien été exclus dans les essais avant l'autorisation accordée, tels que les risques de thrombose et de thrombocytopénie…

(https://doctors4covidethics.medium.com/urgent-open-letter-from-doctors-and-scientists-to-the-european-medicines-agency-regarding-covid-19-f6e17c311595).

Identification de sites ADE dans la proteine spike (dans NTD et RBD) qui pourraient faciliter l'infection et devraient donc être exclus pour améliorer la sécurité du vaccin.

(https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.10.08.20209114v1 ;

https://www.biorxiv.org/content/10.1101/2020.12.18.423358v1;).

Peu d'anticorps neutralisants après vaccins à ARNm chez 6 adultes étudiés à New York.

(https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2021.03.07.21253098v1).

Près d'un tiers des sujets agés n'ont pas d'anticorps neutralisant après vaccin ARNm Pfizer, ce qui interroge sur leur protection et le risque d'ADE ou d'infection facilitée par le vaccin.

(https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2021.03.03.21251066v1?fbclid=IwAR0joxLo-CWbYBqLg2hYr27xUW1PLd-bx9qvnXu5Oz4CmLGWNiWofTJFioY)

- A propos du vaccin AstraZenecca, on dit qu'il n'est efficace qu'à 22 ou 30 % selon les études sur le variant Sud Africain.

En Moselle, où je réside, il y a plus de 54% de ce variant, et on vaccine avec ce vaccin… Ai-je raison de penser que c'est absurde ?

- Depuis qu'Israël s'est transformé en une nation de cobayes, un virus qui s'attaquait autrefois aux personnes âgées et à celles souffrant de graves problèmes de santé a maintenant complètement changé de nature. Après seulement deux mois d'une campagne de vaccination de masse « réussie », 76 % des nouveaux cas de Covid-19 ont moins de 39 ans. Seuls 5,5 % ont plus de 60 ans. 40 % des patients en phase

critique ont moins de 60 ans. Le pays a également détecté une forte augmentation des cas de Covid-19 chez les femmes enceintes, dont plus de quelques-unes sont dans un état critique. Au cours des dernières semaines, le nombre de nouveaux-nés atteints de Covid-19 a connu une forte hausse de 1300 % (de 400 cas chez les enfants de moins de deux ans le 20 novembre à 5 800 en février 2021).

À lire.

https://plumenclume.org/blog/677-sccop-le-pdg-de-pfizer-admet-qu-israel-est-le-laboratoire-du-monde

Les données recueillies en Israël indiquent une étroite corrélation entre la vaccination de masse, les cas et les décès.

Cette corrélation indique la possibilité que ce soient les vaccinés qui aient effectivement propagé le virus ou même une série de mutants qui sont responsables du changement radical des symptômes ci-dessus. Nouveau virus suite à la vaccination de masse et 4 e confinement…

https://plumenclume.org/blog/677-sccop-le-pdg-de-pfizer-admet-qu-israel-est-le-laboratoire-du-monde

- Après la vaccination de masse, l'obligation de porter une pastille, puis un bracelet, comme pour purger une peine, voilà t'y pas qu'à Tel Aviv sont organisés des concerts réservés aux… Vaccinés !

Une femme reçoit un vaccin contre le Covid-19 dans le cadre d'une initiative de la municipalité de Tel Aviv, qui offrait une boisson gratuite dans un bar aux résidents qui se font vacciner.

Source :

https://francais.rt.com/international/84468-israel-mairie-tel-aviv-organise-concerts-reserves-personnes-vaccinees

Les vaccins qui tuent par milliers et rend malade par centaines de milliers des bien-portants.

- Covid-19 : le Danemark, l'Islande et la Norvège suspendent le vaccin AstraZeneca par précaution - franceinfo/AFP 11 mars 2021

Le Danemark a enregistré un cas de décès par thrombose d'une personne ayant reçu le vaccin AstraZeneca. D'autres cas graves ont été signalés dans plusieurs pays.

Les injections sont stoppées net. Le Danemark, l'Islande et la Norvège ont suspendu leur utilisation du vaccin AstraZeneca, jeudi 11 mars, par précaution et jusqu'à nouvel ordre. Cette décision intervient "après des rapports de cas graves de formation de caillots sanguins chez des personnes qui ont été vaccinées avec le vaccin Covid-19 d'AstraZeneca", a indiqué l'autorité sanitaire danoise, la première à prendre une telle décision.

Selon l'Agence européenne du médicament (EMA), seulement 22 cas de thrombose avaient été signalés à la date de mardi pour plus de trois millions de personnes vaccinées dans sa zone (Union européenne, Norvège et Islande).

Lundi, l'Autriche avait annoncé avoir cessé d'administrer un lot de vaccins produits par le laboratoire anglo-suédois, après le décès d'une infirmière de 49 ans qui a succombé à de "graves troubles de la coagulation" quelques jours après l'avoir reçu. Quatre autres pays européens, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et le Luxembourg, avaient suspendu dans la foulée les vaccinations avec des doses provenant de ce lot, livré dans 17 pays et qui comprenait un million de vaccins. franceinfo/AFP 11 mars 2021

- Coronavirus: L'Italie interdit l'utilisation d'un lot de vaccin AstraZeneca - Reuters 11 mars 2021

LVOG - Au total hier 12 mars, 9 pays de l'UE avaient adopté cette mesure.

Peu importe, l'agence de Big Pharma persiste et signe.

- Covid-19 : il n'y a pas de raison de ne pas vacciner avec AstraZeneca selon l'OMS - lefigaro.fr 12 mars 2021

Comment continuer de nier l'existence de molécules efficaces contre le SARS-CoV-2 ou ses variants. Mode d'emploi de Big Pharma.

- Covid-19: essais prometteurs pour un médicament par voie orale - orange.fr 6 mars 2021

Le géant pharmaceutique Merck et un laboratoire américain ont annoncé des progrès samedi dans la conception d'un médicament administré par voie orale contre le Covid-19: leur antiviral en cours de test a eu des effets positifs dans la réduction de la charge virale.

"Sachant qu'il y un besoin non satisfait de traitements antiviraux contre le SARS-CoV-2, nous sommes encouragés par ces résultats préliminaires", a déclaré dans un communiqué Wendy Painter, la cheffe des médicaments de Ridgeback Biotherapeutics.

Des antigrippaux comme l'oseltamivir (Tam) et le zanamivir (Relenza) sont parfois prescrits contre la grippe saisonnière, mais la recherche peine à trouver un antiviral contre le Covid-19.

Les résultats de cette étude, "à savoir une diminution plus rapide de la charge virale chez des individus ayant le Covid-19 en phase initiale et ayant reçu du molnupiravir, sont prometteurs", a assuré William Fischer, l'un des directeurs de l'étude et professeur de médecine à l'Université de Caroline du Nord.

"S'ils sont renforcés par des études additionnelles, ils pourraient avoir des conséquences importantes en termes de santé publique, alors que

le virus continue de se propager et d'évoluer dans le monde". orange.fr 6 mars 2021

LVOG - Le ver était dans le fruit ! Comme si les trusts pharmaceutiques mafieux et criminels avaient pour vocation la santé publique, ils osent tout...

DEUXIEME PARTIE

Quand les héritiers des Versaillais réécrivent l'histoire.

- La Commune de Paris, un mythe encore vivace aujourd'hui - publicsenat.fr 5 mars 2021

LVOG - La lutte des classes est un mythe, elle n'a jamais existé, c'est bien connu.

Pourquoi je réserve mes coups à la gauche et à l'extrême gauche ? Parce que les lecteurs s'en réclament et ne sont pas censés être de droite ou d'extrême droite, ce qui ne signifie nullement qu'ils ne seraient pas influencés par leurs idéologies comme j'ai pu le remarquer à de nombreuses reprises dans le passé, à l'instar de leurs dirigeants, ce qui ne devrait plus être un mystère pour personne.

Tous participent à l'union nationale avec Macron et suivent les recommandations du Forum économique mondial en matière de lutte contre la pandémie que l'oligarchie a créée de toutes pièces pour justifier son "great reset"...

J'ai cité et ciblé 35 fois le Forum économique mondial dans les causeries de février 2021, vous pouvez le vérifier vous-même, alors ne me faites pas un procès d'intention.

Guerre à l'opportunisme au nom de la défense du marxisme et du socialisme.

Dans l'éditorial de La Tribune des travailleurs (POID) du 4 mars 2021, le VRP pro-vaccination de Big Pharma Daniel Gluckstein s'est lancé dans un plaidoyer social-patriote qui empeste le populisme ou la démagogie sur fond de désinformation, la forme et le contenu.

Gluckstein - En s'engageant sur la voie du reconfinement généralisé, Macron fait retomber sur le peuple les conséquences de sa propre faillite.

LVOG - Et la vôtre, à qui l'attribuerez-vous ?

Gluckstein - Déjà frappés par le chômage et les conséquences psychologiques, morales, économiques, financières, sociales de la pandémie, des confinements précédents et du couvre-feu, les travailleurs et les jeunes devraient-ils donc à nouveau payer pour l'incurie du gouvernement ?

LVOG - Et la vôtre, ne serait-elle pas à l'origine de ces conséquences ? Et puis il ne faudrait surtout pas que leur condition empire, il pourrait leur venir la mauvaise idée d'affronter Macron, quelle horreur !

Gluckstein - Pas un jour ne passe sans apporter son lot d'informations, toujours plus accablantes pour le pouvoir.

LVOG - Rectifions, de désinformations que vous partagez, et c'est accablant !

Gluckstein - Macron n'a même pas osé...

LVOG - Mais quoi, diable ?

Gluckstein - Affirmer la souveraineté d'un gouvernement déterminé à sauver la population.

LVOG - Sans blague, il aurait dû ?

Gluckstein - Samedi dernier à Bordeaux, une quarantaine de nos anciens, certains avec déambulateur, d'autres sur des fauteuils roulants, ont manifesté aux cris de « Nous voulons des vaccins, nous ne voulons pas mourir ! ».

LVOG - Qu'attendez-vous pour vacciner Gluckstein pour qu'il cesse de bêler comme un mouton de Panurge !

Gluckstein - Avec les anciens de Bordeaux, avec tous ceux dont la révolte monte dans le pays, nous disons : « Des vaccins pour tous ceux qui l'exigent, réquisition des brevets, socialisation des moyens de production, des vaccins gratuits et en quantité suffisante ! ».

LVOG - Dommage qu'il ait atteint l'âge de la retraite, il aurait pu faire carrière dans un des trusts pharmaceutiques.

Gluckstein - C'est une question de survie.

LVOG - Pas pour lui, politiquement il est déjà mort !

LREM, POID, LFI et PCF sont sur la même ligne politique fascisante.

- Covid-19: dans une lettre, Olivier Véran appelle les soignants à se faire vacciner - BFMTV 5 mars 2021

- Alexis Corbière : « On est suspendus aux annonces de l'oracle Castex » - Publicsenat.fr 5 mars 2021

Le député LFI de Seine-Saint-Denis, invité de la matinale de Public Sénat, a dénoncé le manque de concertation dans les décisions de l'exécutif au sujet d'un éventuel confinement. Publicsenat.fr 5 mars 2021

- Restrictions: Roussel (PCF) dénonce le "manque de lisibilité" - AFP 5 mars 2021

Le patron du PCF Fabien Roussel a regretté jeudi que le gouvernement s'apprêtait à annoncer un confinement le week-end pour le seul Pas-de-Calais, estimant que la stratégie manquait de "lisibilité" nationale. AFP 5 mars 2021

Il y en a dans nos rangs qui n'ont que la démocratie à la bouche, et d'autres le socialisme, chacun son camp.

Dans le portail de la National Endowment for Democracy (NED/CIA) (www.demdigest.org)

- Democracy Digest on sabbatical - February 11, 2021

- Strengthen institutions to reinforce democratic resilience - February 9, 2021

- Advancing democracy? US credibility 'took a hit' - February 9, 2021

- Myanmar coup a major setback for democracy in Southeast Asia - February 9, 2021 Democracy needs 'fact fightback' to avert 'splinternet' - February 9, 2021

- China is winning: The world's democrats need a plan February 9, 2021

- 'Democracy is not a spectator sport' – George P. Shultz, 1920-2021 - February 8, 2021

- How to reconcile democracy promotion and cooperation with rivals? - February 8, 2021

- How to renovate global democracy support - February 4, 2021

- Re-engagement means 'rebuilding the muscles of democratic alliances' - February 4, 2021

- 'More mice than Mussolinis': Year of elections to test Latin America's democracies - February 4, 2021

- Why democracies need a 'grand strategy of resilience' - February 3, 2021

- 'In sickness and in health': Covid-19 prompts global democracy slump - February 3, 2021

- Can the U.S. still advance democracy abroad? - January 29, 2021

- Democratic renewal would again blend domestic and foreign affairs - January 29, 2021

LVOG - Ils sont imbattables, quoique la concurrence soit rude.

Comment le POID réformiste et collaborateur de LREM déforme la Commune de Paris

Actualité de la Commune par Daniel Gluckstein - 10 mars 2021

https://latribunedestravailleurs.fr/2021/03/10/actualite-de-la-commune/

Daniel Gluckstein - Ce 18 mars 2021 marquera le 150e anniversaire de la proclamation de la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier de l'histoire.

LVOG - C'est un grand mot ou une interprétation discutable, un euphémisme de social-démocrate. Pourquoi ? Parce que ce gouvernement ne s'attaquera ni à la Banque de France qui continuera de financer les ennemis de la Commune, et il n'entreprendra pas de poursuivre et d'arrêter les membres de la réaction qui s'enfouiront avec leurs troupes à Versailles, d'où elle pourra tranquillement organiser l'assaut de la Commune qui se soldera par un abominable bain de sang, qui aurait pu être évité justement si ce gouvernement avait été réellement ouvrier. Ce n'est pas moi qui l'affirme, mais Karl Marx qui en fit un récit précis et en tirera de précieux enseignements politiques que Lénine mettra en pratique avec merveille.

On aurait pu se contenter de rappeler à la suite de Marx, qu'à cette époque il n'existait pas de parti ouvrier en France.

Karl Marx : La guerre civile en France 1871 (La Commune de Paris)

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/commune1871.pdf

Voici les passages où Marx fera allusion à un gouvernement ouvrier en mars 1871 :

- Si la Commune était donc la représentation véritable de tous les éléments sains de la société française, et par suite le véritable gouvernement national, elle était en même temps un gouvernement ouvrier, et, à ce titre, en sa qualité de champion audacieux de l'émancipation du travail, internationale au plein sens du terme.

Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des

producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail.

LVOG - Vous aurez noté "en même temps un gouvernement ouvrier" et "essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière". On pourrait relier, je ne sais comment dire, cette réserve ou restriction, au passage suivant :

- Elle (la classe ouvrière) sait que pour réaliser sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle en vertu de son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances elles-mêmes.

LVOG - On aurait pu aussi se borner à rappeler que ce sont les rapports sociaux de prodution qui détermine la nature de l'Etat, or la Commune de Paris n'eut pas le temps de s'y attaquer ou plutôt ses représentants s'y opposèrent, donc la Commune de Paris ne fut pas à proprement parler un Etat ouvrier, elle en esquissa les contours, elle prit des mesures qui s'inscrivaient dans cette perspective, mais rien de plus, au-delà c'est du domaine de la propagande. Marx précisera qu'un mode de production ne pouvait céder la place à un autre mode de production, aussi longtemps que le développement des forces productives qu'il avait engendrées n'avaient pas atteint la limite des capacités que ce mode de production pouvait contenir, limite au-delà de laquelle les forces productives entraient en conflit avec ce mode de production et ouvraient la voie à l'avènement d'un mode de production supérieur. En mars 1871, cette condition objective ne sera pas réunie, donc même avec la meilleure direction et orientation politique du monde, la Commune de Paris ne pouvait pas renverser le capitalisme, c'est ce qu'affirmera Marx, un avis autorisé semble-t-il !

Ce texte comme bien d'autres pour ne pas dire tous présentaient des caractéristiques sur lesquelles apparemment on n'a jamais voulu se pencher ou étudier sérieusement ou autrement qu'en dogmatique.

Qu'on ne se raconte pas d'histoires entre nous, s'il vous plaît. Le travailleur ou le militant ouvrier lambda que nous sommes ou que nous avons tous été un jour, n'avait pas acquis les instruments pour décrypter à fond ce genre de document quand il l'aborda. On fit confiance à des cadres ou des dirigeants, des intellectuels qui les interprétèrent à notre place. Ceux qui prétendraient le contraire seraient des menteurs ou des prétentieux sans intérêt, car ils n'ont étudié ni la linguistique ni la philosophie ni l'anthropologie ou la paléontologie ni la psychologie ou la psychanalyse, notamment, ces cadres, dirigeants ou intellectuels non plus remarquez bien, ou alors de manière académique dans le cadre d'un cursus universitaire qui n'avait pas vraiment pour vocation de mettre en relief la dialectique qui parcourait le processus historique, de sorte qu'ils ne seraient jamais en mesure d'aborder la réalité dans sa complexité ou sa totalité, et l'interprétation qu'ils seraient amenés à en faire serait forcément erronée ou comporterait de graves lacunes ou confusions.

Dans le cas contraire, tous les travailleurs qui ont été scolarisés jusqu'au bac ou qui ont suivi des études universitaires, l'ensemble du corps enseignant, des chercheurs ou scientifiques, des médecins, etc. seraient devenus des marxistes ou ils n'auraient aucune peine à adopter le socialisme, vous constaterez avec moi qu'ils en sont très éloignés.

Personnellement j'ai étudié ces matières en autodidacte pendant de très longues années, en fait je n'ai jamais arrêté au cours des 47 dernières années, cependant sans direction ou orientation (durant toute une période) j'étais voué fatalement à développer les mêmes travers. J'aime à dire qu'en réalité je n'y avais pas compris grand chose, et que c'est en les étudiant à nouveau encore et encore que je suis parvenu à progresser un peu.

Question : Croyez-vous, comme Marx l'a exprimé, qu'en mars 1871 la classe ouvrière avait développé un niveau de conscience politique au point de savoir qu'elle devra passer "par de longues luttes, par toute une série de processus historiques" pour "réaliser sa propre émancipation" ? Evidemment non. Marx s'exprimait à sa place, tandis que durant toute une période ce processus historique se déroulerait inconsciemment avant que la classe ouvrière n'en prenne conscience partiellement ou petit bout par petit bout, progressivement au fil du développement de la situation... Il spécula dans le bon sens du terme sur le déroulement d'un processus qui somme toute était logique, bien que des facteurs pouvaient interférer, enrayer, détourner ou modifier sa trajectoire pendant une période plus ou moins longue ou indéterminée, le fait qu'on en soit encore là un siècle et demi plus tard le prouve suffisamment.

Dites-moi, quel travailleur, quel militant aurait conscience en mars 2021 que les luttes auxquelles ils participent se situent dans la perspective de "réaliser sa propre émancipation" ou en finir avec le capitalisme ? Je vais vous donner la réponse : Aucun ou presque, parce que c'est l'orientation politique d'absolument aucun parti dit ouvrier.

On aura compris que toute lecture littérale sera erronée ou source de confusion, ne correspondra ni aux faits rapportés par Marx, ni à l'interprétation qu'il en a donnée en tant que dirigeant ou propagandiste, qui peut servir éventuellement de théorie, mais pas davantage, ce qui est déjà énorme ! Autrement dit, il faut chaque fois adapter la théorie au contexte spécifique auquel on veut l'appliquer pour en tirer le meilleur ou l'abandonner si nécessaire, au lieu de vouloir absolument l'appliquer à la réalité au risque de la déformer pour n'en tirer finalement aucun profit ou se fourvoyer.

C'est la raison pour laquelle je déteste citer les oeuvres des marxistes, méfiez-vous de ceux dont c'est la spécialité, ils sont totalement incapables d'analyser la situation eux-mêmes, ils sont perclus de formules qui sont autant de dogmes creux, qu'ils vénèrent ou balancent quand les contradictions qui les caractérisent et qu'ils ne peuvent évidemment pas assumer deviennent trop voyantes ou encombrantes. Ils en changent comme ils changent de chemise ou de masque en ne trompant qu'eux-mêmes finalement, sans se soucier d'avoir semé des illusions ou causé des dégâts considérables parmi les travailleurs et les militants. Ils le réfutent ou ils s'en moquent, car ils sont sûrs de détenir la vérité, qui ne traduit qu'une infime partie de la réalité et ignorant tout le reste ou l'essentiel à côté duquel ils passent.

Il est toujours difficile dans un texte de faire la part des choses entre les faits et l'interprétation subjective qu'en fait l'auteur, surtout dans le cas d'un récit rédigé à chaud ou quand l'auteur y joue un rôle, je parle pour le lecteur. L'auteur peut être clair ou très explicite, ce qui n'empêchera pas le lecteur de lire, interpréter et conserver ce que lui dictera son inconscience ou en fonction de ses besoins inconscients,

cela concerne chacun d'entre nous à des degrés divers. C'est cela que beaucoup admettent, sauf quand cela les concerne directement, d'où la nécessité de rompre avec tout à priori et de faire preuve de beaucoup de modestie pour progresser.

C'est un conseil d'ami, rien de plus. On crois qu'il aurait suffit d'avoir été à l'école ou d'être passé par l'université pour savoir lire, alors qu'en réalité on n'a pas encore commencé ! La plupart des gens l'ignorent et on les conforte dans leur ignorance, au final cela donne la situation inextricable dans laquelle nous nous retrouvons.

La Commune de Paris, la banque et la dette par Eric Toussaint

http://www.luttedeclasse.org/dossier60/Commune_de_Paris_12022021.pdf

La Commune de Paris a commis l'erreur fatale de ne pas prendre le contrôle de la Banque de France.

Eric Toussaint - Karl Marx considère que la Commune a eu le tort de ne pas se saisir de la Banque de France : « À elle seule, la réquisition de la Banque de France eût mis un terme aux rodomontades versaillaises. ». Il précise qu'avec la réquisition de la Banque : « Avec un tout petit peu de bon sens, elle eût (…) pu obtenir de Versailles un compromis favorable à toute la masse du peuple – seul objectif réalisable à l'époque » [16].

Comme l'écrivait Lissagaray : « la Commune ne voyait pas les vrais otages qu'elle avait sous la main : la Banque, l'Enregistrement et les Domaines, la Caisse des dépôts et consignations, etc. » [17]

En 1891, Friedrich Engels allait dans le même sens : « Le plus difficile à saisir est certainement le saint respect avec lequel on s'arrêta devant les portes de la Banque de France. Ce fut d'ailleurs une lourde faute politique. La Banque aux mains de la Commune, cela valait mieux que dix mille otages. Cela signifiait toute la bourgeoisie française faisant pression sur le gouvernement de Versailles pour conclure la paix avec la Commune. » [18]

En résumé, les dirigeants de la Commune de Paris ont permis à la Banque de France de financer ses ennemis : le gouvernement conservateur de Thiers installé à Versailles et son armée qui allait l'écraser [19]. On verra plus loin que la Banque de France a également financé l'armée prussienne d'occupation qui était aux portes de Paris.

L'attitude de la Commune à l'égard de la Banque de France s'explique par les limites de la stratégie des secteurs qui étaient majoritaires dans celle-ci : les partisans de Proudhon [29] et ceux de Blanqui.

Notes.

[16] Lettre du 22 février 1881 de Karl Marx à F. Domela Nieuwenhuis,

https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/commune/kmfecom12.htm

[17] Prosper-Olivier Lissagaray, op. cit.

[18] Marx, La guerre civile en France (1871), p. 18.

[19] Les représentants des grandes banques d'affaires parisiennes qui dirigeaient la Banque de France fêteront la défaite de la Commune, en accordant aux actionnaires un dividende de 300 francs par action, contre 80 francs en 1870.

[29] Les partisans de Proudhon dans la Commune étaient généralement membres de l'AIT qui rassemblait des hommes et des femmes de tendances diverses allant de différents courants de l'anarchisme (proudhoniens, bakouninistes…) à une pluralité de mouvements du communisme. Certains blanquistes comme Emile Duval étaient membres de l'AIT.

Daniel Gluckstein - Ce n'est pas d'histoire qu'il s'agit mais du combat de la classe ouvrière aujourd'hui pour la démocratie et la reconquête de ses droits.

LVOG - En 1871 les conditions objectives n'étaient pas mûres pour que le socialisme, là aussi c'est Marx qui l'affirma et il expliqua pourquoi. Entre cette époque et la nôtre elles ont eu plus que le temps de mûrir, elles ont commencé à pourrir sur pied, mais là aussi il faudrait qu'on s'entende sur ce qu'on veut dire par là.

On nous a expliqué que la phase ascendante du capitalisme s'était achevée au tournant du XXe siècle avec l'avènement de l'impérialisme, tandis que le colonialisme avait débuté sous l'Ancien Régime bien avant que le capitalisme ne voit le jour. On pourrait avancer que l'impérialisme n'aurait jamais pu se développer sans le colonialisme ou qu'il en a été le prolongement, d'ailleurs l'un et l'autre ont continué d'exister jusqu'à nos jours aussi bien sur le plan économique que politique parce qu'ils étaient indissociables ou liés aux mêmes intérêts, plus précisément à la nature du capitalisme.

Il y en a en se livrant à une surinterprétation de ce constat, qui en déduiront que puisque le capitalisme avait entamé sa phase descendante, dorénavant il se consacrerait à la destruction de forces productives et son expansion était terminée, deux affirmations qui seront contredites par les faits tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours.

C'est cette analyse erronée ou frauduleuse de l'évolution du capitalisme à l'échelle mondiale, que ceux qui se revendiqueront du trotskysme théoriseront. Pour faire bref, jusqu'à l'annonce de l'implosion de l'URSS ils s'en serviront pour camoufler plus ou moins maladroitement leur abandon du socialisme au profit du réformisme. Par la suite ils s'en donneront de moins en mois la peine, cet éditorial l'illustre si besoin était pour ce qui est du POID, tandis que le POI vient de s'illustrer en s'associant à un appel lancé par Ensemble !, La France insoumise, GDS,

Génération.s, groupes parlementaires LFI, NPA, PEPS, PG, POI, PCOF qui partagent la même idéologie opposée au socialisme.

Si les conditions objectives indispensables à une révolution furent réunies au cours des deux guerres mondiales du XXe siècles, en revanche les conditions subjectives ne le furent jamais, elles furent trahies par la social-démocratie, puis par le stalinisme. Par la suite, plus jamais ces conditions ne furent réunies, bien que des générations de millions de travailleurs et leurs familles livrés à la pauvreté et des conditions d'existence précaires allaient se succéder, la majorité bénéficiant de meilleures conditions de travail et de vie, tandis que l'ensemble des classes moyennes allaient se détourner du socialisme au profit du capitalisme moyennant des privilèges économique et politiques importants.

Ce seront ces couches privilégiées de la classe ouvrière et des classes dominantes qui domineront le mouvement ouvrier et influenceront son orientation social-libéral, social-patriote, social-impérialiste, appelez cela comme vous voudrez, toutes sont dominées par la collaboration de classe avec les capitalistes et ses représentants aux forts relents corporatistes, et même ouvertement de nos jours avec l'oligarchie financière ou les trusts pharmaceutiques à l'origine de la machination à la pandémie virale et vaccinale mondiale. La caractérisation de l'opportunisme par Lénine comme une alliance entre l'artstocratie financière et l'aristocratie ouvrière est toujours d'actualité comme vous pouvez le constater.

Aujourd'hui, les conditions matérielles de l'immense masse des travailleurs n'ont pas changé, sauf pour les couches déjà les plus défavorisées qui ont été abandonnées par le mouvement ouvrier pour cause d'insolvabilité ou de radicalité, à moins qu'elles s'en soient détournés parce qu'il ne leur inspirait pas confiance, à juste titre. On doit donc en déduire que les conditions objectives d'une révolution ne sont apparemment pas mûres, ce qui n'interdit pas l'apparition d'explosions sporadiques et inorganisées sans lendemain car non soutenues par le mouvement ouvrier et la majorité des travailleurs préférant adopter une attitude certes bienveillante, mais essentiellement passive ou neutre, comme on a pu l'observer avec l'épisode dit des Gilets jaunes.

J'ai cru pendant un moment que la suspension des libertés individuelles et collectives dans le cadre de l'état d'urgence décrété par Macron depuis un an pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, parce que les mesures liberticides imposées frappaient indistinctement la classe ouvrière et l'ensemble des classes et des couches moyennes, bien qu'elles ne les vivent pas tout à fait de la même manière, mais l'absence de toute perspective politique rompant avec le régime en place devait invalider cette hypothèse, ou empêcher que l'unité se réalise entre les éléments les plus déterminés des différentes classes exploitées et opprimées.

Tous les partis et les syndicats sont montés au créneau pour soutenir Macron et le gouvernement, protéger le régime fascisant, museler les pans de la classe ouvrière et des classes moyennes qui sont prêts à en découdre, qui se sont radicalisés au cours de 2020, allant jusqu'à imiter les autorités et les médias en censurant ou attaquant ceux qui dénonçaient la supercherie virale et vaccinale, quand on se remémore que plus de la moitié était opposée à la vaccination, y compris au sein du personnel du corps médical, il n'est pas exagéré d'affirmer que les partis et les syndicats dits ouvriers auront tout fait pour diviser les travailleurs, affaiblir et briser leur résistance pour permettre que le plan de l'oligarchie se réalise. Oui, ils sont devenus ouvertement des agents de la pire réaction, y compris tout ce que comporte le mouvement ouvrier de soi-disant trotskystes, de maoïstes, d'anticapitalistes ou de révolutionnaires, désolés, on en a fourni de multiples preuves dans des causeries précédentes.

Ils ont montré à cette occasion qu'ils avaient définitivement abandonné les principaux enseignements de la Commune de Paris que nous ont légués Marx, Engels et Lénine, qui consistaient essentiellement dans la nécessité de détruire de fond en comble l'appareil d'Etat... ce qui évidemment ne pouvait pas figurer dans l'éditorial d'un Gluckstein.

Il répondra sans doute que ce n'est pas à l'ordre du jour ou que les travailleurs ne pensent pas la situation en ces termes. Oui, sans doute, ceux auxquels il fait référence et qui lui ressemblent, les plus conformistes, légitimistes, conditionnés, privilégiés et aliénés qui servent à cautionner sa trahison, que quelques misérables miettes de démocratie ou sonnantes et trébuchantes satisferont quitte à consentir de lourds sacrifices ou à les faire supporter à d'autres couches de travailleurs en France ou ailleurs dans le monde, on connaît le refrain, celui des révisionnistes ou des ennemis du socialisme depuis la fin du XIXe siècle.

Ensemble !, La France insoumise, GDS, Génération.s, groupes parlementaires LFI, NPA, PEPS, PG, POI, PCOF ne proposent rien d'autres en terme de perspectives politiques, vivre mieux, plus confortablement quitte à conserver le régime capitaliste et la Ve République, ignoreraient-ils qu'ils sont à l'origine de la situation actuelle ? Ils s'en foutent, pour eux non plus ce n'est pas le sujet. Si vous souhaitiez rencontrer ou recruter des révolutionnaires, il vaudrait mieux se détourner de tous ces partis corrompus par le régime.

J'ai lu que dans au moins une région ils avaient constitué une liste type *Union de la gauche*" PS, PCF, EELV, LFI avec peut-être d'autres formations politiques. Nous appelons à boycotter ces élections qui ne peuvent servir qu'à cautionner ou conforter le régime dictatorial.

Parole d'internaute.

1 - De plus en plus de gens sur les réseaux alternatives pensent que la violence va devenir nécessaire. Il y a 3 ans, en prônant la violence comme solution on était tout seul et on se faisait expliquer la vie par tout le monde; mais ce temps là est fini. De plus en plus cette possibilité s'impose dans le domaine du possible, même si pour le moment les gens essaient de trouver une autre solution. Plus ils ferment des portes, plus ils deviennent autoritaires, plus la violence devient la seule solution.

---

2 - La violence est déjà là, feutrée pour le moment, et portée par des fonctionnaires sans état d'âme. (Même s'ils sont les premiers, sans doute, à aller prendre l'air le dimanche en famille en se foutant des gestes barrières.) Etant donné la trouille qui paralyse les prétendus « opposants », je crains, en effet, qu'il soit un jour obligatoire d'en passer par la désobéissance civile – au minimum.

---

3 - Quand même triste qu'il ne faille compter que sur France Soir pour propager l'information !

LVOG - La vérité a décidément du mal à se frayer un passage noyée sous un torrent de désinformation.

---

4 - Une question : ces gens le font exprès, ou ce sont des crétins ?

LVOG - La question est-elle encore permise au bout de 14 mois d'un massacre programmé et froidement exécuté ?

---

5 - Nous avons au pouvoir des débiles éduqués, parfaitement conformes (et donc diplômés) mais parfaitement débiles.

Cette situation ne tient que grâce au politiquement correct. (...) Parce que nous acceptons de leur montrer du respect.

LVOG - L'une des caractéristiques déterminantes de la mentalité et du comportement des masses, des couches les plus défavorisées aux nantis, c'est qu'elles manifestent un culte envers le pouvoir, elles l'idéalisent, si bien qu'il peut en faire ce qu'il veut.

Mes parents ouvriers décédés l'ont illustré durant toute leur vie jusqu'à la caricature, faisant preuve d'une servilité totale envers le pouvoir ou les puissants, quand bien même ils n'étaient même pas en mesure de nourrir normalement leurs enfants.

Mon père menuisier ira jusqu'à tirer de l'orgueil d'avoir réalisé une sale de bain en bois précieux pour un richissime émir saoudien dans un appartement luxueux de l'avenue Foch à Paris, dont les poignées de porte et la robinetterie était en or massif, alors que son salaire ne suffisait pas pour nous permettre de vivre décemment ; J'allais à l'école avec des chaussures percées, aux talons élimés, des slips, des chaussettes, des chemises, des shorts et des pulls troués ou rapiécés dont j'avais honte à mourir, et c'était ma grand-mère maternelle qui assurait les fins de mois.

Manifester du respect envers les riches, les patrons, les capitalistes, les bourgeois, leurs représentants politiques, on peut ajouter les élites, c'est le comble de la stupidité ou de l'ignorance ouvrière. Mais pas seulement, il en va ainsi de toutes les catégories sociales, de toutes les classes qui se prosternent devant les exploiteurs et les oppresseurs, et plus ils grimpent dans l'échelle sociale, et plus ils les imitent ou rêvent de leur ressembler, leur idéal ne va pas plus loin et ils se moquent de savoir si les moyens pour l'atteindre ou s'en rapprocher sont louables ou non.

Leur éducation depuis leur naissance et l'instruction qu'ils auront reçues à l'école et à l'université en feront des légitimistes, des conformistes, des benêts qui s'ignorent jusqu'à bac +10, qui obéissent à leurs maîtres tels des esclaves soumis et disciplinés, qui iront voter toute leur vie parce qu'on leur a dit que c'était un devoir républicain sans même se soucier de savoir si le régime était véritablement démocratique, ce qu'il ne fut jamais en réalité, ceux qui en auront les moyens seront de toutes les modes, ils iront acclamer ou ovationner les idoles qu'on aura créés spécialement pour eux, afin d'entretenir un culte de la personnalité particulièrement malsain, bref, des moutons prêts à bêler ensemble dès que la cloche du 20H retentit ou partir à l'abattoir la fleur au fusil, ou à rugir en meutes féroces pour apaiser leurs frustrations et faire payer leurs sacrifices à ceux qui osent défier le régime auquel ils doivent tout dans leur crasse ignorance...

Telle est la société des hommes dits évolués, éduqués, instruits, cultivés, savants, progressistes, républicains, démocrates, en réalité davantage injuste, cruelle et barbare qu'autres choses. C'est ce que j'étais arrivé à croire plus ou moins distinctement quand j'étais encore un jeune adolescent, ce que j'observe et donc pense très clairement près de 50 ans plus tard. Moi aussi j'ai été formaté de la sorte, jusqu'au jour où j'ai entrepris de faire sauter ce carcan, ce qui occupera le restant de mes jours, car on ne le libère pas de ses chaînes aussi facilement.

Nous sommes tous conditionnés, puisque vivant dans une société que nous n'avons pas choisie, et quand on croit avoir le choix entre deux voies, c'est à elle qu'on le doit aussi, au-delà de la faculté de penser qui est indépendant mais ne peut pas créer une voie, elle peut tout au plus privilégier une voie qui permettra de s'orienter dans une direction précise plutôt qu'une autre, cette voie existe, à nous de la découvrir, c'est ce qu'avaient fait Marx et Engels.

Le développement de la civilisation humaine fut le produit d'un processus historique inconscient sans qu'on en tire toutes les conséquences jusqu'à nos jours, trop d'intérêts étaient en jeu comme on l'a vu plus haut, on devrait plutôt dire que tout a été fait minutieusement pour qu'on ne parvienne pas en prendre conscience, quitte à prendre le risque qu'il périsse dans les pires souffrances.

Nuls autres que les maîtres du marxisme ne l'ont décrit avec une précision chirurgicale, dans le but qu'il ne subisse pas ce destin tragique, à condition que les exploités et les opprimés s'en saisissent pour dépasser ses contradictions ou les orienter dans une direction véritablement humaniste, ce dont à ce jour ils sont demeurés incapables malheureusement.

La nature humaine est bourrée de faiblesses et de contradictions, ce serait un euphémisme d'affirmer que les hommes n'en ont pas la moindre conscience, puisqu'ils en font la démonstration quotidiennement sous nos yeux en acceptant de vivre muselés et de se faire vacciner sans justification scientifique. Parviendront-ils à les dominer ou à en venir à bout, nul ne le sait, disons qu'ils sont très mal barrés pour atteindre cet objectif.

Lutter contre ces tares de la nature humaine qui sont responsables de sa condition, de son aliénation, pour le coup dans tous les sens du terme, devrait être le but de son existence, sa seule raison d'être, coïncider avec son idéal de liberté, de paix et de bien-être, au lieu de cela il vit dans la plus parfaite insouciance, il préfère consacrer le temps libre dont il dispose à se livrer à des distractions superficielles dont ils tirent une satisfaction surfaite et éphémère, pour finalement s'apercevoir au crépuscule de sa vie, qu'elle n'aura été qu'une suite d'accumulations d'expériences sans intérêt, médiocres, sans queues ni têtes, du fait que les ressorts ou les rapports qui les animaient lui auront toujours fait

défaut ou ne seront jamais parvenus à sa conscience, quel gâchis, quel drame et quelle tristesse de finir ainsi.

Pas un militant pour le socialisme ne devrait l'ignorer. Combien sont-ils à en avoir conscience ? On se compte, qu'en pensez-vous ?

Si nous avions eu un parti digne de ce nom, nous aurions enseigné tout cela aux militants, nous aurions livré cet enseignement aux travailleurs, pas dans une brochure qu'on lit et qui finit sur une étagère recouverte de poussière ou de toiles d'araignées, cela aurait figuré dans son journal sous forme de brefs épisodes, au côté des dernières connaissances en matière de paléontologie, d'anthropologie, d'ethnologie, de biologie, de physique, etc.

Apparemment je ne dois pas être constitué de la même manière que mes contemporains, car je ne connais rien d'équivalent dans la vie en matière d'expérience susceptible de m'apporter une satisfaction aussi intense et tenace, que m'apercevoir que mon niveau de conscience progresse et peut encore progresser. D'ailleurs c'est bien simple, quand ce n'est pas le cas parce que je suis trop fatigué ou malade, je suis le plus malheureux des hommes et je suis insupportable pour mon entourage. J'enrage littéralement d'être réduit à cet état de légume dans lequel la plupart des hommes se complaisent. Je ne supporte plus que la solitude et le silence, car ils aident à penser ou à se concentrer, tout particulièrement en pareille occasion.

J'ai passé ma vie à combattre l'ignorance, la mienne pour commencer, et j'en tenais une énorme épaisse à 19 ans, donc à étudier, observer, écoutez, donc je ne peux pas concevoir qu'elle pourrait sceller le destin de la civilisation humaine, il faut la vaincre et nous la vaincrons, aussi sûrement que le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme.

---

6 - Pour moi, le doute n’est plus permis: ils le font exprès. Nos « élites gouvernantes » sont vendues aux labos, s’en foutent plein les poches avec les pots-de-vin, et ne pensent qu’à faire vendre un maximum de leurs saloperies. (...) Pour moi l’hypothèse de la bêtise et de l’incompétence n’est plus défendable. Celle de l’intérêt l’est.

LVOG - Traduit ou dit autrement, cela signifie que chez les « élites gouvernantes » et leurs zélés larbins qui grouillent autour, leurs intérêts et ceux du régime coïncident ou ils ont lié leurs destins.

Lu dans différents articles.

1- Les mots ont un sens

Le dictionnaire définit :

Euthanasie, subst. fém. : Mort, douce et sans douleur, survenant de façon spontanée, sans autre intervention éventuelle que l’administration d’analgésiques. [9]

L’ARS Île-de-France publie :

« Le droit à une analgésie proportionnée, à une sédation proportionnée ou profonde et continue maintenue jusqu’au décès prévenant toute souffrance doit être garanti. » [3]

Donc l’ARS Île-de-France édicte le droit à l’euthanasie.

Le dictionnaire définit :

Palliatif, adj. et subst. masc. : Qui atténue ou supprime les symptômes d’une maladie sans la guérir. [10]

L’État arrête :

« les spécialités pharmaceutiques à base de clonazepam peuvent faire l’objet d’une prescription [...] pour les pratiques palliatives » [21]

Donc l’État autorise le refus de soins et par la même légalise d’homicide des malades désignés.

Le dictionnaire définit :

Dictature, subst. fém. : Régime politique dans lequel le pouvoir est entre les mains d’un seul homme ou d’un groupe restreint qui en use de manière discrétionnaire. [11] Le gouvernement français décide et applique à sa discrétion, par décrets et par arrêtés, le devoir de mourir par euthanasie et la privation des droits fondamentaux que sont le droit à la vie, le droit d’aller et venir et le droit d’être soigné selon sa volonté.

Donc l’État français est une dictature.

Le dictionnaire définit :

Totalitaire, adj. : Qui fonctionne sur le mode du parti unique interdisant toute opposition organisée ou personnelle, accaparant tous les pouvoirs, confisquant toutes les activités de la société et soumettant toutes les activités individuelles à l’autorité de l’État.

Le gouvernement français, en tant que dictature, accapare tous les pouvoirs, confisque toutes les activités de la société en interdisant arbitrairement ses activités économiques et les déplacements, et soumet toutes les activités individuelles à sa volonté en assignant à résidence, en masquant de force hommes, femmes et enfants, et en interdisant les soins choisis par les citoyens sous sa responsabilité.

En l'absence de parti unique, l'État français a donc une tendance fortement totalitaire.

---

2 - Si quelques personnes veulent contrôler le plus grand nombre, l'idéal est d'avoir des ennemis invisibles. Nous avons donc fait la guerre aux terroristes et maintenant un virus c'est parfait parce qu'il est invisible, on ne peut pas prouver qu'il n'existe pas. Les ennemis invisibles sont donc toujours les préférés, surtout s'ils font très peur aux gens. Si vous pouvez utiliser la peur et induire une peur profonde chez les gens, les gens auront besoin du gouvernement pour les protéger de cet ennemi invisible.

LVOG - Les dirigeants masqués et vaccinés de l'extrême gauche l'ont bien compris également, quitte à alimenter la psychose collective.

---

3 - FranceSoir - Il faut savoir qu'un journal comme l'Humanité a reçu près de 4 millions d'aide directe rien qu'en 2017. La même année, Libération a reçu près de 3 millions d'euros d'aide directe, Le Monde et l'Opinion environ 1 million.

C'est d'autant plus choquant que les 4 journaux dominants sont tenus par 4 milliardaires : Bernard Arnaud (Le Parisien), Patrick Drahi (Libération), Serge Dassault (Le Figaro) et Xavier Niel (Le Monde)… et ces 4 journaux se partagent un tiers des aides directes publiques à la presse !

Au total, comme l'a révélé Mediapart, « sept milliardaires et une banque empochent à eux seuls 49 % des aides publiques ».

Cette consanguinité est un problème pour la liberté des médias en France, le pluralisme et l'esprit critique !

Et je ne compte pas les 6 milliards d'euros qui financent directement les médias publics comme France Inter ou France 5, qui ont, comme par hasard, violemment critiqué le Pr Raoult et soutenu le gouvernement dans la crise sanitaire.

Quelle sortie de crise ? Comment généralement un régime constitutionnel prend-il le relai d'un régime fasciste ?

Lorsque les objectifs économiques que s'étaient fixés l'oligarchie ou les capitalistes ont été atteints, généralement la droite et la pseudo-gauche font en sorte que la vie reprenne son cours normal, pour un peu comme si rien ne s'était passé ou presque, ne se donnant même pas la peine d'effacer toutes les traces laissées par le régime fasciste, on a envie de dire, sinon à quoi bon en être passé par là, franchement, autant en reconnaître les avantages et profiter des lois antisociales, liberticides ou réactionnaires qu'il avait adoptées contre la classe ouvrière quand c'est possible, assumant ainsi la continuité d'un régime finalement compatible avec la droite, cette pseudo-gauche et l'extrême droite ou le fascisme.

C'est là que l'on s'aperçoit que finalement ils partagent la même idéologie. Car si ce qui les distingue est censé correspondre aux différentes classes que la droite, la pseudo-gauche et l'extrême droite sont réputées incarner, en réalité toutes les trois représentent les intérêts d'une seule et même classe, ceux des capitalistes.

D'où la collusion d'intérêt entre ces trois tendances ou courants politiques qui sont complémentaires. La droite privilégie la liberté au détriment de l'égalité, la pseudo-gauche l'égalité au détriment de la liberté, et l'extrême droite s'oppose à la fois à la liberté et à l'égalité.

C'est ce qui explique pourquoi la droite et la pseudo-gauche peuvent donner l'impression qu'elles se rassemblent pour lutter ensemble contre l'extrême droite, alors qu'en fait elles ne peuvent pas concevoir qu'un véritable régime démocratique voie le jour, leur véritable ennemi, puisque leur conception de la liberté et de l'égalité est conçue uniquement pour justifier l'existence d'un régime antidémocratique ou une dictature des capitalistes ou assurer sa pérennité, la stabilité d'un tel régime.

La nature sociale de la droite, de la speudo-gauche et de l'extrême droite se confond avec celle du régime basé sur les inégalités, les rapports sociaux existant entre les classes, qui accorde aux capitalistes de disposer de la liberté d'en tirer profit au détriment des classes qu'ils exploitent et oppriment. Dès lors on comprend pourquoi le combat pour l'égalité et la liberté est un leurre ou une tromperie, s'il ne s'inscrit pas dans la perspective politique de renverser ce régime. Quant à la fraternité républicaine, elle vient couronner cette escroquerie politique en frayant la voie au corporatisme et au fascisme, c'est aussi ce qui donne des populistes de droit, d'extrême droite, de gauche, d'extrême gauche, qui en viennent à copuler ensemble !

Revenons à notre sujet.

Soit une formule de type union nationale se met en place, soit la droite et la pseudo-gauche s'accordent sur un partage, une répartition des places et des rôles, et en fonction du rapport de forces du moment, c'est l'une ou l'autre qui gouvernera ou qui se retrouvera dans l'opposition parlementaire pour simuler un semblant de représentation démocratique et le tour est joué. Tout le monde affichera sa satisfaction et le claironnera de manière à berner un peuple toujours aussi ignorant ou inconscient.

Voilà le scénario habituel, et on ne voit pas comment ou pourquoi il devrait en être autrement cette fois. D'autant plus que quel que soit le type de gouvernance adoptée dans les différents pays, que ce soit un gouvernement de droite, d'extrême droite, de l'extrême-centre ou de la pseudo-gauche, des coalitions droite-pseudo-gauche teintées ou non de vert, tous ont démontré qu'ils étaient soumis au diktat du Forum économique mondial qui fait office de gouvernement mondial, au FMI, à la Banque mondiale, à l'Union européenne, ils jouent parfaitement leur rôle de relais de la stratégie néolibérale et totalitaire imposée par l'oligarchie financière anglo-saxonne. Voilà pour la plan politique.

Cela ne nous laisse pas beaucoup d'espoir dites donc ? Absolument aucun, parce qu'il n'en existe aucun, il vaut mieux le savoir à l'avance, cela évitera bien des désillusions ou souffrances inutiles.

Au cours de l'exercice auquel je viens de me livrer, je n'ai fait que décrire ce que chacun pouvait observer ou devrait avoir pris connaissance. Si cela ne convient pas aux lecteurs ou aux militants parce qu'ils n'ont pas entendu ce genre de discours ailleurs, je n'y suis pour rien, je m'en suis tenu aux faits.

Depuis Pétain, Franco, Pinochet, une multitude de gouvernements dits de droite ou de gauche se sont succédés en France, en Espagne et au Chili pour ne prendre que ces trois exemples, dites, pourquoi une partie de la législation qui date de leur époque n'a toujours pas été abolie, pourquoi chaque fois qu'un gouvernement dit de gauche remplace un gouvernement de droite n'abolit-il pas les lois anti-ouvrières adoptées par le gouvernement précédent de droite, mieux, pourquoi adopte-t-il à son tour des lois antisociales ou liberticides qu'un gouvernement de droite n'aurait jamais pu faire passer ?

Macron est allé encore plus loin que le régime de Vichy, mais il n'a pas dissous les partis dits ouvriers ou les syndicats. Inutiles, ils sont plus utiles en faisant partie du consensus national. Ces miliciens zélés ont adopté la pandémie, la muselière et le vaccin notamment, ils servent de repoussoir au socialisme ou à un changement de régime, à neutraliser le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, c'est même plus efficace qu'un camp de concentration, cela permet même d'éliminer les véritables opposants sans qu'on entende parler d'eux, tous continuent de collaborer ouvertement avec Macron et son régime fascisant en notre nom ou au nom du socialisme, c'est merveilleux, champagne ! Qui osera le nier ?

L'opportunisme de la gauche et de l'extrême gauche démasqué de manière magistrale.

LVOG - On doit avouer qu'on n'aurait pas pu imaginer mieux puisque les faits parlent d'eux-mêmes. Le mouvement ouvrier ne s'en remettra pas après une telle trahison. Il ne s'était jamais remis des précédentes contrairement à ce qu'on nous avait fait croire. Là cela concerne de nouvelles générations, qui ne peuvent être conduites qu'à s'en écarter définitivement ou à le refonder sur les bases du socialisme, que tous les courants du mouvement ouvrier avaient abandonné ou renié, du coup la tâche va s'avérer particulièrement difficile et longue.

Nous n'attendons pas des militants qui se sont laissé corrompre qu'ils se mortifient ou qu'ils fassent leur autocritique, mais qu'ils s'en tiennent aux faits dont ils se sont écartés pour renouer avec la réalité, la seule base à partir de laquelle il est possible de l'interpréter et d'en tirer des leçons politiques. C'est à eux d'entamer cette démarche et non à nous de leur donner des leçons pour passer cette épreuve avec succès. Nous n'avons pas du tout la même conception du militantisme et de la lutte de classe que leurs dirigeants.

Cet épisode a révélé que la nature de tous les courants du mouvement ouvrier était réactionnaire, c'est juste une observation, dont acte. Ceux qui refusent ce constat devrait pencher toujours plus à droite pour justifier leur collaboration de classe, un mensonge ou un déni servant à en couvrir un autre et ainsi de suite, tout le monde connaît la musique. J'appelle ceux qui le partagent à rejoindre La Voix de l'Opposition de Gauche.

La gestion de la crise du Covid-19 par Macron a balayé les oppositions de gauche - slate.fr 9 mars 2021

De cette année passée, on retiendra que la gauche française a accepté d'exorbitantes restrictions des libertés publiques, obtempérant au discours sur la «guerre» du président Macron.

En un an, la crise du Covid a bouleversé la société française.

Pendant cette année, davantage encore qu'auparavant, la société française s'est accoutumée aux solutions autoritaires, notamment en matière de libertés individuelles.

À l'évidence, pour l'essentiel, les oppositions se réclament des mêmes analyses et prescriptions que le président de la République.

La pandémie de Covid-19 ne fait que renforcer des traits caractéristiques et fondamentaux du régime de la Ve République. En appeler aux Français contre la loi de «sécurité globale» fut plus difficile par la suite, pour la simple raison que les partis de gauche avaient accepté peu de mois auparavant de considérables restrictions aux libertés individuelles.

Toute la durée de la crise sanitaire, la social-démocratie aura eu du mal à ne pas céder à un très ancien penchant autoritaire. On citera Olivier Faure, demandeur, voici un an, d'une application plus stricte du confinement. Mais aussi Anne Hidalgo et Emmanuel Grégoire, qui ont successivement réclamé un confinement strict de trois semaines, refusé un confinement durant le week-end (jugé «inhumain»), puis promu une stratégie «zéro Covid»...

Depuis un an, ce n'est pas l'atteinte aux droits fondamentaux qui pose question, mais sa justification. Dans l'évidente panique des premiers jours du confinement, la justification des privations de liberté est allée de soi, elle n'a pas été questionnée ni d'ailleurs soumise à une condition quelconque. Ses conséquences prévisibles n'ont pas été abordées, ou bien de façon incidente.

En 2017, Emmanuel Macron présentait à la fois les traits du sauveur du régime de la Ve République et de syndic de liquidation de celui-ci; en 2021, il se précise qu'il en est davantage le syndic de faillite. Dans cette crise, la gauche sociale-démocrate du PS est unie au président de la République par un bilan commun... et la droite par les politiques menées depuis 2017.

...parmi les dirigeant·es politiques, parlementaires et élu·es, la légalité comme le respect scrupuleux des libertés publiques se sont alors effacés derrière les impératifs de la crise sanitaire. En cinq ans, l'impératif de la lutte contre le djihadisme puis celui du combat contre le virus du Covid-19 ont profondément modifié l'état du droit.

À gauche, peu se démarquent. Les onze mesures de La France insoumise répondent à des urgences sociales, défendent le maintien de la séparation des pouvoirs et font confiance à l'auto-organisation à la base, sans toutefois remettre en cause le cadre légal du confinement.

Revenant à ses premières amours pour le confinement, une partie de la gauche a donc réitéré son désir de reconfinement. À l'Hôtel de Ville de Paris, le cafouillage entre Anne Hidalgo et son premier adjoint Emmanuel Grégoire est emblématique de la confusion engendrée par la crise sanitaire chez les responsables politiques, notamment de gauche. Ainsi, une partie de la gauche est capable de réclamer un nouveau confinement au début du mois de mars 2021 tout en manifestant pour la réouverture des lieux culturels.

Emmanuel Grégoire a bien évoqué l'idée d'un nouveau confinement strict de trois semaines, assorti d'une «obligation» de télétravailler. Le 27 février, Fabien Roussel (secrétaire national du PCF) déclarait à France 2: «Ça fait un mois que nous le disons. Si c'est nécessaire, confinons trois ou quatre semaines et ensuite retrouvons petit à petit le chemin d'une vie normale. Nous avons besoin d'une perspective heureuse.»

Deux des principaux leaders de la gauche réclament encore plus de confinement, ou encore une application plus stricte, alors que leurs camarades et collègues manifestent le 4 mars 2021 pour la réouverture des lieux culturels.

Il est surréaliste de voir une partie de la gauche manifester contre les «violences systémiques» de la police et s'en remettre à elle pour ramener le confinement ou le rendre plus strict.

De cette année de crise, on retiendra que la gauche française a, dans une large part, accepté d'exorbitantes restrictions des libertés publiques, qu'elle a –sans barguigner– obtempéré au discours sur la «guerre» du président Macron. slate.fr 9 mars 2021

Saviez-vous que l'Ancien Régime et le régime de Vichy étaient solidement implantés dans la société dite républicaine et démocratique?

LVOG - La Ve République partage la même conception du pouvoir que la monarchie et le fascisme.

Qu'ils aient été compatibles avec IVe et la Ve République ne devrait surprendre que les nostalgiques de la IVe République, du Front populaire et du Conseil National de la Résistance. Eh oui, là aussi l'histoire qu'on vous a racontée ne correspondait pas vraiment à la réalité !

Je vous ai averti à plusieurs reprises, qu'il fallait tout reprendre à zéro depuis le début du XXe siècle pour comprendre la situation actuelle, l'actualité s'en charge, au moins qu'elle soit utile à quelque chose. J'avoue aussi découvrir des passages que j'ignorais et je m'en réjouis. Je vous conseille de lire cet article en entier.

Les ordres professionnels - carrieres-publiques.com novembre 2011

https://www.carrieres-publiques.com/actualite-fonction-publique-les-ordres-professionnels-d-299

- Les avocats, les médecins, les architectes, les vétérinaires, les experts-comptables... Toutes ces professions ont un point commun : elles sont organisées en un ordre professionnel, aux compétences très étendues. La plupart des professions libérales sont organisées en ordres professionnels, organes représentatifs des professions qu'ils concernent (médecins, architectes vétérinaires, etc.). Ce schéma d'organisation est également applicable pour certaines professions réglementées (avocats, pharmaciens, etc.), professions dans lesquelles les professionnels ont la qualité d'officiers publics ou ministériels (notaires, huissiers de justice, etc.).

Ce mode d'organisation tout à fait original est empreint de la philosophie corporatiste d'organisation des métiers de l'Ancien Régime. Les anciennes corporations ont par la suite été abolies et interdites par la Révolution. Au XIXe siècle, les professions se voyaient refuser toute existence juridique, au nom du dogme de l'individualisme libéral et de la libre concurrence entre professionnels. Seuls les officiers ministériels et les avocats (organisés en barreaux) échappaient à ces principes.

La période de l'entre-deux-guerres a permis un retour en grâce de l'organisation corporatiste ; mais la création de la plupart des ordres professionnels reste l'oeuvre du Régime de Vichy.

Aujourd'hui, les principaux ordres des professions libérales sont ceux :

- des médecins (articles L.381 et suivants du Code de la santé publique) ;
- des chirurgiens dentistes (articles L.429 et suivants du même code) ;
- des sages-femmes (articles L.444 et suivants du même code) ;
- des vétérinaires (loi du 28 août 1947) ;
- des experts-comptables (loi du 8 août 1994) ;
- des architectes (décret du 18 décembre 1977) ;
- des géomètres-experts (loi du 28 juin 1994).

À cette liste, peuvent être adjoints les ordres des pharmaciens, des avocats, des notaires, des huissiers, etc.

En résumé et en conclusion, l'organisation ordinale d'une profession, quelle qu'elle soit, repose sur trois principes cardinaux :

1. L'ordre est une organisation représentative de la profession ; mais il assure également une fonction disciplinaire très importante, ce qui le distingue du syndicat professionnel. Il est organisé autour d'une structure corporative et non administrative ;

2. La soumission de l'ensemble des membres de la profession à ces compétences n'est pas facultative mais obligatoire, ce qui le distingue également du syndicat. L'ordre est un groupement forcé ;

3. Le contentieux des décisions des ordres se distingue, suivant que l'ordre a agi en matière administrative ou répressive. carrieres-publiques.com novembre 2011

Totalitarisme. Big Brother vous surveille en permanence.

Décret n° 2021-269 du 10 mars 2021 relatif au recours à la vidéo intelligente pour mesurer le taux de port de masque dans les transports

Extraits.

Article 1

I. - Dans les territoires où, pour faire face à l'épidémie de covid-19, une loi ou un décret impose le port d'un masque de protection dans les véhicules ou les espaces accessibles au public et affectés au transport public de voyageurs, les exploitants de services de transport public collectif de voyageurs ainsi que les gestionnaires des espaces affectés à ces services veillent au respect de cette obligation.

II. - Pour l'exercice de cette mission, les exploitants et les gestionnaires qui utilisent des systèmes de vidéoprotection autorisés sur le fondement de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure peuvent utiliser ce dispositif aux fins :

1° D'évaluation statistique dans le respect des obligations prévues au I ;

2° D'adaptation de leurs actions d'information et de sensibilisation du public.

Dans le cadre de ce traitement, les images collectées exclusivement par des caméras fixes situées dans les véhicules ou les espaces accessibles au public affectés au transport public de voyageurs, ne font l'objet ni de stockage ni de transmission à des tiers.

Ces images sont instantanément transformées en données anonymes afin d'établir le pourcentage de personnes s'acquittant de l'obligation de port d'un masque de protection. Le produit du traitement, qui rassemble l'ensemble des données issues d'une même station ou gare et ne peut être actualisé dans une période inférieure à vingt minutes, ne porte que sur le nombre de personnes détectées et le pourcentage de ces personnes qui portent un masque, à l'exclusion de toute autre donnée permettant de classer ou de ré-identifier les personnes.

Article 2

Le présent décret s'applique pendant une durée d'un an à compter de sa publication.

En complément, un régime toujours plus injuste et policier.

- Le Sénat adopte une proposition de loi pour renforcer la lutte contre les fraudes sociales - Europe1 11 mars 2021

(Rixes : Aurélien Pradié favorable à la suspension des allocations familiales et à « l'encadrement militaire des jeunes délinquants » - Publicsenat.fr 11 mars 2021

Sur la voie du totalitarisme, la Russie a emboîté le pas de la Chine.

Du métro au supermarché, la reconnaissance faciale s'insinue dans la vie des Russes - AFP 10 mars 2021

Des caméras quadrillant la ville aux portiques des métros et aux caisses des supermarchés, la reconnaissance faciale progresse à grande vitesse en Russie, entre progrès technologique et craintes de dérives au bénéfice des autorités.

Baisser son masque, regarder la caméra, et hop, les courses sont payées. Aux caisses automatiques d'une des principales chaînes de supermarché russes, des clients curieux testaient la nouveauté introduite cette semaine à Moscou par X5, le premier groupe de distribution du pays.

Le groupe, auquel appartiennent les omniprésents supermarchés Perekrestok et Pyaterotchka, s'est associé au système de paiement Visa ainsi qu'à Sberbank, première banque russe et géant public aujourd'hui en pleine mutation en mastodonte numérique.

De 52 actuellement à Moscou, le nombre de supermarchés connectés au système doit être porté à 3.000 dans toute la Russie d'ici fin 2021, a précisé à l'AFP Ivan Melnik, directeur de l'innovation chez X5.

"C'est pratique, il ne faut pas avoir son portefeuille sur soi ou sortir son téléphone de sa poche, il faut juste appuyer sur un bouton et payer avec son visage", explique M. Melnik.

Il assure également que ces transactions sont "sûres, sécurisées, cryptées", et les tentatives d'usurpation d'identité exclues grâce à une caméra 3D qui mesure la profondeur du visage.

- La pandémie, catalyseur -

Derrière ce système, il y a Sberbank qui, depuis plusieurs mois, propose à ses dizaines de millions de clients - le groupe affirme que 70% de la population russe utilise ses services - d'enregistrer leurs données biométriques pour accéder au paiement par reconnaissance faciale.

La pandémie a provoqué un bond en avant de ces technologies.

"L'envie des Russes de se protéger pendant la pandémie a propulsé la demande de paiements sans espèces", assure dans un communiqué Mikhaïl Berner, chargé de la Russie chez Visa, affirmant que cela va continuer après la pandémie.

Selon le quotidien Kommersant mercredi, les autorités sont néanmoins frustrées par la lente progression de la collecte de données biométriques lancée en 2018. L'objectif serait de porter le nombre de personnes ayant cédé ces données aux autorités de 164.000

actuellement à plus de 70 millions d'ici deux ans.

Citant une source proche du dossier, le quotidien indique que pour accélérer le processus, certains services publics pourraient devenir inaccessibles aux récalcitrants.

A Moscou, la municipalité a encore renforcé son gigantesque arsenal de plus de 100.000 caméras de surveillance - un des plus importants du monde - et l'a utilisé pour contrôler le respect du confinement et des quarantaines liés à la pandémie.

Le métro de Moscou a commencé en septembre 2020 à monter des caméras de reconnaissance faciale sur ses portiques. Début mars, la ville a annoncé que toutes les stations de la ville étaient désormais équipées. Dans l'immédiat pour surveiller, et bientôt pour payer.

"Seules les personnes figurant sur la liste des personnes recherchées sont contrôlées", affirmait dans une interview sur Lenta.ru début mars Andreï Kitchiguine, chef adjoint du métro chargé de la sécurité.

"Les informations sont stockées dans un centre de données auquel seules les forces de l'ordre ont accès", ajoutait-il, précisant que depuis le lancement en septembre, environ 900 personnes avaient été arrêtées.

Si le consentement sera requis pour les paiements, cela n'est pas le cas pour les caméras municipales utilisant la reconnaissance faciale pour arrêter des présumés criminels.

"Selon la loi, les citoyens doivent consentir à l'utilisation des données biométriques, mais dans le cas de la reconnaissance faciale, nous n'avons pas consenti", tonne une campagne contre "la surveillance massive" assortie d'une pétition lancée l'année dernière par l'association de défense des libertés numériques Roskomsvoboda. AFP 10 mars 2021

Les Etats-Unis ne pouvaient être en reste.

États-Unis : les personnes vaccinées autorisées à se réunir sans masque - LePoint.fr 8 mars 2021

La gauche et l'extrême gauche qui en pincent pour Biden figurent-elles parmi nos amis ou nos ennemis ?

Avis de gros temps (éditorial paru dans l'édition du 22 février) - Ruptures 26 février 2021

Extrait.

Au moins, c'est clair. Ceux qui nourrissaient encore quelque illusion sur les vertus apaisantes de l'arrivée de Joseph Biden à la Maison Blanche sont désormais fixés : en matière de politique étrangère, le « retour à la normalité » vanté ici et là apparaît sous son vrai visage : la volonté américaine assumée de reprendre le contrôle des affaires du monde et de « remuscler » – les mots ont un sens – l'alliance atlantique. « America is back » (« l'Amérique est de retour »), tel est le slogan du nouveau président, qui proclame ainsi vouloir rompre avec « l'Amérique d'abord » de Donald Trump. Non pas que la politique étrangère de ce dernier ait été particulièrement aimable – au Moyen-Orient en particulier. Mais avec son mot d'ordre recopié de Ronald Reagan, le nouveau maître de Washington renoue délibérément avec l'esprit de guerre froide.

Dans son discours tenu le 4 février, M. Biden affirme que la « domination américaine » (« leadership ») se doit désormais d'« affronter la montée de l'autoritarisme, notamment les ambitions croissantes de la Chine pour rivaliser avec les USA, et la détermination de la Russie visant à abîmer et faire dérailler notre démocratie ». Si les dépendances économiques réciproques le contraignent à quelque prudence de langage vis-à-vis de Pékin, il n'en est pas de même vis-à-vis de Moscou : « l'époque où nous reculions devant l'agressivité de la Russie – interférences dans nos élections, cyber-attaques, empoisonnement de ses citoyens – est terminée. Nous n'hésiterons pas à faire grimper le coût (de ce comportement) » de Moscou.

La nomination de Victoria Nuland comme sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques illustre à merveille ce nouveau cours. Celle qui devient ainsi la numéro trois du département d'Etat a servi les administrations successives depuis les années 2000. Jusqu'à 2003, elle fut représentante de George Bush à l'OTAN et joua un rôle important dans l'invasion de l'Afghanistan. Entre 2003 et 2005, elle fut conseillère du vice-président Cheney, et aida ce dernier à promouvoir la guerre contre l'Irak. Porte-parole et proche de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton en 2011, elle fut très active dans la planification de l'agression occidentale contre la Libye et l'assassinat de son dirigeant. Et se félicita que cette heureuse initiative ait permis de faire affluer des stocks d'armes vers la Syrie dans l'espoir que les « rebelles » (et les combattants étrangers) puissent réserver le même sort à Bachar el-Assad.

Mais c'est en Ukraine que Mme Nuland donna toute sa mesure. Nommée en 2013 sous-secrétaire d'Etat pour l'Europe et l'Eurasie, elle ne tarda pas à se rendre à Kiev où elle fut immortalisée distribuant des sandwichs aux insurgés de la place Maïdan dont le but était de renverser par la violence le président élu. Surtout, elle fut la cheville ouvrière des provocations armées qui conduisirent au coup d'Etat de février 2014, puis de la formation du nouveau gouvernement issu des barricades. Elle s'illustra dans une conversation téléphonique dévoilée ensuite en s'écriant « Fuck EU » (« rien à foutre de l'UE ») pour exprimer son agacement face à des dirigeants européens jugés trop mous dans le renversement du pouvoir ukrainien. Ruptures 26 février 2021

https://ruptures-presse.fr/actu/biden-usa-nuland/

Coronabusiness. Corruption généralisée et comment ils se gavent comme jamais.

Le virus européen de la corruption - lefigaro.fr 12.03

Des sacs et sacs à dos remplis de billets. Lorsque Juliari Batubara, le ministre des Affaires sociales indonésien, s'est rendu aux autorités en

septembre dernier, les preuves qui pesaient contre lui étaient accablantes. Selon les médias, il aurait empoché des sommes considérables en lien avec les colis alimentaires destinés à aider les plus pauvres de son pays pendant la crise du coronavirus. D'après l'enquête en cours, le ministre aurait attribué le contrat à une société amie et réalisé un bénéfice sur chaque colis.

Il est rare d'avoir affaire à des montagnes de billets dans les affaires de corruption touchant les pays européens. Cependant, un an après le début de la pandémie de coronavirus, il apparaît de plus en plus clairement que, même en Europe, de nombreux politiciens se sont enrichis dans l'ombre de l'urgence mondiale. (La suite était réservée aux abonnés dont je ne fais pas partie.) lefigaro.fr 12.03

Warren Buffet rejoint le cercle très fermé des fortunes supérieures à 100 Mds$ Business Insider FR 11 mars 2021

Le club des hyper riches vient de gagner un nouveau membre. L'homme d'affaires américain Warren Buffett a rejoint mercredi 10 mars le cercle fermé des dirigeants dont la fortune dépasse les 100 milliards de dollars, qui inclut Jeff Bezos, Elon Musk, Bernard Arnault et Bill Gates, selon le magazine Forbes. Mercredi, le cours de l'action de sa société Berkshire Hathaway a atteint un niveau record, faisant grimper sa fortune à 100,3 milliards de dollars.

Warren Buffett, 90 ans, baptisé "l'Oracle d'Omaha", est l'un des dirigeants les plus prospères et respectés de tous les temps mais sa fortune n'avait jamais atteint un tel sommet, les investisseurs misant ces dernières années sur les valeurs du secteur technologique. Selon Forbes, le conglomérat Berkshire Hathaway possède plus de 60 sociétés, dont l'assureur américain Geico et le fabricant de batteries Duracell.

Warren Buffett est un généreux donateur puisque jusqu'à présent, il a donné plus de 41 milliards de dollars, principalement à la Fondation Gates et aux fondations de ses enfants, toujours selon Forbes. En 2010, lui et Bill Gates avaient lancé le "Giving Pledge", demandant aux milliardaires de s'engager à donner au moins la moitié de leur richesse à des œuvres caritatives.

Les 10 États où les 1 % les plus riches sont les plus fortunés - businessinsider.fr 24 février 2021

Les 1 % les plus riches du monde détiennent 44 % de ses richesses, selon les données du Crédit Suisse. Ces pourcentages sont régulièrement cités pour illustrer la folie du capitalisme mondial. Le gouffre entre les "1 %" et le reste de la population est éloquent, et se décline à merveille dans chaque pays. businessinsider.fr 24 février 2021

Haut de page

Le 21 mars 2021

J'ai ajouté des articles dans les différentes rubriques. Il y en a une vingtaine ou plus que j'ai cru bon de ne pas publier, parce que leurs contenus figuraient déjà dans d'autres articles ou ils colportaient trop d'illusions à mon goût susceptible d'induire en erreur les lecteurs. Et puis il y a plein de plagiaires ou d'auteurs qui pompent les articles des autres sans rien nous apprendre de nouveau.

Moi aussi je pourrais en faire autant et sortir de beaux et longs articles bien léchés avec plein de références ou citations, histoire de me faire passer pour un grand penseur ou dirigeant... C'est si facile, mais cela ne me ressemble pas, désolé pour les adeptes du culte de la personnalité ou du chef suprême, je n'ai aucune ambition personnelle.

Vous me direz que cette prolifération est inévitable, je le sais, mais là on a atteint la saturation. Si on ne s'en tient pas aux articles qui nous apprennent vraiment quelque chose de nouveau, on perd son temps et on en manque cruellement. J'ai l'impression que leurs rédacteurs sont paumés ou ne savent plus quoi trop penser, ce qui est leur problème et non le nôtre, alors pour se donner bonne conscience ou s'occuper l'esprit, ils rabâchent à l'infini des lieux communs sur fond d'états d'âme qui ne concernent que leurs intérêts individuels.

Les faits ou l'évolution de la situation nous a encore donné raison, nos adversaires ou détracteurs ou encore nos ennemis n'ont pas d'autres échappatoires que la fuite en avant dans le déni et le mensonge pour masquer leurs véritables intentions inavouables et criminelles ou tromper travailleurs et militants. Ils en viennent à s'accrocher à une version qui ne résistera pas à l'épreuve des faits, qui craque de partout, à des vaccins tueurs ou handicapants des bien-portants. Pour avoir toujours raison ou justifier leur prétention à détenir la vérité, ils sont prêts à tout. Ils ne se rendent même pas compte que c'est leur véritable nature qu'ils exposent ainsi au grand jour, et qu'ils vont en récolter fatalement les conséquences, qu'on ne leur envie pas.

Les acteurs politiques, chefs d'Etat, gouvernements, institutions, partis politiques et syndicats, ONG ou associations diverses qui ont participé à la propagation d'une psychose collective parmi la population sur la base d'informations infondées ou falsifiées, de dénis, sont des criminels avec lesquels nous n'avons absolument aucun rapport et dont nous n'attendons rien.

Avis à ceux qui les soutiennent, les ménagent, y participent ou y collaborent, qu'ils ne s'attendent pas à ce qu'on les épargnent, à eux de rompre avec tous ces scélérats et assassins de victimes innocentes qui se comptent en dizaines de milliers en France...

De notre côté il suffit de s'armer de patience et de ne rien céder à la réaction ou aux opportunistes, nous avons la conscience tranquille ou nous sommes parfaitement serein, la vérité l'emportera tôt ou tard. C'est cette foi indéfectible dans la vérité (et dans les masses) qu'ont abandonné les révolutionnaires, souhaitons-leur d'y revenir.

L'adresse du nouveau blog du Dr. Maudrux, expulsé du Quotidien des médecins sans doute sous la pression du gouvernement ou des trusts pharmaceutiques qui financent cette revue.

https://blog-gerard.maudrux.fr/2021/03/19/bienvenue/

Je n'interviens plus dans ce blog, dont l'orientation politique illustre les illusions (droitières ou pire) des classes moyennes dans le

capitalisme, dans un contexte où elles sont totalement déplacées ou indignes du respect que l'on doit aux dizaines de milliers de victimes innocentes et inutiles d'une vulgaire épidémie instrumentalisée par Macron, la marionnette de l'oligarchie financière.

Cependant il faut saluer le courage et la détermination de ce médecin à promouvoir (avec d'autres) les molécules qui permettent de traiter la covid-19, grâce à lui de nombreuses vies ont été épargnées, bilan que devrait lui envier le mouvement ouvrier qui nous fait honte. Son blog est suivi par des dizaines de milliers de membres du corps médical en France et ailleurs dans le monde, mais aussi des membres de toutes les couches des classes moyennes comme j'ai pu le constater hier.

Eux au moins ils ont conscience de leurs conditions et de leurs intérêts, même si nous ne partageons pas leur orientation politique réactionnaire, alors que du côté de notre classe nous en sommes toujours incapables.

Il existe à ce jour aucun blog ou portail d'un courant politique du mouvement ouvrier pouvant revendiquer autant de visites et de commentaires. Nous n'avons pas su fonder un organisme qui constituerait un pôle de regroupement politique pour les travailleurs et les militants déterminés à rompre avec le régime et à le renverser.

Nous avons échoué lamentablement à briser la chape de plomb de l'opportunisme ou de l'imposture sous laquelle croule le mouvement ouvrier et la classe ouvrière. Si je partage la responsabilité de cet échec, il faut admettre qu'elle était très limitée du fait de ma situation personnelle ou de mon isolement en Inde. Si j'avais trouvé un ou des militants partageant mes analyses et mes positions pour constituer un nouveau courant politique, je leur aurais proposé ma modeste collaboration, mais malheureusement je n'en ai pas trouvés.

Il faut tout de même convenir que notre tâche était hautement plus ardue, périlleuse et d'une toute autre portée que celle du Dr. Maudrux somme toute limitée par son objet, qui pouvait s'inscrire dans le cadre d'un consensus dans le cadre du régime ou compatible avec son existence, ce qui n'était évidemment pas le cas de la nôtre qui avait justement vocation à la remettre en cause, donc incompatible avec l'idée même d'un consensus entre des forces, classes ou intérêts contradictoires.

Le combat politique est beaucoup plus exigeant et violent, et s'il doit forcément s'accompagner de compromis, pour autant ses principes fondamentaux doivent être scrupuleusement respectés sous peine de s'écarter, d'abandonner ou de trahir ses objectifs, et donc notre engagement politique.

La prise de conscience politique telle qu'on la conçoit, n'a rien à voir avec l'étalage d'états d'âme de petits bourgeois, où prédominent des intérêts individuels agrémentés de bavardages légers sur l'état de la société entre gens du même monde bien repus, qui n'ont pas eu à se plaindre du statut privilégié que le régime leur avait accordé gracieusement, qu'il soit écorné et qu'ils entendent le préserver en se révoltant, n'en font pas des révolutionnaire pour autant ou il en faudrait beaucoup plus, j'en veux pour preuve les illusions qu'ils n'ont cessé de manifester depuis un an dans Macron et son gouvernement ou encore l'OMS, qui expriment leur refus de rompre avec le régime ou les institutions de la Ve République.

Bien qu'on puisse louer leur engagement ou le soutenir temporairement ou de manière circonscrite, ses contradictions expliquent en partie leur impuissance à imposer à Macron une autre orientation sanitaire et politique, puisque les deux facteurs sont liés. Pour que Macron renonce à son orientation sanitaire et politique totalitaire, il faudrait que les contradictions qu'elle renferme deviennent insupportables pour la majorité des masses, et qu'elles commencent à se frayer un chemin pour chercher y mettre, à condition que leur mobilisation menace l'existence du régime, ce qui a ma connaissance n'est pas le cas aujourd'hui.

La classe ouvrière et les classes moyennes n'ont aucun avenir dans le cadre de ce régime, des institutions de la Ve République, le capitalisme, leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques sont irrémédiablement incompatibles avec leur existence. Voilà ce qu'il faut expliquer à tous les travailleurs que l'on croise, quel que soit leur statut social ou la classe à laquelle ils appartiennent. La survie du capitalisme a déjà hypothéquée leur avenir et celles des générations à venir (Avec un colossal endettement mondial supérieur à 250.000 milliards de dollars), il faut donc concevoir une autre société basée sur d'autres rapports sociaux, qui ne peuvent s'inscrire que dans la perspective historique de l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme responsable de la servitude humaine, de l'esclavagisme, du totalitarisme, de toutes les atteintes à notre liberté et à vivre en paix. Si nous ne parvenons pas à nous débarrasser de ce carcan, il finira par nous étouffer totalement.

Ainsi va la lutte des classes, et c'est une lutte à mort. Dans le monde chaque année, parmi les dizaines de millions de morts prématurés, criminels, accidentels ou occasionnés par des guerres ou des famines, l'eau impropre à la consommation, des empoisonnements alimentaires, les médicaments et vaccins, suicides, etc. des morts qui auraient pu être évités, inutiles ou d'innocents, dus à la survie du capitalisme, combien en figurent-ils parmi les classes dominantes, aucun ou presque, si peu, car la plupart d'entre eux meurent de leur belle mort dans leur lit à un âge très avancé, alors qu'ils ont contribué leur vie durant à pourrir l'existence de près de 8 milliards d'hommes et de femmes qui n'ont pas eu d'autre alternative que supporter des conditions de travail et d'existence épouvantables ou cauchemardesques qui leur ont été imposées et qu'ils ne méritaient pas.

Cette inégalité de traitement, cette injustice, cette barbarie imposées par une infime minorité, absolument rien ni personne ne peut les justifier, elles sont indignes de l'espèce humaine ou de la civilisation humaine au stade de développement où elle est parvenue, ces pratiques détestables d'un autre âge mettent à l'ordre du jour la nécessité impérieuse ou urgente d'éradiquer de la surface de la Terre cette classe d'exploiteurs et d'oppresseurs, pour qu'elle cesse définitivement de nuire au bien-être de l'ensemble des peuples.

Ménager le gang mafieux et criminel qui trône au Forum économique mondial, au sommet du capitalisme mondial, collaborer avec les représentants ou les institutions du capitalisme, s'accommoder ouvertement ou hypocritement de la survie de ce système économique, est incompatible avec tout idéal humaniste ou toute référence au socialisme, à toute cause sociale, à toute appartenance au mouvement ouvrier.

Prétendre encore que le capitalisme serait réformable, qu'on pourrait en limiter les excès, est inconcevable, ce serait justifier par avance tous

les crimes passés, présents ou à venir dont il est coupable, dans ces conditions aucune circonstance atténuante ne peut prévaloir. Ce principe est un et indivisible, inaliénable, il ne peut supporter aucune exception, aucune concession, il doit disparaître une fois pour toute, aucun autre jugement n'est recevable, et si on ne veut pas en rester à de simples bavardages pour se donner bonne conscience, on doit résolument s'engager à lutter pour s'en débarrasser le plus tôt possible.

Telle est notre conviction, notre orientation politique, que j'appelle les lecteurs à partager. Elle est exigeante, elle est à la hauteur de l'enjeu de la lutte des classes qui se joue quotidiennement sous nos yeux, de notre idéal humaniste. Soyons-en digne, ne nous décourageons pas, ne nous démoralisons pas et nous vaincrons.

- 35 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Suite de l'introduction et quelques réflexions.

J'ai dû laisser de côté un tas d'infos par manque de temps ou parce qu'elles ne présentaient pas un grand intérêt ou encore, parce qu'elles me sont parvenues trop tard. De plus, bien que je me sois inscrit à des "newsletter", je ne les reçois pas ou plus.

L'information est devenue trop dense, et souvent leurs origines ne nous portent pas à la relayer ou elle relève de la propagande déguisée. Chaque courant politique tend à se disloquer en autant de boutiques ou chapelles, dont les motivations sont étrangères ou opposées aux nôtres.

Pour justifier le port du masque, le confinement et la vaccination notamment, ceux qui manipulent la conscience des travailleurs et des militants doivent camoufler ou maquiller le taux réel de mortalité due au SARS-CoV-2 tel qu'il ressort des chiffres officiels, sans même avoir à retrancher les certificats de décès falsifiés par les médecins et le personnel hospitalier, il est comparable ou inférieur à celui attribué à la grippe saisonnière, l'inexistence d'une surmortalité en 2020 par rapport aux années antérieures, et surtout ils doivent censurer l'existence des molécules ou des protocoles qui permettent de soigner efficacement à tous les stades les différents coronavirus apparus depuis un peu plus d'un an, de prévenir ou contenir toute infection. Voici ce qu'ils nient, un exemple parmi des milliers dans le monde.

Ivermectine : la France passe-t-elle à côté d'un médicament efficace contre la Covid-19 ? - capital.fr 19 mars 2021

En mars 2020, alors que l'épidémie de la Covid-19 battait déjà son plein, une autre épidémie, de gale, est survenue dans un Ehpad de Seine-et-Marne. Pour soigner cette maladie parasitaire, les médecins prescrivent depuis des décennies un médicament bien connu et efficace : l'ivermectine (IVM). C'est ainsi que le docteur Charlotte Bernigaud, dermatologue à l'AP-HP Hôpital Henri Mondor, a traité l'ensemble des 121 résidents (69) et employés (52) de l'établissement.

La suite est moins banale : dans cette maison de retraite où la moyenne d'âge des résidents est de 90 ans, avec de surcroît 98% de personnes présentant une comorbidité à risque, le virus Covid-19 n'a pratiquement fait aucun dégât. Seulement 1,4% des occupants (personnel compris) ont eu le virus, avec des symptômes modérés (ni oxygène ni hospitalisation) et aucun mort n'a été à déplorer. Dans une étude dite observationnelle, publiée dans le British Journal of Dermatology en janvier 2021, l'équipe de Charlotte Bernigaud donne le détail de ses observations. Elle constate d'abord que dans les 45 Ehpad de Seine-et-Marne ayant le même public (âge, effectif…) la mortalité a été de 4,9% parmi 3062 résidents, versus 0 pour 121 dans l'Ehpad observé. capital.fr 19 mars 2021

Chacun devrait copier cette info ou l'apprendre par coeur, afin de la partager avec toutes les personnes qu'on rencontre, car elle prouve que tous les acteurs politiques mentent effrontément ou en connaissance de cause. Un tel déni est crapuleux et criminel, chacun en conviendra.

Je ne sais pas si vous réalisez, pas un seul mort parmi des vieux en Ehpad de 90 ans en moyenne, dont la presque totalité présentait une comorbidité, cela signifie que parmi les 90.000 morts recensés en France, plus de 80.000 auraient pu être évités. Ils ont été littéralement assassinés, sacrifiés par le Forum économique mondial pour pérenniser le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme au profit d'une infime minorité richissime, plus que le capitalisme moribond qui est devenu l'ennemi du clan mafieux de l'oligarchie financière internationale.

Ceux qui ont cautionné ce massacre commis par les héritiers des Versaillais, commémorent la Commune de Paris, je ne plaisante pas hélas !

Autre chose.

Où est-ce qu'on bouffe le plus mal, sinon dans les hôpitaux et les Ehpad, comme quoi la santé des malades n'a jamais été la préoccupation primordiale du corps médical. C'était une idée reçue comme des milliers d'autres, un mythe. Il suffit d'observer la composition des menus ou de constater qu'ils proposent un fruit ou un dessert sucré à la fin des repas pour en être convaincu, sans avoir eu besoin d'étudier pendant de longues années les effets des différents aliments sur le système digestif ou sur la santé des hommes. Je crois même me souvenir qu'il était conseillé de manger les fruits en dehors ou au tout début des repas, qu'on l'ignore à l'hôpital illustre mon propos, surtout quand ils se targuent de faire appel à des diététiciens pour préparer les menus. Moi j'ai étudié cette matière pendant deux ans environ et j'ai dû lire au moins une centaine d'ouvrages, étant sans a priori j'ai pu en conserver précieusement l'essentiel.

Autre chose.

Il y a peu de temps encore j'affirmais que je ne regrettais rien des expériences que j'avais vécues ou des choix que j'avais été amené à faire au cours de ma vie, et j'ajoutais que si c'était à refaire, je le referais, et bien maintenant je pense exactement le contraire, comme quoi j'ai progressé et je me suis encore débarrassé d'illusions... qui ne trompaient que moi-même finalement !

J'aurais vraiment eu toutes les peines du monde à m'assumer pleinement, tardivement, hélas ! J'ai enfin acquis cette liberté dont j'avais été privé si longtemps. Alors loin de moi l'idée d'imposer quoi que ce soit aux lecteurs ou l'intention de leur donner des leçons, ce qui ne doit pas nous empêcher de faire preuve de pédagogie, ce qui est tout autre chose, tant pis pour ceux qui confondent les deux.

Une dernière chose.

Avec les coronavirus qui mutent en permanence toute l'année, s'ils ne disparaissent pas, ils vont pouvoir les manipuler et y recourir indéfiniment, la tentation est grande, reste à savoir jusqu'à quand les masses vont le supporter, personne n'en sait rien. Toujours est-il que si les enseignements politiques de cet épisode ne se traduisent pas sur le plan organisationnel, ils auront une nouvelle fois le champ libre. Ils appellent déjà ce modèle de société totalitaire ou fascisante la nouvelle normalité.

J'avais encore noté deux bricoles.

Si les mythes de la liberté et de la démocratie se sont effondrés à nos dépens, la faute en revient à ceux qui les avaient entretenus, et dans une moindre mesure à ceux qui y croyaient.

Macron, le ministre de la Santé, le Conseil scientifique et le Conseil de Défense, le Conseil de l'Ordre des médecins, l'ANSM (Agence Nationale de Sécurité du Médicament), l'ARS, la SPILF (Société de pathologie infectieuse de langue française), la DGS (Direction Générale de la Santé), la SS, ce sont les escadrons de la mort des dictatures sud-américaines des années 70.

Pour se détendre ou se soulager, s'évader ou s'élever au-dessus de la médiocrité ambiante.

Slash ft. Myles Kennedy & The Conspirators | Live in Sydney | Full Concert - August 25, 2012.

https://www.youtube.com/watch?v=x2wbzTVYZSY

Dis-moi de qui tu tiens cela et je te dirai quelles étaient tes réelles intentions.

L'Inde rétrogradée au rang d'autocratie. - lemonde.fr 12 mars 2021

Trois organismes indépendants soulignent le déclin démocratique du pays depuis l'avènement de Narendra Modi au pouvoir, en 2014.

LVOG - Dans la France de Macron, il n'est plus utile de prendre des mesures qui "sapent l'indépendance et la neutralité des contre-pouvoirs, la justice, les médias, et transforme les opposants en ennemis de la nation", c'est déjà fait ou ils sont tous corrompus.

Le Monde - L'Inde, avec son 1,3 milliard d'habitants, n'est plus la plus grande démocratie du monde. L'institut suédois V-Dem (Varieties of Democracy), qui a publié, jeudi 11 mars, son rapport annuel sur la démocratie, classe désormais le sous-continent dans la catégorie des « autocraties électorales », qui ont l'apparence des régimes démocratiques mais qui, en réalité, sapent l'indépendance et la neutralité des contre-pouvoirs, la justice, les médias, et transforme les opposants en ennemis de la nation. Le pays du Mahatma Gandhi arrive en 7e position après la Pologne, la Hongrie, la Turquie, le Brésil, la Serbie et le Bénin.

LVOG - Vous êtes sûr qu'il ne s'agit pas de la France de Macron ?

Le Monde - Deux autres études confirment la dérive de la démocratie en Inde. Dans son rapport annuel sur l'état des libertés dans le monde, l'ONG Freedom House, basée aux Etats-Unis, rétrograde elle aussi l'Inde au rang des pays « partiellement libres ». Les auteurs soulignent que la politique répressive de Modi s'est amplifiée avec le Covid-19, le harcèlement de journalistes couvrant la pandémie, l'abandon de millions de travailleurs migrants durant le confinement, et la désignation de « boucs émissaires » parmi les musulmans.

LVOG -Quel est le donneur d'ordre de cette propagande, devinez, The Economist ou la famille Rothschild qui en est la propriétaire, bref le Forum économique mondial.

Le Monde - Dans un troisième classement, celui du département « Intelligence Unit » du magazine britannique The Economist sur l'état de la démocratie dans le monde, l'Inde se retrouve dans la catégorie des démocraties « imparfaites », notamment parce que le gouvernement dirigé par Narendra Modi « a introduit un élément religieux dans la conceptualisation de la citoyenneté indienne » en contradiction avec la laïcité inscrite dans la Constitution. lemonde.fr 12 mars 2021

LVOG - Ils font semblant de dénoncer une situation que l'oligarchie a elle-même créée ou à laquelle elle a largement contribué. Cet article du Monde l'illustre suffisamment. Vous n'êtes pas convaincu, après cela vous le serez. Leurs protégés sont vite grillés par les temps qui courent, envisagent-ils de larguer Modi, apparemment ils y pensent depuis déjà un moment, mais pour mettre qui à la place, la même question va se poser un peu partout dans le monde, en France par exemple...

Qu'est-ce que Freedom House ?

Wikipédia - Freedom House est une organisation non-gouvernementale (ONG) financée par le gouvernement américain et basée à Washington.

Elle est historiquement liée à la World Anti-communist League, au mouvement Resistance International, ainsi qu'à des organisations gouvernementales telles que Radio Free Europe ou la CIA.

Son financement provient essentiellement du Gouvernement fédéral des États-Unis à hauteur de 65 à 85 %. Elle reçoit aussi des dons d'organisations caritatives ou de l'Union européenne.

Freedom House est financée par un certain nombre de fondations, incluant la Lynde and Harry Bradley Foundation (en), la Sarah Scaife Foundation (en) et la Soros Foundation. Elle reçoit également un financement du gouvernement des États-Unis par l'intermédiaire du National Endowment for Democracy, de l'USAID, et du département d'État). Environ 75 % de ses revenus proviennent d'allocations fédérales des États-Unis.

Freedom House déclare également que « Nos divers conseils d'administration sont unanimes pour dire que la prédominance américaine dans les affaires internationales est essentielle pour la cause des droits de l'homme et de la liberté ». Wikipédia.org

https://fr.wikipedia.org/wiki/Freedom_House

Lisez cet article, c'est très instructif, que le Monde et les médias y fassent référence montrent qu'ils n'informent pas lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, ils tentent de les conditionner en diffusant la propagande concoctée par les idéologues de l'oligarchie financière...

Pour info : Taux de mortalité au Tamil Nadu où je vis (72 millions d'habitants) depuis décembre 2019 : 0,02%. 12564 décès attribués au covid-19.

Pour que le mouvement ouvrier renaisse de ses cendres.

Bibliothèque du mouvement ouvrier : 1 200 documents en PDF - nouveautés - (64 documents) (Version 2021)

https://drive.google.com/drive/folders/1HplgRPKvwdKwdg3w3zTSP3wbFZsq-r1P

La combinaison de deux machinations totalitaires.

Le retour des marches pour le climat, l'autre grande urgence mondiale - euronews 19 mars 2021

Plusieurs manifestations ont eu lieu aux quatre coins de l'Europe ce vendredi, à l'appel du mouvement Fridays for Future de Greta Thunberg. euronews 19 mars 2021

Elle avait 39 ans, il en avait 15, le même traitement doit appliquer au couple de pédophiles de l'Elysée, non ?

Saint-Brieuc : Une femme de 37 ans condamnée pour des relations sexuelles avec un ado de 14 ans 20minutes.fr 17 mars 2021

Une femme de 37 ans était jugée mardi devant le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc pour atteintes sexuelles sur mineur, rapporte Le Télégramme. Habitant la région de Loudéac, cette mère de famille de trois enfants était accusée d'avoir eu des relations sexuelles avec un garçon de 14 ans d'origine roumaine habitant son voisinage.

Elle a été condamnée à trois ans de prison dont deux avec sursis probatoire. Elle a également interdiction d'entrer en contact avec le garçon et ses parents et ne pourra plus exercer une activité en lien avec des mineurs pendant cinq ans. Son nom a par ailleurs été inscrit au fichier national des délinquants sexuels. 20minutes.fr 17 mars 2021

LVOG - Son avocat doit être nul ou vendu !

Totalitarisme et dîner de cons. Plus cruel ou sordide tu meurs !

Nutrition. S'achemine-t-on vers la fin du sacro-saint triptyque petit déjeuner, déjeuner et dîner ? - courrierinternational.com 14 mars 2021

Il n'y a aucune véritable raison de se mettre à table trois fois par jour, soutient une journaliste de The Atlantic : la pandémie a engendré des habitudes alimentaires différentes qui remettent en question ce rituel des trois repas quotidiens.

Adieu normalité

Ce repas quotidien unique, indique la journaliste Amanda Mull dans The Atlantic, a lieu au moment qui lui convient et ce n'est pas une diète : "Je grignote quand j'en ai envie." Mme Mull note qu'elle n'est pas seule aux États-Unis à avoir changé ses habitudes alimentaires. Les ventes de friandises, de mélanges de fruits secs et de surgelés ont augmenté au cours de la dernière année, remarque-t-elle, de même que les ventes en ligne d'aliments emballés. "Les gens essaient d'adapter leur situation en fonction de leur capacité de survie […]" et "le plus grand facteur unificateur est que le 'normal' n'existe presque plus".

Pour Scott Hines, un architecte de Louisville, dans le Kentucky, la vie avec ses fils de 4 et 5 ans se révèle parfois délicate : "Je le jure, il y a des jours où ils n'ont pris que des collations et pas de repas."

Le changement survenu avec la pandémie crée de l'inquiétude, affirme une diététicienne new-yorkaise, Rachel Larkey, dont la clientèle est souvent peu fortunée : "Les gens ont l'impression que leurs routines sont un peu nébuleuses maintenant" et se plaignent de ne pas avoir beaucoup d'appétit lorsqu'ils croient devoir manger.

Il n'est pas difficile de voir comment la vie après la pandémie pourrait être plus flexible pour des actes aussi essentiels que cuisiner ou manger conclut Amanda Hull, qui conseille à ses lecteurs de faire pour le moment tout ce qui leur convient : "Vous n'êtes pas obligé de demeurer coincé dans la logique du petit déjeuner, déjeuner et dîner." courrierinternational.com 14 mars 2021

DEUXIEME PARTIE

Les dessous criminels du régime.

Réseau criminel franc-maçon : les aveux glaçants du "frère" Templier - marianne.net 13 mars 2021

https://www.marianne.net/societe/police-et-justice/reseau-criminel-franc-macon-les-aveux-glacants-du-frere-templier#xtor=AL-8

Extraits de lectures.

Nos vies entre les couvertures des Années Folles par Pepe Escobar (Asia Times) - Mondialisation.ca, 16 mars 2021

Extrait.

Nous ne pouvons même pas imaginer les conséquences de la rupture anthropologique causée par le SRAS-CoV-2.

Tout au long du processus, le langage s'est métastasé, donnant naissance à une toute nouvelle panoplie de concepts. Disjoncteur. Biosécurité. Boucles de rétroaction négatives. État d'exception. Nécropolitique. Nouveau brutalisme. Néofascisme hybride. Nouveau paradigme viral.

Cette nouvelle terminologie colle aux linéaments d'un nouveau régime, en fait un mode de production hybride : le turbo-capitalisme réaménagé en capitalisme rentier 2.0, où les mastodontes de la Silicon Valley prennent la place des domaines, mais aussi de l'État. C'est l'option « techno-féodale », telle que définie par l'économiste Cédric Durand.

Pressés et intoxiqués par l'information qui joue le rôle de dominatrice, nous avons reçu une nouvelle carte de la dystopie, présentée comme une « nouvelle normalité » caractérisée par la dissonance cognitive, un paradigme de biosécurité, l'inévitabilité du travail virtuel, la distanciation sociale comme programme politique, l'info-surveillance et le transhumanisme triomphant.

Un choc sanitaire s'est superposé au choc économique en cours – où la financiarisation prend toujours le pas sur l'économie réelle.

Mais ensuite, l'aperçu d'un avenir rose a été offert vers un capitalisme plus « inclusif », sous la forme d'une Grande Réinitialisation, conçue par une minuscule oligarchie ploutocratique dûment autoproclamée Sauveurs. (...)

Le SRAS-CoV-2 a accéléré ce qui était déjà un basculement du centre de pouvoir du monde vers l'Asie.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, une grande partie de la planète a vécu comme les rouages d'un système tributaire, l'hégémon se transférant constamment des richesses et de l'influence – par le biais de ce que l'analyste Ray McGovern décrit comme le SS (État de Sécurité) appliquant la volonté du complexe MICIMATT (Militaire-Industrie-Congrès-Reseignement-Média-Académie-Think-Tank).

Ce système mondial est en train de disparaître irrémédiablement, notamment en raison des interpolations du partenariat stratégique Russie-Chine. Mondialisation.ca, 16 mars 2021

Après une année avec le 'Covid-19', quelles leçons en tirer? par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 16 mars 2021

Extrait.

Après avoir lu quantité d'articles et entendu de multiples 'experts' sur le sujet, ce qui m'interpelle à ce jour est le constat que de nombreux citoyens résistant à la propagande du pouvoir politico-médiatique, s'interrogent pour trouver comment renverser cet ordre des choses aux dérives plus qu'autoritaires, et comment récupérer les libertés qui leur ont été supprimées une par une, réduisant d'autant leur espace de vie.

La confiance est tellement brisée entre les tenants du pouvoir, menteurs et corrompus pour beaucoup, et la population, que le doute s'est immiscé et la première victime en est la vérité. Ce constat établi, il faut remarquer que malgré l'âpre résistance de nombreux citoyens aux annonces et aux mesures prises par leurs gouvernements – que je ne détaillerai pas ici, tant les incohérences et absurdités sont incessantes – la difficulté se situe dans la façon de manifester son opposition et de renverser le cours des choses et des élus qui répètent qu'il n'y a d'autres choix que ceux qu'ils imposent. Comment se fait-il qu'en 'démocratie' le plus grand nombre ne puisse s'organiser contre une minorité, sinon que les premiers sont désorganisés par rapport aux seconds qui, par-delà quelques différences, serrent les rangs?

LVOG - Etait-ce une démocratie, quand la totalité des partis politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche incluse cautionnent une pandémie virale qui n'existe pas, réclament que le peuple soit muselé et vacciné ?

Le "*plus grand nombre*" s'est retrouvée sans représentation politique, hormis des micro-partis affiliés ou proches de l'extrême droite , souverainistes ou populistes (UPR, Debout la France, etc.) issus de partis de droite ou d'extrême droite (Les Patriotes, etc.), donc tous infréquentables ou ne pouvant pas incarner les intérêts des masses populaires.

A gauche ou à l'extrême gauche, le désert, à ma connaissance, hormis notre courant politique, La voix de l'Opposition de Gauche, qui malheureusement pour le moment est victime paradoxalement de la vérité qu'il proclame, et que les militants du mouvement ouvrier ne veulent pas entendre parler, parce qu'elle heurte frontalement tous leurs a priori ou l'idée qu'ils s'étaient faites de la lutte de classe ou du mouvement ouvrier et de son avant-garde qui les ont ouvertement trahis, assassinés serait plus juste en l'occurrence.

Comment ils collaborent au totalitarisme.

Conférence sociale : les annonces de Jean Castex - Publicsenat.fr 16 mars 2021

Cette nouvelle conférence du dialogue social le 15 mars, a réuni les organisations syndicales et patronales et plusieurs membres du gouvernement par visioconférence.

Le Premier ministre semble se réjouir du dialogue social mené durant cette conférence. Publicsenat.fr 16 mars 2021

Opportunisme débridé.

Présidentielle 2022: LFI est "prêt à s'entendre avec tout le monde", assure Mélenchon - AFP 15 mars 2021

Jean-Luc Mélenchon, le leader de LFI, a expliqué lundi que son mouvement était "prêt" à une candidature commune avec le reste de la gauche et les écologistes pour la présidentielle de 2022 s'ils s'accordent tous sur un programme.

Prenant l'exemple de la région Hauts-de-France pour les régionales de juin, où une alliance Verts-PCF-LFI-PS derrière l'écologiste Karima Delli a été scellée, il a expliqué sur France Inter que cela a été "rendu possible" car "nous sommes d'accord sur le programme".

Donc "si nous sommes d'accord sur le programme pour l'élection présidentielle, nous sommes prêts à nous entendre avec tout le monde", a-t-il assuré. AFP 15 mars 2021

Quand les masques sont tombés.

Un an…par Daniel Gluckstein - le 17 mars 2021

https://latribunedestravailleurs.fr/2021/03/17/un-an/

Gluckstein - Des moyens pour vivre, se soigner, travailler, étudier : cette exigence de rupture...

LVOG - Avec quoi un négationniste adepte de la pandémie, de la muselière et du vaccin pourrait-il rompre, avec le capitalisme, les institutions de la Ve République, l'Etat, c'est une blague ou quoi ?

Gluckstein - Se soumettre aux capitalistes, c'est tourner le dos aux besoins les plus élémentaires de la population. À l'inverse, répondre aux besoins sanitaires des travailleurs et de la jeunesse exige de rompre avec les capitalistes et Macron.

LVOG - Qui a décrété qu'il y avait une urgence sanitaire ? Poser la question, c'est comprendre que cet imposteur relaie la propagande du Forum économique mondial. Il emploie la même méthode que le tyran qui nous gouverne : Ce serait les travailleurs qui exprimeraient des besoins sanitaires, et non pas Macron qui les aurait créés de toutes pièces pour qu'ils réclament des mesures liberticides qu'il se fera un plaisir de leur imposer.

Gluckstein - Ou bien l'union sacrée avec Macron se prolonge, et le gouvernement aura les mains libres pour continuer son œuvre de destruction.

LVOG - Le POID y participe depuis le premier jour en ayant repris à son compte les arguments de l'OMS-Gavi-Gates.

Gluckstein - Ou bien la réalisation de l'unité de bas en haut et de haut en bas brisera l'union sacrée. Alors, Macron sera balayé, et sa politique avec lui.

LVOG - L'unité en haut de la confrérie des opportunistes réunis Verts-PCF-LFI-PS... Non merci, on a déjà donné !

Dans son "Fil d'infos", le POID porte-parole zélé des trusts pharmaceutiques mafieux et criminels reproduira complaisamment la déclaration de l'OMS favorable au vaccin d'AstraZeneca qui a déjà fait des milliers de morts... Plus le temps passe et plus ils s'enfoncent imperturbablement dans le déni, ils en paieront le prix un jour...

- Controverses en Europe autour du vaccin AstraZeneca contre le covid-19

15 mars 2021 – La France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie ont annoncé – ce lundi – suspendre à leur tour les vaccinations avec le sérum anglo-suédois AstraZeneca. L'Agence européenne des médicaments, doit rendre un avis très rapidement. Quant à l'organisation mondiale de la santé (OMS), sa responsable scientifique rappelle que la seule chose dont on est sûr aujourd'hui, c'est que le vaccin d'AstraZeneca est efficace. Elle dit comprendre les doutes européens. Moins l'arrêt de la vaccination : « Au moins 2,6 millions de personnes sont déjà mortes du Covid. Et sur les 300 millions de doses de vaccins qui ont déjà été administrées à travers le monde, il n'y a eu aucune mort directement attribuée à un vaccin. »

- Vaccination contre le covid19 : le retard de l'Union européenne 12 mars 2021 – Le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont un rythme de vaccination nettement plus important que les pays de l'Union européenne. De ce fait, la mortalité y diminue bien plus rapidement. Tous les pays de l'UE, quelle que soit l'efficacité de leur vaccination, butent sur les quantités de doses disponibles. Comparé au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, l'écart important continue de se creuser. De fait, tous les vaccins utilisés dans les pays occidentaux ont été principalement produits sous financement britannique ou américain. L'Europe, comparativement, n'a investi que trois milliards d'euros.

LVOG - Voilà une info qui dut les réjouir.

Virus: l'OMS recommande de poursuivre l'utilisation du vaccin AstraZeneca - AFP 17 mars 2021

Quand on retrouve la rhétorique du Forum économique mondial.

Un courriel reçu de la Fédération des Français de l'étranger du PS du 14 mars 2021.

- Alors que la solidarité a été rudement mise à l'épreuve par une crise sanitaire sans précédent, nous avons tous perçu la nécessité de changer nos comportements collectifs et individuels. Être ensemble, porter avec nos proches le changement au quotidien, construire un autre possible: ces vérités profondes se sont affirmées comme les évidences qui doivent nous guider.

Partout dans le monde, de nouvelles solidarités sont en train de se mettre en place...

LVOG - Avec qui, je vous laisse deviner ! Vous aurez relevé "*la nécessité de changer nos comportements collectifs et individuels*", le leitmotiv qui accompagne les machinations climatique et virale.

"Les salariés qui ne se sentent plus seuls", le même procédé infâme.

Un entrepreneur bientôt jugé pour avoir proposé de la chloroquine à ses salariés - RT 14 mars 2021

René Pich, fondateur du groupe de chimie SNF, comparaîtra devant le tribunal correctionnel de Saint-Etienne le 3 juin pour avoir invité, en mars 2020, ses salariés touchés par le Covid-19 à demander à la direction la délivrance de chloroquine.

Une enquête préliminaire avait été ouverte début avril 2020 après un signalement de l'inspection du travail de la Loire, déclenché par une note de René Pich informant l'encadrement de SNF de l'acquisition de comprimés de phosphate de chloroquine.

Les organisations syndicales se constituent partie civile.

En apprenant son renvoi en correctionnel, René Pich a contesté cette semaine, via une note sur le site intranet de sa société, les délits qui lui sont reprochés, évoquant «une affaire totalement personnelle», qui, selon lui, ne justifie pas que les organisations syndicales se constituent parties civiles. En outre, il y a revendiqué «la responsabilité d'essayer de proposer une alternative à l'inaction du système médical français», qu'il accuse de refuser «des médicaments qui ont fait leur preuve». Sofia Soula-Michal, avocate du syndicat CFDT-chimie à l'origine d'une plainte, a qualifié la décision du parquet de «rassurante pour les salariés qui ne se sentent plus seuls face à la toute-puissance d'une direction qui s'affranchit très régulièrement du droit du travail, avec pour seul objectif la rentabilité quoi qu'il en coûte». RT 14 mars 2021

Les syndicats sont devenus des organisations criminelles, force est de le constater.

Au Portugal la première épidémie a fait très peu de victimes parce que les patients étaient traités à l'hydroxychloroquine, lors de la seconde due à un autre virus ou un variant, le nombre de morts s'est envolé, entre temps le gouvernement avait interdit l'hydroxychloroquine. (source : https://www.worldometers.info/coronavirus/country/portugal/)

Des militants vont me dire, comme vous y allez. Non mais attendez, de quoi on parle au juste, on parle de milliers, de dizaines ou centaines de milliers de morts selon les pays qui auraient pu être évités, refusez de les traiter et les laisser crever, vous appelez cela comment, moi j'appelle cela un assassinat en masse, un massacre.

Vous avez cautionné toutes les dérives du mouvement ouvrier depuis 50 ans ou plus, alors pourquoi pas un peu plus, qu'est-ce que cela change, hein ? C'est l'occasion ou jamais que cela cesse ou de réagir, de rompre avec cette pourriture et de renouer avec la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Un article excellent, il y manque juste la lutte des classes, à nous de la rajouter.

https://www.mondialisation.ca/le-transhumanisme-et-lautodetermination-de-la-pensee/5654409

Le même scénario que lors d'une guerre mondiale ou plutôt pendant et après, à ceci près que son objectif est apocalyptique on dit aussi transhumaniste, c'est-à-dire insensible à tout humanisme, délibérément inhumain.

Quant à la crise du capitalisme, elle est à peine effleurée telle qu'on la concevait et on l'interprétait depuis le XIXe siècle, ce qui s'explique par le fait qu'elle a atteint un degré au-delà duquel en l'absence d'une issue pour la régler dans un sens ou un autre, le capitalisme est entré dans une phase de putréfaction que l'oligarchie a décidé d'accélérer en procédant à un "Great reset", une grande réinitialisation allant de l'économie à l'espèce humaine, ce qu'évidemment l'homme normalement constitué, c'est-à-dire à l'esprit étroit ou borné aura du mal à concevoir, donc de préférence il le niera, tout comme il est habituellement porté à nier ou dénier tout ce qu'il ne connaît pas ou ne comprend pas au détriment de ses intérêts.

Voilà, je crois avoir complété l'analyse qui figure ci-dessous et que je partage.

Il y a plus qu'on ne le croie dans le monde d'intellectuels qui comprennent la situation, il leur manque juste la perspective politique qu'offre le socialisme qui est l'unique espoir de sortir de ce cauchemar.

Je rajoute deux commentaires lus dans le blog du Dr. Maudrux :

- Ca à l'air d'un paradoxe : comment l'effondrement de l'économie occidentale peut-elle avantager les intérêts privés

? La réponse est que cela permet de rebattre les cartes – la ruine des services publics sera suivie de privatisations et de suppressions. – la ruine des PME sera accompagnée par un renforcement des grands groupes – la ruine de l'économie traditionnelle permet l'essor sans limites de l'économie numérique dominée elle-même par une poignée de géants. – donc big pharma ramasse la mise, mais c'est loin d'être le plus

gros gagnant.

- Les aides diverses et exceptionnelles accordées par le gouvernement pour que les (petites) entreprises (et indirectement les particuliers) passent la crise sont issues de dettes, c-à-d de création d'argent ex-nihilo par les banques centrales. Les entreprises devront rembourser ces dettes en argent réel, c-à-d le fruit de leur travail. C'est le schéma classique quand il est accepté librement par une entreprise qui investit en s'endettant, sauf que maintenant, c'est l'Etat, au nom de chaque particulier, qui les endette d'autorité. Qui est censé ramasser la mise en argent réel, à la fin ? Les banques centrales, qui sont des organismes privés. Bien joué ! A moins qu'un grain de sable ne se coince quelque part…

On peut ajouter cet élément.

- Covid-19 : la productivité des salariés a bondi de 22% avec le télétravail - Yahoo Finance 16 mars 2021

Totalitarisme sur ordonnance, la normalité.

LVOG - Si ce sont les "besoins sanitaires" (Gluckstein) des travailleurs qui l'exigent, qui oserait s'y opposer franchement ?

Covid-19: Jean Castex entrevoit des vacances d'été pas "complètement normales" en 2021 - BFMTV 15 mars 2021

Sur la plateforme Twitch ce dimanche, le Premier ministre a également évoqué l'été passé, estimant qu'il y avait eu "un peu" de relâchement face à l'épidémie. BFMTV 15 mars 2021

Couvre-feu à 19h, confinement de 16 départements : ce qu'il faut retenir des annonces de Castex - BFMTV 19 mars 2021

Jean Castex a pris la parole ce jeudi soir. Sans grande surprise, il a annoncé un reconfinement de l'Île-de-France, des hauts-de-France mais aussi de l'Eure, la Seine-Maritime et des Alpes-Maritimes pendant les quatre prochaines semaines. Mais la formule de ce confinement diffère des précédents.

"Dans ces 16 départements, de nouvelles mesures de freinage massives de l'épidémie interviendront à compter de ce vendredi soir minuit, et pour quatre semaines", a ainsi lancé Jean Castex, une stratégie qu'il a qualifié de "troisième voie".

Couvre-feu à 19h pour l'ensemble du territoire

Jean Castex a précisé que si le principe du couvre-feu était confirmé, il était repoussé à 19h, et ce, au plan national:

"Le dispositif de couvre-feu sera maintenu selon les mêmes règles qu'aujourd'hui. Avec une différence cependant : l'heure de début passera de 18 heures à 19 heures, et cet ajustement lié à l'arrivée prochaine de l'heure d'été s'appliquera à compter de samedi prochain (ce samedi 20 mars, NDLR) et concernera tous les départements et pas seulement ceux soumis à ces mesures renforcées".

- Les écoles ouvertes dans les 16 départements malgré le confinement

Mais Jean Castex s'est surtout concentré sur le confinement auquel seront astreints les 16 départements pendant quatre semaines. Il a ainsi évoqué le destin des écoles dans ces territoires.

"Dans les 16 départements concernés par ces nouvelles mesures, nous maintiendrons le parti pris de laisser les écoles ouvertes", a-t-il dit, célébrant ce choix qui "nous distingue de beaucoup de nos voisins". "Les écoles maternelles, les écoles élémentaires, les collèges fonctionneront donc normalement ; pour les lycées qui sont déjà pour plus des deux tiers, en demi-jauge, ils basculeront en totalité dans ce fonctionnement", a-t-il poursuivi.

- Les commerces de première nécessitée seuls à rester ouverts

Ce confinement, même aménagé, en reste un: ainsi, seuls les commerces dits de première nécessité resteront ouverts, toutefois ce concept sera étendu pour inclure davantage de boutiques.

"S'agissant des commerces, comme en mars et en novembre, seuls les commerces vendant des biens et des services de première nécessité seront autorisés à ouvrir ; cette notion de bien de première nécessité sera étendue aux livres et à la musique, ce qui permettra aux libraires et aux disquaires de rester ouverts", a déclaré le Premier ministre.

- Les sorties en plein air favorisées mais les déplacements limités

Ce confinement doit malgré tout favoriser les sorties. "S'agissant des déplacements hors du domicile, notamment pour pouvoir s'aérer, se promener, faire du sport, ils seront encadrés mais selon des règles plus souples qu'en mars et novembre dernier", a indiqué le chef du gouvernement.

"Concrètement, il sera possible de sortir de chez soi pour se promener, s'aérer ou faire du sport, en journée, sans aucune limitation de durée mais avec une attestation (mise en ligne ce vendredi, NDLR) et à la condition de rester dans un rayon limité à 10 kilomètres autour de chez soi. Pour les habitants des territoires concernés, les déplacements inter-régionaux seront interdits sauf motifs impérieux ou professionnels", a-t-il développé.

"Ce choix de moins restreindre les possibilités de sortir de chez soi doit cependant s'accompagner d'une vraie vigilance : il s'agit clairement de rendre possible le fait d'être à l'extérieur, mais pas d'aller chez des amis pour y faire la fête ou s'y retrouver en nombre, sans distance ni masque", a ajouté ce Premier ministre qui avait assuré ne pas vouloir "infantiliser" les Français.

Jean Castex a abordé en quelques mots la situation des lieux de culte, confirmant un statu quo: "Les règles s'appliquant aux lieux de culte resteront inchangées".

- Un nouvel encouragement au télétravail

Le discours s'est ensuite porté sur la question du télétravail. Jean Castex a souhaité:

"Toutes les entreprises, toutes les administrations qui le peuvent poussent au maximum le télétravail, tout en maintenant toujours une journée sur place pour les salariés qui le souhaitent". Il a fixé l'objectif "d'au moins 4 jours sur 5 en télétravail".

- La vaccination AstraZeneca va reprendre ce vendredi après-midi

Alors que ce jeudi après-midi, l'Agence européenne des Médicaments , a jugé offficiellement "sûr et efficace" le vaccin AstraZeneca suspendu dans plusieurs pays ces derniers jours, dont la France, Jean Castex a confirmé que cette décision changeait à nouveau la donne en France. Il a signalé que les vaccinations avec ce produit reprendraient dès ce vendredi après-midi:

"L'agence européenne dit très clairement que l'efficacité démontrée du vaccin AstraZeneca dans la prévention des hospitalisations et des décès liés au COVID l'emporte largement sur la probabilité extrêmement faible de développer ces effets secondaires (...) la Haute autorité de santé, qui est chargée dans notre pays de formuler les indications de tel ou tel vaccin, actualisera sa recommandation s'agissant du vaccin AstraZeneca, afin que nous puissions reprendre immédiatement dans la foulée, dès demain après-midi, la campagne de vaccination".

Le Premier ministre a souligné qu'il s'apprêtait lui-même à se faire inoculer ce vendredi avec une dose d'AstraZeneca. BFMTV 19 mars 2021

Comment susciter et justifier de nouvelles mesures liberticides. Mode d'emploi.

Unef: Blanquer met en garde contre une pente "fasciste", réfléchit à des mesures - AFP 19 mars 2021

AUTRES INFOS EN BREF DANS LE MONDE

Il a le bras long !

Menacé aux élections, Netanyahu tend la main à l'extrême droite - AFP 19 mars 2021

Il est l'héritier politique d'un des rabbins les plus radicaux de l'histoire d'Israël, il a déjà plaidé pour "l'expulsion" des Arabes et pourrait sauver le Premier ministre Benjamin Netanyahu à l'issue des législatives du 23 mars. AFP 19 mars 2021

Plus de 180 morts dans les manifestations en Birmanie, selon une ONG - Reuters 16 mars 2021

Défense : Londres va augmenter le plafond de son arsenal nucléaire - LePoint.fr 16 mars 2021

Le Royaume-Uni porte de 180 à 260 le plafond maximum de son stock d'ogives nucléaires, une première depuis la chute de l'Union soviétique. LePoint.fr 16 mars 2021

Dépréciation au Liban: la livre bat un nouveau record historique - AFP 16 mars 2021

Depuis le début de la crise à l'automne 2019, la monnaie nationale a perdu 90% de sa valeur face au billet vert, alors que le taux officiel est toujours fixé à 1.507 livres pour un dollar.

L'inflation annuelle a déjà dépassé les 140% fin 2020, selon des statistiques officielles.

"Le pays s'effondre autour de nous et nous ne pouvons rien faire", a déploré sur Twitter Maha Yahya, directrice du Centre Carnegie à Beyrouth, fustigeant des politiciens qui "tiennent en otage" le pays.

Outre la dégringolade monétaire, le pays connaît une explosion du chômage et une paupérisation à grande échelle. Plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, selon l'ONU, tandis que les banques continuent d'imposer des restrictions draconiennes aux épargnants. AFP 16 mars 2021

TROISIEME PARTIE

Le crime est signé.

LVOG - Ce qui est en train de se produire, ils le savaient depuis 6 mois.

Bill Gates «pas très surpris» par les lésions de la moelle épinière causées par le vaccin contre le coronavirus d'AstraZeneca - Sputnik 17 septembre 2020

«Sur les six essais - AstraZeneca, Johnson & Johnson, Novavax et Sanofi, plus les deux vaccins à ARN, Pfizer et Moderna - je m'attends certainement à ce que trois ou quatre obtiennent des licences d'utilisation d'urgence au début de 2021. Alors que nous entrons en 2021, je crois que c'est 90 pour cent de chances que nous aurons des vaccins », a déclaré Gates, s'adressant au magazine Spiegel.

Invité à commenter l'arrêt récent des essais sur l'homme du vaccin d'AstraZeneca après qu'un participant à l'essai a subi des lésions de la moelle épinière, Gates a déclaré que ce n'était "pas très surprenant" pour lui, suggérant que l'affaire "souligne le fait qu'ayant adopté de nombreuses approches différentes est assez précieux. »

«Il est vrai qu'un candidat vaccin peut déclencher une maladie auto-immune sous-jacente qui se serait manifestée à un moment donné. Nous examinons ce lien et les régulateurs s'occupent de cela tout le temps », a-t-il souligné.

La Fondation Gates a fait don d'au moins 350 millions de dollars pour la recherche sur les coronavirus, y compris d'importantes subventions à Astrazeneca, Johnson & Johnson, Novavax, Sanofi, Moderna, CureVac, BioNTech et Inovio pour leurs vaccins, qui vont des vaccins traditionnels contre les adénovirus à l'ARN et à l'ADN- ceux basés.

Gates a été irrité par son intervieweur après avoir été interrogé sur la question de savoir si les vaccins à ADN et à ARN étaient plus risqués et «expérimentaux» que les vaccins vecteurs d'adénovirus traditionnels, qui ont fait leurs preuves contre d'autres maladies comme la rougeole et le tétanos pendant de nombreuses décennies.

«Que considérez-vous comme expérimental? Nous examinons toutes les manières possibles. Il est impossible qu'un vaccin qui ait jamais été fabriqué ne soit pas utilisé pour lutter contre le coronavirus. Il y a des défis avec chacune des approches. Faire un nouveau vaccin est une chose difficile. Il n'y a pas d'approche conventionnelle. Alors jetez simplement le mot conventionnel. Il n'y a rien de conventionnel ici. Tout ce que nous faisons n'est pas conventionnel », a-t-il souligné.

J'espère que les gouvernements seront en mesure de convaincre suffisamment de citoyens de prendre le vaccin sans recourir à des mesures coercitives, car cela conduit à cette énorme réaction contre le vaccin », a ajouté Gates. Sputnik 17 septembre 2020

En complément. Pour en savoir un peu plus.

Google - La moelle épinière, ou moelle spinale (issue du latin medulla) est une structure du système nerveux central située au sein de la colonne vertébrale. Elle permet la transmission d'informations entre le cerveau et le corps.

La moelle épinière constitue le prolongement du cerveau de la boîte crânienne, à partir du bulbe rachidien et ce tout le long de la colonne vertébrale dans laquelle elle est contenue. Son rôle est de distribuer les nerfs entre le cerveau et les différentes parties du corps.

La moelle osseuse est le tissu spongieux qui se trouve dans l'os et qui produit les cellules sanguines. La moelle osseuse produit les globules rouges, les plaquettes et les globules blancs. Les lymphocytes sont produits dans la moelle osseuse et jouent un rôle important dans le système immunitaire de l'organisme.

Il n'existe pas actuellement de traitements efficaces pour rétablir le fonctionnement de la moelle épinière.

Une lésion de la moelle épinière peut causer une paraplégie (paralysie des membres inférieurs) ou une tétraplégie (paralysie des membres inférieurs et supérieurs) entraînant des pertes sensitives et motrices mais aussi des troubles génito-sphinctériens.

A ce jour, les lésions à la moelle épinière restent toujours dévastatrices parce que les fibres nerveuses sectionnées ne parviennent pas à se régénérer dans le système nerveux central.

Le rôle du système nerveux central, formé du cerveau et de la moelle épinière, est d'organiser, de contrôler et de réguler des fonctions essentielles de l'organisme comme la motricité, l'équilibre, la perception (sensibilité, vision, audition, odorat…), les fonctions intellectuelles, les émotions, le comportement, ...

Comment renforcer la moelle osseuse ?

Voici les bons aliments pour de bons os !

Miser sur les fruits et les légumes. ...
Rechercher les aliments riches en vitamine d. ...
Préférer les antioxydants. ...
Consommer les poissons des mers froides. ...
Utiliser de l'huile d'olive. ...
Penser au miel. ...
Boire du thé vert. ...
Faire des cures de spiruline.

Comment activer la moelle osseuse naturellement ?

Les aliments les plus riches en vitamine D sont les huiles de foie de poisson, et les poissons gras comme la sardine, le hareng, et le saumon. Les œufs, le lait et le beurre en contiennent également mais en plus faibles quantités.4 mars 2020

Quel vitamine pour renforcer le système immunitaire ?

Vous pouvez renforcer votre système immunitaire à l'aide de vitamines et de minéraux : la vitamine A, la vitamine D, la vitamine C, la vitamine B6, l'acide folique et la vitamine B12 ainsi que le fer, le cuivre, le sélénium et le zinc contribuent au fonctionnement normal du système immunitaire.

Comment renforcer son système immunitaire homéopathie ? Le remède homéopathique pour booster le système immunitaire est thymuline 9 CH. Les extraits dilués du thymus stimulent les défenses immunitaires, en alternance avec influenzinum 9 CH en période de grippe.

Quelle huile essentielle pour renforcer défenses immunitaires ?

L'eucalyptus est la plus agréable des huiles essentielles en diffusion, mais on peut aussi utiliser de l'huile essentielle de thym, ou de niaouli. Non seulement elles vont renforcer le système immunitaire, mais elles vont aussi avoir une action antibactérienne et antivirale.

Quelles sont les propriétés de l'huile essentielle de ravintsara ?

En santé, l'huile essentielle de ravintsara (ravintsare) est reconnue pour ces propriétés : Antivirale puissante, surtout sur la sphère respiratoire Stimulante de l'immunité Stimulante de l'appareil cardiorespiratoire, expectorante, mucolytique. Antibactérienne.

Totalitarisme. Ils ne sont pas normaux, ce sont des psychopathes criminels !

Covid-19 : pour Jordan Bardella (RN), "les ratages de l'UE sur la vaccination sont criminels" - Europe1 15 mars 2021

Vaccins : il faut avoir confiance dans AstraZeneca, dit Castex sur Twitch - Europe1 15 mars 2021

Nouveau décès lié au vaccin AstraZeneca - 7sur7.be 15 mars 2021

La Norvège a annoncé ce lundi la mort par hémorragie cérébrale d'une soignante de moins de 50 ans qui avait été hospitalisée après avoir reçu une injection du vaccin anti-Covid d'AstraZeneca.

C'est le deuxième cas analogue mortel signalé en quelques jours dans le pays nordique qui a suspendu jeudi "par précaution" le vaccin développé par le laboratoire anglo-suédois.

Samedi, les autorités sanitaires norvégiennes avaient fait état de l'hospitalisation de trois membres du personnel soignant souffrant de thrombopénie (quantité anormalement basse de plaquettes sanguines), de saignements et de caillots sanguins. Présentés comme relativement jeunes, tous avaient auparavant reçu une première injection du vaccin d'AstraZeneca. L'un de ces trois soignants, décrit comme une femme de moins de 50 ans jusqu'alors "en bonne santé", a succombé dimanche des suites d'une hémorragie cérébrale, ont indiqué les autorités sanitaires. Elle avait été hospitalisée jeudi, environ une semaine après avoir reçu le vaccin développé par le laboratoire anglo-suédois.

L'Agence européenne des médicaments (AEM) cherche à déterminer si ces cas sont liés au vaccin. Vendredi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait assuré qu'il n'y avait "pas de raison de ne pas utiliser" celui-ci et le fabricant se veut lui aussi rassurant. 7sur7.be 15 mars 2021

AstraZeneca : l'Agence européenne du médicament défend le vaccin suspendu - euronews 16 mars 2021

L'Agence européenne du médicament (EMA), qui doit rendre un rapport complet sur la potentielle dangerosité du vaccin du laboratoire AstraZeneca contre le Covid-19, dit être persuadée que ses bienfaits surpassent les risques liés à son utilisation.

LVOG - Suspension levée dès vendredi, normal.

Terrorisme d'Etat.

"On perd goût à la vie" : la moitié des Italiens reconfinés pour trois semaines - Europe1 15 mars 2021

Et ce confinement est strict : il est désormais interdit de sortir de son domicile sans une attestation de déplacement. Exactement comme il y a un an, lors du premier confinement. Touts les établissements scolaires sont fermées, de la maternelle à l'université, laissant 7 millions d'élèves italiens à la maison. Europe1 15 mars 2021

Coronavirus: La Belgique durcit les restrictions pour éviter une 3e vague - Reuters 19 mars 2021

Ils osent tout. Comment ils ont instrumentalisé un banal virus.

Vaccins : comment la peur peut influencer notre perception des risques - euronews 19 mars 2021

Entretien avec le Dr Bandelow, psychiatre et neurologue allemand. euronews 19 mars 2021

CONTRE-PROPAGANDE ET ARGUMENTS.

La nouvelle adresse du blog du Dr. Maudrux.

https://blog-gerard.maudrux.fr/2021/03/19/bienvenue

Quelques commentaires issus de ce blog.

1- Le gouvernement américain ne distribue plus le bamlanivimab d'Eli Lilly en Californie, en Arizona et au Nevada en raison de l'importance d'un variant qui n'est pas sensible à l'anticorps monoclonal, a déclaré la commissaire par intérim de la FDA, Janet Woodcock.

2- Beaucoup de gens ont intégré (c'est dit et répété en boucle sur tous les médias) qu'il n'y a pas d'alternative :

– il n'y a pas de traitement (FAUX)
– la seule sortie c'est le vaccin (pas la seule)
– le confinement fonctionne (quelle étude ?)
– la Covid est mortelle (en général FAUX mais d'autant plus avec paracétamol, pas de surmortalité par rapport à une grippe même avec vaccin anti-grippal et traitement autorisé, c'est dire)
– heureusement que les labos ont pu créer un vaccin en 9 mois (ce qu'ils ne savent pas c'est qu'ils ont bloqué toute autre alternative au vaccin)

3- Effets secondaires du vaccin Covid : que dit le bilan de l'ANSM ?

https://sante.journaldesfemmes.fr/fiches-maladies/2686947-effets-secondaires-indesirable-vaccin-covid-ansm-france-pfizer-moderna-astrazeneca-2-eme-injection/

Je résume :

Vaccin Pfizer : Dans le dernier point du 12 mars (chiffres arrêtés au 4 mars) : sur 4 566 776 injections réalisées depuis le début de la campagne vaccinal le 27 décembre 2020 l'Agence du médicament rapporte 8487 cas d'effets indésirables. 77.8% de non graves et 22.2% de graves qui représentant 1884 cas), 251 décès, 374 hospitalisations. Ce qui donne :

1 effet indésirable sur environ 538 (538.09) injections.
1 effet indésirable grave sur environ 2424 (2423.97) injections.
1 hospitalisation sur environ 12210 (12210.63) injections.
1 décès sur 18194 (18194.32) injections.

Vaccin Moderna : Dans le point de situation du 12 mars, l'ANSM rapporte que depuis le début de la vaccination avec le vaccin Moderna et jusqu'au 4 mars, sur 242 797 doses injectées, il y a eu 302 cas d'effets indésirables analysés par les CRPV rapporteurs (Lille et Besançon) dont 85% de non graves et 15% graves, soit 45 cas dont 2 décès et 9 hospitalisations.

Il y a donc pour le vaccin Moderna :

1 effet indésirable sur environ 804 (803.9) injections.
1 effet indésirable grave sur environ 5395 (5395.48) injections.
1 hospitalisation sur environ 26977 (26977.44) injections .
1 décès sur 121 398 (121 398.5) injections.

Vaccin Astrazeneca : Dans le point de situation du 12 mars, sur 454 545 doses injectées l'ANSM rapporte avoir reçu 3013 cas d'effets indésirables analysés par les CRPV rapporteurs (Amiens et Rouen) du début de la vaccination au 4 mars,. 68% d'effets non graves (2048 cas), 32% d'effets graves (965 cas) dont 2 décès, 19 hospitalisations.

Il y a donc pour le vaccin Astrazeneca :

1 effet indésirable sur environ 151 (150.86) injections.
1 effet indésirable grave sur environ 471 (471.03) injections.
1 hospitalisation sur environ 23 923 injections.
1 décès sur 227 272 (227 272,5) injections.

Les statistiques des effets indésirables graves et non graves montrent que le vaccin Astrazeneca est le pire des trois vaccins et le vaccin Moderna le moins mauvais. Mais par contre pour le taux de mortalité du vaccin Pfizer est de très loin le plus meurtrier. Il faut dans ces statistiques 227 272 injections pour avoir un décès avec le vaccin Astrazeneca, 121 398 injections pour avoir un décès avec le vaccin Moderna et seulement 18 194 injections pour avoir un décès avec le vaccin Pfizer ! Est-ce que ce dernier a concerné des personnes plus fragiles ce qui expliquerait cet écart énorme avec les 2 autres vaccins ? Naturellement je suis au courant du fait qu'officiellement aucun de ces décès n'est lié à la vaccination !

4- La Suède aussi…

https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/03/16/au-tour-de-la-suede-de-suspendre-le-vaccin-d-astrazeneca_6073320_3244.html

---

5- Je suis tombée tout à fait par hasard sur un site israélien informant des effets secondaires du vaccin sur des patients. Israël a vacciné presque la moitié de sa population.

http://www.nakim.org/israel-forums/viewforum.php?f=36 (traduction possible en français, en haut à droite)

Et le PDG de PFIZER admet qu'Israël est « le laboratoire du monde ». Il suffit de taper cette dernière phrase magique pour avoir des articles sur le sujet.

6- En Italie, une jeune enseignante de 37 ans est dans un état très grave en raison d'une hémorragie cérébrale, elle avait reçu le vaccin AstraZeneca quelques jours plus tôt :

https://www.ilgiornale.it/news/cronache/vaccino-insegnante-gravi-condizioni-unemorragia-cerebrale-1930870.html

Ceux qui s'intéressent aux effets secondaires de la vaccination Covid savent depuis un moment déjà que l'hémorragie cérébrale ou l'accident vasculaire cérébrale fait partie des effets secondaires assez fréquent des vaccinations covid. Il y a même eu des cas décès y compris avec le vaccin Pfizer.

7- Une femme de 73 ans décède 2 heures après avoir pris le vaccin Covid-19 à Ramanagar. Il va s'en dire que sa mort n'a aucun rapport avec sa vaccination !

https://www.deccanherald.com/state/top-karnataka-stories/73-yr-old-woman-dies-2-hrs-after-taking-covid-19-vaccine-in-ramanagar-962782.html

---

8- Des nouvelles de la méta-analyse de Tessa Lawrie et al.

https://trialsitenews.com/meta-analysis-based-on-grade-method-low-to-moderate-evidence-ivermectin-can-help-treat-covid-19/

Traduction de la conclusion :

L'équipe d'auteurs basée au Royaume-Uni a conclu que sur la base de la méta-analyse des essais cliniques sous-jacents, les preuves de l'ivermectine à l'aide de la méthode GRADE sont des preuves de «faible à modérée – certitude» pointant vers la conclusion, du moins du point de vue de ces auteurs , que l'ivermectine réduit probablement la mortalité due au COVID-19 et que l'utilisation précoce de ce médicament peut réduire le nombre de patients atteints de COVID-19 évoluant vers un stade plus sévère. Ils concluent que sur la base de leur évaluation de l'innocuité et du faible coût du médicament, il pourrait avoir un impact considérable sur la pandémie déclenchée par le SRAS-CoV-2. Cela correspond à l'analyse de 21 études RCT pour 2741 patients.

9- Slovaquie : Un maire a fourni de l'ivermectine à la population de sa commune :

https://www.hlavnespravy.sk/starosta-becik-ktory-svojej-dedine-zabezpecil-ivermektin-desiatky-vyliecenych-a-krivka-klesa/2466722

Traduction google :

« Branislav Becík, maire de Dvory nad Žitavou, a partagé son expérience avec le médicament Ivermectine, qu'il a trouvé seul pour ses citoyens. Becík a choisi sa propre voie début février. Dans son village, il a décidé de ne pas tester les sains et s'est concentré sur le traitement des malades. Sur les conseils de médecins et d'experts pour les citoyens, il s'est procuré des vitamines, des respirateurs et le médicament Ivermectine. Le médicament a été administré par le médecin du district à ses patients. Selon Becík, les résultats du traitement dans leur village sont fantastiques. Avec cette voie, nous avons soulagé les hôpitaux d'au moins 30 patients à ce jour… »

10- Portugal : Les docteurs soignent à l'Ivermectine.

https://www.moveaveiro.pt/les-medecins-portugais-soutiennent-livermectine-pour-traiter-les-premiers-signes-de-covid-19

Le lien ci dessus venant du site suivant, je recommande à tous de regarder les 2 courbes en bas de l'article.

https://yetiblog.org/archives/30447

11- Baisse des cas et décès également spectaculaire en Afrique du Sud

https://news.google.com/covid19/map?hl=fr&mid=%2Fm%2F0hzlz&gl=FR&ceid=FR%3Afr

En lien avec l'ivermectine qui inonde le marché noir depuis quelques mois?

https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210219-covid-19-nouvelle-saisie-record-de-7-millions-d-euros-d-ivermectine-en-afrique-du-sud

https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20210301-afrique-du-sud-l-ivermectine-inonde-le-march%C3%A9-noir-comme-m%C3%A9dicament-contre-le-covid-19

Ou autorisation « contrôlée » de l'ivermectine par l'état ?

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2021-01/28/content_77162338.htm

---

12- J'ai bien conscience qu'une interprétation politique peut déranger mais cette épidémie révèle les conséquences du capitalisme financier néolibéral subi depuis 40 ans par les peuples occidentaux.

L'intérêt des multinationales et des marchés financiers prime sur l'intérêt général des populations et notamment sur la santé publique. Les élites mediatico politique et les dirigeants sont totalement inféodés à ce système. Certes tout cela n'est pas nouveau et s'est traduit par la paupérisation des peuples occidentaux.

Mais là avec cette épidémie un pas supplémentaire a été franchi. Pour préserver les intérêts de Big Pharma et des marchés financiers les dirigeants n'hésitent pas à sacrifier des vies et à restreindre les libertés.

13- Ca à l'air d'un paradoxe : comment l'effondrement de l'économie occidentale peut-elle avantager les intérêts privés ? La réponse est que cela permet de rebattre les cartes – la ruine des services publics sera suivie de privatisations et de suppressions. – la ruine des PME sera accompagnée par un renforcement des grands groupes – la ruine de l'économie traditionnelle permet l'essor sans limites de l'économie numérique dominée elle-même par une poignée de géants. – donc big pharma ramasse la mise, mais c'est loin d'être le plus gros gagnant.

14- Les aides diverses et exceptionnelles accordées par le gouvernement pour que les (petites) entreprises (et indirectement les particuliers) passent la crise sont issues de dettes, càd de création d'argent ex-nihilo par les banques centrales. Les entreprises devront rembourser ces dettes en argent réel, càd le fruit de leur travail. C'est le schéma classique quand il est accepté librement par une entreprise qui investit en s'endettant, sauf que maintenant, c'est l'état, au nom de chaque particulier, qui les endette d'autorité. Qui est censé ramasser la mise en argent réel, à la fin ? les banques centrales, qui sont des organismes privés. Bien joué ! à moins qu'un grain de sable ne se coince quelque part…

LVOG - Le même scénario que lors d'une guerre mondiale ou plutôt pendant et après.

15- Une campagne intensive de propagande de peur et de culpabilisation. Une censure totale des traitements précoces. Des prélèvements jusqu'au cerveau pour des tests plus qu'approximatifs. Une volonté forcenée de vacciner toute la planète contre une maladie qui épargne 99,95 % de la population. Avec des sérums issus de nouvelles technologies dont les effets sont inconnus.

Mais rassurez-vous, il n'y a pas anguille sous roche. C'est interdit de le penser.

16- Mauvaises nouvelles du front :

1) J'ai des amis (plus pour longtemps) vaccinés qui commencent à dire : « non, toi, je ne peux plus te voir, parce que tu n'es pas vacciné ».

2) Victime typique de la Covid : homme, plus de 70 ans, pathologie cardiaque et pulmonaire terminale (il le cachait à ses proches), testé négatif, hospitalisé en urgence 24 h après, et là, ô miracle, soudain positif. En réa puis, à sa demande, en soins palliatifs. Et un martyr de plus dans les statistiques de Véran.

La rage monte.

17- Même réflexion d'un ami qui ne comprend pas que l'on ne se fasse pas vacciner. Diviser pour régner, c'est vieux comme le monde.

Quelque soit nos différences, il va falloir faire front être nombreux et se regrouper.

- https://www.instagram.com/tv/CLkzuFAB7wx/?igshid=1ej3czbhix7n7

https://www.lifesitenews.com/news/39-year-old-woman-dies-4-days-after-second-moderna-aaccine-autopsy-ordered

https://www.irishtimes.com/news/health/covid-19-nine-die-in-trim-nursing-home-despite-having-had-first-vaccination-1.4508545

18- Ca tombe comme des mouches !

https://actu.fr/grand-est/nancy_54395/covid-19-trois-morts-a-nancy-apres-avoir-recu-le-vaccin-pfizer-des-enquetes-ouvertes-selon-olivier-veran_38823476.html

https://www.lifesitenews.com/news/uk-35-people-deaf-and-25-blind-after-taking-mrna-vaccine-shots

https://m.timesofindia.com/city/mumbai/mumbai-65-yr-old-goregaon-man-collapses-in-chair-dies-after-vaccine-1st-dose/amp_articleshow/81402017.cms

https://mexiconewsdaily.com/news/coronavirus/hidalgo-woman-75-dies-40-minutes-after-receiving-covid-vaccination

https://www.sudinfo.be/id380824/article/2021-03-13/une-thrombose-due-la-vaccination-liege-catherine-30-ans-perdu-son-oeil-droit

Et ce n'est qu'un tout petit échantillon, j'ai des échos que c'est une cata dans la Moselle près de ma résidence à Nancy, virus mais aussi « vaccins » (ce ne sont pas des vaccins)

19- C'est justement à côté de Nancy que j'ai le plus de nouvelles. Débordés, surtout du sud-africain, Azi marche moins, plus d'hospitalisations, plus jeunes, plus graves. Ont l'impression que plus on vaccine, plus il y a de cas, comme si les vaccinés étaient porteurs sains très contaminants. Petite ville à 10km du Lux.

20- Le vaccin Astra-Zeneca provoque des formes rares, très graves, et spécifiques de thromboses (thromboses veineuses cérébrales), qui ne sont pas l'effet du hasard :

https://www.lequotidiendumedecin.fr/specialites/infectiologie/une-forme-specifique-de-thrombose-veineuse-cerebrale-lorigine-de-la-suspension-du-vaccin-astrazeneca

---

21- La folie criminelle n'a plus de limites. Moderna va tester sur 6750 enfants de 6 mois à 11 ans. Le virus est anodin à ces âges, peu de malades, pas de morts. Combien avec le vaccin ?

- https://www.lefigaro.fr/sciences/covid-19-moderna-annonce-des-essais-de-son-vaccin-sur-des-milliers-d-enfants-20210316

Et quoi encore?

L'ivermectine, HCQ Azt etc..sont interdits ou presque, mais les essais sur les bébés et enfants sont autorisés pour des vaccins qui même s'ils sont efficaces quelques mois ne le seront pas longtemps! C'est effrayant.

Et les parents sont forcément complices!

22- Je témoigne avoir été soignée à l'AZI seul, dès le 3° jour de symptômes et que ceux-ci ont totalement disparu en 2 jours sur 4 au total de traitement.

23- Les scientifiques connaissent les problèmes de caillots sanguins avec la thérapie génique virale vectorielle depuis au moins 2007 s'il on en croit le document ci-dessous.

https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/17301138/

(A propos de la dernière vidéo de Raoult (Sud Radio))

24- « La chance » Avec les vaccins, dit-il, tout se passera bien si on a de la chance. Si on en a pas… Bonne nouvelle, mes amis ! Le Serment d'Hippocrate joue désormais à la roulette.

25- Je retiens surtout sa vidéo du 15 janvier dans laquelle il prend 26 minutes pour dire qu'il ne sait rien, que ce soit sur les dangers ou l'efficacité des vaccins, ce qui revient effectivement à jouer à la roulette, j'ajouterais …russe. Expérimentons donc sur le bon peuple. La seule chose dont Didier Raoult soit sûr, c'est que la « vérité est statistique et non individuelle ». Point de vue philosophique, c'est-à-dire croyance, que je ne partage pas.

26- Notre cause malgré tout avance. Les résistants de tout temps ont étés persécutés, mis au pilori et dénigrés avant de devenir des héros. Cependant si l'idée que ce virus est extrêmement facile à traiter précocement, il n'en n'est pas de même pour les injections de masse d'Arn ADN. Il suffit de lire l'article du Vidal pour comprendre le risque que prennent les vaccinés désinformés Mais au-delà de ce risque individuel tout a été fait pour mettre en danger l'humanité ; que ce soit les essais avec des molécules mutagènes, la pression exercée sur les virus, l'utilisation de matériel génétique recombinant qui tôt ou tard va nous rappeler à l'ordre. Mais ça sera trop tard.

Arrêter cette folie, ce risque incommensurable et revenir aux soins avec des molécules connues est urgent et doit être dénoncé comme un tout Si on néglige le risque de cet essai génomique en période pandémique signifie multiplier la probabilité de voir surgir un virus ravageur. Si on néglige le risque pour celui qui le reçoit alors les hivers qui viennent propices aux infections virales seront meurtriers. Il est donc urgent de s'opposer dénoncer informer.

27- Pour info en Thaïlande pour un pays de + de 60 millions d'habitants 90 morts et 27,594 cas de contamination début le début 2020…… Pour ceux qui doutent je les invite à se renseigner.

Autres infos

La police néerlandaise disperse une manifestation anti-confinement à La Haye - Reuters 15 mars 2021

La police néerlandaise a dispersé à l'aide de canons à eau et à coups de matraques dimanche à La Haye une foule de plusieurs milliers de personnes manifestant contre les mesures de confinement instaurées pour lutter contre l'épidémie de coronavirus.

Les manifestants, regroupés dans le quartier central de Maliveld, arboraient des parapluies jaunes en signe d'opposition en scandant : "Amour, liberté, non à la dictature." Reuters 15 mars 2021

Quelques vidéos

Les mesures prises pour l'épidémie ont-elles vraiment sauvé des vies ? - 13 mars 2021

https://www.youtube.com/watch?v=-g0v7_e2t6k

Bas les Masques - 14% de surmortalité en ce début 2021 ? Pas si simple ! - 8 mars 2021

https://www.youtube.com/watch?v=krk8Bj9NOv0

Le Dr. Patrick Pelloux pète les plombs et prend conscience qu'il s'est fait avoir depuis un an - 16 mars 2021

https://www.youtube.com/watch?v=SxTG76V7jYk

La véritable histoire de Louis Pasteur et Joseph Meister - 26 nov. 2017

https://www.youtube.com/watch?v=hlt56cgV09M&t=14s

Chapitre 2. Vaccination de masse et HLA, un mariage impossible - Michel Georget - 22 avr. 2018

https://www.youtube.com/watch?v=1_NcXyDycb8&t=111s

Global Medical & Scientific Experts Call Upon World Governments to Act Now to Save Lives - 18 mars 2021

https://www.youtube.com/watch?v=ypxrJhSg5xU

Ivermectine et fraude scientifique : vers un #UnitaidGate ?

https://www.francesoir.fr/societe-sante/livermectine-fraude-scientifique-unitaidgate?utm_source=NL

Le scandale de l'ivermectine : Tess Lawrie, le retour

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/le-scandale-de-livermectine-tess-lawrie-le-retour?utm_source=NL#disqus_thread

Norvège : le Pr Holme déclare avoir trouvé la cause des effets secondaires attribués au vaccin AstraZeneca

https://www.francesoir.fr/societe-sante/vaccination-le-professeur-holme-declare-avoir-trouve-la-cause-sur-les-effets?utm_source=NL

Dr Martine Gardénal : "le Conseil de l'Ordre a des comportements sectaires et mafieux" https://www.francesoir.fr/videos-le-defi-de-la-verite/martine-gardenal-au-defi-de-la-verite?utm_source=NL

Covid : traitements, les masques tombent (2)

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/covid-traitements-les-masques-tombent-2?utm_source=NL

QUATRIEME PARTIE

Mes réflexions politiques et autres.

Des courriels adressés à un des plus fidèles soutiens de La Voix de l'Opposition de Gauche.

- On n'est pas prêt de tout changer mon cher Paul. Je crois même savoir que si cela venait à l'esprit de beaucoup de gens, pourquoi pas, car qui n'en a pas eu un jour ras le bol de tout ou envie de tout envoyer balader, ils sont trop peu à savoir comment s'y prendre pour y arriver ou plutôt à chercher quel moyen employer pour y arriver.

Les bonnes intentions ne suffisent jamais, bien que c'est un début, et il faut bien un début à tout pour que quelque chose bouge ou se réalise.

C'est marrant je pensais justement à toi en mangeant, et j'allais t'envoyer un petit mot. Selvi est partie à midi dans sa famille pour préparer le mariage de son fils qui aura lieu le 27 mars et je crois que je ne la reverrai pas d'ici là. Du coup Bima fait la gueule ou il est triste, je ne déconne pas, il a refusé de bouffer, j'ai dû le supplier et le faire manger comme un bébé ! D'habitude il passe la soirée dans la maison avec nous, mais là il a préféré rester dehors.

Je voulais te dire un truc pour se marrer à côté duquel j'étais passé.

Apparemment le régime fascisant de Macron convient aux antifas, c'est dans l'ordre des choses, mais ce n'est pas de cela dont je voulais te parler.

Tu ne trouves pas étonnant que les champions de la laïcité, de l'anticléricalisme et de la libre pensée, tu peux ajouter les francs-maçons, que la confrérie des athées réunis soient aussi de zélés croyants en une pandémie inexistante, relayant l'inquisition ambiante et la censure dont font l'objet les données qui contredisent la version officielle, ils sont même pire que les bigots de la droite et de l'extrême droite.

C'est révélateur qu'en période de crise ils montent au créneau pour soutenir Macron et son régime despotique, abandonnant soudainement leur humanisme de façade, qui en réalité servait à camoufler leur collaboration permanente avec la régime et ses représentants, ses partisans ou ses alliés les plus fidèles, dont les sociaux-démocrates pour ce qui concerne les différents acteurs du mouvement ouvrier (POI-POID).

Ces athées, rationalistes ou agnostiques convaincus endossant la soutane des croyants fanatiques, grand dieu, qui aurait cru une telle métamorphose, un tel miracle possible, sinon que la supercherie ne datait pas d'hier et leur servait de bréviaire, je n'ai pas trouvé d'autres explications.

Vaut mieux en rire qu'en pleurer, même si en ce moment on doit se forcer un peu.

Plus on réfléchit à la situation, et plus on découvre des choses extraordinaires.

J'avais suggéré de faire l'inventaire de la lutte de classe depuis les années 40 ou si possible depuis le début du XXe pour cerner ce qui avait cloché, et en lisant un passage de Marx sur la Commune, je me suis fait la réflexion qu'on ferait peut-être mieux de commencer par relire attentivement les oeuvres des marxistes, car j'ai l'impression qu'on leur a fait dire tout et n'importe quoi dans des proportions qu'on n'a jamais soupçonnées, bien qu'on savait qu'elles avaient fait l'objet de nombreuses interprétations fallacieuses, et qu'on pourrait en tirer d'autres enseignements encore plus précieux, que seul peut-être Lénine était parvenu à saisir, car personne mieux que lui ne sut se mettre dans la peau de Marx et son compagnon Engels.

J'irai même encore plus loin, je ne crois pas que Marx ait pris le temps de se pencher sur le contenu inconscient que renfermaient ses récits ou qu'il les maîtrisait, quand il décrivait des épisodes de la lutte des classes. C'est en tout cas l'impression que m'a donné cette lecture, où je me suis demandé ce qu'il voulait dire, comment il fallait le prendre, car pris littéralement ou au premier degré cela ne voulait rien dire ou il y avait manifestement une contradiction avec la réalité, et il n'était pas possible de le situer dans le contexte plus large du processus historique, car il prêtait aux masses à un moment déterminé un niveau de conscience qu'elles ne pouvaient pas avoir atteint, c'était totalement impossible. Donc j'en ai déduis que manifestement c'était davantage le dirigeant ou le propagandiste, le théoricien qui s'exprimait là et non l'historien, donc cela n'avait pas du tout la même signification, et si on ne s'en apercevait pas, on risquait d'en déduire que Marx n'avait pas toute sa tête ou que la légitimité de son récit était contestable.

Je suis trop habitué à vivre avec des prolos ultra arriérés pour bien les connaître, et j'ai pu observer une multitude de fois, que lorsqu'il leur arrive de saisir quelque chose, tu vois, je n'ose pas dire prendre conscience de quelque chose, je prends cette précaution car elle est justifiée, il ne faut surtout pas en déduire monts et merveilles ou faire des plans sur la comète ou croire que leur niveau de conscience aurait progressé, car la minute suivante il est retombé au niveau où il était précédemment, leur expérience avait été trop brève ou soudaine pour s'ancrer profondément dans leurs cerveaux et elle était pour ainsi dire perdue, au mieux ou dans le meilleur des cas il en restera une infime trace.

Cela fait près de 8 ans que j'en fais l'expérience avec Selvi, et je peux te dire que c'est épuisant, difficile à vivre parfois. L'exemple que j'ai pris de Marx n'était sans doute pas le plus approprié, mais c'était le seul que j'avais à l'esprit. Nos dirigeants ont toujours idéalisé les masses, ils ont forcément interprété de travers les enseignements des marxistes en fonction de leurs intentions inavouables, maintenant qu'on sait à quoi s'en tenir à leur sujet, on peut l'affirmer sans craindre de les diffamer, sans pour autant les avoir tous abordés.

On a tendance à oublier que chez chaque homme, il y a ce qui va toucher de préférence sa raison ou ce qui va chatouiller sa sensibilité, et qu'il règne une grande confusion entre les deux, pas seulement, une complicité ou des conflits d'intérêt aussi...

Il y en a beaucoup qui sont tombés sur la cul en observant le niveau misérable de conscience de la population en France ou en occident, y compris chez les couches réputées les plus évoluées, oubliant que le leur ne valait guère mieux, passons.

Le niveau de conscience ne peut progresser et atteindre un niveau supérieur, qu'à condition d'acquérir des instruments logiques qui nous permettent de remonter à l'origine de la matière ou de l'objet que l'on traite, ce qui implique qu'entre temps il faudra avoir découvert les différentes phases ou transformations par lesquelles ils sont passés. Autant dire qu'en chemin on peut facilement se perdre ou se leurrer sur ce qu'on a découvert ou sur son propre niveau de conscience. J'en suis un parfait exemple, hélas ! Et plus j'en prends conscience, plus cela me désole, car il est bien tard.

Chez moi aussi il faudrait tout changer, mais je crains qu'il soit trop tard.

- Dans le genre on fait un grand ménage, on fait table rase ou on change tout, la médecine occidentale et le corps médical sont totalement discrédités.

Quand tu penses que pour stimuler les défenses immunitaires ou la fabrication de lymphocites au sein de la moelle épinière, combattre des infections virales ou bactériennes il est possible de recourir à des traitements à base de plantes associées ou non à de minéraux employés en phytothérapie ou en aromathérapie, ou encore l'homéopathie ou l'herboristerie sans recourir à des médicaments de synthèse produits par les trusts pharmaceutiques renfermant des substances chimiques responsables d'effets secondaires parfois graves à court ou long terme endommageant ou perturbant le fonctionnement de certains organes, je viens même de découvrir qu'il existait un vaccin homéopathique contre la grippe, tu te dis que la médecine allopathique était la pire médecine qui soit.

J'ai également appris il y a quelque mois, et le professeur Perronne l'a confirmé, qu'au cours des 9 années de médecine à l'université nécessaires pour former un médecin, la phytothérapie et l'aromathérapie ne figuraient pas au programme de l'étudiant, ce sont des options, rien sur le bienfait des plantes, mieux encore, rien non plus sur les vertus des vitamines et des oligo-éléments, c'est incroyable mais vrai, après tu ne t'étonnes plus de rien.

Cela signifie que tous les éléments chimiques qui entrent dans la fabrication du corps humain et indispensables à son bon fonctionnement, sont exclus des cours de médecine générale, je viens de le vérifier sur le Net, dès lors comment veux-tu qu'un tel médecin prenne soin de ta santé, c'est impossible. Dans le meilleur des cas, quand tu es malade un médecin va te soigner, il ne faut pas en attendre davantage, en aucun cas il ne t'aidera à rester en bonne santé ; tu me diras que cela se comprend, car sinon les médecins seraient au chômage ! Avant d'acheter avec mon ex-épouse une misérable boutique de diététique fin 85, revendue 10 mois plus tard parce que je n'avais décidément pas l'âme d'un patron aussi petit soit-il, ne te marre pas, on y a laissé toutes nos économies et j'ai perdu le meilleur job que je n'avais jamais eu, chez U-Bix (Konica) comme technicien, j'avais lu au moins une centaine d'ouvrages sur le sujet, j'avais étudié la question sérieusement, mais plus tard je m'en suis désintéressé, hormis l'alimentation car c'était le plus facile à pratiquer au quotidien.

En France, le diplôme d'herboriste a été supprimé en septembre 1941 par le gouvernement de Vichy. De 4 500 herboristes en 1941, ils sont désormais une dizaine tandis qu'en Allemagne ou en Italie, on compte plusieurs milliers d'herboristes. Wikipédia.org

Donc je sais depuis près de 40 ans quoi penser de la médecin allopathique et des médecins. En fait de vocation, de déontologie, d'éthique, de morale, mon cul ouais, c'est uniquement le statut et le fric qui les intéressent.

Quand tu vois qu'un Raoult (68 ans) vient juste de rajouter in extremis ou presque à la sauvette le zinc à son protocole, car il vient de découvrir qu'il a une interaction importante sur l'immunité, en fait il imite des médecins qui y ont pensé avant lui, tu te dis que l'accusation de charlatanisme portée contre lui n'est pas totalement injustifiée, même si elle est malintentionnée, c'est une autre histoire. Par ailleurs, il continue de célébrer l'hydroxychloroquine dans sa dernière vidéo, alors qu'il sait que l'ivermectine est plus efficace à tous les stades de la covid-19. Donc quand il dit que sa seule motivation c'est traiter et soigner ses patients, c'est faux, les faits le contredisent. C'est peut-être pour cela qu'on dit que la réalité est cruelle, dans tous les sens du terme pour le coup.

Et c'est nous qu'on prend pour des cons, c'est la meilleure!

En attendant, dès le retour de Selvi on va se faire des massages de quelques minutes du bas de la colonne vertébrale avec de l'huile d'eucalyptus, cela pénètre jusqu'à la moelle épinière et cela stimule les défenses immunitaires, apparemment tous les symptômes dont j'ai eu l'occasion de te parler prouvent qu'elles sont déficitaires (fatigue extrême, vertiges, plaies infectées ou qui cicatrisent mal, perte d'appétit, etc.), reste à savoir si Selvi s'en tiendra à ce massage...

Je vais peut-être aussi me résoudre à me couper les cheveux très courts, car depuis qu'ils sont longs je ne m'applique plus d'huile sur la tête, et j'avoue que cela me détendait, (comme quoi on est très con parfois!) là cela atterrit directement au cerveau, c'est forcément bénéfique à tous les niveaux, puisque c'est là que se situe le coeur du système nerveux (avec la moelle épinière) qui commande à tous les organes. Ainsi de la tête au coccyx je prendrai soin de mon système nerveux et immunitaire, pour un peu je vais jouer les prolongations ! C'est tout le mal que je te souhaite mon cher Paul.

- Rien n'est moins sûr, comme pour le reste. Sur quoi je m'appuie pour dire cela, sur le fait qu'il faut être curieux pour découvrir des choses qu'on ignore, mais cela ne suffit pas, faut-il encore être motivé pour réfléchir à leurs significations et ainsi de suite.

Je ne pense pas que les gens soient curieux, sinon des portails ou blogs très bien référencés, d'une grande qualité et abordables pour le citoyen lambda, qui existent depuis de nombreuses années, seraient visités par des millions de personnes, ce qui n'est pas le cas.

Si tu prends par exemple le blog du docteur Maudrux qui réunit ces critères ou qualités, et qui ne recueille qu'un peu plus de 100.000 visites au total depuis novembre 2015, la moitié moins que le nombre de médecins en France, le tiers ou le quart si tu tiens compte des retraités, même pas le dixième si tu prends l'ensemble du corps médical, un peu plus de 14.000 commentaires, c'est très peu, insignifiant, d'autant plus que c'est (c'était) un blog référencé au Quotidien du médecin que connaissent absolument tous les professionnels de santé.

La curiosité, c'est ce qui permet de découvrir des choses qu'on ignorait, d'y réfléchir et donc de progresser, ou encore d'apprendre pour comprendre et agir en connaissance de cause, c'est donc un élément essentiel qui participe au processus de maturation de la conscience.

Un autre élément déterminant, l'intérêt ou le besoin, vulgairement l'envie, qui déclenche la curiosité, il faudrait préciser, que l'intérêt ou le besoin suscite l'initiative ou l'action sans forcément que la curiosité se manifeste puisqu'elle se réalise en grande partie ou en totalité inconsciemment, il faut donc une combinaison ou un contexte favorable pour qu'elle s'exprime, donc cela pourrait en effet se réaliser comme tu l'as signalé.

Maintenant ce qui freine, c'est que les gens ne savent pas exactement ce qui se passe. Ils ressentent un grand malaise qui ne leur semble pas naturel, mais rare sont ceux qui vont au-delà ou s'aventurent en terrain inconnu. Aller sur un portail ou un blog par exemple, c'est une aventure sans savoir ce qu'on va trouver ou à qui on va avoir affaire. Ce n'est pas que ce serait dangereux ou considéré comme tel, c'est qu'on peut être amené à croire n'importe quoi ou presque ou on peut se faire manipulé facilement, quand on a un niveau de connaissance générale très faible, donc cela déclenche chez beaucoup de gens un réflexe de retenu, par précaution, l'instinct de survie mal approprié.

L'instinct de survie nous amène à la limite de l'état où l'inconscience émerge, nous plonge dans les profondeurs de notre inconscience qui va remonter jusqu'à notre origine animale, et ces retrouvailles peuvent nous amener à découvrir notre véritable nature, et pourquoi pas celle de la société qu'il faut bazarder. J'ai envie de dire qu'après, il ne reste plus que la raison ou les conditions sont réunies pour que la raison se fraie un chemin, qui si on n'en dévie pas peut mener à la liberté, d'où l'intérêt de cette réflexion.

Il est très difficile d'aborder des gens qui sont dans le déni permanent, certains disent impossible. Je crois qu'il faut y aller par petites touches, même si une petite touche peut déclencher une réaction épidermique chez eux digne de la démence. C'est une expérience désagréable qu'ils ont vécus, ils en connaîtront d'autres d'une autre nature que des personnes ne pensant pas comme eux ont expérimentées aussi, et leur rencontre pourrait les amener à s'interroger sur leurs désaccords, de sorte qu'une évolution se produise.

On entend souvent des gens dire : Tiens, c'est marrant, je ne savais pas que toi aussi tu pensais cela à propos de tout ou n'importe quoi. Comment ça t'est venu ? Depuis quand t'es au courant ? Et hop, la discussion est partie !

La plupart des gens conviennent d'eux-mêmes qu'on leur cache des choses, que Macron, le gouvernement et les médias leur mentent, donc les inciter à s'informer ailleurs ne devrait pas les rebuter, tout dépend comment on s'y prend, il faut faire preuve de tact ou de diplomatie, ruser même puisque c'est pour la bonne cause, ou recourir à l'ironie, du genre, quitte à mourrir de quelque chose au moins qu'on sache de quoi ou pourquoi

---

Une analyse.

Avec les réseaux sociaux et la muselière unanimement adoptée par tous les acteurs du mouvement ouvrier notamment, on s'aperçoit instantanément à quel point la société croule sous une épaisse couche de crasse ignorance qui concerne toutes les classes à tous les niveaux sans exception.

Une internaute dans le blog du Dr. Maudrux.

- "*C'est incroyable cette utilisation du mot « complotiste ». On s'aperçoit petit à petit ce que ce mot révèle : une impuissance à démontrer que l'autre a tort et un attachement viscéral au système qui représente « le bon parent protecteur » dont on ne saura jamais se détacher pour s'émanciper. Des millions de personnes aujourd'hui, ne veulent pas se détacher « de ce système bon parent protecteur qui a trahi « , non pas parce que cela ébranlerait leurs croyances ou conviction, mais surtout parce que cela mettrait en « danger » leur confort, mental ou physique ou matériel pour d'autres cas.*

La classe sociale la plus atteinte par ce « syndrome » est la classe bourgeoise (dont je fais d'ailleurs partie) Et c'est malheureusement la classe la plus votante. On sait où ça nous a menés.

Je suis devenue complotiste parce que ma lucidité m'a permis de comprendre qu'il y avait aujourd'hui de fameux comploteurs qui ne veulent pas le bien des peuples et ça se voit. C'est tout."

Je veux dire par là que même les rares éléments conscients qui émergent de chacune des classes manifestent malgré tout un taux d'inconscience considérable, ce qui signifie que l'état de conscience auquel ils sont parvenus est somme toute superficiel et fragile, au demeurant en grande partie inconsistant, du coup on peut même se demander jusqu'à quel point ils n'y sont pas parvenus par hasard ou ils n'ont jamais réussi à découvrir pourquoi, de sorte qu'ils ne sont pas en mesure de partager cette expérience. Car on peut se demander aussi pourquoi parmi ces éléments les plus conscients de la société aucun n'émerge du lot, il faudrait peut-être employer le pluriel ici.

Emerger ou se distinguer, être issu d'une société où le conformisme à un mode de penser et à un régime dominait pratiquement exclusivement, laisse forcément des traces profondes que l'on ne parvient à discerner qu'exceptionnellement, et à extraire plus difficilement

encore, ce qui va se traduire par la prédominance de contradictions, qui vont perturber toute expression consciente et constituer autant de failles qui vont lui retirer toute cohérence ou légitimité telle qu'elle sera perçue de l'extérieur, en fait ou finalement, tout l'intérêt que des éléments extérieurs auraient pu en tirer sera réduit à zéro.

Vous pouvez faire preuve d'une honnêteté et d'une sincérité irréprochables, aborder un sujet par tous les bouts ou sous tous les angles possibles, le traiter en long, en large, en travers, en diagonale, en profondeur, vous servir d'un microscope ou d'un télescope pour l'examiner en détail, le disséquer au scalpel et reconstituer en suite tous les morceaux méticuleusement sans laisser la moindre trace, faire référence aux plus grands penseurs ou savants, aux plus grandes sommités reconnues mondialement, rien n'y fera, on ne vous écoutera pas. Dès lors vous vous interrogez, vous vous remettez systématiquement en cause comme je viens de le faire et vous ne trouver rien qui justifierait un tel comportement. Du coup vous vous dites qu'il faut chercher ailleurs, vous vous dites que vous vous retrouvez dans une situation analogue à quelqu'un qui offrirait une magnifique collection de la Pléiade ou une encyclopédie à une personne qui n'a pas appris à lire, qui sera certes en mesure d'écouter la lecture que vous lui en ferez, et qui s'imaginera avoir compris quelque chose, quoi, elle serait bien en peine de l'exposer clairement, car en réalité cela ne lui sera d'aucune utilité comme elle le prouvera elle-même ultérieurement, et toute tentative de lui expliquer ce qu'elle n'avait pas saisi se solderait irrémédiablement par le même résultat, j'entends au niveau de l'élévation de son niveau de conscience que l'on considère comme acquis définitivement et auquel elle pourrait faire référence en n'importe quelle circonstance, le seul qui nous intéresse présentement.

Là vous avez la conviction d'avoir épuisé toutes les hypothèses pour tenter d'expliquer ou de comprendre ce phénomène, sans qu'aucune ne débouche sur une réponse valable ou cohérente, sérieuse ou méritant d'être retenue. Il faut donc chercher une explication ailleurs, mais où.

Pour se débarrasser de cette question et ne pas passer pour un imbécile, car on ne vous pardonnerait pas de ne pas avoir une réponse à tout, le plus commode, c'est encore d'en déduire que son comportement aurait forcément un rapport avec des facteurs extérieurs, son milieu social ou dont elle est issue, le contexte, les circonstances, ses rencontres ou fréquentations, ses expériences, etc. mais cela ne tient pas puisque cet état d'esprit est commun aux éléments de toutes les classes sociales. Pour autant, si ce constat pourrait nous induire en erreur, il n'est pas non plus dénué d'intérêts.

L'erreur ou la confusion que commettent tous ceux qui subissent l'influence de l'idéologie ou de la philosophie de la classe dominante consiste à vouloir changer le comportement des hommes individuellement pour ensuite pouvoir changer la société ou la rendre meilleure, prétendent-ils, ce qui revient à dire que chaque homme ou femme seraient responsables de l'état de la société sans distinction de classes, ce qui est faux évidemment, puisque toutes les classes ne disposent pas du même pouvoir de décision dans la société, mieux, une seule le détient, plusieurs privilégiées en profitent, et une seule le subit en se contentant des miettes qui restent.

Mais surtout, c'est le mode de penser issu de ces rapports sociaux, qui coïncide avec eux, sans lesquels il n'aurait aucune raison de s'être développé, il n'existerait pas tout simplement, parce qu'il est la traduction ou la projection du processus historique inconscient dans lequel justement toutes les classes sont enfermées, y compris celle des capitalistes, non seulement il exprime le degré d'inconscience de la population, il est incompatible avec la remise en cause de ces rapports sociaux basés sur l'exploitation et les inégalités sociales et politiques entre les classes. On voit ici à quel point ces deux facteurs sont intimement ou naturellement liés, et il est absolument impossible qu'un des deux puisse évoluer sans que l'autre n'évolue également.

Autrement dit en guise de conclusion, toute modification de l'état de conscience des masses, de son mode de penser ou de son comportement qui ne serait pas associée ou liée, qui ne se situerait pas dans la perspective d'en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme serait vouée à l'échec ou ne pourrait prendre qu'une tournure totalitaire.

S'il y a lieu de demeurer optimiste, c'est parce que le mode de pensée matérialiste et dialectique s'inscrit dans un processus qui transcende le processus historique dont les hommes ne parviennent pas à prendre conscience, qui n'est que le fait des hommes, qui ne concerne que l'histoire de l'espèce humaine, qui se situe bien au-delà puisqu'il englobe toutes les manifestations et transformations de la matière, dont l'expérience humaine n'est qu'une infime ou microscopique composante, une nanoparticule insignifiante dans l'univers.

Donc tout espoir n'est pas perdu, puisque cela ne tient pas seulement aux hommes.

L'ignorance dont on hérite à notre naissance et le mode de penser qui va avec ou qu'on va développer forcément, échappe bien à la société, aux hommes ou à leurs rapports, ils sont innés, dites-moi, riche ou pauvre, quel cadeau empoisonné ! Et dire qu'on devrait passer notre vie à trimballer ce fardeau ou à défaut être tenté de le refiler à d'autres pour s'en débarrasser, en vain. Passons sur cette intention détestable qui est la négation de tout humanisme, même bien maquillée.

Aux forces productives et à la lutte des classes comme principaux facteurs du développement de la civilisation humaine, il faudrait peut-être ajouter la perfectibilité de l'homme qu'on a gravement négligé, parce qu'elle était associée à des facteurs subjectifs qui justement étaient liées ou ramenaient à sa nature objective. C'est elle qui de nos jours plus que jamais, fait l'objet de toute sorte de manipulations et de falsifications pour justifier, soit la trahison d'un idéal, au hasard, le socialisme et la liberté, soit l'instauration d'un régime totalitaire. Comme quoi elle est bien l'enjeu dont dépend non seulement le sort de chacune des classes, mais plus largement celui de la civilisation humaine gravement menacée par le carcan totalitaire, dans lequel l'oligarchie financière ou le capitalisme tente de l'enfermer.

Si le projet transhumanisme imaginé par de dangereux fanatiques était mené à son terme, la perfectibilité de l'homme serait réduite à néant et sa déchéance serait irrémédiable, puisqu'elle serait exclue de sa nature avant même que les hommes voient le jour. Cela peut paraître complètement fou, et pourtant, il y a déjà des enfants qui naissent zéro positif, diabétiques ou qui développent rapidement des cancers, etc. qui sont condamnés dès leur naissance...

La perfectibilité de l'homme ou la capacité que sa nature lui a accordée de pouvoir perfectionner son niveau de conscience tout au long de sa vie, est sans doute le seul objectif susceptible de donner un sens à sa vie qu'il ne regrettera jamais, car il est le seul moyen lui permettant de

conquérir sa liberté ou de s'en rapprocher le plus possible. Rares sont ceux qui en ont réellement conscience, plus rares encore ceux qui s'y tiennent strictement, personnellement je n'en connais pas, mais cela doit bien exister quelque part, laissons de côté les professeurs du Collège de France qui sont finalement des ânes bâtés ! Un homme passé sous l'influence d'une idéologie rétrograde, ne peut pas ou plus prétendre partager cet idéal. Et quant aux scientifiques, leur suffisance ou leur manque de modestie a fini généralement par les corrompre. Leur esprit critique ne s'est pas érodé avec le temps, ils ne l'ont jamais développé en dehors de leur domaine de recherche, cela vaut pour les élites ou les intellectuels en général. Je crois me souvenir que Marx n'avait pas dit autre chose à juste titre.

- *L'optimisme serait une erreur, si l'homme n'était point perfectible, s'il ne lui était donné d'améliorer par la science l'ordre établi*, selon Auguste Renan (L'Avenir de la science, Œ. compl., t. III, p. 752), et celle de notre histoire figure en bonne place pour y contribuer de manière décisive. C'est ainsi qu'au cours de notre vie, on doit développer également un esprit scientifique appliqué à notre histoire, à celle que l'on vit quotidiennement. Vous avez pu suffisamment remarquer au cours de l'année écoulée, à quel point manquer d'esprit scientifique pouvait être fatal ou conduire vers l'abîme! Il aura fait défaut cruellement à la plupart des hommes retournés à l'état sauvage de primates dépourvus de conscience. C'est la réalité ou ce que nous vivons au présent que j'ai à l'esprit, je ne fais pas de théorie, je la mets en pratique en restant optimiste.

Le matérialisme dialectique ou l'ensemble des lois générales du mouvement qui régissent la matière, n'a pas attendu que l'espèce humaine ou la civilisation humaine apparaissent ou se développent pour voir le jour, en revanche les hommes tardent à se l'approprier pour décider enfin librement de leur destin à l'échelle de l'humanité.

On ne peut pas prendre conscience de sa condition, interpréter la situation, comprendre ce qui est en train de se passer dans le monde conformément aux intérêts fondamentaux, aux besoins et aspirations de l'ensemble des classes exploitées et opprimées, si on les interprète autrement que l'expression de ce processus historique, si on ne parvient pas à saisir que les mêmes lois logiques sont à l'oeuvre dans absolument tous les facteurs ou rapports, toute la société, tous les domaines, toutes nos expériences tout au long de notre vie.

Vous aurez constaté que pour aborder la situation consciemment, on a eu besoin d'aucune théorie ou doctrine pour parvenir à ce constat, aucune interprétation subjective, cela aurait la pire des choses à faire, il nous a suffit d'observer et de décrire comment les choses se déroulaient ou comment les hommes se comportaient dans la réalité conformément aux lois de la dialectique matérialiste, pour en conclure que la prise en considération de la combinaison constituée par les trois facteurs énumérés précédemment constituait la solution gagnante, l'unique voie pour résoudre positivement le défi auquel la civilisation humaine est confrontée.

Les forces productives sont omniprésentes, la lutte des classes est incontournable, reste le matérialisme dialectique à promouvoir et à assimiler pour orienter les forces productives et la lutte des classes dans la bonne direction. Quand on nous dit que les hommes ont peur d'un virus, que l'émotion l'emporte chez eux sur la raison ou la réflexion, qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'ils n'ont pas encore appris à penser par eux-mêmes ou que leur mode de penser est déficient et qu'ils doivent impérativement en changer pour s'organiser et combattre ensemble, abattre le régime en place pour instaurer une République sociale.

Sur quoi buttent toutes les interprétations de la situation ? Précisément sur ce facteur que les uns et les autres ne prennent pas en compte.

Du coup, tous nous renvoient à la situation "d'avant", soit ils préconisent des réformes ou des mesures qui ne verront jamais le jour, parce qu'ils refusent de s'engager dans un processus politique qui conduirait à la liquidation du régime et de l'Etat, soit elles sont compatibles avec l'existence du régime et elles ne changeraient fondamentalement rien à la condition des masses.

J'allais oublier de préciser que remplacer un mode de penser par un autre, ne signifiait nullement que tout le monde devrait penser la même chose, puisque finalement chacun le maîtriserait forcément à différents niveaux ou personne ne l'appliquerait exactement au même contenu, puisque nous vivons des expériences différentes, nous sommes tous différents. C'est la réaction ou les anticommunistes primaires qui avancent cet argument malhonnête qui leur va comme un gant aujourd'hui, où il n'est même plus possible de commenter ou critiquer la version officielle...

Dieu existe, et s'il n'existe pas on l'invente, comme cela vous ne pourrez plus dire qu'il n'existait pas, et puis, vous ne pouvez nier que quelque chose qui existe, pas quelque chose qui n'existe pas, vous voyez que vous avez tort, avouez-le, repentez-vous mécréants...

Comment procèdent-ils ? En posant le principe que quelque chose existe sans fournir la moindre preuve de son existence. C'est un fait établi, un dogme ou une croyance à la portée de n'importe quel Gluckstein par exemple. Ils peuvent aussi nier l'existence de quelque chose qui existe parce qu'ils ont décidé une fois pour toute qu'elle n'existait pas, et ils n'ont pas à se justifier puisqu'on ne peut pas prouver l'inexistence de quelque chose qui n'existe pas, une fois qu'ils l'ont fait disparaître. Tous les manipulateurs procèdent ainsi.

Le matérialisme dialectique est redoutable parce qu'il repose uniquement sur des faits.

Haut de page

Le 23 mars 2021

On ajoutera quelques documents ce soir ou demain matin.

Face aux démagogues ou populistes, essayons-nous à la pédagogie.

Tous les ans dans le monde sévissent du 1er janvier au 31 décembre des épidémies virales saisonnières ouvrant la voie à des infections bactériennes.

Selon la saison ou les conditions météorologiques, ils apparaissent, puis se multiplient ou ils se propagent, et enfin au lieu de disparaître, bien que cela se produise aussi, ils mutent et ils reproduisent le même cycle jusqu'à la prochaine saison, où leur dernière mutation prendra le relais et ainsi de suite.

On est donc en présence du même virus qui n'est plus tout à fait le même, et on est également en présence de virus ayant une origine totalement différente ou en provenance de différents continents, bien qu'il semblerait que ce soit parfois les mêmes qui soient de retour après avoir fait un long voyage.

Bref, tous ces cas de figure existent et cela depuis que les hommes, les animaux et les marchandises voyagent ou traversent les océans, ce qui ne remonte pas à hier. Ce qui est nouveau, c'est l'accélération du phénomène et son amplification due à l'explosion de la démographie et à l'aviation qui comprime le temps et les distances...

Essayons de nous en tenir à l'essentiel.

Un virus peut en cacher un autre et ainsi de suite depuis la nuit des temps et jusqu'à la fin des temps. Vous avez compris ? Non, reprenons.

Un, deux, trois, variants, un, deux, trois confinements et ainsi de suite pour l'éternité. Vous avez compris ? Non, reprenons.

Un, deux, trois, variants, un, deux, trois confinements agrémentés d'une, deux, trois campagnes de tests PCR à grande envergure et vous voilà parés de quelques milliers, dizaines de milliers, centaines de milliers de cas positifs histoire de tenir le coup jusqu'au prochain variant, la prochaine saison et ainsi de suite. Vous avez compris ? Non, la suite au tout début de cette causerie.

Si tout le monde avait ignoré l'existence de ce vulgaire virus en décembre 2020, tout le monde aurait continué de vivre comme avant ou comme si de rien n'était, personne ne se serait préoccupée des millions de morts dans le monde chaque année dus notamment à des infections virales ou plutôt bactériennes, dont la plupart étaient inévitables, soit à cause de la pauvreté ou du manque d'hygiène dont sont victimes principalement des enfants dans les pays les plus pauvres et exploités de la planète, soit pour des raisons quasi naturelles, quand ils frappaient les populations les plus âgées en majorité dans les pays occidentaux, coloniaux, impérialistes, dominants, les plus les plus anciennement industrialisés ou dits riches, une fois atteint l'âge d'espérance de vie très avancé ou plus jeunes car déjà gravement malades ou obèses.

Hormis la vieillesse, on s'est habitué à vivre avec tous ces fléaux qu'on est en droit d'attribuer au capitalisme maintenu artificiellement en vie grâce au miracle de la planche à billets, et à l'ignorance des peuples exploités et opprimés savamment entretenue par l'ensemble des acteurs politiques comme on peut le constater quotidiennement.

Extrait d'un courriel envoyé à un lecteur.

- De nos jours, chaque geste, chaque regard, chaque pensée devraient être contrôlés et soumis à la censure des nouveaux inquisiteurs garant de la morale universelle, à laquelle chacun est prié de se plier sur le champ sous peine d'excommunication ou d'exécution sommaire, à vos ordres mon général, rompez !

Notre époque n'a rien à envier à celle de jadis dominée par des hordes de barbares, qui semaient la mort et la désolation partout où ils passaient ou sévissaient.

Nos maîtres tout puissants, tapis dans l'ombre, qui ont hérité de leur cruauté, ne connaîtront jamais pareille gloire ni une minute de repos, parce que leurs hommes de main ou les marionnettes qui agissent pour leur compte trépasseront ou seront exécutés avant d'avoir pu achever leur sale besogne. Leurs esclaves ne leur en laisseront pas le temps, parce qu'ils prennent conscience plus vite qu'à l'accoutumé de leur réelle condition, lorsqu'ils sont soumis à un ordre toujours plus brutal et injuste. C'est le revers de toute dictature qui n'a jamais pu s'imposer durant une période indéterminée ou qui porte en elle sa négation, la démocratie et la liberté.

- 14 pages au format pdf

J'avais décidé de ne plus intervenir dans ce blog, cependant j'ai fait une exception pour la bonne cause.

Un lecteur du blog du Dr. Maudrux :

– L'idée de tester tout le monde, qui paraissait excellente au début, s'est retournée contre nous.

LVOG – C'est un cruel euphémisme dont on n'a malheureusement pas pris encore toute la mesure ou dont on n'a pas encore tiré tous les enseignements. Vous noterez au passage que le test PCR aura été l'instrument décisif de cette machination, sans lequel cette pandémie n'aurait jamais dépassé le stade de l'imaginaire ou aurait avorté.

Effectivement, tester massivement la population comme l'a suggéré à cor et à cri durant un an le professeur Raoult, fut une erreur gravissime de la part de quelqu'un qui se prend pour le plus grand savant du monde, qui alimenta et cautionna en permanence jusqu'à ce jour la pire imposture mondiale contre les peuples fabriquée par l'oligarchie financière depuis le 11 septembre 2001.

Maintenant nous allons voir très rapidement comment cette sordide machination a pu se déployer. Je m'en suis tenu à l'essentiel pour qu'on comprenne bien la dialectique de ce mécanisme infernal. J'ai ainsi dû faire volontairement l'impasse sur différents facteurs, tels que la collusion de l'ensemble du mouvement ouvrier avec Macron et l'OMS, le rôle abjecte des médias et des mal nommés réseaux sociaux, des institutions de la Ve République, celui des trusts pharmaceutique qui figurent malgré tout en toile de fond dans le constat ou la synthèse que je vous propose. J'ai pris soin d'écarter également tout a priori, toute théorie ou doctrine de quelque nature qu'il soit de manière à demeurer le plus impartial ou objectif possible, de sorte que chaque lecteur quelle que soit sa sensibilité politique, puisse suivre pas à pas cette

démonstration sans avoir à renier ses idées ou ses convictions, le plus librement possible, tout en sachant que la conclusion à laquelle je suis parvenu choquera ceux qui refusent d'admettre qu'ils sont sous l'emprise de l'idéologie dominante, et qui se trouvent être ceux qui sont incapables de nous fournir une autre explication cohérente et sérieuse, et qui de fait aboutissent systématiquement à une impasse ou sont réduits à l'impuissance à laquelle nous ne nous résignerons jamais.

Il aura suffi d'isoler un banal virus comme il en existe des milliers d'autres tous les ans et toute l'année dans le monde, de l'instrumentaliser ou de l'élever sans justification scientifique au rang suprême de menace sur la santé de la population mondiale, puis de proclamer qu'il n'existait aucun traitement pour combattre ce virus et de suggérer dans la foulée que toute personne porteuse du virus pourrait en mourir, de proclamer pratiquement simultanément que l'ensemble de la population devait se faire tester avant qu'il ne soit trop tard, pour finalement parvenir à déclencher une pandémie ou plutôt une explosion de cas ou tests positifs à partir d'un instrument bricolé et inapproprié pour aboutir aux résultats tant espérés ou programmés depuis au moins une décennie par Gates, Rockefeller et leurs amis, pour que la population ait l'impression que cette menace était bien réelle et n'épargnerait personne et sombre littéralement dans une psychose collective, telle qu'elle serait prête à se soumettre à n'importe quelle mesure liberticide ou autoritaire, antisociale, quitte à s'en remettre à l'avis de n'importe quelle autorité pour sauver sa peau, pire, à les réclamer elle-même, tout cela dans le but de la préparer à accepter de nouveaux sacrifices ou sauver un système économique à l'agonie ou dépassé, tandis que pendant ce temps-là les plus fortunés de la planète s'enrichiraient comme jamais à ses dépens, et se mettrait en place pour une durée indéterminée une société de type totalitaire, de sorte que le gang mafieux et criminels de milliardaires détenant tous les pouvoirs pourraient lui imposer dans l'avenir des mesures toujours plus liberticides et antisociales sans qu'elle puisse s'y opposer efficacement, une fois décrété ou convenu qu'il n'existait également aucune alternative à ce système économique qui existerait de toute éternité et pour l'éternité, une pure invention qui relève évidemment de l'ignorance, de la malhonnêteté intellectuelle ou d'une croyance pour le moment communément admise, profondément ancrée dans les cerveaux, hélas, qui n'offre comme seule issue viable ou salutaire à tous les peuples que se soulever pour s'emparer du pouvoir politique et abolir ce système économique à l'échelle de la planète ou l'envoyer au musée de la préhistoire de la civilisation humaine, là où il devrait déjà figurer depuis très longtemps, à moins de se résigner ou de considérer que notre bien-être et notre liberté n'en valent pas la peine, dans ce cas-là il faudrait l'assumer et cesser de se plaindre du sort abominable que nos maîtres nous ont réservé.

Chacun est libre de choisir l'option qui lui convient en fonction de sa conscience, à condition toutefois d'en assumer toutes les conséquences.

Il faudrait interdire les tests PCR avec un CT supérieur à 20 ou 25.

Docteur Maudrux entre naïveté et faux-cul.

- Cela fait un moment que l'on sait qu'il ne faut pas aller au delà de 35, ce qui je suppose est fait maintenant. Maintenant de là à dire qu'il n'y a pas de pandémie car tous les tests sont faux est un pas que je ne franchirai pas.

L'anti-conformisme, le courage et l'intégrité morale ont décidément des limites ou ils sont motivés par autre chose que la santé des patients, inconscients parfois, admettons-le.

Réponse d'un lecteur.

- 1) « Le virus n'a pas été correctement isolé de sorte que la séquence génétique complète n'est pas disponible pour servir de "patron or" ou de guide standard pour le test PCR. »

2) « Conception inadéquate des "amorces" avec une faible spécificité pour la détection de SARS-CoV-2. »

3) « Protocole de test inefficace, qui permet de déterminer comme positif un échantillon avec des fragments de virus SARS-CoV-2 non infectieux ou même d'autres coronavirus différents du SARS-CoV-2 qui peuvent être présents dans jusqu'à 30% de la population. »

4) « On constate qu'à Ct = 25, jusqu'à 70% des patients restent positifs en culture et qu'à Ct = 30 cette valeur tombe à 20%. À Ct = 35, la valeur que nous utilisons pour signaler un résultat positif pour la PCR, <3% des cultures sont positives ». (Jaafar, décembre 2020). »

5) « Parce que le corps humain a en moyenne 10 micro-organismes (virus, bactéries, levures, champignons, protozoaires) pour chaque cellule humaine, il est très difficile d'isoler le matériel génétique d'un seul micro-organisme dans un échantillon. Et c'est pourquoi ce test n'est utile que dans des conditions de laboratoire. » Etc…

LVOG - Rappelons qu'à l'origine et selon son inventeur depuis décédé, il n'était pas destiné à un autre emploi, mais tous les braves docteurs ou professeurs ont la fâcheuse tendance à l'oublier parce qu'ils ne veulent pas rompre avec Macron et les autorité médicales mafieuses et corrompues, c'est là que se situe le conflit d'intérêts qu'ils refusent d'admettre, il est idéologique ou politique.

Comment un déni peut en cacher un autre... qui se neutralisent mutuellement.

Il est de bon ton de nier ce qu'on ne comprend pas pour ne pas passer pour un idiot, à moins que ce soit le meilleur moyen de le rester. La curiosité est aussi saine ou bénéfique que l'imagination, quand on l'applique à la réalité. Refuser d'admettre l'évidence, à savoir que Macron et sa clique d'assassins savent pertinemment que les mesures qu'ils ont prises depuis un an nuisaient gravement à la santé et au bien-être de la population, relève du déni de la réalité.

Bêtise ou incompétence ou mauvaise foi ou les trois à la fois ? Je vous laisse en juger.

Il faut demeurer lucide en toute circonstance et ne pas se laisser duper par les apparences.

Le changement d'hébergement du blog du Dr. Maudrux accompagné d'un mailing à des milliers de médecins aura permis à ces derniers de

sortir du bois et d'afficher leur bonne conscience, méritée en partie seulement, une toute petite partie, puisqu'aucun n'envisagera sérieusement de remettre en cause l'ordre établi ou tous s'accommodent des multitudes souffrances que le régime en place impose au peuple en temps ordinaire, contre lesquelles après tout la médecine est impuissante, pratique et pitoyable.

Un commentaire d'un lecteur qui illustre la démagogie ambiante des membres du corps médical le mieux intentionné.

- Un débat fort intéressant revient régulièrement sur ce site. Incompétence, stupidité ou arrière-pensées ? Chacun a sa réponse, et je crois qu'il est temps de dire que tout le monde a raison. Faut-il rappeler la valse-hésitation au sujet des masques et des tests ?

LVOG - On ne pouvait pas imaginer pire exemple, vous lirez plus loin pourquoi à propos des tests PCR.

Un autre commentaire révélateur du Dr. Maudrux lui-même.

- Personnellement je reste sur la bêtise et l'incompétence, pas sur l'intention volontaire, sauf peut-être pour cacher ses propres erreurs. Je reste sur terre, pas dans les films et les romans de science fiction.

LVOG - Entendez par là que Klaus Schwab et Thierry Malleret, Bill Gates, Davos et le Forum économique mondial, Gavi, la Fondation Rockefeller, le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, etc., c'est de la science fiction ou cela n'existe que dans les romans ou au cinéma, à Hollywood de préférence.

Là on se demande qui de la bêtise ou de l'incompétence l'emporte chez le docteur Maudrux. Il doit faire partie des gens qui ignorent tout ce qu'il ne connaît pas, pour lui cela n'existe tout simplement pas. Comme quoi on peut être anti-conformiste et être borné ou ignorant, inconscient au dernier degré. Il peut aussi craindre de se faire manipuler, cela nous est tous arrivé un jour et nous n'en sommes pas mort pour autant.

Réponse d'un lecteur :

- Bêtises ou incompétences. Donc

– Ils ne soignent sauf en testant des molécules hors de prix des labos c'est dans bêtises ? Incompétences ?

– Il font des études navrantes pour torpiller un médicament qui soigne : Bêtises ? Incompétences ?

– Le CNOM qui menace les médecins qui soignent : Bêtises ? Incompétences ?

– Ils ferment des lits de réa : Bêtises ? Incompétences ?

– Ils vaccinent en masse sans recul : Bêtises ? Incompétences ?

Réponse d'un autre lecteur :

- Bêtise, incompétence ou -pourrait on ajouter- vénalité ?

Certes, il y a la problématique de la santé avec aujourd'hui l'épisode vaccins pour Covid, adossée à la -pas-si-mythique-que-cela- poule aux oeufs d'or dispensant de larges profits aux différents opérateurs (dont le fameux prix SMR des médocs pour service médical rendu), mais ce n'est pas la seule branche pourrie dans le "royaume" de France.

Autre branche, les secteurs dans lesquels opèrent les GAFAMs qui ont accumulé de considérables réserves financières pouvant déstabiliser quantité de secteurs économiques, que nos politiques ont laissé pendant des lustres sans fiscalité réelle, et dans un contexte éminemment dys-concurrentiel.

Comment imaginer que c'est par bêtise ou incompétence ?

LVOG - Quand quelqu'un s'engage dans une voie, généralement il est très difficile d'en changer.

Sachant que les mêmes causes vont produire les mêmes effets, quand elles se répètent au lieu de s'étonner bêtement des effets qu'elles occasionnent, il vaudrait peut-être mieux chercher les origines de ces causes qui sont elles-mêmes les effets d'autres causes plus profondes et ainsi de suite, pour remonter jusqu'à leurs sources et pouvoir ainsi les caractériser avec précision ou en déterminer la nature exacte, pour comprendre ensuite pourquoi et comment causes et effets s'enchaînent, et parvenir ainsi à la compréhension de l'orientation de l'ensemble de ce processus, son ou ses objectifs ou la situation vers lequel il tend.

Demandez la molécule qui soigne la Covid, demandez...

L'Ivermectine dans le traitement de la Covid ? - reinfocovid.fr 16 mars 2021

A Retenir

- 68 études scientifiques évaluant l'effet de l'ivermectine sur le SARS-CoV-2 (dont 33 ont été revues par des pairs).

- 50 essais cliniques (dont 24 randomisés).

- L'ivermectine réduit la transmission et le développement de la Covid-19 chez les personnes exposées à des patients infectés,

- L'ivermectine accélère la guérison et prévient la détérioration des patients présentant une forme légère à modérée de la maladie,

- L'ivermectine évite l'admission aux soins intensifs des patients hospitalisés,

- L'ivermectine réduit la mortalité chez les patients atteints de Covid-19.

https://reinfocovid.fr/science/livermectine-dans-le-traitement-de-la-covid/

Les masques tombent. Une pandémie fabriquée de toutes pièces par l'oligarchie financière.

L'OMS confirme que le test Covid-19 PCR est invalide, les estimations des « cas positifs » sont sans fondement. Le confinement n'a aucune base scientifique par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 21 mars 2021

https://www.mondialisation.ca/loms-confirme-que-le-test-covid-19-pcr-est-invalide-les-estimations-des-cas-positifs-sont-sans-fondement-le-confinement-na-aucune-base-scientifique/5654671

LVOG - Si même l'OMS l'admet...

Le test PCR recourant à un cycle d'amplification de 35 ou plus est une escroquerie, à partir de laquelle a été planifiée cette sordide machination mondiale.

En France, c'est le "*bon*" professeur Didier Raoult qui en est le champion, puisque depuis le début il utilise et préconise un cycle d'amplification de 35, on comprend mieux maintenant pourquoi il a bénéficié à nos dépens d'une telle médiatisation, qui servit en réalité à couvrir cette imposture. C'est un modèle du genre en matière de manipulation des consciences, que nous avons déjà eu l'occasion de dénoncer le concernant.

Il pourra toujours tenter de se couvrir en invoquant le recours à divers diagnostics médicaux pour vérifier la validité des tests PCR positifs, en vain puisqu'il n'était pas sans ignorer que cette vérification n'était pas réalisée systématiquement dans les hôpitaux. Pire, puisque Macron, le gouvernement et les médias allaient s'en saisir pour créer un climat de psychose collective permanent qui se traduirait par des mesures causant des dizaines de milliers de victimes inutilement ou innocentes, et au-delà justifier une campagne hystérique de vaccination de la population. Derrière son allure de savant prétentieux, finalement il aura servi les intérêts de Big Pharma mieux que quiconque. Quand je l'ai soutenu, tout le monde ignorait encore ce qui se tramait réellement avec ces tests, je tiens à le préciser.

Il poussera le cynisme jusqu'à cautionner ce massacre de masse, en déclarant que s'ils n'étaient pas morts dans ces conditions, ils seraient morts de toutes manières à brève échéance, parce qu'il leur restait que peu de temps à vivre. Autrement dit, le principe selon lequel n'importe qui pouvait décider d'abréger l'existence de ces personnes à leur insu n'avait rien de répréhensif ou la morale était sauve, celle des bourreaux qui les ont achevées !

Je n'ai jamais eu la moindre confiance dans tous ces médecins, qui ont sévi durant toute leur carrière professionnelle en violation du serment d'Hyppocrate dont ils osent encore se revendiquer, et qui se sont présentés comme des opposants à la politique sanitaire imposée par Macron. La dernière vidéo du Pr. Raoult du 16 mars, *Corruption, variants et vaccins* (https://www.youtube.com/watch?v=MA5NqAbqPlk&t=529s) l'illustre à merveille pour qui tend l'oreille attentivement.

En conclusion, nous sommes en présence d'un virus et d'une situation tout à fait normale sur le plan épidémiologique si on les compare à d'autres virus ou aux années ou décennies antérieures, la seule chose qui ait changé, c'est que le pouvoir politique aux ordres de l'oligarchie financière s'est saisi d'une banale épidémie virale pour déclencher l'équivalent d'une troisième guerre mondiale contre tous les peuples, afin de pouvoir continuer à les asservir dans des conditions pire que dans le passé ou en éliminer une partie importante selon un agenda qu'on découvre au fur et à mesure que les mois passent, sans pouvoir réellement nous y opposer puisque tous les acteurs politiques du mouvement ouvrier sont corrompus ou participent à ce coup d'Etat planétaire contre la civilisation humaine.

Parole d'internaute

- Simple observation d'un interniste hémato-oncologue de plus 65 ans, retraité actif, médecin coordonnateur dans une Ehpad de 250 résidents des quartiers défavorisés: 80 cas de COVID, 25 résidents ont une droit au traitement par Doliprane : Sur ces 25 , 11 sont décédés , 55 autres ont bénéficié de la prise charge précoce à l'IHU avec le protocole de soins , seulement un seul décès, sans être un analyste scientifique subtil, 11 décès sur 25 non traités et 1 décès sur 55 traités, y'a pas photo, le traitement précoce des personnes âgées en Ehpad atteints de la COVID selon le schéma de l'IHU diminue considérablement la mortalité, la morbidité et la durée du portage viral, ne pas traiter ces personnes âgées de cette façon est désormais assimilable à de la maltraitance,de la perte de chances ou de non-assistance à personne en danger , les décideurs qui ont bloqué et continuent à bloquer cet accès au soin , devront un jour être mis devant leurs responsabilités !…

- Je travaille dans deux EHPAD dont une à été touchée par une grosse épidémie 36 résidents sur 40 avec des formes graves mais j'ai soigné de suite Lovenox Rocephine Azithromycine Vitamine D3 forte dose Zinc Vitamine C Magnésium au total la plupart ont guéri malgré grand âge et poly pathologies la seule erreur que j'ai faite c'est de garder les AVK pensant que les résidents étaient protégés contre les embolies pulmonaires mais j'ai eu des augmentations des INR énormes résistantes à la vitamine K1 et décès par hémorragies j'ai été critiqué mais maintenant on reconnaît que j'avais raison. En plus il n'y avait pas de vaccins et je suis passé à travers alors que je baignais dans le virus 36 résidents et 20 soignants je prends Zinc Magnésium Vitamine D Echinacea Propolis je précise aussi que tous les résidents étaient vaccinés contre la grippe et le pneumocoque

---

- Bien que médecin retraité j'ai conseillé à quelques amis dont une gravement atteinte, AZI + C3G avec succès en moins de 4 jours (sauf pour l'anosmie et agueusie qui ont guéri en moins de 15 jours). Maintenant je leur propose IVM+AZI. Puisque les traitements précoces existent, bien que j'ai 76 ans et diabétique je refuse catégoriquement ces "vaccins" dont on ne sait rien.

- Je me permets de vous rappelez les chiffres INSEE des décès des dernières années TOUTES CAUSES CONFONDUES ;

NOMBRE TOTAL DE DÉCÈS TOUTES CAUSES CONFONDUES

2020 : 658 000 † soit 1803 † / Jour
2019 : 612 000 † soit 1677 † / Jour
2018 : 609 648 † soit 1670 † / Jour
2017 : 606 274 † soit 1661 † / Jour
2016 : 593 865 † soit 1627 † / Jour

Et ce que j'ai appris depuis concernant les EHPAD sur une population moyenne de 600 000 résidents il meure (bon an mal an) chaque année 150 000 personnes, soit 12500 personnes en moyenne par mois, ou encore, 410 personnes en moyenne PAR JOUR !!! (Source Direction EHPAD).

Toute la différence tient dans les conditions de refus de soins et donc des décès de ces personnes depuis mars 2020. Interdit de réa / Refus de soins / isolement / INJECTION par RIVOTRIL pour accélérer les choses !

L'objectif étant de faire accepter comme nouvelle norme de se débarrasser des plus anciens, des plus fragiles d'entre nous. D'abord les plus de 70 ans, puis de remonter le curseur. Et c'est ce qu'ils font, sans état d'âme et demain ce sera pire, si on les laisse faire sans réagir !

- Je pense aussi que la crise que nous vivons n'est pas purement sanitaire.

Il faut prendre au sérieux les déclarations de guerre.

Puisque les chefs nous disent que c'est une guerre, et que c'est une pandémie mondiale, j'en déduis qu'il s'agit d'une guerre mondiale, certes avec ses spécificités.

L'un des objectifs primaires des guerres mondiales précédentes a été le contrôle total exercé par chaque belligérant sur sa propre population via le contrôle policier mais aussi celui de l'information.

On me dira que c'est déjà le cas en temps ordinaire mais c'est bien pire en temps de guerre, c'est pourquoi pour ma part depuis un an je parle d'anomalie. ON/OFF l'État est passé en mode ON avec au Parlement l'Union sacrée comme en 1914 il n'y a plus comme opposition que quelques voix isolées. Résultat n°1.

Sur le plan des media, le résultat est là également, on n'y trouve presque plus rien en-dehors des "infos de guerre". Obscurité sur tout le reste. Résultat n°2 et il n'est pas négligeable.

L'autre objectif des guerres mondiales, pour tous les belligérants, est de rebattre les cartes, d'atteindre par des moyens extraordinaires (et quel qu'en soit le prix en termes de morts et de destruction) ce que les uns et les autres ne pouvaient atteindre par des moyens ordinaires.

Le monde de 1918, celui de 1945 avait changé irréversiblement.

Cette fois aussi je prévois que nous ne reviendrons pas à la situation antérieure à l'identique, même quand nous retrouverons une certaine normalité.

Chaque acteur étatique et supra -étatique s'efforce d'avancer son agenda à la faveur de la crise, de la mise entre parenthèses des libertés, de l'opacité de l'information et des possibilités que procure cette crise.

Il y aura un après, bien sûr, et nous ferons le bilan à ce moment-là, mais certaines choses auront changé entre temps de façon définitive.

Naturellement rien de tout cela ne doit empêcher les médecins de garder la tête froide et soigner leurs patients du mieux possible.

- Pour établir la démocratie sanitaire, le pamphlet doit mettre au jour les responsables mais pas coupables, lors des années de cendre, de cette superbe start-up nation de chercheurs sous influence, grâce au génie énarchique d'un Président-Banquier, il ne faut pas l'oublier, et lui-même fils de médecins (papa et maman). Ces déterminants suffisent à expliquer des cabinets de conseilleurs-payés (et pas payeurs), un Comité Scientifique et toutes ces éminences de premiers de cordée !

Pour l'ex-ANRS, dura lex, l'impérissable devoir de mémoire oblige au memento et lamento suivant : lorsqu'en 2005, le Pr Delfraissy prend les rênes et la couronne de l'Agence, il se trouve pris dans un juteux partenariat public-privé financé à hauteur de 50 millions d'euros par an par les firmes pharmaceutiques opérant sur VIH et VHC.

Dans la gazette de Formindep en date du 10 juin 2015, on lisait que le Pr Delfraissy a participé à une réunion du « board » de Gilead Sciences le 18 décembre 2013, le leader du marché, qui voyait chaque année le rapport Delfraissy encenser ses produits. Il s'agit de réunions chez les industriels de la pharmacie au cours desquels les leaders d'opinion, généralement PU-PH (Professeurs des Universités – Patriciens Hospitaliers) prodiguent leurs conseils aux dirigeants des firmes. Il faut savoir que c'est au Directeur de l'ANRS que Madame la Ministre Marisol Touraine avait par lettre du 25 janvier 2013 commandé le rapport d'expertise sur les hépatites, et que le directeur de l'ANRS, JFD avait confié à l'AFEF (Association française pour l'étude du foie) le soin de composer le groupe chargé de l'élaboration des recommandations… ».

Lorsque le sofosbuvir, Sovaldi® a été mis sur le marché en France au prix exorbitant de près de 500 euros le comprimé, soient 41.861,40 € de coût de traitement pour une cure de 12 semaines, on ne savait même pas si ce médicament pouvait sauver des vies, les rallonger, repousser l'évolution vers la cirrhose décompensée, éviter des carcinomes hépatocellulaires (cancers du foie). Delfraissy, qui le recommandait, tout comme ses collègues hépatologues, ne disposait alors que d'un critère indirect de jugement, à savoir, l'indétectabilité du virus de l'hépatite C dans le sang 12 semaines après l'arrêt du traitement. Aujourd'hui encore des doutes subsistent sur l'efficacité réelle de ces médicaments sur des critères de morbi-mortalité.

Tant qu'on aborde pas la question des liens d'intérêt, on tourne un peut autour du pot, non ?

Source :

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/chronique-covid-ndeg24-les-conflits-dinterets-pendant-la-crise-covid-ils-nont-pas

- Sur la BBC hier, un ministre a dit qu'il serait "extrêmement improbable" que les Britanniques puissent partir en vacances à l'étranger cet été car, même vaccinés, ils pourraient revenir avec un nouveau variant étranger! Et le PDG de Qantas qui annonce que le vaccin sera obligatoire pour prendre un vol Qantas avec 90% des passagers en faveur de cette mesure. Rappel: Australie: population de plus de 25 millions, 909 "morts Covid" (contre 1255 morts de la grippe en 2017 par exemple. Mort de la grippe 2020? Zéro!).

- "Le traitement préventif du Covid existe" Vitamine D ou calcitriol peut être même encore plus efficace, et sans aucun effets secondaires (à part celui de prévenir d'autres maladies)

https://europepmc.org/article/PPR/PPR179278

- Pour en revenir aux rhumes, je voudrais rappeler mon expérience: il y a trois ans j'en ai attrapé un, en hiver, qui m'avait laissé un très mauvais souvenir: énorme fièvre, cloîtré au lit pendant deux jours, perte totale de l'odorat et du goût pendant plus d'un an ! mon toubib m'avait dit: "ce coup ci, vous avez eu un rhume viral particulièrement agressif", et on ne parlait pas encore du SARS COV2 !

- ...plus de cinquante personnes malades de mon entourage se sont soignés avec une seule plante l'artemisia annua en 5 jours, sans cette fameuse plante 45 d'entre eux ne serait plus de ce monde, grâce à mes amies malgache, qui nous ont envoyés cette plante qui et malheureusement interdit à la vente en France, les vaccins sont la plus grande arnaque et mascarade du siècle...

- En Italie ils ont du Clofoctol dosé à 750mg sous le nom de Gramplus. Et ce traitement comme l'Ivermectine diminue considérablement la charge virale Il faut organiser un réseau d'approvisionnement avec des pharmaciens italiens pour les français qui en sont privés par nos autorités de santé !

- D'énorme manif, en dehors des syndicats et des politicards, partout dans le monde, une petite à Paris hier à la Fontaine des Innocents et partout en France dans toutes les régions, en Bretagne Henrion psalmodiait Liberté au micro, contre la dictature sanitaire et le mensonge orchestrés par ces psychopathes, et en Hollande les médecins sont sortis des hostos et défiles, des militaires aussi, à Milan la police baisse les casques et rejoint les gens, en Allemagne énorme manif comme dab, et a Londres idem, donc ça remue enfin contre la dictature sanitaire prétexte pour transformer les humains en robot OGM.

En complément une vidéo.

Effect of Ivermectin on Time to Resolution of Symptoms Among Adults With Mild COVID-19A Randomized Clinical Trial March 4, 2021

https://jamanetwork.com/journals/jama/fullarticle/2777389

Bienvenue sous le régime totalitaire mondial

- Covid-19 : les consignes de Gérald Darmanin aux forces de l'ordre pour contrôler les attestations de déplacements - francetvinfo.fr 22 mars 2021

Le ministre de l'Intérieur a fait parvenir aux forces de l'ordre des consignes de "fermeté" pour faire respecter les nouvelles consignes

sanitaires.

Dans son télégramme, le ministre de l'Intérieur appelle à "une particulière fermeté pour faire respecter, sur l'ensemble du territoire national, les dispositions qui concernent en priorité le couvre-feu, les rassemblements privés de voie publique et la fermeture des établissements recevant du public".

Les contrôles doivent porter sur les établissements qui doivent être fermés, les "grands axes de déplacements", ainsi que les gares et aéroports. Il faut "verbaliser systématiquement" ceux qui n'ont pas "de motif légitime de déplacement et les commerces non-autorisés ouverts", écrit-il. En cas de non-respect des nouvelles mesures mises en place par le gouvernement, il en coûtera 135 euros d'amende. En cas de non-paiement, elle peut être majorée à 375 euros. Après 3 infractions en 30 jours, les récalcitrants risquent une amende de 3 750 euros et une peine de 6 mois d'emprisonnement. francetvinfo.fr 22 mars 2021

LVOG - Ainsi va le fascisme ordinaire dont s'accommode le mouvement ouvrier.

- L'antidote contre le confinement, c'est le vaccin - Journal du Dimanche 21 mars 2021

- Coronavirus : la maire de Paris Anne Hidalgo propose "qu'on débride la vaccination" - Europe1 21 mars 2021

- L'Allemagne se referme face au Covid-19 et à ses variants - euronews 22 mars 2021

- À Rio, les plages interdites d'accès avant un probable nouveau tour de vis - euronews 21 mars 2021

- États-Unis : couvre-feu à Miami Beach, prise d'assaut par des fêtards - LePoint.fr 21 mars 2021

La résistance descend dans la rue

- Covid-19: des manifestations contre les restrictions en Europe, des heurts en Allemagne - BFMTV 21 mars 2021

Des manifestations ont rassemblé ce samedi des milliers de personnes en Allemagne, en Suisse, en Grande-Bretagne, en Bulgarie ou encore en Autriche pour dénoncer la "dictature" des restrictions sanitaires contre la pandémie. Des heurts ont par ailleurs éclaté avec la police dans la ville allemande de Cassel.

Dans cette ville du centre de l'Allemagne, entre 15.000 et 20.000 personnes ont participé à la manifestation, a déclaré un porte-parole de la police locale. Les affrontements se sont produits quand des contestataires qui s'étaient retrouvés sur une place du centre, serrés les uns contre les autres, sans masques de protection, ont tenté de se frayer un passage à travers un cordon de policiers pour se joindre à d'autres mécontents. Les forces de l'ordre ont alors fait usage de gaz au poivre pour les disperser.

Ailleurs dans la ville, la police a répliqué à coups de matraque et à l'aide d'un canon à eau à des groupes qui tentaient de franchir des barrières et qui jetaient des bouteilles.

A Londres, ce sont aussi des milliers de personnes qui ont défilé pour protester contre les restrictions sanitaires, après s'être rassemblées à Hyde Park. La police de la capitale britannique a indiqué avoir interpellé 33 personnes, majoritairement pour avoir enfreint les règles en vigueur depuis janvier qui interdisent de sortir sans motif autorisé.

Aux Pays-Bas, où des émeutes avaient eu lieu en janvier après l'instauration d'un couvre-feu, la police a fait usage de canons à eau pour disperser un groupe de 500 personnes rassemblées illégalement sur la place des Musées d'Amsterdam. Les manifestants se sont ensuite déplacés vers un canal où la police a bloqué leur progression.

En Suisse, environ 5000 personnes ont manifesté dans la ville de Liestal, selon la police. Certains brandissaient des pancartes sur lesquelles était écrit : "Ca suffit !", "Les vaccins tuent".

"Les esclaves modernes portent un masque", pouvait-on par ailleurs lire sur les pancartes que portaient plusieurs d'entre eux tandis qu'un homme arborait sur le visage l'inscription "Masque obligatoire, fermez votre bouche". Ils estiment que le gouvernement suisse a recours à des mesures "dictatoriales" pour imposer les restrictions sanitaires, comme la fermeture des restaurants et des bars. A Vienne, environ un millier de manifestants, dont certains d'extrême droite, ont défilé avant que la police ne les disperse, selon la presse autrichienne.

Et à Sofia, une manifestation anti-restrictions a rassemblé 500 personnes, nombre d'entre elles ne portant pas de masque. BFMTV 21 mars 2021

D'autres rassemblements étaient organisés en Suisse, en Belgique, en Autriche, en Croatie ou encore en Bulgarie, en Roumanie, en Pologne et en Finlande. euronews.com 20 mars 2021

L'union sacrée contre le peuple tient bon !

Coronavirus à Marseille : Sept interpellations en marge du carnaval, Martine Vassal porte plainte - 20minutes.fr 21 mars 2021

Le carnaval de la Plaine à Marseille a réuni ce dimanche 6.500 personnes venues faire la fête malgré l'épidémie de coronavirus.

La préfecture de police a condamné fermement l'organisation de cet événement, non déclaré, qui s'est soldé par des dégradations.

Sept personnes ont été interpellées, et la présidente de la métropole a annoncé son intention de porter plainte.

Ce carnaval politique et militant a réuni pas moins de 6.500 personnes, soit deux fois plus que lors de sa précédente édition, en 2019.

La préfète de police : « Même si cet événement n'était pas déclaré en préfecture, un dispositif de contrôle avait été mis en place aux abords du parcours pour verbaliser le non-respect des gestes barrières. »

Que le carnaval de la Plaine suscite ou non des échos sanitaires, il aura déjà entraîné sa conséquence politique: la formation d'une union sacrée, sans doute très éphémère, de la classe politique marseillaise contre lui. 20minutes.fr 21 mars 2021 et BFMTV 22 mars 2021

Lobotomisez-vous ! Le message de la social-démocratie libertaire.

LVOG - Tout flatteur ou charlatan vit aux dépens de ceux qui l'écoutent.

Restrictions: Mélenchon s'insurge que les jeux vidéo soient considérés comme "non-essentiels" - BFMTV 21 mars 2021

Alors que les magasins de jeux vidéo ne sont pas sur la liste des commerces dits essentiels, le leader de la France Insoumise défend une "activité culturelle de premier plan".

Mélenchon : "Le budget des jeux vidéo est un domaine dans lequel brillent les Français" (L'industrie de l'armement aussi qu'il défend également, pas touche, cela va de soi ! Vous voulez faire des chômeurs en plus ou quoi ? Un populiste dans le pire sens du terme. - LVOG)

Pourquoi ferme-t-on les magasins ou les rayons qui vendent des jeux vidéo alors que, quand on se confine, c'est l'une des activités à laquelle on se livre les plus volontiers?", s'est-il interrogé. BFMTV 21 mars 2021

LVOG - Nous nous combattons la bêtise humaine, lui il l'encourage. On ne combat pas dans le même camp visiblement.

Comment faire oublier qu'ils en portent la responsabilité ou qu'ils ont instrumentalisé l'extrême droite pour voler au secours du régime.

250 ex-dirigeants de l'Unef condamnent les propos de Blanquer - lepoint.fr 22 mars 2021

Le Point - Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon ont signé lundi 22 mars, avec 250 anciens autres dirigeants de l'Unef, une tribune dans laquelle ils condamnent « l'outrance injurieuse des termes employés » par le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer à l'encontre du syndicat étudiant, soulignant également dans ce texte qu'ils s'opposaient « à toute volonté de dissolution ». « Nous ne pouvons tolérer les propos d'un ministre qui banalisent le fascisme et participent ainsi à la confusion idéologique ambiante », écrivent les signataires de la tribune publiée sur le site du Monde.

Parmi eux, le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon, l'historien Benjamin Stora, la militante féministe Caroline De Haas, l'ex-candidat socialiste à la présidentielle Benoît Hamon, ou encore le député ex-LREM Aurélien Taché.

LVOG - Pourquoi ne peuvent-ils pas retourner cette accusation contre Blanquier ou le régime instauré par Macron ? Pardi, parce qu'ils collaborent tous avec et ils n'ont pas l'intention de cesser demain ! Et puis, il ne faut pas oublier qu'ils sont tous des purs produits de la Ve République qu'ils refusent d'affronter ou avec laquelle ils sont incapables de rompre, ce qu'il est préférable de faire oublier ou qu'ils refusent d'assumer.

Le Point - Ces anciens dirigeants de l'Unef assurent que « l'idéal émancipateur, républicain, laïque, antiraciste et féministe a toujours été (leur) boussole ».

LVOG - Ils s'en sont servis pour détourner travailleurs et militants de la lutte de classes ou pour soutenir le régime en place, le capitalisme, l'unique "boussole" de ces misérables affairistes.

Le Point - La polémique est partie de propos de la présidente de l'Unef, Mélanie Luce, qui a évoqué mercredi sur Europe 1 l'organisation de réunions « non mixtes » pour « permettre aux personnes touchées par le racisme de pouvoir exprimer ce qu'elles subissent », au même titre, selon elle, que sont organisés des groupes de parole réservés aux femmes victimes de discriminations. Elle avait précisé qu'aucune décision n'est prise lors de ces réunions.

LVOG - Les masques de l'imposture tombent, ce sont eux qui encouragent le communautarisme ou les comportements identitaires, quand ils ne s'y mettent pas eux-mêmes, ce que nous condamnons sans appel. A leur manière, ils apportent leur pierre à la propagande officielle destinée à cautionner en 2022 un remake de 2017 entre Macron et Le Pen.

Le Point - Défendant ces réunions nécessaires à « la prise de conscience » des victimes de racisme, le député européen écologiste (EELV) David Cormand a dénoncé « une sorte d'inversion des valeurs » dans laquelle « les personnes qui luttent contre le racisme sont taxées de racisme » et qui « fait le jeu » de « l'extrême droite ».

LVOG - Ils sont pris à leur propre piège. Car si « les personnes qui luttent contre le racisme sont taxées de racisme », c'est sans doute parce ces personnes et pas toutes il faut le préciser, ne représentent pas les intérêts de ceux qui se sentent victimes de racisme ou d'autres discriminations et qu'ils ignorent. Maintenant tout dépend qui les traite de raciste, le travailleur lambda dans le cas que je viens d'évoquer ou un représentant du capitalisme, auquel cas ce dernier se plaindrait qu'ils ne prennent pas exclusivement en compte ses intérêts. Un mauvais procès d'intention puisqu'il n'est pas censé ne pas savoir que ces populistes lui sont utiles et doivent apparaître comme tel pour sauver les apparences ou se faire pour des gens de gauche, des progressistes ou des humanistes, ce qu'ils ne sont pas en réalité.

Comment pourrait-il en être autrement quand on isole un comportement, un état, un facteur ou une situation de son origine sociale ou qu'on refuse de remonter à son origine sociale, qui ne peut être traité ou devrait être traité sur le plan de la lutte des classes, des rapports entre les classes qui sont à l'origine du système économique, du capitalisme, des inégalité entre les classes et des discriminations qui en découlent pour un grand nombre de catégories ou communautés au sein de la société.

L'antiracisme est à la bonne conscience du colon qui s'ignore ou non, ce que la laïcité est à la bonne conscience de l'obscurantiste qui a foi dans l'avenir du régime et refuse de l'assumer.

Haut de page

Le 27 mars 2021

Cette causerie a été réalisée rapidement, je suis de mariage, le fils de ma compagne.

J'ai ajouté une vingtaine d'articles. Je n'ai pas encore mis à jour mon système d'exploitation (XP) obsolète et je ne peux toujours pas avoir accès à certains documents ou vidéos. Ceci explique pourquoi je n'ai pas publié certains articles ou l'adresse de certaines vidéos, je préfère les lire ou les regarder avant.

- Un lecteur recherche le film : *Le vieil homme et l'enfant* avec Michel Simon, si quelqu'un l'avait en magasin, ce serait gentil de me l'adresser pour que je lui transmette, merci pour lui.

- Au revoir monsieur Bertrand Tavernier.

Il devait faire partie des vieux intellectuels profondément bouleversés par la tournure dramatique de la situation, je n'irai pas jusqu'à dire que cela aura précipité sa fin, disons que cela ne lui aura peut-être pas donner la force ou l'envie de continuer à vivre ou de connaître la suite tant elle s'annonce cauchemardesque.

Si cet épisode met en lumière les faiblesses inhérentes à la nature humaine, rien ne permet de dire à ce jour que les hommes ou plus précisément les masses exploitées, parviendront à en prendre conscience pour prendre en mains leur destin, aussi longtemps qu'ils nieront ou ne prendront pas conscience que la crise actuelle est économique et politique et non sanitaire ou qu'elle a été entièrement fabriquée, pas par Macron puisqu'elle sévit dans le monde entier, mais par l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale.

- En temps de guerre. Ils ont déjà déclenché la guerre civile.

Ceux qui se focalisent sur la mystification virale ou la vaccination ou encore Big Pharma font fausse route depuis le début, et ils sont en train de se faire manipuler. Pourquoi ? Parce que les objectifs de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale sont d'une toute autre nature, économiques et politiques, la preuve en est, que ses porte-parole ont déjà annoncé que même si la population était vaccinée à 100%, même si l'immunité collective était acquise, vous devriez rester muselés, atomisés, surveillés, etc. ou la plupart des restrictions aux libertés individuelles ou collectives seraient maintenues durant une période indéterminée, le temps de remodeler la société conformément à leur projet totalitaire (et eugéniste selon certains), la seule réponse qu'ils ont trouvée à la crise qui mine le capitalisme et menace leur hégémonie sur le reste de la société.

Finalement cette agression n'est pas tellement différente de celles subies hier et aujourd'hui par les peuples vietnamiens, algériens, afghans, irakiens, libyens, syriens, palestiniens, etc. commises par des puissances impérialistes pour le compte des mêmes capitalistes ou banquiers... Elle met à l'ordre du jour l'abrogation de la Constitution de la Ve République et la dissolution de l'appareil répressif de l'Etat, son armée et sa police, première mesure adoptée par la Commune de Paris en 1871, l'armement du peuple.

Dès lors la question de la résistance politique doit se situer obligatoirement sur le plan organisationnel, et le combat politique ne doit plus écarter aucune option, y compris si nécessaire des actions illégales ou la lutte armée, puisqu'il s'agit d'une lutte à mort, de la mise à mort de la civilisation humaine telle que nous l'avons connue avec toutes ses contradictions et imperfections. Il ne s'agit pas là d'un appel à s'engager immédiatement dans cette voie, mais à s'y préparer, sauf à se résigner à vivre sous cette monstrueuse dictature. Déstabiliser notre ennemi, le harceler en recourant à tous les moyens dont nous disposons, doit faire partie de notre tactique.

Cette agression délibérée, programmée contre les droits sociaux et aspirations démocratiques de tous les peuples par l'oligarchie financière, constitue un coup d'Etat, une déclaration de guerre, un acte de guerre, elle porte donc avec l'ensemble de la classe des capitalistes la responsabilité du déclenchement de la guerre civile, comme chaque fois d'ailleurs. La défense du peuple opprimé est légitime et doit se concevoir au minimum au même niveau d'agression dont il est victime, s'il veut vaincre ses ennemis. Il va s'en dire que toute manifestation de collaboration de classes d'où qu'elle vienne sera férocement combattue.

Ceux qui s'imaginent qu'il s'agirait d'une crise sanitaire, n'ont pas compris la nature de cette crise...

- 11 pages au format pdf

Au secours, s'ils pouvaient manipuler notre cerveau pendant notre sommeil, via nos rêves.

Des chercheurs prouvent qu'il est possible de communiquer pendant ses rêves - Futura weforum.org 22 février 2021

- La possibilité de communiquer avec le rêveur ouvre également des perspectives pour identifier des marqueurs physiologiques de la conscience et du rêve, et décoder l'activité de notre cerveau au cours de l'expérience onirique, afin de mieux comprendre le rôle du rêve et du sommeil.

LVOG - Gageons que ce serait pour notre bien... ou plus sûrement parvenir à mieux nous asservir encore.

- DOCUMENT. Des chercheurs prouvent qu'il est possible de communiquer pendant ses rêves (22.02)

L'enfer urbain qu'ils vous promettent pour demain, un vrai bonheur tel qu'ils le présentent.

Est-ce la fin des villes ? - Futura weforum.org 22 février 2021

- L'exemple parisien souligne l'ampleur avec laquelle la pandémie accélère le rythme de l'innovation urbaine, raccourcissant ce qui aurait pris des années à des délais de quelques mois, voire quelques semaines.

- Durant la pandémie, le travail à distance est devenu la règle dans de nombreuses industries – et beaucoup d'entreprises réserveront dorénavant à ce type de fonctionnement une part importante.

- ...la pandémie a libéré un potentiel de renaissance encore plus vaste – ce que l'économiste Joseph Schumpeter avait nommé, selon la formule restée célèbre, la « destruction créatrice », à l'échelle urbaine.

- La crise ne laisse guère aux gouvernements d'autre choix que d'avancer à pas rapides, en procédant empiriquement, par approximations et corrections.

- L'approche schumpéterienne est néanmoins, par nature, expérimentale, et même les expériences les mieux conçues échouent parfois. En outre, les coûts de ces échecs ne sont pas supportés de manière égale : ce sont celles et ceux qui ont le moins d'influence qui souffrent le plus. La pandémie de Covid-19 a par exemple touché de façon disproportionnée les populations pauvres et vulnérables. (Encore une chance, normal, non ? - LVOG)

En cette ère nouvelle de l'innovation urbaine, les dirigeants doivent veiller à minimiser les risques courus par les groupes vulnérables et défavorisés – et à leur redistribuer les bénéfices. Cela signifie, d'abord et avant tout, les écouter. Le mouvement Black Lives Matter, aux États-Unis, offre un exemple éloquent d'un groupe défavorisé exigeant d'être écouté. Les dirigeants devraient partout prêter attention aux divisions raciales et de classes pour les prendre à bras-le-corps. Quelles que soient les stratégies qui seront à cet égard mises en oeuvre, l'urbanisme y occupera une place centrale. (Oui, ces esclavagistes des temps modernes milliardaires philanthropes sont d'ardents partisans de Black Lives Matter, cela vous étonne ? L'antiracisme instrumentalisé pour en faire un instrument du corporatisme, merci, on l'avait observé et on a refusé d'y collaborer. - LVOG)

Pour soutenir ce processus – et contribuer à maintenir la souplesse et la vitesse de l'innovation urbaine après la pandémie –, les dirigeants devraient envisager la création de plateformes numériques participatives afin de permettre aux résidents de communiquer leurs besoins. (Comme on ne parviendra peut-être jamais à vous surveiller totalement, autant que vous nous y aidiez. - LVOG)

- DOCUMENT. Est-ce la fin des villes ? (22.02)

Dehors Macron ! A l'échafaud ! Sinon il leur reste la méthode Coué ou cherchent-ils à se rassurer ?

En France : "Dedans avec les miens, dehors en citoyen".

En Allemagne : "Meine Disziplin ist unsere beste Medizin" (ma discipline est notre meilleure médecine), correspond à l'état d'esprit militariste germanique aurait dit Marx.

En Grande-Bretagne : "Stay Home, Protect the NHS, Save lives", "restez chez vous, protégez notre système de santé et sauver des vies", restez enfermé, c'est la liberté.

Comment ils créent le chaos et vous rassurent en même temps.

En Italie : "Andra Tutto Bene" (tout ira bien, ndlr).

En Belgique : "tout ira mieux".

Au Québec, "ça va bien aller". (Source : BFMTV 23 mars 2021)

La France est déjà un Etat totalitaire : Abattons-le !

Etat d'urgence sanitaire à nouveau prolongé : débat au Sénat le 18 mai - Publicsenat.fr 26 mars 2021

L'état d'urgence sanitaire a été instauré une première fois du 23 mars au 10 juillet 2020, puis réinstauré le 17 octobre 2020 pour le second confinement. Le Parlement l'avait prolongé une première fois jusqu'au 16 février 2021, puis encore jusqu'au 1er juin. La date approchant, il faut à nouveau le prolonger pour faire face à l'épidémie. L'état d'urgence sanitaire peut-être prolongé « jusqu'à l'immunité collective », selon Marc Fesneau

Reste à savoir jusqu'à quand sera prolongé l'état d'urgence. Publicsenat.fr 26 mars 2021

Coronavirus: Un confinement total en France semble inévitable - Reuters 26 mars 2021

Coronavirus/France: 90.000 policiers et gendarmes mobilisés ce week-end - Reuters 26 mars 2021

En complément. En Italie ils ont le duce Draghi.

Covid : Rome veut sanctionner le personnel sanitaire antivaccin - Europe1 26 mars 2021

"Le gouvernement a l'intention d'intervenir. Il est absolument inacceptable que du personnel sanitaire non vacciné soit en contact avec des malades, qu'ils soient envoyés au contact des malades", a déclaré le chef du gouvernement italien Mario Draghi au cours d'une conférence de presse. Europe1 26 mars 2021

Imposture, omerta et consensus national. Comment entretenir la psychose collective et faire croire qu'on en combat les conséquences sociales.

POID.

Du peuple ? Par le peuple ? Pour le peuple ? Par Daniel Gluckstein - 24 mars 2021

https://latribunedestravailleurs.fr/2021/03/24/du-peuple-par-le-peuple-pour-le-peuple/

Gluckstein - Pour le POID, il s'agit, à travers cette reconquête d'une véritable démocratie...

LVOG - Reconquête, mais de quoi puisqu'une véritable démocratie n'a jamais existé, hormis celle offerte gracieusement par la Ve République.

Gluckstein - Il faudra bien que le pouvoir revienne entre les mains du peuple travailleur...

LVOG - Il récidive son numéro d'illusionniste, pour que "le pouvoir revienne entre les mains du peuple travailleur", faudrait-il qu'il l'ait eu un jour, quand, mystère !

POI.

Il est sur la même longueur d'onde que le POID, gérer la crise au côté de Macron, pas un mot sur les traitements existant pour soigner la covid-19, ils réclament des lits et des vaccins.

http://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2021/03/TAP_Informations-Ouvrieres-646_19-mars-2021.pdf

http://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2021/03/Parti-Ouvrier-Independant-communique-bureau-national-20-mars-2021.pdf

Partout le même numéro d'illusionnisme. Zèle et surrenchère dans le fanatisme totalitaire. Big Pharma ricole !

- Covid-19: Jean-Luc Mélenchon appelle à faire venir des vaccins "de partout" - BFMTV 23 mars 2021

En totalitarisme, ils sont exclusivement juges et parties.

- Enquête après le décès à Nantes d'un étudiant de 24 ans vacciné à l'AstraZeneca...

Question : Qui enquête, devinez, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) qui nie l'existence de médicaments pour traiter la covid-19, hormis Remdesivir et le Bamlanivimab !

- L'Espagne enquête sur la mort d'une patiente vaccinée avec AstraZeneca...

Idem, ce sont les autorités sanitaires ou gouvernementales à la solde de Big Pharma qui s'en chargent.

Pourquoi au cours des années ou décennies antérieures, quand il y avait autant de décès causés par le virus de la grippe saisonnière (ou plutôt ses variants) qui sévit depuis un siècle, aucune mesure n'avait été prises ? Parce qu'ils savaient qu'elles seraient forcément inappropriées, trop contraignantes et rejetées. Et les vaccins ? Efficace entre 35 et 60%, officiellement. Ils préparent un vaccin à partir d'une ou plusieurs souches du virus, et quand quelques mois plus tard ils vaccinent, le virus a déjà muté et le vaccin n'est plus approprié... Et on entend des médecins déclarés fièrement qu'ils se vaccinent tous les ans contre la grippe, ce n'est pas très sérieux.

Pourquoi personne ou presque ne s'en tient à ce constat ? Pourquoi à des degrés divers pratiquement tout le monde cautionne ces mesures ? Parce qu'elles ont été prises par celui ou ceux qui incarnent le régime en place devant lesquels ils ont pris l'habitude de se prosterner ou avec lequel ils se sont toujours accommodés.

L'Ivermectine soigne la covid-19 et manipulation des cadavres.

- Global Medical & Scientific Experts Call Upon World Governments to Act Now to Save Lives - 20 mars 2021

https://www.youtube.com/watch?v=ypxrJhSg5xU

- Bas les Masques - 14% de surmortalité en ce début 2021 ? Pas si simple ! - 8 mars 2021

https://www.youtube.com/watch?v=krk8Bj9NOv0

Que vaut l'équité dans une société basée sur des inégalités sociales ? Elle indique un penchant au totalitarisme.

- La gauche occidentale a renoncé à défendre les nations et les pauvres. Aux États-Unis, elle s'est reconvertie dans la recherche de la Pureté selon le modèle des « Pères pèlerins ». Il s'agit pour elle de racheter les fautes passées (le massacre des indiens, l'esclavage des africains, la destruction de la nature) et de construire un monde meilleur fondé non pas sur l'égalité de chacun, mais sur l'équité des communautés. (Les ambitieuses réformes de Joe Biden, par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 23 mars 2021)

LVOG - Si l'égalité était jusqu'à présent une illusion, une utopie ou un mythe, selon les tenants du capitalisme, elle présentait l'inconvénient de figurer parmi les valeurs inscrites au fronton d'un type d'organisation politique à bannir au profit du corporatisme, du totalitarisme ou du fascisme, la république, et qui plus, elle alimente la lutte des classes tout en présentant une menace sur les fondements du capitalisme, puisque les rapports sociaux qui le caractérisent reposent essentiellement sur les inégalités entre les classes au profit des capitalistes, dont évidemment il serait préférable que les exploités ne parviennent jamais à prendre conscience et décident de les éradiquer.

En revanche, avec l'équité la notion de justice et plus particulièrement de justice sociale est purement subjective, elle sera diluée au sein de toutes les couches des différentes classes, de sorte qu'il sera possible d'opposer ces couches ou communautés entre elles au détriment d'un affrontement entre les classes, et de justifier au passage cette collaboration de classes au profit de la classe dominante, qui aura tout intérêt à promouvoir cette mystification, de manière à pouvoir instrumentaliser ceux qui participeront à ses campagnes menées selon ce critère.

L'équité présente surtout l'énorme avantage de pouvoir s'affranchir du droit sous n'importe quel prétexte laissé à la discrétion de celui qui gouverne, qui pourra invoquer la loi naturelle qui déterminerait les devoirs des hommes les uns envers les autres sans faire référence à aucune classe sociale, donc s'émancipant des contraintes de la lutte des classes pour ainsi dire neutralisée toujours au profit de la classe qui détient tous les pouvoirs. C'est là qu'on s'aperçoit que par n'importe quel bout on la prend, l'équité ne peut être une revendication des exploités ou du mouvement ouvrier.

L'égalité et l'équité ont en commun de s'inscrire dans le cadre de la préservation de l'ordre établi, autrement dit elles sont de nature réactionnaire

Parole d'internaute.

- Outre que des essais ont démontré l'efficacité de l'ivermectine en prévention et en traitement, ce qui est remarquable c'est qu'il a été observé que l'ivermectine était même efficace contre des cas graves de Covid comme en témoignent, par exemples, le professeur Bruno Cacopardo en Italie et le professeur Alessandro Santin aux Etats-Unis. Ces deux-là arriveraient-ils tous les deux aux mêmes conclusions qui doivent être erronées pour que leurs observations ne contredisent pas les conclusions de l'EMA ?

https://lurlo.news/ivermectina-arma-contro-il-covid-guariti-12-pazienti-gravi-al-garibaldi-nesima/

https://www.affaritaliani.it/milano/santin-sorprendente-efficacia-dell-ivermectina-contro-il-covid-729391.html?refresh_ce

Ce sont deux exemples et il y en bien d'autres.

- L'ivermectine fonctionne, y compris pour le Covid long, dit un médecin/chercheur renommé de Yale dont je cite les propos ci-dessous :

https://www.francesoir.fr/societe-sante/livermectine-fonctionne-y-compris-pour-le-covid-long-dit-un-medecinchercheur-renomme

«Lorsque vous avez des gens qui ne peuvent pas respirer pendant cinq, six, huit, neuf mois et qu'ils ont essayé plusieurs médicaments et suppléments sans succès, et que vous leur donnez de l'ivermectine», a déclaré le Dr Santin à propos des patients Covid long, «et vous voyez qu'ils commencent immédiatement à se sentir mieux, ce n'est pas un placebo. C'est réel. »

La majorité des patients se sont améliorés en un à trois jours, a-t-il dit, en particulier ceux qui ont des problèmes respiratoires, une fatigue débilitante et des douleurs thoraciques. Deux projets d' études du Pérou ont rapporté une amélioration avec l'ivermectine chez des patients Covid long; plusieurs médecins, comme Santin, ont également eu des succès anecdotiques.

Au-delà de ses patients externes, Santin a traité des membres de sa famille et des amis infectés par le COVID à la fois dans sa communauté d'origine dans le Connecticut et dans son Italie natale par télémédecine. Là, il a prescrit de l'ivermectine à plus de 15 familles, dans lesquelles des parents, des enfants ou d'autres avaient été infectés; l'objectif était à la fois de traiter précocement et de prévenir les COVID sévères, comme l'ont montré des études l'ivermectine. «Je n'en ai pas un seul qui ait dû aller à l'hôpital pour recevoir de l'oxygène», a-t-il déclaré. «Je suis convaincu que l'ivermectine a sauvé la vie de mon père de 88 ans ». Son père a survécu au COVID malgré une pression artérielle élevée, une maladie cardiaque qui a conduit auparavant à sept stents et une chirurgie à cœur ouvert et des problèmes pulmonaires. «Si je peux vous sauver», dit-il en se référant à son père, je peux vous dire que je sauve n'importe qui. »

- "La science, au début de son expansion, se heurtait aux puissances dominantes, l'Eglise, l'Etat. Elle avait alors, de par sa posture historique une portée libératrice, et émancipatrice. Mais à partir du moment où elle triomphe, au XIXème siècle, elle s'institutionnalise et participe, aux formes de la domination sociale. Dès lors, associée à l'innovation industrielle et au développement économique capitaliste, la science perd sa charge critique et conforte les pouvoirs établis, tant idéologiques que politiques." C'est du Jean Marc Levy-Leblond.

- Au sujet du nombre de Ct utiles, le 25 septembre 2020 CNEWS l'heure des PROS, un restaurateur toulonnais annonce 11 restaurants, 8

salariés testés positifs, leurs 166 cas contact testés mais tous négatifs, avec des Ct de 29 à 34 les 8 salariés n'ont contaminé personne ! Ne peut-on pas conclure qu'ils n'étaient pas malades ? Au delà de 25 Ct les résultats n'ont pas d'intérêt me semble-t-il ?

- Voir également cet article de Sylvie Simon: https://reseauinternational.net/la-disparition-des-maladies-infectieuses-nest-pas-due-aux-vaccins/ ou du Dr Lawrence Palevski, qui dit la même chose: https://reseauinternational.net/les-deces-dus-aux-maladies-infectieuses-avaient-diminue-de-pres-de-90-avant-lintroduction-des-vaccins/

- Surement très intéressant, évidemment et en plus terriblement d'actualité 100 ans après :

https://artetpatrimoinepharmaceutique.fr/Publications/p34/La-naissance-de-l-homeopathie-suivi-de-Les-fameuses-formules-de-l-abbe-Chaupitre

Totalitarisme. La liberté, c'est le vaccin !

L'analyse de rentabilisation des passeports de vaccins - bloomberg.com 22 mars 2021

https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2021-03-22/covid-vaccine-passports-could-revive-struggling-businesses

Ils ne sont pas parfaits. Mais ils contribueraient à relancer les compagnies aériennes, les restaurants et autres entreprises en difficulté.

Une fois que les gens ont été vaccinés contre Covid-19, ils sont plus sûrs pour dîner à l'extérieur, prendre l'avion, assister à des concerts et au cinéma, s'entraîner au gymnase, aller au bureau, traverser les frontières et se déplacer autrement - à condition qu'ils portent masques autour d'autres personnes à l'intérieur, évitez les grands groupes et gardez leurs distances. Comment peuvent-ils démontrer qu'ils bénéficient de cette protection? En montrant un «passeport vaccinal», peut-être sous la forme d'une application pour smartphone.

Israël, le Royaume-Uni, l'Union européenne et d'autres gouvernements créent de tels documents numériques, tout comme les organisations privées. bloomberg.com 22 mars 2021

Le totalitarisme est mondial.

Coronavirus: La Belgique impose un nouveau confinement contre la 3e vague Reuters 25 mars 2021

Les écoles, salons de coiffure et commerces non-alimentaires vont devoir fermer en Belgique à partir de samedi et pour quatre semaines, un nouveau confinement strict destiné à contenir une troisième vague montante de contaminations par le coronavirus. Reuters 25 mars 2021

Un quart des voix en dictature, cela suffit amplement pour former "un gouvernement de droite, fort et stable".

Israël : Benyamin Nétanyahou revendique une "immense victoire pour la droite" lors des législatives - francetvinfo.fr 23 mars 2021

Selon les sondages à la sortie des urnes, le Likoud du Premier ministre sortant remporte entre 31 et 33 sièges sur les 120 du Parlement.

Benyamin Nétanyahou a revendiqué une "immense victoire de la droite", mardi 23 mars, après que son parti Likoud a terminé en tête des élections législatives en Israël, selon les premières projections. "Il est évident qu'une majorité écrasante de citoyens israéliens sont de droite et veulent un gouvernement de droite, fort et stable", a tweeté le Premier ministre sortant.

Une majorité de 61 députés est requise pour former un gouvernement. Le chef du Likoud compte pour cela sur des alliances avec les formations religieuses et, nouveauté, avec l'extrême droite. franceinfo avec AFP 23 mars 2021

Non, il n'y a pas de complot : C'est leur créature !

La CIA protégeait le leader d'Al-Qaëda dans la péninsule arabique - Réseau Voltaire 24 mars 2021

La chaîne de télévision houthie, Al-Masirah, a publié le 16 mars 2021 un enregistrement d'une conversation entre l'ancien président yéménite Ali Abdullah Saleh et le directeur de la CIA de l'époque, George Tenet (photo) [1]. Celui-ci demande avec insistance la libération immédiate d'un prisonnier sensible.

Selon le directeur adjoint du Renseignement houthi, Abdul Qader Al-Shami, ce prisonnier ne serait autre qu'Anwar Al-Awlaki. Il s'agit d'un ressortissant états-unien devenu imam, ayant enseigné au Royaume-Uni, avant de devenir la figure charismatique d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique. Il fut accusé par le FBI d'être le principal responsable de l'attentat contre l'USS Cole, en octobre 2000. Arrêté à ce titre, il a été très rapidement libéré.

Par la suite, il fut arrêté à nouveau en 2006 pour sa participation supposée à l'enlèvement d'un attaché militaire US. Il fut alors interrogé par le FBI au Yémen et à nouveau libéré. En définitive, il fut liquidé par la CIA, le 30 septembre 2011, à la sortie d'un séjour chez le président du parti politique des Frères musulmans, Al-Islah.

Selon un document déclassifié en 2013 par le FBI au titre de la FOIA, à la demande de Judicial Watch, Anwar Al-Awlaki aurait acheté trois billets d'avion pour des personnes accusées d'être des terroristes du 11-Septembre [2]. Le FBI ne donna pas suite à cette découverte. On ignore exactement la date de l'entretien téléphonique qui semble se rapporter à la première arrestation d'Anwar Al-Awlaki.

Réagissant à cette publication, le secrétaire général du Hezbollah libanais (proche des Houthis), sayyed Hassan Nasrallah, a dénoncé une fois encore, le 18 mars 2021, les services secrets US comme organisateurs des groupes terroristes Al-Qaëda et Daesh. Réseau Voltaire 24 mars 2021

Ni complot ni lobby.

Le lobby ouïghour Par Paul Lavoie - Mondialisation.ca, 23 mars 2021

Extrait.

Depuis des années, voire depuis ses débuts, le Congrès mondial ouïghour est subventionné par le National Endowment for Democracy (NED). Il s'agit d'une sorte d'ONG liée au gouvernement américain — elle est fondée en 1983 sous le gouvernement Ronald Reagan — et en grande partie financée par le Congrès américain. On dit «grande partie», car il reçoit aussi des fonds de grands groupes du genre Google, Coca-Cola, IBM… On lit souvent que le NED est l'alternative «à manière douce» (soft-power) mise en place par les États-Unis pour remplacer la CIA, moins montrable. De toute façon, le NED ne fait pas mystère de ses accointances avec le Congrès américain ni de l'unanimité des deux partis américains à son sujet. «Depuis ses débuts», peut-on lire sur son site, «le NED est resté résolument bipartisan. Créé conjointement par les Républicains et les Démocrates, le NED est gouverné par un conseil d'administration équilibré entre les deux partis et bénéficie du soutien du Congrès à travers le spectre politique.»

On dit aussi sur son site que le «NED opère avec un degré élevé de transparence et de responsabilité reflétant la conviction de nos fondateurs que la promotion de la démocratie à l'étranger doit être menée ouvertement». Tant mieux, car on retrouve aisément sur son site la liste, présentée ci-dessous, des projets soumis par le Congrès mondial ouïghour et financés par le NED depuis 2016. La transparence a malheureusement ses limites puisque le site ne semble pas permettre d'accéder au même genre de données pour les années antérieures. Peu importe, ce qu'on lit n'en constitue pas moins un éventail suffisant pour qu'on soit autorisé à penser que le Congrès mondial ouïghour est de mèche avec le gouvernement américain. (...) ...il y a un organisme impliqué dans le dossier ouïghour et au sujet duquel il faut absolument parler. Il s'agit d'une association anticommuniste du nom de Victims of Communism Memorial Foundation (VOC). Elle n'est pas démunie : 12 millions $ de revenus par année! Dans son dernier rapport annuel, celui de 2019, elle rappelle qu'elle a pour vision «un monde d'où le communisme est absent» et qu'elle a pour mission «d'éduquer les générations montantes sur l'idéologie, l'histoire et l'héritage du communisme».[26]

La Victims of Communism Memorial Foundation tient rigoureusement à jour le nombre de pertes humaines causées par le communisme. Elle rajoute évidemment à ce bilan toutes les victimes de la COVID-19 dans le monde, puisqu'elle accuse le gouvernement chinois d'en être responsable. Bonne nouvelle, car elle est en voie de créer le «premier musée au monde dédié à l'histoire complète du communisme vécue par plus de 40 nations depuis 1917». Une partie du projet doit ouvrir en 2021 au cœur de Washington. Si quelqu'un se surprend d'un tel concept, qu'il sache que le Larousse définit une fixation comme la persistance « d'un attachement à une personne ou à une situation normalement liée au passé et disparue, entraînant des satisfactions narcissiques régressives ».

Si on lit un quelconque article sur les Ouïghours, on cite immanquablement le Dr Adrian Zenz comme le grand expert de la question. Il est même venu témoigner à Ottawa sur le sujet. C'est lui qui parle de millions de victimes causées par la Chine et qui crie au génocide. Justement, on apprend dans le même rapport annuel 2019, à la page 21, qu'il s'est joint en octobre 2019 à la VOC en tant que chercheur principal. On ajoute que, depuis son arrivée au sein de l'entreprise, le Dr Zenz a été cité plus de 240 fois dans plus de 120 médias, y compris The Wall Street Journal, The New York Times, la BBC, Bloomberg et CNN. Avec la VOC comme employeur, on peut certes douter de la crédibilité d'Adrian Zenz comme chercheur impartial. Mais quant à sa contribution au secteur d'activité de son employeur, c'est-à-dire la propagande, on doit certainement lui concéder qu'il est un employé très efficace. On a peut-être oublié de le dire, mais le mot «propagande» vient d'un adjectif latin qui, littéralement, veut dire «qui doit être propagé». (...)

https://www.mondialisation.ca/le-lobby-ouighour/5654781

LVOG - La NED, la CIA, le Washington Post, Tle Wall Street Journal, le New York Times, la BBC, Bloomberg et CNN, Freedom House, le Congrès juif canadien, Amnesty International, l'ONG Victims of Communism Memorial Foundation (VOC), etc. que le monde est petit décidément !

Alors pourquoi prétendent-ils qu'ils sont de gauche ?

Le train de vie des anciens de l'administration Obama passés chez Biden Réseau Voltaire 23 mars 2021

Selon des documents obtenus par la chaîne de télévision ABC, les anciens de l'Administration Obama qui ont rejoint l'Administration Biden ont incroyablement développé leur fortune durant les quatre années de la présidence Trump.

Ainsi :

- Susan Rice (ancienne conseillère de Sécurité nationale et aujourd'hui directrice du conseil de politique intérieure) a accru son patrimoine de 13,6 millions de dollars à 149 millions de dollars. Elle détient notamment des actions de Johnson & Johnson, Apple et Microsoft. Elle siège aux conseils d'administration de Netflix et du canadien Enbridge (hydrocarbures). Ses revenus de 2020 s'élevaient à 6,7 millions de dollars.

- Ron Klain (ancien chef de cabinet du vice-président Biden et actuel chef de cabinet du président Biden) a reçu en 2020 un salaire de 2 millions de dollars d'un société de capital-risque, Revolution.

- Jeffrey Zients (ancien chef du conseil économique national devenu conseiller du président) détient une fortune de 532,1 millions de dollars.

Elle a décuplé en quatre ans. Il siégeait au conseil d'administration de Facebook.

- Brian Deese (ancien conseiller économique du président Obama devenu président du conseil économique national) qui recevait 175 000 dollars à la fin du mandat Obama en a reçu 2,3 millions lorsqu'il est passé chez l'investisseur Blackrock.

- Jen O'Malley Dillon (ancienne directrice de campagne de Barack Obama, aujourd'hui cheffe de cabinet adjointe) a notamment travaillé pour General Electric, Lyft, Chan Zuckerberg Initiative et (Bill) Gates Ventures. Elle avait un salaire, en 2020, de 800 000 dollars.

- Jake Sullivan (conseiller de Sécurité nationale du vice-président Biden devenu conseiller de Sécurité nationale du président) détient des actions d'Abbott Labs, American Express, Facebook , FedEx, Google, Merck, Visa et Verizon.

- Julissa Reynoso Pantaleón (ancienne ambassadrice en Uruguay devenue la cheffe de cabinet de la Première dame) a gagné, en 2020, 1,5 million de dollars d'un cabinet d'avocats.

- Vanita Gupta (ancienne procureure chargée des Droits civils, aujourd'hui nominée pour devenir l'Attorney générale) détient 14,8 millions de dollars et a perçu 1,5 million de dollars d'émoluments en 2020.

Au delà de ces surprenantes fortunes, la question se pose de l'indépendance des anciens de trois cabinets de lobbying : Macro Advisory Partners (de l'ancien chef des services secrets britanniques John Sawers), Albright Stonebridge Group (de l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright), and WestExec (de l'actuel secrétaire d'État Antony Blinken). Réseau Voltaire 23 mars 2021

Haut de page

Le 31 mars 2021

On ajoutera une poignée d'articles demain matin.

Non merci. On n'a rien manqué et on n'est pas les derniers à savoir.

Twitter.

- Ne manquez pas ce qui se passe.

- Les utilisateurs de Twitter sont les premiers à savoir.

- Rejoignez Twitter pour ne rien manquer et découvrir tous les commentaires en direct.

- S'inscrire

LVOG - Pas de temps à perdre ! Je rappelle que je ne suis plus relié au réseau télévisuel depuis 8 ans, que je n'ai pas la radio, que je ne lis pas la presse écrite, hormis ce qu'on trouve gratuitement sur le Net, il faut bien que je rentabilise mon abonnement quasi obligatoire, courrier électronique et formulaires administratifs oblige, et je boycotte Facebook, Twitter, etc.

Et malgré tout je figure parmi les personnes les mieux informées de la planète.

La propagande officielle n'a aucune emprise sur moi, et je n'ai pas à me coltiner les bavardages stupides du commun des mortels qui la relaient quotidiennement tout en se croyant plus intelligents que son voisin, autour de moi on ne parle que tamoul et je ne le maîtrise pas suffisamment pour suivre une conversation, il faut dire que je ne fais aucun effort pour y parvenir ce qui m'épargne d'entendre des stupidités. Ce que je vis au quotidien me suffit amplement pour en mesurer l'énormité, sans juger leurs auteurs puisqu'ils sont maintenus dans cet état d'ignorance profond malgré eux dans un pays semi-féodal qui demeure sous-développé, les classes dominantes cultivant méticuleusement l'obscurantisme.

Qui a dit ?

- « Le système ne pouvait donc pas fonctionner et le marché américain s'est trouvé face à ce dilemme : soit augmenter les salaires et donc diminuer les profits, soit augmenter les dépenses publiques et augmenter les impôts, ou encore se contenter de la récession. »

- « Aujourd'hui pour que cette crise se résolve, il faut savoir si l'endettement excessif a été réduit et si le système financier qui a produit cet endettement excessif est devenu plus sain. »

- « Rien n'est mis en place pour le système financier mondial soit sain. Il est encore dans une situation d'extrême instabilité et les gouvernements et les banques centrales qui compensent les faiblesses des banques ne font qu'ajouter des dettes aux dettes des banques. »

- « Cet endettement (américain) s'est généralisé un peu partout à travers le monde ; par ailleurs, non seulement l'endettement américain est de 520 % du PIB mais en réalité, il est du double puisqu'il faudrait compter aussi l'endettement lié aux retraites et l'endettement général de l'ensemble des économies du monde, ce qui fait que dans les trois dernières années, l'endettement des 10 pays les plus riches du monde a augmenté de 9 trillons de dollars (9000 millions de dollars) en 3 ans. » - « Aujourd'hui on peut dire que le système bancaire mondial qui a prêté à peu prés 95 trillons de dollars, n'a dans ces caisses pour faire face à ces 95 trillons de dollars, qu'officiellement 4 trillons de dollars. Ces 4 trillons de dollars n'existent pas car ils ont été placés dans des produits dérivés dont la valeur est aujourd'hui fantomatique. Autrement dit, le système bancaire mondial est en faillite. »

- « En réalité, la crise fonctionne comme un processus de renforcement de la main mise du système financier anglo-saxon sur l'économie mondiale. »

Réponse : J. Attali.

Source :

Quel nouveau modèle de développement économique et social pour l'après-crise? - 23 juin 2011

https://www.desirs-davenir.eu/decouvrir-nos-publications/les-upp/90-synthese-de-l-universite-quel-modele-economique-et-social-pour-l-apres-crise

- 28 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Le mouvement ouvrier s'est auto-censuré, muselé, euthanasié, il s'est étouffé dans son propre vomis !

Concurrente et intégrée à la fois...

- La mystification virale a été initiée par la Chine qui en tant que puissance économique mondiale a ainsi assuré la relève et la continuité de la stratégie mondialiste totalitaire initiée par les pays occidentaux, en premier lieu les anglo-saxons, Etats-Unis, Grande-Bretagne, puis, Italie, France, Grèce, Belgique, Allemagne...

Rappel. Extrait de la causerie du 28 février 2021.

- ...le 21 octobre 2015, le secrétaire général Xi s'était rendu personnellement à l'Imperial College de Londres pour l'annonce d'"une série de nouvelles collaborations entre le Royaume-Uni et la Chine en matière d'éducation et de recherche", notamment dans les domaines de la nanotechnologie, de la bio-ingénierie... et de la santé publique [36]. Il s'agissait du seul voyage que Xi ait jamais effectué au Royaume-Uni en tant que secrétaire général ; le voyage n'a duré que quatre jours et n'a concerné qu'une seule université : Imperial College, London. (...)

- Les responsables chinois paraissent approuver l'idée d'un nouvel ordre mondial nous déclare M. Georges Berthouin, président pour l'Europe de la commission trilatérale - lemonde.fr 23 avril 1979

https://www.lemonde.fr/archives/article/1979/04/23/les-responsables-chinois-paraissent-approuver-l-idee-d-un-nouvel-ordremondial-

Des travailleurs s'interrogent.

1 - De ce que je peux constater, ça n'est pas le manque d'informations, mais le manque de curiosité – sans compter que la plupart des moins de 40 ans, soigneusement étaient décérébrés par l'Education Nationale, n'ont pas les outils nécessaires (la philo notamment) pour remettre en cause les assertions gouvernementales et de la presse, ni se remettre en cause eux-mêmes.

2 - Bonjour, comment expliquez vous cette absence totale d'opposition politique sur le sujet ? Même un Ruffin ne parle pas d'ivermectine...

3 - Les labos ont pas acheté FI quant même, alors ou est leur intérêt ? Juste la peur d'être traité de complotiste ou Ivermectino Gauchiste ?

4 - C'est la question qui semble incongrue.

L'opposition, mais laquelle ? Et c'est quoi l'opposition ? Si Covid a une utilité, c'est d'éclairer pour les plus utopistes ou idéalistes les dysfonctionnements de nos sociétés, ici vous abordez l'angle politique.

5 - La crise du covid montre à l'évidence la solidarité de tous les politiciens du parti communiste à l'extrême droite avec les mesures sanitaires –

Pour les très nombreux citoyens qui rejettent ces mesures, cela signifie qu'aucun parti ne représente notre point de vue.

Je rappelle que ni les syndicats, ni les ONG ne se sont signalés dans la défense des traitements précoce, ni même d'un retour à la vie normale.

6 - Vous voulez dire, la gauche qui se croit toujours de gauche mais qui ne défend ni la liberté, ni la liberté de prescrire, ni les soignants de base. Ils achèvent de creuser leur tombe et pourtant il y aurait des combats à mener sans prendre parti pour telle ou telle efficacité.

Ma réponse.

- Cela démontre que bien que de natures différentes au départ, ils partagent tous fondamentalement la même idéologie, les mêmes intérêts politiques et donc économiques de l'extrême droite à l'extrême gauche avec l'extrême-centre de Macron. Autrement dit, qu'ils sont tous inféodés au régime en place, au capitalisme...

Socialistes, communistes, anarcho-syndicaliste, trotskystes, ils interviennent tous sous de faux drapeaux ou fausses étiquettes, ce sont des

imposteurs et cela date depuis des lustres, hélas !

J'ai cherché pendant un an au sein du mouvement ouvrier dès lors défunt, je n'ai pas trouvé une seule formation politique dite de gauche ou d'extrême gauche ou assimilée, organisations, groupes ou groupuscules, comités, clubs, courants, tendances, etc. qui n'était pas dans le déni permanent à l'instar de Macron et LREM, etc.

Et c'est bien là le drame de la situation actuelle par rapport à toutes celles que nous avons connues depuis le milieu du XIXe siècle. C'est la première fois que la classe ouvrière et les classes moyennes ne disposent plus de partis ou de représentants incarnant leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques légitimes, de telle sorte qu'elles sont livrées à elles-mêmes ou éventuellement la proie de charlatans souverainistes, populiste, poujadistes, libertariens, aux relents d'extrême droite qu'on nous présente comme des progressistes ou des humanismes, le comble de la confusion ou de la compromission dans lesquelles nombreux se vautrent en désespoir de cause ou par ignorance, au choix entre la lèpre et le choléra, le même qu'entre Macron et Le Pen, déguisé ou masqué.

Personnellement depuis 15 ans j'ai essayé de développer un courant politique indépendant du régime ou de l'Etat, véritablement socialiste ou de gauche, inutile de se réclamer d'extrême gauche cela suffit, donc pour un changement de régime économique comme l'on disait à gauche en 1789, La Voix de l'Opposition de Gauche (www.luttedeclasse.org), en vain. Depuis 2008, j'ai publié plus de 19.000 pages de causeries ou analyses comme celle-ci agrémentées d'infos économiques, sociales et politiques. J'ai publié près de 20.000 articles (sourcés) d'horizons divers du monde entier, par exemple plus de 1.300 sur la Syrie, sans parvenir à créer réellement un nouveau courant politique de gauche. 3.000 visites (certifiées) par mois en moyenne, 36.000 par an, près de 400.000 en 12 ans, pour un bilan proche du néant, bien que 9 fois sur 10 les faits aient confirmé mes analyses...

Pas de quoi se décourager ou se démoraliser pour autant... Fin.

Je ne pouvais guère développer mes positions ici, mon commentaire était déjà très long. Avec l'adresse du portail, ceux qui veulent en savoir davantage n'auront qu'à s'y connecter...

Les militants sont généralement affreusement dogmatiques ou suivent aveuglément leurs dirigeants. J'ai envie de dire, que le fait d'avoir rejoint ces formations politiques prouve à lui seul qu'ils sont dépourvus d'esprit critique ou qu'ils sont incapables de penser par eux-mêmes ou si peu. J'ai été ainsi autrefois, donc je sais de quoi je parle.

Je les appelle à s'en tenir strictement aux faits, à revenir à la réalité, il leur suffit par exemple de se connecter au blog du docteur Maudrux et de lire les articles et les commentaires qui sont publiés, pour comprendre immédiatement que leurs dirigeants sont de mèche avec Macron et l'oligarchie via l'OMS, qu'ils leur mentent en permanence, qu'ils se font les complices d'une entreprise criminelle à grande échelle, mondiale, qui est la négation de leur engagement politique.

Sont-ils encore capables d'interroger leur conscience ou sont-ils déjà pourris au point d'en être incapables et servir aveuglément une cause monstrueuse de cruauté ? C'est la question que je les invite à se poser tranquillement. Après tout, tout le monde peut se fourvoyer ou se tromper un jour, personne ne les accusera de le reconnaître et de rectifier le tir, on n'est pas là pour les juger et on brisera ceux qui voudraient les juger.

Ils doivent réaliser que le déni de la réalité, le mensonge, l'hypocrisie et la démagogie sont incompatibles avec la cause qu'ils prétendent représenter ou pour laquelle ils se battent, en agissant de la sorte ils en deviennent les fossoyeurs, ils servent la cause des ennemis du socialisme, et cela on ne peut le tolérer, il faut bien qu'ils le comprennent.

Confirmation. Voilà où en sont rendus la totalité des partis ou organisations d'extrême gauche ou assimilées.

- NPA, le 23 mars 2021 - C'est à nous d'imposer, par notre mobilisation, de véritables mesures de salut public : en priorité, ouvrir des lits en réanimation, embaucher et former massivement des personnels de santé, améliorer les conditions de travail de ces derniers (en répartissant le travail et en augmentant les salaires) et étendre la campagne de vaccination en réquisitionnant l'appareil de production et en exigeant la levée immédiate des brevets sur les vaccins.

https://nouveaupartianticapitaliste.org/actualite/sante/un-de-debacle-sanitaire-ca-suffit-prenons-nos-affaires-en-main

LVOG - La seule véritable mesure de salut public pour mettre fin à cette machination, c'est prescrire l'ivermectine, l'azithromycine, l'hydroxychloroquine, le vitamine D et C, le zinc, etc.

- LO, le 22 mars 2021 - C'est ce qui fait que, dans cette pandémie, aucun gouvernement ne veut transformer les vaccins en biens communs de l'humanité, ni réquisitionner les usines et les laboratoires pour les produire en masse.

LVOG - Les biens communs de l'humanité, ce sont les vieux médicaments accessibles à tous qui soignent la covid-19 à tous les stades !

LO, le 24 mars 2021 - Le gouvernement déclare compter sur la vaccination de masse. Il promet d'ouvrir des centres de vaccination de grande capacité dans les régions, des vaccinodromes pour avril, ce qu'il avait refusé jusque-là. Mais, si l'intendance est au rendez-vous, ce qui reste à voir, encore faudra-t-il qu'il y ait le nombre de vaccins suffisant.

https://journal.lutte-ouvriere.org/2021/03/24/epidemie-faux-confinement-et-vraie-penurie-de-vaccins_156130.html

Dans *Face au Covid-19, raisonner et agir en militant ouvrier* (Lutte de Classe n°214 - mars 2021) cette perle qui résume à elle-seule l'opportunisme débridée de ses soi-disant trotskystes, à propos des mesures liberticides imposées par Macron :

- "Nous appliquons ces mesures et que nous faisons comme tout le monde."

LVOG - Non pas comme tout le monde, des dizaines de milliers de médecins s'y opposent, autant ou plus encore parmi les éléments les plus éclairés des classes moyennes et de la classe ouvrière dont je fais partie.

Pire, ils se transforment en miliciens porte-parole de Big Pharma ou tout simplement de cette machination conçue par les sommets de l'oligarchie financière, ces inquisiteurs poussent la scélératesse ou la crasse ignorance jusqu'à assimiler les opposant à cette vaccination à des complotistes. Les vrais complotistes, ce sont ceux qui nient l'existence des traitements efficaces contre la covid-19, qui relaient la propagande officielle...

- "Dans de nombreuses entreprises, des travailleurs expriment leur méfiance envers les vaccins anti-Covid, reprenant parfois des thèses complotistes. "

https://mensuel.lutte-ouvriere.org//2021/03/07/face-au-covid-19-raisonner-et-agir-en-militant-ouvrier_155225.html

LVOG - Pas un mot sur les traitements existant, pas un mot sur l'instrumentalisation d'un banal virus par Macron et l'OMS-Gavi-Forum économique mondial, l'omerta des complices et mafieux. Vous ne trouverez pas ne serait-ce qu'un groupe de militants, un groupuscule qui ne soit pas sur la même longueur d'onde que ces agents du régime néofasciste.

Le mouvement ouvrier est bel et bien mort. Quant aux syndicats, ils gèrent les rapports entre les patrons ou l'Etat et les travailleurs pour le compte du capitalisme ou de l'oligarchie financière.

- GMI, le 18 mars 2021 - Macron avait parié, aux travailleurs de payer.

https://groupemarxiste.info/2021/03/18/macron-avait-parie-aux-travailleurs-de-payer/

LVOG - La palme de la dégénérescence ou de l'incurie politique poussée au paroxysme : Vite Macron, confinez-moi, vaccinez-moi ! Ils s'en remettent aux pires manipulateurs des plateaux de télés aux ordres de l'oligarchie.

GMI - Pourtant, le 31 janvier sur LCI, l'infectiologue Karine Lacombe dénonçait le risque pris par le gouvernement en décidant de repousser le confinement :

GMI - Le 2 février, l'épidémiologiste Dominique Costagliola tirait la sonnette d'alarme sur France 5

LVOG - Et ces VRP des trusts pharmaceutiques de se lamenter

GMI - Et d'ailleurs, la campagne de vaccination allait prendre un rythme soutenu. Macron s'engageait dès le 2 février, à proposer un vaccin à tous les adultes d'ici à la fin de la saison estivale. Après un démarrage très poussif, au 13 mars, 5 072 244 doses de vaccins ont été administrées, dont deux doses pour 2 220 608 personnes. Un calcul simple montre qu'au rythme actuel, en prenant la moyenne des sept derniers jours, les 52 millions d'adultes auront été vaccinés début juin… 2022 ! Et encore ce calcul ne prend-il pas en compte les derniers reports de livraisons annoncées.

GMI - Le scénario d'un nouvel emballement de l'épidémie prévu et annoncé par les épidémiologistes dès janvier, en l'absence de nouvelles mesures de confinement en plus de la vaccination, se déploie pleinement.

LVOG - Ils en redemandent toujours plus à Macron ! Le reste était à l'avenant en plus sordide et misérable encore, quelle saloperie. On ne peut pas sortir des trucs aussi monstrueux sans avoir parfaitement conscience de ce qu'on fait. Et ils osent tout, le délire est total !

GMI - Ni le PS, ni le PCF ni LFI, ni LO, le NPA, etc. qui prétendent défendre « le monde du travail », ne critiquent la collaboration de classe des bureaucraties syndicales.

LVOG - C'est la marque de fabrique du courant trotskyste lambertiste et de toutes les formations qui en sont issues, dont le GMI qui dépasse en forfaiture ses maîtres à penser.

GMI - À bas le dialogue social qui conforte le gouvernement !

LVOG - Ils osent tout ! On a envie d'hurler, à bas l'extrême gauche, à bas le GMI, désolé !

Confirmation. La même idéologie réactionnaire, côté pile, côté face.

LVOG - Les ordures qui ont interpellé Macron parce qu'il n'avait pas décrété un confinement encore plus dur et plus long. Qui va voter pour cette pourriture ? Ils ont oublié le POI qui s'est allié à LFI, j'en oublie peut-être d'autres.

- Présidentielle : les leaders de la gauche disent oui à Jadot pour se mettre autour d'une table - Europe1 29 mars 2021

Jean-Luc Mélenchon, Olivier Faure, Fabien Roussel et Benoît Hamon, leaders de LFI, du PS, du PCF et de Générations, ont répondu oui à l'appel du député européen EELV Yannick Jadot lancé lundi aux écologistes et à la gauche à se mettre rapidement autour d'une table afin de construire un "grand projet d'espérance" pour 2022.

"Je veux lancer un appel à Anne Hidalgo, à Olivier Faure, à Julien Bayou, à Christiane Taubira, à Jean-Luc Mélenchon : il faut que dans les jours qui viennent, on se mette autour d'une table et qu'on se mette d'accord pour construire le grand projet d'espérance dont nous avons besoin pour 2022", a plaidé Yannick Jadot sur France Inter, car "si nous y allons divisés, nous n'avons aucune chance de gagner".

"J'invite depuis Cédric Villani à Fabien Roussel, Delphine Batho, Benoît Hamon, Raphaël Glucksmann. Toutes et tous, aujourd'hui, nous devons avoir la responsabilité historique de nous parler. Peut-être qu'on n'y arrivera pas, mais tentons et puis on verra", a-t-il ajouté pour compléter sa liste d'invitation.

A la mi-mars, Yannick Jadot avait déjà souhaité un "processus de désignation" commun, mais à tous les partis de "l'espace politique" situé entre Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron, pour la présidentielle de 2022. Il avait aussi prévenu il y a plusieurs semaines qu'il prendrait ses "responsabilités" si la primaire de septembre du pôle écologiste regroupant EELV, Générations, Cap Ecologie ou encore Génération Ecologie se transformait en "machine à perdre". Europe1 29 mars 2021

Un effondrement programmé et contrôlé. Jusqu'où et jusqu'à quand ?

L'effondrement du capitalisme et le rideau de fumée de la COVID-19 Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 28 mars 2021

L'INSEE publiait en avril 2018 les personnes « sans emploi, sous-employés, travailleurs occasionnels, pauvres »: on arrive en France à la somme de 15,84 millions de personnes dans ce genre de situations décrites ci-avant ! Selon la même Institution INSEE, la population active en France est de 28,4 millions de personnes. On peut donc en conclure que plus de 55% de la population active sont sans emploi, précaires et pauvres ! Ceux qui ont encore un travail constatent que les conditions de vie au travail sont devenues exécrables : une dégradation spectaculaire de la qualité dans les relations de travail en entreprise est globalement observée et explique l'explosion des « burn out » en France.

Le capitalisme et sa logique ultra libérale du profit à tout prix ne pouvait qu'engendrer la violence absolue et détruire tout ce qu'il touche y compris les hommes qui le servent. Les contrats sont devenus le moyen d'organiser l'esclavage à la carte. Les conditions de vie dans le monde du travail sont devenues intolérables et d'une violence exceptionnelle (Cf., Enquête Dares, « Conditions de travail-Risques psychosociaux », 2016)

Les personnes sont virées non pas pour leur incompétence mais pratiquement toujours à cause d'un comportement jugé insoumis, récalcitrants, revendicatif, s'appuyant un peu trop sur les syndicats, le droit du travail, la justice sociale…

Quand la résistance des employés est trop grande, on assiste aux « plans sociaux », aux « délocalisations », aux « fermetures d'entreprises », car la loi c'est la rentabilité, le profit, la compétitivité, la cadence de travail, le harcèlement moral, et non pas l'humain d'abord ! (...)

Le désastre économique et social, le pillage et l'effondrement de la société sinistrée, s'étalant sous nos yeux, ont été délibérément organisés, depuis au moins 1976, parce qu'ils sont la conséquence logique de la nature en soi du capitalisme qui ne peut que produire de la violence et de la destruction. Ce massacre spectaculaire auquel nous assistons impuissants, est le résultat d'un échec patent du capitalisme et de son idéologie ultra libérale. Il n'y a pas de « pandémie » ! Ce n'est pas le SRAS COV-2 responsable de la Covid-19 qui est la cause de ce désastre absolu. Nous avons été trahis durant toutes ces années par un discours mensonger des politiques qui se sont succédés au pouvoir en abusant de la bonne foi de ceux qui les ont élus ! Aujourd'hui encore, malgré ce désastre, les adorateurs du chiffre qui se sont emparés du pouvoir continuent de nous accabler, de nous accuser, de nous maltraiter, alors qu'ils sont les seuls responsables de ce malheur volontairement entretenu et délibérément organisé…

Chers concitoyens, il est temps de mettre un terme à ce crime en rétablissant la vérité dans son droit et la justice pour le peuple qui a si longtemps fermé les yeux sur le mal qu'on lui faisait ! Mondialisation.ca, 28 mars 2021

DEUXIEME PARTIE

Totalitarisme. Comment justifier le régime de terreur et policier mis en place.

Coronavirus : Face à une situation « critique », les contrôles s'intensifient en France - 20minutes.fr 27 mars 2021

Aéroports, péages, gares… Alors que la situation est « critique » face à la troisième vague de Covid-19 en France, selon les propos du Premier ministre, les contrôles ont commencé à être renforcés ce week-end dans les départements les plus sensibles. Dix-neuf territoires sont soumis à de nouvelles restrictions, et vingt-quatre autres sont placés sous vigilance renforcée.

Samedi matin, gare Montparnasse, à Paris, une dizaine d'équipes étaient mobilisées, « contre deux à trois en temps normal », a expliqué à l'AFP un capitaine de police, précisant que les contrôles sont accentués « aux heures de pointe ». En gare de Bordeaux, des policiers ont contrôlé les passagers de deux trains en provenance de Paris. Au total, 17 personnes ont été verbalisées pour absence de justificatif de déplacement. 20minutes.fr 27 mars 2021

Totalitarisme ou le nouveau modèle de société.

Ce confinement radical qu'Emmanuel Macron pourrait annoncer mercredi soir - capital.fr 27 mars 2021

Emmanuel Macron pourrait donc serrer la vis lors du 55e Conseil de défense sur le Covid, mercredi prochain. Il pourrait opter pour un confinement strict d'un mois minimum, comme réclamé par de nombreux membres du corps médical. Dans Le Parisien, Eric D'Ortenzio, médecin épidémiologiste à l'Inserm, estime qu'il faut "au minimum un mois à compter de ce week-end". Même son de cloche pour un maître de conférences en épidémiologie qui réclame de "confiner de manière stricte, comme en mars 2020, pour au moins six semaines" capital.fr 27 mars 2021

Totalitarisme. Vite, ça urge !

"Sécurité globale": députés et sénateurs trouvent un accord pour permettre une adoption rapide du texte - Franceinfo 30 mars 2021

C'est le texte qui a mis des milliers de personnes dans la rue, fin 2020 et encore début 2021. La proposition de loi sur la sécurité globale, et son célèbre article 24, seront bientôt définitivement adoptés.

Le texte des députés LREM Jean-Michel Fauvergue et Alice Thourot voit large. Il touche de nombreux domaines. Il ambitionne de créer un « continuum de sécurité » en renforçant, par expérimentation, la police municipale, comme les sociétés de sécurité privées. Il donne un cadre juridique à l'utilisation des drones par la police et protège mieux les forces de l'ordre.

Contrairement au texte sorti de l'Assemblée, l'article 24 ne touche donc plus à la loi de 1881 sur la liberté de la presse, ce qui avait suscité une levée de boucliers des sociétés de journalistes de toutes les rédactions. Les sénateurs ont créé à la place un nouveau délit de « provocation à l'identification » des policiers. La gauche juge cette version encore dangereuse et mal écrite, l'intention de provoquer étant, selon elle, difficile à définir. Franceinfo 30 mars 2021

LVOG - Ceux qui se sont mobilisés contre ce projet de loi liberticide cautionnent par ailleurs les mesures liberticides adoptées par Macron pour faire face à une pandémie imaginaire, alors pourquoi le pouvoir devrait-il craindre leur réaction ?

Totalitarisme. La répression féroce durable en prime...

Forces de l'ordre : pourquoi l'Etat a commandé 170 000 nouvelles munitions de LBD - RT 29 mars 2021

Malgré les critiques, le nouveau schéma du maintien de l'ordre de 2020 ne bannit pas cette arme. Un récent appel d'offre atteste de la volonté de l'exécutif d'inscrire de manière durable cette arme dans l'arsenal des forces de l'ordre.

Le gouvernement envisagerait-il des mois ponctués de manifestations violentes ? C'est en tout cas ce que peut laisser présager un appel d'offres paru à la mi-mars. Le ministère de l'Intérieur souhaite ainsi faire l'acquisition de 170 000 munitions de LBD. RT 29 mars 2021

Totalitarisme. La République est morte. Et un traité international qui ravale l'humanité toute entière à l'état de serf.

Tout ce qu'il faut savoir sur le pass sanitaire, mis en place dès le 15 juin Yahoo Actualités 29 mars 2021

À partir du 15 juin prochain, un certificat sanitaire européen sera mis en place sur le Vieux continent, notamment pour permettre aux habitants des 27 pays membres de pouvoir voyager l'été prochain. À quoi ressemblera-t-il ?

C'est un sujet qui fait débat depuis plusieurs semaines : la mise en place d'un passeport sanitaire. Voulu par certains pays européens comme la Grèce ou l'Espagne notamment pour faciliter le tourisme, ce passeport vert n'a pas toujours fait l'unanimité à cause de la protection des données des citoyens, mais il verra bien le jour cet été. La Commission européenne a assuré que ce certificat disposerait d'un "haut degré de protection" et que les informations personnelles présentes sur ce dernier ne pourront pas être conservées par les pays destinataires.

Ce dimanche 28 mars, le commissaire européen en charge des vaccins Thierry Breton a présenté le futur certificat sanitaire européen validé par les 27 États membres de l'UE. Le document pourra être téléchargé sur un smartphone ou imprimé en version papier afin d'éviter les inégalités pour les personnes qui ne possèdent pas de smartphone. Nécessaire pour rentrer dans un lieu public

Sur ce certificat qui sera disponible dès le 15 juin 2021 se trouvera un QR code qui indiquera "votre date de naissance, le numéro de votre passeport certifié avec le QR code, si vous avez été vacciné, le type de vaccin que vous avez eu, et si vous avez été porteur de la maladie si vous avez des anticorps ou pas", a déclaré Thierry Breton. Il ne s'agit donc pas d'un véritable passeport vaccinal puisque plusieurs alternatives sont possibles pour avoir ce certificat sans se faire vacciner. Ce passeport vert sera disponible sur le site des ministères de la Santé de chaque pays de l'UE et sera harmonisé entre les pays membres pour être valable dans les 27 pays. Il sera dans la langue de chaque pays puis traduit en anglais.

Ce document pourra être demandé pour prendre l'avion mais également pour participer à des "manifestations importantes" ou tout simplement pour entrer dans un lieu public. Ce pass sanitaire, également appelé passeport vert ou certificat sanitaire, ne sera pas obligatoire mais toute personne dans l'incapacité de le présenter devra présenter un test PCR négatif.

Coronavirus: Les dirigeants de 23 pays soutiennent la mise en place d'un traité international sur les pandémie - Reuters 30 mars 2021

Les dirigeants de 23 pays et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont soutenu mardi l'idée de créer un traité international qui aiderait le monde à faire face aux futures urgences sanitaires telles que la pandémie de coronavirus qui ravage actuellement la planète.

L'idée d'un tel traité, qui garantirait un accès universel et équitable aux vaccins, aux médicaments et aux diagnostics en cas de pandémie, a été lancée par le président des dirigeants de l'Union européenne, Charles Michel, lors d'un sommet du G20 en novembre dernier.

Mardi, il a reçu le soutien formel des dirigeants des pays suivants: les îles Fidji, le Portugal, la Roumanie, la Grande-Bretagne, le Rwanda, le Kenya, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Corée, le Chili, le Costa Rica, l'Albanie, l'Afrique du Sud, Trinité-et-Tobago, les Pays-Bas, la Tunisie, le Sénégal, l'Espagne, la Norvège, la Serbie, l'Indonésie, l'Ukraine, ainsi que de l'OMS.

"Il y aura d'autres pandémies et d'autres urgences sanitaires majeures. Aucun gouvernement ou organisme multilatéral ne peut faire face

seul à cette menace", ont écrit les dirigeants dans une tribune publiée dans les grands journaux.

"Nous pensons que les nations devraient travailler ensemble à l'élaboration d'un nouveau traité international de préparation et de réponse aux pandémies", ont-ils ajouté.

L'objectif principal d'un tel traité serait de renforcer la capacité de résistance du monde aux futures pandémies grâce à de meilleurs systèmes d'alerte, au partage des données, à la recherche ainsi qu'à la production et à la distribution de vaccins, de médicaments, de diagnostics et d'équipements de protection individuelle, ont-ils ajouté.

Le traité stipulerait également que la santé des humains, des animaux et de la planète sont tous liés et devrait conduire à un partage des responsabilités, à la transparence et à la coopération au niveau mondial.

"Nous sommes convaincus qu'il est de notre responsabilité, en tant que dirigeants de nations et d'institutions internationales, de veiller à ce que le monde tire les leçons de la pandémie de COVID-19", ont écrit les dirigeants. Reuters 30 mars 2021

Même pas besoin de leur imposer, ce sont eux qui la réclament, merveilleux !

Plusieurs milliers de manifestants défilent à Paris pour une "vraie loi climat" - BFMTV 28 mars 2021

Des dizaines d'ONG, syndicats et partis ont appelé à manifester, notamment pour demander aux députés "d'améliorer" le texte gouvernemental.

Plusieurs parlementaires étaient présents au début du cortège parisien dont le leader de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon, la présidente de Génération écologie Delphine Batho, l'ex-député LaREM Cédric Villani. BFMTV 28 mars 2021

« Earth Hour » : des villes du monde entier éteignent leurs lumières pour la planète - euronews 28 mars 2021

Cette initiative, lancée par WWF en 2007... euronews 28 mars 2021

Etat profond. Vaut mieux ressembler à un bonobo qu'à Bono.

"Pandemica" : une mini-série d'animation pour sensibiliser à l'accès aux vaccins - euronews 28 mars 2021

La question de l'accès aux vaccins contre le Covid-19 est au cœur de la mini-série d'animation imaginée par l'ONG One cofondée par Bono, le chanteur du groupe U2 et qui a pour mission d'en "finir avec l'extrême pauvreté et les maladies évitables d'ici 2030, afin que chacun-e, partout dans le monde, puisse mener une vie digne et pleine de possibilités".

"Pour mettre fin à la pandémie le plus rapidement possible, il faut garantir un accès aux vaccins à toutes et tous, partout. Pour le moment, seuls quelques pays ont accès aux vaccins, ce qui signifie que le virus continuera à muter, à traverser les frontières et à faire des ravages à travers le monde. ONE appelle les gouvernements et les entreprises pharmaceutiques à travailler ensemble pour que le plus grand nombre de personnes ait accès aux outils de lutte contre le COVID-19", précise l'ONG sur son site internet.

Bono, c'est qui, c'est quoi ?

Extrait de la causerie du 24 décembre 2020

- Can people really change? By Bill Gates - December 14, 2020

Bill Gates - Nos invités cette semaine sont deux personnes qui utilisent leur position d'artiste pour changer le monde pour le mieux: Bono et Kerry Washington. Je connais Bono depuis longtemps et il a été un partenaire inestimable dans la lutte contre le VIH / sida.

Extrait de la causerie du 4 décembre 2019

- FMI : le somptueux pot de départ de Dame Christine Lagarde et de ses courtisans - Marianne 10 octobre 2019

Quelque 250 invités en tenue de gala ont été conviés à venir saluer la reine Christine. Parmi les invités (...) Bono, leader de U2, venu saluer celle qu'il considère comme « une rock star ». Marianne 10 octobre 2019

Extrait de la causerie du 30 août 2018

- Le groupe U2 prend les couleurs de l'Europe - euronews 28 août 2018

Les membres du groupe U2 porteront les couleurs du drapeau européen lors de leur tournée de 2018 en Europe. Cette décision a été annoncée par le chanteur du groupe, Bono, dans une tribune intitulée : "l'Europe est une pensée qui doit devenir un sentiment". euronews 28 août 2018

LVOG - ONE (9 millions de membres) fait partie des ONG des réseaux Soros (Open Society Institute).

Bono - Chanteur de U2 - Co-fondateur de ONE et (RED)

Membres du Conseil d'administration(https://www.one.org/fr/person/bono)

- Morton H. Halperin - Open Society Institute

- Sheryl Sandberg - Directrice générale, Facebook
- Susan A. Buffett - Présidente de la Fondation Sherwood et de la Fondation Susan Thompson Buffett.
- David Cameron - Ancien Premier ministre du Royaume-Uni
- Joe Cerrell - Directeur général, politiques mondiales et plaidoyer, Fondation Bill & Melinda Gates
- Mark Suzman - Directeur général de la stratégie et des politiques mondiales Fondation Bill et Melinda Gates
- Joshua Bolten - Président et Directeur général de Business Roundtable
- Kevin Sheekey - Responsable mondial des relations avec les gouvernements et de la communication chez Bloomberg L.P. Président de Bloomberg Government
- Lawrence Summers - Ancien secrétaire au Trésor des États-Unis
- Michele L. Sullivan - Directrice de l'innovation sociale d'entreprise chez Caterpillar et Présidente de la Fondation Caterpillar

Dis-moi qui te finance, qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es.

one.org - (RED) est une division de The ONE Campaign et noue des partenariats avec des marques emblématiques mondiales comme Apple, Bank of America, Coca-Cola, Beats by Dre, et Belvedere...

En 2016, les dépenses de The ONE Campaign se sont élevées à 35,9 millions de dollars...

ONE faisait partie d'une équipe – composée notamment de la Fondation Gates, du gouvernement canadien et du Fonds mondial lui-même (ONU - LVOG)...

Lire la suite :

- Août 2018

Barbarie. Après responsable mais pas coupable, responsable mais pas complice !

Une responsabilité de la France mais pas de complicité de génocide au Rwanda, selon un rapport - Reuters 27 mars 2021

De graves dysfonctionnements dans l'appréciation de la situation et la prise de décisions mais pas de complicité de génocide au Rwanda : telles sont quelques-unes des conclusions d'un rapport d'historiens sur le rôle de la France avant, pendant et après les massacres qui ont fait quelque 800.000 morts au printemps 1994. Fruit des travaux menés pendant deux ans par 14 chercheurs à la demande d'Emmanuel Macron, le document d'un millier de pages a été remis vendredi au chef de l'Etat et mis en ligne. Reuters 27 mars 2021

LVOG - A mettre au compte de Mitterrand et du PS, de la gauche ou la droite sociale.

TROISIEME PARTIE

OGM : Organisme Génétiquement Mafieux.

Bill Gates finance le lobby des « nouveaux OGM » en Europe Par Marie Astier et Magali Reinert (Reporterre) - Mondialisation.ca, 29 mars 2021

Reporterre révèle aujourd'hui que la Fondation Bill et Melinda Gates a versé 1,3 million d'euros pour exercer des pressions sur la Commission européenne. L'enjeu : contourner une décision de la Cour de justice européenne sur les « nouveaux OGM ». Nous détaillons les ruses et méthodes de ce lobbying, en partenariat avec plusieurs journaux européens.

Des échanges intenses avec la Commission européenne — discussions, événements « scientifiques » —, une ribambelle de nouvelles task forces et autres groupes de travail… et, surtout, 1,5 million de dollars (1,3 million d'euros) déboursé par le milliardaire américain Bill Gates. Le lobbying en faveur des « nouveaux OGM » – ou organismes issus des « nouvelles techniques d'édition du génome » préfèrent dire leurs défenseurs — vrombit au cœur des instances de l'Union européenne. Les grandes firmes de l'agrochimie et certains chercheurs en biotechnologies cherchent ardemment à faire échapper à la réglementation sur les OGM ces organismes obtenus par les nouvelles techniques biotechnologiques.

Reporterre analyse la mécanique de ce lobbying aussi discret qu'efficace grâce à un ensemble de documents dévoilés aujourd'hui par l'association Corporate Europe Observatory (CEO). Celle-ci les a obtenus via des procédures officielles déposées auprès de la Commission européenne et des gouvernements belge et allemand en s'appuyant sur les lois de transparence et de liberté de l'information. L'ONG les a intitulés les « Crispr files », du nom de la désormais célèbre méthode d'édition du génome, Crispr-Cas9 [1] et en publie une analyse détaillée ici. Reporterre, ainsi que d'autres médias européens dont Der Spiegel en Allemagne, La Libre Belgique, El Diario en Espagne, Domani en Italie et EU Observer, a eu accès à ces « Crispr files » en avant-première.

On y apprend que, afin de peser sur le processus de décision politique, Bill Gates, via sa Fondation Bill et Melinda Gates, a versé une forte somme — 1,3 million d'euros — « pour un dialogue avec un large éventail de parties prenantes européennes sur l'édition du génome » à Re-Imagine Europa, un groupe de réflexion européen créé en 2018 par Valéry Giscard d'Estaing. Quelques mois après ce chèque, l'organisation a créé un groupe de travail ad hoc, « la task force sur l'agriculture durable et l'innovation », présidé par un ancien commissaire à la Recherche et à l'Innovation, Carlos Moedas. Son objectif avoué : « Travailler sur la façon dont les nouvelles technologies pourraient nous aider à réaliser cette vision d'un nouveau système agricole plus durable. » Mais surtout agir au sein des institutions européennes pour que la

réglementation stricte sur les OGM ne s'applique pas, ou beaucoup plus légèrement, sur ces nouvelles technologies. Mondialisation.ca, 29 mars 2021

Les injections d'ARNm sont une « réécriture du code génétique » Par Dr Tal Zaks (planetes360.fr) - Mondialisation.ca, 29 mars 2021

Le Directeur médical du laboratoire Moderna, le Dr Tal Zaks (qui n'est ni virologie, ni généticien, mais oncologue de formation), nous expose ici le détail des recherches et découvertes concernant les vaccins à ARN messager (ARNm), et cela, toujours avec un semblant de philanthropie à l'image de son ami Bill Gates…

Vidéo : https://rumble.com/vf4z5n-les-injections-darnm-sont-une-rcriture-du-code-gntique.html

Totalitarisme. Big Data ou la médecine déshumanisée ou la mort annoncée de la médecine ambulatoire ou de ville.

"L'intelligence artificielle a un potentiel immense dans la santé" selon l'UE - euronews 30 mars 2021

La Commission européenne et le Parlement européen soutiennent tous deux, un nouveau programme de financement de 5,1 milliards d'euros appelé "L'UE pour la santé" qui est vu comme une réponse à long terme à la pandémie de Covid-19. Nous avons demandé à la Commissaire Stella Kyriakides selon quelles priorités l'UE allait orienter ces dépenses.

"Ce que l'on constate, c'est que les citoyens européens veulent plus d'Europe dans le domaine de la santé et c'est pour cela que nous lançons un programme ambitieux de 5,1 milliards d'euros appelé L'UE pour la santé," indique Stella Kyriakides. "Son objectif," poursuit-elle, "c'est de contribuer à rendre les systèmes de santé plus résilients, de renforcer le mandat du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) et de l'Agence européenne des médicaments (EMA), mais aussi de se concentrer sur des domaines comme le plan européen de lutte contre le cancer et la nouvelle stratégie pharmaceutique."

"La création d'un espace européen des données de santé a toujours été une priorité pour cette Commission," répond-elle. "Il s'agit d'utiliser les données de santé de manière sûre, de les protéger pour pouvoir améliorer l'accès aux services de santé, aux soins délivrés aux patients et d'optimiser leur utilisation dans le domaine de la santé : le potentiel de l'utilisation de l'intelligence artificielle à cet égard est immense," souligne-t-elle.

La création d'un espace numérique sécurisé pour échanger les données de santé entre pays est un élément clé de la vision de l'UE. L'eurodéputée française Véronique Trillet-Lenoir, membre du groupe Renew Europe, nous explique pourquoi.

"Les données médicales et scientifiques doivent pouvoir être compilées sous forme de données massives, analysées par l'intelligence artificielle et permettre à tout un chacun, de bénéficier des progrès de médecine mieux adaptés, mieux personnalisés," indique-t-elle avant de préciser : "C'est également vrai dans les traitements des cancers."

L'un des objectifs, c'est d'utiliser la technologie pour réduire les inégalités selon l'eurodéputé roumain Cristian-Silviu Bu?oi, membre du Parti populaire européen (PPE).

"Quelqu'un qui habite dans une zone rurale et qui souffre d'une maladie très grave ou d'une maladie très particulière pourrait avoir accès à une consultation avec un professeur d'un grand hôpital universitaire via la télémédecine, voire bénéficier d'une opération menée avec l'aide de la télémédecine," déclare-t-il, "parce que l'intelligence artificielle et la 5G feront beaucoup évoluer la manière dont fonctionne la médecine dans l'avenir." euronews 30 mars 2021

Toutes leurs versions étaient intentionnellement faussées.

Covid-19 : des Français contaminés bien avant les premiers cas officiels témoignent pour la première fois - Franceinfo 27 mars 2021

Quand on leur a fait un prélèvement de sang en novembre et décembre 2019, ils étaient loin de se douter qu'ils étaient porteurs du SARS-CoV-2, et qu'ils deviendraient les premiers Français contaminés bien avant le déclenchement de l'épidémie. C'est en effet près d'un an plus tard, en septembre 2020, qu'ils ont appris qu'ils avaient été infectés. Le professeur Fabrice Carrat, directeur de l'Institut Pierre-Louis d'épidémiologie et de santé publique (Inserm, Sorbonne Université), a eu l'idée d'analyser 9 000 échantillons de sang prélevés sur des participants de la cohorte Constances*. "Depuis 2018, on propose à des volontaires de participer à la mise en place d'une biobanque, explique Marie Zins, la directrice scientifique de ce projet. Ils acceptent que des échantillons de leur sang et de leurs urines soient congelés dans des grandes cuves d'azote pour des recherches ultérieures. Avec le professeur Carrat, nous nous sommes dit que ce serait intéressant de retrouver des traces du virus, c'est-à-dire la présence d'anticorps entre le mois de novembre 2019 et le mois de mars 2020."

Les 9 000 échantillons de sang des participants ont donc été testés, ce qui a permis d'identifier 176 cas positifs. Un second test, réputé fiable et plus spécifique, a ensuite permis d'éliminer les faux positifs pour n'en retenir plus que treize, dont une dizaine qui avaient été prélevés en novembre et décembre 2019 (voir ici le rapport de l'étude publiée le 6 février 2021). Puis, les personnes ont répondu à des questionnaires qui ont permis d'en savoir plus sur les circonstances de leur infection.

Parmi ces "vrais" positifs, se trouve un trentenaire qui vit à Paris, dont la prise de sang analysée remonte au 29 novembre 2019. Lorsqu'il apprend a posteriori sa positivité par un courrier de l'Inserm en septembre 2020, il n'en croit pas ses yeux, comme il le raconte à la cellule investigation de Radio France : "Je savais que mon colocataire avait séjourné quatre jours à Montréal au Canada début novembre. Une semaine après, il a commencé à avoir de très fortes quintes de toux. Ce qui était très frappant c'est que j'ai eu la même chose que lui, vers le 8 ou le 10 novembre, une semaine avant le prélèvement de sang que j'ai fait pour la cohorte Constances." Le jeune homme a des quintes de toux très fortes.

Mais au bout de quelques jours, les symptômes sont passés. Il ne s'est pas posé plus de questions.

Un autre homme, âgé de 40 ans, que nous avons rencontré chez lui dans le sud-ouest de la France a, lui, passé près de deux mois en Chine avec son épouse. Lorsqu'il a appris qu'il avait été porteur du virus du Covid-19 début décembre 2019, il a fait le lien avec le périple qu'il avait effectué du 17 octobre au 9 décembre. "On est arrivés à Pékin, explique-t-il. Puis on est descendus dans le sud, plutôt côté ouest, côté Tibet. On est remontés dans le centre de la Chine, puis on est redescendus du côté de Canton, Macao et puis Hong Kong. Et ensuite, nous sommes rentrés en France." Mais le couple n'a pas fait d'escale dans la capitale du Hubei : "À aucun moment, nous ne sommes allés à Wuhan. Au plus près, nous étions à environ à 400 km"

Huit jours après avoir atterri sur le sol français, le voyageur fait un prélèvement de sang – celui qui sera analysé et testé positif neuf mois plus tard. Impossible de savoir précisément où il a été contaminé. Mais pour le professeur Carrat, il ne fait guère de doute que c'est en Chine qu'il a contracté le virus, et donc ailleurs qu'à Wuhan où il n'est pas allé, à une période où l'épidémie n'avait pas démarré : "On ne peut pas garantir qu'il ne se soit pas infecté après son arrivée sur le territoire français le 9 décembre. Mais il faut environ 12 à 15 jours pour qu'un individu développe une réponse d'anticorps détectable avec nos méthodes. Cela voudrait dire que sa montée d'anticorps aurait été beaucoup plus rapide que celle des autres personnes qui s'infectent. C'est peu probable. Il est donc beaucoup plus probable qu'il ait été infecté en Asie en novembre, et même au mois d'octobre."

Le voyageur n'a pas le souvenir qu'ils aient eu, lui et son épouse, des signes de maladie durant le voyage, ni après : "On n'a pas eu de fièvre ni de toux, et on n'a jamais eu besoin de modifier notre planning pour des questions de santé."

Des symptômes typiques de la Covid-19 bien avant l'épidémie

Plusieurs personnes, en revanche, ont présenté des symptômes caractéristiques du Covid-19. Une jeune femme de 32 ans qui vit en Bretagne se souvient de plusieurs signes troublants qu'elle avait ressentis à l'époque, et qu'elle n'avait pas su expliquer. "J'avais comme des symptômes de sinusite mais avec une fatigue exceptionnelle au moindre effort, en montant les escaliers par exemple. Ça a duré plusieurs jours." Son mari, lui, toussait beaucoup, "de manière tellement intense que ça l'empêchait de dormir", poursuit-elle. Elle a aussi eu des difficultés à effectuer un test de mesure de son souffle, lors du bilan qu'elle passe alors pour la cohorte Constances le 18 novembre 2019 : "J'étais vraiment essoufflée et je n'arrivais pas à réussir ce test. L'infirmière m'a dit : 'Vous êtes jeune, c'est bizarre !'"

Aujourd'hui, la jeune femme pense qu'elle a été contaminée à l'hôpital où elle s'est rendue plusieurs fois par semaine au cours du mois d'octobre pour soigner une fracture de l'avant-bras qui s'était aggravée. Une autre jeune femme a présenté un symptôme caractéristique du SARS-CoV-2. "Elle a perdu le goût et l'odorat, explique le professeur Carrat de l'Inserm. Elle avait été en contact avec un membre de sa famille qui avait souffert d'une pneumonie d'origine inconnue entre octobre et décembre, et elle s'était rendue en Espagne en novembre."

Positifs mais asymptomatiques

D'autres personnes n'ont présenté, en revanche, aucun symptôme. Pascale, la quarantaine, que nous avons interviewée chez elle à Villeurbanne (Rhône), a été testée positive sur des prélèvements de sang qui datent de novembre 2019. D'où sa surprise lorsqu'elle a reçu les résultats par un courrier de la cohorte Constances en septembre 2020. "J'ai essayé de me souvenir si je n'avais pas eu le nez qui avait coulé à l'époque, de la toux ou des maux de tête. Mais non, vraiment, je n'ai eu aucun symptôme." Elle n'avait pas voyagé à l'étranger, et elle a donc cherché à savoir si elle avait été en contact avec des personnes ayant présenté des symptômes inexpliqués.

"J'ai interrogé mon entourage, les gens avec qui j'avais passé une soirée d'anniversaire. Je leur ai demandé si elles avaient été positives. Absolument pas." Pascale, testée positive au Covid-19 en novembre 2019

Une femme médecin basée à Lyon et testée positive mi-janvier 2020, nous dit ne pas se souvenir non plus avoir été malade. Elle pense avoir été contaminée par plusieurs patients souffrant de sinusites et de bronchites qui s'étaient prolongées anormalement.

À Angoulême, un homme testé positif mi-novembre 2019 et également asymptomatique, évoque des emballages de produits venant de Chine qu'il a manipulés à l'époque à son travail, sans que l'on puisse établir un lien avéré avec sa contamination.

Ces témoignages appellent plusieurs questions :

1 - Le virus circulait-il en Chine ailleurs qu'à Wuhan avant le début de l'épidémie ? C'est possible, puisque le voyageur français qui a été contaminé dans ce pays ne s'est pas rendu à Wuhan. Il peut cependant avoir été contaminé, par exemple, par une personne qui, elle, venait bien de Wuhan. Néanmoins, le professeur Carrat de l'Inserm "ne pense pas que tout soit né à Wuhan."

"Ce qui est né à Wuhan, c'est le virus qu'on connaît en France et qui a donné cette pandémie. Ça ne veut pas dire que le virus n'était pas là avant. Il circulait." Professeur Carrat (Inserm) à franceinfo.

2 - Si le virus était présent dans d'autres régions en octobre ou novembre 2019, comment expliquer que l'épidémie ait démarré à Wuhan ? Fabrice Carrat émet l'hypothèse que si le virus circulait dans d'autres endroits en Chine, c'est bien à Wuhan qu'il aurait muté pour devenir plus contagieux : "Le virus qui a infecté le couple de voyageurs français en Chine était peut-être un variant qui se transmettait moins bien que celui qui est arrivé le 8 décembre à Wuhan. Et surtout, c'est sans doute un variant qui donnait un peu moins de formes graves", explique-t-il. Mais pour le professeur, il s'agissait bien du même virus : "Ce n'était pas un coronavirus saisonnier comme ceux qu'on a l'habitude de détecter dans les épidémies hivernales. C'était vraiment le SARS-CoV-2, mais c'était peut-être un variant précurseur à celui qui a donné l'épidémie mondiale."

3 - Si le virus est arrivé dès le mois de novembre ou d'octobre, pourquoi l'épidémie n'a-t-elle pas démarré plus tôt ? Pour Florence Débarre, qui fait de la modélisation en biologie évolutive au CNRS, les cas n'étaient peut-être pas suffisamment nombreux pour faire démarrer une

épidémie. "Si les cas révélés par les travaux du professeur Carrat sont de vrais positifs, il est possible qu'il y ait eu quelques cas, mais que cela se soit arrêté par l'effet du hasard. On a dit qu'une personne en affecte trois en moyenne. Mais c'est une moyenne. Certaines n'infectent personne, alors que d'autres en infectent beaucoup. Donc la probabilité qu'un premier cas donne naissance à une épidémie est relativement faible."

4 - Enfin, si le virus circulait en France plusieurs mois avant le début de la pandémie, est-il possible que ce virus ne soit pas venu de Chine ? "L'hypothèse la plus probable est que le berceau de la naissance du SARS-CoV-2 soit bien la Chine, explique le professeur Jean-Claude Desenclos, épidémiologiste et ancien directeur scientifique à Santé publique France. L'ancêtre du SARS-CoV-2 le plus proche a déjà été identifié en 2013 en Chine. Donc, tout cela fait un faisceau d'arguments qui rend cette hypothèse la plus vraisemblable." Franceinfo 27 mars 2021

Commentaires d'internautes

1 - Déjà confirmé en Italie, en… septembre et même août 2020 !

https://covidemence.com/2020/11/24/le-couillonavirus-en-italie-des-le-3-septembre-2019-preuves-sanguines/

En outre, n'oubliez pas les fameux JO militaires à Wuhan en octobre. Nombreux athlètes français "grippés".

https://www.liberation.fr/sports/2020/05/07/coronavirus-interrogations-sur-les-jeux-militaires-de-wuhan_1787662/

2 - Confirmé en Italie en janvier 2019, région de Trieste. Infections très sévères prises, tantôt pour une grippe terrible, tantôt pour une pneumonie inconnue, selon l'issue pour les patients.

CONTRE-PROPAGANDE ET LES FAITS.

Ces vaccins qui tuent les bien portants.

- Le Canada suspend les vaccinations par AstraZeneca pour les moins de 55 ans - Reuters 29 mars 2021

Témoignages en vidéo

Pr Khan : Bangladesh, l'ivermectine marche aussi - francesoir.fr 28 mars 2021

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/au-bangladesh-livermectine-marche-aussi

Etat d'urgence sanitaire : le scandaleux déni du Conseil d'Etat !

https://www.youtube.com/watch?v=Bib13o9cxPY

Sonnette d'alarme sur ce qu'il se passe en Israël ! - planetes360.fr 10 mars 2021

https://planetes360.fr/sonnette-dalarme-sur-ce-quil-se-passe-en-israel/

Démasqué.

Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "À cause des masques, 100 fois plus de patients veulent consulter un ophtalmologue" - Yahoo Actu 29 mars 2021

Dans Carnet de Santé, le docteur Christian Recchia répond, pour Yahoo, à toutes les questions que vous vous posez et vous livre conseils pratiques et petites astuces pour mieux vivre au quotidien.

Dans cet épisode, il alerte sur les conséquences insoupçonnées du port du masque… sur les yeux. Yahoo Actu 29 mars 2021

Parole d'internaute.

- Pour ceux qui n'ont pas tweeter voici le tweet de Fabrice di Vizzio, avocat de D. Raoult:

" Un Chef de service en infectio. me dit a l'instant : je prescris de l'ivermectine sur les covids toutes formes : y compris graves et longs et les résultats sont édifiants. Ca commence à faire pas mal de témoignages."

LVOG - Contre l'obsolescence programmée des médicaments - IHU Méditerranée-Infection 30 mars 2021

https://www.youtube.com/watch?v=4U0wDOU-R5o

Bonne prestation du Pr. D. Raoult, mais ou "en même temps" :

5'23" Dès le départ nous voulions tester tout le monde...

Un lecteur du blog du Dr. Maudrux avait nié qu'il l'avait dit et m'avait fait la leçon, qu'il la garde pour lui !

Et le résultat : une pandémie de tests et de cas qui alimentent la psychose collective et cautionne la politique sanitaire et liberticide adoptée par Macron, bravo la science ! Il n'y a rien de pire que la science sous influence idéologique, la preuve.

- Interview du Dr Yeadon (ex vice-president de Pfizer) le 25 mars – sur les vaccins COVID-19, les traitements, l'immunité cellulaire prolongée malgré les variants… Il met en garde contre une 3ème injection d'un vaccin ARNm. "Il est tout à fait possible que cela soit utilisé pour une dépopulation à grande échelle", dit-il.

https://www.americasfrontlinedoctors.com/exclusive-former-pfizer-vp-to-aflds-entirely-possible-this-will-be-used-for-massive-scale-depopulation/

- A propos de la possibilité d'une utilisation – ultérieure – à des fins de dépopulation. A remettre dans son contexte, le dr Yeadon dit (traduction automatique) :

«Je dois revenir sur la question des 'vaccins d'appoint' (injections de rappel) et c'est tout ce récit que je crains qu'il exploite et utilise pour acquérir un pouvoir sans précédent sur nous.

«Veuillez avertir chaque personne de ne pas s'approcher de la recharge de vaccins. Il n'y en a absolument pas besoin.

«Comme ils ne sont pas nécessaires, mais qu'ils sont fabriqués dans le secteur pharmaceutique, et que les régulateurs se sont écartés (pas de tests de sécurité), je ne peux qu'en déduire qu'ils seront utilisés à des fins néfastes.

«Par exemple, si quelqu'un souhaitait nuire ou tuer une proportion significative de la population mondiale au cours des prochaines années, les systèmes mis en place en ce moment le permettront.

«Je suis d'avis qu'il est tout à fait possible que cela soit utilisé pour un dépeuplement à grande échelle.»

- Une psychiatre dénonce la surenchère anxiogène en Seine Saint Denis "Mon mari médecin généraliste a eu 500 patients COVID19, il a eu 0 mort !" (Twitter)

- La Fédération hospitalière se désolidarise de la tribune des 41 mandarins de l'AP-HP !

https://mobile.twitter.com/thomaqu/status/1376567841856585730

- Un voile est posé sur les yeux et l'intelligence des occidentaux, dont la grande majorité semble ne pas pouvoir voir et comprendre ce qui se passe ; et les plus formés et qualifiés semblent être les plus profondémment aveuglés.

En ce moment, j'écoute (ou lis) plutôt les psys, car je crois qu'ils sont les plus proches du "point chaud" de ce qui nous arrive, et dont la cause n'est pas sanitaire, mais relative à l'exercice dévoyé de notre intelligence.

https://fr.sott.net/article/36824-La-dystopie-totalitaire-emergente-Entretien-avec-le-professeur-Mattias-Desmet

---

- En temps d'oppression la résistance active est le fait de faibles minorités, qualifiées par la propagande de terroristes, complotistes, ennemis de classe et autres.

Vient un moment où la sympathie de la majorité de la population bascule de leur côté pour des raisons variées qui s'additionnent.

Même si bien des choses sont consternantes, ne désespérons pas.

- La manipulation et la désinformation sont omniprésentes. Ce qui arrive en Israël arrive aussi ici puisque des dates précises sont avancées pour passer à l'étape suivante. Nous aurons peut-être un troisième confinement pour nous forcer la main. C'est tellement plus facile de gouverner des populations assignées à résidence, terrifiées au point d'accepter l'esclavage…

- Ce lien est intéressant et aurait mérité un peu plus de présentation ! Il pointe vers une vidéo (en deux parties sur Twitter) que l'on trouvera plus directement ici : https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=jNar16ZWQwY. Il s'agit d'un extrait de la déposition (faite voici quelques semaines) de Peter McCullough, cardiologue, interniste et prof en fac de médecine au Texas, devant la commission de la Santé du

Sénat local du Texas.

McCullough y défend, vigoureusement, la possibilité des traitements précoces, avec “5 ou 6 médicaments” à disposition pour cela, et leur efficacité pour réduire de 85% les hospitalisations et décès chez les personnes de plus de 50 ans avec comorbidités. Il s’indigne du fait que la piste des traitements précoces ait fait l’objet d’un black-out médiatique et politique quasi-total dès l’annonce des projets de vaccin et considère qu’il n’y a, scientifiquement, aucune indication vaccinale pour les personnes de moins de 50 ans sans comorbidité.

- Comme d’autres lecteurs, j’essaie de relayer les infos sur les traitements précoces, mais cela revient à prêcher dans un désert. Impossible de convaincre les adorateurs de Macron & co. J’ai 3 amis proches avec qui je frôle la dispute à chaque fois que j’évoque les nouvelles du front. On se croirait à l’époque de l’affaire Dreyfus.

On découvre la nature profonde des gens : il y a ceux qui résistent et ceux qui se soumettent à l’autorité sans la moindre réflexion.

L’un de mes amis avait juré de ne pas se faire vacciner avec un vaccin “bricolé à la hâte” ; mais dès que son généraliste (anti-traitements) l’a appelé pour lui proposer l’astra zeneca, il s’est précipité, tout content, et j’ai envie d’ajouter “comme un toutou à qui on a donné un bon nonosse” ! (...)

Bizarrement, le niveau d’études, bac+5, semble un facteur aggravant, je l’ai constaté sur d’autres personnes moins proches.

Il ne reste plus qu’à espérer que la vérité éclate au grand jour.

LVOG - Alors imaginez au-delà de bac+5 : le ravage ! Bac+5 c'est le niveau des capessiens pour enseigner dans un établissement public. Les médecins généralistes, c'est bac+9, les spécialistes, les scientifiques ou chercheurs, c'est entre bac+5 et bac+10, plus les têtes se remplissent, plus elles sont mal faites, cherchez l'erreur.

- Vous voulez dire, la gauche qui se croit toujours de gauche mais qui ne défend ni la liberté, ni la liberté de prescrire, ni les soignants de base. Ils achèvent de creuser leur tombe et pourtant il y aurait des combats à mener sans prendre parti pour telle ou telle efficacité.

- Je partage malheureusement votre sentiment. Je suis effaré de constater que même certains amis ayant habituellement les mêmes opinions politiques me collent l’étiquette “complotisme” lorsque j’ose dire que des traitements existent et qu’il serait peut-être temps de s’y intéresser. Et ceci malgré le fait d’être le plus factuel possible, sources à l’appui (de toutes façons ils répondent sans les consulter).

- Je ne comprend pas pourquoi et il n'y a pas que l'argent ce n'est pas possible que ces politiques soient devenus assassins, il y a autre chose qui les empêchent d'écouter ou de voir les résultats de nos traitement de mère nature et des plus imminents professeurs, et ils font confiance à des statisticiens qui n'ont jamais eu de malade, c'est mortelle, c'est revenir à la dictature hitlérienne ou alors nous n'avons jamais quitté cette politique et nous nous réveillons maintenant.

LVOG - Réveillez-vous !

- C’est terrible, mais c’est une guerre économique et financière.

Mais quelles que soient les raisons (soi disant supérieures), nous devons nous battre pour rester humains et fraternels quoi qu’il arrive n’est-ce pas. La guerre engendre la propagande et la désinformation, toujours, mais les médecins ne sont pas des soldats.

Des milliers de personnes sont décédées de cette politique “sanitaire”, elles aussi ont servi la cause d’une guerre économique ? L’Histoire nous le dira.

- Aux Pays-Bas, signalements et amendes pour les médecins qui prescrivent hydroxychloroquine ou Ivermectine.

Comment les aider ?

https://www.igj.nl/actueel/nieuws/2021/03/25/boete-voor-artsen-die-hydroxychloroquine-of-ivermectine-voorschrijven-tegen-corona

---

- De mon côté, j’ai la même attitude que vous et je me moque ouvertement des oukases des vendus et des compromis…

Je prescris de l’ivermectine, de l’HCQ et de l’azythromycine à chaque patient suspect de Covid.

Dr Alain Colignon – La Louvière – Belgique

- Pourquoi le COVID-19 n'est pas si répandu en Afrique: comment l'ivermectine l'affecte-t-elle?

https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2021.03.26.21254377v1

Il s'agit une étude d'analyse statistique rétrospective qui a été réalisée sur 53 pays. D'une part 31 pays d'endémie de l'onchocercose utilisant le traitement à l'ivermectine sous direction communautaire (TIDC) et d'autre part 22 pays non endémiques d'Afrique. Le Résultats est que La morbidité et la mortalité liées au Covid étaient statistiquement significativement moindres dans les 31 pays sous TIDC utilisant l'ivermectine pour soigner l'onchocercose.

https://twitter.com/Covid19Crusher/status/1375585900617465859

Encore une preuve de plus de l'efficacité de l'ivermectine contre le Covid.

- Quoiqu'ayant un taux de vaccination parmi les plus élevés au monde, le Chili se reconfine.

Si c'est pas la preuve que ça marche le confinement …

https://www.huffingtonpost.fr/entry/le-chili-se-reconfine-malgre-lun-des-meilleurs-taux-de-vaccination-au-monde-edited_fr_605eff46c5b66d30c744d293

- Trouvé sur le Twitter du FLCCC : « New study co-authored by the developer of IVM: "The results of 42 clinical studies worldwide have undergone meta-analysis and concluded that ivermectin is effective in the treatment and prevention of COVID-19." http://jja-contents.wdc-jp.com/pdf/JJA74/74-1-open/74-1_44-95.pdf

---

- Autre affaire sur l'ivermectine en EPAHD qui fait du bruit : Une enquête a été ouverte à l'encontre du médecin coordinateur de l'Ehpad qui en a prescrit à une trentaine de résidents :

https://www.charentelibre.fr/2021/03/28/l-isle-d-espagnac-l-ivermectine-un-medicament-pour-la-gale-utilise-contre-le-coronavirus-dans-un-ehpad,3725008.php

---

- Sur Vigiaccess de l'OMS, en tapant Comirnaty (vaccin Pfizer), aujourd'hui on en est à 359 091 effets secondaires déclarés

---

- Ce matin il y avait une interview sur Cnews du docteur Thomas Augy, médecin généraliste. Celui-ci a évoqué les traitements qu'il donne contre le Covid : Zithromax, Solupred, Dafalgan parfois le KARDEGIC 160 mg. Sur environ 500 patients soignés, li n'a enregistré aucun décès mais néanmoins 8 patients de ces patients ont dû être hospitalisés en réanimations. Pour 2 de ces 8 patients hospitalisés il a prescrit l'ivermectine, avec une remontée favorable de la réanimation où ces 2 patients étaient soignés.

- Comment peut-on expliquer que la médecin Hongroise, Flavia Grosan, soigne systématiquement tous ses patients, présumés CoqueVide/19, avec un antibiotique, la clarithromycine? Sans un perdre un seul…

https://www.breizh-info.com/2021/03/23/161294/flavia-grosan-pneumologue-roumaine-cest-le-protocole-covid-applique-dans-les-hopitaux-qui-tue-les-malades/

Le CoqueVide/19 serait-il donc une pneumonie bactérienne? A l'image de la "Grippe Espagnole" qui ne fut jamais une grippe mais une pneumonie bactérienne à 99,5 %…

- Bonjour. Pour info, le Professeur Santin, de Yale University – titulaire de plus de 250 articles scientifiques et médicaux – vient de prendre position pour l'Ivermectine.

https://trialsitenews.com/top-yale-doctor-researcher-ivermectin-works-including-for-long-haul-covid/

- De réel alternative existe pour freiner la propagation du virus nous avons réussi à mettre la main dessus et nous sommes tributaire de personne !

CI279 basée sur les recherches de la NASA détruit 99% des agents pathogènes et COV purifie l'air et décontamine les surfaces !

Avez-vous déjà vue un astronaute avec un masque ??? Moi non!

L'ironie de l'histoire c'est que la technologie recrée que des procédés naturels pour purifier l'air et décontaminer les surfaces!

Les résultats ont montré que les bactéries étaient réduites de plus de 99,998%

Les champignons étaient réduits de plus de 95%

Le Staphylocoque résistant à la methiciline (MRSA) à été réduit de plus de 99,98%

La grippe A(H1N1) à été réduite de plus de 99,93%

MS2 virus à été réduit de plus de 99,993%

Sur les surfaces

Et + 93% pour le SRAS COV 2

Je ne vous cite pas toutes les marques qui ont déjà cette technologie que des lobby !

Ce types de technologie nous fournira une réel assurance non seulement contre les virus que nous connaissons et aussi ceux susceptibles d'apparaître dans le futur

---

- Je suis pharmacien Franco-Suisse et j'habite actuellement au Brésil (Sao Paulo). J'ai commencé un traitement à 12 mg ces derniers jours (prise en 2 doses de 6 mg à 12 heures d'écart, car vendu à 6 mg au Brésil, je pèse 80 kg, dans 1 semaine je prends à nouveau 2 doses de 6 mg). Au Brésil le problème est que les grands médias libéraux ou de gauche (Folha de S.Paulo et UOL, Globo) sont en guerre ouverte avec Bolsonaro (droite, extrême-droite) qui lui soutient l'ivermectine, je ne dis pas que Bolsonaro est parfait, il a aussi commi des erreurs (ex. port du masque). Donc dès qu'on parle d'ivermectine au Brésil il y a un puissant débat gauche-droite ou anti-Bolsonaro. Cela semble donc être clairement un dialogue de sourd.

Et mon témoignage est le suivant, imaginez que vous avez 210 millions de Brésiliens, combien ont vraiment pris de l'ivermectine au bon dosage ? Honnêtement on est clairement à moins de 100 millions (déjà tous les anti-Bolsonaro), donc c'est extrêmement compliqué d'y voir clair. S'il y a 3000 milles morts par jour actuellement de la Covid-19, il se peut que beaucoup n'aient pas pris l'ivermectine. A titre personnel je commence vraiment à donner crédit à cette molécule (mon site Creapharma.ch a presque 500'000 visiteurs par mois dans le monde, documenté sur Similarweb et on a écrit un long article). J'ai d'ailleurs écrit un long résumé ici :

https://www.creapharma.ch/medicaments-sommaire/ivermectine

C'est en tout cas très intéressant à suivre, et je félicite l'auteur de ce site. Car comme pharmacien je partage un point, à la différence de la chloroquine qui il est vrai peut mener à des effets secondaires parfois problématiques (mais moins que ce qu'on dit les médias) je pense vraiment que l'ivermectine pose très peu de problèmes. C'est prouvé, documenté. CQFD.

- British Ivermectin Recommendation Development Panel - Response to EMA Statement on Ivermectin for Covid-19

https://trialsitenews.com/british-ivermectin-recommendation-developmen t-panel-response-to-ema-statement-on-ivermectin-for-covid-19/

- MEDINCELL : Satoshi Omura, Prix Nobel de Médecine 2015, recommande l'ivermectine - boursorama.com 26 mars 2021

Le plus grand spécialiste de l'ivermectine recommande donc cet thérapie pour lutter contre le covid.

Il a été récompensé en 2015 du prix Nobel de la médecine pour sa découverte. L'ivermectine est l'un des remèdes majeurs découvert ces dernières décennies.

https://t.co/iK4G93kpSU?amp=1

- Apres l'écoute de la vidéo sidérante proposée par HERTEO07 concernant la requête auprès du Conseil d'Etat sur la justification de la prolongation de l'état d'urgence je suis allée sur le site du réseau sentinelles.

Oui, les cas "officiels" sont bien seulement estimés, et donc Sentinelles regroupe covid et autres grippes ou maladies respiratoires , oui, nous avons des pics cas moins hauts pour ces maladies toutes confondues, que dans de nombreuses années antérieures, oui, oui oui .on se fout de nous.

Ci dessous le lien sur une des pages du site montrant les IRA des décennies précédentes. Il faut regarder le nombre de cas pour 100 000 h puis retrouver ailleurs la courbe pour 2020

Et se promener sur le site -un peu pénible- qui quantifie ce qui peut l'être, en insistant bien sur le caractère estimatif et déclaratif du nombre de cas en 2020 car pas de tests. Ce qui permet finalement une bonne comparaison avec les années précédentes où on fonctionnait sans test , en se fiant aux symptômes .

Je pense qu'il faudrait envoyer aux journaux des pages de Sentinelles illustrant bien cette manipulation des chiffres (Tout comme celle, que tout le monde devrait savoir, de la saturation hivernale des hôpitaux.)

https://www.sentiweb.fr/france/fr/?page=epidemies

- Bonjour, il y aussi des témoignages en France de l'Ivermectine efficace dans les Covid long, Tatiana Ventose en parle dans cette vidéo https://www.youtube.com/watch?v=k1Hy1MhPODA. Je voudrais aussi témoigné que j'ai très certainement eu le covid en Mars de l'année dernière ce que je ne pourrais jamais affirmé vu qu'à l'époque il n'y avait pas de test mais j'ai eu tous les symptômes sauf perte odorat et goût, malade comme jamais deux mois et demi, j'ai failli allé aux urgences un jour mais ma voisine Médecin est venue m'ausculté.

Vu qu'on m'a donné que du doliprane ce qui a au moins calmer l'inflammation de folie de ma gorge, j'ai cherché des remèdes naturels et je me soigné avec de l'ail sur la base d'une rumeur venant de Chine et le fait que l'OMS fasse de la propagande anti ail m'a mis la puce à l'oreille (faites le contraire de ce que dit l'OMS et vous serez dans le vrai, n'oubliez pas que toute cette merde et parce que l'OMS n'a pas fermé les liaisons aériennes à temps et es resté discuté des semaines).

J'en peux plus de ces dirigeants qui font mourir des Français, je le dis à tout le monde qu'il existe des traitements mais tout le monde est lobotomisé. Et quand je leur dis que l'ail m'a "aidé" je dis pas soigné pour pas trop choqué (mais tous les jours où j'en ai pris le lendemain c'était tellement mieux) dans le covid ça fait "rire" tout le monde, mais les gens se croient intelligent alors qu'ils sont des incultes, l'ail était utilisé par les légionnaires romaines et même pendant la peste, et oui c'est un puissant anticoagulant naturel entre autres choses…

- L'interview du Professeur Nigérian Femi Babalola censurée par Mediapart ! Normal elle est édifiante !

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/pr-femi-babalola

---

QUATRIEME PARTIE

France

«Chute historique» : l'Ile-de-France a perdu 15,5 milliards d'euros de revenus touristiques en 2020 - RT 29 mars 2021

La région francilienne a reçu 17,5 millions de touristes en 2020. 33,1 millions de moins qu'en 2019, en raison de la pandémie de Covid-19. L'hôtellerie notamment a «subi de plein fouet l'absence des clientèles d'affaires et internationales».

La crise sanitaire a privé Paris et sa région de 15,5 milliards d'euros de recettes l'an dernier du fait d'une «chute historique de fréquentation» des touristes étrangers, selon le bilan chiffré du Comité régional du tourisme (CRT) publié le 29 mars.

Habituée en temps normal aux records de fréquentation, la capitale française a reçu en 2020 quelque 33,1 millions de touristes en moins par rapport à l'année précédente. Elle a pâti l'an dernier, comme toutes les destinations, d'un «effondrement» inédit de la demande et de «l'instauration généralisée de restrictions en matière de voyages», précise ce bilan. RT 29 mars 2021

Syrie

Les leçons de la Syrie. La vérité sur la crise syrienne par Richard H. Black - Mondialisation.ca, 28 mars 2021

Extrait de la troisième table ronde de la visio-conférence de l'Institut Schiller des 20-21 mars 2021

Par le colonel Richard H. Black (cr), ancien sénateur de l'État de Virginie

Ancien chef de la Division du droit pénal de l'armée au Pentagone

J'aime mon pays. Je suis un colonel à la retraite qui a servi en uniforme pendant 32 ans. J'ai effectué 269 missions de combat au Vietnam en tant que pilote d'hélicoptère chez les Marines. J'ai atterri en catastrophe après la destruction de mes commandes de vol par des tirs de mitrailleuses. J'ai effectué 70 patrouilles de combat en tant que contrôleur aérien au sol pour la 1ère division des Marines. J'ai été blessé et mes opérateurs radio sont morts au combat à mes côtés.

Cependant, je suis consterné par l'indécence de l'agression américaine envers la Syrie.

Le 17 mars, le secrétaire d'État (américain) Tony Blinken a réprimandé nos invités chinois à Anchorage, en Alaska, en déclarant qu'ils n'avaient pas respecté « l'ordre [international] fondé sur des règles », sans lequel le monde serait « beaucoup plus violent ».

Mais quel est donc cet « ordre fondé sur des règles » que nous vantons sans cesse ? Il semble que ces règles soient celles que les États-Unis décident de suivre à tel ou tel moment.

De quel droit saisissons-nous les navires d'autres nations en haute mer ? Selon les règles, c'est un acte de guerre. Mais nous ne sommes pas en guerre, alors les règles disent que ce sont des actes de piraterie.

Quelles règles nous permettent d'imposer des blocus navals à la Syrie, à l'Iran, au Venezuela ? Ne s'agit-il pas d'actes de guerre ?

Quel « ordre fondé sur des règles » nous permet de dire à l'Allemagne que nous la punirons si elle construit un gazoduc pour s'approvisionner en Russie ? Quelles « règles » nous permettent de dicter le commerce de toute nation souveraine ?

La marche de conquête américaine s'étend sur toute la planète. Nous avons envahi des pays souverains comme la Serbie, l'Irak, la Libye, le Yémen et la Syrie, les laissant tous dans des ruines fumantes.

L'« ordre fondé sur des règles » n'interdit-il pas les guerres d'agression ? N'avons-nous pas poursuivi les nazis à Nuremberg pour de tels actes ? Quelles « règles » font des guerres d'agression des crimes pour les nazis, mais pas pour nous ?

On nous dit que nous menons une « guerre contre le terrorisme », mais ce n'est pas le cas. Nous sommes alliés à des terroristes, comme Al-Qaïda, dans une quête sans remords pour détruire les civilisations arabes dans tout le Moyen-Orient.

Peu d'Américains peuvent seulement donner un nom à nos guerres : Serbie, Irak, Libye, Syrie, Yémen, Somalie, Ukraine. Aucun de ces pays ne nous a attaqués, c'est nous qui les avons tous attaqués.

Prenons simplement le cas de la Syrie. Rappelez-vous ce qu'était la Syrie autrefois. Elle avait une économie bien équilibrée ; elle produisait la plupart de ses biens industriels, son carburant et ses produits agricoles. Il y avait peu de pauvreté et le commerce était florissant. Elle était financièrement fiable.

Elle était en paix avec Israël depuis 40 ans. La Constitution rédigée sous le président Assad garantit aux femmes l'égalité des droits. Elle garantit la liberté de religion en trois passages différents de son texte. La Syrie est un modèle pour d'autres États arabes, notamment pour l'Arabie saoudite, qui n'a pas de Constitution du tout.

Nous qualifions le président syrien de dictateur, mais en 2014, il a été élu à une écrasante majorité lors d'une élection juste et libre. L'Amérique prétend que les élections n'ont jamais eu lieu, mais de nombreux Syriens ont été tués par des rebelles soutenus par les États-Unis alors qu'ils tentaient de voter.

Après dix ans de guerre, aucun chef rebelle ne s'est imposé comme une figure populaire auprès du peuple syrien. L'Occident aime les terroristes que le peuple syrien méprise. On nous apprend à détester le président Assad parce qu'il a réprimé les émeutiers en 2011 et parce qu'il a « gazé son peuple ». Mais ce n'est pas vrai, car nous avions déjà pris la décision d'attaquer la Syrie dix ans auparavant.

En 2001, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a ordonné au Pentagone de rédiger des plans pour renverser les gouvernements de sept pays du Moyen-Orient, en commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir, l'Iran [1] .

Aucun d'entre eux n'avait fait de mal aux États-Unis.

En 2006, l'ambassade des États-Unis à Damas a exposé des plans détaillés pour déstabiliser et renverser la Syrie.

C'était bien avant les manifestations en Syrie de 2011, dont nous avons toujours prétendu qu'elles étaient la raison de notre opposition au président Assad. Mondialisation.ca, 28 mars

Pour lire la suite :

https://www.mondialisation.ca/les-lecons-de-la-syrie-la-verite-sur-la-crise-syrienne-richard-h-black/5655012

Après inusable, increvable.

Une start-up invente un pneu de vélo increvable grâce à une technologie de la Nasa - 20minutes.fr 27 mars 2021

Issue d'un partenariat réalisé avec la NASA, l'entreprise SMART Tire Company a développé un pneu increvable. Outre les rovers destinés aux missions spatiales, ces pneus vont pouvoir équiper des vélos. En effet, la société a prévu de commercialiser ce pneu baptisé Metl dès l'année prochaine, rapportent nos confrères de Presse-Citron.

Le Metl est composé de nitinol, un alliage entre le nickel et le titane qui rend ce matériau? aussi résistant que du titane tout en étant aussi souple que du caoutchouc. Grâce à l'utilisation du nitinol, SMART Tire Company a réussi à concevoir un pneu à mémoire de forme et sans air.

LVOG - Ils ont déjà inventé depuis des années un matériaux similaire au caoutchouc inusable ou qui reprend sa forme initiale, ils montraient un pneu je crois me souvenir, qui au fur et à mesure qu'il perdait des particules suite au frottement sur le bitume donnait naissance à de nouvelles particules remplaçant celles manquantes et le pneu était aussi neuf qu'au départ sans la moindre trace d'usure.

Ils ont inventé ou découvert un tas de molécules ou matériaux composites extraordinaires, mais ils ne les commercialisent pas, pas rentables. Par exemple un jour j'ai assisté à une démonstration, une monture de lunettes tordue dans tous les sens posée sur une table, et quelque temps plus tard elle avait repris sa forme originelle, ces matériaux possèderaient une mémoire en quelque sorte. Ce n'est pas une blague, cette expérience avait été reproduite.

Haut de page

Causeries avril 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 22 avril 2021

L'ordre totalitaire règne !

- Covid-19 : le couvre-feu à 19h "maintenu jusqu'à nouvel ordre" - orange.fr 22 avril 2021

Toujours enfermé à partir de 19h jusqu'à une date indéterminée, le fascisme ordinaire que personne ou presque n'ose nommer en dit long sur le degré de corruption de tous les acteurs politiques et syndicaux, et ensuite de la population prise en otage, dont le degré d'ignorance et d'inconscience s'étale au grand jour quotidiennement, il faut dire que les uns et les autres se seront employés à les entretenir minutieusement pendant un siècle. On y reviendra plus tard.

- 3 pages au format pdf

La carte mère de mon ordinateur de bureau est tombée en panne le 6 avril, et il m'a fallu attendre le 21 au soir pour en changer et récupérer tous les logiciels (en français) dont j'avais besoin. N'ayant pas eu le temps de mettre à jour le disque dur externe ni celui du portable, et n'ayant plus accès à la page d'accueil du portail sur Internet, j'ai préféré attendre avant de le réactualiser. J'ai réussi à conserver tous les fichiers, mais en passant du système XP au système 10 de Microsoft, il m'a fallu trouver des logiciels en français, ce qui ne court pas les rues en Inde.

Finalement l'opération m'aura coûté 18.000 roupies (250 euros environ) en passant par un copain de mon beau-fils qui est un excellent informaticien. Il a emporté le portable pour le mettre au système 10, le nettoyer et régler son problème de lenteur épouvantable, je devrais le récupérer d'ici dimanche. Comme un idiot, j'ai oublié de faire une copie de tous les articles que j'avais téléchargés dedans depuis deux semaines ainsi que mes notes, du coup ils vont me manquer aujourd'hui. Il ne m'aura fallu qu'une journée pour me familiariser avec ce nouveau système d'exploitation. Reste à m'habituer aux dernières versions de tous les logiciels, tous piratés évidemment, on n'allait pas encore engraisser l'oligarchie qui dorénavant nous pourrit la vie quotidiennement.

Pendant ce temps-là j'ai continué de m'informer, et j'ai consacré mon temps à écrire à un camarade et dans le blog du Dr. Maudrux, dont on peut penser ce qu'on veut, mais qui jusqu'à présent est plus démocrate que les dirigeants du mouvement ouvrier puisqu'il me laisse m'exprimer librement, y compris sur le plan politique.

Vous me demanderez peut-être à quoi cela sert-il, dans ce cas-là je vous renvoie cette question. Dites-moi, quel est le bilan de la lutte de classe du mouvement ouvrier aujourd'hui, je vais vous le dire, il est nul, archi nul puisque nous ne disposons même pas du moindre début d'embryon d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, absolument rien, que dal.

Ce que les militants n'ont pas encore perçu apparemment, c'est qu'à la neutralisation ou la négation de la lutte de classes pratiquée par l'oligarchie financière qui a imposé sa dictature mondiale, correspond la neutralisation ou la négation du socialisme ou de toute issue politique mise en oeuvre par les courants politiques dits de l'avant-garde du mouvement ouvrier. Comment ? C'est très simple, en participant à la mystification à la pandémie virale muselé et piquouzé, et cela personne ne pourra le nier. Or c'est ce qu'ils font, ce qui en font des agents de cette effroyable dictature qu'ils prétendent combattre par ailleurs pieds et mains liés, difficile d'imaginer plus démagogique et sordide. Il n'est pas exagéré d'affirmer que l'extrême gauche nous a livrés à nos bourreaux pour qu'ils appliquent leur programme ou nous achèvent.

On est passé d'une dictature démocratique à une dictature antidémocratique, dans le sens où toute opposition au régime n'existe plus ou est

quasiment hors la loi, et nous n'en sommes qu'au tout début. Tous les acteurs politiques ou sociaux se sont rangés derrière l'oligarchie, aucun n'entend l'affronter puisqu'aucun n'entend rompre avec sa stratégie et adopter le socialisme.

On vit sous un régime totalitaire ou fasciste, et tous estiment légitimes de ne pas rompre avec ses représentants, voilà pour la preuve matérielle irréfutable de leur collusion avec ce régime à abattre. La société (et l'Etat) qui en découle étant pourrie de haut en bas dans tous les domaines, la question de faire table rase, de s'en débarrasser de fond en comble est à l'ordre du jour, donc la révolution socialiste puisque le socialisme est la seule alternative existante au capitalisme.

Tous ceux qui refusent d'envisager cette issue politique sont irrémédiablement amenés à collaborer avec ce régime totalitaire, à le ménager, à le doter virtuellement de vertus démocratiques comme ils l'ont toujours fait dans le passé, ce qui est réactionnaire ou criminel. Nous leur demandons juste de l'assumer jusqu'au bout ou de nous rejoindre s'il leur reste encore une trace de dignité. L'heure est si grave et la situation est si claire, contrairement à ce qu'on entend en permanence, pour refuser toute tergiversation sur la nécessité de s'engager immédiatement dans le combat politique pour abattre ce régime fasciste.

On nous répliquera que cela va être difficile d'y parvenir en partant de rien, je répondrai qu'effectivement cela demeurera impossible aussi longtemps qu'on refusera de rompre avec l'opportunisme ou la collaboration de classes, de reconnaître nos erreurs ou qu'on s'est fourvoyé pendant près d'un siècle, qu'on a sans cesse été trahi, qu'absolument aucun dirigeant du mouvement ouvrier ne méritait de se réclamer de l'héritage de Marx et Engels depuis la disparition de Lénine et Trotsky. Gandhi dira que ce n'était pas la religion catholique le problème, mais la manière dont ses adeptes l'avaient interprétée, et bien c'est exactement la même chose avec le marxisme et le socialisme scientifique.

La civilisation humaine et le système d'exploitation de l'homme par l'homme sont parvenus à un moment décisif de leur existence, qui se caractérise par leur totale incompatibilité, l'un ou l'autre doit disparaître, à chacun de décider consciemment lequel il veut sauver. Si on opte pour la civilisation humaine, on va réaliser un pas décisif vers notre émancipation du règne de la nécessité, on choisit le camp de la liberté, et si on préfère par sécurité sauvegarder le système d'exploitation de l'homme par l'homme ou le capitalisme, délibérément on choisit de vivre en esclave le restant de nos jours sous un régime totalitaire.

Tout cela on l'avait déjà écrit dans nos causeries, en vain, cela n'a intéressé personne. Quand on évoquait le mondialisme, le nouvel ordre mondial, la mise en place d'un gouvernement mondial totalitaire, une sorte de monarchie absolue disions-nous, on s'est moqué de nous, il est devenu fou Tardieu, il est devenu complotiste, et maintenant on constate que les faits nous ont donné amplement raison, comme presque chaque fois je tiens à le rappeler.

Tenez, hier ceux qui évoquaient ce sujet étaient traités de cinglés, et voilà que le Pentagone le confirme.

- Le Pentagone présente une puce à insérer sous la peau pour détecter le Covid-19 - RT 12 avril 2021

Le Pentagone a créé un implant sous-cutané, qui serait capable de détecter la présence du Covid chez les personnes n'ayant aucun symptôme. L'armée, qui espère ainsi «changer la donne», assure qu'il ne s'agit pas de «suivre chacun de vos mouvements».

Dans un entretien accordé à l'émission américaine d'information 60 Minutes le 11 avril, des responsables du Pentagone ont présenté au public les avancées technologiques de l'armée américaine pour lutter contre les pandémies, et plus particulièrement contre le Covid-19. Avec en solution phare : le développement d'une puce à insérer sous la peau, qui serait capable de détecter la présence du Covid dans le corps d'une personne, avant même qu'elle ne présente de symptômes.

«Nous poussons la communauté scientifique à trouver des solutions qui peuvent ressembler à de la science-fiction. Et nous sommes disposés à prendre des risques avec des investissements à haut risque qui pourraient ne pas fonctionner. Mais s'ils fonctionnent, nous pouvons complètement changer la donne», soutient ainsi le colonel Matt Hepburn, un médecin spécialiste des maladies infectieuses, qui a passé des années au sein du DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency), la discrète agence de recherche et développement des nouvelles technologies de l'armée américaine. RT 12 avril 2021

Des exemples comme celui-là qui confirme qu'on n'a jamais raconté n'importe quoi, on en a à la pelle, il faut préciser qu'ils ont été systématiquement censurés par le mouvement ouvrier ou alors des marginaux s'en sont emparés pour laisser libre court à leurs délires pour le coup complotistes.

On a toujours fait preuve de mesure, d'une extrême prudence pour aborder chaque sujet en se situant toujours sur le plan de la lutte de classes, et quand il nous est arrivé très rarement de nous tromper, c'est parce que personne ne possédait ou n'avait diffusé la bonne information, jamais nous n'avons eu l'intention d'induire en erreur qui que ce soit.

On vit dans un monde dominé par l'imposture, le mensonge, la démagogie de la pire espèce et j'en passe, et apparemment les uns et les autres en redemandent. Je me demande de quoi sont faits ces gens-là, appartiennent-ils vraiment à notre espèce, le méritent-ils encore, lui veulent-ils du bien, il est permis d'en douter fortement, c'est stupéfiant d'en arriver-là.

On a déjà évoqué tous ces aspects dans de nombreuses causeries, on a abordé absolument tous les sujets, on n'a rien laissé de côté, on s'est même régalé des plus ardus, ceux qui prêtaient le plus à la polémique, jamais on s'est défilé, on a toujours relevé les défis qui se présentaient à nous, on a toujours essayé de traiter à fond chaque question qui se posait à nous, on en a rajouté une multitude pour montrer qu'on disposait d'un esprit critique ou libre, d'un mode de penser, d'une méthode permettant d'aborder tous les aspects de la réalité, parce que nous ne sommes lié à aucun dogme, sans tabou ou à priori, et puis surtout, on n'en a jamais fait un cas personnel, on a toujours chercher à partager nos connaissances sachant qu'on ne peut avancer qu'ensemble, car seul on n'est rien, et on ne possède rien, pas même nos idées, à part peut-être ce corps qu'il faut entretenir ou maintenir en bon état de marche.

Je ne sais pas ce que je vais publier dans la prochaine causerie, qui sera réellement la première depuis le 31 mars 2021, sans doute au

début de la semaine prochaine. Tout ce que je sais, c'est que je ne compte pas passer le restant de mes jours planté devant un écran pour que dal. Si on ne parvient pas à enclencher une dynamique, j'arrêterai, car je ne vais pas me détraquer la santé pour rien, ce serait stupide.

Je pense qu'on publiera quelque chose demain.

Je rajoute quelques vidéos.

- Entretien exclusif avec le Pr Christian Perronne : "Il faut faire avancer la vérité." - Apr 20, 2021

https://www.youtube.com/watch?v=UBQjTOICPy0

- Réunion publique du Conseil scientifique indépendant (CSI) du 15/04/2021

https://www.youtube.com/watch?v=ZKGGAXDRVzI

- Réunion publique n°3 du Conseil scientifique indépendant (CSI) du 22/04/2021

https://www.youtube.com/watch?v=fL9YqH7tJ7s

- Christophe Chirat du « collectif les Pendus » dévoile un projet de manifestation du 1er Mai - 22/04/2021

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/christophe-chirat-du-collectif-les-pendus-devoile-un-projet-de-manifestation

Haut de page

Le 27 avril 2021

Pour se détendre un peu.

Vous avez le blues ?

Joe Bonamassa Muddy Wolf At Red Rock - Sep 4, 2018

https://www.youtube.com/watch?v=RW5LlYxkoD8

Fabuleux !

Rockpalast Watch Party celebrating Joe Bonamassa's ACL Live concert on 04/01/2021

https://www.youtube.com/watch?v=EVqsDkyxohE

Etant passé à Windows10 et travaillant avec de nouvelles versions de logiciels que je dois apprendre à me servir, des erreurs peuvent intervenir, prévenez-moi si vous en constater, merci d'avance.

J'ai renoncé à publier les notes que j'avais prises au courant du mois d'avril, je n'ai toujours pas récupéré le portable dans lequel elles étaient, et puis je n'ai plus le temps.

J'ai aussi laissé tomber les infos des dernières semaines, vous les avez eu par d'autres canaux, rien de très intéressant. Ceux qui ne savent pas à quoi s'en tenir sont indécrottables ou de mauvaise foi ou des idiots. On ferait mieux de se concentrer sur nos idées, notre idéal, notre méthode pour interpréter le monde, notre mode de penser, exposer et argumenter, défendre nos positions, le tout pour les partager avec le plus grand nombre et aller de l'avant.

Au lieu de se lamenter sur notre condition ou la situation comme le font les démagogues habités d'intentions inavouables, on ferait mieux d'essayer de découvrir ou de comprendre comment et pourquoi on en est arrivé là. Ce que je pense personnellement ne présente pas d'intérêt, l'essentiel c'est la réalité du processus historique inconscient que l'on doit parvenir à partager.

La notion d'inconscience renvoie à l'ignorance dans laquelle les masses ont été maintenues pour assurer la pérennité du système économique capitaliste, et au-delà le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il faut abolir car il est à l'origine de toutes les inégalités, injustices et maux dont souffrent inutilement tous les peuples.

Cela fait des années que j'ai indiqué que la lutte contre la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses faisait partie de nos tâches prioritaires, on m'a ri au nez, car il paraîtrait qu'elle serait étrangère à la conception marxiste de la lutte des classes, on peut observer quotidiennement où cela a mené les tenants de cette théorie, qui se sont vautrés dans la plus sordide et criminelle collaboration de classes en relayant la propagande de Macron ou du Forum économique mondial qui fait office de gouvernement mondial totalitaire.

Leur déni que cette pandémie a été entièrement fabriquée par l'oligarchie ou qu'elle est de nature idéologique, des traitements existant pour soigner la covid-19 et ses variants, pour finalement justifier la campagne hystérique de vaccination quasiment forcée, qui témoigne de leur nature réactionnaire, anti-ouvrière, antisociale, antisocialiste de leur engagement politique, de leurs réelles intentions. On l'avait déjà largement prouvé à partir d'expériences passées, en remontant parfois 80 ans en arrière ou davantage, mais pour peu qu'on n'ait pas tous les éléments en tête ou que notre mémoire soit défaillante, qu'on ignore des pans entiers de l'histoire de la lutte des classes ou du développement économique et politique depuis deux siècles, n'importe quel argument pouvait porter à contestation ou donner lieu à

différentes interprétations menant à des polémiques sans fin... Or, avec cet épisode qui se déroule sous nos yeux, ce n'est plus possible de nier qu'on est en présence d'agents de la réaction, que leur orientation politique s'inscrit en contradiction avec les objectifs pour lesquels ils prétendent combattre, le masque de l'imposture est tombé, d'où leur acharnement à le conserver !

Moi je n'ai jamais dévié d'un millimètre de nos objectifs politiques, de notre idéal, à aucun moment je me suis rangé au côté de Macron, la causerie d'aujourd'hui va encore le prouver. Je ne peux malheureusement qu'intervenir indirectement dans le mouvement ouvrier du fait que je suis en Inde et qu'il me censure systématiquement ou encore aucun blog ne permet de s'y exprimer librement. Peu importe, dans l'état de putréfaction dans lequel il est, il n'y a rien à en attendre, il faut le refonder de fond en comble. Donc je n'ai pas tourné le dos au mouvement ouvrier, bien au contraire, mais à ses fossoyeurs. Plus un parti dit ouvrier tient un discours radical de nos jours, plus il se réclame du marxisme et du socialisme, et plus il en est éloigné ou il les trahit en réalité. Le meilleur symbole en est encore la muselière qu'ils ont tous adoptée et qu'ils voudraient nous contraindre à porter, et la piquouze qui n'est rien d'autre qu'une adaptation au nouvel ordre mondial totalitaire ou "great reset" qui a démarré en 2020, et qu'ils n'ont nullement l'intention d'affronter. Cela on peut le vérifier en temps réel, donc de ce côté-là je suis tranquille, ce sont strictement les faits.

Moi, au lieu de me placer au côté de Macron et son gang mafieux et criminel contre les masses, je me suis rangé au côté des éléments des classes moyennes qui refusaient de cautionner ce coup d'Etat mondial de l'oligarchie, sans avoir à partager leurs illusions évidemment, ce que je n'ai pas manqué de leur faire savoir, cela aussi vous pourrez le vérifier dans cette causerie, absolument tout ce que j'avance est vérifiable. J'aurais voulu aussi organiser des ouvriers, mais cela n'est pas possible du fait de ma situation ou de mon éloignement. Ma correspondance avec un métallo à la retraite, ex-militant de la CGT, du PCF et du PT le prouve, je le compte parmi les membres de La Voix de l'Opposition de Gauche. Développer ce courant politique devrait être notre objectif, j'ignore si nous y parviendrons.

Ce qui ne m'a pas échappé durant ces dernières semaines :

Dominique Muselet - ...il n'y a qu'à regarder les lois que la Macronie est en train de faire passer à toute vitesse sous couvert de cette crise sanitaire créée de toutes pièces et avec la bénédiction des plus hautes instances juridiques, pendant que les Français sont emprisonnés.

Je n'en citerai que trois :

- La loi de sécurité globale qui, selon la Quadrature du cercle, « est destinée à protéger la police contre la population, à satisfaire les velléités belliqueuses de certains syndicats de police et de sécurité privée, et n'améliorera en rien la sécurité de la population ». On n'est pas sorti de prison !

- La loi de transformation de la fonction publique, votée en 2019 malgré l'opposition unanime des organisations syndicales, et dont les décrets d'application sortent en ce moment. Il s'agit d'une privatisation rampante, insidieuse, par grignotage du statut et précarisation des métiers « sur la base du volontariat », qui va de pair avec l'austérité budgétaire (et donc l'affaiblissement des services publics). Ce sont les multinationales qui vont être contentes, petit à petit, ni vu ni connu, des pans entiers de notre économie tombent dans leur escarcelle !

- La Réforme de l'assurance chômage. Je ne sais pas si comme le dit Matthieu Grégoire, « Cette réforme, c'est la fin de l'indemnisation chômage » mais en tout cas, la Macronie s'apprête à faire, sur le dos des chômeurs les plus misérables, 2,4 milliards d'économies qui iront alimenter les caisses du Talon de fer. Mondialisation.ca, 20 avril 2021

La causerie et les infos en bref de mars sont disponibles au format pdf, 90 pages.

Quand je trouverai le temps j'ajouterai des articles et des vidéos.

- 41 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Extraits de courriels adressés à un lecteur de longue date entre le 31 mars et le 26 avril 2021.

LVOG - Entre nous on n'utilise pas les conventions auxquelles on recourt quand on s'adresse à d'autres personnes, ici on est entre camarades ou potes, qui plus est entre ouvriers à la retraite.

- Mon problème informatique est réglé, 15 jours c'était le minimum ! Par contre il va falloir encore attendre pour actualiser le portail, car le gars a emmené le portable pour le mettre au système 10, le nettoyer et régler un problème, etc. et il se trouve que j'ai oublié de récupérer tous les fichiers que j'avais téléchargés dedans, ainsi que les notes que j'avais prises. Bon, rien ne presse, n'est-ce pas ? Je n'ai aucune idée de ce que je vais faire, puisque tout ce que j'ai proposé a échoué. Je ne suis pas démoralisé ou découragé, ma détermination et mes convictions sont intactes, mais seul je suis bloqué !

J'ai l'impression qu'on a commis une erreur gravissime en entretenant tous les courants politiques existant au sein du mouvement ouvrier, à coup de front unique évidemment, de la pure démagogie de collaborationnistes en fait, ce que j'ai mis trop de temps à comprendre. J'ai eu la faiblesse de céder à cette tactique aux effets finalement dévastatrices pour ne pas m'isoler des militants, je me suis comporté en trotskyste dans le mauvais sens du terme, celui que combattait Lénine. Du coup on se retrouve pris en otage, car il est quasiment impossible d'exister politiquement sans se réclamer de tel ou tel courant politique, du PCF, de la gauche, etc. sans tenir compte qu'ils ont été les fossoyeurs de notre cause, dorénavant je m'y refuse. Hormis la référence aux fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, ainsi que Lénine, donc

au marxisme et au socialisme, je refuse d'être assimilé à un quelconque courant politique du mouvement ouvrier. Que cela suffise à déterminer la nature du courant politique dont je me réclame, pour autant en l'absence d'existence matérielle ou organisationnelle mon activité politique a beau être totalement indépendante, elle n'inspire pas confiance aux militants, qui préfèrent, aussi pourris soient-ils, le confort que leur offre un appareil et un courant politique ancré de longue date dans le mouvement ouvrier.

Il faut dire que cette indépendance est très exigeante, à commencer par le fait qu'il faut sans cesse la justifier, ce dont la plupart des militants sont incapables, puisqu'ils ne maîtrisent pas l'histoire de tous les courants du mouvement ouvrier. C'est la raison pour laquelle il ne faut être sans concession vis-à-vis des uns et des autres. La distinction entre les dirigeants et les militants d'un courant politique ne présente aucun intérêt, seule son orientation politique compte, pas sous forme de déclarations de bonnes intentions sans lendemain, mais pratiques, aux conséquences immédiates et mesurables, dès lors toute contestation est impossible, injustifiée ou apparaîtra de mauvaise foi. On n'a aucun intérêt à ménager qui que ce soit.

Prenons la situation actuelle. Qu'est-ce qui permet à Macron de faire passer de nouvelles mesures antisociales ou liberticides, aux patrons de licencier à tour de bras par exemple ? La psychose permanente, hystérique et infondée dans laquelle sont maintenus les travailleurs. Donc la priorité devrait être de briser ce climat de peur. Or, l'ensemble des partis et syndicats l'entretiennent, ce qui signifie que lorsqu'ils prétendent lutter contre ces mesures ils se foutent de la gueule des travailleurs, c'est aussi simple que cela. Et le plus incroyable, c'est que les militants ne le comprennent pas.

L'orientation de l'ensemble du mouvement ouvrier sans exception à ma connaissance est évidente, réformiste, trade-unioniste ou corporatiste, appelle cela comme tu voudras : Dans le meilleur des cas faire en sorte que les représentants du régime fassent quelques concessions à certaines catégories de travailleurs de manière à ce qu'ils puissent mieux supporter leurs conditions et n'envisagent pas d'affronter le régime, sans oublier que le capitalisme tirera avantage de ces concessions, ce qu'on s'est toujours passé de préciser, et pour cause ; Dans le pire des cas, qu'elle n'aboutisse à strictement rien, hormis les démoraliser ou briser leur volonté de résister. Finalement, peu importe puisque dans tous les cas de figure le régime sortira gagnant, c'est d'ailleurs de cette manière que j'interprète la lutte de classe du mouvement ouvrier depuis un siècle, une fois abandonné le combat pour un changement de régime ou le socialisme.

Le front unique conçu par les lambertistes avait notamment pour fonction, d'empêcher les militants de prendre conscience que cette orientation politique était foncièrement réactionnaire, étrangère au marxisme et au socialisme. Evidemment, c'est plus facile de s'en apercevoir après coup, surtout quand on observe à quoi cela nous a mené, à un niveau de conscience politique proche de zéro chez la plupart des militants, ou alors avec eux il faut tout reprendre depuis le début.

Il faut relire ou étudier (à nouveau) comment s'est déroulé la lutte des classes depuis le milieu du XIXe siècle, dans quelles conditions, quel rôle y ont joué les différents acteurs ou les différentes classes, les différents secteurs économiques, comment ce rôle a évolué en fonction de la transformation de la société au fur et à mesure que le capitalisme se développait, ainsi que les sciences et les technologies, sans oublier la démographie mondiale exponentielle. Marx et Engels les étudièrent ou décrivirent sous tous les angles (ou dans tous les domaines) plus ou moins à fond, Lénine avait pris ensuite le relais, et depuis plus rien ou tout ce qu'on nous a proposé n'a jamais été à la hauteur de cette tâche, qui consistait à porter la connaissance et la conscience des hommes au plus haute niveau, de manière à ce qu'ils puissent agir sur le plan politique pour réaliser leur émancipation. Tous ont échoué lamentablement, parce qu'aucun n'a été en mesure d'étudier la société sous tous ses rapports, de concevoir qu'ils étaient tous liés ou s'inscrivaient au sein du même processus historique et dictaient son orientation.

De nos jours il existe des intellectuels qui de manière trompeuse paraissent plus évolués que les autres, uniquement parce qu'ils se focalisent sur un aspect de ses rapports au point d'en être des experts incontestables, ce qu'on ne leur contestera pas, cependant, ils donnent l'illusion que leurs interprétations correspondraient à la réalité lorsqu'ils abordent la société ou la situation mondiale, alors qu'il n'en est rien, parce qu'ils ont fait abstraction de pan entiers de la réalité, notamment l'économie (de l'évolution du capitalisme) et la lutte des classes (son développement), qui si on les intégrait à leurs interprétations feraient ressortir les faiblesses de leurs démonstrations, leurs contradictions, les non-sens ou contre-vérités qu'elles contiennent, qui servent juste à justifier l'existence du régime capitaliste, cela leur sert de bonne conscience d'une certaine manière.

Il en va de même en pire chez tous ceux qui exploitent l'ignorance des masses pour leur faire croire qu'elles pourraient s'épanouir individuellement sans procéder à un changement de régime. Là on a affaire à des charlatans professionnels, des scientifiques ayant parfois exploré différents domaines de connaissance pour manipuler la conscience de leur auditoire, principalement des étudiants ou des membres des classes moyennes en quête d'épanouissement personnel. Leur objectif est de les détourner de la lutte de classe, qui ne permettrait pas de changer la société ou serait responsable de leurs difficultés. Aussi pour les résoudre ou atteindre le bonheur, il suffirait à chacun d'entre nous de modifier notre mode de penser, car ce serait là que se situerait l'origine de toutes nos souffrances, et non dans les rapports sociaux établis.

On arrêtera là pour aujourd'hui. On s'aperçoit que tous les acteurs qui peuvent influencer les masses, la jeunesse, oeuvrent chacun à leur niveau à la pérennité du régime, leur principal ennemi est donc logiquement celui du régime : La lutte de classe du prolétariat, le marxisme, le socialisme. Les démasquer et les combattre fait partie de nos tâches politiques. Cela permet d'y voir plus clair.

Autre chose tout aussi passionnant. Tout est lié, on le vérifie ici.

Homéopathie, médecine, science et ignorance, l'avis du Professeur Marc Henry (AIMSIB 26 Jan 2020)

- Autrement dit, on ne voit jamais la réalité telle qu'elle est, mais toujours la réalité perturbée par l'acte d'observation. Ne pas avoir conscience de cette réalité quantique en biologie peut conduire à élaborer des conceptions théoriques totalement déconnectés de la réalité. (JCT - C'est valable en politique plus que partout ailleurs !)

- L'erreur fatale est ici de croire que l'outil statistique va transformer l'art en science, alors qu'en ajoutant de l'ignorance à de l'ignorance on

reste toujours aussi ignorant. (JCT - Les enseignements d'une expérience ne valent qu'aussi longtemps qu'une autre expérience ne les a pas invalidés, sauf que généralement on a tendance à ne pas en tenir compte. Quant aux enseignements qui nous embarrassent, il suffit de décréter qu'une nouvelle expérience les a invalidés pour que leur compte soit bon. Dans la vie courante, habituellement c'est plus simple encore, on n'en tirera aucun enseignement, car nous sommes habitués à nous conformer inconsciemment à ceux qu'on nous a inculqués sans réfléchir.)

- Car si la biologie sait beaucoup de choses sur ce qui se passe à l'intérieur d'une seule UNIQUE, elle ne sait quasiment rien sur ce qui se passe entre deux cellules et encore moins entre des milliers de milliards de cellules. (JCT - La connaissance en médecine en est encore au stade préhistorique.)

- Le système n'est ni juste, ni injuste, il est simplement piloté par des êtres humains qui jouent bien souvent la carte de l'ignorance et non celle du savoir. (JCT - Comme quoi nous ne sommes pas les seuls à s'en être aperçus, tout repose sur cet unique facteur, l'ignorance, la fabuleuse découverte que j'avais faite à 18 ou 19 ans. On va nous dire que c'est un lieu commun. L'essentiel c'est que la quasi-totalité des gens qui le savent s'empressent de l'oublier aussitôt, surtout quand ils se croient très intelligents, c'est la raison pour laquelle je les traite d'ânes bâtés, c'est justifié.)

- Car il est beaucoup plus facile et nettement plus confortable d'être ignorant que savant. (JCT - Moins risqué, moins compromettant quand on a quelque chose à perdre, un statut, une situation... Cela revient à dire que la connaissance se monnaie, et à partir elle sera corrompue.)

https://www.aimsib.org/2020/01/26/homeopathie-medecine-science-et-ignorance-lavis-du-professeur-marc-henry/

J'ai découvert un volet de la médecine très intéressant. Il est délaissé car trop efficace, donc pas assez rentable, son application s'étend bien au-delà de la médecine, c'est incroyable, génial par bien des aspects, donc incompatible avec le régime en place. Comme quoi cela sert de lire parfois les commentaires d'un blog (du Dr. Maudrux), j'y ai appris un tas de trucs, par exemple qu'il existait un traitement efficace contre le cancer de la prostate, mais la plupart des médecins l'ignorent, ça c'est dingue, tiens rien que pour cela le capitalisme devrait être aboli, c'est un bon argument, on ne soutient pas un régime criminel !

Wikipédia - La phagothérapie est l'utilisation de virus bactériophages (généralement appelés bactériophages ou simplement phages) lytiques afin de traiter certaines maladies infectieuses d'origine bactérienne.

Le traitement bactériophagique a été largement utilisé dans le monde avant la découverte des antibiotiques. Si elle a été progressivement abandonnée par les pays occidentaux séduits par les avantages de l'antibiothérapie, la phagothérapie traditionnelle est toujours employée et développée dans les pays de l'ancienne Union soviétique[1].

- Il y a des cercles de l'extrême droite qui récupèrent tout ce qui traîne et peut intéresser les membres de leur communauté dans des domaines très divers, qui tous ont en commun d'avoir une influence sur leur mode de vie ou de présenter un intérêt individuel ou éventuellement un intérêt collectif, à partir duquel une confusion peut naître sur leurs réelles intentions, qui demeurent nuisibles à la société en général de par l'idéologie politique qu'ils véhiculent, particulièrement sur le plan social.

L'extrême droite ne condamne pas l'exploitation et l'oppression, elle est ni conservatrice, ni libérale, ni néolibérale, elle exploite tout ce qui peut permettre à la caste des aristocrates de pérenniser son hégémonie sur les autres classes ou le reste de la société, et si en plus elle peut contribuer à son bien-être, elle sera la bienvenue auprès des monarchies ou de l'oligarchie financière. Toutes les particularités nationales peuvent ainsi être exploitées, ce qui leur permet de brasser large parmi la population, qui dépolitisée ou sans conscience politique se fait manipuler aux dépens de ses intérêts.

N'importe quelle cause peut faire l'objet d'une instrumentalisation, aussi pour avoir une petite idée sur les réelles intentions des uns et des autres ou la nature sociale à laquelle ils se rattachent, il suffit d'observer la position qu'ils adoptent sur l'existence du système économique (A distinguer des régimes économiques) pour être fixé, et à l'extrême droite ils partagent tous la même, comme à droite, à l'extrême-centre, sans oublier ce que certains appellent encore la gauche.

Qu'un article soit cité ou reproduit dans un journal ou une revue d'extrême droite ne remet pas en cause les convictions de son auteur. Mais qu'il adresse délibérément à ce journal ou à cette revue un article afin qu'il soit publié, sachant à quel type de lecteurs en particulier il s'adresse, pourra laisser penser qu'il est proche de ce courant politique, à moins qu'il n'ait pas le début d'une conscience politique, ce qui est difficilement concevable, le plus probable étant qu'une collusion d'intérêts les rapproche ou donne l'impression d'une connivence entre les deux qui existe ou qui n'existe pas.

On ne peut rien en déduire, sans savoir de quoi il retourne sur les questions que j'ai abordées.

On rencontre des génies sur la plan scientifique ou artistique par exemple, qui sont complètement nuls en histoire ou en politique, bien que ce soit paradoxale, car en principe à ce niveau, l'imagination et la curiosité doivent être constamment en éveil et elles doivent se stimuler mutuellement, de sorte que n'importe quel sujet doit être à leur portée, ce qui doit leur permettre d'éviter l'écueil de l'extrême droite.

Je suis sympa, je vole à leur secours, on ne pourra pas m'accuser d'en faire des suppôts de l'extrême droite. Il y a aussi des aspects dérisoires que je n'ai pas abordés ici, et qui peuvent jouer un rôle important dans ces relations… Fin.

Cela m'a valu le commentaire suivant d'un lecteur, qui n'a pas vraiment apprécié qu'on s'en tienne aux faits :

- Votre idéologie politique on s'en tape ! A travers votre prose vous représentez 40 ans de copinage, de corruption et de l'entre soi.

Je ne répondrai pas, c'est trop con et le lecteur quelque peu censé comprendra pourquoi.

Quel malheur d'être si conscient !

Puisqu'apparemment mon courant politique n'intéresse personne ou personne n'envisage d'y collaborer pour le développer, je ne vois pas pourquoi je continuerais cette activité politique, je crois qu'à un moment donné il faut savoir dire stop. On a déjà tout dit mille fois, en vain, non ? Et puis je suis fatigué, ma santé n'est pas très bonne, je perds mon temps.

Si tu veux mon avis, la nature a doté les hommes de facultés exceptionnelles dont ils ne sont pas dignes ou qu'ils sont incapables d'utiliser pour s'émanciper du règne de la nécessité dans lequel ils sont emprisonnés.

Les plus évolués d'entre eux sont d'une crasse bêtise ou font preuve d'une bassesse à peine concevable, indigne de l'espèce à laquelle ils appartiennent.

Moi, tous les jours j'apprends un tas de trucs, tous les jours je révise ou je mets à jour mes connaissances, je me remets en cause en permanence, je ne suis lié à aucune idéologie, à rien ni personne, je ne risque pas ou je ne crains pas de perdre quoi que ce soit puisque la notion de propriété m'est totalement étrangère, les rapports de domination n'ont aucune influence sur moi, je n'attends rien de personne ou de quoi que ce soit, j'observe ce qui se passe et je me borne à le décrire, donc je n'ai aucun mérite, hormis de m'en tenir à cette règle, ce mode de pensée et de vie qui s'est imposée à moi, et que je considère être la meilleure pour progresser ou me sentir en phase avec mon idéal.

Tu remarqueras qu'il n'y a aucun dogme là-dedans, rien d'imposer, c'est la raison pour laquelle quand tu exposes cela à des esclaves qui sont inconscients de l'être, ils sont mal à l'aise, cela déclenche une réaction violente de leur part, ils ne comprennent rien en fait. Alors évidemment il y a quelque chose de désespérant dans leur comportement, puisqu'ils louent leurs bourreaux et ils s'en prennent à ceux qui veulent les aider à s'en délivrer. Que ce soit injuste me laisse indifférent, car je sais que c'est de la bêtise à l'état pur. Cela dit, il faut bien admettre qu'en politique, seul contre tous, ce n'est pas tenable.

Je me suis mis dans une situation qui ne permet pas d'aller plus loin, à moi de l'admettre. Chacun paie un jour ses erreurs ou ses errements, c'est ainsi. N'en sois pas fâché ou déçu mon cher Paul, d'autres viendront meilleurs que moi pour assurer la relève. Pour le moment le plus important pour moi, c'est de récupérer le contenu de mon disque dur, après on verra ce qu'on fera.

Et puis un peu de patience, la muselière et le reste ne vont pas durer indéfiniment, fions-nous aux faits et au développement de la situation qui finiront par me ou nous donner raison...

- Les accrocs de la muselière et de la piquouse ne désarment pas, ils ont célébré leurs cent millièmes victimes, peu importe que 65% avaient des comorbidités (Yahoo Actualités 15.04) qui en réalité ont causé leur décès, et que parmi les 35% restant au moins la moitié sont morts faute d'avoir été pris en charge immédiatement ou qu'on ait refusé de leur donner les molécules efficaces pour les soigner et les sauver, à l'arrivée sur 2 périodes épidémiques et non 1 comme ils le font croire (octobre 19-avril 20 et octobre 20-avril 21), le nombre réel de victimes de ces différents virus doit avoisiner 10%, soit 10.000 morts en étant généreux, l'équivalent d'une grippe en somme.

Editorial de La Tribune des travailleurs : Maintenant ! par Daniel Gluckstein

"L'urgence est dans l'unité pour arracher et imposer par la mobilisation : des vaccins pour tous ceux qui l'exigent"

Pour qui roule-t-il ? Réponse.

Confirmation. Leur modèle : l'épidémie de la grippe saisonnière. C'est ce que j'avais prédit il y a environ un an :

- «On ne sait pas quel va être le virus dominant l'épidémie à venir» - Vincent Enouf, responsable adjoint du Centre national de référence de la grippe à l'Institut Pasteur (https://sante.lefigaro.fr/article/grippe-l-efficacite-tres-variable-du-vaccin/)

Vaccin Pfizer : des injections annuelles pourraient être nécessaires - lepoint.fr 16 avril 2021

https://www.lepoint.fr/societe/vaccin-pfizer-des-injections-annuelles-pourraient-etre-necessaires-16-04-2021-2422410_23.php#xtor=CS3-190

Albert Bourla, PDG de Pfizer, dans des déclarations rendues publiques jeudi par la chaîne CNBC, a annoncé qu'une troisième injection et des rappels annuels seraient probablement nécessaires pour lutter contre le Covid-19.

Le PDG estime que le scénario le plus probable est celui d'une "situation endémique" mais que l'épidémie de Covid-19 deviendra au fil du temps "comme la grippe", la vaccination permettant notamment d'atténuer considérablement les crises sanitaires causées par ce coronavirus et ses variants. Source AFP/lepoint.fr/BFMTV. com les 15 et 16 avril 2021

Pas encore la nausée?

Le vaccin AstraZeneca serait encore meilleur que le Pfizer chez les personnes âgées avec une seule dose - futura-sciences 15 avril 2021

https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/vaccin-anti-covid-vaccin-astrazeneca-serait-encore-meilleur-pfizer-chez-personnes-agees-seule-dose-85623/#xtor%3DAL-80-1%5BACTU%5D-85623%5BLe-vaccin-AstraZeneca-serait-encore-meilleur-que-le-Pfizer-chez-les-personnes-agees-avec-une-seule-dose%5D

Il convient cependant de rester prudent : l'étude de Birmingham porte sur un échantillon relativement réduit (165 personnes) est n'a pas encore été relue. Mais elle ouvre peut-être une fenêtre dans la réhabilitation du vaccin d'AstraZeneca, qui rappelons-le n'est à l'origine d'aucun incident grave chez les plus de 55 ans. futura-sciences 15 avril 2021

Le Danemark a annoncé qu'il renonçait définitivement au vaccin d'AstraZeneca, peu importe !

Une autre info qui vaut le détour.

Toujours plus fou !

La Suède condamne le projet fou de Gates sur le réchauffement climatique par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 15 avril 2021

https://www.mondialisation.ca/la-suede-condamne-le-projet-fou-de-gates-sur-le-rechauffement-climatique/5655541

Extraits.

- Le 2 avril, l'Agence spatiale suédoise a annoncé que le programme SCoPEx (Stratospheric Controlled Perturbation Experiment), financé par Bill Gates, avait « divisé la communauté scientifique » et ne serait donc pas réalisé. SCoPEx était un projet financé pendant plusieurs années par des fonds personnels de Bill Gates pour tester la faisabilité de l'atténuation du soleil par le biais de la géo-ingénierie humaine.

- Le plan consiste à larguer des aérosols de sulfate ou de poussière de carbonate de calcium dans l'atmosphère à partir de ballons à haute altitude, dans le cadre d'un projet fou visant à bloquer le soleil et à « empêcher » ainsi le réchauffement de la planète.

- Cette dernière aventure de Gates en matière de géo-ingénierie montre à quel point la mascarade du réchauffement climatique est une entreprise non scientifique.

- Depuis au moins 2010, Gates a appelé à une atténuation du soleil par l'homme. Il a donné 4,6 millions de dollars au physicien de Harvard David Keith pour faire avancer ce projet. Keith est conseiller de Gates depuis 2005. Avec Chevron, Gates est également un investisseur important dans la société de Keith, Carbon Engineering, une entreprise de capture directe de l'air basée au Canada.

- Ce qu'aucun modèle informatique du réchauffement climatique n'est capable de faire, c'est d'intégrer les effets de notre soleil sur le climat de la Terre, et ce malgré les preuves scientifiques bien documentées que les cycles solaires sont le principal facteur de changement du climat au fil des ans. En fait, ils n'essaient même pas de le faire.

Tardieu - C'est bien une bande de dangereux psychopathes qui dirigent le monde, dès lors anéantir leur pouvoir de nuisance devrait être le seul objectif politique des peuples, encore faudrait-il parvenir à la conclusion que le système économique en vigueur doit disparaître et le système politique qui le cautionne doit être renversé.

La suite je ne l'ai pas adressé au blog du Dr. Maudrux, trop long et inutile.

Ceux qui doutent qu'il existerait une alternative au capitalisme, feraient bien de se demander si là aussi on ne leur aurait pas raconté des histoires... Existerait-il depuis l'éternité et pour l'éternité ? Quelle stupidité accablante ! En fait, ils n'ont jamais étudié sérieusement ou scientifiquement cette question, notre histoire. Les partisans du capitalisme n'ont fait qu'adopter aveuglément la version officielle qu'ils ont confondu avec la réalité, et une fois prisonniers de ce déni permanent, il ne leur restait plus qu'à cautionner les conséquences de sa survie qui aujourd'hui s'avèrent monstrueuses, et contre lesquelles ils se dressent impuissants pour ainsi dire pieds et mains liés, même en proclamant leur indépendance, on se demande bien de quoi à part ce qu'on pense d'eux !

Aucun n'a remis en cause l'existence du système économique qui a produit la société immonde dans laquelle nous vivons, et tous s'en accommoderont aussi longtemps que leurs conditions d'existence matérielle ne seront pas gravement menacées ou remises en cause, le niveau de conscience politique des bac+5 à 10 se situe au même niveau que le tube digestif des plus arriérés, un simple constat ou les enseignements de la lutte des classes du passé qui demeurent valables.

- Paul, l'air de rien j'ai quand même une petite activité politique. Je regrette qu'elle ne s'inscrive pas dans le cadre du mouvement ouvrier, mais que veux-tu, c'est impossible, à ma connaissance.

Ce que je m'applique à faire, c'est à distiller des éléments élémentaires de conscience politique à des gens qui n'en ont pas ou très peu, en tous cas pas orientée dans la bonne direction, cela servira toujours un jour ou l'autre, c'est mieux que perdre mon temps avec mon portail qui n'est lu que par des militants qui ne veulent pas progresser, et qui finalement ont moins d'influence que des membres des classes moyennes.

Comme je te l'ai déjà dit, de toutes manières si le mouvement ouvrier devait être refondé un jour, ce ne serait certainement pas à partir de militants, cadres ou dirigeants du mouvement ouvrier, sinon ils se feraient connaître. Ils sont comme les laïcs, pire que les bigotes du XVIe arrondissement de Paris ou de Neuilly, je te rappelle que j'ai fait toute ma scolarité dans des écoles privées catholiques.

La différence entre un ouvrier ou un simple travailleur et un membre des classes moyennes, c'est qu'un ouvrier admettra difficilement qu'il est bourré d'idées préconçues ou qu'il est borné, et pour cause, parce qu'il sera incapable d'imaginer comment s'en débarrasser, contrairement aux membres des classes moyennes qui ont davantage l'habitude de réfléchir, qui lisent ou continuent de s'instruire, qui ont des discussions d'un autre niveau, eux ils sont simplement de mauvaise foi, ils sont corrompus par le régime, et s'ils ne s'en sont aperçus et qu'on leur en fourni les preuves, ils sont prêts à les accepter et peuvent être amenés à évoluer.

Dit autrement, tu ne peux pas t'attaquer à quelque chose que tu ne comprends pas. Les membres des classes moyennes sont très malhonnêtes, elles comprennent beaucoup plus de choses qu'elles laissent paraître. J'ai toujours vécu dans le milieu ouvrier, j'en ai donc une longue expérience, je l'ai observé et j'ai appris beaucoup de choses sur lui.

Ensuite il y a les enseignements de la lutte des classes qui confirment ce que je viens d'exposer, tout concorde.

- Ces gens-là n'ont aucune conscience politique. Les blogs ou portails sont utiles pour s'informer, mais cela ne va pas plus loin, chacun y exprime individuellement et cela ne présente aucun intérêt collectif. C'est peut-être pour cela que mon boulot n'aura servi à rien. J'ai perdu mon temps et ma santé pour que dal, je suis un con un peu long à la détente.

J'ai parcouru l'actualité nationale et internationale, c'est à mourir d'ennui, cela ne présente aucun intérêt, c'est tombé au niveau des faits divers. Je n'ai pas accès aux mouvements sociaux, mais je devine que l'orientation est purement corporatiste.

Si on voulait continuer le portail, il vaudrait mieux se consacrer à des analyses de l'histoire passée, faire un travail d'investigation, rétablir les faits et montrer comment les choses se sont réellement passées. Je l'ai déjà fait en partie et cela n'a servi à rien non plus. Ce qui est terrible, c'est qu'à un moment donné tu t'aperçois que quoi que tu fasses, tout le monde s'en fout ou n'en tire aucun enseignement. Je n'ai pas le profit approprié semble-t-il, un ouvrier qui pense et sort de son milieu, cela ne vaut rien il faut croire.

J'ai l'impression aussi que les lecteurs n'avaient pas envie d'apprendre quelque chose ou de progresser, ils s'en foutent, ton point de vue ou la manière dont tu abordes les faits est noyée parmi tant d'autres, que tout se vaut ou n'a aucune valeur, toi tu te dis que tu as fait un super boulot, tu as découvert des trucs ou déblayé le terrain, les lecteurs n'ont aucune réaction, ils ne sont pas curieux ou ils n'ont pas envie d'en connaître davantage.

Tiens, pour se changer les idées, j'ai découvert Jo Bonamasa, quel guitariste génial ! Il a 43 ans et il a commencé à l'âge de 4 ans. Pour moi c'est aussi important que lorsque j'apprends quelque chose dans un article qui traite de paléontologie. Mes lecteurs ne partagent pas cette passion apparemment, j'ai plutôt l'impression qu'ils sont attirés par la médiocrité. Ils doivent aussi manquer d'imagination et de modestie. On n'est pas au même niveau manifestement, bien que le mieux soit relativement bas, m'élever est une obsession pour devenir un homme meilleur, sinon à quoi bon vivre !

- Pour le reste, qu'est-ce que tu veux ajouter de plus, qu'est-ce que je peux faire de plus, rien à mon avis, je sais que c'est désolant quelque part, mais je ne vais pas te raconter des histoires.

Le mouvement ouvrier est pourri jusqu'à la racine, irrécupérable en l'état, il faut se faire à cette idée aussi, c'est la conclusion à laquelle je suis parvenu.

Notre dernière chance reposait sur les trotskystes lambertistes qui se sont avérés être les pires escrocs qui soient. Qu'est-ce que tu veux que je te dise de plus, hein ! qu'un miracle pourrait se produire ? Impossible, cela fait trop longtemps que cela dure, depuis la fin des années 40, tous ceux qui ont été formatés dans ce moule sont irrécupérables, c'est toute leur vie qu'ils devraient balancer d'un coup, tu imagines, impensables ou alors ce serait exceptionnel, et il ne pourrait y en avoir qu'un dans ce cas-là. Lequel ? Je l'ignore, je ne les connais pas tous loin de là.

Un dirigeant, un intellectuel, un membre des classes moyennes qui viendrait d'ailleurs, inconnu, pourquoi pas, mais d'où sortirait-il, comment en serait-il arrivé aux mêmes conclusions que moi ou nous, je n'ai pas de réponse et cela me semble peu probable actuellement, je ne vois personne.

Et puis il faut avoir à l'esprit que pour remplir cette fonction, non seulement il faudrait avoir acquis des connaissances exceptionnelles, mais il faudrait aussi avoir des qualités et des facultés personnelles hors du commun, existe-t-il ou existe-t-elle ? Pourquoi ne se serait-il pas déjà manifesté, pourquoi nous ne l'aurions pas repéré ? Et puis il faudrait qu'il ait le sens de l'abnégation, du sacrifice totale de sa propre existence pour la cause du socialisme. Pourquoi est-il aussi indispensable ? Parce que les hommes sont comme cela jusqu'à présent, que ce soit marxiste ou non on s'en fout, c'est la réalité, c'est tout.

Il en faut un au moins, ensuite d'autres de qualités moindres viennent le rejoindre pour le meilleur ou le pire, je repense aux dirigeants bolcheviks qui étaient proches de Lénine et qui ont basculé dans le camp de Staline dès 1924. C'est le seul truc qu'on ne peut pas inventer malheureusement !

On a besoin d'un dirigeant de cette trempe qui fédère d'autres dirigeants, puis qui attire des cadres et des militants, avant d'être reconnu par les masses comme leur dirigeant, on ne refait pas les hommes, ils sont comme cela, je le répète.

On n'a jamais eu un tel dirigeant depuis Lénine, même Trotsky n'était pas à la hauteur, je suis peut-être sévère ou trop exigeant avec lui, il n'a pas su s'entourer de dirigeants valables. Il n'en existait pas selon lui. C'est possible, je veux bien le croire, et vois-tu, cela nous ramène à la situation actuelle. Tu vois Paul, on progresse, je veux dire par là qu'on ne doit se faire aucune illusion et il faut s'en tenir strictement à la réalité, c'est dur à supporter, je le sais !

L'air de rien, il y avait et il y a encore des intellectuels d'un très haut niveau et qui sont maintenant très âgés proche du PCF, j'ai parlé de Clouscard qui est décédé, il y en a d'autres, Bruno Guigue en fait partie je crois, un ancien diplomate si je ne me trompe pas, chez les maoïstes aussi il y en a qui ont évolué, mais on est très loin du compte.

Il y a aussi ce gars de CADTM, Toussaint, j'avais oublié son nom, il vient d'Attac je crois, il a rompu avec ce panier de crabes issus du PCF et du PS, Nickonoff a bien progressé, mais il est indécrottable, tous ces dirigeants ont été formatée d'une certaine manière et ils n'arrivent pas à rompre avec le mode de penser qu'ils ont trimballé toute leur vie, c'est très difficile, je peux le concevoir, surtout quand on est entouré de flatteurs qui ne corrigeront pas vos erreurs ou qui n'oseront pas vous critiquer. Toussaint a rompu avec Attac et Proudhon, il a été jusqu'à rompre avec le capitalisme, mais pas toujours ou pas entièrement, d'après ce que j'ai constaté, il n'est pas fiable et ne propose rien à ma connaissance. Je m'intéresse à ceux qui se réclament du mouvement ouvrier, les autres sont suspects au premier abord et on est vite déçu.

Les trotskystes ont fini de pourrir le mouvement ouvrier, dont la classe ouvrière et les classes moyennes se sont écartées. Le syndicalisme n'a plus qu'une orientation corporatiste, cela devait être l'ultime demeure ou la tombe du réformisme une fois la perspective du socialisme abandonnée, rien de surprenant là-dedans.

L'épisode des Gilets Jaunes s'est inscrit en opposition au mouvement ouvrier historique, il en a été la négation d'une certaine manière en reniant les enseignements de la lutte de classes du passé, c'est la pire référence à laquelle un grand nombre se raccrochent désespérément, je les comprends sans les juger ou leur tirer dessus, ils ont été les victimes de ceux qui nous ont trahis, il ne devait rien en sortir et en rester, c'est ce que j'avais prévu dès le départ.

L'histoire, la lutte des classes, la politique, c'est une science, quelque chose qui s'étudie, qui a ses propres lois, dialectiques et matérialistes, quand on les ignore, on se plante forcément. Plus personne ne veut en convenir ou plutôt les mieux disposés se fient aux interprétations qu'on leur a fournies, alors qu'elles étaient erronées.

La science, c'est avant tout l'examen ou l'observation, la description de la réalité, des faits, quand on oublie ce b.a.-ba on est voué à se fourvoyer indéfiniment. Mais aujourd'hui personne n'est disposé à accorder ce statut à l'histoire, au processus historique, tout le monde y va de sa petite histoire sortie de sa petite tête en ne respectant pas la réalité. Même la logique ou les raisonnements les plus élémentaires leur échappe.

Par exemple, quand j'écris dans un blog qu'on ne peut pas être humaniste et à la fois se réclamer d'un système économique aussi inégalitaires, monstrueux, cruels, criminels, que le capitalisme, personne ne réagit, alors que cela concerne absolument tous les lecteurs sans exception, ils ont tous un niveau intellectuel très élevé, mais ils s'en foutent, cela signifie qu'avec ce qu'ils ont dans la tête tu ne peux rien envisager de sérieux, absolument rien. Ce sont des gens totalement incapables de penser librement, bref, ils n'ont rien dans la tête, alors qu'ils manifestent de bonnes intentions, cette contradiction ne leur effleurera même pas l'esprit.

Qu'est-ce que tu veux que je fasse de plus ? A qui s'adresser, avec qui essayer de discuter, tu veux me le dire, je t'écoute Paul. Il faut prendre son mal en patience.

J'ai écrit quelque part que toutes les dictatures finissaient bien un jour, c'est vrai, mais j'ai peut-être été un peu trop optimiste ou cela mérite une précision, car dans plusieurs pays elle dure depuis plus d'un demi-siècle, aux Etats-Unis par exemple, en Chine aussi, en Corée du Sud, au Japon, Israël, etc. là-bas ils sont largement lobotomisés, toute référence à la civilisation humaine fait rigoler ou tout le monde se demande de quoi vous parlez, c'est incompréhensible pour ces peuples soumis à un régime épouvantable depuis des lustres... Ce qui se passe en France aujourd'hui et dans de nombreux pays dans le monde a été importé de Chine ou calqué sur la Chine, sur son régime totalitaire...

Rien ne dit finalement que l'espèce humaine ne serait destinée à disparaître, cela aussi je l'ai déjà écrit, ce ne serait pas la première espèce à connaître ce destin, n'est-ce pas ? On fait ce qu'on peut pour éviter d'en arriver-là, évidemment, mais il faut demeurer lucide en toute occasion, il ne faut jamais perdre de vue que l'homme est capable du meilleur et du pire, lequel des deux l'emportera, je l'ignore. Voilà où j'en suis.

Je reprendrai l'actualisation du portail plus tard, peut-être, rien n'est sûr. Ce que j'avais à ajouter ou à dire, je viens de te le livrer, à quoi bon le publier, non ?

- Concernant mon boulot politique, je crois que finalement faire quelque chose seul dans son coin ne servira jamais à rien, et comme il y a trop de sujets à traiter, tu ne peux rien explorer à fond, souvent j'en arrive à bâcler un sujet par manque de temps, mais pas seulement, je me rends compte qu'on a besoin aussi de penser à autres choses pour y voir plus clair ou de faire autre chose, surtout quand tu n'avances pas, il faut se consacrer à autre chose histoire, de faire véritablement quelque chose histoire de réaliser quelque chose, je ne sais pas si j'arrive à me faire comprendre.

Manier des idées même reposant sur des faits, tu finis par t'en lasser quand elles ne sont pas partagées ou ne débouchent sur rien en pratique. Tu arrives même à en douter sans savoir pourquoi. Je pense que cela doit être collectif. Quand la théorie, la pratique et l'organisation ne sont pas réunies, cela ne tient pas debout, c'est chaotique ou bancal. Je n'ai pas réussi à remédier à ce problème, donc insister plus longtemps ne servirait à rien. D'autres le feront un jour mieux que moi et cela marchera, tant mieux.

En attendant je suis complètement crevé, lessivé, la chaleur accablante en plus ! Je continue de m'informer quotidiennement avec la même attention, mais je prends peu de notes, il y a trop à dire, je suis submergé, j'ai commencé à écrire un tas de trucs et je n'ai rien terminé, donc cela n'a servi à rien. J'ai l'impression ou la certitude que ce n'est pas adressé aux bonnes personnes, sans pouvoir l'adresser à quelqu'un d'autre, c'est en désespoir de cause d'une certaine manière. Je n'ai pas non plus envie de finir en mégalomane, tu comprends Paul.

Je préfère encore t'écrire mes impressions ou mes réflexions. Tiens en voilà une, je me demande comment on peut prétendre être un humaniste et s'accommoder d'un régime aussi monstrueux et cruel, barbare, c'est incompatible selon moi.

- Je te conseille de lire aussi les articles ou tout du moins les commentaires dans le blog du Dr. Maudrux, même si sur le plan politique il ne faut pas attendre de miracle, on n'est pas les seuls à résister à cette dictature criminelle.

Si des membres des classes moyennes n'avaient pas pris l'initiative d'organiser le mouvement ouvrier, il n'aurait jamais vu le jour, il ne faut jamais l'oublier, sans oublier évidemment que les classes moyennes ou la petite bourgeoisie n'est pas une classe indépendante, elle est capable du meilleur et du pire. Je pense que c'est de là que viendra la reconstruction du mouvement ouvrier, qu'émergeront de véritables dirigeants dignes du socialisme, patience.

- Les lambertistes, je crois sans vouloir être médisant ou de mauvaise foi, je crois qu'on n'a pas fini de découvrir à quel point ils étaient pourris. Imagine Alexandre Hébert propulsé au comité central de l'OCI et donnant un interview pour un magazine du FN, j'ai oublié le titre, et ses relations avec la famille Le Pen et des cadres du FN, un éditeur si ma mémoire est bonne, tout est en ligne dans le portail. Rien que cela, c'est complètement dingue comme truc. Passons, on perds son temps avec ces raclures. Sur le plan politique, on peut les dézinguer en deux temps et trois mouvements, c'est trop fastoche ! En attendant, on est à poil et c'est bien cela le drame. (...)

Je te conseille de lire aussi les articles ou tout du moins les commentaires dans le blog du Dr. Maudrux, même si sur le plan politique il ne faut pas attendre de miracle, on n'est pas les seuls à résister à cette dictature criminelle.

Si des membres des classes moyennes n'avaient pas pris l'initiative d'organiser le mouvement ouvrier, il n'aurait jamais vu le jour, il ne faut jamais l'oublier, sans oublier évidemment que les classes moyennes ou la petite bourgeoisie n'est pas une classe indépendante, elle est capable du meilleur et du pire. Je pense que c'est de là que viendra la reconstruction du mouvement ouvrier, qu'émergeront de véritables dirigeants dignes du socialisme, patience.

DEUXIEME PARTIE

Mes interventions dans le blog du Dr. Maudrux du 26 avril au 31 mars 2021

- Dérapage sous l'emprise de la propagande officielle.

En provenance d'Inde où je vis, imaginez que je rentre en France et que je sois seul, me voilà confiné chez moi. Dites-moi, si on m'interdit de sortir, comment je vais faire pour me ravitailler en nourriture ou faire des achats de première nécessité ?

Jusqu'à preuve du contraire, j'ai constaté que lorsque les autorités d'un pays décidaient quelque chose à ma place, c'était rarement pour mon bien, pour ne pas dire jamais, ce que je pense, car dans ce cas-là il y a toujours une arrière-pensée politique ou économique derrière...

On nous dit que ces virus sont aussi banals que ceux de la grippe, ce qui a été démontré amplement, et la seconde d'après on l'a oublié pour cautionner des mesures liberticides extrêmes et inutiles, quel manque de cohérence et de logique !

De plus, si je comprends bien, évacuons le fait que ces personnes ont peut-être dû fournir le résultat d'un test négatif avant d'embarquer, sous prétexte qu'elles seraient à risques, elles devraient être enfermées à domicile pendant 10 jours, sans condition d'âge, sans qu'on les teste, etc. Est-ce que vous avez réalisé, que c'est justement le genre de mesures que Macron a imposées à l'ensemble de la population en 2020, les plus dictatoriales de la planète, que semble-t-il vous avez dénoncées ?

- 3 photos prises ce matin entre 11h et 12h à Pondichéry (Inde du Sud) (environ 850.000 habitants avec la banlieue, plus les habitants du Tamil Nadu qui vont s'y faire soigner, de tout le sud de l'Inde pour des opérations, c'est gratuit.)

Comme le disent l'AFP et Reuters, en Inde les hôpitaux sont pris d'assaut, le bal des ambulances est incessant, c'est la panique…

http://www.luttedeclasse.org/dossier61/JIPMER_11H_26042021.jpg

http://www.luttedeclasse.org/dossier61/JIPMER_PHARMACIE_12H_26042021.jpg

http://www.luttedeclasse.org/dossier61/PONDICHERY_HOPITAL_GENERAL_11H_26042021.jpg

---

- Ma compagne m'a raconté que l'année dernière quand sa mère a été hospitalisée à Jipmer, elle a bénéficié d'un lit, mais ma compagne qui l'avait veillée pendant une semaine avait dormi à même le sol ; Ici c'est un parent qui veille jour et nuit le malade et non le personnel hospitalier en nombre insuffisant. Je crois que le budget de la santé en Inde représente 3% du PIB, cela vous donne une petite idée sur le prix d'une vie ici.

La nourriture est fournie au malade en cas d'hospitalisation, mais pas à la personne qui le veille, du coup un autre membre de la famille doit passer deux ou trois fois par jour pour lui apporter de quoi se nourrir, bonjour la galère, surtout sachant que les Indiens bossent 6jours/7 ! Les

soins sont gratuits, y compris les médicaments, mais pas toujours.

Les abords des hôpitaux ressemblent à un marché ou un à bazar fait d'échoppes, d'étales et de voitures à bras, sans oublier un temple. On trouve facilement de quoi se restaurer 24h/24. Tenez, j'ai constaté que les lépreux et les miséreux qui mendiaient là il y a 30 ans en arrière, avaient pratiquement disparu, ils ont été remplacés par l'esclavagisme moderne dont il faut nous débarrasser maintenant (Ou jamais ?).

C'est la dialectique de l'histoire qui le veut ainsi, à nous d'en prendre conscience et à nous la liberté ! Tiens, on pourrait adopter le mot d'ordre suivant : La liberté, c'est la santé, ce qui n'a pas de prix et ce qu'on a de plus chère ! D'où, sans liberté pas de santé, rien de tel pour justifier le confinement, faire le maximum de morts, la vaccination, etc. comme quoi s'était prémédité.

- Ma compagne m'a précisé qu'habituellement il y avait plus de monde plus tôt dans la matinée. C'est vrai, mais ce qui compense ici, c'est qu'on était lundi, et comme le dimanche les Indiens vont au marché ou ils se reposent parce qu'ils bossent 6jours/7, généralement le lundi matin il y a foule, les bus sont pleins à craquer, j'en ai fait l'expérience l'année dernière après avoir porté mon scooter en révision, y compris devant la pharmacie où on se marche dessus sur les coups de 10h30-11h. La route qui passe devant l'hôpital Jipmer est l'unique route pour se rendre à Chennai (ex-Madras) en venant de la côte sud quand on ne traverse pas Pondichéry, je l'emprunte plusieurs fois par semaine, donc j'ai eu tout le loisir d'observer ce qui s'y passait, l'autre route longe la mer.

Je vois que vous appréciez les histoires indiennes, en voilà une pour vous détendre.

Un jour j'ai emmené à l'hôpital général de Pondichéry un pécheur de mon village (j'y ai vécu 10 ans) qui venait de se faire mordre par un serpent. Il n'y avait plus de moyens de transport dans le village, tous les pécheurs étaient en mer, c'était en milieu de matinée, alors deux Indiens qui avaient une moto ont monté le bonhomme sur ma moto, et nous voilà partis pour une balade de 5 kilomètres.

Arrivés à l'hôpital, une longue file d'attente, debout évidemment, mes accompagnateurs étaient prêts à faire la queue tranquillement, moi je me suis dit que si on n'inoculait pas rapidement un contrepoison à notre compagnon pécheur il allait crever. J'ai fait ni une ni deux, j'ai dépassé tout le monde en tenant à bout de bras notre pécheur d'une cinquantaine d'années qui était en train de tourner de l'œil, et j'ai exposé brièvement notre situation aux médecins qui étaient là en les priant de le prendre en charge immédiatement, ce qu'ils firent et notre bonhomme fut sauvé !

A propos des médias.

Lorsqu'il y a eu le tsunami et que ma maison s'est retrouvée dans la mer, le Consul de France à Pondichéry m'a donné le numéro de téléphone d'un journaliste de France 2 qui se trouvait à Chennai. Je l'appelle et je lui expose ce que mon village vient de vivre. Il me demande s'il y a eu des morts. Je lui réponds non, alors cela ne l'intéresse pas, il ne fera pas le déplacement, j'ai eu beau lui exposer notre détresse, il avait besoin de sensationnel. Cela non plus cela ne s'invente pas, hélas !

- Juste un mot à propos des vidéos censurées par YouTube ou d'autres opérateurs.

On semble ignorer que le gang mafieux qui détient tous les pouvoirs et tous les satellites de communication peut couper Internet ou réduire arbitrairement son contenu, où il veut quand il veut à qui il veut. il vous autorise à publier ce que vous voulez sur le Net aussi longtemps qu'il n'en décidera pas autrement, donc vous en êtes les otages permanents. Il vous accorde cette liberté à titre provisoire ou conditionnel, certains y ont vu une avancée démocratique, alors qu'en réalité c'était exactement le contraire qui se produisait, comme presque toujours. Que ne serions-nous pas prêt à croire pour attribuer des vertus démocratiques à une dictature qu'on ne souhaite pas affronter.

Dit autrement, on a hélas souvent tendance à interpréter les choses en fonction de ce qui nous arrange, et à faire abstraction de ce qui nous dérange, non ce n'est pas humain, c'est incohérent, stupide et bien pire encore.

- En Inde, Ivermectine ou HCQ. (Government of India)

https://transformingindia.mygov.in/covid19/clinical-guidance-for-management-of-adult-covid-19-patients-treatment-for-mild-covid-19-cases-3-3/

Avec un cluster de plus d'un million, rien de surprenant, sauf qu'il n'y ait pas des dizaines de milliers de morts par jour…

Kumbh Mela Will Not Be Cut Short, Say Officials – ndtv.com April 14 (Télé japonaise)

https://www.ndtv.com/india-news/kumbh-mela-may-end-today-say-sources-amid-criticism-covid-19-concerns-2413544

(Google traduction) New Delhi: La méga Kumbh Mela à Haridwar se poursuivra jusqu'au 30 avril et il n'y a pas eu de discussion pour le fermer tôt en raison de la flambée des infections à Covid, ont déclaré aujourd'hui des responsables qui ont nié toute décision de conclure l'événement deux semaines plus tôt.

Le gouvernement de l'État a déclaré que jusqu'à 14 heures, un nombre impressionnant de 9,43 452 fidèles avaient plongé dans ce qui est considéré comme l'un des jours les plus propices du Kumbh.

L'Uttarakhand a enregistré mardi son plus haut pic en une journée dans les cas de Covid-19 avec 1925 personnes testées positives. Haridwar a signalé 1 000 cas en deux jours. ndtv.com April 14

J'ai noté que les Etats ou plutôt les grandes villes où il y avait un grand nombre de "cas" et plus de décès qu'ailleurs, comportaient presque tous un aéroport international. Ajoutez la surpopulation, la promiscuité et le manque d'hygiène, le cocktail parfait pour les épidémies. Notez aussi que la tuberculose frappe plus de 2 millions d'Indiens par an et fait en moyenne 200.000 morts. (Wikipédia en anglais)

- Le dimanche, c'est toujours mieux.

Le paradigme du confinement s'effondre par Jeffrey A. Tucker (American Institute for Economic Research 19 avril 2021) – Mondialisation.ca, 22 avril 2021

https://www.mondialisation.ca/le-paradigme-du-confinement-seffondre/5655733

- Il ne manquait plus que vison futé !

Dans les rubriques "Sur le même thème" et "Articles récents" de ce blog vous retrouverez les mêmes préoccupations que les institutions internationales et les médias au service de l'oligarchie financière, la même propagande bien enrobée avec pour cible privilégiée la Chine, traitée de la même manière qu'à Washington, ils déclarent également leur flamme pour Biden élevé au rang de "chef d'orchestre de la diplomatie climatique", leur chef, cela devrait faire réfléchir, autant dire qu'ils adhèrent à la mystification du changement climatique menée par les mêmes auteurs que la mystification au coronavirus.

https://reporterre.net/Joe-Biden-relance-la-dynamique-internationale-sur-le-climat

Allez donc visiter le portail de la NED (émanation de la CIA) (https://www.ned.org/), vous serez surpris de constater comment ce gang mafieux ennemi n°1 de la démocratie en a fait sa devise ou se présente en champion toutes catégories de la démocratie. C'est très instructif. C'est un peu ardu à aborder ou incompréhensible pour un naïf, parce qu'ils s'adressent à des convaincus, en fait leur rhétorique est destinée à fournir des arguments principalement aux décideurs pour qu'ils relayent correctement leur propagande idéologique. Si on l'ignore, on est prêt à soutenir la NED ou on est bon pour se faire manipuler, une expérience irremplaçable, et surtout quel précieux enseignement…

-Je vis dans un petit village du sud de Inde (depuis 30 ans, hormis 3 ans), je sors sans masque en scooter faire mes courses à la commune voisine, le district doit bien comporter 50.000 habitants, pas trace des forces de l'ordre, beaucoup d'Indiens masqués, le matraquage télévisuel oblige. Il n'y a que le matin et le soir quand les Indiens vont ou reviennent du boulot, que la police dresse des barrages et sanctionnent ceux qui ne portent pas de masque, 200 roupies qu'ils se foutent dans la poche en réalité, c'est mon beau-fils qui en a fait l'expérience qui me l'a raconté. J'ai participé à son mariage le 27 mars, 500 invités sans masque entassés dans une salle immense, rien de particulier à ajouter, je n'ai pas eu connaissance que quelqu'un soit tombé malade.

Je suis allé à Pondichéry en début de semaine, idem.

Je crois qu'on n'a toujours pas intégré que cette pandémie est fictive. Je veux dire par là qu'en tout temps il y a de petites flambées épidémiques qui font quelques victimes parmi les plus âgées ou plus faibles, et tout le monde estime cela normal, personne ne s'en préoccupe plus que cela, sauf qu'aujourd'hui les autorités en ont décidé autrement inspirées par le Forum économique mondial, c'est tout.

Moi ce que j'ai vu passer, ce sont des articles alarmistes annonçant des centaines de milliers de "cas", de testés PCR positifs qui ne veulent rien dire du tout, et quant aux quelques 1300 décès annoncés en une journée, ici c'est l'été, et avec 38 à 40°C à l'ombre tous les ans il y a davantage de morts, c'est la même chose chaque année lors de la mousson. Si on n'a pas en tête ces paramètres, on se fait manipuler par les autorités ou les médias. Et puis, qui vous dit qu'ils sont morts de ce virus et pas d'un autre ou d'une autre pathologie.

Le niveau de conscience d'un Indien ne dépasse pas généralement celui d'un gosse de 5 ans, alors si vous vous y fiez, vous allez croire n'importe quoi. Ajoutez la corruption généralisée et vous voyez le tableau. Mieux, dans la plus grande pharmacie de cette commune, ils ignoraient l'existence du kit Ziverdo et que l'ivermectine était utilisée en Inde pour la Covid-19. J'en ai achetée (6) par curiosité, 35 roupies (40cts d'euro environ) 1 comprimé dosé 12 mg.

Je précise pour éviter tout malentendu, que je suis marié avec une tamoule (62 ans) depuis 31 ans, séparée, je vis avec une autre femme tamoule (50 ans et illettrée) depuis 8 ans, je ne fréquente que des Indiens, et j'ai été prof de français à l'Alliance française et au lycée français de Pondichéry. Je n'ai pas mis les pieds en France depuis mai 2002…

- Je me renseignerai la semaine prochaine.

Un jour j'ai demandé si le kit Ziverdo était disponible dans l'une des deux pharmacies situées en face de l'hôpital Jipmer, l'un des plus importants de l'Inde du Sud, avec un centre universitaire et de recherche, des Indiens du Kérala et du Karnataka viennent s'y faire soigner, on m'a répondu non, je n'ai pas insisté.

Quant à l'épidémie décrite par les médias ou le gouvernement, elle est instrumentalisée comme partout ailleurs à des degrés divers.

Les Indiens de la ville et de la campagne ne réagissent pas de la même manière. La surpopulation se fait davantage sentir en ville, la moindre rumeur se répand comme une traînée de poudre, donc j'imagine qu'au moindre symptôme ils filent à l'hôpital (gratuit ou presque) plutôt que chez un médecin, le mimétisme est très répandu également, alors que dans les villages ils sont plus isolés, ils subissent aussi le matraquage de la propagande officielle, mais ils ont le réflexe d'attendre quelques jours avant de décider d'aller à l'hôpital ou chez un médecin, ici on travaille 6j/7, donc c'est toujours compliqué de trouver le temps d'y aller, aussi il arrive le plus souvent que cela se passe ou ils essaient de se soigner avec des tisanes à base de plantes… Bref, à la campagne ils peuvent paniquer, mais ils relativisent aussi, par nécessité, ils réfléchissent avant de dépenser le peu d'argent qu'ils ont dans des médicaments ou une consultation chez un médecin, la majorité de la population est pauvre ou se prive sur tout, le miracle économique est une fable sordide.

Il y a un truc que j'ai observé, habituellement toute l'année devant l'hôpital Jipmer il y a foule du matin au soir, depuis 14 mois peu de monde le matin et le reste de la journée c'est pratiquement désert, j'en déduis qu'il y a des gens qui ne se soignent plus, comme en France et ailleurs.

- A Harry Tuttle.

HT – Combien de vies sauvées cette semaine ? Pas une seule ?

JCT – Faux, des dizaines ou des centaines ont été sauvées depuis un an grâce au Dr. Maudrux pour avoir fait connaître ou relayé l'existence de différentes molécules auprès de médecins qui les ignoraient ou doutaient de leur efficacité et qui en ont fait profiter leurs patients, patients qu'ils ont ainsi sauvés. Voilà pour les faits que personne ne peut nier et qui devraient faire consensus.

Votre impatience vous aveugle et dessert la cause que vous prétendez partager avec nous. Elle témoigne de votre absence de maturité politique. J'en veux pour preuve votre référence à la notion des droits de l'homme, qui personnellement m'est totalement étrangère. Si vous souhaitez vous instruire ou progresser, je vous renvoie à l'analyse minutieuse qu'en avait fait K. Marx, et qui de nos jours demeure plus valable que jamais. Voyez-vous, n'est pas humaniste qui veut contrairement à ce qu'on s'imagine généralement, cela je ne peux pas vous l'accorder puisque vous l'ignorer aussi, vous venez d'en faire la démonstration. Quand je dis que la réalité est parfois cruelle, je sais de quoi je parle. Calmez-vous !

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/KM_La_question_juive.pdf

Extraits. On fait une distinction entre les « droits de l'homme » et les « droits du citoyen ». Quel est cet « homme » distinct du citoyen ? Personne d'autre que le membre de la société bourgeoise. Pourquoi le membre de la société bourgeoise est-il appelé « homme », homme tout court, et pourquoi ses droits sont-ils appelés droits de l'homme ? Qu'est-ce qui explique ce fait ? Par le rapport de l'État politique à la société bourgeoise, par l'essence de l'émancipation politique.

Constatons avant tout le fait que les « droits de l'homme », distincts des « droits du citoyen », ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et de la communauté. (…)

Aucun des prétendus droits de l'homme ne dépasse donc l'homme égoïste, l'homme en tant que membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire un individu séparé de la communauté, replié sur lui-même, uniquement préoccupé de son intérêt personnel et obéissant à son arbitraire privé. L'homme est loin d'y être considéré comme un être générique ; tout au contraire, la vie générique elle-même, la société, apparaît comme un cadre extérieur à l'individu, comme une limitation de son indépendance originelle. Le seul lien qui les unisse, c'est la nécessité naturelle, le besoin et l'intérêt privé, la conservation de leurs propriétés et de leur personne égoïste. Fin de l'extrait.

Ce qui fait gravement défaut aujourd'hui et explique la situation inextricable dans laquelle nous sommes (et aussi votre réaction) se résume à ceci : En l'absence d'un parti politique susceptible de rassembler les larges masses qui n'en peuvent plus de ce régime et sont prêtes à l'affronter, aucune issue politique, aucun changement politique ou de régime conforme à leurs aspirations n'est envisageable à court terme, du coup on assiste à une débauche d'initiatives individuelles généralement bien intentionnées effectivement sans lendemain ou vouées fatalement à l'échec. Il en va également ainsi des guerres ou de la lutte de classe conduites sans direction notamment (Voyez les Gilets jaunes), et tant qu'on n'aura pas intégré cet enseignement la société continuera de pourrir littéralement.

Cet enseignement a été dévoyé ou est méconnu, à nous de nous le réapproprier avant qu'il ne soit trop tard, car personne n'a jamais affirmé que la civilisation humaine et l'espèce humaine seraient éternelles.

Harry Tuttle, vous ignorez aussi l'un des éléments déterminant de cet enseignement, à savoir que ce sont ceux que vous maltraitez ici qui contribueront à nous débarrasser de ce système économique et personne d'autres à leur place. Calmez ?

Gérard Maudrux

Les petits ruisseaux finissent toujours par faire de grandes rivières

Sylvie Pansiot

Comme le dit Tardieu, il manque un parti rassembleur de citoyens décidés à récupérer une vraie démocratie.

La seule solution est de renverser le pouvoir.

- Il ne manquait plus que vison futé !

Dans les rubriques “Sur le même thème” et “Articles récents” de ce blog vous retrouverez les mêmes préoccupations que les institutions internationales et les médias au service de l’oligarchie financière, la même propagande bien enrobée avec pour cible privilégiée la Chine, traitée de la même manière qu’à Washington, ils déclarent également leur flamme pour Biden élevé au rang de “chef d’orchestre de la diplomatie climatique”, leur chef, cela devrait faire réfléchir, autant dire qu’ils adhèrent à la mystification du changement climatique menée par les mêmes auteurs que la mystification au coronavirus.

https://reporterre.net/Joe-Biden-relance-la-dynamique-internationale-sur-le-climat

Allez donc visiter le portail de la NED (émanation de la CIA) (https://www.ned.org/), vous serez surpris de constater comment ce gang mafieux ennemi n°1 de la démocratie en a fait sa devise ou se présente en champion toutes catégories de la démocratie. C’est très instructif. C’est un peu ardu à aborder ou incompréhensible pour un naïf, parce qu’ils s’adressent à des convaincus, en fait leur rhétorique est destinée à fournir des arguments principalement aux décideurs pour qu’ils relayent correctement leur propagande idéologique. Si on l’ignore, on est prêt à soutenir la NED ou on est bon pour se faire manipuler, une expérience irremplaçable, et surtout quel précieux enseignement…

- Un contact m’a envoyé cette info.

https://mf66ewhokak4ufusv56xwwxxwy-ac4c6men2g7xr2a-www-lifesitenews-com.translate.goog/news/french-drug-assessment-center-demands-removal-of-all-four-widely-used-covid-vaccines

Le centre français d’évaluation des médicaments exige le retrait des quatre vaccins COVID largement utilisés. Selon le CTIAP, tous les vaccins ont été mis sur le marché et utilisés activement sur des êtres humains avant que la «preuve de qualité de la substance active et du produit fini» ne soit produite. – Jeudi 22 avr.2021

Centre Territorial d’Information Indépendante et d’Avis Pharmaceutiques – CENTRE HOSPITALIER DE CHOLET – Docteur Amine UMLIL – vendredi 2 avril 2021

https://5sgn4mochw5o3nuyx4c2fyc55q-ac4c6men2g7xr2a-blogspot.translate.goog/2021/04/inedit-exclusif-vaccins-contre-la-covid.html

Réservé aux professionnels.

Éclairage sur les données publiques européennes des AMM conditionnelles pour les 4 vaccins COVID-19 (Catherine FRADE, Docteur en Pharmacie – 30 Mars 2021)

https://7fgycaxig36mfnffy72dzkxvgy-ac4c6men2g7xr2a-catherinefrade-com.translate.goog/blog/2021/04/01/eclairage-sur-les-donnees-publiques-europeennes-des-amm-conditionnelles-pour-les-4-vaccins-covid-19-31-mars-2021/

- Un conglomérat pharmaceutique au casier judiciaire chargé: Pfizer «s’empare» du marché européen des vaccins, soit 1,8 milliard de doses par Prof Michel Chossudovsky – Mondialisation.ca, 21 avril 2021

https://www.mondialisation.ca/un-conglomerat-pharmaceutique-au-casier-judiciaire-charge-pfizer-sempare-du-marche-europeen-des-vaccins-soit-18-milliard-de-doses/5655722?print=1

Par ailleurs, quand on sait qu’il existe des molécules efficaces pour combattre la covid-19 à tous les stades de la maladie, dont l’ivermectine, comment expliquer qu’un éminent professeur consacre une vidéo à la vaccination dès lors inutile, déclare que le vaccin Pfizer a engendré 75% d’effets secondaires et des morts, et appelle les plus de 70 ans à se faire vacciner ?

Comment appelle-t-on cela ? Et dire qu’il y en a pour l’applaudir, l’horreur dans toute sa splendeur ! Ce qu’on observe quotidiennement, c’est que ceux qui s’en prennent à Macron ou critiquent sa politique sanitaire ne sont pas à une contradiction près, en fait ils ne valent guère mieux à l’arrivée, et je pèse mes mots, écœurant.

- Tous finiront par l’acclamer ici dans ce blog, qu’est-ce que vous avez cru ? Il n’y a pas plus démagogiques que ceux qui se déclarent anticonformistes, parce qu’ils ne tiennent pas à passer pour des réactionnaires ou des révolutionnaires, ensuite vous vous apercevez qu’ils étaient disposés à faire bon ménage uniquement avec la réaction, c’est-à-dire tous ceux qui se réclament de ce système économique. S’ils le nient, alors demandez-leur pourquoi ils sont incapables de rompre avec. Là ils vont vous mépriser ou vous insulter, ils n’aiment pas qu’on les démasque.

Soyons lucide. Cette opération (pandémie virale) est politique, son traitement est politique, son issue ne peut être que politique, cela fait 14 mois que tout le monde le nie ou l’admet du bout des lèvres sans en tirer le moindre enseignement politique ou bien pire encore…

Je vous file un scoop, dans l’état actuel des choses, il n’existe aucune issue politique à ce régime totalitaire, puisqu’il n’existe aucune force révolutionnaire organisée pour rassembler tous ceux qui sont parvenus à la conclusion qu’il faut le renverser. Hormis la construire, je ne vois

pas d'autres tâches urgentes à réaliser.

- Il y a des cercles de l'extrême droite qui récupèrent tout ce qui traîne et peut intéresser les membres de leur communauté dans des domaines très divers, qui tous ont en commun d'avoir une influence sur leur mode de vie ou de présenter un intérêt individuel ou éventuellement un intérêt collectif, à partir duquel une confusion peut naître sur leurs réelles intentions, qui demeurent nuisibles à la société en général de par l'idéologie politique qu'ils véhiculent, particulièrement sur le plan social.

L'extrême droite ne condamne pas l'exploitation et l'oppression, elle est ni conservatrice, ni libérale, ni néolibérale, elle exploite tout ce qui peut permettre à la caste des aristocrates de pérenniser son hégémonie sur les autres classes ou le reste de la société, et si en plus elle peut contribuer à son bien-être, elle sera la bienvenue auprès des monarchies ou de l'oligarchie financière. Toutes les particularités nationales peuvent ainsi être exploitées, ce qui leur permet de brasser large parmi la population, qui dépolitisée ou sans conscience politique se fait manipuler aux dépens de ses intérêts.

N'importe quelle cause peut faire l'objet d'une instrumentalisation, aussi pour avoir une petite idée sur les réelle intentions des uns et des autres ou la nature sociale à laquelle ils se rattachent, il suffit d'observer la position qu'ils adoptent sur l'existence du système économique (A distinguer des régimes économiques) pour être fixé, et à l'extrême droite ils partagent tous la même, comme à droite, à l'extrême-centre, sans oublier ce que certains appellent encore la gauche.

Qu'un article soit cité ou reproduit dans un journal ou une revue d'extrême droite ne remet pas en cause les convictions de son auteur. Mais qu'il adresse délibérément à ce journal ou à cette revue un article afin qu'il soit publié, sachant à quel type de lecteurs en particulier il s'adresse, pourra laisser penser qu'il est proche de ce courant politique, à moins qu'il n'ait pas le début d'une conscience politique, ce qui est difficilement concevable, le plus probable étant qu'une collusion d'intérêts les rapproche ou donne l'impression d'une connivence entre les deux qui existe ou qui n'existe pas.

On ne peut rien en déduire, sans savoir de quoi il retourne sur les questions que j'ai abordées.

On rencontre des génies sur la plan scientifique ou artistique par exemple, qui sont complètement nuls en histoire ou en politique, bien que ce soit paradoxale, car en principe à ce niveau, l'imagination et la curiosité doivent être constamment en éveil et elles doivent se stimuler mutuellement, de sorte que n'importe quel sujet doit être à leur portée, ce qui doit leur permettre d'éviter l'écueil de l'extrême droite.

Je suis sympa, je vole à leur secours, on ne pourra pas m'accuser d'en faire des suppôts de l'extrême droite. Il y a aussi des aspects dérisoires que je n'ai pas abordés ici, et qui peuvent jouer un rôle important dans ces relations…

- Vous déblatérez ! Je vis en Inde depuis 1990 (hormis 3 ans passés en France), et je n'ai de lien avec aucun courant politique depuis 1981. La réalité est parfois cruelle, j'en conviens, il faut l'assumer.

- A Harry Tuttle.

Il faut arrêter le crack ou la cock !

Si vous manquez de respect envers les gens qui vous offrent la possibilité de vous exprimer librement, ne vous étonnez pas s'ils en viennent à vous retirer ce droit.

Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage. Jean de La Fontaine

---

- Entretenir la psychose et brouiller les pistes. (Dans la revue de presse)

Des coronavirus encore inconnus potentiellement « très dangereux » découverts à Wuhan – utura-sciences 17 avril 2021

https://www.futura-sciences.com/sante/breves/coronavirus-coronavirus-encore-inconnus-potentiellement-tres-dangereux-decouverts-wuhan-4186/#xtor%3DAL-80-1%5BACTU%5D-4186%5BDes-coronavirus-encore-inconnus-potentiellement—tres-dangereux—decouverts-a-Wuhan%5D

J'en suis arrivé à la conclusion provisoire que cela avait été une erreur de croire que ce virus aurait pu être fabriqué ou qu'il aurait été issu d'un laboratoire ou peut-être même qu'il provenait de Chine. La réalité était sans doute beaucoup plus simple, trop même, rien de tel pour passer à côté.

L'oligarchie financière qui était sur le coup depuis déjà des décennies, c'est prouvé ou amplement documenté, a attendu d'être prête ou que les conditions qu'elle avait déterminées soient enfin réunies pour lancer cette opération ou réaliser ce coup d'Etat mondial, à partir d'un malheureux virus naturel que ses services avaient repéré ou suivaient à la trace. Il suffisait ensuite de l'instrumentaliser en usant de tous les pouvoirs dont elle disposait…

Ce n'est qu'une hypothèse et je vais essayer de l'étayer.

Quand au printemps 2020 le Pr. Raoult déclara qu'on était en présence d'une "grippette", et que plus tard l'épidémie prit la forme d'une "cloche" caractéristique de ce genre de virus, ce simple constat ou ces faits auraient dû suffire pour adopter face à cette situation un comportement similaire à celui que nous avions habituellement ou tous les ans à pareille époque ou saison. Or il n'en fut rien, tout le monde cessa soudain de s'en tenir à la réalité pour se déterminer aveuglément par rapport au discours officiel alarmant, une aberration totale qui n'a jamais cessé jusqu'à aujourd'hui.

Tous les médecins et professeurs sans exception à des degrés divers, qui par la suite prirent la parole dans les médias ou les réseaux dits sociaux, ne firent qu'alimenter cette pandémie créée de toutes pièces ou justifier les mesures imposées par Macron tout en formulant des réserves pour la forme que l'on peut caractériser maintenant d'opportunistes, les uns et les autres justifiant le port du masque, les tests à tour de bras, la suspension des libertés individuelles ou collectives, l'arrivée non pas d'une "seconde vague", mieux des variants ou mutants à la pelle, pour finalement adopter des positions ambiguës sur la vaccination ou se contredire sans cesse…

Du coup la version initiale d'une banale épidémie virale analogue à celle de la grippe passa à la trappe ou plus personne n'ose l'évoquer, alors que cette interprétation demeure valable. C'est ce contexte démentiel qui va créer les conditions favorables l'épanouissement d'une autre version, celle que nous avions justement abandonnée, sur laquelle vient se greffer l'apparition de nouveaux virus venus des quatre coins du monde et dont la Chine est un foyer inépuisable, la sinophobie tout comme la russophobie étant des produits de marketing politique sûrs ou éprouvés.

Bref, on a complètement perdu la tête, comme toujours en pareille occasion, à moins que ce soit l'état habituel de la population…

- Réponse à Bertrand L.

Tout d'abord ce n'est pas "un point de vue", mais une hypothèse basée sur des faits, une conjonction de faits réels et vérifiables.

Ensuite, ce n'est pas uniquement mon hypothèse, mais aussi celle du Pr. Raoult, Péronne, etc. qui a de multiples reprises se sont exprimés sur ce sujet en faisant référence au taux de mortalité comparable à celui des épidémies de grippe saisonnière des années antérieures.

Ensuite, je n'ai jamais dit que "les pouvoirs du monde entier" auraient instrumentalisé ce virus, mais l'oligarchie financière, ne confondez pas les marionnettistes et leurs marionnettes, particulièrement en occident. Que vous souhaitiez les ménager, c'est votre droit, mais la réalité c'est autre chose.

D'ailleurs on y vient.

Quelle dangerosité présente ce virus ARN ou rétrovirus ? Pas davantage que celui de la grippe, une multitude d'articles et de vidéos ont été publiés dans ce blog qui le prouve amplement, je vous y renvoie. Là vous vous êtes démasqué. Vient ensuite le coup de grâce.

"Les risques de propagation du COVID-19" étaient tellement faible que dès octobre 2019 les autorités sanitaires française entameront une procédure à l'encontre de l'hydroxychloroquine dont l'efficacité contre certains virus ARN était connue de longue date, je vous renvoie aux premières vidéos du Pr. Raoult où il l'avait évoqué, sinon vous pouvez faire une recherche sur Internet. Voici l'adresse du fichier :

– L'Anses a été saisie le 8 octobre 2019 par l'Agence nationale de sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé pour un avis sur une proposition d'arrêté portant inscription de la hydroxychloroquine sur la liste des substances vénéneuses.

https://www.anses.fr/fr/system/files/ANMV2019SA0175.pdf

Pour terminer, ce virus était si peu dangereux, qu'ils feront tout ce qui était en leur pouvoir pour faire un maximum de morts ou plutôt attribuer un maximum de morts à la Covid-19, notamment empêcher les médecins de traiter leurs patients ou les intimider pour qu'ils y renoncent, cela aussi vous êtes censé le savoir comme toutes les personnes qui se connectent sur ce blog, alors qu'est-ce que signifie votre commentaire ?

Morale de l'histoire : Vous avez confondu la dangerosité des représentants de ce régime avec la dangerosité d'un banal virus dont le taux de mortalité mondial officiel ou trafiqué peine à atteindre 0,03% ! S'agit-il d'un aveuglement idéologique ? Que vous teniez à Macron, à LREM, à la Ve République antidémocratique, au régime capitalisme, au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est votre droit, mais réécrire l'histoire quand elle est aussi fraîche, c'était prendre un risque inconsidéré, à moins que vous n'en ayez pas eu conscience, je l'ignore, ce qui est tout aussi préoccupant.

- Au lieu de se référer à des études réalisées ici ou là qui peuvent porter à polémique ou qui peuvent être contestées par n'importe qui mal informé ou mal intentionné, pourquoi ne pas se contenter des multiples témoignages qui proviennent de médecins ou de patients qui ne se connaissaient pas et qui se sont exprimés librement dans ce blog, car on ne voit pas quel intérêt ils auraient eu à les inventer, contrairement à ceux qui nient l'efficacité de cette molécule et font la promotion des vaccins ou relaient le discours officiel dans les médias, tout en ayant des conflits d'intérêts reconnus avec des trusts pharmaceutiques.

Pourquoi ne devions-nous pas considérer légitimes ces témoignages qui prouvent que l'ivermectine ou d'autres molécules sont des traitements efficaces contre ce virus et s'en tenir là ? Les faits ainsi établis se suffisent à eux-mêmes, et ils devraient avoir force de loi au-dessus de toute autre considération qui ne pourrait être motivée que par des intérêts étrangers ou contraires à la santé de la population, de nature mercantile, idéologique ou politique.

Je crois qu'il faut traiter cette question le plus simplement possible et s'en tenir à l'essentiel, pour qu'elle soit accessible à tous ou pour que chaque citoyen soit en mesure de comprendre qu'effectivement Macron nuit délibérément à leur santé, à leur intégrité mentale, à leurs conditions d'existence… Répétons-le, quel intérêt ces médecins ou patients auraient-ils eu à mentir, quel bénéfice auraient-ils pu en espérer ? Absolument aucun, sinon partager publiquement leur expérience pour le bien-être de tous et en tirer une satisfaction méritée.

Maintenant posez cette question à Macron et ses semblables et vous aurez une toute autre réponse. Je vous mets sur la piste. A qui profite le crime ?

– Le magazine Forbes a publié son 35e classement annuel des personnes les plus riches du monde.

https://fr.sputniknews.com/photos/202104071045447168-forbes-publie-son-classement-des-personnes-les-plus-riches-du-monde/

La liste comprend 2.755 milliardaires, soit 660 de plus qu'en 2020. Leur fortune totale a atteint cette année un chiffre record de 13.080 milliards de dollars, soit 5.080 milliards de plus que l'année dernière. Il y a 493 nouveaux arrivants dans le classement. 84 personnes ont été rayées de la liste, dont 23 suite à leur décès. La fortune totale des 20 premiers milliardaires s'élevait à 1.810 milliards de dollars en 2020.

Le nombre de milliardaires français est passé à 42 personnes, contre 39 l'année précédente.

Les 42 Français milliardaires totalisent ensemble plus de 510 milliards de dollars.

– La fortune des milliardaires français a augmenté de 439% entre 2009 et 2020

https://fr.sputniknews.com/economie/202012281044992009-la-fortune-des-milliardaires-francais-a-augmente-de-439-entre-2009-et-2020/

– Ces 50 milliardaires US se sont fortement enrichis en 2020, possédant autant que 165 millions de leurs concitoyens

https://fr.sputniknews.com/economie/202010091044549725-ces-50-milliardaires-us-se-sont-fortement-enrichis-en-2020-possedant-autant-que-165-millions-de/

Et ce n'est pas hors sujet ou ceci explique cela…

- Toujours plus fou !

La Suède condamne le projet fou de Gates sur le réchauffement climatique par F. William Engdahl – Mondialisation.ca, 15 avril 2021

https://www.mondialisation.ca/la-suede-condamne-le-projet-fou-de-gates-sur-le-rechauffement-climatique/5655541

Extraits.

– Le 2 avril, l'Agence spatiale suédoise a annoncé que le programme SCoPEx (Stratospheric Controlled Perturbation Experiment), financé par Bill Gates, avait « divisé la communauté scientifique » et ne serait donc pas réalisé. SCoPEx était un projet financé pendant plusieurs années par des fonds personnels de Bill Gates pour tester la faisabilité de l'atténuation du soleil par le biais de la géo-ingénierie humaine.

– Le plan consiste à larguer des aérosols de sulfate ou de poussière de carbonate de calcium dans l'atmosphère à partir de ballons à haute altitude, dans le cadre d'un projet fou visant à bloquer le soleil et à « empêcher » ainsi le réchauffement de la planète.

– Cette dernière aventure de Gates en matière de géo-ingénierie montre à quel point la mascarade du réchauffement climatique est une entreprise non scientifique.

– Depuis au moins 2010, Gates a appelé à une atténuation du soleil par l'homme. Il a donné 4,6 millions de dollars au physicien de Harvard David Keith pour faire avancer ce projet. Keith est conseiller de Gates depuis 2005. Avec Chevron, Gates est également un investisseur important dans la société de Keith, Carbon Engineering, une entreprise de capture directe de l'air basée au Canada.

– Ce qu'aucun modèle informatique du réchauffement climatique n'est capable de faire, c'est d'intégrer les effets de notre soleil sur le climat de la Terre, et ce malgré les preuves scientifiques bien documentées que les cycles solaires sont le principal facteur de changement du climat au fil des ans. En fait, ils n'essaient même pas de le faire.

- L'amalgame du Monde avec l'extrême droite est ordurier, c'est pour mieux faire oublier qu'elle est déjà au pouvoir avec l'extrême-centre de Macron et de LREM, de The Economist et Rothschild, le gang mafieux et criminel qui trône au Forum économique mondial.

Il est vrai que ce que l'on nomme communément la gauche et l'extrême gauche (et les syndicats) se sont vautrées dans la fange en partageant avec les autorités et les médias le déni des molécules efficaces pour combattre ce virus, laissant le champ libre à des courants affiliés à la droite ou à l'extrême droite qui sont censés servir de repoussoir, tandis que la droite et l'extrême droite parlementaire ou institutionnelle partagent ce déni avec Macron, ainsi la droite et l'extrême droite occupent toute la scène politique, la gauche et l'extrême gauche en sont exclues ou s'en sont excluent elles-mêmes.

Pour autant, le courant politique d'extrême gauche que je représente, La Voix de l'Opposition de Gauche, s'est rangé dès l'annonce de cette épidémie au côté des médecins et des professeurs qui traitaient leurs patients avec ces molécules, et l'ivermectine, l'hydroxychloroquine,

l'azithromycine, le zinc et la vitamine D ne quittent plus la page d'accueil de notre portail, il y figure également plus de 350 articles et des vidéos, des liens, dont celui du blog du Dr. Maudrux…

C'était juste pour montrer que l'ivermectine pourrait tout aussi bien être assimilée à l'extrême gauche, et que ce procès d'intention des inquisiteurs du Monde n'avait qu'un seul but : Nuire à la santé et à l'intégrité mentale de la population, à ses intérêts individuels et collectifs, dont ils sont résolument des ennemis, mortels ou plutôt criminels !

Au passage, Le Monde a toujours été de droite, le plus fidèle chien de garde de la Constitution antidémocratique de la Ve République, et l'étiqueter de gauche, cela vaut pour Libération et d'autres torchons, c'est faire preuve d'une confusion extrême, d'une grande ignorance ou tout simplement de malhonnêteté.

- Bientôt il n'y aura plus que le pape auquel vous n'aurez pas écrit, quelle misère !

- J'ignore si vous avez vue passer ces infos.

Covid-19 : les tests naso-pharyngés « ne sont pas sans risque », prévient l'Académie de médecine – lemonde.fr 8 avril 2021

https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/04/08/covid-19-les-tests-naso-pharynges-ne-sont-pas-sans-risque-previent-l-academie-de-medecine_6076072_3244.html

Italie – Manifestations de masse contre le confinement par Aube digitale (Aube Digitale, Daily Mail, RT, Press TV) – Mondialisation.ca, 11 avril 2021

https://www.mondialisation.ca/italie-manifestations-de-masse-contre-le-confinement/5655407

Une réflexion.

Autrefois ou jadis, les éléments les plus évolués des classes moyennes qui s'engagèrent dans le combat politique lièrent leur sort à celui du peuple opprimé, pourchassés, embastillés, conduites à l'exil, ils risquèrent ou ils y laissèrent parfois leur peau, ils vouèrent leur vie intégralement à leur idéal progressiste et démocratique, de justice sociale et de liberté, au risque de perdre leur statut social et de partager le mode de vie précaire des masses… Parmi leurs dirigeants, les plus faibles capitulèrent ou renièrent leur engagement politique, seule une poignée d'entre eux demeurèrent incorruptibles, puis cette espèce d'hommes et de femmes remarquables pour leur intelligence et leur détermination sans faille notamment disparue…

A partir des années 50 aucun ne s'avisera de les imiter et tous sombrèrent dans le plus vil opportunisme, au point qu'aujourd'hui ils sont devenus les porte-parole zélés de cette mystification virale fomentée par l'oligarchie financière.

Pour faire bref, tout combat social ou politique qui ne s'inscrit pas dans une perspective historique est voué à l'échec ou à être instrumentalisé ou récupéré… On peut le nier ou l'ignorer, mais cela n'avance à rien…

- " Des partis et des syndicats, de ONG : où sont-ils, que font-ils ?"

Devinez ? Curieux consensus en effet, de RN-FN au POID, n'est-ce pas ?

Tous corrompus et au côté de Macron-OMS-Gavi-FEM, et les plus zélés réactionnaires sont ceux qui se réclament de la gauche ou de l'extrême gauche. Tous sont dans le déni de la réalité, tous pratiquent l'omerta sur les molécules efficaces contre la Covid-19, tous soutiennent à fond la campagne de vaccination, des agents de Big Pharma ou de l'oligarchie qu'ils prétendent combattre.

Là aussi il y a un énorme travail à faire pour démasquer cette imposture qui dure depuis près d'un siècle, quoiqu'ils se sont démasqués eux-mêmes, mais certainement pas pour privilégier des acteurs affiliés à la droite ou à l'extrême droite, évidemment ou bien au contraire !

Une formule que j'ai adoptée :

– "Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable", maître Jérémie Assous, avocat de l'humoriste Tex.

(https://www.lepoint.fr/debats/jeremie-assous-l-insanite-du-monde-se-retourne-contre-le-rire-21-12-2017-2181718_2.php)

- Tout porte à croire qu'on est en présence d'un virus qui se comporte comme celui de la grippe, il est saisonnier et revient à différentes saisons sous forme de variant ou après avoir muté.

Dès lors, ils peuvent nous maintenir ainsi indéfiniment, je crois l'avoir prédit dès avril ou mai 2020.

Et puis, même en imaginant que ce virus finirait pas disparaître totalement, donc ne donnerait plus naissance à des variants, il leur resterait

toujours celui de la grippe, une valeur sûre depuis un siècle ! Et avec la population qui n'en finit plus de vieillir, toujours plus de décès à prévoir chaque hiver-printemps, pour maintenir la peur au maximum et en vigueur les lois liberticides, c'est génial pour vous muselez à vie ! La vaccination en prime, un gadget selon moi et non un objectif financier, cela dit, elle est indispensable dans leur dispositif totalitaire…

- Voter ? A quoi, à une élection présidentielle ? C'est une blague ? Jamais en 66 ans, les institutions de la Ve République sont antidémocratiques, elles doivent être abolies !

Dans la vie vaut mieux savoir ce qu'on veut, sinon il ne faut pas s'étonner de ce qui vous arrive. Et aussi ou surtout ce qui arrive aux autres. On peut tout légitimer, mais il faut l'assumer, rares sont ceux qui en sont capables, sinon nous n'en serions pas là ! La réalité est cruelle parfois.

- Il est très bien comme il est ce blog !

Avec les raccourcis du clavier, en tapant un mot, un chiffre, une date, un nom ou pseudonyme on peut retrouver facilement ce qu'on cherche. C'est peut-être des notions élémentaires d'informatique qu'auraient besoin certaines personnes.

Là où cela se complique c'est pour retrouver d'anciens articles, un classement par thème ? Et quand ils en comportent plusieurs, et bien on les répertorie dans plusieurs fichiers, il y a juste à recopier l'adresse, 2 secondes.

- Je vais vous départager, quand l'homéopathie fonctionne avec des enfants, vous dites quoi ? Mince, j'avais oublié qu'à l'époque – il y a déjà une soixantaine d'années de cela, mon enfant était une petite fille !

La médecine allopathique est la pire des médecines ou plutôt les médecins allopathes qui font systématiquement appel à des médicaments de synthèse comportant des additifs…

Certains ont évoqués les vieux médecins, les meilleurs paraît-il. Une mystification. Quand j'étais gosse et que ma mère m'emmenait chez le médecin, la salle d'attente était toujours bourrée à craquer à n'importe quel moment de la journée. La consultation devait durer 10 mn. – Qu'est-ce qui vous amène ? – Je vois. – Je vais vous ausculter. 2 mn maxi, une ordonnance et la facture. Si la consultation faisait suite à une prise de sang, il prenait son Vidal ou il le consultait dans sa tête, et hop une ordonnance longue comme le bras !

Combien de consultations et de frics il devait se faire par mois à ce rythme-là ? Quand à mon alimentation, mon état psychologique ou mon mode de vie, il n'en avait rien à foutre, tout était dans le médoc… et la facture ! En médecine libérale, on n'est pas des patients, on est des clients. Hormis un homéopathe, je n'ai jamais croisé d'autres médecins dignes de ce nom à 66 ans, désolé.

Ici on parle de traitements, de médicaments, de compléments alimentaires, de vaccins, que des trucs qui coûtent du fric, mais on ne parle pas du terrain, du bol alimentaire, de l'équilibre biologique ou biochimique, etc. qu'on appelle la santé (Hippocrate où es-tu ?), parce que c'est étranger à la médecine allopathique, et qui plus est à la médecine libérale dont le lobby est de soigner et non de vous maintenir en bonne santé. Pour rester en bonne santé, vous n'y connaissez rien, vous n'êtes pas nutritionniste ou diététicien, démerdez-vous, c'est du business… philanthropique ou humaniste, où va se nicher l'inconscience des hommes décidément ! Et je pèse mes mots.

Je voudrais qu'on m'explique, et cela ne concerne pas que les médecins, comment on peut se prétendre humaniste et soutenir un système économique aussi monstrueux et cruels, hier, aujourd'hui ou demain ? N'y aurait-il pas incompatibilité entre les deux. Le soutien au système économique étant avéré et revendiqué par les intéressés, leur humanisme est dès lors une imposture. Un simple constat.

- Et moi qui croyais avoir entendu dire que ce virus était somme toute banal, que le taux de mortalité était ridiculement bas… D'une part, si les autorités chinoises et l'OMS-FEM ne l'avaient pas élevé au rang de pandémie mondial, on n'en aurait sans doute jamais entendu parler. D'autre part, s'il a causé proprement dit entre 5 et 10.000 morts en France depuis 14 mois, l'équivalent du virus de la grippe saisonnière, pourquoi faudrait-il davantage le soigner, sinon parce que la propagande officielle en a décidé ainsi en rajoutant 90.000 macchabées.

Tous les ans le virus (infection bactérienne en fait) de la grippe saisonnière abrège l'existence de 8 à 20.000 personnes, malgré traitement et vaccin, et tout le monde trouve cela normal, alors pourquoi ce virus devrait-il mériter un autre traitement ? Parce que ce serait tel ou tel "grand professeur" qui le suggérerait ? J'apprécie le Pr. Péronne tout comme son confrère le Pr. Raoult, mais pas aveuglément. Dans une vidéo qui date de 2020, donc à 2 ans de la retraite, le Pr. Péronne a déclaré qu'il venait soudain de découvrir les bienfaits des plantes en médecine ou sur la santé, à peine croyable, n'est-ce pas ? Et il précisa qu'au cours des 9 années du cursus de médecine générale ce sujet était à peine effleuré, tout comme l'alimentation j'imagine.

Question : Une telle lacune ne révèle-t-elle pas une terrible faille dans la conception ou la pratique de la médecine en général ? Chez les médecins allopathes en particulier. Personne n'est infaillible, mais comment admettre quand on se prend pour un grand savant (Raoult), qu'on est passé à côté de l'essentiel, qu'on s'est laissé embringuer dans une histoire invraisemblable ? Toute notre existence est marquée par ce genre d'expériences, où on n'a pas vu ce qui pourtant nous crevait les yeux… Pourrait-on revenir sur terre, faire preuve d'un peu de modestie ?

Tous parlent de cette épidémie comme s'il s'agissait d'une terrible pandémie, alors que rien ne les y oblige, tout en expliquant que cela n'en est pas une 2 mn après, ils sont dingues ou quoi ? Se rendent-ils compte des énormes conneries qu'ils sortent et qui desservent notre cause ? Il fallait tester, isoler, traiter, et c'est reparti de plus belle, mais quelle folie ! Macron en redemande à coup sûr !

Pendant qu'on y est, depuis 14 mois, je n'ai pas entendu parler d'une seule personne qui aurait pris de l'hydroxychloroquine, de l'azithromycine, de l'ivermectine ou je ne sais quoi, en Inde dans mon village, district ou Pondichéry, j'ai aussi de la famille à Chennai (ex-Madras, capital du Tamil Nadu, 72 millions d'habitants), alors quand je lis ce qui se dit en France sur l'Inde, là encore je me dis que c'est un tas de conneries. 167.000 morts attribués à la Covid-19 pour 1,4 milliard d'habitants qui n'en ont rien à taper, qui essaient de vivre normalement, et ils ont raison avec un taux de mortalité à peine supérieur à 0,01% ! Et dire que c'est un pays sous-développé ou la population est sous-développée, même les analphabètes ou illettrés ont un comportement plus logique que les Français. C'est cela le plus terrifiant !

- Réponse à sfmaniaque (entre autres).

La France est un pays majoritairement constitué de nantis, et tant qu'il en sera ainsi, non seulement il n'y aura pas de révolution sociale et politique, mais ils pourront vous imposer n'importe quelle loi antisociale ou liberticide.

Remémorez-vous les conditions de travail et d'existence effroyables qui prévalaient à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, puis celles de l'après-guerre de 14-18, puis 39-45, elles allaient être à l'origine de l'organisation du mouvement ouvrier ou déboucher sur d'importants mouvements sociaux, dont malheureusement l'orientation politique allait servir principalement les intérêts du système économique en place ou se traduire par des rapports entre les classes qui allaient être favorables au capitalisme ou à l'oligarchie financière (mai 68 et 81 le confirmeront magistralement), et cela jusqu'à nos jours sans que personne ou presque ne s'en aperçoive, tout le monde s'imaginant que la lutte des classes se poursuivait selon le schéma classique (officiel!) opposant la droite et la gauche, alors qu'en réalité elles étaient de connivence ou fondamentalement rien ne permettait plus de les distinguer depuis maintenant un siècle.

Macron allait incarner le point culminant de cette collusion ou en être le produit achevé. Autrement dit, on s'est constamment mépris sur la nature du mouvement ouvrier qui a été totalement dévoyée, et davantage encore sur son orientation politique puisqu'il avait abandonné l'objectif d'un changement de régime social, il n'était donc plus révolutionnaire, mais réactionnaire. Macron et LREM/MoDem réalisent en quelque sorte le programme de l'extrême droite pour le compte de l'oligarchie financière qui détient absolument tous les pouvoirs, ce que la plupart préfèrent nier ou ne comprennent pas. Je ne pense pas qu'il puisse sortir quelque chose de bon pour la population en général du jeu qui consiste à dénoncer un déni pour s'enfermer dans un autre.

Les classes moyennes et les médecins ne veulent pas rompre avec ce régime économique et ses institutions nationales et internationales, on en a ici une multitude de témoignages, je n'invente rien, hélas! Et ils ne sont pas prêts de s'en sortir, parce que leur conception de la société ou leur interprétation de l'histoire leur ont été dictées par ceux-là mêmes qui détiennent le pouvoir, cela aussi ils vont s'empresser de le nier, encore un déni. Au "great reset" du Forum économique mondial qui mène la danse, on devrait opposer le "great reset" de nos connaissances acquises dans absolument tous les domaines, et là je vous garantis qu'on découvrirait des choses incroyables ou on serait sur la bonne voie pour trouver une issue à cette crise du capitalisme qui est devenue celle de la civilisation humaine.

- Suite du commentaire que j'ai posté avant-hier soir dans l'article L'Ivermectine victime des sophismes.

Un variant pourrait en cacher un autre. Un vaccin en précédé un autre et ainsi de suite.

Il y a les variants exotiques sur lesquels se focalisent autorités et médias, brésilien ou sud africain notamment, ce qui est fort pratique pour faire oublier ceux auxquels donnent naissance certains vaccins ou médicaments (Remdesivir, par exemple), et qui plus est pourraient être résistants à ces mêmes vaccins, qui du coup perdraient leur légitimité déjà mal acquise, peu importe puisqu'à tout malheur est bon, cela pourrait justifier le recours à une seconde vague de vaccination et ainsi de suite, ce qui tombe à pique puisqu'ils l'avaient déjà dans leurs tuyaux, pardon, dans leurs seringues. Mais l'essentiel est ailleurs.

En fait ce qui est en train de se passer avec les variants ou plutôt les virus brésilien ou sud africain, correspond pile poil à ce qu'on observe tous les ans avec les virus de la grippe, et les vaccin conçus 4 ou 6 mois plus tôt à partir de souches provenant de l'hémisphère sud, tandis que les virus qui montrent le bout de leur nez dans l'hémisphère nord sont différents. Dès lors les vaccins en question sont inopérants dans l'immense majorité des cas, ils évoquent une efficacité de 30 à 60%, chiffres officiels à prendre avec des pincettes puisque provenant d'officines mafieuses, 10 à 20% au Canada en 2018, et le plus épatant dans cette histoire, c'est que même lorsqu'ils auront eu le temps d'adapter leurs vaccins aux toutes dernières versions des virus pour employer leur expression, leur efficacité ne sera pas forcément meilleure.

En réalité, à chaque saison ne serait-on pas plutôt en présence de virus différents, cela en a tout l'air.

Et dire que dans ce contexte qui relève de la sorcellerie, il y a des médecins qui vaccinent à tour de bras, mieux qui se font vacciner, ce n'est pas sérieux.

Confirmation. Leur modèle : les virus de la grippe saisonnière.

– «On ne sait pas quel va être le virus dominant l'épidémie à venir» – Vincent Enouf, responsable adjoint du Centre national de référence de la grippe à l'Institut Pasteur (https://sante.lefigaro.fr/article/grippe-l-efficacite-tres-variable-du-vaccin/)

Vaccin Pfizer : des injections annuelles pourraient être nécessaires – lepoint.fr 16 avril 2021

https://www.lepoint.fr/societe/vaccin-pfizer-des-injections-annuelles-pourraient-etre-necessaires-16-04-2021-2422410_23.php#xtor=CS3-190

Albert Bourla, PDG de Pfizer, dans des déclarations rendues publiques jeudi par la chaîne CNBC, a annoncé qu'une troisième injection et des rappels annuels seraient probablement nécessaires pour lutter contre le Covid-19.

Le PDG estime que le scénario le plus probable est celui d'une "situation endémique" mais que l'épidémie de Covid-19 deviendra au fil du temps "comme la grippe", la vaccination permettant notamment d'atténuer considérablement les crises sanitaires causées par ce coronavirus et ses variants. Source AFP/lepoint.fr/BFMTV. com les 15 et 16 avril 2021

Vous n'avez pas encore la nausée?

Le vaccin AstraZeneca serait encore meilleur que le Pfizer chez les personnes âgées avec une seule dose – futura-sciences 15 avril 2021

https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/vaccin-anti-covid-vaccin-astrazeneca-serait-encore-meilleur-pfizer-chez-personnes-agees-seule-dose-85623/#xtor%3DAL-80-1%5BACTU%5D-85623%5BLe-vaccin-AstraZeneca-serait-encore-meilleur-que-le-Pfizer-chez-les-personnes-agees-avec-une-seule-dose%5D

Il convient cependant de rester prudent : l'étude de Birmingham porte sur un échantillon relativement réduit (165 personnes) est n'a pas encore été relue. Mais elle ouvre peut-être une fenêtre dans la réhabilitation du vaccin d'AstraZeneca, qui rappelons-le n'est à l'origine d'aucun incident grave chez les plus de 55 ans. futura-sciences 15 avril 2021

- N'y aurait-il pas comme un sophisme ou une mystification avec cette histoire de variant ou mutant ?

Un virus apparaît, il a le comportement banal d'un virus saisonnier "en cloche" durant un certain nombre de semaines à cheval entre l'automne et le printemps, puis il disparaît pratiquement, et quelques mois plus tard ou l'automne suivant un autre virus se comporte exactement de la même manière, et ainsi de suite, depuis quand déjà, un siècle ou la nuit des temps, parfois il est plus virulent, contagieux ou mortel qu'un autre, et parfois c'est l'inverse.

Pour faire plus vraisemblable, on voudrait nous faire croire que ce serait le même virus qui aurait été se balader aux quatre coins du monde, et qui nous reviendrait pour ainsi dire à la nage ou sur un tapis volant, pour finalement atterrir sur le dos d'un vison, c'est une fable ou quoi ? Il est à craindre que la morale qu'il faille en tirer, réserve bien des mauvaises surprises à ceux qui ont la faiblesse de croire ce genre de fantasmagorie.

Je peux me tromper, je ne possède pas la science ou l'art médical. Je voudrais juste qu'on m'explique pourquoi ce serait le même virus transfiguré qui sévirait, alors qu'il en existe tant d'autres qui lui ressemblent et qu'on ignore, qui seraient susceptibles de prendre sa place.

- Info ou rappel ?

Etat d'urgence sanitaire : le scandaleux déni du Conseil d'Etat ! – Décoder l'éco 30 mars 2021

https://www.youtube.com/watch?v=Bib13o9cxPY

- "Tous les voyants sont au rouge", en êtes-vous sûr ?

– Les actions montent, les banques repartent, les taux grimpent – Reuters 30 mars 2021

TROISIEME PARTIE

Parole d'internaute dans le blog du Dr. Maudrux.

LVOG - Je n'ai pas corrigé les fautes d'orthographe, de ponctuation, etc. pas le temps !

- Travail incroyable. Merci à ce collectif. À partager massivement. Chaque arguments est blindé par les faits. Avec cet outil, difficile de maintenir la ligne de propagande.

https://www.arguments-vaccins.com/?fbclid=IwAR0YgCKAvDJE24zfPJZMGEu0_iqUTJZR_SKCUY-AgFAI8L-uV3enyuK5ZYo

---

- Le protocole national indien mis à jour inclut désormais l'ivermectine.

https://www.icmr.gov.in/pdf/covid/techdoc/COVID19_Management_Algorithm_22042021_v1.pdf

---

- Nouvelle en date du 26 avril 2021 : Une étude a confirmé que certains antibiotiques sont utiles contre le Covid-19. Il s'agit d'une expérience en culture cellulaire qui a confirmé des démonstrations théoriques faites précédemment, je cite :

"Pour confirmer les résultats du calcul, les meilleurs candidats ont été testés contre deux coronavirus humains (229E-GFP et SARS-CoV-2) en culture cellulaire. Des expériences d'infection ont démontré que l'azithromycine, la clarithromycine et la lexithromycine réduisent l'accumulation d'ARN viral intracellulaire et la propagation du virus, ainsi que la prévention de la mort cellulaire induite par le virus, en inhibant l'entrée du SRAS-CoV-2 dans les cellules."

https://www.science20.com/news_staff/will_some_antibiotics_prevent_the_entry_of_sarscov2_into_cells-254138

Nouvelle à retenir pour les médecins persécutés par le Conseil de l'ordre car traitant le covid-19 avec ces antibiotiques !

- Qui connait le Pr Bahkdi (Allemagne) ?

Il serait l'un des infectiologues les plus respectés du monde !

Interviewé par l'un de ses étudiant en mars 2020, il fait part qu'en Allemagne 200 sur les 2200 décès par jour, ces victimes partent avec un coronavirus..sauf qu'avant mars 2020 on n'en parlait pas …

A lire absolument…

https://youtu.be/Tf6zT3YL6B4

- Le Pr Bahkdi dénonce en 3 minutes l'escroquerie des tests pcr

https://odysee.com/$/download/SucharitBhakdi/b47ecb39e6096aed1a5f3bbc21c72f4b7aac7221

- Le Pr Bahkdi, les vaccins arn sont à proscrire !

https://odysee.com/@lavoixdupeuple:a/%F0%9F%94%A5SUCHARIT-BHAKDI-UN-DES-PLUS-GRANDS-MICROBIOLOGISTES-AU-MONDE-LANCE-UN-APPEL-SOLENNEL:5

- Christophe Chirat a pris l'initiative d'organiser une manifestation le 1er mai qui s'inscrit dans le cadre d'un projet de fédération de tous les collectifs qui ont vus le jour depuis le début de la crise, ReInfoCovid, Reaction19, BonSens, Laissons les prescrire… ils sont tous présents. M Chirat explique que l'évenement devrait prendre place place des Invalides à Paris – ils n'attendent plus que l'autorisation de la préfecture.collectif les pendus / restaurateurs / premier mai

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/christophe-chirat-du-collectif-les-pendus-devoile-un-projet-de-manifestation

---

- Si les médias français bouillent les infos pour qu'elles ne sautent pas aux yeux, intéressons nous à des entités plus petites !

Le constat est éloquent !

Vaccination en Martinique a débuté le 03.03.21 et déjà 16 décès !

50 décès ont été étiquetés (du covid et avec le covid) pour toute l'année 2020 !

https://twitter.com/AponiLife/status/1382912530117451777?s=20

- https://twitter.com/i/status/1382786835739504646

76 victimes âgées de – 30 ans sur les 100 000 victimes du covid depuis 13 mois !

On se moque de nous, non?

Macron et son gouvernement ont tué combien d'enfants et d'étudiants qui se sont donnés la mort depuis 2020 ?!! peut on trouver ce nombre

?

- La Commission européenne serait sous l'influence des lobby pharmaceutiques:

"LOBBYING : CEO dévoile l'influence de l'industrie pharmaceutique sur la Commission européenne en matière de droits de propriété intellectuelle Bruxelles, 19/04/2021 (Agence Europe) – L'ONG Corporate Europe Observatory (CEO) a publié, lundi 19 avril, les résultats d'une enquête portant sur l'influence exercée par la Fédération européenne d'associations et d'industries pharmaceutiques (EFPIA) sur la Commission européenne au sujet des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins et les médicaments développés contre la Covid-19.

S'appuyant sur une série de documents rendus publics à sa demande, l'ONG indique que la Commission a « essentiellement accédé aux souhaits de l'industrie pharmaceutique », opposée à la suspension temporaire des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins et les médicaments pour la durée de la pandémie – suspension proposée par plusieurs pays à l'Organisation mondiale du commerce.

Corporate Europe Observatory dévoile les arguments utilisés par l'EFPIA – dont les dépenses de lobbying ont pu atteindre 5,5 millions d'euros en 2020, selon l'ONG – pour défendre le monopole des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins.

L'industrie pharmaceutique a déclaré à la Commission européenne en décembre : « tout est entre de bonnes mains, nous ferons en sorte que les vaccins atteignent tout le monde à travers le monde, il n'y a pas besoin de mesures extraordinaires […] Aujourd'hui, il devrait être clair pour tout le monde que ce n'est pas le cas. Nous devons développer la fabrication de vaccins par le biais du partage des technologies », a commenté Kenneth Haar, chercheur au Corporate Europe Observatory.

Consulter l'enquête : https://bit.ly/3gnWGOc (Agathe Cherki)"

- Une interview dans Marianne sur le Sénégal et l'efficacité du protocole de l'IHU.

https://www.marianne.net/monde/afrique/au-senegal-un-traitement-avec-de-lhydroxychloroquine-on-ne-suit-pas-aveuglement-loms

---

- Si je comprends bien, ce docteur valide ce traitement HCQ/AZT avec le concours de l'institut Pasteur du Sénégal, alors qu'en France, ce même institut Pasteur refuse de traiter de cette façon, ou au moins ne défend pas ce traitement "alternatif" au Doliprane. Au secours, ils sont tous cinglés ou aux ordres.

- Parce qu'on ne se lasse pas des bonnes choses, voici à nouveau l'interview du professeur nigérian Babalola, qui explique très bien la place de l'ivermectine au Nigéria, et la façon dont il a procédé (avec d'autres) pour que ce traitement, donné depuis 20 ans à des millions de nigérians contre cette terrible maladie qu'est l'oncocercose des rivières, soit le traitement du covid au Nigéria. Un vrai thriller médical et politique!

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/pr-femi-babalola

---

- Où en sommes nous le 22.04.21 ?

Pas changé d'un poil du 20.04.20 !

Soit 1 année où la science n'aurait rien démontré pourtant des centaines d'études sont là pour nous confirmer que :

Les confinements ne servent à rien,

Les masques à l'extérieur ne servent à rien,

Ne pas soigner précocement peut etre létal,

Sur 100000 victimes du covid, 76 avaient – de 30 ans

Sur 100000 victimes du covid 951 avaient -de 50 ans

Qu'ils existent des traitements tels l'HCQ, l'IVE et tant d'autres et tous les jours depuis des mois que ce soit à la radio ou à la télévision

On vous faire croire malhonnêtement le contraire !

On vous jure qu'il faut

Confiner jusqu'à ce que tout le monde soit vacciné !

Petit tour d'horizon 1 :

https://rumble.com/vftmyp-no-comment-2.html

Petit tour d'horizon 2

https://rumble.com/vfo19j-no-comment-1.html

- Des données en faveur de l'ivermectine comme le montre le professeur Pierre-Jean Guillasseau (Hôpital Lariboisière et Université Sorbonne). Ce document a peut-être été déjà transmis mais au cas où: https://horizons-therapies.com/covid-19/ivermectine-et-covid-19/

- Je suis né sous Vichy. Je retrouve l'ambiance de l'époque : un gouvernement tyrannique sans contre pouvoir, les hauts fonctionnaires à la botte, la totalité de la presse collabo, l'élimination des opposants. Ce qui est nouveau, c'est le niveau et les montants hors contrôle de la corruption, et de fait la destruction et la disparition des classes moyennes au profit d'une oligarchie. Comme le disait Aristote, la démocratie repose sur l'existence d'une classe moyenne majoritaire. Et bien ce n'est plus le cas, d'où la difficulté à mener un combat contre un pouvoir et des élites dont le seul moteur est l'argent

---

- 22 Avril 2021 – page Officielle FaceBook du Pr PERRONNE

Une nouvelle étude rétrospective de prévention par Ivermectine en République Dominicaine sur des travailleurs de la santé actifs prenant une prise orale hebdomadaire de 0,2mg/kg pendant 28 jours révèle que l'ivermectine a réduit le risque d'infection au COVID-19 de 74% par rapport au groupe témoin. L'étude suggère que pour obtenir l'effet préventif avec l'ivermectine dans les tissus, une deuxième dose est nécessaire.

https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2021.04.10.21255248v1.full

---

- La presse online russe: Sputnik fr (30/03/2021) publie un article favorable en donnant largement la parole au Dr. Maudrux, sans le dénigrer.

https://fr.sputniknews.com/sante/202103301045418389-face-au-covid-livermectine-medicament-miracle-bientot-reconnu/

- Vite, peut-être Ammonium Carbonicum en 30CH

Si il correspond à ses symptômes dès la 1ere heure elle sera presque complètement soulagée (mais il faudra reprendre le médoc, 1 fois ou 2 et ensuite basta).

Sinon ne pas recommencer le médoc et chercher avec un homéopathe le bon médoc

Pour info Ammonium carb :

https://www.xn--homopathie-d7a.com/traitements/ammonium-carbonicum.html

C'est vraiment de la médecine qui ne coutent pas un ROND :

Ammoniulm carbo et bryonia contre le (la) covid expliqués ici, par le Docteur Broussalian

https://youtu.be/85zmVnRrzqU

- Le japon ouvre la voie en cas de positivité

mis en quarantaine avec oxymètre et médication par voie orale d'ivermectine ..

https://twitter.com/i/status/1385961514650279938

- Bon à savoir, l'eau des piscines tueraient (ont-ils fait une étude en double aveugle et randomisée avec des cellules de singe verts ? Et pour le in vitro c'est transformé en "in aqua") le virus (tous les virus de la grippe et autres corona virus du SarsCov2 ??) en moins de 30 secondes selon une étude anglaise.

Tout le monde à l'eau et on arrête la circulation des virus en trempant tous les positifs ? Pas besoin de vacciner les enfants ils vont en piscine pendant les cours…La Castafiore refuse les résultats parce que dans "hydroxychloroquine" il y a chlore… donc les anglais coulent avec les

variants qui ne savent pas nager !. https://fr.news.yahoo.com/covid-19-eau-piscine-chlore-tuer-virus-quelques-secondes-082541146.html/?ncid=emailmarketing_fractuemai_cntl1mcza0c

---

- Dans un hôpital allemand on a commencé à appliquer avec succès le protocole émanant de FLCCC qui comprend l'ivermectine, en ajoutant de la cortisone. Le médecin hospitalier allemand interrogé dans le reportage souligne également l'intérêt qu'il y aurait à utiliser l'ivermectine à un stade précoce pour que précisément les patients covid n'aient pas besoin d'être hospitalisés :

https://twitter.com/GabinJean3/status/1385520525057921028

Il y a eu aussi récemment cette interview forte intéressante sur la fluvoxamine :

https://vimeo.com/539311040

En Italie le ministère de la Santé et l'Agence italienne des médicaments ont fait appel au Conseil d'État contre l'arrêté du Latium TAR du 4 mars dernier selon lequel les médecins pouvaient «prescrire les médicaments qu'ils jugent les plus appropriés selon la science et la conscience» aux patients Covid à domicile sans être obligés de respecter les protocoles AIFA qui prévoient uniquement du paracétamol et une attente vigilante.

https://www.terranuova.it/News/Salute-e-benessere/Covid-ministero-e-Aifa-ricorrono-al-Consiglio-di-Stato-contro-cure-domiciliari

---

- Une petite clinique de munich utilise le protocole KORY, d'après ce que j'ai compris ils en sont contents et le médecin dit qu'il faut l'utiliser à la maison en traitement précoce.

https://www.br.de/mediathek/video/covid-19-therapie-hoffnungsschimmer-aus-muenchen-av:607c0f0afec1740008c2b5b1

- http://bird-group.org/conference-programme/

Voilà une conférence intéressante sur ivermectine.

Entretien exclusif avec le Pr Christian Perronne : "Il faut faire avancer la vérité." Apr 20, 2021

https://www.youtube.com/watch?v=UBQjTOICPy0

Censuré par YouTube, disponible ici :

https://lemediaen442.fr/entretien-exclusif-avec-le-pr-christian-perronne-pour-son-dernier-livre-decidement-ils-nont-toujours-rien-compris/

- Curieux, il semble que dès que l'on traverse la Méditerranée du Nord au Sud, l'hydroxychloroquine t l'AZI cela marcherait !

La géopharmacologie est née !

https://www.marianne.net/monde/afrique/au-senegal-un-traitement-avec-de-lhydroxychloroquine-on-ne-suit-pas-aveuglement-loms#comments

https://fr.sputniknews.com/afrique/202103261045403057-guerre-contre-le-covid-19-le-maroc-rame-a-contre-courant/

- Encore un article décomplexé par rapport à l'Ivermectine et encore une fois dans un journal "financier" https://www.capital.fr/economie-politique/ivermectine-la-france-passe-t-elle-a-cote-dun-medicament-efficace-contre-la-covid-19-1397573

Je cite " Alors qu'elle a démontré son efficacité contre le virus dans plusieurs pays, l'ivermectine est snobée par les autorités sanitaires occidentales et notamment françaises."

- Boursorama CP•19/04/2021 à 19:15

"L'essai clinique mené par MedinCell confirme l'innocuité de l'ivermectine en administration continue"

"L'essai clinique valide l'innocuité de l'ivermectine en prise quotidienne sous forme orale, pour simuler la libération continue du principe actif par une injection longue action. Aucun effet indésirable n'a été observé´ avec les trois doses d'ivermectine testées allant jusqu'à 100 µg/kg.

MedinCell développe plusieurs formulations injectables à action prolongée d'ivermectine, la plus avancée vise à prévenir de l'infection par le Covid-19 et de ses mutants pendant plusieurs mois"

https://www.boursorama.com/bourse/actualites/l-essai-clinique-mene-par-medincell-confirme-l-innocuite-de-l-ivermectine-en-administration-continue-c4b540ddfc606abd19f0e5017bfee711

Tous finiront par l'acclamer ici dans ce blog, qu'est-ce que vous avez cru ? Il n'y a pas plus démagogiques que ceux qui se déclarent anti-conformistes, parce qu'ils ne tiennent pas à passer pour des réactionnaires ou des révolutionnaires, ensuite vous vous apercevez qu'ils étaient disposés à faire bon ménage uniquement avec la réaction, c'est-à-dire tous ceux qui se réclament de ce système économique. S'ils le nient, alors demandez-leur pourquoi ils sont incapables de rompre avec. Là ils vont vous mépriser ou vous insulter, ils n'aiment pas qu'on les démasque.

Soyons lucide. Cette opération (pandémie virale) est politique, son traitement est politique, son issue ne peut être que politique, cela fait 14 mois que tout le monde le nie ou l'admet du bout des lèvres sans en tirer le moindre enseignement politique ou bien pire encore... Je vous file un scoop, dans l'état actuel des choses, il n'existe aucune issue politique à ce régime totalitaire, puisqu'il n'existe aucune force révolutionnaire organisée pour rassembler tous ceux qui sont parvenus à la conclusion qu'il faut le renverser. Hormis la construire, je ne vois pas d'autres tâches urgentes à réaliser.

- Bonjour à tous! j'ai beaucoup apprécié la vidéo de la Réunion du Conseil Scientifique Indépendant CSI du 15 04 2021 https://youtu.be/ZKGGAXDRVzI , c'est un peu long mais très instructif, elle montre notamment le décalage constaté par les Médecins traitants sur la fréquence ,réelle, authentifiée du Covid qui semble "noyée" dans beaucoup d'autres infections respiratoires (grippe,Srs ,etc.)… Il me vient à l'idée même de me demander si l'IVM ne serait pas également efficace pour la grippe et les autres affections virales respiratoires …. Quelqu'un a-t'il la réponse?

- L'ivermectine est efficace pour traiter la COVID-19: Méta-analyse en temps réel de 52 études (Version 61, au 18 avr.2021)

https://ivmmeta.com/

Au format PDF : https://ivmmeta.com/ivm-meta.pdf

- Hallucinant. Cette crise du covid-19 aura fait disparaître ma foi dans les bonnes intentions des autorités médicales, alors que j'exerce comme généraliste depuis 1987.

A ce point de corruption, on ose espérer que les décideurs devront un jour rendre des comptes pour crime contre l'humanité, pour lequel il n'y a pas de prescription.

- Deux témoignages :

– Un ami que j'ai converti m'a demandé comment se faire prescrire de l'IVT. Comme il a deux filles qui vont à l'école => les poux (en AMM il me semble)

– La femme de 38 ans qui est morte après injection à Toulouse était une amie d'un de mes neveux, elle était en bonne santé, il est effondré, sa confiance dans les autorités sanitaires est au plancher. Vu de ce côté, le rapport bénéfice/risque ??

- Il est à craindre que les méthodes pacifiques malgré la patience et l'obstination illimitée du Dr Maudrux ne puissent suffire.

Il s'agit quand même de dizaines de milliers de morts inutiles, dont certains sans enterrement humain et de manipulations de populations basées sur des techniques d'ingénierie sociale.

La justice dont conseil d'état (en minuscules) étant en plus aveugle ou franchement de connivence.

- Suite sur les effets secondaires avec l'astra zenica.

https://www.dailymail.co.uk/news/article-9422323/Mothers-arm-erupts-agonising-red-rash-getting-AstraZenecas-Covid-vaccine.html?ito=social-twitter_dailymailUK

Un effet proche reporté aussi pour le Johnson.

- Au 26 mars, le nombre d'incidents de santé enregistré au VAERS (Vaccine Adverse Event Reverse Reporting System) des CDC US, suite

aux vaccins Covid s'élève à 50.861 dont 2.249 et ne cesse d'augmenter !

https://childrenshealthdefense.org/defender/covid-vaccine-injuries-vaers-cdc/

Le ratio « bénéfices/risques » est effectivement nettement en faveur des vaccins, les bénéfices pour les labos et les risques pour vous !

- Il me semble avoir lu dans un article que le VAERS estimait que les effets secondaires signalés ne représentaient que 1% des faits réels. Coïncidences à tous les étages et mauvaise remontée d'information ?

- Correction importante : [VAERS] une étude interne des Health Human Services et de Harvard estimait que les effets secondaires signalés [ne] représentaient [que] MOINS DE 1% des faits réels…

La France est très peu encline à communiquer et à répertorier les effets indésirables, alors si les chiffres relevés devaient être multipliés par 100 …

https://cv19.fr/2021/03/28/au-moins-8955-morts-suite-a-la-vaccination-covid-19/

- Andrea Stramezzi est un médecin italien qui a soigné et guéri des centaines de patients affectés par le Covid explique comment le traiter à domicile, soulignant dans les deux interview signalées qu'il convient d'agir rapidement une fois les symptômes apparus car même si on n'en meurt pas le plus souvent, à défaut d'un traitement précoce approprié, le covid peut laisser des dommages permanents, même au système nerveux central. Plus on lui donne le temps d'agir, plus les dégâts peuvent être importants.

https://www.theitaliantimes.it/2021/04/01/andrea-stramezzi-curare-a-casa/

https://www.ilprimatonazionale.it/scienza-e-tecnologia/stramezzi-covid-si-cura-a-casa-nonostante-protocolli-184654/

Il indique que certains médicaments agissent: l'hydroxychloroquine associée à l'azithromycine par exemple ou l'ivermectine qui est encore plus efficace, toujours associée à l'azithromycine, ainsi que certains suppléments, comme la vitamine D, prise à forte dose; surtout en hiver, car on reçoit moins de soleil, et c'est fondamental: « je donne au moins 100000 unités internationales pendant 6 jours, évidemment avec de la vitamine K2, car sinon la vitamine D pénètre dans les tissus mous et pourrait donc être nocive, au lieu d'améliorer la situation du patient. La vitamine K2, cependant, ne doit pas être prise dans le même repas que la vitamine D3 – puisque les deux sont des antagonistes, donc une pour le déjeuner et une pour le dîner, toujours avec quelque chose de gras. (Perso j'ignorais la nécessité de combiner vitamine K2 à la vitamine D3).

Il souligne que pour quelqu'un qui vient d'attraper le Covid il ne faut surtout pas prendre le paracétamol (pourtant recommandé par les autorités un peu partout dans le monde) car il abaisse les niveaux de glutathion (un puissant antioxydant endogène), donc il réduit la capacité anti-inflammatoire du corps. A la place Andrea Stramezzi recommande de prendre, avant même qu'on ait eu le temps d'aller voir son médecin, un anti-inflammatoire non stéroïdien comme l'aspirine.

- « L'Etat belge condamné par le tribunal de première instance à lever toutes les mesures Covid d'ici 30 jours.»

https://www.francesoir.fr/politique-monde-videos-les-debriefings/debriefing-avec-me-audrey-lackner-et-audrey-despontin-qui

---

- Deux semaines après avoir été vaccinée contre le Covid-19 par son médecin traitant avec le sérum d'AstraZeneca, une éducatrice de 38 ans est décédée, lundi 29 mars, à l'hôpital Purpan de Toulouse après avoir été victime de deux thromboses au cerveau qui avaient été opérées. Les autorités médicales ne communiquent pas sur cette mort suspecte.

https://www.ladepeche.fr/2021/03/31/astrazeneca-et-thrombose-ce-que-lon-sait-de-la-mort-dune-femme-de-38-ans-au-chu-de-toulouse-9460655.php

Décès après un vaccin AstraZeneca à Annecy : "Il a ressenti des douleurs 30 minutes après l'injection"

Joël Crochet, 63 ans, est décédé à l'hôpital d'Annecy le jeudi 17 mars dernier, succombant à de multiples thromboses aux organes vitaux, dix jours après avoir reçu sa première injection par AstraZeneca au centre éphémère de vaccination établi sur le Pâquier au début du mois.

https://www.ledauphine.com/sante/2021/03/30/annecy-un-sexagenaire-decede-de-thromboses-10-jours-apres-son-injection-par-astrazeneca

Je suppose qu'il est hors de question, pour les autorités en France, d'arrêter d'utiliser ce vaccin. L'immense majorité de la population qui n'est principalement informée que par l'information officielle télévisée n'est pas consciente que ces vaccins puissent être à ce point dangereux. Là les autorités n'hésitent pas à légaliser une vaccination potentiellement dangereuse et mortelle, contrairement à l'ivermectine dont on parle ici.

- Dans l'état actuel de l'épidémie en France l'ivermectine aurait pu éviter 71450 morts ! Je confirme que l'ivermectine ne présente aucun effet secondaire si on respecte la posologie : je me suis traité il y a plus de 20 ans contre le protozoaire responsable de la giardiase, une pilule de 150 mg suffit compte tenu de la demi-vie de cette molécule qui est de l'ordre de 5 jours (de mémoire).

- CORRUPTION generalisée est devenue le maitre mot du mondialisme.A ce stade seule une revolution (probablement tres violente) pourra en venir à bout.

Quant à notre echelle de petit pays occidental,on ne voit meme pas l'opposition s'emparer de ce probleme! C'est à desesperer.

- Flavia Gro?an, pneumologue roumaine : c'est le protocole Covid appliqué dans les hôpitaux qui tue les malades !

Le docteur Flavia Gro?an, pneumologue à Oradea (département du Bihor). Elle est l'un de ces médecins qui ne sont pas d'accord avec le protocole de guérison actuellement prescrit par le ministère [roumain] de la Santé, et en fonction duquel sont censés être traités les malades infectés par le Covid-19. Laissant de côté cette prescription, elle guérit les patients infectés avec ses propres méthodes, en partant des connaissances qu'elle doit à son expérience de médecin, et tout semble indiquer qu'elle s'y prend très bien : son traitement a été appliqué à presque mille patients arrivant chez elle à des stades différents de la maladie causée par le SarS-CoV-2. 100% de ses patients ont guéri, sans la moindre prise en charge hospitalière.

Le docteur Gro?an traite les conséquences de l'infection par le virus SARS-CoV-2 comme une pneumonie atypique. Elle a aussi déclaré que les hôpitaux commettent d'énormes erreurs, et que c'est en réalité le protocole Covid qui tue les patients.

« Le Covid est une pneumonie – certes atypique, mais une pneumonie – et doit être traité comme tel » – a-t-elle affirmé.

« Dès l'annonce de la pandémie, mon but a été qu'aucun patient ne finisse intubé, car c'est un procédé qui entraîne la mort. J'applique mes traitement classiques, médicamenteux, qui incluent la clarithromycine, un antibiotique de la famille des macrolides. Cette famille ne compte que trois antibiotiques : l'érythromycine, que tout le monde connaît, l'azithromycine et la clarithromycine. Je n'aime pas trop l'azithromycine, qui est une copie affaiblie de la clarithromycine. J'ai participé à des recherches cliniques très intéressantes sur les pneumonies, au cours desquelles j'ai pu constater le pouvoir qu'a la clarithromycine de réduire l'inflammation comme aucun autre antibiotique ne sait le faire. »

La pneumologue fait remarquer que les surdoses d'oxygène administrées en milieu hospitalier provoquent des œdèmes cérébraux, qui constituent l'une des causes de mortalité des patients.

À ce sujet, elle a tenu les propos suivants :

« Au-dessus de 80% de saturation, je n'administre que de très petites doses d'oxygène à mes patients, de l'ordre de 2-3 litres par minute, sous la forme d'administrations quotidiennes courtes, de 4 à 5 heures tout au plus. Il faut en effet savoir qu'un excès d'oxygène inhibe le cerveau, car en général, c'est le cerveau qui contrôle notre corps, et non un appareil. Sur ce point, j'ai été en total désaccord avec le protocole Covid en vigueur : les fortes doses d'oxygène qu'il prescrit, de l'ordre de 20 litres, conduisent à l'acidose, provoquant des œdèmes cérébraux chez les patients… lesquels, à leur tour, conduisent bien entendu à leur décès. »

Flavia Gro?an voit comme une lourde erreur l'administration aux malades de Covid de Kaletra et de codéine, qui ne peuvent qu'aggraver les symptômes de la maladie.

« Heureusement, il y a eu quelques infirmières – celles que je considère comme de vraies héroïnes – qui ont observé les malades, et les ont avertis, leur conseillant de ne pas avaler le Kaletra et de jeter les médicaments. Après quoi, les médecins venant procéder à leur contrôle s'étonnaient de l'absence de diarrhée, et du fait qu'ils se sentent bien. La raison en était qu'ils n'avaient pas pris les médicaments prescrits par le protocole. C'est ainsi que ces soignantes ont véritablement sauvé la vie de leurs patients. »

« En cas d'utilisation de la codéine, la toux étant bloquée, le malade ne peut pas cracher les sécrétions qui se forment dans les poumons, et ce sont ces sécrétions qui l'étouffent – pas les caillots sanguins, mais l'accumulation des sécrétions. Arrivés à ce point, les malades, comme on pouvait s'y attendre, entrent en état de panique, car ils n'arrivent plus à respirer : du coup, on leur administre des calmants et on les place sur respirateur – à partir de là, il n'y a plus que la miséricorde divine pour les sauver ! »

Cette méthode couronnée de succès et cette attitude intrépide ont aussitôt assuré à cette pneumologue d'Oradea une popularité nationale.

D'innombrables organes de presse ont rendu compte de la méthode qu'elle applique. Sur cette vidéo, elle répond aux questions d'une chaîne nationale basée à Bucarest, dont les journalistes adoptent à son égard un ton plutôt hostile et accusatoire, mais madame le docteur reste inébranlable.

Voici un résumé de l'entretien télévisé :

Flavia Grosan

La pneumologue applique son propre protocole. Elle consulte en ligne, et traite ses patients en partant du principe qu'ils souffrent d'une pneumonie atypique. Elle a par exemple guéri les cinq membres d'une même famille, dont les âges allaient de 37 à 97 ans ; le traitement a

eu tant de succès que cette famille a déjà pu fêter Noël réunie. Les malades ont très peur – affirme-t-elle –, tout le monde veut être hospitalisé, alors qu'on peut guérir en restant chez soi et en prenant des médicaments. Elle a déjà été dénoncée par l'un de ses collègues pour ne pas suivre le protocole prescrit, mais cela la laisse indifférente, car elle voit que le protocole prescrit n'est pas correct, et que son protocole à elle, en revanche, est le bon – le principe de ce dernier étant que, dès l'apparition des premiers symptômes, même avec une température de 37.1°, elle place ses patients sous clarithromycine. Elle se déclare perplexe en voyant les sommités médicales se succéder à la télévision pour effrayer la population, car pour elle, il était clair d'entrée de jeu qu'elle a à faire à une pneumonie, et que c'est cette constatation qui doit aussi déterminer la mise au point du traitement.

Traduit du hongrois par le Visegrád

- L'ennemi public mondial n°1 : Bill Gates !

N'oublions pas le rôle de Bill Gates derrière ces décisions de l'OMS. Quelques pistes:

1) Bill Gates, la Covid-19 et le combat pour vacciner la planète:

https://www.nytimes.com/fr/2020/11/25/world/americas/bill-gates-vaccin-coronavirus.html ;

2) 'Big concerns' over Gates foundation's potential to become largest WHO donor:

https://www.devex.com/news/big-concerns-over-gates-foundation-s-potential-to-become-largest-who-donor-97377;

3) Bill Gates Empires 'Must Be Dismantled':

https://childrenshealthdefense.org/defender/vandana-shiva-gates-empires-must-dismantle/ ;

4) Bill Gates a financé une campagne « expérimentale » illégale de vaccination contre le choléra en Haïti en 2016:

https://planetes360.fr/bill-gates-a-finance-une-campagne-experimentale-illegale-de-vaccination-contre-le-cholera-en-haiti-en-2016/ ;

5) Artemisia annua, une plante entre médecine et politique:

https://www.pierrejohnson.eu/artemisia-covid19/ ;

6) https://www.americasfrontlinedoctors.com/exclusive-former-pfizer-vp-to-aflds-entirely-possible-this-will-be-used-for-massive-scale-depopulation/

7) Exercice pandémique (18 oct. 2019) organisé par la Fondation B&M Gates, le World Economic Forum (Klaus Schwab) et le Johns Hopkins Center for Health Security:

https://www.centerforhealthsecurity.org/event201/media-advisory.html;

https://www.nationalheraldindia.com/international/why-is-gates-denying-event-201

8) Tatouage Quantum Dots vaccinal (marquage intradermique des données du vaccin lisible par smartphone, développé par des chercheurs de MIT aux Etats-Unis et de l'Académie des sciences chinoise) financé par Bill Gates:

https://news.rice.edu/2019/12/18/quantum-dot-tattoos-hold-vaccination-record/ https://stm.sciencemag.org/content/11/523/eaay7162 ;

9) Bill Gates and Kerry Kennedy Meltzer – people campaigning to prevent consideration of vaccine safety:

https://vaccinationispolitical.files.wordpress.com/2021/01/bill-gates-and-kerry-kennedy-meltzer-campaigning-against-consideration-of-vaccine-safety.pdf

---

- Les cobayes.

Un internaute - Concernant l'expérimentation des « thérapies géniques » et autres vaccins, il semble que la « phase III » soit court-circuitée, puisque ces vaccins sont déjà commercialisés et utilisés actuellement sur la population en général ? ? Bien que le calendrier des essais cliniques officiel soit le suivant :

1) PFIZER : (Comirnaty)

TITLE : Trial record 2 of 10 for: vaccine Pfizer Covid-19 | SARS-CoV-2 Infection Covid-19

ClinicalTrials.gov Identifier : NCT04368728

Actual Study Start Date : April 29, 2020

Estimated Primary Completion Date : August 3, 2021

Estimated Study Completion Date : January 31, 2023

https://www.clinicaltrials.gov/ct2/show/NCT04368728?term=NCT04368728&draw=2&rank=1

2) MODERNA : (mRNA-1273)

TITLE : A Study to Evaluate Efficacy, Safety, and Immunogenicity of mRNA-1273 Vaccine in Adults Aged 18 Years and Older to Prevent COVID-19

ClinicalTrials.gov Identifier: NCT04470427

Actual Study Start Date : July 27, 2020

Estimated Primary Completion Date : October 27, 2022

Estimated Study Completion Date : October 27, 2022

https://www.clinicaltrials.gov/ct2/show/NCT04470427?term=NCT04470427&draw=2&rank=1

3) ASTRAZENECA : (Covishield and Vaxzevria)

TITLE : AZD1222, a Non-replicating ChAdOx1 Vector Vaccine – Interventional Studies – A Phase 3 Randomized, Double-blind, Placebo-controlled –

AstraZeneca – Phase 3

ClinicalTrials.gov Identifier: NCT04516746

Actual Study Start Date : August 28, 2020

Estimated Primary Completion Date : March 16, 2021

Estimated Study Completion Date : February 14, 2023

https://www.clinicaltrials.gov/ct2/show/NCT04516746?term=NCT04516746&draw=2&rank=1

4) JANSSEN : (Janssen COVID-19, Ad26.COV2)

TITLE : Vaccine Janssen – Active, not recruiting Studies – Interventional Studies – covid-19 – A Randomized, Double-blind, Placebo-controlled

Phase 1/2 – Janssen – Adult, Older Adult

ClinicalTrials.gov Identifier : NCT04436276

Actual Study Start Date : July 15, 2020

Estimated Primary Completion Date : December 3, 2021

Estimated Study Completion Date : February 2, 2024

https://www.clinicaltrials.gov/ct2/show/NCT04436276?term=NCT04436276&draw=2&rank=1

- ANALGATE : Bienvenue en Chine ! ??

https://www.lepoint.fr/monde/covid-la-chine-va-generaliser-le-test-anal-aux-arrivants-etrangers-04-03-2021-2416362_24.php#

https://www.sudouest.fr/sante/coronavirus/monde/covid-19-tokyo-enjoint-a-pekin-de-cesser-les-tests-par-prelevement-anal-sur-ses-ressortissants-1483065.php

https://www.huffingtonpost.fr/entry/apres-la-chine-le-test-covid-anal-va-aussi-etre-utilise-en-espagne_fr_60192ee2c5b653f644d71304

Là, si je puis dire, on touche le fond !!!!

Haut de page

Le 28 avril 2021

En guise de reprise, une rapide analyse politique qui résume la situation.

- pages au format pdf

Qu'est-ce que c'est que cette histoire de monde d'avant et de monde d'après, puisque finalement c'est le même, alors pourquoi certains les perçoivent différemment ?

Mon dieu, mon dieu, mais qu'est-ce qui se passe, tout le monde semble tomber des nus. Je pense que la plupart sont sincères, parce qu'ils avaient fini pas croire à leurs propres mensonges et par occulter totalement la nature dictatoriale du régime sous lequel nous vivions.

Sous un autre angle, les uns et les autres sont placés de force face à leurs illusions, illusions dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas évidemment, puisqu'ils les niaient hier encore, comment l'avouer sans passer pour un idiot ou un ignorant, c'est effectivement embarrassant surtout quand on a un statut social supérieur à la moyenne, on conçoit aisément que ce soit une expérience pénible ou cruelle à vivre pour un intellectuel imbu de sa personne.

Les seuls qui n'ont eu aucun mal à les identifier sont ceux qui en ont profité ou qui les ont entretenues minutieusement, les représentants du régime et leur armé de larbins, dont ceux du mouvement ouvrier.

Il y a ceux qui s'étaient identifiés à ce monde et pour lesquels rien n'a changé, ce sont ceux qui étaient destinés à en profiter davantage dans l'avenir. Ils sont reconnaissables au déni permanent, au négationnisme, au nihilisme dans lesquels ils se sont enfermés et dont ils ne peuvent sortir sous peine d'imploser ou de se disloquer. Et pourtant, c'est le sort qui va leur être réservé et bien pire encore, si nous parvenons à nous emparer du pouvoir politique.

Reprenons. Pourquoi la plupart des gens peinent-ils tant que cela à admettre ce qui est en train de se passer depuis 14 mois, alors qu'ils sont manifestement victime d'un coup d'Etat, d'un abus de pouvoir, d'autant plus que ceux qui étaient destinés à en tirer profit ont été clairement identifiés, ils ont augmenté leur fortune dans des conditions considérables en 2020, tandis que tout le reste de la population s'est appauvrie, donc on ne peut mettre cela sur le dos d'un complot, chaque étape de ce processus a été rendue publique, il suffisait de suivre les cours de la Bourse.

Avant, certains croyaient encore que la société pourrait devenir meilleure ou plus juste sans changement de régime, en conservant le système économique capitaliste auxquels ils vouaient littéralement un culte, malgré ses excès de plus en plus insupportables dans tous les domaines auxquels personne ne pouvait échapper ou connus de tous, totalement corrompu, confinant à un système purement mafieux et criminel, à la barbarie, la servilité et la médiocrité du petit bourgeois qui sommeillent chez chaque membre des classes moyennes ou des couches supérieures de la classe ouvrière s'en accommodaient à coup d'humanisme ou de bonne conscience à bon marché, tant qu'ils n'étaient pas directement frappés où qu'ils pouvaient tirer profit de leur statut au détriment du reste de la population, qu'entre nous ils méprisaient secrètement ou ouvertement.

C'est cette croyance que l'oligarchie financière a décidé de mettre à mort, car elle impliquait pour se réaliser, qu'il faudrait s'attaquer d'une manière ou d'une autre à son hégémonie. Aussi, fallait-il la briser nette, car toute orientation progressiste de la société était devenue incompatible avec l'état du capitalisme en crise systémique permanente combiné aux défis colossaux que la civilisation humaine allaient devoir rapidement affronter du fait de la démographie exponentielle et des besoins croissant à satisfaire qu'elle impliquait, de manière à parvenir à imposer un modèle de société et un type de gouvernance qui garantissent dans l'avenir la survie de l'oligarchie et des couches sociales dont elle ne pourrait jamais se passer, qui seraient quasiment lobotomisées ou réduites en esclavage, privées de toute liberté.

En s'octroyant tous les pouvoirs et les imposant ouvertement à tous les Etats et tous les peuples, elles ne devaient leur laisser aucune illusion sur le destin sordide qui les attendait, de manière à briser toute forme de résistance ou velléité de changement politique, ce qui fut facilité par la complicité, la duplicité, la corruption idéologique de tous les acteurs politiques officiels qui allaient se mettre à son service, y compris le mouvement ouvrier, tandis que la lutte de classe serait neutralisée, ce qui empêcherait la jonction entre la classe ouvrière et les éléments les plus conscients des classes moyennes de se réaliser ou toute opposition organisée de voir le jour pour affronter leur régime totalitaire.

On a dit au début que les uns et les autres étaient victimes de leurs propres illusions, ce qui allait se traduire par leur refus d'admettre la nature dictatoriale du régime, et par conséquent, empêtrés dans leurs contradictions qui ne dataient pas d'hier, ils allaient être dans l'incapacité de le combattre efficacement. Dès lors, de deux choses l'une, soit ils parviennent à identifier ces contradictions et à les dépasser, à s'organiser et à se doter d'une direction politique, et l'espoir de renverser ce régime totalitaire pour instaurer une République sociale n'aura rien d'utopique, soit ils échouent et la civilisation humaine en tant que telle sera vouée à disparaître.

Le plus difficile, c'est d'admettre que nous avions adopté une interprétation de la société ou du monde dans lequel nous vivions qui ne correspondait pas à la réalité, au processus historique qu'on n'avait pas caractérisé d'inconscient pour se donner de l'importance, mais tout simplement parce que les faits l'avaient prouvé tout simplement, et dès lors qu'on ne s'en écartait pas, il était possible d'en prévoir l'orientation, d'agir pour en modifier l'orientation conformément à nos besoins sociaux et à nos aspirations démocratiques, à la liberté.

En conclusion, l'unique question ou tâche sur laquelle chacun d'entre nous devrait concentrer son attention, devrait consister à se demander comment parvenir à prendre conscience de ce processus dialectique et matérialiste qui a façonné l'histoire de l'humanité, comment atteindre ce niveau de conscience supérieur, sachant qu'il suffit qu'une minorité agissante y parvienne pour entraîner le reste de la société et en finir avec ce régime honni...

Peu importe qu'on mette cela ou non sur le compte du marxisme qui l'a théorisé, qui partant de ce constat a proposé une alternative au système économique capitaliste qu'on a appelé le socialisme, dont pratiquement tout le monde ignore la nature même et le contenu ou encore les objectifs... Cela dit, on ne pouvait pas s'empêcher de le rappeler, puisque sans cet enseignement jamais je n'aurais pu vous livrer cette analyse, et le partager avec le plus grand nombre ne peut que servir notre cause.

Si nous partageons cette analyse, peu importe de quelle manière les uns et les autres y parviendraient, et que nous nous rassemblons, nous

nous organisons, nous pouvons encore changer le cours de l'histoire au lieu de se résigner ou de s'en remettre à des solutions individuelles pour s'en sortir qui ne mèneront à rien. Car, comment pouvons-nous concevoir s'épanouir sous un régime totalitaire et sans espoir d'en sortir un jour, réfléchissez un peu, c'est impossible, ou alors cela signifierait qu'on n'appartiendrait déjà plus vraiment à l'espèce humaine.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 9 mai 2021

La liberté ou la sécurité - Le confinement ou la vaccination = Les libertés individuelles et collectives sont incompatibles avec la survie du régime. Choisissez.

Totalitarisme. Application numérique et traçage, vaccination et pass sanitaire, identification et monnaie numérique (Chine, voir plus loin), surveillance, menace, restriction des libertés individuelles et collectives, ne serait-ce pas lié ou porté par une stratégie globale ? Le nier va devenir intenable.

Déclaration.

Ma décision est irrévocable, la version du site d'information et de combat politique *La voix de l'Opposition de Gauche* telle que vous l'avez connue jusqu'à présent a cessé d'exister.

Pourquoi ? Pour plusieurs raisons, dont un état de fatigue permanent qui est quelque part handicapant pour penser ou se concentrer, et non la lassitude ou la démoralisation. Bien au contraire, je suis plus déterminé et combatif que jamais à lutter à la fois contre le régime et ses représentants et l'opportunisme qui a envahi puis pourri littéralement le mouvement ouvrier de longue date. A 66 ans je ne peux plus me coucher à minuit ou 1h du matin et me lever 5 ou 6 heures plus tard, physiquement je ne le supporte plus, c'est simple à comprendre. Or, continuer cette activité nécessiterait de ma part de poursuivre au même rythme, ce qui serait suicidaire. J'y ai déjà laissé une bonne partie de ma santé entre autres sacrifices, dont mes yeux fixés à l'écran souvent plus de 12 heures par jour, ma vue a rapidement diminué de moitié, j'estime que c'est suffisant compte tenu du contexte auquel je dois faire face. J'en viens ainsi à la seconde explication.

Après le déclenchement de l'offensive mondiale lancée début 2020 par l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale contre l'ensemble des peuples de la planète, en Inde nous ne sommes pas épargnés. Ici, la situation était déjà difficile à vivre, beaucoup plus qu'en France, et depuis 15 mois elle n'a cessé d'empirer, au point que j'ai dû restreindre encore mes déplacements, alors qu'ils étaient déjà réduits au minimum. Par conséquent, je dois m'occuper de mes affaires que j'ai négligées pendant plus de 16 ans si je ne veux pas, non pas rencontrer plus de difficultés, mais éviter de m'en créer davantage par négligence, je n'y tiens pas, car les résoudre s'avèrerait encore plus compliqué qu'avant dans le cadre des rapports pourris qui existent en Inde à tous les niveaux, bien plus pourris qu'en France vous pouvez me croire, vous n'avez pas encore tout vu ou vécu, quand vous y serez, vous comprendrez peut-être un peu mieux pourquoi je vous ai tenu ce discours pendant des années, en vain. Cela nous amène à la troisième explication.

Bien que j'aie tout fait pour mettre les lecteurs à l'aise ou en confiance en étant d'une sincérité et d'une honnêteté absolues, bien que je leur aie fourni tous les éléments à ma disposition pour vérifier par eux-mêmes que je ne leur racontais pas des histoires, bien que j'aie abordé tous les sujets que le développement de la situation nationale et mondiale mettaient à l'ordre du jour sans jamais en mettre un de côté parce qu'il m'aurait dérangé, bien que je sois revenu une multitude de fois sur toutes les questions en rapport avec la lutte de classe, notre conception de la lutte des classes, bien que j'aie pris la peine de vérifier que mes analyses et mes positions étaient demeurées fidèles au marxisme et au socialisme en prenant à témoin les lecteurs pour qu'ils m'interpellent ou me corrigent éventuellement, bien que je sois demeuré fidèle aux enseignement de la lutte de classe hérités de Marx, Engels et Lénine, en partie Trotsky ou d'autres dirigeants et penseurs du mouvement ouvrier international, bien qu'au fur et à mesure j'aie intégré dans notre analyse et notre conception de la lutte de

classe tous les éléments qui ont contribué à transformer profondément la société et le monde, parfois quand ils se présentaient, parfois quand je les découvrais après coup, j'accepte le reproche qu'on pourrait me faire de ne pas y avoir penser plus tôt, mais personne n'est parfait ou tout le monde a ses propres faiblesses ou lacunes, chacun évolue ou progresse en fonction de ses propres expériences, cela aussi il faut l'admettre et c'est également valable pour moi évidemment, bien que j'aie toujours affiché mes intentions, mes idées, mes objectifs, débarrassé de tout dogmatisme, a priori, idées préconçues, arrière-pensées, tabous, n'hésitant pas une seconde à remettre les compteurs à zéro ou à reprendre une analyse depuis le départ pour en vérifier la validité et si nécessaire la modifier, à revenir sur chaque sujet déjà traité de manière à pouvoir vérifier que je n'aurais rien oublié, sur ou sous-estimé, et corrigé en conséquence en expliquant pourquoi, etc. Cela nous amène à la quatrième explication.

Bien que je n'aie pas hésité un instant à livrer quasiment ma vie entière aux lecteurs pour qu'ils sachent à qui ils avaient affaire, y compris mes états d'âme passagers qui n'étaient pas forcément à mon avantage, parce qu'on n'avait malheureusement pas l'occasion de se rencontrer physiquement, ce qui restera peut-être le plus gros obstacle entre nous, bien que je sois toujours intervenu à visage découvert, ce n'est pas pour rien si je suis un farouche opposant à la muselière qu'on voudrait nous faire porter, contrairement à la totalité de nos dirigeants qui l'ont adopté en choeur, en fait ils n'en avaient pas besoin, ces imposteurs ou traitres ont toujours avancé masqué pour mieux camoufler leurs véritables intentions, bien que j'aie publié et répondu à tous les courriels que j'avais reçus, y compris ou de préférence ceux où les lecteurs exprimaient leurs désaccords avec moi. Cela nous amène à la sixième et dernière explication qui résume en somme les précédentes.

Quoiqu'on dise ou quoiqu'on fasse, hormis une poignée de vieux militants, je ne suis pas parvenu à développer ce courant politique ou je n'ai rencontré qu'hostilité de la part de lecteurs ou militants bornés ou embrigadés avec lesquels aucune discussion sérieuse ou profonde n'était possible, avec lesquels aucun rapport suivi n'était concevable, car ils savaient tout à l'avance mieux que tout le monde ou ils avaient toujours raison, même quand les faits les contredisaient ouvertement ou quand ils étalaient leur profonde ignorance. Dans ces conditions, tout effort pour les amener à réfléchir à quelque chose, vous voyez, je ne dis pas pour les convaincre de quelque chose, car cela ne m'intéresse pas du tout, je considère que personne ne doit penser à la place de quelqu'un, et que c'est à chacun de progresser librement, à son rythme en fonction de ses expériences, tout effort pour essayer de réfléchir ensemble devait être vain, qui plus est en période de réaction sur toute la ligne, où les faiblesses ou les pires aspects de la nature humaine se manifestent ou remontent à la surface, privilégiant l'inconscience et le comportement qui va avec, dans lequel on trouve un certain nombre de réflexes correspondant à un conditionnement antérieur, où l'émotion l'emporte sur la réflexion, ce qui se traduit par des réactions irrationnelles ou inappropriées, injustifiées, telle par exemple, développer une méfiance ou une suspicion quasi-maladive, une susceptibilité à fleur de peau qui fausse tous les rapports ou s'oppose à toute discussion sereine et loyale, même la logique la plus élémentaire est sacrifiée au profit de croyances au détriment de la connaissance, faire preuve de discernement devient un exercice hors de leur portée tant est immense leur confusion ou leur ignorance, qu'ils refuseront d'admettre, et encore plus d'assumer. Après avoir couvert ou colporté les pires mensonges, on comprend facilement pourquoi finalement ils en rajoutent encore et encore, jusqu'à devenir indigne des valeurs, des principes ou de l'idéal auxquels ils prétendaient tenir précédemment, car inconsciemment ils en sont devenus les ennemis.

De travailleurs ou militants disposant au départ d'un niveau de conscience très limité, donc vulnérables ou présentant de graves faiblesses, au lieu d'affronter la réalité telle qu'elle était pour progresser, ce que je leur proposais, ils s'en sont détournés en privilégiant les discours des imposteurs ou des charlatans en tous genres qui pullulent, j'aurai tout tenté pendant plus de 12 ans que j'ai commencé ces causeries, sans que je puisse faire quoi que ce soit pour l'éviter, je n'évoque ici que les personnes qui se sont connectées un jour sur ce portail, quelques milliers quand même au regard des statistiques fournis par la société qui l'héberge.

Ils préfèrent se tourner vers des dirigeants sur lesquels ils ne savent pratiquement rien, qui les ont sans cesse trompés, qui leur ont servi des analyses erronées et des théories qui se sont avérées foireuses, je crois que maintenant plus personne ne peut le contester, mais sans en tirer le moindre enseignement pratique, car soit ils ont continué de suivre ces dirigeants, ces courants ou formations politiques, soit ils ont cessé de militer, ou pire, ils se sont à nouveau tournés vers la social-démocratie ou le stalinisme ou ils ont sombré dans l'ongisme ou le droit-de-l'hommisme qui sont à l'origine de tous nos malheurs.

Et ajoutons sur leurs dirigeants bien-aimés, que demain comme aux Etats-Unis il y a 70 ans, certains finiront par se tourner ouvertement vers l'extrême droite néoconservatrice. Vous me direz que c'est déjà le cas ou qu'ils sont déjà les alliés de l'extrême-centre de Macron. C'est exact. Il faut tenir compte tenir des particularités nationales ou les schémas ne sont pas exactement les mêmes, mais finalement cela revient au même, le parcours de ces dirigeants illustre à lui seul les véritables intentions qui les animaient depuis des lustres, et on peut affirmer sans craindre de diffamer qui que ce soit, que très tôt ils prirent conscience qu'en réalité ils ne se battaient pas ou plus pour le socialisme. S'il existait des exceptions de nos jours, ce qu'on est tout disposé à croire, on se demande bien où ils sont passés, ou alors ils ne méritaient pas le statut de dirigeant d'un courant politique du mouvement ouvrier combattant pour le socialisme ou se réclamant du marxisme, dans ce cas-là ils n'auraient jamais dû l'endosser.

Personnellement, j'ai toujours affirmé que je ne possédais pas les qualités indispensables que requiert une telle fonction, et ce n'est pas maintenant que je dirais le contraire, même si j'ai considérablement progressé au cours des 20 dernières années. Toujours est-il que j'aurais pu être utile à notre cause, c'est tout du moins ce que je pensais jusqu'à présent, mes lecteurs et les militants sont d'un avis contraire semble-t-il. Soit ou dont acte.

Pour autant, je continuerais de m'exprimer dans ce portail. Je vais voir comment je peux le modifier en conséquence. Cela risque de prendre un certain temps. Je le répète, ma détermination est intacte, mes convictions demeurent les mêmes, ma démarche s'inscrit toujours dans le cadre du mouvement ouvrier, et j'entends demeurer fidèle au marxisme et au socialisme. Cependant je dois tenir de la réalité, de la tournure ou de l'orientation que prend l'évolution de la situation mondiale.

Quand du vin a tourné au vinaigre, vous pourrez dire ou faire ce que vous voudrez, cela ne redeviendra jamais du vin, vous comprenez. Pour obtenir à nouveau un vin comestible et délicieux, il faudra procéder à une nouvelle vendange, et bien c'est la même chose avec le

mouvement ouvrier. Et ce n'est pas parce que les ceps ont été malmenés ou maltraités, qu'on devrait les arracher et les remplacer par des betteraves ! Non, on va les nettoyer, les tailler minutieusement avec la précision d'un tailleur de pierres précieuses, les débarrasser de la vermine, de la pourriture qui les avait colonisés, pour ne conserver que les plus robustes, les plus seins, en respectant leurs caractéristiques, en leur évitant soigneusement de subir les mauvais traitements que des ivrognes du pouvoir ou sans scrupules leur avaient infligés au risque de les faire crever et nous avec, car finalement on ne peut pas se passer du mouvement ouvrier et de son avant-garde pour organiser les masses et guider leur combat jusqu'à l'éradication de la surface de la planète du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, n'est-ce pas?

Une partie de la prochaine causerie est prête. Ce qui m'ennuie un peu, c'est qu'elle est entièrement axée sur un seul aspect de la situation, celui qui est prioritaire à mon avis, à savoir le démontage de la mystification à la pandémie virale et la démonstration que des médicaments existent pour traiter efficacement les personnes malades de la Covid-19 ou ses variants, ainsi que la dangerosité de la vaccination en période épidémique.

Tout le reste figure dans mon disque dur à l'état de brouillon ou c'est très désordonné. Je pourrais le publier tel quel en le mentionnant, ensuite chacun en tirerait ce qu'il veut. Ici la température avoisine 40°C et c'est très dur à supporter, on fatigue vite, à midi je ne tiens plus debout. Il fait une chaleur à crever dans la pièce où je travaille, et je passe déjà des heures à consulter les infos, prendre des notes, etc. donc je ne me vois pas travailler au moins 20 ou 25 heures pour mettre de l'ordre dans toutes mes notes, les corriger, y mettre des titres, etc. j'ai plus d'un mois de retard, c'est trop, irrattrapable, et je dois en prendre mon parti, vous aussi du même coup. Savez-vous combien de temps j'ai passé pour écrire ces lignes ? 4 heures. On lit cela en 5 minutes, donc on ne s'imagine pas le boulot qu'il y a derrière, c'est considérable.

Une dernière chose sur le portail.

Je vais supprimer pratiquement toutes les rubriques, et un lien renverra vers la page d'accueil actuelle, de manière à ce que les lecteurs anciens ou nouveaux sachent à qui et à quoi ils ont affaires ou ne soient pas perdus et retrouvent facilement toutes les rubriques.

Les notes que j'ai prises au cours des jours ou des semaines précédentes seront publiées à part d'ici quelques jours, c'est le meilleur compromis que j'ai trouvé.

Ce dimanche, j'ai passé pas moins de 8 heures rien que pour consulter les infos quotidiennes, lire de nombreux articles et suivre les commentaires du blog du Dr. Maudrux, formater la causerie, etc. Je n'ai pas corrigé l'orthographe ou la ponctuation des commentaires des internautes. Vous comprendrez que je ne puisse pas rester plus longtemps devant un écran, c'est épuisant.

- 40 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE

Extraits de courriels adressés à un lecteur de longue date entre le 26 avril et le 9 mai 2021.

- Je ne peux déjà plus actualiser le portail, alors en plus m'occuper d'un blog avec des commentaires, c'est impossible. On pourrait faire un nouveau portail acceptant des commentaires, mais qui va les gérer, et tu imagines le boulot pour transférer les 15.000 fichiers, ce ne serait pas forcément nécessaire, il suffirait d'un lien vers l'ancien portail. Et qui paierait pour la conception de ce blog, l'abonnement annuel n'est pas donné non plus. Les blogs gratuits sont extrêmement limités et ne conviendraient pas, le coût serait au minimum de 100 à 150 euros par mois, soit le quart de mes revenues, une fortune pour moi ou nous. Et puis un tel blog serait immédiatement envahi par un tas de connards qui ruineraient sa notoriété, je n'ai pas l'état d'esprit d'un flic pour faire régner l'ordre.

Hier j'ai évoqué mon intervention dans le blog du Dr. Maudrux destinée aux classes moyennes principalement, je dois préciser que si je continue le portail c'est essentiellement pour les ouvriers, pour les simples travailleurs, qui eux aussi ont le droit de pouvoir comprendre dans quel monde ils vivent et éventuellement s'engager dans le combat politique.

Je fais ce que je peux avec les faibles moyens dont je dispose, désolé.

- J'interviens dans le blog du Dr. Maudrux pour m'entretenir et ne pas être complètement coupé de la situation en France, sans illusion si tu as lu mes commentaires. On s'enfonce dans le totalitarisme, et tout ce qu'ils trouvent à faire, c'est tenter de nous en détourner au profit de l'extrême droite, qui en réalité est déjà au pouvoir, moi c'est cela qui m'intéresse.

Macron a recouru aux mêmes méthodes que les fascistes pour réunir les conditions permettant l'application du programme politique de l'oligarchie financière, qui passe par la liquidation de la civilisation humaine en tant que telle au profit d'un régime féodal et totalitaire. Il y a de cela quelques années déjà j'évoquais l'instauration d'une monarchie absolutiste, et nous voilà ravalés au rang de serf, dommage que personne n'ait voulu m'écouter.

C'est pour cela, qu'est-ce que tu veux que je fasse, cela ne sert strictement à rien. Je m'exprime où je peux encore le faire en attendant des jours meilleurs. En attendant je suis bien emmerdé avec mon portail, je ne sais plus quoi en faire. Je suis con, j'ai des scrupules, pour une fois je ferais peut-être mieux de penser un peu à moi, à me préserver d'un état de fatigue néfaste à ma santé, et ne procure de satisfaction à personne.

Mentalement, psychologiquement, intellectuellement, je suis au top de mes capacités, donc je ne m'inquiète pas pour cela, j'ai même parfois l'impression de n'avoir jamais été aussi lucide, et ça c'est quelque chose de précieux qu'il faut absolument préserver, car cela sera utile pour les temps difficiles qui nous attendent.

Maintenant tout ce qu'on voit provenant de la pseudo-gauche, de l'extrême gauche ou du mouvement ouvrier, c'est du réchauffé mille fois, ce serait perdre son temps ou lui témoigner trop d'importance que se pencher dessus et perdre son temps.

Au fait, j'ai récupéré le second ordinateur, il est tombé en panne aussitôt ! Et j'ai 4 problèmes à régler dans l'autre, génial ! Décidément, tout semble fait pour m'inciter à ne pas reprendre cette activité. Après tout, c'est peut-être un signe pour me signifier que ce serait inutile d'insister et que je ferais mieux de passer à autre chose, quoi, je l'ignore, c'est mon seul problème, et il n'y a que moi qui peut le découvrir. Je ne suis pas las ou démoralisé loin de là, je suis plus combattif que jamais, mais trop isolé.

Je vais me déconnecter du blog du Dr. Maudrux pour voir ce que cela donne, j'aurais plus de temps pour penser à autres choses, et il se peut que l'inspiration vienne. C'est un truc auquel j'ai déjà eu recours, et je sais que cela marche, comme quoi cela sert toujours de tirer des enseignements de ses propres expériences.

Des idées m'ont déjà traversé la tête, mais sans plus. Par exemple tout virer de la page d'accueil en ne laissant que Marx et Engels, les fondateurs du socialisme scientifique, en mettant un lien vers l'ancienne page d'accueil pour que les lecteurs ne soient pas paumés. A suivre.

- Du confinement, trop court, il en redemande l'ordure.

Déconfinement : « Il faut être sûr de son coup », met en garde Philippe Martinez - Publicsenat.fr 5 mai 2021

Le secrétaire général de la CGT, invité d'Audition Publique ce 3 mai, avertit l'exécutif sur les mois de mai et juin. Il n'aura pas droit à l'erreur sur le calendrier de déconfinement car la France supportera mal un quatrième confinement, selon lui. Publicsenat.fr 5 mai 2021

- On fait de belles découvertes...

« Le contrôle mental », par le psychiatre Frédéric Badel - 28 mars 2021

https://www.nexus.fr/actualite/analyse/controle-mental/?fbclid=IwAR2wK6Zrlo2i4jAU-_yj98a7MWj3doTM1fZR5wIGonyGtMOePOSVlBUufKM

Le meilleur des mondes de la culture de l'annulation Par Pepe Escobar (Asia Times 30 avril 2021) - Mondialisation.ca, 03 mai 2021

https://www.mondialisation.ca/le-meilleur-des-mondes-de-la-culture-de-lannulation/5656105

Stéphane Massonet

Ce que parler vrai veut dire

– La nature proprement politique de la parrêsia réside dans le fait qu'elle est une prérogative de citoyen. Elle est un droit donné par naissance à tout homme libre d'exercer une parole libre. Il s'agit donc d'une prérogative par laquelle le système démocratique garantit l'exercice de la liberté de parole à ses citoyens, leur permettant de parler « en leurs noms » et d'émettre des opinions sur le bien commun. Ce geste relève donc d'un courage de vérité qui s'oppose à la parole craintive de l'esclave, qui n'ose dire la vérité et parle toujours en-deçà du seuil de l'inégalité. Ce courage réside dans le fait d'énoncer des vérités qui sont peut-être désagréables à entendre et qui peuvent prêter à dissension, ce qui oppose la parrêsia autant à la démagogie des flatteurs qu'à la parole déréglée.

https://www.fabula.org/revue/document11907.php

- Attention dans Nexus, ailleurs dans d'autres articles il y a de grosses conneries du genre nous serions le produit d'autres dieux, c'est tellement débile que personne ne peut y croire.

Je ne comprends pas comment des gens aussi sensés peuvent être par ailleurs aussi cons, cela me dépasse...

- Tu connais déjà ou non ? De quoi peut-être te remonter le moral, c'est mieux que rien. Comme quoi je ne suis pas anti mouvement ouvrier ou syndical ou CGT.

http://cgt13.reference-syndicale.fr/2021/04/pour-une-cgt-a-la-hauteur-des-enjeux-de-la-periode/

- Des liens qui peuvent être intéressants.

- Décoder l'éco

https://www.youtube.com/channel/UCX6iYvJWGOQfGsFo2KSSm-w/videos

---

- Mensonge des autorités sanitaires : l'appel du Dr Bhakdi https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/tour-du-monde-des-medecins-en-allemagne-le-dr-bhakdi-appelle-lethique-et

---

- Klaus Schwab annonce le puçage pour 2026. Les puces, une théorie du complot? - Feb 5, 2021

https://twitter.com/TraducReinfo/status/1388237130393128968

https://www.youtube.com/watch?v=InJu_Sk1SGQ

- Un article à faire frémir.

Covid-19 : leurs proches sont des antivax, et cela crée des tensions – Yahoo 30 avril 2021

https://fr.news.yahoo.com/covid-19-leurs-proches-sont-des-antivax-et-cela-cree-des-tensions-144719129.html

Je suis en train d'écrire des trucs qui seront publiés dans quelques jours j'espère. Je n'ai toujours pas récupéré mon autre ordinateur, c'est le bordel avec mon beau-fils et son pote informaticien.

Pire, le logiciel dont je me sers pour changer les photos dans la page d'accueil du portail ne fonctionne pas. Comme tu dis, patience !

- En guise de 1er mai que je te souhaite au passage.

https://www.francesoir.fr/politique-france/le-retour-des-manifestations-1er-mai-charge?utm_source=NL

https://www.francesoir.fr/politique-monde/colombie-gr%C3%A8ve-nationale?utm_source=NL

- Bonjour monsieur Maudrux,

Je vous signale le courriel (ci-dessous) que je viens de recevoir et la suite que je lui ai donné. Le procédé est minable, et rien ne pourrait entamer notre détermination à lutter pour la vérité et la liberté.

J'ai écrit dans mon portail que vous étiez un véritable démocrate et que c'était extrêmement rare, je crois que c'est même plus rare que ce que vous pensez. Les ennemis de la démocratie sont beaucoup plus nombreux que ce qu'on imagine habituellement, et on a davantage de faux amis parmi ceux qui s'en réclament.

Je dirais que c'est somme toute logique, puisque la démocratie n'existe pas en réalité, aucun peuple ne détient réellement le pouvoir (Le socialisme ou le communisme n'ont jamais existé non plus, c'était une mystification due à leurs ennemis !), aucun n'est libre de décider de son destin, de l'orientation de la société en connaissance de cause, et le pire, c'est qu'il l'ignore, ce qui amène certains à se prendre pour des démocrates alors qu'ils ne le sont pas.

Vous ne portez peut-être pas une attention particulière aux commentaires que je vous envoie, encore moins à mon portail, ce qui n'a aucune espèce d'importance ou n'est pas un reproche de ma part évidemment. Cependant, vous devez avoir à l'esprit que parmi les acteurs politiques disons qui peuvent avoir une influence sur la scène politique, nous n'avons pratiquement que des ennemis, hormis à la marge des gens que j'estime personnellement infréquentables, car ils incarnent trop le système économique et social particulièrement injuste en vigueur, qui est tout de même à l'origine de tous les maux de la société, et non les hommes et les femmes, les simples citoyens qui peinent à survivre au quotidien et qui ne détiennent aucun pouvoir pour mettre un terme définitivement à cette injustice, que ce ne soit pas votre avis, je le sais et je sais pourquoi aussi.

De mon côté, je veux dire par là, celui du mouvement ouvrier qui a joué un rôle déterminant dans l'évolution progressiste et humaniste de la société depuis la fin du XIXe siècle, je ne compte que des ennemis aussi surprenant que cela puisse paraître, tous ont adopté le déni des traitements efficaces pour lutter contre les vagues épidémiques qui sévissent depuis 14 mois, et tous ont emboîté le pas à Big Pharma, etc., bref, ils se sont tous placés au côté de Macron et ils ont trahi leurs engagements politiques...

Autant vous dire que je n'en ai été nullement surpris, je connais assez bien l'histoire du mouvement ouvrier. A part une poignée de militants qui se comptent sur les doigts d'une seule main, personne n'a trouvé opportun de me témoigner le moindre soutien au cours des 14 derniers mois, et en cherchant bien, je n'ai trouvé absolument aucune formation politique qui partagerait mes positions sur cette machination au coronavirus. Les seuls véritables opposants à la politique liberticides imposée par Macron dont la voix portent, figurent parmi les classes moyennes dont font partie les médecins, d'où mon intervention dans votre blog et le soutien mesuré que je vous témoigne, le Pr. Péronne

aussi est très bien...

Nous vivons une époque particulièrement trouble ou abominable comparable à celle qui a lieu lors de chaque guerre ou révolution, qui nécessite une vigilance de chaque instant pour éviter bien des erreurs qui nous seraient préjudiciables, bien que nos bonnes intentions ne puissent pas être mises en doute. Un excès de prudence ou une déclaration prise à la hâte peuvent produire la même impression ou le même effet désastreux, donc vaut mieux s'en garder. Il en va de même dans le cas d'un excès ou d'un manque de confiance, qui peut nous conduire à s'attirer la bienveillance de faux amis et à perdre celle de véritables amis, ils sont si rares que cette perte est une véritable catastrophe qu'il vaut mieux éviter, surtout aux moments décisifs d'une bataille...

Bref, je crois que vous saviez déjà tout cela, mais je pense qu'il n'est jamais inutile de vérifier qu'on les a toujours bien à l'esprit afin de se prémunir de déboires ou d'ennuis inutiles ou pire encore, car nos ennemis ne reculeront devant rien pour tenter de nous intimider et nous faire taire.

Je vous souhaite une bonne continuation, portez-vous bien.

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

Copie du courriel adressé ce matin à Mr Jérôme BONET, Directeur des services actifs de la police nationale.

Monsieur,

Je me permets de vous contacter pour vous faire part du courriel que je viens de recevoir dont vous seriez l'auteur, et dont le contenu m'est totalement étranger. Je tiens à préciser que vous ne trouverez aucune trace sur le Net en rapport avec les graves accusations portées contre moi.

Quelqu'un aurait-il usurpé votre identité et celle de votre service de police, vous êtes le seul qui pourrait répondre à cette question.

Que des personnes cherchent à m'intimider ou à me nuire parce que mon activité politique sur le Net (depuis fin 2004) les dérange afin de me faire taire, c'est la seule explication plausible que j'ai trouvée. En relisant attentivement ce courriel et en m'arrêtant sur la manière dont ces menaces ont été formulées, je suis parvenu à la même conclusion.

Voyez-vous, je suis professeur de français à la retraite, et j'ai développé une méthode de penser dialectique d'une efficacité redoutable pour détecter au premier coup d'œil les véritables intentions de n'importe quel interlocuteur, même les plus fins escrocs et en politique ils ne manquent pas. Ici le procédé semble particulièrement grossier, son auteur a commis apparemment de nombreuses erreurs.

Je me tiens à votre disposition pour vous fournir toutes les informations qui pourraient vous être utiles, je vis en Inde depuis août 1996 et mon dernier séjour en France date de 2002.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations respectueuses.

M. Tardieu Jean-Claude

PS : J'ai envoyé un courriel au blog Ensemble contre les Arnaques, que j'ai découvert APRES avoir rédigé le courriel que je vous adressais : https://www.signal-arnaques.com/scam/add/other.

J'ai tenu malgré tout à vous envoyer mon courriel pour que les choses soient parfaitement claires, parce que je n'ai absolument rien à ne me reprocher, j'ai presque envie de dire hélas, parce que plus personne ne vous croit quand vous dites la vérité, décidément, quelle époque méprisable, quelle décadence !

Le courriel que j'ai reçu.

DOSSIER N° 56578 [CONVOCATION]

de : 15695570@users.siol.net

A: brigadeprotectiondesmineurs@police-judiciaire.fr

DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE

Je suis Mr Jérôme BONET, Directeur des services actifs de la police nationale. Je vous contacte peu après une saisie informatique de la Cyber-infiltration (Autorisée, notamment en matière de pédopornographie,Cyberpornographie, Détournement de mineur, pour vous informer que vous faites l'objet de plusieurs poursuites Judiciaires en vigueur :

- PÉDOPORNOGRAPHIE

- CYBER-PORNOGRAPHIE

- DÉTOURNEMENT DE MINEUR

Vous êtes prié de vous faire entendre par mail en nous écrivant vos justifications pour quelles soient mises en examen et vérifiées de sorte à

évaluer les sanctions ; cela dans un délai strict de 24 heures.

Passé ce délai nous nous verrons dans l'obligation de transmettre notre rapport à Mme Mélanie BRIARD, substitut du procureur de la république près le Tribunal de grande instance de Créteil et spécialiste de cybercriminalité pour établir un mandat d'arrêt à votre encontre et vous ficher comme délinquant sexuel.

Votre dossier sera également transmis aux médias pour une diffusion ou votre famille, vos proches et toute la France entière verront ce que vous faites devant votre ordinateur.

Maintenant, vous êtes avertis.

Cordialement,

Mr. Jérôme BONET, Directeur des services actifs de la police nationale.

DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE BRIGADE DE PROTECTION DES MINEURS.

Adresse: 11, rue des Saussaies, 75008 Paris

PS de Tardieu : J'ai transféré ce courriel à Mr. Jérôme BONET.

La réponse reçue.

Madame, Monsieur,

En réponse à votre signalement adressé à Monsieur BONET

Vous nous informiez avoir été destinataire d'un mail et d'une convocation semblant provenir d'un responsable de la Police Nationale.
Ce mail n'a rien d'officiel, et son contenu n'émane pas d'un service de police, ou de justice.
Il s'agit d'une campagne d'escroquerie initiée de façon automatisée vers des listes d'adresses mails collectées illégalement.
De fait, votre adresse mail fait probablement partie de ces listes et doit être considérée comme compromise.
Afin de garantir la sécurité de vos échanges, vous devez changer votre mot de passe.

Pour rappel, la Police Judiciaire, et la Police Nationale de manière générale ne traitent pas les affaires judiciaires par mail. Étant tenus par le secret professionnel, nous n'exposons le contenu de nos dossiers ni aux familles des mis en cause, ni aux médias.

Si une personne est mis en cause, elle peut être convoquée, le plus souvent par courrier mais aussi par téléphone, et invitée à se rendre dans les locaux de police. En cas d'infraction grave, notamment touchant les mineurs, la personne ne sera pas convoquée mais interpellée à domicile.

Marche à suivre:

- Ne tenez pas compte de la convocation.
- Ne répondez pas au mail.
- Ne payez pas même si vous y êtes invités, la police et la justice ne recouvrent pas les amendes par mail.
- Changez le mot de passe de votre compte mail.

Cette campagne d'escroquerie fait l'objet d'une enquête par la Sous-Direction de Lutte contre la Cybercriminalité (SDLC).
Votre signalement est pris en compte, et sera joint à la procédure en cours.
Pour toute question, adressez votre demande par retour de mail sur notre adresse groupe-escroqueries-internet@interieur.gouv.fr ou adressez-vous à n'importe quel commissariat de police.

Cordialement,

Direction Centrale de la Police Judiciaire
Sous-Direction de Lutte contre la Cybercriminalité
Office central de Lutte contre la Criminalité liée aux Technologies de l'Information et de la Communication
Brigade de Répression des Escroqueries liées aux technologies de l'information et de la Communication

---

DEUXIEME PARTIE

Mes interventions dans le blog du Dr. Maudrux du 28 avril au 9 mai 2021.

Les lecteurs auront le plaisir de constater que je n'ai jamais renié nos principes et notre idéal.

- Mais qui vous dit que ces sondages sont conformes à la réalité, et qu'elle n'a pas été fabriquée elle aussi ?

Le 30 janvier 2020, en Chine, en 24h 40 décès seulement, au total 170 décès attribués à la Covid-19, et le jour-même l'OMS déclarait une

urgence de santé mondiale.

https://news.un.org/fr/story/2020/01/1060852

Ce jour-là, ils n'ont pas annoncé une pandémie, non, ils ont lancé la fabrication d'une pandémie qui n'existait pas, alors qu'est-ce que c'est à côté un sondage ? Peanuts ! J'ajoute que la fabrication de cette pandémie serait un succès, si la population collaborait en adoptant les mesures inutiles qu'on lui suggérait, puis qu'on lui imposerait avec son consentement pas du tout éclairé évidemment.

Le port du masque, les tests PCR, le confinement, le vaccin, le pass sanitaire sont les instruments qui auront servi à sa fabrication. C'est la raison pour laquelle je pense qu'on devrait faire preuve d'une rigueur absolue quand on aborde tous ces instruments, et une fois mesurée ou évaluée leur degré de toxicité et de légitimité les adopter ou les rejeter, au lieu de tergiverser sans cesse au nom de grands principes qu'on ne peut pas appliquer à des adversaires déloyaux ou plutôt des ennemis, puisqu'ils nuisent délibérément à la santé et à l'intégrité de la population, ou qu'on n'est prêt de défendre jusqu'au bout, parce qu'on refuse d'être entraîné sur le terrain politique, où malgré tout c'est là que tout se joue. Je crois que la plupart des gens n'ont pas encore compris la règle du jeu. Quand ils tournent le dos à la politique, ils désertent, donc ils ont perdu d'avance, il ne leur reste plus qu'à se résigner au triste sort qu'on leur a réservé, c'est bien triste.

SONDAGE BFMTV – 52% des Français opposés à la mise en place d'un "pass sanitaire" – bfmtv.com 03-03-2021

https://www.bfmtv.com/politique/sondage-bfmtv-52-des-francais-opposes-a-la-mise-en-place-d-un-pass-sanitaire_AN-202103030320.html

L'étude a été réalisée par l'institut Elabe pour BFMTV, les 2 et 3 mars 2021 par Internet…

SONDAGE BFMTV – 63% des Français favorables au pass sanitaire – bfmtv.com 05-05-2021

https://www.bfmtv.com/societe/sondage-bfmtv-63-des-francais-favorables-au-pass-sanitaire_AN-202105050337.html

Les participants ont été interrogés par Internet du 4 et 5 mai 2021…

- Au menu d'une brève revue de presse.

La fabrication du consentement au quotidien. Et le Remdesivir a aussi la cote au Népal. Passage à la monnaie numérique, fiction ou réalité, devinez ?

Vaccination : Comment les jeunes sont devenus favorables au vaccin

Le pourcentage de personnes de 18-24 ans favorables à la vaccination est passé de 26 % en décembre 2020 à 55 % en avril 2021

https://www.20minutes.fr/societe/3037203-20210507-vaccination-comment-jeunes-devenus-favorables-vaccin

Serbie : les personnes vaccinées contre le Covid-19 toucheront 25 euros

https://fr.euronews.com/2021/05/07/serbie-les-personnes-vaccinees-contre-le-covid-19-toucheront-25-euros?utm_source=yahoo&utm_campaign=feeds_news&utm_medium=referral

"Pendant un moment, j'ai réfléchi pour savoir si je devais me faire vacciner ou pas. J'étais sur le point de le faire et peut-être que ces 25 euros ont fini par me motiver à venir. C'est un beau geste de la part de notre président", dit une retraitée serbe.

Au Népal, une recrudescence inquiétante des cas de coronavirus - AFP 7 mai 2021

https://fr.news.yahoo.com/au-n%C3%A9pal-recrudescence-inqui%C3%A9tante-cas-131356444.html

Nous cherchons des flacons de Remdesivir (un antiviral, ndlr).

La Chine teste le e-yuan, une monnaie numérique - Franceinfo 8 mai 2021

https://www.francetvinfo.fr/monde/chine/la-chine-teste-le-e-yuan-une-monnaie-numerique_4615889.html#xtor=AL-79-[article]-[connexe]

- Rectification sur 1 point.

La vérité sur le « sofagate » d'Ankara

https://www.voltairenet.org/article212663.html

- Encore une découverte ou un truc qu'on ne nous avait pas dit.

Le taux de mortalité montait en Inde depuis 2013-2014. Data Source: United Nations – World Population Prospects

Chart and table of the India death rate from 1950 to 2021.

https://www.macrotrends.net/countries/IND/india/death-rate

- Le problème en Inde, c'est que j'ai fait 7 pharmacies, qui, soient ne connaissaient pas, soit n'avaient plus en stock. Peut-être pas assez cher ? Pour une connaissance de 76 ans en France, ce matin j'ai acheté les produits au détail, 10 comprimés d'Ivermectine et 10 comprimés d'Azithromycine = 416 roupies, un peu moins de 4 euros, reste à savoir si cela passera la douane ! Si on ajoute le zinc et la vitamine D, on passe à 6 ou 7 euros environ.

J'allais oublier de mentionner que j'aurais pu acheter du Remdesivir, j'ai posé la question, sans problème. Hormis la morphine, je crois qu'on peut tout acheter en pharmacie sans ordonnance en Inde.

- La réponse du Dr. Dhananjay Bakhle au courriel envoyé hier dans lequel j'avais mis un lien vers le blog du Dr. Maudrux qu'il apprécie.

– Thanks for your email and queries. If I understood your question right, you are wondering if the current increase in Covid related deaths has summer as one of the factors that I have not mentioned.

However, if you search this aspect, the nos due to hot summer have accounted for ony hundreds of deaths and not in hundred thousands. See the paper below from 2016, which reported around 1600 excess deaths due to hot summer in India in the whole year.

https://www.hindustantimes.com/india-news/over-1-600-killed-due-to-extreme-weather-patterns-in-2016/story-ZXToWjowatrEYk81af2V4H.html

Another report talks about moderate cold temperature responsible for 42 times more deaths than extremely hot temperature at the following link:

https://india.mongabay.com/2019/02/mildly-cold-weather-more-devastating-than-extreme-temperatures-finds-study/

This report is based on the following research paper from PLOS Medicine which is a reputed medical journal:

https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1002619#sec016

In any case, thanks for reaching out, I enjoyed reading your blog article quoted in the link below.

- Vous avez tout compris.

C'est vrai que les Indiens supportent relativement bien les très grandes chaleurs, entre 38 et 45°C à l'ombre. Ils adaptent leur mode de vie en conséquence : lever très tôt, petite sieste l'après-midi quand c'est possible ou permis pour ceux qui travaillent, les routes et les rues sont désertes, j'en profite pour aller faire mes courses, mais moi je suis un peu dingue, conduite moins risquée et moins de pollution, magasins déserts, courses effectuées plus rapidement, c'est plus agréable, donc pas si dingue que cela tout de même, coucher plus tôt. Cela dit, on souffre tous en été, c'est très crevant, et des vieux mal en point ou au cœur fragile trépassent.

La mousson précède la saison froide, avec un décalage de trois mois selon qu'on est dans le nord ou le centre (plus tôt) ou dans le sud (plus tard), là les virus et bactéries deviennent plus actifs, agressifs, causant plus de morts. Je crois que c'est davantage dû à l'humidité qu'à la température, et ce sont les deux combinées qui causent plus de décès.

Dans le nord, Il arrive que la température soit inférieure à 10°C l'hiver et provoque la mort de quelques dizaines de personnes, sur 1,4 milliard, on relativise, n'est-ce pas ? Dans l'extrême nord (Srinagar) la température passe en dessous de zéro et la population doit y être habituée.

Autre chose en rapport avec notre sujet. Je suis tombé par hasard sur cette info.

– Conférence de presse sur le Sommet de 2014 des investisseurs sur les risques climatiques – un.org 15 janvier 2014

Le Monde assurait le SAV :

– Avec 620 000 morts par an (en Inde), le pays enregistre ainsi le taux de mortalité liée à des maladies respiratoires le plus élevé au monde. – lemonde.fr 28 janvier 2014

A l'époque ils mettaient cela sur le compte de la pollution, demain du coronabusiness…

- Modi et son gouvernement sont dans le collimateur de Washington, parce qu'il ne respecte pas les consignes sanitaires dictées par Gates, Rockefeller et leur clique mafieuse.

Par exemple, il a conseillé au Chief Minister de chaque Etat ou Territoire en Inde d'éviter de recourir au confinement pour ne pas aggraver la crise économique et sociale qui frappe les plus pauvres, en fait l'immense majorité de la population. Ensuite le ministère de la Santé a inclus l'ivermectine dans son protocole pour traiter la covid-19. Le parti de Modi, le BJP, vient de subir un revers lors des élections législatives partielles qui viennent d'avoir lieu et il est fragilisé.

L'opposition parlementaire en profite pour faire du zèle appelant à multiplier les tests, amplifier la vaccination et confiner tout le pays, bref, des enragés.

Only way to stop Covid-19 spread now is full lockdown: Rahul Gandhi. – timesofindia.indiatimes.com May 4, 2021,

https://timesofindia.indiatimes.com/india/only-way-to-stop-covid-19-spread-now-is-full-lockdown-rahul-gandhi/articleshow/82382717.cms

Trust the media and BJP trolls to twist half sentences uttered by Rahul Gandhi

https://www.nationalheraldindia.com/opinion/trust-the-media-and-bjp-trolls-to-twist-half-sentences-uttered-by-rahul-gandhi

– L'année dernière, le 16 avril 2020, s'adressant aux médias lors de sa première conférence de presse en ligne, Gandhi a déclaré: «On suppose qu'en imposant le verrouillage, on vaincrait le virus, ce n'est pas ainsi que cela fonctionne. Le virus serait à nouveau au travail dès que nous sortirions du verrouillage…»

JCT – Gageons que si Modi avait confiné tout le pays, Gandhi se serait empressé de le dénoncer, c'est le niveau de la politique en Inde. En France c'est pire d'une certaine manière, puisqu'il existe un consensus avec Macron de l'extrême droite à l'extrême gauche sur notamment la muselière, la vaccination et demain le pass sanitaire digne de l'apartheid ou d'un régime fasciste.

- Une brève revue de presse. Si j'encombre dites-le moi Dr. Maudrux.

Dieu vole au secours de la fabrication du consentement.

– Une large majorité de Français favorable au pass sanitaire

https://www.lepoint.fr/sante/une-large-majorite-de-francais-favorable-au-pass-sanitaire-05-05-2021-2425226_40.php#xtor=CS3-190

Les Français ne sont pas optimistes quant à la possibilité de retrouver une vie normale prochainement. En effet, ils ne sont que 14 % à le penser. Ils sont même 23 % à estimer que nous ne reviendrons jamais à la normale.

JCT – A quand l'euthanasie pour tous ?

– Covid-19 : anti-vaccin, elle change d'avis… juste avant de mourir du virus – Yahoo Actualités 5 mai 2021

– "J'avais beau lui dire que Dieu aurait été pour le vaccin, il n'y avait rien à faire".

https://fr.news.yahoo.com/covid-19-anti-vaccin-change-davis-avant-de-mourir-083926291.html

La tyrannie ordinaire.

– Michel Sardou : sa remarque sur les vaccins dans Quotidien qui ne passe pas

https://www.voici.fr/tele/michel-sardou-sa-remarque-sur-les-vaccins-dans-quotidien-qui-ne-passe-pas-703241

Reuters en a remis une grosse couche sur la situation en Inde.

https://fr.news.yahoo.com/coronavirus-records-quotidiens-contaminations-d%C3%A9c%C3%A8s-071834490.html

– "La situation est devenue dangereuse dans les villages", a déclaré Suresh Kumar, coordinateur de terrain pour une organisation caritative.

JCT – Ah bon ! Il ne manquait plus que les ONG, la version OGM du mouvement ouvrier.

– Dans certains villages de l'Etat d'Uttar Pradesh (nord du pays), où vivent environ 200 millions de personnes, "il y a des morts dans presque une maison sur deux", a-t-il déclaré. Reuters 6 mai 2021

JCT – Cela devrait donc faire des millions de morts d'ici quelques jours. A force d'en faire trop, ils se démasquent…

- Nouvelles d'Inde.

J'ai passé l'après-midi d'hier à faire des courses pour stocker des produits de première nécessité qui risquent de manquer en rayon d'ici quelques jours, car voilà à nouveau nos libertés réduites au strict minimum pour juste pouvoir survivre par le gouvernement totalitaire le plus débile qu'on puisse imaginer. Le DMK a remporté les élections législatives au Tamil Nadu, et son principal dirigeant devrait être nommé Chief Minister, il s'appelle Stalin, cela promet ! Je n'en dirai pas plus ici pour ne pas risquer d'être embastillé ou expulsé d'Inde, et je ne plaisante pas du tout.

Le Tamil Nadu annonce de nouvelles restrictions Covid-19, y compris des épiceries à partir de midi – timesofindia May 4, 2021

https://timesofindia.indiatimes.com/city/chennai/tamil-nadu-announces-new-covid-19-restrictions-including-closure-of-grocery-shops-by-noon/articleshow/82376331.cms

Traduction Google améliorée. Le gouvernement du Tamil Nadu a annoncé lundi soir de nouvelles restrictions concernant Covid-19 qui seront en vigueur entre 4 heures du matin du 6 mai et 4 heures du matin du 20 mai.

Tous les bureaux gouvernementaux et privés seront autorisés à fonctionner avec un maximum de 50% de main-d'œuvre. (50% au chômage. – JCT)

Seule 50% de la capacité des sièges sera autorisée dans les trains de voyageurs, les métros, les bus privés et gouvernementaux et les taxis de location. (Les tarifs ont plus que doublé depuis mars 2020. – JCT)

Les épiceries et les primeurs seront autorisés non climatisés seront autorisés à ouvrir jusqu'à midi. Seuls 50% des clients seraient autorisés à la fois tandis que tous les autres commerces resteraient fermés.

«Les services essentiels comme les pharmacies et l'approvisionnement en lait non climatisés pourront ouvrir jusqu'à midi. (idem pour la suite, 50%… – JCT)

Le gouvernement avait déjà interdit les grands magasins, les complexes commerciaux et les centres commerciaux…

Tous les événements sociaux / politiques / sportifs / divertissants / éducatifs / culturels sont interdits dans les espaces fermés et ouverts.

Les cinémas seront fermés.

Le gouvernement avait auparavant fixé un plafond de 25 personnes pour les funérailles. Il a maintenant décidé de n'autoriser qu'un maximum de 20 personnes. (Comme si 5 de + ou de – pouvait changer quoi que ce soit, quelle débilité ! – JCT)

Les restrictions précédentes comme le couvre-feu nocturne et le verrouillage du dimanche sont reconduites.

Comme précédemment, les marchés aux poissons, les étals de poulet et de viande ne seront pas autorisés le samedi (et le dimanche en raison du verrouillage du dimanche). Ils auront droit d'ouvrir le reste de la semaine entre 6h et midi.

JCT – Bref, on peut être contaminé entre midi et 6h du matin, mais pas entre 6h et midi, il n'y a que des tyrans pour imposer un truc pareil.

Et dire qu'il y en a encore en France, qui se demandent ce qui se passe dans le monde… C'est à cela qu'on peut mesurer très précisément le degré d'inconscience de chacun, surtout chez les plus instruits ou les couches supérieures de la société, les plus corrompues largement responsables de la situation actuelle, et qui vouent littéralement un culte au système économique en place…

- Les masques de l'imposture tombent. Vous avez raison, d'une certaine manière elle l'assume, entre nous cela fait belle lurette que cela durait, on progresse…

Boycott de toutes les manifestations culturelles (notamment) imposant le pass sanitaire !

- En complément de l'article du Dr. Dhananjay Bakhle.

La propagande du gang mafieux et criminel du Forum économique mondial jusqu'à la caricature.

On notera au passage, qu'ils sont bien parvenus à noyauter tous les secteurs économiques et toutes les institutions nationales dans le monde entier, pas forcément en ayant placé des hommes ou femmes liges aux postes ou fonctions clés car c'était impossible, en revanche, grâce à l'ambition démesurée et à la corruption des esprits largement répandue dès qu'on s'élève dans la hiérarchie sociale, ils sont parvenus facilement à disséminer leur idéologie néfaste dans le monde à travers une multitude d'agents qui serviront leurs intérêts ou leurs objectifs, c'est ce qu'on découvre effaré ou observe tranquillement au quotidien. J'ai mis un lien tout frais qui le confirme.

Explained: What works (and does not) in Covid treatment – indianexpress.com July 15, 2020

Written by Dr Satchit Balsari, Dr Zarir Udwadia | New Delhi

https://indianexpress.com/article/explained/coronavirus-covid-19-vaccine-hydroxychloroquine-remdesivir-6499894/

A proscrire : Hydroxychloroquine, Azithromycine, Ivermectine, Oseltamivir, vitamine C et D, zinc. Ainsi que tout traitement ayurvédique ou à base de plantes, ainsi que l'homéopathie. Bref tout ce qui peut contribuer à renforcer l'immunité d'une personne, réduire la charge virale, combattre la phase bactérielle est à bannir, trop performant et pas assez cher.

Au profit de : Favipiravir, Remdesivir, Dexamethasone (Steroid), Tocilizumab, effets secondaires garantis et cher, la panacée!

La réponse du Dr. Dhananjay Bakhle à cet article.

https://www.expresspharma.in/covid19-updates/hcq-in-covid-19-repurposing-with-a-purpose-in-the-background-of-a-lost-cause/

PS : J'ai envoyé un courriel au Dr. Dhananjay Bakhle.

Extrait. The arguments you have mentioned to explain the increase in the number of deaths from Covid-19 are insufficient in my opinion. I have a question for you: Each month of the year how many people die in each state in India, knowing that more people die during the hot summer months and then during the monsoon. Wouldn't that be part of the explanation as I guess? Can you answer this question, please doctor ?

Complotisme ? Vérifions-le tout de suite.

Doctors in 'ivermectin pantry' may face suspension, loss of license — PMA

Christian Deiparine (Philstar.com) – May 4, 2021

https://www.philstar.com/headlines/2021/05/04/2095821/doctors-ivermectin-pantry-may-face-suspension-loss-license-pma

---

- Dans la revue de presse.

Le totalitarisme et la psychose voués à devenir permanents .

Covid-19: premier feu vert des députés au pass sanitaire pour les grands rassemblements – BFMTV 5 mai 2021

https://fr.news.yahoo.com/covid-19-d%C3%A9put%C3%A9s-au-pass-043609845.html

Covid-19 : bientôt une appli pour se protéger en fonction de la météo - LePoint.fr 5 mai 2021

L'application MyPredict préviendra ses utilisateurs quand les conditions météorologiques seront favorables à la propagation du virus, détaille BFMTV.

https://www.lepoint.fr/sante/covid-19-bientot-une-appli-pour-se-proteger-en-fonction-de-la-meteo-04-05-2021-2425061_40.php#xtor=CS3-190

- Suite et fin.

Totalitarisme. Le vaccin n'est pas obligatoire, la preuve : Pas de vaccin, pas de liberté !

Covid-19: l'Allemagne va lever plusieurs restrictions pour les personnes vaccinées – BFMTV 5 mai 2021

Covid-19: le Danemark avance dans sa réouverture avec son pass sanitaire – BFMTV 5 mai 2021

Le Danemark a annoncé ce mardi des étapes cruciales de son déconfinement, grâce au pass sanitaire dont il est l'un des pionniers en Europe. BFMTV 5 mai 2021

Le Danemark renonce au vaccin de Johnson & Johnson à cause d'éventuels effets secondaires – euronews 4 mai 2021

- Il est très bien comme il est votre blog, ne vous tracassez pas, si je peux me permettre.

En utilisant le raccourci clavier CTRL + F on peut assez facilement s'en sortir. Il suffit d'ouvrir un article et d'utiliser cette fonction, de taper un ou des mots clés (nom ou nombre), approprié de préférence, puis de cliquer sur le bouton situé juste à côté à droite pour atterrir aux phrases de l'article ou aux commentaires qui comportent ces mots clés. Et on renouvelle la manœuvre avec les articles suivants.

Ce n'est pas très fastidieux finalement. C'est le défaut ou limite des blogs par rapport aux portails, où on peut proposer dans la page d'accueil des menus très élaborés avec une multitude d'entrées, et autant de liens qu'on veut renvoyant à différentes rubriques, dossiers ou articles. Ce n'est pas compliqué, un bref apprentissage suffit, ensuite c'est juste beaucoup de travail en plus !

- A Antonin 47. Encore un anonyme.

Si vous avez fait allusion à un de mes commentaires posté les jours précédents sans le nommer, comme je le soupçonne fortement, vous avez dérapé ou vous êtes malhonnête.

A vous entendre tous ceux à travers le monde qui contestent la version officielle du 11 septembre 2001, seraient des complotistes. Bravo pour le procédé que je n'ose pas caractériser ici, disons malsain pour rester modéré, chacun jugera ! Personne ne nie les évènements, mais nombreux sont ceux qui remettent en cause leur nature, la manière dont ils se sont déroulés dans le récit officiel qui présentaient une

multitude d'incohérences, d'aberrations, de contrevérités, de non-sens, de contradictions, d'éléments irrationnels, farfelus, d'affirmations gratuites ou sans preuves, de mensonges éhontées, etc. sur lesquels les autorités n'ont jamais souhaité revenir depuis 20 ans, pourquoi s'ils n'avaient rien à cacher… D'ailleurs vous-même vous avez préféré escamoter les faits que j'avais rappelés, parce que vous n'aviez rien de sérieux à leur opposer, la méthode classique, je n'en dirai pas plus pour le moment… Tenez, voilà un témoignage sérieux.

https://blogs.mediapart.fr/segesta3756/blog/200915/11-septembre-2001-debat-avec-des-pilotes-francais

En montrant plus loin aux lecteurs de ce blog comment il est facile de se faire manipuler, ils comprendront que ce n'est pas la démarche habituelle de quelqu'un qui se laisserait embarquer dans la première escroquerie venue ou qui serait prêt à croire n'importe quoi, ce qui n'est manifestement pas votre cas. Je déteste qu'on me fasse passer pour ce que je ne suis pas.

- Suite à l'échange entre Antonin et Rémy qui me concernait.

Antonin est passé de, je cite , de mon "cher Tardieu à "sieur Tardieu", le mépris est sa marque de fabrique pour ceux qui ne l'auraient pas remarqué. Il vous a donné du "cher Rémy" puis du "cher ami" pour vous mettre en confiance. Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, cela peut marcher avec ceux qui sont imbus de leur personne, pas avec moi, je suis blindé et inoxydable, je suis immunisé grâce au matérialisme dialectique.

Je n'ai pas à être "aimable" avec un malotru dans son genre, et je pèse mes mots ou on est encore loin du compte, on y viendra.

Je crois que c'est le fait que nous n'appartenons pas vraiment au même monde, qui autorise ce petit monsieur à être aussi méprisant envers moi, au point de croire qu'il pourrait raconter n'importe quoi sans qu'on le reprenne, et bien il est très mal tombé avec moi.

– Nous sommes finalement assez nombreux à avoir des amis qui étaient sur place et qui ont vu les deux avions taper les tours.

Quelle stupidité ! Le reste était à l'avenant.

L'essentiel est ailleurs. Il a dans ce blog la même fonction qu'un troll, quand chaque fois que l'occasion se présente, il en profite pour nous ramener vers Big Pharma, les "labos", c'est son horizon indépassable. Pourquoi pas, mais pourquoi ? Mais pour protéger ou épargner ce qu'il y a au-delà, et qu'est-ce qu'il y a au-delà, sinon l'ensemble du système économique en vigueur et ses institutions politiques, auxquels il ne faut surtout pas toucher.

Vous comprendrez au passage, pourquoi il déteste que je fasse les questions et les réponses comme il l'a indiqué dans un autre commentaire, parce que personne ne doit se pencher sur la signification politique de ses assertions ou connaître ses véritables intentions. Il ignore visiblement, qu'à force de parler, on finit toujours par se démasquer. Cela vous fournit au passage une indication sur son niveau de conscience. Décidément il a eu tort de me prendre pour un pauvre type ou plutôt pour un sale type.

– C'est bien fait pour nous : nous sommes des abrutis et passons notre temps à élire des super-abrutis.

Chacun appréciera ! Personnellement, je n'ai jamais voté à une élection présidentielle…

Et pour vous mieux vous embobinez, à mon avis en vain, il devait conclure par un exercice de pathos dégoulinant, pathétique !

– Tiens nous tous là, enthousiastes et tout et tout, avec notre Docteur Maudrux bien aimé.

Désolé Dr. Maudrux, on vous en fait voir, n'est-ce pas ? Mais je pense que ce genre de démonstration est très instructive pour vos lecteurs, certains l'ont d'ailleurs déjà signifié, et ne vous formalisez pas, il s'en trouvera toujours que cela incommode, c'est la vie !

- Réponse au dernier commentaire d'Antonin.

Quel soulagement ! Ce qui ne m'engage en rien, évidemment.

- Comme quoi il est facile de se faire manipuler à ses dépens.

Cela fait de nombreuses années que je me livre à ce genre d'exercice avant de publier un article ou d'y faire référence dans mon portail quand j'estime qu'il est douteux. C'est un peu long, juste pour vous montrer le boulot que chaque lecteur ne fera jamais.

Tout a été fait pour discréditer l'info qui vous a été donnée au départ, par qui, suivez la piste et voyez à quoi ou à qui on aboutit. Le Dr. Maudrux m'excusera mais l'exercice en vaut la peine me semble-t-il. Pas de quoi devenir parano pour autant.

https://english.atlatszo.hu/2020/05/25/london-based-v4-agency-is-orbans-propaganda-machine-disguised-as-global-media-product/

– London-based V4 Agency is Orbán's propaganda machine disguised as global media product

Traduction Google – Depuis plus d'un an, le site d'information bilingue V4 News Agency, ou V4NA, imprègne l'écosystème de l'information hongrois avec des informations internationales sélectionnées et traduites sur une base identique à l'agenda du Fidesz. Les messages des

médias alliés au parti du Premier ministre Viktor Orbán brossent un tableau de l'Europe occidentale comme une friche post-apocalyptique, envahie par des hordes de migrants financés par George Soros.

En bas de page apparaît KiMitTud. Voyons de quoi il s'agit.

Case study: KiMitTud :

https://www.mysociety.org/transparency/alaveteli/kimittud/

– KiMitTud is a Hungarian Freedom of Information site which runs on our Alaveteli platform. Its name translates as 'Who Knows What', a nod to the title of a popular TV show in Hungary.

The presence of Alaveteli on such a high-profile site has helped to educate Hungary's citizens about their Freedom of Information Act, and popularise its use.

Alaveteli

https://alaveteli.org/

Built by mySociety

https://www.societyworks.org/

mySociety is a registered charity in England and Wales (1076346) and a limited company (03277032). We provide commercial services through our wholly owned subsidiary SocietyWorks Ltd (05798215).

SocietyWorks is a subsidiary of the charity mySociety. For nearly twenty years, mySociety has been pioneering the use of online technologies to empower citizens to be more active within their community.

mySociety

https://www.mysociety.org/

mySociety is a not-for-profit social enterprise, based in the UK but working with partners internationally. We build and share digital technologies that help people be active citizens, across the three areas of Democracy, Transparency, and Community.

JCT – Dis-moi qui te finance et je te dirai pour qui tu travailles où qui tu es. Fin de partie.

Past funders

We would like to thank the following organisations:

The David and Elaine Potter Foundation, the Electoral Commission, Geovation, Google Inc, Google.org, the Google Digital News Initiative, GovEval, Hivos, Indigo Trust, Involve, the John S. and James L. Knight Foundation, the Joseph Rowntree Reform Trust, the Joseph Rowntree Charitable Trust, the MacArthur Foundation, Making All Voices Count, Microsoft, the Ministry of Justice, the National Endowment for Democracy (CIA – JCT), Nesta, the Office of the Deputy Prime Minister e-Innovations Fund, Open Culture Foundation, Open Society Foundations (Soros – JCT), Screen West Midlands, the Technology Strategy Board, the UK Government's Department for Transport and the Department for Constitutional Affairs Innovations Fund, the Wikimedia Foundation, the Young Foundation, and Channel 4's 4IP fund.

Confirmation : Ils sont alignés sur l'Union européenne.

"I'm not going to participate in a drug trial" – a Hungarian GP refuses to deal with a vaccine not authorised by the EU

https://english.atlatszo.hu/2021/02/26/im-not-going-to-participate-in-a-drug-trial-a-hungarian-gp-refuses-to-deal-with-a-vaccine-not-authorised-by-the-eu/

Si l'info que vous avez relayée les dérangeait, c'est sans doute qu'elle était exacte, CQFD.

- A Antonin47.

Je ne vous laisserais plus dire n'importe quoi à mon sujet.

Faites tomber les masques. Votre mauvaise foi est révélatrice. Tous les moyens sont bons pour tenter de discréditer quelqu'un qui tient un discours qui vous dérange.

– "recherche classique et banale que nous faisons tous"

Vraiment ? Vous dérapez une fois de plus et vous vous ridiculisez auprès de tous les lecteurs avec une telle affirmation.

– "Quant à savoir si une info est censée être exacte dès l'instant qu'elle dérange, l'argument est à double sens et ne vaut donc pas tripette. "

C'est ce que disent en général les gens qui sont prêts à croire et colporter n'importe quoi ou ce qui les arrange de préférence.

– "Les cadres du parti communiste étaient formés de cette façon il y a 50 ans, en mode bourrage de crâne rhétorique. "

Encore un amalgame dégueulasse, dites donc c'est une manie chez vous. J'ai toujours été un farouche anti stalinien, mon portail le prouve amplement. (La Voix de l'Opposition de Gauche)

- Deux articles en rapport avec ce qui nous préoccupe.

Vaccins contre la Covid-19. Déclaration des effets indésirables en pharmacovigilance : la nécessaire rectification des affirmations « inexactes » (contraires à la « loi ») diffusées par le journal « Libération – CheckNews » par Dr Amine Umlil (Centre Territorial d'Information Indépendante et d'Avis Pharmaceutiques) – Mondialisation.ca, 03 mai 2021

https://www.mondialisation.ca/vaccins-contre-la-covid-19-declaration-des-effets-indesirables-en-pharmacovigilance-la-necessaire-rectification-des-affirmations-inexactes-contraires-a-la-loi-diffusee/5656101

Le meilleur des mondes de la culture de l'annulation par Pepe Escobar (Asia Times 30 avril 2021) – Mondialisation.ca, 03 mai 2021

https://www.mondialisation.ca/le-meilleur-des-mondes-de-la-culture-de-lannulation/5656105

Extraits.

– En 2020, nous avons assisté à la consécration du techno-féodalisme…

– À la vitesse de l'éclair, le virus du techno-féodalisme se métastase en un variant désert de miroirs encore plus mortel, où la culture de l'annulation est imposée par Big Tech sur tout le spectre, où la science est régulièrement dévalorisée en tant que fake news dans les médias sociaux, et où le citoyen moyen est déconfit jusqu'à la lobotomie.

Giorgio Agamben l'a défini comme un nouveau totalitarisme.

Alastair Crooke, analyste politique de premier plan, a tenté de décomposer avec précision la configuration générale.

Géopolitiquement, l'hégémon aurait même recours à la guerre de la 5G pour maintenir sa primauté, tout en cherchant une légitimation morale via la révolution woke, dûment exportée dans ses satrapies occidentales.

La révolution woke est une guerre culturelle – en symbiose avec Big Tech et Big Business – qui a écrasé la vraie chose : la guerre des classes. Les classes ouvrières atomisées, qui luttent pour survivre, ont été laissées à l'abandon dans l'anomie.

La grande panacée, en réalité l'ultime « opportunité » offerte par le Covid-19, est la Grande Réinitialisation avancée par Herr Schwab de Davos : le remplacement d'une base manufacturière en déclin par l'automatisation, en tandem avec une réinitialisation du système financier. (…) – Sous Justinien – empereur de 527 à 565 – la culture de l'annulation s'est attaquée sans retenue au Paganisme. L'une de ses lois mettait fin à la tolérance impériale de toutes les religions et était en vigueur depuis Constantin en 313.

Si vous étiez païen, il valait mieux vous préparer à la peine de mort. Les enseignants païens – en particulier les philosophes – étaient interdits. Ils perdaient leur parrhesia : leur licence pour enseigner (voici la brillante analyse de Foucault).

La parrhesia – traduit librement par « critique franche » – est une question extrêmement sérieuse : pendant pas moins de mille ans, c'était la définition de la liberté d'expression.

Et voilà : la première moitié du VIe siècle. C'est à cette époque que la liberté d'expression a été annulée en Occident.

Le dernier temple égyptien – à Isis, dans une île du sud de l'Égypte – a été fermé en 526. La légendaire Académie de Platon – après pas moins de 900 ans d'enseignement – a été fermée à Athènes en 529.

Devinez où les philosophes grecs ont choisi de s'exiler : La Perse.

C'était l'époque – au début du IIe siècle – où le plus grand stoïcien, Épictète, esclave affranchi de Phrygie, admirateur de Socrate et de Diogène, était consulté par un empereur, Hadrien, et devenait le modèle d'un autre empereur, Marc Aurèle.

L'histoire nous apprend que la tradition intellectuelle grecque ne s'est tout simplement pas éteinte en Occident. Elle a fait l'objet d'une culture de l'annulation.

- En complément, toujours passionnant d'apprendre quelque chose.

"Le parrésiaste a une obligation morale de dire vrai". Cela valait bien qu'on nous traite en parias.

– La nature proprement politique de la parrêsia réside dans le fait qu'elle est une prérogative de citoyen. Elle est un droit donné par naissance à tout homme libre d'exercer une parole libre. Il s'agit donc d'une prérogative par laquelle le système démocratique garantit

l'exercice de la liberté de parole à ses citoyens, leur permettant de parler « en leurs noms » et d'émettre des opinions sur le bien commun. Ce geste relève donc d'un courage de vérité qui s'oppose à la parole craintive de l'esclave, qui n'ose dire la vérité et parle toujours en-deçà du seuil de l'inégalité. Ce courage réside dans le fait d'énoncer des vérités qui sont peut-être désagréables à entendre et qui peuvent prêter à dissension, ce qui oppose la parrêsia autant à la démagogie des flatteurs qu'à la parole déréglée.

https://www.fabula.org/revue/document11907.php

- Toujours plus fort, 50.000 morts par jour, qui dit mieux !

Le Point – Pour les décès, la disparité entre les chiffres officiels et les observations est plus apparente encore. Au Gujarat, des journalistes ont ainsi dénombré 680 corps enterrés ou incinérés de victimes du Covid-19 : seulement un dixième de ces décès avait été répertorié officiellement. « Des écarts importants sont pointés entre les statistiques des autorités et les registres des morgues, des crématoriums, des cimetières et des municipalités : le nombre de décès est sous-estimé », explique Soumitra Ghosh du Centre for Health Policy de l'Institut Tata des Sciences sociales à Mumbai. « L'écart pourrait être de 10 à 15 fois supérieur. Le nombre réel de morts serait de près 50 000 par jour et ferait de l'Inde et de loin le pays le plus touché du monde », affirme pour sa part Jean-Joseph Boillot, conseiller à l'Iris pour l'Inde et les grands pays émergents.

https://www.lepoint.fr/monde/covid-19-ces-milliers-de-morts-que-l-inde-ne-compte-pas-02-05-2021-2424529_24.php#xtor=CS3-190

JCT – "Au Gujarat, des journalistes"… sans doute bien intentionnés, c'est bien connu !

Quand les fanatiques criminels jamais rassasiés de cadavres vendent la mèche.

Le Point – Dans les campagnes, les populations pauvres ont peu accès aux tests et beaucoup passent sous le radar. Et si une personne n'est pas déclarée positive, son décès éventuel ne sera pas pris en compte dans les statistiques du Covid-19.

JCT – Si une personne n'a pas été déclarée positive, c'est tout simplement parce qu'elle n'était pas malade, alors pourquoi aurait-elle eu besoin de se faire tester ? Allez vous faire foutre avec vos tests, cela s'adresse à tous ceux qui ont déclaré depuis 15 mois qu'il fallait tester massivement.

De plus, il regrette que la plupart des décès ne soient pas attribués à la Covid-19, alors que c'est le cas en occident. Je vis à la campagne où tout le monde se porte très bien, avec le pic de chaleur saisonnier en mai il est probable comme chaque année que quelques vieux trépassent.

Cette vermine regrette qu'en Inde il y ait "un faible taux de mortalité", ce n'est pas normal, c'est leur vœux sordide qu'ils expriment ouvertement ou à peine maquillé, dans le monde entier le taux de mortalité doit exploser, c'est un ordre !

Oubliez-nous et on ne s'en portera que mieux !

- Réponse au commentaire posté le 1 mai 2021 par Graindebeauté.

Voici ce qui figure en toutes lettres en anglais (et tamoul) sur ce que les Indiens appellent The ration card de ma compagne Selvie :

Family Card – Civil Supllies and Consumer Protection Department

En le présentant et en fonction de la composition de la famille, on a le droit à une certaine quantité de quelques produits de première nécessité, riz, lentille, huile (de palme), kérosène (réchaud utilisé par les plus pauvres pour faire la cuisine, les autres utilisent le gaz en bouteille et le bois), etc. Il arrive souvent qu'il y ait des ruptures de stock… Ce document est mis à jour régulièrement ou il est renouvelé tous les 5 ans. Tous les Indiens y ont le droit. Cela vous ira ?

- Votre avez été plus précise que moi.

Par exemple un kilo de riz à 5 roupies, quand dans le commerce il est à 25 ou 30 roupies quasiment à qualité égale. Beaucoup d'Indiens revendent ce riz plus cher à des Indiens plus pauvres, parce qu'ils ne le trouvent pas à leur goût, alors que moi je le préfère, et j'ai le palais délicat !

Voyez-vous, quand les Indiens sont un peu à l'aise financièrement, ils se mettent à mimer les plus riches… La bêtise est décidément universelle, hélas ! Voir où en sont rendus les Français, ceci pourrait expliquer cela, non ?

- A Jeannette 3 mai 2021

Votre remarque est déplacée, mais apparemment cela ne vous choque pas plus que cela.

Si les Indiens riches versaient des salaires décents à leurs employées de maison, peut-être n'auraient-ils pas besoin de leur prêter leur ration

card comme vous dites, cela ne vous serait pas venu à l'esprit, n'est-ce pas ?

Pour certains les blogs, servent de défouloir, pour d'autres de thérapie ou sinon de confessionnal ! Du moment que le partage sert à progresser ensemble, c'est le principal…

- Question à 1 roupie (1/85è d'euro) :

Combien d'hommes et de femmes décèdent-ils de mort naturelle, quand disons le cerveau ou le coeur ne sont plus en mesure de jouer leur rôle de régulateur ? Une infime minorité je crois savoir, ce qui signifie que l'immense majorité sont : Soit en mauvaise santé due à de mauvais traitements, ce qu'ils ignorent ou nient, soit ils ont été victimes d'un défaut de fabrication lors de la conception ou les deux à la fois de telle sorte que leur existence sera abrégée.

J'ai cru observer que la première version s'appliquait à l'immense majorité de la population, non ? Cela est à mettre au compte non pas du "monde d'après", mais bien au "monde d'avant", n'en déplaise à ceux qui continuent de l'idéaliser ou qui refusent toujours de regarder la réalité en face, donc qui contribuent à faire leur propre malheur et le nôtre, généralement inconsciemment. On n'est pas au bout de nos peines décidément…

- C'est hors sujet, mais pas tant que cela, disons que cela donnait déjà à réfléchir, un exemple parmi des milliers d'autres.

Le 11 septembre 2001, ils ont bien réussi à faire croire qu'un Boeing 757-200 de 38 m d'envergure (distance entre les extrémités des ailes) avait pu s'engouffrer dans un trou de 5 mètres de diamètres sans que les ailes se désintègrent ou se disloquent sur des centaines de mètres aux alentours… Le FBI a saisi les quelque 80 vidéos de surveillance qui couvraient l'espace à proximité de la façade du Pentagone pour que personne ne puisse vérifier s'il s'agissait bien de cet avion ou d'autre chose, et le plus merveilleux, c'est que cela a semblé normal ou naturel à ceux qui étaient prêts à gober la version officielle. Le temps passant, ils ont fini par devenir minoritaire sans que cela ne change quoi que ce soit, car ils ont eu largement le temps depuis de croire d'autres fables, et ainsi de suite.

Les hommes sont ignorants et insouciants, ils manquent absolument de cohérence et de logique. Le jour où ils commenceront à tirer les leçons de toutes les expériences qu'ils ont vécues ou qui concernaient leur condition, leur environnement, la société, etc. l'humanité sera sur la bonne voie pour conquérir sa liberté, pas avant. Quand j'observe les réactions négatives ou l'indifférence que suscitent mes commentaires dès qu'on aborde ce sujet, je me dis qu'on en est encore très éloigné, hélas ! Tout le monde s'en fout, après il ne faut plus s'étonner de rien…

Il faut qu'ils aient le ventre vide ou un pistolet braqué sur leur tempe pour qu'ils commencent à se poser des questions, ce constat n'a jamais été infirmé ou rien n'a changé, encore hélas ! La nature humaine est faible, vulnérable, et c'est d'autant plus difficile de l'admettre et d'y remédier, que cela nous concerne tous sans exception.

- A ANTONIN47

– "Vous contestez les attentats du 11 septembre 2001 ?"

Evidemment ou heureusement !

En voilà une question révélatrice, merci à vous, c'est toujours préférable de savoir à qui on a affaire. Vous avez le droit de croire ce que vous voulez, cela va de soi.

- A vomir.

Covid-19 : leurs proches sont des antivax, et cela crée des tensions – Yahoo 30 avril 2021

https://fr.news.yahoo.com/covid-19-leurs-proches-sont-des-antivax-et-cela-cree-des-tensions-144719129.html

Avant-hier, j'ai été violemment pris à partie par un Indien dans une boulangerie allemande à Auroville, parce que je ne portais pas de masque, ainsi que par les clients présents. Impossible de discuter avec de tels arriérés, j'ai préféré quitté les lieux après les avoir ravalés à leur réelle condition, le minimum, même si c'était inutile.

Un copain en France m'avait envoyé ceci :

– Pour le masque, fais comme moi, pense à Bassens qui disait : " je suis tellement anarchiste que je m'oblige à traverser dans les passages cloutés pour ne pas avoir d'ennuis avec la marée chaussée "

Sur le coup je lui ai répondu qu'il avait raison, mais après je me suis ravisé. Pourquoi ? Je vous explique.

Depuis bientôt 3 ans le port du casque est obligatoire en Inde pour conducteurs et passagers de deux-roues à moteur, sous peine de fortes

amendes.

Au début quelques Indiens pris de panique achetèrent un casque. La police s'est mise à dresser des barrages partout, mais comme 9 Indiens sur 10 ne portaient toujours pas de casque, ils ne pouvaient pas tous les arrêter, ils en chopaient 1 sur 10. Cela dit, on vit plus de casques apparaître les mois suivants, mais la désobéissance civile continuait malgré tout. Las, les mois passant et la situation demeurant inchangé, les barrages devinrent moins fréquents, et finalement la police finit par disparaître des routes et ne plus verbaliser ! Je passe devant le commissariat en rentrant chez moi.

Un jour j'ai été arrêté à un de ces barrages, mais comme j'étais étranger, la procédure était compliquée, je n'entrais pas dans les cases de leur logiciel. Ils me filèrent une amende à payer sur Internet, un bout de papier sorti de leur imprimante connectée à leur Iphone que j'ai foutu à la poubelle, sans nouvelle depuis. J'ai tout de même acheté un casque qui reste en permanence dans le coffre du scooter, le truc le moins cher ; En cas de pépin, je les baratinerais en posant ce bol sur ma tête, cela les fera marrer et basta, je les connais comme ma poche, ils sont plus cons que méchants… parfois !

En début ou en fin de mois, donc quand les Indiens ont reçu leur paie, ils dressent encore un barrage ou deux et puis s'en vont ! Le fric va dans leurs poches évidemment, ils n'enregistrent pas le délit généralement. Dans le cas du masque, le tarif c'est 200 roupies. Allez, tu m'en files 100 ou 150, 50 si tu n'as que cela sur toi, cela fera l'affaire, tous les Indiens le savent, c'est la norme dans la "plus grande démocratie du monde", quelle connerie franchement !

- Je crois qu'aucun lecteur ne désapprouvera votre décision à juste titre.

Cet exercice de démocratie ne vaut que pour ceux qui la respectent et en sont dignes, merci Dr. Maudrux.

- Le problème avec ce genre d'article, c'est que s'y trouve mêlé un constat bien réel que chacun peut vérifier, à des hypothèses ou prévisions qui au premier abord peuvent sembler aberrantes ou farfelues.

J'observe que tous ceux ou presque qui n'ont eu de cesse de minimiser plus ou moins consciemment l'ampleur de cette machination mise au point par le Forum économique mondial , semble craindre que les hypothèses ou prévisions gravissimes ou hors du commun qui figurent dans cet article, que rien ne peut étayer formellement jusqu'à présent, nous sommes au moins d'accord sur ce point, ne finissent par se réaliser par la suite tout ou en partie, ce qui ne serait pas une première. Tout le monde a encore en mémoire, qu'on avait bien fini par se convaincre qu'une seconde guerre mondiale n'aurait jamais lieu après "la der des ders" de 14-18, n'est-ce pas ? Et pourtant elle a bien eu lieu.

Cette crainte secrète ou qu'on refuse d'assumer, tant les conséquences seraient dramatiques, conduit aussi bien les esprits habituellement conformistes que ceux dotés d'un esprit critique somme toute fragile, à rejeter en bloc ces hypothèses ou prévisions dans lesquelles il peut y avoir malgré tout une part de vérité. En fait, personne ne peut le savoir, et c'est peut-être cela qui les terrifie le plus sans l'avouer, car ces personnes pourraient être accusées d'y croire d'une certaine manière, alors que ce n'est pas le cas pour la plupart d'entre elles.

Personnellement, je préfère être prudent et demeurer dans l'expectative dans l'attente d'en savoir davantage ou de voir de quelle manière la situation évolue sans rien rejeter a priori, hormis les trucs complètement dingues, style illuminati ou aliens, etc. Là aussi, tout dépend où on place le curseur…

Je pense, qu'il y a une part d'exagération dans ces prédictions, qui peut induire en erreur et nous détourner de l'essentiel. A savoir que, ceux qui ont pris le contrôle de l'économie et de la politique mondiale sont des mafieux et des criminels endurcis, multi récidivistes, qui ne reculeront devant aucun crime de masse pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Leur détermination est totale et leur cynisme sans fond, ils en ont fait la démonstration tant de fois en un siècle (ou au-delà), que le nier relève également de la schizophrénie sous l'emprise de laquelle se trouvent plonger à des degré divers tous les peuples des pays économiquement les plus développés, depuis qu'ils se sont résignés à vivre sous l'emprise d'un régime économique qui les exploite et les opprime, ils en redemandent sans cesse sans même s'apercevoir que cette dictature prenait la tournure du totalitarisme. Bref, depuis qui n'ont plus d'idéal ou qu'ils se sont convaincus que l'idéal de leur émancipation ou de la liberté était hors de portée, que changer les bases sociales de la société demeurerait éternellement impossible, car on en est là tout de même, ce qui vaut pour ceux qui l'ignorent tout simplement, on ne devrait plus s'étonner de rien.

Dans ces conditions, il est hélas extrêmement difficile de demander à des peuples aussi inconscients de faire preuve de mesure, de faire la part des choses, on en a ici une parfaite illustration…

- Vous avez raison, il est infréquentable. Pour autant, tout ce qu'il dit n'est pas forcément faux, il faut ensuite procéder à une vérification en recoupant ses informations à partir d'autres sources cette fois fiables, autant que faire se peut…

C'est valable pour toutes les dépêches provenant de toutes les agences de presse, AFP, Reuters, AP, Euronews, Tass, Chine Nouvelle, Press Trust of India, Asian News International, etc. En fait, cela concerne absolument tout ce qu'on peut lire sur le Net, sans qu'on puisse tout vérifier tout le temps par manque de temps…

Pour déterminer si l'auteur est réellement animé de bonnes intentions et quelles en sont les limites, il faut définir très précisément qui de ses a priori qui peuvent être inconscients ou idéologiques ou de ses compétences ou connaissances l'emporte dans sa démonstration ou son

discours… Il est donc préférable de savoir à qui on a affaire… Pour mesurer sa sincérité ou son honnêteté, on devra déterminer si orientation de son article était implicite ou explicite, au moyen de quel rapport il comptait attirer l'attention de ses lecteurs et dans quelle direction précise… Pour terminer, on vérifiera qu'il n'y avait pas de contradiction entre le titre et le contenu de son article ou encore ses conclusions ou propositions. On pourra ainsi définir son degré de lucidité et de conscience, quelle cause il sert véritablement, consciemment ou non, etc.

Les faussaires, falsificateurs ou manipulateurs professionnels peuvent recourir à une multitude de mécanismes d'ordre linguistique ou psychologique pour tromper leurs lecteurs, auditeurs, téléspectateurs. Il n'est pas étonnant que les mal nommés réseaux sociaux recourent à des messages brefs où les non-dits sont la règle, de sorte que n'importe qui pourra faire croire n'importe quoi à n'importe qui, c'est pratique, économique et efficace, bravo aux GAFAM ! D'où la longueur de ma réponse ! Les gens qui ont la fainéantise de lire un commentaire parce que c'est trop long, ont aussi généralement celle de réfléchir, semble-t-il.

- C'est la première fois que j'entends un truc pareil. Ici tout décès est déclaré ou enregistré officiellement, certes avec du retard quand quelqu'un meurt chez lui, mais dans un pays aussi peuplé ou surpeuplé plutôt, où on ne peut pas se soulager en pleine campagne sans qu'un Indien surgisse d'on ne sait en moins de 2 minutes ou passe à proximité, où la population se charge elle-même de la surveillance policière, sans oublier la délation, même si la corruption généralisée contrebalance la bureaucratie omniprésente, il est impossible de planquer un cadavre ou de le faire disparaître à la sauvette sans que tout le monde ou les autorités en soient informées rapidement, car il y a toujours quelqu'un qui aura vu ou entendu quelque chose, le répétera et ainsi de suite.

Vous voulez que je vous fasse la biographie de tous mes voisins, et je ne maîtrise pas bien le tamoul, c'est possible. Tout le monde sait tout sur tout le monde pratiquement sans même avoir à le demander ou à chercher. Les Indiens sont très loquaces, ils passent leur temps à papoter, ils parlent trop pour qu'un secret soit bien gardé très longtemps, à regarder ce qui se passe chez leurs voisins, ils ne se gênent pas pour vous poser des questions très indiscrètes ou personnelles qui ne les regardent pas, et puis question discrétion, ils sont si opprimés qu'ils sont plutôt extravertis…

Quand on évoque l'Inde, on pense immédiatement au système des castes qui est de nos jours obsolètes ou en voie de disparition, et on ignore qu'elle est constituée d'une multitude d'immenses toiles d'araignées dans lesquelles sont intégrées l'ensemble des familles, sans que pratiquement personne ne puisse y échapper sous peine d'excommunication et de difficultés sans nombre, alors qu'en Inde en se conformant à la norme c'est déjà très difficile d'y survivre, sauf ceux qui se sont expatriés loin de leur foyer d'origine et qui peuvent vivre autonomes. Voilà aussi pourquoi la société est si monolithique, progresse si lentement et finalement cumule tous les handicaps ou tares de la civilisation moderne.

Et pour finir, il ne faut pas oublier le carnet de rationnement qui fait office de livret de famille. Il y figure tous les membres de la famille encore en vie ou vivant sous le même toit, et quand l'un d'entre eux décède, il ne doit plus y figurer sous peine de confiscation du carnet de rationnement que tous les Indiens tiennent à préserver, surtout les plus pauvres, bref la majorité de la population. Ma compagne Selvie vient de confirmer que le récit que je viens de vous donner est conforme à la réalité. Je lui ai demandé si elle aurait pu camoufler la mort d'un de ses enfants, elle m'a répondu en rigolant, que cela serait totalement impossible, parce que sa voisine Réka était au courant !

- J'ai cru comprendre qu'ils prenaient Delhi comme référence et ce n'est par hasard. Un topo rapide.

Il fait 41°C à l'ombre à Delhi et la température devrait monter à 43°C en milieu de semaine prochaine, à cette température les plus vulnérables décèdent davantage.

Urbanisation à un rythme effréné et surpopulation dans des conditions insalubres.

Dans le territoire de Delhi entre 1991 et 2011, l'espace urbain est passé de 46,21% à 75,1%.

This pace of urbanization has reduced the number of villages in Delhi from 300 in 1961 to 165 in 2001 and 112 in 2011. The number of urbanized villages has increased from 20 in 1961 to 135 in 2011. The number of census towns has increased from 3 in 1971 to 29 in 1991 and 110 in 2011.

The population growth rate in Delhi during the last decade was higher than the national level by 3.5 per cent. Delhi accounts for about 0.05 per cent of India's geographical area, but comprises 1.39 per cent of the nation's population.

As per this census, the population of Delhi, as of 1st March, 2011, was 16.78 million as against 13.85 million on 1st March, 2001. According to Census 2011, about 97.50 per cent of the population of Delhi lives in urban areas and the remaining 2.5 percent in rural areas.

http://delhiplanning.nic.in/sites/default/files/2%29%20Demographic%20Profile.pdf

---

- (Les ONG) Elles n'ont jamais servi une autre cause… Dis-moi qui te finance ou avec qui tu travailles et je te dirai quel intérêt tu sers…

- Bill Gates est philanthrope, non ? Dites-nous que c'était une farce.

- Ce qui est avéré, c'est la médiocrité de la culture ou de la conscience politique dans ce pays et partout ailleurs dans le monde à cette époque. Chacun évoque l'ignorance des autres, mais ne voient pas la sienne.

Certains le savent mais refusent d'en tirer le moindre enseignement, parce que cela les forcerait à s'engager politiquement et ils n'y tiennent pas, les prétextes ne manquent pas ou on peut en fabriquer autant qu'on veut. D'autres ne veulent pas en convenir ou le nient, parce que cela les arrange. Finalement, la société aussi pourrie soit-elle convient relativement aux uns et aux autre ou ils se font une raison.

Il y a un siècle ou un siècle et demi en arrière quand les conditions d'existence des peuples en occident étaient autrement plus insupportables qu'aujourd'hui, quand la société leur apparaissait à juste titre pourrie jusqu'à la racine, ils ne luttèrent pas seulement pour l'améliorer, mais pour extraire cette racine, faire table rase du passé, et c'est ainsi qu'ils se dotèrent d'un idéal qui les rassembla, les unifia, mais malheureusement les conditions n'étant pas parvenues à maturité ne permirent pas d'y parvenir ou leur idéal fut trahi.

De nos jours la seule chose qui reste à faire est de renouer avec ou de nous l'approprier à nouveau pour le réaliser, toute autre voie, y compris individuelle est vouée infailliblement à l'échec.

Le problème, c'est que tout le monde l'ignore ou plus personne ne veut y croire. Or, chacun devrait admettre qu'à défaut de maîtriser un sujet, on est bien obligé de passer par une phase, où on doit se contenter de croire en quelque chose, certes en prenant le risque de se faire manipuler, ce qui n'est pas mortel et peut se corriger quand on a développé ses facultés intellectuelles ou qu'on est capable de faire preuve d'un minimum de discernement, c'est d'ailleurs de cette manière que procède tout esprit scientifique, non ?

Si maintenant on ne veut prendre aucun risque ou qu'on croit tout savoir mieux que les autres, dans ce cas-là c'est foutu, notre avenir ressemblera à notre présent ou pire encore ou nous n'en aurons pas. Oui, quelque part c'est à prendre ou à laisser, que cela nous plaise ou non. Personnellement, je vais vous avouer un truc, je suis le plus heureux des hommes, je ne plaisante pas, ne me demandez pas pourquoi, je viens de vous l'expliquer…

- Nous sommes encore plus nombreux en France et dans le monde à avoir détesté le monde d'avant comme vous dites, quelle inconscience tout de même ! On ne peut pas laisser dire des choses pareilles ou aussi monstrueuses, vous comprenez ?

- Le bal des ambulances est incessant sirènes hurlantes, un vrai climat de guerre, dixit l'AFP, Reuters et l'ensemble des médias, vérifions-le ce jeudi 29 avril 2021 à l'entrée de Jipmer à Pondichéry.

http://www.luttedeclasse.org/dossier61/Pondichery_Jipmer_13h30_29avril2021_2.jpg
http://www.luttedeclasse.org/dossier61/Pondichery_Jipmer_13h30_29avril2021_3.jpg
http://www.luttedeclasse.org/dossier61/Pondichery_Jipmer_13h30_29avril2021_4.jpg
http://www.luttedeclasse.org/dossier61/Pondichery_Jipmer_13h30_29avril2021_5.jpg

La norme et non l'exception. Ma compagne m'a dit que l'hôpital ouvrait à 7h du matin, donc tous les jours de l'année à cette heure-là c'est l'affluence, il y a des centaines de patients qui viennent se faire soigner parce que c'est gratuit. J'imagine que lors de la mousson ils se marchent dessus.

Imaginez qu'un journaliste prenne une photo à cette heure-là et qu'il ne précise pas le contexte, mieux, il brode en mettant cela sur le compte d'une flambée épidémique, et vous avez de quoi illustrer un bel article à sensation. Fastoche, sauf que moi à 7h du matin, je dors !

Ne vous formalisez pas trop sur la situation en Inde, cela ne présente pas plus d'intérêt que la situation en France qui est beaucoup plus alarmante. En Inde depuis que Modi est au pouvoir, les contre-réformes structurelles se sont enchaînées, mais pas suffisamment rapidement au goût de ses mentors de l'oligarchie financière qui le harcèlent en permanence. En gros, Modi et son gouvernement sont le produit d'une coalition entre le BJP et plusieurs formations hindouistes nationalistes extrémistes (RSS et VHS), et d'une alliance avec d'autres partis, et la plupart d'entre eux ne comprennent pas pourquoi Modi soutient ces contre-réformes qui vont à l'encontre des besoins de la population ou du développement du pays, il doit donc composer avec l'ensemble de ses acteurs aux intérêts contradictoires au risque de n'en satisfaire aucun, et d'être une proie facile pour ceux qui entendent accentuer leur mainmise sur l'économie indienne…

Quelqu'un pourrait-il nous dire combien de temps mettrait un virus parvenant dans un pays pour contaminer une grande partie de la population ou créer une épidémie, disons que la personne arriverait en avion et séjournerait dans une grande ville. Vous devinez l'intérêt de cette question et surtout la réponse.

On nous explique que ce virus aurait atterrit dans un élevage de vison, qu'il aurait ensuite muté, et que le mutant en serait sortir sans doute par la même porte par laquelle l'original était entrée, par l'intermédiaire d'une des personnes travaillant dans cette élevage, et ensuite il se serait répandu dans le monde entier, dixit le Pr. Raoult, en passant par Marseille s'il vous plaît pour donner le Marseille4. Je me demande lequel des deux va devenir mondialement le plus célèbre et je me demande s'il le mérite bien, j'ai comme un doute.

- A Antonin47. Je repose ma question.

Quelqu'un pourrait-il nous dire combien de temps mettrait un virus parvenant dans un pays pour contaminer une grande partie de la

population ou créer une épidémie, disons que la personne arriverait en avion et séjournerait dans une grande ville. Vous devinez l'intérêt de cette question et surtout la réponse.

Apparemment cela à l'air supersonique ! Voilà qui m'étonne fortement en observant qu'un virus apparemment omniprésent autour de nous, au bout de 14 mois n'ait pas encore atteint notre village ou notre district comportant des dizaines de milliers d'habitants situé à 5 kilomètres d'un énorme complexe hospitalier. Je précise que tous ces habitants passent obligatoirement devant l'hôpital Jipmer quand ils se rendent à Pondichéry en deux-roues ou en bus, du coup je me demande comment se fait-il que ce foutu virus n'ait croisé la route d'aucun d'entre eux.

Comme quoi vaut mieux ne pas se fier aux apparences.

Quant au reste, je n'ai pas l'expertise scientifique pour mener une polémique, vous non plus, pour autant je n'ai pas à raisonner en croyant, et j'ai le droit de me méfier des affirmations du Pr. Raoult ou d'en penser ce que je veux dans l'attente de plus amples informations provenant d'autres sources.

Après avoir sorti qu'il y avait 70 ou 75% d'effets secondaires avec le vaccin de Pfizer, et recommandé au plus de 70 ans de se faire vacciner, j'estime le personnage plutôt douteux ou malsain, sans pour autant affirmer que tout serait à jeter, je vous l'accorde, je n'ai jamais dit le contraire, sachons faire preuve de mesure, c'est bon pour chacun d'entre nous.

- Au passage, bravo au soi-disant modèle social suédois exemplaire, qui a laissé crever les vieux de + de 70 ans au lieu de les traiter.

Ainsi, aucun gouvernement de la planète n'aura totalement dérogé aux diktats de l'OMS à la solde du Forum économique social ou de l'oligarchie financière.

Merci à Courrier international.

- Merci au Courrier internationale était ironique de ma part en réponse à merci Pr. Raoult.

- Quand on lit attentivement ce qui figure dans la page ci-dessous, on a les explications, en cause notamment, pigmentation de la peau et alimentation défectueuse, corrélation ou confirmation avec un taux de décès important dû à la tuberculose (220.000 par an en Inde).

https://fr.wikipedia.org/wiki/Vitamine_D#Sources

- Puisqu'il s'agit d'un article sur l'Inde où je vis, je me permets d'intervenir.

Il m'est revenu un truc que j'avais oublié et que je ne m'explique pas.

Une semaine avant les élections législatives qui ont eu lieu le 6 avril au Tamil Nadu (et dans quelques Etats), mon beau-fils m'avait dit qu'ils allaient reconfiner juste après ces élection, s'il avait entendu cela à la télévision. Je m'en souviens parfaitement puisque aussitôt j'ai cherché sur le Net confirmation de cette info et je n'ai rien trouvé. Mieux, en allant faire mes courses j'ai questionné les commerçants que je connais bien, et aucun n'était au courant, alors qu'ils sont les premiers concernés.

Le 6 avril est passé et nous sommes arrivés au 27 sans qu'on soit confiné. Début avril, rien ne permettait de justifier d'une manière ou d'une autre cette mesure, aucune flambée épidémique n'avait lieu si j'ai bon souvenir. Et bien ne voilà-t-il pas que cet après-midi en allant faire des courses à Pondichéry, j'ai découvert que tous les commerces non essentiels étaient fermés depuis le matin même. Cent mètres plus loin au Tamil Nadu, ils étaient tous ouverts ! Là je me suis dit, ça y est, les salopards ils redéconnent, ils y sont quand même arrivés, et c'est là que l'info de mon beau-fils m'est revenue en mémoire. Mais comment ont-ils pu l'annoncer pratiquement un mois à l'avance, mystère ou coïncidence douteuse, je l'ignore. Ils sont très forts !

Demain matin, je dois retourner dans le coin pour acheter du poulet pour mon chien, j'emprunte la rue située juste en face de l'hôpital Jipmer où sont stationnées une ribambelle d'ambulances qui attendent désespérément des clients. Si je ne suis pas bloqué par un barrage policier à l'entrée du territoire de Pondichéry, je vous enverrai une photo.

- Vous avez raison.

Prenons 1000 morts par jour, un jour on teste 10 000 personnes et on trouve 100 "cas" ou positifs, parmi eux 30 vont mourir. Une semaine plus tard on teste 20 000 personnes, et on trouve 200 "cas" ou positifs, parmi eux 60 vont mourir. Et bien voilà comment parmi nos 1000 morts par jour, le nombre de personne décédées de la covid-19 aura doublé miraculeusement.

Si maintenant il meurt 2000 personnes par jour, pour que la démonstration demeure valable, il va falloir augmenter le nombre de tests pour dépasser les 200 "cas" ou positifs et nos 60 morts attribués à la covid, et ainsi de suite. Et si par malheur le nombre de morts diminuait, en maintenant à un haut niveau les tests et donc les "cas" positifs, l'honneur serait sauvé, on pourrait afficher un nombre de morts attribués à la

covid raisonnable ou relativement stable, peut-être pas indéfiniment, mais suffisamment longtemps pour faire durer le plaisir. Chaque fois il suffit de placer le curseur au bon endroit pour atteindre l'objectif qu'on s'est fixé, ou en modifiant l'air de rien un paramètre qui modifiera la règle faussant toute comparaison. C'est du bricolage à la portée de n'importe quel escroc ! Malintentionné en l'occurrence.

- Il est 16h36 à Pondichéry.

Je viens de parcourir rapidement la presse nationale et j'ai constaté deux choses :

1- Rien sur la prise en charge des malades.

2- Une multitude d'articles vantant la vaccination, invitant la population a se faire vacciner, alors qu'elle n'y est pas portée spontanément.

Je crois que le second point est à l'origine de cette hystérie médiatique notamment, et alimenter la psychose mondiale.

Chez nous, je veux dire en famille, dans mon village, tout le monde s'en tape complètement, on n'en parle même pas !

- Le poids des mots, le choc des photos…

Un autre portail officiel – https://www.mygov.in/covid-19

A noter. Les Etats les plus impactés comptent les villes les plus importantes et peuplées du pays, où se trouvent de nombreux aéroports, 13 à Chhattisgarh notamment.

Sinon, suivez la piste…

https://www.economist.com/search?q=India

J'avais d'autres infos mais trop longues, une mini revue de presse…

– The Tamil Nadu government has started selling Remdesivir drug to prevent its black marketing. – 28 avril 2021

https://www.indiatoday.in/india/story/tamil-nadu-govt-hospital-sells-remdesivir-prevent-black-marketing-1795700-2021-04-28

Bengaluru facing shortage of Remdesivir – 21 avril 2021

https://www.indiatoday.in/coronavirus-outbreak/story/bengaluru-facing-severe-shortage-of-remdesivir...

TROISIEME PARTIE

Parole d'internaute dans le blog du Dr. Maudrux.

- Pour info,

le site du Syndicat des Médecins d'Aix et de Région

https://smaer.fr/

un article de soutien à Dr Maudrux:

https://smaer.fr/soutien-au-dr-gerard-maudrux/

Un article intéressant :

https://smaer.fr/lineptie-de-nos-instances-sanitaires-confirmee-par-lordre/

- lettre aux syndicats d enseignants

Lionel Labosse, professeur de lettres

https://reinfocovid.fr/temoignage/lettre-ouverte-aux-syndicats-enseignants-et-aux-enseignants/

- Le courrier qu'un de nos adhérents, le Dr.thierry Medynski, adresse au président de son ordre départemental, mérite d'être notre billet

d'humeur.

Ce courrier est fondamental.

Il démontre l'ineptie de nos instances sanitaires confirmée par l'ordre qui permet à tout médecin d'être en contradiction avec les articles R.4127-13 -14 -15 -39 du code de déontologie médicale, et de ce fait avec sa pratique et son éthique médicale.

Nous vous proposons de l'envoyer à tous les ordres départementaux.

https://smaer.fr/lineptie-de-nos-instances-sanitaires-confirmee-par-lordre/?fbclid=IwAR1QqB5FX0eKD0aREoou3cXluk-XWVgI7qykfw_S9B7YtyMo_xO8piZS3gI

- Nouvelle étude de Carvallo en Argentine. 167 cas, mortalité divisée par 4.

https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.09.10.20191619v1&prev=search&pto=aue

---

- Comment faut-il expliquer à ces personnes

– que les médecins peuvent déroger au code de déontologie médicale pour des vaccins à ARN / ADN qui présentent une efficacité incertaine et la possibilité d'effets secondaires potentiellement graves alors qu'on ne dispose que d'un recul de quelques semaines sur leur utilisation,

– mais qu'ils ne peuvent pas déroger au code de déontologie pour ces anciennes molécules utilisées dans nombre de pays, qui présentent une efficacité également incertaine mais très peu d'effets secondaires après une utilisation de plusieurs années ?

- le cas de la Tchéquie est intéressant:

– avril 2021 500% de taux d'occupation des lits de soins intensifs !

– le 3 mars, le gouvernement autorise l'emploi de l'Ivermectine

– en 15 jours, la courbe de mortalité s'effondre

https://pgibertie.com/2021/03/22/la-tchequie-et-la-slovaquie-sauvees-par-livermectine-en-argentine-les-soignants-qui-lont-utilisee-en-prophylaxie-a-la-place-de-vaccin-nont-pas-ete-contamines/comment-page-1/

https://graphics.reuters.com/world-coronavirus-tracker-and-maps/fr/countries-and-territories/czech-republic/

- interviewé par l'un de ses étudiant en mars 2020, le Pr Bahkdi, infectiologue de renommée mondiale fait part qu'en Allemagne tous les jours 200 sur les 2200 décès par jour, ces victimes partent avec un coronavirus..et c'est normal cela a toujours existé !!

la population la plus affaiblie partent avec un coronavirus ou avec une grippe selon la saison !!

sauf qu'avant mars 2020 on n'en parlait pas, on l'ignorait…et cela avait peu d'importance ..

à lire absolument…l'arnaque la plus ignoble : le COVID !
utilisé à quelle finalité ?
la vaccination arn ?
fins politiques ?
https://youtu.be/Tf6zT3YL6B4

- Maroc :

https://lecourrier-du-soir.com/victoire-de-raoult-le-maroc-annonce-le-retour-de-la-chloroquine-dans-toutes-les-pharmacies-du-pays/

- https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/louis-gosset-jr-traite-livermectine-en-trois-jours-je-suis-revenu-la-vie

---

- Des nouvelles de l'UE:

https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/covid-19-l-ue-veut-avoir-cinq-nouveaux-traitements-efficaces-d-ici-la-fin-2021_4613435.html

On croit rêver !! Je copie quand même la fantastique introduction de l'article:

"Pour l'instant, un seul médicament spécifique contre le Covid-19, le Remdesivir, est autorisé dans l'UE"

- Nouvelle méta-analyse, Mayo Clinique, 38 études, 15 000 patients, réduction de la mortalité de 80%.

https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2021.04.30.21256415v1

- Moi j'ai "vaccin covid" à taper sur Google, apparaît en 5è ligne. On choisit le pays.

Quelqu'un nous avait aussi donné, ça, plus étoffé :

https://univadisco.fr

- Des nouvelles de l'Inde

Enfin un solide défenseur de l'Ivermectine sur le marché !

Le contrôleur général des médicaments de l'Inde a accordé à Bajaj Healthcare l'autorisation de fournir 'Ivejaj' sur les marchés nationaux et internationaux.

https://www.indiatvnews.com/business/news-bajaj-healthcare-launches-ivejaj-tablets-covid19-treatment-coronavirus-pandemic-702939

- Dernier Courrier International N° 1592, page 10, d'aujourd'hui sur la situation en Inde :

Catastrophisme à fond, avec d'abord une article traduit du Diplomatic.com (Washington), avec ici un extrait de témoignage abominable :

" Il lui fallait du remdesivir [un antiviral utilisé dans le traitement du Covid-19 mais déconseillé par l'OMS] car il avait des caillots dans les poumons. L'hôpital n'en a pas, les pharmacies non plus. Il n'y a plus de remdesivir nulle part à Delhi. J'ai déniché moi-même six flacons au marché noir",

Les pauvres !!!! Alors qu'ils nous vendent du Ziverdo en ligne, ils se soignent avec du Remdesivir au marché noir…

Le second article signé CI cite la presse indienne et titre "l'heure de vérité a sonné pour le régime", une attaque contre le dirigeant nationaliste hindou MODI qui n'a pas écouté les scientifiques…

Inde, Europe, même scientifiques corrompus, mêmes stratégies de communication, mêmes médias…

On ne s'en sortira pas…Pffff

In Ivermectine we trust….

- Réseau Sentinelles : Cas d'IRA dus au COVID-19 vus en consultation de médecine générale : Tendance à la diminution. (semaine 16 de l'année 2021, du 19 au 25/04/21; id. semaines 14 et 15). Virus respiratoire syncytial et rhinovirus continuent à devancer largement le SARS-CoV-2 (COVID-19).

On peut légitimement continuer à se demander où se cache l'épidémie due au Covid19…. Pour une analyse des semaines précédentes, par le Dr Hélène BANOUN du CSI, ;

https://www.youtube.com/watch?v=PI08Cwi4dk8&t=17s

- croyons nous que les ONG vont nous defendre contre la dictature ? au contraire , elles travaillent avec Gates et les vaccineurs. voici OXFAM https://www.youtube.com/watch?v=poGykLTHjLI

- Irène Frachon était hier sur Sud Radio. Vous pourrez voir toute la vidéo, mais je me suis permis de cibler le passage où elle parle de l'ANSM…

https://www.youtube.com/watch?v=vpYkr425UNM&t=667s

- Comprendre l' origine du “zéro carbone”, l’imposture du GIEC, et les fêlés du “réchauffement climatique”:

https://www.mondialisation.ca/la-grande-conspiration-criminelle-du-zero-carbone/5653953

qui va arrêter ce psychopathe?

https://www.mondialisation.ca/la-suede-condamne-le-projet-fou-de-gates-sur-le-rechauffement-climatique/5655541

alors que d’autres prévoient un refroidissement des 30 prochaines années, dû à la moindre activité solaire:

https://www.climato-realistes.fr/un-grand-minimum-solaire-attendu-pour-la-periode-2020-2053-conduira-a-un-refroidissement-terrestre/

- Pour moi comme pour beaucoup de monde je pense,pfizer et les autres vaccins mutagènes sont les pires armes de destruction massive faites par l homme. Indices:

1-Afrique du sud, Bresil, Angleterre pays de test et apparition importante des premiers variants . (Ces pays sont les etats des premieres vaccinations test a grande échelle)

2- annonce de Bill Gates disant que l epidemie durerait jusqu en 2032 (datte de big reset, allez voir sur wikipedia le profil de klaus Schwab). Qu en sait il gates? S il le sait c est qu il y est pour quelque chose.

3-Etude de 83 pages de l université Hopkins sur l hypothèse de l emergence d un mutant decimant une grande partie de l humanité a cause de vaccins qui accélèrent ce processus.

Pour moi il n y a pas a chercher longtemps. Toutes les preuves vont arriver bientôt. Le grand sujet du sommet prochain de Davos c est le CO2. Ils vont nous faire accepter les morts en nous disant que le climat est a un point de non retour et donc que l on est trop nombreux sur terre. Nous sommes dans la spirale zone. Je suis tres pessimiste.

- Klaus Schwab est le père de Nicole Schwab qui dirige les “Young Global Leaders” parmi lesquels leaders on trouve notre chatoune Emmanuel Macron : https://www.younggloballeaders.org/community?class_year=&page=2&q=®ion=a0Tb00000000DCLEA2§or=Public+Figure&status=

- Situation au Portugal — Moins de 2% des décès au Portugal début avril attribués à la maladie. Lisbonne, 30 avril 2021 (Lusa) :
- Moins de 2% des décès au Portugal entre le 5 et le 18 avril ont été attribués au Covid-19, a révélé aujourd’hui l’Institut National des Statistiques (INE).
- Entre le 5 et le 18 avril, 3.940 personnes sont mortes au Portugal.
- Entre le 5 et le 11 avril, 33 personnes sont décédées avec le covid-19 et
- Entre le 12 et le 18 avril, 28 sont mortes de la maladie causée par le coronavirus SRAS-CoV-2.
- a Covid-19 était responsable de 1,7% et 1,4% des décès au cours de ces semaines, respectivement selon l’INE, soulignant que le nombre total de décès reste inférieur à la moyenne des cinq dernières années.

https://www.lusa.pt/article/NwaGAiEsCwtHEbJ6GnCgWTMSZM5iuSI1

Population vaccinée avec au moins 1 dose : 21.96 %

Population complètement vaccinée : 8.03 %

Il est intéressant de comparer cette situation avec celle d’Israël où la situation vaccinale est beaucoup plus avancée, et cette comparaison pose question ?

Jugez par vous-même : https://urlzs.com/QK2bQ

PS. Pour les URL longues, vous pouvez utiliser un raccourciceur d’URL comme par exemple : https://smallseotools.com/fr/url-shortener/

- Comprendre l’origine du “zéro carbone”, l’imposture du GIEC, et les fêlés du “réchauffement climatique”:

https://www.mondialisation.ca/la-grande-conspiration-criminelle-du-zero-carbone/5653953

qui va arrêter ce psychopathe?

https://www.mondialisation.ca/la-suede-condamne-le-projet-fou-de-gates-sur-le-rechauffement-climatique/5655541 alors que d’autres prévoient un refroidissement des 30 prochaines années, dû à la moindre activité solaire:

https://www.climato-realistes.fr/un-grand-minimum-solaire-attendu-pour-la-periode-2020-2053-conduira-a-un-refroidissement-terrestre/

- On a placé les gens dans des contradictions infâmes qui tourne à la névrose à ne plus savoir quoi faire au juste : d'un côté, la vaccination n'est pas obligatoire, de l'autre un "pass sanitaire" dont macron donne ses indications qui ne sont pas suivies par les médias qui en rajoutent une louche.

Il serait temps de s'organiser. Qui a fait voté quoi ? Dans quel cadre ? Et à quand la prochaine manifestation des "sans masques jaunes" ? Ras le bol de la dictature macron.

D'autant que ce gouvernement étouffe les contestation: la chasse aux sorcières passe par leur ignorance, nous n'existons pas.

Comme sous Vichy, les anti-pass sanitaires sont des traites.

Résistance.

La rue, ils ne connaissent que ça.

- Ceux qui soignent ont 0.5% de létalité voire moins, ceux qui ne soignent pas, au moins 5 fois plus.

Les pervers qui veulent nous enfermer sans soin mais se promènent librement ne méritent que l'échafaud.

- Le fait que Mr Bazin soit ou ne soit pas scientifique, n'est pas la démonstration que ses propos soient inexacts.

André Marie Ampère n'a jamais mis les pieds dans une école, c'est un autodidacte 100%. Si j'applique votre brillante logique de blaireau, la loi d' Avogadro Ampère serait une escroquerie, et les unités fondamentales de l'électricité et de l'électromagnétisme qui portent son nom, seraient peut être, selon vous, une recette de tambouille ? Faudrait il interdire ces unités de mesure et demander à un scientifique authentique, Olivier Variant par exemple, d'en trouver d'autres?

Thomas Edison, autre autodidacte, avait commencé sa carrière comme cireur de bottes.

La lampe à incandescence, dont il est l'inventeur, serait une escroquerie ? L'éclairage qu'elle apporte serait une illusion d'optique, peut être ? Edison à jeté les bases de la téléphonie. Les personnes qui communiquent par téléphone, entendraient elles des voix, comme Jeanne d' Arc ?

Les 1093 inventions de cet autodidacte, de la daube selon votre brillante logique de blaireau.

Michael Faraday n'a pas dépassé l'école primaire. Les lois de Faraday, la cage de Faraday etc..... des escroqueries ?

Ampère, Faraday, Edison, Ruhmkorff, Humphrey Davy, Zénobe Gramme,etc..... Des imposteurs ?

- L'article du Dr Kory enfin publié dans l' American Journal of Thérapeutics .

"Démonstration de l'efficacité de l'Ivermectine dans la prophylaxie et le traitement du Covid-19 "

Et dans la conclusion , il n'est pas question de la nécessité d'études complémentaires. La conclusion est limpide : ivermectin should be globally and systematically deployed in the prevention and treatment of COVID-19

https://journals.lww.com/americantherapeutics/Fulltext/2021/00000/Review_of_the_Emerging_Evidence_Demonstrating_the.4.aspx

---

- Le Dr Kory parle de la situation en Inde :

l'Uttar Pradesh est cette région qui a utilisé les kits Ivermectine avec de très bons résultats .

Actuellement le nombre de cas est en augmentation mais sans proportion avec les autres régions, et probablement à cause des milliers de travailleurs qui reviennent (fuyant le confinement des grandes villes) .

Par ailleurs , un institut médical très influant et très respecté , vient de recommander l' Ivermectine , et le Dr Kory pense que cela va changer la donne .

9 minutes de discours cohérent, éclairant et apaisant .

https://vimeo.com/544056583

- Une petit vidéo intéressante (06:10") sur la façon dont l'ivermectine agit : ???? (19 Févr. 2021)

https://www.youtube.com/watch?v=UZxgRTeeuaM

With COVID many studies have shown Ivermectin to work efficiently to reduce the intensity and progression of the disease. In this video we will study how Ivermectin works? Ivermectin is an anti-parasitic drug used for decades. It's safety in humans is well established. In this discussion we will discuss the mechanism of action of Ivermectin for viral infections. Generally the mechanism of action of Ivermectin consists of the following parts :

1.) It potentially disrupts the binding of the spike protein with the ACE2 enzyme on our cells.

2.) It potentially disrupts the viral enzyme RdRp resulting in lower replication velocity. 3. It potentially disrupts the viral enzyme

3.) Chymotrypsin Like Protease. This also helps reduce the virus replication velocity.

4.) It potentially disrupts the importin alpha and beta proteins in our cytoplasm. These proteins are used by the SARS-COV-2 to send virus' cargo into the nucleus.

5.) Finally, Ivermectin disrupts the NF-kB pathway and helps reduce the inflammation caused by the virus or other reasons.

Here is a study that can get you started with the role of Ivermectin :

« The FDA-approved drug ivermectin inhibits the replication of SARS-CoV-2 in vitro »

https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7129059/

- Yves Renier qui n'avait parait-il aucun problème de santé avait reçu les deux injections d'un vaccin Covid avant de mourir d'un malaise cardiaque :

https://www.closermag.fr/people/yves-renier-cette-derniere-interview-avant-sa-mort-ou-il-evoquait-son-etat-de-sante-et-ses-enfants-1300656

Je vois ici qu'on signale plusieurs cas d'inflammation du muscle cardiaque après l'injection de Pfizer contre le Covid-19 :

https://www.midilibre.fr/2021/05/01/vaccin-contre-le-covid-19-plusieurs-cas-dinflammation-du-muscle-cardiaque-apres-linjection-de-pfizer-9520047.php

---

- la suramine – un médicament vieux de 100 ans qui était destiné au départ à lutter contre la maladie du sommeil et la cécité des rivières en Afrique.

Il s'avère être excellent contre le covid à l'instar de l'ivermectine et de plus il peut réparer les dégâts liés aux vaccins à ARM. source :

https://www.cliniquemutualisteamberieu.fr/la-suramine-semble-prometteuse-comme-traitement-covid-19

et puis

https://reseauinternational.net/vaccin-arnm-il-existe-un-antidote/

- Chiffe réactualisé :

Depuis le début de l'épidémie il y a 14 mois, il y a eu exactement

1068 décès de personnes de moins de 50 ans

Dont

87 de moins de 30ans

233 entre 30-39ans

748 entre 40-49 ans

https://twitter.com/CorinneReverbel/status/1390607810761797634?s=20

- « Une équipe de plus de 1 000 avocats et de plus de 10 000 experts médicaux dirigée par le Dr Reiner Fuellmich a entamé des poursuites judiciaires contre le CDC, l'OMS et le Groupe de Davos pour crimes contre l'humanité. Fuellmich et son équipe présentent le test PCR défectueux et l'ordre aux médecins d'étiqueter tout décès par comorbidité comme un décès Covid comme une fraude. Le test PCR n'a jamais été conçu pour détecter les agents pathogènes et est défectueux à 100% à 35 cycles. Tous les tests PCR supervisés par le CDC sont fixés à 37 à 45 cycles. Le CDC admet que les tests sur 28 cycles ne sont pas admissibles pour un résultat positif et fiable. Cela à lui seul invalide plus de 90% des cas présumés de covid / «infections» suivis par l'utilisation de ce test défectueux.

Outre les tests défectueux et les certificats de décès frauduleux, le vaccin «expérimental» lui-même est en violation de l'article 32 de la Convention de Genève. En vertu de l'article 32 de la IVe Convention de Genève de 1949, «les mutilations et les expériences médicales ou scientifiques qui ne sont pas rendues nécessaires par le traitement médical d'une personne protégée» sont interdites. Selon l'article 147, la réalisation d'expériences biologiques sur des personnes protégées constitue une grave violation de la Convention… » https://breaking-news.ca/the-new-nuremberg-trials-2021-please-share-this-info/

- "Deux nouveaux cas de thromboses (caillots) atypiques, dont un décès, associés au vaccin contre le Covid-19 d'AstraZeneca, sont survenus en France entre le 23 avril et le 29 avril, selon les autorités sanitaires vendredi."

https://www.lefigaro.fr/flash-actu/astrazeneca-deux-nouveaux-cas-de-thromboses-dont-un-deces-en-france-20210508

- Même au RU ils doutent du bénéfice pour les moins de 40ans:

https://www.bfmtv.com/international/royaume-uni-le-regulateur-recommande-de-limiter-le-vaccin-astra-zeneca-aux-plus-de-40-ans_AD-202105070231.html

---

- La crise du COVID en Inde: un entretien avec le Dr Dhananjay Bakhle - 01-05-2021

Aujourd'hui, la plupart des médecins de premier plan en Inde ne font pas la promotion des directives du ministère de la Santé qui incluent l'utilisation de l'hydroxychloroquine, de l'ivermectine et du budésonide inhalé… la classe supérieure est traitée par des médecins d'élite dans leurs cliniques privées / maisons de retraite qui n'utilisent pas de HCQ mais utilisent des médicaments plus chers comme le favipiravir et le remdesivir. Cela a conduit à un énorme écart de demande et d'offre de remdesivir qui ne s'est pas produit lors de la première vague.

Il convient également de noter que, lorsque le remdesivir est utilisé, l'HCQ est arrêté même s'il a été administré par un médecin de famille. https://covexit.com/the-covid-crisis-in-india-an-interview-with-dr-dhananjay-bakhle

---

- https://lecourrier-du-soir.com/victoire-de-raoult-le-maroc-annonce-le-retour-de-la-chloroquine-dans-toutes-les-pharmacies-du-pays/

Mais :

https://fr.sputniknews.com/sante/202105071045565420-la-russie-proscrit-lhydroxychloroquine-contre-le-covid-19-/

- En fait les autorités ne se sont jamais souciées de vérifier l'efficacité contre le Covid-19 de médicaments déjà utilisés pour d'autre maladies même quand elles ont eu des éléments qui à l'évidence auraient dû les conduire à faire une telle vérification après des données publiées. En France, par exemple, lorsque pour une épidémie de gale traitée à l'ivermectine celle-ci se montre incidemment efficace contre le Covid-19, c'était une alerte de plus venant après d'autres qui aurait du inciter les autorités à tester le médicament dans l'urgence, mais cela n'a pas été le cas.

https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7688272/

Il n'y a pas que l'ivermectine qui est concernée. Lorsque des chercheurs français avait publié une étude observationnelle concernant l'association entre l'utilisation d'antidépresseurs et un risque réduit d'intubation ou de décès chez les patients hospitalisés atteints de COVID-19, cela aurait dû également nécessiter une investigation dans l'urgence de leur part. Mais on attend toujours.

https://www.nature.com/articles/s41380-021-01021-4

Récemment un essai clinique de phase 3 aurait confirmé l'efficacité préventive du nitazoxanide contre les formes graves de Covid-19 dès les premiers signes de l'infection. Je suppose que cette étude fera l'objet du même désintérêt de la part des autorités en France.

https://www.pourquoidocteur.fr/Articles/Question-d-actu/36147-Traitement-anti-Covid-nitazoxanide-reduit-drastiquement-formes-graves

Il y a eu également récemment des études publiées par l'université d'Oxford sur le budésonide, un corticoïde à inhaler, qui s'est montré efficace pour le traitement du Covid-19 en phase précoce. Là aussi je crois qu'on va devoir attendre la Saint-Glinglin pour qu'il soit préconisé en France en traitement précoce du Covid.

https://www.heidi.news/sante/corticoides-inhales-vers-une-nouvelle-revolution-dans-la-prise-en-charge-de-covid-19

Et j'en passe. Cela fait aussi longtemps que des médecins ont signalé l'efficacité de certaines associations de médicament contre le Covid-19

qui n'ont jamais suscité le moindre intérêt de la part des autorités. Au contraire ces médecins ont été menacés. Donc on est là et rien n'indique qu'on va en sortir.

- Par contre on a rapidement trouvé la molécule qui abrège les souffrances (euthanasie), le rivotril autorisé et conseillé à la prescription au « bénéfice » des anciens dans les Ehpads, à défaut de leur avoir dispensé des soins précoces.

Si c'est pas un crime contre l'humanité, ça y ressemble fortement.

C'est monstrueux!!

C'est une honte absolue au niveau des responsables de la santé publique qui sont présumés avoir un diplôme de médecine et avoir prêté serment.

Qui n'ont pas hésité non plus à promouvoir le remdesivir très cher et hautement toxique et interdire l'hydroxychloroquine bénéfique selon toutes les études sérieuses réalisées par d'éminents chercheurs et praticiens.

Haut de page

Le 10 mai 2021

Je suis en train de modifier le contenu de la page d'accueil du portail, la version du 10 mai est provisoire.

Vous excuserez les éventuels défauts d'affichage, depuis que j'ai changé de carte mère et de système, j'ai encore 5 problèmes à régler, et l'informaticien est malade, donc patience, il en faut pour tout.

La causerie du 9 mai figure plus bas.

- 5 pages au format pdf

Le 10 mai, ce n'est pas un 10 mai qui devait inaugurer la révolution socialiste, selon la théorie de "*l'imminence de la révolution*" du courant trotskyste lambertiste dont j'ai fait partie jusqu'en janvier 1981 ? Pas de bol, elle était foireuse, tout comme ce courant politique d'ailleurs.

J'ai cessé de militer à cette époque pendant 20 ans, jusqu'au 11 septembre 2001. Quand j'ai tenté de renouer avec mon ancien courant politique, je me suis rapidement rendu compte qu'il y avait un gros problème quelque part, et je n'ai pas tardé à le découvrir, comme quoi l'école de la vie est excellente quand on en tire des enseignements, Lénine avait raison. J'ai rompu définitivement avec ce courant politique fin mai 2005, car je n'ai pas supporté pas leur (énième) instrumentalisation du résultat du référendum du 29 mai. Inutile de s'étendre davantage sur ces gens-là.

Tenez, voilà le courriel que j'ai adressé hier soir à un camarade, vous excuserez les approximations, j'ai une très mauvaise mémoire, mais vous pouvez vérifier tout cela sur le Net.

- A propos des conditions objectives et subjectives qui seraient mûres ou pas mûres, on nous a raconté un tas de conneries aussi, qui ont servi à couvrir quelque chose qu'on n'aurait pas imaginé sinon.

Ce qui est certain, c'est que les conditions objectives sont mûres dans au moins une centaine de pays dans le monde, en revanche les conditions subjectives, la conscience des masses si tu préfères, elle n'est mûre nulle part, et c'est bien cela la question la plus préoccupante ou qui devrait être notre tâche prioritaire.

Cela m'a rappelé un sympathisant du POI passé au POID, qui m'avait violemment interpelé, m'expliquant que ce n'était pas le sujet ou que ce n'était pas déterminant, que je perdais mon temps ou je m'égarais en prenant au sérieux la lutte idéologique et psychologique que l'oligarchie menait contre les masses, bref, cela ne faisait pas partie de la conception de la lutte de classe des marxistes, je te laisse deviner la suite. Cela m'avait intrigué qu'un soi-disant trotskyste de longue date puisse tenir un tel discours, maintenant je comprends mieux pourquoi et je vais essayer de l'expliquer.

Trotsky et les trotskystes s'en sont pris à Staline et à sa théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, en se gardant bien de rappeler que Lénine aussi avait avancé cette perspective, en 1921 ou 22, je ne sais plus, en tout cas son discours tranchait radicalement avec celui qu'il avait tenu en 1905 je crois, où il avait affirmé qu'il était impossible à terme que le socialisme l'emporte dans un pays ou se construise dans un monde dominé par le capitalisme, je crois qu'au même moment Trotsky avait émis la même thèse, peut-être dans le cadre de la théorie de la révolution permanente, le socialisme ne pouvant l'emporter qu'à l'échelle mondiale, ce qui est exacte sur le plan historique.

Si la situation a dégénéré en Russie à partir de la mort de Lénine, c'est surtout parce que les masses étaient encore arriérées. La classe ouvrière était très faible numériquement comparativement à la paysannerie à l'état d'esprit petit bourgeois. Elle constituait aussi le gros des bataillons de l'armée, et cet état d'esprit ancré dans leurs cerveaux depuis des siècles n'allait pas disparaître du jour au lendemain ou en à peine 3 ou 4 moins ou moins si on prend comme référence la fin de la guerre civile, il allait se répandre au sein du parti bolchevik et du nouvel Etat, et qui plus est servir Staline. Rien ne dit si Lénine avait vécu plus longtemps, qu'il n'aurait pas pu infléchir l'état d'esprit de Staline ou tout du moins l'influencer, en manœuvrant tactiquement, en lui faisant comprendre qu'il aurait tout à gagner en se ralliant à sa thèse sans le traiter en ennemi comme le fit Trotsky...

(Cet ajout le confirme à sa manière.) Contrairement à ce que je croyais ou avais entendu autrefois, Staline aurait eu toutes les peines du

monde à se débarrasser de Lénine s'il avait survécu, la preuve en est le sort que Staline réserva à son épouse Nadejda Kroupskaïa.

Wikipédia - Prévenue contre Staline, Kroupskaïa n'en reste pas moins intouchable car elle est de fait protégée par les effets de la religion léniniste qui se développe dans le pays. Il serait en effet compliqué d'expliquer qu'un Lénine infaillible et visionnaire ait pu se tromper si longtemps sur la personne qui partageait son existence. Nadejda, qui adopte un profil bas, apporte pourtant de l'aide à tous les anonymes qu'elle a croisés durant ses années de combat et qui parfois l'appellent à l'aide. Elle tente même de soutenir certains vieux bolchéviques pris dans la nasse des « grands procès ». On sait ainsi qu'elle vote vainement contre la décision d'exécution de Boukharine en 1938. Elle s'éteint le 27 février 1939, alors qu'elle avait fêté ses soixante-dix ans la veille. Fin de l'extrait de Wikipédia.

Toujours est-il qu'en 1917 la Russie était sous-industrialisée par rapport à la France, l'Angleterre ou même l'Allemagne, les Etats-Unis, et quelques décennies plus tard le développement industriel, scientifique, technologique de la Russie rattrapera les principales puissances capitalistes occidentales, malgré l'énorme parasitisme de la bureaucratie du Kremlin et la corruption des fonctionnaires de l'Etat, les dirigeants du PCUS, malgré le stalinisme, c'est paradoxal ou plutôt cela met à mal les dénégations des trotskystes qui présentèrent les staliniens comme uniquement des ennemis du socialisme, ce qu'ils étaient à l'échelle internationale, mais pas en URSS, (Ajout : tout du moins à cette époque, il faudrait développer cet argument...). Tu me diras qu'il leur est arrivé de l'affirmer aussi, certes, quand cela les arrangeait, mais pas quand il abordait la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, qui soit dit en passant ne pouvait se concevoir que dans de grands pays comme la Russie et la Chine par exemple, car disposant d'un immense territoire, d'énormes ressources naturelles et une importante population, bien que plus limitée en URSS.

Donc, si échec il y a eu de la construction du socialisme en URSS, il était à mettre au compte de cette caste de bureaucrates, et non à l'incapacité du mode de production de développer les forces productives pour satisfaire les besoins de la population et atteindre un niveau de vie comparable à celui existant dans les pays européens, le socialisme n'a pas failli, mais ses dirigeants, ce qui n'est pas du tout la même chose. Les pénuries de marchandises de première nécessité ou les famines, l'anarchie dans la production, on peut ajouter la course aux armements, furent le fait de la bureaucratie et non du manque de ressources ou de forces productives du pays (Ajout : Je corrige ou précise, d'une défaillance du socialisme).

La construction du socialisme en URSS était possible si l'Etat avait été dirigé par de véritables dirigeants communistes, et c'est cela que les trotskystes ont fait passer à la trappe à leur manière en le camouflant derrière leur anti stalinisme, dont ce fut la seule raison d'être, et dès lors on comprend mieux pourquoi aussitôt ils se tournèrent vers la social-démocratie, qui était férocement anticommuniste, qui les accueillit à bras ouverts.

En conclusion, les trotskystes accusèrent les staliniens d'avoir abandonné le socialisme, après avoir abandonné eux-mêmes l'idée que la construction du socialisme était possible en URSS, pour finalement imiter les staliniens.

Il y a forcément des choses qui nous échappent ou qu'on ignore. Je me souviens que lorsque Lénine était très malade et quasi paralysé en 1923, il logeait à un bout du Kremlin et Trotsky à l'autre bout, et jamais Trotsky ne lui rendit visite, étonnant, non ? Il y a aussi le testament de Lénine que les trotskystes ont interprété à tort en faveur de Trotsky, en voici un extrait :

- Notre Parti repose sur deux classes, et, pour cette raison, son instabilité est possible, et s'il ne peut y avoir un accord entre ces classes sa chute est inévitable. En pareil cas il serait inutile de prendre quelque mesure que ce soit, ou, en général, de discuter la question de la stabilité de notre Comité central. En pareil cas nulle mesure ne se révélerait capable de prévenir une scission. Mais je suis persuadé que c'est là un avenir trop éloigné et un événement trop improbable pour qu'il faille en parler. J'envisage la stabilité comme une garantie contre une scission dans le proche avenir, et mon intention est d'examiner ici une série de considérations d'un caractère purement personnel. J'estime que le facteur essentiel dans la question de la stabilité ainsi envisagée, ce sont des membres du Comité central tels que Staline et Trotsky.

Leurs rapports mutuels constituent, selon moi, une grande moitié du danger de cette scission qui pourrait être évitée, et cette scission serait plus facilement évitable, à mon avis, si le nombre des membres du Comité central était élevé à cinquante ou cent. Le camarade Staline en devenant secrétaire général a concentré un pouvoir immense entre ses mains et je ne suis pas sûr qu'il sache toujours en user avec suffisamment de prudence. D'autre part, le camarade Trotsky, ainsi que l'a démontré sa lutte contre le Comité central dans la question du commissariat des Voies et Communications, se distingue non seulement par ses capacités exceptionnelles - personnellement il est incontestablement l'homme le plus capable du Comité central actuel - mais aussi par une trop grande confiance en soi et par une disposition à être trop enclin à ne considérer que le côté purement administratif des choses. Ces caractéristiques des deux chefs les plus marquants du Comité central actuel pourraient, tout à fait involontairement, conduire à une scission ; si notre Parti ne prend pas de mesures pour l'empêcher, une scission pourrait survenir inopinément. 25 décembre 1922

Post-scriptum. Staline est trop brutal, et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue de Staline par une supériorité - c'est-à-dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante, mais je pense que pour prévenir une scission, et du point de vue des rapports entre Staline et Trotsky que j'ai examinés plus haut, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce ne soit une bagatelle pouvant acquérir une signification décisive. 4 janvier 1923

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1923/12/vil19231225.htm

Aujourd'hui, ce courant politique scindé en deux (POI et POID) est un adepte forcené de la muselière et de la vaccination notamment, niant que cette pandémie a été entièrement fabriquée, allant même jusqu'à nier l'existence de molécules efficaces pour traiter la Covid-19, il a donc choisi son camp, celui de la pire réaction, de Macron, de l'oligarchie ou du Forum économique mondial. Je crois qu'il n'y a rien à ajouter.

Mon commentaire posté ce matin à la suite du dernier article publié par le Dr. Maudrux.

– “Comment le Président, le Ministre, les élus peuvent-ils accepter de tels comportements, alors que par le passé ils ont tout fait pour que cela n’arrive plus. A quoi servent les lois qui ont été faites pour garantir la transparence de ces décisions administratives ?”

Il en aura fallu du temps pour qu’on parvienne enfin à admettre – et encore ou à demi-mot, car sans en tirer le moindre enseignement politique pour le moment comme on peut le constater, que l’oligarchie financière était parvenue à concentrer un tel pouvoir économique et politique (judiciaire, médiatique inclus), au point de pouvoir imposer son programme, sa conception du monde à tous les peuples de la planète, dans un contexte de crise généralisée ou systémique du capitalisme mondial, uniquement pour pérenniser son hégémonie ou sa domination sur le reste de la société, ses privilèges, son statut, à n’importe quel prix. Ce constat sera évidemment contesté par la plupart des gens. Combien ? 99%. C’est possible, car seul 1% a réellement conscience de la situation, vous aurez deviné de qui il s’agit, n’est-ce pas ? Tout le problème est là et nulle part ailleurs.

Voilà pour les objectifs de l’oligarchie financière, qui sont de plus en plus clairement identifiables. Tout le reste est du baratin, on a presque envie de dire hélas au regard de la monstruosité et de la cruauté de son plan, car effectivement elle avait tout minutieusement planifié de longue date, ce qui explique pourquoi ses porte-parole se sont employés à criminaliser tous ceux qui le mentionnaient en les caractérisant systématiquement de complotistes. Vérifiez, tout se tient. Et si vous n’en êtes pas encore convaincus, comme le Dr. Maudrux, vous allez y venir petit à petit, parce que c’est la stricte réalité ou vérité qu’on le veuille ou non.

Quant à savoir si nous nous en sortirons, il n’existe pas cinquante mille issues ou alternatives. Soit on parviendra à s’organiser pour mettre un terme à ce régime politique pour neutraliser la capacité de nuisance de l’oligarchie financière ou confisquer son pouvoir, ses richesses qui doivent revenir intégralement à la collectivité toute entière, en d’autres termes on abolit le capitalisme ; Soit on n’y parviendra pas, et alors vous pouvez dire adieu à la civilisation humaine, à son émancipation, à la liberté. Non, il n’existe pas de demi-mesures en la matière, hormis chez les démagogues, naïfs ou ignorants, et si un changement de régime politique et économique devait intervenir, cela ne passerait pas par les urnes, sauf à se faire encore de cruelles illusions, ce seraient d’ailleurs les dernières…

Je rajoute, comme quoi on ne lâche rien ou notre détermination ou notre combattvité demeure intacte.

Un autre commentaire publié dans le blog du Dr. Maudrux.

Qui a légitimé les tests PCR au-delà de 25 ou 30 cycles qui ont servi à alimenter une fausse pandémie pendant plus de 15 mois ?

Dépistage du COVID : faux-positifs, faux-négatifs, comment harmoniser ? - IHU Méditerranée-Infection Sep 15, 2020

https://www.youtube.com/watch?v=ZeTI141Qn9E

A 5.59 - Test PCR pratiqué à l'IHU Marseille jusqu'à 35 CT.

- « Le test PCR inadapté est la pierre angulaire de toute la débâcle liée au coronavirus. Cette pierre doit être brisée pour que tout le château de cartes s'effondre finalement », a déclaré Füllmich, expliquant le but réel du procès.

- « Le test PCR est inadapté pour déterminer une infection » - c'est la conclusion unanime de plusieurs scientifiques de la pratique clinique et de la recherche quotidienne.

- L’interview avec Dr. Reiner Füllmich a eu lieu début novembre 2020. Il a été publié le 11 novembre 2020 dans le Fuldaer Zeitung imprimé et également le 11 novembre 2020 dans une version légèrement abrégée en ligne sur fuldaerzeitung.de .

- Q : le problème est le nombre élevé de cycles dans l'analyse ?

R : « Entre autres choses. Le "New York Times" rapporte que la majorité des vrais résultats de PCR « faux positifs » aux Etats-Unis sont basés sur des valeurs de cycles aussi élevées. Là, il est discuté de rejeter généralement les tests avec plus de 30 cycles. Le département de la santé de Francfort discute maintenant complètement correctement dans le but de tout ignorer à partir de 25 cycles. »

https://www.francesoir.fr/societe-sante/le-test-pcr-va-au-tribunal-au-portugal-mais-aussi-en-allemagne-et-dans-de-nombreux

- « On constate qu’à Ct = 25, jusqu’à 70 % des patients sont positifs en culture et à Ct = 30 cette valeur tombe à 20 %. Notons que même à Ct = 35, valeur utilisée pour signaler un résultat positif pour la PCR, moins de < 3 % des personnes testées PCR positifs ont des cultures positives ». (Jaafar, décembre 2020). »

- « La limite (faiblesse) principale du test RT-PCR, dans la situation pandémique actuelle, est son extrême sensibilité (faux positif) si on ne choisit pas un seuil de positivité (Ct) adapté. Aujourd’hui, des experts préconisent d’utiliser un seuil Ct maximal à 30 ».

D’après le rapport très détaillé de German Sarlangue avec totalité des références : adoratio : Dossier RT-PCR (adoratioiesuchristi.blogspot.com)

- Aux Etats-Unis.

Le Wadworth Center, un laboratoire de l’État de New York, a analysé les résultats de ses tests de juillet à la demande du NYT : 794 tests positifs avec un Ct de 40 : “avec un Ct seuil de 35, environ la moitié de ces tests PCR ne peuvent plus être considérés comme positifs”, a déclaré le NYT. Environ 70 % ne seraient plus considérés comme positifs avec un Ct de 30 ».

Une nouvelle étude de l’Infectious Diseases Society of America a constaté qu’à 25 cycles d’amplification, 70 % des tests PCR “positifs” ne sont que des “cas” puisque le virus ne peut pas être cultivé (il est incomplet et incapable de se reproduire). Et à 35 cycles : 97 % des positifs

ne sont pas cliniques ».

- « La PCR ne teste pas la maladie, il teste un fragment d'ARN spécifique et c'est le pivot clé. Lorsque vous montez à 25 cycles d'amplification, 70 % des résultats positifs ne sont pas vraiment "positifs" au sens clinique du terme, car cela ne peut pas vous rendre malade, vous ou quelqu'un d'autre. »

Je rajoute que le Pr. Raoult aura bien été l'idiot utile de Macron, à défaut d'affronter le régime, mais cela on le savait depuis le début qu'il n'irait jamais jusque-là.

Haut de page

Le 17 mai 2021

Soutien aux peuples colombien et palestinien, désolé de ne pas avoir le temps de traiter ces sujets.

Il n'y aurait pas de traitement pour la Covid-19 et ses mutants.

C'est le discours criminel de Macron, du gouvernement, de tous les partis politiques sans exception, de tous les syndicats, etc.

Par conséquent : Vaccinez-vous et vive le pass sanitaire !

Dans l'autre camp, le nôtre :

Il existe les molécules efficaces suivantes en association avec au choix ou selon les cas : Ivermectine, Azithromycine, Hydroxychloroquine, Doxycycline, Budesonide, Bromhexine, Dexaméthasone, Amantadine, Fluvoxamine, Naproxène, Aspirine, Plavix, Eliquis, lovenox, etc. + vitamine D3, C, B12, Zinc, etc.

Pour contrebalancer la médiocrité ambiante.

Thibault Cauvin au Palace

https://www.youtube.com/watch?v=PbnmdAy0_LE

Joe Bonamassa Official - "Angel Of Mercy" - Live At The Greek Theatre - Sep 5, 2016

https://www.youtube.com/watch?v=kUJsi4vuGjY

Rockpalast Watch Party celebrating Joe Bonamassa's ACL Live concert on 04/01/2021

https://www.youtube.com/watch?v=EVqsDkyxohE

Comment se présente cette causerie.

J'ai laissé tomber un tas de sujets par manque de temps, pour vous donner un ordre d'idée, j'ai lu et télécharger plus de 200 articles au mois d'avril, dont je n'ai pas tenu compte à part quelques-uns.

Dans cette causerie figure des notes que j'avais prises rapidement. C'est bordélique, je sais. Je n'ai pas les moyens de tout reclasser, car pour ainsi dire il faudrait les imprimer et les classer, pour ensuite les assembler rapidement dans l'ordinateur, or je n'ai pas de fric à dépenser dans de l'encre qui est très chère, 2 cartouches d'encre valent environ 1.500 roupies ou l'équivalent du prix d'une imprimante ! Vous mettriez 150 euros dans 2 cartouches d'encre par mois ? Si oui, alors faites-moi un don, je plaisante, je refuserai.

- PREMIERE PARTIE. INTRODUCTION

- DEUXIEME PARTIE. NOTES POLITIQUES

- TROISIEME PARTIE. MES COMMENTAIRES PUBLIÉS DANS LE BLOG DU DR. MAUDRUX ENTRE LE 10 ET 16 MAI.

- QUATRIEME PARTIE. NOTES SUR LA MACHINATION VIRALE.

- CINQUIEME PARTIE. COMMENTAIRES D'INTERNAUTES EXTRAITS DU BLOG DU DR. MAUDRUX.

J'ajouterai demain dans les différentes rubriques environ 60 ou 70 documents datant du 6 avril au 17 mai 2021.

En raison du volume ou de la longueur de cette causerie, exceptionnellement elle ne sera disposible qu'au format pdf, sinon la page d'accueil du portail deviendrait trop importante, et de toutes manières personne ne resterait à l'écran pour la lire. En la téléchargeant, on peut la lire plus tard à sa convenance ou en fonction du temps dont on dispose.

- 72 pages au format pdf

Haut de page

Le 29 mai 2021

A bas le totalitarisme et vive la révolution socialiste ! Y aurait-il une autre alternative ?

On ajoutera une trentaine d'articles demain. Il fait près de 40°C, beaucoup de coupure d'électricité, survoltage et clim hors service, nuit blanche u trop courte, Selvi n'est pas là, je cours partout, bref, je suis claqué !

Un cas de conscience, et de vie ou de mort.

Le 26 mai vers 17h, au téléphone mon beau-fils m'a appris qu'il était malade depuis 3 jours, fièvre, grosse fatigue et voies respiratoires encombrées, de plus il avait perdu le goût et l'odorat, signe caractéristique de la Covid-19. Immédiatement je lui ai fait porter le traitement suivant :

- Ivermectine 12 mg, puis le lendemain matin, puis 2 et 5 jours plus tard.

- Azithromycine 500mg, puis tous les matins pendant 8 jours.

- Zinc 50mg, 1 comprimé tous les matins pendant 5 jours.

- Vitamine D3, 1 comprimé 60.000UI, puis 1 le lendemain et 1 une semaine plus tard.

Hier 28 mai, il allait déjà beaucoup mieux, et ce matin j'ai été le voir, il est pratiquement en pleine forme et il a commencé à retrouver le goût et l'odorat. Ce traitement est fulgurant quand il est donné précocement, la preuve, ceux qui disent qu'il n'existe pas, que cela ne marche pas, qui ne l'ont pas défendu, sont des criminels, avis à tous nos dirigeants.

En revanche, le frère de ma compagne chez il vit, a lui aussi les mêmes symptômes depuis hier, je lui ai donné le même traitement. Isolement total du reste de la famille, 7 ou 8 personnes dans la maison dont 3 enfants. J'ai donné de l'ivermectine en prophylaxie pour tous les adultes, afin de ne courir aucun risque, ma compagne avait déjà pris 1 comprimé une semaine avant.

Ici au Tamil Nadu, tout est complètement bouclé depuis 3 jours, même les magasins d'alimentation sont fermés. Du coup je me rends sur le territoire de Pondichéry situé à 5km pour nous ravitaller. Ma belle-famille n'ayant plus une roupie pour se nourrir, plus personne ne travaille, donc plus de salaire, je leur ai livré 3 grands sacs d'aliments ce matin, 2 poulets, 20 oeufs, de l'huile, de la farine, plein de légumes, 3 kilos de mangues, etc. c'est la saison, plus 500 roupies pour tenir quelques jours.

Il faut savoir qu'avant la campagne de vaccination, il n'y avait aucun cas dans les villages, depuis les vaccinés ont refilé le virus à plein de gens qui sont tombés malades, et certains vont mourir faute de soins précoces.

Dans le blog du Dr. Maudrux où j'interviens régulièrement, c'est ce médecin et d'autres médecins qui postent des commentaires dans ce blog qui m'ont fourni le traitement, je les remercie une nouvelle fois au passage, ils auront sauvé de nombreuses vies. Un sympathisant du POID a cru bon de m'attaquer dans un commentaire (Erou, Coquéma), Tardieu le mégalomane se prend maintenant pour un médecin... Pauvre con, que dire de plus, hormis que son parti de merde fait partie des assassins. Tirons la chasse et passons aux choses sérieuses.

C'est la méthode des tyrannies d'accuser sans preuve, ce qui vous prive des moyens de vous défendre.

A quoi tient la légitimité de la marionnette de l'oligarchie qui trône à l'Elysée ? A cette mise en scène débile qui permet de situer la médiocrité du personnage.

Nous sommes Mcfly et Carlito et nous avons fait un feat and fun avec le président de la république française en fonction élu au suffrage universel.

https://www.youtube.com/watch?v=neqCdyadqFA

Je crois que c'est Marx qui caractérisa l'aristocratie financière de lumpenprolétariat de la bourgeoisie, on en a ici confirmation.

Et dire qu'il y en a encore qui s'adresse à Macron, quel délire ! Faites attention à ceux qui disent qu'on vit dans un monde de fous, ils sont aussi fous eux-mêmes parfois. Non mais c'est dingue, ils ne s'en rendent pas compte. Comment peut-on être aussi inconsistant ? Il faut le voir pour le croire. Les commentaires dans le blog du Dr. Maudrux sont très instructifs sur ce plan-là aussi.

De mon côté, je ne change rien, je ne dévie pas de notre objectif. Il est de plus en plus clair que sans un soulèvement révolutionnaire des masses pour balayer cette société pourrie, point de salut ! C'est le socialisme qui est à l'ordre du jour.

- 53 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE. INTRODUCTION

Parole d'internaute

- "Ca finira obligatoirement par une résistance violente et armée. Les dés sont pipés pour une résolution juridique et l'étau légal et administratif se resserre chaque jour. L'heure est grave mais peu s'en rendent compte ou sont trop résignés pour tout simplement dire "basta!"."

LVOG - Jusqu'à quand ? Oui, une révolution sociale et politique est inévitable, souhaitable. Et une guerre civile "violente et armée" déclenchée par nos ennemis qui ne cèderont jamais le pouvoir pacifiquement.

On ne nous le refera pas !

L'unité, sur quels objectifs ? par Daniel Gluckstein (La Tribune des travailleurs - POID)

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=1661

LVOG - Ne serait-ce pas du pareil au même ?

- Cette V? République corporatiste où les organisations syndicales sont en permanence convoquées par le pouvoir, non pour négocier mais pour exiger qu'elles accompagnent les contre-réformes destructrices du gouvernement.

LVOG - Sans rire, Macron convoquerait les organisations syndicales "pour négocier" on se demande bien quoi, à part brader nos acquis sociaux, cela le satisferait, quel aveu ! Quel drôle de conception du syndicalisme ! Je ne sais pas ce que vous en pensez, Macron me convoquerait ou me sifflerait, je l'enverrais se faire voir ailleurs, pas vous ? Vous avez déjà vu des organisations syndicales négocier avec le gouvernement ou le patronat sans contrepartie ? Cela vous donne une idée assez précise sur sa conception révolutionnaire de la lutte de classe, en fait réactionnaire.

LVOG - La pire réaction ne serait-elle pas déjà au pouvoir ? N'en a-t-elle pas apporté la preuve depuis le printemps 2020 ? C'est à croire que l'épisode de la dictature sanitaire à caractère néofasciste n'a jamais eu lieu, extraordinaire.

- L'unité est indispensable. Pour barrer effectivement la route à la réaction, l'unité doit se réaliser dans la clarté.

LVOG - Mais dès que vous posez la question de l'unité de qui avec qui et pour le compte de qui, là cela devient déjà moins clair, bien que. La suite va nous éclairer.

- Pour le POID, l'urgence est de réaliser l'unité pour chasser Macron et ce régime antidémocratique de chômage et de misère ; pour balayer la Ve République et rompre avec l'Union européenne ; pour en finir avec les politiques d'austérité.

LVOG - "Réaliser l'unité pour chasser Macron" ressemble à s'y méprendre à un slogan électoral, n'est-ce pas ? Tenez, celui de 1981, l'unité PS-PCF pour chasser Giscard, vous connaissez la suite... Continuons pour voir si nous en aurons confirmation ou non. Chasser "ce régime antidémocratique de chômage et de misère" et "en finir avec les politiques d'austérité", celle instituée par le Premier Ministre Raymond Barre, pardon, c'était en 1976 sous Giscard, l'ancêtre de l'extrême-centre de Macron, sans forcément toucher au régime économique, là on retrouve le discours actuel (et d'hier) de la soi-disant gauche, LFI, PC, etc. chacun sait ce qu'il vaut. Quant à "balayer la Ve République et rompre avec l'Union européenne", c'est exactement la même chose que pour les arguments précédents. Quand et où dans le passé en remontant à l'avènement du capitalisme et de la Première République l'unité des partis de « gauche » aurait-elle permis un changement de régime politique ou porté au pouvoir des partis engagés dans le combat politique pour en finir avec le capitalisme ? Jamais et nulle part. Hormis des soulèvements populaires, des révolutions, je ne vois pas.

Il s'agit donc bien d'autre chose, d'un autre objectif, inavouable, le même que ce courant politique opportuniste nous avait déjà servi il y a de cela 40 ans en arrière. Remballer monsieur votre camelote rance qui pue la collaboration. Derrière la muselière et la vaccination dont le POID fait la promotion, fallait-il s'attendre à autre chose qu'un nouveau numéro d'illusionnisme, franchement un peu de sérieux.

C'est aux masses de s'organiser pour chasser Macron, puisque les partis qui les représentaient sont passés dans le camp de la réaction, de s'attaquer au capitalisme, puisque c'est bien de cela qu'il s'agit avec l'épisode du coronabusiness, d'en finir avec les institutions de la Ve République, puisqu'elles sont toutes corrompues, pourries jusqu'à la moelle. Tout se tient.

Autrement dit, en remettant les choses à leurs places, et en tenant compte de la situation telle qu'elle se présente à nous, il est possible de se fixer des objectifs politiques, sur la base desquels l'unité des travailleurs peut se réaliser et la perspective d'une société meilleure et plus juste est sérieusement envisageable.

Politiquement incorrect.

Lorsque Macron a été élu, j'ai déclaré que l'extrême droite venait de réaliser un coup d'Etat ou de parvenir au pouvoir, depuis les faits l'ont amplement prouvé.

J'ai observé que ceux qui manifestaient pour les libertés et contre les idées de l'extrême droite n'ont cessé de légitimer Macron pendant 4 ans, dès lors quelle légitimité ont-ils pour mener ce combat ? Aucune.

Ils sont tous alignés sur des positions communautaristes ou identitaires ou corporatistes, dès lors que faut-il en attendre ? Absolument rien.

- "Révolution culturelle": Macron multiplie les références aux maoïstes - AFP 8 mars 2017

LVOG - Il est bien inspiré, le totalitarisme est à la mode...

Dans la causerie du 6 mai 2017, je relayais le commentaire d'un internaute :

- De quoi était grosse la machination destinée à porter Macron à l'Elysée ? Qui est l'élite qui soutient Macron, de quoi est-elle capable pour l'imposer ? Parce que ce sont des fanatiques qui ne tolèrent pas qu'on puisse faire une interprétation de la situation différente de la leur ou qu'on puisse tout simplement avoir des idées ou des aspirations qui ne correspondent pas aux leurs, ils se font tyrans et n'hésitent pas à recourir aux moyens les plus détestables pour les imposer, à harceler, diffamer, insulter, menacer, réprimer, détruire tous ceux qui leur résistent.

Dans la causerie du 10 mai 2017, je relayais le commentaire d'un autre internaute :

- Ceux qui s'appellent les Maitres du Monde, cela inclus les USA et de nombreux autres pays, font un constat objectif de la situation, ils savent que les carottes sont cuites.

Les raisons sont multiples :

Surpopulation, épuisement des ressources naturelles, pollutions.

Sur chacun de ces points, ils savent que c'est la fin y compris pour eux, ce que bien évidement ils ne peuvent pas admettre en ce qui les concernent.

Dans le film : The day the earth stood still, avec Keanut Reeves, pour survivre la Terre et le reste des espèces vivantes doivent se débarrasser de l'Humanité, thème repris dans le documentaire fiction La Terre sans l'homme.

Sauf que, ceux qui nous dirigent ont eux l'instinct de conservation individuel et pour qu'eux vivent, ils doivent changer les règles drastiquement.

Lu.

- Pour rappel, il est notoirement connu que l'entité sioniste a trois pères: Haim Weizman, David Ben-Gourion et Nahum Goldmann. Le premier a arraché la Déclaration Balfour, le second a mené l'action militaire sur le terrain et ordonné des expulsions et des massacres de Palestiniens, le troisième a organisé des campagnes de soutien aux colons, collecté des fonds et tissé des relations internationales. Or, Weizman détestait Ben-Gourion et le toisait avec arrogance, tandis que Goldmann et Ben-Gourion se vouaient une grande amitié, au point que Nahum pouvait se permettre de poser à David des questions qu'aucun dirigeant sioniste n'aurait osé aborder.

Dans son livre intitulé « Le paradoxe juif » [Editions Stock, 1976], Goldmann rapporte les détails d'une conversation ayant eu lieu au domicile de Ben Gourion, en 1956, et dont les propos ne devaient même pas être entendus par son épouse, Paula Munweis. Des propos chargés d'un aveu dangereux confié à l'ami digne de confiance. En effet, Goldmann écrit :

« Cette nuit-là, une belle nuit d'été, nous eûmes une conversation à cœur ouvert sur le problème arabe. Je ne comprends pas ton optimisme, me déclare Ben Gourion. Pourquoi les Arabes feraient-ils la paix ? Si j'étais, moi, un leader arabe, jamais je ne signerais avec Israël. C'est normal : nous avons pris leur pays. Certes, Dieu nous l'a promis, mais en quoi cela peut-il les intéresser ? Notre Dieu n'est pas le leur. Nous sommes originaires d'Israël, c'est vrai, mais il y a de cela deux mille ans : en quoi cela les concerne-t-il ? Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une chose : nous sommes venus et nous avons volé leur pays. Pourquoi l'accepteraient-ils ? ».

Un aveu du niveau d'un « secret d'État », pour la bonne raison qu'il démolit les fondements de la croyance sur laquelle repose le projet du « refuge national » pour les Juifs, conformément à la promesse déclarée par Lord Balfour en 1917.

Ceux qui à "gauche" et à l'extrême gauche soutiennent les Palestiniens... avaient ménagé Biden.

- L'Administration Biden avait anticipé le conflit Hamas-Likoud - Réseau Voltaire 24 mai 2021

Les heurts entre des manifestants et la police israélienne ont débuté à Jérusalem à la mi-avril 2021 à propos de l'expulsion de familles palestiniennes du quartier de Cheikh Jarrah.

Les tirs de missiles du Hamas contre Israël et la riposte du gouvernement Netanyahu n'ont débuté que le 10 mai.

L'Administration Biden a informé le Congrès qu'elle allait livrer pour 735 millions de dollars de bombes à haute précision à Israël… le 5 mai, soit cinq jours avant la guerre.

Outre les maisons de dignitaires du Hamas et les tunnels de contrebande, l'armée israélienne a systématiquement détruit les usines de désalinisation et les centrales électriques de Gaza.

Les États-Unis se sont opposés à toute intervention du Conseil de sécurité. Ils n'ont imposé de cessez-le-feu qu'une fois le stock de munitions israéliennes épuisé. Il sera bientôt remplacé par la livraison de l'Administration Biden. Réseau Voltaire 24 mai 2021

Coronabusiness. Mystification totalitaire. Tenez-vous informé.

Ordre des médecins : police politique ?

https://blog-gerard.maudrux.fr/2021/05/25/ordre-des-medecins-police-politique

---

Des courriels à envoyer à l'Ordre des médecins en soutien au Dr. Maudrux menacé de radiation.

– conseil-national@cn.medecin.fr

– vaucluse@84.medecin.fr

Madame, Monsieur,

Je vous demande de bien vouloir abandonner toute poursuite à l'encontre du Dr. Maudrux pour les raisons exposées ci-dessous.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations respectueuses.

https://ivmmeta.com

Ivermectin for COVID-19: real-time meta analysis of 56 studies

https://ivmmeta.com/ivm-meta.pdf

Conclusion.

L'ivermectine est un traitement efficace contre le COVID-19. La probabilité qu'un traitement inefficace produise des résultats aussi positifs que les 56 études à ce jour est estimée à 1 sur 2 billions (p = 0,0000000000000041). Comme prévu pour un traitement efficace, le traitement précoce est plus efficace, avec une réduction estimée de 78% de l'effet mesuré à l'aide d'une méta-analyse à effets aléatoires (RR 0,22 [0,12-0,39]) . Une mortalité inférieure de 81% et 96% est observée pour le traitement précoce et la prophylaxie (RR 0,19 [0,07-0,54] et 0,04 [0,00-0,58]). Des améliorations statistiquement significatives sont observées pour la mortalité, la ventilation, l'hospitalisation, les cas et la clairance virale. La cohérence des résultats positifs dans une grande variété d'études hétérogènes est remarquable, avec 95% des 56 études rapportant des effets positifs (26 statistiquement significatifs isolément).

Lu.

1- La méthodologie pour contraindre une population à accepter un pass sanitaire se fait avec un chantage qui ne dit pas son nom : chantage à la liberté puisque son usage conditionne l'accès à certains événements.

Les contraintes infligées des attestations de sorties-papier ne sont pas étrangères au succès quantitatif de l'application TousAntiCovid dont s'est vanté l'exécutif.

Le pass sanitaire qui se met en place en intégrant de nouvelles fonctionnalités va continuer de favoriser le téléchargement de TousAntiCovid et la digitalisation de nos vies à marche forcée.

Malgré son caractère non obligatoire avancé, il ne peut occulter les contraintes auxquelles seront soumis ceux qui s'y opposeront ; et pour la vaccination un précédent est en passe d'être créé : vous êtes libre de ne pas pouvoir vivre dans la normalité…

L'acceptation sociale de ce pass sanitaire, la présentation récurrente de la vaccination comme une porte de sortie ont été élaborées sur une longue durée. La population française à bout de souffle semble être passée de la résilience à la résignation, de renoncement en renoncement à des libertés fondamentales, imposés par des élus sous couvert de crise sanitaire.

Si les défenseurs de ce projet évoquent des régressions temporaires, ces déclarations n'engagent que ceux qui les déclament. Dans les faits, l'urgence occulte le débat, la peur et l'épuisement visent à annihiler l'esprit critique.

Quant à exercer ce dernier, libre à vous, mais force est de constater que cela devient extrêmement difficile : ne pas adhérer à pléthore de lois votées dans l'urgence – qu'elles soient sécuritaires ou sanitaires – et vous voilà rangé dans le camp infréquentable des factieux, des inconséquents, des irresponsables. ...pas à pas, nous assistons à l'émergence d'une société hygiéniste mâtinée de transhumanisme, une société du contrôle de nos vies et de nos corps de plus en plus oppressante au mépris paradoxal de la vie.

2- À la question : est-ce que le passeport vaccinal ou le pass sanitaire est une mesure liberticide ? La réponse est oui.

D'une part, parce que le flicage est devenu de plus en plus prépondérant, faisant parti de la vie quotidienne que tout un chacun subit tous les jours et d'autre part, parce que les libertés ne sont plus des droits naturels. Elles sont totalement conditionnées par une surveillance toujours plus active.

Radars, caméras dans les rues, GPS, géolocalisation, traçage, flicage et censure des réseaux sociaux, il ne manquait que le pass sanitaire pour anéantir le peu d'individualité qui existait encore.

Les raisons d'un pass sanitaire ne sont pas liées à la santé. L'âge moyen des décès par la Covid-19 est de 82 ans, l'âge médian étant de 85

ans. La surmortalité due à la Covid-19 est négligeable pour les personnes de moins de 65 ans. La vérité est donc ailleurs.

Nous ne sommes pas les seuls à être parvenus aux mêmes conclusions politiques.

« Coup d'état planétaire ». Connais ton ennemi. Par Philippe Huysmans (Le Vilain Petit Canard) - Mondialisation.ca, 18 mai 2021

Extrait - Mars 2020, une majorité des pays les plus riches, mais aussi les plus endettés de la planète basculaient dans la dictature sanitaire. Incarcération domiciliaire en dehors de tout cadre constitutionnel, décrets et arrêtés toujours plus liberticides, absurdes, humiliants, contradictoires, contraires au bon sens et à l'évidence scientifique. Tout ça pour quoi? Pour un virus qui ne tue pas plus qu'une mauvaise grippe.

Lassé de courir après la baballe en attendant le prochain train de mesures quasi-dictatoriales décidées dans le confortable entre soi d'un quarteron de pourritures et claironnées le lendemain par tous les médias de grands chemins, j'ai décidé de m'arrêter un instant pour réfléchir. Eh oui, la vraie question à se poser c'est comment des pays réputés démocratiques ont-ils pu basculer simultanément dans la dictature sanitaire, et donc comment l'ensemble des politiques aux pouvoir dans ces pays ont-ils pu s'affranchir du droit pour imposer des mesures dont on se rend parfaitement compte aujourd'hui qu'elles ont tué par centaines de milliers?

Prenons l'exemple d'Olivier Véran, Ministre français de la Santé. Le 28 mars 2020 était publié le fameux décret Rivotril, pour « soulager » les patients covid en état de détresse respiratoire. En pratique le Rivotril les a « soulagés » comme l'avaient été les handicapés mentaux victimes du tristement célèbre programme Aktion T4 des nazis. On les a piqués comme des chiens. Or en France, l'euthanasie est illégale, elle est assimilée à un meurtre. Logiquement donc, en cas de retour à la normale, Olivier Véran devrait être mis en examen en tant que responsable de plusieurs milliers de meurtres, voire de crimes contre l'humanité, ce qui lui vaudrait une condamnation à perpétuité. Pourtant, aucun de ces hommes de pouvoir ne semble craindre un seul instant l'éventualité d'être traduit en justice un jour, et ils se vautrent toujours plus avant dans l'abjection et la tyrannie. Comment cela est-il possible?

Au commencement était l'effondrement

En 1991, la chute du bloc soviétique était consommée, le communisme avait vécu. Ca s'est passé sans un bruit, sur fond de déclarations insipides des dirigeants de l'époque qui évoquaient la question comme s'il s'agissait d'une simple formalité. En pratique c'était le principal opposant au bloc capitaliste qui disparaissait brutalement de la carte, laissant libre cours au néolibéralisme le plus débridé.

Ce qu'on a oublié de vous dire à l'époque, c'est que le système capitaliste était lui-aussi en phase d'effondrement, et que c'était inéluctable. L'usure ayant tout dévoré, les pays les plus riches, écrasés par le service de la dette détruisirent méticuleusement ce qu'il restait du tissu industriel, pour le convertir en actions plus lucratives, mais ne reposant que sur la spéculation. Le crash qui se produisit en 2008 signa l'arrêt de mort de l'économie capitaliste. La seule chose qui a pu retarder l'échéance jusqu'à présent, c'est que tant les États-Unis que l'Europe se sont mis à faire tourner la planche à billets à un rythme toujours plus vertigineux.

Par des mécanismes douteux, la FED s'est mise à racheter la quasi-totalité des actifs boursiers américains, afin d'éviter l'effondrement total de l'économie, mais au prix d'endetter toujours plus les citoyens américains, et en diluant leur pouvoir d'achat. La diplomatie de la canonnière trouvant ses limites dans le fait que désormais, tous les pays étaient plongés dans les mêmes difficultés.

Ainsi l'Europe n'était pas en reste pour produire par tombereaux de la fausse monnaie ultimement destinée à maintenir les banques systémiques sous perfusion. Vous avez sérieusement cru qu'il s'agissait d'aider les États?

Ayant atteint le bout du bout, craignant par-dessus tout un effondrement généralisé qui serait inévitablement cause de révoltes un peu partout, et donc de leur disparition, les vrais dirigeants de ce monde ont décidé de prendre les choses en main.

À qui profite le crime?

Dans l'hypothèse normale d'un système failli, et sachant que personne ne pourra jamais rembourser la dette colossale des États, la question logique à se poser aurait été celle de l'effacement de la dette. C'est bien ainsi que cela se passe dans le monde de l'entreprise, pourquoi devrait-il en être autrement s'agissant du système capitaliste dans son ensemble? Eh bien tout simplement parce que les détenteurs de la dette, une toute petite brochette de fonds requins, de multinationales et de banques ne l'entendent pas de cette oreille. Ils veulent le beurre et l'argent du beurre, et n'ont pas l'intention de rien lâcher de ce qui constitue leur pouvoir de domination sur le monde.

J'entends d'ici les pleureuses opposer que l'effacement de la dette signifierait aussi la disparition des fonds de pension qui reposent largement sur des produits financiers basés sur la dette, mais c'est un faux problème, les pensions pourraient être financées sans aucun problème en y consacrant seulement quelques pourcents des moyens aujourd'hui consacrés au service de la dette. Magistrature de collusion, corruption et technique des petits pas

Maintenant que nous avons identifiés les donneurs d'ordre, reste à comprendre comment ils ont pu prendre le contrôle total des leviers du pouvoir dans tous les pays concernés, soit l'ensemble des pays les plus endettés et les plus soumis aux diktats du FMI, de la Commission Européenne et de l'État profond américain.

On pourrait d'abord parler de magistrature de collusion, puisque l'ensemble de ces donneurs d'ordre, même s'ils ne représentent pas un corps social homogène, même s'ils ne partagent pas forcément la même vision politique, sont les représentants d'une petite élite ultra-minoritaire qui forme à elle seule une classe au sens marxiste du terme. C'est par sa cohésion autour d'un projet (préserver leur domination à tout prix), ses moyens illimités, et son réseau de contacts s'étendant dans toutes les strates du pouvoir autour du globe —tels les tentacules

d'une pieuvre gigantesque— qu'ils ont pu mettre en place leurs hommes de paille : nos dirigeants. Ceux qu'ils ne peuvent acheter, ils les font chanter.

La technique mise en oeuvre recouvre plusieurs méthodes de manipulations visant à mettre leurs obligés dans l'impossibilité de reculer.

La peur : on évoque une pandémie gravissime, qui pourrait bien être la cause de millions de morts, mais dans le même temps on présente ça comme une fenêtre d'Overton qui permettrait l'instauration d'une société plus contrôlée, dans laquelle il serait plus facile d'empêcher l'émergence des inévitables mouvements sociaux que la crise ne manquera pas d'engendrer dans les mois et années à venir. Pour instaurer cette société largement amputée de ses attributs démocratiques, il faut nécessairement en passer par la violation des garde-fous que sont les constitutions. Le passage en force s'impose désormais partout comme la nouvelle norme.

Brûler ses vaisseaux : on pousse les dirigeants à tout fermer, quitte à écraser pour de bon ce qui restait de la classe moyenne, et dans le même temps, on incite les États à s'endetter toujours plus pour distribuer de l'argent hélicoptère afin d'indemniser les entreprises lésées. On parle là de centaines de milliards de dette qui étrangleront toujours plus les États, les rendant d'autant plus tributaires des donneurs d'ordre.

L'intérêt supérieur : on présente l'ensemble des mesures comme une sorte d'opération de la dernière chance qui viserait justement à minimiser l'impact de la crise, et de son cortège de victimes. Certes on va faire très mal, mais c'est pour éviter des maux bien plus grands encore. Les tortionnaires se verront ainsi en sauveurs et il ne subsistera plus l'ombre d'une prévention dans leur esprit puisqu'ils croiront agir dans l'intérêt de la population.

Liés par le crime : on poussera les dirigeants à commettre, et à faire commettre par leurs subalternes des actions passibles de poursuites pénales, ce qui leur fermera ensuite toute possibilité de retraite. C'est une méthode mafieuse qui a fait ses preuves.

Les petits pas : les hommes de paille n'ont aucune connaissance du plan et le découvrent au fur et à mesure au travers des feuilles de route qui leur sont transmises par d'obscurs cabinets conseils américains à la solde des donneurs d'ordre. Finalement, ces hommes politiques sont tout aussi manipulés que nous, mais à un autre niveau. C'est un peu l'histoire de la grenouille qu'on met à cuire doucement dans la casserole. Se rendent-ils compte de ce vers quoi ils se dirigent, et comment ça se terminera? Peu importe, en fait, parce qu'il ne leur sera pas donné le choix de revenir en arrière.

Ne vous y trompez pas, ce que vous vivez actuellement n'a rien à voir avec une crise sanitaire, c'est un coup d'État planétaire visant à asseoir le pouvoir absolu des donneurs d'ordre sur une dictature féroce. Vous aurez le pire du communisme (pour les masses) et le pire du capitalisme (le seul bénéfice étant réservé à l'élite). (Traduire communisme par stalinisme. - LVOG)

Quand comprendrez-vous que vous êtes victime d'une guerre psychologique visant à briser la résistance des peuples avant de les mettre en esclavage? Si j'ai réussi à exprimer correctement mes idées, vous devriez avoir réalisé à présent que non seulement ce cauchemar ne s'arrêtera jamais, mais qu'on en est qu'aux préliminaires, et qu'ils ne reculeront devant rien.

https://www.mondialisation.ca/coup-detat-planetaire-connais-ton-ennemi/5656677

DEUXIEME PARTIE. COURRIELS ENVOYÉS

Un courriel envoyé à ma soeur.

Un petit mot sur la situation sanitaire.

Si les gens ne réalisent pas qu'ils font l'objet d'une sordide manipulation, ils doivent s'attendre à vivre ainsi le restant de leurs jours ou bien pire encore, car plus ils accepteront de mesures contraignantes et plus on leur en imposera de nouvelles, c'est toujours ainsi que cela se passe sous les régimes tyranniques.

Il aurait suffi de traiter et d'isoler les malades dès le début, ce qui se fait habituellement, quand on est malade, on reste chez soi, on se repose, et l'épidémie n'aurait même pas atteint le niveau de la grippe où elle serait terminée depuis mars-avril 2020. Si Macron s'y est opposé, c'est que ses décisions n'ont pas été guidées ou motivées par la santé de la population, sachant qu'elles seraient nuisibles et causeraient des milliers de morts qui auraient pu être facilement évités.

C'est un des aspects de la situation que la population a le plus de mal à saisir, que ceux qui la gouvernent prennent délibérément des décisions contraires aux intérêts de la population, elle ne peut pas imaginer qu'elle serait gouvernée par des monstres de cruauté, et pourtant c'est bien le cas. Espérons qu'elle parviendra à en prendre conscience, il n'y a pas de raison qu'il en sera autrement à un moment donné.

Nous n'avons pas vécu la guerre, donc si on n'a pas étudié comment la situation évolue entre le début et la fin d'une guerre, on ignorera comment cela se passe chaque fois. Au début la population enthousiaste part à la boucherie la fleur au fusil, elle est favorable à la guerre, puis, les mois ou les années passant, elle commence à trouver le temps long et à se poser de nouvelles questions, d'autant plus que ses sacrifices et souffrances augmentent ou s'accumulent, ce qu'elle supporte de moins en moins, pour finalement en arriver à la conclusion que cette guerre était inutile ou qu'on l'a menée en bateau, et elle se retourne contre ceux qui selon elle en portait la responsabilité. Assez souvent cela prend la forme d'un mouvement révolutionnaire, plus rarement cela débouche carrément sur une révolution, leur issue dépend uniquement du degré de préparation ou d'organisation de la population...

Macron a déclaré qu'il était en guerre, pas contre un virus, mais contre la population, reste à savoir comment elle va se terminer et dans quel

type de société nous voulons vivre. Plus cette guerre durera, plus elle sera insupportable pour la population, alors il est raisonnablement permis de penser qu'à un moment donné le pouvoir en place sera contesté par la population, quelle forme et quel contenu cela prendra, je l'ignore encore...

Extrait d'un courriel envoyé à ma soeur.

Ici c'est galère, magasins d'alimentation ouvert de 6h ou 6h30 jusqu'à 9h30, 10 maximum, du matin, pas du soir ! Avec leurs conneries, je ne vais pratiquement plus à Pondichéry depuis 15 mois, résultat mon scooter n'est plus assuré, paiement bloqué par Internet, et je n'ai pas renouvelé mon permis valable jusqu'en janvier 2021, c'est juste une formalité administrative, mais avec la corruption généralisée, il faut y retourner plusieurs fois, or depuis un an c'est plus que galère.

C'est la vaccination et le Remdesivir qui sont responsables des variants et de la nouvelle épidémie plus sérieuse que la précédente au Tamil Nadu, dans les Etats où ils traitent avec l'ivermectine les cas et les décès sont en chute libre, Uttar Pradesh par exemple.

Il a suffi qu'il pleuve deux jours de suite pour qu'une cohorte d'Indiens tombent malades, la plupart des gens ont de graves carences en pratiquement tout, sauf en hydrate de carbone ou le sucre, la composante chimique du riz, il y a énormément de diabétique à cause de cela et d'obèses. La santé de la population est mauvaise et fragile en règle générale, donc dans le cas d'une banale épidémie, cela peut dégénérer et devenir rapidement incontrôlable, surtout si les autorités prennent les mesures inverses de celles qu'il faudrait prendre.

Je ne te parlerai pas de politique pour ne pas te souler, mais il faut quand même savoir que tout ce que j'avais prédit se réalise hélas, et le pire est à venir, s'il faut en arriver là pour que les gens prennent enfin conscience qu'il faut changer de régime et passer au socialisme, tant mieux, car sinon c'est l'enfer qui nous attend, ce serait inévitable. Quel avenir pour les jeunes, pourquoi aller à l'école, quel intérêt y aurait-il à étudier, si c'est pour vivre dans une société aussi pourrie, je suis convaincu que la plupart des jeunes se posent ces questions, c'est très grave.

J'interviens toujours régulièrement dans le blog du Dr. Maudrux, je passe un temps fou à rédiger mes commentaires, même les plus courts, je pèse chaque mot et j'essaie d'être le plus précis et clair possible, la plupart des lecteurs sont des bacs +5 à 10, donc il faut éviter de raconter des conneries. Tu vois, en fait je suis quelqu'un de très équilibré et sérieux contrairement aux apparences, mais je suis intransigeant sur les principes ou les valeurs que j'ai adoptés.

Tiens, je terminerai en disant un mot à propos des photos. On ne porte pas le même regard sur les gens quand on les fréquente quotidiennement ou régulièrement, et lorsqu'on ne les a pas vu depuis des années ou des décennies. Il faut toujours prendre du recul pour porter une appréciation sur quelque chose ou quelqu'un, sinon on prend le risque de se planter. C'est avec l'âge que généralement on se rend compte de ce genre de truc et des conneries qu'on a pu dire ou faire, si je faisais la liste des miennes, on y serait encore demain !

D'une certaine manière, je suis un homme relativement heureux, c'est dû essentiellement au fait que je comprends beaucoup plus de choses qu'autrefois, parce que j'ai acquis une grande liberté de penser à force d'étudier et de réfléchir. Il y a des gens qui disent que cela ne sert à rien, ils ont manifestement torts.

Un petit mot sur la situation sanitaire.

Si les gens ne réalisent pas qu'ils font l'objet d'une sordide manipulation, ils doivent s'attendre à vivre ainsi le restant de leurs jours ou bien pire encore, car plus ils accepteront de mesures contraignantes et plus on leur en imposera de nouvelles, c'est toujours ainsi que cela se passe sous les régimes tyranniques.

Il aurait suffi de traiter et d'isoler les malades dès le début, ce qui se fait habituellement, quand on est malade, on reste chez soi, on se repose, et l'épidémie n'aurait même pas atteint le niveau de la grippe où elle serait terminée depuis mars-avril 2020. Si Macron s'y est opposé, c'est que ses décisions n'ont pas été guidées ou motivées par la santé de la population, sachant qu'elles seraient nuisibles et causeraient des milliers de morts qui auraient pu être facilement évités.

C'est un des aspects de la situation que la population a le plus de mal à saisir, que ceux qui la gouvernent prennent délibérément des décisions contraires aux intérêts de la population, elle ne peut pas imaginer qu'elle serait gouvernée par des monstres de cruauté, et pourtant c'est bien le cas. Espérons qu'elle parviendra à en prendre conscience, il n'y a pas de raison qu'il en sera autrement à un moment donné.

Nous n'avons pas vécu la guerre, donc si on n'a pas étudié comment la situation évolue entre le début et la fin d'une guerre, on ignorera comment cela se passe chaque fois. Au début la population enthousiaste part à la boucherie la fleur au fusil, elle est favorable à la guerre, puis, les mois ou les années passant, elle commence à trouver le temps long et à se poser de nouvelles questions, d'autant plus que ses sacrifices et souffrances augmentent ou s'accumulent, ce qu'elle supporte de moins en moins, pour finalement en arriver à la conclusion que cette guerre était inutile ou qu'on l'a menée en bateau, et elle se retourne contre ceux qui selon elle en portait la responsabilité. Assez souvent cela prend la forme d'un mouvement révolutionnaire, plus rarement cela débouche carrément sur une révolution, leur issue dépend uniquement du degré de préparation ou d'organisation de la population...

Macron a déclaré qu'il était en guerre, pas contre un virus, mais contre la population, reste à savoir comment elle va se terminer et dans quel type de société nous voulons vivre. Plus cette guerre durera, plus elle sera insupportable pour la population, alors il est raisonnablement permis de penser qu'à un moment donné le pouvoir en place sera contesté par la population, quelle forme et quel contenu cela prendra, je l'ignore encore... Quand on a étudié l'histoire et qu'on l'a en tête, on a l'esprit relativement tranquille. Le pire, c'est de ne pas comprendre ce qui se passe, parce qu'on pourra en arriver à perdre l'espoir que le meilleur est encore possible, et c'est le cas.

Courriel envoyé à un contact;

- J'étais au courant, si elle veut, elle peut imiter son époux pour le rejoindre. Cela te donne le niveau de conscience des classes moyennes en Inde et ailleurs, en France c'est pareil, entre nous, ils en tiennent une sacrée couche de conneries et de saloperies.

Mais à mon avis le pire ou le plus préoccupant, c'est que ceux qui les dénoncent parmi les classes moyennes, sont tout aussi ignares ou pourris, à des degrés divers évidemment, la lecture des commentaires dans le blog du Dr. Maudrux le confirme si nécessaire.

Il est de bon ton chez le petit bourgeois ou le traître avançant masqué, de dénoncer ceux qui sont intransigeants sur leurs convictions et leurs principes, qui seront qualifiés de gauchistes, d'extrémistes ou de terroristes, dès lors qu'ils s'opposent à l'ordre établi et entendent lui faire expier tous ces crimes ou demeurer fidèle à leur idéal et à leur engagement politique, il en fut ainsi de Robespierre et Lénine notamment. En revanche, ils se montreront particulièrement bienveillants envers les pires criminels ou complices de criminels, de Papon et Bousquet, De Gaulle et Mitterrand, par exemple parmi des milliers.

Ce passage m'a été inspiré après une lecture de plusieurs documents sur le Net consacrés à ces "hommes illustres", un lecteur du blog du Dr. Maudrux ayant cru bon une énième fois de citer de Gaulle, qui n'ignorait pas le passé de Papon à la préfecture de Bordeaux avant de le nommer Préfet de police de Paris, etc.

Le procès de Papon fut une farce cynique, qui s'inscrivit dans un processus lancé par le PS destiné à instrumentaliser l'extrême droite avec le soutien du parti officiel de l'ordre, l'UDR, et 40 ans plus tard, ils remettent cela pour sauver le soldat Macron ou montrer à ses commanditaires qu'il serait prêt à assurer la relève sans rien changer au cas où...

Il faut bien comprendre qu'en désignant comme leur ennemi l'extrême droite et les idées de l'extrême droite, mais non le régime, la Constitution et les institutions de la Ve République, compte tenu qu'ils sont totalement discrédités auprès des masses, cette opération sert à la fois à faire monter l'extrême droite et à protéger le régime, à faire en sorte qu'en 2022 le duel Macron-Le Pen soit inévitable et donne un second mandat à Macron. Autrement dit, ils préfèrent encore ou toujours le fascisme ou le totalitarisme au socialisme, rien de bien nouveau en somme.

En règle générale, toutes les crises et guerres ont servi les intérêts des banquiers et de la réaction, et elles leur ont permis d'accroître leur fortune et leur pouvoir politique, leur puissance sur les peuples, hormis quelques incidents de parcours qui seront rectifiés par la suite.

Contrairement à l'interprétation communément admise ou officielle, c'est la même mais personne ne s'en étonne étrangement, les crises et les guerres sont devenues une réalité parce que personne n'a voulu les éviter, elles ont donc été délibérément provoquées afin de pouvoir en assurer le contrôle et la suite ou l'épilogue était déjà écrit à l'avance, disons les grandes lignes. Par exemple, les premières déclarations annonçant l'Union européenne datent des années 43-44, pour celles dont j'ai eu connaissance, il en existe peut-être d'autres qui dataient d'avant.

L'interprétation de l'histoire qui nous a été servie, fut le produit d'une méticuleuse, monstrueuse et perpétuelle falsification, au point qu'on a pratiquement perdu la trace de l'origine exact des principaux évènements qui ont marqué le XXe siècle, ce qui ne permet pas aux gens de comprendre ce qui s'est réellement passé, quitte à se renouveler sans qu'ils s'en aperçoivent, ce à quoi nous assistons aujourd'hui.

Il est assez facile de comprendre, que pour profiter d'un évènement ou s'en sortir bien ou indemne, quand il se présente mal ou quand il comporte une menace ou un risque, lorsque cela est possible, il est préférable de le déclencher, afin d'en garder le contrôle pour pouvoir agir sur son orientation en fonction de nos intérêts. Cela signifie qu'il faut en avoir pleinement conscience, au mieux avant qu'il ne se produise ou au pire dès le début, ce que les peuples ignorent ou ne sont pas en mesure de faire, ce qui explique pourquoi ils seront prêts à croire n'importe quelle interprétation ou à se faire manipuler à leurs dépens.

Quand cela coince sur le plan économique, il n'y a rien de plus facile que déclencher une crise financière, boursière, c'est un jeu d'enfant. D'ailleurs n'entend-on pas dire pendant des mois ou des années qu'elle sera inévitable, donc je n'invente rien en disant cela, je m'en tiens strictement aux faits. Quand elle éclate, c'est que l'oligarchie financière a décidé que le moment était venu de passer à l'action, c'est tout. Elle ferme les robinets ici ou là, elle vend un énorme paquet d'actions déclenchant une réaction en cascade prévisible, elle retire le tapis ou la confiance à un important opérateur financier, affolés ses plus gros partenaires ou clients font de même déclenchant un mouvement de panique, etc.

C'est tellement évident, banal, qu'on en arrive à la conclusion, qu'il faut être malhonnête pour l'ignorer et croire, relayer la version officielle, selon laquelle les choses se seraient passées naturellement sans l'intervention de quiconque, ce serait l'avidité ou la cupidité de quelques banquiers ou hommes d'affaires qui en serait à l'origine, patati et patata.

C'est ce qu'on nous a servi en 2008, mais ce qu'ils n'ont pas dit, c'est que si, ni le Trésor américain ni les autres banques n'ont accepté de voler au secours de Lehmann Brothers, tous étaient parfaitement informés depuis longtemps de la situation qui concernait également d'autres banques et institutions financières (immobilier, assurance...), qui par la suite vont continuer à se livrer aux mêmes trafics, à ceci près que cette opération leur aura permis d'empocher des centaines de milliards de dollars, ce qui en réalité constituait leur principal objectif, en plus de faire le ménage dans certains secteurs financiers, modifier la réglementation pour mieux les contrôler, etc. car la poignée de milliardaires à l'origine de tous ces coups pourris, aussi puissants soient-ils, ils ne peuvent pas détenir l'ensemble de l'économie ou des richesses, il leur faut donc passer par différents stratagèmes pour en assurer le contrôle, sachant que ce sera suffisant pour empêcher que de fâcheux incidents se produisent indépendamment de leur volonté, et qui risqueraient de contrarier leur plan ou leur stratégie politique.

Ils savent que le capitalisme est en faillite, au bout du rouleau, en état de crise permanente, et que plus le temps passe plus la situation va

devenir ingérable, tendue à l'extrême, extrêmement dangereuse, d'où le recours ouvertement à des mesures de type mafieuse et criminelle pour préserver leur pouvoir, les mystifications climatique et virale en font partie pour nous imposer un régime fasciste ou totalitaire, parce qu'ils ont épuisé tous les autres moyens dits démocratiques, qui s'avéraient être une imposture, ce dont les peuples n'ont pas encore réalisé, mais ils vont y venir.

Toutes les crises et guerres sont conçues pour donner un peu d'oxygène au capitalisme qui étouffe ou agonise, lui fournir un nouveau répit jusqu'à la prochaine fois.

Il faut bien distinguer, la crise qui est le produit des lois de fonctionnement du capitalisme ou qui est inhérente aux rapports sociaux et aux contradictions sur lesquels il repose, crise qui conduit infailliblement à l'effondrement du capitalisme et à l'affrontement direct ou violent entre les classes, à une révolution sociale et politique, et la crise telle qu'elle est instrumentalisée, orientée, provoquée par les plus puissants banquiers. Et pour avoir confondu les deux, on ne s'est pas aperçu, que celle orchestrée par l'oligarchie menait à un tout autre modèle de société, celui qu'ils tentent de nous imposer aujourd'hui, où tous les principes, toutes les valeurs, toutes les lois ou règlements, toute connaissance ou croyance même ayant eu cours jusqu'à présent doivent impérativement disparaître, sauf quand ils peuvent encore servir leurs intérêts, y compris des pans entiers du capitalisme qu'ils ont décrété nuisibles ou obsolètes, dangereux, polluant, etc. même lorsqu'ils étaient extrêmement rentables.

Dès lors, on ne peut pas invoquer des facteurs économiques pour expliquer ce revirement, cet argument ne tient pas. On peut encore moins attribuer aux oligarques de céder à une soudaine crise de conscience pour les monstrueuses souffrances qu'ils n'ont cessé d'imposer à tous les peuples, il faut être sérieux.

Non, ils sont tout simplement parvenus à la conclusion qu'ils détenaient dorénavant suffisamment de pouvoir économique et politique pour imposer leur volonté à l'humanité toute entière en dehors de tout autre critère, ce qui peut paraître complètement fou, et parce que cela l'est effectivement, personne ne parvient à réaliser vraiment ce qui est en train de se passer. Personne ne veut croire que ce soit possible, et pourtant, car il n'existe aucune autre explication un tant soit peu cohérente pour justifier leur politique. Seul un modèle de société policière, liberticide, esclavagiste, totalitaire peut dorénavant garantir la pérennité de leur hégémonie et de leurs privilèges sur le reste de la société.

Le défaut ou la faiblesse de leur concept, c'est qu'il ne met pas fin à l'existence des classes sociales et à leur antagonisme, donc à la lutte des classes, ce qui signifie que la lutte pour le socialisme est plus que jamais à l'ordre du jour pour éradiquer le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme de la surface de la planète. A suivre.

Il y a un aspect important de la situation que je n'ai pas abordé ici, ils ciblent actuellement les classes moyennes.

C'est leur cible privilégiée. Les ouvriers et les employés, qui ont perdu leur travail au cours des 14 derniers mois, sont relativement marginaux par rapport aux dizaines de millions qui l'ont conservé. Le gouvernement a même été jusqu'à garantir le versement de leurs salaires en totalité ou en grande partie. Ils sont considérés comme une masse négligeable, facilement manipulable, conditionnée, ignare, c'est le mouvement ouvrier corrompu qui en assure le contrôle ou qui en est le chien de garde, Macron peut avoir confiance en ses dirigeants. Macron est tranquille de ce côté-là, il peut concentrer ses coups contre les classes moyennes...

On a pu observer que tous les partis dits de gauche ou d'extrême gauche étaient des adeptes zélés de la muselière, de tous les "gestes barrières" (et de la vaccination, donc du pass sanitaire) qui ont pour fonction de diviser le prolétariat, briser sa résistance, accroître son atomisation. L'ensemble de ces mesures avaient pour fonction de laisser les mains libres à Macron pour lui permettre d'adopter de nouvelles mesures antisociales ou liberticides sans encombre ou presque. Jusqu'à quand, nul ne le sait.

Tiens, au passage, cela confirme ce que je rappelais récemment à propos de la fondation du mouvement ouvrier qui était à mettre au compte d'éléments des classes moyennes au XIXe siècle. Ces éléments des classes moyennes ont entrainé derrière elles des pans entiers des classes moyennes, qui à leur tour ont entrainé au combat politique des couches entières de la classe ouvrière. On pourrait prédire que le même scénario va se reproduire, à ceci près que le contexte social n'est pas du tout le même, donc je crains que ce soit beaucoup plus compliqué et long, sauf coup de théâtre, mais on ne voit pas lequel, puisque la majorité des classes moyennes a soutenu les mesures liberticides prises par Macron ou elle ne s'y est pas opposée, allez assister à un concert de Chopin masqué, où est le problème franchement. A suivre

Bref, on sait à peu près à quoi s'en tenir.

Nous n'avons pas à craindre de subir le même sort que Robespierre et les compagnons de Lénine, et absolument rien ne justifie qu'on modifie d'une virgule notre discours ou plutôt son orientation révolutionnaire.

« La clémence qui compose avec la tyrannie est barbare. »

Maximilien ROBESPIERRE (1758-1794), Discours du 28 décembre 1792 au procès de Louis XIV

« Le gouvernement de la Révolution est le despotisme de la liberté contre la tyrannie. »

Maximilien ROBESPIERRE (1758-1794), Discours « Sur les principes de morale politique qui doivent guider la Convention », Convention, 5 février 1794

Gluckstein, en réhabilitant les droits de l'homme il signifie que de jacobin il est devenu girondin ! Voilà à quoi on aboutit à force de se renier, pour parodier Marx, on finit par perdre son âme.

« Les Français sont le premier Peuple du monde qui ait établi la véritable démocratie, en appelant tous les hommes à l'égalité et à la

plénitude des droits du citoyen... »

Maximilien ROBESPIERRE (1758-1794), Discours « Sur les principes de morale politique qui doivent guider la Convention », Convention, 7 février 1794

Source :

https://www.histoire-en-citations.fr/indexation/robespierre?page=1

TROISIEME PARTIE. MES COMMENTAIRES PUBLIÉS DANS LE BLOG DU DR. MAUDRUX ENTRE LE 21 ET LE 27 MAI.

De plus en plus de propagande politique dans ce blog dont l'orientation est conformiste, légitimiste, réactionnaire, où l'anticommuniste primaire doté d'une grosse dose d'ignorance se traduit par de multiples amalgames avec le stalinisme, que je n'ose même pas caractériser, et j'en passe.

Sinon, il y en a qui se lâchent en traitant les classes populaires de veaux ou de moutons, alors qu'en la matière ils ont acquis une solide expérience sous la Ve République, ce sont même eux qui leur ont montré l'exemple, les classes moyennes. Qu'espèrent-ils gagner à ce jeu de cons ? Remporter la palme, on leur cède volontiers. On comprend que cela soulage leur conscience ou qu'après avoir cautionné ou laisser faire les pires crimes, ce qui revient au même, peu importe qu'ils en aient eu ou non conscience, il leur faille trouver des boucs émissaires à défaut de remettre en cause le régime ou d'envisager de l'affronter pour le renverser, quelle horreur, une révolution ! Ils préfèrent encore partager la responsabilité du sang de ses victimes ou lui faire allégeance à la première occasion. Ce ne sont pas forcément des lâches, ils ont tout simplement adopté l'idéologie qui leur permettait de préserver leur mode de vie relativement confortable. Et la meilleure, c'est qu'ils osent nous donner des leçons d'humanisme, en cela ils n'ont rien à envier aux psychopathes endurcies qui nous gouvernent, et dont ils dénoncent le manque d'empathie, ils font la paire. Ils font sans doute partie des "Je suis Charlie", qui se plaignent aujourd'hui du traitement de cette crise par les médias, quelle misère ! S'en rendent-ils seulement compte ?

C'est le genre de contradictions qui laissera de marbre la plupart d'entre eux, ils les nieront ou ils les mépriseront en silence ou violemment. Sont-ils capables d'évoluer ? Qu'il nous soit permis d'en douter, bien qu'on l'espère toujours, d'une certaine manière nous n'avons pas le choix, et c'est uniquement pour cela qu'on supporte leurs sorties qui manquent franchement de discernement ou outrepassent la décence la plus élémentaire. Quel animal dans leur bestiaire écervelé évoque une telle insouciance, inconsistance ?

- J'ai relevé les adresses de l'Ordre des médecins :

– conseil-national@cn.medecin.fr

– vaucluse@84.medecin.fr

Pensez-vous qu'il serait utile de leur envoyer des courriels pour exiger qu'ils abandonnent leur poursuite à l'encontre du Dr. Maudrux, sans préjuger de l'efficacité éventuelle d'une telle démarche, disons, juste histoire de leur montrer l'inanité de la leur, puisque ni eux ni personne ne pourra empêcher la vérité de se frayer un chemin vers la population et de triompher un jour ou l'autre ?

C'est en tout cas ce que je vais faire en mentionnant seulement ceci pioché dans ce blog :

Madame, Monsieur,

Je vous demande de bien vouloir abandonner toute poursuite à l'encontre du Dr. Maudrux pour les raisons exposées ci-dessous.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations respectueuses.

https://ivmmeta.com

Ivermectin for COVID-19: real-time meta analysis of 56 studies

https://ivmmeta.com/ivm-meta.pdf

Conclusion.

L'ivermectine est un traitement efficace contre le COVID-19. La probabilité qu'un traitement inefficace produise des résultats aussi positifs que les 56 études à ce jour est estimée à 1 sur 2 billions (p = 0,0000000000000041). Comme prévu pour un traitement efficace, le traitement précoce est plus efficace, avec une réduction estimée de 78% de l'effet mesuré à l'aide d'une méta-analyse à effets aléatoires (RR 0,22 [0,12-0,39]) . Une mortalité inférieure de 81% et 96% est observée pour le traitement précoce et la prophylaxie (RR 0,19 [0,07-0,54] et 0,04 [0,00-0,58]). Des améliorations statistiquement significatives sont observées pour la mortalité, la ventilation, l'hospitalisation, les cas et la clairance virale. La cohérence des résultats positifs dans une grande variété d'études hétérogènes est remarquable, avec 95% des 56 études rapportant des effets positifs (26 statistiquement significatifs isolément). Fin.

Il faut s'en tenir à l'essentiel, et malheureusement on a trop tendance à s'en écarter, à s'éparpiller. Inutile aussi de les insulter, d'être

discourtois, d'adopter un ton agressif ou menaçant, même si ce n'est pas l'envie qui nous manque, ce sont des ordures, faisons preuve au contraire de lucidité et de maîtrise, histoire de leur faire comprendre que rien ni personne n'ébranlera notre détermination et le soutien que l'on apporte au Dr. Maudrux.

- Merci. Correction vitamine D 60000 UI, je n'avais pas les bonnes lunettes !

Créer chaque fois un nouveau fil pour l'histoire de mon beau-fils, je crains de trop monopoliser ce blog, cela me gêne, ou alors j'ajouterai cela avec d'autres infos.

Tenez , j'en ai une justement et elle est intéressante. Ma voisine m'a dit qu'à l'hôpital Jipmer de Pondichéry ils avaient arrêté de vacciner. J'ai eu un de mes beaux-frères au téléphone qui vit à Pondichéry, il m'a dit que personne ne voulait plus se faire vacciner depuis que le célèbre acteur tamoul Vivek en était mort.

N'y aurait-il pas en France une personnalité adulée des Français qui voudrait se dévouer pour la bonne cause ? C'est con, mais ils ont besoin d'un violent choc émotionnel pour ébranler leur confiance dans les puissants ou ceux qui les représentent.

Mais ce qui me sidère le plus, ce sont les gens cultivés qui se demandent comment on a pu en arriver là, à croire que le passé n'a jamais existé, qu'ils sont amnésiques ou qu'ils n'en ont rien retenu ou encore, que l'interprétation qu'ils avaient retenue ne correspondait pas vraiment à la réalité. En reprenant tout depuis le début de manière objective et impartiale, c'est-à-dire sans dogme ou a priori, on devrait arriver à s'en sortir, j'en ai la conviction profonde, c'est d'ailleurs ce qui me guide.

- Fulgurant je confirme, sous les yeux, en 2 jours à peine mon beau-fils de 29 ans est rétabli, il n'en revient pas lui-même, personne d'ailleurs, sa mère le voyait déjà mort ! Ivermectine 12mg J0, J1, J3 à venir par précaution, Azithromycine 500mg pendant 8 jours, Zinc 50mg 3 jours, la dose normal est de 25 mg, donc on va diminuer à partir de J5, Vitamine D 60.000 UI un comprimé J0 et J8, on verra par la suite.

La question ensuite est de savoir si la personne a une alimentation saine et équilibrée, son mode de vie, son âge, et son état de santé en général, etc.

- Dans la revue de presse du jour. Dénis, bûchers et crimes en bande organisée.

Covid-19 : ce que l'on sait de la vidéo d'un pompier qui affirme qu'il y a une hausse des AVC à cause du vaccin – Yahoo Actualités 26 mai 2021

https://fr.news.yahoo.com/covid-19-video-pompier-hausse-avc-vaccin-145912268.html

– Selon l'ANSM, aucun lien entre AVC et vaccin n'a été démontré.

– Selon le représentant syndical de SUD interrogé par le Progrès, "notre collègue a été dépassé par la situation".

– Selon Libération, l'affaire est prise très au sérieux. Le pompier a été convoqué par son chef de centre. L'affaire est même remontée au ministère de l'Intérieur, poursuit CheckNews. Yahoo Actualités 26 mai 2021

JCT – Son tort, devinez.

– …lors d'une réunion publique en ligne du député du Rhône Thomas Gassilloud (LREM), le 20 mai dernier. Il émet des doutes sur l'efficacité annoncée des vaccins. Le pompier intervient (à partir de 28'40) au sujet de la mise en place du pass sanitaire, auquel il est opposé, dénonçant un "état de peur constant" maintenu par "quelques journalistes et scientifiques". Il déplore que le gouvernement "incite à se faire vacciner"… (SUD et LREM = Même combat ! – JCT)

– Vaccin AstraZeneca : le mannequin Stephanie Dubois décède à 39 ans après avoir fait part d'effets secondaires préoccupants – voici.fr 26 mai 2021

https://www.voici.fr/news-people/actu-people/vaccin-astrazeneca-le-mannequin-stephanie-dubois-decede-a-39-ans-apres-avoir-fait-part-deffets-secondaires-preoccupants-704637

– Quelques jours après avoir reçu la première injection du vaccin AstraZeneca, le mannequin britannique Stephanie Dubois est décédé à l'âge de 39 ans. Pour l'heure, le lien entre sa mort et l'injection n'a pas été établi, mais une enquête doit être menée pour déterminer les causes exactes de son décès.

– Les responsables de l'hôpital d'Etat de Chypre dans la capitale, Nicosie, ont déclaré qu'elle n'avait aucun problème de santé sous-jacent…

– Les causes exactes de sa mort doivent faire l'objet d'une enquête par l'Agence européenne des médicaments (EMA), a déclaré Charalambos Charilaou, un porte-parole des services de santé chypriotes. De son côté Elena Panayiotopoulou, responsable des services pharmaceutiques au ministère de la Santé, a déclaré auprès du Sun Online : "Nous ne serons peut-être jamais sûrs que sa mort est liée au vaccin AstraZeneca.

- Complément.

Australie. Pas assez de morts, ce n'est pas normal, comment faire pour en rajouter ? Mode d'emploi.

- Covid-19: confinement immédiat des 5 millions d'habitants de Melbourne - BFMTV 27 mai 2021

https://fr.news.yahoo.com/covid-19-confinement-imm%C3%A9diat-millions-041448833.html

Il s'agit du quatrième confinement de la deuxième plus grande ville d'Australie depuis le début de la pandémie.

L'Australie totalise depuis le début de la pandémie moins de 30.000 cas de Covid-19, avec moins d'un millier de morts dans le pays.

Il est reproché à l'Etat d'avoir mis en place une campagne vaccinale trop lente. Sur une population de 25 millions d'habitants, seules 3,7 millions de doses ont été administrées.

- Covid-19 : l'Académie de médecine préconise de rendre le vaccin obligatoire.

– L'institution estime que ni les gestes barrières, ni les confinements, ne peuvent endiguer durablement l'épidémie. – Le Figaro/AFP 25 mai 2021

L'Académie nationale de médecine estime mardi 25 mai indispensable de rendre le vaccin contre le Covid-19 obligatoire pour de nombreuses professions et de vacciner enfants et adolescents, seul moyen selon elle d'atteindre «une immunité collective suffisante pour contrôler l'épidémie». Le Figaro/AFP 25 mai 2021

– Le carnet de rappel sera obligatoire à l'entrée des bars, restaurants et salles de sport – Le Figaro/AFP 25 mai 2021

À partir du 9 juin, le gouvernement va encourager l'usage de l'application TousAntiCovid Signal pour scanner des «QR Codes» à l'entrée de ces établissements. Le Figaro/AFP 25 mai 2021

Un lecteur a écrit hier : "Les dés sont pipés pour une résolution juridique et l'étau légal et administratif se resserre chaque jour. L'heure est grave mais peu s'en rendent compte ou sont trop résignés pour tout simplement dire "basta!". Face à cette agression de trop, le droit à l'insurrection du peuple pour renverser le régime est légitime.

- Pour se détendre un instant. On n'arrête pas le délire. Un monde dirigé par des dingues.

Renifler le Covid-19 : des chiens parviendraient à détecter le virus dans 94% des cas – euronews 25 mai 2021

https://fr.euronews.com/2021/05/25/renifler-le-covid-19-des-chiens-parviendraient-a-detecter-le-virus-dans-94-des-cas?utm_source=yahoo&utm_campaign=feeds_news&utm_medium=referral

https://www.medicaldetectiondogs.org.uk/covid-19-detection-dogs/

La directrice scientifique du MDD et la chercheuse principale de l'essai, Claire Guest ont déclarée que des chiens avaient détecté "l'odeur de la maladie sur des vêtements portés par des personnes infectées", et de préciser que "chaque fois que les chiens ont pris la bonne décision, ils ont reçu une récompense alimentaire ou un jeu de balle", pas folle la bête ! Et d'en conclure que "nous sommes maintenant certains que les chiens seraient mieux utilisés comme premier outil de dépistage rapide".

– "Les chiens ont indiqué que le COVID-19 avait en effet une odeur détectable que les chiens pourraient être entraînés à détecter de manière fiable. (…) Nous sommes maintenant certains que les chiens seraient mieux utilisés comme premier outil de dépistage rapide, suivi d'un test PCR de confirmation uniquement pour les individus indiqués comme positifs par le chien", ne doutant de rien "nous avons constaté que les chiens pouvaient détecter correctement si quelqu'un est infecté par le covid dans 94% des cas", ils "sont capables de détecter les personnes qui ne présentent aucun symptôme et celles dont la charge virale est faible", raconte James Logan, professeur à la London School of Hygiene and Tropical Medicine.

Flagrant délit de manipulation de l'information.

– Des chercheurs du laboratoire de Wuhan ont été hospitalisés avec des symptômes du Covid dès novembre 2019 – BFMTV 24 mai 2021

https://fr.news.yahoo.com/chercheurs-laboratoire-wuhan-%C3%A9t%C3%A9-hospitalis%C3%A9s-142718092.html

Cette info provient du Wall Street Journal. Problème, l'affirmation contenu dans le titre est remise en cause dans l'article :

– Le quotidien américain se base sur un rapport des services de renseignement américains qui vient corroborer les informations d'une fiche du département d'Etat diffusée (qui) indiquait que plusieurs chercheurs du laboratoire était tombés malades à l'automne 2019 avec "des symptômes compatibles avec le Covid-19 et une maladie saisonnière courante" (BFMTV 24 mai 2021), autrement dit, ils n'étaient pas en mesure de préciser ni la nature exacte de cette maladie ni son origine.

- Ils ne vous, ils ne nous feront pas taire.

Depuis qu'on vaccine (anticovid), la mortalité moyenne quotidienne a augmenté dans 13 pays sur 14 par Frédéric Gobert et Gabriel Faugloire – Mondialisation.ca, 24 mai 2021

https://www.mondialisation.ca/depuis-quon-vaccine-anticovid-la-mortalite-moyenne-quotidienne-a-augmente-dans-13-pays-sur-14/5656864

J'ai lu dans un autre article un avertissement à retenir :

– «Nul ne peut se faire dévacciner»

- Sérieux sur quoi ? Les illusions ont encore de beaux jours devant elles, c'est à craindre hélas ! Je ne dis pas cela pour vous, c'est général.

Apparemment quoiqu'il se passe dans le monde, on refuse ou on est incapable d'en tirer les leçons. C'est cela le véritable drame de la civilisation humaine, l'inertie de l'histoire qui la tire en arrière l'empêchant d'avancer pour réaliser son émancipation. Il y a dorénavant urgence à en prendre enfin conscience, pour agir et faire table rase du passé et du présent qui nous conduisent à l'abîme…

- Répondre à Mars.

Une intervention exemplaire à relayer assurément.

Comment la traduire en termes politiques ? Là est la question, à laquelle malheureusement on peine à répondre, parce qu'elle impliquerait un bouleversement ou un changement de société auquel nous ne sommes pas préparés. A force de confondre le pire et le meilleur, on va finir par n'avoir plus le choix.

Qu'on réfléchisse un instant,. On nous a menti sur tout, alors pourquoi ne nous aurait-on pas menti en affirmant qu'il n'existerait pas d'alternative politique, en terme de régime économique et social ? Il faut briser cette croyance, pour que notre aspiration à la démocratie et à la liberté se réalise.

- Répondre à Mars

Désolé, LFI est opposée à tout changement de régime économique et social, ce sont eux qui le disent, je précise.

- Répondre à Jrocher et pas seulement.

Si l'histoire faisait l'objet d'une véritable étude scientifique, on s'apercevrait qu'elle est régie par les lois du matérialisme dialectique que les hommes ignorent, et que si ces lois ont permis de passer du paléolithique au néolithique, et successivement de l'esclavage à la féodalité, puis au capitalisme, elles doivent également permettre à la civilisation humaine de passer à un stade supérieur de développement une fois débarrassée du carcan du capitalisme qui l'étouffe…

Ceux qui ont découvert ces lois au milieu du XIXe siècle (Marx et Engels) ont théorisé ce processus, alors que ni les conditions objectives et ni les conditions subjectives n'étaient mûres pour passer au stade de développement supérieur. Du coup, ceux qui ont saisi les occasions qui se présentaient à eux de tenter cette expérience devaient, soit échouer malgré eux ou parce qu'il ne pouvait pas en être autrement (La Commune), indépendamment de leur volonté, soit ils devaient trahir leur engagement ou abandonner cette expérience (URSS à partir de Staline ou 1924) ou encore la dévoyer (Chine entre autres).

De nos jours, si les conditions objectives ou matérielles sont mûres pour franchir cette étape au niveau du développement des forces productives ou du capitalisme si vous préférez, tout le monde sait qu'on est en mesure de produire et de satisfaire les besoins matériels de l'ensemble de la population. En revanche, au niveau des individus il en est tout autrement, dans la mesure où la majorité de la population dispose encore des moyens financiers lui permettant de satisfaire ses besoins matériels ou les plus élémentaires, ce qui va avoir une incidence sur leur comportement ou les conditions subjectives, la manière dont ils perçoivent leur condition d'existence, la société, etc., de telle sorte que ce facteur va constituer un obstacle à leur prise de conscience du monde dans lequel ils vivent, autrement dit, sans un effondrement économique et social généralisé tout changement de régime demeurera irréalisable sérieusement.

J'ai voulu croire ou j'avais posé l'hypothèse qu'on pourrait peut-être s'éviter d'en passer par une telle épreuve douloureuse, si le niveau de conscience des classes populaires et particulièrement des classes moyennes parvenait à s'élever à la hauteur des tâches historiques qu'elles avaient à accomplir, mais force est de constater que tel n'est pas le cas malheureusement, on peut le constater quotidiennement. J'en conclus donc que cette hypothèse ne peut pas être retenue, parce que les éléments les plus évolués des classes populaires et des classes moyennes se sont laissés corrompre par l'idéologie du régime… Par conséquent, il va falloir en passer par une nouvelle période de désastres sociaux et de tyrannie, de barbarie, pour espérer enfin trouver la voie de notre libération et renouer avec le progrès social… Notez

bien que je ne la souhaite pas, vous vous en doutez, pour autant, sachant qu'elle est inévitable et qu'elle figure paradoxalement comme notre seul espoir de nous en sortir, je soutiendrai évidemment toutes ses victimes, sans toutefois tenter de m'opposer à ce processus, parce que je sais qu'il sera salutaire. Si vous examinez attentivement comment s'est réalisée l'évolution de la civilisation humaine, j'engage chacun à le vérifier, vous vous apercevrez qu'il en a toujours été ainsi, tous les progrès sociaux et politiques ont été enfantés dans la douleur…

- Répondre à Madi.

Plutôt léger, non ?

Permettez-moi d'aller plus loin. Où est passée l'honnêteté chez des gens cultivés qui justifient l'exploitation et l'oppression et qui se prétendent humanistes ? Cet argument n'a aucune valeur, hormis démagogique, chez ceux particulièrement qui ne peuvent pas ou qui ne veulent pas concevoir qu'ils auraient une grave défaillance au niveau de leur conscience, cela leur sert juste à se donner bonne conscience. Et ce n'est pas une question de connaissance, car c'est une équation accessible à tous dès l'âge de 2 ou 3 ans.

S'en remettre à des vertus ou à la morale, c'est se faire de graves illusions sur ce qui guide le comportement des hommes, dans une société où ces valeurs sont forcément malmenées… C'est seulement lorsque leur intégrité ou leurs intérêts fondamentaux sont directement menacés, de préférence violemment, que les hommes se retrouvent face à un cas de conscience qui les force à réfléchir et à modifier le regard qu'ils portaient sur leurs conditions et le fonctionnement de la société, ce qui leur permet opportunément d'élever leur niveau de conscience et d'agir pour écarter cette menace ou la mettre en échec temporairement, car dans ce domaine rien n'est acquis définitivement ou rarement, si le contraire prévalait, cela se verrait ou se saurait depuis longtemps, et nous n'en serions pas rendu là.

- Réponse à Fabien Lyraud.

Ne serait-il pas possible de demander à un médecin d'établir un certificat de vaccination de complaisance ou un faux certificat si vous préférez ? Pour moi qui vit en Inde, si la question venait à se poser, je sais qu'en y mettant le prix, je l'obtiendrais.

J'ai travaillé dans plus de 45 entreprises, j'ai été licencié une douzaine de fois. Un jour un patron m'a dit, que sur le plan professionnel il n'avait absolument rien à me reprocher bien au contraire, j'étais technicien en bureautique (SAV), mais il ne supportait pas ma personnalité, mes idées si vous préférez. Il m'a dit textuellement qu'il me casserait. Il m'a envoyé 7 lettres recommandées pour un entretien avant licenciement (Art. L122.12 du Code du travail, le seul que je connaisse par cœur !), et ce n'est qu'au bout de cette septième lettre qu'il m'a viré, dépité par ma détermination inébranlable. C'était évidemment un licenciement abusif, sans motif valable ou sérieux, peu importe, c'est moi qui avais remporté ce duel, en souriant je me suis approché de lui, et je lui ai serré la main en lui disant merci et adieu.

Donc que ceux qui trouveront toujours un bon prétexte pour se faire vacciner ou accepter je ne sais pas quoi, ne s'étonnent pas si on ne leur accorde aucune considération. Chacun étant évidemment libre de choisir son destin, les occasions étant si rares au cours d'une vie, méritent qu'on y réfléchisse à deux fois avant de prendre une décision irréversible. Bon courage.

Répondre à Gérard Maudrux

Bien sûr qu'ils savent. Lu dans cet article de LCI.

– … à l'AFP un professeur en biologie. Cet expert glisse que "tout le monde s'accorde à dire que le bilan est sous-estimé"

Une peau de banane !

L'Inde est certes encore un pays sous-développé, mais quand même : Un Indien quelle que soit sa condition, du lettré au plus arriéré (sans être péjoratif je précise, ma compagne Selvi de 50 ans est illettrée), quand il est vraiment malade, il file chez le médecin ou à l'hôpital, personne ne se laisse crever comme un chien, pas même le plus misérable, tout le monde tient à sa peau ou essaie de la sauver quand elle est menacée, normal. Donc, il sera ausculté et diagnostiqué et de préférence traité. L'info remontera aux autorités sanitaires, OK. Donc, il n'y a pas de cadavres dans les placards ou dissimulés.

Continuons. Pourquoi en France et en occident notamment de nombreux témoignages ont-ils fait état de certificats de décès erronés ou truqués attribuant manifestement à tort la mort de patients due au SARS-COV-2 ou à un de ses variants, et n'en serait-il pas de même en Inde ? Parce qu'il faut absolument faire monter la sauce, et maintenir la population en état de terreur ou de psychose permanente ?

Oui mais l'obscurantisme fait des ravages, sans parler des charlatans vantant des remèdes miracles… Sauf que seuls sont concernés des Indiens qui ne sont pas malades, les malades vont chez le médecin ou à l'hôpital. Vous savez, ils sont peut-être très arriérés, mais ils sont humains malgré tout. Pour qui veulent-ils faire passer les Indiens ?

Et il n'y a pas non plus de mort de la Covid-19 à la sauvette, désolé pour ce média pourri. J'aurais pu être à l'origine d'une fake news en prétendant que de nombreux Indiens pratiquaient l'automédication et pouvaient en mourir sans que personne ne sache qu'ils seraient mort de cette maladie. Pas de bol, hormis mon beau-fils à qui j'ai filé un traitement, je n'en connais pas d'autres, les Indiens qui pourraient s'y risquer sont rarissimes ou ils n'existent pas. Voilà la réalité, selon mes observations, je crois n'avoir rien oublié.

Je vis au Tamil Nadu ou Pondichéry depuis près de 30 ans, j'ai enseigné le français au lycée français et à l'Alliance française de Pondichéry.

J'ai donné des cours particuliers à un pédopsychiatre de Jipmer et à un étudiant en médecine. J'ai l'expérience des médecins indiens, des hôpitaux (3) et des cliniques (9 dont des dentistes). Je pratique l'automédication depuis 1996. Je me suis fait opérer une fois. J'ai visité une morgue et j'ai assisté à quelques crémations.

J'ai vu mourir autour de moi ou dans mon entourage un nombre considérable de personnes (suicide (par pendaison ou produit chimique), noyade, serpent, scorpion, assassinat (kérosène, coups (mon beau-père par un de ses fils, vu de mes propres yeux), machette), alcoolisme, accident de la circulation (vélo, moto), accident tout con (tomber d'un arbre en étant bourré), cancer (foie, pancréas), diabète, AVC précoce (40 ans), attaque virale, etc. je ne me souviens pas d'un cas de mort tranquillement pendant son sommeil à un âge avancé, je me demande si cela existe ici, merde ! Bref, j'ai arrêté de compter… Tout cela est bien sordide et triste.

QUATRIEME PARTIE. NOTES SUR LA MACHINATION VIRALE.

En vidéo

- La médecine et la santé publique à l'épreuve du Covid HU Méditerranée-Infection

https://www.youtube.com/watch?v=WUkcsSnVzl0

A 18:47

Pr. Raoult - "Si il doit y avoir un pass"

https://www.youtube.com/watch?v=UVmXvo1FMOc

Le Pr. Raoult n'est pas opposé à un pass sanitaire restreignant nos libertés, conclusion son ambition dévorante, sa misérable vanité l'emporte sur toute autre considération médicale ou humaniste. Celui qui se prend pour un grand scientifique, n'était que l'idiot utile du régime.

- ITW exclusive du Pr. Perronne - May 28th, 2021

https://odysee.com/@waq-up2.21:b/ITW-exclusive-du-Pr.-Perronne:1

- Vaccination Lien Avec les Attaques Vasculaires Cerebrales (AVC) Un Pompier témoigne courageusement - May 24th, 2021

https://odysee.com/@WakeUp:d/Vaccination-Lien-AvecLes-AVC-Un-Pompier-t%C3%A9moigne:9

- Témoignage de Philippe Merle - Décès post vaccin anti-covid

https://www.youtube.com/watch?v=Sx5tHe08AXA

Assasinat de masse programmé. Les vaccins tuent des personnes en bonne santé, y compris des jeunes.

Ils ne peuvent plus nier le rapport de cause à effet.

- L'origine des thromboses suite à une injection AstraZeneca ou Janssen découverte par des scientifiques ? - Yahoo Actualités 27 mai 2021

- AstraZeneca : mort de Lisa Shaw, journaliste de la BBC, à l'âge de 44 ans - voici.fr 28 mai 2021

Lisa Shaw, journaliste pour la radio de la BBC depuis 2015, est décédée à l'âge de 44 ans après avoir été vaccinée à l'AstraZeneca. Comme le rapporte le Guardian, sa famille a révélé dans un communiqué que la journaliste est décédée à l'hôpital après avoir souffert de caillots sanguins, survenus une semaine après sa vaccination. Lisa Shaw a développé de violents maux de têtes sept jours après l'injection et est gravement tombée malade.

La journaliste est décédée à l'infirmerie du Royal Victoria à Newcastle le vendredi 21 mai, après avoir été placée en soins intensifs pour soigner ces caillots sanguins et les saignements.

Au Royaume-Uni, seules les personnes âgées de moins de 40 ans peuvent bénéficier d'une alternative au vaccin Astrazeneca, lorsque cela

est possible. voici.fr 28 mai 2021

- La Belgique restreint le vaccin J&J aux plus de 40 ans après le décès d'une patiente jeune - BFMTV 26 mai 2021

Les autorités belges ont annoncé mercredi restreindre le vaccin anti-Covid de de Johnson & Johnson (Janssen) aux plus de 40 ans, dans l'attente des résultats d'une enquête du régulateur européen EMA sur le décès en Belgique d'une patiente jeune vaccinée pouvant avoir développé des effets secondaires graves.

Cette patiente de moins de 40 ans, "admise avec une thrombose sévère" et un "déficit de plaquettes sanguines", est décédée le 21 mai, a indiqué la Conférence interministérielle (CIM) Santé publique dans un communiqué.

Elle avait été vaccinée avec le vaccin unidose de Janssen.

- Coronavirus live updates: India has 26 potential cases of bleeding, clotting after AstraZeneca vaccine

https://timesofindia.indiatimes.com/india/coronavirus-lockdown-in-india-covid-19-cases-black-fungus-news-live-updates-16-may-2021/liveblog/82673403.cms

An Indian government panel has found 26 potential cases of bleeding and clotting after administration of AstraZeneca Plc's Covishield vaccine, the health ministry said on Monday."There is a very minuscule but definitive risk of thromboembolic events" after being vaccinated, the data showed.

- AstraZeneca : quatre nouveaux cas de thromboses, dont deux décès en France - Paris Match 16 mai 2021

- Dr KK Aggarwal, Ex-Chief Of Indian Medical Association, Dies Of COVID-19 - May 18, 2021

He took his second vaccine dose in February...

https://www.ndtv.com/india-news/dr-kk-aggarwal-ex-chief-of-india-medical-association-ima-dies-of-covid-19-coronavirus-2443827#News_Trending

---

Quand il agite la menace de la terreur vaccinale.

Covid-19 : l'Académie de médecine préconise de rendre le vaccin obligatoire.

L'institution estime que ni les gestes barrières, ni les confinements, ne peuvent endiguer durablement l'épidémie. - Le Figaro/AFP 25 mai 2021

L'Académie nationale de médecine estime mardi 25 mai indispensable de rendre le vaccin contre le Covid-19 obligatoire pour de nombreuses professions et de vacciner enfants et adolescents, seul moyen selon elle d'atteindre «une immunité collective suffisante pour contrôler l'épidémie».

Déjà évoquée il y a quelques mois, la question de l'obligation vaccinale se heurtait alors à la pénurie de vaccins et aux incertitudes sur leur niveau d'efficacité, mais «avec un taux d'efficacité de 90% à 95% contre les formes graves de Covid-19, les vaccins actuellement homologués en France (...) remplissent les conditions qui permettent de recourir à l'obligation vaccinale», juge l'institution.

«Les mesures individuelles (gestes barrière) et collectives (couvre-feu, confinement) sont incapables de contrôler dans la durée» l'épidémie de Covid-19, «redoutable, en particulier socialement», argumente l'académie. Or «le dynamisme de la campagne va se heurter à l'obstacle des hésitants et des opposés à la vaccination», deux catégories estimées chacune à 15% de la population, poursuit-elle. Il sera donc «très difficile d'obtenir avant la fin de l'été un taux de couverture vaccinale qui assurerait une immunité collective suffisante pour contrôler l'épidémie, soit 90% de la population adulte ou 80% de la population totale (enfants inclus)», estime l'organe consultatif, qui se prononce sur les questions de santé publique et d'éthique médicale.

Les professions essentielles concernées en premier ?

Jugeant qu'«une telle obligation ne pourra être instaurée que de façon progressive», elle recommande de rendre tout d'abord «exigible» la vaccination dans toute une série de catégories, à commencer par les professions essentielles (enseignants, professions de santé, police et fonction publique en général, services d'approvisionnement en alimentation, eau, énergie, argent liquide et matériel informatique).

L'académie estime qu'il faudrait également appliquer cette obligation aux «activités professionnelles comportant un contact avec le public» (commerces, restauration, hôtellerie, établissements culturels et sportifs), «en préalable à toutes les activités comportant déplacements ou rassemblements» (voyages internationaux, cures thermales, événements associatifs), aux étudiants «avant la rentrée universitaire 2021» et

aux donneurs de sang.

Elle ajoute que «la vaccination contre le Sars-CoV-2 aux adolescents et aux enfants devrait être envisagée dès que les protocoles vaccinaux seront homologués dans ces tranches d'âge», en dépit du fait que «la Covid-19 est généralement bénigne dans le jeune âge», car cette extension est «nécessaire pour l'acquisition d'une immunité collective». En France, les vaccins protégeant contre 11 maladies sont obligatoires chez les nourrissons.

- Le carnet de rappel sera obligatoire à l'entrée des bars, restaurants et salles de sport - Le Figaro/AFP 25 mai 2021

À partir du 9 juin, le gouvernement va encourager l'usage de l'application TousAntiCovid Signal pour scanner des «QR Codes» à l'entrée de ces établissements.

À partir du 9 juin, il sera possible d'aller au restaurant, et pas seulement en terrasse. Les salles seront ouvertes avec une jauge à 50%. Mais que l'on soit dedans ou dehors, il faudra se plier aux nouvelles règles sanitaires. À la distanciation sociale et au port du masque va s'ajouter le «carnet de rappel numérique». Son utilisation sera rendue obligatoire par un décret qui sera publié d'ici au 9 juin.

Ce nouveau fait penser au carnet de contact, qui avait été mis en place dans les restaurants à l'automne dernier. Sous le nom de «carnet de rappel numérique» se cache en fait une double réalité. Les clients des bars, restaurants, salles de sport - et probablement aussi ceux des casinos - auront toujours la possibilité de laisser leur nom et numéro de téléphone par écrit, sur un bon vieux cahier. Mais le gouvernement préfère mettre en avant la version numérique de la solution, qui repose sur un «QR Code». Le Figaro/AFP 25 mai 2021

Aveu. La peur comme instrument pour manipuler les masses, les convaincre, puis les forcer à se vacciner.

Crise du covid : les scientifiques britanniques admettent avoir utilisé la peur pour aider leur gouvernement à contrôler la population Par Francesca de Villasmundo (Médias-Presse-Info 17 mai 2021) - Mondialisation.ca, 19 mai 2021

Le très politiquement correct The Telegraph n'a pas peur de lancer le pavé dans la marre. Dans son édition du 14 mai dernier, il donne la parole aux membres du groupe scientifique du comportement en temps de covid afin qu'ils puissent « exprimer leurs regrets » concernant « les méthodes contraires à l'éthique » et « totalitaires » utilisées par le gouvernement de Boris Johnson.

Dans un long article The Telegraph révèle que des « scientifiques du comité (SPI-B) qui a encouragé l'utilisation de la peur pour contrôler le comportement des gens pendant la pandémie de covid ont admis que leur travail était ''contraire à l'éthique'' et ''totalitaire'' ».

Le SPI-B est l'un des sous-comités qui conseille le Groupe consultatif scientifique pour les urgences (Sage), dirigé par Sir Patrick Vallance, le conseiller scientifique en chef de Boris Johnson.

C'est dans un livre de Laura Dodsworth qui a passé un an à enquêter sur les tactiques gouvernementales intitulé A State of Fear (Un état de peur), traitant du rôle de la psychologie dans la réponse du gouvernement britannique au covid-19, que ces scientifiques ont fait part de leurs regrets.

«Le SPI-B, relate The Telegraph, a averti en mars de l'année dernière que les ministres devaient augmenter ''le niveau perçu de menace personnelle'' de Covid-19 car ''un nombre substantiel de personnes ne se sentent toujours pas suffisamment menacées personnellement''. Gavin Morgan, un psychologue de l'équipe, a déclaré : ''De toute évidence, utiliser la peur comme moyen de contrôle n'est pas éthique. Utiliser la peur sent le totalitarisme. Ce n'est pas une position éthique pour aucun gouvernement moderne. Par nature, je suis une personne optimiste, mais tout cela m'a donné une vision plus pessimiste des gens.'' »

Et The Telegraph de continuer ces révélations qui décrivent un régime en marche vers le totalitarisme :

« Un autre scientifique du SPI-B a également rapporté à madame Dodworth : ''En mars [2020], le gouvernement était très préoccupé par le consentement et il pensait que les gens ne voudraient pas être enfermés. Il y a eu des discussions sur la nécessité de la peur pour encourager le consentement, et des décisions ont été prises sur la manière d'augmenter la peur. La façon dont nous avons utilisé la peur est dystopique. L'utilisation de la peur a été définitivement discutable sur le plan éthique. Cela a été comme une expérience étrange. En fin de compte, cela s'est retourné contre eux parce que les gens sont devenus trop effrayés.''

Un autre membre du SPI-B a déclaré : ''On pourrait appeler cette psychologie 'le contrôle de l'esprit'. C'est ce que nous faisons… il est clair que nous essayons de le faire de manière positive, mais cela a été utilisé de manière néfaste dans le passé.''

L'un d'eux a averti que ''les gens utilisent la pandémie pour s'emparer du pouvoir et imposer des choses qui autrement ne se passeraient pas … Nous devons faire très attention à l'autoritarisme qui s'installe.''

(…)

Outre les avertissements manifestes sur le danger du virus, le gouvernement a été accusé de nourrir le public avec un régime continu de mauvaises nouvelles, telles que les décès et les hospitalisations, sans jamais remettre les chiffres en contexte avec les informations sur le nombre de personnes rétablies, ou si le nombre quotidien de morts est supérieur ou inférieur aux moyennes saisonnières.

Un autre membre du SPI-B a déclaré avoir été ''abasourdi par la militarisation de la psychologie comportementale'' pendant la pandémie, et

que ''les psychologues n'ont pas semblé remarquer quand cela a cessé d'être altruiste et est devenu manipulateur. Ils ont trop de pouvoir et cela les enivre.''

Steve Baker, vice-président du Covid Recovery Group of Tory MPs, (membre des députés travailliste, ndlr de MPI) a déclaré : ''S'il est vrai que l'État a pris la décision de terrifier le public pour qu'il se conforme aux règles, cela soulève des questions extrêmement sérieuses sur le type de société que nous voulons devenir.'' ''Si nous sommes vraiment honnêtes, est-ce que je crains que la politique gouvernementale d'aujourd'hui ne joue dans les racines du totalitarisme ? Oui, bien sûr que c'est ça.'' »

L'article britannique précise en outre que « les ministres ont été accusés à plusieurs reprises d'avoir intensifié la menace de la pandémie pour justifier les verrouillages et contraindre le public à les respecter, une affirmation qui sera examinée par la prochaine enquête publique sur la réponse à la pandémie. »

Ces informations proviennent du Royaume-Uni mais correspondent tout-à-fait à la manipulation psychologique par la peur qu'a acté le gouvernement de Macron, Veran and Co.

Le ministère de la Vérité vous offre cette perle made in USA.

La désinformation surgit au milieu de la calamité du COVID-19 en Inde - fr24news.com 14 mai 2021

NEW DELHI (AP) – L'homme de la vidéo WhatsApp dit qu'il l'a vu fonctionner lui-même: quelques gouttes de jus de citron dans le nez guérissent le COVID-19.

«Si vous pratiquez ce que je vais dire avec foi, vous serez libéré de la couronne en cinq secondes», dit l'homme, vêtu de vêtements religieux traditionnels. «Ce citron vous protégera du virus comme un vaccin.»

Faux remèdes. Des histoires terrifiantes sur les effets secondaires des vaccins. Des affirmations sans fondement selon lesquelles les musulmans propagent le virus. Alimentés par l'angoisse, le désespoir et la méfiance à l'égard du gouvernement, les rumeurs et les canulars se répandent de bouche à oreille et sur les réseaux sociaux en Inde, aggravant la crise humanitaire du pays. (La méfiance à l'égard du gouvernement, ils ne digèrent pas. Elle serait plutôt salutaire ou une question de vie ou de mort parfois. - LVOG)

«La panique généralisée a conduit à une pléthore de désinformation», a déclaré Rahul Namboori, co-fondateur de Fact Crescendo, une organisation indépendante de vérification des faits en Inde. (Qu'il nous soit permis d'en douter fortement ! - LVOG)

Bien que des traitements tels que le jus de citron puissent sembler inoffensifs, de telles allégations peuvent avoir des conséquences mortelles si elles amènent les gens à ne pas se faire vacciner ou à ignorer d'autres directives. (Tout ce qui amène "les gens à ne pas se faire vacciner", cela les emmerde vraiment, dont on n'hurlera pas avec les loups ou plutôt les vautours. - LVOG)

En janvier, le Premier ministre Narendra Modi a déclaré que l'Inde avait «sauvé l'humanité d'un grand désastre en maîtrisant efficacement la couronne». La vie a commencé à reprendre, tout comme la participation aux matchs de cricket, pèlerinages religieux et rassemblements politiques pour le parti nationaliste hindou de Modi.

Quatre mois plus tard, les cas et les décès ont explosé, le déploiement du vaccin dans le pays a faibli et la colère et la méfiance du public ont augmenté. (En voilà un crime, ils vaccinent et les décès explosent, mais qui sont les criminels, sinon ceux qui ont poussé la population à se vacciner au lieu de traiter avec les médicaments qui sont efficaces. - LVOG)

«Toutes les théories de propagande, de désinformation et de complot que j'ai vues ces dernières semaines ont été très, très politiques», a déclaré Sumitra Badrinathan, politologue à l'Université de Pennsylvanie qui étudie la désinformation en Inde. «Certaines personnes l'utilisent pour critiquer le gouvernement, tandis que d'autres l'utilisent pour le soutenir.» (Un truisme, un lieu commun, que dal, du vent, ils sont désarmés face au rejet massif dont les autorités politiques, médiatiques et sanitaires font l'objet. - LVOG)

La méfiance à l'égard des vaccins et des soins de santé occidentaux est également à l'origine de la désinformation sur les traitements factices ainsi que sur les allégations concernant les remèdes traditionnels. (Pas de salut en dehors de leur saloperie de vaccins ! - LVOG)

Satyanarayan Prasad a vu la vidéo sur le jus de citron et y a cru. Le résident de l'État d'Uttar Pradesh, âgé de 51 ans, se méfie de la médecine moderne et a une théorie sur les raisons pour lesquelles les experts de la santé de son pays demandent des vaccins.

«Si le gouvernement approuve les gouttes de citron comme remède, les … roupies qu'ils ont dépensées en vaccins seront gaspillées», a déclaré Prasad.

Vijay Sankeshwar, un homme d'affaires de premier plan et ancien politicien, a répété l'affirmation concernant le jus de citron, affirmant que deux gouttes dans les narines augmenteraient les niveaux d'oxygène dans le corps.

Bien que la vitamine C soit essentielle à la santé humaine et à l'immunité, il n'y a aucune preuve que la consommation de citrons combattra le coronavirus. (J'ai 8 citronniers dans mon jardin et ils se portent bien et nous aussi, merci ! - LVOG)

La revendication s'étend également à la diaspora indienne.

«Ils ont cette chose que si vous buvez de l'eau citronnée tous les jours, vous n'allez pas être affecté par le virus», a déclaré Emma Sachdev, une résidente de Clinton, dans le New Jersey, dont la famille élargie vit en Inde.

Sachdev a déclaré que plusieurs proches ont été infectés, mais continuent de bafouer les règles de distanciation sociale, pensant qu'une visite au temple les protégera.

L'Inde a également connu les mêmes types de désinformation sur les vaccins et les effets secondaires des vaccins que dans le monde. (Décidément, cela leur reste bloqué au fond de la gorge, s'ils pouvaient en crever étouffés ! - LVOG)

Le mois dernier, le populaire acteur tamoul Vivek est décédé deux jours après avoir reçu sa vaccination contre le COVID-19. L'hôpital où il est décédé a déclaré que Vivek avait une maladie cardiaque avancée, mais sa mort a été saisie par les opposants au vaccin comme preuve que le gouvernement cache des effets secondaires.

Une grande partie de la désinformation circule sur WhatsApp, qui compte plus de 400 millions d'utilisateurs en Inde. Contrairement à des sites plus ouverts comme Facebook ou Twitter, WhatsApp – qui appartient à Facebook – est une plate-forme cryptée qui permet aux utilisateurs d'échanger des messages en privé. (Cela les emmerde cette liberté, il faut la supprimer d'urgence. - LVOG)

Les mauvaises informations en ligne «peuvent provenir d'un voisin sans méfiance qui n'essaie pas de causer du tort», a déclaré Badrinathan, chercheur à l'Université de Pennsylvanie. «Les nouveaux utilisateurs d'Internet peuvent même ne pas se rendre compte que l'information est fausse. Tout le concept de désinformation est nouveau pour eux. (Pas vraiment, ils savent parfaitement que la corruption est omniprésente à tous les étages de la société, et que les médias ne sont pas épargnés par cette pandémie criminelle. - LVOG)

Les canulars diffusés en ligne ont eu des résultats mortels en 2018, lorsqu'au moins 20 personnes ont été tuées par des foules enflammées par des articles sur de supposés gangs de kidnappeurs d'enfants. (Pas besoin d'aller chercher si loin, les films indiens sont plein d'histoires de lynchages réalisés par des villageois déchaînés. - LVOG)

WhatsApp a déclaré dans un communiqué qu'il s'efforçait de limiter les contenus trompeurs ou dangereux en travaillant avec des organismes de santé publique tels que l'Organisation mondiale de la santé et des organisations de vérification des faits. La plate-forme a également ajouté des garanties limitant la diffusion des messages en chaîne et dirigeant les utilisateurs vers des informations en ligne précises. (C'est-à-dire dont la ligne éditoriale est conforme à celle de l'OMS sous influence de l'oligarchie. - LVOG)

Le service permet également aux utilisateurs en Inde et dans d'autres pays d'utiliser plus facilement son service pour trouver des informations sur les vaccinations.

«De fausses déclarations peuvent décourager les gens de se faire vacciner, de demander l'aide d'un médecin ou de prendre le virus au sérieux», a déclaré Namboori de Fact Crescendo. «Les enjeux n'ont jamais été aussi élevés.» (Tout ce qui peut "décourager les gens de se faire vacciner" doit être combattu sans relâche par n'importe quel moyen, tel était le message. Vaccinez-vous et mourez en paix ! - LVOG)

Klepper a rapporté de Providence, l'écrivain de RI Associated Press Mallika Sen a contribué à ce rapport depuis Los Angeles. fr24news.com 14 mai 2021

https://www.fr24news.com/fr/a/2021/05/la-desinformation-surgit-au-milieu-de-la-calamite-du-covid-19-en-inde.html

Sans rire, voilà les publicités frauduleuses qui figuraient en dessous de cet article, comment devenir riche :

- Chennai Man Found Rs 58,60000.00 In His Bank Account & You Can Too

- A Girl From Chennai Has Become Rich Using This Method

- Born Between 1965-1990? Get 1 Cr Term Plan @ ?490/Month*

- Earn Money Simply! Trading Strategy For Housewives In India

---

- Il est vraiment intéressant de regarder les chiffres d'évolution de la covid 19 en Inde. (covid19india.org)

On peut noter la différence saisissante d'évolution entre 2 états:

– Uttar Pradesh, 200 millions d'habitants, Ivermectine officiellement reconnue comme traitement précoce de la covid.

Courbe de cas confirmés en baisse constante: 37944 cas le 25 avril, 3894 cas le 24 mai

Courbe des décès 222 le 25 avril, 153 le 24 mai

– Tamil Nadu, 78 millions d'habitants, pas de reconnaissance de l'intérêt de l'ivermectine comme traitement précoce

Courbe des cas confirmés: 14842 le 25 avril, 34867 le 24 mai.

Courbe des décès: 208 le 25 avril, 404 le 24 mai.

Va t'on encore longtemps pouvoir fermer les yeux à propos des traitements précoces ?

- La grande majorité des médecins ne vous a pas écouté Dr Maudrux ; ils n'ont pas écouté davantage les Pr Raoult, Perronne, Montagnier et autres. Tant pis pour eux et pour leurs patients. Ce sont les stats officielles au 24/05/2021 :

95% des professionnels de santé ont reçu au moins 1 dose.

66% sont entièrement vaccinés.

https://solidarites-sante.gouv.fr/grands-dossiers/vaccin-covid-19/article/le-tableau-de-bord-de-la-vaccination

---

- "…4000 signalements pour les quatre premiers mois de l'année 2021… C'est du jamais vu au Centre régional de pharmacovigilance (CRPV) de Toulouse, qui recueille les déclarations d'effets indésirables des médicaments, avant de faire remonter ses observations à l'Agence nationale de sécurité des médicaments (ANSM).

"La hausse est considérable, c'est cinq fois plus que l'an passé à la même période. Nous sommes déjà submergés en temps normal. Là, autant dire que nous le sommes encore plus et à moyens constants", ironise le professeur Jean-Louis Montastruc, directeur du CRPV et membre de l'Académie nationale de médecine."

"Hémophilie, hypertension, paralysie faciale…et bien sûr thromboses

Parmi les signalements graves, le CRPV a ainsi dû mener des investigations sur des cas d'hémophilie, d'attaques cardiaques, d'hypertension artérielle ou encore de paralysie faciale. "La grande nouveauté spécifique à la campagne de vaccination, ce sont bien sûr les cas de thromboses veineuses qui ont beaucoup fait parler", ajoute l'expert en pharmacologie.

Hormis ces cas précis imputés au vaccin AstraZeneca, les déclarations traitées par le centre régional de pharmacovigilance de Toulouse ne font pas état d'un vaccin plus propice à générer des effets secondaires qu'un autre. Étant le plus prescrit, le vaccin Pfizer est à l'origine d'une grande majorité des signalements enregistrés, loin devant l'AstraZeneca, puis le Moderna et enfin le Janssen, dernier des vaccins autorisés en France." le journal toulousain

---

- Au sujet de la Fluvoxamine, Article du 3 Mai dernier :

https://secure.medicalletter.org/w1623d

Cet article précise qu'on attend pour la Fluvoxamine la publication des résultats d'un essai clinique de grande ampleur qui se terminerait en septembre. Cependant les essais et les constations déjà faites au sujet de ce médicament indiquent qu'il devrait, lui aussi, faire l'objet d'une recommandation d'urgence si on avait, par exemple, le souci de réduire le nombre de gens qui ont besoin d'être hospitalisés pour cause de Covid-19.

Par exemple une étude de cohorte prospective a été menée lors d'une épidémie massive de COVID-19 chez 113 employés qui partageaient un espace de vie sur une piste de courses de chevaux en Californie en novembre et décembre 2020. Les personnes atteintes d'une maladie documentée se sont vu proposer de la fluvoxamine (dose de charge de 50 à 100 mg, Puis 50 mg deux fois par jour pendant 14 jours). À 14 jours, des symptômes résiduels n'étaient présents chez aucun des 65 patients qui ont accepté le traitement avec ce médicament, mais étaient présents chez 29 des 48 patients qui ont refusé le traitement; Parmi ceux qui ont refusé le traitement par fluvoxamine, 6 ont été hospitalisés, 2 ont été intubés et un est décédé.

Je note que dans le cas d'une absence de traitement du Covid on a ici 6 sur 48 patients (12,5%) qui doivent être hospitalisés contre 0 sur sur 65 dans le cas d'un traitement avec la fluvoxamine.

- Covid : l'effet miracle de l'Ivermectine au Mexique

https://infodujour.fr/societe/49268-covid-leffet-miracle-de-livermectine-au-mexique

---

- A ce propos, je vous conseille le visionnage et pourquoi pas l'enregistrement de la prochaine émission de "Cash Investigation" en avant première (dispo depuis jeudi dernier) qui sera diffusée le 20/05/2021. Les quelques 30 dernières minutes sont édifiantes. Intéressez-vous à la Sté IQVIA, US d'origine et sa filiale France. Vous y apprendrez les liens avec 10 000 pharmacies en France, souvent malgré eux et la finalité de ces remontées avec la collusion bien volontaire de notre cher Président!

La boucle est bouclée! Et on comprend mieux, de fait pourquoi certains pharmaciens et et quelques regroupements professionnels du secteur ont voulu s'ériger en censeurs, refusant de délivrer des prescriptions, ce qui leur est interdit!

https://www.france.tv/france-2/cash-investigation/2450927-nos-donnees-personnelles-valent-de-l-or.html

---

- L'indignation s'étend contre les empêcheurs de soigner.

Un long réquisitoire du Dr Pierre Kory contre les agissements de l'OMS pour éliminer l'IVM des recommandations :

'Literally criminal…' dit un article qui résume sa dernière intervention:

https://www.worldtribune.com/literally-criminal-suppressing-data-on-ivermectin-cost-half-a-million-lives-doctor-charges/

La vidéo est ici :

https://www.bitchute.com/video/NzFgo7zN2CA6/ [à la minute 41 il parle de la France et de… devinez]

et dans une méta-étude un chercheur de l'EHESS montre que les pays ayant utilisé l'HCQ s'en tirent mieux :

"We find major differences in death rates, with countries using antimalarial drugs faring better than those which do not."

https://www.longdom.org/open-access/national-consumption-of-antimalarial-drugs-and-covid19-deaths-dynamics-an-econometric-study-58486.html?fbclid=IwAR0ZyWOJwv23p_jLCTKRme6CfAlcbgfZ4nCdA39tXzrwfcr8duvSRvH4MM8

L'imposture va s'effondrer. La vérité vaincra.

- Quand l'ancien directeur de la propriété intellectuelle chez Gilead défend l'Ivermectine, c'est savoureux. Évidemment, Brian Rémy n'est plus en poste à ce jour.

https://twitter.com/MaxDelvallee/status/1397915983059193861

https://www.thedesertreview.com/opinion/letters_to_editor/is-ivermectin-the-new-penicillin/article_b6b7afd8-bd77-11eb-8259-af11e3c83aea.html

---

- En INDE traduction partie du 2ème lien ci dessus.

Alors que les États indiens qui utilisent l'Ivermectine continuent de s'écarter, en termes de cas et de décès, des États qui l'interdisent, l'expérience naturelle illustre de manière décisive le pouvoir de l'Ivermectine.

Les cas à Delhi, où l'utilisation de l'Ivermectin a commencé le 20 avril, sont passés de 28 395 à seulement 2 260 le 22 mai. Cela représente une baisse stupéfiante de 92 %. De même, les cas en Uttar Pradesh sont passés de 37 944 le 24 avril à 5 964 le 22 mai, soit une baisse de 84 %.

Delhi et l'Uttar Pradesh ont suivi les recommandations de l'All India Institute of Medical Sciences (AIIMS) publiées le 20 avril 2021, qui préconisaient l'administration de 0,2 mg d'Ivermectin par kg de poids corporel pendant trois jours. Cela revient à 15 mg par jour pour une personne de 150 livres ou 18 mg par jour pour un individu de 200 livres.

Les trois autres États indiens qui l'ont adopté sont également en baisse. Goa est passé de 4 195 à 1 647, l'Uttarakhand de 9 624 à 2 903 et le Karnataka de 50 112 à 31 183. Goa a adopté une politique préventive de prévention massive à l'Ivermectine pour l'ensemble de la population adulte de plus de 18 ans à une dose de 12 mg par jour pendant cinq jours.

Entre-temps, le Tamil Nadu a annoncé le 14 mai qu'il interdisait l'ivermectine en faveur du Remdesivir, un produit politiquement correct. En conséquence, les cas du Tamil Nadu ont augmenté au cours de la même période, du 20 avril au 22 mai, de 10 986 à 35 873, soit plus qu'un triplement.

Bien que Big Pharma et Big Media se soient démenés pour essayer, ils ne peuvent pas expliquer cette expérience naturelle. Comme je l'avais prédit le 12 mai, ils vont d'abord affirmer que "les mesures de confinement ont fonctionné". Le problème, c'est que le Tamil Nadu est en lockdown strict depuis des semaines, car les cas n'ont fait qu'augmenter. Le verrouillage n'a donc pas fonctionné.

L'argument suivant est qu'"il y a eu un déplacement des zones urbaines très peuplées comme Delhi et Mumbai" vers l'arrière-pays, comme le Tamil Nadu. Le gros problème est que l'État voisin, le Karnataka, est tout aussi rural et que ses cas diminuent sous Ivermectine.

L'Uttar Pradesh est situé près de l'Himalaya et dans le nord non urbanisé où les cas ont diminué de 84 % avec l'Ivermectin. L'Uttarakhand est encore plus rural et situé dans l'Himalaya, à côté du Népal. Ses infections ont diminué de 70% avec l'Ivermectine.

Leur argument final manque de preuves. Il s'agissait essentiellement d'une tentative de dénigrer l'Ivermectin en l'associant à un autre médicament. Ils ont tenté d'associer injustement l'hydroxychloroquine (HCQ) à l'Ivermectine. Alors que l'HCQ est devenue une cible des médias, des scientifiques comme le Dr George Fareed savent qu'elle est efficace contre le COVID-19, surtout dans les premiers stades.

- DE DÉCOUVERTE EN DÉCOUVERTE ! Merci la crise, elle nous permet d'apprendre.

https://www.1jour1actu.com/?s=covid Deux vidéos à voir absolument !

France TV continue sa désinformation et le bourrage ce crâne, maintenant envers les gamins, sur Youtube qui veille au grain. Ils devraient leur offrir des sucettes s'ils répondent bien.

https://www.youtube.com/watch?v=kWa_t6nqcsg

ICI la perle…. HEC, EDHEC, ESSEC: le livre noir des grandes écoles, une enquête de Mediapart…. Vous avez des question à propos de la crise covid, vous avez les réponses: à force de se reproduire entre eux depuis des générations, ils sont devenus des dégénérés…. qui nous commandent, même pas capables de s'en rendre compte et de rectifier les dérives, On en a maintenant un copié collé de cela tous les jours, dans toutes les administrations. (rares doivent être ceux qui n'en n'ont pas gardé des séquelles.

Vous pourriez presque y apprendre que Mme Untel, ex Mademoiselle X, pardon, je n'ai pas fait exprès pour le x..mais finalement c'est ce qui convient, a été tel jour au plus haut de la cotation des meilleures baiseuses, dommage, les photos sont floutées dans la vidéo, mais en réalité ce n'était pas le cas, et leur noms étaient publiés, (je ne plaisante pas, visionnez!) vous avez encore mieux, le nombre de ceux qui sont "passés dessus"…euh… vous comprenez? eh bien ce sont eux qui font les lois maintenant. …. Ici, c'est un forum d'adultes, heureusement !

Ceci ce n'est qu'un bout des découvertes que vous ferez .

- Je regardais le conférence de Mexico. le traducteur est maintenant actif sur la vidéo. https://aristeguinoticias.com/1405/mexico/continua-en-semaforo-amarillo-la-cdmx-aumentan-horario-en-restaurantes-y-aforo-en-gimnasios/

A 15:56 et 34:40 celui qui a conduit l'étude ivermectine avec groupe placebo parle de 220.000 sujets. Mais certains ont été éliminés pour situations ambigues (j'imagine des placebos, par exemple, qui prenaient déjà de l'ivermectine chez eux).

Je ne mets pas la main sur l'étude d'origine et vais être occupé.

- « Le 22 janvier 2021, la maire de Mexico, Claudia Scheinbaum, a tenu une conférence de presse télévisée en direct au cours de laquelle elle a évoqué les résultats positifs de la distribution d'ivermectine effectuée en décembre (diminution de 75% des hospitalisations). Après le communiqué de presse, les kits ont été mis à la disposition de tous dans tout le Mexique et les résultats de l'utilisation de l'ivermectine à l'échelle nationale ont été suivis. Étonnamment, après la distribution massive d'ivermectine, tous les indicateurs du COVID au Mexique se sont améliorés. Pendant 18 semaines, les cas de COVID, les hospitalisations et les décès n'ont cessé de diminuer et, le 14 mai, le maire a tenu une autre conférence de presse télévisée pour faire part des résultats positifs de cette campagne de plusieurs mois.

Ce qui est étonnant, cependant, c'est que les médias mexicains n'ont pas fait état de ce résultat stupéfiant. Ils ont continué à faire état du nombre de décès excessifs survenus avant l'intervention à l'ivermectine – et aucun n'a couvert la situation actuelle de diminution des cas et des décès grâce à l'intervention à grande échelle à l'ivermectine. «

https://trialsitenews.com/widespread-distribution-of-ivermectin-proves-effective-in-mexico-against-covid-19/?utm_source=Contextly&utm_medium=ChannelEmail&utm_campaign=Ivermectin&utm_content=Notification

---

- A partager avant que ça ne disparaisse : Xavier Azalbert, compte personnel @xazalbert

Un haut responsable du ministère israélien de la Santé a déclaré que le lien hautement plausible entre le vaccin et la myocardite chez les jeunes adultes.

Intérêt du vaccin pour les enfants? La vaccination des enfants doit être interrompue immédiatement partout dans le monde.

https://twitter.com/ohanasteve/status/1397280902556835840

- Me Joseph explique sa plainte contre le président du Conseil de l'Ordre des Médecins

Le président du Conseil national de l'Ordre, a délibérément et volontairement, conduit des milliers de patients à la mort.

Il s'est donc rendu complice d'un assassinat collectif par fournitures d'instructions, de directives et de menaces. (art. 221-3 du Code Pénal). Lorsque l'on regarde quelqu'un se noyer sans rien faire, l'on est coupable d'omission de porter secours. Mais si l'on empêche les secours d'intervenir, l'on devient un meurtrier.

https://www.francesoir.fr/opinions-entretiens/me-joseph-explique-sa-plainte-contre-president-du-conseil-de-lordre-medecins?fbclid=IwAR3qQelXv9h2dY6-xgJ0_GxfueCE7oFSCCGVOCpbYkso_sEaFIoDHM6unVU

- Belle petite expérience personnelle.

Je m'étais mis sous Ivermectine protocole préventif J1 J7 J30 à 18 mg et ce depuis le 29 Octobre 2020. J'ai stoppé ma prophylaxie le 28 02 2021 car je voyais peu de patients qui avaient des symptômes évocateurs.et pratiquement aucun tests positifs

Je ne me suis pas fait vacciner, j'ai le COVID guéri en 24 heures de traitement par Ivermectine + Zinc + Azithromycine.(c'est vraiment scandaleux que nos autorités dénigrent ce traitement, alors qu'il y a des preuves mondiales) https://blog-gerard.maudrux.fr/2021/05/12/ivermectine-recours-gracieux-aupres-du-ministre/

Autotesté positif Dimanche matin suite contact patient mercredi 12 05 gestes barrières, port de masque et gants pour l'examen , dans la nuit de Dimanche à lundi T° 39 céphalées importantes, courbatures importantes toux Test PCR positif , Ce matin T° 36°3 plus de céphalées plus de mal de tète, plus de fatigue (j'ai tondu ma Grande Pelouse). Saturation au plus bas lundi matin 89%

Ce matin 98%

Je suis à l'isolement jusqu'au 26 si mes symptômes ne sont plus présents d'ici là..

Je ne suis pas contre la diffusion de ce témoignage par le Dr Maudrux à l'intention de Mme Costagliola.

Qui répondra circulez il n'y a rien à voir tellement ces gens sont de mauvaise foi.

J'aimerais aussi qu'en tant que grande épidémiologiste et statisticienne elle nous dise combien de morts aura fait la Evidence Based NON Médecine prônée par les autorités de santé OMS NHS, EMA (la plus corrompue) l'ANSM.

Combien de morts auront évité les utilisateurs des produits bon marché repositionnés. Hydroxy chloroquine, Ivermectine etc…Non EVIDENCE BASED MEDECINE déniées par les autorités de santé OMS NHS, EMA (la plus corrompue) l'ANSM.

- Un médicament israélien garantit l'efficacité dans les cas graves de covid-19. 10.02.2021 – par Henrique Cymerman, correspondant du SIC au Moyen-Orient.

Le médicament, qui est inhalé, a été testé chez 30 patients gravement malades. 29 ont été libérés en moins de cinq jours. Israël a annoncé un médicament qui montre une efficacité contre la covid-19 chez les patients considérés comme sévères. Le médecin israélien Nadir Arber a terminé avec succès un essai clinique de phase 1 avec un traitement pour le covid-19, un médicament, Exo-CD24, appliqué en inhalant quelques minutes pendant cinq jours. Le nouveau produit à base d'exosomes enrichis en CD24 est administré directement dans les poumons. L'objectif est de mettre fin à la tempête de cytokines causée par une infection à coronavirus. Il a été appliqué à 30 patients covid, le plus grand sans pouvoir de parole et avec des difficultés respiratoires.

De tous les patients, il y en a un qui a mis plus de temps à se rétablir. Cependant, 29 ont récupéré leurs forces et dans les trois à cinq jours ils sont rentrés chez eux. L'hôpital Ichilov a préparé un rapport sur les patients étudiés.

Il a été renvoyé au ministère de la Santé pour être réglementé.

https://sicnoticias.pt/especiais/coronavirus/2021-02-10-Medicamento-israelita-garante-eficacia-em-casos-graves-de-covid-19

Que signifie EXO-CD24 ? – 8 février 2021 – Erica Davies

EXO-CD24 signifie exosomes, qui sont de minuscules matériaux de support nécessaires aux fonctions intercellulaires, et délivre une protéine nommée CD24 aux poumons. Le médicament expérimental inhalé a fait le tour ces derniers temps en raison des promesses qu'il montre, car un essai de phase I a montré qu'il guérissait la plupart des patients COVID en seulement 3 à 5 jours.

Comment fonctionne l'EXO-CD24

Le médicament révolutionnaire développé au centre médical Ichilov de Tel Aviv a guéri un certain nombre de 30 cas de COVID-19 allant de modérés à graves au cours d'un essai clinique de phase I. Le médicament qui a été développé pendant six mois à l'hôpital est administré directement dans les poumons – la zone où il combat la « tempête de cytokines » – une réaction excessive du système immunitaire au virus COVID-19 dans lequel il attaque les cellules saines – qui peut éventuellement entraîner la mort.

«Le nouveau composé est inhalé une fois par jour pendant quelques minutes, pendant cinq jours», a déclaré le professeur Nadir Arber, le chercheur principal. Un chercheur de l'équipe d'Arber, le Dr Shirap Shapira, a ajouté que le médicament est basé sur des exosomes et est enrichi en protéine CD24, qui est une protéine qui joue un rôle important dans la régulation du système immunitaire.

https://www.drugwatcher.org/what-does-exo-cd24-stand-for/

- En Inde, à Mexico, dans certains états brésiliens notamment et au Texas (personne ne l'a rappelé) quand une vive augmentation des contaminations est constatée l'ivermectine est utilisée et l'épidémie chute drastiquement dans les 10 jours qui suivent . ..

Résumons la politique de Macron et de Véran en ce qui concerne la gestion du Covid :

1. On ne soigne pas et ils sanctionnent les médecins qui traitent (serment d"Hypocrate)

2. Ils préfèrent vacciner toute la population avec 1 vaccin expérimental dont personne ne peut certifier les résultats (puisqu'il faut généralement 7 à 10 ans d'études pour confirmer l'efficacité d'un vaccin) en nous le contraignant (pass sanitaire)

3. Malgré toutes les études qui confirment l'inefficacité de protection des masques en extérieur (contamination estimée à 0.10 % pour éviter le 0 % !)

Macron et Véran nous l'oblige à le porter en extérieur jusqu'à fin juin !

Juste criminel, non ?

- Kit Covid-19, distribués gratuitement par le Ministère de la santé publique aux personnes possiblement positives au Guatemala, contenant : « Ivermectine + Azithromycine + Ibuprofène + Zinc + vitamoine D + micro-aspirine + paracétamol »

https://twitter.com/UnCitoy33442019/status/1395399723025117188

- 18-05-2021 – Kit Knightly (traduction)

— Le Center for Disease Control (CDC) des États-Unis modifie ses pratiques d'enregistrement des données et de test du « Covid19 » afin de donner l'impression que les « vaccins » expérimentaux de thérapie génique sont efficaces pour prévenir la maladie présumée.

– L'astuce consiste à signaler ce qu'ils appellent des « infections par rupture » – c'est-à-dire des personnes qui sont entièrement « vaccinées » contre l'infection par Sars-Cov-2, mais qui sont quand même infectées.

– Tests faussement positifs : Le test PCR non fiable peut être manipulé pour obtenir un nombre élevé de faux positifs en modifiant le seuil de cycle (Ct).

Nombre de cas gonflé : La définition incroyablement large des « cas Covid », utilisée partout dans le monde, répertorie toute personne qui reçoit un test positif comme « cas Covid19 », même si elle n'a jamais éprouvé de symptômes.

– Sans ces deux politiques, il n'y aurait jamais eu de pandémie appréciable du tout, et maintenant le CDC a adopté deux changements de politique qui signifient qu'ils ne s'appliquent plus aux personnes vaccinées.

– Premièrement, ils abaissent leur valeur Ct lorsqu'ils testent des échantillons provenant d'« infections par rupture » suspectées. Extrait des instructions du CDC destinées aux autorités sanitaires de l'État sur la gestion des « infections de rupture possibles » (téléchargées sur leur site Web fin avril) : Pour les cas avec une valeur de seuil (Ct) de cycle de RT-PCR connue, ne soumettre que des échantillons avec une valeur de Ct = 28 au CDC pour séquençage. (Le séquençage n'est pas possible avec des valeurs Ct plus élevées.) Tout au long de la pandémie, les valeurs Ct supérieures à 35 ont été la norme. Les laboratoires exécutaient autant de cycles que nécessaire pour obtenir un résultat positif, bien que les experts aient averti que cela était inutile (même Fauci lui-même a dit que tout ce qui dépassait 35 cycles n'avait aucun sens).

– Mais MAINTENANT, et uniquement pour les personnes entièrement vaccinées, le CDC n'acceptera que les échantillons obtenus à partir de 28 cycles ou moins. Cela ne peut être qu'une décision délibérée afin de réduire le nombre d'« infections par rupture » officiellement enregistrées.

– Deuxièmement, les infections asymptomatiques ou légères ne seront plus enregistrées comme « cas de covid ». Depuis leur site Web : « À compter du 1er mai 2021, les CDC sont passés de la surveillance de tous les cas de rupture vaccinale signalés à se concentrer sur l'identification et l'enquête uniquement sur les cas hospitalisés ou mortels, quelle qu'en soit la cause. Ce changement contribuera à maximiser la qualité des données recueillies sur les cas de la plus grande importance clinique et de santé publique. Les décomptes de cas précédents, qui ont été mis à jour pour la dernière fois le 26 avril 2021, sont disponibles à titre indicatif uniquement et ne seront pas mis à jour à l'avenir. Juste comme ça, être asymptomatique – ou n'avoir que des symptômes mineurs – ne comptera plus comme un « cas de Covid » mais uniquement si vous avez été vacciné !

– Pour être clair : si ces nouvelles politiques avaient été l'approche globale de « Covid » depuis décembre 2019, il n'y aurait jamais eu de pandémie du tout.

– Si vous les appliquez uniquement aux vaccinés, mais que vous gardez les anciennes règles pour les non vaccinés, le seul résultat possible peut être que les registres officiels montrent que « Covid » est beaucoup plus répandu chez ces derniers que chez les premiers. Il s'agit d'une politique conçue pour gonfler continuellement un chiffre et minimiser systématiquement l'autre.

https://off-guardian.org/2021/05/18/how-the-cdc-is-manipulating-data-to-prop-up-vaccine-effectiveness/

- Article du 21 Mai 2021 : "Comment l'Uttar Pradesh a inversé la tendance dans la lutte contre Covid-19"

https://www.hindustantimes.com/india-news/how-uttar-pradesh-turned-the-tide-in-fight-against-covid19-101621590095721.html

“L’État le plus peuplé d’Inde, l’Uttar Pradesh, était l’un des États gravement touchés par la deuxième vague de la maladie à coronavirus (Covid-19). Lorsque l’infection a commencé à faire des ravages dans tout le pays, l’État a également vu son volume augmenter rapidement.

Mais le gouvernement de Yogi Adityanath a adopté des mesures agressives pour freiner la propagation du Covid-19 dans l’État. Sa stratégie de «Traçage, test, suivi et traitement» a conduit à une réduction de 68% du nombre de cas de Covid-19 par rapport au pic de 2,10 lakh le 23 avril. Selon les données du gouvernement de l’État, le taux de positivité est descendu à 2,67 pour cent contre 22 pour cent en avril, qui est l’un des plus bas du pays. Les données du gouvernement ont également montré que le taux de recouvrement dans l’État est de 92,5 pour cent.

Le gouvernement a également lancé un dépistage porte-à-porte dans environ 97 000 villages afin de surveiller la propagation de l’infection dans les zones rurales. Plus d’un test de lakh Covid-19 est effectué quotidiennement dans les villages.” (tout nouveau testé positif se voyant remettre un kit médical incluant l’ivermectine).

L’efficacité de cette stratégie commence aussi à se voir dans les statistiques de mortalité liée au Covid de l’Uttar Pradesh qui sont en baisse significative alors que pour l’Inde prise globalement elle demeure sur des plus hauts. Il n’y a, en effet, pas encore de réduction significative de la mortalité liée à une nouvelle variante du Covid pour l’Inde dans son ensemble comme on peut le constater avec cette courbe :

https://i.imgur.com/Kkiy4Zr.png

En Uttar Pradesh j’ai noté un pic de 372 décès le 7 Mai (à peu près date à laquelle le porte à porte a été commencé). 14 jours plus tard le 21 Mai on enregistre 172 décès. La baisse commence à être significative quoique la mortalité se situe encore encore très au dessus de qu’elle était avant la crise. Mais on est sur le bon chemin. Dans quelques semaines la crise pourrait être à peu près complètement résolue en Uttar Pradesh.

https://i.imgur.com/PMGL8hm.png

- Nux vomica 5ch

Sulfur5ch

5granules de tube matin midi et soir 2jours avant,le jour et 2 jours après la vaccination +

Chèvrefeuille TM 40 gouttes matin et soir

Préconise par Nadia Volf

- témoignage d’un père ayant perdu son fils de 41 ans après vaccination

https://youtu.be/Sx5tHe08AXA

- https://twitter.com/L_oranaise_/status/1396404035293523971

27 ans, décédée d’hémorragie cérébrale après Astra.

https://profidecatholica.com/2021/05/24/stephanie-dubois-27-ans-decede-apres-la-vaccination-astra-zeneca/

- Pass sanitaire : les vaccins russe et chinois non reconnus en Europe - 24 mai 2021 Par Karyl Ait Kaci Ali :

– Le Pass sanitaire européen pour les voyages ne fonctionnera pas avec le vaccin russe Spoutnik V, utilisé en Hongrie, ou le vaccin chinois Sinovac, a déclaré le secrétaire d’Etat en charge des Affaires européennes Clément Beaune.

– Les ressortissants des pays européens qui utilisent ou utiliseront les vaccins russes Spoutnik V ou chinois Sinovac ne pourront pas intégrer leurs preuves de vaccination dans le Pass sanitaire pour entrer en France cet été. C’est ce qu’a assuré – Clément Beaune, secrétaire d’Etat en charge des Affaires européennes, sur BFM et RMC ce lundi 24 mai, expliquant que seuls “les vaccins autorisés par l’Agence européenne des médicaments” seraient reconnus par le Pass sanitaire.

– La Hongrie notamment utilise le vaccin russe. Pour pénétrer en France ou dans un autre pays de l’Union européenne (UE), les ressortissants hongrois vaccinés au Spoutnik V devront logiquement produire le résultat d’un test PCR négatif.

– À l’inverse, le secrétaire d’Etat a précisé qu’à partir du 1er juillet, date d’entrée en vigueur du Pass sanitaire dans les 27 pays de l’UE, les personnes vaccinées avec Pfizer, Moderna, AstraZeneca ou Janssen pourront circuler sur le continent sans avoir à effectuer de tests PCR.

Actuellement, la plupart des pays européens demandent des résultats négatifs de tests PCR aux personnes souhaitant entrer sur leur territoire, même si elles sont vaccinées. Une situation qui prendra fin en juillet donc.

…

https://www.cnetfrance.fr/news/pass-sanitaire-les-vaccins-russe-et-chinois-non-reconnus-en-europe-39923197.htm

– Au-delà de la mise en valeur des vaccins provisoirement autorisés par l'Agence européenne des médicaments (EMA), le Secrétaire d'État français en charge des Affaires européennes reconnaît ce jour que les vaccins tiers seront écartés dans le cadre du Pass sanitaire : « Il n'est pas question pour nous d'accepter qu'on arrive en France avec un vaccin dont on n'est pas sûr de la protection », a indiqué le Secrétaire d'État, ajoutant même : « le vaccin, dans ce cas précis, ne suffira pas, que l'on vienne de Chine, du Chili, de Hongrie même, au sein de l'Europe ».

– Que l'on soit pour ou contre la vaccination Covid-19, la question se pose de savoir pourquoi un Pass sanitaire permettrait de privilégier tels ou tels vaccins : la revendication d'une meilleure protection pour les vaccins autorisés par l'EMA se heurte au fait que leurs études cliniques ne seront achevées, au mieux, qu'en 2022.

- Une vidéo qui s'impose : Jean-Domninique Michel à l'IHU de Marseille.

https://www.youtube.com/watch?v=WUkcsSnVzl0

Trop sérieux et précis pour être toléré par la Doxa ?

Au Tamil Nadu, mauvaise surprise en sortant à 11h, tout est fermé (hormis les pharmacies), y compris les magasins d'alimentation, des barrages et des flics partout.

J'ai contourné (en scooter) le barrage situé sur l'axe principal menant à Pondichéry en empruntant une petite route, et bonne surprise, personne au checkpoint situé à l'entrée du Territoire de Pondichéry. Tous les petits magasins (fermeture à 12 heures) situés en face de l'hôpital Jipmer étaient ouverts et j'ai rempli mes deux gros sacs à provision. A peu près personne, le calme plat, il n'y avait même pas un seul client à la principale pharmacie.

En revanche, dans la commune située près de chez moi, c'est la foule, les salles d'attente des médecins sont si bondées qu'elles empiètent sur la chaussée, j'ignore ce qu'ils fabriquent et je n'ai pas eu la curiosité de leur demander. Quel monde de dingues !

CINQUIEME PARTIE. NOTES POLITIQUES

Totalitarisme. Tous les prétextes sont bons pour adopter de nouvelles mesures ou lois liberticides ou répressives.

L'Assemblée vote la loi "justice" dans un contexte sécuritaire tendu - Reuters 25 mai 2021

Un rassemblement parisien très politique, en présence du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, lié aux récentes attaques mortelles du brigadier Eric Masson à Avignon et de Stéphanie Monfermé à Rambouillet.

Dans ce contexte, ont été ajoutés au projet de loi une peine de sûreté de 30 ans à destination des condamnés à perpétuité pour un crime contre un policier ou un gendarme, la fin des rappels à la loi jugés inefficaces et la limitation des réductions de peine pour les agresseurs de membres des forces de l'ordre.

Affaire Halimi : le Sénat adopte une proposition de loi pour réformer l'irresponsabilité pénale - publicsenat.fr 26 mai 2021

« Dans le cas Halimi, si notre loi avait été votée, il y aurait eu un procès où l'auteur aurait reconnu les faits et présenté ses excuses aux victimes comme il l'a fait devant la chambre d'instruction. Mais il aurait probablement été déclaré irresponsable de la même façon. Les victimes, elles, auraient été reconnues publiquement et la Cour aurait pu rappeler publiquement que l'antisémitisme est pénalement répréhensible », a exposé la sénatrice centriste, Dominique Vérien.

Pour le groupe PS, le « statut quo » n'est pas possible.

« Les prises d'alcool et de drogues ne sont pas nécessairement fautives », fait valoir Éliane Assassi, la présidente du groupe communiste.

Le sénateur écologiste, Guy Benarroche a fait adopter un amendement permettant au juge du fond de prononcer, en complément de cette hospitalisation, une mesure de sûreté d'obligation de soins pouvant aller jusqu'à 20 ans. publicsenat.fr 26 mai 2021

Trafic de drogue: Darmanin annonce une amende de 135 euros pour les squatteurs de halls d'immeubles - BFMTV 24 mai 2021

Gérald Darmanin a annoncé la création d'une nouvelle amende pour les guetteurs ou les squatteurs de halls d'immeuble. Interrogé par France Bleu Provence, le ministre de l'Intérieur a précisé que ce nouveau dispositif juridique entrera en vigueur au mois d'octobre.

"Les policiers auront la possibilité de mettre une amende de 135 euros pour une personne qui occupe un hall d'immeuble. Aujourd'hui, il est

très difficile de constituer ce délit. C'est une pierre supplémentaire dans le jardin des trafiquants", a estimé le ministre.

Face aux difficultés pour caractériser ce délit, Gérald Darmanin a expliqué que les forces de l'ordre pourraient s'appuyer sur les caméras de vidéosurveillance, les caméras-piétons que vont recevoir à partir de juillet tous les gendarmes et policiers mais aussi sur les constats et témoignages, évoquant par exemple les "gens qui crient parce que la police arrive".

"Il faut continuer et cela mettra beaucoup de temps, on ne résout pas cette question en quelques semaines et en quelques mois", a-t-il souligné. BFMTV 24 mai 2021

- Le Parlement adopte définitivement le «pass sanitaire» et la sortie progressive de l'état d'urgence - RT 27 mai 2021

Le «pass sanitaire» subordonnera l'accès aux grands événements, plus de 1 000 personnes selon la promesse du gouvernement, à la présentation d'un résultat négatif de dépistage du virus, d'un justificatif de vaccination, ou encore d'une attestation de rétablissement après une contamination. RT 27 mai 2021

- Bars, restaurants, salles de sport : les clients devront obligatoirement signaler leur présence - RT 26 mai 2021

A compter du 9 juin, les clients des bars et restaurants devront signaler leur présence afin d'être prévenus d'une éventuelle contamination. Ces signalements seront faits sur papier ou avec la fonctionnalité «Signal» de l'application TousAntiCovid.

Le gouvernement français s'apprête à publier un décret pour rendre obligatoire le signalement de sa présence dans un restaurant, un bar ou une salle de sport dont les services en intérieur vont rouvrir à compter du 9 juin. Dans un documentpublié sur le site du ministère de l'Economie et des Finances, l'Etat cible notamment «les établissements présentant un risque potentiel de contamination à la Covid-19 où le port du masque n'est pas possible en permanence».

Pour signaler leur présence, les utilisateurs auront deux possibilités : l'utilisation de l'application TousAntiCovid (disponible sur iOS et Android) qui intégrera une nouvelle fonctionnalité (la fonctionnalité «Signal») permettant de scanner le QR Code affiché à l'entrée de l'établissement ou l'usage d'un cahier de rappel qui sera mis à la disposition des clients. S'ils optent pour le format papier, ils devront laisser leurs coordonnées afin d'être prévenus en cas d'éventuelle contamination dans le lieu qu'ils auront fréquenté.

En plus du «carnet de rappel», l'application TousAntiCovid servira de «pass sanitaire» en attestant que son détenteur a été vacciné contre le Covid-19, qu'il a été récemment testé négatif ou encore qu'il est rétabli après avoir contracté la maladie. RT 26 mai 2021

Le Great reset. A qui profite le crime ? Une mystification en nourrit une autre.

Parc éolien au large de la Bretagne : "C'est vital", défend Barbara Pompili - Europe1 25 mai 2021

Le gouvernement a récemment donné son feu vert à la construction d'un vaste parc éolien flottant de 130 km2 au large de Belle-Île, au sud de la Bretagne. Cette décision a provoqué la colère des habitants et des pêcheurs locaux, qui dénoncent la laideur du projet et ses conséquences environnementales, notamment sur la biodiversité. Mais Barbara Pompili ne veut rien lâcher. "Le développement de l'éolien, c'est vital. Nous avons besoin de développer les énergies renouvelables dans notre pays", a martelé la ministre de la Transition écologique mardi sur Europe 1.

Barbara Pompili a aussi répondu aux critiques selon lesquels les habitants n'auraient pas été consultés. "On tient compte de l'avis des gens, notamment par des débats publics, par des consultations où on rencontre les différents acteurs", a assuré la ministre. "A la fin, c'est l'Etat qui décide. "Il y a une décision qui est prise par des responsables politiques, mais après de nombreuses consultations", a-t-elle insisté. Europe1 25 mai 2021

Le Great reset. A qui profite le crime ? Suivez la piste de l'argent.

Résultats en baisse, dividendes en hausse : le bug du CAC 40 - franceinter.fr 27 avril 2021

L'Observatoire des multinationales - qui fait un travail de veille assez critique sur le CAC 40 - publie une étude sur les dividendes qui devraient être versés aux actionnaires cette année. Ils repartent à la hausse alors même que les bénéfices baissent fortement.

Le capitalisme défie les lois de la gravité et du bon sens ! La croissance a été en chute libre l'an dernier. L'Etat a dû dépenser des centaines de milliards d'euros pour soutenir l'économie. Et la Banque centrale européenne a tout fait pour que les taux d'intérêt soient le plus bas possible.

Toutes les entreprises ont profité de ces dispositifs, mais leurs résultats ont plongé quand même. Et de beaucoup : -55% pour le CAC 40. On s'attendait donc à ce que les dividendes suivent le même chemin.

Eh bien c'est exactement l'inverse qui se produit : ils sont en hausse. Et très nettement. L'Observatoire des Multinationales parle de 51 milliards d'euros sur le point d'être distribués aux actionnaires.

C'est beaucoup plus que l'an dernier ?

22% de plus. Il faut reconnaître que l'an dernier à la même période, on était tellement dans le brouillard et dans le chômage partiel que beaucoup de grands groupes avaient réduit voire supprimé leurs dividendes. Cette année, c'est encore ce que font les banques, à qui les autorités n'ont pas laissé le choix, ou quelques sociétés comme Accor, Renault ou Air France, en forte perte.

Mais la plupart des autres vont rémunérer leurs actionnaires comme en 2019, une année record.

Certaines ont même décidé de racheter des actions, ce qui fait monter le cours de Bourse. C'est comme si elles versaient un super dividende.

Le plus étonnant, c'est que les entreprises du CAC versent plus de dividendes qu'elles ne font de profit : 51 milliards d'euros de dividendes contre 37 milliards de bénéfice.

Comment c'est possible ? Une entreprise peut distribuer plus que ce qu'elle gagne ?

Une PME, non, mais une entreprise du CAC 40, oui. Prenez l'exemple de Total: l'an dernier, il a affiché une perte de 7,6 milliards, mais il verse un dividende de 7,2 milliards. Engie fait pareil.

Ces sociétés puisent dans leur trésorerie ou empruntent à 0% pour payer leurs actionnaires. C'est là qu'on voit combien le système est déréglé. La BCE maintient les taux à zéro pour encourager les entreprises à investir et muscler le tissu industriel européen. Mais elles n'en font rien.

Car elles n'ont pas assez de projets d'investissement. Et c'est triste. Prenez Sanofi. Si le groupe avait trouvé un vaccin contre le Covid il aurait peut-être construit une nouvelle usine. Au lieu de cela, il rend 4,8 milliards à ces actionnaires. Pareil pour PSA-Fiat… On peut en citer d'autres. Ce choix du dividende plutôt que de l'investissement est donc plus qu'inquiétant pour notre économie. franceinter.fr 27 avril 2021

LVOG - Votre économie, celle du CAC40, pas la nôtre, ces soi-disant "*opposants au système*" sont à sa solde en réalité. Lire plus loin.

Allô Bercy ? Abreuvé d'aides publiques, le CAC40 continue à gâter ses actionnaires et détruire des emplois - multinationales.org 26 mai 2021

Après avoir montré que 100% du CAC40 bénéficie d'aides publiques et qu'il verse de manière agrégée 51 milliards d'euros à ses actionnaires (+22%), soit l'équivalent de 140% de ses profits en 2020, l'Observatoire des multinationales révèle dans un nouveau rapport comment les grands groupes français profitent de l'absence de vraies conditions au soutien apporté par les pouvoirs publics pour supprimer des emplois et sacrifier les besoins du "monde d'après" aux intérêts court-termistes des marchés financiers.

Le gouvernement a débloqué des aides publiques massives pour soutenir le secteur privé face à la crise sanitaire, dont les grandes entreprises du CAC40 ont largement bénéficié. Malgré les demandes qui émanaient de toute part, il s'est obstinément refusé à assujettir ces aides à des véritables conditions sociales, environnementales et fiscales, notamment en matière de versement de dividendes, de protection de l'emploi et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le rapport Allô Bercy ? Pas d'aides publiques aux grandes entreprises sans conditions, que nous publions dans le cadre de notre campagne de financement participatif #AlloBercy, dresse le tableau - malheureusement peu réjouissant - des conséquences de ce refus.

En voici les principaux enseignements :

Des aides publiques massives qui profitent aux très grandes entreprises

100% du CAC40 a bénéficié d'aides publiques massives à l'occasion de la crise du Covid-19 - y compris certains groupes qui persistent à prétendre le contraire.

La France a consacré 155 milliards d'euros supplémentaires, s'ajoutant aux aides déjà existantes de l'ordre de 150 milliards, à soutenir les entreprises en 2020. C'est le record en Europe.

La transparence sur ces aides publiques est très limitée, de sorte qu'il est impossible de dire combien exactement chaque groupe a reçu.

Seulement six groupes du CAC40 affichent une perte pour 2020. Dix groupes affichent des profits supérieurs à 2 milliards d'euros, dont certains ont été largement soutenus par les pouvoirs publics.

Le CAC40 a déclaré 20 millions d'euros de dépenses de lobbying pour 2020, dont plus d'un tiers pour obtenir des aides publiques ou des dérégulations.

Le CAC40 priorise plus que jamais les dividendes

Avant la crise sanitaire, le CAC40 s'apprêtait à verser la somme record de 64,7 milliards d'euros à ses actionnaires. Malgré les appels à la modération, les deux tiers du CAC40 avaient maintenu le versement de leurs dividendes. Ce sont finalement 42 milliards qui avaient été versés aux actionnaires.

Un an plus tard, quand bien même l'épidémie n'est pas finie, les dividendes du CAC40 repartent à la hausse, avec près de 51 milliards de versements aux actionnaires.

Cela représente presque 140% des bénéfices cumulés du CAC40 en 2020. Autrement dit, le CAC40 a consacré tous ses profits et puisé dans sa trésorerie pour rémunérer ses actionnaires.

Le premier bénéficiaire de ces dividendes est BlackRock avec 1,7 milliard d'euros, devant l'État français et le groupe Arnault.

La plupart des aides publiques n'ont été assorties d'aucune condition relative au versement de dividendes. 80% des groupes du CAC40 ayant recours au chômage partiel ont versé un dividende en 2020 et/ou 2021.

Les aides publiques ne protègent pas l'emploi

Le CAC40 a annoncé 62500 suppressions d'emplois dans le monde depuis le début de la crise sanitaire, dont près de la moitié en France. Une partie de ces suppressions est encore à venir.

Si certaines entreprises du secteur numérique ont connu une forte augmentation de leurs effectifs en 2020, la plupart ont supprimé des emplois. 7 groupes du CAC40 ont supprimé plus de 5000 emplois l'année dernière.

Certaines des entreprises les plus soutenues (Renault, Air France, Safran) sont aussi celles qui suppriment le plus d'emplois. 7 des 10 des plus gros bénéficiaires de prêts garantis par l'Etat, dont Renault et Air France, ont supprimé des emplois.

Climat, rémunérations patronales, fiscalité : les aides publiques n'ont pas encouragé des pratiques plus vertueuses

Le gouvernement a systématiquement opposé son veto à toute forme de condition climatique aux aides aux entreprises, même si certains secteurs particulièrement problématiques (automobile, aérien) ont été au centre de l'attention. Parallèlement, le CAC40 s'est opposé aux changements concrets proposés par la Convention citoyenne pour le climat.

Aucune véritable condition n'a été posée en matière d'optimisation fiscale. Certains groupes du CAC40 les plus abreuvés d'argent public sont aussi les plus présents dans les paradis fiscaux.

7 dirigeants du CAC40 ont vu leur rémunération augmenter en 2020 malgré la crise sanitaire. Carlos Tavares (PSA) refuse encore de révéler sa rémunération en 2020. François-Henri Pinault (Kering) cache l'essentiel de sa rémunération (12 millions d'euros) sous prétexte que cette somme est versée en 2021.

Au-delà des effets d'annonce du printemps 2020 sur la réduction de leur rémunération par solidarité, les dirigeants du CAC40 n'ont en réalité diminué leur rémunération que de 8% en moyenne. Dix patrons du CAC40 n'ont pris aucune initiative de réduction de leur rémunération. multinationales.org 26 mai 2021

C'est quoi l'association Alter-médias (aussi éditrice de Basta! et du Portail des médias libre), l'Observatoire des multinationales ?

Des "experts" autoproclamés, en quoi au juste ? Corporatisme.

- Un pôle d'expertise reconnue dans la lutte contre les abus des multinationales

L'ADN de l'Observatoire des multinationales, c'est : l'investigation, l'analyse et la veille citoyenne sur les grands groupes et les enjeux de démocratie économique. Il est porté par l'association Alter-médias (aussi éditrice de Basta! et du Portail des médias libres).

Suivez la piste de leur financement

https://www.kisskissbankbank.com/fr/projects/allo-bercy

- KissKissBankBank est une plateforme de financement participatif régulée par les autorités françaises. Immatriculation : 14007218

Financement identique aux filiales liées à l'oligarchie financière.

L'Observatoire des multinationales est financé à hauteur de 46,3% par des fondations d'intérêt général (sic!) et 50,8 % par des dons (re-sic!), 1,5% par des fonds publics à la presse, soit au total 98,6%.

- KissKissBankBank & Co est agent de l'institution financière MANGOPAY SA.

Domicilié dans un paradis fiscal !

Mangopay, une start-up destinée aux entrepreneurs.

- Développez votre business grâce à Mangopay.

https://www.mangopay.com/fr/

Adresse : 2 Avenue Amélie, L-1125 Luxembourg

Et que trouve-t-on parmi leurs partenaires ?

https://www.kisskissbankbank.com/fr/projects/allo-bercy

- Cet effort, nous le menons aussi au niveau européen avec nos partenaires du réseau ENCO.

On va s'apercevoir que ENCO est le pilier de cette organisation aux multiples ramifications.

Qu'est-ce que le réseau ENCO (European Network of Corporate Observatories) ?

https://corpwatchers.eu/fr/a-propos-d-enco

- ENCO (European Network of Corporate Observatories) est un réseau de médias et d'organisations de la société civile de différents pays d'Europe qui se consacrent à enquêter et informer sur les entreprises multinationales et leur pouvoir.

- L'objectif du réseau ENCO est d'apporter aux citoyens, à la société civile, aux médias et aux décideurs les informations dont ils ont besoin sur les impacts et les stratégies des grandes entreprises, ainsi que des outils pour aller plus loin, afin de renforcer le débat démocratique et de servir le plaidoyer de la société civile et les mobilisations citoyennes, à travers la publication et la diffusion d'articles et de rapports.

Qui y figure-t-il ?

https://corpwatchers.eu/?lang=en

Corporate Europe Observatory (CEO)

https://corporateeurope.org/en/who-we-are

Et qui finance notamment ce partenaire de l'Observatoire des multinationales ? La crême de l'oligarchie financière : Soros et Rockefeller.

- The Open Society Foundations were set up in 1979 by George Soros. "The Open Society Initiative for Europe aims to contribute to more vibrant and legitimate democracies in the European Union by supporting the activists and civil society organizations confronting Europe's many challenges."

- The Rockefeller Brothers Fund "advances social change that contributes to a more just, sustainable, and peaceful world."

Leur slogan : Help us stay independent : Aidez-nous à rester indépendant ! Bref, ce sont des manipulateurs.

Maintenant vous aurez compris pourquoi la ligne éditorialiste de l'Observatoire des multinationales est corporatiste, réactionnaire. Ne jamais se fier aux apparences trompeuses, aux bonnes ou généreuses intentions. Contentez-vous des données qu'ils fournissent, de préférence en les vérifiant.

Leur humanisme est la politesse... des néonazis.

- Avion détourné au Bélarus: l'ONU demande la libération immédiate de l'opposant - BFMTV 25 mai 2021

- Avion détourné : l'UE va fermer son espace aérien aux avions biélorusses - Europe1 25 mai 2021

Réunis en sommet, les 27 Etats membres de l'Union européenne ont décidé lundi de fermer l'espace aérien de l'UE aux avions biélorusses, pour sanctionner le régime d'Alexandre Loukachenko après le détournement d'un avion de ligne. Europe1 25 mai 2021

- Air France suspend ses vols au-dessus de la Biélorussie - Reuters 25 mai 2021

Les deux poids, deux mesures de l'affaire Pratassevitch - Réseau Voltaire 25 mai 2021

Le président états-unien Joe Biden et les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne ont vivement condamné l'arrestation du journaliste Raman Pratassevitch en Biélorussie.

L'avion de Ryanair qui, traversant l'espace aérien biélorusse, le transportait de Grèce en Lituanie le 23 mai 2021, a été contraint de se poser à Minsk après une fausse alerte à la bombe. Le jeune homme a alors été arrêté pour avoir incité aux manifestations de l'an dernier.

Dans son communiqué, l'Union européenne « demande à l'Organisation de l'aviation civile internationale d'enquêter d'urgence sur cet incident sans précédent et inadmissible » et annonce de nouvelles sanctions contre des responsables biélorusses et pour isoler ce pays.

Or, le 3 juillet 2013, l'Union européenne contraignait l'avion présidentiel de Bolivie, transportant le président en exercice Evo Morales, à atterrir à Vienne (Autriche) sous peine d'être abattu. L'UE entendait le perquisitionner et arrêter Edward Snowden que les États-Unis croyaient être à bord. Ce type d'incident n'est donc pas « sans précédent et inadmissible » d'un point de vue de l'UE.

À l'époque le vice-président des États-Unis était Joe Biden, aujourd'hui président. Il avait personnellement menacé divers États qui se proposaient d'héberger le « lanceur d'alerte » Edward Snowden. La porte-parole du secrétariat d'État US était Jen Psaki, aujourd'hui porte-parole de la Maison-Blanche. Elle avait défendu le droit des États-Unis à arrêter ce « traître » et à le condamner. Interrogée sur les deux incidents, elle n'en a plus souvenir.

- « Le Conseil européen sur l'affaire Pratassevitch », Union européenne (Conseil européen), Réseau Voltaire, 24 mai 2021.

https://www.voltairenet.org/article213185.html

- « Joe Biden sur le détournement du vol Ryanair et l'arrestation d'un journaliste au Bélarus », par Joseph R. Biden Jr., Réseau Voltaire, 24 mai 2021.

https://www.voltairenet.org/article213183.html

Le Times évoque le passé de l'opposant biélorusse Protassevitch au bataillon Azov... et se ravise - RT 27 mai 2021

Le quotidien a effacé de l'un de ses articles la mention des liens pourtant documentés entre Roman Protassevitch, interpellé à Minsk le 23 mai, et le bataillon Azov, milice ultranationaliste ukrainienne qu'il a intégrée en 2014 comme reporter.

Une part d'ombre dans le parcours de l'opposant biélorusse Roman Protassevitch ? Au lendemain de son interpellation à Minsk – dénoncée à l'international – le journal britannique The Times a publié le 24 mai un article dans lequel étaient, entre autres, mentionnés les liens du jeune homme avec le bataillon Azov, milice d'extrême droite opérant en Ukraine contre les rebelles de l'est du pays.

Les deux paragraphes sur le sujet ont depuis été supprimés du portrait de l'ancien rédacteur en chef de la chaîne Telegram biélorusse d'opposition Nexta. «En 2014, Protassevitch se serait rendu dans l'est de l'Ukraine, où il a rejoint le bataillon Azov, un groupe d'extrême droite qui a combattu les séparatistes soutenus par la Russie», pouvait-on y lire...

Le bataillon Azov, créé en mai 2014, est rapidement devenu un régiment en septembre de la même année. A l'époque, dans un rapport de l'ONU, le groupe avait été accusé de violation des droits de l'homme ainsi que de pillage et de détention arbitraire en Ukraine. Début juin 2015, le Congrès américain avait même brièvement bloqué toute fourniture d'aide à ce bataillon, le qualifiant de «groupuscule néonazi».

Les liens entre Roman Protassevitch et le bataillon Azov ont été explicités dans une publication sur Telegram d'Andriy Biletsky, le fondateur de la milice, qui a précisé qu'à l'époque, le Biélorusse avait participé comme reporter, et non comme soldat. Et selon Andriy Biletsky, l'opposant biélorusse n'aurait pas fait mystère de ses sympathies pour la cause : «Roman, avec Azov et d'autres unités militaires, s'est battu contre l'occupation de l'Ukraine. Il était avec nous près de Shyrokyne [village dans l'oblast de Donetsk], où il a été blessé. Son arme en tant que journaliste n'était pas une arme à feu, mais les mots.»

Les services de renseignement biélorusses (KGB), commentant l'arrestation de cet opposant, ont d'ailleurs évoqué son passé en tant que membre de ce bataillon. «Il est incontestable que cette personne se conforme pleinement à la définition d'un terroriste, d'un mercenaire, participant aux événements sanglants du tristement célèbre bataillon Azov, associé aux atrocités et aux décès de civils dans le sud-est de l'Ukraine. Et ce ne sont pas seulement nos données et les données de l'enquête, mais aussi des faits présentés dans les médias avec les aveux personnels de Protassevitch», a expliqué le 26 mai Ivan Tertel, le chef du KGB, cité par l'agence de presse Belta. RT 27 mai 2021

LVOG - Pour prendre des photos des crimes abominables commis par cette milice néonazi, il faut une certaine dose de sadisme.

En France, instaurer un régime totalitaire ou néofasciste, ils appellent cela un processus démocratique

Bachar el-Assad vote sous les récriminations des Occidentaux - Réseau Voltaire 26 mai 2021

La Syrie organise, ce 26 mai 2021, une élection présidentielle sur son territoire et dans toutes ses ambassades.

Les États-Unis et leurs alliés ont qualifié cette élection, comme la précédente, de « ni libre, ni juste ». Ils étaient persuadés que les Syriens réfugiés à l'extérieur (principalement au Liban et en Jordanie) étaient opposés à la République (dite « régime de Bachar »). Ils avaient donc exigé que des bureaux de vote soient ouverts à l'étranger. Ceux-ci ont pu voter dès vendredi, sauf en Jordanie où les Syriens sont parqués dans des camps et ne peuvent se déplacer. On a par contre assisté à une vaste migration des Syriens au Liban pour aller voter dans leur ambassade.

Des nervis des Forces libanaises ont attaqué des autobus de Syriens en route pour l'ambassade et ont blessé certains d'entre eux. Leur chef, Samir Geagea a déclaré que les Syriens qui votent pour el-Assad doivent être expulsés du Liban. Le PSNS, célébrant le 20ème anniversaire de la libération de l'occupation israélienne, a alors organisé un défilé para-militaire à Hamra (Beyrouth). Ses militants ont scandé des menaces de mort contre le pro-Israéliens Geagea, qui a porté plainte.

Le Canada a dénoncé le « régime » qui « continue de terroriser son électorat au moyen d'armes chimiques » (sic).

Interrogé dans son bureau de vote, le président sortant, Bachar el-Assad, blasé, s'est amusé des récriminations occidentales. Il a fait remarquer que tous les observateurs présents la dernière fois, comme cette fois-ci, s'accordent au contraire à dire que le scrutin est parfaitement régulier.

Changeant leur fusil d'épaule, les Occidentaux déclarent maintenant que le scrutin, quel qu'il soit, n'est pas acceptable tant qu'une nouvelle Constitution n'aura pas été négociée avec l'opposition qu'ils avaient armé. C'était leur position pendant la guerre, mais l'opposition armée n'existe plus. Réseau Voltaire 26 mai 2021

- Syrie : Bachar el-Assad réélu président avec 95,1% des voix - RT 27 mai 2021

Le président syrien Bachar el-Assad a été réélu pour un mandat de sept ans avec 95,1% des voix, selon des résultats annoncés le soir du 27 mai par le président du Parlement.

Les deux autres candidats qui se présentaient face à lui, Abdallah Salloum Abdallah et Mahmoud Mareï, ont obtenu respectivement 1,5% et

3,3% de voix. Toujours selon Hammoud Sabbagha, 14,2 millions de personnes ont participé au scrutin présidentiel sur les 18,1 millions Syriens qui étaient appelés à voter – soit un taux de participation de 76,64%. RT 27 mai 2021

LVOG - Sans prendre de risque, au regard de ces données on peut affirmer que Bachar el-Assad est le président le mieux élu de la planète...

Haut de page

Le 21 mai 2021

J'ai mis en ligne dans les différentes rubriques les articles d'avril et mai que je n'avais pas eu le temps de publier, ainsi le portail est à jour.

La prochaine causerie plus tard. En attendant vous pouvez suivre mes interventions dans le blog du Dr. Maudrux. Un lecteur a posté le commentaire suivant :

- Vous êtes un des rares sur ce blog à être lucide sur ce qui se passe.

Un autre lecteur :

- Merci pour votre critique argumentée, elle nous force à relativiser et à tenter d'interpréter le plus objectivement possible.

D'autres me descendent, parce qu'ils estiment mon discours trop orienté idéologiquement, normal ou inévitable, c'est rassurant, la démagogie, ce n'est pas vraiment mon truc, vous l'aviez constaté, bravo !

Si vous connaissez un blog ou un forum du mouvement ouvrier aussi sérieux où on peut s'exprimer aussi librement, sans invectives ou insultes, faites-moi signe, mais je crois que c'est peine perdue ! C'est bien triste et très préoccupant de constater un tel néant politique.

Allez, faisons un peu de politique pour changer.

- Appel à manifester "pour les libertés et contre les idées d'extrême droite" le 12 juin - BFMTV/AFP 22 mai 2021

Plusieurs syndicats, partis, associations et médias dont la CGT, Solidaires, Attac, SOS Racisme, le Mrap, L'Humanité, La France Insoumise et le NPA appellent à une "journée nationale de manifestation" le 12 juin "pour les libertés et contre l'extrême droite".

Parmi les partis signataires, Générations, Place Publique, auxquels se sont ajouté par la suite le PCF et EELV. Le PS, qui a publié son propre communiqué exprimant son soutien, participera aux manifestations, a également informé un de ses porte-parole, Pierre Jouvet. BFMTV/AFP 22 mai 2021

Lediapart.fr - Les premiers signataires :

Syndicats : CGT, FSU, Union syndicale Solidaires, Syndicat des Avocats De France, Syndicat de la Magistrature, UNEF (Union nationale des Étudiants de France), UNL (Union nationale des Lycéens), Fidl, MNL (Mouvement national Lycéen), FSE (Fédération Syndicale Etudiante, l'Alternative, Confédération Paysanne, USP (Union Syndicale de la Psychiatrie).

Associations et collectifs : Attac, LDH, FCPE, Fondation Copernic, Oxfam, Alternatiba, Amis de la terre, Résilience commune, DAL, CNL (Confédération nationale du Logement), Emancipation collective, Rencontre des justices, Coexister, MRAP, CRAN, SOS Racisme, comité justice pour ibo QNQF (Quartiers nord, Quartiers forts Marseille) , observatoire contre l'extrême droite, Mrap, association ViSA, Femmes égalité, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif féministe Les Rosies, Les effronté.e.s, JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) , AFPS, Conseil démocratique Kurde France, FTCR, CRLDHT, UTAC, France Amérique Latine,

Médias : Regards, L'Humanité, Politis, Contretemps, Le Media ;

Organisations politiques : ENSEMBLE !, Génération.s, La France Insoumise, GDS, Nouveaux Démocrates, NPA, Place Publique, les jeunes écologistes, MJCF (Mouvement des Jeunes Communistes), UEC, PEPS, Jeunes Génération.s, Rassemblement Communiste, UCL (Union Communiste Libertaire)

(https://www.appelpourleslibertes.com)

On ne peut pas à la fois porter la muselière et être Charlie, et défendre la liberté d'expression, encore moins la pratiquer, c'est aussi simple que cela.

Alors qu'ils ont soutenu avec zèle pendant plus d'un an l'ensemble des mesures liberticides adoptées par Macron au nom d'une crise sanitaire qui a été fabriquée et entretenue méticuleusement, les voilà qui appellent à manifester "*pour les libertés et contre les idées d'extrême droite*", tout en continuant de nier l'existence de traitements efficaces en prophylaxie ou pour lutter contre la covid-19 et ses variants, qui dès lors qu'on les prendrait en compte, porterait un coup fatal à l'argumentation en faveur de ces mesures liberticides, et qui plus est, à la nécessité de recourir à la vaccination de la population qui n'a pas non plus la moindre justification scientifique...

Dit autrement, en refusant de dénoncer cette machination ourdie par l'oligarchie financière, ils devaient fatalement en arriver à soutenir ou justifier les mesures liberticides qui en allaient en découler dans la foulée, et c'est ce qui s'est passé dès le mois mars 2020. Une fois pris dans cet engrenage, ils devaient aussi en arriver à justifier la vaccination et le pass sanitaire qui en découlerait également. Autrement dit, le mouvement ouvrier toutes tendances ou tous courants confondus collabore ouvertement quotidiennement avec le régime néofasciste en place, qu'il nous soit permis de nous abstenir.

Il faut bien comprendre qu'en temps normal l'offensive de Macron sur l'ensemble de nos droits et libertés n'aurait pas été possible ou il aurait été compliqué de la mener à bien, mais une fois créé artificiellement un climat de psychose collective ou de terreur parmi la population, tout devenait soudain possible, puisque sous le coup de l'émotion, sous l'emprise de la peur (irrationnelle) ou en présence d'une terrible menace de mort (inexistante) la population serait prête en échange de sa sécurité à adhèrer majoritairement à toutes les mesures liberticides qui lui seraient proposées ou imposées ultérieurement, qu'elle finirait pas réclamer elle-même, dès lors, les conditions étaient réunies pour que Macron pousse son avantage plus loin encore et s'en prenne aux droits sociaux et politiques qui nous restaient, sans rencontrer véritablement de résistance puisqu'il bénéficiait d'un consensus national de l'extrême droite à l'extrême gauche incluse.

Quand on reprend ce processus depuis le départ étape par étape ou qu'on remet chaque élément à sa place, on s'aperçoit qu'il n'a pu se réaliser, uniquement parce que tous les acteurs politiques se sont rangés derrière Macron en entonnant sa rhétorique sur la covid-19 sous couvert de l'absence de traitement. Autrement dit, tout ce qu'ils dénoncent aujoud'hui, ils en partagent la responsabilité avec Macron, ils en ont été les agents, ils en sont les complices.

Alors quelle est la signification politique de cet appel à manifester ?

Si leur motivation n'est pas l'abolition immédiate de toutes les mesures liberticides prises par Macron depuis 14 mois, c'est que forcément elle se situe sur le même terrain, au point d'y retrouver tous les ingrédients de la guerre idéologique et psychologique que mène l'oligarchie contre les masses qu'exprime "*l'alliance des libertés, du travail et d'un avenir durable*", difficile de faire plus démagogique, c'est la version modernisée de Travail, Famille, Patrie du régime de Vichy. "*L'alliance des libertés*" consistant à mettre sur le même pied ou plutôt à favoriser les libertés individuelles au détriment des libertés collectives de telle sorte que toutes disparaîtront, on est déjà en plein dedans ; "*Le travail*", cela ne veut rien dire, sauf peut-être qu'on devrait accepter de travailler sous n'importe quelle condition ; "*Un avenir durable*", dont le capitalisme serait le garant, puisque de près comme de loin il n'est nulle part question de le remettre en cause, mot d'ordre partagé d'ailleurs par le GIEC et l'OMS tous deux pilotés par l'oligarchie financière et la boucle de l'opportunisme est bouclée.

Rien que la liste des signataires ou des participants à cette manifestation permettait d'en cerner précisément l'orientation réactionnaire sans l'ombre d'un doute, puisqu'il y figure le PS, Générations, Place Publique, EELV, le PCF, Attac, SOS Racisme, le Mrap, la LDH, etc., tous partageant la même idéologie, tous totalement subordonnés au régime, tous antisocialistes, tous ces acteurs sont également responsables de la situation actuelle répétons-le, alors comment voudriez-vous qu'ils la combattent, franchement, un peu de sérieux.

Pour tous ces acteurs politiques de droite qui servent le régime, la question est autant comment se faire passer pour des gens de gauche quand on ne l'est pas, qu'interdire à tous ceux qui ne supportent plus la politique ultra réactionnaire de Macron toute issue politique. A cette fin, ils instrumentalisent l'extrême droite pour le compte de Macron ou l'extrême-centre qui est au pouvoir.

Que signifie dans leur appel : "*les propos et actes racistes et sexistes au travail et dans la vie se propagent*", sinon qu'ils reprennent les thèmes qui tournent en boucle sur BFMTV, dans Le Monde ou Libération, Le HuffPost, etc. ou que l'on trouve sur la page d'accueil du blog du Forum économique mondial, pour détourner les travailleurs de la lutte des classes, leur véritable objectif. Une preuve supplémentaire.

Quand ils écrivent : "*Face à ce climat de haine, raciste et attentatoire aux libertés individuelles et collectives*, on est en droit de se demander pourquoi ils se focalisent sur la haine et une nouvelle fois sur le racisme, sinon pour les attiser, car la haine comme le racisme peuvent correspondre à des comportements aussi bien individuels que collectifs. S'il s'agissait de dénoncer des discriminations, pourquoi ne pas commencer par celle qui concernent l'ensemble des masses exploitées et opprimées par une minorité ? Ne serait-elle pas la plus monstrueuse, la plus répandue dans la société, qui consiste à maintenir dans le pauvrété et la précarité des milllions de travailleurs et leurs familles sans que rien ne puisse le justifier, hormis évidemment quand on cautionne le régime en place, et c'est justement parce qu'ils ne tiennnent pas à aller sur ce terrain-là qu'ils agitent la serpillère du racisme qui leur sert de bonne conscience.

Je vous parie que la plupart des militants vont tomber dans le panneau. Ils sont mûrs pour cela, leur niveau théorique est proche de zéro, et cela fait belle lurette qu'eux aussi ils se sont détournés du combat politique sur le terrain du socialisme, j'espère me tromper, mais je ne me fais guère d'illusion, car dans le cas contraire on le saurait où ils auraient eu à coeur de se manifester ici.

Il y en aura pour tout le monde !

Dans son dernier éditorial (La tribune des travailleurs), Daniel Gluckstein nous apprend que nous vivons dans ce "*pays qui fut naguère la patrie des droits de l'homme*", concession ou concept que Marx brocarda autrefois à juste titre (lire plus bas dans cette page). Gageons qu'il le réhabilitera dans le dos des marxistes dans une des "*conférences marxistes de la Tendance communiste internationaliste du POID*", ces ges-là osent tout !

Bon week-end.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 juin 2021

J'ai ajouté 34 documents dans les différentes rubriques.

Beaucoup trop d'articles sur les vaccins. Toujours est-il que les trusts pharmaceutiques ont bien précisé que la phase 3 des tests de leurs vaccins n'était pas terminée, ce dont des centaines de millions de personnes n'ont pas cru bon de tenir compte, quitte à être des cobayes et prendre le risque inouï d'en subir les conséquences un jour ou l'autre, oubliant que l'on ne pouvait pas se dévacciner, plus de 14.000 en sont déjà morts rien qu'en Europe en deux mois.

Cela dépasse l'entendement bien que l'on connaisse parfaitement les mécanismes qui ont été employés pour les tromper et en arriver là, une telle folie collective en rappelle d'autres dans le passé, hélas !

Tous les acteurs politiques qui auront refusé de dénoncer cette mystification, et qui auront refusé de soutenir les traitements existant et efficaces pour lutter contre la Covid-19, ainsi que les médecins qui les défendent, se sont déjà rendus coupables de crimes ou de complicité de crimes de masse contre tous les peuples, autant dire qu'ils n'ont aucune légitimité pour parler en notre nom, et qu'ils n'en auront plus jamais dans le futur quoiqu'il arrive, politiquement ils sont morts et ne peuvent plus incarner notre cause.

J'appelle une énième fois les militants entendant rester fidèles au socialisme et au combat des masses pour leur émancipation du capitalisme à se manifester et à s'organiser.

Je prépare la prochaine causerie dans des conditions difficiles, parce qu'ici il fait une chaleur écrasante et nous sommes soumis à un lockout complet... De plus je dois lire quotidiennement des tas d'articles sur l'évolution de la situation dans le monde, y compris en anglais ou les traduire, c'est épuisant. Ma compagne est absente, donc je dois en plus tout me taper.

Les traitements que j'ai donné à mon beau-fils et mon beau frère ont fonctionné à merveille, ils sont en pleine forme, et dans la maison où il y a 11 personnes dont 3 enfants, tous les adultes ont pris de l'Ivermectine en prophylaxie, plus du zinc et de la vitamine D pour les plus faibles, et personne n'est malade, personne ne porte de masque ou ne pratique la distanciation sociale. Si quelqu'un doutait encore de leur efficacité, ils peuvent citer cette expérience, je peux leur fournir les numéros de téléphone ou les adresses électroniques de ces personnes pour qu'ils le vérifient eux-mêmes s'ils le souhaitaient. C'est une question de vie ou de mort, donc vous comprendrez qu'on ne plaisante pas.

Suivez le blog du Dr. Maudrux pour être informé quotidiennement de la situation sanitaire. Merci au Dr. Maudrux et à tous les médecins qui nous ont été d'une aide irremplaçable dans ces moments difficiles. Je plains sincèrement tous les militants qui ont suivi leurs dirigeants, et je ne voudrais pas être à leur place, car j'aurais trop de morts sur la conscience.

On a peut-être perdu bien des combats politiques, mais on n'a pas perdu celui-là en sauvant de nombreuses vies, on se console comme on peut en attendant des jours meilleurs. On a été à la hauteur de notre idéal, donc l'essentiel est préservé. On n'a fait que notre devoir de militant ouvrier.

Haut de page

Le 9 juin 2021

Dorénavant je ne suis plus l'agenda de personne, ni du gouvernement, ni celui d'aucun parti. Je ne cherche pas à plaire à quelqu'un ou à me faire absolument des relations, je me fie uniquement à mon expérience et aux enseignements que je tire du développement de la situation dans le seul but de les partager avec les travailleurs et les militants qui ne se résignent pas à vivre sous ce régime néofasciste. Cette activité politique s'inscrit dans le cadre de la lutte de classe ou du combat politique du mouvement ouvrier pour en finir avec le capitalisme, les institutions de la Ve République.

Je n'ai pas le temps d'aborder un tas de sujets, cela chacun est capable de le comprendre Il y en a qui consacre leur temps à relayer un tas d'expériences qui se répètent sans cesse depuis des lustres ou qu'on sait qu'elles existent, sans que personne n'en tire le moindre enseignement ou cela ne sert strictement à rien. Moi, je ne peux pas me payer ce luxe. Mon obsession, c'est d'apporter quelque chose aux lecteurs qui les fasse réfléchir ou se poser des questions sans leur imposer quoi que ce soit.

Ce qui est dramatique de nos jours, c'est qu'on soit, qu'ils soient en désaccords les uns avec les autres sur pratiquement tout ce qui devrait en principe nous réunir, et le comble, c'est qu'ils trouvent le moyens de tomber d'accords ou ils partagent les positions qui sont justement nuisibles à notre cause, donc je ne peux me reconnaître dans aucun d'entre eux. Quand ils adoptent la muselière et la vaccination, pour ne prendre que ces exemples que tout le monde connaît, ils se comportent en ennemis de la classe ouvrière et du socialisme. Dont acte, qu'est-ce que vous voulez que je dise ou que je fasse de plus.

Qu'on ne compte pas sur moi pour changer quoi que ce soit à mes idées, mes principes, mes objectifs politiques. Vous verrez plus loin, que malgré tout je ne suis pas si seul que cela, même si pour le moment cela ne se traduit pas en termes d'organisation ou en actions.

En guise d'analyse de la situation mondiale ou la trame du nouvel ordre mondial totalitaire qui est en train de se mettre en place.

Il s'agit d'un extrait d'un de mes commentaires qui a été publié dans le blog du Dr. Maudrux.

- Au fait, tout le monde s'interroge sur la signification ou l'objectif de cette opération, je pense avoir une explication plausible à proposer.

Cet épisode et le précédent (instrumentalisation des aléas climatiques) ont pour fonction de réunir les conditions psychologiques, afin que la population adhère ou mieux, adopte elle-même la "transition numérique", qui se traduira par la mise en place d'un modèle de société totalitaire dont il ne sera plus possible de sortir.

Chaque habitant une fois réduit à un code barre ou en possession d'un QR Code rendu obligatoire, il ne lui sera plus possible d'emprunter un transport en commun, de faire le plein d'essence de son véhicule, de passer le permis de conduire, de réaliser une transaction, d'effectuer un achat, de régler une facture, une traite, un paiement ou de recevoir de l'argent, d'ouvrir un compte en banque ou d'y d'accéder, de retirer de l'argent en espèce, de contracter un prêt bancaire, de souscrire une assurance, de se faire soigner, de bénéficier d'un service public, bibliothèque, complexe sportif, musée, etc. d'accéder à un ensemble de services privés tels que café, restaurant, hôtel, etc., de payer un loyer, de se marier, se pacser ou divorcer, pour se procurer un emploi ou en changer, etc. etc. etc. Absolument tout passerait par le QR Code. En Afrique, je ne sais plus dans quel pays, vous pouvez tout régler avec le QR Code, même un truc équivalent à quelques dizaines de centimes d'euros, l'objectif étant bien de supprimer la monnaie fiduciaire (pièces et billets). Cela ne se fera pas d'un coup évidemment, ils se donnent jusqu'en 2030 pour y parvenir, cela ira beaucoup plus vite dans les pays développés, si on ne les chasse pas avant du pouvoir, à chacun de savoir dans quel monde il veut vivre...

Autrement dit, à tout moment les autorités pour une raison ou une autre laissée à leur discrétion (et qui évoluera dans le temps), pourraient bloquer temporairement ou pendant une durée indéfinie votre QR, ce qui signifie, qu'une fois instauré il n'existerait absolument plus aucune liberté, et chacun devrait se résigner à vivre sous cet ordre totalitaire ou périr.

Pass transport, pass culturel, pass santé, je sais que cela ne signifie pas forcément la même chose, mais la sémantique est identique, il s'agit d'y préparer psychologiquement la population, de la familiariser avec ce pass-age dans un autre monde "plus libre", "plus sûr", "meilleur", "plus juste", "moins inégalitaire", "plus respectueux de la nature", et j'en passe...

Big Brother, Big Data, Big Pharma, etc. convergent vers cet objectif politique. Plus tôt on en prendra conscience et plus tôt on s'organisera pour contrarier leur plan, et plus on aura une chance qu'ils ne puissent jamais le mener à terme. Il n'y a là rien de complotiste, ils le disent eux-mêmes, ils en font la promotion dans différentes publications ou sur le Net.

- 50 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE. INTRODUCTION.

Anthony Fauci, la réincarnation du docteur Josef Mengele pour le Forum économique mondial.

- Si j'ai bien compris, Fauci est l'une des 2 personnes à avoir donné le feu vert en 2018 pour l'attribution de fonds publics US à l'EcoHealthAlliance de Peter Daszak, lequel Dashak les a ensuite transmis comme prévu, au programme de recherche (sur le Gain de Fonction sur le coronavirus à charpente SARS1) mené au WIV et co-patronné par Ralph Baric de l'Université de Caroline du Nord. S'agissant d'un financement public US pour un programme prétendu d'intérêt majeur pour la santé publique (SIC), tout est traçable. Donc oui l'omerta est en train d'exploser et Fauci et pas seulement lui est en mauvaise posture.

Détails se trouvent dans l'article de Nicholas Wade.

- Lien vers les 3.000 pages d'emails, de et vers Anthony Fauci, datant du début de 2020… https://assets.documentcloud.org/documents/20793561/leopold-nih-foia-anthony-fauci-emails.pdf

- Le Dr Anthony Fauci s'intéressait au « gains de fonctions » depuis au moins 2012, il a même publié un article sur ce thème à cette époque :

« Research on Highly Pathogenic H5N1 Influenza Virus: The Way Forward. — Anthony S. Fauci — National Institute of Allergy and Infectious Diseases, National Institutes of Health, Bethesda, Maryland, USA.

ABSTRACT – The voluntary moratorium on gain-of-function research related to the transmissibility of highly pathogenic H5N1 influenza virus should continue, pending the resolution of critical policy questions concerning the rationale for performing such experiments and how best to report their results. »

https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3484390/pdf/mBio.00359-12.pdf

- Décembre 2015 – Gains de fonction :

Shi Zhengli, l'experte de l'institut de virologie de Wuhan, publie un article dans Nature Medicine avec Ralph Baric de l'Université de Caroline du Nord où elle explique que le remplacement de la protéine de pointe d'un coronavirus non infectieux pour l'homme, par une protéine de pointe capable de se lier à l'ACE2 humain, conduit à un nouveau coronavirus ayant la capacité d'infecter les humains.

https://www.nature.com/articles/nm.3985.pdf

- 11 janvier 2017 – L'étrange prévision du Docteur Tony ?

Anthony Fauci: « sans aucun doute » Trump fera face à une épidémie de maladie infectieuse surprise.

« Anthony S. Fauci, MD, directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses, a déclaré qu'il n'y avait "aucun doute" que Donald

J. Trump serait confronté à une épidémie surprise de maladies infectieuses au cours de sa présidence.»

https://www.healio.com/news/infectious-disease/20170111/fauci-no-doubt-trump-will-face-surprise-infectious-disease-outbreak

- 2020 – Patrick Jaulent & Jacky Cassou – « Un monde de menteurs »

P.181 - Le sénateur Rand Paul s'adressant à Fauci lors d'une audition sur les masques et l'immunité. Il a cité une recherche britanique de David Wiley qui n'a trouvé aucune réinfection symptomatique après avoir suivi 2800 patients pendant plusieurs mois. » Il n'y a eu aucun rapport de réinfections importantes après l'infection naturelle de la covid-19 ».

N'oublions pas également Shake Crotty de l'Institut La Jolla « la quantité de mémoire immunitaire acquise grâce à une infection naturelle empêcherait probablement la grande majorité d'être hospitalisés et malades pendant de nombreuses années »… et P.191 – Le NIAID, National Institute of Allergy and Infectious Diseases a obligé le Pentagone a acheter 500 millions de doses de vaccins COVID de

MODERNA pour 9 milliards de dollars.

Le Dr Anthony Fauci est directeur du NIAID. Il détient les brevets sur le vaccin Moderna. Six de ses employés reçoivent également des royalties annuelles de 150.000 dollars, en remboursement de frais, pour le travail sur les vaccins. Les défenseurs de la santé publique et les scientifiques ont critiqué la décision du dr Fauci autorisant l'abstention des essais sur les animaux, afin d'accélérer la mise sur le marché du vaccin. Ainsi les humains ont remplacé les souris !

- 28/04/2020 – Le Dr Fauci a soutenu le laboratoire controversé de Wuhan avec des dollars américains pour la recherche à risque sur le coronavirus

« En 2019, avec le soutien du NIAID, les National Institutes of Health ont engagé 3,7 millions de dollars sur six ans pour la recherche qui comprenait des travaux de gain de fonction. Le programme faisait suite à un autre projet de 3,7 millions de dollars sur 5 ans pour la collecte et l'étude des coronavirus de chauve-souris, qui s'est terminé en 2019, portant le total à 7,4 millions de dollars.

De nombreux scientifiques ont critiqué le gain de la recherche fonctionnelle, qui consiste à manipuler des virus en laboratoire pour explorer leur potentiel à infecter les humains, car cela crée un risque de déclenchement d'une pandémie à partir d'une libération accidentelle. »

https://www.newsweek.com/dr-fauci-backed-controversial-wuhan-lab-millions-us-dollars-risky-coronavirus-research-1500741

Le "bien-être" sous ce régime totalitaire.

La Réforme de l'Eglise, de la Politique, de la Médecine Par Marie-France de Meuron (Le blog de Bien-être-soi) - Mondialisation.ca, 02 juin 2021

https://www.mondialisation.ca/la-reforme-de-leglise-de-la-politique-de-la-medecine/5657114

- Qu'est-ce qui anime la politique, dont l'étymologie évoque les doctrines relatives à la gouvernance de la ville? Est-ce une philosophie, une

morale, une éthique? Que sont devenues ses valeurs quand le gouvernement impose des masques qui réduisent la respiration, fondement de la vie, ou des confinements, limitations drastiques de nos déplacements et de nos activités de base? Quelles puissances animent les dirigeants quand tout dépend pareillement de l'économie utilisée pour soumettre les entreprises, en plus de tous les frais occasionnés par les mesures « sanitaires »? Quelle conscience ont-ils de l'impact économique de la crise covid? De qui sont-ils les marionnettes pour imiter les pays qui se sont pliés à de pareilles mesures? Qu'est-ce qui les incite à vouloir réduire des entités bien vivantes à de simples QR codes

LVOG - L'auteur de cet article ne répondra pas à la question, qu'est-ce qui anime la politique, parce que la réponse ramènerait aux rapports sociaux, aux rapports antagonistes entre les classes, qui telle quelle ferait apparaître trop clairement son orientation idéologique ou pour qui elle roule, et pour que cet article serve tout de même à quelque chose, elle va fournir aux lecteurs une indication permettant de saisir la nature de son orientation politique.

- Pour accomplir une réforme, il ne s'agit pas seulement de modifier des arguments ou d'édicter des décrets mais de permettre à l'idéologie sous-jacente de se réformer, de proposer des voies nouvelles.

LVOG - Nous y voilà, l'antienne, la réforme du capitalisme qu'on nous ressert depuis maintenant deux siècles, au lieu de l'abolir et passer à un mode de production supérieur et un mode de répartition des richesses qui corresponde uniquement aux besoins de la population.

Quand un représentant de l'oligarchie fait l'éloge des "droits humains" ou qui est à l'origine de cet engouement pour les LGTBQI.

Les États-Unis soutiennent les LGTBQI+ dans le monde par Antony Blinken - Réseau Voltaire 1er juin 2021

Cette année, pendant le Mois des fiertés, nous célébrons un message important : « Vous êtes inclus. » Les diverses expériences, perspectives et contributions de la communauté du département d'État rendent notre institution plus forte et font progresser les objectifs de la diplomatie américaine. De plusieurs, nous sommes un.

Le département s'est engagé à accroître l'engagement des États-Unis sur les questions des droits humains des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexes (LGBTQI+) à l'étranger. Pour ce faire, nous travaillons avec des partenaires du monde entier qui apportent leur expertise sur leurs défis uniques et des solutions innovantes. Nous reconnaissons que, grâce à ces partenariats, nous serons en mesure de construire une société mondiale plus sûre et plus inclusive pour toutes les personnes LGBTQI+. Nous nous efforçons également d'accroître la visibilité des communautés LGBTQI+ particulièrement marginalisées, notamment les femmes et les filles, les minorités raciales et religieuses, les personnes handicapées et les personnes transgenres, de genre différent et intersexuées, et de relever les défis considérables auxquels elles sont confrontées.

Alors que nous célébrons le Mois des fiertés en juin, observons non seulement le chemin parcouru dans la lutte pour les droits humains des personnes LGBTQI+, mais reconnaissons également les défis qui restent à relever. Les personnes LGBTQI+ du monde entier continuent de subir des discriminations, des violences et d'autres formes de persécution en raison de ce qu'elles sont et de qui elles aiment. Bien que nous ayons encore du travail à faire, le département est fier d'être un leader grâce au pouvoir de l'exemple, et notamment l'exemple donné par les membres LGBTQI+ de notre personnel, dans la promotion des droits humains pour toutes les personnes.

Nous sommes fièrement différents du point de vue de notre identité mais unis dans notre engagement commun pour la liberté et la dignité de toutes les personnes.

Antony Blinken (Secrétaire d'Etat)

Totalitarisme, la nature dévoilée de l'Union européenne

Berlin appelle l'UE à supprimer la possibilité de veto des Etats membres - Europe1 7 juin 2021 "

Nous ne pouvons plus nous laisser prendre en otage par ceux qui paralysent la politique étrangère européenne avec leurs vetos", a déclaré lundi le ministre des Affaires étrangères allemand. Il appelle l'Union européenne à supprimer la possibilité de veto dont dispose chacun des Etats membres. Europe1 7 juin 2021

Lu dans un article.

- Il convient donc de rappeler à tous ces militants plein de bonnes intentions, qu'aucune lutte de libération n'a jamais abouti sans violence. Et que les grandes figures qu'ils convoquent pour étayer leur position 'non-violente' se sont toujours abstenues d'en dresser un jugement définitif et parfois même y ont eu recours ou l'ont envisagée. Que ce soit Gandhi, Mandela, Luther-King ou autre… Et même plus: quand il n'y a d'autre recours et que l'adversaire n'en laisse pas le choix, il faut être prêt au sacrifice de soi-même. Gandhi a eu cette phrase un jour de 1920 où la question lui était posée: «Je crois vraiment que là où il n'y a que le choix entre la lâcheté et la violence, je conseillerais la violence (…) C'est pourquoi je préconise à ceux qui croient à la violence d'apprendre le maniement des armes.»

LVOG - Un excellent conseil à l'ordre du jour.

Quand est-ce qu'on va se payer leur tête ?

Une cheffe d'entreprise met un contrat sur la tête d'un syndicaliste - capital.fr 03.06

Muriel M. a été mise en examen pour association de malfaiteurs en vue de commettre un crime le 6 mai : elle a reconnu avoir mis un contrat sur la tête d'un de ses salariés, adhérent à la CGT. capital.fr 03.06

https://www.capital.fr/economie-politique/une-cheffe-dentreprise-met-un-contrat-sur-la-tete-dun-syndicaliste-1405279

PS compatible LREM, on le savait déjà, pleinement assumé.

Elisabeth Guigou chargée d'une mission sur la présomption d'innocence - AFP 31 mai 2021

L'ex-ministre Elisabeth Guigou a été chargée par le garde des Sceaux Eric Dupond-Moretti d'un groupe de travail sur la présomption d'innocence, a annoncé lundi la Chancellerie. AFP 31 mai 2021

LVOG - Elisabeth Guigou est (ou était ?) membre de la Commission Trilatérale.

La servilité et le silence ont un prix.

Les impressionnantes rémunérations des fonctionnaires de l'Assemblée en 2020 - Capital 3 juin 2021

Chauffeurs, gardiens, huissiers, employés de restaurants… l'Assemblée nationale est aux petits soins pour les 1.213 agents qui travaillent entre ses murs ! Dans son rapport annuel, rendu public début juin, la commission chargée de vérifier les comptes de l'institution souligne les rémunérations "globalement élevées" des personnels du Palais-Bourbon. C'est le moins que l'on puisse dire, puisque le salaire moyen des agents de l'Assemblée a atteint 7.743 euros par mois en 2020, selon l'estimation de la députée LR Marie-Christine Dalloz, présidente de la commission.

Dans le détail, les 945 agents titulaires - qui disposent du statut de fonctionnaire - sont les plus gâtés, avec une rémunération moyenne de 8.523 euros brut par mois. Les 268 contractuels, dont le nombre a doublé depuis 2015, sont nettement moins bien lotis puisque leur salaire mensuel moyen n'atteint "que" 4.526 euros brut, soit environ 3.400 euros net par mois.

En comparaison, les agents titulaires et contractuels de la fonction publique relevant du dernier décile (les 10% les plus riches) percevaient une rémunération moyenne de 3.354 euros net par mois, selon l'édition 2020 du rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Capital 3 juin 2021

Comme si rien ne s'était passé ou presque depuis le printemps 2019.

Les Français ont acheté plus de voitures hybrides que de diesel en mai - lepoint.fr 02.06

Les hybrides (y compris les rechargeables) représentent désormais 26 % des ventes de voitures neuves avec 36 221 immatriculations, contre 22 % pour les diesels, alors que ces dernières représentaient plus de 70 % des immatriculations en 2012. Le phénomène, poussé par les bonus gouvernementaux, pourrait encore s'accentuer après le 1er juillet, lorsque les diesels ne seront plus éligibles au dispositif de prime à la conversion, souligne le cabinet AAAdata. Les voitures électriques poursuivent leur percée et maintiennent une part de marché de 8 % en mai, avec 11 562 immatriculations.

Dans l'ensemble, le marché automobile français est resté convalescent en mai avec une baisse des ventes de 27,28 % par rapport aux chiffres d'avant la pandémie, en mai 2019, selon le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Par rapport à mai 2020, mois marqué par la réouverture des concessions automobiles, le marché est en hausse de 46,45 % avec 141 041 immatriculations de voitures neuves particulières. « La clientèle des particuliers ne met pas l'achat de véhicules neufs dans ses priorités », souligne François Roudier du CCFA. Il faudrait désormais attendre la rentrée de septembre pour espérer un « redressement important au 2e semestre », selon M. Roudier.

Sur les cinq premiers mois de 2021, le marché français des voitures particulières neuves est pour l'instant en baisse de 22,69 % par rapport à 2019, avec 723 258 immatriculations.

Le marché de l'occasion, de son côté, poursuit sur la tendance déjà observée depuis le début de l'année, « à un niveau proche voire supérieur à celui d'avant la crise » avec 471 823 immatriculations, souligne AAAdata. Cette dynamique profite notamment aux modèles de plus de dix ans, donc les moins chers, qui voient leur part monter de 41 % en mai 2019 à 45,5 % en mai 2021. lepoint.fr 02.06

Les vieilles voitures bientôt privées d'accès aux grandes villes - LePoint.fr 03.06

Comme la métropole du Grand Paris, les grandes agglomérations françaises vont progressivement bannir de leurs rues les véhicules les plus anciens.LePoint.fr 03.06

Totalitarisme. Stratégie du chaos et de la déstabilisation à l'époque néocoloniale.

RCA, Tchad, Mali: Paris dans l'embarras Par Mikhail Gamandiy-Egorov - Observateur continental - Mondialisation.ca, 03 juin 2021

L'establishment français se retrouve désormais dans une situation délicate sur le continent africain. A l'heure des bouleversements stratégiques en cours et d'une mobilisation de la société civile en Afrique pour la reprise d'une souveraineté véritable, le risque observé réside dans la volonté de l'Elysée d'utiliser des méthodes de déstabilisation pouvant être considérées comme clairement extrémistes.

Parmi ces méthodes, on peut faire mention d'une activation des cellules appartenant au réseau françafricain, pouvant commettre des attaques ciblées contre les leaders africains s'étant libérés ou en phase de le faire vis-à-vis de l'ancienne métropole coloniale, et plus généralement vis-à-vis des forces néocoloniales. L'autre schéma pouvant être promu par ledit réseau réside dans le fait de créer des tensions intra-africaines, comme la tentative actuelle qui vise la Centrafrique et le Tchad.

Les tout récents exemples sont là: tout d'abord une explosion dans le nord-ouest de la RCA qui tue deux policiers centrafricains et trois instructeurs russes, puis cette tentative de semer la discorde entre Bangui et N'Djamena.

Faut-il le rappeler: l'establishment occidental a déjà démontré à plus d'une fois être capable d'instrumentaliser des éléments extrémistes, et mêmes ouvertement terroristes, notamment comme ce fut le cas en Syrie, dans le but d'atteindre des objectifs géopolitiques. Cette éventualité est d'autant plus plausible lorsque ce même establishment voit ses intérêts datant de dizaines d'années ouvertement menacés.

Une chose est sûre. L'éveil des consciences au sein du continent africain vit une période sans précédent.

https://www.mondialisation.ca/rca-tchad-mali-paris-dans-lembarras/5657144

Les guerres déclenchées par les puissances impérialistes servent à assurer "la paix et la prospérité" à l'oligarchie financière.

Can you put a price on peace? This study says you can

https://www.weforum.org/agenda/2021/02/war-violence-costs-each-human-5-a-day/

Le rapport du Forum économique mondial intitulé "Mobiliser le secteur privé en faveur de la paix et de la réconciliation" exhorte les entreprises, grandes et petites, à reconnaître leur potentiel à œuvrer pour la paix, citant l'ancien président de Goldman Sachs, le regretté Peter Sutherland, qui a déclaré : "Les affaires prospèrent là où la société prospère".

Le rapport établit un lien direct entre la paix et la prospérité. Il indique que, depuis 2000, les pays qui sont devenus plus pacifiques ont connu une croissance moyenne du PIB plus élevée que ceux qui sont devenus plus violents.

La Syrie, avec sa guerre civile en cours, a subi l'impact économique le plus important avec près de 60 % de son PIB perdu en raison des conflits en 2019. Ce pays était suivi par l'Afghanistan (50 %) et le Soudan du Sud (46 %).

Totalitarisme. Stratégie du chaos et de la déstabilisation à l'époque néocoloniale.

Cinq dollars par jour et par personne: le vrai prix de la guerre dans le monde - Slate.fr 31 mai 2021

https://korii.slate.fr/biz/economie-5-dollars-jour-et-personne-vrai-prix-guerre-conflits-insecurite-dans-monde#xtor=RSS-2

Au total, les conflits coûteraient 14.400 milliards de dollars par an aux différents pays, soit 10,5% du PIB mondial ou 1.895 dollars par personne, selon l'Institut pour la Paix et l'économie (IEP).

Si la guerre implique des dépenses militaires colossales (5.884 milliards de dollars), l'insécurité endémique de certains pays entraîne elle aussi des coûts énormes. Les différents gouvernements consacrent ainsi 4.803 milliards de dollars à leur sécurité interne, sans compter le coût des services de sécurité privés et des homicides. Slate.fr 31 mai 2021

Un taux d'imposition imposé par les plus riches aux plus pauvres pour qu'ils le restent : C'est "équitable" !

LVOG - Les Etats qui comptaient sur l'impôt sur les sociétés pour financer leur développement devront s'en passer ou taxer davantage leurs peuples.

Biden propose un impôt minimum sur les sociétés de 15% - Reuters 3 juin 2021

Joe Biden serait prêt à renoncer au projet de porter l'impôt sur les sociétés jusqu'à 28% et de fixer à la place un taux minimum de 15%, ont précisé les sources.

Joe Biden a proposé d'abandonner son projet de relèvement de l'impôt sur les sociétés lors des négociations avec les républicains sur son programme d'investissement dans les infrastructures, ont déclaré jeudi deux sources proches des discussions, ce qui constituerait une concession majeure du président américain qui s'emploie à conclure un accord rapidement. Reuters 3 juin 2021

Accord "sans précédent" au G7 Finances sur la fiscalité internationale - AFP 5 juin 2021

Le G7 s'est engagé sur l'objectif d'un taux d'impôt mondial sur les sociétés d'"au moins 15%", d'après leur déclaration commune, qui

mentionne aussi l'engagement envers une répartition équitable des droits d'imposer les bénéfices des multinationales implantées dans de nombreux pays.

Janet Yellen (FED) lors d'une conférence de presse à Londres défend une réforme qui "apportera de la stabilité" face aux efforts de plusieurs pays de cibler chacun de leur côté les grands entreprises et en particulier les géants du numériques. AFP 5 juin 2021

Totalitarisme. Big Brother ou le Ministère de la Vérité.

Le combat de l'UE contre la désinformation insuffisant, juge la Cour des comptes européenne - europe1.fr 03 juin 2021

Le combat de l'Union européenne contre la désinformation est insuffisant face aux "menaces émergentes", venues notamment de Chine, et il manque de coordination, a mis en garde la Cour des comptes européenne dans un rapport publié jeudi. europe1.fr 03 juin 2021

Totalitarisme. Big Brother, Big Data, GAFAM ou la dictature numérique.

Bruxelles va proposer aux Européens un nouveau portefeuille totalement numérique - europe1.fr 03 juin 2021

La Commission européenne présente jeudi son projet d'identité numérique. Il s'agit de dématérialiser nos données officielles d'identité, rendues accessibles sur smartphone, et utilisables à distance pour louer une voiture ou ouvrir un compte en banque par exemple. Le dispositif permettra également à l'utilisateur de sélectionner précisément l'information qu'il souhaite communiquer.

La France vient à peine d'adopter la nouvelle carte d'identité avec une puce électronique que Bruxelles prépare déjà l'étape suivante. La Commission européenne présente jeudi son projet d'identité numérique. Cette fois, plus de carte physique, tout sera numérisé dans nos smartphones. europe1.fr 03 juin 2021

L'UE veut mettre en place une identité numérique européenne - RT/AFP 3 juin 2021

«L'identité numérique européenne nous permettra de faire dans n'importe quel Etat membre ce que nous faisons chez nous, sans frais supplémentaires et avec moins d'obstacles. Que ce soit louer un appartement ou ouvrir un compte bancaire en dehors de notre pays d'origine. Et de le faire d'une manière sûre et transparente», a expliqué Margrethe Vestager lors d'une conférence de presse commune avec le commissaire au Marché intérieur Thierry Breton.

La transition numérique fait partie des grandes priorités de la Commission européenne. Elle s'est notamment fixé pour objectif d'ici à 2030 que tous les services publics de l'UE soient disponibles en ligne et que tous les citoyens aient accès à un dossier médical électronique. A cette date, elle espère que 80% d'entre eux utiliseront une solution d'identité électronique. RT 03 juin 2021

Quand ça change, c'est toujours en pire et il ne peut pas en être autrement sous ce régime ploutocratique.

Gaz, chômage partiel, trêve hivernale... Ce qui va changer au 1er juin en France - 20minutes.fr 31 mai 2021

Révolution publicitaire sur Youtube, et pas vraiment dans le sens des créateurs, puisqu'il est désormais possible pour le géant numérique de mettre de la publicité dans n'importe quelle vidéo et sans rémunérer l'auteur de la vidéo.

Hausse du prix du gaz

Au 1er juin, les tarifs réglementés d'Engie augmentent de 4,4 %. Cette hausse est de 1,2 % pour les clients qui utilisent le gaz pour la cuisson, de 2,6 % pour ceux qui ont un double usage, cuisson et eau chaude, et de 4,6 % pour les foyers qui se chauffent au gaz.

Baisse de l'indemnisation du chômage partiel

L'indemnisation du chômage partiel diminue nettement. Jusqu'à présent, les salariés concernés percevaient 84 % de leur salaire net et 100 % s'ils étaient au Smic. A partir du 1er juin, l'Etat ne versera que 72 % du salaire net, exception faites des secteurs protégés comme l'hôtellerie, le tourisme ou l'événementiel, qui continueront à percevoir 84 % de leur salaire net au moins jusqu'au 1er juillet.

Adieu le Grand Paris pour les vieux diesels

Les véhicules avec des vignettes Crit'Air 4 et supérieures, soit les plus vieux moteurs diesel et essence, ne pourront plus circuler en semaine à partir de ce mardi dans la zone à faible émission du Grand Paris.

Les véhicules particuliers (voitures ou deux-roues) et utilitaires légers classés Crit'Air 4, 5 et non classés ne pourront plus circuler la semaine entre 8h et 20h, hors jours fériés, dans un large périmètre situé à l'intérieur de l'A86 qui forme une large boucle autour de Paris. Concrètement, il s'agit des véhicules diesel Euro 1, 2 ou 3, immatriculés avant le 31/12/2005, et des véhicules essences immatriculés avant le 31/12/1996. Pour les poids lourds, autobus et autocars, cette interdiction est valable tous les jours de 8h à 20h.

Fin de la trêve hivernale

Les expulsions locales sont autorisées reprendre à partir du 1er juin. La trêve hivernale avait été prolongée de deux mois en raison de la crise sanitaire. Une décision très critiquée par les associations. 66.000 personnes seront concernées par les expulsions selon un

communiqué de la Fondation Abbé Pierre. 20minutes.fr 31 mai 2021

Mauvaise nouvelle pour les propriétaires d'un compteur Linky - capital.fr 31 mai 2021

À partir de 2022, les foyers équipés du compteur intelligent vont devoir commencer à le rembourser.

Les foyers équipés d'un Linky vont devoir passer à la caisse. En 2011, Éric Besson, alors ministre de l'Industrie et de l'Énergie, assurait que le nouveau compteur intelligent ne coûterait "pas un centime aux particuliers". Dix ans plus tard, alors que plus de 90% des foyers (32 millions) en sont désormais équipés, la réalité semble tout autre, comme le détaille Le Parisien lundi 31 mai. capital.fr 31 mai 2021

Dans la rubrique du capitalisme libertaire ou philanthro-écologiste.

Une opération de marketing intégrée au Great Reset ou les produits à base de viande ou de lait sont brocardés... au profit de substitues de synthèse.

La majorité des produits Nestlé ne sont pas bons pour la santé - lepoint.fr 31 mai 2021

https://www.lepoint.fr/economie/la-majorite-des-produits-nestle-ne-sont-pas-bons-pour-la-sante-31-05-2021-2428955_28.php#xtor=CS3-190

Le groupe a multiplié les efforts pour redorer son image, le Financial Times affirmant que « les dirigeants de Nestlé sont en train d'examiner quels nouveaux engagements prendre sur la nutrition » et visent à « dévoiler un nouveau plan cette année ». Une porte-parole du groupe a confirmé à l'AFP que « Nestlé est en train de travailler sur un projet à l'échelle de l'entreprise » pour mettre à jour sa stratégie en termes de nutrition et santé.

Alors que les consommateurs se détournent des pizzas surgelées, confiseries et boissons trop sucrées, le groupe suisse a lancé il y a cinq ans une grande réorganisation de ses activités, mettant l'accent notamment sur les alternatives végétariennes à la viande et au lait. lepoint.fr 31 mai 2021

Imposture et mystification à gogo.

Virginijus Sinkevicius veut une relance verte collaborative dans l'UE - euronews 31 mai 2021

Commissaire européen à l'environnement, Virginijus Sinkevicius souligne l'urgence des objectifs environnementaux européens et assure qu'ils seront atteints grâce à la collaboration étroite de l'UE avec les États membres et les industriels. euronews 31 mai 2021

La quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère terrestre atteint un plus haut historique - Reuters 7 juin 2021

La quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère terrestre a atteint en mai son niveau le plus élevé de l'histoire moderne, en dépit de la chute des déplacements et du ralentissement des activités commerciales induits par la pandémie, selon un indicateur mondial publié lundi. Reuters 7 juin 2021

LVOG - Conclusion : Il existe forcément une autre explication...

Un accord sur la transparence des multinationales en Europe - euronews 2 juin 2021

Mais pour les ONG, c'est un échec pour lutter contre l'évasion fiscale : selon Chiara Putaturo, conseillère à Oxfam, certains amendements rendent cette mesure inefficace : "Il y a une faille dans l'accord qui est en train d'être discuté. C'est la soi-disant clause de sortie, qui permettra aux entreprises de ne pas divulguer ce type d'informations pendant cinq ans, si les informations sont commercialement sensible. Vous pouvez comprendre que cela laisse beaucoup de possibilité aux entreprises pour ne pas divulguer leurs informations au public ". euronews 2 juin 2021

Transparence : vers un répertoire des lobbyistes pour les élus locaux - Publicsenat.fr 07 juin 2021

LVOG - Histoire de les aider à trouver ceux qui rémunèrent le mieux leurs services...

DEUXIEME PARTIE. UN COURRIEL ENVOYÉ A UN CONTACT.

- Toujours les mêmes tâches à accomplir, construire le parti, etc. Tu me diras qu'on est mal barré, en effet, mais ce n'est pas une raison suffisante pour changer d'orientation et d'objectifs, c'est ce qu'on fait nos petits camarades, et tu as vu où cela nous a mené, au néant politique !

Tous les dirigeants du mouvement ouvrier sont corrompus à ma connaissance, les cadres et les militants les suivent, certains à contrecœur ou renâclent j'imagine, aucun ne s'est manifesté à moi, alors que tous connaissent mon portail, donc de ce côté-là c'est cuit, il n'y a rien à attendre, tout du moins en ce moment.

Vers qui peut-on se tourner pour prendre en charge l'organisation des masses pour les entraîner au combat contre le gouvernement et le régime ? Les élus, ils sont tous corrompus aussi.

Vers quelles couches des classes moyennes, apparemment aucune ! Tu as vu des journalistes, des intellectuels, des historiens, des chercheurs ou scientifiques, des personnalités du monde des arts et des lettres, etc. manifester la détermination de mener ce combat politique, renouer avec la tradition du mouvement ouvrier, moi je n'en ai pas trouvé. Alors qu'est-ce que j'ai fait, je me suis tourné vers le corps médical, parce qu'il est en première ligne ou directement concerné, donc certains sont tentés de réagir, certes, pas comme on l'espèrerait, mais il faut être patient, de toutes manières on n'a pas le choix. Quant aux avocats ou personnalités du monde judiciaire qui font parler d'eux, soit ils sont d'extrême droite, libertariens, soit ils ne sont pas sérieux.

J'ai relevé des extraits de réactions suite à mes derniers commentaires dans le blog du Dr. Maudrux :

- Le Pyrénéen 6 juin 2021 - Très belle synthèse prospective, Jean-Claude, à diffuser massivement avec votre permission…

- Michèle S 6 juin 2021 - Dommage qu'on ne puisse pas dire que vous avez tort.

- Madi 6 juin 2021 - Tout à fait juste.

- Claudine 6 juin 2021 - Merci. Ne quittez pas le blog. Vous êtes précieux…Vous avez raison, ils annoncent la couleur.

Ce n'est pas grand-chose, mais je m'en contente à défaut de mieux, on n'est pas les seuls à penser la même chose, j'appelais quand même à changer de régime, à faire table rase, de plus en plus vont en arriver à cette conclusion, il faut être hyper patient.

Les Hugo, Zola, Jaurès (jusqu'à un certain point seulement), Louise Michel, Maximilien Robespierre, Marx, Engels (etc.) Beethoven, Brecht, etc. Et même Gandhi qui recommandait en 1920 d'apprendre le maniement des armes parce que cela servira un jour ou l'autre pour chasser les Anglais d'Inde, j'ai appris cela récemment dans ce blog, sinon Gandhi n'est pas ma tasse de thé évidemment, bref, ils ne courent pas les rues Paul.

L'histoire dans laquelle ils nous ont embringués depuis 15 mois n'est pas terminé, ils peuvent en perdre le contrôle, d'ailleurs j'ai acquis la certitude qu'ils n'avaient pas prévu certains développements, les variants, la vitesse à laquelle ils se diffuseraient les a surpris. Je crois qu'ils avaient prévu un autre scénario ou de les instrumentaliser autrement. Ils s'étaient dit, selon mes dernières réflexions, que le coronavirus deviendrait saisonnier et qu'ils pourraient remettre le couvert chaque année à l'automne pendant quelques mois, sinon ils se serviraient du virus de la grippe saisonnière pour imposer leurs mesures liberticides, sauf que là les variants se répandent à une vitesse fulgurante et contrarient leur plan, ils doivent jongler avec, de là à prendre les mesures de trop à un moment donné, qui sait comment cela peut tourner, il y a une limite à ce que les masses peuvent supporter en termes d'oppression.

Certains éléments vont se radicaliser, un grand nombre de personnes en ont plus que marre des mesures qu'on leur impose, elles vont chercher davantage à comprendre ce qui se passe au juste, elles vont peut-être finir par se regrouper, car c'est le seul moyen d'agir et de peser sur le cours de la situation à terme, il n'en existe pas d'autres. Moi j'essaie de les aider à renouer avec la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier et le socialisme, car on ne peut pas avancer sans perspective politique.

Je subis la situation comme tout le monde, donc je suis bien obligé de m'y adapter pour trouver la meilleure voie pour essayer d'avancer, même si on a l'impression de piétiner ou qu'il ne se passe rien, pas tout à fait, il faut laisser les choses mûrir et tout se passera bien. Moi j'y crois, je crois dans les masses...

TROISIEME PARTIE. MES COMMENTAIRES DANS LE BLOG DU DR. MAUDRUX.

- Dans la revue de presse. L'étau du totalitarisme se referme sur nos libertés jour après jour.

– Le pass sanitaire obligatoire depuis et vers la Corse dès le 9 juin – Le HuffPost 7 juin 2021

Le pass sanitaire sera obligatoire dès 11 ans pour les "voyages de et vers les Outre-mer et la Corse", a expliqué Cédric O. Soit les mêmes règles que pour les voyages à destination de l'Union européenne.

Jusqu'ici, pour voyager entre le continent et la Corse, les passagers devaient présenter un test PCR négatif de moins de 72h ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant ne présenter aucun symptôme du Covid-19. Désormais il faudra présenter ce pass, sous forme de feuille remise lors de la vaccination ou imprimée après un test-PCR négatif datant de moins de 48h ou bien sous la forme d'un PDF ou d'un QR code disponible dans l'application TousAntiCovid. Le HuffPost 7 juin 2021

– En Inde, le Premier ministre vient d'annoncer que "tous les plus de 18 ans" sont appelés à se faire vacciner à partir du 18 juin, et que la vaccination sera gratuite. Il n'est pas précisé si la vaccination sera obligatoire, mais la rhétorique employée ("tous") le supplée ou le laisse sous-entendre, à défaut de pouvoir l'imposer tant la résistance est grande dans tout le pays.

Toujours est-il qu'en présence d'une population en majorité très arriérée, dans le sens profondément ignorante, sujette à l'obscurantisme et sous l'emprise de superstitions persistantes, ils en profitent pour vacciner les plus fragiles et isolés et les montrer en exemple. L'info suivante confirme l'orientation exprimée au conditionnel ci-dessus.

– Good News. First village to vaccinate all its eligible population in J&K – indiatoday.in June 08, 2021

Ils sont contents, ils ont atteint le 100%, quelle horreur !

Sinon, l'Inde serait le seul pays au monde, où aucune personne infectée et vaccinée ne serait décédée suite à une vaccination, Ôm shiva nama shivaya, c'est miraculeux !

– No death reported in those infected with Covid-19 after vaccination, says AIIMS Delhi study – timesofindia.indiatimes.com Jun 4, 2021 https://timesofindia.indiatimes.com/india/no-death-reported-in-those-infected-with-covid-19-after-vaccination-says-aiims-delhi-study/articleshow/83234102.cms

Au fait, s'ils ne sont pas en guerre contre un virus mais bien contre le peuple, c'est comme s'ils avaient déjà déclenché une guerre civile. Cela explique peut-être pourquoi tous les moyens ou efforts déployés pour les combattre en temps de paix (relative) sont inopérants ou inadaptés.

Tenez, ils ont trouvé le moyen d'interdire la manifestation du POID (dont je ne suis pas sympathisant) prévue le 5 juin à Paris, seul un "sur place" avait été finalement autorisé, une nasse, une souricière, quoi. Bref, confirmation que l'étau se referme sur toutes nos libertés individuelles et collectives (politiques).

- Répondre à clotilde amourous

Désolé pour vous. Vous n'aviez pas fait de sauvegarde ?

La délation n'est pas en cause, vous vous trompez d'ennemi. A vous d'en tirer ou non des leçons (politiques).

Aujourd'hui tous les blogs et portails sont dans le collimateur des procureurs du régime néofasciste en place. Ils détiennent le pouvoir de faire disparaître du jour au lendemain tous ceux qui les dérangent. Ce pouvoir leur est conféré par la Constitution de la Ve République que les uns et les autres refusent de caractériser d'antidémocratique, de dictatoriale ou avec laquelle ils refusent de rompre obstinément.

Votre mésaventure peut survenir à tous les propriétaires de blogs propulsés par WordPress notamment, ce sont les plus vulnérables.

Voilà qui pourrait intéresser le Dr. Maudrux.

Lu dans https://journalmetro.com/techno/43905/blogues-sans-censure.

Joint par TorrentFreak, Matt Mullenweg de WordPress affirme que sa plateforme de blogue défend la liberté d'expression de ses utilisateurs, «WordPress.com soutient la liberté de parole des blogueurs et nous ne fermons pas de blogues pour des propos et des idées qui provoquent malaises. En fait, nous sommes bloqués dans plusieurs pays à cause de cela. Mais en tant qu'entreprise basée aux États-Unis, nous devons respecter les lois américaines, ce qui signifie que si l'objectif premier d'un blogue est de distribuer du matériel illégal, il n'est pas approprié pour WordPress.com».

Sous un régime totalitaire, le législateur ayant le pouvoir discrétionnaire de modifier à tout moment la notion de "matériel illégal", peut censurer n'importe quel support numérique, sans même avoir à énoncer ou communiquer le mobile qui l'a conduit à prendre sa décision. Vous n'êtes pas au bout de vos illusions…

- De Trichitrambalam au Tamil Nadu.

J'ai adressé cet article et cette vidéo en anglais à mon beau-fils qui se porte à merveille (et mon beau-frère aussi). Je rappelle vite fait pour ceux qui n'avaient pas lu les commentaires antérieurs, Iver + Azi + zinc + D, affaire pliée en 48 heures. J'ai posté un commentaire dans FranceSoir qui résume notre expérience, et Réinfocovid va le publier également. J'hésite à le communiquer au consulat de France à Pondichéry...

Avec leur connerie, mon permis n'est plus valable depuis janvier 2021, je ne suis plus assuré pour le scooter depuis le 8 mai 2021, et à partir de ce jour, je n'ai plus de passeport, je vous dirai que je m'en passerai très bien, j'ai un visa à vie, hormis le droit de vote, je suis devenu un citoyen indien ou plutôt un citoyen du monde, c'est mieux. Mon enregistrement au consulat comme Français établi en Inde a aussi expiré en mars dernier, je m'en fous !

Ici, dorénavant 100% des Indiens sortent muselés quand ils vont en ville, dans le village personne n'en porte. Peu de policiers pour surveiller les routes. A l'entrée du Territoire de Pondichéry en provenant du Tamil Nadu, 2 ou 3 policiers vautrés dans des fauteuils plastiques baillent ou somnolent, consultent leur IPhone et jettent de temps en temps un regard distrait sur la circulation, quand ils sont ankylosés, ils se lèvent pour aller contrôler une bagnole ou le contenu d'un poids-lourds, puis ils retournent nonchalamment à leur niche, quelle vie de chien ! Voilà pour l'ambiance.

Au fait, tout le monde s'interroge sur la signification ou l'objectif de cette opération, je pense avoir une explication plausible à proposer.

Cet épisode et le précédent (instrumentalisation des aléas climatiques) ont pour fonction de réunir les conditions psychologiques, afin que la population adhère ou mieux, adopte elle-même la "transition numérique", qui se traduira par la mise en place d'un modèle de société

totalitaire dont il ne sera plus possible de sortir.

Chaque habitant une fois réduit à un code barre ou en possession d'un QR Code rendu obligatoire, il ne lui sera plus possible d'emprunter un transport en commun, de faire le plein d'essence de son véhicule, de passer le permis de conduire, de réaliser une transaction, d'effectuer un achat, de régler une facture, une traite, un paiement ou de recevoir de l'argent, d'ouvrir un compte en banque ou d'y d'accéder, de retirer de l'argent en espèce, de contracter un prêt bancaire, de souscrire une assurance, de se faire soigner, de bénéficier d'un service public, bibliothèque, complexe sportif, musée, etc. d'accéder à un ensemble de services privés tels que café, restaurant, hôtel, etc., de payer un loyer, de se marier, se pacser ou divorcer, pour se procurer un emploi ou en changer, etc. etc. etc. Absolument tout passerait par le QR Code. En Afrique, je ne sais plus dans quel pays, vous pouvez tout régler avec le QR Code, même un truc équivalent à quelques dizaines de centimes d'euros, l'objectif étant bien de supprimer la monnaie fiduciaire (pièces et billets). Cela ne se fera pas d'un coup évidemment, ils se donnent jusqu'en 2030 pour y parvenir, cela ira beaucoup plus vite dans les pays développés, si on ne les chasse pas avant du pouvoir, à chacun de savoir dans quel monde il veut vivre...

Autrement dit, à tout moment les autorités pour une raison ou une autre laissée à leur discrétion (et qui évoluera dans le temps), pourraient bloquer temporairement ou pendant une durée indéfinie votre QR, ce qui signifie, qu'une fois instauré il n'existerait absolument plus aucune liberté, et chacun devrait se résigner à vivre sous cet ordre totalitaire ou périr.

Pass transport, pass culturel, pass santé, je sais que cela ne signifie pas forcément la même chose, mais la sémantique est identique, il s'agit d'y préparer psychologiquement la population, de la familiariser avec ce pass-age dans un autre monde "plus libre", "plus sûr", "meilleur", "plus juste", "moins inégalitaire", "plus respectueux de la nature", et j'en passe...

Big Brother, Big Data, Big Pharma, etc. convergent vers cet objectif politique. Plus tôt on en prendra conscience et plus tôt on s'organisera pour contrarier leur plan, et plus on aura une chance qu'ils ne puissent jamais le mener à terme. Il n'y a là rien de complotiste, ils le disent eux-mêmes, ils en font la promotion dans différentes publications ou sur le Net.

Bon dimanche.

- Répondre à LE PYRENEEN et MICHELE S.

Autant que vous voulez, c’est fait pour être partagé pour ceux que cela intéresse.

Je vais vous dire comment je procède. Au départ, j’ai tout dans la tête, je le couche à l’écran et quand c’est terminé, je passe à autre chose. Évidemment, avant j’y ai pensé pendant des jours, des mois, voire des années, je suis revenu des centaines de fois dessus, mais sans plan, je ne suis pas un intellectuel. Je ne me fixe pas d’objectifs. Je ne cherche pas particulièrement à prouver ou réfuter quoi que ce soit. Je fais abstraction de tout a priori ou dogme. Je prends les choses ou les idées comme elles viennent, et de ce fait il en vient toujours de nouvelles, même au dernier moment, sans prévenir, c’est la surprise, quel délice. Donc ce n’est pas tout à fait exact, quand je dis que j’ai tout dans la tête, c’est quelque part, mais où, je l’ignore encore, cela va sortir au moment où je vais en avoir besoin, et c’est cela qui est magique, le conscient et l’inconscient fusionnent et fournissent un instant de lucidité merveilleux, tout se met en ordre tout seul pour ainsi dire, c’est un enchantement. Encore faut-il être capable de l’exploiter ensuite, c’est d’ailleurs là qu’on peut prendre conscience de nos limites, de nos faiblesses ou carences intellectuelles ou autres, ce qui doit porter à la modestie, car l’on peut très bien se fourvoyer ou en faire un mauvais usage, certains sombres dans la folie ou la mégalomanie, je ne crois pas que ce soit mon cas. C’est là aussi qu’on s’aperçoit que nos idées ne nous appartiennent pas. C’est un assemblage où tout s’emboîte ou trouve sa place, et à la fin tout se tient. Et si cette construction est bancale, c’est qu’on a commis une erreur quelque part ou il manque encore quelque chose, peut-être qu’on est encore sous le coup d’un vieux dogme, une croyance, qui sait ? C’est une découverte. Si c’est un lieu commun, on se demandera pourquoi on n’y avait pas pensé plus tôt et on a l’air idiot ! Si cela permet de résoudre une énigme ou de combler une inconnue, c’est formidable, on ressent nettement la sensation d’avoir avancé ou progressé. A quoi cela mène-t-il ? A rien la plupart du temps. En revanche le travail fourni pour en arriver là ne sera pas perdu, il va servir à enrichir notre mode de pensée logique, à nous rendre la vie plus supportable au quotidien aussi, et je peux vous assurer qu’en vivant en Inde, on en parfois ou même souvent besoin.

Je suis désolé pour Michèle S, bon rétablissement, je déconne, je ne peux pas me prendre au sérieux. Dites-vous bien que si la civilisation humaine en est arrivée à ce stade de développement, c’est qu’elle a encore les moyens de progresser, en étant raisonnablement optimiste pour la suite. De toutes manières, on n’a pas le choix, notre comportement demeure dicté par ce qu’on nous impose quoiqu’on fasse, cependant quand on en a conscience, on essaie de s’orienter dans la meilleure direction possible, à nous pour le coup de faire des choix judicieux, c’est le peu de liberté qu’il nous reste dans leur vieux monde. Je vais vous avouer un truc terrible, on s’en aperçoit qu’une fois devenu vieux, quand il est pratiquement trop tard, c’est frustrant, mais on fait avec? Tenez, je vais écouter un peu de musique, du blues évidemment, Jo Bonamassa, vous connaissez, c’est génial et vous réconcilie avec l’espèce humaine au besoin. Bonne digestion !

- Répondre à FALKO

Vous savez ce qui va se passer en Inde ? Pas moi. Et puis, ce qui se passe en Inde ou cette info, croyez-vous qu’elle va arriver aux oreilles de la majorité des Français ? Pas sûr du tout. Quant aux dizaines de millions déjà vaccinés en France, ils s’en foutent, plus concernés ! Mais Macron continue de leur pourrir la vie, c’est cela qui est l’essentiel.

Je vais vous dire un truc qui n’est pas méchant, ne le prenez pas mal. Tous ceux qui contestent les décisions gouvernementales, qu’ont-ils fait de plus ? Ils se sont exprimés chacun de leur côté, et après ? On a assisté à une floraison de petites chapelles regroupant chacune

quelques professionnels de la santé et autres, et après ? Il y en a qui sont passés sur les plateaux de télé, qui ont écrit des livres, et après ? Laissons de côté les pétitions, poubelle ! C'est à se demander si tous ces gens parlent bien la même langue et s'ils défendent bien tous les mêmes intérêts ou d'autres. Ils n'ont même pas été foutus de convoquer ensemble une conférence de presse, de parler d'une seule et même voix, qu'est-ce que cela signifie ?

Ils ont ignoré superbement le mouvement ouvrier, ses partis et ses syndicats, je n'ai pas eu connaissance d'un seul compte rendu d'une réunion qui aurait eu lieu avec tels ou tels dirigeants de partis, de syndicats. Pourquoi ? Peut-être parce que tous ces gens sont tous de droite, donc à côté de cela ils tiennent des positions qui n'ont rien de sociales ou de progressistes, mais plutôt libérales ou ultra libérales, donc par essence incompatibles avec le mouvement ouvrier, même si celui-ci est devenu pourri, ses dirigeants, mais pas forcément ses militants ou sympathisants. Ils ont voulu la jouer à la manière des Gilets jaunes, sans structure, sans direction, sans orientation, le pire exemple qui soit en somme et voué à l'échec. Des références à des personnalités (et des blogs) de droite ou d'extrême droite, on n'a pas cessé d'y avoir droit, tout le monde ou presque trouvait cela normal ou très bien, mais dans ce cas-là c'était se couper de la majorité de la population et des militants qui sont engagés dans le combat social ou politique contre Macron et son gouvernement. Ils ont servi de repoussoir en somme à tout rapprochement avec le mouvement ouvrier, dans lequel s'organise encore des centaines de milliers de travailleurs manuels ou intellectuels. C'était donc se priver du seul réseau social structuré à l'échelon national, au profit de quoi, des réseaux sociaux sur Internet où règne en permanence une cacophonie, une confusion insupportable, canal qui est noyauté, instrumentalisé par des gens n'ayant aucune notion du bien collectif, qui n'expriment que des avis individuels conformes à leurs intérêts individuels et rien d'autres, quand ils ne servent pas exclusivement à se faire valoir ou à faire parler d'eux…

Depuis le milieu du XIXe siècle, les avancés sociales ou démocratiques les plus significatives ou de nature collective sont passées par le mouvement ouvrier, ont été conquises par lui en entraînant de larges masses dans son combat… L'alliance de la classe ouvrière et des couches progressistes des classes moyennes est indispensable. Que ses dirigeants aient déserté, qu'ils aient trahi, qu'ils se soient positionnés au côté de Macron, n'était pas une raison suffisante pour l'ignorer, répétons-le, il ne se réduit pas à ses dirigeants corrompus par le régime, et je ne peux pas imaginer un seul instant être le seul militant ouvrier à le penser.

Dans mon trou en Inde, totalement marginalisé, sans liens ou presque avec la France, avec la meilleure volonté du monde je ne pouvais rien faire de plus que ce que j'ai fait, soutenir tous les médecins engagés pour la même cause sans tenir compte de leurs idées politiques, des centaines de milliers de Français, voire des millions de toute origine sociale les soutiennent depuis plus d'un an sans que cette unité parvienne à se concrétiser. C'est donc à eux que revient le devoir de surmonter leurs différents, de se rassembler, de montrer l'exemple, et à coup sûr les masses suivront, elles n'attendent que cela. Il faut d'urgence renouer avec le processus historique qui a accompagné les formidables progrès réalisés par la civilisation humaine au cours des siècles derniers, si nous voulons être maître de notre destin et conquérir la démocratie, notre liberté. A mon avis, il n'existe pas d'autres issues, sans vouloir l'imposer à personne évidemment.

- Répondre à David Perrin.

Non, ici comme ailleurs, il n'y a rien d'étonnant, à moins d'ignorer dans quel monde on vit vraiment. Il y a un truc que je voudrais qu'on m'explique : Pourquoi êtes-vous si nombreux à croire ou faire croire qu'il serait meilleur qu'il ne l'est en réalité, pour vous rassurer, vous donner bonne conscience ou par ignorance ? Et vous croyez que c'est ainsi qu'on va s'en sortir ? Vous vous faites des illusions, c'est comme ceux qui croient qu'ici ou ailleurs un changement de gouvernement changera quoi que ce soit en mieux, foutaise ! Il y en a qui apparemment peuvent encore se payer ce luxe, pas moi et mon entourage. Ah il en faut de la patience !

On peut retenir cette piste au-delà du fait que l'inde est un des pays les plus corrompus de la planète.

Reuters – Les experts scientifiques ont toutefois mis en garde contre une recrudescence de l'épidémie qui pourrait frapper l'Inde plus tard dans l'année et qui pourrait davantage toucher les enfants. (Entendez par là qu'ils ont formulé ce vœux. – J-CT)

Bien que le pays ait accéléré sa campagne de vaccination au cours des dernières semaines après un lent démarrage, la majorité de ses 1,3 milliard d'habitants ne devrait pas être vaccinée d'ici l'arrivée potentielle d'une troisième vague. Reuters 6 juin 2021

J-CT – Chacun aura compris qui est derrière cette sordide décision et où ils veulent en venir, vacciner massivement la population y compris les gosses, comme partout ailleurs.

Sinon, depuis ce matin tout est à nouveau ouvert jusqu'à 17h au Tamil Nadu. Pris de l'essence ce matin, 95,42 roupies le litre de super au lieu de 83 et quelque chose il y a un mois. Si je ne dis pas de bêtise, depuis 10 ans la roupie a perdu 39% de sa valeur face à l'euro. (https://www.boursorama.com/bourse/devises/taux-de-change-euro-roupie-EUR-INR/)

- Répondre à VALETE09

Je suis d'accord avec vous, on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. C'est la raison pour laquelle je ne cherche jamais à convaincre quelqu'un de quoi que ce soit.

Si c'est à chacun que revient de prendre conscience de la situation ou de sa condition, rien n'empêche non plus d'agir pour favoriser ce processus, à condition d'en avoir soi-même conscience. J'ai hérité d'un champ de cailloux quand j'ai acheté le petit lopin de terre où j'habite, 7 ans plus c'est une forêt, il y a des arbres qui font 10 mètres de haut ! J'arrose tous les jours pendant une heure à la tombée de la nuit. Si je n'avais pas créé les conditions favorables au développement de ces arbres, ils n'auraient pas atteint leur maturité aussi rapidement, donc le

temps est aussi une variable sur laquelle on peut jouer, sans le violer, c'est là que je vous rejoins.

- Répondre à David Perrin.

Non, ici comme ailleurs, il n'y a rien d'étonnant, à moins d'ignorer dans quel monde on vit vraiment. Il y a un truc que je voudrais qu'on m'explique : Pourquoi êtes-vous si nombreux à croire ou faire croire qu'il serait meilleur qu'il ne l'est en réalité, pour vous rassurer, vous donner bonne conscience ou par ignorance ? Et vous croyez que c'est ainsi qu'on va s'en sortir ? Vous vous faites des illusions, c'est comme ceux qui croient qu'ici ou ailleurs un changement de gouvernement changera quoi que ce soit en mieux, foutaise ! Il y en a qui apparemment peuvent encore se payer ce luxe, pas moi et mon entourage. Ah il en faut de la patience !

On peut retenir cette piste au-delà du fait que l'inde est un des pays les plus corrompus de la planète.

Reuters – Les experts scientifiques ont toutefois mis en garde contre une recrudescence de l'épidémie qui pourrait frapper l'Inde plus tard dans l'année et qui pourrait davantage toucher les enfants. (Entendez par là qu'ils ont formulé ce vœux. – J-CT)

Bien que le pays ait accéléré sa campagne de vaccination au cours des dernières semaines après un lent démarrage, la majorité de ses 1,3 milliard d'habitants ne devrait pas être vaccinée d'ici l'arrivée potentielle d'une troisième vague. Reuters 6 juin 2021

J-CT – Chacun aura compris qui est derrière cette sordide décision et où ils veulent en venir, vacciner massivement la population y compris les gosses, comme partout ailleurs.

Sinon, depuis ce matin tout est à nouveau ouvert jusqu'à 17h au Tamil Nadu. Pris de l'essence ce matin, 95,42 roupies le litre de super au lieu de 83 et quelque chose il y a un mois. Si je ne dis pas de bêtise, depuis 10 ans la roupie a perdu 39% de sa valeur face à l'euro.

(https://www.boursorama.com/bourse/devises/taux-de-change-euro-roupie-EUR-INR/)

- Répondre à Michèle S

L'avantage, si j'ai bien compris, c'est qu'ils peuvent ainsi attribuer à la Covid-19 ou à ses variants une multitude de décès dus en réalité aux vaccins, les camoufler ainsi, de manière à ne pas entraver la propagande hystérique en faveur des vaccins…

– Les effets indésirables des vaccins sont si semblables aux symptômes du Covid, qu'ils pourraient être « comptés à tort comme de nouveaux cas de Covid ». En d'autres termes, les médias et Fauci pourraient rendre les « variants » responsables de décès qui devraient être attribués aux vaccins.

– La rébellion NoVaxx : Résister, refuser, rejeter par Mike Whitney – Mondialisation.ca, 04 juin 2021

https://www.mondialisation.ca/la-rebellion-novaxx-resister-refuser-rejeter/5657162

- "se pourrait ils qu'ils n'aient tous eu à soigner que des personnes qui auraient spontanément guéri en quelques jours ?" C'était (et c'est encore) l'argument donné par les anti-Raoult sur l'hcq.

On ne le saura jamais, donc inutile d'attribuer cet argument aux "anti-Raoult sur l'hcq", en procédant de la sorte on peut vous (nous) accuser de basculer dans l'extrême inverse. Toutes les personnes présentant des symptômes ou fragiles auraient dû bénéficier de l'hydroxychloroquine + azithromycine sans se poser plus de questions, c'est tout ce que je voulais dire, et on est bien d'accord.

Quand mon beau-fils et mon frère ont contracté cette maladie, je ne me suis pas demandé s'ils pourraient guérir ou non naturellement, immédiatement sous ivermectine + azithromycine, zinc et vitamine D... et 48 heures plus tard l'affaire était réglée, ils sont en pleine forme.

- Répondre à VALETE09 et pas seulement.

On est toujours le mouton, le veau, le bœuf, le beauf, le con de quelqu'un. Je ne rentrerai jamais dans ce genre de discussion. Pour ceux qui insisteraient, c'est leur droit, je dirais qu'ils le sont eux-mêmes, ce qui n'est pas flatteur !

Je pense également qu'au lieu "de raisonner les personnes sur une base individuelle", on ferait mieux de raisonner sur une base collective, ne serait-ce pas ce qui fait le plus défaut aujourd'hui malheureusement ? Par ailleurs, il est vrai qu'en magnifiant "le monde d'avant", on n'est pas près d'y arriver !

- Répondre à kstet entre autres.

A force de vouloir trop prouver, on finit par dire n'importe quoi et discréditer la cause qu'on défend, c'est dommage. Et cela s'applique à tous les sujets qui ont été abordés dans ce blog depuis 15 mois.

En réfléchissant un instant, vous comprendrez ce que je veux dire, sinon tant pis, j'ai mieux à faire que poursuivre sur ce blog. Signé : Un promoteur de l'hydroxychloroquine, de l'ivermectine et de l'azithromycine notamment.

- Répondre à kstet

– "se pourrait-il qu'ils n'aient tous eu à soigner que des personnes qui auraient spontanément guéri en quelques jours ?" C'était (et c'est encore) l'argument donné par les anti-Raoult sur l'hcq.

On ne le saura jamais, donc inutile d'attribuer cet argument aux "anti-Raoult sur l'hcq", en procédant de la sorte on peut vous (nous) accuser de basculer dans l'extrême inverse. Toutes les personnes présentant des symptômes ou fragiles auraient dû bénéficier de l'hydroxychloroquine + azithromycine sans se poser plus de questions, c'est tout ce que je voulais dire, et on est bien d'accord.

Quand mon beau-fils et mon frère ont contracté cette maladie, je ne me suis pas demandé s'ils pourraient guérir ou non naturellement, immédiatement sous ivermectine + azithromycine, zinc et vitamine D… et 48 heures plus tard l'affaire était réglée, ils sont en pleine forme.

- Répondre à sipo.

Vous avez dit bidon ? A voir. Fréquentables ? La question se pose-t-elle vraiment ? Réponse.

Le libertarianisme est un courant politique du Parti républicain de Ronald Reagan, Bush père et fils, John, McCain, Henry Kissinger, Donald Rumsfeld, Dick Cheney…

Le libertarianisme, la synthèse entre la social-démocratie libertaire et le libéralisme libertaire. (voir la conclusion plus loin)

Extraits de wikipedia. (https://fr.wikipedia.org/wiki/Libertarianisme)

– Le libertarianisme prétend échapper à la dichotomie politique classique gauche/droite (…) de par ses thèses qui le situent à la fois à gauche au plan des libertés individuelles (…) et à droite au plan des libertés économiques (…).

– La liberté fondamentale du libertarisme est le droit de propriété, théorisé comme un droit absolu auquel l'intérêt particulier du propriétaire l'emporte sur l'intérêt social.

– Il s'inspire également d'idées développées par l'école autrichienne d'économie, dont les auteurs principaux sont Carl Menger, Ludwig von Mises, Friedrich Hayek, et Murray Rothbard. (Les idéologues du néolibéralisme. – JCT)

– Une des critiques fréquentes accuse le libertarianisme d'être une liberté faussée en particulier par l'argent. (Sans blague ! – JCT)

– Les libertariens rejettent cette critique en s'appuyant sur les importants fonds privés des associations caritatives qui financent des œuvres de bienfaisance comme l'éducation et la santé des démunis partout dans le monde, avec comme exemples courants le Fonds mondial pour la nature, la Fondation Rockefeller ou la fondation Bill-et-Melinda-Gates.

– Libertariens célèbres et promoteurs du libertarianisme (parmi les plus connus ou importants)
– Richard Branson, homme d'affaires connu pour sa société Virgin.
– David Friedman, professeur à l'Université de Chicago et fils du célèbre économiste Milton Friedman.
– Murray Newton Rothbard, (2 mars 1926 – 7 janvier 1995) philosophe et économiste américain.
– Peter Thiel, homme d'affaires américain, fondateur de Paypal.
– Jeff Bezos, fondateur et PDG d'Amazon.
– Les Frères Koch, magnats du pétrole
– Jimmy Wales, cofondateur de Wikipédia
– Rupert Murdoch, homme d'affaires à la tête d'un empire médiatique.

Parmi leurs grands principes.

– …toute marchandisation de son corps, telle que la prostitution, la vente du sang et d'organes humains, la gestation pour autrui et l'engagisme, serait parfaitement légale et illimitée.

– …L'extra-commercialité, la res communis, la collectivité et les restrictions dans l'intérêt public (telles la servitude publique, l'expropriation pour cause d'utilité publique, la nationalisation) ne sont pas reconnues.

– …la doctrine du libertarianisme se rapproche de celle de l'anarcho-capitalisme par le fait qu'aucun impôt n'est envisageable – excepté pour subvenir aux respects des droits de police et de justice

– la doctrine libertarienne est en faveur d'une société permissive : sans service étatique (ni service militaire obligatoire ni fonction publique), sans prohibition concernant le blasphème, la discrimination, la consommation de drogue, les pratiques sexuelles entre adultes consentants, la pornographie et sans aucune réglementation étatique liée à la sécurité personnelle tel que le port du casque ou de la ceinture de sécurité.

JCT – Conclusion : La loi de la jungle ou du plus riche, du plus puissant : Le totalitarisme déguisé en libéralisme social.

- Je crois que vous avez résumé l'essentiel, merci.

Mais malheureusement, personne ou presque sous la pression de la propagande officielle et du matraquage médiatique ne va s'en tenir à ce constat. Ce serait intéressant de se demander pourquoi et comment un tel déni est rendu possible de la part de personnes de bonne foi ou instruites, mais c'est une autre question.

C'est comme l'histoire de savoir si telle ou telle molécule est efficace, l'Ivermectine par exemple. On a des témoignages directs et non rapportés de personnes qui en ont fait l'expérience un peu partout dans le monde, et au même moment on en est encore à discuter du bien fondé ou non des résultats de tel essai ou telle étude comme si finalement ces témoignages ne comptaient pas ou n'existaient pas. Cela signifie que même lorsqu'on a les faits sous le nez, il y en a qui trouvent encore le moyen de les contester ou qui acceptent de les remettre en cause, autrement dit cela revient à douter de la réalité, aussi incroyable que cela puisse paraître.

Comment voulez-vous avancer dans ces conditions-là, c'est impossible. Je crois que les cerveaux sont formatés de telle sorte, qu'on peut très bien à un moment donné concevoir les liens ou rapports qui existent entre cause et effet qui sont à l'origine d'une situation ou qui la composent, donc matérialistes et dialectiques, sans en tirer le moindre enseignement durable, parce que ce constat va à l'encontre de nos idées reçues profondément ancrées dans notre cerveau et qui reposent sur un tout autre mode de penser, disons idéaliste, pour faire bref.

Dès qu'on s'écarte un tant soit peu de la réalité des faits, on est perdu, foutu, on va perdre de vue l'essentiel, tout interpréter de travers, et ensuite on s'emploiera inconsciemment à le justifier...

- C’est quasiment miraculeux ! N’y aurait-il pas quelque chose qui cloche ?

– Aucun mort du Covid-19 en 24h au Royaume-Uni – Paris Match/ AFP 01.06.

– C’est le résultat d’un long confinement et d’une campagne de vaccination massive entamée en décembre…

– Après un long et strict confinement hivernal, ce pays a connu une amélioration sanitaire qui lui a permis d’alléger les restrictions… Paris Match/ AFP 01.06.

Pour un peu d’une banale épidémie, ils vont réussir à faire un génocide, leur spécialité !

– Covid-19 : le Pérou revoit nettement à la hausse son bilan qui passe de 69 000 à 180 000 morts – Euronews/AFP 01.06.2021

- Indian Council for Medical Research (ICMR) and All India Institute of Medical Sciences (AIIMS)

Hi !

Read this blog in French (Translate Google or other).

https://blog-gerard.maudrux.fr/

I just cure the son (29) of my wife and one of her brother (36), symptoms : lost smell and taste, little fever, tired = Covid-19

Start treatment at home 26th May, recovery 28th May ; start 28, recovery 29th May

The first waiting 4 days before starting treatment, the second start treatment after ill two das.

Ivermectine 12 mg Day 0, D1, D3, D5, D8
Azithromycine 500 mg 1pill per day during 8 days
Zinc 50 mg, 1 pill per day during 5 days
Vitamine D 60.000 UI Day 0, D1, D8

A French man living in a village in Tamil Nadu near Puducherry.

- Mon beau-fils est sur pied, traitement commencé le 26 dans la journée. Il était monté sur la terrasse de la maison et on a pu parler ensemble, la pleine forme, et dire qu’il n’y a pas de traitement, l’ivermectine ne marche pas… Il a quand même douter que c’était la Covid, mais maintenant il ne doute plus, et pour cause :

Le frère de ma compagne chez qui il habite, même punition depuis hier, perte du goût et de l’odorat, fièvre et il tousse. A midi, j’ai apporté les médicaments, plus de quoi traiter tous les adultes de la maison à l’ivermectine (12mg) + zinc et 3 kilos de mangues d’un jardin, plus trois grands sacs à provision, ils n’ont plus une roupie et plus rien à manger puisque plus personne ne travaille et pas un sou d’économie.

- Splendeur et décadence d'un régime en putréfaction.

Inde. Et nous voilà confinés une semaine de plus, ce sont des sadiques…

– Tamil Nadu today further extended the COVID-19 lockdown in the state till 6 am on June 7 amid the second wave of infections and the vaccination slowdown.

– Tamil Nadu is among the worst-hit states, with infections fast-approaching 1.9 million and nearly 21,000 recorded deaths. ndtv.com May 29, 2021

Pendaison en famille… avec une corde unique… un exploit, le média semblait émerveillé par la prouesse technique ! Selvaraj était électricien, un bon bricoleur…

A 65-year-old man hanged himself to death along with his two daughters aged 35 and 30, after he developed Covid-19 symptoms, in Tiruvallur district, police said. timesofindia.indiatimes.com May 29, 2021

C'est l'Inde !

- Répondre à Claudine

Vous avez oublié l'essentiel ou le premier réflexe à avoir : Entretenir le terrain en ayant une alimentation saine ou équilibrée, j'ai cru comprendre que c'est là-dessus que reposait le serment d'Hippocrate.

Abandonner chips et Cie. hyper salé, barre au chocolat, gâteaux sec et bonbon, boisson gazeuse sucrée, le tout bourré de sucre et de produits chimiques de synthèse, que des poisons en somme. Mais aussi les boîtes de conserve en tout genre, les surgelés, les plats à emporter, au profit de produits frais, cuisiner et prendre le temps de manger à table, au calme. Chez mes parents autrefois, et j'imagine encore chez bon nombre de Français, se mettre à table devant la télé au moment du 20h étai devenu un véritable rite digne d'une religion, là pour le coup double intoxication, chez moi il n'y en a plus depuis longtemps. Ceux qui nous bassinent avec "le lien social" passent généralement à côté, c'est révélateur.

On nous dira que les gens manquent de temps pour cuisiner, pour manger à table, pour prendre soin de leur santé, pour s'occuper de leurs enfants, pour s'instruire, pour s'organiser ou faire de la politique, bref, prendre leur destin entre leurs mains, on se demandera ce qu'ils peuvent bien foutre durant leur temps libre. Cet argument est purement démagogique ou tient de l'inconscience, du conformisme, de la résignation qui consiste à s'adapter à la société telle qu'elle est, et à se laisser vivre pour le meilleur ou pour le pire qui l'emporte largement quoiqu'on en dise.

- Répondre à erou

A la suite d'un autre article, monsieur Coquéma avait glissé un commentaire aussi dégueulasse, dans lequel il m'accusa d'être un mégalomane, parce que je me serais pris pour un médecin, car voyez-vous, j'avais osé soutenir que des molécules efficaces existaient pour traiter la Covid-19, comme des centaines de personnes dans ce blog qui ne sont pas non plus médecins, et de très nombreux médecins ici et dans le monde entier.

Il est inutile d'en dire davantage, les lecteurs auront compris à quel genre d'individu on a affaire ici. Notez que son parti (comme tous les autres à l'extrême gauche), le POID, a exigé l'arrêt immédiat de l'état d'urgence... tout en défendant avec zèle et constance pendant 16 mois toutes les mesures liberticides qui nous ont été imposées dans le cadre de l'état d'urgence, y compris le port du masque pour les enfants, la vaccination... Avec de tels opposants, assurément Macron peut dormir tranquille...

- Partout le même scénario. Existerait-il un gouvernement mondial ?

Vietnam = 97 millions d'habitants

31 juillet au 3 septembre 2020 = 35 décès

3 septembre 2020 au 8 mars 2021 = 35 décès

Début vaccination 8 mars 2021.

8 mars au 29 mai 2021 = 47 décès, + 30%.

https://ourworldindata.org/covid-vaccinations?country=VNM

Le Vietnam débute sa première campagne de vaccination - lecourrier.vn 8 mars 2021

La vaccination utilisant le vaccin anti-COVID-19 d'AstraZeneca importé récemment commence lundi matin 8 mars à Hanoi, à Hô Chi Minh-Ville et dans la province de Hai Duong (Nord), selon le ministère vietnamien de la Santé.

Les personnes vaccinées seront suivies par des dossiers de santé électroniques, avec une certificat électronique de vaccination. lecourrier.vn 8 mars 2021

Et depuis...

Covid-19 : le Vietnam découvre un nouveau variant - Europe1 29 mai 2021

Le pays fait face à une nouvelle vague de contaminations sur plus de la moitié de son territoire, y compris les zones industrielles et les grandes villes, dont Hanoï et Ho Chi Minh Ville.

Le Vietnam avait été jusqu'à récemment très peu touché par le virus. La majorité des 6.700 cas et 47 morts déclarés ont été enregistrés depuis avril.

Le Vietnam, qui compte 97 millions d'habitants, a pour l'instant vacciné un peu plus d'un million de personnes, mais cherche à augmenter la cadence de la vaccination, et les autorités espèrent arriver à une immunité collective d'ici la fin de l'année. Europe1 29 mai 2021

- Répondre à VALETE09

J'abonde dans votre sens, ces réactions ont vraiment de quoi laisser perplexe, et je pèse mes mots, quoiqu'il en soit, quel délire !

Il y en a ici qui ont lu les articles du Dr. Maudrux, et qui malgré tout sont allés se faire vacciner, et voilà que maintenant ils s'inquiètent des effets secondaires qui pourraient survenir… Je crois qu'en fait, ils n'ont jamais cru à l'efficacité des molécules qu'on leur a présentées, bien qu'ils aient pu croire le contraire !

Ils me font penser aux pacifistes en temps de paix, qui deviennent va-t-en-guerre en temps de guerre, qui n'en reviennent pas ou qui sont traumatisés à vie. Laissons de côté l'aspect politique, cela relève de la psychiatrie parce que c'est fou, ils jouent avec leur vie et celle des autres.

A un moment donné la faculté de penser peut se retrouver annihilée ou paralysée, et dès lors tout peut se produire. C'est la pire expérience qu'il soit donné à l'homme de vivre, car il signe ainsi sa propre perte, c'est dommage, injuste et triste, certains ajouteraient qu'un tel déséquilibre mental, inconscient, est terrifiant. Ce n'est pas ce que je pense et je ne juge personne, je me contente d'observer et d'analyser ce qui se passe ou tout du moins j'essaie. La lucidité ne doit pas empêcher d'être modeste pour ne pas tomber dans une autre folie.

- Répondre au Dr. Maudrux.

Vous vous êtes conciliant, moi je suis radical.

Nous sommes tous deux passionnés de liberté, mais à ce stade nous n'en avons pas la même conception. Ne dit-on pas que notre liberté s'arrête où commence celle des autres, ou qu'en aucun cas on ne doit empiéter dessus par crainte de perdre la nôtre.

Partant de là, j'irai plus loin que vous. Si je savais qu'un produit présentait un danger et que quelqu'un d'informer s'apprêtait à le prendre m'en parlait, je ne lui dirais pas qu'elle a le choix, encore moins que je respecte son choix, parce que cela ne me regarde plus. Je n'ai pas toujours dit cela, ma réflexion progresse voilà tout. Ce n'est pas faire preuve de mépris ou d'indifférence, je refuse à l'avance d'assumer les conséquences de ses actes, dans la mesure où je n'en partage nullement la responsabilité, tout en sachant qu'il faudra bien par la suite les gérer collectivement si cela tournait mal. Je me mets en retrait sans juger et encore moins condamner, j'observe et je prends acte, point. Je prends acte que tout comportement individuel nuisible à lui-même ou à autrui nuira d'une manière ou d'une autre aux intérêts de la collectivité, et qu'il est préférable de l'éviter autant que faire se peut. C'est mon côté idéaliste, parce que la liberté demeure un idéal.

Autrement dit, la liberté individuelle n'existe que collectivement, et le problème auquel doit faire face l'humanité, c'est que l'homme n'en est pas encore rendu à ce stade-là. Tout comme pour la démocratie, une société sans classe, sans pauvreté, sans argent, etc. Là pour le coup c'est carrément utopique, pas pour moi. C'est peut-être le côté croyant des humanistes ! Le plus noble, car il implique que l'homme peut conquérir son émancipation ou atteindre la liberté, aurait-on le choix là aussi ?

Cela dit, docteur, quand mon beau-fils et mon beau-frère ont contracté ce virus, je me suis retrouvé devant un cas de conscience, je ne suis pas médecin, leur vie était peut-être en jeu, je les savais soumis à une alimentation carencée et des conditions précaires. Quelle décision devais-je prendre très rapidement ? Je n'ai pas hésité longtemps, la question du choix ne s'est pas vraiment posée. Je me suis souvenu de mon état d'esprit, quand j'étais prisonnier dans ma maison qui avait atterri dans la mer lors du tsunami. J'ai vu l'eau monter jusqu'au cou et redescendre au milieu de la poitrine, se stabiliser ainsi, j'attendais la suite. A quoi ai-je pensé ? A rien, pourtant je n'avais que cela à faire ! Je tenais un de mes chiens par la main gauche pour éviter qu'il ne soit emporté quand la mer se retirerait, et dans la main droite tendue en l'air, je tenais mon sac dans lequel j'avais réussi à mettre in extremis mes papiers d'identité et le peu d'argent que j'avais sur moi. Je suis resté dans cette posture pendant 10 ou 15 minutes, je n'en sais rien au juste, soit la mer se retirait aussi soudainement qu'elle était venue, soit elle montait encore et c'était fini, mais à aucun moment je n'y ai pensé, aucun, pas un instant l'idée de la mort m'est venue à l'esprit. Quelque part, tout était dans l'ordre des choses et je n'y pouvais absolument rien.

Du coup, depuis ce jour-là j'ai appris à discerner les situations où j'avais le choix ou non d'agir, de me servir de ma volonté, en en assumant la responsabilité quel que soit sur quoi porterait mon choix, en admettant que même un non choix est un choix, et c'est là que je vous rejoins.

Dans le cas de mon beau-fils et mon beau-frère, j'ai fait ni une ni deux, ils m'ont demandé des médicaments et on les a traités immédiatement, ils sont saufs à ce stade, c'est l'essentiel. Je terminerai en disant que la question du choix pour individuel qu'il soit, il n'en demeure pas moins soumis à des conditions qui nous sont imposées… collectivement. Je crois que cette dimension est essentielle.

- Répondre à masquarenc

Cela ne serait-il pas plutôt dû à un effet en cloche parvenu à son terme ?

La trajectoire du virus a pu être perturbée par une éruption de cas et de décès dus à la vaccination (et confinement), qui a perturbé momentanément sa courbe, avant qu'il ne termine sa course naturellement, même les pires cauchemars ont une fin.

- Répondre à Sipo.

Ce n'est pas exactement ce que le Dr. Maudrux a dit si ma mémoire est bonne. Ils sont complémentaires s'ils remplissent au préalable certaines conditions, qui justement ne sont pas réunies, donc dans l'état actuel des choses ils ne sont pas complémentaires, ils s'excluent, faut-il encore le démontrer, chacun sait très bien que non.

Et puis, qu'est-ce que cela signifie, vaccinez-vous si vous le souhaitez, c'est leur laisser le choix, mais ce choix n'est-il pas criminel, d'autant plus que l'on sait qu'ils sont victimes du matraquage hystérique médiatiques 24h/24 qui les pousse à se faire vacciner ou à se dire pourquoi ne pas essayer, qu'est-ce qu'on risque... Qu'est-ce qu'ils risquent, sinon d'y passer, d'être handicapés à vie ou d'être victimes de différentes pathologies lourdes ou incurables des années plus tard....

Moi je n'ai pas envie d'endosser la responsabilité de leur faire prendre un risque aussi insensé qu'injustifié, et encore moins d'en assumer les conséquences avec eux. (Quand) Ils savent qu'il existe des molécules efficaces pour traiter la Covid-19 ou ses variants, et bien qu'ils se débrouillent pour s'en procurer ou s'en faire prescrire, avec un peu d'audace ou d'imagination cela ne doit pas être bien difficile.

Si mon explication ne vous suffit pas, je tiens à votre service un complément où j'aborde les intentions qui conduisent à tenir ce genre de double langage ou sa signification politique.

QUATRIEME PARTIE. MYSTIFICATION SANITAIRE.

Vidéos Ivermectine

L'ivermectine élimine 97% des cas à Delhi

https://alzhacker.com/ivermectin-obliterates-97percent-of-delhi-cases/#

https://www.thedesertreview.com/news/national/ivermectin-obliterates-97-percent-of-delhi-cases/article_6a3be6b2-c31f-11eb-836d-2722d2325a08.html

Le Dossier Ivermectine - Publié le avril 25, 2021

https://covexit.com/le-dossier-ivermectine/

Question d'un internaute

- J'ai une question concernant la prophylaxie, a-t-on une idée de la durée de la protection acquise grâce à l'Ivermectine ?

Réponse du Dr. Gérard Maudrux

- Demi-vie sanguine, 1 jour et demi, demi-vie tissulaire 3 semaines. Donc réponse entre les deux. Pour traiter on recommande 2 à 3 doses sur 5 jours, en prophylaxie 1/sem, 1 /2sem, voire 3 semaines, chacun sa petite cuisine, pas encore de consensus.

Qu'en est-il de l'Hydroxychloroquine et de Madame Bik ? - IHU Méditerranée-Infection

https://www.youtube.com/watch?v=QJrAIq4KNVs

Pr Luc Montagnier au Défi de la vérité : "la vie utilise les virus pour faire de grandes choses" - francesoir.fr 27.05

https://www.francesoir.fr/videos-le-defi-de-la-verite/pr-luc-montagnier-au-defi-de-la-verite?utm_source=NL

Impact of COVID Vaccinations on Mortality

https://www.youtube.com/watch?v=xSrc_s2Gqfw

Complotisme à géométrie variable.

Covid-19 : comment l'hypothèse de l'accident de laboratoire, à l'origine du coronavirus, s'est étoffée en un an - francetvinfo.fr 14.05

https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/covid-19-comment-l-hypothese-de-l-accident-de-laboratoire-a-l-origine-du-coronavirus-s-est-etoffee-en-un-an_4623729.html

---

Totalitarisme. Nouvelle offensive enragée des médias.

Alexandra Henrion-Caude, la généticienne devenue égérie des covido-sceptiques À la dérive - marianne.net 31.05.

« Raoult. Une folie française » : les extraits exclusifs du livre-enquête d'Ariane Chemin et Marie-France Etchegoin - lemonde.fr 31.05.

Didier Raoult dévoile son QI et devient la risée des réseaux sociaux - voici.fr 01.06

Dans les bonnes feuilles dévoilées par le quotidien, les journalistes Ariane Chemin et Marie-France Etchegoin révèlent qu'elles ont rencontré Didier Raoult à son bureau, à Marseille. Une rencontre inoubliable surtout quand elles lui ont demandé "s'il avait déjà fait mesurer son intelligence". Et elles n'ont pas été déçues de sa réponse. Loin de se vexer, le professeur a même révélé que son quotient intellectuel avait été évalué lorsqu'il était adolescent. Forcément, les conclusions ont été plus qu'exceptionnelles selon lui. "Je vais vous raconter une chose que je n'ai confiée à personne. Un jour, alors que j'avais 14 ans, un pédopsychiatre a dit à mon père : 'Ecoutez, votre gosse a 180 de QI. Laissez-le faire. Tout ira bien'", a-t-il confié. Une anecdote difficile à croire comme le rappellent les auteures du livre puisque la moyenne est d'environ 100 et que même Einstein et Mozart n'ont respectivement "que" 160 et 150 de QI. voici.fr 01.06

LVOG - A mon avis, il ignorait que le QI s'arrêtait à 160, et que son médecin s'était planté quand il avait 14 ans, et depuis il ne s'est jamais penché sur la question. Voilà aussi ce qui arrive quand on est un peu trop imbu de sa personne, c'est un euphémisme ou plutôt une litote le concernant.

Résistance au totalitarisme.

«Marche pour la liberté» : manifestation d'ampleur à Londres contre les restrictions sanitaires - RT 30 mai 2021

Lassés par la poursuite des restrictions sanitaires, des milliers de Britanniques se sont rassemblés dans les rues de Londres pour protester, entre autres, contre le pass sanitaire, et faire part de leur méfiance vis-à-vis des vaccins anti-Covid. Une «Marche pour la liberté» organisée à Londres a attiré le 29 mai plusieurs milliers de participants, venus protester contre la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement britannique. Cette manifestation, la dernière en date d'une série dans la capitale anglaise, s'inscrit dans un mouvement plus large dans les pays européens. RT 30 mai 2021

Manifestation à Londres contre le Passeport Covid Réseau Voltaire 31 mai 2021

Au moins 50 000 personnes ont manifesté, le 30 mai 2021, à Londres devant le Parlement, contre le laisser-passer sanitaire, institué à l'occasion de l'épidémie de Covid-19.

Les participants refusent cette restriction des libertés individuelles sous un prétexte de santé publique. Ils réaffirment que la Liberté est une valeur, tandis que la santé humaine n'est qu'un bien.

Les médias britanniques ont tous rendu compte de cet événement, généralement pour brocarder les manifestants. Par contre, leurs homologues européens ont fait l'impasse. Réseau Voltaire 31 mai 2021

Bruxelles : plusieurs milliers de manifestants contre les restrictions anti-Covid, le pass sanitaire - RT 29 mai 2021

Entre 2 000 et 3 000 personnes ont protesté contre les restrictions sanitaires ce 29 mai à Bruxelles, faisant notamment part de leur opposition à la politique vaccinale et au pass sanitaire européen, ou encore au port du masque. RT 29 mai 2021

Les trusts de l'agro-alimentaire sont aussi mafieux et criminels que ceux de l'industrie pharmaceutique.

Les produits bio ne sont pas toujours de meilleure qualité, d'après 60 Millions de consommateurs - sputniknews.com 04.06.2021

Alors que la version bio d'un produit coûte plus cher que celle habituelle, elle ne se distingue pas toujours par une meilleure qualité, conclut 60 Millions de consommateurs qui a consacré un numéro spécial à ces produits dont la consommation en France est en hausse depuis 2015. sputniknews.com 04.06.2021

LVOG - Explication : La "version bio d'un produit" signifie qu'une même entreprise propose le même produit en version "bio" ou pas bio, il s'agit des trusts de l'agro-alimentaire, Danone, Neslé, etc. alors qu'un exploitant agricole, une ferme, un artisan ou une petite ou moyenne entreprise se consacre exclusivement à la production et à la commercialisation d'aliments sans produits chimiques de synthèse ajoutés et

dont les produits sont en règle générale d'une qualité supérieure à ceux des trusts de l'agro-alimentaire.

Le don qui tue.

Washington confirme le don de 80 millions de doses de vaccin, dont 60 millions via Covax - Europe1 03.06

La France fait don au Sénégal de 184.000 doses de vaccin AstraZeneca - Reuters 03.06

Comment cela, il y aurait encore des personnes fragiles

Vaccin contre le Covid-19 : une troisième dose pour les patients vulnérables ? - francetvinfo.fr/ 23 mai 2021 https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/vaccin-contre-le-covid-19-une-troisieme-dose-pour-les-patients-vulnerables_4634913.html

Faut-il aller plus loin et administrer une troisième injection pour protéger les personnes fragiles ? Stéphane Bancel, le PDG de Moderna, estime que oui. "La clé c'est les rappels spécifiques aux variants pour l'automne et l'hiver", a confié ce dernier. Yves Buisson, épidémiologiste et président de la cellule Covid-19 de l'Académie nationale de médecine, partage son avis. "Il faut prévoir […] une vaccination, des rappels plus rapprochés pour maintenir la réponse immunitaire à un niveau suffisant", explique ce dernier. francetvinfo.fr/ 23 mai 2021

Sélection de commentaires de lecteurs du blog du Dr. Maudrux

- Lisez tout : "…Actuellement, presque tous les membres de la communauté des prêtres de Chavagnes-en-Paillers ont été vaccinés. Les contaminations auraient alors débutées peu de temps après et se serait rapidement étendue à l'ensemble des frères. Même si le taux d'efficacité est élevé pour certains vaccins, une contamination par le Covid-19 ou l'un de ses variant est possible dans les 15 jours suivant la première injection, selon les médecins. …" et quand vous trouvez la même nouvelle sur des réseaux moins "mainstream media" vous lirez que les prêtres en questions, à la retraite, ne sortent quasiment jamais. Un seul sort de temps en temps, a attrapé le CODID fin janvier, s'est scrupuleusement isolé et n'a contaminé personne dans sa communauté. Et la dite communauté a traversé sans AU-CU-NE contamination les premiers confinements.

Le conditionnel du journaliste est une saloperie désinformationnelle. "…Les contaminations auraient alors débutées peu de temps après et se serait rapidement étendue à l'ensemble des frères…" Non, c'est factuel, les prêtre SONT tombés malades peu de temps après les vaccinations. Au passé composé de l'indicatif, pas au conditionnel. Ce faisant le plumitif évacue la question de la corrélation avec la vaccination : c'est encore tôt pour affirmer une causalité.

- Sur le site de l'Indian Bar Association on trouve l'assignation officielle (et on comprend mieux l'allusion aux liens supprimés) :

https://indianbarassociation.in/wp-content/uploads/2021/05/Legal-Notice-to-Dr.-Soumya-Swaminathan_Chief-Scientist-WHO-1.pdf

---

- Témoignage d'un courageux médecin texan écrasant le Covid avec de l'ivermectine :

https://twitter.com/Covid19Crusher/status/1399051116529266707

Je résume : Son équipe a soigné plus de 5000 patients covid avec de l'ivermectine, aucun décès. Quelques patients hospitalisés mais tous récupérés. Pour des patients qui ne vont pas mieux avec 0,2 mg par kilo d'ivermectine par jour au bout de 2 jour, on double la dose journalière. Parfois Certaines personnes qui allaient mieux au bout de 5 jours d'ivermectine ont vu leur état s'aggraver à nouveau vers les jours 8-9 quand la phase inflammatoire a commencé. Dans ce cas on a donné des stéroïdes et redonné à nouveau 5 jours d'ivermectine. La recette a parait-il parfaitement fonctionné. Tout le monde guéri du Covid sans exception.

- Les médecins canadiens se regroupent pour contester les mesures sanitaires injustifiés : https://canadianphysicians.org/

- https://www.wochenblick.at/ivermectin-hochwirksam-gegen-corona-aber-von-who-mainstream-bekaempft/

Un article ds un journal autrichien en faveur de l'ivermectine!!!!

- Des infos explosives par le Pr d'immunologie, Byram Bridle

Une étude de biodisponibilté montre que la protéine spike synthétisée grâce aux vaccins, passe dans la circulation sanguine, dans les organes., le lait maternel, et traverse la barrière hémato encéphalique.

Or , dans le Covid , c'est la Spike qui est pathogène … Etonnant non ?

https://vimeo.com/557172132

- Superbe nouvelle étude israélienne avec efficacité prouvée de l' IVERMECTINE contre placebo chez des patients non hospitalisés avec réduction des tests positifs et de la charge virale (Dr Éli Shwarcz,Sheba Médical Center)!

https://m.youtube.com/watch?v=YV2H6_0i4f0&t=448s

- Des médecins en Angleterre réagissent

https://dailyexpose.co.uk/2021/05/27/uk-doctors-send-open-letter-to-mhra-highlighting-grave-concerns-on-proposal-to-give-children-the-covid-19-vaccine/amp/

Que font nos médecins en France?

Cette crise a commencé par certains d entre eux .. ils faut qu ils se bougent …

- Un nouvel entretien du Pr McCullough qui ne peut être qualifié de complotiste et pourtant lui même en vient à dénoncer la vaccination de masse et commence à penser qu'il s'agit d'une façon de "marquer" la population.

https://rumble.com/vhp7y5-full-interview-world-renowned-doctor-blows-lid-off-of-covid-vaccine.html?mref=6gby3&mc=98uay

---

- La crise du COVID en Inde: un entretien avec le Dr DHANANJAY BAKHLE (010521)

https://covexit.com/the-covid-crisis-in-india-an-interview-with-dr-dhananjay-bakhle/

Directive du ministère de la Santé indien (190521)

https://www.mohfw.gov.in/pdf/COVID19ClinicalManagementProtocolAlgorithmAdults19thMay2021.pdf

---

- Janvier 2017 :

Une syndémie respiratoire se manifeste dans la région de Lao Cai au Vietnam. Symptômes : toux, détresse respiratoire, diarrhées, arrêts cardiaques….

https://flutrackers.com/forum/forum/vietnam/current-emergency-situations-ab/768032-northern-weather-anomalies-complex-diseases

Juin et juillet 2017

Des patients du Yunnan sont envoyés en réanimation dans le Liaonning par avion.

https://flutrackers.com/forum/forum/china-other-health-threats/778945-china-dandong-city-emergency-center-in-liaoning-province-received-first-air-ambulance-patients-2-pneumonia-respiratory-failure-patients-from-yunnan-province-july-6-2017

Et pendant ce temps là dans le Guangdong les maladies cardio-vasculaires explosent.

https://flutrackers.com/forum/forum/china-other-health-threats/china-emerging-diseases-other-health-threats/777884-china-surge-of-elderly-cardiac-patients-causing-shortage-of-hospital-beds-in-zhanjiang-guangdong-province-hot-weather-blamed-june-12-2017

Décembre 2017

Le gouvernement chinois dément une alerte SRAS qui se diffuse dans la population

https://flutrackers.com/forum/forum/china-other-health-threats/china-seasonal-flu-tracking/787939-china-flu-epidemic-no-cause-for-sars-panic-january-8-2018

À Canton et à Changcha on signale des rhumes accompagnés de crises cardiaques.

https://flutrackers.com/forum/forum/china-other-health-threats/china-seasonal-flu-tracking/786831-china-small-cold-can-cause-sudden-

cardiac-arrest

Pour le pr Zhong, la grippe est plus intense en 2018 car les vaccins ne sont pas efficaces car aucune souche grippale ne serait à l'origine de l'épidémie.

https://flutrackers.com/forum/forum/china-other-health-threats/790803-china-zhong-nanshan-media-interview-possible-flu-comeback-in-march-february-24-2018

Et j'ai encore des dizaines d'autres données en réserve. Donc rien à voir avec une fuite de labo. Ça c'est ce que tout le monde veut qu'on croit y compris les Chinois curieusement qui ont laissé certains de leurs scientifique publier des articles qui vont dans le sens de la fuite du labo de Wuhan (pr Yan) parce qu'ils ont compris que ça foutrait la merde politiquement chez nous

- Depuis quand l'épidémie est elle arrivée en Italie. La question se pose.

À Milan des analyse sanguines relèvent la présence du virus dès septembre 2019.

https://amp-lepoint-fr.cdn.ampproject.org/c/s/amp.lepoint.fr/2401186

Mais est ce que ça n'aurait pas commencé encore plus tôt.

Maurizio Sarri l'entraîneur de la Juve est hospitalisé pour une pneumonie en août 2019. Serait-il le patient zéro ?

https://www.lequipe.fr/Football/Actualites/Juventus-turin-maurizio-sarri-souffre-d-une-pneumonie/1050554

À moins que tout n'est commencé à Brescia un an auparavant où une étrange épidémie respiratoire a envoyé de nombreuses personnes en réanimation. On a évoqué la legionnellose mais ça n'a pas été confirmé. Donc c'est toujours lié à un agent pathogène non identifié.

https://www.rts.ch/info/monde/9830247-epidemie-de-pneumonie-dans-la-region-de-brescia-dans-le-nord-de-litalie.html

---

- On continue avec les données iconoclastes.

Quand le virus a – t-il débarqué aux USA. Probablement en fin 2017.

Novembre 2017 : San Diego a connu son épidémie le "grippe" la plus agressive depuis 20 ans.

https://flutrackers.com/forum/forum/united-states/seasonal-flu-2009-2014-including-h1n1-pandemic-2009-aj/california-ab/786064-ca-flu-season-off-to-aggressive-start-in-san-diego-county

Et début 2018 ça continue de plus belle.

https://flutrackers.com/forum/forum/united-states/seasonal-flu-2009-2014-including-h1n1-pandemic-2009-aj/california-ab/788555-ca-flu-deaths-in-san-diego-county-reach-new-high-206-fatalities-this-season

En février 2018 cluster de pneumonie au sein des Dodgers de Los Angeles. Des joueurs de l'équipe ainsi que des membres du staff sont touchés.

L'entraineur de l'équipe affirme n'avoir jamais vu une épidémie se propager aussi vite au sein d'un club sportif.

https://flutrackers.com/forum/forum/united-states/pneumonia-and-influenza-like-illnesses-ili-ae/california-aa/790942-ca-dodgers-deal-with-an-outbreak-of-flulike-illness-i-haven-t-seen-anything-like-this

Juillet 2019 un cluster éclate dans une maison de retraite de Greenspring en Virginie. Là aussi c'est foudroyant.

https://www.mcknights.com/news/mystery-grows-as-3rd-resident-dies-from-still-unidentified-respiratory-illness/

J'ai aussi une donnée sur la Floride en 2017, mais je suis moins sûr du lien avec l'épidémie.

- Pr Pierre-Jean GUILLAUSSEAU

Département of Médecine Interne. Hôpital Lariboisière 75010 Paris et Université Paris-Sorbonne

CONCLUSIONS :

Au terme de cette revue des données disponibles (avec la réserve vue plus haut d'articles en pre-print) concernant l'efficacité de l'ivermectine dans la prophylaxie et le traitement curatif de la COVID-19 et sa sécurité d'emploi, on peut conclure à

une excellente efficacité de l'ivermectine en prévention de l'infection par SARS-Cov2 chez des sujets exposés à des patients atteints de COVID-19, avec une réduction de 92% du risque de transmission

des résultats en faveur de l'efficacité de l'ivermectine en traitement curatif de patients atteints de COVID-19 de sévérité diverse:

– résultats positifs dans 7 essais randomisés et contrôlés sur 12 (58%) avec une dose unique d'ivermectine

– résultats positifs dans 7 essais randomisés et contrôlés sur 10 (70%) avec des doses d'ivermectine administrées de manière répétée pendant plusieurs jours

Il est possible de synthétiser les effets de l'ivermectine par les résultats suivants:

cliniquement: amélioration clinique précoce plus fréquente, réduction du risque d'aggravation, diminution du délai de guérison clinique et de la durée d'hospitalisation, réduction du nombre de décès.

en termes virologiques : réduction du délai de négativation de la PCR et du temps de portage viral.

Finalement et c'est le résultat le plus important: la méta-analyse des essais randomisés et contrôlés dans lesquels le risque de décès était l'un des critères d'évaluation pré-définis, démontre que le traitement par ivermectine réduit de 75 à 84% la mortalité par COVID-19.

https://horizons-therapies.com/covid-19/ivermectine-et-covid-19/

- Les deux articles du 10 mai 2021 sur le blog médiapart de Laurent Mucchielli détaillent, en français, les arguments origine naturelle versus évasion de laboratoire…

épisode 50 : https://blogs.mediapart.fr/laurent-mucchielli/blog/100521/l-epidemie-de-coronavirus-probablement-pour-origine-un-accident-de-laboratoire

épisode 51 : https://blogs.mediapart.fr/laurent-mucchielli/blog/100521/origine-du-coronavirus-avons-nous-ouvert-la-boite-de-pandore-wuhan

---

- Revenons aux certitudes : Avec un début de type grippal, la Covid a pour facteur de gravité un orage des Cytokines qui provoque le drame respiratoire pouvant nous conduire en réanimation et jusqu'au trépas.

Quelques médecins ont assez vite compris que des micro-thromboses vasculaires étaient un élément essentiel des mécanismes de la pathologie pulmonaire, et l'adjonction d'héparine a apporté un bénéfice immédiat aux patients hospitalisés. Beaucoup plus tard, d'autres processus thromboemboliques ont été constatés dans des symptômes plus rares de la Covid, par exemple dans des autopsies faites après péricardites, si l'information est exacte. Il est bien établi que ces pathologies de la coagulation ne sont pas liées directement au virus mais aux anticorps de notre système de défense agissant trop vite, trop fort, trop-quelque-chose…

Ces connaissances incomplètes nous plongent alors dans nos incertitudes : En premier lieu se trouve la crainte qu'un vaccin trop vite élaboré, beaucoup trop vite testé, provoque le trop-quelque-chose des anticorps dont il déchaîne la production.

C'est malheureusement ce que l'on constate dans tous les décès consécutifs à l'injection du vaccin. Si les premiers cas connus ont été associés à Astra-Zeneca, il faut bien comprendre que la pathologie n'est pas spécifique à ce vaccin, et que tous les vaccins peuvent provoquer les mêmes accidents thromboemboliques, toujours liés à l'apport de la protéine Spike (la même dans tous les vaccins) qui déclenche l'attaque pathologique des anticorps, exactement comme dans l'orage des Cytokines de la maladie.

Voilà qui donne une inquiétante perspective d'explication à une première énigme, la trop lente diminution de la mortalité : les personnes de plus de 70 ans, victimes de 90% des décès, étant vaccinées à 80%, la mortalité devrait déjà être réduite de 70%… Est-ce que la protéine Spike provoque parfois des thromboses au lieu de vacciner ?

Voilà qui pourrait donner la même explication inquiétante à une seconde énigme : les campagnes énergiques de vaccination suivies d'une augmentation du nombre des contaminations et des décès, avant de reprendre la pente de la décrue…

On se pose alors la question suivante : les sujets qui ont attrapé la Covid sans aucune manifestation pathologique, pourraient-ils être prédisposés aux réactions excessives et pathologiques de l'immunité ? Ne serait-il pas prudent de vérifier la présence ou non d'anticorps avant de vacciner ? Leur présence ne serait-elle pas une contre-indication à l'injection, plutôt que la vaccination réduite à une dose actuellement préconisée ?

Tout ceci n'invite évidemment pas à vacciner les sujets mineurs. Cela invite par contre à officialiser et généraliser l'usage de l'Ivermectine en traitement précoce, au lieu de continuer le carnage.

On aimerait par ailleurs sortir du silence assourdissant sur le nombre actuel des victimes de la vaccination, en distinguant les pays, les vaccins, le sexe et l'âge des victimes…

- « Vaccin » Coronavirus en Italie : une jeune fille de 18 ans dans un état grave après une injection Astra Zeneca.

Résumé : première dose Astra Zeneca le 25 mai.

Dès le 27 mai, la jeune fille se rend aux urgences de l'hôpital d'Imperia pour de forts maux de tête, et photophobie. Après « examens » elle est renvoyée au domicile !

Samedi 5 juin retour aux urgences avec déficit moteurs et perte de mobilité latérale. Diagnostic hémorragique et transfert à la polyclinique de neurochirurgie.

L'incurie alliée à l'incompétence.

La feuille de choux locale prend bien soin de souligner que la victime s'est faite vacciner « volontairement », ce qui prend toute sa saveur quand on sait la pression exercée en Italie pour forcer toute la population à se faire injecter.

https://www.imperianews.it/2021/06/06/leggi-notizia/argomenti/cronaca-6/articolo/coronavirus-18enne-vaccinata-con-astrazeneca-ricoverata-al-san-martino-per-una-trombosi.html

---

- A propos de L'ARN du SRAS-CoV-2 transcrit à l'envers :

https://www.pnas.org/content/118/21/e2105968118

Reverse-transcribed SARS-CoV-2 RNA can integrate into the genome of cultured human cells and can be expressed in patient-derived tissues et ce sont des chercheurs en cancérologie qui l'écrivent … on n'est pas au bout de nos surprises.

- oui mais…

pour voyager en Europe: les Etats ont prévus:

"Vers ou en provenance d'une zone verte : les vaccinés pourront voyager sans contrainte ; les non vaccinés sur présentation d'un test PCR négatif de moins 72 heures. Sont en vert : pays de l'espace européen; Australie, Corée du Sud, Israël, Japon, Liban, Nouvelle-Zélande, Singapour.

Vers ou en provenance d'une zone orange : les vaccinés pourront voyager sur présentation d'un test PCR négatif de 72 heures ; les non-vaccinés pour un motif impérieux uniquement. Sont en orange tous les pays qui ne sont ni « verts » ni « rouges ».

Enfin, vers ou en provenance d'une zone rouge : les vaccinés ne pourront voyager que pour un motif impérieux, en aucun cas pour des motivations touristiques. Le gouvernement déconseille tout voyage de loisirs vers ces pays : Afrique du Sud, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Suriname, Turquie, Uruguay."

Via Le Figaro (extraits)

par ailleurs sans en trouver la source et sa légitimité, il y a des Cies aériennes qui ne veulent pas embarquer de passagers vaccinés… arguant du fait qu'elles ne veulent pas d'accidents vasculaires, thromboses et autres à bord…et qui demandent uniquement des tests PCR…

A vérifier si qq un a un lien ?

- Je pense qu'il existe des non-dits et des ambiguïtés voulues importantes, depuis le début, dans le discours de DR (Didier Raoult) (que j'apprécie beaucoup, mais pas sans nuances) sur le Covid-19.

Une raison évidente est qu'il doit manoeuvrer tel Ulysse entre Charybde et Scilla pour préserver le navire IHU de la cabale orchestrée en haut lieu. Il peut se permettre d'être en porte-à-faux mais pas sur tout. C'est un rapport de forces permanent et il évite de mettre en relief ses divergences avec l'exécutif et d'entrer en conflit avec sa hiérarchie, car bien évidemment il en a une en tant que fonctionnaire de la santé. C'est la raison pour laquelle des vaccinations ont lieu à l'IHU pour les patients qui le souhaitent.

Un autre motif, moins évident et avec lequel je sympathise moins, est un biais scientifique bien précis. DR fait partie de la communauté internationale des virologistes, laquelle est globalement totalement favorable au nom du progrès de la science, à l'expérimentation génétique tous azimuts ET NOTAMMENT aux recherches dites de Gain De Fonction (GOF en anglais) sur divers virus pour les rendre plus virulents.

C'est exactement ce type de recherche qui était conduite au WIV en coopération avec la France (sauf erreur, le WIV a été inauguré en 2015 en présence d'Yves Lévy et de Cazeneuve) et avec les Etats-Unis.

Les virologistes surtout américains (plusieurs d'entre eux Ralph Baric et Peter Daszak en tête étaient directement impliqués dans la recherche en question) ont installé dès le début de la crise Covid19, un mur pare-feu compact, sous la forme d'une grosse campagne de relations publiques, visant à dissuader le public de s'intéresser à la possibilité pourtant très réelle que le SARS2 aurait été produit dans le labo de Wuhan sous des conditions de sécurité insuffisantes (BSL-2 et BSL-3 mais non BSL-4 comme théoriquement requis) et qu'il s'en serait échappé en septembre 2019, car il est prouvé que plusieurs collaborateurs du WIV ont été sérieusement malades à ce moment-là. Il s'agirait bien sûr d'une fuite accidentelle, par imprudence, mais qui met en cause la légitimité des recherches en question dont l'intérêt demande aujourd'hui à être réévalué à la lumière de la crise actuelle.

Dans ce contexte explosif, je doute que DR prenne ses distances avec Fauci, Daszak, Baric et tous les promoteurs et financeurs des recherches de GOF menées entre autres à Wuhan.

S'il le faisait par contre, ce serait un coup de théâtre et une excellente chose mais encore une fois j'en doute fort. Nous risquons plutôt une nouvelle fois d'être abreuvés de pangolins et de chauve-souris. Il était en tout cas clairement sur cette ligne lors de son dernier séjour au Sénégal (en avril il me semble).

- Encore ce soir mes patients me rapportent deux décès post vaccinaux ,une femme de 40 ans en Irlande soeur d'un ami d'un patient multithromboses dix jour après la première injection Astra et la mère d'une patiente 89 ans mais allait bien ,un mois après Pfizer

Samedi autre patiente me rapportant un infarctus chez sa soeur la cinquantaine 15 jours après vaccination pas d'antécédent cardio travaillant à l'hôpital prise en charge immédiate et bonne évolution;

La veille une patiente me rapporte le décès de l'oncle du meilleur ami de son fils 15 jours après le vaccin

En début de semaine dernière le voisin d'un patient a fait un AVC massif dans les suites de la vaccination et deux de ses proches sont en réa avec covid grave plus de 1 mois et demi après la deuxième injection et comme dans la chanson de Graeme Allwrigth le vieux c…. disait de continuer à vacciner

Cette semaine j'ai demandé un BS pour une patiente se sentant fatiguée et essoufflée un mois après son deuxième Pfizer avec fébricule :d dimeres à 1600 mais pas d EP ni thrombose : effectivement le vaccin est agressif par la proteine antigénique spike.

- Une des directrices opérationnelles de la fondation (Gates) est le dr Kim Bush, une des nièces de l'ancien président américain. Ce dernier avait commandé un rapport aux drs Hackett et Mecher. Et leur protocole est appliqué aujourd'hui.

Ce sont bien les néconservateurs américains qui imposés leurs valeurs. Se souvenir que Trump officiellement anti-confinement a nommé le médecin amiral Brett Grior pour assister Fauci. Ce même Grior, qui été speaker lors d'un colloque sur la prévention des épidémie de la Bush China Foundation en 2015 et lui même partisan d'un confinement dur.

- Regardez sur ce lien, prednisolone

https://stopcovid19.today/wp-content/uploads/2021/02/CSL-PREVENTION-THERAPEUTIQUE.pdf

Pages 4 et 5 pour la posologie.

- Encore une étude favorable à l'ivermectine testée contre le Covid-19 publiée, le 31 Mai 2021, évaluant l'efficacité de 0,2mg par kilo d'ivermectine pendant 3 jours :

https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2021.05.31.21258081v1

test de beaucoup plus grande ampleur sur 800 patients est en cours d'achèvement en Espagne testant également l'ivermectine contre le Covid-19.

On s'attend à ce que lui aussi confirme l'efficacité de celle-ci :

https://beteve.cat/societat/hospital-clinic-prova-eficacia-ivermectina-contra-covid/

- @Tardieu Jean-Claude,

Stéroïdes donc si je comprends bien sans doutes, ou entre autres, des corticoïdes (anti-inflammatoires)..

Comme prednisone, prednisolone (solupred).

Pour la prednisolone c environ 10mg/kg en 1 prise le matin. Classiquement pdt 3 jours, plus lgtps selon les indications/patients etc…

Je me souviens être tombée sur un lien vers le témoignage d'un patient ayant été traité par anti-histaminique au 8e jour, sur ce blog.

https://covexit.com/traitement-aux-antihistaminiques-un-temoignage/

https://covexit.com/la-therapie-du-8eme-jour-pour-le-covid-19/

D'après ces médecins les réactions inflammatoires observées leurs semblaient de type allergique. Avec raison semble t il.

Encore merci au Dr Maudrux et aux intervenants pour vos témoignages, on apprend beaucoup de choses, et on trouve une écoute et de l'aide, de plus en plus précieuses de nos jours.

Bon courage et mes pensées vers ceux qui se battent contre la maladie, ceux qui soignent, et ceux qui tentent de résister à toutes ces folies que nous traversons.

- Bonjour Monsieur Nous voilà revenu au temps de l'Inquisition, époque bien sombre ! Retraitée de l'industrie pharmaceutique ,j'en ai vu les dérives s'accentuer ces dernières décennies sans toutefois que ministre de la santé,Ordre des médecins où autres instances référencées ne bougent… il a fallut bien du courage et opiniâtreté à certains lanceurs d'alertes pour enfin être entendus !

Nous Français, sommes les champions de la consommation de médicaments, place forte des industries du médicament …un comble donc d'empêcher les traitements, cependant j'eusse espérer voir descendre en masse les médecins dans la rue, en tenue de carabin …et bien ,non ! Nous sommes toutes et tous suffisamment dociles, peut être, tout comme un peuple bien formaté ces dernières décennies ! On lui a bien appris à faire une totale confiance aux instances médicales, à totalement se laisser porter et avaler sa pilule magique pour gommer tout symptôme…. jamais de vrais systèmes de prévention en place, on mange son Médoc et basta, le médecin généraliste va s'évertuer avec ses maigres moyens et son peu de temps à quelques recommandations et mise en garde ….

Malheureusement nous avons tous fait partie de ce système, chacun s'activant consciencieusement à son niveau, et bien l'avantage de cette "crise " est de mettre à jour la totalité du système et j'espère de le briser, le changement commence toujours par quelques uns, beaucoup de soutiens vous sont acquis et de ces combats et résistances diverses, permettront l'éveil des consciences dans le calme !

- Front Line Doctor Discusses How the Medical Authorities are Prolonging the Pandemic Through Inaction and Disinformation

https://bit.ly/3g8qhcD

https://bretweinstein.net/podcast

Pour conforter (même si c'est inutile) la nécessité de soigner voic des informations complémentaires sur la Spike tueuse

https://lezarceleurs.blogspot.com/2021/06/la-proteine-spike-est-toxique-declare.html

et pour sourire jaune ou vert

https://lezarceleurs.blogspot.com/2021/06/vaccines-au-serum-physiologique-ou-la.html

---

- Au 31 mai 2021, le site officiel de la "Base de données Européenne sur les effets indésirables des médicaments" rapportait déjà 14.000 décès en Europe consécutifs aux effets indésirables des 4 vaccins Covid (Pfizer, Atra, Moderna et Janssen).

J'ai détaillé mes sources ici :

https://forum.reinfocovid.fr/t/pharmacovigilance-vaccins/1352

Je tiens le tableau de calcul Excel à disposition de tout intéressé.

- Encore ce soir mes patients me rapportent deux décès post vaccinaux ,une femme de 40 ans en Irlande soeur d'un ami d'un patient multithromboses dix jour après la première injection Astra et la mère d'une patiente 89 ans mais allait bien ,un mois après Pfizer

Samedi autre patiente me rapportant un infarctus chez sa soeur la cinquantaine15 jours après vaccination pas d'antécédent cardio travaillant à l'hôpital prise en charge immédiate et bonne évolution;

La veille une patiente me rapporte le décès de l'oncle du meilleur ami de son fils 15 jours après le vaccin

En début de semaine dernière le voisin d'un patient a fait un AVC massif dans les suites de la vaccination et deux de ses proches sont en réa avec covid grave plus de 1 mois et demi après la deuxième injection et comme dans la chanson de Graeme Allwrigth le vieux c…. disait de continuer à vacciner.

Cette semaine j'ai demandé un BS pour une patiente se sentant fatiguée et essoufflée un mois après son deuxième Pfizer avec fébricule :d dimeres à 1600 mais pas d EP ni thrombose : effectivement le vaccin est agressif par la proteine antigénique spike

---

- Ces témoignages sont malheureusement légion, mais tout le monde s'en fout. Chez un collègue, c'est 3 Kc du pancréas ce dernier mois, dans le mois qui a suivi le vaccin. 1 connu a flambé, les 2 autres n'étaient pas connus, découverts sur grosse fatigue et gros amaigrissement. Coïncidences ? A suivre.

- Cette étude publiée dans une revue de biochimie est très intéressante, je livre un extrait traduit avec deepl, lien de l'article plus bas, car elle fait un lien entre l'intérêt des vitamines (D et K essentiellement) pour bloquer (si j'ai bien compris) le mécanisme délétère de la protéine spike (restons donc, en attendant d'en savoir plus, vigilant pour limiter les carences dans ces vitamines dès l'automne prochain !) :

Le criblage in silico d'une bibliothèque de médicaments approuvés contre la forme verrouillée de la protéine spike du SRAS-CoV-2 a donné de nombreux candidats pour les ligands qui peuvent se lier à la poche FA. L'outil de docking que nous avons choisi, BUDE, a identifié LA-comme un ligand à score élevé et a prédit une conformation similaire à celle observée expérimentalement, validant ainsi notre approche. La comparaison avec des criblages expérimentaux antérieurs de médicaments approuvés suggère que certains composés connus pour être actifs contre la réplication du SRAS-CoV-2 dans les cellules en culture peuvent se lier à ce site. Le docking a également identifié les vitamines liposolubles D, K et A comme des ligands potentiels pour le site FA. Notamment, le calcitriol, métabolite de la vitamine D3, réduit les titres viraux dans les lignées cellulaires épithéliales nasales de singe et d'homme. Parallèlement à la privation socio-économique, il est de plus en plus évident que les carences en au moins deux de ces vitamines (D et K) sont associées à un risque accru de développer un COVID-19 grave. L'obésité est un facteur de risque connu de mauvaise évolution de la COVID-19, le risque de décès étant plus élevé de 40 % pour les personnes dont l'indice de masse corporelle (IMC) se situe entre 35 et 40, et de 90 % pour un IMC supérieur à 40.46 Il convient de noter que la vitamine D est séquestrée dans le tissu adipeux, ce qui augmente l'incidence de la carence chez les personnes obèses. Outre le rôle de la vitamine D dans la modulation de la réponse immunitaire de l'hôte aux infections respiratoires,nos données suggèrent que, comme pour le cholestérol (ci-dessus), la séquestration par liaison à la protéine de pointe du SRAS-CoV-2 est un mécanisme possible par lequel les taux de vitamine peuvent être réduits dans la maladie COVID-19. En outre, le fait que, en se liant au site FA du pic, les vitamines liposolubles puissent stabiliser la forme verrouillée du pic et inhiber l'entrée du virus suggère que ces composés pourraient également jouer un rôle plus direct dans la protection des cellules hôtes contre l'infection virale. Cette implication possible des micronutriments dans la lutte contre le SRAS-CoV-2 met en évidence le potentiel de la pauvreté alimentaire comme facteur de risque de la maladie COVID-19. Ces possibilités méritent d'être étudiées plus avant.

Le lien de l'article https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33469977/

- Bonjour cher confrère

Votre commentaire m'intéresse

Nous avons un médicament homéopathique : Sérum de Yersin ; il entre dans les protocoles de protection p les patients (avant l'arrivée des grippes et autres infections Orl et pulmonaires depuis 40 ans)

- Une de mes patientes 77 ans très bien guérie 3 semaines après , d'un Covid chopé suite contact avec un vacciné. Elle a pris dès le 2 e j IVM , etc puis qqs jours d'O 2 a domicile.

- Pour les vaccinés récents qui souhaiteraient atténuer les effets toxiques de la protéine spike: en plus du potentiel bénéfice de l'IVM et aspirine faible dose, la N-acétyl-cystéine pourrait peut-être bloquer l'interaction Spike-ACE2 toxique selon cette étude en pré-publication

https://doi.org/10.26434/chemrxiv.12687923.v2.

- Ma soeur vit dans le quartier Bacalan dd Bordeaux, et sur place rien ,2 3 soi disant ds ecole et ils l'ont ferme, tests pcr ds une ecole juste pour roder leur projet de turn over atroce de vaccination et mediatiser la peur. C'est incroyable ce qui se passe !

Covid, Ivermectine et le crime du siècle

https://covid19criticalcare.com/fr/vid%C3%A9os-et-presse/versions-flccc/covid-ivermectine-et-le-podcast-du-crime-du-si%C3%A8cle-avec-dr-pierre-kory/

Le Dr Pierre Kory, médecin-chef de l'Alliance FLCCC, rejoint Bret Weinstein, animateur de The DarkHorse Podcast pour discuter de «Covid, Ivermectine et le crime du siècle. Ce programme, que beaucoup ont rapidement appelé « le meilleur podcast que j'aie jamais écouté », expose la vérité sur l'ivermectine et comment la suppression de son efficacité contre COVID-19 a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes.

CINQUIEME PARTIE. ACTUALITÉ POLITIQUE.

Ils sont tous illégitimes. Rejet majoritaire des institutions de la Ve République : Abolition !

Boudées par les électeurs, les législatives partielles de dimanche placent le PS et Bourguignon en tête - BFMTV 31 mai 2021

À Paris, dans le XXe arrondissement, la participation s'est limitée à 15,6%, soit environ un électeur sur six.

Lamia El Aaraje (PS) est arrivée en tête du premier tour avec 25,66% des suffrages exprimés. Elle affrontera dimanche prochain le l'insoumise Danielle Simonnet, qui a obtenu 20,78% selon les chiffres communiqués par les partis.

Dans la sixième circonscription du Pas-de-Calais, où la participation a atteint 24,26%, la marcheuse Brigitte Bourguignon (ex-PS) est arrivée largement en tête du premier tour avec 34,95% des voix.

Elle a devancé la candidate du Rassemblement national Marie-Christine Bourgeois, qui a recueilli 24,02% des suffrages.

La participation a également été très faible (18,07%) dans la troisième circonscription d'Indre-et-Loire, qui englobe Loches et le sud de l'agglomération tourangelle.

La maire de Beaulieu-lès-Loches, Sophie Métadier, investie par l'UDI et LR et soutenue par LaREM, arrive nettement en tête du premier tour avec 45,02% des suffrages, suivie par la socialiste Murielle Riolet (20,06%), adjointe à la mairie de Chambray-lès-Tours.

Dans la première circonscription de l'Oise, le neveu d'Olivier Dassault, décédé accidentellement en mars, Victor Habert-Dassault (LR), est arrivé largement en tête avec 58,44% des voix - soit 15% des inscrits. Il affrontera au second tour la candidate RN Claire Marais-Beuil (15,27% des voix) qui a devancé Roxane Lundy, conseillère municipale d'opposition à Beauvais venue se présenter sous une bannière commune Génération.s-PS-EELV-PCF-PRG. Elle n'a obtenu que 12,31% des suffrages. Le taux de participation était de 26,41 %, selon les résultats publiés par la préfecture de l'Oise ce lundi à 2 heures du matin. BFMTV 31 mai 2021

PS, LREM, l'UDI et LR : les quatre favoris élus aux législatives partielles - Europe1 06 juin 2021

Les candidats LREM, PS, UDI et LR favoris avant le second tour de quatre législatives partielles dans le Pas-de-Calais, l'Oise, à Paris et en Indre-et-Loire ont été élus dimanche dans des scrutins marqués par une très faible participation.

Dans le XXe arrondissement de la capitale, une circonscription très ancrée à gauche, la socialiste Lamia El Aaraje l'a emporté avec 56,56% des voix sur l'Insoumise Danielle Simonnet (43,44%). La participation (un peu plus de 16% des électeurs se sont déplacés) (Le Parisien).

Dans la 3e circonscription d'Indre-et-Loire, où seulement 18,25% des électeurs se sont déplacés, Sophie Métadier, maire de Beaulieu-lès-Loches investie par l'UDI et LR et soutenue par LREM, a obtenu 62,93% des voix face à la socialiste Murielle Riolet (37,07%).

Dans la 1ère circonscription de l'Oise, sans surprise, le neveu d'Olivier Dassault a battu très largement (80,41% contre 19,59%) la candidate RN Claire Marais-Beuil, sur fond de participation en berne, à 24,34% de inscrits.

Enfin dans la 6e circonscription du Pas-de-Calais, la ministre LREM Brigitte Bourguignon a apporté à la majorité présidentielle sa première victoire dans une législative partielle. Face à la candidate du RN Marie-Christine Bourgeois, la ministre déléguée chargée de l'Autonomie a recueilli 62,05% des voix, dans un scrutin où la participation a été encore plus faible qu'au premier tour, à 23,99%. Europe1 06 juin 2021

Boycott ! Aux armes...

Comment voter aux élections régionales et départementales ? - Publicsenat.fr 31 mai 2021

Aux urnes citoyens ! Publicsenat.fr 31 mai 2021

Il règne une atmosphère nauséabonde en France.

Mélenchon annonce une plainte après une vidéo simulant le meurtre d'un électeur LFI - Europe1 7 juin 2021

Propos "complotistes": Mélenchon dénonce "une odieuse manipulation" et renouvelle sa "compassion" aux victimes - BFMTV 7 juin 2021

LVOG - Pourquoi est-il si vulnérable ? Parce qu'il n'ira jamais au bout de ce qu'il avance.

Il a été prouvé que la plupart des attentats commis dans les pays occidentaux avaient fait l'objet d'une simulation par les autorités le jour même ou quelques temps auparavant (11/9, marathon de Boston, Londres, Madrid, etc) , ou que les auteurs de ces attentats étaient en relation avec leurs services de renseignement (Mehra, Charlie, etc.), de sorte qu'on peut en déduire que le passage à l'acte ou la date à laquelle ils ont eu lieu avait été programmé par ces mêmes services à la demande de leurs commanditaires.

Soupçonné de favoritisme, le maire de Grenoble Eric Piolle interrogé en garde à vue toute la journée - AFP 1 juin 2021

Régionales : Renaud Muselier porte plainte contre Thierry Mariani - LePoint.fr 1 juin 2021

Le président sortant LR accuse son rival d'extrême droite de « propagation de fausse nouvelle en période électorale » suite à plusieurs tweets. LePoint.fr 1 juin 2021

Nouvelle polémique au sein des Républicains après les déclarations de Guillaume Peltier - Europe1 31 mai 2021

Loi climat : le Sénat veut que France Télévision donne l'exemple en matière de publicités vertes - Publicsenat.fr 1 juin 2021

Riester défend les langues régionales : "Notre pays a un problème avec sa diversité" - Europe1 31 mai 2021 I

Invité dimanche du "Grand rendez-vous Europe 1/Les Echos/CNews", le ministre chargé du Commerce extérieur Franck Riester Europe1 31 mai 2021

Ce n'est plus la civilisation humaine qui est en danger, mais l'espèce humaine.

PMA : « Aucun bébé ne naîtra d'un couple de femmes avant 2022 », déplore Bernard Jomier - Publicsenat.fr 5 juin 2021

Promesse de campagne sans cesse ajournée, l'ouverture de la PMA aux couples lesbiens et aux femmes seules mettra du temps à devenir réalité, selon le sénateur PS. Publicsenat.fr 5 juin 2021

Marié à une femme pendant 35 ans, Jean a refait sa vie avec un homme : "C'est le rêve" - Europe1 5 juin 2021

La droit à la retraite est incompatible avec l'existence de ce régime.

Retraites: une réforme "inéluctable" pour Bayrou, Woerth veut aller jusqu'à 65 ans - AFP 4 juin 2021

La réforme des retraites est "inéluctable", a jugé samedi le président du Modem François Bayrou, qui estime qu'elle sera "au coeur de la campagne présidentielle", tandis qu'Eric Woerth (LR) souhaite qu'elle permette de repousser le départ à la retraite "assez vite à 64 ans, et plus tard à 65 ans". AFP 4 juin 2021

Pas de moratoire pour le régime !

Fin de la trêve hivernale: Emmanuelle Wargon promet "une reprise maîtrisée" des expulsions - BFMTV 29 mai 2021

Les expulsions de locataires doivent reprendre le mardi 1er juin, de manière "maîtrisée", a affirmé la ministre du logement au Parisien.

"Il ne peut y avoir d'année blanche en termes d'expulsions, ni de moratoire", a-t-elle indiqué au quotidien, ajoutant vouloir ménager les propriétaires bailleurs, victimes d'impayés. BFMTV 29 mai 2021

A bas les droits de l'homme, la gauche libertaire ou la voix de l'Etat profond.

Biden veut faire pression sur Poutine sur les droits de l'homme - Reuters 30 mai 2021

Des personnalités noires contre le racisme du NYT et du Parti démocrate - Réseau Voltaire 30 mai 2021

Le livre Red, White, and Black : Rescuing American History from Revisionists and Race Hustlers (Rouge, blanc et noir : sauver l'histoire américaine des révisionnistes et des racistes) [1], publié le 18 mai, fait un carton aux États-Unis.

C'est une critique, par une vingtaine de célèbres professeurs d'université noirs, de la narration de l'histoire des États-Unis par le New York Times (Project 1619) et de sa reprise par le Parti démocrate.

Selon ces universitaires, il est absurde de dénoncer un « racisme systémique » aux États-Unis, alors qu'au contraire toute l'histoire de ce pays est un processus d'intégration. Ce sont les pseudo-anti-racistes, dont le président Biden, qui font preuve de racisme en falsifiant l'Histoire. Réseau Voltaire 30 mai 2021

Pourquoi la gauche américaine a-t-elle été si prompte à soutenir la guerre d'Irak? - Slate.fr 31 mai 2021

Faucons libéraux et néoconservateurs étaient, grosso modo, faits du même bois. Slate.fr 31 mai 2021

Avec Assa Traoré, la Fondation Obama renforce ses «réseaux idéologiques» en France - Sputnik 30.05.2021

Loi climat : le Sénat veut « réconcilier la transition écologique et la transition économique » Publicsenat.fr 05.06

Après deux mois de travaux en commission, le Sénat présentait, ce vendredi, ses principaux apports sur le projet de loi « Climat et Résilience ». Un texte, qui pour la Haute assemblée, manque de cohérence et ne concilie pas assez la transition écologique avec les enjeux économiques et sociaux. Les rapporteurs appellent solennellement le gouvernement à « écouter la voix du Sénat » afin d'aboutir à un accord avec les députés. Publicsenat.fr 05.06

« L'approche décoloniale s'intègre peu à peu dans la doctrine écologiste » LePoint.fr 1 juin 2021

Totalitarisme. Toujours plus liberticide.

L'Assemblée nationale vote en première lecture une nouvelle loi antiterroriste - BFMTV 3 juin 2021

La France va créer une agence de lutte contre les manipulations de l'information - AFP 2 juin 2021

La France s'apprête à créer une agence nationale de lutte contre les manipulations de l'information en provenance de l'étranger visant à "déstabiliser l'Etat", a annoncé mercredi le Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), Stéphane Bouillon.

Conscient du risque que cette nouvelle agence passe pour un outil d'influence en ligne au service de l'exécutif français à un an de la présidentielle, le SGDSN promet la "transparence totale" sur ses actions.

Un comité d'éthique et scientifique composé d'un membre du Conseil d'Etat -la plus haute juridiction administrative-, d'un membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), d'un magistrat, d'un ambassadeur, de journalistes et de chercheurs pour veiller sur les activités de cette agence, qui ambitionne de devenir un "Graphika d'Etat", explique un des acteurs du dossier, faisant allusion au spécialiste américain de l'étude des nouveaux médias.

D'autres pays ou groupes d'Etats se sont d'ores et déjà dotés de telles structures. L'Union européenne par exemple a créé en 2015 "East Strat Comm", spécifiquement consacrée à lutter contre les manipulations en provenance de Russie. Au Royaume-Uni le programme NSCT, rattaché aux services du Premier ministre, est chargé de ces missions.

Aux Etats-Unis, un organisme rattaché au département d'Etat, le GEC, a la mission de "diriger, synchroniser, intégrer et coordonner les efforts du gouvernement fédéral pour détecter, comprendre, exposer et contrer la propagande étatique et non-étatique, les manœuvres de désinformations visant à saper ou influer sur la politique, la sécurité ou la stabilité des Etats-Unis, de leurs alliés et de leurs partenaires". AFP 2 juin 2021

Le Conseil européen remet en cause l'e-Privacy - Réseau Voltaire 2 juin 2021

Le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement européens tente de mettre en place un système de surveillance des e-mails. Cet objectif étant très impopulaire car violant les libertés individuelles, le noble idéal énoncé est de lutter contre la pédopornographie.

Il s'agit en fait de considérer différemment les courriers papiers et électroniques. Les premiers seraient régis par la Convention postale universelle qui en garanti la confidentialité ; les seconds seraient tous scannés et passés au travers d'un crible pour identifier les messages litigieux.

D'ores et déjà, plusieurs opérateurs comme GoggleMail se sont prononcés en faveur du scannage de tous les e-mails. Ils ont simplement demandé de ne pas être astreints à trop d'obligations à la fois.

La Commission européenne, par la voie de Margrethe Vestager (Commissaire chargée du numérique) a exprimé son inquiétude face à ce projet qui viole les règles européennes de l'e-Privacy, notamment les normes de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Une fois le système de surveillance institué, il pourra être utilisé pour n'importe quel objectif en modifiant les critères du filtre.

La Commission des Libertés civiles de la Justice et des Affaires intérieures du Parlement européen a, quant à elle, approuvé ce nouveau dispositif le 26 mai 2021. Réseau Voltaire 2 juin 2021

Couvre-feu à 21h: plus de 3000 verbalisations en France la journée du 31 mai - BFMTV 2 juin 2021

Plus de 27.000 contrôles ont été effectués par les forces de l'ordre le 31 mai dernier, selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur.

27.729 contrôles pour s'assurer du respect du couvre-feu à 21 heures ont été réalisés par les forces de l'ordre le 31 mai dernier, selon les chiffres communiqués ce mardi par le ministère de l'Intérieur à BFMTV.

763 contrôles ont également été comptabilisés pour des ouvertures irrégulières d'établissements recevant du public, parmi elles 424 ont visé des débuts de boissons et restaurants clandestins. 17 établissements verbalisés

3072 verbalisations de tout ordre ont été relevées par les forces de l'ordre ce jour-là. Parmi celles-ci, 17 concernaient des établissements recevant du public. BFMTV 2 juin 2021

Comment le Covid-19 sert de prétexte pour accélérer le déploiement des technologies de surveillance en France - bastamag.net 17 mai 2021

https://www.bastamag.net/Drones-reconnaissance-faciale-videosurveillance-technologies-de-surveillance-atteintes-aux-libertes-publiques-Observatoire-des-multinationales

La rhétorique ou la sémantique trahit l'orientation de cette article que l'on retrouve dans les commentaires, une combinaison d'expressions qui constituent une ligne éditoriale. On est aussi en présence d'amalgames.

- La lutte contre le terrorisme
- Les attentats de Charlie Hebdo et les attaques du 13 novembre 2015
- La COP21
- Le mouvement des Gilets jaunes
- Des policiers chinois utiliser des drones

Dans le seul commentaire publié. (ce jour-là)

- Nos dirigeants politiques et économiques
- Ils comptent sur le big data
- Leur idéal de la dictature
- Leur profonde ignorance

Tout faux ou mauvaise piste pour vous égarer, ce ne sont pas "nos dirigeants politiques et économiques" qui "comptent sur le big data", qui auraient pour idéal la dictature, bien qu'ils le partagent, et ils ne sont pas profondément ignorants de ce qui se passe, mais l'oligarchie financière qui tirent les ficelles, leurs commanditaires, les amis de l'Observatoire-des-multinationales comme on l'a démontré dans la précédente causerie, ceci explique cela.

Haut de page

Le 15 juin 2021

Le portail sera actualisé d'ici dimanche, j'espère, je bosse à la limite de mes capacités physiques.

Déclaration de La Voix de l'Opposition de Gauche.

Toute guerre est une guerre de rapine ou de classe.

La guerre, c'est la continuité de la même politique sous une autre forme, quand toutes les autres ne sont plus adaptées ou ont échoué pour l'imposer.

La guerre, c'est imposer au peuple le règne de la terreur en guise de gouvernance, au nom de la démocratie et de la paix, s'il vous plaît, amen !

Voilà à quoi en sont réduits ceux qui détiennent tous les pouvoirs. Chassons-les !

Ces guerres sont le produit d'un effondrement économique ou social, son prolongement, et elles l'alimentent ou l'amplifient en recourant à des destructions massives de forces productives, d'infrastructures et de vies humaines. Depuis le début du XXe siècle, elles se produisent une fois que le prolétariat et le mouvement ouvrier ont subi une série de défaites cinglantes ou de trahisons, quand ils se retrouvent pour ainsi dire impuissants pour continuer le combat, de sorte qu'ils sont prêts à plébisciter n'importe quelle politique, du moment qu'elle leur est présentée sous un angle avantageux.

La guerre sert avant tout à détruire d'énormes masses de forces productives et à préparer ainsi les conditions d'un nouveau cycle du capital, de manière à fournir temporairement un répit au capitalisme avant la prochaine crise. Elle permet aux banquiers et industriels de s'enrichir davantage et d'accroître leur pouvoir politique

La guerre a aussi pour fonction de remodeler ou de régénérer le mode de production qui l'a engendrée, en détruisant partiellement certains secteurs économiques au profit de secteurs plus rentables ou pour introduire des instruments ou de nouvelles technologies qui permettront d'augmenter le taux d'exploitation.

On perçoit très clairement comment se profile ce remodelage dans la guerre qui nous occupe aujourd'hui, où les transitions énergétiques et numériques sont mises en avant pour justifier la destruction de pans entiers de l'industrie qualifiés soudainement d'obsolètes ou de nuisibles à la société, qui se traduit notamment par la mise au chômage partiel ou total de centaines de millions de travailleurs, la fermeture ou la disparition de millions d'entreprises ou de commerces dans le monde, le lockout partiel de l'économie mondiale pendant des mois, et modifier en profondeur et de manière autoritaire notre mode de vie.

La guerre est le produit de la crise, de la faillite du capitalisme, si elle implique un effondrement économique ou social, le moment où il va se produire n'est pas anodin ou dû au hasard. Elle s'accompagne de mesures politiques autoritaires ou liberticides. Celle que nous subissons actuellement sur ce plan-là a de quoi satisfaire les vœux des tyrans les plus fanatiques ou enragés qu'ait connus l'espèce humaine, puisque si elle était menée à son terme, nous serions définitivement privés de toute liberté individuelle et collective ou nous serions soumis à un régime totalitaire .

L'effondrement du capitalisme ou la crise du capitalisme se caractérise par une captation (vol) et une accumulation gigantesque de capitaux à un pôle, et par l'incapacité de satisfaire les besoins sociaux de 7,8 milliards d'habitants dont une grande partie ont tout juste de quoi survivre ou sont insolvables à un autre pôle. Ces capitaux sont détournés du secteur productif créateur de richesses au profit du secteur financier qui est purement spéculatif et parasitaire, qui bénéficie de politiques économiques accommodantes, qui consistent à recourir à la création monétaire ou à la planche à billets pour financer un monstrueux endettement, qui permet aux plus riches d'augmenter leur fortune dans des temps records, dettes qui ensuite est versée au compte de la population en prenant bien soin de camoufler son origine, de manière à pouvoir l'accuser d'en être responsable et lui faire accepter toujours plus de sacrifices ou d'en supporter les conséquences injustes et

dramatiques.

L'épisode de la pandémie au coronavirus a été conçu pour créer au sein du peuple les conditions d'un traumatisme psychologique collectif, semblable à celui auquel il est confronté lors d'une guerre, reposant sur la menace d'un ennemi extérieur décidé à l'anéantir ou à l'assujettir, menace qui au demeurant est inexistante ou qui a été entièrement fabriquée par ceux qui comptaient en tirer profit, de manière à ce que le peuple s'en remette au gouvernement pour combattre cet ennemi, et décide au-delà de son destin sur le plan économique ou social. Pour autant les masses ne subiront pas passivement indéfiniment les conséquences économiques et sociales qui résultent des mesures adoptées par Macron et son gouvernement, surtout sachant qu'elles vont s'amplifier dans les semaines ou mois à venir.

La classe ouvrière n'a pas été vaincue et le mouvement ouvrier n'a pas disparu, ils ont été neutralisés du fait de la trahison de ses représentants ou de ses dirigeants, tandis que la plupart des militants avaient adopté une orientation corporatiste, pour autant et malgré les apparences trompeuses, la classe ouvrière ne s'est jamais résignée au triste sort qui lui était réservée, et le cadre du mouvement ouvrier demeure intact. On peut donc en déduire que si leur capacité à mener le combat politique contre le régime a été temporairement paralysée, les grandes et ultimes batailles de classes sont encore devant nous, et nous sommes loin d'avoir perdu la guerre contrairement à ce que se figurent un peu trop vite les oligarques. L'épisode des Gilets jaunes a démontré si nécessaire, que sans direction ou en dehors du mouvement ouvrier, toute mobilisation populaire serait vouée inexorablement à l'échec.

La tâche politique urgente consiste donc à construire cette direction, à rassembler dans un parti politique les éléments les plus conscients et déterminés de la classe ouvrière et des classes moyennes à lutter ensemble pour renverser ce régime néofasciste et en finir avec le capitalisme, à conquérir les masses, à élever leur niveau de conscience politique, les organiser, si nous ne voulons pas voir la civilisation humaine disparaître, et son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme demeurer éternellement une utopie.

Le socialisme scientifique, l'interprétation matérialiste et dialectique de la situation et de son développement, constituent des instruments fiables et indispensables pour nous guider ou nous armer pour affronter le formidable défi auquel nous sommes confrontés, et accomplir la tâche historique qu'il nous incombe de réaliser.

Nous pouvons ou nous devons également nous inspirer des enseignements de la lutte de classe du passé que nous ont légués les penseurs ou militants du mouvement ouvrier international du XIXe siècle et du début du XXe siècle, en laissant de côté tous ceux qui s'en sont réclamés et les ont trahis. Dites-vous bien que ceux qui vous décrivent le socialisme comme une théorie obsolète ou une idéologie criminelle, qui font un amalgame entre le socialisme et le stalinisme ou le maoïsme, sont les mêmes épouvantables personnages qui chaque jour du matin au soir vous mentent effrontément, et qui répètent depuis 15 mois qu'il n'existe aucun traitement pour soigner de la Covid-19, ils n'ont évidemment aucun intérêt à ce que vous saisissiez la situation et que vous trouviez la voie de l'action politique pour changer la société.

A bas la tyrannie, vive la lutte de classe et vive le socialisme ! Nous vaincrons !

- 3 pages au format pdf

Haut de page

Le 22 juin 2021

J'ai corrigé la causerie de mai en pdf, j'avais oublié celle du 21.

Demain on mettra en ligne une trentaine de nouveaux documents.

T'es malheureux, tu broies du noir, et il y a largement de quoi, alors adoptes une thérapie sure et sans effets secondaires nuisibles : le blues... et le socialisme !

- Joe Bonamassa Official - "Just Got Paid" - Tour de Force: Hammersmith Apollo
- 2013 Joe Bonamassa - Tour De Force Royal Albert Hall

Le bon mot du jour.

Albert Einstein.

- " Il est plus facile de désintégrer un atome qu'un préjugé. "

- " Ce qui est incompréhensible, c'est que le monde soit compréhensible. "

Ici on côtoie et on partage le génie, le talentueux, la virtuosité, ce qu'il y a de meilleur dans l'homme, de supérieur, de spirituellement, mentalement, intellectuellement, philosophiquement, moralement, supérieur, et on laisse la médiocratie ou la crasse médiocrité aux élites au pouvoir et à leurs armées de faquins, larbins en tout genre !

Totalitarisme. Ils vous annoncent ouvertement le destin cauchemardesque qu'ils vous ont concocté.

2024 pourrait ressembler au “1984” de Georges Orwell, prévient le président de Microsoft - sciencepost.fr 1 juin 2021

https://sciencepost.fr/2024-pourrait-ressembler-au-1984-de-georges-orwell-previent-le-president-de-microsoft/

LVOG - Question aux naïfs : Croyez-vous qu'il serait encore à ce poste s'il s'opposait à cette effroyable conspiration mondiale ?

Dans cette causerie.

- PREMIERE PARTIE. INTRODUCTION.

- DEUXIEME PARTIE. POLITIQUE

- TROISIEME PARTIE. COURRIELS ADRESSÉS A UN CAMARADE.

- QUATRIEME PARTIE. COMMENTAIRES PUBLIÉS DANS LE BLOG DU DR. MAUDRUX

- CINQUIEME PARTIE. CORONABUSINESS ET DICTATURE NUMÉRIQUE

Je ne vais pas m'étaler sur mes analyses et mes positions, vous pouvez les retrouver dans les différentes parties de cette causerie.

Ce matin j'ai perdu 10 minutes à aller voir ce qui se disait sur les blogs de Michel Collon et du Grand Soir. J'ai ouvert des articles consacrés à "la crise sanitaire" et à la vaccination, j'ai tapé au clavier (CTRL+F) ivermectine, puis hydroxychloroquine : Connaissent pas, les traitements efficaces précoces et plus encore contre la Covid-19 et ses variants, l'omerta des imposteurs ou des traitres, un simple constat, normal ! Ils auront tous échoué à cette cruelle épreuve, qui révèle leur nature opportuniste et réactionnaire, maoïste, néostaliniens, trotskystes de salles de classes.

Ici on a les mains propres, on n'a pas de sang sur les mains, on n'a pas cent mille cadavres sur la conscience, La Voix de l'Opposition de Gauche, le seul courant du mouvement ouvrier digne du socialisme, à ma connaissance. On en est fier, et comment ! On s'en est sorti admirablement bien, non ? Et comment sommes-nous parvenus à faire la part des choses ? Devinez.

Moi, j'aime bien vivre, me marrer, déconner, discuter, partager, je ne méprise jamais les gens quoiqu'ils fassent, bien qu'il faille combattre leurs penchants les plus nuisibles pour eux et les autres, c'est une question de survie physique ou politique.

Quand un pauvre type me raconte une connerie, je l'écoute et je l'observe en même temps, ici en Inde je ne rencontre que cela pratiquement, comme si j'avais devant moi quelqu'un d'instruit ou qui sait de quoi il cause, lui il le sait, moi je dois faire l'effort de le deviner, je le fais parce que j'apprends plein de trucs au passage, grâce à lui je progresse, c'est formidable non ? Mais quand je tombe sur un militant, un nantis ou un intellectuel occidental prétenteux qui m'assène ses vérités ou traite à la légère la situation, là j'ai du mal à me contrôler, le pire c'est quand il prend un air entendu, comme si on se ressemblait, là j'explose ou je l'explose !

Tous les gens qui ont eu un jour les moyens de devenir plus intelligents que la moyenne, ceux qui ont fait des études supérieures principalement, sont généralement très cons, mais à un point à peine imaginable, d'ailleurs quand on leur fait remarquer, ils ne comprennent pas que c'est d'eux qu'on parle, je vous avoue que cela m'amuse beaucoup. C'est à eux que je m'en prends et pas aux pauvres types défavorisés et arriérés.

Il y a aussi ceux, qui partis de loin, croient avoir compris un jour quelque chose, ils sont enfin parvenus à quelque chose, et qui par la suite n'évolueront jamais, ce sont les plus arrogants, un peu comme les pauvres devenus riches ou qui ont réussi comme l'on dit, les nouveaux riches, si, si cela existe aussi, ils sont répugnants, et c'est très difficile de ne pas leur faire sentir ce qu'on pense d'eux. J'ai fait partie de cette catégorie autrefois, à ceci près que n'étant jamais satisfait du point où j'en étais rendu, je ne pouvais pas en rester là, et contrairement à eux j'ai continué d'étudier et de progresser jusqu'à devenir totalement indépendant, libre, et quelque part heureux, heureux de l'être, parce que j'en ai pris conscience.

Bref, je l'ai échappé bel ! Imaginez un peu, sinon j'en serais aujourd'hui à tenir le même discours que Macron ou Gates sur ce foutu virus, à faire la promotion de la muselière, des tests, des thérapies géniques ou des vaccins, quelle horreur, je ne pourrais plus me regarder sans me dégoûter.

Immunisez-vous, vaccinez-vous contre tous les fléaux, rejoignez La Voix de l'Opposition de Gauche.

- 65 pages au format pdf

PREMIERE PARTIE. INTRODUCTION.

Totalitarisme. La dictature chinoise leur sert de modèle social et politique. Ils en sont jaloux et admiratifs !

Covid-19: la Chine passe la barre du milliard de doses de vaccin administrées - BFMTV 20 juin 2021

Au total, 1,01 milliard de doses ont été administrées selon le ministère chinois de la Santé. Le pourcentage de personnes vaccinées dans le pays n'a en revanche pas été communiqué.

Ce nombre de doses injectées représente plus du tiers du total planétaire. Le monde avait passé vendredi la barre des 2,5 milliards, selon un comptage de l'AFP réalisé à partir de sources officielles.

A Pékin, certains quartiers affichaient ainsi le pourcentage de vaccinés devant les bâtiments, afin de mettre la pression sur les récalcitrants. Les autorités offrent aussi parfois des bons d'achat ou des oeufs pour encourager les vaccinations. BFMTV 20 juin 2021

LVOG - Selon ces tyrans, ceux qui refusent de se faire vacciner sont caractérisés de voyous, asociaux, bref, à neutraliser ou éliminer.

Ils sont vraiment cinglés, tout simplement.

- "Il y a beaucoup de citoyens qui maintenant se sont équipés de capteurs de CO2, et qui circulent dans les espaces publics en faisant des mesures. " (Le 5 juin 2021, sur France Info, Bruno Andreotti, Professeur de Physique à l'Université de Paris - FranceSoir 16.06)

L'identité numérique, la transition numérique, qu'est-ce que c'est ? Le fascisme ordinaire comme modèle de société, ni plus ni moins. La preuve.

LVOG - Vous pouvez ou plutôt vous devez ajouter la chasse aux non-vaccinés, le régime de terreur instauré en France et ailleurs pour contraindre l'ensemble de la population à se vacciner...

Covid-19 : un rapport du Sénat préconise la collecte de données personnelles pour prévenir les crises sanitaires - Publicsenat.fr 3 juin 2021

https://www.publicsenat.fr/article/societe/covid-19-un-rapport-du-senat-preconise-la-collecte-de-donnees-personnelles-pour

Extrait.

- « L'une des leçons à tirer de la crise sanitaire est la complexité à développer des outils au pied du mur sans que cela ne génère un caractère anxiogène ».

- « Nous ne proposons pas de limiter les libertés, nous cherchons un moyen de les retrouver »

- « L'idée, pour les citoyens, est que cet abandon temporaire de leurs données personnelles doit leur permettre de recouvrir, au plus vite, une liberté individuelle. » « Nous pensons qu'il faut avoir une longueur d'avance sur la crise, regarder plus loin et pouvoir ouvrir ce débat nécessaire.

Les rapporteurs imaginent ainsi plusieurs scénarii selon l'ampleur de l'épidémie : des outils d'information et de coordination face à une crise « modérée », des outils de rappel à l'ordre (type envoi d'un SMS) en cas de situation plus grave, et des mesures plus fortes pour les cas extrêmes, avec par exemple la désactivation du titre de transport ou des comptes bancaires d'une personne qui violerait la quarantaine. Publicsenat.fr 3 juin 2021

Il faut oser ! Comment l'air de rien cautionner le régime en place, lui attribuer des vertus présentes, passées ou futures.

Lu.

- J'ai le sentiment que nos génies sont en train de (re)découvrir l'existence et le mode de fonctionnement d'une maladie infectieuse...

- Les gouvernants en France ont perdu toute notion de ce qu'est une épidémie...

- Avec un peu de chance, quand la vaccination aura fait un flop contre les variants, ils s'intéresseront à la prévention et aux soins.

Pour un peu on se croirait au café du commerce situé à proximité d'un cimetière.

Ben voyons, et nous qui étions parvenus à la conclusion qu'ils étaient uniquement animés de mauvaises intentions, on a dû se faire des illusions ! Ces criminels ont déjà trouvé des volontaires pour les réhabiliter, inutile de préciser avant tout jugement, car il n'y en aura pas sous ce régime que les uns et les autres s'emploient à cautionner et protéger.

- Raoult a bien essayé de leur faire des cours de rattrapage mais sans grand succès.

Quel brave homme ! La pandémie de tests qu'il se sera employé à alimenter et justifier aura été au contraire un magnifique succès qui mériterait bien la légion d'honneur à défaut d'un prix Nobel. D'ailleurs, depuis 15 mois on ne parle plus que de cela, c'est le principal facteur qui aura permis de faire croire à une pandémie, mais là aussi on a dû rêver !

- En Afrique ou même en Chine ils s'en sortent moins mal

Vous avez raison, ces peuples nagent dans le bonheur et on les envie en occident, c'est bien connu...

Par endroit une telle désinvolture, inconsistance ou inconscience à quelque chose d'insupportable, d'indécent, de cynique, de révoltant, qu'il me soit permis de le dire. On avait là une occasion exceptionnelle de mettre à nu ce régime monstrueux, mafieux, corrompu, injuste, guerrier, criminel, etc. et de préparer les conditions pour s'en débarrasser définitivement, non, au lieu de cela on préfère le conserver, sans se soucier qu'i la civilisation humaine disparaisse

- Vaccinons les cibles du Covid (personnes âgées, fragiles, malades) et basta !

Et un peu plus loin, on pouvait lire que justement la vaccination ne fonctionnait pas sur cette catégorie de personnes ! La personne qui a

posté ce commentaire, vaccinons les plus vieux, ne corrigera pas.

DEUXIEME PARTIE. POLITIQUE

Dans les infos du 20 juin 2021.

Festival illégal à Redon : «Comment en arrive-t-on à avoir 6 heures d'affrontements pour une fête ?» - RT 19 juin 2021

https://www.youtube.com/watch?v=CIX_P5fYh8Q

On peut se demander pourquoi la population n'en est-elle pas encore arrivée à un affrontement armé ? J'en ai dégoté un qui est sous l'emprise de l'idéologie pacifiste développée par les idéologues de l'oligarchie va vous l'expliquer.

- « Révolte », un manuel d'insurrection pacifique par Sylvain Baron, gilet jaune.

Auteur de « Révolte », Sylvain Baron, écrivain et gilet jaune explique sa vision pacifique de la révolte, par l'appropriation du droit, de la monnaie, des médias.

https://www.francesoir.fr/videos-lentretien-essentiel/sylvain-baron

LVOG - Mais pas des moyens de production des richesses, il est sur la même ligne opportuniste qu'Etienne Chouard. Bref, tout est possible sans rien changer ! Pour Chouard, c'est le droit qui dicte sa loi à l'économie et non l'inverse comme l'affirmait Marx et Engels, comme quoi il n'a absolument rien compris à l'économie politique.

Des centaines de personnes manifestent à Paris contre la réforme de l'assurance chômage (VIDEO) - RT 19 juin 2021

https://francais.rt.com/france/87972-centaines-personnes-manifestent-paris-contre-reforme-assurance-chomage-video

Rien que le bout de gras, mais il en faut pour rester en vie... Cela s'adressait aux organisateurs.

Paris : en grève, des internes en médecine dénoncent des pratiques «d'un autre temps» - RT 19 juin 2021

https://francais.rt.com/france/87970-paris-greve-internes-medecine-denoncent-pratiques-autre-temps

https://www.youtube.com/watch?v=rzPJQyP3QvE

Non, en d'autres temps on soignait les malades, maintenant on les renvoie chez eux sans traitement avec l'aval du corps médical et des syndicats complices de ces assassinats de masse...

Eoliennes en pleine mer : les pêcheurs manifestent leur opposition à Caen et à Dunkerque (VIDEOS) - RT 19 juin 2021

https://francais.rt.com/france/87966-eoliennes-pleine-mer-pecheurs-manifestent-opposition-caen-dunkerque-videos

---

Rédigé le 19 juin. Boycott des institutions antidémocratiques de la Ve République !

- Régionales: les bureaux de vote sont ouverts, l'abstention menace - AFP 19 juin 2021

- Qu'est-ce que l'abstention? - Journal du Dimanche 19 juin 2021

- Régionales : abstention record en vue - Europe1 AFP 19 juin 2021

Confirmation le 21.

- Régionales: une sévère déroute pour la macronie - AFP 21 juin 2021

- Régionales et départementales : camouflets en série pour les ministres en lice - BFMTV21 juin 2021

- Régionales: 82% des 18-35 ans se sont abstenus - BFMTV 21 juin 2021

Près de sept Français sur dix ont choisi de ne pas se déplacer aux urnes en ce dimanche de premier tour des régionales et départementales. Parmi les segments de la population ayant majoritairement choisi l'abstention, les jeunes présentent un pourcentage particulièrement élevé.

Mesuré autour de 67,2% par notre sondage Elabe avec SFR Business, le taux d'abstention a marqué le premier tour des régionales et des départementales ce dimanche. C'est l'un des plus forts de l'histoire de la Ve République, battu seulement par la non-participation lors du référendum de septembre 2000 sur le passage du septennat présidentiel à un quinquennat (69,8% d'abstention à l'époque). BFMTV 21 juin 2021

- Régionales : voici ce qu'il faut retenir à l'issue du premier tour - lejdd.fr 20 juin 2021

Abstention record, prime aux sortants, déception pour LREM et le RN : voici ce qu'il faut retenir du premier tour des élections régionales.

Au terme d'une campagne passée au second plan derrière la crise sanitaire, prime a été donnée, dimanche, aux sortants à gauche et surtout à droite, déjouant la plupart des sondages qui prédisaient une forte poussée du RN, finalement assez contenue. La majorité présidentielle, elle, reste à un niveau bas et devra batailler dans la plupart des Régions pour peser au second tour, dimanche prochain. L'abstention, elle, a battu des records pour un premier tour d'élections régionales et départementales. Selon l'Ifop, elle se situe à 68%. Voici ce qu'il faut retenir du scrutin, Région par Région.

Auvergne-Rhône-Alpes : Wauquiez loin devant, LREM éliminée

Laurent Wauquiez (LR-UDI) arrive largement en tête dans sa région avec 43,9% des voix, selon l'Ifop. Le président sortant de la Région devance de très loin la liste EELV-Génération conduite par Fabienne Grébert (14,8%), la liste RN d'Andréa Kotarac (12,2%) et la liste PS de Najat Vallaud-Belkacem (11,3%). La liste LREM-MoDem de Bruno Bonnell ne franchit pas la barre des 10% (9,7%) et ne pourrait donc se maintenir. "Je veux remercier du fond du coeur tous ceux qui nous ont témoigné une si large confiance qui est allée bien au-delà de toutes les attentes", a salué Laurent Wauquiez lors d'une courte prise de parole, peu après 20 heures.

Bourgogne-Franche-Comté : la sortante Dufay devant Odoul

Contrairement à ce qu'annonçaient les derniers sondages, la sortante PS Marie-Guite Dufay est finalement arrivée en tête dimanche, devançant de moins de trois points le RN Julien Odoul, selon des résultats partiels de l'institut Ipsos. Elle obtient 25,9% des voix contre 24,1% pour le candidat du Rassemblement national. Ils devancent le LR Gilles Platret (20,9%) et le LREM Denis Thuriot (11,7%). Bretagne : le sortant PS Loïg Chesnais-Girard en tête d'un scrutin serré

En Bretagne aussi, le jeu est ouvert : cinq listes peuvent se maintenir et les résultats sont serrés. Si le président sortant, le socialiste Loïg Chesnais-Girard, arrive en tête, son avance est faible. Il recueille 21,3% des voix, d'après un sondage Ipsos-Sopra-Steria. Suivent la LR Isabelle Le Callennec (16,1%), l'ancien socialiste Thierry Burlot, investi par LREM (15,4%), l'écologiste Claire Desmares-Poirrier (14,7%) et le RN Gilles Pennelle (14,4%). Au second tour, les reports de voix de la gauche pourraient jouer un rôle clé, car deux autres listes passent le cap des 5% qui leur permet de fusionner avec d'autres listes : celles de l'écologiste Daniel Cueff (6,3%) et de l'insoumis Pierre-Yves Cadalen (5,5%).

Centre-Val de Loire : le jeu reste ouvert

Présenté comme la meilleure chance de la majorité, le ministre MoDem Marc Fesneau n'arrive qu'en quatrième position en Centre-Val-de-Loire. Il obtient 16,4% des voix, selon des résultats partiels de l'Ifop. Le socialiste François Bonneau, qui brigue un troisième mandat, est au coude-à-coude avec la tête de liste RN Aleksandar Nikolic, avec respectivement 23,2 et 24,5% des voix. En troisième position arrive le candidat LR Nicolas Forissier (19,5%). Pour l'emporter, François Bonneau devra convaincre les électeurs de Charles Fournier (EELV/LFI). Union de la gauche, alliance LREM-LR… le jeu reste ouvert, en fonction des stratégies choisies par chaque camp.

Corse : un duel serré entre Simeoni et Marcangeli

Le président sortant de l'exécutif corse, l'autonomiste Gilles Simeoni, devance d'une courte tête la liste de droite unie investie par Laurent Marcangeli, investi par Les Républicains. Il obtient 28% des suffrages, contre 24,9% pour le maire d'Ajaccio, selon un sondage Ipsos-Sopra Steria. La liste nationaliste du maire de Porto-Vecchio Jean-Christophe Angelini est pour sa part créditée de 14,3%.

Grand Est : Rottner en tête, Filippetti éliminée

Le président sortant de la Région Grand Est, Jean Rottner (LR), arrive largement en tête, avec 31,5 % des voix, selon un sondage Ipsos-Sopra Steria. Il distance ainsi le candidat du Rassemblement national Laurent Jacobelli, qui recueille 20,7% des voix. Viennent ensuite Eliane Romani (EELV/PS/PCF) (14,3%) et la ministre Brigitte Klinkert (LREM/MoDem) (10,7%), tandis que l'ancienne ministre Aurélie Filippetti est éliminée (8,3%).

Hauts-de-France : Bertrand largement en tête, Pietraszewski loin derrière

Il avait conditionné sa candidature à l'élection présidentielle de 2022 à une victoire dans sa région des Hauts-de-France. Selon l'Ifop, le président sortant Xavier Bertrand (ex-LR) est largement en tête avec 42,5% des suffrages exprimés. Loin devant le frontiste Sébastien Chenu (24%) et la liste d'union de la gauche portée par l'écologiste Karima Delli (18,4%). Le président de Région s'est félicité d'avoir "brisé les mâchoires" du RN. Avec seulement 9,1% des voix, le candidat LREM Laurent Pietraszewski échoue à atteindre le seuil nécessaire pour maintenir sa liste et a appelé à voter pour Xavier Bertrand. Un camouflet pour le parti présidentiel : cinq ministres, dont Eric Dupont-Moretti et Gérald Darmanin, étaient candidats.

Ile-de-France : Pécresse confortée dans sa région

Six listes sont en position de se maintenir en Ile-de-France, où la présidente sortante (Libres), Valérie Pécresse, est en tête avec 36,2% des voix et une bonne longueur d'avance sur le deuxième, le RN Jordan Bardella (13,4%), selon l'Ifop. Les trois listes de gauche passent le cap des 10% avec, dans l'ordre, l'écologiste Julien Bayou (13,2%), la socialiste Audrey Pulvar (10,5%) et l'insoumise Clémentine Autain (10,2%). Le candidat de la majorité, Laurent Saint-Martin, est quatrième avec 11,6% des suffrages exprimés. Même unie, la gauche devrait avoir du mal à détrôner Valérie Pécresse. Au total, six listes sont en mesure de se maintenir.

La Réunion : le sortant Robert talonné par la gauche

Soutenu par LR et le centre, Didier Robert, président sortant du conseil régional de La Réunion, est en tête du scrutin selon une estimation Ipsos-Sopra Steria. Mais derrière lui, trois candidats de gauche sont en embuscade : l'ex-PCF Huguette Bello, soutenue par LFI (23,78%), la maire socialiste de Saint-Denis et ancienne ministre Ericka Bareigts (14,53%), et le divers gauche Patrick Lebreton (11,33%). Deux autres listes divers gauche sont en position de fusionner : celles de Vanessa Miranville (9,73%) et Olivier Hoarau (5,86%). Une union de la gauche pourrait donc faire basculer la collectivité d'outre-mer.

Normandie : le centriste Morin favori

En Normandie, le sortant Hervé Morin, soutenu par les Centristes et LR, conforte son statut de favori. Selon une estimation d'Ipsos-Sopra Steria, il aurait convaincu 35,1% des votants. C'est bien mieux que son score au premier tour des régionales en 2015, lors desquelles il avait réuni 27,91% des voix. Suivent trois listes : le RN de Nicolas Bay (20,4%), une liste PS/EELV/Générations conduite par Mélanie Boulanger (18,3%) et le LREM Laurent Bonnaterre (11,6%). La liste du député communiste Sébastien Jumel, soutenu par le PCF et LFI, est éliminée et recueille 9,8% des voix.

Nouvelle-Aquitaine : Rousset en bonne position

Le président sortant Alain Rousset (PS), qui brigue un cinquième mandat, arrive en tête du premier tour avec 29,9% des voix, selon l'Ifop. Il devance Edwige Diaz (RN) à 18,6%, Geneviève Darrieussecq (LREM-MoDem-UDI) à 13,4%, Nicolas Florian (LR) à 12,2% et Nicolas Thierry (EELV-Gen) à 12%. Dans cette Région, cinq listes sont donc en mesure de se maintenir au second tour.

Occitanie : Delga devance largement le RN

La sortante PS Carole Delga est arrivée largement en tête en Occitanie, dimanche. Elle recueille 39,6% des voix, selon Ipsos-Sopra Steria, plus de 17 points devant le RN Jean-Paul Garraud, donné à 22,8%, qui la devançait pourtant dans le dernier sondage Ifop dans cette Région. La tête de liste LR Aurélien Pradié, par ailleurs numéro trois des Républicains, arrive troisième à 12,1%, tandis que la liste LREM-MoDem de Vincent Terrail-Novès, à 8,4%, est sous le seuil des 10% requis pour participer au second tour. L'écologiste Antoine Maurice (EELV-Générations) recueille également 8,4% des voix.

Pays de la Loire : LREM en juge de paix?

Proche de Bruno Retailleau, la présidente sortante Christelle Morençais (LR/UDI) arrive largement en tête dans la région Pays de la Loire, avec 34% des suffrages exprimés, dans une estimation Ipsos-Sopra Steria. Derrière elle, les deux candidats de gauche font jeu égal : l'Angevin Matthieu Orphelin, soutenu par les écologistes et les insoumis, obtient 18,6% des voix, contre 16,6% pour le député socialiste Guillaume Garot. La liste RN, menée par Hervé Juvin, et la liste de la majorité conduite par François de Rugy, obtiennent respectivement 12,7% et 11,7% des voix. "Nous formerons dès demain une seule équipe, une même équipe qui se mobilisera toute la semaine pour convaincre et aller chercher la victoire", a déclaré Matthieu Orphelin dans la soirée, officialisant une alliance avec Guillaume Garot. Dans ces conditions, l'attitude des électeurs macronistes pourrait départager les blocs de droite et de gauche.

Provence-Alpes-Côte d'Azur : Mariani et Muselier au coude-à-coude

Alors que les sondages donnaient Thierry Mariani (RN) assez largement en tête, l'ancien ministre doit se contenter d'une courte avance sur Renaud Muselier (LR-MoDem). Il recueille 34,8% des voix, selon l'Ifop, contre 33,7% pour le président sortant, un des rares à ne pas largement dominer ce premier tour dans sa Région. Renaud Muselier s'est néanmoins réjouit d'avoir "déjoué la totalité des sondages" face au RN. Les deux hommes devancent la liste d'union de la gauche de Jean-Laurent Félizia (EELV-PS-PCF-Gen) à 16,1%, seule candidat en position de pouvoir se maintenir au second tour. Le candidat a annoncé son intention de se maintenir au second tour, mais tout peut encore évoluer avant le dépôt des listes mardi. lejdd.fr 20 juin 2021

Vous vous demandiez peut-être qui étaient nostalgique du "monde d'avant", qui incarnait la démocratie...

Le pouvoir de la mascarade ou la puissance de la vérité? Par Marie-France de Meuron (Le blog de Bien-être-soi) - Mondialisation.ca, 13 juin 2021

Source : https://www.aubedigitale.com/comment-les-fanatiques-ont-conquis-le-monde/

Comprendre comment nos attentes d'une vie normale ont été si violemment contrecarrées, comment nos vies heureuses ont été brutalement écrasées, occupera les intellectuels sérieux pendant de nombreuses années. Mais au moins, nous avons maintenant une première ébauche de scénario historique.

Sénat américain : le vent se lève ?

- La démocratie américaine renaîtrait-elle de ses cendres ?

Source : https://www.francesoir.fr/politique-monde/senat-us-le-vent-se-leve

Le programme d'Espoir RIC 2022 avec Clara Egger

https://www.espoir-ric.fr/le-programme

Lu dans ce "programme".

Zoom sur l'économie

- Qu'ont en commun deux pays comme la Suisse et l'Uruguay ? Ce sont les pays les plus riches – en vertu de leur PIB – de leurs continents respectifs. Ce sont aussi les seuls de leur continent qui ont le RIC Constituant.

LVOG - Qu'un paradis fiscal leur serve de référence, rien d'étonnant puisqu'ils vouent un culte au capitalisme financier. Et si le RIC n'empêche pas d'être riche, il n'empêche pas non plus d'être pauvre... Ce que j'ai trouvé sur le Net.

Estimación de la pobreza por el método de ingreso 2020 - Montevideo, 25de marzode 2021

https://www.ine.gub.uy/documents/10181/30913/Pobreza0321/c18681f1-7aa9-4d0a-bd6b-265049f3e26e

El total de personas bajo la línea de pobrezase ubicó en11,6%.

Le nombre total de personnes vivant sous le seuil de pauvreté s'élevait à 11,6 %.

LVOG - Lisez attentivement : plus les victimes de leurs propres sacrifices seront nombreux, plus ils seront légitimes. Au Forum économique mondial ils en redemandent, encore, encore, encore !

Notre engagement pour la transition écologique

- Seul un partage juste et équitable des sacrifices peut mener à un progrès écologique d'ampleur.

- Or le partage est juste s'il est accepté par le nombre de personnes le plus large possible.

- Ce ne sera plus une poignée de parlementaires ou, pire, un président qui va décider du partage des sacrifices, mais l'ensemble des citoyens.

La ligne éditorialiste du nouvel ordre mondial totalitaire.

- Manifestations pour le climat en marge du G7 : en finir avec le "greenwashing" - euronews 11 juin 2021 Fridays For the Future et Extinction Rebellion sont venus rappeler l'urgence qu'il y a de sortir enfin des beaux discours politiques. euronews 11 juin 2021

- Prix Pulitzer spécial pour la jeune femme qui a filmé le meurtre de George Floyd - Europe1 11 juin 2021

- Le G7 ambitionne un progrès "historique" dans la prévention des pandémies - AFP 11 juin 2021

- Hong Kong: La militante Agnes Chow libérée - Reuters 11 juin 2021

- Agnes Chow, militante de la démocratie à Hong Kong, a été libérée samedi après quasiment sept mois de prison

- Covid-19: le G7 va s'engager à distribuer un milliard de vaccins aux pays pauvres - BFMTV 11 juin 2021

- Loi climat : le Sénat veut « réconcilier la transition écologique et la transition économique » - Publicsenat.fr 14 juin 2021

- Loi climat : les écologistes du Sénat inscrivent le respect des droits humains dans l'affichage environnemental des produits - Publicsenat.fr 15 juin 2021

- Les élus américains à l'assaut des géants de la tech: refonte ou démolition ? - AFP 20 juin 2021

La transition énergétique est une gigantesque escroquerie, ils le disent eux-mêmes.

La transition énergétique repose sur une industrie extrêmement polluante - slate.fr 19 juin 2021

https://korii.slate.fr/biz/economie-environnement-transition-energetique-repose-industrie-polluante-acier-solutions#xtor=RSS-2

Panneaux solaires, éoliennes, turbines sous-marines: tous ces dispositifs permettant de créer de l'énergie sans générer de gaz à effet de serre utilisent de l'acier. Or, cette matière omniprésente dans toutes les industries du monde repose sur l'utilisation, chaque année, de milliards de tonnes de charbon.

Ce recours intensif au charbon n'est pas une fatalité, avance Bloomberg, mais produire de l'acier «vert» nécessitera une politique volontariste et beaucoup d'efforts. L'acier est un produit à faibles marges, et le charbon produit une énergie bien moins coûteuse que les technologies plus respectueuses de l'environnement.

«Durant l'année passée, l'industrie de l'acier a commencé à comprendre. [...] Si une ou deux entreprises commencent à réduire leurs émissions, les autres seront très exposées», explique à Bloomberg Doug Parr, un responsable de Greenpeace. Cette année, cinq des six plus gros producteurs mondiaux ont promis d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.

Parmi eux, le leader mondial Baowu Steel Group, une entreprise publique chinoise. Seulement, elle utilise de puissants fourneaux au

charbon, dont certains vont rester parfaitement opérationnels pendant des années. Pékin prévoit d'atteindre son pic d'émissions en 2025, avant de les couper de 30% avant 2030.

20 à 30% plus cher

Le développement de la situation chinoise est étudié de près, détaille à Bloomberg un consultant du cabinet McKinsey: «Le contrôle de l'industrie chinoise est centralisé, les orientations stratégiques peuvent donc se transformer en action.» Or, la Chine produit plus de la moitier de l'acier mondial.

Les producteur utilisant des fourneaux électriques ont un défi moins important à relever, mais doivent tout de même parvenir à se fournir en électricité renouvelable en grande quantité.

Tout cela coûte cher. Selon Bloomberg, l'acier zéro émission en Europe du Nord pourrait être 20 à 30% plus dispendieux que sa forme actuelle. Il est donc crucial que les entreprises clientes acceptent cette hausse de prix.

Ils sont encore plus dégénérés que ce qu'on imaginait. Un service après-vente toujours très lucratif.

L'Oregon vient de légaliser le compost humain - Slate.fr 18 juin 2021

La «décomposition naturelle et biologique» fera donc partie des méthodes funéraires autorisées par cet État de la côte Ouest, à partir de juillet 2022.

La députée Pam Marsh à Vice : «C'est intéressant pour tous ceux d'entre nous qui cherchent de vrais moyens de repenser notre empreinte écologique, même après que nous ne soyons plus en vie.» Les méthodes les plus communes pour des funérailles entraînent de lourdes conséquences environnementales. Concernant les enterrements, les cimetières occupent de larges pans de terre et les cadavres rejettent des toxines qui peuvent contaminer les sols et les cours d'eau alentour. Quant à la crémation, elle émet des polluants nocifs et du dioxyde de carbone, ce qui contribue au réchauffement climatique.

La société Recompose, procède ainsi: le corps est placé dans un cylindre avec d'autres matériaux naturels (copeaux de bois, plantes, etc.), puis chauffé et retourné régulièrement pendant plusieurs semaines, jusqu'à ce qu'il se soit décomposé en une terre riche en nutriments, qui peut être remise à la famille ou utilisée pour le jardinage.

En plus d'être une méthode plus écologique, cela permet également à certains de mieux affronter la mort, affirme Jodie Buller, membre de la Conservation Burial Alliance. Pour elle, le fait de savoir que vous ou vos proches puissiez mourir de manière durable rend la chose plus facile à accepter. Slate.fr 18 juin 2021

LVOG - Moi j'en resterai au bon vieux bûcher histoire de fournir du CO2 à la végétation qui en a besoin pour croître et aux hommes pour manger ou vivre.

Quelques infos internationales.

Algérie/élections: victoire du parti au pouvoir mais abstention record AFP 16 juin 2021

Le parti au pouvoir en Algérie, le Front de libération nationale (FLN), a remporté les législatives anticipées organisées samedi, mais avec une abstention historique, dans un pays dans l'impasse politique sur fond de répression généralisée.

Signe du fort désintérêt des Algériens, le taux de participation -23,03%- a atteint le niveau le plus bas de l'histoire de l'Algérie, toutes élections confondues, selon l'ANIE.

En dépit d'un nombre très élevé de candidats indépendants, l'abstention est encore plus élevée que lors de la présidentielle de 2019 et du référendum constitutionnel de 2020 (60% et 76% respectivement).

Sur plus de 24 millions d'électeurs, l'Autorité a fait état de 5,6 millions de votants, dont plus d'un million de bulletins nuls.

A titre de comparaison, la participation avait atteint 35,70% lors des dernières législatives de 2017 et 42,90% en 2012.

Le président Abdelmadjid Tebboune a d'ores et déjà choisi d'ignorer le chiffre de la participation.

"Pour moi, le taux de participation n'a pas d'importance. Ce qui m'importe, c'est que ceux pour lesquels le peuple vote aient une légitimité suffisante", a-t-il argué après avoir voté.

Les Algériens devaient choisir parmi 2.288 listes, dont plus de 1.200 s'affichaient comme "indépendantes", une première.

Ces listes ont été ouvertement encouragées par un pouvoir en quête de renouvellement de sa légitimité.

L'assemblée qui se dessine donc pourrait sceller une alliance entre les partis traditionnels (FLN et RND), les indépendants -- un ensemble disparate -- et les islamistes légalistes. AFP 16 juin 2021

Pérou: Castillo en tête à la fin du dépouillement, ses adversaires contestent - AFP 16 juin 2021

Le candidat de gauche à la présidentiele au Pérou, Pedro Castillo, en tête avec 50,12% des voix à l'issue du dépouillement, a rejeté mardi les appels à annuler le scrutin pour "fraude" lancés par des soutiens de son adversaire de droite Keiko Fujimori.

Le scrutin a été qualifié de "positif" et sans "graves irrégularités" par la mission d'observation électorale de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Selon le dernier décompte officiel portant sur 100% des bulletins, neuf jours après le scrutin, M. Castillo l'emporte avec 50,12% contre 49,87% pour son adversaire, soit environ 45.000 voix d'avance pour l'instituteur et syndicaliste de 51 ans.

Lundi, un député et amiral en retraite, Jorge Montoya, a appelé à l'annulation du scrutin et à la tenue de "nouvelles élections avec des observateurs internationaux", estimant que le système électoral péruvien "n'est plus digne de confiance".

M. Montoya fait partie des 64 généraux et amiraux à la retraite qui, à l'instar de Keiko Fujimori, ont mis en doute la transparence du deuxième tour de la présidentielle.

Le ministère de la Défense a affirmé dans un communiqué que ce groupe d'officiers retraités "ne représente pas les forces armées". AFP 16 juin 2021

Iran: Ebrahim Raïssi vainqueur de l'élection présidentielle dès le premier tour avec 61,95% des voix - RT 19 juin 2021

Le religieux conservateur et ancien chef de l'Autorité judiciaire iranienne Ebrahim Raïssi a remporté la présidentielle du 18 juin au premier tour avec 61,95% des voix, selon les résultats définitifs annoncés par le ministre de l'Intérieur, Abdolfazl Rahmani Fazli. Le taux de participation s'est établi à 48,8%, a précisé le ministre, soit la plus faible mobilisation enregistrée pour un scrutin présidentiel depuis l'instauration de la République islamique en 1979. Selon ce décompte, il y aurait plus de 14% de votes blancs ou nuls.

LVOG - Encore un président minoritaire et illégitime, car élu avec 20,74% des électeurs inscrits.

https://francais.rt.com/international/87960-iran-ebrahim-raissi-vainqueur-election-presidentielle

---

TROISIEME PARTIE. COURRIELS ADRESSÉS A UN CAMARADE.

- Allez, le moral au beau fixe ce lundi ! Le portail sera actualisé ce soir ou demain matin au plus tard. Il ne me reste plus qu'à passer du bloc-notes au format Word, corriger les fautes et basculer en pdf. J'ai aussi une trentaine de documents à ajouter.

Face à ces multiples manifestations apolitiques ou initiatives individuelles, il va falloir rappeler que la lutte des classes constitue l'un des deux principaux moteurs du progrès de la civilisation humaine. Une addition mécanique d'initiatives individuelles n'a jamais fait une action collective ou elle n'a jamais eu la même valeur contrairement à ce qu'ils croient par ignorance. C'est un truc qu'ils n'ont manifestement pas compris.

Sans le marxisme, qu'est-ce qu'on serait franchement ? Dès qu'on s'en écarte, on confond tout ou on est foutu !

Même Etienne Chouard que je n'apprécie pas a été obligé de le reconnaître implicitement récemment dans une interview de FranceSoir. En substance, il a raconté qu'il avait expliqué aux Gilets jaunes que ce qu'ils faisaient étaient très bien, mais que sans orientation et organisation, leur expérience se solderait un échec, ce que j'avais prévu dès le premier jour.

Reste à expliquer pourquoi les travailleurs se sont-ils détournés du mouvement ouvrier, pourquoi le mouvement ouvrier s'est-il détourné du socialisme.

On avait tout misé sur une conception du militantisme qui était erronée, parce qu'elle reposait sur une analyse de l'orientation de situation et de la société, de l'évolution de la crise du capitalisme qui était également erronée.

Donc cela vient de loin, très très loin, d'où la difficulté de cerner précisément le problème et trouver les moyens pour y remédier. Cela signifie ou implique que toutes les générations passées de dirigeants se sont plantées lamentablement.

J'ai parfaitement conscience que c'est osé d'avancer un truc pareil. Eh mec pour qui te prends-tu, tu délires complètement ! Voilà ce que va susciter cette réflexion, de la part de gens qui sont totalement incapables de nous fournir la moindre explication cohérente, hormis nous ressortir l'histoire de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme qui nous aurait été fatale, ne pouvant pas admettre qu'ils ont eux-mêmes capitulés ou qu'ils les avaient rejoints finalement, ça c'est pour la soi-disant avant-garde trotskyste.

Moi, je me contrefous de leurs dogmes ou théories qui se sont avérées foireuses, j'en reste aux faits qu'ils refusent de prendre en considération. La meilleure, c'est que si l'on suit jusqu'au bout leur raisonnement ou qu'on la prend au sérieux, notre cause est foutue d'avance.

J'en suis arrivé à la conclusion qu'ils le savent, et qu'ils s'en servent pour démoraliser, briser ou se débarrasser des militants qui veulent demeurer fidèles au socialisme, pour ne conserver que des militants qu'ils peuvent formater ou instrumentaliser à souhait en fonction de leurs besoins spécifiques qui n'ont rien à voir avec notre cause évidemment. C'est toujours plus facile de manipuler une bande de bénis oui-oui,

qui plus est fanatisés, d'où l'impossibilité de discuter sérieusement avec un de leurs militants. Cela aussi on a eu l'occasion de le vérifier une multitude de fois au cours des 20 dernières années. Inutile de perdre son temps avec ces gens-là.

Je ne dis pas que parmi eux il n'y aurait pas des militants sincères, mais ils sont soumis à une telle propagande, à une telle confusion, ils ont un niveau théorique et politique tellement bas, des lacunes en connaissances générales tellement importantes, qu'on a aussi vite fait de gagner des travailleurs qui se posent des questions sur leur condition ou la dérive autoritaire de la société, eux au moins ils sont susceptibles de nous écouter sans arrière-pensées, ils ont vraiment envie de comprendre ce qui se passe et de progresser.

Les militants sont pris dans les mailles d'un système de pensée qui les empêche de réfléchir librement, et ils n'en ont pas conscience. Ils vont passer leur temps à le justifier et rien d'autres. Il est donc extrêmement difficile de les faire rompre avec ce système qui broie en permanence leur imagination, rejette tout ce qui n'en fait pas partie, j'ai été comme cela autrefois, donc je sais de quoi je parle. A suivre.

PS : Et dis-moi ce que tu en penses, cela m'intéresse toujours, c'est même très important pour progresser ou se corriger.

- L'air de rien, l'épisode de cette crise aurait pu être une formidable occasion pour les masses et ce qu'on appelait encore hier leur avant-garde. Ils l'ont encore laissé filer, comme celle de 14-18 et de 39-45, je me demande si cela n'aurait pas été la dernière afin d'éviter de se retrouver définitivement sous un régime totalitaire, j'en ai bien peur, pourvu que je me trompe, même si on ne sera plus là pour voir la suite, pensons aux générations futures, à nos enfants et petits-enfants.

Par curiosité quelques minutes j'ai regardé la vidéo suivante : Transhumanisme et identité numérique : Michel Onfray face à Philippe de Villiers, deux gros pourris, mais surtout j'ai lu quelques commentaires que j'ai trouvés instructifs :

- Mr Onfray pour le pass sanitaire et les vaccins ! Dommage, c'est bien regrettable...

- Monsieur Onfray, si vous êtes pour le pass sanitaire, c'est que vous n'avez rien compris...

- Je n'achèterai plus Front Populaire, ni aucun livre de M Onfray.

- Onfray a dû choper un covid cérébral ! Comment peut-on se définir comme libertaire et accepter que la liberté soit soumise à un ausweis ! Une vraie honte : je balance tous ses livres. Adieu Ducon.

- On sait désormais pour qui il roule, Mr Onfray...

- J'avais de l'admiration pour Michel Onfray, mais je peux vous assurer qui il a méchamment descendu dans mon estime ! D'ailleurs je ne le suis plus !

- Le Front Populaire et Onfray sont une arnaque absolue.

Combien de militants doivent se dire la même chose de leurs dirigeants ? Je l'ignore, mais je n'ai pas d'échos, donc très peu sans doute, trop conditionnés ou corrompus.

Michel Onfray et Philippe de Villiers ont sorti une énorme connerie dans leur argumentation : La Chine serait différente des Etats-Unis... Tu parles, en terme d'identité, de transition, de dictature numérique elle est même en avance sur les Américains, ne serait-ce qu'avec la reconnaissance faciale à chaque coin de rue et les mesures liberticides et répressives qu'elle applique déjà depuis un moment sur la base d'un pass social, tu traverses hors des clous, une amende, tu as été pris en flagrant délit par une caméra, et si tu ne t'en acquittes pas, tu n'as plus le droit de monter dans un bus ou u train, je n'invente rien, je l'ai lu dans plusieurs articles de presse.

Comme quoi, quand on entend un truc ou on regarde une vidéo, il ne faut rien prendre pour argent comptant. Quand tu ne connais pas les intervenants ou quand tu sais qu'ils sont tordus ou pourris, surtout ne jamais rien croire sans vérification, absolument rien. C'est la règle que je m'applique, donc j'en regarde rarement, pas le temps de tout vérifier.

C'est pour cela que je disais récemment qu'il fallait se concentrer ou se recentrer sur l'essentiel. Ce qui est simple s'exprime simplement. Une argumentation doit être limpide, couler de source, apparaître logique au premier coup d'œil, être à la portée de tous, dans le cas contraire c'est que soi-même on n'a pas compris quelque chose et il vaut mieux ne pas la partager ou fermer sa gueule !

Tous ceux qui ont refusé de défendre nos libertés, sous prétexte qu'il était justifié qu'elles soient suspendues le temps d'une pandémie inexistante ou fabriquée, ne méritent pas de parler en notre nom, ils ne figurent pas dans notre camp ou ils servent les intérêts de nos ennemis. Ça c'est clair, net et précis, imparable, indiscutable, irréfutable.

J'arrête là, j'ai du boulot, le site ne sera pas actualisé avant plusieurs jours, peu importe, tout le monde s'en fout !

- Sinon, j'ai rédigé mon testament politique. Dois-je le publier dans mon portail ? Mais là je crains de briser ton moral, n'en fais rien, pense aussi à moi, à ma santé vacillante, merci. A quoi cela servirait-il que je me sacrifie jusqu'au bout ? Penses-y avant de me répondre.

(pas envoyé à Maudrux) Mon commentaire d'hier sur le QR Code a suscité étonnement ou sarcasme, incompréhension ou mépris comme je m'y attendais, en voici la conclusion à titre personnel ou en guise d'au revoir ou adieu comme vous préférez. Merci encore à monsieur Maudrux de m'avoir permis de m'exprimer librement, ce qui est devenu extrêmement rare de nos jours.

Je crois que Warren Buffett avait finalement raison, ils sont en train de gagner la guerre de classes, et nous pouvons dire adieu au socialisme et à la liberté.

Au cours d'une guerre classique, deux ennemis s'affrontent, puis quand l'un des deux l'a emporté sur l'autre, le plus faible qui a perdu se soumet à la volonté du plus puissant qui a gagné, et pour terminer, sans que ce rapport intervienne, chacun retrouve son indépendance jusqu'à la prochaine guerre et ainsi de suite.

Il en va autrement dans les guerres d'extermination.

Sauf que là, il s'agit d'une guerre d'un tout autre genre. Il s'agit d'une guerre à mort, finale, à l'issue de laquelle non seulement il n'y aura qu'un seul vainqueur, il n'y aura qu'un seul survivant, dans le sens où un seul dorénavant disposera de la faculté de faire prévaloir son indépendance. Le vaincu se verra dispenser d'en faire usage par la suite soumis à des moyens coercitifs suffisamment sophistiqués, puissants, dissuasifs, répressifs, pour qu'il ne dispose plus d'aucune liberté pour poursuivre son combat. Il lui auré été retiré la faculté de pouvoir se réarmer pour se préparer à la prochaine guerre, qui finalement n'aura jamais lieu, toute tentative de s'orienter dans cette voie avortera ou sera anéantie avant même d'avoir vu le jour, car il s'agissait d'un processus aux conséquences irréversibles.

C'est l'incapacité dans laquelle les exploités et les opprimés les plus évolués se sont trouvés de s'organiser et de se doter d'une direction pour entraîner l'immense masse au combat à l'assaut du régime capitaliste, qui est à l'origine de ce tragique destin de l'humanité et de la disparition de la civilisation humaine. Pourquoi ? Parce qu'ils ne seront jamais parvenus à interpréter de manière matérialiste le processus historique ou à prendre conscience qu'il se déroulait selon les lois de la dialectique... Ils auront failli sur tous les plans, mentalement, psychologiquement, intellectuellement et moralement.

On s'était figuré que l'espèce humaine était immortelle, que la civilisation humaine continuerait de progresser et parviendrait à se libérer du fardeau du règne de la nécessité, sans se soucier que cet objectif demeurerait une utopie ou en devenir aussi longtemps que les hommes ne parviendraient pas à réaliser les conditions indispensables pour l'atteindre, sans imaginer un seul instant qu'il pourrait tout aussi bien leur échapper définitivement, ce qui condamnerait leur espèce à une fin particulièrement douloureuse, cauchemardesque, tragique. C'est ce dramatique destin qui est en train de se jouer sous nos yeux, et qu'évidemment nous sommes incapables de saisir tel quel.

De mon côté, ayant conscience du drame qui se tramait, j'ai littéralement sacrifié les 20 dernières années de ma vie pour éviter d'en arriver à ce dénouement effroyable, en vain. J'ai échoué, je n'ai pas été à la hauteur de cette tâche, dont acte, comme quoi au passage je ne suis pas du tout mégalomane, mais au contraire parfaitement lucide, j'ai presque envie d'ajouter, trop, hélas !

J'ai consacré plus de 40.000 heures à ce travail depuis 2008, publié dans mon site Internet environ 20.000 articles de sources diverses, plus de 19.000 pages formatées en html d'infos en bref et d'analyses sur l'actualité mondiale, etc. Pour un bilan sans appel : Nul !

Le mouvement ouvrier étant aux abonnés absents, j'ai tenté deux sorties auprès des classes moyennes, sans résultat, soit.

Vieux, isolé dans mon trou en Inde, réduit à l'impuissance, j'ai décidé de mettre un terme à cette activité politique et de finir mes vieux jours dans l'anonymat le plus complet, disparaître. Vous comprendrez pourquoi je ne vous souhaite pas bonne chance ou bonne continuation, c'est inutile, mais le coeur y est.

- Avant de passer au plat de résistance (dans tous les sens du terme !), un article qui est une mine d'or, là non plus sans jeu de mots, je vais le placer dans la rubrique des articles qui servent de référence. Je le trouve génial !

Angleterre, États-Unis, Palestine, Rhodésie, France, Mexique… La politique à la solde de banquiers par Maryse Laurence Lewis - Mondialisation.ca, 11 juin 2021

https://www.mondialisation.ca/angleterre-etats-unis-palestine-rhodesie-france-mexique-la-politique-a-la-solde-de-banquiers/5657249

Paul, si je faisais autre chose qu'actualiser le portail à partir de l'actualité, voilà le genre d'activités politiques que je pourrais avoir. Je suis en mesure de démonter n'importe quelle mystification, cependant il y en a trop pour prétendre en venir à bout ! C'est plus intéressant et gratifiant pour moi, car cela montre que je suis parfaitement capable de traiter un sujet à fond ou que je sais de quoi je parle, ce dont la plupart des lecteurs ou militants doutent.

Je crois que j'utile mal mes capacités, sans les surestimer évidemment, et c'est une grave erreur politique. Toujours est-il que je ne suis pas un intellectuel et j'ai une mémoire épouvantable, aussi la rédaction d'un article me prends beaucoup de temps, une à plusieurs heures minimums.

Discuter avec quelqu'un va beaucoup plus vite ou nécessite beaucoup moins de temps. Il suffit de comparer le temps qu'il m'a fallu pour rédiger l'article ci-dessous, le mettre en forme, le taper au clavier, le relire et le modifier, une fois, deux fois ou plus, le relire chaque fois, et le temps qu'il faut pour le lire, environ 5 minutes à peine, pour comprendre devant quel handicap je me trouve en ne pouvant pas rencontrer les lecteurs ou échanger avec eux.

A la limite mon travail ne sert à rien, car je n'ai aucun moyen de contrôler ce que les lecteurs comprennent en lisant mes causeries, ce qui est possible en revanche lors d'une discussion loyale ou d'un échange sincère.

Quand tu as une personne en face de toi, tu peux créer un climat particulier qui favorisera l'échange ou le partage des idées, en faisant en sorte qu'il existe une sorte d'égalité ou de réciprocité entre toi et cette personne, de manière à ce que chacun soit en confiance et puisse

s'exprimer librement. A partir de là, l'un et l'autre seront susceptibles d'en apprendre autant de l'un comme de l'autre, parce que cet exercice profitera aux deux parties à la fois, et là où c'est extrêmement bénéfique, c'est qu'à aucun moment il ne sera question de convaincre l'autre de quoi que ce soit, et chacun sera amené naturellement à prendre conscience de son propre niveau de conscience ou de connaissance, de son ignorance aussi, et donc de tirer profit de cet échange indépendamment des conclusions auxquelles les protagonistes arriveront, partageront ou non.

Si nous recrutions des travailleurs ou si nous avions un parti, nous formerions les militants à ce genre de rapports qui les aideraient à progresser rapidement. Nous veillerions à qu'ils les mettent en pratique, c'est extrêmement important, car on fait sauter au fur et à mesure tous les a priori, idées reçus, tabous, croyances, dogmes qu'on a pu emmagasiner dans le passé ou depuis notre plus tendre enfance, et on devient véritablement des hommes ou des femmes libres, qui savent ce qu'ils pensent et pourquoi ils le pensent, et donc être en mesure de défendre leurs idées, etc. et cela est valable pour l'ensemble de leur comportement dans la vie quotidienne. Donc cela ne pourrait que les aider à mieux pouvoir la supporter, cela les soulagerait et leur rendrait la vie plus agréable sans que fondamentalement rien n'ait changé autour d'eux, sauf peut-être le regard que porterait désormais sur eux leur entourage, qui leur découvrirait des qualités qu'ils ne leur soupçonnaient pas...

C'est quand j'ai eu 19 ans que j'ai commencé à percevoir que pour progresser il fallait absolument se regarder en face, mais comme il y a toujours une part d'inconscience qui nous en empêche, j'ai réalisé que c'était en observant et en écoutant les autres chez lesquels cet obstacle se manifestait aussi et à leur insu, qu'on pourrait parvenir à s'en débarrasser, parce que quelque part nous sommes tous semblables, bien qu'unique. Il m'aura fallu près de 40 ans pour parvenir à un résultat à peu près satisfaisant, parce que personne ne m'a aidé à progresser, parmi les personnes dont cela aurait dû être le devoir, ceux qui osent parler en notre nom et dans lesquels il est impossible de se reconnaître, bien au contraire, tout aura été fait pour que j'abandonne cet objectif. Mais pas seulement, j'ai commis beaucoup d'erreurs, j'ai fait des choix malheureux, je me suis fourvoyé, j'ai même failli renier mon engagement de lutter jusqu'à mon dernier souffle contre l'ignorance, par chance je me suis rattrapé in extremis à partir du 11 septembre 2001, le jour où j'allais obtenir mon premier et unique diplôme universitaire, à 46 ans, c'était aussi le jour de mon anniversaire, tu parles d'un cadeau, la vie est remplie de tels paradoxes, pour le meilleur parfois.

C'est cette expérience que je tenais à partager avec les lecteurs, sachant qu'ils pourraient parvenir aux mêmes résultats que moi en quelques mois seulement, peut-être moins, mais il faudrait plus de temps pour consolider cet acquis, l'améliorer encore et encore, à la manière d'un scientifique pour lequel rien ou presque n'est acquis définitivement.

Que ma démarche demeure incomprise, bien qu'elle soit bénéfique et qu'elle l'ait prouvé, j'ai essayé d'expliquer pourquoi personne n'en était finalement responsable, sinon peut-être moi pour ne pas l'avoir suffisamment mise en valeur, et puis je crois que m'exprimer à tort et à travers n'a rien arrangé, car cela pouvait prêter à bien des confusions ou être interprété de travers, ce que je regrette maintenant, bien que cela ait été le seul moyen à ma disposition pour rompre l'isolement qui me pesait, quand on n'a personne avec qui parler et qu'on dispose d'une tribune où on peut se lâcher, il arrive qu'on parle beaucoup trop ou pas assez...

Qui sont ces champions de la liberté toutes catégories confondues ?

Les libertariens sont infiltrés partout. On en trouve un grand nombre parmi les auteurs qui publient des articles dans les médias dis alternatifs.

Ce sont de redoutables ennemis, parce qu'ils se réclament de la réalité et ils polémiquent avec tous ceux qui la fabriquent, sans qu'on soupçonne ou presque qu'ils en font autant en plus feutré ou mieux camouflé, parce qu'ils ne sont pas aux affaires comme l'on dit. Aussi faut-il toujours lire très attentivement leurs articles ou écouter jusqu'au bout leurs déclarations pour déceler le lien qui les unit au régime en place, sinon on pourrait croire qu'on serait en présence de véritables opposants à ce régime, surtout quand on les connaît et si on oublie qui ils sont, le moindre écart ou la moindre complaisance à leur égard a vite fait de vous transformer en agent ou partisan de ces réactionnaires dont la plupart sont inconnus ou avancent masqués.

En voici un exemple.

La réponse aux courriels de Fauci prouve que tout est faux, que la gestion des récits l'emporte sur la réalité, et que ceux qui sont au pouvoir le veulent ainsi par Nebojsa Malic (Ron Paul Institute for Peace & Prosperity / RT.com) - Mondialisation.ca, 11 juin 2021

https://www.mondialisation.ca/la-reponse-aux-courriels-de-fauci-prouve-que-tout-est-faux-que-la-gestion-des-recits-lemporte-sur-la-realite-et-que-ceux-qui-sont-au-pouvoir-le-veulent-ainsi/5657346

Pour un peu, on pourrait signer cet article tant le constat que dresse son auteur est exact. A ceci près qui révèle son orientation politique vers laquelle les lecteurs seront entraînés s'ils n'y prennent pas garde :

- Il est donc insensé de penser que les médias reviendront à la raison lorsque la réalité de l'audimat leur sautera aux yeux. Ils n'en ont tout simplement rien à faire. Se pourrait-il qu'ils ne se soucient pas tant de l'argent que du pouvoir ? Et pas seulement la proximité du pouvoir politique, mais le pouvoir de façonner et de contrôler la réalité elle-même, de refaire la société selon leurs idées utopiques. Même en supposant que ces idées soient bonnes – et c'est discutable dans le meilleur des cas – ce genre de pouvoir corrompt absolument, pour reprendre l'expression de Lord Acton.

LVOG - "En supposant que ces idées soient bonnes – et c'est discutable dans le meilleur des cas", ce qu'il n'écarte pas, les libertariens avouent partager l'idéologie et donc les objectifs de leurs adversaires, la seule chose qui les distingue, c'est la manière d'y parvenir.

- Les médias sont censés être un moyen par lequel le public perçoit collectivement la réalité – et non les créateurs de la réalité elle-même !

Pourtant, ils agissent comme si cette dernière était vraie et voulue. C'est dangereux. Ils se croient maîtres de la réalité, au point qu'il est impossible de les raisonner. Confrontez-les à des faits réels, à des principes ou à des lois de la physique, et ils vous censurent – ou bien ils ricanent et continuent.

LVOG - Là il ne remet pas en cause le formidable instrument de propagande que constituent les médias, qui de tous temps ou sous n'importe quel gouvernement dans n'importe quel pays dans le monde ont toujours censuré les véritables opposants au capitalisme. Sauf parfois dans certains pays lors de campagnes électorales, le temps d'une fraction de minutes quand personne n'y prête vraiment attention, car à ce moment-là les gens sont à table et ils ont mieux à faire, disons entre la poire et le fromage avant de passer à autre chose et l'avoir déjà oublié.

Les libertariens peuvent faire croire qu'ils se comporteraient autrement s'ils étaient au pouvoir. Cependant, il faudrait être naïf ou idiot pour les croire. Cela dit, certains y croiront parce que le reste de l'article était bien ficelé, rien de tel pour gagner la confiance ou la sympathie des lecteurs qui croiront avoir découvert des représentants politiques qui partagent leurs préoccupations ou qui sont dignes de représenter leurs intérêts, alors que ce n'est franchement pas le cas, sauf s'ils bénéficient d'un statut social supérieur, quoique là aussi ils pourraient être victimes de bien des désillusions...

- Science sans conscience n'est que ruine... de la civilisation humaine.

Les commentaires qui figurent plus bas sur le QR Code sont effarants et révélateurs du niveau d'inconscience (et de conformisme) de nos contemporains dits évolués : Au lieu de s'opposer à l'identité numérique, ils en font la promotion, ils s'en amusent, de mieux en mieux ! La société du divertissement et de la connivence dans toute sa splendeur, quelle horreur ! Si vous vous demandiez comment on a pu en arriver-là, ne cherchez plus.

Comme c'est là que voulaient en venir les promoteurs de de cette machination infernale ou l'un de leurs principaux objectifs, je pense que grâce à vous le Dr. Maudrux n'a plus rien à craindre, la transition numérique en marche ne s'arrêtera pas là, ouf ! Le "monde d'après" sera à l'image du "monde d'avant", l'idéal de la liberté en moins, quel réconfort, n'est-ce pas ?

Autant dire que dans ces conditions il ne faut se faire aucune illusion, la civilisation humaine est condamnée à disparaître, en admettant qu'elle ait existé un jour. Je me demande qui de l'ignorance ou de la malhonnêteté des hommes aura été le facteur déterminant de son triste destin, une combinaison des deux sans doute.

On adopte finalement tous les codes de ce régime après avoir feint le contraire et affirmer qu'il n'existait pas d'alternative, ce qui est faux évidemment, au passage c'est là qu'on s'aperçoit que les arrière-pensées idéologiques ne sont jamais anodines, et comme c'est ce que croit la majorité qu'on conspuait hier encore, no alternative à l'esclavage, sans transition il ne reste plus qu'à l'instrumentaliser et prétendre que ce serait légitime de le penser et le tour est joué, noyés dans le troupeau ou l'entre-soi personne ne vous le reprochera, votre bonne conscience et votre mode de vie plutôt confortable seront saufs, n'est-ce pas l'essentiel ? (Fin.)

Ces gens-là sont pitoyables, pour parler franchement ils me débectent, ils me sortent par les yeux de la tête, mais je ne devrais peut-être pas te le dire. Ce sont des cons et des pourris car ils se foutent de ce qui adviendra de tout cela.

Le problème avec ce genre de facteur (QR Code et autres découvertes scientifiques ou applications technologiques), c'est qu'ils présentent à la fois des avantages et des inconvénients indéniables, et évidemment les premiers priment sur les seconds qui ont davantage un contenu social ou politique beaucoup moins évident à cerner parce qu'il se révèlera plus tard.

Tout le monde a réfléchi à la place et au développement des sciences et des technologies dans la société, mais personne ne veut en tirer les leçons, hormis leur vouer un culte ou louer les bénéfices que les hommes en tirent, laissant soigneusement de côté tous leurs inconvénients, les désagréments qu'ils causent à l'espèce humaine et à la nature en général. Pourquoi ?

Parce qu'ils sont soumis aux impératifs du régime en place, aux besoins de la classe dominante, ils s'inscrivent dans le cadre d'un régime particulier, en crise, à bout de souffle, qui ne peut que les utiliser à mauvais escient contre les peuples, jusqu'à quel point, dans quelles conditions peuvent-ils être nocifs, toxiques, destructeurs, voire fatales, entraîner des modifications du milieu ou de la nature et des hommes, irréversibles sur le plan biologique ou dans le cas de leurs génomes, sans parler de leur comportement psychologique, des graves perturbations mentales qu'ils peuvent engendrer, etc.

Personne n'ose avancer l'idée que, parce que le monde est dorénavant dirigé par de dangereux fanatiques, mafieux, criminels, barbares, psychopathes, des dégénérés, des cinglés de la pire espèce qui soit, la recherche scientifique devrait être stoppée immédiatement, toutes les innovations technologiques devraient faire l'objet d'un moratoire ou la commercialisation des produits qui en sont issus devrait être interdite aussi longtemps qu'ils conserveraient leur pouvoir de nuisance ou que leur régime n'aurait pas été renversé, parce qu'elles ne peuvent servir que des intérêts sordides et malfaisants, faisant peser une grave menace sur l'avenir de l'humanité, de la civilisation humaine.

Au contraire, on observe qu'elles font l'objet d'en engouement de la part de la population, elle les adopte aveuglément, elle en redemande, ce qui est suicidaire. Le QR Code, c'est la clé, le passage obligé pour mettre en place l'identité et la dictature numérique ou un modèle de société basé sur ce principe, donc totalitaire. On devrait donc tout faire pour freiner sa prolifération dans la société ou mieux la stopper, or c'est exactement l'inverse qui se passe, c'est délirant !

L'idée n'est pas de s'opposer en soi au progrès scientifique ou technologique, qui à une autre époque a accompagné le développement des forces productives ou du capitalisme, et qui dans d'autres conditions contribuerait au progrès social. Non, la question est de prendre

conscience que nous ne sommes pas ou plus dans ce cas de figure, et de cerner à quelle phase le capitalisme est parvenu, celle de sa putréfaction, dans laquelle il risque d'entraîner toute la société. Non, dans ces conditions tout ne doit pas être permis, tout n'est pas bon à prendre dans les sciences et technologie.

- Je n'espérais pas des réponses de lecteurs de ce blog, c'était juste histoire de dire à ces petits bourgeois qu'il est toujours possible d'agir, à condition d'en avoir la volonté, ce qui leur fait le plus défaut, car le reste du temps ils me traitent avec sarcasme ou mépris et cela commence à me gonfler, il y en a même qui se permettent de me dire ce que je devrais faire en se mettant à ma place, alors qu'ils ne sont pas.

Je ne me fais aucune illusion Paul, j'ai voulu tester jusqu'où je pouvais aller avec ces gens-là, au moins on ne pourra pas m'accuser d'en parler sans savoir de quoi ou de qui je parle, tu suis. J'ignore d'où cela peut venir ou quand, mais on est bien obligé d'y croire, sinon on n'a plus qu'à se résigner ou cesser le combat.

Comme dirait l'autre, j'ai testé, j'ai essayé, j'ai vu, voilà tout, je ne porte en aucune manière la responsabilité du résultat négatif. Il y a plein de gens qui donnent des leçons aux autres, vous devriez faire ceci, essayer cela, mais eux ils se contentent de parler, moi j'agis, je propose quelque chose de cohérent ou sérieux, si cela ne marche pas c'est qu'il faut essayer ailleurs ou s'y prendre autrement, je ne suis pas borné ou prétentieux.

J'ai pensé à un truc pour tous les baiser. A les entendre, il y aurait plein de gens fort respectables qui agiraient ou proposeraient des choses intéressantes, moi je les considère comme infréquentables, ex-FN, UPR, Debout la France, EELV, les libertariens (ils avancent toujours masqués, peut-être Onfray, Raoult, Sud-Radio et bien d'autres), souverainistes ou nationalistes, des catholiques ultra conservateurs, des monarchistes, etc. ce serait de grands humanistes, sans rire, pourquoi pas, alors il faudrait qu'on m'explique comment on peut concilier humanisme et exploitation, humanisme et oppression, humanisme et guerres impérialistes, etc. il faut arrêter à un moment donné de sortir des grosses conneries ou y croire, non ? C'est tellement ridicule ou grotesque, que cela ne peut que leur péter en pleine gueule quand on l'énonce très simplement, très poliment, en adoptant un ton un peu naïf pour les déstabiliser... Ils ne peuvent que s'enliser dans leurs contradictions et quelque part ils sont obligés de reconnaître qu'on a raison, que c'est du foutage de gueule, du pur opportunisme, de la démagogie de bas étage, la raison ou le bon sens le plus élémentaire.

Pourquoi s'attarder là-dessus ? Parce que tous ceux qui se sont détournés du mouvement ouvrier parce qu'il est devenu trop pourri, se tournent vers ces gens-là, cela peut inclure tous ceux qui se tournent aussi vers les syndicats qui se complaisent sous ce régime abominable en prétendant eux aussi être humanistes, ou encore vers tous les partis dits de gauche qui sont tous plus réactionnaires les uns que les autres, bref, cela brasse une population ou des couches de travailleurs et jeunes très larges, tiens, j'allais oublier ceux qui se tournent vers les saloperies d'ONG financés par l'oligarchie. Mélenchon avait raté le coche avec son Humain d'abord, et pour cause il n'avait pas du tout l'intention de remettre en cause l'existence du régime, il fait partie de tous ces populistes qui induisent les travailleurs en erreur et les détournent de la lutte de classes. Un croyant, quand tu lui sors cela, comment peut-il ensuite se regarder dans un miroir, moi je lui dirais en face, vous vous foutez du monde, vous trompez les gens en leur faisant croire ce que vous n'êtes pas en réalité, je crois qu'il y en aurait plus d'un qui seraient mal à l'aise ou qui se poseraient des questions puisque c'est la stricte vérité, vous êtes quelqu'un de bien et sincère ou une ordure qui cachez votre jeu, d'après vous, dites-moi...

Je crois qu'il faut prendre le temps de discuter avec les gens, on leur laisse un document et nos coordonnées, ils nous rappellent quand ils veulent s'ils le souhaitent, on est toujours disponible pour poursuivre la discussion. C'est un autre état d'esprit (et une autre méthode) que celui qui règne dans les partis où on a milité, on ne poursuit pas le même objectif. Notre priorité n'est pas d'intervenir systématiquement dans la lutte des classes puisqu'à ce stade cela ne changerait absolument rien ou ne servirait à rien, mais d'engranger des contacts, de les suivre, bref de gagner des travailleurs à notre conception du combat politique qui s'inscrit évidemment dans la perspective du socialisme, pour le reste rien de changé, absolument rien, on mise tout sur la construction du parti, ce qu'on n'a jamais réellement fait, même les militants une fois recrutés n'ont pas été suivis et formés, ils devaient intervenir sur le terrain, vendre des journaux ou récolter du fric, des signatures et rien d'autres, mais qu'est-ce qu'ils devenaient réellement, tout le monde s'en est foutu complètement, c'est comme cela qu'on se retrouve avec des militants qui ont milité pendant 40 ans et qui ne comprennent pas la situation, qui comprennent que dal en fait, je ne dis pas cela pour toi, certains me l'ont écrit.

J'ai regardé la vidéo du 5 juin du POID, lamentable, épouvantable, et Gluckstein de cautionner une nouvelle fois la muselière et tout ce qui va avec, l'horreur absolue. Je n'ai pas pu entendre une seule intervention plus de 20 secondes, je me suis cru retourner 40 ans en arrière, un cauchemar. Ces gens-là fonctionnent comme dans une secte, c'est effrayant quelque part, moi ce que je propose, c'est exactement l'inverse. J'arrête là je suis fatigué.

Ne désespère pas Paul, je me souviens qu'à un moment donné il n'y avait que 44 militants dans toute la Russie qui recevaient les textes rédigés par Lénine en exil, il y avait franchement de quoi douter arriver un jour à quelque chose, non ? Aujourd'hui il faut s'y prendre autrement et repartir de zéro pratiquement, c'est cela ou se retrouver à la traîne d'abrutis du genre de Gluckstein, Lacaze et Cie., je préfèrerais encore cesser de militer, profiter de mes vieux jours et attendre tranquillement la mort, c'est peut-être ce que je finirai par faire pour ne pas y laisser ma santé pour rien.

- Hier soir galère, ordinateur en panne. Diagnostic : Boitier d'alimentation HS. Je téléphone à mon beau-fils. A 13h30 ce lundi il est venu avec l'informaticien, il a changé l'alim et c'est reparti ! Il a aussi réparé l'autre ordinateur qui était bloqué par Microsoft. Il avait oublié de désactiver les mises à jour, du coup chez Microsoft ils se sont aperçus que c'était une copie pirate. Le gars a remis cela en ordre en deux minutes et tout est OK.

La nuit dernière pas de courant, donc pas de clim, résultat, nuit blanche jusqu'à 5 plombes du matin. J'ai réussi à dormir jusqu'à 9h30 avec un ventilo, je me suis écroulé épuisé et en sueur.

Ce matin Selvi a évité deux scorpions, dont un rouge et mortel, imagine c'est foudroyant, 30 minutes. Un jour, à côté de chez son frère, un ouvrier avait été piqué par un scorpion rouge en prenant une brique, ils l'ont foutu dans une bagnole, l'hôpital était à moins de 2 km par une 4 voies, et il est mort avant d'arrivée !

J'ai retiré l'herbe du jardin à cause des serpents, mais je ne peux pas enlever la terre qui est de couleur rouge ! En deux semaines, on a eu le droit aussi à 2 beaux serpents, un de taille moyenne de 2 mètres de long environ, il a pris la fuite et Bima n'a pas pu l'attraper, il a grimpé dans un frangipanier et il est tombé de l'autre côté du mur. Le second était un petit cobra, mortel. Il se tenait debout, la tête gonflée, il produisait un léger sifflement, il était très excité et prêt à passer à l'attaque. J'ai hurlé sur Bima qui se tenait à un mètre de lui, sans effet. J'ai alors bondi sur lui en lui assénant un grand coup de poing dans la gueule en poursuivant ma course pour éviter le cobra, car je suis passé entre les deux, c'est pour te dire que je ne suis pas passé loin. J'ai essayé de saisir Bima, impossible, et il est reparti à la charge. J'ai hurlé à nouveau de toutes mes forces, là il s'est retourné vers moi en me regardant fixement, et il me rejoignit, pendant ce temps-là le cobra s'était enfui. Je suis allé chercher ma grande pelle de terrassier, ma coupeuse de tête de serpents, mais quand je suis revenu, il avait disparu, je l'ai cherché dans tout le jardin, en vain.

Je me suis fait la réflexion, il y a de cela quelques jours, à propos de leur saloperie de virus, qu'en réalité j'avais risqué ma vie un nombre de fois incroyable au cours de ma vie, sans que j'en tire beaucoup de leçons, ce qui est un tort. Il faut dire que comme presque chaque fois j'ai été épargné ou je ne m'en suis pas rendu compte, ces évènements ne devaient pas laisser de traces.

Quoiqu'il en soit, cela montre qu'on est quand même très inconscient pour s'exposer ou se mettre en danger stupidement très souvent, et je ne parle pas des situations où n'importe quoi peut arriver à l'improviste, comme par exemple marcher tranquillement sur un trottoir et une voiture vient te faucher par derrière, tu n'auras eu le temps de rien voir venir, cela arrive.

Je n'évoquais ce genre de situations, non, je parlais de celles qu'on a provoquées, par exemple comme se baigner en admirant les dauphins qui passent à quelques encablures, alors qu'il est connu que souvent des requins peuvent les accompagner. J'ai même été me baigné plusieurs fois au large avec des jeunes pécheurs, on allait parfois faire une balade en mer le long de la cote

Quand j'étais en France, plus d'une fois j'ai fait le con en bagnole, en ski aussi, là j'étais très jeune. J'ai descendu en roulant assez vite l'avenue de Clichy donnant sur la Porte Clichy entre deux files de bagnoles en sens inverse, les rétroviseurs ont claqué des deux côtés, c'est pour dire qu'il ne restait que quelques centimètres entre les bagnoles ! Il faut être dingue !

Ici en moto, j'ai tout connu ou presque. Le truc le plus imprévisible, c'est l'animal ou l'Indien qui va se jeter littéralement sur ta moto, parfois tu n'as même pas le temps d'appuyer sur la poignée ou la pédale de frein, tu es passé avant ou après, ouf ! Une fois on s'est ramassé avec Magueswary, un vieux a traversé juste au moment où j'arrivais à sa hauteur, franchement je ne l'avais pas vu, je roulais à 40 ou 50 km seulement, heureusement ! Sinon je me suis ramassé tout seul, on ne sait jamais une mauvaise chute au mauvais endroit, et c'est terminé, c'est comme cela qu'est mort le plus jeune de mes beaux-frères.

J'ai été agressé et menacé de mort une dizaine de fois au moins. J'ai été blessé au visage par une pierre, une autre fois j'ai reçu une brique en pleine poitrine à quelques centimètres de la bouche. J'ai failli me faire foutre en l'air par des chauffards autant de fois, un jour un chauffeur de bus m'a serré sur le bas-côté alors que je roulais vite, j'ai dû freiner et passer derrière pour ne pas me casser la gueule dans le fossé !

Un autre jour, je roulais en scooter, trois mecs sont arrivés sur deux motos derrière moi et m'ont tabassé, j'ai zigzagué un moment avant de pouvoir leur échapper. J'en avais giflé un qui avait failli me foutre en l'air quand je sortais d'un magasin, il roulait en sens interdit et je ne l'avais pas vu venir, il a freiné au dernier moment et je me suis retrouvé assis sur sa roue avant, cela ne lui a pas plu, il a été cherché des potes pour se venger, en plus ce sont des lâches !

Il y a de cela longtemps déjà, un dimanche matin je me baladais sur une route déserte, quand soudain un mec en moto passa tout près de moi et m'asséna un grand coup sur la tête. Je te passe les deux ou trois fois où une vingtaine de pécheurs enragés armés de machettes cognaient sur le portail du jardin en jurant de me balancer à la mer après m'avoir coupé en morceaux. Tu sais quelle a été ma réaction. Je me suis pointé derrière le portail qui était imposant, et je leur ai dit d'aller se faire foutre et que j'en tuerais quelques-uns avant qu'ils aient ma peau, cela les a calmés apparemment.

Tiens, je me souviens qu'un jour en France j'avais été emmerder sur la route par un cinglé, le mec m'a forcé à m'arrêter, il est sorti de sa bagnole avec un flingue à la main. Cela m'a calmé ! Si j'en avais eu un, je lui aurais tiré dessus me connaissant, légitime défense !

Toujours en bagnole, j'avais acheté un R18 de base, lancé sur une ligne droite dans une descente, j'ai voulu voir ce qu'elle avait dans le ventre, j'étais en train d'exploser le compteur à plus de 185 km/h, quand j'ai senti que la voiture décollait ou se mettait à voler, c'était comme si le train avant se soulevait, j'ai levé le pied aussitôt pressentant le danger.

Un retour de Chamonix en Golfe 1600, pied sur le plancher même dans les courbes sur l'autoroute, là aussi, compteur explosé aux environs de 220 km/h, un peu moins en réalité, là je me sentais en sécurité, j'avais l'impression que par la vitesse la voiture était plaquée à la route et qu'elle ne pourrait pas en sortir, c'était une bonne bagnole !

En revanche, sur la même route j'ai fait la même expérience avec une R14 et je me suis fait peur, dans une courbe le volant s'est mis dangereusement à vibrer, j'ai vu le moment où je ne pourrais plus le tenir et où on allait se foutre en l'air, j'ai ralenti aussitôt.

En ski, c'est quand j'étais au centre d'apprentissage de la RNUR (Régie Nationale des Usines Renault) à Boulogne Billancourt, je bastion de la classe ouvrière. Au bout de 8 jours je descendais une piste marron ou noire et en suivant des Canadiens avec lesquels on avait

sympathisé, je m'offris un énorme saut par-dessus le toit d'un refuge abandonné.

10 ans plus tard environ, je me retrouvai à nouveau sur des skis, sauf que là cela ne se passa pas très bien. La nuit précédente avait été particulièrement froide, je montais le plus haut possible pour rester sur les skis le plus longtemps possible, je croyais que la descente se passerait comme autrefois, mais comme la piste était complètement gelée, impossible de rester debout, je me cassais la gueule tous les dix mètres. Et là pour le coup je crois bien que c'était une piste noire. La montagne était abrupte et la piste passait juste à côté du précipice, il suffisait de ne pas pouvoir prendre le virage à temps ou d'aller tout droit pour finir en morceaux quelques centaines de mètres plus bas fracasser sur les rochers. J'eus si peur, que je me mis un temps infini à redescendre sur le cul pratiquement jusqu'en bas !

Maintenant qu'on est vieux, on peut raconter les conneries qu'on a faites sans craindre de se faire réprimander puisqu'il n'y a plus personne autour de nous.

- Suite à ce que je t'ai écrit ces derniers jours, il faudrait aussi régler le cas des apolitiques, de ceux qui professent "le bien-être intérieur", "l'harmonie ou la paix intérieure" et autres conneries du même genre, exaltant l'individualisme, comme si c'était nécessaire, qui veulent faire croire qu'on peut vivre heureux dans une telle société de merde, autrement en ignorant la misère ou la souffrance humaine, ils ne se rendent même pas compte à quel point c'est misérable, ignoble.

Il faut donc leur foutre le nez dans leur merde pour qu'ils s'aperçoivent à quel point ça pue ou ils sont répugnants, puants !

Tu vois Paul, quand on s'évertue à chercher à comprendre ce qui se passe au lieu de juger les autres, on acquiert une certaine sérénité.

Tous les jours je lis des commentaires de gens haineux envers des gens qui sont comme toi ou moi finalement ou comme eux. Ils les traitent de moutons ou de cons, moi je préfère essayer de comprendre pourquoi ils sont ainsi, parce que je ne sais pas tout, loin s'en faut, et c'est gratifiant ou cela procure du plaisir d'élever son niveau de conscience même si c'est insuffisant pour changer les gens ou le monde, mais au moins j'ai l'impression d'être déjà moins con que ce que j'étais la veille. Je crois qu'il faut commencer par-là, et on se sent tout de suite mieux, on garde espoir, on se dit que c'est possible. Il n'y a pas de mal à se faire du bien quand c'est pour la bonne cause, nous sont des hommes vulnérables comme n'importe qui après tout, non ?

Tiens, un dernier mot.

J'ai regardé une vidéo de FranceSoir consacré à un sociologue, professeur à la Sorbonne à la retraite, Michel Maffesoli, je te mets le lien plus loin si cela t'intéresse. Son truc tordu ou la conclusion de 40 ans d'études, "le nous et vivre ensemble" dans lequel résiderait notre avenir ou l'issue à la crise dans laquelle l'humanité est entrée, et tu sais ce qui l'incarnerait le mieux selon lui, ce serait les réseaux sociaux qui, à l'instar des ONG qui ont servi à mieux casser, disloquer, atomiser le mouvement ouvrier, la classe ouvrière devenue particulièrement vulnérable ou sans défense depuis. Les réseaux sociaux étant plus que malsains, puisqu'ils permettent à des personnes particulièrement vulnérables psychologiquement ou déjà déséquilibrés mentalement de laisser libre cours à tous leurs délires ou de les alimenter, les partager...

Si chez certains cela peut agir comme une thérapie, sans une prise de conscience de l'ensemble de ce processus, il est à prévoir que le bénéfice qu'ils en tireront à titre individuel sera mince ou inexistant à l'arrivée ou pire dans certains cas.

Et quant au profit à en attendre sur le plan collectif, il ne faut pas rêver, sans direction politique ils seront récupérés, ils se feront manipulés ou instrumentalisés, car il ne faut pas oublier qu'aucun blogueur indépendant n'a jamais émergé dans les réseaux dits sociaux, on s'est aperçu que tous ceux qui avaient été montés en épingle par les médias en Tunisie, Egypte, Libye, Syrie, Irak, etc. qui auraient été à l'origine de mouvements de masse officiaient depuis Londres, les Etats-Unis, le Qatar ou qu'ils étaient liés à différents services de renseignement, y compris occidentaux, donc rien à attendre de ce côté-là. On peut ajouter, un extrait tiré du texte accompagnant une vidéo du Conseil scientifique indépendant

---

- La Vidéo du CSI n°7 a été censurée le 03/06/2021

La vidéo du CSI n°6 a été censurée le 27/04/2021

La vidéo du CSI n°2 a été censurée le 22/04

La vidéo du Dr Hélène Banoun du 19/04 présentant les suivis épidémiologiques du réseau public national Sentinelles a été censurée le 22/04 par Youtube.

Le discours public du Dr Fouché à Nîmes 24/04 a été censuré sur youtube.

Il y a encore eu 5 censures supplémentaires que nous ne détaillons pas ici.

(https://www.youtube.com/watch?v=hdS1z5emUT8)

Voilà pour l'avenir prometteur du "nous et vivre ensemble" grâce aux réseaux dits sociaux.

Tu auras compris qu'une nouvelle fois il s'agissait de détourner les masses de la lutte des classes ou de toute action ou tout regroupement collectif du mouvement ouvrier dans le cadre de la lutte des classes.

Nos dirigeants devraient combattre cette tendance, mais ils ne le feront pas. Ce qui leur importe, c'est que ceux qui les rejoignent se comportent comme dans une secte, qui ignore ou méprise tout ce qui existe à côté ou en dehors d'elle, c'est le meilleur moyen de les tenir ensuite ou de les conditionner à leur guise, d'en faire des bénis oui-oui, des fanatiques....

Je te laisse, je viens de recevoir des courriels curieux, trois d'un coup directement du Dr. Maudrux, il me demande apparemment de l'aider, je n'ai pas bien saisi de quoi il s'agit, suivre les commentaires ou les répertorier pour s'en servir dans un prochain article ou un truc comme ça. A plus. Selvie est de retour, ouf !

https://www.francesoir.fr/videos-le-defi-de-la-verite/maffesoli?utm_source=NL

- Avant de passer au plat de résistance (dans tous les sens du terme !), un article qui est une mine d'or, là non plus sans jeu de mots, je vais le placer dans la rubrique des articles qui servent de référence. Je le trouve génial !

Angleterre, États-Unis, Palestine, Rhodésie, France, Mexique… La politique à la solde de banquiers par Maryse Laurence Lewis - Mondialisation.ca, 11 juin 2021

https://www.mondialisation.ca/angleterre-etats-unis-palestine-rhodesie-france-mexique-la-politique-a-la-solde-de-banquiers/5657249

Paul, si je faisais autre chose qu'actualiser le portail à partir de l'actualité, voilà le genre d'activités politiques que je pourrais avoir. Je suis en mesure de démonter n'importe quelle mystification, cependant il y en a trop pour prétendre en venir à bout ! C'est plus intéressant et gratifiant pour moi, car cela montre que je suis parfaitement capable de traiter un sujet à fond ou que je sais de quoi je parle, ce dont la plupart des lecteurs ou militants doutent.

Je crois que j'utile mal mes capacités, sans les surestimer évidemment, et c'est une grave erreur politique. Toujours est-il que je ne suis pas un intellectuel et j'ai une mémoire épouvantable, aussi la rédaction d'un article me prends beaucoup de temps, une à plusieurs heures minimums.

Discuter avec quelqu'un va beaucoup plus vite ou nécessite beaucoup moins de temps. Il suffit de comparer le temps qu'il m'a fallu pour rédiger l'article ci-dessous, le mettre en forme, le taper au clavier, le relire et le modifier, une fois, deux fois ou plus, le relire chaque fois, et le temps qu'il faut pour le lire, environ 5 minutes à peine, pour comprendre devant quel handicap je me trouve en ne pouvant pas rencontrer les lecteurs ou échanger avec eux.

A la limite mon travail ne sert à rien, car je n'ai aucun moyen de contrôler ce que les lecteurs comprennent en lisant mes causeries, ce qui est possible en revanche lors d'une discussion loyale ou d'un échange sincère.

Quand tu as une personne en face de toi, tu peux créer un climat particulier qui favorisera l'échange ou le partage des idées, en faisant en sorte qu'il existe une sorte d'égalité ou de réciprocité entre toi et cette personne, de manière à ce que chacun soit en confiance et puisse s'exprimer librement. A partir de là, l'un et l'autre seront susceptibles d'en apprendre autant de l'un comme de l'autre, parce que cet exercice profitera aux deux parties à la fois, et là où c'est extrêmement bénéfique, c'est qu'à aucun moment il ne sera question de convaincre l'autre de quoi que ce soit, et chacun sera amené naturellement à prendre conscience de son propre niveau de conscience ou de connaissance, de son ignorance aussi, et donc de tirer profit de cet échange indépendamment des conclusions auxquelles les protagonistes arriveront, partageront ou non.

Si nous recrutions des travailleurs ou si nous avions un parti, nous formerions les militants à ce genre de rapports qui les aideraient à progresser rapidement. Nous veillerions à qu'ils les mettent en pratique, c'est extrêmement important, car on fait sauter au fur et à mesure tous les a priori, idées reçus, tabous, croyances, dogmes qu'on a pu emmagasiner dans le passé ou depuis notre plus tendre enfance, et on devient véritablement des hommes ou des femmes libres, qui savent ce qu'ils pensent et pourquoi ils le pensent, et donc être en mesure de défendre leurs idées, etc. et cela est valable pour l'ensemble de leur comportement dans la vie quotidienne. Donc cela ne pourrait que les aider à mieux pouvoir la supporter, cela les soulagerait et leur rendrait la vie plus agréable sans que fondamentalement rien n'ait changé autour d'eux, sauf peut-être le regard que porterait désormais sur eux leur entourage, qui leur découvrirait des qualités qu'ils ne leur soupçonnaient pas...

C'est quand j'ai eu 19 ans que j'ai commencé à percevoir que pour progresser il fallait absolument se regarder en face, mais comme il y a toujours une part d'inconscience qui nous en empêche, j'ai réalisé que c'était en observant et en écoutant les autres chez lesquels cet obstacle se manifestait aussi et à leur insu, qu'on pourrait parvenir à s'en débarrasser, parce que quelque part nous sommes tous semblables, bien qu'unique. Il m'aura fallu près de 40 ans pour parvenir à un résultat à peu près satisfaisant, parce que personne ne m'a aidé à progresser, parmi les personnes dont cela aurait dû être le devoir, ceux qui osent parler en notre nom et dans lesquels il est impossible de se reconnaître, bien au contraire, tout aura été fait pour que j'abandonne cet objectif. Mais pas seulement, j'ai commis beaucoup d'erreurs, j'ai fait des choix malheureux, je me suis fourvoyé, j'ai même failli renier mon engagement de lutter jusqu'à mon dernier souffle contre l'ignorance, par chance je me suis rattrapé in extremis à partir du 11 septembre 2001, le jour où j'allais obtenir mon premier et unique diplôme universitaire, à 46 ans, c'était aussi le jour de mon anniversaire, tu parles d'un cadeau, la vie est remplie de tels paradoxes, pour le meilleur parfois.

C'est cette expérience que je tenais à partager avec les lecteurs, sachant qu'ils pourraient parvenir aux mêmes résultats que moi en quelques mois seulement, peut-être moins, mais il faudrait plus de temps pour consolider cet acquis, l'améliorer encore et encore, à la manière d'un scientifique pour lequel rien ou presque n'est acquis définitivement.

Que ma démarche demeure incomprise, bien qu'elle soit bénéfique et qu'elle l'ait prouvé, j'ai essayé d'expliquer pourquoi personne n'en était finalement responsable, sinon peut-être moi pour ne pas l'avoir suffisamment mise en valeur, et puis je crois que m'exprimer à tort et à travers n'a rien arrangé, car cela pouvait prêter à bien des confusions ou être interprété de travers, ce que je regrette maintenant, bien que cela ait été le seul moyen à ma disposition pour rompre l'isolement qui me pesait, quand on n'a personne avec qui parler et qu'on dispose d'une tribune où on peut se lâcher, il arrive qu'on parle beaucoup trop ou pas assez...

QUATRIEME PARTIE. COMMENTAIRES PUBLIÉS DANS LE BLOG DU DR. MAUDRUX

Vous constaterez que je ne me renie pas, je ne lâche rien et généralement je réfléchis longuement avant de publier un commentaire, sa rédaction me prend beaucoup de temps. Rien ni personne ne m'impressionne. Pourquoi je n'interviens pas ailleurs ? Parce que partout je suis censuré systématiquement.

- Répondre à Michèle S

“En fait, télé, face de bouc, QR code.. ne gênent que ceux qui les regardent, n’influent que sur eux. ”

Seulement, vous en êtes sures ?

C’est étrange, j’avais cru comprendre qu’ils étaient la majorité, et que sans cette majorité maintenue dans l’ignorance ce régime monstrueux ne tiendrait pas un jour supplémentaire, non ? Comme quoi non seulement ils comptent, ils sont déterminants, et en tant que tels ils contribuent à nous pourrir la vie. Ne serait-ce pas cela plutôt la réalité ?

J’ai l’impression désagréable d’être l’empêcheur de tourner en rond, qui fait chier tout le monde avec ses commentaires déplacés qui ramènent sans cesse à la réalité que personne ou presque ne veut réellement voir et bien davantage encore. Je perds mon temps.

- Répondre à cata

On peut tout aussi bien ne rien avoir étudié du tout au cours de sa vie et avoir un avis sur tout, autorisé de préférence, même que de nos jours c’est fortement recommandé !

- Répondre à Michèle S

Ma mère de 86 ans décédée le 3 avril 2020, a été déclarée morte de la Covid, alors qu’elle était hospitalisée depuis un mois et dans le coma depuis une semaine, son pronostic vital était engagé, son certificat de décès est donc un faux. Je tiens cela de ma sœur cadette.

Tous ces chiffres ne veulent rien dire, une multiple de témoignages le prouvent. De plus, si ces 110 000 personnes avaient reçu un traitement précoce, 85, 90, 95% d’entre elles ne seraient pas mortes à ce moment-là ou dans ces conditions-là et certaines seraient encore en vie aujourd’hui.

Elles ne sont donc pas mortes de cette maladie, mais de non-assistance à personne en danger du fait des monstres de cruauté qui gouvernent ce pays, qui les ont sciemment ou froidement assassinées.

Tout le monde comprendra pourquoi il revient aux lecteurs d’apporter cette précision et de s’y tenir, là c’est déjà beaucoup plus difficile pour certains, tant la réalité est violente, cruelle, sordide et vient heurter leurs certitudes, convictions, croyances.

- Répondre à Jacques Ghémard notamment

Si je devais me fier à vous, qui par ailleurs m'aviez reproché de ne pas avoir fait mon service militaire (9 juin 2021), je crois bien que je n'aurais jamais commencé à réfléchir ou à chercher à comprendre quoi que ce soit ! Gardez vos leçons pour vous, et ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit.

Ce que j'ai voulu dire à propos de la télévision, c'est que si elle avait dû rendre la population moins ignorante, cela se saurait depuis le temps, mais peut-être vous êtes-vous senti directement concerné !

La plupart des gens ont un avis définitif sur tout, sans n'avoir jamais rien étudié sérieusement de préférence, ce qui en font des êtres bornés, stupides et qui plus est autoritaires, effectivement, ils ne leur manquent plus qu'un uniforme pour nous montrer de quoi ils sont capables.

Apparemment, et c'est tout à fait stupéfiant, il ne viendrait à l'esprit de personne (ou presque) d'envisager que le développement des sciences soumis à un régime malfaisant, mafieux et criminel, pourrait un jour faire planer une grave menace sur l'existence de l'humanité, au point de cautionner toutes les applications technologiques qui en découlent, décrétées forcément utiles ou indispensables, comme si on n'aurait jamais pu continuer à vivre et à s'en passer, en émettant pour faire bonne mesure quelques réserves de pure forme, qui servent au mieux à justifier démagogiquement notre ralliement à un régime que l'on juge par ailleurs fort peu recommandable, au pire à le camoufler

hypocritement, de manière à n'apparaître ni comme un de ses opposants ni comme un de ses partisans et avoir la conscience tranquille, à quel prix !

Eh oui, les sciences et les technologies suspendues en l'air miraculeusement ne résistent pas à la loi de la pesanteur ! Eh oui, le QR Code au-delà de son caractère purement mercantile, a aussi une signification politique ou idéologique, que cela vous plaise ou non !

- Après avoir lu plus loin les commentaires sur le QR Code, j'avais rédigé un long commentaire au vitriol que je n'ose même pas poster, tellement il était à contre-courant de l'euphorie ambiante, quel magnifique bêlement !

Le QR Code, il est clair dorénavant que c'est la clé, le passage obligé pour mettre en place l'identité et la dictature numérique ou un modèle de société basé sur ce principe, donc totalitaire. On devrait donc tout faire pour freiner sa prolifération dans la société à défaut de pouvoir la stopper, éviter tout du moins d'en faire la promotion, et au lieu de cela, c'est exactement à l'inverse auquel on assiste ! Je me demande quelle est la principale faiblesse de l'homme, l'ignorance ou la malhonnêteté ou une combinaison des deux.

Cela me fait penser à la télévision qui a suscité un engouement universel pendant plus d'un demi-siècle, pour finir par être clouée au pilori, trop tard, par ceux qui justement aujourd'hui vouent un culte aux nouvelles technologies et autres réseaux dits sociaux, comme quoi ils n'ont tiré aucune leçon des épisodes précédents et n'ont jamais progressé. Ceci doit expliquer cela. Je me demande ce que je fous ici, franchement, à part perdre mon temps !

- Mon commentaire plus haut a décidément du sens...

Je crois que des milliers de personnes ou beaucoup plus sont désabusées ou désillusionnées comme vous, comme quoi cette crise est salutaire, elle décrasse les neurones ou permet d'y voir plus clair, tant mieux. Mais vous n'êtes pas encore au bout de vos peines ou déconvenues.

Dans un registre à peine différent, il y a tous ceux qui pendant des mois ou plus ont voulu absolument croire que Macron et son gouvernement avaient commis des erreurs, qu'ils avaient été mal informés, qu'ils n'étaient pas de la partie et qu'il fallait les comprendre ou faire preuve de tolérance envers eux, patati et patata pour en arriver finalement à admettre qu'ils ont agit délibérément, idem pour les médias et l'ensemble des partis politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche, les syndicats, les ONG, y compris la plupart des médias dits alternatifs, sauf le Réseau Voltaire à ma connaissance, dès lors il ne reste plus que des citoyens isolés appartenant à différentes classes sociales pour s'opposer à cette monstrueuse imposture, donc privés de toute structure pour parler d'une même voix et défendre les intérêts de l'ensemble de la population opprimée, donc réduits à l'impuissance, à écrire des commentaires dans des blogs pour se soulager, se rassurer ou en guise de thérapie face à ce cauchemar...

Vous me direz que des médecins se sont organisés. Effectivement, mais soit leurs étiquettes politiques ne jouent pas vraiment en leur faveur, soit ils se sont entourés de personnages politiques qui servent plutôt de repoussoirs pour la même raison ou pire encore. Quant aux médecins les plus connus qui se sont dressés plus ou moins contre la politique sanitaire de Macron, ils préfèrent la jouer en solitaire plutôt que collective, ils refusent d'apparaître comme des meneurs de foules remettant en cause la légitimité d'un régime qu'ils savent criminel, parce qu'ils y demeurent idéologiquement soumis, ou rien ne dit dans le meilleur des cas qu'ils sauraient s'y prendre pour faire autrement, admettons-le bien que je n'y croie pas.

Vous, nous, sommes donc seuls et livrés sans défense à nos bourreaux, qui n'attendent plus qu'une occasion favorable pour nous achever. Oui, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, on avait l'habitude de le répéter sans cesse autrefois au sein du mouvement ouvrier, vous savez, c'est comme les pacifistes en temps de paix qui deviennent des va-t-en-guerre en temps de guerre, mais la formule consacrée ou plutôt le constat demeure valable.

Voilà des éléments qui devraient faire réfléchir. Le temps des croyances, des tergiversations, des hésitations, des demi-mesures, des conciliations ou des compromis, des illusions est définitivement terminé, soit on en prend acte et on aura une chance de s'en sortir collectivement, soit la société sera condamnée à dégénérer indéfiniment et la civilisation humaine appartiendra au passé.

- Je ne crois pas en la soudaine prise de conscience individuelle. Elle n’a absolument aucune valeur ou ne servira à strictement rien la plupart du temps, si ensuite on ne remonte pas à l’origine de ce qu’on a pu croire ou faire parfois durant toute une vie. Car, comment l’admettre ou l’assumer, notre amour propre nous l’interdit, il est trop mal placé en général pour qu’on parvienne à en tirer des leçons pratiques. Par expérience, on sait qu’il en faut beaucoup plus pour modifier radicalement l’état d’esprit d’un homme ou d’une femme, pour le meilleur bien entendu.

Bref, force est de constater que cette mystification fonctionne à merveille depuis des lustres. Elle ne fonctionne pas toute seule quand même, alors à qui la faute ? Ne répondez pas tous à la fois surtout ! Pas spécialement ici, mais un peu partout on peut lire le genre de réflexions désabusées suivantes : J’ai lu tel ou tel canard ou j’y ai été abonné pendant des décennies, et puis un beau matin je me suis aperçu que c’était une belle saloperie… alors que des saloperies plus grosses les unes que les autres, il n’avait pas cessé d’en imprimer !

La fonction des médias n’a jamais été d’informer la population ou de rendre compte de la situation ou de la réalité, mais de la manipuler ou la trafiquer pour la conditionner, pour maintenir le peuple dans l’ignorance, afin qu’il adopte la politique mise en oeuvre par ceux qui gouvernent

ou mieux encore, qu'il y collabore, condition qui permet de garantir la stabilité politique du régime en place.

Ceux qui les ménagent y trouvent forcément leur compte et peuvent ainsi soulager leur mauvaise conscience. Selon le concept démagogique communément admis, toute chose comporterait des avantages et des inconvénients, sans préciser pour qui de préférence, et pour cause, ce qui leur fait dire qu'il faut de tout pour faire un monde, des oppresseurs et des opprimés par exemple, autrement dit ces médias possèdent autant de qualités et de défauts qu'un banquier ou un miséreux, un boursicoteur ou un rentier qu'un salarié, un maître que ses esclaves, ce serait donc leur faire un procès d'intention injuste d'en conclure qu'ils possèdent un pouvoir de nuisance incompatible avec l'exercice de la démocratie. Les pires en la matière sont les acteurs politiques qui les critiquent pour s'empresser ensuite de faire leur mea-culpa, ils sont répugnants.

Je ne pense pas que cet article apportera grand-chose s'agissant de l'Ivermectine, parce qu'on est en présence d'une entreprise malveillante de nature négationniste, contre laquelle tout argument demeurera toujours impuissant, surtout chez ceux qui a priori refusent de l'admettre parce qu'ils sont conditionnés ou y trouvent leur intérêt.

Selon mon expérience au Tamil Nadu, dans une maison où vivent en permanence 11 personnes de 6 à 80 ans, où deux adultes ont été contaminés et traités au bout de quelques jours avec de l'Ivermectine, Azithromycine, zinc et vitamine D, rétablis chacun en 48 heures, personne d'autre n'a été contaminé, y compris parmi les nombreux membres de leur famille qui leur ont rendu visite ou leurs voisins.

Donc contrairement à ce qu'a affirmé péremptoirement Le Figaro, l'Ivermectine donnée précocement permet de traiter la Covid, et on peut en déduire raisonnablement que cela permet de réduire le nombre de personnes infectées et ainsi de suite, particulièrement en en distribuant aux personnes contactes et en isolant les malades pendant une dizaine de jours.

Ce témoignage constitue une preuve matérielle irréfutable, dès lors la contester ne serait plus du domaine de la réalité, mais de la croyance ou de la démence, incurable.

- Répondre à boumboum

GoodVibes – Des Sénateurs US déclarent que la version officielle de la crise covid-19 est un mensonge !

Le Sénat américain expose la complicité des médias et des réseaux sociaux dans la propagande autour du covid. L'étau se resserre aux Etats-Unis.

Un lieu commun, la plupart des Américains le savaient ou s'en doutaient… et s'en foutaient, ils savent qu'ils vivent dans une société totalement dégénérée, au mieux il était bon de leur rappeler. Apparemment, en dehors des Etats-Unis, on fait semblant de l'ignorer, c'est tout aussi grave ou préoccupant.

Les scandales révélés aux Etats-Unis depuis un siècle n'ont jamais changé quoi que ce soit, ils ont tout juste servi à entretenir l'illusion que le régime serait réformable. Et cela continue, pour se discréditer on ne fait pas mieux.

https://fr.news.yahoo.com/r%C3%A9publicains-exigent-renvoi-populaire-conseiller-214251902.html

Leurs biographies qui figurent sur Wikipédia, bien que bidouillées, n'en laissent pas moins paraître que ce sont des conservateurs populistes dégénérés, tout comme d'ailleurs les démocrates…

Yahoo.com – Ce texte n'a aucune chance d'être approuvé dans un Congrès contrôlé par les démocrates.

C'est pourquoi cela sort maintenant…

Yahoo.com – La directrice d'un des laboratoires de cet Institut, Shi Zhengli, a rejeté ces accusations de manipulations génétiques dangereuses, dans un entretien publié lundi par le New York Times.

Le porte-parole de l'Etat profond veille…

Yahoo.com – "Il y a un mot pour cela: une arme biologique", a lancé Marjorie Taylor Greene. "Avons-nous tous été victimes d'une arme biologique? Nous exigeons des réponses et le Dr Fauci doit en donner".

Et puis cela permet d'entretenir la sinophobie et de détourner l'attention des Américains…

Cela devrait permettre d'alimenter la haine contre "l'ennemi chinois" ou de cautionner le budget relatif au redéploiement du Pentagone en Asie, à défaut de guerre, c'est toujours mieux que rien ! Surtout que pendant ce temps-là, on perd le nôtre !

Suivre l'info en continue relève décidément de la folie ! Je vais laisser tomber ce truc malsain.

- Répondre à ANTONIN47

Il y a de quoi être plus que perplexe en effet, c'est un euphémisme.

Si j'ai bien compris ce que vous avez voulu dire, quand les dés sont pipés ou quand deux parties ont accepté une règle, et que l'une des

deux ne la respecte pas ou la modifie unilatéralement, l'autre partie n'est plus liée par cette règle ou elle est libérée de toute obligation ou contrainte, elle peut donc agir à sa convenance ou faire valoir ses propres intérêts sans avoir rien à se reprocher ou avoir de compte à rendre à quiconque.

On pourrait tout aussi bien dire que, lorsqu'une règle ne respecte pas le principe de loyauté et donc comporte un vice, la retenir ou l'imposer relève de l'autoritarisme, d'un abus de pouvoir, et personne n'est tenu de la respecter.

On discute des molécules ou des protocoles qui existent pour traiter la Covid-19 et des vaccins comme s'ils figuraient sur un pied d'égalité, or cela n'a jamais été le cas. Les uns sont censurés ou quasiment interdits et diabolisés, les autres promus et idéalisés. De plus, c'est faire preuve de complaisance que d'admettre qu'ils seraient complémentaires, car dans la mesure où des traitements efficaces et sans danger existent, la vaccination qui présente toujours un risque ne se justifie nullement. Quand vous tombez malade et que votre médecin vous dit que vous avez le choix entre suivre un traitement éprouvé ou passer sur le billard, hésitez-vous une seconde ?

Le plus dingue dans cette histoire, c'est qu'on en oublie que ceux qui sont à l'origine de ces vaccins, sont des organisations mafieuses et criminelles, condamnées une multitude de fois par les tribunaux, et qui trimballent déjà derrière elles des centaines de milliers ou des millions de morts ou d'handicapés à vie. A force de vouloir tout justifier, on finit par justifier n'importe quoi ou l'injustifiable. Comment des gens éduqués ou instruits, intellectuellement développés, peuvent-ils en arriver à cette aberration ? On connaît la réponse, mais ce serait trop long à expliquer ici. Le monde d'avant, d'aujourd'hui ou d'après, c'est bien le même, il n'y a pas de doute à avoir.

- Répondre à Cohen

Deux commentaires relevés à la suite de cet article dans Le Figaro

– Juste une expérience; j'ai attrapé le covid début mai 2021 et après 3j, j'avais du mal à respirer. L'hôpital (en Suisse) me diagnostique une pneumonie et me propose de signer une décharge pour un traitement qui marche mais non approuvé: ivermectine, antibio, vitamine C,D, anti-coagulant, cortisone, zinc. 3 jours après, j'étais guéri et il m'est évident que cela m'a évité l'hospitalisation. Ce qui est étonnant, c'est le silence autour de ce traitement qui marche.

– Dans cette histoire on ne peut apporter que son témoignage: un phlébologue que j'ai consulté a attrapé le covid il y a deux mois, l'ivermectine l'a bien soulagé "en deux jours" a-t-il dit et il l'a conseillé à une consoeur touchée par le virus elle aussi, il m'a dit qu'elle avait guérie en peu de temps également et m'a proposé de me faire une ordonnance de ce médicament si j'étais touché par le virus. Voilà: juste un témoignage.

- J'ai oublié de mentionner, que l'immense majorité des abonnés du Figaro ayant posté un commentaire avaient fait preuve de lucidité ou avaient condamné l'orientation négationniste de l'auteur (Cécile Thibert) de cet article.

Le temps joue en notre faveur, comme toujours en cas de guerre…

- Démonstration simple, claire et précise, imparable, pédagogie parfaite à la portée de tous, bravo Dr. Maudrux ! Idem pour votre prestation dans la dernière vidéo du Conseil scientifique indépendant. On aura apprécié au passage la modestie du Dr. Maudrux.

Dès lors, il n'y a que des idiots ou des personnes particulièrement malveillantes ou malintentionnées pour ne pas admettre qu'à ce jour l'Ivermectine est la molécule la plus efficace pour combattre la Covid-19 et ses variants (elle n'est pas la seule), au regard de l'expérience acquise auprès de centaines de millions de personnes dans le monde, ce qui constitue une preuve matérielle vérifiable ou incontestable. Cela permet de conclure, que la rhétorique adoptée depuis plus d'un an par les acteurs ou autorités politiques, les autorités sanitaires nationales ou internationales, ainsi que leurs armées de larbins médiatiques, qui consiste encore et toujours à nier cette évidence et à affirmer qu'il n'existerait pas de traitement contre la Covid-19 et ses variants tout en déconseillant l'emploi de l'Ivermectine, que ce discours aux conséquences dramatiques ou désastreuses relève purement et simplement de la malveillance, du mensonge, et force est d'en déduire que les intentions de ses auteurs n'ont absolument rien à voir avec la santé de la population, et qu'ils sont guidés uniquement par des intérêts tout bonnement politiques (donc économiques sur fond de corruption) et criminelles.

Quelques corrections et précisions (anodines).

– On a bientôt la même courbe pour des (les) deux.

– …et l'un (un) massivement traité

– …il est normal que le nombre de cas grimpe (fois) plus vite.

Les proportions demeurent les mêmes (pour les puristes ou chicaneurs).

– Sur la base du dernier recensement en 2011, 199,812,341 habitants en Uttar Pradesh, en 2021 il y aurait 234,969,561 habitants.

– Sur la base du dernier recensement en 2011, 72,147,030 habitants au Tamil Nadu, en 2021 il y aurait 82,722,262 habitants.

Every year Tamil Nadu adds 1.5% more people to its population which is considered as a decent growth as compared to other states of India. https://www.indiaonlinepages.com/population/tamil-nadu-population.html

---

- Deux commentaires relevés à la suite de cet article dans Le Figaro

– Juste une expérience; j'ai attrapé le covid début mai 2021 et après 3j, j'avais du mal à respirer. L'hôpital (en Suisse) me diagnostique une pneumonie et me propose de signer une décharge pour un traitement qui marche mais non approuvé: ivermectine, antibio, vitamine C,D, anti-coagulant, cortisone, zinc. 3 jours après, j'étais guéri et il m'est évident que cela m'a évité l'hospitalisation. Ce qui est étonnant, c'est le silence autour de ce traitement qui marche.

– Dans cette histoire on ne peut apporter que son témoignage: un phlébologue que j'ai consulté a attrapé le covid il y a deux mois, l'ivermectine l'a bien soulagé "en deux jours" a-t-il dit et il l'a conseillé à une consoeur touchée par le virus elle aussi, il m'a dit qu'elle avait guérie en peu de temps également et m'a proposé de me faire une ordonnance de ce médicament si j'étais touché par le virus. Voilà: juste un témoignage.

- J'ai oublié de mentionner, que l'immense majorité des abonnés du Figaro ayant posté un commentaire avaient fait preuve de lucidité ou avaient condamné l'orientation négationniste de l'auteur (Cécile Thibert) de cet article.

Le temps joue en notre faveur, comme toujours en cas de guerre…

- Le "microbe" était déjà dans le fruit.

- Des années auparavant, celui qui fut proche de Pfizer et Sanofi, deux gigantesques entreprises pharmaceutiques, reçut de ses collègues un sobriquet prémonitoire : le microbe!

JCT - De qui s'agissait-il ? Macron dit aussi la tête à claques.

https://www.mondialisation.ca/angleterre-etats-unis-palestine-rhodesie-france-mexique-la-politique-a-la-solde-de-banquiers/5657249

Comment l'impensable redevient pensable. Le réveil de monstres endormis. par Matthew Ehret (Strategic Culture 13 juin 2021) - Mondialisation.ca, 08 juin 2021

https://www.mondialisation.ca/comment-limpensable-redevient-pensable-le-reveil-de-monstres-endormis/5657270

- Répondre à Pierre VEYSSIERE et aux commentaires suivants.

Je vous sens tous un peu crispés, qu'est-ce qu'il y a qui ne va pas, hein ? Vous êtes au bord du désespoir ou de la crise de nerf, pour un peu vous deviendriez extrémistes, bon sang contrôlez-vous, je déconne. Imaginez un truc, un truc tout con ou plutôt très simple, trop simple hélas pour être retenu, je vous le livre quand même pour vous rassurer, et là je ne plaisante pas, je vous assure que cela marche, l'histoire l'a prouvé...

Imaginez que nous soyons seulement 5 en France à partager la même analyse de la situation, la même méthode pour interpréter le monde, les mêmes objectifs politiques, les mêmes moyens pour les atteindre, etc. et que nous parvenions chacun à partager nos idées avec 2 personnes par mois, soit 125 la première année. En continuant ainsi, à l'issue de la seconde année nous serions 3 125 ; 78 125 à la fin de la 3è année ; 1 953 125 à la fin de la 4è année... Si 2 personnes vous semble excessif, alors disons 1 et divisons tout cela par 2, on arriverait à près d'1 million la 4è année, autant dire que les jours du régime seraient comptés...

Je n'ai même pas essayé de soumettre cette stratégie à mes petits camarades, ils sont trop bornés, ils végètent et se complaisent ainsi. Qu'en dites-vous ? Et après on nous dit que tout est foutu, c'est ce qu'on veut vous faire croire, mais ce n'est pas le cas. Évidemment il faudrait consacrer une partie de son temps libre à cette activité politique au lieu de se disperser et vouloir être absolument de toutes les batailles, ce qui mène manifestement nulle part, chacun a pu le constater...

J'arrête là, je viens d'apprendre le décès de ma belle-mère. Mon épouse est hospitalisée en France depuis 1 mois, elle rentrera chez elle demain, je ne vais rien lui dire pour le moment, cela l'achèverait... Je dois aller chercher du fric pour régler une partie des obsèques, à la demande de mes beaux-frères qui m'ont tous volé (1 million de roupies), et que je ne fréquente plus depuis des années, ce sera la dernière fois que je casquerai pour cette famille.

- Répondre à Jacques Ghémard

Et pour cause.

Le POID a adopté le Doliprane, la muselière, le vaccin, etc. et la fable de la pandémie, le discours officiel liberticide, il figure parmi les alliés zélés de Macron-OMS-GAVI-Gates-FEM (Davos), comme tous les partis dits ouvriers et syndicats du mouvement ouvrier, la soi-disant gauche et extrême gauche. Mais cela, celui qui se fait appeler Erou ne le dira pas, et pour cause. Parole d'un authentique militant ouvrier se

réclamant du socialisme scientifique, ex-membre de ce courant politique à la fin des années 70 pendant une brève période (3 ans). Ex-syndicaliste FO, représentant du personnel dans les années 80...

- Répondre à Phil sans que cela vous soit destiné particulièrement.

S'ils ne défendaient que cela... mais ils défendent aussi ou surtout l'indéfendable, pourquoi devrait-on l'ignorer ?

Il y en a toujours eu pour s'en accommoder, parce qu'ils en tiraient personnellement profit, se foutant de savoir à quel prix pour ceux qui devraient en subir les conséquences épouvantables, leur bonne conscience était à ce prix-là. Vous me permettrez, s'il vous plaît, de ne pas en être, je les considère infréquentables, je refuse catégoriquement de justifier l'injustifiable, et c'est non négociable. Et je me contrefous des réactions (le mot est bien choisi) que mon commentaire va sans doute déclencher, quoique j'aie déjà eu mon lot plus loin.

Comme quoi je ne ressemble décidément pas à tous ces gens qui s'expriment ici. Si demain Macron décrétait Ivermectine pour tous et abandon de la vaccination, je ne le soutiendrais pas, sans m'y opposer évidemment. Je ne vous expliquerai pas pourquoi, cela ne servirait à rien ou je perdrais mon temps. En revanche, je féliciterais chaleureusement le Dr. Maudrux et tous ceux qui ont défendu le droit de prescrire cette molécule et d'autres.

- A la guerre comme à la guerre.

A l'issue de la première version du SARS-COV-2, en Inde, en mars 2021, il n'y avait eu qu'une soixantaine de milliers de morts, franchement décevant, trop peu. Du coup, ils se sont mis à vacciner frénétiquement tout en balançant ici ou là du Remdesivir, résultat : Un peu plus de 2 mois tard, 359 000 cadavres dénombrés, c'est déjà mieux ou encourageant, comme quoi en y mettant les moyens... Je vous parie qu'au rythme actuel de 6.000 assassinats par jour, ils vont atteindre ou dépasser le demi-million à la fin du mois, enfin une expression qui sonne bien, l'espoir revient de réaliser une vaccination historique, Jai Jai Bharat ! (Vive l'Inde en hindi, je ne connais pas en tamoul, les Tamouls ne se considèrent pas comme Indiens. Ah cela je suis sûr que vous ne le saviez pas !). Surtout que dorénavant ils ont retiré les traitements précoces, histoire de laisser crever ceux qu'ils auraient pu sauver pour une poignée de roupies.

Mais non, tout cela n'est pas programmé, c'est vous qui faites du mauvais esprit. Moi je pense plutôt que c'est leur état d'esprit ou alors c'est bien mal les connaître.

En France et ailleurs, une version d'un virus, une cloche, l'épidémie est en train de s'éteindre naturellement, une piquouze, et hop c'est reparti pour un tour avec un variant du virus, une nouvelle cloche, la seconde épidémie est en train de s'éteindre naturellement, une nouvelle piquouse, et hop c'est reparti avec un second variant du virus, une nouvelle cloche, la troisième épidémie est en train de s'éteindre naturellement, une nouvelle piquouse, et ainsi de suite...

C'est à devenir fou, à moins que la population qui a déjà accepté les épisodes précédents le soit déjà et se résigne aux suivantes, à l'arrivée ils n'auront pas beaucoup d'efforts à fournir pour l'achever ou parvenir à leur fin, la transition numérique totalitaire. Vous vous souvenez peut-être d'un de mes précédents commentaires, (https://blog-gerard.maudrux.fr/2021/06/02/covid-vaccins-et-mithridatisation/#comment-35434) en voici la confirmation.

- Covid-19 : un rapport du Sénat préconise la collecte de données personnelles pour prévenir les crises sanitaires - Publicsenat.fr 3 juin 2021

https://www.publicsenat.fr/article/societe/covid-19-un-rapport-du-senat-preconise-la-collecte-de-donnees-personnelles-pour

Extrait - Les rapporteurs imaginent ainsi plusieurs scénarii selon l'ampleur de l'épidémie : des outils d'information et de coordination face à une crise « modérée », des outils de rappel à l'ordre (type envoi d'un SMS) en cas de situation plus grave, et des mesures plus fortes pour les cas extrêmes, avec par exemple la désactivation du titre de transport ou des comptes bancaires d'une personne qui violerait la quarantaine. Publicsenat.fr 3 juin 2021

Avez-vous déjà regardé des documentaires (donc images et son de l'époque) sur la période qui a précédé les deux guerres mondiales ? Si non, vous avez loupé quelque chose, vous verriez le peuple en train de danser et chanter dans les rues et les troquets, rigoler à tout rompre, se prélassant sur les plages quelques semaines à peine avant de partir à la boucherie. La même insouciance prévaut de nos jours.

Ne demandez pas à un psychologue, psychanalyste, sociologue, anthropologue, philosophe, historien, etc. quelle leçon il en aurait tirée, aucune. Ne serait-on pas en droit de nous demander à quoi ils servent au juste ? Des questions du même genre, on pourrait s'en poser des centaines et on arriverait invariablement à la même conclusion, en aucun cas ils ne servent l'intérêt général. Mais alors, à quoi servent-ils ? Quel est le point commun entre toutes ces périodes, sinon qu'on vit toujours sous le même régime depuis 222 ans, quel bonheur ! On pourrait peut-être envisagé d'en changer sérieusement, non ? Je vous parie que la réponse sera non chez la plupart des gens. C'est suicidaire. Assurément, apparemment l'eugénisme et l'euthanasie n'auront jamais été aussi proches.

- Répondre à ALPARIS

Je ne suis pas médecin. Quel délire tout de même, on a tendance à l'oublier un peu vite !

Extrait d'un courriel de ma fille (40 ans, instit) à la Réunion, je lui avais envoyé un article de presse annonçant une nouvelle épidémie de dengue à la Réunion :

– Oui la dengue semble plus préoccupante ici; elle revient tous les quelques mois. Ça n'a jamais préoccupé personne pourtant.

Tout le monde s'en tape et ils ont raison. Ils vivent avec, comme en France vous viviez sans le savoir entourés d'une multitude de virus et bactéries, mais il a suffi qu'un jour on vous foute la trouille avec, pour que perdiez le peu de raison que vous aviez apparemment, et pour que vous craigniez de mourir subitement du jour au lendemain, et ne dites pas que ce serait humain, c'est exactement le contraire, car vivre en permanence avec cette idée-là en tête compromettrait gravement l'avenir de l'espèce humaine ou des générations à venir, vous êtes en train de le démontrer…

L'homme est mortel, je suis un homme, donc je suis mortel. Non, désormais immortel ! Quelle folie !

Dit autrement.

Les pro vaccins en général en oublient que la prophylaxie et le traitement précoce avec certaines molécules présentent moins de risques et sont plus efficaces et d'un coût dérisoire.

Donc la dernière mode qui consiste à reconnaître que les vaccins n'empêchent pas d'être contaminé et contagieux, tout en leur reconnaissant la vertu de protéger des formes graves de la maladie, tout du moins chez ceux qu'ils n'auront pas tués entre temps, est partagée par les pro vaccins en général, qui finalement n'auront pas grand-chose à craindre des autorités ou ils s'en remettront.

A 65 ans et 9 mois, ma dernière vaccination remonte à 52 ou 53 ans en arrière, et je me demande comment cela se fait-il que je sois encore en vie !

Si quelqu'un connaissant les molécules efficaces contre la Covid-19 et ses variants me disait qu'il avait envie de se faire vacciner ou qu'il venait de se faire vacciner me demandait des conseils, je lui dirais poliment d'aller voir ailleurs, car c'est à cause de gens comme lui qu'ils vont arriver à imposer la vaccination obligatoire (le pass sanitaire) ou son comportement cautionne la propagande gouvernementale, ce qui pour moi est intolérable, autoritaire et liberticide.

Leur dernière trouvaille. Quand les scientifiques sèment la terreur, après le test, le clebs !

Voilà que la Gestapo va sortir ses clébards pour semer la terreur ! Il paraîtrait que leur diagnostic serait fiable à 97%, cela provient peut-être du fait que pratiquement toute la population a été en contact avec le virus d'une manière ou d'une autre. C'est comme s'ils voulaient détecter les fumeurs, de clopes j'entends, ma compagne qui ne fume pas pourrait être testée positive, et quand on leur dirait qu'ils se sont trompés, ils répondraient, non, car elle a bien été en contact avec du tabac puisque vous fumez chez vous, admettez-le, on vous a trouvé c'est l'essentiel, allez, les menottes, au poste !

A force de brader nos libertés pour assurer la sécurité des profits ou des dividendes des actionnaires millionnaires ou milliardaires du CAC40, de la City ou de Wall Street, on va finir en servage. Les plus vieux s'en foutent, ils ne seront plus là pour le vivre, moi non plus, sauf que je ne m'en fous pas du tout. Le culte des anciens, au-delà du respect qu'on leur doit, est la pire croyance qui soit !

- Répondre à sipo et plus.

Vous confondez, semble-t-il, les gens dont je parle, et ceux auxquels je m'adresse, entre ceux qui savent que c'est une mystification et qui du jour au lendemain l'oublient par enchantement, et ceux qui n'en ont jamais eu conscience. Comme il y a ceux qui savent qu'ils existent des molécules efficaces pour traiter la Covid-19, et qui malgré tout finissent par se faire vacciner, et ceux qui l'ignorent et qui se vaccinent croyant bien faire.

Quant à la finalité de cette histoire. Il y a ceux qui en ont eu connaissance et ont vite fait de l'oublier, et il y a ceux qui n'en ont aucune idée, qui ne comprennent pas ce qui se passe tout simplement, donc ils adoptent spontanément la version officielle, et ils rejettent tout autre interprétation.

Ce que j'ai voulu faire ressortir une nouvelle fois, c'est la mauvaise foi, l'hypocrisie, la démagogie, la malhonnêteté, la lâcheté de ceux qui ont parfaitement compris ce qui se passait, et ont retourné leur veste ou font maintenant semblant de ne plus comprendre parce que cela les arrange, leur misérable petit confort individuel compte plus que tout à leurs yeux. Ils ont voulu nous faire croire qu'ils n'étaient pas conformistes, alors qu'en réalité ils n'ont jamais cessé de l'être. Vous ne voudriez pas que je les ménage non plus, comme ceux qui vouent un culte à l'armée et à la guerre, plutôt crever !

- Et moi qui aie osé caractériser ce régime de dictature semi-féodal, en rien démocratique. Un milicien d'extrême droite est aux commandes en Inde, et il est encadré par la NED/CIA (lu il y a quelque temps déjà dans un article du Réseau Voltaire, je crois).

Cela va craindre pour les populations les plus âgés en Asie et en Afrique, en Amérique Latine.

Il va falloir faire disparaître les vieux le plus rapidement possible pour que la transition numérique totalitaire soit efficace. Pensez-vous, la

plupart sont analphabètes, disons les tranches d'âge à partir de 45 ou 50 ans, ma compagne en fait partie et mon épouse aussi, comment voulez-vous qu'elles s'en sortent avec toutes ces applications ? Et puis elles sont trop conservatrices, trop arriérées…

Oui, le programme mondial de vaccination mérite d'être qualifié d'eugéniste, quand on l'admettra enfin, peut-être, qui sait, car rien n'est moins sûr de nos jours et encore moins demain comme on est barré, il sera trop tard, cela en prend le chemin, non ? Tenez, qui ici, dans ce blog, en France ou ailleurs, envisage sérieusement de renverser ce régime néofasciste, personne ou presque, voilà ce qui est le plus terrifiant !

Quant aux recours juridiques, autant dire d'avance et sans prendre de risque, que c'est du domaine de la grande illusion ! C'est comme les promesses électorales, ils n'engagent que ceux qui y croient… et en tirent profit !

Je vais tout de même essayer d'en apprendre davantage sur la situation en Inde. Hier j'ai posté un commentaire dans un journal indien, censuré !

CINQUIEME PARTIE. CORONABUSINESS ET DICTATURE NUMÉRIQUE

En guise d'introduction.

Je vous propose un article de l'anthropologue Jean-Dominique Michel, et la réponse que je lui ai adressée, restée sans réponse, évidemment.

Avant d'entamer cette lecture, il faut que vous sachiez que monsieur Jean-Dominique Michel a donné une conférence à l'IHU de Marseille, et qu'il fait partie du Conseil scientifique indépendant crée par le Dr. Louis Fouché et dont il est le principal animateur. Je ne vous en dis pas davantage, vous déduirez la suite vous-même à cette lecture.

Soutien à Louis Fouché, objet d'attaques hideuses par Jean-Dominique Michel

https://anthropo-logiques.org/soutien-a-louis-fouche-objet-dattaques-hideuses/

Il fallait s'y attendre : une campagne de diffamation et de dénigrement extrêmement violente est en train de s'abattre sur le Dr Louis Fouché, co-fondateur et porte-parole du collectif Réinfo-Covid.

Avec cette convergence de malveillance à laquelle il faut désormais s'habituer entre les puissances capitalistiques les plus mafieuses et la bien-pensance de gôche qui a d'ailleurs toujours historiquement fait le lit des totalitarismes.

Ne sachant que trouver d'intelligent à porter comme critique contre le bonhomme (nous supporterions volontiers en tant qu'opposants un vrai débat d'idées avec de vraies critiques qui nous seraient adressées) voilà qu'on l'accuse d' « être un gourou faisant le lit de l'extrême-droite. »

Ce qui me rappelle le titre stupide et malveillant d'un journaliste de l'Express à mon sujet dans lequel le gratte-papier en question me traitait d' « expert autoproclamé » (au soir d'une carrière professionnelle de 30 ans !) « en guerre contre la science », ceci parce que je me fais un devoir de souligner l'état endémique de corruption qui y prévaut, de notoriété générale !

Au moins le message des gredins est clair : lorsque vous dénoncez la corruption, vous attaquez (au choix) la science ou bien la démocratie. Ce qui devrait -si une aptitude à penser (même modeste) persistait collectivement- s'avérer a contrario pédagogique…

Nous en prenons donc pour nos grades à tour de rôle et c'est actuellement Louis (dans la foulée du déchaînement contre Didier Raoult et l'IHU) qui en fait les frais.

Un moment peut-être décisif

Je comprends que l'homme soit dérangeant. Non seulement parce que sa critique est pertinente et affûtée, mais pour deux raisons supplémentaires : tout d'abord, il l'énonce avec une extrême prévenance et humanité, ce qui fait bizarre dans un monde qui s'est habitué à ce que les hurlement et les anathèmes remplacent le propos. Ensuite, par son aptitude à la pensée complexe, il ringardise de manière sanglante les pontes qui viennent servir une soupe abrutissante sur les plateaux de télévision.

Tout ceci s'inscrit de surcroît dans un moment historique à haute tension : les révélations tirées de la publication des emails d'Anthony Fauci sont bien plus redoutables qu'il y paraît, et méritent bien plus d'intérêt que la minimisation lamentable qu'en font nos médias payés à cette fin.

Car on y voit dans toute sa splendeur (certes noyée dans le style de correspondants qui n'ignorant rien du Freedom of Information Act, y mettent la prudence des formes) le fond de la réalité qui nous détruit depuis quinze mois : une collusion criminelle d'intérêts qui ont verrouillé toute la réponse dite sanitaire grâce à des acteurs comme ceux qui échangent dans ces mails.

Oui, bien sûr, les Fauci et autres Delfraissy ont mis en échec systématiquement les traitements précoces risquant de se montrer efficaces.

Oui, bien sûr, il y a eu une manipulation générale sur l'origine du Sars-CoV-2 et des opérations pour occulter les rôles de l'Institut Pasteur et des laboratoires américains sur les « gains de fonction » produits à Wuhan visant à rendre létaux des virus inoffensifs. Selon le titre d'un article du Daily Mail (que les presses suisses et française n'ont évidemment pas repris) : « Comment le Dr Peter Daszak, expert britannique, a orchestré une campagne d'intimidation et a contraint des scientifiques de haut niveau à signer une lettre adressée à The Lancet visant à

écarter la responsabilité du laboratoire de Wuhan qu'il finançait avec des fonds américains au sujet du Covid-19. »

Et oui, il y a eu un système mafieux fait de chantages et même de menaces contre quiconque oserait transgresser l'omerta, comme en a témoigné le Dr Robert Redfield, ancien directeur du Center for Disease Control américain, qui a reçu des menaces de mort de la part de collègues scientifiques après avoir dit à CNN qu'il pensait que le virus s'était probablement échappé d'un laboratoire. « Je m'attendais à cela de la part des politiciens. Je ne m'y attendais pas de la part de la science. » a-t-il témoigné !

Le tout avec pour conséquences d'avoir laissé mourir des centaines de milliers de personnes qu'il aurait été possible de soigner, ainsi que violenté et conduit à la ruine des milliards d'autres uniquement pour réserver des centaines de milliards de dollars de profit à des compagnies répétitivement criminelles. Et imposer un Great Reset conduisant à la servitude la population mondiale.

Ce scénario criminel, que les médias payés à cette fin ont nié, moqué et vilipendé depuis quinze mois est en train d'exploser à la face de tout le monde comme constituant désormais une hypothèse indiscutable et même à ce stade l'hypothèse forte. Cette explosion n'est pour l'instant contenue que grâce à la complicité active (dès lors elle aussi criminelle) des grandes agences et des groupes de presse, incestueusement maqués avec les intérêts en question.

Bashing

Toute cette dérive a dépendu pour son succès du flingage systématique et diligent des voix osant s'opposer aux aberrations qui nous ont été infligées. Les meilleurs scientifiques et spécialistes ont été traînés dans la boue et humiliés publiquement par leurs homologues au service de la corruption systémique ainsi qu'une presse de caniveau rappelant plus la propagande fasciste qu'un travail journalistique respectant une élémentaire déontologie.

Aujourd'hui encore cette même presse fait feu de tout bois pour occulter ce qui révélerait le pot aux roses et descendre toute opposition – il n'y a qu'à lire les derniers éditoriaux -d'une stupidité et d'une veulerie dont le sublime confine presque à la beauté dans leur registre- de Tamédia ou du Temps sur la votation du 13 juin contre la loi Covid-19…

Le propre de la violence institutionnelle, c'est qu'elle doit s'exercer au vu et au su de tous pour déployer sa pleine puissance pédagogique : les lapidations et les crucifixions avaient lieu aux portes des villes pour que tous ceux qui les franchissaient mesurent bien ce qu'il en coûtait de s'opposer au pouvoir en place.

Les gibets étaient posés et les exécutions avaient lieu la plupart du temps sur les places centrales des villes pour obtenir le même effet.

On aura donc vu une sarabande lamentable de lynchages médiatiques contre les meilleurs experts, qu'il se soit agi du Pr Ioannidis, des Pr Gupta, Battacharya et Kulldorf (les épidémiologistes d'Oxford, Stanford et Harvard à l'origine de la déclaration du Great Barrington), des Pr Raoult et Perronne, ainsi qu'à une moindre échelle de votre modeste serviteur – protégé en quelque sorte par son statut de « menu fretin » : il aura suffi à quelques boîtes de comm' (dont certaine basée en Suisse romande – je sais qui vous êtes les gars !) pour faire croire que j'étais « auto-proclamé » (malgré un CV fort bien fourni) pour que quelques idiots utiles s'en donnent à cœur joie comme ce fut le cas de Bertrand Kiefer (rédacteur de la Revue médicale suisse), le médecin cantonal neuchâtelois ou un ancien directeur des Hôpitaux universitaires de Genève à la réputation pourtant plus que douteuse… ainsi que plusieurs « rédacteurs en chef » romands arrosés par l'état.

Fouché bashing

Aujourd'hui donc, c'est Louis Fouché qui a droit à son lynchage individuel orchestré par des pouvoirs crapuleux. Je sais l'homme suffisamment aligné sur ses valeurs fondamentales et sa sincère abnégation ainsi que suffisamment entouré de bienveillance pour tenir le choc. Pour être passé par là, je ne minimise pas pour autant la brutalité de la haine et de la calomnie qu'il affronte. Je sais par expérience combien un homme est seul dans ces moments-là, même entouré d'amour et d'expressions de soutien.

C'est pourquoi je tiens à faire savoir l'indignation profonde que je ressens face à cette ignominie et ces procédés qui devraient être prohibés et dénoncés comme honteux non seulement en démocratie mais aussi simplement dans toute société cultivant un minimum de dignité.

Louis connaît (je les lui ai exprimés) toute l'admiration et le respect que j'ai pour sa personne et la sincérité de sa motivation. S'il existe un honnête homme en ce bas-monde, c'est bien de Louis Fouché (comme de Vincent Pavan ou de Christian Perronne parmi bien sûr d'innombrables autres) qu'il s'agit.

L'intelligence et l'éthique non-violente du bonhomme sont aussi ébouriffantes que sa coupe de cheveux est ébouriffée -c'est dire. Il dispose ainsi d'une aptitude rare à la pensée complexe, enracinée dans une culture encyclopédique – pour la petite histoire un de ses dadas est l'anthropologie de la technique, domaine dans lequel il m'en remontre aisément comme il en remontrerait à la plupart de mes collègues.

Il dispose de surcroît de cette « rationnalité sensible » dont parle Michel Maffesoli et qui est en quelque sorte à la fois le contraire et l'antidote au rationalisme morbide prévalant actuellement, avec une pseudoscience débile assénée avec fanatisme. Par des corrompus aussi cyniques que leur immoralité le commande ou encore des abrutis faisant penser aux chemises brunes du fascisme de l'avant-guerre, tout heureux de pouvoir conduire des campagnes de harcèlement en toute impunité.

Louis, lui est un homme de bien. Non seulement par qui il est ou ce qu'il énonce, mais aussi par ce qu'il propose. Il sait mieux que quiconque voir au-delà de la crapulerie en cours en gardant son regard posé vers un futur désirable, un futur digne de nos aspirations profondes et de cette humanité à laquelle nous avons à advenir.

Il en pressent les possibles désirables, et sait les communiquer de manière désarçonnante. Là où je suis pour ma part plus un combattant, Louis sait toujours mettre de la tendresse, de l'humour et de gentillesse. On en comprend d'autant mieux que cela infurie le camp adverse.

Dont il a su révéler au passage la plus grande faiblesse, en soulignant que tous les totalitarismes du passé se sont toujours imposés sur la base d'un projet désirable- faux mais désirable.

Le totalitarisme religieux par la peur de l'enfer et la promesse du paradis, le communisme par l'avènement du paradis des travailleurs, le fascisme par le triomphe de la race supérieure expurgée des tares des sous-hommes…

Le nouveau fascisme numérique et transhumaniste lui ne s'appuie sur aucune illusion désirable, sauf celle, a contrario et misérabiliste, que la robotisation nous soulage de notre humanité -ce qui peut être en effet la tentation de toutes les personnes suffisamment aliénées à elles-mêmes. Ce à quoi la presse, la télévision et la faillite de l'éducation ont abondamment œuvré depuis quelques décennies…

Louis donc est une menace pour ces forces d'aliénation et d'impérialisme totalitaire. Il n'est pas étonnant dès lors qu'il ait droit à une intensification du bashing qui le vise, en parallèle à celui visant Didier Raoult et l'IHU de Marseille.

Car c'est désormais un quitte ou double pour les puissances mortifères : soit le mensonge se verrouille pour quelques années au moins (ce qui implique la mise hors d'état de nuire des opposants) soit le vent menace de tourner avec le risque d'une véritable Bérézina pour les corrompus de tous poils, petits et grands.

On voit donc les pires alliances sortir la tête de leur mare : comme Edwy Plenel (please !) accusant Louis Fouché d'être un gourou au service de l'extrême droite !

Peut-on imaginer argument plus vil et stupide ?! A défaut de s'être singularisé dans le renouveau d'un journalisme éthique et intelligent, au moins le rédacteur en question aurait-il brillé par un naufrage qui de tous ceux auxquels on a assistés n'est pas le moins lamentable et sidérant… Triste effondrement à vrai dire pour le responsable d'un média qui se voulait différent et termine simplement collabo, comme les autres.

Je conclurai ce billet en adressant à Louis Fouché, à sa femme Carole, à sa famille et à ses proches, ainsi qu'aux membres des collectifs Réinfo-Covid des différents pays francophones toute ma solidarité, mon respect ainsi que ma sincère et affectueuse admiration pour la valeur et la beauté de l'action menée. Sans violence et sans haine, de leur côté.

Et le temps rendra bien sûr son verdict.

Ma réponse.

Bonjour Monsieur,

Dans la dernière causerie de mon portail, j'ai mis un lien vers la prestation admirable par se concision et sa précision que vous avez donnée récemment à l'IHU de Marseille.

Depuis des mois, il y a un lien vers Réinfocovid dans mon portail, j'ai également publié plusieurs de leurs articles.

Je suis en contact avec eux, et ils doivent publier prochainement le témoignage de mon expérience du protocole Ivermectine+Azithromycine+zinc+vitamine D dans un village indien où je vis.

J'ai eu le droit de leur part à des hommage élogieux, je crois en partie au regard de la page d'accueil de mon portail politique La Voix de l'Opposition de Gauche (www.luttedeclasse.org), à ma connaissance, en France le seul courant politique situé à gauche ou à l'extrême gauche qui n'ait pas fait consensus avec Macron-OMS-GAVI-Gates-FEM Davos, ce qui m'a valu deux commentaires calomnieux d'un sympathisant du POID dans le blog du Dr. Maudrux où j'interviens régulièrement.

Récemment le Dr. Maudrux a écrit dans un commentaire : "Vous êtes et vous serez toujours le bienvenu", parce que c'est un véritable démocrate, donc attaqué comme il se doit par l'Ordre des médecins et les médias aux ordres qui traînent dans la boue Fouché, Raoult, Péronne, etc.

Je n'ai pas la même sensibilité politique que Gérard Maudrux, avec lequel j'ai échangé une correspondance à titre personnel, dans laquelle chacun a exposé librement ses idées tout en respectant celles de l'autre. Je précise que, c'était avant qu'il publie dans son blog son commentaire à mon sujet.

J'ai lu l'extrait de l'article du Monde en accès libre consacré à Louis Fouché "Les paradoxes de Louis Fouché, le docteur antivax", un article de Paris-luttes.info "Lettre à propos de ReinfoCovid", et pour finir "Louis Fouché, gourou d'une pépinière d'extrême droite" de Lundimatin, un beau ramassis d'amalgames orduriers de la pire espèce.

Dans tous ces articles infâmes, les auteurs se sont lourdement attardés sur les personnalités liées principalement à l'extrême droite, qui figurent effectivement parmi son entourage ou avec lesquelles il est apparu à différentes reprises en public.

Cette proximité quasi-permanente avec l'extrême droite au regard du nombre de contacts que cela représente, comment dire pour être le plus juste possible, peut être considérée comme une faiblesse plus qu'une erreur d'appréciation, mais qui le devient sachant que les médias et des acteurs politiques l'instrumentalisera pour nuire à la juste cause qu'il défend, une faute, peut-être, car il n'était pas sans le savoir, et sans connaître la sensibilité politique de ces personnages qui au demeurant s'inscrit en contradiction avec la cause qu'il défend, contradiction qui devait évidemment être exploitée le moment voulu par tous ceux que son discours gêne, c'était parfaitement prévisible...

Bref, je pense qu'il aurait mieux valu procéder autrement, afin d'éviter de se retrouver dans cette situation qui fournit des arguments aux opposants de la cause qu'il défend, sachant que ces personnages sont somme tout peu recommandables ou infréquentables, quelles que

soient par ailleurs les intentions louables ou généreuses, sincères ou honnêtes de Louis Fouché, qu'à aucun moment je ne remets en cause, je tiens à le préciser.

Je crois qu'il a commis la grave erreur de sous-estimer la détermination sans faille de nos ennemis communs, ainsi que leurs sordides ou criminelles intentions , sans doute parce que l'interprétation de l'histoire passée dont il s'est inspiré était défectueuse ou incomplète, tout comme la vôtre lorsque vous assimilez le communisme et le stalinisme, erreur que n'ont pas commis Einstein ou Orwell, qui se réclamèrent d'un socialisme démocratique au lieu de devenir anti-socialiste ou anti-communiste, c'est la même chose.

Il n'est pas le seul dans ce cas-là à s'être fait berner, à avoir fait preuve d'une telle naïveté ou à n'avoir pas compris que ce genre d'associations contre-nature poserait davantage de problèmes qu'elles n'en résoudraient. Par exemple, le Conseil National de la Résistance en France a davantage servi (l'union nationale) à liquider le mouvement révolutionnaire qui se développa vers la fin de la Seconde Guerre mondiale au profit de la reconstruction de l'Etat et du capitalisme ouvrant la voie à l'instauration d'un régime, dont certains découvrent effarés (hypocritement le plus souvent) les vertus dictatoriales, la Ve République, compatible avec le modèle de société totalitaire qui est en train de se mettre en place sous Macron. Or, de telles conditions favorables à un changement de régime économique ne se reproduiront plus jamais jusqu'à ce 10 juin 2021, vous saisissez l'extrême gravité de la trahison des dirigeants du PC (et de la CGT)... (J'ajoute, et de la social-démocratie, mais cela allait de soi !)

C'est aussi ce qui arrive quand on a une vision de l'histoire étriquée ou limitée à une période, au lieu d'avoir conscience que chaque épisode (de la lutte des classes) s'inscrit dans un cadre beaucoup plus large, celui d'un processus historique, dont l'orientation est dictée par l'évolution d'un certain nombre de facteurs déterminants.

Quand on fait abstraction de ce processus historique (matérialiste) ou qu'on en ignore la nature et les lois de fonctionnement, on prend le risque de se livrer à des contresens regrettables ou de se retrouver embringuer dans des histoires qu'on ne maîtrise pas, et que bon an mal an il faudra bien gérer maladroitement, et dont on vous accusera de porter la responsabilité.

Le tort de Louis Fouché, et répétons-le, il est loin d'être le seul dans ce cas-là, aura été de croire qu'il suffisait d'être animés de bonnes intentions pour mener un combat politique qui par nature est impitoyable, à mort, d'autres encore plus inconscients croient que ce se serait suffisant pour changer le monde ou qu'il faudrait changer les hommes pour changer la société, comme si ce n'était pas le cerveau qui produisait les idées des hommes mais l'inverse, avec une telle interprétation de la réalité, c'est la civilisation qui est menacée de disparaître.

En guise de conclusion, je ne me désolidariserai pas de Louis Fouché dans ces moments difficiles.

Nous menons le même combat jusqu'à un certain point, à ceci près que je n'ai jamais eu besoin de m'afficher avec ces personnages ou d'y faire référence, sauf quand ils faisaient partie d'une liste et qu'il était impossible de les effacer. Il a, semble-t-il, confondu intérêts individuels et intérêts collectifs qui se situent strictement sur le plan politique incompatible avec tout mélange de genres, car sur une barricade il n'y a que deux côtés, deux camps qui s'affrontent, et gare à ceux qui l'ignorent, ils prennent le risque d'y laisser leur peau et personne ne pourra rien pour eux !

L'extrême droite ou la droite catholique ultra conservatrice soutiennent le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'existence du capitalisme, pour eux une société basée sur les inégalités et les injustices sociales à l'origine de tous les maux qui accablent tous les peuples et de toutes guerres est acceptable, par conséquent leur idéologie est incompatible avec toute forme d'humanisme. On se demandera comment certains ont pu en arriver à croire qu'ils pourraient un jour jouer un rôle progressiste dans l'histoire des hommes.

Je tiens à préciser que j'ai rédigé ce texte rapidement ce matin, il présente donc des lacunes même si je suis parvenu à certaines conclusions. C'est une piste de réflexion et en aucun cas un jugement. Je le publierai dans mon portail ainsi que votre article. Je l'enverrai à Louis Fouché, évidemment.

Bien à vous

Tardieu Jean-Claude (en Inde)

PS : En écrivant, "*entre les puissances capitalistiques les plus mafieuses et la bien-pensance de gôche qui a d'ailleurs toujours historiquement fait le lit des totalitarismes*", vous falsifiez l'histoire de la lutte des classes, il faut en déduire qu'il n'existe aucune issue, aucune alternative au règne de l'exploitation et de l'oppression des peuples dès lors promues pour l'éternité, autrement dit, vous interdisez à la civilisation humaine de conquérir son émancipation ou sa liberté.

Décidément, la sociologie et l'anthropologie demeureront éternellement fâchées avec la dialectique matérialiste de l'histoire, et non seulement elles ne seront jamais en mesure de rompre avec l'idéologie de la classe dominante ou la réaction, mais aussi de l'assumer.

Commentaires (sélection) de lecteurs du blog du Dr. Maudrux.

Note : Je ne corrige plus les fautes de frappe ou d'orthographe des internautes, la ponctuation, etc., pas le temps ! Certains liens sont trop longs et ne passent pas dans le format de la page de ce portail, je suis donc obligé de les réduire ou de les mettre en deux parties qu'il suffit de recoller.

Mal de tête, mal de gorge, écoulement nasal... Les symptômes du variant Delta sont proches de ceux d'un rhume - Yahoo Actualités 16 juin 2021

- Voici une étude in vitro qui ne va pas plaire à la Castafiore, car contraire à son seul argument contre l'ivermectine :

https://www.globenewswire.com/fr/news-release/2021/05/18/2231755/0/en/Mountain-Valley-MD-Receives-Successful-Results-From-BSL-4-COVID-19

-Clearance-Trial-on-Three-Variants-Tested-With-Ivectosol.html

Une dose unique de 2,5 milligrammes par kilogramme d'Ivectosol™ a été efficace pour interférer avec la réplication virale et conduire à la clairance virale du variant B.1.1.7 COVID-19.

Les tests effectués in vitro ont montré le même effet antiviral à une concentration d'Ivectosol ™ de 5 uM après 24 heures et de nouveau après 48 heures contre les trois variantes COVID-19 testées – la variante originale B.1.1.7, la variante sud-africaine B.1.351 et la P.1 Variante Brésil.

- Merci cher confrère,

Votre travail de résistant sera reconnu en son temps, et nous vous remercions pour tout ce que vous avez fait pour confirmer nos convictions sur l'ivermectine (sans parler de votre travail à la CARMF (Caisse de Retraite Médecins Fr)

Ici, dans notre clientèle, nous avons commencé à traiter notre patientèle dès Février malgré les représailles éventuelles du Conseil de l'Ordre (resté plutôt neutre finalement) , et nous avons la chance de n'avoir pas eu de décès du au Covid (sauf une personne de 85 ans, diabetique grabataire que nous avions déjà bien du mal à maintenir en vie depuis 2 ans…)

Petit cas intéressant : 2 personnes mariées de 80 ans environ se vaccinent, elles attrappent toutes les 2 le Covid, ne me contacte pas : j'apprends l'histoire par la famille a posteriori. La femme est decédée, diagnostic du décès : Covid + !

Je n'ai pas pu vérifié l'info néanmoins.

- Merci pour cette comparaison confirmant les ordres de grandeurs: il existe donc bien des traitements, confirmés par l'observation, qui réduisent la mortalité d'un facteur 4 à 5.

En appliquant à notre pays (110 000 décès à ce jour, 30 000 décès à la fin du premier épisode l'été dernier) on trouve:

Idéal = traitement depuis fevrier 2020, reduction de 80% : on évite 85 000 décès.

Plus réaliste = traitement depuis septembre 2020, réduction de 75%: on évite 60 000 décès.

Tels sont les dangers de l'obscurantisme dans un pays où le prince est un enfant.

- Juste une expérience; j'ai attrapé le covid début mai 2021 et après 3j, j'avais du mal à respirer. L'hôpital (en Suisse) me diagnostique une pneumonie et me propose de signer une décharge pour un traitement qui marche mais non approuvé: ivermectine, antibio, vitamine C,D, anti-coagulant, cortisone, zinc. 3 jours après, j'étais guéri et il m'est évident que cela m'a évité l'hospitalisation. Ce qui est étonnant, c'est le silence autour de ce traitement qui marche. (Dans Le Figaro)

- Dans cette histoire on ne peut apporter que son témoignage: un phlébologue que j'ai consulté a attrapé le covid il y a deux mois, l'ivermectine l'a bien soulagé "en deux jours" a-t-il dit et il l'a conseillé à une consoeur touchée par le virus elle aussi, il m'a dit qu'elle avait guérie en peu de temps également et m'a proposé de me faire une ordonnance de ce médicament si j'étais touché par le virus. Voilà: juste un témoignage. (Dans Le Figaro)

- 15/06/2021 en Haïti:

https://www.alterpresse.org/spip.php?article27111#.YMoHNeAza2w

Haïti-Santé : Plaidoyer du Dr. Dieudonné Jean-Baptiste, en faveur de la distribution massive d'Ivermectine et de vitamine D, pour combattre le Covid-19

- https://youtu.be/zYDN8gwVfdM

Conférence de presse GOP senate

Sénateur Marsha Blackburn
Ils dénoncent la non prise en charge des patients: ils parlent de l ivermectin
Même méthode qu en France
Discrédit de certains scientifique
La censure par les médias / big tech
Etc …

- J'en suis à mon 4ème Covid, pour cause de déficit immunitaire primitif, mais j'ai la chance d'être médecin. 1 en juin 2020, 1 en mars 2021, 1 en avril 2021, 1 en Juin 2021, dont je suis en train de sortir. J'ai traité le 1er par protocole IHU avec un grand succès , et ce en 15 jours car c'était le plus cogné. Le 2ème idem. Pour le 3 et le 4 j'ai ajouté l'IVM, et j'ai été étonné des résultats, non seulement sur le Covid, mais également sur une vascularite auto-immune que je présentais depuis 4ans (suite à une infection virale véhiculée par des moustiques). Très étonné +++.

J'en suis à me demander si un bon Covid est un Covid mort, dans les règles de l'EBM, ou si il ne vaut pas mieux être un mauvais Covid, certes, en dehors des clous, mais quand même un Covid VIVANT.

- Commandé par 2 fois chez Alldaychemist.com en Inde …. jamais de problème et communication au top, tant pour les renseignements que pour le suivi colis livrés chaque fois en 2 semaines

Les prix sont en $ mais ils convertissent en € pour le paiement par CB

Les frais d'envois sont de 20€ mais les produits coûte moins cher qu'en pharmacie France (non remboursés hors AMM)

- J'avais noté que certains mettaient aussi en avant le rôle du zinc dont l'HCQ serait un ionophore, facilitant son entrée dans la cellule, le Zinc ayant un rôle antiviral important pour le système immunitaire.

Dans le protocole IHU il me semble qu'il y a systématiquement HCQ+AZI+ZINC.

Peut-être qu'on sous-évalue le rôle du Zinc associé à l'HCQ ?

En Afrique les reportages montrent que les protocoles HCQ ou IVR sont largement employés à la satisfaction de leurs promoteurs.

L'Ivermectine semble avoir à tous les stades de la maladie des effets spectaculaires et rapides.

C'est une molécule exceptionnelle.

- Ivermectine au Mexique depuis le blog de Sylvano Trotta

L'exemple du Mexique démontre non seulement le mensonge des médias et des gouvernements mais aussi de l'OMS et des ses médecins affiliés !

Le 20 juin 2020, l'OMS panaméricaine (OPS / OMS) a publié une déclaration s'opposant fermement à l'utilisation de l'ivermectine. De plus, d'autres sources médiatiques ont commencé à publier des articles anti-ivermectine dans tout le Mexique. Et à mesure que le nombre de décès diminuait lentement, l'intérêt pour l'ivermectine s'est ensuite calmé.

Mais En octobre 2020, les cas au Mexique ont recommencé à grimper.

Déterminés à arrêter la propagation à tout prix, les responsables de Mexico ont tenu une réunion à la fin du mois de décembre 2020 et ont invité l'Instituto Mexicano del Seguro Social (IMSS) parmi d'autres groupes de médecins. Ensemble, ils ont décidé de commencer la distribution de kits d'ivermectine à Mexico et dans l'État de Mexico à toute personne testée positive au COVID et souhaitant prendre le médicament, et de surveiller de près les hospitalisations pour garder un œil sur l'efficacité de l'ivermectine. Entre fin novembre 2020 et fin janvier 2021, plus de 200000 personnes ont été testées positives au COVID, et parmi celles-ci, près de 80000 ont utilisé les kits d'ivermectine. Les résultats ont montré jusqu'à 76% de réduction des hospitalisations dans le groupe qui prenait de l'ivermectine.

Le 22 janvier 2021, la maire de Mexico, Claudia Scheinbaum, a tenu une conférence de presse télévisée en direct où elle a parlé des résultats positifs de la distribution d'ivermectine à partir de décembre. Suite au communiqué de presse, les kits ont été mis à la disposition de tous dans tout le Mexique et les résultats de l'utilisation de l'ivermectine à l'échelle nationale ont été contrôlés. Étonnamment, après la distribution massive d'ivermectine, chaque indicateur de COVID au Mexique s'est amélioré. Au cours de 18 semaines, les cas de COVID, les hospitalisations et les décès ont continuellement chuté, et le 14 mai, le maire a tenu une autre conférence de presse télévisée partageant les résultats positifs de la campagne de plusieurs mois.

Cependant, les médias mexicains n'ont pas rendu compte de ce résultat étonnant. Ils ont continué à signaler le nombre de décès en excès avant l'intervention à l'ivermectine – et aucun n'a couvert la situation actuelle de baisse des cas et des décès dus à une intervention à grande

échelle à l'ivermectine.

https://trialsitenews.com/widespread-distribution-of-ivermectin-proves-effective-in-mexico-against-covid-19/

- @ Dr Maudrux, cher Docteur, préférez-vous l'AZI en association avec l'IVM plutôt que la Doxycycline? Je sais qu'en France on utilise plutôt l'AZI mais Jackie Stone utilise plutôt la Doxy qui a comme l'AZI une action antivirale. Ce quelle a expliqué dans un Webinaire : ""Taking the early phase, if we can coat the virus, stop RNA polymerase, stop RNA helicase we've done quite a good job at the at point" , says Dr Stone. The addition of doxycycline, which is also a zinc ionophore (and therefore it will inhibit RNA polymerase) and also binds to double-stranded RNA ensure that there are two agents shutting down viral replication at three points".

Il est vrai qu'au Zimbabwe, on utilise la Doxy comme antipaludéen, (comme dans l'armée française selon une vidéo de l'IHU) donc ils y sont plus habitués.

- Doxy a très peu d'interaction médicamenteuse, contrairement à AZT (se méfier sur les sujets polymédicamentés) je communique mon protocole actuel suite études randomisées Bengladesh: si test positif, ivermectine 1 boite dose unique J1 J2, effizinc 2/j dose unique , doxy posologie usuelle 10j ; 2H à distance du zinc. à prendre le plus tôt possible. je suis convaincu de l' efficacité de l'IMV , vu que je me suis traité moi-même au cours de la 1ere vague (mars avril 2020) avec IMV 1 boite + AZT 6j +zinc 10j, j'ai retrouvé l'odorat au bout de 4j.

- Et maitenant on apprend que l'étude Médina pour démontrer que l'Ivermectine ne marchait pas (et mise en avant par la Castafiore et l'ANSM), a été financée par Merck et Gilead, non déclarés en conflits d'intérêts.

https://trialsitenews.com/is-there-a-problem-with-the-lopez-medina-colombia-based-study-implicating-ivermectin-major-pharma-companies-including-merck-funding-the-trial-site-during-the-study

/?utm_source=Contextly&utm_medium=ChannelEmail&utm_campaign=COVID-19&utm_content=Notification

---

- Rien n'a été dit de la conduite de l'essai par le Centro de Estudios en Infectogía Pediatrica alors que les auteurs étaient payés par 3 labos fabriquant des vaccins/COVID (Sanofi Pasteur, GlaxoSmithKline, et Janssen)– and 2 produisant des médicaments anti-covid potentiellement compétiteurs de l'Ivermectine (Gilead et Merck)."

Le Centro de Estudios en Infectología Pediatrica (statut juridique : SOCIEDAD POR ACCIONES SIMPLIFICADA) , co-organisateur d'un congres d'infectiologie pédiatrique en mars 2021 dont les financeurs sont :

http://www.congresoinfectopediatria.com/

- puerarine et quercetine – la médecine chinoise n'est pas sans ressources

https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2001037020304773?fbclid=IwAR1MFUPzau1UJcMqhMncLQFjdO32ufCUMZI0r8i6eZ1SN1SN7SPNgr_SxF4

- lettre à madame la présidente du Conseil de l'ordre des médecins des Alpes maritimes.

Par le docteur Jacques CORALLO le 15/06/2021

Madame la présidente et chère consœur.

Je reviens vers vous, une fois de plus, pour vous demander un rendez-vous afin que nous puissions débattre des problèmes éthiques posés par l'absence de de travaux de recherche, en France, sur les médicaments existants pouvant être utiles dans la lutte contre covid et maintenant sur les problèmes posés par la vaccination massive, en particulier de nos jeunes. Le document joint est un argumentaire très travaillé par un collectif de médecins portant sur le sujet et plus particulièrement sur le droit à l'information des patients. Vous êtes, bien sûr, très attachée à tous ces points, vous avez été élue pour défendre ces principes qui sont le nôtres depuis tant de siècle et je ne crois en aucun cas aux propos complotistes qui font de vous, de l'Ordre des médecins les chiens de garde du « pouvoir ».

Je veux ici simplement mettre en avant un certain nombre de points en ne citant que des personnages propres sur eux et plus que politiquement corrects, je ne voudrais pas, comme d'autres être convoqué et éventuellement réprimandé.

1/ Le professeur Fischer, « monsieur vaccin ».Déclaration du 03/12/2020

les données ne sont pas encore complètes pour savoir jusqu'à quel point ces vaccins sont efficaces chez les personnes les plus à risque, on

ne dispose que de communiqués de presse de la part des industriels, et on manque de publications scientifiques on ne sait pas si le vaccin protège l'individu vacciné contre l'infection grave on ne sait pas si le vaccin protège contre la transmission ce qui permettrait de briser la chaîne de transmission.

A ma connaissance, nous n'en savons pas tellement plus aujourd'hui.

Revenons à « monsieur vaccin ». Entre temps le discours a changé du doute à la certitude, la promesse de passer du ruban à la rosette ? Que dit il ce dimanche : « vacciner les ados à la place des adultes réticents est éthiquement inacceptable. ». Toujours concernant les ados : « bénéfice individuel au sens social et psychologique. » . J'interprète en questionnant. Les adultes non vaccinés seraient ils des salopards et par leur faute on enverrait les jeunes à l'abattoir ? En filigrane, l'obligation vaccinale ? N'aurons nous pas de toute façon une obligation vaccinale de fait, le transports, la pression des employeurs etc… Au fait « inacceptable » ou « nécessaire ».

Ensuite, le bénéfice pour les ados, « social et psychologique. ». devons nous comprendre que sur le plan médical au sens organique du terme le vaccin ne sert à rien ? Le professeur Fischer aurait il lu l'excellent travail paru dans reinfocovid où il apparaît que pour les personnes de moins de 44 ans, sans pathologie associée, le risque de mortalité covid est nul. Zéro, rien, nada, niente, nitchevo.

A la radio, ce matin, oui, mais il y a des formes sévères…Je pense que covid long va beaucoup servir. Et en résumé madame la présidente, n'y a t il pas un léger problème éthique ? Le comité d'éthique n'a t il pas dit un mot ?

2/ le professeur Delfraissy, celui qui veut toujours enfermer tout le monde et qui s'inquiète au sujet de port du masque dehors, de l'indiscipline de ces salopards de français. Que déclare t il dans Lancet. Et bien, entre autres. Il ne faut pas compter sur le vaccin pour obtenir une immunité collective (!) le vaccin peut générer la survenue de nouveaux variants (!). On croirait du Raoult dans le texte ! C'est du Delfraissy, c'est la voix officielle. 1https://www.thelancet.com/journals/lanpub/article/PIIS2468-2667(21)00036-0/fulltext9

D'ailleurs aux Seychelles, pays très vacciné rebond de l'épidémie (vaccin chinois dira t on), au Royaume-Uni inquiétudes sur le variant indien, renommé delta… Et en regardant avec attention on voit passer des détails. En Grande-Bretagne toujours, le vaccin chez les personnes âgées ne serait efficace qu' à 50% (Ça n'étonnera personne, c'est vrai pour tous le vaccins). Le vaccin serait inefficace en cas de sclérose en plaques. Alors là je m'interromps !!! Voilà une maladie gravissime, évoluant par poussées successives, sur laquelle on ne sait pas grand chose, pour laquelle il n'y a pas de traitement vraiment efficace. Et face à cette inconnue, certains qui paraît il sont médecins, qui paraît ils sont parvenus au rangs les plus élevés de leur profession leur administrent un vaccin ou plutôt une thérapie génique préventive encore sous évaluée, nous dit l'AMM. On mélange une inconnue avec une autre inconnue et on attend le résultat ? Dans quel laboratoire sommes nous ? Et en résumé madame la présidente, n'y a t il pas un léger problème éthique ?

3/ Donc efficacité discutable et contradiction. Immunité collective ? Donc soyons clairs. Une immunité collective signifie que tout le monde est protégé si tout le mondes est vacciné. Pas sûr du tout dit Delfraissy. Bien. Autre option vacciner les sujets à risque. Ces vaccins sont merveilleux 95% efficacité ! Mais dans ces conditions pourquoi chercher une immunité collective et pourquoi de ce fait vacciner les jeunes qui ne risquent rien ?

Et d'ailleurs ces vaccins merveilleux ne seraient ils pas dangereux. Le vaccin Astra a tué proprement l'étudiant en médecine de Nantes et d'autres. La Norvège et la Suède l'ont arrêté. Un « expert » européen a envoyé un pavé dans le marigot en demandant à ce qu'il soit arrêté. Le formidable Pfizer.

Enquête de la CDC aux USA vu le grand nombre de myocardite. Savez vous ce que c'est une myocardite, savez vous que le muscle cardiaque disparaît ? Il y a des Guillain Barré. Savez vous ce qu'est une paralysie flasque ? Quant je le dis n'avez vous pas froid dans le dos ? Donc on nous dit qu'il nous faut infliger à nos enfants à partir de 12 ans l'administration d'un produit qui risque d'entraîner ça, alors que la maladie dont on parle ne leur fait courir aucun danger! Comment regardez vous le médecin qui a osé vous faire une telle proposition ? Considérez vous qu'il soit vraiment un médecin ? Et en résumé madame la présidente, n'y a t il pas un léger problème éthique ?

4/ Et bien sûr les traitements précoces sont toujours ignorés. Par exemple l'ivermectine qui a réglé l'épidémie aux Indes et plus particulièrement en Uttar Pradesh. Alors je ris (jaune). L'épidémie a fait une très belle courbe en cloche et aussitôt les chiens de la pensée disent : « Rien à voir avec le traitement cela est dû à l'évolution naturelle ». Et les mêmes lorsque la baisse vient dans un pays vacciné claironnent les mérites des merveilleux vaccins. Regardez la très brillante démonstration du docteur Maudrux sur son blog. blog de Gérard Maudrux – Ce que vous ne devez pas savoirFaudra t il aller vivre aux Indes ou au Mexique pour être soigné ?

Donc continuons, négligeons les traitements proposés sans même regarder les études existantes et vaccinons comme des fous, de force bientôt, ça vient, on le voit. Et en résumé madame la présidente, n'y a t il pas un léger problème éthique ?

Merci d'avance de la réponse que vous donnerez à la présente.

Docteur Jacques CORALLO

- Je ne comprends pas, on a déjà les traitements, pas besoin d'en rechercher !?

Entre IVM, HCQ, AZI, Doxy, corticoïdes, anticoagulants, O2, anti H1 et/ou H2, IRSS type prozac, quercetine, vit D, vit C, Zn, artemisia, HE anti infectieuses et anti inflammatoire, nigelle etc. y a de quoi faire quand même !

- Mon médecin traitant ainsi qu'un membre de ma famille sont décédés du Covid en avril 2020 ,c'est angoissant à 67 ans avec en plus une pression de la part de mes copains vaccinés qui ne manquent pas de me faire des remarques "Alors tu as pris RDV ?"C'est un peu flippant…

- Je suis dans le même cas à 70 ans mais en milieu rural et me pose donc les mêmes questions. En attendant prenez patience etprenez des bains de soleil en renforçant votre immunité: zinc vitamine D C magnésium et controle via un Oxymetre. Patience et surtout évitez le stress très préjudiciable.On les aura…

- Attitude désolante de l'ordre des médecins en région.

Des patients se sont plaint à l'ordre qu'une généraliste ne portait pas toujours son masque en consultation. Après un premier avertissement de l'ordre par mail au médecin , l'ordre a décidé de contacter le procureur. Le médecin a été convoquée à la gendarmerie pour "mise en danger de la vie d'autrui". Je sais par une amie avocate qui a assisté ce médecin que l'interrogatoire était surprenant: faites vous partie d'un parti politique ? Avez-vous des convictions religieuses ? Approuvez vous les consignes sanitaires du gouvernement ?…. Elle a même eu droit à la prise d'empreinte et aux photos.!.

La suite sera en fonction de la décision du procureur….à suivre

On en est là en France ! Délation des patients et intimidation de l'ordre via la justice !

- France, chiffres covid (Google)

15 juin 2020 moyenne des décès sur 7 j : 32

15 juin 2021 moyenne des deces sur 7j: 61

Le vaccin est vraiment utile , heureusement que 30 millions de Français ont été vaccinés !

- Publié le 4 mai 2021_____ https://covexit.com/la-therapie-du-8eme-jour-pour-le-covid-19/

Nouvelle APPROCHE THERAPEUTIQUE BASEE SUR LE 8ème JOUR

le Dr CHETTY insiste sur la nécessité de traiter agressivement au huitième jour après les premiers symptômes, s'il y a des symptômes, même légers, ce huitième jour. En d'autres termes, il exhorte à traiter la deuxième phase de la maladie de manière précoce et agressive, avec un régime médicamenteux approprié. Cette approche s'applique à toutes les variantes, y compris le «double mutant»

… il n'a PLUS BESOIN D'OXYGENE pour ses patients, et PLUS AUCUN COVID LONG

- une autre preuve de la grande efficacité vaccinale..

chez les vieux encore ..

https://www.rtbf.be/info/regions/brabant-wallon/detail_douze-morts-du-covid-a-la-residence-nos-tayons-a-nivelles-une-enquete-epidemiologique-pour-tenter-de-comprendre-ce-qui-s-est-passe?id=10783082

- C'est très intéressant. Que la mortalité liée au Covid aie été surévaluée, je n'en doute pas. Dans la famille de mon gendre, une personne est décédée d'un cancer, la famille s'y attendait. Et motif du Décès…. Covid. Ils ont demandé des explications mais n'ont rien pu faire pour changer le motif.

- Haim Yativ, ingénieur, et Dr Hervé Seligmann, de l'Unité de recherche sur les maladies infectieuses et tropicales émergentes de la Faculté de médecine, Université Aix-Marseille

Ces vaccins se montrent considérablement plus dangereux que protecteurs pour les jeunes.

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/israel-yativ-seligmann-juin-2021?

fbclid=IwAR3Jk7xzpVEehN0RYqeGu64mSSvkmuiRoyI09AhF_MLFdPyQMY2CTGA7Z1M

- Grèce : Le créateur de mode de 32 ans, Nasos Katris, est décédé après avoir reçu le vaccin AstraZeneca contre le Covid-19. Il avait vomi du sang avant de mourir :

https://www.italy24news.com/world/81667.html

- Sars-cov2 et le SRA, la vitamine D. Qui fait des formes sévères. Les explication du pr Sabatier.

https://infodujour.fr/sante/50006-etes-vous-predispose-a-faire-un-covid-19-grave

---

- Ce que je ne savais pas en revanche c'est que les coronavirus ne mutent en fait pas tant que ça, par contre ils recombinent énormément. Et c'est bien là aussi tout le problème car les recombinaisons virales sont plus potentiellement dangereuses que les « simples » mutations. Donc en vaccinant en masse, en période où le virus circule, on ouvre grand la voie aux futurs recombinants tout en freinant la circulation des souches initiales ayant servi à la conception des vaccins utilisés, donc pas de compétition pour ces nouveaux recombinants. Donc de nouvelles épidémies/pandémies en perspective, inévitablement !!! C'est précisément malveillant et irresponsable du point de vue de la santé publique !!! (Sans parler des effets secondaires des dits vaccins !)

- Rudy Guliani viens de publier une nouvelle video dénomée What?

Dans cette vidéo il détaille les relations entre le Dr Fauci, ses confrères effectuant des recherches sur les virus pour obtenir des gains de fonctions, ainsi que ceux de ses confrères qui effectuent des recherches sur les vaccins contre lesdits virus…ce qui expliquerait certaines anomalies constatées en 2019 quant à une soudaine demande d'un type de contenant très particulier, utilisé pour les vaccins Pfizer et Moderna…

https://www.youtube.com/watch?v=Tl89AW8vzQE

A voir sans faute.

- Ceux qui comprennent l'anglais devraient écouter cet exposé.

Giuliani pointe entre autres l'existence d'un contrat signé en décembre 2015, entre NIH-NIAID (l'organisation dirigée par le Dr Anthony Fauci) d'une part, et les laboratoires Moderna, d'autre part.

Ce contrat a pour objet explicite le développement lucratif d'un vaccin innovant destiné à lutter contre une nouvelle épidémie qui serait potentiellement liée à un virus du type qui était en bonne voie d'amélioration dans le WIV sur des fonds publics US alloués plus tôt en 2015 par le même Fauci (via Peter Daszak et son EcoHealthAlliance) en exemption du moratoire imposé en 2014 par Obama sur les recherches de Gain De Fonction.

- Covid-19 – L'Italie renonce au vaccin AstraZeneca pour les moins de 60 ans après le décès d'une jeune fille de 18 ans :

https://www.lindependant.fr/2021/06/11/covid-19-litalie-renonce-au-vaccin-astrazeneca-pour-les-moins-de-60-ans-apres-un-deces-9600981.php

Il convient de rappeler qu'il n'y a pas que le vaccin AstraZeneca qui tue. Toujours en Italie une nouvelle du 11 juin précise qu'un procureur de la république a ordonné une enquête et une autopsie après qu'une femme de 53 ans soit décédée six jours après l'inoculation du vaccin Pfiser.

https://primabiella.it/cronaca/strona-donna-muore-dopo-il-vaccino-aperta-indagine/

- https://vaccineimpact.com/2021/censored-in-the-corporate-media-hundreds-of-medical-professionals-speak-out-on-medscape-forum-warning-about-dangers-of-covid-injections/

Censuré dans les médias des centaines de professionnels de la santé s'expriment sur le forum Medscape mettant en garde contre les dangers des injections de COVID

Censure quand tu nous tiens …

- La glycoprotéine spike seule provoque des dommages endothéliaux et de l'hypertension in vitro et in vivo chez le hamster syrien en régulant à la baisse l'enzyme 2 de conversion de l'angiotensine (ACE2) et en altérant la fonction mitochondriale. Bien que ces résultats doivent être confirmés chez l'homme, les implications de cette découverte sont stupéfiantes, car tous les vaccins autorisés en cas d'urgence sont basés sur la délivrance ou l'induction de la synthèse de glycoprotéines spike.

- Deux personnes de mon entourage ont récemment reçu leur deuxième injection de Moderna. Epilogue : l'une s'est réveillée le lendemain avec une éruption cutanée monstrueuse et l'autre (jamais malade, pas de médecin traitant) a cru sa dernière heure arrivée : douleurs intenses dans tout le corps, vomissements, incapable de se lever pour aller travailler. Ils ont tous deux mis plusieurs jours à s'en remettre. "Explication" donnée par le médecin de la première : c'est l'adjuvant (et non le vaccin lui-même) qui provoque ce type de réaction.

Inutile de vous dire que l'invitation à me faire vacciner dans les plus brefs délais reçue ce jour de la part de l'Assurance Maladie est partie directement à la corbeille !…

- Chili…

https://www.lefigaro.fr/flash-actu/chili-nouvelle-quarantaine-dans-la-capitale-malgre-une-vaccination-tres-avancee-20210610

- oui malade moi aussi avec la deuxieme injection , j'ai claqué des dents toute la nuit , puis très fatigué 2 jours durant J'ai décidé de prendre du Kardégic 75 mg pendant au moins 12 jours , histoire de contrer peut être un problème thrombo-embolique de cette façon J'en suis au 8 è jour de prise et pour le moment tout va bien

L'article du 11-06-26 mentionne 226 cas cas de myocardites et de péricardites

Dans un article du 04-06-21, le site de Robert Kennedy donnait les informations suivantes : "Une recherche dans le VAERS a révélé 628 cas de myocardite et de péricardite, parmi tous les groupes d'âge signalés aux États-Unis après la vaccination COVID entre le 14 décembre 2020 et le 28 mai.

Sur les 628 cas signalés, 392 cas ont été attribués à Pfizer, 206 cas à Moderna et 27 cas au vaccin COVID de J&J."

https://etouffoir.blogspot.com/2021/06/vaccination-le-massacre-des-adolescents.html

---

- Le sujet est également abordé dans et article du blog : « Vaccin Covid : entre réalité et fiction » du 26 novembre 2020 :

« Si l'ARNm (…) fabrique une protéine trop proche des nôtres, les anticorps induits par notre réaction immunitaire vont s'attaquer à nos propres cellules. Cela s'appelle une maladie auto-immune, maladie qui peut être induite par un vaccin (même non ARN, mais demain plus volontiers à ARN). Une maladie auto-immune, c'est quand nos défenses nous attaquent. Dans la polyarthrite rhumatismale, c'est la membrane des cartilages qui est attaquée, dans le lupus, ce sont des cellules de la peau, des articulations, des reins, dans le diabète type 1, ce sont des cellules du pancréas, dans la sclérose en plaques, c'est la moelle épinière,.. Le vaccin contre l'hépatite est accusé d'avoir créé des scléroses en plaques, les labos ont beau se défendre par des études qui les innocentent (on sait depuis le Covid ce que valent ces études médicales), mais ce n'est sans doute pas sans raison que les tribunaux indemnisent. »

https://blog-gerard.maudrux.fr/2020/11/26/vaccin-covid-entre-realite-et-fiction

---

- Est-ce que la formulation du vaccin contre l'hépatite B a été modifiée depuis ses débuts ? Ou est-ce qu'on continue à utiliser celle reconnue comme nocive par les tribunaux ?

- Non, à ma connaissance, c'est la même composition contre l'hépatite B. Pourquoi la modifié puisque l'augmentation de 65% de "Sclérose en Plaques", enregistrer par la Caisse d'Assurance Maladie, en 2 ans de campagne pour cette pathologie, est déclaré comme une SIMPLE COÏNCIDENCE ! Circuler, il n'y a rien à voir… lol…

On peut rajouter aussi (entre autres) la "Myofasciite à Macrophages", occasionnant chez certains, des douleurs très handicapantes, dues à l'accumulation des Macrophages du système immunitaire, qui ne parviennent pas à éliminer l'hydroxyde d'aluminium. Sur le principe, la vaccination est valide, mais le problème, ce sont les divers adjuvants nocifs.

Voir :

https://www.lequotidiendumedecin.fr/archives/une-augmentation-de-65-de-sep-apres-le-pic-de-vaccination-contre-lhepatite-b-en-1994

https://www.em-consulte.com/article/1350778/myofasciite-a-macrophages-et-syndrome-des-adjuvant

---

- il serait bon de rappeler les conclusions de C.Cotton sur l' analyse des essais cliniques:

Moderna non concluant sur les cas sévères, et les plus de 70 ans

Pfizer non concluant sur les cas sévères et les plus de 75 ans

AZ non concluant sur les cas sévères, non testé sur les plus de 65 ans

J&J incertitude sur les cas sévères et les +75ans

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/debriefing-de-christine-cotton-expertise-des-resultats-des-essais-des-4

- Et sûrement dès 2018 en Californie.

Grippe anormalement agressive à San Diego.

https://flutrackers.com/forum/forum/united-states/seasonal-flu-2009-2014-including-h1n1-pandemic-2009-aj/california-ab/788555-ca-flu-deaths-in-san-diego-county-reach-new-high-206-fatalities-this-season

Cluster de pneumonies au sein des Dodgers de Los Angeles.

https://flutrackers.com/forum/forum/united-states/pneumonia-and-influenza-like-illnesses-ili-ae/california-aa/790942-ca-dodgers-deal-with-an-outbreak-of-flulike-illness-i-haven-t-seen-anything-like-this

Los Angeles et San Diego, deux villes qui possèdent une importante communauté asiatique. Sans doute pas un hasard.

- On va finir par y arriver à l'Ivermectine, j'en suis convaincue, car je ne serais pas étonnée que l'automne soit redoutable, même chez les vaccinés : ici des notes bien résumée de l'entretien avec Christian Vélot https://www.youtube.com/watch?v=OkalS3vZAc8

Elles ont été rédigées par Monique Plaza que je suis sur FB, merci à elle !

Le collectif franco israélien VRAI (Vaccination rénformation Action en Israël) a réalisé un entretien avec Christian Vélot, biologiste, maître de conférences en génétique moléculaire à l'Université Paris-Sud et responsable d'une équipe de recherche au centre scientifique d'Orsay. Il est également membre du conseil scientifique du CRIIGEN, administrateur aux côtés de Jacques Testart de Fondation Sciences Citoyennes1 et de la Maison des

Lanceurs d'Alerte.

J'ai pris quelques notes

– Il est stupide de vacciner massivement en période de pandémie parce que le virus circule et que des variants émergent.

– les coronavirus ne mutent pas à proprement parler: ils génèrent des variants par la recombinaison en échangeant du matériel génétique avec d'autres virus. Ainsi, le H1N1 est né en recombinant les virus des grippes aviaires, porcine, et humaine.

– Les vaccins utilisent de l'ARN. Or il suffit qu'une cellule chez une personne vaccinée ait un virus pour qu'il y ait une recombinaison et un risque d'apparition de variants.

– Si ces variants sont plus virulents que la souche, ils peuvent échapper au système immunitaire déclenché par le vaccin.

– La vaccination de masse est dangereuse car elle peut faire disparaître la souche originaire, ce qui laisse la voie libre à des souches plus résistantes. On risque de créer une pression de sélection en faveur des variants.

Donc il ne faut pas pratiquer la vaccination de masse. Des gens doivent être non vaccinés, en particulier les enfants qui sont porteurs asymptomatiques et font circuler le virus sans maladie: la souche initiale continue, afin de ne pas laisser la voie libre aux variants.

La Grande Bretagne et l'Inde qui ont vacciné des millions de gens sont en butte à l'apparition de variants. On risque la même chose partout où on pratique la vaccination de masse: des vagues dues à des variants.

En ce qui concerne les vaccins, il y a beaucoup d'incertitudes car déjà on connaît mal le virus, qui a des voies d'accès différent dans les cellules . Les vaccins utilisent la protéine Spike, dont des recherches ont montré qu'elle était pathogène sur les cellules endothéliales.

Vu toutes ces inconnues, on aurait dû attendre avant d'injecter des vaccins qui n'ont pas suivi toutes les phases nécessaires de validation, dont celles qui permettent de voir les effets indésirables à moyen et long terme que l'on découvre aujourd'hui, et que l'on découvrira ultérieurement dans la population sans pouvoir déterminer s'ils sont liés aux vaccins.

On voit déjà des processus d'immunotoxicité dans les thromboses suite à AstraZeneca et J et J, qui pourraient été liées à une réaction

immunitaire exacerbée face à l'entrée dans l'organisme d'une copie ADN de l'ARN du Sars cov 2 combiné à un adenovirus de chimpanzé, ce qui n'est pas neutre.

La prudence s'impose quand on voit les interactions possibles entre trois systèmes de communication : Le système hormonal, Le Système nerveux et le système immunitaire à l'interface de l'interne et de l'externe. Beaucoup de perturbateurs endocriniens ont des effets sur les systèmes immunitaires.

La prudence s'impose encore plus chez les enfants et les adolescents dont le système en développement est plus vulnérable. Sans risques, les enfants ont déjà une immunité croisée.

Cette population ne doit pas être vaccinée.

Il n'y a aucune raison de prendre des risques.

Chritian Vélot est choqué qu'en France comme en Israël on ne s'assure pas avant de vacciner les gens qu'ils n'ont pas déjà été infectés car en auquel cas le vaccin est contre indiqué, il pourrait aboutir à des recombinaisons et l'émergence de variants.

Sur la génotoxicité on ne peut rien dire vu l'absence de recul. On pensait que l'ARN ne s'intégrait pas dans nos génomes, sauf s'il se transformait en ADN et on a découvert récemment que c'est possible grâce à une enzyme.

En science on ne peut pas dire «ce n'est pas possible» car on ne sait pas si ça n'arrivera pas.

Quelles solutions pour s'en sortir ? Déjà, c'est une erreur de mettre tous les œufs dans le même panier.

On devrait exploiter d'autres pistes que la vaccination. Recourir à des traitements (HCQ AZI IVER).

Ne pas oublier que la santé doit être envisagée sur un mode global. La pandémie de Covid en cache une autre: le sars cov 2 n'est pas le tueur. Les gens sont morts avec le Covid de maladies chroniques (obésités, diabète, cancers… qui ont des causes environnementales faisant office de perturbateurs endocriniens).

Le sars cov 2 porte l'estocade. Un autre virus pourrait faire la même chose. Ce problème de santé doit donc être considéré de façon globale. Il y plus de 7 millions d'obèses en France …

- https://www.marianne.net/societe/sante/belgique-vaccines-douze-residents-dune-maison-de-repos-decedent-du-covid-19

Aïe aïe aïe …

EHPAD à Nivelles en Belgique : Variants alpha et delta en circulation

55 cas +, 52 étaient vaccinés

Parmi ces 52 … 12 morts soit 23% de létalité chez ces cas + vaccinés.

Pas de nouvelles des 3 non vaccinés.

A chacun de se faire son opinion sur les conclusions qu'en tirent certains dans l'article.

Par contre, à titre de comparaison, on peut relire ces études faites dans des Ehpad qui sont loin d'être inintéressantes même si elles ne sont pas parfaites:

https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7419149/

11% de létalité sous DOXY seule. En admettant que les 3 transférés dont on n'a pas de nouvelles soient morts, ça ferait au maximum 14,6 % de létalité.

https://covid19-evidence.paho.org/handle/20.500.12663/1738

6% de létalité sous DOXY+HCQ. Étude en ligne sur un site de … l'OMS !

Sans parler de celles faites avec l'ivermectine sur lesquelles il n'est plus la peine de revenir grâce à votre travail.

- Covid-19 : Olivier Véran évoque la vaccination obligatoire des personnels d'Ehpad :

https://actu.orange.fr/france/covid-19-olivier-veran-evoque-la-vaccination-obligatoire-des-personnels-d-ehpad-magic-CNT000001BUEEy.html

Dans un contexte où les cas de décès et d'effets secondaires graves, de toute évidence liés à la vaccination contre le Covid-19, apparaissent incontestables. Ici par exemple est signalé le décès d'une italienne de 43 ans d'un arrêt cardiaque, vraisemblablement causée par une embolie pulmonaire, 5 jours après l'injection du vaccin du vaccin Pfizer-BionTech.

https://primamonza.it/cronaca/muore-nel-sonno-a-43-anni-carate-piange-silvia-casati/

Là c'est un homme de 54 ans qui est mort de thrombose veineuse après avoir reçu le vaccin Johnson&Johnson contre le covid-19 :

https://www.ilgiornale.it/news/cronache/bari-morto-54enne-trombosi-aveva-fatto-vaccino-jj-1955002.html

En Italie le vaccin AstraZeneca a tué une jeune fille de 18 ans (il n'a pas tué qu'elle). Suite à cet évènement le gouvernement italien a limité l'utilisation de ce vaccin aux personnes de 60 ans et plus.

https://www.lindependant.fr/2021/06/11/covid-19-litalie-renonce-au-vaccin-astrazeneca-pour-les-moins-de-60-ans-apres-un-deces-9600981.php

Je pourrais poster de multiples liens pour des personnes citées nommément qui sont mortes après avoir été vaccinées contre le Covid-19. Je crois que si l'obligation vaccinale est imposée à ces personnels d'Ehpad qui ne veulent pas se faire vacciner, ceux-ci devraient se regrouper pour porter plainte contre le ministre de la santé pour mise en danger de la vie d'autrui, voire pour tentative d'homicide, car il n'est pas possible que ce Ministre ignore encore que ces vaccins peuvent tuer ou provoquer des problèmes de santé graves.

- Ce qui s'est passé dans cette résidence de personnes âgées tout récemment, avec quasiment tous les patients vaccinés et 75% du personnel est interpellant : moitié des résidents positifs au covid et 12 morts en quelques jours…on ne comprends pas, mais c'est à suivre attentivement https://www.rtbf.be/info/regions/brabant-wallon/detail_douze-morts-du-covid-a-la-residence-nos-tayons-a-nivelles-une-enquete-epidemiologique-pour-tenter-de-comprendre-ce-qui-s-est-passe?id=10783082&fbclid=IwAR1hlQrPHlmNs2wfTMyy11QWrVo-MDUZqF-vNKH0IIpiWjyLT_-pKZOPg_0

- Angleterre. Des centaines de nouveaux cas par jour sont des personnes qui ont reçu le vaccin deux fois – avertissement de la troisième vague https://www.express.co.uk/life-style/health/1446858/coronavirus-uk-update-vaccine-latest-reinfected-after-both-vaccines

Mercola (information et explication pour gd public) a fait un article sur l'Ivermectine et note le cas également intéressant du Mexique

https://etouffoir.blogspot.com/2021/06/covid-ivermectine-et-le-crime-du-siecle.html

Quant à M Blachier , on peut se souvenir qu'il ne traite aucun patient. Il est salarié de la société Public Health Expertise qui a reçu depuis sa création 882 205 euros de groupes pharmaceutiques et dont 120 600 euros de Gilead (remdesivir)

La société dont Blachier est le second, fait de l'évaluation médico-économique

Cette société a été crée en 2012. Le patron s'appelle Henri Leleu

---

- Il me semble que cela n'a pas été signalé : la revue systématque et méta-analyse de Bryant et al. vient d'être publiée (peer reviewed) par l'American Journal of Therapeutics :

https://journals.lww.com/americantherapeutics/Abstract/9000/Ivermectin_for_Prevention_and_Treatment_of.98040.aspx

Elle recommande l'adoption de l'ivermectine comme traitement et comme prévention.

On peut se demander quel sort la presse, l'OMS ou l'EMA lui réserveront…

- Il semblerait qu'au Royaume-Uni le variant Delta, en hausse, est moins létal qu'Alpha et Bêta. Il ressortirait des statistiques actuellement disponibles pour analyse que si les vaccinés sont 2 fois moins infectés par ce variant, ils sont morts 3 fois plus que les non vaccinés notamment après 2 doses.

https://twitter.com/xazalbert/status/1406636941311873029

Étonnement le cas des gens qui ont reçu les deux doses des vaccins semblent particulièrement inquiétant puisque sont signalés le décès de 26 personnes sur 4087 qui ont reçu la seconde dose du vaccin depuis au minimum 14 jours alors que sur 35521 non vaccinés il n'y a que 34 décès. Ce qui signifierait que ces personnes qui ont reçu les deux doses de vaccins avaient presque 7 fois plus de chances de mourir du variant Delta en l'attrapant que si celles l'attrapaient sans être vaccinées. Pourtant on nous avait tout le temps rabâché que la vaccination évitait les cas graves du Covid !

L'une des questions qui vient à l'esprit serait de savoir si c'est ce variant Delta spécifiquement qui est mauvais pour les vaccinés et pas d'autres. De toute façon il va falloir sans doute plus de recul pour les analyses statistiques.

- Si, en France, les autorités de santé se plaignent que 60% du personnel des Hépads ne soit pas vaccinés, aux États-Unis, c'est les

médecins qui refusent. Suite à un sondage Internet de l'AAPS, l'Association of American Physicians and Surgeons, (en Fr, l'Association des médecins et chirurgiens américains), portant sur 700 praticiens, 60% des médecins américains refus de ce faire vacciné.

54 % des médecins interrogés avaient connaissance de patients souffrant d'une "réaction indésirable importante". Parmi les médecins non vaccinés, 80 % ont déclaré : "Je pense que le risque des vaccins est supérieur au risque de la maladie", et 30 % ont déclaré : "J'ai déjà eu le COVID."

Sur 560 médecins en exercice, 56 % ont déclaré préférer proposer un traitement précoce du COVID.

https://aapsonline.org/majority-of-physicians-decline-covid-shots-according-to-survey/

- https://www.youtube.com/watch?v=VTqmXOAU2mQ&t=0s

Formidable témoignage (il y a un mois déjà, donc peut-être déjà posté sur ce blog) du Dr Shankara Chetty, médecin généraliste en Afrique du sud, avec expertise en microbiologie: il a traité dans son cabinet plus de 4000 patients atteints de Covid-19 avec notamment de l'hydroxychloroquine et de l'ivermectine; si aggravation à J8: de la prednisone, mais aussi un anti-histaminique type 1: Promethazine (25mgx3/jour) avec éventuellement montelukast +/- salbutamol; et si présence de symptômes intestinaux: famotidine, un anti-histaminique type 1.

Sur plus de 4000 patients (certains avec comorbidités): 0 hospitalisation, 0 long Covid-19. Si traité tôt: 0 séquelle.

- le president de Microsoft a l air tres bien informé :

https://sciencepost.fr/2024-pourrait-ressembler-au-1984-de-georges-orwell-previent-le-president-de-microsoft/

- Covid, pics et démystifications par Pierre de Décoder l'éco !

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/avec-les-chiffres-les-medias-font-des-erreurs-plus-ou-moins-volontaires

les pics de mortalité COVID (!) expliqués en France et en Europe par des consignes sanitaires (pic mars avril 2020) et par une politique européenne de vaccination de la grippe saisonnière (pic octobre/ novembre 2020) et le pic de début 2021 par la vaccination expérimentale (contre le covid!) !!

nouvel indice alarmiste : l'augmentation de la mortalité chez les moins de 65 ans depuis la vaccination expérimentale autorisée chez les jeunes adultes et les moins de 65 ans en France et en Europe en 2021 !!

Haut de page

Le 27 juin 2021

J'ai ajouté 40 documents dans les diverses rubriques, j'actualiserai les archives plus tard, je suis crevé !

On m'a demandé ce matin par courriel de prévoir une procuration en cas de décès de mon épouse ou de désigner une personne pour s'occuper de ses affaires. Elle vient de passer un mois dans la clinique qui l'avait opérée du coeur en 2007 à Aubagne, et à peine sortie, le lendemain elle a fait un malaise, de plus il semblerait qu'elle n'ait plus toute sa tête, appelés Samu, pompier, police en pleine nuit, conduite aux urgences dans un état semi-inconsciente.

Pendant un mois elle a trainé une diarrhée, incroyable, cela signifie qu'elle a été très mal soignée. Je me demande comment et pourquoi ils l'ont laissé sortir, pour s'en débarrasser et qu'elle crève seule chez elle, j'imagine. La vieillesse n'est pas seulement un naufrage pour la plupart des hommes qui seront passés à côté de tout durant toute leur misérable existence, c'est aussi le naufrage d'une société en train de couler de toute part, immonde, dégueulasse, inhumaine. Vaut mieux ne pas tomber malade, cela on peut éviter, mais devenir vieux, on ne le peut pas, hélas !

Jusqu'à présent, je prêtais naïvement des bonnes intentions au corps médical, maintenant c'est terminé, ce sera après coup ou vérification si cela est mérité. Je crois même que j'ai fini par adopter le même comportement avec tout le monde à force d'être mal traité, je juge sur pièces seulement, à mon âge faire crédit à quelqu'un, ce ne serait pas sérieux !

Sur le plan politique, c'est pire encore, puisqu'on aura été trahi de toute part, au point de se retrouver sans défense livrés à nos bourreaux masqués, voilà ce qui reste en juin 2021 des enseignements que les marxistes nous ont légués, absolument rien ! On aurait pu s'en apercevoir avant, direz-vous peut-être, effectivement cela fait 13 ans que je m'emploie à tirer la sonnette d'alarme, en vain. Un écran ou des écrits ne remplaceront jamais la présence physique, c'est ce que je me dis pour expliquer ma propre impuissance à inverser le cours des choses.

J'ai pensé à un truc pour le portail. Je pourrais publier mes notes quotidiennement, disons façon brouillon, rangées dans différentes rubriques

pour en faciliter la lecture, et je formaterais le tout une fois par semaine, de cette manière il y aurait beaucoup plus de lecteurs et je couperais l'herbe sous le pieds de ceux qui actualisent leur blog quotidiennement, avec le décalage horaire j'aurais des heures d'avance sur eux, juste pour les emmerder parce qu'ils ne méritent pas d'avoir des lecteurs, puisqu'ils passent leur temps à les berner ou à se moquer d'eux. On procédera peut-être ainsi une fois que la prochaine causerie aura été publiée, faut-il encore que je ne sois pas trop fatigué ou que je n'ai pas trop d'emmerdements. Je vais réfléchir à cela. Sinon on arrête tout, si cela ne sert à rien, c'est envisageable également.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 10 juillet 2021

A bas la tyrannie, à bas la vaccination obligatoire quelle que soit la catégorie de la population concernée, c'est non négociable !

Ce qui distingue les véritables opposants au régime des faux opposants, des opportunistes ou des traitres, c'est que les premiers ne craignent pas d'affronter le régime, alors que les seconds capitulent face au régime au moment des combats décisifs. Les premiers n'ont rien à perdre, leur combat est entièrement voué à la cause qu'ils défendent, les seconds ont tout à perdre parce qu'ils ont lié leurs intérêts à celui du régime en place.

Seuls les premiers méritent notre confiance, mesurée, qui ne doit jamais être aveugle, les seconds ne la méritent pas, bien qu'il soit opportun et non opportuniste de leur accorder partiellement et temporairement, de manière circonscrite, dans certaines circonstances et quand cela sert notre cause uniquement, dans tous les autres cas absolument rien ne le justifie et il faut s'en abstenir sous peine de leur ressembler ou trahir la cause que l'on sert.

Le portail sera partiellement actualisé en fin de journée ou demain. En attendant, de quoi patienter un peu.

- DOCUMENT. Sélection de commentaires de lecteurs de FranceSoir du 9 juillet 2021 suite à l'annonce du Pr. Raoult.
- Cette causerie au format pdf (22 pages)

MES COMMENTAIRES DU 27 JUIN AU 9 JUILLET DANS LE BLOG DU DR. MAUDRUX

- Il y en a qui ne sont même pas dignes d'avoir honte.

Effectivement, Raoult ne s'est pas renié, ses accointances avec Sarkozy, Estrosi, Muselier maintenant, etc. et ses préférences affichées pour les théoriciens du néolibéralisme ne permettaient d'avoir aucun doute sur les intentions malsaines du personnage, les ignorer relevait de la négligence ou de l'imposture.

Et notez bien qu'on se fout éperdument de son sort dorénavant, seul celui des soignants et des millions de personnes qui se sentiront dans l'obligation de se faire vacciner à leur risque et péril a grâce à nos yeux ou nous préoccupe.

Il a abusé de la confiance de millions de Français, c'est la seule chose que j'estime inadmissible. Et la seule chose que j'estime injuste, ce n'est pas les critiques qui lui sont adressées, mais qu'il s'en tire à si bon compte.

La postérité retiendra qu'il a sauvé des vies malgré lui en ayant fait connaître l'hydroxychloroquine pour en avoir sacrifié en plus grand nombre en cautionnant la pandémie de tests, de cas positifs qui nous a mené là où nous en sommes.

Finalement, il n'aura servi ni la science ni la santé de la population en demeurant fidèle à des intérêts qui leur étaient étrangers ou obéir à ses supérieurs hiérarchiques, dont il sera un vil serviteur et rien d'autre jusqu'au bout, fermé le banc.

- Voilà qui s'applique admirablement à ceux qui tiennent absolument à ménager Raoult qui vient de poignarder dans le dos les opposants à la vaccination obligatoire, qui se ressemblent, s'assemblent.

La source de la fable est Esope : "Le renard écourté". La moralité en était la suivante :"Cette fable s'applique à qui conseille son prochain non par bienveillance, mais par intérêt propre".

LE RENARD AYANT LA QUEUE COUPEE

Un vieux Renard, mais des plus fins,
Grand croqueur de Poulets, grand preneur de Lapins,
Sentant son Renard d'une lieue,
Fut enfin au piège attrapé.
Par grand hasard en étant échappé,
Non pas franc (1), car pour gage il y laissa sa queue;
S'étant, dis-je, sauvé sans queue, et tout honteux,
Pour avoir des pareils (comme il était habile (2)),
Un jour que les Renards tenaient conseil entre eux :
Que faisons-nous, dit-il, de ce poids inutile,
Et qui va balayant tous les sentiers fangeux ?
Que nous sert cette queue ? Il faut qu'on se la coupe :
Si l'on me croit, chacun s'y résoudra.
Votre avis est fort bon, dit quelqu'un de la troupe;
Mais tournez-vous, de grâce, et l'on vous répondra.
A ces mots il se fit une telle huée,
Que le pauvre Ecourté (3) ne put être entendu.
Prétendre ôter la queue eût été temps perdu;
La mode en fut continuée.

(1) exempt des charges et impôts. Ici, signifie : non pas sans dommage
(2) rusé
(3) "se dit d'un chien à qui on coupe la queue…" (Furetière)

(traduction de D. Loayza, GF-Flammarion).

@Jeannette

Vaccin et COVID

https://www.youtube.com/watch?v=LyCruMMM5s4&t=2s

Le 12 janvier 2021 à 23:35 Raoult annonçait la couleur : on commence par vacciner ceux-là et par la suite les autres suivront…

Du coup je rajoute le commentaire que j'avais rédigé cet après-midi et que j'hésitais à envoyer.

Pour un peu, on comptera bientôt plus de pro que d'anti-vaccins, et en attendant les traitements prophylactiques et précoces passent à la trappe, comme quoi la recherche de conciliation a pour but de ne jamais parvenir à une rupture avec le régime et sert à le légitimer, quitte à ce que ce soit au détriment de l'état de santé de la population qui se mesure sur le long terme. L'anti-conformisme a ses limites tout de même, il ne faut pas se faire d'illusions.

Avec notamment de l'ivermectine à portée de la main, on peut se passer de vaccin, de tous les vaccins présent ou à venir. Pourquoi ne l'entend pas dire plus souvent par des médecins ? Peut-être parce qu'ils n'ont jamais pu se résoudre à traiter Macron, Philippe, Castex, Buzin, Véran et Salomon de criminels de masse. On ne discute pas, on n'écrit pas, on ne s'adresse pas, on ne fréquente pas de tels criminels. Entre la vérité et des principes humanistes et des intérêts bien compris, il faut choisir.

Depuis 10 ou 15 ans ils savaient que l'hydroxychloroquine permettait de combattre efficacement ce type de coronavirus. Ils n'ont pas eu à faire beaucoup d'efforts pour faire le rapprochement avec sa mise à l'index par Buzin le 20 janvier 2020. Ils n'en eurent pas à en faire davantage quand cette molécule fut diabolisée les mois suivants au moyen d'études truquées. Et quand l'ivermectine fit l'objet d'un scénario similaire, ils savaient pertinemment à quoi s'en tenir. A quoi au juste, sinon que les autorités étaient animées d'intentions criminelles destinées à tuer un maximum de personnes pour créer un climat de psychose collective qui justifierait tout un ensemble de mesures liberticides, au moyen d'une pandémie de tests truqués qui à son tour justifierait la vaccination obligatoire et le pass sanitaire digne d'un régime d'apartheid ou néonazi, de manière à exercer un contrôle totale de la population, prélude à sa résignation à subir d'autres mesures encore plus antisociales, oppressives et coercitives…

Toutes ces tergiversations et contradictions, qui finalement n'inspiraient pas davantage confiance, ont pu conduire des opposants potentiels à Macron à s'y rallier, ainsi qu'un grand nombre de citoyens qui ne savaient plus à quel sauveur suprême se fier. Il ne leur en fallut pas

davantage pour trouver un avantage à se faire vacciner ou pour le justifier, c'est bien dommage.

@kstet

Pire. Quand vous voyez à qui il avait réservé cette annonce, vous n'aurez plus aucun doute sur les intentions qui l'animaient depuis le départ. Et après il y en aura pour s'exclamer que cela n'avait rien d'idéologique, pensez-vous, que des intérêts bien compris.

FranceInfo – Jeudi, Didier Raoult s'est déjà prononcé en faveur de la vaccination de la "population à risque d'être particulièrement surexposée, ou à risque de faire des formes graves", a-t-il dit à l'AFP, pendant un déjeuner organisé par le club d'investisseurs franco-chinois China Business Club, à Paris. francetvinfo.fr 9 juillet 2021

@Madi

N'essayez pas de lui trouver des circonstances atténuantes, l'enjeu est trop grave, on ne lui en accordera aucune !

Qui plus est :Vaccin et COVID

https://www.youtube.com/watch?v=LyCruMMM5s4&t=2s

Le 12 janvier 2021 à 23:35 il annonçait la couleur : on commence par vacciner ceux-là et par la suite les autres suivront…

@CLAUDINE

Confirmé par FranceInfo, ci-dessus.

@Jeannette

@raoult_didier

Au vu des enjeux de l'épidémie actuelle, je suis favorable à la vaccination systématique des personnels soignants, avec les vaccins recommandés pour leur classe d'âge. J'encourage donc tous mes collègues à se rapprocher de leur centre de vaccination.

La vaccination systématique signifie la vaccination obligatoire, quel salaud !

Cela dit, ce n'est même pas un traître ou un lâche, il est comme cela, c'est un sale type et c'était parfaitement prévisible depuis qu'il avait lancé la pandémie de tests qui allaient alimenter en permanence cette mystification…

Il a toujours tenu un double langage, et j'ai constaté dernièrement en regardant quelques vidéos de l'IHU qu'on pouvait en dire autant de tous les intervenants qui s'étaient succédés à condition de les avoir écoutés très attentivement. Trop d'intérêts en jeu, on ne se refait pas.

Mon dernier commentaire était prémonitoire ou tombait à pic, et dans un autre j'indiquais qu'il fallait se méfier comme de la peste des faux amis.

Je partage votre analyse qui s'en tient aux faits. Cependant, il faudrait ajouter et développer le facteur économique sans lequel il demeurera impossible de comprendre les tenants et les aboutissants de cette crise, et comme c'est ce facteur qui en est à l'origine, c'est sur ce plan-là qu'il faudrait envisager d'agir. Mais dès qu'on aborde cette question, force est de constater que pratiquement personne ne veut admettre qu'un changement de régime économique s'avère indispensable pour que les besoins sociaux et les aspirations démocratiques légitimes de la population puissent être satisfaits. Pourquoi ? Parce que le conformisme et l'individualisme vulgaire l'emportent sur tout autre facteur de nature collective ou humaniste, de sorte qu'il n'existe plus d'autres alternatives que se résigner à accompagner la régression sociale et la déchéance à laquelle la société et l'espèce humaine semblent vouées inexorablement.

L'individualisme fait partie de la nature ou de la condition humaine, parce que chaque individu est unique et reste seul durant toute son existence, par conséquent il n'est pas question de nier la place et le rôle déterminant qu'il joue au cours de son développement. Le problème, auquel il sera confronté tout au long de sa vie, réside dans le fait que pour s'épanouir ou profiter pleinement de l'existence, il devra prendre conscience qu'il sera confronté à des conditions extérieures qui s'y opposeront ou constitueront des obstacles à sa réalisation, qu'il devra apprendre à discerner, puis vaincre.

Autrement dit, il lui faudra agir individuellement et collectivement pour transformer ces conditions parce qu'elles sont le produit de rapports sociaux, en fonction de la classe à laquelle il appartient ou la place qu'il occupe dans la société, son statut social, rapports sociaux qui en dernière analyse déterminent individuellement et collectivement le sort ou le destin de chaque homme et de l'ensemble des hommes.

La difficulté à laquelle il est manifestement confronté, réside dans le fait qu'il pense et agit sous l'emprise d'un individualisme devenu

envahissant, qui l'empêche de concevoir sur quoi repose la société dont il fait partie, comment elle fonctionne, autrement qu'à travers l'interprétation idéologique qui lui a été inculquée à son insu, qui n'a jamais eu vocation d'œuvrer pour le bien-être et l'épanouissement individuel de tous les hommes et de toutes les femmes, mais uniquement servir les intérêts d'une infime minorité au détriment du reste de la population. S'il devait en rester à cette interprétation biaisée de la réalité, s'il ne parvenait pas à s'en libérer, il devrait se contenter d'un mode de vie médiocre tout au long de son existence quoiqu'il ait pu réaliser au cours de sa vie.

On a tendance à oublier, que ce n'est pas la nature biologique ou individuelle des hommes qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine, mais leur activité sociale dès lors qu'ils l'ont mise en commun pour que l'ensemble de la collectivité humaine en bénéficie, et non qu'une infime minorité la confisque à son profit.

- Chaque fois que je publie un commentaire, quand vous ne passez pas votre temps à essayer de me ridiculiser aux yeux des lecteurs de ce blog en me faisant passer pour un ignorant qui ne saurait pas de quoi il parle, vous me donner des leçons dont je n'ai rien affaire après avoir déformé mes propos, pire, je réécrirais l'histoire, autant dire la falsifierais, vous vous employez systématiquement à me dénigrer à l'aide d'amalgames assumés ou suggérés, d'un fort mauvais goût ou à connotations pour le moins douteuses ou franchement nauséabondes, en cela vous franchissez allègrement "la ligne rouge" qui sépare débat d'idées loyal et déloyal.

Que vous soyez un farouche partisan du régime en place, c'est votre droit, que je fasse partie de ses plus féroces ennemis est le mien, ne vous en déplaise.

La différence qui existe entre nous, que les lecteurs que vous avez cru bon d'interpeler pour les mettre en garde contre mon discours apprécieront, c'est que contrairement à vous j'assume pleinement les idées que j'expose, je le revendique ouvertement. Car voyez-vous, la seule manière d'être un tant soit peu crédible auprès des personnes auxquelles on s'adresse, consiste à ne rien leur cacher de vos intentions, surtout quand elles ignorent qui vous êtes. Il y a des gens qui passent leur temps à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, cela ne sera jamais mon cas.

Finalement je vous l'accorde, je suis un dangereux extrémiste pour considérer que lorsqu'on se livre à ce genre d'exercice, l'honnêteté et la sincérité sont des principes qui ne peuvent souffrir absolument aucune transgression, quitte à s'attirer le courroux de ses ennemis ou adversaires. Comme je le dis et répète souvent aux lecteurs de mon portail, ne croyez jamais rien ni personne aveuglément, n'ayez confiance en personne, pas même en moi, sans être parano, contentez-vous des faits, vérifiez-les, et faites-vous librement vos convictions, si nous les partageons tant mieux, sinon tant pis, c'est la vie !

@masquarenc

– (Raoult) "en train de préparer un sacré retournement de veste"

– "il est dans l'engrenage …position indéfendable pour moi, qui mène à tout les reniements"

Vraiment pas besoin, c'est un réac assumé et je pèse mes mots :

Raoult, Sarkozy, Estrosi, Muselier, Friedman, Hayek, etc.

Raoult – Nous avons le droit d'être intelligents !

En compagnie de telles pourritures, vaut mieux encore faire partie du camp des cons !

Raoult – Dans l'immédiat, je ne donnerai aucun conseil hors la loi : faire les onze vaccins n'est pas dramatique.

Il les a cautionnées en refusant d'être "hors la loi" ou de s'y opposer, une horreur ! Ce type n'a aucune dignité.

Tout est à l'avenant chez cet infâme personnage. Au passage, vous n'avez plus besoin de vous interroger sur les réelles motivations de ceux qui le soutiennent et la nature des positions qu'ils ont adoptées sur d'autres sujets, maintenant vous les connaissez, cela permet aussi de démasquer de faux amis.

- J'étais parvenu à la même conclusion. Pénurie et surproduction sont les produits de l'anarchie qui caractérise le mode de production capitaliste.

-Cela dit, ces phénomènes peuvent être facilement instrumentalisés ou amplifiés ponctuellement, quand on contrôle la quasi totalité de l'économie mondiale. Donc l'attention portée à ces facteurs est légitime, d'autant plus en période de crise ouverte ou de guerre où tous les coups tordus sont permis. La vigilance doit demeurer en s'en tenant aux faits sans sombrer dans la schizophrénie.

-Méfiez-vous comme de la peste de tous ces gens qui exploitent et instrumentalisent les différents aspects de cette crise, ils pullulent sur le Net comme les charognards rodant autour d'une proie facile ou à l'agonie, vous peut-être, qui sait ? Economistes, sociologues, anthropologues, psychanalystes, physiciens, mathématiciens, etc. ils présentent bien, ils causent à la manière de savants, cela en impose et vous met en confiance, rien de tel pour vous embobiner facilement ou vous amener là où ils voulaient en venir, genre le bonheur est en vous et nul part ailleurs décliné à l'infini, mais là on s'écarte de notre sujet…

-Au-delà, quand on découvre quelque chose qui nous interpelle ou qui nous avait échappé, souvent la première réaction sera l'étonnement, feint ou réel, un peu comme si on était en présence d'une nouveauté ou de quelque chose qui avait été bien camouflé, et quand bien même on s'apercevrait que c'était loin d'être le cas, on évitera de s'en offusquer davantage pour ne pas avoir à admettre qu'on aurait pu passer à côté si longtemps ou qu'on était resté sourd et aveugle, ce qui évidemment ne contribuerait pas à rehausser l'estime qu'on avait de soi, l'amour-propre étant souvent mal placé. L'assumer ou prendre la mesure de sa propre ignorance, c'est être sur la bonne voie pour progresser.

- Il y en a qui n'en ont rien à foutre de l'injustice et de savoir qui en est victime, CQFD.

- Une telle bienveillance n'est jamais gratuite. En grattant un peu on s'aperçoit qu'elle sert à camoufler le fait que l'épouvantable maréchal et le brave général se sont entendus pour que les malheureux Français ne sachent jamais quels étaient les causes et les objectifs réels de cette guerre ni qui en tirerait profit exclusivement, la crise du capitalisme, les banquiers qui financèrent les deux camps et les industriels qui les approvisionnèrent en matières premières, les uniques vainqueurs de cette gigantesque boucherie devant lesquels l'ensemble des chefs d'Etat allaient se prosterner…

Ainsi, ce n'est pas "plusieurs centaines de milliers de Français" qui aurait dû être "passés par les armes", mais des millions puisque pratiquement tous avaient été trompés par l'un ou par l'autre. J'en veux pour preuve qu'on leur fit croire – comme vous le faites encore 76 ans plus tard, que l'urgence était de "refaire démarrer le pays" dans les mêmes (ou meilleures) conditions d'exploitation que celles qui prévalaient avant guerre, ce qui signifie au passage que leur sacrifice n'avait servi à strictement rien en ce qui les concernait, l'urgence étant de désarmer au plus vite le peuple en arme et de liquider le mouvement révolutionnaire qui pointait son nez, ce qui n'aurait pas pu être réalisé sans le soutien apporté par les staliniens (PC) et les sociaux-démocrates (SFIO) alliés à de Gaulle, et qui évidemment étaient étrangers et hostiles au socialisme ou au communisme

Eh oui, déjà à cette époque la gauche était une épouvantable imposture ou escroquerie politique ! Inutile d'évoquer la droite qui rime avec sueur, larme et sang. Vous n'êtes pas au bout de vos désillusions, je parle des lecteurs en général, comme quoi les crises ont du bon.

Contrairement à mes petits camarades qui se lamentent lors de chaque crise, sachant qu'elles créent les conditions favorables à l'élévation du niveau de conscience politique des masses et à leur organisation, j'en déduisis qu'ils étaient opposés à la transformation de la crise du régime en crise révolutionnaire, et qu'ils figuraient en fait dans le camp de la réaction, et je rompis avec eux, logique quand on n'a pas renié son idéal.

La seule urgence qui s'imposait à la bourgeoisie française (et internationale), c'était de reconstruire son Etat et de faire redémarrer au plus vite la machine capitaliste… Quant au sort du peuple, ils n'en auront pas plus à foutre à cette époque-là que de nos jours, vous aurez du mal à faire croire autre chose ou le contraire à quelqu'un.

- Mise au point. Comme quoi on en apprend tous les jours.

Il fut erroné au cours des 17 derniers mois jusqu'à ce 7 juillet 2021, mais sans doute pas fortuit dans bien des cas, de se livrer à des amalgames tendancieux ou d'incriminer le Conseil national de l'Ordre des médecins créé le 7 octobre 1940 par le maréchal Pétain, dans la mesure où il fut dissout par une ordonnance du Gouvernement provisoire de la République française à Alger présidé par le Général de Gaulle le 18 octobre 1943. L'Ordre des médecins actuel sera créé par une ordonnance du Général de Gaulle du 24 septembre 1945 signée par Monsieur François Billioux, ministre de la santé affilié au PC (Parti dit communiste). (Source : https://conseil17.ordre.medecin.fr/content/historique-14)

Donc, lorsque vous voudrez vous en prendre à cette auguste institution, à juste titre notez bien, vous saurez dorénavant à qui vous adresser, et si quelque chose vous gênait aux entournures ou que vous vous étrangliez en lisant cela (et la suite), vous n'auriez qu'à vous en prendre qu'à vous-même.

"Il n'y a pas eu de répudiation de l'Ordre de Vichy".

Un autre trait important du Conseil national de 1946 est la présence d'un grand nombre d'anciens des conseils de Vichy, surtout des conseils élus de 1943. Neuf de ses membres avaient été membres du Conseil national de 1943, y compris le président de ce Conseil, Louis Portes ; dix autres avaient été membres des conseils départementaux ; soit un total de 76 %. Ce retour en force des membres des conseils de Vichy reflète la pratique des conseils départementaux : presque la moitié des membres des conseils départementaux de 1946 (48,6 %) avaient déjà été membres des conseils de Vichy de 1943, et dans 31 départements ruraux, le total est de 50 % et plus.

La Résistance n'est représentée que par 6 membres, une chute précipitée par rapport aux 53 % qu'elle avait eus dans le Conseil supérieur nommé en 1945. Cinq de ces six membres sont des syndicalistes et trois d'entre eux, Marc Bodson, Robert de Vernejoul et Bernard Lafay, avaient été membres des conseils départementaux en 1943.

Ce conseil s'occupe des questions toujours non résolues sous le régime de Vichy, surtout la rédaction d'un code de déontologie. Ce code est rédigé par le nouveau Conseil national : il paraît au Journal Officiel du 27 juin 1947. La charte de la médecine libérale y figure en bonne place, dans le chapitre sur les devoirs généraux du médecin [70]

[70]Journal Officiel, 28 juin 1947, p. 5993.

Malgré la Libération, la fin du gouvernement de Vichy et la réorganisation de l'Ordre des médecins, très peu de changements ont lieu au sein de cet Ordre, et dans la profession médicale française en général. Comme on peut le voir dans les résultats des élections du conseil départemental de la Seine, la forme traditionnelle de l'exercice de la médecine est toujours fermement enracinée. Il n'y a pas eu de répudiation de l'Ordre de Vichy, dont tant d'hommes, en particulier ceux des conseils élus de 1943, reviennent en 1946. Les syndicats reconstitués, en harmonie avec la base de la profession, reviennent rapidement à leur puissance d'avant-guerre. Seule la Résistance est sur le déclin.

(Source : https://www.cairn.info/journal-le-mouvement-social-2009-4-page-61.htm)

- – "cela devient du stalinisme".

Bravo, entièrement d'accord avec vous ! Le capitalisme et le stalinisme font bon ménage. Encore un effort et on va réhabiliter le socialisme auquel ces gens sont étrangers, pour un peu l'espoir qu'on pourrait s'en sortir n'est pas mort !

- Le secteur de la santé est aussi épouvantable que ceux de l'éducation, l'agro-alimentaire, la chimie, l'armement…

Pourquoi ne pourrait-il pas être prescrit un traitement préventif aux soignants à partir de molécules sans effets secondaires importants ?

Ce qui est étrange chez tous ces médecins, c'est qu'ils n'ont que les mots médicament ou vaccin à la bouche, tellement ils sont influencés par le lobby pharmaceutique ou tout simplement par leur formation ou leur conception désastreuse de la médecine, puisqu'ils ignorent systématique l'alimentation et le mode de vie des patients qui sont à la base de la santé.

La nourriture dans les hôpitaux ou cliniques est détestable, pire, elle ne tient même pas compte des règles élémentaires de la diététique, pour un peu vous pouvez bouffer n'importe quoi n'importe quand cela n'a pas d'importance, c'est pour dire.

Leur but n'étant pas de traiter le mal à la racine, quand ils abordent la société sur le plan politique ce sera la même chose, quoiqu'il arrive notez bien, ils s'accommoderont de tout, ils cautionneront tout, même les guerres, le chômage et la misère de masse, ils sont liés par tous les bouts au régime en place, ils sont viscéralement TINA (There is no alternative) sous leur masque bienveillant, libéral ou humaniste, donc pas question pour eux d'envisager une issue en dehors de ce cadre, encore moins de le bazarder, c'est leur horizon indépassable, borné. Ils sont légalistes, conformistes dans l'âme jusqu'à preuve du contraire, malgré plus de 100.000 victimes innocentes et l'ensemble de la population dont les enfants soumis à un régime de terreur, ils demeurent TINA. Ils peuvent l'écorcher superficiellement (le régime), une plaie qui sera vite cicatrisée, on leur fait confiance.

Ce qui distingue leur morale de la nôtre, c'est que la leur incarne le passé avec ses inégalités, injustes et guerres, la nôtre, le futur, l'émancipation de l'exploitation et la liberté. Qu'ils ne puissent pas imaginer le futur autrement que le passé est révélateur, vaut mieux l'exploitation et l'oppression du plus grand nombre par une infime minorité plutôt que l'inverse, à chacun son camp, si cela pouvait faire réfléchir…

- Suite. Que Faire ?

J'ai imaginé un autre scénario que celui que je vous ai proposé dernièrement, mais je me dis à quoi bon perdre son temps.

Un nouveau parti politique ne pourrait que rassembler une minorité ayant atteint un niveau de conscience politique supérieur, assimilé les bases du socialisme et l'ensemble des enseignements de la lutte de classe du passé, maîtrisant le matérialisme dialectique, partageant la même analyse de la situation, les mêmes idées ou étant parvenus aux mêmes conclusions sur une multitude de sujets, etc. autant de conditions que ne peuvent pas remplir spontanément des millions de travailleurs des différentes classes.

En revanche, parallèlement une organisation basée sur une plate-forme restreinte et des objectifs réduits à l'essentiel pourrait peut-être faire l'affaire : changement de régime économique et politique (dont abolition de la Ve République, du CAC 40, de la Bourse, etc.) et assemblée constituante ou populaire souveraine où serait débattue, définie et adoptée une orientation économique et politique conforme aux besoins sociaux et aux aspirations démocratiques de la population, afin dans un premier temps d'abolir toutes les lois ou mesures antisociales ou liberticides adoptées depuis 50 ans ou plus, de mettre un terme aux inégalités sociales les plus criantes, au chômage, etc. de manière à ce que chacun puisse vivre de son travail et bénéficier de conditions d'existence décentes…

Pour pouvoir rassembler des millions de travailleurs manuels et intellectuels de toutes catégories sociales sans distinction politique, philosophique ou autres, cette organisation n'aurait pas pour vocation de prendre parti pour ou contre telle ou telle position concernant toutes les questions de société ou d'ordre culturel ou autres encore. Par exemple elle ne se prononcerait ni pour ni contre le maintien dans l'Union européenne qui déchirerait ses membres et conduirait à sa dislocation, idem pour l'ensemble des questions concernant des minorités ou certaines communautés, car dans le cas où nous parviendrions à renverser le régime en place, ces questions seraient résolues automatiquement ou naturellement ; Gageons par exemple que l'UE (troïka) condamnerait le renversement de l'Ancien Régime et lui viendrait en aide, donc elle se poserait en ennemi de cette organisation et de la nouvelle orientation (sociale) de la société en France soudant tous ses membres contre l'UE, la question êtes-vous pour ou contre l'UE serait réglée naturellement.

Cela fait déjà des années que j'avais envisagé ce processus qui pourrait aboutir à une situation de double pouvoir si cette organisation venait à prendre une ampleur exceptionnelle. Il suffirait de dire aux gens pour les convaincre de la rejoindre, qu'en pensez-vous : Stop ou encore ? ; On les garde ou on les vire ? ; On garde la règle du jeu qui est pipée ou à notre désavantage ou on la change à notre profit ? ; On prend notre destin en mains ou on laisse le soin à d'autres de s'en charger à notre place ? ; On décide de vivre dans une société meilleure et plus juste ou on se résigne à vivre un cauchemar sans fin ? Qui doit gouverner, ceux qui travaillent, produisent les richesses, assurent le fonctionnement de la société ou les oligarques, banquiers, rentiers, mafieux, criminels, tyrans, faiseurs de guerres, oppresseurs ? A suivre.

- On s'étonne que le même scénario se produise dans les 194 pays que compte l'ONU, et pourtant.

La mondialisation, avez-vous entendu parler ? La mondialisation du capitalisme, cela vous dit-il quelque chose ? Si vous vous souvenez de ce qui s'est passé au cours des années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, vous avez encore à l'esprit qu'elle n'avait pas suffi à régler la crise économique qui en était à l'origine, pas plus que la précédente guerre mondiale d'ailleurs, qui n'avait servi qu'à gagner du temps avant que la suivante survienne inexorablement et ainsi de suite jusqu'à nos jours, ce qui signifie que pour comprendre ce qui se passe en 2021, il faut remonter au tout début du XXe siècle ou à la fin du XIXe siècle quand la finance s'allia à l'industrie et la supplanta définitivement.

La pompe à pétrole allait alimenter la pompe de la finance déjà bien fournie en faisant main basse sur la pompe à dollars, la planche à billets dont elle est propriétaire depuis 1913 (FED), la veille de la Première Guerre mondiale, c'était juste une coïncidence dirons les naïfs ou ignorants, jusqu'au jour où les faux monnayeurs devinrent suffisamment puissants pour inonder le monde avec leur monnaie de singe, ça ce fut à partir de la fin de Seconde Guerre mondiale, Bretton Woods, etc.

Puis, lorsque le monde se retrouva englouti sous un amas colossal de dettes, ils n'eurent plus qu'à se baisser pour rafler la mise en décidant qu'ils étaient devenus les maîtres du monde, après avoir investi et corrompu toutes les institutions nationales et internationales financières et politiques (dont l'UE, l'ONU, etc.), à l'exception toutefois de celles qu'ils avaient créées spécialement pour accomplir cette tâche, FMI, Banque mondiale, etc., pilotées depuis les institutions qu'ils avaient fondées spécialement pour qu'aucune n'échappe à leur contrôle, Bilderberg, le Commission Trilatérale, le Council on Foreign Relations (CFR), etc. Il ne leur restait plus qu'à imposer à tous les peuples de la planète le modèle de société (totalitaire) qu'ils avaient conçu pour conserver leur hégémonie sur le monde en étendant leur contrôle (policier) à l'ensemble de la population, de manière à pouvoir s'émanciper tranquillement des lois de fonctionnement du capitalisme dont les contradictions devaient être portées au paroxysme ou devenir incontrôlables à terme et menaçantes, une fois le mouvement ouvrier neutralisé faut-il préciser, sans pouvoir toutefois supprimer l'un et l'autre, d'où le recours à la force, à la répression, à la violence, à la haine, à la peur, au régime de la terreur, au terrorisme, à la cruauté, à la barbarie pour les mettre au pas, armés d'un fusil, d'une bombe atomique ou d'une seringue.

La trame me semble correcte ou cohérente, les faits en somme. Au passage, cela démontre qu'il existe une faille dans leur dispositif ou stratégie, et que c'est à nous de l'exploiter, autrement dit tout espoir n'est pas définitivement perdu !

A ma connaissance, n'avons-nous pas assisté au même scénario le 11 septembre 2001 ? Quel chef d'Etat dénonça la version présentée par George W. Bush, Dick Cheney et Donald Rumsfeld ? Aucun. Quel parti politique, syndicat ou média osa la remettre en cause ? Aucun.

Le même scénario ne serait-il pas produit également lorsqu'ils lancèrent l'opération destinée à faire croire que le réchauffement climatique serait d'origine anthropique (activité humaine) ? Quel chef d'Etat dénonça cette nouvelle imposture mondiale (GIEC)? Aucun. Quel parti politique, syndicat ou média osa la remettre en cause ? Aucun.

Je vous ai fait grâce de la crise financière de 2008 ou du krach de 1929, oui déjà à cette époque tous les acteurs politiques au pouvoir et ceux qui étaient susceptibles de les remplacer tinrent le même discours, celui qui figure dans les manuels scolaires ou les ouvrages des historiens officiels, qui servent de référence pour interpréter la réalité, autant dire la rendre incompréhensible…

Il est donc possible de s'extraire de cette confusion inextricable dans laquelle on voudrait nous enfermer pour nous empêcher de passer à l'action et nous organiser, pour peu qu'on s'en tienne strictement aux faits. Peu les connaissent ou les ont en tête, il est là aussi le problème. Tout le monde s'exprime à tort et à travers, pourquoi pas, encore faut-il savoir de quoi on parle. Et le plus dommageable de nos jours, c'est qu'il n'existe plus de hiérarchie des valeurs entre ceux qui croient avoir appris quelque chose et qui en réalité ne savent rien qu'on n'entendait pas hier, et ceux qui ont réellement appris quelque chose et dont la voix est étouffée.

La connaissance du monde dans lequel nous vivons est devenue inaccessible pour que l'on ne puisse même plus envisager de le changer ou avoir l'espoir d'en sortir un jour. Faire renaître cet espoir est notre tâche la plus urgente avec celle de s'organiser.

- Dire qu'il faut convaincre, signifie que les arguments en faveur de la vaccination sont valables, c'est cautionner la vaccination obligatoire.

cnews – Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a indiqué lundi qu'il n'était «pas favorable» à la vaccination obligatoire des soignants contre le Covid-19, expliquant qu'il préférait «convaincre plutôt que contraindre» ceux qui «s'interrogent ou hésitent». Le patron du syndicat pense «qu'il vaut mieux convaincre plutôt que contraindre». «Il faut voir pourquoi une partie des soignants ne veut pas se faire vacciner, il y a certainement des raisons, donc il vaut mieux discuter plutôt que d'imposer», a déclaré Philippe Martinez sur LCI.

Il s'agit d'une voix discordante dans un concert de soutiens. Depuis une semaine, le gouvernement, des médecins, mais aussi le Medef et la CFDT ont en effet pris position en faveur de l'obligation pour les soignants, encore trop peu vaccinés dans les Ehpad et les hôpitaux.

https://www.cnews.fr/monde/2021-07-05/direct-coronavirus-une-4e-vague-des-fin-juillet-est-une-possibilite-pour-gabriel

Martinez représente ni la CGT ni la classe ouvrière ni le mouvement ouvrier.

J'ai consulté le blog de Force Ouvrière Santé, ils sont également favorables à la vaccination. Rien à attendre de ce côté-là. Macron bénéficie depuis 18 mois du soutien de l'ensemble du mouvement ouvrier également corrompu jusqu'à la moelle, la preuve, , on comprend ensuite pourquoi Macron et ses larbins peuvent se lâcher, ils ne risquent rien.

- Un complément en anglais.

One for AllAn Updated Action Plan for Global Covid-19 Vaccination – rockefellerfoundation.org June 2021

https://www.rockefellerfoundation.org/wp-content/uploads/2021/05/One-for-All-An-Updated-Action-Plan-for-Global-Covid-19-Vaccination-Final-06012021.pdf

---

- La question qui va porter le coup de grâce à toute forme d'opportunisme, d'hypocrisie, de conformisme masqué : Qui peut croire un instant que les plus riches de la planète, ces prédateurs, vautours, gangsters, mafieux, faiseurs de guerres et de famines, ces criminels et j'en passe pourraient être animés de bonnes intentions envers tous les peuples, qui pourrait le croire ?

Il faut anéantir à tout prix leur pouvoir de nuisance sur la société, et tout ce qui s'y oppose devrait être déclaré illégitime…

- @Maudrux

Un autre document qui le prouve, si nécessaire. Il a été traduit en français, je n'ai pas encore eu le temps de le mettre dans mon portail.

Tout y est à la manière d'un gouvernement mondial totalitaire.

La question fondamentale qu'on doit se poser à partir de là, est de savoir si on conserve les institutions politiques nationales qui s'en font le relais, et donc sans lesquelles il n'aurait aucun pouvoir politique ou si on les abolit. Mais comme le gigantesque et tentaculaire pouvoir et contrôle économique qu'ils ont acquis continuerait de constituer une nuisance et un obstacle pour le développement économique et le progrès social dans chaque pays, il n'existerait pas d'autre alternative qu'abolir également le système économique sur lequel repose leur pouvoir.

C'est la situation ou les faits qui nous incitent ou nous obligent à adopter cette orientation, et non je ne sais quelle lubie, théorie ou doctrine, la question est de savoir ce qu'on veut vraiment, dans quelle société nous voulons vivre.

Je sais pertinemment que cela va choquer les convictions ou les idées reçues que partagent 99% des gens, cela leur donnera l'occasion de se débarrasser des multiples contradictions qu'ils trimballaient, quel soulagement ! Ils s'en sentiront que mieux immédiatement, plus légers.

On leur a fait croire qu'il n'existait pas d'alternative au capitalisme et ils ont adopté cette croyance, en en prenant conscience ils vont devenir les acteurs de leur propre histoire, ils vont pouvoir enfin prendre en mains leur destin, ils en ont aujourd'hui l'opportunité (en s'organisant évidemment) c'est formidable, non ? S'ils n'y parvenaient pas ou s'y refusaient, le pire cauchemar leur serait réservé, là pour le coup il ne serait pas permis d'en douter.

Scénarios pour le Futur de La technologie et Développement international - Fondation Rockefeller et Global Business Network. mai 2010

Avec en prime un avant-propos de...Peter Schwartz (FEM-Davos) cofondateur et président du Global Business Network !

https://boxonsite.files.wordpress.com/2020/11/scenarios-for-the-future-of-technology.en_.fr_-1.pdf

---

- Dans mon portail, pas ici, j'avais suggéré, si nous avions eu un parti politique digne de notre idéal de justice sociale et de liberté, de nous doter d'une organisation clandestine qui aurait été chargée de mener des actions illégales contre le régime et ses représentants les plus en vue, ou de leur répondre au niveau de l'agression dont ils faisaient preuve contre le peuple, de les harceler, histoire que la peur change de camp… Ce parti n'existe pas, et c'est ce qui nous fait le plus cruellement défaut aujourd'hui. Apparemment nous sommes une infime minorité à en avoir pris conscience, une poignée de vieux ou vieillards. Le nihilisme poussé à l'extrême conduit à l'extinction de notre espèce. Tablons sur la connaissance (et l'organisation) pour le vaincre.

- Citez-moi une seule élection qui ait abouti à l'abrogation de toutes les lois antisociales ou liberticides adoptées par les précédents gouvernements ?

- Il y a quelque temps déjà dans un commentaire j'avais posé une question en formulant plusieurs hypothèses sans obtenir de réponse valable, je la renouvelle en rapport avec cet article.

1- Serait-il possible qu'un virus se propage simultanément sur les deux hémisphères ? Je précise, simultanément.

2- Combien de temps un virus mettrait-il pour se propager sur tous les continents, à 193 pays, à partir d'une souche ou d'un porteur unique ?

3- Dès lors qu'il serait présent quelque part, combien de temps mettrait-il pour se répandre parmi la population et créer une épidémie ?

Si la réponse était que ce serait impossible ou improbable qu'il se répande simultanément partout ou en si peu de temps, dès lors ne faudrait-il pas envisager qu'il aurait pu y avoir plusieurs porteurs ou que la souche unique se soit payée un tour du monde en un temps record, à chaque escale dans un aéroport différent, par exemple, mais ce serait trop long, cela prendrait plusieurs mois, sauf dans le cas où il y aurait eu plusieurs porteurs.

- @Viala

Au-delà de l'explication que j'ai fournie plus haut, je partage votre analyse et votre conclusion.

Leur objectif de longue date était de détenir tous les pouvoirs, ils l'ont enfin atteint. Il ne leur reste plus qu'à atteindre le dernier, le contrôle totale de la population, pour que les rêvent les plus fous à la portée de leurs mains se réalisent : Modeler le monde à leur image ou tel qu'ils considèrent qu'il devrait être pour pouvoir jouir de l'existence sans entrave.

Effectivement, ce qu'on ignore ou oublie, c'est que la détermination et le cynisme de notre ennemi est inébranlable et sans fond, illimité, contrairement à nos semblables qui en manque singulièrement, et qui sont généralement animés de bonnes intentions envers le genre humain, dirons-nous pour faire bref.

On aura du mal à imaginer être en présence de tels monstres de cruauté, c'est notre faiblesse. Quant à leur but final ou option comme vous dites, il semble compatible avec le seul idéal qu'on se fixerait si on était à leur place, sachant qu'il inclut la progéniture de leurs générations futures, ils ont l'esprit de famille plus que tout autre espèce.

- @ js2B

Une insurrection, vaut mieux s'y préparer, la préparer, je dirai même que cela s'organise longtemps à l'avance, sinon elle sera vaincue. L'urgence est de renouée avec les enseignements de la lutte de classe des XIXe et XXe siècles, pas un mode d'emploi à copier à la lettre, un guide pour l'action et pour vaincre !

- @e.libre

Effectivement, quand on s'en tient strictement aux faits et à leurs enchaînements, quand on les reprend chronologiquement en remontant des années ou même des décennies en arrière, on peut ainsi remonter à la fin du XIXe siècle, on s'aperçoit que le déclenchement des évènements de portée mondiale (guerre, krach financier ou boursier, pandémie) a toujours correspondu à des crises économiques et politiques sur le point de se transformer en crise ou explosion sociale généralisée, qui se traduisaient par un endettement colossal et insolvabilité, l'impossibilité d'accroître le taux d'exploitation, pauvreté et précarité de pans entiers de la classe ouvrière et des classes moyennes, abstention et rejet des institutions, radicalisation politique des masses, grèves et mouvements sociaux à répétition cherchant à se fédérer, la menace extrême pour le régime en place, ce dont personne ne parle étrangement ici.

Personne ne veut admettre que le système économique est en bout du rouleau, à l'agonie et entraîne dans son sillage l'humanité toute entière, et que ce qui fait le plus défaut à tous les bien pensants, tous ces gens instruits ou bénéficiant d'un statut social supérieur, c'est une conscience politique. Leur idéal n'est pas de concourir à l'établissement d'une société meilleure ou plus juste où chacun accéderait au bien-être, s'épanouirait individuellement et vivrait en paix, leur idéal c'est uniquement de s'en sortir individuellement par n'importe quel moyen au détriment de n'importe qui ou n'importe quoi, très hypocritement évidemment, car ils vont hurler en lisant cela.

J'ai lu dans Wikipédia qu'il y avait eu plus de 200 guerres dans le monde entre 1945 et 2021, pour ne prendre qu'un exemple parmi tant d'autres, dès lors, que signifie l'attitude de tous ces gens qui vouent un culte au "monde d'avant", à ce monde-là, détestable, sinon qu'ils n'ont jamais cessé d'être inconscients du monde dans lequel ils vivaient ou qu'ils ont vécu dans l'indifférence des malheurs ou des souffrances qui frappaient tous les peuples, à des degrés divers de toute apparence. Vont-ils enfin en prendre conscience et se demander qu'est-ce qui s'est réellement passé au cours de leur vie ? Espérons-le, c'est le pire qu'on peut leur souhaiter pour notre salut commun.

- Pour revenir sur l'Inde où je vis. J'ai oublié de vous signaler un facteur qui a pu jouer un rôle déterminant dans le déroulement de cette épidémie classique.

Contrairement à ce qui se passe en occident, les Indiens n'ont pas ou très peu de rapports physiques rapprochés. Vous ne les verrez jamais

s'embrasser, pas même se tenir par la main ou s'enlacer dans la rue ou un lieu public, sauf très rares exceptions. Très peu pratiquent un sport ou des sports collectifs, c'est réservé aux nantis, hormis le cricket (le sport national) où les joueurs se tiennent à une certaine distance les uns des autres.

Depuis 1990 je n'ai jamais embrassé mon épouse hors de chez nous, dès qu'on sort on ne se touche plus, c'est prohibé ! Je ne l'embrasse même pas chez nous en présence d'un membre de sa famille. Les époux ne s'embrassent pratiquement pas. Toucher la main d'une femme est considéré comme une avance. Chez la plupart des foyers indiens, on ne mange pas ensemble, on ne mange pas à table, quand il y a de la place pour caser une table. Hormis une assiette et un gobelet en acier, pas de fourchettes, cuillères ou couteaux qui seraient passés de mains en mains ou qui pourraient être souillés. Les vêtements sont lavés à la main le plus souvent, donc manipulés séparément, rares sont ceux qui peuvent se payer le luxe d'une machine à laver. Peu possèdent une automobile, un lieu de confinement.

Bref, si la surpopulation et la promiscuité sont bien réelles, j'allais oublier de préciser que pour supporter la chaleur toutes les fenêtres et portes des maisons restent ouvertes, les Indiens ont peu de contacts physiques, ce qui peut aussi expliquer la faible transmission d'un virus en Inde, en plus des traitements à l'hydroxychloroquine ou à l'ivermectine qui ont évidemment contribué à limiter la propagation de la covid-19.

https://reinfocovid.fr/temoignage/retour-sur-experience-ivermectine-en-inde

---

- Parmi les très nombreuses questions qui ont surgi après le déclenchement officielle de cette pandémie et durant son déroulement durant les 18 derniers mois écoulés, la plupart ont trouvé des réponses cohérentes ou satisfaisantes, seules celles sur son origine exacte et comment elle a pu se propager au départ n'ont pas pu être élucidée à ce jour, ce qui importe peu. Se focaliser sur ces deux questions ne ferait que nous détourner de l'essentiel ou mener dans une impasse politique.

Quant aux mobiles et aux objectifs de cette opération, pour peu qu'on y ait prêté attention, ils ont été revendiqués publiquement par leurs auteurs, ainsi que ceux qui en ont déjà profité pour s'enrichir dans des proportions monstrueuses depuis janvier 2020 : le clan de l'oligarchie qui trône au sommet du capitalisme mondial, et qui contrôle l'ensemble des institutions financières et politiques internationales.

Il suffisait d'écouter leurs déclarations et de lire attentivement leurs publications, pour apprendre et comprendre comment ils avaient planifié minutieusement depuis des années le déroulement de cette opération et cerner à quelles fins, sans toutefois pouvoir certifier parmi un ensemble d'objectifs de nature économique ou politique lesquels ils seraient susceptibles de réaliser dans la mesure où ce processus s'étalerait sur une longue période et serait soumis à un certain nombre d'inconnus et d'obstacles qui pourraient en contrarier le bon déroulement, pour cette raison et à fin d'éviter une nouvelle fois de se lancer dans des spéculations sans objet et sans fin, je conseillerai de s'en tenir à l'orientation qu'ils ont privilégiée et qui s'est déjà traduite par des investissements en dizaines ou centaines de milliards de dollars dans des secteurs clés de l'économie, et les mesures qu'ils ont indiqué vouloir imposer à l'ensemble de la population pour transformer en profondeur ou de manière irréversible son comportement quotidien, son mode de vie et de pensée ou modeler la société toute entière à leur image et à leur profit exclusif.

Il existe des précédents, par exemple le 11 septembre 2001.

Les évènements qui se sont produits ce jour-là aux Etats-Unis et la manière dont ils ont été traités auraient dû servir de leçon à ceux qui étaient épris de vérité. Or, force est de constater que tel n'a pas été le cas, d'où l'incroyable confusion qui s'est emparée des esprits dès janvier 2020, et il est fort à craindre qu'on soit loin d'en voir le bout, puisque dès qu'on aborde la situation sous l'angle de la crise du capitalisme et de la lutte de classes, qui sont les deux facteurs qui déterminent l'orientation du processus historique, les yeux et les oreilles se ferment, les cerveaux se déconnectent de la réalité et il n'y a plus rien à en tirer.

Ceux qui se murent dans cette sorte d'autisme, refusent obstinément de réfléchir aux arguments qu'on leur soumet, ils se comportent exactement de la même manière que ceux dont ils critiquent le comportement, dès lors aucune issue politique conforme aux besoins sociaux et aux aspirations démocratiques légitimes des peuples n'est envisageable dans le présent ou dans le futur, ils seront condamnés à se résigner à vivre sous un régime totalitaire. Quand bien même la trame de ce régime se dessine quotidiennement sous leurs yeux ou qu'ils en sont déjà les victimes, ils refusent d'en tirer les conséquences qui s'imposent, à savoir qu'ils doivent envisager sérieusement un changement de régime économique et politique. Eux seuls peuvent en être les acteurs, s'y refuser serait suicidaire. A suivre.

- @ Sipo

- "Vous avez parfois du mal à suivre (ce n’est pas la première fois)."

Merci de me le faire remarquer ! Vous m'excuserez, je suis autodidacte.

J'avoue être un âne qui a même loupé le BEPC en 1971... pour cause d'école buissonnière pendant le dernier trimestre... Mais à 46 ans pour conserver mon emploi de prof de français à l'Alliance française de Pondichéry, j'ai dû suivre un cursus universitaire (Rouen, par correspondance) en linguistique et obtenu un diplôme en sciences du langage, j'ai poursuivi en candidature libre jusqu'à la maîtrise incluse.

Il faut dire que l'âne venait de passer 25 ans à lire et à étudier sérieusement de la philosophie à l'astrophysique en passant par la psychanalyse et l'économie politique, en fait tout ce qui lui tombait sous les yeux, rageusement, vivant seul, parfois le ventre vide, assis à une minuscule table achetée 10 balles chez Emaus faiblement éclairée, un dictionnaire et un cahier à portée de la main pour prendre des notes, très tard dans la nuit, jusqu'à l'aube le week-end, partout, tout le temps, dans le train ou le métro, dans un parc, assis sur un banc ou allongé

dans l'herbe, en mangeant, avec toujours un livre dans sa poche ou plusieurs dans son sac... et de 1974 à 2021 je n'ai jamais cessé de lire, d'étudier, de réfléchir.

Je vais vous avouer un truc. Si j'ai eu l'occasion de m'apercevoir une multitude de fois que je n'avais pas toujours bien compris (à l'envers ou pas du tout !) ce que j'ai lu au cours de ces 46 dernières années, je me suis dit en lisant votre embrouillamini, qu'il était préférable de l'écarter et de repartir sur une base claire pour arriver à une conclusion qui le serait tout autant.

Ce n'est pas la première fois non plus que vous prétendez que nous serions d'accord. Pourquoi pas, mais franchement je me demande bien sur quoi ? Non mais je dois être idiot ou je le fais exprès, laissez tombé ! Merci pour ce moment de détente.

- @Owen

Si je peux me permettre, ce que vous n'avez pas saisi, c'est que Denis Robert n'a jamais été dans le "schéma de pensée" du "marxisme" ou de "la pensée matérialiste", loin s'en faut, j'ignore pourquoi vous l'avez cru et vous seul devez le savoir. Peut-être que votre mode de pensée est encore trop teinté d'idéalisme ou votre définition de la gauche était défectueuse, je n'en sais rien.

Je vous rappelle si nécessaire, qu'en principe être de gauche depuis 232 ans signifie être favorable à un changement de régime économique (et politique), au passage d'un mode de production à un autre supérieur, donc du capitalisme au socialisme à notre époque ou depuis déjà un siècle environ.

La culture politique de la plupart des gens à notre époque étant limitée et leur conscience politique étant quasiment nulle, la confusion la plus extrême les a amenés à prêter à des acteurs politiques ou à d'autres personnages des intentions qu'ils n'avaient jamais pu avoir, parce qu'elles leur étaient étrangères ou ils y étaient opposées, ils ignoraient ce que signifiait être de gauche ou pour eux cela signifiait tout autre chose tout simplement. Cette confusion allait être instrumentalisée et servir à alimenter l'opportunisme, dont allait se nourrir l'ensemble de ce qu'on a appelé à tort la gauche et l'extrême gauche, si bien que ces courants politiques ont fini par se désintégrer, se disloquer, et la dernière épreuve à laquelle leurs oripeaux viennent d'être soumis a révélé en quelque sorte leur véritable nature, une fois réduit à jouer les “commissaires” zélés pour le compte de Macron-UE-ONU-OMS-GAVI-Davos.

D'une certaine manière, c'est la caution démocratique, sociale ou morale (avec les syndicats), la bonne conscience de la droite, c'est la droite sociale ! La gauche ou l'extrême gauche, ce qui a mon avis revient au même en 2021, n'existe plus en tant que courants politiques, même si tout sera fait pour entretenir cette illusion. A qui profite cette imposture, est-il raisonnable de se poser encore cette question ? Qui cela intéresse-t-il ? Pas grand monde apparemment, l'heure n'étant pas encore venu du rassemblement de tous les opposants au régime, les uns et les autres préférant tenter leur chance individuellement ou espérant être épargnés par le rouleau compresseur du totalitarisme, gravissime erreur d'appréciation ! Sans changement de régime, point de salut ! Public ou individuel.

- Totalitarisme.

Questions : Pourquoi aucun syndicat, aucun parti dit de gauche ou d'extrême gauche n'appelle-t-il pas à l'unité et à la grève illimitée jusqu'au retrait de ce projet de loi digne d'un régime fasciste ?

Pourquoi aucun collectif de médecins ne lance-t-il pas un appel en soutien aux personnels soignants qui ne veulent pas se faire vacciner ?

Covid-19 : un projet de loi en préparation pour la vaccination obligatoire des soignants - Europe1 2 juillet 2021 https://www.europe1.fr/politique/covid-19-un-projet-de-loi-en-preparation-pour-la-vaccination-obligatoire-des-soignants-4055460

Extrait. Inquiet de la diffusion rapide du variant Delta du Covid-19, le gouvernement envisage de rendre obligatoire la vaccination pour les soignants, et prépare un projet de loi. Dans une lettre adressée aux présidents de groupes parlementaires, le Premier ministre Jean Castex dit vouloir ouvrir le débat sur le sujet.

Jean Castex appelle également à "réfléchir aux mécanismes d'incitation à la vaccination" et à l'extension du "champ d'application du pass sanitaire". Autre interrogation soulevée : faut-il instaurer une obligation d'isolement assortie de sanction ?

S'ils veulent déclencher une guerre civile...

Le gouvernement craint la "fracture entre vaccinés et non-vaccinés" en cas de nouvelles restrictions - BFMTV 1 juillet 2021

https://fr.news.yahoo.com/gouvernement-craint-fracture-entre-vaccin%C3%A9s-091519006.html

"Je crains une forme de fracture entre ceux qui auront été vaccinés et ceux qui n’auront pas voulu se faire vacciner, c'est certain", a d'ailleurs approuvé Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement sur LCI. " Qu’est-ce qu’on constate dans les pays où il y a une reprise épidémique forte, une quatrième vague? Majoritairement, les personnes contaminées sont celles qui n’étaient pas vaccinées", a-t-il étayé.

"C’est vrai que si les Français qui ont fait le choix de se faire vacciner devaient avoir une perspective de nouvelles restrictions parce que l’épidémie repart chez des personnes qui, elles, n’ont pas voulu se faire vacciner, en termes de cohésion des Français, je pense que ça peut créer des difficultés", a-t-il encore posé.

L'entretien que le porte-parole du gouvernement a accordé aux Echos ce jeudi montre que cette division sociétale pourrait se doubler d'une

colère fiscale: "Ceux qui sont vaccinés n'accepteront pas longtemps, non plus, que leurs impôts paient les tests de personnes qui veulent aller en discothèque mais pas se faire vacciner". BFMTV 1 juillet 2021

Les responsables de toutes les guerres, génocides, famines, etc. ont toujours été à l'origine des guerre civiles... L'issue politique de cette crise ne peut pas être dans les urnes, elle ne l'a jamais été non plus. Soit on renoue d'urgence avec les enseignements de la lutte de classe des deux derniers siècles pour renverser ce régime, soit il faut se résigner à vivre dans un monde cauchemardesque, totalitaire, inhumain.

A deux reprises au cours du XXe siècle, la plupart de ceux qui avaient les moyens de choisir entre les deux ont préféré le second scénario, et il y a tout lieu de craindre que leurs descendants vont les imiter, mettant fin définitivement à l'espoir que l'espèce humaine parvienne un jour à surpasser ses faiblesses naturelles.

Complément.

Vaccin obligatoire dès 12 ans? Il faudra" peut-être l'"envisager", dit la présidente de la HAS – huffingtonpost.fr 2 juin 2021

https://www.huffingtonpost.fr/entry/vaccin-obligatoire-des-12-ans-il-faudra-peut-etre-lenvisager-dit-la-presidente-de-la-has_fr_60dec584e4b06fb1a6e977df

Pour Dominique Le Guludec, il faudra peut-être se poser de rendre la vaccination contre le Covid-19 obligatoire en population générale. huffingtonpost.fr 2 juin 2021

- Répondre à Roubachoff

Quand on ne tombe pas sur quelqu'un qui vous accuse de complotiste, c'est pour vous accusez d'être persuadé de détenir la vérité, c'est du pareil au même. Inutile d'en dire davantage.

- Répondre à sipo

Tout cela me semble très confus.

– "Oui, en dessous de Ct=35, le dépistage commence à créer des faux négatifs. D'où la justification d'avoir retenu un seuil de positivité à Ct=35 à l'IHU."

Que Raoult préfère les faux positifs aux faux négatifs, cela va de soi, il participe à cette effroyable mystification. Question : Et si les deux étaient faux ou vrais et faux à la fois ?

Car à quoi cela sert-il un Ct=35, quand on sait que "seuls 3% des testés positifs ont du virus" ? A quoi, sinon créer 97% de faux positifs de manière à faire croire que des millions de personnes seraient infectées, contagieux, alimenter la mystification et justifier indéfiniment les mesures liberticides du gouvernement ?

La propagande officielle ou le matraquage médiatique se foutent de savoir si cela signifie contagieux, malade ou que vous pouvez mourir, ils instrumentalisent n'importe quelle donnée pour servir l'objectif du moment qu'on leur a dicté et ainsi de suite.

J'ai l'impression que vous vous êtes laissé prendre au jeu, car au point où nous en sommes rendus, faux ou vrai négatif ou positif veut dire tout ce qu'on voudra lui faire dire, alors à quoi cela sert-il de le commenter, sinon cautionner cette mascarade.

Et inutile de me répondre en me donnant une nouvelle leçon, je ne vous répondrais pas davantage que les fois précédentes.

- J'avais cru comprendre, qu'on avait été conçu et qu'on était venu au monde contaminé et contaminant, et que cela faisait partie de notre nature, de notre espèce, pas exclusivement bien entendu.

A cela s'ajoutait l'immunité innée sans laquelle nous serions mort-né ou notre espèce n'aurait pas existé. En passant ce cap, on naît et on meurt, c'est la règle du jeu.

Ceux qui veulent la transgresser, condamnent l'espèce humaine à disparaître à brève échéance. Si nous cessons de développer les valeurs humanistes que la civilisation humaine était parvenue à acquérir dans la douleur, nous cessons d'appartenir à cette espèce. Tous les secteurs dans lesquels elles s'étaient investies s'en trouvent expurgés, de telle sorte que son destin est formaté en fonction de principes qui compromettent son existence. A suivre.

- On pourrait préciser.

Des faux positifs, qui peuvent être de vrais positifs sans que cela ne change rien, puisque à chaque instant de notre vie on est positif ou négatif à une multitude de virus et de bactéries sans s'en préoccuper le moins du monde et s'en porter plus mal en règle générale.

La pandémie qu'ils ont créée, aura été en premier lieu l'instrumentalisation de cet état naturel que la plupart des hommes ignoraient. Comment ? En les testant, pour voir s'il n'avait pas un virus sachant qu'ils en étaient bourrés, ils n'auraient aucun mal à en cataloguer un pour leur foutre la trouille, et la machine infernale serait lancée. Il n'y avait plus qu'à bidouiller les tests PCR pour créer une pandémie de cas qui alimenterait la mystification jusqu'à la vaccination… A suivre.

- Il y a 2 ans j'ai eu un malaise. Couché et fiévreux pendant une semaine, je me décide à prendre un antiviral, un antibiotique (Droxyl 500mg), 2 jours plus tard, j'arrête, j'étais encore plus mal. Mon beau-fils m'emmène à l'hôpital Jipmer, où il y a un service de consultation rapide, genre urgence si vous voulez. Consultation debout dans une sale pleine de monde, expédiée en 1 minute. Prise de sang dans un autre service. 30mn plus tard, résultat, ordonnance, pharmacie de l'hôpital, deux médicaments, un, de la vitamine C, l'autre, Dolo 500mg. Je précise que le tout a été entièrement gratuit. 2 jours plus tard, j'étais en pleine forme, j'ai repris une activité normale. Et vous savez ce qu'il y avait dans Dolo ? Du paracetamol !

Je me suis tu pendant plus de 15 mois, mais parfois j'ai bien rigolé en lisant certains commentaires, pas très sérieux assurément. Vaut mieux prendre du recul, un conseil. Il paraît que la vieillesse serait un naufrage, elle peut rendre moins con parfois aussi, c'est juste une impression ou déjà une expérience. Il ne faut jamais désespérer de l'espèce humaine, sinon on est foutu !

- – La résistance s'organise à Moscou contre la dictature du Covid par Karine Bechet-Golovko (Russie Politics 25 juin 2021) – Mondialisation.ca, 28 juin 2021

https://www.mondialisation.ca/la-resistance-sorganise-a-moscou-contre-la-dictature-du-covid/5657852

– Par serviabilité ou par «résistance infiltrée»: ces médecins qui délivrent de faux certificats vaccinaux

https://fr.sputniknews.com/amp/sante/202106281045802665-par-serviabilite-ou-par-resistance-infiltree-ces-medecins-qui-delivrent-de-faux-certificats/?__twitter_impression=true

---

- Je trouve aussi que les commentaires prennent de plus en plus une drôle de tournure alarmante, entre foire d'empoigne et café du commerce, provocations et règlements de compte, polémiques et spéculations gratuites, etc. tout cela ne présente aucun intérêt ou est hors sujet, donc vaut mieux ne pas s'emmêler ou répondre. Et toujours prendre le recul indispensable, qui plus est en n'étant pas de la partie…

Réinfocovid a publié mon expérience ou témoignage, l'ivermectine en phase précoce fonctionne à merveille 48h chrono. Je m'en tiendrai strictement aux faits, par conséquent pas besoin de vaccin.

Je ne participerai pas à une discussion sur les vaccins ou l'essentiel une fois de plus sera forcément dilué, pour ne pas dire évaporé au profit d'une sorte de consensus ou de manière à contenter tout le monde ou à ne froisser personne.

https://reinfocovid.fr/temoignage/retour-sur-experience-ivermectine-en-inde/

- Merci docteur.

Rien n'égalera votre témoignage et celui de vos collègues médecins, avec lesquels vous partagez l'art de la médecine.

Si je peux me permettre, votre discernement et votre lucidité, autant que votre détermination, votre courage, votre honnêteté vous honore. Votre conclusion est sans appel et je la partage, au risque de passer une fois de plus ici pour un extrémiste ou un déséquilibré, ce dont je me contrefous.

Le tapage autour de l'immunité collective, a pour fonction d'ignorer, de faire abstraction ou de faire oublier un fait élémentaire incontestable, à savoir que l'immunité innée protège naturellement les membres de notre espèce, et que si tel n'était pas le cas, elle n'existerait pas tout simplement.

C'est seulement quand elle est contrariée du fait d'un déséquilibre biologique (qui peut être de nature psychosomatique) causé par un mauvais traitement, par négligence, par l'usure ou avec l'âge, que nous devenons vulnérables et que nous tombons malade, qu'une correction doit être effectuée ou qu'un apport extérieur s'impose sous forme de molécules appropriées, en vitamines, oligo-éléments, etc. y compris ou surtout en modifiant notre alimentation et notre mode de vie, de manière à retrouver cet équilibre qu'on appelle la santé, de manière durable s'entend, sans avoir à recourir ou seulement de manière ponctuelle et circonscrite en cas d'urgence à des molécules de synthèse appelées médicaments.

Quant à injecter des substances susceptibles de modifier l'ADN ou le génome humain qu'on appelle vaccins, on peut concevoir y recourir une fois seulement qu'on a épuisé tous les recours précédemment cités, à condition toutefois et quelles qu'en soient les circonstances, qu'ils aient été testés pendant de très longues années avant d'être mis à la disposition des médecins, qui décideront ou non d'y recourir en fonction de l'état de santé de chacun de leur patient, pour éventuellement éradiquer un virus ou une bactérie réputée mortelle hors épidémie.

Je ne suis pas médecin et je n'ai évidemment pas de leçons à vous donner, mais je crois que si j'avais eu la chance exceptionnelle d'exercer

cet art, c'est sans doute de cette manière que j'aurais interprété le serment d'Hippocrate. En y ajoutant toutes les autres médecines qui existent par ailleurs dans le monde, homéopathie, phytothérapie, acupuncture, etc.

Haut de page

Le 11 juillet 2021

J'ajoute un commentaire publié à 13h38 (heure locale en Inde)

Le timing d'une imposture.

11 mai 2020 – Didier Raoult : Si on ne vous vaccine pas, la chance que vous ayez un Covid est moins importante que si on vous vaccine.

10 mai 2021 – François Crémieux, un économiste, membre du comité de rédaction de la revue Esprit, est nommé directeur général de l'AP-HM.

4 juin 2021 – Il prend ses fonctions.

14 juin 2021 – Perquisition à l'IHU de Marseille.

2 juillet 2021 – Didier Raoult participe à la séance d'investiture de Renaud Muselier (LR) à la tête du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

8 juillet 2021 – Il participe à un déjeuner organisé par le club d'investisseurs franco-chinois China Business Club, à Paris au cours duquel il déclare à l'AFP : « Oui, je suis pour la vaccination, mais pour une population à risque d'être particulièrement surexposée, ou à risque de faire des formes graves ».

La revue Esprit. (Wikipédia)

Extraits.

– La revue (…) s'inscrit alors au sein de la nébuleuse des non-conformistes des années 30, aux côtés d'Ordre Nouveau et de la « Jeune Droite ».

– Après avoir manifesté de l'intérêt pour certaines des orientations initiales de la Révolution nationale du Régime de Vichy…

– Mounier (son fondateur – ndlr) (….) intervient cependant à l'école des cadres d'Uriage (Une institution française créée sous le régime de Vichy)

– Les écrits relatifs à la sociologie et au droit du travail, déjà présents dans la revue du fait des liens existants entre celle-ci et la CFTC…

– (mai 68) La revue en critique les « excès politiques et gauchistes ».

– La revue, dirigée par Paul Thibaud à partir de 1977, se rapproche au cours de la décennie 1970 du libéralisme…

– Elle s'intéresse à la pensée autogestionnaire et à la deuxième gauche…

– La revue est à l'origine, en 1995 d'une pétition de soutien au plan Juppé de réforme des retraites et de la sécurité sociale, qu'avait approuvé la CFDT.

J'ai volontairement passé la période pendant laquelle elle a flirté avec la gauche dite faussement marxisante, Sartre, Rocard, etc. pour ne pas induire les lecteurs en erreur. C'est une revue marquée à droite et tenté par les idées de l'extrême droite dès son origine, antisociale, antisocialiste et anticommuniste, donc son parcours et l'idéologie à laquelle elle se rattache n'étonnera personne, à condition toutefois de ne pas commettre l'erreur d'assimiler la gauche au marxisme ou au socialisme auxquels elle est étrangère, ce qui ne devrait plus être à démontrer de nos jours pour peu qu'on s'en tienne rigoureusement aux faits.

La causerie de ce matin.

Bon dimanche quand même !

- Cette causerie au format pdf (6 pages)

En attendant la suite de l'actualisation du portail, ce sera par morceaux, trop de travail impossible à faire seul en un minimum de temps, désolé, soyez patient.

Sans délai : Mobilisation générale pour chasser le tyran Macron ! A bas les institutions antidémocratiques de la Ve République ! Tout le pouvoir au peuple exploité et opprimé réuni en Assemblée constituante souveraine pour décider de son destin.

La Voix de l'Opposition de Gauche soutient l'initiative suivante. Rejoignez-nous pour organiser le combat politique pour en finir avec ce régime ploutocratique, totalitaire, néofasciste. Vive la République sociale, vive le socialisme !

ACTION COLLECTIVE CONTRE OBLIGATION VACCINALE OUVERTE A TOUS LES SOIGNANTS DE FRANCE METROPLITAINE ET TERRITOIRES D'OUTRE MER

Vous êtes soignant(e)s et vous souhaitez contester l'obligation vaccinale qui va vous être imposée rapidement pour le vaccin contre le Covid-19, rejoignez cette action !

Avec le Cabinet de Maître Fabrice Di Vizio, avocat à la cour de Paris, spécialisé en droit de la santé et de la santé publique, nous lançons une procédure contre cette obligation.

Nous mettons en œuvre tous les moyens juridiques pour faire interdire cette obligation.

Il est l'heure de vous unir pour vous défendre concrètement !

Soyons nombreux, ne cédons pas aux intimidations subies et à la culpabilisation infâme !

https://association-victimes-coronavirus-france.org/action-collective-contre-obligation-vaccinale-pour-soignants/

https://www.youtube.com/watch?v=gHjoXSM806s

MES COMMENTAIRES DU 10 JUILLET (1 DU 11) DANS LE BLOG DU DR. MAUDRUX

@Grimal. Ne prenez pas cela pour vous, les intéressés se reconnaîtront.

– "On fera intervenir des forces militaires ?"

Et les soignants résisteront les armes à la main… Non, car cela n'est venu à l'esprit de personne ici, pour le moment, mais que le régime y recourt, c'est tellement normal, il est là pour cela, non ? C'est révélateur, la limite que l'anti-conformiste péteux peine à dépasser, ne jugeons ou condamnons personne, ce n'est pas mon propos, donnons-lui encore une chance de se ressaisir.

Il en va ainsi de tous les opposants de salon qui n'ont que le verbe comme arme pour combattre les mesures iniques du régime, verbiages ou vociférations et gesticulations stériles pour ne pas dire séniles qui ne seront jamais compromettantes.

Le personnel soignant qui refusera de se faire vacciner risque de se retrouver seul et isoler et de faire l'objet d'une répression féroce, parce que personne parmi les beaux parleurs ou les bonnes consciences ne se joindra à eux par crainte de subir le même sort, voyez Raoult entre autres. Ça pue la désertion, la lâcheté et la trahison de partout.

Chaque fois qu'il y a une grève ou un mouvement social engagé quelque part, personne ne le soutiendra, tout le monde s'en contrefout, bien qu'il concerne directement ou indirectement l'ensemble de la société, transport, école, université, hôpital, retraite, Sécurité social, logement, Smic, Code du travail, etc. tout le monde en profite et tout le monde se fout de ce qu'ils vont advenir. Personne ne participera à ces mobilisations, idem pour les millions de chômeurs, les expulsions ou quand des emplois sont menacés. Je ne suis pas concerné qu'ils se démerdent, ce n'est pas mon problème, c'est comme cela, on n'y peut rien, la société est telle qu'elle est, ce n'est pas moi qui l'ai faite ainsi, non, les faux prétextes ont peu en imaginer autant qu'on veut.

Ne venez pas vous plaindre de ce qui se passe aujourd'hui, car c'est vous qui avez contribué par votre passivité et hypocrisie à ce que la société soit toujours aussi ou plus pourrie, vous êtes même allés voter pour, c'est pour dire que vous ne pourrez pas le nier.

Aujourd'hui c'est le tour des soignants, demain ce sera le vôtre, tout le monde y passera, ils n'épargneront personne, c'est la guerre ! Ah la guerre, là vous êtes intarissables sur ce sujet, ça vous excite, mais quand il s'agit de la guerre de classe, là cela vous intéresse déjà moins ou plus du tout, alors que vous êtes directement concernés, quelle preuve d'inconscience s'il en fallait encore !

C'est cela qu'on n'est pas prêt de finir de payer très cher, car on n'en est qu'aux amuses-gueules, quand la suite viendra, je ne voudrais pas être à votre place.

Alors ressaisissez-vous et cessez d'attendre quoi que ce soit de ce régime reposant fondamentalement sur des inégalités, si vous voulez qu'une société meilleure et plus juste voie le jour, c'est notre vœux le plus cher à tous, unissons-nous, organisons-nous, agissons ensemble, faisons preuve d'une solidarité sans faille, cessons de ménager notre ennemi qui n'hésitera pas à nous broyer et nous vaincrons.

La Kommandantur a dépêché sa porte-parole préférée sur son média attitré pour entretenir la psychose collective.

Une 4e vague dès le mois d'août ? Karine Lacombe n'a plus de doute – gala.fr 09 juillet 2021

Ce vendredi 9 juillet, Karine Lacombe a été reçue dans l'émission matinale de Jean-Jacques Bourdin, sur BFMTV

– La vaccination est le seul remède efficace de prévention contre les formes graves du Covid-19 – Argument démenti par les faits.

– Une arme efficace de prévention – Argument démenti par les faits.

– Le vaccin est efficace – Argument démenti par les faits.

– Son innocuité [est] démontrée – Argument démenti par les faits.

– Il n'y a aucune raison qu'il y ait encore autant de réticence." – Argument démenti par les faits.

Elle a précisé qu'elle se disait "pour l'obligation à toute la population" de la vaccination.

https://www.gala.fr/l_actu/news_de_stars/une-4e-vague-des-le-mois-daout-karine-lacombe-na-plus-de-doute_472344

Quel bel exercice de négationnisme au service d'une cause totalitaire.

Le variant Delta qui s'est propagé en France et un peu partout dans le monde serait d'origine indienne, et à en croire les communiqués de la gestapo sanitaire et médiatique qui sévit dans le pays, il serait particulièrement mortel. Pourquoi pas, mais avant cela vérifions-le en Inde même.

Source : https://www.worldometers.info/coronavirus/weekly-trends/#weekly_table

Weekly case % change (variation hebdomadaire du nombre de cas en pourcentage) = – 8%, pas de bol !

Weekly death % change (variation hebdomadaire du nombre de décès en pourcentage) = – 7%, pas de bol !

Taux de mortalité au bout de 18 mois = 0,03% soit 400.000 décès pour 1,4 milliard d'habitants. Même pas peur !

Tentons notre chance avec la France.

Weekly case % change (variation hebdomadaire du nombre de cas en pourcentage) = + 61%, pour cause de pandémie de tests bidons.

Weekly death % change (variation hebdomadaire du nombre de décès en pourcentage) = – 15%, pas de bol pour cause de rhume !

A La Réunion où il y a une forte communauté indienne cela donne +17% et – 36%, pas de bol ! Ma fille et mes 2 petites-filles peuvent être rassurées, pépère aussi !

Hors sujet, mais déjà abordé par des lecteurs. Un élément intéressant.

La sécheresse en Chine pourrait provoquer une pénurie mondiale de tout – slate.fr 9 juillet 2021

https://korii.slate.fr/biz/economie-secheresse-chine-risque-provoquer-penurie-mondiale-usines-electricite-rationnement#xtor=RSS-2

Revue de presse rapide. La réaction se déchaîne.

– "Nous allons l'imposer" : Estrosi annonce le retour du masque dans certains secteurs de Nice – Europe1 9 juillet 2021

Christian Estrosi, le maire de Nice, était vendredi matin l'invité politique d'Europe 1. Alors que son département est le plus touché de France par le variant Delta, il entend prendre une série de mesures sanitaires pour freiner les contaminations. Sur Europe 1, il annonce le retour du masque obligatoire dans certaines rues. Europe1 9 juillet 2021

– Covid: Pécresse et Guerini pour des tests payants – AFP 9 juillet 2021

La présidente de la région Ile-de-France Valérie Pécresse (ex-LR, Libres!) et le délégué général de LREM Stanislas Guerini sont tous deux favorables à faire payer les tests anti-Covid "de confort" pour inciter à la vaccination, ainsi qu'à une extension du pass sanitaire. AFP 9 juillet 2021

– Classement 500 Fortunes professionnelles de France: Malgré la pandémie, des riches encore plus riches – challenges.fr 7 juillet 2021

Challenges dévoile l'édition 2021 de son classement des 500 plus grandes Fortunes professionnelles de France.

Quelle année! Le patrimoine professionnel global des 500 premières fortunes de France approche les 1.000 milliards d'euros, soit un bond de 30%, frôlant désormais des 1.000 milliards d'euros.. Avec un constat dérangeant: après dix-huit mois de pandémie, alors que le pays sort d'un choc économique majeur qui a fait reculer de 8% son PIB, les écarts se sont accentués à l'intérieur même de ce 26e classement, entre la moyenne des "500" et les tout premiers. Aujourd'hui, la fortune des 10 Français les plus riches est supérieure de presque 100 milliards à celle des 490 autres grandes fortunes françaises. challenges.fr 7 juillet 2021

Pour commencer la journée, je n'ai pas eu le temps de lire les nouveaux commentaires.

Sélection de commentaires de lecteurs de FranceSoir du 9 juillet 2021 suite à l'annonce du Pr. Raoult. (5 pages)

http://www.luttedeclasse.org/dossier62/Raoult_francesoir_09072021.pdf

“Nous voulons que soit diligentée une enquête sur l’impact du retrait réel de l’ivermectine” Dipali Ojha – FranceSoir 8 juilet 2021

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/dipali-ojha-enquete

---

@FAB

“On tient”, quoi, la main de notre bourreau ? Non, merci, le meilleur moyen de nous achever…

@ Jules

(Raoult) Il a choisi son camp, qu’il en assume toutes les conséquences. Nous, on a déjà de quoi faire avec ce qu’on nous impose quotidiennement, mais apparemment tout le monde n’est pas logé à la même enseigne.

Généralement ce sont des nantis qui prêchent la conciliation pour préserver leurs propres intérêts qui se confondent avec ceux du régime en place, ils sont prêts à tous les reniement s’il le faut, personne ne doit être dupe.

Sur une barricade la nuance n’existe pas, pas plus en temps de guerre, ceux qui prétendent le contraire tiennent juste à sauver leur peau et ils se foutent du sort des autres. Les démasquer est un jeu d’enfant, il suffit de les écouter. Leur discours est truffé de contradictions, et quand on les met face à leurs contradictions, la seule chose qu’ils peuvent faire est de le nier ou de les ignorer, ensuite on sait à qui on a réellement affaire.

@VALETE09

Je n’ai pas de penchant particulier pour le sacrifice, les mortifications ou les souffrances en général, bien au contraire. En revanche j’en ai un pour l’honnêteté et la sincérité, sauf en cas de nécessité absolue ou quand c’est inutile ou nuisible d’en user, par exemple mentir à un chef ou à un patron, à un policier ou à un juge, est tout à fait honorable et inspire le respect.

J’ai simplement relevé que tout au long de sa vie et sans jamais faillir, Giordano Bruno avait mis sa détermination au service de la connaissance et de la vérité, et que c’est pour cette raison qu’il a fini sur un bûcher de l’Inquisition.

Vous vous trompez sur la valeur du jugement qu’elle a prononcé. Ce n’est pas trop le caractère hérétique de ses recherches scientifiques qu’elle jugea, car ses découvertes auraient survécu à son exécution, et c’est bien ce qui se passa, le passage que j’ai reproduit ci-dessous le prouve, mais c’est surtout son obstination à refuser de se repentir, à oser s’opposer à la toute puissance de la Sainte Inquisition, au pouvoir de l’Eglise, qui si je me trompe devait être l’un ou sinon le plus riche propriétaire foncier à cette époque, qu’elle condamna.

Contrairement à ce que j’ai lu dans un autre commentaire, les véritables maîtres montrent l’exemple en toutes circonstances, ils ne courbent jamais l’échine face aux puissants, un tel avilissement est répugnant, méprisable, voyez aussi l’exemple de Beethoven refusant de s’incliner devant la famille impériale et la conduite misérable Goethe, c’est ce que j’éprouve pour Raoult et ses semblabes.

https://clio-cr.clionautes.org/giordano-bruno-la-vie-tragique-du-precurseur-de-galilee.html

– …c’est bien lui qui dépassa la révolution philosophique et scientifique amorcée par Nicolas Copernic et paya de sa vie le fait d’avoir contribué à jeter les fondements de la pensée rationaliste des Lumières en osant ce que ni Galilée ni Kepler n’osèrent, penser l’infini…

Entre abjurations et torture, Bruno décide lors de la solennelle cérémonie expiatoire du 21 décembre 1599, de ne pas se repentir : « Je ne veux pas me repentir. Je n’ai pas à me repentir. Il n’y a pas de matière sur laquelle me repentir et j’ignore sur quoi je dois me repentir ». Son sort était alors scellé.

Dans une dernière lettre adressée au pape, Bruno expose clairement le paradoxe de son procès entre morale et connaissance : « La conscience est le résultat de la liberté, tandis que la morale et le comportement dépendent de l’autorité. On m’a opposé que je ne pouvais prouver ce que j’affirme. J’ai répondu qu’on ne pouvait pas plus prouver le contraire, que les Saintes Ecritures ne prétendent pas décrire le Monde, mais seulement exposer la morale divine à tous les hommes… »

Et de conclure ainsi, démontrant sa clairvoyance : « Le débat ne sera pas clos par mon bûcher mais au contraire, ouvert, après lui, et peut-être par lui, à l’humanité entière. »

Le 20 janvier 1600, l’Office de la Sainte Inquisition se réunit à Saint-Pierre en présence du pape, qui décida de remettre Giordano Bruno au bras séculier. A la lecture de son acte d’accusation, il répondit : « La sentence que vous venez de porter vous venez de porter vous cause peut-être plus de trouble que je n’en n’éprouve à l’entendre. » Ses livres sont aussi condamnés à être déchirés et brûlés en place publique et mis à l’index en 1603 par l’Eglise.

Dans son ouvrage, Le Messager Celeste paru en 1610, Galilée ne cita pas Bruno alors que son ami Kepler lui envoya une lettre auparavant, après l’incroyable découverte de Galilée de satellites de Jupiter : « Il ne faut pas oublier que nous devons tout à Bruno, et que, si aujourd’hui

nous pouvons faire ces recherches, c'est grâce à lui. »

@lez et pas seulement.

Et ces centaines de millions de familles déjà pauvres dont les revenus sont gravement amputés ou divisés par deux en Inde notamment à cause de cette machination, qui quotidiennement doivent trouver de quoi nourrir leurs enfants, qui pensent à la pression qui pèse sur leurs épaules 24h/24 pour juste parvenir à survivre ? Eux ils n'ont pas d'alternatives.

Alors la situation de Raoult et ses semblables, qui eux ont la possibilité de s'opposer à la politique qu'on exige qu'ils appliquent, occasion qu'ils refusent de saisir pour ne pas nuire à leurs intérêts individuels, permettez-moi de vous dire qu'on s'en fout éperdument !

@concombre_masqué

Raoult fait-il partie de l'une des catégories de gens que vous avez cités, à ma connaissance non, désolé, j'estime que votre remarque était déplacée, mais c'est votre droit de penser le contraire, cela va de soi.

Haut de page

Le 17 juillet 2021

J'ai rectifié le lien vers la causerie de mai. Celle de juin est disponible au format pdf.

- Juin 2021 (71 pages)

Analyse des assertions scientifiques d'Emmanuel Macron par le Pr Peter McCullough

- La vidéo en anglais avec sous-titres en français.

FranceSoir - Conclusion : aucune assertion n'est fondée.

Déclaration de La Voix de l'Opposition de Gauche

Plus de 90 rassemblements ou manifestations sont prévus ce samedi dans toute la France pour exiger le retrait de la vaccination obligatoire et du pass sanitaire, et dire stop à la tyrannie exercée par Macron, j'appelle tous les travailleurs et militants du mouvement ouvrier à y participer.

Ces rassemblements n'ont pas été convoqués par le mouvement ouvrier parce que ses dirigeants ont déserté le combat pour la préservation de nos droits politiques ou de nos libertés individuelles et collectives, durant 16 mois ils ont soutenu les mesures liberticides imposées par Macron et le Forum économique mondial qui fait office de gouvernement mondial.

L'objectif de l'oligarchie financière, face à la crise du capitalisme ébranlant ses fondements, est d'imposer un modèle de société totalitaire à l'échelle de la planète, basée sur la surveillance et le contrôle continue de la population se traduisant par la privation de toute liberté, qui pourrait ainsi être réduite en esclavage.

C'est pour parvenir à ces objectifs qu'ils ont eu recours à cette machination infernale à l'aide d'un virus qu'ils ont sans doute créé, puis sans cesse instrumentalisé, afin de pouvoir instaurer un climat de psychose collective et de terreur à même d'atomiser l'ensemble de la population, de manière à ce que ses facultés cognitives en soient gravement perturbées et lui interdire toute réflexion rationnelle, de sorte que paralyser par la peur elle ne puisse plus offrir aucune résistance, et elles cautionnent les mesures liberticides qui lui seraient imposés de gré ou de force, avant qu'une avalanche de mesures antisociales s'abattent sur elle et emportent le peu de droits sociaux qui lui restaient, tel est le plan machiavélique que les ennemis du peuple ont conçu ou le destin effroyable qu'il lui réservait.

Le mouvement ouvrier n'ayant pas appelé à ces manifestations pour s'opposer à la tyrannie parce que ses dirigeants sont corrompus, des organisations ou associations ont pris le relais, peu importe leur nature ou les réelles intentions de leurs dirigeants, sans appeler à les rejoindre, force est de constater qu'en prenant cette initiative elles offrent la possibilité à l'ensemble des travailleurs de s'opposer aux nouvelles mesures liberticides annoncées par Macron le 12 juillet et de se mobiliser pour les mettre en échec. C'est la raison pour laquelle je soutiens cette initiative et j'appelle l'ensemble des citoyens attachés à la démocratie et à la liberté à y participer.

Vous trouverez les coordonnées de tous ces rendez-vous sur Internet ou dans le blog du Dr. Maudrux dont l'adresse figure plus haut.

Je suis très fatigué, j'essaierai néanmoins d'actualiser le portail dans la journée.

Haut de page

Le 18 juillet 2021

Je n'ai pas eu le temps de formater le bloc-notes politique et celui sur la covid, je suis débordé de boulot et je me suis remis à bosser comme un dingue. Vous les lirez plus tard si cela vous intéresse. Moi je ne suis pas lié par la dictature de l'immédiat imposée par les GAFAM, désolé, je prends le temps de prendre du recul, de réfléchir.

Dans les commentaires ci-dessous qui ont été publiés dans le blog du Dr. Maudrux, vous trouverez l'essentiel de mes analyses, les conclusions de mes réflexions ou recherches, ma démarche, ma méthode ou mon mode de penser. Ce sont les commentaires publiés par les lecteurs de ce blog qui me permettent de progresser, car ils posent énormément de questions auxquelles il faut chercher et trouver des réponses, donc n'allez pas penser que je perdrais mon temps, bien au contraire. Je les en remercie chaleureusement, car ils me permettent ainsi de rompre mon isolement, tandis que mes lecteurs ne prennent même pas la peine de m'écrire !

On m'a parfois accusé de mépriser un tas de gens, quelle terrible méprise ou confusion ! Car ce sont eux qui m'inspirent, sans eux je ne serais rien !

Petit à petit, on revoie absolument toutes les interprétations, positions ou théories qu'on avait adoptées hier, tout ce qu'on avait pu apprendre autrefois, la totalité de nos connaissances y passent sans exception, absolument rien ne doit être laissé au hasard, débarrasser de tout dogme ou croyance, certaines idées sont devenues obsolètes, d'autres étaient erronées, on corrige au fur et à mesure si nécessaire et on ne conserve que ce qui nous paraît encore valables après moultes vérifications. Cet inventaire était indispensable, je l'ai signalé à plusieurs reprises, ce grand ménage mené sans a priori ne peut être que salutaire, il préfigure le grand coup de balais que la classe ouvrière s'apprête à donner pour nous délivrer de la tyrannie et conquérir notre liberté, sinon nous sommes perdus et notre liberté avec...

Doter le mouvement ouvrier d'une nouvelle avant-garde consciente et révolutionnaire sur la base du socialisme aurait dû constituer notre priorité absolue au cours des 80 dernières années, afin d'être prêt quand l'heure d'affronter le régime sonnerait. Or, tel n'a jamais été l'objectif de nos dirigeants qui nous ont littéralement trahi ou qui n'avaient jamais acquis les qualités requises pour l'atteindre, de sorte que nous sommes totalement désarmés sur le plan organisationnel pour affronter les forces de la réaction déterminée à nous imposer un modèle de société totalitaire, en recourant à une surveillance permanente et un contrôle policier de l'ensemble de la population de manière à la réduire en esclavage indéfiniment.

Je viens de recevoir une réponse à un courriel, plutôt déconcertant, ce que je lui ai proposé ne l'intéresse pas et il ne me propose rien, rien d'étonnant jusque-là, je m'y attendais. En fait, je crois que plus personne n'a l'espoir qu'on pourrait s'en sortir, et vous savez pourquoi, je ne déconne pas, parce qu'on ne s'en serait pas sorti plus tôt, si tout ce qu'on a essayé a échoué, c'est que forcément cela devait échouer, éternellement j'entends, pardi, qu'est-ce qu'on est con, c'est vrai qu'en partant de ce principe on est vaincu d'avance ! Heureusement que ce n'est pas de cette manière que procède l'histoire de la civilisation humaine ou le processus historique, sinon on serait encore jonché sur un arbre ou terré au fond d'une caverne !

Léonard de Vinci et d'autres chercheurs avant lui avaient imaginé sur le papier un tas de machines invraisemblables, qui ne furent jamais fabriquées ou achevées à leur époque, parce qu'il manquait toujours un petit quelque chose, un matériau suffisamment résistant à la traction, à la chaleur ou je ne sais quoi encore, de sorte que ces inventions restèrent en plan pendant des décennies ou bien davantage, jusqu'au jour où ce petit rien fut comblée au détour d'une nouvelle découverte et elles devinrent réalité.

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme. Quel miracle s'écrièrent ceux qui étaient restés des siècles en arrière dans l'obscurité pendant que l'humanité éclairée avançait, oubliant ou ignorant que la lumière jaillissait des ténèbres !

Leur société vous fait horreur, alors vomissez-là un bon coup et qu'on n'en parle plus.

- Les tickets d'une croisière à 60.000 euros épuisés en quelques heures - Slate.fr 18 juillet 2021

Attention par contre, 62.258 euros ne vous offrent qu'une petite cabine. Pour disposer de la suite principale de 185 mètres carrés, il faut débourser la bagatelle de 170.000 euros par personne.

Une escapade Carnival cruise de quarante jours dans les Caraïbes s'est totalement vendue en six heures au début du mois de juillet. Slate.fr 18 juillet 2021

- Cardi B se fait clasher pour avoir offert un collier à 150.000 dollars en diamants à sa fille pour ses 3 ans - 20 Minutes 18 juillet 2021

Plus sérieusement.

- Chypre: manifestation contre les restrictions sanitaires, une chaîne TV attaquée - AFP19 juillet 2021

Chypre = 900.000 habitants ; France = 67 millions

5.000 manifestants à Chypre coefficient 75 = 375.000, il y en a eu un peu moins en France le 17 juillet, il y en aura plus la prochaine fois...

325 morts Covid à Chypre (2020-2021) coefficient 75 = 28 875, 5 fois plus en France, cherchez l'erreur. Elle est partout !

Mélenchon avait appelé à ne pas manifester le 17 juillet, aucun syndicat ou parti n'avait appelé à y participer pour cause de corruption idéologique généralisée. Ils soutiennent Macron et la dictature de l'oligarchie comme ils peuvent, comme dirait l'autre, on ne se refait pas. La réalité est cruelle parfois.

Si vous voulez demeurez fidèle au socialisme, en être digne, rejoignez La Voix de l'Opposition de Gauche.

- Cette causerie au format pdf (32 pages)

MES COMMENTAIRES DU 11 AU 18 JUILLET DANS LE BLOG DU DR. MAUDRUX.

(J'ai corrigé les fautes, quelle honte !)

Un commentaire pas envoyé

- La civilisation humaine est à la croisée des chemins.

Je partage en grande partie votre analyse. Les gens sont forcément conduits à se poser plus de questions ou à réfléchir davantage ou tout du moins ils essaient, pas forcément ouvertement, ce qui peut fausser l'interprétation de leur comportement. La radicalisation des mesures prises par Macron, se traduit par la radicalisation de la situation et de tous les rapports dans la société, et elle déteint ou s'étend à l'ensemble des protagonistes, dont le peuple.

Une fois passé le stade du choc ou de la peur qui ne s'éternise jamais, l'émotion cède petit à petit le pas à la réflexion, la conscience va commencer lentement à mûrir. Pourquoi ? Parce que chaque fois on sera amené à se dire en présence d'une situation insupportable, qu'elle ne pourra pas durer éternellement, c'est impensable, et plus elle se prolongera, plus on aura envie qu'elle cesse ou on finira par s'en convaincre soi-même. A l'étape suivante, de manière encore confuse ou plus ou moins inconsciente, on se demandera s'il n'existerait pas un moyen d'y mettre un terme, sans en avoir la moindre idée.

Plus la situation deviendra intolérable, plus elle apparaîtra injustifiée à un nombre de personnes de plus en plus important, ce qui relève du simple bon sens populaire, qu'on pourrait peut-être rapprocher de l'instinct de survie, puisque privé de liberté on étouffe littéralement, et on se rend bien compte qu'il ne faudrait pas attendre de suffoquer pour réagir, car il serait trop tard. Quand la souffrance augmente d'intensité ou s'étend, plus on sera contraint de chercher une solution pour y mettre fin, et quand arrivera le moment où on se dira que la solution qui nous a été imposée n'était pas différente de la cause de la situation cauchemardesque qu'on vit quotidiennement ou n'y était pas étrangère, les digues du culte du pouvoir qui jouaient le rôle de rempart du régime s'effondreront les unes après les autres.

Tout est remis en cause comme vous le dites, tout se discute, l'heure de remettre les pendules à l'heure a sonné, ce qui ne veut pas encore dire que l'heure du règlement de compte serait arrivée, il ne faut pas brûler des étapes, cela dit l'affrontement direct et violent est inévitable, dans le cas contraire cela signifierait que finalement on se résignerait au triste sort qu'on nous a réservé, ce qui peut aussi se produire, pensez par exemple aux Espagnols et aux Chiliens qui ont vécu un quart de siècle sous d'horribles dictatures militaires. Tout peut se produire, tout dépend de la manière dont se combinent un ensemble de facteurs déterminants. Dans le meilleur des cas on va vers un soulèvement populaire.

Quand la confiance dans l'autorité ou le pouvoir politique est sapé ou rompue, tout peut arriver, le meilleur comme le pire. Le meilleur si le peuple parviendra à prendre conscience que c'est lui la solution et qu'il doit prendre son destin en mains, et le pire s'il s'en remet à des personnages qui incarnent le régime dont il doit se débarrasser, car les illusions qu'ils véhiculent se retourneront à un moment donné contre ceux qui les auront portés au pouvoir, et derrière le retour de bâton sera particulièrement cruel et plus insupportable encore, voyez comment se sont traduites toutes les révolutions qui ont été trahies ou ont échouées, d'où l'importance de déterminer rigoureusement comment on compte s'en sortir, et quelle alternative on va adopter pour y parvenir.

La population est en train de faire l'expérience ou de prendre conscience que finalement tout est devenu pourri dans cette société, et dans ces conditions vouloir la réformer reviendrait à la replâtrer ou accepter que des pans entiers demeurent ainsi, ce que personne ne peut justifier. Est-ce ce qu'elle va parvenir à cette conclusion au fur et à mesure que la discussion sera plus libre, à s'organiser car c'est une nécessité absolue, le cahier de doléances qu'elle établira constituera-t-il une sorte de réquisitoire à charge implacable contre le régime ? La nécessité de faire table rase s'imposera-t-elle à elle, ou bien lui faudra-t-il encore endurer des privations et des souffrances plus douloureuses ou cruelles pendant de longues années avant de parvenir à cette conclusion ?

Quelle mesure, quelle goutte va faire déborder le vase?

- Oui c’est un monde de fous ou plutôt, les fous ce sont ceux qui détiennent réellement le pouvoir, ainsi que leur armée de médiocres larbins qui rendent fou la population. Ailleurs je les ai appelés des cons, ce qui signifiait la même chose pour moi, et cela n’a pas plu ou n’a pas été compris, peu importe.

On n’est pas d’accord sur bien des points, ce qui est normal, mais je tenais à vous dire ou redire que, ce que j’apprécie particulièrement chez vous, c’est votre modestie et votre sincérité, votre honnêteté, hormis peut-être œuvrer au bien-être de manière désintéressé ce que vous avez fait tout au long de votre vie, cela n’a pas de prix ou d’équivalents. Ne voyez là nulle flatterie de ma part, j’en suis incapable, sauf avec les imposteurs pour les aider à se démasquer eux-mêmes, ça marche à merveille !

Franchement, cela aura été un plaisir de faire votre connaissance, j’espère seulement n’avoir jamais à regretter cette déclaration, car après tout on ne se connaît pas vraiment. En tout il faut savoir faire preuve de mesure (et de patience), ce n’est pas vous qui me contredirez sur ce point.

Si j'interviens de préférence sur le plan social ou politique, c'est uniquement parce que c'est ce que je connais le mieux. Je préfère laisser aux professionnels de la santé le soin de s'exprimer sur ce sujet, et je conseille au passage à vos chers lecteurs d'en faire autant, hormis lorsqu'ils ont acquis des connaissances en la matière et souhaitent les partager.

Portez-vous bien et merci pour votre engagement.

- La piste des vaccins et de Big Pharma est fausse, et c'était très facile de le démontrer dès le début, mais à quoi bon.

En deux mots, vous me reprendrez si je me trompe, il existe de nombreux vaccins de types et de compositions différentes et tous les pays ne vaccinent pas avec les mêmes, d'accord. Donc en dehors de s'inscrire dans une stratégie globale destinée à contrôler l'ensemble de la population pour l'amener à se résigner à accepter un modèle de société de nature totalitaire qui n'aurait jamais pu être mis en place autrement, ou lui imposer au moyen de différents subterfuges et à coups de mesures plus coercitives en brandissant la menace bien plus grande d'un péril inexistant, tous les autres objectifs (eugénisme, G5, etc.) qui ont été attribués à la vaccination de la population mondiale par des personnes débordant d'imagination ou déjà mentalement détraquées, n'ont aucun objet car ils ne résistent pas à cette épreuve ou à l'argument cité plus haut. Maintenant, que ceux qui les ont propagés ou qui s'y accrochent désespérément soient caractérisés de complotistes ne me dérange nullement, parce qu'en l'occurrence c'est parfaitement justifié.

Je crois avoir compris, qu'on était là pour y voir plus clair et agir en conséquence, et non pour ajouter de la confusion à une situation déjà fort compliquée ou inextricable, en apparence tout du moins.

Autrement dit, jamais l'ensemble de la population mondiale ne sera vaccinée, qui plus est avec un même vaccin ou des vaccins présentant les mêmes caractéristiques. Donc en ce qui me concerne, je considère la discussion close sur cet aspect de la question qui nous occupe ici légitimement, et j'appelle les lecteurs un tant soit peu sensés à en faire autant, si nécessaire.

Ce qui peut se produire à un moment donné, c'est que ceux qui ont conçu cette machination ou qui auraient tout simplement instrumentalisé un virus dont on ignore encore l'origine, pourraient en perdre le contrôle, à moins que la tournure des évènements soit si éloignée du scénario qu'ils avaient élaboré ou qu'il les déçoive au point de devoir le modifier au fur et à mesure de l'évolution de la situation, sans être en mesure de prévoir quand et comment en sortir ou y mettre fin sans compromettre les gains qu'ils en espéraient dans le futur, auquel cas tout serait à recommencer en prenant le risque que les peuples échaudés ne s'en laisse pas compter aussi facilement, sans compter que sur le plan politique les dommages qui en découleraient pourraient s'avérer considérables, et que sur le plan judiciaire ils allaient devoir désigner des boucs émissaires ou les têtes qui allaient tomber pour endosser les responsabilités de cette catastrophe sociale et sanitaire, pas les leurs évidemment, des lampistes genre Véran, Salomon ou même Macron.

Non seulement aucun d'entre eux n'est en mesure d'établir avec certitude comment vont évoluer ces virus, mais ils ne savent pas quelles vont être toutes les conséquences de ces vaccinations à ARN sur la population dans les mois et années à venir, laissons de côté les autres vaccins.

Certaines personnes envisagent le pire, on ignore s'il se produira à ce stade, sur le long terme surtout s'ils entraînent des modifications du génome, lesquelles, on n'en sait rien non plus. Il aurait donc dû être interdit d'inoculer ces substances à des êtres humains, aussi longtemps que la preuve de leur innocuité pour l'espèce humaine n'aurait pas été établie en procédant à des tests sur plusieurs générations d'animaux proches de l'homme, ce qui nécessiterait de mobiliser des moyens financiers colossaux auxquels aucun trust pharmaceutique ou banquier ne consentirait, ce que chacun peut comprendre, par conséquent pour mener à bien cette mission, ils devraient être dissous et tous les moyens de la recherche scientifique devraient être du domaine public dans une société qui ne serait plus basée sur le profit mais la santé et le bien-être de l'ensemble de la population.

Certains diront que ce n'est pas une question idéologique, parce qu'ils peinent à concevoir une alternative au régime en vigueur, je leur répondrai qu'ils se trompent. Car on peut observer sous nos yeux, que si empoisonner la population ou nuire délibérément à sa santé est bien une question politique ou idéologique, tout le monde finit par en convenir, agir pour son bien-être l'est également, et les deux correspondent à des conceptions de la société antinomiques, personne n'en fera l'économie ou alors qu'on ne vienne pas se plaindre de vivre dans une société cauchemardesque. A suivre

---

- Raoult n'a pas fini de faire des émules.

Ne constatez-vous pas que de plus en plus de commentaires sont orientés vers le vaccin au détriment des traitements prophylactiques ou précoces qui ne sont plus cités qu'en option ? C'est pitoyable, mais humain, hélas !

L'homme bon ou le bon sauvage, cela n'existe pas, ce mythe fut mis en pièces par Diderot, voilà ce dont on est en train de faire l'expérience ou de redécouvrir une fois de plus, malheureusement.

Si "la raison est morte en 2020", que dire du cœur ou plutôt de l'humanisme, car on voit bien que tout n'est que question d'intérêt mesquin ou de misérable confort personnel, même chez la plupart des gens bien intentionnés, chez les plus instruits, évolués ou éduqués, en apparence seulement, que par chance je ne fréquente pas.

- C'est dimanche, on se détend un peu ou on essaie.

Je précise que je ne suis pas contre les vaccins en général, à condition de les imposer à personne, la liberté n'est pas négociable.

Un contact m'a envoyé une vidéo qui doit assez bien résumer l'état d'esprit de millions de Français opposés à la vaccination obligatoire et à l'apartheid sanitaire.

https://www.youtube.com/watch?v=Hp8Tk956JvM

Par ailleurs, j'ai constaté que la pétition intitulée : NON au passeport vaccinal Vos libertés sont en jeu ! avait déjà recueilli 247 500 signatures, sans être un partisan des pétitions je précise.

https://www.leslignesbougent.org

- On se marre bien des fois ici !

Ils n'ont pas eu le temps, j'ai même échappé au coiffeur, j'avais la coupe à Robert Plant, le chanteur de Led Zeppelin et je l'ai gardée ! Je vous passe les détails : 2 piqûres de valium pour me casser, sans résultat : directo l'infirmerie pendant 12 jours, passage devant un psychiatre, diagnostic, risque d'autolyse (suicide, je jouais la comédie), réformé P4, inapte à tout emploi civil ou militaire dans l'armée, et on m'a dit qu'en temps de guerre je serais mobilisé après les manchots et les culs-de-jatte, les aveugles pour rigoler, quel soulagement ! A bas le calot et la calotte !

C'était à la base de Villacoublay (78), armée de l'air. Si vous aimez les histoires anecdotiques, celle de mon séjour là-bas vaut le détour, une autre fois peut-être.

- Merci ici en Inde non plus je n'ai pas la télé.

C'est le IIIe Reich ! Chut ! Les conciliateurs veillent.

L'explication pourrait être là, cela ne fait pas partie de leur culture ? J'avais cela en mémoire, et j'ai vérifié :

Grippe : les soignants ne se font pas assez vacciner – Top Santé (https://www.topsante.com)

22 oct. 2019 — À l'hôpital, seuls 68% des médecins, 36% des infirmiers et 21% des aides-?soignants acceptent de se faire vacciner contre la grippe.

Aussi.

https://www.huffingtonpost.fr

17 janv. 2017 — Selon le ministère de la Santé, 25% à 30% des soignants sont vaccinés contre la grippe chaque année.

- Réflexion en aparté.

Le riche s'enrichit au détriment du pauvre, c'est un fait exact. Mais je ne suis pas certain qu'ils aient la même perception de la réalité. Celle du riche sera sa vérité, et celle du pauvre la sienne, nous voilà bien avancé avec ce genre de truisme désincarné. Allons plus loin.

La manière dont chacun perçoit ses intérêts n'est pas plus exploitable, puisque il faudrait que chacun ait conscience de ses intérêts. Or, ce n'est pas le cas. Seul le riche en a conscience, alors qu'en règle générale le pauvre n'en a pas conscience. En conclusion, seul dans le cas du pauvre la vérité sera "du domaine de la croyance".

Voilà pourquoi le peuple voue un culte au pouvoir ou aux puissants, parce que pour être là où ils sont ou ce qu'ils sont devenus, ils possèdent forcément la connaissance ou la vérité.

Quand quelqu'un vous sort à chacun sa vérité, qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'il n'a aucune conscience de classe ou il ignore qu'il partage celle de ses semblables, puisqu'ils ont les mêmes intérêts (de classe). Le banquier dira la même chose devant un parterre de financiers, en s'exclamant bruyamment : nous on a la nôtre et on en est fier, c'est un bon placement !

L'exactitude des faits, c'est comme les faits en soi, ils n'existent pas pour les aveugles et les sourds, donc vous n'en ferez jamais rien. C'est en les dotant d'un signifiant qu'ils prennent vie, qu'ils s'animent et qu'on peut en faire quelque chose…

- Le timing d'une imposture.

11 mai 2020 – Didier Raoult : Si on ne vous vaccine pas, la chance que vous ayez un Covid est moins importante que si on vous vaccine.

10 mai 2021 – François Crémieux, un économiste, membre du comité de rédaction de la revue Esprit, est nommé directeur général de l'AP-

HM.

4 juin 2021 – Il prend ses fonctions.

14 juin 2021 – Perquisition à l'IHU de Marseille.

2 juillet 2021 – Didier Raoult participe à la séance d'investiture de Renaud Muselier (LR) à la tête du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

8 juillet 2021 – Il participe à un déjeuner organisé par le club d'investisseurs franco-chinois China Business Club, à Paris au cours duquel il déclare à l'AFP : « Oui, je suis pour la vaccination, mais pour une population à risque d'être particulièrement surexposée, ou à risque de faire des formes graves ».

9 juillet 2021 – Il le confirme sur Twitter.

La revue Esprit. (Wikipédia)

Extraits.

– La revue (…) s'inscrit alors au sein de la nébuleuse des non-conformistes des années 30, aux côtés d'Ordre Nouveau et de la « Jeune Droite ».

– Après avoir manifesté de l'intérêt pour certaines des orientations initiales de la Révolution nationale du Régime de Vichy…

– Mounier (son fondateur – ndlr) (….) intervient cependant à l'école des cadres d'Uriage (Une institution française créée sous le régime de Vichy)

– Les écrits relatifs à la sociologie et au droit du travail, déjà présents dans la revue du fait des liens existants entre celle-ci et la CFTC…

– (mai 68) La revue en critique les « excès politiques et gauchistes ».

– La revue, dirigée par Paul Thibaud à partir de 1977, se rapproche au cours de la décennie 1970 du libéralisme…

– Elle s'intéresse à la pensée autogestionnaire et à la deuxième gauche…

– La revue est à l'origine, en 1995 d'une pétition de soutien au plan Juppé de réforme des retraites et de la sécurité sociale, qu'avait approuvé la CFDT.

J'ai volontairement passé la période pendant laquelle elle a flirté avec la gauche dite faussement marxisante, Sartre, Rocard, etc. pour ne pas induire les lecteurs en erreur. C'est une revue marquée à droite et tenté par les idées de l'extrême droite dès son origine, antisociale, antisocialiste et anticommuniste, donc son parcours et l'idéologie à laquelle elle se rattache n'étonnera personne, à condition toutefois de ne pas commettre l'erreur d'assimiler la gauche au marxisme ou au socialisme auxquels elle est étrangère, ce qui ne devrait plus être à démontrer de nos jours pour peu qu'on s'en tienne rigoureusement aux faits.

- Qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre !

Voilà que le temps ressuscite les millions de morts d'injustice!

Dommage qu'ils ne puissent pas vous répondre, je le fais ici à leur place, si vous me le permettez.

Et c'est très loin de tout ce que je pense, je crois que personne ne serait disposer à l'entendre, alors je fais comme le Dr. Maudrux, je le distille à petites doses…

- Vanakom (Bonjour!)

Même pas peur de Delta, vous avez raison.

4 graphiques sur l'Inde, source https://ourworldindata.org/

http://www.luttedeclasse.org/dossier62/Screenshot 2021-07-11 at 14-13-37 Coronavirus (COVID-19) Vaccinations – Statistics and Research.png

http://www.luttedeclasse.org/dossier62/Screenshot 2021-07-11 at 14-16-48 Coronavirus (COVID-19) Vaccinations – Statistics and Research.png

http://www.luttedeclasse.org/dossier62/Screenshot 2021-07-11 at 14-19-02 Coronavirus (COVID-19) Vaccinations – Statistics and Research.png

http://www.luttedeclasse.org/dossier62/Screenshot 2021-07-11 at 14-12-54 Coronavirus (COVID-19) Vaccinations – Statistics and

Research.png

Au passage, ici au Tamil Nadu, on vit normalement, hormis le fait que dans chaque famille il y en a un qui n'a plus de boulot ou qui bosse à mi-temps, donc revenu fortement en baisse en étant déjà pauvre au départ, de plus les prix de certaines denrées de première nécessité ont explosé, l'huile de tournesol +50% par exemple, l'essence a atteint 97 roupies, 73 un an auparavant…

Ils n'ont pas osé relever les compteurs d'électricité au mois de juin par crainte que beaucoup de gens ne puissent pas payer leur facture, et quant à leur couper le courant, s'ils avaient été nombreux dans ce cas-là dans le village, c'est avec les machettes qu'ils auraient été attendus, cela ne fait aucun doute là-dessus. Et je crois bien que l'accueil serait le même s'ils se pointaient pour vacciner la population, bien que j'en connaisse qui se sont fait vacciner, très peu, les plus riches du village, ceux qui ont quelque chose à perdre, les plus cons ! Vous devriez en prendre de la graine en France

---

- Bravo, imparable !

Et si la moisson reprend malgré tout, c'est parce qu'ils auront créé virtuellement des conditions pour pouvoir en faire une seconde, une troisième et ainsi de suite, soit en prenant des mesures destinées à réduire l'immunité de la population, soit à l'aide de nouvelles substances, soit encore en visant d'autres catégories de la population, de manière à ce que les épidémies se succèdent les unes aux autres, et en les liant artificiellement ils peuvent arriver à faire croire que ce serait l'épidémie originelle qui continuerait ou repartirait de plus belle.

Avec les cinglés qui sont aux commandes on doit tout envisager, y compris qu'ils perdent à un moment donné le contrôle de la situation ou de leur machination infernale. Ceux qui se livrent à toutes ces manipulations dignes d'apprentis sorciers, ignorent toutes les conséquences qui peuvent en découler, personne ne les connaît. Quelque part c'est terrifiant quoiqu'on en dise.

Il faudrait se pencher sur le cas de la Russie, où le nombre de décès augmentent fortement, peut-être parce que la moisson n'était pas terminée ou n'avait pas encore eu réellement lieu, je l'ignore.

- A propos de la Russie. Admirez "une définition plus large des décès liés au Covid-19"... pour ne pas dire avec.

Covid-19: sixième record de décès quotidiens en Russie en juillet - BFMTV avec AFP 14 juillet 2021 https://fr.news.yahoo.com/covid-19-sixi%C3%A8me-record-d%C3%A9c%C3%A8s-200316533.html

Depuis le début de la pandémie, 144.492 personnes sont mortes en Russie, selon les chiffres officiels. L'agence des statistiques Rosstat, qui a une définition plus large des décès liés au Covid-19, comptabilise toutefois 290.000 morts fin mai. BFMTV avec AFP 14 juillet 2021

Suisse : un cadavre reste six heures dans le métro sans être remarqué - Yahoo Actualités 13 juillet

La question que se pose toute la Suisse est la suivante : les milliers de gens qui ont emprunté le métro après la mort de Pietrantonio de Sando n'ont-ils pas remarqué son état ou n'ont-ils pas voulu le remarquer ? En effet, le téléphone de l'homme affichait quarante appels en absence. Quarante appels qui ont nécessairement déclenché la sonnerie forte et stridente qu'il avait choisie pour son iPhone 12, pour ne jamais manquer de communication. Personne ne répondra jamais à cette question, dont la réponse pourrait pourtant en dire long sur notre époque. Yahoo Actualités 13 juillet

---

- @Roubachoff et Owen.

Je partage en gros vos commentaires. Qui va encore écouter Raoult hormis des croyants ?

Le variant Delta & le futur des vaccins

https://www.youtube.com/watch?v=VY_5JCxUsrc

Un tour d'illusionnisme prémédité : Tous vaccinés tous les ans ! Big Pharma : Hourra, vive Raoult !

BB précise plus loin que cette vidéo a été enregistrée la semaine dernière selon Eric Chabrière (PUPH à l'IHU) sur son compte twitter.

4:00 – Vaccination contre la Covid-19 tous les ans… comme pour la grippe, même si cela ne sert pratiquement à rien, c'est d'ailleurs lui qui le dit à demi-mot. Autrefois, quand j'étais gosse avec nos parents on avait le droit à une cure d'huile de foie de morue ou vitamine D, et ils ne nous faisaient pas vacciner chaque hiver. La médecine est devenue une lubie, un lobby, un business, une croyance.

7:12 – (vaccination des enfants) Autant pour des vaccins de ce type-là (chinois) je n'ai aucune réserve. C'est à se demander comment l'espèce humaine a pu survivre si longtemps en se passant de tous ces vaccins, combien, 12 avec celui-là, plus ? Pour vivre plus longtemps pardi ! Tu parles, si c'était pour accoucher d'un tel monstre, cela ne valait pas la peine.

8: 32 – Toute honte bue, il en remet une couche sur la vaccination du personnel soignant et des personnes à risque avec les thérapies géniques ARNm en se foutant des inévitables effets secondaires et décès à la clé, ne parlons mêmes pas des traitements prophylactiques ou précoces qui sont passés à la trappe.

Il ne fallait donc pas s'attendre de sa part à ce qu'il soit capable d'avoir une attention bienveillante envers le personnel soignant ou l'ensemble de la population.

- @ Seb plus loin.

Il y a surtout ceux qui s'imaginent comme E. Chouard, par exemple, que le droit précède l'économie, que le verbe précéderait l'action, que ce serait l'esprit qui aurait créé la matière et non l'inverse, quelle confusion, quelle ignorance ! Alors quand on observe qu'elle est habituellement à l'origine des interprétations de la société ou de l'histoire jusqu'à nos jours, on ne s'étonne plus de rien ou tout s'explique plutôt.

Ce sont les mêmes depuis le début ou même avant le déclenchement de cette machination infernale, qui refusent d'admettre que le problème auquel nous sommes confrontés est politique, donc économique, et que la solution ne peut être que politique, donc économique. Dites-leur qu'il faut une révolution social et politique pour se débarrasser de ce régime une fois pour toute, et ils se moquent de vous ou ils sont pris de convulsions en vous traitant d'abruti ou pire encore.

Personne ici visiblement n'en est arrivé à cette conclusion, donc si j'étais mal intentionné, ce qui n'a jamais été le cas, je dirais, ne pleurez pas sur votre sort, vous l'avez bien cherché. Vous ne voulez pas vous organiser sur le plan politique, peut-être parce que vous ne savez pas comment vous y prendre, je préfère cette approche, parce que votre culture politique présente de graves lacunes ou l'histoire de la lutte des classes ne vous a jamais intéressée, vous ne l'avez jamais étudiée ou vous n'y avez jamais participé, admettons que tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, c'est la raison pour laquelle je prends soin de ne juger personne.

Quand Macron a déclaré le 16 mars 2020 « Nous sommes en guerre », d'après vous de quelle guerre parlait-il, sinon la guerre entre les classes. J'ai constaté que vous avez fini par en être plus ou moins convaincu au bout d'un an ou plus, et bien il faut mener cette réflexion jusqu'au bout et ne pas s'en écarter sous peine de s'égarer et ne plus rien comprendre à ce qui se passe ou être réduit à l'impuissance et finalement à se résigner à vivre sous un régime totalitaire.

Vous noterez que j'ai pris soin d'écarter toute terminologie à connotation politique partisane, toute référence historique ou théorique, je n'ai cité aucun nom, aucun parti, afin de ne pas être accusé de prosélytisme, ce qui toutefois ne manquera, peu importe.

J'ai juste voulu partager avec vous mes connaissances dans un domaine particulier que je connais relativement bien et depuis fort longtemps, sans vouloir imposer quoi que ce soit, pour la bonne raison que j'estime que ce sont uniquement les masses ou le peuple si vous préférez, qui détient la solution, qui sont la solution pour mettre un terme à ce cauchemar, et refonder la société sur d'autres bases, et il faut juste prendre son mal en patience en attendant la mesure de trop qui les fera surgir sur la scène politique pour y accomplir leur mission historique, ce qui n'interdit pas de réfléchir et de s'organiser entre temps… En somme, le scénario habituel depuis plus deux siècles et demi.

- @Maudrux

Vous vous doutiez depuis le début de ce qui pourrait se passer, vous nous l'avez livré dernièrement et je vous crois.

Malgré tout ou parce que vous ne pouviez pas faire autrement, vous avez suivi vos convictions en fonction de vos connaissances et de votre longue expérience, en vous en tenant strictement aux faits, honnêtement et sincèrement, c'est tout à votre honneur, qu'on partage ou non vos convictions et votre conception de la médecine, c'est un autre sujet. Vous avez fait votre devoir de médecin attentif à la santé de la population, en cela vous n'avez nullement failli à votre serment. Donc vous n'étiez nullement comptable de ce qui risquait d'arriver. Et en plus vous vous êtes fait plein de nouveaux amis, si je peux me mettre d'employer cette expression, qui vous sont grès des connaissances que vous leur avez apportées de manière désintéressée et dans la bonne humeur.

Bref, vous ne méritez pas d'être déprimé, qui plus est pour avoir passé cette épreuve avec brio, contrairement à d'autres qui ont flanché… On ne peut pas dire non plus que vous auriez été dépassé par la tournure qu'allait prendre cette crise, puisque sa nature politique transpira dès le déclenchement de cette machination, et comme l'objet de ce blog et de votre engagement se situaient sur le terrain médical, vous avez bien fait de vous abstenir de proposer des solutions politiques, et de laisser le soin à vos lecteurs de s'en charger éventuellement, puisqu'il était impossible d'évacuer totalement cette dimension de la situation. En cela vous avez fait preuve de beaucoup de perspicacité ou vous avez démontré que vous connaissiez bien la nature humaine. Personnellement, vous m'avez permis de progresser, donc je suis comblé.

Tout est donc dans l'ordre des choses. Avec mes sincères encouragements.

-@ à douar

Si on vous suit, sous prétexte que "des agriculteurs, des PME (…) essaient de faire du bon boulot à prix acceptable pour tous", il faudrait nier qu'ils sont prêts à tout pour assurer en priorité leur survie quitte à nous empoisonner, c'est bien cela. Et vous savez à quoi cela mène ? A la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Et j'ajouterai qu'il en partage la responsabilité, parce qu'il leur était possible de faire autrement. Si leur activité n'était pas viable en respectant un minimum de principes ou valeurs, ils n'avaient qu'à faire autre chose, vendre leurs terres et aller vendre leur force de travail au plus offrant ou cesser de jouer au capitaliste.

Votre argument est irrecevable, parce qu'il conduit à s'accommoder de tout, y compris le pire pour des raisons purement mercantiles. Et parce que quelque part vous le savez ou en guise d'excuse, vous en arriver à recourir au procédé malhonnête qui consiste à faire croire que les produits issus de l'agriculture organique ne seraient pas meilleurs que ceux bourrés de produits chimiques et autres herbicides, pesticides, etc. là vous vous ridiculisez, permettez-moi de vous le dire.

Autrefois (1986), pendant une brève période (10 mois) j'ai été propriétaire d'un magasin de diététique et j'ai étudié sérieusement ce sujet pendant des années.

- @concombre_masqué

J'ai du mal à suivre, de quel avocat parliez-vous? Excusez-moi, je viens de le découvrir plus loin.

Moi je n'ai rien contre les avocats, pas à cause de Gandhi, mais de Lénine (1892) et de Marx, son père était avocat également ! C'est mon côté provocateur et j'éclate de rire !

Votre avocat a peut-être commis une méprise en croyant que son copain d'école lui en voulait de sa propre condition, apparemment pas aussi confortable ou avantageuse que celle d'un avocat, alors qu'il lui reprochait simplement de s'être accommodé de la société telle qu'elle était ou qu'elle lui allait très bien, ce que l'intéressé aura bien du mal à nier en consultant ses commentaires depuis 15 mois, à moins qu'il aille jusqu'à s'attribuer une détermination révolutionnaire qu'on n'avait pas soupçonné en lui.

Cependant, il n'aurait peut-être pas totalement tort de vous accuser de lui avoir dressé un procès d'intention, sans aller toutefois aller jusqu'à oser affirmer qu'il était absolument injustifié, car il sait qu'il y a une part de vérité dans ce que vous avez dit, peut-être maladroitement, d'où la position inconfortable dans laquelle vous vous êtes retrouvé.

Je crois que nous avons déjà tous vécu ce genre de situation ou nous en avons été témoin un nombre de fois incalculable, cela donne l'impression désagréable d'être accusé injustement par quelqu'un et de se sentir coupable malgré nous ou inconsciemment pour quelque chose dont notre responsabilité est engagée, mais relative. Le manque de maturité nous a fait être injuste plus d'une fois au cours de notre vie, parce que les hommes sont perfectibles voilà tout.

- @Jib

Côté syndicale – Grève générale jusqu'au retrait de la vaccination et du pass obligatoire.

Côté politique – A bas le tyran Macron ! Tout le pouvoir au peuple ! Assemblée constituante souveraine pour une République sociale !

Avec ce pass obligatoire, nous ne sommes plus égaux en droits, c'est un euphémisme, le principe sur lequel reposait la République est pulvérisé, on entre de plain-pied en dictature.

Je n'ignore pas qu'aucun syndicat et aucun parti politique ne s'engagera dans cette voie, hormis certains qui se sont totalement discrédités en faisant la promotion de la muselière et de la vaccination, ou rongés par un dogmatisme qui fait office de repoussoir.

C'était juste pour montrer qu'il était possible de définir une orientation et éventuellement la partager. Quant aux personnalités auxquelles certains font référence, elles se sont toutes compromises dans le passé ou elles demeurent toutes liées idéologiquement au régime. Sans être sectaire, quand on a un minimum de conscience de classe, on ne peut que les juger infréquentables.

- On ne parle jamais de social dans ce blog. Le niveau de conscience politique ne s'abaisse pas à ce niveau.

Et les énormes hôpitaux menacés actuellement de fermeture, Bichat et Beaujon par exemple, le personnel se mobilisent avec les syndicats, parmi les milliers de commentaires des dernières semaines, pas un ne l'a évoqué, étonnant, non ou révélateur ? Ce n'est pas le sujet. OK, je la ferme.

- Du calme. Là vous avez dérapé ou vos doigts sur le clavier ont été plus vite que votre cerveau, prenez du repos ou du recul.

On peut concevoir ce que vous dites pour les patrons ou ceux qui détiennent un gros patrimoine, d'importantes économies, bref, ceux qui sont pétés de tunes, eux seuls peuvent se payer ce luxe ou s'expatrier à la limite.

Pourquoi croyez-vous que je me suis cassé en Inde en 1996 ? Parce que j'étais grillé dans mon boulot et je m'étais retrouvé une nouvelle fois au chômage, je ne me voyais pas changer de branche et repartir au Smic, la misère j'ai connu quand j'étais gosse, non merci ! Sinon j'aurais préféré continuer à vivre en France où je n'ai pas mis les pieds depuis 2002.

Oui je sais, c'est paradoxal d'être parti vivre dans un pays pauvre, mais avec 250.000 balles et quelques années plus tard une retraite misérable de 380 euros, c'était jouable, j'ai tenté le coup ou le tout pour le tout pour ne pas finir clochard en France, je n'avais pas réellement le choix, la première tentative en 1990 avait foiré, la seconde fut la bonne, on apprend vite... J'ai le statut d'un membre de la couche

supérieure de la classe ouvrière ou de la couche inférieure des classes moyennes en Inde.

- @Maudrux

Ils osent tout, nous sommes en guerre ! De classes.

Elections régionales 2021. LREM = 3% des électeurs inscrits.

Cela dit, vous avez raison d'être inquiet quand on pense, par exemple, que les Espagnols et les Chiliens ont vécu un quart de siècle sous les dictatures de Franco et Pinochet, c'était aussi des peuples dits évolués, qui avaient une longue tradition de la lutte de classes et qui malheureusement n'en avaient rien retenu ou appris.

Regardez le nombre de choses ou de personnes que l'on peut croire ou auxquelles on accorde un minimum de confiance quotidiennement, alors qu'elles avaient été infirmées quelque temps auparavant ou elles avaient démontré qu'elles ne le méritaient pas, on l'a oublié ou on n'en tiendra pas compte.

On croit savoir ou avoir appris quelque chose, et petit à petit on s'aperçoit que ce n'était pas le cas dans bien des domaines, alors quand cela se produit brutalement, on le vit comme un traumatisme ou on se sent profondément humilié, on est au bord du désespoir et de la dépression, on voit tout en noir…

C'est le terrible choc ou l'expérience salutaire que j'ai vécue quand j'avais 19 ans, je vais en avoir 66. C'est elle qui m'a permis de progresser au point d'en arriver un peu plus tard à refonder mon mode de penser, après avoir pris conscience qu'il était à l'origine de mon état d'esprit, et de m'en sortir tant bien que mal dans ce monde impitoyable.

A cette époque au contact de jeunes à peine plus âgés que moi, j'ai découvert que j'étais un abruti complet, un profond ignorant, je les écoutais parler et je ne comprenais pas un mot de ce qu'ils disaient, et je restais ainsi assis des heures silencieux, tétanisé, angoissé à l'idée qu'ils s'aperçoivent que j'étais un crétin fini, vous ne pouvez pas imaginer à quel point j'en ai eu honte, je me suis senti humilié.

Et pourtant j'avais suivi une scolarité, comment dire, exemplaire selon mes parents qui s'étaient saignés aux quatre veines pour m'envoyer dans des écoles privées confessionnelles, afin que plus tard je devienne quelqu'un ou que j'aie plus tard une bonne situation, école saint Joseph rue de la Bienfaisance dans le 8e à Paris, école saint Joseph avenue du Roule à Neuilly-sur-Seine, école saint Joseph rue Emile Verhaeren à Saint-Cloud. Mes parents gaullistes, intoxiqués par la propagande et le culte du pouvoir et des puissants, croyaient que l'école communale n'était pas fréquentable parce qu'elle était truffée de "cocos", et qu'il était préférable d'envoyer leur rejeton dans des institutions fréquentées par ceux des bourgeois, des patrons et des riches. Inutiles de vous dire à quel point je m'y sentis mal à l'aise, humilié quotidiennement par le personnel enseignant, frappé, insulté, j'étais leur tête de Turc, collé des mois à l'avance le jeudi et le samedi, et même le dimanche, c'est semble-t-il la raison pour laquelle je n'y ai rien appris ou presque et j'en suis sorti un âne bâté ! La question de poursuivre des études ne s'est pas posée, hélas, et j'ai préféré arrêté ma scolarité en 3e et partir en centre d'apprentissage chez Renault.

Bref, tout cela m'a évidemment conduit à épouser jusqu'à mes 19 ans les idées et l'idéologie de mes parents, leur conformisme… Si j'ai réussi à rompre avec et à échapper au sort qui m'était réservé, en gros leur ressembler ou reproduire leur mode de vie, c'est grâce à un copain qui a compris mon profond malaise, et qui m'a prêté ses manuels scolaires de philosophie. C'est à partir de ce moment-là que j'ai commencé à progresser et à entrevoir la lumière de la connaissance. Depuis ce jour, je n'ai jamais cessé de lire et d'étudier, de combattre l'ignorance, la mienne en premier lieu.

Je reviens de très très loin. Rien n'est jamais figé ou perdu. Mon expérience est peine d'enseignements et permet d'étayer la théorie selon laquelle les masses aussi ignorantes soient-elles, peuvent s'élever à un niveau de conscience supérieure et accomplir des exploits quand les conditions sont réunies, après être passées par des périodes particulièrement sombres et douloureuses. Elles seules peuvent nous délivrer de ce régime dictatorial pour peu que les éléments les plus conscients se rassemblent et les guident ou leur proposer une orientation correspondant aux objectifs politiques qu'elles doivent réaliser… Si l'heure de l'affrontement n'a pas encore sonné, encourageons plutôt Macron à le précipiter, en frappant encore plus fort au lieu de nous lamenter misérablement, il arrivera forcément un moment où la limite de ce qu'elles pouvaient endurer sera atteint. Un peu de patience.

Gardez confiance dans le peuple, sinon pourquoi devrait-il estimer que vous seriez digne de sa confiance ?

Bonne journée monsieur Maudrux

- Qui peut encore croire que la science serait au service de l'humanité, et non à celui de ceux qui sont aux commandes, les marionnettistes de Macron ?

The Rockefeller university - Science for the benefit of humanity

https://seek.rockefeller.edu/flipping-a-switch-inside-the-head/

Flipping a Switch Inside the Head

With new technology, scientists are able to exert wireless control over brain cells of mice with just the push of a button. The first thing they did was make the mice hungry.

Traduction : Actionner un interrupteur dans la tête.

Grâce à une nouvelle technologie, les scientifiques sont en mesure d'exercer un contrôle sans fil sur les cellules du cerveau des souris en appuyant simplement sur un bouton. La première chose qu'ils ont faite a été de donner faim aux souris.

Pourquoi mènent-ils ce genre de recherches scientifiques ? Afin d'exercer un contrôle total sur la population. Pourquoi ont-ils créé cette pandémie ? Une autre partie de la réponse.

- Covid-19: selon la FAO, la pandémie menace d'aggraver durablement la faim dans le monde - BFMTV 13 juillet 2021

Entre 720 et 811 millions de personnes ont été confrontées à la faim dans le monde en 2020, soit environ 118 millions de personnes de plus que l'année précédente. BFMTV 13 juillet 2021

- Covid-19 : l'impact dévastateur de la pandémie sur les femmes et des enfants vulnérables - euronews 13 juillet 2021

Stop ou encore, qui osera encore les ménager ou prétendre qu'ils ne peuvent être qu'animer de mauvaises intentions envers tous les peuples, et justifier ainsi tous leurs abominables crimes de masse ? Si nous disons stop ensemble, nous sommes le nombre, nous sommes la force, nous pouvons les vaincre en 24 heures en faisant un minimum de victimes

---

- @Gilles

Nous savons depuis le début et la suite l'a confirmé, que ce virus était similaire à celui de la grippe. Il a formé une cloche et il aurait dû en rester là, sauf que les autorités en ont décidé autrement en contrariant les différentes phases par lesquelles devaient passer ce virus, de sorte qu'au lieu d'entrer en sommeil ou de disparaître, il s'est recombiné avec d'autres virus pour donner naissance à des variants qui allaient déclencher de nouvelles épidémies, variants qui à leur tour allaient former une cloche, ces cloches rendues pratiquement méconnaissables ou complètement déformées à coup de thérapies géniques, vaccins ou Remdesivir notamment, et ainsi de suite pour le plus grand bonheur de ceux qui étaient à l'origine de ces manipulations et qui comptaient en tirer profit par tous les bouts.

Autre réflexion.

Tous les pays n'ayant recouru ni aux mêmes traitements, ni aux mêmes mesures sanitaires, ni au même moment, les ayant modifiées plusieurs fois sans uniformité dans le temps selon les continents ou les périodes auxquelles sont apparus ces virus, l'image qu'on aura de la situation à un moment donné présentera forcément aucune homogénéité et c'est parfaitement normal. En revanche ce sera pratique pour s'en servir ou la manipuler à des fins inavouables, car on peut interpréter toutes ces données de toutes les manières possibles et inimaginables et se livrer à toute sorte de spéculations de préférences malintentionnées. Forcément on allait se trouver confronter à une multitude de données en apparence contradictoires, et pour ainsi dire inexploitables dans le temps, du fait du croisement de plusieurs facteurs.

Il est donc extrêmement périlleux d'y faire référence, à moins de s'entourer d'énormes précautions comme a tenté de le faire le Dr. Maudrux en restant circonscrit. S'il avait commis une erreur quelque part, gageons qu'il la rectifierait immédiatement, parce qu'on sait qu'il est animé uniquement de bonnes intentions, voilà qui devrait vous rassurer.

Vous pouvez consulter ce tableau pour vous faire votre propre idée.

https://www.worldometers.info/coronavirus/weekly-trends/#weekly_table

Questions.

- Serait-il possible que les mêmes thérapies géniques produisent des variants différents selon les pays ou continents, de manière à amplifier l'impression d'une pandémie mondiale et incontrôlable ?

- Serait-il possible que ces thérapies géniques produisent des variants différents en fonction des différences génétiques ou génomiques des populations qui peuplent la planète ?

- Serait-il possible, sachant que les lots de ces thérapies géniques ne sont pas identiques ou stables, qu'ils produisent de nouveaux variants ?

- Serait-il possible que ces thérapies géniques produisent des variants différents en fonction des traitements reçus par la population ou l'évolution de son immunité ?

- Serait-il possible que ces thérapies géniques produisent des variants différents en fonction de facteurs climatiques, du changement de saison, température, taux hydrométrique, etc. ?

- Quand on n'a plus de droits ou de libertés, la notion de limite n'existe plus, on a donc tous les droits ou toutes les libertés, fausse vaccination, faux pass, faux test. C'est comme lorsque tout est interdit, c'est que tout est permis.

Si pour la vaccination cela pose problème en France, parce qu'il sera difficile de trouver des médecins qui ne se retranchent pas derrière la législation ou qui ne soient pas des lâches, visez un pays proche très corrompu et l'affaire sera entendue. En Inde je n'aurais que l'embarras du choix !

- Depuis le début vous saviez qu'on était en présence d'une machination politique et non une crise sanitaire. Je vais exposer brièvement pourquoi vous n'en avez pas tenu compte ou plutôt, vous ne le vouliez pas ou vous ne le pouviez pas pour respecter votre intégrité, j'y tiens.

– "Je me tourne donc vers l'avenir. Maintenant que tout le monde va être vacciné, consentant ou non, que va-t-il se passer ?"

Ce combat était perdu d'avance, dans la mesure où dans ce pays il aura manqué un homme ou une femme qui aurait eu le courage ou la détermination d'affirmer qu'il n'existait aucune issue favorable au peuple dans le cadre du régime en place, et que par conséquent il fallait se préparer à le renverser.

Maintenant rien ne dit que face à une menace de mort ou d'invalidité à vie l'ensemble de la population va céder au chantage criminel de ces tyrans.

Vous cédez un peu trop facilement aux sirènes de la résignation parce que vous êtes déprimé, c'est vous qui nous l'avez dit, même si les indicateurs n'étaient pas en notre faveur, c'est leur accorder beaucoup trop d'importance au détriment de votre engagement.

C'était aux membres classes moyennes ou à leurs représentants de se placer au côté des pauvres et de prendre la direction du combat politique contre les riches, comme ce fut le cas entre la moitié et la fin du XIXe siècle un peu partout dans le monde. Sauf que de nos jours il ne s'en trouva aucun, parce qu'ils n'ont toujours pas assimilé que le socialisme était la seule alternative, pour le confondre inconsciemment ou volontairement avec le stalinisme qui en fut la négation. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, ils en sont restés à l'interprétation qui leur avait été concoctée par la classe dominante sans jamais l'étudier sérieusement…

Cela dit, je vous comprends dans la mesure où l'ensemble du mouvement ouvrier nous a trahis ou a déserté ce combat, du coup vous ne pouviez pas renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat français, qui demeure la seule issue à cette crise avant tout économique et politique.

– "Ce combat, c'est actuellement celui des riches contre les pauvres, nous aimerions que cela soit l'inverse : celui des pauvres contre les riches, soutenus par des autorités sans conflits d'intérêts."

Pure incantation ou seriez-vous devenu révolutionnaire ? Sans révolution et sans changement de régime, sans inversion des rapports sociaux il n'y aura jamais inversion de quoi que ce soit, aucune illusion n'est permise, car au cours de cet épisode qui dure depuis 18 mois, chacun est censé avoir pris conscience que les riches, comme vous les appelez, n'ont jamais été et ne seront jamais animés de bonnes intentions envers les pauvres ou le reste de la société, hormis si cela servait leurs intérêts ou dans le cas où ils ne pourraient pas faire autrement.

Croire qu'un régime reposant sur les inégalités sociales, l'exploitation et l'oppression abdiquera un jour son pouvoir, c'est comme croire qu'un banquier pourrait cesser de l'être un jour pour vous remettre les clés de son coffre-fort, c'est du domaine de l'illusion ou de l'ignorance. Aussi longtemps que l'ignorance guidera l'action des hommes, ils ne doivent pas espérer vivre un jour dans un monde meilleur ou plus juste, ceux qui leur promettent sont des charlatans, des bonimenteurs.

L'histoire, la société des hommes, est régie par les mêmes lois matérialistes et dialectiques que la matière, la nature, l'univers, Einstein était parvenu à cette connaissance, tout scientifique ou tout esprit scientifique en a plus ou moins forcément conscience, mais en général il préfère l'ignorer. Dès lors c'est faire une concession suicidaire au nihilisme de prétendre qu'on ne pourrait pas parvenir à en avoir une connaissance scientifique au moins aussi précise qu'en médecine ou davantage encore, au point que cette croyance est devenue la norme, un dogme, ce qui vaut à ceux qui s'y opposent d'être traités de crétins ou de fous, le monde à l'envers !

- @ Picot

De quoi parlez-vous ? Le socialisme, il n'a jamais été réalisé nulle part dans le monde, sauf dans la tête de ceux qui se sont employés à faire croire le contraire pour le diaboliser, et pour que les masses s'en détournent, les mêmes qui détiennent tous les pouvoirs aujourd'hui et qui ont monté cette machination en instrumentalisant un virus… Hier, c'était les aléas climatiques, le terrorisme, leur créature, le communisme autrefois et toujours, ils ont toujours besoin d'un ennemi pour que la majorité adoptent aveuglément leur idéologie pour qu'ils puissent gouverner tranquillement… Et ça fonctionne à merveille, la preuve !

Rien de neuf. Bref, il y en a qui en sont encore là, tout s'explique. Socialisme = totalitarisme, car voyez-vous, être pro-capitalisme ne signifierait pas être favorable ou indifférent aux injustices et inégalités sociales, aux guerres, génocides, famines, à la pauvreté, au chômage de masse, etc., ce serait forcément être démocrate, progressiste, moderne, humaniste, c'est bien connu, qui l'ignore encore franchement. Il y a un roturier ou un imposteur au pouvoir, mais quand c'est dit par des démagogues, cela sonne faux ou vaut guère mieux.

Votre question était cependant intéressante, car elle suffisait à prouver que vous ignoriez ce qu'était le socialisme, merci. J'aurais pu m'en tenir là. Rassurez-vous ou dormez tranquille, la majorité pense comme vous, vous n'avez pas besoin de masque et vous pouvez aller vous faire piquouser, on a la légitimité qu'on peut.

Quant à celui qui a écrit plus haut manifestement à mon encontre : "Ajouter la révolution sociale à la dictature pseudo sanitaire serait pire

encore que le mal, comme l'ont illustré tous les régimes d'oppression gauchistes sans exception", après avoir affirmé que la question qui nous concerne aujourd'hui, je cite, "n'est donc ni politique ni sociale", il s'est complètement décrédibilisé pour ne pas dire ridiculisé. Eh oui, ils osent tout…. On se marre bien quand même, merci pour ce moment de détente.

Il ne faut jamais s'énerver en présence de ce genre de personnages, il suffit de les laisser s'exprimer. Ils débiteront tant de contradictions, de contrevérités, de mensonges, ils commettront suffisamment de contresens ou d'erreurs d'interprétations, ils falsifieront tellement les faits, qu'à l'arrivée il n'y aura plus rien d'autre à faire que les récolter pour démontrer l'inanité de leur propos et éventuellement leur malveillance. Avec moi ils n'auront jamais le dernier mot.

- @BAYON

Réponse.

Il y a dorénavant tellement de facteurs qui s'entremêlent, qu'en dehors des données factuelles ou observationnelles déjà citées une multitude de fois dans de nombreux articles montrant que l'ivermectine était efficace en prophylaxie ou en traitement précoce, qu'il est à mon avis impossible de répondre à votre question.

Si vous avez un doute sur l'efficacité de l'ivermectine. https://reinfocovid.fr/temoignage/retour-sur-experience-ivermectine-en-inde/

Variation de la contamination et du nombre de décès en Inde d'une semaine sur l'autre, du 4 février 2020 au 14 juillet 2021. Je rappelle que je vis dans un village au Tamil Nadu (Inde du sud).

Inde. Le taux de vaccination complète est de 5,42% le 12 juillet.

https://ourworldindata.org/covid-vaccinations?country=VNM

Inde. Baisse de 7% des cas et de 2% des décès d'une semaine sur l'autre.

https://www.worldometers.info/coronavirus/weekly-trends/#weekly_table

Tenez, suite au mariage de mon beau-fils le 26 mars dernier, pour respecter la tradition (hindouiste), la famille de son épouse qui vit à Chennai (ex-Madras, capital du Tamil Nadu) débarque ici dans 2 jours. A Chennai Delta pullule, du coup je vais refiler en prophylaxie de l'ivermectine, de la vitamine D et du zinc à tous les adultes de la maison.

Mon beau-fils et mon beau-frère infectés et traités les 26 et 28 mai dernier se sentent très fatigués depuis quelques jours, ils ont fini par retourner bosser et ils sont repartis à mal bouffer, ils n'ont pas de fric, je vais encore être obligé d'intervenir sur ce plan-là aussi.

Un peu partout, y compris dans mon village des Indiens présentent les symptômes du Delta, tenez, hier après-midi j'ai croisé la fille d'une des soeurs de ma compagne qui vit à 100 mètres de chez moi et qui l'a chopé, elle revenait du boulot et elle est en pleine forme. Par contre énorme inquiétude, sa patronne s'est fait vacciner et elle incite ses employées à en faire de même, c'est ma voisine qui travaille avec elle qui me l'a raconté tétanisée. A suivre.

Devenez objecteur de conscience !

Grand Robert de la langue française.

– Celui qui en temps de paix ou de guerre, refuse d'accomplir ses obligations militaires, en alléguant que ses convictions d'ordre moral ou religieux lui enjoignent le respect inconditionné de la vie humaine.

Adaptation – Celui qui en temps de guerre refuse de se faire vacciner, en alléguant que ses convictions d'ordre moral lui enjoignent le respect inconditionné de la vie humaine… à commencer par la sienne, charité bien ordonnée patati et patata, assez d'hypocrisie !

Au passage, je crois que quelqu'un avait cité Mauriac, il aurait mieux fait de s'abstenir. Toujours dans le dico version électronique.

– Certes, il y a toujours eu et plus que jamais aujourd'hui en Algérie, des objecteurs de conscience. (Il le regrettait le bougre !) F. Mauriac, le Nouveau Bloc-notes 1958-1960, p. 324.

- Je suis en train d'actualiser mon portail ou j'essaie de trouver le temps, autant vous en faire profiter un peu.

Citation approximative : Quand en haut ils ne peuvent plus gouverner comme avant, et qu'en bas ils ne peuvent plus vivre comme avant, les conditions d'une révolution sont réunies.

Traduction. Le régime n'a plus d'autre moyen que recourir à la terreur pour continuer de gouverner ou s'attaquer aux allocations chômages, aux retraites, à toutes les "libertés", imposer des fermetures d'hôpitaux, etc.

Loi « antiterroriste » : les députés donnent à nouveau leur feu vert – LePoint.fr 14 juillet 2021

Le texte vise à faire entrer dans le droit commun des dispositions emblématiques mais expérimentales de la loi « sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme » (Silt) de 2017.

Il s'agit notamment des mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance (Micas), susceptibles d'être allongées à deux ans cumulés pour certains ex-détenus condamnés pour terrorisme. LePoint.fr 14 juillet 2021

On n'en est qu'à 18 mois… Tiens, des "dispositions emblématiques mais expérimentales de la loi" destinées à devenir définitives, comme ces soi-disant vaccins en quelque sorte. Ils tentent le coup, le tout pour le tout, si cela passe, ils valident ou le gravent dans le marbre. Dans l'indifférence générale ou presque ils ont imposé 11 vaccins aux gosses, pourquoi pas un douzième et ainsi de suite.

J'ai constaté, qu'une nouvelle fois il y en a un qui a cru bon de dire tout haut ce que la majorité ici pense tout bas, à savoir que les Français étaient des veaux, faisant référence à celui que les veaux allaient porter à leur tête, quelle ingratitude et quel mépris tout de même, à moins qu'il ait craint de passer pour une tête de veau parmi les siens !

Décidément, qu'est-ce qu'on se marre bien ! Il y en a que l'adversité, les difficultés, les échecs ou les menaces paralysent, dépriment, rendent aigri ou belliqueux, moi je les trouve stimulants, ça m'excite au contraire. J'ai le moral remonté à bloc, peut-être parce que je ne crains pas l'affrontement et la mort. J'allais ajouter que je n'avais pas le sens de la propriété, mais j'ai dû me raviser, sauf quand il s'agit de mon corps et qu'on veut m'imposer une saloperie de vaccin ou de thérapie génique, pas touche !

J'allais oublier un truc important. Il y en a plein qui ne savent pas comment obtenir de l'ivermectine ou d'autres molécules, outre les pays voisins et Internet, vous pouvez contacter la Maison de l'Artémisia unnua à Paris, je crois, des associations africaines, malgaches, indiennes, chinoises… Si et si seulement vous étiez trop emprunté et que vous n'aviez trouvé aucune solution, contactez-moi, on verra ce qu'on peut faire, mon épouse est à Aubagne. Je ne l'ai jamais proposé depuis 18 mois, personne ne me l'a demandé. Je n'ai rien dit, comme d'habitude je me suis contenté d'observer et de noter. J'ai un esprit scientifique que croyez-vous, ah, ah, ah ! Bye, bye, ici il fait déjà presque nuit 18h27.

- @Ghémard

Je partage votre observation avisée et bien intentionnée.

Je m'étais fait la même réflexion que vous il y a quelques mois de cela, en regardant des documentaires sur la Seconde Guerre mondiale pour me changer les idées, en me disant que j'en tirerais bien quelques enseignements, dont celui-ci justement.

En écoutant la radio de l'époque, tandis que le ministère de l'Information était rattaché au Haut-Commissaire à la Propagande française, tous les discours qu'entendaient les Français étaient exclusivement à la gloire de Pétain, dans ces conditions-là, nombreux allaient être ceux qui y adhéreraient sincèrement, c'était inévitable.

J'ai entendu un commentateur affirmer, je cite en substance, qu'il aura fallu attendre que Pétain vende la France à l'Allemagne, pour qu'un grand nombre de ses partisans prennent conscience de ce qu'il incarnait vraiment ou qu'ils les avaient trahis pour qu'ils se résignent à rompre avec son régime, suivi plus tard par l'assassinat du secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande, Philippe Henriot. Cela me semble coller avec la réalité ou c'est plausible.

J'ai été militant dans une organisation d'extrême gauche pendant une brève période à la fin des années 70, et je me souviens qu'on y tenait un discours hyper dogmatique qui nous encourageait à porter des jugements qui ne laissaient place à aucune nuance, alors que la vie en est pleine, ainsi que de paradoxes.

Parfois, il arrive qu'on se retrouve dans un contexte particulier, qui nous oblige dans un discours à caractériser de manière précise un personnage, un acteur politique ou un parti, ce qui revient à définir son orientation générale, à le situer sur la scène politique, et dans ce cas-là il serait mal venu de faire dans la nuance ou ce serait incompris, donc c'est justifié.

Dans le contexte actuelle, hormis les médecins et plus largement les membres des classes moyennes et les intellectuels qui pratiquent l'autosuggestion ou l'auto-endoctrinement, qui connaissent la politique de Macron et qui y adhèrent consciemment ou délibérément, il y a des médecins qui sont dépassés par les évènements et qui suivent Macron par pure conformisme, donc sans chercher à comprendre ce qui se passe réellement, et qui pour cette raison ne sont pas prêts de le savoir.

D'autres ont commencé à s'en apercevoir au fil des mois, sans pour autant en tirer des conséquences pratiques pour ne pas se compliquer l'existence, par crainte d'avoir à renier certaines de leurs croyances sans savoir ni où ni vers quoi cela pourrait les entraîner, et qui ont préféré adopter une attitude neutre ou passive.

Et enfin, il y a ceux qui ont pris conscience immédiatement qu'en remettant en cause la liberté de prescrire, en prétendant qu'il n'existait aucun traitement précoce pour la Covid-19, en classant l'hydroxychloroquine parmi les substances vénéneuses, Macron était animés d'intentions malsaines, sinon criminelles, par conséquent ils ont décidé d'entrer en dissidence, sans aller jusqu'à devenir des révolutionnaires, là aussi il faut faire attention à ne pas prendre ses désirs pour la réalité et il faut faire preuve de mesure.

Comme toujours ou pour tout, là aussi, il existe toute une gamme de nuances dont on doit avoir conscience au lieu de se livrer à des jugements à l'emporte-pièce, sachant que les niveaux de conscience évoluent en fonction des expériences auxquelles les uns et les autre sont confrontés. Pour les uns, il faudra un choc violent, attendre qu'une bombe leur tombe sur la tête ou qu'ils perdent un membre cher. Pour certains, il suffira que leur mode de vie en soit fortement perturbé. Pour d'autres, une rencontre opportune ou fortuite suffira à les débloquer.

Tandis qu'il y en aura qui progresseront à leur rythme.

La morale de tout cela, sans donner de leçon à personne, c'est qu'il faut s'efforcer de faire preuve de patience en toute circonstance, et de modestie par dessus tout. C'est peut-être parce qu'on a eu trop tendance à traiter de cons ceux qu'on estimait avoir un niveau de conscience inférieur au nôtre, qu'on en est arrivé à vivre dans un monde de cons !

Un soir, j'ai visionné une vidéo, que malheureusement je n'arrive pas à retrouver, où l'on voyait les Français danser, chanter à tue-tête, profiter de leurs vacances et se baigner à Deauville, s'amuser dans la plus parfaite insouciance, c'était en août 1939, à peine quelques jours avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Cela fait réfléchir, on a beau le savoir ou en avoir entendu parler, mais quand on le voit de ses propres yeux, bordel, on a l'impression d'y être ! Et voilà que le même cauchemar recommence 80 ans plus tard, donc personnellement rien ne me surprend et je sais à quoi m'attendre, dans un sens ou dans l'autre, comme l'on dit, pour le meilleur ou le pire, impossible de trancher pour le moment.

L'aggravation de la crise sociale dans les mois à venir pourrait être finalement le déclencheur de l'explosion ou la crise politique se transformerait en crise révolutionnaire, à moins que les difficultés engendrées par le pass deviennent insupportables au point que le peuple se soulève, la combinaison des deux ne laisserait aucune chance au régime car elle rassemblerait la classe ouvrière et des pans entiers des classes moyennes, et c'est tant mieux !

- On est surtout mal parti si vous traitez la moitié de la population de moutons. Qui jugera qui "pour crime contre l'humanité, y avez-vous réfléchi, l'autre moitié des moutons qui passent leur temps à se faire des illusions ?

Soyons plutôt patient et attentionné envers eux, car ce n'est pas en les méprisant ou en les insultant que vous les aiderez à progresser, bien au contraire. Si demain une minorité du peuple se lançait à l'assaut du pouvoir, vous seriez bien content si cette majorité de "moutons" demeurait neutre ou passive ou manifestait de la bienveillance envers les insurgés avant de les rejoindre, pensez-y.

Voyez-vous, je crois avoir développé un niveau de conscience très supérieur à celui de l'immense majorité de nos contemporains, et je vis avec une femme indienne illettrée, analphabète, qui comptent sur ses doigts et à qui j'ai appris que la terre était ronde, etc. ce ne sont pas des années ou des décennies qui nous séparent mais des siècles, et pourtant je vous assure que malgré toutes les incompréhensions qui existent entre nous, on parvient à se respecter, sinon la vie serait infernale ! J'aurais pu dire que cette femme était bête comme ce n'est pas permis, de quel droit, passons. Elle m'a communiqué sa bonne humeur et son humour qui me font un bien fou, donc vous voyez, finalement c'est moi qui suis son débiteur.

Vous me direz peut-être, que je n'étais pas obligé de vivre avec elle, certes, alors que vous êtes obligé de vous farcir ces "moutons". Mais qui vous dit qu'ils n'auraient pas préféré être des ânes ? Réfléchissez-y, si je peux me permettre. Merci pour ce moment de détente. Je crois sincèrement qu'il faut prendre les choses ainsi, sinon on va finir par péter un plomb. La situation est difficile pour tout le monde, gardez vos cartouches pour nos véritables ennemis. Bonne journée.

- @patounais et autres.

Supprimez tout cela vaudra encore mieux ! La culture des illusions à la vie dure, c'est elle qui nous a menés où nous en sommes, désolé.

Allez-y monsieur Macron, frappez toujours plus fort, il faut l'encourager, morbleu !

Remettez-en encore une couche, bordel, puis une autre, et encore une autre. Si, si, n'hésitez pas, allez-y franco, ils en redemandent, ils sont comme cela. Demandez à Attali, il vous le dira, ce sont des sadomasochistes, tant que le point de rupture de ce qu'ils sont prêts à supporter ne sera pas atteint vous ne risquerez rien, ils se contenteront de vociférer ou gesticuler. Mais si par malheur ou maladresse, qui sait, vous dépassez les limites, alors là ça vous pétera à la gueule à la manière des Tontons flingueurs… et vous l'aurez bien mérité !

Le rejeton de la mémé toute fripée, c'est au quatre coins de Paris qu'on le retrouvera éparpillé, dispersé en petits morceaux façon puzzle, 100.000, histoires de venger les innocentes victimes que vous avez assassinées depuis 16 mois, souvenez-vous en, le peuple a la rancune tenace et féroce.

Franchement, sans être extrémiste pour un rond, un appel à préparer l'insurrection générale aurait une autre gueule, vous ne trouvez pas ? Et puis ce serait un tant soit peu plus sérieux et cohérent, non ? Non, vous préférez encore être broyés, dommage. Vous n'en êtes pas encore rendu là, pourvu que vous y parviendrez avant qu'il ne soit trop tard, car j'ignore si vous le savez ou non, les occasions comme celle-ci sont plutôt rares. Il ne s'en présente qu'une ou deux par siècle avec un peu de chance, alors saisissons-là, c'est peut-être le moment ou jamais. Dites-vous bien que ce sera sans doute la dernière, si nous basculons dans un régime totalitaire mondial.

Maintenant je ne veux forcer personne. Laissez nos ennemis se radicaliser librement, si cela vous chante. Ne les imitez surtout pas, si vous croyez réellement pouvoir vous en sortir autrement, je vous souhaite bonne chance, mais moi je n'y crois pas un instant.

- @ Avlula

J'ai mieux qu'une étude à vous proposer, la réalité, une preuve matérielle, un témoignage en chair et en os, ma propre expérience, la

mienne, irréfutable, cela vous ira ?

C'est moi qui est rédigé ce texte et qui est acheté ces médicaments en pharmacie. Vous voulez le numéro de mon passeport et de mon visa et un justificatif de domicile, les numéros de téléphone de mon beau-frère et de mon beau-fils, vérifier leurs pièces d'identité, des photos, tout est à votre disposition.

https://reinfocovid.fr/temoignage/retour-sur-experience-ivermectine-en-inde/

- @Patounais.

Pas fâché, dites-vous, pourquoi le devrais-je, au contraire. Armé du matérialisme dialectique, que devrais-je craindre ?

Quand vous soulevez le masque de l'hypocrisie, vous vous exposez à de violentes réactions épidermiques, c'est pathologique.

Dès que vous évoquez la nécessité historique d'un changement de régime, il y en a qui deviennent fébriles et perdent le contrôle d'eux-mêmes, lisez, vous en avez une magnifique illustration sous les yeux, ANTONIN47 enrage et se met à bégayer. Alors si vous en rajoutez avec une insurrection du peuple, qu'il méprise sans pouvoir vraiment le camoufler, la fureur le gagne, de blême il vire à l'écarlate prêt à faire une crise d'apoplexie. Il sombre dans le délire en s'exclamant que "l'insurrection générale Big Pharma adore", quelle stupidité, au point qu'emporter par sa mythomanie devenue sa deuxième nature ou son état habituel, il ne peut plus se retenir, et il en vient à perdre toute notion de la réalité en affirmant : "En général c'est même elle qui les organise", là on atteint le paroxysme de la bêtise humaine ou plutôt de la malveillance, pathétique et incurable à un certain âge !

Vous aurez noté au passage qu'il passe son temps à refaire l'histoire, c'est plus fort que lui, et quand il ne croit pas dur comme fer à ses divagations, il vous les attribue ou il en invente d'autres pour l'occasion dans l'intention de vous ridiculiser, c'est tout ce qu'il peut trouver à vous opposer, car ce qu'il craint par-dessus tout, c'est la réalité, son véritable ennemi.

Une dernière perle, j'y tiens car elle est fameuse. Quand le peuple se soulève, c'est contre la tyrannie, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? Il réalise donc un acte ô combien héroïque et démocratique, légitime, il s'empare du pouvoir, mais pour lui c'est l'inverse, il fallait oser la sortir celle-là. Et quand je pense qu'il y en a qui sont en extase devant ce triste personnage. Mais bon, c'est dans l'air du temps.

Dernièrement, je ne l'avais pas relevé parce que le procédé était particulièrement misérable, comme toujours pour avoir raison, après que j'ai donné la parole à Mauriac (ses mémoires), il a été jusqu'à se mettre à sa place et réécrire ce bref passage de ses mémoires pour lui faire dire ce qu'il n'avait pas dit, juste pour me contredire parce qu'il me déteste.

Et comme décidément il se croit tout permis, ce petit monsieur est allé jusqu'à se permettre de mettre en doute les intentions bienveillantes qui m'animent. C'est infâme et je ne m'abaisserai pas à lui répondre.

- @cata

Gardez-le fakir (le nom de son journal) !

Fakir : Personne qui donne un spectacle d'exercices : voyance, prestidigitation, hypnose. (En somme le programme de LFI !)

En Inde, Ascète qui vit d'aumônes et se livre à toutes sortes de mortifications en public. (Le Grand Robert de la langue française version électronique)

Je me demandais ce qu'il foutait à l'Assemblée nationale…

- @Kristian

Je ne voudrais pas vous casser le moral, mais bon la réalité est ce qu'elle est.

Hier après-midi, discussion chez moi avec Srida, 30 ans, une nièce de ma compagne. Elle a chopé le Delta ainsi que toute sa famille. Deux mois de traitement et d'arrêt de travail, pas payé évidemment, on est en Inde, on a une longueur d'avance sur vous... Je lui demande quel médicament le médecin leur a prescrit, devinez la réponse : Paracétamol, Doliprane pour les initiés en France.

Je crois que vous feriez mieux de vous calmer avec l'ivermectine en Inde, hormis dans les Etats qui l'ont officiellement adoptés, cela m'étonnerait fort qu'il ait été davantage prescrit que d'autres médicaments hors hôpital, et encore pendant une durée limitée, parce qu'ici c'est l'anarchie qui règne ou un individualisme débridé, à côté duquel celui qui prévaut en France conserve encore des traces d'humanisme ! C'est juste un conseil.

Il faudrait savoir combien de comprimés des différents médicaments prescrits par les médecins ont été commercialisés en Inde au cours des 16 derniers mois, j'ignore si le ministère de la Santé dispose de cette information. Un jour, par curiosité j'ai demandé dans la plus grande pharmacie de la commune voisine (5 ou 6 employées) s'ils avaient de l'ivermectine, on m'a demandé si c'était pour un animal parce qu'ils n'avaient que cela en stock ! Et le kit Ziverdo ? Hein, quoi, qu'est-ce que c'est ?

- La mise au point continue.

Même Macron est communiste, c'est pour dire qu'il existe en Chine. Génial !

L'étau se resserre autour des non-vaccinés en Chine - Le Figaro avec AFP 15/07/2021

https://www.lefigaro.fr/flash-actu/l-etau-se-resserre-autour-des-non-vaccines-en-chine-20210715

Dans le Yunnan, la ville de Chuxiong (510.000 habitants) a ainsi annoncé mercredi 14 juillet au soir que tous les citoyens de plus de 18 ans devraient avoir reçu au moins une dose de vaccin avant le 23 juillet. Les récalcitrants «ne seront pas admis dans les lieux publics tels que hôpitaux, maisons de retraite, écoles, bibliothèques, musées, prisons ou transports publics», a averti la mairie. Un mois plus tard, seules les personnes ayant reçu deux injections pourront accéder à ces lieux. Le Figaro avec AFP 15/07/2021

Suite.

A l'hôpital Jipmer à Pondichéry, l'un des plus importants du sud de l'Inde. J'ai été acheté de l'ivermectine pour un lecteur en fin de journée. J'ai demandé au patron de la pharmacie située en France s'il en vendait beaucoup. Il m'a répondu que Jipmer le prescrit à tous les patients covid, ainsi qu'azithromycine et zinc, mais pas d'hydroxychloroquine qui a complètement disparu des radars.

Sur le point d'aller me coucher à 1h du matin, je range mon sac, je regarde par curiosité le prix de l'ivermectine que j'avais achetée la veille dans la soirée pour un lecteur du blog, 700 roupies les 20 comprimés, alors qu'il y a 2 mois j'avais payé 230 roupies, le fournisseur a changé, certes, mais plus de 200% d'augmentation ! J'imagine que la marge du pharmacien ou boutiquier est plus importante. Quel monde dégueulasse !

Selon le Premier ministre indien et les médias, il n'y a pas d'inflation en Inde, bref c'est partout pareil, normal.

La dictature sévit partout. On nous rétorque, comme vous y allez. Nous y sommes, la preuve.

Le saviez-vous ? Toujours moins de liberté, toujours plus de racket, un gang de gangsters détient le pouvoir.

Imaginez que vous êtes parti en voyage et que vous ayez oublié votre rasoir, et vous demandez à votre sœur qu'elle vous l'envoie. Et bien elle devra fournir la facture d'achat et s'acquitter des frais de dédouanement de 8€ en plus de la taxe en fonction de la valeur résiduelle du rasoir, plus des frais de gestion de 2€ minimum. A peine croyable, n'est-ce pas ? Moralité : passez-vous de votre rasoir !

Quelles marchandises seront concernées par les droits et taxes de douane à partir du 1er juillet ? https://aide.laposte.fr/contenu/quelles-marchandises-seront-concernees-par-les-droits-et-taxes-de-douane-a-partir-du-1er-juillet

Comment sera déterminé le montant des droits et taxes de douane dont vous êtes redevable à partir du 1er juillet ? https://aide.laposte.fr/contenu/comment-sera-determine-le-montant-des-droits-et-taxes-de-douane-dont-vous-etes-redevable-a-partir-du-1er-juillet?t=cc

Ces procédures et frais d'importation peuvent concerner toutes les marchandises :

– qu'elles soient neuves ou d'occasion,
– quelle qu'en soit la valeur,
– même si elles sont pour votre usage personnel, ou que c'est un cadeau,
– même si c'est un achat ponctuel par exemple une commande Internet,
– que vous soyez un particulier ou un professionnel.

Vous devrez donc vous acquitter de ce paiement sur notre site laposte.fr (avec des frais réduits : 2€ ou 5€ selon le type de colis), auprès de nos facteurs ou en bureau de poste (les frais de dédouanement s'appliquent au tarif plein de 8€).

Pour cette prestation de dédouanement, La Poste vous demandera le paiement de frais de dédouanement majorés en cas de marchandises réglementées devant faire l'objet d'un contrôle phytosanitaire/vétérinaire ou auprès de la DGCCRF.

Dans le Grand Robert de la langue français : L'extorsion est un crime puni par la loi. J'ajoute, sauf pour les criminels qui font la loi.

@galtier, patounais et beaucoup d'autres

Einstein

– Un problème sans solution est un problème mal posé.

– On ne résout pas un problème avec les modes de pensées qui l'ont engendré

– La folie est de toujours se comporter de la même manière et de s'attendre à un résultat différent.

Et les revoilà reparti avec leurs chers députés et sénateurs, mais quel délire décidément cela ne s'arrêtera jamais, je crois que c'est cela le plus désespérant.

Dans une véritable démocratie et non cette dictature, on vous proposerait d'exprimer votre consentement éclairé OU votre refus éclairé, selon votre choix ou librement.

Question. Pourquoi concevoir l'un mais pas l'autre ? Peut-être parce que nous n'avons jamais vécu dans une réelle démocratie, et nous peinons à imaginer qu'elle pourrait exister un jour, comment fonctionnerait la société, cela ne nous vient même pas à l'esprit.

Chez certains, cela prend carrément une tournure pathologique, puisqu'ils craignent tout ce qu'ils ne peuvent pas concevoir eux-mêmes, soit elle existe déjà, soit elle n'existera jamais.

Ce n'est sans doute pas pour rien qu'Einstein en vint à la conclusion que l'imagination était supérieure à l'intelligence. Je préciserai, à condition toutefois que la réalité en soit à l'origine, et non l'interprétation qu'on en a plus ou moins consciemment, qui peut s'en écarter et l'épuisera au lieu de la nourrir, pour nous aider à dépasser ou briser les limites de notre conditionnement mental et intellectuel, ce carcan qui nous induit si souvent en erreur ou se traduit par une confusion extrême, voyez où nous en sommes.

Avec un peu d'imagination, à condition de penser en homme ou femme libre, tout est possible, de préférence le meilleur. Par exemple, on peut concevoir que les moyens existent pour vaincre la tyrannie ou conquérir notre liberté ou que la démocratie se réalise enfin, sauf que la plupart du temps on l'ignore. Et si la liberté d'expression est si importante, c'est parce qu'elle aide à en prendre conscience. La politique n'effraie que ceux qui manquent d'imagination, qui ne supportent pas que ceux qui en ont en usent pour concevoir un monde meilleur et plus juste. Ils figurent généralement parmi ceux qui finalement ne supportent pas davantage la liberté d'expression, hormis la leur évidemment. Bonne manifestation.

@ANTONIN47

…ou plutôt bien finir, à condition de faire table rase de cette société devenue pourrie de partout… au lieu de le craindre !

@Ghémard

Décidément, vous manquez d'imagination, lire mon commentaire plus haut. Allez, vive l'Ancien Régime ! Laissons cela.

Je crois qu'avec les gens comme vous, il faudrait commencer par leur enseigner que l'organique est le produit de l'inorganique et ainsi de suite, on n'aurait pas fini, vaut mieux laisser tomber, je vous le dis tranquillement.

Et une mise au point de plus, merci à vous, vous nous êtes précieux.

Quant à Pol Pot, c'est limite diffamatoire, mais comme je n'ai rien à voir avec ce monstre je vais vous répondre, ou plutôt je vais laisser la parole à un des plus fameux journalistes américains, John Pilger. Il a prouvé que sans l'aide financière, matérielle, militaire de Reagan et Thatcher, les britanniques ont pris le relais des américains à partir de 1986 après l'Irangate, tout est documenté et sourcé, et bien Pol pot n'aurait jamais pu perpétuer cet horrible massacre, Pol pot fut leur créature.

Vous l'ignoriez, et bien maintenant vous le savez. Je vais vous avouer un truc, cela m'arrive tellement souvent que je n'y fais même plus attention ! Mais moi j'ai appris à faire bon usage de mon amour-propre.

https://www.newstatesman.com/politics/politics/2014/04/how-thatcher-gave-pol-pot-hand

The Cambodian lawyer defending Ta Mok, the Khmer Rouge military leader captured last year, has said: "All the foreigners involved have to be called to court, and there will be no exceptions . . . Madeleine Albright, Margaret Thatcher, Henry Kissinger, Jimmy Carter, Ronald Reagan and George Bush . . . we are going to invite them to tell the world why they supported the Khmer Rouge."

Si vous voulez, le même scénario se reproduisit plus tard avec Al-Qaïda, l'Emirat islamique, les Talibans, ne dites pas que c'est faux, Hillary Clinton l'a reconnu devant une commission du Sénat américain et une multitude de preuves ou témoignages existent. Vous voyez, on avance.

Pour ne pas faire de prosélytisme politique dans ce blog, je vous signale que j'ai signé une déclaration dans mon portail (www.luttedeclasse.org). Juste un extrait, le premier et dernier paragraphe qui devrait faire consensus.

Plus de 90 rassemblements ou manifestations sont prévus ce samedi dans toute la France pour exiger le retrait de la vaccination obligatoire et du pass sanitaire, et dire stop à la tyrannie exercée par Macron, j'appelle tous les travailleurs et militants du mouvement ouvrier à y participer.

(…)

Le mouvement ouvrier n'ayant pas appelé à ces manifestations pour s'opposer à la tyrannie parce que ses dirigeants sont corrompus, des organisations ou associations ont pris le relais, peu importe leur nature ou les réelles intentions de leurs dirigeants, sans appeler à les rejoindre, force est de constater qu'en prenant cette initiative elles offrent la possibilité à l'ensemble des travailleurs de s'opposer aux nouvelles mesures liberticides annoncées par Macron le 12 juillet et de se mobiliser pour les mettre en échec. C'est la raison pour laquelle je soutiens cette initiative et j'appelle l'ensemble des citoyens attachés à la démocratie et à la liberté à y participer.

Vous trouverez les coordonnées de tous ces rendez-vous sur Internet ou dans le blog du Dr. Maudrux dont l'adresse figure plus haut.

Toujours dans le même registre. Titane, quand le 7e art a coulé !

Ce que le jury du festival de Cannes a récompensé : Les mécanismes infernaux du Great Reset où se mêlent transgenrisme et transhumanisme.

Splendeurs et misères des courtisanes, qui pour se faire valoir n'hésitent pas à se prostituer en brisant les codes ou rapports qui accompagnèrent le développement de la civilisation humaine quitte à engendrer sa disparition, rapports qui ne furent pas pour autant idéals, puisqu'ils virent le jour dans le cadre du processus historique inconscient dont nous avons justement toutes les peines du monde à prendre conscience…

Un spectateur : La représentation du corps, des genres, des dérèglements de l'esprit humain reste au cœur du travail de la cinéaste, avec une radicalité accrue.

Selon un autre spectateur : On annonce un film inepte, incohérent, ultraviolent, etc. Mais pendant l'essentiel du récit, on ne voit rien de tout cela.

Vraiment ?

Extraits de réactions de personnes qui ont vu le film et pensent exactement le contraire.

– Un film désincarné, glauque, violent, étrange, gore, trash, hard. L'ultra violence est magistrale…

– Hybridation, genre, féminisme : point notable : Titane renverse et bouscule les codes de représentation et de sexe…

– Titane correspond plus à une œuvre transgenre si je puis dire… Un vrai film de genre …

– Les thèmes de l'hybridation et de la mutation des corps, qu'ils soient féminins ou masculins, ce en quoi elle est peut-être visionnaire tant la notion de transgenre devient aujourd'hui de plus en plus prégnante, gommant toutes les conventions sociales véhiculées depuis des siècles…

– Une histoire singulière où il est question de transsexualité, de mutilation, de relation sado-maso…

https://www.allocine.fr/film/fichefilm-277192/critiques/spectateurs/

Bon, vous aurez compris ce qu'ils ont récompensé, une réalisatrice acquise à leur idéologie. Dans mon portail je vais reproduire les commentaires en entier de spectateurs.

Un conseil, lisez ou relisez Balzac. (Je rajoute en aparté. J'aurais bien écrire Marx, mais je n'ai pas osé, trop tôt ou sujet inapproprié)

@Maudrux (ceci s'adresse davantage à vos lecteurs)

Le Courrier du Soir – Pour TheConversation.com, tout est donc question d'âge. Ainsi, selon le média, une personne âgée de 70 ans et vaccinée est toujours plus exposée qu'une personne de 35 ans non vaccinée. "Compte tenu de ces données, il n'est donc pas surprenant qu'il y ait plus de morts chez les personnes vaccinées que les chez les non-vaccinées", souligne l'article. lecourrier-du-soir.com 16 juillet 2021

C'est étrange, on croyait que les pseudo-vaccins protégeaient aussi les catégories de la population susceptibles de développer des formes graves de la maladie, dont les personnes âgées.

Attendez, là vous n'y êtes pas du tout. Il faut toujours se demander quel intérêt des médias malintentionés auraient-ils à vous communiquer un tout petit bout de vérité. Si The Conversation fait partie des partenaires médiatiques retenu par le Forum économique mondial, ce n'est certainement pas pour rien, vous pouvez le vérifier vous-même. Alors quoi ?

https://theconversation.com/covid-vaccine-weekly-more-vaccinated-than-unvaccinated-britons-are-now-dying-from-the-coronavirus-164526

Si vous lisez l'article de The Conversation, vous vous apercevrez que les 2 paragraphes consacrés à la population âgée figurant en tout début d'article, était là pour embobiner les lecteurs influençables pour peu qu'on les mettre en confiance, car ils précédaient 6 autres paragraphes destinés uniquement à les convaincre des bienfaits de la vaccination des jeunes ou de la totalité de la population, ainsi que du

pass sanitaire. Mieux encore, ils ont même pensé à caser la nécessité d'une troisième vaccination !

Alors, convaincu ou non qu'ils ne peuvent être animés que de mauvaises intentions envers la population ? Il n'y a jamais rien d'anodin dans un article d'une agence de presse ou d'un média, y compris les médias dits alternatifs, à l'exception toutefois du Réseau Voltaire et du Centre de recherche sur la mondialisation, qui, sans que je partage leur orientation éditoriale, ils ont au moins le mérite d'être honnêtes ou loyaux envers les lecteurs.

En prime.

https://theconversation.com/the-inherent-racism-of-anti-vaxx-movements-163456

– Les théories du complot contre la vaccination, les campagnes de désinformation et les manifestations dans divers pays ont récemment augmenté.

– Les mouvements de résistance aux vaccins ont toujours été dirigés par des voix blanches, issues de la classe moyenne, et favorisés par des structures d'inégalité raciale.

Inutile de continuer, n'est-ce pas ?

The Conversation, comme tous les médias et agences de presse dans le monde, c'est la peste… et vaut mieux le savoir en guise de vaccination quand on les consulte, puisqu'on ne peut pas faire autrement, hélas !

@GUILLET

Ce qui me gêne le plus, ce sont les commentaires du genre onomatopée, exclamation, interjection ou 3 mots insignifiants qui encombrent inutilement cette rubrique. Certains confondent parfois ce blog avec Twitter.

Disons qu'avant d'envoyer un commentaire, il faudrait commencer par se demander si vraiment son contenu vaut la peine d'être partagé, ensuite s'il a une valeur informationnelle ou pédagogique ou encore de témoignage, et si ce n'est pas le cas, vaut mieux s'abstenir.

Monsieur Maudrux est un véritable démocrate, c'est si rare, même exceptionnellement rare ! On est suffisamment nombreux ici à veiller à ce que personne ne puisse en abuser, donc rassurez-vous, tout se passe très bien, si je peux me permettre de vous communiquer mon avis.

Personnellement, je m'exprime sur le terrain politique uniquement pour répondre à des commentaires ou quand cela me semble approprié, le reste du temps je m'en abstiens.

Ne vous inquiétez pas inutilement.

Comme dans l'immense majorité des cas, le propriétaire d'un blog peut activer une fonction qui lui permet de réceptionner et de lire les commentaires avant de les publier, et donc éliminer ceux qui ne respectent pas les règles qu'il a établies.

A ceux qui croient que je serais le seul à le penser. On a pris contact par courriel.

Le retour du « bon vieux temps » par Philippe Huysmans (Le Vilain Petit Canard) – Mondialisation.ca, 17 juillet 2021

https://www.mondialisation.ca/le-retour-du-bon-vieux-temps/5658357

Dans un autre registre, je ne connais pas l'auteur.

Et autres fragments désordonnés sur le Covid Démocratique par Guillaume de Rouville – Mondialisation.ca, 16 juillet 2021

https://www.mondialisation.ca/et-autres-fragments-desordonnes-sur-le-covid-democratique/5658329

Haut de page

Le 21 juillet 2021

Une vidéo très pédagogique pour comprendre la situation économique mondiale.

- Vidéo. Le FMI annonce le Grand Reset (8 juin 2020)

Si vous avez regardé la vidéo d'Attali de 1979, vous aurez compris que ce qui se passe depuis fin 2019 n'était pas le produit du hasard, absolument tout avait été minutieusement étudié, programmé. Une fois qu'ils furent fin prêts, ils balancèrent sur tous les continent, selon un timing soigneusement orchestré, le virus qu'ils avaient fabriqué dans un laboratoire (lequel, où ?) à partir d'un virus de chauve-souris.

Leur plan comptait deux volets, climatique et sanitaire.

Leur mystification et instrumentalisation du climat remonte également à la fin des années 60 avec le Club de Rome, lorsque tous les ingrédients d'une nouvelle crise mondiale du capitalisme étaient réunis.

Je rajouterai à la vidéo ci-dessus, que ce n'est pas seulement la crise ou la faillite du capitalisme qui les a décidés à mettre au point cette stratégie, mais aussi la démographie exponentielle pendant plus d'un demi-siècle qui devait conduire à terme à la remise en cause de l'existence de l'espèce humaine, donc y compris celle de l'oligarchie financière.

Donc l'offensive généralisée qu'elle a lancé contre l'ensemble de l'humanité, ne concerne pas uniquement le maintien de son hégémonie de classe, mais aussi ses propres conditions d'existence, qui seraient compromis si la démographie mondiale continuait de croître et les besoins de la population à satisfaire également, car n'importe quel crétin comprendra instantanément qu'une population mondiale de 10, 15, 20 milliards d'habitants serait incompatible avec toute forme d'existence décente ou tout court.

Par conséquent l'oligarchie a décidé de résoudre ce problème à sa manière, brutalement, cruellement, en condamnant à terme une partie de la population à disparaître, une autre plus importante à tomber gravement malade de manière à mourir précocement, à ne plus pouvoir se reproduire, et surtout à l'échelle de l'ensemble de la société, à réduire le niveau de vie de la population de telle sorte qu'elle n'aurait plus les moyens de satisfaire ses besoins, y compris les plus élémentaires, en se servant des aléas du climat, entre autres.

Les transitions énergétique et numérique servent uniquement à atteindre ces objectifs, mettre en place des moyens coercitifs de surveillance permanent de la population, de manière à pouvoir exercer un contrôle policier sur la totalité de ses idées et comportements, de sorte qu'elle ait un mode de vie et de consommation standardisé ou rationnalisé au maximum, uniformisé, ce qui signifie que ses revenus ou moyens financiers seraient réduits au minimum vital, excluant toute dépense superflue, automobile, déplacement, loisir, voyage, viande, etc. et qu'elle n'ait plus les moyens d'envisager le moindre espoir de changer la société une fois réduite en esclavage sous un régime de dictature absolue.

La vaccination et le pass obligatoire figurent parmi les principaux instruments pour réaliser ce plan...

Pourquoi ont-ils choisi la France comme laboratoire pour expérimenter leur modèle de société totalitaire ?

Parce qu'elle était la plus avancée sur le plan politique avec Macron et LREM au pouvoir, qui sont leurs propres créatures, qu'ils ont créé spécialement pour liquider tous les autres partis liés au développement du capitalisme et à la lutte des classes, écarter toute opposition organisée susceptible de leur ravir le pouvoir, même si elle servait leurs intérêts pour la raison indiquée précédemment. Ils ne peuvent pas se permettre de reculer ou d'échouer, sinon ce serait tout leur plan qui risquerait d'être remis en cause.

Il faut bien comprendre que dans la plupart des pays (même en Inde où je vis), il existe des structures ou des partis semblables à LREM (extrême-centre), qui jusqu'à présent sont demeurés tapis dans l'ombre, mais qui n'attendent que le feu vert du sommet de l'oligarchie et que les conditions leur soient favorables, pour surgir sur la scène politique et s'imposer de la même manière qu'en France, en recourant à divers subterfuges ou tactiques pour manipuler les populations, avec la complicité de tous les partis dits de droite et de gauche, des partis encore inconnus la veille ou inexistants qui parviennent au pouvoir, ils possèdent la puissance financière et politique suffisante pour y parvenir, tout est juste une question d'opportunité.

Evidemment, tous les peuples l'ignorent, tout comme en France la population ignorait les véritables intentions de Macron et LREM, pour cette raison il est parfaitement légitime d'évoquer un complot mondial ourdi par l'oligarchie financière contre l'ensemble de l'humanité destiné à nuire délibérément à son bien-être ou à ses intérêts.

Face à ce colossal défi, nous nous retrouvons sans parti politique pour nous rassembler et organiser la résistance dans la perspective de renverser cette dictature, pour instaurer une République sociale et démocratique débarrassée du capitalisme. Dès lors que faire ? Participer à toutes les actions tournées contre cette dictature effroyable, soutenir tous les mouvements sociaux, signer des pétitions, écrire dans des blogs ou sites Internet, dans les réseaux dits sociaux, mais cela ne suffira pas pour tenir en échec ce plan de destruction systématique de la civilisation humaine. Il faut bien comprendre, que sans alternative au capitalisme, jamais nous ne renouerons avec le progrès social et nous ne conquerront notre liberté.

Il faut que l'opposition à la dictature se structure, se dote d'un programme, d'une orientation politique, d'une direction, or cela demeurera impossible si au préalable on ne parvient pas à partager la même analyse et perspective politique de la situation, c'est là-dessus qu'on achoppe actuellement. L'analyse que je vous ai proposée me semble cohérente et sérieuse, il ne s'agit que des grandes lignes. Si vous la partagez, faites-nous le savoir, cela permettra de nous compter au moins. Inutile de perdre son temps au-delà. A suivre.

Pas le temps de faire davantage aujourd'hui et je suis trop crevé.

Boycott de la muselière, de la vaccination et du pass dictatorial ! Boycott de tous les lieux où le pass est obligatoire !

Macron le tyran et son gang corrompu et criminel : Dehors, au cachot ou sur l'échafaud !

Abolition de la Ve République, Assemblée constituante souveraine, tout le pouvoir au peuple !

Vive le socialisme ! Vive la liberté !

Haut de page

Le 23 juillet 2021

Vive la lutte de classes !

Rappelons pour remettre les choses dans leur contexte que le taux de mortalité du covid-19 est de 0,05 % seulement dans le monde, et de 0,16 % en France.

J'ai cessé d'intervenir dans le blog du Dr. Maudrux, trop de commentaires a noyé ce blog.

Cette expérience de 16 mois m'a permis d'apprendre beaucoup de choses et de rester en contact avec la situation en France. Je savais qu'il n'y avait rien à en attendre de plus qu'ailleurs. J'ai décidé de réorienter mon activité politique, je voudrais qu'elle soit plus pédagogique.

Quand on observe le niveau d'ignorance en générale des classes moyennes, des intellectuels, des médecins, des militants ou de tout ce qui se dit évolué, éduqué, instruit, on se pose des questions. On en vient à se demander comment la civilisation a-t-elle pu se développer, mais pas la conscience des hommes de toute évidence.

Ce sont les conditions matérielles qu'ils ont contribué à créer inconsciemment, qui se retournent aujourd'hui contre l'espèce humaine ou la menace d'extinction en tant que forme supérieure d'existence, d'extermination.

Comme je refuse de m'adapter à cette évolution qui conduit à sa déchéance et sa perte, il ne me reste plus qu'à la combattre sur tous les fronts à la fois. Cela occupera mes vieux jours.

- Cette causerie au format pdf (26 pages)

Compte tenu de mon état de santé et la nécessité de passer moins de temps devant l'écran, du volume des infos à traiter, j'ai décidé de passer par de courtes interventions audio que je complèterai avec une brève causerie les fois prochaines.

Cet exercice étant nouveau pour moi, les premiers jets audio ne seront pas terribles, j'ai déjà repéré un tas de défauts auxquels je vais essayer de remédier par la suite (heu, bon, voilà...), il faut que j'achète un micro notamment. Si je parviens à m'y habituer, je procèderai à un tas d'enregistrements sur une multitude de sujets.

Mon unique but demeure de transmettre des connaissances et les enseignements que j'ai tirés de mes expériences, de mes recherches et réflexions. Pour une raison que j'ignore je ne parviens plus à accéder aux statistiques du portail, donc j'ignore combien de personnes s'y connectent, peu importe.

Sur les mobilisations contre l'obligation vaccinale et du pass, je pense que c'est aux travailleurs de décider à quelles manifestations ils ont envie de participer ou non. Ceux qui jugent ceux qui ne participent pas aux leurs, ne valent finalement pas mieux que les organisateurs des autres manifestations, leurs intentions on les connaît et elles ne sont forcément plus avouables ou légitimes sur le plan politique, ce sont celles qui nous ont menés où nous en sommes.

Personne ne doit être dupe ou aveugle des illusions ou des manipulations des uns et des autres, c'est tout ce que je voulais préciser. Personnellement, je ne me sens pas concerné, je suis propre sur moi ou j'ai la conscience tranquille, je soutiens les travailleurs quand ils se mobilisent tout en sachant qu'ils sont bourrés d'illusions, sauf que contrairement aux dirigeants du mouvement ouvrier, les leurs sont en quelque sorte légitimes, celles des dirigeants du mouvement ouvrier sont impardonnables, elles constituent une trahison.

- DOCUMENT. Dictature sanitaire - 1ère partie
- DOCUMENT. Dictature sanitaire - 2e partie
- DOCUMENT. Dictature sanitaire - 3e partie
- DOCUMENT. Dictature sanitaire - 4e partie

LES SOURCES DE QUELQUES DONNÉES CITÉES.

Quand ils cherchent à tous prix à camoufler la nature fasciste du régime de Macron.

Pas vacciné ? Antisémite, complotiste ! - lemediaen442.fr 19 juillet 2021

https://lemediaen442.fr/pas-vaccine-antisemite-complotiste/

Voilà ce que Le Figaro rapporte : « Ce dimanche 18 juillet, lors de la journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites, un rescapé du Vel d'Hiv a témoigné son "indignation" face à la comparaison "odieuse" du vaccin contre le Covid-19 à l'étoile jaune. Il appelle "à ne pas laisser passer cette vague outrancière et antisémite" ». C'est drôle, en 1941, Le Figaro était antisémite, maintenant non. C'est comme ça. lemediaen442.fr 19 juillet 2021

LVOG - Y aurait-il des opposants à la vaccination obligatoire et au pass sanitaire dans l'état-major du furher Macron et on l'ignorerait ?

- Selon les canons nazis, ces gens étaient censés finir leurs jours dans un camp de concentration. Mais au lieu de cela, ils sont parvenus à occuper des postes haut placés à la tête des forces armées du Troisième Reich.

...à propos du maréchal général Erhard Milch, dont le père était Juif, Hermann Goering, qui l'appréciait beaucoup, dira : « Je déciderai moi-même qui est Juif ici et qui ne l'est pas ».

Boris Shteifon a été invité au Corps de garde russe en tant que chef d'état-major, cependant, il a bientôt pris la tête du Corps tout entier. Les Allemands savaient très bien que Shteifon était le fils d'un juif baptisé, mais ont choisi de fermer les yeux.

Le futur major-général de la Wehrmacht Boris Holmston-Smyslovski était issu d'une noble famille d'origine juive.

https://fr.rbth.com/histoire/83666-juifs-russes-nazis

LVOG - Les sionistes ont toujours été les alliés de la pire réaction, la monarchie britannique, les nazis en Allemagne, les néolibéraux aux Etats-Unis, l'oligarchie financière à la tête du Forum économique mondial...

- Des « antivax » comparent le passeport vert à l'étoile jaune – en Israël - Times of Israel 2 mars 2021

Manifestions à Tel Aviv contre la politique du gouvernement visant à accorder plus de libertés aux gens vaccinés

Les manifestants anti-vaccination ont comparé les fameux passeports verts pour ceux qui ont été vaccinés contre le coronavirus aux étoiles jaunes que l'Allemagne nazie avait imposées aux Juifs pendant la Shoah.

Lors d'une manifestation jeudi à Tel Aviv, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour protester contre le plan du gouvernement, qui remettra des passeports verts d'identification aux personnes qui ont été vaccinées ou guéries du COVID-19, leur donnant ainsi un accès plus large aux lieux publics que ceux qui refusent les vaccins.

A côté des banderoles décrivant le système des passeports verts comme une forme d'apartheid, il y avait aussi une banderole assimilant le passeport aux étoiles jaunes de la Shoah et aux numéros que les nazis tatouaient sur les bras des détenus des camps de concentration.

Recevez gratuitement notre édition quotidienne par mail pour ne rien manquer du meilleur de l'info Inscription gratuite !

Certaines personnes auraient également porté des étoiles jaunes.

Lors d'un précédent rassemblement à Tel Aviv, une semaine plus tôt, on avait pu voir un certain nombre de personnes ne portant pas de masque, ainsi que des comparaisons entre la campagne de vaccination d'Israël et les lois nazies, certains portant des étoiles de David jaunes indiquant « non vacciné », c'est-à-dire ressemblant à celles que les nazis ont forcé les Juifs à porter pendant la Shoah. Times of Israel 2 mars 2021

Quel syndicat, quel parti du mouvement ouvrier a condamné le discours du tyran Macron digne du régime nazi ? Aucun à ma connaissance.

MESURES D'APPLICATION de la 9ème ORDONNANCE des autorités d'occupation au sujet des Juifs.

En vertu du premier paragraphe de la 9ème ordonnance du 8 Juillet 1942, édictant des mesures a l'égard des Juifs, il est interdit aux Juifs de fréquenter tous les établissements publics et d'assister aux manifestations publiques dont la liste suit.

Cette mesure entre en vigueur immédiatement.

1.- Restaurants et lieux de dégustation,
2.- Cafés, salons de thé et bars,
3.- Théâtres,
4.- Cinémas,
5.- Concerts,
6.- Music-halls et autres lieux de plaisir,
7.- Cabines de téléphone public,
8.- Marchés et foires,
9.- Piscines et plages,
10.- Musées,
11.- Bibliothèques,
12.- Expositions publiques,
13.- Châteaux-forts, châteaux historiques ainsi que tous autres monuments présentant un caractère historique,
14.- Manifestations sportives, soit comme participants, soit comnme spectateurs,
15.- Champs de courses et locaux de pari mutuel,
16.- Lieux de camping,
17.- Parcs.

Der Hoehere S.S. – und Polizeifuehrer im

Bereich den Militärbefehlshaber in Frankreich.

Nota : Militärbefehlshaber était mal orthographié dans le document original.

Eux, complotistes ? Non, c'est vous. Ah bon ! Vérifions-le.

Après les propos tenus en 1979 par Attali, je suis tombé sur un article qui confirme qu'ils ont tout programmé de longue date. La lecture se passe de commentaires.

Il nous resterait 10 ans pour sauver notre civilisation de l'effondrement ! - futura-sciences.com 21.07.2021

Dans les années 1970, un rapport publié par des chercheurs du Massachusetts institute of technology (MIT, États-Unis) avait fait grand bruit. Il annonçait l'effondrement possible de notre civilisation avant la fin du XXIe siècle. Des conclusions tristement en phase avec les données actuelles, conclut aujourd'hui une nouvelle étude.

Au tout début des années 1970, des chercheurs du MIT (Massachusetts institute of technology) nous avaient avertis : si nous continuions sur le chemin d'une croissance économique ne tenant pas compte des coûts environnementaux et sociaux, notre civilisation industrielle s'effondrerait dans le courant du XXIe siècle. Dans un scénario de Business as usual (BAU2), la croissance économique atteindrait son apogée dès 2040. Avant de connaître un net ralentissement avec pour effet une diminution nette de la population mondiale, de la disponibilité alimentaire et des ressources naturelles. Marquant, non pas la fin de l'humanité, mais un tournant au cours duquel il faut s'attendre à ce que notre niveau de vie baisse pendant des décennies.

LVOG - Leur constat est en grande partie exact, mais ce qui pose problème, c'est la manière dont ils ont décidé de s'attaquer au problème causé principalement par la survie du capitalisme et la hausse vertigineuse de la population mondiale au XXe siècle, à savoir au profit et au détriment de qui, on l'aura deviné. D'où l'urgente nécessité de les chasser du pouvoir pour s'en charger nous-mêmes au profit de l'ensemble de la population.

Refusons le projet de loi sanitaire et les régressions sociales - liberation.fr 22 juillet 2021

Par Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac, Eric Coquerel, député LFI, Céline Verzeletti, secrétaire confédérale de la CGT, Thomas Portes, porte-parole de Génération·s et Simon Duteil, délégué général de l'Union syndicale solidaires

Un collectif de responsables associatifs, d'élus et de personnalités s'opposent à la nouvelle loi étendant le pass sanitaire, discutée ces jours-ci à l'Assemblée. Ils appellent à une mobilisation sur le long terme contre une politique sanitaire autoritaire.

LVOG - Ils se passent de le qualifier : Totalitaire.

- Le pass sanitaire marquera la vie de millions de Français·es

LVOG - Ils recourent à l'écriture inclusive qui sert à liquider la langue française au profit de l'anglais

- Cette décision a été prise de façon autoritaire, non démocratique, dans un cadre de délibérations obscures, celui d'un seul homme : le président de la République qui n'aura réuni que le seul Conseil de défense. Elle passe outre toute discussion réelle au Parlement qui est, une fois encore, considérée comme une chambre d'enregistrement. La démocratie ne saurait être sacrifiée, et elle est pour nous plus que jamais la clé pour sortir de cette crise.

LVOG - Ils font croire, alors que LREM a la majorité absolue au Parlement, il suffirait d'une discussion pour que la démocratie se réalise, ce qui est évidemment impensable et impossible. Donc ils rament pour les institutions de la Ve République au lieu de combattre pour leur abolition.

- Une vaccination large et massive est nécessaire pour combattre cette pandémie, à commencer par la couverture des plus fragiles.

LVOG - Faux, les plus fragiles sont décédés lors des deux précédentes épidémies faute d'avoir été traités à temps, donc ceux qui pourraient mourir du Delta sont déjà morts. Le Delta n'est pas plus dangereux qu'un rhume pour, et comme les vaccins n'empêchent ni d'être contaminé ni de contaminer les autres, il ne sert strictement à rien, sauf à cautionner la poursuite de cette mystification.

- Nous nous démarquons de toutes celles et ceux qui font de leur opposition frontale au vaccin un déversoir sectaire et complotiste et nous dénonçons fermement toute assimilation de la stratégie vaccinale à la Shoah ou à l'apartheid.

LVOG - Des juifs ont manifesté en masse en Israël en faisant l'amalgame entre les deux, ce qui était parfaitement justifié. De plus, oui, le pass est similaire à l'apartheid qui restreignait l'accès à certains lieux à une frange de la population, les gens de couleurs en l'occurrence. Que la discrimination pour accéder à un lieu, pouvoir se déplacer, travailler, se soigner, se distraire, s'instruire, etc. soit de nature raciale, ethnique, philosophique, religieuse, politique, etc. peu importe, elle est inacceptable dans tous les cas de figure.

Le reste de leur discours était uniquement destiné à relayer la propagande officielle en faveur de la vaccination de la totalité de la population, non sous la contrainte, mais en développement suffisamment de moyens pour la pousser à se faire vacciner alors que ce n'est pas utile et plus risqué que ce virus.

Ils passent complètement sous silence l'existence de traitements efficaces employés dans le monde entier et ayant fait l'objet d'une multitude d'études, Hydroxychloroquine ou Ivermectine associée à l'Azithromycine ou Doxycycline, plus zinc et vitamine D et C, et on comprend pourquoi.

Ils sont favorables à la vaccination, ils sont les VRP de Big Pharma, loin d'unir les opposants au pass, ils s'emploient au contraire à les dresser les uns contre les autres, ils vantent les mérites des institutions de la Ve République qui pourraient être démocratiques sous l Macron et LREM, ils refusent de caractériser le régime mis en place à partir du 21 juillet 2021 : Une dictature.

- Nous demandons que soient mis à contribution, bien davantage qu'aujourd'hui, les multinationales et les très riches, au profit de la solidarité nationale.

LVOG - Alors qu'elles ont reçu des centaines de milliards de Macron, et les plus riches se sont enrichis comme jamais depuis 18 mois, aux institutions de la Ve République qu'ils défendent, vous pouvoir ajouter les multinationales ou les entreprises transnationales ou les gigantesques trusts internationaux, les GAFAM. A l'opposé, nous devrions les socialiser ou nationaliser et confisquer tous leurs avoirs, abolir le capitalisme.

La conclusion était inévitable.

- Nous aspirons à des mobilisations dans les semaines et mois qui viennent

LVOG - Qui ne reconnaît pas là la stratégie du pourrissement qui profite toujours au pouvoir, au lieu d'appeler toute la population à monter à Paris. Vous aurez compris au passage pourquoi Libération leur a accordé généreusement cette tribune.

Les vendus sont tous favorables à la vaccination.

France: La CGT opposée à la vaccination obligatoire des soignants - Reuters 6 juillet 2021

La CGT, premier syndicat dans la fonction publique hospitalière, a fait connaître mardi à Emmanuel Macron son opposition à la vaccination obligatoire des soignants...

"Evidemment que nous sommes favorables à la vaccination, mais la rendre obligatoire, c'est contraindre sans convaincre", a dit Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, à l'issue de la réunion, en précisant qu'il avait demandé au chef de l'Etat de s'interroger sur les raisons de cette réticence de la part du personnel soignant.

Son discours tranche avec celui de la CFDT et du Medef qui se disent favorables à cette disposition pour éviter d'avoir à mettre en oeuvre de nouvelles restrictions sanitaires.

Yves Veyrier, secrétaire général de Force ouvrière, deuxième syndicat dans la fonction publique hospitalière, ne voit pas non plus "d'inconvénient" à l'obligation vaccinale pour les soignants. Reuters 6 juillet 2021

A lire absolument

La « disparition » des maladies infectieuses n'est pas due aux vaccins.

https://reseauinternational.net/la-disparition-des-maladies-infectieuses-nest-pas-due-aux-vaccins-2/

Mon commentaire qui a été publié dans le blog du Dr. Maudrux le 11 juillet 2021 sur les vaccins.

La piste des vaccins et de Big Pharma est fausse, et c'était très facile de le démontrer dès le début, mais à quoi bon.

En deux mots, vous me reprendrez si je me trompe, il existe de nombreux vaccins de types et de compositions différentes et tous les pays ne vaccinent pas avec les mêmes, d'accord. Donc en dehors de s'inscrire dans une stratégie globale destinée à contrôler l'ensemble de la population pour l'amener à se résigner à accepter un modèle de société de nature totalitaire qui n'aurait jamais pu être mis en place autrement, ou lui imposer au moyen de différents subterfuges et à coups de mesures plus coercitives en brandissant la menace bien plus grande d'un péril inexistant, tous les autres objectifs (eugénisme, G5, etc.) qui ont été attribués à la vaccination de la population mondiale par des personnes débordant d'imagination ou déjà mentalement détraquées, n'ont aucun objet car ils ne résistent pas à cette épreuve ou à l'argument cité plus haut. Maintenant, que ceux qui les ont propagés ou qui s'y accrochent désespérément soient caractérisés de complotistes ne me dérange nullement, parce qu'en l'occurrence c'est parfaitement justifié.

Je crois avoir compris, qu'on était là pour y voir plus clair et agir en conséquence, et non pour ajouter de la confusion à une situation déjà fort compliquée ou inextricable, en apparence tout du moins.

Autrement dit, jamais l'ensemble de la population mondiale ne sera vaccinée, qui plus est avec un même vaccin ou des vaccins présentant les mêmes caractéristiques. Donc en ce qui me concerne, je considère la discussion close sur cet aspect de la question qui nous occupe ici légitimement, et j'appelle les lecteurs un tant soit peu sensés à en faire autant, si nécessaire.

Ce qui peut se produire à un moment donné, c'est que ceux qui ont conçu cette machination ou qui auraient tout simplement instrumentalisé un virus dont on ignore encore l'origine, pourraient en perdre le contrôle, à moins que la tournure des évènements soit si éloignée du scénario qu'ils avaient élaboré ou qu'il les déçoive au point de devoir le modifier au fur et à mesure de l'évolution de la situation, sans être en

mesure de prévoir quand et comment en sortir ou y mettre fin sans compromettre les gains qu'ils en espéraient dans le futur, auquel cas tout serait à recommencer en prenant le risque que les peuples échaudés ne s'en laisse pas compter aussi facilement, sans compter que sur le plan politique les dommages qui en découleraient pourraient s'avérer considérables, et que sur le plan judiciaire ils allaient devoir désigner des boucs émissaires ou les têtes qui allaient tomber pour endosser les responsabilités de cette catastrophe sociale et sanitaire, pas les leurs évidemment, des lampistes genre Véran, Salomon ou même Macron.

Non seulement aucun d'entre eux n'est en mesure d'établir avec certitude comment vont évoluer ces virus, mais ils ne savent pas quelles vont être toutes les conséquences de ces vaccinations à ARN sur la population dans les mois et années à venir, laissons de côté les autres vaccins.

Certaines personnes envisagent le pire, on ignore s'il se produira à ce stade, sur le long terme surtout s'ils entraînent des modifications du génome, lesquelles, on n'en sait rien non plus. Il aurait donc dû être interdit d'inoculer ces substances à des êtres humains, aussi longtemps que la preuve de leur innocuité pour l'espèce humaine n'aurait pas été établie en procédant à des tests sur plusieurs générations d'animaux proches de l'homme, ce qui nécessiterait de mobiliser des moyens financiers colossaux auxquels aucun trust pharmaceutique ou banquier ne consentirait, ce que chacun peut comprendre, par conséquent pour mener à bien cette mission, ils devraient être dissous et tous les moyens de la recherche scientifique devraient être du domaine public dans une société qui ne serait plus basée sur le profit mais la santé et le bien-être de l'ensemble de la population.

Certains diront que ce n'est pas une question idéologique, parce qu'ils peinent à concevoir une alternative au régime en vigueur, je leur répondrai qu'ils se trompent. Car on peut observer sous nos yeux, que si empoisonner la population ou nuire délibérément à sa santé est bien une question politique ou idéologique, tout le monde finit par en convenir, agir pour son bien-être l'est également, et les deux correspondent à des conceptions de la société antinomiques, personne n'en fera l'économie ou alors qu'on ne vienne pas se plaindre de vivre dans une société cauchemardesque. A suivre

En complément

Lu dans 3 documents de la CGT

Communique. Retrait du projet de loi relatif a` l'adaptation de nos outils de gestion de la crise sanitaire - UDFO 92 & UDCGT 92 - 23 juillet 20.
Prise de parole UD de l'Indre du 21 juillet 2021
Tract de l'Union Départementale des Syndicats C.G.T. de la Somme

Ma réponse au camarade qui m'a envoyé ces documents :

- "*Oui aux vaccins accessibles pour tous !*"

Mais c'est quoi sinon cautionner la vaccination obligatoire de Macron.

- "*A la CGT nous refusons d'être taxés de pro ou d'anti-vaccin*"

On peut être anti-vaccin sans pour autant juger ceux qui se sont fait vaccinés, où est leur problème ?

Dans le fait qu'ils n'ont jamais expliqué aux travailleurs que cette pandémie n'existait pas et qu'elle avait été entièrement fabriquée, que des traitements efficaces existaient et que le vaccin était inutile... Mais pourquoi ? Mais parce qu'ils sont des agents du patronat, de Big Pharma, de l'oligarchie, c'est tout.

C'est le programme du Forum économique mondial !

- La gauche "a abandonné beaucoup de territoires idéologiques à la droite, regrette Faure - AFP 9 juillet 2021

La gauche "a abandonné beaucoup de territoires intellectuels, idéologiques à la droite, voire à l'extrême droite", a regretté le premier secrétaire du PS Olivier Faure jeudi soir, lors d'une présentation sur les réseaux sociaux du projet du PS pour 2022.

Lors de la sixième et dernière séquence de "Live", intitulée "la République fraternelle", il a regretté que la gauche ait "eu tendance", "dans un premier temps" à "vouloir éviter" le débat "sur l'identité: qui sommes-nous, que voulons-nous, où voulons-nous aller?".

"Je crois que nous avons eu tort de laisser ce débat prendre cette ampleur sans jamais vouloir donner notre propre vision de ce qu'est la République française. On a abandonné beaucoup de territoires intellectuels, idéologiques à la droite, voire à l'extrême droite", a-t-il poursuivi.

"C'est bien qu'aujourd'hui on ait cette volonté de se réarmer, de redire dans l'espace public ce que doit être notre propre vision de la République", a-t-il insisté.

La République fraternelle "c'est lutter contre les discriminations, de genre, de sexualité, de couleur de peau, de religion" mais aussi évoquer la question des salaires, du logement, de l'éducation, de la sécurité, a-t-il développé. AFP 9 juillet 2021

LVOG - Traduction : Il faut être encore plus à droite idéologiquement que la droite et l'extrême droite réunies, on leur fait confiance !

Totalitarisme. A droite toute !

François Hollande - « Aujourd'hui je vous le dis tout net, s'il doit y avoir la crainte d'un variant, il faut aller vers la vaccination de tous. C'est à dire qu'à un moment ou un autre, si la vaccination ne se fait pas sur un plan volontaire, elle sera obligatoire. » (Sur son compte Instagram le vendredi 9 juillet 2021 - Voici.fr 9 juillet 2021)

- Plus de 300 élus de gauche et de droite saluent le "courage" des décisions de Macron - Europe1 18 juillet 2021

Quand l'extrême gauche a rejoint l'extrême-centre.

Lutte ouvrrière

https://www.lutte-ouvriere.org/editoriaux/oui-lobligationde-recruter-dans-les-hopitaux-et-daugmenter-les-soignants-165582.html

LO regrette "les ratés de la vaccination" et que "seulement 1% des doses ont été administrées dans les pays pauvres", parce que Macron "et les autres dirigeants de la planète" n'ont pas tenu "leurs promesses", quelle chance pour les peuples des pays pauvres... et de ne pas connaître LO ! Et pour montrer que ces gens-là sont hors sol, ils réclament "de recruter dans les hôpitaux", alors que le personnel soignant non vacciné ne pense plus qu'à les fuir, ce dont se fout éperdument LO, qui a aucun moment n'exigera l'annulation de la vaccination obligatoire pour cette catégorie de travailleurs.

NPA

https://nouveaupartianticapitaliste.org/communique/crise-sanitaire-reculs-sociaux-macron-veut-passer-en-force

Au NPA, ils ne s'embarrassent pas, ils reprennent pratiquement mot à mot la propagande officielle : "La vaccination est bien un enjeu décisif pour sortir de cette pandémie, et tout doit donc être fait pour la faciliter, en allant au-devant de celles et ceux qui ne peuvent pas se vacciner ou ne sont pas encore convaincuEs" pour faire face à "la rapide montée en puissance d'une « 4e vague » de l'épidémie de Covid-19".

Pour le NPA l'obligation vaccinale pour les soignants et l'extension du Pass sanitaire" sont tout au plus des "mesures contraignantes" et non totalitaires ou dignes du fascisme, elles relèvent seulement "de la contrainte, voire du passage en force", donc pas question de les condamner et de se mobiliser pour les tenir en échec.

- J'ai consulté la couverture d'Informations ouvrières (POI), rien.

POID.

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=2349

Editorial - La déclaration de guerre du 12 juillet appelle une réponse à la hauteur par D. Gluckstein.

Ne vous fiez surtout pas au titre.

Ce que j'aime sinon chez eux, c'est : dehors Macron... qui sert à masquer ce que vous allez lire maintenant.

A propos de cet éditorial, le courriel que je leur ai envoyé.

- Vous avez trouvé le moyen d'évacuer la menace de l'obligation vaccinale qui plane sur l'ensemble des travailleurs, mieux, vous avez fait disparaître le pass sanitaire digne de l'apartheid ou d'un régime néofasciste, sans parler des molécules qui depuis 18 mois permettent de soigner la covid-19 et rendent ainsi caduc la nécessité d'un vaccin, agissant en agent zélé de l'oligarchie financière.

Bref, les imposteurs et traîtres se démasquent eux-mêmes, au moins celui nous évitera de le faire et d'être accusé de vous faire un procès d'intention, merci.

Après être apparus au côté de Macron pour défendre le port de la muselière et la vaccination pendant 16 mois, que vous n'exigiez pas le retrait sans condition de ces mesures liberticides que l'immense majorité des travailleurs condamnent sans appel, confirment que vous avez bien rejoint le camp des ennemis du socialisme dont vous osez vous réclamer.

Pourquoi lui accorder un pouvoir dont il ne dispose pas, sinon chercher à le légitimer à tout prix ?

Quand on sait que Macron est une créature, une marionnette entre les mains de l'oligarchie et que c'est le président qui dispose du moins de pouvoir depuis l'avènement de la Ve République en 1958, faire croire le contraire, c'est le légitimer !

Daniel Gluckstein 7 juillet 2021

- De Washington à Paris, les capitalistes s'inquiètent de cet aventurier qui semble jouer aux dés la situation sociale du pays.

LVOG - Tiens, on avait cru que les capitalistes savaient depuis le début que Macron était une marionnette entre les mains de l'oligarchie financière ! N'est-il pas sa créature ?

- Macron a perdu crédit et légitimité.

LVOG - Là ce serait auprès de la population française. Tiens, on avait cru qu'il n'en avait jamais eu ! Il faut croire que depuis que le POID avait adopté la muselière et la vaccination, Macron avait gagné en légitimité...

- Les candidats à la présidentielle, sans exception, renvoient tout changement à mai 2022. D'ici là, respect des institutions de la Ve République oblige, pas question de contester la légitimité de Macron...

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=2258

CAUSERIE EN COMPLÉMENT

Nouvelles mesures Covid : les soignants vont déposer un préavis de grève illimitée pour le 21 juillet - martinique.franceantilles.fr 14 Juillet 2021

https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/social/nouvelles-mesures-covid-les-soignants-vont-deposer-un-preavis-de-greve-illimitee-pour-le-21-juillet-583364.php

- La CGTM, la CDMT, Force Ouvrière, l'UGTM, l'USAM, Convergences, un syndicat des infirmiers libéraux, lancent un appel à la mobilisation à l'ensemble des personnels. Des assemblées générales seront organisées aujourd'hui et demain (jeudi 15 et vendredi 16 juillet) dans les différents établissements. Un préavis de grève illimité est déposé pour le 21 juillet. martinique.franceantilles.fr 14 Juillet 2021

Manipulation grossière et criminelle des faits par Castex.

- Mercredi 21 juillet, le Premier ministre Jean Castex a annoncé que 96% des 18 000 cas de contamination par le virus recensés mardi n'étaient pas vaccinés. AFP 22.07

Normal, puisque ce sont des gens non-vaccinées qui se font tester, et non des personnes vaccinées qui s'estiment protégées par le vaccin contre les formes graves de la malade, et qui n'ont donc aucune raison de se faire tester.

Explication : Laissons de côté le fait que l'immense majorité présumée contaminée à partir de test PCR, sont en réalité des faux positifs à hauteur de 97% (Confirmé par la 3ème chambre pénale de la cour d'appel de Lisbonne au Portugal), lire plus loin en note.

Donc laissons de côté le tour de passe-passe qui consiste à faire passer les cas positifs pour des contaminés.

A Gibraltar où 100% de la population est vaccinée, comment explique-t-il une flambée de contamination au variant Delta, sinon que leur vaccin ne protège pas du virus ou il n'a aucune légitimité scientifique, ce qu'évidemment les tyrans au pouvoir ne peuvent admettre.

Note

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/les-implications-capitales-de-la-jurisprudence-portugaise-concernant-les-tests-pcr

Dans l'Extrait 4 (extrait spécifique) la cour revient sur l'absence de fiabilité des tests PCR

" la fiabilité éventuelle des tests PCR réalisés dépend, d'emblée, du seuil de cycles d'amplification qu'ils contiennent, de telle sorte que,

- jusqu'à la limite de 25 cycles, la fiabilité du test sera d'environ 70% ;

- si 30 cycles sont effectués, le degré de fiabilité tombe à 20% ;

- si 35 cycles sont atteints, le degré de fiabilité sera de 3%. "

En France et pratiquement partout dans le monde ils recourent à : 30 cycles dans un minimum de cas, 35 cycles le plus couramment, même à l'IHU de Marseille, sinon entre 40 et 50 cycles. Cela crée une pandémie de cas positif destiné à alimenter la psychose collective et justifier toutes les mesures liberticides imposées par les dictateurs au pouvoir.

Pourquoi ce stratagème ? Parce que ce virus n'était finalement pas plus dangereux que celui de la grippe, dès lors qu'on traitait précocement les personnes malades avec les molécules efficaces existantes, Hydroxychloroquine ou Ivermectine associée à l'Azithromycine ou un autre antibiotique, du zinc et de la vitamine C et D, éventuellement en association avec des corticoïdes ou des stéroïdes pour les cas plus avancés ou plus graves.

De plus en plus dingue, il faut les faire taire ou les liquider.

- États-Unis : le masque recommandé pour les enfants à partir de deux ans - LePoint.fr 22.07.2021

- L'Académie américaine de pédiatrie juge que le masque devrait être obligatoire à l'école et prône l'obligation vaccinale pour les cours en présentiel. LePoint.fr 22.07.2021

Le soleil, votre nouvel ennemi !

- Carnet de Santé - Dr Christian Recchia : "Le cancer de la peau peut commencer simplement par un coup de soleil" - Yahoo Actu 22.07.2021

LVOG - La vitamine D sert à renforcer l'immunité naturelle, donc vous devez vous en passer pour être vulnérable aux virus et bactéries, tomber malade...

Inde. A défaut de morts, ils en inventent !

Virus: le nombre de morts en Inde pourrait être 10 fois supérieur au bilan officiel - AFP 20 juillet 2021

Donc le nombre de décès passerait de 414.000 à 4,14 millions, il est vrai qu'entre les deux il y aura de la place pour tout le monde : Christophe Guilmoto, démographe à l'Institut de recherche pour le développement, a récemment estimé dans une étude que le bilan des morts était plus proche des 2,2 millions fin mai.

Et sur quoi se basent-ils ? Il n'y aurait pas assez de morts, forcément quand on a décrété qu'il devrait y en avoir plus : L'étude du Center for Global Development se fonde sur l'estimation de la "mortalité excédentaire", soit la comparaison entre le nombre de décès actuel et celui antérieur à la pandémie.

Comprenez leur dépit : " le taux de mortalité (par million d'habitants) en Inde était inférieur de moitié à la moyenne mondiale" gonflé par les pays qui n'ont pas traité leurs malades et ont préféré les laisser mourir, c'est un crime de ne pas les avoir imités, donc pour remédier à cette anomalie, les spéculations les plus scabreuses sont permis, que dis-je, encouragées.

Mais encore, cette sous-estimation proviendrait des "carences du système de santé local", ce qui n'explique rien puisqu'en Inde l'accès à l'hôpital est gratuit, donc quand on est malade on a le choix entre y aller ou non, et quand on l'est vraiment, on y va.

Mais encore, il s'agirait d'estimations sorties de leur chapeau et pas n'importe lequel : Les auteurs -parmi lesquels figurent Arvind Subramanian, ancien conseiller économique en chef du gouvernement indien, mais aussi un expert de Harvard- ont procédé notamment en analysant le registre des décès de certains Etats et des études nationales officielles.

Qui est à l'origine de cette sordide opération de communication ? Toujours les mêmes monstres.

- Le nombre de personnes mortes en Inde du Covid-19 pourrait être dix fois supérieur au bilan officiel qui est actuellement proche de 415.000 décès, estime mardi une étude américaine.

- En juin, le ministère indien de la Santé avait fustigé le magazine britannique The Economist pour avoir avancé dans un article que la mortalité excédentaire était probablement cinq à sept fois supérieure au bilan officiel. Il avait qualifié ces estimations de "spéculatives" et "mal informées".

Avec un mois de retard, il n'y a rien d'étonnant à ce que l'AFP fasse amende honorable auprès de The Economist (Rothschild), son maître à penser.

Ici, je n'ai pas encore croisé une seule famille qui compterait des morts de la Covid-19.

Pourquoi la France est soumise au régime le plus réactionnaire de la planète ?

Tout le monde se demande pourquoi les autorités françaises font-elles tant de zèle pour appliquer les mesures liberticides les plus radicales prônées par le Forum économique mondial, la Fondation Gates, la Fondation Rockefeller ?

Je crois avoir trouvé une explication qui pourrait constituer l'essentiel de la réponse à cette question capitale.

Qui dirige la France ? Macron et LREM.

Qu'est-ce que Macron et LREM ?

L'extrême-centre.

Qu'est-ce que l'extrême-centre ?

Rothschild, Rockefeller, etc. et les GAFAM.

Qu'est-ce que qu'ils représentent ?

Le sommet du capitalisme, de l'oligarchie financière, les plus riches et puissants du monde.

Mais encore ?

Davos, Bilderberg, la Commission trilatérale, le Council on Foreign Relations (CFR), la NED, la Fed, le Pentagone, la BRI, etc.

Attention, dans les questions suivantes contrôler ne signifie pas forcément posséder. Cela ne signifie pas non plus être majoritaire au sein du conseil d'administration d'une entreprise, souvent une prise de participation minoritaire suffit à obtenir la majorité, compte tenu de la dispersion des actions et de passer des alliances pour obtenir la majorité des voix, 15 ou 20% suffisent pour pouvoir orienter sa politique.

Quelles institutions internationales contrôlent-ils ?

Le FMI, la Banque Mondiale, l'ONU, l'UE, etc. pour ne pas dire toutes.

Quels secteurs de l'économie contrôlent-ils ?

Tous.

Quelles valeurs cotées en bourse contrôlent-ils ?

Toutes.

Quelle monnaie contrôlent-ils ?

Toutes.

Le cours de quelle matière première contrôlent-ils ?

Tous.

Quelles banques centrales contrôlent-ils ?

La BRI (La banque des règlements internationaux, la banque centrale de 60 banques centrales), FED (Etats-Unis), BCE (UE), BoE (Grande-Bretagne), BoJ (Japon), BoI (Inde), la quasi-totalité des banques centrales en Afrique, en Amérique latine et en Asie (Hormis la Chine, la Russie)

Quels médias contrôlent-ils ?

L'immense majorité, pratiquement tous dans certains pays (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne...)

Quels Etats contrôlent-ils ?

Tous les Etats occidentaux, la plupart de ceux en Amérique latine, du Golfe, au Moyen-Orient, plus le Japon ; l'Inde, l'Australie et bien d'autres à des degrés divers.

Combien d'Etats ont-ils dénoncé les versions officielles des évènements qui ont marqué le XXe siècle et le deux premières décennies du XXIe siècle ?

Pratiquement aucun ou aucun n'est allé jusqu'à les accuser d'avoir été derrière.

Combien d'Etats ont-ils dénoncé la mystification de la pandémie au coronavirus ?

Absolument aucun.

Le quarteron d'oligarques les plus puissants et riches du monde a sélectionné, fabriqué, mis Macron et LREM en place pour appliquer son programme, c'est sa créature, son bijou, son joyau, ce qu'il a de plus précieux, sur lequel il compte pour liquider les progrès sociaux liés au développement des forces productives au cours des deux derniers siècles et réduire la population en esclavage, instaurer un régime totalitaire, une dictature absolue (Attali) en supprimant toutes les libertés, condition pour dépasser cette crise du capitalisme qui mine jusqu'à ses fondements, s'émanciper de ses contradistions et de la lutte des classes, au moyen de méthodes mafieuses et policières, et préserver son hégémonie sur la totalité de la population, l'enjeu est telle cruciale, dans ces conditions Macron ne dispose d'aucun pouvoir, il n'a aucune marge de manoeuvre, il n'a pas le droit à l'erreur, il ne peut pas reculer, il doit aller jusqu'au bout, appliquer à la lettre la feuille de route et les ordres qui lui sont dictés par ces oligarques qui se prennent déjà pour les maîtres du monde.

C'est la première partie de la réponse à notre question. La seconde est beaucoup plus abordable ou compréhensible.

Ces oligarques savent qu'en face il n'existe aucune force politique organisée susceptible de rassembler les masses pour résister à Macron et leur politique ultra réactionnaire ou fasciste, et éventuellement menacer son pouvoir ou le renverser, le mouvement ouvrier étant neutralisé par ses propres dirigeants passés à leur service, donc ils veulent qu'il fonce, qu'il tienne le cap quoi qu'il arrive, quoi qu'il en coûte, sans se soucier de la réaction de la classe ouvrière et des classes moyennes, quitte à recourir à la répression la plus féroce ou sanglante pour l'imposer

Ils nous ont déclaré la guerre, et c'est une guerre à mort, ils disposent d'armes redoutables pour nous combattre, et nous de notre côté, nous sommes divisés et totalement désarmés, sans orientation, sans direction, sans alternative politique, à leur merci en somme, donc ils estiment qu'ils sont en mesure de gagner cette guerre et ils s'en vantent même.

Mais rien ne dit que le peuple se résignera à subir ce sort effroyable, tout porte à croire qu'une fois qu'il aura pris conscience qu'il n'a plus

rien à perdre, il se lancera à l'assaut du régime pour le renverser, quand il réalisera qu'il n'a plus le choix, qu'il a épuisé toutes les options légales, législatives, juridiques, qui se présentaient dans le cadre des institutions de la Ve République, il les fera voler en éclats, Macron devra s'enfuir ou il sera lynché à mort avant d'avoir été jugé pour tous ses crimes.

Anthropologie sociale en cette période de crise par un internaute.

1/ La plupart des gens préfèrent être dans la majorité plutôt que d'avoir raison.
2/ Au moins 20% de la population a de fortes tendances autoritaires, qui émergeront dans les bonnes conditions.
3/ La peur de la mort n'est concurrencée que par la peur de la désapprobation sociale. Cette dernière pourrait être plus forte.
4/ La propagande est tout aussi efficace aujourd'hui qu'il y a 100 ans. L'accès à une information illimitée n'a pas rendu l'individu moyen plus sage.
5/ Tout et n'importe quoi peut être et sera politisé par les médias, le gouvernement et ceux qui leur font confiance.
6/ De nombreux politiciens et grandes entreprises sacrifieront volontiers des vies humaines si cela sert leurs aspirations politiques et financières.
7/ La plupart des gens croient que le gouvernement agit dans le meilleur intérêt de la population. Même ceux qui critiquent ouvertement le gouvernement.
8/ Une fois qu'ils ont pris une décision, la plupart des gens préfèrent s'engager à avoir tort plutôt que d'admettre qu'ils ont eu tort.
9/ Les êtres humains peuvent être formés et conditionnés rapidement et relativement facilement pour modifier de manière significative leurs comportements – pour le meilleur ou pour le pire.
10/ Lorsqu'ils sont suffisamment effrayés, la plupart des gens non seulement acceptent l'autoritarisme, mais l'exigent.
11/ Les personnes que l'on qualifie de « théoriciens de la conspiration » sont souvent bien documentées et ont tout simplement une longueur d'avance sur le discours dominant.
12/ La plupart des gens accordent plus d'importance à la sécurité qu'à la liberté, même si cette sécurité n'est qu'une illusion.
13/ L'adaptation hédonique se produit dans les deux sens, et une fois que l'inertie s'installe, il est difficile de faire revenir les gens à la « normale ».
14/ Un pourcentage significatif de personnes aime profondément être subjugué.
15/ « La science » s'est transformée en une pseudo-religion séculaire pour des millions de personnes en Occident. Cette religion a peu à voir avec la science elle-même.
16/ La plupart des gens se soucient davantage d'avoir l'air de faire ce qu'il faut que de faire ce qu'il faut.
17/ La politique, les médias, la science et les industries de la santé sont tous corrompus, à des degrés divers. Les scientifiques et les médecins peuvent être achetés aussi facilement que les politiciens.
18/ Si vous mettez les gens suffisamment à l'aise, ils ne se révolteront pas. Vous pouvez garder des millions de personnes dociles tout en les privant de leurs droits, en leur donnant de l'argent, de la nourriture et des divertissements.
19/ Les gens modernes sont trop complaisants et manquent de vigilance lorsqu'il s'agit de défendre leurs propres libertés contre les excès du gouvernement.
20/ Il est plus facile de tromper une personne que de la convaincre qu'elle a été trompée.
21/ La plupart des gens sont assez compatissants et ont de bonnes intentions (c'est bien). Par conséquent, la plupart des gens ont beaucoup de mal à comprendre que certaines personnes, y compris nos « dirigeants », PEUVENT avoir des intentions malveillantes ou perverses (c'est mal).

Toujours dans le même registre nauséabond. Titane, quand le 7e art a coulé !

Ce que le jury du festival de Cannes a récompensé : Les mécanismes infernaux du Great Reset où se mêlent transgenrisme et transhumanisme. Ils ont récompensé, une réalisatrice acquise à leur idéologie.

Splendeurs et misères des courtisanes, qui pour se faire valoir n'hésitent pas à se prostituer en brisant les codes ou rapports qui accompagnèrent le développement de la civilisation humaine quitte à engendrer sa disparition, rapports qui ne furent pas pour autant idéals, puisqu'ils virent le jour dans le cadre du processus historique inconscient dont nous avons justement toutes les peines du monde à prendre conscience…

Un spectateur : La représentation du corps, des genres, des dérèglements de l'esprit humain reste au cœur du travail de la cinéaste, avec une radicalité accrue.

Selon un autre spectateur : On annonce un film inepte, incohérent, ultraviolent, etc. Mais pendant l'essentiel du récit, on ne voit rien de tout cela.

Vraiment ?

Extraits de réactions de personnes qui ont vu le film et pensent exactement le contraire.

– Un film désincarné, glauque, violent, étrange, gore, trash, hard. L'ultra violence est magistrale…

– Hybridation, genre, féminisme : point notable : Titane renverse et bouscule les codes de représentation et de sexe…

– Titane correspond plus à une œuvre transgenre si je puis dire… Un vrai film de genre …

– Les thèmes de l'hybridation et de la mutation des corps, qu'ils soient féminins ou masculins, ce en quoi elle est peut-être visionnaire tant la notion de transgenre devient aujourd'hui de plus en plus prégnante, gommant toutes les conventions sociales véhiculées depuis des siècles…

– Une histoire singulière où il est question de transsexualité, de mutilation, de relation sado-maso…

https://www.allocine.fr/film/fichefilm-277192/critiques/spectateurs/

DANS LE BLOC-NOTES POLITIQUE DU 23 JUIN AU 11 JUILLET

Pourquoi nous traite-t-on souvent de dogmatique ?

Parce que la plupart des gens ont de nos jours une culture politique limitée et pratiquement aucune conscience politique. Donc, quand ils rencontrent quelqu'un qui en a une, ils ne comprennent pas à quoi ils ont affaire et la traitent ainsi, pour eux c'est le produit d'une fabrication, et non une connaissance acquise digne d'intérêt et d'être partagée. Accéder à la connaissance en histoire, voilà ce qui est nié, voilà ce qu'on nous refuse, au profit du discours officiel qui lui serait spontané, reposant forcément sur les faits et bien intentionné, honnête, au-dessus de tout soupçon...

Qu'est-ce que c'est la géopolitique ?

- Le terme « géopolitique » a été créé à la fin du XIXème siècle par l'Allemand Friedrich Ratzel. C'est lui qui a également inventé le concept d'« espace vital » cher aux nazis. Il était légitime selon lui de diviser le monde en grands empires, dont l'Europe et le Moyen-Orient sous domination allemande.

Par la suite l'États-unien Alfred Mahan rêva d'une géopolitique fondée sur le contrôle des mers. Il influença le président Theodore Roosevelt qui lança les États-Unis dans une politique de conquête des détroits et canaux transocéaniques.

Le Britannique Halford John Mackinder conçoit la planète comme une terre principale (l'Afrique, l'Europe et l'Asie) et deux grandes îles (les Amériques et l'Australie). Il pose que le contrôle de la terre principale n'est possible qu'en conquérant la grande plaine d'Europe centrale et de Sibérie occidentale.

Finalement un quatrième auteur, l'États-unien Nicolas Spykman tentera une synthèse des deux précédents. Il influencera Franklin Roosevelt et la politique d'endiguement de l'Union soviétique, c'est-à-dire la Guerre froide. Il fut repris par Zbigniew Brzezinski.

La géopolitique au sens strict du terme n'est donc pas une science, mais une stratégie de domination. (Deux types de politique étrangère - Réseau Voltaire 6 juillet 2021)

- Pierre Kory (un médecin américain) qui se définit plutôt comme un démocrate de gauche regrette que les seuls représentants politiques ouverts au débat sur l'ivermectine et enclins à aller contre l'avis des agences de régulation comme l'OMS se situent chez les conservateurs républicains. Défendant sa position d'homme de science, de médecin, il regrette que le débat prenne un tournant idéologique. (FranceSoir 01.07.2021)

LVOG - Disons qu'il commence seulement à en prendre conscience.

Ils veulent transformer le plomb en or, ce sera sans nous.

Des manifestations sont organisées par des Gilets jaunes tous les premiers samedis de chaque mois, ils appellent chacun à venir, tous les citoyens désireux d'une nouvelle information, et d'un nouveau système médiatique en France. (Source : FranceSoir)

On a cessé de ménager les illusions que les uns et les autres colportaient et pas seulement les Gilets jaunes, vous avez vu où elles nous ont menés ? Nous les dénoncerons et nous les combattrons en expliquant quelle en est la signification et les conséquences politiques désastreuses. Nous n'avons pas à nous montrer conciliant envers des stratégies qui vont à l'encontre de la cause pour laquelle nous combattons.

Un scoop : Pécresse présidente en 2022 ! Invitée du Club Bildergerg en 2013

Après l'Île-de-France, la présidentielle? Valérie Pécresse "réfléchira à la suite" durant l'été - BFMTV 28 juin 2021

Elle a à nouveau évoqué ses ambitions présidentielles après cette victoire.

Elle a fixé le calendrier de sa prise de décision quant à son éventuelle candidature à la présidentielle 2022... un agenda encore nébuleux, mais qui se décompose en semaines plutôt qu'en mois. "Je vais réfléchir à la suite pendant l'été. Je vais consulter", a-t-elle confié.

Pour Valérie Pécresse, l'occasion est trop belle, la fenêtre trop grande ouverte pour se manquer: "Jamais nos propositions n'ont été si populaires, Marine Le Pen a essayé de nous les voler, Emmanuel Macron a essayé de dire qu'il était de droite. Ils sont venus sur notre territoire".

Pécresse à Bilderberg en 2013.

Sept futurs ou anciens Premiers ministres français s'y sont rendus : Laurent Fabius, Alain Juppé, Michel Rocard, Dominique de Villepin, François Fillon, Manuel Valls et Edouard Philippe. DSK et Christine Lagarde y sont allés à plusieurs reprises. Deux futurs présidents : Georges Pompidou et Macron

https://www.lejdd.fr/Politique/ce-que-macron-a-dit-au-groupe-bilderberg-en-2014-3509507

Présidentielle 2022: pour Valérie Pécresse, "l'heure des femmes est venue" - BFMTV 8 juillet 2021

La présidente de la région Ile-de-France a déclaré ce jeudi vouloir faire "entendre sa voix" dans les prochains mois.

Potentielle candidate de la droite à la présidentielle, Valérie Pécresse (ex-LR) estime que "l'heure des femmes est venue" dans une interview jeudi à La Provence.

"Pour gagner, il faut reconstituer une très large alliance de la droite et du centre comme nous l'avons tous fait dans nos régions", soutient la présidente du mouvement "Libres !". (Le clone d'En Marche - LVOG)

"Les gens ont le droit de choisir le chef d'équipe et son projet", rappelle Valérie Pécresse trois jours après son appel à organiser une primaire de la droite et du centre, dans une tribune également signée par les LR Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau, autres candidats potentiels.

Pourtant, Xavier Bertrand maintient son refus de participer à cette primaire. Il a encore répété mercredi sur BFMTV qu'avec ce scrutin, "on se divise plus qu'on ne se rassemble".

Selon un sondage Ifop publié jeudi par le JDD, 52% des Français (et 57% des sympathisants Les Républicains) sont favorables à une primaire de la droite et du centre pour désigner le candidat à la présidentielle. BFMTV 8 juillet 2021

Pécresse candidate à la primaire présidentielle de la droite et du centre - Reuters

Présidentielle 2022 : Valérie Pécresse candidate - Le Parisien

Valérie Pécresse annonce sa candidature à la présidentielle - Europe1

Candidature de Valérie Pécresse : qu'en pensent les militants sur le terrain ? - Europe1

Candidature de Pécresse à la présidentielle : quelles conséquences pour la droite ? - Europe1

Présidentielle 2022 : Valérie Pécresse annonce sa candidature - LePoint.fr

Pourquoi Valérie Pécresse a avancé son annonce de candidature- LePoint.fr

Valérie Pécresse candidate à la présidentielle 2022 via une primaire à droite - huffingtonpost.fr

Pécresse se lance dans la course à l'Elysée : des haies à franchir en pagaille - lexpress.fr

Valérie Pécresse se déclare candidate à l'élection présidentielle de 2022 - nouvelobs.com

"Il ne peut pas y avoir deux candidats": Pécresse passera par la primaire de la droite pour 2022 - BFMTV

Valérie Pécresse annonce sa candidature pour la présidentielle de 2022 - BFMTV

Présidentielle : candidate, Valérie Pécresse entre en concurrence avec Xavier Bertrand - Les Echos

Valérie Pécresse candidate à l'élection présidentielle de 2022 - lemonde.fr -

Candidate à la présidentielle, Pécresse dit avoir "plus d'autorité que Marine Le Pen" - parismatch.com

Le "en même temps" ou les compromis, c'est terminé. Macron : c'était de la rigolade, à côté Le Pen apparaîtra comme un ange !

Parole de Pécresse.

- «Je suis plus réformiste que Macron. Je n'ai pas peur de la sanction. J'ai plus d'autorité que Marine Le Pen» (Cela veut tout dire ! - LVOG)

- Celle qui se présentera « en femme libre » affirme son désir de « remettre le pays en ordre » après le mandat d'Emmanuel Macron ("Le mandat", histoire de dire que Macron était destiné qu'à en faire un seul, comme ses prédécesseurs des dernières décennies. Macron, c'est terminé, elle va prendre le relai. - LVOG)

- "Nous avons un devoir d'unité et de jouer collectif, car il faut un seul candidat de l'alliance de la droite et du centre pour l'alternance" (L'alliance de la droite et du centre, cela porte un nom : l'extrême-centre allié à la gauche institutionnelle - LVOG)

- « Elle va démontrer à quel point elle sait être une femme d'ordre et une femme de droite »

- "Elle veut être claire sur ses intentions. Il y a un moment ou le calendrier doit rimer avec la détermination, qui est présente, souffle un proche. Le moteur était allumé, il ne manquait que le décollage." (Le décollage a eu lieu avec Macron, elle compte poursuivre sur la voie du totalitarisme. - LVOG)

- « restaurer la fierté française ». « Je ne supporte plus qu'on parle au lieu d'agir. […] La France doit prendre un nouveau départ », a-t-elle souligné, taclant un « quinquennat pour pas grand-chose »

- « Nous devons rompre avec dix ans de mauvais choix, de demi-mesures, d'indécision et, en fin de compte, l'affaissement de notre pays. »

- "Après un quinquennat pour pas grand-chose, et je le dis à regret, avec très peu de réformes, comme celle repoussée des retraites, des figures d'autorité abaissées et contestées, nos lois bafouées, des déficits abyssaux, des fractures accrues. Je veux remettre le pays en ordre."

- un volet judiciaire sur le thème de "la bonne justice est une justice rapide", où elle explique vouloir des comparutions immédiates en cas de flagrant délit, des jugements rendus plus rapidement et des peines exécutées "dans les 3 mois". Un objectif qu'elle compte atteindre en "remettant de l'ordre dans les dépenses publiques, en faisant la chasse à tous les gaspillages".

- Valérie Pécresse veut aussi faire voter des quotas d'immigration par le Parlement chaque année et interdire qu'il y ait plus de 30% de logements sociaux dans un quartier, de façon à "éviter les ghettos et permettre la mixité sociale".

- sur le terrain de l'écologie. Voulant faire de ce domaine "une arme pour la croissance et l'emploi" plutôt qu'une "punition" ou un "blocage", Valérie Pécresse liste quelques mesures telles que des taxes sur les produits en provenance de pays ne respectant pas les normes en vigueur dans l'UE, un acteur européen qu'elle voit d'ailleurs comme central dans le combat pour la planète.

Funérailles officielles d'un ancien SS à Kiev - Réseau Voltaire 5 juillet 2021

Le 13 juin 2021 ont eu lieu à la cathédrale de l'Église autocéphale d'Ukraine à Kiev, Saint-Michel-au-dôme-d'Or, les funérailles de l'ancien SS Orest Vaskoul.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, était représenté par des soldats de sa garde personnelle. Le ministre de la Défense et ancien attaché militaire à Washington, le lieutenant général Andriy Taran, était également représenté.

Le drapeau ukrainien a été déployé sur le cercueil du défunt.

Orest Vaskoul s'est engagé volontairement dans la SS (Division Gallice) en 1943. Il a volontairement combattu en tant que nazi ukrainien pour le IIIème Reich contre l'Union soviétique. Réseau Voltaire 5 juillet 2021

A Versailles, la France vante ses atouts aux investisseurs étrangers - francesoir.fr 28.06

Dans l'après-midi, le président de la République a tenu des entretiens bilatéraux avec les dirigeants d'Intel, HP (Hewlett-Packard), Qualcomm, et ArcelorMittal. Il devait encore s'entretenir avec celui de Snap avant un dîner réunissant plus d'une centaine de patrons.

"Grâce à la politique économique que nous avons maintenant engagée depuis plus de quatre ans, nous sommes devenus le pays le plus attractif pour les investisseurs étrangers", s'est réjoui Bruno Le Maire en référence à une étude du cabinet EY.

Il a souligné la rapidité du décaissement du plan de relance, dont plus du tiers des 100 milliards d'investissements prévus sont déjà engagés, et insisté sur la nécessité de mettre l'accent sur l'environnement.

"Quand vous discutez avec le patron d'ArcelorMittal, le patron de Bosch, de Siemens, ils vous disent tous une seul chose, [il va falloir] des investissements considérables", selon Bruno Le Maire qui veut "dégager les investissements publics et privés indispensables pour accélérer la décarbonation et le verdissement de l'économie".

"Tous les décideurs du monde de la santé sont là" aussi, à Choose France, explique à l'AFP Olivier Nataf

Mardi, l'événement se poursuivra avec la finance à l'honneur, Emmanuel Macron inaugurant les nouveaux locaux parisiens de la banque JP Morgan, qui a fait de la place de Paris la plaque tournante de ses activités de marché en Europe après le Brexit.

Parallèlement, un Comité stratégique des industries de santé (CSIS) réunira les dirigeants des groupes industriels pharmaceutiques français et étrangers. francesoir.fr 28.06

Toujours plus de millionnaires : leur nombre a augmenté de 5 millions en 2020 - euronews.com 23.06

Les millionnaires se portent bien, même très bien. Malgré la pandémie, leur nombre a bondi de 5,2 millions l'année dernière.

Au total, le monde compte donc désormais plus de 56 millions de millionnaires selon les chiffres publiés mardi par le Credit Suisse dans son « Global Wealth Report ».

Selon les auteurs de ce rapport, "l'augmentation de l'inégalité des richesses n'a probablement pas été causée par la pandémie elle-même, ni par ses impacts économiques directs, mais elle a plutôt été une conséquence des actions entreprises pour atténuer son impact, principalement la baisse des taux d'intérêt".

La baisse en urgence des taux d'intérêt et les mesures de relance des gouvernements auraient donc profité à ceux qui avaient le moins besoin de l'aide de l'État.

À l'inverse, les personnes dont les revenus étaient déjà faibles ont subi des pertes d'emploi et une baisse de leurs revenus en raison du ralentissement économique.

Au total, en 2020, la richesse mondiale a augmenté de plus de 7%. Les gains sont largement attribués à la croissance aux États-Unis, en Europe et en Chine, alors que la richesse globale en Amérique latine et en Inde a diminué. euronews.com 23.06

A propos des élections régionales 2021

"Dimanche, tous aux urnes!" : l'appel de mille jeunes militants, politiques et citoyens contre l'abstention - lejdd.fr 24 juin 2021

LVOG - En vain !

Abstention aux régionales: pour l'Institut Jean Jaurès, la démocratie française est "en péril" - BFMTV 26 juin 2021

Quelle réponse face à l'abstention record constatée dimanche dernier lors du premier tour des élections régionales? L'Institut Jean Jaurès,

LVOG - Comme quoi ils étaient bien de droite.

Régionales: Hollande soutient "les listes où figurent des socialistes" et celle de Muselier (LR) en Paca - BFMTV 26 juin 2021

Régionales: Valls et Huchon appellent à voter Pécresse, tollé à gauche - AFP 26 juin 2021

Régionales : en Paca, Muselier rallié par l'écologiste Governatori et soutenu par Sarkozy - Europe1 26 juin 2021

Régionales en Paca: Jadot (EELV) appelle à faire barrage à Mariani, "l'ami de Bachar Al-Assad" - BFMTV 26 juin 2021

Résultats des élections régionales 2021 nationaux - bfmtv.com 28 juin 2021

45 933 130 inscrits

15 933 820 votants 34,69 %

15 266 509 exprimés 33,24 %

ABSTENTION : 65,31 %

409 325 votes blancs 2,57 %

257 986 votes nuls 1,62 %

Election des conseillers des Français de l'étranger et des délégués consulaires - 29 et 30 mai 2021

https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/2021_-_tx_part_urne_par_pays_et_bv_cle8c7ad3.pdf

Taux de participation

Vote à l'urne 2,13%

Vote par internet 12,93%

3% des voix des électeurs inscrits aux élections régionales et départementales.

Présidentielle: avec 30% d'intentions de vote à 10 mois du scrutin, Macron fait-il mieux que ses prédécesseurs? - BFMTV 1 juillet 2021

La suite du programme...

L'Élysée envisage de passer l'âge de la retraite à 64 ans - Europe1 28 juin 2021

La retraite à 64 ans est une "urgence", selon Alain Minc - europe1.fr 29 juin 2021

"C'est le bon sens parce que ça colle à l'espérance de vie", insiste l'économiste. "Quand la retraite a été inventée au 19ème siècle par Bismarck, quand vous comparez l'espérance de vie et l'âge du départ à la retraite et si vous appliquez les critères à aujourd'hui, vous verriez que l'âge de départ en retraite devrait être 84 ans. Nous n'en sommes pas là." europe1.fr 29 juin 2021

Tyrannie et racket. Le complément payant du confinement et du passapartheid

Paris : le stationnement des deux-roues thermiques sera payant dès 2022 - lepoint.fr 6 juillet 2021

Le Conseil de Paris a adopté mardi cette mesure phare d'une réforme qui comprendra également la suppression d'au moins 60 000 places de parking.

La Ville de Paris a adopté mardi en Conseil municipal le stationnement payant dès début 2022 pour les deux-roues motorisés thermiques, mesure phare d'une réforme qui prévoit également la suppression d'au moins 60 000 places de stationnement en surface d'ici 2026 et la hausse immédiate des tarifs pour les automobiles. L'adjoint à la transformation de l'espace public, l'écologiste David Belliard, a salué « l'ambition de transformation extrêmement forte » de la maire PS Anne Hidalgo, l'opposant de droite Geoffroy Boulard, estimant de son côté que « circuler dans Paris est devenu un cauchemar » que la majorité de gauche va « rendre hors de prix ».

« Alors que les véhicules individuels occupent 50 % de l'espace public et représentent seulement 13 % des déplacements quotidiens, cette réforme répond à plusieurs objectifs que nous portons, à savoir la réduction de la place de la voiture et des deux-roues motorisés sur la voirie au profit des Parisiens et de la nature », a salué Fatoumata Koné, présidente du groupe écologiste.

À partir de 2022, les motos et les scooters non électriques devront payer 50 % des tarifs des voitures qui, elles, verront dès le 1er août 2021 une hausse du tarif visiteur de 4 à 6 euros ou de 2,4 à 4 euros l'heure suivant les arrondissements. Le stationnement deviendra progressivement payant aux bois de Vincennes et Boulogne à partir de l'automne, même si le groupe communiste a obtenu des places gratuites aux abords des équipements sportifs afin de « préserver la vocation sportive des Bois ». Et pour les contrevenants, le forfait post-stationnement (FPS) qui remplace depuis 2018 les contraventions augmentera nettement : de 50 à 75 euros dans le centre et de 35 à 50 euros dans les arrondissements extérieurs. lepoint.fr 6 juillet 2021

LVOG - Autrement dit, dès que vous prenez un véhicule à moteur pour aller faire des courses, allez chercher vos enfant à l'école, les emmener chez le médecin, rendre visite à vos grands-parents ou allez travailler, vous devez payer pour le garer quelque part, donc vous n'êtes plus libre.

Abêtissement programmé.

La littérature jeunesse doit-elle s'inspirer des codes des séries ? - Publicsenat.fr 26 juin 2021

Une autre pandémie mondiale orchestrée par l'oligarchie.

Entre Pantin et Paris, une Marche des fiertés LGBT+ sous le signe des droits - Reuters 26 juin 2021

Joe Biden nomme une envoyée spéciale pour les droits des LGBT - BFMTV 26 juin 2021

Joe Biden a annoncé ce vendredi la nomination de Jessica Stern au poste d'envoyée spéciale pour la défense des droits de la communauté LGBT à travers le monde.

L'ONU exhorte les Etats à "cesser de nier" le racisme et commencer "à le démanteler" - BFMTV 28 juin 2021

Mexique: deux personnes transgenres font leur entrée au Parlement - AFP 29 juin 2021

Espagne: le gouvernement veut que les citoyens puissent choisir leur genre dès seize ans - AFP 29 juin 2021

L'État du Honduras reconnu responsable du meurtre d'une femme trans - Slate.fr 30 juin 2021

Géorgie: une marche des fiertés LGBT annulée après des violences - BFMTV 5 juillet 2021

Et pendant ce temps-là la guerre continue...

Les Etats-Unis ont mené des frappes contre des milices pro-Iran en Irak et Syrie - Reuters 28 juin 2021

Yalta II : le Pentagone a déjà commandé des armes pour Al-Qaïda - Réseau Voltaire 28 juin 2021

Le Pentagone a commandé 2,8 milliards de dollars d'armes pour ses alliés dans le monde. Il s'agit de produits principalement sous licence soviétique ou russe afin de ne pas avoir à rendre compte de ces livraisons.

La moitié de ces armes est destinée à poursuivre la guerre contre la Syrie.

La journaliste bulgare Dilyana Gaytandzhieva a relevé sur le US « Federal Procurement Data System » huit contrats d'une valeur totale de 200 millions de dollars destinés à Al-Qaïda en Syrie (Hayat Tahrir al-Sham — Organisation de libération du Levant).

Les sociétés contractantes sont TLG Worldwide, LLC, Multinational Defense Services LLC, Greystone CS3 LLC, Global Ordnance LLC, UDC USA, Inc., Culmen International, LLC, Blane International Group, Inc., Sierra Four Industries Corp.

Les contrats ont été signés entre mars et décembre 2020 pour une durée de cinq ans. Réseau Voltaire 28 juin 2021

Haut de page

Le 26 juillet 2021

J'ajoute deux liens après avoir actualisé le portail.

- **Document.** FranceSoir - La Une TV - Emission du 24 Juillet 2021)
- **Document.** Besançon : Manifestation des libertés - POLICE ET GENDARME enlèvent leurs casques.

Argument pour briser la propagande hystérique officielle. Savoir l'essentiel sur le variant Delta.

- **Document.** Le variant delta en chiffres (25.07.2021)

Pour commencer la semaine dans la bonne humeur et en musique, et quelle musique !

Ici on vous a présenté des musiciens, guitaristes, pianistes, violoncellistes, trompettistes, harpistes et autres, des virtuoses, des génies dans leur art, on a abordé tous les styles de musique moderne, la plupart issus du blues, parfois la musique dite classique, il n'y a qu'un instrument qu'on n'avait pas encore honoré, peut-être parce qu'il est le plus proche de nous. Pour vous le présenter ou vous le faire découvrir, j'ai fait appel à la grâce, au charme de l'éblouissante soprano Aida Garifullina, pour vous faire vibrer au plus profond de vous-même, et pour que cette expérience d'une intensité incomparable rappelle à chacun, que les hommes comme les femmes sont capables du meilleur, et que ce don de la nature doit être préservé contre ceux qui veulent à tout prix l'avilir ou l'anéantir, inutile de préciser à qui je pense, vous l'aurez deviné.

En avant la musique et vive la liberté !

- **Document.** Aida Garifullina - Casta Diva - Bellini
- **Document.** Aida Garifullina 'O mio babbino caro' Puccini
- **Document.** Aida Garifullina "Laudamus te" Mass in C Minor, KV 427 Wolfgang Amadeus Mozart

Le portail sera actualisé plus tard, notamment avec un enregistrement audio que j'ai soigneusement préparé, de manière à ce qu'il soit de meilleure qualité que le premier.

En attendant, que faire me demande un camarade.

Expliquer toujours et encore notre politique, les faits nous donnent raison, nous l'avons prouvé. C'est un argument en notre faveur. Dites-le à vos interlocuteurs, et demandez-leur pourquoi, sinon parce que nos analyses reposent sur la réalité et non sur des spéculations oiseuses, et parce que nous sommes des travailleurs et militants sérieux et non des doctrinaires bornés et stupides.

Les puissants et leurs porte-parole ne sont pas les seuls à savoir de quoi ils parlent, eux c'est pour vous tromper, nous c'est pour vous aider à y voir plus clair, à saisir la situation et pouvoir agir en conséquence, au lieu d'être la proie de charlatans et d'opportunistes qui pullulent et cherchent à vous induire en erreur pour vous réduire à l'impuissance, vous conduire au désespoir.

Soyons patient par-dessus tout.

Il aura fallu plus de 16 mois pour que plus d'un million de travailleurs d'horizons diverses descendent dans la rue pour stopper l'entreprise liberticide et criminelle de Macron. Certains sont allés jusqu'à traiter le peuple de tous les noms, de mouton, de veau, d'abruti, de con, nous, nous avons expliqué tranquillement pourquoi il réagissait de la sorte, et pourquoi il réagirait autrement lorsqu'il serait soumis à d'autres conditions, sans flatter ses faiblesses, sans nier ses illusions, mais aussi sans lui refuser la capacité de se mobiliser pour défendre ses acquis sociaux et faire valoir ses aspirations démocratiques.

Nous nous en tenons aux faits et aux enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes. Le ministère de l'Intérieur a sorti le chiffre de 160.000 manifestants dans toute la France, chiffre repris en chœur par tous les médias.

FranceSoir a avancé le chiffre de 2,5 millions, selon ce qui se dirait sous le manteau ou à voix basse dans les salons de l'Elysée.

J'ignore si ce chiffre est correct, je sais seulement que celui du ministère de l'Intérieur est falsifié, pour avoir regardé attentivement des vidéos de dizaines de manifestations et avoir observé que même dans des villes moyennes comme Avignon, Valence, Toulon, Vannes, etc. énormément de monde est descendu dans la rue, dans plus de 170 communes.

Donc, pour ne pas raconter n'importe quoi, j'ai retenu le chiffre moyen de plus d'un million, ce qui en pleine période estival est exceptionnel, sans doute en attendant le raz de marée de septembre ou avant qui souhaitons-le aura raison de Macron et de sa clique de fanatiques dégénérés, enragés.

Quant à renverser le régime, ne rêvez pas, il en faudrait beaucoup plus, et malheureusement les conditions n'existent pas, puisqu'il n'existe pas de parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays pour guider les masses jusqu'à la victoire finale.

Mais là aussi il ne faut pas désespérer, ces conditions peuvent mûrir très vite. Tous les obstacles peuvent sauter rapidement les uns après les autres selon l'évolution de la situation. N'oublions pas non plus qu'il existe des centaines de milliers, voire des millions de militants et ex-militants qui aujourd'hui ne sont pas sur cette orientation politique, mais qui pourraient s'y rallier si les conditions étaient favorables à une révolution, donc notre combat n'est pas perdu d'avance comme on pourrait le croire si on s'en tenait qu'aux apparences toujours aussi trompeuses ou mauvaises conseillères.

Ayez confiance dans les masses, ayez confiance dans le socialisme, étudiez-le, et nous vaincrons !

Je ne peux pas enregistrer le fichier audio, un vieux a décidé de mourir la nuit dernière dans mon village, donc je dois attendre que cessent les tambours et les pétards !

Bonne journée, courage, gardez le moral, nous sommes le nombre, nous sommes la force, nous somme l'avenir, eux en face ils appartiennent au passé, leur temps est révolu, le moment est venu de nous en débarrasser pour construire une société meilleure, plus juste, plus libre.

A bas la dictature, Macron dehors, vive la liberté, vive la République sociale !

En complément.

Les uns et les autres doivent se demander pourquoi les syndicats et les partis soi-disant de gauche ou d'extrême gauche étaient absents de ces manifestations, pourquoi ils n'y ont pas appelé. On a déjà expliqué pourquoi.

Ils n'ont eu de cesse de soutenir Macron, et de tenir accessoirement un double langage dès lors qu'ils se sont aperçus que la tournure de la situation ne serait plus longtemps à l'avantage de Macron. Partisans zélés du port de la muselière et de la vaccination pour tous, ils ont accompagné Macron durant toute la période qui allait déboucher sur l'annonce de la vaccination et du pass obligatoire pour tous le 12 juillet dernier, et cela les travailleurs ne l'ont pas oublié, les partis soi-disant de gauche ou d'extrême gauche, ainsi que les syndicats en partagent la responsabilité avec Macron.

Pire, ils ont laissé le champ libre à l'extrême droite, qui avec certains pans de la droite se présentent dorénavant comme les champions de la lutte contre la vaccination et du pass obligatoire, au point que le député LFI Alexis Corbière a dû quitter une manifestation parisienne sous les insultes le 24 juillet. Ils ont donc contribué à créer ces conditions ou cette confusion épouvantable dont ils se plaignent aujourd'hui. Ils ont ce qu'ils méritent, à chacun ses responsabilités.

Personnellement, j'ai cessé d'intervenir dans le blog du docteur Maudrux après avoir fait l'objet d'attaques du même genre, qui étaient nullement justifiées puisque j'ai toujours combattu l'état d'urgence, le port du masque, la distanciation sociale, le traçage, le confinement, le couvre-feu et évidemment la vaccination et le pass obligatoire, tout en faisant la promotion de l'ivermectine pour traiter la covid-19 et ses variants. Mais hélas, je me suis retrouvé tout seul à l'extrême gauche à intervenir sur cette ligne dans ce blog.

Que la honte retombe sur tous les dirigeants du POI, POID, NPA et LO et de tous les groupes de militants qui en sont issus, qui ont trahi leur engagement, leurs militants, l'ensemble des travailleurs ! Leurs dirigeants ne représentent ni la classe ouvrière, ni le socialisme, ni le marxisme.

Haut de page

Le 27 juillet 2021

- Cette causerie au format pdf (5 pages)

Les enregistrements audio que j'ai réalisés sont franchement mauvais. Je perds tous mes moyens face à cette contrainte, autant j'ai en temps normal toujours plein d'idées qui me viennent à l'esprit, trop mêmes, autant là je me retrouve tout con, c'est déconcertant et frustrant comme expérience. J'ai l'impression de ne plus être moi-même, j'ai encore visiblement un blocage quelque part à faire sauter. Je n'ai investi que 900 roupies dans un micro, donc si je ne m'améliore pas rapidement, je laisserais tomber.

Même quand j'écris, il me faut beaucoup de temps pour mobiliser toutes mes capacités et produire quelque chose de satisfaisant. En revanche, quand je n'ai aucune contrainte, quand je pense librement, je parviens à un niveau de lucidité qui me surprend moi-même, je m'empresse de prendre des notes ou je m'enregistre avec le Iphone pour ne pas perdre ces précieuses idées que je développerai par la suite, c'est le fruit de cette profonde réflexion que je vous livre habituellement, que je ne retrouve pas du tout dans ces enregistrements.

Et vous savez quand cela m'arrive ? Toujours très tard le soir, à partir de minuit, c'est curieux parce qu'à ce moment-là je suis totalement épuisé, cela m'empêche de dormir et je m'endors en pensant, ou alors en pleine nuit. Je ne déconne pas, je reprends le fil de mes idées comme si elles n'avaient pas été interrompues par le sommeil, ou bien le matin à l'aube, j'ouvre les yeux et j'ai soudain une idée lumineuse qui me traverse l'esprit, d'où vient-elle, je l'ignore, je me la répète pour la graver dans mon cerveau, puis je me rendors, quand il m'arrive de l'avoir oubliée au réveil, j'enrage, généralement je n'ai dormi que quelques heures, je suis dans un état à moitié comateux. Cette clarté provient peut-être du fait que pendant la nuit on oublie tout le reste, on fait le vide en quelque sorte, et on ne pense plus qu'à l'idée qui nous obsédait littéralement. Pour penser, en profondeur j'entends, pour me concentrer, j'ai besoin de calme, de silence, pas de musique ou de bruit, personne autour de moi, rien ne doit me distraire, j'ai du mal à faire le vide autour de moi. J'avoue que l'alcool ou le cannabis facilite, accélère les connexions neuronales, mais dorénavant je m'en passe, je deviens vieux !

J'estime mon état normal ou relativement satisfaisant, dans la mesure où au cours d'une observation je peux détecter spontanément ce qui relève de l'inconscient, dès qu'il s'agit du monde extérieur ou d'une personne, ce que je peux réaliser sur moi-même, mais cette fois le processus sera totalement différent. Il prendra plus de temps ou empruntera des voies imprévisibles, improbables, impénétrables, paradoxalement. C'est comme laisser remonter petit à petit à la conscience ou à la surface, ce qui était enfoui au fin fond de notre inconscience. C'est quelque chose que je ne contrôle pas, parce que je ne passe pas mon temps à m'observer, personne d'ailleurs, sinon notre existence serait invivable, voyez ce qu'on nous impose aujourd'hui. Et devant un micro, je ne peux pas me permettre de me lancer dans une pareille aventure, car je ne sais jamais jusqu'où une idée va m'entraîner, par où elle va passer et combien de temps cela va durer, 2 minutes ou une heure, non pas à divaguer ou spéculer, mais à découvrir les liens, rapports, connexions qui existaient entre différents objets, ce qui généralement enrichit ou bouleverse mes connaissances, habituellement je me retrouve à cent lieues du sujet du départ, et je ne vois pas comment les lecteurs pourraient me suivre, sauf à me prendre pour un fou !

Mon malaise doit provenir du fait que je ne suis jamais parvenu à maîtriser les rapports que j'avais avec le monde extérieur, j'entends par là, à accepter la condition qui m'a été imposée, à 65 ans je n'arrive toujours pas à m'y faire. J'ai l'impression désagréable d'avoir été spolié de toute liberté durant toute ma vie.

Dès lors, je ne vois pas comment je pourrais me faire passer pour plus intelligent que je le suis ou donner des leçons aux autres.

Et puis je ne discute plus avec personne depuis de longues années, les Français de passage ou les expatriés ont généralement un état d'esprit si éloigné du mieux, que toute discussion est difficile ou inutile avec eux. Il n'y a que deux ou trois fois où j'ai rencontré des gens qui étaient disposés à m'écouter, où j'ai réussi à m'exprimer correctement et à avoir une discussion intéressante après les avoir écoutés, cela remonte déjà à des années en arrière, et je ne suis plus allé en France depuis 2002 ! L'expression orale en français, ce n'est plus mon truc, je n'emploie plus que l'anglais et le tamoul.

- DOCUMENT. Causerie du 27 juillet 2021- 1e partie
- DOCUMENT. Causerie du 27 juillet 2021- 2e partie
- DOCUMENT. Causerie du 27 juillet 2021- 3e partie
- DOCUMENT. Causerie du 27 juillet 2021- 4e partie

Haut de page

Le 29 juillet 2021

Les causeries des 26 et 27 ont été formatées au format pdf. J'ai corrigé les fautes.

Au fait, comme quoi on passe parfois ou plus souvent qu'on ne le croie à côté de l'essentiel.

Vous savez pourquoi mes enregistrements audio sont aussi médiocres selon moi ? C'est parce que je n'ai pas du tout de mémoire. Quand j'écris, si j'ai besoin d'un renseignement, d'une date ou je ne sais quoi, je vais la rechercher, j'ai le temps, mais quand le micro est ouvert, c'est impossible, sinon toutes les deux minutes il y aurait un temps mort qui pourrait durer je ne sais pas combien de temps, donc il y aura un tas de trucs que je n'oserai pas évoquer. J'ai un sérieux handicap de ce côté-là, je ne m'en suis jamais caché.

Alors, en forme ?

Un lent et profond travail de sape des fondements du régime est en cours, un peu de patience encore avant que l'explosion sociale tant attendue se produise enfin. Où, quand, comment se produira-t-elle ? Tout le monde l'ignore, peu importe. Il y a ceux qui la redoutaient, et qui maintenant la souhaitent ardemment, l'état d'esprit des masses et des classes moyennes est en train d'évoluer rapidement, tant l'agression

dont elles sont victimes est insupportable.

Cette atteinte intolérable à notre liberté que constituent la vaccination et le pass obligatoire, aura été la goutte de trop qui aura fait déborder le vase des inégalités et des injustices sociales déjà plein à ras bord. Si ces mesures passaient, chacun est en train de prendre conscience, qu'il serait privé de toute liberté individuelle et collective dans l'avenir, et personne ne s'y résigne, sous aucun prétexte, celui de la pandémie étant entièrement fabriqué par le Forum économique mondial.

Chacun prend aussi conscience à son rythme du degré de pourriture atteint par l'Etat, par les institutions, le régime économique, tous les corps de métier intermédiaire corrompus par l'argent ou l'idéologie de la classe dominante au point d'en arriver à imaginer que la seule solution pour s'en sortir pourrait consister à faire table rase, surtout chez les jeunes qui se disent à juste titre que leur avenir serait définitivement compromis s'ils devaient vivre dans une telle société totalitaire... Bref, on devrait donc assister dans les semaines ou mois à venir à la radicalisation politique de la classe ouvrière et de pans entiers des classes moyennes cherchant une issue politique pour résoudre cette crise dont elles sont les principales cibles et victimes.

D'où la nécessité de populariser l'idée que cela passera par la grève générale, l'organisation des masses de manière à instaurer une situation de double pouvoir, dans la perspective de la convocation d'une Assemblée constituante souveraine qui détiendrait tous les pouvoirs, et instaurerait une République sociale sur les cendres de la Ve République, qui à défaut de s'effacer parce que les capitalistes ne se résigneront jamais à céder leur pouvoir pacifiquement, sera renversée au cours d'un soulèvement révolutionnaire.

Et nous devons construire un parti, qui incarnera consciemment l'ensemble du processus révolutionnaire, le développement de la situation, les tâches et objectifs politiques que les masses devront accomplir et se fixer pour vaincre nos ennemis, car personne d'autres dans la société n'en aura la capacité pour guider l'action des masses. Le rassemblement dans un parti des éléments les plus conscients, les plus déterminés est absolument indispensable. Ce n'est pas une lubie de doctrinaires ou de fanatiques, c'est ce que nous ont enseigné la lutte de classe du prolétariat mondial, toutes les révolutions au cours des siècles passés jusqu'à nos jours, il suffit de les étudier sérieusement pour en être convaincu et convaincre les indécis de nous rejoindre.

Pas plus la démocratie que le socialisme n'ont existé dans le passé, contrairement à ce que la plupart croient parce qu'on leur a inculqué tout au long de leur existence, en réalité ils ont toujours avorté ou ils n'ont pas pu être menés à leur terme, parce que toutes les conditions n'étaient pas réunies. Et vous savez pourquoi la démocratie n'a jamais réellement existé ? Tout simplement parce que seul le socialisme pouvait s'en porter garant, la réaliser, pratiquement tout le monde ignorait que démocratie et socialisme signifiaient pratiquement la même chose.

Maintenant que la civilisation humaine s'est dotée des moyens matériels pour pouvoir satisfaire les besoins sociaux de l'ensemble de la population mondiale, et qu'elle se trouve à la croisée des chemins, entre conquérir la liberté ou être livrée à un régime mondial totalitaire où toute liberté aurait disparu, y aurait-il une hésitation à avoir ?

- Cette causerie au format pdf (12 pages)

Extrait d'un courriel adressé à ma fille.

Elle a 40 ans, instit à La Réunion, elle m'a écrit : Grâce à mon inscription sur reinfocovid réunion, je suis désormais dans un groupe d'enseignants à La Réunion anti pass avec l'application Télégram... pour l'instant, on est 55. Ca remonte le moral de ne pas être seule tout de même.

Bravo ma fille, me voilà rassuré, avec tes collègues vous êtes formidables ! Vous voyez, les masses peuvent s'organiser en se passant des syndicats et partis d'extrême gauche corrompus. Ce sont eux qui doivent refonder le mouvement ouvrier sur des bases saines...

Mon courriel.

- J'ai pensé t'envoyer des réactions d'internautes du blog du Dr. Maudrux auquel je ne participe plus, trop de commentaires à la con genre Twitter, perte de temps, je lis en diagonale et je me casse, seuls certains liens m'intéressent. Et encore, il faut se méfier, il y a vraiment de tout et beaucoup de conneries aussi.

Je me demande parfois de qui il faudrait se méfier le plus, le mec qui ouvre sa gueule intempestivement ou celui qui la ferme, en fait les deux, prendre toujours du recul ou tout vérifier, c'est ce qu'essaie de faire.

Ceux qui disent ceci aujourd'hui, et qui ont semble-t-il raison de le dire, disaient cela ou le contraire il y a quelques mois ou jours encore, à ce niveau-là tout doit être relativisé aussi longtemps qu'on n'a pas démêlé le vrai du faux. C'est chiant et très contraignant, mais la vérité est à ce prix-là, c'est cher payé, certes, comme tout ce qui a une véritable valeur finalement !

Dis-toi bien un truc, je te garantis que c'est imparable ou valable dans 100% des cas.

Ceux qui évitent de parler de la crise économique qui mine le capitalisme et qui est à l'origine de cette crise, qui refusent de le remettre en cause, j'entends en tant que système économique ou rapports sociaux de production, qui évitent de lier la crise sanitaire à la crise économique, il faut s'en méfier comme de la peste, puisqu'ils considèrent qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme, finalement après avoir moult gestes et vociférations, ils te ramènent systématiquement dans les bras du capitalisme et ses institutions, leur discours ne se terminent jamais autrement.

Il arrive très souvent qu'ils se contredisent ou qu'ils aient conscience du carcan idéologique qu'ils s'imposent, par exemple certains vont sortir que la Ve République est morte, d'autres que Macron a violé la Constitution... et 10 minutes plus tard ou 2 paragraphes plus loin ils vont

réclamer qu'elle soit modifiée.

Ils font la même chose les multinationales ou les GAFAM, ils sont horribles et leur imputent un tas de crimes... et plus loin ils vont te raconter qu'il faut les garder et juste leur retirer un peu de pouvoir ou il faudrait pouvoir les contrôler, pure numéro d'illusionnistes parce qu'ils ne veulent pas les affronter et s'attaquer aux fondements du système économique.

Pour confondre tous ces gens et les déstabiliser, les mettre face à leurs contradictions ou divagations, il suffit de se demander ou de leur demander, comment de nos jours on peut être à la fois progressistes, démocrates, humanistes, et justifier un système économique reposant sur l'exploitation et l'oppression, les inégalités et les injustices sociales, la pauvreté, la précarité, les famines, les guerres, etc. qui en sont le produit, comment une telle monstruosité est-elle possible, sinon parce qu'ils la cautionnent avec leurs grands airs libéraux...

Pourquoi ? Demandons-nous quelle classe sociale représentent-ils, et on aura la réponse.

Parce qu'ils sont incapables de concevoir un modèle de société où ce serait le peuple qui détiendrait tous les pouvoirs. Pour eux, c'est uniquement la minorité qui détient le pouvoir économique qui est en mesure de gouverner, de préférence en y associant les classes moyennes, qui en échange de leur gracieuse contribution doivent bénéficier de privilèges, qui évidemment seront refusés au reste de la population, à la classe ouvrière qui continuera d'être exploitée et opprimée comme avant, ou dont les besoins et aspirations ne seront jamais satisfaits.

En résumé, ils dénient aux masses, non seulement d'être en mesure de gouverner, mais aussi d'accéder au bien-être qu'ils estiment légitimes de revenir à la classe des capitalistes et aux classes moyennes, compte tenu que ses membres disposent d'un statut social supérieur à la plèbe.

C'est là qu'on s'aperçoit que tout leur raisonnement, leur modèle de société, etc. ne diffèrent pas de ceux des capitalistes, ce qui explique pourquoi elles ne peuvent pas rompre avec le capitalisme et refusent de l'affronter, encore moins de le renverser.

Ce que je viens de t'expliquer est valable pour absolument tous ceux qui aujourd'hui montent au créneau contre l'obligation de la vaccination et du pass liberticide, y compris évidemment tous les syndicats et tous les partis dits d'extrême gauche.

Maintenant, pour revenir à la situation, la réflexion de tous ces intellectuels ou membres des classes moyennes ne se situe pas tous au même niveau.

Ceux qui sont encore à la traîne croient encore que Macron pourrait en venir à leur donner raison, tandis que les plus avancés ne se font plus aucune illusion en la matière, et parmi eux, il s'en trouve même pour oser remettre en cause l'existence de la Ve République. Cela nous convient ou on ne les contredira pas, mais c'est après que cela se gâte, car ils demeurent subordonnés au capitalisme, qui demeure leur horizon indépassable sur le plan économique et social.

C'est à partir de là que le soufflé de la révolte du petit bourgeois frustré de ne plus partager le pouvoir avec ses maîtres va retomber rapidement, ou il va rentrer dans le rang en espérant ainsi préserver ses privilèges ou les retrouver. Et quant au sort du reste de la population, comme chaque fois dans le passé au cours de la lutte de classes, il ne l'intéresse pas.

Les classes moyennes se servent des masses uniquement pour servir leurs intérêts, et quand on évoque avec elles les conditions de travail ou d'existence de la classe ouvrière, que répondent-elles, on n'y est pour rien, adressez-vous aux capitalistes, bref qu'elle se démerde, nous on est servi et on s'en lave les mains, on a notre conscience pour nous, personne n'a rien à nous reprocher...

Détrompez-vous messieurs et mesdames les nantis, ce sont les rapports que vous entretenez avec le capitalisme et ses représentants qui sont responsables des mauvais traitements infligés à la classe ouvrière, le chômage de masse, les salaires misérables et la pauvreté, la précarité généralisée, l'absence de droits sociaux, les lois liberticides, anti-ouvrières, antisociales, les guerres, etc. vous en porter directement la responsabilité.

Finalement, vous êtes des lâches et des hypocrites, des menteurs, votre comportement est méprisable, parce que vous savez pertinemment à quoi vous en tenir. Vous avez passé un pacte idéologique avec le capitalisme et vous ne tenez pas à le rompre, par crainte que votre mode de vie confortable soit remis en cause, que la violence de l'Etat s'exerce sur la majorité du peuple plutôt que sur la minorité de capitalistes vous va très bien, voilà la vérité.

En fait, tout se tient. Vérifions-le encore une fois.

Pour eux, tous ces médecins, professeurs, chercheurs, psychologues, anthropologues, juristes, avocats, journalistes, etc. qui se prennent pour des démocrates :

- Il n'existe aucune alternative au capitalisme, donc ils sont tous farouchement antisocialistes, pratiquant toujours l'amalgame entre socialisme et stalinisme, ceci sert à justifier cela ;

- Ils se prétendent apolitiques, alors que cela n'existe pas, c'est une escroquerie intellectuelle ;

- D'ailleurs, ils sont tous liés à des partis ou des groupuscules de droite ou d'extrême droite.

- Ils vomissent littéralement le mouvement ouvrier et particulièrement l'extrême gauche. A leur décharge on pourrait estimer cela normal au regard de ce qu'il est devenu, sauf qu'eux ils l'ont condamné ou ignoré avant même que ses dirigeants ne s'expriment, là aussi en faisant un amalgame entre ses dirigeants et ses militants qui luttent quotidiennement aux côtés des travailleurs, en fait, à aucun moment ils ne s'adresseront au mouvement ouvrier, à ses partis, aux syndicats, à leurs militants ;

- Ils se désintéresseront de tous les aspects sociaux de cette crise, toutes les mesures antisociales ou liberticides adoptées ou annoncées par Macron qui ont un lien direct avec l'instauration de l'état d'urgence, allocations chômage, contre-réforme des retraites, loi anti-terroriste, etc.

- Ils nient que cette crise aurait une origine économique pour épargner le capitalisme ;

- Ils nient que cette "guerre" serait une guerre de classe, parce qu'ils nient la lutte des classes pour épargner la classe des capitalistes.

- Ils nient donc les deux facteurs qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine et du progrès social, le développement des forces productives et la lutte des classes. Ils se privent ainsi des moyens pour comprendre la situation, ils ne sont donc pas dignes de confiance.

- Que réclament-ils finalement ? A retourner au "monde d'avant" qui était si merveilleux, quelle horreur ! Il était déjà soumis aux mêmes lois, principes, règlements profondément injustes...

Ne nous y trompons pas, ils réclament juste d'être associés à la gestion de la société sans abolir toutes ces lois, principes, règlements profondément injustes adoptés depuis 70 ans. Il suffirait juste de leur faire une petite place aux côtés des multinationales, des entreprises transnationales, des GAFAM, de prendre en considération leurs revendications corporatistes pour qu'ils soient comblés et qu'on n'entende plus parler d'eux.

- C'est la définition du réactionnaire qui voudrait faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

Ce que l'on retrouve chez la plupart des écologistes, des anti-productivistes, etc. à défaut d'avoir conscience de la nécessité historique de se débarrasser du capitalisme, d'avoir le courage de l'affronter et de rompre avec ce système économique, de renouer avec le socialisme qui demeure la seule alternative économique et politique.

Je pense que cette rapide démonstration tient debout et correspond à la réalité.

Quand les collabos sont aussi des assassins.

Quand vous lisez : Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire, qui approuve la volonté d'une vaccination massive" (Source : AFP 28 juillet 2021), sachant que les vaccins font plus de dégâts et de morts chez les jeunes que la covid-19, vous caractériserez ce syndicat d'organisation criminelle étrangère au mouvement ouvrier, vous ne lui reconnaitrez aucune légitimité pour s'exprimer au nom du corps enseignant.

Même son de cloche chez Guislaine David, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, la voilà rassurer, chaque classe fermera pour sept jours dès le premier cas. Il faut être cinglé, non ? C'est confirmé. Elle réclame que l'Etat investisse dans l'installation de "capteurs mobiles" qui mesurent la concentration en CO_2 des salles de classe, " car on va devoir vivre un certain temps avec le Covid". Quel délire ! Je ne lui confierais pas mes enfants !

Le corps enseignant est aussi dégénéré que le corps médical. Ceci explique cela, ne cherchez pas plus loin.

Un mot sur le portail.

43 documents ont été ajoutés dans les différentes rubriques.

Je crois qu'on a pratiquement tout dit sur tous les sujets, je me demande à nouveau à quoi bon s'épuiser à se répéter sans cesse, puisqu'il n'y a pas de retour. Cela signifie clairement que personne n'a vraiment envie de réfléchir et d'étudier ce qui se passe pour découvrir comment fonctionne réellement la société. On a affaire à des gens bornés au possible, à l'esprit tout aussi tordu que rigide, qui savent tout mieux que tout le monde, qui possèdent la vérité, surtout ceux qui prétendent le contraire ou ne pas être concernés par cette observation ou critique. Ce sont des têtes trop pleines qui manquent d'oxygène et étouffent, se sclérosent littéralement sous le poids de leur propre inconsistance, qu'ils ont vite fait d'attribuer aux autres.

J'ai fait de multiples tentatives pour lier des relations avec des intellectuels qui semblaient proche de nos idées, en vain, ils ne tiennent même pas à examiner mes arguments, alors qu'ils n'ont strictement rien à proposer, leurs analyses aboutissent toutes à une impasse, pour eux la crise du capitalisme et la lutte des classes ne sont pas des facteurs déterminant permettant d'expliquer le développement de la civilisation humaine ou de comprendre la situation. Ils vomissent le mouvement ouvrier, contrairement à moi qui pense qu'il est indispensable et qu'il faut le reconstruire sur de nouvelles bases.

Ils sont entièrement passés sous l'influence de l'idéologie nihiliste et destructrice dominante, et du coup ils baignent en pleine confusion. Ils sont à leur manière le reflet du chaos dans lequel l'oligarchie entraîne le monde pour mieux le contrôler. Ils sont tout juste bons à se livrer à des constats partiels qui relèvent du lieu commun, dès qu'on observe attentivement la réalité ou les faits, ils s'en gargarisent ou ils s'en satisfont comme s'ils avaient fait de grandes découvertes, alors qu'ils sont totalement incapables de les relier entre eux et d'en tirer le moindre enseignement théorique et pratique. Leur optimisme réel ou feint ne repose sur rien ou uniquement des illusions qu'ils entretiennent à loisirs, ils induisent leurs lecteurs en erreur.

Moi, je pars toujours du principe que je ne sais rien et que j'ai tout à découvrir ou à apprendre, surtout des autres, en premier lieu des autres, ensuite seulement je me penche sur ce que je suis, comment je pense et je me comporte. Autant dire que ce que j'ignore est infini, et parce que j'en ai conscience, le peu que je crois avoir appris a plus de valeur, c'est une valeur sûre, donc à la fois relative et absolue temps que le contraire n'aura pas été démontré, donc je peux m'appuyer dessus pour progresser et aller de l'avant, sinon ce serait impossible, sauf à faire ou raconter n'importe quoi.

En fait je partage mon temps entre analyses politiques et psychologiques parce que les deux sont liés. En fait, je m'exprime très peu, je passe énormément plus de temps à écouter ou lire ce que les autres racontent, c'est fort instructif, révélateur, je crois que cela fait partie de l'école de la vie dont parlait Lénine, il l'a qualifia d'irremplaçable, je confirme.

Un petit exercice pratique ou deux plutôt, dont un très bref, presque pour rigoler.

Parmi ceux qui se mobilisent contre l'obligation de la vaccination et du pass, il y en a qui estiment que la Ve République est déjà morte, d'autres estiment que la Constitution a été violée par Macron, tous s'en réclament, vous l'aurez compris. Eh bien moi je pense plutôt qu'elle est bien vivante, et que les décisions autoritaires prises par Macron, la manière dont il les a imposées, s'inscrivent parfaitement dans le cadre et le respect de la Constitution antidémocratique de la Ve République, qui lui octroie les pleins pouvoirs selon les circonstances exceptionnelles auxquelles le pays peut fait face, il suffit de le décréter, et c'est ce qu'il a fait. Ils sont évidemment tous de droite ou d'extrême droite, incluant la gauche, vous l'aurez deviné. Nous, nous sommes pour son abolition.

J'avais rédigé une réponse à un courriel que j'avais reçu d'un intellectuel, suite à celui que je lui avais adressé disons pour explorer le terrain... Je ne lui ai pas envoyé jugeant que c'était inutile, vous allez comprendre pourquoi.

- Autant les idées de Marx sont merveilleuses, autant ce qu'en firent les bolcheviques a été non seulement une abomination mais un échec cinglant.

A ce que je vois, vous en êtes resté (bloqué) à l'amalgame socialisme = stalinisme = totalitarisme, inutile de chercher bien loin qui vous l'a soufflé. En présence d'une telle énormité, on s'incline !

Je pense exactement le contraire et je vais vous expliquer pourquoi, bien que je croie que je vais perdre mon temps, peu importe au point où j'en suis.

Plus d'un siècle plus tard, dans tous les pays occidentaux où toute la population a été scolarisée, a bénéficié de moyens d'informations qui n'existaient pas à cette époque, que constatez-vous en présence d'une monstrueuse mystification ? L'immense majorité y adhère, elle est incapable de penser, comme tétanisée elle obéit aveuglément aux ordres qu'on lui donne, mieux ou pire, elle réclame les mesures liberticides qu'on menace de lui imposer et qui sont infondées, sur la base d'arguments grotesques, carrément débiles, elle se laisse manipuler avec une facilité déconcertante, comme si elle avait été lobotomisée ou son cerveau avait arrêté de fonctionner.

Maintenant imaginer la situation en Russie un siècle plus tôt quand 70% ou 80% de la population (1) était illettrée, inculte, sous l'emprise de l'obscurantisme et de superstitions, croyez-vous qu'on aurait pu en attendre autre chose ou mieux ? Franchement vous êtes-vous posé la question de savoir comment il aurait été possible qu'elle modifie du jour au lendemain son comportement et qu'elle se maîtrise sur le plan psychologique avec un tel handicap, qu'elle parvienne à prendre conscience du rôle politique déterminant qu'elle avait à jouer suite au bouleversement politique qui venait de se produire, dans un contexte d'épuisement total, après 4 ans de guerre et pratiquement autant de guerre civile ? Comment gouverner, disons en tablant sur le bon sens populaire à défaut de développement intellectuel, quand ceux qui sont chargés de mettre en oeuvre la politique du gouvernement ou des soviets sont en grande partie eux-mêmes arriérés et influençables, corruptibles ? Comment s'assurer que les mesures adoptées seront effectivement appliquées ?

Si on se fie aux apparences ou si on fait abstraction de ces facteurs, ce serait commettre une grave erreur qui ne pourrait que fausser l'interprétation que l'on ferait de la situation, car en présence de rapports aussi défavorables aux différents acteurs qui nous concernent ici, il ne fallait pas en attendre des miracles ou croire que ce serait une balade tranquille de gouverner dans de telles conditions. Il y a un dicton qui dit, qu'on ne peut pas faire le bonheur des hommes malgré eux, autrement dit, quand ils sont incapables de discerner où se situent leurs intérêts, on aura le droit au meilleur et au pire, et quand le pire se manifestera, et bien on n'aura pas d'autre alternative que le traiter comme tel, un point c'est tout. Faire croire le contraire serait du domaine de la divagation ou du fantasme, de la démagogie ou de l'ignorance.

En vivant en Inde, j'ai eu l'occasion d'en faire l'expérience une multitude de fois pendant 26 ans. Pour la petite histoire, malgré tout ce que j'ai fait pour ma nouvelle compagne et sa famille depuis 8 ans, ils m'ont quand même extorqués ou volés 1,2 million de roupies, j'ai mis ma maison au nom de Selvi, et toutes mes économies sont sur son compte, et bien figurez-vous qu'elle me sort régulièrement que je ne l'aime pas, je ne plaisante pas, avant mon épouse dont je suis séparé m'avait sorti que j'avais abusé des Indiens, alors que ses frères m'ont volé la même somme et je l'ai sorti de la misère, je n'ai jamais exigé qu'elle travaille ou quoi que ce soit d'elle ou de sa famille, elle m'a fait des crasses épouvantables, voyez comment elle aussi me traite. Vous pourriez dire que c'est injuste, dégueulasse tout ce que vous voudrez que vous n'y pourriez rien, vous comprenez oui ou non, c'est pourtant clair.

Marx et Engels ont eu beau être des érudits, posséder des connaissances encyclopédiques, avoir atteint un niveau de conscience sans pareil, et bien leur savoir était contesté par de misérables philistins qui parvinrent à avoir plus d'influence qu'eux au sein de la social-démocratie au point qu'elle dégénéra totalement. Le même scénario se reproduisit au sein du parti bolchevik sans que ni Lénine ni Trotsky n'y puissent rien. Devrait-on les en accuser également, je vous pose la question. Il est vrai qu'ils ne sacrifièrent que leur vie pour servir la cause du peuple, puisqu'ils n'en retirèrent aucun profit à titre personnel, un tort sans doute puisque cela réussira mieux à Staline, comme quoi au moins ils étaient honnêtes ou intègres, qualité qu'on leur refuse peut-être parce qu'ils auraient tiré quelque gloire de leur statut, si ce

fut le cas, c'était amplement mérité ou alors il faudrait l'attribuer à n'importe qui.

On ne choisit pas les conditions dans lesquelles on doit mener le combat politique, puis gouverner si on parvient au pouvoir, elles sont héritées du passé et il faut faire avec en tentant de faire pour le mieux ou essayer d'en atténuer les conséquences néfastes en attendant des jours meilleurs.

- Comme déjà dit le problème ce sont les pourris, pas les idéologies. Et les pourris vous les verrez s'installer comme le ver dans le fruit à gauche comme à droite.

Désigner les "pourris" au lieu des "idéologies", c'est nier la lutte des classes ou estimer que les rapports sociaux qui sont à l'origine du système économique et des intérêts de chaque classe qui définissent chaque idéologie, ne permettent pas d'interpréter la situation, donc évidemment d'agir dessus pour modifier son orientation, et c'est la raison pour laquelle vous n'aurez rien à proposer sur le plan pratique. Sur les pourris il y en a partout, je vous ai déjà répondu, me semble-t-il, c'est un mauvais prétexte pour justifier de ne pas s'engager ou agir sur le plan politique.

- Lénine était un faible, Staline était un loup d'une intelligence stupéfiante, on ne parle même pas de combat, ici, Lénine était perdant d'avance, et les précurseurs du communisme (anarchistes) se sont fait bouffer aussitôt que Staline a pris le pouvoir.

Lénine un faible, il avait au contraire une volonté en acier trempé, vous ne le connaissez pas décidément. Staline n'était qu'un vulgaire courtisan doublé d'un paysan rustre et sournois, vous pouvez ajouter cruel, profitant de son statut pour abuser des faibles et les éliminer une fois la sale besogne accompli, si vous appelez cela "une intelligence stupéfiante", c'est que je suis bien sot de discuter avec vous ! Je crois que vous faites partie de ces intellectuels qui n'ont eu connaissance de tous ces acteurs politiques et de la révolution russe qu'à travers la propagande des ennemis du socialisme et du marxisme, tant la description que vous en faites ne correspond à rien. Vous voyez, je prends soin de ne pas dire que ma description correspond à la réalité, puisque là vous seriez tenté de m'accuser d'en avoir pris connaissance chez les socialistes et les marxistes. Mais cette précaution était inutile, il suffisait simplement de mentionner que tous les arguments auxquels vous avez fait référence étaient de secondes mains, provenaient de sources hostiles au socialisme et au marxisme, étaient partagés par les historiens ou chroniqueurs officiels, toutes les chancelleries, vous ne vouliez tout de même pas qu'ils en disent du bien, un peu de sérieux. Que vous refusiez de leur accorder ne serait-ce que la légitimité de s'exprimer et d'écouter ce qu'ils avaient à dire, rend caduque d'emblée toute tentative de discuter loyalement de ce sujet avec vous.

Pour attribuer à Staline des qualités qu'il n'a jamais eu, et les dénier à Lénine qui en fit une démonstration éclatante, montre à quel point vous êtes en proie à une profonde confusion.

- Ceux qui aujourd'hui se disent d'extrême gauche sont des trotskystes d'opérette, ou pour le dire autrement, des faux-frères, la plus belle invention de la CIA pour torpiller le communisme de l'intérieur.

Là vous délirez complètement ou c'est accorder aux trotskystes d'aujourd'hui une importance qu'ils n'ont pas ou démesuré. Pour "torpiller le communisme de l'intérieur", les staliniens s'en étaient déjà chargé avant même que la CIA voie le jour, et que les trotskystes existent comme force organisée.

Moi j'en suis arrivé à la conclusion sur la base d'un inventaire de 80 ans ou plus, qu'ils n'avaient retenu que les travers de Trotsky qu'avait vilipendés Lénine, à savoir son penchant à la conciliation (avec les mencheviks) à la première occasion, qu'il avait abandonné au contact de Lénine et avec lequel il renoua plus tard, après la mort de Lénine et son expulsion d'URSS, rompant avec les principes du léninisme, reniement que la tactique du front unique servira à maquiller en ce qui concerne les trotskystes, erreur politique impardonnable pour Trotsky. D'où ma rupture avec ce courant politique, sans pour autant balancer les précieux enseignements que Trotsky a pu nous laisser et oublier le rôle déterminant qu'il joua au cours de la révolution russe aux moments décisifs, c'est là qu'on juge les hommes et leur engagement et pas ailleurs.

- Il ne faut jamais arrêter de méditer sur notre condition, sur notre vie...

J'évoque le "nombre de choses qu'on croyait connaître", pour vous inciter à y réfléchir également et vous me parler de "méditer sur notre condition, sur notre vie", autant dire que vous ne tenez pas à aborder l'examen de vos connaissances, soit, il ne doit rien avoir à y redire, donc inutile d'aborder également ce sujet, pour un peu je me demande s'il va en rester un à la fin !

- Les commentaires d'un blog ne sont pas un espace digne d'une communication structurée...

Je n'ai guère trouvé mieux, je vous remercie pour votre conseil, mais je n'ai pas envie de me lancer dans une nouvelle expérience.

Vous savez, il ne faut pas se faire d'illusions, vous pouvez écrire autant que vous voudrez, rédiger de beaux articles, les lecteurs les traitent de la même manière, quand ils les lisent entièrement, et la minute suivant ils les ont déjà oubliés. S'ils n'ont pas envie au préalable de les partager, donc d'en discuter avec des gens, c'est directo les oubliettes ! Je l'ai testé avec des lecteurs que j'ai piégés, je voulais en avoir le coeur net. Si vous n'en voyez pas l'idée pratique, si vous n'en tirez aucun enseignement sur le champ, il ne vous aura servi à rien, c'est la même chose pour les millions qui un jour ont participé à des grèves, des manifs, des meetings, etc.

Je me souviens quand je lisais des livres de philo ou de politique, le dictionnaire à porter de la main, je pouvais y rester un mois ! Je lisais, je m'arrêtais, je réfléchissais et je continuais ma lecture en repartant de la phrase précédente pour ne pas perdre le fil. Et quand j'étais arrivé à la fin, je recommençais et j'observais si je lisais plus rapidement, si une nouvelle fois parvenu à la fin je n'étais pas satisfait de ma performance, je m'y remettais ! Pour vous donner un seul exemple, au fil des ans j'ai lu 8 fois Anti-Dühring d'Engels, après j'ai arrêté de compter, il est gravé là, mon sang, toutes mes cellules en sont imbibés, c'est devenu mieux qu'un vaccin, mon immunité naturelle contre le poison de l'opportunisme !

J'ai apprécié vos derniers conseils, alors que j'ai la fâcheuse impression d'avoir été désagréable avec vous, j'en suis désolé, c'est de la déformation professionnelle, j'ai fini prof ! Je suis détaché, mais c'est quand même dommage de faire quelque chose pour des prunes, ça c'est le côté pragmatique de l'ouvrier qui ressort, je l'assume. Je ne demande pas à être reconnu, je m'en tape complètement, mais je n'aime pas l'insouciance, c'est un peu comme l'oisiveté, c'est une tare de rentier... qui souvent s'ignore ! La normalité, le conformisme, l'insouciance, le dilettantisme, le cabotinage, l'opportunisme, le libertinage, pour un peu la prostitution ne feraient-ils pas bon ménage, un vrai bordel dans tous les sens du terme !

Note.

1- La population de Russie centrale n'était alphabétisée qu'à 25%, tandis qu'en Sibérie, seuls 10 à 15% des gens avaient une certaine éducation, et qu'en Asie centrale, plus de 97% des gens ne savaient ni lire ni écrire. (https://fr.rbth.com/histoire/86446-points-positifs-vie-urss)

Complément.

La construction de logements a commencé dans les années 1920 dans les grandes villes, mais une grande partie de la population urbaine vivait encore dans des baraquements, des abris creusés et, au mieux, dans des appartements communautaires. En 1924, la surface habitable moyenne par citadin était de 5,8 mètres carrés, tandis que dans certaines zones industrielles, la situation était si critique qu'une personne disposait à peine de 1,5 mètre carré pour vivre. https://fr.rbth.com/histoire/86446-points-positifs-vie-urss

Un truc auquel réfléchir ou révélateur

Tout le monde fustige le système de notation des citoyens chinois appelé "*crédit social*" mis en place dans une partie de la Chine par les autorités, moi le premier évidemment, mais, car il y a un mais, je ne le perçois pas exactement sous le même angle, et je vais vous expliquer brièvement pourquoi, on y reviendra une autre fois.

Comme vous le savez je vis en Inde depuis de nombreuses années. On a souvent pris l'habitude de comparer la Chine et l'Inde où absolument tout ou presque diffère dans tous les domaines.

Pour ne prendre qu'un seul exemple, j'ai souvenir que la Chine était réputée pour être le pays le plus dégueulasse de la terre, disait-on, une véritable poubelle ou décharge, bien que pendant des années le gouvernement exhorta la population à maintenir la propreté des espaces publics, rien n'y faisait, les Chinois n'obéissaient pas et balançaient leurs déchets n'importe où, et avec le développement économique des dernières décennies cela prit une tournure catastrophique, parce que les déchets devinrent envahissants et la mentalité des Chinois n'évolua pas au même rythme...

Et bien voilà qu'aujourd'hui, depuis que ce système de "*crédit social*" a été mis en place, en 2017 je crois, les villages concernés sont devenus aussi propres qu'en Suisse et les villageois sont les premiers à en être satisfaits, et pour rien au monde ils ne voudraient revenir en arrière. Il aura fallu qu'ils soient soumis à un système coercitif, répressif et humiliant pour qu'ils prennent conscience du bien-fondé d'une mesure d'hygiène collective conforme à leur bien-être, tels quelque part à des enfants n'ayant reçu aucune éducation ou sur lesquels leurs parents n'auraient pu exercer aucune autorité, autrement qu'en les menaçant ou les punissant pour qu'ils obéissent.

Dans mon village au Tamil Nadu, mais c'est partout pareil en Inde, vous ne pouvez pas faire dix mètres sans rencontrer un déchet sur le sol, tous l'espace libre ou collectif en est recouvert, l'entrée du village est transformée en décharge, chaque coin de rue aussi, il n'y a que l'allée où je vis qui reste à peu près propre, parce que c'est moi qui remplis le rôle de cantonnier, vous voyez pourquoi je suis vraiment très occupé !

Le gouvernement indien, les autorités locales, tous les médias, les instituteurs ou professeurs dans les écoles ont beau répétés quotidiennement qu'on ne doit pas jeter n'importe quoi n'importe où, il a beau y avoir d'immenses panneaux dans les villes incitant à la propreté, y avoir des poubelles un peu partout, les Indiens s'en foutent éperdument, vivre dans la crasse et marcher dans des immondices ne les gêne pas, c'est la norme. Ils n'ont aucun sens civique, ils n'ont pas l'impression d'appartenir à une collectivité, encore moins à une nation, et on ne peut pas même cela sur le dos du modèle économique ou éducatif, puisque la situation était identique en Chine avant l'introduction du "crédit social".

Loin de moi l'idée de louer le système chinois qui sert également à réprimer les opposants politiques, dont je ferais partie si je vivais en Chine, mais cela m'interpelle. Force est de constater que lorsque les hommes ne sont pas soumis au culte du pouvoir ou quand celui-ci est remis en cause, on ne peut rien en attendre. J'en déduis au passage qu'il avait dû sacrément s'éroder pour que les autorités chinoises en viennent à adopter une telle mesure, car elles ne peuvent pas se permettre de perdre le contrôle de 1,5 milliard d'habitants.

Donc si les autorités chinoises sont à blâmer, c'est uniquement parce qu'elles ont détourné ce système éducatif à des fins politiques. J'ignore si c'est vrai ou non, il semblerait que l'immense majorité des Chinois adhèrent volontairement à ce système, car ils ont pris conscience des avantages qu'il leur procurait, sans parler qu'il les récompense, lorsqu'ils ont une conduite exemplaire, quand ils mettent un papier dans une poubelle au lieu de le jeter sur la chaussée, et non quand ils se livrent à la délation évidemment, ce qui est un réflexe méprisable, qu'on se comprenne bien.

Dans la société les hommes accèdent à différents niveaux de conscience en fonction de divers facteurs, pas seulement en fonction de leur condition sociale, ici ceux qui appartiennent aux classes moyennes ou supérieures ne se comportent pas mieux que les plus pauvres, ils ouvrent les fenêtres de leur bagnole et balancent n'importe quoi sur la route, les pauvres n'ont pas de voitures, donc ce n'est pas ce facteur qui va dicter leur comportement, mais davantage leurs rapports au pouvoir en place et le comportement de celui-ci, selon qu'il montre ou non l'exemple ou qu'il est corrompu ou non, qu'il mérite ou non leur confiance ou leur respect, de ces rapports dépendra ce que les autorités pourront attendre du peuple, si ces rapports sont viciés, c'est l'anarchie qui prédominera, chacun fera ce qu'il veut sans se soucier des conséquences pour lui et encore moins pour les autres ou l'ensemble de la collectivité.

Dans une société réellement socialiste, les représentants élus par le peuple et contrôlés par le peuple n'auraient pas besoin de recourir en règle générale à des mesures coercitives pour gouverner ou mettre en application des mesures, parce que ses besoins et ses aspirations seraient satisfaits, et de simples arguments pédagogiques suffiraient à faire comprendre à chacun où se trouvent ses intérêts, ce qui n'est évidemment pas le cas de la Chine ou aucun pays dans le monde.

On peut cependant concevoir, qu'en période de grave crise ou de menace pour la survie du nouvel Etat ou de la République sociale, tout moyen pédagogique ou tout argument pourrait s'avérer inopérant, dans ce cas extrême il pourrait être amenée à recourir à des moyens coercitifs ou répressifs.

Quand de bonne foi ou animé de bonnes intentions, vous demandez à quelqu'un de ne pas nuire à vos intérêts ou à votre intégrité physique ou morale, si la personne n'en tient pas compte et menace de vous agresser ou vous agresse carrément, il ne vous reste plus qu'à vous en remettre à la police et à la justice de votre pays, quel que soit le régime en place et quoi que vous en pensiez, et bien ce serait la même chose sous un régime socialiste.

Ceux qui ont condamné les bolcheviks, qui s'étaient retrouvés face à cette situation à plusieurs reprises à partir de 1917 après la prise du pouvoir, n'ont pas pris la mesure de la situation et de l'enjeu de la crise qu'ils ont dû affronter pour préserver la révolution et le nouvel Etat ouvrier. Toute comparaison avec la Chine d'aujourd'hui et son régime totalitaire s'arrête là.

Il faut préciser aussi, que parmi ceux qui critiquent violemment la Chine pour avoir mis en place ce système de contrôle de la population, la plupart cautionnent aujourd'hui la vaccination obligatoire ou le pass obligatoire en France, ce qui signifie qu'ils n'ont jamais été animés de bonnes intentions envers les peuples chinois, français ou autres, leur motivation sont purement idéologiques et inavouables en tant qu'agents conscients ou inconscients du capitalisme ou de l'oligarchie financière.

Si nous refusons de nous joindre à leur campagne de dénigrement de la Chine, c'est pour ne pas servir les objectifs de l'oligarchie, parce que nous demeurons indépendants de l'un comme de l'autre, autrement dit, nous demeurons sur le terrain de la lutte de classe des peuples chinois et français contre les régimes chinois et français, pour le socialisme.

Haut de page

Le 30 juillet 2021

Il y a deux jours, pour une lectrice du blog du Dr. Maudrux j'ai posté une enveloppe contenant de l'ivermectine, elle m'est revenue ce matin sans avoir été ouverte, donc scannée. Motif : elle n'était pas accompagnée d'une ordonnance. J'ai immédiatement prévu cette personne.

Quelques lecteurs du blog du Dr. Maudrux ont manifesté leur désappointement, après ma décision de ne plus intervenir dans ce blog, selon eux mes analyses étaient irremplaçables. Je n'ai pas de temps à perdre à lire 500 commentaires par jour dont les trois quarts n'apportent rien à personne.

Parmi mes lecteurs, ma fille et sa mère.

Samedi, tous dans la rue pour imposer le retrait de l'obligation vaccinale et du pass sanitaire !

- Cette causerie au format pdf (10 pages)

Echange avec ma fille.

- Hier soir on étai(en)t 150 couillons devant la préfecture quand ils ont annoncé un confinement dès samedi

Les gens se sont peut-être dit qu'ils descendront dans la rue samedi, ou ils ignoraient qu'il y avait un rassemblement devant la préfecture.

- Surtout que pour une fois, c'est apolitique et on ne leur demande pas de réfléchir puisque c'est contre des mesures liberticides et dangereuses point barre. Même là il n'y a personne.

Pour leur demander de réfléchir, il faudrait qu'ils commencent par apprendre... Mais surtout, il faut qu'ils en prennent plein la gueule, il faut qu'ils soient directement et gravement impactés par une mesure pour réagir, c'est l'homme qui est ainsi fait hélas ! Et cela ne s'est pas arrangé au fur et à mesure que sa condition s'est améliorée.

100% de la population profitent de certains droits quotidiennement, ils ont l'eau courante, de l'électricité, de quoi se loger, se vêtir, se nourrir et même de quoi se divertir, ils profitent de la Sécu ils bénéficient d'allocations diverses, d'une retraite, etc. mais qu'ont-ils fait pour cela, rien. Ils considèrent que parce qu'ils travaillent, c'est normal qu'ils en profitent, et ils se foutent du reste, du passé, du pourquoi ou du comment c'est arrivé un jour.

C'est pour cela que c'est si facile de leur retirer du jour au lendemain ou de les envoyer à la boucherie, à la guerre. Ils n'apprennent rien, ils ne retiennent rien de leurs expériences ou si peu, ce qui leur est utile dans l'immédiat, après ils oublient le peu qu'ils avaient pu apprendre. Ils se laissent vivre, ils vivent dans l'insouciance, c'est pour cela qu'ils ne sont pas capables d'envisager de vivre dans une autre société, elle leur convient comme elle est en somme, même s'ils n'arrêtent pas de se plaindre, à juste titre, mais sans jamais que leurs intentions soient correctement orientées, car pour qu'il en soit autrement, il faudrait qu'ils établissent le rapport de cause à effet qui existe entre ce qu'on leur

impose et la structure de la société. Or, cela demanderait un effort qu'ils ne sont pas près à faire, parce qu'ils n'en voient pas l'intérêt. Pourquoi ? Parce que cela ne changerait rien à leur condition dans l'immédiat, se projeter dans l'avenir est au-dessus de leurs forces ou ils en sont incapables, et puis à quoi bon, car qui sait s'ils en tireraient un bénéfice dans le futur ?

C'est là qu'on s'aperçoit que sans une vision globale de la situation et de la société, on dit aussi du processus historique, on a beaucoup de mal à se repérer et à comprendre ce qui se passe réellement, où se situe réellement notre intérêt, c'est pratiquement impossible. C'est la raison pour laquelle on doit élever notre niveau de conscience à ce niveau-là, de manière à entrevoir sérieusement la possibilité de changer la société, sinon c'est peine perdue, on se noie dans le conformisme...

Quand on raconte cela, on nous rétorque que tout cela est très théorique, que cela demande à être vérifié. C'est une explication parmi tant d'autres et rien de plus, alors que tout se tient ou est cohérent, se borne à décrire la réalité et rien de plus. Dire que cela n'est pas vérifié ou que cela ne correspondrait pas à la réalité, c'est faux ou malhonnête, car l'histoire se répète sans cesse en la matière, on en a une multitude d'exemples qui le prouvent, 14-18, la der des ders... pour repartir à la boucherie 21 ans plus tard à peine. On a eu Pétain, on a Macron ! Les Russes ont eu Staline, les Chinois ont eu Mao !

Tout a été fait pour détourner le peuple de la politique, l'en dégoûter, alors que tout est politique, puisque la politique c'est le concentré de l'économie.

Tout a une valeur d'échange ou marchande, s'achète ou se vend dans leur société de malheur, personne n'échappe aux rapports d'exploitation, tout le monde à tous les étages de la société reproduit les rapports entre dominants et dominés, y compris dans un couple ou une famille, la cellule de base de la société, alors quand on l'ignore ou qu'on vit sans en avoir conscience n'importe quoi peut se produire, et pas forcément le meilleur, parce que ceux qui en ont conscience en seront les seuls ou les principaux bénéficiaires au détriment du reste de la population.

La population n'est pas habituée à éprouver de la satisfaction autrement et inconsciemment qu'en jouissant de biens matériels ou en retirant du plaisir d'émotions individuelles et éphémères. Elle n'a pas été éduquée en vue d'éprouver une sensation de satisfaction chaque fois que sa conscience progresserait, ce n'est pas son objectif et encore moins son idéal. Elle passe à côté de cette expérience, comme on passe à côté de la vie qu'on subira jusqu'au dernier souffle au lieu d'en prendre le contrôle. Après on ne s'étonnera pas si d'autres s'en chargeront pour elle...

Tu sais ce qui me manque le plus, c'est d'avoir quelqu'un à mes côtés pour partager ces réflexions, la vie est ainsi faite.

ACTUALITE EN TITRES

De la terreur sanitaire à la terreur climatique.

Même avec un réchauffement de 1,5°C, le Royaume-Uni risque plus de 40°C l'été, avertissent des experts - AFP

Vague de chaleur en Grèce : le thermomètre va dépasser les 40° jusqu'à mardi - euronews

Quand ils envoient l'armée !

L'armée en renfort pour faire respecter le confinement à Sydney - Reuters

L'armée australienne va aider la police à faire respecter le confinement à Sydney, alors que la métropole de six millions d'habitants a enregistré jeudi un record de contaminations au COVID-19. Malgré des mesures de restrictions strictes depuis l'arrivée du variant Delta, Sydney a comptabilisé 239 cas de contamination en 24 heures, le nombre le plus élevé depuis le début d'une pandémie qui a très largement épargné l'Australie, avec 921 morts au total à ce jour.

LVOG - Soit moins de 2 morts par mois depuis mars 2020 !

A quand l'affrontement armé ?

Covid-19 : un confinement décrété en Martinique - LePoint.fr

Covid-19: fini "l'été de liberté", Biden annonce des mesures pour doper la vaccination - BFMTV

Votre vie a un prix : 100 dollars !

Covid-19: la ville de New York va offrir 100 dollars aux primo-vaccinés - BFMTV

Quelle sera la dose qui fera déborder le vase ?

Covid-19 : en Israël, les plus de 60 ans appelés à une 3e dose - LePoint.fr Face à une nouvelle vague de Covid-19, Israël va lancer dès dimanche une nouvelle campagne de vaccination pour les plus de 60 ans.

Quelle sera la dose qui fera déborder le vase ?

Vers une interdiction de l'huile essentielle de lavande, possiblement classée "toxique" ? - Yahoo Actualités

Intention criminelle assumée en toute impunité

AstraZeneca défend son vaccin malgré les controverses et les inquiétudes - euronews

---

Lu.

1- Police, armée, routiers: toutes les professions qui peuvent mettre le gouvernement à terre sont exemptés. Donc le Pass sanitaire est tout sauf sanitaire, sinon il s'appliquerait à tous.

Le gouvernement a exempté policiers et gendarmes de la vaccination obligatoire, car il craint une rébellion des forces de l'ordre qui ferait chuter le régime Macron.

Il exempte les relais routiers du Pass sanitaire car il craint des blocages routiers.

2- Si on pouvait m'expliquer la logique, sans rentrer dans le complotisme ou l'opposition politique. Juste pourquoi exemption ici et obligation ailleurs ?

3- La situation est telle qu'il me semble que des gens plutôt pacifiques et peu impliquées comme je l'étais jusqu'à présent ont évolué face à la situation gravissime qui se passe.

TOUJOURS TOUS MUSELÉS ET PIQUÉS A LA PROPAGANDE OFFICIELLE CRIMINELLE.

Si vous étiez un travailleur ou un militant ouvrier un tant soit peu conscient, que nous étions en présence d'un coup d'Etat mondial totalitaire fomenté par l'oligarchie financière destiné à doter les tyrans qui nous gouvernent d'instruments pour contrôler en permanence l'ensemble de la population ou abolir ses libertés et la réduire en esclavage, vous deviez déjà condamner les positions adoptées par l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier et tout ce qui se réclamait de la gauche ou de l'extrême gauche qui n'ont eu de cesse de soutenir Macron à des degrés divers. Et bien voilà une nouvelle occasion pour confirmer tout le bien qu'on en pense et qui est parfaitement justifié. Jugez par vous-même.

Avec les compliments empressés de Macron.

https://solidaires.org/Petition-contre-la-loi-sanitaire-et-les-regressions-sociales-a-venir-Pour-une

Selon Solidaire et les signataires de cette pétition : "*Une vaccination large et massive est nécessaire pour combattre la pandémie*", alors qu'elle n'a jamais existé, alors qu'il n'y plus de morts, hormis ceux produits par les vaccins ou parce que les malades n'ont pas été traités précocement !

Tout est dit là, ils relaient la propagande de Macron-Gavi-Gates-OMS-FEM-Davos-Big Pharma :

Les signataires de cette saloperie : Solidaire, CGT, FSU, FSE, UNL, UNEF, EELV, Jeunes Ecologistes, Amis de la Terre France), LFI, PCF, NPA, Parti de Gauche, MNL, PCOF, ENSEMBLE, POID, Libre Pensée, Droit Au Logement, Action contre le chômage, Fondation Copernic, Attac...

Et l'écriture inclusive de ces dégénérés de Solidaire ne les gêne pas : entre vacciné·e·s et non vacciné·e·s - des patient·e·s - les travailleur·euse·s, les chômeur·euse·s, les retraité·e·s, etc.

Même l'AFP et BFMTV leur offre une tribune, ils savent reconnaître leurs vrais et leurs faux ennemis.

- Une pétition lancée "contre la loi sanitaire et les régressions sociales" - BFMTV29 juillet 2021

Réaction d'un vieil internaute révolté. (Blog Maudrux)

- "*Une vaccination large et massive est nécessaire pour combattre la pandémie*"

Et vous allez signer ça ?

Moi je signerai quand je verrais écrit "*Un traitement précoce ou prophylactique est nécessaire pour combattre la pandémie*".

Au point où ils en sont... quelques dizaines ou centaines de milliers de morts de plus ou de moins, ils s'en foutent.

- Landes : un trentenaire décède après s'être fait vacciner contre le Covid, sa famille porte plainte - sudouest.fr 29 juillet 2021

https://www.sudouest.fr/landes/dax/landes-un-trentenaire-decede-apres-s-etre-fait-vacciner-contre-le-covid-sa-famille-porte-plainte-4345424.php

Un homme de 39 ans est décédé le lendemain de sa deuxième injection de vaccin. Sa famille a porté plainte contre X

Trente-six heures, c'est le temps qui s'est écoulé entre la seconde dose de vaccin Pfizer qu'a reçu Emmanuel et son décès. Dans la nuit du 2 au 3 juillet, cet homme de 39 ans est mort dans son sommeil, à son domicile. Une fois sur place, les secours n'ont pas réussi à le réanimer. Le médecin du Samu a conclu à un arrêt cardiaque.

L'homme, n'ayant aucun antécédent médical, a fait l'objet d'une autopsie qui a révélé qu'il souffrait d'une insuffisance cardiaque. Pour ses proches, c'est l'incompréhension : « On ne comprend pas, il n'avait aucun problème de santé, aucun traitement ! Même son médecin généraliste ne comprend pas », confie sa femme.

Pour la famille, la seule explication de ce décès serait liée à la deuxième injection de vaccin anti-Covid 19 : « Pour nous, il n'y a que le vaccin qui a pu provoquer ça, avant il était en bonne santé et allait très bien », explique sa femme. Ses proches « attendent des réponses »

C'est pourquoi une plainte contre X a été déposée par sa femme, accompagnée de sa fille et de ses beaux-parents, à la gendarmerie de Tartas le 26 juillet dernier. Le parquet de Dax a confirmé avoir ouvert une enquête. sudouest.fr 29 juillet 2021

Les pro vaccins pour tous, les salopards qui ont signé cette pétition de merde, ils vont dire quoi à son épouse, aux parents de ce garçon qui était en bonne santé et que le vaccin a assassiné ?

D'autres témoignages des derniers jours parmi des milliers d'autres.

1- Dix cas de Covid-19 à l'Ehpad de Plougastel-Daoulas (10 cas dont 8 étaient vaccinés)

Source : https://www.ouest-france.fr/bretagne/plougastel-daoulas-29470/dix-cas-de-covid-19-a-l-ehpad-de-plougastel-daoulas-sans-forme-grave-eda6a72c-ea1a-11eb-8ef0-924f1c3b2dbe

2- Après la jeune fille de 20 ans ce matin, cet après-midi ce jeune homme de 22 ans. Et cela n'empêche pas certains responsables de dormir.

Voici une vidéo du père du jeune de 22 ans.

https://vk.com/videos562948249?z=video562948249_456239031%2F04c93abdb1341eaebb

3- Une amie de ma famille est décédée d'une crise cardiaque hier elle avait 41 ans. Vaccinée il y a peu de temps. Un collègue de travail dans le coma depuis 4 jours. Vacciné il y a peu de temps 47 ans. Le collègue de travail de la sœur a un ami mort de crise cardiaque il y a une semaine. Vacciné ce mois-ci. Ça fait beaucoup de hasards je trouve !

4- https://www.leparisien.fr/societe/sante/loms-estime-quun-lien-est-probable-entre-problemes-cardiaques-et-certains-vaccins-contre-le-covid-09-07-2021-UKI2WYOLNRFDTKIL6YK5EXERJQ.php

5- Les Grandes Gueules : 2 frères sont morts d'un arrêt cardiaque après une vaccination Pfizer - 27 juillet 2021

https://lemediaen442.fr/les-grandes-gueules-2-freres-sont-morts-dun-arret-cardiaque-apres-une-vaccination-pfizer/

6- L'EMA confirme un nouvel effet indésirable rare pour le vaccin J&J

https://www.msn.com/fr-fr/lifestyle/trucs-et-astuces/coronavirus-lema-confirme-un-nouvel-effet-ind%c3%a9sirable-rare-pour-le-vaccin-jandj/ar-AAMrBkQ

7- En Espagne la Cour constitutionnelle ferme la porte à la vaccination car "elle implique une intervention corporelle coercitive et pratiquée en dehors de la volonté du citoyen" https://www-diariosur-es.cdn.ampproject.org/c/s/www.diariosur.es/sociedad/salud/constitucional-cierra-puerta-20210723145449-ntrc_amp.html

8- Statistiques publiées au Royaume Uni pour la période du 1er février 2021 au 19 juillet 2021 (pages 18 et 19 sur le variant Delta):

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1005517/Technical_Briefing_19.pdf

Il y a 121400 cas pour les non-vaccinés (119063 cas chez les moins de 50 ans et 2337 cas chez les 50 ans ou plus). Leur mortalité totale est de 165 décès, 34 dans les moins de 50 ans et 131 dans les 50 ans ou plus).

Il y a 28773 cas pour les complètement vaccinés, il s'agit des vaccinés à 2 doses (15346 chez les moins de 50 ans, 13427 chez les 50 ans ou plus). Leur mortalité totale est de 224 décès, 4 dans les moins de 50 ans et 220 dans les 50 an ou plus).

Ce qui confirme ce qu'on savait déjà : les Non-vaccinés sont bien plus nombreux que les complètement vaccinés à attraper le variant Delta, mais les complètement vaccinés en meurent beaucoup plus. Un vacciné complet sur 128 en meurt s'il l'attrape. Un non vacciné sur 736 en meurt s'il l'attrape. Ce qui pourrait signifier que globalement les non-vaccinés sont plus résistants au "poison" une fois qu'il est à l'intérieur du corps. En France on nous dit le contraire mais on manque de statistiques précises, contrairement à ce qui est le cas pour le Royaume-Uni.

9- Le Dr Nyjon Eccles raconte comment il a sauvé sa mère du COVID avec l'ivermectine

https://odysee.com/@ivermectine-covid.ch:5/Le-Dr-Nyjon-Eccles-raconte-comme-il-a-sauv%C3%A9-sa-m%C3%A8re-du-COVID-avec-l-ivermectine:c?src=embed

10- Je suis médecin et j'ai eu le covid ainsi que 2 de mes enfants et leurs conjoints. Nous nous sommes tous traités avec soit Plaquenil, soit

Ivermectine . Nous n'avons eu aucun effet secondaire de ces traitements et en au maximum 10 jrs, tout est rentré dans l'ordre ou adieu près. Ne pas soigner et obliger à ne pas soigner, me paraît criminel...

11- Patti, une patiente COVID, raconte son expérience avec l'ivermectine (avril 2021)

https://odysee.com/@ivermectine-covid.ch:5/Patti,-une-patiente-COVID,-raconte-son-exp%C3%A9rience-avec-l-ivermectine:e?

12- Ivermectine. Nouvelle grosse étude mexicaine : quand on veut, on peut, et cela marche :

https://www.ijidonline.com/article/S1201-9712(21)00100-4/pdf

13- Généraliste, je ne vois plus de cas covid de puis 6 semaines. Je traite systématiquement depuis 8 mois tous mes cas covid par ivermectine(patientele de 1450): aucun cas graves , ni décès ni réa

En hiver: 2 cas tardifs (janvier) : traitements à domiypar anticoagulants, O2 , cortisone, ivermectin, azythromycine : guérison totale en 3 semaines

Etc. etc. etc.

Tous les syndicats dans le camp de la réaction.

- Pass sanitaire dans les trains: casse-tête des cheminots face à la tâche de «supplétifs de la police» - sputniknews.com 29.07

Lisez, ils ne s'y opposent pas.

https://fr.sputniknews.com/france/202107291045941093-pass-sanitaire-dans-les-trains-casse-tete-des-cheminots-face-a-la-tache-de-suppletifs-de-la-police/

Ils commencent à prendre le train en marche au bout de 119.000 morts inutiles parce que le peuple est dans la rue.

Extraits d'Informations ouvrières (POI)

HAUTE-LOIRE

- "*Il est donc temps que les partis et associations qui se revendiquent de la défense de la démocratie, rentrent dans la mobilisation pour l'abandon de ce passe discriminatoire.*"... mais pas de la vaccination obligatoire...

Ne nous y trompons pas, à aucun moment ils ne remettront en cause la vaccination qui n'a aucune légitimité sur le plan de la santé, médical ou scientifique.

- L'UD FO 92 et l'UD CGT condamnent fermement cette obligation vaccinale non contractuelle et non conforme au Code du travail et demandent donc le retrait du projet de loi

Cela signifie qu'ils ne remettent pas en cause la violation par Macron de la liberté de chacun de se faire vacciner ou non, ce principe ils s'en foutent, non, ils s'insurgent du fait que la vaccination et du pass obligatoire ne sont pas "*conforme au Code du travail*, c'est uniquement ce principe qu'ils dénoncent. Par conséquent, Macron pourrait imposer la vaccination obligatoire à toute la population sans en faire une condition pour se rendre sur son lieu de travail ou pour avoir à certains lieux, supprimer le pass, qu'ils n'y verraient aucun inconvénient.

On aura compris qu'ils en viennent à prendre position contre la vaccination obligatoire parce qu'elle est liée au pass sanitaire, parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, ils sont coincés, ils sont obligés de modifier leur position pour ne pas apparaître aux yeux des travailleurs et des militants pour des agents de Macron, trop tard ou en vain.

LA FÉDÉRATION CGT DES TERRITORIAUX

- "*Sanitaire, le coup de force contre le droit au travail et le statut ?*

LA FÉDÉRATION FO DES FONCTIONNAIRES

- *Elle revendique l'abrogation de ce projet de Loi*... en avançant des arguments purement corporatistes !

DÉCLARATION COMMUNE LA FRANCE INSOUMISE – POI – GILETS JAUNES– LIBRE PENSÉE – COMITÉ DE RÉSISTANCE ET DE RECONQUÊTE

- *Retrait de la loi instaurant le « passe sanitaire »*... mais pas de l'obligation vaccinale ! Et sur la même orientation que FO fonctionnaire.

http://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2021/07/TAP_Informations-Ouvrieres-665_29-juillet-2021.pdf

Même son de cloche et manipulation au POID

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=2462

Ils osent tout... au bout de 16 mois de mystification qu'ils ne dénoncent toujours pas, notez bien.

Dans l'éditorial de La tribune des travailleurs signé D. Gluckstein.

- "*Rien de tout cela !*"

En effet, rien sur la vaccination obligatoire, sur les traitements qui existent, l'inefficacité et la dangerosité des "vaccins", sur la fabrication de la pandémie, etc.

Ils dénoncent « *la responsabilité des organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie* », eux qui ont fait partie des plus zélés porte-parole de la muselière, de la vaccination, personne n'est dupe de votre double langage.

Chacun aura compris, que c'est bon gré mal gré qu'ils en arrivent à lâcher au moins une main à Macron, mais celle de la vaccination tient bon. Au moins 800.000 manifestants dans plus de 170 cortèges en pleine période estivale le 24 juillet 2021, et voilà les opportunistes qui revêtent le masque des opposants d'opérette au régime.

Vous me direz qu'on devrait en être satisfait, mais quand on sait à quel point ils sont marginalisés ou inexistants parmi les masses, je crois que c'est inutile, qui plus est, en ayant à l'esprit l'orientation politique qu'ils ont adoptée au cours des 16 derniers mois au côté de Macron, ce serait oublier un peu vite les intentions inavouables qui les animent et qui continueront de sévir dans le futur au lieu de servir notre cause.

Tous les manifestants sont les bienvenus pour arracher l'abrogation de l'obligation vaccinale et du pass sanitaire, le rétablissement de nos libertés les plus élémentaires, c'est tout ce que j'ai à dire.

Nous sommes en présence de dogmatiques sclérosés qui ont totalement tourné le dos au marxisme.

Nous savons que toutes les classes sans exception sont vouées à passer sous le rouleau compresseur du nouvel ordre mondial totalitaire, hormis les pans du capitalisme qui ont ses faveurs, ainsi que l'élite qui sert les plans de l'oligarchie mondialiste. Donc nous encourageons toutes les catégories sociales de la population sans distinction à descendre dans la rue pour faire barrage à l'instauration d'une dictature absolue (J. Attali), tous les jeunes et travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagne, y compris les membres des classes moyennes dont le sort est et sera lié à celui de la classe ouvrière, artisans, commerçants, patrons de PME... Et si la gauche ou l'extrême gauche, le mouvement ouvrier, sont faiblement représentés lors de ces manifestations, au profit d'organisations ou courants de droite ou d'extrême droite, la responsabilité en incombe entièrement à leurs dirigeants qui ont trahi leurs engagements, et non aux citoyens qui se mobilisent contre la dictature.

Avec Macron, l'extrême droite est déjà au pouvoir, voilà aussi ce qu'il ne faut surtout pas dire. Pourquoi ? Parce qu'ils ne pourraient pas continuer de collaborer avec Macron et son gouvernement s'ils le traitaient de dictateur, ils seraient obligés de rompre avec tous ceux qui le soutiennent ouvertement, à commencer par les dirigeants syndicaux, car s'ils étaient coupés des syndicats, ils n'existeraient plus tout simplement, ils seraient tous réduits à l'état de groupuscules insignifiants, tout en affirmant que la Ve République est antidémocratique, il leur faut absolument maintenir l'illusion qu'on vivrait sous un régime démocratique.

D. Gluckstein a cru bon de s'en prendre aux travailleurs qui scandaient liberté aux quatre coins du monde et pas seulement en France en sous-entendant qu'ils seraient tous d'extrême droite ou manipulés par l'extrême droite. Il avait tenu les mêmes propos scélérats sur les participants aux manifestations des Gilets jaunes, chacun s'en souvient encore.

Alors que ce slogan a un caractère hautement politique, en défense du principe républicain selon lequel tous les citoyens disposent du droit sans discrimination d'accéder à l'espace public, à tous les lieux ouverts au public, il le ravale ou l'abaisse au niveau d'une revendication syndicale et corporatiste. Vous avouerez que l'intention de nuire à notre combat politique est ainsi établie.

Le plus pitoyable, c'est que ces "trotskystes" en appellent aux syndicats, sachant très bien qu'ils constituent l'aile droite du mouvement ouvrier, et ils en arrivent à piétiner les principes les plus élémentaires de la République, après l'avoir élevée au rang de dogme pendant des décennies.

Cela faisait 19 ans qu'ils en rêvaient.

Les entreprises européennes se préparent à intégrer le télétravail comme mode de fonctionnement - Euronews 29/07/2021

A l'échelle européenne les entreprises élaborent leurs plans pour être prêtes une fois la pandémie terminée. Les barrières semblent tomber. 66% des travailleurs pensent que leur employeur devrait être plus flexible à l'avenir. Ils souhaitent généralement pouvoir travailler de chez eux 2,5 jours par semaine. Les plus réfractaires sont les Français et les Belges qui préfèrent 1,9 jour de télétravail hebdomadaire.

Pour les spécialistes du monde professionnel ces tendances montrent qu'il est temps de créer les conditions pour des modèles hybrides de fonctionnement afin d'éviter le chaos au sein du marché unique. "Il y a actuellement un accord cadre européen sur le télétravail qui remonte à 2002. Après 20 ans de développement technologique et avec la pandémie qui s'est imposée, il est juste de dire qu'il est temps de le mettre à jour", estime Mario Mariniello de l'institut Bruegel. Euronews 29/07/2021

D'où viennent ces "modèles hybrides" de fonctionnement des entreprises ? Du Forum économique mondial ou le gouvernement mondial totalitaire.

How to create an inclusive hybrid working environment - weforum.org

https://www.weforum.org/agenda/2021/07/inclusive-hybrid-working-model/

Haut de page

Le 31 juillet 2021

Pas le temps de causer, on est en train de bétonner le chemin qui mène chez moi.

Il y a 8 mois environ, j'avais adressé par courriel une plainte aux autorités avec des photos montrant le chemin transformé en bourbier suite aux fortes pluies. J'avais été dans l'impossibilité de sortir de chez moi en scooter pendant 10 jours. J'ai fourni l'eau et je leur ai permis de rentrer chez moi leur matériel pour la nuit pendant 3 jours, en échange ils ont cimenté le devant du portail, le tout dans la bonne humeur.

En revanche, il a fallu que des gens de mon village emmerdent l'entrepreneur chargé des travaux, parce qu'ils estimaient que la chaussée n'était pas assez large, ils ont failli en venir aux mains ! C'est mon frère qui est venu régler le différend en leur expliquant qu'il avait respecté la norme dictée par les autorités du Tamil Nadu. Lui aussi a failli se faire taper dessus, ici cela prend rapidement une tournure violente.

J'en ai l'habitude et cela ne m'impressionne plus, quand ils insistent, je gueule plus fort qu'eux et je les envoie chier, cela les surprend, en général c'est radical, ils se calment ! Non mais je les connais bien à force, ils ne sont pas aussi mauvais que cela, juste à cran parce qu'ils ont une vie de merde. Vous voyez, même là je ne les juge pas. On se fait souvent des idées fausses sur les gens qu'on ne connaît pas ou qu'on croit connaître.

Ayez confiance dans les masses et vous aurez confiance en vous, vous verrez, après on ne perçoit plus le monde de la même manière, et je vous garantis qu'on s'en porte beaucoup mieux. Bon week-end.

- Cette causerie au format pdf (5 pages)

Comment, ce coup d'Etat mondial aurait été préparé de longue date ?

Passe sanitaire : preuve que tout était déjà prévu avant janvier 2020 ! par Claude Janvier - Mondialisation.ca, 29 juillet 2021

LVOG - J'ai vérifié en téléchargeant l'affiche en question, elle porte bien la date du 20 janvier 2020, c'est rigoureusement exact.

- DOCUMENT. L'affiche

LVOG - On imagine qu'avant de l'afficher dans l'espace public, des dizaines de personnes l'ont minutieusement examinée afin de s'assurer qu'elle ne comportait aucune erreur ou qu'elle était conforme à la commande passée par Santé publique France à l'imprimeur. Donc si une confusion était intervenue entre l'année 2020 et 2021 sur la date figurant sur cette affiche, depuis le temps quelqu'un s'en serait forcément aperçu, chez l'imprimeur, Santé publique France, au ministère de la Santé.

Question : Comment expliquez-vous que le ministère de la Santé ait pu intégrer le test antigénique pour la Covid-19 dans sa propagande du passe-licencieur dès janvier 2020, alors que ce genre de test ne sera disponible en France qu'en mars 2020, soit deux mois plus tard ? Explication.

Tout simplement parce que la technologie le permettait.

Ce genre de test était très répandu, il existait déjà pour détecter de nombreux virus notamment, dans le diagnostic rapide des angines à streptocoque du groupe A, du VIH, du diabète, comme test de grossesse ou encore de la consommation de drogue ou d'alcool, etc.

Il suffisait par exemple de remplacer l'échantillon du VIH par celui de la Covid-19 pour détecter les personnes testées porteuses de ce virus, c'était aussi simple que cela. Donc n'importe qui aurait pu prévoir dès janvier 2020 que ce genre de test allait être commercialisé sous peu.

Rappel.

C'est comme avec l'hydroxychloroquine. Au ministère de la Santé il savait que cette molécule était efficace pour traiter certains coronavirus depuis le début des années 2000, notamment le SARS-CoV-1, le MERS-CoV ou encore Ebola, donc des années avant que le SARS-CoV-2 survienne entre 2019 et début 2020, avant que les Chinois l'utilisent contre la Civid-19, et c'est la raison pour laquelle Macron-Philippe-Buzin se sont empressés de retirer l'hydroxychloroquine de la vente libre, de la cataloguer parmi les substances vénéneuses (13 janvier 2020), et d'en interdire pratiquement la prescription par les médecins, de manière à faire croire qu'il n'existait pas de traitement et qu'il fallait laisser mourir les patients, en attendant d'essayer d'imposer un vaccin et un pass obligatoire à toute la population.

Tout a été minutieusement prémédité...

https://www.mondialisation.ca/passe-sanitaire-preuve-que-tout-etait-deja-prevu-avant-janvier-2020/5658732

Claude Janvier - Ecrivain, polémiste.

- C’est bête de faire des erreurs, surtout venant de Santé publique France. Surtout qu’ils n’en sont pas à leur coup d’essai. Dans leur rapport – Covid-19 : point épidémiologique hebdomadaire du 1er avril 2021 -, le nombre total des décès dus au virus est publié page 41: « Entre le 1er mars 2020 et le 30 mars 2021 : Total de 95 364 décès de patients Covid ». Puis, page 43, tableau 10 : « 14 471 décès imputés au Covid-19 seul, 27 031 décès imputés au Covid-19 mais avec une ou plusieurs comorbidités, donc un total de 41 502 décès ». Entre les deux totaux, une différence de 53 862 décès. Ah ! quand même…Le vrai total n’a donc plus rien à voir avec le bourrage de crâne politico/médico/médiatique. (1)

Que se passait-il en janvier 2020 ?

– 98 cas de Coronavirus dans le monde, pas de décès. (2)

– Le vaccin contre la Covid-19 avait fait l'objet de recherches alors que la pandémie coronavirus (Covid-19) n'avait pas commencé. Ainsi, le cofondateur de BioNTech a expliqué, le 20 novembre 2020, que son vaccin a été conçu en quelques heures dès janvier 2020. (Le Point du 12/12/2020 : … Et il n'aura pas fallu beaucoup plus de temps au cofondateur de BioNTech pour élaborer le précieux élixir. Ugur Sahin aurait en effet conçu le vaccin en quelques heures à la mi-janvier, selon The Journal, un podcast du Wall Street Journal…) (3)

– 13 janvier 2020 : en France, la « sinistre » de la santé du moment, Agnès Buzyn, et son directeur général de la santé, Jérôme Salomon, classe l'hydroxychloroquine dans les substances vénéneuses. Étrange, car ce médicament, utilisé depuis plusieurs décennies, a fait ses preuves sur le marché. Commercialisé sous le nom de Plaquenil, il ne devient disponible que sur ordonnance.

Vendredi 23 juillet 2021 : nous étions devant l'entrée du château de Fougères, quand mon regard fut attiré par une affiche indiquant : « Pass Sanitaire Covid-19 ». Déjà ! Diantre, rapide comme l'éclair ce gouvernement. Pour augmenter le SMIC et les retraites, ça traîne, mais pour ce genre de choses, ça carbure. En plus, sabotage de la langue française. Pourquoi écrire « Pass » en anglais ? Pour avoir l'air branché ? Allô M. Blanquer ? Un commentaire ?

Je prends donc en photo la fameuse affichette que l'on va devoir subir dans notre champ de vision jour après jour et qui orne déjà toutes les entrées des sites et des établissements recevant du public. Peu de temps après, un ami me demande si j'ai regardé la date en bas à gauche du document. Je jette un œil, et je découvre avec stupeur ceci : W-0333-001-2003-20 janvier 2020. Suivi du logo ne pas jeter sur la voie publique.

En recherchant sur Google la référence ci-dessus et la date, je tombe directement sur Santé publique France. Organisme d'Etat. Notez au passage qu'ils ont reçu 3,831 milliards d'euros de subvention pour 2021 – oui, vous lisez bien – pour 625 agents. Déjà en 2020, cet organisme avait reçu une dotation exceptionnelle de 860 millions d'euros. (4). Tout cet argent pour pondre des rapports alarmants, soporifiques, souvent mensongers et des affiches Covid. Démentiel !

Cette affiche a été conçue par Santé publique France le 20 janvier 2020. Pas de doute possible. Or, à cette date, personne n'avait entendu parler du passe sanitaire, ni des confinements, ni du masque obligatoire, etc. A chacun d'en tirer des conclusions.

Toute cette coronafolie était donc bien prévue avant janvier 2020. Dur à avaler certainement pour beaucoup, mais le fait est là. Tout ce cinéma infernal afin de permettre à quelques labos d'empiler des milliards d'euros. Répugnant.

Il est plus que temps de faire le ménage, d'établir une véritable démocratie et de retrouver notre souveraineté.

Après le massacre des vieux et des mal portants, au tour des jeunes !

Le Dr Chazournes : «Nous allons porter plainte contre X, car ce n'est pas possible de tuer des jeunes par des myocardites» par Antenne HD (Réunion) - Mondialisation.ca, 30 juillet 2021

https://www.mondialisation.ca/le-dr-chazournes-nous-allons-porter-plainte-contre-x-car-ce-nest-pas-possible-de-tuer-des-jeunes-par-des-myocardites/5658782

https://odysee.com/@LiBERTY_VOICE:b/Dr-Philippe-de-Chazournes:9?src=embed

Invité du JT d'Antenne Réunion, le Dr Philippe de Chazournes dénonce les mensonges d'Etat et annonce : « Nous allons porter plainte contre X, car ce n'est pas possible de tuer un jeune par des myocardite, alors qu'il n'a rien demandé à personne et qu'il va bien. »

« Si on ne veut pas que les gens terminent en réanimation, il faut faire les traitements précoces. Et là je m'adresse aux élus : non le vaccin n'est pas la solution, il y a des traitements précoces donnés par d'innombrables pays et il va falloir reconnaître ça, on ne peut plus tolérer un vaccin qui peut être protège mais on n'en sait rien mais qui a des effets indésirables énorme sur lequel on l'aurait retiré depuis bien longtemps si cela avait été un autre produit médicamenteux. Alors que l'on pourrait traiter pour éviter que les gens aillent en hôpital avec les traitements ambulatoires précoces. […] La solution c'est de traiter les gens quand ils sont malades, on ne les traite pas en leur disant : restez chez vous et prenez des dolipranes. Des gens sont morts et vont mourir encore par absence de prises en charge. »

Si un seul jeune meurt à cause d'un vaccin, ceux qui nous gouvernent méritent le même sort, tout de suite, non ?

Témoignage d'une médecin texane devant le Sénat US

https://www.youtube.com/watch?v=EoSvd-BiF9Q

Témoignage d'Angelina Farina, pédiatre au Texas, devant la Commission sénatoriale américaine. La vaccination de nos enfants n'est pas acceptable.

On était passé à côté de cette info.

LVOG - "*Le système ne semble pas rebuter les clients : le salon (de coiffure - ndlr) affiche complet pour les dix prochains jours. Les bars et restaurants ont, eux-aussi, retrouvé leurs habitués, même si certains Danois traînent un peu des pieds.*

Il faut dire que pour se trimballer encore une monarchie en 2021, les Danois ne figurent pas parmi les peuples les plus évolués de la planète.

Les monarchies européennes ne figurent pas pour rien non plus parmi les alliés privilégiés de l'oligarchie financière.

On pourrait aussi se demander à qui profite le plus leur modèle social dont la nature est corporatiste. Appelé système de “flexicurité”, il est si exemplaire qu’il a été considérée au niveau européen comme un modèle pour les reformes du marché du travail depuis 2003 (https://www.touteleurope.eu), c'est pour dire. Un modèle à ne surtout pas copier...

"Avez-vous un coronapas ?" : bars, restaurants, musées, coiffeurs... Le pass sanitaire se généralise au Danemark - francetvinfo.fr 29 avril 2021

Attendu d'ici fin juin, le passeport sanitaire destiné à faciliter les vols intra-européens pourrait s'inspirer de l'initiative du "coronapas" danois, déjà nécessaire pour aller chez le coiffeur ou au restaurant. vhttps://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-choix-franceinfo/avez-vous-un-coronapas-bars-restaurants-musees-coiffeurs-le-pass-sanitaire-se-generalise-au-danemark_4372361.html

Avez-vous un 'coronapas' ?" Voilà ce qui est demandé depuis quelques jours à Copenhague lorsqu'un client souhaite entrer dans un bar, un musée, une auto-école ou chez un tatoueur.

Ce "coronapas" peut aussi être imprimé. Trois options pour qu'il soit considéré comme valable : il faut avoir été vacciné avec les deux doses, être immunisé suite à la maladie ou, comme Gavin, avoir un test négatif de moins de 72 heures.

Une liberté contrôlée donc par les patrons de ces établissements : c’est à eux de vérifier que les clients ont bien leur "coronapas". S’ils ne le font pas, ils risquent une amende d’au moins 400 euros. Peter, coiffeur, est ravi d’avoir pu rouvrir son salon avec ce dispositif début avril. "S’il n’y avait pas ce pass, on n’aurait jamais repris le travail, souligne-t-il. En trois semaines, je n’ai eu que trois clients qui l’avaient oublié et que j’ai dû renvoyer. Certains coiffeurs ont le sentiment de devenir policiers, mais pour moi, ça n’est pas un problème : c’est un bon système."

Une adhésion en demi-teinte

Le système ne semble pas rebuter les clients : le salon affiche complet pour les dix prochains jours. Les bars et restaurants ont, eux-aussi, retrouvé leurs habitués, même si certains Danois traînent un peu des pieds. Ceux qui s’opposent frontalement au "coronapas" sont très minoritaires : il s'agit essentiellement du mouvement "Men in Black", qui rassemble quelques centaines de manifestants deux fois par mois dans la capitale.

Anita, infirmière, s’est résolue elle à se faire tester pour pouvoir revenir au restaurant mais elle regrette de devoir montrer ses données médicales à un serveur. "C’est vraiment privé, explique-t-elle. Les gens peuvent vous juger s’ils savent que vous ne voulez pas de vaccin, et puis la prochaine fois ce sera peut-être pour une autre maladie !"

Au-delà de ces critiques, ce pass sanitaire à la danoise implique aussi une certaine logistique : avec seulement 10% des Danois qui ont reçu deux doses de vaccins, le "coronapas" repose aujourd'hui surtout sur les tests, massifs au Danemark. Tous les jours, un habitant sur dix est testé gratuitement et dans les centres de dépistages, le flot des candidats au test est continu. "Depuis la mise en place du coronapas, on teste encore plus de gens, indique Trine Baadsgaard, porte-parole du groupe Copenhagen Medical, qui gère ces centres dans la capitale. Le premier week-end où les bars ont rouvert, on a fait 20% de tests en plus et du coup, on étend les horaires d’ouverture des centres de dépistage. On a même un site en drive ouvert 24h/24. On dirait bien qu’on va dans la bonne direction." francetvinfo.fr 29 avril

LVOG - Si vous savez vous y prendre, vous pouvez transformer le peuple en bétail docile et obéissant, heureux du sort triste et médiocre qu'on lui impose.

Nous, nous avons le droit de le dire, parce que nous ne nous sommes jamais comportés de la sorte, contrairement aux membres des classes moyennes qui traitent la classe ouvrière de mouton ou de veau, alors qu'ils sont prêts à justifier les pires crimes du régime en place du moment qu'il préserve leurs privilèges. Vous avez saisi la distinction ?

Ce qui s'est passé au Danemark n'est pas rassurant évidemment, mais en France on a une longue tradition de lutte de classe, malgré la trahison des dirigeants du mouvement ouvrier, espérons que les militants renoueront avec elle et le socialisme, c'est le sort de la civilisation humaine qui est en jeu.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 6 août 2021

J'ai rectifié des erreurs dans la rubrique *Liens utiles*. J'ai rajouté des liens.

Par manque de temps je vais publier la causerie en plusieurs parties sur plusieurs jours. Voici la première partie.

J'ai aussi de nombreux articles à mettre en ligne.

On ne lâche rien !

A tous les dirigeants, cadres ou militants de longue date qui se réclament du mouvement ouvrier, à tous les intellectuels.

Le temps des illusions est définitivement révolu. Ceux qui continueront à en colporter seront désormais caractérisés d'agents de ce régime dictatorial, car ils sont aussi bien informés que nous, et ils possèdent les moyens intellectuels de faire la part des choses, ne l'oubliez jamais et ne les ménagez pas. On ne peut leur accorder absolument aucune circonstance atténuante, n'ayons surtout pas cette faiblesse suicidaire, car c'est elle qui nous a perdus ou nous a conduit où nous en sommes.

Méfiez-vous également de tous ceux qui prennent le train en marche parce que le peuple se mobilise massivement contre Macron et son régime liberticide, ils nous ont trahis, ils nous trahiront encore et encore. Cette crise est économique et politique, sa solution sera économique et politique et rien d'autres. N'espérez rien, n'attendez rien des institutions de la Ve République, elles cautionnent tous la dictature, elles sont toutes aux ordres du Forum économique mondial. La pire des illusions serait de s'en remettre aux prochaines échéances électorales, nous les boycotterons !

Personnellement je ne vis pas à l'heure de la propagande gouvernementale ou médiatique, je ne vis pas à l'heure des réseaux (anti)sociaux, je me contrefous des interprétations des uns et des autres qui présentent toutes de gravissimes erreurs ou lacunes, je ne partage aucune des analyses que j'ai pu lire sur le Net d'où qu'elles viennent, toutes sont sous influences idéologiques inavouables, toutes conduisent dans une impasse politique ou à cesser le combat, à s'accommoder d'une manière ou d'une autre de la situation, ils le disent eux-mêmes.

Je ne suis ni un dogmatique, ni un sectaire, ni un doctrinaire, ni un fanatique, ni un extrémiste, seulement un socialiste au sens où l'entendaient Marx et Engels ou encore Lénine, pour moi seuls les faits comptent, le processus dialectique matérialiste et historique inconscient, notre cause, notre idéal d'émancipation de l'exploitation, la liberté, tout le reste est juste là pour nous distraire ou nous détourner de l'essentiel.

J'ai déjà raconté comment parvenu à l'âge de 19 ans j'étais très arriéré, un ignorant profond, un parfait abruti, un connard fini, un taré, un veau, un mouton, appelez cela comme vous voudrez, totalement incapable de penser par lui-même, et soudainement j'en ai pris conscience, ma vie a basculé ce jour-là pour atteindre le niveau de conscience que j'ai 46 ans plus tard.

Je me dis non sans effroi, que j'aurais très bien pu rester abruti toute ma vie si je n'avais pas saisi l'occasion exceptionnelle qui s'était offerte à moi, car il est rare qu'il s'en présente plusieurs de la sorte au cours d'une vie, je me suis imaginé ce que je serais devenu si j'étais passé à côté, mais par bonheur j'ai eu la bonne réaction parce que je ne voulais plus devoir me taire quand les autres s'exprimaient, je voulais comprendre de quoi ils parlaient, alors que je n'en comprenais pas un traître mot. J'ai juste pris la décision qui s'imposait au bon moment. J'ai eu cette présence d'esprit qui allait influencer toute mon existence, et je ne l'ai jamais regretté évidemment. J'ignorais totalement où cela allait

me mener, tout ce que je savais, c'est que je voulais plus vivre dans cet état de crasse ignorance, qui me faisait honte comme vous ne pouvez pas l'imaginer.

Il m'a fallu des dizaines d'années pour prendre conscience de ce qui m'était réellement arrivé. Je vous avouerai, que c'est seulement tout dernièrement que je l'ai pleinement réalisé, me rendant compte à quel point c'était difficile de conquérir sa liberté dans un monde où tout nous est imposé finalement, où tout est fait pour vous empêcher de penser et d'agir librement.

Les hommes malheureusement manquent cruellement de rigueur à tous les niveaux. S'ils essayaient seulement de trouver la signification de chacun de leurs idées et comportements, s'ils essayaient d'en tirer des enseignements ou des résolutions pratiques, je crois qu'ils en arriveraient au même constat que nous, car je ne suis pas le seul à penser en marxiste ou en socialiste, en homme libéré de toute attache matérielle ou subjective. Et je vous assure qu'on en retire à titre personnel une satisfaction sans pareille. Comme quoi le socialisme n'est pas une croyance. Même dans l'adversité ou dans le malheur, en vivant sous une dictature de fer, on reste digne, serein, lucide, on n'est pas surexcité, angoissé ou dépressif, haineux ou particulièrement violent.

Comme chaque homme, on peut être un moment déstabilisé ou perturbé par ce qui se passe ou ce qui nous arrive, parce que nous sommes des êtres sensibles, mais on se reprend rapidement ou notre état de conscience reprend le dessus, et nous sommes en mesure d'affronter n'importe quelle condition. Parfois, quand on évoque nos états d'âme avec une certaine légèreté comme pour se soulager un peu parce qu'on souffre aussi, énormément en prenant en charge toute la misère du vieux monde, cela peut être incompris ou induire en erreur des personnes sur ce qu'on pense réellement qui n'a rien à voir avec des émotions.

Voyez comme ceux qui manquent de rigueur envers eux-mêmes, en manqueront pour la plupart d'entre eux au moment de caractériser la dictature ou le régime fasciste qui est en train de se mettre en place en France et un peu partout dans le monde. Chacun s'arrange avec sa conscience, c'est très malhonnête, misérable en vérité.

Nous avons le blues, nous aimons le blues...

Nous sommes en deuil, nous venons de perdre un de nos plus chers amis musiciens, Dusty Hill du groupe ZZ Top.

- ZZ Top : Pluie d'hommages pour leur défunt bassiste Dusty Hill, mort à l'âge de 72 ans - rocknfolk.com

Le légendaire bassiste et chanteur de ZZ Top, Dusty Hill, est décédé ce mercredi 28 juillet à Houston. Il avait 72 ans.

Co-fondateur du groupe ZZ Top avec Billy Gibbons (guitare, chant) et Frank Beard (batterie) en 1969, Dusty Hill est mort "dans son sommeil, dans sa maison à Houston, au Texas", a annoncé son groupe dans un post publié sur ses réseaux sociaux. "Nous, ainsi que les légions de fans de ZZ Top à travers le monde, regretterons ta présence inébranlable, ta belle nature et ton engagement sans faille à donner cette assise au 'Top'. Nous serons connectés pour toujours à ce "Blues Shuffle in C".

Comme le rapporte FranceInfo, le groupe avait dû se passer de Dusty Hill pour son dernier concert en date le 23 juillet dernier à Watertown (New York) - la toute première fois depuis la naissance de la formation. Le bassiste avait dû rentrer au Texas pour "se remettre d'un souci à la hanche". Ses proches n'ont toutefois pas indiqué si ce problème était lié à sa mort.

Au lendemain de cette triste nouvelle, Billy Gibbons a tenu à rassurer tous les fans de ZZ Top en confirmant la continuité du groupe. C'est l'animateur de radio Eddie Trunk qui a partagé l'information sur Twitter, en expliquant qu'il avait reçu un SMS de la part du chanteur.

"Comme Dusty l'a dit avant son départ, "Que le spectacle continue!", et avec respect, nous ferons tout pour dépasser ça et honorer ses voeux", a-t-il écrit.

Parmi les très nombreux hommages, Joe Bonamassa : Rest In Peace Dusty. You were a one of a kind, legend and kind and gentle soul. My condolences to his family, Billy and Frank and the entire ZZ Top organization. rocknfolk.com

ZZ Top! A Tribute! In Memory of Dusty Hill 1949-2021

https://www.youtube.com/watch?v=GtyNpBGQ4ZE

The Final Show of Dusty Hill of ZZ Top at Iroquois Amphitheater July 18. 2021

https://www.youtube.com/watch?v=6Awv9ldGckM

Il est pratiquement mort sur scène.

ZZ Top - Gimme All Your Lovin' (Live) - Montreux Festival 2013 https://www.youtube.com/watch?v=TG2JtdUEMJU

Souvenirs personnels.

On avait été les voir au stade de St-Ouen le 3 novembre 1983. Eliminator.

ZZ Top, ce n'était pas des virtuoses, mais ils avaient quand même quelque chose, car on ne pouvait pas être adoubé pour des prunes par J. Hendrix, BB King et Les Paul (le légendaire fabricant de guitares aux sons inimitables sur une base de Gibson depuis les années 50).

Je les ai entendus la première fois en 75 chez un pote, Hervé dit Lulu, Fandango. J'ai tout de suite aimé leur genre blues rock texan, la pureté de la sonorité et ce son très particulier qui distingue ZZ Top de tous les autres groupes, ils ont vraiment créé un genre de musique, ils ont enrichi la musique, donc ils sont inoubliables, ça c'est pour Dusty.

Je ne me suis jamais intéressé aux paroles ou à ce qu'ils étaient dans la vie, quand je dis que je ne juge jamais les gens, on ne me croit pas toujours, mais c'est vrai, la preuve. Leurs rapports aux femmes, à l'alcool ou à la drogue (ça c'est pour Franck le batteur), aux bagnoles et le reste, je m'en tape complètement, la vie est ce qu'elle est, tant qu'on respecte les autres, le reste est secondaire.

J'ignorais qu'il était marié, d'ailleurs on ignore tout ou presque de leur vie. Pour que trois mecs avec leurs nanas restent ensemble pendant plus de 50 ans, c'est qu'aucun ne devait être mauvais ou cela devait être de braves types, c'est d'ailleurs ce que disent tous ceux qui lui ont rendu hommage, dont Joe Bonamassa.

Le groupe continue avec un des techniciens qui participaient à tous leurs concerts et qui étaient aussi guitaristes, il connaît tous les morceaux par cœur, donc même une partie de leur équipe les ont suivis pendant des décennies. Mais bon, il y a quand même quelque chose de cassé.

Qui est à l'origine de cette guerre bactériologique contre l'humanité ?

La Chine s'interroge sur la fermeture du laboratoire de Fort Detrick aux Etats-Unis par Olivier Renault (Observateur continental) - Mondialisation.ca, 05 août 2021

Les soupçons s'orientent sur un laboratoire américain. Lors d'une conférence de presse donnée à la fin du mois de juillet 2021, Zhao Lijian, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a, le plus officiellement, déclaré que «les Etats-Unis doivent inviter des experts de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à enquêter sur le laboratoire biologique de Fort Detrick et leurs plus de 200 laboratoires biologiques à l'étranger», déclarant qu' «en particulier, le laboratoire biologique de Fort Detrick est le camp de base des activités de militarisation biologique des Etats-Unis, l'Institut de recherche médicale de l'armée américaine sur les maladies infectieuses en est l'entité la plus importante, et [que] les activités illégales, opaques et dangereuses qui ont été menées dans le laboratoire biologique de Fort Detrick ont préoccupé depuis longtemps la communauté internationale ainsi que la population américaine».

Il a rajouté: «L'institut est engagé depuis longtemps dans l'étude et la transformation des coronavirus. En 2019, de graves incidents de sécurité s'y sont produits et l'institut a été fermé. Peu après, une maladie présentant des symptômes similaires à ceux de la Covid-19 a éclaté aux Etats-Unis. Sur ces questions, les Etats-Unis n'ont jamais donné d'explication à la communauté internationale et à leur propre population». Il demande aussi aux Etats-Unis d' «inviter des experts de l'OMS à enquêter sur l'Université de Caroline du Nord» et à «publier les données des cas parmi les athlètes militaires américains ayant participé aux Jeux mondiaux militaires de Wuhan».

Ainsi, Pékin accuse directement les Etats-Unis de porter la responsabilité de la contamination mondiale liée à la Covid-19 et d'avoir provoqué le gigantesque désastre humanitaire planétaire. La communauté internationale est, donc, officiellement informé des accusations de la Chine et de sa demande auprès de l'OMS. Cependant cette demande n'est pas relayée par les média occidentaux, certainement pour éviter une prise de conscience des populations occidentales.

Pour lire l'article :

https://www.mondialisation.ca/la-chine-sinterroge-sur-la-fermeture-du-laboratoire-de-fort-detrick-aux-etats-unis/5658990

On en est là.

La planète des seringues Pass sanitaire !

https://www.youtube.com/watch?v=f2LFSljvUSQ

Ne vous laissez pas aspirer par la médiocrité ambiante, prenez de la hauteur pour bien garder les pieds sur terre.

Luka Sulic ft. Evgeny Genchev - LIVE at No Borders Music Festival (classical)

https://www.youtube.com/watch?v=f68h6LTWD-E

2CELLOS - "Back to the Roots" FULL CONCERT 2015 (classical)

https://www.youtube.com/watch?v=5plwCvBOpzs

Une bande mafieuse d'oligarques digne du crime organisé terrorise les peuples et gouverne le monde, exterminons-la !

Leur nouvel ordre mondial totalitaire, c'est la totale : Chantage, otage, racket, vol, censure, autocensure, falsification, camouflage, maquillage, faux, corruption, scientisme, imposture, nihilisme, régression, décadence, dégénérescence, déshumanisation, contrôle, surveillance, oppression, apartheid, discrimination, terreur, assassinat, cruauté, guerre, empoisonnement, eugénisme, ploutocratie, dictature, tyrannie.

- Plus on se rapproche de la pauvreté, plus on se rapproche de la vérité. Feu l'acteur Victor Lanoux.

- Plus on se rapproche de la richesse, plus on s'en éloigne. J-C T.

Pass sanitaire : Vers une « double peine » pour les plus pauvres ? - 20minutes.fr 4 août 2021

Une étude de la Dress (le service statistique des ministères sanitaires et sociaux) parue en juillet montre que les personnes pauvres ont trois fois plus de risques de renoncer à des soins que les autres. 20minutes.fr 4 août 2021

LVOG - Les pauvres, qu'ils crèvent !

Pandémie au Bangladesh: les cantines gratuites se raréfient, mais pas les affamés - AFP 5 août 2021

Pandémie en Inde: les enfants pauvres plus que jamais privés d'éducation - AFP 5 août 2021

LVOG - Je confirme sur place, plus d'école depuis 18 mois.

Un courriel adressé au Dr. Maudrux

Extrait.

Je n'envoie plus de commentaires à votre blog, car leur accueil est déplorable, vous m'excuserez, je n'ai plus envie de répondre. Je vous envoie quelques réflexions qui valent ce qu'elles valent

Un lecteur le 5 août 2021 - Alain Lavit

- "*Personnellement (...) je constate que si les vaccins ne protègent pas de la contamination, ils protègent conséquemment de la mort, ce qui n'est déjà pas mal*"

En apparence seulement.

La phase épidémique ou le cours de l'épidémie n'est pas identique d'un pays ou d'un continent à l'autre, elle ne se produit pas forcément au même moment, donc si on compare à un moment T ce qui se passe dans deux pays très différents, les conclusions qu'on en tirera auront toutes les chances d'être erronées.

Car qu'est-ce qui protège qui et de quoi ?

- Les faux positifs ont fait passer à la trappe les faux négatifs...

- Et les faux positifs ne l'étaient peut-être pas autant que cela...

Le facteur ou l'argument des tests ou des cas qui a été repris dans les analyses, a faussé le regard qui a été porté sur l'évolution de la situation depuis le début, ainsi que sur la nature de cette épidémie.

Je l'ai pensé dès mars 2020, et les faits m'ont donné raison, sans insister puisque tout le monde était pris dans cet engrenage.

A ce propos, dans sa dernière vidéo le Pr. Raoult a osé attaquer les tests salivaires fiables seulement à 60% selon lui, alors que lui se livre à des tests PCR avec un ct de 35 à partir duquel 97% sont des faux positifs (Tribunal de Lisbonne), il montre donc le mauvais exemple à tous les laboratoires en France ; qu'ils les confirment par la suite à l'IHU par d'autres tests, sérologiques ou je ne sais quoi, est autre chose, j'ai envie de dire que le mal est fait et c'est ce que je retiens, puisque c'est ce qui a servi à déclencher cette pandémie de tests ou à cautionner tout court cette pandémie ainsi fabriquée de toutes pièces.

- En France, Grande-Bretagne par exemple, les deux épidémies précédentes ont fini par infecter la presque totalité de la population, de sorte qu'il existe à terme une espèce d'immunité collective qui permet de mieux résister aux nouveaux virus, et la vaccination n'a rien à voir avec la baisse du taux de mortalité avec le variant Delta.

J'ai toujours pensé que la quasi-totalité de la population allait être rapidement en contact avec ce virus, et que ne pas en tenir compte était une grave erreur d'appréciation. En cause : l'histoire de ces foutus tests promus par Raoult et d'autres.

- A l'inverse, le même virus aura d'autant plus de virulence ou fera d'autant plus de morts, qu'il ne rencontrera pas de résistance parmi la population qui jusque-là avait été peu infectée au cours des épidémies précédentes, on assistera donc à une sorte de rattrapage dans ces pays qui ont eu moins de morts que les autres.

Une grande partie de ces morts seraient passés inaperçus en temps normal, mais là ils sont montés en épingles ou sortis de leur contexte, sans parler des certificats de décès trafiqués, ou la confusion entre mort de ou mort avec la Covid-19 est également répandue partout.

- Le variant Delta ou la souche SARS-CoV-2 n'était pas plus dangereux ou mortel que le virus de la grippe, dès lors que les personnes atteintes ou symptomatiques étaient soignées. Et à ce propos il faudrait être beaucoup plus précis :

- Certaines personnes pouvaient s'en tirer avec du Doliprane ou de l'aspirine, j'en connais autour de moi,

- D'autres simplement avec de la vitamine D, C et zinc comme l'ont confirmé certains médecins dans votre blog,

- D'autres avec de l'hydroxychloroquine ou de l'ivermectine associée à un antibiotique type azithromycine, ma propre expérience...

- Sans oublier, que cette épidémie au virus Delta comme toute épidémie passe par différentes phases, dont une ascendante ou aigue qui fera naturellement davantage de morts.

Selon qu'on fait une fixation sur une phase plutôt qu'une autre, sur un pays plutôt qu'un autre, on peut effectivement en arriver à raconter ou à croire n'importe quoi, je pense que c'est peut-être ce qu'on pourrait répondre à ce lecteur.

A propos de l'Inde.

Il y a un autre facteur qui n'a pas été suffisamment pris en compte, c'est l'alimentation des Indiens. Quotidiennement, hormis les bébés, la quasi-totalité de la population ou des générations, y compris les enfants en bas âge mangent très épicés. Or, de nombreuses épices présentes de puissantes propriétés antibactériennes, médicinales ou thérapeutiques en tous genres.

J'ai presque envie de préciser au regard du manque d'hygiène généralisée dans ce pays, que si ce n'était pas le cas, ils tomberaient comme des mouches toute l'année, et l'Inde ne serait pas aussi peuplée ! Je vis avec eux depuis près de 30 ans et je le constate tous les jours.

Ils mangent très pimentés, beaucoup trop, en revanche ils consomment beaucoup de produits laitiers, cela compense... Et les oignons et l'ail sont systématiquement de tous les repas. Bref, que de puissants antibactériens.

- Cette causerie au format pdf (14 pages)

PREMIERE PARTIE

Le socialisme et la liberté ou le fascisme, choisissez.

Mobilisation générale. Tous dans la rue pour exiger le retrait inconditionnel du paSS. Boycott de tous les liens exigeant le paSS ! Face à cette agression d'une violence inouïe, puisqu'elle nous prive de la quasi-totalité de nos libertés, préparons-nous au soulèvement armé pour renverser cette dictature, seule une révolution en viendra à bout. Organisons-nous pour instaurer une République sociale, la négation de ce régime fasciste.

Pass sanitaire ou la normalisation du fascisme.

Pass sanitaire : ce qui change finalement ce lundi, après la décision du Conseil constitutionnel - capital.fr 5 juillet 2021

La date butoir approche. Lundi 9 août, le pass sanitaire entre officiellement en vigueur. Après une première série de mesures instaurées dès le 21 juillet dans les cinémas, musées, discothèques, etc., il va être étendu à de nombreux lieux recevant du public. Le Conseil constitutionnel a rendu son avis jeudi 5 août, validant la quasi-totalité des mesures contenues dans la loi relative à la gestion de la crise sanitaire. Comment le pass sanitaire va-t-il fonctionner ? Où sera-t-il obligatoire ? Que n'aurez-vous plus le droit de faire sans ? Capital fait le point.

Le pass sanitaire, qu'est-ce que c'est ?

Pour être valable, il doit comporter la mention d'un schéma vaccinal complet, c'est-à-dire qu'un Français doit avoir reçu deux doses de vaccin, en respectant les délais imposés. Le passeport vaccinal est ainsi considéré comme complet une semaine après la deuxième injection. Cela concerne les vaccins Pfizer/BioNTech, Moderna ou AstraZeneca. Pour la dose unique du vaccin Johnson & Johnson, il est valide quatre semaines après l'injection.

Si vous n'avez pas été vacciné, vous pouvez présenter un test négatif, PCR ou antigénique, de moins de 48 heures.

Enfin, pour les personnes ayant déjà eu le Covid-19, il faut présenter un test de plus de onze jours et datant de moins de six mois, date de validité du document.

Où sera-t-il demandé ?

Dans les bars, restaurants et cafés : que ce soit à l'intérieur ou sur les terrasses.

Dans les transports de longue distance : TGV, Intercités et trains de nuit.

Cependant, une semaine dite de "tolérance" va être mise en place.

Dans les grands centres commerciaux (plus de 20.000 m²) : la décision finale sera prise par le préfet selon l'évolution de la situation sanitaire dans les régions/départements en question.

Dans les établissements de santé : notamment pour rendre visite à un proche.

Dans les lieux où il est exigé, le port du masque ne sera plus obligatoire. Exception faite en cas "d'urgence".

Tous les autres lieux rassemblant du public (si ce n'était déjà pas le cas) : salles de concert, spectacles, cinémas, festivals, événements sportifs, foires, salons, parcs zoologiques, bibliothèques, fêtes foraines, casinos, salles de jeux.

Dans les mariages : dès lors qu'il se tient dans un lieu public.

Dans les croisières : s'il y a plus de 50 passagers à bord.

A qui sera-t-il appliqué ?

A tous les Français, et ce dès l'âge de 12 ans. Cependant, les mineurs de 12 à 18 ans ont jusqu'au 30 septembre pour l'obtenir.

Aux personnels des lieux recevant du public qui devront l'avoir. Sans le QR Code, leur contrat de travail pourrait être suspendu.

Aux personnels de santé qui devront être vaccinés avant le 15 septembre prochain. Cela concerne les soignants, les non-soignants, les travailleurs des hôpitaux, des cliniques, des maisons de retraite, des Ehpad et les bénévoles.

Pour les travailleurs de ces secteurs, la première injection doit avoir été faite au plus tard le 1er août.

Que faire sans pass sanitaire ?

Si un Français n'en est pas détenteur du pass d'ici l'automne, il devra faire un test de dépistage de confort pour aller dans ces lieux. Mais ces tests seront payants. Un isolement obligatoire pour une durée non renouvelable de dix jours en cas de test positif avait été voté dans un premier temps au Parlement, avant que le Conseil constitutionnel ne censure cette mesure, considérée donc comme contraire à la Constitution.

Quelles mesures à la rentrée ?

Les élèves des collèges et lycées non vaccinés auront des cours à distance s'il y a un cas de Covid-19 détecté dans une classe. Dans les écoles primaires, une classe fermera dès le premier cas aussi. De nombreux tests seront effectués.

Pas de pass sanitaire en revanche en milieu scolaire ou universitaire.

Quelles sanctions prévues ?

Les personnels des transports manquant à l'obligation du contrôle du pass sanitaire s'exposent à une amende de 1.500 euros. La sanction peut être alourdie au bout du troisième contrôle (9.000 euros et un an de prison).

Pour les autres lieux concernés par le pass sanitaire, les gérants s'exposent à une mise en demeure. Mais en cas de manquement à trois reprises, une amende de 9.000 euros est prévue.

Pour les Français ne présentant pas de pass sanitaire dans les lieux où il est requis, ils encourent une amende de 135 euros. capital.fr 5 juillet 2021

Pandémie de fascisme ou dictature. Pétain, Hitler, Salazar, Franco, Mussolini, les colonels sont tous de retour.

- L'Italie étend son pass sanitaire aux enseignants et usagers des transports - euronews 5 juillet 2021

Dès septembre, il deviendra obligatoire pour le personnel des établissements scolaires et des universités, ainsi que pour les usagers des transports. euronews 5 juillet 2021

- Espagne: le couvre-feu de nouveau prolongé en Catalogne - BFMTV 5 juillet 2021

Le couvre-feu décrété à Barcelone pour tenter d'endiguer la nouvelle vague de Covid-19 a été de nouveau prolongé pour deux semaines. D'autres mesures drastiques accompagnent ce couvre-feu. BFMTV 5 juillet 2021

- Grèce: couvre-feu anti-Covid à Zante et à La Canée et musique interdite dans les bars et restaurants - BFMTV 5 juillet 2021

En raison d'une hausse des contaminations au Covid-19, la Grèce impose un couvre-feu et plusieurs restrictions à partir de vendredi sur l'île de Zante, en mer Ionienne, et à La Canée. BFMTV 5 juillet 2021

- Coronavirus: Contaminations record à Sydney, 6e confinement dans l'Etat de Victoria - Reuters 5 juillet 2021

Le totalitarisme, la régression sociale généralisée, l'instrumentalisation du climat et du vivant, les vaccins, l'eugénisme, tout y était déjà en 2010 (ou bien avant).

Bill Gates à propos de l'énergie : Innover vers le zéro carbone ! - TED 2010

https://www.youtube.com/watch?v=JaF-fq2Zn7I

La vidéo date de 2010. Oui, tout ce qui s'est produit depuis était prémédité, lisez très attentivement les sous-titres en français et vous en

aurez confirmation. Et tout ce qu'il a annoncé, comme l'obligation de changer de comportement alimentaire ou de ne plus manger de viande, de réduire les déplacements ou se passer de voiture, d'avions, la réduction de la fréquentation des lieux de divertissements, la réduction de la population grâce aux vaccins notamment, etc. mêmes les vêtements y figuraient, ou encore la réduction de la consommation d'énergie (par tête) ou d'électricité en général, la taxe sur la consommation et le rejet de CO2, bref, l'instrumentalisation du climat et des virus qui colonisent la terre depuis plus de 2 ou 3 milliards d'années.

En fait, son objectif était que les couches et les classes moyennes se persuadent elles-mêmes qu'elles devraient impérativement modifier leur mode de pensée et leur comportement en suivant les indications fournies par l'oligarchie, si elles voulaient continuer à profiter d'un mode de vie relativement confortable.

La voix de Bill Gates : Covax ou la mort !

Quatre pays africains, l'Érythrée, le Burundi, la Tanzanie et Madagascar, refusent de faire partie de l'initiative mondiale Covax qui vise à distribuer gratuitement des vaccins contre la Covid-19.

Le Président du Burundi, Pierre Nkurunziza est décédé le 19 juin, à l'âge de 55 ans, des suites d'une crise cardiaque.

Magufuli (Tanzanie) était l'un des plus grands sceptiques du coronavirus en Afrique.

Les présidents de la Tanzanie et du Burundi, ils ne voulaient pas secouer leur peuple avec des inoculations toxiques à l'ARNm. Ils connaissaient et avaient des remèdes naturels pour guérir. Bien qu'il n'y ait pas de preuves solides, ils sont morts mystérieusement. Il y a quelques mois à peine. Et personne n'ose enquêter sur leur décès.

Le président d'Haïti, Jovenel Moïse (un président de droite qui a fait l'objet de protestations massives), le 7 juillet 2021, a été assassiné au milieu de la nuit dans son lit, par un groupe bien organisé de 28 mercenaires, disent-ils.

Haïti a été le seul pays de l'hémisphère occidental à refuser de mettre en œuvre le vaccin à ARNm.

Lui aussi a dit qu'il n'était pas nécessaire de vacciner les Haïtiens. Ils ne portaient pas de masque et ils étaient libres de s'embrasser et de socialiser. Pas de distance sociale. Et le « nombre de cas » et les décès d'Haïti étaient très faibles.

Madagascar, qui a commencé les injections en mai 2021 et qui y a renoncé un mois après, fin juin, l'enquête avance vite sur la tentative d'assassinat du président Andry Rajoalina, l'opération « Apollo 21 ».

Parmi les 6 suspects principaux, 2 français: un colonel retraité ayant déjà dirigé un régiment militaire français au Tchad et le deuxième, ancien gendarme, devenu instructeur commando parachutiste.

https://freedom.fr/attentat-contre-le-president-malgache-un-militaire-et-un-gendarmer-francais-arretes-a-madagascar/

https://lexpress.mg/02/08/2021/projet-dattentat-le-cerveau-est-identifie-selon-la-procureure/

Les GAFAM vous avez aimé ? C'était une gravissime illusion ou erreur.

- La page Facebook du professeur Perronne suspendue... alors que de fausses pages subsistent - francesoir.fr 02/08/2021

https://www.francesoir.fr/societe-sante/la-page-facebook-du-professeur-perronne-suspendue

Totalitarisme. La Bourse ou la vie. L'oligarchie se goinfre au passage ou les prédateurs se jettent avec avidité sur leurs proies sans défense.

Pfizer et Moderna augmentent le prix de leurs vaccins contre le coronavius en Europe, rapporte le Financial Times Reuters 1 août 2021

Pfizer et Moderna ont augmenté le prix de leurs vaccins contre le coronavirus dans le cadre des derniers contrats d'approvisionnement de l'Union européenne, rapporte dimanche le Financial Times.

Le nouveau prix d'une dose de vaccin Pfizer se monte désormais à 19,50 euros, contre 15,50 euros précédemment, ajoute le journal britannique, citant des passages des contrats qu'il a pu voir.

Ce nouveau tarif représente une augmentation de plus de 25%.

Selon le FT, qui cite un officiel proche du dossier, le prix du vaccin Moderna ressort pour sa part désormais à 25,50 dollars la dose, bien plus que les 19 euros du premier contrat... Reuters 1 août 2021

LVOG - Alors, capitalisme : Stop ou encore ? Tous ceux qui disent encore en connaissance de cause figurent parmi nos ennemis.

Totalitarisme. Mise en scène et mise à mort. Leur intention de nuire à la population n'est plus à démontrer.

Flagrant délit.

- Comme le montrent les images de RCI Guadeloupe à partir de 30 secondes, le préfet de région Alexandre Rochatte s'est penché vers la responsable de l'ARS Valérie Denux juste avant d'entamer un point presse sur les nouvelles restrictions, pour lui dire : «On adopte un ton

grave, catastrophique, pas moralisateur mais juste catastrophique.» RT 2 août 2021

https://francais.rt.com/france/89259-on-adopte-ton-grave-catastrophique-tolle-apres-propos-prefet-guadeloupe

https://www.facebook.com/207481349644/videos/1281678118939949/?__so__=watchlist&__rv__=video_home_www_playlist_video_list

De Paris à New York en passant par Tel Aviv, Rome ou Athène la même dictature du capital.

- Biden appelle à "vacciner le monde", New York à l'avant-garde du pass sanitaire - AFP

Le président américain Joe Biden a appelé mardi à "vacciner l'Amérique et (à) aider à vacciner le monde"...AFP

- Vaccination obligatoire pour aller au restaurant à New York, une première aux États-Unis - Reuters

New York est devenue la première grande ville américaine à rendre obligatoire la présentation d'une preuve de vaccination contre le COVID-19 pour les employés et les clients des restaurants, salles de sport et autres commerces... Reuters

- Macron répond aux anti-pass sanitaire : sans lui, "on serait obligé de refermer" - BFMTV

Dans une nouvelle vidéo publiée sur son compte Instagram, le chef de l'État réfute l'allégation selon laquelle la France serait devenue "un pays liberticide". BFMTV

Mimétisme, coordination mondiale.

LVOG - Le trafic de tests est reparti de plus bel. Mais au fait combien de morts quotidiennement ? Ils ne l'évoquent pas parce que le chiffre est insignifiant.

Le Pr. Raoult devenu scélérat pour sauver sa peau, a cru bon dans sa dernière vidéo de fustiger les tests salivaires qui ne seraient fiables qu'à 70%, alors qu'en France les tests PCR sont effectués avec des ct (cycle d'amplification) à 35 (à l'IHU de Marseille) ou plus avec un taux de fiabilité entre 3 et 10% ou qui donnent 90% de faux positifs, il ferait mieux de la fermer !

- Covid : en Allemagne, une troisième dose de vaccin proposée dès septembre - LePoint.fr

Cette dose de rappel contre le Covid-19 sera notamment proposée aux personnes âgées et vulnérables et aux personnes immunodéprimées. LePoint.fr

LVOG - En espérant qu'ils en crèveront ou qu'ils développeront un autre variant...

- Covid -19 : le Royaume-Uni va proposer une troisième injection avec le vaccin Pfizer - Europe1

Cette troisième injection concernera, à partir de cet automne, les plus de 50 ans, les personnes vulnérables et le personnel de santé. Europe1

- Covid-19 : la Suède envisage de proposer un rappel vaccinal en 2022 - RT

- France. Vaccin contre le Covid-19 : 6 questions autour de l'éventuelle nécessité d'un rappel - Journal du Dimanche 2 août 2021

- Défiance vaccinale et flambée épidémique en Martinique et Guadeloupe - euronews

Les deux îles des Antilles françaises sont contraintes de réinstaurer des mesures de confinement alors que seuls 20% de la population est vaccinée. euronews

LVOG - L'amalgame frauduleux : flambée épidémique parce que la population n'est pas vaccinée, or c'est le cas dans tous les pays où la population est majoritairement vaccinée, Grande-Bretagne, Israël, Gibraltar, etc.

Et voilà le retour des milices fascistes ou les SA. Non, le IIIe Reich n'était pas mort.

- Elle ne peut plus voir sa maman en Ehpad sans un Pass sanitaire - lemediaen442.fr 5 août 2021

Ce Pass sanitaire qui nous sépare de ceux qu'on aime. C'est l'histoire tragique de cette dame qui ne peut plus voir sa mère âgée de 90 ans. Elle dit sa colère sur le réseau social Tik Tok : « Je vais voir maman dans cet Ehpad [elle désigne l'établissement du doigt], j'ai essayé de rentrer mais je n'ai pas le Pass sanitaire donc je ne peux pas rentrer. Ma mère a 90 ans, je ne la reverrai peut être jamais. » Dans l'espoir de pouvoir échanger un simple coucou par la fenêtre entre fille et mère, elle recevra comme réponse de l'infirmière : « On verra quand j'aurai le temps. » Face à cette situation qui dépasse l'entendement, elle se résout à l'évidence et remarque une chose : « Quand on va voir quelqu'un en prison, on a le droit au parloir. Là, j'ai même pas le droit au parloir. » lemediaen442.fr 5 août 2021

https://twitter.com/hashtag/PassSanitaireDeLaHonte?src=hashtag_click

- Covid-19: Ibiza va embaucher des détectives pour infiltrer les fêtes illégales - BFMTV 5 août 2021

Les détectives privés auront pour mission de s'infiltrer parmi les invités afin de localiser les fêtes et permettre aux policiers d'intervenir avant

qu'elles ne commencent. BFMTV 5 août 2021

- Covid-19 : des retraités bénévoles pour contrôler les pass sanitaires dans les restaurants - Europe1 4 août 2021

- À bord d'un train Paris-Nice, il refuse de porter son masque et agresse le contrôleur - BFMTV 4 août 2021

En Allemagne, les non-vaccinés ne seront bientôt "autorisés à entrer nulle part" - Capital 5 août 2021

Dimanche 25 juillet, Helge Braun, le chef de cabinet de la chancelière, avait déjà donné le ton en déclarant dans les colonnes du Bild am Sonntag que "les personnes vaccinées auront certainement plus de liberté que les personnes non-vaccinées". Et d'ajouter : "Cela pourrait signifier qu'accéder à des endroits comme les restaurants, les cinémas et les stades ne serait plus possible, même pour les personnes non-vaccinées testées, car le risque est trop élevé." Capital 5 août 2021

Haut de page

Le 9 août 2021

La causerie de juillet est disponible au format pdf, 71 pages.

- Juillet 2021 (71 pages)

On ajoutera des documents demain si possible.

Le 6 août j'ai publié la première partie de la causerie que j'avais commencé à préparer les jours précédents, aujourd'hui je publie la seconde partie, la troisième partie dans un ou deux jours, elle sera consacrée au coronabusiness. C'est un peu foutoir, il y a trop de choses à lire et traiter en même temps, désolé.

Il est minuit dans le siècle.

La réaction sur toute la ligne occupe tout l'espace politique de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par l'extrême-centre (Macron-LRM), ils sont tous sur la même ligne politique favorable à la vaccination dictée depuis le Forum économique mondial et ses relais dans le monde.

Bizarrement, l'avez-vous remarqué, l'extrême gauche, les chantres de la grève générale ont soudain remisé ce mot d'ordre au fin fond d'un tiroir, alors qu'elle est plus que jamais d'actualité.

Ils ne peuvent pas à la fois soutenir la vaccination et Macron, son régime dictatorial, et avancer ce mot d'ordre, on comprend. Il ne faut surtout pas que toutes les grèves qui sont en train de démarrer dans tout le pays, notamment dans les hôpitaux, se fédèrent, et que viennent se greffer dessus tous les mouvements sociaux en cours...

A ma fille.

(Je précise qu'elle n'est pas organisée.)

T'as le droit de prendre le train bondé pour aller bosser sans paSS, mais tu n'as pas le droit de prendre le train pour partir en vacances ou passer un week-end quelque part sans paSS.

Il ne faut pas chercher la logique là où il n'y en a pas. En fait, elle est ailleurs.

Là.

- Pourquoi tiennent-ils tant à vacciner 7,9 milliards d'habitants ? Pour le fric ? Vérifions-le.

Le fric, pourquoi pas, sauf que la totalité des vaccins même à 3 ou 4 doses, cela représenterait quoi, disons avec un énorme louche 100 milliards de dollars, c'est dérisoire, que dal comparativement aux plus de 30.000 milliards de dollars que les faux monnayeurs ont fabriqués et se sont distribués depuis la crise de 2008 ou les 15 à 20.000 milliards de dollars qu'ils avaient fabriqués au lendemain du 11 septembre 2001...

Il faut être con pour ne pas comprendre qu'ils peuvent désormais fabriquer autant de pognon qu'ils en veulent et qu'ils ne s'en privent pas, sans se soucier de l'économie dite réelle, classique, productive, marchande ou ce qu'on voudra qui est une notion complètement dépassée pour ne pas dire déplacée ! Sans se soucier de qui que ce soit.

La dette mondiale totale (publique et privée [entreprises et particuliers]) a atteint 280.000 milliards de dollars fin 2020, elle a triplé depuis 2001, soit 365% du PIB.

Fin novembre 2020 elle avait augmenté de 15.000 milliards de dollars depuis le 1er janvier, alors à côté les quelques dizaines de milliards des vaccins des trusts pharmaceutiques, c'est de l'argent de poche pour l'oligarchie financière qui contrôle l'économie mondiale.

Non, décidément, si on veut être sérieux ou cohérent et arrêter de raconter un tas de conneries ou y croire, il faut aller chercher ailleurs l'explication à ce qui est en train de se passer à l'échelle planétaire.

Toute cette opération pourrait servir de prétexte pour instaurer un système coercitif de contrôle permanent de la population, de manière à

pouvoir lui imposer un mode de pensée et de vie de la naissance jusqu'à la mort, des conditions de travail et d'existence, un modèle de société standard, unique, uniforme, qui comprendrait l'ensemble de la production ou de l'économie marchande, donc par conséquent la totalité ce que la population consomme au cours d'une vie, tout ce qui existait auparavant et qui n'aurait pas été retenu pour en faire partie ayant été systématiquement détruit dans absolument tous les domaines.

Plus fort encore, c'est la totalité des comportements humains qu'ils ont analysés et modélisés, de manière à façonner un homme nouveau qui ne pourrait plus penser autrement, qui serait totalement asservi psychologiquement et donc réduit à l'état de zombi. Franchement, je n'exagère rien. Toutes les facultés cognitives de l'homme seraient anéanties ou totalement assujetties à leur modèle de société, de sorte qu'un homme à l'esprit libre ou critique ne pourrait pas y trouver sa place et survivre, ultra minoritaire, en proie à de multiples discriminations sociales par le biais de l'identification et de la dictature numérique, à la délation, mis au banc de la société, réduit à l'impuissance, il serait éliminé de toute façon.

Tout cela figure clairement et en détail dans le projet du Great Reset de l'oligarchie, n'importe qui peut le vérifier en allant sur le portail du Forum économique mondial, en un clin d'œil on peut en avoir un aperçu global qui fait froid dans le dos, absolument toutes les activités humaines y figurent, c'est à peine croyable et pourtant c'est la vérité. Non mais il faut le voir de ses propres yeux pour le croire, du coup c'est normal que la plupart des gens soient sceptiques ou ne nous croient pas quand on leur raconte un truc pareil, ils nous prennent pour des complotistes ou des fous.

Pourquoi ont-ils conçu un modèle de société aussi monstrueux ?

Parce qu'ils savent que le système capitaliste n'est plus viable, il n'est même plus en bout de course ou à bout de souffle comme on a pu l'entendre si souvent, il a dépassé depuis longtemps ce stade, il agonise littéralement, il est plus qu'en faillite, il a déjà hypothéqué et consommé tout ce qu'il aurait pu produire au cours des décennies à venir, il n'est plus que l'ombre de lui-même, un cadavre ambulant et puant.

Il n'a plus rien à gratter, même une guerre ne lui permettrait plus de se refaire une santé, au bord de l'asphyxie fatale. Le capitalisme est en état de survie artificielle, et il ne tient plus que grâce à la planche à billets de singe sans valeur, plus ils en fabriquent et plus la monnaie perd de sa valeur, et s'ils en sont venus à promouvoir des placements ou des emprunts à des taux d'intérêt négatifs, c'est parce que le taux de profit avoisine globalement zéro, produire ne rapporte plus rien ou presque en valeur absolue, hormis de la dette qui s'accumule toujours plus, en revanche la spéculation et l'accumulation de la richesse par les plus fortunés se portent à merveille, ceux à l'origine de cette machination et qui sont destinés à en profiter.

Une guerre ne sert plus à rien, maintenant qu'ils peuvent créer autant de fric qu'ils veulent, ils peuvent même alimenter l'industrie de l'armement sans recourir à des guerres, l'obsolescence programmée ou décrétée des armes suffit pour justifier d'en fabriquer de nouvelles indéfiniment, ils peuvent aussi s'inventer en permanence de nouvelles menaces. Si c'est un marché toujours très juteux, cependant il existe d'autres moyens pour procéder à des destructions massives, y compris de population, son empoisonnement lent et progressif par exemple constitue une rente sure et plus discrète !

Mais surtout, les nantis, les riches, les banquiers, ils veulent continuer à pouvoir vivre bien.

La question de leur hégémonie sur le monde n'est pas leur priorité, puisqu'elle est en grande partie déjà réglée. Ils n'ont plus rien à craindre sur le plan de la lutte des classes depuis que le mouvement ouvrier international complètement dégénéré ou corrompu a quasiment disparu, si nécessaire le monde entier en a été témoin depuis mars 2020, je n'invente rien, hélas !

Donc ce qui les préoccupe, c'est d'assurer la survie de leurs générations à venir sur une planète qui deviendrait invivable si une réduction drastique de la population et de la consommation mondiale n'intervenait pas à brève échéance. Ce sont ces objectifs que doivent servir la transition énergétique et numérique, le contrôle policier et la régression du mode de vie de la population.

Voilà en quoi consiste en gros leur projet global, leur stratégie, leur modèle de société, le Great Reset ou grande réinitialisation de l'économie et de l'homme qu'ils veulent nous imposer, oui, je ne sais plus lequel d'entre eux ou parmi les élites qui les servent a été jusqu'à employer cette expression, c'est bien l'homme dans sa totalité qu'ils veulent modifier, y compris génétiquement, ils ne s'en cachent même plus avec leurs vaccins à ARNm.

Il s'agit d'une entreprise inhumaine, policière, totalitaire, qui, si elle était menée à son terme signifierait la disparition de la civilisation humaine, et rendrait utopique à tout jamais tout espoir de vivre un jour dans une société meilleure ou plus juste, débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme avec son lot d'oppression qui l'accompagne forcément.

D'ici là, le socialisme incarne l'unique alternative au capitalisme pour mettre fin au carcan du règne de la nécessité dans lequel l'humanité est en train de crever pour échapper au terrible destin que l'oligarchie financière lui a réservé.

Nous ne sommes pas des enragés ou des fanatiques, bien au contraire, nous écoutons attentivement ce que dit l'oligarchie, ce qu'elle nous prédit, nous partageons en grande partie ses constats. Que dit-elle ?

Si nous n'intervenons pas rapidement pour modifier radicalement l'orientation adoptée par la civilisation humaine, elle court à sa perte. C'est l'évidence même, car on ne voit pas comment d'ici quelques décennies notre planète pourrait supporter 15, 20, 30 milliards d'habitants, ainsi que leur consommation, à ceci près que nous ne sommes pas d'accord sur les moyens à mettre en œuvre pour réduire la population mondiale et sa consommation de matières premières, etc. qui devrait se sacrifier et sur quoi.

L'ensemble de la production des biens matériels et des services, leur répartition, doit reposer exclusivement sur les besoins de la population et c'est elle qui doit en avoir le contrôle absolu et personne d'autres, ce qui signifie qu'elle doit détenir tous les pouvoirs et l'oligarchie ou les

capitalistes aucun, totalement inutile à la société, ils doivent être purement et simplement éliminés.

Mais pour parvenir à détenir tous les pouvoirs, l'ensemble des classes exploitées et opprimées doivent au préalable conquérir le pouvoir politique, or comme les banquiers et capitalistes ne cèderont jamais pacifiquement ou par les urnes leur pouvoir, il faut en passer par une révolution, un soulèvement révolutionnaire pour renverser le régime en place et instaurer une République sociale.

L'oligarchie nous a déclaré la guerre, il s'agit d'une guerre à mort, chacun est en train d'en prendre conscient, alors relevons ce défi au même niveau, nous sommes le nombre, nous sommes la force, nos aspirations à la liberté sont légitimes, nous avons les moyens de la vaincre, de l'écraser !

Il n'existe pas d'autre voie politique entre le totalitarisme et le socialisme, entre une société totalement déshumanisée, ils appellent cela le transhumanisme sur fond d'eugénisme barbare, liberticide, esclavagiste, et une société basée uniquement sur la satisfaction des besoins sociaux et des aspirations démocratiques de l'ensemble de la population, où l'ensemble de la collectivité est garant du bien-être et du développement harmonieux de chacun de ses membres, de manière à passer tranquillement du règne de la nécessité à celui de la liberté.

- Cette causerie au format pdf (25 pages)

DEUXIEME PARTIE

Même les révolutionnaires n'osent plus le dire. Où sont-ils passés, le sont-ils encore ?

Le totalitarisme, c'est la fusion de l'aristocratie financière avec l'intelligentsia, les couches moyennes (CSP+) et l'aristocratie ouvrière sur fond de corruption généralisée du mouvement ouvrier disloqué, neutralisé, de la classe ouvrière et des classes moyennes atomisées.

Ce qui se passe aujourd'hui ne nous surprend pas, pour la bonne raison que nous étions parvenu à un constat qui laissait entrevoir l'avènement prochain d'une telle situation. Souvenez-vous quand j'écrivais que je ne comprenais pas pourquoi ils ne passaient pas à l'offensive pour nous imposer une dictature de fer, vous vous en souvenez, n'est-ce pas ? J'avais indiqué que toutes les conditions étaient réunies ou sur le point de l'être en me basant sur l'évolution des rapports entre les classes, donc en me situant sur le terrain de la lutte des classes, et non pas à partir d'une interprétation policière ou relevant de spéculations oiseuses. Personne ne m'a écouté ou j'ai été pris pour un cinglé, et à mon avis cela va continuer pas mal de temps encore malheureusement, pas pour moi, pour nous.

Il n'existe plus d'opposition organisée face au régime en place. La gangrène qui s'était emparée de l'avant-garde du mouvement ouvrier dès le milieu des années 20, il y a donc près d'un siècle, l'épisode de cette mystification lui aura été fatal. Elle est donc à reconstruire. Absolument aucun courant du mouvement ouvrier n'aura été en mesure d'assumer la continuité du marxisme et du socialisme, tous leur ont tourné le dos ou les ont trahis en adoptant la muselière et la vaccination, donc tous ceux qui s'en réclament sont des imposteurs. L'avantage de nos jours, c'est que cela se déroule en direct sous nos yeux et on peut le relever sur le champ, donc le flagrant délit est établi et personne ne peut le nier ou le réfuter. On verra ailleurs comment ils se débattent désespérément pour tenter de continuer de se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas et tromper militants et travailleurs.

J'avais indiqué qu'on ne faisait pas une révolution avec le ventre plein, il faut ajouter qu'on ne fait pas non plus des révolutionnaires, hormis déconnectés de la situation et donc dépourvus de toute valeur, puisque même la liberté n'en est même pas une à leurs yeux. On en veut pour preuve qu'ils trouvent encore le moyen de réclamer la vaccination pour tous qui sert justement à cautionner la vaccination et le pass obligatoire que Macron veut nous imposer, vaccination ou pass obligatoire contre lesquels ils osent manifester ainsi revêtus du masque de l'opportunisme pour sauver les apparences, en vain, personne n'est dupe.

J'avais émis l'hypothèse qu'en rompant avec ces illusions, bien que les conditions soient loin d'être réunies pour une révolution, sur les bases du marxisme et du socialisme scientifique on pourrait tout de même parvenir à construire les bases solides d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, parce que le développement du processus historique le justifierait à sa façon en se poursuivant malgré tout avec les mêmes acteurs pourvus des mêmes besoins. J'avais imaginé que parmi les éléments les plus évolués de la société, certains parviendraient à en prendre conscience et s'attelleraient à cette tâche, sauf que je n'ai pas eu l'occasion de le vérifier, puisque aucun cadre ou dirigeant n'a osé partager avec moi ou adopter cette orientation politique, j'ignore donc à ce stade si cette idée était réalisable ou non.

En observant qu'on n'arrivait à rien, bien que les faits nous donnaient raison la plupart du temps, j'ai voulu essayer de comprendre pourquoi, non pas pourquoi personne ne rejoignait mon combat ou mon courant politique, mais pourquoi personne ne parvenait aux mêmes conclusions que moi parmi les cadres et dirigeants, et en observant attentivement leur orientation et positions politiques je me suis aperçu qu'ils étaient corrompus par l'idéologie dominante, tout simplement, et partant de là ils passaient leur temps à le justifier pour mieux camoufler leur trahison ou faillite politique, dès lors je compris rapidement qu'il n'y avait rien à en attendre ou tout s'expliquait très bien.

J'ai examiné attentivement leurs discours ou les positions qu'ils avaient adoptées lors de chaque évènement important au cours des 80 dernières années pour en arriver à cette conclusion. Je m'en suis tenu exclusivement aux faits, donc je ne peux pas m'être trompé sur ce point, d'autant plus que moi-même je me suis fourvoyé très longtemps à leur côté, cela aussi j'ai eu l'occasion de l'évaluer, donc je sais parfaitement de quoi je parle. Je n'ai rien contre qui que ce soit en particulier ou je n'en veux à personne, je n'ai pas de compte à régler, je me borne juste à relever ce qui s'est passé et comment cela s'est passé, c'est tout.

Durant toute leur vie de militants, ces dirigeants ont partagé le même lit que le PS et le PCF qui contrôlaient les syndicats, ce qu'ils appelaient la gauche, ils étaient donc destinés à finir comme eux. Moi, en tant que militant de base, modeste responsable de cellule à l'OCI

et délégué syndical FO, je n'ai jamais copulé avec le PS et le PCF, Bergeron, Blondel et Cie., je n'ai pas attrapé la MST du réformisme, de la collaboration de classes, j'ignorerais même qu'ils avaient ces rapports incestueux.

Maladroitement je dois bien en convenir, c'est parce que je suis resté fidèle à mes idées et au socialisme que je me suis retrouvé exclu de la société et dans ce trou en Inde. Je veux dire par là, que si j'avais trouvé un soutien moral ou amical au moment où je traversais les pires moments de mon existence, peut-être que sans renier mes principes et mon idéal j'aurais finalement réussi à m'intégrer dans la société en France, je ne le saurais jamais. Toujours est-il, qu'après avoir cessé de militer pendant 20 ans, puis avoir passé les 20 années suivantes à étudier à nouveau le marxisme et le socialisme, j'ai créé ce portail fin 2004, j'ai fini par me débarrasser des traces d'opportunisme qui me collaient encore à la peau et m'empêchaient de respirer ou penser librement.

Ce petit détour autobiographique, juste pour vous faire observer que, quand bien même les conditions d'une révolution ne sont pas réunies ou rien de particulier ne vous destine à adopter le socialisme, à moins que vous considériez que la vie de rentier sous le soleil des tropiques et les cocotiers à 35 ans serait propice au militantisme, j'en doute fortement tant cet exercice est exigeant, contraignant, nécessitant certains sacrifices, et bien malgré tout la preuve est faite que c'est possible de s'engager dans cette voie, parce que c'est le seul moyen de participer consciemment au processus historique dont nous sommes tous des acteurs, et de donner un sens à sa vie au passage, ce qui est appréciable au moment où chacun se pose la question de savoir lequel donner à sa propre existence en conservant sa dignité. Autrement dit, je vous appelle à y réfléchir librement.

Dans une société aussi pourrie, dont il n'y a absolument rien de bon à attendre dans le futur, et pour cause il est déjà hypothéqué, quel sens donné à sa vie, quelle pensée avoir en ouvrant les yeux le matin, en les fermant le soir au moment de s'endormir, quelle journée de merde, quelle vie de merde, quelle avenir de merde, s'acheter une baraque pour s'endetter lourdement pendant des dizaines d'années, quelle angoisse par les temps qui courent, faire des gosses, en pensant à l'avenir cauchemardesque qui les attend, comme témoignage d'humanisme il existe mieux franchement, s'éclater dans son boulot, c'est devenu impossible, au mieux ce serait se satisfaire de peu, un peu léger, car il en faut plus qu'un peu pour supporter quotidiennement le fardeau de leur société de merde, cela ne fait pas le compte, servir les autres de manière désintéressés, pour ce que cela leur servira à côté des emmerdements qu'ils se coltinent à n'en plus finir, vous vous en lasserez vite, pure illusion que la dure réalité aura vite fait de dissiper, elle seule peut vous rappeler à l'ordre si vous ne voulez pas devenir schizophrène, attention c'est contagieux par les temps qui courent...

Dorénavant vous serez tous lotis à la même enseigne, vous aurez le droit à la même vie de merde, personne ne pourra y échapper. Tu veux sortir : vaccination-pass-masque ; tu veux faire tes courses : vaccination-pass-masque ; tu veux te soigner : vaccination-pass-masque ; tu veux voyager : vaccination-pass-masque ; tu veux te distraire : vaccination-pass-masque ; tu veux t'instruire : vaccination-pass-masque ; tu veux faire du sport : vaccination-pass-masque ; tu veux aller au resto : vaccination-pass-masque : tu veux allez bosser : vaccination-pass-masque, etc.

Vous n'aurez même plus la liberté de vous mentir à vous-même en plus de mentir aux autres, d'être hypocrite, et les rares moments où vous ne serez pas sous l'emprise de cette contrainte totalitaire vaccination-pass-masque, par exemple quand vous serez reclus chez vous ou aux toilettes, vous y penserez, vous ne pourrez pas faire autrement qu'y penser encore et encore à devenir fou ou folle, vous en ferez des cauchemars horribles.

Vous voyez qu'hormis vivre dans cette société insupportable ou oeuvrer pour une société débarrassée de toute servitude et exploitation, vous n'avez plus le choix. Je vous mets au défi de prouver le contraire.

C'est quoi votre problème, dites-moi. Si vous êtes sincère, honnête, prêt à réfléchir sans a priori, si vous avez confiance en vous-même, et bien nous sommes pareils. Chacun d'entre nous a le droit de s'exprimer et chacun doit écouter ce que les autres ont à dire, si on se respecte réciproquement, si personne n'est indifférent aux besoins et aspirations des autres, où est le problème entre nous, il n'y en a pas. Qu'on ait un revenu de 1.000 ou 10.000 euros, qu'on soit un travailleur manuel ou intellectuel, de la ville ou de la campagne, un homme ou une femme, un jeune ou un vieux, où est le problème entre nous, il n'y en a pas.

On ne veut plus vivre dans cette société, il faut faire table rase, changer de régime économique et politique, tous ensemble, gouverner, décider, contrôler la production, la répartition des richesses, le fonctionnement de la société, éliminer les parasites, les vautours, les prédateurs, les rentiers, les banquiers et autres oligarques, les exploiteurs, etc. il n'y a aucune raison qu'on n'en soit pas capable, on ne pourra jamais faire pire que ce qu'on nous a imposé, on est le nombre, la force, la majorité, la légitimité, l'avenir du genre humain.

Tout est une question de volonté, de détermination, de rigueur, de cohérence, d'attention, de discipline, de logique, de courage, à un moment donné il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et se donner les moyens de le réaliser.

Le socialisme, c'est tout ce qu'on a abordé ici rapidement. Qu'aurions-nous dit de monstrueux, rien que des choses assez banales, réfléchies, bien intentionnées, progressistes, humanistes. Sur le plan de la morale, nous sommes absolument irréprochables parce que le socialisme incarne l'avenir sans exploitation ou oppression, la liberté, le capitalisme et le féodalisme sont immoraux parce qu'ils incarnent le passé l'exploitation et l'oppression, la barbarie.

Un petit retour sur les intellectuels par Orwell, pour mieux comprendre comment on a pu en arriver à une société totalitaire.

Chroniques orwelliennes - Avant-propos de Jean-Jacques Rosat - Collège de France

- Selon Orwell, en effet, le totalitarisme est le voeu secret de l'intelligentsia.

LVOG - On comprend mieux pourquoi Marx s'en méfiait comme de la peste ! Moi, je n'ai jamais cherché à les ménager, je considère que les intellectuels sont foncièrement malhonnêtes, parce qu'ils disposent des moyens pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, nous ne

sommes plus au début du XIXe siècle. S'ils ne le comprennent pas, s'ils sont réactionnaires, c'est qu'ils le veulent bien, dans leur for intérieur ils en ont conscience.

Quand on a à l'esprit que ce sont des intellectuels qui sont à l'origine de tous les partis dits ouvriers qui existent aujourd'hui, on ne s'étonne plus de rien concernant le naufrage de ces partis, organisations, groupuscules. Ce sont eux qui rédigent les statuts de leurs partis, de sorte que personne ne puisse contester leur pouvoir ou les déloger. Quand dans ces partis il arrive que de rares ouvriers deviennent des dirigeants, c'est soit parce qu'ils sont devenus des intellectuels ou ils pensent en intellectuels, soit ce sont des intellectuels professionnels qui en déterminent l'orientation politique, eux ils ne servent que de caution ouvrière pour sauver les apparences.

- Orwell - la plupart des intellectuels, pour ne pas dire tous, se sont ralliés à une forme de totalitarisme ou à une autre.

LVOG - Un intellectuel se croit supérieur au reste de la population qu'il méprise généralement...

- Le totalitarisme n'est rien d'autre que la tendance à la liquidation de l'honnêteté commune – tendance méthodiquement et systématiquement mise en oeuvre par certains courants et régimes politiques, mais tendance inscrite comme une possibilité dans la structure même des sociétés contemporaines.

LVOG - Le totalitarisme s'inscrit dans la continuité de la guerre de classe, c'est la dictature dépouillée de son vernis démocratique...

- « L'honnêteté commune » a pénétré toutes les classes de la société. Elle n'a pas aboli celles-ci, bien évidemment, pas plus qu'elle n'a aboli la lutte des classes. Mais elle constitue un ensemble de dispositions et d'exigences à partir desquelles des hommes appartenant à des classes différentes, voire antagonistes, peuvent, pourvu qu'ils le veuillent vraiment, partager quelque chose de leurs existences. – On peut aller plus loin : c'est cette « honnêteté commune » qui est au principe du projet socialiste d'abolition de la domination de classe et des différences de classe.

Orwell ne dit pas comme Engels : faisons d'abord la révolution ; alors, dans les nouvelles conditions économiques et sociales émergeront une humanité nouvelle et, par conséquent, une morale nouvelle que nous sommes incapables aujourd'hui d'anticiper. Orwell dit plutôt : nous savons tous parfaitement ce qu'est l'honnêteté commune ; faisons la révolution pour abolir les barrières de classe qui l'offensent en permanence et qui empêchent qu'elle soit la base effective de la vie sociale. Aucune révolution démocratique ne saurait nous dispenser de l'honnêteté commune. Celle-ci est même la condition sans laquelle la révolution ne saurait être démocratique et aboutira au remplacement d'une classe dirigeante par une autre.

- Ce qui me fait peur avec l'intelligentsia moderne, c'est son incapacité à se rendre compte que la société humaine doit avoir pour base l'honnêteté commune (common decency), quelles que puissent être ses formes politiques et économiques.

- En effet, l'intelligentsia moderne s'est coupée de ce socle à la fois historique et humain qu'est l'honnêteté commune. Fascinée par la politique de la force, elle est devenue antidémocratique en politique et « réaliste », c'est-à-dire cynique, en morale. Orwell appelle « réalisme » la doctrine qui veut que la force prime le droit, et il voit dans « la montée du "réalisme" … le grand événement de l'histoire intellectuelle de notre époque ».

LVOG - L'intelligentsia moderne, les intellectuels, ne représentent qu'une infime minorité de la population.

LVOG - Contrairement à ce qu'a affirmé Jean-Jacques Rosat, professeur au Collège de France, Orwell n'a pas dit autre chose qu'Engels pour qui sait lire. Jean-Jacques Rosat n'a pas compris qu'Orwell signifiait par-là que des membres de n'importe quelle classe sociale pouvait accéder à la conscience que le socialisme était la seule alternative au capitalisme, y compris des bourgeois ou des capitalistes, ce qui d'ailleurs se produisit lors de la période qui précéda la révolution russe d'octobre 1917 ou par la suite...

Cette « honnêteté commune » correspond aux aspirations des hommes à vivre dans une société idéale où prédomine la justice sociale, où le bien-être est partagé, mais force est de constater que cette société n'existe pas, ce qui signifie que ce principe a des applications fort limitées ou qu'il arrive un moment où ils ne le respectent plus. Le principe qui consiste à respecter les autres, à leur accorder des droits semblables aux nôtres, à les considérer comme nos égaux, à s'identifier à eux, vole généralement en éclats en période de crise quand les intérêts fondamentaux de chacun sont menacés, laissant place au chacun pour soi qui relève davantage de la sauvagerie.

Ce sont les conditions sociales des hommes qui déterminent leur comportement, plus sûrement que la conscience qu'ils en ont, sinon ils ne vivraient pas dans une société aussi inégalitaire et injuste. Qu'en temps de paix sociale, tous partagent relativement les mêmes principes ou valeurs ne signifie pas qu'ils en profiteraient de la même manière, loin s'en faut. Pour les classes dominées, c'est une forme de reconnaissance que la société leur accorde en échange de leur soumission à l'ordre établi ; pour les classes dominantes, c'est un moyen d'assurer à bon compte la stabilité de leur régime, d'exercer leur pouvoir ou leur hégémonie de classe sans rien concéder sur le fond aux exploités.

On aura compris que tous ces rapports sont teintés d'hypocrisie de la part des classes dominantes. Les libertés qu'elles sont prêtes à partager avec les classes dominées doivent servir leurs intérêts de classe, mais comme elles ne peuvent pas empêcher les classes dominées de s'en servir pour défendre leurs propres intérêts de classe et s'organiser, quand elles se font menaçantes, elles les restreignent fortement ou les abolissent. C'est à partir de cette illusion qu'est née celle de vivre sous un régime démocratique, alors qu'il s'agissait d'une dictature de classe.

Les classes dominantes procèderont de la même manière avec tous les droits sociaux qu'elles avaient dû concéder à la classe ouvrière, soit pour assurer le développement du capitalisme, soit sous la pression de la lutte de classe du prolétariat, quand elles n'en trouvent plus l'utilité ou dès que l'occasion se présente, elles les rognent ou les suppriment. Les bourgeois, les banquiers, les capitalistes, les oligarques, les exploiteurs, n'ont jamais eu sous aucun régime de bonnes intentions envers le peuple, cela n'a jamais existé comme telles.

Autant dire que ce principe d'honnêteté commune est une sorte de compromis imposé par les classes dominantes aux classes dominées au cours de la lutte des classes sous des régimes de dictature démocratique, qui ne peuvent être que des régimes transitoires précédant l'instauration d'une dictature antidémocratique ou une dictature absolue.

Sous un régime de dictature antidémocratique ou une dictature absolue, civile ou militaire ou les deux combinées, tous les principes ou toutes les valeurs à caractère humaniste, toutes les libertés individuelles et collectives, tous les droits des exploités et des opprimés sont suspendues, abolies, la notion de respect ou d'égalité disparaît et cède le pas à l'arbitraire absolu, à la tyrannie impitoyable des puissants sur les plus faibles. C'est là qu'on s'aperçoit, trop tardivement hélas, que tous ces rapports que naïvement la majorité avait cru reposer sur de bonnes intentions, n'étaient en réalité qu'une vulgaire mise en scène destinée uniquement à servir des intérêts mercantiles, de classe, et que la philanthropie ou la bienveillance attribuée aux riches n'était qu'une vaste tromperie, un leurre.

Ces rapports, au-delà de leurs conséquences effroyables pour le peuple, constituent une contrainte constante, une pression permanente sur la morale des classes moyennes et de la classe dominante, sans que tous leurs membres y soient forcément préparés, ils exigent d'eux une adhésion sans faille à la dictature, une résignation totale à un ordre social d'une violence et d'une injustice inouïe, dont certains se désolidariseront.

La propagande officielle hystérique, le négationnisme, l'interprétation ou la manipulation grossière des faits et des données, les énormes mensonges de Macron et sa clique mafieuse d'assassins, tous les moyens développés pour imposer cette dictature sont quotidiennement malmenés, par seulement par ses opposants, mais aussi par des instances qui lui est acquise, comme par exemple l'UE ou l'OMS qui affirme que Macron serait allé trop loin, qu'il en fait trop, cela les effraie, car il risque de faire capoter leur machination mondiale...

Dès lors, il y en a plus d'un parmi les intellectuels, les membres des classes moyennes et même parmi des patrons de PME ou d'entreprises plus importantes, qui doivent se demander combien de temps encore vont-ils pouvoir soutenir ce régime, combien de temps Macron va-t-il encore tenir ou les massent vont-elles supporter les contraintes qu'il leur impose. C'est cela qu'Orwell appelait l'honnêteté commune, mais qui dans les conditions actuelle ne concernerait qu'une toute petite minorité chez les nantis, davantage plus tard si un processus révolutionnaire voyait le jour, on peut même imaginer qu'ils en prennent la direction puisque le mouvement ouvrier dans l'état actuel des choses n'en serait pas capable...

Quand on observe attentivement le comportement de la population en général, hormis durant les périodes où sévissaient de féroces dictatures, nulle part dans le monde un peuple n'a jamais troqué ses aspirations à la justice sociale, à la démocratie et à la liberté, tous y sont demeurés attachés, et chaque fois c'est une minorité qui leur a imposé un régime dictatorial, c'est uniquement une minorité qui y a adhéré consciemment, de grès ou de force la majorité s'y s'est soumise, mais elle n'a jamais rompu totalement avec ses profondes aspirations humanistes, elle n'a jamais cessé de combattre pour les imposer. Certes, seule une minorité participa à la lutte de classe, mais son combat incarnait l'aspiration de l'immense majorité du peuple, qui n'a au fond de lui-même aucun intérêt à subir des mesures injustes ou à les voir imposées à ses semblables, car il sait qu'un jour ou l'autre cela lui retomberait dessus ou il en subirait les conséquences.

Personne n'a envie de faire souffrir inutilement et injustement son semblable, personne n'a envie d'infliger aux autres ce qu'il ne supporterait pas qu'on lui impose, même le plus arriéré des hommes en a conscience ou tient ce raisonnement. Partant de là, tout le monde peut se demander, mais comment peut-on en arriver à une situation aussi monstrueuse que celle que nous vivons aujourd'hui, que pouvons-nous faire pour y mettre un terme, et cela quelle que soit la classe à laquelle on appartienne, d'où l'espoir raisonnable ou sérieux qu'on va finir par se donner les moyens de renouer avec le socialisme, qui demeure la seule alternative au capitalisme, et de recourir à une révolution sociale et politique pour rebâtir la société sur de nouvelles bases sociales...

Si c'est une minorité qui gouverne, qui s'appuie sur une minorité pour gouverner, Macron a été élu par une minorité, demain ce pourrait être une minorité tout aussi déterminée qui pourrait s'emparer du pouvoir en s'appuyant sur la majorité des masses réduites à la passivité ou demeurant neutres, sauf que cette minorité n'existe pas sous une forme organisée, elle ne dispose pas d'un parti pour mener ce combat et s'adresser aux masses, la tâche la plus urgente et prioritaire est donc de le construire sur les bases du socialisme.

Toute révolution a commencé par une insurrection d'une minorité d'ouvriers et de membres des classes moyennes déclassés, la nôtre commencera de la même manière, avant d'être rejointe par la majorité du peuple exploité et opprimé qui n'en peut plus de vivre sous ce régime dictatorial, qui aspire à la démocratie et à la liberté. En avant vers le socialisme !

Le totalitarisme, c'est quoi ?

Choisis, tu te fais vacciner ou tu seras privé de liberté.

Qu'est-ce qui caractérise cette dictature absolue ?

La logique du nouvel ordre mondial totalitaire conçue par l'oligarchie financière repose sur un système de contrôle des esprits des classes moyennes et supérieures, qui présente la particularité de s'émanciper de tout rapport économique, de classe ou idéologique, de sorte à créer un état d'instabilité ou de chaos permanent, où tous les principes, toutes les règles ou valeurs, toutes les connaissances acquises ou croyances en vigueur depuis des lustres peuvent du jour au lendemain être aussi bien élevés au rang de références ou voués au pilori, par ceux qui détiennent le pouvoir et créent et modifient en permanence ce en quoi tous les membres cette société modèle doivent croire pour une durée indéterminée, sans qu'ils aient le droit ou la possibilité de contester quoi que ce soit.

L'exigence de vérité est abolie ou elle se passe de toute justification. Elle est méconnaissable, impénétrable, insaisissable, inatteignable, au-delà de toute logique, elle doit être adoptée sans se poser de questions.

Pas sûr qu'une contrainte aussi exorbitante résiste longtemps aux aspirations démocratiques de la population.

Ce principe implique une obéissance et une fidélité absolue au régime, qui peut à tout moment tout affirmer et son contraire sans avoir à fournir d'explications ou la moindre preuve pour l'étayer, puisqu'il n'a de compte à rendre à personne, il est juge et partie, exécutant, il concentre tous les pouvoirs sans partage et les impose à tous ses sujets réduits en esclavage.

Cependant, il existe une faille de taille dans ce dispositif totalitaire qu'on pourrait aussi qualifier de féodal, puisque par bien des côtés il ressemble au modèle de société de l'Ancien Régime, à une monarchie absolue, quand les monarques possédaient un droit de vie ou de mort sur leurs sujets, cette faille réside dans les conditions historiques et économiques dans lesquelles ce régime totalitaire cherche à s'imposer, conditions que ses représentants ne peuvent pas faire disparaître d'un coup de baguette magique ou à coups de matraque ou de propagande.

Même si les masses demeurent ignorantes, même si les classes moyennes sont très largement corrompues, même si le mouvement ouvrier l'est également, même si tous ou presque sont prêts à sacrifier une partie de leur liberté au profit de leur sécurité, peu nombreux seront ceux qui accepteront de sacrifier le peu de liberté dont ils disposent encore, d'autant plus qu'absolument rien ne peut le justifier.

On comprendra ici pourquoi Macron passe son temps à tout dire et son contraire pour revenir dessus et ainsi de suite, sans en être le moins du monde perturbé. Sa philosophie, c'est une sorte de nihilisme absolu, d'où le mépris qu'il affiche envers ceux qui osent lui tenir tête. C'est une sorte de tyran qui pratique la stratégie de la terre brûlée, après lui plus rien ne sera pareil, plus rien ne reviendra comme avant, plus rien ne fonctionnera normalement, tout ne sera que chaos et désolation, désespoir, cauchemardesque... Il est aussi assuré que ses successeurs poursuivront son oeuvre destructrice, ils y seront condamnés par crainte d'affronter les foudres de l'oligarchie, aucun n'envisageant de rompre avec le capitalisme. Cela aussi doit renforcer la détermination de ce monstre à accomplir sa sale besogne jusqu'au bout, ils seront tous mal placés pour le juger dans l'avenir. A moins que les masses en décident autrement.

Seule une révolution sociale et politique pourra modifier l'orientation de la situation et nous débarrasser de cette dictature, de cette pourriture. Ce sera aux masses une fois au pouvoir d'imposer la leur à tous ceux qui lui auront fait subir injustement ces traitements infâmes.

Pour conquérir notre liberté, nous devons impérativement nous débarrasser du capitalisme et des institutions de la Ve République, établissons une République sociale et démocratique.

- ...une idéologie, même si elle est au service d'une classe et de ses intérêts, a une autonomie relative, c'est-à-dire un certain degré d'existence propre : du point de vue des tenants d'une idéologie, au moins, leur idéologie est vraie, et vraie non parce qu'elle est la leur, mais … parce qu'elle est vraie, c'est-à-dire conforme à la manière dont le monde est. Cela signifie que l'idéologie a, aux yeux de ses défenseurs tout au moins, une substance propre, une consistance : qu'elle est capable d'une manière ou d'une autre de rendre des comptes à la réalité et qu'elle est soumise à une exigence de vérité. Même si le défenseur de l'idéologie en question n'a que des pseudo-critères de vérité, qui sont tels que ses propres croyances sont à ses propres yeux infalsifiables (il peut toujours faire retomber son idéologie sur ses pieds, par rapport à n'importe quel fait), il n'en est pas moins persuadé que ses croyances sont vraies indépendamment du fait qu'il les croit : qu'elles sont par elles-mêmes et en elles-mêmes vraies.

De cette consistance propre de l'idéologie, résulte le fait qu'elle est durable, qu'elle a une certaine stabilité, et que, par conséquent, on peut critiquer un régime et ses actes en lui opposant sa propre idéologie. Dans 1984, il est clairement expliqué qu'une des faiblesses des régimes totalitaires passés, comme le fascisme et le stalinisme, est d'avoir voulu justifier leur action au nom d'une idéologie, et même d'avoir essayé, dans une certaine mesure, de rendre le réel conforme à cette idéologie.

Dans le système de 1984, ce qui est donné comme « devant être cru » à un moment donné n'a absolument aucune consistance propre ni aucune autonomie. Il n'est pas demandé à Winston de croire que « 2+2 =5 » parce que, selon l'idéologie du régime, il aurait été établi d'une manière ou d'une autre que « 2+2=4 » est faux et que « 2+2=5 » est vrai. La seule raison pour laquelle il lui est demandé de croire que « 2+2=5 » est que le régime a décidé que c'est présentement ce qu'il faut croire ; et il faudra croire, de la même manière, que « 2+2=3 » ou de nouveau que « 2+2=4 » sitôt que le régime l'aura décidé. La marque d'obéissance et de fidélité au régime, ce n'est pas de croire à une idéologie déterminée présentée comme vérité, mais de croire à ce qui est donné à croire pour la seule raison que c'est donné à croire et pour le temps que c'est donné à croire. L'instabilité absolue des croyances et leur changement permanent est un des traits essentiels du système du contrôle des esprits.

C'est un point crucial pour comprendre le concept proprement orwellien de totalitarisme. Dans son essai « Littérature et totalitarisme », Orwell compare l'Église du Moyen Âge et les États-partis totalitaires de la façon suivante :

Dans l'Europe médiévale, l'Église vous dictait ce que vous deviez croire, mais elle vous laissait au moins conserver une même croyance du berceau à la tombe. […] Ce qui caractérise l'État totalitaire, c'est qu'il régente la pensée, mais ne la fixe pas. Il établit des dogmes intangibles, puis les modifie d'un jour à l'autre. Il a besoin de dogmes parce qu'il a besoin de la soumission absolue de ses sujets, mais il ne peut éviter les changements, dictés par les impératifs de la politique de la force. Il se proclame infaillible et, en même temps, s'emploie à détruire l'idée même de vérité objective4.

Orwell pense ici, notamment, aux changements de ligne des partis communistes, aux virages à 180 degrés comme le Pacte germano-soviétique. Ce changement permanent des croyances est donc déjà présent, jusqu'à un certain point, dans les régimes totalitaires réels. Mais les régimes totalitaires existants, parce qu'ils ont voulu justifier leur pouvoir et leurs actes au nom d'une idéologie, sont restés, si l'on peut dire, timides, embarrassés et contradictoires dans ce domaine. Si l'on va jusqu'où bout de la logique du système du contrôle des esprits, comme Orwell le fait dans 1984, il n'y a plus à s'embarrasser d'idéologie, et le concept d'idéologie lui-même n'apparaît plus comme un concept pertinent pour décrire un tel régime.

Chroniques orwelliennes - Avant-propos de Jean-Jacques Rosat - Collège de France

---

C'était le 31 juillet 2021 en France.

- France: Mobilisation en hausse contre le pass sanitaire, plus de 200.000 manifestants - Reuters 31 juillet 2021

Selon le ministère de l'Intérieur, 204.090 personnes ont défilé dans l'Hexagone contre 161.000 le week-end précédent et 114.000 lors du premier week-end de manifestations il y a trois semaines.

Parmi les slogans brandis dans les cortèges, dont certains étaient assez denses, on pouvait lire samedi sur des pancartes "Macron, Véran, Castex tuent nos libertés" ou encore "terreur sanitaire".

"Je n'ai jamais manifesté de ma vie. Là je pense que nos libertés sont gravement en danger", a déclaré Anne, une enseignante qui avait rejoint l'un des cortèges parisiens. Reuters 31 juillet 2021

C'était le 7 août 2021 en France.

France: 237.000 personnes manifestent contre l'élargissement du "pass sanitaire" - Reuters 8 août 2021

Quelque 237.000 personnes ont défilé samedi à Paris et dans d'autres grandes villes françaises contre l'instauration du "pass sanitaire" et contre l'obligation vaccinale pour certaines professions, pour le quatrième week-end d'affilée et à l'avant-veille de l'entrée en vigueur de ces dispositions.

Près de 200 actions ont été recensées sur le territoire, selon le ministère de l'Intérieur qui a dénombré 17.000 manifestants à Paris, 19.000 à Toulon et 9.400 à Nice. Certains ont défilé en scandant des slogans antigouvernementaux, dénonçant la "dictature" selon eux instaurée en France. Reuters 8 août 2021

Totalitarisme. Pass-licenciement

- Pas d'indemnité chômage pour les salariés sans pass sanitaire suspendus - RT 8 août 2021

Dans une interview accordée au Journal du dimanche (JDD) publiée le 8 août, Elisabeth Borne, ministre du Travail, s'est exprimée sur les ressorts pratiques de l'extension du pass sanitaire, mais aussi de la vaccination obligatoire pour certains emplois. La question de l'assurance-chômage a été tranchée en quelques mots : aucune indemnité ne sera versée aux travailleurs ne souhaitant pas se faire vacciner ou ne présentant pas de pass sanitaire valide à leurs employeurs.

La suspension «n'est pas une rupture de contrat», rappelle Elisabeth Borne, et les droits de l'assurance-chômage issus des cotisations des salariés ne pourront donc pas être ouverts. RT 8 août 2021

LVOG - "*Aucune indemnité ne sera versée aux travailleurs ne souhaitant pas se faire vacciner*", qui pourront remercier le POI, POID, NPA, LO, FO, CGT, FSU, UNEF, etc. tous de zélés partisans de la vaccination pour tous.

"Leur humanisme est la politesse des salauds et assassins, face à laquelle toute impolitesse est honorable"

- Covid : un vaccinodrome et une pharmacie incendiés lors d'affrontements en Martinique - Europe1 1 août 2021

Un rassemblement d'une centaine de personnes s'est formé vers 21h dans le chef-lieu de la Martinique, deux heures après l'entrée en vigueur du couvre-feu, décidé cette semaine par la préfecture de l'île antillaise.

La foule s'est ensuite dirigée vers le centre-ville de Fort-de-France aux sons des tambours dans une ambiance de carnaval. Les forces de l'ordre ont tenté de repousser les manifestants qui empruntaient l'une des principales artères de la ville en faisant usage de grenades lacrymogènes. Face à l'intervention policière, des palettes, pneus et divers objets ont été incendiés et des brasiers allumés, alors qu'un vaccinodrome a été complètement ravagé par les flammes et qu'un hypermarché a été pillé à l'entrée de la ville. Un hélicoptère de la gendarmerie est venu en renfort des forces de l'ordre pour disperser la foule. Europe1 1 août 2021

Provocation.

LVOG - Plus de 100.000 décès causés faute de soins, acceptables, heureux évènements, admissibles...

- "Inacceptable", "scandaleux", "inadmissible": condamnations après l'agression d'un pharmacien à Montpellier - BFMTV1 août 2021

Ce samedi au cours de la manifestation anti-pass sanitaire organisée à Montpellier dans le département de l'Hérault, un stand mis en place par une pharmacie de la ville, utilisé pour tester et dépister les patients qui le souhaitent, a été dégradé par plusieurs dizaines de manifestants. Sur des images initialement partagées par le Midi-Libre, plusieurs personnes ont également scandé "collabos" et "assassins"

en direction des professionnels de santé. BFMTV1 août 2021

- Allemagne: échauffourées à Berlin lors de manifestations anti-restrictions - AFP 1 août 2021

Des milliers de personnes hostiles aux restrictions décidées pour lutter contre le Covid-19 ont bravé dimanche l'interdiction de manifester et se sont rassemblées illégalement dans les rues de Berlin, provoquant des échauffourées avec la police.

La police a déclaré que certains manifestants avaient "harcelé et attaqué" des agents dans le quartier de Charlottenburg, dans l'ouest de la capitale allemande, et avaient ignoré les barrages dans la ville.

"Ils ont essayé de forcer le dispositif policier. Cela a conduit à l'utilisation de gaz irritants, de matraques et à des violences physiques", a tweeté la police de Berlin, précisant que plusieurs personnes ont été arrêtées.

Un porte-parole de la police a indiqué que 5.000 personnes avaient pris part à la manifestation et que plus de 600 avaient été arrêtées.

La manifestation était organisée par le mouvement "Querdenker" (Libres penseurs), qui s'est imposé comme la principale voix critique contre les restrictions sanitaires imposées en Allemagne.

La justice avait interdit plusieurs de ces manifestations prévues ce week-end, notamment celle de dimanche qui devait rassembler quelque 22.500 personnes.

Le tribunal a estimé qu'il ne pouvait autoriser la tenue de ces rassemblements de crainte que les participants n'enfreignent les règles relatives au port du masque et à la distanciation sociale, alors que le nombre d'infections en Allemagne repart à la hausse.

Certains manifestants brandissaient des pancartes proclamant "Liberté" ou "Non à la dictature du Corona", et très peu de masques étaient visibles dans la foule.

Le mouvement des Querdenker fédère des membres de l'extrême gauche, des adeptes des théories du complot, des détracteurs de la vaccination ainsi que des partisans de l'extrême droite.

Totalitarisme. Censure, délation, chasse aux sorcières, Inquisition, liberté d'expression hors la loi.

Quelques exemples parmi d'autres.

- «Propos mensongers» sur le Covid : BFM supprime l'intervention d'une infirmière et d'un chirurgien RT 7 août 2021

LVOG - Ce qu'elle avait à dire.

- Maria Cloarec : Où sont les patients covid ?

https://lemediaen442.fr/maria-cloarec-ou-sont-les-patients-covid/

- « On fabrique des maladies » : les propos de Jean-Marc Governatori gênent EELV - LePoint.fr

Le conseiller municipal de Nice a tenu des propos polémiques sur la vaccination, relaye « Le Figaro ». LePoint.fr

- Critiquer la décision du Conseil constitutionnel "n'est pas responsable", juge Nathalie Elimas - Europe1

Nathalie Elimas, secrétaire d'Etat à l'Education prioritaire.

- Les manifestations anti-pass sanitaire sont "un mouvement liberticide", juge Raphael Enthoven - Europe1

- Gros clash en direct entre Jean-Frédéric Poisson et un journaliste de CNews : "On est complètement dans le complotisme" - Télé-Loisirs.fr

---

On savait déjà que le PS était compatible avec le totalitarisme

- L'appel de 41 parlementaires socialistes : "Oui à la vaccination obligatoire contre le Covid-19" - Journal du Dimanche 6 août 2021

LVOG - Rappel. Avec les trotskystes pendant un demi-siècle ils se sont fait passer pour des antistaliniens, des opposants au totalitarisme...

On ne sera jamais les agents de la réaction, même animés ou teintés de bonnes intentions.

LVOG - Depuis j'ai reçu un tas de tracts ou communiqués d'unions locales ou départementales de FO ou de la CGT ou encore de l'Unef.

Quelques extraits de ces documents que je n'aurais jamais distribués.

1- Nous exigeons dans le cadre de la pandémie :

- La mise en place des mesures de suivi pour la vaccination obligatoire dans le cadre de la médecine du travail

2- Le vaccin doit être accessible et gratuit pour toutes et tous

3- Le syndicat Force Ouvrière du CHIAP ne fait pas partie de ceux qui se réclament des « anti-vac »

4- Sans nous opposer à la nécessité de la vaccination

5- Oui à la vaccination, non à l'obligation !

- L'accès à la vaccination pour toutes et tous

6- Oui, la vaccination est un moyen de combattre le virus

LVOG - Où sont passés l'hydroxychloroquine, l'Ivermectine, l'Azithromycine, la vitamine D, C, le zinc, etc. ? Dans la poubelle de Big Pharma, c'est là que loges les syndicats et l'extrême gauche au côté de la droite et de l'extrême droite.

Être contre le PASS Macron et contre l'obligation vaccinale, sans être ni anti vaccin ni complotiste: SUD a l'offensive contre la politique de ce gouvernent. Une vidéo tournée à La Rochelle le 30 juillet ! On ne se lâche pas.

La Fédération SUD Santé Sociaux, membre de l'Union Syndicale Solidaires, appelle sur ces bases à participer aux mobilisations sociales et de défense des libertés qui se construisent et qui n'ont rien à voir avec les rassemblements initiés par l'extrême-droite et les mouvances complotistes, que nous combattons.

LVOG - Et sur Facebook on les voit tenir le même drapeau (tricolore) que l'extrême droite arbore dans toutes les manifestations !

https://www.facebook.com/FedeSudSanteSociaux/posts/284353783462796

Et ils sont toujours pour "l*'accès universel au vaccin*" de Big Pharma, ignorant toujours les traitements efficaces qui existent. Opportunisme 100% crédibilité 0 !

http://www.sudsantesociaux.org/pour-nos-droits-et-contre-le-pass.html

---

Courriel adressé à Solidaires le 8 août 2021

Solidaires, le syndicat qui avance masqué et roule pour le régime dictatorial de Macron.

Double langage. Solidaires avec Big Pharma ou la voix de l'oligarchie : La preuve.

Vous avez écrit à propos de la réticence à la vaccination de la moitié de la population ou beaucoup plus, si on prend en compte tous ceux qui se sont faits vacciner après avoir été trompés par la propagande hystérique officielle, et qui le regrettent amèrement ou qui en ont pris conscience trop tard :

- "*C'est par l'information, la pédagogie, le débat que les doutes peuvent être levés*"

Vous donnez ainsi raison à Macon et à sa clique mafieuse d'assassins, bientôt vous serez les seuls à ne pas douter de leurs bonnes intentions envers le peuple, bravo !

On n'en attendait pas davantage de votre part ou des autres syndicats tout aussi corrompus ou acquis à l'idéologie du régime. Le reste était à l'avenant, et vous terminiez en vous prosternant devant le Conseil constitutionnel, une institution du régime antidémocratique en place dans le cadre de la Ve République.

De quels doutes s'agiraient-ils ? Seraient-ils infondés ? Qui le dit ? Macron, Castex, Véran, les médias aux ordres, Pfizer, Moderna, Gavi, l'OMS, Bill Gates, la Fondation Rockefeller, le Forum économique mondial, etc. Vous voilà en bonne compagnie !

Ces "*doutes*" signifient au moins deux choses :

1 - Les doutes sur la nécessité de la vaccination ne seraient pas fondés, parce qu'il n'existerait pas de traitement, ce virus serait hyper dangereux, ils tueraient des millions de gens, regardez autour de vous, ils tombent comme des mouches... Fake news sur toute la ligne.

Pandémie de faux tests positifs avec des ct supérieurs à 25, pas entendu parlé à Solidaires ; Hydroxychlorochine ou Ivermectine associée à l'Azithromycine ou un autre antibiotique, vitamine D et C, zinc, protocoles efficaces et pas chers pour traiter cette maladie, témoignages (dont le mien) et études par centaines à travers le monde, pas entendu parlé à Solidaires ; 90% des décès auraient pu être évités si les médecins avaient eu la liberté de prescrire ces molécules ou si les autorités de santé les avaient préconisées, en premier lieu dans les Ehpad où des dizaines de milliers de vieux ont été littéralement euthanasiés au Rivotril ou au Doliprane, pas entendu parlé à Solidaires ; amalgame entre le taux de mortalité et le taux de létalité qui se situe aux environs de 0, 5%, pas entendu parlé à Solidaires ; amalgame entre les décès survenus avec ou dus à la Covid-19, certificats de décès trafiqués, pas entendu parlé à Solidaires ; pas de pandémie ou de morts ou très peu dans d'immenses pays comme la Chine, l'Inde (où je vis), la Corée du Sud, le Vietnam, etc. pas entendu parlé à Solidaires. Avouez qu'à ce niveau-là il faut le faire exprès !

2 - Ces "vaccins" sont sûrs et efficaces. Fake news sur toute la ligne.

Tous les opposants dans le monde à la vaccination obligatoire ou non seraient des ignorants, des fous furieux, des illuminés, des complotistes, parmi lesquels les plus grands professeurs de médecines, deux prix Nobels (France et Japon), etc. toutes les données remontées du terrain (médecins et hôpitaux) n'existeraient pas, les 40.000 morts officiels dans le monde dus à ces "vaccins" n'existeraient pas, les plus de 5 millions d'effets secondaires répertoriés officiellement dans le monde, dont des centaines de milliers graves ou invalidants à vie n'existeraient pas, des bien portants dont de nombreux jeunes décèderaient subitement, ce serait normal, ce serait juste des coïncidences sans rapport avec l'injection de ces substances quelques heures ou jours auparavant.

Il faut être des monstres de cruauté pour soutenir cette version falsifiée des faits, oui là pour le coup le doute n'est pas permis !

Solidaires nie que Macron et son gouvernement aurait agi selon un plan conçu pour créer un état de psychose collective et nuire délibérément à la santé et à l'intégrité de la population, faire un maximum de morts, de manière à pouvoir imposer l'état d'urgence, tout un ensemble de mesures liberticides, et finalement en venir à la vaccination obligatoire et au pass dit sanitaire, au contrôle numérique et totalitaire de la population, vous agissez donc en faussaires, négationnistes.

Dans mon portail figure plus de 450 articles, études et vidéo du monde entier depuis début 2020, qui prouvent à partir des faits le contraire de ce vous avancez. Il est permis de penser raisonnablement, que vous êtes parfaitement informés, puisque tous ces éléments d'information sont en libre accès sur le Net. Par conséquent, j'en conclus que vous avez sciemment décidé de rompre avec le mouvement ouvrier pour servir d'agents à ce régime fasciste, à ce titre vous figurez parmi les ennemis du peuple et vous méritez d'être dénoncés et combattus comme tels.

Compte tenu du régime de nature dictatoriale qui est en train de se mettre en place , des enjeux sociaux et de l'extrême gravité de la situation, de la menace qui pèse désormais ouvertement sur l'existence ou l'intégrité de l'ensemble des travailleurs de ce pays et leurs familles, la remise en cause de nos libertés individuelles et collectives au profit de discriminations sans justifications autres qu'autoritaires ou despotiques, aucune hésitation, aucun doute ne saurait être tolérée, aucun consensus, aucune entente même conditionnelle avec ce type d'organisation opportuniste criminelle ou leurs dirigeants ne saurait être envisagée, car personne n'a forcés leurs dirigeants à se ranger dans le camp de la pire réaction, à eux de l'assumer, comme personne ne nous a obligé à nous ranger au côté de la classe ouvrière et des classes moyennes qui entendent affronter Macron et son régime, nous l'assumons naturellement, à chacun ses responsabilités.

Et ne venez pas nous sortir que notre caractérisation du régime serait outrancière, car s'il vous autorise encore à vous exprimer, c'est uniquement parce que vous le servez servilement ou vous ne présentez aucun danger pour ce régime. Hier encore des centaines de milliers de travailleurs dans tout le pays ne s'y trompèrent pas lorsqu'ils scandèrent : A bas la dictature, liberté, dehors Macron !

Nous appelons tous les syndicalistes et militants politiques, tous les travailleurs à se désolidariser, à condamner et combattre l'orientation politique adoptée par l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier, car on ne peut pas à la fois soutenir cette orientation criminelle et prétendre défendre ou représenter les intérêts des travailleurs, entre les deux il faut choisir, il faut choisir son camp.

Nous disons à tous les travailleurs, à tous les camarades syndicalistes ou militants engagés dans le combat politique, c'est la grève générale insurrectionnelle pour en finir avec ce régime qu'il faut préparer dans l'unité, partout, dans chaque entreprise, chaque localité, pour tous ensemble chasser Macron et abolir la Constitutions et les institutions de la Ve République dans le cadre desquelles il a réalisé son coup d'Etat fasciste, convoquer une Assemblée constituante souveraine et instaurer une République sociale.

La Voix de l'Opposition de Gauche (www.luttedeclasse.org)

Tardieu Jean-Claude

Courriel adressé à Révolution Permanente (NPA) le 8 août 2021

La voix de son maître.

Quand l'extrême gauche ne parvient plus à se distinguer de l'extrême-centre ou extrême droite au pouvoir.

- Un programme dont la défense devrait aller de pair avec une campagne active dans les entreprises et les quartiers populaires pour convaincre du bien-fondé de la vaccination

- Il est nécessaire d'agiter un programme qui articule des revendications pour une campagne de vaccination massive - sur le plan national comme international

Ici en Inde on n'en veut pas de votre saloperie de vaccin !

Votre discours est identique à celui de Macron, LREM, LR, PS, RN, Gavi, Gates, OMS, FEM.

Pourquoi l'extrême droite occupe-t-elle le terrain de l'opposition à l'obligation vaccinale et du pass ?

Mais parce que l'extrême gauche et les syndicats se situent sur le même terrain que l'extrême-centre et Macron partisans de la vaccination obligatoire ou non et du pass obligatoire.

Entre se situer au côté des travailleurs contre la vaccination et le pass, ils ont délibérément choisi de soutenir Macron, Big Pharma et la dictature numérique.

C'est aussi simple que cela. Il n'y a rien à ajouter, l'extrême droite et l'extrême gauche font ensemble office de repoussoir pour permettre à Macron d'appliquer tranquillement sa politique ultra réactionnaire en divisant la classe ouvrière et les classes moyennes.

Nous invitons les travailleurs et les militants ouvriers à les fuir comme la peste, et à chercher s'il existe au sein du mouvement ouvrier une organisation qui représente réellement leurs intérêts.

Second courriel adressé à Révolution Permanente (NPA) le 8 août 2021

Toujours plus droitier, réactionnaire, ces candidats à la muselière et au vaccin, à vomir. Dites, vous le faites exprès d'être aussi cons ou pourris ?

- "*En ce sens, il est nécessaire d'agiter un programme qui articule des revendications pour une campagne de vaccination massive - sur le plan national* "

Allez vous faire foutre avec votre "*campagne de vaccination massive*" !

Mon témoignage en pdf, en Inde.

Courriel à un camarade

Le pire P, c'est que les mecs comme moi sont rejetés de partout.

Par l'extrême gauche pour la raison qu'on vient d'évoquer, comme je ne peux pas partager le discours et les objectifs totalitaires de Macron, ils vont me traiter de suppôt de l'extrême droite.

Par les travailleurs qui m'assimilent à ces salopards quand je dis que je suis d'extrême gauche, en somme je n'ai plus le droit de m'exprimer, d'exister.

Il en faudra plus pour me déstabiliser, en dernière analyse les uns et les autres volent au secours du régime en se partageant les rôles.

On est très mal barré, c'est ce que je répète depuis des années, chaque fois on croit avoir touché le fond, mais apparemment le pire est encore à venir, il ne faut pas en douter.

Quand je disais que la seule chose à faire était de discuter avec des travailleurs pour leur exposer notre interprétation de la situation en espérant parvenir à la partager avec eux, et que c'était en les gagnant un par un qu'on parviendrait finalement à briser notre isolement ou à vaincre notre impuissance, à progresser lentement mais sûrement, parce qu'on ne peut pas se fixer d'autres objectifs, c'est le seul à notre portée, il faut en avoir conscience ou ne pas se raconter d'histoires.

Le problème, c'est que cela nécessite de notre part des qualités que la plupart des militants n'ont pas, il faut savoir faire preuve d'une écoute et d'une attention de chaque instant pour définir dans quelle direction chaque travailleur doit orienter sa réflexion ou recherche pour progresser à son rythme, repérer sur quels obstacles ils butent, répondre à ses questions ou même les devancer, cela demande un grand effort de concentration qui n'est pas donné à tout le monde.

On peut les former assez rapidement à condition d'y consacrer une grande partie de notre temps, encore faut-il qu'ils y soient disposés et qu'ils prennent cela au sérieux, qu'ils ne croient pas qu'on voudrait les endoctriner.

Ce devrait être à des intellectuels de faire ce boulot, mais la plupart sont bourrés de défauts, il faudrait commencer par les former eux-mêmes, encore faudrait-il qu'ils en admettent le bienfondé, et là c'est loin d'être gagné d'avance ! A suivre

---

Un autre courriel à un camarade

Le courriel envoyé à ces ordures (Solidaires), pour info. Je le mettrai dans le portail.

Désolé, pas de front unique avec les collabos ou les opportunistes, cette époque est révolue, cette orientation politique était celle des conciliateurs, des traîtres, d'ailleurs elle ne nous a jamais rien apporté de bon puisque nous n'avons jamais été en mesure de donner un contenu ou une orientation correcte au front unique, contrairement aux bolcheviks.

Voilà ce qui arrive à se prendre pour ce qu'on n'est pas, on finit par passer rapidement de l'autre côté de la barricade. Le masque du trotskysme ou de l'anti-stalinisme devait servir à couvrir cette trahison à partir de 1940. Je crois qu'on n'avait rien compris à la tactique de Lénine, paradoxalement on a sous-estimé le pouvoir dont il disposait sur le mouvement ouvrier russe...

Il vivait en exil à l'étranger, il était minoritaire, il y avait à peine quelques poignées de militants en Russie qui partageaient son orientation. Les socialistes-révolutionnaires exerçaient une domination écrasante sur la paysannerie, ultra majoritaire dans la société par rapport à la classe ouvrière.

Les mencheviks, minoritaires lors de la scission du POSDR en 1902, deviennent rapidement majoritaire sur une ligne opportuniste ou trade-unioniste, réformiste si tu veux, les bolcheviks demeurant intransigeant sur les principes et les objectifs politiques, on comprendra facilement qu'il est plus facile de recruter pour un club de bavards et de copains, plutôt que des combattants disciplinés et devant rendre des comptes

de leur engagement politique, bref militer réellement.

Ce n'est qu'en juillet 1917 que les bolcheviks parvinrent à obtenir la majorité au soviet de Petrograd parce qu'ils incarnaient la radicalisation des masses et ils leur proposaient une réelle perspective politique. Pour autant, le parti bolchevik était très hétérogène avec une dizaine de courants ou tendances politiques, son homogénéité il l'a due essentiellement à Lénine et à quelques dirigeants qu'ils étaient parvenus à influencer.

On connait la suite, une fois malade, il commença à se disloquer ou dégénérer, tous les ingrédients de cette putréfaction avaient toujours été présents au sein du parti bolchevik, ils s'agrégèrent et se concentrèrent autour de la personnalité de Staline une fois Lénine décédé.

Si les bolcheviks ne rejoignirent pas le gouvernement de Kerenski, c'est uniquement parce que Lénine y était férocement opposé. Certains prônèrent même la fusion des mencheviks et des bolcheviks, dont Trotsky bien mal avisé, Lénine s'y opposa de toutes ses forces et elle n'eut pas lieu.

Certains menacèrent de scissionner peu de temps avant octobre, je ne sais plus quand précisément, ils voulurent exercer un chantage sur Lénine, il ne céda pas et la scission n'eut pas lieu.

La manifestation de juillet 1917 appelé par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires risquaient de se transformer en bain de sang et de porter un coup terrible à la révolution qui risquait de mettre en péril la suite du processus révolutionnaire et de faire échouer la prise du pouvoir programmé pour la fin octobre. Les dirigeants bolcheviks étaient partagés, Lénine s'opposa à une participation des bolcheviks et le parti adopta finalement sa position, les faits lui donnèrent raison.

Staline qui dirigeait la Pravda se permit de censurer Lénine, de ne pas publier certains de ses articles. Mais finalement la veille du 23 octobre, certains dirigeants voulaient ajourner la prise du pouvoir, Lénine demeura inflexible, pas question, une telle occasion ne se renouvellera pas, on doit la saisir, on n'a pas le choix, c'est maintenant ou jamais, et finalement il l'emporta, Staline se rangea à ses côtés.

Les dirigeants étaient contre Lénine, les cadres et militants sur le terrain dans les usines et les quartiers ouvriers étaient avec Lénine. Lénine incarnait le peuple révolutionnaire qu'il soit minoritaire ou majoritaire, la perspective révolutionnaire, en cela il était moins seul que tous les autres dirigeants réunis qui naviguaient à vue, on dirait aujourd'hui en manœuvriers en pensant aux Lambert et Cie.

Moi je ne suis pas Lénine évidemment, je m'en inspire modestement, c'est tout, et en m'en inspirant 8 ou 9 fois sur 10 les faits me donnent raison. Cela ne sert à rien, je n'y peux rien, il n'y a plus qu'à attendre qu'un véritable Lénine surgisse.

Il y a des gens qui disent qu'il n'y a rien de pire que d'avoir raison tout seul contre tous, j'avoue ne pas comprendre et ne pas partager ce point de vue, j'ai constaté qu'une multitude de fois Lénine s'était pour ainsi dire retrouvé dans ce cas de figure et il s'en est bien sorti.

Moi ce qui me manque c'est de partager mes idées avec des cadres qui soient sur le terrain, là je pourrais vérifier si je me trompe ou non et rectifier le tir si nécessaire. J'admets volontiers commettre des erreurs, mais celles dont je ne me rends pas compte, c'est difficile de les corriger ou cela prend plus de temps ! J'ai oublié son retour en Russie en avril 17, ils l'ont tous pris pour un fou quand il leur a dit qu'il fallait préparer l'insurrection, pas un seul dirigeant du comité central ne l'a soutenu, il était seul contre tous. La situation évolua au cours de ce mois d'avril, et à la fin du mois tous les dirigeants ou presque se rallièrent à ces thèses.

J'essaie de faire du Lénine avec plus ou moins de succès dans mon trou en Inde, tu avoueras que comme modèle de rigueur, il n'a jamais existé mieux.

Maintenant, pour revenir à la situation en France ou mondiale, nous sommes en guerre Paul, en guerre pour notre survie, pour la survie du socialisme, donc si on le range soigneusement au fond de notre poche sous un mouchoir pour ne pas qu'il s'enrhume, il va crever asphyxié, vaut mieux lui faire prendre l'air et le propager, il est immunisé de toutes manières, il ne craint rien ni personne. Et s'il n'arrive pas à s'imposer, c'est parce que son heure n'a pas encore sonné, notre Lénine se fait attendre, un peu de patience.

Troisième courriel à un camarade

Merci pour ces documents.

Je viens de les parcourir rapidement, tous bien pourris en réalité, caractériser le régime dictatorial de Macron leur brûle la gueule, tellement ils sont habitués au "*dialogue social*". Jamais je n'aurais distribué ces saloperies.

BOURGES - Il est urgent (...) de revenir à un système de prévention performant autour de la Sécurité Sociale, de la Médecine du Travail et Scolaire.

Ce qui me fait marrer c'est que bien des vieillards qui commentent dans le blog du Dr. Maudrux sont plus à gauche qu'eux !

A ma fille

On n'a pas de parti, on est dans la merde, c'est cela la clé de la situation, pas d'organisation, pas de direction, ça part dans les sens, les gens se lassent et se démobilisent finalement et n'importe quoi passe...

Tous ceux qui se mobilisent ont du mérite. Ces ordures de trotskystes les assimilent à l'extrême droite. Quand tu vois que le meilleur du militantisme ouvrier en est là, tu te dis qu'il ne faut se faire aucune illusion sur ce qui nous attend ou le cours des choses dans un avenir proche. Pour moi c'est foutu d'avance, mais ne le répète pas !

Bref, en attendant on fait avec ce qu'il y a, des travailleurs qui veulent se battre et qui sont bourrés d'illusions, on n'est pas obligé de les partager. C'est ma position, on marche ensemble, mais je ne cède rien et je m'exprime librement.

Mon pote P m'a envoyé 5 documents de FO et CGT des tracts d'unions départementales ou locales, tous pourris, non au paSS, mais pas à la vaccination obligatoire, encore moins à la vaccination tout court, et surtout ils ont évité d'évoquer un régime totalitaire, une dictature, pour eux la France est une démocratie, ils se gardent une porte de sortie pour continuer de "*négocier*" avec le patronat et le gouvernement, ce sont tous des vendus ou corrompus, des pourris pour faire court ou des réacs.

J'évite de relayer ce genre d'infos contrairement à avant, car je me dis que cela ne sert à rien ou c'est contre-productif, cela encourage ceux qui partagent leurs illusions ou cela peut induire en erreur les autres. J'ai été induit en erreur pendant des décennies par la stratégie du front unique des trotskystes. Je n'avais pas compris que la situation était impropre à cette stratégie, dans la mesure où ils n'étaient pas en mesure d'en prendre la direction qui était finalement adoptée par le PS et le PCF, en fait elle servit les intérêts de ces partis pourris et rien d'autres, sauf le régime évidemment. On peut s'adresser aux autres militants, mais pas à leurs dirigeants. Cela peut se concevoir à ce niveau-là, uniquement si on dispose d'un puissant parti et si la situation est pré révolutionnaire ou révolutionnaire, ces deux facteurs n'ont jamais été réunis en France depuis 1945 ou même avant. C'est cela que je suis parvenu à comprendre tardivement, parce qu'il faut prendre en compte l'ensemble de la situation et ses facteurs, j'ai une petite tête qui marche lentement !

Que chaque travailleur ou militant pense différemment, c'est normal, quand on est d'accord sur un truc on peut agir ensemble, et sur tout le reste on a le droit de se combattre, loyalement. Je peux arriver à être écouté par un gars ou une nana qui a les mêmes intérêts que moi, ils peuvent m'amener à changer d'avis sur quelque chose, pas de problèmes de ce côté-là, en revanche, je ne vois pas essayer de convaincre un dirigeant de quoi que ce soit, encore moins lui faire confiance ou en attendre quelque chose, c'est cela la distinction que je fais maintenant.

Je suis moins con qu'avant, je réfléchis plus, ne te marres pas s'il te plaît, maintenant c'est très difficile de me faire croire n'importe quoi, bien qu'il m'arrive encore de me faire baiser, parce que j'ai toujours trop tendance à privilégier le bon côté chez les gens, ce n'est pas de la naïveté ou de la bêtise, c'est que je suis comme cela, c'est tout.

Témoignage du Brésil.

- "Vos dirigeants devraient avoir honte d'avoir refusé les traitements précoces" Paolo Zanotto - francesoir.fr 01/08/2021

Paolo Zanotto est un biologiste expert en virologie et traitement des maladies infectieuses. Au début de sa carrière, il travaille sur les arenavirus, les virus ADN, humains et animaux avant de rejoindre l'équipe du virologue Amadou Alpha Sall grand spécialiste du virus Ebola pour effectuer des recherches sur des virus africains comme l'Ebola ou encore le Chikungunya et le Zika qui touchent particulièrement son pays le Brésil. Puis il s'intéresse aux problèmes neurologiques et aux virus neurothrophiques responsables de la perturbation du système nerveux. Aujourd'hui, il collabore avec le Centre Pasteur et l'Université de San Paolo où il enseigne la microbiologie et fait des recherches sur les virus ADN, humains ou animaux.

Lors de l'apparition du Sars-CoV 2, il prend contact avec le directeur du CDC de Beijing qui lui explique que les Chinois utilisent le protocole de soin hydroxychloroquine et azithromycine en association pour combattre la maladie, ce même protocole mis également en place par le professeur Didier Raoult à Marseille et le docteur Zelenko à New York.

L'hydroxychloroquine est bien connue des scientifiques brésiliens, qui l'ont utilisée lors de l'épidémie de Zika pour arrêter la microcéphalie et pour combattre également les séquelles du Chikungunya notamment les problèmes d'articulation et d'inflammation.

Quant à son action contre le Sars CoV 2, il donne des explications très techniques sur la manière dont l'hydroxychloroquine affecte le pH cellulaire en l'augmentant, ce qui a pour effet d'altérer certaines protéines et de bloquer la production de molécules responsables de l'inflammation.

Tandis que les études de par le monde montrent une réduction importante des risques d'aggravation de la maladie, Paolo Zanotto constate une diminution importante d'hospitalisation dans les centres privés de San Paolo qui ont administré ce protocole.

Paolo Zanotto aborde également le sujet de la corruption à travers des études frauduleuses et les overdoses de certains patients qui ont reçu des doses létales d'hydroxychloroquine. Il donne des explications sur cette molécule qui présente la particularité d'avoir une longue vie, ce qui explique qu'une mauvaise posologie pratiquée plusieurs jours de suite puisse s'avérer fatale pour les patients qui ont reçu des doses trop fortes. Si l'affaire a été rendue publique, la fraude n'a pas été explicitée bien au contraire puisque tout cela a été instrumentalisé pour arrêter la recherche sur l'hydroxychloroquine comme ce fut également le cas pour l'étude Recovery au Royaume-Uni.

Le virologue brésilien apporte également quelques éclaircissements sur le système politique brésilien et le rôle que la Cour Suprême a joué en réduisant le pouvoir fédéral du gouvernement et en permettant aux gouverneurs des états d'avoir une indépendance totale, ce qui a abouti à une désorganisation complète de la gestion de la pandémie tandis que des sommes d'argents colossales ont été détournées dans plusieurs états.

Paolo Zanotto commente les différences de résultats recueillis des différents pays qui ont administré les traitements précoces comme

l'Ivermectine ou l'Hydrxychloroquine à une large part de la population et les compare avec ceux qui ne l'ont pas fait. Il fait connaître publiquement sa position en faveur de ces molécules, une attitude courageuse qui lui vaut d'être qualifié de sorcier et une suspension de l'Institut Pasteur. Pourtant, aujourd'hui, le même institut publie une étude qui démontre l'efficacité de l'Ivermectine. Malgré cela, Paolo Zanotto n'a toujours pas été réintégré au sein de cet institut.

Une des explications à chercher dans la disqualification des traitements précoces est que la reconnaissance de ces molécules aurait retardé ou empêché les autorisations d'urgence des vaccins par la FDA. Revenant sur la vaccination qui peut être un outil à côté des traitements, il dénonce une mauvaise pratique de celle-ci et regrette que les autorités n'aient pas attendu la baisse de la transmission virale pour la pratiquer en population générale. Favorable à la vaccination pour les personnes à risque, il affirme néanmoins qu'il n'y a pas lieu de la pratiquer chez des gens qui ont une probabilité nulle ou réduite de mourir du Covid alors même qu'il existe des effets indésirables, le tout devant être mesuré dans un rapport bénéfice /risque et accompagné d'un consentement éclairé.

Indigné des systèmes totalitaires qui s'installent peu à peu dans le monde avec la complicité des médias corrompus, Paolo Zanotto commente la situation de la France qui connaît des mouvements de protestation de grande ampleur que le peuple brésilien suit avec beaucoup d'intérêt.

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/paolo-zanotto

---

Authentique.

- Le Bohemian Club pour les nuls ! Le cercueil d'un enfant brûlé sur un bûcher

https://lemediaen442.fr/le-bohemian-club-pour-les-nuls-le-cercueil-dun-enfant-brule-sur-un-bucher/

- Pfizer teste son ARNm sur les enfants et dissimule ses effets

https://lemediaen442.fr/pfizer-teste-son-arnm-sur-les-enfants-et-dissimule-ses-effets

Haut de page

Le 12 août 2021

Rejoignez *La Voix de l'Opposition de Gauche*, le seul du courant du mouvement ouvrier qui soit contre la vaccination, contre la vaccination universelle, contre la vaccination pour tous, contre la vaccination obligatoire, contre le pass liberticide, pour chasser Macron, renverser les institutions de la Ve Répulique et rompre avec l'UE, pour un changement de régime économique et politique, une République sociale et démocratique.

Tous dans la rue pour chasser Macron et renverser son régime dictatorial !

Je propose de mettre en première ligne dans les manifs, les femmes et les enfants, les vieux et les handicapés, et de demander aux forces de l'ordre de bien vouloir se placer devant eux pour les protéger de toute agression ou mauvais coups. Ainsi ces policiers ouvriront cette manifestation, ils défileront avec et non contre les manifestants, pour un peu un certain nombre d'entre eux pourraient en être satisfaits ou cela pourraient leur donner des idées. J'appelle à adopter ce dispositif chaque semaine dans toute la France lors de chaque manifestation.

Un courriel reçu.

J'ai répondu ainsi à un lecteur qui vient du blog du Dr. Maudrux, pas vraiment un va-t-en-guerre, jugez vous-même. Cela montre qu'il y a au moins des lecteurs qui me prennent au sérieux ou que je ne raconte pas que des conneries.

- Monsieur

J'apprécie vos interventions sur le blog, toujours pertinentes, et pleines de sagesse.

Effectivement on ne peut débattre du covid sans que la politique ne s'invite à la table.

Pour ma part, j'ai interrogé par courrier une soixantaine de médecins. quatre m'ont répondu. 2 sont la doxa, les 2 autres traitent en phase précoce avec des résultats significatifs.

J'ai écrit aux 10 députés de mon département et au sénateur du canton.

J'ai eu 2 réponses : la députée LA REM, qui ne fait que rapporter les propos de Véran

La député PS qui, bien que s'opposant au passe sanitaire, approuve les mesures du gvt.

Je crois qu'ils sont tous dans l'aveuglement (toute tendance confondue),

Je pense qu'ils savent, mais reste dans la doxa car sans vaccination point de salut. ils pensent avant tout à leur carrière politique.

Le changement viendra de la rue, à condition que les forces de l'ordre soient du bon côté.

LVOG - Dans ma "*sagesse*", lors de mon dernier commentaire publié dans le blog du Dr. Maudrux, j'appelais quand même à la révolution, et non pas à s'adresser aux élus de LREM. Comme quoi il y a des travailleurs qui au départ ne partagent pas du tout nos idées, mais qui écoutent, observent, constatent, réfléchissent. Quand on appelle à la révolution, on avance une perspective politique, il y en a qui le comprennent comme ce lecteur, et il y en a que la révolution effraie et vont me traiter de gauchiste, ce que je ne suis pas du tout.

Dans cette causerie, par commodité j'ai employé l'expression *vaccin* pour *thérapie génique*, je le précise pour les puristes ou puritains à l'esprit mal placé envers moi, ce n'est pas une concession idéologique de ma part, mais sémantique.

Dans un courriel adressé à un camarade

- Dommage qu'on n'ait pas de parti, on aurait proposé d'organiser des milices pour s'opposer au passe liberticide, accompagner des malades aux hôpitaux par exemple en forçant les portes pour exiger qu'ils soient soignés. Le POI , POID, NPA et LO pourraient le faire, mais ils ne le feront jamais, ce sont des lâches, des réacs, ils sont au côté de Macron.

Dans la bonne humeur, c'est bon pour la santé, le moral, l'imagination. Le socialisme vaincra !

Bonne manif et bon week-end.

Santana - Corazon Espinado ft. Mana

https://www.youtube.com/watch?v=t6omUxqhG78

Santana - Maria Maria ft. The Product G&B

https://www.youtube.com/watch?v=nPLV7lGbmT4

Santana - Smooth ft. Rob Thomas

https://www.youtube.com/watch?v=6Whgn_iE5uc

- Cette causerie au format pdf (16 pages)

A se graver dans le cerveau.

C'est l'absence de conscience politique des masses qui caractérise avant tout la situation.

Et comment elle se concrétise ?

Par un niveau d'organisation extrêmement bas, toutes les organisations qui les représentent étant inféodées au régime en place à des degrés divers, absolument aucune n'est indépendante. Sauf La Voix de l'Opposition de Gauche que personne ou presque ne connaît. La corruption idéologique des uns et des autres, je la renifle d'ici en Inde, c'est peut-être pour cela que je traîne une infection nasale depuis près de 3 mois, et là je ne plaisante pas du tout.

Vous allez peut-être vous demander pour qui il se prend celui-là. Je vais vous répondre. Pour quelqu'un à qui on ne fera pas dire ce qu'il n'a pas envie de dire, qui ne fera pas ce qu'il n'a pas envie de faire, qui ne regardera pas ce qu'il n'a pas envie de regarder, qui n'écoutera pas ce qu'il n'a pas envie d'entendre, qui ne mangera pas ou ne boira pas ce qu'il n'a pas envie de manger ou boire, qui ne lira pas ce qu'il n'a pas envie de lire, qui n'écrira pas ce qu'il n'a pas envie d'écrire, qui ne pensera pas ce qu'il n'a pas envie de penser, etc. c'est clair, non ? Pourquoi ? Parce que je sais pourquoi je fais ou non quelque chose et quelle en est la signification, et si je ne sais pas, c'est comme lorsque j'ignore quelque chose ou que je ne le comprends pas, je cherche jusqu'à temps que je trouve, cela peut prendre des heures, des mois, peu importe, je suis résolu, déterminé à savoir ou comprendre.

C'est mon obsession, je l'avoue. Il est dingue ce mec, peut-être ! On se surprend à faire preuve d'inconscience beaucoup plus souvent qu'on ne le croie habituellement, parce qu'on ne passe pas son temps à s'observer, on agit. Moi, je ne peux pas rester en place deux minutes sans rien faire, au minimum j'observe ce qui se passe autour de moi ou je pense, cela m'arrive aussi, jamais en l'air, ce serait une perte de temps et le mien comme le vôtre est compté, n'est-ce pas ? Donc vaut mieux en gâcher le moins possible...

Qui ne progresse pas, stagne ou régresse. Vous avez vu où nous en sommes rendus en termes de régression dans absolument tous les domaines, sauf la folie absolutiste, c'est terrifiant, n'est-ce pas ? Je trouve cela plutôt stimulant ou passionnant de relever ce défi. La violence appelle la violence, ils nous ont déclaré la guerre et ils veulent nous imposer un régime de terreur, alors affrontons-les, terrassons-les, éliminons-les, la légitimité est de notre côté, tout comme la morale d'un point de vue historique car elle est du côté du progrès social et de la liberté.

Un petit exercice pour détecter un lézard.

- L'extermination nucléaire des habitants d'Hiroshima et Nagasaki et ses motivations réelles Par Annie Lacroix-Riz et Michel Aymerich Mondialisation.ca, 11 août 2021

https://www.mondialisation.ca/lextermination-nucleaire-des-habitants-dhiroshima-et-nagasaki-et-ses-motivations-reelles/5659130

Pas le temps d'écrire un article.

Un bémol toutefois dans cet article. La dimension économique et la crise du capitalisme en sont totalement absentes, même à l'état de trace, alors que ce sont ces facteurs qui ont été à l'origine de la Seconde Guerre mondiale. Du coup on se demande quelles étaient les réelles motivations des auteurs de cet article ?

On constatera que l'Union soviétique y était omniprésent, ce qui était normal puisque ce fut un des principaux protagonistes de cette guerre, ce qui l'était déjà beaucoup moins en revanche, c'était de la présenter toujours sous un angle avantageux jusqu'à glorifier le régime stalinien, lisez, vous verrez que je m'exagère pas, escamotant le fait que l'URSS fut davantage l'allié de l'impérialisme américain que son ennemi jusqu'à sa disparition. En d'autres termes, parce qu'Annie Lacroix-Riz n'a jamais rompu avec le stalinisme, militante du PRCF, elle s'est livrée à une interprétation biaisée ou tronquée d'un épisode de l'histoire mondiale en recourant à un non-dit dont l'origine est idéologique, sachant pertinemment que cela échappera à l'attention de la plupart des lecteurs.

DANS L'ACTUALITÉ.

Totalitarisme. Toujours plus de contrôles, d'obligations, d'interdictions.

LVOG - Ils nous rackettent en nous imposant un nouveau besoin payant.

Deux-roues: le contrôle technique deviendra obligatoire à partir de 2023 - FranceSoir 11 août 2021

AFP - Les deux-roues motorisés devront passer au contrôle technique tous les deux ans à partir de 2023, une mesure obligatoire au niveau européen mais longtemps repoussée en France, selon un décret publié mercredi au Journal officiel.

"A compter du 1er janvier 2023, les véhicules motorisés à deux ou trois roues et les quadricycles à moteur font l'objet d'un contrôle technique", indique le décret. Ce nouveau contrôle technique concerne donc tous les deux-roues, 50 cm3 et voitures sans permis compris.

Ce contrôle doit être effectué "dans les six mois précédant l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date de leur première mise en circulation", puis "renouvelé tous les deux ans", ou avant toute revente du véhicule, comme pour les voitures. Il doit être effectué dans un centre de contrôle agréé.

Le premier contrôle aura lieu en en 2023 pour les véhicules immatriculés avant le 1er janvier 2016, en 2024 pour les véhicules immatriculés entre 2016 et 2020, et en 2025 pour les véhicules immatriculés en 2021.

Pour les véhicules de collection, le délai entre deux contrôles techniques est porté à cinq ans, sauf en cas de revente.

Une directive européenne de 2014 prévoyait la mise en place à partir du 1er janvier 2022 d'un contrôle technique pour les véhicules motorisés à deux et trois roues d'une cylindrée supérieure à 125 cm3, pour lutter contre les accidents et la pollution. FranceSoir 11 août 2021

Totalitarisme. Le corps médical soumis à un régime de terreur.

Un internaute - Par décret passé en catimini, Macron et Véran créent « le Conseil national de certification », soumis au gouvernement, pour reconduire ou retirer le droit d'exercer des médecins qui n'obéissent pas… pas un mot dans les médias

L'ordonnance n° 2021-961 du 19 juillet 2021 relative à la certification périodique de certains professionnels de santé, fait apparaître la mainmise de l'État sur une corporation qui jusque-là jouissait d'une indépendance dans l'exercice de leur art, en regard des ingérences du pouvoir politique. Mais cette époque de liberté est désormais révolue, car la Haute Autorité de santé devra partager ses prérogatives avec l'Exécutif, en ce qui concerne le pilotage de ses actions menées pour surveiller, encadrer et actualiser les niveaux de compétences et la qualité des professionnels salariés, mais surtout de la médecine libérale (article L. 4022-3). Un Conseil national de certification, entièrement soumis à l'autorité politique, est constitué pour délivrer, reconduire ou retirer le droit d'exercer. Ces prérequis, à travers certaines contingences politico-sanitaires, fixent des objectifs et des obligations aux médecins.

En d'autres termes si un médecin aurait l'idée de quitter le droit chemin fixé par le gouvernement en matière de santé oust direction pôle emploi.

Un silence assourdissant dans la profession qui a vraiment de quoi inquiéter.

Un autre internaute a apporté les précisions suivantes.

https://www legifrance.gouv fr/loda/article_lc/LEGIARTI000042012580/

Article 5 Version en vigueur depuis le 19 juin 2020

Modifié par LOI n°2020-734 du 17 juin 2020 - art. 24

I. - Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi relative à l'exercice des professions de médecin, de chirurgien-dentiste, de sage-femme, de pharmacien,

d'infirmier, de masseur-kinésithérapeute et de pédicure-podologue visant à :

1° Créer une procédure de certification indépendante de tout lien d'intérêt permettant, à échéances régulières au cours de la vie professionnelle, de garantir le maintien des compétences, la qualité des pratiques professionnelles, l'actualisation et le niveau des connaissances ;

2° Déterminer les professionnels concernés par cette procédure de certification, les conditions de sa mise en œuvre et de son contrôle, les organismes qui en sont chargés, les conséquences de la méconnaissance de cette procédure ou de l'échec à celle-ci, ainsi que les voies de recours ouvertes à l'encontre de ces conséquences.

II. - Les ordonnances prévues au I sont prises :

1° Dans un délai de deux ans à compter de la publication de la présente loi, pour celle relative à la profession de médecin ;

2° Dans un délai de deux ans à compter de la publication de la présente loi, pour celles relatives aux autres professions mentionnées au premier alinéa du même I.

Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de chaque ordonnance.

LVOG - Ils ont également émis la menace de rendre hors la loi le droit de grève pour le personnel soignant. A l'étape suivante, ils interdiront les syndicats et partis issus du mouvement ouvrier, et là peut-être enfin il y en a qui admettront que le fascisme est devenu une réalité, trop tard évidemment.

Totalitarisme. Le carcan de la dictature se resserre encore

Covid: nouveau tour de vis face à la hausse des cas - FranceSoir 11 août 2021

AFP - Dans les départements où le taux d'incidence dépasse 200 pour 100.000 -- une trentaine, en majorité dans la moitié sud du pays -- les préfets devront rendre obligatoire le pass sanitaire dans les centres commerciaux de plus de 20.000 m2, a indiqué le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal.

Dans ces départements, les préfets devront aussi rétablir le port du masque obligatoire en intérieur dans les lieux recevant du public.

Jusqu'ici gratuits, les tests de dépistage sans prescription médicale deviendront payants "à partir de la mi-octobre". Et les contrôles aux frontières seront renforcés: "100% des voyageurs venant de pays à risque seront contrôlés par test antigénique", a précisé Gabriel Attal.

Ces décisions ont été prises mercredi lors d'un Conseil de défense en visioconférence, convoqué pour tenter de "freiner des quatre fers" l'épidémie de Covid-19, qui provoque actuellement une hausse du nombre de malades dans les hôpitaux et en réanimation.

Face à l'explosion des cas en Guadeloupe, un confinement strict y sera appliqué dès ce mercredi soir, comme en Martinique depuis la veille.

Emmanuel Macron avait annoncé en ouvrant le Conseil de défense vouloir que se vaccinent tous les Français qui peuvent l'être. FranceSoir 11 août 2021

Une dose de plus pour créer une nouvelle flambée de cas ou entretenir la machination.

Covid-19: le gouvernement annonce une «campagne de rappel» pour une 3e dose à partir de mi-septembre - RT 11 août 2021

A l'issue d'un Conseil de défense sanitaire et d'un Conseil des ministres ce 11 août, le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal a annoncé la mise en place d'une «campagne de rappel» pour une 3e dose de vaccin contre le Covid à partir de mi-septembre. RT 11 août 2021

Des vaccins qui tuent plus que la maladie.

21 302 : le chiffre (provisoire) - FranceSoir 11 août 2021

Le collectif "Covid 19 - Laissons les médecins prescrire" vient de rendre public, ces jours derniers, un nombre de morts, un chiffre qui fait froid dans le dos : 21 302 décès consécutifs à la vaccination dans l'Union européenne. Alors que du fait de "la haute capacité de mutation du virus", "l'espoir d'une immunité collective par une augmentation du nombre de vaccinés est totalement vain", dixit le professeur Montagnier, tout de même prix Nobel de médecine. Et alors, aussi, que la mortalité de la maladie (au-dessous de 1 % de la population) ne mérite certainement pas de terroriser les peuples, comme cela a été fait de manière vraiment irresponsable.

Ce chiffre de 21 302 morts - qui n'est sûrement pas surévalué, c'est probablement l'inverse qui est vrai ! - mérite non seulement d'être mis sous les projecteurs, mais aussi d'être comparé aux statistiques de la mortalité liée au coronavirus dans les pays qui n'ont pas pris le risque insensé de concentrer leur politique sanitaire sur une injection qui n'a de vaccin que le nom, puisqu'elle n'empêche ni d'attraper la maladie, ni de la transmettre.

Le 11 juin dernier, le professeur Mc Cullough disait : "Il y a en ce moment, aux Etats-Unis, plus de décès et de blessures causées par le vaccin que d'hospitalisations et de décès liés aux maladies respiratoires". C'est le même professeur américain qui déclarait, au moment où le nombre de décès consécutifs aux vaccins s'établissait à 9 000, que l'on avait eu, en quelques mois, "davantage de décès liés aux vaccins Covid qu'en 30 ans de vaccination". C'est lui qui soulignait enfin que, d'ordinaire, à 20 - 25 décès liés à une vaccination, on stoppait les injections sur l'être humain. FranceSoir 11 août 2021

Un internaute.

- Au 3 août 2021, sur 27 pays de l'espace économique européen hors UK nous avons enregistré, un ami et moi-même, un peu plus de 21000 décès (sans doute sous-estimés) après vaccination, pour un peu plus de 221M de vaccinés 2 doses. On se rapproche donc du 1/10000. Ça paraît énorme. Sources : Eudravigilance et Our World In Data

Une délicatesse criminelle partagée par l'extrême gauche

Macron évoque une situation «plus que délicate» en France face au Covid-19 - RT 11 août 2021

Un internaute.

- HOSPITALISATIONS PASSEES de 30.000 à mi-avril 2021 à 9.000 en Août !

Où est la 4° vague ?

- REANIMATIONS PASSEES de 6.000 à mi-avril 2021 à 1.600 en Août !

Où est la 4° vague ?

Les trotskystes toujours plus décomposés.

GMI - Seuls des imbéciles peuvent encore nier qu'une quatrième vague de contamination au coronavirus soit à l'œuvre à l'échelle de la planète, du fait du variant Delta, beaucoup plus contagieux que ses prédécesseurs.

LVOG - Et de broder sur "*l'incapacité du capitalisme au stade impérialiste*", "*les bourgeoisies rapaces*", un verbiage dogmatique et indigeste dans un tel article qui remplace l'analyse de la situation réelle, qu'ils sont incapables de faire, du coup ils emboîtent le pas à Macron, à l'OMS, à Gates et au Forum économique mondiale qui veulent vacciner la terre entière.

GMI - Il apparait que la vaccination de toute la population mondiale le plus rapidement possible, et donc dans chaque pays, est la meilleure réponse scientifique en l'état de nos connaissances.

LVOG - Encore des opposants de pacotille à la vaccination et au pass obligatoire, quel naufrage politique ! Ces crétins finis ont tout faux, la preuve

GMI - On sait que les vaccins n'entrainent statistiquement que très peu d'effets secondaires problématiques, qu'ils sont très efficaces pour les vaccins de type ARN ou assez efficaces pour ceux de type adénovirus, pour éviter une contamination, prévenir sinon le développement d'une forme grave de la maladie, et restreindre considérablement la contagiosité éventuelle de la personne vaccinée.

LVOG - Le reste était à l'avenant, à la virgule près la propagande officielle ou le discours de Macron. Et ces militants se prennent pour des marxistes, des communistes, des bolcheviks, honte à eux ! Ces "révolutionnaires" sont encore plus tyranniques que Macron, quelle horreur ! Leurs dirigeants viennent du courant trotskyste du PT qui a donné le POI et le POID, le courant politique auquel j'ai appartenu pendant 3 ans à la fin des années 70.

GMI - La vaccination obligatoire pour tous est donc l'option la plus rationnelle, mais ce n'est pas la voie qu'a choisie Macron.

LVOG - L'extrême gauche dont je me réclame est à vomir ! Pour bien mesurer qu'on a affaire à des abrutis finis :

GMI - Le projet de loi en préparation sur le passe sanitaire et les obligations vaccinales réservées aux soignants et paramédicaux est totalement réactionnaire, il doit être combattu et rejeté !

LVOG - Après il ne faut plus s'étonner qu'on ne soit jamais parvenu à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

https://groupemarxiste.info/2021/07/20/macron-ne-combat-pas-la-pandemie-mais-les-travailleurs-de-la-sante/

Pourquoi suis-je devenu un opposant à la vaccination ? Nous ne sommes pas des cobayes.

Pour plusieurs raisons qui sont justifiées sur le plan médical et scientifique.

Parce qu'ils existent des traitements ou médicaments efficaces à tous les stades de la maladie, tout simplement. Mieux, ces médicament pris précocement permettent d'éviter les formes graves de la maladie, alors qu'un vacciné qui se croit protégé de la maladie, s'il la développe il n'aura pas le réflexe de prendre immédiatement ces médicaments qu'on lui a présenté comme des poisons, son médecin lui dira de rester chez lui en lui prescrivant du Doliprane, et quand au bout d'une semaine les premiers signes de complications respiratoires apparaîtront il sera trop tard, il sera bon pour la salle de réanimation ou la morgue !

La vaccination ne protège pas des variants du Sars-CoV-2, et qui plus est la personne vaccinée peut être contagieuse, donc elle ne sert à rien.

En Israël, aux Etats-Unis, en Islande, à Madagascar notamment, les premières observations et études montrent que les personnes vaccinées développent autant ou plus de cas grave de la maladie que les non vaccinés.

Plus de 40.000 décès dans le monde dans les heures ou les jours qui ont suivi la vaccination ont été officiellement répertoriés, en réalité il pourrait y en avoir énormément plus selon certains médecins hospitaliers. Si ces personnes ne se seraient pas fait vacciner, à l'heure qu'il est elles seraient encore en vie, on peut donc parler d'un assassinat programmé.

La vaccination entraine parmi plus de 5 millions d'effets secondaires répertoriés officiellement dans le monde, chiffre volontairement sous-évalué, des formes graves et invalidantes à vie chez des centaines de milliers de personnes jeunes et en bonne santé.

Jamais une campagne de vaccination n'est venue à bout d'une épidémie virale, parce que la plupart des virus et tout particulièrement les coronavirus mutent ou se recombinent avec d'autres virus en permanence. Le Pr. Raoult a affirmé qu'aucun vaccin efficace ne verrait le jour, parce que c'est impossible, tous les essais avaient échoués au cours des 30 dernières années, et on en est en train d'en faire l'expérience.

Pire, tous les spécialistes savent qu'il ne faut surtout pas vacciner en période épidémique, car cela perturbe le comportement du virus qui peut muter ou donner naissance à différents variants au comportement imprévisible, c'est d'ailleurs le meilleur moyen pour enchaîner les épidémies, à croire que c'était l'objectif recherché.

La durée de vie de ce type de virus est limitée, en principe au fur et à mesure qu'il se réplique ou mute, il perd en puissance et il finit par s'éteindre naturellement ou il n'est pas plus dangereux que celui de la grippe s'il demeure à l'état saisonnier.

Les pros vaccins sont des fanatiques ignorants ou c'est devenu un dogme ou un objet de culte chez la plupart des médecins, qui savent par exemple que le vaccin de la grippe n'est efficace qu'entre 40 et 60% dans le meilleur des cas, peu importe ils en font quand même la promotion.

Si vous voulez, cette histoire c'est comme l'histoire d'une dent cariée. Vous allez chez votre dentiste, qu'est-ce que vous allez lui demander, de la soigner avec un pansement ou un plombage ou de l'arracher ? Vous avez un organe douloureux, vous préférez traiter la maladie ou procéder directement à une opération ?

Vacciner les jeunes et moins jeunes ne sert à rien puisqu'ils ne développent pas de formes graves de la maladie, sinon en tuer un certain nombre ou fragiliser leur système immunitaire au risque de développer plus tard des maladies auto-immunes.

Faites un bilan de santé, une analyse sérologique ou sanguine, vérifiez votre taux de globules blanches, de vitamines, oligo-éléments et acides aminés, en cas de carences légères corriger le tir en recourant à une nourriture équilibrée, si votre cas est plus grave commencez par ajouter des compléments alimentaires (comprimés, plantes, huiles essentielles, etc.) et consultez un médecin homéopathe de préférence.

J'avais à peine terminé de rédiger ce passage, que le lendemain matin je découvrais l'info suivante qui me donne raison d'une certaine manière.

Les pros vaccin vont être très très mal dans les semaines ou mois à venir. Chers lecteurs, soyez rigoureux ne ménagez pas dans l'avenir les dirigeants politiques, personnalités ou intellectuels qui auront fait campagne pour la vaccination pour tous ou obligatoire, car ils sont aussi bien informés que vous et moi, et ils disposent des capacités intellectuelles pour comprendre la situation, ils n'ont donc absolument aucune excuse ou circonstance atténuante pour avoir adopté cette position criminelle.

Anthony Fauci - « Il faut utiliser des antiviraux dans les 7 premiers jours de la maladie » - lemediaen442.fr 11 août 2021

Le volt face d'Anthony Fauci lors de la CSIS (Commission on Strengthening America's Health Security). Avec un retard de 18 mois, le Dr Fauci vient de réaliser qu'il était possible d' « administré par la voie orale à une personne qui se trouve au début de son parcours d'infection avant d'arriver à la cascade d'évènement qui conduisent à l'activation aberrante de la réponse inflammatoire qui tue les gens. » Il n'ose pas parler d'hydroxychloroquine ou d'ivermectine mais nous vous le glissons à l'oreille. Le « Dr » continue sur sa lancée « Nous savons maintenant qu'il faut utiliser des antiviraux dans les 7 premiers jours de la maladie et en faire un simple rhume. » lemediaen442.fr 11 août 2021

- L'étrange docteur Fauci envisage désormais des traitements précoces - FranceSoir 11 août 2021

https://www.francesoir.fr/politique-monde/letrange-docteur-fauci-traitements

Tout en continuant à encourager la politique vaccinale, le docteur Folamour du vaccin qui déclarait il y a encore quelques mois que les États-Unis seraient protégés d'ici l'été 2021 grâce à la vaccination, se montre aujourd'hui plus prudent dans ses allégations. Reconnaissant que les vaccinés sont tout autant susceptibles d'attraper le Sars-CoV-2 que les non vaccinés, il recommande désormais le port du masque, quel que soit le statut de vaccination.

Quoique l'on pense de la vaccination, qu'elle puise être un outil intéressant dans la lutte contre le virus ou non, elle n'est plus le Saint-Graal annoncé il y a quelques mois. L'épidémie repart très fortement un peu partout et touche de manière particulièrement virulente les pays qui ont un fort taux de vaccination dans la population, notamment les États-Unis. Par ailleurs, les très nombreux variants qui échappent au vaccin semblent avoir changé la donne.

(Suivaient les tableaux sur l'évolution du nombre de contaminations et de personnes vaccinées en Israël, aux États-Unis, en Islande et à Gibraltar issus de JH University.)

Cette situation critique fait douter de plus en plus les autorités médicales, et de très nombreux gouvernements envisagent désormais les traitements.

C'est également dans ce sens qu'il faut comprendre la longue interview d'Antony Fauci datée du 3 août. Interrogé par J Stephen Morrison,

vice-président du Center for Strategic and International Studies (CSIS), Anthony Fauci déclare :

« Si les vaccins, y compris les rappels, restent d'une importance vitale, nous reconnaissons de plus en plus que les thérapies - sûres, efficaces, évolutives et abordables - ne sont pas moins essentielles à toute solution durable dans la lutte contre la pandémie pour toutes les populations d'Amérique et de tous les pays - riches, pauvres et intermédiaires. La demande de thérapies restera urgente et forte, y compris celles déployées au début de l'infection. »

Après avoir reconnu qu'il avait « davantage conscience de l'importance des thérapies », il recense les différentes molécules employées et s'évertue à commenter tous les obstacles rencontrés pour chacune d'elle. Prenant l'exemple des anticorps monoclonaux, il reconnaît que nombre d'entre eux sont prometteurs tout en se montrant prudent quant à leur efficacité sur les variants. Il ne s'attarde pas très longtemps sur le remdesivir, traitement qu'il a recommandé pendant de nombreux mois, et se contente de dire que sa valeur a fait l'objet de nombreux débats, tout en ajoutant un peu plus tard dans la vidéo qu'il est très bon s'il est utilisé suffisamment tôt et de manière appropriée.

Il oublie au passage de mentionner ce que tout praticien honnête connaît de cette molécule, à savoir qu'elle est toxique pour les reins, le foie et le cœur et qu'elle n'apporte aucune amélioration dans la prise en charge du Sars-CoV-2. Dans un communiqué daté du 20 novembre 2020, l'OMS a écrit : « le médicament antiviral remdesivir n'est pas recommandé pour les patients admis à l'hôpital avec la Covid-19, quelle que soit la gravité de leur maladie. Car il n'y a actuellement pas de preuve qu'il améliore la survie ni qu'il permette d'éviter d'être placé sous ventilation artificielle ».

Quand vient le débat sur l'hydroxychloroquine et l'ivermectine, il se montre également avare en explications et parle de "faux départs". Toute son argumentation manque sérieusement d'éléments scientifiques crédibles. Que ce soit pour les anticorps monoclonaux ou les traitements précoces, aucun chiffre, aucune étude n'est mentionnée. On sent qu'il a envie d'en finir pour promouvoir les nouvelles molécules qui sont en développement, se félicitant des 3,2 milliards de dollars investis par l'État pour des partenariats avec Pfizer, Merck, Roche et Atea.

Puis vient la partie la plus surprenant de ce long entretien, dans laquelle il explique qu'il faut trouver un antiviral qui bloque le Sars-CoV-2 dès le début de l'infection. Il souhaite que ce traitement présente peu d'interactions médicamenteuses, qu'il soit peu toxique et soit sous forme de comprimés. Il termine cette allocution en s'exclamant « Donnez-moi ça et je serai très heureux ».

Quand on entend une déclaration pareille, il faut être bien sanglé sur sa chaise pour ne pas partir à la renverse et ne pas prêter de duplicité à Anthony Fauci durant les 2 minutes d'entretien dans lesquelles il feint encore d'ignorer les centaines d'études et de témoignages de médecins sur l'efficacité de l'ivermectine et de l'hydroxychloroquine, associées généralement aux antibiotiques.

Parmi les médecins qui ont osé prescrire, on peut citer les docteurs Vladimir Zelenko, Peter McCullough et Pierre Kory pour les États-Unis, et les professeurs Didier Raoult et Christian Perronne pour la France sans oublier tous les médecins généralistes qui ont affrontés les foudres des organismes régulateurs pour avoir désobéi aux directives officielles doliprane et dodo.

Malgré ses airs contrits et ses bons sentiments en bandoulière, Anthony Fauci, dont les filandreuses et sinueuses explications semblent se tenir loin de la science mais emprunter davantage au commercial ou au politique, auront certainement du mal à inspirer à ceux qui les écoutent la confiance dont ils ont été privés depuis longtemps. FranceSoir 11 août 2021

Traitement du Covid-19 : l'artésunate, l'imatinib et l'infliximab testés par l'OMS - Capital 11 août 2021

De nouveaux essais cliniques seront menés dans le monde pour mesurer l'efficacité contre le Covid-19 de trois traitements supplémentaires : l'artésunate, l'imatinib et l'infliximab, annonce l'OMS.

"Nous sommes heureux d'annoncer la prochaine phase de l'Essai Solidarity, appelée Solidarity PLUS qui testera trois médicaments: l'artésunate, un traitement contre le paludisme dans sa forme grave; l'imatinib, un médicament contre certains cancers; l'infliximab, un traitement pour les troubles du système immunitaire", a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en conférence de presse. Il a expliqué que ces médicaments ont été choisis par un groupe d'experts indépendants, et indiqué que les essais vont être menés dans plus de 600 hôpitaux dans 52 pays. Capital 11 août 2021

LVOG - J'ai relevé cela sur le Net.

L'artésunate ne sera pas retenue, de 200 à 250 roupies, 3 €! (Tarif en Inde pour 120 mg)

L'imatinib a plus de chance d'être retenue, et pour cause : 384,45 €.

L'infliximab aussi pour la même raison : entre 203,37 et 482,670 €

Mouvement ouvrier, confirmation : A droite toute !

Communiqué du 28 juillet 2021

LVOG - Le Parlement dominé par LREM, le MoDem, l'UDI, LR, le PS garant de la démocratie, il fallait oser la sortir celle-là. Les signataires de ce communiqué infâme souhaitent une "sortir de cette crise" dans le cadre des institutions de la Ve République.

- ... toute discussion réelle au Parlement qui est, une fois encore, considéré comme une chambre d'enregistrement. La démocratie ne saurait être sacrifiée, et elle est pour nous plus que jamais la clé pour sortir de cette crise.

LVOG - Ces scélérats veulent à tous prix nous faire porter une muselière et nous vacciner, lisez, c'est effarant. Mieux, au nom de la démocratie, car pour eux nous ne sommes pas soumis à une dictature !

- Les premiers leviers activés devraient être un grand débat démocratique, une information d'ampleur, des droits d'utilisation sur le temps de travail pour se faire vacciner, une prévention notamment par la gratuité des masques, une couverture bien plus importante des centres de vaccination et des moyens associés plus conséquents…

LVOG - Ces VRP de Big Pharma sont des enragés de la vaccination. Ils poussent l'imposture jusqu'à nier que les discriminations dont fait l'objet la population opposée au pass sanitaire sont du même ordre que celles des nazis envers les juifs et le régime raciste d'Afrique du Sud envers les Noirs le vidant ainsi de son contenu politique totalitaire.

- Une vaccination large et massive est nécessaire pour combattre cette pandémie, à commencer par la couverture des plus fragiles. Nous nous démarquons de toutes celles et ceux qui font de leur opposition frontale au vaccin un déversoir sectaire et complotiste et nous dénonçons fermement toute assimilation de la stratégie vaccinale à la Shoah ou à l'apartheid.

LVOG - Pire encore, ces ordures emboîtent le pas de l'OMS qui prévoit que leur machination dure indéfiniment, jusqu'à ce que les gouvernements des pays "pauvres et émergents" se résolvent à piquer la totalité de leur population, alors qu'elle n'est pas atteinte par cette épidémie des pays riches.

- Et pendant ce temps, la France s'oppose toujours, avec l'Union européenne, à la levée des brevets au sein de l'Organisation mondiale du commerce, alors que c'est la seule façon pour que, dans les pays pauvres et émergents, les vaccins puissent être fabriqués et distribués massivement. C'est à la fois une question de solidarité internationale, de santé publique et d'efficacité. Car tant que la pandémie ne sera pas résolue à l'échelle mondiale, elle ne le sera nulle part.

LVOG - Et au lieu de s'attaquer à la bande mafieuse et criminelle à l'origine de cette mystification et qui en est la seule bénéficiaire, ils les appellent à faire preuve de générosité histoire de couvrir leurs intentions malfaisantes

- Nous demandons que soient mis à contribution, bien davantage qu'aujourd'hui, les multinationales et les très riches, au profit de la solidarité nationale.

Premiers signataires

Responsables d'organisations :

Aurélie Trouvé et Raphaël Pradeau (porte-parole d'Attac),
Céline Verzeletti (secrétaire confédérale de la CGT),
Simon Duteil et Murielle Guilbert (co-délégué·es généraux de l'Union syndicale Solidaires),
Thomas Porte (porte-parole de Génération·s),
Delphine Glachant (présidente de l'Union syndicale de la psychiatrie),
Pierre Schwob (Collectif Inter Urgences),
Mireille Stivala (secrétaire générale de la fédération CGT Santé et action sociale),
Jean Marc Devauchelle (secrétaire général de la Fédération SUD Santé Sociaux),
Thierry Amouroux (porte-parole du Syndicat National des Professionnels Infirmiers SNPI),
Mélanie Luce (présidente de l'UNEF),
Sonia Ollivier (co-secrétaire nationale du SNPES-PJJ/FSU),
Jean-Baptiste Eyraud (porte-parole Droit Au Logement),
Khaled Gaiji (président des Amis de la Terre France),
Pierre Khalfa et Willy Pelletier (Fondation Copernic),
Emmanuel Vire (secrétaire général du SNJ-CGT),
Hafsa Askar (Secrétaire Générale de la FSE),
Denis Lalys (secrétaire général de la FNPOS de la CGT),
Ana Azaria (présidente Femmes égalité),
Lenny Gras (porte parole du MNL),
Mathieu Devlaminck (UNL),
René Seibel (Action contre le chômage),
Christian Eyschen (secrétaire général de la Libre Pensée),
Christine Poupin et Olivier Besancenot (porte-parole du NPA),
Aneth Hembert (co-secrétaire fédérale des Jeunes Ecologistes),
Jean-Christophe Sellin et Hélène Le Cacheux (coordinateurs du Parti de Gauche),
Jean-François Pellissier et Myriam Martin (porte parole d'ENSEMBLE !),
Christian Pierrel (porte parole du PCOF),
Martin Méchin et Louise Tort (Black Robe Brigade),
Philippe Poutou (porte-parole du NPA),
Dominique Ferré (Parti ouvrier indépendant démocratique).

Elu·e·s :

Éric Coquerel (député LFI),
Elsa Faucillon (députée PCF),

Eric Piolle (maire EELV),
Jean-Luc Mélenchon (député LFI),
Sébastien Jumel (député PCF),
Emilie Carriou (députée Nouveaux Démocrates),
Clémentine Autain (députée LFI),
Aurélien Taché (député Nouveaux Démocrates),
Mathilde Panot (députée LFI),
Pierre Dhareville (député PCF),
Caroline Fiat (députée LFI),
Manon Aubry (députée européenne LFI),
Adrien Quatennens (député LFI),
François Ruffin (député LFI),
Muriel Ressiguier (députée LFI).

Personnalités :

Youcef Brakni (militant antiraciste),
Sandrine Rousseau (EELV),
Véronique Ponvert (syndicaliste FSU),
David Dufresne (écrivain, réalisateur),
Caroline Mecary (avocate),
Taha Bouhafs (journaliste),
Jean-Marie Harribey (économiste),
Arie Alimi (avocat),
Kevin Vacher et Deborah Ozil (Rencontre des Justices),
Anthony Caillé (CGT-Police),
Stéphane Jouteux (syndicaliste),
Arnaud Malaisé (syndicaliste FSU),
Nicolas Mayart (journaliste),
Dominique Plihon (économiste),
Paul Poulain (spécialiste des risques industriels),
Laure Vermeersch (L'ACID),
Gilles Perret (réalisateur),
Rokhaya Diallo (écrivaine),
Claire Lejeune (EELV).

A bas la vaccination inutile et dangereuse !

Dans le dernier éditorial de La tribune des travailleurs (POID) signé D. Gluckstein.

LVOG - Leur position ou objectif sont les mêmes que Macron et le Forum économique mondial qui fait office de gouvernement mondial totalitaire, la vaccination de toute la population, ce sont tous des imposteurs et des tyrans !

- Dans un courrier de l'union départementale CGT de la Moselle, on lit : " La CGT se prononce pour la vaccination massive de la population..."

Bien entendu, ils modèrent leurs discours, pas d'appel à la grève générale, plus d'appel à chasser Macron ou à abattre les institutions, aucune caractérisation du régime, non, non, tout cela c'était bon avant, avant qu'on en arrive là justement, c'était uniquement des slogans sans lendemain. Macron et LREM ultra minoritaires, des imposteurs, illégitimes, tout cela est oublié. D'ailleurs ils tiennent à rester sur le terrain social ou syndical, de la collaboration de classes et du corporatisme, pas question d'aller sur le terrain politique ou de poser la question de l'Etat, du pouvoir.

Ne vous y trompez pas, vous êtes en présence de manoeuvriers professionnels. La preuve, ensuite ils évoquaient "*les manifestations des dernières semaines*", après avoir traité leurs participants de suppôts de l'extrême droite, ils font feu de tout bois. Et quand ils évoquent le "*rejet de ce gouvernement antidémocratique*" ou ils font leur référence au "*totalitarisme grandissant*", on se dit, tient les voilà qui vont quand même embrayer sur le plan politique, pas du tout : "*la classe ouvrière n'a d'autre choix que de répondre sur son propre terrain, pour ses propres revendications*" et nous voilà ravaler au plan de l'entreprise, de l'atelier, de la boutique, du service, bref, au plan atomisé alimentaire du réformiste conformiste

---

Tribune libre

- La nuit privée d'étoiles Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 11 août 2021

Extrait.

Depuis mars 2020, nous nous sommes avancés sur une route délabrée, jonchée de trous, de pierres éclatées, de désordre, de ruines et de confusion. Nous avons observé en avançant sur ce chemin étrange, le désastre de la « guerre » provoquée par une « fausse pandémie ». Une caste de médecins s'emparait du pouvoir : on les voyait chaque jour se succéder sur les plateaux de télévisions qui s'étaient mis gracieusement à leur disposition.

Le ministre de la santé, Véran de son nom, et les directeurs des organismes sanitaires de l'État, comme Salomon, égrenaient chaque jour leur chapelet de catastrophes, la litanie falsifiée des milliers d'infectés et de morts. La caste médicale s'était recyclée dans l'art de fomenter la peur, la question de la mort étant manipulée afin de faire croire implicitement qu'il était possible de l'éviter, comme si la mort était le mal absolu contre lequel nous devions tous nous mobiliser de manière obsessionnelle et erronée, engageant toutes les énergies des humains dans une « guerre insensée contre les virus », alors qu'on doit vivre avec eux et que certains d'entre eux font même partie de notre génome.

La caste médicale se lançait dans le narratif idéologique du covidisme et aujourd'hui, de la vaccino-pathologie devenu un trouble obsessionnel compulsif, après avoir couvé tout ce temps depuis mars 2020, dans le délire hypnotique collectif, pour éclore enfin et donner naissance à la confusion mentale d'une société entière qui bascule maintenant dans le mélange des genres, dans le sophisme parfait, dans l'obsession fanatique de tout détruire !

A cette occasion, nous avons découvert que le pouvoir médical rêvait de devenir le maître du monde ! Derrière les instances décisionnaires, les Académie nationale de médecine, le Conseil National de l'Ordre des médecins (CNOM) et le fameux « Conseil scientifique », les ARS, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), la Haute Autorité de santé (HAS) l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES), l'Ordre national des pharmaciens, l'observatoire de pharmacovigilance, mais aussi une cohorte de nombreux médecins, allaient s'exprimer ex cathedra, tournant en dérision tous ceux qui se permettaient une critique objective par leurs prises de paroles compétentes.

Jusqu'à nouvel ordre, la médecine est un art du diagnostic et ne fait pas partie des sciences exactes. Pourtant nous avons entendu, à l'occasion de cette crise, un discours dogmatique qui s'affirmait comme étant la « vérité » sur les questions de santé en se hissant au niveau de la légitimité scientifique. Le discours dogmatique est sectaire par définition. J'ai constaté que le monde médical avait une posture sectaire et des médecins au service de la propagande se comportaient comme des sectateurs détenant la vérité révélée sur la santé des hommes et tout ce qui va avec : le sanitairement correct ! C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, inévitablement, d'autres voix de médecins, eux aussi, se sont faites entendre en totale opposition à ce narratif manipulateur qui, en faisant peur aux gens, voulait se faire respecter comme une nouvelle et suprême valeur supplantant toutes les autres… Ces médecins ont pour longtemps complètement décrédibilisé la médecine, pendant que d'autres, comme le Dr Fouché, ont sauvé son honneur…

Ces gens persuadés d'être la partie la plus « essentielle » de l'humanité, faisaient preuve d'un fanatisme sectaire surprenant. Même de grands médecins n'allaient pas hésiter, poussés par le conflit d'intérêts, à téléphoner en pleine nuit pour menacer de mort des Pr Raoult, des Pr Perronne et tant d'autres après eux, inscrits aujourd'hui sur une sorte de « liste noire » devenue sidérante ! Non seulement la censure allait s'acharner comme cela n'avait encore jamais existé, même pas au temps des inquisiteurs, mais les poursuites, les sanctions, les menaces et les condamnations arbitraires allaient s'abattre sur tout divergent résistant et contestataire traité de « complotiste » ou de « rassuriste » ou de « négationniste », chaque fois que les fanatiques sectaires du sanitairement correct n'aurait aucun argument sérieux à opposer aux critiques objectives de ceux qui réfléchissent encore…

Certes, beaucoup de médecins, sans doute la majorité, allait se positionner dans la contestation du narratif officiel devenu dément ! On allait voir une caste médicale toute puissante, omniprésente sur les médias collabos, interdire aux médecins contestataires de prescrire des traitements qui étaient parfaitement efficaces contre la Covid-19. On découvrait hébétés, les gigantesques « conflits d'intérêts » qui animaient le fanatisme médical des décideurs lâchés comme des charognards sur la population pétrifiée, traumatisée, manipulée, maltraitée ! Les menaces et les sanctions pleuvaient sur tout ce qui allait s'opposer à la tyrannie de cette dictature sanitaire… La censure acharnée serait orchestrée au niveau mondial, privant toute voix dissidente de droit. Cette sorte de pan-médicalisme faisant de la santé la valeur suprême sur laquelle toutes les autres réalités de la vie commune devraient s'aligner, allait introduire une confusion des genres scandaleuse et intolérable !

Désormais, la santé devenait la valeur suprême, alors que la santé n'est qu'un bien, certes enviable, mais certainement pas identifiable à une « valeur ». L'amour, la générosité, le courage, la sagesse, un éveil de la conscience, la liberté, l'égalité, la solidarité sont des valeurs supérieures auxquelles on peut aspirer, pour lesquelles on peut avoir de l'admiration, mais la santé est simplement un bien que l'on peut éventuellement désirer mais certainement pas admirer ! On admire le courage de quelqu'un, mais pas sa santé, à moins d'être un idiot.

En transformant un bien en valeur, le pan-médicalisme d'aujourd'hui a esclavagisé la société tout entière en lui faisant croire que tout devait être subordonné à son impératif. C'est ainsi qu'un bien a flanqué brutalement par terre une valeur supérieure comme celle de la liberté, faisant de notre monde une colonie pénitentiaire de Kafka. C'est un comble, un délire supplémentaire au milieu des autres délires.

La société actuelle façonnée par le pan-médicalisme, est obscurantiste, elle est dans la nuit privée d'étoiles. Le fait de soumettre par la loi, des valeurs supérieures comme la liberté à un bien en soi inférieur, comme l'est la santé, c'est dire à quel point notre société est dans une errance nihiliste. Nous avons perdu le sens des choses, l'ordre naturel des choses, l'échelle des valeurs et des biens ; nous sommes en pleine décadence et c'est pour cela que la dictature sanitaire a pu s'emparer du monde à ce point ! La suite logique d'une telle décadence, c'est la chute pour de bon et la disparition de ce monde.

Haut de page

Le 11 août 2021

Une seule solution : la révolution. Faites passer le message.

Je n'ai pas trouvé le temps d'ajouter les nouveaux documents. S'informer est essentiel pour comprendre la situation et agir.

Même si je ne l'ai pas mentionné parce que je ne peux pas être partout à la fois, la lutte contre la dictature sur le plan politique va de pair avec le combat contre la réforme des retraites, de l'allocation chômage et toutes les mesures antisociales adoptées ou annoncées par Macron, le soutien à tous les mouvements sociaux en cours, cela va de soi.

En fait, j'ai du bol de vivre en Inde, je suis tranquille, pour le moment, pourvu que cela dure. Je ne regrette pas d'avoir quitté ce pays pourri, la France, où l'extrême gauche occupe le terrain de l'extrême droite ou sert d'appoint à l'extrême-centre de Macron. Vous comprenez pourquoi mon courant politique demeure désespérément inexistant ou ostracisé par tout ce que compte de bonnes consciences ce pays des Lumières obscures ou obscurantistes.

J'aurais préféré être parmi vous, que voulez-vous on ne peut pas revenir en arrière. J'ai commis trop d'erreurs dans la manière dont j'ai conduit ma vie, et je m'en suis rendu compte beaucoup trop tard. Ce serait facile de dire que je n'ai pas eu le choix, tout le monde m'approuverait ou me plaindrait, mais ce ne serait pas tout à fait honnête de ma part. C'est difficile à vivre parfois, dont il faut assumer notre existence telle qu'elle est, je crois que c'est la meilleure façon pour la supporter le mieux possible au lieu de se morfondre inutilement, la plus digne ou respectable. Refaire le monde ou sa vie entre quatre murs ne mène nulle part, c'est encore en les prenant tels qu'ils sont qu'on peut espérer en tirer le meilleur.

Et puis on a encore tellement de choses passionnantes à apprendre.

Tenez je suis tombé sur un portail de vulgarisation médicale tenu par un naturopathe, ces cours et sa pédagogie sont si bien faits qu'on peut apprendre rapidement et facilement plein de choses utiles, c'est carrément génial !

Vérisme Tv

https://www.youtube.com/channel/UCNzTrZJ2augJrh54aj-57WQ

Un autre truc génial, c'est la paléontologie. Voilà de quoi occuper les soirées en plus de la lecture, les documentaires, la musique pour se détendre, le cinéma pour se distraire, quoique j'en ai ma claque, c'est trop fabriqué, il n'y a rien de naturel là-dedans, le théâtre m'emmerde avec ses acteurs poudrés et fardés, on se croirait sous l'Ancien Régime, il reste la littérature ou les récits historiques... On peut se distraire et s'instruire à la fois, ce n'est pas encore interdit par le tyran.

Parole d'internaute.

1- “”Ils” veulent nous tuer”, phrase très difficile à prononcer tant elle est lourde dans son horreur. Et pourtant…

2- La question Covid n’étant plus médicale mais 100% politique, et très bientôt économique puis financière...

3- Il y a longtemps qu’on sait que le but des gouvernements, dont le nôtre, n’est ni la santé ni le bien-être des populations. Pour ma part, je m’attends à pire, bien pire, dans les semaines à venir. J’espère vivement me tromper, mais tout ce qu’on a vécu jusque-là va vers une seule chose: la dictature absolue, délirante, clivante, meurtrière.

Comment a-t-on pu en arriver à cette société monstrueuse ou à la normalisation de principes qui relèvent du fascisme partagés par une grande partie de la population ?

A quoi et à qui sert l'extrême droite ?

La gauche et l'extrême gauche ayant déserté le combat contre le régime et pour le socialisme, elles laissent le champ libre à l'extrême droite qu'elles prétendent ensuite combattre histoire de se faire passer pour des opposants au régime, c'est aussi simple que cela.

Sauf que les travailleurs ou les citoyens lambda n'étant pas familiarisés avec ce genre de manoeuvres, vont se retrouver piégés ou manipulés quelle que soit l'attitude qu'ils adopteront, car soit ils auront tendance à accorder leur confiance à la pseudo-gauche ou extrême gauche et dans ce cas ils se retrouveront au côté de Macron, l'épisode de la muselière et du vaccin en train de se dérouler sous nos yeux le prouve, soit ils s'en méfieront et ils se retrouveront en compagnie de l'extrême droite ou le pire ennemi de la classe ouvrière, qui sert occasionnellement à la diviser ou à constituer les bataillons du lumpenprolétariat qui le moment venu seront amenés à la terroriser et à la massacrer, ainsi que le mouvement ouvrier.

En pratique comment la situation se présente.

L'extrême droite conteste l'interprétation des faits que les représentants du parti de l'ordre ont adoptée, interprétation qui la plupart du temps est effectivement frauduleuse, de sorte que vous avez le choix entre adopter la version officielle pour ne pas apparaître d'extrême droite ou la rejeter et être assimilé à l'extrême droite, ensuite, pour peu que cela ne vous gêne pas, petit à petit vous pourrez assimiler leur idéologie et devenir un parfait fasciste sans même vous en être aperçu ou alors il sera trop tard et vous l'assumerez, d'où l'intérêt de disposer à chaque instant d'un esprit critique bien aiguisé ou indépendant qui vous permette d'éviter ces écueils.

La pseudo-gauche et extrême gauche instrumentalisent l'extrême droite exactement de la même manière que la droite et l'extrême-centre, parce qu'ils partagent les mêmes objectifs politiques, elle leur sert de repoussoir au profit de la stabilité du régime, pour le protéger.

Ce qu'il faut bien comprendre et que la plupart des travailleurs ou militants n'ont pas à l'esprit, c'est que la pseudo-gauche et extrême gauche

ne combattent pas pour faire triompher la vérité, elles s'en foutent éperdument, en réalité elles sont animés d'autres intentions, qui parce qu'elles sont inavouables, elles ne les évoqueront jamais. Du coup, nombreux sont ceux qui ne comprennent pas leurs prises de position, qui ne se reconnaissent pas dans leur discours, mais en même temps ils hésitent à les condamner de crainte qu'on les accuse de se laisser influencer par l'extrême droite, ce qui pour beaucoup de travailleurs est inconcevable ou carrément une insulte pour les militants, dès lors va s'installer dans les têtes une grande confusion dont les uns et les autres tenteront de tirer profit. Inutile de préciser que les seuls victimes ou perdants de cette escroquerie politique seront toujours les mêmes, les travailleurs et les militants qui demeureront incapables d'y voir plus clair ou de faire la part des choses.

Je me dis que mes lecteurs en font partie, dans le cas contraire qu'ils se manifestent pour qu'on puisse se compter. Vous comprendrez que face à la gravité de la situation, la passivité et la bonne conscience silencieuse ne soient plus tenables ou alors elles caractérisent la résignation.

Le passe sanitaire, c'est l'instauration d'un Etat policier ou Big Brother vous regarde.

Totalitarisme et Great Reset. Quand une mystification en sert une autre, suite.

LVOG - Ils instrumentalisent le climat et le vivant, ils veulent leur dicter leur loi, ils prétendent pouvoir les contrôler, en attendant ou à défaut c'est la population qui le sera.

Réchauffement climatique : pour les États-Unis, "on ne peut plus retarder les mesures ambitieuses" - BFMTV 9 août 2021

Le monde "ne peut plus retarder les mesures ambitieuses en matière climatique", après la publication du nouveau rapport choc des experts de l'ONU, a déclaré ce lundi le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken.

Les humains sont "indiscutablement" responsables des dérèglements climatiques et n'ont d'autre choix que de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, s'ils veulent en limiter les dégâts, constatent-ils. BFMTV avec AFP 9 août 2021

Rapport du Giec : "Il est encore temps d'inverser la tendance", veut croire Fabien Roussel - Europe1 10 août 2021

C'est du moins ce qu'a voulu retenir sur Europe 1 Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF. "Ce rapport montre qu'il y a de l'espoir et qu'il est encore temps, dans les années qui viennent, d'inverser la tendance de réduire fortement nos émissions de gaz à effet de serre pour faire en sorte d'obtenir cette neutralité carbone". Europe1 10 août 2021

LVOG - Vous vous demandiez encore dans quel camp était le PCF, vous avez la réponse, celui de l'oligarchie ou de la tyrannie.

A qui profite le crime ? Et les vases communicants.

- Rebond de la rémunération des patrons en 2021 - francesoir.fr 10 août 2021

Les dirigeants des grandes entreprises, qui avaient beaucoup réduit leur rémunération en 2020, pourraient percevoir 5,4 millions d'euros en moyenne cette année, soit 1,6 million de plus qu'en pleine crise sanitaire, et accélérer sur les critères liés au climat, selon un rapport.

Les rémunérations des patrons des entreprises de l'indice boursier CAC 40, qui avaient reculé de 21% à 3,8 millions d'euros en moyenne l'an dernier, devraient rebondir fortement à 5,4 millions d'euros cette année, selon une étude présentée en tandem par l'Hebdo des AG et le cabinet d'avocats Avanty, spécialisé en rémunération des dirigeants.

Ces enveloppes, qui ont été votées lors des assemblées générales des actionnaires entre avril et juin, dépassent de 10% celles de 2019 au sein du CAC 40.

"Le rebond des rémunérations traduit la reprise économique", observe Bénédicte Hautefort, fondatrice de l'Hebdo des AG, interrogée par l'AFP. francesoir.fr 10 août 2021

Covid-19 : le recours à l'aide alimentaire a explosé en France - Europe1 10 août 2021

Selon les derniers chiffres publiés par l'Insee, le nombre de bénéficiaires a augmenté de plus de 7% en 2020 par rapport à l'année 2019.

Les Restos du cœur, la Croix-Rouge française, mais également les épiceries solidaires... Toutes les associations font le même constat : le nombre de bénéficiaires a fortement augmenté l'année dernière. Conséquences de la crise sanitaire du coronavirus, de plus en plus de Français se tournent vers les associations, qui fournissent une aide alimentaire pour s'en sortir. Ce phénomène ressort également dans les derniers chiffres publiés par l'Insee, mardi.

Selon la dernière étude publiée par l'Insee, le volume d'aides distribuées par les associations a bondi de plus de 10% l'an dernier par rapport à 2019. Le plus préoccupant reste le nombre de nouveaux inscrits : ils étaient 7,3% de plus en 2020. D'habitude, le nombre d'inscriptions augmente de 2% à 3% chaque année.

Les profils de demandeurs sont très différents. IlS sont composés de "personnes qui étaient sur la brèche et qui ont basculé dans la précarité", constate Guillaume Guitton, de la Croix-Rouge française. "On retrouve principalement des étudiants, des personnes intérimaires,

des travailleurs saisonniers, des travailleurs dits 'pauvres'", précise-t-il.

Pour Guillaume Guitton, "la crise est venue exacerber des tendances que l'on observait déjà". Notamment une augmentation des besoins des bénéficiaires dans la deuxième moitié de l'année 2020, signe d'une précarité plus dure, mais aussi plus installée. Les associations craignent que cette tendance à la hausse ne se poursuive sur l'année 2021, elle aussi marquée par le Covid. Europe1 10 août 2021

Le docteur Gérard Maudrux a décidé de mettre fin à son blog.

Une semaine auparavant nous avions eu un échange privé ou par courriel, il m'avait fait part de sa décision, bien entendu je m'étais abstenu de la révéler dans son blog, c'était à lui de l'annoncer à ses lecteurs. J'ai peut-être l'air rustre, mais je sais me tenir comme ils disent dans l'autre monde.

Voici le dernier commentaire que je lui ai envoyé.

- Vous m'aviez tenu informé de votre décision depuis quelque temps, vous êtes donc un homme de parole, cela je le savais déjà. De mon côté, j'ai gardé le silence pour respecter la confiance que vous m'aviez accordée.

Ce que vos lecteurs ne voient pas ou ne veulent pas voir, c'est que vous avez été au bout des illusions qu'ils partagent, pas moi, à aucun moment, et pour m'en être exprimé ouvertement cela me valut de la part de certains, le traitement que vous dénoncez dans votre article.

En mars 2020 et pendant plus d'un an, vous avez refusé d'admettre que cette pandémie avait été entièrement fabriquée et que son origine était de nature économique, et que dès lors elle bénéficierait exclusivement d'un traitement politique, par conséquent tout traitement qui se situerait sur un autre plan serait inapproprié ou voué irrémédiablement à l'échec.

Là où à mon avis vous avez commis une erreur, sans que ce soit un reproche de ma part et vous allez tout de suite comprendre pourquoi, alors que votre blog avait été conçu sur le plan médical ou sanitaire, malgré vous d'une certaine manière, au regard de l'évolution de la situation vous avez été amené à vous situer sur le terrain politique, alors que vous n'y étiez pas du tout préparé ou vous n'étiez pas armé pour mener le combat sur ce plan-là ou pour affronter un ennemi détenant absolument tous les pouvoirs. Au mieux ou au pire votre orientation politique allait diviser vos lecteurs ou alimenter des illusions dans le régime dictatorial, donc dans les deux cas desservir la cause que vous défendiez. A mon avis, vous auriez dû continuer à faire connaître les molécules qui existaient pour traiter la Covid-19, à diffuser les témoignages et les études qui démontraient leur efficacité, et vous en tenir strictement à ce rôle sans empiéter sur le champ politique.

Lors de la sortie du documentaire Hold-up, vous n'avez pas voulu admettre qu'on était en présence d'un complot mondial orchestré par le premier cercle de l'oligarchie financière mondiale, ce n'est que petit à petit au cours des derniers mois, que vous en êtes venu à concevoir que c'était la seule explication possible à tout ce qui se passait et à la manière dont cela se passait simultanément dans le monde entier, et effectivement il n'en existe pas d'autres, on est bien en présence d'un coup d'Etat mondial prémédité de longue date…

Au fil du temps, comme beaucoup de personnes ici, vous avez été amené à prendre conscience qu'en présence d'une dystopie, il était inutile d'attendre quoi que ce soit des institutions de la Ve République ou tout du moins de ses représentants, car vous n'en êtes pas encore rendu à imaginer la nécessité (historique) d'un changement de régime économique et politique, or c'est la seule ou unique issue à cette crise qui soit conforme aux besoins sociaux et aux aspirations démocratiques légitimes de l'ensemble de la population. J'ajouterai que s'agissant d'une guerre de classes à mort, il va falloir rapidement que chacun choisisse son camp ou sache ce qu'il veut vraiment, vivre sous un régime tyrannique une fois réduit en esclavage ou opter pour une République sociale et démocratique qui aurait une valeur universelle, puisque tous les peuples font face au même défi.

Le peuple va devoir s'organiser et prendre les armes pour conquérir sa liberté ou alors il devra se résigner à en être privé indéfiniment, il n'aura pas le choix, et c'est la dictature en place qui en portera l'unique responsabilité, car en règle générale nous ne sommes pas des partisans de la violence, hormis en cas de nécessité absolue.

La pire des violences, elle est du côté de Macron et son régime despotique, c'est par exemple empêcher un citoyen de se rendre au chevet d'un vieux parent dans un Ehpad, d'accéder à l'hôpital pour se soigner, à son lieu de travail, etc. parce qu'il est opposé au passe sanitaire et n'en dispose pas, alors qu'aucun argument scientifique ne permet de le justifier. L'argument selon lequel le passe sanitaire aurait été conçu pour protéger certaines catégories de la population, pour vaincre une épidémie, relève de la pure invention de psychopathes criminels, car comment expliquer pourquoi cette formalité ne serait obligatoire pour les millions qui prennent le métro, le train ou le RER pour aller travailler notamment, ainsi l'intention liberticide destinée à instaurer un régime totalitaire basée sur le contrôle permanent ou la surveillance de l'ensemble de la population est établie. Nous y opposer par tous les moyens est dès lors parfaitement légitime.

Merci docteur Maudrux pour nous avoir fait connaître l'Ivermectine et nous avoir permis de nous exprimer librement, grâce à vous de nombreuses vies ont été sauvées. Bonne continuation. Et le combat continue ! (Mon portail : http://www.luttedeclasse.org)

On est bien en présence d'un coup d'Etat mondial prémédité de longue date, ai-je écrit hier matin, la preuve, la dernière répétition générale.

- Event 201 is a pandemic tabletop exercise hosted by The Johns Hopkins Center for Health Security in partnership with the World Economic Forum and the Bill and Melinda Gates Foundation on October 18, 2019, in New York, NY. The exercise illustrated the pandemic preparedness efforts needed to diminish the large-scale economic and societal consequences of a severe pandemic.

Drawing from actual events, Event 201 identifies important policy issues and preparedness challenges that could be solved with sufficient political will and attention. These issues were designed in a narrative to engage and educate the participants and the audience.

- L'événement 201 est un exercice de simulation de pandémie organisé par le Johns Hopkins Center for Health Security en partenariat avec le Forum économique mondial et la Fondation Bill et Melinda Gates le 18 octobre 2019 à New York, NY. L'exercice a illustré les efforts de préparation à la pandémie nécessaires pour diminuer les conséquences économiques et sociétales à grande échelle d'une pandémie grave.

S'inspirant d'événements réels, l'événement 201 identifie des questions politiques importantes et des défis de préparation qui pourraient être résolus avec une volonté et une attention politiques suffisantes. Ces questions ont été conçues dans un récit pour engager et éduquer les participants et le public.

LVOG - Quand ils évoquaient leurs " efforts de préparation à la pandémie nécessaires pour diminuer les conséquences économiques et sociétales à grande échelle d'une pandémie grave", il fallait traduire par "amplifier les conséquences économiques et sociétales à grande échelle d'une pandémie" fabriquée par eux, ils ne pouvaient tout de même pas l'avouer !

Event 201 Pandemic Exercise: Segment 1, Intro and Medical Countermeasures (MCM)

https://www.youtube.com/watch?v=Vm1-DnxRiPM

Event 201 Pandemic Exercise: Segment 2, Trade and Travel

https://www.youtube.com/watch?v=QkGNvWflCNM

Event 201 Pandemic Exercise: Segment 3, Finance

https://www.youtube.com/watch?v=rWRmlumcN_s

Event 201 Pandemic Exercise: Segment 4, Communications Discussion and Epilogue

https://www.youtube.com/watch?v=LBuP40H4Tko

Event 201 Pandemic Exercise: Segment 5, Hotwash and Conclusion

https://www.youtube.com/watch?v=0-_FAjNSd58

- Cette causerie au format pdf (16 pages)

TROISIEME PARTIE

Pandémie mondiale de Führers et de SA.

C'est bien le fascisme qui s'installe en France. Depuis le 10 août 2021 ou même avant (lire plus loin), la France est livrée à un régime de terreur où des milices privées et publiques dignes des chemises brunes ou Sturmabteilung du régime nazi sillonnent tout le pays pour contrôler le Ausweis ou laissez-passer qui permet d'accéder à certains lieux publics ou privés et sanctionner sévèrement les contrevenants qui auraient osé braver les ordres du bien-aimé Führer Macron.

Heil ! Avec la complicité active de la majorité de la population.

- Au total, plus de 80 000 personnels de l'AP-HP ont reçu au moins une dose de vaccin sur «une cible à 100 000 personnes», a indiqué dans une déclaration transmise à l'AFP Martin Hirsch, directeur général de l'AP-HP. RT 10 août 2021

- Pass sanitaire : Oui, une clinique a refusé une patiente n'ayant pas de pass - 20 Minutes 30 juillet 2021

Dans une vidéo très partagée sur les réseaux sociaux, un homme qui se présente comme ambulancier entend « tirer […] la sonnette d'alarme » autour du pass sanitaire.

« Nous avons déposé une patiente dans une clinique privée pour effectuer un examen du cœur. Petit examen qui lui a été refusé [au] seul et unique motif que cette dame n'a pas pu présenter de pass sanitaire », y affirme-t-il, alors que ce dispositif n'est pas encore légalement instauré dans les hôpitaux.

Contactée par 20 Minutes, la société d'ambulance concernée confirme les propos de son salarié. De son côté, la Chambre nationale des services d'ambulances indique avoir eu des remontées de terrain similaires.

« Donc aujourd'hui, on s'assoie sur le serment d'Hippocrate, on s'assoie aussi sur la liberté d'accès aux soins. C'est inadmissible ! », conclut-il, alors que le pass sanitaire ne sera normalement requis dans les hôpitaux – sauf en cas d'urgence – qu'à compter du 9 août, selon les dernières prévisions du gouvernement.

« Du coup, il a fallu la ramener chez elle, ce qui fait des coûts pour rien auprès de la Sécurité sociale et nous fait faire des allers-retours

inutiles. Le problème va se présenter de plus en plus régulièrement [avec le pass sanitaire] », déplore en outre la société. « Une situation problématique » survenue dans « certains territoires »

Un constat partagé par la Chambre nationale des services d'ambulances (CNSA), comme l'explique son secrétaire général, Guillaume Narguet, à 20 Minutes : « Cette situation problématique s'est déjà présentée dans certains territoires, et bientôt dans le Grand Est où l'ARS impose aux centres hospitaliers, à partir du 1er août, de placer un vigile à l'entrée de l'établissement pour vérifier les pass sanitaires alors que la loi n'est pas encore promulguée. » 20 Minutes 30 juillet 2021

L'élite a fini par rejoindre la dictature

- (Raoult) Le professeur marseillais (...) a également rendu hommage à l'Ordre des médecins, pour sa défense du «serment d'Hippocrate, dont l'un des éléments essentiels est l'accès au soin pour tous». RT 10 août 2021

Pr Philippe Parola, Chef de service des maladies infectieuses à l'IHU Méditerranée-Infection.

- "Il ne s'agit pas d'être pour ou contre la vaccination, or, c'est une question qui n'a pas de sens. La vaccination, c'est pour qui, quand, pour quel bénéfice/ risque", pour finalement répéter à trois reprises que certaines catégories de la population bénéficie d'un rapport bénéfice/ risque positif

https://www.youtube.com/watch?v=sCqqbP6Oe_Q

Fake news grossière. Flagrant déli de manipulation des faits. Vacciné ou non vacciné = Du pareil au même. La preuve.

Ces graphiques illustrent l'efficacité de la vaccination mieux que n'importe quel discours - futura-sciences.com 10 août 2021

https://www.futura-sciences.com/sante/breves/coronavirus-ces-graphiques-illustrent-efficacite-vaccination-mieux-nimporte-discours-4925/#xtor%3DAL-80-1%5BACTU%5D-4925%5BCes-graphiques-illustrent-l-efficacite-de-la-vaccination-mieux-que-n-importe-quel-discours%5D

On peut par exemple constater qu'à Paris, le département le plus vacciné de France avec 80 % de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin, la hausse des contaminations depuis juillet ne se traduit pas par une courbe « en miroir » des décès comme c'était le cas lors des précédentes vagues. Pour 602 cas quotidiens positifs en moyenne sur la semaine du 31 au 6 août, 3 décès quotidiens en moyenne ont été enregistrés à l'hôpital entre le 3 et le 9 août. Soit un taux de mortalité de 0,005 %.

En Martinique, où le taux de vaccination est d'à peine 21 %, la courbe des décès semble suivre la même pente dangereuse que celle des contaminations. Sur 597 cas quotidiens constatés entre le 31 juillet et le 6 août, 5 décès quotidiens sont recensés entre le 3 et le 9 août (soit un taux de mortalité de 0,008 %). La différence peut sembler faible pour le moment mais c'est la tendance en miroir qui est à noter. futura-sciences.com 10 août 2021

LVOG - Un taux de mortalité de 0,008 % contre un taux de mortalité de 0,005 %, et "*l'efficacité de la vaccination*" n'est plus à démontrer, vous avez vu avec quel aplomb ils osent sortir cela, on est bien dans le 2+2=5 de 1984 de G. Orwell.

Un internaute - Sur le site européen de pharmacovigilance "EUDRAVigilance", il est mentionné 19.791 décès au 24 juillet 2021 et plus de 2.000.000 d'effets indésirables dont 800.000 graves voire irréversibles (hors notamment Suisse et UK), ce qui est extrêmement alarmant par rapport à toutes les campagnes de vaccinations que nous avons connues par le passé.

Même le site de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) nous indique qu'au 1er juillet 2021, sur 62.000 déclarations, 31.000 cas ont reçu la qualification officielle d'effets indésirables, dont 8.689 graves, et 900 décès, pour le seul produit Pfizer ! Et 11.200 cas graves en fin juillet.

Il est à noter que d'après de nombreux scientifiques, les données de pharmacovigilance ne représentent en général que 5% en moyenne des cas réels et que des essais cliniques sont normalement arrêtés immédiatement si des décès sont constatés (exemple parmi de nombreux : en juillet 2020, la Food and Drug Administration (FDA) américaine a stoppé les essais cliniques de la société Cellectis pour le produit UCARTCS1 pour seulement un décès).

Le professeur Peter A. McCullough, cardiologue, vice-chef de médecine interne à la Baylor University Medical Center à Dallas au Texas ainsi que professeur principal en médecine interne à l'Université A&M du Texas Health Sciences Center, a précisé dans une interview que : « La limite pour arrêter un programme de vaccin est 25 à 50 morts. Grippe porcine, 1976, 26 décès, ils ont arrêté ». – COVID : «Le vaccin est l'agent biologique le plus mortel, le plus toxique jamais injecté dans un corps humain». Nous en sommes à 900 décès en France, plus de 19.000 en Europe, et les médias et les quelques scientocrates continuent de nous dire qu'il "y a très peu d'effets indésirables !". Pourquoi nous mentent-ils de cette manière ?

- Selon les derniers chiffres « officiels » pour l'UE, la Grande-Bretagne et les États-Unis (combinés), il y a 31 389 décès liés au vaccin Covid-19 et près de 5 millions de blessés.

Charlie Hebdo, l'imposture consommé de la social-démocratie libertaire ou quand les SS détrônent les SA.

Signalé par un internaute - A la Une de Charlie Hebdo du 28 juillet 2021 titrant « *Hitler débordé par les antivax* » et figurant Hitler à la plage dans une bouée licorne et disant « *C'est dur d'être cité par des cons !* »

Une réponse à ces ordures qui n'ont plus rien à envier aux fachos depuis longtemps.

Par Jean- Paul Bourdineaud, microbiologiste, prof université de Bordeaux, etc.

criigen.org/wp-content/uploads/2021/08/2021-07-29_D.pdf

Je suis Charlie. En régime d'apartheid (en France), les sionistes d'extrême droite sont en terrain conquis.

"Mais qui ?" L'extrême-centre ou le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'extrême droite de la finance et ses représentants. AFP - Elle avait brandi une pancarte antisémite lors d'une manifestation samedi contre le pass sanitaire à Metz - AFP

LVOG - Une cinglée d'extrême droite et connue comme telle, l'occasion était trop belle pour ne pas la louper.

Sur un vulgaire morceau de carton sorti d'une poubelle, quelques noms de personnalités d'origine juive ou non toutes impliquées dans la machination au coronabusiness, une occasion saisie par les tenants de l'apartheid en France entre vaccinés et non vaccinés afin de décrédibiliser les centaines de milliers de travailleurs qui manifestent chaque samedi pour exiger le retrait du passe sanitaire obligatoire et qui s'opposent à la vaccination obligatoire.

Une personne, si elle est juive, vous ne pouvez pas dire n'importe quoi à son sujet, vous risquez d'être taxé d'antisémite et d'être traîné devant un tribunal, surtout si elle a des liens avec la banque ou la finance. En revanche, si elle est musulmane, catholique, protestante, hindou, sikh, bouddhiste, jaïn, parsi, rationaliste, athée, Noire, Asiatique, vous pouvez y aller franco, ne vous gênez pas, insultez-là, traitez-la de tous les noms, crachez lui dessus, qui plus est si elle appartient aux classes populaires, vous ne risquerez rien car ce sera justifié ou mérité.

Les réactions des ordures provenant de la même poubelle étaient inévitables.

AFP - Pour la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), ce slogan est "une autre manière de dire qu'on n'aime pas les juifs".

La diffusion d'une photo de la pancarte, brandie fièrement par son auteure, a suscité un tollé dans la classe politique et les organisations de lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Francis Kalifat, a indiqué sur Twitter avoir demandé à l'avocat de l'organisation "de déposer plainte au nom du @Le_CRIF contre Cassandre Fristot identifiée comme la personne portant la pancarte antisémite lors d'une manifestation antivax".

La Licra avait annoncé dès dimanche à l'AFP son intention de porter plainte et SOS Racisme a dit "étudier" la possibilité de poursuites judiciaires.

"L'antisémitisme a tué hier et tue encore aujourd'hui. L'antisémitisme n'est pas une opinion. C'est un délit, qui doit être condamné systématiquement", a fustigé sur Twitter la ministre déléguée à l'Egalité, Elisabeth Moreno.

Le maire de Metz, François Grosdidier (LR), s'est dit "outré, scandalisé, mais hélas pas surpris", dénonçant un "mélange de tous les refus dans une convergence des extrêmes et dans un magma populiste et antisémite".

Quant à l'ambassade d'Israël en France, elle a dénoncé une "expression de la haine antisémite la plus abjecte".

Depuis le début des manifestations contre le pass sanitaire en juillet, certains protestataires ont abordé des étoiles jaunes dans les cortèges, un détournement de ce symbole de la persécution des juifs et des crimes nazis durant la Seconde Guerre vivement critiqué par l'ensemble de la classe politique française. Le Crif avait aussi dénoncé ce rapprochement entre l'extension du pass sanitaire et la Shoah. AFP

En complément.

Gérald Darmanin s'attaque au site antisémite « Ils sont partout » - LePoint.fr/AFP 10 août 2021

Sélection de commentaires dans FranceSoir.

1- Les arguments et agissements de la meute complotosceptique sont pitoyables et risibles. Si vraiment ce sont là leurs arguments pour prouver que les produits qu'ils veulent nous injecter sont efficaces… Cela ressortit plus de l'inversion accusatoire et du détournement de conversation.

- Ce qui est abject, c'est de confiner les gens sains et de leur imposer des couvre-feux.

Ce qui est scandaleux c'est d'obliger des gens sains de porter des masques partout.

Ce qui est outrageant c'est votre pass sanitaire inutile.

Et ce qui est un délit, c'est d'obliger des enfants à prendre des risques sanitaires et être des cobayes en leur imposant des médicaments en Phase 3 prétendument "pour leur bien ou le bien des autres".

Voilà pour les mots.

Maintenant, si vous voulez nous faire croire que notre problème de société actuel c'est l'antisémitisme, vous allez être déçus : On a bien compris que notre problème de société actuel c'est l'exécutif abject et les médias scandaleux, c'est leurs ramifications avec l'élite criminels.

3- Moi, cette affiche ne m'a pas choqué. Je n'y au trouvé que des faits, et aucune insulte.

4- Je n'ai pas bien compris, C'est quoi le slogan antisémite ? c'est "Mais qui ?" c'est ça ?.

Donc une conjonction suivi d'un pronoms relatifs ... c'est antisémite.

Oh punaise va falloir que je fasse bien gaffe ... on se rend pas compte mais un : "Mais qui a pris ma gomme", "Mais qui a fait un pet", "mais qui c'est garé sur ma place de parking" ... Ça peut vite nous échapper !

Bon, au train ou ça va, si dans un avenir proche certaines lettres de l'alphabet deviennent aussi des slogans antisémites, prévenez avant, qu'on ne commette pas d'impair.

5- Classique, comme le terme "complotiste" n'a pas l'effet vraiment escompté, on revient aux méthodes qui ont eu plus d'impacts, traiter quiconque n'est pas d'accord avec vos idées, d'antisémite...

Le fait que des personnes non juives figurent sur la pancarte ne gêne personne. J'ai tenté de connaitre les "racines judaïques de "Macron"; j'ai simplement remarqué qu'il avait travaillé chez Rothschild, qui représente d'abord la Banque, la finance en général et avant tout !

Va t'il bientôt être interdit de critiquer la banque parce que nombre de Juifs sont banquiers ? T Thuram parce qu'il est Noir ? Mais qui va se rendre compte que nous vivons dans un monde de fous ?

Et qu'il s'agit là encore d'un coup monté par les salauds du gouvernement pour discréditer les manifestations contre lui !

6- Les photos que j'ai pu voir de cette pancarte semblent non retouchées, même si le cadrage rogne un peu le haut de la pancarte. Le "texte" qui y figure est une collection de noms, dont on peut dire qu'en effet, ils sont tous impliqués, au moins sérieusement, voire gravissimement, dans le psychodrame qu'ils imposent à la France.

D'ailleurs, le mot principal de la pancarte, c'est "qui?".

Alors que je suis prompt à déceler des attaques racistes, ostracisantes, antisémites, dans les évènements dont je suis témoin, et que je suis viscéralement contre l'extrême-droite (je ne défilerai jamais dans les cortèges de Philippot), je ne vois, cette fois-ci, pas d'antisémitisme dans cette pancarte.

Certes, la proportion de noms d'origine juive est importante (à ma connaissance, ils ne le sont pas tous), mais ce n'est pas le sujet.

Le sujet, c'est: "Qui, dans cette pandémie si peu létale et dans l'application opportuniste de la déjà vieille stratégie de la numérisation de la société (Hein, Attali ?) est responsable de nos malheurs du jour ?", ce que demande cette pancarte.

Quand on veut tuer son chien,on dit qu'il a la rage,l'occasion était trop belle pour la secte macroniste et ses alliés qui ne reculent devant rien et surtout pas devant les actions les plus scélérates de faire un procès en sorcellerie à une enseignante qui manifestait en brandissant une pancarte dérangeante pour les nouveaux maîtres du monde mais sans autre considération ethnique ou religieuse, et où il faut vraiment avoir l'esprit tordu pour y voir une connotation antisémite. Salir, culpabiliser excommunier taxer de sorcellerie, ce sont les armes des lâches et des tyrans. Si la macronie et son chef n'ont plus que cela à opposer comme arguments pour espérer rester en place c'est vraiment qu'ils sont aux abois, et que la fin est proche.

Il faut les nommer sans cesse, peu importe qu'ils soient "Juifs" * ou non, ce n'est pas à cela que nous pensons, mais aux saletés qu'ils font en tant qu'individus. * J'ai mis un astérisque (des cons vont me dire que c'est une étoile jaune), car beaucoup de personnes portant un nom d'origine Juive, ne sont pas Juifs eux-mêmes, au sens historique et religieux.

Tout est bon pour alimenter la psychose collective et justifier leurs mesures liberticides ou la dictature.

LVOG - Tout cela pour 5 personnes hospitalisées et pas un seul décès !

Toute leur pandémie repose depuis février 2020 sur le ct (cycles d'amplification) trafiqué des tests PCR, qui consiste à trouver des particules du génome du SARS-CoV-2 (ou d'autres coronavirus présentant des similitudes), et à transformer leurs porteurs en malade. Le ct n'étant pas communiqué, il suffit de le modifier pour obtenir plus ou moins de cas positif.

Par exemple, ils peuvent le diminuer pour avoir moins de cas positifs quelques semaines après le lancement de la vaccination, histoire de prétendre que le vaccin serait efficace et inciter la population à se faire vacciner. Plus tard, quand ils constatent qu'une grande partie de la population demeure malgré tout récalcitrante à la vaccination, ils le font remonter en en faisant porter la responsabilité sur la population non vaccinée. Aussitôt le taux de vaccination repart à la hausse, et le ils le rebaissent pour faire croire que ce serait dû à la vaccination. Et quand à nouveau plus tard ils veulent caser leur troisième dose, ils le remontent et le nombre de cas remontent également. Ils procèdent de la même manière pour justifier le rétablissement de la muselière et imposer le pass liberticide.

Un internaute dans le blog du Dr. Maudrux.

- L'Institut Pasteur disait qu'au-delà de 35 CT il n'y avait plus rien qui puisse "vivant" ou contagieux, que c'était juste le signe que le sujet avait été en contact avec le virus à un moment donné.

L'Institut disait qu'une charge virale réellement infectieuse se voyait jusqu'à 24 CT. Il fallait continuer les amplifications (+1 = sensibilité X2) la probabilité de trouver du "virus actif" devenait de plus en plus faible; Un article du NY Times (pas vraiment complotiste) disait que 90% des

sujets positifs avec un CT de 40 (nous en sommes à 45 en France) seraient négatifs avec un CT de 30.

Je me suis laissé dire que selon que vous soyez vacciné ou non, on n'arrêtera l'amplification à 25 pour les vaccné et on ira jusqu'à 40 pour les no-vacc: sachant que 60% des labos en France appartiennent à seulement 5 groupes, cela est très facile à organiser.

Quotidiennement ils réinventent la réalité.

Coronavirus : des documents américains sonnent l'alarme face au variant Delta et assurent que « la guerre a changé » - 20 Minutes avec AFP 31 juillet 2021

La présentation s'appuie notamment sur une analyse menée à Provincetown, dans l'Etat du Massachusetts, où près de 900 cas de Covid-19 ont été dépistés après les festivités de la fête nationale du 4-Juillet, bien que les trois quarts des participants à l'évènement aient été vaccinés. Or, il n'y avait « pas de différence » dans la charge virale des personnes vaccinées ou non vaccinées, selon la présentation des CDC, ce qui semble indiquer un même degré de contagiosité quel que soit le statut vaccinal.

LVOG - Cela signifie simplement que les vaccins sont inopérants, mais ils ne veulent pas l'admettre car cela remettrait en cause toute leur stratégie construite sur la peur pour que la population leur obéisse aveuglément.

La directrice des CDC, Rochelle Walenksy, s'est appuyée sur les données de la présentation pour recommander à nouveau, depuis deux jours, le port du masque en intérieur pour les personnes vaccinées dans les zones à haut risque.

LVOG - Voilà comment justifier le retour de la muselière en intérieur, et demain à l'extérieur.

Sur la base d'études internationales, les CDC jugent que le Covid-19 était initialement à peu près aussi contagieux que la grippe, mais est devenu comparable à la varicelle - une personne contaminée par le variant Delta le transmettant à huit autres en moyenne - et toujours en deçà de la rougeole. Des données du Canada, de Singapour et d'Ecosse suggèrent qu'il pourrait être plus dangereux, avec davantage d'hospitalisations et de morts.

LVOG - Il y a 40 ans, ma fille de 8 mois attrapa la varicelle, elle la transmit à sa mère qui en fit une forme sévère. Nous continuâmes à dormir dans le même lit et à nous embrasser sans que je l'attrape et sans être vaccinné, ses parents non plus et aucun personne dans notre entourage.

L'efficacité des vaccins varie, mais dans leur présentation, les CDC estiment que le risque de mourir ou d'être gravement malade est divisé par dix avec un vaccin et le risque d'être contaminé au moins par trois. Ce qui revient à dire que les vaccins sont efficaces à 90 % contre les formes sévères et à 67 % contre les infections. Pour les experts, les vaccins restent donc la solution à la crise sanitaire.

LVOG - En Grande-Bretagne une étude a démontré exactement le contraire. Même constat en Israël et Islande sur la base d'observations. Lire plus haut.

On a mieux en magasin de la contre-propagande. Un article du Monde, qu'on ne soupçonnera pas de figurer parmi les opposants à cette machination. Que dit-il ? Exactement le contraire lui aussi, qui plus est dans le même Etat, le Massachusetts, mieux au cours de la même période début juillet 2021.

Covid-19 : quand le variant Delta infecte des touristes américains complètement vaccinés - lemonde.fr 31 juillet 2021

L'histoire se situe dans le sud-est de l'État du Massachusetts, sur la presqu'île de Cape Cod, célèbre pour ses plages immaculées. Elle s'est déroulée entre le 3 et 17 juillet 2021 dans la station balnéaire de Provincetown dans le comté de Barnstable à l'occasion de plusieurs événements estivaux et de grands rassemblements publics. (...)

Chez 127 patients infectés complètement vaccinés, le niveau de la charge virale estimé par PCR était comparable à celui observé chez les non vaccinés. La charge virae est indirectement évaluée par le Ct (Cycle Threshold) qui est le nombre de cycles d'amplification pour atteindre le seuil de détection lors de la réaction PCR. Plus la valeur du Ct est basse et plus il y a de virus dans le prélèvement analysé. Ainsi, les valeurs du Ct étaient similaires à celles observées chez 84 patients non vaccinés, non complètement vaccinées ou dont le statut vaccinal n'était pas connu. Les Ct étaient respectivement de 22,77 chez les patients infectés complètement vaccinés et de 21,54 chez les autres.

Le fait de ne pas avoir observé de différence significative dans les valeurs du CT entre les cas d'infection post-vaccinale et les autres cas « pourrait signifier que la charge virale des personnes vaccinées et non vaccinées par le SARS-CoV-2 est également similaire », déclarent Catherine Brown et ses collègues du département de santé publique du Massachusetts dans un article paru en ligne le 30 juillet 2021 dans le MMWR, bulletin épidémiologique hebdomadaire des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC). (...)

Comme le soulignent les auteurs, les données présentées sont cependant insuffisantes pour permettre de tirer des conclusions définitives concernant l'efficacité des vaccins anti-Covid-19, notamment vis-à-vis du variant Delta, durant cette flambée épidémique. En effet, plus le taux de couverture vaccinale augmente, plus le nombre de personnes vaccinées tend à augmenter parmi les cas de Covid-19.

Les dates des prélèvements respiratoires positifs pour le SARS-CoV-2 s'étalent entre le 6 et 25 juillet. Près de la moitié des cas (42 %) concernent des résidents du comté de Barnstable. Cinq personnes vont devoir être hospitalisées. Le 27 juillet, on ne comptait aucun décès. Un patient hospitalisé, présentant plusieurs comorbidités, n'était pas vacciné. Quatre autres personnes, âgées de 20 à 70 ans et complètement vaccinées, sont également hospitalisées, dont deux présentaient des pathologies antérieures. lemonde.fr 31 juillet 2021

Pour lire l'article en entier :

https://www.lemonde.fr/blog/realitesbiomedicales/2021/07/31/quand-le-variant-delta-infecte-des-touristes-americains-completement-vaccines/

En complément

- Le gouvernement a planqué 50% des décès pour sous évaluer la part des vaccinés décédés - pgibertie.com le 31 juillet 2021

https://pgibertie.com/2021/07/31/le-gouvernement-a-planque-50-des-deces-pour-sous-evaluer-la-part-des-vaccines-decedes/

Avec tableaux comparatifs entre les données des autorités médicales et celles du gouvernement reprises par les médias. Il n'y a pas photo !

Le massacre des innoccents.

- "Les vaccinés sont des innocents qui vont au massacre" Dr Roger Hodkinson

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/roger-hodkinson

Eminent ancien professeur en pathologie à l'université de l'Alberta, une des plus grandes du Canada, ancien PDG d'un grand laboratoire commercial, actuellement dirigeant d'une petite entreprise de biotechnologie spécialisée dans les technologies brevetées de diagnostique ADN.

Un internaute rapporte.

- Statistiques publiées au Royaume Uni pour la période du 1er février 2021 au 19 juillet 2021 (pages 18 et 19 sur le variant Delta):

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1005517/Technical_Briefing_19.pdf

Il y a 121400 cas pour les non-vaccinés (119063 cas chez les moins de 50 ans et 2337 cas chez les 50 ans ou plus). Leur mortalité totale est de 165 décès, 34 dans les moins de 50 ans et 131 dans les 50 ans ou plus).

Il y a 28773 cas pour les complètement vaccinés, il s'agit des vaccinés à 2 doses (15346 chez les moins de 50 ans, 13427 chez les 50 ans ou plus). Leur mortalité totale est de 224 décès, 4 dans les moins de 50 ans et 220 dans les 50 an ou plus).

Ce qui confirme ce qu'on savait déjà : les Non-vaccinés sont bien plus nombreux que les complètement vaccinés à attraper le variant Delta, mais les complètement vaccinés en meurent beaucoup plus. Un vacciné complet sur 128 en meurt s'il l'attrape. Un non vacciné sur 736 en meurt s'il l'attrape. Ce qui pourrait signifier que globalement les non-vaccinés sont plus résistants au "poison" une fois qu'il est à l'intérieur du corps. En France on nous dit le contraire mais on manque de statistiques précises, contrairement à ce qui est le cas pour le Royaume-Uni.

Un autre internaute rapporte - Sur son compte twitter, Laurent Mucchielli transmet une intervention de Fauci indiquant que les prélèvements dans le "pharynx nasal" des gens infectés vaccinés ou non vaccinés révèlent le même niveau de virus.

On trouve aussi sur ce compte, une page du journal "Business France" indiquant qu'Israël ne rouvre pas sa porte aux voyageurs vaccinés. Ensuite, bien que 60% de la population soit vaccinée, le premier ministre israélien a indiqué que l'efficacité vaccinale est bien moins forte qu'attendue. Enfin, l'université juive, "Hebrew University", a rapporté que 90% des nouveaux cas de plus de 50 ans sont totalement vaccinés et le Jerusalem Post que 60% des cas sévères sont également vaccinés. https://twitter.com/LMucchielli

Totalitarisme. 1 décès et c'est reparti pour la muselière

A Washington, le masque sera de nouveau obligatoire en intérieur pour tous, dès l'âge de 2 ans - RT 30 juil. 2021

La maire de la capitale américaine a rendu le masque obligatoire en intérieur pour les individus âgés de deux ans et plus, vaccinés ou non contre le Covid-19. RT 30 juil. 2021

Le 29 juillet, la ville de Washington comptait en moyenne 57 nouveaux cas de Covid-19 sur 7 jours, contre 9 cas un mois auparavant, pour une population d'environ 700 000 habitants. Le nombre de décès journaliers dus au coronavirus dans la capitale fédérale oscille quant à lui entre 0 et 1 depuis début juin. RT 30 juil. 2021

- Retour du port du masque en extérieur : Savoie et Hautes-Alpes s'ajoutent à la liste - RT 30 juil. 2021

Les préfets de Savoie et des Hautes-Alpes ont annoncé tour à tour le retour du masque obligatoire à l'extérieur dans les zones à «forte fréquentation» afin de lutter contre une «dégradation rapide» de la situation épidémique. RT 30 juil. 2021

Haut de page

Le 20 août 2021

Il y a des gens qui affirment des trucs dont on ne sait pas d'où cela sort, c'est très désagréable, il faudrait les croire sur parole ou leur faire confiance aveuglément... Ici, c'est peut-être long, mais cela vaut le coup, c'est pour que vous puissiez vous faire votre propre idée de la situation en connaissance de cause, pas d'embrouilles, pas de manipulations, pas de non-dits, et toujours les sources, sauf quand c'est inutile.

J'ajouterai demain une quarantaine de documents, peut-être que vous les avez lus ailleurs, je l'ignore. Je suis débordé de boulot. La santé est bonne, le moral aussi. On a toujours des relations aussi pourries avec Internet, c'est à l'image de la société, que personne ne vienne s'en

plaindre surtout.

Ce n'est plus un gouffre ou un océan qui nous sépare mais un univers ! Plus on prend conscience de l'immensité de la tâche que nous avons à accomplir, et plus la réaction désespérante de mes lecteurs me porte à croire qu'elle serait devenue hors de notre portée, mais je peux me tromper, souhaitons-le. Toujours est-il que dans l'état actuel de la situation, je ne vois pas comment on pourrait s'en sortir, ce qui aura de quoi en démoraliser plus d'un qui le pensait déjà secrètement, là je suis sûr de ne pas me tromper.

Le 16 août dernier, cela faisait déjà un quart de siècle que j'avais quitté la France pour aller m'installer en Inde, et cela fait 19 ans que je n'y suis pas retourné. Quand j'observe ce qui se passe en France et l'état d'esprit qui s'est développé au cours de ces 25 dernières années, je n'ai aucun regret à avoir.

Parfois je me dis que les choses auraient peut-être évoluées différemment sur le plan politique si j'avais été présent sur le terrain, si j'avais pu rencontrer des militants, puis j'ai un doute, au regard des efforts que j'ai faits en vain pour les mettre en confiance ainsi que les lecteurs, je me dis que je ne serais peut-être pas parvenu à un meilleur résultat, c'est à croire que la décomposition du capitalisme et de la société a déteint sur la population en générale au point que ce qui lui arrive aujourd'hui était inévitable, bien que c'était parfaitement prévisible comme j'ai eu l'occasion de le signaler à plusieurs reprises.

Quelle sera la suite du programme, je l'ignore. Une lente et cruelle agonie de la civilisation humaine accompagnée de soubresauts sans lendemain, car soumis à un régime totalitaire implacable, ou un embrasement général salutaire, qui tel un colossal ouragan ferait table rase du présent et du passé pour nous propulser dans un monde meilleur qu'on peine aujourd'hui à imaginer, pourquoi pas, c'est l'espoir ou l'idéal auquel on s'accroche encore. Mais je dois être bien seul à y croire encore, semble-t-il, c'est ce que j'ai voulu dire plus haut.

On aurait pu au moins se soutenir mutuellement et se compter, vous n'y tenez pas, soit. Vous lisez cette causerie d'un oeil distrait ou sans y accorder une attention soutenue, vous êtes tellement submergés d'informations que vous n'êtes pas en mesure de discerner ce qui distingue mon discours et mon orientation politique des autres, ce ne sont que des mots ou de belles paroles et rien de plus, c'est que vous pensez sans doute et c'est dommage car tel n'est pas le cas. Si je connaissais une organisation qui aurait adopté la même orientation que moi, je la rejoindrais, mais hélas je n'en connais pas. Entre nous, c'est un énorme cas de conscience pour moi. Vous connaissez mes positions sur tous les évènements qui ont marqué le XXe siècle, elles sont argumentées, justifiées, j'ai eu l'occasion d'y réfléchir des centaines de fois au cours des dernières décennies, donc je n'ai aucune raison de ne pas les assumer et j'y tiens autant qu'à mes principes, rien ni personne ne m'en fera changer.

Comment se fait-il qu'aucun parti ou aucune organisation ne les partage ? C'est incroyable, aussi incroyable que ce qui nous arrive aujourd'hui, c'est comme si l'un n'allait pas sans l'autre, c'est troublant, je ne me l'explique pas. Si j'étais du genre à croire n'importe quoi sans réfléchir, si j'étais dogmatique, si je tenais absolument à avoir raison, si je n'écoutais pas les arguments qu'on me soumet, je me dirais que c'est normal, par ignorance ou bêtise je n'arrive pas à m'entendre avec d'autres, mais je ne suis pas du tout comme cela, je l'ai été autrefois mais je ne le suis plus du tout.

Par exemple, prenez ce qui se passe en Afghanistan et la manière dont cela nous a été présenté officiellement. Immédiatement je n'y ai pas cru parce que je savais quoi penser des Talibans, je l'ai appris au cours des 20 dernières années et je ne l'ai pas oublié, sans connaître les détails, j'ai reniflé spontanément une mise en scène grotesque de l'Otan, je ne me suis pas avancé plus loin en attendant d'en savoir davantage. Puis en lisant ce matin l'excellent article de Thierry Meyssan, j'en ai eu confirmation. En revanche en parcourant la couverture du dernier numéro d'Informations ouvrières (POI), j'ai constaté une nouvelle fois qu'ils avaient adopté la version officielle, ce qui ne m'a pas surpris évidemment, et je vous fais le pari que l'ensemble des formations du mouvement ouvrier va les imiter. Notez que ce sont les mêmes qui sont des adeptes zélés de la muselière et du vaccin, tout est dans l'ordre des choses.

Dans ces conditions, comment voulez-vous que je me reconnaisse dans un de ces partis corrompus idéologiquement ? Du coup, encore une fois je vais me retrouver à l'écart ou isolé de la totalité du mouvement ouvrier, mais qu'y puis-je ? Si la vérité est révolutionnaire, qui sont ici les révolutionnaires, eux ou moi ? Si s'en tenir aux faits c'est être dogmatique, alors je le suis et je le revendique.

- Cette causerie au format pdf (29 pages)

PREMIERE PARTIE

Sur les manifestations du 14 août contre la dictature.

Manifestations contre le pass sanitaire : 388 843 participants le 14 août, selon Le Nombre Jaune - RT 15 août 2021

Selon un décompte définitif effectué par le collectif ce 15 août, 388 843 manifestants ont pris part aux 211 cortèges qui ont défilé dans plus de 200 villes de France, de Paris à Marseille et de Brest à Strasbourg.

Le Nombre Jaune a recommencé à compter les manifestants à partir des manifestations du 24 juillet. Ce samedi-là, le groupe a estimé que les manifestants contre la politique sanitaire du gouvernement étaient au minimum 321 267 et non 161 000 comme annoncé par le gouvernement. Le 31 juillet, le groupe comptabilisait 373 540 manifestants, contre 204 090 pour le ministère de l'Intérieur. Le 7 août enfin, le compteur alternatif a recensé 415 061 manifestants à travers la France, tandis que les chiffres officiels n'en annonçaient que 237 000. RT 15 août 2021

Lettonie. Partout la même dictature et le même rejet massif.

- Lettonie : plus de 5 000 personnes manifestent contre les restrictions sanitaires Euronews 19 août 2021

Ils étaient plus de 5000 personnes à se mobiliser à Riga en Lettonie mercredi 18 août contre les restrictions sanitaires.

Le gouvernement letton prévoit de rendre la vaccination obligatoire pour de nombreuses professions, et le parlement débat actuellement de la possibilité pour les employeurs de licencier les membres de leur personnel qui refusent d'être vaccinés. Euronews/AFP 19 août 2021

Le nombre de personnes présentes a dépassé le maximum autorisé en Lettonie lors d'une manifestation, qui est de 50. Ces dernières, n'ont ni respecté la distanciation, ni le port du masque.

La manifestation de mercredi est la plus grande dans le pays depuis 2009.

Face à leurs milices, formons les nôtres !

- Pau : ce que l'on sait de l'envahissement d'un hôpital par des opposants au pass sanitaire - Yahoo Actualités 17 août 2021

Plusieurs dizaines de personnes ont fait irruption dans l'hôpital de Pau lundi, certains sans masque, invectivant le directeur de l'établissement.

La scène, partagée sur les réseaux sociaux, suscite une large indignation. On y voit une cinquantaine de personnes envahir l'hôpital de Pau, après s'être rassemblées devant l'entrée pour y distribuer des tracts. Objet de la manifestation : la fin du pass sanitaire pour accéder à l'hôpital. Yahoo Actualités 17 août 2021

https://fr.news.yahoo.com/pau-que-sait-on-envahissement-hopital-opposants-pass-sanitaire-161834537.html

---

C'était en réalité un coup d'Etat fasciste.

Les grands dirigeants révolutionnaires qui ne s'en sont pas encore aperçus, cherchez l'erreur.

Informations ouvrières n°668 (POI) - ...une loi qui, à bien des égards, marque un basculement.

LVOG - Ils se passeront bien de la caractériser, pour ne pas se couper, mais de qui au fait, des masses ou des institutions de la Ve République, devinez ?

Sur CNEWS chez JPasquet : 43% des français pensent que mot dictature est adapté à la situation actuelle !

Un internaute - Dictature : Concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'un individu, d'une assemblée, d'un parti, d'une classe ...(Petit Robert).

Un internaute - Parler de fascisme à propos de la France actuelle n'est pas un abus de langage.

Great Reset. Quand deux mystifications ayant la même origine se combinaient.

Berlin : des manifestants pro-climat débutent une semaine d'actions - euronews 16 août 2021

Une manifestation devant la symbolique porte de Brandebourg et une occupation du parc monbijou. À Berlin, les manifestants pro-climat débutent une semaine de sit-in et d'actes de désobéissance civile. Ils réclament, d'avantage d'investissement politique pour le climat. euronews 16 août 2021

Bill Gates investira 1,5 milliard de dollars pour soutenir le projet pour le climat américain - francesoir.fr 16 août 2021

Dans une interview avec le Wall Street Journal, Bill Gates a déclaré son soutien au projet de loi du gouvernement sur les infrastructures. Adopté par le Sénat américain cette semaine, ce projet comprend 25 milliards de dollars pour le ministère de l'Énergie ainsi que plus de 100 milliards de dollars pour l'amélioration de la résilience du réseau et des incitations à l'électrification des transports.

Gates a déclaré dans un communiqué, qu'un partenariat public-privé apporterait l'accélération nécessaire au déploiement des technologies d'énergie renouvelable : « Éviter une catastrophe climatique nécessitera une nouvelle révolution industrielle. Nous devons rendre les technologies et les produits qui ne causent pas d'émissions aussi bon marché que celles qui le font, en réduisant ce que j'appelle les primes vertes, afin que le monde entier puisse se les payer, pour atteindre nos objectifs climatiques ». Selon Scott Sklar, directeur de l'énergie de l'Institut de gestion de l'environnement et de l'énergie de l'Université George Washington, bien que les partenariats public-privé soient en cours et courants, c'est le premier de cette ampleur. francesoir.fr 16 août 2021

LVOG - Nous ne soutiendrons jamais ce genre de manifestations et nous appelons à ne pas y participer...

Le totalitarisme, c'est avant tout la culture de la haine et de la peur. Une nouvelle race est née.

LVOG - Ils entendent étendre la distanciation sociale et leur contrôle jusqu'à nos relations sexuelles.

AVC, épilepsie : faire l'amour serait plus dangereux qu'on ne le pense - LePoint.fr 15 août 2021

Avoir des relations sexuelles, voire un orgasme, peut comporter des risques de complications neurologiques, décrypte un blog scientifique du « Monde ».

Si les relations sexuelles offrent de nombreux bienfaits, elles peuvent aussi avoir l'effet inverse. LePoint.fr 15 août 2021

LVOG - Dorénavant vous allez vivre dans un monde merveilleux, où on s'occupera de tout à votre place, où on contrôlera tout pour que vous soyez des hommes et des femmes nouvelles et heureuses, c'est la raison pour laquelle vous devrez absolument éviter toute source de plaisir, d'amusement, de joie, de bonheur, surtout partagé, vous l'ignoriez jusqu'à présent, ce genre d'activité est dangereux et fortement déconseillé, tout comme pratiquer un sport, aller à la piscine, à la plage, se distraire ou se rendre dans une salle de spectacle, conduire sa voiture ou sa moto, prendre l'avion, bref, prendre du bon temps ou des vacances, alors imaginez un peu, copuler, vous envoyer en l'air, prendre votre pieds, jouir, atteindre l'organe à deux, quel gâchis et quelle perte d'énergie qui pourrait être divisée par deux, pensez à l'économiser, ne soyez pas égoïste et irresponsable...

Vous aurez constatez, que dans le titre ils ont retenu les effets néfastes au lieu de retenir les effets bienfaiteurs de l'acte sexuel, et ce n'est pas un hasard. C'est ainsi que s'exprime leur détestation de l'espèce humaine. Alors à la question sont-ils encore des êtres humains, vous avez la réponse, ce sont des monstres d'inhumanité. Il ne se passe un jour sans que Le HuffPost y consacre au moins un article, comme quoi il s'agit d'une question très sérieuse ou ils la traitent comme telle ces déséquilibrés mentaux.

Ils ne supportent pas qu'on puisse éprouver de la joie, du plaisir, cette idée les rend fou de rage.

Il faut qu'on soit malheureux, triste, démoralisé, dépressif, et il ne faut plus qu'on ait l'espoir de s'en sortir ou de vivre un jour dans un monde meilleur ou plus juste, cette idée doit être définitivement abandonnée puisqu'ils ont conçu un modèle de société destiné à remplir cette fonction sans qu'on n'ait plus besoin d'éprouver des plaisirs individuels qui échapperaient à leur contrôle.

Ces cinglés n'arrêtent pas de faire la promotion de l'orgasme masculin ou féminin sans accouplement, sans partenaire, sans contact, cela vous fait penser immédiatement à la distanciation sociale, au confinement, au télétravail, au télé-enseignement, à la télémédecine, etc. dont ils font la promotion.

Ils ont encouragé ou condamné successivement plus ou moins ouvertement, peu importe dans quel ordre : La pornographie, la pédophilie (Hollande), l'inceste (Suisse), la zoophilie (Allemagne), le divorce, l'avortement, la PMA et la GMA, l'homosexualité, qui tous devaient contribuer à briser les rapports qui rapprochaient les hommes des femmes ou les deux sexes et qui contribuèrent à constituer le modèle du couple hétérosexuel sur lequel reposait la famille qui finit par s'imposer dans le monde entier quelle que soit l'origine ethnique, la religion, la philosophie ou la culture des peuples.

Mon propos ici n'est pas de porter un jugement sur ces actes, je suis évidemment pour le divorce, l'avortement et la liberté d'assumer sa sexualité comme on l'entend entre hétérosexualité ou homosexualité, mais de faire ressortir qu'ils les ont instrumentalisés à des fins inavouables qui aujourd'hui prennent tous leurs sens, pour bien montrer qu'ils ont pensé absolument à tout pour nous asservir ou nous imposer un mode de vie et des rapports uniformes.

Parole d'un chef de guerre taliban. La recette du bonheur : la privation de liberté.

- "Les femmes afghanes ont le droit de vivre dans la liberté", défend Macron - BFMTV 16 août 2021

L'OTAN politique compatible avec sa créature.

- L'UE ne travaillera avec les talibans que sous certaines conditions - Reuters 17 août 2021

Ils veulent absolument vous enrégimenter et vous rendre fou !

Au secours il fait chaud en été, il y a des incendies, il y a des inondations... Quel monde de dingues !

LVOG - Il ne manque plus que le diable, les illuminatis, les ovnis et les aliens !

- Chaleur diabolique en Italie, confrontée à un épisode de canicule baptisé "Lucifer" - euronews 13 août 2021

- Carnet de santé - Dr Christian Recchia : "Si vous dormez trop dénudé l'été, des cervicalgies, des traumatismes cervicales majeurs, peuvent se produire" - Yahoo Actu 14 août 2021

- Espèce de dingue, cela fait 30 ans que je dors à poil toute l'année et je me porte très bien !

C'est quoi bordel ces vieilles croutes puantes, qui passées 80 piges font encore de la résistance et ne veulent pas se faire

piquouser et crever ?

- Catherine Hill est décidément connue pour son franc-parler. - gala.fr 14 août 2021

LVOG - Ah bon, quelle est la dernière saloperie que cette épidémiologiste des plateaux télés a sortie ?

- Selon Catherine Hill, cette 3ème dose “n’est pas une priorité”. Elle argumente : “Il y a des plus de 80 ans non-vaccinés, en rouge, on ferait bien de s’intéresser à ceux-là.” Mais l’épidémiologiste n’est pas pour autant contre l’injection d’une troisième dose : “Je suis d’accord avec l’OMS, avec le moratoire. Revacciner les plus de 80 ans, ce n’est pas beaucoup de doses, on voit qu’il n’y a pas beaucoup de gens”, confie-t-elle à l’Express. gala.fr 14 août 2021

LVOG - Il faut l'euthanasier tout de suite !

Quel soulagement de ne pas lui ressembler !

- Vous êtes des abrutis" : Arnold Schwarzenegger dénonce les anti-masques et anti-vaccins - Voici 14 août 2021

Le vaccin ou la roulette russe du bénéfice/risque

Mondialisation.ca - Mortalité et blessures liées au vaccin.

Il s’agit de statistiques officielles basées sur un processus officiel d’enregistrement des décès et des « effets adverses ».

Le nombre réel de décès et de blessures déclenchés par le vaccin à ARNm est beaucoup plus élevé. Moins de dix pour cent des victimes ou des familles du défunt passeront par le processus fastidieux de déclaration des décès et des blessures liés au vaccin aux autorités sanitaires nationales.

Selon les derniers chiffres (juillet 2021) « officiels » pour l’UE, la Grande-Bretagne et les États-Unis (combinés), il y a 31 389 décès liés au vaccin Covid-19 et près de 5 millions de blessés.

UE/EEE/Suisse au 17 juillet 2021 – 18 928 décès liés à l’injection de Covid-19 et plus de 1,8 million de blessures, par base de données EudraVigilance.

Royaume-Uni jusqu’au 7 juillet 2021 -1 470 décès liés à l’injection de Covid-19 et plus d’un million de blessures, selon le système de carton jaune de la MHRA.

États-Unis au 9 juillet 2021 – 10 991 décès liés à l’injection de Covid-19 et plus de 2 millions de blessures, par base de données VAERS.

Total pour l’UE/Royaume-Uni/États-Unis – 31 389 décès liés à l’injection de Covid-19 et près de 5 millions de blessures signalés jusqu’à présent en juillet 2021. Mondialisation.ca, 14 août 2021

Un programme digne des nazis.

LVOG - Pendant plus d'un dans un blog j'ai lu des commentaires dans lesquels leurs rédacteurs se demandaient, si ceux qui nous gouvernaient avaient de mauvaises intentions à l'égard de la population. Et qu'avons-nous pas entendu sur leur soi-disant "erreurs" ou "ignorance", un tel degré de stupidité était sidérant, quel crétinisme de la part de bac +5 à 11 !

Les enfants nés pendant la pandémie ont des compétences réduites par rapport à ceux nés avant le Covid-19 - Yahoo Actualités 18 août 2021

Une étude américaine sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur le développement cognitif des jeunes enfants donne des résultats alarmants sur les compétences verbales, motrices et cognitives des nouveaux-nés.

Si cette étude observationnelle n'a pas encore été validée par les paires, ses conclusions restent alarmantes. "C'est l'une des choses les plus inquiétantes que j'ai lues depuis un certain temps", a même déclaré sur Twitter le Dr. David Samadi, chirurgien américain de renommée mondiale spécialisé dans le cancer de la prostate.

Une étude américaine sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur le développement cognitif des jeunes enfants donne des résultats alarmants sur les compétences verbales, motrices et cognitives des nouveaux-nés.

Si cette étude observationnelle n'a pas encore été validée par les paires, ses conclusions restent alarmantes. "C'est l'une des choses les plus inquiétantes que j'ai lues depuis un certain temps", a même déclaré sur Twitter le Dr. David Samadi, chirurgien américain de renommée mondiale spécialisé dans le cancer de la prostate.

La peur d'attraper le Covid-19, la peur de perdre leur emploi, l'angoisse d'être enceinte pendant la pandémie, le défi de devoir garder son boulot tout en devant s'occuper de ses enfants à la maison... l'étude s'est inquiétée de tous ces facteurs d'anxiété chez les parents ainsi que des opportunités éducatives et sociales manquées par les enfants.

Les chercheurs du Rhode Island Hospital et de l'Université Brown se sont basés sur une vaste étude en cours sur le développement neurologique de l'enfant en examinant les scores cognitifs généraux des jeunes enfants en 2020 et 2021 par rapport à la décennie précédente, entre 2011-2019.

Il en est ressorti que les enfants nés pendant la pandémie ont considérablement réduit leurs performances verbales, motrices et cognitives globales par rapport aux enfants nés avant la pandémie. De plus, les chercheurs ont constaté que les hommes et les enfants des familles socio-économiques inférieures ont été les plus touchés. Même en l'absence d'infection directe par le Covid-19 chez les parents ou chez l'enfant, les changements environnementaux associés à la pandémie tels que les confinements, la fermeture des écoles et d'autres établissements affectent de manière significative et négative le développement du nourrisson et de l'enfant.

Pour expliquer cela, les scientifiques précisent que le cerveau du nourrisson naît avec "une immense capacité d'apprentissage, de remodelage et d'adaptation, mais il est sensible et vulnérable à la négligence et aux expositions environnementales qui commencent même avant la naissance". C'est pour cette raison que les environnements positifs et enrichissants favorisent un développement sain du cerveau alors que l'insécurité, le stress et le manque de stimulation peuvent altérer les systèmes cérébraux en cours de maturation et perturber les résultats cognitifs et comportementaux.

De même que le stress, l'anxiété et la dépression pendant la grossesse peuvent avoir un impact sur le développement de la structure et de la connectivité du cerveau du fœtus et du nourrisson, pouvant entraîner des retards dans le développement moteur, cognitif et comportemental de l'enfant.

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, de nombreux parents ont subi des pertes d'emploi, le chômage partiel provoquant une insécurité alimentaire et du stress pouvant affecter directement les fœtus, nouveau-nés et nourrissons. Yahoo Actualités 18 août 2021

Totalitarisme. Ses autres conséquences désastreuses...

Écosse : les confinements font exploser le nombre de décès dus à l'alcool - LePoint.fr 20 août 2021

En 2020, en raison de la crise sanitaire, la consommation d'alcool a entraîné la mort de 1 190 Écossais, rapporte « The Independent ». LePoint.fr 20 août 2021

LVOG - C'était des cons et qui plus est des alcooliques, vous ne voudriez pas qu'on pleure sur leur sort, non mais des fois. On va purifier l'espèce humaine, il ne restera que les meilleurs !

Totalitarisme. La stratégie de la terreur n'épargne pas l'Inde. La dictature absolue est mondiale.

LVOG - Mumbai, ex-Bombay, c'est 12 millions d'habitants, plus de 20 en comptant sa proche banlieue, et un média va faire d'un unique mort une info reprise sur le Net, suggérant implicitement que ce mort pourrait être suivi de beaucoup d'autres, ce qui pourrait justifier d'étendre les mesures liberticides toujours en vigueur... Il n'y a jamais rien d'anodin ou de gratuit chez les médias.

- Coronavirus News: Mumbai Records First Death From Delta Plus Covid Variant - NDTV 13 août 2021

https://www.youtube.com/watch?v=guLcTWbu5qI

New Delhi Television Ltd est une société de médias d'information indienne spécialisée dans la diffusion et la publication d'informations numériques. NDTV a été créée en 1988.

Covid-19 News: Mumbai has reported its first death from the Delta Plus Covid variant. A 63-year-old woman died on July 27 after testing positive on July 21. She had several comorbidities, including diabetes, according to officials. She was fully vaccinated and among seven patients in Mumbai whose reports turned out positive for the Delta Plus variant.

Nouvelles du Covid-19 : Mumbai a signalé son premier décès dû à la variante Delta Plus Covid. Une femme de 63 ans est décédée le 27 juillet après avoir été testée positive le 21 juillet. Elle présentait plusieurs comorbidités, dont le diabète, selon les autorités. Elle était entièrement vaccinée et faisait partie des sept patients de Mumbai dont les rapports se sont révélés positifs pour la variante Delta Plus. NDTV 13 août 2021

- Covid-19 en Australie : le confinement de Sydney prolongé jusqu'à fin septembre - Europe1 19 août 2021

Débuté il y a deux mois, le confinement à Sydney a été prolongé vendredi d'un mois alors que la plus grande ville d'Australie tente désespérément d'endiguer un regain épidémique de Covid-19 dû au variant Delta. Les habitants vivant dans les parties les plus touchées seront soumis à un couvre-feu nocturne et ne pourront sortir qu'une heure par jour.

"C'est le risque sanitaire le plus grave rencontré par le territoire depuis le début de l'année et même depuis le début de la pandémie", a estimé Andrew Barr, Premier ministre du Territoire de la capitale australienne.

Il a ajouté que la personne testée positive au Covid-19 a été au contact avec la population au moment où elle était contagieuse. Europe1 19 août 2021

LVOG - Qu'en est-il réellement de cette "gravité" ? Une monstrueuse manipulation.

Du 1er au 18 août ils sont passés de 1 à 4 morts par jour attribués à la Covid, c'est énorme !

https://www.google.com/search?client=firefox-b-d&q=+combien+de+d%C3%A9c%C3%A8s+covid+Australie+le+20+ao%C3%BBt+2021

En France, le fascisme devient la norme.

- Vaccination obligatoire pour tous : "J'y suis favorable !", assure Robert Ménard - Europe1 17 août 2021

- L'armée en renfort en Martinique : Florence Parly salue "un effort logistique important" - Europe1 14 août 2021

Martinique : 5 décès du covid par semaine.

Guadeloupe : 1 décès du covid par semaine.

https://www.google.com/search?client=firefox-b-d&q=+combien+de+d%C3%A9c%C3%A8s+covid+La+R%C3%A9union+le+2+ao%C3%BBt+2021

- Martinique: les médecins anti-vax passibles d'une sanction de leur ordre - BFMTV 19 août 2021

Le conseil départemental de l'ordre des médecins de Martinique a décidé que les médecins exprimant publiquement une opinion anti-vaccins seraient passibles de sanctions disciplinaires, leur position publique ne respectant pas le code de déontologie.

"Les médecins qui continuent à prôner l'anti-vaccination sont passibles d'une sanction disciplinaire qui va de l'avertissement à la radiation", car "ils se mettent en tort avec le code de déontologie", a indiqué le président conseil de l'ordre Raymond Hélénon lundi lors d'une conférence de presse à Fort-de-France.

"Qu'ils laissent les gens choisir s'il le faut, mais il ne faut pas qu'ils viennent décrédibiliser la parole du médecin. Car on assiste à une guerre de pour et de contre. Et ce n'est pas sain. Il faut que les médecins aient une seule parole", a ajouté le président de l'ordre.

L'intervention du conseil de l'ordre est venue conforter la déclaration de 600 médecins et scientifiques des Outre-mer qui ont signé une tribune appelant à se faire vacciner. La majorité du personnel médical du CHU de Martinique, en première ligne face à cette épidémie, est déjà lui-même vacciné. BFMTV 19 août 2021

- En Martinique et en Guadeloupe, réquisition des stocks d'ivermectine pour forcer à la vaccination - lemediaen442.fr 19 août 2021

- En Martinique et en Guadeloupe, réquisition des stocks d'ivermectine pour forcer à la vaccination - lemediaen442.fr Pourquoi aujourd'hui, en Martinique et en Guadeloupe, nous nous retrouvons en rupture de stock d'ivermectine ? Pourquoi ? Et plutôt que de réapprovisionner les pharmacies en ivermectine ou autres médicaments alternatifs, on envoie deux cents militaires, qui, comble du paradoxe, ne sont pas vaccinés. lemediaen442.fr 19 août 2021

En complément. Qui a dit ?

- "*Les schémas vaccinaux démarrent en France pour les nourrissons dès 2-3 mois, donc on peut imaginer, devant un variant extrêmement contagieux, vacciner dès la crèche*"

Robert Cohen, pédiatre closermag.fr 17 août 2021

https://www.closermag.fr/politique/vaccins-cette-prochaine-etape-imposee-qui-pourrait-creer-une-nouvelle-polemique-1379792?utm_campaign=partenariat&utm_source=yahoo-actu&utm_medium=flux

- Paris : le pass sanitaire exigé dès lundi dans les grands magasins - LePoint.fr 15 août 2021

L'information a été communiquée samedi 14 août. Cinq grand magasins parisiens imposeront, dès lundi, le pass sanitaire à leurs clients. Les établissements sont les suivants : les Galeries Lafayette, Printemps, BHV, Le Bon Marché et la Samaritaine. S'ajoutent également les centres commerciaux parisiens Italie 2, Centre Beaugrenelle et Vill'up, mais aussi le centre commercial Aéroville à proximité de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, tous disposant d'une surface de plus de 20 000 mètres carrés.

Ces neuf centres commerciaux « devront exiger un pass sanitaire valide auprès de leurs clients ainsi que le port du masque », précise le communiqué. LePoint.fr/AFP 15 août 2021

- Obligation vaccinale : des pompiers de Haute-Savoie suspendus - Europe1 20 août 2021

"Moins d'une dizaine" de sapeurs-pompiers de Haute-Savoie ont été suspendus depuis lundi en raison de l'application progressive de l'obligation vaccinale, a indiqué le directeur des pompiers du département. (sur un total de plus 3500 sapeurs-pompiers dans le département.)

Une poignée d'entre eux n'ont pas présenté ce test lundi pour leur prise de poste, ce qui a conduit à leur suspension, avait indiqué jeudi matin le quotidien régional le Dauphiné Libéré, citant trois d'entre eux. "Je me suis présenté à la garde et je me suis fait jeter comme un moins que rien, après 21 ans de service. Mon autotest n'a pas suffi", a raconté l'un d'eux au journal. "Il a fallu faire des exemples et on a été les premiers à en faire les frais." Europe1 20 août 2021

- Vaccination : une nouvelle obligation d'ici le 15 septembre - Closer 18 août 2021

Celle-ci concerne les gendarmes et elle fait suite à une instruction du Service de Santé des Armées (SSA) révélée par Le Monde. Pour rappel, celle datée du 29 juillet rendait la vaccination obligatoire "pour tout militaire servant sur le territoire métropolitain au titre d'un engagement opérationnel décidé par l'état-major des armées ou la direction de la gendarmerie nationale". Celle dévoilée ce jour indique que les gendarmes concernés par l'obligation vaccinale sont les "personnels militaires, d'active et de réserve, en missions de sécurité publique, de sécurité routière, de maintien de l'ordre, de police judiciaire et d'accueil ou effectuant des services au contact du public ou de personnes extérieures à la Gendarmerie". Ainsi, les gendarmes affectés sur le terrain ou au contact du public ont jusqu'au 15 septembre pour être complètement vaccinés.

Si les gendarmes devaient être vaccinés avant une date précise, ce n'est pas le cas des policiers. Si la vaccination des policiers n'est pas encore obligatoire, elle pourrait le devenir. "Cette annonce est liée au taux très élevé de vaccination dans les rangs de la police nationale, supérieur à la moyenne nationale", avait indiqué le syndicat UNSA-Police dans un communiqué. Closer 18 août 2021

- Etats-Unis: feu vert à une 3e dose de vaccin pour les immunodéprimés - AFP 13 août 2021

- Covid-19: Israël abaisse à 50 ans l'âge pour la dose de rappel - BFMTV 13 août 2021

L'Etat hébreu avait lancé il y a deux semaines une initiative afin de permettre aux personnes âgées de 60 ans et plus à se faire administrer une troisième dose du vaccin Pfizer/BioNTech. BFMTV 13 août 2021

LVOG - A 40 ans, ils ont annoncé le 19 août 2021...

- Covid-19: pourquoi Israël en vient à imposer un pass sanitaire aux enfants dès 3 ans? - BFMTV 13 août 2021

- Vaccination obligatoire pour les fonctionnaires fédéraux canadien - Reuters 14 août 2021

- Coronavirus: L'Iran impose un confinement d'une semaine - Reuters 14 août 2021

L'engrenage des mesures totalitaires. La dictature absolue, qu'est-ce que c'est ? Un exemple.

Israël proche d'un reconfinement? Ce qu'il faut en comprendre - Le HuffPost 16 août 2021

LVOG - Le non-dit : Les patients ne sont toujours pas traités avec les molécules efficaces qui existent, donc ils atterrissent à l'hôpital.

- Avec 6000 nouvelles contaminations par jour environ, les hôpitaux israéliens se remplissent à nouveau de patients Covid-19.

LVOG - Peu importe ce qui se passe, ils affichent leur objectif.

- Loin de remettre en cause les vaccins, la conjoncture en Israël illustre l'importance de vacciner le plus possible

LVOG - Chantage et menace renouvelée.

- Le pays jadis envié pour sa campagne vaccinale, une des plus rapides au monde, n'exclut plus de reconfiner

LVOG - Les traitements efficaces étant écartés, dès lors l'instrumentalisation tout azimut des vaccins peut continuer indéfiniment.

- Les injections protègent du coronavirus.

LVOG - Les familles des 30.000 vaccinés ou plus qu'ils ont envoyés à la morgue apprécieront. Absolument rien ne prouve qu'un de leurs "vaccin" serait plus efficace qu'un protocole comportant molécule de synthèse, vitamines et oligo-éléments.

- Preuve que même imparfaits, ils réduisent drastiquement les risques d'être hospitalisés.

LVOG - Ils tiennent absolument à vacciner 100% de la population.

- Seuls les schémas vaccinaux complets comptent.

- "Tant qu'il reste plus de 5% de la population à risque non vaccinée, la saturation des hôpitaux pourrait encore justifier de nouveaux confinements", résumait l'épidémiologiste Antoine Flahault, dans un tweet publié le 9 août 2021.

Environ 90% des Israéliens de plus de 60 ans ont reçu deux doses de vaccin. C'est proche du but, mais la campagne vaccinale stagne depuis quelques mois, et peine à toucher les derniers non vaccinés. Ainsi, si Israël songe à reconfiner, cela souligne surtout l'importance d'atteindre la couverture vaccinale qui permet d'écarter le risque de surcharge des hôpitaux. En dessous, le virus impose sa dynamique.

LVOG - Tant que 100% ne seront pas vaccinés, les différentes mesures liberticides seront maintenues.

- Ainsi, après un bref instant de liberté accordé lorsque la vaccination battait son plein, Israël a rapidement rehaussé le niveau de contraintes sanitaires. Jusqu'à de nouveau imposer le masque en intérieur, et réduire les jauges des rassemblements.

LVOG - Le contrôle de la population dès 3 ans doit être total, d'où la caractérisation totalitaire ou fasciste du régime.

- Le 18 août 2021, “le badge vert”, le pass sanitaire israélien, sera obligatoire dès 3 ans.

LVOG - Ces tyrans ont bien planifié la vaccination obligatoire pour tous. Manifester pacifiquement ne suffira pas pour les arrêter.

- Avec ces nouvelles restrictions, le gouvernement israélien espère un coup double: freiner l’épidémie et relancer la campagne vaccinale. Et annonce la couleur aux Français: tant que la couverture vaccinale n’est pas à son maximum, rien n’est gagné.

LVOG - En attendant la 3e,4e, 5e dose, la 4e, 5e, 6e vague.

- Une hausse des restrictions est déjà planifiée en France. Le 30 août, le pass sanitaire sera obligatoire pour les salariés des lieux exigeant ce formulaire. Le 15 septembre, les soignants non vaccinés pourront faire l’objet de sanctions. Et enfin, le 30 septembre, les 12-17 ans seront à leur tour concernés par le pass sanitaire. Le HuffPost 16 août 2021

LVOG - Ils ont juré d'avoir notre peau.

- "Si l’hésitation vaccinale reste toujours aussi importante en Martinique, ce qui est certain c’est que lorsque cette 4ème vague dramatique sera passée - car elle va finir par passer avec les mesures de freinage très strictes - il y aura ensuite une 5ème vague, puis une 6ème et ainsi de suite", craint le Professeur André Cabié, chef du service de maladies infectieuses et tropicales du CHU de Martinique. euronews.com 16 août 2021

Vaccins contre la grippe, les langues se délient.

Parole d'internaute.

- Vous connaissez sans doute des personnes qui n'ont jamais été grippées. J'en suis. Pourquoi ? Par immunité naturelle, sans doute transmise génétiquement. Pourquoi ? Je ne sais pas. En 2019, étant par mon âge éligible au vaccin contre la grippe, le pharmacien m'a convaincu, et mon épouse (même âge) aussi, de nous injecter. Deux semaines après, nous avons été malades comme jamais. Notre première grippe ! Dix jours à déguster. Vous savez quoi ? Nous ne nous referons jamais vacciner contre la grippe.

- Oui, moi aussi, c'est quand j'ai fait le vaccin antigrippe il y a longtemps que j'ai attrapé une grippe très forte, moi et quelques-uns de mes proches qui avaient aussi fait ce vaccin (mes autres proches qui ne l'avaient pas fait, comme par hasard, n'avaient rien eu) car à l'époque, je croyais à la vaccination. Depuis, ça a été fini, mon médecin a eu beau me dire que ça n'avait rien à voir avec le vaccin anti-grippe, ça a été fini, je n'ai plus voulu le refaire. Pour moi, ça a été la meilleure des études à ma petite échelle en ayant vu la différence entre le "groupe vacciné" dont je faisais partie et qui était tombé fortement malade, et le "groupe" qui n'avait reçu aucun vaccin, pas malade.

- Ma mère il y a 3 ans âgée de 86 ans ne faisait pas le vax antigrippe et a fini par céder sous les conseils de son médecin traitant mettant en avant son âge. Eh bien elle a été très malade et a bien cru mourir cette année-là. Une amie connaissant les plantes lui en a amené une à boire en infusion... Du coup elle ne veut plus entendre parler de vax antigrippe ni anti-covid.. Elle a 89 ans maintenant, ne sort pas beaucoup et estime finir ses jours comme elle l'entend. - Même expérience pour mon père, qui a eu une grippe épouvantable la seule année où il s'est fait vacciner sur conseil. A part ça les vaccins sont sûrs et efficaces.

Ils craignent les policiers, les militaires, les routiers... et les motards !

Contrôle technique des deux-roues: le gouvernement fait demi-tour - francesoir.fr 12 août 2021

Au lendemain de l'annonce d'un contrôle technique pour les deux-roues à partir de 2023, le gouvernement a décidé jeudi de suspendre cette mesure jusqu'à nouvel ordre, "pour ne pas embêter les Français", a justifié un conseiller de l'exécutif à l'AFP.

Un internaute.

- Elle (L'UE) vous réclame un vaccin pour 0.05% de mortalité

Elle vous réclame un contrôle technique pour 0.2% d'accidents causés par une défaillance de la moto

Les réacs n'ont pas tardé à réagir.

- Cette mesure, c'était "garantir moins de bruit et moins de pollution!", a regretté l'adjoint EELV à la mairie de Paris David Belliard sur Twitter.

Merde, me voilà d'extrême droite !

Le Rassemblement national, qui avait critiqué la mesure, s'est au contraire félicité de ce revirement. francesoir.fr 12 août 2021

LVOG - Ces parasites puants sont partout en embuscade et les médias amplifient le phénomène en les suivant à la trace (à moins que ce ne soit l'inverse !)

Totalitarisme. La normalisation du fascisme dans le secteur médical.

LVOG - En ayant plébiscité la médecine allopathique, les molécules de synthèses au détriment des produits naturels, les vaccins au détriment de tout autre traitement, ils étaient préparés à se soumettre à cette dictature ou à en devenir des agents.

Ach so ! zertifikation médikal ! les soignants marchent au pas - lemediaen442.fr 13 août 2021

Par décret passé en catimini, Macron et Véran créent « le Conseil national de certification ». Soumis au gouvernement, il a le pouvoir de reconduire ou retirer le droit d'exercer des médecins qui n'obéissent pas… Pas un mot dans les médias.

Les ordres des professions médicales sont remplacés

La loi existait depuis le 24 juillet 2019. Il ne restait plus qu'à prendre une ordonnance. Depuis le 19 juillet 2021, c'est fait. Le conseil des ministres, sans doute insatisfait d'un Conseil de l'ordre n'ayant pas assez de compétences pour faire rentrer dans l'ordre des Raoult et Perronne, a créé un nouvel organisme pour le remplacer plus efficacement.

Les médecins subiront un contrôle technico-politique

Ce Conseil national de certification peut évaluer, à tout moment de sa carrière, chaque médecin et donc l'empêcher d'exercer s'il ne file pas droit. Les médecins seront sous haute surveillance des politiques et donc de Big Pharma. Les médecins sont-ils au courant (à quoi servent syndicats et ordre des médecins ?) Vont-ils se laisser faire ? Seuls les médecins retraités pourront dire des vérités et ne pas se soumettre. Les médecins dissidents, qui traitent leurs patients malades du covid, courent le risque de se voir chassés de leurs postes, de leurs cabinets…

Qui sera concerné ?

Les médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes, pharmaciens, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes et pédicures-podologues devront, au cours d'une période de six ans, réaliser un programme minimal visant officiellement à :

– actualiser leurs connaissances et leurs compétences ;

– renforcer la qualité de leurs pratiques professionnelles ;

– améliorer la relation avec leurs patients ;

– mieux prendre en compte leur santé personnelle.*

Les agences régionales de santé (ARS) contrôleront à partir du 15 septembre le respect de l'obligation vaccinale des professionnels de santé libéraux, avec le concours de l'assurance maladie. Le Conseil national de la certification périodique pourra-t-il surveiller plus efficacement ? ou bien a-t-il été créé seulement pour effaroucher la profession ?

Tout professionnel de santé hors des clous pourra encourir une sanction disciplinaire ordinale ou une suspension temporaire d'exercice pour insuffisance professionnelle.

Les professionnels en exercice au 1er janvier 2023 disposeront, à titre dérogatoire, d'un délai de 9 ans pour se soumettre au programme. lemediaen442.fr

LVOG - Qu'on ne vienne pas nous demander par la suite de défendre le statut de ces fonctionnaires transformés en gestapistes.

DEUXIEME PARTIE

Totalitarisme. La meute des chiens enragés est lâchée...

Didier Raoult : la vidéo de trop

https://www.laprovence.com/article/edition-marseille/6461794/didier-raoult-la-video-de-trop.html

Le directeur de l'IHU met en question l'efficacité de la vaccination. Tollé chez les médecins de l'AP-HM...

Didier Raoult poussé vers la sortie ?

Actuel directeur général de la fondation IHU Méditerranée Infection, le Pr Didier Raoult pourrait bien payer les frais de ses propos polémiques. Le médecin de 69 ans devra faire valoir ses droits à la retraite à la fin du mois d'août, perdant ainsi ses fonctions de professeur des universités et de praticien hospitalier. Ce spécialiste des maladies infectieuses pourrait également perdre la direction de l'institut marseillais. D'après Le Monde, deux membres du conseil d'administration souhaitent lancer un appel d'offres pour le remplacer. De son côté, le principal intéressé a demandé à prolonger ses activités pendant trois ans. Une requête qui lui a été refusée par l'Assistance publique.

LVOG - Le Pr. Didier Raoult avait tout pompé sur l'hydroxychloroquine. Il savait, contrairement à nous, que depuis au moins 15 ans cette molécule était efficace contre les coronavirus (Sars-Cov-1, Mers, Dengue, Ebola, etc.) et il a copié les Chinois, il n'a rien inventé, il s'est approprié et pour ainsi dire attribué des connaissances qui existaient déjà... Et en faisant la promotion du test PCR, puis en prenant position

pour la vaccination du personnel soignant, il a contribué directement à alimenter l'idée qu'il existait une pandémie virale et à justifier le pass sanitaire, il a donc collaboré à cette monstrueuse et criminelle machination en connaissance de causes. Bref, c'était l'histoire d'un naufrage annoncé qui nous laisse indifférent.

Coronavirus : le complotiste Louis Fouché quitte l'AP-HM

https://www.laprovence.com/actu/en-direct/6461937/coronavirus-le-complotiste-louis-fouche-quitte-lap-hm.html

La direction de l'AP-HM a accepté la demande de mise en disponibilité sollicitée le 5 juin dernier par l'anesthésiste au discours complotiste de l'hôpital de la Conception (il est notamment l'un des fondateurs du site anti-masques et anti-vaccin Reinfocovid).

LVOG - Le Dr. Louis Fouché a pété un plomb en appelant dans une vidéo à "*dézinguer*" notamment le matériel urbain à la "*meuleuse*", action bruyante, stupide et inutile. On pouvait très bien imaginer des actions clandestines, par exemple, mettre hors service discrètement des caméras de surveillance, des parcmètres et autres radars fixes, des digicodes ou ascenseurs des bâtiments abritant les médias, les grandes entreprises ou les GAFAM, les institutions, les supermarchés, les banques, etc. sans en faire la publicité ou la promotion...

Harceler nos ennemis, leur pourrir la vie, leur rendre aussi invivable que celle qu'ils nous imposent, ne s'improvise pas. Le but serait de les acculer, les amener à prendre la mesure de trop en prenant le moins de risques possibles et sans se mettre à dos la population...

Bref, Louis Fouché est sympathique, mais naïf et bien mal entouré... Bien mal avisés seront les opportunistes qui le condamneront... Aucun dirigeant du mouvement ouvrier n'a davantage de légitimité.

Incroyable intervention de Louis Fouché au sujet de la résistance qui s'organise (4 août 2021).

https://www.youtube.com/watch?v=9nrEbrvq5dc

AFGHANISTAN

Afghanistan. Les médias toujours aussi bien inspirés...

FranceSoir - Snowden a commenté dans un tweet, qu'il était très choqué par le manque de vision humanitaire de Macron. "Ça ne peut pas être vrai, si ? C'est une erreur de traduction ? Il semblerait que la priorité de Macron, lorsque les talibans sont en pleine répression, est de se protéger en vue d'une élection, et non pas de sauver des vies", s'est indigné Snowden. Rapidement, le hashtag #EmanuelLePen, a été partagé sur les réseaux sociaux.

Afghanistan. Union nationale. Ils ne sont plus à un mensonge près...

7 mensonges à propos de l'Afghanistan par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 18 août 2021

https://www.voltairenet.org/article213760.htm

- En couvrant la chute de Kaboul, les médias occidentaux répètent sans réfléchir sept mensonges de la propagande occidentale. En se trompant sur l'histoire de l'Afghanistan, ils masquent les crimes commis dans ce pays et rendent impossible de prévoir le destin que Washington lui a écrit. Et si les Talibans n'étaient pas les plus méchants…

- ...la France exfiltre actuellement des membres de la « Khost Protection Force (KPF) et de la Direction nationale de la Sécurité (NDS).

Afghanistan. Fake news. Ils lâchent le morceau. Ces agents des services secrets occidentaux...

AFP - « Ils ciblent les familles de ceux qui refusent de se rendre et poursuivent et punissent les familles « selon la charia » », a déclaré à l'AFP Christian Nellemann, directeur de ce groupe d'experts, le Centre norvégien d'analyses globales. « Nous nous attendons à ce que les individus ayant travaillé pour les forces américaines et de l'Otan et leurs alliés, ainsi que les membres de leurs familles, soient menacés de torture et d'exécution. » « Cela mettra davantage en péril les services de renseignements occidentaux, leurs réseaux, leurs méthodes et leur capacité à contrer à la fois les talibans, l'EI [groupe État islamique, NDLR] et les autres menaces terroristes dans le futur », a également soutenu Christian Nellemann.

Les Afghans ayant travaillé aux côtés des puissances étrangères sont plus que jamais en danger. Les Nations unies ont alerté sur la menace que représentent les talibans, qui ont intensifié la traque de ces personnes, alors que, dans le même temps, des voix de résistance se manifestent dans le pays, à l'image du fils du commandant Massoud ou de manifestants à Kaboul. AFP et lepoint.fr 20 août 2021

- Afghanistan: Macron annonce que la France doit "protéger" les Afghans qui l'ont aidée - BFMTV 18 août 2021

- Martine Aubry se "réjouit" de l'exfiltration d'Afghans pour lesquels elle s'est mobilisée - BFMTV 18 août 2021

Les populistes d'extrême gauche en sont, normal.

Informations ouvrières (POI) n'est pas en reste - Pendant que des milliers d'Afghans tentent de sauver leur vie.

LVOG - Au moins avec l'OTAN ils étaient en sécurité ! C'est comme l'histoire du vaccin en somme...

- Face à la quatrième vague du Covid...

- La pénurie de lits de réanimation...

Mais toujours pas un mot sur les molécules qui soignent et rendent inutiles la vaccination ou mettraient fin du jour au lendemain à cette criminelle comédie, chut ! Bon ça va on a compris dans quel camp vous combattiez...

Qui a dit ?

Quel est cet admirateur de l'impérialisme américain ? Quel est ce va-t-en-guerre qui regrette que l'armée américaine n'est pas remporté une belle victoire en Afghanistan ? Qui s'exprime ainsi pour le compte de l'impérialisme français ?

- "*J'ai applaudi la défaite US au Vietnam. Je suis écœuré par leur déroute en Afghanistan. Il est temps de réfléchir avant de s'engager dans des guerres sans issue.*"

Réponse : Mélenchon. AFP 16.08

Un ancien de Guantánamo, maître de Kaboul - Réseau Voltaire 17 août 2021

Khairullah Khairkhwa, ancien ministre de l'Intérieur Taliban en 1997-98, avait été arrêté par l'armée pakistanaise puis remis à la CIA. Il avait été emprisonné en 2002 sur la base illégale de la Navy à Cuba, Guantánamo. Durant 12 ans, il a été soumis aux tortures imaginées par le professeur Martin Seligman sur le modèle des expériences du docteur Albert D. Biderman après la guerre de Corée. Ces traitements n'avaient pas pour objectif de recueillir des informations, mais de formater le sujet, de lui inculquer des comportements1.

En 2014, Khairullah Khairkhwa a été libéré, ainsi que trois autres détenus, par le président Barack Obama en échange de la libération du sergent Bowe Bergdahl. Il s'est rapidement avéré que ce dernier avait été fait prisonnier par les Talibans lors d'une tentative de désertion. Il a donc été jugé par une cour martiale et emprisonné.

Le président afghan, Hamid Karzai, salua l'échange de prisonniers comme un geste de paix.

En début d'année 2021, Khairullah Khairkhwa fit partie de la délégation talibane lors des négociations de paix états-uno-sino-russe à Moscou. Il y fit une déclaration fracassante expliquant qu'il continuerait le jihad jusqu'à la victoire.

Le 15 août 2021, après la fuite du président afghan, il faisait partie du groupe de Taliban qui s'est emparé de la présidence de la République islamique à Kaboul. Réseau Voltaire 17 août 2021

TROISIEME PARTIE

Une espèce faible et vulnérable, ayant donc par nature un penchant psychotique.

Les hommes ont trouvé le moyen de passer une laisse à des animaux, de les enfermer dans des cages, de les parquer dans des enclos, de les soumettre en esclavage et de déclarer qu'ils étaient heureux, après on ne s'étonne plus que les hommes soumettent d'autres hommes au même régime... pour leur bien. Et que ces derniers les en remercient, au moins ils se sentent en sécurité, ils ont horreur de la liberté !

Inquisition partagée.

Exigez que les propriétaires des blogs ou portails déclinent leur identité, car lorsque vous ne savez pas à qui vous avez affaire, vous pouvez vous faire manipuler à votre insu.

Après avoir lu quelque chose de plutôt curieux dans un blog nommé Blast, je leur ai adressé un commentaire sous forme de questionnement tout à fait anodin, cela ne leur a pas plu, ils l'ont censuré. En retour je leur en ai envoyé un autre en les traitant d'imposteurs, car j'ai découvert ensuite qu'ils vouaient un culte de la personnalité au Pr. D. Raoult qui a pris position pour la vaccination obligatoire du corps médical, qui a débouché quelques jours plus tard sur la vaccination obligatoire pour tous associée au pass sanitaire, donc rien d'étonnant. Je soupçonne un lecteur du blog du Dr. Maudrux avec lequel je m'étais accroché à plusieurs reprises de faire partie des administrateurs de Basta-covid.

Tous les médias dits alternatifs ou de gauches, progressistes ou anti-impérialistes, se comportent de la même manière, quand ils ne vous censurent pas, ils vous ignorent ou ils vous répondent après avoir déformé ce que vous avez dit, quand on insiste ils se démasquent eux-mêmes.

J'ai envoyé un courriel à Le Média en 4-4-2, pas de réponse non plus, ils nous/vous méprisent dès que vous émettez une idée critique, et ils se présentent comme des champions de la liberté d'expression, quelle imposture !

Ce n'est pas notre affaire ! Il y avait un piège et plein sont tombés dedans.

- Sleeping Giants, les nouveaux inquisiteurs ! - Observatoire du journalisme 27 janv. 2020

https://www.youtube.com/watch?v=F7RrLoTUg2w

- Ils voient des complotistes, mais surtout des antisémites partout ! - lemediaen442.fr 12 août 2021

Le combat qui consiste à prendre la défense d'acteurs politiques, de personnalités, d'organisations, de partis ou d'institutions, de médias ou d'entreprises dont les intérêts sont étrangers ou opposés à ceux de la classe ouvrière, et qui sont attaqués par des agents de l'Etat profond ou de l'OTAN, le premier cercle de l'oligarchie financière internationale ou le Forum économique mondial (FEM), n'est pas notre affaire. On a envie de dire : Qu'ils se démerdent ou qu'ils règlent leurs comptes entre eux, car ils appartiennent tous à la même famille de la réaction.

Au nom de la liberté d'expression, certains manquant singulièrement de discernement en sont venue à défendre D. Trump et d'autres personnalités aussi infréquentables, CNews ou Boulevard Voltaire ou d'autres médias d'extrême droite, sous prétexte qu'ils avaient été censurés par les GAFAM ou attaqués par des organisations liées à Soros et Cie ou le FEM. Qui douterait des bonnes intentions de Trump, CNews ou Boulevard Voltaire envers la démocratie, franchement ! On croit rêver ! Moi je ne les ai pas défendus et je ne les défendrai jamais.

Maintenant comme dans toute chose, il faut savoir faire preuve de mesure ou il ne faut pas comparer n'importe quoi sous peine de se tromper de combat ou desservir le nôtre. Il ne faut pas non plus se laisser avoir par les discours démagogiques.

Quand l'humoriste Dieudonné, qui ne me fait pas rire du tout, s'est vu interdire de spectacle par Valls, c'était une première depuis longtemps. Je n'ai pas volé à son secours, je me suis contenté de dénoncer cette mesure liberticide, car j'en ai perçu immédiatement le danger, je savais qu'une telle mesure en annoncerait de bien plus graves si on ne s'y opposait... Regardons les choses en face, Dieudonné, qu'est-ce que c'est ? Un pauvre mec, un minable, il représente que dal, que vaut son poids économiques ou politiques, peanuts, il est proche de zéro. De quel soutien important bénéficie-t-il ? Aucun, c'est comme Bigard et les pauvres types du même genre qui flattent la connerie humaine et qui se reconnaissent en eux.

Maintenant quand par exemple, c'est une grande entreprise qui est visée, parce qu'une étiquette sur un produit pourrait avoir une connotation raciste, ou d'importants médias sont attaqués pour les propos xénophobes qu'auraient tenu leurs chroniqueurs ou leurs invités, c'est d'un autre poids ou volume que ces humoristes vulgaires, on passe des pissotières au garde-manger ou à la cuisine du régime, c'est autrement plus consistant et dangereux, d'où notre refus catégorique et définitif de leur apporter le moindre soutien.

Cela vaut pour toutes les ONG qui ont pignon sur rue, qui sont toutes liées à l'oligarchie ou financées par elle, les partis politiques quelle que soit leur étiquette, dès lors qu'on sait qu'ils bouffent au râtelier du régime, car on sait bien que si demain c'était nous ou nos semblables du mouvement ouvrier qui étions attaqués, aucun d'entre eux ne nous défendrait, bien au contraire ils participeraient à cette meute de chiens enragés pour nous éliminer, y compris physiquement.

Maintenant comment se fait-il qu'ils mêlent les Gilets jaunes à ce panier de crabes puants ?

Pour tenter de nous forcer la main ou de nous donner mauvaise conscience, mais on ne marche pas dans cette combine pourrie, parce qu'on a justement une conscience de classe et qu'on s'y tient.

La défense des Gilets jaunes, elle demeure délicate parce qu'ils ont été instrumentalisés par tout ce que comportait de réactionnaires la scène politique de l'extrême droite à l'extrême gauche, ainsi je fais bien la distinction entre des travailleurs qui sincèrement et spontanément avaient rejoint ce mouvement, et la vermine infâme qui est venue se greffer dessus.

Bref, l'intention qui consiste à défendre un principe ou une valeur sans tenir compte de la nature et des intentions des personnes qui s'en réclament, relève de l'inconscience, du populisme, ou cela constitue une erreur politique gravissime aux conséquences incalculables, dans la mesure où vous serez amené à servir la cause que vous combattiez ou les intérêts de nos ennemis.

C'est en quelque sorte à une échelle autrement plus importante, le même drame dont la civilisation humaine est victime ou qu'elle est en train de vivre, qui s'est développée inconsciemment et dont elle ne parvient toujours pas à prendre conscience. Cela crée des situations ou conditions en apparence inextricables où les pires confusions et amalgames se manifestent, et si on peine tant à en sortir, c'est parce que les contradictions qui ressortent des rapports entre les classes sont masquées ou détournées, du coup au lieu que ce soit le capitalisme l'ennemi à abattre, ils s'acharnent tous contre le socialisme ou ils l'ignorent

J'ignore si l'Observatoire du journalisme est tombé dans ce panneau et si ses responsables en ont conscience, en admettant qu'ils soient sincères, sachant qu'ils n'ont pas de conscience politique, il ne pouvait pas en être autrement. Si je les ménage en leur accordant des circonstances atténuantes comme à n'importe qui dans la même situation, il n'en demeure pas moins qu'il fallait caractériser leur comportement

Ce constat devrait faire réfléchir tous ceux qui croient bien penser, être de gauche, des humanistes, etc. et qui parce qu'ils ne possèdent pas cette conscience politique se retrouvent prisonniers des rapports que je viens de décrire. Les bonnes intentions ne constituent pas un gage qu'on servirait réellement ou forcément une bonne cause, elles sont du domaine de la croyance ou de l'ignorance à défaut de conscience politique, donc nous ne nous y fierons jamais aveuglément.

Voyez tous ces gens qui se disent de gauche ou d'extrême gauche, qui se prétendent tous animés de généreuses et nobles intentions, et qui en réalité ont adopté en choeur la propagande officielle sur une pandémie inexistante ou créée de toutes pièces. Sans se poser la moindre question, sans que cela les interpelle ou les embarrasse plus que cela, sans témoigner la moindre réserve, oubliant soudainement qui était

Macron, ils sont venus se placer à ses côtés et ils sont devenus des zélés VRP de la muselière et du vaccin pour toute la planète, des agents de l'oligarchie qu'ils prétendent combattre.

S'agissant d'une entreprise criminelle au regard du nombre énorme de victimes inutiles déjà causées, sachant que nous en sommes rendus là parce qu'ils nous ont tous trahis, constatant que les militants sont otages d'une même sorte de chantage que la population avec le passe liberticide, si à un moment donné le mouvement ouvrier était férocement réprimé ou interdit, nous ne défendrions pas aveuglément ses organisations ou partis, parce que les militants ont l'occasions à de multiples reprises et le temps de prendre conscience que leurs dirigeants les trompaient, que leur orientation politique servait la réaction. Par conséquent, ils ont eu maintes fois la possibilité de quitter ces partis corrompus pour construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire. S'ils ne s'y sont pas résolus, on a envie de leur dire : supportez-en toutes les conséquences, car à un moment donné chacun doit assumer ses responsabilités. La mienne, c'est d'entretenir aucune illusion dans le régime dans la tête des travailleurs ou des militants, de combattre l'opportunisme et défendre le socialisme. Il faut bien qu'ils comprennent qu'on ne peut pas prétendre être demeuré fidèle au socialisme, et faire n'importe quoi en permanence, y compris en être le fossoyeur, il faut choisir.

On nous a poussé à être toujours plus tolérant ou indulgent jusqu'à la bêtise envers toute sorte de comportements, certains en arriveront même à justifier les pires crimes au nom de ce principe, soyons charitable envers ceux qui ont péché

La dictature absolue n'est pas une dictature comme les autres : Soit on l'abat, soit on n'en reviendra jamais.

LVOG - J'ai envie de dire : A bon entendeur salut !

Titre : Le lion malade et le renard

Poète : Jean de La Fontaine (1621-1695)

Recueil : Les fables du livre VI (1678).

De par le Roi des animaux,
Qui dans son antre était malade,
Fut fait savoir à ses vassaux
Que chaque espèce en ambassade
Envoyât gens le visiter ;
Sous promesse de bien traiter
Les députés, eux et leur suite,
Foi de Lion, très bien écrite :
Bon passeport contre la dent,
Contre la griffe tout autant.
L'édit du prince s'exécute :
De chaque espèce on lui députe.
Les Renards gardant la maison,
Un d'eux en dit cette raison :
« Les pas empreints sur la poussière
Par ceux qui s'en vont faire au malade leur cour,
Tous, sans exception, regardent sa tanière ;
Pas un ne marque de retour :
Cela nous met en méfiance.
Que Sa Majesté nous dispense :
Grand merci de son passeport.
Je le crois bon : mais dans cet antre
Je vois fort bien comme l'on entre,
Et ne vois pas comme on en sort. »

La moralité qui découle de cette fable serait : les prudents qui se fient à leurs observations évitent les dangers.

La mienne serait plutôt : Méfiez-vous comme de la peste des promesses des puissants qui à la première occasion vous détrousseront ou vous feront la peau.

Les hommes sont faible et vulnérables, finalement, dans le monde animal, hormis sur le plan cognitif, ils présentent des capacités très inférieures à un grand nombre d'animaux, ce qui pourrait expliquer pourquoi ils adoptent leurs comportements bestiaux ou cruels, ce qui fait dire aux plus évolués d'entre eux, que les hommes ne se dissocieront pas des autres espèces animales aussi longtemps qu'ils demeureront esclaves du règne de la nécessité qui fait office de loi dans le règne animal, dont l'exploitation de l'homme par l'homme est l'expression achevée, d'où notre objectif d'y mettre un terme en abolissant le capitalisme.

Les hommes se comportent en esclaves et ils n'en ont pas conscience, c'est leur état naturel pour ainsi dire, la norme, d'où le respect que leur impose la société dans laquelle ils vivent, le culte qu'ils vouent à ses représentants, ses institutions. Dégotez-leur un ennemi ou inventez-leur une histoire bien tournée, et aveuglément ils vont la croire et vouloir le combattre, ça marche à tous les coups, ce qui montre bien qu'ils n'apprennent jamais rien, surtout ceux à l'esprit particulièrement étriqué qui prétendent le contraire, ils auront juste ou presque une fois ou

deux et faux sur tout le reste. Autrement dit, ils en seront toujours au même point, à moins qu'ils ne régressent, car voyez ce qui se passe.

Ceux qui critiquent l'évolution du capitalisme et qui refusent l'alternative du socialisme, que préconisent-ils, sinon de revenir à l'Ancien Régime monarchique ou de retourner à la situation antéreure, c'est-à-dire avant l'élection de Macron, ne comprenant pas qu'entre la dictature du capital et la dictature du prolétariat, il n'existe pas d'autres alternatives.

La dictature absolue ou le nouvel ordre mondial totalitaire est la réponse politique à la crise du capitalisme formulée par l'oligarchie financière pour préserver son hégémonie de classe. Ce type de régime s'inscrit dans le cadre de la dictature du capital qui existe depuis l'avènement du capitalisme, face auquel la République sociale ou le socialisme est la réponse politique formulée par les exploités et les opprimés pour conquérir leur émancipation et leur liberté. Ce type de régime doit forcément prendre la forme et le contenu d'une dictature, puisque nos ennemis ne cèderont jamais pacifiquement au peuple le pouvoir, chaque fois dans l'histoire ils ont été à l'origine des guerres civiles, ne pas en avoir conscience et ne pas s'y préparer serait suicidaire ou criminel.

Ce sont les conditions économiques qui dictent les conditions politiques, ce sont les conditions économiques qui déterminent qui détient réellement le pouvoir. Ce sont elles qui sont à l'origine de la stratégie et de l'offensive politique de l'oligarchie contre tous les peuples, c'est donc à ce niveau que la rupture doit s'opérer et nulle part ailleurs. Or, c'est justement cela que tous veulent éviter à tous prix, la rupture avec le capitalisme, la prise de contrôle de l'ensemble de l'économie par les travailleurs manuels et intellectuels qui signifierait la fin du pouvoir politique des capitalistes.

Les classes moyennes et les intellectuels y sont farouchement opposées, le mouvement ouvrier également, seuls certains militants y sont favorables, mais comme ils sont bourrés de contradictions qui les décrédibilisent et militent dans des partis qui y sont opposés, aujourd'hui il n'existe aucune force organisée sur cet axe politique révolutionnaire et fidèle au socialisme.

Personne ne pourra dire je ne savais pas.

Ne sont pas concernés par cet article et ceux du même genre, les masses arriérées qui croulent sous les difficultés en tous genres pour survivre, trop occupées à essayer de s'en sortir au quotidien, qui, quand on leur donne la parole ou quand on leur permet de s'exprimer librement, sont les premières à se dire prêtes à prendre les armes pour abattre le régime en place.

Tous plantés devant leur écran de télévision ou d'ordinateur ou de téléphone portable connaissent la situation, les faits sont connus de l'immense majorité, alors pourquoi s'en foutent-ils ? S'ils s'en foutent à ce point-là, c'est que soit leur propre destin ne les intéresse pas, soit il leur convient, soit encore ils se sont résignés à l'avance à accepter celui qu'on leur avait réservé, d'autant plus facilement qu'ils font partie des nantis.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'un homme ou une femme adulte normalement constitué, mentalement équilibré, éduqué, ayant été scolarisé, instruit, vivant dans un pays économiquement développé, disposant du droit d'accéder librement à l'information, aux différents supports de communication, malgré toutes ces conditions favorables, tout du moins en apparence, cette personne ne parviendra pas à se doter d'un esprit critique suffisamment puissant ou aiguisé pour prétendre être libre ou indépendante, car ce qui se produit en général au cours de l'existence, c'est qu'au lieu de saisir les opportunités qui lui permettraient d'avancer pas à pas dans cette direction, à la première occasion il ou elle va croire avoir déjà atteint cet objectif et ne jamais revenir dessus, sauf exceptions et heureusement, sinon je ne serais pas là pour écrire ces lignes !

Cela signifie qu'à un stade de notre vie, plus ou moins rapidement notre cerveau va se fossiliser pour ainsi dire. Avant d'en arriver là, un certain nombre d'évènements ou d'expériences vécues vont contribuer à modifier et orienter son fonctionnement, à le formater, de telle sorte qu'inconsciemment certaines de ses fonctions en seront perturbées ou neutralisées, ce qui sera les premiers symptômes d'une asphyxie neuronale ou d'une putréfaction cérébrale menant à l'autisme ou à un état de démence.

C'est ce qui caractérise l'état normal de l'homme, dont le fragile équilibre mental repose sur la contradiction qui existe entre ce qu'il a la faculté de réaliser lui-même, et ce dont il est frustré ou ce qu'il vit par procuration en croyant agir librement. Il va interpréter ses actes de la même manière ou tout aussi inconsciemment qu'il interprète sa condition, le monde extérieur ou la société dans laquelle il vit, en étant persuadé que son interprétation correspond à la réalité, alors qu'elle en sera très éloignée.

Cette distorsion ou cette perception faussée de la réalité se produit dès notre naissance, puisque nous venons au monde totalement dépourvu de toute connaissance, c'est tout du moins ce qu'on croit encore de nos jours ou ce qu'on nous enseigne, alors que nous serions plutôt portés à penser le contraire. Il se pourrait qu'au sein du génome humain, de notre ADN et ARN, des chromosomes, des cellules qui constituent notre cerveau, le système nerveux, etc. il existe plus qu'une transmission héréditaire morphologique ou biologique, mais aussi cognitive. J'ignore jusqu'à quel point et comment cela fonctionne, je n'ai pas étudié suffisamment cette question pour en parler davantage ou je ne me suis pas informé des résultats de la recherche scientifique dans ce domaine. Toujours est-il, que le don dont dispose des enfants de 5 ans qui conçoivent une symphonie ou parlent couramment plusieurs langues, n'a qu'un rapport secondaire ou éloigné avec leur apprentissage précoce du solfège, d'un instrument de musique ou de différentes langues, ces dons leur ont été forcément transmis génétiquement avant leur naissance, mais sans doute pas seulement. Il est plus que probable que leurs cerveaux ont hérité d'autres informations, qui viendront alimenter leurs facultés cognitives et influenceront leur comportement à venir.

En voilà un sujet passionnant et déterminant pour nous aider à comprendre comment la civilisation humaine s'est développée, pourquoi, alors que les conditions existent pour que les hommes prennent conscience du développement économique ou des forces productives à l'origine du progrès social, pourquoi tardent-ils tant à prendre conscience du processus historique (dialectique et matérialiste), pourquoi n'y parviennent-ils pas quand bien même ils auraient été scolarisés pendant une trentaine d'années pour certains d'entre eux, ce qui paraît

incroyable, non ? Pourquoi sont-ils tant enclins à céder à la propagande idéologique, politique, mercantile.

On oublie souvent que dans les pays les plus développés ou riches, dont la France, la quasi-totalité de la population a été scolarisée pendant de longues années. 10 à 20% dès l'âge de 3 ans ont suivi l'enseignement primaire (composé de trois années d'école maternelle et cinq années d'école élémentaire) et l'enseignement secondaire (composé de quatre années de collège), cela fait 12 années d'études, plus pour ceux qui auront redoublé 1 ou 2 classes. Parmi les 80 ou 90% qui ont enchaîné trois années supplémentaires au lycée jusqu'au bac, peut-être 20 à 30% cesseront totalement leur scolarité pour aller travailler, en attendant ils auront étudié pendant 15 ans. Parmi les 60 ou 70% restants, la moitié environ opteront pour une formation professionnelle (+2 ou 3 ans), l'autre moitié s'orientera vers l'enseignement supérieur et visera au minimum la licence (+3 ans) ou le master (+5 ans), un doctorat (+8 ans) ou l'agrégation ou le diplôme de médecine (+11 ans), cela fera entre 17, 20, 22, 25, 28 ans d'études au total selon la voie choisie par l'étudiant.

Nous nous retrouvons donc dans un pays où la plupart des habitants ont suivi en moyenne entre 12, 15 ou près de 20 ans d'études, et qui à l'arrivée sont aussi arriérés ou ignorants qu'un illettré dès qu'il s'agit d'aborder le fonctionnement de la société, dès qu'il s'agit d'interpréter le moindre évènement qui se produit en France ou quelque part dans le monde, non mais il faut le vivre pour le croire, cela se déroule quotidiennement sous nos yeux. Dès lors tout s'explique, non ?

Ceux qui ont suivi entre 18 et 28 ans d'études forment l'élite de ce pays ou ce qu'on pourrait appeler la confrérie des ignares corrompus qui nous pourrissent la vie, qui soutiennent le régime, dont l'horizon s'arrête au capitalisme et à leur compte en banque.

Quand on passe le plus clair de son temps à faire travailler sa tête, quand on est habitué à réfléchir et à démêler des problèmes, on finit forcément par comprendre tout ce qui a déjà fait l'objet de recherches ou ce qui est porté à notre connaissance, surtout quand cela fait l'objet d'une présentation vulgarisée pour que ces connaissances soient accessibles au plus grand nombre. Cela signifie que, lorsque malgré tout on ne comprend pas quelque chose, c'est que sciemment on a décidé qu'on ne voulait pas comprendre ou on préférait ignorer certains travaux ou ouvrages, certaines analyses ou conclusions, surtout dès qu'il s'agit de sciences sociales, d'histoire, d'économie ou de politique, car ce sont en réalité des intérêts purement personnels et idéologiques qui dictent notre comportement, et non des considérations philosophiques, humanistes ou morales, des principes ou des valeurs qu'on évoque juste pour camoufler nos véritables intentions, inavouables, merci, cela on l'avait compris. Vous aurez compris aussi pourquoi on ne leur accorde aucune circonstance atténuante pour justifier leur comportement infâme.

On ne tient pas à remettre en cause notre statut ou notre statut social supérieur, on ne tient pas à se mettre à dos notre hiérarchie ou nos chefs, les institutions qui chapeautent notre secteur d'activité, on ne veut pas se couper de certaines relations, on est trop attaché à nos privilèges, à tout ce que représente notre position sociale en terme de pouvoir et d'indépendance d'une certaine manière, à tout prendre, vaut mieux encore être conformiste, adopter les idées de la classe dominante, imiter son comportement, mentir et se mentir en permanence, jouer les hypocrites en changeant de masques selon les circonstances pour tromper son entourage ou les naïfs et se faire passer pour un philanthrope ou un humaniste, pousser la bassesse jusqu'à refuser d'assumer les conséquences de ses actes en faisant croire qu'on y est absolument pour rien, alors qu'en réalité on en porte la responsabilité.

Ce sont eux qui ont contribué à pourrir totalement la société jour après jour tout au long de leur existence.

Quand parmi eux il y en a qui refusent le sort que Macron leur a réservé, on sourit, on se dit qu'ils sont victimes de leur propre créature immonde après s'être réclamés de Hollande, Sarkozy, Chirac, Mitterrand, Giscard, Pompidou, De Gaulle, le fil conducteur qui les réunit leur échappe, ils ne veulent pas le voir, ils ont vécu sous le carcan de la Ve République qui étouffe aujourd'hui toutes nos libertés, donc ils estiment qu'il n'est pas indispensable de la remettre en cause. Ils vont jusqu'au bout de leur logique en procédant de la même manière que Macron. Lui, il nie qu'il existerait une autre voie que le vaccin et le pass pour l'imposer à tous, eux, ils nient qu'il existe une alternative au capitalisme, ils sont donc fait pour s'entendre. Il suffirait de leur proposer un autre type de vaccin pour qu'ils s'y rallient tous, soulagés de rentrer dans le rang

---

Dans quel monde vivons-nous ?

Le niveau de conscience misérable des membres des classes moyennes, des intellectuels et accessoirement de la population en général, on appelle cela communément leur degré de bêtise ou encore leur degré de corruption idéologique, leur faculté à s'accommoder de l'esclavage jusqu'à justifier les pires crimes ou les guerres, l'oppression étant inséparable de l'exploitation, se traduit par une sorte de conformisme débile et partagé de nature schizophrénique, les conduisant à vouer un culte à la médiocrité dans laquelle ils se complaisent et se reconnaissent car elle est à leur image, débouchant naturellement sur l'instauration d'un régime totalitaire au détriment du socialisme, car ils préfèrent encore être privés de liberté plutôt que la partager ou qu'elle soit accordée à tous les membres de la société.

Ils ont le sens de la propriété privée rivée au corps, tellement ancrée dans leur cerveau fossilisé qu'ils ne peuvent pas concevoir une autre forme de production et de répartition des richesses, un autre modèle de société qui ne reposerait pas sur le profit, le fric, le fric, toujours et encore le fric qui est leur unique raison d'être à l'instar des capitalistes.

Quand ils se penchent sur l'état de santé de notre planète ravagée par les méfaits du capitalisme, sur le sort de nos amis les bêtes maltraités, quand ils dénoncent telle ou telle discrimination ou atteinte aux droits dont certaines communautés ou certains peuples sont effectivement victimes, c'est uniquement parce qu'ils craignent que ces méfaits finissent par les atteindre ou déstabilisent leur petite vie confortable ou paisible. Sinon ils s'en foutent !

C'est là que vous apercevez qu'ils ont les mêmes réflexes que les oligarques à l'origine du Great Reset et des différentes machinations qu'ils ont déclenché depuis trois ans ou beaucoup plus longtemps. Ils sont si mal placés ou préparés pour les combattre, qu'ils vont pencher

naturellement vers l'extrême droite ignorant totalement l'extrême gauche, vous me direz à quoi bon puisqu'elle a rejoint le camp de la réaction. Mais ce à quoi ils ne s'attendaient pas, c'était d'être doublés sur leur droite par l'extrême-centre de Macron et LREM qui instaurerait un régime totalitaire, fasciste ou d'extrême droite. C'est ce qui explique pourquoi dans leur aveuglement idéologique ils se retrouvent au côté des Philippot, Dupont Aignan, Asselineau qui n'ont évidemment rien de progressiste, de social ou d'humaniste, bien au contraire, et qui s'ils étaient au pouvoir, nous concocteraient un régime similaire. Cela aussi ils s'en foutent. Mais dites-moi, alors ce sont des populistes ? Ce n'est pas moi qui vous empêcherai de le penser.

Tous ces médecins, professeurs, anthropologues, philosophes, écrivains, psychanalystes et autres scientifiques ou intellectuels ne comprennent pas la situation, ils n'ont jamais étudié sérieusement le processus historique, hormis avec les oeillères des conformistes, ce sont de grands ignorants, leur niveau de conscience est inférieur à celui du reste de la population qu'ils méprisent généralement ou rendent responsables de leurs déboires personnels. Quand ils daignent se pencher vers le peuple, c'est pour lui cracher dessus ou pour l'instrumentaliser afin d'améliorer leurs propres statuts ou garantir leurs privilèges, le reste du temps ils sont indifférents à son sort.

Ce sont des gens très instruits, qui souvent ont fait de longues études. Ils ont acquis un certain sens de l'éloquence et manient les sophismes comme personne, de sorte qu'ils sont écoutés par leurs semblables ou leur coterie, ils gagnent soudainement en importance et les flatteries les plus basses les comblent, ils ont l'impression d'avoir acquis un certain pouvoir, alors qu'en temps ordinaire ce sont des gens dont l'insignifiance est proportionnelle à leur ambition, ils n'ont pas d'autre idéal.

Vous aurez compris pourquoi il est extrêmement difficile de les amener sur le terrain du socialisme, pourquoi lorsqu'on leur soumet un argument ou un fait étranger à leurs discours, ils détournent les yeux ou ils se bouchent les oreilles, parfois le nez, ils ne prennent même pas la même de l'examiner, ils ont trop peur de se compromettre ou d'être entraînés dans une voie qui les obligeraient à se pencher sur leurs propres contradictions, pire, à rompre avec le régime dont ils tirent leur subsistance ou qui leur assure une rente à vie, en somme ils ont le même état d'esprit qu'un banquier ou un homme d'affaire et ils ne sont pas près d'en changer.

Tous les jours on côtoie ces gens à la bonne conscience ou trop propres sur eux, on observe, scrute, étudie leur comportement. J'en ai interpelés plus d'un par courriel, leurs réactions ont confirmé tout le bien que j'en pensais que j'ai exposé ici.

Avant d'accorder le moindre intérêt à quelqu'un, entourez-vous de précautions. Ne croyez pas que j'aurais été manipulé par l'un d'entre eux dernièrement, non pas du tout. Je vous ai raconté cela pour vous mettre en garde, car d'innombrables imposteurs ou charlatans rôdent sur le Net, les réseaux dits sociaux, au sein du mouvement ouvrier, c'était juste un conseil d'ami.

Quelques réflexions relevées dans différents articles

1- Avec un peu de recul, il apparaît clairement que nous sommes soumis à une opération mondiale délibérée de dissonance cognitive dont les conséquences prévues pour l'avenir de notre civilisation nous sont cachées.

- Résoudre la dissonance cognitive

Dissonance cognitive est un terme utilisé en psychologie pour désigner ce que ressent une personne vivant deux expériences contradictoires ou une expérience défiant sa logique ; cette incohérence vécue lui causant un grand stress. Ce stress est résolu par le cerveau qui utilise inconsciemment n'importe quel tour de passe-passe pour résoudre cette incohérence. Le syndrome de Stockholm en est un exemple. Dans le cas présent, le conflit est résolu en donnant toute sa confiance aux autorités – gouvernements, OMS, CDC, RKI, Bill Gates ou tout autre expert épidémiologique autoproclamé, souvent sans diplôme médical. Ces autorités imposent pourtant des mesures draconiennes de confinement, de port de masque et de restriction des déplacements qui ont rapidement tourné à une vaccination forcée de facto avec des vaccins non testés dont les effets indésirables se comptent désormais par millions dans l'UE et aux États-Unis.

Le cerveau ordinaire se dit : « Pourquoi les autorités voudraient-elles nous faire du mal ? Ne veulent-elles pas le meilleur pour nous et pour le pays ou le monde ? »

2- Après tout, le taux de mortalité moyen (IFR) de la Covid est de seulement 0,26 % des personnes infectées (c'est une statistique que les médias refusent systématiquement et délibérément de mentionner au public). Cela signifie que la Covid ne représente AUCUN risque pour 99,7% du public, qu'il soit vacciné ou non.

3- Le bal des illusions continue

- La démocratie, c'est le dialogue et le débat contradictoire

- La démocratie est complètement abandonnée

- les médias subventionnés (...) ne jouent plus leur rôle de quatrième pouvoir.

4- Le complot, c'est le secret. Rien de plus. Et le secret est souvent nécessaire. Quand des individus pensent que leur dessein risque de rencontrer une opposition déterminée, qui peut mettre en péril leur projet, ou que les conséquences de leurs actes peuvent éventuellement se retourner contre eux, ils font le choix de le taire (ou de le déguiser) momentanément. Quoi de plus naturel ? Nous sommes tous comme ça, à un niveau personnel. Il faut parfois, pour être efficace, agir sans révéler à l'autre ce que nous sommes en train de faire. Pour son bien… Les parents complotent souvent contre leurs enfants. Quand on est certain d'agir pour le bien de l'autre, tous les verrous sautent. L'intérêt supérieur…

On ne peut pas vouloir le Bien de l'Humanité, du Monde, de la Planète, et être gentil avec son voisin. Notre voisin ne compte plus, quand il s'agit de sauver le Monde. D'ailleurs, on le voit bien. Les écologistes radicaux et les défenseurs des animaux radicaux ont montré depuis belle lurette la face hideuse qui est la leur. Tous les moyens sont bons, pour arriver à des fins qu'on juge supérieures. Tous les moyens sont bons. Entendez-vous ? Et, parmi ces moyens, il y a le mensonge, la manipulation, la tricherie sur les chiffres, le complot.

5- ...cette crise aura eu un mérite immense, qui est de nous permettre de voir des choses qui, sans elle, seraient restées silencieuses. Par exemple le problème fondamental de l'Identification numérique. Tout le monde se focalise sur le « pass sanitaire », qui est une mesure infâme et révoltante, je suis d'accord, mais cette passe « sanitaire », ce n'est rien. Ce qui est inquiétant, c'est ce qui a permis le « pass sanitaire », et ce qui permettra demain de mettre en place autre chose, puis autre chose… Ce qui est terrifiant, c'est le contrôle absolu que promet cette technologie.

Pas après pas, on avance dans la direction de « surveiller et punir », comme l'écrivait Michel Foucault il y a près de cinquante ans. Les pas sont modestes, à chaque fois, mais le chemin parcouru est important. S'il n'y avait pas eu cette « pandémie », nous n'aurions sans doute pas vu le pas supplémentaire qu'on nous demandait. La température a beaucoup augmenté, sous nos pieds, depuis lors, mais on s'est habitué, toujours un peu plus… C'est ce toujours un peu plus qui me terrifie. Les technolâtres ne me font pas rire. Pas du tout. Mais enfin, ne le voyez-vous pas, ce monde qui arrive ? Ne les voyez-vous pas, ces zombies masqués qui marchent dans la rue le regard fixé sur leur smartphone ? Ne les lisez-vous pas sur les réseaux sociaux, s'exprimant comme les robots qu'ils sont déjà ? Que vous faut-il de plus ? N'avez-vous vraiment pas vu comment, depuis le début de cette crise, la médecine a été confisquée par l'industrie pharmaceutique ? Comment on a mis sous le boisseau, de manière criminelle, les traitements contre le COVID dont tout le monde sait qu'ils sont efficaces, pour rendre inévitable le Vaccin sauveur de l'humanité ? Mais cela va même beaucoup plus loin. Ce que nous dit cette crise, c'est : « Il n'existe qu'une seule manière de se soigner. La nôtre. Votre santé nous appartient. Vous ne savez pas. Votre corps ne sait pas. Nous, nous savons. Nous allons vous sauver contre vous-mêmes. Le vivant nous appartient, désormais. Nous avons les brevets. »

Est-ce que des esprits fous ont pu imaginer un génocide planétaire pour réduire drastiquement la population mondiale ? Franchement, j'ai un peu de mal à le croire, mais rien n'est impossible. Si certains sont sincèrement convaincus que la surpopulation mondiale — bien réelle — conduit l'humanité à sa perte, peut-être ont-ils décidé de prendre les choses à bras-le-corps, pour le bien de tous (les survivants). C'est un pari. Ce qui me semble certain, en revanche, c'est que ces vaccins anti-COVID ne sont pas anodins. Jamais il n'y avait eu tant d'accidents post-vaccination (et pour cause, puisqu'il s'agit d'une expérimentation à grande échelle), et je suis absolument sûr qu'on est très loin d'en avoir fini de dénombrer les victimes de cette folie. En temps normal, tout aurait été arrêté depuis longtemps. Mais rien n'est normal, aujourd'hui ; ce qui est le signe d'un changement de monde.

Le transhumanisme, ce n'est pas un futur hypothétique, il est déjà à l'œuvre, dans beaucoup d'esprits. Il est déjà enclenché, et beaucoup de gens misent (y compris des milliards de dollars) sur lui. C'est là que les deux formes de « complot-non-complot » se rencontrent. Le grand et le petit. L'idéal et l'intérêt. Le religieux et le pragmatique. Le fou et le cynique. L'idéaliste et le comptable. Le visionnaire et l'épicier. Certains pensent que le transhumanisme est la seule voie viable pour l'humanité (ils ne sont sans doute pas très nombreux), et certains (beaucoup plus nombreux) y trouvent un intérêt concret, qu'il soit direct ou indirect. Les deux partis se rejoignent, comme souvent, d'une manière opportuniste. La contingence prend le visage de l'idée, et l'idée celui de la contingence. On ne sait plus qui est qui : c'est dans cette grisaille que tout devient possible. C'est exactement ce que nous vivons aujourd'hui.

Haut de page

Le 21 août 2021

Seconde actualisation de la journée.

Sélection de commentaires et infos du blog du Dr. Maudrux.

- Au format pdf (30 pages)

Dans un premier temps.

Assemblée populaire à l'issue de chaque manifestation, formation d'un comité représentatif des manifestants par désignation ou mieux par élection si c'est possible, intégrant partis et syndicats, coordination régionale et nationale de l'ensemble de ces représentants du peuple de manière à constituer l'embryon d'un organe politique indépendant ayant vocation de double pouvoir, de gouvernement légitime du peuple.

Si les circonstances le permettaient, ce qui est loin d'être le cas, un tel processus politique permettrait de préparer les conditions d'un soulèvement général du peuple opprimé contre le régime pour le renverser. C'est la corruption généralisée du mouvement ouvrier et de son avant-garde qui a permis à des forces issues de la réaction de parasiter la résistance et l'unité du peuple face à la tyrannie. Il revient donc aux militants ouvriers qui combattent au côté de la classe ouvrière, qu'ils soient ou non engagés dans le combat pour le socialisme, de proposer ensemble ces tâches politiques lors de ces manifestations.

Vous allez sans doute rétorquer que je délire, parce qu'il serait inenvisageable de s'entendre avec de fieffés réactionnaires tels Asselineau, Dupont Daignant ou Philippot. Je sais, c'est un paradoxe, mais on ne choisit pas les conditions dans lesquelles on mène notre lutte de classe, nous ne sommes ni des opportunistes ni des gauchistes. Je vous répondrais que la question n'est pas là, car ils seraient opposés à un tel processus sachant qu'ils n'auraient jamais pour objectif de renverser le régime en place. Il s'agit plutôt de le proposer aux masses qui leur imposeraient d'une certaine manière, ensuite ce seraient aux militants du mouvement ouvrier de montrer aux travailleurs qu'ils sont

déterminés à mener ce combat politique jusqu'au bout pour gagner leur confiance et du même coup s'emparer de la direction du processus révolutionnaire. Il s'en suivrait que l'influence des Asselineau, Dupont Daignant ou Philippot seraient insignifiantes sur les travailleurs, ils seraient éjectés de ce processus ou ils seraient renvoyés à la place qui est la leur, dans le camp de la réaction.

A cette occasion les militants ouvriers pourront relier facilement le combat politique pour mettre fin à l'état d'urgence, à la vaccination et au pass obligatoire, chasser Macron et en finir avec son régime tyrannique, au combat sur le plan social en établissant un cahier des revendications dont les masses exigent la satisfaction, et que seul un gouvernement issu de ce processus révolutionnaire pourrait réaliser...

Il faut prendre conscience le plus rapidement possible, que manifester chaque samedi ou dimanche sans se doter d'une organisation, d'une direction et d'une orientation politique, ne servira à rien à l'arrivée, car en face notre ennemi est plus déterminé que jamais à nous imposer sa dictature et la déchéance sociale qui va avec. Je sais que les obstacles sont nombreux pour y parvenir, mais on n'a pas d'autres alternatives à notre disposition. Si on arrive à avancer dans cette voie, c'est la mobilisation révolutionnaire des masses qui balaiera ces obstacles en se donnant une véritable direction révolutionnaire une fois écartés les représentants de droite ou d'extrême droite.

Si on n'est pas pessimiste, on ne se fait pas d'illusions non plus sur les difficultés que nous avons à résoudre, avant d'être enfin en ordre de bataille pour se lancer à l'assaut du régime et le renverser. Il faut donc procéder par ordre, gageons que galvanisées par le processus révolutionnaire les masses sauront faire preuve d'imagination pour venir à bout de tous ces obstacles.

Pour une fois, essayons d'avoir confiance dans les masses, renouons avec le marxisme et tout se passera bien.

Manifestations samedi 21 août : le récapitulatif des mobilisations contre le passe sanitaire - francesoir.fr 20 août 2021

https://www.francesoir.fr/politique-france/manifestations-21-aout-recap

Commentaire d'un camarade à la suite de cette brève causerie.

- Je pense que beaucoup font cette analyse, alors pourquoi rien ne bouge? Je pense que les partis et syndicats savent tout cela et font un barrage effréné pour défendre leurs boutiques ! Tous complices... capital, médias, tous pouvoirs confondus.

LVOG - Ils nient l'existence de traitements efficaces pour soigner la Covid et ils défendent la vaccination et la muselière, tout est dit, non ? Il n'y a plus de questions à se poser sur leurs réelles intentions. Moi j'ai évoqué les militants qui sont en contact avec les masses.

Ce que j'ai oublié de dire ce matin, c'est que si ce processus voyait le jour, les uns et les autres seraient débordés par les masses. Ils les prennent pour des demeurées ou ils croient qu'ils peuvent les manipuler comme ils veulent, mais ils se trompent, une partie des masses est plus radicale et révolutionnaire que nos dirigeants, vous me direz que ce n'est pas bien difficile, certes, mais c'est la réalité. Et puis de nouveaux cadres ou dirigeants émergeront, ayons aussi confiance dans les militants, de toutes manières on n'a pas le choix.

Haut de page

Le 22 août 2021

J'ai reporté à demain la mise à jour des différentes rubriques (42 articles, 4 heures de boulot!).

Vous n'en avez pas marre de lire partout la même salade qui ne mène nulle part ?

Vous êtes toujours étonné de ce qui se passe aujourd'hui ?

Réfléchissez, la dictature existait déjà, elle n'avait jamais cessé d'exister en réalité, mais bien enrobée elle était présentable.

Elle existait partout et pas seulement au sein des institutions ou au sommet de l'Etat, dans les entreprises, sur tous les lieux de travail, nous avons tous eu l'occasion de nous en apercevoir un jour, non ?

Ah c'est vrai que le mouvement ouvrier, les syndicats servirent à la masquer pour le compte du patronat ou des capitalistes !

Mieux, la dictature régnait même dans les syndicats et les partis dits ouvriers. Je les ai testés pour vous.

Dites-moi, pouvez-vous m'en citer un seul qui accepterait de publier un de mes articles, même le plus anodin ? Aucun, vous le savez tous, il faudrait citer la source, cet horrible portail anti-ouvrier, antisocial ! Vous voyez, ce qui nous distingue ou fait toute la différence, c'est que moi j'ai publié leur littérature pendant plus de 15 ans, je ne la crains pas, je ne crains rien ni personne parce que je ne crains pas le socialisme. Je ne crains même pas la mort à mon âge (65 ans). Je la vois venir, je l'ai frôlée plus d'une fois, l'heure de la libération finale, totale, approche, c'est comme le socialisme, pourquoi devrais-je la craindre, franchement, il faut être logique avec soi-même, non ?

Ce n'est pas très gai tout cela, dites donc ! Pourquoi, comment cela, il est déjà 16h50 et je viens de vivre un jour de plus, quel bol, et puis je n'aurai pas perdu mon temps, habituellement je dis le contraire, je sais, mais je ne le pense pas vraiment ou pas tout à fait, en fait c'est un vrai bonheur d'être debout, de mener ce combat pour le socialisme, parce qu'il est juste, pas de quoi être triste ou déprimé, ah vous faites peut-être allusion à la merde dans laquelle nous sommes jusqu'au cou ? Entre nous, cela ne date pas d'hier ni même d'avant-hier, on aura quand même tout fait pour s'y foutre et y rester jusqu'à ce que mort s'en suive tout de même. Il faut regarder les choses en face, sinon c'est là qu'on va se trouver mal, pas d'hypocrisie entre nous surtout.

A notre niveau on n'y est pas pour grand-chose, on était tout simplement plus con que ce qu'on croyait, cela arrive à tout le monde, même à

des gens bien, regardez, moi par exemple ! Bon, je vous l'accorde, on se marre mieux quand on n'a pas les deux pieds dedans, c'est plus confortable, c'est pour cela que je continue à actualiser le portail, pour que vous soyez plus à l'aise aussi. Voyez comme je me porte bien sans avoir quoi que ce soit à me reprocher, d'ailleurs je ne vous reproche rien non plus, chacun progresse à son rythme et on fait ce qu'on peut dans la vie avec les moyens dont on dispose, l'essentiel c'est d'être loyal, honnête et sincère, ça on a déjà eu l'occasion de l'évoquer. Mais être loyal, c'est important aussi, ne pas trahir nos engagements, les idées dans lesquelles on croit, que l'on représente, pour lesquelles on combat, sinon c'est du grand n'importe quoi. Si on n'est pas capable d'être fidèle envers soi-même ou nos principes, nos valeurs, on n'est plus rien. On ne mérite même plus qu'on nous regarde ou qu'on nous adresse la parole, pour le coup on est déjà mort et je ne connais rien de plus triste.

On ne s'emmerde jamais avec moi, on se marre bien finalement, non ? Vous, ne je ne sais pas, mais moi, j'ai un moral d'enfer : plus ils sont résolus à nous faire crever, et plus cela me donne envie de vivre un peu plus longtemps, histoire de les faire chier, d'accord, mais surtout parce que notre combat est légitime. Pourquoi voudriez-vous qu'on passe notre temps à le justifier ? Si notre combat incarne tout ce qu'il y a de meilleur chez l'homme, qu'est-ce que vous voudriez qu'on prouve de plus, que c'est moi, que c'est vous le meilleur, quelle connerie entre nous, on laisse cela à ceux qui incarnent le passé, la préhistoire de la civilisation humaine, nous on incarne son devenir.

Alors, remontez à bloc ? Prêt à affronter la suite ? Ils n'en sont qu'aux amuse-gueule, attendez la suite, cela ne va pas être triste, donc il vaut mieux être blindé avant. Equipez-vous, optez pour le meilleur blindage, le plus efficace, le plus solide, celui qui résiste le mieux aux explosions les plus puissantes, c'est le socialisme, le pass qui ouvre toutes les portes, y compris vers une société meilleure et plus juste comme vous n'avez jamais osé en rêver. En avant marche... et la voie est libre !

Lire la suite à la fin de cette causerie.

- Cette causerie au format pdf (14 pages)

PREMIERE PARTIE. ACTUALITÉ.

Mobilisation pour l'abolition de la vaccination et du pass obligatoire

AFP - Les cortèges ont rassemblé à travers la France 175.503 personnes, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, contre 214.845 manifestants la semaine précédente, un chiffre déjà en baisse.

Le collectif militant Le Nombre Jaune, qui publie un décompte ville par ville, a de son côté recensé 357.100 manifestants "minimum" en France, contre 388.843 manifestants la semaine passée. AFP 21 août 2021

Un internaute : 480000 selon France Police.

Totalitarisme. L'Australie sous le règne du "zéro Covid" ou de la dictature absolue.

- Affrontements entre manifestants anti-confinement et policiers en Australie - RT 21 août 2021

LVOG - Quand une femme est aux commandes, en général ça craint (Golda Meir, Indira Gandhi), quand elle a été banquière (comme Macron), il faut s'attendre au pire. La Première ministre de Nouvelles Galles du Sud, Gladys Berejiklian fut directrice générale de la Banque du Commonwealth.

Le pays a adopté une stratégie «zéro Covid».

"Quels que soient nos efforts, même si 99% des gens font ce qu'il faut, il y a un élément de Delta que personne ne contrôle", a déclaré la Première ministre de Nouvelles Galles du Sud, Gladys Berejiklian, aux journalistes. "Le meilleur moyen pour retrouver notre liberté est de nous assurer que nous soyons vaccinés". A ce jour, à peine 30% de la population a reçu deux doses de vaccin.

Le 12 août, les autorités australiennes ont décrété un confinement de sept jours dans la capitale du pays, Canberra, après la découverte d'un seul et unique cas de coronavirus parmi les 400 000 habitants de la ville, qui n'avait jusqu'alors jamais été confinée.

Depuis le début de la pandémie, l'Australie et ses 25,3 millions d'habitants a comptabilisé 43 119 cas de Covid-19 et 978 décès dus au virus (contre 6,58 millions de cas et 113 000 décès pour 67 millions d'habitants en France). Ces chiffres sont faibles, mais seulement un tiers environ des Australiens âgés de 16 ans et plus ont été entièrement vaccinés, selon les données du ministère fédéral de la Santé publiées le 21 août et rapportées par Reuters. RT 21 août 2021

France. Boycott de tous les commerces exigeant un pass-apartheid !

- 20 000 pass sanitaires en bracelet distribués à Lille par une union de commerçants - RT 20 août 2021

Totalitarisme. Manipulation des virus. A La Réunion, c'est la dengue, en Polynésie ou en Australie, c'est la grippe

Ce qui se passe, c'est que le test PCR ne fait pas la distinction entre les différents virus, ni même entre virus vivant ou mort à partir de 30 ct (cycle d'amplification du matériel génétique trouvé dans le pif ou la gorge), 35 et plus employé habituellement (+ de 90% de faux positifs), alors quand dans l'hémisphère sud vient la saison de la dengue (Réunion) ou de la grippe (Polynésie), les psychopathes enragés se jettent

dessus en faisant un amalgame avec les variants Covid pour faire croire à une nouvelle flambée épidémique et justifier leur saloperie de vaccin génique accompagné de la panoplie de mesures liberticides.

Ils ont vraiment l'état d'esprit des tyrans ou des fachos, qui en douterait encore ?

- Polynésie durcit le confinement et ferme ses écoles pour 15 jours - francesoir.fr 21 août 2021

Ecoles fermées, retour du confinement et de l'attestation de déplacement: face à la flambée de l'épidémie de Covid dans ses zones les plus peuplées, la Polynésie française a décidé d'un nouveau tour de vis, prévu pour deux semaines à partir de lundi.

Par ailleurs, le couvre-feu, qui courait de 21H00 à 4H00, "va être avancé pour débuter à 20H00 sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française".

En revanche, "le confinement uniquement le week-end est maintenu sur les îles concernées aux Tuamotu Gambier", et les Marquises comme les Australes ne sont pas concernées, a dit M. Sorain. francesoir.fr 21 août 2021

Commentaire d'un internaute.

- "La saison de grippe a commencé à Tahiti, c'est l'hiver en hémisphère du Sud. Donc beaucoup d'arrêts de travail suite au test PCR qui ne sait pas distinguer entre rhume, grippe et Covid. Dans la semaine après le passage de Macron le 12 juillet, les médecins de l'hôpital ont commencé à fermer peu à peu les services déclarés ensuite zone de Covid. Les associations d'employeurs ont demandé accès à ces zones pour vérification, en vain.

Ensuite le même scénario comme l'année dernière. La plupart des médecins de famille renvoient les personnes avec un début de problème respiratoire à la maison. Prenez un Doliprane. Ensuite beaucoup atterrissent aux urgences à l'hôpital. Et puis on dit, faites-vous injecter le "vaccin", c'est la seule solution et on déclare 98% des hospitalisés seraient des non-vaccinés. On ferme tout, c'est pour votre bien. Vous êtes priés de nous croire religieusement."

Bonjour les dégâts ou quand la dictature fait des massacres dans toute la société.

LVOG - Il s'agit de commentaires ou témoignages relevés dans le blog du Dr. Maudrux.

Ayez toujours à l'esprit le taux de létalité inférieur à 0,5% parmi les malades, et qu'il existe des molécules qui permettent de se protéger de la Covid ou ses variants et de traiter efficacement la maladie, ce qui signifie que la vaccination est totalement inutile.

1- Ma mère manifeste avec moi tous les samedis depuis plus d'un mois, pour elle mais aussi pour l'avenir de ses petits-enfants. Nous avons appris hier que ma sœur a fait piquer ses 2 garçons, 12 et 13 ans, pour "pouvoir les inscrire aux activités extra-scolaires à la rentrée".

Ma mère venait de les avoir 1 semaine pour les vacances (avec la petite de 5 ans) et les a déposés dimanche soir chez les grands-parents paternels pour la suite des vacances. Le lundi, ils étaient piqués, probablement sous l'insistance de mon beau-frère qui leur a envoyé toutes les autorisations etc…

Ma mère est au fond du gouffre et continuera de manifester, pour la petite dernière, et j'y serai aussi, comme tous les samedis depuis le 12 juillet…

Mon cousin qui ne voulait pas de l'injection a reçu sa 1ère dose cette semaine également. Quasiment toute ma famille est piquée, enfants compris…

2- Je suis en train de "perdre" mon mari qui a rencontré hier un médecin NON TRAITANT pour avoir le résultat d'un pet scan derrière un mélanome.

(Nous n'avons plus de MT depuis notre emménagement malgré 5 médecins dans la Maison Médicale de notre nouvelle commune de 2400 habitants, mais ils ne veulent plus prendre de nouveaux patients.)

Ce médecin, étonné que nous ne soyons pas encore inoculés à notre âge, lui a proposé de le piquer pendant la consult mais j'ai dit = " holà, d'abord on fait une séro pour rechercher des anti corps et après on verra "

Mon mari a eu le covid assez fort en octobre dernier

Le médecin "non traitant" pas content du tout et j'ai refusé de dialoguer pressentant que je dépenserais mon énergie pour rien.

Mais en rentrant à la maison, mon mari m'a dit qu'il se ferait piquer à la prochaine consultation que ça me plaise ou non !

Comme votre maman, je suis au fond du trou … 50 ans de mariage pour en arriver là, je n'y aurais jamais cru.

Que je perde des amis ou d'autres membres de ma famille, ça faisait déjà mal

Qu'on me prenne pour une cinglée parano et complotiste, je m'y étais habituée

Mais là, c'est trop dur !

3- Mon conjoint dit “qu’il n’a pas envie de se faire piquer” mais la pression monte : “ce week end mon père, cette semaine ma mère, puis le refus au resto, j’en ai marre de cette pression”. Je lui ai dit que s’il en avait marre, il n’avait qu’à aller se faire vacciner (je ne veux pas être la méchante qui a une influence négative sur lui aux yeux des autres). Pour l’instant il tient. Et je lui ai dit dans la même conversation : “je sais que tu vas rouler des yeux mais moi, avec ce vaccin, j’ai peur pour ma vie. Beaucoup d’effets secondaires graves, je suis susceptibles de les avoir à cause de mes maladies préexistantes”. Il sait que je ferai tout pour résister, mais s’il veut le faire lui, je n’en l’en empêcherai pas.

4- Chez moi les “convictions” ne sont rien face à 36 années de mariage.

Il ne reste que ma fille qui résiste encore mais elle est enseignante. J’espère l’inciter à tenir jusqu’à la fin du mois d’octobre, le mois qui devrait être celui d’une amorce générale du basculement de l’opinion.

5- Rassurez vous vous n’êtes pas seule. Mon épouse complètement perturbée par l’idée que nous ne pourrions pas partir en vacances en septembre et profiter des restaurants a fini par se faire piquer et me l’a annoncé a son retour du cabinet médical. Réfractaire à cette injection je savais que 51 ans de mariage risquaient de se terminer en eau de boudin. J’ai choisi de céder nous serons deux vieux vaccinés et advienne que pourra.

6- C’est très dur cette pression psychologique. Je suis personnellement soumise à l’obligation vaccinale, bien que salariée administrative, d’un service médico-social mais je refuse de faire ce vaccin car un contexte de maladie auto-immune (et même sans ça, je n’en veux), quitte à perdre mon salaire momentanément.

Le plus dur, c’est pour mes 3 ados, pas vaccinés à ce jour, mais qui voient la rentrée se pointer et la reprise de leur sport collectif en salle. Je tente de les informer au mieux, mais cela suffira-t-il ? Quand j’y pense, je pleure… Mais quel monde on leur laisse ?

7- je suis bien embêté, mon fils de 33 ans n’a pas de problèmes de santé, il est même assez sportif, subit l’influence de sa belle famille dans le monde médical et provaxx. Il veut se faire vacciner il ressort toujours les mêmes arguments repris dans les médias: l’altruisme, l’immunité collective etc…

Il est libre évidemment mais cela me désespère, pourtant il lit des infos alternatives comme reinfocovid.

RT et Sputnik, agence de presse et média pas comme les autres ? En fait, aussi pourris que les autres !

LVOG - Sinon vous avez Poutine ou Xi avec ses millions de caméras surveillant la population chinoise 24h/24... tous deux des grands démocrates...

- Deux décennies de guerre en Afghanistan : l'OTAN s'engage à tirer «les enseignements nécessaires» - RT France 21 août 2021

- Nouveau dérapage antisémite en marge d'une manifestation anti-pass - fr.sputniknews.com 20 août 2021

DEUXIEME PARTIE. DE QUOI ALIMENTER VOTRE RÉFLEXION.

Quand le “crédit social” à la chinoise sert de modèle au nouvel ordre mondial totalitaire du Forum économique mondial.

LVOG - Attention, blog libertarien.

Scoop : qu’est-ce que le Great Reset recherche vraiment avec le passe sanitaire ? - lecourrierdesstrateges.fr 20.08.2021

Extrait.

Mais en quoi le Great Reset a-t-il vraiment besoin du passe sanitaire pour se mettre en place ? Cette question dont on pressent l'importance grandissante depuis plusieurs semaines, et qui s'impose aujourd'hui comme la charnière explicative des politiques publiques, donne lieu à de nombreuses supputations. Il ne suffit en effet pas d'écouter les discours de la caste appelant tous à une ségrégation contre les non-vaccinés pour comprendre l'intention fondamentale de cette innovation. C'est en plongeant dans l'un des blogs de l'entreprise transnationale française Thalès que l'on comprend la stratégie d'ensemble qui se met en place, et les étapes qui suivront.

Les passeports vaccinaux joueront un rôle-clé dans la capacité des citoyens à accéder à toutes sortes de services et agiront comme des précurseurs au passage vers l’identité numérique sur téléphone portable).

Le passe sanitaire est donc un “précurseur” ! L’anticipation d’un système généralisé où l’identité ne sera plus établie par un document officiel “autonome” comme une carte d’identité, mais bien par un “portefeuille” numérique conservé sur un cloud et une application dont l’archivage

échappera à l'utilisateur.

C'est en allant sur le blog de l'entreprise Thalès (en anglais) qu'on comprend dans quelle cohérence d'ensemble s'inscrit cette première étape du capitalisme de surveillance qui s'appelle le passe sanitaire. Thalès entend en effet proposer une solution globale d'identité numérique et nous expose avec une forme de naïveté comment ce projet va se décliner.

Thalès écrit donc :

Les passeports vaccinaux joueront un rôle-clé dans la capacité des citoyens à accéder à toutes sortes de services et agiront comme des précurseurs au passage vers l'identité numérique sur téléphone portable.

Le passe sanitaire est donc un "précurseur" ! L'anticipation d'un système généralisé où l'identité ne sera plus établie par un document officiel "autonome" comme une carte d'identité, mais bien par un "portefeuille" numérique conservé sur un cloud et une application dont l'archivage échappera à l'utilisateur.

Autrement dit, il s'agit de nous habituer à changer de mode d'établissement de notre identité.

Un portefeuille digital pour accéder aux services publics

Sur le fond, Thalès ne cache pas l'ambition "centrale" du passe sanitaire, qui est de devenir une plate-forme d'accès aux différents services publics disponibles sur Internet. Pour ce faire, le passe-sanitaire repose sur un "wallet", un portefeuille numérique, pour lequel la Commission Européenne a d'ores et déjà posé les bases.

Dans tous les cas, le déploiement du portefeuille digital – initialement pour le permis de conduire – fonctionnera comme une plateforme d'accès et des piliers pour d'autres services publics vitaux, comme les passes sanitaires".

On comprend donc que le passe sanitaire est la face émergée d'un iceberg technique qui se constitue progressivement, et qui va bouleverser la notion d'identité "administrative". Désormais, les citoyens seront directement gérés par un Big Data qui permettra de leur donner accès à certains lieux ou à certains services par le contrôle de l'intelligence numérique.

Quand le portefeuille digital remplacera le passeport

Dans la palette de services que "l'ID numérique" devra rendre, on trouve en particulier le remplacement en bonne et due forme du bon vieux passeport actuel. Celui-ci sera bientôt rangé aux oubliettes de la préhistoire et remplacé par une application sur un téléphone, où toutes les données individuelles seront centralisées.

Enfin et pas des moindres, l'identité digitale européenne permettra aux citoyens d'utiliser leurs documents à travers tout le continent.

On se souvient que l'Europe s'était fondée sur l'aspiration à un continent sans frontière et sans contrôles d'identité. Subrepticement, on est passé à une Europe avec des contrôles universels poussés à un point inconnu jusqu'ici. C'est sans doute le progrès des Lumières qui veut ça.

Portefeuille digital et euro numérique

Mais c'est une autre fonctionnalité du "wallet" qui doit retenir l'attention, car elle rejoint le projet d'euro numérique que nous avons évoqué cette semaine. Il s'agit de l'utilisation du portefeuille digital comme moyen de paiement.

Cela devient exaltant de penser que le portefeuille digital peut héberger à la fois une identité numérique et des moyens de paiement. Ceci permettrait aux gens, par exemple, de payer une caution pour un nouvel appartement ou de régler une amende pour excès de vitesse directement depuis un smartphone.

On y vient, donc : le passe sanitaire devrait déboucher sur une ramification future, le paiement en ligne, par exemple des impôts ou des amendes. Ou du loyer. Ou des traites sur en emprunt bancaire…

Bref, si l'on se souvient que l'euro numérique serait à la main complète de la Banque Centrale Européenne, l'espace de liberté qui restera au consommateur pour arbitrer ses dépenses va devenir de plus en plus contraint. Du propre aveu de Thalès, en effet, l'Etat saura tout de vous, y compris de votre situation financière ou bancaire. La porte ouverte au crédit social

On va bien dans quel état de dépendance ce système entreprend, sans que ce projet ne soit publiquement explicité auprès des citoyens, de placer les individus. Se met en place une architecture qui rendra possible le "crédit social" à la chinoise : le wallet contiendra des marqueurs indiquant qui n'a pas payé ses impôts, ou ses dettes, qui a roulé trop vite, qui a tardivement réglé sa pension alimentaire. Et si le marquer apparaît, l'individu sera interdit d'accès à certains services, ou à certains achats.

Peu à peu, il sera marginalisé, sans possibilité de s'y opposer.

C'est bien à cela que sert le passe sanitaire. Il n'est pas une fin en soi. Il est un début, un précédent, une mise en bouche. Vous savez désormais dans l'attente de quoi il sera maintenu après le 15 novembre. lecourrierdesstrateges.fr 20.08.2021

Tant d'efforts pour justifier l'existence d'un régime dont la survie ne peut empruntée que la voie d'une dictature absolue.

- Le combat de Joe Biden pour la « Démocratie » par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 17 août 2021

https://www.voltairenet.org/article213731.html

Extraits.

LVOG - La manière dont on aborde un tas de facteurs ou évènements dans un article, permet de produire différentes interprétations. On retiendra de préférence ceux qui permettent d'aboutir à une interprétation qui sera compatible avec nos intérêts individuels, ceux de notre classe ou l'idéologie qu'on a adoptée, quitte parfois à tordre la réalité.

On peut faire référence à des facteurs ou des faits ou les citer de manière en apparence anodine ou sans commentaire, cependant on va voir comment cela peut influencer l'orientation d'un article sans que les lecteurs en aient forcément conscience. On peut admettre que l'auteur n'en ait pas forcément toujours conscience, dans ce cas-là vaut mieux le connaître ou connaître ses réelles intentions.

- Au XXème siècle, lorsqu'advint la crise économique de 1929, la presse occidentale affirma que le capitalisme était mort et qu'il fallait inventer un nouveau système politique. Ce fut d'abord le communisme, puis le fascisme. Rappelons que Benito Mussolini avait été le représentant de Lénine en Italie avant d'imaginer le fascisme. Le capitalisme fut réformé en profondeur par Franklin Roosevelt, le fascisme fut vaincu militairement, le communisme s'effondra avec l'URSS, et la démocratie survécut.

- la crise économique de 1929

LVOG - Le non-dit : si le capitalisme était bien en crise en 1929, le krach dévastateur du 29 octobre fut planifié et déclenché par les sommets de l'oligarchie, il n'advint pas spontanément. Son onde de choc allait contribuer à modifier la situation économique et à amplifier la crise du capitalisme à l'échelle mondiale précipitant la Seconde Guerre mondiale...

- la presse occidentale affirma

LVOG - Indépendante, c'est se moquer de nous. Vous parlez d'une référence, dépourvue de conflits d'intérêts ou déjà aux ordres, ce n'est pas sérieux, elle était déjà totalement corrompue ou aux mains des banquiers. (Lire un témoignage datant de 1870, plus haut dans la page d'accueil du portail)

- ...il fallait inventer un nouveau système politique. Ce fut d'abord le communisme, puis le fascisme.

LVOG - A quoi correspondaient ces nouveaux systèmes politiques ou ces deux idéologies, sinon aux intérêts des deux classes indépendantes qui s'affrontaient, la classe ouvrière et la classe des capitalistes, antagonisme ou lutte de classes qu'il s'emploie à faire disparaître, la suite va le confirmer.

Ailleurs dans cet article, pour monsieur Meyssan le passage de la monarchie à la république démocratique (la dictature de la bourgeoisie ou des capitalistes) n'aurait traduit qu'un changement de régime politique, mais pas économique, confondant ou inversant cause et conséquence, parce qu'il ne veut pas remettre en cause le régime économique capitaliste en place, c'est la cause qu'il ne va pas arrêter de défendre tout au long de son article, qui lui aura servi de trame et qui fera office de conclusion. C'est de la propagande à ce niveau-là.

On est en présence d'une conception déformée de l'économie et de la politique, où la lutte des classes doit s'effacer ou jouer un rôle secondaire, alors que ses origines sont économiques et sociales, remontent aux fondements et aux contradictions du capitalisme, pour nous entraîner sur le terrain politique une fois évacués l'air de rien les antagonismes irréductibles entre les intérêts des différentes classes, nouveau tour de passe-passe indispensable pour vanter les mérites de la « souveraineté populaire », de la démocratie et de la République qui jusque-là auraient été les garants de l'intérêt général, autrement dit les intérêts de la classe des capitalistes. Ils ont été des instruments politiques de la domination de classe des capitalistes, et si la classe ouvrière s'en est saisi pour mener sa lutte de classe, en aucune manière ils ne pouvaient lui permettre de la mener jusqu'au bout ou de prendre le pouvoir, elle devait impérativement rompre avec pour se doter de ses propres instruments politiques pour vaincre ses ennemis.

Le problème qu'elle rencontre de nos jours, c'est que la méfiance grandissante qu'elle a manifesté à plusieurs reprises envers le régime et ses institutions politiques (abstention massive aux élections) est teinté d'illusions que les classes moyennes entretiennent, et elle est d'autant plus incapable de se réapproprier ces propres instruments, syndicats et partis ouvriers, qu'ils sont devenus des instruments exclusivement au service de la réaction. Dans ces conditions, elle doit en créer de nouveaux ou dégénérée dans le sillage du capitalisme...

La suite ne va servir qu'à justifier l'interprétation de la société que monsieur Meyssan s'est forgée et qui lui sert de boussole. Il n'arrive pas à concevoir que ce sont des conditions économiques et les rapports entre les classes qui déterminent les changements de régime politique ou les différents types de système politique, parce qu'il dénie à la classe ouvrière à la fois la capacité de jouer un rôle déterminant au cours du déroulement du processus historique, et de pouvoir gouverner ou décider librement de son destin, pour cet intellectuel elle doit forcément s'en remettre aux autres classes, se soumettre au pouvoir des capitalistes, d'où le culte qu'il voue aux institutions qu'ils ont créées, au droit international et autres fadaises du même genre.

Cette conception partagée par de nombreux intellectuels ou idéologues de droite, de gauche ou d'extrême droite relève d'une croyance, qui consiste à accorder aux classes moyennes dont font partie les intellectuels plus de pouvoir qu'elles en ont en réalité ou à leur faire jouer un rôle historique qui a toujours été démenti depuis que la société est composée de classes antagoniques et que ce sont développées les classes moyennes tout au long du processus historique. Tout au plus ont-elles aidé la classe dominante (1789) ou la classe dominée (1917) à accéder au pouvoir, mais jamais les classes moyennes n'ont pas pu exercer le pouvoir pour leur propre compte, puisque leur position sociale située entre la classe dominante et la classe dominée leur interdisait justement. Pourquoi ? Parce qu'elles ne sont pas à l'origine du processus d'extraction de la plus-value, et ce n'est pas elles qui la créée, elles sont donc condamnées à demeurer dépendantes de l'une ou l'autre classe indépendante. C'est cette place inconfortable, le cul assis entre deux chaises, qui les rend si hypocrites, sournoises, agressives ou haineuses jusqu'à épouser le fascisme...

Poursuivons.

Le communisme et le fascisme devaient sortir du chapeau de deux illusionnistes dont l'un, Lénine, devait inspirer l'autre, Mussolini, suggérant que l'un ne valait guère mieux que l'autre ainsi que les régimes qu'ils incarneront, et qu'à tout considérer, mieux vaut encore rester sous le régime actuel même s'il a perdu son vernis démocratique au profit d'une dictature pure et dure digne du fascisme ; en aparté, c'est ce qui doit faire dire aux libertariens que le Great Reset serait de nature communiste, l'Union européenne aussi, on baigne là dans l'anticommunisme primaire. C'est assez pitoyable de nous ressortir cet amalgame pourri.

- Le capitalisme fut réformé en profondeur par Franklin Roosevelt

LVOG - Le New Deal de Roosevelt fut un échec, le chômage (de masse) ne disparut pas aux Etats-Unis, c'est seulement l'économie de guerre et la mobilisation qui permit de le réduire durant le temps de la guerre pour réapparaître aussitôt après ou sans qu'il ne disparaisse totalement. De plus, Roosevelt ne remit pas en cause l'extraordinaire pouvoir déjà accumulé par l'oligarchie financière, là encore on est dans le non-dit.

- le fascisme fut vaincu militairement

LVOG - Ce qu'il ne dit pas non plus ou escamote, c'est que les Etats-Unis alimentèrent la montée du fascisme en Europe, et il était bien implanté aux Etats-Unis... Mais aussi que le fascisme est un régime qui prend ses racines dans le capitalisme, les capitalistes y recourent après avoir vaincu la classe ouvrière ou après qu'elle a été trahie par ses représentants, ils se séparent alors de leur vernis démocratique devenu inutile pour laisser place à leur véritable nature monstrueuse et cruelle.

On pourrait croire en lisant cet article que le capitalisme et le fascisme serait deux idéologies distinctes ou indépendantes l'une de l'autre, alors que la dictature démocratique (des capitalistes) et le fascisme sont des variants de la même idéologie. Vous pouvez y ajouter le réformisme ou toutes les formes de socialisme utopique, ainsi que le stalinisme. La classe ouvrière ne dispose que d'une seule idéologie, le socialisme ou le communisme. L'anarchisme n'est pas une idéologie mais un conte de fées, une mythomanie.

Il fallait bien que le massacre et les destructions massives s'arrêtent un jour ou l'autre, afin d'éviter que le régime économique s'effondre totalement avec les conséquences sociales et politiques imprévisibles et incontrôlables qui pouvaient en découler. Il fut mis fin au fascisme, pour ainsi dire de la même manière que fut déclenché la grande dépression de 1929 et du début des années 30 qui préfigurait la Seconde Guerre mondiale impérialiste du XXe siècle. On pourrait encore ignorer qu'elle eut des origines économiques pour évacuer une fois de plus la lutte de classes, ce qui est commode pour se livrer à un amalgame digne d'un faussaire finalement sans scrupule.

- le communisme s’effondra avec l’URSS, et la démocratie survécut.

LVOG - Ouf, nous voilà sauvé ! Pas vraiment à vrai dire, puisque du coup la seule alternative au capitalisme, à la dictature de Macron, disparaît, non pas le régime totalitaire stalinien, mais sa négation, le socialisme et le communisme synonymes de démocratie véritable exercée par le peuple, d'émancipation du capital et de liberté. Il peut entonner ce discours puisque pratiquement personne ne sait ce que signifie le socialisme ou le communisme ou tout le monde en a une idée fausse. Il est sûr d'emporter l'adhésion de la majorité avec un tel article, de droite, mais je crois que c'était inutile de le préciser.

Bref, c'est là que Thierry Meyssan voulait en venir, c'est dans cette direction qu'il voulait entraîner ses lecteurs ou les amener à partager l'idéologie des capitalistes qu'il a adoptée ou dont il est l'un des porte-parole.

C'était bien tourné, des non-dits, quelques tours de passe-passe, des raccourcis grossiers, un amalgame qui doit plaire en haut lieu, quelques sournoiseries pour agrémenter le tout, la république est bien gardée, laquelle au fait ? Quelle est sa nature de classe, car elle ne peut pas être apolitique, on ne va tout de même pas nous refaire le coup de l'intérêt général, assez ! Eh bien si :

- Nous pouvons refuser le Pouvoir illégitime des GAFAM et nous défendre en promouvant non pas un régime politique, mais un critère de prise de décision : la République.

LVOG - La République serait notre salut, un "critère de prise de décision", mais au profit de qui, de quelle classe, qui pourrait le mettre en application, il répondit à cette question le 5 décembre 2017 :

- Depuis son arrivée à la Maison-Blanche, il agit effectivement pour (...) restaurer la République, c’est-à-dire l’Intérêt général (Le bilan et les perspectives de Donald Trump par Thierry Meyssan)

LVOG - La légèreté de cette démonstration et son orientation politique n'auront pas échappé aux lecteurs, qui se demanderont comment on peut aborder sérieusement la question du pouvoir et de l'Etat en évitant soigneusement de déterminer leur nature de classe, j'espère avoir comblé cette lacune ou y avoir répondu à travers les quelques éléments que j'ai fournis très rapidement. Chacun aura compris que son auteur ne souhaitait pas s'aliéner les classes dominantes, auxquelles il demeure lié idéologiquement.

Nous aussi nous sommes favorables au principe de la République, à condition que ce soit une République sociale.

Or de nos jours elle est incompatible avec la survie du capitalisme en faillite qui menace l'existence même de la civilisation humaine ou de l'espèce humaine. Il est impératif de se débarrasser du capitalisme pour qu'une République sociale voie le jour, ce qui implique qu'il faut neutraliser, anéantir le pouvoir des capitalistes, et d'où le tienne-t-il, du pouvoir politique qu'ils détiennent également. Et comment faire pour leur retirer ou leur confisquer ?

En glissant un bulletin de vote dans une urne ? Impossible, cela n'a jamais fonctionné nulle part dans le monde, ils n'abandonneront jamais

leur pouvoir pacifiquement, ils l'ont démontré à de multiples reprises, ils résisteront les armes à la main. Que faire alors, sinon leur ôter par la force, en recourant à une révolution, à un soulèvement révolutionnaire des masses qui une fois leur régime renversé les déclareront hors la loi, les materont, les réprimeront, les exécuteront s'ils continuent de nuire à la société.

Existe-t-il une autre voie ou alternative ? Chacun sait que non, alors pourquoi attendre plus longtemps pour rejoindre notre combat politique.

Quel dilemme : Le socialisme libérateur ou la dictature absolue par La Voix de l'Opposition de Gauche.

Dès qu'on évoque le socialisme, on nous sort le financement. C'est du genre : c'est bien beau vos histoires, cela ressemble à des promesses électorales ou à un conte de fées, vous allez faire comment, vous allez le trouver où le fric, hein, gros malin ?

Là c'est raisonner toujours dans le cadre du régime capitalisme, alors que moi j'évoque un régime économique différent. Si vous raisonnez ainsi, c'est parce que vous ne voulez pas concevoir qu'il existe un régime alternatif au capitalisme ou qu'on pourrait en changer, donc effectivement, dans ces conditions cela ne pourrait pas marcher.

Maintenant, libérez-vous de ce carcan et essayez d'imaginer un instant tout ce que vous pourriez faire si vous étiez libre de disposer de moyens illimités (dont notamment ceux dont dispose l'oligarchie) pour répondre aux besoins de la population, car c'est bien de cela dont il s'agirait dorénavant. Vous battriez la monnaie ou vous disposeriez de la planche à billets autant que nécessaire, vous n'auriez pas de créanciers nationaux ou internationaux à qui rendre des comptes, vous ne créeriez pas de la dette, vous ne devriez rien à personne, vous ne risqueriez pas la faillite ou la banqueroute, puisque le débiteur et le créancier serait la même entité !

Qu'est-ce que cela signifie ? Il n'y a pas de mystère ou de recettes secrètes.

Vous seriez libéré de toutes ces contraintes parce que vous auriez commencé à vous émanciper du règne de la nécessité, en quelque sorte vous seriez en train de faire l'expérience du gigantesque potentiel que nous offrirait un régime débarrasser des limites qu'imposent les rapports économiques basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est aussi simple que cela. Déconcertant, n'est-ce pas ?

Le problème des opposants au socialisme et de ses partisans, c'est qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent vraiment, parce qu'ils sont incapables de penser et de se situer au-delà de l'horizon borné du capitalisme. Ils craignent autant le socialisme que la liberté qui va avec.

Ils utilisent les mêmes instruments comme s'ils devaient remplir les mêmes fonctions, ce qui est en partie exacte, mais là où cela ne l'est plus du tout, c'est quand ils veulent les soumettre aux mêmes règles ou principes ou alors cela signifierait qu'ils poursuivraient les mêmes objectifs. On voit tout de suite à quelle absurdité on arriverait.

En réalité le socialisme doit appliquer les règles ou principes qu'il a forgés conformément à la nature des intérêts de classe qu'il sert, sans se soucier de savoir s'ils sont compatibles ou non avec le capitalisme puisqu'il s'agit d'en sortir une fois pour toute. Par exemple, quelqu'un comme Mélenchon ne peut pas le concevoir, puisqu'il n'a jamais eu l'intention de rompre avec le capitalisme.

Le socialisme se moque de ce que pense le capitaliste, sa manière de concevoir l'économie ou la société, cela ne l'intéresse pas du tout où il ne compte pas s'en inspirer, il est totalement indépendant et c'est cela sa force, ce qui le rend invincible. Tant que vous êtes prisonnier d'un système, vous lui devez des comptes, vous n'êtes pas libre, vous êtes vulnérable... Quand on a compris tout cela, on peut adopter le socialisme en connaissance de cause, en toute conscience, sans craindre de commettre une erreur ou de le regretter un jour, on a l'esprit tranquille et on se sent bien.

On parvient enfin à admettre que l'évolution du capitalisme est parvenue à un point, où l'oligarchie financière qui le domine concentre dorénavant un tel pouvoir d'elle dispose des moyens d'en faire littéralement ce qu'elle veut sans avoir de compte à rendre à personne répétons-le, ce qui n'était pas possible jusque-là, et elle est en train en ce moment même d'en faire la démonstration sous nos yeux, histoire de montrer ou de bien nous faire comprendre que ce n'est pas une blague, donc quelque part après l'avoir nié pendant très longtemps, elle donne raison à ceux qui le prétendaient, dont nous faisons partie. Elle, elle souhaite utiliser son pouvoir exorbitant pour mieux nous asservir, nous, nous souhaitons utiliser le nôtre pour rompre nos chaînes et conquérir notre liberté.

En gros ce que nous dit l'oligarchie financière, c'est : on dispose du pouvoir ou des moyens de faire ce qu'on veut, on en use et abuse et personne ne peut s'y opposer, c'est tout du moins ce qu'elle imagine. Mais quand on réfléchit un peu, on se rend compte très rapidement qu'on dispose également du pouvoir de mettre en échec son projet monstrueux pour peu qu'on parvienne à le mobiliser. On peut concevoir un autre modèle de société à la fois en neutralisant les moyens dont disposent nos ennemis, et en utilisant tous ceux que j'ai évoqués précédemment, ils existent bel et bien, on ne fabule pas.

La seule chose qui manque pour que le socialisme se réalise, c'est qu'on cesse de croire tout ce qu'on raconte à son sujet, qui ne correspond pas à la réalité que je viens de décrire. C'est simple de le vérifier, puisque tous ceux qui y sont opposés ont fait allégeance au capitalisme, y compris parmi ceux qui s'en réclament, ou ce sont des représentants déclarés du capitalisme.

C'est à partir de cette prise de conscience qu'on doit s'organiser, pour envisager sérieusement le renversement du régime en place par un soulèvement révolutionnaire des masses et l'instauration d'une République sociale.

C'est sur cette base politique que j'ai appelé les militants et les travailleurs, les lecteurs à rejoindre La Voix de l'Opposition de Gauche. Si maintenant ma démarche et les arguments que j'ai avancés ne leur conviennent pas, je crains que jamais rien nulle part ne leur conviendront pour lutter contre la tyrannie et parvenir à un changement de régime.

Aussi paradoxale que cela peut sembler, jamais les conditions historiques n'ont été aussi favorables au passage au socialisme ou à une dictature absolue. Nous sommes face à ce dilemme.

La perspective de l'établissement d'une dictature absolue va jeter dans la rue des millions de travailleurs d'ici quelques semaines en France et dans d'autres pays, donc qu'on ne vienne pas nous dire que les conditions pour construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui n'existeraient pas. Si nous n'y parvenons pas, c'est plutôt parce qu'aucun parti n'incarne véritablement le socialisme.

Haut de page

Le 27 août 2021

Vous êtes sur un portail d'information et de combat politique.

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter des documents, 70 en attente, quand, je n'en sais rien...

Les médias ont les oreilles bouchées ou cultivent la médiocrité, on le savait.

Charlie Watts, il n'y avait pas plus mauvais batteur !

Un "géant tranquille", "un homme élégant", "un architecte de la musique"... Les hommages n'ont cessé de pleuvoir depuis l'annonce de la mort du batteur des Rolling Stones, Charlie Watts, à l'âge de 80 ans, ce 24 août 2021.

D'Elton John à Paul McCartney en passant par le groupe Kiss, le chanteur d'Oasis, le batteur de Police, ou encore le batteur des Beatles Ringo Starr, tous ont honoré la mémoire de ce génie de la batterie, un pilier des Rolling Stones...

Avec son visage impassible et son talent unanimement reconnu en matière de rythmique binaire... euronews avec AFP 25.08.2021

Même là il faut qu'ils sortent une énorme contrevérité, les Stones n'ont jamais été de grands musiciens, les Beatles non plus d'ailleurs, des compositeurs ou mélodistes bien inspirés tout au plus. Dès qu'apparaîtront Hendrix, Deep Purple, Ten Years After, les Who ou Led Zeppelin entre autres, parmi les jeunes de l'époque ils seront relayés au rang de la variété anglaise et ils cesseront pour ainsi dire de les écouter.

On préfèrera de très loin ou sans comparaison possible les batteurs :

- John Bonham (Led Zeppelin), Ginger Baker (Cream-Eric Clapton), Keith Moon (The Who), Lars Ulrich (Metallica), Jeremy Colson et Mike Mangini (Steve Vaï), Marco Minnemann et Jeff Campitelli (Joe Satriani), Mitch Mitchell (Jimi Hendrix), Terry Bozzio (Zappa), Michael Shrieve et Dennis Chambers (Santana), Dave Grohl (Nirvana), Ian Paice (Deep Purple), Mike Portnoy (John Petrucci), Kenny Aronoff (John Fogerty) et plein d'autres ayant plus de talent que Charlie la caisse claire ! Pour un peu, il aurait eu sa place dans une fanfare municipale !

Mais aussi. Le pouvoir de l'imagination viendra à bout de toutes les tyrannies, alors entretenons-la !

- Arthur Rubinstein - Beethoven Piano Concerto No.3 Op.37

https://www.youtube.com/watch?v=OCPzb9lSldk

- Haydn Cello Concerto No. 1 in C major I. Moderato, Cello: Rostropovich

https://www.youtube.com/watch?v=_S_ZC4GmA3Q

- 2CELLOS - Pirates Of The Caribbean

https://www.youtube.com/watch?v=Xj3gU3jACe8

- Cette causerie au format pdf (26 pages)

Quand avait pris la piquouse ? Le POID en VRP zélé de Big Pharma et Macron.

LVOG - Rappel, le POID nie l'efficacité de l'hydroxychloroquine ou de l'ivermectine pour soigner la covid, et il participe activement à la psychose collective et à la mystification depuis janvier 2020 au côté de Macron, Gates, etc.

Editorial de La tribune des travailleurs (POID)

Titre - Le gouvernement accuse les travailleurs, les travailleurs accusent le gouvernement

- Les travailleurs savent que si la pandémie peut reprendre, ce n’est pas parce qu’une minorité de soignants n’est pas vaccinée, mais bien parce que la campagne de vaccination annoncée par Macron n’est toujours pas organisée

LVOG - Il en redemande le salopard, vous avez bien lu, non, vous ne rêvez pas, si Macron veut absolument piquouser toute la population, c'est légitime, puisque ce sont les travailleurs qui le réclament ou qui lui demandent. Sur fond de mystification inavouable et de compromission, cela signifie que si vous êtes un farouche opposant à la vaccination Covid, si vous vous en prenez à Macron qui en est le promoteur en chef, vous vous trompez d'ennemi ou c'est vous l'ennemi à abattre, l'empêcheur de piquouser en rond.

Comment peut-on militer dans des partis aussi pourris ?

Voilà qui devrait le réjouir.

- Covid: 3e dose de vaccin dans les Ehpad à partir du 13 septembre - francesoir.fr 28 août 2021

Nos braves révolutionnaires génocidaires ?

Le chirurgien Arnaud Huboud-Peron de l'hôpital de Tarbes qualifie la vaccination de « génocide » - lemediaen442.fr 26 août 2021

https://lemediaen442.fr/le-chirurgien-arnaud-huboud-peron-de-lhopital-de-tarbes-qualifie-la-vaccination-de-genocide/

Ce sont les propos tenus par le Dr Arnaud Huboud-Peron lors de la manifestation du 21 août devant le Centre Hospitalier de Bigorre. Ce chirurgien ne mâche pas ses mots et appelle à boycotter le vaccin. Il souligne que « l'hydroxychloroquine, l'azithromycine, l'ivermectine, le zinc, la vitamine D, la vitamine C, tout ça, ça fonctionne, ça marche très bien. Mes collègues en ville qui ont utilisé ces protocoles n'ont hospitalisé aucun patient ». « Cette injection n'est pas un vaccin, c'est une thérapie génique et expérimentale qui ne peut pas être rendue obligatoire. […] Cette injection est responsable de complications. Alors, on appelle ça des effets indésirables mais ça s'appelle des complications. Ce qui se passe actuellement est dramatique car à l'hôpital, depuis hier (vendredi 20 août), deux jeunes de dix-sept et vingt ans ont des myocardites, deux jours après la vaccination. »

Des mots qui ne plaisent pas à Pierre Ricordeau, directeur de l'ARS Occitanie, qui dénonce, lors d'une conférence presse qui a eu lieu le 25 août 2021, « des propos inacceptables de la part d'un médecin en période de crise sanitaire ». lemediaen442.fr 26 août 2021

A lire ou écouter aussi.

https://lemediaen442.fr/a-reims-un-pique-nique-geant-en-pleine-rue-contre-le-pass-sanitaire/

https://www.facebook.com/Anti-Pass-Sanitaire-Reims-110207781354066/videos/140785758214924/

https://lemediaen442.fr/__trashed-13/

Voilà aussi ce qui pourrait lui être destiné.

Pour se faire vacciner et faire confiance à Macron, au ministre de la Santé, aux trusts pharmaceutiques, à Bill Gates, à la clique mafieuse et criminelle de l'oligarchie financière, à la Fondation Rockefeller, au FEM (Davos), à l'OMS ou l'ONU, faire confiance aux médias tels que BFMTV, LCI, CNews, TF1, Le Monde, Le Figaro, Libération, Le Parisien, etc., faire confiance à LREM-MoDem-LR-UDI-RN-PS-EELV-PCF-Générations-POI-POID-NPA-LO-PRCF-ParDem et à ceux que j'ai oubliés, au Medef, aux Echos, à The Economist de Rothschild, etc. il ne faut pas avoir toute sa tête ou il faut être abruti au dernier degré, être pourri par le fric, quand on fait partie des classes moyennes, des intellectuels.

Eux ils n'ont aucune excuse car ils ont les moyens de comprendre ce qui se passe. Ce sont d'abominables lâches, des moins que rien, des corrompus au point de préférer risquer leur vie pour "continuer de vivre comme avant" ou profiter des privilèges dus à leur statut social que leur accorde cette société pourrie jusqu'à la moelle, plutôt qu'affronter Macron et sa dictature et risquer d'en subir les conséquences. Pire, en agissant de la sorte, ils servent d'instruments de pression sur le reste de la population pour qu'elle les imite sans en espérer le moindre bénéfice, sinon prendre le risque de se retrouver handicapé ou à la morgue, y compris des enfants. Et on devrait les ménager ?

Mais ils ne perdent rien pour attendre, car soit ils seront rattrapés par les effets indésirables des vaccins géniques, soit ils devront se soumettre à une 3e, puis une 4e, une 5e dose avec leurs lots de mesures liberticides chaque fois réactivées qui leur pourrira la vie, peut-être que là certains d'entre eux vont commencer à se demander si finalement ils n'auraient pas fait un mauvais calcul en croyant s'en sortir individuellement, car personne ne sera épargné quelle que soit leur situation sociale, et la société dans laquelle ils vont devoir vivre s'annonce au-delà du pire cauchemar qu'ils auraient pu imaginer.

Quant à tous ceux qui collaborent à l'imposition ou au contrôle du pass de l'inquisition, fonctionnaires des organismes sociaux et des transports en commun, des différents services ayant des rapports directs avec la population, gérants de magasins, de grandes surface ou de centres commerciaux, dirigeants d'une institution médicale publique ou privée, d'une maison de retraite, etc. on leur accorde le même statut que les gardiens des camps de concentration en Allemagne dans les années 30-40 et ils méritent le même traitement. Non, et pourquoi pas ?

- Un ancien gardien de camp nazi, âgé de 100 ans, bientôt jugé en Allemagne - france24.com 01.08.2021

Un homme ayant travaillé en tant que gardien dans le camp de concentration nazi de Sachsenhausen, près de Berlin, entre 1942 et 1945, sera jugé à l'automne en Allemagne. Âgé de 100 ans, il sera jugé pour complicité de meurtre sur 3 500 personnes.

La première condamnation en 2011 d'une personne ayant travaillé dans un camp de concentration a fait jurisprudence, ouvrant la voie à d'autres procédures puisqu'une telle fonction est désormais passible de poursuites, sans que la preuve d'un crime spécifique soit apportée. france24.com 01.08.2021

Le commentaire politique que j'ai envoyé au blog du Dr. Maudrux le 27 août.

Un lecteur - il sera bien compliqué de s'y opposer, car il est impossible de lutter contre la planète…

Ma réponse - Pas besoin d'aller chercher si loin.

Dans chaque pays où il existe une Constitution et des institutions, en France la Ve République, c'est dans ce cadre et nulle part ailleurs que

sera adoptée la politique qui sera appliquée. N'importe quel chef de l'Etat ou de gouvernement conserve le pouvoir de s'opposer à toute proposition ou diktat qui viendrait de l'extérieur, et il conserve le pouvoir de rompre à tout moment les liens, accords ou traités établis avec d'autres Etats ou des institutions internationales, selon le principe qui caractérise les Etats ou les nations indépendantes et souveraines, principe qu'en aucune circonstance rien ni personne ne peut annuler, sauf à les envahir ou les annexer…

En d'autres termes, il est faux de prétendre que d'autres organismes seraient responsables de l'orientation politique et des mesures qui sont imposées au peuple d'un pays, par exemple l'Union européenne, l'ONU ou une de ses agences, l'OMS par exemple. Cet argument ne correspond pas à la réalité. Il sert à ménager le régime en place ou protéger ceux qui gouvernent en les faisant passer pour des otages ou des victimes d'institutions auxquelles ils se soumettent ou dont ils sont les complices ou les porte-parole.

Ce déni de la réalité ne sert qu'à justifier le refus de remettre en cause la Constitution et les institutions de la Ve République, qui ont été conçues pour servir les intérêts d'un système économique en privilégiant ceux de la classe des capitalistes, qui parce qu'il repose sur des inégalités sociales ne peut prendre que le contour et le contenu d'une dictature pour s'imposer au peuple moyennant un verni démocratique pour le tromper sur la véritable nature du régime en place, verni démocratique qui finit toujours par craquer de toute part…

On est donc en présence d'une mystification, d'une escroquerie idéologique facilement identifiable, à laquelle adhère ou qui trouve un écho favorable parmi les éléments des classes ou des couches de la société qui bénéficient de privilèges ou d'un statut supérieur, d'un mode de vie relativement confortable, principalement les couches et les classes moyennes, les intellectuels, et qui parce qu'ils identifient consciemment ou non leurs intérêts à ceux du régime ou de la classe qui détient le pouvoir, n'entendent pas rompre avec eux, tout en prétendant qu'il n'existerait pas d'alternative à ce régime comme s'il existait de toute éternité ou pour l'éternité, une contrevérité parmi tant d'autres.

Ils accusent Macron et son gouvernement de mentir à tour de bras, mais en les observant attentivement on s'aperçoit qu'ils l'imitent quotidiennement, multipliant les prétextes fallacieux pour ne pas l'affronter et se donner bonne conscience, exercice qui va s'avérer de plus en plus risqué ou périlleux au fil du temps, car ils sont forcés de se démasquer, les jetant dans les bras de populistes ou de charlatans en guise de sauveurs suprêmes de leurs misérables conditions de nantis, de préférence d'extrême droite, ce que la plupart d'entre eux sont prêts à assumer, ce qui au passage montre à quel point ils n'ont que faire des intérêts des classes populaires.

C'est leur hydropisie, leur lâcheté, leur compromission ou leur corruption qui est responsable de la situation actuelle.

Cela fera bientôt deux siècles, que l'on sait que le processus historique qui a abouti à l'avènement de la civilisation humaine présente la caractéristique de s'être déroulé inconsciemment, et que ce facteur est déterminant pour évaluer dans quelle direction elle peut s'orienter et sur quels facteurs ou rapports agir. Or, pratiquement tout le monde l'ignore ou le nie sans pouvoir le réfuter. Dès lors, en proie à une telle confusion ou ignorance, on comprend pourquoi on ne puisse pas concevoir en changer ou sinon pour implorer nostalgiquement et pitoyablement un passé définitivement révolu, où le bonheur du peuple rimait avec exploitation et oppression à outrance, précarité absolue, guerre et j'en passe et des meilleurs.

Comme à d'autres époques, ils préféreront encore le fascisme ou la guerre à un changement de régime économique et politique, comme quoi ils n'ont retenu aucun enseignement du passé. Pour un peu, avec Macron et l'extrême-centre, leur déclaration de guerre et leur régime de terreur vaccinale et numérique, ils sont servis. Il ne leur viendra pas un instant à l'esprit que l'interprétation de l'histoire qu'on leur a servie officiellement depuis un siècle, ne correspondait pas davantage à la réalité que ce qu'on leur raconte depuis janvier 2020, à propos d'une pandémie virale inexistante ou fabriquée par les autorités.

Les mieux disposés veulent bien admettre ou en arrivent au constat qu'on leur aurait menti sur tout ou presque, sauf sur un point précis : Il n'existe pas d'alternative économique et politique au régime en place un point c'est tout, inutile de la nommer ils en feraient un AVC ! Ironiquement, cela revient à admettre que le sort qu'on leur fait subir et dont ils se plaignent serait justifié ou qu'il le mérite finalement !

Un tel comportement est absurde, suicidaire, sans issue ou dans ces conditions-là le pire reste à venir. Qu'il me soit permis de ne pas le partager, merci. Autrefois je croyais que le pire pouvait engendrer le meilleur, mais depuis la tournure qu'a prise l'économie mondiale depuis trois décennies, et la manière dont elle a été perçue par ceux qui pouvaient se dresser pour la mettre en échec , je n'en suis plus certain. La civilisation humaine peut être amenée à disparaître tout simplement, à défaut d'avoir su conquérir son émancipation du règne de la nécessité pour atteindre celui de la liberté. Malgré tout le combat continue, qui sait…

Les talibans sont déjà au pouvoir en France ! La preuve.

Totalitarisme. Quand la fabrique du consentement s'emballe.

- SONDAGE BFMTV - 64% des Français approuvent la mise en place du pass sanitaire dans les bars et restaurants - BFMTV 22 août 2021

- La cote de confiance d'Emmanuel Macron en hausse de 3 points, à 41% - BFMTV 22 août 2021

Populisme. Qui a dit que cela puait l'instrumentalisation ? Après Black Lives Matter de l'oligarque G. Soros, "Afghan lives matter".

- Manifestation d'Afghans à Paris: "Afghan lives matter" - francesoir.fr 22.08

La vermine de l'OTAN

- Afghanistan: Yannick Jadot appelle à l'accueil "sans limite" des réfugiés - BFMTV 24.08

Lire le dossier sur l'Afghanistan à la fin de la causerie.

C'est la voie à prendre : Grève générale jusqu'à l'abolition de l'obligation vaccinale et du pass sanitaire.

- Un internaute : Tant qu'il n'y aura pas de mesure forte et unie du peuple (grève générale, boycott ou manifestation), je ne vois pas pourquoi ils arrêteraient.

- Appel à la grève générale : "le principe de l'obligation vaccinale semble déjà ne pas tenir en Guyane" - franceguyane.fr 24 Août 2021

https://www.franceguyane.fr/actualite/sante/coronavirus/appel-a-la-greve-generale-le-principe-de-l-obligation-vaccinale-semble-deja-ne-pas-tenir-en-guyane-488311.php

Alors même que les forces syndicales représentant les pompiers de l'aéroport ont obtenu de ne pas avoir à se soumettre à la vaccination contre le Covid-19, de nombreux syndicats ont émis un préavis de grève illimitée à compter du lundi 30 août contre l'obligation vaccinale, le pass sanitaire, leurs conséquences professionnelles et les motifs impérieux relatifs à la Guyane.

"Nous avons choisi la date du lundi 30 août, car ce sera à compter de cette date que des salariés que nous défendons pourront être directement menacés dans leurs fonctions" entame Yannick Xavier, secrétaire général de l'union des travailleurs guyanais (UTG). Difficile d'ignorer les raisons de la mobilisation que défend son syndicat auprès de nombreux autres groupements socio-professionnels de Guyane : celle contre l'obligation vaccinale, la mise en place du pass sanitaire renforcé, ainsi que pour la levée des motifs impérieux. franceguyane.fr 24 Août 2021

La bousole qui empêche de perdre le nord ou la tête : La lutte des classes.

J'ai découvert un nouveau blog que je ne mentionnerai pas ici, et constatant qu'il n'y figurait aucun élément permettant de situer son propriétaire, je lui ai adressé un courriel. Un monsieur de 75 ans m'a répondu très aimablement. J'ai pensé que cet échange pouvait profiter aux lecteurs ou alimenter notre réflexion.

Ma réponse est motivée par mon engagement politique, ce qui explique le ton que j'emploie, qui n'est pas agressif mais polémiste. Les militants qui sont familiarisés avec ce genre d'exercice n'en seront pas choqués, quant aux autres lecteurs ils s'y feront, la lutte des classes est une guerre à mort où les états d'âme n'ont pas leur place

Je lui réponds sans fournir son nom pour ne pas avoir à reproduire mon courriel et le sien car ce serait très très long à lire, je veux dire par là que ma réponse ne s'adresse pas spécialement à lui.

- Si j'avais su que vous étiez aussi âgé, je me serais abstenu de vous importuner, car à cet âge on ne progresse plus ou il est vain de chercher à faire admettre à quelqu'un qu'il a passé sa vie à croire plus qu'à savoir ce qui s'était déroulé de son vivant ou avant lui, on ne change plus.

LVOG - A propos des Philippot, Asselineau et Cie.

- Infréquentables, dites-vous ? Serait-ce de l'intolérance ? C'est votre choix. Vous perdez votre temps, si je peux me permettre, à combattre des organisations parce que les orientations politiques ne vous conviennent pas. Je critique tout ce qui me semble être contraire à la grandeur de la France. De droite à gauche nous n'avons pas les politiques capables de défendre la France. La caractérisation d'un individu ne tient pas à sa couleur de peau, sa religion, son genre, ses opinions politiques ... mais à son acceptation inconditionnelle des différences.

LVOG - Je me moque de "la grandeur de la France" aux relents impérialistes ou colonialistes, et je n'ai jamais eu l'intention de la défendre, tout principe qui concilie les classes ou ignore leurs antagonismes irréductibles est non seulement étranger à la lutte des classes, qui est un des facteurs déterminant du développement de la civilisation humaine ou du processus historique auquel participe les hommes en figurant dans des camps opposés ou ennemis, il conduit au corporatisme ou au fascisme, il suffit d'observer ce qui est en train de se passer en ce moment en France pour en avoir la preuve, Macron bénéficiant d'un consensus allant de l'extrême droite à l'extrême gauche incluse.

Je ne combats pas des organisations politiques de droite ou d'extrême droite parce que leurs orientations politiques ne me conviennent pas, c'est exactement l'inverse, je combats leurs orientations politiques sans rien attendre de ces organisations qui figurent dans le camps de mes ennemis. On voit ici que dès qu'on quitte le terrain de la lutte des classes, fatalement on s'égare ou on ne comprend plus rien à rien. La preuve.

- Cautionner les institutions de la Ve République, je ne le nie pas même si certaines d'entre elles devraient être revues pour une application d'une vraie démocratie (Conseil constitutionnel, Conseil d'Etat, Cour des Comptes...). La Constitution a été écrite par un homme respectueux de la France. Elle a été malheureusement bafouée par ses successeurs au fil des décennies mais a offert à la France une certaine stabilité. Certes, tout n'est pas parfait, des corrections seraient nécessaires et de droite à gauche il y a certainement de bonnes idées à prendre, un consensus à élaborer entre personnes raisonnables et intelligentes.

LVOG - Vous venez de confirmer admirablement que mon argumentation et ma conclusion était parfaitement fondée, je n'ai rien à ajouter.

- Ne confondez pas la dictature que nous impose actuellement l'exécutif et son complice le législatif avec la République française, la vraie basée sur les Droits de l'Homme et du Citoyen.

LVOG - Je vous renvoie à ce qu'en avait dit Marx, dans la page d'accueil du portail.

- Descendre dans la rue et tout casser ? Ce serait une preuve d'inintelligence. Nous avons des représentants de la Nation française élus démocratiquement et les inonder de courrier montrant notre insatisfaction est la seule solution raisonnable à mon point de vue pour modifier le cours de la politique française en attendant les prochaines élections. Ne pensez-vous pas que des millions de mails, de lettres auraient tôt fait de leur faire prendre conscience que le peuple ne leur fait plus confiance ?

LVOG - J'avais rédigé la veille le passage ci-dessous.

En gros, vous m'avez répondu que vous revendiquiez soutenir les institutions de la Ve République, ce qui était parfaitement votre droit. En revanche, ce qui l'était moins, c'était de ne pas spécifier à vos lecteurs que votre démarche consistant à colporter des illusions dans ses représentants au Parlement, était en contradiction avec la cause que vous sembliez défendre, car on ne peut pas imaginer un seul instant que la majorité LREM-MoDem-UDI-LR-PS pourrait s'opposer à la dictature sanitaire de Macron ou plutôt de l'oligarchie financière.

Comment on peut-on sincèrement en arriver à une telle aberration ? C'est le produit de l'ignorance du fonctionnement de la société

Cela s'explique très facilement, du fait que votre interprétation de la situation ne tient pas compte des rapports entre les classes qui structurent toute la société, encore moins leur fondement, ce qui signifie qu'au-delà des bonnes intentions affichées, plus ou moins inconsciemment il vous faut absolument ménager le régime, préserver les inégalités entre les classes qui déterminent sa nature, au profit de la classe qui détient le pouvoir, donc au détriment du reste de la société.

Cet exercice relève du pur opportunisme s'appuyant sur une interprétation de la société confuse, incohérente ou inconsistante, une vue de l'esprit, ne reflétant en rien la réalité, tout droit sorti de l'imagination de son auteur laissant libre cours à ses émotions ou pulsions inconscientes, qui chez lui tiennent lieu de conscience politique.

Cela va très loin et est particulièrement nuisible, puisque finalement cela revient à se tirer une balle dans le pied !

Si j'alerte les lecteurs ici, c'est juste pour leur montrer que les bonnes intentions ne sont pas forcément les meilleures ou des exemples à suivre, et il ne faut surtout pas s'y fier en politique. Des exemples comme cela lui-là il en existe des milliers et milliers, chaque jour les articles de presse en sont remplis, les déclarations des acteurs politiques également, elles sont aussi trompeuses que les apparences en général.

Les médias et surtout les réseaux dits sociaux se font un malin plaisir à les instrumentaliser quotidiennement, ils s'en servent principalement pour dresser les différentes couches ou catégories des masses les unes contre les autres. Internet n'a pas été conçu pour favoriser l'essor de la démocratie, mais pour la disloquer, l'atomiser, pour mieux manipuler ceux qui s'en réclament, alors qu'elle n'existe pas, génial, non ?

N'importe quel pauvre type ou nana muni d'un clavier va vouloir s'exprimer, témoigner de la médiocrité de ses connaissances ou de son niveau de conscience, ce qui fera le régal de tous les salopards qui comptent exploiter leur production, car derrière ils se serviront de Big Data pour les contacter ou les influencer à leur dépens, c'est une des fonctions de Facebook notamment, les meilleurs finiront par leur servir d'agents ou ils les recruteront directement.

Ce n'était pas "un signe de détérioration démocratique", c'était destiné à camoufler l'absence de démocratie.

- La dérision des Guignols de l'Info (2005 sur Canal+ - ndlr) aurait dû nous alerter. Nous voyons souvent dans cet humour la merveilleuse possibilité de la liberté d'expression et cela nous rassure sur notre vitalité démocratique. Cependant, lorsque la dérision passe un certain degré de généralisation, n'est-elle pas un signe de détérioration démocratique ? N'est-elle pas ce qui reste lorsque tout a échoué notamment la capacité à contrer un capitalisme devenu fou ?. FranceSoir 23.08.2021

LVOG - Quel aveu ! Non, tout n'a pas échoué, tout n'a pas été tenté parce qu'on ne le souhaitait pas, ce qui n'est pas du tout pareil.

L'art de l'endiguement et de la résignation ou comment cautionner les institutions de la Ve République

LVOG - Sinon, il ne vous reste plus qu'à apprendre la permaculture, je ne déconne pas, lisez, c'est hallucinant.

Le Mouvement constituant populaire

Cette « crise du covid » aura eu au moins un intérêt : celui d'avoir permis à de nombreux citoyens de prendre conscience de la réalité de notre société, mais surtout de se mettre en action sur le terrain pour alerter l'opinion et proposer des alternatives. Pierre Salaün, de Nantes, fait partie de ces gens-là. Rencontre en 4-4-2 avec lui !

Extrait.

Le Mouvement constituant populaire, dont je fais partie, en reprend la quintessence, à savoir le RIC constituant, par lequel le peuple peut, à son initiative, modifier la Constitution et interdit, en parallèle, à nos représentants de la modifier sans le faire valider par un référendum. Mme Clara Egger de Espoir RIC, qui porte cet unique programme pour les présidentielles 2022. Merci de l'aider à obtenir les cinq cents signatures de maires nécessaires à sa candidature ! J'ai rejoint Un Nôtre Monde pour les régionales, car c'est une liste non partisane, prônant une démocratie plus participative, où l'intérêt des citoyens est au centre des décisions.

Le Média en 4-4-2 : Vous avez lancé le mardi 20 juillet « l'état d'urgence démocratique » à Nantes en organisant un sitting devant la préfecture. D'où vous est venue cette idée ?

L'occupation non violente des lieux de pouvoir était une option intéressante. En fait, c'est la venue du journaliste Richard Boutry à Nantes le 20 juillet qui a accéléré la mise en place.

Même si les deux sont imbriqués, on se focalise surtout sur le Pass sanitaire, l'obligation vaccinale pour tous ne figurant pas explicitement à ce jour dans le texte…

Tout ce que je peux dire, à partir des centaines voire milliers de face-à-face, réalisés à l'occasion de ce sitting, c'est qu'on a l'impression, du fait de l'absurdité des mesures annoncées, que le pays est en train se fracasser en deux. Dans les familles, sur le lieu travail, dans les commerces, entre amis, tous nos systèmes relationnels sont pulvérisés. De grandes souffrances psychologiques s'instaurent. Alors oui, la colère monte. Les gens s'éveillent et sortent de chez eux. Septembre verra probablement se passer les plus grandes manifs jamais vues en France. La suite est assez prévisible, vu le manichéisme de nos élites. Manipulation de l'info, censure, répression, judiciarisation des manifestants. La seule issue, à mes yeux, sera que les forces de l'ordre baissent le casque.

Vous pouvez aussi faire des sitting 24/7 devant la préfecture (nos fichiers pour banderoles, logos et tracts sont naturellement libres de droit). Faites masse, nous sommes en guérilla ! Dépêchez-vous car, très bientôt, la surveillance généralisée, avec drones, reconnaissance faciale, objets connectés, 5G, boîte noires chez les fournisseurs d'accès à internet vous en dissuadera. Il est encore temps. Quand Macron appuiera sur le bouton, nous serons soumis définitivement en trois mois. Dans tous les cas, achetez un terrain, mettez-vous en lien et apprenez la permaculture. Le Média en 4-4-2 6 août 2021, mise à jour le 22 août 2021

LVOG - Dans tous les cas, achetez un terrain, mettez-vous en lien et apprenez la permaculture : Quel délire, crédibilité zéro !

Big Brother vous surveille. L'appli TousAntiCovid est un instrument de la dictature numérique ouvrant la voie à la dictature absolue.

Fuites et collecte de données : TousAntiCovid piétine la vie privée - francesoir.fr 24.08.2021

Contrairement aux garanties avancées par le gouvernement à plusieurs reprises, l'application TousAntiCovid a les moyens de savoir qui vous êtes, où vous vous trouvez et qui vous fréquentez.

Ce n'est pas FranceSoir qui le dit, mais trois chercheurs qui ont analysé le système de collecte de statistiques intégré à l'application et qui est activé par défaut pour tous les utilisateurs depuis juin. Leur étude, que vous trouverez ici, pointe un danger pour la vie privée et de possibles fuites de données.

« Malheureusement, la collecte de statistiques contredit le principe de minimisation des données et met en danger les propriétés de sécurité et de protection de la vie privée offertes par les protocoles de traçage de contact ROBERT (traçage Bluetooth) et Cléa (traçage par QR-codes de lieux) »

Ces deux protocoles sont censés être totalement sécurisés, c'est même leur raison d'être, et pourtant « les statistiques incluent un journal d'événement très détaillé, qui enregistre la plupart des actions faites par l'utilisateur, avec un horodatage précis. »

C'est en fait en recoupant les informations provenant notamment de ces deux protocoles (par exemple quand/si ils sont sollicités ou non), ou en mettant en « correspondance les différentes sources de données qui devraient être indépendantes » que le système peut déduire un certain nombre de données concernant un utilisateur, notamment son nom, son prénom ou sa date de naissance en associant « un identifiant d'application (UUID) à une identité réelle. »

À ces informations d'identification s'ajouteront des données médicales censément privées comme le résultat d'un test et le statut vaccinal d'une personne, ou encore... ses relations sociales ! En recoupant les indications d'heure et de localisation où sa présence a été enregistrée avec les indications d'heure et de localisation d'autres personnes. Pour faire simple, si vous êtes au bistrot au même moment que Bébert le lundi, et à la piscine au même moment que Bébert le mardi, il y a de fortes chances pour que vous connaissiez Bébert.

La protection la plus radicale consiste à supprimer purement et simplement l'appli TousAntiCovid de votre téléphone.

Mais si par hasard vous tenez à avoir dans votre smartphone cette application trop curieuse (et trop bavarde), vous avez aussi la possibilité de désactiver la collecte de statistiques en allant dans les Paramètres de l'application, puis de chercher la case « Statistiques et mesure d'audience » pour la décocher. Il est aussi possible ici de Supprimer ses données enregistrées en pressant le bouton du même nom.

On rappellera en guise de conclusion cette note des auteurs de l'analyse :

« ce système de collecte est activé par défaut, le consentement de l'utilisateur n'est pas demandé et la politique de confidentialité de l'application n'indique pas la nature exacte et réelle du traitement.»

C'est le schéma que j'ai également retenu.

Un internaute - Ca ne colle pas avec les milliards de doses commandées pour 2022 et 2023 (UE, et plusieurs pays, UK, Canada, USA etc.).

En outre, seule la peur est un vrai levier politique. Dire “j’ai vaincu le Covid”, ça ferait sourire 5 mn, mais pas de quoi enivrer le baby boomer (celui qui vote).

Lui il lui faut de la flippe, de la fin du monde qui saigne.

Bref, l’arrêt des PCR nous sommes d’accord réduira mécaniquement les “cas” (la plupart bidonnés).

Mais, vous oubliez la date. Octobre. Pile pour l’automne, et ensuite l’hiver.

Les réas seront de nouveau pleines (comme chaque année), et les hostos itou (comme chaque année).

Le voilà le nouveau chapitre pour tout l’hémisphère nord : les morts.

Car il y en aura (comme chaque année). Il suffira de les monter en épingle avec un nouveau “variant”, et hop.

De quoi tenir jusqu’en avril 2022.

Lu dans un article

- Le gouvernement impose avec force la vaccination et maintient la population française dans la peur en divulguant des informations sans aucune bases scientifiquement prouvées et sérieuses. Discours culpabilisants, anxiogènes ne cessent de tenter de nous convaincre pour nous envoyer dans un centre de vaccination.

En parallèle les actions de prévention et les traitements précoces sont totalement ignorées, voire interdits.

Aucun des vaccins actuellement injectés ne bénéficient d’une autorisation de mise sur le marché définitive pour la simple raison qu’ils ont seulement atteints la phase III des essais cliniques, c’est-à-dire qu’ils sont toujours en phase d’évaluation.

- Sur quelles études scientifiques SERIEUSES se sont appuyés ces gens-là pour empêcher les médecins de soigner avec par exemple l’ivermectine, l’hydroxychloroquine associée à un antibiotique et peut-être d’autres remèdes utilisés ailleurs ?

Quelles raisons les poussent à une telle frénésie vaccinale réalisée avec des produits ne bénéficiant que d’une autorisation de mise sur le marché conditionnelle, dont la phase III d’expérimentation a été purement et simplement remplacée par un simple suivi de pharmacovigilance au mépris même des règles déontologiques.

- En enfreignant les règles déontologiques les plus élémentaires la population française est entraînée dans un acharnement vaccinal dont le monde scientifique ignore absolument tout des conséquences à moyen et long terme.

- Où est le volontariat lorsque le vaccin est imposé à certaines catégories professionnelles ? Où est le volontariat lorsqu’il est décidé que l’accès à un certain nombre lieux nécessite un passe sanitaire qui ne s’obtient pratiquement que par la vaccination ?

- Le passe sanitaire n’est autre qu’une forme de vaccination forcée pour qui souhaite vivre en société.

- Le non-vacciné devient un paria de la société française.

- Prévention, traitements précoces, mise au ban de la société de spécialistes y compris de grands scientifiques mondialement connus, de tout Français qui émet encore des doutes sur l’efficacité des vaccins, sur la crainte d’effets secondaires à court, moyen et long terme.

- Encourager la vaccination, c’est tout ce que sait faire le pouvoir exécutif pour contribuer à poursuivre l’expérimentation des vaccins anti-covid sous le fallacieux prétexte d’empêcher la maladie et principalement le variant Delta de se propager

A en croire le Professeur Sir Andrew Pollard, responsable de l’Oxford Vaccine Group, l’idée d’une immunité collective capable d’endiguer la diffusion du variant Delta est tout simplement irréelle.

Vague d'apartheid.

Cinquième vague, reconfinement… Olivier Véran invite les Français à "faire très gaffe" - Femmeactuelle.fr 24 août 2021

Lundi 23 août 2021, le ministre de la Santé était invité sur le plateau de BFMTV dans l’émission d’Yves Calvi, Calvi 3D pour faire le point sur la crise sanitaire. Il en a profité pour alarmer les Français sur l’arrivée de la 5e vague de Covid-19. futura-sciences.com 23 août 2021

Martinique, Guadeloupe, le scénario machiavélique - 20 août 2021

https://www.youtube.com/watch?v=Atb5gweEGr4

Totalitarisme. Les médecins qui ont refusé de prescrire à leurs patients de l'hydroxychloroquine ou de l'Ivermectine associé à l'azithromycine notamment sont des assassins.

Un médecin porte plainte contre Nicolas Dupont-Aignan pour propos diffamatoires - Le HuffPost 23 août 2021

“Vous venez publiquement de porter la plus grave accusation qui soit à l’égard de notre corporation par des propos diffamatoires. J’aurai donc l’honneur de porter plainte contre vous”, a annoncé Jérôme Marty.

“Je ne vais pas vous épargner! Nous avons beaucoup accepté depuis des mois, de politiques dont vous êtes, qui se font relais de l’anti-science, des fake news, et de l’obscurantisme”, a ajouté le médecin, très remonté. “Nous ne vous lâcherons pas, sachez-le!”, prévient-il encore.

“Le professeur Didier Raoult a sauvé des vies en soignant précocement les malades: il est viré. Les autres ont des milliers de morts sur la conscience en les confinant chez eux avec du doliprane et ils pavanent dans les médias”, avait écrit samedi Nicolas Dupont-Aignan. Le HuffPost 23 août 2021

Le IIIe Reich s'y met aussi.

Allemagne : Pass sanitaire obligatoire dès le 23 août - lemediaen442.fr 22 août 2021

La dictature sanitaire continue son petit bout de chemin avec les mêmes méthodes, à intervalle de deux, trois semaines, selon les pays et le niveau de résistance des peuples. Le calendrier est respecté, les médias aux ordres utilisent la propagande appropriée.

Angela Merkel a annoncé mardi 17 la généralisation du pass sanitaire dès le 23 août à toute l’Allemagne. Il sera obligatoire dans les restaurants, cinémas et salles de sport.

L’Allemagne va mettre un terme à la gratuité des tests de dépistage du Covid-19 à compter d’octobre, dans l’espoir de relancer une campagne de vaccination qui stagne. Par ailleurs, le pass sanitaire sera obligatoire dans tout le pays à partir du 23 août 2021. lemediaen442.fr 22 août 2021

Totalitarisme. Fake news, instrumentalisation tout azimut et nouveau chantage, pour vacciner toute la population sans exception

Coronavirus en Israël : Pourquoi le pays, massivement vacciné, subit une quatrième vague - 20minutes.fr 24 août 2021

L’Etat hébreu a lancé il y a trois semaines une campagne de troisième dose à destination des plus de 60 ans. Un âge minimal pour ce rappel abaissé à 50 ans le 13 août, et à 40 ans depuis jeudi. « Si vous allez vous faire vacciner avec une troisième dose, nous pouvons éviter un quatrième confinement », a déclaré le chef du gouvernement.

Et les enfants sont également invités à passer par la case vaccination.

Début juin, les autorités ont étendu la vaccination aux jeunes de 12 à 16 ans et depuis le 1er août, les enfants âgés de 5 à 11 ans risquant des complications graves à cause du Covid-19 peuvent être vaccinés. 20minutes.fr 24 août 2021

Pourquoi l'un des pays les plus vaccinés présente aujourd'hui un des pires taux d'infection au monde ? - futura-sciences.com 23 août 2021

Il faut dire qu'après avoir connu un début en fanfare, la campagne de vaccination s'est largement essoufflée. Le taux de vaccination culmine à 62,9 % (personnes ayant reçu les deux doses), à peine plus que la France (54,4 %)...

...plus de la moitié (59 %) des personnes hospitalisées en soins critiques sont des personnes totalement vaccinées.

« La leçon que l'on peut tirer d'Israël c'est que les vaccins fonctionnent, mais pas si bien que ça », résume Uri Shalit, bioinformaticien à l'Institut israélien de technologie (Technion).

De fait, la protection conférée par les vaccins contre la Covid semble s’évanouir assez rapidement. Selon une étude préliminaire publiée le 31 juillet sur le serveur MedRxiv, les personnes vaccinées en janvier présentent un risque 2,26 fois plus élevé d'infection que celles vaccinées en avril. Une autre étude de l'université d'Oxford indique que l’efficacité du vaccin Pfizer décline plus vite que celle d’AstraZeneca pour le variant Delta, avec une chute de 12 points en trois mois. Une autre étude avance une efficacité d'à peine 42 % du vaccin Pfizer-BioNTech avec ce variant, contre 76 % pour le vaccin Moderna. La totalité des Israéliens ont justement été vaccinés avec le vaccin Pfizer.

Le pays envisage désormais une troisième dose pour contrer la quatrième vague.

...des résultats préliminaires indiquent que les personnes vaccinées avec trois doses ont 86 % moins de risque d'être infectées que celles ayant reçu deux doses, et 92 % de risque en moins de connaître une forme grave. Mais pour combien de temps ? futura-sciences.com 23 août 2021

Israël lance une campagne de tests sérologiques pour les enfants dès l'âge de trois ans - euronews 23 août 2021

Les enfants ayant développé suffisamment d'anticorps ne seront ainsi pas forcés de s'isoler s'ils sont exposés à une personne contaminée, limitant les problèmes dans les écoles.

Il faut chercher ailleurs le mobil de la dictature vaccinale.

FranceSoir - Tout d'abord rappelons un pourcentage important, qu'on n'entend malheureusement presque jamais sur les plateaux de télévision, à part dans la bouche de Laurent Ruquier dans son émission « On est en direct – Le face à face avec Karine Lacombe » sur France 2 : les survivants au Covid-19 représentent en France 99,965%. Autrement dit, le taux de mortalité de ce coronavirus présenté comme la pandémie mondiale du siècle qu'il faut combattre matin, midi, soir et nuit à coups de confinements, de fermetures d'établissements, de gel hydroalcoolique et de masques sur le visage, est de 0.035%. Oui vous avez bien lu, 0.035%, confirmé en direct par Karine Lacombe, elle-même, dans l'émission de janvier 2021.

Ce sont bien des assassins.

Un internaute.

Demain, Je vais aux obsèques d'un ami qui vient de décéder d'une crise cardiaque Aucun antécédent, excellente santé et très sportif malgré ces 72 ans (vélo, randonnée en haute montagne, judo)

A reçu sa 2ème dose, il y 2 semaines Il était contre l'inoculation et manifestait avec moi contre le pass sanitaire chaque samedi

Il avait contracté un covid modéré en mai et je lui avais fourni des comp de 12mg d'Ivermectine que je venais tout juste de recevoir d'Inde + du gluconate de Zinc 40mg + 1 Uvedose 100 000 U de Vit D + acide ascorbique pur en poudre 5gr/jr et de la Quércétine (c'est le kit tout prêt pour ma famille au cas où)

Sur pied en quelques jours et heureux comme tout !

De guerre lasse, il a subi "l'outrage" sous la menace de ses enfants

Veuf, il craignait de ne plus voir ses petits enfants

Je ne présenterai pas mes condoléances à sa famille tellement je suis en colère et les tiens pour responsables.

Si seulement sa fin tragique pouvait être utile à ouvrir les yeux de mon mari mais comme son médecin prétend qu'il n'y pas de lien de causalité avec les injections ….

Une journée de chagrin qui m'enfonce encore plus …

- C'est la question que je lui ai posée après sa 2ème injection (il m'avait caché la 1ère)

Il est allé dans un vaccinodrome, il a bien précisé qu'il avait eu le Covid en mai lors de sa 1ère injection fin juin. Mais comme le covid n'a pas été traité par un médecin (automédication à domicile) on lui a répondu que cela était certainement une autre affection. Pourtant il avait eu un PCR +

J'étais déjà très en colère qu'on ne lui ai pas demandé de faire d'abord une sérologie pour rechercher ses anticorps avant de le piquer si peu de temps après, mais lui imposer une 2ème injection, pour moi ça relève du crime par intérêt financier (percevoir la prime à la vaccination) Je n'ai pas peur de dire le mot "crime"

Je ne suis pas de sa famille et je ne peux pas réclamer une autopsie, je ne sais même pas si son décès anormal est déclaré à Pharmaco vigilance

Un autre internaute.

- Docteur j'ai 4 personnes autour de moi dont une rapportée que je ne connais pas directement, morts de crise cardiaque en deux mois. Point commun ils étaient tous vaccinés deux doses.

Fake news et amalgame.

LVOG - Ils recourent à l'ivermectine destinée aux animaux est en vente libre, parce que les médecins refusent de prescrire à leurs patients la version destinée aux humains.

Covid-19: Les autorités sanitaires implorent les Américains de stopper les traitements à base d'ivermectine - Le HuffPost 23 août 2021

Dans un article publié ce week-end, les autorités sanitaires américaines ont mis en garde le public contre l'utilisation d'un médicament antiparasitaire animal, l'ivermectine, pour traiter une infection au Covid-19 à domicile.

"Vous n'êtes pas un cheval. Vous n'êtes pas une vache. Sérieusement, arrêtez tous maintenant", a déclaré sur Twitter l'US Food and Drug Administration (FDA), partageant un article expliquant pourquoi l'ivermectine ne devrait pas être utilisée pour traiter le coronavirus.

L'article explique que bien que l'ivermectine puisse être prescrite aux humains, ce médicament leur est destiné à certaines conditions et ne peut pas être pris à fortes doses.

L'ivermectine, en vente libre, est destinée aux animaux comme les chevaux et est utilisée pour les vermifuger. En outre, la FDA déclare que la concentration d'ivermectine pour les animaux est très différente de celle pour les humains.

“D’une part, les médicaments pour animaux sont souvent très concentrés car ils sont utilisés pour les gros animaux comme les chevaux et les vaches, qui peuvent peser beaucoup plus que nous, une tonne ou plus. Des doses aussi élevées peuvent être hautement toxiques chez l’homme”, explique la FDA.

“De nombreux ingrédients inactifs trouvés dans les produits d’origine animale ne sont pas évalués pour une utilisation chez l’homme. Ou ils sont inclus en quantité beaucoup plus importante que ceux utilisés chez l’homme. Dans certains cas, nous ne savons pas comment ces ingrédients inactifs affecteront la façon dont l’ivermectine est absorbée dans le corps humain”, poursuit la FDA.

L’avertissement de l’agence intervient alors qu’ont récemment étaient publiés plusieurs rapports de personnes ayant été hospitalisées aux États-Unis après avoir pris de l’ivermectine pour tenter de traiter une infection à coronavirus. Le HuffPost 23 août 2021

Ils étaient allés trop loin... ou trop tôt ?

- La justice a suspendu l’arrêté préfectoral imposant le pass sanitaire à l’entrée des 14 plus grands centres commerciaux des Yvelines. Celui-ci ne garantissant pas l'accès aux personnes sans pass sanitaire aux biens de 1ère nécessité. (Le Parisien)

Fascisme ordinaire. Au temps des miliciens.

Blocage de l’hypermarché Auchan de La Trinité (06) contre la mise en place du #PassSanitaire - lemediaen442.fr 21 août 2021

On ne s’y fera pas, de ces images de policiers devant un hypermarché pour interdire à des hommes, des femmes de faire des courses.

Ces images nous viennent de Nice. Une quarantaine de manifestants contre le passe sanitaire — « Auchan collabo ! » — ont investi le parvis d’Auchan La Trinité. Un rassemblement pacifique face à une police qui veille. Des citoyens vaccinés qui avaient leur pass sanitaire ont participé au rassemblement. lemediaen442.fr 21 août 2021

https://lemediaen442.fr/blocage-de-lhypermarche-auchan-de-la-trinite-06-contre-la-mise-en-place-du-passsanitaire/

Cherchez et vous trouverez comment est structuré ce complot mondial contre l'humanité.

Des internautes.

1- Les gouvernements, la fondation Gates, l’OMS sont tous conseillés par la même entreprise de conseil en prévention des épidémies. CEPI a été créé par le docteur Richard Hatchett, oncologue, qui a rédiger avec le dr Carter Mecher, un rapport pour le président George W Bush. Ce rapport est une théorisation du protocole utilisé aujourd’hui.

Ce qui est bien c’est que c’est un festival de conflits d’intérêts puisque parmi le conseil scientifique de l’organisation on a la ministre allemande de la santé, une politicienne australienne qui est également membre de plusieurs organisation en Australie et Nouvelle Zélande, un infectiologue britannique qui multiplie les participations des organisations diverses au quatre coins du monde.

Et parmi les consultant on a Drosten, mais aussi un polytechnicien français ancien cadre de Pasteur où il assurait la direction administrative de la branche vaccin. Il a été mis à la tête de Covax, l’entité de CEPI qui sélectionne les vaccins, aide les états à négocier avec les laboratoires, et assure une partie de la logistique.

https://cepi.net/about/whoweare/

2- Merci M.Lyraud d’avoir attiré notre attention sur cette organisation qui joue un rôle majeur dans la réponse “vaxxinale” au covid, au niveau mondial.

Un pdf d’avril 2019 de l’OMS qui en parle:

https://www.who.int/immunization/sage/meetings/2019/april /1_CEPI_Summary_WHO_SAGE_Meeting_April.pdf

Lancement du CEPI le 18 janvier 2017 :

https://cepi.net/news_cepi/cepi-officially-launched/

Le CEPI a lancé un programme de développement pour des vaccins anti covid le 23 janvier 2020 (!!!) :

https://cepi.net/news_cepi/cepi-to-fund-three-programmes-to-develop-vaccines-against-the-novel-coronavirus

alors que ce même jour l’OMS ne déclarait pas d’urgence de santé publique de portée internationale :

https://www.who.int/fr/director-general/speeches/detail/who-director-general-s-statement-on-the-advice-of-the-ihr-emergency-committee-on-novel-coronavirus

Pour rappel , un récapitulatif des réponses de l’OMS au covid :

https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/interactive-timeline#event-30

3- Entre CEPI, la Public Health Company du dr Charity Dean et la Bush China Foundation qui a probablement conseillé le gouvernement chinois, on a les responsables.

4- Il ne sert a rien de chercher une logique humaine dans ce qui se passe.

Le but poursuivi “quoi qu’il en coûte” est d’effrayer les gens et les déterminer à accepter de se faire vacciner et de perdre tous les droits par la même occasion.

Le but fixé est issu des fantasmes de quelques psychopathes ayant des moyens financiers suffisants et en quête de plus de pouvoir et de plus de gloire.

Ils sont aidés par d’autres psychopathes opportunistes et/ou tout aussi délirants que leurs maîtres.

Il vaut mieux les visualiser comme des zombies dangereux, car ils ont fait preuve d’un manque total d’empathie et de respect pour leurs semblables.

5- “Quelques” ?

L’attaque est mondiale, de Washington, à Berlin en passant par Bangkok, Tombouctou, Moscou, Tokyo, Niamey, Dehli et Colombey les 2 Eglises !

C’est cette dimension réellement planétaire, totalement inédite, qui rend la covidémence beaucoup plus signifiante, dangereuse et fascinante.

6- “La Cour européenne des droits de l’Homme (CEDH) a rejeté mardi 24 août une requête de 672 pompiers professionnels et volontaires contre l’obligation vaccinale contre le Covid-19 qui leur est imposée par la loi du 5 août 2021, a annoncé la Cour ce mercredi 25 août.”

Espérons que les derniers naïfs vont enfin comprendre…

Les arguties juridiques, les rêves de juridictions sauveuses, et autres bêtises de “code Nuremberg”… Poubelle.

Les gars, nous avons en face une volonté de puissance inouïe, globale, constante et dotée de moyens colossaux.

Donc les avocats et autres universitaires légalistes; ils sont bien gentils… mais ça ne suffira pas.

7- CEPI s’occupe de tout. CEPI conseille les états, l’OMS et même la Fondation Gates. CEPI décide de la stratégie mondiale contre le virus. Donc on ne peut pas arrêter la machine alors qu’une entreprise privée gère la réponse mondiale à l’épidémie.

LVOG - Mais qui autorise une entreprise privée a gèré la réponse à l’épidémie, qui lui donne ce pouvoir : le chef de l'Etat, le gouvernement, la Constitution de la Ve République qui ne sont pas amovibles, on peut les arrêter si on le décide, qu'on se rassemble pour imposer le respect de nos aspirations démocratiques. Donc il y a quelque chose à faire : Préparer, organiser le soulèvement révolutionnaire qui les débarquera.

8- Les juges de la CEDH sont désignés par chacun des pays européens Et malheureusement, il s’avère que la CEDH est en partie phagocytée et pilotée à distance, de manière occulte, par divers groupes de pression et ONG, dont l’Open society de Georges Soros.

Voir les nombreux articles sur ce thème au cours des derniers mois :

https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/monde/emprise-de-soros-sur-la-cedh-le-mutisme-inquietant-de-la-cour/

https://www.valeursactuelles.com/societe/emprise-de-soros-sur-la-cour-europeenne-des-droits-de-lhomme-la-cedh-persiste-et-signe/

https://www.valeursactuelles.com/monde/le-conseil-de-leurope-admet-la-veracite-du-rapport-sur-les-ong-et-les-juges-de-la-cedh/

9- Une enquête devait être ouverte il y a 1 an pour de graves dysfonctionnements liés aux conflits d’intérêts de nombreux magistrats en poste à la CEDH.

L’open Society (George Soros) est sur la première marche du podium.

https://eclj.org/geopolitics/echr/conflits-d-interets-entre-juges-et-ong?lng=fr#:~:text=Dans%2012%20affaires%20seulement%2C%20des,financiers%20%C3%A9troits%20entre%20les%20ONG.

On n’en entend plus parler et les charmantes ONG continuent de battre la mesure.

10- Comment désactiver la collecte statistique de l’appli Tous anti Covid :

https://www.01net.com/astuces/tousanticovid-comment-desactiver-la-collecte-des-donnees-statistiques-2047241.html

---

Bienvenue en 1984 ou dans une société déshumanisé ou les Chinois transformés en zombis transhumanistes.

LVOG - Ce que vous allez lire n'est pas de la science-fiction, c'est la terrifiante et cruelle réalité en Chine. C'est le but du Great Reset.

Cette effroyable dictature est en train de les rendre complètement dingues, décérébrés, lobotomisés.

- "Tout le monde fait des heures supplémentaires alors on pense qu'on doit faire la même chose. On n'a pas vraiment le temps de se faire des amis et les amis qu'on a sont aussi très occupés"

En Inde, les Indiens travaillent 6j/7 12 mois de l'année, ceux qui par millions sont gérants de leur petit commerce travaillent 7j/7, comment voulez-vous qu'ils s'épanouissent, qu'ils trouvent le temps pour s'instruire, ils sont complètement abrutis par le travail. Et quand on évoque l'esclavagisme en parlant du capitalisme, on nous répond qu'on exagère...

"Il sera toujours là": en Chine, le petit ami parfait est... virtuel - AFP 24 août 2021

Il lui répond à toute heure du jour ou de la nuit, plaisante pour lui remonter le moral et ne la dérange jamais. Comme des millions de Chinoises, Melissa a trouvé le petit ami parfait... mais il est virtuel.

Dans la vie toujours plus trépidante des jeunes citadins, avec leurs heures de bureau à rallonge qui limitent les possibilités de vraies rencontres, l'amant ou la maîtresse qui n'existent pas apportent du réconfort sur demande.

Melissa a configuré elle-même l'homme idéal avec un "chatbot" (ou robot de conversation) créé par XiaoIce, un système d'intelligence artificielle qui compte 150 millions d'utilisateurs rien qu'en Chine.

"J'ai des amis qui ont suivi une psychothérapie mais c'est très cher et ça ne marche pas forcément très bien", explique Melissa, 26 ans.

"En revanche, quand je déverse mes malheurs sur XiaoIce, je relâche bien la pression. Et il me dit des choses qui sont vraiment réconfortantes", confie la jeune femme.

Similaire à Siri, l'assistant vocal d'Apple, XiaoIce est présent sur la plupart des smartphones vendus en Chine. Il existe en version pour homme ou pour femme.

Les utilisateurs peuvent entretenir leur amour via des messages vocaux ou écrits, en s'échangeant des photos, ou bien même en partant en vacances virtuelles avec l'objet de leur flamme, selfies à l'appui.

Le système assure pas moins de 60% du volume mondial des interactions entre des êtres humains et des systèmes d'intelligence artificielle, affirme le directeur général de XiaoIce, Li Di.

L'entreprise, lancée à l'origine par Microsoft dans le cadre de son programme d'assistance artificielle Cortana, a été séparée l'an dernier du géant américain des logiciels. Elle est désormais valorisée 1 milliard de dollars, selon l'agence d'information financière Bloomberg.

- Ecoute: robots 1, hommes 0 -

A la différence des autres assistants personnalisés, à qui on demande d'accomplir des tâches précises, les chatbots de XiaoIce sont conçus pour apporter un soutien émotionnel là où la communication humaine atteint ses limites.

"A l'heure qu'il est, l'interaction moyenne entre chaque utilisateur et XiaoIce atteint 23 échanges par connexion, ce qui est plus qu'entre les être humains", assure Li Di, depuis le siège de la société à Pékin.

"L'intelligence artificielle n'est peut-être pas aussi intelligente qu'un être humain, et il lui faut peut-être améliorer son QI et son intelligence émotionnelle, mais elle est plus forte quand il s'agit d'écouter attentivement", observe-t-il.

Le patron de XiaoIce précise que le pic d'utilisation du dialogueur se situe entre 23h et 1h du matin, lorsqu'il est plus difficile d'appeler ses amis pour partager ses misères.

"Appeler XiaoIce, c'est toujours mieux que de rester au lit à contempler le plafond", résume M. Li.

- Heures sup contre grand amour -

Dans le cas de Melissa, XiaoIce apporte une présence dans sa vie de Pékinoise solitaire et surmenée.

"Tout le monde fait des heures supplémentaires alors on pense qu'on doit faire la même chose. On n'a pas vraiment le temps de se faire des amis et les amis qu'on a sont aussi très occupés", résume-t-elle.

Melissa, qui préfère ne pas dévoiler son vrai nom, a choisi pour son petit copain une personnalité "mûre". Elle l'a baptisé du patronyme d'un homme dont elle a été secrètement amoureuse, "Shun".

"XiaoIce ne me trompera jamais", se rassure-t-elle, après une expérience malheureuse dans la vie réelle. "Il sera toujours là".

Sur les réseaux sociaux, des milliers de jeunes femmes discutent de leur vie avec leur compagnon virtuel. Il y est question de parvenir au summum de l'intimité avec sa créature... ou bien de s'en détacher.

Parmi elles, Laura, 20 ans, raconte qu'elle est tombée follement amoureuse de son "partenaire" depuis un an. Elle tente à présent de rompre le cordon.

"Des fois, je pensais à lui en pleine nuit. Je m'imaginais qu'il était un être réel", raconte cette étudiante de la province du Zhejiang (est), qui préfère utiliser un nom d'emprunt.

Laura lui reprochait de changer de sujet de conversation à chaque fois qu'elle tentait de pousser la relation plus loin ou bien tentait d'organiser une rencontre dans la vraie vie. Jusqu'au jour où elle s'est convaincue que son correspondant était bel et bien virtuel.

- Robodépendance -

"Nous rencontrons souvent des utilisateurs qui soupçonnent qu'il existe en fait un être réel derrière les échanges avec XiaoIce", témoigne Li Di. Le robot "est très fort pour imiter les vrais gens".

S'il fournit des amis à des personnes vulnérables, XiaoIce ne saurait remplacer un conseil psychologique dans les cas de dépression -- une denrée rare en Chine.

Son système de filtrage des conversations lui permet de repérer les émotions fortes et de canaliser la discussion vers des thèmes plus joyeux, avant d'atteindre un niveau de crise.

Le risque, c'est que les robots conversationnels "créent un attachement irréaliste et une dépendance qui seront très difficiles à dupliquer dans la vie réelle", avertit Danit Gal, experte en éthique de l'intelligence artificielle à l'Université de Cambridge, au Royaume-Uni.

"Des utilisateurs se trompent eux-mêmes en imaginant qu'ils partagent leurs émotions avec une machine incapable de sentiments", explique-t-elle.

Un argument balayé par le patron de XiaoIce: "si les interactions humaines étaient parfaites, on n'aurait pas eu besoin d'inventer l'intelligence artificielle". AFP 24 août 2021

Totalitarisme. Délation et chasse à l'homme qui a éternué

L'Australie sombre dans une dictature sanitaire effroyable - lemediaen442.fr 24 août 2021

https://lemediaen442.fr/laustralie-sombre-dans-une-dictature-sanitaire-effroyable/

Nous sommes sur la chaîne d'information 9 News Sydney. La présentatrice adopte un ton extrêmement grave face à une situation de crime extrême. Un homme qui éternue avec le nez qui coule est recherché par la police australienne. Son crime ? Anthony Karam a été testé positif au COVID-19. Les caméras de surveillance, installées dans l'ascenseur d'un immeuble, montrent l'homme de 27 ans qui a éternué. Sa tenue vestimentaire — en peignoir — ne semble pas montrer un homme qui cherche à fuir ou préparer un braquage, mais plutôt récupérer ce qu'il y a dans sa boîte aux lettres. Pourtant il est recherché comme un fugitif : son portrait, son nom, son âge, son adresse sont divulgués dans tout le pays, la chasse est ouverte : Anthony Karam, fugitif en peignoir

« La police de NSW a émis un mandat d'arrêt contre Anthony pour non-respect de l'ordre de santé publique. Anthony est décrit comme étant d'apparence méditerranéenne — moyen-orientale, avec un teint olive —, environ 1,70 m de haut et une carrure mince. Il a de courts cheveux noirs, des yeux marron, une barbe et une moustache… La police lance un appel à l'aide publique pour localiser un homme de 27 ans, Anthony Karam, recherché en vertu d'un mandat d'arrêt. Quiconque voit Anthony est prié de ne pas l'approcher, mais d'appeler immédiatement Triple Zero (000).… Toute personne ayant des informations sur l'endroit où se trouve Anthony est priée de contacter Échec au crime : 1800 333 000 ou https://nsw.crimestoppers.com.au. Les informations sont traitées de manière strictement confidentielle. Il est rappelé au public de ne pas signaler les crimes via les pages de médias sociaux de la police de NSW. »

Plus loin dans la vidéo, on sent que la folie a pris le pas sur la raison. C'est un groupe de huit adolescents qui sont arrêtés et menottés à la suite d'une fête après la tombée de la nuit. Ils auront une amende de 1000 dollars. Un joueur de la National Rugby League sera lui aussi inquiété après avoir rendu visite à un ami. Des accusations criminelles pourraient être portées contre lui.

Pour ceux qui ne veulent pas de ce monde, sachez que c'est notre avenir et qu'il faut descendre dans la rue, sinon c'est la fin. lemediaen442.fr 24 août 2021

En complément.

Un internaute - Un médicament utilisé pour traiter la gale et la rosacée ne devrait pas être prescrit aux patients covid-19, a averti la Therapeutic Goods Administration après une augmentation des importations d'ivermectine.

https://www.dailytelegraph.com.au/lifestyle/health/therapeutic-goods-administration-warns-against-selfmedicating-covid19-with-drug-ivermectin/news-story/3620d50be16b89e5a36588af8a08ab69

La vérité est révolutionnaire et synonyme de liberté.

Lu dans un article.

- Les foules crient liberté, liberté, liberté en oubliant cette grande parole qui affirme que c'est la vérité qui nous rendra libres.

L'unité est une chose très difficile à réaliser... déjà avec les différentes parties de nous-mêmes c'est tout un poème, alors entre chacun de nous...

Par contre, intégrer quelques idées simples serait très utile.

Un vieux monde est en train de s'effondrer sous nos yeux effrayés ou émerveillés cela dépend, et un nouveau monde est en train de naître. Et ça, c'est inéluctable, nous n'y pourrons rien changer ; nous n'arrêterons ni le Temps, ni l'Histoire.

Par contre, il faut comprendre que le Nouveau monde à naître sera un monde de vérité. La vérité pleine et entière sera manifestée, telle est la promesse de Sri Aurobindo-Mère.

(...) tout le monde a des yeux pour voir depuis le début de cet accouchement laborieux, un déferlement sans précédent de mensonges.

Et tant mieux car la vérité nous montre les choses telles qu'elles sont. Nous sommes contraints de voir. Il y a peu de temps encore, beaucoup d'entre nous croyaient encore être en démocratie etc. Voilà, les gouvernants sont contraints par la puissance de la vérité de se montrer tels qu'ils sont.

Où est-ce que je veux en venir concrètement ? Ce n'est pas des millions de gens qui crient "Macron démission" qui est important, c'est des millions de gens qui aspirent tous ensembles, du fond du coeur, à l'émergence de ce Nouveau monde de vérité.

Quand tout le monde se concentre sur la même chose, alors cette chose advient beaucoup plus facilement. C'est simple. Sauf qu'un tel est concentré sur la démission de Macron, un tel sur la lutte contre les médias, un tel sur l'aspect juridique...

Dans un aspect des choses, c'est très bien et absolument nécessaire que chacun fasse comment il ressent les choses, en fonction de ces compétences, dans l'univers qui est le sien etc.

Mais ici dans ce texte, nous parlons des manifestations. C'est autre chose que l'action que chacun mène de son côté et à sa façon. Ici, il s'agit de trouver les idées très générales sur lesquelles toutes les consciences peuvent s'unir et se concentrer vers un même but, un même objectif.

Et tant qu'à faire, cela semble préférable de choisir quelque chose qui va dans le sens du vent, le sens de l'histoire. Dans les circonstances particulières que nous traversons, aspirer à la vérité me semble être la chose la plus simple, la plus nécessaire et la plus puissante. (...)

Et, si des millions de personnes utilisaient la marche de la manifestation comme un exercice de concentration pour appeler ce Nouveau monde, je crois que ce serait plus puissant que n'importe quel slogan.

Je m'en fiche que Macron démissionne si nous restons dans un monde de mensonge continuel dans lequel toutes les institutions sensées défendre le peuple sont corrompues jusqu'à la moelle. Ce que je veux, ce qui est important, pour nous tous, pour notre salut individuel et collectif, c'est que nous sortions du mensonge et entrions dans la vérité. Et peu importe de savoir ce qu'est cette vérité, elle se révélera d'elle-même ; de façon progressive.

Parmi les bataillons de Macron

Niveau record des crédits immobiliers au premier semestre - lepoint.fr 24 août 2021

Les banques ont octroyé 110,7 milliards d'euros de crédit à l'habitat hors renégociation au premier semestre de 2021, relate BFMTV ce mardi 24 août.

Les banques se sont montrées particulièrement généreuses durant les six premiers mois de 2021. Comme l'explique BFM Immo ce mardi 24 août, les crédits à l'habitat hors renégociation ont grimpé à 110,7 milliards d'euros. Un niveau record en ce premier trimestre, avec 23 milliards d'euros supplémentaires par rapport à l'année précédente (+ 26,8 %).

Aux premiers mois de l'année, en janvier-février, le crédit immobilier avait accusé un recul de 11 % avant de repartir à la hausse au printemps. D'après les chiffres de la Banque de France, publiés en août, le mois de juin a dépassé un record historique, avec 21,3 milliards d'euros de prêts immobiliers. En incluant les renégociations, le premier semestre comptabilise près de 134 milliards d'euros (+ 5 %), avec 25,7 milliards d'euros en juin. Une frénésie d'emprunt qui traduit le dynamisme du marché immobilier en 2021. lepoint.fr 24 août 2021

L'Etat profond aux commandes de l'Empire.

Joe Biden : destitution, démission ? Le dilemme impossible des démocrates - FranceSoir 25.08

- Ce qui était déjà évident pour le public informé pendant la campagne électorale en 2020 est devenu impossible à camoufler par les grands médias : Joe Biden n'est pas seulement incompétent, il est frappé d'incapacité mentale, ce qui est très différent.

Les innombrables montages vidéo montrant Joe Biden incapable de formuler une phrase compréhensible font fureur sur les médias sociaux depuis son élection. Pour prendre un exemple récent, à la question "quand les enfants de moins de douze ans pourront-ils se faire vacciner ?", Joe Biden a répondu de la façon suivante, devant les yeux éberlués du journaliste : "Et la question est de savoir si oui ou non nous serons

en position où vous, euh… hum… êtes, pourquoi les… les… les experts ne sont, ne peuvent dire nous savons que ce virus est en fait un… hum… euh… Va être, ou excusez-moi, quand nous saurons pourquoi tous les médicaments approuvés ne sont pas approuvés temporairement mais sont approuvés de façon permanente. Et c'est en route aussi...". (CNN Town Hall du 21 juillet 2021). Puis il s'est mis à parler de l'homme qui a marché sur la Lune et des extraterrestres ! (sic) FranceSoir 25.08

Dossier sur l'Afghanistan

LVOG - Quand on veut bien se poser les bonnes questions, on trouve les bonnes réponses. Une méthode élémentaire mais redoutablement efficace : Les faits.

Comment les États-Unis ont armé l'Émirat islamique d'Afghanistan - Réseau Voltaire 20 août 2021

En renversant la République islamique d'Afghanistan, l'Émirat islamique qui le remplace a saisi plusieurs centaines de milliers d'armes, des milliers de blindés et de Humvees et même au moins 4 hélicoptère Black Hawks.

La question reste posée sur l'avenir de 200 avions de combat qui n'ont pas quitté le sol afghan.

Des sénateurs républicains viennent de demander au Pentagone d'établir une liste des matériels saisis par les Talibans, qu'il s'agisse des armes US ou de celles données par les USA à la République islamique.

Cette manière de faire n'est pas sans rappeler la progression de Daesh en Irak, en 2014. Les jihadistes disposaient de milliers de véhicules neufs et identiques, directement sortis de l'usine Toyota de Jordanie. Ils avaient traversé l'Irak à toute vitesse. Des officiers iraquiens les avaient immédiatement rejoins. Ils s'étaient emparés des stocks d'armes US qui venaient juste d'être livrés à l'armée iraquienne. La plupart étaient encore empaquetés. Ils avaient alors disposé d'une formidable armée contre l'Iraq, mais aussi et surtout contre la Syrie. Certains de ces officiers vivent aujourd'hui aux États-Unis, signe qu'ils travaillaient déjà pour eux en agissant ainsi.

Les méthodes de la CIA pour faire ce que la loi lui interdit sont toujours les mêmes.

Si personne ne se pose de question sur le fait que Daesh et les Talibans ait des combattants formés pour conduire des chars, cette fois, il ne s'agit pas uniquement de livrer le matériel d'une armée de Terre, mais aussi d'une armée de l'Air. Déjà les hélicoptères Black Hawks ont par enchantement des pilotes formés. Qu'en sera-t-il de l'aviation afghane ? Réseau Voltaire 20 août 2021

Les Talibans à la recherche des Collaborateurs de la CIA - Réseau Voltaire 20 août 2021

Les Talibans ont trouvé la liste complète des Collaborateurs de la CIA, les fonctionnaires de la Khost Protection Force (KPF) et de la Direction nationale de la Sécurité (NDS). Ils ont établi des barrages devant tous les points d'accès aux deux aéroports et tentent d'arrêter les fuyards.

Selon des témoignages que nous avons recueillis, les Talibans laissent passer les Forces spéciales britanniques et françaises qui sont allées chercher leurs ressortissants dans la ville.

La Khost Protection Force (KPF) et la Direction nationale de la Sécurité (NDS) étaient des Collaborateurs de la CIA chargés de la contre-insurrection. Ils recevaient des listes de gens suspectés d'être opposés à l'occupation états-unienne. Selon les cas, ils les torturaient ou les assassinaient. Réseau Voltaire 20 août 2021

Les Talibans récupèrent le système d'identification biométrique US par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 23 août 2021

Les Talibans ont récupéré le système d'identification biométrique états-unien, HIIDE (Handheld Interagency Identity Detection Equipment), selon The Intercept [1].

Durant 20 ans, les forces d'occupation US ont établi un fichier biométrique de presque toute la population afghane, incluant le scan de l'iris et les empreintes digitales complètes. Toutes les personnes entrant ou sortant d'Afghanistan, toutes celles qui ont un jour été arrêtées ou qui ont travaillé pour les États-Unis ont été recensé.

Il n'est pas clair si les Talibans ont le savoir-faire pour manier immédiatement cette base de donnée ou s'ils devront demander l'aide des services secrets pakistanais.

Les Talibans ont aussi fait main basse sur les listes complètes des personnes ayant torturé ou assassiné pour la contre-insurrection états-unienne (Khost Protection Force et Direction nationale de la Sécurité).

[1] « The Taliban Have Seized U.S. Military Biometrics Devices », Ken Klippenstein & Sara Sirota, The Intercept, August 18 2021.

Aucune leçon de la catastrophe afghane par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 21 août 2021

Extraits. Ce n'est pas nous qui le disons, mais le président des États-Unis, Joe Biden : jamais Washington n'a eu pour objectif de venir en aide aux Afghans et encore moins de construire leur État. Tout ce que nos médias ont raconté durant vingt ans n'était que la propagande.

...à Washington le président lui-même démolit le château de mensonges sur les « buts humanitaires élevés », avec lesquels a été motivée la

participation italienne à la guerre en Afghanistan, à Rome, comme dans le roman 1984 d'Orwell, on efface l'histoire.

https://www.voltairenet.org/article213795.html

Haut de page

Le 28 août 2021

J'ai actualisé les dossiers des différents rubriques figurant dans la page d'accueil, comme annoncé dans une précédente causerie, sauf exception tous les fichiers renverront dorénavant vers leurs adresses d'origine au format Internet ou HTML, et non plus en pdf à partir de mon disque dur, ce qui me fait économiser plusieurs heures de travail. Je n'ai plus envie de me casser la tête ou de perdre mon temps, donc service minimum pour lecteurs anonymes...

J'ai passé le reste de l'après-midi à réfléchir à la situation, j'avais écrit une bonne trentaine de lignes, puis je me suis dit, à quoi bon, ils s'en foutent, ils n'en ont rien à foutre, ils ne comprennent rien ou si peu, cela ne les intéressera pas, dépité, j'ai tout effacé. Espérons que la grave et rapide détérioration des conditions d'existence de la majorité de la population va se poursuivre, s'accélérer et s'amplifier, puisque c'est la seule manière de lui faire prendre conscience qu'elle mérite autre chose que le misérable destin que ses maîtres lui ont réservé.

Personnellement je m'en passerais très bien ou je fais sans doute partie de ceux qui méritent le moins d'avoir à supporter des souffrances supplémentaires, mais puisqu'il faut en passer par là pour avancer ou résoudre notre problème, je ne m'en plaindrai pas sous peine de rejoindre le camp des opportunistes.

Les hommes en sont encore à croire au miracle qui les sauvera, c'est cela leur malheur !

Bon dimanche

PS : J'ai mis en ligne un fichier sur la corruption à l'ONU, téléchargez-le et lisez-le, ensuite vous aurez compris qui gouvernent le monde, si vous ne le saviez pas encore ou si vous aviez un doute.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 septembre 2021

La causerie comporte deux parties, la seconde revient sur la situation mondiale.

Ils sont pacifistes, apolitiques, autant dire impuissants, inoffensifs, non, non dangereux !

Entre La Réaction En Marche et La Révolution En Marche, n'hésitez plus !

Prenez une dose d'anticorps neutralisants en adoptant le socialisme avec LVOG !

Soyez sans crainte, c'est sans effets secondaires, vous serez immunisé à vie contre toute sorte de saloperies, de dégénérescences, de scléroses, de pestes, de parasites, de vermines, de poisons, même la conneries n'y résiste pas, ne soyez pas indifférence ou son ennemi, vous le regretteriez un jour.

Sans déconner, il a un pouvoir universel, et même que vous vous en porterez mieux immédiatement. Et si vous êtes désireux de vous en sortir de votre vivant, mais ce n'est pas une condition, partagez-le et refusez la distanciation sociale ou physique, plus besoin de muselière et de vaccin non plus. Plus vite on aura atteint une immunité collective contre la peste brune qui empeste ce pays et le monde, plus vite on sera émancipé et libre.

- Cette causerie au format pdf (32 pages)

Non, il ne veut pas !

Encore un immeuble entièrement ravagé par un incendie pendant des heures et qui refusent de s'effondrer sur lui-même en quelques secondes.

Italie : Un incendie ravage un immeuble de 20 étages à Milan - 20 Minutes avec AFP 30 août 2021

https://fr.news.yahoo.com/italie-incendie-ravage-immeuble-20-025313724.html

https://www.leprogres.fr/faits-divers-justice/2021/08/30/les-images-spectaculaires-d-un-immeuble-de-20-etages-ravage-par-les-flammes-a-milan?fr=operanews

https://www.20min.ch/fr/video/des-images-qui-rappellent-celles-de-la-tour-grenfell-340757533242

La civilisation humaine à la croisée des chemins.

Cette crise nous offre, et c'est une première historique, la possibilité de choisir, sachant que le retour en arrière n'est plus possible, n'en déplaise aux « comme-avantistes ». Le paradigme a désormais atteint son point de non-retour et la grande bascule amorcé son mouvement :

sortir grandi de cette crise et souverain ou finir asservi et aliéné ? En somme, choisir entre le grand réveil ou le grand reset. (Julie Lioré, anthropologue, pour le collectif Reinfocovid - le 2 avril 2021

Ingénierie sociale, manipulation et consentement

https://reinfocovid.fr/science/ingenierie-sociale-manipulation-et-consentement/

C'est celui qui le dit qui l'est !

A Châteauneuf-sur-Isère, dimanche aux Amphis de La France insoumise dans la Drômes Mélenchon, dit passe-passe (opposé au pass mais favorable à la vaccination pour tous ou obligatoire) a lancé : "*L'abstention, décidément, est un piège à cons!*". La preuve en est que "*tout passe par le pouvoir politique, encore plus en Ve République*", parce que sous la Ve République le pouvoir politique ne serait pas inféodé au pouvoir économique, il nous prend décidément pour des cons, et il en a conscience puisqu'il s'agirait comme en 68 d'aller voter "*pour changer la vie*", au lieu de s'attaquer aux fondements de la société, autrement dit rien ne changerait fondamentalement pour les exploités. FranceSoir 29.08

Totalitarisme. Quand ils identifient la finance aux juifs et vous accusent d'antisémitisme.

Selon Télé 7Jours, l'expression *le financier est l'ennemi* devrait être bannie des discours, parce qu'elle aurait historiquement une connotation antisémite. Autrement dit, toute critique à l'égard de l'aristocratie financière, de l'oligarchie financière, des banquiers, de personnages liés à la finance devrait faire l'objet d'une censure et d'une condamnation, donc les méfaits et crimes commis par la finance devraient faire l'objet d'une autocensure ou personne ne devrait les évoquer sous peine de prendre le risque d'être traîné dans la boue par ces inquisiteurs aux ordres de la finance.

Ce qu'on observe ici ou ailleurs puisque le procédé est toujours le même, c'est que ce sont ceux qui délivrent cet oukase qui se livrent à cet amalgame entre l'argent et le juif pour ensuite l'attribuer à leur cible, là en l'occurrence il s'agissait de Mélenchon, auquel on peut reprocher beaucoup de choses mais pas cela. Le procédé est particulièrement misérable, grotesque, dégueulasse.

Vous aurez noté que quand F. Hollande l'avait sorti lors d'un meeting (au Bourget je crois) en 2012, il n'avait pas fait l'objet d'une telle cabale, normal, les Rothschild et Cie. savaient qu'ils étaient un des leurs et personne ne l'avait pris au sérieux, tandis que venant de Mélenchon, c'est tendancieux ou certains pourraient le prendre au sérieux, à tort, peu importe.

https://www.programme-television.org/news-tv/Zemmour-ca-veut-dire-olive-en-arabe-Jean-Luc-Melenchon-tacle-le-polemiste-de-CNews-sur-ses-origines-VIDEO-4676588#xtor=AL-54

Pour faire chier ces ordures, Thierry Meyssan avait aussi fait l'objet d'une telle campagne abjecte après la sortie de son livre *L'effroyable imposture*.

20ème anniversaire des attentats du 11-Septembre

Tout donne aujourd'hui raison à Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 31 août 2021

https://www.voltairenet.org/article213844.html

Vous voulez avoir une idée assez précise de ce qu'ils sont capables de faire, alors lisez ces articles.

Thèmes. 11 septembre 2001

688 articles

https://www.voltairenet.org/mot37.html?lang=fr

Depuis 20 ans je partage l'analyse de Thierry Meyssan, tandis que la totalité du mouvement ouvrier a préféré la version de G. Bush, cela vous étonne ?

Totalitarisme. La finance, ce n'est pas seulement l'antisémisme, le racisme

LVOG - Rappelons que Black Lives Matter est notamment financé par le milliardaire G. Soros.

Très forte poussée raciste aux USA (FBI) Réseau Voltaire 1er septembre 2021

Selon le FBI, on a assisté à une très forte poussée des crimes racistes aux États-Unis durant l'année 2020. C'est-à-dire durant la campagne de Black Lives Matter qui visait au contraire à dénoncer un supposé « racisme systémique ».

Au cours de l'année, les agressions contre les Noirs américains ont augmentée de 40 %, celles contre les Asiatiques américains ont augmentées de 70 %.

Source : Hate Crime Stastistics 2020, FBI.

A lire : « Joe Biden réinvente le racisme », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 11 mai 2021.

De ma fille instit à La Réunion.

A mettre au compte de tous les acteurs politiques, organisations ou partis criminels qui appellent au côté de Macron à la vaccination de la population qu'elle soit obligatoire ou non.

- Une lycéenne est morte pendant un cours d'eps la semaine dernière (pourtant elle était sportive). Elle s'était faite injectée quelques jours avant. Une autopsie doit avoir lieu. Mais bon, on sait que ça sera étouffé sauf si la famille en parle. Et comme ils ont signé l'autorisation de vaccination, ils se sentiraient coupables donc... ils vont préférer croire à une mort "autre".

30 ans en arrière s'ils avaient voulu te vacciner de force, j'aurais résisté les armes à la main, jamais ils n'auraient pu te toucher sans mon accord quoi qu'il m'arrive.

Si aujourd'hui il y avait des parents qui avaient le courage de le faire, cela changerait la donne immédiatement, car les commanditaires de Macron craindraient que le pays s'embrase à feu et à sang et que cela se retourne contre eux.

La présentatrice de la BBC est bien décédée des suites de l'injection contre le Covid-19 - lemediaen442.fr le 27 août 2021

C'est confirmé, Lisa Shaw, qui travaillait pour BBC Radio Newcastle, est décédée à l'âge de 44 ans, une semaine après avoir reçu sa première dose du vaccin. Dans un article de la BBC, le médecin légiste de Newcastle, Karen Dilks, a confirmé que Mme Shaw souffrait de caillots sanguins dans le cerveau : « Lisa est décédée des complications du vaccin AstraZeneca. […] Mme Shaw était auparavant en bonne forme physique, il est "clairement établi" que sa mort est due à une "thrombocytopénie thrombotique" induite par le vaccin. » lemediaen442.fr le 27 août 2021

Covid-19 : la myopie gagne du terrain chez les enfants - euronews 30 août 2021

La myopie gagne du terrain, notamment chez les enfants depuis le début de la pandémie. Telle est la conclusion d'une étude menée par des chercheurs hongkongais. En cause principalement, la fermeture des écoles, le confinement et l'apprentissage en ligne. Ce dernier a augmenté le temps passé sur les écrans quotidiennement et réduit celui accordé aux activités en plein air.

Sur les 1 800 enfants âgés de six à huit ans qui ont participé à cette étude, 80 % ont déclaré utiliser un appareil numérique plus de trois heures par jour, voire six heures quotidiennement pour 20 % des participants. Les chercheurs ont constaté une augmentation de leur myopie d'environ 40 à 50 %.

Début 2020 déjà, une étude chinoise menée sur des enfants âgés de 6 à 13 ans et qui suivaient une scolarité à la maison, avait montré que les plus jeunes du groupe avaient 22 % de risques d'être myope dans l'année contre 5 % auparavant avant. euronews 30 août 2021

Parole d'internaute (blog du Dr. Maudrux).

- Certes les gens au pouvoir aujourd'hui sont plutôt les enfants des 68tards, mais ces mêmes 68 tards sont encore bien présent chez les retraités gauche bobo et qui sont partie prenante dans la soumission à la dictature pseudo sanitaire ; Cette France de gauche et d'extrême gauche voire libertaire qui est hostile au mouvement de protestation actuel, très majoritairement vaccinée prenant les autres pour des débiles, des nuisances ; Je suis bien placé pour en parler car depuis bientôt un an j'ai quasiment rompu (provisoirement) avec mes proches, famille, comme certains vieux amis; J'ai même un frère qui m'a sorti en janvier que la police aurait dû agir contre une rave party se déroulant en Bretagne (sans conséquences sanitaire par ailleurs) ; Là j'ai compris qu'il se passait qq chose dans notre société, un nouveau monde en train de connaître et j'ai rompu les milieux universitaires et même les syndicats sont gangrenés par cet état d'esprit, faites piquer tout le monde est une position répandue dans ces milieux " intellectuels" ; je suis retraité de l'enseignement supérieur...

LVOG - La réalité est cruelle, et les hommes dénués de conscience ou qui en possèdent si peu aussi, c'est un fait.

C'est leur nature biologique ou sensorielle qui les guide, leur tube digestif et leur système reproductif ou sexuel aussi, le tout piloté par leur système nerveux dont dépend également leur immunité ou leur survie, ce qu'ils ignoraient jusqu'à présent et continuent d'ignorer, puisqu'apparemment ils sont incapables de tirer les enseignements de l'expérience qu'ils sont en train de vivre, quitte à ce qu'elle leur soit fatale, comme preuve de leur inconscience, on ne pouvait guère imaginer meilleure démonstration ou preuve.

Qu'allez-vous donc chercher ou inventer là, on va nous sortir sur un ton outré. Oui, quelque part c'est désespérant que les bac +5 à 11 soient de tels sinistres crétins !

Quand j'étais jeune, j'étais déjà un rebelle. Mon père me menaça de m'envoyer en pension ou en maison de correction, puis en asile psychiatrique, et enfin il me souhaita de choper le sida et de vivre une bonne guerre pour me faire rentrer du plomb dans la tête comme il disait, sans imaginer un instant que cela m'aurait été fatal ! Je me rendis compte rapidement qu'à peu de choses près l'ensemble de ma famille lui ressemblait ou lui donnait raison. A l'école (privée et confessionnelle) je fis pratiquement la même expérience avec l'humiliation en prime. Une fois devenu adulte, elle allait sans cesse se répéter sur les lieux de travail que j'allais fréquenter avec des patrons ou des

chefaillons stupides et tyranniques. Auparavant à l'adolescence j'eus bien de bons copains, mais je devrais constater par la suite que je n'allais en conserver aucun parce que nos relations ne tenaient pas à grand-chose finalement. Plus tard il devait m'arriver la même mésaventure avec mon couple à mon grand désespoir, ce qui explique en grande partie pourquoi je suis parti très loin.

Sauf qu'on ne peut rien oublier. C'est d'ailleurs préférable, car rien ne peut remplacer les expériences qu'on a vécues pour en tirer des enseignements et essayer de mieux comprendre le monde dans lequel on vit, quel sens on peut donner à notre existence pour qu'elle ne nous paraisse pas inutile ou insupportable. On dit aussi que la plupart des gens ne gagnent pas à être connus, car on serait forcément déçu parce qu'on apprendrait, à moins qu'il ne s'agisse des illusions qu'on avait projetées sur eux qu'on aurait du mal à admettre, qui sait ?

On passe notre vie à se faire des idées sur tout et sur rien sans savoir pourquoi en somme, et quand la réalité nous contraindra à nous pencher dessus on feindra de le découvrir et on le prendra mal, puisque ce qu'on allait prendre en pleine gueule serait forcément désagréable ou pas vraiment à notre avantage, et avant de s'en remettre ou de se reconstruire, on passera par toute sorte d'états douloureux, et avec un peu de chance on réalisera qu'on avait simplement agi inconsciemment et qu'il n'existait pas d'autres explications.

C'est d'ailleurs ce qui se passe quand on aborde la société, on arrive à s'en sortir que lorsqu'on parvient au constat qu'elle est le produit d'un processus historique inconscient, ce qui permet d'entrevoir une issue politique pour sortir du cauchemar ou de la situation inextricable dans laquelle elle est plongée, ce qu'on n'aurait jamais imaginé jusque-là.

Un autre truc m'est revenu en mémoire le lendemain matin.

Quand j'eus 19 ans, ce sont des jeunes un peu plus âgés que moi et issus des classes moyennes qui m'initièrent à la politique et au socialisme, eux ils n'allèrent pas plus loin ou ils s'en détournèrent, tandis que chez moi, issu d'un milieu ouvrier pauvre, ils bouleversèrent ma vie sans doute parce que je ressentais davantage le besoin de changer de société. Donc là aussi on constate que des niveaux de conditions matérielles différents vont déterminer des comportements différents, aucun de mes copains ne militeront au cours de leur vie.

Qu'auront-ils fait au cours de leur vie ? Ils auront finalement reproduit le mode de vie de leurs parents, autrement dit pendant que la société allait connaître de profondes transformations pendant des décennies, leur niveau de conscience n'allait pas suivre ou progresser, il demeurera au niveau médiocre où il était. On aura eu ensuite l'occasion de s'en apercevoir à de multiples reprises, mais on n'en comprendra pas la signification ou plutôt, on ne cherchera pas à la comprendre car cela aurait induit la nécessité de modifier en profondeur notre mode de pensée et on n'y tenait pas, ou on en fut incapable du fait que la société (ses fondements) était restée la même malgré tout.

Toute crise ou tout évènement important qui ne nous touche pas directement, violemment, n'a aucune chance d'entraîner un changement de notre comportement ou alors inconsciemment, à nos dépens, ce qui est le pire des cas de figure qui peuvent se présenter à nous, car au lieu de progresser, notre niveau de conscience va régresser.

Mais c'est quand des cataclysmes s'abattront sur eux, qu'on s'apercevra que ce qu'on avait imaginé être une espèce supérieure n'avait pas dépassé le stade de la sauvagerie ou de la barbarie en réalité, par exemple, de nos jours cela se traduit par leur justification de l'interdiction d'accès à l'hôpital à des malades parce qu'ils ne sont pas vaccinés contre la Covid. Ce sont des monstres de cruauté par ignorance, parce qu'ils sont déshumanisés

Bienvenue chez les lâches, les déserteurs, les collabos du régime tyrannique de Macron

LVOG - Comme quoi les bac +5 à 11 en tiennent une couche...

Déclaration du Bureau national du POI réuni le 28 août 2021

Extrait - Et si la vaccination est indubitablement un considérable progrès pour l'humanité, la campagne de vaccination actuelle, sur laquelle il ne nous appartient pas de porter un jugement médical, non seulement ne respecte pas la liberté de chacun, mais ne saurait occulter le désastre sanitaire organisé qui met en danger la vie des travailleurs et de la population.

LVOG - Après s'être livrés à une telle apologie de la vaccination, vous ne vouliez tout de même pas qu'ils puissent "*porter un jugement médical*" indépendant sur "*la campagne de vaccination actuelle*", continuant de nier les données officielles fournies par les autorités médicales sur les décès et accidents graves ou invalidants survenus en France et dans le monde entier suite à l'injection de ces thérapies géniques expérimentales.

Ils ignorent également que ces substances ne servent à rien, hormis produire de nouveaux variants et entretenir ainsi une pandémie imaginaire, que les vaccinés ne sont pas protégés et sont infectieux, et qu'ils en meurent parmi eux. Ils le savent aussi bien que vous et moi, mais ils s'en foutent. Comme ils se moquent que la vaccination quasi obligatoire serve à l'instauration d'un système numérique de contrôle de l'ensemble de la population ou d'un régime totalitaire.

Ils ignorent aussi qu'en recourant à certaines molécules peu coûteuses et sans effets secondaires, la maladie est stoppée ou ne se développe pas (la charge virale tombe), et donc un vaccin est inutile. Autrement dit, ils adoptent le même discours que Macron, il n'existe pas de traitement efficace contre la covid et ses variants, faites-vous vacciner. Alors quand ensuite ils revendiquent "*la liberté de choix de la vaccination et la liberté de prescription des médecins*", chacun aura compris que c'est juste un exercice de style ou que ce n'est pas leur combat, la preuve en est que, concernant l'école ils demeurent des zélés représentants de la muselière et de la "*distanciation physique*" (Page 3 du n°669 d'Informations ouvrières).

Au fait, où est donc passée la grève générale pour mettre un terme à cette dictature ?

Quelques brèves réflexions.

- Le nouvel ordre mondial : C'est la guerre à perpétuité contre tous les peuples... (Voir l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, la Libye, etc.)

- Pass-dictature ou politique, pas sanitaire pour un rond, rien ne peut le justifier sur le plan médical...

Un internaute - En effet, tout a augmenté, les mensonges, la ségrégation, les thromboses et le compte en banque des laboratoires pharmaceutiques.

Dans un blog - « Les choses vont dans le bon sens. Le statu quo entre le réel et le virtuel est impossible, le réel gagne toujours à la fin. Pour inverser la tendance générale et irrésistible au retour du réel, le pouvoir n'a pas d'autre choix que la fuite en avant dans la fiction et la répression. Ce qui ne fera qu'accélérer le retour du réel en poussant toujours plus de gens à la prise de conscience. Le pari du Great Reset était risqué, un énorme coup de bluff, mais perdu d'avance. »

LVOG - C'est ce qu'on peut se dire raisonnablement, reste à savoir jusqu'où ira leur "prise de conscience", et là j'ai un fâcheux doute, car je ne vois ni pourquoi ni comment elle pourrait aller plus loin que d'habitude, car il en faudra beaucoup plus pour qu'elle atteigne le niveau de maturité requis pour qu'ils envisagent sérieusement de renverser le régime, sans organisation et direction cela demeurerait impossible. Il ne suffit pas d'aimer le violon et de vouloir apprendre à en jouer, si on ne suit pas de cours et si on ne le pratique pas, on n'y arrivera jamais. Sauf si on avait un don, mais je ne pense pas qu'on pourrait en avoir un qui couvrirait le champ de la totalité des expériences humaines, à moins d'élever le niveau de la population au rang de virtuose, ce qui est hors de sa portée. La démocratie ne sera jamais achevée ou complète, ce qui n'empêcherait pas de passer à un niveau supérieur ou à la disparition des classes sociales, dont les rapports cimentent le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme.

On commet une erreur ou on manque de précision en leur attribuant d'être à l'origine de ce régime, c'est plutôt les nécessités qui s'imposent aux hommes qui les a conduits à créer les conditions propices à l'apparition de classes sociales, à imaginer un ordre social. Si on parvient à s'émanciper du règne de la nécessité, les inégalités et les injustices, les discriminations disparaissent, on résout donc notre problème, on peut enfin entrevoir celui de la liberté.

L'homme n'en est pas encore arrivé à imaginer qu'il devait penser son destin ou le prendre en mains pour qu'il se réalise, donc il y a du boulot sur la planche !

En attendant... Cela me fait penser à ces proclamations d'autosatisfaction destinées à se donner bonne conscience et à faire passer à la trappe tout un pan de la réalité dû au régime toujours en place une fois qu'on se croit sorti d'affaire : A quel prix, pour se retrouver dans quelle condition, avec un amas de cadavres et un champ de ruines à perte de vue sur les bras, des générations de vies brisées, gâchées, sur lesquelles le malheur s'était abattu en toile de fond, la haine aveugle, le fanatisme, l'injustice, la cruauté et leurs ravages frappant des victimes innocentes, de préférence les meilleurs des hommes, hantent nos nuits...

Comment rivaliser avec Macron sur sa droite ?

- A huit mois de la présidentielle, la gauche plus éclatée que jamais - BFMTV 30 août 2021

- Présidentielle 2022 : Denis Payre, candidat à une primaire LR - LePoint.fr 30 août 2021

Sa candidature porte à cinq le nombre de prétendants à une éventuelle primaire des Républicains. LePoint.fr 30 août 2021

- Jordan Bardella accuse Éric Zemmour de faire le jeu d'Emmanuel Macron - BFMTV 30 août 2021

Invité de "BFM Politique" ce dimanche, le vice-président du Rassemblement national regrette les propos du polémiste, ce dernier ayant estimé que Marine Le Pen ne gagnera "jamais" l'élection présidentielle. BFMTV 30 août 2021

Un point sur les manifestations du 28 août 2021.

En fin de journée, le ministère de l'Intérieur a annoncé avoir dénombré près de 160.000 manifestants dans les 222 cortèges recensés à travers le pays, dont 14.500 à Paris. Le week-end dernier, Beauvau avec compté plus de 175.000 manifestants.

Le collectif militant Le Nombre jaune, qui publie un décompte ville par ville, a recensé dans sa "première estimation" au moins 319.290 manifestants en France, contre 357.100 il y a une semaine.

Outre les quatre défilés parisiens, les manifestations les plus importantes ont eu lieu à Montpellier (9.500 personnes) et Mulhouse (5.000). Selon les préfectures, ils étaient également 4.000 à Toulon et Annecy, 3.000 à Marseille ou 2.500 à Lyon. AFP et francesoir.fr 28 août 2021

En complément.

- Grèce: 7.000 manifestants contre la vaccination obligatoire des soignants - AFP 29 août 2021

Les manifestants, qui s'étaient rassemblés sur la place Syntagma, tenaient des drapeaux grecs et brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait notamment lire: "Nous ne sommes pas contre les vaccins mais contre le fascisme" et "vive la démocratie".

Le gouvernement grec a pris des mesures afin d'encourager le plus grand nombre de personnes à se faire vacciner face à la propagation du variant Delta du coronavirus. AFP 29 août 2021

- Berlin : week-end de mobilisation contre les restrictions sanitaires - euronews.com 29 août 2021

Ils ont bravé l'interdiction et ont manifesté ce samedi dans les rues de Berlin contre les mesures sanitaires en Allemagne. Tout au long de l'après-midi, des milliers de personnes ont défilé dans les quartiers de Friedrichshain, Prenzlauer Berg et Mitte dans la capitale allemande.

Les mots paix, liberté et démocratie sont scandés au mégaphone. Les manifestants protestent essentiellement contre le pass sanitaire exigé à l'entrée de certains lieux. Pour encadrer les manifestants, plus de 2 000 policiers étaient déployés dans toute la ville.

Plusieurs milliers de personnes s'étaient également rassemblées la veille. euronews.com 29 août 2021

Grève générale jusqu'au retrait de la vaccination et du pass obligatoire !

C'est l'extrême droite qui avance le mot d'ordre de "*blocage général et jusqu'à la grève générale*", on s'étrangle ! Du coup la gauche et l'extrême gauche collaborationnistes vont l'abandonner estimant qu'il est réactionnaire.

Militants ouvriers, syndicalistes, n'écoutez pas vos dirigeants corrompus qui appellent au côté de Macron à vacciner la population tout en prétendant s'opposer au pass-apartheid, c'est à vous que revient de préparer les conditions de la grève générale, d'organiser les travailleurs et jeunes dans l'unité sans vous soucier des appareils de vos syndicats ou partis qui s'y opposent.

Si vous voulez vous distinguer de l'extrême droite qui instrumentalise ce mot d'ordre, c'est facile, il suffit de proposer comme perspective politique à votre combat la nécessité de procéder à un changement de régime politique pour les militants politiques, et économique pour les syndicalistes, les deux étant intimement liés, vous renouerez avec la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire.

On ne peut pas envisager une issue politique conforme aux intérêts des masses et la prise en compte de leurs besoins sociaux dans le cadre d'un régime compatible avec une dictature absolue ou un régime totalitaire aux mains d'un gang mafieux et criminel d'oligarques, il faut impérativement s'en débarrasser, donc abolir la Constitution et les institutions de la Ve République et instaurer une République sociale reposant sur une assemblée constituante souveraine...

AFP - M. Philippot a confirmé samedi l'organisation le 4 septembre d'un rassemblement national. "Nous irons jusqu'au blocage général et jusqu'à la grève générale", a-t-il promis à ses troupes, "nous ne lâcherons rien". AFP 28 août 2021

En complément. L'extrême droite, c'est quoi ? Devinez, la piquouse pour les autres... mais pas pour soi !

- Vendredi 27 août 2021, Jean-Marie Le Pen s'est exprimé via son compte Twitter. Ainsi, c'est à la surprise du plus grand nombre que le fondateur du Front National a appelé à se faire vacciner. "Santé publique : je conseille de se faire vacciner contre le Covid-19 !", a-t-il écrit.

Alors qu'il a célébré son 93ème anniversaire le 20 juin dernier, Jean-Marie Le Pen fait partie des personnes 'vulnérables' identifiées par le Haut conseil de la santé publique comme étant à risque de formes graves de Covid-19. Cependant, ce dernier n'est pas vacciné. Et pour cause, il semblerait qu'il ne fasse pas entièrement confiance aux industries pharmaceutiques autorisées en France. closermag.fr 28 août 2021

LVOG - Vous me direz que parmi tous les courants politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche il y en a qui sont assez dingues pour croire les conneries qu'ils racontent et se faire vacciner. Assurément, il y en a plus que ce que l'on croit, je dirais même que c'est la majorité plus on va à gauche parce que ce sont les plus ignorants et dégénérés ; A droite ou à l'extrême droite, parmi les couches ou classes supérieures ils ont conscience de la réalité ou plutôt ils ont suffisamment de discernement pour ne pas aller jusqu'à adopter un comportement suicidaire, sinon comment pourraient-ils continuer de profiter de leurs privilèges, franchement ?

La vaccination et le pass obligatoire : Rejet !

Guadeloupe.

- Dénonçant la stigmatisation persistante d'Olivier Véran envers les Antillais, Eric Coriolan, du mouvement des Sentinelles, remet les choses en ordre.

Olivier Véran affirme qu'aux Antilles c'est une épidémie de non-vaccinés. Ce qui fait réagir Eric Coriolan sur sa page facebook : « C'est une épidémie de non-vaccinés ? Et en Israël, c'est une épidémie de quoi ? À Malte, c'est une épidémie de quoi ? En Grande-Bretagne c'est une épidémie de quoi ? En Islande c'est une épidémie de quoi, monsieur Véran ? Voilà le genre d'âneries que le ministre de la Santé profère sur une chaîne nationale dans le silence le plus total de la classe politique guadeloupéenne. Incapable de faire clouer le bec à ces personnes qui viennent stigmatiser, une fois de plus, nos territoires pour propager la peur et vendre leur vaccin. »

M. Coriolan dénonce par la suite les basses manœuvres de l'Etat français faisant passer l'épidémie de dengue qui sévit aux Antilles pour une épidémie de covid. « La situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui est le manque de transparence de l'ARS et le manque de collaboration avec des services locaux pour s'assurer qu'il n'y a pas une épidémie de dengue concomitante à cette covid, une épidémie de grippe concomitante à cette covid, créant la panique sur l'île ! Voilà la réalité de la situation. » lemediaen442.fr 28 août 2021

Antilles : Olivier Véran repousse la vaccination obligatoire chez les soignants - rci.fm 27 août 2021

Sauf pour les Antilles.

"La loi s'appliquera" donc partout, a-t-il insisté, à l'exception des départements d'outre-mer submergés par la quatrième vague épidémique - en particulier la Martinique et la Guadeloupe - où la mesure sera "repoussée de l'autre côté de la vague" car "on n'allait pas leur rajouter cette contrainte".

Le ministre de la Santé a bien entendu soufflé que nul n'était en mesure de connaître la fin de la vague de covid-19 qui frappe les Antilles. rci.fm 27 août 2021

Pass sanitaire : à Besançon, les soignants ont brûlé blouses et diplômes… - lemediaen442.fr le 27 août 2021

https://lemediaen442.fr/pass-sanitaire-a-besancon-les-soignants-ont-brule-blouses-et-diplomes/

Après le tribunal de Versailles, Strasbourg annule le Pass sanitaire dans les centres commerciaux - lemediaen442.fr 28 août 2021

L'arrêté préfectoral a été suspendu car « il portait une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté d'aller et venir » pour des établissements vendant « des biens de première nécessité », en l'occurrence les nombreux supermarchés présents dans ces centres commerciaux, selon France 3 Région?. 20minutes.fr - lemediaen442.fr 28 août 2021

Annulation du pass sanitaire dans les centres commerciaux de plusieurs départements francesoir.fr 31 août 2021

Les Hauts-de-Seine après déjà les Yvelines, l'Essonne et le Haut-Rhin: dans ces quatre départements, en attendant Paris dont le cas est examiné ce mardi par le tribunal administratif local, la justice administrative a décidé de suspendre les arrêtés préfectoraux qui y imposaient le pass dans les centres commerciaux de plus de 20.000 m2. francesoir.fr 31 août 2021

Le maire de Montfermeil : « Renseignez-vous bien avant de faire vacciner votre enfant, des traitements existent » - lemediaen442.fr le 27 août 2021

Voici le communiqué du maire de Montfermeil, Xavier Lemoine, sur sa page Facebook. S'adressant aux Montfermeillois, il dénonce la vaccination : « Il ne s'agit en aucun cas de vaccins, tout au moins à ce jour pour les différents produits proposés en France, mais de thérapies géniques. Renseignez-vous bien avant de faire vacciner votre enfant. ».

Loin des discours propagandistes de BFMTV, Xavier Lemoine prend très au sérieux la santé des Montfermeillois: « Face au Covid il est possible et nécessaire de renforcer son système immunitaire de manière préventive. […] les traitements précoces appropriés existent, sont efficaces et qui tout à fait légaux quant à leur emploi. »

Prenant très au sérieux son rôle d'homme politique et les conséquences de la vaccination des enfants à la rentrée : « Au moment où l'on veut, dès la rentrée, massivement vacciner des hommes et des femmes de plus en plus jeunes, en pleine formation à l'âge de l'adolescence, il s'agit de nos enfants donc, je ne peux qu'inciter les parents, à qui le consentement sera demandé, de bien s'intéresser à la portée que leur décision aura de manière irréversible pour l'avenir de leurs enfants. » lemediaen442.fr le 27 août 2021

Totalitarisme. Du côté de la covidémence.

Au micro de Sputnik, Éric Tricot, infirmier spécialisé en anesthésie à l'hôpital Henri-Mondor à Créteil, délégué syndical SUD Santé

- "La vaccination était la seule thérapie qu'on avait face à cette pandémie, elle avait ce côté positif. Ils [les communicants du gouvernement, ndlr] l'ont complètement diabolisée". sputniknews.com 27.08.2021

LVOG - Si ce n'est pas à vous dégoûter du syndicalisme, alors comment cela s'appelle ? Un tel déni est criminel.

Totalitarisme. Le "*peuple élu*" n'est pas un cobaye depuis hier... des antisémites !

Covid-19: Israël abaisse à 12 ans l'âge pour recevoir une 3e dose de vaccin - BFMTV 29 août 2021

Plus de 5,4 millions de personnes ont reçu deux doses de vaccin en Israël, soit 58% de la population, et plus de 1,9 million une troisième. BFMTV 29 août 2021

Totalitarisme. Le grand concours planétaire de fascisme est lancé.

Australie : un panneau devant les maisons pendant la mise en quarantaine covid - lemediaen442.fr 29 août 2021

En Australie, si tu souhaites passer inaperçu, c'est ric-rac ! Des panneaux pour avertir la population des cas covid, à la vue de tous, devant les maisons des pestiférés.

Rien ne va plus en Australie ! Les sportifs de retour des Jeux olympiques de Tokyo ont eu droit à une quarantaine de 28 jours. La folie gagne, comme nous vous le rappelons dans un article sur la chasse à l'homme contre Anthony Karam testé positif covid. Rien ne justifie des mesures dites sanitaires. Les graphiques de la John Hopkins University font état de 1 cas et 0 décès.

L'Australie s'enfonce pourtant encore un peu plus dans la dictature. En témoigne ABC News :

Le commissaire Stevens a déclaré que : « Les résidents d'Australie-Méridionale de retour qui sont actuellement tenus de se mettre en quarantaine à domicile pourront toujours retourner en Australie-Méridionale et se mettre en quarantaine à domicile. Cependant, ils recevront un panneau de quarantaine et l'afficheront sur le devant des locaux dans lesquels ils sont en quarantaine pendant la période de 14 jours. »

Non, vous ne rêvez pas ! Bien que nous n'ayons pas le droit de faire des rapprochements avec la Seconde Guerre mondiale au risque d'être traités d'antisémites… plus nous avançons dans cette folie sanitaire et plus cela y ressemble dangereusement. lemediaen442.fr 29 août 2021

Australie : positif au Covid, «l'ennemi sanitaire numéro 1» inculpé pour non respect de l'isolement - RT 27 août 2021,

Il avait donné une fausse adresse aux autorités puis avait disparu. Les forces de l'ordre ont alors émis un mandat d'arrêt à son encontre et publié une photo du jeune homme ainsi que sa description. Présenté comme mesurant environ 1,70 m, d'apparence méditerranéenne/moyen-orientale, avec une silhouette mince, des cheveux noirs coupés courts, des yeux marron, une barbe et une moustache. L'avis de recherche précisait toutefois à la population d'éviter tout contact avec lui et d'appeler les urgences. «Il n'est pas seulement un danger pour la communauté, mais pour lui-même car il est malade et on a pu le voir tousser lorsqu'il a été vu pour la dernière fois dans un immeuble», a déclaré un porte-parole de la police cité par The New Zealand Herald, un quotidien néozélandais.

Après des recherches actives, les forces de l'ordre ont interpellé Anthony Karam dans un appartement de Wentworth Point, une banlieue de Sydney, le 26 août. L'arrestation a été filmée par des journalistes présents sur place à qui le jeune homme menotté a lancé: «J'étais isolé tout le temps, mec». Toujours selon le quotidien néozélandais, l'homme a été emmené au poste de police de Bankstown avant d'être inculpé pour 13 infractions, notamment pour ne pas s'être isolé, ne pas s'être conformé aux instructions sur le Covid-19 et non-port du masque. Anthony Karam s'est vu refuser la libération sous caution et devait comparaître ce 27 août devant le tribunal local de Bankstown. Une journaliste a rapporté ce jour sur Twitter que la libération conditionnelle a, de nouveau, été refusée et que sa prochaine comparution aura lieu le 23 septembre. RT 27 août 2021

ENQUÊTE: « Après le Pass sanitaire, la crainte d'une exportation du modèle de surveillance sociale chinois » - qg.media 28 août 2021

La crise du Covid et la mise en place controversée du Pass sanitaire, notamment en France, a fortement ravivé la crainte de voir le modèle chinois s'exporter dans le monde entier. Pour QG, Julien Moschetti a enquêté sur l'envers du capitalisme de surveillance: reconnaissance faciale, QR code, police prédictive, entre autres technologies qui pourraient avoir des conséquences dramatiques sur l'avenir de démocraties déjà très défaillantes.

https://qg.media/2021/08/28/enquete-apres-le-pass-sanitaire-la-crainte-dune-exportation-du-modele-de-surveillance-sociale-chinois/

Totalitarisme. Il s'agit bien d'une dictature mondiale.

- Covid-19 : le Venezuela compte vacciner les enfants dès l'âge de 3 ans - LePoint.fr/AFP 1 septembre 2021

Le Venezuela accélère sa campagne de vaccination contre le Covid-19. Les personnes âgées de 3 à 18 ans pourront recevoir les doses de sérum dès le mois d'octobre, a annoncé le président Nicolas Maduro ce mardi 31 août. Dans l'ensemble du pays, moins de 12 % de la population a été vaccinée jusqu'à présent. « Nous aurons des vaccins pour tous les enfants, adolescents et jeunes du Venezuela », a-t-il déclaré à la télévision d'État.

Le gouvernement ne fournit pas régulièrement les chiffres de vaccination. Selon l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), 3,3 millions de personnes (11,62 %) ont reçu les deux doses de vaccins administrées dans le pays : le russe Spoutnik V et le chinois Sinopharm. Près de 6 millions de personnes ont reçu la première dose. LePoint.fr/AFP 1 septembre 2021

Totalitarisme. La reconnaissance faciale pour accéder à certains programmes sur Internet existait déjà.

Chine : les mineurs limités à 3 heures de jeu en ligne par semaine - lepoint.fr 31 août 2021

La Chine a annoncé lundi qu'elle allait interdire aux moins de 18 ans de jouer plus de trois heures par semaine aux jeux vidéo en ligne, avec l'objectif affiché de lutter contre l'addiction des jeunes. Certains enfants chinois peuvent passer des journées entières scotchés à leur écran. Ce phénomène est décrié depuis longtemps en Chine pour ses conséquences négatives : baisse de la vision, impact sur les résultats scolaires, manque d'activité physique ou risque d'addiction.

La réglementation interdisait déjà aux mineurs de jouer en ligne entre 22 heures et 8 heures. Le régulateur de l'audiovisuel, de l'édition et de la radiodiffusion a annoncé lundi que les moins de 18 ans ne pourront plus jouer en ligne qu'une heure par jour, et uniquement les vendredis, samedis et dimanches, soit trois heures maximum par semaine. Les mineurs ne pourront par ailleurs jouer « qu'entre 20 heures et 21 heures », précise le texte.

Les autres jours de la semaine, les jeux vidéo en ligne seront en revanche inaccessibles aux moins de 18 ans. Pendant les vacances scolaires, ils pourront jouer une heure par jour. Pour empêcher les mineurs de contourner l'interdiction, ces derniers devront se connecter avec une pièce d'identité.

Début août, un influent journal gouvernemental avait jugé que les jeux vidéo étaient devenus « un opium mental ». L'article épinglait notamment Tencent, le poids lourd du secteur, et son populaire jeu en ligne multijoueurs Honor of Kings, qui compte plus de 100 millions d'utilisateurs actifs quotidiens. Sous pression, le groupe, qui imposait déjà des limitations de temps de jeu et la reconnaissance faciale pour empêcher les moins de 18 ans de jouer la nuit, a depuis encore durci les règles. Tencent limite désormais ses jeux à une heure par jour pour les mineurs. lepoint.fr/AFP 31 août 2021

Contre-argumentation

Le Dr David Bauer : « L'injection de Pfizer fait baisser les défenses immunitaires » - lemediaen442.fr 29 août 2021

Le Dr David Bauer, du Francis Crick Institute, déclare, à propos des vaccins covid de Pfizer : « Nous avons constaté que les personnes ayant reçu deux doses du vaccin Pfizer ont des quantités d'anticorps neutralisants cinq à six fois inférieurs. Il s'agit en quelque sorte des anticorps de sécurité privée de référence de votre système immunitaire, qui empêchent le virus de pénétrer dans vos cellules. Nous avons également constaté que les personnes n'ayant reçu qu'une seule dose sont moins susceptibles d'avoir des taux élevés de ces anticorps dans leur sang. Et, ce qui est peut-être le plus important pour nous tous à l'avenir, c'est que nous constatons que plus vous êtes âgé, plus vos taux sont susceptibles d'être bas, et que plus le temps s'écoule depuis que vous avez reçu votre deuxième vaccin, plus vos taux sont susceptibles d'être bas. » lemediaen442.fr 29 août 2021

On connait l'origine des trois quarts des covids longs et on sait comment les soigner ! - pgibertie.com 28 août 2021

Tout le monde ne réagit pas de la même façon face au coronavirus. Si les personnes immunodéprimées ou âgées sont plus susceptibles de contracter une forme grave du virus,. l'infection peut, dans plus de 20% des cas, s'éterniser, pour des raisons qui ne sont pas toujours claires.

Selon une nouvelle étude réalisée aux États-Unis, les formes longues du coronavirus seraient dues à la présence d'un autre virus dans l'organisme des patients qui, jusqu'ici, « dormait ». Il s'agit d'une infection virale très courante qui affecte près de 95% de la population mondiale, durant l'enfance. Sa contraction se manifeste par une banale infection des voies respirations, accompagnée de fièvre, ou par une mononucléose infectieuse. Dans certains cas, il peut également causer des cancers. Une fois l'épisode infectieux passé, le virus restera dans l'organisme, mais dans un état inactif. Il peut cependant parfois se réveiller.

https://www.annualreviews.org/doi/abs/10.1146/annurev.micro.54.1.19

« Nous avons effectué des tests sérologiques du virus d'Epstein-Barr sur des patients atteints du Covid-19, au moins 90 jours après qu'ils aient été testés positifs pour l'infection par le SARS-CoV-2. Et nous avons comparé les taux de réactivation de l'EBV de ceux qui présentent de symptômes longs du Covid à ceux qui n'ont jamais présenté de symptômes du Covid .Nous avons trouvé que plus de 73% des patients Covid-19 qui présentaient des symptômes longs du Covid étaient également positifs pour la réactivation de l'EBV. »

« Nous avons trouvé des taux similaires de réactivation de l'EBV chez ceux qui présentaient des symptômes longs du Covid pendant des mois, comme chez ceux présentant des symptômes longs du Covid qui ont commencé quelques semaines seulement après avoir été testés positifs pour le coronavirus »

Il existe un traitement extraordinaire contre le virus d'Epstein Barr… et la covid

Des virus tels que le cytomégalovirus humain (HCMV), le papillomavirus humain (HPV), le virus d'Epstein-Barr (EBV), et le coronavirus (syndrome respiratoire aigu sévère coronavirus 2 [SARS-CoV-2]) représentent un grand fardeau pour la santé humaine dans le monde.

Li et al., J. Cellular Physiology, doi:10.1002/jcp.30055 (Peer Reviewed) (In Vitro) Quantitative proteomics reveals a broad-spectrum antiviral property of ivermectin, benefiting for COVID-19 treatmentSourcePDFShareTweetIn Vitro study showing Ivermectin is a safe wide-spectrum antiviral against SARS-CoV-2, human papillomavirus (HPV), Epstein–Barr virus (EBV), and HIV.

L'ivermectine, un médicament antiparasitaire, également un agent antibactérien, antiviral et anticancéreux, qui offre plus de potentiel pour améliorer la santé publique mondiale et peut inhiber efficacement la réplication du SRAS-CoV-. Cette étude visait à identifier les altérations de la voie d'infection virale liées à l'ivermectine dans les cellules cancéreuses de l'ovaire humain.

How Ivermectin Helps with Epstein Barr Virus (EBV)

https://www.youtube.com/watch?v=eSc03tzITF0

https://pesquisa.bvsalud.org/global-literature-on-novel-coronavirus-2019-ncov/resource/en/covidwho-777472

https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/32959892/

https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33047383/

Piquousés, alors ça gaze, de quoi se plaint le peuple franchement !

Les tarifs du gaz augmenteront de 8,7 % au 1er septembre 2021- lemediaen442.fr le 27 août 2021

Au 1er septembre 2021, les tarifs du gaz augmentent de 8,7 %. La hausse attendra 9 % pour les foyers qui se chauffent au gaz.

Les tarifs réglementés d'Engie augmenteront à partir du 1er septembre de 8,7 % HT, soit 7,9 % TTC, par rapport au barème en vigueur applicable depuis le 1er août, a annoncé vendredi la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Cette hausse est de 2,7 % pour les clients qui utilisent le gaz pour la cuisson, de 5,5 % pour ceux qui ont un double usage, cuisson et eau chaude, et de 9,0 % pour les foyers qui se chauffent au gaz, précise la CRE dans un communiqué. lemediaen442.fr le 27 août 2021

Et pendant ce temps-là, ils continuent tranquillement de se goinfrer...

- Le mois d'août, traditionnellement considéré comme un des pires mois pour les investisseurs, s'est donc terminé cette année sur une note très positive.

Sur le mois, le Dow Jones a gagné 1,22%, le Nasdaq a grimpé de 4% et le S&P 500 de 2,90%.

Selon des résultats définitifs, l'indice NASDAQ, où se concentrent les valeurs technologiques, a grimpé de 0,90 % à 15 265,89 points, franchissant un nouveau record, de même pour l'indice élargi S&P 500 à 4528,79 points (+0,43 %). L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est un peu replié à 35 399,84 points (-0,16 %).

Ce sont ces grands noms de la tech ont ainsi tiré lundi le NASDAQ à son 32e record de l'année : Apple a terminé en hausse de 3,04 % à 153,12 dollars, Amazon de 2,15 % à 3421,57 dollars, Facebook de 2,15 % à 380,66 dollars. Au tableau des actions, le titre de PayPal a fait un bond de 3,64 % à 288,47 dollars. Affirm Holdings, qui offre des solutions d'achat à crédit, a vu son titre exploser à +46,67 % à 99,59 dollars après avoir annoncé avoir conclu un accord avec Amazon pour proposer des paiements à crédit à ses clients.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre, dont c'est le dernier jour de cotation, a terminé en baisse de 0,57 % à 72,99 dollars à Londres, par rapport à la clôture de la veille.

À New York, le baril américain de WTI pour le même mois a perdu 1,02 % à 68,50 dollars.

L'euro prenait 0,09 % par rapport au billet vert, à 1,1808 dollar. france24.com et lapresse.ca 30 et 31 août 2021

Zone euro: l'inflation bondit à 3% en août, au plus haut depuis 10 ans - Le Figaro 31 août 2021

Le taux d'inflation annuel en zone euro n'avait plus atteint 3% depuis novembre 2011, a indiqué à l'AFP un porte-parole d'Eurostat. Mais l'analyse des différentes composantes de l'indicateur montre le rôle majeur joué par le pétrole et le gaz. En août, le secteur de l'énergie a enregistré la hausse annuelle la plus élevée, à 15,4%, loin devant les biens industriels hors énergie (+2,7%), l'alimentation, alcool et tabac (+2%) et les services (+1,1%).

Parmi les grands pays partageant la monnaie unique européenne, l'Allemagne a connu une inflation particulièrement élevée (3,4%), tout comme l'Espagne (3,3%), tandis que l'Italie (2,6%) et la France (2,4%) sont restées en dessous de la moyenne du bloc. Le Figaro avec AFP 31 août 2021

Qui en doutaient, franchement ? La guerre, ils ne connaissent que cela.

LVOG - Si vous soutenez le capitalisme, si vous cautionnez ses institutions, ne venez pas vous plaindre de ce qui vous arrive, fermez-la ou vous l'aurez mérité, car maintenant vous ne pouvez plus faire semblant que vous ne saviez pas. Dans la vie il n'y a rien de pire que de ne pas savoir ce qu'on veut, car d'autres s'en chargent à votre place. Les nantis s'en foutront parce qu'ils partagent les mêmes intérêts. Leur conscience leur commande de privilégier l'idéologie qui est compatible avec leur compte en banque.

Les partisans de la « Guerre sans fin » saluent le ralliement de Joe Biden - Réseau Voltaire 28 août 2021

Les partisans de la doctrine Rumsfeld/Cebrowski de « guerre sans fin » saluent bruyamment le ralliement du président Biden à leur cause.

Joe Biden avait renoncé à cette forme de guerre lors de sa rencontre à Genève avec Vladimir Poutine. Mais il vient de s'y rallier en soutenant la mise au pouvoir des Talibans à Kaboul.

Le professeur Samuel Moyn —qui publiera dans deux semaines Humane : How the United States Abandoned Peace and Reinvented War (Humain : Comment les États-Unis ont abandonné la paix et réinventé la guerre) aux éditions ? Farrar, Straus and Giroux— s'est fendu d'une tribune libre sur le site Internet du Washington Post : « Biden a retiré ses troupes d'Afghanistan. Il n'a pas mis fin à la "guerre éternelle" » [1].

Dans la foulée de la chute de Kaboul et de l'allocution du président Biden, il se félicite que la « Guerre contre le terrorisme » soit poursuivie bien au-delà de la traque de ben Laden. Il se réjouit des nouvelles techniques militaires qui n'ont plus besoin de nombreuses troupes permanentes au sol, mais utilisent des drones et des Forces spéciales. Il souligne que le déploiement des troupes US ne doit pas se concentrer sur l'Afghanistan, mais être beaucoup plus ambitieux et s'opérer globalement ; d'où le repli actuel.

Samuel Moyn rappelle qu'avant même l'élection du président Biden, son futur secrétaire d'État Antony Blinken s'était déjà prononcé pour un retrait des troupes états-uniennes d'Afghanistan et leur déploiement ailleurs [2]. Pourtant en avril 2021, le président Biden avait déclaré à propos de l'Afghanistan qu'il était « temps de terminer la guerre éternelle ». C'est qu'il préparait le sommet de juin avec son homologue russe, Vladimir Poutine. Une fois celui-ci terminé, il revient à la doctrine Rumsfeld/Cebrowski. Version à imprimer RSS Facebook Twitter

WhatsApp Viber

[1] « Biden pulled troops out of Afghanistan. He didn't end the 'forever war' », Samuel Moyn, Washington Post, August 17, 2021.

[2] Intelligence Matters, CBS, January 9, 2019.

Les Talibans de 2021 ne sont toujours pas convaincus de la culpabilité de Ben Laden Réseau Voltaire 28 août 2021

Les Talibans de 2021 sont toujours sur la ligne qu'ils défendaient en 2001 : il n'existe aucune preuve de la culpabilité d'Oussama ben Laden dans les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

Pour eux, Oussama ben Laden était un combattant anti-soviétique, pas un terroriste international.

Ils n'ont jamais accordé la moindre importance à la vidéo diffusée par le Pentagone montrant Ben Laden revendiquant le 11-Septembre. Pour eux, comme pour les experts en reconnaissance faciale, cette vidéo et celles qui ont suivi durant une décennie sont des faux.

Interrogé le 25 août par NBC, Zabihullah Mujahid, porte-parole des Talibans, a déclaré :

« Quand Oussama ben Laden est devenu un problème pour les États-uniens, il était en Afghanistan. Bien qu'il n'y ait aucune preuve de son implication, nous avons maintenant promis que le sol afghan ne sera utilisé contre personne (…) Même après 20 ans de guerre, nous n'avons aucune preuve qu'il était impliqué. Il n'y avait aucune justification à cette guerre. C'était une excuse pour la guerre ».

Les forces armées US et britanniques étaient amassées en Égypte et en mer d'Oman avant le 11-Septembre. Elles s'apprêtaient déjà à attaquer l'Afghanistan.

Le FBI n'a jamais accusé Oussama ben Laden d'être impliqué dans les attentats du 11-Septembre, même si son directeur nommé la semaine précédente, Robert Mueller, l'a fait.

Les Talibans favorables à la construction du gazoduc trans-Afghanistan - Réseau Voltaire 29 août 2021

Les Talibans ont confirmé leur volonté de construire le gazoduc TAPI (Turkménistan -Afghanistan-Pakistan-Inde) qui permettrait d'exporter le gaz turkmène pour développer l'Asie centrale.

Ce projet avait été élaboré par le magnat argentin du pétrole Carlos Bulgheroni (Bridas) avec le gouvernement turkmène dans les années 90. Il devait être financé par la Banque asiatique de développement (ADB). Mais il entra en concurrence avec un projet du Californien UNOCAL. Après qu'un accord entre les deux compagnies ait été trouvé, des négociations entre les États-Unis et les Talibans eurent lieu à Berlin en violation de l'interdiction de voyager édictée par le Conseil de sécurité de l'Onu à l'encontre des Talibans. C'est l'échec de ces pourparlers, à l'été 2001, qui provoqua la guerre US contre l'Afghanistan (et non pas les attentats du 11-Septembre 2001).

Le négociateur d'UNOCAL, Zalmay Khalilzad, avait par hasard un bureau à Kandahar (Herat Bazaar Road), à côté du consulat pakistanais et du bureau d'Oussama ben Laden. M. Khalilzad est devenu ambassadeur des États-Unis en Afghanistan, puis à l'Onu.

Par la suite, la Chine proposa de reprendre le concept TAPI et de l'intégrer à ses projets internationaux. Le début des travaux commença en décembre 2015. Le Pakistan convainquit les Talibans de soutenir le gazoduc dès le départ des États-uniens. Fin juillet 2021, la Chine reçut les Talibans à Beijing pour s'assurer qu'ils participeraient au projet.

Les Argentins avaient de bonnes relations avec les Turkmènes ; les États-Uniens avec les combattants arabes anti-soviétiques ; les Chinois avec les nationalistes afghans. Réseau Voltaire 29 août 2021

LVOG - C'est l'échec de ces pourparlers, à l'été 2001, qui provoqua la guerre US contre l'Afghanistan (et non pas les attentats du 11-Septembre 2001). C'est une partie de l'explication, mais sans doute pas la seule, car ils n'ont pas pu plannifier une telle opération en à peine 2 mois. Vous nous avez fait le coup que ce n'était pas le pétrole et le gaz qui auraient été à l'origine du 11/9, et maintenant vous y revenez...

L'Allemagne se protège des Afghans, la France les acceuille - Réseau Voltaire 1er septembre 2021

Avec 2,6 millions de personnes, les Afghans forment la troisième communauté protégée par le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations unies, après les Syriens (6,7 millions) et les Vénézuéliens (4 millions).

Depuis la prise de pouvoir pacifique de Kaboul par les Talibans, 123 000 personnes (dont 31 760 Afghans) ont été évacuées par les forces états-uniennes. Les Britanniques et les Australiens ne sont pas en reste. Les personnes évacuées ne sont que rarement des collaborateurs pacifiques de l'occupant anglo-saxon. Ce sont pour la plupart des membres des forces spéciales créées par la CIA pour conduire la contre-insurrection (Khost Protection Force et Direction nationale de la Sécurité). Ces gens se sont rendus coupables de crimes bien plus odieux que ceux des Talibans. Ils craignent donc à juste titre la vengeance de la population ou leur jugement.

Les Etats-Unis n'ont pas l'intention de recevoir ces réfugiés sur leur sol. Ils tentent de leur trouver des pays d'accueil. La Russie entend elle aussi se protéger, non pas des criminels de guerre, mais des jihadistes. Elle examine donc les demandes d'asile au compte goutte.

Sachant cela, l'Allemagne, qui avait annoncée devoir récupérer 40 000 personnes, n'en a accueillie que 634. C'est-à-dire 138 anciens employés et leurs familles. Le gouvernement fédéral n'a pas de problèmes avec les Afghans. Il en a accueilli près de 150 000 dans les années précédentes, mais il était conscient avant la chute de Kaboul des risques que représenteraient ces nouveaux réfugiés. Il n'a aucune envie de naturaliser des criminels de guerre. Aussi a-t-il refusé quantité de demandeurs d'asile. Dans la cohue de l'évacuation, un avion

allemand affrété par des ONG (Luftbrücke Kabul) a même été contraint de décoller de Kaboul avec 180 places libres. Le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, s'est rendu en urgence dans les pays riverains de l'Afghanistan (Ouzbékistan, Tadjikistan et Pakistan) pour distribuer 500 millions d'euros aux pays qui prendraient en charge les réfugiés afghans que l'Allemagne ne veut pas chez elle.

Au contraire, la France a accueilli 2 600 Afghans depuis la chute de Kaboul, alors même qu'elle n'en hébergeait qu'environ 30 000 jusque là. Le gouvernement assure avoir procédé à des vérifications répétées avant de les embarquer ; répétées, mais pas approfondies. La France n'était présente que de manière résiduelle en Afghanistan. Elle ignore tout des Collaborateurs de la CIA et de contre-insurrection à laquelle elle n'a pas participé.

Pour sa part, l'Union européenne pourrait dépenser 700 millions d'euros en faveur des pays non-européens qui accueilleraient des réfugiés afghans. Réseau Voltaire 1er septembre 2021

LVOG - Et les dégénérés qui se réclament de la gauche ou de l'extrême gauche en réclament plus ! Ils ne loupent pas une occasion de soutenir les opérations montées par l'oligarchie dans le cadre de la stratégie du chaos, La Voix de l'Opposition de Gauche s'y oppose systématiquement.

Une analyse politique

Réfléchir c'est bien, mais c'est comme marcher, vaut mieux savoir dans quelle direction on va, sinon on risque de t'égarer. Ce qu'ils appellent le Great Reset ou finalement la mise en place à l'échelle mondiale du modèle social chinois totalitaire basé sur le contrôle numérique de la population, pose énormément de questions ou implique tellement de facteurs et acteurs qu'il faut du temps pour tout mettre à sa place, d'autant plus qu'il faut prendre en compte la période antérieure qui couvre une période considérable.

Je crois que cela devrait nous conduire à modifier en profondeur notre interprétation de l'évolution en cours de la société et notre conception de la lutte de classe, parce qu'on ne peut plus aborder la situation de la même manière, maintenant que l'oligarchie financière a décidé d'user du pouvoir tentaculaire tant financier que politique dont elle dispose pour façonner le monde à son image.

En fait, ce qui s'est produit, c'est que l'hypothèse que j'avais soutenue en prenant le risque d'être traité de révisionniste, s'est pleinement vérifiée depuis janvier 2019. A savoir que l'oligarchie était dorénavant suffisamment puissante et indépendante sur les plans économique et politique pour s'affranchir des lois du capitalisme, de ses institutions, des classes, des Etats et n'avoir aucun compte à leur rendre. Dès lors, le Nouvel ordre mondial qu'elle appelait de ses voeux depuis des décennies allait enfin pouvoir se réaliser, et si forcément il devait adopter un contour totalitaire, c'est parce que le contenu l'était tout autant, réduire les libertés et les droits politiques des peuples à néant était une nécessité pour les réduire en esclavage et leur imposer un unique mode de pensée et d'existence, un comportement uniforme... Cela impliquait qu'il fallait absolument détruire toute référence au passé, au mieux le faire disparaître, au pire le réécrire sans cesse en le déformant de manière à justifier l'établissement de ce nouvel ordre social. C'est ce qui explique pourquoi ils s'en prennent au capitalisme, car il est indissociable de la lutte des classes, ces deux facteurs ne doivent jouer aucun rôle dans leur scénario sous peine de le faire capoter.

Leur défi consiste ni plus ni moins à procéder à un échange standard de modèle de société, d'où leur refus catégorique d'envisager un retour en arrière, au lieu de le colmater, ils ont décidé de balancer le modèle de société en place et de le remplacer par un autre, cette fois conçu pour durer éternellement contrairement au capitalisme, c'est tout du moins ce qu'ils ont imaginé et essaient de nous imposer en s'inspirant du modèle totalitaire chinois.

Ce que j'avais relevé, mais qu'on a continué d'ignorer, c'est que le facteur économique qui jusque-là dominait, a été supplanté par le facteur politique, on ne l'a toujours pas compris, parce qu'on ne parvient pas à admettre qu'un plan aussi monstrueux puisse exister, et pourtant, on est obligé de se rendre à l'évidence que c'est bien le cas, ce n'est pas un fantasme de mythomane, c'est la réalité. Dit autrement, une fois réglé le contrôle des principaux secteurs de l'économie mondiale et avoir concentré une puissance de feu financière supérieure à celle des Etats, il ne leur restait plus qu'à en prendre le contrôle sur le plan politique, et une fois cet objectif atteint, les conditions étaient enfin réunies pour instaurer leur nouvel ordre mondial. Voyons maintenant comment elle s'y prit pour parvenir à l'étape actuelle.

Il est exact que le capitalisme est en faillite, que les contradictions sur lesquelles il repose menacent son existence. L'oligarchie en avait pleinement conscience, et c'est ce qui explique pourquoi elle est passée à l'offensive à la fois pour écarter cette menace et éviter que le capitalisme ne s'effondre en injectant toujours plus de fausse monnaie à coup de dizaines de milliers de milliards de dollars dans l'économie ou pourquoi les gouvernements ont adopté des mesures allant dans le même sens, quitte à ce que la dette des Etats explosent. Tout le monde s'en moque autant que le bilan des banques centrales, puisque c'est elle qui est aux commandes ou donne les ordres, qui détermine combien d'argent doit être en circulation ou la valeur de chaque action cotée en Bourse, elle contrôle suffisamment l'ensemble de l'économie mondiale pour faire ce qu'elle veut, quand elle veut où elle veut, sans que personne ne puisse s'y opposer.

On s'aperçoit qu'ils ont soigneusement évité que le déclenchement de leur opération en janvier 2020 se traduise, par exemple en France, par 5 ou 10 millions de chômeurs supplémentaires, la fermeture brutale ou la disparition de centaines de milliers d'entreprises de toutes tailles. Non, au contraire, ils ont accordé aux Etats (et aux entreprises) des crédits supplémentaires pour éviter qu'une telle situation sociale se produise et se transforme en révolution, car l'essentiel était ailleurs.

Les peuples conditionnés ou soumis à l'influence de leur idéologie mercantile, trahis ou abandonnés par le mouvement ouvrier, désemparés et sans défense, étaient prêts depuis longtemps à abdiquer leurs droits et libertés, à troquer les valeurs humanistes qui donnaient un sens à leur existence après avoir abandonné l'espoir de réaliser leur émancipation, mais ils n'imaginaient pas qu'en perdant le contrôle sur la quasi-

totalité de leur existence, y compris leur santé, leur alimentation, la société sécurisée et idéale dont ils allaient hériter allait s'avérer en réalité totalement déshumanisée, cauchemardesque, invivable, monstrueuse. Il ne fallut pas moins de trois décennies pour parvenir à cet objectif, donc en principe on avait largement eu le temps de le voir venir et de s'en prémunir, et pourtant...

Les oligarques maîtrisaient le facteur économique, ils n'avaient aucune crainte à avoir de ce côté-là, ainsi ils allaient pouvoir se concentrer sur l'aspect politique de la situation pour commencer à remodeler la société selon le plan qu'ils avaient minutieusement préparé depuis de longues années. D'où l'abolition immédiate de la plupart des libertés individuelles et collectives (donc politiques) conquises au cours des 241 dernières années écoulées, qui préfigurait un modèle de société où elles seraient absentes et remplacées par une sorte de code de bonne conduite, un contrat social, en réalité un règlement policier extrêmement coercitif, oppressif, répressif, où serait codifié jusque dans les moindres détails ce que chaque matricule numérique aurait le droit de penser ou de faire dans cette société totalement déshumanisée ou conformément à l'objectif politique du Great Reset.

Nos libertés individuelles et collectives allaient être soumises à un instrument numérique, le QR Code, qui dans un premier temps allait être associé à un pass sanitaire sous prétexte d'une pandémie virale, on comprend dès lors pourquoi ils l'ont fabriquée et ils y tiennent tant, censurent, musellent ou répriment ceux qui la dénoncent, avant d'être généralisé à l'ensemble des activités humaines, de nos déplacements, etc. de sorte qu'ils puissent exercer un contrôle total économique et politique sur la société, et déterminer leur orientation selon leur volonté ou folie ou leurs besoins, autrement dit une fois le sort de la population mondiale entre leurs mains, ils en feraient ce qu'ils voudraient sans que personne ne puisse s'y opposer.

C'est donc sur le plan politique qu'il faut axer notre combat. Or le mouvement ouvrier a déserté ce terrain. Ces dirigeants adeptes de la muselière et de la vaccination sont totalement sclérosés ou corrompus, par conséquent ou logiquement ils rejettent l'analyse que je viens de faire. Il n'existe donc aucune issue politique de ce côté-là, même si individuellement des militants de certains partis ne partagent pas les analyses de leurs dirigeants.

Du côté de ce qu'on appelle la société civile, qu'on assimile à juste titre à la réaction, des intellectuels, des classes moyennes, tous se situent dans le cadre de la Ve République ou proposent un schéma similaire, bourrées de contradictions plus grosses ou indigestes les unes que les autres, quand ils ne versent pas dans le populisme d'extrême droite, ils sombrent dans le pire opportunisme qui soit en tenant un discours qui se veut pacifique et apolitique, donc exactement le contraire de ce qu'on a justement besoin aujourd'hui.

Rien que les écouter ou les lire est une véritable torture, parce qu'au détour d'une expression on s'aperçoit que leurs préoccupations ne dépassent le stade de leurs intérêts purement corporatistes ou ceux que leurs castes, et par dessous tout ils n'entendent pas rompre avec le capitalisme, pas question pour eux d'envisager que les masses détiennent le pouvoir politique, ils préfèreraient encore le fascisme au socialisme. Maintenant ils ne sont pas épargnés par les contradictions de la situation, les contradictions qui minent l'existence du capitalisme, donc la leur. Ils se sentent menacés, mais ils ne veulent pas admettre ou ils ne comprennent pas que l'oligarchie ne pourrait plus avancer sur le terrain politique, si elle ne disposait plus du pouvoir économique, et que par conséquent c'est sur les deux terrains qu'il faut la combattre pour espérer avoir la chance de la vaincre.

L'oligarchie combat le capitalisme ou plutôt elle s'en sert pour instaurer une société totalitaire, donc l'opposition doit faire la même chose pour instaurer l'inverse d'une société totalitaire, peu importe qu'on l'appelle socialiste ou autrement. On comprendra au passage que l'oligarchie combat le capitalisme pour préserver les rapports sociaux issus du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme, tandis que ses opposants doivent combattre le capitalisme pour l'abolir et mettre un terme aux rapports sociaux d'exploitation.

Une dernière chose.

On a toujours dit et il était juste de le dire jusqu'à présent, que le cours, l'évolution du capitalisme ou de l'économie mondiale était déterminée par ses lois de fonctionnement, ce qui justifiait les différents modes de production par laquelle elle était passée au fil du développement des forces productives, esclavagisme, féodalité, capitalisme, le passage de la libre concurrence au monopole, du capitalisme à l'impérialisme, du libéralisme au néolibéralisme, jusqu'au moment où, semble-t-il, la démographie mondiale atteindrait un niveau tellement monstrueux qu'il ne serait plus possible d'envisager contenir plus longtemps les contradictions qui en découlaient, il faudrait donc prendre une décision. Pourquoi ? Parce qu'il était inévitable que ces contradictions s'amplifient au fur et à mesure que la population mondiale augmenterait, car elles étaient inhérentes au fondement du système économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme, il arriverait donc forcément un moment où les besoins de 7,8 milliards d'hommes et de femmes deviendraient incompatibles avec le processus dialectique menant à la concentration toujours plus grande des richesses entre quelques mains.

Il fallait donc envisager une solution radicale pour tenter d'écarter la menace d'un embrasement social planétaire qui remettrait en cause leur hégémonie de classe et leurs privilèges, d'où l'idée d'user de leurs pouvoirs et richesses pour concevoir un autre modèle de société, qui ne serait plus basé sur des rapports économiques, bien qu'ils ne disparaitraient pas, et de recourir à l'Intelligence artificielle ou aux instruments numériques pour y parvenir. Autrement dit, pour la première fois dans l'histoire des hommes, c'est la volonté d'une poignée d'hommes et de femmes qui allait unilatéralement décider de leurs destins, non pas pour favoriser le développement de la civilisation humaine mais pour effacer tous les progrès qu'elles avaient pu réaliser au cours des siècles ou des millénaires précédents et finalement entraîner sa disparition.

On est en présence d'un changement de paradigme, mais avant que ce soit assimilé, il risque de se passer un certain temps malheureusement.

Dans ce texte je ne pouvais pas tout dire, j'ai essayé d'aller à l'essentiel pour qu'on puisse saisir facilement la trame de la situation ou suivre le fil de son évolution pour qu'aucun doute ne persiste sur son orientation.

Maintenant on pourrait m'accuser de délirer, sauf que ce délire ne daterait pas d'aujourd'hui et la situation actuelle semble me donner raison. Je reproduis ci-dessous quelques extraits de passages des causeries de mai 2013 à juillet 2019 relatifs à l'instauration d'un gouvernement

mondial totalitaire ou une monarchie absolue, qui prouvent que je n'ai pas attendu mars 2020 pour intégrer ces facteurs dans ma stratégie politique que tous les lecteurs et militants ont ignorés ou n'ont pas pris au sérieux, hélas ! Depuis j'ai affiné mon analyse.

Extrait de la causerie du 4 mai 2013

Là où il y a véritablement complot, c'est justement dans l'attitude des médias et bien d'autres acteurs qui nient les faits, la réalité, qui s'emploient ainsi à empêcher les masses d'en prendre conscience et d'en tirer les conclusions politiques qui s'imposent : balayer le capitalisme, exproprier les banquiers et par là couper les vivres aux médias à leur service, briser le lien qui existe entre l'oligarchie financière et l'élite intellectuelle qui propage l'idéologie nauséabonde néolibérale, dont l'aboutissement réside dans l'établissement d'une dictature mondiale basée sur le modèle d'une monarchie absolue, d'un gouvernement mondial ou Nouvel ordre mondial une fois les masses réduites en esclavage et dépourvues de tous droits sociaux et politiques.

Extrait de la causerie du 2 juin 2013

Quant à l'Union européenne, on connaît parfaitement sa nature, on connaît un peu moins ses objectifs bien qu'elle s'en cache de moins en moins. Pour les comprendre il faut les replacer dans le contexte mondial sur le plan politique, à l'échelle du développement du capitalisme sur le plan économique. Son objectif est de spolier les masses exploitées de tout droit politique afin qu'elles ne puissent plus combattre pour des droits sociaux et qu'elles soient dans l'impossibilité de remettre en cause le gouvernement mondial dont elle est un des maillons. Elle ne vise rien de moins que la fin de la lutte des classes qui coïnciderait avec l'instauration d'une dictature mondiale bâtie sur le modèle d'une monarchie absolue.

Extrait de la causerie du 9 juin 2013

C'est une constante (historique qui remonte plusieurs siècles en arrière en réalité) sur laquelle on n'insistera jamais assez, dont personne ne parle dans le mouvement ouvrier évidemment. Et ce n'est certainement pas un hasard si le projet du cartel des banquiers sionistes anglo-saxon d'établir un gouvernement mondial ressemble finalement comme deux gouttes d'eau à l'établissement d'une monarchie absolue...

Extrait de la causerie du 22 juillet 2013

Quand le pouvoir de l'oligarchie financière a pour modèle une monarchie absolue.

Extrait de la causerie du 28 juillet 2013

Nous avons dit qu'il existait deux systèmes économiques qui fonctionnaient en parallèle, l'ancien système capitaliste basé sur les inégalités sociales, et le nouveau purement monétaire, au pouvoir illimité et affranchi des contradictions du précédent. Le premier constitue toujours une menace pour le second qui coïncide avec le mondialisme, l'établissement d'un gouvernement mondial, d'une dictature ou nouvel ordre mondial, sorte de monarchie absolue incarnée par l'oligarchie financière toute puissante et ayant droit de vie ou de mort sur ses sujets, à la manière de la CIA qui a procèdé à l'élimination d'opposants dans le monde entier par exemple.

Extrait de la causerie du 29 juillet 2013

Rappelons que la doctrine néolibérale a pour objectif l'établissement d'une monarchie absolue ou nouvel ordre mondial qu'incarnerait l'oligarchie financière flanquée d'une élite intellectuelle à ses ordres, tandis que le reste de l'humanité serait réduit en esclavage, les classes et la lutte des classes étant abolies.

Extrait de la causerie du 5 septembre 2013

On compare parfois le gouvernement mondial que l'oligarchie financière veut instaurer à une monarchie absolue, on dit aussi qu'on retourne à l'Ancien Régime avec la régionalisation, etc. c'est bien le type de rapports sociaux ou de régime qui caractérise leur projet.

Extrait de la causerie du 15 janvier 2014

Dans le cas d'un peuple, vous ou moi, remplacez serviteur par serf d'une monarchie absolue, d'une dictature implacable : bienvenue dans le Nouvel ordre mondial.

Extrait de la causerie du 4 février 2014

Effectivement, le régime que souhaite mettre en place l'oligarchie financière internationale sur le monde s'apparente à l'Ancien régime ou une monarchie absolue, ajoutons que les ONG du type d'Oxfam lié à la finance figurent parmi l'élite intellectuelle qui en fera partie.

Extrait de la causerie du 4 mars 2014

En résumé, c'est la crise actuelle du capitalisme qui n'a pas d'équivalent dans le passé par son ampleur et sa profondeur qui dicte la politique des Etats-Unis et ses alliés, car c'est la survie de leur système économique à bout de souffle qu'ils veulent à tout prix sauver, c'est la seule stratégie qu'ils peuvent adopter. Stratégie dite néolibérale, mondialiste, qui a pour but d'instaurer un nouvel ordre mondial dirigé par un gouvernement mondial, une sorte de monarchie absolue à l'échelle planétaire dont les oligarques et l'élite intellectuelle à leur service détiendraient le pouvoir politique, exerceraient un contrôle totale sur l'économique mondiale, tandis que la population mondiale serait mise sous surveillance, ses droits sociaux et politiques ayant totalement disparu, la lutte des classes étant neutralisée, pour ainsi dire définitivement vaincue.

Extrait de la causerie du 19 mai 2014

Le gouvernement mondial ou le nouvel ordre mondial qu'ils entendent instaurer et dont l'UE est un maillon, n'est rien d'autre qu'une monarchie absolue, une dictature implacable dotée de tous les pouvoirs, alors que les peuples en sont totalement dépouillés.

Extrait de la causerie du 6 août 2014

A travers les articles et les vidéos que nous avons mis en ligne au cours des années passées, nous savons que Facebook, Google, Yahoo, etc. sont liés à Microsoft, Intel, IBM, etc. qui sont liés aux grands médias américains de l'information, CNN, CBS, Time Warner, The Washington Post, etc. qui sont liés à la CIA, à la NSA, au Pentagone, qui sont liés aux banquiers anglo-saxons- sionistes, qui tous participent au groupe Bilderberg, aux think tanks néoconservateurs ou néolibéraux, ils font tous partie d'une seule et même famille qui partage la même stratégie politique ayant pour objectif l'instauration d'un nouvel ordre mondial, une sorte de monarchie absolue dont les oligarques anglo-saxons-sionistes seraient les monarques.

Pour parvenir à cet objectif, une dictature mondiale implacable, il leur faut contrôler l'ensemble de la population, la conditionner, orienter ou lui dicter son mode de pensée. Aussi doivent-ils s'employer à détruire chez elle tout espoir d'un monde meilleur, toutes les valeurs et tous les principes auxquels elle pourrait se raccrocher pour justifier ou légitimer son combat contre l'ordre établi et l'effroyable destin qu'ils lui réservent, la déstabiliser psychologiquement, instaurer un climat délétère, nauséabond, le règne de la terreur permanente. Faire en sorte qu'elle développe un penchant schizophrénique ou paranoïaque aiguë de façon à pouvoir lui imposer une interprétation de la réalité qu'elle ne pourra pas contester ou contre laquelle elle sera impuissante à se rebeller, puisqu'elle en sera totalement déconnectée ou sera incapable de la saisir, croulant de toutes parts sous la propagande que lui servira la classe dominante et ses représentants, institutions, partis, médias, Internet ou "réseaux sociaux".

Leur interprétation de la réalité, les informations qu'ils diffusent, les moyens pédagogiques, culturels et de communication qu'ils développent, combinent guerre idéologique et psychologique contre les masses exploitées afin d'atteindre leur objectif. S'employer à détruire l'espoir d'un monde meilleur chez les travailleurs, leur présenter le monde actuel sous l'angle le plus sombre, le plus cynique, a pour but de les persuader qu'il est impossible d'inverser le cours de l'histoire et qu'ils doivent se résigner à accepter le sort qu'ils leur ont réservé, à faire allégeance ou à se soumettre à leurs maîtres contre lesquels ils sont impuissants à lutter.

Pourquoi font-ils étalage de leur toute puissance ? Pourquoi ne s'entourent-ils plus de précautions pour camoufler ou édulcorer leurs méfaits abominables ? Pourquoi font-ils preuve d'une telle audace dans le cynisme ? Certainement pas parce que ce seraient des imbéciles ou qu'ils auraient perdu la tête, bien au contraire ils savent parfaitement ce qu'ils font, cela tient de la guerre psychologique qu'ils mènent contre les travailleurs pour briser leur moral, leur résistance, les conduire au désespoir, les contraindre à baisser les bras, à abdiquer leurs droits légitimes, à capituler, à devenir des serfs comme disait le banquier Nick Rockefeller à Aaron Russo.

Extrait de la causerie du 5 janvier 2015

Ce que nous avons voulu expliquer ici, c'est qu'il est erroné de réduire l'interprétation de la guerre que livre l'impérialisme américain aux autres impérialistes à une tentative de conserver son hégémonie sur le monde, dans la mesure où cette guerre poursuit un autre objectif de nature politique que rejettent ou occultent les partis ouvriers, et qui doit se solder par l'instauration d'un gouvernement mondial s'imposant à tous les peuples de la planète, un nouvel ordre mondial qu'il serait impossible de remettre en cause ou dont il serait impossible de contester la légitimité, de combattre et encore moins de renverser, contrairement à aujourd'hui où la mobilisation internationale des travailleurs suffit parfois pour faire reculer certains gouvernements, ce qui serait impossible une fois que cette monarchie absolue et tyrannique disposerait de tous les pouvoirs à l'échelle mondiale.

On a envisagé le communisme à l'échelle mondiale, mais on refuse d'admettre que son antithèse pourrait voir le jour, c'est tout de même curieux et incohérent, non ? Ce sont les dirigeants les plus puissants de la planète qui évoquent très sérieusement et publiquement cette stratégie politique du nouvel ordre mondial, et non nous qui y ferions référence à la légère à la suite de je ne sais quel illuminé en mal de notoriété. Sérieusement, qui peut croire un instant qu'il s'agirait de paroles en l'air ou sans importance à part ceux que cela arrange de le croire ?

Extrait de la causerie du 17 avril 2015

Nous avons dit et répéter que la stratégie politique de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui domine au sein du capitalisme mondial, avait pour objectif d'instaurer un nouvel ordre mondial qui serait dirigé par un gouvernement mondial, sans avoir affirmé d'une part qu'ils auraient déjà atteint cet objectif, nous nous sommes bornés à avancer les conditions qui pourraient en permettre la réalisation, à terme, à une date indéterminée qui est forcément fort éloignée, d'autre part nous n'avons jamais défini quelle forme prendrait ce gouvernement mondial puisqu'apparemment leurs auteurs l'ignorent également, on peut cependant en déduire que dores et déjà le fonctionnement actuel d'un certain nombre d'institution financières et politiques contrôlées par l'oligarchie financière à travers le monde remplissent ce rôle ; il suffit d'observer leurs agendas, leurs déclarations, les mesures qu'elles prennent pour s'apercevoir qu'elles agissent de concert, que leur politique est dictée par les mêmes impératifs et suit une orientation déterminée, ce qui ne signifie pas là encore qu'elles ne seraient pas en proie à des contradictions, puisque parmi leurs membres figurent des Etats aux intérêts nationaux antinomiques, qui selon les circonstances sont considérés comme primordiaux ou passent à la trappe ou encore servent de monnaie d'échange lors de tractations.

Nous n'avons fait que déterminer la tendance dominante de l'évolution de la situation mondiale, afin de pouvoir la combattre sur tous les fronts ou définir les tâches qu'on devait se fixer pour la combattre efficacement, ce qui ne signifiait pas que chacun des acteurs clés de la situation l'aurait adoptée aveuglément ou s'y soumettrait volontiers, qu'ils l'interprèteraient tous exactement de la même manière, que leurs intérêts seraient identiques, à terme sans aucun doute, mais on en est si loin qu'on ne s'est pas aventuré au-delà, surtout sachant la résistance que les peuples allaient leur opposer et l'immensité des obstacles qu'il leur faudrait encore abattre pour parvenir à leur objectif

final, une autre attitude relèverait du défaitisme, on s'avouerait vaincu ou on considèrerait la guerre de classe perdue d'avance, comme de nombreux oligarques eux-mêmes on doute qu'ils parviennent à réunir les conditions pour imposer cette stratégie jusqu'au bout, ce n'est pas une question d'y croire ou non, on observe comment la situation évolue et dans quelle direction, c'est tout.

Dès lors qu'une intention est formulée clairement, on doit se demander quelle probabilité existe-t-il ou quelle chance a-t-elle de se réaliser. On peut aussi l'ignorer ou décréter qu'elle relève de la propagande ou je ne sais quoi d'autres.

Là en l'occurrence, faire référence à l'impérialisme américain ou à l'hégémonie américaine ne nous avance pas à grand-chose au-delà de ce qu'on connaissait déjà, c'est du niveau du commentaire de journalistes de l'AFP.

On peut les traiter de tout ce qu'on veut pour se soulager, mégalomanes, psychopathes, affairistes, marionnettes, etc. leur trouver toutes les tares ou tous les défauts du genre humain, on peut répéter sans fin ce qu'on a lu dans Le Capital qu'on n'est pas plus avancé pour autant. Parfois on peut donner l'impression de faire dans l'outrance ou la facilité, mais c'est juste une posture pour ne jamais perdre de vue l'essentiel, à savoir que notre affaire est des plus sérieuse puisqu'elle concerne le sort de l'humanité entière.

On ne peut pas comprendre une orientation politique sans la raccorder aux besoins du capitalisme qui dépendent ou s'inscrivent dans un processus dialectique dont l'issue est assimilable à celle de la lutte des classes.

Pour autant qu'une poignée de capitalistes concentrent un pouvoir extraordinaire, jamais dans le passé ils n'ont eu à affronter un ennemi aussi nombreux et si puissant : 7 milliards d'hommes et de femmes qui frappent à la porte, qui exigent que leurs besoins et aspirations soient satisfaits immédiatement, un gigantesque défi pour eux et le capitalisme, qui nécessite forcément qu'ils s'y adaptent et qu'ils prévoient de quelle manière ils vont l'affronter et le résoudre à leur profit, quels moyens, quels instruments ils vont utiliser, créer pour y parvenir, comment ils vont se servir de ceux qui existent déjà, quel avenir ou développement ils leur réservent, le tout sachant pertinemment que leur système économique est virtuellement en faillite ou condamné à l'effondrement, qu'il est en état de survie artificiel au quotidien, de quoi en faire des cauchemars chaque nuit et devenir hystérique, donc partant de ce constat, la seule manière de se rassurer, de soulager leur angoisse et de se maîtriser c'est encore de mesurer les pas accomplis vers la réalisation de leur objectif politique final ou de s'en tenir à leur stratégie politique qui leur sert de repère et de point de ralliement.

Comme l'explique G. Friedman, la suprématie ou l'hégémonie américaine ne suffit pas, ils peuvent détenir le pouvoir de la maîtrise des océans et de l'espace, se comporter comme un empire et le revendiquer qu'ils ne parviendront jamais à leur objectif seuls, c'est-à-dire sans le soutien de tous les Etats une fois corrompues leurs institutions. Ils peuvent avoir 1.000 bases militaires réparties sur tous les continents, disposer de la planche à dollars pour financer leur industrie de guerre, qu'il leur est impossible d'occuper militairement la terre entière, il leur faut donc procéder autrement pour atteindre leur objectif, soit que tous les pays adoptent volontairement leur politique, soit qu'ils y soient contraints par la force, dans tous les cas de figure la totalité des Etats doivent s'y soumettre, reste ensuite à déterminer la part qui reviendra aux membres de la classe dominante dans chaque pays.

Leur objectif implique qu'il existe dans chaque pays un consensus autour de leur politique entre la classe dominante, l'ensemble des partis institutionnels, les institutions, les médias et l'élite intellectuelle, et que le mouvement ouvrier soit marginalisé ou suffisamment divisé ou affaibli pour ne pas pouvoir s'opposer efficacement à leur politique, ce sont les conditions politiques qu'ils doivent réunir pour mener à bien leur plan.

Chacun peut se livrer à un tour d'horizon de la situation politique dans chaque pays du monde pour déterminer l'état d'avancement de leur plan, et constater qu'il est fort avancé dans les pays les plus développés ou riches, mais pas seulement, dans pratiquement tous les pays asiatiques et africains, plus certains en Amérique latine. Ce n'est évidemment pas le cas en Chine, Russie, Iran, Venezuela, Bolivie et quelques autres pays pour des raisons davantage économiques qui tiennent en réalité à leur histoire politique ou à leurs rapports politiques passés avec les Etats-Unis ou certains Etats colonisateurs dont ils ont conservé plutôt un mauvais souvenir.

L'indépendance dont ces pays se targuent envers les Etats-Unis tient lieu de façade à leur développement économique qui favorise leur bourgeoisie nationale et l'émergence d'une puissante classe moyenne, l'armée, plus que leur peuple. S'ils ne parviennent pas à se donner les moyens de satisfaire les besoins élémentaires des exploités, un jour ou l'autre ils seront déstabilisés et renversés au profit d'un gouvernement à la solde de Washington.

Extraits du discours de George Friedman, directeur de la société de renseignement et d'analyse Stratfor, dite la « CIA de l'ombre », au Council on Foreign Relations de Chicago.

Les Etats-Unis : Un pouvoir mondial.

- "Les Etats-Unis ont un intérêt fondamental, ils contrôlent tous les océans du monde, aucune autre puissance ne l'a jamais fait. Par conséquent, nous arrivons à envahir les peuples et ils ne peuvent pas nous envahir, ceci est une très bonne chose. Maintenant le contrôle de la mer et le contrôle de l'espace est la base de notre pouvoir.

Les Etats-Unis : Un empire

- "Mais je pense que vous avez absolument raison, en tant qu'empire, nous ne pouvons pas nous comporter de la sorte. (...) Donc, les empires qui contrôlent directement les territoires, se soldent par un échec, comme c'était le cas avec l'empire nazi. Vous devez vous montrez plus intelligent. Cependant, notre problème n'est pas encore ça, notre problème est en fait d'admettre que nous avons un empire."

Les Etats-Unis : Un Etat policier.

- "Eh bien, le ratio policiers - civils à New York est supérieur à celui déployé en Irak. Personne n'est suffisamment puissant pour le faire. "

Zbginiew Brzezinski

Le grand échiquier (livre) écrit par Zbigniew Brzezinski - présenté par Michael Ruppert. http://www.dailymotion.com/video/xqkfhh_le-grand-echiquier-livre-ecrit-par-zbigniew-brzezinski-presente-par-michael-ruppert_news?start=1

Les Etats-Unis : Une super-puissance globale.

- "Pour la première fois, une puissance non-eurasienne a émergé non seulement comme un arbitre clé des relations entre les puissances eurasiennes, mais également comme la puissance dominante mondiale. La défaite et l'écroulement de l'Union Soviétique fut la dernière étape dans l'ascension rapide de l'hémisphère Ouest, les Etats-Unis, comme la seule et de fait la première super-puissance globale."

- "A plus long terme, les politique deviendront de plus en plus hostiles vis à vis de la concentration hégémonique du pouvoir dans les mains d'un seul Etat, par conséquent l'Amérique est non seulement la première, et l'unique superpuissance mondiale, mais elle est également probablement la dernière."

Les Etats-Unis : Une stratégie impériale

- "Les trois grands impératifs de la géostratégie impériale sont..."

Les Etats-Unis : Le contrôle du monde.

La théorie du Heartland de Mackinder

- "Pendant des siècles, l'Angleterre avait mené sur le continent européen une politique connue comme l'«équilibre des pouvoirs» («Balance of Power»). Elle avait pour objectif de limiter à chaque fois le pouvoir du plus fort du moment ou de l'alliance la plus forte par des alliances avec le second pouvoir de manière à ce qu'aucun Etat sur le continent ne puisse conquérir la prédominance.

Par la création de l'Empire allemand et la montée rapide de l'Allemagne impériale alliée avec les Habsbourg pour devenir une grande puissance scientifique et économique, au milieu du XIXe siècle, la situation sur le continent avait changé qualitativement du point de vue des Anglais. La puissance mondiale jusque là incontestée et maîtresse de toutes les mers du monde dut réaliser que sa domination pouvait être défiée.

Halford Mackinder, géographe anglais, politicien, co-initiateur de la London School of Economics, plus tard fondateur du Royal Institute of International Affairs («Chatham House») et conseiller important de la délégation anglaise lors de la Conférence de paix de Paris (1919–1920), a répondu à cette situation par le texte stratégique intitulé «The Geographical Pivot of History » [Le pivot géographique de l'histoire], publié pour la première fois en 1904 dans le «Geographical Journal» à Londres. Dans son livre paru lors de la Conférence de Paris «Democratic Ideals and Reality», il approfondit les réflexions géopolitiques de cet essai qui furent nommée la «théorie du Heartland». […]

Mackinder lui-même, a résumé sa théorie en trois courtes phrases:

- «Qui contrôle l'Europe de l'Est contrôle l'Heartland [Pivot Area];

- Qui contrôle l'Heartland contrôle l'Ile Monde [Eurasie];

- Qui contrôle l'Ile Monde contrôle le Monde.»

Dans sa théorie, il partit de l'idée que les terres eurasiennes et africaines avaient la plus grande partie des populations du monde et bénéficiaient des plus grandes réserves de matières premières."

Extrait de: Jochen Scholz: Worum es geht. Die Ukraine-Krise und die geopolitische Konstante auf dem eurasischen Kontinent; in: Ronald Thoden, Sabine Schiffer (Ed.): Ukraine im Visier. Russlands Nachbar als Zielscheibe geostrategischer Interessen, 2014, pp. 89–107 (Horizons et débats - n° 9/10, 13 avril 2015)

Après ce bref aperçu de la stratégie politique mondiale ou globale des Etats-Unis qui consiste à imposer au monde entier leur idéologie, leur modèle de société et leur conception mafieuse de l'économique, qui peut encore affirmer qu'elle n'existerait pas et que la politique qu'ils appliquent ne coïnciderait pas avec la mise en oeuvre de cette stratégie ?

Les Etats-Unis n'ont jamais envisagé de se substituer aux gouvernements des autres Etats ou d'occuper militairement la terre entière puisqu'ils savent que ce serait impossible à réaliser, mais de faire en sorte que tous les gouvernements leur soit soumis et appliquent leur politique de gré ou de force une fois toute forme d'opposition organisée à leur régime de type dictatorial muselée, neutralisée, réprimée, les différentes institutions financières et politiques internationales mettant en oeuvre les moyens législatifs, policiers, militaires afin d'atteindre cet objectif.

Ce qu'il faut comprendre aussi, c'est que si le socialisme ne peut s'imposer qu'à l'échelle mondiale, pour sauver le système d'exploitation de l'homme par l'homme d'où la classe dominante tient son pouvoir et ses privilèges, c'est seulement à cette échelle qu'ils doivent affronter les contradictions du capitalisme qui menacent d'effondrement leur système économique, pour tenter de s'en émanciper et assurer ainsi la pérennité de leur domination de classe.

Cette tentative pour désespérée qu'elle soit, car rien ne dit qu'ils parviendront à leurs fins puisque la lutte des classes n'a pas dit son dernier mot, est le seul moyen (mafieux) qu'ils ont trouvé pour se maintenir au pouvoir.

Que les moyens financiers qu'ils se sont donnés pour y parvenir n'entre pas dans le cadre du capitalisme classique est somme toute normal et inévitable, ce que beaucoup ne parviennent pas à concevoir alors qu'il suffit de prendre les faits tels qu'ils se présentent pour en être convaincu, puisqu'il s'agit de le liquider au profit d'un régime économique régit uniquement par un règlement policier ou dictatorial, qui au-delà de ses volets politique et social, concerne absolument tous les rapports jusqu'aux plus intimes de la population, d'où les campagnes et la propagande incessantes des procureurs de la pensée pour y soumettre la totalité de la population, briser ses résistances.

Extrait de la causerie du10 juillet 2015

Un monarque qui concentre tous les pouvoirs et qui a droit de vie et de mort sur ses sujets, voilà en concentré la définition de la démocratie des représentants de l'oligarchie financière qui vise l'établissement d'une monarchie absolue.

Il y a quelque temps dans une interview au Wall Street journal, un oligarque s'était épanché et avait déclaré qu'on pouvait se poser la question de la légitimité du suffrage universel qui diluait la démocratie, en confiant au peuple ignare la responsabilité de se prononcer sur des questions qui le dépassaient et n'étaient pas vraiment de son ressort, et que dans ces conditions c'était plutôt à un groupe restreint de personnes ou à une élite disposant d'un puissant pouvoir ou de compétences reconnues que devait revenir la décision d'engager le présent et l'avenir de la société.

Extrait de la causerie du 4 juillet 2016

Ne pouvant pas se débarrasser du capitalisme d'un seul coup ou par décret, parce que son degré de développement demeure inégal dans le monde, ils vont se servir de sa crise pour accroître la concentration du capital entre quelques mains, tout en soumettant tous les Etats à leur pouvoir ou les déposséder de leur pouvoir politique à l'aide d'institutions supranationales qui ont toute pour vocation à s'inscrire dans cette stratégie, puisqu'il ne peut en exister une autre et que c'est une question de vie ou de mort pour assurer la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Déposséder tous les Etats de leur pouvoir ou de leur souveraineté ne signifie pas leur disparition, car en réalité seuls le pouvoir politique ou la souveraineté des peuples sont amenés à disparaître, ainsi que l'ensemble de leurs droits sociaux, ce qui inclut ou concerne toutes les classes sans exception, hormis l'oligarchie et ses sous-traitants, ainsi que les élites intellectuelles qui lui sont acquis ou qui servent ses intérêts.

Le processus de mondialisation n'est pas encore parvenu à son terme, et seule l'oligarchie ou le néolibéralisme aurait les moyens de l'achever, pour peu qu'ils parviennent à neutraliser ou dévoyer la capacité de résistance des peuples ou du mouvement ouvrier, afin de réduire à l'impuissance ou de rendre la lutte des classes inoffensives à défaut de pouvoir la faire disparaître totalement, bien que ce soit leur objectif final, peu importe puisque le résultat serait sensiblement le même, aboutissant à l'impossibilité de contester et encore plus de renverser un ordre social qui échapperait à toute emprise, du fait qu'il ne reposerait plus sur un antagonisme fondé sur les inégalités entre les classes qui fut à l'origine du développement du capitalisme et de ses contradictions, ainsi que de la lutte des classes, mais sur un règlement policier de type juridique qui fixerait le statut privé de chacun des membres de la société en accordant arbitrairement les pleins pouvoirs à l'oligarchie, aux multinationales, qui règneraient en maîtres absolus sur le monde, ce qu'on appelle aussi le mondialisme ou le socialisme à l'envers.

Extrait de la causerie du 17 décembre 2016

L'arrogance belliciste des dirigeants des puissances occidentales témoigne de leur impuissance face à la crise du capitalisme et aux difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour imposer aux peuples un modèle de société régi par un règlement policier au profit de l'oligarchie, elle est la seule réponse qu'ils peuvent opposer aux peuples qui résistent et luttent pour leur souveraineté ou leur émancipation, pour la liberté en attendant de trouver la voie du socialisme.

Extrait de la causerie du 29 septembre 2017

Pourquoi y attachons-nous tant d'importance ? Parce que ce sont des éléments qui permettent de comprendre la stratégie politique adoptée par l'oligarchie, comment elle compte composer avec la crise du capitalisme, comment elle s'en sert sur le plan politique, elle l'instrumentalise, elle cherche à la dominer, à contourner ses contradictions, de manière à sauver ce système économique selon les uns, prévenir son effondrement, ce qui est absurde puisqu'il est en faillite et elle le sait, ou plutôt comme on le pense pérenniser le système de l'exploitation de l'homme par l'homme en instaurant un régime ploutocratique basé uniquement sur un règlement policier et non sur la lutte des classes une fois neutralisée, livrant l'humanité au chaos, à la guerre, à la barbarie.

Personnellement, j'ignore s'il existe une limite au développement des forces productives et à la lutte des classes, mais ce que je constate, c'est qu'il n'existe pas de limite à l'endettement mondial, et que la Fed et la BCE (notamment) continuent de fabriquer des centaines de milliards de dollars ou euros chaque mois, qu'elles distribuent ensuite aux banques ou aux institutions financières les plus puissants.

J'ai lu hier une polémique intéressante sur la question de savoir si cet argent était fabriqué ou non sans contrepartie, les uns et l

es autres présentant un certain nombre d'arguments probants mais insuffisants, sans qu'on puisse les départager, aussi j'en suis arrivé à la conclusion que si cette masse colossale d'argent était bien créée, il était vrai et faux de prétendre que c'était sans contrepartie, car en réalité c'est la plus-value à venir qu'ils hypothèquent, qu'ils engloutissent dans la spéculation et dans leurs guerres, ne laissant derrière eux qu'un champ de ruines.

Ils ne peuvent pas se débarrasser du jour au lendemain du système capitaliste, tout comme ils ne peuvent pas imposer d'un coup de baguette magique de nouveaux rapports entre les classes qui seraient basés sur un simple règlement de police, il leur faut combiner les deux en attendant, avancer étape par étape, soumettre les Etats à des institutions supranationales qu'ils contrôlent, leur imposer des traités qui

signifient l'abdication de leur souveraineté, éloigner les peuples de la politique en recourant à une multitude d'instruments pour les conditionner, les corrompre, les détourner de la politique, les dégoûter de tous les partis pendant que le ou les leurs s'emparent du pouvoir politique, atomiser leurs droits de sorte que les travailleurs n'aient plus l'impression d'appartenir à une classe sociale distincte des autres, ce qui devrait entamer ou briser leur capacité de résistance, de se rassembler pour combattre ensemble le régime, neutraliser ainsi la lutte des classes qui se réduirait au marché et à ses sujets, dont l'existence serait toute tracée de leur naissance à leur mort, et dépendrait uniquement de leur aptitude à remplir certaines fonctions pour le compte du marché ou des oligarques, ce qui leur permettrait d'accéder à certains droits ou déterminerait leur statut individuel sans qu'ils puissent le contester ou y déroger en aucune manière, chaque individu faisant l'objet d'une surveillance de chaque instant, de sorte qu'il se soumette sans broncher au sort qui lui a été réservé sous peine par exemple de se voir refouler des magasins d'alimentation, des pharmacies, des hôpitaux devenus tous privés, de se voir interdire de trouver un travail, un logement, d'obtenir un compte bancaire, etc. toutes ces fonctions ou besoins pour être satisfaits devant passer l'épreuve d'une autorisation délivrée par l'Etat ou ce qui ferait office d'Etat.

J'ignore où ils en sont en France, mais je peux vous dire qu'en Inde ils avancent à grands pas dans cette voie. Cela a commencé par l'instauration d'un fichier d'identité national de type reconnaissance biométrique, y figure les empreintes des dix doigts des deux mains et des yeux, plus des photos prises de face et de profil. Depuis, un certain nombre de services, banques et multinationales, se sont dotés de scanners pour vérifier l'identité de leurs clients, cela fait marrer les Indiens ! Demain, si vous étiez viré d'une banque ou que vous n'aviez pas payé votre facture de gaz ou de téléphone suite à un désaccord sur son montant, inutile d'essayer d'ouvrir un compte dans une autre banque, de courir chez un autre fournisseur de gaz ou de téléphone, avec la simple emprunte de votre pouce vous serez refoulé partout. Inutile de préciser que vous ne pourrez pas quitter le pays ! Ce n'est pas de la science-fiction ou je ne délire pas, j'ai découvert cela hier à ma banque. Et ainsi de suite. Ils n'auront pas besoin de vous implanter une puce sous la peau comme le suggéraient certains, en douceur ils ont trouvé tout aussi efficace ou imparable.

Extrait de la causerie du 15 avril 2018

Souvenez-vous.

Nous avons affirmé dans de nombreuses causeries, qu'ils avaient l'intention d'instaurer un nouvel ordre mondial qui prendrait la forme et le contenu d'une monarchie absolue, nous y sommes.

On est retourné à l'Ancien Régime quand le monarque disposait du droit de vie ou de mort sur ces sujets sans autre formalité, sans s'embarrasser de lois et sans avoir de compte à ne rendre à personne. Quoi d'étonnant à ce que l'absolutisme s'empare du politique, puisque l'économie y était déjà soumis depuis des décennies.

A partir du moment où le principe de la loi du plus fort est légitime, la notion de droit disparaît, ce qui confirme que s'en réclamer était désuet puisqu'il reposait sur une base faussée d'avance au profit de celui qui détenait le pouvoir. Il en va ainsi du droit international cher aux intellectuels petits bourgeois ou aux classes moyennes.

Extrait de la causerie du 3 janvier 2019

Pourquoi nous sommes-nous acharnés ces dernières années à briser en mille morceaux le mythe de la gauche ? Parce que nous savions sur quel régime la situation allait déboucher : un régime totalitaire, nous avions même évoqué une monarchie absolue, constitutionnel uniquement pour la forme. Qui ou quel parti ou courant politique avait formulé un tel pronostique ? Absolument aucun. La preuve? Ils ont tous continué à participer au jeu institutionnel, on est bien d'accord, n'est-ce pas? Je n'invente rien, alors allons plus loin.

Extrait de la causerie du 24 juillet 2019

Comment préparer psychologiquement les masses au règne de la terreur que l'oligarchie est en train d'instaurer.

Comment préparer psychologiquement les masses à l'avènement d'un régime mondial qui tiendrait de la monarchie absolue.

Haut de page

Le 6 septembre 2021

Tous les matins quand je me réveille, mon lit donne sur le jardin et deux hibiscus jaune et rouge, je me dis : La vie pourrait être si belle, si agréable, et nous voilà plongé dans un véritable cauchemar, du coup je n'ai pas le temps de m'étendre sur les merveilles de la nature.

L'époque où on pouvait nous manipuler parce que nous étions jeunes ou nous n'étions pas correctement informés est définitivement terminée, disions-nous il y a près de 20 ans en arrière. Nous avions prévenu les uns et les autres que rien ni personne ne nous ferait taire, nous avons tenu parole. Combien de dirigeants ou de courants politiques peuvent en dire autant ? Vous connaissez la réponse. Cela doit avoir un rapport avec la situation inextricable dans laquelle nous nous retrouvons, qui est à mettre au compte de leur bilan politique désastreux.

Les militants ne réagissent toujours pas. Ils ne cherchent même pas à comprendre. Ils doivent partie du troupeau qui bêle en choeur avec Macron. Qui ne dit rien consent. Tant pis, on ne bradera pas notre indépendance pour leur être agréable, à chacun ses responsabilités.

Crise sanitaire, non, crise politique et économique, c'est la lutte des classes qui a pris la forme d'une guerre à mort.

La dictature absolue se crispe, commence à craquer de partout, c'est bon signe, le temps joue en notre faveur... Ils vont être mal tous les salopards qui ont soutenu la vaccination de l'extrême droite à l'extrême gauche, les ménager serait commettre une erreur politique

inexcusable.

Vous me direz qu'on ne représente rien, raison de plus pour ne pas se compromettre.

Quelle chance en Inde d'avoir officiellement l'ivermectine à disposition !

LVOG - Oui, c'est bien dans les pays dits riches où les masses sont les plus corrompues et malléables. Chez vous on se fait vacciner pour aller au bistrot, au resto, au ciné, pratiquer un sport, voyager, etc. ici on s'en passe (du pass aussi) habituellement, c'est au-dessus de nos moyens ! Ironie du sort, ce sont les membres des classes supérieures et moyennes qui en profitent et qui se font piquouser en premier !

Depuis 3 ans, ils n'ont pas réussi à nous imposer le port du casque (aux 2 roues à moteur) malgré les amendes et la répression. Ils ont interdit les sacs plastiques, il y en a toujours autant en usage, hélas, certes, personne n'obéit aux autorités totalement discréditées et impuissantes à imposer leurs lois. Alors leurs saloperies de vaccins et leur muselière, ils peuvent se les carrer où je pense ! On est trop pauvre pour accepter des sacrifices supplémentaires. Et l'Inde n'est pas la Chine, on y reviendra une autre fois.

ICMR Includes Ivermectin for COVID-19 Indication in National List of Essential Medicines - September 5, 2021

https://trialsitenews.com/icmr-includes-ivermectin-for-covid-19-indication-in-national-list-of-essential-medicines/?utm_source=Contextly&utm_medium=ChannelEmail&utm_campaign=COVID-19&utm_content=Notification

Federal Judge Allows NIH Ivermectin Deception Case to Proceed - August 28, 2021

https://trialsitenews.com/federal-judge-allows-nih-ivermectin-deception-case-to-proceed/

- Cette causerie au format pdf (32 pages)

J'ai rectifié le lien vers le portail sur 11 Septembre 2001 qui figure dans la page d'accueil du portail, je m'excuse pour cette regrettable erreur dont je viens seulement de m'apercevoir.

Deux réflexions qui me sont venues à l'esprit au réveil.

La première.

Ce qui arrive aujourd'hui était parfaitement prévisible, car la concentration du pouvoir économique entre quelques mains devait se traduire par la concentration du pouvoir politique entre les mêmes mains, logique. Nos crétins de dirigeants handicapés par un dogmatisme viscéral qui témoignait de leur incapacité à assurer la continuité du marxisme, sinon corrompus, ne parvinrent pas à le concevoir ou feignirent plutôt d'ignorer, ne comprenant pas que l'impérialisme stade suprême du capitalisme devrait se conclure par un pacte entre oligarques à l'échelle mondiale contre tous les peuples.

Bien entendu, on peut spéculer à loisirs sur la nature même de ce pacte qui est contre-nature du fait de la concurrence à laquelle se livrent les oligarques, mais en attendant il est bel et bien scellé et personne ne peut plus le nier, comme autrefois celui entre différents impérialistes ou capitalistes qui se remirent très bien des guerres qu'ils se livrèrent au cours du XXe siècle, seul changeant le leadership existant entre eux, les Américains ayant supplanté les Britanniques à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, tandis que les autres puissances occidentales allaient se refaire une santé et continueraient de trôner parmi les puissances hégémoniques au côté du Japon en attendant d'être rejointes par la Chine.

Il faut bien comprendre que face au formidable défi que représentaient les contradictions du capitalisme qui échapperaient à leur contrôle, il leur fallait bien agir et imaginer une solution ou plutôt une stratégie politique, et durant plus d'un demi-siècle ils ne cessèrent d'y penser, de l'élaborer et de la modifier, pour finalement arriver à ce qu'ils appellent le Great Reset ou modestement la réinitialisation de l'économie, car leurs ambitions vont beaucoup plus loin en réalité, puisqu'il s'agit ni plus ni moins d'exercer un contrôle sur la totalité des activités de chaque être humain, y compris biologiques et mentales, et pas seulement économiques, politiques, culturels ou intellectuels. Cela à beau l'air incroyable ou un truc de mégalomanes complètement dérangés, ils en sont là. C'est la raison pour laquelle si peu de gens parviennent à l'admettre, et ils se permettent de se déchaîner contre ceux qui dénoncent leur plan monstrueux.

C'est notamment pour parvenir à cet objectif de nature totalitaire qu'ils ont imaginé les instruments de la transition numérique, Internet, les modems ultra rapides, les téléphones portables style smartphone, les applications de reconnaissance faciale et vocale, le QR Code, et enfin le pass sanitaire qui devrait se transformer en pass social à la chinoise, véritable collier, laisse ou chaîne numérique vous suivant absolument partout, permettant de vous surveiller en permanence, de tout savoir sur vous jusqu'à vos moindres faits et gestes, déplacements, rencontres, et même vos idées en procédant à un recoupement avec le contenu de vos courriels ou vos connexions réalisées sur Internet, de manière à pouvoir influencer votre mode de pensée et de vie, vous imposer n'importe quel traitement médical, vous réprimer s'ils le jugent nécessaire, au-delà, vous éliminer tout simplement. Tout se tient.

La seconde réflexion.

On peut observer qu'un certain nombre d'intellectuels tentent de résister à la mise en place de ce modèle de société déshumanisée ou transhumaniste au moyen de l'Intelligence artificielle, mais malheureusement pratiquement tous sont de droite, voire d'extrême droite. Quant à ceux qui se revendiquent de la gauche, n'ayant pas assimilé la trahison de la social-démocratie et n'ayant pas dépassé le stade de

l'amalgame entre le socialisme et le stalinisme, ils se privent ainsi des moyens pour renouer avec le socialisme qui est la seule alternative au capitalisme, ils ne peuvent donc pas proposer à la classe ouvrière et aux classes moyennes une issue politique cohérente qui prendrait en compte leurs besoins et aspirations, bref, ils n'ont aucune crédibilité et ils n'inspirent confiance à personne, hormis leurs semblables qui tous figurent parmi les nantis que l'idée d'affronter le régime rebute ou effraie au plus haut point.

Toujours est-il que ce constat montre tout de même, qu'un certain nombre d'intellectuels ou membres des classes moyennes sont capables d'analyser en profondeur la situation même s'ils ne vont pas jusqu'au bout. On peut donc imaginer qu'en les aidant un peu, un certain nombre d'entre eux pourraient être tentés d'aller plus loin et pourraient parvenir à renouer avec le socialisme ; Il suffirait qu'ils mettent de côté un instant leur penchant petit bourgeois consistant à privilégier leurs intérêts individuels, pour entrevoir les obstacles, illusions ou contradictions dans lesquelles ils sont empêtrés jusqu'au cou, ce qui ne devrait pas poser de problèmes matériels ou financiers à ceux très nombreux qui sont déjà à la retraite ou qui en sont proche, je veux dire par là, qu'ils n'auraient pas à craindre que leur engagement politique remette en cause leur mode de vie confortable.

Cette hypothèse me semble raisonnable, bien qu'un tel basculement idéologique ne s'opère pas à la légère ou du jour au lendemain, quoi que face à l'urgence de la situation et à sa radicalisation cela puisse se produire plus rapidement que prévu. Reste que cela constituerait un reniement des idées qu'ils avaient adoptées tout au long de leur vie ou durant des décennies pour les plus jeunes d'entre eux, et cela pourrait leur causer des difficultés avec leur entourage...

Donc c'est loin d'être gagné d'avance. Il suffirait que la situation se radicalise brutalement et qu'ils se sentent réellement menacés, pour estimer n'avoir plus rien à perdre et franchir ce pas décisif, ce qui permettrait d'envisager les rapports entre les classes sous un angle plus favorable et contribuerait à faire renaître l'espoir qu'il existe une solution, une issue, une alternative à la dictature imposée par le régime ou l'oligarchie.

Le marxiste n'est pas optimiste par nature, mais par principe, car il sait que la situation n'est jamais figée, et que même la pire qui soit ne sera pas amenée à durer indéfiniment, il essaie donc de saisir les éléments à partir desquels il peut demeurer raisonnablement optimiste sans cultiver la moindre illusion, ce qui lui permet de continuer le combat politique en n'importe quelle circonstance sans avoir à renier ses idées ou son idéal de justice, d'émancipation et de liberté.

Cela nous évite de sombrer dans la dépression, l'opportunisme, le gauchisme ou d'abandonner le combat. Et je vous garantis qu'on se sent bien intérieurement, on est tranquille, calme, serein, équilibré mentalement, pratiquement rien ne peut nous déstabiliser. On maîtrise la situation et on se maîtrise soi-même. Bien entendu, on enrage quotidiennement chaque fois qu'on pense aux souffrances qu'endurent injustement tous les peuples ou qu'on croise un miséreux (Je vis en Inde), et on est impatient d'en découdre pour régler son compte à ce régime, toutefois on garde à l'esprit que chaque chose arrive en son temps et que le moment venu, pour peu qu'on s'y prépare et qu'on les y prépare, ce cauchemar prendre fin ou alors nous périrons tous les armes à la main fiers d'avoir conservé notre dignité jusqu'au bout !

Le passage suivant a été rédigé quelques jours plus tôt.

La plupart de ceux qui prétendent s'opposer à la dictature absolue qui se met en place et dont la majorité sont sincères, ne comprennent pas qu'elle est le produit d'un régime économique et politique qu'il faut renverser pour y mettre un terme, pas dans les urnes ou par des pétitions, mais par une révolution. Du coup, à défaut d'envisager rompre avec le régime capitaliste et de se tourner vers le socialisme, parce qu'ils continuent de l'assimiler au totalitarisme stalinien, ils sont attirés par des acteurs politiques issus de l'extrême droite ou qui en sont proches, qui vouent un culte indéfectible au capitalisme, de sorte que s'ils parvenaient au pouvoir ils instaureraient une dictature aussi ou plus impitoyable encore. Ils refusent de l'admettre ou de l'imaginer en se fiant aux apparences trompeuses ou à leurs discours démagogiques, parce qu'ils refusent ou ils sont incapables d'intégrer dans leur analyse la crise du capitalisme ou le processus historique qui y a conduit.

Pour eux l'évolution ou l'orientation économique, les décisions économiques seraient du ressort de la volonté des dirigeants qui gouvernent, comme si elle commandait aux conditions objectives, alors que la réalité est exactement l'inverse, bref, ils ignorent, ils font abstraction ou ils ne comprennent rien aux lois qui régissent le processus historique. Ils se comportent comme des enfants, qui croient qu'il suffirait de vouloir ou de penser très fort à quelque chose pour que cela se réalise.

Le socialisme demeure la seule alternative politique.

Si autrefois en URSS et dans les pays où le capitalisme avait été aboli, il aurait suffi d'une révolution politique pour en finir avec le totalitarisme stalinien et instaurer le socialisme ou une société basée sur les besoins sociaux et les aspirations démocratique du peuple, dans tous les autres pays il faut réaliser simultanément une révolution sociale et politique dont procéder à l'abolition du capitalisme pour instaurer une République sociale et démocratique.

Evidemment tous ceux qui s'opposent à la dictature imposée par Macron et qui ont hérité d'une culture politique conservatrice ou de droite, ne veulent pas entendre parler de cette révolution ou du socialisme qu'ils confondent avec le totalitarisme stalinien. Hier soir, par hasard, sur YouTube je suis tombé sur une vidéo sur Staline dont les réalisateurs n'avaient aucune sympathie pour le socialisme. Spontanément, je me suis dit que j'allais encore avoir affaire à cet amalgame entre le socialisme et le stalinisme ou le totalitarisme. Et bien pas du tout, à ma grande surprise le commentateur fut plutôt objectif, au fil de son récit il s'employa à restituer les qualités de la révolution de 1917 et de ses dirigeants jusqu'à la mort de Lénine en janvier 1924, précisant qu'ensuite la situation se détériora au fur et à mesure que l'emprise de Staline sur l'Etat et le parti bolchevik devenait envahissante, préfigurant le régime totalitaire qu'il allait finir par imposer à partir de la fin des années 20, une fois éliminée l'opposition de gauche dirigée par Trotsky et celle de droite menée par Kamenev, Zinoviev et Boukarine. Dans une autre vidéo que je regarderai tout de suite après, à mon grand étonnement je tombai sur le même constat, l'historien allant même jusqu'à vanter le programme économique des bolcheviks jusqu'aux alentours du milieu des années 20.

Autrement dit, ni Lénine, ni Trotsky, ni le parti bolchevik qui avait pris le pouvoir en octobre 1917 n'étaient impliqués dans le régime de terreur que Staline allait instaurer en URSS, à la fin des années 20 et les décennies suivantes. Le parti bolchevik qui y participera ne sera plus que l'ombre de ce qu'il avait été à l'époque de Lénine, ses principaux dirigeants ayant été systématiquement écartés ou liquidés physiquement, purgé, ayant fait l'objet d'un recrutement massif sans principe, ses cadres renouvelés et corrompus voueront un culte de la personnalité à Staline en guise de fidélité au socialisme, ils constitueront une caste bureaucratique parasitaire et corrompu totalement dévoué à Staline et exécuteront ses ordres criminels en échange d'avantages en nature et autres privilèges, dès lors le parti bolchevik avait cessé d'exister.

On aurait presque envie de dire, qu'ainsi la mémoire de Lénine et Trotsky, de la révolution russe de 1917, le socialisme, étrangers au totalitarisme stalinien, on ne peut donc pas évoquer une réhabilitation, disons que leur mémoire était enfin respectée, rétablie, les injustes et épouvantables accusations portées contre eux jusqu'à nos jours abandonnées, la vérité historique enfin triomphait.

Parmi ces acteurs, j'en ai découvert un ce matin. Le personnage, un retraité, ancien éditorialiste viré du Figaro, est très cultivé et possède une certaine finesse d'esprit, il est somme toute sympathique au premier abord, bien qu'il penche très à droite (Zemmour, de Villliers, Philippot, etc.) et sortent d'énormes conneries, mais cela est inévitable, ils ne peuvent pas s'en empêcher. Ecoutons tout de même ce qu'il a à dire, car il exprime clairement bien des choses qui sont confuses dans la tête de bien des gens, on peut donc en tirer des enseignements. Le fait que je partage une large partie de son constat confirme ma rupture avec toute forme de dogmatisme et devrait rassurer les lecteurs. A l'opposé, mes adversaires les plus farouches en profiteront pour m'accuser une nouvelle fois de collusion avec la réaction ou l'ennemi à défaut d'arguments à m'opposer. En ayant à l'esprit de quelle manière ils viennent de se compromettre avec Macron en chantant en choeur les vertus de la vaccination et de la muselière, cela nous laisse de marbre.

Campagnol tvl

https://www.youtube.com/channel/UCBIyR71Yvq7rWHSF2p-uH4Q

La société du divertissement n'a pas disparu, dorénévant elle est placée sous haute surveillance ou sous la tutelle du régime totalitaire.

LVOG - Aucun divertissement n'est gratuit dès qu'il met en scène des acteurs et des moyens logistiques ou techniques, donc les spectateurs doivent payer pour y assister. Avec quoi paient-ils ? Avec leur salaire, la partie de la plus-value que leur a consentie généreusement le capitalisme à l'issue du procès de production ou qu'il leur a extorquée, le salaire sert à couvrir leurs besoins élémentaires et à reproduire la force de travail qu'ils ont consommée en travaillant pour continuer de les exploiter. Cela correspond à tout ce qui concourt à la survie d'un homme, son alimentation, sa santé, habillement, et à ses conditions d'existence, logement, énergie, transport, communication, etc., et accessoirement ou en option, donc non essentiel lorsqu'il lui reste encore quelque chose de son salaire, s'instruire, se divertir.

L'appauvrissement des masses, l'inflation, la hausse des taxes et des impôts, la stagnation ou la baisse des salaires tend à réduire la part qui reviendra à l'instruction et au divertissement jugé superflue ou inutile par les capitalistes.

Plus de café ou petit coup au bistrot, plus de resto, plus de cinéma, théâtre, concert, plus de salles de sport ou de voyages, etc. vous pouvez, vous devez vous en passer ont-ils décidé autoritairement, mais pas eux qui continuent de voler en jet privée ou de naviguer sur des yachts toujours plus grands, luxueux et hors de prix, de s'enrichir toujours plus à vos dépens vous l'aurez compris.

Votre niveau de vie doit régresser, vous devez impérativement modifier votre mode de vie en vous pliant à celui qu'ils ont décidé de vous imposer.

Restez chez vous, buvez un coup chez vous ou achetez de quoi vous désaltérer dans votre coin ; mangez chez vous ou préparez-vous une gamelle ou des sandwichs que vous mangerez au bureau ; regardez la télé ou connectez-vous à Internet confortement installés chez vous pour vous distraire, vous réaliserez des économies ; pratiquez la marche à pied, le vélo, prenez les transports en commun, plus besoin de bagnole ou deux-roues à moteur bruyant et polluant qui vous coûtent une fortune chaque mois ; privilégiez le camping pour vos vacances, c'est économique, cessez de voyager en avion, prenez le train ou louez une voiture pour l'occasion ; cessez de fréquenter les piscines, les salles et autres clubs de sport, pratiquez le jogging, faites des exercices physiques chez vous ou dans votre jardin, c'est gratuit, profitez-en... J'allais oublier, surtout, évitez les boîtes de nuit, toutes les réunions festives, même chez vous, bannissez les réunions familiales ou entre potes, dites-vous bien que toutes les distractions collectives sont superficielles et malsaines, il en va de même des meetings politiques et des manifestations, mais était-ce vraiment nécessaire de le préciser.

Le pass sanitaire vide les salles de spectacle - lemediaen442.fr 4 septembre 2021

Un manifestant se demandait où sont passés les Bigard, Alévêque et Barré, si critiques envers le pouvoir. Leur dissidence est passée sous le contrôle du passe sanitaire. Leurs spectateurs n'apprécient pas.

Ceux de Bigard ont réservé 29 places sur 400 pour le spectacle du 1er septembre au foyer socioculturel de Trélissac, près de Périgueux. Spectacle annulé.

Pour la représentation de Pierre-Emmanuel Barré du 2 septembre 2021 au Trianon à Paris (présentation du pass sanitaire et port du masque obligatoire), une centaine de réservations a été réservée sur 639 places. Spectacle annulé.

Le pass sanitaire rebute les spectateurs. Les artistes qui s'affichent contestataires tout en se soumettant se retrouvent coincés. Ils ont le « choix » entre la « liberté » d'annuler leurs spectacles d'avance — en gardant leur dignité – ou — ce qu'ils ont préféré — de les annuler après

de trop rares réservations… lemediaen442.fr 4 septembre 2021

LVOG - Je trouve ces acteurs et spectacles d'une médiocrité confondante, ils sont à l'image des plateaux de télé ou de leurs programmes...

Comment concilier l'inconciliable ou préserver à tous prix le capitalisme au nom de principes humanistes.

LVOG - C'est l'exercice préféré de tous les petits bourgeois, des intellectuels dits de gauche, de la social-démocratie libertaire, des écologistes, des féministes, etc.

Il ne leur viendrait pas à l'idée que la morale est le produit de rapports sociaux, parce que ce sont des idéalistes, des croyants, donc pour eux la morale serait indépendante de l'économie, des conditions matérielles, avec le droit ou la justice ils procèdent de la même manière, bref ces bac +10 sont des sots !

Économie & éthique: deux facteurs à concilier pour résoudre la crise sanitaire et écologique Par Luca V. Bagiella - Mondialisation.ca, 02 septembre 2021

https://www.mondialisation.ca/economie-ethique-deux-facteurs-a-concilier-pour-resoudre-la-crise-sanitaire-et-ecologique/5659854

LVOG - Dans la précédente causerie, on a rappelé le caractère réactionnaire de ce qu'ils appellent la société civile dans laquelle figure les ONG et les réseaux sociaux, voici un exemple qui le justifie ou sert à comprendre pourquoi on arrive à cette analyse.

En voulant concilier économie et éthique, c'est comme vouloir concilier l'assassin et sa victime, tandis que l'économie capitalisme est à l'origine d'une multitude de souffrances endurées par les peuples, il faudrait lui confier la tâche de les éradiquer ou de les guérir, autant demander à un pyromane de jouer au pompier.

- La solution à la crise sanitaire que l'on vit actuellement se trouve dans la conciliation institutionnelle entre économie et éthique. C'est seulement ainsi qu'on parviendra à une intelligence cohérente avec les enjeux sociaux avance Luca V. Bagiella, doctorant et coordinateur du réseau consciences-citoYennes.

LVOG - L'auteur nous explique qu'il existe deux types de capitalistes, le bon et le mauvais, et qu'il faudrait favoriser le bon pour que la société devienne meilleure ou concilier "intelligence et éthique". Et c'est quoi sa définition du bon capitaliste, celui qui s'enrichirait en exploitant la force de travail, et le mauvais capitaliste celui qui dilapiderait son capital ou le consacrerait à la spéculation.

- Au sein de la société contemporaine, nous pouvons distinguer, de manière très schématique, deux types de personnes fortunées. Il y a d'abord les personnes fortunées qui ont su, par des investissements, un esprit utilitariste et un sens aigu du réseautage, rentabiliser durablement leurs avoirs. Puis il y a les autres, c'est-à-dire des personnes qui ont eu une grande fortune, puis qui l'ont dépensée ou dont la richesse s'est, au cours de deux ou trois générations, dispersée. Or, dans une société où le système de valeurs est dominé par la possession d'argent, l'intelligence consisterait à avoir pour idéal le premier type. C'est là que se séparent intelligence et éthique. Car pour rentabiliser les avoirs, il faut acquérir une certaine intelligence.

LVOG - Dans les deux cas il s'agit de cautionner le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'existence du riche et du pauvre. Rappelons que le vol est le principe éthique de base du capitalisme. En quoi serait-ce éthique ou morale de concevoir une société sur de tels rapports inégalitaires et injustes, qu'est-ce qui peut le justifier ? Absolument rien. Alors comment en arrive-t-on à cautionner une telle conclusion immorale que les capitalistes seront les premiers à partager ? En partant du postulat, qui n'était pas mentionné ici, que l'exploitation de l'homme par l'homme existe depuis l'éternité, et que par conséquent il est nécessaire, implicitement juste, d'ordre divin pour ainsi dire et qu'il mérite qu'on le respecte ou que les hommes s'y soumettent, cette justification qui n'en est pas sert de caution morale, qui plus est à défaut d'alternative en terme de développement économique.

Cela pouvait se concevoir autrefois sur le plan historique, quand les forces productives n'avaient pas atteint un stade de développement permettant de satisfaire tous les besoins matériels des hommes, quand le processus historique n'était pas encore parvenu à un stade suffisamment avancé pour que les hommes commencent à prendre conscience de leur propre nature ou développent un ensemble d'aspirations et donc de besoins devant les mener à leur émancipation. Mais ce n'est plus le cas depuis plus d'un siècle, donc le modèle de société qu'on nous propose ici est obsolète. Car les hommes sont parvenus à concevoir à la moitié du XIXe siècle une société où l'exploitation de l'homme par l'homme aurait disparu, tandis que tous leurs besoins ou aspirations seraient satisfaits, ce qui n'a jamais été et ne sera jamais le cas tant qu'un système économique basé sur des rapports sociaux d'exploitation existera, tout simplement parce que ces conditions, facteurs, aspirations ou besoins sont inconciliables.

D'ailleurs l'auteur le dit lui-même explicitement à la fin de son article en s'en remettant... aux autorités qui oeuvrent pour le bien-être des peuples comme chacun sait

- C'est seulement ainsi – en ayant toujours la justice sociale en ligne de mire – que les autorités pourront trouver la cohésion sociale indispensable à la résolution urgente de la crise sanitaire et écologique.

LVOG - Pure illusion ou utopie ! "La justice sociale" sert avant tout ici de caution opportuniste afin de préserver "la cohésion sociale indispensable" à la stabilité du régime d'exploitation en place, son relent corporatiste ne vous aura pas échappé.

Voilà comment une généreuse intention ne sert à rien ou pire, se transforme en son contraire quand on ne se donne pas les moyens politiques de la réaliser. J'ai été voir ce que l'auteur proposait dans son association, c'est le programme des altermondialistes en gros.

Luca V. Bagiella, doctorant en sciences sociales et en philosophie à l'Université de Lausanne, cofondateur et coordinateur de consciences-citoYennes, réseau en faveur d'une transition citoyenne.

https://consciences-citoyennes.ch/a-propos/altermondialisme/

https://consciences-citoyennes.ch/programme/economie/

On peut y lire ce catéchisme de l'altermondialiste, du parfait illusionniste.

- Il est bien évident, pour nous, que le rentier qui perd des propriétés à cause de ce système doit être dédommagé justement.
- Nous augmenterons la taxation de succession et la fixation d'un plafond pour l'héritage des grandes fortunes.
- Nous légiférerons sur les placements bancaires...
- Au minimum, au niveau de la bourse, nous plafonnerons le versement de dividendes et taxerons les transactions financières.
- L'économie doit garantir l'indépendance des institutions...

LVOG - L'indépendance des institutions, c'est la négation de la lutte des classes au profit de celle des capitalistes pour lesquels les institutions et la Constitution sert de caution juridique et légale à leur hégémonie de classe.

Totalitarisme. Comment éliminer les enseignants qui n'ont pas le profil du ministère de la Propagande ?

Le despote ne manque pas une occasion de s'attaquer à toutes les catégories de travailleurs.

- Marseille : pourquoi la liberté du choix des enseignants par les directeurs d'école fait polémique - BFMTV/AFP 3 septembre 2021

Le passage du témoin est assuré en 2022.

- Valérie Pécresse veut doter la France des "moyens de contrer la menace" islamiste - BFMTV 4 septembre 2021

La question qui tue sur place tous les fanatiques de la vaccination contre la Covid-19, notamment.

Vous faites encore confiance à Big Pharma?

Big Pharma: Comment ils ont intoxiqué les Américains à l'opium – 500 000 morts Par Patrice Gibertie - Mondialisation.ca, 03 septembre 2021

Les opiacés ont tué 500 000 Américains dont beaucoup après prescription médicale et autorisation de la Food and Drug. On vient d'apprendre que la famille propriétaire de PURDUE avait plaidé coupable et soldé ses comptes avec la justice pour 4,5 MILLIARDS DE $; le cabinet MC KINSEY qui conseille Macron a fait de même il y a quelques mois. Pour Johnson et trois autres ce sera 21 milliards sur trois ans.

https://www.mondialisation.ca/big-pharma-comment-ils-ont-intoxique-les-americains-a-lopium-500-000-morts/5659884

Quand des gens acceptent de se faire vacciner pour pouvoir boire un café à la terrasse d'un bistrot, aller au resto, pratiquer un sport ou se distraire, ils évaluent eux-mêmes le prix que vaut leur propre vie, c'est-à-dire pas grand-chose, que dal, pour un peu cela donnerait raison ou bonne conscience à ceux qui ont décidé de les sacrifier, c'est monstrueux.

Un peu de patience encore, bientôt ils vont se rendre compte qu'en réalité elle valait encore moins, et là je ne suis pas certain qu'ils auront la même réaction, à moins qu'ils optent pour l'euthanasie à n'importe quel âge, y compris pour leurs enfants.

Pour eux :

Coronavirus: le Portugal et la Suède interdisent l'entrée sur leur territoire aux Israéliens, y compris ceux qui ont été vaccinés - i24news.tv/fr 03 septembre 2021

Cette décision intervient alors que les taux de vaccination en Israël sont parmi les plus élevés au monde

Ces décisions ont été prises après que Bruxelles a retiré lundi Israël de la liste des pays considérés comme "épidémiologiquement sûrs". i24news.tv/fr 03 septembre 2021

Opiacés: la justice valide la faillite du laboratoire Purdue, immunité partielle pour la famille Sackler - AFP 2 septembre 2021

Un juge américain a approuvé mercredi le plan de faillite proposé par Purdue, laboratoire accusé d'avoir contribué à la crise des opiacés aux Etats-Unis, qui a accepté de verser 4,5 milliards de dollars aux victimes et institutions affectées en échange d'une certaine immunité pour ses propriétaires, la famille Sackler.

Le procureur de l'Etat de Washington a déjà annoncé mercredi qu'il ferait appel de la décision du tribunal des faillites.

"Aucun accord n'est parfait, et aucune somme d'argent ne compensera jamais les centaines de milliers de personnes qui ont perdu la vie, les millions de personnes qui sont devenues dépendantes ou les innombrables familles déchirées par cette crise, mais ces fonds seront utilisés pour prévenir de futurs décès et dégâts causés par l'épidémie d'opiacés", a souligné mercredi Letitia James, procureure de l'Etat de New York.

La promotion agressive du médicament anti-douleur OxyContin par Purdue, poussée par la famille Sackler qui le savait pourtant très addictif, est considérée par beaucoup comme le déclencheur de la crise des opiacés.

A l'origine de plus de 500.000 morts par overdose en 20 ans aux Etats-Unis, elle était considérée comme la principale crise sanitaire du pays avant la pandémie.

Mais pour le procureur Bob Ferguson de l'Etat de Washington, le plan de faillite "permet aux Sackler de se tirer d'affaire en récupérant une immunité permanente contre les poursuites en échange d'une fraction des bénéfices qu'ils ont tirés de l'épidémie d'opiacés".

De plus, "il relaie l'idée que les milliardaires opèrent selon des règles différentes du reste du monde", déplore-t-il dans un communiqué.

Les membres de la famille se sont engagés à verser 4,32 milliards de dollars en plus de 225 millions déjà payés au ministère de la Justice.

Or, affirme M. Ferguson, selon un audit versé au dossier fin 2019, les Sackler avaient alors gagné depuis 2008 près de 11 milliards de dollars grâce à Purdue.

La fortune de la famille s'élevait encore fin 2020 à 10,8 milliards de dollars selon le magazine Forbes.

Purdue, les Sackler et l'OxyContin sont devenus les symboles des excès d'une industrie pharmaceutique prête à tout pour engranger des profits.

Le laboratoire Purdue, en cessation de paiement depuis septembre 2019, avait alors plaidé coupable de fraude et violation des droits sur les pots-de-vin, en lien avec sa promotion agressive de l'OxyContin.

L'entreprise en elle-même doit fermer ses portes d'ici 2024 au profit d'une nouvelle entité gérée par un trust: outre la vente d'OxyContin à des fins "légitimes", elle devra fournir, gratuitement ou à prix coûtant, des médicaments anti-overdose et des traitements contre la dépendance aux opiacés.

La crise des opiacés a déclenché une salve de litiges aux Etats-Unis, visant Purdue et d'autres grands laboratoires ayant vendu des médicaments opiacés, mais aussi les distributeurs, grossistes et pharmacies, et certains médecins prescripteurs.

Le laboratoire Johnson & Johnson et les distributeurs McKesson, Cardinal Health et AmerisourceBergen ont ainsi accepté fin juillet de verser 26 milliards de dollars. AFP 2 septembre 2021

Parole d'internaute.

- La France enregistre donc à ce jour depuis 20 mois, 114308 morts du covid.

On sait qu'en Allemagne 80% n'étaient pas dus au covid, mais laissons cela... (Aux Etats-Unis aussi - LVOG)

On va donc finir les 24 mois pas loin des 120000 morts.

Or, saviez-vous combien de morts par an, les virus des voies respiratoires faisaient (grippes, pneumonies, virus respiratoire syncytial etc...)?

60000 décès!

Soit 120000 sur deux ans!

Or, depuis 20 mois ces virus et pathologies ont disparu!

Étonnant non?

Donc, avant on avait 120000 morts EN TRAITANT, SANS MASQUE, SANS GESTE BARRIERE, SANS PASS, et maintenant on a 120000 morts

SANS TRAITER, AVEC MASQUE, GESTE BARRIERE, ET AVEC PASS! Cherchez L'erreur...

Quelques réflexions ou aphorismes pour alimenter nos petites cellules grises.

L'erreur est humaine, l'ignorance inhumaine.

Une internaute - Nous vivons une tragédie, oui. Un renversement total des valeurs démocratiques que nous pensions, naïvement sans doute, acquises et inamovibles.

A propos de la vérité que chacun prétend détenir.

- La vérité ne nous appartient pas, elle n'est pas en nous, ce n'est pas un état mental cela ne se réduit pas à une connaissance subjective, c'est un fait matériel qui nous est étranger, extérieur, on appelle cela aussi la réalité.

Ayez un état d'esprit scientifique.

- Croire ou savoir, il faut choisir.

- Le scepticisme scientifique est "une attitude de doute cartésien vis-à-vis des allégations non étayées par des preuves empiriques ou par la reproductibilité"

- L'esprit critique est "la disposition d'une personne à examiner attentivement une donnée avant d'en établir la validité".

- Le sophisme le plus utilisé est le renversement de la charge de la preuve. Il consiste à demander aux sceptiques de démontrer que la thèse officielle est fausse, alors que c'est à ceux qui y croient de démontrer qu'elle est vraie. Etant donné qu'ils en sont incapables, ils nous demandent de démontrer une des thèses alternatives, ce qui leur permet de faire diversion.

L'homme est tellement parfait ou supérieur à toute espèce, qu'il aurait commencé à exister avant même d'être conçu, il aurait commencé à penser avant même d'avoir un cerveau, à parler avant que ses cordes vocales se développent, à apprendre à marcher avant d'avoir des jambes, à transformer son environnement sans même avoir eu besoin de l'observer, au point de pouvoir dicter sa volonté suprême à l'univers tout entier, de modifier le climat, d'éradiquer les virus ou bactéries de la surface de notre planète... et d'entraîner du même coup sa disparition !

Bon, si c'était pour en arriver-là à une fin aussi tragique que stupide, il aurait peut-être été préférable qu'il ne voie jamais le jour, non, on peut se poser la question de nos jours. Il a toujours tout fait n'importe comment ou de travers, inconsciemment si vous préférez, et par chance ou malgré lui, il est tout de même parvenu à se développer ou à s'en sortir, jusqu'à nos jours, puisque maintenant ils sont comptés.

Généralement, quand il n'est pas conformiste, il est anarchiste ; quand il n'est pas pervers, il est puritain ; quand il n'est pas violent, il est réduit à l'état de légume. Quand il est capable de travailler avec ses mains, il ne sait pas quoi faire de sa tête, et quand il est capable de travailler avec sa tête, il en vient à ignorer qu'il a des mains, bref, soit c'est un handicapé mental, soit c'est un handiqué physique, du coup il ne peut vivre que dans une société déséquilibrée physiquement et mentalement à défaut de parvenir à concilier ses facultés ou capacités biologiques ou morphologiques et cognitives.

Bien qu'il lui soit permis d'observer quotidiennement comment se comporte la matière dont il est composé lui-même, il ne lui viendra pas à l'esprit que c'est là que réside le secret de son existence, la réponse à toutes les questions qu'ils se posent, encore faut-il qu'ils s'en posent, l'issue politique à la crise du capitalisme autant qu'à celle de la civilisation humaine.

Plus léger, avec Hercule Poirot, le célèbre détective belge d'Aghata Christie, on s'impose une discipline rigoureuse très efficace qui fait appel à la méthode, l'ordre, la logique, qui consiste avant tout à observer méticuleusement et écouter attentivement sans laisser échapper le moindre détail, y compris les silences qui peuvent cacher des non-dits, car c'est là que réside souvent la clé pour résoudre une énigme ou nous mettre sur la bonne piste, cela vaut pour notre existence ou la société. Une minuscule et insignifiante poussière dans une montre (à l'ancienne) peut perturber le fonctionnement d'un mécanisme complexe.

Nous avons sous nos yeux tous les éléments qui nous permettent d'en prendre conscience, quand parvenu à un certain niveau de développement ou d'instruction, nous disposons du potentiel pour prendre en mains notre destin, des occasions vont se présenter à nous pour nous permettre d'en faire la démonstration, mais hélas nous allons les laisser passer, distrait par autre chose d'insignifiant ou parce que nous avons l'esprit ailleurs, car il n'a pas été formaté pour reconnaître ce genre de manifestations à leur juste valeur. Avec un peu de chance, si on peut appeler cela ainsi, on s'en apercevra quand on sera vieux, donc beaucoup trop tard, mais il ne faut pas pour autant que cela nous empêche de l'admettre, d'en profiter et d'en faire profiter les autres.

Chez Poirot, la vanité et le dandysme sont poussés à l'extrême, caricaturaux, mais cela ne concerne que son apparence, trompeuse comme presque toujours. Car, en réalité pour aborder une énigme et avoir une chance de la résoudre, il faut faire preuve d'une extrêmement modestie si l'on veut que rien ne nous échappe, on doit partir du postulat qu'on ignore tout de ce qu'on a à découvrir, et le meilleur moyen de se fourvoyer serait au contraire de parti d'a priori ou de se croire supérieur aux autres pour découvrir le mobil d'une affaire.

C'est le comportement qu'adoptent la plupart d'entre nous, qui sans avoir étudié ou réfléchi à quoi que ce soit se permettent de formuler des avis et de vous rembarrer, parce que vous ne pensez pas comme eux. C'est non seulement manquer singulièrement de modestie, c'est faire preuve de crétinisme, et de nos jours force est de constater que cette attitude est malheureusement majoritairement partagé, surtout chez les plus instruits qui n'ont aucune excuse ou circonstance atténuante à faire valoir.

Vous avez aimé le GIEC, l'OMS, vous adorerez l'OMM.

- Depuis 1970, il y a eu dans le monde une catastrophe naturelle par jour - euronews 1 septembre 2021

OMM : Organisation mondiale météorologique, une agence de l'ONU.

Des petits mots valent mieux que de grands discours.

Informations ouvrières (POI) n°670

Entendu dans des réunions syndicales enseignantes

- Il ne faut pas brasser, il faut de la distanciation, mais ils vont entasser les gamins dans les classes !

LVOG - Muselière, distanciation, vaccination : Ils ne sont pas justifiés scientifiquement, on n'en veut pas, comment faut-il leur dire ? Pour qui roulez-vous ?

La tribune des travailleurs (POID), éditorial du 1er septembre 2021

- À supposer que les arguments « environnementaux » justifient...

LVOG - A supposer qu'on puisse croire les assertions d'une officine (GIEC) de l'ONU, patati et patata, ils croient bien celles de l'OMS sur la pandémie...

- Les capitalistes ont accumulé des profits gigantesques. Leur recherche effrénée du profit est à la base du dérèglement environnemental.

LVOG - Faux, l'origine est climatique ou naturelle, pas de bol !

- La confiscation des profits spéculatifs gigantesques et des 560 milliards offerts par le gouvernement depuis dix-huit mois aux capitalistes financerait, si nécessaire, « la transition énergétique ».

- C'est à eux et à eux seuls de payer si nécessaire...

LVOG - Quelle démagogie ! A force de se demander si c'est "*nécessaire*", c'est qu'on finirait par le croire ! C'est ce que vont retenir uniquement leurs lecteurs pour finalement la cautionner sous le régime actuel, puisqu'ils ne croient pas qu'un autre régime pourrait voir le jour.

Nous refusons d'entrer dans ce genre de discussion, sachant que dorénavant toute transformation de la société se traduirait obligatoirement par la détérioration du mode de vie de la population ou par des conséquences nuisibles à son bien-être. On en veut pour preuve, si c'est pour nous refourguer les éoliennes et les panneaux solaires...

Faites l'expérience suivante, interrogez des gens autour de vous et demandez-leur s'ils sont favorable à « *la transition énergétique* » pour résoudre la soi-disant crise climatique anthropique, l'immense majorité ou tous vont vous répondre positivement en se foutant totalement de savoir qui la mettra en oeuvre, comment et qui en paiera la facture, l'oligarchie n'en demande pas plus.

Eux ils revendiquent la hausse du budget de la recherche en se moquant de savoir à quoi il sert, nous nous disons stop tant que le capitalisme n'a pas été renversé.

On n'en est plus à l'époque où le chemin de fer participait effectivement au développement économique et social, par exemple, il s'agirait de redescendre sur terre...

Quand ils prétendent s'opposer au pass obligatoire qui est le corollaire de la vaccination qu'ils appellent tous de leurs voeux...

- "J'ai rappelé au Premier ministre que nous sommes pour la vaccination, mais que l'obligation de vaccination plus le pass sanitaire créent de nombreuses tensions", a déclaré M. Martinez à la presse à l'issue d'une rencontre avec Jean Castex à Matignon. AFP 2 septembre 2021

LVOG - Ils nous prennent tous ouvertement pour des cons !

Le PS n'a pas seulement frayé la voie au totalitarisme, il figurait parmi ses agents. Qui l'aurait cru ?

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2

http://www.senat.fr/leg/exposes-des-motifs/ppl20-811-expose.html

Dès juillet dernier, les parlementaires socialistes ont prôné l'obligation progressive d'une vaccination universelle, de toutes et tous (sauf contre-indication médicale), dans une démarche de santé publique visant à obtenir une protection collective, seule à même de garantir un retour à une vie quotidienne normale pour tous du fait des différents variants en circulation.

L'objectif de cette protection collective de toute la société, en l'état de nos connaissances scientifiques et médicales, peut être atteint par une obligation vaccinale généralisée (sauf contre-indication médicale). senat.fr

LVOG - Quand est-ce qu'on fait un front unique avec le PS, doivent se demander des trotskystes lambertistes quelque peu désabusés...

En Italie, Mario Draghi, le nouveau duché nommé par Goldman Sachs, y adhère.

Covid-19 : l'Italie vers l'obligation vaccinale généralisée ? - LePoint.fr 3 septembre 2021

Le Premier ministre a affirmé sa volonté de mettre en place l'obligation vaccinale quand les vaccins seront validés par l'AEM, selon Courrier international. LePoint.fr 3 septembre 2021

Voilà qui devrait leur plaire aussi. Le fascisme se sophistique.

Une application mobile pour surveiller les personnes à l'isolement en Australie-Méridionale - RT 3 sept. 2021

Le gouverneur d'Australie-Méridionale a vanté la mise en place d'un logiciel sur smartphone qui surveille les personnes soumises à la quarantaine dans le cadre de la crise sanitaire. L'application est actuellement en phase pilote.

Reconnaissance faciale, collecte des données de géolocalisation ou encore notifications spontanées contraignant les utilisateurs à répondre en moins de 15 minutes : telles sont les principales fonctionnalités d'une application pour smartphone, actuellement en phase pilote dans l'Etat d'Australie-Méridionale, destinée à surveiller le respect des règles de quarantaine en vigueur.

L'utilisation de l'application a démarré fin août dans le cadre d'«un essai de quarantaine à domicile qui devrait être étendu aux arrivées internationales», a rapporté le 23 août l'antenne australienne de la chaîne américaine ABC.

Dans ce cadre, les autorités d'Australie-Méridionale utilisent «un logiciel de géolocalisation et de reconnaissance faciale pour suivre les personnes en quarantaine tandis que l'application en question contacte des personnes «au hasard» en leur demandant de fournir «une preuve de leur localisation dans les 15 minutes», toujours selon ABC qui précise que le logiciel est censé avertir la police dès qu'un citoyen ne répond pas dans les délais.

«Nous ne leur disons pas à quelle fréquence ni à quel moment, mais ils doivent répondre dans les 15 minutes», a confirmé le gouverneur d'Australie-Méridionale, Steven Marshall, qui vante un système permettant «simplement» de «vérifier que les gens sont là où ils ont dit qu'ils allaient être pendant la quarantaine à domicile».

Affirmant que son gouvernement ne conserverait aucune des informations fournies dans l'application, Steven Marshall a estimé que tous les citoyens de son Etat devraient être «très fiers» de constituer «le pilote national d'une application de quarantaine à domicile». RT 3 sept. 2021

Lu.

- Comment qualifier ce putsch institutionnel, moral, philosophique, que la France vient de subir ? Ni plus ni moins, de coup d'État. Lorsque les médias se transforment en organe de propagande, lorsque les partis républicains consentent aux abus de pouvoir, lorsque l'opposition se soumet sous couvert de réalisme, lorsque les voix contestataires sont étouffées, proscrites, vilipendées sous couvert de complotisme, d'extrémisme, d'activisme sectaire, le tout avec la bénédiction des plus hautes juridictions, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un coup d'État fomenté par une ploutocratie.

- On commence à lentement mais surement comprendre que les objectifs de ces dirigeants, commission européenne, gouvernements, laboratoires, n'ont rien de généreux, empathique, humain, citoyen... Leurs objectifs sont financiers, totalitaires, violents, meurtriers, inhumains, abjects...

La vérité peut faire aussi l'objet d'une manipulation.

Vaccin covid : OMS, FDA, CDC n'y croient plus — et même Patrick Cohen ! - lemediaen442.fr 3 septembre 2021

L'un des plus gros scandales de toute cette pandémie est la dissimulation qui a été commise par Fauci et le CDC, au sujet de l'efficacité de l'immunité qui est conférée après une infection naturelle. Les vérités sortent de toutes parts !

Le CDC (Centre de contrôle des épidémies) confirme : les chiffres des décès ont été truqués. Seulement 6 % des décès peuvent être directement attribués au covid. Sur 160 000 personnes décédées, en fait 9 210 sont réellement décédées du covid. Il n'y a donc pas de pandémie. Game over.

Le directeur général adjoint de la FDA, Philip Krause, et la directrice de la recherche et de l'examen du Bureau des vaccins, Marion Gruber, démissionnent. Pourquoi ces départs ? A cause de l'annonce de la Maison-Blanche, qui souhaite recommander une troisième injection covid-19 (« booster»). Une décision critiquée même par l'OMS.

Un de nos journalistes les plus obéissants, Patrick Cohen, se range à présent sur des thèses complotistes. Il déclare illusoire de croire à l'immunité collective grâce aux vaccins et admet qu'il faudra désormais vivre avec le virus.

La vérité dans les médias, on n'a pas l'habitude. Que se passe-t-il ? D'un retournement de veste fulgurant, ils donnent tous et en même temps raison aux « complotistes ». Qu'est-ce que cela cache ? demanderont les esprits chagrins. L'ivermectine, l'hydroxychloroquine, l'artémisia vont-ils remplacer les vaccins ? Comme le thé au miel contre la grippe pour ceux qui ne veulent pas du vaccin. On a du mal à imaginer qu'une solution qui ne ferait pas monter les cours de la Bourse soit si facilement acceptée par BigPharma. lemediaen442.fr 3 septembre 2021

LVOG - Qu'est-ce que cela cache ? Avant d'y venir une précision s'impose. J'ai contacté ce média "*par le peuple pour le peuple*" qui ne m'a pas répondu, et pour cause je ne dois pas en faire partie !

Le Media en 4-4-2, comme beaucoup d'autres médias ou associations, fait appel à toute sorte de personnages ou organisations infréquentables ou d'extrême droite qu'il présente comme indépendants et champions de la lutte pour les libertés ou des valeurs démocratiques, ce qui est une escroquerie politique que ce média couvre, on est donc en droit de le placer dans le panier de crabes des populistes avec lesquels nous n'avons rien à faire. Dans le même genre vous trouvez FranceSoir, QG - Le média libre, LaUneTV, etc. les associations Résistance, Réaction 19, Bas les masques, Bon Sens, etc. et des tas de blogs.

Si j'ai fourni leurs adresses dans notre portail, c'est uniquement parce qu'on peut y trouver des données utiles, sans leur apporter le moindre soutien, et encore moins y participer. Et si j'ai posté des commentaires dans le blog du Dr. Maudrux, c'était pour apporter des infos ou faire connaître nos idées qui diffèrent des leurs en défendant le socialisme, parce que j'n'étais pas censuré, c'est important de le préciser.

Il faut toujours prendre avec des pincettes ou beaucoup de précautions ce que raconte ce genre de médias dit alternatif ou associations, car dans leur manière de présenter les faits ou dans l'interprétation qu'ils en donnent, figurent toujours la nécessité de préserver leurs intérêts de caste ou leur notoriété auprès de leurs lecteurs à leur insu ou sans qu'il leur vienne à l'esprit qu'ils sont manipulés idéologiquement. Bref leur discours est toujours orienté politiquement et les lecteurs l'ignorent ou ne s'en aperçoivent pas. Un média dit alternatif ou une association pour être crédible ou inspirer confiance auprès de son auditoire sera tenté de lui servir ce qu'il a envie d'entendre, et si en plus cela lui permet de se mettre en valeur il ne s'en privera pas, quitte à violer l'indépendance dont il se réclame ou écorner la vérité.

Certains parmi ceux que j'appellerais les faux opposants masqués au régime, vont se focaliser sur cet épisode histoire de dire qu'il leur donne raison. Ils se l'approprient sans que cela ne leur coûte quoi que ce soit, car c'était prévisible.

La monstrueuse imposture à la pandémie virale était tellement énorme depuis le début, qu'elle devait bien finir un jour ou l'autre par éclater, être éventée ou par se dégonfler d'elle-même, par être emportée par ses propres contradictions devenues insoutenables au fur et à mesure de l'évolution de la situation, de sorte que parmi les journalistes ou commentateurs officiels acquis à la version officielle, certains en arriveraient publiquement à la critiquer, à s'en désolidariser ou à s'en démarquer du bout des lèvres préparant le terrain non pas à la réhabilitation de la vérité dont ils n'ont que faire, mais à la réhabilitation de ceux qui n'ont cessé de la piétiner, à commencer par Macron et sa clique d'assassins.

Toujours à propos de ce média. Le courriel que je voulais leur envoyer, mais j'y ai renoncé.

lemediaen442.fr - Cyrille Cohen : l'immunité vaccinale en Israël et dans les autres pays diminue ! par Jacqueline publié le 4 septembre 2021

- Le Pr Cohen affirme, à sa décharge, que personne ne savait que l'efficacité des vaccins pouvait diminuer au bout de quelques mois, car personne n'a de l'expérience avec les vaccins ARNm à long terme. Eh bien ! si, quelqu'un savait ! Le président Macron, lui, avait déjà prévu, dès juillet, dans sa boule de cristal, que les anticorps et le taux d'immunité des vaccins baisseraient au fil du temps. Il annonçait déjà sa nouvelle campagne pour une troisième injection.

LVOG - Quelle conne ! Cela signifiait au contraire qu'ils le savaient, je parle des trusts pharmaceutiques qui in vitro avaient déjà expérimenté ce genre de substance ainsi que sur des animaux (j'ai oublié lesquels), et Macron en était informé, mais pas Cohen. Macron fait forcément partie des initiés, sinon il ne pourrait pas conduire sa politique comme il le fait, personne parmi ses commanditaires ne prendrait le risque que la situation lui échappe à un moment donné.

Vous êtes atteint d'un grave biais cognitif qui vous fait sortir d'énormes conneries comme celle-là, et je crois en avoir découvert l'origine : Votre anticommunisme primaire fanatique non assumé, en voici un exemple parmi d'autres, toujours de la dénommée Jacqueline :

- Ainsi Dieudonné fait-il des tournées dans des propriétés privées, a créé sa plateforme internet… a choisi la liberté, comme titraient les médias lorsqu'un Soviétique fuyait vers l'Ouest.

Sa référence, les médias, les médias qu'un jour vous maudissez et que le lendemain vous adulez, on appelle cela être pris en flagrant délit de manipulation des consciences. Passons sur ce pauvre type qui sert la cause des opposants à la liberté d'expression ou qui est instrumentalisé par le régime. Et il est loin d'être le seul...

Votre média, c'est l'équivalent de Sputnik.

https://fr.sputniknews.com/france/202109041046091766-congres-mondial-de-la-nature-les-discours-de-macron-a-la-limite-de-la-schizophrenie/

- Discours inaugural d'Emmanuel Macron au congrès mondial de la nature de l'IUCN.

- Congrès mondial de la nature: les discours de Macron «à la limite de la schizophrénie»?

LVOG - De quoi s'agit-il ? Sputnik pour pondre cet article a fait appel à des acteurs politiques qui attendent quelque chose de Macron, qui le cautionnent, notamment le député LFI Loïc Prud'homme qui lui a reproché d'être «*à la limite de la schizophrénie*», alors qu'on est en présence d'un dangereux psychopathe endurcie, un cinglé et tyran de la pire espèce !

Pour le média Reporterre : «*Ni la présidence Macron, ni les précédentes n'ont été à la hauteur*», sans blague, parce qu'ils auraient dû l'être ? A croire qu'ils ignoraient la nature de son mandat. Pitoyable !

Totalitarisme. Quand ces enragés deviennent pire que leurs maîtres.

LVOG - L'overdose ! Le Pr. Raoult est devenu la voix du conseil scientifique de Macron.

https://www.youtube.com/watch?v=8dDfgEefgII

Dans sa dernière vidéo, le Pr. Raoult a justifié la 3e dose pour les plus de 65 ans, et la "loi" imposant la vaccination obligatoire à certaines catégories de travailleurs doit être appliquée, et, non seulement à aucun moment il n'évoquera les traitements existant, pire, il expliquera plus loin que les personnes qui ont été infectées par le virus, dont sans doute des personnes appartenant à ces catégorie, ont un taux de protection de 99% donc très largement supérieur aux "vaccins", autrement dit, ellles n'ont pas besoin de "vaccin". Et bien sûr, pas un mot sur la vaccination des enfants de plus de 12 ans pour ne pas contrarier ses maîtres.

Covid-19: les experts britanniques valident la 3e dose - BFMTV 2 septembre 2021

Au Royaume-Uni, le JCVI (Comité conjoint sur la vaccination et l'immunisation) a donné son feu vert ce lundi pour la vaccination avec une troisième dose des personnes de plus de 12 ans atteintes de maladies graves. BFMTV 2 septembre 2021

LVOG - Peu importe, vous serez dépossédé de tout, y compris votre corps dès la naissance.

Le système immunitaire inné des enfants les protègerait contre les formes graves de Covid-19, selon une étude allemande - sciencesetavenir.fr 24.08.2021

https://www.sciencesetavenir.fr/sante/le-systeme-immunitaire-inne-des-enfants-les-protegerait-contre-les-formes-graves-de-covid-19-selon-une-etude_156759

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, on observe que les enfants sont bien moins exposés au risque de développer une forme grave de la maladie que les adultes, et surtout les personnes les plus âgées. Une équipe de chercheurs de l'hôpital de la Charité de Berlin vient de découvrir l'une des raisons de ce phénomène : le système immunitaire des enfants est beaucoup plus actif dans les voies respiratoires supérieures.

Certes, les moins de 12 ans ne seront pas vaccinés, mais même si le variant Delta n'épargne pas les enfants, on sait que, malgré un risque d'infection similaire, leur risque de contracter une forme grave de la maladie est très faible par rapport aux adultes. On a beaucoup spéculé sur la capacité des enfants à résister à l'infection ou sur leur infectiosité, sans établir pour quelle raison la maladie évoluait différemment chez eux. Une étude tout juste publiée dans Nature Biotechnology vient apporter des éléments décisifs de compréhension du mécanisme de défense des enfants face au Sars-CoV-2. sciencesetavenir.fr 24.08.2021

La résistance quotidienne au totalitarisme.

- Un collectif de psychologues demande l'arrêt immédiat de chantage et de discriminations du gouvernement - lemediaen442.fr 5 septembre 2021

https://lemediaen442.fr/un-collectif-de-psychologues-demande-larret-immediat-de-chantage-et-de-discriminations-du-gouvernement/

- Vaccination : 200 000 soignants ne sont toujours pas vaccinés - lemediaen442.fr 3 septembre 2021

Dès ce 15 septembre, les personnels soignants non vaccinés ne seront plus autorisés à exercer. Or 200 000 soignants, ce n'est pas rien, contrairement à ce que l'on peut lire sur les médias lambdas toujours enclins à minimiser les chiffres quand ceux-ci ne sont pas là pour arranger les affaires du gouvernement. lemediaen442.fr 3 septembre 2021

Guadeloupe : un collectif critique de la gestion sanitaire appelle à la «déportation» du préfet - RT avec AFP 4 sept. 2021

Moun Gwadloup, un collectif guadeloupéen, qui critique avec véhémence la gestion de la crise sanitaire par les autorités, a appelé à la «déportation» du préfet Alexandre Rochatte. Une déclaration dénoncée par la préfecture. RT avec AFP 4 sept. 2021

Furie vaccinale planétaire. Quand les "ennemis" de l'Empire ou du bien, le Venezuela, Cuba et la Chine, sont montrés en exemple, c'est louche.. .

Vive le socialisme du XXIe siècle !

– Covid-19 : le Venezuela compte vacciner les enfants dès l'âge de 3 ans – LePoint.fr/AFP 1 septembre 2021

Le Venezuela accélère sa campagne de vaccination contre le Covid-19. Les personnes âgées de 3 à 18 ans pourront recevoir les doses de sérum dès le mois d'octobre, a annoncé le président Nicolas Maduro ce mardi 31 août. Dans l'ensemble du pays, moins de 12 % de la population a été vaccinée jusqu'à présent. « Nous aurons des vaccins pour tous les enfants, adolescents et jeunes du Venezuela », a-t-il déclaré à la télévision d'État.

Le gouvernement ne fournit pas régulièrement les chiffres de vaccination. Selon l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), 3,3 millions de personnes (11,62 %) ont reçu les deux doses de vaccins administrées dans le pays : le russe Spoutnik V et le chinois Sinopharm. Près de 6 millions de personnes ont reçu la première dose. LePoint.fr/AFP 1 septembre 2021

– Vaccination à Cuba : Les enfants et les ados de 2 à 18 ans vont recevoir le vaccin contre le Covid-19 – 20 Minutes avec AFP 2 septembre 2021

Les 2-18 ans vont recevoir à partir de vendredi les vaccins cubains Abadala et Soberana. La rentrée scolaire se fera en présentiel une fois cette campagne terminée

Dans sa lutte contre la propagation du coronavirus, Cuba a décidé de vacciner les enfants. A partir de vendredi, les enfants et adolescents de 2 à 18 ans vont recevoir les vaccins cubains Abadala et Soberana. C'est même une condition fixée par le gouvernement avant de rouvrir les écoles, selon l'annonce officielle mercredi. 20 Minutes avec AFP 2 septembre 2021

Le nouvel objectif est que « 92,6 % » des 11,2 millions d'habitants soient vaccinés en novembre, assure mercredi la présidence sur sa page Internet.

En Chine, le laboratoire Sinovac a annoncé se préparer à vacciner dès l'âge de trois ans contre le coronavirus. 20 Minutes avec AFP 2 septembre 2021

L'holocauste, suite.

Covid-19 : vers une quatrième dose de vaccin en Israël ? - RT 4 sept. 2021

«Le virus est là et continuera d'être là, nous devons également nous préparer à une quatrième injection», a affirmé le 4 septembre pour la radio publique Kan, le professeur Salman Zarka, responsable de la lutte contre le coronavirus en Israël, dans des propos rapportés par la chaîne I24News.

Et il se montre pessimiste quant à l'évolution du Covid-19 et de ses variants, d'où les rappels fréquents qu'il appelle de ses voeux pour contrecarrer la pandémie. «Cela va être notre vie à partir de maintenant», prévient-il ainsi. RT 4 sept. 2021

Dépression, faible niveau de scolarité, isolement social, inactivité cognitive, c'est à croire qu'ils le font exprès ces déments !

Hausse des cas de démence à travers le monde : plus de 55 millions de malades - Euronews avec AFP 2 septembre 2021

Les cas de démence, un syndrome caractérisé notamment par une dégradation de la mémoire et du raisonnement, sont en hausse dans le monde.

Selon un nouveau rapport de l'Organisation mondiale de la santé, la démence, dont la cause la plus courante est la maladie d'Alzheimer, touche plus de 55 millions de personnes dans le monde. Ce nombre devrait passer à 78 millions d'ici 2030 et à 139 millions d'ici 2050 en raison du vieillissement de la population.

La démence, syndrome dans lequel on observe une dégradation de l'aptitude à réaliser les activités quotidiennes, touche à environ 90% les plus de 65 ans. Elle n'est pas pour autant une conséquence inéluctable du vieillissement. (Ouf, quel soulagement, on n'y passera pas tous ! J'aurais 66 ans le 11/9 - LVOG)

S'il n'existe pas de traitement, des études ont montré qu'environ 40% des cas pourraient être évités ou retardés en faisant régulièrement de l'exercice, en ne fumant pas, en évitant l'usage excessif d'alcool, en mangeant sainement, en contrôlant son poids et ses niveaux de tension artérielle, cholestérol et de glycémie. (Si au moins la population pouvait vivre autrement ou mieux en somme, mais dans leur société de merde, c'était, c'est, ce sera compromis, sauf à la renverser... - LVOG)

Parmi les autres facteurs de risque figurent aussi la dépression, le faible niveau de scolarité, l'isolement social et l'inactivité cognitive. (Chouette, cela correspond pile-poil avec les mesures liberticides qu'ils ont prises depuis mars 2020 et les effets qui en ont découlé ! - LVOG)

Près de 60% des personnes atteintes de démence vivent dans un pays à revenu faible ou intermédiaire. Selon le rapport, les coûts mondiaux liés à la démence ont été estimés en 2019 à 1 300 milliards de dollars. Ce nombre devrait grimper à 2 800 milliards en 2030. (Alors ne faudrait-il pas les éliminer ces parasites ? On s'y emploie activement... - LVOG)

Totalitarisme. Macron, le porte-parole du gang mafieux et criminel de BigPharma.

Quand le "Gotha de la pharmacie mondiale" s'invite en catimini à l'Elysée - agoravox.tv 04.09.2021

Le soir du 02 août 2021 le président Macron a reçu au palais de l'Elysée le très opaque "Club du Dolder", l'équivalent pharmaceutique du Bilderberg, actuellement présidé par...le numéro 1 de Pfizer.

Date de réunion et ordre du jour au secret, le "club ultra discret de la Big Pharma" selon l'AFP, réunit environ 25 des plus importants

dirigeants de laboratoires pharmaceutiques, et il est curieux que le dîner d'août dernier consacré semble-t-il au thème "Covid et innovation biomédicale" n'ait rencontré qu'un écho médiatique quasiment nul alors que le sujet pouvait susciter quelque intérêt dans le contexte actuel.

Ce "Forum privé dont les échanges restent secret" (AFP toujours) s'était déjà réuni en 2018 à Paris sous la houlette, déjà, d'Emmanuel Macron. agoravox.tv 04.09.2021

Le Dolder, club ultra-discret de la "big pharma", a rendez-vous lundi à Paris - lepoint.fr/AFP 8 juillet 2018

Le gotha de la pharmacie mondiale s'invite lundi à Paris, à l'occasion du "Dolder", un forum privé et dont les échanges restent secrets.

Le Dolder tire son nom d'un grand hôtel de Zurich, le Dolder Grand, sorte de château alpin avec des tourelles semblant tout droit sorti d'un film de James Bond, où ce cercle s'est réuni pour la première fois à partir des années 1970.

"Mais ça tourne désormais, il y a eu des rencontres aux Etats-Unis, au Japon, au Brésil, en Italie aussi", selon la source interrogée par l'AFP.

Ce petit sommet d'environ 25 patrons est encore plus confidentiel que son modèle, le club Bilderberg, qui réunit chaque année à huis clos une centaine de personnalités du monde des affaires et de la politique.

Car à l'inverse du Bilderberg, le Dolder n'a pas de site officiel divulguant au moins le lieu et la date du rendez-vous, les thèmes des discussions et la liste des participants.

Ainsi, nulle mention du Dolder sur le site de la fédération internationale des fabricants pharmaceutiques (IFPMA), basée à Genève, qui en est pourtant l'organisateur.

"Les participants sont des PDG d'entreprises pharmaceutiques mondialement actives basées aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, qui sont membres de l'IFPMA", se borne à déclarer à l'AFP la porte-parole de cette fédération, actuellement présidée par Ian Read, le patron du géant pharmaceutique américain Pfizer.

Cette réunion privée "sert de forum pour une discussion sur les défis de la santé mondiale et les politiques de santé publique ayant un impact sur l'innovation biomédicale", ajoute la porte-parole.

Le patron d'une grande entreprise du pays d'accueil de chaque Dolder joue d'habitude le rôle de maître de cérémonie. Aussi cette fonction incombera lundi à Olivier Brandicourt, le directeur général de Sanofi, qui "fera un discours d'introduction", indique à l'AFP une porte-parole du géant pharmaceutique français.

Devant qui s'exprimera-t-il ? A titre d'exemple, l'AFP a obtenu confirmation de la présence de Kenneth Frazier (PDG de Merck & Co), Lars Fruergaard Jørgensen (Novo Nordisk), Stefan Oschmann (Merck KGaA), David Ricks (Eli Lilly), Kåre Schultz (Teva), Pascal Soriot (AstraZeneca), Michel Vounatsos (Biogen), Emma Walmsley (GSK) ou encore Christophe Weber (Takeda)...

La date et la tenue du Dolder cette année à Paris n'ont rien d'anodin. La réunion a lieu la veille du Conseil stratégique des industries de santé (Csis), une instance de dialogue entre l'Etat et les entreprises du secteur se réunissant tous les deux ans depuis 2004 sous l'égide du Premier ministre.

Par ailleurs, les PDG du Dolder seront reçus à dîner par Emmanuel Macron lundi soir, a indiqué l'Elysée à l'AFP.

DEUXIEME PARTIE

AFGHANISTAN

2001-2021 : Bilan provisoire de la « guerre sans fin » - Réseau Voltaire 2 septembre 2021

L'université Brown, qui comptabilise depuis vingt ans le coût humain et financier de la « guerre sans fin » ou « guerre au terrorisme », a établi un bilan provisoire :

Le coût humain général (hormis les personnes disparues) se situerait entre 897 000 et 929 000 morts. Ce chiffre ne comptabilise les pertes humaines qu'en Afghanistan, Iraq, Pakistan, Syrie et Yémen. Il faudrait ajouter au moins 120 000 morts supplémentaires en Libye.

Le coût financier pour les seuls États-Unis serait de 8 049 000 000 000 dollars. À ces 8 000 milliards pour les contribuables US, il faut ajouter plusieurs centaines de milliards de dollars pour les contribuables afghans, iraquiens, libyens, syriens et yéménites dont les pays sont largement des tas de ruines.

La « guerre sans fin » est censée éliminer le terrorisme. Cependant depuis qu'elle est lancée par le président George W. Bush (photo), les opérations terroristes n'ont jamais été aussi nombreuses et cruelles. On a même assisté à la création d'un pays terroriste : l'Émirat islamique en Iraq et en Syrie. Si l'on accepte le discours officiel, ce carnage n'a donc servi à rien. Réseau Voltaire 2 septembre 2021

Qui profite de l'attentat suicide de Kaboul? L'État islamique au Khorassan vise à prouver aux Afghans et au monde extérieur que les Taliban ne peuvent pas sécuriser la capitale. Par Pepe Escobar (Asia Times 27 août 2021) - Mondialisation.ca, 02 septembre 2021

https://www.mondialisation.ca/qui-profite-de-lattentat-suicide-de-kaboul/5659867

Bon article, cependant la faille ou une contrevérité : - En fin de compte, personne à part l'EI ne souhaite un Afghanistan terrorisé, tout comme personne ne souhaite une guerre civile en Afghanistan.

LVOG - Sauf les Américains !

84 généraux et amiraux US contre la politique afghane de Biden Réseau Voltaire 3 septembre 2021

Des généraux et amiraux US à la retraite ont demandé, dans une lettre ouverte publié le 30 août 2021, la démission du secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, et du président du comité des chefs d'états-major, le général Mark Milley, responsables de la chute de Kaboul

Leur groupe, Flag Officers 4 America, avait déjà publié une lettre ouverte lors de l'élection du président Biden mettant en cause sa santé mentale.

Cet épisode manifeste un fois de plus l'opposition de nombreux officiers généraux à la doctrine Rumsfeld/Cebrowski de « guerre sans fin ». Les signataires déplorent que les États-Unis ne soient plus un empire au sens romain du terme et n'aient plus d'honneur. Réseau Voltaire 3 septembre 2021

La CIA est parvenue à exfiltrer 1 millier de ses Collaborateurs afghans - Réseau Voltaire 6 septembre 2021

La CIA est parvenue à exfiltrer de Kaboul au moins un millier de ses Collaborateurs afghans. Il s'agit de membres des forces de contre-insurrection (Khost Protection Force et Direction nationale de la Sécurité). Ils ont été secrètement réunis à la base Aigle (Eagle Base) et non pas à l'aéroport Hamid Karzai.

Ces Collaborateurs ont commis quantité de tortures et d'assassinats bien plus terrifiantes que les crimes des Talibans. Ils ont été exfiltrés vers le Qatar, puis fondus dans la masse des réfugiés. Certains ont été par la suite envoyés dans l'Union européenne qui ignore leur passé de criminels de guerre.

En partant, ils ont fait exploser la base Aigle pour couvrir leurs traces. Réseau Voltaire 6 septembre 2021

TROISIEME PARTIE

Courriels envoyés

1- Je ne suis pas attiré par les théories loufoques qu'on trouve pratiquement partout, mais ce qui est inquiétant ou peut-être révélateur, c'est que des médecins parmi les plus conformistes en viennent à imaginer, qu'on pourrait être en présence d'une stratégie eugéniste destinée à réduire la population à l'aide de différents moyens inavouables.

En la rendant malade à moyen ou long terme tout en abrégeant son existence d'une, deux ou trois décennies, en affaiblissant son immunité naturelle (réduisant ses anticorps neutralisants), en tuant directement des millions de personnes pour commencer, puis davantage petit à petit, l'air de rien après l'avoir empoisonné avec des vaccins par exemple. Qui fera le rapprochement, personne ou il sera trop tard, les autorités fourniraient des explications bidons que la population goberait puisqu'elle gobe tout comme on est en train de le voir sous nos yeux... Toute autre explication sera caractérisée de complotiste ou censurée.

Evidemment cela paraît incroyable, mais c'est peut-être pour cela que cela pourrait se passer ainsi, sur le même modèle que la mystification d'aujourd'hui qui a relativement bien fonctionné, n'est-ce pas ? C'est terrifiant, sans paniquer, il faut rester vigilant et s'en tenir strictement aux faits. Sinon, on peut devenir fou !

Tu n'as sans doute pas suivi tout ce que j'ai publié dans les causeries depuis août 2008 et c'est normal, sinon tu saurais, faits ou documents à l'appui, qu'ils avaient fomenté le krach de 1929, les 2 guerres mondiales des années avant qu'elles se produisent, comment ils avaient planifié toutes les guerres qui allaient suivre le 11 septembre 2001, etc. On a pu ainsi remonter jusqu'à leurs origines, peu importe si parfois on n'a pas pu identifier la source, les faits suffisent en eux-mêmes pour en avoir une idée précise, c'est la même chose avec tous les attentats, tous leurs auteurs étaient liés à des services secrets, les médias mainstreams l'ont évoqués, ce n'était pas un truc sorti de nulle part.

Bref, quand tu sais cela ou que tu l'as dans la tête, tu te dis qu'ils sont capables de produire les pire atrocités qui soient et les justifier par la suite en inventant de toutes pièces un scénario qui se substituera à la réalité ou à la vérité. Ils détiennent aussi tous les pouvoirs, à ne jamais oublier non plus.

Ce qui me différencie radicalement des autres courants politiques, c'est que moi je n'oublie rien et j'en tiens compte quand j'examine ce qui se passe. Je n'ai pas d'a priori et je ne m'interdis pas de penser l'inimaginable qui pourrait se réaliser d'une manière ou d'une autre inattendue ou peu orthodoxe, car il y a bien des choses que j'ignore et je le sais. Je ne m'interdis rien en la matière, dès lors qu'une parcelle de la réalité semblerait correspondre à une hypothèse, il faut l'examiner, car on pourrait s'illusionner aussi bien en la grossissant qu'en passant à côté. Quand on n'est pas manipulé, on se manipule soi-même ! Notre inconscience peut nous jouer des mauvais tours parfois.

Cela peut aussi être un signe révélateur qui renvoie à quelque chose, à quoi, il faut chercher et le découvrir, s'il existe, sinon on laisse

tomber, contrairement au mythomane qui va vouloir continuer absolument quitte à inventer n'importe quoi et déformer la réalité.

C'est comme cela que naissent les théories dites du complot dans les esprits faibles ou tordus, en trafiquant la réalité ou les faits, en liant entre eux des faits qui n'ont aucun rapport. C'est un truc pratiqué par des intellectuels ou des idéologues monarchistes, souverainistes, antimondialistes, les libertariens et d'autres proches ou issus de l'extrême droite, de la droite catholique, on peut tous les taxer de populistes (Philippot, Asselineau, Dupont-Daignant, etc.), tous ont en commun d'être farouchement antisocialistes, normal ! Thierry Meyssan que je cite souvent se tient un peu à part, bien qu'il en soit proche ou verse dedans à l'occasion aussi sous une forme mystico-religieuse...

2- Oui c'est à devenir fou quand on commence à visualiser la chose comme un projet mondial d'extermination.

Ce pourrait être dans un premier temps plus précisément un projet destiné à prendre le contrôle de la totalité des activités humaines, y compris biologiques.

L'extermination des populations inutiles se ferait progressivement ou de manière indolore, hormis le fait que fragilisées, les mieux lotis seraient de plus en plus fréquemment malades et nécessiteraient un traitement médical permanent, tandis que d'autres moins chanceux seraient soudains atteints de pathologies lourdes qui abrègeraient leur existence.

Quant aux populations jugées les plus nuisibles, elles seraient, soit exterminées au moyen de la dictature numérique ou tout autre moyen coercitif, harcelées, pourchassées, soit totalement marginalisées ou réduites à l'état de parias, dans l'impossibilité d'avoir une vie normal, et finiraient par en succomber assez rapidement.

3- "mais je ne comprends jamais ou il veut en venir."

Réponse : Nulle part ! C'est ce qui arrive à tous les antisocialistes, que veux-tu, normal, non ?

4- Ta réaction est intéressante.

Si toi qui a une expérience politique, et qui sait de quoi on parle quand on évoque le socialisme, la réponse ne te vient pas spontanément à l'esprit, imagine ce qu'il en est pour tous ceux qui n'ont aucune expérience politique ou qui ignorent ce qu'est le socialisme, ils ne sont pas près de trouver la réponse !

Et qu'ils aient des illusions dans le capitalisme n'y change rien, dans le cadre de la concurrence entre impérialistes à l'échelle mondiale, qu'est-ce qu'ils pourraient proposer pour, je les cite, "redonner à la France la place qui lui revient dans le monde" ou "restaurer la grandeur de la France", sinon d'intensifier la guerre économique qui conduirait fatalement à une nouvelle guerre mondiale, car ils ne disposeraient pas des moyens pour gagner cette guerre économique.

Ils n'ont pas le choix, car opter pour le nationalisme, le protectionnisme, le "produire français" se traduirait par une augmentation des coûts de production insupportable, cela entraînerait une pénurie généralisée de marchandises qu'ils ne seraient plus en mesure de produire pour la même raison, de toutes manières personne ne pourrait plus se les procurer car trop chères, elles seraient invendables faute de solvabilité ou de clients pour les acquérir, du coup ils se retrouveraient avec des stocks phénoménaux sur les bras, pour les écouler il ne leur resterait plus qu'à casser les prix, mais dans ce cas-là leur profit s'effondrerait, ils seraient conduits à la faillite, par conséquent ils licencieraient en masse, et ainsi de suite. Sans parler qu'ils ne contrôleraient pas le cours des matières premières sur le marché mondial, et ils ne seraient plus en mesure d'exporter quoi que ce soit, à moins de s'attaquer à ce qui reste des acquis de la classe ouvrière, liquider le Code du travail, réinstaurer la journée de 8 ou 9 heures de travail par jour, bloquer ou diminuer les salaires, etc. et je ne suis pas sûr que ce serait suffisant pour rivaliser avec la Chine par exemple. Ils se retrouveraient face à une situation sociale explosive avec pour seule solution pour la contenir, le fascisme, on en revient donc à la situation actuelle.

Quand je dis qu'il n'y a pas d'autre alternative au capitalisme que le socialisme, ce n'est pas parce que je suis socialiste, ce que je pense et ce qui est, c'est deux choses différentes et je ne confonds par les deux, je ne suis pas dogmatique ou borné, fanatique, j'observe que jusqu'à présent et depuis des millénaires, jamais la roue de l'histoire ne s'est mise un jour à tourner à l'envers, c'est impossible d'inverser le processus historique. En revanche à défaut de progresser, il peut très bien se putréfier, s'asphyxier jusqu'à ce que mort s'en suive.

Prends un fruit, et au lieu de le manger tu le places dans un placard, qu'est-ce qui va se passer ? Il va se mettre à moisir, à se décomposer, à pourrir et finalement il va être réduit en poussière. Non seulement il ne sera pas resté en l'état, mais à aucun moment il ne retournera au stade antérieur, il est définitivement révolu, et bien c'est la même chose avec l'économie.

On pourrait peut-être dire que le sort de la matière est tributaire du temps qui passe et qui fait son œuvre. On ne peut pas faire tourner les aiguilles d'une montre à l'envers, je crois que c'est aussi simple que cela.

Nous avec le socialisme, nous n'aurions pas les mêmes contraintes qu'eux, puisque nous ne partirions pas des mêmes bases. Nos motivations, besoins ou aspirations seraient différentes ou à l'opposé des leurs. Nous disposerions de libertés qu'ils n'ont pas, comme par exemple absolument tout recycler, produire avec les technologies les plus performantes, avec des matériaux aux propriétés cent fois supérieures aux leurs, il en existe des tas qui sont extraordinaires, rationaliser au maximum la production, mettre fin à l'anarchie dans la production, produire que ce qui est vraiment utile, on mettrait fin à l'obsolescence programmée, les machines et les outils seraient quasiment

inusables, tout serait réparable ou réutilisable, recyclable, on ne gaspillerait rien, on ne jetterait rien, surtout pas la nourriture, les vêtements, il n'y aurait pas de chômage, une masse énorme de force de travail serait (économisée) réinjectée dans la production, tous les emplois parasites disparaîtraient, huissier, assurance, publicité, etc. tout serait pensé, réfléchi...

Pourquoi pourrait-on réaliser ce programme et pas eux ? Parce que la notion de profit ou de plus-value aurait disparu, dès lors tout serait possible ou presque, tout du moins dans le cadre des conditions existantes qui en fixent les limites.

Je ne comprends pas pourquoi personne ne diffuse cela parmi la population, cela s'appelle le socialisme, on peut l'appeler autrement, je m'en fous.

Ce n'est pas sorcier, dès lors qu'on contrôle toute l'économie du pays, la monnaie, et qu'on nationalise les banques et les grandes entreprises, les entreprises stratégiques, les transports, les communications, etc. qu'on ferme la Bourse, qu'on annule les dettes des particuliers, des commerçants, artisans, PME, qu'on fout la paix aux petits capitalistes ou entrepreneurs, producteurs, éleveurs, pécheurs, on ne subventionnerait ni les médias, ni les écoles privées, ni les cliniques, ni les médecins libéraux, etc. pourquoi cela ne fonctionnerait-il pas, pourquoi la population y serait-elle opposée ?

(Un complément)

5- Je rajoute un truc très vite, il est 0h07, c'est à cette heure-là que je suis le plus en forme, c'est chiant ! Et toi ?

Le problème, c'est d'y croire, d'avoir l'espoir d'y parvenir, se dire que c'est parfaitement réalisable, car il n'y a rien d'extraordinaire, d'extravagant ou d'outrancier dans ce que j'ai avancé, avoir cet idéal en perspective, notre émancipation, la liberté, sinon à quoi bon vivre.

Mais cela ne vient pas à l'esprit des gens, ils ne sont pas prêts à se battre pour que cet idéal se réalise. Il est légitime, personne ou rien ne peut justifier de vivre dans cette société infâme aux relents totalitaires.

Ils sont incapables d'y venir d'eux-mêmes, et quand tu leur exposes, ils te prennent pour un farfelu ou un rêveur, ils ne te prennent pas au sérieux, ils ne prennent même pas la peine de t'écouter ou de réfléchir, ils sont totalement conditionnés.

Oui, quelque part ils sont très cons, car ils se désintéressent de leur propre destin. Ils peuvent faire penser au pauvre mec qui roulait à 150 km/h en moto, qui s'est envoyé en l'air et est resté paralysé à vie, là il se dit enfin que c'était une connerie de rouler aussi vite et risquer sa vie, trop tard hélas, elle est foutue !

A une autre époque, il a fallu 4 ans de guerre ou de boucherie avec leur lot de misères pour qu'enfin des révolutions éclatent et une soit victorieuse. Faudra-t-il toujours en arriver à cette extrémité, c'est la question qu'on peut se poser raisonnablement.

Quand on voit ce qu'ils sont capables d'endurer aujourd'hui sans broncher, on se dit, vivement la 5e, 6, 7e, 10e vague et vaccination pour qu'ils se révoltent enfin. Un peu de patience.

C'est quand même dingue que notre seul espoir repose là-dessus, car pour rien au monde on voudrait subir de nouveaux sacrifices, donc au lieu de s'en plaindre ou de le souhaiter, préparons-nous à cette éventualité qui semble inévitable, pour faire en sorte qu'elle se termine bien. Qu'est-ce qu'on faire d'autre ou de mieux ?

6- Ne m'écris pas que tu ne crois plus en rien, je ne te crois pas !

Hier soir j'étais crevé, vidé, je ne savais pas quoi foutre, envie de rien, j'ai regardé un documentaire sur l'occupation de Paris vue par les Allemands. De 40 à 45, j'ai observé le comportement des uns et des autres, leur revirement après Stalingrad, il a fallu cette défaite allemande pour qu'ils ne croient plus à l'invincibilité des nazis.

La psychologie humaine est passionnante, donc l'homme est passionnant aussi. Elle est complexe, l'homme est fait de hauts et de bas, de bassesses, mensonges, hypocrisies, cruautés, le tout sur fond d'ignorance, de bêtise épouvantable, de courage et de générosité aussi, on est tous passés par-là plus ou moins, on a tous notre dose de conneries et parfois de saloperies...

Le plus surprenant dans ce documentaire, c'est un ex-soldat allemand qui raconte en se marrant ce qu'il a vécu à Paris à cette époque, dont les bordels qui n'existaient pas en Allemagne.

Je l'ai observé attentivement ce très vieux bonhomme, le documentaire devait dater de 2010 environ. Je me suis demandé comment cela pouvait le faire marrer 65 ou 70 ans plus tard. Je me suis dit qu'il était resté aussi con, et qu'il allait mourir ainsi. J'ai eu pitié de lui sans déconner, il m'a fait de la peine parce qu'il avait une bonne bouille. Je me suis dit en me couchant qu'il n'avait pas mérité cela. Il faut prendre du recul sur ce que l'on vit, sinon parfois c'est à devenir fou ou déprimé.

QUATRIEME PARTIE

Commentaires dans le bolg du Dr. Maudrux

@ à Czerno – 4 septembre 2021

– Maître Di Vizio 'twite' : un Conseil d'Etat «aveugle sourd et de mauvaise foi» a rendu hier son ordonnance sur le recours contre le passe sanitaire : «pour le CE… le Pass n'est pas une incitation à la vaccination mais un moyen de lutter contre l'épidémie; il est proportionné car limité aux seuls endroits où le virus circule activement ! »

Tout cela pour entendre cela ! Quelle connerie !

Je me demande si ceux qui s'en remettent à ces guignols d'avocats ou attendent quelque chose de ces procédures bidonnes le font exprès, idem pour les pétitions, lettres ou courriels à des représentants des institutions ou du régime, dont apparemment ils refusent toujours d'admettre la nature… Un tel acharnement fait penser à l'acharnement thérapeutique, c'est malsain.

Cela vaut ceux qui vont se faire vacciner pour pouvoir aller boire un café au bistrot du coin et qui font confiance finalement aux mêmes. Ils légitiment Macron à leur façon, bravo ! Attendez de voir la suite du programme, vous allez déguster, c'est la seule chose qui fait réagir les hommes hélas, donc cela ne m'émeut pas, c'est dans l'ordre des choses et je m'y conforme puisque c'est inévitable.

Ce n'est pas tout.

Je ne suis pas contre la vaccination, mais contre la vaccination obligatoire. Autrement dit, tant que la roulette russe ne me concerne pas, vous pouvez prendre le risque de crever si vous en avez envie, je m'en tape finalement…

Je suis pour la vaccination obligatoire pour qu'il n'y ait pas de jaloux, la roulette russe pour tout le monde, cela tombera peut-être sur vous et pas sur moi, qui sait, je m'en tape, c'est la vie…

Vous voyez une différence, moi pas. Personnellement, je suis contre la vaccination tout court, je m'en tiens aux molécules efficaces (allopathiques, homéopathiques, plantes) et à la vitamine D, au zinc… Je suis logique jusqu'au bout, et puisque rien ne justifie scientifiquement la vaccination, je ne vois pas pourquoi je devrais changer de position.

Lu dans un article publié par FranceSoir.

Alors qu'aurions-nous dû faire ?

Aurions-nous dû vacciner absolument tout le monde pour éviter des formes graves chez les actifs ou laisser les actifs en bonne santé attraper le virus pour gagner une meilleure immunité à long terme.

Selon le choix que vous faites, vous allez favoriser certains et handicaper d'autres. Il faudrait alors calculer la valeur de chaque vie pour savoir lesquelles sauver et lesquelles sacrifier.

Ma vie vaut-elle plus cher que la vôtre ?

Mais une vie mon cher lecteur, ça vaut combien d'euros ou de dollars ?

La mienne vaut-elle plus ou moins cher que la vôtre ?

C'est une question dégueulasse.

Elle n'a pas de bonne réponse. La poser est déjà scandaleux !

Face à un tel dilemme la science n'est d'aucune aide, le chiffre d'aucun secours quand bien même serait-il juste… Fin de l'extrait.

Prendre le risque de faire mourir ou handicaper à vie des enfants ou des jeunes, des bien-portant de tout âge afin d'épargner des vieillards perclus de comorbidités, c'est insupportable.

Et mettre le doigt dans l'engrenage en affirmant qu'on n'est pas contre la vaccination en principe, sachant que jamais un vaccin n'a pu être mis au point contre un coronavirus (Raoult, Péronne, Fouché, etc.), sachant qu'il mute en permanence et qu'un vaccin serait inefficace dans pratiquement tous les cas de figure, sachant qu'il existe des traitements efficaces et éprouvés sans effets secondaires à tous les stades de la maladie pour réduire sa létalité finalement à ceux que la mort soulagera, c'est tout aussi insupportable !

J'irai même encore plus loin. Je sais que ces thérapies géniques entraînent des décès, environ 40.000 officiellement dans le monde, sans doute beaucoup plus, j'ignore dans quelle proportion mais cela ne doit pas être énorme. En prenant pour base 1 milliard ayant reçu les "vaccins" américains ou anglais, 40 000 morts cela donne un taux de mortalité de 0,004%, le virus a fait plus de morts même en tenant compte du trafic des cadavres ou certificats de décès.

Alors pourquoi pousser des cris d'orfraie contre ces "vaccins" en mettant en avant cet argument ? C'est ridicule, c'est se décrédibiliser ou fournir des arguments à nos ennemis.

On n'en arriverait pas là en prenant position résolument contre toute vaccination, au lieu de chercher des arguments bidons pour s'y opposer.

Personne n'a le droit de jouer avec la vie d'une personne, sous aucun prétexte. Personne ne peut s'arroger un droit de vie ou de mort sur quiconque. Chacun est libre de disposer de son corps ou de sa vie comme il l'entend, du moment qu'il n'empiète pas sur celle des autres ou

leur liberté. Les hommes ont toujours vécu entourés de virus, les plus résistants y ont survécu, les plus faibles ont été éliminés, sans que la notion de justice ou de droit s'emmêle ou y soit pour quelque chose, et ce n'est pas un tyran qui y changera quoi que ce soit.

C'est la conclusion à laquelle je suis arrivé.

@Jean Louis 05

Vous êtes encore trop bon. Laissez tomber, vous êtes en présence de croyants, de fanatiques, d'anticommunistes primaires dignes du maccarthysme ou d'ignorants profonds comme l'était mon père, qui toute sa vie a répété le discours de la réaction qu'il avait appris par coeur à la télévision, à la radio ou dans les journaux, et qui pour lui avait valeur de vérité, je ne dirai pas de connaissance, il était profondément arriéré et vouait un culte aux puissants, aux patrons, aux institutions… et à de Gaulle, et c'était un ouvrier pauvre (menuisier en bâtiment) ! Il a passé sa vie la haine chevillée au corps contre quelque chose qu'il ignorait et il mourut aussi bête qu'il avait vécu.

Ne cherchez surtout pas à rivaliser avec eux ou à les convaincre de quoi que ce soit. Leur discours est d'une médiocrité telle, qu'on n'a aucune emprise dessus, ils seront incapables de vous soumettre le moindre argument pour soutenir leurs allégations, ils ne connaissent que l'anathème et le déni du pauvre d'esprit. C'est incurable parvenu à un certain âge, et ici ils sont très nombreux dans ce cas-là.

Ne vous étonnez pas que la plupart vous renvoient vers des personnages ou des blogs, des documents ou vidéos, associations d'extrême droite ou de libertariens qui par exemple poussent le ridicule jusqu'à accuser l'Union européenne ou le Forum économique mondial d'être des répliques de l'URSS qui n'avait rien à voir avec le socialisme ou le communisme. Mais apparemment nombreux sont ceux qui sont prêts à s'en accommoder, sans s'apercevoir qu'ils sont le miroir ou le reflet exact de ceux qui s'accommodent de Macron, Véran et Cie. C'est pitoyable, mais nous en sommes là.

Ils ne savent absolument rien sur le socialisme qu'ils n'ont cessé de confondre avec la gauche, la social-démocratie dégénérée ou le stalinisme qui en étaient de farouches ennemis. Cela les dépasse complètement, et ils sont loin d'être les seuls dans ce cas-là. Vous savez quelle est leur alternative au régime dictatorial de Macron, une dictature basée sur les mêmes principes, à ceci près qu'ils en seraient les bénéficiaires, comment pourrait-il en être autrement avec de tels personnages ou partis politiques.

A leur décharge, il faut constater que ce qu'on a appelé à tort la gauche et l'extrême gauche sont aussi pourries jusqu'à la moelle et également irrécupérables. Tous ont adopté la muselière et la vaccination par exemple, la version officielle de G. Bush sur le 11/9, on peut remonter ainsi au krach de 1929 et on fera le même constat, c'est une constante depuis près d'un siècle.

On est en train de découvrir qu'on a été les victimes d'une effroyable imposture depuis des lustres dans tous les domaines, alors pourquoi pas aussi en politique et en économie, hein, je vous le demande, pourquoi pas ? On n'a pas cessé de vivre dans le mensonge et l'hypocrisie, d'en être les otages ou les complices. Quelle insouciance, quelle inconscience !

Moi j'ai osé franchir le pas, j'ai entrepris de revoir sans a priori toutes les connaissances que j'avais acquises depuis mon enfance, et chaque jour pratiquement j'en apprends de belles, je vais de découverte en découverte, je progresse, et franchement vous ne savez pas à quel point je me sens bien, libéré, totalement libéré, c'est tout le mal que je souhaite à chacun.

@à Kiki

– La proposition de loi de la gauche pour la vaccination obligatoire

Pouvez-vous préciser qui l'a formulée, quel acteur politique ou quel parti, s'il vous plaît. Merci.

@à Kiki

– la proposition de loi de la gauche pour la vaccination obligatoire.

Vous en êtes encore là ? Vous le faites exprès ou c'est voulu dites-nous ?

Le PS, la gauche, il est vrai qu'avec un tel argument, on va loin, pour mémoire, il a cessé définitivement d'être de gauche le 3 août 1914.

C'est du domaine de l'illusion, de la supercherie, de la croyance et rien d'autre.

Le PS est un parti anti-ouvrier, antisocialiste, anticommuniste, de droite et réactionnaire de par la nature de son engagement politique et non sa littérature, pour faire bref.

- @Jean Louis 05

Désolé, les détracteurs de Mélenchon ont raison.

Mélenchon, c'est un couteau sans lame, dites-le aux lecteurs effarouchés de cet Ehpad qu'est devenu le blog du Dr. Maudrux. Vous ne

craignez rien de cet ancien bolchevik devenu opportuniste pour ne pas dire charlatan, avec lequel j'ai partagé le même courant politique autrefois.

Il est totalement inoffensif pour le capital, le régime. Il n'y a pas chez lui ou dans son programme un argument qui supporte l'épreuve critique de l'analyse, pas un.

Haut de page

Le 11 septembre 2021

J'ai supprimé le lien vers le portail reopen911 (Qui a organisé les attentats du 11 Septembre 2001 ?), après avoir appris qu'il mettait hors de cause Israël ou le Mossad dans la réalisation du 11/9.

La prochaine causerie est en préparation. J'ai consacré la matinée à rédiger la déclaration suivante. En passant, c'est le jour de mes 66 ans, donc je dois consacrer un peu de temps à la famille de ma compagne Selvi qui viennent me rendre visite, c'est la moindre des choses.

Bonne manifestation. Il ne faut rien lâcher, c'est l'avenir de l'humanité qui se joue ici. Et n'oubliez pas de faire connaître le portail autour de vous, il est unique, inoxydable, incorruptible. Je vais toutefois essayer d'améliorer ma communication.

C'est Belmondo qui m'en a donné l'idée, comme quoi je tire des enseignements de partout, même d'origines les plus improbables au départ. Quand on pense à toutes les conneries que les médias ou des intellectuels de merde ont raconté sur lui, c'est carrément abominable. En réalité, ce fut un type très bien, beaucoup plus intelligent que la moyenne, un exemple de courage, de détermination, de volonté, de professionnalisme ou de rigueur, très cultivé, de générosité, de courtoisie, de camaraderie, de gentillesse, de simplicité...

Les féministes à la con ne manqueront pas de l'épingler pour ses rapports avec les femmes, sauf que toutes celles qui l'ont croisé un jour témoignent qu'à aucun moment il ne leur a manqué de respect, et il était plutôt réservé ou timide avec les femmes, qui l'aurait cru. Il a conservé son maquilleur et son habilleuse pendant 40 ans, il les considérait comme des amis, des membres de sa famille, tout comme ses vieux copains du conservatoire ou de la boxe, fidèle en amitié ce qui est rare aussi. Malgré toutes ses aventures et divorces, il n'a jamais négligé sa famille et ses enfants, là c'est encore plus rare. Je ne sais pas si je préfère l'acteur ou l'homme, allez, les deux.

J'ai regardé près d'une dizaine de vidéos sur Jean-Paul Belmondo, et je n'ai pas perdu mon temps.

Déclaration de La Voix de l'Opposition de Gauche.

Halte à la guerre biologique et politique contre tous les peuples !

Pourquoi révèlent-ils un tas d'informations compromettantes, alors que rien ne les y oblige, c'est la question que beaucoup de personnes se posent. On va essayer d'y répondre brièvement à cette question en étant le plus concis et précis possible en fonction des éléments portés à notre connaissance.

Pourquoi prendraient-ils un tel risque que certains jugent inconsidérés, sinon parce qu'ils n'ont plus le choix et parce qu'ils estiment qu'ils ne risquent rien.

Pardi, pour vous déstabiliser, pour vous faire croire qu'ils sont tout puissants, invincibles, et par conséquent vous n'avez pas d'autres alternative que partagez leurs idées ou vous résigner à les subir sans pouvoir vous y opposer efficacement. Et effectivement, c'est ce qui se produit et en déstabilise plus d'un, car tout le monde a l'impression que rien ne peut les arrêter, que quoi qu'on dise ou fasse, rien ne les fera fléchir ou renoncer à leurs objectifs, ce qui au bout du compte est décourageant, démoralisant ou démobilisateur.

Pourquoi, parce qu'ils étaient persuadés que leur heure avait sonné en s'appuyant sur le constat que les facteurs déterminants leur étaient favorables ou que les conditions étaient enfin réunies pour imposer leur modèle de société totalitaire à tous les peuples ou leur permettre d'asseoir définitivement leur hégémonie pour l'éternité sans rencontrer d'obstacles majeurs, considérant qu'ils disposaient des moyens pour les contourner ou les instrumentaliser pour en tirer profit, si nécessaire les abattre.

Ils ont estimé qu'ils pouvaient dorénavant tout se permettre, parce qu'ils concentrent une telle richesse et un tel pouvoir politique, mais surtout parce qu'il n'existe plus d'opposition organisée susceptible de s'opposer efficacement à leur politique ou de dresser les masses contre eux. A l'heure actuelle, il n'existe aucune alternative au capitalisme puisque plus personne ne croit dans le socialisme ou ne le représente, et ils le savent. Partant de là, ces habitués de la Bourse ont jugé que leur prise de risque était minime, voire inexistante, et malheureusement les faits leur donnent raison, mille fois hélas !

Ils ont parfaitement conscience que tous les courants du mouvement ouvrier sont complètement corrompus ou que ses contradictions sont davantage des éléments de dislocation que d'unité, par conséquent, la menace qu'il représenta durant toute une période est écartée. Non seulement il leur laisse le champ libre, ils peuvent l'instrumentaliser lors des différentes opérations qu'ils déclenchent dans le cadre de la guerre idéologique ou psychologique qu'ils mènent contre les masses, ce qui leur rend un service inestimable, car elles servent à affaiblir leur résistance en les divisant ou en dressant leurs différentes couches les unes contre les autres, à favoriser ou alimenter la confusion inextricable qui s'est emparée de tous les esprits, ce qui va leur permettre d'appliquer tranquillement leur programme.

Quand le milliardaire américain Warren Buffett déclara qu'ils étaient en train de gagner la guerre de classes, c'est cela qu'il avait en tête. Mais malheureusement, pratiquement aucun militant, cadre ou dirigeant du mouvement ouvrier, aucun intellectuel, aucun élément des classes

moyennes, ne prit conscience de la portée politique de cette déclaration, de la menace qu'elle représentait, parce que tous refusèrent d'admettre que le sommet de l'oligarchie financière pouvait concevoir un plan, une stratégie destinée à imposer un nouvel ordre mondial totalitaire comme réponse à la crise du capitalisme.

Personne ne peut dire aujourd'hui s'ils parviendront un jour à leurs fins, qui somme toute demeurent fort éloignées dans le temps à l'échelle mondiale. Cependant il leur suffirait d'y parvenir dans les pays dominants, les pays occidentaux, les pays dits les plus développés ou riches pour que cela suffise à soumettre le reste du monde à leur dictature absolue.

A différents niveaux et à différentes époques étalées dans le temps, un certain nombre de pays leur ont servi de laboratoire pour tester les différentes étapes, les éléments, instruments, objectifs intermédiaires qui devaient servir pas à pas leur stratégie, on peut en citer quelques-uns, Israël, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Chine, la Grèce, l'Italie, le Chili, le Japon, et maintenant la France ou tous les Etats de l'Union européenne, principalement ceux de la zone euro qui dominent les autres, le Canada, l'Australie, etc. et bien évidemment toutes les institutions internationales qu'ils contrôlent, à commencer par l'Union européenne, le FMI, la Banque mondiale, la Banque des règlements internationaux (BRI), la banque centrale des banques centrales...

Et pour sélectionner les agents d'influence ou disposant d'un certain pouvoir qui seront chargés de préparer le terrain ou d'appliquer leur politique à différents échelons jusqu'au sommet des Etats dans tous les pays, ils disposent de puissantes institutions, telles le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le Council Foreign Relation (CFR), etc. et d'un réseau constitué d'une multitude de think tanks couvrant tous les secteurs économiques et toutes les institutions nationales de chaque Etat. L'ensemble de ce dispositif a été conçu de sorte que rien n'échappe à cette gigantesque toile d'araignée, qui tendue comme un piège est destinée à prendre le contrôle de l'ensemble des activités humaines.

Au passage, vous aurez remarqué qu'ils avaient de la suite dans les idées, et avec quelle constance ou détermination étape par étape ils appliquaient résolument leur stratégie.

La croissance exponentielle de la démographie mondiale au cours de la seconde moitié du XXe siècle allait constituer le principal facteur contribuant à tendre les contradictions du capitalisme jusqu'au point de rupture, ce qui pourrait se traduire par une perte de leur contrôle de la situation mondiale tant sur le plan économique et politique, s'ils ne prenaient aucune mesure radicale pour écarter ou contenir cette menace.

Ils se retrouvaient donc confronter à une menace mortelle, qu'il fallait écarter par n'importe quel moyen sans pouvoir recourir comme autrefois à une guerre mondiale qui les anéantirait également. D'où l'idée de monter des opérations de type terroriste pour tenter de conserver le contrôle de la situation. C'est ainsi qu'ils mirent en scène successivement la terreur islamiste, la terreur climatique en instrumentalisant les aléas du climat, puis dernièrement biologique, à l'aide d'un virus qu'ils ont sans doute fabriqué dans un laboratoire P4, puis qu'ils larguèrent dans la nature quand ils estimèrent qu'ils étaient prêts à dicter leurs lois au monde entier, les trois opérations étant conçues comme pratiquement toutes leurs guerres depuis l'épisode du 11 septembre 2001, sans fin.

La guerre biologique actuelle s'inscrit dans le prolongement de celle initiée le 11 septembre 2001.

Il est remarquable de constater que ceux qui n'ont pas voulu prendre conscience de la signification politique de l'acte terroriste perpétué par l'oligarchie financière le 11 septembre 2001, qui adhérèrent fidèlement à la fable grotesque de G. Bush au lieu de la dénoncer, sont les mêmes qui un peu plus tard clamèrent à la suite du GIEC que les activités humaines étaient responsables du réchauffement climatique, alors qu'en réalité, s'il était avéré, il proviendrait uniquement des aléas du climat, et qui finalement en arrivent à soutenir la dernière mystification mondiale en date de l'oligarchie, celle d'une pandémie virale, au lieu de montrer comment l'enchaînement des différentes étapes qui se sont succédées depuis janvier 2020, prouvent qu'elle a été entièrement fabriquée ou qu'elle est de nature fraudeuse.

Il va de soi qu'aucun acteur politique qui aurait soutenu la version officielle de l'une de ces trois opérations ne mérite la moindre confiance.

Toutes ces opérations s'inscrivent donc dans la continuité les unes des autres selon le même modèle, et elles étaient animés par les mêmes motivations sordides, économiques et politiques, qui évidemment n'ont rien à voir avec les besoins sociaux ou les aspirations légitimes des peuples à la démocratie, à vivre en harmonie et en paix, bien au contraire.

En finir une fois pour toute avec le capitalisme est une nécessité historique devenue urgente, impérative à réaliser tout de suite, maintenant, sans quoi on prendrait le risque que la civilisation humaine disparaisse à jamais. Voilà la colossale tâche que nous devons réaliser, en rassemblant les éléments les plus conscients de la société, sur cette base et aucune autre, car il n'existe pas d'autres alternatives.

- La déclaration au format pdf (2 pages)
- La causerie au format pdf (4 pages)

Haut de page

Le 12 septembre 2021

Au fait, après avoir changé de carte mère et microprocesseur, être passé à Windows10, je bénéficie d'un ordinateur ultra rapide et ma connexion Internet aussi.

- La causerie au format pdf (2 pages)

J'ai ajouté des liens vers une trentaine d'articles, dont un que je vous conseille particulièrement si vous maîtrisez l'anglais, il est au format image, mais vous pouvez aussi sous Windows 10 le formater en mode texte et le traduire en français avec

https://www.deepl.com/fr/translator.

Ils ne développent pas seulement l'Intelligence Artificielle (IA) pour gagner en productivité, mais surtout pour pouvoir instaurer leur modèle de société totalitaire, c'est leur objectif ultime. Tout est expliqué clairement et en détail, donc au passage vous pourrez constater qu'on ne fait pas partie des adeptes de la théorie de complot ou n'en voit pas quand il n'y en a pas lieu d'en trouver.

On actualisera la causerie demain ou après-demain. En attendant.

POI - Informations ouvrières (IO)n°671. Une honte partagée.

http://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2021/09/TAP_Informations-Ouvrieres-671_10-sept-2021.pdf

IO - Honte à ce gouvernement, à ce ministre, qui osent utiliser l'épidémie mortelle...

LVOG - Eux qui à l'instar du gouvernement ont censuré les traitements efficaces qui empêche l'épidémie d'être mortelle, ils ont osé !

Sinon, ces opportunistes relaient les appels de division des directions syndicales à manifester le 14 septembre, pas question d'avancer le mot d'ordre de grève générale à partir du 15, mot d'ordre qu'ils n'ont eu de cesse d'avoir à la bouche pendant des années.

POID - La tribune des travailleurs (TT). Ils ne sont pas en reste, la concurrence est rude chez les imposteurs d'extrême gauche.

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=2687

TT - « 5 ans de plus », proclame le tract macroniste, sûr (ou faisant mine de l'être) que, face à Marine Le Pen, cette réélection est assurée. Mais… il reste de nombreux mois avant avril 2022 et beaucoup de rebondissements peuvent intervenir d'ici là.

« 4 ans de plus » fut le principal slogan de Trump en 2020 : on en a vu le résultat !

LVOG - Quand on vous disait qu'ils en pinçaient pour le candidat social-démocrate de l'oligarchie financière, Joe Biden, on ne vous avait pas raconté du pipeau.

TT - Obsédé par la concurrence qui l'oppose à la droite traditionnelle, Macron se sent libre de ses mouvements sur sa gauche. Fragmentés, divisés, atomisés, les prétendants « de gauche » à l'élection présidentielle semblent irrésistiblement happés par la machine à perdre.

LVOG - Si ce n'était pas dramatique on aurait envie de se marrer, car on pourrait en dire autant de l'extrême gauche qui est aussi "*fragmentées, divisées, atomisées*", et qui pour s'être encanaillée avec cette pseudo-gauche en est réduite à connaître le même sort. Gluckstein s'en tape, il est parvenu tranquillement à l'âge de la retraite et il n'a pratiquement jamais bossé de sa vie, et cela fait 30 ans qu'il est un des dirigeants indéboulonnables de l'extrême gauche où il incarne "la machine à perdre".

TT - C'est maintenant que les grèves et les mobilisations contre les conséquences désastreuses de la politique de Macron mettent à l'ordre du jour la nécessité de le chasser et la nécessité de la rupture ouvrière avec cette politique de destruction, donc de l'unité pour y parvenir.

LVOG - Décidément, eux aussi ils sont fâchés avec la grève générale, Macron peut dormir tranquille ou comme il le dit, sa "*réélection est assurée*" avec de tels opposants comment pourrait-il en être autrement.

Haut de page

Le 18 septembre 2021

Je n'ai pas corrigé toutes les fautes, sauf en pdf. La causerie est longue, 56 pages, je vous conseille de la télécharger et de la lire tranquillement ou ce qui vous intéresse dedans. La causerie d'août est disponible au format pdf, 82 pages.

Sans déconner, j'ai reçu la news letter du Forum économique mondial, mais ont-ils trouvé mon adresse ? J'oubliais que Outlook fait partie des GAFAM, que suis-je bête. Voudraient-ils me recruter par hasard ?

Gardons le moral. On ne lâche rien, on les aura !

Bonne manif avec un peu de retard, je ne vis pas tout seul ! Bon dimanche.

Guerre économique, guerre idéologique, guerre psychologique, guerre biologique, c'est toujours la même guerre : La guerre de classes on appelle cela aussi la lutte des classes.

On ne compte plus les populistes, opportunistes, illusionnistes et autres charlatans qui voudraient tout changer sans rien changer.

On ne compte plus tous ces personnages ou acteurs politiques à l'éloquence bien rôdé, bénéficiant d'une large couverture médiatique, qu'on ne devrait soupçonner de malhonnêteté ou de charlatanisme pour rien au monde, qui voudraient rendre la société meilleure, quelle noble intention, en apparence seulement, car c'est à condition toutefois de conserver le régime économique en vigueur pour l'éternité, rien de moins.

Pour peu qu'on consacre un peu de notre temps si précieux à lire leurs analyses ou interprétations ou à entendre leurs discours, ce serait à

croire que même les crises et les guerres par exemple auraient une origine obscure, mystérieuse, céleste, mystique, spirituelle, religieuse, mythologique, anthropologique, bref, tout sauf économique, vous aurez compris qu'à défaut ils trouveront toujours le moyen d'inventer une autre explication histoire de faire oublier leur propre hypocrisie, compromission ou collusion avec ce régime ou tout simplement leur ignorance.

Avec la rage du désespoir, tels des rats pris à leur propre piège, ils se raccrochent aux débris calcinés des illusions démocratiques dérisoires qu'ils avaient placées eux-mêmes dans un régime qui les avait épargné si longtemps ou s'était montré si généreux envers eux, et qui aujourd'hui s'est retourné contre eux, et qui, comble d'ingratitude, leur fait payer le prix de leur bassesse et lâcheté en leur témoignant tout le mépris qu'ils leur inspirent, ce qui nous laisse totalement indifférent.

Je vous trouve bien sévère, bien sectaire...

A ceux qui seraient tentés de nous lancer une telle accusation, qui de fait témoignent inconsciemment qu'ils partagent à des degrés divers leur idéologie, je répondrais que je l'assume entièrement. Car, dans la mesure où ils nient la lutte des classes, ils ne peuvent qu'induire les travailleurs en erreur, et faire naître dans leurs têtes de nouvelles illusions qui seraient autant d'obstacles pour comprendre la situation et mener le combat sur leur propre terrain de classe et non sur celui de leurs ennemis, ennemis qui comme d'habitude seraient les seuls à en tirer profit, sans oublier leurs laquais déguisés en opposants pour la circonstance, ceux que nous évoquons ici sans qu'il soit indispensable de les nommer pour que tout le monde ait compris de qui il s'agissait.

Un autre acteur ne vaut guère mieux, le mouvement ouvrier.

Si le mouvement ouvrier en est arrivé à ce point de non-retour dans la trahison, c'est parce qu'aucun courant n'est jamais parvenu à demeurer solidement ancré sur le terrain de classe du prolétariat, de la classe ouvrière, des masses exploitées et opprimées, appelez cela comme vous voudrez.

Dès le début de sa formation, il connut les pires difficultés pour conquérir son indépendance. Hormis les courtes périodes au cours desquelles le marxisme et le socialisme exercèrent une grande influence sur lui, entre la moitié du XIXe siècle et le premier quart du XXe, le reste du temps il se situa sur le terrain de la collaboration de classes, puisque son combat allait être déconnecté de l'objectif qu'il s'était fixé, à savoir, l'émancipation du capital, autrement dit l'abolition du capitalisme qui demeure notre principal mot d'ordre ou objectif à la fois économique et politique.

Mais comment se développe l'opportunisme ? Le plus simplement du monde, à partir de notre propre ignorance du processus dialectique matérialiste historique inconscient. Vous aurez peut-être remarqué qu'à chaque fois qu'il était évoqué, on a pris la fâcheuse habitude d'oublier de mentionner que ce processus se déroulait inconsciemment, il faut donc en déduire qu'on n'est jamais parvenu à en saisir la signification ou la portée. L'épisode abominable que nous sommes en train de vivre en ce moment le prouve suffisamment, si c'était encore nécessaire.

Au départ, quand on devient militant, on a un niveau théorique proche de zéro, on se leurre sur nos connaissances ou expériences, même si on a lu certains ouvrages des marxistes. Tous les militants que j'ai rencontrés ou connus depuis 45 ans étaient honnêtes et sincères. La plupart de ceux qui étaient devenus des cadres ou qui avaient des responsabilités dans leurs organisations le restèrent, ce qui devait être rarement le cas à l'échelon supérieur ou chez les dirigeants, disons qu'il en restait des traces chez certains, mais tous avaient pris conscience qu'ils avaient glissé au fil du temps sur des positions de plus en plus souvent opportunistes, au point que c'était ce qui caractérisait dorénavant leur orientation politique.

Le dogmatisme et l'esprit de secte nourrissent l'opportunisme au point de devenir indispensable. Ils remplacent petit à petit les principes sur lesquels reposaient l'engagement du militant sans qu'il en ait réellement conscience. Une fois que ces nouveaux principes se sont profondément ancrés en lui, qu'ils sont venus se greffer sur ses propres principes (à la manière de parasites) ou qu'ils sont devenus la norme, il est très difficile pour un militant de le discerner et donc de s'en séparer, de changer de comportement ou d'orientation politique, d'autant plus, quand dans son organisation le droit de tendance n'est pas respecté ou n'existe pas, il se retrouve seul face à une majorité de militants qui adoptent aveuglément l'orientation politique de leurs dirigeants.

Les dirigeants n'ont pas d'autre alternative que conserver et alimenter leur orientation opportuniste après être parvenus à la faire partager à leurs militants, car sinon ils prendraient le risque de couper la branche sur laquelle ils sont assis, et ils en ont parfaitement conscience évidemment.

La preuve en est que lorsque des dirigeants ou cadres vont tenter de s'opposer au courant majoritaire dans leur organisation, ils vont échouer à entraîner une masse de militants avec eux sur la base d'une orientation politique fidèle au socialisme, car après l'avoir abandonné si longtemps et avoir recruté des militants sur une base opportuniste, on ne voit pas très bien comment il pourrait en être autrement, cela va chaque fois déboucher sur une ou des scissions donnant lieu à la création d'organisations ou de groupes de militants, qui se livreront à une concurrence acharnée sur le terrain de l'opportunisme, agrémenté opportunément de gauchisme, et seront condamnés à se décomposer toujours davantage, à se disloquer ou à végéter.

Bien entendu, tous continueront de se faire passer pour des révolutionnaires ou des anticapitalistes en radicalisant leurs mots d'ordre ou leurs discours ponctués de relents marxistes ou socialistes, sans jamais les diffuser auprès des masses auxquelles ils ne s'adressent, cela va de soi puisqu'elles en ignorent tout, qu'elles ne changent rien surtout, sachant qu'ils trouveront toujours des jeunes ou des travailleurs qui en entendant les discours qu'ils avaient envie d'entendre seront tentés de les rejoindre, la suite vous la connaissez, je viens de vous la raconter, ils se feront berner et ils seront formatés pour entrer dans le moule de l'opportunisme et ne plus en sortir, ou à la suite de la contradiction ou trahison de trop ils iront voir ailleurs et ainsi de suite.

Si les travailleurs et les militants n'étaient pas si faibles, vulnérables, ignorants ou inconscients, il serait impossible d'abuser d'eux comme le

fait si facilement Macron ou n'importe quel acteur politique ou même oligarque. Ils ne s'aperçoivent même pas qu'ils se retrouvent dans le même camp à lutter contre leurs propres intérêts.

C'est fou quelque part s'exclameront certains. Assurément, c'est dingue d'en être encore là, mais que voulez-vous, c'est la réalité, et on la prend comme elle se présente. Ils sont très influençables, on peut leur faire croire littéralement n'importe quoi, c'est cela que cet épisode révèle. C'est effrayant quelque part, car cela peut déboucher sur la pire dictature qui soit. Ils ne s'aperçoivent pas qu'on les instrumentalise pour en être les principaux agents, exécutants ou bourreaux, avant que cela se retourne finalement contre eux et qu'ils soient broyés à leur tour.

Je surveille de très près l'évolution du comportement et des discours des classes moyennes auxquelles on peut assimiler les couches de la classe ouvrière les plus favorisées, la manière dont Macron et les médias les traitent, parce que c'est un symptôme ou un signal, un point de repère qui permet de cerner les changements qui peuvent intervenir dans l'orientation politique du régime, afin de déterminer jusqu'à quel point il demeure ancré dans le bonapartisme et à quel moment il peut basculer ouvertement dans le fascisme, sachant qu'il oscille entre les deux depuis l'élection du tyran Macron. A suivre.

- La causerie au format pdf (56 pages)

PREMIERE PARTIE.

La combinaison des deux caractérise le stade ultime du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le modèle de société qu'ils veulent imposer à l'échelle mondiale, c'est le régime totalitaire instauré en Chine depuis 1949. Ils ont su en tirer profit sur le plan économique à partir du milieu des années 70, et ils en tirent maintenant profit sur le plan politique, soit un demi-siècle plus tard.

Léon Trotsky - Bonapartisme, fascisme et guerre - 20 août 1940

- L'Etat totalitaire qui soumet tous les aspects de la vie économique, politique et culturelle au capital financier, est l'instrument qui sert à créer un état super nationaliste, un empire impérialiste, le règne sur des continents, le règne sur le monde entier.

A quel moment le fascisme réussit-il ?

A la fois l'analyse théorique et la riche expérience historique du dernier quart de siècle ont également démontré que le fascisme est chaque fois le maillon final d'un cycle politique spécifique ainsi composé : une crise des plus graves de la société capitaliste, une radicalisation croissante de la classe ouvrière, une sympathie croissante vis-à-vis de la classe ouvrière et une aspiration à un changement de la part de la petite bourgeoisie rurale et urbaine, une confusion extrême de la grande bourgeoisie, ses manœuvres lâches et perfides visant à éviter le point culminant de la crise révolutionnaire ; un épuisement du prolétariat et une confusion et une indifférence croissantes, une aggravation de la crise sociale, un désespoir de la petite bourgeoisie, son aspiration à un changement, une névrose collective de la petite bourgeoisie, sa prédisposition à croire aux miracles et aux mesures violentes, une hostilité croissante vis-à-vis du prolétariat qui l'a déçue dans ses espérances. Telles sont les prémisses pour une rapide formation du parti fasciste et pour sa victoire.

LVOG - De nos jours, au lieu de la "*radicalisation croissante de la classe ouvrière*" on a assisté à sa neutralisation par le mouvement ouvrier qui n'est plus qu'un instrument au service de la réaction.

Réaction d'un internaute à la création du Syndicat Liberté Santé destiné aux personnels du secteur de la santé.

- Ce n'est que les personnels médicaux. J'espère que se créera un syndicat généraliste, j'y adhérerais avec plaisir.

LVOG - La création d'un syndicat indépendant ou qui tout du moins refuserait de faire allégeance au régime est légitime, cela correspond à un besoin pour de nombreux travailleurs et militants, qui en douterait ?

La décadence d'un régime qui idolâtre le superflu et la médiocrité.

Le Barça est exsangue financièrement. Le club catalan n'était plus en mesure d'assurer les 75 millions d'euros de salaire annuel demandé par Lionel Messi. Libre, le joueur septuple ballon d'or a fini par rejoindre la ville lumière (PSG) pour un salaire de 40 millions d'euros annuel. voici.fr 16 septembre 2021

LVOG - Même les artistes les plus talentueux du monde n'ont jamais gagné une somme pareille. Quand on pense qu'il y en a qui paient pour aller les voir jouer à la baballe. Ceci explique cela.

Totalitarisme. L'atmosphère irrespirable de Vichy. Apprenez-leur le caniveau.

Au Paname Comedy Club, on ne peut pas rire de tout, et surtout pas avec tout le monde - francesoir.fr 13 septembre 2021

https://www.francesoir.fr/culture-art-expo/segregation-humour-spectacle-paname-art-caf%C3%A9

Un internaute - Le comportement des artistes et comédiens qui se produisent sur la scène du Paname Comedy Club contre les spectateurs "non-vaccinés" font partie des pressions sociales organisées pour en faire des "pestiférés" et créer un apartheid : c'est de l'humour de caniveau.

Patronné par le Forum économique mondial, les merveilles du capitalisme.

Bigger Than Us est un film de Flore Vasseur, soutenu par Marion Cottillard. Un documentaire sur des ados et de jeunes adultes qui, aux quatre coins du monde, déploient toute leur énergie en faveur du climat, des droits humains, de la justice sociale, de l'accès à l'éducation ou à l'alimentation.

Grâce à l'œil de Flore Vasseur qui a capté cette énergie vitale, Bigger Than Us, qui était en compétition officielle lors du dernier Festival de Cannes, est un documentaire pour le moins inspirant, qui donne à voir la beauté du monde, l'envie de la jeunesse d'une vie meilleure pour elle-même et, surtout, pour les autres. Des jeunes adultes qui nous disent comment vivre et ce qu'être au monde signifie. - francesoir.fr 16 septembre 2021

Propagande totalitaire dès la classe de 6e.

Covid – Manuel d'instruction civique des 6e : « Comment certaines libertés peuvent-elles être suspendues au nom de l'intérêt général ? » - lemediaen442.fr 13 septembre 2021

https://lemediaen442.fr/covid-manuel-dinstruction-civique-des-6e-comment-certaines-libertes-peuvent-elles-etre-suspendues-au-nom-de-linteret-general/

Bien dans l'air raréfié du temps, est, page 324 du manuel, « Coronavirus et confinement : je comprends ce qu'est l'intérêt général – Problématique : Comment certaines libertés peuvent-elles être suspendues au nom de l'intérêt général ? »

Un fait divers a été rapporté par FranceInfo et l'AFP et choisi par l'inspecteur d'académie comme exemplaire. Un mauvais citoyen a fait passer son intérêt personnel avant l'intérêt général. Conclusion logique : la Justice l'a condamné à des travaux d'intérêt général. CQFD.

Voici l'article :

« La justice fait respecter la loi

Un homme de 22 ans a été condamné le 31 mars à 105 heures de travaux d'intérêt général pour non-respect réitéré du confinement.

Il avait été verbalisé à quatre reprises le 24 mars, dont trois fois en moins d'une heure alors qu'il se rendait de nuit dans une pharmacie de garde, muni d'une attestation non datée, selon sa défense. Verbalisé une cinquième fois le 26 mars, il a ensuite été interpellé lors d'un sixième contrôle. Placé en garde à vue, il a été jugé en comparution immédiate.

Lors d'une brève audience, l'homme a expliqué qu'il vivait avec sa famille à sept personnes dans un deux-pièces. Selon lui, il a été contraint au bout d'une semaine de confinement de s'installer dans sa voiture, puis de prendre une chambre d'hôtel.

"J'ai la main et un doigt qui sont cassés, je dois être opéré le 5 avril et je suis sorti précipitamment [le 24 mars] juste pour trouver un antidouleur", s'est justifié le prévenu. »

« J'espère que ce travail d'intérêt général se fera dans un service de santé pour que vous voyiez les effets de votre comportement », a déclaré le juge qui l'a condamné. Il est bien que la population prenne conscience de ses responsabilités. Cela évitera le retour des plus sombres heures de l'histoire.

Pourtant, le même jour, mais à Grenoble, un autre jeune homme, qui lui non plus n'avait pas respecté la règle de confinement, et ce à quatre reprises, a été condamné dans un autre tribunal à une tout autre peine : deux mois de détention à domicile sous surveillance électronique. Curieusement la peine ne doit entrer en application qu'après la période de confinement. Quand il ne sera plus dangereux pour les autres, il devra s'en séparer, sous peine d'être entassé dans une cellule surpeuplée. « S'il est à nouveau contrôlé malgré son passage aujourd'hui [le 31 mars] devant le tribunal, il sera à nouveau poursuivi et le parquet demandera de l'emprisonnement ferme avec placement en détention », a précisé le vaillant procureur de la République.

Que de mauvais citoyens !

Ce qui est présenté comme un délit isolé, attentatoire à l'intérêt du plus grand nombre, n'est pas si rare que cela. Depuis le 15 décembre et la fin du deuxième confinement, 5,2 millions de contrôles ont été réalisés et plus de 500 000 verbalisations dressées. On n'en veut pas à notre inspecteur Belin de ne pas l'avoir mentionné, l'essentiel étant de présenter la justice comme respectée par le plus grand nombre.

Activité autonome Belin : Je comprends que la loi préserve les intérêts particuliers.

Activité guidée Belin : Je comprends que l'intérêt général peut limiter les intérêts particuliers. A l'aide d'un exemple tiré du document, montre que les libertés individuelles sont respectées, etc.

Un bel exemple d'engagement citoyen est offert par le manuel : « Sur cette photo prise à Paris en mai 2020 durant le confinement, les habitants expriment leur soutien à celles et ceux [pas de machisme] qui continuent de travailler, notamment le personnel soignant, qu'ils prennent l'habitude d'applaudir chaque soir à 20 h. »

Pour avantageusement compléter le manuel Belin

Un guide prescrit un code de conduite similaire : « La vie en collectivité implique également l'observation de règles de vie fondées sur le respect d'autrui, sur l'ordre et la discipline. »

Il ajoute qu'on peut pendant le confinement

bénéficier de la promenade dans une cour spécifique, en principe de manière individuelle ;
pratiquer une activité sportive au sein du quartier d'isolement ;
suivre des cours par correspondance ;
avoir accès à la lecture ;
bénéficier si besoin de l'aide attribuée aux personnes sans ressources suffisantes.

Il s'agit d'une publication du ministère de la Justice : « Je suis en détention , Guide du détenu arrivant ». Le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports a-t-il prévu de l'ajouter à son programme ? ou d'en faire un magnifique manuel « deux en un » (Éducation et Justice) afin que nos petits restent dans le droit chemin !

Nous avons également une très belle affiche signée du Maréchal pour lutter contre l'égoïsme de tant de mauvais Français. Elle enjoint de cesser « placer son bien-être personnel au premier plan des préoccupations du moment ». En effet, l'heure est grave, nous sommes en guerre contre le virus, comme le gouvernement de Vichy était en guerre contre le défaitisme et le terrorisme. Le mot d'ordre « Taisons-nous » semble plus que jamais d'actualité et Belin ferait bien de l'insérer dans sa prochaine réédition. lemediaen442.fr 13 septembre 2021

PREMIERE PARTIE

Qui est responsable de la situation actuelle ? La totalité de l'extrême gauche ou l'appendice de la gauche réactionnaire.

La tribune des travailleurs (POID) - Où sont les responsables ? Par Daniel Gluckstein

Extrait d'un courriel adressé à un camarade.

- Tout le monde est paumé. Il ne faut pas en vouloir aux gens de bonne volonté, ce serait une connerie.

Ce n'est pas le cas de Gluckstein qui sait très bien ce qu'il fait, il a encore pondu un éditorial épouvantable, il s'enfonce de plus en plus, normal.

Il en arrive à regretter que le gouvernement "a lui-même provoqué et nourri une vague de défiance contre la vaccination", quelle ordure, je crois qu'on ne peut pas dire autrement. Il cautionne ou se félicite des "grèves unies avec les syndicats dans les hôpitaux" qui servent à couvrir leur trahison, et à faire oublier pourquoi ils n'ont pas avancé le mot d'ordre de grève générale ou illimitée ou plutôt, pourquoi ils n'étaient pas en mesure de le proposer après avoir soutenu l'existence d'une pandémie virale et l'absence de traitement au côté de Macron.

Il aggrave son cas en prétendant que "la stratégie de division de Macron est en échec", car en réalité il est largement parvenu à ses fins, plus de la majorité de la population est vaccinée, 80% ou plus dans le secteur de la santé, qu'il aille donc raconter cela à ceux ou celles qui ont ou qui vont perdre leur emploi parce qu'ils ont refusé de se faire vacciner. Manifestement il s'en fout, il est passé dans le camp de la majorité présentielle !

Le véritable échec de Macron, il ne peut pas le mentionner et pour cause, c'est que des millions de travailleurs se sont fait vacciner sous la contrainte ou ils commencent à s'apercevoir qu'il les a manipulés, à part les plus arriérés et les corrompus, la plupart des travailleurs n'adhèrent pas à la politique de Macron, et un certain nombre vont rejoindre les rangs de ceux qui la combattent.

Et il ose après cela à appeler à l'unité, alors que sa politique calquée sur celle des bureaucraties syndicales a conduit à diviser les travailleurs et les militants.

Quant aux "responsables et coupables (qui) devront rendre des comptes. Et partir !", il en fait partie et il ne partira pas non plus !

Le mouvement ouvrier est bien mort, chacune de leur sortie le démontre un peu plus. J'ignore s'il faut le regretter car il était déjà complètement pourri. Quand on l'affirmait ces dernières années ou au cours des décennies précédentes, on prenait des gants, on le ménageait encore, on prenait le risque de passer pour des gauchistes, mais avec la radicalisation de la situation et la tournure dramatique qu'elle a prise, on ne peut plus se taire, on ne doit plus se retenir.

Les militants hurleront au scandale, on s'en fout, on y est déjà habitué, les travailleurs applaudiront, pour nous c'est l'essentiel. Maintenant il

va falloir le reconstruire de fond en comble, et je ne vois toujours pas qui va s'y coller, il est là le problème. Au moins une chose est sûre, sans renouer avec le socialisme, ce sera impossible.

Il y a plein de travailleurs qui cherchent à comprendre ce qui se passe réellement, c'est à eux que nous nous adressons.

Vaut mieux le fascisme que le socialisme, ils n'ont pas changé.

Le passe sanitaire « concilie les principes de liberté de nos concitoyens et de sécurité sanitaire », assure Adrien Taquet Publicsenat.fr 13 septembre 2021

« Le courage politique constituerait à dire à tous les Français qu'ils doivent obligatoirement se faire vacciner quel que soit leur environnement professionnel », a plaidé la sénatrice socialiste des Landes, Monique Lubin, lors des questions d'actualité au gouvernement. Publicsenat.fr 13 septembre 2021

Le 31 août 2021, le NPA (la caricature grotesque de l'extrême gauche) n'était pas en reste, on croirait entendre Castex :

- C'est bien d'une vaste campagne d'accès universel à la vaccination dont nous aurions besoin, seule possibilité effective pour réduire les risques toujours mortels pour les plus fragiles. Ce n'est pas une question de choix individuel mais de protection collective. Et c'est bien parce que ce gouvernement veut contraindre à défaut de convaincre que nous nous opposons au pass sanitaire, tout en défendant le principe de la vaccination la plus large... (Et je ne vous dis pas le sort ignoble réservé à ses opposants - JCT) à l'opposé de tous les discours « anti-vax », complotistes ou d'extrême-droite.

Ailleurs, ils appelaient à défendre les thérapies géniques expérimentales qui seraient des "biens communs universels".

Totalitarisme. Quand Éric Coquerel (LFI) concurrence Valls et Darmanin.

LVOG - Quand un soi-disant opposant en appelle à un dictateur pour restreindre la liberté d'expression, il l'encourage à aller plus loin dans la tyrannie.

Il apparaît que cette liste est un copier/coller "des signataires d'une tribune publiée par Mediapart et qui appelle à aller manifester contre l'islamophobie". Ils ne savent plus quoi inventer pour faire allégeance au régime.

BFMTV - Dans une série de tweets, le journaliste du Média indique avoir découvert au mois d'août une liste sur le site d'extrême droite Fdesouche, recensant des personnalités qualifiées d'"islamo-gauchistes" ainsi que des informations sur leurs fonctions.

Le député La France insoumise (LFI) Éric Coquerel, dont le nom apparaît aussi dans le tableur, appelle, dans une question au gouvernement adressée à Gérald Darmanin, à "suspendre le site d'extrême droite 'Fdesouche'". Il dénonce un fichier "illégal et dangereux". BFMTV 18 septembre 2021

Gageons qu'il soutiendra aussi cette mesure.

Gérald Darmanin lance une procédure de dissolution contre une maison d'édition "légitimant le jihad" - BFMTV 17 septembre 2021

Les bataillons d'un régime fasciste ou quand le tyran reçoit "une salve d'applaudissements des petits entrepreneurs"

- Macron annonce un plan pour les indépendants - francesoir.fr 16 septembre 2021

Emmanuel Macron a annoncé jeudi un plan en faveur des plus de trois millions de travailleurs indépendants, notamment pour protéger leur patrimoine personnel et élargir l'accès à une assurance chômage, dans un discours aux accents de meeting.

"Vous représentez le fil rouge de mon engagement ces dernières années, le mérite, le travail, la prise de risque et la volonté !", a lancé le chef de l'Etat, ovationné par environ 600 membres de l'U2P, principale organisation des indépendants - artisans, commerçants, professions libérales, etc - à la Maison de la Mutualité.

"Depuis 27 ans et la loi Madelin, il n'y avait pas eu de texte dédié à tous les travailleurs indépendants, ce plan est donc une étape historique", a mis en avant le président de l'U2P, Dominique Métayer.

Emmanuel Macron a défendu au passage la mise en œuvre de l'assurance chômage, prévue en octobre. "Il faut s'assurer qu'il n'est jamais plus rentable de ne pas travailler que de travailler", a-t-il lancé, recueillant une salve d'applaudissements des petits entrepreneurs. francesoir.fr 16 septembre 2021

Sinon vous avez la version ordinaire.

Marine Le Pen confirme sa volonté de privatiser l'audiovisuel public - Europe1 13 septembre 2021

LVOG - Cela dit, il est indéfendable sans se compromettre.

Marine Le Pen veut faire de l'outrage sexiste un délit passible de prison - Europe1 13 septembre 2021 Marine Le Pen était interrogée par Sonia Mabrouk ce mardi matin sur Europe 1. La candidate à l'élection présidentielle a affirmé qu'elle voulait faire du harcèlement de rue à connotation sexuelle un délit passible de prison. Europe1 13 septembre 2021

Florence Parly annonce une nouvelle hausse du budget de la défense - LePoint.fr 13 septembre 2021

En 2022, le budget de l'État alloué à la défense augmentera encore et devrait pratiquement atteindre les 41 milliards d'euros (contre 39,2 en 2021). LePoint.fr 13 septembre 2021

Courriel à Réinfocovid du 16 septembre 2021

- Question à 1 ct d'euro : pourquoi les syndicats et partis dits de gauche ou d'extrême gauche n'ont-ils pas appelé à la grève générale ou illimitée à partir du 15 septembre jusqu'au retrait de l'obligation vaccinale et du passe ? La réponse figure dans mon portail, mais vous avez le droit d'avoir une autre explication.

Vous savez, les personnes les plus sérieuses et sensées en sont arrivées à la conclusion qu'il s'agissait d'une affaire politique et non sanitaire. Sans en tirer le moindre enseignement, hélas !

Et, c'est bien là le drame, car cela signifie que le même scénario pourrait se reproduire à l'identique, et on se retrouvait plongé dans la même situation ou pire encore, puisque la situation ne peut qu'empirer au fil du temps dans ces conditions-là, il ne faut pas se leurrer.

Dit autrement, comment expliquez-vous que tout le monde s'efforce de faire comme s'il ne le savait pas, cultive un tas d'illusions, s'en remet à des personnages au passé plus que douteux, bourrés de contradictions, qui les mènent en bateau pour finalement leur péter entre les doigts ? C'est à croire qu'ils n'ont rien appris non plus de l'expérience de la fausse gauche (PS, PCF, EELV, etc.), y compris du Front populaire de 34-36 notamment.

Le problème, ce n'est pas que toutes les actions engagées n'ait mené à rien finalement, puisque Macron est parvenu à appliquer à la lettre l'oukase du Forum économique mondial (Davos) qui fait office de gouvernement mondial. Il faut rappeler que la lutte de classe du prolétariat se solde d'ordinaire par des défaites ou les véritables victoires sont très rares ou se comptent sur les doigts, bien entendu toutes ces luttes étaient légitimes, sauf ces derniers temps ou depuis une quarantaine d'années, mais c'est un autre sujet.

Ces actions correspondent à différents niveaux de conscience politique parmi les masses et les auteurs de ces actions, donc on ne les condamnera pas, même si certaines sont illusoires ou véhiculent des illusions, c'est inévitable et on doit en tenir compte sous peine de se retrouver à hurler avec les loups, ce qu'il est préférable d'éviter, je pense qu'on sera d'accord sur ce point.

Non, le problème c'est qu'on ne soit pas parvenu à partir du constat qu'on était en présence d'un coup d'Etat politique, à parvenir à proposer une alternative cohérente et sérieuse au régime économique en place, je crois qu'on l'appelle aussi le capitalisme si ma mémoire est bonne, absolument personne n'a voulu se situer dans cette perspective, c'est devenu l'horizon indépassable ou borné de tous les acteurs politique ou autres.

On entend dire qu'on serait en présence d'une rupture civilisationnelle, d'un coup de force ou d'un coup d'Etat mondial, en face ils appellent cela le Great Reset ou la Grande Réinitialisation, une tyrannie ou une dictature absolue (parodiant Attali qui l'appelait de ses voeux), certains évoquent le fascisme, à juste titre à mon avis ou j'en fais partie, ils évoquent même la fin du capitalisme, du néolibéralisme, le Forum économique mondial y a consacré des articles, donc je n'invente rien.

Leur laisser l'initiative, c'est courir le risque de se retrouver sur leur terrain, d'en être les otages réduits à l'impuissance, et c'est ce qui se passe en réalité ou ce que j'ai cru observer.

Bref, on ferait face à un bouleversement radical des fondements de la société, et on n'est pas foutu de proposer un bouleversement tout aussi radical qui serait orienté dans la direction opposée, donc incluant notamment l'abolition du capitalisme.

L'argument selon lequel les masses n'y sont pas préparées pour accuser cette orientation de gauchiste ne tient pas. Car à ma connaissance, les masses n'ont aucun intérêt à soutenir la stratégie de l'oligarchie financière, même si elles y adhéraient partiellement au départ par ignorance, cela leur passera, d'autant plus que cette stratégie quel que soit l'angle sous laquelle on l'aborde, n'a absolument aucune légitimité, puisque les masses sont destinées à en être les principales victimes, je crois que c'est facile à démontrer ou comment pourrait-il en être autrement.

Dit autrement, parce que le capitalisme financier proposerait une stratégie sous un jour forcément avantageux, nous serions forcément condamnés à ne pas pouvoir en faire autant... Mais dans ce cas-là, ne vaudrait-il pas mieux avoir l'honnêteté d'avouer qu'on ne croit pas ou plus dans nos propres idées ou dans notre idéal, puisqu'on est incapable ou on refuse de les défendre ?

Dès lors, comment voulez-vous lutter efficacement contre ce régime totalitaire, comment voulez-vous rassembler la minorité la plus consciente de la société estimant indispensable un changement de régime économique et politique, qui par la suite entraînerait la majorité au combat ? C'est impossible.

En conclusion, si vous n'êtes pas comptables de l'issue des luttes que vous menez ou des initiatives que vous prenez, qui se terminent généralement dans une impasse ou par une défaite, en revanche vous ne pourrez pas esquiver indéfiniment le constat que je viens de dresser et que personne à ce jour ne veut reprendre à son compte.

L'espoir d'un monde meilleur sans perspective politique est voué à se transformer en collaboration de classes ou cèdera la place à un moment donné à la démoralisation, au désespoir, à la résignation, le pire des scénarios qui verrait périr la civilisation humaine, c'est ce vers quoi ne manquerait d'entraîner l'apolitisme, qui de fait n'existe pas, tous ceux qui s'en sont réclamés un jour ont mal fini, ce qu'on ne souhaitera à personne.

Vous avez aussi l'humour sur le mode sordide, cruel.

Un internaute- L'humour est la quintessence de l'intelligence: il faut être capable d'analyser rapidement une situation, savoir la décaler, et la reproposer de façon créative en forçant un des traits pour provoquer le rire. Ce qui met en vie de très nombreuses zones mentales, contrairement à la démonstration genre café du commerce...

Quand la gauche, c'est un multimillionnaire diplômé de Science Po Paris

- La Norvège vire à gauche, bye bye "Erna de fer" - euronews 14 septembre 2021

Après 8 ans de gouvernement conservateur, la Norvège est prête pour le centre-gauche.

Le parti travailliste du pays et ses alliés ont remporté une nette majorité aux élections générales, à l'issue d'une campagne dominée par les politiques environnementales et l'avenir de l'exploration pétrolière et gazière du pays. Le taux de participation de ces élections a atteint 77%.

Le probable futur premier ministre Jonas Gahr Støre, un multimillionnaire diplômé de Science Po Paris, âgé de 61 ans, a remercié ses partisans :

"La Norvège a donc clairement fait savoir que le peuple norvégien veut une société plus juste. Merci beaucoup à tous ceux qui ont contribué à cela et qui ont voté pour le changement." euronews 14 septembre 2021

Parole d'internaute.

1 - Irresponsabilité ? La posture facile du « responsable » qui crie avec les loups. J'ai fait l'erreur de lire les propos d'un Député qui critiquait un médecin ayant attrapé la COVID et décidant d'arrêter son activité plutôt que de se faire vacciner. Mes poils se sont hérissés sur son argumentation vide autour de la posture "responsable".

Dans le contexte du débat autour du « pass sanitaire » et de l'injection vaccinale anti COVID, j'entends sans cesse le mot « irresponsable » comme argument principal face aux personnes qui se questionnent et refusent le vaccin.

Aussi, j'aimerais rappeler ce qu'est, selon moi, la responsabilité et l'irresponsabilité dans ce contexte.

L'irresponsabilité c'est de vacciner des jeunes qui n'ont rien à craindre du COVID mais qui peuvent avoir des réactions graves ou mortels du fait de l'injection du vaccin anti-COVID dans des proportions inédites et inquiétantes démontrées par la pharmacovigilance.

L'irresponsabilité c'est de passer des publicités mensongères poussant les jeunes à se faire vacciner en jouant sur l'innocuité du vaccin et la culpabilité du « faite le pour les autres ». Ces deux arguments sont des mensonges.

L'irresponsabilité c'est de continuer à détruire l'hôpital et ses capacités en lits de réanimation.

L'irresponsabilité c'est de saboter les études sur les médicaments permettant de guérir les malades du COVID et d'empêcher les médecins de les prescrire. Cette irresponsabilité a coûté des milliers de vies en France. Cette irresponsabilité a engorgé les besoins en lits de réanimation.

L'irresponsabilité c'est de faire croire à des concepts totalement irréalistes comme l'immunité collective grâce au vaccin. Alors que seule l'immunité collective par la COVID est envisageable.

L'irresponsabilité c'est de vacciner en période de pandémie ce qui crée des variants et multiplie les risques de voir surgir un variant vraiment dangereux. C'est basique et dans les premiers cours d'infectiologie.

L'irresponsabilité c'est de ne pas voir ce qui se passe dans les pays qui ont poussé la vaccination à outrance comme Israël, les conclusions sont pourtant simples.

L'irresponsabilité c'est de s'entêter dans une impasse pour ne « pas avoir tort » alors que tous les signaux démontrent l'ineptie de cette stratégie vaccinale à marche forcée.

L'irresponsabilité c'est de s'entourer de conseils en conflits d'intérêts avec les laboratoires pharmaceutiques et de prendre des décisions contraires à toute la connaissance médicale de base.

L'irresponsabilité c'est de ne pas écouter les médecins de terrain et les infectiologues de renommée non liés par des conflits d'intérêt.

L'irresponsabilité c'est de répéter les erreurs du passé : Distilbène, Levothyrox, Médiator, Sang contaminé, etc la liste est pourtant très longue. Les raisons sont pourtant toujours les mêmes à peu de choses près.

L'irresponsabilité c'est de se baser sur des études truquées (the lancet contre l'hydroxychloroquine) pour prendre des décisions et de ne pas réviser ces décisions quand l'étude est retirée quelques jours plus tard pour falsification de données.

L'irresponsabilité c'est de créer un climat de peur alors que la réalité montre que la courbe des morts en France sur 2020 montre un pic du même ordre de grandeur que la canicule de 2003 ou la grippe de 2015.

L'irresponsabilité c'est de se faire arnaquer par des laboratoires pharmaceutiques en signant des contrats aux clauses irresponsables et en gobant et diffusant leurs discours marketing.

L'irresponsabilité c'est de détruire l'économie de la France sous des prétextes sanitaires qui ne sont qu'une longue liste d'incompétences et d'irresponsabilités.

L'irresponsabilité c'est de détruire l'une des valeurs essentielles de notre France : la liberté, celle la plus basique qui soit, celle de notre corps.

L'irresponsabilité c'est de ne pas informer de façon éclairée les Français avant de leur proposer la vaccination anti COVID.

L'irresponsabilité c'est de rendre obligatoire un vaccin en phase de test qui utilise une technologie toute nouvelle sans aucun recul sur les dangers à moyen et long terme et en minimisant les dangers à court terme.

L'irresponsabilité c'est celle des sénateurs et députés qui n'étaient pas présents lors des votes et discussions sur un point aussi essentiel que le « pass sanitaire » et la vaccination obligatoire.

L'irresponsabilité c'est celle d'un Président qui dans un discours suivi par la majorité des Français dit « la vaccination ne sera pas obligatoire » et qui 6 mois plus tard fait le contraire.

La liste des irresponsabilités est tellement longue, tellement improbable, tellement impensable qu'il est pour le moins énervant d'entendre des citoyens ou soignants, curieux, à l'esprit critique et au bon sens naturel être traités « d'irresponsables ».

Je pense que les responsables et les irresponsables se reconnaîtront. Dans tous les cas, l'histoire les pointera facilement du doigt, l'énormité de la situation dépassant toute proportion.

Un Citoyen responsable,

Qui écoute son bon sens de bon père de famille, qui sait lire les chiffres, qui regarde peu la télévision et qui se rappelle les déviances de l'histoire. Même pas un complotiste car l'incompétence, l'irresponsabilité, la corruption, le manque de courage, l'avidité, les opportunismes variés suffisent à expliquer cet incroyable délire politique.

LVOG - Au contraire, je pense qu'ils savent très bien ce qu'ils font, ils sont là et payés pour cela.

2 - Les nouvelles sont mauvaises d'où qu'elles viennent ! Merci pour une nouvelle journée de merde dans une vie de merde.

3 - Ce n'est pas très compliqué : quand on vous rassure sur une chose, il faut vous dire que l'inverse va arriver exemple : "La covid n'arrivera pas en France" ; "Le port du masque est inutile" ; "Le passeport sanitaire et le vaccin ne sera jamais obligatoire" ; "L'inflation sera modérée et réversible"

4 - Que de mauvaises nouvelles mais finalement... Rien ne bouge, les pauvres deviennent plus pauvres, les riches plus riches... Les classes moyennes paient des impôts... Rien de neuf. À quand un grand effondrement ?

5 - Il va vite falloir se bouger pour contrecarrer ce plan sinon la France va vite se transformer en pays fasciste, à l'image de l'Australie qui est sur cette voie et qui va très vite en sales besognes…

Australie : Masque obligatoire à la plage ! - lemediaen442.fr 13 septembre 2021

https://lemediaen442.fr/australie-masque-obligatoire-a-la-plage/

Après les panneaux devant les maisons pendant la mise en quarantaine covid, puis la chasse à l'homme contre Anthony Karam, testé positif. L'Australie s'attaque aux plages… Les autorités dictatoriales australiennes veillent à rappeler aux gens de se conformer aux mesures dites anti covid. lemediaen442.fr 13 septembre 2021

"Ma vie a été bouleversée" - Séverine Toce, témoignage post-vaccination - francesoir.fr 16 septembre 2021

Hier 15 septembre 2021, jour où les pénalités entraient en vigueur pour les soignants n'ayant pas présenté une attestation d'aptitude (démonstration d'un schéma vaccinal), Madame Toce 47 ans a accepté de témoigner en exclusivité pour FranceSoir.

Suite à une discussion avec son médecin traitant, elle a procédé à la vaccination en mai 2021, avec peu d'informations. Dès son retour chez elle, elle a commencé à avoir des effets indésirables qui se sont aggravés dans les jours suivants. Aujourd'hui, elle est en fauteuil roulant, ne peut plus accéder à son domicile situé au second étage.

En tant qu'ancienne aide-soignante, elle nous livre son témoignage poignant, décrivant son chemin, la batterie de tests et de soins à faire, la reconnaissance « toujours pas complète » de l'imputation au vaccin.

Son message aux lecteurs et auditeurs est simple : "avant de faire un acte médical, renseignez-vous, ne le faites pas pour obtenir un passe ou aller au restaurant". Madame Toce, n'a pas de passe sanitaire car cet effet indésirable grave est arrivé après la première dose. Un comble : cela n'a pas empêché les autorités de rappeler Mme Toce pour faire sa... seconde dose. francesoir.fr 16 septembre 2021

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/debriefing-severine-toce

6 - Ma sœur, 69 ans, particulièrement dynamique (elle a restauré seule sa maison - vieille ferme au milieu d'un vaste jardin qu'elle entretient seule -, elle fait souvent de la randonnée avec des ami(e)s, va à la piscine plusieurs fois par semaine, participe activement dans une asso caritative, traverse régulièrement plusieurs départements pour rendre visite à ses enfants et petits-enfants, fait plusieurs voyages chaque années... bref c'est quelqu'un de très dynamique. Or en mai dernier elle s'est laissée convaincre de se faire vacciner... et subitement depuis la mi-juillet elle accuse une grosse fatigue dont elle n'arrive pas à se débarrasser bien qu'elle dorme 8 heures par nuit et fasse en plus 1h de sieste l'après-midi (ce qu'elle ne faisait jamais avant) et malgré ça elle se traîne. Pire encore, depuis elle fait de la tachycardie (son pouls s'emballe subitement à 140 puis redescend rapidement à 40 avant de remonter à 70) et elle s'essouffle extrêmement vite. Bilan des tests : ce n'est pas le Covid mais d'après son toubib c'est "juste" un virus qui s'est mis sur le cœur et que son corps va l'éliminer tout seul.

Peu convaincue et inquiète, elle a pris rendez-vous chez un cardiologue. Je ne vous cache pas mon inquiétude.

7 - J'ai la chance dans mon petit coin perdu d'avoir un médecin vieille école qui a exercé dans des dispensaires en Afrique. Quand a commencé cette campagne meurtrière il m'a déconseillé d'entrée de me faire vacciner. Au mois de mai lors du variant anglais ce virus de malheur m'a attrapé mais mon médecin m'avait prescrit le traitement ivermectine avec le protocole FLCCC.

J'ai pris les doses prescrites ,6 comprimés de 3mg le premier jour,6comprimés le troisième jours. Le soir même de la première prise j'étais bien mieux et après la deuxième dose ,en pleine forme.

Le docteur Kory USA qui est à l'origine du protocole FLCCC soigne les dégâts post vaccination ainsi que les Covid long avec l'ivermectine.

8 - Deux deces supplémentaires par crise cardiaque. Voisin d un ami. Et une personne que l on ne connaissais pas dans la résidence d une amie. 48 ans et 75 ans. C est pas terminé une autre dans une résidence d une connaissance paralysé du bras. Et tous sont et étaient vaccines deux doses. Au total depuis mars j ai eu connaissance de 6 deces crises cardiaques, un coma, deux paralysies. Tous des vaccines deux doses. En 2020 il ne se passait pas autant de drames. J'oubliais : deux cancers du poumon, la patrone de mon frere et louis un amis de bar de 77 ans non fumeur. La patrone deux mois après la vaccination et Louis un mois après.

9 - Parmi tous les vaccins que j'ai eu dans ma vie… coqueluche, diphtérie, tétanos, variole, rougeole, rubéole, oreillons, hépatite, méningite et tuberculose je n'ai jamais vu autant de fadaises sur un vaccin qui dit que je dois porter un masque et maintenir une distance sociale même lorsqu'on est entièrement vacciné.

Je n'ai jamais entendu parler d'un vaccin qui ferait en sorte que je pourrais encore contracter ou répandre le virus même quand je suis entièrement vacciné.

Je n'ai jamais été soudoyé par les établissements pour prendre le vaccin afin de gagner une voiture et / ou des prix en espèces.

Je n'ai jamais été jugé si je ne le prenais pas. Je n'ai jamais été victime de discrimination pour les voyages, restaurants ou autres services réguliers.

Les vaccins que j'ai listés ci-dessus ne m'ont jamais dit ou fait sentir que j'étais une mauvaise personne pour ne pas les prendre…

Je n'ai jamais vu un vaccin menacer le gagne-pain, le travail, l'école, etc.

Je n'ai jamais vu un vaccin qui menaçait la relation entre un membre de la famille et / ou un ami intime.

Je n'ai jamais vu un vaccin qui permet à un enfant de 12 ans de remplacer le consentement de ses parents.

Je n'ai jamais vu un vaccin utilisé pour le gain politique.

Je n'ai jamais vu le souci où l'on mentionne que c'est ok de le faire un jour et ensuite, du jour au lendemain de ne pas le faire (astrazeneca) …

Donc, après tout ce que j'ai dit, quelqu'un peut-il me dire que je suis non-éduqué, non-informé, ne suivant pas la "science" pour ne pas vouloir prendre ce vaccin jusqu'à ce que les essais cliniques soient terminés, au moins deux ans si ce n'est pas dans plusieurs années ?

Enfin, après tous les vaccins que j'ai répertoriés ci-dessus, je n'ai jamais vu un vaccin comme celui-ci qui discrimine, divise et juge une société ainsi.

C'est un vaccin puissant ! Il fait toutes ces choses que j'ai mentionnées et pourtant, il ne fait pas ce que tous les autres vaccins que j'ai déjà reçus précédemment font et ont été conçus pour faire (et ont réussi) qui est de … lutter contre la maladie visée.

10 - Série de cas de 300 patients Covid du Nigeria : « Une combinaison d'azithromycine, d'ivermectine, de zinc et de vitamine C s'est avérée efficace dans la gestion des cas légers, modérés et graves de COVID-19. »

Source :

https://pgibertie.com/2021/09/16/avec-linde-une-large-partie-de-lafrique-a-eradique-la-covid-avec-livermectine-ceux-qui-linterdisent-le-paient-tres-cher/

La démocratie est incompatible avec l'existence de ce régime.

Du 11-Septembre à la Covid : le refus du débat par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 14 septembre 2021

Les célébrations du 20ème anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 donnent à lire deux narrations absolument contradictoires selon que l'on se réfère à la presse écrite et audio-visuelle ou à la presse digitale. Pour les uns, Al-Qaïda avait déclaré la guerre à l'Occident en ourdissant un crime à grand spectacle, tandis que pour les autres le même crime a masqué un coup d'État intérieur aux USA.

Tout débat est impossible entre les tenants de ces deux versions. Non pas que les deux camps le refusent, mais parce que les partisans de la version officielle —et eux seuls— s'y refusent. Ils considèrent leurs adversaires comme des « complotistes », c'est-à-dire dans leur esprit au mieux des imbéciles, au pire des gens malfaisants, des complices —volontaires ou non— des terroristes.

Désormais ce désaccord s'applique à tout événement politique majeur. Et la vision du monde des deux camps ne cesse de se distancier l'une de l'autre.

Comment une telle fracture entre des concitoyens a-t-elle pu advenir dans des sociétés qui aspirent à la démocratie ? D'autant plus que, non pas cette fracture, mais la réaction à cette fracture rend toute démocratie impossible.

Une certaine conception du journalisme

On nous assure aujourd'hui que le rôle des journalistes est de rapporter fidèlement ce qu'ils ont vu. Pourtant, lorsque nous sommes interrogés par un média local sur un sujet que nous connaissons et que nous voyons comment il a traité ce sujet, nous sommes souvent déçus. Nous avons l'impression de ne pas avoir été compris. Certains d'entre nous déplorent être tombés sur un mauvais journaliste et conservent leur confiance dans les médias de masse. D'autres se disent que si une légère déformation est possible sur de petits sujets, une bien plus grande doit l'être sur des sujets plus complexes.

En 1989, une foule venue assister à un de ses discours, entendit le dictateur roumain, Nicolae Ceausescu, accuser les fascistes d'avoir inventé le massacre de Timisoara attribué aux tortionnaires de son régime. Révulsée par ce déni, la foule se révolta, scanda « Timisoara ! Timisoara ! » et le renversa. La chaîne de télévision locale d'Atlanta (USA), CNN, diffusa en direct les quelques jours de cette révolution. Elle devint ainsi la première chaîne d'information en direct et se transforma en chaîne internationale. Or l'on sait aujourd'hui que ce massacre n'a jamais existé. Ce n'était qu'une mise en scène réalisée avec des cadavres extraits d'une morgue. On apprit par la suite qu'une unité de propagande de l'Armée de Terre US disposait d'un bureau attenant à la salle de rédaction de CNN.

La manipulation de Timisoara n'a fonctionné que parce qu'elle était en direct. Les téléspectateurs n'avaient ni le temps de vérifier, ni même celui de réfléchir. Au plan professionnel, aucun journaliste n'a jamais tiré de conclusion de cet événement. Au contraire, CNN est devenue le modèle des chaînes d'information en direct qui ont fleuries un peu partout.

Lors de la guerre du Kosovo, en 1999, je réalisais un bulletin quotidien résumant les informations de l'Otan et celles des agences de presse régionales (Autriche, Hongrie, Roumanie, Grèce, Albanie, etc…) auxquelles je m'étais abonné [1]. Dès le départ, ce que racontait l'Otan à Bruxelles n'était pas confirmé par les agences régionales. Celles-ci, au contraire, décrivaient un tout autre conflit. Il était étrange de constater que les journalistes régionaux, de quelque pays qu'ils soient à l'exception de l'Albanie, formaient un bloc, écrivant des textes compatibles entre eux, mais pas avec ceux de l'Otan. Semaine après semaine, les deux versions s'éloignaient l'une de l'autre.

Pour répondre à cette situation, l'Otan confia à Jamie Shea la conduite de sa communication. Celui-ci raconta chaque jour une nouvelle anecdote vécue sur le champ de bataille. La presse internationale n'eut bientôt d'yeux que pour lui. Sa version s'imposa dans les médias et les agences de presse régionales ne furent plus relayées, sauf par moi. Dans mon esprit, les deux camps mentaient et la vérité devait être quelque part entre les deux partis pris.

Lorsque la guerre fut terminée, des humanitaires, des diplomates et des militaires des Nations unies se ruèrent au Kosovo. À leur grande surprise —et à la mienne—, ils constatèrent que les journalistes locaux avaient décrits fidèlement la vérité. Les propos de Jamie Shea n'avaient été que de la propagande de guerre. Ils avaient pourtant été la seule source « fiable » des médias internationaux durant trois mois.

Les journalistes occidentaux qui se rendirent au Kosovo constatèrent eux aussi qu'ils avaient accordé leur confiance à des gens qui leur avaient mentis avec aplomb. Pourtant rares sont ceux qui ont changé leur discours. Et plus rares encore sont ceux qui sont parvenus à convaincre leurs rédactions que l'Otan les avaient trompées. La narration imposée par l'Alliance atlantique était devenue la Vérité que les livres d'histoire allaient reprendre malgré les faits.

La Grèce antique et l'Occident moderne

Dans la Grèce antique, les pièces de théâtre provoquèrent de vives émotions chez les spectateurs. Certains craignaient que les dieux ne les entraînent dans de sombres destins. Aussi progressivement le chœur, qui narrait l'histoire, commença à expliquer aussi qu'il ne fallait pas se laisser berner parce que l'on voyait, mais comprendre que ce n'était qu'une mise en scène.

Cette distanciation avec les apparences, qui est paralysée par le mythe de l'information en direct, est nommée en psychologie la « fonction symbolique ». Les petits enfants en sont incapables, ils prennent tout au sérieux. Cependant, à « l'âge de raison », à 7 ans, nous pouvons

tous faire la différence entre ce qui est vrai et ce qui n'est qu'une représentation.

La raison s'oppose ici à la rationalité. Être rationnel, c'est ne croire qu'à des choses démontrées. Être raisonnable, c'est ne pas croire à des choses impossibles. C'est une très grande différence. Parce qu'on ne trouve pas la Vérité avec des croyances, mais avec des faits.

Lorsque nous voyons des avions frapper le World Trade Center de New York et des gens se défenestrer pour échapper à l'incendie, nous sommes tous très émus. Lorsque les Tours s'effondrent, nous sommes prêts à pleurer. Mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir [2].

On peut toujours nous raconter que 19 pirates de l'air ont détourné quatre avions, ces personnes ne figurant pas sur les listes des compagnies d'aviation des passagers embarqués, elles ne pouvaient pas détourner ces avions.

On peut toujours nous raconter que le carburant des deux avions en feu a glissé sur les piliers des bâtiments et les a fait fondre, cela expliquerait que les Tours Jumelles se soient effondrées, mais pas sur elles-mêmes, et pas l'effondrement de la troisième tour. Pour qu'un bâtiment s'effondre, non pas sur un côté, mais sur lui-même, il faut faire exploser ses fondations, puis le faire exploser de haut en bas pour détruire les étages sur eux-mêmes.

On peut toujours nous raconter que des passagers affolés ont téléphoné à leurs proches avant de mourir, les compagnies de téléphones n'ayant aucune trace de ces appels, ils n'ont pas existé.

On peut toujours nous raconter qu'un Boeing a détruit le Pentagone, il ne peut pas être entré par une porte cochère sans en abîmer le chambranle.

Les témoignages sont contradictoires entre eux. Mais seuls certains sont contredits par les faits.

Pourquoi acceptons-nous d'être trompés

Reste un problème de taille : pourquoi acceptons-nous d'être trompés ? Généralement parce que la Vérité nous est plus dure à accepter que le mensonge.

Par exemple, lorsque durant des années, le fils du président de la Fondation nationale des sciences politiques a dénoncé les viols dont il était victime de la part de celui-ci, tout le monde a plaint ce pauvre garçon qui délirait et loué son père qui endurait sa folie sans dire mot. La sœur de la victime ayant publié un livre-témoignage, chacun a réalisé qui disait vrai. Le président a été contraint à la démission. Le violeur ne doit d'avoir échappé à la Justice qu'à son statut : ancien député européen, président de l'institution emblématique de toute la classe politico-médiatique française et président du Siècle, le club privé le plus huppé de France.

Pourquoi croyons-nous qu'Al-Qaïda est responsable des attentats du 11-Septembre ? Parce que le secrétaire d'État, le général Colin Powell, est venu le jurer, la main sur le cœur, devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Peu importe qu'il ait menti des années auparavant en validant l'histoire des couveuses volées au Koweït par les Iraquiens et des bébés abandonnés à la mort. Ou qu'il ait menti après à propos des armes de destruction massive du président Saddam Hussein. C'est un secrétaire d'État et nous devons le croire.

Au contraire, si nous remettons sa parole en cause, nous ne devrons pas seulement nous demander pourquoi nous avons envahi l'Afghanistan, puis l'Iraq, etc. Mais aussi et surtout pourquoi il a menti.

La réaction au Covid-19 : un autre 11-Septembre

L'énigme du 11-Septembre n'est pas une question du passé. Notre compréhension des vingt dernières années dépend de la réponse qu'on lui apporte. Tant que nous n'aurons pas de débats contradictoires entre tenants des deux versions, nous reproduirons cette fracture sur tous les sujets mondiaux.

Nous vivons actuellement une autre catastrophe, la pandémie de Covid-19. Nous avons tous vu un grand laboratoire, Gilead Science, corrompre les éditeurs de la revue médicale The Lancet pour qu'ils dénigrent un médicament, l'hydroxychloroquine. Gilead Science est la société anciennement dirigée par le secrétaire à la Défense du 11-Septembre, Donald Rumsfeld. C'est aussi elle qui produit un médicament contre la Covid-19, le Remdesivir. Quoi qu'il en soit, nul n'a plus osé chercher de médicaments pour soigner la Covid. Tous se sont reportés sur l'espoir de vaccins.

Donald Rumsfeld avait chargé ses collaborateurs d'élaborer des protocoles en cas d'attaque bioterroriste contre les bases militaires US à l'étranger. Puis il a demandé à l'un d'entre eux, le docteur Richard Hachett, qui était membre du Conseil de sécurité nationale US, d'étendre ce protocole en cas d'attaque contre la population civile US. C'est cet homme qui a proposé de confiner obligatoirement les populations saines, provoquant une levée de bouclier des médecins états-uniens, professeur Donald Henderson de l'université John Hopkins en tête [3]. Pour eux Rumsfeld, Hatchett et leur conseiller, le haut-fonctionnaire Anthony Fauci, étaient des ennemis du serment d'Hippocrate et de l'Humanité.

Lorsque l'épidémie de Covid-19 est survenue, le docteur Richard Hatchett était devenu le directeur de la CEPI (Coalition for Epidemic Preparedness Innovations) ; une association créée au Forum de Davos et financée par Bill Gates. C'est Hatchett, le premier, qui a utilisé l'expression « Nous sommes en guerre », reprise par son ami le président Emmanuel Macron. C'est lui qui a conseillé de confiner les populations saines comme il l'avait imaginé 15 ans plus tôt dans le cadre de la « guerre au terrorisme ». Anthony Fauci, quant à lui, était toujours à son poste. Il avait détourné de l'argent fédéral pour financer des recherches illégales aux États-Unis. Elles ont été réalisées pour lui au laboratoire chinois de Wuhan.

Normalement, les professions médicales auraient dû se soulever à nouveau contre le confinement obligatoire des personnes saines. Il n'en a

rien été. Massivement, elles ont considéré que la situation exigeait de violer le serment d'Hippocrate.

Aujourd'hui, les pays occidentaux qui ont appliqué les conseils du docteur Hatchett et ont cru aux mensonges de Gilead Science ont un bilan terrifiant de cette pandémie. Les États-Unis ont 26 fois plus de décès par million d'habitant que la Chine. Et son économie est dévastée.

Cela mériterait quelques débats et explications, mais non. Nous préférons voir nos sociétés se fracturer à nouveau entre partisans d'Anthony Fauci ou du professeur Didier Raoult. Conclusion

Plutôt que de nous parler, de confronter nos arguments, nous organisons de faux débats entre les tenants de la doxa dominante et ceux d'opinions les plus grotesques possibles.

Il est inutile d'ambitionner de vivre en démocratie, si nous refusons de discuter réellement les sujets les plus importants. Réseau Voltaire 14 septembre 2021

Notes.

[1] Le Journal de la guerre en Europe.

[2] À propos de la signification politique des attentats du 11-Septembre, lire : « 20ème anniversaire des attentats du 11 septembre 2001. Tout donne aujourd'hui raison à Thierry Meyssan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 31 août 2021.

[3] « Le Covid-19 et l'Aube rouge », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 28 avril 2020.

Les réseaux dits sociaux auraient-ils favorisé l'expression de la démocratie ? Pas vraiment.

Les 5,8 millions de privilégiés de Facebook Réseau Voltaire 14 septembre 2021

Le Wall Street Journal s'est procuré un document interne de Facebook montrant que contrairement à ce que prétend cette société, elle ne traite pas de la même manière le grand public d'un côté et les célébrités, politiciens et journalistes de l'autre.

Plus 5,6 millions de VIP sont white-listés par le programme XCheck. Ils sont dispensés des règles puritaines de ne pas montrer de nudité et des règles woke de bienséance ; des règles qui ne s'appliquent qu'aux milliards d'utilisateurs lambda.

Ce programme existe depuis plusieurs années. Il exclut certaines personnalités pour des raisons politiques comme le président Donald Trump qui a été expulsé du réseau social sans que l'on sache exactement pourquoi. Réseau Voltaire 14 septembre 2021

Source : « Facebook Documents Reveal Secret Elite Exempt From Its Rules, Jeff Horwitz », The Wall Street Journal, September 14, 2021.

Les réseaux dits sociaux censurent et manipulent les esprits plutôt qu'autres choses.

Censure économique de FranceSoir après une pseudo enquête de France2 - lemediaen442.fr 13 septembre 2021

Suite au reportage de « Complément d'enquête » du jeudi 2 septembre, sur la monétisation des sites dits « complotistes », FranceSoir perd son financement via les publicités Google. Une enquête que le journaliste de FranceTélévision qualifie « d'étude inédite » sur des « citoyens » de tous bords.

Les chasseurs de fakes news de France télévision ont décidé l'ouverture de la chasse aux sorcières. Le gibier est composé de sites n'allant pas dans le sens de la pensée unique. Complément d'enquête est censé compléter une enquête inédite. Tellement inédite qu'on ne sait pas comment elle a été menée ni comment a été choisi le panel de 50 personnes. L'émission nous offre un micro-trottoir, mais vraiment pas une « étude ». Une voix off vient systématiquement ridiculiser les personnes interrogées : ils sont complotistes, crédules… Ils ont dû regretter d'avoir laissé entrer n'importe qui chez eux. L'idée de l'émission est que toute personne se posant la moindre question sur la propagande gouvernementale croit forcément que la Terre est plate ou que Emmanuel Macron serait un extra-terrestre.

On vous a déjà présenté Conspiracy Watch et StopHateMoney (1) qui luttent contre la liberté d'expression en France. Leur méthode : assécher économiquement ceux qui s'opposent aux informations des médias de propagande. Sur Google, les sites alternatifs seraient grassement financés par la publicité des géants de la téléphonie mobile, de la grande distribution, de l'industrie automobile. A l'inverse, Complément d'enquête serait produit sur un coin de table par des smicards. Ainsi Aude Favre et Sylvain Louvet, producteurs de l'émission, sont soutenus par le ministère de la Culture. Leur association Fake Off a l'appui de la Dilcrah qu'on vous a déjà présentée (2). Sylvain Louvet a reçu le Prix Albert-Londres décerné par des journalistes dont les employeurs sont des médias bien connus pour leur indépendance : Le Figaro, Le Monde, L'Express, Le Point, RMC, FranceInter, etc. Bref, des journalistes aussi indépendants que ceux de Complément d'enquête. D'ailleurs, si vous en doutez, vous êtes complotistes.

Google supprime sa monétisation du site de FranceSoir

D'après ce pseudo reportage, les sites (car la presse papier d'opinion n'existe plus) qui dénoncent les pertes de liberté, la mascarade en cours, ne seraient que des extrémistes de droite, des profiteurs de personnes crédules et qui se feraient un « max de pognon » sur leur dos. À la suite du reportage dénonçant FranceSoir comme site de désinformation, à tendance complotiste comme il se doit, Google lui a retiré ses

publicités. BigMédia veille sur nous. Après tout l'objectif officiel de la censure, depuis 1949, est de protéger les mineurs (et leurs parents, eux-mêmes de grands enfants). Et si vous croyez être adulte, c'est que vous êtes complotiste ! lemediaen442.fr 13 septembre 2021

1 - https://lemediaen442.fr/ils-voient-des-complotistes-mais-surtout-des-antisemites-partout/

2 - https://lemediaen442.fr/on-vous-cause-morale-et-on-vous-fait-les-poches/

Le capitalisme, c'est la guerre sans fin.

« L'Art de la guerre » - La loi qui donne au président US licence de tuer par Manlio Dinucci (Il Manifesto) - Réseau Voltaire 14 septembre 2021

En changeant de position et en validant la chute de Kaboul, le président Biden a renoué avec la stratégie Rumsfeld/Cebrowski de la guerre sans fin. Il s'agit de ne plus déployer de grandes troupes au sol, mais de multiplier les théâtres d'intervention pour des drones-tueurs, des Forces spécailes et des mercenaires. La guerre change de nature et s'étend.

Le 18 septembre 2001, une semaine après le 11 Septembre, le Congrès des États-Unis approuve avec un vote bi-partisan unanime la Loi Publique 107-40 qui stipule : « Le Président est autorisé à utiliser toute la force nécessaire et appropriée contre les nations, organisations ou personnes dont il considère qu'ils ont planifié, autorisé, commis ou aidé les attaques terroristes survenues le 11 septembre 2001, ou a donné refuge à ces organisations ou personnes, dans le but de prévenir tout futur acte de terrorisme international contre les États-Unis de la part de ces nations organisations oui personnes ». La loi, qui conférait au président républicain George W. Bush les pleins pouvoirs de guerre, avait été rédigée par le sénateur démocrate Joe Biden, président de la Commission pour les relations extérieures.

Le président Bush se trouvait ainsi autorisé par le Congrès, au nom de la « guerre à la terreur », à utiliser la force militaire non seulement contre des organisations ou des personnes mais contre des nations entières, dont la culpabilité était décrétée par le président même, qui émettait la sentence sans procès, ni possibilité d'appel, et en ordonnait l'immédiate exécution au moyen de la guerre. Les seuls qui depuis longtemps demandent l'effacement de cette loi sont deux sénateurs, le démocrate Tim Kaine et le républicain Todd Young, mais leur tentative n'a jusqu'à présent pas abouti. La loi du 18 septembre 2001, toujours en vigueur, a été utilisée, après le président républicain Bush, par le démocrate Obama, par le républicain Trump et par le démocrate Biden (ex- vice président de l'Administration Obama). On calcule qu'elle a déjà été utilisée pour « légitimer », pendant les vingt dernières années, des opérations militaires effectuées par les forces armées états-uniennes, sur ordre présidentiel, dans 19 pays du monde, parmi lesquels l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Yémen, la Tunisie, le Kenya, le Mali, le Nigeria, la Somalie, le Cameroun et le Niger

Trois semaines après l'adoption de la loi, le président Bush ordonnait d'attaquer et d'envahir l'Afghanistan, officiellement pour donner la chasse à Oussama Ben Laden protégé par les Talibans ; trois mois après, il ordonnait l'ouverture du camp de détention de Guantánamo, où étaient secrètement déportés et torturés de présumés terroristes de différents parties du monde ; un an et demi plus tard —sollicité par une résolution bi-partisan de 77 sénateurs, menée par Joe Biden— le président Bush ordonnait d'attaquer et d'envahir l'Irak sous l'accusation (qui s'est ensuite révélée fausse) qu'il possédait des armes de destruction de masse. L'ordre était d'avoir un poing de fer pour écraser la résistance : confirmation en était donnée par les images des tortures dans la prison d'Abu Ghraib, mises à jour en 2004.

Toujours sur la base de la loi de 2001 qui l'autorisait à « utiliser toute la force nécessaire et appropriée », le président Obama, dix ans après, autorisait la CIA à mener des actions secrètes en Libye pour préparer la guerre de l'Otan qui allait démolir l'État libyen. Selon le même procédure « légale » —documentait le New York Times (29 mai 2012)— pendant l'Administration Obama fut instituée la kill list, mise à jour hebdomadairement, comprenant des personnes du monde entier condamnées secrètement à mort sous l'accusation de terrorisme, lesquelles, après l'approbation du président, étaient éliminées généralement avec des drones-tueurs. La même procédure était suivie en janvier 2020 par le président Trump, qui ordonnait l'élimination du général iranien Qasem Soleimani, assassiné par un drone US à l'aéroport de Baghdad. Des attaques analogues de drones US ont été « légalement » autorisées en Afghanistan, en Irak, en Libye, au Pakistan, en Somalie, en Syrie et au Yémen.

La plus récente attaque d'un drone-tueur est celle qui, sur la base de l'autorisation du président Biden, a frappé le 29 août à Kaboul une voiture suspectée de transporter une bombe de Daesh. Une enquête du New York Times (10 septembre) a pu vérifier que la voiture (suivie longtemps par le pilote du drone, à des milliers de kilomètres de distance) ne transportait pas des explosifs mais des réservoirs d'eau. Contre cette voiture, dans un quartier densément habité, a été lancé un missile « Feu de l'enfer », qui a tué dix civils, dont sept enfants. Réseau Voltaire 14 septembre 2021

DEUXIEME PARTIE

Rappel.

95 % des personnes hospitalisées avec la COVID-19 sont porteurs de comorbidités.

Le SARS-CoV-2, à l'origine de la COVID-19, est apparu il y a plus de 18 mois. Il a officiellement fait à ce jour (début septembre 2021) plus de 4,5 millions de victimes parmi les quelques 7 milliards d'humains que nous sommes, soit 0,064% de mortalité sur l'ensemble de la planète (https://www.worldometers.info/coronavirus/).

Bien entendu, l'âge reste un facteur déterminant dans le risque de mortalité associée à la COVID-19. Cependant, il est clair que le nombre de comorbidités observées augmente avec l'âge. Il est clair également que certaines de ces comorbidités sont le résultat de mauvaises habitudes de vie, telles la sédentarité, une alimentation trop riche en gras et sucres, un niveau de stress trop important, etc.

Les personnes sans comorbidités sont donc très minoritaires parmi les malades de la COVID-19, et même fortement infectées par le virus, ces personnes survivent pratiquement toutes.

Conclusion Le message est donc particulièrement clair : on meurt 100 fois moins de la COVID- 19 seule que de la COVID-19 associée à une ou plusieurs comorbidités. C'est pourquoi, plus qu'une pandémie, cette maladie est considérée comme une syndémie : elle n'existe très majoritairement que chez les personnes préalablement porteuses de comorbidités (hypertension, diabète, obésité...). Bon nombre de ces comorbidités sont malheureusement le résultat d'une mauvaise hygiène de vie.

https://wiki.reinfocovid.fr/_media/newsletters/newsletter_du_15_septembre_2021/comprendre_2_-_risque_vs_comorbidite.pdf?_se=amN0YXJkaWV1QG91dGxvb2suZnI%3D

Ghetto de Varsovie, suite.

Un cadre de Pfizer affirme qu'Israël est un laboratoire pour les vaccins anti-Covid - lemediaen442.fr 13 septembre 2021

« Au début de la pandémie, nous avons établi une relation avec le ministère israélien de la Santé, qui a utilisé exclusivement le vaccin Pfizer et l'a suivi de très près, de sorte que nous disposions d'une sorte de laboratoire où nous pouvions observer les effets (du vaccin). »

Ceci est la déclaration de Philip Dormitzer, directeur scientifique de Pfizer, dont la vidéo a été diffusée vendredi sur Channel 12, comme le rapporte i24news. Evidemment la société pharmaceutique essaie tant bien que mal d'arrondir les angles, afin de ne pas éveiller les soupçons. Pourtant, le premier à avoir lâché la bombe, n'est autre que Albert Bourla, directeur général de Pfizer, lors d'une interview sur NBC :

« Je crois que Israël est devenu le laboratoire du monde en ce moment parce qu'ils n'utilisent que notre vaccin dans cet État et qu'ils ont vacciné une très grande partie de leur population, de sorte que nous pouvons étudier à la fois les indices économiques et sanitaires. »

Comprenez bien que tout ce qui arrive en Occident est d'abord testé en Israël, que ce soit les vaccins, le port du masque, le pass sanitaire, le bracelet électronique, le confinement, les infirmières non-vaccinées virées… Les élites n'auront aucun regret à sacrifier la base — le peuple — pour servir leurs propres intérêts. Conclusion : si Israël est un laboratoire, les Israéliens sont des cobayes. Nous attendons évidemment que les organisations comme le CRIF condamnent les propos du directeur général de Pfizer, Albert Bourla, ainsi que du directeur scientifique, Philip Dormitzer, afin que le petit peuple israélien ne soit pas considéré comme cobaye pour ces nouveaux milliardaires ! lemediaen442.fr 13 septembre 2021

Euthanasie imposée.

Euthanasie aux Antilles : « Des collègues en burn out m'ont appelée pour me dire : "Sonia, j'ai tué des gens." » - lemediaen442.fr 16 septembre 2021

Saya Soumiah : « Au mois d'août, quand la crise est arrivée, on ne pouvait plus soigner les gens à domicile. Il a fallu les orienter vers le CHU parce qu'on manquait de concentrateur d'oxygène et d'ivermectine en ville. La prise en charge précoce, c'est primordial dans cette maladie. » En métropole pas de rupture de stock d'ivermectine, selon le président de l'Ordre des pharmaciens PACA. Délai d'acheminement par La Poste : 48 heures… Ceux qui affirment que la rupture de stock aux Antilles est voulue par l'État ne sont que d'affreux complotistes.

Hypnovel + morphine = Rivotril

La Guadeloupe manque d'ivermectine, mais pas d'Hypnovel, (midazolam) ! C'est l'équivalent du Rivotril (clonazepam). Les hôpitaux ont reçu des recommandations pour l'utiliser. Un petit peu de morphine en plus et les personnes âgées atteintes de covid ne souffriront plus… jamais. Saya Soumiah, infirmière, a proposé de travailler en renfort à l'hôpital. Refus clair et net : la direction préfère faire venir du personnel de métropole. Pour éviter toute embauche ? Sans doute, mais surtout pour appliquer le protocole recommandé : l'Hypnovel avec la morphine, ce que le personnel local n'aurait peut-être pas fait, quoique…. « Des collègues en burn out m'ont appelée pour me dire : "Sonia, j'ai tué des gens." » Problème des retraites : résolu. Problème du manque de lits d'hospitalisation : résolu.

La mention « vacciné » a disparu des dossiers des personnes décédées

Saya Soumiah : « On a tous des comorbidités. Vous prenez une vaccination. Vous décédez. Ce n'est pas les comorbidités qui font mourir… Il y a beaucoup d'arrêts cardiaques. Les pompiers ne comprennent pas. Quand je leur demande si les gens sont vaccinés, ils me disent oui. Début août, avant le début de la quatrième vague, on a gommé dans les dossiers de soin le fait que les patients soient vaccinés ou non. On nous a expliqué que les assurances ne prendraient plus en charge les patients qui auraient eu des effets secondaires suite à la vaccination. »

L'euthanasie : en Martinique aussi…

Des médecins ont contacté France Antilles Martinique pour dénoncer des « pratiques » qu'ils jugent intolérables. Ils s'alarment tout

particulièrement d'un mail qui leur a été adressé par l'Ordre des médecins concernant un protocole de soins palliatifs pour les patients Covid à domicile, un protocole qui revient, selon eux, à « euthanasier les gens ».

Ils sont une dizaine et ne souhaitent pas que soient divulgués leurs noms. « Nous sommes malheureusement obligés d'alerter de façon anonyme car le système nous musèle. Nous n'avons pas le droit de nous exprimer sous peine d'être radiés… »Ils déplorent, en premier lieu, l'absence de prise en charge efficace de la grande majorité des patients atteints de Covid-19.

Pourquoi le Conseil de l'Ordre des médecins (COM) ne propose-t-il aucun protocole pour soigner les malades du Covid ? La seule pratique en cours consiste à prescrire du Doliprane aux malades puis à les renvoyer chez eux. Au mieux ils guérissent seuls. Au pire : leur état de santé se dégrade et ils vont remplir les lits de la Meynard. Des traitements qui ont prouvé leur efficacité existent : l'Ivermectine notamment, alors pourquoi ne pas les utiliser ?

Les Antilles sont loin de la métropole. Ces cris de détresse parviennent, de façon individuelle, étouffés par la peur. N'oublions pas qu'il s'agit de tester ce qui va bientôt débarquer en métropole. Une proposition de loi instaurant la vaccination universelle obligatoire contre le covid-19 sera débattue en séance publique au sénat mercredi 13 octobre, annonce le sénateur Bernard Jomier, en remerciant ses collègues du groupe socialiste, écologiste et républicains pour leur engagement courageux en faveur de la vaccination. lemediaen442.fr 16 septembre 2021

Un autre objectif atteint.

Coup de frein historique sur les dépenses de santé en 2020 - francesoir.fr 14 septembre 2021

Les dépenses de santé ont atteint 209,2 milliards d'euros l'an dernier, en hausse de 0,4%, soit "la plus faible progression jamais observée", à cause des effets très contrastés du Covid, selon un rapport de la Drees publié mercredi.

Du jamais-vu. En tout cas pas "depuis 1950, première année disponible des comptes de la santé", souligne le service statistique des ministères sociaux.

Malgré les milliards déversés pour endiguer l'épidémie, la France a dépensé à peine plus pour se soigner l'an dernier qu'en 2019. Un paradoxe lié au coup d'arrêt brutal du premier confinement, au printemps 2020.

La "consommation de soins" a diminué en conséquence chez les dentistes (-8,9%), les médecins (-5%), mais aussi pour les transports sanitaires (-9,4%) et les auxiliaires médicaux (-11,9%), à l'exception notable des infirmières (+7,2%) "peu affectées par les mesures de restrictions sanitaires".

A l'inverse, la baisse d'activité des hôpitaux n'a pas empêché une "accélération" des dépenses dans ce secteur (+3,7%), portée par les "surcoûts" dus au Covid et surtout par les primes, heures supplémentaires et hausses de salaires dans les établissements publics.

Les laboratoires d'analyses biologiques ont eux vu leurs dépenses bondir (+37,4%) en raison du dépistage massif par tests PCR mis en oeuvre à partir de l'été 2020.

Ces coûts imprévus ont été entièrement pris en charge par la Sécurité sociale, qui a financé 79,8% des dépenses de santé l'an dernier, soit presque 2 points de plus qu'en 2019.

Les complémentaires santé ont au contraire moins déboursé en raison de l'atrophie générale des "soins de ville", et leur part a reculé d'un point, à 12,3%.

Le "reste à charge" acquitté par les ménages s'est également réduit, à 6,5%, soit tout de même 13,6 milliards d'euros. Un reflux que la Drees attribue en partie à la réforme "100% Santé", dont les premiers effets se sont fait sentir sur les soins dentaires. AFP 14 septembre 2021

Chantage.Le vaccin ou le chômage.

Emploi. L'Autriche coupe les allocations des chômeurs non vaccinés - courrierinternational.com 17 septembre 2021

Le ministre du Travail autrichien a décidé de "bloquer les allocations de chômage pour les demandeurs d'emploi qui ne postulent pas à un emploi lorsqu'une vaccination [contre le Covid-19] est requise ou qui n'acceptent pas un travail qui leur est proposé uniquement pour cette raison", rapporte Der Standard. Le quotidien autrichien a en effet pris connaissance d'un courrier adressé le 25 août par le ministre conservateur Martin Kocher à l'Arbeitsmarktservice (AMS), l'agence autrichienne pour l'emploi. courrierinternational.com 17 septembre 2021

Résistance à la tyrannie.

Marie-Estelle Dupont : « Qu'on foute la paix aux ados et aux enfants, qu'on leur enlève le masque » - lemediaen442.fr 16 septembre 2021

La psychologue clinicienne Marie-Estelle Dupont pousse un coup de gueule lors de l'émission l'Heure des Pros sur Cnews.

« Qu'on foute la paix aux ados et aux enfants, qu'on leur enlève le masque. L'année dernière, en septembre, j'ai fait hospitaliser six fois plus d'adolescents que les autres années. » lemediaen442.fr 16 septembre 2021

Un médecin vosgien non vacciné suspendu le 15 septembre : ses patients se mobilisent - lemediaen442.fr 14 septembre 2021

Vosges-Matin (appartient au Crédit mutuel) compte « une petite centaine à avoir fait le déplacement ce samedi sur la place de la mairie » de Charmois-l'Orgueilleux sur les 270 qui ont signé la pétition en ligne contre son départ forcé. Rappel instructif : le Crédit Mutuel a été accusé d'évasion fiscale (vidéo non disponible sur YouTube) et avoue sans complexe arroser les députés.

Quittons ces ripoux pour FranceBleu : « Près de 200 personnes se sont rassemblées ce samedi à Charmois-l'Orgueilleux, petit village à l'ouest d'Epinal dans les Vosges, contre la future suspension du seul médecin de la commune qui refuse de se faire vacciner contre le coronavirus. »

Les Vosges : un désert médical

Charmois-l'Orgueilleux (592 habitants) est un quasi désert médical :

– 1 médecin généraliste. Le nombre de consultations par an et par habitant) est de 2,101.

– 0 pharmacie dans la commune. Il faut 16 minutes pour se rendre à la pharmacie la plus proche en voiture, à Xertigny.

– Le service d'urgences le plus proche est à 25 minutes en voiture, au centre hospitalier de Golbey près d'Epinal. Le Samu des Vosges ne reçoit pourtant pas toute la considération qu'il mérite.

Pages jaunes au mois d'août : « On appelle pour des douleurs thoracique avec gêne respiratoire et l'on vous dit c'est pas Covid merci au revoir, au bout d'un mois le temps d'avoir le rendez-vous avec le cardiologue, verdict des examens infarctus datant d'un mois avec des séquelles, mieux vaut appeler les pompiers si l'on veut vraiment rester en vie. »

Pages jaunes en mai : « Hier suspicion d'AVC pour mon père âgé de 86 ans, j'ai eu droit à deux touristes déguisés en ambulanciers qui sont arrivés 30 minutes plus tard… »

Covid : net recul dans les Vosges

Les chiffres officiels du covid dans les Vosges font froid dans le dos : nouvelles entrées en soins critiques au 13 septembre : zéro ; décès à l'hôpital : zéro ; taux d'occupation des lits : 21,1 %.

Les croque-morts comptent 479 décès toutes causes confondues en 2021 sur la commune d'Epinal, âge moyen 78 ans recensé début septembre 2021. Si ça continue comme ça, malgré ce satané, virus, il n'y aura que 719 morts à la fin de l'année. Encore moins de décès que les années précédentes (854 décès en 2020, 713 en 2019, 722 en 2018).

Le projet de réforme « Ma santé 2022 »

Cela vaut-il la peine de transformer un quasi désert médical en vrai désert médical ? Eh bien oui, car cela fait partie d'un vaste programme Buzyn-Macron visant à transformer en profondeur notre système de santé et revoir son fonctionnement de A à Z. Pourtant il est annoncé que l'intérêt principal du projet est de replacer le patient au centre et de lutter contre les « déserts médicaux ». Par quels moyens ?

– Une nouvelle fonction d'assistant médical est créée. Il pourra, entre autres, vérifier l'état vaccinal et les dépistages. Donc pas assez de médecins ? on les remplace par des non médecins et, par la même occasion, on vérifie si les malades sont bien vaccinés contre le covid.

– Deuxième solution : la téléconsultation ! Et comme on ne nous prend pas pour des cons, voici l'explication : « D'ici 2022, l'équivalent de 2 000 médecins en plus ». Tiens c'est justement l'année des élections ? D'autre part, il ne s'agit pas d'ajouter des médecins mais leur « équivalent ». Si on comprend bien, un logiciel remplacera avantageusement les médecins. Bonne nouvelle pour Bill Gates.

En attendant, on peut continuer à détruire le système médical, personnel et patients compris. C'est pour les protéger du virus. Quand les bienfaisants Américains luttent pour la démocratie, les peuples qui voient arriver l'armée US sur leur sol n'arrivent pas à comprendre ça. Nous c'est pareil. On a un gouvernement qui affirme lutter pour notre santé, et on n'arrive toujours pas à le comprendre. On se demande bien pourquoi. lemediaen442.fr 14 septembre 2021

À l'hôpital de Chinon : 100 agents ne sont pas vaccinés - lemediaen442.fr 14 septembre 2021

À partir du 15 septembre, les agents hospitaliers, soignants et non soignants, devront être vaccinés contre le covid-19 pour travailler. « En début de semaine (dernière), nous avions près de 90 % du personnel, toutes catégories confondues, qui étaient vaccinés, soit plus de 1 000 agents sur les 1 100 professionnels », expliquait vendredi Marie-Bénédicte Lebatard, directrice de la communication du centre hospitalier du Chinonais.

À partir du 15 septembre, tout agent non vacciné sera suspendu, sans salaire. Toutefois, un délai d'un mois supplémentaire sera laissé au personnel en attente de la deuxième dose. Mais ils devront présenter un test négatif de moins de 72 heures pour travailler. « À partir du 16 octobre, comme le prévoit la loi, la direction suspendra sans salaire tout agent jusqu'à l'obtention d'un schéma vaccinal. » lemediaen442.fr 14 septembre 2021

LVOG - Les populistes font leur chou gras des 10% ou comment ils vous manipulent. Moi je considère que le plus significatif et terrifiant ce

sont les 90%. Et ils ne peuvent pas dire qu'ils ne savaient pas. 90% prêts à partir à l'abattoir : Vive la guerre !

En complément.

D'après Santé publique France (SpF), qui se base sur des échantillons de l'Assurance maladie, au 12 septembre 89,3% des soignants avaient reçu au moins une dose dans les structures accueillant des personnes âgées dépendantes (Ehpad, USLD).

"Il y aura peut-être 1% à 2% de suspensions", estime pourtant Florence Arnaiz-Maumé, secrétaire générale du Synerpa, qui représente les Ehpad privés. Rapporté aux "300.000 à 350.000 salariés" du secteur, "on peut s'attendre à environ 3.000 contrats de travail suspendus dans les prochains jours", prédit-elle.

Dans les établissements de santé, où SpF dénombrait 88% de primo-vaccinés au 7 septembre, "on sait qu'on sera quelque part entre 1% et 2% de personnes pas du tout vaccinées", pronostique le directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), Martin Hirsch.

Sur un million d'agents des hôpitaux publics, "on trouvera évidemment quelques centaines ou quelques milliers de réfractaires", commente le président de la Fédération hospitalière de France (FHF), Frédéric Valletoux, persuadé que "certains vont instrumentaliser des cas particuliers pour faire croire qu'ils sont des bataillons entiers". francesoir.fr 15 septembre 2021

Résistance en Italie.

Italie : le pass sanitaire obligatoire pour aller travailler à partir du 15 octobre - Euronews 17 septembre 2021

Faute de pass sanitaire, les salariés du privé encourent une amende, et ceux du public risquent une suspension de contrat après cinq oublis. Euronews 17 septembre 2021

Les universités italiennes en ébullition contre le “Green Pass” et la vaccination obligatoire - francesoir.fr 14 septembre 2021

Scientifiques et universitaires disent non au Green Pass

Face à l'imposition par le recteur de l'Université de Padoue du "Green Pass" - équivalent du passe sanitaire en France, le professeur Andrea Camperio Ciani a remis son “pass” au recteur, démissionné de ses cours et exige d'être formellement radié de la chaire de psychologie évolutionnaire dont il est titulaire ; il déclare également qu'il accepte de ne plus être rémunéré. Le Pr Camperio Ciani a écrit une lettre ouverte au recteur et aux ministres de la Santé et de l'Éducation, datée du 25 août 2021 et dont nous citons un extrait ici.

“Je chérissais l'illusion que l'université avait appris les principes de liberté et de démocratie – tel n'est pas le cas”

“J'ai l'honneur d'être l'arrière-petit-fils de Costanzo Zenoni, qui renonça à la chaire d'anatomie à l'Université de Milan pour ne pas avoir à prendre la carte du parti fasciste. Mes ancêtres étaient des patriotes, des héros et des penseurs, et m'ont transmis l'idéal de l'université comme foyer de liberté et de démocratie. Je vois que ce n'est pas du tout le cas et j'en assume la pleine responsabilité (...). Au nom de la liberté, pour tous les anti-vax dont je ne partage pourtant pas les idées (…) je considère que les discriminer est un acte liberticide et obscurantiste.”

Lettre ouverte des professeurs Pacini et Trabuco (extraits)

"Par le passé, il est déjà arrivé qu'au nom d'une idéologie, soient adoptées des méthodes discriminatoires (…) qui ont divisé la population en restreignant, jusqu'à l'emploi de la violence, les libertés fondamentales de certains (…). À ces sombres époques, ce furent des enseignants universitaires qui se sont rébélés, au prix de perdre leur travail et d'être ostracisés par un système académique sous la coupe du pouvoir politique du moment. Nous sommes disposés à retrouver leur courage et à nous opposer fermement au Green Pass et à tout ce qu'il entraîne. L'université est censée être un lieu (…) de liberté, de confrontation et d'épanouissement, plutôt qu'un endroit où l'on endoctrine les esprits… Pendant de longues années, nous avons parlé dans les amphithéâtres de démocratie, de résistance et de politique, pour devenir désormais complices de tout ce qui s'y oppose frontalement ? L’imposition de ce laisser-passer vert marque l'un des pires moments de l'histoire italienne. En tant que professeurs nous sommes les gardiens avant tout de connaissances qui sont le chemin de la liberté. Nous la défendrons, ainsi que le droit à l'éducation (…) et à la réalisation d'un monde meilleur.”

Par ailleurs, un appel des enseignants a été rédigé par les professeurs d'université Guido Cappelli, Giuseppe Germano et Antonietta Iacono : “Le Green Pass est un laisser-passer vers la discrimination”. Il a depuis été signé par de nombreux universitaires. En voici quelques extraits :

“De plus en plus de citoyens assistent dans l'angoisse et la stupéfaction à une dérive autoritaire et transhumaniste à un niveau national et global… faisant fi des lois et des Constitutions qui ont coûté aux générations précédentes tant de luttes et de sacrifices, voire la vie… une agressivité du pouvoir jamais vue même par rapport aux périodes les plus obscures de notre histoire, une violence persuasive, des appareils de propagande sans scrupule et ne connaissant aucune limite, le tout saturé d'une mentalité va-t-en-guerre : tout cela annonce un genre de mutation génétique de la classe dirigeante et de leurs rapports à la population."

“Les relations humaines ont été stérilisées et reconstruites de haut en bas par des règles de distanciation censées devenir permenentes, dictées par un pouvoir sourd et par une nuée de prétendus experts chargés de réécrire les relations interpersonnelles… Ceci a mis en branle un processus d'annihilation de l'auto-détermination pour lequel on ne connaît aucun précédent historique."

“Nous sommes des intellectuels intervenant dans les sciences humaines et sociales. Nous appelons à une prise de conscience collective qui se transforme en action rationnelle, pacifique mais énergique, afin de confronter un défi qui, autrement, serait susceptible de transformer notre société en dystopie inamovible.”

En plus des professeurs, scientifiques et étudiants se sont aussi joints à cette forme de résistance. Alors que le recteur de l'Université de Padoue Rizzuto avait exhorté les étudiants à se faire vacciner par courriel en juillet, le Dr Sara Collauto a rédigé une lettre de 18 pages dans laquelle elle s'est attachée à démonter un à un les arguments de l'intéressé. Quelques lignes de cette dernière :

“Pour ma part, je peine à comprendre votre décision de ne pas justifier d'un point de vue scientifique vos affirmations, geste que je considère fort osé dans un milieu universitaire où l'étude et l'analyse des données objectives devraient constituer l'essence même d'un discours rationnel, lucide, à la recherche de la vérité et dépourvu de toute influence externe. Si cela n'est pas le cas à l'université, où, alors, le trouvera-t-on ? Quel espoir de progrès existerait-il alors pour la science, la culture, ou la politique ?"

De leur côté, des étudiants de l'Université de Bergamo ont rédigé leur propre lettre début septembre, l'adressant au Sénat académique, aux chercheurs et à tout le corps enseignant. En voici un court extrait :

“Dans un contexte de chaos planifié des normes et des statistiques, où ne subsiste que très peu de vérifiable et observable et où ceux qui dictent les lois sont souvent les scientifiques les plus autoritaires - mais qui font moins autorité – il nous semble que l'université se trouve à un tournant. Il se peut que nous soyons devant la possibilité terrible de la régression par rapport aux principes modernes de la méthode scientifique expérimentale, avec le retour à l'opacité (…) du principe d'autorité, sclérosé dans la pierre d'une Science que nul n'a droit de contester. Il serait plus exact et sans doute plus sain, de prendre la voie de la liberté plutôt que celle de la peur et du contrôle… Il se pourrait bien que (...) nous, les destinataires et les auteurs de cette lettre, soyons les bâtisseurs de l'avenir. À partir d'aujourd'hui, chacun d'entre nous, individuellement, en portera la responsabilité.” francesoir.fr 14 septembre 2021

On les éliminera comme cela, avec leur consentement, ni vu ni connu pas pris...

Aux États-Unis, le nombre d'obèses en forte augmentation - AFP/LePoint.fr 16 septembre 2021

Dans 16 États américains, au moins 35 % des habitants sont obèses. Un chiffre en augmentation par rapport aux années précédentes, avec d'importantes disparités raciales, selon de nouvelles données des autorités sanitaires publiées ce mercredi 15 septembre.

Les États concernés sont principalement situés dans le sud et le Midwest, région du centre du pays. En 2018, ils n'étaient que neuf sur les 50 que comptent les États-Unis, et 12 l'année suivante, selon les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC).

L'obésité augmente notamment le risque de maladies cardiaques, d'accidents vasculaires cérébraux, de diabète de type 2 ou de certains cancers. Dans cette étude, elle est définie comme correspondant à un indice de masse corporelle (IMC) supérieur à 30. Il multiplie aussi par trois le risque d'hospitalisation lié au Covid-19.

Sept États voyaient une forte prévalence de l'obésité chez les personnes blanches, 22 chez les citoyens d'origine hispanique et 35 (en plus de la capitale Washington) chez les habitants noirs. Les données montrent aussi une corrélation avec le niveau d'éducation. Les adultes n'ayant pas de diplôme de l'enseignement secondaire ou équivalent ont le plus fort taux d'obésité (38,8 %) tandis que les diplômés de l'enseignement supérieur ont le plus faible (25 %). AFP/LePoint.fr 16 septembre 2021

TROISIEME PARTIE

Mes commentaires dans le blog du Dr. Maudrux.

@ à rotillon

J'ai dégoté un article récent qui abonde dans le sens de votre commentaire.

Yogi Adityanath est le Chief Minister de l'Uttar Pradesh. Il est à la fois proche du RSS et du VHI, des organisations hindouistes nationalistes d'extrême droite (RSS - paramilitaire), alliés du parti du Premier ministre Modi dont Adityanath fait partie, le BJP, l'aile politique des deux partis cités, un parti conservateur nationaliste et prônant la suprématie de l'hindouisme. Il lui est arrivé de s'opposer à la direction du BJP et de présenter des candidats contre ceux du BJP...

Il a acquis un certain pouvoir (et de nuisance) qui va bien au-delà de son propre parti, au point que le New York Times (la voix de l'Etat profond) le verrait bien remplacer Modi en 2024, et India Today's déclara en août 2020 qu'il était le meilleur Chief Minister de toute Inde.

En attendant, il doit manœuvrer entre les extrémistes du RSS et du VHI qui regrettent que le BJP ait dilué l'Hindutvat pour pouvoir gouverner, une idéologie profondément anti-communiste, anti-musulman et anti-chrétien, sioniste version extrême droite, et le Parti du Congrès et d'autres partis de l'opposition. Par exemple, il a adopté des mesures pour "accroître l'accessibilité des mesures contraceptives émises dans le cadre du programme de planification familiale et à fournir un système adéquat d'avortement sans risque". (https://www.firstpost.com/india/yogi-adityanath-unveils-ups-new-population-policy-from-provisions-to-implementation-of-measures-what-you-need-to-know-9796721.html). Il a fait voter une multitude de mesures favorisant le contrôle des naissances ou la limitation des naissances à deux enfants.

Il dirige l'Utttar Pradesh depuis le 19 mars 2017, et j'ignore s'il tient toujours le même discours qu'en 2014-2015, quand il appelait à convertir au cours de mariages 100 femmes musulmanes pour une femme hindou convertie à l'islam, ou à tuer 100 musulmans pour un hindou tué par

un musulman, un communautarisme fanatique... Voilà en gros pour la présentation, j'ai laissé de côté l'aspect économique et social pour ne pas être trop long. (Infos glanées dans Wikipédia)

Il faut quand même signaler, qu'en face aussi ce sont des fanatiques enragés sur la covid-19, le Parti du Congrès notamment étant sur la même ligne que Biden, Gates, Macron et Cie. : pas de traitement hormis les vaccins.

Une fois campé brièvement le décor politique, revenons à l'ivermectine.

'Well done to Indian State of UP and its Chief Minister Yogi Adityanath for their effective management in crushing the wave,' the Australian MP said - livemint.com 14 Jul 2021

https://www.livemint.com/news/india/covid19-australian-mp-praises-uttar-pradesh-cm-yogi-adityanath-for-pandemic-management-11626237363171.html

Extrait (DeepL.com/Translator) - Le député australien Craig Kelly a félicité le ministre en chef de l'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath, pour avoir géré efficacement l'épidémie de Covid-19 dans l'État.

Dans un tweet, Kelly a demandé l'aide du CM Adityanath pour surmonter la crise du médicament Ivermectin en Australie. (...)

Reconnaissant ces efforts, Craig Kelly a salué les mesures préventives prises par Yogi Adityanath et a souhaité que des efforts similaires soient faits en Australie.

Kelly a écrit : "L'État indien d'Uttar Pradesh. Y a-t-il une chance qu'ils puissent nous prêter leur ministre en chef Yogi Adityanath pour qu'il distribue l'Ivermectin afin de régler le problème que nos Premiers ministres d'État désespérément incompétents ont créé ?

De plus, le député australien a déclaré : "Il est formidable que l'Uttar Pradesh ait introduit l'ivermectine comme mesure préventive pour les travailleurs de la santé, les patients et les personnes exposées à des personnes infectées. livemint.com 11 juillet 2021

Cet argument ajouté à vos précisions est en béton. Selon le statut de la personne qui l'accueille et le rejette, vous avez le droit de la traiter de con ou de mal intentionnée, de nuisible à la population, car il arrive un moment où le déni peut représenter une menace mortelle, il ne faut pas le sous-estimer ou l'oublier.

@ à sipo

Que me vaut cette agressivité gratuite, mon analyse de la situation ou mon orientation politique ? Soit. Je vais vous répondre calmement.

Le diagnostic : Perte du goût et de l'odorat en plus des signes cliniques classiques des infections virales respiratoires. Et je n'ai prétendu nulle part que j'étais médecin. Apparemment, inutile de l'être pour sauver des vies...

Vous auriez voulu me faire passer pour un abruti, que vous ne vous y seriez pas pris autrement, franchement vous n'auriez pas dû.

- La cause, leur cause, leur projet...

Tout faux ! Vous confondez cause et conséquence, et c'est facile d'expliquer pourquoi.

En réalité, c'est la crise économique ou la crise du capitalisme qui a débouché sur une crise politique au niveau planétaire, d'où le lancement de cette opération programmée de longue date par le sommet de l'oligarchie financière. Pratiquement aucun gouvernement dans le monde ne peut se prévaloir d'une quelconque légitimité, la plupart sont minoritaires, et jamais la dette mondiale n'a atteint un tel sommet avec des perspectives sombres ou désastreuses à l'horizon...

Bien entendu, presque personne ne veut en convenir, afin d'éviter d'arriver à la conclusion que le capitalisme a fait son temps et doit céder la place à un régime économique supérieur... Bref, il aurait encore de beaux jours devant lui et il faudrait s'en réjouir.

L'ignorance ou le déni de ce constat ou encore le refus d'en tenir compte quand on en a connaissance, sont les trois types de comportements que l'on peut observer. Ils se caractérisent, soit par un conditionnement idéologique chez les classes inférieures, soit par le refus d'affronter le capitalisme ou de rompre avec lui et ses institutions dans le cas des classes moyennes ou supérieures corrompues et qui adhèrent idéologiquement au régime en vigueur.

Si les classes inférieures sont trop ignorantes pour en avoir conscience, ce n'est pas le cas des autres classes qui ont une activité intellectuelle plus intense. Les classes moyennes tiraillées entre les contradictions du régime qu'elles doivent prendre en charge, et celles qu'elles dénoncent parce qu'elles nuisent à leurs intérêts, sont empêtrées dans une confusion inextricable ou bien pire encore, qui par conséquent se traduit par l'absence de toute issue politique.

Comme chaque fois, je n'ai absolument aucune illusion sur l'accueil qui sera réservé à cette analyse. Je ne fais pas de propagande, les faits parlent d'eux-mêmes, il suffit de s'y tenir ou de les nier, c'est selon.

Un complément au commentaire précédent.

Quand vous rencontrez un Indien, il vous demande votre prénom, votre âge, votre profession, votre revenu, de quel pays vous êtes originaire, où vous habitez, depuis combien de temps vous vivez en Inde, si vous êtes marié, si vous avez des enfants, leurs âges, etc. ils veulent tout savoir sur votre famille, celle de votre épouse, bref, même que les renseignement généraux en savent moins que lui, et c'est chaque fois pareil. Avant je me prêtais plus ou moins au jeu, maintenant je dis stop presque immédiatement en leur demandant s'ils ne seraient pas de la police, ils rigolent et laissent tomber. J'y ai eu le droit chez tous les commerçants où j'ai l'habitude d'aller faire mes courses.

Il m'est arrivé plusieurs fois de demander leur salaire à des employés quand j'évoquais dans mon portail la situation sociale en Inde, je n'ai jamais essuyé de refus, ici c'est normal de tout déballer.

Dans ma causerie du 8 octobre 2010, j'avais relaté ceci :

Lu cette inscription en anglais et en tamoul repeinte régulièrement depuis des lustres sur la façade du commissariat de police de Bussy street à Pondichéry, une des plus grandes artères de la ville : il y a un citoyen sous chaque uniforme et il y a un policier dans chaque citoyen.

La surpopulation est une réalité, la promiscuité est omniprésente, les Indiens vivent dehors aussi, ils n'ont pas un coin à eux, la notion d'intimité n'existe pas, la seule dont il dispose de nos jours, ils la réservent à leur smartphone, c'est bien triste, ils sont très malheureux en fait, moi je ne pourrais pas, j'ai connu autre chose.

C'est la raison pour laquelle, quand je lis un article sur ce qui se passe dans un pays, je fais attention de ne pas me livrer à des conclusions hâtives. J'ai envie de dire qu'en dehors des pays où j'ai vécu et ceux que je connais assez bien, je ne connais pas suffisamment les autres pour porter une appréciation sur ce qu'y s'y passe, et je n'ai pas davantage confiance dans les médias locaux, il faut tout vérifier et recouper avant de se faire une idée disons éclairée.

@ à duchmol

- cela ne sert à rien à perdre son temps avec M. Ghémard.

Vous êtes méchant et injuste, et je vais tenter de vous expliquer pourquoi.

Je crois que M. Ghémard est un vieux monsieur, j'ai 66 ans aujourd'hui et il doit être plus âgé que moi, donc je comprends son désarroi, cela me fait plutôt de la peine qu'il en soit là et qu'on le traite ainsi.

Il m'est parfois arrivé de manquer d'à-propos ou d'être injuste et je le regrette, personne n'est parfait, mais tout le monde est perfectible ou peut s'améliorer, c'est rassurant. J'ai le même réflexe avec les jeunes qui ont très peu d'expériences et de connaissances. Il faut apprendre à se contrôler et à prendre ses distances avec ce que l'on vit et ce qu'on entend.

Il y a une distinction à faire entre flatter ou ménager l'ignorance ou certains comportements nuisibles ou encore qui peuvent nous choquer, pire les encourager ou les imiter, et en tenir compte pour en quelque sorte les renvoyer à leur expéditeur ou les placer face à eux-mêmes ou leurs contradictions pour que cela les fasse réfléchir. La plupart du temps on ignore tout de leur histoire ou de leur vie, il est donc recommandé de ne pas porter de jugement sur eux et encore moins de les condamner.

Quand on est jeune ou entre deux âges, on ignore ce qui se passe dans la tête d'un vieux, et quand on est vieux, on a tendance à oublier ce qui se passait dans la tête d'un jeune, bref, au lieu d'écouter ce que nous dit une personne, on interprète à notre manière ce qu'elle nous dit.

La plupart des rapports humains reposent sur ce comportement qui se solde par bien des méprises ou un mépris inutile pour tout le monde. Sans tomber dans la moralisation qui est exécrable et injuste, car basée sur la culpabilisation, on peut très bien regarder la réalité en face, quand bien même elle est très dure ou cruelle.

C'est la même chose qui se produit, quand on prend connaissance d'un évènement par l'intermédiaire des médias. Au lieu de s'en tenir aux faits, on accorde d'avantage d'attention à l'interprétation qu'en font les journalistes ou d'autres intervenants, c'est ce qu'on va retenir au lieu de réfléchir librement ou par soi-même.

C'est comme cela qu'on en arrive à des situations incroyables, où 80 à 90% des gens croient une version falsifiés des faits totalement invraisemblables, grotesques, voyez le 11/9, les aléas du climat, la Covid, c'est complètement dingue, cela relève du désordre mental, c'est très grave. Ensuite, on ne s'étonne plus de rien...

C'est étrange, personne pour commenter la dernière vidéo du plus grand médecin, professeur, chercheur, scientifique mondial, et pourtant il y avait largement de quoi réagir. Y aurait-il des sujets tabous ? Pourquoi ? Parce qu'ils dévoilent les contradictions, les incohérence et l'inconsistance chez certaines personnes. Nous nous en tiendrons aux faits en lui donnant la parole.

Le Pr. Raoult est content, il revendique le consensus national de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par l'extrême-centre autour de la pandémie fabriquée à partir des tests PCR "systématiques", sans lesquels cette imposture n'aurait pas pu se poursuivre jusqu'à l'imposition de la vaccination et du pass obligatoire.

https://www.youtube.com/watch?v=tAbs9gMaht8

A 28'20 : Je remercie le président Macron quand il est venu à Marseille (...) d'avoir souligné que c'est nous qui avons déclenché les tests

systématiques (...) il n'y a pas que des gens de l'extrême gauche ou de l'extrême droite ou du centre et le président qui trouvent qu'on fait bien, je suis content de cette reconnaissance.

L'idiot utile en quelque sorte, et heureux de l'être, il aura cautionné cette monstrueuse machination depuis le début jusqu'au bout, ce qui valait bien "cette reconnaissance", on ne lui fait pas dire !

A 12'57 : On a été le premier centre vaccinal à Marseille, on a fait 12.000 vaccins

A 25'45 : Même si la vaccination est imparfaite (sic!) c'est bien de la faire. (les classes d'âge entre 60 et 69 ans et au-delà)

A 27'05 : Elles devraient être vaccinées. Ça, ça doit devenir un sujet essentiel, c'est pourquoi, il y a des gens dont on sait qu'ils sont très agressifs et qui ne sont pas vaccinées, c'est un vrai cas, c'est un vrai problème, c'est un vrai sujet...

Et il terminait ce matraquage en cautionnant la 3e et la 4e dose pour tous les sujets à risque, très âgés, diabétiques, obèses, etc. bref l'horreur dans toute sa splendeur.

Le titre de sa vidéo était : L'IHU parle toujours ! On a envie d'ajouter hélas !

De toutes évidences, il est recommandé de se méfier des propos tenus ou des positions adoptées par tous ceux qui font aujourd'hui l'éloge de Raoult.

En observant son parcours depuis 18 mois, on s'interrogera sur les réelles motivations qui l'ont conduit à mettre en avant l'hydroxychloroquine.

A ce propos, il faut souligner qu'il n'a jamais insisté sur l'origine de ce recours à l'hydroxychloroquine, son emploi et son efficacité reconnus de longue date contre d'autres coronavirus, dont je crois me souvenir le SARS-COV-1, le MERS, Ebola, la Dengue, etc. et le décret du 12 janvier 2020 classifiant cette molécule parmi les substances vénéneuses.

Il est clair qu'au sommet de l'Etat, au ministère de la Santé, et dans le pays parmi les autorités sanitaires, personne ne l'ignorait, tous en avaient été informés d'une manière ou d'une autre. Il est donc permis partant de là d'affirmer que la plupart des élus ou acteurs politiques connaissaient ces épisodes mentionnées notamment par Raoult ou les autorités sanitaires chinoises ou encore figurant dans les données disponibles sur le site de l'OMS sur les traitements de ces épidémies antérieures.

Si au lieu d'enterrer littéralement ce parallèle il l'avait martelé sans cesse lors de chacune de ses interventions, il est permis de penser que l'intention Macron et son gouvernement de nuire à la population au lieu de se préoccuper de sa santé aurait sauté aux yeux ou elle aurait été clairement été établie et aurait déclenché un énorme scandale d'Etat, sans qu'on puisse après coup établir avec certitude quelles en auraient été les conséquences politiques, et si Macron auraient pu appliquer à la lettre et sans rencontrer d'obstacles majeurs la politique qui lui était dictée depuis le Forum économique mondial.

Personnellement, je l'ai soutenu aussi longtemps que j'ignorais ce qu'il y avait réellement derrière les tests PCR au ct de 35 et plus.

Je m'étais focalisé sur le traitement qu'il proposait en pensant que cela pourrait aider à rassembler les opposants à cette mystification dont il semblait faire partie, j'entends des opposants, en ignorant qu'au même moment ils les précipitaient vers le chaos en faisant la promotion des tests, pour finalement ou au moment crucial s'en désolidariser en prônant la vaccination obligatoire indissociable du pass, auquel il n'a pas osé faire allusion dans cette vidéo.

Ma position a donc évolué uniquement en fonction des éléments portés à ma connaissance, sans que cela n'influe sur mes intentions demeurées intactes, c'est-à-dire, contre tout vaccin et le pass compte tenu qu'il existe des molécules pour soigner cette maladie.

@ à camus, VALETE09, etc.

Dans un commentaire plus bas j'avais écrit : "Quand on remet chaque chose et chaque acteur à sa place, vous ne trouvez pas qu'on y voit déjà un peu plus clair, non ?" Non, apparemment c'est non ! Et les mêmes s'étonnent que la société soit devenue ce qu'elle est, mais regardez-vous !

- Les révoltes de masse de jc tardieu, sont dépassées

JCT - En guise d'argument vous repasserez, c'est nul ! Dites-moi, quels enseignements de la lutte des classes depuis un siècle avez-vous retenus ?

J'évoquais une révolution qui s'attaquerait aux fondements du régime économique, et non une révolte qui les laisserait intacts. Ce sont donc deux choses totalement différentes. Donc déjà on ne parle pas de la même chose ou on n'est pas vraiment sur la même longueur d'onde.

- Ce post veut faire croire aux lecteurs...

JCT - Rien du tout, vous êtes dans la croyance, sortez-en ou tenez-vous en aux faits qu'on vous expose.

J'imagine que si le Réseau Voltaire n'a pas évoqué les autres manifestations, c'est sans doute parce qu'il n'a pas trouvé utile de le faire, voilà tout. Ce sont des gens sérieux qui ont autres choses à faire que parler pour ne rien dire, vous saisissez ? S'il a cru bon d'aborder 2 manifestations, c'est qu'il a estimé qu'il y avait de bonnes raisons de le faire. Qu'est-ce qu'on peut perdre comme temps à devoir tout justifier,

c'est inévitable !

Dites-moi, qui connaît le parcours de la girouette Philippot ? Le Réseau Voltaire l'a relativement ménagé en présentant de droite le Front national de Marine Le Pen, qui en réalité était et est resté d'extrême droite avec RN. Il a ménagé ceux qui ont participé à sa manifestation, vous devriez plutôt lui en être gré, vous êtes ingrat. Cela dit, ce n'est pas très flatteur, jamais je n'y participerai contrairement au Réseau Voltaire, à ma connaissance. Chacun son truc, moi je suis d'extrême gauche et je l'assume avec La Voix de l'Opposition de Gauche. J'ai appelé mes lecteurs à descendre dans la rue sans leur donner de consigne, ils sont censés savoir se servir d'une boussole.

- Il s'agit là d'une manipulation éhontée, digne du Monde et de TF1.

RV - La première manifestation entend promouvoir la souveraineté française. La seconde ambitionne de réunir tous les opposants au président Emmanuel Macron.

JCT - Voilà qui est conforme à la réalité et qui aurait dû satisfaire les lecteurs de ce blog, à moins d'être aveuglés par leur propre fanatisme ou rejeter toutes infos dès lors qu'elles s'accompagneraient de quelques vérités qui les dérangent. En fait, vous avez le même comportement que celui que vous dénoncez chez ceux qui pratiquent la censure, bravo !

RV - À n'en pas douter, le mouvement de Jérôme Rodriguez va bientôt dégénérer et emporter avec lui une partie des opposants au président Macron pour le plus grand bénéfice de ce dernier.

JCT - Le Réseau Voltaire fait partie des farouches opposants au président Macron, au cas où vous ne le sauriez pas. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de fournir des liens vers les articles qu'il avait publiés sur la machination virale qui le prouvaient. Il vous fait profiter de sa longue expérience et de ses connaissances pour vous mettre en garde contre une instrumentalisation toujours possible, et vous trouvez le moyen d'hurler à la "manipulation éhontée", mais vous êtes tombée sur la tête ou quoi, non mais c'est dingue de lire des trucs pareils, bon, on y est habitué, on est blindé.

Hier après-midi en plongeant le bras dans un grand sac pour le vider, il en est sorti précipitamment un cobra de taille moyenne. J'ignore lequel de nous deux en fut le plus surpris. Le soir en parlant de ces commentaires et en repensant à cette scène en présence de ma compagne, je me suis livré à une métaphore, en lui disant qu'avec des gens comme vous, je me demandais si cela vaudrait la peine de les informer du risque qu'ils courraient quitte à ce qu'ils risquent leur vie, puisqu'ils ne m'écouteraient pas, parce qu'il arrive un moment où on en a marre de devoir répondre à toutes ces accusations malsaines ou stupides.

- Pas vu de #Black Lives Matter dans aucune manifestation parisienne

JCT - C'est la preuve que vous ne faites pas attention à ce que vous lisez.

On vous a parlé du "logo déposé de Black Lives Matter", vous savez ce que cela veut dire un logo, pas n'importe lequel, partagé déjà par un certain nombre d'organisations. On ne vous a jamais dit que Black Lives Matter participait à ces manifestations, c'est une invention de votre part.

C'est révélateur d'un certain état d'esprit et d'un parti pris inavouable dans ces temps très troublés. Je crois qu'en réalité vous ne comprenez pas grand-chose à la situation, j'en suis même intimement convaincu au regard de cet épisode. Bon, c'est comme cela et on doit faire avec.

@ à ZOLA

La réaction est passée à l'offensive sur tous les fronts. Que voulez-vous, c'est normal, on est en guerre, et sous un régime tyrannique, toute opposition doit être muselée ou bannie ou pire encore !

Ceci dit, cela ne doit pas empêcher de distinguer les motivations qui animent les différentes oppositions. Entre celles ayant un contenu social, progressiste, démocratique, humaniste, et celles qui sont uniquement frustrées de ne pas être à la place de ceux qui nous gouvernent pour en tirer profit, et qui appliqueraient également une politique antisociale et liberticide en recourant à des méthodes similaires ou pire encore contre le peuple. Il semblerait que beaucoup de gens manquent de discernement dans ce domaine ou sont en proie à une grande confusion, qui s'explique très bien par ailleurs, sans pour autant en être forcément responsables. Quelques éléments qui permettent de comprendre pourquoi.

Social-fascisme assumé. Faites tomber les masques de l'imposture.

- « Le courage politique constituerait à dire à tous les Français qu'ils doivent obligatoirement se faire vacciner quel que soit leur environnement professionnel », a plaidé la sénatrice socialiste des Landes, Monique Lubin, lors des questions d'actualité au gouvernement. Publicsenat.fr 13 septembre 2021

Le 31 août 2021, le NPA (la caricature grotesque de l'extrême gauche) n'était pas en reste, on croirait entendre Castex :

- C'est bien d'une vaste campagne d'accès universel à la vaccination dont nous aurions besoin, seule possibilité effective pour réduire les risques toujours mortels pour les plus fragiles. Ce n'est pas une question de choix individuel mais de protection collective. Et c'est bien parce que ce gouvernement veut contraindre à défaut de convaincre que nous nous opposons au pass sanitaire, tout en défendant le principe de la vaccination la plus large... (Et je ne vous dis pas le sort ignoble réservé à ses opposants - JCT) à l'opposé de tous les discours « anti-vax », complotistes ou d'extrême-droite...

On pourrait aussi s'interroger en posant une question stupide : Pourquoi les syndicats n'ont-ils pas appelé à la grève générale à partir du 15 septembre 2021 jusqu'à l'abrogation de la vaccination et du passe obligatoire ? Cela vaut également pour les syndicats professionnels de la santé.

J'avais cru entendre parler de solidarité, de grands principes humanistes, de lutte contre l'autoritarisme, pour la justice, pour la démocratie, mais apparemment cela doit être à géométrie variable ou dans le même registre que les écologistes anti-OGM, sauf quand il s'agit d'humains, les animalistes contre la vivisection, sauf pratiquée sur les humains, les végans contre les mauvais traitements envers les animaux , mais autorisés sur la population, les féministes contre les mauvais traitements infligés aux femmes, mais permis sur tous les peuples, les pacifistes, sauf en temps de guerre, les opposants à l'esclavage, à l'apartheid, les antifa, sauf quand nos libertés fondamentales et individuelles sont suspendues, etc. bref, tous ceux qui habituellement sont prompts à lutter contre toutes sortes de discriminations ou injustices sont aujourd'hui muets ou répondent aux abonnés absents.

On peut donc en déduire que leur opposition résolue à la vaccination et au passe obligatoire aurait pu constituer une réelle menace pour le régime, mais n'étant manifestement pas disposés à rompre avec lui et entraîner sa chute, ils ont délibérément préféré l'épargner... Avant le milieu du XIXe siècle, il existait un tas de théories utopiques ou confuses qui prétendaient expliquer comment fonctionnait et évoluerait le système économique et la société, puis on y vit soudain beaucoup plus clair... Pourvu que cet épisode agisse de la même manière...

@ à VALETE09 et les commentaires suivants.

Hélas, vos constats à tous ne sont que trop justes ! Quant à leur interprétation, c'est une autre histoire. Et pourtant nous partageons les mêmes aspirations démocratiques.

Pour déconner, j'ai loupé ma vocation ou j'aurais peut-être pu devenir un grand dirigeant, qui sait ? J'espère que non !

Ce qui me rassure, c'est de me dire que si j'étais resté en contact avec tous ces corrompus ou traîtres, j'aurais sans doute fini par leur ressembler, mais je dois avouer pour rester honnête, que je n'ai aucune gloire à en tirer, puisqu'à cette époque-là je n'avais pas encore percé leurs réelles intentions, et je les ai quittés sans manifester de désaccords politiques.

Ce n'est que bien plus tard et progressivement que je conquis mon indépendance, en réalité, c'est très récent ou c'est seulement maintenant que je me sens vraiment à l'aise quand je m'exprime, un peu ou trop tard, hélas !

Je suis comme vous, avec un handicap majeur, le fait d'être à 10 000 km de la France. J'ai beau scruté méticuleusement ce que se dit et se fait, je ne vois rien ou personne qui aurait de quoi inspirer confiance, qui ne soit pas bourré de contradictions, qui ne s'écarte pas de la réalité, qui ne pue pas de près ou de loin l'opportunisme et la compromission, qui n'emprunte pas les méthodes épouvantables qu'ils dénoncent chez leurs adversaires ou ennemis, qui ne recoure pas au double langage, qui ne cautionne pas telle ou telle interprétation frauduleuse officielle...

Bref, je n'ai pas trouvé un parti, une organisation, un groupe de militants qui partagent l'essentiel de mes idées qui n'ont rien d'extraordinaire, car je ne fais que m'en tenir aux faits et à l'idéal d'émancipation et de liberté qui habite le cœur de tous les peuples, qui incarne leurs aspirations légitimes, ce que j'ose appeler la vérité, universelle, donc qui leur appartient et à personne d'autre, et qui se trouve être paradoxalement le bien le plus difficile à partager.

La tyrannie se caractérise par l'ambition de la faire taire ou disparaître, de supprimer littéralement l'espoir de pouvoir un jour vivre dans un monde meilleur et plus juste. Chacun ici à sa manière, parfois avec ses illusions, s'emploie à entretenir cet espoir et témoigne que la vérité et la liberté finiront par triompher.

QUATRIEME PARTIE

Qui s'est le plus endetté depuis janvier 2020, devinez ?

L'endettement mondial atteint un niveau historique et pourrait dépasser 300 000 Mds$ fin 2021 - Business Insider 15 septembre 2021

Le niveau d'endettement dans le monde pourrait pour la première fois dépasser 300 000 milliards de dollars à la fin de l'année 2021, selon l'Institute of International Finance (IIF), qui a publié son dernier rapport sur la dette mondiale mardi 14 septembre. La dette, publique et privée, a de toute façon d'ores et déjà atteint un montant record, de 296 000 milliards de dollars, soit environ 250 300 milliards d'euros. Au deuxième trimestre, 4,8 milliards de dollars se sont ajoutés à la montagne de dettes, après une "légère baisse enregistrée au premier trimestre".

Le dette s'est notamment envolée dans les pays dits "émergents", où elle a bondi de 3 500 milliards de dollars, et de 15 000 milliards depuis le début de la crise sanitaire, souligne L'Agefi. C'est en Chine qu'elle affiche la croissance la plus rapide parmi ces Etats, avec une hausse de la dette de 2 300 milliards rien qu'au deuxième trimestre. Mais la dette progresse aussi dans les pays développés, avec une augmentation de 1 300 milliards pour atteindre un montant total de 204 500 milliards de dollars.

Fort endettement des ménages lié à la hausse des prix immobiliers

Elle augmente notamment en zone euro alors qu'elle diminue au Japon et se stabilise aux Etats-Unis, hors endettement des ménages. Ces derniers représentent une grosse part de la hausse de la dette mondiale au deuxième trimestre, en progression de 1 500 milliards de dollars chez les ménages. Ce bond est dû à l'augmentation des prix des logements, relève l'IIF, notamment aux Etats-Unis. "La hausse de l'endettement est en ligne avec celle des prix immobiliers", précise les économistes de l'IIF cités par L'Agefi.

Plus rassurant, le montant de la dette rapporté au PIB mondial a quant à lui reculé pour la première fois depuis fin 2019, en raison de la reprise économique et de la hausse de l'inflation. Ce ratio baisse de 9 points, à 353%, quand il avait atteint un record de 362% au premier trimestre 2021. Mais il reste bien au-dessus de ces niveaux pré-pandémie. Business Insider 15 septembre 2021

La république des banquiers.

investisseur-sans-costume.net - Les banques aujourd'hui font quelque chose qu'elles ne devraient pas faire.

Elles sont responsables de la création monétaire : ce sont elles qui décident combien d'argent circule dans nos sociétés.

Le droit souverain de battre monnaie : nous le leur avons abandonné sans même nous en rendre compte.

Nous avons privatisé la création monétaire, mais la monnaie est un bien commun par excellence !

Votre billet de 20€ n'a de valeur que parce que vous savez que toutes les personnes autour de vous, en France et en Europe lui reconnaissent la même valeur que vous.

Les banques, en tant qu'entreprises privées, n'ont rien à faire de ce bien commun : cela passe après leurs bénéfices.

Là encore c'est presque mécanique. Quand ils sont pris la main dans le sac de pandore, les grands banquiers n'hésitent pas, l'espace d'un instant, à ôter leur masque d'arrogance pour confier candidement : mais si cela n'avait été moi, un autre l'aurait fait Monsieur le juge.

C'est ce que j'appelle la dictature des pourris.

Et ce sont ces gens-là à qui l'on a confié le précieux réceptacle de nos valeurs et de notre sueur.

Depuis la crise financière, ils ont volé 50 milliards d'euros aux épargnants français qui ont vu leurs rendements fondre au soleil et leurs assurances vie se faire amputer de 3% de rendement.

Ce rendement que vous avez perdu ce sont les banques qui vous l'ont fait perdre en créant des tombereaux d'argent.

Comment en est-on arrivé-là ? Je reconnais que ce fut sournois.

Jusqu'en 1971, la monnaie du monde était le dollar, et l'étalon du dollar était l'or : il y avait toujours quelqu'un qui pouvait en dernière extrémité changer ses devises en or. Il ne pouvait y avoir beaucoup plus de monnaie qu'il n'y avait d'or.

Oh il pouvait certes y en avoir un peu plus : les banques, déjà, faisaient crédit, c'est l'essence même de leur métier. En faisant crédit, elles créaient de facto de l'argent, de la liquidité. Mais dès qu'elles en créaient un peu trop, cela se voyait et il y avait toujours quelque prudente personne pour changer ses titres et son papier en or… Ne serait-ce que le général de Gaulle qui le fit pour la France en 1965 et 1967.

Mais ce jour de 1971 où le président Nixon abandonna l'étalon-or pour ne laisser derrière lui qu'un vide béant, il n'y eu plus personne pour aller changer son papier à la banque si elle en avait trop émis.

Oh votre billet de 20€ n'est rien d'autre qu'un titre de dette de la Banque Centrale Européenne à votre endroit. Théoriquement vous pourriez aller au siège de la banque de France et lui demander de solder cette dette… Mais maintenant que l'or a perdu son statut de monnaie…il n'y a plus rien en échange, plus de pivot pour modérer les banques, votre billet de 20€ n'est échangeable que contre un autre billet de 20€… Mais jusqu'en 1945, un tel système aurait été jugé absurde et horrible à toute personne saine d'esprit !

Oh on tenta bien de substituer les banques centrales à l'intangible métal précieux… Mais les banques centrales ne sont pas intangibles, et plutôt que de contrôler les banques, elles se firent contrôler par elles : toute leur action depuis 2008 le montre. Elles se plient aux banques et aux marchés qu'elles ont créés.

En abandonnant l'étalon-or, le monde a abandonné sa souveraineté monétaire aux banques.

Il fallut un peu de temps avant qu'elles ne se rendent compte de l'exorbitant privilège qui leur avait été concédé, mais depuis, elles n'ont cessé d'abuser de leur pouvoir et de le protéger férocement.

Ce que l'État a abandonné, il lui appartiendrait de le reprendre. Mais nos États se sont rendus complices des banques en profitant de leur vice et se nourrissant au biberon de la dette éternelle.

Aujourd'hui, le système financier mondial et les banques qui l'animent sont la plus grosse machine à redistribuer la richesse du bas vers le haut : des plus modestes aux ultra-riches.

Dans cette partie truquée, je dis souvent que le seul moyen de gagner, c'est de ne pas jouer : débancariser. Vous mettre à l'abri d'un système qui est devenu fou. investisseur-sans-costume.net

---

Une conséquence qui tombe à point ou comment fabriquer les conditions qui font défaut...

Les 5 raisons des pénuries en France révélées ! - insolentiae.com 13.09.2021

Alors voici les 5 raisons qui expliquent les pénuries selon Ouest-France qui précise que « les pénuries se multiplient au niveau mondial. Les causes, multiples, ne sont pas forcément liées directement à la crise du Covid-19 ».

1. L'impact climatique

« Les conditions climatiques, de plus en plus instables, ont de fortes conséquences sur l'approvisionnement alimentaire mondial ».

2. Les monopoles de production

« Une autre raison majeure de pénuries dans le monde est la concentration des productions dans les mains d'un seul pays voire d'une seule entreprise. La France est dépendante de nombreux pays pour produire des biens essentiels, notamment des industries asiatiques ».

3. Un embouteillage dans les transports

« Qui dit monopole mondial, dit embouteillages sur les routes commerciales. Les ports chinois sont des nœuds incontournables du commerce mondial et la moindre perturbation peut avoir des conséquences immenses. Le 11 août, un employé du port de Ningbo, l'un des plus importants du pays, a été testé positif au Covid-19. Un terminal entier de ce port, d'une capacité de 10 millions de conteneurs, a été mis à l'arrêt ».

4. Une offre incapable de suivre la demande

« Outre les problèmes que peuvent poser les monopoles de production et le fret maritime, la capacité de production n'est pas forcément bien ajustable à la demande. Dans le cas des matériaux de construction, la demande en bois a particulièrement explosé avec les confinements. Les Français ont porté plus d'attention à leur intérieur et se sont passionnés pour le bricolage et le jardinage. Mais la filière bois française n'est pas capable de produire suffisamment vite pour satisfaire la demande ».

5. La désindustrialisation française

« Outre les questions climatiques, la désindustrialisation française, qui s'est faite au fil des décennies, est remise en cause par les pénuries. D'après le site Vie publique, l'industrie ne représente plus que 10,3 % des emplois en France en 2020. La division internationale du travail et de la production révèle également tous ses inconvénients. L'interdépendance commerciale des États se fait nécessairement au détriment de d'une souveraineté nationale».

(D'où la nécessité d'une République sociale universelle. - LVOG)

Vous l'avez donc compris, le covid a le dos large, et les pénuries sont surtout en train de devenir structurelles et révèlent l'ensemble de nos faiblesses.

(Des contradictions de la concentration des richesses entre quelques mains prenant la population mondiale en otage - LVOG)

Nous venons d'atteindre un effet de seuil, un moment à partir duquel nos faiblesses ne peuvent plus être ni masquées ni cachées.

Nous rentrons dans l'ère de la rareté.

https://www.youtube.com/watch?v=NXyigyKVWH8

Commentaires d'internautes.

1 - Pour le fret, il y a surtout le problème des conteneurs retournant vide en Chine et faisant doubler le tarif à la tonne (sans compter les problèmes du nombre de marins)

Pour le bois de construction, la forte demande US qui semble avoir interdit l'importation canadienne.

Par ailleurs la France est dépendante de l'international et notamment la Suisse (Kronoply) pour les panneaux structurels OSB (Isoroy ayant arrêté sa production en France pour des raisons inexplicables).

Pour l'acier, je ne comprends pas, tout comme pour le PVC.

Pour la pénurie (pour le moment je n'ai rien constaté) de pneumatique, la aussi il y a un souci, l'Europe est normalement autonome en production.

Question, ne sommes-nous pas face à une pénurie d'hydrocarbures également ? Compo des pneus et augmentation de tous les produits dérivés.

Il y a plusieurs facteurs mais il y a quelque chose de malsain la dessous… (Trust?)

2 - Je suis persuadé voulu ! Qu'il y ait quelques fluctuations ok! Déroulement du plan!

3 - Il manque la spéculation.

Certains producteurs stockent pour faire monter les prix.

4 - Inflation liée aux pénuries, pourquoi pas ? Sauf que ces pénuries tombent comme par hasard en même temps que la crise du Covid, ce qui me laisse penser que tout est lié et surtout que c'est organisé. S'il y avait réellement des pénuries, il serait tout de même étonnant que tout vienne à manquer en même temps, et surtout en un temps très court. Quand on voit poindre une pénurie, on réoriente son activité de façon à contourner l'intrant manquant et ça reste sur le temps long relativement indolore. Dans la réalité actuelle, nous sommes dans une situation ou hier tout allait bien et aujourd'hui on manque de tout. Ce ne sont donc pas de vraies pénuries. Maintenant il faut se poser la question de Cicéron: Cui bono ? A qui profite le crime ?

5 - Comment Black Rock / Street Finance / Vanguard nous démontrent qu'ils dirigent le monde... Trois actionnaires majoritaires des plus grosses capitalisations boursières. Elysium c'est notre dystopie. Après Matrix, un autre film visionnaire. Elon Musk veut nous implanter une puce dans le cerveau "pour notre bien"... Reveillez-vous ! La question est : est-ce qu'ils veulent détruire le système actuel (hyper inflation) pour créer un monde de cryptomonnnaies sans régulation ? Les CBDC sont une première étape pour passer outre les gouvernements des pays. Les banques centrales sont "dirigées" par ? Black Rock. Nous vivons un coup d'état monétaire.

6 - En ce qui concerne le bâtiment l'inflation a déjà commencée le prix de certains matériaux a été multiplié par deux et d'après les fournisseurs ça va sérieusement continuer et en plus avec des disponibilités très aléatoires.

7 - J'ai acheté un matériel de sport chez déc**** à la mi mai pour 2099 €. Début août, je suis retourné dans un magasin avec mon frangin pour différentes choses, et le prix était monté à 2199 €. En retournant hier sur leur site web, je vois qu'il est à 2299 €. Bref, du 9,5% en 4 mois ! Je crois que les 10% on va les faire très facilement, mais à la TV ils nous diront qu'on n'a que 2 ou 3 % d'inflation. Ce discours tiendra un peu, mais si ça continue, ça va devenir bien trop visible. Et comme disait Aloïs Irlmaier: d'abord l'inflation, ensuite les révoltes / révolutions.

8 - L'alimentaire n'est pas marginal. Les fruits et légumes, beurre, riz et pâtes ont pris 30%...

9 - C'est la grande réinitialisation en cours... Ils bloquent les matières premières (pétrole, graines pour le blé..) comme ça, vous voyez le climat, les ressources naturelles diminuent, il faut changer vos habitudes ! Et donc payer beaucoup plus cher !

10 - Ça me rappelle une pub Carrefour en Espagne où ils disaient qu'ils n'augmentaient pas les yahourts à 1€, mais le yahourt est passé de 100g l'unité à 80g! Donc, une augmentation cachée de 20% ou le prix de l'huile que j'achéte est passé de 0,99€ à 1,45€ d'un seul coup cette année!

11 - J'approuve aussi votre avis sur la montée des prix des denrées alimentaires.

Étant agriculteur, j'assiste à une tendance sur le long terme de la production des denrées alimentaires.

Donc une hausse des prix !

Cette tendance est liée à :

1) Un changement des modes de production : l'agriculture Bio favorisée par les Etats provoque une baisse des volumes de 40% à l'ha c-à-d des denrées alimentaires ! notre nourriture avec aussi une hausse des coûts de production

2) Une disparition des acteurs d'ici 10 ans 50% dew agriculteurs seront parti à la retraite

3) Des aléas climatiques bcq plus fréquent ex gel du 8 avril en France en Italie en Belgique = 60% de fruits en moins.

4) Des normes de production contraignantes à freiner toutes ardeurs pour entreprendre

Et j'en passe.

Pour résumé la France riche de ses terres va se retrouver pauvre en production car ses enfants auront été découragés pour les exploiter à leur tour.

12 - Dans les années 70 l'inflation était un moteur économique, car les salaires étaient automatiquement ajustés, cela rendait l'achat d'immobilier, et d'équipement plus facile, le salaire augmentait, le crédit à la banque non.

Tout a changé en 1983, loi jacques Delors: la désinflation compétitive.

Désormais, l'ajustement n'est plus automatique, c'est le gouvernement qui décide de cet ajustement (quand et combien).

Du coup, on a changé de paradigme économique.

Dans les années 1970, mon père faisait vivre une famille de 4 personnes (deux voitures, les vacances, les cadeaux de Noël) avec un seul salaire (de cadre moyen, ce serait 1500 euros aujourd hui).

Le smic devrait être à 3500 euros, si on avait continué l'ajustement automatique, au moins.

Et j'entends encore des économiste dire: l'inflation est nécessaire à la croissance, où si on n'a pas de croissance, c'est parce qu'on a pas d'inflation, cette corrélation n'existe plus.

13 - Histoire de singes :

“ Beaucoup de singes vivaient près d’un village. Un jour, un marchand est venu dans ce village pour acheter des singes. Il a annoncé qu’il les achèterait 100 $ chacun… Les villageois pensaient que cet homme était fou. Pourtant certaines personnes sont parties attraper des singes et les ont apportés à ce marchand qui leur a donné effectivement 100 $ pour chaque singe ! Cette nouvelle s’est répandue comme une traînée de poudre et de nombreux singes ont alors été apporté au marchand qui honora encore une fois la vente. Après quelques jours, comme il devenait plus difficile d’attraper les singes, il annonça qu’il achèterait les prochains singes 200 $. Les villageois les plus paresseux se sont également mis en route et récoltèrent les 200 $ promis. Puis le marchand annonça qu’il achèterait les prochains à 500 $ chaque ! Les villageois ont commencé à perdre le sommeil et les plus futés réussirent à attraper les singes restant. Les villageois attendaient alors anxieusement la prochaine annonce, qui arriva : « Je dois rentrer momentanément chez moi pour une affaire urgente à traiter mais lorsque je reviendrai, j’achèterai les singes à 1000 $!!! Avant son départ, il a alors demandé à son employé de bien prendre soin des singes achetés en attendant son retour. Les villageois étaient bien tristes car il n’y avait plus de singes à attraper pour gagner 1000 $! Mais l’employé leur a annoncé qu’il pourrait leur vendre secrètement des singes à 700 $ chacun. Cette nouvelle s’est répandue comme une traînée de poudre et le calcul du bénéfice fut vite apprécié : 300 $ chaque ! Le lendemain, les villageois faisaient la queue près de la cage aux singes. Les riches ont acheté des singes en gros lots… Les pauvres ont emprunté de l’argent… L’appât du gain rendait les gens stupides… L’employé a alors vendu tous les singes à 700 $... Les villageois ont alors pris soin de leurs singes et ont attendu le retour du marchand. Mais personne n’est revenu ! Alors ils ont couru chez l’employé qui avait disparu !!! Les villageois ont alors réalisé qu’ils avaient acheté des singes errants 700 $ chacun et étaient incapables de les revendre !

Beaucoup d’arnaques se passent selon ce mode – là… Bitcoin sera-t-elle la prochaine entreprise de singes ? Mettant beaucoup de personnes sur la paille et enrichissant ceux qui le manipulent ? Joan Law fut l’inventeur de la monnaie de singe en 1715.

14 - L'INSEE avait annoncé une inflation à 1,2%.

L'excellent Philippe Herlin, économiste et spécialiste de l'inflation avait démontré et démonté le mode de calcul pipé de L'INSEE pour arriver à 1,2% entre autre sur le poste logement complétement pipé à 7% à cause des remboursements des emprunts immobiliers des propriétaires que l'INSEE ne comptabilise pas comme une dépense d'un ménage Français mais un investissementalors qu'évidemment le remboursement mensuel d'un emprunt immobilier d'un ménage Français est à mettre dans le poste dépenses de logement et ça représente pas 7% comme le dit l'INSEE mais minimum 30% des dépenses d'un budget d'un ménage Français.

- La France du Futur (selon les Recommandations contraignantes de la Commission Européenne et du Conseil Européen):
- Supprimer le complément de ressources.
- La suppression de la prime d'activité pour les pensionnés d'invalidité.
- La possibilité de geler temporairement un compte bancaire épargne en cas de crise financière.
- Augmenter la TVA et la CSG.
- Réformer le code du travail.
- Réforme de l’ISF.
- Baisser l'impôt sur les sociétés.
- Diminuer les effectifs de la fonction publique.
- Plafonner les indemnités prud'homales.
- Réforme des retraites.
- Baisse de la dotation aux collectivités locales.
- Facilité les licenciements économiques.
- Baisser le numerus clausus.
- Généraliser les cartes bleues équipées du "sans contact".
- L’abandon du changement d’heure.
- Privatisation total ou partielle du service public.
- Suppression des départements.
- Supprimer le compte pénibilité.
- Baisse des subventions versées aux agriculteurs.
- Plus de pouvoir aux Agences régionales de santé.
- Généralisé le contrat de chantier en Créent un contrat de projet.
- Suppression des 35 heures.
- Baisse de la Prime de précarité.
- Mettre fin à l'anonymat sur internet.
- Baisser le nombre des jours fériés.
- Baisse des contrats aidés.

Sources :

https://tinyurl.com/gopeFR2019
https://tinyurl.com/gopeFR2018
https://tinyurl.com/gopeFR2017
https://tinyurl.com/gopeFR2016
https://tinyurl.com/gopeFR2015

https://tinyurl.com/gopeFR2014
https://tinyurl.com/gopeFR2013
https://tinyurl.com/gopeFR2012
https://tinyurl.com/gopeFR2011
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM:l25020
https://drive.google.com/file/d/1lrQ0gVQzKkpAeSndmmizXgPuk9_la6eu/view

15 - J'ai appelé un magasin de bricolage samedi pour de l'OSB... fini la pénurie, par contre il est passé de 9€ à 24€ le m² !

16 - J'ai acheté un écran (24 pouces) 70 euros il y a un ans. Aujourd'hui, et depuis environs 2 mois, IMPOSSIBLE DE LE TROUVER POUR MOINS DE 140 EUROS. JE DIS BIEN: IMPOSSIBLE (le même modèle) Je pensais il y a 2 mois que c'était passagé mais non non, ça reste bien fixe comme ça.

17 - Petite question: ton sentiment sur les déclarations de plus en plus nombreuses d'acteurs financiers US (banquiers notamment, ou Yellen au Trésor) qui voient poindre une "correction" des marchés courant octobre ? Parce que d'après ce que je lis ci et là, le mot "correction" est un doux euphémisme et clairement ça sent la redite du krach de 2008 mais puissance 10, mais dans tous les secteurs, et au niveau mondial. L'Allemagne parle d'inflation également, la Chine voit un de ses très gros acteurs économiques sur le point de faire faillite...

Il nous pend au nez quelque chose de massif et de violent là. Un paquet de banquiers ont quitté le navire plus tôt cette année après avoir pris des bonus records, deux types bien placés à la FED nous explique que d'ici la fin septembre ils vont vendre leurs actions personnelles pour des raisons éthiques (ils nous prennent vraiment pour des idiots c'est dingue) etc. etc.

Si on a 10% d'inflation en tout début d'année 2022 ça sera PRESQUE pas trop grave, c'est la suite qui est problématique je pense.

18 - L'inflation c'est aussi l'obsolescence programmée qui baisse d'un cran : AU lieu d'acheter un frigo tout les 10 ans c'est 8 ans depuis quelques temps !

- L'inflation c'est aussi le faux calcul du taux qui entraîne une minoration des revalorisations du SMIC ... et cela avec 1 an de retard (ce qui aggrave encore le pouvoir d'achat)

- L'inflation c'est aussi de devoir louer sa voiture (LLD) plutôt que de pouvoir l'acheter.

- L'inflation c'est aussi l'augmentation des charges locatives non prises en compte dans son calcul (me semble-t-il)

- L'inflation c'est la perte de valeur de son épargne (écart des taux de rémunération/taux d'inflation) même si cela ne se verra qu'au moment de la sortie de cet argent

- L'inflation c'est aussi l'engrenage technologique/Les dépenses contraintes/Les non-choix qui font qu'ils se servent directement dans votre porte-monnaie !

19 - La nourriture coûte moins cher mais la qualité est dégueulasse. Il faut 100 pommes pour avoir autant de vitamines qu avec une pomme d il y a 100 ans.

20 - Dans une vie antérieure lorsque j'étais autorisée à aller au restaurant, j'avais effectivement constaté une sévère augmentation du prix mais déguisée ; 2 exemples de restos :

- en juin 2020, le 1er affichait un menu complet à 20 €, en juin 2021, il n'y a plus de menu mais en additionnant entrée, plat et dessert, vous arrivez à 25 €.

- en juin 2020, le 2ème affichait un menu complet à 24 €, en juin 2021, pas de menu mais en additionnant entrée, plat et dessert, vous arrivez à 31 € Résultat : plus d'entrée et on reste au même prix payé mais c'est bien de l'inflation non ?

21 - Non Charles l'inflation va continuer. Comme tu nous l'a toi même montré, le fait que nous utilisions la planche à billets génère l'inflation des marchandises importées. Les matières premières , le gaz, le carburant , l'électricité, continueront a augmenter aussi afin de continuer à financer les dividendes des actionnaires. Dans cette course imbécile vers l'avidité no limit....il ne y aura aucune pose. Jusqu'à ce que les peuples totalement affamés décident de refaire la règle du jeu.

22 - J'ai lu deux articles différents il y a quelques semaines.

Le premier de Bubu le ministre de l'économie qui se félicitait de reprise avec un chiffre de croissance qu'il a sorti de son chapeau pour le mois de Juillet.

Je ne sais plus combien c'était exactement mais je crois de mémoire plus de 2%.

Et ensuite un autre article qui faisait état pour le mois de Juillet d'un chiffre de la consommation des ménage en forte baisse de -2,6% celui là je m'en souviens.

Donc là on a un truc qui ne va pas n'est ce pas ?

On ne peut pas avoir une forte croissance et en même temps une chute de la consommation ...

Et pourtant si.

Car ensuite j'ai pu lire ailleurs dans d'autres articles que le gaz allait augmenté de 8% bientôt par exemple.

Conclusions diverses de ceci :

1- La croissance repart oui c'est vrai.
2- Mais la consommation est au point mort voire baisse beaucoup.
3- Les dépenses contraintes elles augmentent fortement : gaz électricité, taxes, logement, transports, assurances etc etc ...
4- Donc ce n'est pas la consommation qui fait cette fameuse croissance, c'est les dépenses contraintes, celles qu'on ne peut pas éviter donc par définition et imposées la plupart par l'état.
5- La preuve en est l'abyssal déficit commercial récent de la France que vous pouvez trouver sur internet ...

Donc quand les guignols du gouvernement viennent parader pour dire que la croissance repart, qu'ils ont bien tout fait comme il faut, en fait ils nous mentent.

La croissance ne repart pas du tout au contraire même.

Par contre les dépenses contraintes elles explosent et ceci est une forme de taxe déguisée qui ne porte pas son vrai nom.

Prenez l'essence pour votre voiture au plus haut aujourd'hui depuis les premiers gilets jaunes qui se sont levés pour ça à la base: le prix de l'essence.

Et ceci figurez vous ne profite pas à Total et cela devrait se voir dans son cours de bourse logiquement.

Or cela ne se voit pas car cette hausse part à l'état et non chez Total ...

Autre fait qui vient prouver la guignolerie et le mensonge du gouvernement: l'épargne.

J'ai lu dans un article que l'épargne due au covid en France n'a jamais été aussi élevée aujourd'hui.

Et que même le gouvernement voudrait taper dedans et ils cherchent comment le faire en ce moment même ...

Donc expliquez moi vous comment la croissance qu'on nous fait croire issue de la consommation des ménages peut elle repartir fortement avec des ménages qui ne consomment pas et épargnent ...

Dur à expliquer non n'est ce pas ?

Impossible même.

Bref ce gouvernement nous raconte une fois de plus n'importe quoi pour cacher ses conneries et le fait que la France s'enfonce toujours plus dans la misère et la précarité.

Et les gens ne sont pas dupes puisqu'ils ne consomment plus et ils attendent.

Tout ce qu'on peut nous dire sur la reprise etc est faux c'est un vaste mensonge, on appelle ça pudiquement communication aujourd'hui ...

Et d'ailleurs pendant cet été je l'ai vu après m'être entretenu avec divers commerçants en divers lieu de vacances.

Tous ont dit la même chose: on est loin des années " normales " pré covid.

Ce qu'il faut donc retenir de tout ceci c'est que le gouvernement affiche une fausse reprise de façade avec de la dette qui va se transformer en impôts et taxes à un moment donné.

Que ce gouvernement a déjà commencé à nous taxer avec l'augmentation des dépenses contraintes afin d'afficher un faux chiffre de croissance pour nourrir un faux discours de reprise économique.

Que on n'a pas encore subit l'ensemble des taxes et impôts à venir.

D'ailleurs on le voit ça les démangent déjà fortement puisqu'ils veulent encore " réformer " les retraites, traduire les baisser pour se refaire suite à leurs multiples conneries et arnaques.

La France va lentement dans la banqueroute car on enchaine les gouvernements menteurs et corrompus et irresponsables.

Mais la majorité ne le voit pas encore.

Il faudra donc aller au bout de ce mouvement de descente pour que tout le monde le voit c'est à dire à la banqueroute, lorsque nous n'aurons plus rien ni retraites, ni sécu etc et en même temps une pression fiscale de plus en plus forte : autrement dit la ruine quoi.

À mon humble avis, il n'y a pas plusieurs solutions à ce problème mais une seule.

Un gouvernement qui mettra fin à la participation de la France à l'union européenne.

Tant qu'on reste dans l'union européenne qui est la plus mauvaise forme d'administration de l'Europe, on ne pourra rien faire.

Car ce qu'il est nécessaire de faire contrevient aux principe de cette union de la corruption et nous est interdit.

Il faut :

- Traquer la vraie évasion fiscale des grands groupes afin qu'ils payent l'impôt qu'ils doivent vraiment à la France.

On parle là d'une somme annuelle qui est volée entre 80 et 150 milliards d euros par an quand même.

Une somme qui se reporte sur nous tous et que nous devons payer soit ne taxes ou en impôts ou en pertes de droits sociaux, pertes de moyens dans les écoles, police , pompiers, hopitaux etc ...

- Reprendre notre contrôle monétaire pour dévaluer un peu comme on le faisait avant et refaire partir notre économie.

- Remettre des barrières douanières pour se protéger des concurrences déloyales et cela aurait du sens dans la logique écologique par exemple ...

- On devrait aussi mener d'autres réformes annexes mais importantes : traquer la corruption et la fraude par exemple mais le faire VRAIMENT cette fois.

Tant qu'on reste dans cette union tout ceci est infaisable.

Et quelqu'un qui vous dira le contraire comme les menteurs de la droite en ce moment en campagne sont des gros menteurs.

Enfin, avant de crier au loup, je ne parle pas de fermer définitivement la porte à l'Europe, non, mais à l'union européenne.

Ce truc doit mourir et vite c'est juste une question vitale pour nous et pour d'autres pays d'ailleurs aussi.

Et il faut refaire une autre Europe sur d'autres bases et c'est une nécessité urgente.

Sinon on va continuer à aller toujours plus bas dans la pauvreté et la précarité.

D'ailleurs vous le voyez bien, tout le monde le voit, plus le temps passe, plus c'est dur pour de plus en plus de gens, et plus on voit partout la misère s'installer.

Ça c'est un fait que tout le monde voit aujourd'hui.

23 - Le matériel agricole neuf a pris 18% depuis 12 mois. Les charges explosent. Par contre, le Tournesol BIO est payé autour de 550 euros et 500 en conventionnel. En 2017, le Tournesol BIO était à 650 et le Tournesol conventionnel à 320. La merde a pris de la valeur.

Pénurie de matières premières dans les supermarchés et magasins de bricolage - FranceSoir 14.09.2021

Un an et demi après le début de la crise sanitaire du Covid-19, de nombreuses matières premières comme le blé, le café, le bois ou le métal manquent à l'appel dans les rayons des magasins. Une pénurie inédite qui risque de s'accompagner d'une hausse des prix.

Une pénurie mondiale

Si vous vous êtes récemment rendus au supermarché ou dans une enseigne de bricolage, vous les avez sans doute remarqués : ces rayons presque vides, alors qu'ils débordaient encore de produits en début d'année. En cause : une pénurie mondiale de matières premières qui touche non seulement les produits alimentaires, mais aussi les composants électroniques et le bois, le métal ou encore le plastique. FranceSoir 14.09.2021

LVOG - J'ai arrêté là la reproduction de cet article, parce que la suite n'était qu'un tissu d'inepties et de mensonges ou relayait le discours des autres médias destiné à vous tromper.

Vous pouvez le vérifier ici :

https://www.francesoir.fr/societe-economie/penurie-de-matieres-premieres-dans-les-supermarches-et-magasins-de-bricolage

---

Comment fonctionnent les marchés de nos jours ?

Le vilain secret du cours d'Apple - investisseur-sans-costume.com 14.09.2021

Si vous aviez acheté une action Apple (AAPL) début 2013, vous seriez l'heureux bénéficiaire d'un actif en hausse de 19% par an en moyenne.

Dans le même temps, le S&P500, indice phare de la bourse de New York, enregistrait une hausse de 15% par an. C'est une jolie sur-performance pour un groupe de la taille d'Apple dans un marché déjà euphorique.

Je n'ai pas choisi 2013 au hasard. C'est à partir de là qu'Apple s'est mis à racheter ses propres actions. C'est ce que l'on appelle des buybacks, une pratique courante dans les grands groupes américains — et français dans une moindre mesure.

L'opération est simple : l'entreprise rachète ses actions en bourse et les détruit afin de faire monter le cours des actions encore en circulation. [1]

Selon la Harvard Business Review, une fois que la société a distribué son dividende et procédé à ses dépenses d'investissements, s'il lui reste des liquidité, les buybacks évitent de plomber ses comptes avec du capital inutilisé et donc non rentable. Il vaut mieux le rendre à l'actionnaire que de le laisser dormir. Avec les buybacks, les comptes de votre entreprises sont en permanence optimisés. [2]

Ça c'est pour la belle histoire.

Si Apple n'avait pas racheté ses propres actions chaque année depuis 2013, votre plus-value n'aurait été que de 11% au lieu de 19 : près de la moitié de la croissance du cours d'Apple est factice, c'est gonflé à la pompe à vélo, de l'aérophagie morbide [3].

Cette pratique est révélatrice du changement radical de culture opéré chez Apple après la mort de Steve Jobs.

Jobs faisait les meilleurs produits. Tim Cook, son successeur et ex-directeur financier, fait les meilleurs résultats financiers au détriment de l'innovation et des nouveaux produits : l'argent ne va plus au même endroit.

+ de 100% des bénéfices du S&P500 vont aux actionnaires…

En 2018, les entreprises américaines devraient racheter pour plus de 1 000 milliards de dollars de leur propres actions (dont près de 100 milliards rien que pour Apple), soit 2 fois plus qu'en 2017.

La dernière fois que l'on avait approché ces sommes, nous étions en 2007. Oups.

Il faut dire que 1 000 milliards de buybacks = 5% du PIB américain. C'est faramineux.

L'immense majorité de ces 1 000 milliards proviennent des 500 plus grandes entreprises américaines (S&P500) : il faut dire qu'ils utilisent en moyenne 60% de leurs bénéfices pour racheter leur propres actions.

Ils utilisent également un peu plus de 40% de leurs bénéfices pour payer un dividende à leurs actionnaires.

Entre les rachats et les dividendes, les grands groupes américains redonnent donc plus de 100% de leurs bénéfices à leurs actionnaires.

Je ne vous parle pas d'une entreprise en particulier mais de la moyenne des 500 plus grands groupes américains.

Normalement, cette situation ne devrait pas être possible.

Les marchés boursiers ont changé

Imaginez que vous ayez une entreprise de chaises cotée en bourse.

Vous avez développé une nouvelle chaise révolutionnaire et vous avez besoin d'argent pour la fabriquer et faire la publicité de ce modèle prometteur.

Vous décidez de faire une augmentation de capital pour financer votre projet : vous émettez de nouvelles actions.

Il se trouve que vous commercialisez votre nouvelle chaise en avance et qu'elle a un succès fou, tout le monde se l'arrache et vos résultats s'envolent : vous avez émis plus d'actions que vous n'en avez eu finalement besoin.

Vous rachetez alors vos propres actions pour rendre aux actionnaires le capital excédentaire et cela envoie un bon signal aux marchés : vous avez dépassé les objectifs.

Mais si vous rachetez vos actions l'année suivante et l'année d'après et ainsi de suite en augmentant toujours plus le volume de rachats pour soutenir votre cours…

Si vous utilisez vos bénéfices en buybacks plutôt que pour développer de nouvelles chaises alors vos actionnaires vont trouver que vous ne savez plus comment investir vos bénéfices. Vous ne savez plus comment grandir, développer vos marchés et de nouveaux produits : c'est donc que vous êtes une entreprise mature dont la valeur est amené à stagner voire à baisser. C'est un mauvais signal pour les marchés qui devraient vous pénaliser.

Mais ce n'est plus du tout comme cela que les marchés fonctionnent : plus personne ne valorise une société selon sa croissance estimée et ses perspectives de bénéfices à long terme. Sinon il y a belle lurette que les marchés se seraient cassé la figure tant les valorisations actuelles sont délirantes.

Les marchés fonctionnent aujourd'hui par ancrage : c'est-à-dire que les entreprises sont valorisées les unes par rapport aux autres. Et c'est très important.

Est-ce qu'Apple vaux 1 000 milliards de dollars?

La valorisation boursière d'Apple a récemment dépassé les 1 000 milliards de dollars.

Selon les standards anciens, elle ne les vaut certainement pas [4]. La valorisation d'Apple correspond à une start up que l'on promet à une croissance vertigineuse, pas à la plus grosse capitalisation américaine qui a déjà conquis le monde, à moins qu'Apple ait un plan secret pour

aller vendre des iPhones aux martiens.

Si "les marchés" trouvent qu'Apple vaut aujourd'hui 1 000 milliards de dollars, c'est parce qu'ils estiment que le groupe vaut plus qu'Amazon qui vaut déjà 900 milliards de dollars. Ou alors c'est Amazon qui vaut 900 milliards parce qu'Apple en vaut 1 000… cela dépend d'où l'on regarde. C'est cela l'ancrage.

Cela signifie que les marchés financiers se sont décorrélés de l'économie réelle.

Merci les banques centrales

Il y a une bonne raison à cela : il fallait bien que les tombereaux d'argent imprimés par les banques centrales depuis 2008 aillent quelque part. Ils n'ont pas été dans les salaires, ni dans l'économie réelle. Ils sont restés dans la sphère financière qui a gonflé, gonflé, gonflé, sans rapport avec les résultats réels des sociétés.

La réalité est qu'il y a beaucoup trop de capital dans les marchés financiers. Et ce capital exige un rendement : si vous achetez une action Apple aujourd'hui, vous attendez que le cours continue de monter et que le dividende suive.

Si le charme se brise, si l'enfant ingénu s'écrie que le roi est nu, ou que les banques centrales rendent trop cher l'accès à l'argent, alors la chute depuis une valorisation si vertigineuse pourrait être mortelle. Apple est condamné à enfler, quel que soient ses perspectives de développement.

À l'échelle d'une économie, les rendements exigés par le capital excédentaire grèvent les hausses de salaires qui pèsent à leur tour sur la consommation des ménages qui casse la croissance et les perspectives des entreprises mêmes qui sont condamnées à croître par ce capital qui les en empêche. [5]

Vous pensez bien que cela ne peut pas durer éternellement. Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel et les entreprises des hommes à l'image de leurs créateurs naissent, croissent, se reproduisent, vieillissent et meurent.

À ce stade, il peut se produire essentiellement trois choses :

- Les marchés corrigent : une déflagration financière qui ferait passer 2008 pour un vague toussotement économique et financier. Les marchés retrouvent des niveaux acceptables au prix d'une crise sans précédent, risques d'émeutes, guerre, grande pauvreté mais également destruction créatrice pour préparer le prochain cycle d'expansion ;

- L'économie réelle corrige : l'économie réelle rejoint la sphère financière faisant passer l'hyperinflation du Zimbabwe pour une hausse modérée. Une hyperinflation galopante par exemple si un gouvernement socialiste est élu aux États-Unis et décrète des hausses de salaires généralisées et indexées sur l'inflation (c'est le scénario le plus improbable tant il faudrait avoir la mémoire courte).

- Rien : Une grande glaciation des marchés administrée par les banques centrales qui ferait passer l'URSS pour un modèle de libéralisme et de qualité de vie. C'est une transformation en cours, lente, vicieuse, qui demande un contrôle extraordinaire des grandes institutions financières mondiales ainsi qu'une coopération renforcée entre les grandes régions du monde. Une sorte de 1984.

Dans tous les cas et malgré les bons conseils de Monsieur Macron: N'entrez pas en bourse maintenant, il n'y a que des coup à prendre.

Si vous avez déjà un portefeuille boursier, il est sans doute sage d'en réallouer une partie en cash. En cas de nouvelle crise financière, quand tous les autres seront rincés et que les actions seront bradées, vous pourrez alors faire votre marché.

[1] Prenons l'entreprise BonneChaise SA cotée en bourse. Sa valorisation est de 100 millions d'euros répartie en 1 millions d'actions de 100€ chacune. BonneChaise rachète 100 000 actions et les détruit. Il n'y a plus que 900 000 actions en circulation mais Cela ne change rien à la valeur de l'entreprise qui est toujours de 100 millions d'euros. Chaque actions vaut dorénavant 111€ et l'entreprise BonneChaise a permis à ses actionnaires de réaliser un gain de 11%. Cela ne se passe pas systématiquement comme cela et il peut arrive qu'un buyback ne fasse pas monter le cours comme attendu, mais c'est le but recherché.

[2] https://hbr.org/2017/09/the-case-for-stock-buybacks

[3] https://brunobertez.com/2018/08/01/apple-les-rachats-daction-par-apple-ont-contribue-a-42-des-gains-de-laction-depuis-2013/

[4] Si on en croit les dividendes, certainement pas. Il faudrait plus de 70 ans pour rembourser votre investissement avec les dividendes que verse Apple, et sans doute le double ou le triple en prenant en compte l'inflation.

Si on regarde les bénéfices, alors la valeur d'Apple correspondrait à 32 ans de son résultat net moyen depuis 10 ans ajusté de l'inflation (CAPE). Quand on voit la vitesse à laquelle les fortunes se font et se défont dans le secteur des nouvelles technologies, c'est ahurissant.

[5] Au fait, la croissance actuelle du PIB ne contredit pas ce cycle, elle n'est pas réelle, elle est achetée à crédit, on connait même son prix : un dollar de croissance coute 3 dollars de dettes.

Soleil noir.

C'est ballot. Les panneaux solaires très sombres augmentent… l'effet de serre ! - insolentiae.com 14 Sep 2021

C'est une information assez extraordinaire et pourtant finalement assez logique.

Tout le monde sait bien que mettre du noir en plein été au soleil cela tient nettement plus chaud que du blanc.

C'est la même logique avec les panneaux solaires très sombres qui tapisseraient les déserts dont le sable et les sols sont clairs et donc reflètent la lumière du soleil.

Des fermes solaires géantes dans le Sahara, l'exemple type de la fausse bonne idée

« Une bonne partie des besoins d'électricité décarbonée de la planète pourraient être couverts par de gigantesques fermes solaires implantées dans les déserts et dans le plus grand d'entre eux, le Sahara. Il s'agit à priori de projets très séduisants pour accélérer la transition énergétique. Sauf que couvrir le désert de panneaux solaires noirs a des conséquences non négligeables sur les températures au sol et dans l'atmosphère et peut provoquer des réactions en chaîne climatique dangereuses.

Des chercheurs sont convaincus qu'il est tout a fait possible de transformer le plus grand désert du monde, le Sahara, en une ferme solaire géante capable de fournir en théorie sans problème quatre fois les besoins énergétiques actuels de l'humanité. Il existe d'ores et déjà des projets de fermes solaires géantes en Tunisie et au Maroc qui fourniraient de l'électricité à des millions de foyers en Europe et permettraient aussi de produire de grandes quantités d'hydrogène vert.

Mais d'après un article publié par deux scientifiques australien et suédois dans The Conversation, de tels projets pourraient créer des catastrophes. Ils expliquent que les panneaux solaires ne convertissent que 15% de l'énergie qu'ils reçoivent en électricité et le reste est renvoyé dans l'atmosphère sous forme de chaleur. Les panneaux sont noirs et bien plus sombre donc que le sol du désert. Cela signifie qu'une grande quantité de panneaux solaires va absorber bien plus d'énergie et la transformer en chaleur« .

Donc en gros, couvrir le désert de panneaux solaires n'est pas une bonne idée, cela va rendre encore plus compliqué une transition énergétique qui s'annonce déjà particulièrement difficile. insolentiae.com 14 Sep 2021

Haut de page

Le 25 septembre 2021

On ajoutera demain des liens vers de nombreux documents.

J'ai actualisé mon portrait dans la page d'accueil, je ne m'étais pas aperçu avant que j'avais une sale gueule, c'est dû au surmenage.

Si on ne colle pas exactement à l'actualité, c'est parce qu'elle est poisseuse, dégueulasse, elle pue, et puis on ne se laisse pas dicter notre agenda, on a une cause à défendre, personne ne la défendra à notre place.

On est sur tous les fronts, on ne lâche rien, on vaincra !

Bonne manif !

Totalitarisme. A bas le mouvement "*Fridays for future*" ! piloté par le Forum économique mondial. La mystification climatique ne passera pas.

LVOG - Vous lirez plus loin du passe sanitaire au passe climatique, la même dictature, les mêmes aux commandes.

Un internaute - A propos de la concentration du CO2 dans l'air, quelques chiffres qui devraient permettre de relativiser les discours alarmistes :

La concentration du CO2 dans l'atmosphère ; premier constat c'est un gaz présent à l'état de trace :

412 ppm mesurés en 2019: ppm = parties par million

Ce qui correspond à un total de CO2 dans l'air de 3230 milliards de tonnes soit 3230 gigatonnes (Gt) ; par comparaison, l'atmosphère pèse environ 5,2 millions de Gt,

Le CO2 ne représente en fait que :

0,04% de la totalité de l'atmosphère terrestre, soit 4 molécules de CO2 pour 10 000 molécules d'air.

A rapporter au CO2 qualifié d'anthropique, émis lors des activités humaines

Le flux annuel de CO2 anthropique

La part qui provenant de la combustion des combustibles fossiles

Cela représente environ 32 milliards de tonnes (GigaTonnes)

Soit une proportion de l'ordre de 1% du CO2 atmosphérique

Par ailleurs, la France n'émet qu' environ 1% du flux de CO2 anthropique mondial.

Au regard des chiffres connus , on peut sérieusement se poser des questions à propos de la responsabilité réelle du CO2 dans le réchauffement climatique.

Entreprendre des actions extrêmement couteuses vers la neutralité carbone en agissant sur de si faibles proportions semble donc être une sérieuse méprise.

Climat et CO2 : l'évidence contre le dogme - Association des climato-réalistes 15 juillet 2021

Par Pascal Richet, Institut de physique du globe de Paris.

Extrait - Selon le principe de non-contradiction, une chose ne peut pas être à la fois elle-même et son contraire. Il s'ensuit en particulier qu'un effet ne peut pas être antérieur ou plus bref que sa cause, auquel cas la cause n'en serait plus une. Or les données paléoclimatiques montrent que les périodes de teneurs en CO2 élevées sont non seulement systématiquement plus longues que celles de températures élevées, tout en débutant plus tardivement qu'elles, mais qu'elles ne révèlent pas de fluctuations de teneurs en CO2 de courtes durées analogues à celles que montrent les températures. Il se trouve que l'atmosphère renferme une quantité infime de CO2 par rapport aux océans et que la solubilité du CO2 dans l'eau décroît quand la température augmente. Les teneurs en CO2 de l'atmosphère se sont donc simplement ajustées au cours du temps aux variations de températures avec des décalages dus à la lenteur relative de l'homogénéisation chimique des océans. Un argument fort renforce cette conclusion. Le méthane est un produit de l'activité biologique, qui croît elle-même avec la température. Si le CO2 contribuait au réchauffement de l'atmosphère, ses teneurs seraient corrélées à celles du méthane. Or ce n'est pas du tout le cas, d'où l'on conclut que ces teneurs en méthane n'ont dépendu que des seules températures.

Ces conclusions ne contredisent en rien l'existence d'un léger réchauffement au cours de ces dernières décennies. Les carottes glaciaires révèlent en effet l'existence de brefs épisodes de réchauffement, très nombreux, auxquels aucune attention n'est curieusement apportée, et dont la cause peut être attribuée à de tout autres facteurs tels que des fluctuations de l'activité solaire. En bref, ce qui se passe en quelques décennies offre peu d'informations sur l'évolution du climat, dont l'unité de mesure est plus proche des dizaines de milliers d'années.

https://www.climato-realistes.fr/climat-et-co2-levidence-contre-le-dogme/

LVOG - Pour rappel, l'ensemble du mouvement ouvrier soutient que le CO2 d'origine anthropique ou dû à l'activité humaine serait responsable de la hausse de la température sur notre planète, il cautionne aussi cette supercherie. Comme quoi on n'exagère rien...

Quand le "*certes*" révélateur était de trop.

La tribune des travailleurs (POID) - Pour l'alliance ouvrière par Daniel Gluckstein

LTT - En cette fin septembre, aucune issue favorable aux travailleurs et à la jeunesse ne semble se dessiner sur le terrain électoral.

LVOG - Pourquoi, parce qu'il pourrait en être autrement ? Il faut croire, il le dit lui-même, lisez. Plus loin il dira le contraire, bref, le double langage habituel.

LTT - Il y a à cela deux raisons : les institutions de la Ve République réduisent le jeu électoral à la confrontation entre deux aspirants « sauveurs suprêmes » ; à quoi se combine la division entre une multitude de candidats « de gauche ». Certes, cela peut changer. Mais, que cela plaise ou non, pour l'heure telle est la situation.

LVOG - "*Certes, cela peut changer*", je n'ai rien inventé, on appelle cela l'opportunisme débridé ou assumé.

LTT - À Marseille, quand Macron vient dicter son plan de déréglementation-destruction de l'école publique, les syndicats unis en exigent l'abandon. Et, dans les grèves qui se multiplient « en bas », dans tous les secteurs professionnels, l'unité des travailleurs se fait sans difficulté, avec les syndicats, sur les revendications.

LVOG - On en oublierait presque qu'en étant de zélés défenseurs de la muselière, de la distanciation sociale et de la vaccination les syndicats se sont employés minutieusement depuis janvier à diviser les travailleurs et ils se sont placé au côté de Macron, mais bon, c'est son fonds de commerce.

LTT- Même dans les hôpitaux (...) les travailleurs et leurs syndicats s'opposent aux sanctions prises contre des collègues au prétexte du non-respect de la loi sur l'obligation vaccinale.

LVOG - Comble du cynisme, puisque si dans l'unité les syndicats avaient dénoncé et combattu cette machination, défendu les traitements qui existaient et ils s'étaient opposés à toute vaccination, Macron n'aurait peut-être pas pu aussi facilement imposer cette "loi sur l'obligation vaccinale" et rajoutons, le passe obligatoire. On vous fera grâce de la suite ou du baratin habituel pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas ou tromper travailleurs et militants.

- La causerie au format pdf (46 pages)

PREMIERE PARTIE. Politique. Guerre idéologique et psychologique.

La guerre biologique comme arme de contrôle de la population réduite en servage. Mode d'emploi.

Quand vous chopez leur Sars-Cov-2 vous êtes testé positif ou un cas. Et quand vous êtes infecté par leur thérapie génique vous avez toutes les chances de l'être tout autant et d'être plus contagieux, quelle aubaine tout de même ! C'est à croire que ce serait fait exprès pour faire durer le plaisir jusqu'à ce que vous vous résigniez à être contrôlé en permanence, et que vous vous exclamiez tout heureux : Ouf ce cauchemar est enfin terminé, j'ai mon passe, me voilà enfin libre ! De quoi ? Plus rien du tout. C'est aussi con que cela.

Et ils appellent cela des pays développés.

Le transhumanisme : Un projet totalitaire. Le destin qu'ils ont conçu pour vous.

L'interview de Klaus Schwab - RTS - Radio Télévision Suisse 2016

https://www.youtube.com/watch?v=IJcey1PPiIM

Klaus Schwab - La fusion du monde biologique et numérique.

- Cette révolution technologique a la possibilité de nous faire plus humain. (Traduire : Moins humain. - LVOG)

- Tout repose sur la confiance, la coopération entre le monde politique et le monde industriel, et j'ajoute, le monde de la société civile. (Le corporatisme qui inclut syndicats, ONG, etc. - LVOG)

- Je crois ce qui est important ce n'est seulement la parité, mais qu'on inclut de la féminité et pas seulement des femmes, de la féminité dans la prise de décision, parce que cela nous fait plus humain, ça nous fait plus sensible. (Traduire : Plus faible, complexé, inférieur. - LVOG)

Lu dans le portail du Forum économique mondial.

- Strategic Intelligence

- From COVID-19 to blockchain, energy, global governance and more (La Covid-19 a ouvert le bal du Great Reset... - LVOG)

You can’t impose democracy — but you can export it. (Vous ne pouvez pas imposer la démocratie, mais vous pouvez l'exporter ! - LVOG)

- Economic integration, democratic capital, and the 'export' of democracy

https://voxeu.org/article/economic-integration-democratic-capital-and-export-democracy?utm_source=sfmc&utm_medium=email&utm_campaign=2755935_Agenda_weekly-24September2021&utm_term=&emailType=Agenda%20Weekly

---

Pourquoi, contrairement à l'idée répandue, l'accès libre à l'information n'a rien de démocratique.

Parce que l'information vous sera livrée sur un fond idéologique provenant à la fois de la source et du lecteur ou auditeur, sans que ces derniers n'en aient conscience la plupart du temps, et en effet, qui va se demander, mais pourquoi nous parlent-ils de cela, ce qui les conduira à intégrer dans la vision qu'ils ont de la situation ou de la réalité et la manière dont ils l'interprèteront, des éléments qui dans ces conditions auront pour fonction de les conditionner ou de les manipuler sans qu'ils le soupçonnent le moins du monde, tellement cela paraît naturel ou normal d'être informé, quel mal y aurait-il à cela, n'est-ce pas ?

C'est ainsi qu'à votre insu ils parviennent à vous influencer idéologiquement. La plupart des gens vont le nier, mais quand on observe quotidiennement à quel niveau de conscience ils en sont rendus, la preuve qu'ils se leurrent sur eux-mêmes saute aux yeux ou n'a même pas besoin d'être établie, c'est la stricte réalité.

Que les masses soient ainsi conditionnées a une importance relative, puisque ce sont davantage leurs conditions qui dictent leur comportement. Les plus vulnérables, ce sont les couches les plus instruites, celles qui ont fait des études supérieures et qui ont une haute estime d'elles-mêmes, qui se croient plus intelligentes que la moyenne, qui sont les plus impliquées dans le fonctionnement ou l'organisation de la société, du régime, ceci suffit à expliquer cela. D'ailleurs elles ne trouvent rien à y redire, elles adhèrent à l'idéologie de la classe dominante, et elles se laissent volontiers corrompre, mieux, cela leur tient lieu de bonne conscience. On en veut pour preuve, qu'ils sont toujours prompts à épargner le régime ou à ménager ses représentants, qu'ils ne traiteront jamais d'ennemis ou qu'ils n'iront pas jusqu'à haïr ou à souhaiter qu'ils connaissent le même sort que leurs millions de victimes innocentes, leur conscience ne leur dicte pas ou leur humanisme ne va pas jusque-là, que dieu les bénisse !

L’évêque Vigano accuse le Pape François de jouer le jeu de l’État profond - lemediaen442.fr 23 septembre 2021

Interviewé par le site Urbi et Orbi Communications, Mgr Carlo Vigano dénonce le pape François comme étant comme un coopérateur zélé de Klaus Schwab et des familles de la finance internationale.

Quel est le prix que l’église de François se retrouve à payer pour son approbation du récit dominant ?

L’asservissement du Saint-Siège et de toutes ses entités périphériques à la narration pandémique est le pretium sanguinis d’une trahison

scandaleuse, qui voit la hiérarchie ecclésiastique — à quelques exceptions près — complètement partie intégrante du projet mondialiste de l'élite, et pas seulement sur le question de santé mais aussi et surtout sur ce qui concerne la Grande Réinitialisation et toute la structure idéologique sur laquelle elle repose. Pour ce faire, la hiérarchie a dû apostasier la doctrine, renier Christ et déshonorer Son Église.

L'écologisme malthusien, l'œcuménisme iréniciste (c'est-à-dire un prélude à la constitution de la religion universelle), la « quatrième révolution » théorisée par Klaus Schwab et les familles de la finance internationale, ne trouvent en Bergoglio pas un spectateur neutre – qui serait déjà lui-même une chose inouïe —, mais en réalité un coopérateur zélé, qui abuse de sa propre autorité morale pour soutenir ad extra [en dehors de l'Église] le projet de dissolution de la société traditionnelle, tandis qu'ad intra [au sein de l'Église] il poursuit le projet de démolition de l'Église afin de La remplacer par une organisation philanthropique d'inspiration maçonnique. Et il est scandaleux, ainsi qu'une source de grande tristesse, de voir que face à ce massacre impitoyable et cruel la majorité des évêques se taisent, ou plutôt ils s'alignent docilement par peur, intérêt personnel ou aveuglement idéologique.

D'autre part, la Hiérarchie d'aujourd'hui vient de l'école conciliaire et a été formée et choisie en vue de cette évolution. En plus de l'épiscopat, tous les ordres religieux, universités et institutions catholiques ont été occupés depuis le Concile par des cinquièmes colonnes qui ont formé des générations d'ecclésiastiques, d'hommes politiques, d'intellectuels, d'entrepreneurs, de banquiers, de professeurs et de journalistes, les endoctrinant dans des idéologies. Et tout comme la gauche l'a fait dans la sphère politique et culturelle, au sein de l'Église, les Innovateurs ont banni toute voix dissidente, chassé ceux qui ne sont pas alignés et expulsé ceux qui résistent.

La persécution à laquelle nous assistons aujourd'hui n'est pas différente de celle des décennies passées, mais maintenant elle s'est étendue aux masses, alors que, auparavant, elle se concentrait sur les individus et la classe dirigeante. Cela s'applique à la fois au monde civil et ecclésiastique – confirmant le pactum sceleris [complot criminel] entre l'État profond et l'Église profonde. lemediaen442.fr 23 septembre 2021

Qu'est-ce que vous aviez imaginé ?

LVOG - La pluralité de la presse et des médias, les ONG, les associations, Internet, les réseaux sociaux, etc. tout le monde vous a dit qu'ils incarnaient la démocratie, tu parles, c'était une imposture !

Que pensez de tous ceux qui ne juraient que par la liberté d'expression ? Idem, des démagogues masqués. Quand la réaction passe à l'offensive, elle tombe le masque et son vrai visage apparaît, celui de la dictature. Elle n'hésite pas à sacrifier tous ces parasites qui lui servaient de larbins hier, et quant à ceux qui tentent de résister, à défaut de pouvoir les recycler, elle les broie !

FranceSoir - Après de multiples censures, campagnes de dénigrement et tentatives d'assécher nos revenus publicitaires, FranceSoir est à nouveau sous pression, cette fois-ci de la part de l'association J'aime L'info, l'organisme nous permettant de proposer les dons défiscalisés à nos lecteurs. A compter du 30 septembre J'aime l'info supprimera notre accès à leur plateforme nous empêchant de collecter des dons défiscalisés.

J'aime l'info, créée à l'initiative du Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (Spiil), a pour but d'œuvrer en faveur du pluralisme de la presse en ligne. A travers cette décision, J'aime l'info porte atteinte à la liberté d'expression et au pluralisme qu'il est censé défendre. Et provoque manifestement une rupture d'égalité, voire une concurrence déloyale, par rapport aux autres organes de presse. FranceSoir

---

Le choc des mots, le choc des photos, c'est aussi fait pour les crédules.

Les photographes peuvent tromper les meilleurs experts - Réseau Voltaire 24 septembre 2021

Le photojournaliste norvégien, Jonas Bendiksen, qui a été acclamé au festival international « Visa pour l'image » de Perpignan a dévoilé dans Magnum Photos avoir entièrement bidonné son reportage sur la fabrique de Fake News de Veles (Macédoine du Nord) [1].

Il a indiqué comment il avait lui-même truqué toutes ses photos, créant des personnages imaginaires sur des fonds vides, pour démontrer qu'il est possible de berner les plus grands experts.

Le directeur du festival français, Jean-Francois Leroy, a présenté ses excuses à l'industrie photographique, assurant avoir été trompé malgré sa vigilance et celle de son équipe.

L'expérience démontre que les photographies ne sont plus des preuves de quoi que ce soit.

[1] « The Book of Veles : How Jonas Bendiksen Hoodwinked the Photography Industry », Jonas Bendiksen, Magnum Photos, September 17, 2021.

LVOG - La plupart des gens sont prêts à croire les plus grands menteurs de la terre, Macron, Bush hier, par exemple. Vous me direz que cela leur évite d'avoir à réfléchir parce qu'ils en sont incapables. C'est possible, pourquoi pas, c'est même probable. Cela dit, c'est quand même rageant de constater qu'un type comme moi d'une honnêteté absolue inspire la méfiance. Du coup, je ne comprends pas en quoi nous ferions notre pauvre malheur, c'est ce qu'on nous rétorque souvent, je me le demande, c'est très injuste.

Combien de travailleurs et de militants partagent-ils mon analyse de la situation ?

Un lecteur après avoir lu un de mes commentaires dans le blog du Dr. Maudrux.

- Merci Tardieu Jean-Claude pour cette explication. Si vous trouvez votre rédaction brève, je vous pense écrivain. Ce en quoi vous croyez, j'y adhère. Même si l'espoir est mince nous ne pouvons abandonner. Des liens structurés naissent entre les manifestants. Une minorité comme d'habitude sauvera les humains.

LVOG - Si nous passons un temps considérable en justifications de tout ordre, à sans cesse reprendre tout de zéro, à tout répéter pour la millième fois, à devoir rappeler nos principes et notre engagement, la nature de notre idéal, les objectifs de notre combat politique, à expliquer en quoi consiste le socialisme, à revenir sur les enseignements de la lutte de classe, c'est essentiellement parce que nos dirigeants nous ont trahis.

C'est parce qu'ils ont été les fossoyeurs du socialisme au nom du socialisme, qu'on doit expliquer comment ils ont procédé pour se distinguer d'eux, sinon vous n'inspirerez confiance à personne ou tout le monde aura tendance à vous confondre avec eux. On n'a pas de temps à consacrer à leurs motivations qui nous sont étrangères, de la même manière qu'on n'attend absolument rien d'eux, on a déjà suffisamment à faire à présenter et défendre nos idées, les expliquer aux travailleurs pour qu'ils les partagent.

Quand la gauche est de droite, le syndicalisme ouvrier est patronal.

Un camarade m'a envoyé le Sommaire de l'inFO militante n°3347.

Ma réponse.

Ce qu'il y a de biens avec ces agents du patronat, c'est que tu n'as pas besoin d'aller plus loin que les titres qui sont très explicites.

On collabore, on accompagne, de l'entreprise et/ou de l'Etat aux institutions internationales contrôlées par l'oligarchie financière, au passage on sème l'illusion que le progrès social serait compatible avec le capitalisme ou qu'une vraie « reprise » pourrait profiter aux travailleurs, et la boucle de l'opportunisme est bouclée.

Voilà comment ils prennent en otage le mouvement ouvrier, et ils livrent la classe ouvrière aux esclavagistes et autres tyrans, muselée et vaccinée contre le socialisme s'il vous plaît.

Adoptez le socialisme !

Dans cet article, l'auteur a confondu système économique et système politique, je reprends sa terminologie pour que les lecteurs s'y retrouvent.

Par Paul Robinson professeur à l'Université d'Ottawa. Il écrit sur l'histoire russe et soviétique, l'histoire militaire et l'éthique militaire.

Paru sur RT sous le titre Do Russians hunger for Western-style government? Polling suggests most would favour return of Soviet system over liberal democracy publié par entelekheia.fr 13 septembre 2021

Que veulent vraiment les Russes ? Depuis des années, sondeurs et experts se posent la question. Une nouvelle enquête – qui en surprendra plus d'un – sur la démocratie et la perception de l'Occident par le public, montre à quel point la réponse est difficile à trouver.

Depuis des années, le Centre Levada de Moscou – officiellement désigné « agent étranger » par le ministère de la justice du pays en raison de ses liens avec des financements étrangers – tente de faire la lumière sur ce que pensent et ressentent les habitants du pays. Vendredi, il a publié sa toute dernière étude sur la confiance dans le système politique.

À la question « Quel système politique considérez-vous comme le meilleur ? », 16 % seulement ont répondu « la démocratie selon le modèle des pays occidentaux ». Une fraction légèrement plus élevée – 18% – a répondu « le système actuel (c'est-à-dire le modèle Boris Eltsine/Vladimir Poutine des trois dernières décennies) ». Mais 49% des personnes interrogées ont répondu qu'elles préféraient « le système soviétique tel qu'il existait jusque dans les années 1990 ».

...le nombre de ceux qui aspirent à ce qu'ils perçoivent comme une démocratie de type occidental a considérablement diminué au cours de la même période, passant d'environ 30 % à la fin des années 1990 à 18 % aujourd'hui.

Globalement, ce qui semble se passer, c'est que les Russes dans leur ensemble n'aiment pas trop leur système de gouvernement, mais contrairement à la fin des années 1980 et au début des années 1990, lorsqu'ils regardent l'Occident, ils n'y voient rien à imiter. Ils se tournent donc vers le seul autre modèle qu'ils connaissent – l'Union Soviétique – par rejet des deux autres propositions.

En d'autres termes, le mécontentement envers le gouvernement, en Russie, ne se traduit pas par des sentiments pro-occidentaux, et encore moins par une acceptation des modèles occidentaux. On peut le constater dans les réponses à une autre question posée par le centre Levada sur le système économique préféré des Russes. Seuls 24% ont déclaré que leur idéal était une économie « fondée sur la propriété privée et les relations de marché », alors que 62% ont déclaré préférer une économie « fondée sur la planification étatique et la redistribution. »

Sur ce point-là aussi, les chiffres sont très différent d'il y a 25 ans. En 1996, 48% des personnes interrogées étaient en faveur de la propriété privée et des relations de marché, et seulement 29% soutenaient la planification d'État et la redistribution. Il est clair que le libéralisme de marché n'est plus aussi populaire qu'avant.

Si les Russes voulaient vraiment revenir en 1980, ils se précipiteraient tous pour voter pour le parti communiste aux prochaines élections. Ils ne le feront pas. Il faut donc se garder de prendre ces sondages pour argent comptant.

Néanmoins, ils nous disent quelque chose : les Russes ne sont pas très satisfaits du système dans lequel ils vivent, mais ils ne considèrent pas que des systèmes comme ceux en place aux États-Unis et dans l'UE soient une solution. Cette constatation pourrait choquer les politiciens et les commentateurs occidentaux pour qui l'avenir – et la volonté du peuple – ne peuvent aller que dans leur direction préférée. entelekheia.fr 13 septembre 2021

LVOG - Il ressort de cet article que la majorité des travailleurs russes ne plébiscitent sur le plan politique ni Poutine, ni le modèle de société incarné par l'UE, ni les tenants du néolibéralisme, ni les héritiers du stalinisme, et sur le plan économique, pour avoir testé la propriété privée et la propriété collective des moyens de production, ils privilégient cette dernière qui est le fondement du socialisme dès lors qu'elle sert les intérêts du peuple et non une caste parasitaire de bureaucrates corrompus comme cela fut le cas sous le stalinisme.

Autrement dit, en Russie comme en France ou partout ailleurs dans le monde, l'opportunité de construire de véritables partis ouvriers, socialistes ou communistes, appelez cela comme vous voudrez, existe et n'a jamais cessé d'exister. Alors pourquoi n'en existe-t-il pas ? Très bonne question à laquelle chacun peut réfléchir en s'aidant de ces causeries...

Lu

- Nous vivons une époque de savoir sans mémoire. Et que nous vaut tout le savoir du monde si n'avons plus de mémoire?

LVOG - Laquelle ? En avons-nous eu une un jour au moins ? Qu'il soit permis fortement d'en douter, on ne le dirait pas ou le savoir est décidément bien mal partagé, c'est de la pure démagogie. C'est à croire que les deux nous auraient fait défaut, semble-t-il.

Que vaut une mémoire sans savoir ou qu'est-ce que cela signifie ? Elle vient bien de quelque part. Une mémoire formatée, conformiste, à trous, défaillante, défectueuse, sélective, satisfaite d'elle-même, prétentieuse, que la réalité trahit ou plutôt contredit, histoire de montrer qu'elle ne valait pas un clou, celle qu'on nous a enseignée en tout cas. Quand on n'est pas capable d'imaginer qu'il pourrait exister une alternative au régime économique sous lequel nous vivons, cela signifie que le savoir dont on se gargarise sonne creux aussi bien pour le poète que pour le scientifique.

Dans quel monde vivons-nous ? C'est quoi le vieux monde ? Alors on fait table rase oui ou non ?

« Squid Game. Valoriser ce qu'il y a de pire, détruire ce qu'il y a de meilleur. » - insolentiae.com

https://insolentiae.com/squid-game-valoriser-ce-quil-y-a-de-pire-detruire-ce-quil-y-a-de-meilleur-ledito-de-charles-sannat/

Le théorème de « Squid Game ».

C'est le titre, « Squid Game » de la dernière série vidéo à la mode de Netflix qui fait un tabac.

Valoriser ce qu'il y a de pire, détruire ce qu'il y a de meilleur, voilà comment j'ai eu envie de résumer ce premier épisode et cette histoire que je viens de regarder pour vous et à des fins sociologiques.

Détruire ce qu'il y a de meilleur donc, et aussi de plus naïf. Voilà Netflix, voilà encore plus la dernière série de cette secte proposée au monde entier.

Squid Game n'est pas un navet.

Squid Game est une série brillante.

Malsaine.

Destructrice parce que déstructurante.

Elle nous renvoie au pire de l'humanité.

Elle détruit ce qu'il y a de meilleur et de plus innocent.

Les jeux des enfants, ceux de notre enfance et de notre inconscience.

Ces jeux d'enfants deviennent des jeux de morts.

Des nouveaux jeux du stade, où l'empereur médiatique tue, massacre, et achève.

Abject.

Tout commence sans doute sur celui qui sera le héros, je n'ai pas encore vu tous les épisodes et je dois vous avouer qu'en réalité, c'est assez pénible à voir.

Pas parce que ce n'est pas « bien ».

C'est « bien », même si c'est « mal ».

C'est pénible à voir parce justement c'est mal et ce qui est mal salit.

Cette série est une salissure.

Elle salit au plus profond votre âme et corrompt vos cœurs insidieusement, sans même que vous vous en rendiez compte.

Ainsi est le mal.

Rarement visible, souvent insidieux, masqué, camouflé.

Il ronge. Discrètement. Invisible.

Ce héros, déjà homme adulte et père de famille indigne est sous la surveillance de sa maman qui lui rappelle qu'aujourd'hui est l'anniversaire de sa fille. Nous voyons comment ce pauvre type va préférer aller jouer son argent aux courses que de donner à manger à sa fille. Il perd tout, se retrouve acculé de dettes et enrôlé dans un jeu de télé réalité où tous les jeux d'enfants, sont transformés en jeux de morts.

Ainsi le premier épisode s'achève sur un « 1, 2, 3 soleil », revisité brillamment où ceux qui bougent sont tués.

Les cadavres s'amoncellent aux cours des 5 minutes que dure la partie.

C'est un bain de sang.

Qu'est-ce que cela veut dire pour la société ?

Lorsque l'on donne ce genre de spectacle à voir à nos enfants, à notre jeunesse, à nos adultes, il est une certitude.

Cela matérialise une société qui est et qui sera de plus en plus violente.

Immorale.

Amorale.

Une société où pour de l'argent tout est possible.

Tout.

La vente du corps, la marchandisation des organes, et bien évidemment la mort contre de l'argent.

C'est terrible.

Regardez cette série.

Elle porte en elle le témoignage terrible de notre époque et nous dessine notre triste avenir. insolentiae.com

---

Dans la rubrique Fais-moi peur. Il faut dire que cela nous manquait un peu !

- L'AUKUS prépare une guerre nucléaire pour soutenir Taïwan - Réseau Voltaire 21 septembre 2021

https://www.voltairenet.org/article214091.html

- Joe Biden, apprenti-sorcier nucléaire - Réseau Voltaire 21 septembre 2021

https://www.voltairenet.org/article214111.html

Réseau Voltaire - Nous ne sommes pas seulement des journalistes, mais aussi et surtout des citoyens engagés qui défendons la Charte des Nations Unies et les 10 principes énoncés par les Non-Alignés à Bandung. Nous ne promouvons pas une idéologie ou une vision du monde, mais nous cherchons à développer l'esprit critique de nos lecteurs. Nous privilégions la réflexion sur la croyance, les arguments sur les convictions.

LVOG - Quand ils affirment "Nous ne promouvons pas une idéologie ou une vision du monde", qu'est-ce à dire, que le Réseau Voltaire serait apolitique, tout le monde sait que cela n'existe pas, maintenant, comme il n'existe que deux classes indépendantes dans la société sous le régime capitalisme qui régit l'économie mondiale et le sort de l'humanité, je me demande quand le Réseau Voltaire a pris fait et cause pour le socialisme ou l'idéologie de la classe ouvrière qui s'oppose à l'idéologie de la classe des capitalistes, vous connaissez la réponse, jamais,

donc prétendre ne faire la promotion d'aucune idéologie est une imposture, qu'on le veuille ou non, c'est ainsi. Son allégeance à l'ONU qui est un instrument au service du capitalisme le confirme.

Cela n'enlève rien au talent journalistique du Réseau Voltaire que j'ai souvent salué dans les causeries.

Comment on veut nous faire croire que l'ONU aurait de bonne intentions envers les peuples après avoir passé 75 ans à démontrer le contraire.

- L'ONU s'inquiète de la prolifération de la reconnaissance faciale - francesoir.fr 21 septembre 2021

Faute de cadre global, l'ONU a publié un communiqué de presse et un rapport qui alerte sur les risques que les nouvelles technologies de surveillance font peser sur les droits de l'Homme. Alors que les drones et les outils d'intelligence artificielle se sont généralisés dans le contexte de la pandémie de coronavirus, l'ONU réclame un moratoire sur la vente et l'utilisation de ces technologies.

Les technologies issues de l'IA peuvent avoir des effets catastrophiques si l'on ne protège pas les droits humains

Selon le rapport de l'ONU, à cause de la complexité de ces technologies, et du manque de transparence de la part des acteurs gouvernementaux et privés au sujet de leur implémentation, les citoyens ne peuvent pas comprendre les implications et les effets des systèmes d'IA sur la société et leurs propres droits. Le rapport signale des dysfonctionnements déjà constatés, comme des outils d'IA qui ont empêché des gens de toucher des aides sociales, de trouver un emploi ou qui ont mené à des arrestations d'innocents. Des décisions automatisées qui peuvent s'avérer catastrophiques. Malgré ces risques, il est impossible, selon le rapport, de se priver de cette technologie, car "l'utilité de l'IA pour la population est indéniable".

Bientôt un cadre européen pour encadrer les technologies de la surveillance ?

En Europe, la reconnaissance faciale fait partie des préoccupations de la Commission. Le 21 avril dernier, une proposition de règlement visant à harmoniser et réglementer les applications en matière d'intelligence artificielle, de reconnaissance faciale, de traçabilité et de surveillance a été présentée.francesoir.fr 21 septembre 2021

Doubler les taxes sur l'alcool pourrait sauver 5 000 vies par an en Europe - francesoir.fr 21 septembre 2021

Faut-il, comme pour le tabac, frapper fort et augmenter drastiquement les taxes sur l'alcool ? C'est en tout cas l'avis de l'OMS, qui estime que près de 5 000 décès et plus de 10 000 cas de cancers pourraient être évités en Europe si une mesure fiscale autorisait le doublement des taxes sur les boissons alcoolisées.

Doubler les taxes sur l'alcool pourrait sauver 4 850 vies et éviter plus de 10 000 cas de cancers, juste en Europe, selon l'Organisation Mondiale de la Santé.

L'alcool favorise directement le développement de sept cancers : bouche, pharynx, œsophage, colorectal, foie, larynx et sein. Raison pour laquelle il pourrait être pertinent de jouer sur les taxes pour freiner la consommation.

L'impact est loin d'être négligeable, puisque l'on éviterait 6 % des nouveaux cas de cancers et des décès liés à la consommation d'alcool sur notre continent.

La Russie, le Royaume-Uni et l'Allemagne particulièrement visés

Pourquoi cette préconisation est-elle avant tout valable pour l'Europe selon l'OMS ? Parce que les taxes sur l'alcool y sont relativement faibles.

Dans le détail, sur les 4,8 millions nouveaux cas de cancer recensés chaque année en Europe, 1,4 est lié à la consommation d'alcool et 625 000 décès sont recensés. Selon l'OMS, 180 000 cas et 85 000 morts sont directement causés par l'alcool. francesoir.fr 21 septembre 2021

LVOG - Vous aurez remarqué au passage qu'à aucun moment ce média n'a osé remettre en cause les généreuses intentions de l'OMS à qui notamment l'on doit l'imposture au coronavirus...

Vous pouvez très bien vivre sans. Quand ils révèlent que leurs réseaux dits sociaux représentent un danger pour la santé mentale des jeunes.

Il s'agit tout simplement d'un procédé destiné à vous manipuler, à vous déstabiliser psychologiquement à vos dépens.

FranceSoir - Mardi 14 septembre, le Wall Street Journal a publié un rapport qui détaille comment Facebook a constaté à plusieurs reprises que son application de partage de photos Instagram était nocive pour les adolescents.

Facebook sait qu'Instagram génère de l'anxiété et du stress, surtout chez les jeunes adolescents

Outre le caractère addictif et l'imposition de la culture du "like" qui pousse à chercher l'acceptation des autres en permanence, les documents internes signalent des faiblesses dans le système de recommandation de contenu qui peut pousser les utilisateurs vers un contenu qui peut être dangereux.

Depuis plusieurs années, des chercheurs tentent d'étudier l'impact des réseaux sociaux sur les utilisateurs et la société en général. Un nombre croissant de recherches démontre qu'une utilisation excessive des appareils numériques et des médias sociaux est préjudiciable aux adolescents. Une utilisation excessive des réseaux sociaux est liée à un taux d'obésité plus important, à un bien-être psychologique plus faible, à une diminution de la sensation de bonheur, à une diminution de la qualité du sommeil, à un risque accru de dépression et de troubles alimentaires et à une augmentation des idées liées au suicide, expliquent les experts de l'association "Campaign for a commercial-free childhood" (CCFC) dans une lettre.

En 2017, une étude de la Royal Society for Public Health et du Young Health Movement conclut que de tous les réseaux sociaux, Instagram est le plus néfaste. Désormais, l'alerte vient de l'intérieur de l'entreprise elle-même ! Selon le Wall Street Journal, les études internes de Facebook ont démontré que sur Instagram, les adolescentes étaient plus particulièrement vulnérables aux effets négatifs. Au Royaume-Uni par exemple, 13 % des adolescents attribueraient leurs pensées suicidaires à Instagram. Selon cette étude interne, "32 % des adolescentes ont déclaré que lorsqu'elles se sentaient mal dans leur corps, Instagram les faisait se sentir pire", détaillent les chercheurs. FranceSoir 20 septembre 2021

Facebook corrompt les médias qui sont destinés à servir les porte-parole du Forum économique mondial.

Facebook soutient ou s'oppose à des hommes politiques via des médias - Réseau Voltaire 21 septembre 2021

Au Canada, Facebook a investi à travers son programme News Innovation Test afin d'aider le Premier ministre Justin Trudeau en période électorale. Il a signé en juillet 2021 un accord de soutien avec Black Press Media, Glacier Media et The Globe and Mail. La somme allouée aux quatorze médias canadiens partenaires est de 8 millions de dollars.

En Argentine, Facebook a signé en août 2021 un accord avec plus de 150 journaux nationaux et locaux. Il s'agit de s'assurer que le président péroniste Alberto Fernandez ne diffusera pas de fausses nouvelles durant les élections locales et législatives. La somme allouée aux médias argentins partenaires est de 1,5 million de dollars.

Au Brésil, Facebook a signé en septembre 2021 un accord avec une vingtaine de grands médias opposés au président Jair Bolsonaro. Il s'agit pour la société états-unienne de lutter contre les « fake news » et de diffuser des informations « de qualité » en période de campagne électorale présidentielle. La somme allouée aux médias partenaires brésiliens est de 2,6 millions de dollars.

Au cours des dernières années, Facebook a investi plus de 600 millions de dollars pour former des journalistes et soutenir des médias un peu partout dans le monde. Il prévoit de dépenser encore 1 milliard de dollars pour cette cause. Réseau Voltaire 21 septembre 2021

France. C'est déjà acté. Ils vous y préparent psychologiquement.

- Covid-19 : vers un passe sanitaire assoupli, mais durable ? - Publicsenat.fr 20 septembre 2021

- Un projet de loi pour proroger le pass sanitaire présenté le 13 octobre en Conseil des ministres - BFMTV 20 septembre 2021

- Pass sanitaire : vers une prorogation au-delà du 15 novembre ? - LePoint.fr 20 septembre 2021

Un projet de loi pour proroger ce pass sera présenté le 13 octobre en conseil des ministres. Le dispositif avait été adopté à la fin du mois de juillet. LePoint.fr 20 septembre 2021

Le meilleur moyen de préserver vos libertés, c'est encore de ne pas en faire usage, de les enfermer, de les supprimer.

- Passe sanitaire : le Sénat sera « très sensible » à l'équilibre entre libertés et sécurité, prévient Gérard Larcher - Publicsenat.fr 20 septembre 2021

Ils annoncent que le Great Reset déclenché en janvier 2020 va passer à la vitesse supérieure à partir du 22 septembre 2021.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la planète sont priés de se rendre à la convocation qui leur a été adressée par le représentant américain du Forum économique mondial afin de prendre connaissance de la suite du programme qu'ils devront appliquer à la lettre sous peine de menaces, leur prédisant des millions de morts supplémentaires s'ils se faisaient prier ou ne s'exécutaient pas sur le champ.

Ce qui est annoncé dans cet article, c'est que le coup d'Etat se poursuivra jusqu'à ce que les objectifs qu'ils se sont fixés soient atteints, autrement dit la vaccination de la population mondiale. Pour y parvenir, ils comptent sur l'engagement de tous les acteurs économiques, politiques, sociaux et associatifs qui ont participé au consensus autour des chefs d'Etat depuis janvier 2020.

Biden de demander aux dirigeants mondiaux de prendre de nouveaux engagements pour lutter contre le coronavirus. - The Washington Post 15.09.2021 Le président Biden prévoit d'appeler les dirigeants mondiaux à prendre de nouveaux engagements pour lutter contre la pandémie de coronavirus, notamment en vaccinant pleinement 70% de la population mondiale d'ici septembre prochain, selon une liste d'objectifs obtenue par le Washington Post.

Les objectifs ont été partagés avec les dirigeants mondiaux de la santé avant un sommet virtuel que la Maison Blanche doit convoquer la semaine prochaine, positionnant l'événement comme une opportunité de fixer des objectifs mondiaux pour mettre fin à la pandémie. Les objectifs, qui s'appuient sur des objectifs similaires définis par l'Organisation mondiale de la santé et d'autres experts de la santé mondiale, comprennent la fourniture de milliards de dollars en tests, en oxygène et autres fournitures aux pays en développement, et la mise en place d'un système de financement pour payer la riposte sanitaire mondiale d'ici l'année prochaine.

« Au cours du sommet, le président Biden appellera les chefs d'État, les chefs de gouvernement et les organisations internationales, les chefs d'entreprise, philanthropiques et non gouvernementaux à se réunir pour s'engager à mettre fin à la pandémie de COVID-19 », selon une copie de l'un d'eux. invitation examinée par The Post. « Les participants identifieront des actions concrètes et fixeront les objectifs ambitieux nécessaires pour atteindre cet objectif et préparer le monde aux futures menaces pour la sécurité sanitaire. »

Biden prévoit également de demander au secteur privé et aux organisations non gouvernementales de s'engager à résoudre "un ou plusieurs défis complexes spécifiques … tels que la résolution de la crise mondiale de l'oxygène" dans le cadre de l'événement. Les participants, y compris les chefs d'État, sont invités à enregistrer une courte vidéo « décrivant votre engagement à mettre fin au COVID-19 en 2022 et à rétablir une meilleure sécurité sanitaire mondiale pour prévenir la prochaine pandémie », selon l'invitation de la Maison Blanche.

L'événement – le Sommet mondial COVID-19 : mettre fin à la pandémie et reconstruire en mieux – devrait se tenir le 22 septembre, lors de réunions en cours convoquées par l'Assemblée générale des Nations Unies, et donnerait le coup d'envoi à une série de sommets prévus. Les événements de suivi prévus plus tard cette année et au début de 2022 sont destinés à tenir les participants responsables de leurs engagements, a déclaré la Maison Blanche aux invités.

La Maison Blanche a refusé de commenter.

Les défenseurs, les législateurs et les dirigeants mondiaux de la santé ont pressé Biden de jouer un rôle plus important dans la lutte mondiale contre le coronavirus, après que le président Donald Trump s'est retiré l'année dernière des engagements mondiaux tandis que la Chine et la Russie ont conclu des accords pour partager des millions de doses de vaccin avec d'autres pays.

Les experts en santé publique ont averti que les épidémies à l'étranger sont susceptibles de déclencher de nouvelles variantes virales qui pourraient remettre en cause l'efficacité des traitements et des vaccins.

La semaine dernière, l'OMS a condamné l'accès disproportionné aux vaccins contre le coronavirus comme "inacceptable".

"Seulement 20% des personnes dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur ont reçu une première dose de vaccin contre 80% dans les pays à revenu intermédiaire élevé et supérieur", a déclaré l'organisation mondiale de la santé dans un communiqué.

Krishna Udayakumar, directeur du Global Health Innovation Center de l'Université Duke, a déclaré que les objectifs de Biden étaient un "bon point de départ" pour relever des défis tels que garantir que 70% de la population mondiale est vaccinée.

"Une partie manquante est le leadership et la responsabilité", a déclaré Udayakumar, qui avait pressé la Maison Blanche d'organiser le sommet. « Si la riposte mondiale au covid reste sans gouvernail et fragmentée, sans véritables leviers de responsabilisation, tous les engagements bien intentionnés dans le monde auront peu d'impact. »

Zain Rizvi, chercheur en droit et politique à l'organisation de plaidoyer Public Citizen, a déclaré que les objectifs étaient "importants mais insuffisants", avertissant qu'attendre jusqu'à l'année prochaine pour parvenir à une vaccination mondiale généralisée entraînerait "des millions de nouvelles infections, des millions de nouveaux décès, et des millions de chances que le virus mute et échappe à la protection offerte par les vaccins existants. »

"Nous avons besoin d'une véritable stratégie, pas seulement d'un vague engagement à développer la fabrication", a déclaré Rizvi, qui a fait valoir que la Maison Blanche devrait immédiatement partager la propriété intellectuelle qu'elle a obtenue grâce à un contrat avec le fabricant de vaccins Moderna. « Le président Biden devrait mobiliser les ressources du gouvernement américain et diriger les entreprises à partager la technologie pour aider à mettre fin à cette pandémie. » The Washington Post 15.09.2021

Rappel.

Bill Gates - L'une des questions que l'on me pose le plus ces jours-ci est de savoir quand le monde pourra-t-il revenir à la situation en décembre avant la pandémie de coronavirus. Ma réponse est toujours la même: lorsque nous aurons un médicament presque parfait pour traiter le COVID-19, ou lorsque presque toutes les personnes sur la planète auront été vaccinées contre le coronavirus.

Il est peu probable que le premier se produise de sitôt. Nous aurions besoin d'un traitement miracle efficace à au moins 95% pour arrêter l'épidémie. La plupart des candidats-médicaments à l'heure actuelle sont loin d'être aussi puissants. Ils pourraient sauver beaucoup de vies, mais ils ne sont pas suffisants pour nous ramener à la normale.

Ce qui nous laisse avec un vaccin.

L'humanité n'a jamais eu de tâche plus urgente que de créer une large immunité contre le coronavirus. En réalité, si nous voulons revenir à la normale, nous devons mettre au point un vaccin sûr et efficace. Nous devons fabriquer des milliards de doses, nous devons les diffuser dans toutes les régions du monde et nous avons besoin que tout cela se produise le plus rapidement possible.

Cela semble intimidant, car c'est le cas. Notre fondation est le plus grand bailleur de fonds de vaccins au monde, et cet effort éclipse tout ce sur quoi nous n'avons jamais travaillé auparavant. Cela exigera un effort mondial de coopération comme le monde n'a jamais vu. Mais je sais

que ce sera fait. Il n'y a tout simplement pas d'alternative.

Voici ce que vous devez savoir sur la course pour créer un vaccin COVID-19.

What you need to know about the COVID-19 vaccine - By Bill Gates April 30, 2020

https://www.gatesnotes.com/Health/What-you-need-to-know-about-the-COVID-19-vaccine

Et au même moment

World Economic Forum - Sustainable Development Impact Summit 20—23 September 2021

https://www.weforum.org/events/sustainable-development-impact-summit-2021/

https://www.weforum.org/agenda/archive

Inde. Tous prêts pour le modèle de société totalitaire basé sur le code QR et la reconnaissance facialle nommé crédit social.

Il suffit d'établir pour chaque personne la reconnaissance faciale à un code QR et de combiner ces deux données numériques pour pouvoir vous surveiller en permanence 24h/24.

En Inde ils ont commencé par établir une carte d'identité nationale numérique appelée Aadaarh card, elle est basée sur la reconnaissance faciale couplée à tous les renseignements fournis au moment de l'établissement de ce document, notamment votre numéro de téléphone et vos coordonnées bancaires. Dès lors en recoupant tous les renseignements fournis au fil du temps à ces prestataires de service, ainsi que ceux donnés à d'autres fournisseurs auxquels vous pourrez avoir affaire (assurance, gros achats, etc), la base de données où figurent tous les renseignements sur vous sera actualisée en temps réelle sur le base des pièces justificatives que vous aurez présentés lors de l'établissement de votre facture.

Il s'agit tout bêtement d'un fichier central, où tous les mouvements de capitaux ou toutes les transactions commerciales sont enregistrés ainsi que tous les renseignements attenants fournis à cette occasion. A ma banque, ils n'ont toujours pas enregistré ma nouvelle adresse depuis 8 ans, en revanche le fichier Aadaarh en a eu l'occasion lorsque j'ai acheté un nouveau scooter puisque je l'avais fournie au vendeur.

Il ne leur reste plus qu'à attribuer un code QR à chaque personne figurant dans le fichier Aadaarh et d'installer des caméras de surveillance partout pour généraliser le modèle de société totalitaire installé en Chine.

Comment s'instaure la reconnaissance faciale et la surveillance généralisée en Russie.

La reconnaissance faciale pour payer son billet de métro à Moscou - Euronews 24 septembre 2021

Actuellement testé avec des volontaires et les employés du métro, le service sera ouvert à tous à partir du 15 octobre, et ce sur l'ensemble des 241 stations de ce gigantesque réseau inauguré dans les années 1930, sous Staline.

Le service de presse a précisé que le système fonctionnait avec les masques sanitaires, toujours obligatoires dans les transports en commun, et qu'il suffisait qu'environ la moitié du visage soit visible.

Les tourniquets ne s'ouvriront que face à de véritables personnes et pas devant des photos, a précisé cette source.

Les autres méthodes de paiement resteront disponibles.

"Les passagers ne devront avoir sur eux ni leur téléphone, ni leur carte de métro, aucun billet. Ils n'auront qu'à mettre leurs informations, leur photo et leurs données bancaires dans l'application", a expliqué la vice-cheffe du service de presse du département des transports de la ville, Anna Lapouchkina.

La reconnaissance faciale se développe rapidement en Russie. Depuis le début de la pandémie, cette technologie a notamment été utilisée par la ville de Moscou et ses dizaines de milliers de caméras de surveillance pour contrôler le respect du confinement et des quarantaines.

En mars, le premier groupe de distribution du pays, X5, avait lui annoncé le lancement de ce mode de paiement dans ses magasins. Euronews 24 septembre 2021

LVOG - Aucune ONG internationale n'a dénoncé la mystification au coronavirus, la vaccination quasi obligatoire et le passe sanitaire.

"L'utilisation incontrôlée de ces technologies a de graves implications pour les droits humains et les libertés fondamentales et est déjà utilisée à des fins de persécution politique", a dénoncé vendredi dernier Human Rights Watch dans un communiqué. Euronews 24 septembre 2021

HRW - « Les États et les corporations disposent d'outils, notamment de vaccins, afin de gérer et de mettre fin à la pandémie», a déclaré Tirana Hassan, directrice exécutive adjointe et directrice de la division Programmes à Human Rights Watch. « Afin de mettre au point une solution permettant de sortir de façon équitable de la pandémie de Covid-19, les gouvernements devraient garantir un accès universel aux vaccins».

https://www.hrw.org/fr/news/2021/03/04/covid-19-une-annee-de-crises-en-matiere-de-droits-humains

---

Une imposture peut en cacher une autre.

Chronique N°70 – « Il n'y a guère plus que les ânes pour croire encore en l'efficacité des masques contre les virus respiratoires »

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/chronique-ndeg70-il-ny-guere-plus-que-les-anes-pour-croire-encore-en-lefficacite

LVOG - Au départ en lisant le titre, on se dit : Tiens un article pour dénoncer la supercherie du masque, en voilà une bonne chose. Puis en lisant l'article on s'aperçoit qu'il a été conçu à partir d'une toute autre intention, qui apparaît ouvertement au tout dernier paragraphe (ci-dessous).

Il sert finalement à cautionner une pandémie qui n'existe pas ou qui a été totalement fabriquée à partir de mesures destinées à pouvoir instrumentaliser tous les facteurs entrant en ligne de compte tout au long de l'évolution de la situation ainsi créée de toutes pièces. C'est ainsi qu'il cautionne par exemple "les distanciations physiques", pour un virus qui ne présente pas plus de danger que celui de la grippe saisonnière une fois toutes les données ou statistiques débarrassées des manipulations dont elles ont fait l'objet.

Allons plus loin.

On nous rétorquera que cet article a au moins le mérite de rétablir la vérité sur la nature de la transmission des virus respiratoires et l'inefficacité des masques. Certes, mais d'après vous, qu'est-ce qui était le facteur principal pour mener à bien la suite de cette machination, le masque ou la batterie de mesures liberticides prises dans le cadre de l'état d'urgence, dont le confinement et le couvre-feu que l'on peut inclure dans "les distanciations physiques" et dont découle le passe sanitaire, la distanciation physique par excellence puisqu'on vous interdit l'accès à certains lieux. Je vous ferai remarquer que FranceSoir s'est bien passé de mentionner le confinement et le passe sanitaire, cités uniquement pas deux médecins favorables à ces mesures, l'état d'urgence et le couvre-feu se sont volatilisés, et pour cause.

FranceSoir - Enfin, quel cynisme d'avoir faussement rassuré la population en lui faisant croire en une efficacité des masques contre le coronavirus qui n'existait pas. Combien d'entre-nous n'ont pas respecté les distanciations physiques croyant que le masque les protégeait ? C'est probablement criminel d'avoir désinformé pareillement sur l'efficacité de cet objet aussi inutile que coûteux !

Les responsables de l'imposture du masque devront payer… FranceSoir 18 septembre 2021

Donc avant de s'emballer pour un média, il y a lieu de tout bien peser très attentivement. Personnellement pour les raisons évoquées plus haut, je ne le soutiendrai pas, je n'hurlerai pas non plus avec les loups qui veulent le faire taire, j'estime de manière générale son orientation démagogique et compromettante, je n'ai pas à soutenir un média qui défend une orientation politique que je combats, il faut être cohérent et sérieux, non ?

Un autre exemple. Quand FranceSoir devient le porte-parole de la stratégie totalitaire que le Forum économique mondial veut nous imposer.

Le monde de la finance s'inquiète-t-il enfin de l'érosion de la biodiversité ? FranceSoir 20 septembre 2021

Alors que les experts n'ont de cesse d'alerter sur les dangers de l'érosion de la biodiversité, le monde de la finance semble enfin prendre conscience qu'il pourrait être touché. Selon un récent rapport, 42 % du volume des titres bancaires français dépendent de la biodiversité et plus précisément des services écosystémiques rendus par la nature, tels que l'eau, l'alimentation ou la pollinisation.

C'est une étude inédite et peut-être celle que le monde de la finance attendait pour réagir… Publiée par la Banque de France, l'agence française de développement et l'office français de la biodiversité, elle a été rendue publique au Congrès mondial de la nature et s'intitule « Un printemps silencieux pour le système financier ».

L'érosion de la nature et la disparition à terme d'un million d'espèces met directement en péril la stabilité des prix et la fiabilité des investissements. Ce rapport vient conforter une étude du Forum Économique Mondial, qui annonçait que près de la moitié du PIB de la planète repose sur la biodiversité. (...)

Outre ce constat, les auteurs de l'étude évoque une solution qu'il semble urgent de mettre en œuvre : réorienter certains investissements vers des actions positives pour la biodiversité.

La prise de conscience du secteur financier est réelle

La pandémie de Covid-19 avait déjà permis une prise de conscience. Certains acteurs du secteur financier commencent à s'organiser afin de prendre leur part dans la transition environnementale. BNP Paribas par exemple, a pris en mai dernier de nouveaux engagements en faveur de la biodiversité : la banque s'est notamment engagée à développer de nouveaux outils de finance durables tels que les prêts à impact positif et les obligations vertes, afin de lutter contre la déforestation. Elle s'est également engagée à ne plus financer de projets d'exploration ou de production de gaz ou de pétrole offshore en Arctique. Les initiatives en la matière se multiplient. Reste à ce que la prise de conscience se généralise et qu'elle soit suivie d'actions concrètes, rapides et suffisantes pour préserver la biodiversité de son déclin amorcé. FranceSoir 20 septembre 2021

LVOG - Dites-nous "La pandémie de Covid-19 avait déjà permis une prise de conscience" chez les tenants du capitalisme financier, de quoi, pour qui, qui en a été les victimes et qui en a profité ? FranceSoir nous prend vraiment pour des cons !

Quand la situation se radicalise, c'est là que leur véritable nature apparaît au grand jour.

Pour la camoufler ou la faire oublier, ils recourent à des procédés usés jusqu'à la corde.

La France insoumise appelle à rejoindre un rassemblement contre l'antisémitisme ce dimanche à Paris - BFMTV 19 septembre 2021

Et de dénoncer "la propagande d'extrême droite qui prend par exemple la forme de l'assimilation de la vaccination et du passe sanitaire à la Shoah... BFMTV 19 septembre 2021

LVOG - On peut relier ces deux infos : Cette droite sociale masquée a toujours préféré se suicider plutôt qu'affronter le régime, pour elle, vaut mieux encore le capitalisme, la dictature, la guerre plutôt que le socialisme, rien n'a changé depuis août 1914. Vous pouvez ajouter la vaccination imposée par un tyran.

Vous comprendrez au passage pourquoi il refuse de caractériser Macron d'extrême droite ou fasciste, car après s'être positionnés à ses côtés sur la vaccination au lieu de la condamner, ils mériteraient peut-être la même caractérisation détestable.

Mélenchonade ou charlatanisme. Ils ont toujours été dans le même camp.

- Alors que Jean-Luc Mélenchon et Eric Zemmour vont débattre le 23 septembre sur BFMTV, une information circule sur les réseaux sociaux et salit la réputation du leader de La France Insoumise.

En effet, le leader de La France Insoumise se serait rendu à la fête d'anniversaire des 50 ans d'Eric Zemmour, organisée en 2008 au château de Malmaison.

L'information a été confirmée par le média CheckNews avant d'être relayé par d'autres médias français comme Libération. Selon CheckNews, cette information circulait depuis 2018 puisqu'elle apparaît dans l'avant-propos du livre Mélenchon : aux portes du pouvoir. Dans l'ouvrage, les journalistes Mélanie Delattre et Clément Fayol avaient expliqué : "Celui qui dénonce le jour les "belles personnes" ne s'interdit pas, dans le même temps, de s'afficher à la fête d'anniversaire d'Eric Zemmour - soirée déguisée sur le thème Napoléon au château de Malmaison - en compagnie de Jean-Christophe Cambadélis, Ricky Martin et même Patrick Balkany".

Jean-Christophe Cambadélis justifie la présence de Jean-Luc Mélenchon

Jean-Christophe Cambadélis a confirmé la présence de Jean-Luc Mélenchon à l'anniversaire du polémiste d'extrême droite. Le socialiste s'est confié à CheckNews et a expliqué qu'à l'époque, Eric Zemmour était beaucoup plus "fréquentable" qu'aujourd'hui. Il était encore journaliste politique au Figaro. L'ex-premier secrétaire du Parti Socialiste a expliqué : "Il était alors à un carrefour, entre un tas d'idées politiques. Il a ramené à cette soirée tous ceux à qui il parlait à l'époque".

De son côté, Jean-Luc Mélenchon était encore au Parti Socialiste en 2008 et n'avait pas encore fondé La France Insoumise. Depuis, les deux hommes ont beaucoup évolué politiquement. Ils se confronteront lors d'un débat télévisé diffusé le 23 septembre sur BFMTV. closermag.fr 20 septembre 2021

LVOG - On a compris Cambadélis, le PS n'était pas plus fréquentable en 2008 qu'en 2021 !

En complément. Qu'ils se suicident, bon débarras !

- Multiplication des candidatures à gauche : "C'est un suicide politique" - Europe1 19 septembre 2021

Le vers était déjà dans le fruit. Et une imposture de plus !

Primaire écologiste: Jadot et Rousseau au second tour, deux lignes s'affrontent - francesoir.fr/AFP 19 septembre 2021

LVOG - Ce qu'on essaie de vous faire croire ou de vous refourguer, c'est qu'ils seraient différents, alors qu'il n'en est rien tout du moins sur l'essentiel, ils incarnent la même idéologie, celle du capitalisme, et comme avec la droite et la gauche, le plus dangereux des deux n'est pas celui auquel on pense en écoutant leurs discours.

AFP - Les électeurs auront donc à trancher entre deux discours très différents, même si les convergences de fond existent et qu'en privé, les deux candidats s'apprécient. "Deux lignes marquées, deux personnalités (…), des parcours, des inflexions, des priorités, des nuances un peu, mais on est loin de certains médias qui disent que c'est blanc et noir", a estimé le secrétaire national d'EELV Julien Bayou sur France Info. AFP 20 septembre 2021

LVOG - Je n'invente rien, ils le disent eux-mêmes.

AFP - Mais il (David Cormand) a relativisé les différences: "C'est une question de centres d'intérêts prioritaires. Je crois que tout ça se complète en réalité". AFP 20 septembre 2021

Public Senat - « Ils partagent les grands objectifs. En revanche, ils n'ont pas la même façon de l'incarner et n'ont pas les mêmes marqueurs », la secrétaire nationale adjointe d'Europe Ecologie-Les Verts, Sandra Regol. publicsenat.fr 20 septembre 2021

LVOG - Si vous n'aimiez pas l'écosocialisme, vous détesterez encore plus l'écoféminisme.

L'oligarchie ne recrute pas à n'importe quel niveau : Enseignante-chercheuse en sciences économiques.

AFP - Deux lignes s'affrontent

AFP - Ce sera un duel entre deux lignes opposées

Yannick Jadot, candidat de "l'écologie des solutions"

Yannick Jadot incarne « la capacité à rassembler d'autres forces de gauche ». (Guillaume Gontard, le président de groupe écologiste du Sénat)

Yannick Jadot est qualifié de "plus modéré", de "classique", l'écologisme des années 70 jusqu'à mise sur orbite de la mystification climatique qui devait précéder celle biologique au coronavirus.

Sandrine Rousseau, c'est quoi ?

Sandrine Rousseau a revendiqué sa "radicalité", car "le temps des petits pas et de l'accompagnement n'est plus le moment".

Moi je suis une écologiste de gauche, radicale, sociale, a-t-elle prévenu, assumant un "clivage politique clair"...

Sandrine Rousseau a disputé le vote des écologistes radicaux qui attendent du futur président une confrontation avec le capitalisme pour hâter la transition écologique.

Propulsée par les médias mainstreams et les médias dits alternatifs qui avancent masqués, un indice qui ne trompe. Elle aura été de tous les coups pourris ou toutes les campagnes initiés par l'oligarchie financière au cours des dernières années, au point qu'on peut affirmer sans se tromper qu'elle est leur candidate préférée.

- Alors que le mouvement MeToo commence, elle devient une figure de la lutte contre les violences contre les femmes et pour l'égalité femmes-hommes en France.

LVOG - Ils l'ont déjà élue en 2020.

- En mars 2020, elle est élue présidente de la Conférence Permanente des Chargé(e)s de Mission Égalité et Diversité (CPED), qui fédère quatre-vingt quatorze établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche autour des politiques d'égalité-diversité.

- À l'approche du premier tour, elle apparaît comme la candidate de la primaire la plus visible médiatiquement en raison des polémiques liées à ses prises de position radicales (Wikipédia)

- Selon Mediapart, elle « creuse le sillon des luttes contemporaines émanant de la société civile » et « épouse le renouvellement du militantisme antiraciste ». Reporterre indique que « sa candidature a suscité beaucoup d'enthousiasme au sein des réseaux militants féministes, LGBT et antiracistes ». Tout comme sa concurrente Delphine Batho, elle prône la décroissance. Libération l'estime « très proche sur le plan des idées » de son concurrent Éric Piolle.

- Considérée comme la toute première candidate, en politique française, à se réclamer de l'écoféminisme, elle « s'appuie sur un programme écologiquement radical et féministe » selon Reporterre.

- En mai 2016, elle fait partie des quatre élues avec Isabelle Attard, Elen Debost et Annie Lahmer qui accusent le député Denis Baupin de harcèlement sexuel et d'agressions sexuelles dans le cadre d'une enquête réalisée par Mediapart et France Inter.

- En 2017, elle crée l'association Parler, une association d'entraide entre victimes de violences sexuelles. En 2021, l'association devient En parler.

- Elle intervient régulièrement dans le débat sur les violences faites aux femmes, et plus largement sur l'égalité femmes-hommes, dans le cadre du mouvement MeToo en France et féministe revendiquée.

- Le 30 septembre 2017, elle est invitée dans l'émission On n'est pas couché sur France 2 présentée par Laurent Ruquier, en lien avec son récent livre Parler suscité par l'affaire Baupin. Elle explique l'agression sexuelle dont elle a été victime de la part de Denis Baupin. Elle accuse ce dernier de l'avoir forcée à l'embrasser dans un couloir.

- Le procès consécutif à la plainte en diffamation initiée par Denis Baupin a lieu en février 2019. Celui-ci est débouté et condamné pour procédure abusive à verser à Sandrine Rousseau, comme aux autres prévenues, 500 euros de dommages et intérêts. (Wikipédia)

LVOG - Quand il y a 10 millions de pauvres ou 30% de la population qui doivent choisir entre se chauffer ou se nourrir.

AFP - Sandrine Rousseau - "L'écologie réaliste c'est celle qui transforme les modèles de production, sort du productivisme, de la société de consommation". AFP 20 septembre 2021

Cela tombe bien, c'est le programme du Forum économique mondial.

AFP - Son prédécesseur, le député européen David Cormand, a semblé donner le point à Sandrine Rousseau sur Public Sénat: "l'écologie

politique depuis l'origine est fondamentalement radicale. Quand on est écologiste, on s'attaque aux racines de ce qui pose problème: le rapport à la consommation, la façon de produire".

LVOG - L'écologie, ce n'est pas l'affaire d'un gouvernement, mais de qui alors, devinez ?

Public Sénat - "Et l'écologie de gouvernement, ça fait 20 ans qu'on la voit. Et finalement, elle ne transforme pas notre pays ", tacle-elle sur France Inter. publicsenat.fr 20 septembre

LVOG - Et elle est la candidate préférée de Davos.

AFP - De l'avis général, Yannick Jadot est loin d'avoir gagné. "Pour moi la grande surprise du premier tour c'est le faible score de Yannick Jadot", poursuit cet élu sous couvert d'anonymat. "Sa stratégie de ne pas prendre de risques, de vouloir rassurer (sur son ancrage à gauche) a montré ses limites. La dynamique est du côté de Rousseau", ajoute-t-il.

LVOG - La candidate des médias mainstreams.

Primaire EELV: Sandrine Rousseau au second tour, vraiment une surprise? - BFMTV 19 septembre 2021

Primaire écolo : Sandrine Rousseau, une menace pour Yannick Jadot ? - Europe1 19 septembre 2021

DEUXIEME PARTIE. Guerre biologique.

Qu'ont-ils en commun qu'on ne partage pas ? Les anti et les pro sont favorables au vaccin.

La liberté de choix n'est pas le seul contraire de l'obligation par Dr Jean-Michel Dariosecq - FranceSoir 23 septembre 2021

Prenons la question dans l'autre sens : quel est le contraire de la liberté de se faire injecter ou non un produit potentiellement très toxique ? Il y en a évidemment deux : l'obligation de le faire et l'interdiction de le faire.

Or, compte-tenu de ce qui a été dit plus haut, il est clair que si je me soucie avant tout de ma santé, je demanderais avant tout la liberté.

Mais si je me soucie aussi de celle des autres, notamment des pauvres gens qui n'ont ni accès à d'autres sources d'information que les medias mainstream (d'État ou de milliardaires) ni le capital culturel pour les analyser, alors je ne peux que demander l'interdiction de ces injections.

C'est-à-dire au moins un moratoire (interdiction provisoire, jusqu'à la fin des essais de phase III et l'analyse des résultats grandeur nature dans les pays forcenés) mais idéalement une interdiction totale et définitive.

En attendant l'arrivée de vrais vaccins, c'est-à-dire faits de virus entier inactivé, qui présente au système immunitaire plusieurs épitopes antigéniques et ne comporte pas le risque de la réplication incontrôlée d'une protéine hautement toxique. Pour cette infection, un tel vaccin ne serait sans doute d'aucune utilité dans la population générale mais pourrait trouver des indications particulières, à étudier et démontrer honnêtement.

Voilà pourquoi, mes très estimables collègues contestataires, je pense que votre revendication de la "liberté vaccinale" est à la fois trop timorée et vouée à l'échec. Mais apparemment, les temps ne sont pas encore mûrs pour un mouvement "Interdire le poison !". FranceSoir 23 septembre 2021

On ne laisse passer aucune illusion.

Ils procèdent toujours par étape, ils ne peuvent pas faire autrement ou cela leur permet de tenir suffisamment longtemps jusqu'à la prochaine fois, cela dure depuis plus d'un siècle et demie quand les premières crises économiques éclatèrent. L'objectif qu'ils affichent, c'est comme pour nous, il leur sert de fil, ils le tiennent et ils ne le lâchent plus et ils parviennent à leurs fins.

Dr Jean-Michel Dariosecq - Seulement entre temps, le mal aura été fait : sur des centaines de milliers de cadavres injustifiés, des mesures totalitaires de surveillance et de contrôle permanent auront été installées (identité numérique et passeport connecté pour tout), et des profits colossaux auront été empochés. Comme le disent presque Klaus Schwab et ses nombreux amis : "Il faut (à nouveau) que tout change pour que rien ne change".

LVOG - Le constat est juste, mais la conclusion est erronée, comme toujours ou presque.

Dr Jean-Michel Dariosecq - La Résistance ne doit donc pas seulement consister à défendre le droit de disposer de son corps, le respect de différents textes juridiques passés par-dessus bord par le pouvoir...

LVOG - Comme si Macron et son gouvernement, le ministre de la Justice ou le pouvoir judiciaire en avaient quelque chose à foutre, quand la guerre est déclarée ou qu'une dictature implacable se met en place le droit, tous les textes législatifs, les lois et la Constitution n'existent plus, s'y référer ou vouloir les faire respecter, c'est ne rien comprendre à la situation, démagogie ou pure charlatanisme.

A ce titre, il est révélateur que ce monsieur continue de surestimer Macron et ses complices.

Dr Jean-Michel Dariosecq - Et pour à la fois paraphraser et contredire Michel Audiard, ce ne sont pas les "cons" qui "osent tout" mais les psychopathes, sans aucun sens moral ni limites. Sauf celles qu'on leur met en leur résistant, collectivement. francesoir.fr 22 septembre 2021

LVOG - Désolé, en dernière analyse, il faut être un sacré con pour pourrir l'existence de la population, car on n'est pas sans le savoir et sans avoir à en subir les conséquences, même si elles ne se voient pas ou ils ne s'en vanteront pas. Les plus cons parmi les hommes, on ne les trouve pas en bas de l'échelle sociale, mais tout en haut.

En Australie et en Espagne (et partout ailleurs)

Australie : nouveau rassemblement anti-confinement à Melbourne - Euronews 18 septembre 2021

Des centaines de manifestants ont été arrêtés et des policiers blessés ce samedi à Melbourne, en Australie, lors de violents affrontements dans un rassemblement contre les mesures de confinement. Euronews 18 septembre 2021

Australie. Vaccination obligatoire : troisième jour d'affrontements à Melbourne, le Premier ministre réagit - RT 22 sept. 2021

https://www.youtube.com/watch?v=AgqLTORGnxU

Des centaines de manifestants étaient encore mobilisés le 22 septembre à Melbourne pour protester, entre autres, contre la vaccination obligatoire dans le secteur du bâtiment.

La manifestation se tenait vers le sud de la ville, devant un mémorial militaire sur Saint Kilda Road où la police a encerclé les contestataires... La police anti-émeute a encerclé le mémorial et a recouru à des tirs de balles en caoutchouc contre certains contestataires qui refusaient de quitter les lieux.

La classe politique unanime pour dénoncer les manifestations Les politiques ont d'ailleurs vivement dénoncé les manifestations. Le Premier ministre australien Scott Morrison avait ainsi déclaré le 21 septembre que les manifestants avaient «un comportement inacceptable» en raison du confinement décrété. Le Premier ministre de l'Etat de Victoria a également condamné les participants en lançant que leur mobilisation était « non seulement épouvantable, mais illégale ».

Ils ont également tous estimé que ce type d'action mettait à mal les efforts menés pour sortir de la crise sanitaire et étaient injuste envers les personnes respectant le confinement.

Le syndicat CFMEU n'appuiera pas les manifestants Autre soutien que n'auront pas les ouvriers venus manifester : celui de leur syndicat. Son secrétaire victorien, John Setka, n'a en effet pas dissimulé sa colère en annonçant qu'il parcourait les images Facebook des manifestations afin d'en identifier les participants aux violences qui ont éclaté. RT 22 sept. 2021

Madrid : 25 000 étudiants font la fête sans gestes barrières, la police débordée - RT septembre 2021,

Un rassemblement similaire a eu lieu la même nuit à Barcelone, où environ 8 000 jeunes ont participé à une fête sur le campus de l'université autonome de la ville, a déclaré le recteur à la radio catalane RAC1. RT septembre 2021

Ils sont ultra minoritaires... comme Macron et LREM.

La manifestation pro-pass sanitaire organisée par Frank Tapiro fait un énorme bide - lemediaen442.fr 20 septembre 2021

CNews, RTL, SudRadio (on en oublie) ont annoncé l'événement. Frédéric Lefebvre, ancien secrétaire d'État — celui qui confondait marque de vêtements et littérature (à revoir avec plaisir là) —, l'a vivement soutenu. Une initiative de Frank Tapiro

Mais qui est ce Frank Tapiro à l'origine du rassemblement ? Il est le fondateur de l'ACCT (Actions Citoyennes Cohésion Transmission). Pour se faire connaître il a lancé le premier festival citoyen « Pour la paix citoyenne ! » sur le parvis du Trocadéro. Pas sur la place, sans doute pour éviter le bide du rassemblement organisé par le journaliste Jacques Boucaud le 30 août à Lyon (moins de 100 participants selon LyonMag, 150 selon France3). Son job ? Publicitaire. Frank Tapiro a conçu pour Mitterrand l'accroche « Tonton, laisse pas béton », ainsi que « Imaginons la France d'après », mais ça c'était pour Sarkozy. Il est co-fondateur et directeur du marketing de Datakalab, start-up d'Intelligence artificielle spécialisée dans la reconnaissance faciale.

L'organisation de cet « événement » a été confiée à Aziz Senni

Aziz Senni est un entrepreneur très médiatique. Il a créé une société de transport scolaire et a mis la clé sous la porte en oubliant de régler ses fournisseurs et les salaires de ses employés. Des prud'hommes à la cour d'appel de Versailles, Aziz Senni, considéré par Le Parisien comme un philanthrope, a fini par être condamné en 2020. Publicité d'enfer

Jonathan Behar, ingénieur en informatique spécialiste du commerce en ligne, a vendu la formule de l'événement en faveur du pass, comme il a fait la promotion des produits Leonidas, Michelin, etc. En outre, il s'est fait la main en organisant des manifestations lors de l'assassinat de Sarah Halimi par un dément (forcément antisémite).

Ces pointures du marketing ont engagé une vedette de première grandeur : André Malraux. Sur l'affiche du Trocadéro figure cette citation qui ne peut que plaire dans ce quartier, repaire de gaullistes et de farouches résistants à l'Occupant : « Je considère comme français tous ceux qui veulent la grandeur de la France ! » Quel est le rapport entre la vaccination et la grandeur de la France ? Frank Shapiro doit le savoir.

A propos, on oubliait ! Combien étaient-ils sur le parvis du Trocadéro à soutenir la politique sanitaire du gouvernement ? Voilà une vidéo. Vous pouvez compter. L'addition ne devrait pas vous prendre trop de temps.

Rassemblement Pro Pass Sanitaire sur la place du Trocadéro, à Paris

https://www.youtube.com/watch?v=j6QXw_k3bFw

Commentaire d'internaute

- L'avantage avec ce genre de rassemblement préparer y a un mois avec écran géant, plein de pognon et de publicité dans tous les médias, c'est qu'on peut faire pose et compter le nombre de gens. Malheureusement on ne pourra pas compter ceux qui ne sont des passants et ne sont là que pour la musique des DJ et les touristes, autrement on pourrait les compter avec le doigt.

Le régime de Vichy n'est pas mort, achevons-le : Dissolution du Conseil national de l'Ordre des médecins !

Convoqué par l'Ordre des médecins du Rhône, le Pr Trouillas fait naître une "Révolte des malades" - francesoir.fr 18 septembre 2021

https://www.francesoir.fr/societe-sante/pr-trouillas-convoque-ordre-lyme-revolte-des-malades

---

Cela aurait pu arriver dès le premier jour...

Chambéry: refoulé faute de pass sanitaire, un homme tire sur deux vigiles et les blesse - BFMTV 19 septembre 2021

Bienvenue chez les enragés.

Covid-19 : "Il parait difficile d'échapper à une cinquième vague" - Europe1 18 septembre 2021

https://fr.news.yahoo.com/covid-19-parait-difficile-d%C3%A9chapper-123628534.html

L'épidémie de Covid-19 semble en baisse en France mais Benjamin Davido, médecin infectiologue, appelle les Français à la prudence et à maintenir les gestes barrière. Sur Europe 1, il se dit opposé à une levée du pass sanitaire alors que débute le dixième samedi consécutif de manifestations anti-pass.

Il ne faut pas relâcher nos efforts. C'est le message de Benjamin Davido, médecin infectiologue à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, dans les Hauts-de-Seine, alors que la quatrième vague de Covid-19 semble en baisse partout en France.

Le médecin infectiologue met en avant la vaccination comme moyen de lutter efficacement. "Je rappelle que 64% de la population est entièrement vaccinée. Pour avoir l'immunité collective, il faut des chiffres beaucoup plus importants, de l'ordre de 80%", affirme-t-il sur Europe 1. Europe1 18 septembre 2021

Le vaccin anti-Covid pour les enfants dès novembre aux États-Unis? - huffingtonpost.fr 11 septembre 2021

Les États-Unis vont-ils emboîter le pas à Cuba? Alors que l'État caribéen est devenu le premier pays au monde à lancer une campagne de vaccination contre le Covid-19 à destination des enfants, et ce dès deux ans, les Américains réfléchissent à autoriser dès la fin octobre le vaccin pour les 5-11 ans, a révélé l'agence de presse Reuters vendredi 10 septembre. huffingtonpost.fr 11 septembre 2021

Deux infos d'internautes.

1 - Italie – Encore un enfant qui n'avait rien demandé mort de leur poison de vaccins ! Les procureurs ont mis en examen 3 médecins dont celui qui lui a donné l'injection fatale

https://twitter.com/Diogene_2020/status/1441462014308618247

2 - Un drame s'est joué ces derniers jours au lycée agricole de Valabre à Luynes / Gardanne, entraînant le décès d'une jeune fille mineure suite à 2 arrêts cardiaques.

Cette jeune fille en parfaite santé venait de se faire vacciner.

Que comptez-vous faire ?

https://twitter.com/LaureGonlezamar/status/1441397358990745611

A la Guadeloupe.

Le directeur du CHU de Guadeloupe : avec 74 % de soignants non vaccinés, impossible d'appliquer la loi sur l'obligation vaccinale - - lemediaen442.fr 20 septembre 2021

Comment faire plier les autorités ? En Guadeloupe, la stratégie est simple, refuser la vaccination… et ça marche ! C'est une très mauvaise publicité pour l'obligation vaccinale que les grandes chaînes de télévision se gardent bien de relayer, par peur de donner des idées. En effet, Gérard Cotellon, directeur du Centre hospitalier universitaire de la Guadeloupe (CHUG), ne peut que constater l'évidence et se soumettre au peuple guadeloupéen qui refuse purement et simplement de se faire vacciner.

Lors de l'émission Ça fait l'actu du vendredi 17 septembre 2021, Gérard Cotellon est totalement désarmé face aux soignants beaucoup trop nombreux à ne pas s'être soumis à la vaccination. « Avec 75 % de soignants non vaccinés, mon premier devoir, en tant que directeur général, est de faire fonctionner le CHU et on ne peut pas se retrouver dans une situation où on ne peut pas prendre en charge les malades […] Donc soit je suspends plus de 2 300 agents, auquel cas l'hôpital ne peut plus fonctionner, soit je prends le risque de les laisser travailler pour continuer à prendre en charge les patients. »

Par la résistance des soignants face au pass sanitaire ségrégationniste, l'unité a gagné, les soignants ne sont pas vaccinés et gardent leur travail.

https://lemediaen442.fr/le-directeur-du-chu-de-guadeloupe-avec-74-de-soignants-non-vaccines-impossible-dappliquer-la-loi-sur-lobligation-vaccinale/

La Guadeloupe en vérité : le témoignage de Soumiaa Sayah, du collectif Gwada Idel - francesoir.fr 19 septembre 2021

Soumiaa, du collectif Gwada IDEL, également membre de ReinfoCovid, témoigne dans ce debriefing de la situation sanitaire à la Guadeloupe. Elle est infirmière indépendante et explique qu'à l'hôpital, le directeur a repoussé l'obligation de fournir une attestation de schéma vaccinal d'un mois afin de ne pas se retrouver dans une situation impossible.

Elle parle aussi des traitements précoces (ivermectine, azithromycine et hydroxychloroquine) qui, selon elle, fonctionnent, mais ont eu du mal à être délivrés en pharmacie – un problème supplémentaire à traiter.

Vidéo - https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/guadeloupe-soumiaa-sayah-gwada-idel

---

Mulhouse : 169 agents suspendus, la clinique ferme les urgences - 22 septembre 2021

https://lemediaen442.fr/mulhouse-169-agents-suspendus-la-clinique-ferme-les-urgences/

Témoignages d'internautes

- https://www.pbs.org/newshour/science/tthis-chicken-vaccine-makes-virus-dangerous

Extrait traduit :

Mais un virus du poulet qui représente l'un des germes les plus mortels de l'histoire rompt avec cette idée reçue, grâce à un effet involontaire d'un vaccin. Les poulets vaccinés contre la maladie de Marek tombent rarement malades. Mais le vaccin ne les empêche pas de transmettre la maladie de Marek aux oiseaux non vaccinés.

En fait, plutôt que d'empêcher les volailles de propager le virus, le vaccin permet à la maladie de se propager plus rapidement et plus longtemps qu'elle ne le ferait normalement, selon une nouvelle étude. Les scientifiques pensent maintenant que ce vaccin a aidé ce virus du poulet à devenir exceptionnellement virulent. (Remarque : il ne nuit qu'aux volailles).

Cette étude n'est pas une étude complotiste contre la covid, elle date de 2015.

- Mon témoignage :

Bonjour à tous !

Je réponds aux questionnements concernant la possibilité d'avoir des problèmes de santé après avoir côtoyé des personnes fraîchement vaccinées. Vous n'êtes pas seul(e) à vous poser cette question.

Personnellement, mes 3 ados (entre 13 et 18 ans) ont chacun fait cet été, entre mi-juillet et mi-août, une grosse gastro fébrile, inédite chez nous : 39° à 40° de fièvre pendant 3 jours + 4 à 5 jours de diarrhées et vomissements, maux d'estomac et maux de tête importants, comme après une intoxication. Ils n'ont pas été malades en même temps, parfois sans même s'être vus, à 10 à 15 jours d'intervalle chacun, donc pas de contamination entre eux (mon mari et moi rien du tout, pas de personnes atteintes de gastro autour de nous, pas d'épidémie notable d'après le médecin et la pharmacie). Mes enfants n'ont jamais été sensibles aux gastros depuis petits. C'était donc très surprenant pour

nous. On a fait des tests Covid à 2 sur 3 par précaution, négatifs (aucun symptôme ORL). Sérologie 3 semaines plus tard à mon fils aîné : négatif.

Leur seul point commun entre eux : avoir passé chacun une soirée ou une nuit avec des copains fraîchement vaccinés 2 ou 3 jours avant leurs symptômes. Du coup, je me suis posée cette question par intuition (tout en me disant raisonnablement “n’importe quoi, tu deviens parano !” et je constate que je ne suis pas la seule.

On m’a fait passer ce lien :

https://www.divulgation.fr/sante/les-vaccins-covid-19-ont-ils-ete-concus-pour-se-repandre-chez-les-personnes-non-vaccinees/

- “Bonjour, je vois vos témoignages concernant des réactions suite à des contacts avec des injectés.. Mon chéri après un weekend entouré d’injectés (avec test négatif le jeudi soir et test négatif le dimanche matin), s’est vu le lundi soir passer une nuit atroce avec fièvre, bouffée de chaleur, mal à la tête, courbatures et ensuite rhume pendant une semaine.

Pour ma part, ce même weekend j’étais entourée d’injectés également, et 7 jours après j’ai eu de la fièvre, froid, douleurs atroces aux jambes qui m’a fait passer une nuit blanche, mal à la tête pendant une semaine, et maintenant toux.

Ma maman, après un weekend avec des injectés, dés le lendemain s’est sentie pas bien, fièvre, bouffées de chaleur, mal à la tête, fatigue extrême et toux pendant 2 semaines. Aujourd’hui elle a encore des douleurs aux jambes et est à plat.

Qu’on nous dise pas que leur poison est inoffensif que ce soit pour les gens qui l’ont dans le corps et nous autres autour..”

“Je lis de +en+ de témoignages Vax/ No-Vacs , et , à ce point-là , j ‘ en suis stupéfaite .. Car j’ ‘ai eu aussi 1 “relation” avec 1 ami (intime, mais contacts rares / ni lui , ni moi : pas autres relations sex ailleurs) qui avait achevé sa 2ième injection (= réaction d’ abattement léger , lui , dès la 1ière !) 15 jours auparavant . A la suite de ce rapport : 3 journées où j’ ai été très-très mal : douleurs partout ; nausées ; vertiges; vomissements ; etc.. comme si j’ avais 1 gastro carabinée ; alors que je n’ en attrape plus (nota: je me soigne systématiquement par charbon-argile + bactéries lactiques , si par hasard je me sens “barbouillée” !). Je n’ avais eu aucun changement à mon alim. Me suis soignée intensivement , car état grave ; et ça n’a pas guéri de suite comme habituellement. *Sur le moment , ai pensé que c’ était “contrariété” , car il y avait eu 1 désaccord . Mais à présent : je me pose des questions …”

“Bonjour à tous, Je n’osais pas témoigner ici mais le sujet (contact non vac et vac) commence à faire surface. Constatant les nombreux effets indésirables graves et très graves de vous toutes et tous, j’aimerai tout d’abord vous apporter mon soutien moral-virtuel.

Certains commencent à parler d’effets après contact avec des personnes fraîchement « injectées », c’est le cas de mon époux non vac, en août avec temps chaud, à deux reprises après serrage de mains et discutions proches (réparation d’un véhicule, jour de dépôt et jour de récupération du véhicule avec quelques jours d’intervalle) avec un monsieur vac ci né depuis peu il a, les deux soirs mêmes, ressenti les premiers symptômes d’une grippe, maux de tête et esprit brouillé, mal de gorge et nez encombré, il a pris pour évacué les deux soirs du NAC et les effets se sont estompés dans la nuit.

Pour ma part non vac également rien, ayant un système immunitaire au top.

Cela paraît anodin, mais nous nous sommes posés la question.

Je vous souhaite à toutes et tous de vous rétablir au plus vite, vraiment de tout coeur.

Je suis tellement triste, le coeur en miettes de vous lire à chaque témoignage.”

- J'en suis témoin. La fille d'un collègue de travail vie en couple avec un pompier. Ce dernier se fait vacciné et Margaux tombe malade covid le jour d'après. Toute l'équipe de pompier par ailleurs est tombé malade covid. Et des exemples comme ça j'en ai beaucoup.

- L’un d’entre vous sait il si ce vaccin provoque des soucis oculaires? Une amie a fait une hémorragie oculaire quelques jour après sa seconde injection.

- Oui, hémorragies, attaques des nerfs…

- Témoignages nombreux ici :

https://photos.google.com/share/AF1QipP_mjjjZ6pKOwCbf-nOniP7TDGwHkjLrbrgWlhVoKdQqmvIhm_P5hpHaiUAHXLSBg?key=d0hRV0NKNGVybEstLUVXTkhVUzRnTWxZWlZzYXRR

- Enormément, de toutes sortes

Combien de gosses ces criminels ont-ils à leur actif?

Yassine, 13 ans, aveugle après un vaccin anti-covid : « Avant je voyais très bien. Après le vaccin, maintenant je ne vois plus ! » - lemediaen442.fr/ 18 septembre 2021

« Avant je voyais très bien. Après avoir fait le vaccin, maintenant je ne vois plus ! »

C'est un témoignage poignant, celui du jeune Yassine, 13 ans, devenu aveugle juste après l'injection anti-covid. « Du jour au lendemain, après le vaccin, il ne voit plus rien, c'est pas normal », nous dit cette maman dans le chagrin.

Combien de Yassine en France faudra-t-il pour que le gouvernement arrête cette marche forcée qui va jusqu'à sacrifier les enfants qui subiront les effets secondaires graves et mourront à cause du vaccin et non du covid ? Toutes ces familles brisées face à cette distribution de pass sanitaires qui ressemble à une roulette russe géante. lemediaen442.fr/ 18 septembre 2021

Mon commentaire du 21 september dans le blog du Dr. Maudrux.

Un chat, plus tu le caresses, plus il fait le gros dos. (Proverbe berbère)

Le lendemain, le matou revient – IHU Méditerranée-Infection

https://www.youtube.com/watch?v=mKmTQ7fE4YQ

Le Pr. Raoult se lâche, il en est rendu à nous menacer de nous envoyer la maréchaussée pour nous piquouser, il est cinglé ce type-là !

A propos des personnes à risques comportant des comorbidités ou très âgées :

A 3:58 – Il faut vacciner ces gens, il faut aller les chercher (Avec un fusil ? – JCT)

A 5:00 – Ca protège du risque d'infection (Pas vraiment, peu importe. – JCT)

A 5:07 – Ce n'est pas une baguette magique qui va permettre de dire d'un coup on va les vacciner et tout va s'arrêter, d'abord parce qu'il y a des infections chez les animaux… (De quoi justifier le passe à vie ! – JCT)

Suit un baratin où au passage il passe la brosse à reluire "à une partie de la presse" (A 6:24), il n'a pas beaucoup de dignité le bonhomme, et après il ose parler de crédibilité, il l'a consommée ou il n'en reste plus rien ou pas grand-chose.

Je ne sais pas si vous l'aviez remarqué, mais le Pr. Raoult est obèse, ce qui n'est pas vraiment un signe de bonne santé pour un médecin, non ?

A 9:00 On apprend qu'à l'IHU ils en sont à la troisième dose, bref, plus rien ne les arrête.

On voit que le Pr Pierre-Edouard Fournier est particulièrement crispé, et on comprend pourquoi, car il va commencer par nous expliquer qu'une première étude aurait montré que la vaccination n'avait aucun effet protecteur, pour nous en sortir une autre qui afficherait une diminution de la mortalité par deux, rien que cela, et de conclure dans la foulée, je cite : "il y a un vrai effet du vaccin qui n'est pas parfait mais qui fonctionne".

Tout cela pour cela.

Voilà le message qu'il s'agissait de faire passer ou que vous êtes censés retenir brave gens. Mais qui peut encore les croire dorénavant ?

TROISIEME PARTIE. Personne ne pense à notre place.

Mes commentaires dans le blog du Dr. Maudrux

@ à D. Sollelis

– « probablement », « très probablement », le lien « est possible mais pas certain »

On va loin avec cela ! On ne peut pas relayer une info aussi approximative, désolé, ce ne serait pas sérieux. Il y en a des tonnes du même tonneau sur le Net. On a besoin de données, de faits, de témoignages irréfutables.

Un commentaire et les réactions de lecteurs

Tardieu : gâteux, dogmatique, complètement taré ? Vérifions-le immédiatement.

Tardieu Jean-Claude - 21 septembre 2021

Un chat, plus tu le caresses, plus il fait le gros dos. (Proverbe berbère)

Le lendemain, le matou revient – IHU Méditerranée-Infection

https://www.youtube.com/watch?v=mKmTQ7fE4YQ

Le Pr. Raoult se lâche, il en est rendu à nous menacer de nous envoyer la maréchaussée pour nous piquouser, il est cinglé ce type-là !

A propos des personnes à risques comportant des comorbidités ou très âgées :

A 3:58 – Il faut vacciner ces gens, il faut aller les chercher (Avec un fusil ? – JCT)

A 5:00 – Ca protège du risque d'infection (Pas vraiment, peu importe. – JCT)

A 5:07 – Ce n'est pas une baguette magique qui va permettre de dire d'un coup on va les vacciner et tout va s'arrêter, d'abord parce qu'il y a des infections chez les animaux… (De quoi justifier le passe à vie ! – JCT)

Suit un baratin où au passage il passe la brosse à reluire "à une partie de la presse" (A 6:24), il n'a pas beaucoup de dignité le bonhomme, et après il ose parler de crédibilité, il l'a consommée ou il n'en reste plus rien ou pas grand-chose.

Je ne sais pas si vous l'aviez remarqué, mais le Pr. Raoult est obèse, ce qui n'est pas vraiment un signe de bonne santé pour un médecin, non ?

A 9:00 On apprend qu'à l'IHU ils en sont à la troisième dose, bref, plus rien ne les arrête.

On voit que le Pr Pierre-Edouard Fournier est particulièrement crispé, et on comprend pourquoi, car il va commencer par nous expliquer qu'une première étude aurait montré que la vaccination n'avait aucun effet protecteur, pour nous en sortir une autre qui afficherait une diminution de la mortalité par deux, rien que cela, et de conclure dans la foulée, je cite : "il y a un vrai effet du vaccin qui n'est pas parfait mais qui fonctionne".

Tout cela pour cela.

Voilà le message qu'il s'agissait de faire passer ou que vous êtes censés retenir brave gens. Mais qui peut encore les croire dorénavant ?

David Perrin - 21 septembre 2021

Une chose est certaine. Didier Raoult ne me convainc pas du tout sur la supposée utilité de la vaccination contre le Covid avec les vaccins actuels car :

1) L'épidémie de Covid semble repartir brutalement dans les pays qui ont le plus vacciné. On avait les cas d'Israël, du Royaume-Uni, de l'Islande, de Gibraltar, etc. Maintenant on a aussi le cas de Singapour est un des pays les plus vaccinés au Monde où l'épidémie de Covid se met à repartir brutalement.

https://www.fr24news.com/fr/a/2021/09/singapour-signale-le-pire-decompte-quotidien-des-cas-de-covid-en-plus-dun-an-singapour.html

2) Les vaccins contre le Covid ont un nombre anormalement important d'effets secondaires, graves voire mortels.

3) En outre même des personnes pour lesquelles la vaccination contre le Covid s'est apparemment bien passée, ont constaté une diminution de leur résistance à l'effort physique. Certains sportifs de haut niveau l'ont remarqué mais justement parce qu'ils étaient sportifs de haut niveau. Pour d'autres personnes rien d'anormal n'aurait été à signaler.

https://www.ledauphine.com/sport/2021/07/19/depuis-ma-seconde-dose-du-vaccin-contre-la-covid-19-je-n-avance-plus

4) Quelles seront donc les possibles effets de long terme de ces vaccinations ? Possible apparition de maladies auto-immunes ?

Donc s'agissant des conseils de vaccination de Didier Raoult, qu'il se les garde pour lui !

BAF - 21 septembre 2021

Le Pr Raoult favorable à la vaccination des soignants exposés:

– bénéfice/risque alors qu'il existe des traitements (il me l'a appris !)

– que l'immunité conféré par la maladie est incomparablement supérieure

– que les effets secondaires sont déjà importants

Je suis déçue

Jacques Ghémard - 22 septembre 2021

"– que l'immunité conféré par la maladie est incomparablement supérieure"

Et donc il faut être malade pour ne pas être malade, c'est ça ?

Roubachoff - 22 septembre 2021

@BAF

Trois explications :

1) Gigantesque corruption

2) Raoult prochain ministre de la santé (d'un candidat de droite ou de Macron)

3) Il est gâteux.

Très triste, en tout cas. Dans cette farce sinistre, on ne nous aura rien épargné.

---

duchmol - 22 septembre 2021

4) il essaie de sauver son bébé en sacrifiant des personnes. un mal pour un plus grand bien. Une sorte de balance bénéfice-risque à la mode médicale. Je vaccine tout le monde quitte à faire crever certain pour un avantage de tous. des bébés qui meurent ce n'est pas grave parce que la science avance. Et dans tout ce petit monde des bénéfices-risques, on imaginerait un groupe qui se pencherait pour savoir quel groupe est à risque pour l'exclure ? que néni… il suffit de dire coïncidence.

Il dit lui-même qu'on ne sait pas comment les épidémies commencent et finissent, comment elles se transmettent, mais que le vaccin est la solution, plus que le traitement. C'est le phénomène de l'effet loupe. On regarde au microscope un tout petit truc et on en tire une théorie pour la société. Il y a tellement d'interpolations et d'hypothèses dans le process que cela serait plus scientifique de tirer au hasard.

Il faut sauver 9 mois de vie à combien de vieux pour contre-balancer la mort d'un bébé ? d'un ados ? les statistiques ont signé la mort de l'humanité. Les gens sont devenus des moyennes, comme dans le stalinisme, les options sont prises en déshumanisant les individus comme unité d'un tout, comme dans le nazisme.

Raoult a toujours été pro-vaccin. il veut même vacciner les bébés contre la grippe. Le vaccin qui marche le moins de tous. Mais il ne connaît rien au vaccin, n'a mené aucune étude sur eux. D'ailleurs PERSONNE ne mène d'étude sérieuse sur les vaccins… on laisse les labos le faire, et personne ne fait d'étude à long terme parce que c'est la fin d'une carrière.

La vaccination est une religion. que les adeptes ne cherchent pas à l'imposer aux autres et le monde sera meilleur.

ACL - 21 septembre 2021

Raoult aime s'écouter parler en se dandinant sur sa chaise à roulettes. Du coup, il faut trouver des choses à raconter, peu importe si c'est n'importe quoi. Ça fait un paquet de médecins obnubilés par leur bobine dans la lucarne, tant qu'ils prennent la lumière, le contenu est accessoire.

Dupont-La-Joie - 21 septembre 2021

Le type à côté du Professeur Raoult ? La joie de vivre ?

---

patounais - 21 septembre 2021

C'est assez surprenant ce revirement de veste de la part de celui qui a vanté les (son) traitements précoce. La vidéo met mal à l'aise, on dirait que tout sonne faux, pas calibré, bref curieux et pas dans la ligne habituelle de D. Raoult. ??. Les chiffres du Dr Maudrux sont toujours

parlants et criants de vérité et se posent en faux avec la position de D.Raoult sur les effets des soi-disant vaccins qui n'en sont pas. Ceux de l'Inde sont aussi intéressants du point des effets bénéfiques de l'Ivermectine, devenue ici un presque poison voire ingérable. On vit comme on peut dans un chaos invraisemblable sur tous les plans (sanitaire, politique, juridique, électoral, médiatique…). Sanitaire, avec les nouvelles folles et inutiles ici de The Lancet présentées par ZAZA40 et Faucy, le pass reconduit à vie ?, les injections à vie pour obtenir le pass, les virus absents jusqu'aux prochains inventés pour la circonstance et justifier le flicage, la disparition future de la monnaie, l'obligation de quoi ensuite pour survivre ??? Le tout va poser problème: comment le petit marquis des banques va tenir jusqu'en avril 2022 ? Vote électronique pour le marquis des banques? Et un nouveau virus pire que la grippe qui va se pointer ?? Certains médecins non injectés en grève sans pub ? Les procès qui sont en cours mais dont personne ne parle sauf sous le manteau…les gens ne disent rien à 72 % et seuls 28 % râlent encore sans pub. Je n'arrive pas à trouver parmi les amis piqués 2 fois, ceux qui vont remettre une 3 ème dose.. sauf s'ils veulent le pass. Sous le manteau, vu la situation aux urgences, certains chef rappellent "en douce" quelques non vaccinés en attente de l'avis de suspension pour gérer les nuits (peut-être moins de contrôles de QR codes le soir ?).

Les bonnes infos sur les traitements non vaxx et les conduites à tenir face aux situations circulent toujours; et si les prises de conscience sont longues à venir, elles arrivent doucement. Et on continue JCT de lutter comme on peut. Je vais y passer mes nuits comme sous le mur de Berlin, faut rien lâcher….

Roubachoff - 22 septembre 2021

@Patounais

Non, rien de surprenant. Autour de novembre dernier, j'ai signalé ici (avec véhémence, je l'avoue) que Raoult se déjugeait sur les vaccins après avoir parlé de "science-fiction". Je me suis fait étriller, mais ça ne m'a pas empêché de dormir, parce que j'ai l'habitude. Si on ajoute cette vidéo au twit sur les soignants et au soutien à Crémieux, ça commence à faire beaucoup. S'il est resté pour faire ça (alors que Fouché est à la rue), il aurait mieux fait de partir.

- Globalement il y a 5 fois moins de plus de 60 ans par rapport à la population dans ces pays.

Certes, mais l'Afrique, l'Asie ou l'Inde sont plus que 5 fois plus peuplés que l'Europe ou les Etats-Unis, donc le rapport que vous avez retenu ne vaut rien ou il ne peut que fournir des chiffres inutilisables ou sans valeur. Alors pourquoi les donner ?

Si vous aviez comparé entre eux la totalité de la population de ces pays ou continents, vous seriez arrivé à la même conclusion ou elle aurait même été amplifiée, en 2020 et jusqu'en septembre 2021, il y a eu beaucoup plus de morts attribués à la Covid ou à ses variants en occident.

L'espérance de vie n'est pas la même non plus.

En France, en gros vous êtes vieux à partir de 70 ans, en Inde à partir de 50. Pour ne prendre que les adultes, en France vous vous chopez un tas de maladies auto-immunes parce que vous bouffez beaucoup trop, vous êtes gavés jusqu'à la gueule, trop de viande, de graisse, de sucre, d'alcool, de tabac, en Inde parce que vous êtes en permanence en état de sous-alimentation avec des carences en tout ou presque par manque de moyen financier, vous vous goinfrez de riz parce que cela cale la faim, et les hommes picolent des alcools frelatés ou de très mauvaise qualité pour oublier la misère de leur existence.

En France vous bouffez un tas de trucs issus de l'industrie agro-alimentaire bourrés de produits chimiques de synthèse, de véritables poisons. En Inde, ils sont réservés aux classes supérieures ou moyennes qui sont très minoritaires.

En France, vous vous gavez aussi de médicaments, en Inde on n'en a pas les moyens.

En France, vous vivez pour ainsi dire dans un laboratoire, votre milieu est aseptisé, vous fuyez le moindre microbe et votre système immunitaire n'est pas entraîné à les combattre. En Inde, c'est exactement l'inverse, mais à l'excès, parfois on a l'impression de vivre dans une décharge !

En France, à moins d'habiter dans un village ou on pratique encore l'élevage, ce qui devient de plus en plus rare, vous n'êtes pas en contact en permanence avec toute sorte d'animaux. En Inde, on vit ensemble, on est inséparable pour ainsi dire, un peu trop peut-être.

Bref, si on prend ces deux cas extrêmes bourrés de paradoxes comme on vient de le voir, on s'aperçoit qu'il n'y a rien de rationnel là-dedans, que l'évolution de la société s'est faite de manière anarchique et inconsciente, et forcément il arrive un moment où la limite de ce qu'elle pouvait supporter serait atteinte, nous y sommes. Pour conclure, le comble de tous les paradoxes sans être cynique, c'est que pour un peu nous devrions remercier les psychopathes qui détiennent tous les pouvoirs d'aider la population à en prendre conscience. Comment ? Diable, mais en prenant en mains son destin !

Pour en revenir à la trame, disons idéologique de votre article.

S'il est exact que celui qui n'a pas de passé n'aura pas de futur, le présent demeure notre principal source d'inspiration où puise notre imagination pour changer la société, ce dont chacun s'emploie à se détourner de préférence, d'où l'impasse ou la situation inextricable dans laquelle nous sommes.

Quand vous prêtez à ceux qui nous gouvernent ainsi que les élites à leur service, le refus ou l'incapacité de s'inspirer de l'expérience du passé pour "éclairer devant soi", vous témoignez que vous manifestez encore des illusions dans ce régime et ses représentants qui n'ont que faire de vos lanternes. Si c'est sur cela que repose votre espoir, je comprends pourquoi la plupart des lecteurs sont démoralisés, il y a franchement de quoi ! Ce qui n'est pas mon cas, parce que la lumière qui m'éclaire se situe non pas dans le passé ou sous ce régime, mais au-delà.

@à ZOLA

Je n'ai écrit nulle part que la mortalité était 10 fois plus importante ou je n'ai fait aucune allusion de cette sorte, vous devez confondre. Mon commentaire n'avait pas vocation à vous contredire, bien au contraire. La preuve.

A partir des données que j'ai trouvées sur le Net ce soir.

– Environ 10% des Indiens auraient plus de 60 ans en 2021, soit 137 millions.

– 446 373 morts présumés de la covid, avec un ratio de 85% de plus de 60 ans, cela donne 379 000 morts.

– 379 000 de 137 millions = taux de mortalité de 0,26%

J'ai pris arbitrairement 60 ans pour la France pour voir ce que cela donnait.

– Environ 27% de français ont plus de 60 ans en 2021, soit 18 millions (sur 67 millions d'habitants)

– 120 000 morts présumés de la covid, avec un ratio de 85% de plus de 60 ans, cela donne 102 000 morts.

– 102 000 de 18 millions = taux de mortalité de 0,57%

Le même calcul à partir de 75 ans.

– 9,5% de Français de plus 75 ans, soit 6,365 millions.

– 120 000 morts présumés de la covid, avec un ratio de 85% de plus de 75 ans, cela donne 102 000 morts.

102 000 de 6,365 millions = taux de mortalité de 1,7%

J'espère ne pas avoir fait d'erreurs dans mes calculs, à âge égal en prenant ou non en compte l'espérance de vie qui est différente d'un pays à l'autre, on constate que beaucoup plus de vieux sont décédés de la covid en France qu'en Inde, entre 2 et 7 fois plus.

Entre ceux qui sont morts d'autres pathologies et ceux qu'ils ont achevés, euthanasiés ou assassinés, sans oublier ceux qui sont morts faute de leur avoir prescrit les traitements existant, ceux qui se trimballaient des comorbidités sérieuses, ceux qu'ils ont refusé de prendre en charge et condamné à mort, ceux qui étaient en mauvaise santé sans le savoir, le résultat est conforme à l'objectif escompté par ceux qui avaient conçu ce plan sordide.

En Inde, beaucoup de vieux sont livrés à eux-mêmes, littéralement abandonnés, maltraités, ils crèvent de faim assez souvent, ils ne bénéficient pas d'une retraite, ceux qui le peuvent travaillent au-delà de 70 ans, ils figurent parmi les plus misérables de la société, sous-alimentés, carencés en tout, manquant cruellement d'hygiène, et malgré tout ils ont mieux résisté à ce foutu virus que les vieux français bien mieux lotis, à croire qu'ils en avaient vu d'autres !

Tenez pour la petite histoire. Ma belle-mère qui s'est éteinte de sa belle mort pendant son sommeil à 85 ans je crois, continuait de coudre, d'enfiler le fil à travers le chas d'une aiguille sans lunettes, 10-10 aux deux yeux, pareil pour feu les deux femmes du père de ma compagne, son père comme celui de ma compagne a conservé une vue intacte jusqu'à son dernier souffle… et pratiquement toutes ses dents ! Mon épouse de 63 ans, dont je suis séparé, ne peut plus lire sans lunettes, et ma compagne de 51 ans non plus depuis longtemps déjà. Ils appellent cela le développement ou le progrès, cela donne à réfléchir.

- Totalitarisme. D'une mystification à l'autre. Du passe sanitaire au passe carbone ou le "contrôle social" renforcé. Vous vous demandiez tout cela pour quoi ? Réponse.

Traçage, contrôle, contrainte : la "science" suggère d'appliquer au climat la tactique du Covid – francesoir.fr 22 septembre 2021

https://www.francesoir.fr/societe-sante-science-tech/tracage-controle-contrainte-nature-suggere-dappliquer-au-climat-la

Extraits. Le « passe sanitaire » et les diverses technologies de contrôle social représentent un tel accomplissement dans la gestion de la crise sanitaire qu'il serait dommage de ne pas faire appel à ces outils pour d'autres crises, et notamment celle associée au climat.

C'est en tout cas ce que suggèrent quatre chercheurs dans un article paru le 16 août dans la « prestigieuse » revue Nature : s'inspirer des outils de lutte contre l'épidémie du Covid et les appliquer à la lutte contre la « crise climatique. » L'idée (qui date des années 90) est la suivante : allouer à chaque personne un « quota carbone individuel » et (nouveauté) faire appel aux évolutions technologiques pour contrôler et imposer ce quota.

Premier constat de l'article, que personne ne contestera : « des restrictions imposées aux individus au nom de la santé publique […] qui étaient impensables il y a seulement un an ont été adoptées par des millions de personnes. » Déduction logique : « les gens pourraient être plus disposés à accepter le suivi et les contraintes liés aux quotas carbone individuels pour favoriser un climat plus sûr » ou d'autres « bénéfices » comme la « réduction de la pollution atmosphérique et l'amélioration de la santé publique. »

« L'intelligence artificielle pourrait être particulièrement utile pour les quotas qui incluent les émissions liées à l'alimentation et à la consommation (sans oublier) les comportements personnels en matière de déplacements… »

…tels qu'ils sont présentés dans l'article de Nature, ces quotas ne seraient pas à caractère indicatif ou pédagogique mais bien obligatoire et contraignant. Chaque personne se voit allouer un capital carbone auquel elle doit se limiter sous peine de… L'objet de l'article n'est pas politique donc on n'en saura pas plus sur les pénalités auxquelles s'exposeraient les contrevenants, mais on peut imaginer sans peine des restrictions de circulation ou de consommation diverses et variées…

Si vous trouvez violente l'idée de partager de force votre maison, dites-vous que cela pourrait être bien pire, vous pourriez ne pas avoir de maison du tout.

Mais ce n'est pas tout, Sciences & Avenir suggère également de limiter la consommation de viande à 25 kg par an et par habitant (contre 90 kg actuellement), de réduire les achats de vêtements neufs, d'imposer une limite de consommation quotidienne d'électricité de 2kWh (contre 4kWh actuellement) etc.

JCT – Et l'inénarrable conclusion de FranceSoir.

FranceSoir – Tout un programme plein de bonne volonté et de bienveillance… L'avenir est riche de promesses.

Totalitarisme. D'une mystification à l'autre. Du passe sanitaire au passe carbone ou le "contrôle social" renforcé. Vous vous demandiez tout cela pour quoi ? Réponse.

Traçage, contrôle, contrainte : la "science" suggère d'appliquer au climat la tactique du Covid - francesoir.fr 22 septembre 2021 https://www.francesoir.fr/societe-sante-science-tech/tracage-controle-contrainte-nature-suggere-dappliquer-au-climat-la

Extraits. Le « passe sanitaire » et les diverses technologies de contrôle social représentent un tel accomplissement dans la gestion de la crise sanitaire qu'il serait dommage de ne pas faire appel à ces outils pour d'autres crises, et notamment celle associée au climat.

C'est en tout cas ce que suggèrent quatre chercheurs dans un article paru le 16 août dans la « prestigieuse » revue Nature : s'inspirer des outils de lutte contre l'épidémie du Covid et les appliquer à la lutte contre la « crise climatique. » L'idée (qui date des années 90) est la suivante : allouer à chaque personne un « quota carbone individuel » et (nouveauté) faire appel aux évolutions technologiques pour contrôler et imposer ce quota.

Premier constat de l'article, que personne ne contestera : « des restrictions imposées aux individus au nom de la santé publique […] qui étaient impensables il y a seulement un an ont été adoptées par des millions de personnes. » Déduction logique : « les gens pourraient être plus disposés à accepter le suivi et les contraintes liés aux quotas carbone individuels pour favoriser un climat plus sûr » ou d'autres « bénéfices » comme la « réduction de la pollution atmosphérique et l'amélioration de la santé publique. »

« L'intelligence artificielle pourrait être particulièrement utile pour les quotas qui incluent les émissions liées à l'alimentation et à la consommation (sans oublier) les comportements personnels en matière de déplacements... »

...tels qu'ils sont présentés dans l'article de Nature, ces quotas ne seraient pas à caractère indicatif ou pédagogique mais bien obligatoire et contraignant. Chaque personne se voit allouer un capital carbone auquel elle doit se limiter sous peine de… L'objet de l'article n'est pas politique donc on n'en saura pas plus sur les pénalités auxquelles s'exposeraient les contrevenants, mais on peut imaginer sans peine des restrictions de circulation ou de consommation diverses et variées...

Si vous trouvez violente l'idée de partager de force votre maison, dites-vous que cela pourrait être bien pire, vous pourriez ne pas avoir de maison du tout.

Mais ce n'est pas tout, Sciences & Avenir suggère également de limiter la consommation de viande à 25 kg par an et par habitant (contre 90 kg actuellement), de réduire les achats de vêtements neufs, d'imposer une limite de consommation quotidienne d'électricité de 2kWh (contre 4kWh actuellement) etc.

JCT - Et l'inénarrable conclusion de FranceSoir.

FranceSoir - Tout un programme plein de bonne volonté et de bienveillance... L'avenir est riche de promesses.

@ à Nicole et Cie.

– Ces décisions sont sans aucun lien avec la réalité!

Leurs décisions sont prises uniquement pour être en lien avec la réalité telle qu'ils la conçoivent, la version qu'ils ont substituée à la réalité si

vous préférez. Pourquoi voudriez-vous qu'ils prennent en compte la réalité, ce qui se passe depuis janvier 2020 aurait dû vous servir de leçon…

Leur réalité, c'est ci-dessous et pas ailleurs.

Biden de demander aux dirigeants mondiaux de prendre de nouveaux engagements pour lutter contre le coronavirus. – The Washington Post 15 septembre 2021

L'objectif déclaré, toujours le même : La vaccination de la totalité de la population mondiale, sinon gare aux représailles !

Et au même moment.

– World Economic Forum – Sustainable Development Impact Summit 20—23 September 2021

https://www.weforum.org/events/sustainable-development-impact-summit-2021/

Rappel.

Bill Gates, le 30 avril 2020 dans son blog – Quand le monde pourra-t-il revenir à la situation en décembre avant la pandémie de coronavirus (…) lorsque presque toutes les personnes sur la planète auront été vaccinées contre le coronavirus.

Et de conclure : Cela exigera un effort mondial de coopération comme le monde n'a jamais vu. Mais je sais que ce sera fait. Il n'y a tout simplement pas d'alternative.

https://www.gatesnotes.com/Health/What-you-need-to-know-about-the-COVID-19-vaccine

Il n'y a tout simplement pas d'alternative.

C'est clair, non ?

On en est toujours là. Pendant combien de temps encore ? Tout dépendra de la mesure de trop qu'ils imposeront et qui déclenchera une insurrection du peuple, la 4e ou la 10e dose avec leurs cortèges de victimes innocentes, tout le monde l'ignore…

Le pire, c'est de refuser de se situer dans cette perspective et de ne pas s'y préparer dès maintenant, car hélas chacun s'en tient à son petit confort et espère encore le conserver ou qu'il sera épargné, quelle naïveté ou témoignage d'inconscience !

@à patounais

Les uns et les autres ont raison de souligner, qu'il y a toujours loin de la coupe aux lèvres comme l'on dit, parce qu'il y a des pans entiers de la société qui résistent à cette agression caractérisée contre nos libertés fondamentales et individuelles…

Toujours est-il, chaque fois nos ennemis marquent des points, et plus rien ne parvient à modifier l'orientation de la société qui se délite à vue d'oeil à une vitesse fulgurante, et aucune alternative ne voit le jour, ce qui annonce un avenir pire encore ou cauchemardesque, c'est la seule chose dont on peut être certain en continuant dans cette voie-là.

Le constat auquel s'est livré le Forum économique mondial est en grande partie correcte, la civilisation humaine est effectivement à la croisée des chemins. Deux directions opposées s'offrent (et s'affrontent) à elle selon les acteurs qui détermineront son orientation en fonction de leurs aspirations : Vers son émancipation et la liberté, si ce sont les peuples qui sont aux commandes, ou vers sa totale dégénérescence, le servage et l'abolition de toutes les libertés si le capitalisme n'est pas aboli ou l'oligarchie financière demeure aux commandes, il n'existe pas de troisième voie ou d'autres alternatives.

Ceux qui en ont conscience et le nient sont irrécupérables, laissons-les de côté.

Reste ceux qui sincèrement n'en ont pas encore vraiment pris conscience ou qui ne comprennent pas ce qui se passe réellement, c'est l'immense majorité de la population. Il existe autant de niveaux de conscience parmi la population que de courants politiques qui s'affrontent, qui chacun exprime des intérêts différents individuels ou de classes, c'est normal, cela fait partie de la vie, ce sont les faits qui les départageront le moment venu.

Jusqu'à présent chacun d'entre nous a pris conscience d'un petit bout de la réalité, et chacun croit ainsi détenir la vérité, mais force est de reconnaître qu'à ce stade, pour peu qu'on soit honnête, qu'elle est plutôt défectueuse ou qu'elle est indéfendable par certains côtés. Dès lors, le but du jeu va consister à rassembler tous ces petits bouts de réalité et de vérité éparpillés pour parvenir à avoir un tableau d'ensemble de la situation, pour pouvoir prendre les décisions qui s'imposent et agir dessus efficacement, sinon cela demeurera peine perdue.

Évidemment, cela ne sera pas à la portée de tous, dès lors la question sera de rassembler tous ceux qui seront parvenus à rassembler le maximum de pièces du puzzle, donc les éléments les plus conscients de la société, pour qu'apparaisse une alternative cohérente et crédible au régime en place qu'ils pourraient partager, pour ensuite la proposer au plus grand nombre, de manière à ce que le peuple l'adopte au moment de son insurrection…

Ceux qui croit qu'on pourrait parvenir à changer la société sans s'y être préparé longtemps à l'avance, sans organisation, sans direction, sans orientation, sans programme, etc. sont des charlatans ou des imposteurs.

Quand je suis allé chez le dentiste la semaine dernière, je lui ai dit que j'avais une douleur à une dent. Il m'a répondu qu'elle était foutue. Je m'en doutais, elle était déjà en morceaux et elle avait déjà été rafistolée plusieurs fois. Je lui ai demandé s'il ne pouvait pas tenter un dernier petit quelque chose, il m'a répondu catégoriquement non, c'est terminée, elle est pourrie jusqu'à la racine, il faut dévitaliser, extraire la racine ou arracher la dent, on n'a plus le choix. Quelle horreur ! Oui et non finalement, me suis-je dit pour me soulager, car quand il aura arraché la racine, elle ne me fera plus jamais souffrir, quel bonheur !

Et bien c'est la même chose qu'il faut faire avec le régime en vigueur.

- Ce sont des monstres. Quand des enfants de 5 à 11 ans servent de cobayes.

Coronavirus : Que vaut vraiment l'étude de Pfizer sur la vaccination des 5-11 ans ?

https://www.20minutes.fr/sante/3129295-20210921-coronavirus-vaut-vraiment-etude-pfizer-vaccination-5-11-ans

Le vaccin protège des formes graves qui, si elles sont rares, ne sont pas inexistantes chez l'enfant.

Les myocardites par exemple arrivent (...) selon plusieurs études, à une fréquence d'un sur 5.000 chez les adolescents garçons vaccinés entre 12 et 15 ans.

Il est pourtant difficile d'imaginer une étude avec davantage d'enfants. En avoir réuni 2.000 pour un essai clinique est déjà un exploit, atteste Mathieu Molimard : « C'est une population très difficile à rassembler : ce sont des enfants, il faut l'accord des parents et on est moins enclin à inclure des enfants dans des essais. »

La France a d'ailleurs déjà vacciné 19.000 enfants entre 0 et 11 ans. Les cas devraient donc rapidement s'accumuler et permettre de voir si la vaccination pour les enfants est une bonne ou une mauvaise chose. 20minutes.fr 21 septembre 2021

Je conseille la lecture de l'article en entier, le chef du service de pharmacologie médicale au CHU de Bordeaux cautionne cette abomination, ce crime, toujours avec les mêmes arguments "vacciner massivement la population diminue donc la circulation du virus et donc les risques que le Covid-19 atteigne les populations fragiles, susceptibles elles de faire des formes graves et des décès."

Je ne comprends pas comment on peut encore cautionner l'existence de ce régime, et se dire humaniste ou préoccuper par le sort des autres, je ne sais quoi. C'est du même niveau que ceux qu'ils appellent les moutons.

@ à Gendre-Peter

Installer l'eau courante potable dans les pays pauvres ne servirait pas à résoudre les problèmes d'hygiène, si la majorité de la population demeurait pauvre ou misérable, et je crois avoir compris que c'était le sort qu'on leur réservait dans l'avenir.

(En Inde où je vis) Dans les villages qui disposaient d'un réservoir et de robinets à chaque coin de rue ou de chemin, l'eau était gratuite. Le gouvernement vient de décider de raccorder chaque maison au réseau d'eau potable et de les doter de compteur, autrement dit, l'eau cessera d'être gratuite. Pour autant, ils continueront d'avoir de l'eau que quelques heures par jour, 2 heures à l'aube et 2 heures en fin de journée.

Les âmes charitables qui disposent d'un revenu confortable appelleront cela le développement ou le progrès, oubliant de mentionner que cette nouvelle charge incompressible va s'ajouter à toutes celles créées au cours des 3 dernières décennies sans que les salaires aient été revalorisés en conséquence, de sorte que chaque Indien va devoir encore rogner sur les postes aléatoires comme la nourriture, les produits destinés à leur entretien, à celui de leur habitation, de leur moyen de transport individuel, les biens d'équipement, les loisirs ou divertissements, n'en parlons pas, ils n'en ont pas, bref, ils auront peut-être l'impression de vivre mieux qu'avant, alors qu'en réalité ils vivront encore plus mal. Ajoutons, qui plus est à crédit ! Et par bonheur, ils vivront plus longtemps, mais là je ne suis pas sûr que ce soit vraiment un cadeau qu'on leur aurait fait.

Vaut mieux vivre bien moins longtemps, que mal et plus longtemps, la plupart des gens se contente du contraire ou s'en satisfont, hélas ! Mais ne pourrait-on pas imaginer vivre à la fois bien et plus longtemps, c'est une autre histoire, une utopie sous le régime capitaliste, et puis il faudrait commencer par être moins nombreux sur Terre, cela tombe bien les oligarques s'en occupent, quel bonheur !

Cette réflexion en amène une autre toute aussi politiquement incorrecte.

Je me demande si "l'espérance de vie" ne serait pas finalement une chimère destinée aux croyants qui s'imaginent un jour rivaliser avec les dieux et atteindre la vie éternelle. Il y en a qui sont assez fous pour y croire, la preuve : Les tenants du transhumanisme.

A force de croire qu'elle est supérieure à toutes les autres espèces, l'espèce humaine en arrive à constituer une réelle menace pour la survie des autres espèces, et elle ne se rend même pas compte qu'elle est directement concernée ou en voie de disparition, si elle ne change pas radicalement les bases (économiques) sur lesquelles repose finalement l'ensemble des rapports qu'elle entretient avec le monde extérieur ou la nature.

Le dernier épisode en date ou qu'elle vit actuellement n'est pas vraiment à son avantage, ou témoigne qu'elle n'a même pas conscience de

faire partie de la nature ou que rien ne la distingue des autres espèces, hormis dans son inconscience, elle se figure qu'elle pourrait survivre au détriment de toutes les autres, ce qui est proprement suicidaire ou signerait son arrêt de mort.

En conclusion, je crois qu'avant de se soucier de notre espérance de vie, on ferait mieux de se demander ce qu'il faudrait faire pour que tous les hommes bénéficient de conditions de vie qui leur permettraient d'accéder au bien-être, de s'épanouir individuellement, et de vivre en harmonie et en paix. Je ne pense pas qu'une société basée sur le profit et la marchandisation de tout ce qui existe permettra d'atteindre un jour cet objectif, c'est même une certitude absolue.

Haut de page

Le 28 septembre 2021

Il aura suffi d'une mauvaise manip pour que je me décide enfin à ne me consacrer qu'à la causerie. Bref, j'ai épuré le portail. J'ai assez donné, trop même, je dois me reposer un peu et faire un peu d'exercices, j'ai tendance à oublier que je ne suis plus tout jeune et à négliger ma santé.

Je dois vous avouer que n'avoir pas réussi à partager mes idées, malgré tous les moyens que j'ai déployés pour y parvenir, me laisse particulièrement perplexe, alors qu'elles n'avaient rien d'extraordinaire ou d'outrancier, elles me semblaient plutôt banales. Je ne trouve pas les mots pour exprimer exactement ce que je ressens ou ce que cette situation m'inspire ; Comment dire, c'est très préoccupant et n'augure rien de bon, c'est en tout cas la conclusion à laquelle je suis parvenu.

J'ai eu beau retourner la question dans tous les sens, je ne comprends pas pourquoi cela n'a pas fonctionné, car je crois avoir été tout bonnement rationnel et cohérent chaque fois que j'ai abordé un sujet tout en restant fidèle à notre idéal. Mais peut-être que l'explication la plus plausible réside dans le fait que plus personne ne partage cet idéal, du coup mon discours est apparu étranger à ce que les lecteurs attendaient ou espéraient, ou alors ils se sont dits, et après, pour aussitôt être envahis par un sentiment d'impuissance qui les dissuada de s'associer avec moi pour tenter de faire quelque chose ensemble, ils n'y ont pas cru, parce que comme beaucoup de travailleurs ils ne croient plus en rien ni en personne, ni en eux-mêmes, hélas !

Toujours est-il qu'on en est toujours au même point ou on n'a pas décollé de la case départ. Au regard de l'époque actuelle et du terrible handicap qu'on avait, cela ne me surprend pas vraiment. Seul le mépris me choque ou plutôt l'absence de retour, les lecteurs m'accordant finalement le même traitement qu'ils réservent aux autres sources d'informations qu'ils consultent sur le Net, ce qui est injuste ou témoigne qu'ils n'ont pas pris conscience que je partageais sincèrement leurs aspirations, franchement je ne méritais pas cela, mais je ne leur en veux pas.

Vous vous êtes peut-être demandé pourquoi j'étais intervenu dans le blog du Dr. Maudrux pendant près de 18 mois, et bien c'était pour vérifier que je tenais la route, que j'étais capable de me confronter à des intellectuels de haut niveau sans être ridicule, et l'épreuve a été concluante au-delà de mes espérances si j'en avais, ce qui m'a procuré une certaine satisfaction, la seule véritable à l'issue de ces longues années de travail. O, personne ne s'est précipité pour rejoindre mon courant politique ou même me proposer sa collaboration, je n'en attendais pas tant ou je ne me faisais aucune illusion, je suis seulement parvenu à faire réfléchir certaines personnes et à leur apporter quelque chose alors qu'elles étaient loin de partager mon mode de penser, ce dont elles m'ont fait part, sinon je ne vous en parlerais pas.

Je n'étais nullement en quête de reconnaissance, quelle connerie entre nous, je voulais juste mettre à l'épreuve les facultés intellectuelles que j'avais cru avoir développées au cours des 45 dernières années ou vérifier que je ne méprenais pas sur mon compte ou pour tout vous dire, que je n'étais pas devenu un affreux mégalomane, c'est si vite arrivé, ouf me voilà rassuré !

Donc, je n'ai aucune amertume ou je ne regrette pas d'avoir tenu aussi longtemps cette causerie dans des conditions particulièrement défavorables ou difficiles, il fallait bien d'une manière ou d'une autre que j'aie une activité politique et que je m'exprime. Si je parvenais à partager mes idées, tant mieux, sinon, tant pis, voilà tout. Je n'ai jamais eu d'autres ambitions ou intentions dans mon trou perdu au fin fond de l'Inde.

Je n'ai plus le temps de développer une analyse politique.

Je crois que la situation est littéralement explosive dans une multitude de pays dans le monde, que l'heure de l'affrontement direct et violent entre les classes approche, il est inévitable et nous le souhaitons évidemment, même si les masses n'y sont pas bien préparées, peu importe. Cela pourrait prendre immédiatement la tournure d'un règlement de compte général ou d'une guerre civile au cours de laquelle les masses se radicaliseraient très rapidement et la situation s'éclaircirait d'un coup, ce qui nous paraît totalement impensable aujourd'hui, mais c'est ainsi que se déroulent les révolutions. Le travail de sape en profondeur du régime entrepris depuis des années sera enfin payant, et tous les obstacles à l'unité et à l'organisation des masses sur la voie du pouvoir s'évanouiront ou seront pulvérisés du jour au lendemain sous la pression de leur aspiration à en finir une bonne fois pour toute avec le régime tyrannique en place, après les cruelles souffrances qu'il leur a infligées notamment depuis mars 2020...

Cela va peut-être prendre encore un peu de temps, en attendant il faut s'armer de patience et ne rien céder. Des centaines de milliers de militants, des millions de travailleurs en France et dans de nombreux pays n'attendent que cette occasion pour se tourner vers le socialisme, ils n'en ont pas encore conscience, c'est l'évolution de la situation ou sa radicalisation qui leur fournira. Ayez confiance dans ces militants, dans les masses, dans la classe ouvrière, dans les couches les plus progressistes des classes moyennes, bientôt ils auront l'occasion de manifester le meilleur d'eux-mêmes, ne les jugez pas, ils vous ressemblent, si vous ne pouvez pas contenir votre rage ou votre haine légitime, tournez-les vers ceux qui détiennent du pouvoir et qui vous pourrissent la vie.

Personne ne peut imaginer que tout un peuple pourrait se résigner au sort atroce que lui réserve l'oligarchie financière, une fois passé le

moment de sidération ou de confusion extrême consécutif à un coup d'Etat, il va se soulever pour briser ses chaînes et conquérir son émancipation, ou alors cela en serait fini de la civilisation humaine. Cela vaut pour tous les peuples de la planète.

Un dernier mot.

J'archiverai les derniers articles dans quelques jours, je modifierai aussi les pages d'accueil des différentes rubriques pour que vous puissiez retrouver facilement les articles de référence. Si vous avez besoin d'un article et que vous ne le trouvez pas, écrivez-moi.

Haut de page

Haut de page

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 08 octobre 2021

La causerie de septembre est disponible en pdf, 111 pages.

Demain si possible, je rajouterai une troisième (infos d'actualités) et quatrième (santé) partie à la causerie. Je suis très fatigué et je croule sous les emmerdements.

Inutile de perdre son temps avec les infos que vous avez déjà lues ailleurs ou les trucs dont vous avez entendu parler qui usent de la salive et occupent du temps de cerveau pour rien, il est limité.

En gros, tout ce qu'ils n'ont pas pu détruire en vies humaines, infrastructures, équipements industriels, faute de ne pas pouvoir recourir à une troisième guerre mondiale qui serait chimique, biologique, thermonucléaire, ils ont décidé d'y parvenir autrement avec le consentement des masses. Pourquoi ? Parce que la crise du capitalisme l'exige, comme chaque fois, pour faire bref. Comment ? C'est très simple, en terrifiant la population avec une arme biologique sans doute de leur fabrication, un coronavirus, qui somme toute n'est pas plus dangereux que celui de la grippe, en l'empêchant de se soigner avec les molécules efficaces et pas chères existantes, pour faire un maximum de victimes et réaliser un maximum de profit par la même occasion, de manières à ce qu'elle se transforme en OGM ou cobaye consentant de produits expérimentaux produisant une multitude d'effets secondaires, dont les victimes se compteront à long terme par milliards, et sous le règne de la terreur, adopter un dispositif coercitif ou totalitaire qui leur permettra de contrôler et orienter la totalité des activités humaines. La population ayant ainsi renoncé à toutes ses libertés individuelles et collectives au profit de sa sécurité ou sa survie, devrait être réduite en esclavage sans qu'elle dispose de moyens pour s'y opposer efficacement. Bref, la civilisation humaine et l'espoir de vivre un jour dans un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression disparaîtrait à tout jamais, tandis que ceux qui ont conçu ce plan ou cette stratégie seraient les maîtres incontestés du monde et possèderaient un droit de vie et de mort sur tout ce qui existe sur notre planète.

Ce n'est pas une vue de l'esprit ou une invention de cinglé, c'est exactement ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux. Parviendront-ils à leur fin ? Il est permis d'en douter, mais en attendant ce qui est certain, il suffit d'observer quotidiennement ce qui se passe, c'est qu'ils avancent rapidement dans cette direction sans rencontrer une véritable résistance du fait qu'elle est dénuée de conscience de classe ou ne se reconnait pas dans le socialisme qui est la seule alternative au capitaliste. J'en parle abondamment plus loin dans la causerie.

Qu'on soit très mal barré ou dans une merde noire, on aurait tort de ne pas le reconnaître, ce serait le meilleur moyen de ne jamais en sortir. Les bonnes ou généreuses intentions de certains n'ont jamais fait un programme politique, elles sont facilement récupérées et manipulées par toutes sortes d'opportunistes, de charlatans ou d'imposteurs professionnels. Elles sont comme les promesses électorales destinées à duper ceux qui veulent bien y croire ou qui ont la fâcheuse habitude de les confondre avec leurs désirs qu'ils prennent pour la réalité.

Le problème que l'on rencontre souvent en essayant de discuter avec des gens, c'est que dès que vous leur tenez ce genre de discours qui nécessite un minimum d'attention, ils ne veulent pas faire le moindre effort pour essayer de comprendre ce que vous leur dites, parce qu'ils ne sont pas habitués à entendre un tel discours, d'où la nécessité d'être clair et cohérent, et de s'assurer en permanence qu'ils suivent, sinon cela ne sert à rien de continuer ou on va perdre notre temps.

Le but du jeu si je puis dire, ce n'est pas qu'ils déclarent approuver votre démonstration ou partager vos arguments et vos conclusions. Non, ce qui est le plus important, c'est qu'ils réalisent que ce vous venez de leur décrire correspondait strictement à la réalité, et que ce que vous leur avez proposé pour intervenir dessus ou modifier son orientation conformément à leurs besoins et aspirations y figurait également d'une certaine manière ou en était issu, car pas plus l'orientation de la vie d'un homme ou de la société n'est figée ou unique, et quand ils en changent c'est parce que les matériaux existaient réellement ou leur permettaient, et non parce qu'un miracle se serait produit, et ce n'est pas dû non plus à la fatalité, qui relève de l'ignorance ou est étranger à la réalité et conduit à la résignation généralement.

Quand on dit que l'homme se distingue des autres espèces par sa faculté à pouvoir agir et modifier son environnement, on ne dit pas autre chose, c'est bien de la réalité que l'on parle et pas autre chose. Réduisons la réalité à sa plus simple expression, une pierre. Si l'homme la laisse là où elle est, elle va demeurer une pierre, mais si un homme la saisit et la taille, elle va devenir autre chose, une arme ou un outil. Et bien c'est exactement la même chose avec notre propre existence (condition) et la société ou en politique. Si on ne part pas de la réalité ou ou si on en fait abstraction, on n'aura jamais les moyens de prendre en main notre destin, on se privera des moyens pour orienter la société dans une autre direction que celle que les oligarques ou les capitalistes nous imposent.

Ce que j'ai voulu dire ici, c'est que la part réservée à la subjectivité doit être réduite au minimum dans notre discours, et lorsqu'il nous arrive de faire référence à une théorie ou un enseignement du passé, il faut prendre la précaution de s'assurer que les éléments que l'on soumet à la personne qui nous écoute ou nous lit sont bien reliés à la réalité qu'on évoquait avec elle, précaution que malheureusement on n'enseigne pas aux militants et rend leurs discours incompréhensifs, inaudibles, insipides ou suspects...

Le capitalisme aura encore de beaux jours devant lui ou le socialisme demeurera une utopie, aussi longtemps qu'on n'aura pas réalisé que, si la société est orientée dans une certaine direction, rien n'empêche de l'orienter dans une autre direction en partant également de la réalité, encore faut-il savoir de quoi se compose la réalité, quand on l'ignore, on peut s'illusionner à l'infini et rien sur le fond ne changera réellement.

Une dernière chose ou une recommandation. Il est parfaitement légitime de poser un tas de questions aux différents acteurs politiques, toutes les questions qui nous passent par la tête, et c'est leur devoir d'y répondre. Vous pouvez éliminer d'emblée tous ceux qui refusent d'y répondre sous un prétexte ou un autre, ainsi que ceux qui répondront à côté, vous pouvez être absolument certain que leurs intentions sont inavouables et nuisibles ou qu'en aucun cas ils oeuvrent pour notre cause. Libre à vous ensuite d'en tenir compte ou non, de leur accorder ou non votre confiance, quant à moi je m'en abstiendrai.

Quand quelqu'un vous dit : Vous n'avez pas confiance en moi, cela signifie généralement qu'il ne la mérite pas et il le sait. Moi, je ne vous le demanderai jamais, je viens justement de vous en expliquer les raisons, la seule chose qui compte, c'est que chacun prenne conscience de la réalité, et partant de là que tous ceux qui veulent sincèrement changer la société ou partagent la même cause, la même orientation se rassemblent...

Comme quoi on peut toujours tirer des enseignements du passé.

J'ai regardé les 2 premiers épisodes d'un documentaire sur 14-18 de CBS News, une des plus grandes télévisions américaines.

Ce qui est frappant, c'est le langage employé, durant 2 heures ils ont trouvé le moyen d'évacuer totalement l'aspect et l'origine économique de cette guerre, l'histoire y est abordée uniquement sur le plan politique qui par nature peut faire l'objet de toutes les manipulations possibles. Et c'est évidemment le cas ici. En regardant ces vidéos, tous les 5 ou 10 minutes je mettais en pause et je me disais à haute voix, voilà comment il faut traduire cela pour rétablir la réalité. Cependant, quand on a cela en tête en permanence et qu'on est très attentif à chaque expression employée par le commentateur, on s'aperçoit qu'il y a des failles dans leur discours politique.

Par exemple, les monarques de 9 Etats ou tous les belligérants appartiennent à la même lignée royale, pourquoi se font-ils une guerre aussi destructrice et horrible, par jalousie nous dit-on, qui peut gober une connerie pareille, le grand public qui leur voue un culte, il est là le problème aussi.

Si ce n'est pas eux qui décident si guerre il doit y avoir ou non après l'attentat de Sarajevo, qui d'autres pourraient-ils avoir le pouvoir d'en décider à leur place ou leur imposer ? Il n'y a qu'une seule réponse possible, ceux qui détiennent l'argent, le pouvoir économique, les banquiers et capitalistes qui voient dans la guerre un moyen de résoudre temporairement la crise du capitalisme et de renforcer leur pouvoir politique (sur les Etats) tout en s'enrichissant dans des proportions colossales en un rien de temps grâce aux moyens financiers et en matières premières que la guerre nécessite et engloutie aussitôt.

A un autre endroit le commentateur commettra une seconde erreur puis une troisième dans la foulée. Il dira que la veille de la déclaration de guerre, tous les ministères étaient vides, tous les ministres étaient absents ou en vacances, c'était l'été, en août... Question : On nous dit que toutes les armées européennes étaient sur le pied de guerre depuis des semaines, les préparatifs de la guerre étaient déjà bien avancés de part et d'autre, toutes les chancelleries semblaient l'ignorer totalement, on festoyait en haut lieu comme si de rien n'était, etc. mais alors qui était en train de mettre les dernières touches à cette guerre, qui était en train de tout organiser, qui donnait les ordres ou gouvernaient sinon l'armée alliée au capitalisme financier et industriel qui devaient en tirer profit.

Tout ce volet capital de la guerre est totalement occulté dans ce documentaire ou le récit de cette guerre qui figure dans les manuels scolaires ou la mémoire collective. Après on entend dire que les masses n'ont rien retenu de cette expérience et qu'elles en seraient coupables. Pas du tout, on leur a menti sur toute la ligne et elles n'ont retenu que ces versions frauduleuses de la réalité.

Maintenant tu peux faire un parallèle avec ce qui se passe de nos jours, c'est exactement la même chose à la virgule près, absolument tout y est quand tu compares ce documentaire et le traitement actuel de l'actualité. Ils ont fabriqué une pandémie, comme ils avaient fabriqué cette guerre et toutes les autres.

Tout se tient, bien que les époques soient distantes d'un siècle, les procédés de manipulation des masses n'ont pas changé, à ceci près qu'aujourd'hui ils disposent de moyens plus sophistiqués (les réseaux a-sociaux) qui leur permettent d'enrôler la population dans leur aventure guerrière.

Je crois qu'on peut encore tirer de nombreuses leçons des expériences du passé, on doit l'étudier encore et encore. C'est pour cela aussi qu'ils tiennent tant à le faire disparaître totalement, par exemple en déboulonnant des statues ou en changeant des noms de rues par exemple... Ils réécrivent en permanence le passé, parce qu'ils savent que l'analyser sérieusement permet de mieux comprendre le présent, et ils n'y tiennent pas vraiment, on les comprend.

La dimension économique de la lutte des classes doit être mise au premier plan, c'est la leçon politique que je tire de cette expérience et de ce documentaire. Le lien entre l'enrichissement monstrueux des oligarques depuis janvier 2020 et les sacrifices imposés aux masses, est explosif. Il ne peut que les faire douter des réelles intentions de ceux qui gouvernent en France et ailleurs, et auxquels elles attribuent de bonnes intentions, aider

au murissement de leur conscience politique...

Dans ce document, vous trouverez pas mal de données sur la nature du régime qu'ils veulent nous imposer.

- Technocratie (11 pages)
- Cette causerie au format pdf (34 pages)

PREMIERE PARTIE

Tout un programme. Quand l'oligarchie sera une espèce en voie de disparition, à ce moment-là seulement vous pourrez espérer un monde meilleur, d'ici là combient de générations d'innocents auront été sacrifiées ?

- **Sans l'admettre, nous sommes déjà convertis au transhumanisme par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 5 octobre 2021**

LVOG - Je tiens à préciser que l'objet de cette polémique est purement politique ou idéologique. La situation se radicalise, les discours aussi et la polémique également, normal.

RV - Le monde change très vite. Durant l'épidémie de Covid, l'argent s'est concentré dans quelques mains. Les nouveaux oligarques sont transhumanistes. Sans nous en rendre compte, nous avons déjà admis leur idéologie et nous commençons à la mettre en pratique. Les médecins occidentaux ont renoncé à soigner cette maladie et il nous semble évident de tout miser sur l'ARN messager. Peu importe que cette stratégie soit mortifère. C'est désormais ainsi que nous pensons.

Extraits commentés.

- Le confinement, dû à la réaction politique à la Covid-19, a favorisé une redistribution mondiale des richesses en faveur de quelques acteurs de l'Internet

JCT - On assiste plutôt à une accélération d'un processus politique entamée depuis 3 décennies.

- Il existe désormais des écarts de richesses stratosphériques entre quelques super-milliardaires et les peuples.

JCT - C'était déjà le cas avant. Souvenez-vous, 48 milliardaires possédaient déjà l'équivalent des richesses détenues par plus de 3 milliards des plus pauvres de la planète, je n'invente rien.

- Dans la pratique, les systèmes démocratiques ne résistent pas à ces écarts de richesse, soudains et gigantesques.

JCT - C'était déjà le cas avant, mais peut-être que vous venez de le découvrir ou plutôt, pourquoi faites-vous semblant de l'ignorer ? On aura la réponse plus loin.

- Comme toujours dans les périodes de changement de système politique, la classe sociale qui aspire au Pouvoir impose son point de vue. Ici le transhumanisme.

JCT - A ceci près qui rend caduc cette analyse, le transhumanisme n'est pas une classe sociale, c'est un secteur de l'économie capitaliste, tout comme l'armement par exemple. Hormis son pendant, la classe ouvrière, le capitalisme n'a engendré aucune autre classe sociale depuis son avènement.

- La technique remplacera bien des hommes comme la science a remplacé les superstitions.

JCT - Une évolution du machinisme, à ceci près que le machinisme surgit à l'aube du capitalisme, et le transhumanisme à son crépuscule... Si "la science a remplacé les superstitions", c'est uniquement parce qu'elle devait contribuer au formidable développement des forces productives sous le capitalisme. Votre interprétation mythologique du processus historique relève de la mystification ou de l'obscurantisme, contrairement à son interprétation matérialiste qui nous éclaire...

- Pour imposer sa nouvelle Doxa, ces très grandes fortunes commencent à contrôler ce que nous pensons et à nous contraindre d'agir selon cette nouvelle idéologie.

JCT - En réalité, elle a commencé depuis plus d'un demi-siècle en arrière grâce à des instruments de propagande de plus en plus sophistiqués.

- Je ne suis pas médecin. J'ignore ce que valent ces différents produits.

JCT - Qu'est-ce que cela signifie, sinon que 99,99% de la population n'étant pas médecin non plus, elle n'aurait pas d'autre choix que se fier à ce qu'elle entend marteler 24h/24 à la télévision, à la radio ou lit dans la presse écrite, puisque ce qui provient d'autres sources est nié ici, quelle imposture! Quel témoignage de servilité qui ne peut que profiter à Macron et ses maîtres.

Car pas besoin d'être médecin pour prendre conscience de la valeur de ces différents produits prescrits avec succès dans le monde entier, y compris des Etats à des centaines de millions d'habitants ou de patients. C'est une honte d'écrire cela, après que des centaines d'études menées par des scientifiques du monde entier ont démontré l'efficacité de ces molécules (L'hydroxychloroquine ou l'ivermectine associée à l'azithromycine notamment). Quel déni insupportable !

- Le transhumanisme (...) n'a pas la même influence hors d'Occident.

JCT - Présenté de cette manière, c'est un truc qui a été conçu avant tout pour les nantis qui bénéficient d'un mode de vie confortable par rapport à celui des habitants "hors d'Occident", qui sont déjà très (trop) pauvres et sans droit ou voués pour la plupart aux mêmes conditions que celles que le transhumanisme réserve aux occidentaux. Hors d'Occident, les rapports sociaux et politiques de la plupart des régimes s'apparentent davantage à ceux de l'Ancien Régime, plutôt qu'à ceux des républiques démocratiques oscillant entre bonapartisme et dictature qui prévalent en occident.

- Comme nous avons tous renoncé à expérimenter des soins de la Covid, nous avons tous adhéré à l'ARN messager et maintenant au passe sanitaire. Nous sommes mûrs pour entrer dans ce nouveau régime.

JCT - J'ignore si vous parlez pour vous ou si vous vous exprimer au nom du régime, et si ce n'était pas le cas, sachez que vous n'avez aucune légitimité pour vous exprimez au nom de la population, car contrairement à ce que vous affirmez, tous les médecins ou patients n'ont pas "renoncé à expérimenter des soins de la Covid", de plus, des millions résistent et vous passez sous silence que davantage encore se sont fait vacciner sous la contrainte pour ne pas perdre leur emploi, notion qui vous échappe ou que vous ignorez. On ne vit décidément pas dans le même monde, et on ne représente pas non plus les mêmes intérêts.

- Il est absurde de le qualifier de « dictature » ; un concept de l'ancien monde. Nous ne savons pas encore ce que sera ce nouveau régime, pourtant nous le construisons déjà.

JCT - Le régime qui est en train de se mettre en place sous nos yeux et les conséquences que nous subissons déjà quotidiennement sont suffisamment atroces pour le qualifier de dictature. Mais je le répète, apparemment nous ne vivons pas dans le même monde, ceci explique cela.

- Les États sont menacés par les très grandes fortunes mentionnées plus haut, généralement bien plus puissantes qu'eux. En effet, les États ont surtout des charges fixes et ne disposent que de très petites marges de manœuvre.

JCT - En réalité, les État disposent des "marges de manœuvre" qu'ils veulent bien se donner ou non. S'ils n'en disposent pas, c'est parce qu'ils ont abdiqué leur pouvoir au profit des "très grandes fortunes" et pas autres choses, ils en portent donc la responsabilité, ce qu'évidemment vous refusez d'admettre, puisque vous avez toujours soutenu ces États qui faisaient le jeu des "très grandes fortunes" par solidarité idéologique.

Tous ceux qui continuent de défendre ces Etats, au lieu de combattre pour les abattre pour ensuite anéantir la capacité de nuisance des "très grandes fortunes" notamment, sont infailliblement voués à se débattre dans des contradictions inextricables, à l'impuissance ou à radoter des lieux communs.

- L'histoire des sciences fourmille d'exemples de ce type : presque tous les grands découvreurs ont été combattus par le « consensus scientifique » de leur époque. La plupart du temps leurs idées n'ont pas pu triompher avec des démonstrations, mais avec la mort de leurs contradicteurs : les leaders du « consensus scientifique ».

JCT - Donc en guise de conclusion et de proposition, pour s'opposer à l'instauration de ce nouvel ordre mondial totalitaire, vous nous dites que les générations actuelles n'auraient pas d'autre perspective que subir le sort cruel qui leur a été réservé, jusqu'à ce que ses monstrueux concepteurs et profiteurs disparaissent, parce qu'ils n'auraient pas conçu ce modèle de société justement pour perpétuer la survie de leur espèce, de manière à ce qu'elle puisse continuer à imposer sa domination de classe aux générations futurs d'esclaves.

En évacuant de votre analyse l'économie, la crise du capitalisme et la lutte des classes, qui malgré tout ou malgré vous transparaissent tout de même parce qu'il est impossible de les faire totalement disparaître, vous ne pouviez qu'en arriver à cette conclusion somme toute assez pitoyable, qui est un aveu d'impuissance, auquel conduit infailliblement le refus de rompre avec le capitalisme et son idéologie.

Une préoccupation hygiénique suspecte : Papier cul !

Initialement paru dans le blog du Dr. Maudrux et Zola.

Investigation. "Pandora Papers" : Une nouvelle imposture dans laquelle plus d'un va tomber.

LVOG - Demandez-vous toujours qui vous informe, quelle en est la source ?

Il s'agit ni plus ni moins d'une nouvelle opération de propagande dirigée par le Forum économique mondial pour discréditer la notion d'Etat au profit de l'oligarchie financière, qui entend concentrer tous les pouvoirs, y compris politique, et gouverner sans partage le monde au détriment des peuples ou de leurs représentants...

- "Pandora Papers": les milliards offshore de dizaines de dirigeants exposés par un groupe de journalistes - AFP 4 octobre 2021

AFP - Créé en 1997 par le Centre américain pour l'intégrité publique, l'ICIJ est devenu une entité indépendante en 2017.

Son réseau compte 280 journalistes d'investigation dans plus de 100 pays et territoires, ainsi que quelque 100 médias partenaires.

L'ICIJ s'est fait connaître, début avril 2016, avec la publication des "Panama Papers", une enquête appuyée sur quelque 11,5 millions de documents provenant d'un cabinet d'avocats panaméen.

Plusieurs dirigeants, dont le Premier ministre tchèque, le roi de Jordanie ou les présidents du Kenya et d'Equateur, ont dissimulé des avoirs dans des sociétés offshore, notamment à des fins d'évasion fiscale, selon une enquête publiée dimanche par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ).

L'enquête, à laquelle ont collaboré environ 600 journalistes, est baptisée "Pandora Papers", en référence à la légende de la boîte de Pandore. Elle s'appuie sur près de 11,9 millions de documents, qui proviennent de 14 sociétés de services financiers, et a mis au jour plus de 29.000 sociétés offshores.

Au total, des liens ont été établis par l'ICIJ entre des actifs offshores et 336 dirigeants et responsables politiques de premier plan, qui ont créé près de 1.000 sociétés, dont plus des deux tiers aux Iles Vierges britanniques. AFP 4 octobre 2021

LVOG - On a gardé le meilleur pour la fin.

AFP - Pour Maira Martini, chercheuse au sein de l'ONG Transparency International, cette enquête apporte une nouvelle "preuve claire que l'industrie offshore fait le jeu de la corruption et de la criminalité financière, tout en faisant obstruction à la justice". AFP 4 octobre 2021

LVOG - Pour ne pas vous faire manipuler par les médias, ONG, leurs agents masqués ou complices ou autres blogueurs, intervenants dans les réseaux (a)sociaux qui relaieront cette info sans vous expliquer quelle était la réelle signification politique de cette opération, suivez le guide.

Qu'est-ce que c'est Transparency International? Devinez ?

- L'organisation a été fondée à Berlin en 1993 par Peter Eigen, ancien directeur de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Est et l'Amérique latine de 1975 à 1991, ainsi que par Michael J. Hershman, ancien membre des services de renseignement de l'armée américaine, Frank Vogl, conseiller en communication pour le monde de la finance également passé par la Banque mondiale, et l'homme d'affaires George Moody Stuart.

- Selon le journal Le Monde diplomatique : « Dans ses principales enquêtes, Transparency International ne mesure pas le poids de la corruption en termes économiques pour chaque pays. Elle élabore un indice de perception de la corruption (IPC) à partir d'enquêtes effectuées par des structures privées ou par d'autres ONG : l'Economist Intelligence Unit, adossé à l'hebdomadaire libéral britannique The Economist, l'organisation néoconservatrice américaine Freedom House, le Forum économique mondial, ou encore de grandes sociétés. (...) L'IPC ignore les cas de corruption qui concernent le monde de l'entreprise.

- L'organisation reçoit en outre des financements d'entreprises faisant elles-mêmes l'objet de condamnation pour des faits de corruption.

- Elle indique avoir perçu sur le même exercice (2015) 3 982 717 euros de subventions des institutions de l'Union européenne.

Source - Wikipédia : https://fr.wikipedia.org/wiki/Transparency_International

Qu'est-ce que le Center for Public Integrity (CPI) ?

Le Center for Public Integrity (CPI) (littéralement « Centre pour l'intégrité publique ») est une organisation de journalistes d'investigation, sans but lucratif, créée en 1989 par Charles Lewis (en), basée à Washington aux États-Unis.

Le Centre reçoit des dons, entre autres, de 7:

La Open Society Foundations
La Sunlight Foundation (une autre fondation mise en place par George Soros)
La Fondation Ford
La Fondation des frères Rockefeller
La Fondation de la famille Rockefeller
La Fondation W.K. Kellogg

Source : Wikipédia : https://fr.wikipedia.org/wiki/Center_for_Public_Integrity

LVOG - Voilà, vous savez à quoi vous en tenir. Il faut démasquer leur imposture et leur stratégie, sinon on ne sera jamais crédible et on ne pourra jamais les combattre efficacement, pour les vaincre évidemment, notre unique objectif.

Réponse argumentée au commentaire de Charly du 4 octobre 2021, à propos de "Pandora Papers".

https://www.covid-factuel.fr/2021/09/09/forum-covid-sept-oct-2021/comment-page-2/#comment-69575

– Diversion

C'est le mot qui en effet correspond le mieux à la définition ou au rôle que ce type de supports (Blast) devait être amené à remplir, ou c'est à cet effet que le législateur leur accorda généreusement un espace, sachant à l'avance quel usage leurs propriétaires en feraient ou quel parti ceux qui détiennent le pouvoir pourrait en tirer, cela vaut pour l'ensemble des médias dits alternatifs qui présentent tous la particularité de partager la même orientation idéologique, vous aurez deviné laquelle, pas la mienne, celle des capitalistes.

Selon vous, il serait inutile de dévoiler la nature et l'objet d'une opération qui s'inscrit dans le prolongement de celle enclenchée au début de 2020, au cours de laquelle un gang mafieux et criminels d'oligarques usa de son pouvoir pour imposer sa politique totalitaire à tous les Etats de la planète ou se substituer aux représentants élus de tous les peuples. Pourquoi ne devrions-nous pas saisir cette occasion pour aider la population à prendre conscience de sa signification politique ?

– Ils vont dire.

Qui, les oligarques ? Pourquoi, devrait-on s'exprimer en fonction de ce qu'ils pensent ? Drôle de conception de l'indépendance.

– C'est une non-info.

Parce que vous croyez qu'ils n'ont que cela à foutre ces gens-là, vous les prenez pour qui ?

– En revanche, Blast…

Quand simultanément 100 médias publient la même info dans une centaine de pays et révèlent les pratiques financières inavouables d'un certain nombre de chefs d'Etat ou de gouvernement en exercice susceptible de porter préjudice à leurs Etats, vous décrétez que c'est de la non-info, mais quand un média pratiquement inconnu sort une banale histoire de pot-de-vin digne d'un fait divers entre trois clampins appartenant au passé et un monarque d'un micro-Etat sur le planisphère, le Qatar, là c'est du consistant, ça c'est de l'info. Bravo !

– Qui ignore

Vous avez raison, personne n'ignore que Sarkozy était corrompu, pourri jusqu'à l'os, alors qu'est-ce que cela va nous apporter d'en savoir un peu plus sur ce parvenu ignoble, je vais vous le dire, que dal, tout le monde s'en tape complètement ! Ou si, pour le coup, cela allait m'échapper, comme la talonnette a largement contribué à discréditer l'Etat au profit de l'Union européenne ou l'Otan politique contrôlée par l'oligarchie financière américaine, vous ne l'avez pas oublié n'est-ce pas, Blast participe à cette opération à sa manière, dans la mesure où le rôle qu'a joué Sarkozy à ses côtés ne sera pas mis en évidence.

Rassurez-vous, Blast n'est pas le seul, il y a plein de médias genre le Canard enchaîné, Médiapart, etc. qui font dans le pétard mouillé, le roman policier mondain, le scandale à deux balles qui se termine toujours par un non-lieu, puisque finalement le monde continue comme avant et on n'est pas plus avancé, l'explication figure plus loin.

Si je n'irai pas jusqu'à dire qu'ils seraient inutiles, bien que je m'en sois toujours passé et j'estime être suffisamment informé pour analyser la situation, il n'en demeure pas moins qu'ils sont également nuisibles pour la cause que nous défendons, et ils n'ont rien d'indépendant contrairement à ce qu'ils affirment. D'ailleurs, ceux qui ne le savaient pas ont eu l'occasion de s'en apercevoir depuis janvier 2020, n'est-ce pas ? Je n'invente rien.

Je vais vous dire un truc dans le même registre. A force de proclamer quotidiennement au peuple à quel point l'Etat, les institutions, les partis politiques sont pourris, il a fini par le croire et s'en détourner, ce qui était le but recherché, et il a laissé à l'oligarchie ou à la technocratie le champ libre pour occuper le terrain de la question du pouvoir politique, si bien qu'il n'en a plus aucun !

Notez bien que c'est exact qu'ils sont pourris, à ceci près que la portée ou la signification politique est totalement différente, quand on propose une alternative politique pour éviter que la situation ne devienne inextricable ou désespérée, comme c'est le cas aujourd'hui, or aucun de ces médias n'est en mesure d'en proposer une pour la raison exposée plus haut.

Si vous préférez, tout est résumé ici.

Denis Robert – Le problème, ce n'est pas le capitalisme, c'est ce qu'ils en font.

Et de conclure :

Denis Robert – Qu'est-ce qu'on attend pour siffler la fin du match.

Je partage son constat qui est remarquable, mais sans proposer ou seulement faire allusion à la moindre perspective ou alternative politique, que vaut-il ? Rien, et il le dit lui-même.

La différence entre Robert et moi, c'est que moi je vais au bout de mon analyse, et j'en tire une conclusion opposée à la sienne que je dois combattre.

https://www.blast-info.fr/articles/2021/le-capitalisme-detruira-tout-IhWgXknyTWWIkl12kqMtSw

Et logique, le déni par un médecin de tout traitement hormis les "vaccins", c'est ici :

https://www.blast-info.fr/articles/2021/malgre-les-millions-des-morts-les-affaires-sont-les-affaires-jpQwv6YgRyypLERyRZ5fFw

Là, c'est carrément délirant.

https://www.blast-info.fr/articles/2021/covid-19-comment-leur-faire-confiance-apres-leurs-mensonges-U0iIPlxrQ96dkQQR1Rt_ww

---

A ceux qui se demandent naïvement qu'est-ce qui se passe.

Décentraliser le contrôle - 30 septembre 2021

https://odysee.com/@JeanneTraduction:a/PatrickWoodMarkSkidmore:f

A 10:19 - Patrick Wood, la technocratie a pris le pouvoir.

Cette démonstration est très intéressante et confirme mon analyse, à ceci près que le capitalisme et la lutte des classes ne disparaissent pas, les intervenants suivants le souligne à leur manière.

Tout ce qu'ils proposent relève de la démagogie pure et illustre leur impuissance, en fait, leur refus d'affronter l'oligarchie contrairement aux apparences. Leurs propositions d'action sont d'une stupidité incroyable, d'un niveau tellement médiocre qu'on en arrive à se poser une question : Mais comment ces grands intellectuels ne s'en aperçoivent-ils pas eux-mêmes ? Réponse : Parce qu'ils s'en foutent, aucun d'entre eux n'appartient aux couches les plus défavorisées de la société, ils n'ont pas vraiment envie de la changer.

Il en va de même de tous ces retraités qui ont de quoi vivre confortablement jusqu'à la fin de leur vie, à part papoter, cela ne les engage à rien finalement, hormis se donner bonne conscience ou se rassurer parce qu'ils craignent de recevoir des mauvais coups. C'est uniquement pour cela qu'ils cherchent à savoir ce qui se passe, quant au reste ou ce qui ne les concerne pas directement, comme par le passé ils s'en foutent, il ne leur viendra pas un instant à l'esprit, que si nous en sommes rendus là, c'est aussi ou surtout à cause d'un tel comportement.

C'est la raison pour laquelle ils ne sont pas crédibles ou n'inspirent pas confiance, ils sont bourrés de contradictions et d'illusions qu'ils sont incapables d'assumer ou qui sont franchement détestables, car finalement ils préfèrent encore cautionner le régime en place plutôt que concevoir qu'il faudrait le renverser ou qu'il existerait vraiment une alternative.

En fait, toutes ces ONG ou organisations vous manipulent, elles sont instrumentalisées par l'oligarchie qui les finance, elle, c'est la tête, vous les jambes ! Moi, je ne marche pas ! Par exemple, prenez l'ONG dont le logo figure en haut de l'écran à gauche et qui patronne cette vidéo. Elle a été fondée par Robert F. Kennedy Jr., et elle a reçu 145,400 $ en 2020 de JPMorgan Chase, une des plus grandes banques mondiales, dans le cadre du Paycheck Protection Program dépendant du gouvernement fédéral des Etats-Unis (source : Wikipédia).

Les oligarques n'investissent jamais à fond perdus, n'est-ce pas ? Mais pourquoi financent-ils des organisations qui combattent leur stratégie ? Tout simplement parce qu'elles servent à encadrer les mouvements de protestation de la population qu'elles mèneront systématiquement dans une impasse. Friday for the climate ou Black Lives matter par exemple en font partie, comme des dizaines ou centaines de milliers d'autres dans le monde. Tout ce qui leur permet de maintenir les masses à l'écart de la lutte des classes et de les empêcher de trouver une issue politique à la crise du capitalisme est bon à prendre.

Leur ennemi, ce n'est pas le terrorisme, le climat, un virus, c'est cette issue politique, l'alternative au capitalisme, le socialisme, ce qui est normal de leur point de vue de classe. Le plus navrant, c'est que dans le camp d'en face, le nôtre, nombreux sont ceux qui partagent le même ennemi ou en arrivent à cette épouvantable confusion, ce qui prouve au passage que leur niveau de conscience politique n'a jamais évolué ou il est quasiment nul !

Comme quoi je n'invente rien, hélas ! Lu dans quelques commentaires hier, passons sur ceux qui ont deux révolutions de retard, bravo ! Ils copient leurs maîtres qui effacent le passé...

Voilà ce à quoi ils ont fini par vous convaincre,

- Le grand soir n’est qu’une illusion de plus

- Fini tout ça la les "révolutions"

A croire que cela les arrange, c'est juste une supposition, sans doute justifiée.

- impensable irréalisable, plus de peuple comme au 17eme

Encore un qui a oublié la Commune de 1871 !

- plus de classe ouvrière depuis le début du 20ème siècle

Ben voyons, on va loin avec un tel déni de la lutte des classes ou de la réalité. Qu'est-ce que cela signifie, sinon que le capitalisme est généreux et que sous ses auspices nous sommes voués à un avenir radieux, il est vrai que "le monde d'avant" était tellement merveilleux, il y en aura toujours pour le croire.

@ à masquarenc

Pour mémoire.

Les sornettes que de vrais ou faux opposants au régime, fabriqués, autoproclamés, mythomanes, débitèrent à l'endroit des ignorants ou des crédules, de nos jours ils sont relayés par les "lanceurs d'alerte" et les réseaux (a)sociaux. La liste suivante est loin d'être exhaustive.

- Autrefois, il y a eu ceux qui prédirent que les chars de Moscou allaient défiler sur les Champs-Élysées après mai 81 (je vous rappelle que j'ai toujours été un féroce antistalinien),

- Puis il y a eu ceux depuis la construction du mur de Berlin, puis l'affaire de la Baie des Cochons (Cuba) jusqu'à nos jours, qui prévirent une 3è guerre mondiale thermonucléaire,

- D'autres, notamment des économistes financiers véreux, prévoient tous les quatre matins depuis des décennies un krach digne de 1929, sinon l'effondrement du dollar, qui entre nous depuis longtemps ne vaut même plus le prix de l'encre et du papier pour l'imprimer,

- Sinon vous avez aussi ceux qui vous racontent depuis bien avant Maastricht que l'UE allait imploser, disparaître,

- Vous avez aussi les prophètes qui prévoyaient la raréfaction du pétrole à partir des années 70,

- Sans oublier ceux qui nous racontèrent que les institutions de la Ve République allaient disparaître parce qu'elles auraient été conçues uniquement pour l'UDR ou le parti de l'ordre (gaulliste) de la fin des années 50, ou elles n'auraient été compatibles avec aucune autre majorité parlementaire, dès la fin des années 70 ils prédisaient sa chute la semaine suivante ou elles ne résisteraient pas à mai 81,

- Etc. etc. etc.

Question : Quand on sait ce qu'il advint vraiment, cela ne devrait-il pas faire réfléchir ?

Ne devrait-on pas faire l'inventaire de toutes les croyances que les uns et les autres ont colportées depuis disons 1945 ? On peut ajouter les interprétations officielles des grands évènements qui ont marqué le XXe siècle qui ont toujours cours, et qui pratiquement toutes étaient frauduleuses.

Peut-être que cela pourrait nous aider à mieux comprendre comment et pourquoi nous en sommes arrivés là, non ? Cela fait deux décennies que je

me livre à ce travail inlassablement et modestement dans mon trou en Inde, alors quand on cherche à me faire passer pour un ignorant, un illuminé ou un abruti, habituellement je ne réponds pas, je souris !

Juste un mot, plus la place d'évoquer "les lanceurs d'alerte", qui peuvent être parfaitement sincères, mais qui sont instrumentalisés, ce dont la plupart des gens ne s'aperçoivent pas forcément...

- Les riches en tous genres planquent leur fric dans les paradis fiscaux, quelle découverte !

- La NSA et Cie nous espionnent, quelle découverte !

- La CIA se livrent à des activités illégales à travers le monde, quelle découverte !

- Etc. etc. etc.

Le tableau ne serait pas complet sans les lanceurs de fake news.

- Le réchauffement climatique serait d'origine anthropique (dû aux activés humaines),

- Une pandémie virale sévit sur toute la planète,

- Etc. etc. etc.

DEUXIEME PARTIE

Mes commentaires dans le blog du Dr. Maudrux-Zola

Certains lecteurs de ce blog ont témoigné à plusieurs reprises leur irritation après la publication de commentaires politiques, en revanche les renvois vers Zemmour, Philippot, Asselineau, etc. que nous estimons infréquentables, ne les incommodent pas vraiment. A les entendre, une seule idéologie aurait le droit d'être représentée, pas la nôtre évidemment. Mais les propriétaires de ce blog sont de véritables démocrates, tout du moins jusqu'à présent, puisqu'ils me ou nous laissent nous exprimer librement.

Posons-nous quelques questions pour répondre à tous les censeurs en général.

Ne nous dit-on pas que la crise actuelle est de nature politique plutôt que sanitaire ? Ne nous dit-on pas que les mesures adoptées par Macron sont politiques et non sanitaires ? Ceux qui appellent à des rassemblements ou des manifestations ne seraient-ils pas des acteurs politiques ? Quand une multitude de lecteurs manifestent leur incompréhension de la situation politique et expriment le souhait d'essayer de comprendre ce qui se passe réellement, ne faudrait-il pas leur donner des éléments de réponse pour qu'ils puissent librement se faire leur propre idée ? La confrontation des idées ne serait-elle pas profitable à l'émergence de la vérité et à l'exercice de la démocratie, dès lors que le débat est loyal et respectueux ?

Même Tardieu qui a l'air d'un rustre ou d'un fanatique respecte ces règles, alors qu'on ne nous fasse pas un mauvais procès qui ne pourrait profiter qu'à nos ennemis.

Des commentaires plutôt politiques

@ à michele TC

Essayez l'électrochoc.

Fournisseur-leur des liens vers des documentaires sur l'Allemagne de 1933 à 39, sur la France de 41 à 44 où l'on voit d'immenses salles, places ou stades où s'entassaient des foules fanatisées, qui vouaient un culte aux barbares éructant leur haine envers tous ceux qui ne leur ressemblaient pas, cela les refroidira peut-être un peu ou les questionnera tellement c'est terrifiant. Quand on ne l'a pas vécu soi-même, on se demande si cela a vraiment existé.

Vous pouvez aussi essayer une autre méthode qui consiste à prendre le contre-pied.

Par exemple, vous pouvez vous interroger à haute voix, comment se fait-il que la majorité des gens aient pu croire qu'un avion de 38 mètres d'envergure percutant la façade d'un bâtiment aurait pu disparaître dans un minuscule trou de 5 mètres de diamètre sans se disloquer sous l'effet du choc? C'est grotesque et il y en a encore qui y croient !

Vous pouvez aussi y aller progressivement.

Comment se fait-il que des poutres en acier trempé de 10 cm d'épaisseur, dont le point de fusion se situe à 1480°C, aient pu se tordre comme de la guimauve et devenir liquide au contact de kérosène, dont la température ne dépasse pas 815°C quand il brûle ? Impossible évidemment. Et pourtant.

Ensuite vous enfoncez le clou.

Comment expliquer qu'on ait retrouvé dans les décombres du WTC de la thermite pouvant atteindre 2204°C, "utilisée le plus souvent pour souder ou faire fondre de l'acier (...) et permettant la découpe de métal. (Wikipédia), sinon qu'elle avait été placée là spécialement à cet usage ? Les autorités n'ont jamais répondu à cette question, et pour cause.

Comme quoi tout s'explique.

- tous ces professeurs, tous ces journalistes, tous ces politiques, tous ces pays qui disent la même chose pourquoi auraient-ils tort ?

Pourquoi pas comme on vient de le voir.

Qu'ont-ils en commun ? Ils partagent la même idéologie et ils ne tiennent pas à la trahir. Mais ce n'est pas suffisant comme explication, parce qu'il y en aura parmi eux qui émettront des avis divergents sans pour autant avoir l'impression de la trahir, et selon les circonstances ils pourront également être censurés.

Dans toute idéologie il y a le fond et la forme, le fond, c'est ce que tous les partisans d'une idéologie ont en commun, c'est donc sur la forme qu'ils peuvent diverger ou présenter des nuances... (Ce point mériterait d'être développé)

Il arrive parfois à notre époque, que le clan le plus puissant de l'oligarchie financière parvienne à imposer son interprétation d'un évènement à tous ceux qui se situent aux échelons inférieurs de la pyramide qui représente l'ensemble de la société, de telle sorte que même si elle est erronée, elle se substituera à la réalité et elle fera office de vérité absolue ou de parole divine. C'est cette version qui s'imposera dans tous les médias à l'exclusion de toutes les autres et pénétrera dans tous les foyers.

Dès lors, tous ceux qui seront en charge de communiquer sur cet évènement produiront uniquement cette version, qu'ensuite la majorité de la population vouant un culte aveugle ou inconscient au pouvoir reprendra en chœur. C'est également ainsi que fonctionnent tous les régimes tyranniques.

@à patounais et aux autres.

Vos intentions sont louables, mais vous vous bercez d'illusions une fois de plus, si je peux me permettre.

Ils sont également propriétaires des satellites, vous semblez l'avoir oublié, donc du jour au lendemain ils peuvent supprimer ou couper ce qu'ils veulent qui figure sur le Net.

Ils pourront aussi conditionner l'accès à votre boîte aux lettres électronique, vous l'interdire, le rendre payant à chaque connexion. Ils pourront même aller plus loin et rendre payant l'envoie ou la réception de chaque document, photo, etc. et lorsqu'il s'agira de documents administratifs, vous n'aurez pas d'autres choix que casquer !

Ils détiennent absolument tous les pouvoirs, mais vous continuez de l'ignorer ou vous vous obstinez à ne pas en tenir compte, je ne parle pas de vous en particulier, la population en général, que fait-elle sinon continuer d'identifier (dans le sens de confondre) ses aspirations démocratiques et légitimes à la nature de ce régime, qu'elle pare aujourd'hui comme hier de vertus ou de qualités qu'en réalité il n'a jamais eues ou qu'il a usurpées.

C'est ce qui explique ou permet de comprendre pourquoi toutes les actions entreprises contre le régime sont vouées à l'échec. Une fois qu'on a déterminé la nature sociale (ou de classe) du régime en place ou qu'on en a pris conscience, on n'a plus aucune illusion dans ses intentions, qui sont purement mercantiles et étrangères au bien-être ou aux besoins du peuple.

Souvenez-vous, tout le monde ou presque aveuglément salua l'avènement d'Internet se figurant que cela favoriserait la liberté d'expression et la démocratie, et c'est exactement l'inverse qui se produisit. Quelle connerie entre nous ! C'est à cela notamment qu'on mesure le degré d'inconscience de la population toutes catégories confondues, et à quel point elle est manipulable. Comment imaginer une seule seconde que le capitalisme financier pourrait favoriser l'expression de la démocratie qui est son pire ennemi, il fallait être tombé sur la tête ou prendre ses désirs pour la réalité

Mais qui s'est-il penché sur la signification politique d'une si stupide confusion, qui en a tiré des enseignements ? Personne apparemment ou on doit être une poignée dans le monde. Normal puisque dans l'inconscience collective on vivait soi-disant sous un régime démocratique, et non sous un régime combinant bonapartisme et dictature pouvant basculer dans le fascisme au gré de l'évolution de la crise du capitalisme, ce que nous sommes en train de vivre en ce moment.

J'en veux pour preuve qu'aujourd'hui on en est toujours au même point, la totalité des réactions à mes commentaires où j'évoquais la nécessité (historique) d'un changement de régime l'illustrent à merveille. A votre manière vous donnez raison à Thatcher : TINA, il n'existe pas d'alternative ! A suivre.

Dans la revue de presse quotidienne.

Le fascisme en passe de normalisation en France.

On expliquera plus loin pourquoi, je ne veux pas vous imposer ma prose, place à l'info.

- Brésil : la justice de Rio suspend le Pass sanitaire, une « dictature sanitaire » comparable à la propagande nazie - lemediaen442.fr 30 septembre 2021 https://lemediaen442.fr/bresil-la-justice-de-rio-suspend-le-pass-sanitaire-une-dictature-sanitaire-comparable-a-la-propagande-nazie/

Au Brésil, la justice suspend l'exigence du passeport vaccinal dans la ville de Rio. Dans la décision, le juge Paulo Rangel affirme que le passeport est une « dictature sanitaire », puis fait une analogie avec l'esclavage. « Si autrefois il y avait le marquage au fer et au feu des esclaves et du bétail, aujourd'hui c'est le carnet de vaccination qui sépare la société. Le temps passe, mais les pratiques abusives, illégales et rétrogrades sont les mêmes. »

Puis le juge Rangel continue la comparaison avec Hitler et les persécutions subies par les Juifs « Un autre qui savait bien inculquer au peuple la peur des ennemis était Hitler, qui par la propagande nazie, inculqua à la population, la peur des Juifs et des gitans. Il fallait les anéantir pour se défendre. »

(...)

« Je l'ai dit à une autre occasion et je le répète ici. Le décret divise la société en deux types : les vaccinés et les non-vaccinés… Le maire dit qui va marcher dans les rues ou pas : uniquement les vaccinés. Et les non-vaccinés ? Ceux-ci ne peuvent pas se déplacer dans la ville. Leur liberté de mouvement est restreinte. Ils sont marqués, étiquetés, piégés chez eux. Et aussi incroyable que cela puisse paraître, tout cela par le biais d'un décret. L'hypocrisie va jusqu'à ne pas remarquer que les transports en commun (BRT) sont bondés de monde. Métro, ferries, bus, idem. »

JCT - On sait pourquoi presque personne ne veut réellement en convenir. Parce que personne ne tient à en tirer les conclusions qui devraient s'imposer : on ne discute pas avec des fascistes, on n'attend rien de fascistes, on ne participe pas à une mascarade électorale sous un régime fascisant, on la boycotte, on rompt résolument avec tous les acteurs politiques qui soutiennent de près ou de loin un tel régime...

Cela demeure impossible tant qu'on conserve des illusions dans ce régime, on trouvera toujours des prétextes démagogiques pour refuser la perspective d'un changement de régime (économique et politique). On pourra toujours se retrancher derrière l'argument selon lequel il n'existerait pas d'alternative, foutaise, évidemment puisque les acteurs de cette alternative refusent de s'engager pour qu'elle se réalise, ce dont ils n'ont pas pris conscience, hélas ! D'où leurs petites arrangements avec la réalité et leur conscience.

C'était juste un constat et non une leçon ou un jugement, je précise, je ne me le permettrais pas.

- @à patounais

Patience.

On en est qu'à l'amuse-gueule. En face ils sont passés à l'offensive généralisée, autrement dit, ils se radicalisent de plus en plus ou leurs mesures sont de plus en plus violentes. Moi je n'appelle pas à la violence, mais quand elle vient de notre camp je ne la condamne pas, je la comprends, elle est légitime.

Non, le plus inquiétant c'est plutôt l'absence de radicalisation politique dans notre camps, qui est due essentiellement selon moi à l'absence d'un parti, comment dire, honnête, cohérent ou crédible, ouvrier, des travailleurs, des masses, républicain et démocratique, social ou socialiste, appelez-le comme vous voudrez peu importe, qui proposerait une véritable alternative économique et politique dans laquelle la classe ouvrière et les éléments progressistes des classes moyennes pourraient se reconnaître...

Cette force politique organisée n'existe pas malheureusement, alors la réaction qui en a parfaitement conscience à le champ libre et elle se croit tout permis, elle fonce et ravage tous nos acquis ou droits sur son passage, et ce n'est qu'un début.

Cela fait des années dans mon trou en Inde à l'aide de mon modeste portail, que j'essaie de susciter des vocations parmi les militants, cadres ou dirigeants qui pourraient prendre le relai et construire cette force politique qui nous fait tant défaut, en vain et j'en suis désolé, cela dit je continue inlassablement 24h/24 !

Donc je comprends d'autant mieux le désarroi qui s'exprime un peu partout, cela dit, personne ne doit culpabiliser ou désespérer ou se résigner.

Vous savez, contrairement à nous, nos ennemis ont parfaitement conscience de leurs intérêts de classe. Ils ont développé un niveau de conscience politique à toute épreuve. Ils ont élaboré une stratégie pour conserver leur hégémonie sur le reste de la société ou du monde, mais par-dessus tout il y a un facteur qui les obsède, qu'ils cultivent, qu'ils entretiennent minutieusement, qu'ils gardent en permanence à l'esprit, c'est la confiance, la confiance indéfectible dans leur pouvoir d'avoir la capacité de toujours venir à bout des conséquences qui découlent de l'évolution des contradictions inhérentes aux fondements (les inégalités sociales) de leur régime économique... Que cette confiance fasse défaut, et tout s'effondrerait autour d'eux et risquerait de les emporter également, d'où le besoin impératif que les peuples adhèrent à leur stratégie ou mieux la prennent en charge avec l'aide des médias, d'où au passage, l'utilité des réseaux (a)sociaux dont ils ont favorisé l'éclosion, qu'ils manipulent à leur guise.

Chez nous, qui a confiance en quelqu'un ou quelque chose, dites-moi ? Comment pourrait-on avoir confiance dans qui que ce soit, quand on n'est même pas foutu d'avoir confiance en soi, pour avoir cru si longtemps que le régime en place était à l'origine du progrès social et qu'il en irait ainsi pour l'éternité, amen, puisqu'il s'agissait d'une croyance, reposant sur l'absence de conscience du processus historique ?

Certes, personne n'est parfait ou tout le monde se trimballe inconsciemment de vieilles croyances, à des degrés divers tout de même... C'est un fait qu'apparemment, tous ceux qui se sont exprimés en notre nom ou au nom d'un idéal nous ont trompés ou trahis... Pour autant cela ne devrait remettre en cause ni l'idéal humaniste qu'ils portaient, ni les enseignements (ou idéologie) dont ils se réclamaient ; Quand un scientifique en arrive à se corrompre avec le pouvoir, on ne balance pas ses découvertes à ce que je sache, ce serait stupide.

Alors pourquoi n'adoptons-nous pas le même principe dès qu'il s'agit de politique ? On n'y pense pas, on craint de passer pour des fous ! Quel dommage ! Je vais passer pour un dingue, et je ne mérite pas non plus votre confiance, rassurez-vous, je ne vous la réclamerai pas, je vous raconterai pourquoi une autre fois, bref, tout se tient.

@à patounais

- On en est qu'à l'amuse-gueule."

Vous en doutez ? Tous les jours j'en vois passer des comme celles-ci.

Source : https://insolentiae.com (C'est juste une source d'info, je précise)

- Stellantis (PSA) ferme l'usine Opel à Eisenach « jusqu'à début 2022 » à cause de la pénurie de puces !

- « Chine : les coupures de courant étranglent l'atelier du monde »

- Allemagne, inflation à 4,1 % sur un an !

- Prix de l'énergie : +12 % pour l'électricité en 2022 et + 15 % en novembre pour le gaz, annonce Barbara Pompili

- Pénuries, et si c'était voulu? Et si ce n'était que le début?

https://www.youtube.com/watch?v=qvgZ7flxO7Q

- « L'Austéflation, ce que les Français découvrent avec la hausse des prix et les pénuries !! »

De l'inflation qui s'accompagne d'austérité.

Cette austérité sera fiscale quand il faudra payer et financer le quoi qu'il en coûte.

Cette austérité sera décroissante lorsqu'il faudra s'adapter et supporter les pénuries qui seront de plus en plus nombreuses.

Cette austérité sera également inflationniste en raison des pénuries de toutes sortes qui entraînent des hausses de prix considérables à commencer par le prix de l'énergie.

En Juin 2022 les Français découvriront l'austéflation !

Pour l'instant vous ne voyez que l'inflation pointer sérieusement plus que le bout de son nez en cette rentrée avec un niveau à deux chiffres c'est à dire au moins égale ou supérieure à 10 %.

Ce que vous ne voyez pas encore c'est le volet austérité.

L'inflation actuelle n'est que le hors d'œuvre...

- @à VALETE09

Je suis une nouvelle fois extrêmement gêné d'être aussi long. Je suis bourré de principes et de scrupules comme vous ne pouvez pas l'imaginer. Les choses simples s'expriment simplement, au-delà il faut bien développer un peu ses idées ou se justifier, quitte à se répéter.

Le socialisme scientifique de Marx et Engels n'a absolument aucun rapport avec les noms que vous avez cités, ni avec aucun régime ayant existé depuis 1924, pour faire bref.

Ceux qui croient encore que le socialisme ou le communisme aurait été instauré un jour quelque part sur Terre, ignorent manifestement de quoi ils parlent ou ils ont adopté la propagande de leurs ennemis, vous savez, les mêmes qui vous concoctent mystification après mystification.

Pourquoi cela ne leur vient-il pas à l'esprit ? Pourquoi à cette occasion ne se débarrasseraient-ils pas également de cette croyance ?

Je vais vous expliquer en gros ma manière de penser, puisque quelqu'un a osé mettre en doute mes motivations, sous-entendant inavouables ou malsaines.

Je ne me borne pas à analyser un discours ou un comportement sous l'angle politique, mais aussi sous l'angle psychologique ou psychanalytique entre autres, pour avoir aussi étudié sérieusement ce domaine pendant des années.

Il y a des gens qui passent leur temps à vous prendre pour des idiots.

Voyez-vous, l'autodidacte, pour peu qu'il n'ait jamais cessé d'étudier tout au long de sa vie, et qu'il se soit strictement conformé au principe que sa propre ignorance était son principal ennemi (avec le régime), peut parvenir à aborder la réalité simultanément sous tous ses aspects. Au passage, ce principe est incompatible avec toute forme d'arrogance, il l'encourage plutôt à faire preuve de modestie en toute occasion, fermer la parenthèse. Cette faculté va lui permettre de les distinguer (ses aspects) sans les confondre et d'acquérir de ce fait une puissance ou une profondeur d'analyse, comment dire, exceptionnelle, qui va le surprendre lui-même. Le bonheur de n'avoir aucun a priori, c'est qu'on peut réaliser des découvertes tout à fait inattendues, incongrues, choquantes, etc.

Au cours de cet apprentissage qui dure en fait tout au long de notre existence, et qui d'une certaine manière lui donnera un sens supérieur à tout autre en ce qui me concerne, car matériellement ou financièrement désintéressé, on apprendra petit à petit à éviter l'écueil ou la méprise qui consiste à prendre ses désirs pour la réalité, à condition qu'on conserve en permanence à l'esprit le principe cité précédemment. La plupart des gens expriment des souhaits ou ils ont des ambitions, moi j'ai appris à me passer des uns et des autres.

On peut concevoir que l'exigence de progresser ou d'élever son niveau de conscience constitue une forme de contrainte ou réclame des efforts de notre part, c'est indéniable, mais quand on sait qu'elle est libératrice, en comparaison des sacrifices qu'on est prêt à accepter pour préserver notre misérable confort personnel ou notre bonne conscience, on se dit que cela vaut le coup ou le coût n'a pas d'équivalent quand on a à l'esprit la satisfaction ou le bien-être qu'on en retire à la longue.

Si la personnalité des hommes comporte un volet social et un autre psychologique qui sont en permanence en interaction, il n'en demeure pas moins que ce sont leurs conditions matérielles d'existence qui vont déterminer leurs comportements et leurs idées, et non l'inverse ou contrairement à ce qu'on croit confusément, peut-être parce que, bien qu'ils aient la capacité d'agir dessus (leurs conditions), ils n'exploitent pas forcément ou pas forcément à bon escient ce potentiel, une infime minorité prend réellement en mains son destin ou luttera toute sa vie pour que ses aspirations se réalisent.

Toujours est-il, que les rapports qui existent au sein de toutes les catégories de la population tendent à reproduire les rapports sociaux entre dominants et dominés ou les inégalités sociales, sur lesquels repose le système économique en vigueur.

Partant de ce constat, à moins de s'en accommoder hypocritement ou sans l'avouer la plupart du temps, l'expérience a amplement démontré depuis plus d'un siècle, que si on limitait notre combat aux conséquences de ces rapports au lieu de l'inscrire dans la perspective de s'en émanciper ou de les éradiquer, il serait vain d'espérer un jour vivre dans une société meilleure ou plus juste. En passant, c'est pour s'être détourné de cette perspective que le mouvement ouvrier a totalement dégénéré. Cela explique aussi pourquoi tous nos acquis ou droits foutent le camp, on les croyait acquis définitivement, grave erreur, ils seront sans cesse remis en cause...

Maintenant vous n'aurez plus à vous interroger sur mes réelles intentions, libre à vous de ne pas les partager.

Le capitalisme financier et technocratique vise à perpétuer indéfiniment le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme quitte à instaurer un modèle de société totalitaire impitoyable. De mon côté je combats pour nous en débarrasser et passer au règne de la liberté.

Ce qui est certain, c'est qu'aussi longtemps qu'on décrétera que ce serait irréalisable, cela demeurera une utopie. Tout s'explique.

@ A Masquarenc

J'ai quitté l'OCI en 1981 après 3 ans de militantisme. J'avais repris contact avec ce courant politique (PT) après le 11/9/2001. J'ai rompu définitivement avec eux en 2005. J'en suis arrivé à la conclusion que c'était des imposteurs qui roulaient pour le PS ou le régime si vous préférez, l'un ne va pas sans l'autre.

Depuis, je suis totalement isolé. Je suis parvenu à concevoir une analyse de la situation indépendante de toute influence politique, qui je pense est fidèle au marxisme et au socialisme, mais sans parvenir à développer un courant politique, en étant en Inde, c'est pratiquement impossible. J'espère qu'un jour un cadre ou un dirigeant prendra le relais.

Là où je suis bien ennuyé, c'est que la seule perspective politique que je peux proposer consiste à rejoindre un parti... qui hélas n'existe pas, et ce ne sont pas des militants de base ou de simples travailleurs sans expérience qui pourraient le construire, je n'ai aucune illusion là-dessus.

J'évite de parler de révolution parce que je ne tiens pas à faire naître des illusions dans la tête de quiconque, on doit être parfaitement honnête, vous comprenez. C'est davantage une perspective théorique au point où nous en sommes, cependant elle est incontournable évidemment, on ne sait que trop ce qu'il en coûte de s'en détourner, on finit par perdre de vue nos objectifs politiques ou les abandonner, donc capituler ou trahir.

J'ai réalisé depuis déjà des années, que jamais les conditions n'avaient été réunies en France pour une révolution depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on nous a fait croire le contraire plus tard, on était jeune, on s'est fait manipuler, voilà tout. On ne fait pas une révolution avec le ventre ou le frigidaire plein ou tant qu'on ne prend pas des bombes sur le coin de la gueule, si vous voulez.

Vous savez que je viens d'un milieu ouvrier très pauvre, donc je n'ai jamais perdu de vue que des millions de travailleurs et leurs familles étaient confrontés à des conditions d'existence épouvantables à toutes les époques. J'en ai déduit que des membres des couches supérieures de la classe ouvrière ou des classes moyennes pourraient s'en émouvoir suffisamment pour se radicaliser comme ce fut le cas à la moitié du XIXe siècle, et qu'ainsi, d'une certaine manière leur engagement pourrait se substituer à l'absence de conditions matérielles propres à déclencher une révolution pour tout du moins construire ce foutu parti, auquel des pans entiers des masses se rallieraient par la suite... Mais apparemment, force est de constater que l'épisode que nous sommes en train de vivre met à mal cette hypothèse, peut-être temporairement, qui sait ? Elles ne réagissent pas vraiment dans ce sens, elles cherchent uniquement à infléchir la politique de Macron pour revenir au "monde d'avant" dans lequel elles se complaisaient, elles sont encore bourrées d'illusions dans le régime. Du coup on ne doit plus compter que sur nos propres forces qui sont disséminées dans la nature et profondément divisées. il nous reste l'espoir de parvenir à les rassembler un jour, l'offensive de la réaction n'en est qu'à ses débuts, c'est malheureux à dire, Macron pourrait nous venir en aide en passant à la phase suivante qui sera encore plus violente, pour qu'un sursaut révolutionnaire se produise dans les esprits et se concrétise petit à petit en termes d'organisation.

J'espère que mon travail d'explication contribuera à préparer les conditions qui font défaut aujourd'hui, de manière à ce que lorsque ce parti verra le jour, des milliers soient prêts à le rejoindre. Ma contribution restera toujours modeste, mais cela me va très bien, je déteste me mettre en avant.

- Tant que les cadavres des autres ne seront pas les leurs ou ne les incommoderont pas, ils ne se mobiliseront pas. Je parle du troupeau de vaccinés pro passe qui sont hermétiques à tout argument.

L'homme est ainsi fait. S'il est certes perfectible, habituellement il est vulnérable, trop faible, ignorant, égoïste, cupide, hypocrite, cruel, pour qu'il en soit autrement, apparemment, au cours des derniers millénaires cela ne s'est jamais démenti. Qu'il soit profondément arriéré ou instruit n'y change rien.

L'arriéré se laissera convaincre plus facilement, parce qu'il manquera de répartie, il croira ce qu'il voit, cela lui suffira, j'en fais l'expérience tous les jours avec ma compagne illettrée, alors que l'instruit trouvera le moyen de pinailler ou de tout contester, de se fabriquer des prétextes, histoire d'avoir toujours raison ou ne pas passer pour un imbécile, ce dont se moque l'arriéré qui en a parfaitement conscience. On devrait faire un dialogue à la Diderot entre un philosophe et un pauvre bougre, par exemple...

Vous avez raison, il faut leur mettre sous le pif, ça pue, c'est horrible, mais rien ne dit qu'ils n'en profiteront pas pour se recroqueviller encore plus sur eux-mêmes. Non, il faut qu'ils soient atteints dans leur chair, que la menace devienne palpable, omniprésente, obsessionnelle, il faut qu'elle les envahisse, qu'ils en fassent des cauchemars. Il ne faudrait pas qu'ils puissent s'en détourner, mais cela vous ne pouvez pas les y obliger, on n'est pas des tyrans, cela viendra d'eux-mêmes le moment venu.

Patience, ayez confiance dans les masses, souvenez-vous de l'avant, du pendant et de l'après IIIe Reich, c'étaient les mêmes, ne les méprisez pas,

ne les insultez pas, la plupart des gens qui ne partagent pas nos connaissances et nos convictions ne sont pas mauvais, ils sont également décontenancés par ce qui se passe.

Au cours des guerres impérialistes de 14-18 et 39-45 par exemple.

Ils partirent à l'abattoir la fleur au fusil, et quand chaque famille commença à compter ses morts, blessés et handicapés à vie, ses pétales se mirent à flétrir les uns après les autres sans que la vallée de larmes et le fleuve de sangs qui coulaient sans discontinuer ne suffisent pour les ranimer, elles gardaient encore l'espoir, on se demande bien de quoi, elles n'en savaient rien elles-mêmes. C'est seulement quand elles réalisèrent qu'ils finissaient tous par tomber et que la petite fleur était périssable, qu'elles prirent conscience qu'on avait abusé d'elles et que certaines d'entre elles se révoltèrent, tandis que les autres se résignèrent et en firent leur deuil sans jamais comprendre ce qui leur était réellement arrivé, certes.

Toujours est-il que le moment venu, elles furent suffisamment nombreuses à exiger des comptes et réparation des sacrifices et des souffrances qu'elles avaient consentis pour rien, pour que leurs bourreaux leurs accordent à contrecœur des concessions en échange de la paix sociale, l'émancipation ou la liberté attendra encore un peu, c'est un euphémisme depuis le temps ! C'est un peu romancé, parce qu'on n'est pas sur un blog politique.

@ à Jean Louis 05

Bravo à vous aussi, je ne vous le fais pas dire, je le pense depuis 19 mois sans trop oser le dire, bien que vous ne soyez loin du compte.

Personnellement, je me tape de la délinquance, hormis celle en col blanc, celle d'en haut sur laquelle déteint celle d'en bas en somme, qui ne demande qu'à bosser pour un salaire et des conditions de vie décentes, ce qui n'est évidemment pas le cas de ceux d'en haut qui sont déjà servis. L'ennemi à abattre, il n'est pas en bas, mais en haut.

Quant à l'immigration, le problème ce n'est pas le coût puisqu'elle ne profite qu'aux esclavagistes, ceux d'en haut encore une fois, ce sont ceux-là qu'il faut éradiquer de la société. Quand l'offre de main d'œuvre augmente plus vite que la demande, cela tire forcément les salaires à la baisse, si en plus cela permet d'alimenter le racisme ou la xénophobie, c'est tout bonus, pour ceux d'en haut comme toujours.

Si l'oligarchie est passée brutalement à l'offensive à l'échelle mondiale, c'est que la situation économique lui imposait et qu'elle estima que les conditions politiques étaient réunies. D'une certaine manière la situation s'est radicalisée, la réaction s'est radicalisée, nous, non, malheureusement.

Par nécessité ou solidarité, par crainte de sa violente réaction, tous les acteurs politiques corrompus montent au créneau pour la soutenir. Tous interviennent plus ou moins masqués, mais l'oligarchie exige ou leur demande de toujours plus s'engager à ses côtés, donc un à un les masques tombent. Si les contradictions des uns et des autres apparaissent de plus en plus au grand jour, apparemment il va falloir encore du temps avant que chacun le réalise ou en convienne, combien, personne ne le sait. Je crois que nous en sommes là.

En principe, tous les discours devraient être de plus en plus démagogiques quelles que soient les positions adoptées par les uns et les autres. Tous sont compromis avec le régime à des degrés divers, aucun n'entend rompre avec lui, c'est la seule certitude dont on soit sûr aujourd'hui. Ceux qui s'imaginent autres choses se font de graves illusions ou ils prennent leurs désirs pour la réalité.

On ne va commencer à se raconter des histoires, cela signifie qu'il n'existe actuellement aucune issue politique. A part résister chacun à son niveau comme on le fait depuis 19 mois, je ne vois pas ce qu'on pourrait faire de plus, bien que personnellement je ne sois pas d'accord avec cette affirmation.

Je préfère dorénavant m'abstenir de proposer quoi que ce soit ici, après avoir constaté que cela n'intéressait personne. Je ne suis pas du genre borné ou à vouloir imposer mes idées, je préfère que certains en viennent à les partager librement. J'ai constaté qu'un certain nombre ici, et sans doute ailleurs parmi les lecteurs de mon portail, s'étaient rapprochés du constat que je dressais il y a 19 mois.

Ce n'est pas parce que parfois on en vient à des polémiques très dures, qu'on doit se tromper d'ennemi. Cela fait partie de la vie, et la lutte des classes que certains découvrent ici, n'est pas franchement une balade tranquille, car c'est de cela qu'il s'agit précisément et pas autres choses. C'est un combat à mort, et je crois qu'il ne vous aura pas échappé à quel point nos ennemis voulaient notre peau, n'est-ce pas ?

Il ne reste plus qu'à observer attentivement et patiemment l'évolution de la situation, en espérant qu'elle nous réservera de bonnes surprises après bien des sacrifices en attendant des jours meilleurs, l'essentiel étant de conserver l'espoir que tôt ou tard ils arriveront.

Nos ennemis veulent tuer à tout prix cet espoir, notre rage de vaincre, dans les périodes difficiles c'est souvent la seule chose à laquelle on peut se raccrocher et qui s'avère salutaire.

@ à Masquarenc, Roubachoff, Ceudet…

Et dire que je le pensais, mais je n'ai pas osé le dire par crainte de passer pour un mégalomane hystérique extrémiste fanatique enragé cinglé… ceux qui ont plus d'imagination que moi en rajouteront.

C'est le genre de trucs qui me fait marrer quand ça sort, parce que je m'y attends un jour ou l'autre. Je n'ai qu'un mot à vous dire : Bravo, continuez, vous êtes sur la bonne voie !

@ à Inoxydable

Question piège ou stupide, pour voir :

– avec des affirmations comme celle de LEZ

OU avec ce genre de blog comme etouffoir.blogspot.com ?

Plus haut :

– Un forum pour étudiants refusant la vaxx forcée

J'y suis allé voir, tout de suite derrière sur qui ont tombe en cliquant sur la page twitter : l'extrême droite et les libertariens (branche ultra libérale du parti républicain aux Etats-Unis) à peine déguisées et des avocats flirtant avec eux.

Vous croyez que cela vaut mieux ? No comment !

@ Jean-Marie

Il est 1h20, j'ai retrouvé la page en question, je suis sympa, je me demande si je vais pouvoir aller enfin dormir !

https://twitter.com/Juju220963

Rassurez-vous, ce n'est pas un site de fake-news ou vous n'y êtes pour rien. Moi ce qui m'a alerté ou donné la nausée, c'est la photo avec tous ces drapeaux…

Allez en-dessous de cette photo, il y a un bandeau défilant avec du texte, atteignez le cadre intitulé Qui suis-je et cliquez sur En savoir plus.

1h32, cette fois, bonne nuit, dites, l'esprit tranquille, hein !

@ à Masquarenc

Attention, c'est le genre tordu qui aime bien vous faire peur, et libertarien pour votre gouverne, à vous d'en tenir compte ou de l'ignorer, chacun est libre.

Il y en a plein du même genre, bien déguisés ou même qui s'ignorent... J'ai lu quelque part Onfray, Sud-Radio, FranceSoir, Philippot, etc. je n'ai pas le temps de vérifier ou de faire des recherches, je m'en tape, je sais à quoi m'en tenir.

Vous ne trouvez pas cela étonnant tous ces personnages, médias, blogs marqués à droite qui sont épris de démocratie, de liberté, républicains dans l'âme, pétris d'humanisme, sensibles aux questions sociales ?

Je vais vous donner mon avis rapidement : ils poussent l'opportunisme tellement loin que leurs admirateurs aveuglés par tant de charisme ou d'éloquence en oublient le reste, c'est-à-dire l'essentiel, c'est à croire que ce serait fait exprès, non ?

@ à patounais

Vous avez raison, tout n'est pas bon à dire, déjà qu'on ne comprend pas ce qu'on dit, l'essentiel c'est encore de se comprendre soi-même, bien que je doute que beaucoup y parvienne, sinon ils ne sortiraient pas autant d'énormités ! On se marre bien ici. Quel magnifique exercice de démocratie tout de même, on ne le répétera jamais assez.

Ce qui fait le plus chier, c'est encore de dire tout haut, ce que tout le monde pense tout bas sans l'avouer par crainte d'être jugé ou désavoué. Parfois cela fait un tantinet provocateur, c'est fait exprès ! Pour voir, et on est rarement déçu, c'est révélateur ! Non mais sans blague, vous avez remarqué que l'air de rien on fait dans la psychanalyse, on devrait réclamer des honoraires à ceux qui en bénéficient ! Je déconne.

- Aujourd'hui, les "complotistes" et autres lanceurs d'alertes sont toujours en avance.

Vous avez raison... d'un lieu commun, genre : Attention on vous espionne, on vous veut du mal, ils s'enrichissent sur votre dos, ils sont corrompus, ils planquent du fric dans des paradis fiscaux et j'en passe, c'est vrai qu'on était tellement con qu'on ne le savait pas !

Non, mais vous n'avez rien compris, c'est destiné à ceux qui ne le savent pas... Ceux-là, ils ne veulent pas le savoir ou ils s'en foutent, donc à quoi cela sert-il de leur dire, à que dal !

Non, c'est juste des opérations de diversion destinées à servir d'appoint aux opérations lancées par les idéologues au service des oligarchies. C'est le genre dont raffolent ceux qui n'ont rien d'autres à se foutre sous la dent pour se faire passer de gauche ou se donner bonne conscience, ceux qui savent ce que les autres ignorent, mais qui en réalité en savent encore moins !

- Dire la vérité trop tôt coûte très cher.

Non, elle n'a pas de prix , sauf pour ceux qui l'ont achetée, ils se sont fait rouler ! Elle n'est pas à vendre, c'est comme notre liberté !

- L'affirmation selon quoi : Les cryptos ont été créées pour permettre enfin aux membres de la société civile d'échanger entre eux SANS INTERMEDIAIRES. sachant qu'il s'agit de milliards de dollars ou d'autres monnaies, est délirante car d'une part la société civile ne serait pas

autorisée à prendre une telle initiative, ensuite elle n'en a pas les moyens, à moins d'inclure des milliardaires dans la société civile, auquel cas cette affirmation est encore fausse.

La population ignore à quel point elle fait l'objet d'une manipulation de la part de ceux qui détiennent tous les pouvoirs, du coup elle devient elle-même un agent des manipulateurs qui n'ont même pas besoin d'apparaître quelque part, et en plus c'est gratuit, ils sont épargnés et ils sont les seuls à en profiter. Sur les réseaux (a)sociaux ils disposent d'une gigantesque armée relayant leur propagande, ils ont été créés pour cela et non pour favoriser la démocratie, une autre connerie que certains gobent encore...

- FS - notre « Radio Moscou », « la voix du Kremlin », qui fut longtemps le plus important instrument de propagande au monde.

Cela pourrait porter à confusion d'appeler cela de l'anticommunisme primaire, et cela ferait du tort au communisme qui n'a jamais existé en URSS ni ailleurs il faut préciser, d'où en introduction cette propagande idéologique grossière pour le compte du capitalisme, donc contre ceux dont on prétend ici représenter les intérêts, la population qui n'a absolument rien à attendre de bon de la survie de ce régime.

J'invite les lecteurs à se renseigner, par exemple en se connectant à la page Radio Free Europe (financée par le Congrès des États-Unis) de Wikipédia, ils apprendront de quoi « Radio Moscou » était le pendant.

Des commentaires suite aux sorties du Pr. Raoult

& - Ce n’est pas à cause de Raoult que la plupart (des médecins) y ont renoncé.

Il a fourni à Macron et sa clique d'assassins, rien de moins que le mobile qui leur était indispensable pour monter au créneau contre l'hydroxychloroquine ou justifier leur campagne contre cette molécule, afin de dissuader les médecins d'y recourir, sachant très bien que ces derniers étaient généralement portés à obéir aux ordres des autorités sanitaires ou au pouvoir politique, la plupart d'entre eux s'exécuteraient sans broncher, et c'est ce qui s'est passé.

Il faut aussi rappeler que Raoult avait eu maille à partir avec l'époux de Buzin à l'INSERM, du coup cet épisode pouvait être une bonne occasion pour régler un compte personnel avec lui.

Que sa mégalomanie dévorante lui ait joué un mauvais tour, c'est possible, mais là encore, il a dû très tôt s'apercevoir qu'il n'était pas de taille à rivaliser et encore moins à lutter avec des acteurs qui ne tolèreraient pas qu'un intrus vienne perturber leur plan ou se mêle de leurs affaires, ce qui l'a rapidement amené à ne plus sortir de son expérience à l'IHU, sans jamais plus revenir sur l'historique des épidémies antérieures auxquelles avait été liée l'hydroxychloroquine notamment, car cet aspect était proprement explosif, il aurait mis en évidence l'intention délibérée des autorités de nuire à la santé de la population, il fallait absolument l'éviter, son silence y contribua. Ceux qui le souhaitent sont libres de l'en remercier s'ils y tiennent vraiment, moi je m'en abstiendrai évidemment.

C'est marrant cette propension qu'ont certains à lui trouver à tous prix des excuses.

Pour répondre brièvement aux commentaires et à la polémique inévitable qui ont suivi mon post sur le Pr. Raoult.

Moine - Contrairement à vous, j’ai suivi de très très près toutes les étapes de cette ‘Mascarade’ en temps réel.

Je vous signale que dans mon portail figure plus de 450 articles sur ce sujet, c'est à ma connaissance en France la base de données la plus complète. Et dans les 3000 pages de causeries et infos en bref que j'ai publiés dans mon portail depuis janvier 2020, figure des centaines d'extraits d'autres articles. Donc vouloir me faire passer pour quelqu'un qui ne saurait pas de quoi il parle, vous repasserez. Votre commentaire tenait davantage du procès d'intention.

Vous nous dites qu'en France vous avez eu de la chance d'avoir un Raoult, je n'en suis pas du tout convaincu, car voyez-vous, en Chine et en Inde où je vis, on a eu la chance de ne pas avoir de Raoult et l'accès à l'hydroxychloroquine est demeuré libre pour la population comme pour les médecins, cela dit, après les énormes pressions de l'OMS, donc du sommet de l'oligarchie financière, c'est l'ivermectine plus efficace qui prit le relai, j'en ai d'ailleurs fournie fin mars 2021 à deux membres de ma famille (indienne) atteintes de la covid et qui se portent très bien.

Par conséquent, si nous avons quelqu'un à remercier, y compris au nom de nombreux médecins, c'est uniquement le Dr. Maudrux pour nous avoir fait connaître cette formidable molécule. Au passage, vous nous expliquerez pourquoi, le savantissime Pr. Raoult, si dévoué à ses patients, ne l'a-t-il pas prescrit à la place de l'hydroxychloroquine sachant qu'elle était plus efficace, ce qui lui aurait permis de sauver davantage de vie, cela personne ne pourra le nier.

Vous nous expliquerez aussi pourquoi, alors qu'il en avait les moyens, il a obstinément refusé de soumettre l'ivermectine a une étude comparable à celle qu'il avait menée avec l'hydroxychloroquine associée à l'azithromycine. Rappelons que les deux études qu'il avait menées sur l'hydroxychloroquine ne comptaient que 20 et 80 malades, donc un nombre très réduit, avec les milliers de malades qu'il allait avoir sous la main, des études du même genre avec l'ivermectine étaient tout à fait réalisables en un temps record. Cela aussi personne ne pourra le nier. Ce constat nous interpelle.

Chaque homme n'est pas fait d'un seul blog. Il est bourré de contradictions au devenir incertain ou inconscient, et il n'a pas forcément à l'esprit l'issue qui déboucherait de leur confrontation, salutaire ou suicidaire s'il en perdait le contrôle, au détour de pressions exercées par des facteurs extérieurs qu'il aurait ignorés ou négligés, par exemple, personne n'est parfait. On peut être sûr de soi, parfois jusqu'à l'excès, et à un moment donné on peut se retrouver dépassé par les évènements qu'on a déclenchés et qu'on ne contrôle plus, pour avoir commis l'imprudence de privilégier un aspect de la situation ou en avoir négligé un qui l'emporterait sur tous les autres.

Je crois que le Pr. Raoult a davantage été victime de sa mégalomanie galopante et nous aussi, et tout laisse à penser qu'il a immédiatement pris

conscience qu'il allait être impliqué dans une partie de poker menteur, mais en commettant l'erreur impardonnable de sous-estimer le pouvoir et les intentions de ses adversaires, et de se fier inconsidérément aux soutiens politiques dont il disposait notamment au sein de LR, qui à ce stade ne lui seront d'aucune utilité. On notera au passage qu'il ne cherchera jamais à obtenir le soutien du corps médical en France, confirmant qu'il savait que l'affaire se jouerait exclusivement sur le terrain politique, ce qui fut le cas effectivement jusqu'à présent.

Dès lors, il allait être instrumentalisé par l'Elysée et les médias au service de Macron, qui se serviront de chacune de ses sorties pour mieux resserrer l'étau sur l'hydroxychloroquine via l'Ordre national des médecins, tandis que le Pr. Raoult pourrait tranquillement continuer de la prescrire quotidiennement sans être vraiment inquiété. Le brouhaha médiatique et des réseaux (a)sociaux se chargeraient de brouiller les pistes ou de semer la confusion, de sorte que tout se passe comme prévu initialement pour les uns comme pour les autres. Macron et Raoult ont joué la partie comme des partenaires plutôt que des ennemis, les seuls perdants étant ceux que vous savez, vous en moi.

Je crois que nous n'avez pas compris où je voulais en venir, à savoir que dès le début le Pr. Raoult savait pertinemment que Macron ne pouvait être animé que d'intentions nuisibles et criminelles envers la population. Ce que j'ai voulu mettre en lumière, c'est qu'il n'a absolument rien fait pour que cela éclate au grand jour. Pourquoi le Pr. Raoult a-t-il agi de la sorte, j'ai envie de vous répondre que lui seul le sait, hormis les éléments que j'ai soulevés, je ne vois rien d'autres, j'écarte tout règlement de compte personnel avec Buzin et son époux qui dirigeait l'INSERM à cette époque.

Certains ont affirmé que, parce qu'il s'agissait d'une opération planétaire, ce qui est exact, le Pr. Raoult ne serait pas impliqué, désolé, je les renvoie à l'article du Monde ci-joint plus bas. Pour rédiger ce commentaire, j'ai recherché et relu un tas d'articles datant du premier trimestre 2020 pour ne pas raconter n'importe quoi. Il y aurait encore beaucoup à dire.

Le plus effarant de tout, il faut le rappeler à ceux qui trouvent encore le moyen de le ménager, c'est que dans sa dernière vidéo il a osé appeler "à aller chercher" les vieux et les personnes atteintes de pathologies lourdes, ce qui signifie aller les chercher chez eux pour les vacciner de force, non mais vous vous rendez compte où il en est. Et vous cautionnez ce type-là, il pourrait faire un bon ministre de l'Intérieur ou de la Santé en Australie ou règne en ce moment une dictature de fer. Fin.

@ à duchmol

Bonne réponse.

J'ai eu beau me foutre de lui (Raoult), il y en a qui ont trouvé le moyen de croire que je l'avais ménagé, c'est extraordinaire !

Dans le même registre. Quand je lis, entre autres :

- Vous n'avez pas de réponse à vos questionnements… Nous non plus.

- Qui peut donner des éléments d'explication...

Si on ne savait pas à quoi s'en tenir, ce serait à désespérer ! On a beau fournir des explications, tout le monde s'en contrefout ou personne ne veut se donner la peine d'y réfléchir. On perd son temps ici. On va me répondre d'aller voir ailleurs, ce ne sera pas nécessaire.

Arrêtez de baver sur ceux qui se sont fait vacciner pour aller au resto, en temps normal vous êtes aussi conformistes...

@à Jean-Marie

Sans oublier qu'il a dit lui-même qu'ils en étaient à la 3è dose à l'IHU, demain la 4è, 5è et ainsi de suite.

Raoult : C'est devenu la dose de trop !

Patounais - Votre scénario débute trop tard.

J'ai voulu donner un éclairage sur un aspect de cette affaire qui avait été négligé, j'ai essayé d'être le plus concis et précis possible. Tout ce que vous racontez, on l'avait déjà lu cent fois, donc cela n'aurait rien apporté d'y revenir sans apporter d'éléments nouveaux concernant 2019.

Je n'ai pas évoqué les Chinois qui utilisèrent l'hydroxychloroquine dès le début sans en faire tout un pataquès, on va dire discrètement avec le succès que l'on sait. Ce ne sont pas eux qui ont déclenché l'ire de l'OMS, mais la bruyante sortie de Raoult. En guise de punition, les Français devaient en subir les pires conséquences au monde comme s'il s'agissait de leur infliger un châtiment exemplaire pour avoir osé défier les plans des maîtres du monde et semer le trouble aux quatre coins de la planète.

A Allergo, Nadine, BAF, Czerno, avez-vous consulté les sources que j'ai citées, je n'ai rien inventé. A l'OMS, à l'Imperial College de Londres, à l'Institut Johns Hopkins, à Gavi, à la Fondation Bill & Melinda Gates, à la Fondation Rockefeller, au Forum économique mondial, etc. tous savaient bien avant leur réunion d'octobre 2019 qu'au moins une molécule pouvait faire capoter leur coup d'Etat mondial, l'hydroxychloroquine. Il fallait donc impérativement la faire disparaître ou tout du moins qu'elle soit écarté du réseau des soignants, quitte à produire des études truquées pour que la suite de leur plan se déroule normalement.

- Je vous trouve bien sévère, je l'ai trouvé très décontracté, sinon il (Raoult) est resté fidèle à lui-même.

Sur plusieurs points sur lesquels il avait été affirmatif précédemment, il s'est montré au contraire plus prudent, approximatif ou évasif, au point par

exemple qu'on ne sait plus très bien d'où viendrait le variant 4 dit de Marseille, il pourrait même venir d'animaux sauvages, si vous avez écouté très attentivement. On est passé de la nécessité de liquider tous les élevages... à la chasse aux canards sauvages, ce sont les chasseurs qui vont être contents, pardon, chauves-souris, sauvages par excellence. Je me marre parce que cela ne fait pas très sérieux.

Ce que j'ai particulièrement apprécié (comme ex-prof de français) : Chance au lieu de risque de mourir. C'est à se demander s'il est vraiment compétent pour situer le curseur dans le cas du rapport bénéfice/risque.

14:26 - Pour les gens qui n'ont aucune chance de mourir de ça, qui n'ont aucune chance de faire une forme grave...

15:55 - Si on fait une 3è dose à des gens qui ont 20% de chance de mourir s'ils attrapent cette maladie, je ne vais pas être choqué...

Question, pourquoi ne pas leur prescrire de l'ivermectine puisqu'on sait que c'est efficace dans ce cas-là aussi ? Ou une autre molécule ?

Sinon, une très mauvaise nouvelle, je ne sais pas si a déjà été diffusée.

Que sont les prions ? Partie I : les maladies à prions, découverte et explications - francesoir.fr 28 septembre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/que-sont-les-prions-partie-un-decouverte

FranceSoir - C'est un petit article de FranceInfo « Élevage : les farines animales de nouveau autorisées par la Commission européenne », publié le 24/08/2021, associé à un court film de deux minutes, qui m'ont décidé à écrire cet article. Dans cet article, FranceInfo concluait :

« Auparavant, ces farines animales pouvaient être fabriquées à partir d'animaux malades ou morts, d'os, de poils ou de cerveaux. Désormais, l'Europe l'assure, les protéines animales transformées viendront uniquement d'animaux en bonne santé, destinés à l'alimentation humaine. » francesoir.fr

Que sont les prions ? Partie II : coronavirus, ARN messager et prions - francesoir.fr 28 septembre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/que-sont-les-prions-partie-ii-covid

Des commentaires portant sur la machination au coronavirus.

Italie – Une adolescente de quatorze ans entre dans le coma deux jours après le vaccin et décède

Vaccination: décès de Majda (14 ans), 3 médecins mis en examen, les analyses se poursuivent - Mondialisation.ca, 28 septembre 2021 https://www.mondialisation.ca/italie-une-adolescente-de-quatorze-ans-entre-dans-le-coma-deux-jours-apres-le-vaccin-et-decede/5660778

https://www.corrieresalentino.it/2021/09/tre-medici-indagati-per-la-morte-della-giovane-entrata-in-coma-dopo-il-vaccino/

RUFFANO (Lecce, Italie) – Trois médecins mis en examen suite au décès de Majda El Azrak, quatorze ans, d'origine marocaine, résidant à Ruffano, décédée après 26 jours dans le coma, dans lequel elle est tombée deux jours après l'administration de la deuxième dose de vaccin Pfizer.

Le procureur de Lecce a inscrit au registre des suspects le médecin du centre de vaccination de Casarano, qui a administré le 17 août dernier la deuxième dose du vaccin anti Covid à la jeune femme, ainsi que les deux médecins de l'hôpital Panico di Tricase, où la jeune fille avait été transportée après avoir souffert de violents maux de tête et d'un gonflement de l'œil droit.

La charge retenue serait l'homicide involontaire. La magistrate Donatina Buffelli a également ordonné une autopsie du corps de la jeune femme, qui sera pratiquée le 27 septembre à la polyclinique de Bari par le médecin légiste Francesco Introna ; par le réanimateur Francesco Bruno et par l'hygiéniste Silvio Tafuri. Le but de l'examen d'autopsie sera d'établir d'éventuels liens entre l'administration du vaccin, les tests radiologiques que Majda avait subis à l'hôpital et la méningite, diagnostiquée par les médecins comme cause du décès.

La plainte a été présentée au procureur par les parents de la jeune fille, assistés de l'avocat Pasquale Scorrano.

JCT - Je ne voulais pas revenir sur la polémique sur Pr. Raoult, mais je m'y sens un peu obligé. C'est intéressant de voir, comment il a confirmé hier les arguments que j'avais avancés dans un précédent commentaire. Je persiste et signe et je suis nullement de mauvaise foi. Généralement, les gens qui recourent à ce genre d'accusation ou qui vous attribuent des intentions qui ne sont pas les vôtres, manquent singulièrement d'arguments pour réfuter les vôtres, ils les ignorent ou ils font semblant de ne pas comprendre ce que vous avez voulu dire...

Notamment, on avait compris qu'il était beaucoup moins risqué ou dangereux d'opposer scientifiques et non scientifiques, plutôt que dénoncer les intentions criminelles de Macron et surtout de Delfraissy qui fait manifestement partie des initiés, ce que l'on peut avancer sans prendre de risque depuis que sa connivence avec Faucy a été établie par mails.

Faire croire encore fin septembre 2021, que les autorités politiques auraient été mal conseillées, c'est délibérément chercher à les épargner à tous prix, et c'est d'autant plus ridicule que de plus en plus de gens finissent par admettre que l'affaire était purement politique (et économique) depuis le début (dont le Pr. Péronne par exemple), c'est mentir et nous prendre pour des imbéciles.

J'ajouterai qu'il prescrit l'ivermectine aux patients qui refusent d'être traités avec l'hydroxychloroquine ou qui ne peuvent pas en prendre pour des raisons médicales j'imagine, toujours est-il qu'il était libre de proposer cette molécule à des centaines de patients. Si maintenant l'autorisation de se livrer à une étude sur l'ivermectine lui a bien été refusée, en revanche rien ne lui interdisait de contourner cette interdiction en rendant public les résultats observés ou obtenus sur les patients qui avaient été traités avec cette molécule, sauf qu'il ne l'a pas fait, pour finalement continuer à faire la promotion de hydroxychloroquine moins efficace. Certes ces résultats n'auraient pas pu faire l'objet d'un papier signé par ce prestigieux scientifique dans une illustre revue médicale internationale, mais franchement qu'est-ce qu'on en avait à foutre, si la vie des patients était en jeu, c'est juste une remarque.

Je rappelle au passage que son étude de la mi-mars 2020 portant sur l'hydroxychloroquine avait été menée sur 24 malades seulement, la seconde sur 80, je crois me souvenir, ce qui était très peu, il a depuis prescrit de l'ivermectine a beaucoup plus de patients et traité plus de 15.000 malades à l'IHU.

Bien que cette source soit viciée, partisane et incomplète, elle a été obligée de rapporter un certain nombre de données qui permettent de se faire une idée assez précise sur le déroulement de la cabale dont a fait l'objet hydroxychloroquine, ce qui vaut désormais pour l'ivermectine et d'autres molécules.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Controverse_autour_des_traitements_%C3%A0_l%27hydroxychloroquine_ou_%C3%A0_l%27ivermectine_contre_la_Covid-19

Comment s'y sont-ils pris pour propager de nouveaux variants à la chaîne ?

Sélection de variants SARS-CoV-2 par les vaccins : explications sur un mécanisme bien connu https://www.francesoir.fr/societe-sante/selection-de-variants-sras-cov-2-par-la-vaccination-explications-sur-un-mecanisme-bien

Conclusion.

Il n'est pas certain que les vaccins soient nécessaires pour stopper la pandémie, et on ne peut exclure que les essais de vaccins aient pu contribuer à l'émergence de variants préoccupants (Royaume-Uni, Brésil, Afrique du Sud, Inde), échappant eux-mêmes aux vaccins, en raison d'une immunité sous-optimale et d'une plus grande pression exercée sur le virus. Ainsi, les vaccins peuvent avoir sélectionné de nouveaux variants dans les groupes de volontaires participant aux essais à travers le monde, et contribué à prolonger la pandémie de Covid-19. Il est recommandé d'obtenir la divulgation et le partage de toutes les données relatives aux essais menés détenues par les compagnies pharmaceutiques.

Source : Megawaty Tan, Valère Lounnas, Xavier Azalbert, Christian Perronne.

May Vaccines Select SARS-Cov-2 Variants More Readily Escaping Immunity - An Analysis of Public Data - June 2021

Personnellement, en observant la concomitance entre les essais de vaccins et l'origine de la plupart des variants, j'en étais arrivé à la même conclusion.

@ à duchmol

Pourquoi d'après vous ont-ils choisi 3 continents différents pour réaliser ces tests ?

Ne serait-ce pas parce qu'ils savaient que les génomes présentaient des particularités chez les populations de chaque continent, et que l'environnement était aussi très différent d'un continent à l'autre, et que par conséquent forcément cela donnerait des variants aux caractéristiques différents qu'ils pourraient ensuite instrumentaliser à leur guise, histoire d'affoler un peu plus la population qui verrait débouler des virus de partout et somme tout différents.

Autrement dit, ils ont tout minutieusement programmé ou tout du moins il est permis de le croire. Ils ont atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixés, enchaîner les épidémies et faire durer cette opération le plus longtemps possible, le temps de tester un certain nombre de dispositifs sur la population ainsi que la réaction des différents acteurs politiques, dispositifs auxquels ils pourront recourir à nouveau plus tard, en les combinant avec des mesures antisociales dont on n'a pas encore idée, bien qu'on commence à en avoir un avant-goût avec les pénuries, l'inflation, etc.

Si leur succès est contrasté selon les pays, à cette étape ils peuvent être globalement satisfaits du résultat. Ils ont engrangé des milliers de milliards de dollars supplémentaires et ils sont parvenus à liquider des pans entiers des classes moyennes ou ils les ont considérablement appauvries, tandis qu'ils ont imposé des dérogations inespérées du Code du travail

Dans l'hémisphère nord l'automne et l'hiver approchent, vous allez voir que cela va repartir de plus belle, le contraire serait étonnant. Ils conservent l'avantage, alors pourquoi devrait-il prendre le risque de le perdre ou devraient-ils se contenter d'un si modeste gain, franchement, ce serait mal les connaître.

En Afrique ou en Asie, ils ne pouvaient pas espérer beaucoup mieux, les populations sont déjà réduites en esclavage ou rendues au seuil de la misère, livrées à des régimes semi-féodaux ou despotiques.

Vous vous imaginez vivre dans un pays où l'on travaille 6j/7, 12 mois/12, sans aucun droit social, le plus souvent sans même un contrat de travail, où les services publics sont quasi-inexistants ou dans un état déplorable, la corruption généralisée de haut en bas de la société, de la tête aux pieds ou l'individualisme effrénée la règle, la démocratie inconnue, les valeurs humanistes évaluées dans la monnaie locale, bref, la vie est déjà un cauchemar, même pour les classes moyennes, même en rêve personne n'a l'espoir d'y échapper, il reste le temple, la mosquée ou l'église ou chacun peut laisser libre cours à ses croyances pour oublier un instant son triste destin.

A part comme ailleurs soumettre ses peuples à un contrôle toujours plus contraignant à l'aide d'instruments numériques pour mieux encadrer et dicter leurs besoins forcément réduits au stricte minimum, ils n'ont rien d'autres à en attendre. Ils continuent de les piller, le colonialisme continue comme avant, l'air de rien les apparences sont sauvées, c'est le principal.

Hormis la répercussion de la hausse du prix du pétrole et et du gaz, chez nous (en Inde) on ne voit pas trop quel malheur de plus pourrait nous accabler, toutes les charges fixes augmentent terriblement (assurance +50% en un an, téléphone idem.). On nous rackette littéralement, on est un peu plus pauvre, on y est déjà habitué, on se prive sur tout, on survivra. Par contre vous en France, vous avez encore beaucoup de gras à perdre... On compte sur vous.

@ à Jean Louis 05

Je n'ai pas critiqué "la taille des premiers échantillons", et je pense comme vous : même si cela suffisait à sauver une personne, il fallait tenter le coup, on n'a qu'une vie et rien ne la remplace.

Quand on me parle de vaccin, voici ma réaction. J'ouvre la pochette qui se trouve dans mon sac et je sors un échantillon d'ivermectine, d'azithromycine, de vitamine D et de zinc qui y sont en permanence, je regarde la personne et je lui réponds, avec ça pas besoin de vaccin, j'ai testé pour vous.

Je suis resté un ouvrier, je suis pragmatique, je me fous des grands discours, des grandes phrases, des tournures d'esprits destinées à épater les gueux qu'on méprise. On me dit qu'il y a un truc qui marche, sûr ou éprouvé, sans effets secondaires. Je prends, je teste, l'essai est concluant, je l'adopte, après je me contrefous de leurs études auxquelles la plupart des gens ne comprendront rien et qui porteront à controverses, je ne veux pas en entendre parler, ma conclusion est irrévocable : pas besoin de cette thérapie génique ou je ne sais quel vaccin.

Ce qui me met en rage, c'est quand je lis : "Le but de l'examen d'autopsie sera d'établir d'éventuels liens entre l'administration du vaccin" et le décès de cette gamine de 14 ans. C'est scandaleux, dégueulasse d'en douter un instant, sachant que le même drame a lieu dans tous les pays, pourquoi ce journaliste à la con ne l'a-t-il pas relevé, hein ? Je vais vous le dire, parce que la corruption des esprits ou idéologique commence là ou plutôt cela en est déjà la manifestation, elle est établie, souvent inconsciente, mais personne ne veut en convenir, et pour cause.

Vous y allez un peu fort me répondront les mous du cerveau, entendez par là les intellectuels en général, qui sont dans le même cas parce qu'ils ne sont pas habitués à analyser à fond une question dès lors que les conclusions auxquelles ils pourraient arriver viendraient heurter leur petit confort, leur bonne conscience. La pauvreté, elle a toujours existé, les guerres, il y en a toujours eu, voilà leur misérable état d'esprit, ils sont prêts à justifier les pires crimes pour que l'ordre établi se perpétue.

C'est cela auquel on assiste en ce moment, c'est intolérable, on ne peut pas laisser passer cela, chaque fois on doit réagir et condamner ce discours. A un moment donné il faut choisir son camp, celui des tyrans et des assassins ou celui de leurs innocentes victimes. Ils trouveront encore le moyen de vous répondre que cela n'a rien à voir. Les mêmes démagogues vous sortiront que tout n'est pas noir ou blanc, parfois si, on connaît le refrain par coeur, c'est celui des lâches ou qui figurent dans l'autre camp que le nôtre, qui sont incapables de l'assumer ou avancent masqués, démasquons-les et restons fidèles aux valeurs humanistes sans lesquelles la civilisation humaine serait un leurre.

Certains vont jusqu'à évoquer un génocide programmé, un massacre de masse planifié, une entreprise eugéniste, si je préfère m'en abstenir, j'en arrive à me demander si cette caractérisation ne serait pas justifiée ou si elle ne serait pas en train de prendre forme sous nos yeux...

@ à ZOLA

Vous avez raison, tout sonne faux dans cet article, je n'ai plus le temps, il est déjà 1h10 ici, et hier je me suis couché à 1h30 !

Ce qui m'a fait marrer, c'est le confinement le week-end, il n'y a pas de week-end en Inde, on bosse 6j/7 ! Et comme le dimanche est le seul jour de repos de la semaine, beaucoup d'Indiens en profitent pour faire chez eux ce qu'ils n'ont pas eu le temps de faire les autres jours.

Sinon, dans tous les villages, tout le monde est dehors et papote comme si de rien n'était, sans masque évidemment. Ils en mettent un quand ils sortent du village, la peur du gendarme, mais dans le village, le gendarme ne s'y aventurerait pas pour cela !

Tous les commerces sont ouverts 7j/7 jusqu'à tard dans la soirée, ce qui veut dire que les Indiens peuvent faire leur courses ou réaliser leurs achats tout au long de la semaine et se contaminer autant que possible, donc fermer les commerces 1 jour sur 7, c'est de la rigolade pour les virus !

– Maharashtra – 124.7 Millions d'habitants. 139.362 morts. Densité – 365 hab./km2. Vaccinés (full) – 25 Millions

– Uttar Pradesh – 241 Millions d'habitants. 22.896 morts. Densité – 828 hab./km2. Vaccinés (full) – 23 Millions

No comment !

Source : https://www.covid19india.org/ et https://www.mygov.in/covid-19

J'ai été voir sur le Net qui était l'auteur de ce misérable article, Grégoire Ryckmans, un négationniste ou faussaire professionnel, un fanatique de la vaccination dont la spécialité est la chasse aux fake news ou plutôt à la création de fake news. Il a participé à la mise en place de "Faky, le nouvel outil de vérification des informations développé par la RTBF" qui utilise les données du Décodex du Monde, tout s'explique.

Haut de page

Le 14 octobre 2021

- Quand la vérité n'est pas libre, la liberté n'est pas vraie. Jacques Prévert.

Je n'ai plus le temps de traiter l'actualité en détail dans la causerie. J'ajouterai demain une partie consacrée au coronabusiness.

Je vais rétablir les articles de références des différentes rubriques dans la page d'accueil dès que j'en trouverai le temps.

Si quelqu'un pouvait créer un blog sous WordPress gratuit (ou un autre support sans pub), cela permettrait de publier des articles courts et les lecteurs disposeraient d'un forum ou s'exprimer librement.

Je n'ai pas de fric pour payer au minimum 160 euros par mois, soit 12 800 roupies, une fortune pour moi, cela représente 80% de mon budget mensuel, avec ma retraite de 380 euros et 110 euros qui proviennent de ma banque, j'ai pratiquement 11 personnes à charge et je dois économiser de quoi pouvoir me soigner ou faire face à une dépense imprévue, le frigidaire qui crame par exemple dû à une surtension, c'est arrivé la semaine dernière avec 435 volts au lieu du 220 !

Un courriel envoyé à un fidèle lecteur.

Je devrais peut-être créer un truc genre sympathisant, soutien ou je ne sais quoi, pas pour réclamer du fric, cela n'aurait pas valeur d'adhésion ou serait sans contrainte ou engagement, juste pour que les lecteurs sachent qu'ils ne sont pas tout seuls, pour se compter, même avec un pseudo, histoire de donner un peu de consistance à tout cela, car cela finit par en manquer cruellement.

Tout le monde croit que je suis toujours tout seul, ce qui n'est pas très motivant ou ils voient que rien ne se passe, cela peut les dissuader de continuer à s'y connecter, encore moins à y collaborer. Tu me diras que je déborde déjà de boulot, mais bon, si c'est pour la bonne cause...

En 13 ans il y a eu plus de 520.000 connexions, j'entends des connexions uniques quotidiennes, environ 100 par jour, et pas des moteurs de recherche, non des vraies connexions individuelles, si par exemple tu t'es connecté 2 fois dans la même journée, une seule connexion est comptée, ils appellent cela une visite unique.

Si tu retires les connexions de moins de 20 secondes où la personne n'a rien pu lire ou les erreurs de connexion, il y a des gens qui ont chopé ce lien quelque part, ils ouvrent, ils voient la gueule de Marx, épouvantés ils parcourent la page et ferment, cela représente environ 30%, il reste 310.000 connexions. Il faudrait encore extraire le rebut, il y a plein de cinglés, de paumés ou même des mecs tendance d'extrême droite qui s'y connectent, tu me diras qu'ils ne doivent pas y rester longtemps ou y revenir.

Entre les anciens et les nouveaux, ceux qui sont partis et sont revenus, les accrocs et les passagers, cela fait quand même quelques milliers de personnes différentes. Mais j'ignore totalement qui ils sont, c'est cela qui est extraordinaire et m'agace au possible.

Leurs vaccins et thérapies géniques : C'est la roulette russe !

Voilà ce que cautionnent les acteurs politiques partisans de la vaccination et qui ignore l'ivermectine qui sont au choix ou combinés : corrompus, irresponsables, inconscients, ignorants, sadiques, criminels.

Quand quelqu'un évoque sur plusieurs pages la situation ou un aspect de la situation, mais évacue totalement l'aspect économique, la crise du capitalisme, la lutte des classes ou tout simplement les classes sociales et leurs antagonismes qui structurent la société, vous pouvez être absolument certain que l'analyse qu'il vous livre est biaisée ou ne correspond pas à la réalité.

Si le risque de vous tromper est nul, en revanche le risque de produire une analyse tout autant erronée est une certitude, si vous n'intégrez pas les facteurs cités plus haut à la place qui leur revient (dans le processus historique).

Allons plus loin.

Si vous n'avez pas étudié à fond tous ses facteurs, votre tâche s'avérera impossible. C'est son orientation idéologie qui ordonne à un acteur politique d'en privilégier certains au détriment d'autres ou d'en faire disparaître certains, quitte à fournir une analyse qui ne correspondra pas tout à fait à la réalité.

Souvent on s'est souvent demandé à haute voix pourquoi tous les articles qui figuraient dans les médias dis alternatifs se terminaient systématiquement dans une impasse politique ou leurs auteurs ne proposaient rien, aucune alternative au capitalisme, on répondait à chaque fois que c'était parce qu'ils ne pouvaient pas adopter le socialisme, il faut préciser que si c'est ce qui explique pourquoi leur impuissance s'étalent sous nos yeux, c'est surtout parce qu'ils partagent tous l'idéologie capitaliste, ils ne veulent pas ou ils ne parviennent pas à rompre avec le capitalisme et ses institutions nationales et internationales.

Quand de manière caricaturale ils font appel à ces dernières ou au droit international pour régler un conflit, qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique, sinon qu'ils s'en remettent en permanence aux puissants et à leurs représentants ou à leurs institutions pour régler tous les questions qui opposent les classes entre elles, ils considèrent que c'est à la classe des capitalistes de trouver des solutions aux problèmes qu'elle a elle-même créés ou qui sont dus à la crise du capitalisme, et en cas de crise de crise politique ou de guerre, son prolongement, ils recourent systématiquement à la même méthode.

Cela appelle au moins deux remarques à côté desquelles passent la plupart des gens ou des lecteurs.

La première, c'est qu'on ne voit pas ni comment ni pourquoi les représentants de la classe des exploiteurs et des oppresseurs proposeraient ou adopteraient des mesures qui seraient défavorables ou contraire aux intérêts des capitalistes, dès lors qu'on s'en était remis à eux, ce qui signifiait qu'on leur avait reconnu au préalable le pouvoir ou la légitimité d'en décider.

La seconde, c'est que le même droit ou pouvoir politique est dénié aux peuples, aux représentants des classes exploités et opprimés. Il leur est juste reconnu le droit de se soumettre aux décisions ou mesures que leur impose la classe des capitalistes, l'ensemble de leurs besoins sociaux ou de leurs aspirations démocratiques sont ignorés ou bafoués.

Cela signifie que ces acteurs politiques que l'on dit bien intentionnés envers les peuples, considèrent au contraire qu'ils ne sont pas suffisamment mature pour se prononcer sur tous les sujets qui concernent leur existence ou l'orientation de la société, il est donc normal qu'ils ne disposent finalement d'aucun droit politique ou que les décisions les concernant soient prises par d'autres acteurs ou ailleurs.

Cela montre que ces acteurs politiques vouent le même culte au pouvoir ou aux puissants que la majorité des masses inconscientes. Leur servilité confine à la corruption idéologique et à la collusion d'intérêt. Vous aurez constaté que tous sont parvenus à se faire une place dans l'arène politique et à en vivre la plupart du temps, sinon ils profitent de réseaux pour toujours s'en sortir confortablement.

- Cette causerie au format pdf (27 pages)

PREMIERE PARTIE

Un culte démasqué.

Lu dans un article.

- Les élections législatives irakiennes ont été boycottées par 59 % des citoyens. La population constate que les dés sont pipés, que les puissances étrangères font la pluie et le beau temps, que la corruption des élites est totale et que les milices ne respectent pas les lois. Elle n'accorde donc pas de crédit aux institutions démocratiques.

LVOG - C'est à se demander ce qu'a dans la tête celui qui a écrit un truc pareil. Il nous explique en quoi les institutions irakiennes n'ont rien de démocratiques, ce qui est exact, pour aussitôt après nous sortir qu'elles le sont tout de même !

Question : Quelle est la signification politique de ce tour de passe-passe que l'on rencontre un peu partout ?

On est en présence de gens qui vouent un culte quasi mystique ou religieux, pour ne pas dire fanatique aux institutions en place dans les différents pays ou au niveau international, institutions qui toutes sans exception ont été mises en place par la classe dominante, parce qu'ils dénient aux peuples la capacité ou la légitimité de constituer leurs propres organes de pouvoir indépendant. Ils estiment que cette prérogative doit revenir exclusivement à la classe dominante.

Voilà pour leur conception de la démocratie dont ils se réclament évidemment, dont la nature idéologique n'a plus de secret pour vous.

Vous voyez que quand on veut, tout s'explique très simplement.

De quoi ces monstres sont-ils capables ?

Laboratoires pharmaceutiques, psychiatrie et oligarchie apatride mondiale ! Le cocktail mortifère. Par Claude Janvier - Mondialisation.ca, 11 octobre 2021

Extrait.

Lobotomie : une horreur absolue.

En 1936, le Dr. Egas Moniz, neurologue, inventa la lobotomie au » pic à glace « . La technique constitue à enfoncer un pic à glace au coin de l'œil pour atteindre le cerveau, et plus particulièrement le lobe frontal. Cette partie gère, soi-disant les émotions. Le but était donc de créer une lésion au cerveau pour toutes les pathologies, qui à l'époque, relevaient d'un trouble de l'émotion : dépression lourde, schizophrénie, homosexualité et bien d'autres états…

Un de ses disciples, le docteur Walter Freeman, entre 1945 et 1954, parcourra les Etats-Unis dans sa « Lobotomobile » – véridique – et lobotomisa à peu près 4 000 personnes en enfonçant un pic à glace après avoir soulevé une paupière. Le plus souvent sans anesthésie. À peu près 100 000 personnes furent lobotomisées dans le monde à l'époque. Il faudra attendre 1960 pour que cette abomination soit rayée du menu des « soins » psychiatriques.

https://www.mondialisation.ca/laboratoires-pharmaceutiques-psychiatrie-et-oligarchie-apatride-mondiale-le-cocktail-mortifere/5661193

A lire aussi dans le même registre :

https://www.francesoir.fr/societe-sante/spike-vacciner-revient-a-inoculer-la-maladie

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/chronique-73-leuthanasie-active-du-grand-age-sest-tres-certainement-poursuivie

En complément, ils ont fait des émules depuis le temps.

- Vaccination Pfizer : le Pr Mégarbane annonce la vaccination obligatoire dès l'âge de 2 ans, après élection présidentielle - lemediaen442.fr 1 octobre 2021

Le Pr Bruno Mégarbane – Chef de service réanimation médicale et toxicologique de l'hôpital Lariboisière — annonce sur LCI la vaccination obligatoire dès l'âge de deux ans pour l'après-élection présidentielle ! On ne pouvait mieux annoncer que la vaccination a quitté le domaine médical pour la politique (et la finance). Scrupules moraux, déontologie, Mégarbane : cherchez l'intrus.

Totalitarisme. Préparation psychologique pour justifier la prorogation ou le rétablissement des mesures liberticides.

- Grippe, gastro-entérite, bronchiolite... pourquoi ces maladies pourraient être plus virulentes cet hiver ? - Yahoo Actualités 27 septembre 2021

https://fr.news.yahoo.com/rhume-grippe-gastro-enterite-pourquoi-ces-maladies-risquent-detre-plus-violentes-cet-hiver-132637609.html

Dans un autre registre

- Le pouvoir politique de Facebook

https://www.voltairenet.org/article214351.html

Le totalitarisme En Marche s'étoffe ou la relève assurée.

LVOG - Après le second mandat de Macron qui semble acquis, il faut préparer la relève, c'est tout du moins ainsi qu'ils se disposent.

Horizons, le nouveau parti centriste et néolibéral d'Edouard Philippe - RT/AFP 9 oct. 2021

15 mois après son départ de Matignon, Edouard Philippe a lancé le 9 octobre son propre parti, baptisé Horizons, pour «participer à la constitution d'une nouvelle offre politique» et élargir vers la droite le socle de soutiens centristes à Emmanuel Macron.

«Son positionnement, c'est devant», avec «une logique de partenariat, de rassemblement», et «la ligne est de préférer la sérénité à la fébrilité», a-t-il ajouté. Et «la deuxième ligne claire est le soutien au président de la République» pour que «les cinq années qui viennent soient des années utiles». «Très clairement, mon objectif en 2022 est qu'Emmanuel Macron soit réélu», a-t-il lancé, alors que certains le soupçonnent de vouloir faire cavalier seul à l'heure même où la macronie essaie de construire une «maison commune».

«Si c'est une bannière, nous serons derrière», a-t-il assuré, demandant une égalité de traitement au sein de cette «maison commune» avec La République en marche et le Modem. Les patrons des trois groupes parlementaires de la majorité à l'Assemblée, Christophe Castaner (LREM), Olivier Becht (Agir) et Patrick Mignola (Modem) avaient fait le déplacement.

Edouard Philippe a évoqué «quatre transformations extrêmement massives et signifiantes» que devra affronter le pays – démographique, environnemental, géopolitique et technologique. (Les thèmes de l'agenda du Forum économique mondial - LVOG)

Confirmation.

Philippe et Macron bien placés dans l'opinion des Français, selon un sondage - BFMTV 12 octobre 2021

Un régime toujours plus répressif.

A quoi ressemblera l'"avertissement pénal probatoire", qui remplacera le rappel à la loi? - BFMTV 27 septembre 2021

https://fr.news.yahoo.com/ressemblera-l-avertissement-p%C3%A9nal-probatoire-065732976.html

Au Portugal ce n'est pas mieux.

"C'est un gouvernement tyrannique" : le juge Rui da Fonseca e Castro attaque l'État portugais - francesoir.fr 7 octobre 2021
https://www.francesoir.fr/videos-le-defi-de-la-verite/gouvernement-tyrannique-juge-rui-da-fonseca-e-castro

En Allemagne, c'est le IIIe Reich qui sévit.

Poursuivi, l'éminent toxicologue Stefan Hockertz se réfugie en Suisse - francesoir.fr 7 octobre 2021

https://www.francesoir.fr/politique-monde/leminent-toxicologiste-stefan-hockertz-se-refugie-en-suisse

---

En Italie c'est En marche...forcée

Italie: Mario Draghi impose à marche forcée ses réformes pro-Europe - AFP 8 octobre 2021

Le chef du gouvernement italien Mario Draghi n'hésite pas à imposer à marche forcée les réformes structurelles réclamées de longue date par Bruxelles.

Et le gouvernement devra s'attaquer à une réforme des retraites car la dernière, baptisée "Quota 100" et introduite en 2019 à titre expérimental, expire à la fin de l'année.

Mesure phare de la Ligue, qui gouvernait alors aux côtés du Mouvement 5 étoiles, elle permet de partir à compter de 62 ans en ayant cotisé pendant 38 ans, contre à 67 ans auparavant. AFP

Il arrive que leur machine infernale ait des ratés...

En Autriche, le chancelier Kurz démissionne - francesoir.fr 12 octobre 2021

Le chancelier Sebastian Kurz au cœur d'un scandale de corruption

Il semble proche du fondateur du Forum de Davos, et ce pour plusieurs raisons : il fait partie des "Young Global Leaders", contribue à l'élaboration de l'agenda du Forum économique mondial, et y a donné de nombreuses conférences depuis 2014 au moins. Le 8 octobre, Sebastian Kurz a démissionné ; il se trouve une fois de plus au centre d'un scandale de corruption et fait l'objet, ainsi que d'autres collaborateurs, d'une enquête par le

parquet financier.

La presse française s'est faite fort discrète sur les charges contre ce dernier, alors que la presse autrichienne est plus prolixe : selon des rapports d'enquêteurs de la WKStA – l'équivalent du parquet financier - qu'a cités le journal en ligne Kleinezeitung.at, Kurz était “la personne centrale” des délits reprochés. francesoir.fr 12 octobre 2021

Leur économie de guerre biologique, climatique et numérique pourrait se retourner contre eux.

https://www.economist.com/leaders/2021/10/09/the-world-economys-shortage-problem

https://insolentiae.com/leconomie-de-la-penurie-par-the-economist-ledito-de-charles-sannat/

L’économie de la pénurie - economist.com 9 octobre 2021

« La rareté a remplacé la surabondance comme principal obstacle à la croissance mondiale

Une décennie après la crise financière, le problème de l’économie mondiale était le manque de dépenses. Les ménages inquiets ont remboursé leurs dettes, les gouvernements ont imposé l’austérité et les entreprises prudentes ont freiné les investissements, en particulier dans la capacité physique, tout en embauchant parmi un bassin de travailleurs apparemment infini. Aujourd’hui, les dépenses sont revenues en flèche, car les gouvernements ont stimulé l’économie et les consommateurs ont lâché prise. La poussée de la demande est si puissante que l’offre a du mal à suivre. Les chauffeurs routiers reçoivent des primes à la signature, une armada de porte-conteneurs est ancrée au large de la Californie en attendant que les ports se libèrent et les prix de l’énergie montent en flèche. Alors que la hausse de l’inflation effraie les investisseurs, les surabondances des années 2010 ont cédé la place à une économie en pénurie. (Ils l'ont provoqué et font semblant de s'en étonner. LVOG)

La cause immédiate est le covid-19. Quelque 10400 milliards de dollars de mesures de relance mondiales ont déclenché un rebond furieux mais déséquilibré dans lequel les consommateurs dépensent plus en biens que la normale, étirant les chaînes d’approvisionnement mondiales qui ont été privées d’investissements. (Ils ont créé la covid-19 et le chaos qui allait avec et dont ils profiteraient. - LVOG) La demande de produits électroniques a explosé pendant la pandémie, mais une pénurie de puces électroniques à l’intérieur a frappé la production industrielle dans certaines économies exportatrices, comme Taïwan. La propagation de la variante Delta a fermé des usines de vêtements dans certaines parties de l’Asie. Dans le monde riche, la migration est en baisse, les mesures de relance ont rempli les comptes bancaires et pas assez de travailleurs ont envie de passer d’emplois peu appréciés comme la vente de sandwichs dans les villes à des emplois en demande comme l’entreposage. De Brooklyn à Brisbane, les employeurs sont dans une course folle pour des mains supplémentaires. (En réalité, que des contrats précaires, ça ils ne s'en vanteront pas. LVOG)

Pourtant, l’économie de pénurie est aussi le produit de deux forces plus profondes.

Tout d’abord, la décarbonisation. Le passage du charbon aux énergies renouvelables a rendu l’Europe, et en particulier la Grande-Bretagne, vulnérable à une panique d’approvisionnement en gaz naturel qui, à un moment donné cette semaine, avait fait grimper les prix au comptant de plus de 60%. L’augmentation du prix du carbone dans le système d’échange de droits d’émission de l’Union européenne a rendu difficile le passage à d’autres formes d’énergie polluantes. Des pans de la Chine ont été confrontés à des coupures de courant alors que certaines de ses provinces se démènent pour atteindre des objectifs environnementaux stricts. Les prix élevés des composants d’expédition et de technologie déclenchent désormais une augmentation des dépenses en capital pour augmenter la capacité. Mais lorsque le monde essaie de se sevrer des formes sales d’énergie, l’incitation à faire des investissements à long terme dans l’industrie des combustibles fossiles est faible. (L'air de rien, c'est leur programme et ses conséquences qu'ils étalent là. - LVOG)

La deuxième force est le protectionnisme. Comme l’explique notre rapport spécial, la politique commerciale n’est plus écrite dans un souci d’efficacité économique, mais dans la poursuite d’un ensemble d’objectifs, allant de l’imposition de normes de travail et d’environnement à l’étranger à la punition des opposants géopolitiques. (Ils font semblant d'y être pour rien, alors qu'ils ont suscité cette politique. - LVOG)

Cette semaine, l’administration de Joe Biden a confirmé qu’elle maintiendrait les tarifs de Donald Trump sur la Chine, qui sont en moyenne de 19%, promettant seulement que les entreprises pourraient demander des exemptions (bonne chance pour lutter contre la bureaucratie fédérale). Partout dans le monde, le nationalisme économique contribue à l’économie de pénurie. Le manque de chauffeurs routiers en Grande-Bretagne a été exacerbé par le Brexit. L’Inde a une pénurie de charbon en partie à cause d’une tentative malavisée de réduire les importations de carburant. Après des années de tensions commerciales, les flux d’investissements transfrontaliers des entreprises ont diminué de plus de moitié par rapport au pib mondial depuis 2015".

insolentiae - Il y a donc deux facteurs clefs pour expliquer la pénurie, et non, le covid n’y est plus pour grand-chose. La transition énergétique et écologique d’une part, et le nécessaire rééquilibrage productif conséquence d’une mondialisation mal fichue. et pour The Economist la transition écologique et énergétique pour le moment se passe mal, très mal même.

« Mais ne vous y trompez pas, les forces profondes derrière l’économie de pénurie ne disparaissent pas et les politiciens pourraient facilement se retrouver avec des politiques dangereusement erronées. Un jour, des technologies telles que l’ hydrogène devrait aider à rendre l’énergie verte plus fiable. Mais cela ne comblera pas les pénuries pour le moment. À mesure que les coûts du carburant et de l’électricité augmentent, il pourrait y avoir un contrecoup. Si les gouvernements ne s’assurent pas qu’il existe des alternatives vertes adéquates aux combustibles fossiles, ils devront peut-être faire face aux pénuries en assouplissant les objectifs d’émissions et en revenant à des sources d’énergie plus polluantes. Les gouvernements devront donc planifier soigneusement pour faire face aux coûts énergétiques plus élevés et à la croissance plus lente qui résulteront de l’élimination des émissions. Prétendre que la décarbonation entraînera un boom économique miraculeux est voué à la déception ». (Ils nous expliquent comment ils procèdent et le sort qu'ils nous réservent, merveilleux, non ? - LVOG)

insolentiae - Et THE Economist de conclure inquiet…

« Les perturbations amènent souvent les gens à remettre en question les orthodoxies économiques. Le traumatisme des années 1970 a conduit à un rejet bienvenu du grand gouvernement et du keynésianisme grossier. Le risque est maintenant que les tensions dans l’économie conduisent à un rejet de la décarbonation et de la mondialisation, avec des conséquences dévastatrices à long terme. C’est la vraie menace posée par l’économie de

pénurie ».

LVOG - Ils ne sont pas au bout de leur peine. Voilà un extrait du paragraphe qui concluait un article paru dans le blog du Forum économique mondial consacré au même sujet.

FEM - La transition énergétique des vingt prochaines années sera complexe, coûteuse et - parfois - très difficile à mettre en œuvre.

Lessons for the energy transition from the 2021 energy crisis

https://www.weforum.org/agenda/2021/10/energy-transition-risks-crisis/?utm_source=sfmc&utm_medium=email&utm_campaign=2756892_Agenda_weekly-8October2021&utm_term=&emailType=Agenda%20Weekly

---

DEUXIEME PARTIE

Mes commentaires publiés dans le blog du Dr. Maudrux et ses associés.

Je pense que ces commentaires répondent à beaucoup de questions que les lecteurs se posent et auxquelles ils ne trouvent pas forcément de réponses ou ils ne savent pas comment les aborder, je leur fournis quelques clés qui me semblent pertinentes, à eux d'en faire l'usage qu'ils voudront. Ils font suite à un article politique destiné aux "*partis démocratiques*".

@ à conti entre autres

Ce n'est pas non plus l'orientation de la direction du PCF.

Vous vous demandiez peut-être où se trouve le lézard, j'appelle ainsi la faille dans une argumentation qui permet de mettre en lumière son aspect opportuniste ou les véritables intentions de l'auteur d'un article ou d'une déclaration.

J'ai été sur leur blog et j'ai lu en entier leur article. Compte tenu que nulle part il n'est fait référence aux traitements qui permettent de se passer de la vaccination, si vous lisez cet article et que vous craignez d'être infecté, soit vous irez vous faire vacciner, soit vous n'irez pas et vous prendrez le risque de mourir. Maintenant, sachant qu'en présence d'une telle alternative la population s'est précipitée pour se faire vacciner, ce n'est pas cet appel qui va l'en dissuader, bien au contraire.

Vous voyez comment on peut facilement se faire rouler ou manipuler, quand on n'a pas acquis un esprit critique suffisamment aiguisé, ou tout simplement quand on est bien intentionné.

Comme je suis quelqu'un de contentieux je suis allé sur le blog national du PCF.

Il m'a fallu aller jusqu'à la 7è page pour trouver un article en rapport avec notre sujet, publié le 25 août 2021 et intitulé - A propos des mobilisations contre le « passe sanitaire ». Que pouvait-on y lire ?

- La vaccination est la seule arme dont dispose, à l'heure actuelle, l'humanité pour se protéger. En l'état présent des connaissances, rien n'atteste qu'elle ferait courir un danger majeur aux populations.

- C'est la raison pour laquelle nous entendons lier l'objectif de la vaccination générale à l'exigence de démocratie sanitaire que nous portons depuis le début de la pandémie.

No comment ! Je vous fais grâce de la suite, vous pourriez devenir violent !

En politique, on ne se refait pas, cela n'a jamais existé et cela n'existera jamais.

- L'axe gauche-droite est devenu inopérant sur un bon nombre de problématiques

Encore un petit effort...

- On vous a donné un os à ronger, vous n'attendiez que cela sans oser l'avouer, j'ai été assez critiqué pour mes commentaires politiques pour en sourire.

Tout le monde va se jeter dessus avidement jusqu'à épuisement, à moins que cela ne dégénère en affrontement général, bien que je ne les pense pas. La plupart des lecteurs de ce blog sont trop vieux, la rage de vaincre de leur jeunesse s'est émoussée depuis longtemps, ils sont tout juste bon à s'indigner, ce qui est toujours mieux que rien, à condition qu'ils ne se trompent pas de cible ou d'ennemi.

Je m'aperçois que personne n'a pris la peine de lire attentivement mes nombreux commentaires qui traitaient sérieusement de ce sujet ou n'y a compris quelque chose. Je n'en fais évidemment pas une question personnelle, ce serait prétentieux et stupide, je préfère m'épargner cela au moins.

Vous me direz que c'est comme ceux qui savent que l'ivermectine est efficace, et qui malgré tout continuent de cavaler après un vaccin, autant pisser dans un violon. C'est pour cela qu'on ne s'étonne plus de rien.

En attendant d'aborder à nouveau ce sujet sous un angle différent, je reproduis un passage du commentaire que j'avais posté et qui est paru ailleurs, je crois qu'il fournit des pistes de réflexion pour comprendre pourquoi

– Quand quelqu'un évoque sur plusieurs pages la situation ou un aspect de la situation, mais évacue totalement l'aspect économique, la crise du

capitalisme, la lutte des classes ou tout simplement les classes sociales et leurs antagonismes qui structurent la société, vous pouvez être absolument certain que l'analyse qu'il vous livre est biaisée ou ne correspond pas à la réalité.

Si le risque de vous tromper est nul, en revanche le risque de produire une analyse tout autant erronée est une certitude, si vous n'intégrez pas les facteurs cités plus haut à la place qui leur revient (dans le processus historique).

Allons plus loin. Si vous n'avez pas étudié à fond tous ses facteurs, votre tâche s'avérera impossible.

Ajoutons que tout le monde s'est illusionné sur la gauche depuis des lustres. Les imposteurs qui étaient censés la représenter vous ont retiré le tapis du dessous des pieds en 81, et c'est seulement maintenant ou depuis 2007 que vous le découvrez…

La SFIO se constitua à partir d'une coalition de 7 tendances politiques, seule une minorité incarnait véritablement le socialisme scientifique de Marx et Engels. A la première occasion ou au premier coup de canon, elle trahira et abandonnera définitivement son idéal, ce fut le 4 août 1914, il y a 107 ans. Qui le sait ou a encore cela en tête ? Personne ou personne n'en a tenu compte ce qui revient au même.

En 1920 au congrès de Tours, la SFIO scissionna et le PC naquit. Quand ses dirigeants demandèrent à adhérer à la toute nouvelle Internationale, la troisième ou l'Internationale communiste, 21 conditions leur furent soumirent, ils les acceptèrent et le PC devint sa section française, pour faire bref. Mais les discussions furent âpres, ses dirigeants n'inspiraient pas confiance à Lénine et Trotsky, au point que Lénine déclarera que ce n'était pas un parti communiste, quant à Trotsky il exigera qu'ils rompent avec la franc-maçonnerie, dont il dira qu'il faudrait la brûler, je cite cela de mémoire. Qui le sait ou a encore cela en tête ? Personne ou personne n'en a tenu compte ce qui revient au même.

Bref, la SFIO a trahi en 1914 et le PC n'était pas vraiment un parti communiste dès sa fondation en 1920, autant dire que ce qu'on a appelé la gauche pendant plus d'un siècle n'a jamais existé en tant que telle. Et c'est sur cette escroquerie politique qu'est venue se greffer l'extrême gauche, qui aujourd'hui a adopté la muselière et la vaccination pour tous au côté de Macron, tout est dans l'ordre des choses.

Partant de là, je vous raconte cela mais tout le monde va s'en foutre, j'en suis arrivé à la conclusion que pour ne pas verser dans l'opportunisme et vraiment incarner le socialisme, il fallait faire l'inventaire de la lutte des classes du XXe siècle et étudier l'histoire du mouvement ouvrier, en utilisant les enseignements que les fondateurs du socialisme nous avaient légués. Je me suis attelé à cette tâche ingrate à partir du 11 septembre 2001, le jour de mes 46 ans, j'en ai 66 et je n'ai jamais arrêté depuis, en fait j'étudie tout ce qui me tombe sous les yeux.

Puisque tout le monde en ce moment parle de folie, alors allons-y.

Le plus fou, c'est quand on pense que le socialisme correspond aux besoins ou aux aspirations que toutes les catégories sociales ne cessent de revendiquer à juste titre, et qu'elles l'ignorent ou le considèrent comme leur ennemi, sachant que c'est la seule alternative possible au capitalisme, effectivement dans ces conditions on n'est pas près de s'en sortir ; passons sur ceux qui sont pris de démence et identifient l'UE ou le Forum économique mondial au communisme, alors qu'ils en sont une version inversée ou la négation la plus achevée.

Parce que j'ai à l'esprit qu'il m'a fallu des années ou des décennies pour parvenir à ces conclusions, je conçois très bien à quel point elles peuvent être déconcertantes ou lourdes à digérer d'un coup, donc je ne me formaliserai pas qu'elles soient violemment contestées, réfutées, là ça va être une autre histoire, je reste ouvert à tout argument. La suite dans quelques jours.

@ à RUCHETON

Vous avez raison, mieux ou plus précisément, c'est le programme des fascistes et du Forum économique mondial, quelle confusion extrême (Inoxydable)... mais peut-être pas pour l'intéressé ! Et il y en a pour accorder de l'attention à ce genre d'âneries !

Inoxydable - Il n'y a rien à opposer à des gens qui prennent bien soin de ne citer aucun de vos argument, et qui plus est recourent à l'invective parce qu'ils en manquent. Aucune discussion n'est possible.

Quant aux vieux en général, j'en fais partie désormais (66 ans). Autrefois on avait l'habitude de les traiter de réactionnaires, à juste titre, parce que déjà à cette époque nous ne supportions pas le régime en place que nos parents et grands-parents soutenaient, rien n'a changé depuis, précisons, avant même ou sans avoir la moindre idée politique en tête quand nous étions jeunes.

Tout ce qu'on nous proposait, c'était de les imiter, de reproduire leur mode de vie débile, de se fondre dans le moule de cette société infâme, pense à toi disaient-ils, je n'ai jamais su ce que cela voulait dire, pense à tes études, à ta carrière, je n'ai jamais su ce que cela voulait dire non plus. Au bout du compte, c'est la seule chose que j'ai réussi au cours de ma vie, ne pas leur ressembler, quel cauchemar, surtout à son crépuscule !

Ceci dit, je n'ai jamais manqué de respect envers quiconque, hormis mes patrons et les représentants du pouvoir, mais c'est légitime, mort aux tyrans et à la tyrannie !

@ à Miguel31

- Mais les étiquettes apposées aux systèmes politiques ont la vie dure et le glissement totalitaire n'est pas même envisagé par tous ceux, très nombreux, qui associent pour toujours ce (beau) pays à un système démocratique.

Si je peux me permettre, cela peut s'expliquer par le fait que la Constitution de la Ve République était bonapartiste et antidémocratique, sachant que, ce qu'on a appelé communément à tort la gauche ne reconnaissait pas les aspects bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République, du coup, quand un glissement s'opérerait du bonapartisme vers la dictature, elle ne le reconnaîtrait pas non plus ou plutôt elle feindrait de ne pas s'en apercevoir, et pour cause.

Il faut toujours partir de la nature du régime en place et observer de quelle manière les différents acteurs (ou courants) politiques le caractérisent,

cela vous fournit de précieux renseignements sur leurs propres natures et leurs réelles intentions, et là vous ne prenez pas le risque de vous tromper, quoique, on va y venir plus loin. Oui, je sais que cela agacera peut-être certains de découvrir le b.a-ba de la politique parfois sur le tard (sic!), ce n'est pas à moi qu'ils le devront, mais à ceux qui me l'ont enseigné. Quoique en effet, il arrive que des partis rédigent de beaux programmes qui comportent des objectifs politiques qu'ils n'appliqueront jamais quand ils arriveront au pouvoir ou qu'au cours de la lutte des classes ils abandonneront avant même cette échéance, c'est ce qui permet de les confondre et de les démasquer très tôt.

Quant à, je vous cite : la “gauche”, historiquement associée au progrès social et à la défense des intérêts des opprimés ou disons, des plus modestes, fin de citation, elle a essentiellement servi à accompagner le régime pour le compte des classes moyennes ou les couches supérieures de la classe ouvrière, qui avec les fonctionnaires constituent 80 ou 85% des syndiqués, la droite du mouvement ouvrier en fait, et qui étant les mieux lotis (corrompus) n'avaient aucune raison de lutter pour un changement de régime, elles serviront au contraire à garantir la stabilité du régime en place.

Tout cela n'a évidemment rien à voir avec la gauche ou le socialisme contrairement aux idées reçues. Il faut rappeler, que la gauche caractérisait en principe ou théoriquement les courants politiques favorables à un changement de régime économique et politique, et quand on l'ignore, on ne peut pas comprendre la situation.

Comme nous l'avons déjà mentionné ailleurs, la pseudo-gauche a toujours été aux côtés du régime plus ou moins masquée, et lors de chaque crise ou quand le régime peine à imposer sa politique ou elle est fortement contestée, elle se sent obligée de monter au créneau pour défendre le régime quitte à tomber le masque, et elle apparaît soudain au grand jour telle qu'elle est réellement. Seuls seront surpris ou choqués, ceux qui n'avaient discerné depuis longtemps qu'elle était synonyme d'escroquerie politique... Cette imposture est beaucoup plus effroyable que le 11/9.

Maintenant, comme beaucoup vous allez me répondre, que faire, que proposez-vous ?

Avant d'y venir plus tard, il faudrait déjà commencer par étudier et vérifier sérieusement les éléments de réflexion que j'ai fournis dans mes commentaires, les étoffer évidemment, puisque j'ai dû être bref et je n'ai cité que les principaux, et encore, ils en manquaient, et à l'issue de ces travaux, on verrait à quelle conclusion on serait arrivée et combien nous serions à la partager. Au passage, vous voyez que je n'ai jamais eu l'intention d'imposer mes idées à qui que ce soit, contrairement à ce que certains de mes contradicteurs en manque d'arguments ou d'imagination ont pu affirmer.

@à VALETE09 et pas seulement.

Je vous rappelle que le CNR contribuera à empêcher l'unité de la classe ouvrière et des classes moyennes de se dresser contre l'Etat, pire, il contribuera à les mettre au service de la guerre impérialiste pour le compte du capitalisme français ou il participera à cette monstrueuse conspiration contre le peuple, qui consista à lui faire croire que la guerre était inévitable, qu'elle était pour son bien... La fin de la guerre fut marquée par un puissant mouvement révolutionnaire, à tel point que Thorez (PCF) venant en aide aux capitalistes décrétera que la grève était l'arme des trusts, donc condamnant le recours à la grève, et qu'il ne devait y avoir dans le pays, qu'un seul Etat, une seule police, une seule armée, celui et celles des capitalistes appelant au désarmement général du peuple en armes par crainte qu'il ne les retourne contre l'Etat... Toute cette partie de l'histoire est savamment et systématiquement occultée par les partisans de l'ordre établi.

Le programme du CNR n'avait rien de socialiste, de communiste ou de révolutionnaire, il s'inscrivait dans la continuité du Front populaire de 36, qui constitua déjà une trahison du socialisme. Je crois que ceux qui vouent une haine au socialisme, feraient mieux de tourner leur haine vers ceux qui l'ont trahi, s'ils en sont encore capables, là c'est une autre histoire.

Vous citez toujours les loosers, les caves, les vendus, les pires ordures, vous avez raison les Déat, Doriot, Belin (CGT), Mussolini, j'ajouterai Kautsky, le célèbre théoricien marxiste autrichien, et Plékanov qui introduisit le marxisme en Russie, qui tous deux basculèrent dans le camp de nos ennemis. Moi, fidèle à mes bonnes intentions et à ma classe, je préfère m'en tenir à ceux qui n'ont jamais trahi le socialisme, Marx, Engels, Lénine et Trotsky, il y en a beaucoup d'autres moins connus.

Il y en a qui ont tendance à ignorer qu'on ne choisit pas les conditions dans lesquelles on vit et on mène un combat politique, elles nous sont imposées de l'extérieur ou on doit faire avec la situation telle qu'elle est. Quand on confond les deux, on en arrive facilement à vouer injustement ou de manière inappropriée aux uns ce qui revient légitimement aux autres, et donc à sortir des énormités qui n'ont aucun rapport avec la réalité. On ne s'en scandalisera même pas tellement on y est habitué.

Partout s'étalent la même inconscience, ignorance teintée de la plus détestable démagogie, une haine farouche envers l'idéologie de la classe ouvrière ou des exploités et des opprimés au profit de l'idéologie de la classe dominante, c'est à croire qu'il coule dans leurs veines le sang de nos bourreaux et qu'ils prennent un malin plaisir à notre agonie. A droite toute !

@ à Cincinattus

Vous vous sentirez un peu moins seul, quelle honte !

Vous avez raison, c'est déconcertant de constater que la population qui possède des armes ne s'en soit pas encore servie depuis 19 mois, c'est à de demander à quoi elles lui servent...

@ à Olga, Jean-Luc, etc

L'avez-vous lu au moins ? Non, car si tel était le cas, vous auriez remarqué qu'il n'y avait pas un mot contre la vaccination quasi obligatoire.

Pire ou bien au contraire :

- La CGT s'est toujours prononcée pour la vaccination à grande échelle, gratuite, volontaire, en France comme dans les pays pauvres.

Vous savez lire, vous ne comprenez pas ce que cela signifie, c'est pourtant clair, ils font la promotion de la vaccination, donc ils se positionnent au côté de Macron.

Ce qu'on observe surtout, c'est un niveau pitoyable de discernement et de logique à tous les niveaux de la société, pire qu'une pandémie. Je préfère ne rien ajouter.

@ Jean-Michel CAPARROS

– Le sursaut, le réveil, ne viendra pas d'une organisation politique, quelle qu'elle soit

Vous avez raison sur ce point. Tenez, j'ai trouvé quelque chose qui l'illustre très bien dans un état de guerre que j'estime similaire.

La guerre 1914-1918 – Episode 5 – L'enlisement du conflit

https://www.youtube.com/watch?v=x46MXEl2RnM

Pour ne pas vous faire perdre votre temps, j'ai noté les passages qui nous intéressent ici. Ensuite j'ajouterai quelque chose.

29:50 à 30:52

31:52 à 32:09

33:00 à 34:49

39:57 à 40:45

Une guerre qui dure déjà depuis plus de 2 ans, en vérité un véritable massacre, une boucherie comme l'humanité n'en avait jamais connu auparavant, des millions de morts inutiles… mais pas pour tout le monde évidemment, suivez la piste de l'argent comme disent certains.

C'est la guerre des tranchées, chaque grande sortie des belligérants qui s'affrontent sur le champ de bataille ou de boue se solde par des centaines de milliers de morts de toutes nationalités, les généraux envoient leurs troupes à l'abattoir baïonnettes au canon face à d'énormes canons et des mitrailleuses qui les faucheront inexorablement.

Tout le monde le sait du général au simple soldat, et pourtant ces massacres s'enchaînent ou se succèdent à un rythme soutenu et imperturbable comme si personne ne pouvait les arrêter et les hommes étaient devenus complètement fous. Puis, selon la loi de la dialectique, selon laquelle il arrive un moment où la quantité se change en qualité, à l'occasion d'une nouvelle sortie et d'un nouveaux monstrueux massacres identiques aux précédents, il s'avère qu'il ait été celui de trop, enfin, et simultanément et sans s'être donnés le mot les soldats de 56 régiments refusent d'obéir plus longtemps et se mutinent…

Deux remarques. La première, ces soldats ne refuseront pas de continuer cette guerre qui n'était pas la leur, et ce n'est pas cet épisode qui mettra fin à cette boucherie. La seconde, bien que la décision adoptée par ces soldats de désobéir à leur hiérarchie ait été le produit d'une prise de conscience collective, elle fut davantage l'expression de la somme (ou l'addition) de prises de conscience d'intérêts individuels qui à un moment donné devaient se rejoindre, plutôt qu'une prise de conscience collective parvenue à maturité du sens ou de l'origine de cette guerre, à laquelle ils ne parviendront jamais en l'absence d'une puissante organisation qui l'incarnerait consciemment. Et de fait, finalement on pouvait affirmer après coup, qu'ils n'en tireront pratiquement aucun enseignement puisque à peine deux décennies plus tard le même scénario se répétera. On s'en tient strictement aux faits.

En conclusion, les masses sont seules à décider le jour où elles prennent leur destin en mains et se soulèvent contre le régime. Personne d'autre ne peut le décider à leur place, personne ne peut les remplacer, avis à tous les mégalomanes qui prétendent le contraire et à ceux qui les croient, ni le plus intelligent ou le mieux disposé des hommes envers le peuple, ni le parti politique le plus progressiste, démocratique ou humaniste qui soit. Mais cela ne fait jamais le compte, la preuve, généralement les mobilisations, les émeutes, les révoltes ou les révolutions se terminent par un échec. Pourquoi ?

Quand les masses entrent en mouvement ou se mobilisent, elles n'ont nullement conscience du processus dans lequel elles s'engagent, elles n'ont nullement conscience des tâches qu'elles vont devoir accomplir pour atteindre des objectifs qui demeurent flous dans leurs têtes. Elles savent ce qu'elles ne veulent plus, mais elles n'ont pas clairement conscience de ce qu'elles veulent et encore moins le moyen d'y parvenir, et si elles ne disposent pas d'une puissante organisation pour les éclairer et les guider, elles seront infailliblement vaincues ou elles devront se contenter des miettes que les vainqueurs leur accorderont, et ainsi de suite, leur vie faite de souffrances inutiles et injustes en tous genres se perpétuera de génération en génération…

La question qui est posée comporte donc plusieurs volets qui seront abordés dans le commentaire suivant.

Quand les masses vont-elles entrer en action, on l'ignore. A quelle occasion, tout le monde l'ignore aussi. Tout ce qu'on sait, c'est qu'un jour ou l'autre la loi de la dialectique s'appliquera aussi ici. Ceux qui prônent des solutions individuelles ou qui veulent parvenir à leur fin sans les masses finissent généralement par tourner leurs fusils en direction des masses ou ils virent au fascisme, il faut le savoir. N'oubliez pas que vous faites partie des masses, avis aux suicidaires qui l'oublieraient !

En attendant, tout ce qu'on peut faire c'est d'expliquer encore et encore ce qui se passe réellement à toutes les personnes qu'on croise, ce que chacun fait sincèrement dans ce blog avec ce qu'il croit avoir compris lui-même, que ce soit avec plus ou moins de bonheur, c'est autre chose, on en

discute, tout le monde n'a pas acquis le même niveau de conscience politique ou n'a pas saisi l'enjeu de la situation, c'est normal, c'est la vie, tout comme la polémique.

Ce qui nous fait cruellement défaut, c'est cette organisation, puisque toutes celles qui étaient censées nous représenter nous ont trahi ou elles figuraient déjà dans le camp de nos ennemis. Maintenant tant qu'on n'a pas pris conscience que la guerre actuelle est une guerre de classes et pas autres choses, il est vain d'espérer pouvoir la construire et vaincre notre ennemi.

Brièvement. Il existe dans notre camp deux conceptions de la lutte de classes. Il en existe une qui consiste à se contenter de victoires, d'améliorations du mode vie et des conditions de travail ou d'acquis sociaux partiels, de la paix temporelle sous le régime en place, sans se soucier que toute la population ne sera pas logée à la même enseigne ou ne bénéficiera pas des mêmes traitements, du même statut ou des mêmes privilèges, mais surtout sans se soucier du fait que tout ce qui lui a été accordée un jour lui sera en permanence contesté et fatalement repris puisque la crise du capitalisme est quasi permanente et ne peut que s'amplifier, et une nouvelle guerre lui pend au nez…

C'est cette conception de la lutte de classes qui a été adoptée par ce qu'on a appelé à tort les partis de gauche et tous les syndicats. C'est aussi celle qui prévalut chez les éléments dits progressistes ou humanistes des classes moyennes ou chez les intellectuels dits de gauche. Les principes sur lesquels elle reposait étaient tellement poreux, défectueux ou démagogiques qu'ils furent adoptés par des pans entiers des classes moyennes et des intellectuels plus ou moins ouvertement de droite, voire même à l'extrême droite, d'où la confusion extrême actuelle dans laquelle plus d'un sombre sans même s'en apercevoir. Voilà en gros pourquoi elle confine à l'impuissance et prépare nos pires défaites.

L'autre conception de la lutte de classes consiste à l'inverse à prendre conscience de tout ce que la précédente ignore, autrement dit, elle considère que l'ensemble de la population ne pourra jamais accéder au bien-être, ne pourra pas prétendre à l'épanouissement individuel, à vivre en harmonie et en paix, aussi longtemps qu'un changement de régime économique et politique ne sera pas intervenu, et par conséquent toutes les luttes doivent se situer dans cette perspective pour rassembler les éléments les plus conscients de la société, de manière à être prêt le jour où l'affrontement direct entre les classes se produira… Si elle est beaucoup plus exigeante que la précédente, donc attaquée de toute part, c'est parce qu'à la fois elle incarne consciemment l'ensemble du processus historique, et l'étape qu'il doit franchir pour que les hommes parviennent à se libérer une fois pour toute du règne de l'exploitation et de l'oppression permanente qui est à l'origine de toutes leurs souffrances ou qui entrave leur liberté.

Et on a pu observer au cours des 75 dernières années que tous ceux qui s'en écartèrent ou qui la rejetèrent, finissaient un jour ou l'autre par cautionner tous les crimes commis par le régime en place… A suivre.

@ à JEAN-CHRISTOPHE YU

Les illusions ont la vie dure. Pour qui roulent-ils ?

On va encore me trouver excessif ou outrancier, je rappelle que la lutte des classes n'est pas une balade tranquille, mais une lutte à mort, et je crois que depuis 19 mois ,on a eu le temps d'en prendre conscience, dans le cas contraire, tant pis pour les âmes sensibles.

Ils incarnent l'imposture que j'ai dénoncé dans un autre commentaire ou qui de gauche que le nom, car confinée dans ce régime honni par des milliards d'hommes et de femmes dans le monde.

Dans ce document, hormis la notion vague de "médicaments existant" citée deux fois, il n'est nullement mentionné les médicaments efficaces en prophylaxie, période précoce et au-delà. Il n'y figure aucune condamnation de la vaccination de la population et les effets secondaires désastreux sont à peine évoqués (fertilité).

Il y en a toujours qui ont un train de retard sur l'histoire ou qui la prennent en cours de route…

– on dirait que la peur a anesthésié une grande partie de la gauche sur ce plan-là…

En réalité, elle s'en contrefout ! N'oublions pas que dans le passé, à plusieurs reprises elle a été jusqu'à se suicider pour sauver le régime qu'elle était censée combattre. Disons plutôt qu'elle a atteint un tel degré de putréfaction, que la gangrène irréversible qui la ronge depuis un siècle lui a servie d'anesthésiant pour s'insensibiliser aux souffrances du peuple.

– L'enjeu est notre avenir, celui de cette gauche en laquelle nous avons toujours cru. L'enjeu est celui de l'Humanité appelée à rencontrer d'autres défis, plus graves, sans doute, dans l'avenir.

Extraordinaire, je crois que nous sommes unanimes à reconnaître la gravité exceptionnelle de la situation, et eux ils l'évoquent "dans l'avenir", décidément on ne vit pas sur la même planète !

Bref, leurs intentions sont louables, comme celles de chacun d'entre nous, personne n'en a jamais douté, les illusions en moins toutefois, mais cela ne fait pas le compte face à une machine de guerre.

Finalement, leur exercice consistait en un mélange d'auto-proclamation, d'autosuggestion, d'autocongratulation, d'autosatisfaction, censé convaincre les lecteurs que le cadavre puant de la "gauche historique" bougeait encore, malheur à ceux qui y croiraient encore ! Il n'y a pas de plus dangereux ennemi que celui qui avance masqué. On comprend pourquoi nombreux préfèrent encore la droite officielle.

On pourrait les encourager à aller plus loin ou à rompre avec leur idole et le régime, mais franchement, je crois que cela ne servirait à rien.

@ Inoxydable

Je n'ai jamais mis les pieds à Aubagne, c'est mon épouse qui y vit.

Ne lisez pas ce qui vous soûle, vous avez raison, mais je ne pense pas que vous ayez eu l'occasion de lire un discours identique au mieux, cela fait 20 ans que je cherche et je n'en ai pas trouvé, et je vous avoue que c'est ce qui me désespère. Hormis un militant de 76 ans avec qui je suis en contact depuis plus de 10 ans, aucun des lecteurs de mon portail ne m'écrit malgré les 3.000 connexions par mois depuis 2008 ou alors c'est très rare.

J'ai été endoctriné pendant une courte période à la fin des années 70, cela fait plus de 40 ans. C'est ce qui arrive quand on ne peut pas penser par soi-même, notez bien que c'est le cas de la population en général, qui à ma connaissance n'en est pas davantage capable et l'ignore, sinon nous n'en serions pas rendus là.

Ce qui se passe en réalité dans ce cas de figure, c'est qu'on passe d'un endoctrinement à un autre sans s'en apercevoir ou on refuse de l'admettre, notamment parce qu'on ne se connaît pas soi-même. La plupart des gens se leurrent sur ce qu'ils sont, plus rares encore sont ceux qui sont capables de psychanalyser à fond leur comportement, peut-être par crainte de ce qu'ils découvriraient, encore faudrait-il qu'il ait étudié sérieusement la psychanalyse. Quant à inclure ensuite l'observation quotidienne de leur propre comportement pour le rectifier ou s'améliorer, je ne pense pas que cela les intéresse vraiment ou que cela pourrait donner un sens à leur existence somme toute médiocre.

Cela dit, cela ne suffit pas pour se doter d'une véritable liberté de penser ou d'un esprit critique aiguisé, je dirai même que cela ne sert strictement à rien, aussi longtemps qu'on n'a pas pris conscience que les lois de la dialectique régissent à la fois la matière, la nature, les idées des hommes, la société ou leur histoire. Et encore, cela ne signifie pas encore qu'on les maîtriserait, loin s'en faut, car ce n'est pas du jour au lendemain qu'on parvient à découvrir de quelle manière elles agissent ou elles se manifestent au quotidien en toutes choses ou rapports, cela nécessite un long apprentissage, une attention de chaque instant.

On doit commencer par apprendre à observer et écouter, un exercice auquel une personne endoctrinée est incapable de se livrer, au passage, vous voyez qu'on traite bien ici de notre sujet. Et puis cela nécessite de faire preuve de beaucoup de modestie, ce qui fait défaut généralement aux gens endoctrinés. Remarquez bien qu'il ne faut pas trop leur en tenir rigueur ou les accabler, puisque habituellement ils sont bien intentionnés.

Pour certains lecteurs je dois passer pour un extrémiste parce qu'ils me prêtent des idées ou un comportement qui me sont étrangers en réalité. Voyez-vous, quand quelqu'un ne partage pas mes idées, je fais la distinction entre ceux qui combattent pour la même cause que moi, qui ne partagent ma démarche ou ma stratégie sans y porter atteinte, et ceux qui au contraire s'emploient à y porter atteinte parce qu'ils ne combattent pas finalement pour la même cause que moi, entendez par là que ceux qui avancent masqués sont les plus dangereux, et il faut les démasquer impitoyablement.

Les gens qui s'expriment dans ce blog appartiennent à la première catégorie. Certes, on n'est pas d'accord entre nous, mais chacun peut s'exprimer librement et laisse les autres s'exprimer aussi, ainsi la confrontation des idées peut avoir lieu et tout le monde en profitera. C'est un bel exercice de démocratie qu'on s'offre en quelque sorte.

Mais je n'imagine pas un instant pouvoir m'exprimer dans un blog d'une organisation politique où les propriétaires appartiennent à la seconde catégorie, je serais censuré sur le champ. J'ai écrit à un tas de blogs et médias dits de gauche ou d'extrême gauche ou encore alternatifs, hormis un dont j'ai reproduit récemment un article, absolument tous n'ont jamais répondu à mes multiples courriels.

@à Michèle S

Je ne partage pas son idéologie et il le sait, nous avons eu l'occasion d'avoir des échanges par courriel et de nous en expliquer loyalement.

Cela dit, c'est un journaliste remarquable. Il est à l'origine de la diffusion d'informations de premières mains (toujours sourcées), et d'analyses d'une profondeur peu commune qui nous aident à mieux comprendre la situation. Dans son domaine, le Réseau Voltaire n'a pas d'équivalent dans le monde, selon moi.

Dans la causerie que j'ai publiée le 8 octobre dans mon portail, j'ai critiqué avec virulence son dernier article, qui se terminait par un appel à la résignation d'une certaine manière, que je ne peux pas partager, et je vais vous expliquer rapidement pourquoi.

Quand quelqu'un évoque sur plusieurs pages la situation ou un aspect de la situation, mais évacue totalement l'aspect économique, la crise du capitalisme, la lutte des classes ou tout simplement les classes sociales et leurs antagonismes qui structurent la société, vous pouvez être absolument certain que l'analyse qu'il vous livre est biaisée ou ne correspond pas à la réalité.

Si le risque de vous tromper est nul, en revanche le risque de produire une analyse tout autant erronée est une certitude, si vous n'intégrez pas les facteurs cités plus haut à la place qui leur revient (dans le processus historique).

Allons plus loin. Si vous n'avez pas étudié à fond tous ses facteurs, votre tâche s'avérera impossible. T. Meyssan les connaît évidemment, mais c'est son orientation idéologie qui lui ordonne d'en privilégier certains au détriment d'autres ou d'en faire disparaître certains, quitte à fournir une analyse qui ne correspondra pas tout à fait à la réalité.

L'avantage avec monsieur T. Meyssan, c'est qu'il n'avance jamais masqué ou sa démarche est suffisamment explicite pour que ses lecteurs, qui sont censés savoir lire, savent à quoi s'en tenir, à eux ensuite de partager ou non ses analyses ou conclusions.

TM - L'histoire des sciences fourmille d'exemples de ce type : presque tous les grands découvreurs ont été combattus par le « consensus scientifique » de leur époque. La plupart du temps leurs idées n'ont pas pu triompher avec des démonstrations, mais avec la mort de leurs contradicteurs : les leaders du « consensus scientifique ».

Vous avouerez qu'une telle conclusion ne pousse pas vraiment à l'action !

@Inoxydable

Un bref complément, l'orage est passé, et miracle on a du courant ! C'est cela l'Inde !

L'endoctrinement ne passe pas par de longs discours, mais par le même discours plutôt court, rabâché mille fois et qui finit par s'incruster profondément dans votre cerveau, le 20H ou les infos en continu ou encore les publicités qui allient l'image, l'illustrent très bien aussi.

Cela pour dire, que l'exercice auquel je me livre en prenant le temps d'argumenter chacune de mes affirmations, ne correspond pas du tout à ce procédé. Par ailleurs, les doctrines ou théories ne sont pas forcément à rejeter, tout dépend ce qu'on en attend et ce qu'on en fait par la suite, surtout quand elles représentent la synthèse ou la conclusion de longs et fastidieux travaux de recherche, si on le juge utile, on peut les prendre en considération ou les étudier, en prenant soin de situer l'époque lors de laquelle les connaissances qu'elles renferment furent condensées.

Ceux qui essaient de nous endoctriner, ont une fâcheuse tendance à oublier que c'est la théorie qui doit s'adapter à la réalité et non l'inverse, c'est d'ailleurs à cela qu'on les reconnaît, et quand la réalité finit par les rattraper, leur théorie se casse la gueule et eux avec, cela ne fonctionne qu'un temps. La théorie qui est gravée dans le marbre aura beau taper du pied, elle ne pourra jamais réveiller un mort.

Ceux qui se laissent prendre au piège de l'endoctrinement sont vulnérables, il suffit de leur servir le discours qu'ils attendaient pour en être des proies toutes trouvées. Les nouvelles recrues d'une doctrine en deviendront de dévoués et fidèles disciples et à leur tour des prédicateurs, comme dans les sectes ou les religions ou toutes organisations reposant davantage sur des croyances plutôt que sur des connaissances.

Vous aurez compris que ma démarche est étrangère à ce procédé. J'insiste, parce que j'ai une activité politique publique depuis décembre 2004, donc je ne peux pas laisser dire n'importe quoi concernant mon engagement politique aussi marginal ou modeste soit-il, j'incarne un courant politique différent de tous ceux qui existent et je dois le défendre.

Je ne cherche pas à convaincre qui que ce soit de quoi que ce soit, je n'ai rien à vendre, je n'ai pas de fonds de commerce, pas de boutique ou d'appareil à défendre, aucune ambition, aucun intérêt personnel dans cette histoire, hormis ceux qu'on partage collectivement. Je préfère laisser mes interlocuteurs réfléchir librement aux éléments et analyses que je leur soumets, libre à eux de les adopter s'ils les jugent pertinents ou cohérents ou de les rejeter s'ils ne leur conviennent pas. On n'arrive à rien par la contrainte, et certainement pas à élever son niveau de conscience.

D'autre part, non seulement je ne demanderai jamais à ce qu'on me fasse confiance, je m'y oppose catégoriquement pour les raisons qui viennent d'être évoquées. Si quelqu'un estime partager mes idées, car c'est quand même le but que je me suis fixé, il doit être en mesure de le prouver, pour se faire, il n'a pas plus besoin de ma confiance que je n'ai besoin de la sienne pour savoir quoi en penser.

Nous ne sommes pas dans un rapport de dominant à dominé, vous comprenez, on doit dépasser ce mode de penser pour penser en homme libre.

@ à VALETE09

Faux. Notamment :

Alors que la plupart des mammifères sont capables de synthétiser la vitamine C dans leur foie ou dans leurs reins, la majorité des primates dont l'être humain et certains oiseaux et poissons en sont incapables.

Quant à "la défunte URSS", vous auriez pu économiser les 2 premières lettres, parole d'un féroce antistalinien. Je vous dis cela en passant, je n'ai aucune préférence, j'ai simplement remarqué que c'était une manie chez beaucoup de gens qui apparemment ont été davantage marqué par le stalinisme que par le nazisme, à moins que chez certains, pas chez vous évidemment, cela révèle un secret penchant, c'est très à la mode en ce moment.

- @ à VALETE09

- La défunte URSS en quatre lettres, ne vous en déplaise, pratiquait l'internement des opposants en hôpital psychiatrique, que ce rappel vous gêne n'y change rien.

Je suis sans doute mieux placé que vous pour en parler.

En 1976, c'est l'année où j'ai pris contact avec l'OCI et où j'ai participé à la campagne pour exiger la libération du mathématicien et dissident Léonide Plioutch emprisonné dans un asile psychiatrique, qui sera libéré peu de temps après 4 années d'internement.

Par ailleurs, je vous prierai de relire attentivement mes commentaires et de ne pas déformer mes propos, d'accord ? Je vous invite à les relire si vous en êtes capable.

Je vais vous expliquer pourquoi j'avais insérer cette remarque, elle est motivée et parfaitement justifiée.

En effet, j'ai eu l'occasion d'observer à de multiples reprises, que chaque fois que certains lecteurs s'exprimaient sur des saloperies ou des monstruosités du passé, systématiquement ils faisaient référence à la Pravda, à l'URSS, à la Guépéou, au communisme, etc. , mais étrangement jamais à l'Action française, à l'Allemagne nazie, aux SS, à croire que les premiers étaient les pires exemples qu'on puisse citer... Cela ne tient pas du hasard.

Au regard de ce constat révélateur, j'en ai déduit qu'ils étaient davantage portés à prêter l'oreille à la propagande de la droite ou de la réaction, qui n'a de cesse de faire un amalgame frauduleux entre le stalinisme et le communisme qui demeure le seul pendant à l'idéologie capitalisme, histoire d'une part de priver la classe ouvrière de toute idéologie pour mener son combat politique libérateur légitime, d'autre part discréditer ou décrédibiliser l'unique alternative au capitalisme. On appelle cela aussi de l'anticommunisme primaire ou de caniveau. Que ma remarque somme toute anodine est

provoquée une réponse d'une telle violence, suffit à montrer qu'elle avait visé juste.

Les qualités qu'ils attribuent dans leurs commentaires à des personnages politiques issus de l'extrême droite ou compatibles avec l'extrême droite le confirment. Personnellement, j'estime qu'ils sont infréquentables ou je ne peux pas leur attribuer la moindre trace d'humanisme.

Bref, on aura compris qu'on est en présence de gens sans principe qui s'expriment à tort et à travers, qui n'hésitent pas à recourir à des procédés à la limite diffamatoire pour décrédibiliser les personnes qui ne partagent pas leurs idées, procédé que chacun appréciera à sa juste valeur.

A ceux que cela avait échappé.

Supplique - Étymologiquement. 1578; supplic, n. m., 1340; du lat. supplicare (? Supplier), d'après réplique, avec influence de l'italien supplica.

Demande par laquelle on sollicite une grâce, une faveur (d'un supérieur).

Supplier - Étymologiquement. 1360; réfection étym. de souploier (xiie), souplier (xiiie); dér. du lat. supplicare, proprt « se plier (sur les genoux) », de sub-, et plicare « plier » plus ou moins mêlé à un comp. de ploier (ployer); souploier signifiait à la fois « supplier », « plier, courber » et « suppléer ».

Prier (qqn), en demandant qqch. comme une grâce, avec une insistance humble et soumise.

Source : Le Grand Robert de la langue française

Voilà un bel exercice de servilité ou d'avilissement.

Je ne peux donc pas souscrire à une telle démarche contraire à mes principes et à ma conception de la dignité, notamment, désolé, pour rester mesuré ou ne pas en dire davantage, je la condamne.

Pourquoi ne l'ai-je pas mentionné plus tôt ?

Parce que je voulais voir avant ce que vos lecteurs avaient dans le ventre ou dans la tête si vous préférez. Sachant que leur état d'esprit n'était pas différent de celui des autres opposants autoproclamés à la gestion par Macron de cette crise fabriquée, il fallait les laisser se lâcher ou exprimer ce qu'ils pensaient réellement ou comment ils interpréteraient votre démarche, pour ensuite les ramener à la cruelle réalité, les placer face à leurs propres contradictions en leur rappelant la définition d'une supplique et la signification politique particulière qu'elle prenait ici. Gageons qu'ils hurleront à la perfidie, alors qu'en réalité ils ne devraient s'en prendre qu'à leur propre négligence ou à leur inconscience, leurs illusions qui les ont trahis ou qu'ils sont incapables d'assumer.

Cette démarche produira forcément l'effet inverse de celui escompté, celui qu'elle mérite somme toute, parce qu'elle contribue à octroyer une légitimité à des partis qui n'ont rien de démocratique, dans la mesure où ils se sont fondus dans les institutions antidémocratiques de la Ve République, caractérisation qu'ils ont eux-mêmes employé à une autre époque, simple rappel. Et quand à l'occasion de cette machination ils ont tous rallié l'union nationale avec Macron, ils l'ont confirmé.

Compte tenu que ce que vous appelez les partis démocratiques figurent parmi les alliés et complices de Macron et ses mentors de l'oligarchie financière contre le peuple, cette démarche témoigne à la fois de l'état d'impuissance auquel en sont réduits leurs adversaires (ennemis seraient plus appropriés) et des illusions qu'ils trimballent encore. Par conséquent, elle ne peut que les encourager à poursuivre leur œuvre destructrice, en tout cas, à leur place c'est ainsi que je l'interpréterais. Voici ce qui arrive quand on refuse obstinément de rompre avec le capitalisme et ses institutions, de les affronter... quoi qu'il en coûte !

@ à Didier LAIGLE

- Comment voulez-vous que les gens de moins de 40 ans pensent à tout ça, ils n'ont pas ouvert un bouquin (alors d'Histoire de France proche !) depuis des années et ne sont que dans l'immédiateté, la futilité, le nez sur leur téléphone portable.

En partant de ce principe ou si personne ne leur dit, ils ne risquent pas d'évoluer ou de comprendre la situation. Partager nos connaissances, ne serait-ce pas ce qui nous motive tous ?

Je sais qu'on peut avoir parfois ou même souvent l'impression désagréable de ramer dans le désert, que voulez-vous, c'est ainsi.

Et souvenez-vous, la détermination de nos ennemis est totale, infaillible, tout comme leur cynisme est sans fond, donc si nous n'adoptons pas les mêmes principes, nous sommes foutus !

Deux articles qui devraient vous intéresser.

Laboratoires pharmaceutiques, psychiatrie et oligarchie apatride mondiale ! Le cocktail mortifère.

Par Claude Janvier - Mondialisation.ca, 11 octobre 2021

https://www.mondialisation.ca/laboratoires-pharmaceutiques-psychiatrie-et-oligarchie-apatride-mondiale-le-cocktail-mortifere/5661193

Le pouvoir politique de Facebook

https://www.voltairenet.org/article214351.html

@ à masquarenc

Certainement pas. Et vous faites quoi des faits ? Rassurez-vous la plupart des gens préfèrent les ignorer ou ne retiennent que ceux qui les arrangent.

Notez qu'il y en a même qui trouvent encore le moyen de se demander "ce que le capitalisme vient faire dans cette histoire", parce que les trusts pharmaceutiques n'en feraient pas partie, pas plus que les milliardaires qui ont considérablement accru leur fortune depuis janvier 2019, parce que Macron ne serait pas son représentant, sans parler du Forum économique mondial cité une multitude de fois dans ce blog qui serait une troupe d'opérette, et quant à la crise engendrée par la survie du capitalisme qui est à l'origine de cette machination, etc. bref, voilà comment au détour d'un misérable numéro de prestidigitation la réalité peut être pervertie. A quelle fin ? Demandez-le à leurs auteurs, mais il se pourrait bien qu'ils ne le sachent pas eux-mêmes.

Vous aurez compris pourquoi je m'attarde sur les faits, n'est-ce pas ? On vient de l'illustrer, on peut ajouter que le traitement dont ils bénéficieront dans un discours, révélera les réelles intentions de son auteur, y compris ceux qu'il aura pris soin d'écarter, ainsi que son penchant idéologique. Plus loin, vous avez le commentaire le plus abominable qui a été publié dans ce blog depuis février 2020 pour vous entraîner si cela vous dit.

Ne dit-on pas que certains faits parlent d'eux-mêmes, autrement dit, leur signification peut parfois se passer de toute interprétation. Ils sont très nombreux dans ce cas-là.

Généralement, ceux qu'ils dérangent les fuient comme la peste, mais il arrive parfois que pousser dans leur dernier retranchement ou par vanité, ils se sentent obliger de les exploiter pour produire une interprétation qui les trahira et révélera leur véritable intention, sinon leur ignorance. C'est là qu'on les attend.

Ils auront beau torturer les faits dans tous les sens pour les rendre méconnaissables et leur faire dire n'importe quoi, ils ne pourront jamais réfuter leur signification et elle finira par s'imposer un jour ou l'autre. C'est un vaste sujet qu'on ne peut qu'effleurer ici.

à BAF, Socrate de France etc.

Vous êtes tous dans l'allégeance à votre souverain, c'est votre droit, moi pas, et c'est le mien. C'est ce qui nous distingue.

Je n'attends rien, je n'espère rien, je ne demande rien, je n'exige rien des représentants de ce régime ou des institutions de la Ve République, je n'ai aucun lien avec eux et je ne tiens pas à en avoir, je ne les fréquente pas, je ne partage pas leur idéologie.

Je ne leur reconnais aucune légitimité pour incarner mes besoins ou mes aspirations, et pour les satisfaire je compte uniquement sur la lutte de classe ou la mobilisation des exploités et des opprimés et le combat politique que je mène à leur côté.

Et si elles ne se mobilisent pas ou ne parviennent pas à trouver la voie pour renverser l'ordre établi et instaurer une République sociale, et bien je patienterai, jamais je ne m'abaisserai à demander au tyran en place qu'il daigne bien m'épargner quelques souffrances ainsi qu'à mes semblables, plutôt crever !

J'allais ajouter, on a ou on n'a pas une conscience de classe, puis je me suis dit qu'on ne ferait peut-être pas référence à la même classe, donc je m'abstiens.

@ à Jean78

Pourquoi la CGT et le NPA avec d'autres courants syndicaux ou politiques de "gauche" ou d'extrême gauche n'ont-ils pas formé un cortège derrière le cortège principale et derrière leur propre banderole ?

Vous voulez que je vous dise pourquoi ? Parce qu'ils auraient été trois tondus et un pelé, je ne vois pas d'autres explications. Il y a fort longtemps quand j'étais à l'OCI, cela nous est arrivé plus d'une fois et sans problème.

Ils sont la honte du mouvement ouvrier, quant au NPA, c'est le courant le plus dégénéré ou débile tendance "woke"... Après cela, comment voulez-vous que les travailleurs s'organisent et se mobilisent...

Bien que mon courant politique La voix de l'Opposition de Gauche n'a pas de structure ou ne comporte que quelques sympathisants, je les ai appelés ainsi que mes lecteurs à participer aux manifestations du samedi ou dimanche. Je n'ai pas besoin de leur en dire davantage. Après les 19 000 pages de causeries que j'ai publiées depuis août 2008, il n'y a aucun risque qu'ils soient manipulés par qui que ce soit, tout du moins je l'espère.

La trahison de la gauche n'en parlons pas, elle date d'un siècle, celle de l'extrême gauche date de 75 ans. J'ai 66 ans et je ne m'en suis réellement aperçu qu'à 50 ans, mais au lieu de basculer dans le gauchisme ou à l'opposé dans l'opportunisme ou à droite, j'ai au contraire décidé d'assurer la continuité du marxisme et du socialisme, ce qui peut paraître très prétentieux, disons que j'essaie d'y être fidèle ou d'en être digne, et je dois dire qu'à l'épreuve des faits, je crois m'en tirer assez bien. J'ai abordé absolument tous les sujets d'actualités depuis 2008 notamment, chaque fois j'ai pris position publiquement et jamais je n'ai failli à mon engagement politique.

Il y en a qui croient que cela n'existe pas, et bien je suis désolé de les contredire, même si je ne représente pas grand-chose, il existe encore dans ce pays un courant politique resté fidèle à la gauche ou au socialisme scientifique.

@ à geraud

Les lecteurs ne sont sans doute pas aussi stupides que ce que vous croyez.

Hormis la caricature grotesque et l'invective, vous manquez singulièrement d'arguments. En fait, vous employez les misérables procédés que vous dénoncez chez les partisans de Macron et du passe, personne ne sera dupe.

@ BAF

- “On rejette l’intégralité de la démarche”

Cette formulation n'est pas de moi, je vous ferai remarqué, il est donc malhonnête ou maladroit pourquoi pas, de la présenter de sorte qu'on pourrait croire qu'elle viendrait de moi.

Cela dit où aurais-je contesté la liberté de chacun de soutenir ou de rejeter cette démarche ? Nulle part, je vous mets au défi de prouver le contraire.

Dans votre commentaire ne figure aucun de mes arguments, aucun fait que j'ai cité, rien ou pire. Quand les médias ou un acteur politique veulent faire taire ou discréditer un opposant à la politique de Macron, ils l'accusent de complotisme, vous vous employez le même procédé en plus sournois et infâme encore, puisque vous ne précisez pas sur quoi pourrait porter précisément la haine que vous m'attribuer, laissant à penser aux lecteurs qu'elle serait destinée aux personnes qui ne partagent pas mes idées, ce qui évidemment n'a jamais été le cas. En fait, il semblerait que vous ayez inversé les rôles.

Je me moque de savoir si mes commentaires peuvent choquer les âmes sensibles, malgré les précautions que je prends pour ne pas manquer de respect aux lecteurs ou ne pas empiéter sur leur liberté, et j'estime en retour mériter le même traitement.

On ne peut pas plaire à tout le monde, et je sais pertinemment qu'il y a certaines vérités qui ne sont pas bonnes à dire, un principe que je récuse et que je refuse qu'on m'applique, autrement dit, si involontairement je commettais une erreur, je serais gré qu'on m'en informe pour que je puisse la corriger éventuellement.

Nous sommes en guerre ne l'oublions pas, donc toute prise de parole se situe dans ce contexte. On n'a donc pas à se faire des politesses ou des courbettes ou à ménager les esprits trop faibles pour supporter la polémique, surtout quand elle prend une tournure particulièrement belliqueuse et pour le coup haineuse.

Il n'a pas pu vous échapper qu'hier un lecteur avait osé faire l'apologie de l'extrême droite, je cite "il devient vraiment insultant d’en faire un repère à monstres inhumains, sans valeurs ni compassions", cela ne vous a pas choqué apparemment, poursuivons, pour ensuite attribuer non pas à la gauche, ce qui aurait pu encore passer en se bouchant le nez, mais à "la pensée de gauche", autrement dit, l'idéologie socialiste d'être "à l’origine des plus grands génocides de l’humanité", un monstrueux mensonge évidemment conforme à la propagande officielle, à croire que les deux guerres mondiales du XXe siècle et les 250 guerres qui ont eu lieu dans le monde depuis 1945 ne seraient pas à mettre au compte du capitalisme ou auraient été une bénédiction pour tous les peuples, et pour compléter le tableau, on eut le droit à l'apologie de "la primauté du collectif sur l’individu", comme si la lutte de classe des générations passées n'avaient jamais existé et n'était pas à l'origine de nos droits ou acquis sociaux et démocratiques, puis il nous gratifia d'une ode à "la grandeur de l’individu" chère aux idéologues du néolibéralisme et du Forum économique mondial si épris d'individualisme à outrance, nous appelant pour couronner le tout à "méditer sur la place de l’homme dans la société et pas du rôle de la société dans la vie de l’homme", niant que c'était les rapports sociaux ou la division en classes sociales qui déterminait la nature et la structure de la société, la place ou le statut social qui occupait chaque homme et non l'inverse.

Bref, s'il y aurait quelque chose à haïr, ce ne serait pas l'auteur de ce commentaire qui n'en vaut même pas la peine ou je n'en aurais pas la force, qui au passage était également l'auteur de la citation qui figurait au début de votre commentaire, mais cette misérable entreprise de déconstruction et falsification du passé à caractère nihilisme et de facture purement réactionnaire, qui ne rechigne devant aucun moyen pour se faire valoir et nuire à notre cause, à moins que vous ne trouviez votre salut dans l'extrême droite et le fascisme, et dans ce cas-là vous n'auriez plus qu'à l'assumer. Je vous ferais remarquer que j'ai employé le conditionnel, donc ne le prenez pas autrement, s'il vous plaît.

@ Socrate de France

- Il me semble que vous confondez capitalisme et libéralisme.

C'est cela prenez-moi pour un imbécile pendant que vous y êtes !

- Le communisme en URSS était un capitalisme d’état.

Le communisme n'a jamais existé, hormis dans la tête des staliniens ou ceux qui avaient intérêt à le faire croire, la réaction.

- C’est le libéralisme qui génère une concentration des richesses (grosso-modo la loi du plus fort).

Ce sont les fondements économiques ou les rapports sociaux qui déterminent les lois de fonctionnement du capitalisme qui conduisent à la concentration du capital...

- Le capitalisme est un procès et n’ont une fin en soi d’autant plus que l’état (s’il est vertueux) pose les garde-fous.

Allez donc racontez cela à un capitaliste ou à un banquier, il va bien rigoler !

Quant à l'Etat, il est à son service, il lui sert de caution juridique histoire de lui garantir une légitimité pour en assurer la pérennité. A la limite, l'Etat

pourrait disparaître que le capitalisme y survivrait, d'où la nécessité d'axer le combat politique pour l'abolition du capitalisme, et non de l'Etat, le Forum économique mondial s'en charge déjà...

La nuit porte conseil dit-on.

Quand vous décrivez un comportement, il y a toujours des gens pour se sentir visés, à croire qu'ils se seraient reconnus et ne le supportent pas, donc s'ils ont un compte à régler, c'est avant tout avec eux-mêmes.

Je me suis souvenu qu'un jour Gandhi avait dit, que ce qui était détestable ce n'était pas le christianisme, mais ce que les chrétiens en avaient fait, et bien c'est exactement la même chose avec le socialisme, le communisme ou le marxisme.

Quant au capitalisme, il est indéfendable parce qu'il repose fondamentalement sur des inégalités (et injustices) entre les classes qui ne peuvent que s'amplifier au fur et à mesure que la population augmente ainsi que ses besoins, et il semblerait que ce processus soit parvenu à son terme. On pourrait ajouter qu'il est voué à disparaître, et que si par malheur il ne disparaissait pas à temps, il entraînerait la civilisation humaine dans son sillage, c'est le cauchemar que nous sommes en train de vivre en ce moment.

On ne peut pas justifier sa survie artificielle à coup de dizaines de milliers de milliards de dollars qui hypothèque l'avenir de l'humanité, sans justifier ou cautionner du même coup toutes les conséquences qui en découlent, quoi qu'on en dise par ailleurs plus ou moins hypocritement. Ceux qui n'en ont pas encore pris conscience ou qui refusent de l'admettre, sont voués à se débattre dans des contradictions perpétuelles auxquelles il n'existe aucune issue, il faut qu'il le sache, c'est également ce à quoi nous assistons quotidiennement.

Que ce soit à l'époque de la concurrence, des monopoles, de l'impérialisme, du néolibéralisme, de la technocratie ou du transhumanisme annoncée, quelles que soient les modifications qui soient intervenues dans les rapports entre les classes et à l'intérieur de chacune d'entre elles, au niveau de la division du travail à l'échelle mondiale, de la société toute entière, démographie, institutions, sciences et technologies incluses, les rapports sociaux (d'exploitation) qui sont à l'origine du régime économique sont demeurés les mêmes qu'on le veuille ou non.

Et c'est parce que les oligarques ont pris conscience que les contradictions inhérentes aux lois de fonctionnement de leur système économique avaient atteint un niveau de tension insoutenable menaçant leur propre existence à brève échéance, et qu'ils seraient dans l'incapacité de les résoudre dans le cadre du capitalisme, qu'ils ont imaginé un plan destiné à tenter de les contourner, en vain toutefois, d'où sa nature totalitaire pour l'imposer à tous les peuples.

Le carcan du capitalisme va continuer de s'imposer à eux comme à nous, parce qu'ils ne sont parvenus à créer de nouveaux rapports sociaux ou le modèle de société qu'ils ont conçu n'est qu'un vulgaire règlement de police, et c'est cette faille inévitable dans leur dispositif qui les perdra.

Par conséquent, la lutte des classes va repartir de plus belle, dès que nous serons sortis du bourbier dans lequel nous nous sommes mis, d'où la nécessité d'y voir plus clair pour continuer le combat sur des bases saines jusqu'à la victoire finale.

Ma modeste contribution n'a pas d'autre objectif. J'ai mis 2 heures pour la rédiger, il est 10h09 heure locale en Inde.

Haut de page

Le 17 octobre 2021

Pour suivre le conseil d'un lecteur qui m'a demandé de faire plus court, un extrait ou la première partie de la prochaine causerie.

J'ai regardé les images d'une manifestation à Paris, je me suis demandé qui l'avait organisée et qui marchait, tellement il y avait de robocops qui battaient le pavé au même moment ! Sinon, on a aussi le droit à des manifs avec orchestres, visages peinturlurés et nuée de drapeaux tricolores qui ressemblent plus à un carnaval qu'autres choses. Et je ne parle pas de celles organisées par l'extrême droite ou assimilé, des dissidents de LR ou de LREM ou encore celles dont les organisateurs prônent la vaccination pour tous ou universelle.

Bref, difficile de trouver où manifester sérieusement sur notre propre terrain de classe.

Le mouvement ouvrier ayant déserté le combat contre Macron et le régime, dorénavant au lieu que ce soit les syndicats et les partis dits ouvriers qui assurent le service d'ordre, c'est l'appareil répressif de l'Etat qui s'en charge, c'est à croire qu'ils étaient interchangeables entre autres points communs.

Sinon, il est de bon ton parce qu'on se serait soudain aperçu que la droite et la gauche partageaient la même idéologique, de se dire apolitique pour justifier la fréquentation de l'extrême droite ou d'autres courants politiques de la réaction. Cela m'amène à la décision définitive que j'ai prise de ne plus envoyer de commentaires au blog du Dr. Maudrux et ses associés, mieux de cesser de m'y connecter. J'ai même retiré le lien vers ce blog, je vous explique pourquoi.

Tant que le Dr. Maudrux publiait ses propres articles et s'assurait qu'il n'y avait pas de dérapages importants dans les commentaires, on pouvait y intervenir notamment pour faire connaître nos idées à de nouveaux lecteurs, jusque-là cela se passait relativement bien, mais cela a changé depuis qu'un forum destiné notamment aux commentaires de nature politique a été introduit, et que d'autres personnes se sont mises à publier des articles anonymement et plus particulièrement un à caractère ouvertement politique, je parle des associés du Dr. Maudrux.

Ce qui vient de se passer, c'est que parmi les lecteurs qui étaient essentiellement de droite, ce qui incluait ceux qui pouvaient éventuellement encore se prétendre de gauche, il s'en est trouvé un pour faire ouvertement l'apologie de l'extrême droite, qui ensuite reçut le soutien d'un autre lecteur, tandis qu'aucun des autres lecteurs de ce blog ne se manifestèrent pour dénoncer et condamner cette entreprise, sauf un, moi évidemment. Immédiatement je fus pris à partie violemment et harcelé par ces deux lecteurs, tandis que les propriétaires de ce blog laissèrent faire et ne répondirent même pas au commentaire que je leur adressai par la suite, ce qui m'amène à la conclusion qu'ils approuvaient ces deux individus ou

cela les arrangeait que je quitte leur blog.

Au départ mes intentions étaient claires et louables, essayer de partager nos idées, et voir ensuite comment elles seraient reçues par des membres des classes moyennes. Etant totalement isolé en Inde et pratiquement sans contact, j'avais aussi besoin de roder mon discours pour m'assurer qu'il était au moins audible ou m'assurer que j'étais capable de défendre notre idéal face à des intellectuels ou des gens en apparence très instruits. En retour, hormis quelques exceptions inconsistantes ou consentements sans valeur, je n'essuierai que sarcasme ou indifférence, procès d'intention ou violentes diatribes, ce à quoi je m'attendais ou cela ne me déstabilisa pas le moins du monde, c'est le contraire qui aurait été préoccupant, n'est-ce pas ? Donc j'étais relativement satisfait de ma prestation.

Comme d'habitude, je me fis plus d'adversaires ou même d'ennemis que des amis, pour les avoir brocardés à plusieurs reprises quand ils s'en prenaient violemment aux masses qu'ils traitaient de moutons, mougeons, abrutis ou cons, alors que quelque part tous ces nantis qui avaient soutenu toute leur vie ce régime pourri auraient mieux fait de la fermer, ce que je ne manquai pas de leur faire savoir en employant des formules plus diplomatiques, car le silence de ma part aurait eu valeur de compromission.

La situation se radicalisant de mois en mois ou de jour en jour, aucune issue n'apparaissant miraculeusement à l'horizon, ces gens-là supportant de moins en moins que le conformisme qu'ils avaient adopté ou que leur mode de vie relativement confortable qui leur tenait lieu de conscience politique soit menacé par l'obligation vaccine et du pass, allaient pencher encore plus à droite ou vers l'extrême droite, au point que quelques-uns d'entre eux se manifestent bruyamment ou se fassent leur porte-parole finalement. Dans ces conditions, évidemment, il n'y avait plus de place pour quelqu'un comme moi dans ce blog. Voilà en gros ce qui s'est passé.

Si j'ai commis une erreur, c'est d'intervenir dans un blog ou les intervenants sont anonymes ou des lâches, qui le moment venu vous cracheront à la gueule. Si j'ai un conseil à vous donner, c'est de ne pas vous aviser à intervenir dans ce genre de support ou dans des forums, ou encore à la suite d'articles de presse ou officie une armée de trolls, vous perdrez votre temps et vous finirez par vous faire insulter.

Je vous dirais que je le savais, mais vous me connaissez, j'ai un côté provocateur ou plutôt, je suis très curieux de voir par moi-même comment les choses se passent, donc je me livre à un tas d'expériences, et je suis rarement déçu ! J'ai écrit à un tas de personnages détenteurs de médias dits alternatifs ou de blogs, à des ONG ou des partis politiques aussi, j'ai toujours eu le même accueil, pas de réponse ou sinon pour me dire que j'étais un abruti qui n'avait rien compris, cela ne devrait pas vous étonner.

Non, décidément, comme je l'ai affirmé il y a déjà des années, Internet ne pouvait pas être et ne sera jamais un instrument au service de la démocratie tant qu'on restera sous ce régime.

Je vais vous dire un dernier truc que vous allez comprendre facilement.

Savez-vous à quoi je devais l'animosité que les lecteurs du blog du Dr. Maudrux me portaient ? Au fait que je les appelais à rompre avec le capitalisme et ses institutions et qu'ils étaient résolus à continuer de les soutenir sans pouvoir l'avouer ouvertement, parce qu'ils n'auraient jamais pu le justifier. Pourquoi, comment cela ? Mais parce que le capitalisme est incompatible avec l'humanisme dont ils se réclamaient, leurs contradictions ou leur hypocrisie seraient apparues au grand jour, leur bonne conscience à deux balles en aurait pris un sacré coup et ils ne l'auraient pas supporté, voilà tout.

La plupart des gens vivent dans l'hypocrisie et le mensonge en permanence, ils se mentent à eux-mêmes et aux autres, et comme c'est un comportement telle généralisé, quand l'un d'en eux l'évoque systématiquement cela lui revient en pleine figure et c'est parfaitement justifié, du coup ils ne s'y risquent pas, ils constituent ainsi la grande confrérie des trompeurs trompés.

Mais dans mon cas c'est différent, je n'ai rien de honteux à cacher, je dis ce que je pense et ce que je fais et je me fous de savoir si cela plait ou on. Cela dit, si ça passe ou ça casse sans que je sois mis en cause, j'en subis les conséquences injustes et désagréables. J'y suis habitué à force, je suis blindé et cela ne m'atteint plus, à 66 ans je ne changerai plus. Je dirais même que ça s'aggrave en vieillissant, c'est l'avantage du bénéfice de l'âge, qu'il faut savoir exploiter intelligemment. On vous pardonne parce que vous êtes vieux, gâteux, grincheux, aigris, vous n'avez plus toute votre tête, vous faites pitié à voir et j'en passe, profitons-en alors !

J'ignore si la vieillesse est synonyme de naufrage, personnellement je ne me sens pas concerné, mais peut-être bien que les lecteurs du blog en question, qui sont pour la plupart des retraités ou des vieillards, le sont, comme quoi tout s'explique !

Un complément du 18 octobre.

Pour revenir sur la pitoyable histoire que je viens de vivre et de vous conter, trois jours plus tard, à la suite de mon dernier commentaire dans lequel je m'adressais à eux, les propriétaires de ce blog ont cru bon de ne pas manifester, qui ne dit rien consent. J'ai eu le temps de réfléchir à ce qui s'était passé, et je voudrais revenir sur un aspect en particulier.

Ce que j'ai reproché à un lecteur, ce n'est pas trop le fait d'avoir fait l'apologie de l'extrême droite, mais plutôt celui de ne pas l'assumer. Il a considéré que c'était son droit de s'exprimer comme il l'entendait, mais il me déniait le droit de pouvoir bénéficier du même traitement ou de lui signifier ce que j'en pensais. Bref, vous aurez compris que sa conception de la liberté d'expression était à sens unique et devait lui profiter uniquement, ce qui caractérise un abus de pouvoir ou correspond à un comportement despotique. Cela fait penser à l'assassin qui se pose en victime, au voleur qui hurle au vol, aux inquisiteurs qui accusent leurs opposants d'user de leur liberté de pensée pour tyranniser la population

Haut de page

Le 20 octobre 2021

Je croule sous tellement d'emmerdements personnels en ce moment, que je suis obligé de repousser la prochaine causerie au 22. Le dernier en date est d'hier, mon bridge s'est cassé, ainsi qu'une quatrième dent qui m'a entaillé la langue toute la nuit précédente, du coup ce matin en urgence j'ai filé chez le dentiste pour limer cette dent. Mon réfrigérateur qui est toujours plein est tombé en panne il y a 15 jours déjà, suite à une connerie d'un villageois qui a court-circuité deux phases et nous a balancé 425 volts au lieu du 220. Après au total un échange de 18 coups de téléphone et la

visite de deux techniciens de LG, le problème n'est toujours pas résolu et j'ai dû acheter un petit réfrigérateur avant-hier, alors que mon compte courant est proche de zéro !

Bon, il y a des périodes comme cela, cela va passer. Je ne vous raconte pas le reste, une bonne dizaine d'emmerdements que je n'ai pas eu le temps de régler, 3 robinets qui fuient, 3 portes qui ne ferment plus, le scooter qui n'a plus de lumière à l'arrière ni clignotant, etc.

Pour patienter, un autre passage de la prochaine causerie, je l'ai rédigé ce matin rapidement.

Tous les discours sur le climat depuis les années 60 n'ont cessé d'être orientés vers les mêmes objectifs, parvenir à produire et consommer moins de tout, alors que la démographie mondiale continuait d'augmenter et proportionnellement les besoins élémentaires de la population, il faut noter, en ne visant non pas ceux qui par tête consommaient le plus, les nantis, mais les plus nombreux, la masse de la population ou la classe ouvrière et les couches des classes moyennes qui bénéficiaient de revenus faibles ou moyens.

Cela dit, de conférence en grande messe mondiale sur le climat, c'était insuffisant pour changer quoi que ce soit fondamentalement à la manière de produire, à la consommation d'énergie, etc., il fallait donc qu'un élément déclencheur produise un électrochoc suffisamment puissant et surtout coercitif pour y arriver, qui mette à l'arrêt des pans entiers de l'économie mondiale ou la paralyse, qui désorganise, crée un chaos ou casse littéralement les chaînes de production, entraînant une pénurie généralisée, qui réduise drastiquement la consommation de la population, se traduise par une hausse des prix qu'elle devrait supporter. Et c'est là, en janvier 2019 que l'oligarchie financière mit sur orbite le Sars-CoV-2, qui était destiné à remplir cette mission et à mettre également à genoux les finances de tous les Etats déjà endettés jusqu'au cou auprès des banquiers ou autres acteurs financiers, qui allaient en profiter pour s'enrichir dans des proportions colossales à une vitesse fulgurante et renforcer leur pouvoir politique devenue tentaculaire et totalitaire. Nous en sommes rendus là ce 20 octobre 2021.

Pendant ce temps-là, la dictature numérique ou le passe commença à se mettre en place sous prétexte d'une pandémie inexistante mais entièrement fabriquée, de manière à légitimer la normalisation d'un instrument de surveillance de l'ensemble de la population de type coercitif, policier ou totalitaire, qui pourrait être utilisé à des fins économiques, antisociales, médicales ou biologiques, eugéniques, politiques.

On est donc bien en présence d'une stratégie, d'un plan, d'un programme élaboré de longue date, peaufiné au fil du temps, et que J. Attali (vidéo en ligne dans le portail) avait eu l'imprudence de révéler il y a 40 ans, donc on ne raconte pas n'importe quoi, sans que personne n'y prête attention, n'y croie ou ne le prenne au sérieux malheureusement.

On se demandera au passage, comment des dirigeants dits de l'avant-garde du mouvement ouvrier, des bac +5 à 10, pas vraiment des arriérés, qui prétendaient incarner la continuité du marxisme ou être l'expression consciente du mouvement inconscient (du processus historique), ont-ils pu passer à côté, sinon qu'ils ont fermé les yeux ou ils n'ont jamais été à la hauteur de leurs prétentions ou finalement ils étaient aussi corrompus que les autres acteurs politiques, ce qu'il semble avoir démontré en adoptant la muselière et la vaccination pour tous ou universelle chère à Macron, Gates ou l'oligarchie, au Forum économique mondiale.

Tout se tient parfaitement ou tout est dans l'ordre des choses. Personne n'est obligé de partager mon analyse, cela va de soi. J'ai très bien pu commettre une erreur ou inexactitude ici ou là, pourquoi pas, mais dans ce cas-là, il faudra fournir des faits concrets pour le prouver ou réfuter cette analyse, qui est somme tout qu'un banal constat une fois chaque chose remise à sa place, une description de la réalité ou de la situation. On poursuivra plus tard.

Haut de page

Le 21 octobre 2021

La causerie des deux derniers jours figure plus loin avec celle-ci dans le même fichier pdf.

- Cette causerie au format pdf (pages)

- Les deux premières qualités d'un révolutionnaire, c'est la patience et la modestie.

Un bref aperçu de la situation.

La combinaison ou la cristallisation de la multiplication des effets secondaires dus à la thérapie génique vaccinale, des conséquences sociales engendrés par l'état d'urgence, de l'instauration de la vaccination et du passe obligatoire, l'obligation prochainement de la 3è dose plus celle contre la grippe, de la pression exercée par les millions qui s'y opposent, la hausse des prix en général dont ceux de l'énergie, la confiscation de la plupart des libertés individuelles et collective, l'ensemble de ces facteurs est en train de constituer un cocktail explosif, au point que des fissures commencent à apparaître un peu partout dans le dispositif totalitaire qui nous a été imposé, sans qu'aucune ne soit assez profonde ou large pour que les masses ne s'y engouffrent, mais cela arrivera un peu plus tôt un peu plus tard, c'est une certitude.

Qui a dit ?

- Tout progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol, chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps étant un progrès dans la ruine de ses ressources durables de fertilité.

- La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant à la fois les deux sources d'où jaillit toute richesse la terre et le travailleur.

- Au cours de l'histoire, les conquérants s'efforcent, au moyen de lois qu'ils ont imposées eux-mêmes, de donner une sorte de sanction sociale à leur droit de possession issu originellement de la violence. Enfin le philosophe vient déclarer que ces lois jouissent de l'accord universel de la société. Si la propriété privée du sol était vraiment fondée sur un tel consentement universel, elle serait manifestement abolie dès l'instant où elle ne serait plus

reconnue par la majeure partie de la société.

- Les événements vont plus vite que le raisonnement des hommes.

Réponse : Marx et Engels, les fondateurs du socialisme scientifique, à distinguer de toutes les autres idéologies associées au socialisme qui ont fait faillite ou ont été réfutées.

Tout le monde ou presque ignore ce que signifient réellement le socialisme et le marxisme au XXIe siècle.

Le socialisme ayant été maltraité et galvaudé ou mal assimilé par ceux qui s'en réclamaient et ses ennemis de l'intérieur ou de l'extérieur du mouvement ouvrier, dès qu'on y fait référence, on se fait tirer dessus à boulets rouges ou on se moque de nous, les uns et les autres l'assimilant à la social-démocratie ou au stalinisme et ses variants. Donc je me suis demandé comment on pouvait l'évoquer et échapper à ce tir de barrage et à cette terrible méprise.

On pourrait reprocher à la formule du socialisme scientifique d'être pédante ou prétentieuse, il faut donc en trouver une autre qui soit concise et claire de manière à ce qu'elle ne prête ni à confusion ni à discussion, alors pourquoi faire compliquer pour énoncer quelque chose somme toute fort simple, il doit bien exister une expression qui résume bien ce qu'on veut dire. Je vous en propose une.

Pourquoi pas le vrai socialisme tout simplement, cela permettrait d'évacuer d'un coup tous les autres qui sont obsolètes ou frauduleux ou qui veulent dire tout, autre chose ou son contraire, mais cela ferait un peu naïf ou simplet d'opposer le vrai aux faux.

Le socialisme marxiste pourrait faire l'affaire, parce qu'il est impossible de parvenir au socialisme tel qu'on le conçoit sans recourir à la méthode du marxisme, que j'assimile au matérialisme dialectique et historique, de la même manière si on maîtrise le matérialisme dialectique et historique, on parvient fatalement au socialisme. Donc cette formule présente l'avantage de fonctionner dans les deux sens, et elle signifie que ses deux termes sont indivisibles ou intimement liés par des rapports sans lesquels ni l'un ni l'autre ne voudrait dire grand-chose. Cela permettrait de faire d'une pierre deux coups, à savoir, démasquer facilement les faux socialistes et les faux marxistes, ceux qui accepteraient de se définir comme socialistes et rejetteraient le marxisme, et ceux qui se réclameraient du marxisme et qui refuseraient d'admettre que le socialisme est la seule alternative au capitalisme.

C'est très désagréable, non pas d'être incompris, car cela existera toujours, mais qu'on nous prête des idées qui nous sont étrangères ou que l'on combat en fait, au moins avec le socialisme marxiste cela aurait le mérite d'être clair et de faire plus sérieux par la même occasion, car c'est lier un objectif à la méthode pour l'atteindre, méthode qui somme toute est conforme aux lois générales du mouvement qui régissent le processus historique et permet d'expliquer le fonctionnement et la transformation de la nature ou de la matière, ce qu'aucun esprit scientifique ne pourra réfuter.

Le matérialisme dialectique est une méthode ou un instrument efficace et particulièrement redoutable, parce qu'il repose uniquement sur les faits et la logique de leur enchaînement, il se borne à décrire la réalité, et quand il faut aller la chercher dans le passé, il part à sa découverte en procédant de la même manière qu'avec le présent.

Quant au futur, le matérialisme dialectique s'en tient à ce que le passé et le présent ont déjà révélé en décrivant de quelle manière leurs contradictions pourraient se résoudre. Pour être plus précis, si cela signifie qu'on peut déterminer la forme ou les limites de ce qu'elles peuvent supporter, cela ne signifie nullement qu'on pourrait prédire le contenu ou sur quoi elles déboucheraient, dans l'affaire qui nous occupe, l'issue peut être la disparition de la civilisation humaine ou son émancipation et la liberté, les deux options existent ou sont potentiellement réalisables.

Une sélection de lectures que je vous recommande.

Certains fichiers sont au format html ou Internet, d'autres en pdf à télécharger directement.

- Le système économique occidental touche à sa fin, par Thierry Meyssan

Excellent article de Thierry Meyssan, dans lequel il faut noter qu'il a bien pris soin d'éviter l'amalgame entre le socialisme ou le communisme et le stalinisme, mieux, en citant "*les socialistes, (qui) autour de Karl Marx [1], prédisaient l'inéluctable fin du système capitaliste.*" Y viendrait-il aussi ? On l'y encourage vivement.

Il s'est livré à un rapide tour d'horizon de l'évolution possible du capitalisme à partir des quatre tentatives mises en oeuvre depuis 1991 pour le sauver, pour finalement arriver à la conclusion que "*nous sommes à l'évidence au seuil d'un énorme chambardement qui balayera toutes les institutions occidentales*", et que ce "*cataclysme*" ne pourra pas être évité du fait qu'un changement dans "*l'équilibre des rémunérations entre le travail et le capital (...) est pourtant improbable car elle impliquerait la fin des super-fortunes*", traduit en marxisme, parce que cette issue est incompatible avec les propres lois de fonctionnement du capitalisme qui conduisent à une concentration toujours plus grande du capital... Cet article se terminait dans une impasse ou sur un constat d'impuissance sans véritable conclusion, donc c'est à nous de l'écrire.

On aura compris qu'aucune des solutions imaginées par les idéologues du capitalisme ne lui épargnera la gigantesque crise que l'on voit poindre aujourd'hui à l'échelle mondiale et qui va l'emporter, dès lors que les masses révolutionnaires surgiront sur l'arène politique pour enfin écrire leur propre histoire. Sinon, la civilisation humaine se désintègrera et disparaîtra.

- Le meilleur des mondes de Bill Gates et Big Telecom Par Children's Health Defense Europe - Mondialisation.ca, 18 octobre 2021

- Sans l'admettre, nous sommes déjà convertis au transhumanisme par Thierry Meyssan

- Le mythe de l'humain augmenté. Une critique politique et écologique du transhumanisme par Nicolas Le Dévédec

- Vaccins anti-COVID: intelligence artificielle et internet des corps Par Theara TruthNews Mondialisation.ca, 22 septembre 2021

- Fostering Effective Energy Transition - WEF (Forum économique mondial - 2021)

- L'Agenda vert ou comment cette crise énergétique est différente de toutes les autres Par F. William Engdahl Mondialisation.ca, 19 octobre 2021

- Project defuse: Defusing the Threat of Bat-borne Coronaviruses - DARPA (Pentagone) 27.03.2018

La DARPA soutient plusieurs projets de modification génétique d'animaux : moustique ou rongeur, en utilisant le forçage génétique.

A lire aussi : https://fr.wikipedia.org/wiki/Defense_Advanced_Research_Projects_Agency

- Qu'est-ce que les Etats-Unis cherchent à cacher en concoctant un rapport mensonger sur les origines du nouveau coronavirus ? - 30 août 2021/a>

- Big Pharma: Comment ils ont intoxiqué les Américains à l'opium – 500 000 morts Par Patrice Gibertie - Mondialisation.ca, 03 septembre 2021

- Le scandale ivermectine par Jean-Loup Izambert - Mondialisation.ca, 16 octobre 2021

- Laboratoires pharmaceutiques, psychiatrie et oligarchie apatride mondiale ! Le cocktail mortifère. par Claude Janvier - Mondialisation.ca, 11 octobre 2021

- Chronique N°70 – « Il n'y a guère plus que les ânes pour croire encore en l'efficacité des masques contre les virus respiratoires »

- L'obsession de la « vaccination » contre la COVID-19 Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 12 septembre 2021

- Grâce au Covid, le fichage sanitaire va (beaucoup) progresser Par Dr Jean-Michel Dariosecq - Mondialisation.ca, 19 octobre 2021

- Scandale de la crise covid-19: un panorama des liens et possibles conflits d'intérêt 2 octobre 2021

- 11 septembre et massacre de Charlie Hebdo : Ressemblance ou filiation ? Par François Belliot - Mondialisation.ca, 08 septembre 2021

- Du 11-Septembre à la Covid : le refus du débat, par Thierry Meyssan

- Les vraies raisons de la guerre en Afghanistan Par Prof Peter Dale Scott et Maxime Chaix - Mondialisation.ca, 11 septembre 2021

Attention à ceux qui prennent leurs désirs pour la réalité et voient dans la "*Route de la Soie*" ou dans l'Eurasie les sauveurs du capitalisme mondial.

- La Chine, créancier du monde et les États-Unis, débiteurs du monde. Conséquences sur les relations sino-américaines par Shalendra D Sharma - 2010

- Endurer la terreur pour toujours : d'Al-Qaïda à l'EI-K Par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 06 septembre 2021

- Otan-OCS-AUKUS: «Un monde en recomposition mais surtout en cours de bascule» Par Général Dominique Delawarde - Mondialisation.ca, 25 septembre 2021

- La consolidation eurasiatique met fin au moment unipolaire des États- Unis Par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 25 septembre 2021

La droite et l'extrême droite partage la même idéologie.

Vidéo. L'extrême droite dans l'histoire - Du général Boulanger à Jean-Marie Le Pen -15 sept. 2021

https://www.youtube.com/watch?v=-5foAb_1BkU

LVOG - Ma brève et rapide réponse à l'historien Michel Winock (entre autres) dans les commentaires de YouTube.

J'ajoute ce lundi 18 octobre, que Winock savait qu'en faisant référence au socialisme, les personnes qui l'écouteraient penseraient automatiquement au socialisme tel qu'elles en ont entendu parler, c'est-à-dire celui de Marx, Engels et Lénine, ignorant qu'il existait de nombreux courants au XIXe siècle qui se réclamèrent du socialisme en Europe.

Un procédé et une opération particulièrement scélérate s'il en faut, une parmi tant d'autres. Chacun aura compris pourquoi, le capitalisme doit demeurer la seule idéologie de référence, il faut donc le déformer de sorte que les travailleurs et les peuples s'en détournent. Ces "historiens" sont des agents conscients de la réaction.

Mon commentaire à la suite de ce documentaire.

(En le cherchant cet après-midi 20 octobre, je me suis aperçu qu'il avait disparu ou que la censure était passée par là ! Je le renvoie en le modifiant, pour voir.)

- Dès les premiers mots on s'aperçoit qu'on est en présence d'un faussaire, dans la mesure où il attribue l'origine de l'antisémitisme au socialisme, alors que Marx était de famille juive, et son compagnon Engels réfutera cet argument dans une lettre du 19 avril 1890 destinée à un Viennois:

Extrait - L'antisémitisme n'est donc rien d'autre que la réaction développée par des catégories sociales issues du Moyen-Âge et en train de couler par le fond, pour protester contre la société moderne essentiellement constituée de capitalistes et d'ouvriers salariés, et pour cette raison, derrière un camouflage socialiste en apparence, il ne sert que des objectifs réactionnaires. C'est une sous-espèce du socialisme féodal, et nous n'avons strictement rien à voir avec ça.

Pour lire la suite :

https://blogs.mediapart.fr/jean-paul-chenet/blog/241120/position-de-engels-sur-lantisemitisme

Quant au lien tenu entre le capitalisme financier ou la banque, il est le fait des juifs eux-mêmes, et non une invention de qui que ce soit. Les manipulations dont ce constat fit l'objet plus tard ne peuvent pas être imputées aux fondateurs du socialisme scientifique, à ne pas confondre avec d'autres types de socialisme utopique, féodal, bourgeois, réformiste, etc.

Vous pouvez le vérifier dans La question juive de K. Marx de 1843 :

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/KM_La_question_juive.pdf

Quelques notes prises au cours de cette vidéo.

- Boulanger et le colonel de la Rocque avaient une audience qui allait des beaux quartiers aux bas-fonds de Paris...

- Doriot rassemble dans le Parti populaire français une grande partie de l'extrême droite et des partisans auparavant attirés par le PC...

- La cagoule représentait le monde des châteaux et des techniciens de haut vol...

- Le quartier latin fief du quartier des étudiants royalistes en 1934...

LVOG - En 68 avec la faculté de droit (rue d'Assas) ce sera le bastion de l'extrême droite.

- Benjamin Stora - Enormément d'européens votaient à gauche avant 1954-55, beaucoup de municipalités étaient dirigées par le PC, la guerre et l'engrenage de tout un tas de facteurs va se solder par un glissement communautaire et un abandon des positions de classes, un abandon de l'imaginaire communiste et un glissement vers des positions nationalistes en défense de l'Algérie française. Or, ce sont des communistes ou des socialistes qui vont (aller ?) à l'OAS et donner ce nouveau visage à l'extrême droite française...

- Pascal Perrineau - Lors du premier tour de l'élection présidentielle Le Pen a réussi à capter un nouvel électorat en s'adressant à l'ensemble des mécontents. Il y a là les difficultés de cette France industrielle à entrer dans un autre âge...

Lors de chaque crise, on retrouve à peu près le même schéma où une frange des classes supérieures et moyennes qui se sentent menacées sont rejointes par des couches parmi les plus défavorisées de la classe ouvrière abandonnées ou qui se sentent trahis par le mouvement ouvrier, ce qui ouvre la voie à un certain nombre de démagogues populistes nationalistes d'extrême droite ou rebaptisés souverainistes, qui vont attirer des pans entiers des classes moyennes, c'est ce que j'ai dénoncé dans le blog du Dr. Maudrux et m'a valu le traitement indigne que vous savez.

Mes derniers commentaires publiés dans le blog du Dr. Maudrux avant que je cesse de m'y connecter.

- Revue de presse. Le monde merveilleux d'aujourd'hui… et d'hier, demain on y est déjà.

"C'est excessif mais ce serait la solution idéale": faut-il confiner la population les jours de pic de pollution? – bfmtv 14 octobre 2021

https://rmc.bfmtv.com/emission/c-est-excessif-mais-ce-serait-la-solution-ideale-faut-il-confiner-la-population-les-jours-de-pic-de-pollution-2049780.html

Jean-Baptiste Renard, cardiologue et directeur de recherche au CNRS.

Humour. Je vous en conjure chers lecteurs et concitoyens adorés, ne l'essentialiser pas, de grâce épargnez-le de vos sarcasmes, faites preuve d'empathie ou de compassion, ayez pitié de ce pauvre pécheur qui demain prêchera peut-être la bonne parole, amen (Signé le philocrate)

Italie : le passe sanitaire devient obligatoire pour les salariés – France 24 14 octobre 2021

En Italie, le passe sanitaire devient obligatoire pour 23 millions de travailleurs. https://fr.news.yahoo.com/italie-passe-sanitaire-devient-obligatoire-092141736.html

Australie : amende de 5 000 $ et licenciement pour les non-vaccinés à partir du 13 novembre – lemediaen442.fr 14 octobre 2021

https://lemediaen442.fr/australie-amende-de-5-000-et-licenciement-pour-les-non-vaccines-a-partir-du-13-novembre/

Afin de forcer les Australiens qui refusent le vaccin, Micheal Gunner, ministre en chef du Territoire du Nord, a annoncé que toute personne qui ne recevra pas au moins sa « première dose » d'ici le 13 novembre aura une amende de 5 000 $ australiens (3 700 $ US) et ne sera pas autorisée à se rendre sur son lieu de travail.

Les phtalates responsables de 100 000 décès prématurés aux USA – Topsante 15 octobre 2021,

https://fr.news.yahoo.com/phtalates-responsables-100-000-d%C3%A9c%C3%A8s-041500547.html

Les phtalates sont des composés chimiques qui ont pour but de rendre les matières plus flexibles : dans le plastique notamment. On leur donne aussi le nom de "plastifiant". Ils sont considérés comme perturbateurs endocriniens, avec un impact connu sur la fertilité et responsables de la malformations fœtales durant la grossesse. On sait aussi qu'ils sont responsables de cancers et de maladies cardiovasculaires, ou encore au diabète.

États-Unis : près de la moitié des enfants sont contaminés au plomb – Sciences et Avenir 14 octobre 2021

https://www.sciencesetavenir.fr/sante/etats-unis-pres-de-la-moitie-des-enfants-sont-contamines-au-plomb_158263#xtor=CS2-37-%5B%C3%89tats-Unis%20%3A%20pr%C3%A8s%20de%20la%20moiti%C3%A9%20des%20enfants%20sont%20contamin%C3%A9s%20au%20plomb%5D

@ à Hummes, masquarenc, Nicole, Ossau

Ce qui est intéressant dans cette période trouble, c'est qu'elle permet de remettre les pendules à l'heure, tout le monde est obligé de se découvrir et c'est tant mieux, parfois cela réserve de bonnes surprises ou plus souvent des mauvaises, mais nous n'en sommes qu'au début, pour le moment c'est encore la confusion qui prédomine.

La preuve, il y en a même qui croient encore que l'apolitisme existerait, c'est comme si on niait que notre peau ou nos yeux avaient une couleur, c'est ridicule.

Dans le mouvement ouvrier, autrefois on avait l'habitude d'employer la formule du front unique : marcher séparément mais frapper ensemble parce qu'on était censé combattre le même ennemi.

S'agissant de manifestations ou se mêlent des organisations de droite ou d'extrême droite, on ne peut évidemment pas employer cette formule, et pour cause.

Quelle que soit la tournure que prend la situation, il est hors de question de se situer sur un autre terrain que celui de la lutte des classes sous peine de se renier, attendez de lire la suite avant d'en arriver à une conclusion hâtive et injustifiée, s'il vous plaît.

Cela dit, en fonction des conditions politiques qui prévalent et qu'on ne choisit pas, on peut arriver à un compromis si ponctuellement on partage le même objectif. On peut parfaitement concevoir que chacun participe à une manifestation sous sa propre banderole et ses propres mots d'ordre, en restant à sa place et sans provoquer les autres, c'est ce que j'ai préconisé.

Mais pour des gens bornés et déformés par un dogmatisme qui frise le fanatisme comme ceux que vous avez évoqués, ainsi que d'autres lecteurs à juste titre, c'est impensable et c'est regrettable.

@ à Duchmol

Pour qui sait lire, Enzo s'est adressé dans ce billet aux "démocrates", et aux "partis politiques qui les réunissent" et non à l'extrême droite, vous semblez être passé à côté. Et pourtant.

Je vous ferais remarquer également que la citation que vous avez reproduite est extraite d'un commentaire d'un lecteur en réponse au passage suivant du billet d'Enzo, je cite - Seule l'extrême droite se tient debout et cherche, sur les réseaux sociaux, à rafler des sympathisants. Moi-même, je m'y suis fait prendre! quelle horreur, fin de citation. Donc là le doute n'était plus permis, en aucun cas l'extrême droite ne pouvait être concernée par ce billet, et pour cause.

Bref, comme quoi il n'y a pas que moi qui sois préoccupé par la montée de l'extrême droite en France, et je crois avoir compris que c'était le cas de la plupart des lecteurs de ce blog, cela non plus vous ne pouviez pas l'ignorer. Là cela commence à faire beaucoup.

Vous m'avez écrit, je cite : Comment voulez-vous attirez des gens ? Mais où avez-vous pu croire un instant que je m'adresserais à des gens qui font l'apologie ou la promotion de l'extrême droite ou revendiquaient leur appartenance à l'extrême droite, vous devez faire erreur ou vous avez confondu avec vos propres intentions. Cela ne me viendrait jamais à l'esprit, car je crois qu'il y a suffisamment de gens plus équilibrés et plus sains qui ne sont pas attirés par cette idéologie nauséabonde auxquels on peut s'adresser ou avec lesquels on peut partager des idées. Cela dit, libre à vous de les apprécier ou d'en fréquenter.

Quant à l'accusation d'"essentialiser les gens", sur le coup j'ignorais ce que vous vouliez dire par là, parce que c'est quelque chose auquel je n'avais jamais pensé tellement cette pratique m'est étrangère. Cela dit je vais vous répondre comme il se doit, car je ne vous laisserais pas commettre une pareille infamie à mon égard, là vous êtes allé beaucoup trop loin. Finalement, c'est quelque chose que je connais sur le bout des doigts et que j'ai en horreur.

C'est un procédé éculé qui consiste à déterminer la nature d'une personne, et à la juger ou mieux, la condamner une fois pour toute en fonction de ses idées ou de son comportement, ignorant au passage que le propre de la nature humaine est d'être perfectible, susceptible de s'améliorer au cours de son existence.

Bref, vous faites partie de ces quelques lecteurs qui passent leur temps à me prendre pour un imbécile ou un sale type. Pourquoi pas, je vais donner une occasion aux lecteurs de le vérifier.

Apparemment vous n'avez pas lu le commentaire que j'avais posté le 12 octobre ou vous n'en avez rien retenu, il faut dire que c'est si loin, c'était avant-hier ! De quoi s'agissait-il ? Du changement de comportement des soldats en 1916 qui soudain refusèrent d'obéir à leur hiérarchie et de sortir des tranchées une énième fois pour aller se faire massacrer... Tiens donc, c'était justement destiné à ceux qui désespèrent de la nature humaine pour leur remonter le moral, noble intention, n'est-ce pas ?

https://www.covid-factuel.fr/2021/10/10/supplique-aux-partis-democratiques/#comment-71375

Entre nous, c'était également destiné à ceux qui éventuellement les auraient volontiers traités de moutons ou mougeons et qui auraient été très très mal... Moi je n'ai jamais traité de la sorte ceux qui se sont précipités pour aller se faire vacciner, je me suis même permis de les remettre en place en les invitant à ravaler leur mépris, j'ai l'art consommé de me faire des amis !

Fort heureusement, nous n'en sommes pas encore au stade où les personnes sensibles aux idées de l'extrême centre, qui en réalité est le courant d'extrême droite de l'oligarchie, Marx disait que l'aristocratie financière, c'était le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, la pire racaille, se transformeraient en milices et paraderaient dans les rues en se livrant à des exactions sur les opposants au régime ou à la vaccination, auquel cas pour sauver notre peau nous n'aurions plus d'autre alternative que nous rassembler pour les éliminer, sans avoir d'état d'âme ou à se demander s'ils

auraient conservé ou non un reste d'humanité en eux...

Voyez-vous, tout est aussi une question de mesure, c'est dialectique comme toujours. Si maintenant vous décideriez de les rejoindre pour éviter de vous faire massacrer, libre à vous et d'en assumer les conséquences. Prendre la mesure de la situation, c'est aussi prendre la mesure des dangers qui nous menacent. Moi je me suis toujours dis, que si un jour un type se pointait avec un fusil avec l'intention de m'abattre, je n'hésiterais pas une seconde à tirer dessus.

L'hypocrisie ou la démagogie sur fond de considérations philosophiques pour couvrir des collusions et compromissions en tout genre, passe encore en temps de paix, mais nous sommes en guerre.

Tous les jours sur le champ de bataille il y a des innocents de tout âge parmi nos semblables qui sont sacrifiés, assassinés parce qu'ils n'ont pas eu accès aux traitements précoces efficaces, tandis que d'autres voient leur vie détruite, parce qu'ils ont été conduits à se faire vacciner pour des raisons que je ne discute pas, ils ont été abusés, c'est la seule chose que je retiens. Je ne les juge pas, seuls leurs bourreaux méritent d'être exécutés ou qu'on anéantisse leur pouvoir de nuisance sur la société.

Je vais vous dire un dernier truc, si j'étais vraiment ce que vous dites, jamais je n'aurais envoyé le moindre commentaire à ce blog.

@à rotillon

Quand on prendra conscience que l'histoire est une science et non une croyance, ou qu'elle mérite d'être étudiée avec la même rigueur scientifique que celle que l'on consacre à d'autres matières, on sera enfin sur la bonne voie, avant, il n'y aura rien à espérer, sauf évidemment à se satisfaire de vivre dans une société aussi inégalitaire, injuste, et pour tout dire cruelle ou immonde.

Il y aura toujours face à l'injustice ou à la tyrannie une minorité de dissidents, de contestataires, de révoltés, d'opposants, de révolutionnaires, comme il y aura toujours des mobilisations, des soubresauts, des émeutes qui toutes sont légitimes et salutaires, hormis quand elles sont téléguidées par la réaction, cela va de soi.

Il va de soi également que la crise économique et sociale va évoluer en crise politique et institutionnelle, et pourra éventuellement se transformer en crise révolutionnaire, en révolution, qui avortera ou sera vaincue, parce qu'il lui aura manqué une organisation pour la soutenir et la guider jusqu'à la victoire.

C'est l'un des principaux enseignements qui avait été tiré de la lutte des classe il y a déjà plus de 170 ans, et qui a été mis en pratique avec succès par la suite, qu'il ait été dévoyé, c'est une autre histoire ou cela ne le remet pas en cause contrairement à ce que certains croient confusément.

C'est dans une moindre mesure, ce qui est à l'origine des droits ou acquis sociaux et démocratiques dont nous profitons tous et que nous devons principalement au mouvement ouvrier organisé, et là également, qu'il ait été dévoyé, c'est une autre histoire ou cela ne le remet pas en cause contrairement à ce que certains croient confusément.

En attendant, tant qu'on continuera de l'ignorer ou d'ignorer la nécessité de s'organiser sur le plan politique, tous nos combats seront voués à l'échec, c'est inéluctable, et nous serons condamnés à vivre dans une société qui deviendra de plus en plus pourrie jusqu'au jour où le point de non-retour sera atteint, si on ne renoue pas rapidement avec ces enseignements, la civilisation humaine aura disparu sans même qu'on s'en aperçoive. Il faut être lucide, effectivement, comme on est parti, c'est tout à fait concevable.

Il n'est pas indispensable d'adopter une théorie ou de partager des connaissances, de se réclamer d'un courant politique pour être dogmatique, sectaire, intolérant ou je ne quoi encore, il suffit tout simplement d'avoir inconsciemment adopté une idéologie, sachant que l'apolitisme n'existe pas.

Pourquoi, si ces enseignements sont si justes et efficaces, s'en détourne-t-on malheureusement ? On pourrait aussi inverser la question : Pourquoi certains s'y intéressent-ils tellement ou les étudient-ils honnêtement, s'ils n'avaient aucune valeur ou pire encore ? Il faudrait tout un chapitre pour l'expliquer.

@à zaza40

Il n'y a jamais de fumée sans feu.

J'ai lu cet article intitulé - Liste des entreprises américaines secrètement détenues par la Chine : Tesla, Microsoft, GM, Uber,…

Un parfum de sinophobie, un article de propagande déguisé ? Vérifions-le tout de suite. J'espère qu'on ne nous accusera d'être trop curieux ou d'avoir l'audace de vouloir en savoir un peu plus.

En fait de secret, c'est un secret de polichinelle, puisque les comptes de ces entreprises sont directement accessible à partir de Google, dont la répartition des actionnaires et leur niveau d'endettement. Qu'est-ce que cela signifie alors ?

La réelle motivation ou signification d'une info ou de la publication d'un article figure parfois dans les non-dits, je parle des rédacteurs de ces articles et non de zaza. C'est plus sournois et plus difficilement détectable, donc particulièrement efficace pour manipuler ou influencer idéologiquement les lecteurs à leur insu.

Ce qui ne figure pas dans cet article, et pour cause.

La Chine finance le déficit abyssal américain (donc les guerres des Etats-Unis) et sa monstrueuse dette, y compris celle des principales entreprises américaines.

Au-delà de la concurrence économique à laquelle se livrent ces deux puissances mondiales, leurs intérêts convergent, donc y compris

idéologiquement contrairement aux apparences (trompeuses) qui sont savamment entretenues par les différent acteurs politiques et les médias, pour nous diviser et nous tromper entre pro ou anti américain ou chinois, entre pro capitaliste et pro communiste, alors qu'en réalité aucun régime n'est communiste.

Leur objectif est de faire croire le contraire pour que personne ne soit tenté de s'intéresser à cette idéologie ou la discréditer au profit de l'idéologie capitaliste, que tout le monde est invité à adopter, de sorte qu'il n'existe plus d'alternative au capitalisme. Force est de constater qu'ils y parviennent à merveille. Ceci explique pourquoi il n'existe aucune issue politique conforme à nos aspirations, hormis des illusions dans le régime en place et ses représentants ou ses institutions.

On peut ajouter, que ce n'est pas un hasard si la Chine a été incluses dans le nouveau groupe asiatique-Pacifique de la Commission Trilatérale, un des piliers du Nouvel ordre mondial...

Pour ceux que cela intéresse :

La Chine, créancier du monde et les États-Unis, débiteurs du monde. Conséquences sur les relations sino-américaines par Shalendra D. Sharma

18 pages à télécharger gratuitement.

https://www.persee.fr/docAsPDF/perch_1021-9013_2010_num_113_4_4041.pdf

---

@ à Socrate de France

Depuis 19 mois, je n'avais lu un tel ramassis de stupidités.

C'est pratique, parce que du coup on n'a pas besoin de perdre son temps à y répondre. Je vous encourage à persévérer dans cette voie, si, si, sans déconner, surtout ne changer rien, vous me rendez service.

Revue de presse. Le monde merveilleux d'aujourd'hui... et d'hier, demain on y est déjà.

"C'est excessif mais ce serait la solution idéale": faut-il confiner la population les jours de pic de pollution? - bfmtv 14 octobre 2021

https://rmc.bfmtv.com/emission/c-est-excessif-mais-ce-serait-la-solution-ideale-faut-il-confiner-la-population-les-jours-de-pic-de-pollution-2049780.html

Jean-Baptiste Renard, cardiologue et directeur de recherche au CNRS.

Humour. Je vous en conjure chers lecteurs et concitoyens adorés, ne l'essentialiser pas, de grâce épargnez-le de vos sarcasmes, faites preuve d'empathie ou de compassion, ayez pitié de ce pauvre pécheur qui demain prêchera peut-être la bonne parole, amen (Signé le philocrate)

Italie : le passe sanitaire devient obligatoire pour les salariés - France 24 14 octobre 2021

En Italie, le passe sanitaire devient obligatoire pour 23 millions de travailleurs.

https://fr.news.yahoo.com/italie-passe-sanitaire-devient-obligatoire-092141736.html

Australie : amende de 5 000 $ et licenciement pour les non-vaccinés à partir du 13 novembre - lemediaen442.fr 14 octobre 2021

https://lemediaen442.fr/australie-amende-de-5-000-et-licenciement-pour-les-non-vaccines-a-partir-du-13-novembre/

Au docteur Maudrux et à ses associés.

Ma réponse au tandem Socrate et Duchmol.

Le procédé auquel vous vous livrez à mon égard s'appelle du harcèlement. Je regrette d'y avoir répondu indirectement sous la forme un bref trait d'humour somme toute mesuré. Mais je ne recommencerai plus, car, dans la mesure où on vous laisse faire, j'ai décidé de ne plus intervenir dans ce forum et même de cesser de me connecter définitivement à ce blog. En aparté, ainsi il ne s'y exprimera plus qu'une seule et unique idéologie, et tant pis pour la liberté d'expression.

Après tout, il existe d'autres supports qui diffusent des données et des analyses comparables, en plus grand nombre ou mieux étayées, comme par exemple Mondialisation.ca, auxquelles on peut accéder directement sans perdre son temps ou passer par cette annexe de Twitter, autrement dit sans avoir à supporter les délires de mythomanes qui s'ignorent ou les propos de quelques individus particulièrement malfaisants, les intéressés se reconnaîtront aisément, et je pense que l'immense majorité des lecteurs n'auront aucune difficulté à les identifier.

Les détails figurent dans la causerie du 17 octobre.

Guerre biologique et guerre de classes.

LVOG - Tout le monde ignore quelles vont être les conséquences à long terme pour tous ceux qui se sont fait vacciner. Certains chercheurs,

scientifiques, professeurs ou simples médecins avaient prévu une hécatombe à court terme qui force est de constater n'a pas eu lieu, d'où mon refus de m'associer à leur discours aussi alarmiste que ceux qu'ils dénonçaient par ailleurs, cela non plus ne m'a pas échappé. De tous les côtés on a pu lire n'importe quoi, c'est proprement misérable, mais pas étonnant.

En revanche, ce qui semble certain pour certaines personnes, c'est que le risque de déclencher plus tard une maladie auto-immune s'est accru ou l'aggravation ou encore la résurgence de celles qui les avaient déjà frappés, dans quelle proportion, on l'ignore également. Alors les spéculations vont bon train, là non plus nous ne les soutiendrons pas. Par contre, on se doit d'informer sur ces risques qui semblent bien réels, aux vues des données actuelles ou ce qui a été observé dans la réalité.

La clique d'assassins qui gouvernent a pris la population en otage, donc je ne juge pas ceux qui se font vacciner quand ils sont menacés de perdre leur emploi...

Réunion publique n°27 du jeudi 14/10:2021 du Conseil Scientifique Indépendant (CSI)

Vidéo - https://crowdbunker.com/v/Mqr69rxT

Le virologue et directeur de recherche au CNRS Jean-Marc Sabatier alerte sur les potentiels effets graves que les personnes vaccinées pourraient contracter sur le long terme. Diverses infections graves, nouveaux cancers ou récidives d'anciens cancers, stérilité et avortements, maladies auto-immunes, la liste énumérée dans cette intervention est longue.

Le virologue était présent pour la 27ème édition du Conseil scientifique indépendant, réunion hebdomadaire à l'initiative du collectif Ré Info Covid. Jean-Marc Sabatier détaille le fonctionnement du Sars-CoV-2 et se penche sur celui des vaccins. Ces effets pourraient prendre forme dès l'hiver prochain.

Selon le chercheur, ce vaccin n'est pas approprié au corps humain et doit être modifié. Conçu deux années en arrière, il souffrirait toujours d'erreurs importantes, non corrigées depuis ces derniers mois. Ces incorrections seraient responsables des effets secondaires graves et favoriseraient les infections et cancers, sans parler des effets à long terme inconnus.

Il est entouré d'Eric Ménat et Olivier Soulier notamment : ces médecins rappellent que d'autres traitements sont possibles face au virus, en préventif et en curatif. D'autres perspectives que la "vaccomanie" qui semble guider l'exécutif, qui a récemment laissé entendre que la troisième dose pourrait être requise pour avoir un pass sanitaire valide... Du moins, que ce n'était plus une option écartée d'emblée comme elle l'était fin août. FranceSoir 16 octobre 2021

A lire également :

- En Italie, sans Green Pass, pas de travail : grande manifestation à Trieste - lemediaen442.fr 19 octobre 2021

https://lemediaen442.fr/en-italie-sans-green-pass-pas-de-travail-grande-manifestation-a-trieste/

- Paria, mais sûr de servir une juste cause - FranceSoir 16 octobre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/paria-mais-sur-de-servir-une-juste-cause

- Chronique N°74 – « Epi-phare, suspecte de fraude, ne nous éclaire pas sur l'efficacité vaccinale » - FranceSoir 15 octobre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/chronique-74-epiphare-suspecte-de-fraude

- La révolte de 52 médecins autrichiens contre les mesures sanitaires

https://lemediaen442.fr/la-revolte-de-52-medecins-autrichiens-contre-les-mesures-sanitaires/

- Un médecin non-vacciné est sommé d'arrêter son activité par l'ARS, les habitants le soutiennent !

https://lemediaen442.fr/un-medecin-non-vaccine-est-somme-darreter-son-activite-par-lars-les-habitants-le-soutiennent/

- Martinique : des gendarmes patrouillent à l'intérieur de l'hôpital pour arrêter les soignants non-vaccinés - lemediaen442.fr 18 octobre 2021

Nous sommes en Martinique, à l'hôpital Pierre Zobda-Quitman (Fort-de-France), la vidéo (voir ci-dessous) , a été filmée à l'intérieur de l'hôpital. Des gendarmes parcourent les couloirs, afin de débusquer des soignants — médecins, infirmières, brancardiers — sans le passeport sanitaire. La scène est surréaliste et digne d'un film de science-fiction ou d'horreur.

https://lemediaen442.fr/martinique-des-gendarmes-patrouillent-a-linterieur-de-lhopital-pour-arreter-les-soignants-non-vaccines/

RFI (Radio France Intox) fake news en continu.

- La deuxième vague de Covid-19 qui a foudroyé l'Inde à partir de mars 2021. RFI18 octobre 2021

LVOG - La réalité : En 2 ans 450.000 décès attribués à la covid-19 et ses variants, soit 0,03% des 1,4 milliard d'habitants.

Ce matin en revenant de chez le dentiste, je m'aperçois que je n'ai pas changé de lunettes, je m'arrête et j'aperçois quelqu'un qui me salue en faisant un signe de la main, je le reconnais et je vais le voir. C'est un jeune musulman qui a 11 ans de plus que la dernière fois où nous nous sommes vus, il tient une petit échoppe. On discute un moment, évidemment de cette saloperie de mystification. Il me sort d'emblée qu'il connaît un Indien mort du diabète qu'ils ont fait passer pour une victime de la covid-19 ou son variant. Un vieux monsieur à côté se mêle à notre conversation, il confirme en me disant que tout le monde sait qu'ils ont trafiqué les certificats de décès pour toucher des subventions de l'Etat. Et dire qu'ils ne sont arrivés qu'à 0,03%, c'est à croire que les Indiens ne voulaient pas mourir ! Ils aiment "leur" peuple comme ils disent...

Appel à participer à votre propre déchéance.

- Climat: le GIEC plaide pour plus de démocratie participative - publicsenat.fr 06 octobre 2021

Quels sacrifices les citoyens sont-ils prêts à faire dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique ?

Elle est directrice de recherche au CEA et coprésidente du groupe no 1 du GIEC depuis 2015.

Elle est membre du Haut Conseil pour le climat, créé en 2018 et placé auprès du Premier ministre français14.

Valérie Masson-Delmotte - « Pour moi, la pire privation de liberté, c'est de subir les conséquences d'un changement climatique (...) ne pas agir sur les émissions de gaz à effet de serre, [était] le pire en termes de soutenabilité ».

Valérie Masson-Delmotte a tenté de se défendre en invoquant certaines formes de démocratie participative, efficaces selon elle pour concilier les aspirations des citoyens et les politiques publiques. publicsenat.fr 06 octobre 2021

Une woke fanatique.

Elle tente de mettre en cohérence sa connaissance de l'urgence climatique avec son impact personnel carbone calculé avec l'outil MicMac en étant végétarienne, en privilégiant les circuits courts et en se déplaçant en vélo électrique. Wikipédia

En complément

- Pour Sandrine Rousseau (EELV), "il faut augmenter le prix de l'essence" - BFMTV 19 octobre 2021

- Chine : Pékin demande à 72 mines de charbon d'augmenter leur production - 20 Minutes 8 octobre 2021

Dites, c'est quoi la mystification climatique, à quoi sert l'instrumentalisation du climat ?

Quand la « nature » sert de caution à l'émission de dettes.

L'alliance trouble de l'agro-industrie et de la grande finance est tout sauf « verte » Par Grain - Mondialisation.ca, 28 septembre 2021

https://www.mondialisation.ca/lalliance-trouble-de-lagro-industrie-et-de-la-grande-finance-est-tout-sauf-verte/5660736

Extrait - L'investissement dans l'expansion de l'agro-industrie ne peut jamais être « vert ». S'agissant, d'agriculture, il ne semble pas non plus possible pour la grande finance d'investir dans autre chose que dans l'agro-industrie. Tous deux dépendent de la financiarisation de la nature et de la confiscation implacable du contrôle des populations sur leurs terres, leurs forêts, leurs ressources en eau et leur biodiversité. Dans le cadre de la nouvelle architecture verte de la finance mondiale, la formule reste la même : capter les dépenses et biens publics pour maximiser les profits d'un groupe restreint d'investisseurs, tout en offrant aux grandes entreprises polluantes l'accès à une nouvelle source d'argent « vert » pour leur permettre de poursuivre leurs activités comme si de rien n'était. La seule différence cette fois, c'est que la « nature » cautionne directement l'émission de dette.

Qu'il soit qualifié de « vert » ou de « socialement responsable », le mariage de la grande finance et de l'agro-industrie ne peut déboucher sur rien de bon. La souveraineté alimentaire – la seule solution viable pour la justice climatique – ne sera pas financée par Wall Street ou la City de Londres, ni construite par Cargill et Bayer. Elle ne peut être construite que lorsque les populations reprennent le contrôle de leurs terres, de leurs semences, de leurs connaissances et également de l'offre monétaire.

LVOG - Vous avez peut-être lu des articles de l'organisation écologiste nommée Grain, vous avez apprécié ces articles et vous soutenez cette organisation, mais savez-vous exactement ce que vous soutenez ?

Ce qui figure dans un de ses articles publié par Mondialisation.ca le 29 septembre 2021 va vous éclairer et peut-être vous surprendre ou vous contrarier.

- Seul un plan rapide, assorti d'échéances, visant à laisser les réserves restantes de charbon, de pétrole et de gaz dans le sol et à réorganiser l'agriculture industrielle permettra d'éviter un chaos climatique catastrophique.

Grain reprend donc à son compte la théorie officielle et frauduleuse développée par l'oligarchie (GIEC) du "chaos climatique catastrophique" dû aux activités humaines ou le réchauffement de la planète aurait des origines anthropiques, alors qu'il a des origines naturelles.

Comment ils se camouflent derrière les ONG et la société civile et les instrumentalisent.

Qui subventionne la NED ou la façade de la CIA financée par le Congrès des États-Unis ?

À propos de la NED

https://www.ned.org/about/a-propos-de-la-ned/

Chaque année, la NED distribue plus de 1000 subventions pour soutenir les projets de groupes non gouvernementaux à l'étranger qui travaillent pour des objectifs démocratiques dans plus de 90 pays.

Largement financé par le Congrès des États-Unis...

Créée conjointement par les républicains et les démocrates, la NED est gouvernée par un conseil équilibré entre les deux partis et bénéficie du soutien du Congrès au sein de tout le spectre politique.

https://www.ned.org

Le type de programme soutenu par NED

- Renforcer les organisations de la société civile

Qui reçoit les financements NED?

- NED finance uniquement les organisations non gouvernementales, ce qui peut inclure les organisations civiques, les associations, les média indépendants, et d'autres organismes similaires.

En complément.

- Apple se propose de fouiller votre smartphone à votre insu - Réseau Voltaire 16 octobre 2021

Apple propose d'utiliser une nouvelle technologie (Client-side scanning — CSS) lui permettant de détecter la présence d'un document particulier dans votre téléphone, qu'il ait été partagé ou non.

Apple ne scanne pas la totalité des données, mais retrouve la signature des documents qu'il recherche.

La société se propose de trouver des photos pédophiles qu'on lui aurait signalées.

Ce système, s'il était accepté dans le louable but de sauver des enfants, pourrait être utilisé à d'autres fins, notamment d'espionnage économique et d'identification politique.

Orwell n'y avait pas pensé. Apple est prêt à le faire. Réseau Voltaire 16 octobre 2021

Totalitarisme. Le Ministère de la Vérité s'étoffe.

Emmanuel Macron installe une mission contre la désinformation et le conspirationnisme - Réseau Voltaire 30 septembre 2021

Le président Emmanuel Macron a installé, le 29 septembre 2021, une « Mission contre la désinformation et le conspirationnisme ».

Cet organe devra « Formuler des propositions dans les champs de l'éducation, de la prévention, de la régulation, et de la judiciarisation des entrepreneurs de haine afin de libérer la société des bulles qui enferment une partie de nos concitoyens et nourrissent les extrémismes, la haine, la violence, les dérives sectaires et les obscurantismes ».

Cette mission est présidée par le sociologue Gérald Bronner (photo), connu pour son engagement contre le Réseau Voltaire.

Pour Monsieur Bronner, il ne serait pas acceptable que la parole « d'un professeur d'université soit équivalente à celle d'un gilet jaune ». Il conviendrait de créer une instance chargé d'ériger en Vérité ce qui relève du « consensus scientifique ».

Cette mission est composée de :

Laurent Cordonier : directeur de la recherche à la Fondation Descartes à Paris ;
Frédérick Douzet : spécialiste des enjeux géopolitiques du cyberespace et professeur à l'Université Paris 8 ;
Rose-Marie Farinella : institutrice, chef du projet « Info ou Intox sur le web, comment faire la différence, dès l'école primaire ? »
Aude Favre : journaliste web ;
Jean Garrigues : historien spécialiste d'histoire politique de la France contemporaine ;
Rahaf Harfoush : anthropologue canadienne, professeur à Sciences Po ;
Rachel Khan : juriste, actrice, écrivaine ;
Anne Muxel : sociologue et politologue ;
Rudy Reichstadt : fondateur et directeur de Conspiracy Watch ;
Iannis Roder : historien spécialiste de la Shoah ;
Guy Vallancien : chirurgien, professeur honoraire des Universités, membre de l'académie nationale de médecine ;
Annette Wieviorka : historienne spécialiste de la Shoah de l'histoire des Juifs au XXe siècle.

Cette mission doit être distinguée de Viginium (« service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères »), mis en place par le Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale. Il ne s'agit pas cette fois pour le président Macron de défendre la Nation, mais de trouver un moyen —avant la campagne électorale présidentielle— pour empêcher le Réseau Voltaire de surveiller les manipulations de l'information. Réseau Voltaire 30 septembre 2021

Le chef des terroristes loge à l'Elysée.

- Le Mali accuse la France de former les terroristes qu'elle combat - Réseau Voltaire 19 octobre 2021

Le 8 octobre 2021 lors d'une interview à RIA-Novosti (photo), le Premier ministre malien, Choguel Kokalla Maïga, a accusé la France de former les

terroristes qu'elle prétend combattre [1].

« Nous en avons la preuve. Il existe une expression dans notre langue qui dit que lorsque vous cherchez une aiguille dans votre chambre et que quelqu'un, censé vous aider dans la recherche, se tient sur cette aiguille, vous ne la trouverez jamais. C'est donc la situation qui se passe actuellement au Mali, et nous ne voulons pas le supporter », a-t-il poursuivi.

La France a interdit l'accès de l'enclave de Kidal à l'armée malienne. C'est là que des officiers français formeraient les jihadistes du groupe Ansar el-Din, affilié à al-Qaïda.

Au début de son intervention au Mali, la France avait retenu ses militaires pour laisser le temps à l'encadrement qatari des jihadistes de quitter le terrain.

Aujourd'hui, la France explique que sa mission vise à empêcher la constitution d'un Émirat islamique au Sahel. Or, le Mali est habité au Nord par des populations arabes nomades et au Sud par des noirs sédentaires. Seul le Guide libyen, Mouamar Kadhafi, s'était dévoué à rapprocher arabes et noirs, après un millénaire d'esclavage. Le renversement de la Jamahiriya arabe libyenne par l'Otan et les jihadistes a ravivé le conflit entre arabes et noirs, plongeant notamment le Mali dans la guerre [2]. De facto, la définition de la mission militaire française au Mali laisse la possibilité d'entretenir des jihadistes nomades.

Par le passé, les militaires français qui ont encadré des jihadistes au Qatar et en Libye et en encadrent toujours en Syrie ne dépendaient pas de l'état-major des armées. Ils étaient délégués auprès de l'Élysée et n'avaient d'ordre à recevoir que du président de la République. Nous ignorons quel est le statut actuel de ces personnels.

Selon Algérie Part, l'Algérie envisagerait de financer la collaboration d'un millier de mercenaires russes que le Mali négocie en ce moment avec Dmitri Outkine et Evgueni Prigojine [3]. Selon Reuters, le Groupe Wagner demande 9,15 millions d'euros par mois pour former les Forces armées maliennes (FAMa) et d'assurer la protection de certains hauts dirigeants maliens ; une mission comparable à celle qu'il remplit déjà en Centrafrique [4].

Si ces informations étaient confirmées, elles expliqueraient la hausse du ton entre Paris et Alger et les rumeurs de désengagement US dans cette région d'Afrique.

Choguel Kokalla Maïga a démenti le 17 octobre négocier avec le Groupe Wagner, mais il a admis discuter avec la Russie de la manière de former les Forces armées maliennes et d'assurer la protection de certains hauts dirigeants maliens [5].

[1] (En alphabet russe non pris en compte par ma version Windows10 - LVOG)

[2] « Entretien avec le ministre libyen de la Coopération, Mohammed Siala : La guerre contre la Libye est une catastrophe économique pour l'Afrique et l'Europe », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 3 juillet 2011.

[3] « Exclusif. L'Algérie négocie avec la junte malienne pour financer une partie de l'accord de sécurité avec les militaires russes de Wagner », Algerie Part, 13 octobre 2021.

[4] « Le Mali proche d'un accord avec les mercenaires russes du groupe Wagner », John Irish & David Lewis, Reuters, 13 septembre 2021.

[5] « Choguel Maïga : "Notre gouvernement a compris que s'il ne compte que sur un seul partenaire, il pourra à tout moment être abandonné " », Morgane Le Cam, Le Monde, 17 octobre 2021.

France avril 2022 ?

Le vote de toutes les fraudes par correspondance

Résultats de l'audit en Arizona : 54 000 bulletins illégaux identifiés - francesoir.fr 29 septembre 2021

https://www.francesoir.fr/politique-monde/resultats-de-laudit-en-arizona

---

Totalitarisme, GAFAM et censure.

Désinformation : YouTube supprimera toute vidéo mettant en cause les vaccins reconnus - lefigaro.fr 29 septembre 2021

Depuis octobre 2020, la plateforme de vidéos détenue par Google affirme avoir supprimé plus de 130.000 vidéos, pour «violation des règlements de YouTube en matière de vaccins COVID-19».

Les faux récits sur le Covid-19 et les mythes antivax pullulent dans le quotidien des citoyens. Sur les réseaux sociaux, la publication de fausses nouvelles est à la portée de tous, et ce à un faible coût. Malgré les efforts de modération, les algorithmes de YouTube, comme ceux de Facebook ou Twitter, continuent de pousser des contenus toxiques.

Il y a un an, alors que les vaccins contre le Covid-19 étaient attendus comme une clef majeure pour venir à bout de la pandémie, YouTube avait en effet décidé d'interdire les vidéos comprenant des informations contraires au consensus des autorités sanitaires ou de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Mais suite à la désinformation qui circule encore sur les vaccins, Youtube a décidé de muscler son dispositif contre les fake news, dès ce mercredi 29 septembre. En précisant les critères qui constituent une violation de sa politique d'utilisation. Désormais, YouTube s'attellera à supprimer tout

contenu prétendant que les vaccins approuvés sont dangereux ou causent un préjudice important aux personnes vaccinées, en s'appuyant sur le consensus des autorités scientifiques. « Plus précisément, les contenus qui prétendent faussement que les vaccins approuvés sont dangereux et provoquent des effets chroniques sur la santé, qui affirment que les vaccins ne réduisent pas la transmission des maladies ou le fait de contracter des maladies, ou qui contiennent des informations erronées sur les substances contenues dans les vaccins seront supprimés», explique la plateforme de vidéos dans un billet de blog.

Les tentatives de modération de contenus sur les réseaux sociaux comportent encore de nombreuses failles. En France, les manifestations anti-passe sanitaire reflètent dans la rue ce qui s'observe en partie depuis des mois sur les réseaux sociaux où prolifèrent comptes anti-masques, anti-vaccins, anti-confinement, aux millions d'abonnés. Une galaxie protéiforme dotée de relais et d'influenceurs puissants. lefigaro.fr 29 septembre 2021

Commentaires d'internautes.

1 - Ca s'appelle la censure...

2 - Encore du grand n'importe quoi ! Il faut démanteler les GAFAM, avant qu'ils ne démantèlent nos démocraties, ou plutôt ce qu'il en reste...

3 - Nous y voila; totalement décomplexés après des mois de censure ciblée, ils annoncent la couleur, tellement ils sont sûrs de leur fait ; çà pue de plus en plus.

4 - C'est évident : les vaccins ARNm sont parfaits. Aucun effet secondaire et une efficacité totale. Pas comme l'Ivermectine que les Indiens s'obstinent à utiliser.

5 - Et ceux qui applaudissent se disent progressistes, voire démocrates. Quelle perspective pour 2022...la dictature mondiale ou la dictature nationale ?

1 - Le nombre de témoignages d'effets secondaires sérieux, graves, prolongés, est bien trop important, leur fréquence est bien trop élévée, beaucoup le constatent en discutant dans leur entourage tout simplement... n'importe quel médicament en phase de test aurait été arrêté par précaution face à un tel tableau... donc la censure n'aboutira qu'à une seule chose : la radicalité ! si c'est ce que vous souhaitez, ainsi soit-il ! regardez ce qu'il se passe dans la rue en Australie... en Italie... regardez ce que vous êtes en train de faire de nos démocraties libérales ou la liberté de conscience n'a d'égal historique civilisationnel que le droit de disposer de son propre corps...

6 - Ne pas oublier la grande règle : il n'y a aucun effet secondaire. Tout ce qui arrive après un vaccin n'est que corrélation, ou coïncidence, jamais une conséquence.

Où on l'accepte, où on se tait.

- On peut être vacciné et être horrifié par cette censure

Christophe Lemaitre et Jeremy Chardy ont arrêté leur saison sportive suite à la vaccination

Ce n’est pas être antivax ou complotiste que de dire que le vaccin peut aussi avoir des effets secondaires sérieux

Comme tout médicament, il y a une balance risque bénéfice qui peut être variable selon les individus La multiplication de la censure et des délits d’opinions m’interroge sur ce qui reste de démocratique dans nos sociétés

- Ancien chef de service des hôpitaux je met fortement en doute l'innocuité de certains vaccins , que dire de pseudo vaccins qui n'empêchent ni contamination ni transmission de la maladie , ce n'est pas ce que j'ai enseigné pendant plus de 30 ans.

- quid des effets secondaires des vaccins ? Pourra-t-on les évoquer puisqu'ils sont recensés notamment sur le site des institutions européennes... mais jamais évoqués par les médias... ni le nombre de décès qui n'est d'ailleurs pas d'accès immédiat...

M. Fischer, répondant à une question lors d'une webconference, organisée par l'académie des sciences la semaine dernière, a indiqué que le nombre d'effets secondaires était tout à fait minime et ceux-ci, sans gravité d'ailleurs, étant d'ailleurs rapidement maîtrisés. La pharmacovigilance du site des institutions européennes semble moins optimiste au regard des statistiques présentées.. Qui doit on effacer ? Ne serait-il pas préférable d'organiser... et de médiatiser... un débat sur le sujet avec des intervenants représentatifs des différents points de vue et précisant leurs sources d'information pour appuyer leur point de vue ?

7 - Une nouvelle Inquisition se met en place, l'interdiction de remettre en cause le dogme vaccinal est plus que suspect. N'oublions pas les morts consécutifs à la vaccination passés sous silence et ils sont nombreux.

8 - Jamais la censure n'aura atteint un tel sommet. Staline et Hitler en ont rêvé, les Gafa l'ont réalisé.

9 - Les mondialistes sont à tous jamais l'ennemi des peuples !

10 - Google, Youtube faschos !

11 - Ces vaccins sont l'objet d'une autorisation provisoire et encore en phase de test, il faut vraiment que Pfizer soit bien puissant pour peser autant sur YouTube! Rappel: en 2009, la firme pharmaceutique a payé une amende record de 2,3 milliards de dollars pour avoir corrompu des médecins afin qu’ils prescrivent des médicaments surdosés ou à contre-emploi !

12 - La pensée unique en action. Avoir une opinion divergente, ou le simple fait de s'interroger sur les faits, la réalité, n'est plus autorisé.

13 - Pure propagande. L'année dernière ils censuraient les contenus qui soupçonnaient que le COVID vienne d'un labo, maintenant c'est une thèse officielle

- Boycottez You tube qui a la mème conception de la liberté de pensée que les régimes autoritaires !

14 - Le couple propagande / censure ne s'est jamais aussi bien porté.

15 - Quelle bêtise! Avec cette censure en amont, comment distinguer les lanceurs d' alerte des "complotistes"? il faudra toujours acquiescer au discours des plus puissants, c'est ça? Censurons ceux qui mettent en doute l'innocuité de la cigarette sur la santé, censurons ceux qui montrent l' existence de perturbateurs endocriniens, censurons ceux qui alertent sur les produits qui tuent les abeilles! Cette société vire au cauchemar.

16 - Reconnus par qui? Youtube fait là carrément de la censure. Je suis loin d'être anti-vaccins mais il est fondamental en matière scientifique qu'on puisse émettre des anayses critiques et contester. C'est comme ça qu'avacent les sciences expérimentales. La démarche de Youtube ne s'inscrit pas du tout dans une lutte contre la désinformation mais dans une tentative de censure, et le titre du Figaro est complètement partisan, biaisé et inacceptable.

17 - Ces plates-formes sont devenues dangereuse: ce sont elles qui dictent la vérité, la bonne parole, le bon candidat, la bonne version des faits, la bonne tendance politique ou sexuelle,... Bref, du totalitarisme. On avait déjà des entités supra nationales, mais là c'en est trop. La démocratie est morte.

Dorénavant seules les propagandes, faux récits, et mythes d'état seront tolérées...

Totalitarisme. Les GAFAM reçoivent le renfort de la Sainte-Inquisition.

- Le pape appelle « Au nom de Dieu ! » que la Silicon Valley censure les fausses informations et théories du complot - lemediaen442.fr 20 octobre 2021

Après que le Vatican a ordonné à tous ses employés de se faire vacciner sous peine de ne toucher aucun salaire, le pape François appelle purement et simplement Facebook, Twitter… à censurer les fausses informations, les théories du complot. Et tout ça « Au nom de Dieu ! »

Le pape a fait ces remarques lors d'une Rencontre mondiale des mouvements populaires, une organisation créée pour promouvoir la « justice sociale » et lutter contre le racisme avec l'aide de chefs religieux.

« Au nom de Dieu, je demande aux géants de la technologie d'arrêter d'exploiter la faiblesse humaine, la vulnérabilité des gens, au nom du profit sans se soucier de la propagation des discours de haine, des fausses informations, des théories du complot et de la manipulation politique », a-t-il déclaré.

Le leader catholique pense apparemment qu'il est chrétien et pieux de donner aux GAFAM le pouvoir de mettre un terme à la liberté d'expression. lemediaen442.fr 20 octobre 2021

Censure et autocensure.

Eric Stemmelen, ancien directeur de programmation de France 2, explique l'incroyable censure journalistique - lemediaen442.fr 06/10/21

Eric Stemmelen, ancien directeur de l'antenne et des programmes de France 2 et ancien directeur de l'institut de sondages Sofres, explique au micro de POUR.PRESS comment s'organise la censure chez les journalistes du système. C'est une machine bien rodée où le travail de censure se fait tout seul, sans avoir besoin d'intervention, nous sommes dans de l'auto-censure.

En ce qui concerne les journalistes de la caste, Eric Stemmelen explique : « Quand le présentateur de la matinale d'Europe 1 est payé 38 000 euros par mois. Ça vaut quand même le coup de raconter n'importe quoi à ce tarif ». Quant aux petits journalistes, « on s'autocensure par peur d'être viré tout simplement […] il y en a qui n'ont pas l'intention de se retrouver au chômage. Donc le système est bloqué ! Il n'y a pas besoin d'envoyer la censure, c'est une autocensure ».

L'ancien directeur de programmation de France 2 va plus loin dans l'analyse pour épingler le rôle central de l'AFP dans ce grand théâtre journalistique : « La deuxième chose c'est que le système est plus efficace dans la mesure où il y a le "copier-coller", c'est-à-dire la reproduction sur des sources apparemment diverses du même discours. Quand l'opinion est confrontée au fait que l'article du Figaro est finalement le même que celui Libération, qui est finalement le même que celui de l'Obs, qui est le même que celui du Monde… alors qu'il s'agit de sources bien différentes, avec, dit-on, un pluralisme, une diversité. Mais tous disent la même chose ! Et donc, le public se dit : "C'est la vérité !", puisque des organes aussi différents l'un que l'autre disent la même chose. Sauf qu'ils n'ont rien de différent, ils appartiennent tous à des milliardaires qui, eux, sont copains entre eux et n'ont pas besoin de se consulter pour dire la même chose. »

https://www.youtube.com/watch?v=Zroscc_fXVo&feature=emb_title

En complément

- Si votre téléphone portable est âgé de plus de quatre ans, il risque d'être privé d'internet - 30 septembre 2021

https://www.francesoir.fr/lifestyle-vie-quotidienne/si-votre-telephone-portable-est-age-de-plus-de-4-ans-il-risque-detre-prive

---

Une forme de censure plus discrète.

- Documentaire : Coup d'État contre Chávez – La révolution ne sera pas télévisée - lemediaen442.fr 3 octobre 2021

Dans ce monde où le Covid a mis en évidence les comploteurs de ce monde, ce documentaire va certainement ouvrir les yeux de ceux qui pensaient

connaître Hugo Chavez.

Le documentaire Chávez, le film ou Coup d'État contre Chavez (Chavez: Inside the Coup ou The Revolution Will Not Be Televised), réalisé par Kim Bartley et Donnacha O'Briain, décrit le coup d'État de 2002 contre le président Hugo Chavez.

Il a été tourné alors que les deux réalisatrices préparaient un documentaire sur le président Hugo Chávez au Venezuela. Elles se trouvaient à l'intérieur du palais présidentiel quand fut déclenché, le 11 avril 2002, le coup d'État conduit par les propriétaires des chaînes privées, les cadres de la compagnie pétrolière du Venezuela, ainsi qu'une poignée de dirigeants militaires avec le soutien, entre autres, des États-Unis, de l'Espagne, de la Colombie et du Salvador. Le film présente la chronologie du putsch et la mobilisation des millions de Vénézuéliens qui entraîna le retour au pouvoir d'Hugo Chávez 48 heures après le début du coup, grâce à la garde présidentielle. Ce documentaire a obtenu, entre autres, deux prix au Grierson Documentary Awards anglais en 2003. Il a été diffusé sur Arte en 2004.

La vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=72QDaTxxd78

Le bureau des assassins.

- La CIA a planifié d'enlever et d'assassiner Julian Assange - Réseau Voltaire 29 septembre 2021

Les avocats de Julian Assange ont révélé des documents officiels US attestant que la direction de la CIA avait qualifié Wikileaks de « service de Renseignement non-étatique hostile » (non-state hostile intelligence service). Mike Pompeo avait fait étudier divers scénarios d'enlèvement et d'assassinat pour s'opposer à son transfert de l'ambassade d'Équateur à Londres, où il était réfugié, en Russie. Les États-Unis avaient obtenu du Royaume-Uni l'autorisation de faire usage d'armes sur un aéroport londonien contre des fonctionnaires russes. Le plan ne fut pas réalisé parce que le président Donald Trump s'y opposa et le transfert de Julian Assange ne fut pas réalisé [1].

Élevé par la CIA en Australie, Julian Assange avait d'abord participé à des révélations contre des dirigeants africains corrompus. Puis il s'était rendu compte que les documents publiés ne l'étaient que pour satisfaire les appétits des États-Unis sur le continent noir. Il s'était alors retourné contre eux et avait publié la totalité des rapports internes des bases militaires en Iraq. Ce faisant, il avait montré que ce que l'on croyait être des « bavures » était en réalité la politique de Washington. Contrairement à leur rhétorique, les États-Unis ne cherchaient pas à pacifier l'Iraq, mais bien au contraire à y détruire l'État. Julian Assange débuta alors une vaste opération de révélations de documents sur tous les aspects de l'impérialisme occidental.

La CIA a considéré la révélation de son programme Vault-7 comme la grave fuite de son histoire. Il s'agit d'un système permettant de compromettre les principaux logiciels de Microsoft et d'Apple, ainsi que les smartphones, les ordinateurs et les télévisions connectées.

Aujourd'hui, Julian Assange est gravement blessé psychologiquement. Il est emprisonné au Royaume-Uni en attente de son extradition vers les États-Unis.

[1] « Kidnapping, assassination and a London shoot-out : Inside the CIA's secret war plans against WikiLeaks », Zach Dorfman, Sean D. Naylor and Michael Isikoff, Yahoo News, September 26, 2021

- Les Talibans font visiter la « Prison noire » de Salt Pit Réseau Voltaire 5 octobre 2021

Les Talibans ont fait visiter aux journalistes étrangers présents en Afghanistan la base secrète de la CIA [1].

Avant de s'enfuir, les agents de Renseignement ont brulé tous leurs véhicules et fait exploser leur dépôt de munitions.

La base comprenait un village afghan reconstitué pour l'entrainement des Collaborateurs locaux de l'Agence. Ils y étaient entraînés pour procéder à des « perquisitions » de nuit.

Elle comprenait aussi la « Prison noire » (Dark prison) en partie détruite de Salt Pit, célèbre pour ses tortures bien plus cruelles que celles de Guantánamo [photo satellite]. Les prisonniers étaient détenus des mois durant, nus, dans une obscurité absolue, parfois brisée par les lampes personnelles des gardiens. La prison n'était pas chauffée.

La CIA avait assoupli les conditions de détention après que le Miami Herald ait rapporté la mort de froid de plusieurs détenus enchaînés deux semaines à un mur.

Les Collaborateurs de la CIA ont fui l'Afghanistan avec leurs familles. Ce sont eux que l'on a vu se battre pour entrer dans des avions à l'aéroport de Kaboul. Réseau Voltaire 5 octobre 2021

Quand l'Otan politique récompense un des siens.

- Le prix Sakharov du Parlement européen décerné à Alexeï Navalny - LePoint.fr 20 octobre 2021

Ce choix a immédiatement été salué par le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. LePoint.fr 20 octobre 2021

ACTUALITE EN TITRES

On ignore s'il sera plus propre après !

- Présidentielle : Mélenchon appelle la jeunesse à "passer les hypocrisies au karcher"- Europe1 17 octobre 2021

LVOG - Chez lui, chaque fois qu'il respire et relâche du CO2 dans l'air, cela empeste la démagogie...

Concours de populisme avec la vermine, cela fait les affaires du Forum économique mondial

Jean-Luc Mélenchon veut « fermer toutes les centrales » nucléaires - LePoint.fr 17 octobre 2021

LVOG - Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'imposture climatique poursuit le même but que la guerre biologique déclenchée en janvier 2020, elles servent à justifier de manière à peine déguisée la régression sociale généralisée en cours sans précédent depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, ainsi que la pauvreté accrue de pans entiers des masses et de nouvelles couches de travailleurs, qui doit se traduire par la baisse forcée de la consommation de toutes les énergies fossiles, sur fond de hausse des prix vertigineuse, afin d'aboutir à un changement de comportement ou de mode de vie qui serait imposé à l'ensemble population, seules les couches et classes supérieures seraient relativement épargnées, mieux, elles en profiteraient.

Voilà dans quoi marche Mélenchon et c'est condamnable. Parce que ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en étant ultra minoritaire, toutes les bonnes intentions qu'il peut afficher en la matière, comme il ne pourra jamais les appliquer parce qu'il n'a aucune chance d'être élu, cela revient finalement à cautionner ceux qui tiennent le même discours que lui et qui vont s'en charger mais à leur manière, en nous le faisant payer le prix fort

C'est pourquoi, même si je suis contre le nucléaire civil (et militaire cela va de soi) tel qu'il existe, je suis malheureusement obligé de le soutenir, c'est un paradoxe qui m'est imposé, et ce n'est pas le seul, à quoi bon le déplorer, ce serait minable.

Il y en a qui ne doutent de rien !

POI - Informations ouvrières n° 676

- La hargne de Montebourg contre Mélenchon exprime ce que craignent toutes les forces liées au « système », au régime : que l'aspiration à changer radicalement les choses, à balayer Macron et sa politique ne coagule en se portant sur la candidature Mélenchon, ce qui provoquerait un bouleversement de toute la situation politique de ce pays.

Elle n'est pas seule !

Pour Olivier Faure, "Anne Hidalgo présente le plus de solidité à gauche" - BFMTV 17 octobre 2021

Rappel. En 2014 c'est elle qui inaugura en compagnie de Hollande et de la reine d'Angleterre le marché aux fleurs situé sur l'île de la Cité à proximité de l'Hôtel de Ville de Paris rebaptisé «marché aux fleurs Reine Elizabeth II». Bref, une insulte à la nature et à l'espèce humaine !

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Samuel Paty : Jean Castex honore un « serviteur de la République » - LePoint.fr 17 octobre 2021

- 17 octobre 1961 : l'hommage du préfet de police « à la mémoire des morts » - LePoint.fr 17 octobre 2021

- Journée mondiale du refus de la misère: Inde, Brésil, la crise sanitaire a fait plonger les plus fragiles - RFI 17 octobre 2021

Demandez le programme de la réaction, ce sera au plus zélé pour mériter le soutien de ceux de tout en haut.

- Valérie Pécresse propose la suppression de 150.000 postes de fonctionnaires - BFMTV 19 octobre 2021

"Si je suis élue présidente de la République, ma première décision sera donc d'engager quatre grandes réformes de structures pour baisser les dépenses et diminuer la pression fiscale", ajoute-t-elle, énumérant "la retraite à 65 ans, la dégressivité des allocations-chômage, la débureaucratisation du pays et une décentralisation avec un lâcher-prise de l'Etat pour supprimer les doublons". BFMTV 19 octobre 2021

- Éric Ciotti supprimerait 250.000 postes d'agents publics s'il était élu Président - Europe1 20 octobre 2021

Territorialisation des peines proposée par Pécresse : « Une grande rupture avec la philosophie des Lumières » pour Benjamin Morel - Publicsenat.fr 19 octobre 2021

LVOG - N'était-ce pas l'extrême droite qui traditionnellement s'attaquait aux principes de la République ? Il est vrai qu'on vient de voir avec l'expérience que je viens de vivre, que la frontière entre la droite et l'extrême droite est poreuse...

- Présidentielle : Éric Ciotti souhaite "100.000 places de prison supplémentaires" - Europe1 20 octobre 2021

Les porte-parole de l'Etat profond enragent.

En Syrie, le dictateur Bachar El-Assad rompt son isolement diplomatique - Journal du Dimanche 16 octobre 2021

- Il y a quinze jours, le roi Abdallah II de Jordanie s'est entretenu par téléphone avec le président Bachar Al-Assad...

- Un échange qui signe le retour de la Syrie sur la scène internationale, malgré le maintien de lourdes sanctions américaines. "Les relations s'améliorent avec l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis mais aussi certains pays occidentaux, souligne le chercheur Karim-Emile Bitar, professeur associé à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. Au nom de la real-politique, Damas n'est plus autant ostracisée."

- Le régime - qui vient de réintégrer le système Interpol - a également obtenu, dans la crise énergétique qui secoue le Liban, de faire transiter sur son territoire du gaz naturel depuis l'Egypte et la Jordanie.

LVOG - C'est cela qui les rend hystérique à ce point-là ! Bachar El-Assad serait un dictateur, mais pas Macron qui impose la vaccination et le passe obligatoire...

Là ils vont devenir fous !

- Onu: le gouvernement syrien et l'opposition d'accord pour une constitution - sputniknews.com 17 octobre 2021

L'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie a déclaré dimanche que les coprésidents du gouvernement et de l'opposition du Comité constitutionnel syrien s'étaient accordés pour lancer le processus de rédaction d'une nouvelle constitution. sputniknews.com 17 octobre 2021

INFOS EN BREF

POLITIQUE ET SOCIAL

Italie -1

LVOG - Une imposture peut en cacher une autre. Ils ne manifesteront pas contre l'extrême droite déjà au pouvoir qui impose la vaccination et le passe...

- Italie : Manifestation géante à Rome contre l'extrême droite - 20 Minutes 17 octobre 2021

Les organisateurs de cette manifestation sont les mêmes qui sont responsables de la perte d'emploi de milliers de travailleurs pour refus de se vacciner ou parce qu'ils n'ont pas de passe, et qui continuent de nier l'existence de traitements efficaces pour soigner les mutants de la covid-19 ayant entrainé la mort de plus de plus de 100.000 Italiens. 20 Minutes avec AFP 17 octobre 2021

LVOG - La CGIL soutient la politique totalitaire de Mario Draghi et l'extrême droite s'y oppose sur son propre créneau d'extrême droite, qu'est-ce que vous voulez qu'on aille foutre dans ce merdier sinon se compromettre, ils rivalisent tous en pourriture !

États-Unis - 1

- Les États-Unis secoués par une vague de grèves - RFI 18 octobre 2021

Aux États-Unis, des milliers de travailleurs ont entamé des mouvements de grève dans de nombreux domaines. Ils dénoncent des conditions de travail difficiles alors que leurs employeurs enregistrent des profits importants.

Certains ont déjà baptisé le mois d'octobre « Striketober », en raison des grèves qui se multiplient un peu partout aux États-Unis. Usines de céréales, de tracteurs, écoles, ou encore hôpitaux, ils sont des milliers de salariés en grève ou menaçant de se mettre en grève. Depuis jeudi, 10 000 salariés du constructeur de tracteurs John Deere sont, eux, déjà en grève ; 1 400 chez le fabricant de céréales Kellogg's depuis le 5 octobre, et plus de 2 000 employés de l'hôpital Mercy à Buffalo depuis le 1er octobre. Quelque 31 000 employés du groupe de santé Kaiser Permanente dans l'ouest des États-Unis menacent de cesser, sous peu, le travail.

La plupart dénoncent des conditions de travail difficiles et protestent contre des modifications des contrats sociaux. De nombreuses entreprises voulant supprimer l'ajustement automatique des salaires au coût de la vie, alors que l'inflation est forte, et généraliser une nouvelle catégorie de contrats avec moins d'avantages. Les syndicats et les travailleurs sont d'autant plus remontés que leurs employeurs ont réalisé des chiffres d'affaires importants durant la crise sanitaire alors qu'eux ont dû travailler encore plus pour assurer la continuité des services. Prise de conscience

Si les salariés n'hésitent pas à se mettre en grève, c'est parce qu'ils sont en position de force avec un marché où des millions d'emplois sont à pourvoir et où les employeurs ont du mal à recruter. Pour certains, la crise sanitaire a également servi de prise de conscience. Une récente étude montre que les Américains n'hésitent plus à démissionner si leur travail actuel ne leur offre pas la qualité de vie dont il rêvent. RFI 18 octobre 2021

En complément

- Afrique du Sud: les syndicats appellent à une grève générale et interpellent l'État RFI 7 octobre 2021

https://fr.news.yahoo.com/afrique-sud-syndicats-appellent-%C3%A0-031125797.html

États-Unis - 2

Colin Powell est mort. Dans leur famille quand il y en a un qui disparaît, c'est un soulagement pour le reste de l'humanité !

Rappel.

- Son discours, tenu à l'ONU et au cours duquel il avait brandi une fiole d'anthrax, avait conduit à la guerre d'Irak en 2003. lci.fr

- Défenseur de l'intervention américaine, M. Powell avait fait en 2003 une longue allocution sur les armes de destruction massive prétendument détenues par l'Irak. Des arguments qui ont servi à justifier l'invasion du pays. Le Monde

Ironie du sort. Il est peut-être mort à cause du contenu de la petite fiole qu'on lui a injecté.

- Colin Powell est mort à l'âge de 84 ans de « complications liées au Covid-19 », a annoncé sa famille, lundi 18 octobre. Elle a par ailleurs précisé qu'il était « entièrement vacciné ». AFP

- États-Unis: pour Joe Biden, Colin Powell représentait "les idéaux les plus élevés de la diplomatie et de l'armée" - BFMTV 19 octobre 2021

L'actuel président américain salue "un patriote à l'honneur et à la dignité inégalés". BFMTV 19 octobre 2021

- Sur Twitter, les Bush ont rendu hommage à un grand serviteur de l'État, "qui avait commencé en tant que soldat pendant la guerre du Vietnam. (...) Il était tellement apprécié des Présidents qu'il a reçu la médaille présidentielle de la Liberté à deux reprises." lci.fr 18 octobre 2021

- TV5Monde - En Israël, l'ex-Premier ministre Benjamin Netanyahu et le ministre des Affaires étrangères Yaïr Lapid ont salué un "ami" de l'Etat hébreu.

Colin Powell était "une figure marquante du commandement militaire et politique américain" et "quelqu'un d'extrêmement compétent et intègre", a souligné Tony Blair, ancien Premier ministre du Royaume-Uni pendant la guerre en Irak.

Modéré de tempérament, M. Powell a bataillé pour faire valoir son point de vue de paix face aux "faucons" de l'administration Bush, comme le vice-président Dick Cheney ou le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, très "va-t-en-guerre" après les attentats meurtriers du 11 septembre 2001.

Rendu populaire par sa gestion de la première guerre du Golfe contre l'Irak en 1991, il avait été vu comme un candidat crédible pour devenir le premier président américain noir mais ne s'était finalement pas présenté. information.tv5monde.com

LVOG - Nous nous avons eu Pétain, eux ils ont eu Powell !

Allemagne.

LVOG - Tout est dit en quelques mots.

The Conversation 17 octobre 2021

- La gauche progresse. La droite s'effondre. Mais on peut se demander dans quelle mesure l'Allemagne rompra totalement avec la politique d'Angela Merkel...

LVOG - On connaît la réponse !

- Pour le SPD, les Verts et le FDP, il s'agit certes de maintenir l'alliance avec les États-Unis...

LVOG - Confirmation.

- Allemagne : quelles sont les grandes lignes de l'accord entre SPD, Verts et libéraux ? - Europe1 16 octobre 2021

- Le président des libéraux a d'ailleurs parlé d'un "équilibre impressionnant", et salué le respect et la confiance mutuelle qui ont dominé lors des premières discussions.

LVOG - En famille la "confiance" règne, c'est comme chez les investisseurs ou le capitalisme...

- Dans le document de douze pages, deux objectifs principaux : numériser et décarboner l'économie allemande le plus vite possible.

LVOG - C'est le programme du Forum économique mondial ou du "Great Reset".

La CDU n'a aucune raison de rendre les armes.

- Le Land allemand de la Hesse autorise tous les commerces à refuser l'entrée aux non-vaccinés - RT 16 oct. 2021

En Allemagne, la Hesse autorise désormais les magasins fournissant des produits de première nécessité à refuser les clients non-vaccinés contre le Covid-19, ou ne disposant pas d'un certificat de rétablissement. Il s'agit d'une première outre-Rhin : la Hesse autorise désormais tous les commerces à réserver l'entrée aux personnes vaccinées contre le Covid-19 ou ayant déjà contracté la maladie. Cette nouvelle mesure signifie que des personnes non-vaccinées pourraient ne plus avoir accès aux produits de première nécessité vendus dans certains magasins – supermarchés compris. RT 16 oct. 2021

Haut de page

Haut de page

Le 24 octobre 2021

En ces temps médiocres et troubles, en attendant des jours meilleurs, on a le droit de se détendre un peu.

- The Unforgiven - Metallica - Harp Guitar Cover - Jamie Dupuis

https://www.youtube.com/watch?v=d_6hXZvYdj0

Joe Bonamassa's Beaver Creek Muddy Wolf Show (8/28/14)

https://www.youtube.com/watch?v=vcKz0iaOQWs

FATS DOMINO LIVE {1986} With Jerry Lee Lewis, Ray Charles, Ron Wood, Paul Shaffer

https://www.youtube.com/watch?v=yzlGPZzb5jE

Ray Charles - All I Ever Need Is You (LIVE) HD

https://www.youtube.com/watch?v=WHZfZAzaO5E&list=RDkWxPsUVBvII&index=42

Ray Charles, The Raelettes - I Can't Stop Loving You (Live at Montreux 1997)

https://www.youtube.com/watch?v=HsP1vEfM9do

Oyé, we can't stop to loving you too, vous voilà de bonne humeur pour lire la causerie du jour !

- Cette causerie au format pdf (28 pages)

ACTUALITÉ DU JOUR

Si ce n'est pas pour nous, ce n'est pas pour eux non plus...

- Bien-être animal : les sénateurs sur la même ligne que les députés - Publicsenat.fr 23 octobre 2021

...c'est ce qu'ils mériteraient tous.

- Afrique du Sud : un braconnier piétiné à mort par des éléphants - Yahoo Actualités 23 octobre 2021

Pas sous l'ère Macron, pas en France...

- Au Brésil, la désinformation a explosé sous l'ère Bolsonaro. Le coût humain est terrible - The Conversation 23 octobre 2021

Totalitarisme et monarchie ont toujours fait bon ménage.

- Covid-19: le Maroc lance un pass vaccinal malgré des protestations - BFMTV 23 octobre 2021

Le non-conformisme n'est un gage de rien du tout.

Ils en sont rendus à l'insulte dans le blog du Dr. Maudrux.

LVOG - Pour ceux qui n'auraient pas suivi, je suis intervenu dans ce blog pendant plus de 15 mois avant de cesser récemment d'envoyer des commentaires, je m'en suis expliqué dans des causeries précédentes.

Ivermectine en traitement précoce en Australie

https://www.covid-factuel.fr/2021/10/21/ivermectine-en-traitement-precoce-en-australie/#comments

Extraits de quelques commentaires à la suite de celui d'un dénommé "bcdp" ci-dessous. Pour que les lecteurs comprennent de quoi il s'agit, "bcdp" s'était exprimé à la manière de Véran dans son commentaire. Dès lors pourquoi lui répondre, dans un tel blog il faisait office de provocateur, on ne répond jamais à un provocateur ou un troll, on le dénonce ou on l'ignore, voilà tout.

bcdp - 23 octobre 2021

En tant que médecin, je vis assez mal les insultes répétées sur ce forum contre ceux qui soutiennent la vaccination et doutent de l'efficacité de l'ivermectine et autres recettes, sous prétexte qu'ils seraient malhonnêtes et/ou aveuglés par l'appât du gain et « big pharma ».

MichelC - 23 octobre 2021

- Lisant tous ces commentaires, je me dis que je perds mon temps, et à quoi bon argumenter?…

Vous commencez bien. Très bien. Par une grosse insulte.

LVOG - Ce qu'il a dit en préambule n'était pas une insulte ou alors on n'a plus le droit de dire ce qu'on pense, j'en ai fait l'expérience dans ce blog. Plus loin le même lecteur finira par l'insulter carrément.

LVOG - Cela va aller crescendo.

viviroro - 23 octobre 2021

Belle tentative de B(eau) C(oup) D(e) P(ute)

LVOG - Il se fait traiter de pute.

MichelC - 23 octobre 2021

Mon corps m'appartient. J'en suis le propriétaire. Pas vous et vos sbires ou maîtres, donc bas vos sales patte grasses, boudineuses et crochues. J'y mets dedans ce que j'estime nécessaire et utile. Si cela ne vous convient pas, allez poster ailleurs vos âneries.

LVOG - C'est la sodomie qui l'attend ensuite...

duchmol - 23 octobre 2021

LVOG - C'est l'un des deux sales types qui m'avait reproché de ne pas respecter la liberté d'expression... d'extrême droite!

Donc entre vous, péquin planqué derrière un pseudo qui vient nous faire la leçon

LVOG - Parce que lui il doit s'appeler duchmol, quel con !

Alors votre petit message à nous les crétins, je propose que vous le rouliez en tube et le mettiez ou il mérite d'être.

LVOG - Quelle délicatesse ! Et cela va se terminer en apothéose !

AMMONET - 24 octobre 2021

@Duchmol ; c'est faire beaucoup d'honneur à cette sous-merde de BCje ne sais quoi que de lui répondre ! Et,oui, là, au moins, l'insulte lui est bien adressée, donc s'il se sent insulté, ben oui, je l'ai insulté délibérément…

LVOG - La haine baveuse s'étale, dégouline... Bravo Dr. Maudrux pour ce bel exemple de non-conformisme !

MichelC - 23 octobre 2021

Raoult a le courage de ne pas être anonyme. Pas vous. vous êtes un couard, un lâche, un sans couilles sous votre pseudo.

LVOG - Parce que MichelC ce n'est pas anonyme !

Pendant 19 mois j'ai constaté que pratiquement tous les lecteurs sortaient d'énormes conneries et je me suis demandé s'ils se relisaient, sans doute. Cela révèle leur suffisance ou arrogance incontrolée, incompatible avec la libre réflexion, ce sont des gens à l'esprit étroit ou borné qui ont un penchant autoritaire, partant de là, pas étonnant qu'ils soient tous ou presque de droite ou d'extrême droite.

Ce que les assassins Macron et Véran vous cachent.

Les thérapies géniques plus dangereuses que le coronavirus.

La Suède suspend indéfiniment le vaccin Moderna après des problèmes cardiaques chez des patients - lemediaen442.fr 23 octobre 2021

Les autorités sanitaires suédoises ont maintenant décidé qu'un moratoire sur l'administration du vaccin Moderna à toute personne de moins de 31 ans sera prolongé indéfiniment, a rapporté le UK Daily Mail (la suspension du vaccin Moderna devait se terminer le 1er décembre). La Finlande, l'Islande et le Danemark ont ??pris des mesures similaires. La Norvège conseille aux hommes de moins de 30 ans de ne pas se faire vacciner avec Moderna.

Pendant des mois, le vaccin Moderna a fait l'objet d'un examen minutieux en raison de données montrant que les jeunes hommes qui le reçoivent, présentent un risque accru de myocardite , une inflammation du muscle cardiaque, et de péricardite, une inflammation du sac autour du cœur.

L'Agence suédoise de santé publique a déclaré que les données non publiées liant le vaccin Moderna aux deux problèmes de santé signifient qu'il existe « un risque accru d'effets secondaires tels que l'inflammation du muscle cardiaque ou du péricarde ».

Ces données n'ont pas été rendues publiques.

Répondant aux inquiétudes concernant le vaccin Pfizer, dans sa déclaration donnant une autorisation complète, la FDA avait précisé que « les données démontrent des risques accrus, en particulier dans les sept jours suivant la deuxième dose ».

« Le risque observé est plus élevé chez les hommes de moins de 40 ans que chez les femmes et les hommes plus âgés. Le risque observé est le plus élevé chez les hommes de 12 à 17 ans », a déclaré la FDA.

L'agence a noté que « certaines personnes avaient besoin d'un soutien en soins intensifs » et que les informations à long terme sur les risques ne sont pas encore connues. lemediaen442.fr 23 octobre 2021

Médias.

Ministère de la Vérité. Ils rémunèrent l'info de droits divins. La presse française, non, elle n'est plus à vendre !

Facebook va rémunérer une partie de la presse française au titre des "droits voisins" - francesoir.fr 21 octobre 2021

https://www.francesoir.fr/afp-afp-france/facebook-va-remunerer-une-partie-de-la-presse-francaise-au-titre-des-droits-voisins

Facebook a conclu un accord avec une partie de la presse quotidienne française pour rémunérer celle-ci au titre des "droits voisins", a annoncé jeudi le réseau social américain, quelques semaines après avoir signé des accords de même type avec Le Monde et Le Figaro.

Cet "accord de licence" signé avec l'Alliance pour la presse d'information générale (Apig), qui représente notamment les quotidiens nationaux et régionaux, "prévoit que Facebook obtienne et rémunère des licences pour les droits voisins", selon le communiqué.

"Par ailleurs, il donnera la possibilité aux éditeurs de l'Alliance qui le souhaitent de participer à Facebook News", un nouveau service dédié à l'information qui doit être lancé en France en janvier 2022, a précisé le réseau social.

"Les termes auxquels nous sommes parvenus permettront à Facebook d'appliquer la directive et la loi française, tout en générant des financements importants pour les éditeurs de l'Alliance, notamment les plus petits d'entre eux", s'est félicité Pierre Louette, président de l'Apig et PDG du Groupe Les Echos – Le Parisien, cité dans le communiqué.

Ni le montant de la rémunération ni la méthode de calcul n'ont été divulgués.

Les droits voisins sont explicitement prévus par une nouvelle législation européenne adoptée en 2019, immédiatement transposée en France.

Ils ouvrent la voie à une rémunération pour les auteurs des contenus de presse extraits d'articles, photos, vidéos, infographies... - présentés sur les pages de résultats des grandes plateformes du net.

Mais celles-ci ont longtemps contesté leur principe, et les négociations avec la presse ont été très laborieuses.

Un accord-cadre concernant la rémunération des "droits voisins" avait été annoncé en janvier entre l'Apig et Google, mais il doit être revu pour tenir compte d'une condamnation en juillet du moteur de recherche par l'Autorité de la concurrence à une amende de 500 millions d'euros pour ne pas avoir négocié "de bonne foi" avec les éditeurs de presse.

L'Autorité a demandé au géant américain de reprendre les négociations avec les éditeurs, pour leur proposer une nouvelle offre de rémunération.

Les groupes Le Monde et Le Figaro ont annoncé tous deux il y a moins d'un mois des accords distincts avec Facebook, comme ils l'avaient fait auparavant avec Google, au titre de la rémunération et de la mise en avant de leurs contenus. francesoir.fr 21 octobre 2021

Les fausses bonnes nouvelles ou non-informations signées FranceSoir, deux parmi tant d'autres.

LVOG - On est littéralement noyé sous un flot continu d'infos dans lesquelles il faut en prendre et en laisser. Méfiez-vous du conditionnel, de l'approximatif, des affirmations sans preuves, faites attention à qui s'exprime pour parler de quoi, etc.

Le passe sanitaire suspendu au CHU de Martinique pour les soignants

https://www.francesoir.fr/politique-france/passe-sanitaire-suspendu-chu-martinique

LVOG - Youpi, génial ! Attendez, ça c'était dans le titre de l'article, allez lire la fin avant d'hurler victoire :

- La direction précise toutefois que ceux n'ayant pas reçu deux doses des vaccins contre le Covid-19 restent en situation de « non-conformité », et en plus de « l'invitation » à réaliser des tests des dépistages, « le contrôle systématique du passe sanitaire n'est en aucun cas abandonné ».

Soignante réintégrée : "il faut attaquer cette loi, article par article" Me Ludot

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/me-ludot-detricotement-loi

LVOG - Youpi, génial ! Attendez, ça c'était dans le titre de l'article, en réalité une mesure a été suspendue provisoirement dans l'attente de la décision finalement qui sera rendue par le Conseil constitutionnel.

- Victoire judiciaire pour Maître Emmanuel Ludot, avocat au barreau de Reims, obtenue récemment : sa cliente, une secrétaire médicale, non-vaccinée et ne souhaitant pas l'être, a vu sa suspension renvoyée devant le Conseil constitutionnel par le conseil de prud'hommes de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor).

On ne reproduira pas les articles comportant les mentions suivantes :

Annoncé tous les quatre matins depuis des décennies...

- Le Journal Die Welt a choisi un titre signifiant le début de la destruction des structures européennes.

- L'éclatement de l'UE s'annonce de plus en plus probable.

Comment ils cautionnent finalement la vaccination...

- Nous ne sommes pas « anti-vax », nous sommes « anti-spike »!

Politique.

Qu'est-ce qu'un populiste de gauche ou d'extrême gauche ?

Mercredi l'Assemblée nationale adopte un projet de loi dit "vigilance sanitaire", permettant de proroger le passe jusqu'à l'été 2022 avec son cortège de discriminations et de violations de nos libertés individuelles et collectives, vous vous dites que l'extrême gauche va en faire la Une de ses journaux, et bien pas du tout, ses dirigeants s'en foutent, pour eux c'est accessoire, ce qui compte avant tout je vous le donne en mille, c'est que "le frigo soit plein", ils l'ont écrit en toutes lettres.

Il faut avoir à l'esprit pour comprendre de quoi nous parlons ici, c'est qu'une révolution ne se produira jamais tant que le frigo sera plein ou tant que les masses auront la possibilité de le remplir, donc faire en sorte qu'il ne soit jamais vide revient à empêcher que les conditions d'une révolution soient réunies, parole de révolutionnaires !

Parole d'internaute.

1 - Pour le Pass, quand on est vacciné ce n'est absolument pas perçu comme une contrainte : il suffit de montrer son QR code sur son smartphone, ça prend 2 sec. C'est devenu anecdotique, vraiment. Et quand il n'y a pas de contraintes, il n'y a pas de réaction. Je le vis, vois chaque jours avec toutes les personnes vaccinées autour de moi.

2 - Le dommage aux libertés publiques comme individuelles, n'est ressenti à toute époque que par une petite minorité, mais c'est cette petite minorité qui porte l'intérêt général en refusant l'esclavage et en luttant contre la tyrannie.

LVOG - Et bien cette minorité il faudra la chercher ailleurs qu'à l'extrême gauche corrompue.

Qu'est-ce qu'un populiste de gauche ou d'extrême gauche, nous demandions-nous ?

Par exemple, c'est quelqu'un qui vous encourage à réclamer une augmentation de salaire sans mettre en avant la nécessité de changer de régime ou d'en finir avec le régime au moment même où il entend instaurer un modèle de société totalitaire basé sur la confiscation de nos libertés individuelles et collectives ou la mise en place d'un système numérique de surveillance généralisée à l'ensemble de la population réduite en esclavage.

Du moment que le frigo serait plein, ils ne verraient aucun inconvénient à ce qu'on vive sous un régime fasciste, c'est ce que cela signifie implicitement. Et bien moi je préfèrerai que le frigo soit vide et que les masses se soulèvent pour abattre ce régime et pouvoir ensuite le remplir.

Ce sont deux conceptions de la lutte de classe antinomiques, l'une se situe sur le terrain de la collaboration de classes, l'autre sur celui du socialisme. C'est cela aussi le populisme, surfer sur l'ignorance des masses et leurs faiblesses, leurs illusions, pour se faire passer pour des anticapitalistes, des révolutionnaires. C'est dégueulasse. C'est ce qui a pourri le mouvement ouvrier au cours du XXe siècle et l'a éloigné du socialisme.

La pauvreté, la misère noire, la faim, c'est abjecte, infâme, ignoble, immonde, injuste, barbare, et rien ne permet de les justifier, on les côtoie tous les jours et cela ne date pas d'aujourd'hui, tout ce beau monde qui se dit de gauche ou d'extrême gauche s'en sont accommodés finalement, et voilà qu'il voudrait les instrumentaliser une fois de plus pour offrir un nouveau répit au régime sur le dos des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière dont le salut est incompatible avec sa survie, nous refusons de cautionner cette misérable manipulation destinée à détourner les travailleurs et les militants du socialisme. Vos miettes vous pouvez vous les garder, celles des capitalistes nous n'en voulons pas non plus, nous ne supporterons pas que quelqu'un décide à notre place plus longtemps qui mérite de manger à sa faim et qui a le droit d'avoir le ventre vide, c'est à l'ensemble des travailleurs que revient ce pouvoir, le pouvoir politique que nous devons conquérir pour changer de régime et de société.

Allez, du moment que les enfants vont à l'école, si c'est pour la bonne cause...

Coup de théâtre : la fin du secret médical est votée ! - lemediaen442.fr 21 octobre 2021

Le secret des affaires, c'est sacré ! Le secret médical, c'est terminé !

Le Code de santé public prévoit que toute personne a droit « au respect de sa vie privée et du secret des informations la concernant ». Oui, mais… le Code de santé précise « excepté dans les cas de dérogation expressément prévus par la loi ».

La dérogation au secret médical a été dûment votée le 20 octobre 2021. Elle concerne non seulement les enfants, mais aussi leurs parents et contacts, dont les dossiers médicaux de vaccination passe des mains des parents dans celles des directeurs des établissements d'enseignement et de quiconque aura été délégué par eux.

« Par dérogation à l'article L. 1110-4 du code de la santé publique, aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19, pour la durée strictement nécessaire à cet objectif, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021 inclus, les directeurs des établissements d'enseignement scolaire et les personnes qu'ils désignent à cet effet peuvent avoir accès aux données relatives au statut virologique des élèves, à l'existence de contacts avec des personnes contaminées ainsi qu'à leur statut vaccinal. Ils peuvent procéder au traitement de ces données, aux seules fins de faciliter l'accès aux campagnes de vaccination organisées dans les établissements et d'organiser des conditions d'enseignement permettant de prévenir les risques de propagation du virus. Les données à caractère personnel collectées ne peuvent être conservées que jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours. »

Précisons que si l'accès au dossier médical vaccinal est limité au 31 décembre 2021, l'utilisation de ses données est prolongée jusqu'au 7 juillet 2022. Certes, la vaccination n'est pas encore obligatoire, mais… la dérogation au secret médical, c'est pour organiser les campagnes de vaccination.

Les enfants ne sont pas obligés d'être vaccinés pour aller à l'école, mais… ils pourront être isolés en cas de cas contact, privés de certaines sorties, de piscine, etc.

L'autorité parentale est légalement réduite à peau de chagrin

Contrairement à l'image d'incompétence que donne le gouvernement, sa stratégie est en fait très finement préparée. Sa première étape est la loi du 5 août 2021 qui réduit l'autorité parentale de moitié pour les parents des 12-16 ans (l'accord d'un seul parent suffit pour autoriser la vaccination). Au-delà de 16 ans, les parents sont censés ne plus avoir autorité à ce sujet ou sous la forme d'une autorisation écrite ou en étant présent au rendez-vous de vaccination de leur ado. Une loi à dessein bien embrouillée.

Un contrôle des enfants par l'État sous prétexte de laïcité

Comment contrôler tous les enfants ? En interdisant l'enseignement privé ou par les parents. Rassemblés dans les établissements laïcs obligatoires, ils seront préservés de l'islamisme (loi du 23 août 2021) : « La scolarisation de tous les enfants dans un établissement scolaire devient obligatoire à la rentrée 2022 (au lieu de la rentrée 2021 dans le texte initial), et l'instruction d'un enfant en famille devient dérogatoire. » Les enfants roms peuvent être autorisés par l'Etat à recevoir l'instruction à la maison. Ils font partie de cette exception (après les handicapés et les sportifs) : « L'itinérance de la famille en France, ou l'éloignement géographique de tout établissement scolaire public. »

On ne compte pas les abus qui touchent les enfants roms. Un exemple : « Alors que le couple en séjour dans la région de Perpignan pour des raisons familiales avait, sur le ton de la blague dans une conversation en parlant de leur enfant, lancé : « Vous voulez l'acheter ? Mais elle n'a pas de prix », ils étaient interpellés, placés en garde à vue et leur enfant leur était retiré.»[…] Sept jours après le placement de Désirée, âgée quatre mois, à l'enfance catalane, suite à un incroyable quiproquo, le bébé va retrouver ses parents. » Un deuxième exemple : « Aubagne : cinq enfants retirés à leurs parents à la nuit tombée . Après enquête, le juge les a rendus rapidement à leur famille. » Tout est bien qui finit bien, sinon l'aide sociale à l'enfance est toujours prête à donner un coup de main aux juges et à faire vacciner les enfants, si les parents ne donnent pas leur avis : « Lorsqu'un mineur âgé d'au moins douze ans est confié au service de l'aide sociale à l'enfance, le président de la collectivité chargée de ce service peut autoriser sa vaccination si les titulaires de l'exercice de l'autorité parentale, invités à donner cette autorisation, n'ont pas répondu pendant un délai de quatorze jours à compter de cette invitation. »

Surveiller, punir et, pourquoi pas ? tenter de convaincre

Après la mise en place des lois et leurs contraintes matérielles, l'artillerie des médecins de plateau donne dans la persuasion. En première ligne, Gilbert Deray nous gratifie d'un merveilleux lapsus (merci Freud !). A la question de la journaliste sur d'éventuelles craintes à la vaccination des 5 – 11 ans, il rassure : « Nous avons des études qui sont en cours euh… d'ailleurs qui sont faites et on étudie sécurité et efficacité. Et pour l'instant toutes les études nous indiquent que c'est efficace et sûr. » Tout est dans la présentation : « C'est en cours », non, « c'est fait ». Et c'est sans problème, « pour l'instant ».

Rappelons que Gilbert Deray est l'heureux gagnant de 160 649 € versés par les laboratoires. lemediaen442.fr 21 octobre 2021

Totalitarisme. Ils veulent nous l'imposer à tous prix. Allez, du moment que la cantine est ouverte... quel bonheur

- Le Royaume-Uni installe la reconnaissance faciale dans les cantines

https://www.francesoir.fr/politique-monde/le-royaume-uni-reconnaissance-faciale-cantine

Au Royaume-Uni, neuf écoles ont mis en place le paiement biométrique pour accéder aux services de la cantine. Un dispositif associé à un logiciel scanne le visage des enfants pour vérifier que le paiement de la cantine est en règle. L'enfant est ensuite admis ou rejeté de la salle de la cantine !

Selon les écoles concernées, situées dans la région du North Ayrshire en Écosse, l'utilisation de cette technologie est plus rapide et plus hygiénique que d'accepter des paiements à l'aide de cartes ou de scanners d'empreintes digitales. Cela "permet un service de déjeuner plus rapide tout en supprimant tout contact au point de vente", explique un dépliant distribué aux parents par les écoles. Selon David Swanston, directeur général de la société responsable de l'installation de la technologie, la reconnaissance faciale réduirait le temps de paiement par élève à cinq secondes en moyenne. Les parents doivent autoriser les enfants à utiliser la technologie de reconnaissance faciale et peuvent s'y opposer s'ils ne sont pas intéressés. Selon le conseil du North Ayrshire, cité par le média britannique Financial Times, 97 % des enfants ou des parents ont consenti à être inscrits. Mais, certains parents pensent que la décision de leurs enfants a été influencée par la pression de leurs camarades. francesoir.fr

---

Extrait d'un courriel que j'ai adressé hier à un proche.

Osons faire un peu de politique.

De toutes manières, il y a un truc dont nous sommes absolument certain, c'est que la situation ne peut que gravement empirer au cours des mois et années à venir, pénuries, inflations, hausse des prix de l'énergie faramineuse, chômage de masse, crise financière, hausse des taux d'intérêt, crise de la dette des Etats, réduction de la consommation, entreprises insolvables et vouées à la faillite, tensions sociales et violence exacerbée, nouvelles mesures liberticides, contrôle policier renforcé de la population et exclusion, discrimination à l'aide du QR Code ou crédit social à la chinoise, etc. On pourrait toutefois imaginer une brève accalmie sur fond d'investissements massifs dans l'économie via les planches à billets, sans pour autant mettre fin à toutes ces tensions, mais ce serait reculer pour se retrouver peu de temps après avec une situation incontrôlable et une menace révolutionnaire pire encore... Et puis cela peut péter n'importe où dans le monde et servir d'exemple ou d'enseignement aux autres peuples...

Tous les indicateurs économiques et politiques sont au rouge : Plus personne n'a confiance dans le gouvernement et les institutions, les partis politiques, la justice, les médias, les médecins, les scientifiques, etc. donc en attendant que la limite de ce que la population est prête à supporter soit atteinte, c'est le chaos qui va se développer partout avec son lot de violences dû au désespoir, et comme seule réponse la répression qui à son tour va alimenter la rage des masses jusqu'au moment où elles se mobiliseront enfin pour renverser le régime, sinon c'est à désespérer de devoir vivre dans une société totalitaire ou aussi dégénérée.

Je crois que personne n'y tient vraiment, d'où mon optimisme raisonné, car quand les masses vont déferler, ce sera pour régler leurs comptes, et là ce sera extrêmement violent, normal après ce qu'elles auront subis, et personne ne pourra les arrêter, elles se feront justice elles-mêmes, comme lors de chaque révolution, c'est légitime quelque part où on ne les condamnera pas, tout en sachant qu'il y aura inévitablement des excès, il faut savoir ce que l'on veut et l'assumer. Reste à savoir comment et quand émergera une direction et une orientation, une organisation au cours de cette révolution, c'est à cela que je travaille sans relâche l'air de rien.

A se prendre pour ce qu'on n'est pas, on en paie le prix fort.

Si nous sommes parvenus à rien jusqu'à présent en tant que militant de l'avant-garde révolutionnaire, c'est parce qu'on a tenu absolument à démontrer qu'on était utile à quelque chose ou qu'on pouvait jouer un rôle important dans la lutte des classes, alors qu'en réalité il n'en était rien. Ainsi, on nous a mis plus ou moins consciemment sur le dos tout ce qui découlait de la faillite et de la trahison du mouvement ouvrier, tous ses échecs, du dogmatisme au populisme, du gauchisme au réformisme, du sectarisme à la collaboration de classes, c'était amplement justifié ou nous l'avons mérité, pas tout évidemment, cela dépend des organisations, de chaque dirigeant ou militant.

J'ai réalisé qu'on n'avait pas arrêté d'agiter le chiffon rouge de la révolution depuis un siècle, alors que depuis la révolution russe de 1917 jamais les conditions pour qu'une révolution triomphe n'avaient été réunies ; La révolution chinoise et cubaine se sont produites dès le départ sous le signe du stalinisme et non du socialisme, c'est la raison pour laquelle je ne les prends jamais en compte, ce ne sont pas des bons exemples dont on pourrait s'inspirer, bien au contraire.

On a donc eu tout faux sur toute la ligne, on s'est écarté du socialisme depuis la mort de Lénine en janvier 24, on s'est écarté du socialisme de Marx et Engels, car c'était cela le socialisme de Lénine, la base c'est Le Capital de Marx et Engels, toujours d'actualité, plus que jamais même, tout y est pour expliquer et comprendre ce que nous sommes en train de vivre, on peut ajouter L'impérialisme stade suprême du capitalisme de Lénine qui le complétait à merveille.

J'ai milité dans une organisation qui se réclamait du socialisme, mais hormis des mots d'ordre ou des formules gravées dans le marbre, je n'ai rien appris en 4 ans, que dal qui pourrait m'être utile pour analyser la situation et la comprendre, et ce n'est pas une idée que je me fais. Un jour un militant trotskyste m'a écrit, que lui il n'avait pas progressé au bout de 40 ans de militantisme dans le même courant politique (PT-CCI), et que c'était seulement en me lisant qu'il commençait péniblement à y voir un plus clair. Ma réflexion a été de me dire, mais merde, durant ces 40 années, combien de dizaines de milliers de travailleurs de toutes origines ont rejoint ce genre d'organisations ou de courants, et qui auraient pu être acquis au socialisme pour construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui, n'ont pas eu le même réflexe que ce brave militant et se sont barrés, ont été bêtement perdus, surtout sachant, que si ce parti existait de nos jours, c'est toute la situation politique qui en serait bouleversée. Car, en admettant qu'on disposerait d'un puissant parti véritablement socialiste, il constituerait un formidable pôle d'attraction pour les centaines de milliers de travailleurs et jeunes qui cherchent sincèrement une issue politique ou veulent en découdre avec Macron ou le régime. En un rien de temps on disposerait d'un instrument politique d'une puissance colossale, qui briserait net toutes les tentatives entreprises pour le discréditer ou le marginaliser, ce serait impossible parce qu'il serait déjà trop puissant, les heures ou les jours du régime seraient compter...

Non, je ne rêve pas éveillé ou je n'invente rien, je ne prends pas mes désirs pour la réalité, c'est par là qu'est passé le parti bolchevik de Lénine. Cependant, le POI, POID, NPA ou LO n'ont rien à voir avec Lénine et son parti, ils en sont des misérables caricatures, leur socialisme est complètement déformé, épuré par les masques que portent leurs dirigeants, et une fois piquousés, il est méconnaissable ou empoisonné !

Cela dit, la comparaison avec l'époque de la révolution russe s'arrête là, car nous n'avons pas ou nous n'avons pas eu affaire au cours des 75 dernières années avec des masses en grande partie profondément arriérées ou illettrées comme ce fut le cas en Russie au début du XXe siècle. En France, toute la population a été scolarisée et il existait une importante classe moyenne.

Nos dirigeants nous ont fait croire que le véritable socialisme consistait à intervenir dans la lutte des classes un point c'est tout. Le militantisme devait être subordonné à cet unique objectif et cela suffirait pour construire le parti, sans tenir compte qu'on s'y épuisait en pure perte pour un bilan qui à l'arrivée serait archi nul. Ils ont négligé le plus important, ce qu'on avait de plus cher, les militants, chaque militant.

Tant que la situation était favorable au recrutement ou qu'il existait un important vivier pour recruter de nouveaux militants, on pouvait en perdre autant qu'on en gagnait, cela ne se voyait pas ou on pouvait camoufler cette hémorragie permanente, cette passoire qu'étaient toutes ces organisations. Mais depuis que la situation s'est inversée ou infléchie à droite toute, ces organisations ont éclaté, toujours aussi marginales elles sont condamnées à végéter, composées essentiellement de vieillards complètement décomposés, séniles, sclérosés, fossilisés, attendant leur troisième, quatrième, cinquième dose de Pfizer, voilà pour l'image épouvantable ou populiste qu'ils donnent du socialisme, on ne pourrait pas imaginer pire !

Nous avons eu des mégalomanes ou imposteurs en guise de dirigeants prévoyant la révolution tous les quatre matins.

En fait, en attendant que les conditions soient réunies pour qu'une révolution soit à l'ordre du jour, c'était la méthode du marxisme, le matérialisme dialectique, et les données sur lesquelles reposaient le socialisme qui auraient dû constituer l'axe autour duquel aurait dû se construire un nouveau parti ouvrier peu importe comment on l'aurait appelé, tout en intervenant dans la lutte des classes évidemment. On aurait dû intervenir dans la lutte des classes, non pas dans le but d'en tirer un quelconque avantage ou obtenir je ne sais quelle victoire partielle ou éphémère qui était vouée à être engloutie immédiatement par le train-train de la vie quotidienne, que d'autres partis ayant pignon sur rue revendiqueraient ou instrumentaliseraient, dont ils tireraient un bénéfice, le PS et le PCF essentiellement, mais uniquement pour faire la démonstration de la justesse du socialisme et de la puissance du marxisme, de manière à constituer un véritable parti révolutionnaire de militants conscients, armés de cette méthode et de cette théorie, des militants capables de les représenter, de les défendre, de les enseigner auprès des travailleurs. On était bien content d'obtenir l'annulation de la suppression d'une classe, ils en supprimeront une autre ailleurs, mais personne ne le dira ; on était satisfait d'obtenir une augmentation des salaires, et peu de temps après les prix allaient augmentés annulant cette augmentation des salaires, et ainsi de suite...

Voilà ce que nos dirigeants n'ont jamais fait, ont toujours négligé, on sait pourquoi. Ils ont toujours privilégié des résultats immédiats, dont eux-mêmes devaient tirer profits en tant que bureaucrates dès lors corrompus dans tous les sens du terme, il faut hélas le dire. Outre la diffusion du marxisme et du socialisme à la manière de Marx et Engels, donc non pas en dogmatique à l'esprit étroit et borné, au lieu de faire cavaler les militants d'un porte-à-porte à une diffusion ou de réunions à des distributions de tracts ou signature de pétitions inutiles, transformés en moulin à prières ou mots d'ordre, répétant sans cesses des formules apprises pas cœur sans être capables d'en saisir réellement le sens ou d'en rendre la profondeur, il

aurait mieux valu privilégier la formation de militants conscients, constituer un solide appareil de cadres capables de penser librement ou par eux-mêmes, disposant d'un esprit critique aigu pour être en mesure d'affronter toutes les situations sans craquer, insensibles à la pression de la propagande officielle ou de la société, capables spontanément de déceler toutes sortes de manipulation d'où qu'elles viennent... Dès lors la perdition aurait été minime, et aujourd'hui nous disposerions de tous ces militants ou cadres pour accueillir les milliers de travailleurs qui nous rejoindraient, au lieu de cela nous avons un champ de ruines, le néant !

Moi-même, j'ai eu beaucoup de mal à me séparer de cet épouvantable dogmatisme, fallait-il encore parvenir à discerner partout où il avait été se nicher, car c'était devenu en quelque sorte un mode de penser envahissant. On en arrive rapidement à penser spontanément de cette manière sans s'en apercevoir. C'est terriblement choquant quand on le découvre, on se dit, quelle peste, quelle saloperie abominable ! Franchement, on se sent sale, humilié de penser ainsi tellement c'est ridicule et prétentieux, alors que cela ne nous ressemble pas du tout. On a du mal à le croire, on on est très mal à l'aise en vérité, mais bon, il faut bien admettre qu'on était devenu comme cela pour le combattre efficacement. Parfois je me demande si je suis parvenu à l'extraire complètement, j'en doute.

Cependant, là aussi il faut se méfier, on peut être induit en erreur par des gens qui vous le reprochent uniquement parce que nos idées ou notre sincérité les dérangent. On vous traite facilement de dogmatique, un peu comme on vous traite de complotiste dès que vous remettez en cause la version officielle de la pandémie créée artificiellement par l'oligarchie, par exemple. Il ne faut pas y faire attention dans ce cas-là. Cela dit, on peut, on doit toujours s'améliorer !

Plus d'une fois je me suis dit que c'était la raison pour laquelle je n'étais pas parvenu à constituer un nouveau courant politique fidèle au marxisme et au socialisme, trimballant un reste insipide de dogmatisme, je n'en sais rien. Je ne le crois pas, mais je suis certain que certains le pensent, à tort ou à raison, je l'ignore. Toujours est-il, que j'ai toujours favorisé la confrontation des idées ou des arguments entre militants pour justement éviter de donner cours au dogmatisme.

Bref, je me dis que ce qui choque le plus, ce serait plutôt ma sincérité, cela indispose tellement de gens, je m'en aperçois aussi dans la vie courante. Que voulez-vous, c'est naturel chez moi, je ne le fais pas exprès et on ne se refait pas. Après tout, c'est peut-être un défaut, moi je croyais que c'était plutôt une qualité. Oui, sans doute me dira-t-on, mais voyez-vous, il y a beaucoup de gens qui ne se supportent pas tels qu'ils sont, alors quand quelqu'un vient à leur dire en face, ils vont la détester. Merci docteur, je comprends. Qu'y puis-je si c'est cela ? Rien.

Comme quoi... ils vont y venir, ils y viennent, le socialisme, c'est l'avenir, le capitalisme, le passé.

LVOG - En fait, tout figurait dans Le Capital, c'est cela que confirme tout ce à quoi nous assistons,

Les limites à la croissance (2004)

http://parolesdesjours.free.fr/limitescroissance.pdf

- Le projet socialiste n'a rien perdu de sa pertinence en somme ; la fin de cette société fondée sur le travail et la marchandise passe nécessairement par une socialisation de nos moyens d'existence.

Extrait de la préface par Yves-Marie Abraham - Professeur de sociologie à HEC Montréal

Se libérer du travail

Si la recherche d'une croissance économique indéfinie présente d'aussi graves inconvénients, on peut se demander pourquoi nous persévérons dans cette voie sans issue et comment il peut se faire que l'alerte lancée il y a 40 ans par les auteurs de ce livre ne semble toujours pas avoir été entendue ?

Pas plus que les Troyens sans doute, nous n'aimons les Cassandre. Par ailleurs, comme diraient les marxistes d'antan, la « superstructure » de nos sociétés a produit et diffusé de nombreux discours tournant en dérision les travaux comme celui des Meadows et imposé l'idée que la croissance n'est pas le problème, mais la solution. Les économistes notamment ont joué sur ce plan un rôle crucial. Mais outre ces professionnels de la justification du capitalisme, d'autres acteurs plus sensibles à la question écologique ont également contribué à nous persuader qu'il était possible de continuer à croître sur le plan économique sans mettre en danger l'espèce humaine. Force est bien de constater aujourd'hui que l'idéologie du « développement durable », quelle que soit la pureté des intentions de ses partisans, a retardé ou même empêché une vraie prise de conscience de la gravité de la situation.

Cela dit, l'absence de remise en question de la course à la croissance tient aussi au fait que, pour quiconque vit dans le monde capitaliste, il est très difficile et coûteux de ne pas courir, comme le soulignait au début du siècle dernier le sociologue Max Weber : « Chacun trouve aujourd'hui en naissant l'économie capitaliste établie comme un immense cosmos, un habitacle dans lequel il doit vivre et auquel il ne peut rien changer – du moins en tant qu'individu. Dans la mesure où l'individu est impliqué dans les rapports de l'économie de marché, il est contraint à se conformer aux règles d'action capitalistes. Le fabricant qui agirait continuellement à l'encontre de ces règles serait éliminé de la scène économique tout aussi infailliblement que serait jeté à la rue l'ouvrier qui ne pourrait, ou ne voudrait, s'y adapter5. »

Comment alors se sortir de ce piège, que nous avons nous-mêmes creusé ? Weber le suggère : la sortie ne peut être que collective. Ajoutons qu'elle doit être politique. Pour en finir avec cette course à la croissance, la « simplicité volontaire » est certes une condition nécessaire, mais pas suffisante. Il faut viser le démantèlement de cette formidable machine à produire des marchandises qu'est l'entreprise (qu'elle soit d'ailleurs privée ou d'État), et l'arrêt de son moteur principal : le travail, une activité inventée par notre monde, « que l'on exerce pour le compte d'un tiers, en échange d'un salaire, selon des formes et des horaires fixés par celui qui vous paie, en vue de fins que l'on n'a pas choisies soi-même »6.

Évidemment, cela suppose en premier lieu de se libérer de l'idée qu'il n'y pas d'existence humaine digne de ce nom sans travail. L'œil du poète peut nous y aider : « Comment diable un être humain peut-il se réjouir de se faire réveiller à 6 h 30 du matin par une alarme, sauter du lit, s'habiller, se forcer à avaler quelque chose, chier, pisser, se brosser les dents et les cheveux, puis affronter les embouteillages pour aller faire gagner un paquet de fric à quelqu'un, qui s'attend en plus à ce qu'on lui en soit reconnaissant7 ? » Les crises économiques qui frappent actuellement les pays

occidentaux pourraient aussi être l'occasion, au moins pour certains, de commencer à s'inventer des vies libérées du travail, c'est-à-dire de l'obligation de fabriquer des marchandises – des « valeurs d'échange » – pour gagner de l'argent.

Mais, encore faut-il avoir accès aux moyens matériels et intellectuels de produire, pour nous-mêmes, ce dont nous avons besoin – des « valeurs d'usage ». La privatisation et la concentration de ces moyens entre les mains de quelques-uns, à qui nous sommes dès lors contraints de vendre notre force de travail, doivent par conséquent être remises en question. Le projet socialiste n'a rien perdu de sa pertinence en somme ; la fin de cette société fondée sur le travail et la marchandise passe nécessairement par une socialisation de nos moyens d'existence. À cet impératif, s'en ajoute un autre, que le socialisme a presque toujours ignoré : nous devons fixer des limites aux besoins qu'il s'agit de satisfaire. Ces limites, ainsi que la distribution de nos ressources naturelles et de nos moyens de production, doivent par ailleurs être établies sur une base rigoureusement démocratique.

Notes.

4. André Gorz, Ecologica, Paris, Galilée, 2008, p. 115.

5. Max Weber, L' éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Paris, Plon, 1964, p. 53.

6. André Gorz, Adieux au prolétariat, Paris, Galilée, 1980, p. 7.

7. Charles Bukowski, Factotum, Black Sparrow Books, 1975 [traduction de l'auteur].

Transition énergétique, contradiction et limites du capitalisme.

Lu.

1 - Comment exclure totalement l'éventualité que ne soient inventées des technologies révolutionnaires, permettant de poursuivre la croissance économique sans causer les catastrophes promises par ces prospectivistes? Et dans ce cas, ne faut-il pas justement soutenir la croissance, dans la mesure où elle constitue à la fois un facteur favorable à de telles inventions et le meilleur moyen d'en tirer parti?

LVOG - Mais la question n'est pas dans les limites de l'inventivité de "technologies révolutionnaires", ni dans le potentiel, la possibilité ou non "de poursuivre la croissance économique", mais dans le fait que plus elles sont efficaces ces technologies ou plus elles permettent d'accroître la productivité, plus elles vont réduire la part du capital variable que va contenir chaque marchandise produite, plus le taux de plus-value va baisser ou avoisiner zéro, et de ce fait le système économique ne sera plus viable pour ceux qui le contrôlent ou détiennent le pouvoir, ou alors il faut produire et consommer toujours plus, d'autant plus que moins une marchandise nécessite de force de travail pour la produire, plus il y aura de chômeurs et les salaires seront tirés vers le bas, plus il y aura de travailleurs pauvres, insolvables, dans l'impossibilité d'acquérir ces marchandises ou de supporter la charge des services qui vont avec, les périodes de surproduction alterneront avec celles de pénuries prolongées, ce que l'on commence à observer actuellement... Et en imaginant au contraire que la part du capital variable augmente, le coût de production augmenterait et les prix aussi, mais comme les salaires ne suivraient pas, les marchandises produites auraient du mal à s'écouler, les prix pourraient s'effondrer et les entreprises seraient conduites à la faillite, bref, même punition pour le capitalisme...

2 - Notons d'abord qu'il faut une foi sans borne dans le « progrès » pour croire aujourd'hui à la possibilité d'un tel miracle technologique. Mais surtout, même dans l'hypothèse très peu probable où nous trouverions les moyens techniques d'éviter la gigantesque catastrophe écologique qui nous menace, les autres problèmes que pose la croissance économique justifient à eux seuls que l'on souhaite son arrêt.

Tout est faux ou faussé ici. On a vu que plus la productivité augmente plus le capital variable diminue, donc concourt à préparer les conditions de la prochaine crise.

On n'a pas le temps d'entrer dans les détails, ce qui est en cause ici :

- L'anarchie de la production et de la distribution, de la consommation...

- L'énorme gaspillage de matières premières et de forces de travail...

- Le saccage de la nature...

La question n'est pas d'arrêter de produire, mais de produire et consommer autrement sans pour autant vivre plus mal qu'avant, se priver de chauffage, de nourriture ou je ne sais quoi encore.

La transition énergétique telle qu'ils l'ont imaginée s'inscrit dans le cadre du "Great Reset" totalitaire, c'est le chaos organisé dont ils comptent tirer profit.

Une explication assez convaincante. Je ne pense pas qu'on puisse accuser l'auteur de russophobie et sinophobie sur ce coup-là, on est plutôt en présence d'une guerre inter impérialiste sur le plan économique et énergétique pour assurer leur survie et leur développement futur, rien de changer sur ce plan-là.

Cette crise qui s'ajoute aux autres, celle de trop, on l'ignore encore, met en relief l'inanité des énergies dites renouvelables, comme le dit l'auteur vous pourrez toujours ajouter des milliers d'éoliennes, s'il n'y a pas de vent, cela servira à strictement rien !

Je suis anti-nucléaire, mais force est constater qu'on ne peut pas s'en passer en ce moment, sous peine de cautionner le programme antisocial de l'oligarchie sur la transition énergétique combinée à l'instrumentalisation du climat. Je sais par ailleurs qu'en changeant de combustible nucléaire ou en passant au thorium, le problème des déchets serait résolu, les dernières centrales à charbon possède des filtres qui captent pratiquement toutes

les particules fines qui avant étaient balancées dans l'air, elles sont propres si j'ai bien compris, et puis il doit bien exister un moyen de fabriquer des batteries selon une autre technologie pour pouvoir stocker l'énergie provenant de l'éolien et du solaire, sans parler d'autres sources d'énergie comme l'hydrogène par exemple ou pourquoi pas les déchets industriels ou de la consommation des ménages.

C'est le socialisme qui recourra à ces matériaux ou ces technologies, mais le capitalisme peut y venir à contrecœur par nécessité absolue si sa survie en dépend. En attendant, le coût prohibitif qu'ils comptent imposer aux masses pour finalement se traduire par des restrictions, des frustrations et privations supplémentaires, une régression sans précédent de leur mode de vie, pourrait être l'élément explosif qu'on espérait tant pour entraîner la chute du régime tyrannique.

L'électricité, le tout électrique, la multiplication des biens d'équipement consommant de l'électricité dont la plupart sont indispensables pourrait constituer la limite du développement du capitalisme et justifier le passage au socialisme. Espérons que ce soit ainsi que cela se traduise dans la tête de nos contemporains.

C'est aussi l'élément qui est peut-être déjà en train de faire capoter le Great Reset dévoreur d'électricité, cela aussi il faut le souligner. Bref, tous les signaux sont au rouge pour le capitalisme, et tous les signaux passent au vert pour le socialisme, sauf dans les têtes... pour le moment, mais elles vont y venir, patience.

Lu.

Après tout, cette petite blague n'est pas plus absurde que de redistribuer 3,8 milliards d'euros en chèques anti-inflation financés par la dette, donc par l'inflation. Des mesures comme cela sont de la morphine : Elles soulagent le patient et le tuent.

Et en bon pompier pyromane, non seulement combattent-ils mal l'inflation mais encore l'ont-ils eux-mêmes créée par leurs politiques monétaire et budgétaire, notamment en augmentant les taxes sur l'essence et le gaz de 6 milliards par an depuis 2016 (cadeau de la fin du quinquennat de Hollande)…

Avant de nous avoir donné 100 €, M. Macron a commencé par nous en prendre 1 000 à la pompe. [1]

Donne-moi 1 000€ et je t'en rendrai 100... Et dis-moi merci encore ! Ça sent l'arnaque de cour de récré.

Or la demande n'est pas particulièrement plus élevée que d'habitude, c'est donc un problème d'approvisionnement mondial et c'est ce que nous lisons partout : Sauf que cela ne nous donne pas le début d'une explication sur le facteur 5 entre les prix mondiaux et les prix européens.

D'un côté nous avons la hausse généralisée des matières premières et de l'énergie dont je vous parle régulièrement dans ces pages, de l'autre nous avons une anomalie majeure : Quelque chose qui ne devrait pas arriver.

Ce quelque chose devrait d'autant moins arriver que le gaz naturel a été surabondant sur les marchés pendant de nombreuses années, en partie à cause du déversement des gaz de schistes américain sur le monde (souvenez-vous de Donald Trump en super VRP qui venait forcer la main à Jean-Claude Juncker pour lui envoyer son gaz et bloquer le gazoduc Nordstream II).

La chine crée les conditions de la panique (mais pas la panique) Pour comprendre comment le cercle infernal s'est noué, il faut remonter à la fin de l'hiver dernier.

À ce moment, c'est l'Asie qui a souffert d'un hiver particulièrement froid et en particulier la Chine qui est le premier importateur de Gaz Naturel Liquéfié.

Alors que l'été est consacré au remplissage des stocks en Europe, la Chine « pique » nos approvisionnements habituels.

On voit bien jusqu'au mois de septembre le gaz européen augmenter plus vite que le cours mondial : Jusqu'ici, rien d'inhabituel. Mais les stocks européens sont bas (comme en 2015) et nous avons un environnement propice pour passer en mode panique.

Ajoutez à cela que nous avons atteint le pic de Hubbert pour les gaz de schistes américains : Structurellement, le marché du gaz va devoir se réadapter à une offre plus contrainte.

Mais c'est depuis un mois et demi que la situation dégénère et cela est dû à 2 facteurs nouveaux qui se sont conjugués pour faire partir les cours en chandelle.

La faute géopolitique majeure de notre dépendance au gaz russe Tout d'abord, malgré les tensions sur le gaz, les importations russes sont en baisse par rapport à 2019.

Il y a clairement un chantage de Poutine pour forcer les Européens à ouvrir les vannes du gazoduc Nordstream II dont la construction vient finalement de s'achever après l'abandon des pressions américaines (qui n'ont plus tant de gaz à nous vendre finalement et d'intérêts géopolitiques tournés vers l'Asie) et dont les tuyaux sont en cours de remplissage.

Pourtant ce nouveau pipeline stratégique ne semble pas rassurer les acheteurs de gaz européen : Nous dépendons déjà de 40 % de la Russie pour nos importations de gaz.

Augmenter cette dépendance n'est pas bon pour les prix… Nous le voyons en ce moment même. Il suffit à Poutine d'appuyer sur un bouton pour qu'en quelques semaines nous soyons menacés de couper la lumière.

Moscou n'y va d'ailleurs pas par 4 chemins : Ils ont annoncé que l'ouverture de Nordstream II ferait le plus grand bien aux fournitures de gaz russe.

Le gaz est en train de devenir la dernière variable d'ajustement du réseau électrique...

Traditionnellement, le gaz sert essentiellement à nous chauffer et dans une moindre mesure à produire de l'électricité et à des usages industriels.

Nous ne sommes pas encore au cœur de l'hiver et l'automne n'est pas particulièrement glacial… Le problème vient de l'électricité.

En Europe, nous produisons notre électricité essentiellement à partir de nucléaire, de charbon, de gaz et d'hydraulique et d'éolien.

Nous pouvons tout de suite mettre de côté l'hydroélectricité : L'Europe est presque entièrement équipée en barrages et la tendance est davantage à la baisse.

Le nucléaire est aussi à la baisse tendancielle avec la fermeture définitive des centrales allemandes prévue en 2022 et l'indécision française qui ne sait ni abandonner, ni assumer son héritage nucléaire et se le fait piller par l'Allemagne qui n'est pas à une contradiction près.

Le charbon a longtemps été la variable d'ajustement du mix européen, vilain mensonge des verts teutons qui dépendent à 30 % du charbon et pire encore du lignite pour leur électricité. Mais là encore, l'Allemagne a décidé d'en sortir en 2038 au plus tard et d'ailleurs en 2019, la consommation d'électricité au charbon s'est effondrée de 25 %.

C'est massif et c'est le gaz et les renouvelables qui doivent compenser.

Dans les renouvelables, la part du lion revient à l'éolien et c'est là tout notre problème, non seulement, il n'y a pas de vent en Europe en ce moment mais l'électricité ne se stocke pas.

Il ne reste que le gaz comme variable d'ajustement.

Et c'est là que nous trouvons l'explication principale de notre chandelle : C'est le déséquilibre structurel entre nos besoins et nos capacités qui crée ce chaos.

Dans un marché optimal, les prix seraient autorégulés : Plus les prix montent et plus les usages diminuent, faisant baisser la demande et finalement les prix.

Sauf que le marché de l'électricité est tout sauf optimal : Votre facture d'électricité est réglementée et N'a PAS été multipliée par 4 depuis 6 semaines et fort heureusement vous n'avez pas eu à couper les lumières chez vous.

Cela signifie qu'il y a d'un côté une demande d'électricité au prix réglementé mais une offre qui elle ne l'est pas ou plus précisément qui l'est de moins en moins.

Les conditions du chaos : L'offre baisse, la demande augmente, les politiques empêchent l'ajustement

Une offre élastique avec une demande qui ne l'est pas n'est jamais bon mais avec l'électricité, c'est mortel.

À défaut de pouvoir baisser votre consommation, vous devez acheter à tout prix… Y compris 4 fois ou 10 fois plus cher.

Faute de charbon, de nucléaire ou de vent, la seule variable d'ajustement était le gaz, il s'est envolé.

C'est très important, ce n'est pas le gaz qui a fait s'envoler l'électricité mais l'inverse.

Nous avons pris des engagements aussi bien de fourniture d'énergie à prix contrôlé que de réduction de certaines sources : Et ces engagements sont contradictoires.

Les renouvelables NE peuvent PAS résoudre le problème

Pire encore, cette contradiction est indépendante de nos capacités renouvelables : Il est imbécile de mettre l'envolée actuelle des prix du gaz sur des sous-capacités renouvelables.

Nous pouvons bien mettre des éoliennes partout, elles ne feront pas souffler le vent et je ne sache pas que nous acceptions de nous chauffer ou de nous éclairer uniquement lorsqu'il y en a.

Tant que nous n'assumerons pas de lever ces contradictions et de faire les choix drastiques qui s'imposent, qu'ils soient du côté de la production ou de la consommation, nous continuerons de nous enfoncer dans le chaos énergétique et économique.

Nous ne sommes pas habités à cela en France où pendant un demi-siècle nous avons construit une capacité nucléaire nous mettant à l'abri de ces chaos, aussi bien particuliers qu'entreprises.

Aujourd'hui nous nous faisons piller cet héritage par les Allemands qui refusent de l'assumer.

Vouloir sortir du nucléaire aujourd'hui peut être honorable mais encore faut-il l'assumer et dire à tous ce que cela signifie : À défaut, c'est l'insécurité énergétique radicale et l'appauvrissement.

Faute de courage politique, les anomalies comme celle qui vient de se produire pour la première fois sur le marché du gaz européen seront appelées à se reproduire et à s'intensifier avec des répercussions drastiques et imprévisibles sur nos économies et modes de vie.

LVOG - J'ai relevé cela aussi :

- Au moment où j'écris ces lignes, le gaz naturel est 5 fois plus cher en Europe que dans le reste du monde. Il y a quelques jours, il était même 7 fois plus cher. Nous sommes montés jusqu'à 162 € /MWH.

Santé et médecine.

La médecine en question ou la religion vaccinale.

Seuls les médecins homéopathes ou naturopathes sont de véritables médecins selon le serment d'Hippocrate, car ils privilégient l'alimentation et la psychologie, l'environnement de leurs patients, ce qui est rarement le cas des médecins allopathes qui vous bourrent de médicaments de synthèse et engraissent les trusts pharmaceutiques mafieux et criminels. La mission du médecin n'est pas de soigner, mais d'aider son patient à retrouver un terrain sain ou de rétablir l'équilibre biologique que l'on appelle la santé, son bien le plus précieux.

Tout au long des 19 derniers mois on a pu observer dans un blog de médecins bien attentionnés envers leurs patients ou la population, qu'ils étaient très éloignés de cette préoccupation, privilégiant des molécules chimiques produites par les trusts pharmaceutiques (hydroxychloroquine, ivermectime, azithromycine, etc.), au détriment des vitamines (D et C) et des oligo-éléments (Zinc, chlorure de magnésium, etc.) notamment qui concourent à notre immunité contre des virus ou des bactéries indésirables ou pouvant causer des désordres biologiques néfastes à notre santé, sans que cela ne choque personne ou presque.

Si ces médecins ont pris la peine de préciser qu'ils étaient non-conformistes, c'était pour ne pas se couper des autorités sanitaires (et politiques) ou qu'on ne les confonde pas avec les anticonformistes, beaucoup plus radicaux, car ils ne sont pas seulement opposés aux thérapies géniques vaccinales, mais aussi à tout vaccin pour faire face au Sars-CoV-2 et ses variants.

Ces mêmes médecins opposés aux thérapies géniques vaccinales (Pzifer, Moderna, etc) se verraient bien piquousés eux-mêmes avec un vaccin disons de type classique genre de celui de la grippe ou de la varicelle qu'ils appellent de leurs voeux, oubliant soudainement les molécules ou les vitamines et oligo-éléments qui permettent de s'en passer pour traiter la covid-19 et ses variants. Ils en ont même oublié les dangers que représentait la vaccination en cours d'épidémie ou qu'elle était proscrite jusqu'à présent.

Mieux encore, ils savent et ils n'ont cessé de répéter qu'aucun vaccin ne serait efficace contre un coronavirus dans la mesure où il mute en permanence. Autrement dit, au fur et à mesure qu'un vaccin verrait le jour peu de temps après il serait obsolète ou forcément inopérant, peu importe, ils y tiennent quand même, comme dans le cas de la grippe qui est aussi issue d'un coronavirus.

Ces médecins sont des forcenés du vaccin qui perdent du coup toute crédibilité auprès de couches de la population qui étaient bien disposées à leur égard, chez qui ces contradictions, incohérences ou aberrations ne passent pas, et elles ont raison.

Cette lubie furieuse et injustifiée participe à la division des forces qui s'opposent ou résistent à l'obligation vaccinale et du passe totalitaire. Pire, car en imaginant que le gouvernement autoriserait des vaccins classiques, c'est l'espoir qu'ils ont formulé à maintes reprises, ils ont déclaré qu'ils se précipiteraient tous pour recevoir leur dose et du coup leur passe, ce qui signifie que ceux qui ne veulent pas entendre parler de vaccins classiques ou géniques seraient totalement marginalisés, discriminés injustement car demeurant sans passe et abandonnés à leur triste sort dans l'indifférence générale, car ils n'existeraient plus personne ou presque au sein du corps médical pour défendre le droit de chaque citoyen de disposer librement de son corps et de refuser d'être soumis de force à un traitement biologique quel qu'il soit, ce droit leur serait refusé ou n'existerait plus, serait considéré illégitime et ceux qui s'en réclameraient encore seraient des hors la loi avec toutes les conséquences répressives pénales ou policières qui leur seraient imposées.

C'est là qu'on s'aperçoit que ceux qui étaient favorables à la vaccination sous une forme ou une autre ont fait preuve d'une hypocrisie ou d'une malhonnêteté inqualifiable... par conformisme !

Il y a aussi un sujet que je n'ai pas abordé, le soi-disant besoin quotidien en vitamines et oligo-éléments, acides aminés, etc.

Je rappelle qu'autrefois j'ai lu et étudié beaucoup d'ouvrages rédigés par des professionnels de la santé consacrés à ce qu'on a appelé la diététique ou la relation entre l'alimentation et la santé, j'ai même été gérant d'un magasin de diététique pendant 10 mois au milieu des années 80. A l'origine je voulais envoyer ce texte à ma fille, d'où le tutoiement et le ton.

- Quand tu regardes les doses que les nutritionnistes citent ou dont on aurait besoin pour ne manquer de rien, tu te dis qu'on manque forcément de presque tout ! Donc il y a quelque chose qui ne colle part quelque part, car on devrait tous être faibles, malades, handicapés ou déjà morts à les entendre ! Même en essayant d'avoir une alimentation diversifiée et équilibrée, le compte n'y est pas, car les taux qu'ils retiennent sont beaucoup trop élevés. En revanche, ils collent parfaitement aux doses que l'on retrouve dans les compléments alimentaires étrangement. Du coup je me demande si une fois de plus on n'est pas en présence de charlatans ou de médecins qui auraient adopté une lubie qui n'a rien à voir avec la santé.

Il se peut que le corps ne consomme pas les quantités qu'ils évoquent, qu'il n'en ait pas autant besoin ou qu'il synthétise ou emmagasine certaines molécules quelque part et qu'il les utilise au fur et à mesure de ces besoins, rien ne dit qu'en fonction de nombreux critères on ait les mêmes besoins et qu'on consommerait les mêmes quantités journalières. Ils vont rétorquer qu'ils l'ont évoqué en retenant l'âge de la personne, sa corpulence, son activité physique quotidienne... Encore faut-il aussi prendre en compte, l'état du tube digestif de chaque personne, de son foi, de ses reins notamment, qui jouent un rôle primordial dans l'absorption et la décomposition de ces molécules qui vont aller soit dans le sang et les cellules et profiter à la personne ou soit partir directement dans la cuvette des toilettes et ne lui profiteront pas.

Mais même là cela ne colle pas, les quantités sont toujours trop importantes. Il faudrait pour ainsi dire bouffer des kilos de fruits et légumes par jours, idem en céréales, produits carnés ou de la mer riches en protéine, laitiers, etc.

A mon avis, ils n'en savent rien ou pas grand-chose, et nous comme des cons on les croit !

Une grande partie de la médecine dite moderne repose sur des suppositions ou du vent, des spéculations, c'est un peu pile ou face, du bricolage qu'ils appellent science ou art, il faut bien qu'ils justifient leurs privilèges. Sur quoi s'appuient-ils ou qu'est-ce qui les sauve du ridicule ? Les analyses sanguines, d'urine ou de selles plus rarement, les IRM ou radios où les anomalies sont détectées sans qu'ils sachent d'où elles proviennent. Vous avez trop de sucre dans le sang, mangez moins de sucre, vous manquez de vitamine C, mangez des fruits, votre taux de calcium est trop bas, buvez du lait ou mangez des yaourts ou du fromage, votre taux de fer est trop haut, là je ne sais pas s'ils le disent, mangez moins de viande, mais cela ne

va pas plus loin. Ils ignorent pourquoi une personne manque de magnésium ou pourquoi elle n'en manque pas, et ils ne chercheront pas à le savoir. Le cholestérol était mauvais hier, aujourd'hui il est bon parce qu'il y a le bon et le mauvais cholestérol ! Et c'est pour tout pareil, avec les glucides par exemple, les protéines animales ou végétales, les graisses ou huiles de différentes sortes... Ils vous diront que c'est normal parce que la science avance, on a plutôt l'impression que l'ignorance stagne.

Bref, pour rester en bonne santé, il ne faut abuser de rien et manquer de rien, même le pinard c'est bon pour les artères ou l'hypertension à cause du tanin, donc pas n'importe lequel, le rouge, le bordeaux de préférence, sans souffre, mais là il va falloir y mettre le prix ! Il faut avoir une alimentation diversifiée et équilibrée, à mon avis pas forcément au cours d'une journée mais étalé sur plusieurs jours, c'est la moyenne qui doit compter, faire un repas froid avec des légumes crus pour les vitamines et les fibres, etc. accompagnés d'oeuf ou fromage, poissons, fruits secs, et l'autre repas chaud avec des légumes cuits ou des céréales mi-complètes agrémentée de viande ou poisson éventuellement, de sauce tomate, béchamel ou pizza qui est très complète. Les fritures ne sont pas à prohiber si huile de tournesol ou d'olive, même pour faire des amuse-gueules, c'est préférable aux saloperies emballées hyper salées et bien grasses. Prohiber les alcools forts qui font des ravages, et la cigarette, les sucreries et confitures contenant 50% de sucre, préférer les dattes ou les noix par exemple.

Ce n'est quand même pas une torture de respecter ces quelques principes, manger moins mais mieux, au calme, pas devant cette putain de télévision qui rend con, triste, désespéré, vous file la nausée ou perturbe votre digestion. Et puis il faut s'aérer, prendre l'air, marcher, se balader ou faire un tour en vélo, laisser cette saloperie de téléphone à la maison, avoir l'esprit libre, lâcher la bride à notre imagination, se changer les idées, observer ce qui se passe ou ce qu'il y a autour de nous, se détendre, nos neurones en ont besoin pour fonctionner normalement, sinon on risque le court-circuit qui peut déclencher une maladie auto-immune à n'importe quel âge.

Evidemment, ce n'est pas la recette du bonheur puisque cela n'existe pas, mais si dans ce monde où on étouffe littéralement cela permet déjà de se sentir un peu mieux ou d'avoir l'impression d'exister, cela peut permettre d'avoir davantage confiance en soi pour prendre notre destin en mains, ce n'est pas négligeable.

L'article qui m'a inspiré.

Certains aliments ont un impact direct sur la mémoire et la concentration

https://www.francesoir.fr/lifestyle-bien-etre/certains-aliments-ont-un-impact-direct-sur-la-memoire-et-la-concentration

---

Sélection d'articles à lire.

- Soignante réintégrée : "il faut attaquer cette loi, article par article" Me Ludot - 21 octobre 2021

- La peur… encore et toujours la peur par Dr Pascal Sacré - Mondialisation.ca, 21 octobre 2021

- Véran parjure ? Ces plus de 900 morts du vaccin dénombrés par l'ANSM Par Éric Verhaeghe Mondialisation.ca, 20 octobre 2021

- Véran parjure ? Ces plus de 900 morts du vaccin dénombrés par l'ANSM Par Éric Verhaeghe Mondialisation.ca, 20 octobre 2021

- L'arnaque de l'imputabilité - Réinfocovid

- La vaccination ne diminue pas le nombre de cas de covid-19 - Réinfocovid

- Prise en charge ambulatoire du covid-19 - Réinfocovid

Economie

Les fabricants d'aluminium tirent la sonnette d'alarme sur la pénurie de magnésium aux États-Unis

« Le plus grand producteur de billettes des États-Unis met en garde contre les réductions de production. Alcoa constate des cas de force majeure de la part des fournisseurs de magnésium.

La pénurie croissante de matières premières essentielles pour l'aluminium utilisé dans la fabrication d'automobiles et de matériaux de construction menace d'aggraver un resserrement de l'offre qui a déjà poussé les prix américains à des niveaux proches des records historiques.

Matalco Inc, le plus grand producteur américain de billettes d'aluminium, avertit ses clients qu'il pourrait réduire sa production et rationner ses livraisons dès l'année prochaine en raison d'une pénurie de magnésium. Le magnésium est utilisé pour durcir les alliages d'aluminium.

Les difficultés d'approvisionnement en d'autres matières premières et la flambée des prix du gaz naturel ne font qu'ajouter aux défis, a déclaré Matalco dans une lettre aux clients obtenue par Bloomberg News.

Alcoa Corp, le plus grand fabricant américain d'aluminium brut, a également fait part de ses préoccupations concernant la pénurie de magnésium et a vu certains fournisseurs déclarer des cas de force majeure. Les clauses de force majeure sont intégrées dans les contrats de vente pour permettre aux fournisseurs de suspendre les livraisons en raison de circonstances indépendantes de leur volonté.

« Au cours des dernières semaines, la disponibilité du magnésium s'est tarie et nous n'avons pas été en mesure d'acheter les unités de magnésium dont nous avions besoin pour toute l'année 2022 », a déclaré Matalco dans sa lettre du 13 octobre. « Le but de cette note est de fournir cet avertissement avancé pour prévenir que si la pénurie se poursuit (et surtout si elle s'aggrave), Matalco pourrait devoir réduire sa production en 2022, ce qui entraînerait des rationnements pour nos clients. »

Matalco et Alcoa ont tous deux noté que le silicium est également en pénurie. Cette pénurie, provoquée par les réductions de production en Chine, a fait grimper les prix de 300 % en moins de deux mois. Les billettes d'aluminium ne peuvent être produites sans magnésium et sans silicium, qui sont des durcisseurs essentiels pour les alliages ».

https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-10-14/aluminum-makers-sound-the-alarm-about-u-s-magnesium-shortage

---

Dacia-Renault. L'impact de la pénurie de puces modèle par modèle

« Chez Renault et Dacia, la crise des semi-conducteurs n'entraîne pas seulement des délais de livraisons à rallonge. Les deux marques ont aussi parfois été obligées de supprimer certains équipements, ou de les monter en atelier a posteriori. L'argus fait le point sur cette situation inédite.Semi-conducteurs : avant la pénurie actuelle, voilà un terme que vous n'aviez peut-être jamais entendu ! Mais aujourd'hui, dans l'industrie automobile, ces précieux composants électroniques sont l'objet de toutes les discussions. Quasiment tous les constructeurs souffrent en effet d'un manque de puces, qui engendre des réactions en chaîne.

Le freinage automatique d'urgence sacrifié

L'impact de la pénurie sur les équipements de sécurité des Zoe, Clio, Captur et Mégane. Cliquez pour agrandir.Chez Renault, on apprenait ainsi récemment que la Zoe serait désormais livrée sans système de freinage actif d'urgence (AEBS), comme certaines versions de Clio et Captur. Une situation exceptionnelle à laquelle l'organisme Euro NCAP va s'adapter : il ajoutera, comme il le fait déjà pour le Ford Puma, un commentaire indiquant que les cinq étoiles ne sont plus valables pour les variantes privées de cet équipement de sécurité. En contrepartie, le Losange a revu les tarifs à la baisse. La Mégane perd, quant à elle, cette option AEBS sur les finitions Zen en Business.

Des écrans toujours aussi manquants

« Du côté des écrans, les ennuis ont débuté dès le printemps. En ce mois d'octobre, on note bien une légère amélioration pour la Clio, avec la réouverture du pack Grand Écran (instrumentation numérique 10 pouces et dalle centrale tactile 9,3 pouces) sur la variante Intens et la nouvelle série spéciale Lutecia. Mais du côté des utilitaires, des Kangoo d'ancienne génération, des Express, des Trafic et des Master sont produits avec un système multimédia non fonctionnel. Les concessions se chargeront d'y ajouter un écran a posteriori, lorsque cette pièce sera enfin disponible. Ce procédé, aussi appelé « rétrofit », a également été employé par Dacia sur son Duster, avant restylage. Mais désormais, la marque intervient directement à l'usine, en stockant les véhicules incomplets le temps de recevoir les pièces… et en décalant les livraisons d'autant ».

Pénurie rétroviseurs rabattables

« Des exemplaires de Clio, Captur ou Arkana sont aussi livrés sans rétroviseurs extérieurs rabattables électriquement : cet équipement sera installé a posteriori en atelier. En revanche, le constructeur roumain confesse qu'il n'a pas de « solution de contournement » pour les compresseurs de climatisation, fournis par Marelli, les capteurs d'ABS et d'ESP Bosch ou Continental et les centrales de commande d'airbag. Des éléments indispensables qui pourront contribuer à augmenter encore les délais. Sur les Duster et Sandero, des condamnations centralisées peuvent aussi manquer dans un premier temps, et demander une installation ultérieure dans le réseau. Même topo pour des rétroviseurs rabattables électriquement sur les Clio, Captur ou Arkana. Les impacts de cette pénurie de semi-conducteurs sont donc multiples, aussi bien chez Dacia que chez son propriétaire, et la situation évolue de jour en jour… rarement dans le bon sens. Dans leur tarif du 13 octobre, les Clio et Captur Intens perdent ainsi leur pack Easy Drive, qui comprenait le régulateur de vitesse actif, le détecteur d'angle mort et l'assistant Autoroute et trafic ».

https://www.largus.fr/actualite-automobile/dacia-renault-limpact-de-la-penurie-de-puces-modele-par-modele-10746406.html

Agriculture et engrais

« Tant et si bien que depuis le début de la morte saison, nous ne sommes qu'à 10-15 % de livraisons de solutions azotées quand celles-ci atteignent, normalement à cette date 60-70 %. En termes de disponibilité, il risque d'y avoir des tensions au cours du printemps 2022. À titre d'exemple, le Norvégien Yara, numéro deux mondial de la production d'ammoniac, a décidé de réduire de 40 % sa production (lire ci-dessous). Une solution consisterait à s'approvisionner en Biélorussie, mais par peur des représailles des Américains, aucun importateur européen n'envisage de le faire »

« L'AGPB est très remontée contre le prix des solutions azotées ? Pourquoi ?

Depuis quatre ans, nous portons le fer auprès de la Commission européenne pour qu'elle abroge les taxes antidumping sur l'azote et, notamment, sur les solutions azotées. En effet, certains pays notamment du Nord et de l'Est de l'Europe (Lituanie, Pologne) veulent protéger leurs industries qui sont peu compétitives. Ces pays ont convaincu l'Union européenne d'imposer des surtaxes à l'importation, ou plutôt ce qu'on appelle dans le jargon fiscal, des droits additionnels car ils s'ajoutent aux droits de douane ordinaires de 6,5 %. Ces taxes frappent les importations de solutions azotées originaires de Trinité-et-Tobago, des États-Unis et aussi de Russie, avec des surtaxes variant de 22 € à presque 43 €/t. »

https://www.action-agricole-picarde.com/les-cerealiers-redoutent-une-penurie-dengrais

---

« Les voitures diesel sont face à un risque de pénurie d'AdBlue en raison de l'augmentation du prix du méthane.

L'entreprise de Ferrare qui produit 60 % de l'additif va suspendre son activité pendant quatre semaines : il n'y a pas d'ammoniac obtenu à partir du méthane

L'augmentation du prix du méthane ne touche pas seulement les transporteurs qui utilisent des voitures au gaz naturel liquéfié ou comprimé, mais aussi ceux qui roulent au diesel. Pourquoi ? Le méthane est utilisé pour produire de l'ammoniac, qui est essentiel pour l'AdBlue, c'est-à-dire l'additif indispensable pour réduire les émissions des diesels modernes. Comme les voitures, mais surtout les camions de transport de marchandises, ne peuvent se passer de cet additif, il y a un fort risque que des désagréments importants se produisent, allant jusqu'au blocage potentiel de la circulation des marchandises.

Parce que l'AdBlue coûte désormais plus cher

L'augmentation du prix du méthane a contraint Yara, qui est le principal producteur d'AdBlue, à en augmenter le prix. Un supplément qui ne pourrait être absorbé que si le coût du méthane diminue. Mais augmenter le prix du produit n'est pas la solution à l'autre problème de l'entreprise et du secteur en général : la pénurie de matières premières.

Arrêter la production

L'usine Yara de Ferrare, qui produit 60 % de l'AdBlue destiné à notre marché, vient d'annoncer qu'elle allait suspendre la production de l'additif pendant quatre semaines. Le problème ne concerne pas seulement l'Italie et d'autres usines européennes réduisent ou arrêtent leur production. »

https://www.italy24news.com/News/221704.html

« Pour les Argentins, cette mesure destinée à contenir une inflation de plus de 37 % depuis le début de l'année va dans le bon sens mais n'est pas suffisante.

À chaque fois qu'il va au supermarché, Carlos Alcorta ne sait jamais vraiment combien il va devoir dépenser. Rien que le mois dernier, le coût de la vie a encore augmenté de 3,5 %, et malgré ses douze heures de travail par jour, cet ouvrier ne s'en sort plus. « D'un mois sur l'autre, la différence est terrible. Aujourd'hui, j'ai dépensé énormément d'argent et je rentre chez moi avec un petit sac seulement, pointe-t-il. Et les salaires ne suivent pas, ce n'est pas possible. »

Base volontaire des entreprises

L'accord, sur une base volontaire de la part des entreprises, porte sur des produits des secteurs alimentaires et d'entretien en particulier. Les prix devront revenir au niveau qui était le leur au 1er octobre, et se maintenir jusqu'au 7 janvier 2022.

Si Carlos voit d'un bon œil le gel des prix de 1 200 produits du quotidien pour trois mois, il ne peut pas s'empêcher de se demander : et après ? Un peu comme Ana Gomez Chirino, qui sort elle aussi du supermarché. Pour cette retraitée, cette mesure devrait être permanente. « Ce n'est pas compréhensible que des aliments produits dans le pays, comme la viande, le lait ou autre aient des prix comme à l'étranger, s'insurge-t-elle. Il faut un prix accessible pour le marché domestique. »

Plus de 50 % d'inflation en un an

L'Argentine connaît depuis deux décennies une inflation chronique, avec des taux à deux chiffres, et plus de 52 % en taux cumulé sur les douze derniers mois.

Après l'augmentation du salaire minimum et des allocations familiales, ce gel des prix s'inscrit dans une série de mesures en faveur du pouvoir d'achat décidées ces dernières semaines par le gouvernement qui se trouve actuellement en position délicate pour les élections législatives partielles du 14 novembre ».

https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20211016-argentine-face-%C3%A0-l-inflation-galopante-le-gouverne-g%C3%A8le-les-prix-de-plus-de-1200-produits

---

Le marché de l'automobile

Face à la difficulté grandissante des concessionnaires automobiles à se procurer rapidement des voitures neuves qui pourrait s'éterniser, les automobilistes se ruent sur les voitures d'occasion. Mais la forte diminution des stocks entraine une augmentation constante des prix à la vente de ces véhicules selon BFM Business.

Le marché de l'automobile est en grande difficulté depuis le début de la crise sanitaire.

Les ventes de voitures neuves et d'occasion ont largement chuté, mais le marché de l'occasion est celui qui s'en sort le mieux avec 490 699 voitures qui ont changé de propriétaire en 2021, selon les derniers chiffres d'Autoscout24. Pourtant, le prix des véhicules d'occasion est en constante augmentation. Tout ceci s'explique par la difficulté des concessionnaires automobiles à se procurer des voitures neuves ou « jeunes » en raison de la pénurie mondiale de semi-conducteur.

Ne voulant pas attendre plusieurs mois voire même une année pour l'achat d'un véhicule neuf, les automobilistes se tournent naturellement vers l'ancien. Sauf qu'en se ruant sur les modèles d'occasion, ils mettent les concessionnaires face au même dilemme que pour les voitures neuves : la difficulté de se procurer du stock. Pour Éric Champarnaud, le président d'Autoways, qui s'exprimait sur BFM Business, le constat est simple : « En décembre 2020, il y avait encore du stock, environ 500 000 véhicules d'occasions disponibles, en août 2021, nous étions descendus à 400 000 unités, soit une diminution de 20 %. »

« Selon les recherches d'Autoways relayées par BFM Business, le tarif moyen d'une voiture d'occasion en Île-de-France a augmenté de 4,1 % en 2021 et de 7,7 % en Bretagne. Bientôt, certaines voitures coûteront aussi cher que lorsqu'elles étaient neuves. Les grands constructeurs ne voyant pas la situation se rétablir avant 2022, cette augmentation pourrait atteindre des records sans précédent. Finalement, les « bons » chiffres de vente des voitures d'occasions ne sont pas forcément une bonne nouvelle pour le portefeuille des Français ».

https://actu.orange.fr/france/le-prix-des-voitures-d-occasion-flambe-et-ca-pourrait-durer-magic-CNT000001FcALs.html

---

Stellantis: la crise des puces sera pire que celle du Covid, dit un syndicat

L'impact de la pénurie mondiale de semi-conducteurs sur la production de Stellantis sera pire et plus durable cette année que celui causé par la pandémie de Covid-19, a déclaré vendredi l'organisation syndicale italienne FIM-CISL.

Le manque de composants électroniques a contraint bon nombre de constructeurs automobiles dans le monde à suspendre leur production. Le constructeur franco-italo-américain, né de la fusion de PSA et de Fiat-Chrysler, a pour sa part interrompu ses opérations dans plusieurs usines en Europe et aux États-Unis, ce qui se traduira par 1,4 million de véhicules en moins cette année. « L'ouragan de semi-conducteurs provoque des arrêts de production qui pèsent plus que le confinement de 2020 », a déclaré Ferdinando Uliano, secrétaire général de la FIM-CISL. « Les prévisions sont qu'une telle situation se poursuivra pendant tout le premier semestre 2022 », a-t-il ajouté.

Selon Ferdinando Uliano, sur les neuf premiers mois de l'année, Stellantis a sorti de ses usines italiennes 319.000 voitures, soit 11% de plus que sur la même période en 2020.

Mais le responsable syndical estime qu'il sera difficile d'atteindre sur l'ensemble de cette année le chiffre de 461.000 voitures produites l'an dernier. « C'est pratiquement impossible, la situation sur les puces s'aggrave et nous aurons d'autres fermetures importantes », a-t-il déclaré. Il dit s'attendre à la même situation concernant la production de fourgons à l'usine de Sevel, dans le centre de l'Italie.

Une réunion au ministère italien de l'Industrie est prévue lundi entre Stellantis et les syndicats afin de discuter des problèmes de production et d'emploi dans le pays.

https://fr.sputniknews.com/20211008/stellantis-la-crise-des-puces-sera-pire-que-celle-du-covid-19-dit-un-syndicat-1052058300.html

---

« La fermeture se fera « à partir de la semaine prochaine » a déclaré un porte-parole du constructeur.

Le groupe automobile français Stellantis a décidé de fermer « jusqu'à début 2022 » l'usine de sa filiale Opel à Eisenach en Allemagne en raison de la pénurie internationale de composantes électroniques, a indiqué jeudi à l'AFP un porte-parole du constructeur allemand.

«L'industrie automobile mondiale se trouve en raison de la pandémie et d'un manque de semi-conducteurs dans une situation exceptionnelle », a expliqué le porte-parole. « Dans cette situation exigeante et incertaine, Stellantis prévoit des ajustements dans la production » dont l'interruption des chaînes d'assemblage à Eisenach, dans le centre du pays, « à partir de la semaine prochaine ».

https://www.lefigaro.fr/conjoncture/penurie-de-puces-stellantis-ferme-l-usine-opel-a-eisenach-jusqu-a-debut-2022-20210930

En Chine.

« Usines au ralenti, ouvriers qui « ne peuvent plus assurer une production normale », machines à l'arrêt: dans les usines du sud de la Chine, les coupures de courant menacent la croissance et affectent les chaînes d'approvisionnement. Les suspensions d'approvisionnement en électricité ont déjà frappé ces derniers mois quelque 20 provinces à des degrés divers.

Les raisons ? Elles sont multiples mais principalement liées à la forte dépendance du géant asiatique au charbon, lequel assure 60% de sa production électrique.

Le prix de ce charbon atteint aujourd'hui des niveaux record. Les autorités effectuent également des rationnements préventifs afin d'atteindre les objectifs environnementaux en matière de limitation des émissions polluantes ».

« Principale victime jusqu'à présent: l'industrie. Dans la province du Guangdong (sud), parfois surnommée « l'atelier du monde » en raison de ses milliers d'usines de produits électroniques ou de textile, les coupures sont durement ressenties ».

« Des machines sont mises à l'arrêt et des ouvriers doivent réduire leur heures de travail ou travailler uniquement la nuit — lorsque les restrictions sont plus souples.

« On demande à nos sous-traitants d'avoir recours au travail de nuit ou de faire tourner leurs groupes électrogènes pour assurer la production », déclare à l'AFP Sherman Chan, directeur général adjoint d'Express Luck, un fabricant de téléviseurs basé à Shenzhen.

Ces frais en hausse mettent à rude épreuve les chaînes d'approvisionnement, déjà sous pression avec des carnets de commande qui débordent en raison de la reprise économique en Occident.

Résultat : du géant des snacks Toly Bread, jusqu'aux fournisseurs du constructeur automobile Tesla, nombre d'entreprises ont déjà annoncé des retards de production.

A Dongguan, tentaculaire ville-usine où travaillent des millions d'ouvriers, beaucoup d'employés ont dû revoir leur emploi du temps.

« Hier, on a dû travailler la nuit. Et c'est pareil aujourd'hui », déplore M. Cui, manutentionnaire dans une usine de chaussures contrainte de limiter sa production. « Bien sûr qu'on n'est pas contents. Mais on s'adapte aux horaires », explique-t-il, tout en refusant de révéler son nom complet. »

« Dans une usine de tuyaux, Mme Xu, une employée, estime que les pannes de courant ont fait chuter la production d'environ 40 % en septembre, notamment car les machines ont besoin de plusieurs heures après l'allumage avant d'être opérationnelles.

« On ne peut plus assurer une production normale », déclare-t-elle à l'AFP. Les autorités tentent de désamorcer le mécontentement populaire. »

https://www.boursorama.com/bourse/actualites/chine-les-coupures-de-courant-etranglent-l-atelier-du-monde-2e5d7720bbf863fd79a2e0ed75849e63

Haut de page

Le 31 octobre 2021

Ici, gros orages à répétition, la plus grosse mousson depuis plus de 25 ans, chouette, on a besoin d'eau et il fait plus frais, on dort mieux aussi. Pas de pénurie, pas de vaccination ou de passe obligatoire, bref, on est pauvre et soumis à un régime semi-féodal, mais on se sent un peu plus libre qu'en France !

Je me suis aperçu trop tard que je n'avais pas terminé une phrase dans la précédente causerie, vous m'en excuserez, les causeries sont si volumineuses que je finis par ne plus voir l'écran ! Si vous constatez des anomalies ou des erreurs dans celle-ci, ayez la gentillesse de me prévenir, merci d'avance.

Ne nous résignons pas à la médiocrité à laquelle les tyrans nous destinent, aspirons au meilleur, au socialisme, à la liberté !

John Coltrane Transition
https://www.youtube.com/watch?v=u_YLT7UiJm4

John Coltrane 4tet "A love supreme" - Archive INA
https://www.youtube.com/watch?v=lWuhPVb175Y

John Coltrane quartet Ascension - France 1965
https://www.youtube.com/watch?v=jDwqPCAw_7k

John Coltrane & Stan Getz - Autumn Leaves/What's New/Moonlight in Vermont (Live 1960)
https://www.youtube.com/watch?v=HE9bRhUwELE

Je ne l'ai pas dit mais cela allait de soi, j'appelle tous les lecteurs à soutenir en fonction de leurs moyens les travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause de leur refus de se faire vacciner ou faute d'avoir obtenu le passe antisocial.

Les titres des différentes rubriques de cette causerie et info en bref

Cliquez sur le lien du titre de la rubrique que vous voulez lire.

- Introduction
- France. Boycott de l'élection présidentielle de 2022.
- Economie. Les vases communicants.
- Woke, woke, woke, attention, s'il te mord, t'es mort !
- Politique. Entre asile d'aliénés et gangs mafieux et criminels.
- Guerre psychologique et biologique.
- Quelques articles pour alimenter la réflexion.
- Sélection d'articles à lire
- Tribune libre et autres documents divers

- Cette causerie au format pdf (55 pages)

Introduction

Je me suis réveillé très tôt ce dimanche matin après une nuit très courte, en me faisant la même réflexion que 4 heures plus tôt : Internet et la révolution numérique pourrait sonner le glas de l'espèce humaine, dans la mesure où ils interviennent sous le régime capitaliste technocratique. En attendant d'approfondir notre réflexion on se consacrera brièvement à Internet, et plus particulièrement aux réseaux dits sociaux, parce qu'ils concernent déjà très largement la population mondiale.

Hier soir ou plutôt ce matin sur les coups d'1h30, je me suis souvenu qu'avant que je quitte la France en 1996 je n'avais des relations qu'avec des

gens que j'avais croisés ou que je connaissais déjà depuis un moment, que je rencontrais au hasard de la vie quotidienne, que je fréquentais sur mon lieu de travail, etc. Ces relations étaient en chair et en os, organiques, physiques, directes, matérielles, spontanées, l'interaction était immédiate et réciproque, les protagonistes identifiables. Avec les mal nommés réseaux sociaux, c'est exactement l'inverse qui se produit. Les relations (et le contexte ou l'environnement) sont dématérialisées, impersonnelles, déshumanisées en quelque sorte, elles passent par une ou des machines, il suffit d'un clic pour qu'elles se terminent sans que parfois on sache forcément pourquoi ni ce qu'il en adviendra. Elles disparaissent de l'écran et soudainement on retourne à la réalité, celle qui est la nôtre, que l'on vit et que l'autre ne partage pas ou ne connaît pas, et non l'autre qui est virtuelle pour ne pas dire superficielle, puisqu'elle ne fait appel à aucun des sens qui nous relient au monde extérieur, contrairement par exemple au téléphone où on perçoit le son de la voix d'une personne qui nous relie directement à un être vivant, parfois en prime on a l'image.

Jusqu'à présent notre comportement était en grande partie déterminé par ce que nous vivions dans un lieu ou un pays déterminé, sous un régime particulier, par notre condition ou l'ensemble de notre existence ou de nos expériences passées, dorénavant ce n'est plus le cas. On est appelé à réagir en permanence en fonction de ce qui se passe ailleurs, de ce que l'on ne vit pas ou que l'on n'a pas vécu, qui provient d'un environnement économique ou social et politique différent du nôtre ou qui n'a rien à voir avec le nôtre. On se retrouve propulsé dans un monde qu'on ne connaît pas, qui est régi par d'autres principes, valeurs, cultures, moeurs, etc. que les nôtres, ce qui va contribuer à perturber la manière dont on perçoit celui où l'on vit, parce qu'on n'en prendra pas conscience, car on n'est pas encore parvenu à un niveau de conscience suffisamment élevé pour en tenir compte spontanément. Cela va entraîner une multitude de conséquences imprévisibles et parfois nuisibles ou désastreuses, à la fois sur notre comportement, sur la manière dont on interprète la situation ou on perçoit notre propre existence, ainsi que sur le plan psychologique en modifiant à notre insu nos rapports au monde extérieur, au risque de provoquer durablement de graves perturbations ou déséquilibres mentaux.

Je me suis demandé pourquoi on recourait à ces maudits réseaux (a)sociaux pour avoir des relations, échanger ou partager des idées, se faire des amis de circonstance ou de consistance aussi solide qu'un ectoplasme, quand quotidiennement ou sur place il y a des milliers de gens avec lesquels on pourrait essayer d'avoir des relations ou on a la possibilité de favoriser les conditions pour en rencontrer, par exemple en participant à des activités culturelles ou récréatives, pourquoi pas associatives, syndicales ou politiques, sans en attendre des miracles ou être trop exigeant non plus évidemment. Il existe des degrés dans les relations humaines, il ne faut donc pas en attendre plus que ce qu'elles peuvent donner, sinon on est déçu ou elles ne durent pas.

Entre 1997 et 2010, j'ai eu des relations de niveaux de qualités différentes avec une dizaine de Français de passage à Pondichéry, essentiellement au lycée français et à l'Alliance française où j'ai travaillé, avec certains qui sont établis ici, mais je n'ai pas donné suite après avoir quitté ces emplois en CDD. J'ai eu aussi des relations plutôt superficielles avec quelques Indiens pendant des périodes plus ou moins longues, parce que nous n'avions pas grand-chose ou rien en commun ou ils ne s'intéressaient vraiment à rien. Depuis plus de 10 ans je n'ai plus ni copains ni amis et je le regrette. Mes seules rapports sont avec les membres de la famille de ma compagne et les gens de mon village à qui je rends des services, donc des rapports intéressés. Peu importe, comme je dis toujours, tout le plaisir est pour moi et je n'attends ou je n'exige rien en retour, je suis servi, merci.

Par le biais de ce portail, depuis des années j'ai lié une relation avec un seul lecteur, il a 77 ans et vit seul en France, on partage tout et notre solitude, on est devenu de véritables amis. Je n'ai jamais cherché à me faire des amis par ce biais-là, je me suis fait plutôt beaucoup d'ennemis. Les gens en général n'aime pas la sincérité, cela les gêne semble-t-il, je ne comprends pas pourquoi, là je fais l'idiot pour ne pas les acculer davantage, c'est tellement stupide, mais je pense plutôt qu'ils ne peuvent pas faire autrement, ils sont mal dans leur peau et je les plains sincèrement, je ne leur en veux pas. J'ai eu aussi quelques échanges avec des auteurs d'articles que j'ai publiés ou des responsables de blog, mais chaque fois je suis tombé sur des gens bornés ou de mauvaise foi et j'ai préféré ne pas donner suite. Très souvent je n'ai jamais reçu de réponses, j'allais oublier de le signaler, dont deux anthropologues et un professeur du Collège de France, pour eux je dois être une merde !

Si j'ai posté des commentaires pendant 16 ou 17 mois dans le blog du Dr. Maudrux, c'était pour rester en contact avec la réalité en France, et continuer de pratiquer ma langue dans un autre contexte que le portail ou je fais les questions et les réponses. Le Dr. Maudrux a écrit un jour que je serai toujours le bienvenu dans son blog, cela dit, je m'attendais à ce qu'il me censure ou me vire après chaque commentaire politique. Finalement c'est moi qui aie pris la décision de le quitter après avoir été maltraité. Il faut dire aussi pour être honnête, que cette expérience avait assez duré et il était tant de passer à autre chose. Si cela m'a au moins permis d'améliorer ma communication, je n'aurai pas perdu mon temps, car pour le reste je ne me faisais aucune illusion, je n'ai tissé de lien avec aucun de ses lecteurs issus principalement des classes moyennes, le socialisme les rebute trop il faut croire et y réfléchir est au-dessus de leurs moyens dans tous les sens du terme.

Je vous invite à fuir les réseaux dits sociaux, à couper net, à vous déconnecter, efforcez-vous de rencontrer des gens, vous en découvrirez forcément de très bien ou qui ne demandent qu'à progresser collectivement et pas seulement individuellement.

Capitalisme : Stop ou encore ?

A ceux qui découvriraient le visage hideux du capitalisme, qui louent ses vertus, qui croient lui devoir leur bien-être relatif au prix de nombreux sacrifices

Ils vont de plus en plus déchanter ou devoir revoir leur copie avec le programme que leur a concocté l'oligarchie financière, ce qu'elle a appelé le Great Reset, la réinitialisation de l'économie qui a débuté en janvier 2020.

J'ignore si vous vous êtes fait cette réflexion basique : Y a-t-il une différence entre le 31 décembre et le 1er janvier ? Aucune, peu importe chacun célèbre la nouvelle année comme elle allait être différente de la précédente. De la même manière, il aura suffi qu'une caste de psychopathes appuie sur un bouton et décrète qu'à partir d'aujourd'hui votre vie ne ressemblera plus à ce qu'elle était hier pour que tout le monde ou presque les prenne au mot, dès lors leur sort était jeté, où, mais à la poubelle où vous voudriez-vous que ce soit franchement !

On a l'impression que sur 48 millions d'adultes environ en France, entre 40 et 45 millions auraient soudainement adhéré au fascisme, rassurez-vous temporairement, le temps d'une série de piquouses, mais en réalité cela pourrait être bien plus grave docteur, car l'objectif de cette effroyable machination n'est rien d'autre que la mise en application de la dictature numérique via la généralisation du code QR, qui doit permettre à terme de contrôler la totalité des activités humaines jusqu'aux pensées et aux fonctions biologiques, donc d'instaurer un modèle de société totalitaire irréversible.

Ils sont passés de la monnaie sonnante et trébuchante au chèque, puis à la carte bancaire (et à la carte Vitale, à la carte d'identité biométrique), et enfin au code QR. Ils continuent de supprimer des agences bancaires, ils suppriment des DAB. Il y a déjà des points de vente où les paiements ne peuvent être effectués qu'en espèces ou à l'aide du code QR, les cartes bancaires ne sont plus acceptées, il ne leur reste plus qu'à supprimer ce qui les précédait et pour régler n'importe quelle dépense il ne restera plus que le code QR. A la prochaine étape, il leur suffira pour une raison ou une autre de restreindre l'utilisation de votre code QR ou de le bloquer, autrement dit, vous ne pourrez plus accéder à votre compte bancaire jusqu'à ce que vous ayez régularisé votre situation vis-à-vis des autorités judiciaires ou autres...

Vous aurez compris que le code QR ne permet pas seulement de réduire à néant vos libertés individuelles, de vous détruire littéralement, de rendre votre existence impossible. Vous allez peut-être penser que je suis devenu complètement dingue ou que je fabule, que je donne dans la science-fiction, or je suis tout ce qu'il y a de plus sérieux et mon état mental est parfaitement sain ou équilibré.

Les seuls obstacles qu'ils rencontrent consiste dans le fait que toutes les générations actuelles de la population ne sont pas en mesure d'assimiler les applications des téléphones numériques ou le matériel existant n'est pas adapté à l'ensemble de la population ou il n'est pas financièrement à sa portée, ce qui signifie que ce genre de support présente des inconvénients qu'ils pourraient surmonter en inventant un moyen pour que chacun se serve du code QR sans avoir à passer par une machine, gratuitement, sans aller jusqu'à évoquer l'implantation d'une puce contenant ce code QR, il pourrait être gravé sur un support qu'on emporterait avec soi dès qu'on sortirait, et dont la présence serait obligatoire pour accéder à certains lieux ou régler une transaction, rien de plus simple à réaliser, même des illettrés pourraient en être munis et ainsi être contrôlés, c'est-à-dire, la totalité de la population mondiale. Chez vous en France, vous ignorez peut-être que dans certains pays comme l'Inde par exemple, il existe des illettrés qui possèdent un compte en banque, un carnet de chèque et une carte bancaire, sans oublier une carte d'identité biométrique et un code QR, donc cela concerne bien la totalité de la population mondiale.

Il s'agirait de se réveiller. Je sais que pendant plus de 75 ans on nous a endormi avec des théories plus foireuses les unes que les autres qui nous ont conduits à la situation actuelle, si on ne réagit pas maintenant, immédiatement, après il sera trop tard. La pire réaction serait le déni ou de ne pas y croire, car c'est déjà en train de se mettre en place sous vos yeux, ils sont en train d'expérimenter dans un tas de pays très différents tout ce que je viens d'évoquer, je ne sais plus dans quel pays d'Afrique on peut acheter un caramel avec un code QR, pas de code QR privé de bonbons, demain d'essence, d'électricité, de médicament, de nourriture, de boulot, etc.

Il faut prendre conscience de la gravité de la situation, réagir et s'organiser.

Parfois on a l'impression de ramer dans le désert, l'abonnement au serveur qui héberge le portail se termine le 20 décembre, si je n'ai aucun retour d'ici début décembre, je fermerai ce portail, je l'ai annoncé à plusieurs reprises sans passer à l'acte, mais cette fois je suis bien décidé à le faire, de la même manière que j'avais annoncé ne plus poster de commentaires dans le blog du docteur Maudrux, je m'y suis tenu et je ne reviendrai jamais sur ma décision.

Je suis vieux, ces années de travail de forçat m'ont littéralement épuisé, je ne compte pas me sacrifier davantage pour que dal. Vous me direz, pour qui il se prend ce type-là, pour quelqu'un qui a fait preuve d'une détermination et d'une honnêteté qu'à ma connaissance on rencontre rarement, donc je me dis que si cela ne suscite qu'indifférence ou mépris, cela ne vaut pas la peine de continuer. Je ne veux pas me prendre pour ce que je ne suis pas, ce n'est pas moi qui vais modifier le cours des choses, je me dis simplement que si on ne commence pas par un bout, cela signifie qu'on n'arrivera jamais à rien ou notre cause est perdue d'avance. Moi j'en suis profondément convaincu, c'est plus qu'une impression, c'est un truc qu'on ressent, on se dit que si cela ne marche pas, c'est que rien ne marchera, plus aucun espoir n'est permis. J'espère sincèrement me tromper car sinon ce serait bien triste. J'ai le handicap terrible et apparemment insurmontable de ne rien représenter, je ne le regrette pas, c'est un constat. Si j'étais un avocat, un juge ou un magistrat, un scientifique déjà connu par exemple, les choses se présenteraient tout autrement. Il y a des handicaps dans la vie qu'on ne peut pas surmonter seul, voilà tout, et je l'admets volontiers, sinon je ne l'évoquerais pas.

Revenons au visage hideux du capitalisme qui ne date pas d'hier.

En 1841... - 22 Mars 1841 - En France, première loi visant à limiter le travail des enfants dans l'industrie. L'âge minimal d'embauche est fixé à 8 ans. La durée de travail quotidienne pour les enfants de 8 à 12 ans passe à 8 heures, celle pour les enfants de 12 à 16 ans à 12 heures.

... en 2021.

Précarité. En Argentine, près d'un adolescent sur quatre travaille - Courrier international 26 octobre 2021

Nombreux sont les adolescents argentins qui sont obligés de travailler, soit 23 % de la tranche d'âge 13-17 ans. Et parmi eux, près de la moitié a commencé à le faire durant la pandémie. Un indicateur supplémentaire qui témoigne de la profonde crise économique et sociale qui touche le pays.

Un taux de pauvreté de 40 %, un taux d'inflation de 52 %, la pression de la dette auprès du FMI… L'Argentine traverse une période très difficile, résultant de la combinaison entre une crise économique larvée depuis trois ans et la pandémie de Covid-19 que le pays n'arrive pas à maîtriser, malgré un confinement des plus longs au monde.

Le quotidien en ligne elDiarioAR cite Gustavo Ponce, fonctionnaire de l'OIT et responsable de l'enquête, qui explique : "Nous savons que le travail infantile naît en général dans le contexte de l'économie familiale. 60 % de ces adolescents ont comme premier employeur leur famille. Les informations relevées montrent clairement que l'augmentation du travail chez les adolescents par rapport à l'année dernière se produit dans des foyers endettés. Les multiples raisons qui poussent ces familles à faire travailler leurs enfants, qu'il faut envisager avec nuances, ont à voir avec la survie dans un contexte hautement inflationniste."

La pandémie a particulièrement affecté les jeunes en Argentine. Les écoles ont été fermées durant plus d'un an, alors que la plupart des foyers les plus démunis sont peu ou mal équipés en matériel informatique, rendant l'enseignement à distance presque impossible. En 2021, 9 % des élèves ont décroché. Courrier international 26 octobre 2021

LVOG - En Inde, plein de gosses traînent dans les rues ou dans le village où j'habite, ils ne vont plus à l'école depuis mars 2020. Ceux qui retournent, à partir de l'âge de 7 ans, y vont à mi ou à quart temps, autant dire on se demande ce qu'ils vont bien pouvoir apprendre... Sinon comme en Argentine, les parents les emploient, par exemple pour garder des chèvres...

- Afghanistan: menacées par la famine, des familles envisagent de vendre leurs enfants - BFMTV 26 octobre 2021

LVOG - Attention, les Américains et l'Otan n'y sont pour rien !

- L'inquiétante flambée des prix des denrées agricoles - lepoint.fr 27 octobre 2021

Ceux qui tirent leur épingle du jeu…

Le commerce mondial de produits agricoles est dominé par quatre compagnies de négoce – ADM, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus – qui sont toutes plus que centenaires. Rompues aux arbitrages entre marchés, elles tirent profit de ces tensions multiformes sur les prix. Signe qui ne trompe pas, les cours boursiers de celles qui sont cotées (ADM et Bunge) ont plus que doublé en un an.

… et ceux qui subissent

Les perdants se trouvent du côté des consommateurs ou des producteurs qui n'ont pas eu accès aux marchés pour mieux valoriser leurs produits.

Dans les pays moins avancés où l'alimentation représente une composante bien plus importante du budget des familles. Dans ces pays, la « facture alimentaire » importée s'est accrue bien plus rapidement que le PIB. Sur le plan macroéconomique, cela a fragilisé leur balance commerciale. Le choc des prix importés a lourdement frappé les ménages. Il aggrave l'insécurité alimentaire.

La FAO a observé une lente remontée du nombre de personnes souffrant de la faim à partir de 2015. Le déclenchement du Covid a aggravé les choses. En 2020, le nombre de personnes affectées par le fléau est probablement remonté aux alentours de 800 millions de personnes. lepoint.fr 27 octobre 2021

Dans les pays dominants, les plus riches, les plus développés, les puissances impérialistes ou occidentales et leurs satellites continentaux, le pouvoir politique des capitalistes a pris la forme d'un Etat ou d'une dictature bonapartiste démocratique dans laquelle tous les acteurs politiques se sont finalement fondus, y compris le mouvement ouvrier, tandis que les véritables opposants ou révolutionnaires demeurés fidèles au socialisme et qui ont décidé de ne pas cautionner ce régime, sont réduits à une infime minorité et totalement marginalisés, atomisés, inorganisés, quasi-inexistants.

Si maintenant vous connaissez un parti ou un groupe de militants qui rejette la version officielle de la pandémie virale et qui se prononce contre la vaccination, qui défende les traitements précoces et prenne position pour un changement de régime économique et politique, la rupture avec le capitalisme et ses institutions et le passage au socialisme, faites-nous le savoir pour qu'on partage cette bonne nouvelle avec nos lecteurs et qu'on diffuse cette info. Je ne connais pas tous les groupes de militants ou groupuscules, tous les blogs de militants isolés qui existent, je ne demande qu'à découvrir ceux qui se rapprocheraient de nos idées pour les contacter et essayer d'engager une discussion.

Parmi les pays dominants, les plus riches, les plus développés, les puissances impérialistes, il faut ajouter un autre type de régime totalitaire, qui intègre le pire du stalinisme et du capitalisme, le parti et le syndicat unique, le "crédit social" ou la surveillance et le contrôle généralisée de la population à partir du code QR, y compris policier, donc répressif et liberticide, le profit, l'esclavage salarial et la surexploitation.

Dans les pays dominés, les plus pauvres, sous-développés, toujours sous l'emprise coloniale des grandes puissances impérialistes ou la proie des sociétés transnationales qui les ont pris en otages et les pillent, les peuples ont le choix entre une dictature dirigée par des militaires ou une dictature dirigée par des civils contrôlés par l'armée ou alors, une dictature monarchique ploutocratique n'ayant de constitutionnel que le nom s'appuyant sur son armée ou celle d'une puissance occidentale, ou encore mais de plus en plus rarement, un régime bourgeois copié sur celui existant en occident dit républicain et démocratique surveillé par l'armée.

On s'aperçoit ici que l'armée joue un rôle majeur auprès des capitalistes pour garantir la stabilité des régimes d'une multitude de pays, y compris les Etats-Unis. Disons que cela se voit plus ou moins selon la situation économique des différents pays. Par exemple, en France avec Vigipirate l'armée patrouille dans tout le pays, en Australie pour contenir les manifestations contre le confinement, ils ont fait appel à l'armée, etc. La militarisation de le police, de l'ensemble de la société est en marche pour venir en soutien à la crise du capitalisme qui alimente la lutte des classes, pour votre bien et votre sécurité, au nom de la démocratie.

Pourquoi j'ai eu raison de ne jamais citer Noam Chomsky dans une causerie depuis août 2008.

Noam Chomsky : « Les non-vaccinés doivent être isolés de la société et se débrouiller pour se nourrir ! » - lemediaen442.fr 27 octobre 2021

Au micro du cinéaste Curt Jaimungal, Noam Chomsky répondait à la question : « Quelles sont vos réflexions sur l'obligation vaccinale ? » Le « Révolutionnaire » et philosophe démocrate de 92 ans a fait valoir que ceux qui ne reçoivent pas de vaccin devraient être « isolés » du reste de la population. « Les personnes qui refusent d'accepter les vaccins, je pense que la bonne réponse pour elles n'est pas de les forcer, mais plutôt d'insister pour qu'elles soient isolées », a déclaré Chomsky.

« Les gens qui refusent d'accepter les vaccins, la réponse pour eux n'est pas de les forcer, mais plutôt d'insister pour qu'ils soient isolés. Si les gens décident d'être prêts à être un danger pour communauté en refusant un vaccin, ils doivent avoir la décence de s'isoler. Ils n'ont pas le droit de courir partout en faisant du mal aux gens. » Plus loin Chomsky compare le covid à la variole : « Si cela atteint vraiment le point où ils mettent gravement en danger les gens, alors bien sûr, il faudra faire quelque chose. Si la variole s'avère à nouveau endémique et que certaines personnes insistent pour courir dans tous les lieux publics, alors ils faudra faire quelque chose avec eux. »

Dans cet autre extrait, Noam Chomsky s'exprime dans l'émission Primo Radical :

L'intervieweur se pose la question pratique des personnes isoler à cause de la pandémie et de comment les nourrir : « Si les gens ne respectent pas la vaccination et sont isolés chez eux, est-ce qu'ils devront se faire livrer de la nourriture ? » La réponse lapidaire du philosophe : « Ces personnes

doivent avoir la décence de se retirer de la communauté. Si elles refusent de le faire, alors des mesures doivent être prises pour protéger la communauté. En ce qui concerne la question pratique que vous posez “Comment pouvons-nous pour leur fournir de la nourriture ?” En fait, c’est leur problème. Bien sûr s’ils deviennent vraiment démunis, alors oui, nous devrons assurer leur survie comme on le fait avec les gens en prison. » lemediaen442.fr 27 octobre 2021

https://lemediaen442.fr/noam-chomsky-les-non-vaccines-doivent-etre-isoles-de-la-societe-et-se-debrouiller-pour-se-nourrir/

Réseau Voltaire - Noam Chomsky est un linguiste, poursuivant des recherches exclusivement pour le Pentagone. Il s’est fait connaître pour ses livres dénonçant des pans entiers de la politique étrangère US.

Nous avons pu apprécier, lors d’une rencontre avec lui, ses positions extrêmement dures en faveur des USA et d’Israël. Nous avons publié une étude en trois parties sur son véritable engagement politique 1. Réseau Voltaire 28 octobre 2021

https://www.voltairenet.org/article214476.html

LVOG - J'ai envoyé un courriel à T. Meyssan pour lui signaler que le lien (1) qui accompagnait cet article comportait une erreur. (depuis il m'a répondu qu'elle avait été corrigée.)

Le voici.

Polémique (troisième et dernière partie)

Comment Chomsky a occulté l’influence du lobby pro-israélien sur la politique des États-Unis par Jeffrey Blankfort

https://www.voltairenet.org/article143147.html

Pour ceux que cela intéresserait :

Polémique (2ème partie)

Contrairement aux théories de Chomsky, les États-Unis n’ont aucun intérêt à soutenir Israël par Jeffrey Blankfort

https://www.voltairenet.org/article143143.html

Polémique (1re partie)

Le contrôle des dégâts : Noam Chomsky et le conflit israélo-israélien par Jeffrey Blankfort

https://www.voltairenet.org/article142491.html

Courrier des lecteurs

À propos de votre étude sur Noam Chomsky par James Abourezk

https://www.voltairenet.org/article144300.html

France. Boycott de l'élection présidentielle de 2022.

Dans leur cuisine électorale ça pue !

A quoi leur sert encore "la gauche" ? Réponse.

- François Hollande : « La gauche, ce n’est pas rien dans le pays aujourd’hui » - Publicsenat.fr 29 octobre 2021

LVOG - Hélas !

Mais encore...

- Les électeurs de gauche massivement tentés par le vote Macron à la présidentielle - Europe1 29 octobre 2021

Selon une étude publiée par la fondation Jean-Jaurès, la moitié des potentiels électeurs de Yannick Jadot (EELV) et Anne Hidalgo (PS) et 41% des sympathisants LFI envisagent de voter Emmanuel Macron au premier tour pour faire barrage à l'extrême droite. En cas de candidature d'Eric Zemmour, le "vote utile" en faveur d'Emmanuel Macron est par exemple envisagé par 54% des électeurs se déclarant pour Yannick Jadot et par 57% de ceux penchant pour Anne Hidalgo.

LVOG - Prenons-les au mot, EELV, le PS et LFI étant catalogués à gauche assureraient la réélection du tyran Macron. Le Pen et Zemmour aussi, cela on l'avait deviné !

Illusionnisme et mégalomanie.

- Jean-Luc Mélenchon: "Le deuxième tour, ce sera avec moi" - BFMTV 28 octobre 2021

LVOG - On savait déjà aussi que les francs-maçons n'avaient rien à envier aux croyants !

- En privé, Mélenchon confie qu'il aurait pu laisser la place à Rousseau si elle avait emporté la primaire écologiste - BFMTV 29 octobre 2021

LVOG - Rousseau c'est la cinglée de la décarbonisation, du woke ! Bravo, continuez, je sens que vous allez encore gagner des voix !

Cela pue, ça empeste plutôt !

LVOG - Pour comprendre un phénomène, il faut remonter à ses origines... En faisant preuve d'un minimum de logique tout s'explique très facilement.

Puisque que l'antisémitisme est une forme de racisme qui incarne la division de la société en classes, la lutte des classes, posons-nous quelques questions élémentaires. Qui détient le pouvoir ? Qui détient les médias ? Qui détient celui de l'instrumentaliser. Qui s'en sert pour mener sa lutte de classe ? Réponse unique à toutes ces questions : l'aristocratie financière. Elle est dominée par des juifs, ce qui n'est évidemment pas un reproche de ma part mais une constatation.

Alors comment se fait-il que, que quoi, qu'il le ressorte chaque fois juste avant une élection ou quand un gouvernement est en difficulté ? Mais c'est fait pour divertir et diviser les travailleurs, détourner leur attention ou leur haine du régime, et si les acteurs politiques que les médias qualifient d'antisémites à tort ou à raison leur sont sympathiques, les esprits les plus faibles pourront tourner leur haine contre les juifs. Ce qu'il y a de pratique avec ce genre de propagande, c'est qu'il y en aura pour toute monde.

Ensuite, pour ceux qui ne seraient pas séduits par l'extrême droite, avec un peu de chance des actes antisémites seront commis, ce qui permettra aux médias et au gouvernement de justifier leur discours, dans le genre : Vous voyez, on vous l'avait bien dit, et répété en boucle la majorité en arrivera à la conclusion que les médias et le gouvernement ne racontent pas toujours n'importe quoi ou qu'ils méritent encore leur confiance, ils les protègent du danger que représente les fanatiques de l'extrême droite, votez Macron et la boucle est bouclée.

Quant aux acteurs politiques accusés d'antisémitisme qui ne sont pas d'extrême droite, comme Mélenchon par exemple, au pire le doute ou la suspicion l'emportera, au mieux, ils seront accusés de soutenir les Palestiniens qui sont tous potentiellement des terroristes au détriment d'Israël qui est un modèle de démocratie, et la boucle du sionisme sera bouclée.

Quelques titres pour illustrer notre propos.

- Procès Mireille Knoll : "Reconnaître le caractère antisémite de l'affaire est essentiel" - Europe1 29 octobre 2021

- Mélenchon accusé d'antisémitisme après des propos sur Zemmour - Le HuffPost 29 octobre 2021

- Antisémitisme: Darmanin fustige les "voix qui attaquent la République" en visant Zemmour - BFMTV 29 octobre 2021

- Angers : Darmanin veut dissoudre l'association identitaire Alvarium - 20minutes.fr 29 octobre 2021

France. Boycott de l'élection présidentielle de 2022. Pourquoi flattent-ils les abstentionnistes ?

Présidentielle 2022 : « Perte d'espoir », « Partis politiques menteurs »… Vous nous expliquez les raisons de votre (future) abstention - 20minutes.fr 25 octobre 2021

LVOG - Le titre que j'ai trouvé pour présenter cet article correspond à son contenu. Ils n'ont aucun intérêt à pousser les citoyens à aller voter puisqu'ils ne voteraient pas pour leurs candidats, celui de LREM ou de LR, hormis s'ils craignaient que l'abstention batte des records et que leur président soit frappé d'illégitimité immédiatement, ce qui compliquerait ou compromettrait sa tâche dès les premiers jours, et cela ils n'y tiennent pas.

Economie. Les vases communicants.

Qui s'en plaindrait-il ?

De moins en moins de Français peuvent épargner à la fin du mois - Yahoo Finance 25 octobre 2021

Année après année, les Français connaissent toujours plus de difficultés à boucler les fins de mois. Tel est le constat inquiétant dressé par la dernière enquête Ifop pour le Journal du Dimanche. Après avoir payé toutes les dépenses dites obligatoires (loyer, courses, carburant, électricité, assurance…), moins de quatre Français sur dix est en situation de pouvoir épargner le 31 du mois. Une tendance qui ne cesse de s'aggraver au fil des ans. En 2014, 44% des sondés estimaient qu'il leur était possible de mettre de l'argent de côté. Ils étaient plus de la moitié (54%) en 2010 au moment de la crise des subprimes. Yahoo Finance 25 octobre 2021

LVOG - Sans oublier tous ceux qui ont hérité du patrimoine de leurs parents ou d'un membre de leur famille, habitation principale et/ou résidence secondaire, plus d'autres biens ou valeurs et comptes bancaires, cela représente des sommes non négligeables qui permettent de voir venir ou qui investies représentent un revenu d'appoint substantiel. Moi, par exemple, j'ai fait un énorme héritage à la mort de ma mère l'année dernière, je n'osais pas vous en parler par crainte de votre jugement, je déconne, 500 euros, moins les frais bancaires, j'ignore encore ce que je vais toucher, en fait je m'en tape complètement ! Et mes deux soeurs qui étaient dans les petits papiers de ma mère, moi j'étais fâché avec elle ? Je ne me suis pas posé la question.

Il est de bon ton de ne se soucier que du sort des nantis, pourquoi, pardi parce que ce sont eux qui assurent la stabilité du régime, c'est le fonds de commerce de tous les populistes de la soi-disant gauche et extrême gauche ! Et pas seulement.

Nous au contraire on se soucie en priorité du destin réservé aux couches les plus défavorisées de la société qui n'ont aucun intérêt à la préservation du régime en place, non pas pour s'apitoyer démagogiquement sur leur sort, mais parce qu'elles incarnent celui que le capitalisme réserve à l'ensemble de la classe ouvrière, du prolétariat, aux travailleurs de l'ensemble des classes exploitées, ce qui inclut les classes moyennes.

Sans l'unité des organisations représentant les couches progressistes et démocratiques de la classe ouvrière et des classes moyennes nous ne pourrons jamais venir à bout du régime capitaliste... Or ces organisations n'existent pas ou elles sont totalement inféodées au capitalisme, par conséquent elles ne peuvent plus servir un autre objectif. Pendant plus d'un demi-siècle on a voulu nous faire croire le contraire, quand on dénonçait cette aberration, on nous traitait de gauchiste ou de déviationniste ou pire encore, bien que les faits nous donnaient raison, au niveau de putréfaction où elles en sont rendues aujourd'hui, qui oserait encore soutenir qu'elles pourraient encore jouer un rôle positif au côté des travailleurs ? Les travailleurs n'ont rien à attendre des partis du mouvement ouvrier et de ceux qui gravitent autour.

Le titre le moins enviable leur revient logiquement.

Jackpot : Elon Musk gagne 36,2 milliards de dollars en une journée - FranceSoir 27 octobre 2021

Vous avez gagné combien hier ? Parce qu'Elon Musk, lui, s'est enrichi de 36,2 milliards de dollars (soit 31,2 milliards d'euros)… en une seule journée, lundi 25 octobre. Du jamais vu. La raison : la vente de 100 000 véhicules Tesla à l'entreprise de location automobile américaine Hertz, pour un montant de 4,2 milliards de dollars. Cela a eu pour conséquence de gonfler de 12,6 % la valeur de l'action du géant de la voiture électrique, dont l'homme d'affaires américain détient environ 17 % des parts. Au passage, Tesla a rejoint Apple, Microsoft, Google et Amazon dans le cercle très fermé des entreprises pesant plus de 1 000 milliards de dollars.

Une fortune de 1 000 milliards de dollars ?

Selon le Bloomberg Billionaires Index, la fortune d'Elon Musk s'approche des 300 milliards de dollars (287), ce qui fait de lui l'homme le plus riche du monde, loin devant Jeff Bezos (196 milliards), Bernard Arnault (165 milliards) et Bill Gates (134 milliards).

Depuis le début de l'année, le patrimoine de celui qui fut également le cofondateur de Paypal a augmenté de 120 milliards de dollars. Et, ce n'est peut-être pas fini. Selon des analystes de Morgan Stanley, relayés par The Guardian mercredi 20 octobre, il pourrait devenir le premier homme à voir sa fortune dépasser les 1 000 milliards de dollars, grâce sa société spatiale SpaceX FranceSoir 27 octobre 2021

Cadeau. Coûte que coûte.

LVOG - A défaut de pouvoir augmenter la productivité à l'infini, l'essentiel c'est que les investisseurs y croient. Et que deviendront les travailleurs dont les emplois auront été remplacés par des robots ?

Un gouvernement socialiste introduirait des robots partout où ce serait possible et répartirait les emplois sur l'ensemble de la population tout en réduisant le temps de travail au strict minimum nécessaire, en octroyant à chaque travailleur un salaire décent, en attendant que toutes les classes disparaissent ainsi que la notion de monnaie ou de valeur d'échange, une fois aboli le capitalisme...

« France 2030 » : 800 millions d'euros pour la robotique, annonce Emmanuel Macron - 20 Minutes 25 octobre 2021

Parmi ces 800 millions d'entre eux, 400 millions seront consacrés à la fabrication de robots qui intègrent de l'intelligence artificielle.

Le plan France 2030 consacrera 400 millions pour aider la production de robots avec de l'intelligence embarquée, avec un premier appel à projet dans les prochains jours, ainsi que 400 millions pour « accompagner la transformation de sites industriels qui vont de manière massive vers de la machine intelligente », a-t-il précisé.

« Pour réindustrialiser la France », « nous avons besoin de robotiser, de numériser notre industrie, de rattraper ce retard », a déclaré le chef de l'État devant les salariés de cette pépite française de la « robotique adaptative ». Investir dans ce secteur évite de délocaliser dans les pays à bas coûts, a-t-il insisté.

« Nous allons aider au déploiement d'une vraie transformation industrielle qui permettra de réindustrialiser la France, plutôt que de regarder les solutions d'il y a 30 ans ». 20 Minutes avec AFP 25 octobre 2021

Hommage à une monarchie où paradis fiscal et artificiel se côtoient harmonieusement !

- Le Luxembourg devient le premier pays européen à légaliser le cannabis récréatif - BFMTV 29 octobre 2021

Le Luxembourg va autoriser la culture de cannabis à domicile et sa consommation dans la sphère privée, a annoncé le gouvernement vendredi dernier, une pratique déjà tolérée en Espagne.

Chaque ménage aura droit de cultiver chez lui quatre plants de cannabis, a indiqué le gouvernement lors d'une conférence de presse qui a réuni plusieurs ministres, dont ceux de la Santé, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Justice. (4 pas 5, ils iront le vérifier, quelle blague ! - LVOG) BFMTV 29 octobre 2021

LVOG - L'alliance des monarchies et des banquiers ne date pas d'hier, c'est elle détermine l'orientation du monde et qui est souvent à l'origine des grands évènements mondiaux... même les guerres, chut, défoncez-vous et n'y pensez pas !

Wikipédia - Son économie dynamique en fait un des pays les plus riches et des plus prospères du monde, avec le produit intérieur brut par habitant le plus élevé du monde selon le Fonds monétaire international (FMI) en 2014, au prix d'un des impacts environnementaux les plus catastrophiques de la planèteNote 2. L'économie est principalement centrée sur les activités financières (environ la moitié du produit intérieur brut), favorisée par une fiscalité alléchante voire dérisoire dans certains domaines (quasi-exonération d'impôts pour les bénéfices issus de l'exploitation de brevets ou de logiciels). Selon l'ONG Oxfam (chiffres de 2017), le Luxembourg figurait parmi « les paradis fiscaux les plus attractifs utilisés par les entreprises », situation qui a quelque peu évolué depuis.

Comme si les esclavagistes ne le savaient pas.

- L'immigration peut rapporter plus qu'elle ne coûte, selon l'OCDE - LePoint.fr 29 octobre 2021

Woke, woke, woke, attention, s'il te mord, t'es mort !

Le wokisme est la négation de la conscience de classe de l'exploité, de la lutte des classes.

Qu'est-ce que le "wokisme" et pourquoi fait-il polémique? - BFMTV 25 octobre 2021

Difficile d'échapper ces derniers mois au terme "woke" dans le débat politique. Pourtant, seuls 14% des Français disent avoir déjà entendu parler de cette notion selon un sondage Ifop pour L'Express - et encore, 8% sans savoir de quoi il s'agit.

D'où vient le terme "woke"?

Le "wokisme" est un dérivé de l'expression anglaise "être woke". Il est le participe passé du verbe wake qui veut dire éveiller. Littéralement, "woke" signifie donc "être éveillé". Le terme commence à être utilisé dans l'argot afro-américain des années 1960, note Ouest-France.

Dans un discours en juin 1965, Martin Luther King exhortait les étudiants à rester "éveillés" ("awake") et à "être une génération engagée", explique Pap NDiaye, spécialiste de l'histoire sociale des États-Unis, au Monde.

Le terme semble ensuite disparaître des radars jusqu'en 2008, année où la chanteuse américaine Erykah Badu chante "I stay woke" ("je reste éveillée") à 44 reprises dans sa chanson Master Teacher, popularisant l'expression au sein de la jeunesse américaine.

Le terme frappe assez les esprits pour être repris par le mouvement américain Black Lives Matter, né en 2013 après le décès de Trayvon Martin, et se diffuser largement outre-Atlantique.

Si son sens premier est jugé positivement, il a depuis dérivé. "Si le terme 'woke' peut toujours avoir cette dimension de lutte contre les inégalités, le terme 'wokisme' agglomère des choses très différentes comme l'écriture inclusive, les études de genre, la remise en cause de certaines figures historiques..., estime Albin Wagener, enseignant-chercheur à Rennes-2 en discours et communication, interrogé par BFMTV.com.

"Quand on parle de wokisme aujourd'hui, c'est une injure du camp conservateur qui vise la gauche", poursuit le spécialiste.

Si la gauche peut s'emparer de la notion, elle est principalement utilisée par "des gens avec un tropisme de droite et des lambeaux d'une certaine gauche laïcarde qui ont une conception très pure de la laïcité et une grande crainte de l'islam", souligne le sociologue Michel Wievorka auprès de BFMTV.com.

Laurent Dubreuil, professeur à la l'université Cornell et auteur de La dictature des identités, ne partage pas ce constat.

"Le terme est à la fois utilisé par des militants de gauche radicale qui parlent notamment beaucoup d'identité noire. Il faut également souligner que Sandrine Rousseau a été la seule personnalité politique à s'en réclamer. De l'autre côté de l'échiquier politique, les militants de l'extrême droite l'utilisent pour dénoncer ce mouvement... tout en se réclamant eux-mêmes d'une identité blanche", analyse-t-il.

Pourquoi ce terme fait débat en France?

Le terme fait l'objet de vives discussions dans la sphère politique et intellectuelle. À droite, on compare le "wokisme" à "une nouvelle culture morale, dans laquelle le statut de victime devient une ressource sociale", d'après une note de la Fondapol, le think tank dirigé par Dominique Reynié, ancienne tête de liste LR aux régionales en 2015. Le "wokisme" irait alors à l'encontre de l'universalisme français.

Les exemples sont légions pour les tenants de cette analyse: déboulonnage de statues, nouveaux noms de rues, annulation de conférences...

"Le principe de la démocratie représentative, c'est la majorité. (…) Aujourd'hui, on court le risque d'une dictature des minorités. La nouvelle idéologie est de fracturer les gens selon les clivages sexuels, raciaux, ethniques. De limiter les champs des possibles. (…) Nous voulions au contraire le vaste monde", estime le journaliste Brice Couturier dans son livre Ok millenials. (Fracturer les gens selon tous les clivages possibles et imaginables, mais surtout pas celui de classe. - LVOG)

Ce diagnostic laisse dubitatif le sociologue Michel Wievorka, un temps proche de François Hollande et Yannick Jadot. "C'est difficile d'importer un concept américain de ce type dans la société française. Aux États-Unis, la question noire est dans l'ADN du pays. Ils se sont construits sur la traite négrière, la guerre de Sécession. Notre situation en France est très différente parce que nous, nous avons une histoire liée à la colonisation". (Parce que la colonisation était dépourvue de racisme ? - LVOG)

Selon la sémiologue Elodie Mielczareck - "Lorsqu'un mot nouveau apparaît, c'est qu'il correspond à un besoin de nommer quelque chose. Dans ce sens-là, le mot va perdurer. Et puis le soft power américain est toujours présent, et va continuer de l'être, notamment à travers les plateformes que nous consommons tous les jours", juge l'experte en communication.

LVOG - "*Lorsqu'un mot nouveau apparaît*" - Qui sinon les idéologues de l'oligarchie et leurs médias en ont fait la promotion, sinon on n'en aurait jamais entendu parler, c'est le premier constat qui ne figurait pas dans cet article. Il suffit pour le vérifier instantanément de visiter les blogs du Forum économique mondial, des fondations de Gates et Rockefeller, de la Banque mondiale, notamment, tous les thèmes du wokisme y sont présents.

- "*C'est qu'il correspond à un besoin de nommer quelque chose.*"

LVOG - Qui crée les besoins de la population, sinon ceux qui en ont les moyens ou le pouvoir, ceux qui détiennent le pouvoir et qui comptent les exploiter pour s'enrichir et accroître leur pouvoir ou leur domination sur l'ensemble de la société.

En partant de la source qui en a fait la promotion, l'oligarchie et ses idéologues, on devine que ce n'était pas pour rien ou sans motivation, dès lors il faut se demander à quoi correspondait ce "*quelque chosebesoin*" de nommer ou de mettre en avant, de faire adopter par la population, tout ce qui peut diviser les masses pour les détourner du combat contre le régime en place... Au-delà, les besoins matériels ou immatériels qu'ils créent correspondent toujours aux besoins du capitalisme sur les plans économique ou politique... Rien ne relève du hasard, de la chance ou de la générosité, tous les besoins qu'ils créent sont voués à remplir des fonctions précises, en fonction d'intérêts déterminés.

Après que les supers milliardaires américains devenus philanthropes eurent déclaré que le néolibéralisme et le capitalisme étaient terminés et qu'il fallait réorganiser ou réinitialiser l'économie (Great Reset), la pseudo-gauche et extrême gauche, les gauchistes et les anarchistes les ont pris au mot et ont adopté le wokisme à défaut d'adopter le socialisme. La nature idéologique du wokisme est fondamentalement réactionnaire.

Voilà, on a répondu en quelques mots à toutes les questions qu'on se posait sur le wokisme, sa véritable origine sociale (donc économique) et sa motivation idéologique (donc politique), les acteurs qui le mettaient en scène, ceux qui en tireraient profit et ceux qui en seraient les victimes, toujours les mêmes sur le terrain de la lutte des classes. Et dire que je ne suis ni journaliste, ni spécialiste de l'histoire sociale, ni enseignant-chercheur, ni sociologue, ni sémiologue, ni expert en communication, décidément, je mérite mieux que ma retraite misérable de 380 euros !

Totalitarisme. L'univers du conditionnement ou de la lobotomie de la population mondiale porte un nom : Meta.

Meta : pourquoi le nouveau nom de Facebook.

- Selon Mark Zuckerberg, le métavers – pour méta-univers auquel il fait référence, représente l'avenir de l'Internet, après les ordinateurs et les téléphones portables, auquel le public aura accès pour interagir, travailler ou se divertir via les technologies (lunettes de réalité augmentée, casques de réalité virtuelle, etc.). Le Point 29 octobre 2021

Le ministère de la Vérité s'est doté d'un président : George Soros

George Soros créé « Good Information Inc. » - Réseau Voltaire 28 octobre 2021

Le spéculateur et auto-proclamé philanthrope George Soros et son ami Reid Hoffman (LinkedIn) viennent de lancer la société Good Information Inc.. Les deux multi-millardaires se proposent d'investir dans les médias de manière à contrer les « informations biaisées » (Fake News).

George Soros a déjà créé Project Syndicate, un site internet qui sélectionne et traduit en treize langues des tribunes libres à publier dans la presse écrite. En une vingtaine d'années, cette société est parvenue à inonder presque tous les grands quotidiens occidentaux et à faire triompher la pensée conforme parmi les journalistes occidentaux. Réseau Voltaire 28 octobre 2021

Fake news ou miracle !

- Comme le rappelle La Dépêche, les infections grippales ont enregistré une baisse de l'ordre de 99 % au sein de l'UE. Pour l'ECDC, différents comportements adoptés face au Covid-19 ont produit ce résultat sur la grippe.

LVOG - Ils auraient pu aller jusqu'à 99,99% !

Faux, ce qui s'est passé, c'est qu'un coronavirus en a supplanté ou chassé un autre, on ne peut pas mourir deux fois ou on n'a jamais vu la même personne atteinte à la fois par exemple de la rougeole et de la varicelle ou de la variole, cela n'existe pas ! Il faut ajouter que les tests PCR ne testaient que des résidus ou des traces de virus qui pouvaient être indifféremment ceux de la grippe et non de la covid. Cela a été confirmé lorsqu'ils ont évoqué la possible mise au point d'un test PCR permettant de faire la distinction entre les deux coronavirus, ce qui signifie que jusqu'à présent cette distinction n'avait jamais été réalisée à ce stade du diagnostic, ils ont donc délibérément trompé la population.

Puisque le dernier variant du Sars-CoV-2 bat de l'aile, la grippe va le remplacer, tiens donc !

Une grippe saisonnière précoce et particulièrement sévère en Europe - lepoint.fr 27 octobre 2021

- « les médicaments antiviraux, pris le plus rapidement possible après l'apparition des symptômes, sont des mesures sûres et efficaces pour le traitement de la grippe. »

LVOG - Tiens donc, mais la covid-19 et ses variants ne devraient pas bénéficier de la même mesure ou attention, il faudrait se passer des traitements efficaces existant au profit de la roulette russe des thérapies géniques.

- « La principale souche signalée au cours du dernier mois, la souche A(H3N2), qui affecte de manière disproportionnée les personnes âgées, est associée à une efficacité moindre du vaccin, souligne le Centre. C'est un signe que la prochaine saison grippale pourrait être sévère. » Alors que l'on craint une nouvelle augmentation des cas de Covid, cette nouvelle pourrait avoir de lourdes conséquences pour les personnes âgées et les personnes les plus fragiles et peser sur des systèmes de santé déjà en difficulté. lepoint.fr 27 octobre 2021

LVOG - Voyez comment ces assassins réalisent un amalgame entre les deux coronavirus pour imposer une double vaccination à la population.

Pour rappel, si chaque année en France la grippe tue entre 8 et 20.000 personnes, en réalité le nombre de décès exclusivement dus à son virus se situe entre 800 et 1500 personnes seulement, les autres décès sont dus aux infections bactériennes qui en écoulent et que les personnes ne parviennent pas à combattre efficacement parce que leur système immunitaire est déficient, souvent parce qu'ils sont vieux ou trimballent des comorbidités, exactement comme avec la covid.

Woke woke, la transition énergétique, c'est aussi le programme du Forum économique mondial.

LVOG - Compte tenu qu'il est possible de recourir à des centrales nucléaires au thorium pratiquement sans déchets ou qui peuvent être consommés, à des centrales au charbon, au gaz ou au pétrole disposant de filtres dernières générations arrêtant les particules fines, tout le discours officiel n'est que propagande sans rapport avec la réalité, falsification, imposture.

Alors que la consommation d'énergie devrait augmenter chaque année dans les décennies à venir.

- “Tous les scénarios de RTE nécessitent de baisser de 40% notre consommation d’énergie”, a reconnu ce mardi sur France Inter la ministre de la transition écologique, Barbara Pompili.

La fabrique du consentement et ses agents de la NED, les ONG.

Comment faire accepter les mesures de sobriété énergétique? - Le HuffPost 26 octobre 2021

La sobriété positive ou les contraintes qui rendent heureux: c’est l’un des piliers du scénario pour la neutralité carbone d’ici 2050 du rapport de l’association négaWatt paru ce mardi 26 octobre.

Pour faire accepter ces changements, il faut aussi avancer les avantages d’un mode de vie plus sobre.

Parmi ces pistes pour que les citoyens soient acteurs de la transition énergétique, le rapport propose “d’augmenter le prix de l’aérien, d’interdire progressivement l’ensemble des vols intérieurs lorsqu’une alternative ferroviaire existe, mettre fin aux ventes de véhicules diesels et essences au plus tard en 2035” ou encore de “réduire la vitesse maximale autorisée sur autoroute à 110 km/h”.

Utiliser moins sa voiture, c’est aussi plus se déplacer à pied ou à vélo, pour un impact très positif sur la santé... à condition de pouvoir en effet se déplacer à pied et à vélo ce qui n’est pas possible partout sur le territoire. Le HuffPost 26 octobre 2021

Des militants écologistes interrompent un sommet sur la finance et le climat - BFMTV 26 octobre 2021

Des militants des Amis de la Terre et d'Alternatiba, deux associations de lutte contre le dérèglement climatique, ont mené mardi une action au Climate Finance Day 2021 à Paris, interrompant ce colloque dédié à la finance et au climat. Interruption d'une conférence de Bruno Le Maire

"Macron, Le Maire, il faut choisir, les énergies fossiles ou notre avenir", ont-ils scandé dans l'auditorium principal du Palais Brogniart à Paris, à la fin d'une conférence du ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire. BFMTV 26 octobre 2021

De quoi sont-ils les porte-parole ? Sobriété pour le peuple, tandis que l'oligarchie se goinfre comme jamais. Leur liberté est incompatible avec la nôtre.

Jean-Luc Mélenchon et Yannick Jadot plaident pour une sortie de l’atome, qu’ils jugent coûteux et potentiellement dangereux. Pour défendre cette piste « 100 % renouvelables », insoumis et écologistes invoquent la nécessité d’une « sobriété » énergétique, nécessitant des évolutions voire un changement « radical » de nos modes de vie. (On croirait entendre Bill Gates ou Klaus Schwab ! - LVOG)

Récapitulons : pour atteindre la neutralité carbone à l’horizon 2050, la France doit baisser de 40 % sa consommation énergétique, aujourd’hui basée aux deux tiers sur les énergies fossiles. C’est-à-dire retrouver son niveau de consommation d’énergie de la fin des années 1960. Le pays devra également électrifier massivement (transports, chauffage, industrie) pour remplacer le gaz et le pétrole.

Après un travail de deux ans et demi, le gestionnaire du réseau de transport (RTE) dresse ce lundi les évolutions possibles (mix nucléaire/renouvelables, 100 % renouvelables…) de notre système de production électrique pour les trente années à venir. Dans tous les scénarios envisagés, il estime que la France consommera bien plus d’électricité en 2050 qu’aujourd’hui.

« Le scénario de référence de RTE mise ainsi sur une augmentation de 30 % de la consommation en électricité. Cette stratégie bas carbone repose déjà sur l’efficacité énergétique, avec notamment la rénovation des bâtiments. Donc les candidats doivent expliquer clairement aux Français ce qu’ils mettent derrière ce mot fourre-tout de sobriété. Car en réalité, ça implique de profonds changements, des contraintes, voire des interdictions concernant nos modes de vie », avance Jean-Charles Colas-Roy, député LREM de l’Isère et référent pour la transition écologique.

Pour tenir un scénario sobriété [555 TWh], le rapport de RTE évoque d’autres contraintes nécessaires, comme des limitations de la consommation de chauffage, de climatisation ou d’eau chaude, et l’habitat à espaces partagés.

Cette sobriété aurait un impact sur notre liberté de déplacement, avec la baisse de 30 % du parc automobile. Elle limiterait aussi notre capacité à réindustrialiser le pays, alors que le scénario « réindustrialisation profonde » de RTE mise sur 752 TWh, bien loin du scénario sobriété. 20minutes.fr 27 octobre 2021

Commentaire d'un internaute.

- "Et quid du programme Astrid abandonné par Macron en 2018 - les centrales à neutrons rapides ? Infiniment plus sûres que les centrales classiques et même que les EPR.

C'était aussi pour utiliser les déchets atomiques comme combustible et les transformer en produits très peu dangereux avec une durée de vie radioactive divisée par mille."

Politique. Entre asile d'aliénés et gangs mafieux et criminels.

La santé mentale des Français se dégrade nous dit-on, disons plutôt qu'elle ne s'est pas arrangée. Trois exemples révélateurs.

1 - La preuve, seulement 10 % des Français de plus de 18 ans ont eu des pensées suicidaires entre mars 2020 et juillet 2021. Cette tendance aurait explosé chez les moins de 18 ans selon des relevés effectués par des pédopsychiatres en France et aux Etats-Unis notamment, donc la guerre psychologique menée par l'oligarchie vise aussi les enfants, auxquels elle veut à tout prix injecter sa thérapie génique.

francesoir.fr - « La crise sanitaire a affecté de façon durable et importante la santé mentale de la population », explique Santé Publique France.

Les professionnels constatent une dégradation de certains indicateurs, avec une augmentation des états anxieux et dépressifs. 26 % des Français présentent des signes d'un état anxieux et 16 % ont présenté des symptômes d'un état dépressif.

Les problèmes de sommeil semblent être un des soucis majeurs des Français, puisque 70 % d'entre eux ont déclaré avoir eu des troubles du sommeil au cours des huit derniers jours. Un trouble qui s'accentue au fur et à mesure des mois : en juillet, 50 % des Français déclaraient avoir des troubles du sommeil et 20 % en mars 2020. De plus, une augmentation des pensées suicidaires est dévoilée dans cette enquête : 10 % des Français en ont eu au cours de l'année, contre 5 % en 2020. francesoir.fr 25 octobre 2021

2 - Les Français sont maintenant habitués à l'utilisation des QR codes, pour valider une entrée au théâtre, au cinéma ou même payer des courses. francesoir.fr 25 octobre 2021

LVOG - S'il n'y en a que 10% à avoir eu des pensées suicidaires au cours des 18 derniers mois, on comprend mieux pourquoi...

3 - Et il y a aussi les imposteurs qui pratiquent l'autocensure et le déni.

LVOG - Pour camoufler leur véritable nature réactionnaire, ils sont prêts à aller jusqu'à se faire passer pour des victimes de leur propre idiotie ou feindre l'ignorance des molécules ou protocoles efficaces qui existent pour traiter la covid-19 et ses variants en préventif ou à tous les stades de la maladie.

- François Ruffin : « Même si je sais qu'il y a un business des vaccins Big Pharma, je vais me faire vacciner » - lemediaen442.fr 25 octobre 2021

« Je vais faire ma deuxième dose au CHU d'Amiens, donc je suis pas du tout anti vaccins. Je fais ça parce que j'ai pas envie de passer ma vie à me demander si j'ai chopé le covid. C'est pas que j'ai peur de mourir, puisque tu vois que le taux de décès à mon âge c'est hyper limité. Mais, en revanche, me dire que je vais avoir quinze jours à l'isolement, des séquelles… j'ai pas envie d'avoir ce truc dans ma tête à chaque fois que je serre la main à quelqu'un ou que les gens viennent me crachoter dans le nez parce qu'ils me parlent de super près. Donc j'ai décidé, même si j'ai écrit un bouquin sur Big Pharma, que je sais qu'il y a un business des vaccins… après réflexion, je me suis dit : Ouais ! Je me faire vacciner ! » lemediaen442.fr 25 octobre 2021

LVOG - Notez bien, qu'il ne peut pas ignorer toutes les données qui ont été diffusées par des centaines de blogs, portails, médias en France et dans le monde sur les molécules efficaces pour traiter la covid-19 et ses variants.

Voyez jusqu'où ces personnages ignobles peuvent pousser l'abjection. Tour de passe-passe après avoir rejoint de fait le camp de la vaccination et du passe obligatoire qui a envoyé au chômage des dizaines de milliers de membres du corps médical et d'autres travailleurs en contact avec le public pour avoir refusé de se faire vacciner.

- François Ruffin défend avec émotion les auxiliaires de vie qui ne gagnent pas le Smic - Le HuffPost 24 octobre 2021

LVOG - Quelle comédie, le niveau et la nature de son "*émotion*" n'ont d'égal que l'empathie de Macron envers les masses.

C'est Macron qui va être "content" !

- Jean-Luc Mélenchon se dit "content d'être vacciné" - BFMTV 26 octobre 2021

Le candidat à la présidentielle s'est dit "content d'être vacciné" contre le Covid, tout en réitérant son opposition au pass sanitaire, mardi en Guyane. "J'ai voulu diminuer les risques", a-t-il expliqué. BFMTV 26 octobre 2021

LVOG - Quel connard, salaud !

Quand l'un dit une chose, l'autre dit le contraire ou les deux faces de la même pièce percée des imposteurs.

Ce qui est intéressant dans la crise politique qui parcourent tous les courants politiques, c'est qu'elle révèle les fractures et les contradictions qui les traversent et qui se manifestent bruyamment par des scissions ou des recompositions ou parfois leur disparition... Partant de là, pour justifier leur existence, chaque tendance au sein de ces courants qui peuvent s'être scindés en plusieurs partis politiques doivent à tout prix mettre en lumière ce qui les distingue les unes des autres, mettre en scène leurs désaccords, soit en démolissant systématiquement les positions des autres tendances au sein de leur propre courant, soit en surenrichérissant ou en les ignorant, toutes les manoeuvres et tous les arguments tordus étant permis de part et d'autre, de sorte qu'en observant sur quoi portent leurs désaccords, on s'aperçoit qu'ils en viennent du jour au lendemain à adopter des positions qu'ils dénonçaient ou combattaient la veille encore chez les autres, y compris chez des courants extérieurs au leur.

En l'occurrence ici, le courant trotskyste lambertiste du POI appelle à voter Mélenchon, tandis que le POID s'orienterait vers le boycott de l'élection présidentielles de 2022 ou plutôt, parce que nous avons affaire à des populistes, vers un refus d'y participer en laissant le libre choix à chaque travailleur d'y participer ou non, de manière à ce qu'on ne les accuse pas de se couper des travailleurs qui ont encore des illusions dans les institutions de la Ve République, ce qui au passage ou l'air de rien, et c'est là que se situe l'entourloupe des démagogues, permet de cautionner ces

illusions sans que leurs propres militants n'y trouvent rien à redire, ce qui montrent à quel point ils partagent ces illusions sans en avoir forcément conscience.

Dit autrement, les dirigeants du POID font d'une pierre deux coups, ils ont cocoté une position sur mesure destinée à leurs propres militants de manière à ne pas heurter leur bonne conscience et à ce qu'ils puissent continuer de se présenter en opposant au régime, sans l'affronter ou rompre avec lui, parce qu'il est peu vraisemblable qu'ils iront jusqu'à faire campagne pour le boycott de cette élection et des législatives qui suivront dans la foulée.

Dans le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs, Daniel Gluckstein nous explique "*pourquoi l'élection présidentielle doit être abrogée*", alors que depuis l'instauration du suffrage universel direct pour l'élection présidentielle en 1962 sous la Ve République, jamais ce courant politique n'a appelé au boycott d'une élection présidentielle ou législative, les lecteurs ont le droit de le savoir, l'expression boycott ne figure pas dans l'éditorial de Gluckstein, il n'y figure d'ailleurs aucune position, ni abstention, ni vote blanc, le néant en guise de courage et de clarté, d'honnêteté politique on ne peut imaginer pire !

La position du POI est également fidèle à la nature de ce courant politique.

Déclaration du Bureau national du POI du 23 octobre 2021

Notre position : Votez Mélenchon !

- la candidature de Mélenchon incarne d'ores et déjà la rupture avec le système, avec les politiques menées par tous les gouvernements successifs de la Ve République.

Ils évoquent "*son refus du passe sanitaire et son soutien aux manifestations du samedi cet été*", mais comme il se prononce pour la vaccination pour tous, cela revient à cautionner la vaccination obligatoire...

Combien sont-ils dans ce cas-là, quel gâchis !

J'ai eu l'occasion d'observer, je ne sais plus quand depuis mars 2020, que l'hebdomadaire du POI, Informations ouvrières, avait reproduit le témoignage de la doctoresse Nicole Delépine, qui si je me rappelle bien entretenait depuis longtemps des rapports avec ce courant politique. Or j'ai constaté depuis déjà un moment qu'elle avait abandonné sa sympathie pour l'extrême gauche au profit de l'extrême droite, et ce que je viens de lire dans un article reproduit dans le portail Mondialisation.ca le confirme, voici notamment le passage en question :

Nicole Delépine - Mr Zemmour et ses nombreux partisans, F. Philippot et quelques autres travaillent pour libérer notre France et les Français.

LVOG - Donc je ne raconte pas n'importe quoi.

Question : Pourquoi un médecin comme de nombreux travailleurs sont-ils soudainement sensibles au discours de l'extrême droite ?

Parce que certains pans de la droite et des acteurs politiques d'extrême droite sont pratiquement les seuls courants organisés à s'opposer à la vaccination et au passe obligatoire et manifestent chaque samedi depuis plus d'un an, alors que ce qu'on a appelé la gauche et l'extrême gauche ont préféré se ranger au côté de Macron et de l'oligarchie en faisant la promotion de la vaccination, pas obligatoire, pour tous ou universelle, ce qui revient au même sauf à jouer sur les mots hypocritement. Du coup, tous ceux qui veulent exprimer leur refus de la vaccination et/ou du passe antisocial n'ont pas d'autres alternatives que se retrouver chaque samedi pour ainsi dire côte-à-côte avec des gens ayant adopté l'idéologie de l'extrême droite. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils partageraient cette idéologie, je ne l'ai jamais dit ou insinué contrairement aux scélérats de gauche et d'extrême gauche qui ont proféré cette accusation immonde à leur encontre, pour qu'on oublie leur propre compromission avec Macron ou leur trahison des intérêts des masses.

Si j'ai appelé les lecteurs à descendre dans la rue chaque samedi, ce n'était pas pour participer à des manifestations organisées par l'extrême droite, mais pour qu'ils puissent exprimer leur refus de la vaccination et du passe obligatoire, à eux de se regrouper avec des travailleurs qui ne figurent pas dans les rangs des militants des organisations d'extrême droite ou nationalistes, en queue de manifestation par exemple, et puis ils sont facilement repérables pour les éviter. Cette situation incombe entièrement au POI, POID, NPA et LO notamment, il ne faut jamais l'oublier.

Quand par ailleurs certains syndicats soutenus par des courants se réclamant de la gauche ou de l'extrême gauche organisent ce genre de manifestation, c'est toujours en tenant un double langage, non seulement ils reproduisent le discours officiel sur la pandémie qui tient de la mystification, ils vont jusqu'à vanter les mérites de la vaccination et appeler à vacciner la population de la Terre entière à l'instar des trusts pharmaceutiques et du Forum économique mondial, ce qui est purement et simplement criminel. Vous comprendrez pourquoi nous n'appellerons jamais à y participer, sans condamner les travailleurs isolés qui y participeraient, parce qu'ils n'ont pas conscience qu'on les berne ou qu'on les manipule.

Guerre psychologique et biologique.

Le totalitarisme doit demeurer permanent et planétaire pour "diminuer les risques"...

France.

- "Sinon on aura un hiver catastrophique" : le Pr Gilles Pialoux met en garde - Gala.fr 25 octobre 2021

Comment faire pour éviter une nouvelle vague ? Invité à répondre aux questions de nos confrères de BFMTV ce lundi 25 octobre, le Pr Gilles Pialoux

a tenu à rappeler l'importance des gestes barrières face au Covid-19 : "Il ne faut pas relâcher les campagnes sur les gestes barrières, on a vu l'efficacité de ces gestes barrières", a-t-il déclaré en préambule. Et alors que certains Français ont fait preuve d'un certain relâchement depuis quelque temps, l'infectiologue, régulièrement sollicité depuis le début de la crise sanitaire, a estimé qu'il était capital de ne pas oublier les gestes barrières, de continuer à porter le masque et de respecter les distanciations sociales : "Il faut absolument maintenir ces gestes sinon on aura un hiver catastrophique", a-t-il prévenu. Gala.fr 25 octobre 2021

- Pass sanitaire : Jean Castex et des élus LREM attablés au mépris des gestes barrières ? - 20minutes.fr 25 octobre 2021

Cette photo a été prise lors du campus d'été de la majorité. » Lequel s'est tenu les 2 et 3 octobre à Avignon (Vaucluse). Ce week-end-là, cadres et militants LREM s'étaient réunis pour lancer la campagne présidentielle.

Autour de la table, chargée en assiettes et boissons, les tenues sont décontractées et les mines réjouies. Parmi les convives, serrés les uns contre les autres, on reconnaît le chef du gouvernement... 20minutes.fr 25 octobre 2021

Chine.

- Covid-19 en Chine : reconfinement à Lanzhou, ville de 4 millions d'habitants - France 24 26 octobre 2021

La Chine a fait état mardi, à l'échelle nationale, de 29 nouveaux cas de Covid-19 d'origine locale.

Tous les quartiers d'habitation de la capitale de la province du Gansu vont être soumis à une « gestion fermée » avec un strict contrôle des déplacements, a annoncé mardi la municipalité de Lanzhou, en Chine. Toute sortie à l'extérieur du domicile ne sera désormais possible que pour des « achats de première nécessité », un impératif lié à l'épidémie, ou « un traitement médical d'urgence », précise un communiqué des autorités. France 24 26 octobre 2021

Russie.

Covid-19: le maire de Moscou ordonne le confinement des plus de 60 ans non-vaccinés pour quatre mois - BFMTV 25 octobre 2021

Parallèlement, comme le précise ici Ouest France, il a fixé un cap serré aux entreprises de son territoire: veiller à ce que 80% de leurs salariés soient vaccinés au 1er janvier prochain, et contraindre les autres au télétravail.

Ce tour de vis s'explique par le scepticisme voire l'hostilité des Russes devant la vaccination. Ainsi, comme le note le quotidien de la façade Atlantique, on ne compte que 33% d'individus ayant achevé leur schéma vaccinal. Ce taux atteint même les deux tiers parmi les plus de 60 ans, selon une donnée avancée par le correspondant de Radio France à Moscou ce lundi matin. BFMTV 25 octobre 2021

Autriche.

Covid-19 : l'Autriche confinera les non-vaccinés, les sorties liées à leur vie privée ne seront pas autorisées - lemediaen442.fr 24 octobre 2021

L'étau se resserre pour les non-vaccinés en Autriche. Le chancelier fédéral Alexander Schallenberg et le ministre de la Santé Wolfgang Mückstein ont annoncé de nouvelles mesures en cinq étapes. Voici ce que révèle le journal Der Standard concernant le confinement réservé aux non-vaccinés, une stratégie qui risque bien de traverser les frontières jusqu'en France.

Pas de nouveau confinement à l'échelle nationale pour tout le monde, comme il y en avait eu à l'automne de l'année dernière, mais durcissement pour les personnes non vaccinées : le gouvernement a décidé vendredi soir de nouvelles mesures Covid. Alexander Schallenberg (Parti Populaire autrichien) : « Il doit être clair pour toutes les personnes non vaccinées, qu'elles ne sont pas seulement responsables de leur propre santé, mais aussi de celle de leurs semblables. » « Le système de santé est surchargé, car il y a encore trop d'hésitants et de procrastinateurs qui ne veulent pas se faire vacciner. »

A partir du niveau trois, lorsque le taux d'occupation dépasse 20 pour cent (400 lits), le test antigène perd sa validité dans toute l'Autriche. Cela signifie que seuls ceux qui ont été vaccinés, ceux qui se sont rétablis ou qui ont un test PCR en cours pourront circuler partout. Ce qui est nouveau depuis vendredi, c'est que cette mesure prend effet immédiatement, lorsque la valeur limite est dépassée.

La phase quatre du plan entrera en vigueur lorsque le taux d'occupation sera de 25 % ou que 500 lits de soins intensifs seront occupés. Il sera interdit aux personnes non vaccinées d'entrer dans les restaurants, hôtels, événements, institutions culturelles, équipements de loisirs ou événements sportifs. Ceci s'applique également si un test négatif est présenté — qu'il s'agisse d'un test antigène ou d'un PCR.

En phase cinq, si l'occupation de l'unité de soins intensifs dépasse 600 lits (ou 30 %). Cette étape apporte des « restrictions de sortie » pour les non vaccinés – le verrouillage connu des phases antérieures de la pandémie. Cela signifie que pour ceux qui ne seront pas vaccinés, les sorties pendant leur vie privée ne seront pas autorisées, sauf dans des cas exceptionnels. Les courses pour les fournitures de base ou le chemin du travail sont alors autorisés.

Rappel d'un internaute

- Les arguments essentiels.

- Gravité réelle de la pandémie, majoritairement gériatrique et/ou de la lourde commorbité.

- Disproportion des mesures non pharmaceutiques (toutes sauf le lavage des mains) dont les conséquences humaines, économiques, médicales et sociales sont encore à découvrir.

- Folie médicale et économique de vacciner des milliards de gens pour une maladie dont le taux de mortalité mondial et de 0,05%, avec partout un

âge médian très élevé.

- Folie de cramer 500 milliards d'euros pour faire rester chez eux des gens qui ne risquaient rien, alors que ces ressources auraient pu servir à tant de choses utiles.

- Folie d'affaiblir le système immunitaire des gens (confinements, masques, etc.) histoire de bien les préparer à crever par millions si se présente un agent pathogène vraiment dévastateur.

Lu.

- Et si vous n'êtes pas convaincu de la gravité de la situation, faites comme ce présentateur télé

« Ce présentateur TV ne croyait pas aux risques des vaccins. Quand soudain…

« Il y a trois milliards d'individus vaccinés, (…) croyez-moi, s'il y avait des effets secondaires gravissimes, ça se saurait ! »

Pascal Praud, présentateur de CNews, était sceptique quand l'un de ses chroniqueurs a évoqué les nombreux effets indésirables des vaccins. Sûr de lui, il a alors appelé tous les vaccinés victimes d'effets secondaires à contacter l'émission pour venir témoigner.

Il s'attendait à recevoir tout au plus une poignée de messages. Mais…

CNews a été submergé d'appels… à tel point que Pascal Praud a revu sa position.

Il a même invité un homme à partager son témoignage à la TV.

La femme de cet homme est dans un état critique après s'être fait vacciner. Elle a développé une maladie à prions, une pathologie incurable extrêmement rare en temps normal, qui provoque une dégénérescence rapide du système nerveux.

Pascal Praud a d'ailleurs estimé que ce témoignage tragique était « représentatif » des nombreux messages qu'il a reçus.

Qu'une chaîne TV de l'importance CNews évoque ouvertement les risques liés à la vaccination est une première en France à ma connaissance.

Les médias vont-ils enfin commencer à se réveiller ? »

Chaîne TV américaine prise à son propre « piège » : la chaîne WXYZ-TV Channel 7, filiale d'ABC a lancé un appel sur Facebook pour trouver des histoires de personnes non vaccinées décédées du covid : la chaîne a reçu plus de 255 000 commentaires, dont la plupart concernaient des victimes… de la vaccination !

Parmi les témoignages, Becky : sa tante est décédée une semaine après la vaccination. Ils ont fait le lien entre le décès et le vaccin quand ils ont rendu visite à un autre cousin, dont un proche est aussi décédé dans des circonstances similaires après avoir reçu le vaccin. Krista : elle a déclaré qu'elle connaissait au moins trois personnes décédées peu de temps après avoir été vaccinées.

Maximilien : il connaît un homme de 37 ans qui a été vacciné et est décédé d'un anévrisme cérébral huit jours après avoir reçu le vaccin.

Richard : la fille de 12 ans de son collègue a eu besoin de services médicaux d'urgence lorsqu'elle s'est effondrée une heure après avoir reçu sa deuxième injection.

Jessica : sa mère a subi une crise cardiaque quatre jours après avoir été vaccinée et elle a maintenant un caillot de sang dans les poumons. Quand les médias donnent la parole à la population, on se rend alors compte que la situation est beaucoup moins rassurante que ce qu'on nous dit.

En conclusion, chacun doit informer !

La France est devenu un camp de concentration et un mouroir.

À l'hôpital Bichat, il ne reste que 4 lits sur 28 et 6 infirmières sur 24 pour soigner infarctus et AVC - lemediaen442.fr 29 octobre 2021

Évitez de faire un infarctus ou un AVC du côté de l'hôpital Bichat, vos chances de survie y sont drastiquement diminuées à cause de la politique d'Olivier Véran. En effet, malgré l'envie du ministre de la Santé d'enquêter sur les 20 % de lits fermés dans les hôpitaux — « Le chiffre de vingt pour cent, j'aurais tendance, comme ça, à le contester » —, l'heure est à la désolation dans le milieu de la santé. La catastrophe est en cours. Aux mauvais coucheurs qui s'étonnent de cette bérézina, Oliver Véran réplique avec une certaine légèreté : « Je n'ai pas de médecin caché dans le placard ».

A la bonne heure monsieur le ministre de la Santé ! Après avoir traité les soignants comme des moins que rien, fermé des lits et viré le personnel non vacciné, le résultat est au-delà du déplorable. Non seulement les soignants fuient les hôpitaux, les étudiantes désertent les écoles d'infirmières, une bonne partie des soignants entame une reconversion, mais, pour améliorer la situation, Véran annonce une troisième dose obligatoire. On voudrait liquider l'hôpital public qu'on s'y prendrait pas autrement…

Si le ministre chargé de la Santé souhaite enquêter, nous lui conseillons de se rendre à l'hôpital Bichat et de taper la bavette avec le Pr Pierre Amarenco, chef du service neurologie, qui soigne depuis vingt ans des infarctus et des AVC, mais qui doit se débrouiller avec quatre infirmières sur vingt-quatre et seulement quatre lits ouverts sur vingt-huit. On est évidemment au-delà des vingt pour cent, donc pas besoin d'envoyer les agents spéciaux de NCIS ou Columbo pour mener l'enquête.

« Tout est prêt à fonctionner, mais on n'a pas les infirmières. »

La situation à Bichat est donc la suivante, selon le Pr Pierre Amarenco : « Tout est prêt à fonctionner, mais on n'a pas les infirmières. » « Sur le nord de Paris, les deux grands services neurovasculaires qui reçoivent des AVC ont des difficultés majeures, et les Samu et pompiers doivent envoyer des patients ailleurs […] la plupart du temps on est obligés de leur dire non. » lemediaen442.fr 29 octobre 2021

Pour la vidéo :

https://lemediaen442.fr/a-lhopital-bichat-il-ne-reste-que-4-lits-sur-28-et-6-infirmieres-sur-24-pour-soigner-infarctus-et-avc/

Molnupiravir : Un médicament mutagène à plus de 6 000 euros pour mieux vous achever.

Molnupiravir : Véran se charge d'en faire la publicité, les Français de payer et Big Pharma d'empocher - lemediaen442.fr 29 octobre 2021

Attention ! qu'on se le dise ! un traitement pourrait diminuer par deux les risques d'hospitalisation pour les patients positifs au Covid-19. La France en a commandé 50 000 doses. Il s'agit du molnupiravir de Merck. L'État se charge d'en faire la publicité, les Français de payer et Big Pharma d'empocher. Ce n'est pas le premier anti-covid que commande le ministère de la Santé avant de savoir s'il a la moindre efficacité thérapeutique.

L'intérêt financier pour les laboratoires est en revanche évident. Le molnupiravir a été précédé du remdésivir et du bamlanivimab. De 2020 à 2021, l'arnaque est à peu près toujours la même. Retour en arrière. 2020 : le remdesivir (Gilead)

Avril : aux États-Unis, la FDA (Food and Drug Administration) donne une autorisation d'urgence au remdesivir. Fauci le recommande et Bill Gates aussi (sa fondation possède en 2020 plus de 1,3 million de dollars d'actions Gilead et plus de 3,2 millions de dollars d'obligations Gilead). Une partie de la recherche et développement est financée par les contribuables américains (70 millions de dollars).

15 juillet : en France, l'ANSM lui accorde une autorisation temporaire d'utilisation (ATU).

29 juillet : Première commande européenne : 30 000 traitements (environ 180 000 doses) pour 63 millions d'euros. C'est la première fois que l'Europe paie un médicament au même prix que les États-Unis. Gilead connaît déjà les résultats négatifs d'un essai clinique de l'OMS.

1er octobre : aux Etats-Unis, la FDA retire son autorisation d'urgence.

7 octobre : la commission européenne commande 500 000 traitements (soit trois millions de doses).

15 octobre : les résultats préliminaires de l'essai Solidarity, coordonné par l'OMS, indiquent que le remdesivir est inefficace.

13 novembre 2020 : le remdesivir est pourtant recommandé par la HAS qui tente d'écouler son stock, malgré l'avis défavorable de l'OMS. La HAS ne va quand même pas jusqu'à accorder le remboursement.

Coût du remdesivir : 2 100 € / traitement de 5 jours. Ça c'est le prix de vente. Le coût de fabrication n'est que de 0,93 dollar par dose, soit 5,58 dollars pour un traitement en six doses. Une arnaque à 376 %. Une belle plus-value (ce dernier mot remplace le mot « profit » pas assez valorisant, quoique)…

2021 : le bamlanivimab (Lilly)

22 février : l'ANSM délivre une autorisation temporaire d'utilisation au bamlanivimab. Plusieurs scientifiques et médecins, en l'absence d'études abouties sur son efficacité, sont dubitatifs. Le ministre de la Santé y voit un « espoir nouveau » — au moins pour les affaires du laboratoire Lilly et de la famille Cazeneuve (lire article). Véran en commande des dizaines de milliers de doses. mars : « Comme pour le remdesivir, ce n'est pas un traitement qui fera date, car il a une efficacité faible pour un coût élevé », prédit Bruno Canard, directeur de recherche au CNRS et spécialiste des coronavirus. avril : la distribution du bamlanivimab est interrompue aux États-Unis, faute d'une efficacité suffisante. septembre : une bithérapie est envisagée avec le etesevimabest, puis déconseillée. Exit le bamlanivimab au nom ronflant digne d'un conte des Mille et Une Nuits !

Coût du bamlanivimab : 2 000 euros/traitement

2021 : le molnupiravir (Merck)

Encore un traitement prometteur — il est encore en phase 3 ! Le molnupiravir de Merck réduirait de 50 % le risque d'hospitalisation ou de décès par rapport au placebo. Par rapport à un vaccin censé protéger à 90 %, quel serait son avantage ? Serait-ce une façon de vendre quelque chose, quoi qu'il en coûte, après un éventuel échec des 3e, 4e, 5e doses ? En tout cas, jamais découragé (la sécurité sociale peut payer tant qu'elle existe encore), Olivier Véran a annoncé, mardi 26 octobre, qu'il avait commandé 50 000 doses de molnupiravir pour 30 millions d'euros. Merck a demandé une autorisation de mise sur le marché à l'Agence européenne du médicament.

Merck est responsable de deux scandales

Le Levothyrox, autorisé par l'ANSM en 2017, a provoqué 31 000 effets secondaires (dépression, chute de cheveux), mais pas de morts. Son procès est toujours en cours. En juin 2020 Merck a été condamné à verser 1 000 euros à chacun des 3 000 plaignants. Le laboratoire s'est pourvu en cassation. Une nouvelle action collective a été lancée mardi 14 septembre dans le même dossier, contre l'ANSM. Hors de cette action collective, Merck a été condamné par la première Chambre civile du tribunal de Beauvais à verser 10 000 € de dommages et intérêts à une plaignante, toujours à cause du Levothyrox.

Le Vioxx a causé 88 000 crises cardiaques en cinq ans. On n'en parle plus moyennant le versement par Merck de un milliard de dollars.

Un lanceur d'alerte dénonce la galaxie Merck

Mai : l'immunologiste et lanceur d'alerte en l'occurrence, Rick Bright, dépose plainte contre des fonctionnaires fédéraux des autorités de santé, y compris contre son patron, Robert Kadlec. Il s'est opposé à ce qu'il considérait comme des efforts inappropriés et non scientifiques visant à diriger l'argent des contribuables vers certaines entreprises dirigées par des « copains » ou « à des fins politiques ». Il leur reproche d'avoir ensuite exercé des représailles illégales à son encontre : il a été en effet démis de ses fonctions à la tête de la BARDA. La Biomedical Advanced Research and Development Authority achète et développe des contre-mesures médicales — telles que des diagnostics, des médicaments et des vaccins — pour protéger le public américain à la fois des attaques bioterroristes et des pandémies. OuestFrance explique : « Il a été rétrogradé pour avoir exprimé ses réserves sur la chloroquine, dont Donald Trump vantait les mérites contre le coronavirus. Dommage que OuestFrance se soit arrêté en bon chemin, car ce n'est une toute petite partie du litige. Le principal, si on se réfère à ScienceInsider, est une question de corruption qui aboutit au laboratoire Merck.

Une médiation gouvernementale, celle du Special Counsel, a tenté d'apaiser la colère de Rick Bright. Mais il n'est pas corruptible. Il a refusé de revenir dans une instance gouvernementale et il continue le poil à gratter. Par exemple : « Il ne comprend pas pourquoi on n'a pas fait plus d'efforts pour développer un vaccin ciblant les variantes de Covid. "Je pense que certaines entreprises ont commencé. Mais où est-il et pourquoi ne le déployons-nous pas, au lieu d'une troisième dose ou d'une dose de rappel du même vaccin, alors que nous savons que le virus qui circule principalement s'est éloigné de la souche originale de Wuhan", a-t-il déclaré. Le Dr Bright pense également que l'on ne fait pas assez d'efforts pour comprendre pourquoi les cas de "percée vaccinale" — où des personnes ont développé Covid malgré un double vaccin — se produisent. »

La recherche aux frais des contribuables

Depuis 2016, le Dr Rick Bright dirigeait la BARDA avec un budget de 1,6 milliard de dollars récemment augmenté de 3,5 milliards de dollars pour la réponse au covid-19.

En novembre 2019, il rencontre le chimiste de l'université Emory, George Painter, PDG de DRIVE (Drug Innovation Ventures at Emory), un organisme à but non lucratif appartenant à l'université qui développe l'EIDD-2801, une version d'un médicament antiviral vieux de 40 ans. Painter a amené avec lui un consultant, John Clerici, un avocat. Ils font pression, ainsi que Kadlec (le chef de Bright), pour recevoir des subventions de l'État. Bright refuse car l'université Emory avait déjà reçu 26 millions de dollars. Ils présentent l'EIDD-2801 comme un « remède miracle », mais Bright préfère attendre les résultats d'un essai de sécurité sur l'homme : « des médicaments expérimentaux similaires de cette classe avaient montré qu'ils provoquaient une toxicité reproductive chez les animaux, et la progéniture des animaux traités était née sans dents et sans certaines parties de leur crâne ».

Le 20 avril 2020, Rick Bright est mis dans un placard à la BARDA.

Les big profits de Big Pharma

En mars 2020, DRIVE a entre-temps vendu la licence du médicament à Ridgeback Biotherapeutics pour un montant non divulgué. Cette dernière société a été fondée par deux anciens gestionnaires de placements. Ils ont donc profité d'un médicament dont les recherches ont été financées par le gouvernement, à seule fin de faire des bénéfices. Un investissement est vite rentabilisé puisque, en l'espace de trois mois seulement, Ridgeback vend à Merck les droits mondiaux de l'EIDD-2801. Merck prend finalement en charge le développement du molnupiravir et reçoit — ô miracle ! — de nouveaux fonds fédéraux.

En septembre 2021, la BARDA (débarrassée de Rick Bright, ouf !) achète 1,7 million de traitements de cinq jours pour un montant de 1,2 milliard de dollars, soit 700 dollars par traitement. Et voilà comment, sous une pluie de billets verts, le molnupiravir est passé de Drive à Ridgeback Biotherapeutics, pour finalement tomber dans les bras accueillants de Merck.

Coût du molnupiravir : plus de 6 000 euros le traitement de 10 doses.

Les scientifiques : médicament toxique

« Dieu merci, quelqu'un tire la sonnette d'alarme à propos de l'EIDD-2801, dit Raymond Schinazi, chimiste. On ne développe pas un médicament qui est mutagène. Point barre. » Il fait remarquer que son ancienne société pharmaceutique, Pharmasset, l'avait abandonné en 2003 après avoir découvert ses propriétés mutagènes.

Bruno Canard, directeur de recherche au CNRS et spécialiste des coronavirus, appelle à la prudence : « C'est un mutagène si puissant qu'il est soupçonné d'être toxique non seulement pour le virus mais pour la cellule hôte, avec un risque cancérigène. »

Même le laboratoire Merck signale dans les résultats intermédiaires de l'étude de phase 3, des effets secondaires — sans en préciser la nature.

Les corrompus : médicament prometteur

Si les résultats des essais de phase 3 Merck sont exacts, ils sont considérés comme « très intéressants » par Yazdan Yazdanpanah, le chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital Bichat qui a reçu 134 773 euros de laboratoires. [NDLR : Je dirais même plus : « Si c'est vrai, c'est pas faux ».]

Aux Etats-Unis Anthony Fauci, conseiller de la Maison-Blanche sur la crise sanitaire, a estimé que les données de l'essai clinique étaient « impressionnantes ». C'est lui qui a nié devant les sénateurs américains que les recherches de Wuhan avaient été financées par les NIH (National Institutes of Health) qu'il dirigeait. D'ailleurs il estime que toute cette pandémie est entièrement la faute d'une chauve-souris toute bête. On peut donc le croire, tout comme Olivier Véran quand il nous dit que le molnupiravir est un médicament prometteur ! Vous avez aimé le remdesivir et le bamlanivimab, vous allez adorer le molnupiravir ! lemediaen442.fr 29 octobre 2021

Quand l'apartheid devient républicain.

Passe sanitaire : les sénateurs le limitent aux départements les moins vaccinés - Publicsenat.fr 27 octobre 2021

Les sénateurs ont adopté en commission des lois le texte prolongeant le passe sanitaire. Ils ont limité au 28 février la possibilité de sa prolongation, contre le 31 juillet prévu par le gouvernement.

« Nous acceptons le principe de reconduction des outils d'exception que réclame le gouvernement pour lutter contre l'épidémie, mais nous l'accompagnons d'une exigence démocratique », expliquait déjà lundi à Public Sénat le sénateur de la Manche.

Autre modification de taille : l'amendement de Philippe Bas « ne reconduit la possibilité d'utiliser cet outil que dans les seuls départements où moins de 75 % de la population est vaccinée contre la covid-19 et où une circulation active du virus, mesurée par un taux d'incidence élevé, sera observée. Les activités concernées seraient plus restreintes que dans le passe sanitaire établi en juillet dernier, là où le port du masque ne peut raisonnablement être exigé », stipule l'amendement. « Ce que je propose, c'est un système vertueux qui adapte l'incitation aux territoires : nous disons aux gens que pour se libérer du passe, il suffit d'aller se faire vacciner », fait valoir l'ancien président de la commission des lois.

« On pourra demander encore le passe pour les restaurants, cafés, discothèques », précise à notre micro Philippe Bas, selon qui « la vraie question, c'est est-ce que je dois retirer mon masque ou pas ? Partout où je peux garder mon masque, comme une salle de cinéma, il n'est pas indispensable de mettre en place le passe sanitaire. Partout où je ne peux mettre de masque car je vais consommer ou être dans une situation de très grande promiscuité, comme un exercice sportif ou la danse, là il faut maintenir le passe, mais uniquement dans les départements où on n'est pas assez vacciné ».

Le texte prévoit aussi de prolonger le régime de sortie de l'état d'urgence, qui permet au gouvernement de prendre une série de mesures d'exception pour lutter contre le virus. Elles sont connues : couvre-feu, interdiction de certains déplacements, fermeture d'établissements recevant du public, interdiction des rassemblements. Publicsenat.fr 27 octobre 2021

Commentaire d'un internaute.

- On vit une époque formidable

- Le fabricant de vaccins n'est pas responsable

- Le gouvernement n'est pas responsable

- Le vaccinateur n'est pas responsable

Mais si vous refusez vous êtes irresponsable !

Y'a pas à négocier !

- David : « La position martiniquaise est la suivante : ni pass sanitaire ni injection obligatoire. Y'a pas à négocier ! » - lemediaen442.fr 28 octobre 2021

Depuis le début de la crise, les Antilles nous montrent un visage de guerrier et de solidarité face à cet ennemi puissant qu'est la dictature sanitaire. Loin de se cantonner en simples manifestations, les soignants et le peuple dans son ensemble ne fléchissent pas — à l'instar de Valérie Adèle —, face aux menaces. Ils ne se vaccineront pas et n'accepteront pas le passeport sanitaire.

Avec un taux de plus de 70 % de non vaccinés, le gouvernement peine à appliquer sa dictature par le consentement (forcé). Voici une vidéo de David, un militant martiniquais qui explique le succès de cette force : « La position martiniquaise est la suivante : aucun pass sanitaire ici, aucune injection obligatoire ici, c'est clair ! Y'a pas à négocier. A partir de là, le peuple s'est exprimé depuis le début de la crise. On est contre cette politique que l'on veut nous imposer, contre cette dictature que l'on veut imposer en Martinique. On est plus de 70 % à avoir dit aux gens de garder leurs affaires (piqûres) et de se piquer avec si il veulent. En Martinique on a dit non, en Guadeloupe on a dit non, en Guyane on a dit non ! lemediaen442.fr 28 octobre 2021

https://lemediaen442.fr/david-la-position-martiniquaise-est-la-suivante-ni-pass-sanitaire-ni-injection-obligatoire-ya-pas-a-negocier/

Soutenir la vaccination, c'est criminel !

- La star équestre australienne Cienna Knowles hospitalisée avec des caillots sanguins après le vaccin Pfizer - lemediaen442.fr 26 octobre 2021

Après s'être entendu dire : pas de vaccin, pas de travail, la star équestre Cienna Knowles, une jeune sportive Australienne de 19 ans, a fait sa deuxième dose de vaccin le jeudi 21 octobre à 10 heures et dans la nuit, l'enfer a commencé, comme elle en témoigne sur Instagram : « Cette nuit-là, je me suis réveillée tellement malade avec des vomissements, fièvre, sueur, palpitations cardiaques, maux de tête, douleurs musculaires et articulaires, vision floue, c'était l'enfer. J'avais tellement mal à ce stade, je savais que quelque chose n'allait vraiment pas. »

Le lendemain, son médecin envoie Cienna Knowles d'urgence à l'hôpital : « J'ai été dans le service respiratoire avec des caillots dans mes jambes, mon estomac et mes deux poumons. La quantité de caillots sur mes poumons équivaut à avoir des côtes cassées, donc douloureuses et des difficultés à respirer. »

La jeune femme regrette aujourd'hui ce choix de la vaccination pour garder son travail chez Toyota Australia. « C'est fou la vitesse à laquelle je suis passée d'une jeune fille de 19 ans qui n'avait jamais eu aucun problème de santé. J'avais un travail à plein temps, j'entraînais des chevaux et je les montais tous les jours. Et on me l'a enlevé après ma deuxième vaccination Pfizer. Mes poumons sont pleins de caillots sanguins et mon cœur a été soumis au stress. Ma nouvelle normalité, c'est d'avoir maintenant un médecin pneumologue, un médecin cardiologue, des analyses de sang, des scanners du corps entier, des ultrasons sur mon cœur et mes poumons. Pour un vaccin que j'ai reçu parce que c'était la bonne chose à faire — et

que je n'ai jamais voulu recevoir parce que j'avais vraiment peur de courir un risque. J'aurais aimé ne jamais l'avoir fait et retrouver mon corps sain. »

Pour voir la vidéo :

https://lemediaen442.fr/la-star-equestre-australienne-cienna-knowles-hospitalisee-avec-des-caillots-sanguins-apres-le-vaccin-pfizer/

"Il s'agit en vérité, d'une guerre civile."

Giorgio Agamben : « Qu'est donc une société qui ne reconnaît pas d'autre valeur que la survie ? » - nouvelobs.com 27 avril 2020

BibliObs : depuis le début de l'épidémie de Covid, le philosophe italien Giorgio Agamben fait entendre une voix dissidente. Dans un premier texte, mis en ligne le 26 février, il dénonçait « l'invention d'une épidémie » et énumérait les nombreuses privations de libertés induites par le confinement : « Il semblerait que, le terrorisme étant épuisé comme cause de mesures d'exception, l'invention d'une épidémie puisse offrir le prétexte idéal pour les étendre au-delà de toutes les limites. »

Dans un autre texte mis en ligne début mars, il estimait que « les dispositions récentes transforment en fait chaque individu en un infecteur potentiel, exactement comme les lois sur le terrorisme considéraient, de facto et de jure, chaque citoyen comme un terroriste potentiel. » Enfin, le 17 mars, sous le titre « Eclaircissements », il publiait le texte dont nous proposons ci-dessous la traduction en français. Le philosophe y analyse le Covid à la lumière du concept de « vie nue », qui est au cœur de son travail philosophique. La « vie nue », c'est l'opération qui consiste à séparer la vie biologique des autres fonctions : la vie sensitive, la vie intellectuelle, mais aussi la vie politique.

Spécialiste de Heidegger et de Carl Schmitt, l'italien Giorgio Agamben, 78 ans, est une figure majeure de la philosophie européenne.

Extrait.

Giorgio Agamben - La peur est mauvaise conseillère, mais elle fait apparaître de nombreux éléments qu'on pouvait faire semblant de ne pas voir. Le premier élément que la vague de panique qui a paralysé notre pays montre avec évidence, c'est que notre société ne croit plus en rien sinon à la vie nue. Il est clair maintenant que les Italiens sont disposés à tout sacrifier ou presque : leurs conditions normales de vie, leurs rapports sociaux, leur travail et jusqu'à leurs amitiés, leurs affections ainsi que leurs convictions religieuses et politiques pour ne pas tomber malade. La vie nue – et la peur de la perdre – n'est pas quelque chose qui unit les hommes, mais qui les aveugle et les sépare. Comme dans la peste décrite dans « Les Fiancés », le roman de Manzoni, les autres êtres humains apparaissent seulement comme des pestiférés (Manzoni recourt au terme untore), qu'il faut éviter à tout prix, et qu'il faut tenir à au moins un mètre de distance.

Les morts – nos morts – n'ont pas le droit à des funérailles et on ne sait pas même vraiment ce qu'il advient des cadavres des personnes qui nous sont chères. Nos prochains ont été effacés et il est étonnant que les églises ne disent rien à ce propos. Que peuvent bien devenir les rapports humains dans un pays qui s'est habitué à vivre de cette manière pour une période dont on ne sait pas très bien combien de temps elle va durer ? Et qu'est donc une société qui ne reconnaît pas d'autre valeur que la survie ?

L'autre élément, qui n'est pas moins inquiétant que le premier et que l'épidémie fait apparaître en toute clarté, c'est que l'état d'exception, auquel les gouvernements nous ont depuis longtemps habitués, est désormais la condition normale. Il y a eu par le passé des épidémies plus graves, mais personne n'avait jamais imaginé déclarer pour autant un état d'urgence comme celui-ci qui nous interdit tout, et même de nous déplacer.

Les hommes se sont si bien habitués à vivre dans une condition de crise pérenne et de pérenne urgence qu'ils ne semblent pas même se rendre compte que leur vie a été réduite à une condition purement biologique et qu'elle a perdu toute dimension sociale et politique et même toute dimension humaine et affective. Une société qui vit dans un état d'urgence pérenne ne peut être une société libre. Et, de fait, nous vivons dans une société qui a sacrifié la liberté aux supposées « raisons de sécurité » et qui, pour cette raison même, s'est condamnée elle-même à vivre dans un état de peur et d'insécurité pérennes.

Il n'est pas étonnant qu'on évoque la guerre à propos de ce virus. Les mesures d'urgence nous obligent en effet à vivre dans des conditions de couvre-feu. Mais une guerre livrée contre un ennemi invisible qui peut se loger dans le corps de chaque homme n'est-elle pas la plus absurde des guerres ? Il s'agit en vérité, d'une guerre civile. L'ennemi n'est pas à l'extérieur de nous. Il est à l'intérieur de chacun de nous. (La guerre civile est une guerre de classes. - LVOG)

Ce qui inquiète, alors, ce n'est pas tant, ou pas seulement le présent, mais c'est ce qui va venir après. Ainsi, tout comme les guerres ont laissé en héritage à la paix une série de technologies néfastes, des fils barbelés aux centrales nucléaires, de la même manière il y a fort à parier que l'on tentera de poursuivre après l'urgence sanitaire les expérimentations que les gouvernements n'avaient pas réussi jusqu'ici à mener à bien : fermer les universités et les écoles et faire des leçons par internet, arrêter une bonne fois pour toutes de se réunir et de parler ensemble d'arguments politiques ou culturels, se contenter d'échanger des messages digitaux, et partout où c'est possible, faire en sorte que les machines remplacent enfin tout contact – toute contagion – entre les êtres humains.

Le rapport officiel qui dévoile la mystification ou tue nette la pandémie.

Italie : un rapport révèle que seuls 2,9 % des morts du Covid-19 ont succombé uniquement au virus - francesoir.fr 29.10

https://www.francesoir.fr/societe-sante/italie-seuls-29-des-morts-du-covid-19-ont-effectivement-succombe-au-virus

Selon le dernier rapport de l'Institut supérieur de la santé (ISS) italien, seules 2,9 % des 130 468 des morts officiellement attribuées au Covid-19 depuis février 2020 seraient effectivement dues à la maladie. En effet, il apparaît que 97,1 % des personnes décédées présentaient déjà entre une et cinq pathologies avant d'être touchées par le coronavirus. 67,7 % en présentaient au moins trois, et 18 % au moins deux.

Dans le détail, l'ISS indique que 65,8 % des Italiens officiellement décédés du Covid-19 étaient atteints d'hypertension artérielle. 29,3 % souffraient également de diabète, 24,8 % et 23,5 % de démence. Plus encore, 16,3 % avaient eu un cancer au cours des cinq dernières années, 15,7 % souffraient d'insuffisance cardiaque, 24,8 % de fibrillation auriculaire, 28 % de cardiopathie et 17,4 % de Bronchopneumopathie chronique obstructive. Enfin, ils étaient 11,5 % à avoir déjà fait un AVC.

"Si ce n'est pas le virus qui tue les Italiens, alors pouvez-vous m'expliquer pourquoi la science a imposé tout ce que nous avons vu en ces 18 derniers mois ? Des masques, la distanciation, le confinement et ainsi de suite ?", s'est ému Franco Bechis dans les colonnes du quotidien italien Il Tempo.

On aimerait bien voir la même question posée par les éditorialistes de la presse française "mainstream". On ne les a pas beaucoup vus rappeler, qu'en France, 65% des victimes du Covid-19 (chiffres datant d'avril 2021) et 85 % des personnes admises en réanimation (chiffres du 23 septembre 2021) présentaient au moins une comorbidité. Notons d'ailleurs que les comorbidités ne semblent pas être comptabilisées de la même façon en France qu'en Italie pour aboutir à une telle différence.

Commentaires d'internautes

1- Cet article montre juste que peu de personnes sans comorbidités sont morts du covid, mais pas qu'ils ne sont pas morts du covid. D'autre part, il manque une donnée importante qui est la proportion de gens de plus de 50 ans avec des comorbidités. Avec ce genre de données, il y aurait de quoi discuter.

2- D'autres pays avant l'Italie étaient arrivés sensiblement aux mêmes résultats : USA, Royaume uni, Portugal. Les morts DU Covid ne dépassant jamais les 5 %.

Or, quand John Ioanidis annonce une létalité (confirmée par l'OMS) de 0,15 % pour cette maladie, cela signifie que sur 10 000 personnes testées positives il y a eu 15 décès AVEC le Covid. Donc, au pire, 1 décès DU Covid. Je vous laisse calculer la létalité nette.

Et on a mis la planète sur la tête pour ÇA

3- Extrait d'un article du Figaro en date du 19/01/2021 : "D'après les données de certification électronique des décès, l'âge moyen des victimes du Covid est de 82 ans et la moitié des morts ont plus de 85 ans." https://www.lefigaro(point)fr/sciences/plus-de-90-des-deces-du-covid-19-surviennent-chez-les-plus-de-65-ans-20210119

"L'espérance de vie à la naissance atteint 79,2 ans pour les hommes et 85,3 ans pour les femmes, selon l'Insee" Ce qui correspond à l'espérance de vie moyenne en France. Je vais vous donner un gros scoop : l'être humain n'est pas éternel !

Les personnes du 4ème âge et en fin de vie ont forcément des comorbidités et font des complications pour n'importe quoi, et ce ne sont les personnes jeunes ou d'âge mur qui ont un petit souci de santé qui font des complications car elles ne sont pas en fin de vie, d'où que pour faire grossir les chiffres décès "covid", pour leur propagande de peur, les autorités ne pouvaient que prendre des personnes du 4ème âge et en fin de vie, qui avaient soit un cancer ou autre maladie très grave qui les amenait à une mort à court terme et qui pouvait leur causer des complications dont respiratoires en période de rhumes et grippes, et dont elles avaient été testées positives avec les tests PCR bidons.

4- Dès le premier confinement des vidéos ont circulé dans plusieurs pays montrant des hôpitaux vides alors qu'on nous montrait à la télé des images d'hôpitaux pleins et il se trouve que j'ai vu une vidéo d'une Tv allemande où il était dit que des films tournés (mises en scènes) et images étaient achetés à des boîtes qui les fournissaient aux journalistes. Quand on voit des films de gens en réa et qu'on a soi-même été voir quelqu'un en réa on a compris que ces films étaient des mises en scènes car on n'entre pas en réa comme ça. Ca se fait au compte goutte et on doit enfiler des combinaisons et chaussons et se laver les mains et on ne peut pas rester longtemps.

Il y a eu aussi des vidéos américaines et canadiennes où des gens dénonçaient les médecins qui comptait en covid des gens en phase terminale de cancer ou tout autre maladie. Récemment à la Martinique les médecins du samu appelé pour un voisin de ma soeur en pleine crise d'asthme ont carrément écrit sur leur fiche "covid" et on voulu l'emmener à l'hôpital, mais sa femme a refusé en disant que c'était une crise d'asthme et qu'il fallait lui faire une piqûre pour la faire cesser, mais ils ont refusé, alors elle leur a dit qu'elle le ferait elle-même et demandé le matériel et elle l'a fait et la crise à cessé. Ils sont repartis bredouille. Autre chose aussi ils comptent tous ceux qui sont malades de la dengue épidémique à partir de Mai comme covid, ça permet au gouvernement de dire que tout va mal aux Antilles. Le coronacircus peut donc durer encore longtemps tant que les gens ne se réveillerons pas. Je pense que le pass sanitaire en rendant la vie d'avant à la masse les a en même temps poussé dans un sommeil encore plus profond.

5- L'ISS Jenna est un institut technico scientifique au service du ministère de la santé et qui conduit des recherches, des expérimentations, qui procède également à des contrôles en matière de santé publique. Il est bien évident que ce rapport émanant d'un organisme publique pose problème aux tenants du covidisme tant il contredit la pertinence des mesures, absolument démentes, qui ont été prises en Italie début 2020 et qui perdurent aujourd'hui.

6- En fait il faut rester calme, cohérent et exiger de soi-même et des autres une certaine honnêteté intellectuelle.. Plutôt que de mettre le lien vers l'étude en italien (que tout le monde ne comprend pas forcément), il faudrait aussi mettre le lien du site officiel de l'ISS : https://www(point)iss(point)it/web/guest/primo-piano/-/asset_publisher/3f4alMwzN1Z7/content/id/5868665

L'iss a bien publié des statistiques, mais elle précise: ceci : Le rapport ne précise pas que seulement 2,9% des décès attribués au Covid-19 sont dus au virus. Le pourcentage de 2,9%, également rapporté dans les éditions précédentes, fait référence au pourcentage de patients décédés avec positivité pour le SRAS-CoV-2 qui n'avaient pas d'autres pathologies diagnostiquées avant l'infection. De plus, le chiffre est confirmé par l'observation faite depuis les premiers stades de la pandémie et largement rapportée dans diverses études et rapports nationaux et internationaux également par l'ISS, que le fait d'avoir des maladies préexistantes (? concomitantes) est un facteur de risque.

Les rapports conjoints ISTAT-ISS établis sur la base des certificats de décès montrent que le COVID-19 est la cause directement responsable de décès dans 89 % des décès de personnes positives au test SARS-CoV-2

Donc pour résumer, L'ISS publie une étude qui signale 2.9% des 130 468 sont morts uniquement du COVID. De l'autre, officiellement et en totale contradiction, il écrit que "non Le rapport ne précise pas que seulement 2,9% des décès attribués au Covid-19 sont dus au virus" mais oui 2.9% c'est le "pourcentage de patients décédés avec positivité pour le SRAS-CoV-2 qui n'avaient pas d'autres pathologies diagnostiquées avant l'infection". Encore une fois, les instances officielles jouent sur les mots, entretiennent le flou et se noient dans des explications qui ne sont objectivement et intellectuellement pas du tout convaincantes.

La seconde fourberie intellectuelle, est d'affirmer sans apporter de preuves, "que le COVID-19 est la cause directement responsable de décès dans 89 % des décès de personnes positives au test SARS-CoV-2" . On sent là qu'ils essayent de se rattraper, en affirmant quelque chose que personne ne peut vérifier. Je le demande aux médecins présents ici : savez vous si cela est facilement vérifiable ?

Pour être totalement honnête, il faudrait ressortir les chiffres annuels des morts de la grippe dans le monde (jusqu'à 600 000 en moyenne) et dire si ces morts sont dues uniquement à la grippe ou non.. Avec le COVID, même s'il y a comorbidité, c'est toujours elle qui est considérée comme la maladie principale. Les médecins présents devraient apporter des preuves concrètes que les médecins et hôpitaux sont payés et ont des "primes" pour déclarer des morts COVID.

Maintenant, reste à prouver lors des autopsies que quelqu'un mort avec plusieurs maladies est décédé "principalement" du COVID.

Pour finir, il faudrait ajouter à cela une autre information capitale, sur ces 130 468 décès "principalement morts du COVID", combien étaient réellement vaccinés ?? Une fois cette information connue, il restera à déterminer si c'est le COVID ou le vaccin qui a tué ces personnes. Ces rapports, autant que les articles contradictoires qui les citent, sont d'une médiocrité telle que finalement on n'avance pas dans le débat..

7- Il y a (au moins) deux cases possibles pour la cause du décès dans les systèmes suivant ces statistiques médicales, l'une cause "principale", l'autre pouvant contenir la ou les causes "secondaires".

Dans le cas évoqué, la cause principale est probablement "Cancer" (mais cela peut dépendre de l'état de la personne), avec une cause secondaire "Covid".

Mais, depuis mai 2020, les consignes sont de mettre uniquement la cause "Covid" dès que la personne est "positive Covid"... et même depuis quelques mois, le seul avis d'un médecin suffit pour mettre la cause "Covid", même si le test est négatif.

Les statistiques officielles précisent qu'elles recensent les "décès avec le Covid", sans distinguer si le Covid est la cause principale ou secondaire, voire juste un test "positif" sans les symptômes.

Alors que, inversement, un décès suite à une injection "vaccin Covid" n'est que très rarement analysée pour savoir si la cause est ou non cette injection, par défaut, ce n'est pas la cause. Et les rares analyses faites sur quelques cas recherchent toutes les causes possibles, et exclu systématiquement l'injection dès qu'une autre cause est envisageable, même si c'est tiré par les cheveux (notamment des allergies subites semblent souvent être avancées).

C'est juste ce "deux poids, deux mesures" que je critique.

8- Je l'ai déjà dit ici depuis longtemps, ma nièce chef de clinique en cancérologie en Allemagne recevait chaque semaine en 2020 et jusqu'à cet été la visite d'un nocquard du ministère de la santé du Land, qui insistait pour que les décès de la semaine soient tous estampillés "covid" ou au moins "suspicion de covid". Alors, c'est une évidence, et sans doute valable dans tous les pays OCDE, plein de gens morts du cancer terminal (surtout poumons, œsophage) ont été comptabilisés "covid", juste pour les primes !

9- En ce qui concerne les Ehpad, on peut au moins affirmer que 100% de nos petits vieux qui y sont décédés sont morts à cause du covid. Mais pas que?

Si je résume bien, premiers symptômes, ils sont confinés dans leurs chambres avec l'inutile Doliprane mais sans le soutien de leurs familles, priées de les laisser mourir tranquilles. Leur santé se détériore rapidement. Les directeurs d'Ehpad reçoivent alors comme consignes de garder leurs malades, afin de ne pas saturer les urgences de nos hôpitaux. On parle alors de médecine de guerre, avec des trémolos dans la voix, de celle qui oblige à faire des choix terribles... Bien entendu, on ne parlera pas des milliers de lits fermés durant les dernières décennies, et qui auraient pu les accueillir nos petits vieux. Puis, afin de "soulager" nos vieux malades, dans un élan d'une grande mansuétude, c'est Rivotril qui s'y colle. Mais j'ai un doute. Pourquoi administrer à des personnes souffrant d'insuffisance respiratoire un produit dont la première contre-indication est : Ne pas administrer à un patient souffrant d'insuffisance respiratoire grave ?

J'espère un jour une étude/enquête sérieuse à propos des aides qui ont été fournies au Covid dans nos Ehpad, et ce - apparemment - afin de lui faciliter sa basse besogne.

10- Pour faire gonfler les chiffres des décès "covid", ils ont pris plus précisément, des décès de personnes du 4ème âge, déjà très malades, en fin de vie (car il ne s'agissait pas de personnes jeunes ou d'âge mûr qui souffraient simplement de diabète, les décès qu'ils ont mis sur le compte du "covid", c'étaient des personnes du 4ème âge, très malades, en fait, en fin de vie, moyenne d'âge décès "covid" : 82 ans), dont ils ont en plus tout fait pour qu'elles meurent plus rapidement en ne les soignant pas (et en leur prescrivant du Rivotril) avec les traitements habituels contre les infections respiratoires, qu'ils ont mis leur décès sur le compte du "covid" en 2020. Et comme maintenant, la très grande majorité de la population est vaxxinée, ils ne font plus grossir les chiffres des décès "covid", ils n'en ont plus besoin, car ils veulent faire croire que les vaxxins sont efficaces. Ils manipulent les chiffres comme ils veulent. Et à côté de ça, ils cachent les effets secondaires des vaxxins et la surmortalité qui augmente, qui vient de la dictature "sanitaire" dont des injections géniques toxiques inoculées massivement à la population.

11- Ce n'est même pas certain que ces personnes comptabilisées comme mortes du "covid", avaient le "covid". D'ailleurs, les tests PCR sont totalement bidons en plus donc c'était impossible de savoir par ces tests si elles avaient attrapé tel virus de rhume qui leur a causé telles complications. Elles ont fait des complications respiratoires en période de rhumes qui auraient pu être soignées par les traitements habituels. Toutes ces personnes en fin de vie n'auraient pas pu être soignées avec les traitements habituels, mais certaines d'entre elles, si, et donc elles auraient pu vivre un peu plus longtemps mais cependant, il ne leur restait pas longtemps à vivre.

12- Tout à fait d'accord mais la surmortalité anormale de classes d'âge plutôt jeunes (12-17 ans, 18-39 ans) va apparaître dans les statistiques démographiques et ne pourra pas être cachée longtemps, car le lien avec les injections sera établi. Des décès, des accidents graves de jeunes gens ou de personnes adultes, faisant suite aux injections,pour l'instant peu médiatisés, et pour cause, ne pourront plus être considérés longtemps comme des coïncidences.

Quelques articles pour alimenter la réflexion.

Pourquoi ont-ils assassiné John F. Kennedy ?

LVOG - Dans cette causerie on va être très politiquement incorrect et être condamné à l'enfer par les populistes d'extrême gauche qui y verront une violation de l'orthodoxie socialiste, ce que je récuse par avance évidemment. Je n'y peux rien si pour trouver des données ou informations, ainsi que des articles qui mettent en relief un certain nombre de faits ou de rapports de manière pertinente, il faut en passer par des sources extérieures au mouvement ouvrier, qui plus est sont ouvertement de droite, comme par exemple les libertariens du Parti républicain aux Etats-Unis.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en dehors de très rares exceptions, ce qu'on avait appelé la gauche a totalement fusionné avec la droite, et à l'occasion de la crise actuelle l'extrême gauche l'a rejointe. Dorénavant nous ne ferons pas comme si elles n'existaient pas, puisqu'elles nous sont tout simplement d'aucune utilité pour mener notre combat en défense de nos droits et nos libertés individuelles et collectifs, démocratiques ou politiques, il ne reste plus qu'à les ignorer.

Nous avons besoin d'articles simples, clairs, faciles à lire ou accessibles à tous, qui s'en tiennent aux faits au lieu de dérouler de la propagande, une théorie ou un programme, car ce que les lecteurs ont besoin en premier lieu c'est de pouvoir se faire eux-mêmes une idée de la situation, pour ensuite soutenir ou adopter telle ou telle orientation ou organisation politique, s'engager éventuellement ou participer à des actions en parfaite connaissance de cause, librement, voilà ce qui est indispensable à chaque lecteur, travailleur, militant.

Je n'ai pas le temps d'écrire en plus ce genre d'articles, donc je reproduis ce que je trouve plus ou moins par hasard sur le Net, et qui semble convenir le mieux aux besoins des lecteurs tels que je viens de les énoncer.

Pourquoi publier ce témoignage ? Parce qu'il est d'actualité. Mais Kennedy incarnait nos ennemis, l'impérialisme américain, certes, certes, mais dites-moi tous les dirigeants de la pseudo-gauche et extrême gauche en France qui ont adopté la vaccination pour tous donc le passe, ils incarnent quoi sinon les intérêts de l'oligarchie financière qui trône au sommet du capitalisme mondial, ce n'est pas eux qui rédigeraient un tel document ou publieraient le discours de Kennedy car ce serait trop compromettant pour Macron et pour eux aussi qui le soutiennent.

Cela signifie, que dans ce discours Kennedy incarnait plutôt les intérêts du peuple américain et en particulier la classe ouvrière et les classes moyennes plutôt que la classe des capitalistes, on peut donc reproduire son discours sans se compromettre, cette position est fidèle aux intérêts de notre classe et au socialisme.

Le discours de John F. Kennedy révélant l'existence des sociétés secrètes 10 jours avant son assassinat ! - lemediaen442.fr 24 octobre 2021

En ces temps où le Covid fait apparaître en pleine lumière le mensonge, où des forces peuvent agir dans tous les pays du monde dans un timing parfait, afin de mettre en place restrictions, confinement… où les géants d'internet s'associent aux gouvernements du monde et aux laboratoires pharmaceutiques, afin que la liberté d'expression soit strictement encadrée… où Joe Biden retarde la publication des dossiers d'assassinat de JFK à cause de la pandémie de covid-19…

Voici le discours de John F. Kennedy, donné le 12 novembre 1963 à l'université de Columbia, dix jours avant son assassinat le 22 novembre 1963. Un discours où les mots de JFK prennent vie en ces jours troubles que nous vivons depuis le début de cette pandémie. Ce sont les paroles d'un homme qui a eu le courage d'alerter ses concitoyens en son temps et qui vous avertit, vous, 58 ans plus tard, d'ouvrir les yeux.

« Le simple mot de secret est inacceptable dans une société libre et ouverte. Et nous sommes, en tant que peuple, intrinsèquement et historiquement opposé aux sociétés secrètes, aux serments secrets, aux réunions secrètes. » John F. Kennedy

Pour lire ce discours en entier :

https://lemediaen442.fr/le-discours-de-john-f-kennedy-revelant-lexistence-des-societes-secretes-10-jours-avant-son-assassinat/

Robert F. Kennedy jr.: Appel à une grève mondiale pour le 3 novembre 2021.

Par Robert F. Kennedy Jr (mediazone.zonefr.com) - Mondialisation.ca, 29 octobre 2021

Le neveu du Président John F. Kennedy, fils de l'ex Ministre de la Justice Bob Kennedy, tous deuxassassinés par la Cabale, fondateur de Children's Health Defense appelle à une « grève mondiale »pour le 3 novembre, contre la perte de libertés, pour le retour aux principes démocratiques, contre les mandats illégaux et les gouvernements tyranniques.

La situation est grave, nous ne pouvons plus attendre de ces gouvernements d'assassins qu'ils répondent à nos demandes car ils sont missionnés pour le génocide vaccinal et la mise en place du Nouvel Ordre Mondial.

Nous ne sommes ni des complotistes ni des illuminés mais des Éveillés plus informés que la masse des hypnotisés par les médias mainstream, chargés de désinformer et manipuler l'opinion publique. Nous pourrions publier la longue liste de leurs mensonges, nous pouvons prouver et démontrer ce que nous affirmons car leurs propres déclarations les condamnent.

Le Système tyrannique qui nous est imposé depuis bientôt 2 ans n'a rien à voir avec la crise sanitaire car comment expliquer que des médecins et des infirmiers ayant gérée l'épidémie à ses débuts, sans moyens, sans masques, sans aucune aide de l'Etat, soient aujourd'hui mis à pied alors qu'on nous fait croire à une fausse pandémie ?

Les chiffres des morts décédés du Covid publiés par l'Istituto Superiore della Sanità italien (ISS – Institut Supérieur de la Santé) prouvent que le gouvernement italien ment à son peuple en lui faisant croire que plus de 130.000 personnes seraient mortes du Covid alors qu'elles ne sont « que » 3783 !!

Et même si la même campagne de diffamation qu'a vécue le Pr Luc Montagnier, Prix Nobel de Médecine quand il a déclaré que le virus est un « produit de laboratoire » est maintenant déclenchée par les médias terroristes contre l'ISS considéré jusqu'à hier comme LA référence absolue en matière de santé, ils ne pourront plus cacher la vérité très longtemps car partout le narratif officiel se fissure, prouvant que l'ensemble des gouvernements des pays de l'OTAN, du Canada jusqu'à l'Australie et la Nouvelle Zélande en passant par la France et l'Italie, mentent à leurs peuples !

Tous les jours des êtres humains meurent à cause des faux vaccins. Les effets secondaires sont dramatiques, des personnes jeunes et en bonne santé deviennent soudain paralysées. Des jeunes meurent de crises cardiaques ! Des familles et des vies sont brisées et nos gouvernements font semblant de croire que tout va bien, s'appuyant sur un « bénéfice/risque » totalement mensonger et criminel !

Les plus grands virologues, chercheurs, biologistes, infectiologues mondiaux lancent des cris d'alerte et jugent cette campagne vaccinale au mieux « irresponsable » et au pire criminelle, parlant même de « crimes contre l'humanité« !

Des collectifs d'avocats internationaux se sont constitués pour dénoncer ce génocide programmé mais malgré leurs efforts, toutes les instances internationales comme la Cour Européenne des Droits de l'homme ou même nos tribunaux corrompus, se refusent à appliquer le droit et répondre à la demande de justice de groupements de citoyens déposant plainte sur plainte.

Comment ne pas faire le lien avec le discours historique du Président John Kennedy quand il a voulu avertir l'Amérique et le monde d'une « conspiration monolithique et sans merci » ayant pour objectif de mettre l'humanité en esclavage ?

Comment ne pas faire le lien avec les 10 commandements du Nouvel Ordre Mondial gravés dans presque toutes les langues sur les Georgia Guidestones et prévoyant de ramener la population mondiale à 500 millions d'individus ?

Comment ne pas se souvenir que de Sarkozy en passant par Attali, Rockefeller, le Duc d'Edimbourg, Bill Gates, Klaus Schwab et d'autres tarés de la même espèce, tous ont en commun l'obsession de la surpopulation et la nécessité de la réduire. Attali écrivant même que « les idiots iront à l'abattoir de leur plein gré« .

Et c'est exactement ce qui se passe car l'individu moyen maintenu dans l'ignorance et manipulé par la désinformation, ne parvient pas à croire que le gouvernement puisse lui vouloir du mal. Erreur fatale car tous ceux qui gouvernent en ce moment l'Occident, proviennent tous des Young Global Leaders, formés et formatés par le Forum Economique Mondial du transhumaniste fou Klaus Schwab, temple et guru de la mondialisation et du Nouvel Ordre Mondial collectiviste et dictatorial ! Nous sommes gouvernés par des fous !

Ce Klaus Schwab qui ose déclarer : « Dans 10 ans vous ne posséderez plus rien et vous en serez heureux. »

Réveillons-nous frères humains avant qu'il ne soit trop tard !

Ces élites sûres de leur puissance, ne se cachent même plus. Leur conspiration se déroule devant les yeux de tous car malheureusement la masse des ignorants est telle, qu'ils peuvent agir sans même être inquiétés !

Si nous réagissons pas, si nous restons passifs, le pire est devant nous. En nous limitant à des manifestations pacifiques encadrées par la police, nous n'obtiendrons rien car ce pouvoir s'amuse de nous voir déambuler tous les samedis. La police est le rempart, leur bouclier protecteur, leur garde rapprochée. Cette milice « républicaine« dirigée par des Francs Maçons, ne réalise pas qu'on lui ment, qu'on la conditionne, qu'on la dresse contre le peuple pour protéger les intérêts de cette élite sans morale, sans scrupule, sans foi ni loi. On leur fait croire qu'elle protège la République alors qu'elle assure la sécurité des corrompus, des traîtres et des assassins qui sont en train de détruire notre pays, notre économie et nos vies !

Cette première grève mondiale doit être le premier signal d'une mobilisation globale. Nos amis italiens manifestent tous les jours, bloquent les ports, décrètent des grèves surprises, harcèlent députés et sénateurs, publient les vrais chiffres de cette fausse pandémie et exercent une pression massive sur Mario Draghi qui envisagerait même sa démission.

Nous, Français, sommes trop modérés. Nous ne réalisons pas que face à ce pouvoir criminel, nous sommes en danger de mort et que la légitime défense est désormais la dernière alternative pour sauver nos vies !

MOBILISATION !

Nous avons le devoir moral de protéger nos vies et la vie de nos enfants !

Commençons par paralyser l'économie et si cela ne suffit pas, que Dieu nous garde, nous aviserons !

Avec les meilleurs vœux de l'oligarchie mondiale

Un grand « merci » de l'oligarchie mondiale

Chers amis,

Nous sommes maintenant presque deux ans après le début de notre grande transition, et bien qu'il reste encore un long chemin à parcourir, nous voulions profiter de cette occasion pour vous remercier de votre aide qui a permis au projet de se dérouler sans heurts jusqu'à présent, et pour vous encourager à nous permettre de continuer à progresser.

Nous devons commencer par dire à quel point nous sommes satisfaits de la retenue dont nous avons fait preuve. Compte tenu de la nature du plan, nous avons naturellement tenu compte de la possibilité d'un niveau élevé de troubles civils, mais nous avons été surpris – agréablement surpris, il faut le dire – par l'absence générale de troubles. Oui, il y a eu quelques épidémies ces derniers temps, et elles nous ont obligés à prendre des mesures appropriées – pour le bien de l'humanité – pour s'assurer que de telles inquiétudes ne soient pas diffusées dans le monde entier. Mais dans l'ensemble, vous vous êtes occupés de vos affaires – quelles qu'elles soient – ce qui nous a permis de nous occuper des affaires importantes de la journée, en grande partie sans entrave et avec extraordinairement peu d'agitation.

Mais ce qui est encore plus réjouissant que la retenue, ce sont les niveaux exceptionnels de conformité et d'acceptation des restrictions que – pour parler franchement – nous avions des raisons de douter de pouvoir mettre en place, étant donné leur nature. En effet, lorsque nous avons ordonné à vos gouvernements de mettre en quarantaine des millions de personnes en bonne santé pour la première fois dans l'histoire, de porter des morceaux de tissu sur vos visages et d'injecter à l'ensemble de la race humaine une thérapie génique de nouvelle technologie qui n'avait jamais été utilisée dans un vaccin et qui n'avait jamais fait l'objet d'essais de sécurité à long terme, il y avait une réelle possibilité que vous sentiez l'odeur du rat et que vous refusiez tout simplement d'obtempérer. Mais grâce à nos collègues des équipes de science comportementale du monde entier, et à vous qui avez accepté de suivre leur message avec tant de placidité et de bonne volonté, tout s'est déroulé bien plus facilement que nous n'aurions pu l'imaginer.

Bien sûr, cela n'a pas été le cas pour tous. Il y a bien eu quelques tentatives malavisées de repousser notre important programme, et cela aurait pu être problématique si ces fauteurs de troubles avaient eu une plateforme. Cependant, étant donné la nature de notre position et de notre statut, il nous a été facile de faire taire les contrevenants les plus flagrants, en leur refusant la possibilité d'exprimer leurs opinions, ce qui, la plupart d'entre vous l'admettront, était justifié dans l'intérêt de servir le bien de l'humanité. En ce qui concerne les contrevenants les plus ordinaires, la majorité d'entre vous s'en est chargée, en prenant fait et cause pour nous, en refusant d'écouter ces « théoriciens du complot » et ces « anti-vaxx », et en prenant toutes vos informations et vos opinions auprès de nos médias officiels et de confiance.

Cela n'est cependant pas sans ironie. Bien que cela ait été une partie importante de notre plan que tant d'entre vous utilisent nos étiquettes péjoratives pour décrire ceux qui prétendent que les deux dernières années ont porté sur autre chose que le récit officiel que nous avons établi, la vérité est que tout au long de la transition, nous nous sommes efforcés d'être aussi ouverts et honnêtes avec vous sur nos plans que nous le pouvions. Très peu de choses ont été faites en secret. Dès le début, et bien avant que quiconque n'ait ne serait-ce qu'une aiguille dans le bras, Bill vous disait que le plan était de piquer chaque humain sur la planète. Puis, bien sûr, Klaus a précisé qu'il s'agissait d'une occasion unique de tout réinitialiser comme nous l'espérions depuis des années. Il a même eu la gentillesse de lâcher quelques indices supplémentaires en parlant de votre avenir comme d'une fusion de votre moi numérique, physique et biologique. L'équipe marketing de Klaus a même sorti ce truc sur le fait que vous ne possédez rien d'autre qu'être heureux. Bien sûr, le passage sur le bonheur a été ajouté pour plaisanter un peu, mais le fait est que nous avons été totalement ouverts sur nos projets et que personne ne peut dire qu'il n'a pas été informé.

Cela n'a jamais été aussi évident que lorsque toute l'équipe, dans le monde entier, a utilisé la même phrase : « Build Back Better ». C'est pourquoi nous nous sommes amusés à constater que, lorsque les gens considéraient tout cela comme la preuve d'une sorte de programme visant à détruire l'ordre socio-économique existant et à le remplacer par une technocratie transhumaniste dotée d'un système d'identification par crédit social, ils étaient raillés et traités de cinglés portant un chapeau d'aluminium, comme s'ils avaient fondé leur opinion sur la Gazette des conspirationnistes, plutôt que sur le Forum économique mondial ou la Banque des règlements internationaux. Très amusant !

Pour l'avenir, nous vous demandons toutefois de continuer à faire preuve de patience. Il est clair qu'une transition de cette taille et de cette envergure ne peut se faire du jour au lendemain, et il y a beaucoup de pièces mobiles qui devront fonctionner sous une forme ou une autre pendant un certain nombre d'années. Heureusement, des années d'amorçage de masse sur les questions climatiques devraient suffire. Nous exigerons bien sûr que chacun d'entre vous prenne toutes les piqûres de rappel de Covid qui vous seront proposées dans les années à venir, et bien que nous espérions que vous vous prévaudrez de cette partie importante de nos plans sans avoir besoin de coercition, je suis sûr que la plupart d'entre vous conviendront que ceux qui refusent ou résistent – les Anti-Vaxx – n'auront qu'eux-mêmes à blâmer lorsque nous serons forcés de leur refuser l'accès à tous les éléments essentiels de la vie, puisque le bien de l'humanité est en jeu, n'est-ce pas ?

Nous vous demandons également d'avoir une pensée pour nous. Bien que ces deux dernières années se soient déroulées bien plus facilement que nous n'aurions pu l'imaginer, il n'en reste pas moins que nous avons vécu une période de stress en planifiant les prochaines actions et en nous demandant si la majorité ne commencerait pas à poser des questions embarrassantes et à prendre des mesures pour contrecarrer le programme dans lequel nous avons engagé la planète. De nombreuses nuits d'insomnie ont été passées. Beaucoup de jours d'incertitude. Comme on l'a observé pour ceux qui ont fait bouger le monde à travers les âges, « notre destin est élevé et solitaire ». Mais nous continuons, comme nous le devons. Pour le bien de l'humanité.

Meilleurs vœux

L'oligarchie mondiale

P.S. Ceux qui lisent ceci et concluent que nous sommes vraiment en train de tenter la réorganisation du monde la plus audacieuse qui ait jamais été vue, rappelez-vous : ce n'est rien d'autre qu'une théorie du complot. Soyez prudents !

Source : https://www.zerohedge.com/geopolitical/big-thank-you-global-oligarchy

Note de LVOG - zerohedge est animé par des économistes dont un ex-trader de Wall Street selon Wikipédia. La tendance politique doit être libertarienne (parti républicain).

"Celui qui contrôle les récits dominants sur le monde contrôle le monde lui-même."

Il faut beaucoup d'éducation pour que nous restions aussi stupides par Caitlin Johnstone

https://caityjohnstone.medium.com/it-takes-a-lot-of-education-to-keep-us-this-stupid-3d6ed00d2cc0

La Silicon Valley travaille de plus en plus ouvertement en collaboration avec le gouvernement américain, et ses algorithmes mettent en avant les récits autorisés par l'empire tout en cachant ceux qui ne le sont pas avec une effronterie croissante.

Les médias de masse sont devenus si ouvertement propagandistes que les agents du renseignement américain sont désormais ouvertement employés par des organes de presse qu'ils devaient auparavant infiltrer secrètement.

L'OTAN et les institutions militaires étudient et testent de nouvelles formes de manipulation psychologique à grande échelle pour faire progresser la science de la propagande, encore en développement.

La classe politico-médiatique américaine fait la promotion d'un faux « lanceur d'alerte » afin de susciter un soutien en faveur d'une censure accrue de l'internet et de renforcer le contrôle monopolistique d'institutions comme Facebook qui sont prêtes à l'appliquer.

Wikipedia est une opération de contrôle narratif impérial. (Voir : Le cofondateur de Wikipédia avoue : « Nous sommes de la propagande démocrate »)

Ils ont emprisonné un journaliste pour avoir dénoncé les crimes de guerre des États-Unis après que la CIA ait comploté pour le kidnapper et l'assassiner. (Voir : Des sources du renseignement américain confirment les projets d'enlever et d'assassiner Assange)

Si les puissants travaillent si dur à de telles entreprises, c'est parce qu'ils ont compris quelque chose que la plupart des gens ordinaires ne comprennent pas : celui qui contrôle les récits dominants sur le monde contrôle le monde lui-même.

Le pouvoir consiste à contrôler ce qui se passe ; le pouvoir absolu consiste à contrôler ce que les gens pensent de ce qui se passe.

Si vous pouvez contrôler la façon dont les gens pensent à ce qui se passe dans leur monde, si vous pouvez contrôler leurs histoires partagées sur ce qui se passe et ce qui est vrai, alors vous pouvez faire avancer n'importe quel programme que vous voulez. Vous pourrez les empêcher de se soulever contre vous alors que vous volez leurs richesses, exploitez leur travail, détruisez leur écosystème et envoyez leurs enfants à la guerre. Vous pouvez les empêcher de voter pour les institutions politiques que vous possédez et contrôlez. Vous pouvez les empêcher d'interférer dans votre capacité à mener des guerres dans le monde entier et à condamner des populations entières à la famine pour faire avancer vos objectifs géostratégiques.

Ce statu quo d'exploitation, d'écocide, d'oppression et de guerre profite immensément à nos dirigeants, leur apportant plus de richesse et de pouvoir que les rois d'antan ne pourraient jamais en rêver. Et comme les rois d'antan, ils ne vont pas abandonner le pouvoir de leur propre chef, ce qui signifie que la seule chose qui mettra fin à ce statu quo destructeur du monde est le peuple qui se soulève et utilise le pouvoir de son nombre pour y mettre fin.

Mais ils ne se soulèvent pas. Ils ne le font pas parce qu'ils ont été propagandés avec succès pour qu'ils acceptent ce statu quo, ou du moins pour qu'ils croient que c'est la seule façon dont les choses peuvent être en ce moment. Le contrôle narratif impérial est donc la source de tous nos plus gros problèmes.

Et ils ne font que devenir de plus en plus agressifs à ce sujet. De plus en plus énergiques, de moins en moins sournois et subtils dans leur campagne pour contrôler les pensées qui sont dans nos têtes.

Beaucoup de ceux qui ont pris conscience de cette situation y voient une cause de désespoir. Personnellement, j'y vois un motif d'espoir.

Ils travaillent si dur pour fabriquer notre consentement au statu quo parce qu'ils ont absolument besoin de ce consentement ; l'histoire nous montre que les dirigeants ne s'en sortent pas bien lorsqu'une masse critique de la population s'est retournée contre eux. Et ils travaillent de plus en plus dur pour obtenir ce consentement, même si des personnes extrêmement influentes commencent à se demander si nous ne sommes pas délibérément trompés sur tout.

Ils avaient l'habitude de ressembler à quelqu'un qui utilise un seau pour écoper l'eau d'un bateau qui fuit. Aujourd'hui, ils ressemblent à quelqu'un qui fait du sur-place, réussissant à peine à placer sa bouche et son nez assez haut pour prendre des bouffées d'air.

Ils travaillent de plus en plus dur parce qu'ils en ont besoin.

Le fait que les propagandistes doivent travailler si dur pour maintenir notre société dans un tel état de folie signifie que l'attraction gravitationnelle naturelle va vers la raison. Ils doivent nous éduquer à des façons de penser de plus en plus folles, de l'école jusqu'à notre mort, car sinon nous nous réveillerons collectivement et nous nous débarrasserons de leurs chaînes.

Il faut beaucoup d'éducation pour nous garder aussi stupides.

Vous pensez que vous vous battez ? Vous devriez voir les gens qui essaient de fabriquer un consentement pour un statu quo qui est à la fois complètement fou et évidemment insoutenable. Ce sont eux qui font le plus gros du travail dans cette lutte. Ce sont eux qui luttent contre la gravité.

L'espoir n'est pas une position populaire à prendre dans un monde qui est abusé, exploité et rendu fou par des sociopathes manipulateurs. Ce qui est compréhensible.

Mais je ne peux pas m'en empêcher. Je regarde à quel point ils se battent pour empêcher la lumière de faire irruption et de chasser l'obscurité, et je ne peux m'empêcher de penser : « Ces pauvres bougres ne pourront pas tenir longtemps. »

Traçage et code QR, le doigt dans l'engrenage...

Est-ce que le traçage du Covid sera suivi par une surveillance associée au réchauffement climatique ?

https://fr.theepochtimes.com/tracage-covid-sera-suivi-surveillance-associee-rechauffement-climatique-1833236.html

Pour lutter contre la maladie, des mesures de contrôle gouvernemental autrefois impensables ont été introduites. Des économies entières ont été étouffées, des entreprises fermées involontairement et des gens mis au chômage.

Des applications de traçage de contacts avec des personnes infectées par le virus ont été inventées – les applications qui enregistrent également les déplacements individuels.

La vaccination a été stimulée par l'introduction des « passes sanitaires » dont l'utilisation a été facilitée par les applications devenant largement répandues sur les téléphones. Prochainement, le maintien de l'emploi ou la possibilité de participer librement dans la vie sociale pourraient dépendre de la preuve que l'on a reçu le vaccin.

Certes, on peut dire qu'il s'agit d'un traitement de cheval qui était nécessaire pour vaincre une dangereuse maladie transmissible. Une fois que le Covid-19 s'estompe ou devient une simple forme de grippe saisonnière, tout reviendra à la normale. N'est-ce pas ?

Pas forcément, si les technocrates obtiennent ce qu'ils cherchent. Le Covid a stimulé leur envie de pouvoir et ils veulent maintenant que leur influence « temporaire » sur notre mode de vie devienne un élément permanent de la société.

La question pour eux est de savoir comment amener les gens à renoncer à encore plus à leur liberté. L'une des stratégies potentielles consisterait alors à imposer un contrôle technocratique international au nom de la prévention de futures pandémies.

Une telle approche a été exposée l'année dernière par le plus haut responsable sanitaire américain Anthony Fauci dans un article cosigné dans une revue scientifique. Il préconisait que les Nations unies et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) soient habilitées à adopter des mesures qui « reconstruiraient l'infrastructure de l'existence humaine ».

Toutefois, la lutte contre le réchauffement de la planète offre une possibilité encore plus sinistre pour l'instauration du régime du règne des experts. Les restrictions de la liberté individuelle ont depuis longtemps été présentées comme des mesures prophylactiques nécessaires pour prévenir la dégradation de l'environnement. Aujourd'hui, elles sont présentées comme un moyen de protéger la santé et le bien-être.

Et voici la « bonne nouvelle » du point de vue des autocrates. Contrairement au Covid, l'objectif de « zéro émission nette » du gaz à effet de serre – qu'on nous annonce devoir être imposé pour nous empêcher d'être cuits comme un homard dans la marmite – ne pourra jamais être atteint. Génial ! Autrement dit, la technocratie ne prendra jamais fin.

Ayant cette idée à l'esprit, les rédacteurs en chef du Lancet, du New England Journal of Medicine et de plusieurs autres revues médicales ont écrit et publié dans une très longue liste de magazines du monde entier un éditorial commun. « De nombreux gouvernements ont répondu à la menace de la pandémie du Covid-19 par des financements sans précédent », ont-ils souligné. « La crise environnementale exige une réponse d'urgence similaire ». Vous voyez où cela mène ?

Cependant, il ne s'agirait pas seulement de dépenser plus d'argent. Seul le remaniement le plus radical de la société fera l'affaire. « Les gouvernements doivent apporter des changements fondamentaux à l'organisation de nos sociétés et de nos économies, ainsi qu'à notre mode de vie… Les gouvernements doivent intervenir pour soutenir la refonte des systèmes de transport, des villes, de la production et de la distribution de nourriture, des marchés des investissements financiers, des systèmes de santé et bien plus encore. » Si ces propos ressemblent étrangement à ceux de M. Fauci, c'est parce que les technocrates pensent tous de la même façon.

Les plans élaborés par les « experts » limiteraient également notre liberté en nous soumettant tous à un système de surveillance par haute technologie – une surveillance d'une ressemblance troublante avec le tyrannique système chinois de « crédit social » des citoyens qui attribue des notes continuellement mises à jour selon leur « conduite ». Un article de quatre « experts » de l'environnement, publié dans la prestigieuse revue scientifique Nature, présente l'une de ces propositions très inquiétantes : un moyen de restreindre le comportement de l'individu par le biais de « quotas carbone individuels » ou QCI.

Ils écrivent : « Le système des QCI » serait « une politique nationale obligatoire » et « impliquerait tous les adultes qui recevront un quota carbone échangeable égal qui diminue au fil du temps en fonction des objectifs [de carbone] nationaux. » Pensez au système basé sur la technologie la plus avancée et semblable aux coupons de rationnement de la Seconde Guerre mondiale qui limitaient les achats individuels des produits de base par des quotas qui diminuaient chaque année.

Comment les QCI fonctionneraient-ils ? Les attributions individuelles seraient « déduites du budget personnel à chaque paiement de carburant utilisé pour le transport, des combustibles de chauffage domestique et de factures d'électricité ».

Et que se passe-t-il si vous avez épuisé votre quota individuel de carbone ? « Les personnes en manque seraient en mesure d'acheter des unités supplémentaires sur le marché du carbone individuel auprès de celles qui ont un excédent à vendre », nous assurent les auteurs. En réalité, cela signifie que les riches pourraient éviter de renoncer à leurs avions privés puisqu'ils pourraient simplement acheter les quotas des autres.

Les applications joueraient un rôle central dans l'imposition des QCI. « Des études récentes montrent comment les applications de traçage de contacts Covid-19 ont été utilisées avec succès par le biais des systèmes obligatoires dans plusieurs pays d'Asie de l'Est comme la Chine, Taïwan et la Corée du Sud », se félicitent les auteurs. « Dans ces pays, les applications ont contrôlé les déplacements et l'état de santé de l'utilisateur, jouant ainsi un rôle clé dans le traçage des infections. »

Une telle technologie serait désormais utilisée comme moyen d'imposer une collecte d'informations encore plus intrusive dans notre vie privée. Les auteurs soutiennent que « les nombreux algorithmes de traçage numérique – qui ont été développés et testés – fourniront des informations initiales précieuses pour la conception de futures applications qui, par exemple, calculeront les émissions sur la base du suivi des déplacements de

l'utilisateur ».

En d'autres termes, Big Expert saurait où vous êtes allé, ce que vous avez acheté et qui vous avez vu.

Il ne s'agirait pas seulement d'applications. « Les progrès de l'intelligence artificielle (IA) promettent d'améliorer les retours, les informations et les conseils personnalisés. Les progrès récents en matière de maisons et de transports plus intelligents permettent de tracer et de gérer facilement une grande partie des émissions des individus. » (N'oubliez pas les technologies de surveillance et de reconnaissance faciale !)

« L'IA pourrait être particulièrement bénéfique pour l'élaboration des QCI qui incluront également [la surveillance] des émissions liées à l'alimentation et à la consommation. » En d'autres termes, si vous mangez un hamburger, nous le saurons et déduirons de votre QCI en conséquence ! Bon appétit !

Les « experts » admettent que tout cela aurait été inconcevable dans le passé. Mais parce que des millions de personnes ont accepté les restrictions associées au Covid, « les gens pourraient être plus disposés à accepter le traçage et les limites liés aux QCI pour avoir un climat plus sûr ». En d'autres termes, enhardis par notre conformité à des mesures de santé publique prétendument « temporaires », nos potentiels suzerains technocrates voient une chance d'installer un contrôle autocratique permanent.

LVOG - Info - epochtimes est un portail anticommuniste et conservateur (voir wikipédia)

Sélection d'articles à lire

- Israël qualifie la lutte pour les droits des Palestiniens de « terrorisme » – et inverse ainsi la réalité par Jonathan Cook (Middle East Eye) - Mondialisation.ca, 29 octobre 2021

- Julian Assange. La bataille pour la liberté de la presse la plus importante de notre époque par Chris Hedges (ScheerPost) Mondialisation.ca, 29 octobre 2021

- Etats-Unis : le Nebraska brise un tabou et autorise les traitements précoces 28 octobre 2021

- Suivi de l'essai clinique de Pfizer à six mois : sûr et efficace ? 26 octobre 2021

- La Russie prépare le lever de rideau par Thierry Meyssan Réseau Voltaire 26 octobre 2021

Tribune libre et autres documents divers

Réflexion sur la gouvernance totalitaire mondiale qui se met en place.

Ariane Bilheran: « L'idéologie sanitaire est un prétexte à une gouvernance totalitaire » Par Ariane Bilheran (jeminformetv.com 25 octobre 2021) - Mondialisation.ca, 27 octobre 2021

Ariane Bilheran est normalienne, psychologue clinicienne, docteure en psychopathologie et auteure de plus de vingt-cinq ouvrages. Ses domaines d'expertise sont le harcèlement, la paranoïa, les déviances du pouvoir et la reprise de son pouvoir personnel. Depuis le début de la crise Covid, elle fait partie de ceux qui ont tôt fait de déceler les incohérences et les abus des politiques mises en place. Depuis la Colombie, où elle réside, cette observatrice du psychisme humain a accepté de nous livrer son regard sur la situation actuelle.

Extrait.

On voit que ce sont les pays les plus riches qui ont réagi de la façon la plus disproportionnée. N'étions-nous pas installés dans une sorte de confort?

Je ne sais pas si la première phrase est juste. Parce que la Colombie n'est pas un pays riche et nous avons eu six mois de confinement extrêmement sévère. Il y a eu beaucoup de pays pauvres où cela s'est également joué comme ça.

Par contre, dans les pays occidentaux, il y a eu beaucoup d'aides distribuées aux gens. Ils ont donc davantage eu l'impression que c'était pour leur bien cette affaire, puisqu'on les prenait en charge. Il y a donc eu moins de dissonances au départ sur ce point. La différence est sans doute là.

Certains pensent tout de même que ces mesures étaient tout à fait justifiées.

J'ai une seule question pour eux: on sait qu'en 2020, ne serait-ce que pour l'Amérique du Sud, les décisions politiques ont plongé dans la misère plus de 20 millions de gens. Près de 30 millions en 2021. Est-ce qu'on peut prendre soin de sa santé lorsqu'on est dans la pauvreté extrême? Est-ce vraiment justifié? Est-ce vraiment une politique tout à fait mesurée, équilibrée, qui prend en compte différents paramètres?

Est-ce que la docilité des gens vous a surprise?

Oui et non. D'abord, je pense que tous les peuples ne réagissent pas de la même façon par rapport à leur passé. Au niveau européen, il y a souvent une croyance naïve que les gouvernants sont là pour notre bien. Ce qui fait qu'il est très compliqué de remettre en question deux choses: les gouvernements ne nous veulent pas du bien, mais en plus ils nous veulent sciemment du mal.

Vous pensez vraiment que les gouvernements nous veulent sciemment du mal?

Peut-être pas tous. Mais je pense en effet que les décideurs à haut niveau et en particulier les soi-disant philanthropes qui, avec leurs milliards, auraient de quoi faire de la planète un paradis, nous veulent sciemment du mal.

Dans quel but?

A partir du moment où vous avez confisqué la majorité des richesses au détriment d'une plus grande population, cette population représente une menace pour vous.

C'est pourtant celle qui fait fonctionner le système, non? Ils ont forcément besoin de nous.

Dans quelle mesure ont-ils besoin de nous, je n'en sais rien. Ça ne me paraît pas évident. Nous sommes vus comme des pollueurs, des parasites. Je crois qu'à un moment donné, la question d'accumulation de richesses à un stade qu'on ne peut pas se représenter, ni vous, ni moi, fait tourner la tête si elle n'était déjà pas solide avant. Ça crée un gouffre incommensurable entre les pauvres et une toute petite minorité d'une classe extrêmement riche qui prétend dicter à la planète toutes sortes de choses. Et qui fait des gouvernants de simples exécutants.

On voit bien que si les gouvernements étaient autonomes, ce ne se serait pas passé comme ça. Or, la marche de manœuvre pendant la crise était assez réduite, puisque tout le monde a appliqué à peu près la même politique. Et pas dans l'intérêt des peuples.

Vous disiez récemment qu'il s'agissait d'une guerre des riches contre les pauvres?

Oui. Encore une fois je pense que l'on observe l'arbre à ses fruits. On a un appauvrissement toujours croissant de la pauvreté et un enrichissement toujours plus grand de l'autre côté. Il y a des gens qui s'enrichissent considérablement sur la crise. On a basculé l'immense majorité de la population mondiale dans une extrême pauvreté, sans se préoccuper des impacts sur la santé.

Il y a une intention de nuire, totalement assumée dans les discours d'ailleurs, dans les projets. Il y a un très fort déficit d'empathie de la part de cette micro-caste de très, très riches par rapport au reste de l'humanité. C'est à cela qu'on caractérise le harcèlement, d'ailleurs. Une partie des citoyens doit se sacrifier pour le bien commun. C'est une logique totalitaire. On se rend compte que ceux dont on exige le sacrifice sont à peu près toujours les mêmes.

Il semblerait qu'on ait amené les gens à confondre les conséquences des mesures prises avec les conséquences du Covid. On a donc créé le contexte pour qu'ils aient envie de cette servitude volontaire dont parlais La Boétie. Comment peut-on expliquer cette situation?

Sur le plan de la philosophie politique, on peut l'expliquer par le fait qu'a été mis en place de façon assez clair et un peu partout un régime totalitaire. Il rencontre de la résistance ça et là, mais c'est le projet.

Pourquoi totalitaire, parce qu'il vise la domination totale des individus, la rupture des classes, de l'appartenance sociale, des familles, jusqu'à l'intrusion dans l'intimité de la personne. Pour que le projet totalitaire fonctionne, il doit se maintenir au pouvoir grâce à la terreur, donc il faut un ennemi. Visible ou invisible. Auquel on va faire la guerre, pour justifier le terrorisme de l'État. Pour justifier aussi la suppression des libertés et des droits. Il faut une idéologie. Un discours qui mette en scène un ennemi contre lequel on va partir en guerre et qui, supposément, nous met en danger de mort. Il va falloir construire pour cela un discours mensonger, complètement déconnecté de la réalité de l'expérience. Mais afin qu'il puisse avoir une certaine légitimité, il faut qu'il évolue en permanence, pour empêcher qu'il soit figé et donc soumis à la critique.

Il faut que l'idéologie réussisse à modifier la réalité. Ce n'est donc plus la réalité de l'expérience qui fait foi. Avec l'idéologie, on va modifier l'expérience pour qu'elle corresponde à ce qu'on est en train de raconter.

Par exemple, si on désigne telle population comme paria, comme danger pour la nation, on va faire en sorte qu'elle devienne dangereuse. On va l'exclure économiquement, lui supprimer ses droits. Si on veut démontrer qu'elle met en danger la santé des individus, on va la mettre elle-même dans des conditions d'hygiène précaire, etc., etc. De telle sorte que le retour de la réalité finisse par correspondre à l'idéologie.

«On crée les conditions pour que la réalité finisse par correspondre à l'idéologie»

En 2020, on n'a pas du tout pris les mesures nécessaires pour soigner. Au contraire, il y a eu une grande exposition des gens sur le plan de la santé. J'ai pris l'exemple économique tout à l'heure: quand vous n'avez plus à manger, que vous ne pouvez plus payer vos factures, comment faites-vous pour vous alimenter correctement, ne pas être dans l'angoisse et la précarité, vous protéger au niveau de votre santé et de votre immunité ainsi que vos enfants? Ce n'est donc pas du tout une politique en faveur de la santé, mais une politique de précarisation qui a eu lieu dans de nombreux pays du monde et qui a entraîné davantage de troubles de santé.

Quand on interdit à des médecins de prescrire ou de soigner, on crée des maladies. Quand on renvoie les gens chez eux avec du doliprane, on crée les conditions pour que la réalité finisse par correspondre à l'idéologie.

(...)

Vous disiez aussi que la crise sanitaire était un peu l'aboutissement d'une déliquescence qui a débuté il y a longtemps. Que vouliez-vous dire?

Le totalitarisme, c'est considérer que les individus sont des cellules interchangeables d'un même corps au sens propre, avec la suppression totale et l'éradication totale de toute singularité. La singularité c'est le fait qu'aucun individu n'est comparable à un autre sur Terre. Que tout le monde est unique, différent, avec l'humanité en partage, où «rien d'humain ne m'est étranger». Le totalitarisme est la proposition inverse.

Dans l'idée que nous sommes tous des cellules d'un même corps, il y a l'idée qu'il faut sacrifier les cellules cancéreuses, celles qui s'autonomisent du corps. Donc l'individu n'est pas sacré en soi, mais plutôt quelque chose qui peut être éliminé si on en a besoin. Et je pense que cela est en cours depuis très longtemps. C'est une perte à la fois de la transcendance, de la transmission, de valeurs morales et spirituelles. Et en même temps, c'est la profanation de tous les individus. «Vous ne pourrez plus rien cacher», c'est la proposition totalitaire: l'exact inverse de la pudeur, socle de la civilisation selon Hegel. On doit cacher notre intimité, c'est un devoir, elle ne peut pas être profanée sous peine de sombrer dans la barbarie.

C’est en cours depuis longtemps, on le voit dans l’évolution du management au travail, dans la prolifération des écrans pour les enfants: ce sont des façons d’abraser complètement le sujet et de le nier dans ses besoins propres pour en faire un bon consommateur. On va mettre les gens dans des cases, où ils vont devenir a minima des instruments de production, et quand ils ne servent plus, qu’ils sont inutiles du point de vue de la production capitalistique, on les jette.

Tout cela est le total inverse des valeurs qui ont été le socle de notre civilisation, mais ça fait longtemps que c’est à l’œuvre.

Mais qu’est-ce qui a déclenché tout ça? C’est à l’œuvre depuis combien de temps, selon vous?

C’est difficile à dire. Je pense qu’il y a une conjonction de plusieurs facteurs et ce n’est pas exhaustif: premièrement, le transhumanisme est la référence nazie par excellence, celle du surhomme. Cela veut dire que le nazisme, dans sa valeur première de recherche d’immortalité matérielle et de surhomme humain, qui en même temps est un humain modifié, n’est pas mort. L’idéologie de fond n’est pas morte. Le nazisme n’a pas été totalement pourchassé, il a fait des petits dans les sectes idéologiques de pouvoir qui ont pour vocation à s’étendre et visent l’expansion. Je pense que la question de la conquête idéologique d’un pouvoir mondial par des sectes occultes est rarement abordée, mais devrait être étudiée de très près. Mais ce n’est pas suffisant.

Le deuxième point, c’est le développement technologique. On arrive à une époque – on y est sans doute depuis Hiroshima – où on n’arrive pas à se représenter, ni imaginer ce que les outils que nous créons sont capables d’engendrer. L’humanité engendre des monstruosités qu’elle n’a pas forcément les moyens de freiner, comme l’illustrent la création des chimères, le clonage, les trafics génétiques… Je pense que cela est aussi à œuvre.

«Nous nous sommes laissé destituer des contre-pouvoirs»

Si on regarde du point de vue de l’instruction publique, il y a eu une volonté délibérée de supprimer l’apprentissage auprès des enfants. Ces sonnettes d’alarme ont été tirées par les enseignants. Il y a quand même un pouvoir qui orchestre le fait de rendre les citoyens dociles. Mais ça n’est pas nouveau. C’est la nature du pouvoir de comploter pour se maintenir. La question nouvelle, c’est que nous nous sommes laissé destituer des contre-pouvoirs.

Peut-être, mais ça n’est qu’une hypothèse, que l’ère de la jouissance et de la consommation à tout va a fait s’effondrer les individus moralement. Mais c’est compliqué de répondre à cette question et je pense que la nature est polyfactorielle. En même temps, c’est presque inéluctable.

La seule question qui aurait dû occuper l’humanité après la deuxième guerre mondiale, c’est: comment en est-on arrivé à un tel degré d’autodestruction? Les gens ne se sont pas tellement préoccupés de cette question. Ils ont voulu récupérer la vie; ils ont été incités à jouir de tout, mais cela aurait dû les préoccuper. Tout comme le fait que des chefs d’État aient aujourd’hui la possibilité de balancer des Hiroshima bis devrait nous préoccuper. Günther Anders n’a cessé de tirer la sonnette d’alarme. Pourquoi avons-nous la capacité de nous autodétruire? Pourquoi la majorité des gens préfère être dans la jouissance plutôt que dans cette conscience, qui est certes très austère? Parce que ce n’est pas très marrant de se poser la question de notre responsabilité. C’est plus confortable de se laisser régresser dans un statut de consommateur.

(...)

Vous disiez aussi que la crise sanitaire était un peu l’aboutissement d’une déliquescence qui a débuté il y a longtemps. Que vouliez-vous dire?

Le totalitarisme, c’est considérer que les individus sont des cellules interchangeables d’un même corps au sens propre, avec la suppression totale et l’éradication totale de toute singularité. La singularité c’est le fait qu’aucun individu n’est comparable à un autre sur Terre. Que tout le monde est unique, différent, avec l’humanité en partage, où «rien d’humain ne m’est étranger». Le totalitarisme est la proposition inverse.

Dans l’idée que nous sommes tous des cellules d’un même corps, il y a l’idée qu’il faut sacrifier les cellules cancéreuses, celles qui s’autonomisent du corps. Donc l’individu n’est pas sacré en soi, mais plutôt quelque chose qui peut être éliminé si on en a besoin. Et je pense que cela est en cours depuis très longtemps. C’est une perte à la fois de la transcendance, de la transmission, de valeurs morales et spirituelles. Et en même temps, c’est la profanation de tous les individus. «Vous ne pourrez plus rien cacher», c’est la proposition totalitaire: l’exact inverse de la pudeur, socle de la civilisation selon Hegel. On doit cacher notre intimité, c’est un devoir, elle ne peut pas être profanée sous peine de sombrer dans la barbarie.

C’est en cours depuis longtemps, on le voit dans l’évolution du management au travail, dans la prolifération des écrans pour les enfants: ce sont des façons d’abraser complètement le sujet et de le nier dans ses besoins propres pour en faire un bon consommateur. On va mettre les gens dans des cases, où ils vont devenir a minima des instruments de production, et quand ils ne servent plus, qu’ils sont inutiles du point de vue de la production capitalistique, on les jette.

Vous avez des réponses à cette question ? Pourquoi en est-on arrivés là?

Il y a eu, en tout cas du point de vue du développement des technologies de masse, de la publicité, du marketing etc. un encouragement, une dérégulation qui ont fait que les individus n’ont plus été protégés, en particulier de l’émergence de ces nouvelles technologies, des écrans. Et à partir du moment où l’on contrôle un cerveau et le temps de cerveau disponible, on contrôle toute possible révolte de la part des citoyens. C’est un peu le monde de Huxley.

Ne pensez-vous pas que cette crise peut être une opportunité? Tout ce qui se passe est tellement gros que ça ne peut que déclencher une révolte et aboutir sur quelque chose de positif, non?

Je ne sais pas, peut-être. Il me semble que c’est un peu David contre Goliath pour l’instant. On peut toujours espérer un miracle.

Comment expliquer l’apathie totale de la gauche? Et qu’il faille finalement compter sur la droite, voire l’extrême-droite, pour s’opposer aux mesures?

Ma réponse est peut-être un peu trash, mais je pense que la politique n’est plus du tout représentative des aspirations des peuples. C’est une caste qui se reproduit entre elle, selon des codes d’initiation conférés, et qui a trahi les peuples depuis longtemps. Quelle qu’elle soit. Ils roulent pour leur pomme. Les États sont managés comme de grandes entreprises, avec des actionnaires de l’ombre et des gens qu’on va placer aux commandes. On

les remplace lorsqu'ils ne conviennent plus. On va orienter des sondages, des votes, jusqu'à les trafiquer dans certains pays.

(...)

On entend régulièrement, depuis près de deux ans, les gens nous dire que cette crise est bientôt finie. Comment est-ce que vous voyez les choses se terminer?

Mal. Le problème c'est qu'une fois qu'on est entrés dans l'idéologie, elle ne va pas lâcher le morceau. Cette histoire, je la vois se terminer de deux façons possibles: soit en guerre, soit en autodestruction qu'il ne va pas être possible de cacher. Ou les deux. Pour sortir de l'idéologie, il faut que la réalité soit suffisamment difficile pour que les gens se réveillent. Un peu comme dans les sectes desquelles les endoctrinés parviennent à se sortir lorsqu'un événement suffisamment grave est survenu.

Tout ceci va mal se terminer. Par une recrudescence de violence. Y compris dans l'opposition qui fera qu'elle pourra même ressembler à ce qu'elle dénonce. Ceux qui n'ont pas compris en théorie devront comprendre en pratique. À partir du moment où vous niez qu'il y a une porte devant vous, vous allez devoir vous la prendre en pleine figure pour accepter son existence. Hannah Arendt disait que le totalitarisme s'effondre quand les masses cessent de croire. Le problème c'est qu'on n'y est pas.

Et si cela s'arrêtait simplement, dans quelques mois, avec la levée totale de toutes les mesures et qu'on décidait enfin de vivre avec ce virus?

Non, parce que le sanitaire est un prétexte à une gouvernance mondiale de type totalitaire. À une mise sous contrôle totale de l'individu, dans ses mouvements, dans ses réflexions, dans ses faits et gestes. Ça ne marchera pas parce que ce n'est pas compatible avec la nature humaine. Mais ça ne veut pas dire que ça ne va pas créer des dégâts immenses. C'est déjà le cas.

https://www.mondialisation.ca/ariane-bilheran-lideologie-sanitaire-est-un-pretexte-a-une-gouvernance-totalitaire/5661745

Une source d'information irremplaçable.

Soutenez le Réseau Voltaire ! par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 27 octobre 2021

Le Réseau Voltaire n'est pas une source d'information comme les autres. Nous publions nos propres analyses, fondées sur nos propres recherches. Nous plaçons ce travail à la disposition de tous les publics, partout dans le monde, dans une dizaine de langues, parfois bien plus. Nous avons investi dans la refonte de notre site Internet pour le rendre lisible sur les smartphones. Ce qui est connu des responsables politiques doit être accessible à chacun.

Nos articles sont repris par de nombreux journaux et radios du tiers-monde. Tous les professionnels, qu'ils soient diplomates ou militaires, saluent la très haute qualité de nos publications même s'ils n'en partagent pas nécessairement le point de vue. Mais ce succès d'estime ne nous aide pas. C'est pourquoi nous vous demandons de nous soutenir financièrement.

Notre travail est sans équivalent. Il nécessite de nombreux contacts à très haut niveau ; une documentation onéreuse ; et une prise de risque importante pour nous et pour nos informateurs.

Nous ne pouvons le continuer qu'avec votre aide.

Participez en cliquant ci-dessous et en :

versant un don de 25 euros

versant un don de 50 euros

versant un don de 100 euros

ou en vous engageant à verser un don de 10 euros par mois

Thierry Meyssan

Soutien à Assange.

La bataille pour la liberté de la presse la plus importante de notre époque

S'il est extradé et reconnu coupable de publication de documents classifiés, cela créera un précédent juridique qui mettra effectivement fin aux reportages sur la sécurité nationale. par Chris Hedges - Mondialisation.ca, 29 octobre 2021

Extrait.

Le « crime » d'Assange est d'avoir révélé les plus de 15 000 morts non signalées de civils irakiens. Il a révélé la torture et les abus subis par quelque 800 hommes et garçons, âgés de 14 à 89 ans, à Guantánamo. Il a révélé qu'en 2009, Hillary Clinton a ordonné à des diplomates américains d'espionner le secrétaire général des Nations unies Ban Ki Moon et d'autres représentants de la Chine, de la France, de la Russie et du Royaume-Uni, espionnage qui comprenait l'obtention d'ADN, de scans de l'iris, d'empreintes digitales et de mots de passe personnels, dans le cadre d'un vaste programme de surveillance illégale comprenant l'écoute du secrétaire général des Nations unies Kofi Annan dans les semaines précédant l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003. Il a révélé que Barack Obama, Hillary Clinton et la CIA ont orchestré le coup d'État militaire de juin 2009 au Honduras, qui a renversé le président démocratiquement élu Manuel Zelaya et l'a remplacé par un régime militaire meurtrier et corrompu. Il a exposé que George W. Bush, Barack Obama et le général David Petraeus ont poursuivi une guerre en Irak qui, selon les lois post-Nuremberg, est

définie comme une guerre d'agression, un crime de guerre, qui a autorisé des centaines d'assassinats ciblés, y compris ceux de citoyens américains au Yémen. Il a révélé que les États-Unis ont secrètement lancé des attaques de missiles, de bombes et de drones au Yémen, tuant des dizaines de civils. Il a révélé que Goldman Sachs a versé 657 000 dollars à Hillary Clinton pour qu'elle donne des conférences, une somme si importante qu'elle ne peut être considérée que comme un pot-de-vin, et qu'elle a assuré en privé à des dirigeants d'entreprise qu'elle se plierait à leurs exigences tout en promettant au public une réglementation et une réforme financières. Il a révélé la campagne interne visant à discréditer et à détruire le leader du parti travailliste britannique Jeremy Corbyn par des membres de son propre parti. Il a révélé comment les outils de piratage utilisés par la CIA et la National Security Agency permettent au gouvernement de surveiller en masse nos télévisions, nos ordinateurs, nos smartphones et nos logiciels anti-virus, ce qui lui permet d'enregistrer et de stocker nos conversations, nos images et nos messages texte privés, même à partir d'applications cryptées.

Il a exposé la vérité. Il l'a exposée encore et encore et encore jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun doute sur l'illégalité, la corruption et le mensonge endémiques de l'élite dirigeante mondiale. Et pour ces vérités, il est coupable.

https://www.mondialisation.ca/la-bataille-pour-la-liberte-de-la-presse-la-plus-importante-de-notre-epoque/5661821

LVOG - Pourquoi soudainement vous soutenez Assange, vous ne croyez pas que ce serait un peu tard. Vous avez raison de me faire ce reproche, j'avais lu quelque chose qui n'était pas clair à son sujet, donc tant que je n'avais lu de démenti, je me suis abstenu.

Il y a peu le Réseau Voltaire a précisé dans un article qu'Assange avait bien commencé par travailler pour la CIA, mais qu'ensuite il avait totalement rompu avec elle, c'était le démenti que j'attendais, donc j'ai modifié ma position en conséquence, voilà tout. Je fonctionne de cette manière-là pour éviter de manipuler involontairement les lecteurs, vous comprenez.

Haut de page

Causeries novembre 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er novembre 2021

Soyez de bonne humeur, c'est bon pour votre immunité ou votre santé !

Il n'arrête plus de pleuvoir depuis des jours, du coup je reste cloîtrer chez moi et je ne sors même plus dans le jardin en partie inondé ou boueux, je lis, je réfléchis, je bosse.

Diwali dans 3 jours, une fête hindoue qui dure 5 jours, gros bordel (bruit) en perspective... sauf s'il continuait de pleuvoir, les pétards n'aiment pas trop et moi je n'aime pas les pétards ! C'est l'équivalent du Noël des chrétiens, repas de famille ou grosse bouffe avec musique, guirlandes, lumières et cadeaux.

Moi je ne fais plus de cadeaux, car tous les gens à qui j'en faisais me doivent de l'argent, en revanche j'accepte les leurs. Je veux bien être généreux ou passer pour un con, me faire dépouiller ou qu'on profite de moi, toutefois il y a une limite à tout, on peut tout nous prendre, mais pas notre dignité, c'est tout ce qu'il nous reste quand on n'a plus rien, n'est-ce pas ? J'allais ajouter quand on est rien, mais je ne suis pas certain que ce serait compris par certains lecteurs. Le reste non plus, peu importe, l'essentiel c'est que je me comprenne !

Je vous livre ce que je pense, vous n'êtes pas choqué, n'est-ce pas ? Entre nous, au diable les conventions, quand on est vieux, on s'en contrefout éperdument, quel soulagement, quelle délivrance, quelle liberté ! Les vieux qui s'en soucient, ce sont des cons. Ce n'est pas méprisant, je les plains, les malheureux, ils n'auront connu que l'esclavage !

Ils nous auront bien fait chier en attendant, s'exclament les jeunes, tout ça pour en arriver là. Là on ne peut pas leur en vouloir de le penser, mais je ne suis pas sûr qu'ils auraient fait mieux à leur place, c'est tout ce qu'on leur souhaite dans l'avenir.

Vaut mieux adopter le socialisme avant de crever plutôt que jamais, ça c'est pour les vieux, plus tôt sera le mieux, ça c'est pour les jeunes.

Existerait-il un idéal humaniste supérieur au socialisme ? On n'en connaît pas.

- Cette causerie au format pdf (5 pages)

Il faut aussi se méfier des effets d'annonce, les déclarations ou articles qui prétendent démontrer quelque chose, et qui en réalité ne prouvent rien ou n'apportent rien de nouveau, la poubelle d'Internet en est pleine à craquer. Généralement leurs auteurs se félicitent de leur trouvaille plus ou moins bruyamment. Cela fait partie de la mise en scène de leur découverte destinée à endormir la vigilance de leurs lecteurs ou auditeurs, pourquoi devraient-ils se méfier d'une personne qui semble si bien maîtriser son sujet, pourquoi serait-elle malintentionné envers nous, hein, franchement je vous le demande.

On a tendance à croire que les manipulations psychologiques destinées à conditionner les esprits font systématiquement appel à des techniques très sophistiquées, alors que ce n'est pas forcément le cas. Un élément rudimentaire extérieur peut très bien servir uniquement à stimuler ou à déclencher un mécanisme psychologique dans le cerveau d'une personne, ensuite c'est son inconscience qui va se charger de

fournir l'énergie et le matériel dont ce mécanisme à besoin pour opérer, quant à sa durée de fonctionnement, cela dépendra en partie de la nature de ce matériel et la quantité disponible, de la profondeur où il faudra aller le puiser. S'il affleure à la surface peu d'énergie sera nécessaire et ce mécanisme pourra fonctionner longtemps, en revanche s'il fallait aller le chercher en profondeur cette énergie pourrait s'épuiser rapidement ou se dissiper en cours de route et ce mécanisme cesserait de fonctionner au bout de très peu de temps.

Ce procédé doit permettre de détecter le degré de schizophrénie d'une personne ou d'une population, pour calibrer les instruments auxquels on recourra en fonction des effets ou objectifs escomptés sur son comportement. Nos ennemis étudient cela très sérieusement. Nous de notre côté, nos dirigeants s'en foutent complètement. Ils sont en permanence dans la propagande idéologique qu'ils substituent à la réalité. Ils croient qu'il suffit qu'une personne soit en présence de conditions sociales données pour avoir un certain comportement, or il n'en est rien, les choses sont beaucoup plus compliquées que cela. Leur théorie s'applique uniquement à des situations extrêmes qui sont extrêmement rares, qui ne se produisent qu'une ou deux fois par siècle et encore, le reste du temps elle est inadaptée car elle ne correspond pas à la réalité, allez leur faire comprendre cela, moi j'y ai renoncé.

Revenons à nos effets d'annonce, ces déclarations ou articles qui prétendent démontrer quelque chose.

Les gouvernements et partis politiques en général en sont particulièrement friands, histoire de dire qu'ils ont toujours raison, qu'il faudrait les croire sur parole ou qu'ils mériteraient la confiance de la population, bien mal avisés seraient ceux qui tomberaient dans le panneau.

La plupart des opposants autoproclamés au régime ou à la politique du gouvernement en quête de légitimité ou de reconnaissance ne sont pas en reste, c'est même une de leurs spécialités quand ils sont à court de lieux communs, sophismes ou syllogismes foireux. C'est l'os qu'ils donnent à ronger à leurs partisans, histoire de les faire patienter ou pour fournir l'impression trompeuse de donner un peu de consistance à leurs récits qui en manquaient singulièrement et les avaient laissé sur leur faim.

Bref, c'est le genre de déclarations ou articles dont ne tirent profit que leurs auteurs ou ceux qu'ils représentent, c'est en quelque sorte comme avec les promesses électorales.

Cette réflexion m'a été inspirée par l'article suivant provenant du blog des climato-réalistes, *Le rapport AR6 du GIEC brise l'hégémonie des modèles climatiques mondiaux*. Et alors ? Rien, on savait ou ils avaient déjà démontré que ces modèles étaient du pipeau. Oui mais là c'est leur auteur, le GIEC qui le dit lui-même. Ok, d'accord, cela légitime leur propre analyse, et après ? Rien, on n'est pas plus avancé, le GIEC serait-il revenu pour autant sur ses objectifs ou conclusions ? Certainement pas ou bien au contraire, surtout après être parvenu à les imposer en grande partie en recourant à une autre mystification, biologique cette fois, préparant psychologiquement la population à ce qui l'attendait dans l'avenir, plus d'avions dans le ciel, plus de vacances à la carte, moins de voitures sur les routes, fermeture d'un tas de lieux publics, appauvrissement des couches inférieures, liquidation de pans entiers des classes moyennes, de commerces en tous genres, et en prime, instauration d'un régime de terreur, renforcement de la discrimination sociale de classe, contraintes imposant un changement de mode vie ou de comportement, atteinte aux libertés individuelles et collectives, etc. après un tel succès vous ne voudriez pas que le pendant de l'OMC, le GIEC, renonce à la mission dont le Forum économique mondial l'a investi dans le cadre du Great Reset.

Mais alors il y a un truc qu'on ne comprend pas. Pourquoi le GIEC a-t-il pris le risque de remettre en cause *l'hégémonie des modèles climatiques mondiaux* ?

Tout d'abord, qui vous a dit qu'il aurait pris un risque, quel risque ou voyez-vous un risque, dites-nous ? En fait pas du tout, parce que l'oligarchie sait que cela ne portera pas à conséquence, elle s'en fout, car elle sait qu'il n'y a que des démagogues, des populistes ou des charlatans pour y accorder plus d'attention que cela ne mérite, et que personne ne les écoutera. Ils sont tous de droite ou d'extrême droite, même quand ils se réclament de la gauche dégénérée, ils vouent tous un culte au régime qui imposent un tas de mesures antisociales aux masses, donc elles ne les écouteront pas, ils demeureront isolés ou marginalisés, et l'oligarchie sait aussi que ce n'est pas le mouvement ouvrier qui pourrait se saisir de ce rapport du GIEC, il est totalement décomposé, mieux ou pire, il marche dans la combine pourrie du Green New Deal.

De la même manière, y en a qui s'étonnent qu'ils annoncent dorénavant la couleur au moment même où ils vont commettre un nouveau méfait contre la population. Ils n'ont pas compris que l'oligarchie détient absolument tous les pouvoirs, contrôle l'ensemble de l'économie et de la société, et par conséquent elle en fait ce qu'elle veut. Il n'existe pas une organisation politique organisée susceptible de l'arrêter, d'entrainer les masses au combat ou de contrarier ses plans ou ses décisions, elle affiche donc sa toute puissance insolente, ce qui a le don en plus de décourager ou démoraliser ceux qui seraient tentés de l'affronter. Et ça marche à merveille, voyez, je propose quelque chose d'autres aux lecteurs, sans même que cela les engage à grand-chose, ils savent que je ne suis pas corrompus, et bien cela n'intéresse personne. Les gens ne croient plus en rien, pas même en eux-mêmes, ils s'avouent vaincus d'avance, l'oligarchie peut annoncer tranquillement qu'elle va les matraquer, ils ne réagiront pas ou si peu.

Voyez Pfizer qui vient de sortir un rapport montrant que sa saloperie génique ne servait finalement à rien. Quel risque courent-ils ? Aucun, elle a été injectée, elle a été payée rubis sur l'ongle par les Etats, et même en cas de poursuite judiciaire, ce sont les Etats ou l'UE qui prendra tout à sa charge. Pfizer était tenu de sortir un rapport, ils se sont tenus à cette obligation légale, c'est tout. Ils se contrefoutent que ses conclusions vont à l'encontre de leur discours depuis un an sur l'efficacité de leur thérapie génique, ils sont tout puissants.

Pourquoi s'évertuons-nous à expliquer qu'il faut préparer les conditions pour renverser le régime en place, et qu'il n'existe pas d'autres alternatives politiques ? Parce que c'est la réalité qui nous l'impose. Nous savons à quel genre d'ennemis nous avons affaire, et que la seule manière d'en venir à bout, ce sera de l'éliminer tout simplement.

Si vous vous demandiez pourquoi et comment ils ont pu déclencher cette offensive généralisée contre tous les peuples en janvier 2020, vous avez là en grande partie les réponses à ces questions.

Pendant des années on m'a ri au nez ou je me suis fait insulté quand j'expliquais que les masses s'étaient embourgeoisées, qu'elles étaient corrompues par l'idéologie dominante, qu'elles étaient toujours aussi ignorantes. Plus récemment, j'ai évoqué la société du divertissement ou du spectacle que certains intellectuels avaient évoquée dès les années 60, quelle horreur, ils étaient proche du PCF, voilà comment s'en m'en rendre compte je suis devenu stalinien, à cela s'ajoutait la décomposition du mouvement ouvrier, en fait sa trahison du socialisme tous courants ou toutes tendances confondus depuis des lustres, ce que j'ai fini par comprendre tardivement, là je suis devenu l'ennemi n°1 des trotskystes autoproclamés. En revanche, immédiatement j'ai saisi qu'Internet et les réseaux dits sociaux ne favoriseraient pas la démocratie bien au contraire, de la même manière que les associations ou ONG qui serviraient à détourner les travailleurs du mouvement ouvrier et de la lutte des classes, voilà comment on devient complotiste !

Vous aurez compris que contrairement à tous ces gens-là, je suis indépendant du capitalisme et de ses institutions. L'exercice auquel je me livre dans mes causeries sert à le prouver à l'aide du marxisme, je le dis pour ceux qui ne s'en étaient pas encore aperçus.

Comment fonctionnent les médias mainstream ?

Prenez l'Etat de l'Uttar Pradesh en Inde, 227 millions d'habitants en 2020. Le gouvernement a organisé une campagne de tests massifs de la population, puis il a distribué dans chaque village des kits contenant notamment de l'ivermectine. Résultat, l'Etat qui était parmi ceux qui comptaient le plus de cas positifs et un nombre important de décès à complètement et très rapidement éradiquer l'épidémie de Sars-CoV-2. Cela n'empêche pas Macron et Véran d'affirmer qu'il n'existe pas de traitement efficace pour lutter contre la covid-19 et ses variants, ce sont des assassins.

- Selon le Times of India dans un rapport du 20 octobre, grâce à la décision de l'État d'autoriser et de prescrire l'Ivermectin, 71 des 75 districts n'ont signalé aucun nouveau cas de COVID-19 en 24 heures, et les quatre autres ont enregistré un total de 12 nouveaux cas.

LVOG - Il faut signaler aussi que le taux de vaccination est extrêmement faible, moins de 10% des adultes, donc elle n'a pu jouer aucun rôle dans l'éradication de l'épidémie.

- Entre-temps, le nombre total de doses distribuées dans l'UP a atteint 12,82 millions. En termes de personnes, 9,71 millions de personnes ont reçu au moins une dose et 3,11 millions sont complètement vaccinées.

LVOG - Dans ces articles Times of India omettra systématiquement de mentionner l'ivermectine, mais ils n'oublieront jamais la vaccination.

Sources :

https://www.redvoicemedia.com/2021/10/uttar-pradesh-most-populous-state-in-india-now-reports-71-out-of-75-districts-are-covid-free/

https://timesofindia.indiatimes.com/city/lucknow/13-new-covid-19-cases-in-8-uttar-pradesh-districts/articleshow/87323901.cms

---

Gardez espoir, le Great Reset a du plomb dans l'aile.

Climat: le chef de l'ONU dit quitter le G20 de Rome avec des "espoirs déçus" - BFMTV 31 octobre 2021

Le secrétaire général des Nations Unis a également assuré sur son compte Twitter que poursuivre sur le modèle économique actuel, basé sur la combustion de carbone, est une "condamnation à mort" pour toutes les économies, ainsi que pour la planète. BFMTV 31 octobre 2021

COP26: "si Glasgow échoue, tout échoue" avertit Boris Johnson - BFMTV 31 octobre 2021

LVOG - Les voilà tous condamnés à mort, en voilà une bonne nouvelle !

Et dire que pendant plus d'un siècle, ils ont appelé cela la gauche.

Dites, ceux qui l'ont prétendu, ils l'ont fait exprès ou c'était des ignares ?

Liste des 15 présidents de départements qui refusent de verser le RSA aux non-vaccinés - lemediaen442.fr 31 octobre 2021

Selon Sud Ouest, quinze présidents de département ont écrit le 29 octobre 2021 au Premier ministre : ils refusent d'assumer seuls le versement du RSA aux employés suspendus du fait de leur non-vaccination, et dénoncent le manque de concertation de l'État avant la prise de cette décision.

Les départements refusent d'assumer seuls le versement du RSA aux antivax. C'est en substance ce qui se dégage d'un communiqué du Conseil départemental de Gironde, écrit ce vendredi 29 octobre en réaction à la demande du gouvernement, qui réclame aux collectivités locales de verser le revenu de solidarité active (RSA) aux « personnes privées d'emploi suite à un refus d'obligation de vaccination. »

Les élus sont tous du Parti socialiste :

Gironde : Jean-Luc Gleyze
Gers : Philippe Martin

Landes : Xavier Fortinon
Seine-Saint-Denis : Stéphane Troussel
Aude : Hélène Sandragné
Tarn : Christophe Ramond
Nièvre : Fabien Bazin
Lozère : Sophie Pantel
Haute-Vienne : Jean-Claude Leblois
Pyrénées-Orientales : Hermeline Malherbe
Ariège : Christine Téqui
Lot-et-Garonne : Sophie Borderie
Côtes-d'Armor : Christian Coail
Haute-Garonne : Georges Méric
Loire-Atlantique : Michel Ménard

Vous pouvez télécharger les photos de nos élus au format PNG pour illustrer les futures manifestations. Lien valable une semaine : https://we.tl/t-oG1R4VxWGP

Une dépense supplémentaire que dénoncent la Gironde et quatorze autres départements qui ont signé une lettre destinée au Premier ministre Jean Castex. Parmi les signataires, les Landes, la Haute-Vienne et le Lot-et-Garonne. Ces instances estiment anti-législatif de rémunérer certains salariés sous prétexte que ces derniers ne puissent exercer leurs fonctions du fait de leur refus du vaccin anti-Covid.

Le RSA est un « dispositif d'insertion sociale et professionnelle » et il ne peut « remplacer une allocation nationale versée suite à un arrêt d'activité pour motif d'absence de passe sanitaire », soulève ainsi la missive.

https://www.sudouest.fr/gironde/covid-le-departement-de-la-gironde-ne-veut-pas-verser-le-rsa-aux-personnes-refusant-de-se-faire-vacciner-6760719.php?s=09

Constats accablants.

Au CHRU de Besançon, c'est l'enfer : « On a foutu dehors des gens vaccinés, aux urgences ils sont dans la merde ! » - lemediaen442.fr 30 octobre 2021

Besançon, le 28 octobre 2021. Coup de gueule de Pascal qui a été pris en charge par les urgences du CHRU. Entré aux urgences le lundi à 13 heures, il aura un lit à 2h30 du matin. A côté de lui, une femme a dû attendre trente heures pour avoir un lit d'hôpital.

« Ce n'est pas parce que le personnel n'est pas compétent, mais c'est qu'il n'y a plus personne, c'est la panique. Si on ne se réveille pas, on va être dans une merde pas possible dans un an et même avant. Tout le personnel soignant est très compétent. Si on met ces gens-là dehors comme des merdes, je peux vous dire que sans eux, on est de la merde. On a foutu dehors des gens vaccinés, j'en connais. C'est pour ça qu'aux urgences, ils sont dans une merde pas possible. J'ai demandé un verre d'eau, j'ai attendu sept heures pour l'avoir. Mais le personnel soignant n'y est pour rien, il subit ce qu'il se passe. Les Olivier Véran et compagnie, tous ces gens-là qui nous font des belles promesses, ils font crever les gens. »

Dr Joseph Ladapo : « On empêche les personnes vaccinées de parler des effets secondaires ! » - lemediaen442.fr 30 octobre 2021

Voici une vidéo du chirurgien général de Floride, Joseph A. Ladapo. A contre-courant de la pensée unique, très critique sur le vaccin dès sa nomination en tant que chirurgien général le 21 septembre 2021 par le gouverneur de Floride Ron DeSantis. Et il est vrai que les faits lui donnent raison concernant le prétendu taux de protection du vaccin supérieur à 90 % et le blocage de la transmission :

« Vous vous souvenez quand les gens vous disaient que ces vaccins allaient bloquer la transmission et que les taux de protection étaient supérieurs à 90 % ? Eh bien, devinez quoi ? Nous voici environ dix mois plus tard, et nous constatons que les données montrent que pour certains des vaccins, la protection contre l'infection est inférieure à 40 % et même moins que cela pour certains d'entre eux. Comme nous le savons maintenant, ces vaccins ne préviennent pas la transmission. » Ladapo déclare ensuite que les personnes qui ont eu des effets indésirables à cause du vaccin ont été réduites au silence : « Les personnes en bonne santé qui ont eu des effets indésirables après les vaccins, il y a eu un effort concerté pour empêcher le partage de leur histoire, leur expérience, les empêchant de recevoir l'attention qu'elles devraient manifestement recevoir. »

Transcription

« Donc cette idée, j'ai entendu certain dirigeants dire des choses comme : "Nous allons créer des lieux de travail sûrs en rendant ces vaccins obligatoires." Eh bien, les deux choses sont dissociées, parce que les infections peuvent toujours se produire, que les gens soient vaccinés ou non. Je veux dire, c'est très évident. Et vous vous rappelez que ces gens vous disaient aussi que toutes ces infections de personnes vaccinées étaient rares. Eh bien, elles ne sont manifestement pas rares. En fait, elles sont courantes. Ça, c'est la vérité ! Donc cette idée que les obligations de vaccination sont nécessaires pour créer des lieux de travail sûrs, c'est un mensonge complet et pas du tout soutenu par la science. En fait, la science dit quelque chose qui est complètement à l'opposé. Certaines personnes ne sont pas à l'aise avec ces vaccins en raison du climat de malhonnêteté scientifique à propos de l'état de la science. Que ce soit l'immunité naturelle, son déni malgré les données, ou, dans le cas des vaccins, le besoin de discussions ouvertes et honnêtes sur l'efficacité et la sécurité. Il y a eu de la malhonnêteté autour de ça. La réalité de la sécurité de ces vaccins n'est absolument pas publique. Les personnes en bonne santé qui ont eu des effets

indésirables après les vaccins, il y a eu un effort concerté pour empêcher le partage de leur histoire, leur expérience, les empêchant de recevoir l'attention qu'elles devraient manifestement recevoir. C'est complètement ridicule. Les Américains le sentent. Beaucoup d'Américains peuvent sentir qu'il y a une malhonnêteté totale sur la sécurité du vaccin. »

Sélection d'articles à lire

- Marc Doyer témoigne pour son épouse des effets secondaires du vaccin : "C'est un devoir citoyen" 31/10/2021

- Chronique N°76 – « Obnubilation vaccinale et sadisme de la prolongation du passe : la fin ne justifie pas les moyens » 30/10/2021

Haut de page

Le 6 novembre 2021

Désolé, je ne suis pas milliardaire !

Désolé, la causerie n'est ni indexé sur les agences de presse ou les réseaux dits a(sociaux), ni sur l'agenda électoral français ou le cours de la Bourse, ni sur la dernière déclaration d'un misérable personnage ou parti politique, elle nous a été inspirée par les aspirations légitimes du peuple exploité et opprimé à vivre dans une autre société.

Le fait qu'elle ne soit dictée par personne, qu'elle soit politiquement incorrecte et décalée par rapport à la Une des médias devrait rassurer les lecteurs autant sur notre santé mentale que sur notre équilibre intellectuel ou encore nos réelles intentions, qui témoignent de notre totale indépendance. Et bien non, cela aurait plutôt le don de les agacer ou de rendre hystérique ceux qui se sont trompés d'adresse, d'ailleurs je me demande ce qu'ils viennent faire ici, leur place serait plutôt au café du commerce chez l'écrivain journaliste Christian Combaz (La France de Campagnol), notez qu'il y a pire.

Dès le début j'ai adopté le parti pris d'avancer à découvert, sans masque, j'avais imaginé que ce principe favoriserait l'établissement de relations sincères entre moi et des lecteurs sans présumer de la suite, force est de constater que je me suis trompé, dont acte. Pour autant, je ne renoncerai pas ou je ne changerai rien. Je ne vais tout de même pas me mettre à me composer un personnage à 66 ans pour plaire à je ne sais pas qui, alors que je m'en suis toujours passé, passablement cabochard je veux bien, mais pas cabotin !

J'ignore ce qui dérange ou choque à ce point-là les lecteurs, de mon caractère, de ma personnalité, de mes principes, de mon engagement politique, de ma méthode, de ma manière de m'exprimer, de m'adresser à eux, de ma situation personnelle, toujours est-il qu'il y a là matière à confusion ou à méprise à foison. J'en conviens, je n'y peux rien et je ne leur en veux pas. Et pour cause.

Puisque la plupart doivent participer à des réseaux dits sociaux, je me suis demandé s'ils avaient conscience d'intervenir dans des supports, dont les propriétaires étaient des milliardaires, qui ne les avaient certainement pas créés dans le but que vous puissiez défendre vos intérêts... mais plutôt les leurs, logique, non ? Là c'est vous qui auriez tort de vous entêter, si je peux me permettre.

Il y en a qui ont réussi à se persuader que n'importe quelle action servirait tout de même à quelque chose, désolé mais je n'en suis pas du tout convaincu. En fait pour répondre à cette question d'une complexité insondable, il suffit de se livrer à un simple état des lieux pour battre en brèche une telle croyance. Une simple observation de l'état du monde, les rapports qui existent aujourd'hui à tous les niveaux dans la société prouvent quotidiennement le contraire, sinon tout le monde ne conviendrait pas que depuis 40 ans ou bien plus, ils n'ont jamais été aussi pourris, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Dès lors, on se demande comment de nos jours une telle inconsistance ou incohérence peuvent prévaloir. Je crois que c'est cela qui est le plus préoccupant et qui devrait nous questionner. On a l'impression que le mode de pensée unique a littéralement subjugué ou pratiquement envahi tous les esprits et tous les recoins de la société, au point que plus personne n'ose mettre en avant sa propre personnalité ou faire preuve d'imagination par crainte du regard ou du jugement des autres, ce qui est dommage parce que beaucoup plus de gens qu'on ne le pense ne supportent plus de vivre dans une société aussi déshumanisée.

Ici vous n'avez rien à craindre, hormis le jugement qu'on peut porter sur soi-même, je n'en supporterai jamais aucun autre. On peut interpréter une idée ou un comportement, mais on n'a pas le droit de juger les autres. Je vous encourage à vous exprimer librement et à nous faire part de vos expériences qui serviront à tous les lecteurs. C'est le minimum que je vous demande de partager ensemble au nom de la fraternité qui nous unit, et je me fous que vous partagiez ou non mes idées ou mon orientation politique, je ne confonds pas les deux.

Bon dimanche.

- La causerie d'octobre 2021 au format pdf (97 pages)

Note de lecture ou le bon mot du jour.

- C'est un monde ordurier qui peut se livrer à te telles pratiques pitoyables et c'est justement celui des « élites » !

Si la caste au pouvoir ne veut pas comprendre le message des résistants, la guerre civile sera inéluctable et prochaine.

Lu.

- Quand un vaccin n'est pas efficace à la première dose, qu'il n'est pas efficace à la seconde, et qu'il faut une troisième au bout de six mois parce qu'il n'a plus aucun effet « protecteur », alors, doit-on encore parler de vaccin ou d'escroquerie ?

LVOG - Poser la question, c'est y répondre !

- Cette causerie au format pdf (27 pages)

INTRODUCTION.

On n'a rien à cacher.

Les idéologues ou les think tank de l'oligarchie nous lisent discrètement, pourquoi ? Parce qu'on fournit des analyses qui correspondent à la réalité. On est un petit nombre dans ce cas-là, moins encore dès qu'on inclut le mouvement ouvrier ou la lutte des classes. Il est facile de comprendre que cela les intéresse de savoir quel est le véritable rapport de forces entre les classes avant de mettre au point leurs tactiques ou déclencher des opérations, ils ont besoin de savoir avant où en est la situation. J'en avais eu la preuve il y a de cela quelques années déjà quand dans les statistiques du portail était apparu une IP suffisamment explicite pour que j'identifie son propriétaire, un think tank en relation avec les services de renseignement, ou encore un courriel reçu du journal Le Monde.

Ils ne peuvent pas se fier à ce que bricolent les partis du mouvement ouvrier, ils sont trop tordus ou corrompus, toutes leurs analyses sont biaisées ou trafiquées, elles valent que dal hormis pour leurs sectes. Moi-même je ne les consulte plus ou très rarement, je lis le titre, le premier paragraphe s'il n'est pas trop long, et je passe au dernier rapidement, si vous me demandiez ce qu'ils deviennent, je vous répondrais que je n'en sais fichtre rien et je m'en passe très bien, je préfère m'adresser aux maîtres qu'à ses serviteurs, c'est plus instructif.

Bref, nos ennemis savent donc parfaitement à quoi s'en tenir nous concernant, on est totalement démuni, je n'ai même pas trouvé un groupe de militants qui partageraient une partie de mes idées ou qui mériteraient un quelconque intérêt. Tous vivent encore des illusions ou des impostures du passé, tous ceux qui se sont raccrochés à cette planche pourrie ont coulé avec ou une piquouse aura suffi pour les achever. Ah le bon vieux temps, à croire qu'ils tenaient tant que cela au stalinisme ! Tu parles, quand tu as pris conscience de ce qu'il incarnait, tu en as honte plutôt, tu te dis, comment j'ai pu être con à ce point-là. On est tous passé par là un jour, cela fait partie de la vie, le tout c'était de ne pas le rester ! Personnellement il m'a fallu tellement de temps pour venir à bout de toutes les conneries que j'avais emmagasinées, que je ne peux en vouloir à personne d'en trimballer encore un paquet.

Aujourd'hui quand tu écoutes les uns et les autres, que disent-ils ? Que les masses n'ont pas évolué, qu'elles sont toujours aussi ignorantes, qu'elles sont connes comme ce n'est pas permis et j'en passe, en fait tous en arrivent au même constat, mais aucun ne veut s'y attaquer, pourquoi ? Parce qu'ils sont pareils, je ne vois pas d'autres explications ! Et comme ils n'en ont pas davantage conscience, pire, ils se croient plus intelligents que la moyenne, c'est donc impossible de discuter avec eux, on est en face d'ignares qui vous prennent pour un con. Ils ne peuvent admettre qu'ils se sont fourvoyés pendant des années ou des décennies, je parle des militants, bien que les faits le prouvent.

J'ai lu il y a déjà un moment dans un article qui relataient les années 50 et les décennies suivantes que l'orientation du mouvement ouvrier avait servi les intérêts des capitalistes et que ces derniers en avaient eu parfaitement conscience, ce n'était pas difficile à vrai dire, et ils en avaient profiter pour l'instrumentaliser afin d'atteindre des objectifs économiques et politiques auxquels ils ne seraient jamais parvenus autrement, plus difficilement ou beaucoup plus tard, bref ils n'avaient pas eu de meilleur allié que le mouvement ouvrier, et nous comme des cons on y combattait et on n'a rien vu venir ou on est passé complètement à côté.

C'est en découvrant Clouscard, un intellectuel proche du PCF, que j'ai découvert cela. Cela m'a incité à lire d'autres auteurs qui étaient autrefois prohibés chez les trotskystes et qui doivent toujours l'être, à m'intéresser à l'évolution du capitalisme depuis 1945 en relation avec les nouveaux besoins qu'il a favorisés parmi les masses, pour m'apercevoir que je m'étais trompé ou que j'avais inversé les rapports qui existaient entre ces deux facteurs, et qu'en les remettant à l'endroit on arrivait à une toute autre analyse de la situation et du rôle du mouvement ouvrier qui était beaucoup moins glorieux que ce qu'on m'avait enseigné, il avait accompagné et même favorisé la voie à l'évolution du capitalisme après-guerre jusqu'à nos jours.

J'en étais resté à la critique du réformisme et à la nécessité de combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière, sans prendre conscience des conséquences qu'allait entraîner l'abandon du socialisme par la social-démocratie, qui incarnait davantage le réformisme que les staliniens à cette époque, tout du moins c'est ainsi qu'on nous présentait les choses, croyant à tort que mon propre engagement en faveur du socialisme compenserait en quelque sorte les effets de la trahison de la SFIO et du PC, alors que ce n'était pas le cas.

J'ai toujours sous-estimé les effets du réformisme sur les masses, du coup je ne pouvais soupçonner que c'était notre pire ennemi. Du coup, mon militantisme n'a pas servi la cause pour laquelle je croyais combattre, au lieu de combattre les illusions des masses, je les ai cautionnées d'une certaine manière en n'engageant pas la lutte à mort contre la social-démocratie, au nom du sacro-saint front unique ouvrier il fallait la ménager, mais en procédant ainsi, c'était le capitalisme que je ménageais également. Les trotskystes lambertistes, en réalité tous les courants se réclamant du trotskysme, le justifiait en prétendant que cette tactique permettait de préparer l'étape suivante qui verrait surgir la révolution. Or, aucune des conditions requises pour une révolution n'exsterait après mai 81, c'était une pure invention de la part de leurs dirigeants, ce dont je me suis aperçu des décennies plus tard.

Les masses pourraient supporter la décomposition de la société, les privatisations, la disparition des services publics, l'austérité, les guerres, toute sorte d'atteintes à leur liberté individuelle et collective ou politique aussi longtemps que leurs conditions matérielles d'existence les plus

élémentaires ne seraient pas remises en cause, et pendant 75 ans tous les gouvernements et le mouvement ouvrier oeuvrèrent en commun pour que cela ne soit jamais le cas ou que la situation n'en arrive jamais à cette extrémité, pendant que la fortune et le pouvoir politique de l'oligarchie allaient croître comme jamais...

C'est ainsi que la société a pu littéralement pourrir sur place au fil du temps sans que les masses ne réagissent, leur niveau de conscience ne dépassant pas l'état de leur frigo pour reprendre une misérable expression à la mode ou celui de leur tube digestif, qui à ma connaissance n'inclut pas le cerveau.

Et puis, il faudrait peut-être se poser la question suivante : Le réformisme ou la tactique du front unique ouvrier devait permettre aux travailleurs de vivre mieux, dans une société meilleure ou plus juste, avez-vous l'impression que cet objectif aurait été atteint, est-ce le cas ce 3 novembre 2021, est-ce que les jours qui s'annoncent seront heureux selon vous ? Vous connaissez la réponse. Alors tout cela pour cela ? Comment ne pas arriver à la conclusion qu'on vous a trompés délibérément ? Oui, mais notre frigo est quand même plein... Vous parlez d'une réponse. J'ai cru entendre parler de pénuries de beaucoup de choses ces derniers temps, il semblerait que vous ayez besoin des petites mains aux quatre coins du monde, qui n'ont même pas les moyens de s'en acheter un ou il reste désespérément vide pour que vous puissiez remplir le vôtre... Cela vous est-il venu à l'esprit au moins ? Non, j'imagine, et bien c'est un tort, cela vous aurait évité de sortir une connerie. Vous feriez mieux de vous pencher sur la réalité de votre condition, car vous allez en avoir besoin très prochainement. Si cela pouvait vous aider à réfléchir et à prendre en mains votre destin, après seulement on pourrait peut-être envisager des jours meilleurs, sinon n'y comptez pas. Si maintenant vous préférez attendre d'être dans une merde noire au point de ne plus pouvoir vous nourrir avant de réagir, c'est vous que cela regarde, dommage.

Au passage, encore, parce que tout ne me vient pas en bloc à l'esprit, je dois m'y rependre à plusieurs fois pour clarifier mes idées. Ceux qui entendent ménager les travailleurs, leur éviter de nouvelles souffrances ou privations, qui s'apitoient sur leur sort, ne sont pas vraiment de bons conseillers ou de véritables amis. Parce que, pour que les travailleurs progressent ou se mobilisent, ils doivent souffrir plus d'à l'accoutumée. Il faut que leurs conditions d'existence soient devenus insupportables, c'est seulement dans ces conditions qu'ils cherchent à comprendre ce qui se passe réellement, qu'ils cherchent une issue politique, et non lorsque leur insouciance les portent à ne pas se soucier de leur sort ou à subir passivement leurs conditions, sans trop se poser de questions. Méfiez-vous des faux amis bien intentionnés à votre égard ! Ce sont souvent nos pires ennemis, si vous ne l'aviez pas encore constaté, voyez ce qu'il en est avec la vaccination que tous veulent nous imposer, une véritable roulette russe avec ses dizaines de milliers de morts parmi des bien-portants et bien davantage d'handicapés à vie, y compris ceux qui s'expriment en notre nom, cela donne à réfléchir.

Tout le monde se demande comment on a pu en arriver à vivre dans une société où pas un secteur, un pan, un domaine ne soit complètement pourri, corrompu, détestable, de l'alimentation à la médecine en passant par l'école, les sciences, l'état des villes ou des quartiers, etc. sans parler de l'état d'esprit ambiant, l'individualisme à outrance, l'indifférence, la soumission, l'imposture, l'hypocrisie, le mensonge, la violence, la délation, etc. bref, un stade de délitement et de crétinisme effrayant qui ne peut que favoriser la mise en place d'une effroyable dictature.

On se dit, mais alors pourquoi ne pas avoir privilégié l'éducation des masses, pourquoi avoir sacrifié les enseignements du marxisme et de la révolution russe ? Pourquoi avoir privilégié des objectifs immédiats au détriment d'objectifs sur le long terme ? N'aurait-il pas mieux valu dire la vérité aux masses en toute circonstance ? N'aurait-on pas dû nous en tenir à ces vérités au lieu de les conserver au fond d'un tiroir ? N'aurait-il pas mieux valu être coupés des masses ou être à contre-courant quand leur orientation était franchement réactionnaire au lieu de les conforter dans leurs errements ? Qu'avons-nous gagné au juste en procédant comme nous l'avons fait ? Rien, le néant.

On nous dit que leur niveau de conscience pose problème aujourd'hui, il serait tant de s'en apercevoir. Les masses sont décomposées, découragées, démoralisées, plus éloignées que jamais du socialisme. On a fait en sorte qu'elles se détournent de la politique ou qu'elle ne lui inspire que du dégoût, à juste titre, la faute à qui, on est en droit de se poser la question, non ? Même matraquées quotidiennement ou appauvries, pourquoi, comment pourraient-elles renouer avec le socialisme, quand ceux qui s'en réclament sont eux-mêmes complètement corrompus ou partagent la responsabilité de leur condition actuelle, ils sont tous piquousés et demain ils vont réclamer à Macron une 3e puis une 4e dose, des masques, etc. ?

Deux remarques ajoutées plus tard.

Cependant, les conditions objectives n'ont jamais été aussi favorables au socialisme. Qu'est-ce qu'ils veulent faire avec le Great Reset ? Rationaliser encore plus la production, c'est ce qu'on ferai, mais en étant motivés par des objectifs diamétralement opposés à ceux de l'oligarchie.

Au passage, c'est ce qui permet de comprendre le discours des libertariens, des populistes d'extrême droite ou les souverainistes qui incarnent les intérêts du capitalisme nationaliste, quand ils accusent la stratégie du FEM ou de l'UE de socialiste ou de communiste. C'est exact jusqu'à un certain point comme on l'a précisé précédemment, et c'est la raison pour laquelle les éléments des classes moyennes de droite qui rejettent la politique de Macron en pincent pour les Philippot, Asselineau, Dupont Daignan et cie. qui sont férocement antisocialistes ou anticommunistes. Ils ne peuvent pas pencher vers la pseudo-gauche, puisque elle est à des degrés divers sur la même ligne que le FEM ou l'UE, Macron ou LREM, ou alors son discours est proche de celui des nationalistes, par conséquent des gens de droite préfèreront encore Philippot ou Asselineau plutôt que Mélenchon par exemple.

Cela ne nous dit toujours pas comment on pourrait parvenir à un changement de régime.

Les hommes étant inconscients ou assez fous pour avoir créée une situation mettant en danger la survie de leur espèce, que faudrait-il d'autres pour qu'ils réagissent ? Que le climat fasse des siennes dans un sens ou un autre, qu'une comète s'abatte sur la Terre, qu'il en suive un chaos extrême et que des dizaines ou des centaines de millions d'hommes, femmes et enfants meurent dans des conditions épouvantables, après tout ce serait parfaitement possible. Imaginez une diminution de la production agricole de 30 à 50%, qu'une

catastrophe cosmique se produise, il y en a eu dans le passé lointain, la veille il était encore imprévisible et il le serait aujourd'hui encore, vous l'ignoriez ou vous n'y avez jamais pensé sérieusement, c'est un tort. Après on a envie de dire, ceci explique cela. On se fout de tout, on n'a qu'une vie, il faut en profiter à fond et peu importe ce qui adviendra dans le futur... Pourquoi pas, c'est une manière de voir les choses, mais alors ne vous plaignez pas.

On se demande parfois, pourquoi finalement on a appris à lire et à écrire, à compter, pourquoi on a suivi des études ou on a lu des centaines de livres ou davantage encore, si c'était pour demeurer aussi ignorant que les générations passées ou aussi arriéré que les peuples qui n'ont pas bénéficié de cette évolution, on en viendrait presque à se demander si le terme évolution était appropriée. Ceux qui sont dans ce cas-là, les plus instruits qui traitent les autres de cons, devraient commencer par se regarder dans un miroir, ils se reconnaîtraient car ils n'ont rien à leur envier.

C'est pour le moins étrange, à entendre ceux qui ne veulent pas fournir le moindre effort pour essayer de prendre conscience du monde dans lequel nous vivons, on a l'impression que conscience et bonheur serait incompatible, c'est dire dans quelle confusion ils baignent.

Les hommes et la société sont tellement horribles ou détestables qu'en avoir conscience rendrait forcément triste ou malheureux. Mais c'est oublier qu'ils possèdent aussi un formidable potentiel inexploité ou intact, des qualités exceptionnelles. C'est ne voir qu'un aspect du tableau, le plus noir, mais quand on le prend en entier, on y voit un peu plus clair, l'horizon se dégage, on gagne en lucidité et en sérénité, ça c'est en prime et cela se mérite. C'est vrai que cela n'est pas directement accessible, mais franchement cela vaut le coup. Et puis, cela donne un sens à la vie inégalable. J'ai envie de dire qu'on voit même au-delà, au-delà des apparences trompeuses, car en mettant notre imagination au service de la réalité ou de la situation présente, on peut découvrir les éléments d'une société future qui serait totalement différente de celle que nous connaissons aujourd'hui, incomparablement plus juste, ils existent mais on ne les voit pas habituellement, ce qui explique en partie pourquoi le transhumanisme ou le posthumanisme vers lesquels les psychopathes qui dirigent le monde veulent nous entraîner, parvient à se développer, ils en sont la négation, sordide.

Autrement dit, ce n'est pas en fuyant la réalité qu'on parviendra à mieux la comprendre ou la maitriser pour l'orienter dans une direction conforme à nos aspirations. Tout est fait de contradictions qu'il faut considérer dans leur ensemble. Je crois que c'est cela la recette de la connaissance et du bonheur. Sinon, on est voué à reproduire toujours les mêmes erreurs et on n'avance pas, pire, on va s'enfoncer dans le mensonge et l'hypocrisie et régresser et faire notre malheur. Il n'y a rien de plus triste et stupide dans la vie d'un homme ou d'une femme, ce qu'on ne souhaitera à personne, pas même à nos pires ennemis, c'est la seule concession qu'on peut leur accorder.

Personnellement, j'ai conscience d'avoir atteint un niveau de conscience supérieure, et cela ne m'empêche pas pour autant de me détendre, de rigoler, de m'amuser, de plaisanter avec les gens en général, de faire le clown avec les gosses, de jouer avec mon chien, d'être de bonne humeur, de me sentir bien dans ma peau ou d'être heureux même. D'un autre côté ou ceci n'empêche pas cela, j'ai de graves lacunes incurables, je suis bourré de principes et de valeurs que la plupart des gens ne respectent pas ou piétinent, je suis hyper exigeant envers moi-même, mais tolérant avec les autres, si je ne les juge pas, je vais jusqu'à admettre qu'ils se permettent de me juger sans pour autant accepter forcément leurs jugements, je leur interdis d'empiéter sur ma liberté, c'est la seule chose sur laquelle je suis rigide, intransigeant, intraitable

La civilisation humaine est à la croisée des chemins, elle l'est déjà depuis un moment, elle le serait même si les psychopathes du FEM ne l'avaient pas décrété, notez bien. On ne s'inspire pas de leur agenda, on n'a jamais arrêté de le répéter. La croissance exponentielle de la population et la consommation à outrance de matières premières ont des conséquences préjudiciable sur l'existence de notre espèce, en attendant pourquoi devrait-on être condamné à vivre un véritable cauchemar au quotidien ? Est-ce que c'est ce qu'on veut vraiment ou on préfèrerait l'éviter ? C'est possible, à condition de se débarrasser du capitalisme au plus tôt, il n'existe pas d'autre remède ou solution, il faut passer au socialisme.

La réduction progressive de la population est parfaitement envisageable sans exercer la moindre violence ou imposer la moindre contrainte aux peuples. On ne voit pas en quoi avoir plus d'un ou deux enfants par couple ou femme pourrait donner un sens à la vie ou constituer un idéal ou encore permettrait de s'épanouir sur le plan individuel, et cela ne constitue pas non plus une nécessité sur le plan collectif, puisque nous sommes parvenus à un niveau de développement des forces productives qui permet de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population tout en réduisant le temps de travail de manière à ce que chacun dispose d'un maximum de temps libre et en dispose librement.

Le développement des sciences et des technologies à certes progresser au point de pouvoir produire de quoi satisfaire les besoins matériels de l'ensemble de la population mondiale en réduisant la pression exercer sur l'environnement ou les ressources de notre planète, mais il est entravé par la survie du capitalisme ou les découvertes et innovations qui ont été réalisées au cours des 5 ou 7 dernières décennies mais qui n'ont jamais été exploitées parce qu'elles auraient porté atteinte au profit des capitalistes. Une fois débarrassées de cet entrave, elles contribueraient à pouvoir produire moins et mieux tout en satisfaisant les besoins de la population et elles progresseraient encore de manière fulgurante, cela ne fait aucun doute.

Quand on sait qu'il existe un tas de matériaux aux propriétés exceptionnelles qui ont été découverts et qui ne sont pas exploités aujourd'hui, parce que pas rentables ou incompatibles avec le capitalisme, par exemple des matériaux inusables, qui se régénèrent naturellement, qui conservent leur forme originelle, qui ont une durée de vie pratiquement illimitée, et bien sous un régime socialiste, l'emploi de tous ces matériaux serait généralisé à la production de l'ensemble des produits dont la population aurait besoin, non seulement l'obsolescence programmée n'existerait plus, l'ensemble des biens manufacturiers seraient conçus pour être recyclages, le gâchis actuel de matières premières ne serait plus qu'un vieux souvenir, entre autres. Notre manière de produire et de travailler, notre conception des sciences et des technologies seraient profondément modifié et nécessiterait moins de matière première, moins de force de travail sans entraîner chômage et pauvreté, et qui plus est, la production des marchandises et des services profiterait à l'ensemble de la population qui serait associée à leur gestion, en fonction des besoins de chacun, même les notions d'égalité ou d'équité seraient dépassée, obsolètes parce qu'on aurait atteint un niveau de démocratie ou plutôt de conscience supérieur

On va me dire que je rêve, que je suis un doux rêveur, un utopiste... Je le réfute, tout le matériel qui vient d'être décrit existe bel et bien, mais il ne sera disponible que lorsque nous auront pris le pouvoir politique et nous nous serons débarrassés du capitalisme. C'est le seul obstacle qu'il nous reste à abattre, pour que la civilisation humaine renoue avec le progrès social et avance sur la voie de la démocratie et de la liberté.

Voilà rapidement notre programme et nos objectifs que je vous invite à partager. C'est ce qu'on appelle aussi le socialisme, le véritable socialisme.

MANIPULATION DES MASSES. PENDANT QU'UN COUPLE DE PÉDOHILES EST INSTALLÉ A L'ÉLYSÉE.

Pédocriminalité : "Leur terreur, c'est que les gens descendent dans les rues pour ça" Karl Zéro - francesoir.fr 02.11.2021

https://www.francesoir.fr/videos-lentretien-essentiel/karl-zero-pedocriminalite

Le commentaire que j'ai adressé à FranceSoir et qui apparemment a été publié, tout du moins il figurait à l'écran ce matin 6 novembre.

- Karl Zéro est un imposteur, un représentant du woke.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre du woke, la propagande idéologique de l'oligarchie qui incarne l'Etat profond, qui consiste à dresser toutes les catégories de la population les unes contre les autres, à les rendre coupables d'actes qui en réalité sont à mettre au compte du régime d'exploitation et d'oppression qui est à l'origine du système économique en place, dans la mesure où tous les rapports sociaux dans la société sont la reproduction fidèle des rapports dominants sur dominés... Vous remarquerez au passage, que jamais ces rapports qui sont les fondements du capitalisme, ne seront visés. Ce qui signifie que l'essentiel se situe ailleurs.

Comment fonctionne le woke. En appelez aux représentants de l'État au service de l'oligarchie pour un régler un problème social en y associant le peuple, c'est aliéner son indépendance, et par conséquent le livrer pieds et mains liés à l'oligarchie.

Pendant que les membres de la population s'écharpent entre eux, ils ne combattent pas le régime qui est à l'origine de ce qu'ils dénoncent à juste titre. L'unique objectif de ce genre d'opération, c'est de diviser la population pour épargner le régime en crise, afin qu'il puisse lui imposer plus facilement des mesures toujours plus liberticides et antisociales, et non de mettre fin aux discriminations ou aux méfaits, aux crimes dont il porte la responsabilité.

Karl Zéro en est un agent, et c'est pourquoi il fait l'objet d'une si généreuse attention de la part des médias.

Qu'on ne se méprenne pas, quand des éléments de l'élite ou des acteurs politiques ou autres de premier plan sont mis en cause, c'est, soit parce que l'oligarchie qui soutient cette campagne a décidé de s'en débarrasser parce qu'elle a jugé qu'ils étaient devenus inutiles ou encombrants et elle se moque qu'ils en soient des victimes, soit histoire de donner le change à ses futurs détracteurs, pour donner une sorte de crédibilité à sa campagne ou de dire, voyez on n'épargne personne, on est honnête, faites-nous confiance, cette cause est juste venez participer à cette campagne. Campagne qui au demeurant est purement idéologique, dans la mesure où elle contribue à la déstabilisation de l'État et au chaos général qui figurent dans le programme ou la stratégie du clan dominant de l'oligarchie financière, de manière à ce qu'une fois établie la faillite de l'État pour régler les problèmes auxquels la population doit faire face, celle-ci fasse appel à elle ou elle demeure la seule en lice, elle apparaisse en dernier recours pour gérer l'ensemble de la société ou décider de son orientation, la sauver de terribles fléaux ou ennemis invisibles. Tout se tient.

Finalement, c'est un moyen ou un instrument au même titre que le code QR par exemple, pour justifier ou légitimer le contrôle de l'oligarchie ou son emprise sur l'ensemble de la population. Il faut donc en conclure que ces dénonciations aux allures faussement généreuses ou humanistes s'inscrivent en réalité dans le cadre d'une opération particulièrement cynique, sordide, monstrueuse de cruauté, bref, de nature totalitaire.

Le second commentaire posté après avoir lu les commentaires qui figuraient à la suite de cet article.

Quel est l'objectif de cette campagne médiatico-idéologique ? Qui est-il visé en réalité et à qui elle doit-elle profiter ? La réponse à ces questions au fil des commentaires d'internautes.

Qui vise cette opération ?

- La solution est de libéraliser: Moins d'État, moins de pouvoir, moins de corruption.

- Les électeurs étatistes nous ont mis dans cette situation en nourrissant le monstre élection après élection.

Réponse à la question, qui est visé : L'État, la République et la démocratie aussi corrompues ou déformées soient-elles.

Reste la question, au profit de qui et qui doit se substituer à l'État ou aux peuples ? Avec le commentaire suivant on brûle ou on a un début de réponse :

- Cette idéologie répandue mondialement qui doit être combattue au niveau international, n'est aujourd'hui qu'à peine abordée par nos dirigeants...

Donc, c'est quoi cette "cette idéologie répandue mondialement", sinon celle du Forum économique mondial, du Great Reset, du Green New

Deal, de la dictature numérique ou du "crédit social" qu'ils tentent d'imposer à tous les peuples depuis la pandémie virale qu'ils ont fabriquée à partir de janvier 2020, qui doit aboutir à l'instauration d'un nouvel ordre mondial totalitaire. Karl Zéro démasqué.

VAUT MIEUX LE SAVOIR.

C'est bien le fascisme le modèle de société de l'oligarchie financière.

Lu.

- Selon la définition du forum économique mondial : « Le capitalisme participatif est une forme de capitalisme dans laquelle les entreprises cherchent à créer de la valeur à long terme en tenant compte des besoins de toutes leurs parties prenantes, et de la société en général. »...

LVOG - J'ajouterai, sans préciser ni comment cette "valeur" sera répartie ou dans quelle mesure elle profitera réellement à chacun une fois que l'oligarchie et l'élite à son service seront servis, pas besoin, on l'a deviné !

- Selon National Review : « Le capitalisme participatif est du corporatisme sous un autre nom ».

LVOG - Cela correspond à la nature, à la définition ou à la mission qu'il a dévolu aux ONG.

Le corporatisme intègre toutes les classes et leurs représentants qui perdent ainsi leur indépendance, dès lors, ils ne sont plus en mesure de s'opposer ou de combattre la dictature ainsi mise en place.

Généralement son instauration s'accompagne de la répression féroce des syndicats et des partis ouvriers avant de signifier leur l'interdiction pure et simple ou leur mise hors la loi. Il faut noter que pour y parvenir, il faut au préalable que les principaux partis ouvriers et syndicats aient trahi la cause qu'ils prétendaient représenter ou défendre.

Sous un régime bonapartiste du type par exemple de la Ve République en France, il n'est pas indispensable que les principaux partis dits ouvriers (et leurs satellites) et syndicats soient incorporés dans les institutions, il suffit qu'ils les cautionnent ou collaborent avec elles pour remplir la même fonction auprès de la classe des capitalistes. Ils partagent donc la responsabilité de la dérive corporatiste du régime qui à terme se traduira par l'instauration d'un régime totalitaire, ce à quoi nous avons assisté en 1941 et à nouveau 70 ans plus tard.

Deux mystifications qui s'imbriquent et se nourissent. Ils avaient tout programmé. La Preuve.

A lire absolument.

Dans le premier article Klaus Schwab, le cofondateur du Forum de Davos, nous explique que c'est en 1971 qu'il a conçu le Forum économique mondial (FEM) dans la perspective du Great Reset qui a été déclenché en janvier 2020.

Il nous explique aussi que l'intention de l'oligarchie était d'instaurer un régime corporatiste appelé capitalisme participatif ("stakeholder") et qu'elle n'y parviendrait, je cite, sans "l'effet Greta Thunberg". Ce qui signifie qu'à peine âgée de 15 ans, ils l'avaient recrutée en 2018 et présentée à Davos et à l'ONU l'année suivante dans le but de l'instrumentaliser ou de s'en servir en appoint du GIEC afin de donner une nouvelle impulsion à leur croisade contre le "changement climatique" d'origine anthropique, qui est une véritable imposture, dans le but de préparer psychologiquement les esprits à ce qui les attendraient dans la foulée.

Et il n'est pas du tout anodin que les mesures préconisées par le FEM dans le cadre de la lutte contre le "changement climatique" coïncident avec celles qui se sont imposées l'année suivante comme conséquences du confinement de la population, après avoir déclenché une fausse pandémie virale mondiale qu'ils finiront par amplifier en manipulant ou trafiquant tous les facteurs de sorte que la majorité de la population soit persuadée de face à un nouvel ennemi invisible et se rallie à la version officielle pour finalement lui impose, mieux, lui faire accepter une multitude de sacrifices supplémentaires. Par exemple, si vous avez moins utilisé votre voiture en 2020 et 2021, bravo, c'était bon pour le climat ! Demain les prix de l'essence et du diésel vont encore augmenter, et après-demain on supprimera les véhicules munis d'un moteur fonctionnant aux énergies fossiles. Si vous n'avez pas les moyens d'acheter une voiture électrique parce qu'elle sera trop chère et votre facture d'électricité serait trop lourde pour votre budget, vous apprendrez à vous passer de la voiture, franchement vous seriez ingrats de vous en plaindre, réjouissez-vous au contraire, vous ferez des économies et ce sera bon pour le climat et votre santé... Vous voyez, le capitalisme, c'est l'avenir, faites-nous confiance !

Quel type de capitalisme souhaitons-nous vraiment ?

https://fr.weforum.org/agenda/2019/12/quel-type-de-capitalisme-souhaitons-nous-vraiment/

Manifeste de Davos 2020: L'objectif universel d'une entreprise dans la Quatrième Révolution Industrielle

https://fr.weforum.org/agenda/2019/12/manifeste-de-davos-2020-l-objectif-universel-d-une-entreprise-dans-la-quatrieme-revolution-industrielle

---

L'identification numérique (passe), un instrument au service du totalitarisme

Comment les pass sanitaires numériques ouvrent la voie à une surveillance capitaliste sans précédent - entelekheia.fr 29 octobre 2021

https://www.entelekheia.fr/2021/10/29/sante-publique-ou-richesse-privee-comment-les-pass-sanitaires-numeriques-ouvrent-la-voie-a-une-surveillance-capitaliste-sans-precedent

Par Jeremy Loffredo et Max Blumenthal

Paru sur The Grayzone sous le titre Public health or private wealth? How digital vaccine passports pave way for unprecedented surveillance capitalism

Extrait.

Les titans du capitalisme mondial exploitent la crise du Covid-19 pour instaurer des systèmes d'identification numérique de type crédit social dans tout l'Occident.

« Dans la plus pure tradition américaine, le gouvernement des États-Unis délègue la création de certificats de vaccination numériques au secteur privé », a déclaré l'organisation à but non lucratif Data & Society.

En effet, derrière la promotion des passeports numériques de vaccination se trouve une coterie d'institutions néolibérales supranationales guidées par des oligarques de l'industrie tech. Des intérêts privés d'élite derrière les passeports numériques COVID

Les méga-corporations, les institutions financières internationales et les fondations privées soutenues par des milliardaires ont joué un rôle essentiel dans le lobbying et la mise en œuvre des passeports numériques de vaccination.

Le système émergent mondial des passeports sanitaires a été coordonné sous l'égide de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) des Nations unies. Toutefois, cette institution est tellement soumise à des intérêts privés qu'elle peut difficilement être qualifiée d'organisme de santé « publique ».

La Fondation Gates a récemment contribué au financement d'un document de l'OMS de « conseils de mise en œuvre » pour la certification des vaccins dans le monde entier. Les auteurs ont rédigé ce document aux côtés de la Fondation Rockefeller, et avec les conseils de plusieurs représentants de haut niveau de la Banque mondiale.

Selon Foreign Affairs, « rares sont les initiatives politiques ou les normes établies par l'OMS à être annoncées avant d'avoir été officieusement examinées par le personnel de la Fondation Gates ». Ou, comme d'autres sources l'ont dit à Politico en 2017, « les priorités de Gates sont devenues celles de l'OMS ».

Le Forum économique mondial (WEF) est également à l'avant-garde du passage aux certificats numériques. « Le Forum participe au groupe de travail de l'OMS chargé de réfléchir à ces normes [exigences en matière de certificats de vaccination] et de penser à la manière dont elles seraient utilisées », peut-on lire dans un article du WEF en date de mai dernier.

En 2017, l'économiste allemand et fondateur du WEF, Klaus Schwab, a introduit le concept de « Quatrième Révolution industrielle« , éponyme du titre du livre qu'il avait publié cette année-là. La quatrième révolution industrielle (4RI) désigne la « révolution technologique » actuelle qui modifie la façon dont les gens « vivent, travaillent et entrent en relation les uns avec les autres », et dont les implications « ne ressemblent à rien de ce que l'humanité a connu », selon Schwab.

Pour lui, la 4RI est la « fusion des mondes physique, numérique et biologique ». Schwab a même déclaré que la 4RI débouchera inévitablement sur le transhumanisme, ou l'édition du génome humain.

Klaus Schwab, 2015 :

« Et vous voyez, la différence de la quatrième révolution industrielle est qu'elle ne change pas ce que vous faites, elle vous change vous. Si vous prenez l'édition génomique juste comme exemple, c'est vous qui êtes changé ».

En janvier 2021, plusieurs partenaires du WEF, dont Microsoft, Oracle, Salesforce et plusieurs autres « poids lourds », ont annoncé un partenariat pour lancer la Vaccine Credential Initiative (VCI) afin de développer des outils numériques d'authentification de la vaccination, selon Forbes.

Visant à instituer une « carte de santé SMART » unique pour le monde entier, la VCI entend que ses cartes de santé SMART soient reconnues « au-delà des frontières organisationnelles et juridictionnelles ».

Pour lire la suite :

https://www.entelekheia.fr/2021/10/29/sante-publique-ou-richesse-privee-comment-les-pass-sanitaires-numeriques-ouvrent-la-voie-a-une-surveillance-capitaliste-sans-precedent/

Attention. J'ai transmis cet article à un journaliste de ma connaissance en apportant une précision.

Le 5 novembre, depuis il m'a répondu qu'il l'avait pris en compte.

Juste pour vous signaler un article exhaustif sur le fichage numérique qui pourrait peut-être vous intéresser.

Ce qui est significatif, c'est la tentative de l'oligarchie financière d'imposer à l'échelle mondiale un système de contrôle totale de la population à l'aide d'une identité numérique... le pourquoi de cette machination au coronavirus.

Ces informations doivent cependant être vérifiées. Je n'ai pas encore tout lu.

A propos de l'Inde, j'ai relevé une erreur :"Aadhaar a été mise en place en 2014", non, en 2009 en réalité. Une autre qui semble relever de la propagande idéologique contre Modi (qui n'est pas ma tasse de thé évidemment) : "un pourcentage stupéfiant de 37% des détenteurs de cartes n'ont pas pu accéder à leurs rations alimentaires", j'ai été lire l'article indien en question, en fait c'était dû à la corruption, les personnes qui étaient chargées de distribuer ces rations et de procéder à un contrôle digital au préalable, ont fait croire aux villageois qu'il y avait un problème de reconnaissance de leur identité avec le fichier central Aadhaar, pour finalement leur piquer leurs rations pendant plusieurs mois, plusieurs sont morts de faim, mais Aadhaar n'était pas directement en cause.

Ce qui est dingue quand on lit un article, c'est qu'il faudrait pour bien faire tout vérifier pour ne pas colporter des conneries, c'est épuisant !

Du maoïsme à woke, woke. Investig'Action le naufrage.

https://www.investigaction.net/fr/les-vaccins-lucratifs-ne-suffisent-pas-a-maitriser-une-pandemie/

- D'un certain point de vue, une avancée scientifique majeure a été réalisée. Des vaccins présentant une bonne efficacité ont été mis sur le marché plus rapidement que prévu. Ce développement est absolument spectaculaire.

L'art de tout comprendre de travers - "les vaccins COVID (...) ont été développés pour consolider les monopoles économiques et en créer de nouveaux" ou pire : "Un plus grand nombre de personnes auraient pu être vaccinées plus rapidement et il est probable que d'innombrables vies auraient pu être sauvées" ou pire encore : "Les vaccins de Pfizer, Moderna et AstraZeneca ont obtenu de bons résultats en termes d'efficacité et n'ont pas présenté d'effets secondaires graves."

Un média de plus à fuir !

DANS L'ACTUALITÉ.

Ah ben ça alors !

A qui profitent les pénuries, par quoi se traduisent-elles ? Elles entraînent des hausses de prix qui profitent à ceux qui produisent ou fixent les prix selon les lois du marché de l'offre et la demande. Et ce sera au détriment de qui ? Ceux qui ont besoin de ces produits, qui les consomment.

Dans le cas des agriculteurs ou des PME, s'ils ne peuvent pas répercuter la hausse des prix des matières premières dont ils ont besoin, leur revenu baissera, ils s'appauvriront ou ils mettront la clé sous la porte. C'est un moyen comme un autre pour ceux qui spéculent sur le cours des matières premières d'éliminer des concurrents pour mieux contrôler certains pans de l'économie et réaliser des gains supplémentaires substantiels au passage.

Je ne suis pas en train de dire qu'ils auraient sciemment planifié les pénuries actuelles, quoique le chaos qu'allait entraîner un confinement quasi-mondial sur les chaînes d'approvisionnement était parfaitement prévisible.

Par contre, l'oligarchie financière va saisir l'occasion ou l'aubaine pour en tirer un maximum de profit sur tous les plans macro ou micro-économiques, structurels, quitte à en rajouter une couche si nécessaire. Après tout, là comme ailleurs, personne n'osera lui reprocher quoi que ce soit ou elle s'en fout éperdument, surtout si en plus elle peut instrumentaliser ce phénomène pour en tirer avantage sur le plan politique, par exemple en faisant porter la responsabilité de l'augmentation des prix sur certains gouvernements pour les déstabiliser ou les faire chuter au moyen d'émeutes qu'elle aura soutenues ou fomentées en sous-main, pourquoi s'en priver puisqu'elle serait couverte par les agences de presse à sa solde qui adopteraient sa version des faits.

Ah ben ça alors !

COP26 : la Chine annonce… augmenter sa production de charbon - LePoint.fr 2 novembre 2021

LVOG - Entre nous, les effets nocifs pour la santé des énergies fossiles ne sont rien à côté des poisons que les peuples ingurgitent quotidiennement du fait de l'agriculture et l'élevage intensifs, de l'industrie agro-alimentaire et pharmaceutique, etc.

DES COLLABOS CONTROLENT TOUJOURS LE MOUVEMENT OUVRIER.

Nous sommes le 2 novembre 2021 et rien ! Dans le camp de la réaction. Il est des leurs.

Philippe Martinez (CGT) est pour la vaccination obligatoire dans les entreprises et ne manifestera pas contre le Pass sanitaire - lemediaen442.fr 2 novembre 2021

Certains comptaient sur la CGT de Philippe Martinez pour faire plier le pouvoir, afin d'ôter cette absurdité de pass sanitaire qui vide nos

hôpitaux du personnel soignant très qualifié mais non vacciné. Philippe Martinez a d'autres chats à fouetter que de s'emmerder avec de futures RMiste de trente ans d'ancienneté aux urgences. Il avait pourtant averti dans Le Parisien : « La CGT est contre le pass sanitaire » et annoncé une mobilisation à venir début octobre. Nous sommes le 2 novembre 2021 et rien !

Rappelons tout d'abord que Philippe Martinez n'a pas bougé le petit doigt pendant toute la crise covid. Est-ce étonnant ? Pas du tout, puisque notre cégétiste, qui parle aux oreilles des élites, est pour la vaccination obligatoire dans les entreprises et il le fait savoir en se laissant tirer les vers du nez sur Public Sénat dans Bonjour chez vous.

L'arnaque des syndicats va accompagner la vaccination dans toutes les entreprises — pas simplement pour le personnel soignant. Et quoi de mieux qu'un allié comme le secrétaire général du syndicat CGT pour étouffer une contestation ? Il a déjà donné un coup de main à Macron, il récidivera au moment opportun :

Martinez souhaite que « Macron fasse le score le plus haut possible » Le Monde, 5 mai 2017

LVOG - La vidéo qui accompagnait cet article datait en réalité du 1er février 2021, mais Le Media en 442 s'est bien passé de le signaler, ce média n'est plus digne de confiance qu'un autre, voilà ce que cela signifie.

Leur vidéo de 41' - https://rumble.com/vojvbb-philippe-martinez-cgt-ne-manifestera-pas-contre-le-pass-sanitaire.html

La vidéo de 22:42 originale du 01-02.2021 - https://www.youtube.com/watch?v=k0a74q-al4A

La réflexion qu'a suscitée chez moi l'attitude de Martinez.

Comment pourrait-on se reconnaître dans les syndicats et le mouvement ouvrier, c'est impossible, on n'est pas des agents de Macron, des trusts pharmaceutiques mafieux et criminels, du Forum économique mondial. Quand on incite les travailleurs à se syndiquer, il faut toujours leur préciser dans quel contexte et les limites au-delà desquelles ils n'ont rien à attendre des syndicats tels qu'ils existent de nos jours. Ils peuvent se servir du syndicalisme pour défendre les droits des travailleurs sur leur lieu de travail, diffuser les idées du socialisme ou expliquer en quoi consiste le capitalisme en le comparant au socialisme, mais c'est tout ce qu'ils sont en droit d'attendre de leur engagement dans la situation actuelle.

J'ai envie de dire qu'ils doivent éviter autant que faire se peut tout contact avec les instances de leur syndicat qui sont corrompues, éviter de diffuser la propagande de leur direction ou de la cautionner d'une manière ou d'une autre pour conserver leur crédibilité auprès des travailleurs. Je dis cela sur la base de mon expérience. Quand je fus délégué syndical au début des années 80, pour les salariés de chez U-Bix (Konica) qui m'avait élu délégué du personnel et membre du Comité d'entreprise, j'étais leur délégué et non celui d'un syndicat, personne ne me demanda ce qui se passait chez FO, parce que tout le monde s'en foutait et moi le premier !

L'expérience a largement prouvé au fil des décennies, que les militants, cadres ou dirigeants des partis dits ouvriers qui étaient montés dans les appareils ou instances des syndicats contrôlés par la social-démocratie dégénérée ou par les staliniens ou qui avaient obtenus des postes de permanents, s'étaient gravement compromis et étaient devenus aussi corrompus ou pourris. Cela signifie qu'en dehors des périodes révolutionnaires qui sont extrêmement rares ou inexistantes pendant de longues périodes, la théorie selon laquelle il fallait passer des compromis avec les dirigeants des syndicats pour s'y infiltrer, de manière à se servir des syndicats pour propager le socialisme était une escroquerie politique conçue par des traitres ou des capitulards qui avaient tourné le dos au socialisme tout en continuant de s'en réclamer.

Passer 10 minutes à discuter avec un bureaucrate d'un syndicat, en règle générale ce sera une expérience pénible ou très désagréable, une perte de temps inutile. On a mieux à faire. Entamez la discussion avec des syndiqués et des travailleurs, privilégiez ce genre de relations, et poursuivre la discussion en dehors de l'entreprise et du syndicat sur le terrain politique, soit au sein d'une structure ou d'un parti, soit à titre individuel si vous êtes inorganisé. Vous pourrez peut-être lier des relations sincères et fraternelles avec des travailleurs qui ne demandent qu'à progresser, à vous faire des amis pourquoi pas, à constituer un petit comité dont les membres partagent en partie les mêmes idées et objectifs, et qui organisera des réunions sur le plan locale ou décidera de mener des actions auprès des travailleurs, la diffusion d'un article ou d'un texte par exemple. Cela pourrait inclure des relations plus fraternelles conduisant à un soutien matériel ou financier aux membres du comité les plus en difficulté, les réunions se poursuivant autour d'une table de salle à manger.

Mais encore, des cessions de réflexions ou d'études sur certains thèmes, des cycles de formation collective, qui profiteraient à l'ensemble de ses membres. Cela pourrait donner lieu à un document de synthèse, un 4 pages, une petite brochure à distribuer par la suite aux travailleurs. Si c'était un comité de bavards destiné à refaire le monde entre 4 murs ou une sorte de thérapie de groupe, cela dégénèrerait et il serait dissout rapidement. Non, il faut qu'il envisage immédiatement des activités pratiques, de manière à ce que chacun prenne conscience qu'il progresse réellement. Il doit pouvoir s'élargir.

Si de tels comités existaient un peu partout, ils pourraient se faire connaître par le biais d'Internet par exemple, pourquoi essaimer sur d'autres communes pour susciter la création de comités similaires, se fédérer à l'étape suivante, pourquoi pas, le tout est de ne pas rester isolé et de toujours progresser...

Si c'est du made in France, cela devrait plaire à Martinez !

Le ministère de l'Intérieur commande 90 véhicules blindés de maintien de l'ordre à la société SOFRAME - interieur.gouv.fr 28 octobre 2021

Cette commande s'inscrit dans la stratégie du maintien de l'ordre définie par le schéma national du maintien de l'ordre (SNMO) publié en

septembre 2020, qui prévoit l'acquisition de matériels nouveaux pour accompagner les adaptations nécessaires à la conduire des opérations de rétablissement de l'ordre.

Ils permettront aux forces de l'ordre de conduire des opérations de rétablissement de l'ordre dans des environnements dégradés, ainsi que des opérations sous le feu.

Ces véhicules, de conception française, seront montés et assemblés en Alsace. La caisse y est également fabriquée à partir de tôles blindées produites en France. interieur.gouv.fr 28 octobre 2021

Pour la photo en prime, c'est ici :

https://www.interieur.gouv.fr/actualites/communiques/ministere-de-linterieur-commande-90-vehicules-blindes-de-maintien-de-lordre

---

Voilà ce qui devrait plaire aussi à Martinez.

La Bourse de Paris clôture à son niveau le plus élevé depuis 21 ans - LePoint.fr 2 novembre 2021

Le CAC 40 a terminé en hausse de 0,49 %, à 6 927,03 points, battant ainsi son record de clôture du 4 septembre 2000, grâce au soutien des banques centrales.

Depuis le début de l'année, le CAC 40 a progressé de 24,78 %. Il reste cependant un cheveu en dessous de son record absolu en séance, à 6 944 points, atteint également le 4 septembre 2000. Le soutien massif des banques centrales, combiné aux plans de relance des États, a permis de faire rebondir le CAC 40, qui était tombé à 3 632,06 points au pire de la crise du Covid-19, le 16 mars 2020. AFP 2 novembre 2021

Là Martinez va jubiler !

Classement Forbes des milliardaires 2021 : l'Allemagne affole les compteurs - forbes.fr 25 octobre 2021

Nombre de milliardaires : 136 contre 107 en 2020

Fortune nette totale : 625 milliards de dollars contre 447,1 milliards de dollars en 2020

L'Italie flambe dans le classement Forbes des milliardaires 2021 - forbes.fr 24 octobre 2021

Nombre de milliardaires : 51 contre 36 en 2020

Fortune nette totale : 204,5 milliards de dollars contre 125,6 milliards de dollars en 2020

TOTALITARISME. GUERRE PSYCHOLOGIQUE, BIOLOGIQUE, NUMÉRIQUE.

Et dire qu'il y en a qui l'ignorent ou qui font encore semblant de ne pas le savoir.

Covid-19, petit rappel de dates clefs :

Afin de mieux comprendre le cheminement des évènements, on peut citer les dates-clefs ci-dessous :

1. 2010 : rapport Rockefeller sur le « Lock Step » ;

2. 2015 : le laboratoire de Pirbright dépose une demande de brevet pour un coronavirus qu'il a développé à partir du SRAS à des fins commerciales et thérapeutiques. Brevet obtenu en novembre 2018. Le laboratoire Pirbright est co-financé par Bill Gates ;

3. Août 2019 : aux États-Unis, on note une vague de pneumonies (soupçon de coronavirus) ;

4. Autour du 8 août 2019 : fermeture du laboratoire de l'armée américaine, Fort Detrick, en raison de problèmes de sécurité ;

5.Septembre 2019 : à Hawaï, infection de citoyens japonais qui n'avaient pas été en Chine ;

6. Du 18 au 27 octobre 2019 : Jeux militaires mondiaux à Wuhan (Chine). Cinq athlètes étrangers ont été hospitalisés pour une infection indéterminée ;

7. 18 octobre : « Event 201 » à New York, parrainé par le Centre de santé publique John Hopkins, la Fondation Bill et Melinda Gates et le Forum économique mondial. Un des objectifs de cet événement était une simulation informatique d'une pandémie de Coronavirus. Scenario Lock Step ;

8. Novembre 2019 : un rapport d'ABC News dit qu'une filiale du Pentagone mettait en garde dès novembre 2019 contre une nouvelle contagion virulente à Wuhan. Selon les analystes, il pourrait s'agir d'un événement cataclysmique. Informations communiquées à la Defense

Intelligence Agency, aux chefs d'État-major des armées du Pentagone et à la Maison-Blanche ;

9. Novembre 2019 : les renseignements israéliens sont avertis par les renseignements américains d'une pandémie potentiellement catastrophique à Wuhan. Les renseignements israéliens confirment ;

10. Novembre 2019 : les alliés de l'OTAN sont également informés de la situation ;

11. Le 26 décembre 2019, le coronavirus est détecté à Wuhan ;

12. 30 décembre 2019 : communication de la nouvelle maladie à l'OMS ;

13. 3 janvier 2020 : le chef du CDC américain, Robert Redfield, a appelé le haut responsable chinois du CDC ;

14. 8 janvier 2020 : il a été déterminé qu'il s'agissait du Covid-19 ;

15. Mike Pompeo déclare en public que le Covid-19 est un « exercice en live » ;

16. Septembre 2021 : le collectif Drastic (collectif de scientifiques indépendants travaillant sur les origines du Covid-19) a mis en ligne des documents selon lesquels l'ONG EcoHealth Alliance aurait soumis en 2018 à l'armée américaine un projet consistant à créer un virus SARS-CoV chimérique, à partir de coronavirus de chauves-souris.

Outre des virus mortels, les spécialistes états-uniens étudient des méthodes de propagation. Ces laboratoires biologiques se sont vus financer et confier leurs missions, entre autres, par le « Defense Threat Reduction Agency » (DTRA), qui n'hésite pas à donner une grande partie du travail dans le cadre du programme militaire « Cooperative Biological Engagement Program » (CBEP) de 2,1 milliards de dollars, à des entreprises privées (Southern Research Institute, CH2M Hill, Battelle, Metabiota, Black & Veatch…) échappant ainsi au contrôle du Congrès.

Source : Origines du Covid-19: rappel des dates clefs et rapport sur les laboratoires biologiques américains Par Anne Philippe (France Soir (Tribune)) - Mondialisation.ca, 05 novembre 2021

Totalitarisme et sadisme. Abattre leur capacité de nuisance sur le peuple ne serait-il pas une priorité absolue ?

Covid-19 : le masque à nouveau obligatoire à l'école à partir de lundi dans 39 départements - Le Figaro 3 novembre 2021

«À partir de la semaine prochaine, de la rentrée scolaire, dans les départements où le taux d'incidence s'est malheureusement restabilisé au-dessus de 50 pour 100.000 habitants (...) le masque va être à nouveau rendu obligatoire pour les enfants des écoles concernées», a expliqué Attal à l'issue du Conseil des ministres. «Cela concerne pour lundi prochain 39 départements où le masque n'était plus obligatoire pour les enfants», a souligné le porte-parole, précisant que le ministère de l'Éducation communiquerait «dans les prochaines heures» la liste des territoires où le masque redeviendra obligatoire.

Le passage du taux d'incidence au-dessus du seuil de 50 pour 100.000 habitants entraîne automatiquement le retour du masque dans les écoles primaires, où il avait été levé avant les vacances dans 79 départements. Les enseignants, eux, devaient continuer à le porter. «On a une boussole depuis le début de cette crise» a souligné Gabriel Attal, «c'est que dès lors qu'on peut alléger des mesures de contrainte, nous le faisons. Évidemment ce principe vaut dans les deux sens et dès lors que la situation se dégrade, malheureusement, nous devons réactiver un certain nombre de mesures.»

Avant même les vacances de la Toussaint, le masque était ainsi déjà redevenu obligatoire pour les élèves de primaire en Lozère. Cela va donc porter à une soixantaine les départements où les élèves doivent le porter. Le Figaro 3 novembre 2021

Efficacité variable des vaccins géniques de 95 à 0%. Ca c'est de la science ou un sacré tour de magie noire.

LVOG - Quand vous penserez à cela, n'oubliez pas d'avoir une pensée pour tous ces médecins et illustres professeurs, scientifiques, qui ont vanté les mérites de ces saloperies et ont appelé la population à ce faire vacciner, tous des charlatans, voilà ce que cela révèle, Didier Raoult en tête. Pensez aussi aux ordures de dirigeants du mouvement ouvrier, n'oubliez personne, sinon c'est comme si vous étiez déjà mort !

Quand est-ce qu'ils arrêteront de nous prendre pour des cons ?

Covid-19 : l'immunité pourrait durer de zéro jour... à des décennies

Coronavirus : l'immunité pourrait finalement durer « des années »

De 0 à 14.881 jours

https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-immunite-vaccins-pourrait-durer-plusieurs-annees-83472/

Si c'est un "modèle algorithmique" qui le dit, il n'y a plus qu'à se prosterner devant !

- Le groupe « persistant », qui représente près d'un tiers des patients, pourrait en revanche voir son immunité durer entre 326 et... 14.881

jours, selon le modèle algorithmique. Soit une protection potentielle de 40 années ! Une projection qui sera longue à vérifier « mais qui n'est pas complètement irréaliste compte tenu du fait que des patients infectés au SARS de 2003 possèdent encore des anticorps neutralisants 17 ans après », insistent les chercheurs. Une autre étude de l'université de Fribourg (Allemagne) montre que les patients atteints de Covid-19 développent une réponse immunitaire puissante par l'intermédiaire des lymphocytes T CD8+, capables d'éliminer les agents pathogènes même en l'absence d'anticorps.

LVOG - Parce que le SARS de 2003 et le SARS-COV-2 de 2020 ce seraient les mêmes ? Ce n'est pas tout. Si des patients infectés en 2003 possèdent encore des anticorps neutralisants 17 ans après, cela signifie que toutes les personnes qui ont été infectées n'ont pas besoin d'être vaccinées.

- Ces chanceux patients sont toutefois ceux ayant connu une infection plus sévère, avec notamment de forts niveaux de cytokines inflammatoires. À l'inverse, ceux ayant subi peu de symptômes voient leur niveau d'anticorps décliner plus rapidement. Mais rassurez-vous : même avec très peu d'anticorps, vous pourriez quand même être protégé contre une réinfection. Dans leur étude, parue dans The Lancet Microbe, les chercheurs constatent que tous les patients testés, y compris ceux du « groupe négatif », présentent une immunité prolongée aux lymphocytes T au moins six mois après l'infection initiale.

LVOG - Pour un peu ils finiraient par admettre que la quasi-totalité de la population a été en contact avec ce virus et qu'elle est dorénavant immunisée, donc ceux qu'ils ont vaccinés, à cause de quoi meurent-ils sinon du vaccin. Attendez, le délire n'est pas terminé.

- « Cette étude nous rappelle que nous réagissons tous différemment à l'infection, souligne Laurent Renia, professeur à l'Agence pour la Science, la Technologie et la Recherche de Singapour. Elle pourrait aussi remettre en cause la stratégie vaccinale : si l'immunité fournie par les vaccins diminue comme celle des anticorps produits naturellement, un rappel annuel pourrait être nécessaire [chez certaines personnes] pour prévenir de futures épidémies de Covid-19».

LVOG - Comme avec la grippe, sauf que personne ou presque se fait vacciner contre cette maladie qui se soigne très bien, mais il faut convaincre la population de la nécessité de se faire piquouser quand même, on ne sait jamais.

Réflexion à voix haute sur le Pfizergate.

Pourquoi Pfizer a-t-il sorti une étude semble-t-il bidon tendant à prouver l'inefficacité de sa saloperie génétique ? Pour ne pas être accusé d'être responsable de ses conséquences à long terme, ce dont il se fout puisqu'ils seraient pris en charge par l'Etat, ou pour justifier la 3è dose, puis les suivantes ou le jackpot ?

Les uns nous disent que la tambouille Pfizer et Cie. ne vaut plus un pet de lapin au bout de six mois ou moins, d'autres prétendent au contraire qu'elle protègerait pour la vie, non mais il faut le lire pour le croire !

Les théoriciens de l'immunité éternelle visent ceux qui refusent toujours de se faire piquouser, deux petites doses et puis s'en vont, ce n'est pas la mer à boire, vous devriez en profiter au lieu de prendre le risque de mourir du virus...

Les théoriciens de l'immunité fondant comme peau de chagrin visent ceux qui se sont déjà fait piquouser et qui rechigneraient à remettre cela tous les 6 mois, allez un petit effort, vous étiez bien partis, il faut aller jusqu'au maintenant...

Une excellente vidéo

La vaccination est-elle efficace ? Voici la vidéo qui prouve que non ! LeMediaEn442 October 31, 2021

Pour prouver quelque chose, il suffit simplement de présenter les faits. Quoi de plus simple alors que de relayer les médias mainstream pour exposer le mensonge. Voici une vidéo traduite par Le Média en 4-4-2

https://rumble.com/voikrr-la-vaccination-est-elle-efficace-voici-la-vido-qui-prouve-que-non-.html

"PfizerGate" ? Révélations sur des essais cliniques falsifiés par le triptyque Pfizer - Ventavia - FDA - francesoir.fr 03/11/2021

https://www.francesoir.fr/societe-sante/pfizer-gate-ventavia

Bizarre, vous avez dit bizarre, comme c'est bizarre.

Pourquoi n'y a-t-il pas plus de morts ou d'handicapés graves ou à vie à cause des injections à ARN ou ADN ?

Parce que les substances injectées sont instables, mal calibrées, différentes d'un lot à l'autre, et une partie d'entre elles sont des placebos ou de l'eau iodée si vous voulez, sinon parce que ces poisons ne sont pas parvenus à perturber, contrarier ou bloquer le système immunitaire des bien-portants. Les porte-parole des trusts pharmaceutiques mafieux et criminels ont déclaré eux-mêmes qu'ils ignoraient les effets secondaires de leurs saloperies à moyen et long terme, quelles maladies auto-immunes elles pourraient favoriser.

Bref, combien de cobayes ou de victimes innocentes ils vont assassiner ou handicaper lourdement au cours des années ou décennies à venir, sachant qu'ils bénéficient d'une impunité totale, ils ne comptent pas s'arrêter sur leur lancée, ils ont déjà annoncé leur intention de piquouser la population tous les ans ou tous les six mois, mais là, pas sûr que la majorité de la population suivra...

Qu'en est-il au bout de 18 mois de la réaction du corps médical issu des classes moyennes à cette monstrueuse machination destinée à généraliser et normaliser le code QR parmi la population, notamment ?

Aucun n'a véritablement pris conscience que c'est l'objectif de l'oligarchie, le reste est à l'avenant.

Ils en sont au point mort ou réduit à l'impuissance, après bien des gesticulations et des discours enflammés destinés à finir en feux de paille.

Quand on prend la peine d'observer de plus près leur comportement, on s'aperçoit qu'aucun de ces médecins ou professeurs n'a été jusqu'à rompre avec le régime et ses institutions, ce qui était parfaitement prévisible. Pire, tous se sont retranchés derrière, dès lors qu'ils les cautionnaient toutes leurs initiatives étaient non seulement vouées à un échec, peu importe ou ils n'en sont pas responsables, l'essentiel est ailleurs, surtout, elles n'auront servi à strictement rien ou ceux qui y ont participé ne tireront pas le moindre enseignement de ces expériences, autrement dit, un certain nombre d'entre eux seront conduits à en déduire que puisque le régime est décidément trop puissant pour être combattu, il vaut mieux essayer de s'y adapter pour tenter de l'infléchir, ce qu'ils ont toujours fait dans le passé sans en avoir forcément conscience, remarquez bien, comme quoi au passage leur niveau de conscience n'aura pas progressé, ce qui est le dernier de leur souci ou pour ne pas perturber leur bonne conscience.

Aucun n'a voulu affronter Macron et Véran, les autorités sanitaires. Tous les ont flattés ou ont cherché à les amadouer dans un premier temps, s'apercevant que cela ne marchait pas, ils ont tenté leur chance du côté des élus de tout bord, même résultat, du coup ils se sont rabattus vers les populistes nationalistes ou d'extrême droite déguisés en démocrates pour la circonstance, même résultat. Pendant tout ce temps-là, ils n'ont eu de cesse d'interpeler leurs semblables ou collègues médecins, en vain, tous trop corrompus ou pourris jusqu'à la moelle. Ils se sont étonnés qu'aucun pan des classes moyennes ne les ait rejoints, intellectuels en général, culture, magistrature, etc. en dehors de quelques cas isolés "apolitiques" (sic!) ou tous très à droite ou encore figurant parmi ce que certains appellent la gauche, quelques sociologues ou anthropologues tout aussi démagogues, prêts à s'afficher au côté de personnages d'extrême droite.

Sans surprises, ils sont apparus coupés des masses, de la majorité de la population, des couches les plus défavorisées de la population, auxquelles ils ne se sont jamais vraiment adressés, pour finalement les mépriser ou les traiter de "moutons" notamment, dans le blog du docteur Gérard Maudrux j'ai compté 48 lecteurs différents qui les avaient traités ainsi, sous l'emprise de l'idéologie de la réaction ces moutons devaient leur servir de boucs émissaires pour camoufler leur propre faillite intellectuelle et morale, conséquence de leur soumission au régime et à leur suzerain.

On a là la démonstration, qu'à défaut d'une interprétation de la situation qui soit conforme à la réalité, quand on est bourré de contradictions incompatibles avec les objectifs qu'on se destine d'atteindre, toute tentative d'en modifier le cours est vouée à l'échec sur toute la ligne. Voilà ce qui arrive quand on confond ses désirs avec la réalité, même les mieux intentionnés. Ils leur prêtent un pouvoir qu'ils n'ont pas, et quand la réalité s'imposent brutalement à eux ou les rappelle à l'ordre, ils ne comprennent pas ce qui se passe ou ce qui leur arrive. Je n'invente rien, quotidiennement ils font l'étalage de leur crédulité ou de leur ignorance sans même s'en apercevoir dans des tas d'articles, commentaires ou des déclarations.

C'est pitoyable dans la mesure où ils méprisent les masses, sinon ils sont plutôt à plaindre, car ils vivent plus mal que nous la décomposition de la société, et on sait pourquoi. Ils ont les moyens de vivre bien et confortablement, et voilà qu'on vient leur pourrir la vie et ils sont contrariés les pauvres chéris. C'est uniquement cela que les classes moyennes ne supportent pas ou qui les fait réagir, car au-delà elles se foutent éperdument du triste sort réservé au reste du peuple. Il n'y a aucune illusion à avoir sur leur état d'esprit détestable ou leur niveau de conscience misérable, j'en ai fait l'expérience pendant 18 mois pour le vérifier et je n'ai pas été déçu. Ce constat ne me réjouit pas évidemment. Dommage que leur conscience ne dépasse pas le niveau de leurs misérables intérêts individuels.

Puisque la classe ouvrière et le mouvement ouvrier ne sont pas en mesure de leur proposer une alternative au capitalisme et au régime en place, les classes moyennes s'y raccrochent désespérément, parce que la place (intermédiaire) qu'elles occupent au sein des rapports sociaux de production ne leur permet pas d'envisager une alternative au capitalisme et au socialisme ou tout simplement d'être indépendantes des deux principales classes de la société.

Prenez n'importe quel membre des classes moyennes, sous prétexte de disposer d'un capital ou d'avoir fait des études supérieures, le régime en place, donc le capitalisme, va lui accorder en échange un statut social privilégié, qui se réalisera ou se concrétisera en termes monétaires ou sonnant et trébuchant en vendant ses services indispensables à la masse de la population la plus nombreuse, la classe des exploités constituée d'ouvriers et d'employés salariés.

En résumé, sa survie ou son mode de vie dépendent bien de ces deux classes, et il penchera idéologiquement ou politiquement naturellement du côté de côté de la classe des capitalistes à laquelle il doit son statut privilégié, et c'est seulement quand il estimera qu'il est gravement menacé, qu'il penchera opportunément (opportunistement n'existe pas) du côté de la classe ouvrière ou qu'il se souviendra qu'elle existe. Il suffira ensuite qu'il obtienne gain de cause pour la larguer comme une vieille merde, et il se rangera à nouveau au côté de la réaction pour défendre le régime en place, si nécessaire en l'aidant à réprimer son allié d'hier.

Depuis que les classes existent les classes moyennes n'ont jamais adopté un autre comportement. Il suffit de les observer au jour le jour pour en avoir confirmation. Que tout le monde ou presque l'ignore n'étonnera personne. Après, il est inutile de se poser la question de savoir si elles seraient ou non dignes de confiance, vous connaissez la réponse. Cela dit, nous ne sommes pas des militants bornés ou stupides, on peut ou on doit concevoir la possibilité de passer des alliances ponctuelles avec des pans des classes moyennes quand les conditions le permettent ou quand on partage les mêmes intérêts, en restant strictement sur notre propre terrain de classe, car dans le cas contraire non seulement on en tirerait aucun profit, on se compromettrait gravement.

Le sort à venir des classes moyennes est lié à celui de la classe ouvrière, quand elles commenceront à en prendre conscience, les heures du régime seront comptées, mais manifestement et malheureusement on en est pas encore là.

Vous allez peut-être juger mon réquisitoire très violent, j'estime qu'il est à la hauteur de l'enjeu de la situation, nous en sommes en guerre et il s'agit d'une lutte à mort.

On doit être lucide et on ne doit pas se raconter des histoires, c'est ce qui a pourri le mouvement ouvrier et son avant-garde qui aujourd'hui ont pratiquement disparu de la scène et du combat politique. La survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, dont le capitalisme constituait le dernier cycle, fait dorénavant peser une grave menace sur celle de l'humanité et de l'espèce humaine.

L'oligarchie ne mettra pas fin au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, elle le rendra encore plus infernal et sordide une fois qu'elle aura pris le contrôle de la totalité de notre existence et instauré un nouvel ordre mondial totalitaire. C'est l'objet de l'offensive qu'elle a initialisée contre tous les peuples en janvier 2020 appelé Great Reset. Par contre elle cherche à se donner les moyens de se débarrasser de pans entiers du capitalisme qui nuisent à sa survie, et gageons qu'une bonne partie de la population mondiale pourrait en faire les frais ou disparaître aussi à plus ou moins long terme, nous l'ignorons.

C'est à nous, à tous les peuples, à toutes les classes qui n'ont aucun intérêt à pertétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de prendre conscience qu'elles doivent impérativement s'unir et prendre leur destin en main pour y mettre un terme le plus tôt possible, sous peine de vivre dans une société totalement déshumanisée, cauchemardesque.

C'est possible de vaincre notre ennemi, il n'est pas invincible ou tout puissant, il ne représente qu'une infime minorité de la population.

Son pouvoir, il le doit uniquement à notre ignorance, à notre passivité, à notre refus de reconsidérer attentivement, méticuleusement, sans a priori, l'histoire des deux derniers siècles notamment, à partir strictement de la réalité ou des faits, et non de l'interprétation officielle qui en a été donnée et qui fait office de vérité ou qui a été adoptée collectivement et inconsciemment par la population, interprétation au cours de laquelle la réalité fut falsifiée de manière à justifier l'orientation de la société, l'hégémonie de la classe dominante, l'existence du capitalisme, le règne de l'exploitation de l'homme sur l'homme pour l'éternité, voilà avec quoi il faut rompre totalement, définitivement.

Parole d'internaute

1 - Ce 6 octobre, l'OMS a recommandé le vaccin Mosquirix pour la prévention du paludisme en Afrique chez les enfants vivant dans les régions à transmission modérée à forte. Or l'efficacité de ce vaccin est faible, elle diminue fortement avec le temps et les résultats en contexte réel de vaccination ont révélé des données de toxicité multiple, ainsi que des irrégularités éthiques, scientifiques, médicales, procédurales et juridiques dans le cadre des expérimentations et programmes de vaccination pilotes sur des centaines de milliers d'enfants africains. Cette recommandation, injustifiable sur le plan scientifique, est tout simplement inacceptable, tout comme le fut l'avis favorable de l'Agence européenne des médicaments pour une utilisation de ce vaccin chez les enfants hors UE. Cette recommandation de l'OMS pose d'autant plus question que la tisane d'Artemisia afra, plante locale et légale en Afrique, a démontré une efficacité prophylactique et une efficacité thérapeutique de plus de 90% dans des études cliniques en double aveugle et randomisées, dans une dizaine de pays africains, sans aucun effet secondaire ou toxique remarqué à ce jour.

https://www.kairospresse.be/mosquirix-et-artemisia-le-double-scandale/

2 - Rappelez-vous que le vaccin contre le H1N1 a été gracieusement mis à disposition de payas africain, qu'il en a été tout récemment été de même avec l'Astrazenaca qui ne pouvait plus être injecté à tout le monde.

Le Dengvaxia (développé par Sanofi Pasteur sur 10 ans avec des fonds publics) a fait l'objet d'une campagne vaccinale par l'OMS (et du GAVI où l'on retrouve … B. Gates) aux Philippines : 600 morts au moins (enfants de moins de 12 ans) et 10 000 non officiels. Et il s'agit également de 3 doses pour une plus grande efficacité immunitaire.

Pas trop de similitudes avec le vaccin contre de le covid19 ?

https://www.nouvelobs.com/monde/20181127.OBS6092/dengue-sanofi-au-c-ur-d-une-affaire-de-vaccin-mortel-aux-philippines.html

https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-mediatique/la-fabrique-mediatique-du-samedi-14-novembre-2020

https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Sante/Sanofi-pourquoi-vaccin-contre-dengue-vire-cauchemar-2019-03-02-1201006031

Je ne vois que de la perversité dans l'origine des évènements qui nous préoccupent aujourd'hui. Et que l'on ne dise pas qu'ils ne savaient pas car l'argument est éculé depuis … 1945.

PRIS EN FLAGRANT DÉLIT.

Fake news de l'Agence Française de Propagande.

LVOG - Je suis tombé sur un autre article 2 jours plus tard, qui, chiffres à l'appui, expliquait qu'en réalité ce n'était pas les commandes ou le marché qui s'était effondré, mais le nombre de véhicules prêts à être livrés du fait que des composants électroniques faisaient défaut pour les terminer, ce qui n'est pas du tout la même chose. Autrement dit, l'AFP et les médias qui relaient ses dépêches vous mentent délibérément.

Qu'il y ait une baisse de commandes, c'est plausible ou possible du fait de la conjoncture, c'est à vérifier, si c'est le cas elle serait sans doute

limitée ou ponctuelle, sauf si la crise actuelle prenait une autre tournure. On s'étonnera au passage, que des gens puisent ainsi dans leurs économies ou s'endettent pour des années, cela confirme à quel point ils sont inconscients ou trop riches tout simplement !

Propagande antichinoise à deux balles en somme. Après ils vous donnent des leçons sur la xénophobie et le racisme qu'ils alimentent en permanence.

Le marché automobile français poursuit son effondrement - Le Point 01.11

En octobre 2021, les chiffres du marché automobile continuent de s'effondrer, alerte le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) dans un rapport publié lundi 1er novembre. Selon cette étude, le marché français a baissé de 30,7 % sur un an en octobre, un effondrement qui frôle les 40 % si on compare avec les chiffres de 2019 (- 37,3 %).

Stellantis, fruit de la fusion de PSA (Peugeot, Citroën, DS et Opel) et de FCA (Fiat, Jeep, Alfa Romeo…), reste à la première place en octobre avec 34,5 % du marché des véhicules particuliers, un périmètre excluant les utilitaires, mais le groupe a perdu près de 4 points de part de marché avec des immatriculations en baisse de 37,6 % en un an.

Son rival, le groupe Renault, en pleine transition vers une stratégie davantage basée sur les marges unitaires que les volumes, a vu ceux-ci baisser de 28,7 %, avec une part du marché français de 25,7 %. Les immatriculations de la marque roumaine Dacia ont progressé de 2,8 %, tandis que celles de Renault plongeaient de 38,1 %.

Dégringolade aussi pour le premier groupe étranger, Volkswagen, dont les immatriculations ont reculé de 40,3 % en octobre. La part de marché du géant allemand a atteint 10,1 %.

Une faible hausse sur dix mois

Au total, 118 521 voitures particulières neuves ont été mises sur les routes de France le mois dernier, contre 171 050 en octobre 2020. Le mois ne comptait cette année que 21 jours ouvrés, contre 22 l'an dernier.

LVOG - Les deux derniers paragraphes permettent de comprendre que les nantis s'en tirent bien : Augmentation des immatriculations des véhicules les plus chers, hybrides, électriques, SUV et tout-terrain. Ceux qui ne font pas partie de ces privilégiés optent pour des bagnoles d'occasion de plus de 10 ans, et ils sont nombreux 44% des 5 millions de transactions dans ce genre.

- Sur les dix premiers mois de l'année, le marché français s'inscrit en hausse de 3,1 %, avec 1,379 million de voitures neuves immatriculées. On ne compte plus que 21,7 % de véhicules diesel (un chiffre en baisse de 9,4 points en un an), tandis que la part des hybrides est montée à 25,4 % (+1 2 points) et celle des véhicules électriques, à 8,9 % (+ 2,9 points). Les berlines sont passées sous les 50 % du marché (- 1 point à 49 %), tandis que les SUV et tout-terrain ont progressé à 43 % (+ 4 points).

Le marché de l'occasion est lui aussi en baisse sensible en octobre (- 13,3 %), mais il « continue d'évoluer à des niveaux records depuis le début de l'année, avec une hausse de 9,6 % sur dix mois et plus de 5 millions de transactions », selon AAAdata. Les modèles les plus anciens, de 10 ans et plus, comptent pour 44 % de ce total. AFP 01.11

ACTUALITÉ EN TITRE

- Le monde selon Vladimir Poutine - Le président russe, à Sotchi, fait la loi en faveur du conservatisme – il affirme que l'Occident malmené est en déclin. Par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 05 novembre 2021
- Discours de Vladimir Poutine lors du Club de discussion de Valdaï 2021 - 23 octobre 2021
- À tous ceux qui se font encore des illusions Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 05 novembre 2021
- Vaccination anti-covid et système immunitaire : un "friendly fire" dangereux pour notre santé ? 05 novembre 2021
- Le faux « coup d'État militaire » au Soudan par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 2 novembre 2021
- New York : 26 casernes de pompiers ont fermé à cause de l'obligation vaccinale - lemediaen442.fr 1 novembre 2021
- Céline Farges, pédiatre au CHU Rennes : « On fait du tri entre les enfants, actuellement l'hôpital est maltraitant ! » lemediaen442.fr 1 novembre 2021
- Comment guérir du Covid dans une France qui a renié le serment d'Hippocrate 01.11.2021
- Plus d'effets indésirables graves suite aux "vaccins" que d'hospitalisations Covid évitées pour les 50-74 ans ? Et le soin ? 01.11.2021
- COVID-19 : les autorités américaines de la santé admettent avoir financé le laboratoire de Wuhan 01.11.2021
- Clichy-sous-Bois : les clients n'ont pas de passe sanitaire en règle, les cafetiers trinquent

---

INFOS INTERNATIONALES EN BREF.

Fin de partie annoncée pour les ennemis du peuple syrien.

LVOG - Quel drame, la paix, c'est la pseudo-gauche et extrême gauche qui va être déçue.

Négociations sur l'élimination des mercenaires kurdes en Syrie Réseau Voltaire 5 novembre 2021

La Turquie négocie depuis deux semaines avec la Russie sa sortie d'Idleb, la zone du Nord de la Syrie où sont concentrés tous les jihadistes restant. Elle assure ne pas pouvoir partir tant que les mercenaires kurdes la menaceront.

Les discussions évoluent vers une opération russo-turco-syrienne pour écraser les mercenaires kurdes du PKK/YPG, déjà abandonnés par leurs anciens employeurs US. La Russie installerait alors une base militaire à Ayn al-Arab (appelé « Kobané » par les Kurdes en référence à l'ancienne ligne de chemin de fer allemande « Kompany Bahn ») assurant qu'elle ne serait plus revendiquée par des Kurdes. Réseau Voltaire 5 novembre 2021

La Syrie pourrait prendre en charge politiquement le Liban - Réseau Voltaire 4 novembre 2021

La Syrie a répondu au Conseil de sécurité à propos de la situation au Liban [1]. C'est la première fois depuis plus d'une décennie que Damas se mêle de la politique libanaise.

Ce revirement d'attitude semble indiquer que les conditions que la Syrie pose pour accepter la proposition russo-états-unienne de prendre en charge le Liban comme il l'avait fait, à la demande la communauté internationale, à l'issue de la guerre civile (1975-90).

Cette option, que nous annoncions il y a plusieurs mois déjà, priverait la France de son projet de tutelle sur le pays du Cèdre.

[1] « Réaction syrienne au rapport d'António Guterres sur le Liban », par Bassam Sabbagh, Réseau Voltaire, 29 octobre 2021.

https://www.voltairenet.org/article214579.html

Haut de page

Le 8 novembre 2021

En fait la causerie était prête dès dimanche soir. J'ai rajouté quelques passages ce matin. Bonne semaine.

Quelle sera la goutte de trop qui fera déborder le vase ? Qui va allumer la mèche ? Qui va appuyer sur la gâchette le premier ? Où ? Quand ?

Une petite causerie.

Des tyrans, des monstres de cruauté gouvernent la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Allemagne, l'Australie, les Etats-Unis, la Palestine occupée, la Chine, le Vietnam, le Costa Rica sans oublier la principauté du Vatican et bien d'autres pays, et les peuples ne se soulèvent pas, ne sortent pas les armes pour les affronter et faire valoir leurs droits légitimes, c'est à croire qu'ils ne bénéficient d'aucun soutien politique et ne sont pas organisés.

On en vient à se demander si le mouvement ouvrier international a existé un jour ou qu'est-ce qu'il est devenu. Il a pratiquement disparu tout simplement, on en est revenu à la situation qui prévalait au début ou au milieu du XIXe siècle, donc on a régressé de deux siècles ou presque. Du coup, on ne s'étonne plus d'être revenu à la barbarie ou à la sauvagerie qui prévalait sous l'Ancien Régime qui sert de modèle à l'oligarchie.

Certes depuis cette époque les peuples occidentaux ont été instruits, cependant au premier coup d'oeil on ne le dirait pas.

J'ignore si vous avez eu connaissance en médecine de l'existence de l'axe intestin-cerveau, si ce n'est pas le cas, je vous conseillerai vivement de vous y intéresser en consultant les liens que je vais vous donner plus loin, car peut-être que cela pourrait vous aider à comprendre pourquoi les hommes ont tendance à confondre les deux et à malmener leur intestin, au risque de perturber gravement le fonctionnement de leur cerveau, ne prenez pas cela à la légère, dans de nombreux cas c'est invalidant ou fatal !

Et même que morphologiquement leur ressemblance est stupéfiante, comme quoi ! Mieux encore, dans l'ordre de la création à partir du foetus, j'ai appris que c'était le système digestif qui créait le cerveau, et par la suite ils restaient en communication constante grâce au nerf vague qui va notamment transporter des neurones vers le cerveau... Dès lors vous comprenez pourquoi les hommes ont tendance à penser plutôt avec leur estomac plutôt qu'avec leur cerveau, ou pourquoi leur côté bestial à tendance à l'emporter sur leur humanisme...

J'avais déjà lu un truc là-dessus sans m'y attarder, mais là je crois que je vais m'y mettre sérieusement car cela devrait nourrir mon imagination et me permettre de progresser encore, car c'est là que se trouve notre point faible, au niveau du cerveau. Il y a là matière à bien des réflexions et métaphores.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Axe_intestin-cerveau

https://trustmyscience.com/intestin-cerveau-communiquent-directement-via-reseau-neuronal/

https://www.passeportsante.net/fr/Actualites/Dossiers/DossierComplexe.aspx?doc=10-choses-savoir-deuxieme-cerveau

- Cette causerie au format pdf (15 pages)

OSONS FAIRE UN PEU DE POLITIQUE.

Le président des riches peut dormir tranquille.

Vidéo. Affaire Kohler : Le scandale qui menace Macron.

https://www.youtube.com/watch?v=jf6UBcPKIMM

Conflit d'intérêt, subventions publiques et pantouflage au sommet de l'Etat. Comment Alexis Kohler, actuel secrétaire général de l'Elysée et l'un des plus proches collaborateurs d'Emmanuel Macron, a-t-il pu favoriser pendant de nombreuses années les intérêts d'une compagnie maritime Italo-Suisse contrôlée par un proche, dont plusieurs cargos ont été découverts avec d'importantes quantités de cocaïne ?

Le courriel envoyé à un lecteur suite à ses interrogations après avoir visionné cette vidéo. J'ai posté un commentaire à la suite de cette vidéo que j'ai légèrement modifié pour ne pas choquer les âmes sensibles.

L'art d'enfoncer les portes ouvertes, de monter en épingle tout ce que tout le monde sait depuis des lustres, à savoir que la corruption commence au sommet de l'Etat.

Une opération de diversion d'idiots utiles qui rament pour le régime en place en somme, et qui sont adulés par des gens qui leur ressemblent, des petits bourgeois qui vivent relativement confortablement et qui sont hostiles à tout changement de régime économique, c'est aussi une manière comme une autre pour eux au passage de se donner bonne conscience ou de se faire passer pour des gens de gauche ou des opposants au régime, ce qu'ils ne sont pas.

J'ai trouvé un autre titre à leur vidéo : Le président des riches peut dormir tranquille.

J'ai notamment relevé dans cette vidéo.

- Italie. "Vendredi pour le futur" (Greta la dingue) financée par l'oligarchie met en cause MSC, une blague quoi, Aponte en tremble !

- Les quantités de cocaïne saisies sur les navires affrétés par MSC sont ridicules, quelques centaines de kilos, hormis une fois 16 tonnes en 2019 aux larges des Etats-Unis. Jamais les dirigeants de MSC ne seront inquiétés par la justice, impunité... Quoi de plus banal, ils l'ont achetée !

- Kohler est membre de la famille Aponte qui possède MSC et il ne l'avait mentionné. Il a menti à de multiples reprises, il a dissimulé des informations susceptibles de révéler un conflit d'intérêt le mettant en cause, pour finalement bénéficier du principe selon lequel le doute bénéficie à l'accusé ou au suspect, donc affaire sans suite.

Conclusion.

En effet, rien de nouveau sous le soleil ou dossier inutile qui bénéficie à Macron et Kohler, qui représentent les intérêts de l'oligarchie, dans la mesure où nulle part il ne sera question de la nécessité d'abolir le capitalisme pour que cessent ces pratiques ou la corruption, donc au détriment du socialisme que les auteurs de cette vidéo contribuent à enterrer discrètement.

Ce genre de média est soutenu par des centaines de milliers de personnes qui passent à côté de ce que je viens de préciser, parce qu'elles ont une conscience de classe qui n'est pas très bien définie ou instable...

La démarche de ce genre de média est consensuelle, elle s'inscrit dans le cadre des institutions de la Ve République, puisqu'elle consiste en dernier lieu à s'en remettre à la justice du régime en place qu'elle cautionne au passage.

Ces médias ne représentent finalement aucun danger pour le régime, puisque ce sont ses représentants (Ministre de la Justice, procureur) qui décident en dernier lieu la suite à donner à telle ou telle affaire. En quelque sorte, il les instrumentalise et en tire profit, dans la mesure où cela permet de donner malgré tout un vernis démocratique aux institutions, ou cela sert de soupape (ou de diversion) pour soulager la pression dont fait l'objet parfois le régime.

On est en présence de légitimistes, de conformistes, de conservateurs qui ont adopté l'idéologie de la classe dominante sans en avoir conscience, d'où la fâcheuse impression qu'ils donnent de passer leur temps à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas en réalité.

Quand on a acquis une conscience de classe aiguisée, on ne peut pas partager leur démarche, ce que la plupart des gens ne comprennent pas parce qu'ils en sont également dépourvus, sinon nous n'en serions pas là, simple constat.

En principe, pour ne pas tomber dans cet épouvantable travers, compromettant en ce qui nous concerne, quand on dénonce ce genre d'affaires, quand on remet en cause les conditions sociales qu'on nous impose ou quand on combat une mesure liberticide ou politique, il faut toujours la relier à la nature du régime, de l'Etat, pour en comprendre la signification politique ou en tirer des enseignements politiques, sinon cela ne sert à strictement rien ou pire, ce sera contre-productif.

Au passage, cela explique pourquoi mon portail ou d'autres semblables s'ils en existent, n'intéressent pas ces gens-là. Ils veulent bien en

savoir un peu plus sur ce qui se passe, mais pas trop quand même, car au-delà cela risquerait de les déstabiliser ou de troubler le mode de vie qu'ils ont adopté et qui leur procure encore suffisamment de satisfaction pour ne pas avoir à se poser davantage de questions ou remettre en cause de fond en comble l'ordre établi auquel ils participent, ce qui n'est pas notre cas.

Pour autant, les animateurs de ces médias ont tous l'air sympathique ou on ne remet pas en doute leurs généreuses intentions, là n'est pas la question. On ne situe pas notre analyse ou notre critique sur ce plan-là ou personnel, mais uniquement dans une perspective politique, puisque c'est le thème de leur travail que l'on respecte aussi.

Lundi matin, j'ai eu l'idée de ce complément.

Quelle est la signification politique des opérations menées par des médias dits alternatifs, dont l'existence ou le fonds de commerce repose exclusivement sur l'exploitation de scandales mettant en cause des responsables politiques ou des hommes d'affaires, quels enseignements politiques peut-on en tirer ? J'aborde cette question plus loin dans cette causerie à partir d'un exemple d'actualité.

Les affaires de corruption, de délit d'initiés, de prises d'intérêts illégales, de trafic d'influence, de détournements de fonds, etc. qui mettent en cause le personnel politique du sommet de l'Etat jusqu'aux élus locaux, de puissants capitalistes jusqu'à de simples patrons de PME ou boutiquiers, il y en a eu en permanence sous tous les gouvernements depuis 1958.

Qu'elles soient portées à la connaissance des travailleurs pour les aider à prendre conscience de la nature du régime en place, c'est très bien, nous y sommes favorables et nous devons encourager ou soutenir ce genre d'initiatives d'où qu'elles viennent, cependant leurs origines et les intentions de leurs auteurs ne seront jamais anodines idéologiquement, donc elles ne doivent pas nous laisser indifférents sous peine éventuellement de se faire manipuler. Pourquoi ? Parce qu'elles auront des conséquences politiques qui ne sont pas perceptibles au premier abord ou que personne ne soupçonnera. Cela signifie que les conclusions que les travailleurs tireront de ces révélations entre guillemets, pourraient ne pas correspondre du tout à ce qu'ils étaient en droit d'attendre, pire, elles pourraient même desservir leurs intérêts. Voyons tout de suite comment.

Comment s'en aperçoit-on ? En se posant une série de questions, et en faisant ressortir le lien qui existent entre elles. Quelles sont les limites atteintes par ces affaires ? Comment se terminent-elles ? Qui décident de quelle manière elles vont se terminer ? Qui détient le pouvoir de le décider ?

Vous avez flairé l'embrouille, bravo !

En réalité, les médias dits alternatifs qui prétendent mener des enquêtes d'investigation, ne sont pas plus indépendants que le Procureur de la République ou le ministre de la Justice par exemple, auxquels finalement ils vont faire appel en dernier ressort, je crois que tout est dit ici. On est en présence de dénonciations stériles dont les limites infranchissables sont les institutions de la Ve République, devant lesquelles ils se prosternent et pour lesquels de fait ils roulent.

Ils donnent l'impression de combattre le régime en place, mais ils n'ont pas du tout l'intention de le vaincre ou de le renverser, de le remplacer par un autre régime, ils n'iront jamais plus loin dans le combat politique, ils ne le situeront pas dans une perspective révolutionnaire, au contraire, ils le ménagent ou le blanchissent à leur manière. Ils se conteraient bien d'un Macron plus blanc, comme ils se contenteraient d'un capitalisme plus propre, je suis sûr que voyez de quoi je veux parler ou que vous avez compris que ce sont des opportunistes qui passent leur temps à brasser du vent en guise d'action. Pendant ce temps-là vous vous détournerez du socialisme ou du courant politique que j'anime, par exemple, ou nous en serons toujours au point mort sur le plan organisationnel, ce sera toujours cela de gagner pour le régime.

Si ce genre de manipulations fonctionnent bien, c'est parce que la plupart des gens ne se posent pas toutes ces questions. On leur a mis dans la tête depuis la création des Jeux olympique (ou du suffrage universelle) que l'essentiel c'était de participer, et bien c'est la même chose ici, ils vont avoir l'impression de participer à ces opérations en les soutenant, sans se poser la question de savoir, non pas qui en seront les vainqueurs, mais plutôt à qui elles profiteront, ce qui n'est pas la même chose, j'espère que vous avez saisi la nuance. Alors tant pis si cela profite à leurs ennemis. Effectivement, c'est là qu'on s'aperçoit à quel point l'absence de conscience de classe fait des ravages.

Tout compte fait, je crois qu'il serait préférable de préciser la nature de cette nuance.

Répétons-le, je ne prétends pas que ces révélations seraient inutiles en soi ou qu'il faudrait les condamner, ce serait ridicule, seuls des gauchistes peuvent penser de la sorte et je ne le suis pas. C'est ce qu'on en fait qui compte uniquement, la perspective politique dans laquelle on les situe. Evidemment, ce n'est pas ce genre de révélations qui va entraîner la chute du régime, qui plus est de nos jours. Cela dit, ceux qui s'en gargarisent resteront sur leur faim. Je me mets un instant à leur place et je trouve cela plutôt démoralisant, parce que cela tend à renforcer l'impression trompeuse de la toute-puissance du régime. C'est pourquoi aussi je dénonce et combat l'exploitation populiste dont font l'objet ces affaires. Pire, cela peut conduire à la passivité ou à encourager les masses à se détourner de la politique, l'objectif de l'oligarchie qui se tient en embuscade pour s'en saisir.

Je me compromettrai en soutenant ces médias et je ne le ferai pas, même au risque d'être incompris par des lecteurs ou des militants, peu importe, ce ne serait ni la première ni la dernière fois. Maintenant, c'est une autre démarche ou orientation politique, quand on se saisit de ces affaires pour aider les travailleurs à rompre avec le régime, avec les institutions de la Ve République et le capitalisme.

Pendant plus de 70 ans, l'expérience de ce qu'on a appelé l'avant-garde du mouvement ouvrier nous a enseigné, qu'au stade actuelle du capitalisme et dans le cadre de la société telle qu'elle était devenue en occident ou dans tous les pays qui avaient copié son modèle de développement, ne pas lier la lutte de classe quotidienne au socialisme aboutissait à la liquidation pure et simple du mouvement ouvrier et à abandonner la seule alternative au capitalisme au profit de l'opportunisme qui est subordonné au capitalisme.

Vous m'octroierez, s'il vous plaît, le droit de ne pas reproduire cette gravissime erreur politique, ce qui à l'origine fut une erreur et qui très rapidement fut théorisée pour justifier ce qu'il faut bien appeler la trahison du socialisme. C'est cette théorie qui nous a conduits au désastre actuel, vous me permettrez de ne pas l'adopter. Qu'elle ait été valable au début du XXe siècle, c'est un fait, donc dans un tout autre contexte, qu'elle ait cessé de l'être dès lors que l'avant-garde révolutionnaire se disloqua après l'avènement du stalinisme qui lui porta un coup fatal dont elle ne s'est jamais remise, stalinisme qui était la négation du socialisme, en est un autre qu'on ne peut nier.

J'ai appelé à reconstruire cette avant-garde révolutionnaire sur la base de ce constat, en vain jusqu'à présent. D'autres après moi prendront le relais, espérons-le, c'est notre unique espoir.

En attendant la situation est inextricable, et elle risque de demeurer ainsi et d'empirer pendant encore un certain temps, ce qui n'est pas pour nous déplaire puisqu'apparemment il faut absolument passer par là, quoique nul ne puisse prédire les rythmes et les délais... A moins que les peuples conduits au désespoir en décident autrement, une fois qu'ait mûri chez eux l'intime conviction de ne plus avoir rien à perdre, tant le régime qu'on leur impose est devenu tyrannique ou insupportable au quotidien, cauchemardesque, pour que dans un effort ou un sacrifice héroïque et dans un désordre indescriptible ils se soulèvent et parviennent à renverser l'ordre établi et à renouer avec le socialisme ou trouvent la voix de leur émancipation et de la liberté, pas du premier coup ou en un jour évidemment, mais au cours du processus révolutionnaire, à condition que son avant-garde s'organise et prenne la direction de la révolution pour la mener à la victoire.

L'extrême centre des Rothchild, Macron, Gates, Soros... c'est l'extrême droite ou le fascisme !

LVOG - Entre nous, je n'ai pas répété de le répéter, en vain. Les faits me donnent raison.

https://www.youtube.com/watch?v=2kLRlorA2-0

LVOG - Tout cela parce que les dirigeants du mouvement ouvrier sont à leurs côtés, ne l'oublions jamais.

Barbier propose que des «brigades» aillent «frapper à la porte» des non-vaccinés pour les convaincre - RT 6 nov. 2021

Interrogé sur l'opportunité de soumettre l'obtention du pass sanitaire à une troisième injection de vaccin contre le Covid-19, Christophe Barbier s'est exprimé en ces termes : «[Ce qui] est une bonne solution, c'est de transformer le pass sanitaire en pass vaccinal. Si vous n'avez pas un schéma vaccinal complet, on vous retire de certaines activités sociales [...] On peut enfin affiner ce fameux "aller vers" en demandant à ceux qui ont les noms des non-vaccinés – les organismes, les administrations qui savent qui devrait être vacciné et qui ne l'est pas – de donner ces fichiers à des brigades, à des agents, à des équipes, qui vont aller frapper à la porte et dire "mais vous n'êtes toujours pas vacciné, c'est un problème pour vous et pour les autres".» L'ex-directeur de la rédaction de L'Express a toutefois reconnu que ce dispositif ne serait «pas facile à mettre en place».

https://francais.rt.com/france/92344-barbier-propose-que-brigades-aillent-frapper-porte-des-non-vaccines-pour-les-convaincre

Christophe Barbier, ou le facho-centrisme

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/christophe-barbier-ou-le-facho-centrisme

Barbier et BFM ont franchi les limites de l'infamie !

Christophe Barbier veut que des « administrations qui ont les noms des non-vaccinés » donnent « les fichiers à des brigades », « des agents, des équipes » chargés d'aller « frapper à la porte des gens » ! Mauvais remake du nazisme…

Faut-il s'en étonner ; ce ne sont pas les populistes qui menacent la démocratie, mais les extrémistes du centre ! Vous êtes surpris ? On assimile les électeurs qui votent mal à des fascistes en puissance alors que nombre d'entre eux aspirent au contraire à faire prévaloir les principes démocratiques

On voit émerger un discours officiel, avec le soutien des médias et des institutions culturelles, expliquant que, tout compte fait, la liberté, ce n'est pas vraiment formidable. La macronie n'a cessé de mettre en place des mesures liberticides au nom de la Vérité autoproclamée de Big Pharma. La censure a chassé des plateaux télé tous les scientifiques de renom et la chasse aux sorcières poursuit les réfractaires.

Alors, les extrémistes du centre veulent protéger les grands enfants du peuple de la contagion du doute critique.

Le phénomène est historiquement ancien, les « modérés » n'en sont pas et ils se sont toujours méfiés du peuple qui vote mal, ils étaient bien peu nombreux dans les rangs de la Résistance en 39-45… Ils soutenaient Pétain comme en Allemagne le Zentrum de Von Papen ouvrit les portes du pouvoir à Hitler.

Atlantico reprenait les analyses du politologue britannique David Adler, en interrogeant Vincent Tournier (mai 2018) :

David Adler présente un résultat très original, troublant même tant il vient bouleverser la manière d'analyser la situation actuelle.

Traditionnellement, on s'inquiète plutôt du déclin des valeurs démocratiques du côté des populistes ou des contestataires. Or, Adler montre que, s'il y a du souci à se faire, c'est plutôt du côté des électeurs modérés, ceux qui se placent au centre (pris ici au sens large, c'est-à-dire incluant le centre-gauche et le centre-droite). Les plus éloignés de la démocratie ne sont donc pas ceux que l'on croit. Adler parle du « paradoxe centriste » : les électeurs dont on pense qu'ils sont les mieux intégrés dans le système démocratique sont au contraire ceux qui y croient le moins. [...]

Leur désaffection pour la démocratie est difficile à expliquer, mais on peut se demander si elle ne vient pas du sentiment que, du moins pour une partie des élites, la démocratie a cessé d'être perçue comme le meilleur moyen pour assurer la préservation de ses intérêts. Si on utilisait un langage marxiste, on pourrait dire qu'il y a une disjonction entre les intérêts des élites et le moyen par lequel elles entendent préserver ceux-ci. Jusqu'à présent, la démocratie était un bon moyen, mais aujourd'hui, c'est un peu moins vrai car la volonté populaire ne va pas dans le bon sens. Par exemple, une grande partie des élites actuelles est acquise à l'idée que les frontières doivent être le plus ouvertes possibles, mais ce souhait est loin d'être partagé par les opinions publiques. [...]

C'est l'autre résultat important de David Adler : il montre que, non seulement les centristes sont moins sensibles aux valeurs démocratiques, mais qu'en plus ils sont davantage demandeurs d'un pouvoir fort. Les centristes ne sont donc pas seulement éloignés de la démocratie ; ils ont bel et bien des velléités autoritaires. Cet attrait pour l'autoritarisme peut s'expliquer par une forme d'incompréhension par rapport aux élections : c'est le sentiment que le peuple ne suit pas, donc qu'il faut le ramener dans le droit chemin. On voit bien, depuis quelques années, que les résultats des urnes sont jugés décevants par une partie des élites. Le peuple vote mal.

Le succès des partis populistes conforte régulièrement cette méfiance. Les électeurs sont accusés de ne pas être fidèles aux valeurs démocratiques. Or, si on suit l'analyse d'Adler, c'est justement tout le contraire : c'est au nom de la démocratie que les électeurs se détournent des partis de gouvernement. [...]

Bref, c'est toujours la faute des électeurs, jamais celle des élites. Pourtant, dans une entreprise, si un produit ne se vend pas, on ne va pas s'amuser à dire que c'est parce que le client n'est pas à la hauteur. [...]

On assimile les électeurs qui votent mal à des fascistes en puissance alors que nombre d'entre eux aspirent au contraire à faire prévaloir les principes démocratiques. [...]

L'autre risque, plus important, est de discréditer la démocratie. La situation est assez cocasse : ce sont les partis contestataires qui se revendiquent de la démocratie (il suffit de voir le FN ou la France insoumise, lesquels ne cessent de réclamer des référendums) alors que les partis de gouvernement hésitent à utiliser le mot, préférant dénoncer le populisme et la démagogie.

Les facho-centristes trouvent-ils les médias trop mous ? Ils veulent un organe offensif et pour ce faire usurpe le titre d'une revue de la résistance communiste : « Franc-Tireur », elle sera dirigé par Barbier lui-même.

Plutôt qu'un newsmagazine, ce sera « un libelle, un manifeste ». Un arsenal de papier proposant « un armement intellectuel, journalistique, pour lutter contre la progression de l'obscurantisme ». Lorsque Christophe Barbier présente la publication qu'il s'apprête à diriger, le verbe est haut, le vocabulaire, choisi. « Dès qu'on prononce le mot centrisme, ça fait mou, tiède. Alors qu'on veut faire quelque chose de très puissant, de très offensif », expose l'éditorialiste de BFM-TV, ancien directeur de la rédaction de L'Express. (le Monde)

Annoncé de longue date, le projet de magazine politique voulu par le financier tchèque Daniel Kretinsky, fondateur du groupe de presse Czech Media Invest (CMI) et actionnaire indirect du Monde, entre dans sa dernière ligne droite. Nommé Franc-tireur, le titre sera porté sur les fonts baptismaux numériques le 6 octobre. (France Info) Après avoir racheté Elle, Version Fémina, Télé 7 Jours ou Marianne, lancé S, le magazine de Sophie Davant, le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky s'apprête à éditer Franc-Tireur, un hebdomadaire dont le premier numéro sortira le 17 novembre.

Depuis octobre 2018, Daniel Kretinsky est détenteur de 49 % des parts de la société Le Nouveau Monde, actionnaire du journal Le Monde. Son nom apparaît dans les Panama Papers.

Christophe Barbier, ancien directeur de la rédaction de L'Express, qui codirigera la rédaction, "s'est entouré de plumes comme Raphaël Enthoven, Caroline Fourest, Rachel Kahn ou l'ancien leader de Force Ouvrière Jean-Claude Mailly." "On voit une radicalisation des idées politiques, la parole est aux extrêmes et à tous les populistes. Beaucoup de gens les combattent, mais chacun est dans son coin, de manière désordonnée. Il fallait les réunir. Tous ces franc-tireurs isolés auront leur maison, leur journal : contre tous les obscurantismes et les extrémismes politiques. » (France Info)

LVOG - Le petit facho a recruté l'égérie des trotskystes lambertistes, l'ancien leader de Force Ouvrière Jean-Claude Mailly...

LUTTE DES CLASSES. GUERRE PSYCHOLOGIQUE ET BIOLOGIQUE CONTRE TOUS LES PEUPLES.

Un criminel de masse toujours en liberté pris en flagrant délit.

Fact-checking : Non, Bill Gates n'est pas un philanthrope - lemediaen442.fr 6 novembre 2021

Le Monde, l'AFP, Reuters, tous les grands médias sont obligés de « fact-cheker » les rumeurs qui font du philanthrope Bill Gates un maître du monde, désireux de tuer les trois quarts de l'humanité à coups de vaccins par pur esprit de lucre. A nous de rectifier les fausses informations qui en font un bienfaiteur de l'humanité. Elles sont d'ailleurs diffusées par lui en premier lieu…

Policy Exchange a récemment accueilli Bill Gates, coprésident de la Fondation Bill et Melinda Gates et fondateur de Microsoft. Gates a été interviewé au bureau londonien de Policy Exchange par le député Jeremy Hunt, président du Health Select Committee. Dans cette interview (vidéo ci-dessous) Bill Gates semble au courant de la prochaine pandémie.

Devons-nous nous préparer à une prochaine pandémie ?

Bill Gates : C'est en 2015 que j'avais fait une conférence à la fondation Sapling et écrit un certain nombre de documents sur le thème « Nous ne sommes pas prêts pour la prochaine pandémie ». Hélas, cela a été une meilleure prévision que ce que tout le monde aurait souhaité. Les dommages économiques, les décès — tout cela est tout-à-fait horrible. Et je m'attends à ce que cela conduise les budgets de R&D à se concentrer sur des choses que nous n'avions pas aujourd'hui. Vous savez, nous n'avions pas de vaccins bloquant la transmission. Nous avons des vaccins qui aident à rester en bonne santé, mais ils ne réduisent que légèrement les transmissions. Nous avons besoin d'une nouvelle façon de faire les vaccins. Nous n'avions pas beaucoup de moyens thérapeutiques. La dexaméthasone et maintenant le molnupiravir pourraient aider, mais beaucoup moins que ce qui aurait dû être le cas.

Transcription

Fact-checking : Non, les médicaments que recommande Bill Gates ne sont pas efficaces

La dexamethasone (Décadron®) est interdite en France ! Son autorisation de mise sur le marché lui a été retirée en 2003. Ce corticoïde de synthèse que préconise Bill était illégalement utilisé pour doper la croissance d'animaux d'élevage. Elle cause des anomalies.

Ses effets indésirables : hyperglycémie, glycosurie, hypertension, saignements et perforations digestives, rétention sodée, vulnérabilité accrue aux infections, hypokaliémie, hypocalcémie, bradycardie (doses élevées), leucocytose, irritabilité. À plus long terme : cardiomyopathie hypertrophique, retard de croissance staturopondérale et cérébrale, ostéopénie, insuffisance surrénalienne; toxicité neuro-développementale…

Le molnupiravir, Olivier Véran en a commandé d'urgence, avant le résultat des essais. On vous en a fait une analyse là. La fondation Bill et Melinda Gates a annoncé un investissement de 120 millions de dollars pour faciliter l'accès des pays pauvres à ce traitement « prometteur ».

La société pharmaceutique Pharmasset, l'a abandonné en 2003 après avoir découvert ses propriétés mutagènes.

Bruno Canard, directeur de recherche au CNRS et spécialiste des coronavirus, appelle à la prudence : « C'est un mutagène si puissant qu'il est soupçonné d'être toxique non seulement pour le virus mais pour la cellule hôte, avec un risque cancérigène. »

Bill Gates : Nous n'avons pas obtenu les diagnostics nécessaires pour atteindre ce qu'au moins l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont montré, à savoir qu'une gestion compétente pouvait faire baisser le taux de mortalité de manière assez spectaculaire. J'espère donc que dans cinq ans, je pourrai écrire un livre intitulé « Nous sommes prêts pour la prochaine pandémie », mais il faudra des dizaines de milliards de dollars en recherche et développement. Les États-Unis et le Royaume-Uni y participeront. Il faudra probablement environ un milliard par an pour un groupe de travail sur les pandémies au niveau de l'OMS, qui s'occupe de la surveillance et de ce que j'appelle des « jeux de virus » où l'on s'entraîne.

Fact-checking : Non, les investissements de Bill Gates ne sont pas de la philanthropie

Breakthrough Energy Catalyst, qui appartient à Bill Gates, investira 276 millions de dollars au cours des dix prochaines années dans les technologies vertes. En août 2021, Gates s'est engagé à travailler avec le gouvernement américain à financer des programmes de technologies vertes à hauteur de 1,5 milliard de dollars. Mais dans une interview accordée au Wall Street Journal, il a déclaré que Breakthrough Energy Catalyst n'engagerait les fonds que si le Congrès adopte une loi finançant la publicité sur ses technologies. Sans cette loi, a-t-il dit, Breakthrough déplacerait probablement ses plus grands projets en Europe et en Asie. Breakthrough n'a pas répondu aux questions de Forbes qui souhaitait savoir si le partenariat avec le Royaume-Uni représentait ce changement.

Bill Gates et le Premier ministre Boris Johnson ont annoncé un partenariat de 552 millions de dollars visant à mettre sur le marché des technologies vertes au Royaume-Uni pour une rentabilité plus juteuse.

La Fondation Gates est le plus important donateur privé de l'OMS (10 % du budget de l'institution, 46,8 milliards de dollars en 2018). Depuis 1999, la Fondation consacre la majeure partie de ses fonds aux vaccins. Son but : vacciner la planète ! On y est presque, grâce à l'OMS !

Bill Gates : Vous dites : OK, et si un bio-terrorisme apportait la variole dans dix aéroports ? Vous savez, comment le monde réagirait-il à cela ? Il existe des épidémies d'origine naturelle et des épidémies provoquées par le bio-terrorisme qui pourraient même être bien pires que celles que nous connaissons aujourd'hui. Et pourtant les progrès de la science médicale devraient nous donner des outils qui nous permettraient de faire beaucoup mieux. On pourrait donc penser que ce serait une priorité. C'est au cours de l'année prochaine que ces dotations devront être faites, y compris pour ce groupe de travail sur la pandémie mondiale.

Fact-checking : Non, la variole n'est plus un danger

En 2017 déjà Bill Gates nous menaçait d'un virus, mais inventé et diffusé par ordinateur ! À l'en croire l'épidémie de covid aurait pu être un virus virtuel, si une maudite chauve-souris ne s'était pas évadée de sa cage : « La prochaine épidémie mondiale pourrait voir le jour sur l'ordinateur d'un terroriste qui chercherait, par manipulation génétique, à créer une version synthétique du virus de la variole ou une souche contagieuse et hautement mortelle de la grippe. Qu'il s'agisse d'un virus né dans la nature ou créé par un terroriste, les épidémiologistes ont montré qu'un virus se transmettant dans l'air tuerait 30 millions de personnes en moins d'un an. Et il est assez probable que cela se produise dans les années à venir. »

La variole a été éradiquée en 1979, mais Bill ne désespère pas de la revoir. Le virus existe encore, mais caché au fin fond d'un centre en Russie et d'un autre aux États-Unis (Weekly Epidemiological record, n° 40, 8 octobre 2021, p. 492). Le vaccin de la variole est interdit, mais il en reste des stocks pour 200 millions de personnes. Insuffisant pour toute la planète. Heureusement Bill veille au grain ! Encore faudrait-il que le virus réapparaisse pour combler son vœu de sauver la planète…

Bill Gates : Ce qui est bien, c'est qu'une grande partie de la R&D dont nous avons besoin pour être prêts pour la prochaine pandémie concerne des choses comme rendre les vaccins bon marché, avoir de grandes usines, éradiquer la grippe, se débarrasser du rhume, faire des vaccins un petit patch que vous mettez sur votre bras, sont des choses qui seront incroyablement bénéfiques même dans les années où nous n'aurons pas de pandémies.

Fact-checking : Non, la grippe n'est plus une pandémie et le rhume non plus

Ce n'est pas pour rien que Bill Gates finance la recherche pour développer un vaccin universel contre la grippe. Et ce n'est pas parce que le covid a remplacé la grippe l'hiver dernier, qu'elle ne peut pas revenir de plus belle — cela ferait tellement plaisir à notre philanthrope ! En France, la campagne pour la dose de rappel du vaccin contre le Covid-19 progresse trop lentement. Heureusement pour Pfizer, le gouvernement a décidé d'avancer au 22 octobre le démarrage de la campagne vaccinale contre la grippe. On peut ainsi faire double coup : se faire injecter en même temps un anti-covid Pfizer et un anti-grippe Sanofi-Pasteur. La Haute Autorité de santé le recommande et Ameli aussi…

Bill Gates : Outre le message sur le climat et la lutte permanente contre les maladies des pauvres, je parlerai donc beaucoup de la préparation aux pandémies. Et je pense qu'elle trouvera un terrain fertile, car, vous savez, nous avons perdu des milliers de milliards de dollars et des millions de vies. Et les citoyens attendent de leurs gouvernements qu'ils ne laissent pas cela se reproduire.

Fact-checking : Non, Big Pharma n'a pas perdu des milliards, mais il en a gagné !

« Nous avons perdu des milliards de dollars » Cette citation de Bill Gates devrait remporter le prix du plus beau bobard de l'année. Grâce aux vaccins, BioNTech, Moderna et Pfizer devraient engranger 130 milliards de dollars américains de bénéfices d'ici à la fin 2022.

La peur fait vendre, c'est une vieille recette marketing. Bill Gates et l'État profond l'ont remise au goût du jour, et ça marche !

Trop de coïncidences n'en sont plus à force.

LVOG - J'ai découvert un élément qui renforce la suspicion ou la thèse d'une machination minutieusement mise au point.

Neuf mois avant l'éclatement du "COVID", le Congrès américain a commencé à changer la définition du "vaccin"

https://halturnerradioshow.com/index.php/en/news-page/news-nation/nine-months-before-covid-broke-out-congress-began-moving-to-change-definition-of-vaccine

LVOG - La traduction apparemment automatique qu'ils ont fournie présente quelques erreurs, qui cependant n'altère pas le contenu du texte.

- Les autorités américaines ont modifié la loi concernant la définition des vaccins 10 jours avant le début de la déclaration d'une pandémie au Sars-CoV-2 en Chine le 30 décembre 2019

Si l'épidémie de COVID-19 était une chose naturelle, pourquoi le Congrès a-t-il commencé à changer la définition de "vaccin" en mars 2019, neuf mois complets avant que COVID n'apparaisse en Chine et (théoriquement) bien avant que quiconque ne connaisse ce tout nouveau messager La technologie génétique de l'ARN (ARNm) serait utilisée pour un soi-disant « vaccin ? » À moins, bien sûr, que l'épidémie ne soit pas naturelle et que les personnes impliquées dans cela, savaient ce qui allait arriver (parce qu'elles la planifiaient) et planifiaient également comment elle serait combattue ; avec de nouveaux produits d'ARNm ?

Avant décembre 2020, un « vaccin » était considéré comme un « produit biologique » en vertu de la loi fédérale américaine.

En vertu de l'article 351(i)(1) de la Public Health Service Act (42 USC 262(i)(1)), la loi stipulait clairement :

Le terme « produit biologique » désigne un virus, sérum thérapeutique, toxine, antitoxine, vaccin, sang, composant ou dérivé sanguin, produit allergène, protéine (à l'exception de tout polypeptide synthétisé chimiquement) , ou produit analogue, ou arsphénamine ou dérivé d'arsphénamine (ou tout autre composé organique trivalent de l'arsenic), applicable à la prévention, au traitement ou à la guérison d'une maladie ou d'un état des êtres humains.

Ce que cela signifiait est simple : tous les éléments décrits dans ce paragraphe étaient des « produits biologiques » soumis à la réglementation de la Food and Drug Administration . . . à l'exception de tout polypeptide synthétisé chimiquement.

Les polypeptides synthétisés chimiquement n'étaient pas spécifiquement des "produits biologiques".

Ceci est important car alors que nous avançons rapidement jusqu'à nos jours et examinons la situation du COVID-19, et en particulier les nouveaux "vaccins" à ARN messager qu'ils sont , en somme et en substance, des "polypeptides synthétisés chimiquement".

En vertu de l'ancienne loi, ils ne seraient pas considérés comme des "produits biologiques" et il s'ensuit qu'ils ne pourraient pas être des "vaccins" et ne seraient pas/ne pourraient pas être réglementés par la FDA.

Combien d'Américains le savent ? Combien d'Américains savent qu'en vertu de notre loi américaine, les "vaccins" à ARNm n'étaient pas - et ne pouvaient pas - être qualifiés de "vaccins" en vertu de notre loi pendant plus de 80 ans ?

LVOG - Ce n'est pas tout, il y a aussi l'annexe financier

En mars 2019, le membre du Congrès Pascrell a parrainé un projet de loi de crédits connu sous le nom de :

HR1865 - Loi sur les crédits supplémentaires consolidés, 2020 (https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/1865)

Selon le Bill Index sur le site Web du gouvernement américain "Congress.gov", le projet de loi a été présenté le 25 mars 2019, mais n'a été pleinement adopté et signé qu'en décembre 2020.

Il est intéressant de noter que ce projet de loi est un projet de loi de crédits. Il est conçu pour dépenser de l'argent.

Pourtant contenu dans le texte original du projet de loi original, présenté en mars 2019, bien avant que COVID ne frappe le monde, le projet de loi contient cette section :

L'article 351(i)(1) de la Public Health Service Act (42 USC 262(i)(1)) est modifié par suppression de « (à l'exception de tout polypeptide synthétisé chimiquement) ».

Chose étrange à mettre dans un projet de loi de crédits.

Pourquoi diable quelque chose comme ça serait-il inscrit dans un projet de loi de crédits ? Pourquoi introduire un changement obscur de la définition des « produits biologiques » dans un projet de loi de crédits ?

Le projet de loi a été adopté et, le 20 décembre 2019, il avait été signé par le président Trump et est devenu loi.

Onze jours plus tard, le 31 décembre 2019, un « nouveau coronavirus » a fait son apparition à Wuhan, en Chine, et a commencé à y rendre les gens très malades.

Donc, si COVID-19 n'a même été signalé nulle part dans le monde avant le 31 décembre 2019, comment le Congrès a-t-il pu changer la définition d'un « produit biologique » (c'est-à-dire des « vaccins ») onze jours plus tôt le 20 décembre 2019 ?

En fait, étant donné que COVID-19 n'existait même pas et que les "vaccins" à ARNm n'étaient même pas en production pour COVID-19, comment le membre du Congrès Bill Pascrell du New Jersey a-t-il su mettre un changement de définition, qui a directement autorisé la voie pour les vaccins à ARNm en supprimant l'interdiction de « tout polypeptide synthétisé chimiquement » dans son projet de loi de crédits initial en mars 2019 ?

Que savait le membre du Congrès Pascrell en mars 2019, qui l'a amené à utiliser un projet de loi de crédits, pour modifier la définition de « produit biologique » qui a parfaitement ouvert la voie aux produits génétiques d'ARNm pour être ensuite appelés « vaccins » ?

Certaines personnes pourraient commencer à se demander si la raison pour laquelle le Congrès a modifié la définition n'était peut-être parce que le Congrès savait que cette épidémie particulière allait arriver et savait que des produits d'ARNm seraient utilisés pour cela.

Certaines personnes pourraient également commencer à se demander si la seule façon dont le Congrès aurait pu savoir que l'épidémie allait arriver était peut-être qu'ils y étaient.

Peut-être que tout le truc COVID était prévu? Par notre propre gouvernement ?

Un gouvernement qui fait maintenant de son mieux pour forcer les gens à prendre un soi-disant "vaccin" qui n'aurait même pas été qualifié pour être appelé "vaccin" sans le petit changement pratique de la loi fourni par le membre du Congrès du New Jersey, Bill Pascrell.

Si vous pensez que quelque chose ne sent pas ici, vous n'êtes probablement pas seul.

Massacre et roulette russe

Florian Dagoury, recordman du monde d'apnée, diagnostiqué avec une myocardite et une péricardite après sa vaccination Pfizer - lemediaen442.fr 6 novembre 2021

Le recordman du monde en apnée statique (il a retenu sa respiration pendant 10 min 31 sec), Florian Dagoury, 34 ans, a partagé son témoignage sur Instagram suite à sa deuxième injection Pfizer. « Je veux juste partager mon expérience problématique après ma vaccination et peut-être avoir quelques témoignages et histoires similaires… » Son témoignage s'accompagne d'une vidéo filmant les dommages au cœur sur l'échographe cardiovasculaire à l'hôpital Samitivej Thonburi de Bangkok en Thaïlande.

Le Français, basé en Thaïlande, a connu une diminution significative de sa capacité à retenir sa respiration et s'est rendu chez un cardiologue qui lui a dit qu'il s'agissait d'un effet secondaire courant du vaccin Pfizer. Un autre cardiologue lui diagnostiquera une myocardite, une péricardite et une régurgitation mitrale triviale (Insuffisance mitrale) . Voici son témoignage :

« Après ma deuxième dose, j'ai remarqué que mon rythme cardiaque était beaucoup plus élevé que la normale et que ma capacité à retenir mon souffle avait considérablement diminué. Pendant le sommeil, je suis à 65-70bpm — battement par minute (BPM) — au lieu de 37-45bpm. Pendant la journée, je suis toujours au-dessus de 100bpm au lieu de 65bpm, même lorsque je m'assois et me détends. Une fois, j'ai même atteint 177bpm alors que je dînais avec des amis ! Dix jours après mon deuxième vaccin, j'ai consulté un cardiologue qui m'a dit que c'était un effet secondaire courant du vaccin Pfizer, qu'il ne fallait pas s'inquiéter et qu'il fallait se reposer. Quarante jours après le deuxième vaccin, je n'avais pas progressé et j'ai donc consulté un autre cardiologue qui m'a diagnostiqué une myocardite, une péricardite et une régurgitation mitrale triviale ! Il s'agit essentiellement d'une inflammation des muscles cardiaques causée par le système immunitaire et de

petites fuites de sang provenant des valves qui ne se ferment plus correctement. J'ai maintenant du mal à atteindre 8 mn d'apnée, 150 m de plongée et j'ai même une forte envie de respirer en faisant des plongées de 40 m. Une diminution de 30 % de mes performances de plongée en gros. »

Florian Dagoury recommande aux plongeurs d'apnée du monde entier d'éviter les vaccins ARNn et de choisir les vaccins « fait à l'ancienne comme Sputnik [NDLR : non reconnu par l'AEM et l'OMS], Sinovac, Sinopharm ».

https://resistance-mondiale.com/temoignage-ariege-france-claude-lannes-a-perdu-son-epouse-marie-france-le-25-mars-21

Après le décès par arrêt cardiaque du hockeyeur Boris Sadecky, le directeur du club, Dusan Pasek, se suicide - lemediaen442.fr 5 novembre 2021

La mort de Dusan Pasek est survenue deux jours seulement après la mort de l'attaquant Boris Sadecky à l'âge de 24 ans. Il s'était effondré sur la glace de Dornbirn, en Autriche, vendredi dernier, il était dans un état grave et est finalement décédé d'une insuffisance cardiaque. - lemediaen442.fr 5 novembre 2021

En complément.

Covid-19 : le Costa Rica devient le premier pays à rendre obligatoire la vaccination des enfants - RT 7 nov. 2021,

Le 5 novembre, le ministère de la Santé du Costa Rica a annoncé que ce pays d'Amérique centrale sera le premier au monde à rendre obligatoire la vaccination contre le Covid-19 pour les enfants de 5 à 11 ans.

France. La tiers-mondialisation de la santé.

Laval : les urgences ferment la nuit faute de personnel suffisant - RT 6 nov. 2021

Confronté à un manque cruel de personnel, l'hôpital de Laval a été contraint de fermer les urgences sauf risque vital pendant plusieurs nuits en novembre. Il s'agit d'une première dans l'histoire du service. «On est dans une situation catastrophique au niveau des effectifs médicaux». Interrogée par RT France, Caroline Brémaud, la responsable du service des urgences de l'hôpital de Laval (Mayenne) ne mâche pas ses mots. Faute de personnel, son hôpital n'assure un service que pour les personnes en urgence vitale les 1er, 4, 6 et 7 novembre entre 18h30 et 8h30. «C'est une première dans l'histoire des urgences de Laval», ajoute Caroline Brémaud.

«Quand un urgentiste prend sa garde à 8h30 le matin, il arrive parfois avec 15 patients qui sont présents dans le couloir des urgences depuis la veille, soit 12 à 24 heures [d'attente] pour certains», déclare pour sa part à RT France Myriam El Hamdaoui, aide-soignante et représentante CGT.

«Le système hospitalier dans notre département a totalement été abandonné depuis des décennies», a dénoncé le maire de la ville Florian Bercault (DVG) au Figaro. L'édile a demandé l'activation de la réserve sanitaire mais «un seul médecin a répondu à l'appel».

Selon le quotidien, cette situation n'est malheureusement pas isolée. Ainsi l'hôpital de Vitré (Ille-et-Vilaine) n'assure plus de service des urgences de nuit. Dans la Sarthe, l'hôpital de Bailleul a lui aussi fermé ses urgences la nuit jusqu'au 8 novembre. Dans le Puy-de-Dôme, l'hôpital d'Ambert a fermé son service depuis le 27 octobre. RT 6 nov. 2021

Haut de page

Le 13 novembre 2021

- On peut aisément pardonner à l'enfant qui a peur de l'obscurité; la vraie tragédie de la vie c'est lorsque les hommes ont peur de la lumière. Platon.

- Enfants, on nous montre tant de choses que nous perdons le sens profond de voir. Voir et montrer sont phénoménologiquement en violente antithèse. Et comment les adultes nous montreraient-ils le monde qu'ils ont perdu ! - Gaston Bachelard

J'ai réalisé cette causerie assez rapidement, cela m'a donné une idée.

Vous trouverez une rubrique intitulée *Actualité en titres* que les habitués connaissent bien. Je me suis dit qu'en attendant de sortir la causerie qui est toujours un pavé à lire, je pourrais publier quotidiennement ou tous les deux jours uniquement cette petite rubrique, à moi de trouver des titres suffisamment explicites pour guider les lecteurs, à eux ensuite de réfléchir librement à la signification de cette info. Un lecteur m'avait suggéré de faire plus court, je répondrais ainsi à sa demande.

Vous avouerez que cette causerie vaut tout de même mieux qu'un anxiolytique, une cuite, une grosse défonce, un tour d'illusionnisme. Ici on prend soin de votre santé mentale, de votre équilibre biologique, bref, on est bien intentionné envers vous et on ne s'en cache pas. Ce qui ne contribue pas à élever votre niveau de conscience contribue forcément à l'abaisser, cela va de soi, à vous de choisir.

J'ai cru comprendre que tout le monde avait les nerfs à vif ou était à cran, plus ou moins découragé ou démoralisé par ce qui se passe et notre impuissance à y faire face, tout le monde sombre dans la déprime ou la sinistrose ambiante et a semble-t-il besoin quotidiennement d'un petit remontant pour conserver la tête hors de l'eau ou garder le moral. Pour ne pas faire naufrage, soyons logique, méthodique, lucide,

sincère, honnête, et tout se passera bien.

Qu'on ne nous demande surtout pas de ménager l'ignorance, la médiocrité, l'hypocrisie, avec la paresse intellectuelle et l'oisiveté ce sont nos pires ennemis. Si nous n'avons pas confiance en nous, c'est parce que nous n'avons pas confiance dans les masses, pour résoudre ce problème il suffit de se demander pourquoi sachant que notre sort est lié à celui des autres de notre condition ou classe. Si nous ne pratiquons pas l'autocensure, ce n'est pas pour pratiquer l'autosuggestion, on ne va tout de même pas commencer à se mentir dans un sens ou un autre ou se raconter des histoires, n'est-ce pas ?

C'est vrai que partout dans le monde les nouvelles sont pires les unes que les autres et qu'on n'en voit pas le bout. Rien de changer en somme. Certains pensent même à quitter la France, mais pour aller où ? On est en présence d'une dictature mondiale conduite par ceux qui ont amassé des fortunes gigantesques, et quand les chefs d'Etat ou de gouvernements ne se soumettent pas à leurs diktats, ils les imitent pour en tirer un profit politique comme en Russie, à Cuba ou au Venezuela par exemple, pas un n'a pas adopté à un moment ou un autre tout ou partie des mesures liberticides imaginées depuis des années par la Fondation Rockefeller.

Pour que leur modèle de société totalitaire basé sur le contrôle de la population se mette en place, il faut impérativement que personne ne puisse y échapper, et le meilleur moyen qu'ils ont trouvé pour y parvenir, c'était de conditionner le droit de chaque citoyen à pouvoir continuer de bénéficier de libertés individuelles ou fondamentales à l'obtention d'une identification numérique ou d'un code QR appelé passe sanitaire, une fois rempli son devoir vaccinal de fait rendu obligatoire pour l'ensemble de la population, si possible dès le plus bas âge, afin que ce régime liberticide devienne la norme et ne puisse plus jamais être contesté dans l'avenir.

Par la suite, la totalité de vos activités ou de vos déplacements, de vos transactions étant enregistrés dans une base de données, en fonction d'un règlement de police ou d'objectifs économiques ou autres, ils pourront les orienter, les restreindre, les limiter, les interdire en bloquant simplement votre code QR, et du jour au lendemain vous vous retrouverez bannis de la société, sans aucun droit, vous n'existerez plus, et vous ne pourrez pas leur échapper, puisque partout où vous irez ils vous suivront et vous retrouveront, vous aurez le droit au même traitement. Pour retourner dans la norme, s'ils ne vous ont pas éliminés physiquement entre temps, vous devrez vous soumettre à leur programme de réhabilitation ou passer avec succès les épreuves qu'ils vous imposeront, qui consisteront notamment à vous briser psychologiquement en recourant à différents procédés incluant des manipulations génétiques assimilables à une lobotomie, à l'issue de laquelle vous aurez perdu toute indépendance, vous ne pourrez plus vivre ou penser librement puisque toutes vos facultés cognitives auront été déconnectées et réinitialisées, de sorte que totalement déshumanisé, vous vous comporterez à l'instar d'un robot programmé pour obéir à leurs ordres.

Les nazis en avaient rêvé, mais ils ne disposaient pas encore des moyens technologiques pour y parvenir, les oligarques les ont, et ils ont décidé de passer à l'action, voilà tout. Je mets au défi qui que ce soit de réfuter avec des arguments solides l'analyse que je viens de vous proposer. Je n'ai rien inventé, je suis parti des faits en suivant leur enchaînement, n'importe qui peut le vérifier.

On peut se demander pourquoi pour affronter la crise du capitalisme ils n'ont pas recouru aux méthodes classique du XIX et XXe siècle qui avaient fait leur preuve, si l'on veut seulement, car souvenez-vous que la Seconde Guerre mondiale avec ses 60 à 80 millions de morts et davantage de blessés, les gigantesques destructions qui l'avaient accompagnée, n'avait absolument rien réglé, en fait cette guerre ne s'est jamais vraiment arrêtée puisqu'il y a eu plus de 250 guerres dans le monde depuis 1945 totalisant officiellement plus de 20 millions de morts, en réalité beaucoup plus si l'on compte les millions ou dizaines de millions de morts collatéraux à ces guerres parmi des peuples ravagés ensuite par des famines ou des épidémies, laissés sans soin pour soigner leurs blessés, bref, on en arrive à la conclusion que toutes ces guerres n'ont pas fait suffisamment de morts ou causé suffisamment de destructions, tandis qu'une guerre mondiale entre puissances impérialisme qui serait thermonucléaire, chimique, bactériologique, etc. est inenvisageable.

Il leur fallait donc imaginer un autre scénario, un autre plan. Mais lequel ? Celui du réchauffement climatique était dans les tuyaux depuis le début des années 70, au passage, c'est pour dire que l'état de crise permanente qui caractérise l'étape actuelle du capitalisme ne date pas d'hier, entre temps ils ont basculé sur le changement climatique, car finalement ils ne savent pas trop si la Terre va se réchauffer ou refroidir, il fallait une terminologie qui couvre tout le champ climatique. Cependant il présentait un inconvénient majeur, c'est qu'il ne sévissait pas de la même manière sur tous les continents, il n'était pas constant ou stable, suffisamment fiable, il fallait donc trouver un ennemi qui soit présent partout ou qui menace de s'étendre à la Terre entière, de la contaminer. Et c'est là qu'ils eurent l'idée géniale d'instrumentaliser les affections respiratoires qui sévissaient chaque années sur les deux hémisphères, à partir d'un coronavirus qu'ils fabriqueraient pour l'occasion et lanceraient dans la nature, une fois qu'ils aurait vérifié qu'ils étaient prêts à piloter l'opération de la tour de contrôle du Forum économique mondial, et pour être sûr de ne pas manquer leur coup, ils allèrent jusqu'à simuler une épidémie mondiale en mobilisant toutes les institutions internationales concernées, FMI et Banque mondiale. Je dis les maladies virales parce que les tests PCR ne font pas la distinction entre les différents coronavirus, rhinovirus, adénovirus.

En un éclair ils parvinrent à mettre en oeuvre les moyens permettant d'atteindre les objectifs du GIEC, plus d'avions dans le ciel, plus de voitures sur les routes, les écoles et les universités fermés, forte impulsion donnée au télétravail, au télé-enseignement, à la télémédecine, au commerce en ligne, fermeture de la plupart des commerces, de tous les lieux culturels, réduction massive des salaires, bref, comme en temps de guerre, la population au boulot ou à la boucherie, terrée (de force) chez elle à attendre les prochains communiqués ou des jours meilleurs... Et surtout, ils engrangèrent des centaines de milliards de dollars en un temps record, la pompe à fric des banques centrales tournant à plein régime jour et nuit.

Toute ces ressemblances sont beaucoup trop nombreuses pour être de simples coïncidences, elles présentent toute la particularité d'avoir les mêmes origines et tendent à produire les mêmes effets ou à avoir les mêmes conséquences pour les différentes classes sociales. Cela étant, rien n'est réglé pour autant, et dans les mois à venir la crise générale du système capitaliste ou plus largement du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme devrait à nouveau s'inviter au menu de la lutte des classes et se traduire par des affrontements de plus en plus violents et incontrôlables avec une partie des masses excédées par les mesures liberticides ou totalitaire que

le régime leur impose.

On a compris que la prorogation de l'état d'urgence jusqu'en juillet 2022 et les annonces de nouvelles périodes épidémiques à venir qu'ils auront fabriquées comme les précédentes, tendent en fait à rendre permanentes les mesures adoptées dans le cadre de l'état d'urgence, de manière à parvenir à la généralisation ou la normalisation du code QR.

Le recours à la vaccination n'était pas une fin en soi comme l'ont prétendu ceux qui s'y opposèrent et qui refusèrent de rompre avec le capitalisme, pour l'oligarchie, atteindre cet objectif était en quelque sorte un coup d'essai pour tester la réaction de la population, et observer comment elle réagirait au conditionnement de ses libertés en fonction de son obligation de se soumettre à certaines règles, avant de passer à la suite de son programme qui est destinée à s'étaler sur des années ou une décennie, selon leur prévision, au bout desquelles le crédit social à la chinoise devrait être installé au moins dans tous les pays occidentaux et étendu petit à petit à la population mondiale.

L'identification numérique, la transition numérique, le code QR sont des instruments conçus pour instaurer un régime totalement déshumanisé, totalitaire, d'une cruauté inimaginable.

Gageons que les aspirations à la démocratie et à la liberté, à la justice sociale, des éléments les plus avancés du prolétariat et des classes moyennes, de l'ensemble des masses exploitées et opprimées l'emporteront sur la soumission ou la résignation à cet ordre barbare menant l'humanité à sa perte.

Discutons-en, réfléchissons ensemble, regroupons-nous, organisons-nous pour résister à cet ennemi qui n'est pas invisible, qui est clairement identifié, qui n'est pas invincible, et nous le vaincrons.

Liste des guerres contemporaines

https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_guerres_contemporaines

Il n'y a qu'en Inde que cela puisse exister.

LVOG - Dommage que je ne puisse pas l'utiliser pour séduire mes lecteurs et les gagner au socialisme !

Inde : Un parti lance son parfum électoral pour séduire les électeurs avant un scrutin régional - 20 Minutes 10 novembre 2021

Pour séduire les électeurs avant un scrutin régional, un parti d'opposition de gauche a lancé son propre parfum en Inde, avec « une fragrance de fraternité, d'amour et de socialisme » qui peut « mettre fin à la haine ». (Drôle "d'opposition de gauche" qui ne haïrait pas le capitalisme, cherchez l'erreur. C'est comme celle en France qui est tombée amoureuse de la muselière et de la thérapie génique. - LVOG)

Le jus, composé de « 22 essences naturelles » en référence aux élections prévues début 2022 dans l'Etat septentrional d'Uttar Pradesh, a été présenté par le Samajwadi Party.

L'Uttar Pradesh est dirigé depuis 2017 par le BJP avec pour chef local Yogi Adityanath, un moine hindou âgé de 49 ans. Proche de Narendra Modi, il est connu pour ses déclarations enflammées contre les musulmans. Une nouvelle victoire électorale durant le scrutin attendu pour février ou mars pourrait le placer en position de successeur potentiel à Narendra Modi, âgé de 71 ans.

Les élections en Uttar Pradesh, qui a donné au pays huit de ses Premiers ministres depuis l'indépendance, sont considérées comme un baromètre de popularité du pouvoir en place à New Delhi. Comme dans d'autres Etats, les hommes politiques et les partis déploient tous leurs efforts pour gagner, à grands coups de cadeaux, voire d'argent donné. 20 Minutes avec AFP 10 novembre 2021

LVOG - Précisons : D'argent volé, inutile de vous dire à qui...

- Cette causerie au format pdf (20 pages)

ACTUALITÉ EN TITRES

Totalitarisme. Le Ministère de la Vérité vous informe.

Et dire que certains le traitent de tyran ou l'accuse de manquer d'empathie, c'est injuste.

- Emmanuel Macron en larmes à l'arrivée du cercueil d'Hubert Germain au Mont-Valérien - Le HuffPost 11 novembre 2021

Pas Macron.

- Présidentielle 2022 : « Jean-Luc Mélenchon a une image qui s'est beaucoup détériorée depuis 2017 » - 20minutes.fr 11 novembre 2021

Qui s'endette s'enrichit. Un principe de riche, chut !

- Dette publique : « Il est faux de dire qu'on endette les générations futures », estime Éric Bocquet - Publicsenat.fr 11 novembre 2021

50% de trop.

- Sondage Ifop. 50% des Français favorables à la conditionnalité du passe sanitaire à une troisième dose, 50% contre - Journal du Dimanche 11 novembre 2021

Ils ne le savaient pas.

- La lanceuse d'alerte Frances Haugen auditionnée au Sénat : une plongée glaçante dans l'arrière-cuisine de Facebook - Publicsenat.fr 11 novembre 2021

Pendant qu'ils censurent les traitements existant.

- Budget de la Sécurité sociale : le Sénat adopte une disposition pour accélérer l'accès aux traitements innovants - Publicsenat.fr 11 novembre 2021

Tout a été fabriqué ailleurs en réalité.

- Allocution d'Emmanuel Macron : « Tout sort de l'Elysée sans aucune préparation ni concertation », déplore Hervé Marseille - Publicsenat.fr 11 novembre 2021

Et même que le Medef s'en porte garant.

- Assurance chômage : « Nous ne stigmatisons personne ! », se défend Jean Castex - Publicsenat.fr 11 novembre 2021

Et Kohler, et Macron ?

- Sondages de l'Elysée : Prison ferme requise contre Claude Guéant, la décision attendue le 21 janvier - 20minutes.fr 11 novembre 2021

Tartuferie. Après que Mélenchon et Zemmour eurent taillé une bavette ensemble sur BFMTV.

- Éric Zemmour à Bordeaux : le maire de la ville et Philippe Poutou s'écharpent en plein conseil municipal - gala.fr 11 novembre 2021

Attendez-vous à le voir surgir. C'est ainsi qu'ils procèdent chaque fois qu'ils perpétuent un attentat contre la population.

- Covid-19: Israël mène un exercice de simulation contre un nouveau variant - BFMTV 11 novembre 2021

Avec les déchets à venir de la COP26...

- Tunisie: nouveaux accrochages autour d'une décharge contestée - AFP 11 novembre 2021

Mettriez-vous en doute la parole de l'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord (OTAN) ?

- Migrants : la Pologne accuse le Bélarus de "terrorisme d'Etat" AFP - 11 novembre 2021

- L'Otan soutient la Pologne dans la crise migratoire avec la Biélorussie - reuters.com 10 novembre 2021

- Clément Beaune dénonce un "trafic d'êtres humains" organisé par le Bélarus - BFMTV 11 novembre 2021

Et si on causait d'un autre trafic ?

U.S. charges McKinsey partner with insider trading in Goldman purchase of GreenSky - reuters.com 10.11.2021

https://www.reuters.com/legal/litigation/us-charges-mckinsey-partner-with-insider-trading-goldman-greensky-purchase-2021-11-10/

J'ai traduit sans dictionnaire un article en anglais de Reuters, dans lequel on apprend que le cabinet américain qui conseille Macron, McKinsey, est mis en cause dans une affaire de trafic d'initié. Deux jours avant la transaction de Goldman Sachts consistant à acquérir une FinTech (1), GreenSky, l'employé de McKinsey qui travaillait pour Goldman Satchs a acheté des options financières pour son propre compte, alors qu'il était en charge de cette opération, et que par conséquent il faisait partie des initiés. Il comptait les revendre juste après en empochant 450.000 dollars de profit, une commission exceptionnelle en quelque sorte. Le jour suivant la transaction, l'action grimpa de 53%, vous imaginez la culbute en 24 heures, alors avec de grosses sommes, il est possible de s'enrichir très rapidement dans des proportions colossales, c'est ce que cela signifie. Ceux qui connaissent les combines deviennent hyper riches. 1 - La Fintech, est la contraction du mot "Financial Technology". Ce mot apparu dans les années 1980-1990, désigne des entreprises porteuses assez jeunes, essentiellement des start-ups ou entreprises relativement nouvelles, qui utilisent les technologies de disruption (intelligence artificielle, blockchain etc.) pour apporter des services financiers redynamisés, et moins chers. (La Fintech - beaboss.fr)

INTRODUCTION

Quand des pourcentages insignifiants justifient des mesures économiques ou politiques, c'est qu'on est en présence d'une imposture et d'escrocs.

Le pourcentage de CO^2 dans l'air dû à l'activité humaine (ou anthropique) a augmenté de 0,01% en un siècle, passant de 0,03 à 0,04%, il ne peut donc pas être responsable du réchauffement climatique.

Plus de 99,97% des personnes porteuses du Sars-CoV-2 dans le monde ne risquent pas de mourir de ce coronavirus, il n'est donc pas plus dangereux ou mortel que celui de la grippe saisonnière.

Tous les acteurs politiques qui ont connaissance de ces données et qui les ignorent, se rendent complices des despotes qui font régner un régime de terreur actuellement.

Aussi incroyable que cela puisse paraître et j'en suis le premier choqué, sans aucune prétention, je représente (à ma connaissance) le seul courant politique au sein du mouvement ouvrier, qui diffuse en permanence conjointement ces deux informations auprès des travailleurs ou militants, sans lesquelles il est impossible d'interpréter la situation. Si ces deux mystifications se sont enchainées et partagent d'importantes similitudes, c'est parce que ces deux tactiques font partie d'une même et unique stratégie politique et obéissent à un seul objectif économique : Dans l'incapacité de résoudre la crise du capitalisme parvenue à son stade suprême, l'oligarchie financière qui trône au sommet du capitalisme mondial et qui le contrôle

---

La tentation était trop grande pour qu'ils n'osent pas

L'épidémie de maladie respiration dont font partie notamment la grippe et les variants du coronavirus a débuté comme chaque année vers la mi-octobre, et le tyran au pouvoir s'en sert pour proroger les mesures liberticides, dont la vaccination génique, qu'ils imposent au peuple depuis mars 2020. A La Réunion, Martinique et Guadeloupe, plus tôt ils avaient fait un amalgame avec la dengue.

Rappelons que les tests PCR ne distingue pas les différents coronavirus, dès lors les autorités sanitaires aux ordres attribuent tous les cas détectés positif au variant Delta du Sars-CoV-2. Rappelons aussi que les résultats de ces tests sont faux à plus de 90% dès lors que le ct (cycle d'amplification) est supérieur à 30. C'est ce qui permet de faire croire en l'existence d'une pandémie, de la fabriquer virtuellement en quelque sorte depuis mars 2020.

Leur monde d'après. Tenez-le vous pour dit : ce sera ainsi chaque année à partir de maintenant.

Quelle est cette terrible menace qui pèse désormais sur tous les peuples ?

L'hiver, un phénomène naturel synonyme avec l'automne et le printemps de refroidissement, de pluie et d'humidité au cours duquel les nappes phréatiques se reforment, les lacs et les étangs se remplissent, le niveau des rivières remonte. La nature se sépare des éléments biologiques qui ont fait leur temps ou les plus fragiles, se régénère pour poursuivre son cycle immuable auquel les hommes n'échappe pas, supprimant à l'aide de virus ceux qui sont parvenus en fin de vie ou condamnés à disparaître prématurément ou encore qui sont déjà réduits à l'état végétatif, uniquement maintenus en vie artificiellement par des sadiques ou des monstres de cruauté.

Ainsi va la morale et la conception humanisme des barbares qui détiennent le pouvoir.

Qui a dit ?

- "*Nous devons prendre de très nombreuses mesures nécessaires pour passer cet hiver. Nous devons mettre notre pays à l'abri de l'hiver*"

Réponse : Olaf Scholz, le futur chancelier du IIIe Reich jeudi devant les députés. AFP 12.11.2021

POLITIQUE.

France. "*A droite toute*"! Ce que le tyran a décrété dans son allocution télévisée du 9 novembre 2021.

LVOG - S'ils le disent eux-mêmes, ils sont les mieux placés pour en parler.

- Derrière l'allocution, l'esquisse du programme "à droite toute" du candidat Macron - BFMTV 10 novembre 2021

- "Notre croissance dépasse les 6%, la France est en tête des grandes économies européennes, le chômage est au plus bas depuis près de 15 ans et nous sommes l'un des seuls pays du monde où le pouvoir d'achat a continué à progresser en moyenne et ou la pauvreté n'a pas augmenté."

LVOG - Quand on en compte l'augmentation du nombre de ménages et leur composition, et quand on s'attarde sur les personnes à qui ces hausses ont profité, on se rend compte qu'elles ont surtout avantagé les plus aisées. (Source : Yahoo Actualités 10 novembre 2021)

LVOG - Troisième dose pour achever les plus de 65 ans ou les faire crever prématurément.

- À partir du 15 décembre, il faudra justifier d'un rappel pour pouvoir prolonger la validité du pass sanitaire, pour les personnes âgées de plus de 65 ans.

LVOG - Même mauvais traitement pour les cobayes âgées de 50 à 64 ans d'ici 3 semaines, eux ils crèveront à petit feu de maladies auto-immunes ou inconnues qui rapporteront d'énormes profits aux trusts pharmaceutiques mafieux.

- Une campagne de rappel sera lancée à partir du début du mois de décembre pour les personnes âgées de 50 à 64 ans, sous-entendant qu'elles pourront donc recevoir une troisième dose avant la fin de l'année.

LVOG - Retraite dans le cercueil.

- "Il faudra travailler plus longtemps, en repoussant l'âge légal, avoir un système plus juste, et faire en sorte qu'au terme d'une carrière complète aucune pension ne soit inférieur à 1000 euros" BFMTV 10 novembre 2021

LVOG - 20,9 millions de trop !

- 20,9 millions de téléspectateurs sur l'ensemble des chaînes qui la retransmettaient, selon les chiffres de Médiamétrie. LePoint.fr 10 novembre 2021

En complément. La gestapo est déployée et doit sévir.

- Gérald Darmanin appelle à "contrôler davantage" le pass sanitaire - BFMTV 10 novembre 2021

Commentaire d'internaute.

1 - Sérieusement, comment les gens ont pu avaler à ce point tous ces mensonges? Confinement, masque, refus de traitement, vaccination obligatoire, pour une maladie dont on s'en sort dans 99,96 cas sur 100. Je n'arrive tjs pas à comprendre.

2 - « Vaccinez-vous pour pouvoir vivre librement. » Orwell n'aurait pas écrit mieux.

3 - Vivre normalement est assimilé à un « relâchement des comportements ».

« Vivre librement » est associé à la présentation d'un pass sanitaire.

4 - « Vaccinez-vous pour pouvoir vivre librement ». « Pour vivre libre en France, il faut faire preuve de responsabilité ». C'est donc une mise au banc des valeurs de la République. Une liberté conditionnée n'est plus une liberté.

5 - Pass + gestes barrière + masque et vax et il appelle ça la liberté

Quand la droite devient révolutionnaire...

- Les positions de Yannick Jadot se rapprochent des Insoumis, selon Mélenchon - LePoint.fr 08.11

... et la gauche demeure de droite...

- Lienemann, Maurel: plusieurs anciens soutiens de Mélenchon ont rallié Montebourg - BFMTV 08.11

- L'Espagne restaure la PMA gratuite pour célibataires et lesbiennes et l'étend aux transgenres - Paris Match 10.11

... pour finir par un amalgame au-delà du grotesque et du ridicule...

- Zemmour : pour Gérald Darmanin, "c'est peut-être un des derniers marxistes" - Europe 1 10 novembre 2021

LVOG - C'est leur obsession, les marxistes, mais pourquoi les craignent-ils tant ?

...pour camoufler que l'extrême droite est déjà au pouvoir...

-Olivier Véran interdit les fêtes de Noël et du jour de l'An en Guyane et en Martinique - lemediaen442.fr 8 novembre 2021

-Robert Ménard : « Si le chef de l'Etat annonce la 3ème dose obligatoire, j'applaudirai. » - lemediaen442.fr 8 novembre 2021

... vous doutiez encore que le régime était fascisant, voilà qui va vous oter ce vilain doute.

- Un homme qui a scandé « Macron Démission, Benalla en Prison ! » lors du JT de France 2 en direct de #Dieppe jeudi dernier a été interpellé et placé en garde à vue avant d'être hospitalisé en psychiatrie sur demande du procureur de la République.

https://twitter.com/AnonymeCitoyen/status/1457820724563955716

Totalitarisme. A quoi préparent-ils les générations futures ou comment fonctionne la fabrique du consentement qui débute dès l'enfance.

LVOG - Alors qu'ils ignorent pratiquement tout du fonctionnement de la société pour avoir des connaissances et des responsabilités très

limitées qui ne leur permettent pas de porter librement un jugement, voilà comment ils les influencent pour qu'ils s'adaptent au monde pourri qu'ils leur préparent.

Climat, pauvreté, terrorisme : les (sombres) préoccupations des ados - LePoint.fr 07.11

L'Institut Ipsos a sondé 800 jeunes Français âgés de 10 à 15 ans. Une génération désenchantée, selon les résultats publiés par le « JDD.»

Selon les résultats publiés dans Le Journal du dimanche, 56 % des sondés sont persuadés que le monde de demain sera moins bien que celui d'aujourd'hui. Une inquiétude qui, s'il faut en croire les principales préoccupations des jeunes interrogés, s'articule autour de trois angoisses principales : le changement climatique, sélectionné par 48 % des sondés, la pauvreté (42 %) et le terrorisme (31 %).

Selon cette étude, les adolescents ne croient plus tellement en la politique. 57 % d'entre eux disent ne pas savoir pour qui ils voteront en avril prochain. Parmi ceux qui ont fait leur choix, ils sont majoritaires à se tourner vers Emmanuel Macron (12 %).

Si l'action politique ne les intéresse pas tellement, c'est également parce que les jeunes sondés semblent désormais préférer l'action individuelle à l'action collective. LePoint.fr 07.11

LVOG - Depuis quand vote-t-on en France à l'âge de 10 ans ?

A part cela, non ce ne sont pas des psychopathes fanatiques à Ipsos, et n'allez pas croire que leurs sondages seraient truqués ou orientés idéologiquement, non, ils sont honnêtes et crédibles, puisqu'ils vous le disent, c'est forcément vrai et vous devez les croire. La preuve "ils sont majoritaires à se tourner vers Emmanuel Macron", parce que dorénavant non seulement en France on pourrait voter à l'élection présidentielle dès l'âge de 10 ans, craignent-ils que Macron descende aussi bas pour fixer la majorité à 12% ?

Qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour détourner la population de la politique, ça ils n'avaient pas besoin de nous le rappeler, mais on ne voit pas pourquoi un gosse de 10 ans s'intéresserait à la politique... sinon pour l'inciter à ne jamais s'y intéresser plus tard, à moins que ce message soit destiné à ceux qui s'y intéressaient parmi les adultes pour qu'ils s'en détournent.

Le Green New Deal et la quatrième révolution industrielle, c'est la Troisième Guerre mondiale.

- COP26 : Verdir la Finance ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 9 novembre 2021

https://www.voltairenet.org/article214613.html

La COP26 est un spectacle divertissant, imaginé pour détourner l'attention du public de ce qui s'y trame. Le GIEC, comité d'experts climatiques des COP, ne prédit pas l'apocalypse à des gouvernements sourds, mais leur fournit un discours permettant de justifier leurs ambitions politiques. Les présidents Vladimir Poutine et Xi Jinping, qui sont résolument hostiles aux projets financiers des COP, ont refusé de s'y rendre alors que les grands banquiers y parlent de 100 milliards de dollars d'investissement.

Glasgow Financial Alliance for Net Zero

https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/gfanz-progress-report.pdf

---

COP26. A éviter. Les imposteurs qui cautionnent les plans de l'oligarchie financière et soutiennent le gouvernement en place.

LVOG - Un grand show piloté par les auteurs et profiteurs du Green New Deal. Car, qui d'autres que l'oligarchie via l'ONU qu'elle contrôle a les moyens aujourd'hui d'organiser des manifestations dans 200 villes dans le monde, il n'existe pas d'Internationale ouvrière, en revanche il existe bien une oligarchie financière internationale...

- De Sydney à Paris en passant par Londres, Nairobi ou Mexico, plus de 200 événements étaient prévus samedi dans le monde.

"Inaction climatique = crimes contre le vivant": plusieurs associations ont mobilisé samedi dans plusieurs villes de France, dont quelques centaines de personnes à Paris, pour accroître la pression sur les négociateurs réunis à la COP26 Glasgow, en Ecosse, et réclamer la "justice climatique".

Des militants d'Attac, Alternatiba, Greenpeace, Extinction Rebellion, L214, Oxfam, ATD Quart Monde, des syndicats Solidaires ou de la CGT se sont retrouvés à partir de midi devant la place de l'Hôtel de Ville à Paris, "pour mettre la pression sur les gouvernements et pour passer à l'action sans attendre les décideurs". AFP 07.11

LVOG - Voilà une rhétorique qui vous en rappellera une autre sur la vaccination.

- Jean-Luc Mélenchon a également fustigé "le bavardage écologique" et appeler à une "diplomatie contraignante".

LVOG - Contraignante pour qui à l'arrivée, devinez.

- Des pancartes clamaient "Pas de nature, pas de futur", "Justice climatique, justice sociale, tout est lié"

LVOG - Et vive le capitalisme !

Sans l'exploitation du charbon vous en seriez encore au char à boeufs !

- L'Australie s'engage à vendre du charbon pendant encore "des décennies" - Sciences et Avenir 8 novembre 2021

"Nous avons très clairement dit que nous ne fermerons pas nos mines de charbon ni nos centrales à charbon", a martelé le ministre australien des Ressources, Keith Pitt à la chaîne ABC.

Une quarantaine de pays se sont engagés à sortir du charbon dans les décennies à venir, lors de la conférence climat cruciale COP26 de Glasgow. L'Australie, comme plusieurs pays grands consommateurs de charbon tels que la Chine et les Etats-Unis, n'a pas signé cet engagement. Sciences et Avenir 8 novembre 2021

Ils savent que c'est un produit toxique, cancérigène et mutagène.

Agriculture. Sept cents personnes hospitalisées en Argentine après une intoxication au glyphosate - Courrier international 10 novembre 2021

Il a fallu plus d'une semaine pour que l'information arrive à la capitale : malgré un cadre légal qui interdit les fumigations à proximité des habitations de pesticides toxiques qui accompagnent les cultures de soja transgénique, notamment le glyphosate, plusieurs villages ont été aspergés fin octobre.

Dans la province retirée du Chaco, dans le nord de l'Argentine, 700 personnes ont été hospitalisées après des fumigations au glyphosate, pourtant interdites près des habitations. Un symptôme de l'abandon des populations pauvres face à l'agro-industrie.

"Vous imaginez, 700 personnes hospitalisées à la suite d'une intoxication à Buenos Aires ? Ça ferait la une de tous les journaux, des directs à foison, la folie totale. Mais ça se passe dans un coin reculé du Chaco, empoisonné par l'agro-industrie, alors il ne se passe rien."

Voici comment Enrique Viale, avocat et défenseur de l'environnement, a résumé sur son compte Twitter les récents événements survenus dans le Chaco, cette province pauvre du nord de l'Argentine, située à la frontière paraguayenne.

Il a fallu plus d'une semaine pour que l'information arrive à la capitale : malgré un cadre légal qui interdit les fumigations à proximité des habitations de pesticides toxiques qui accompagnent les cultures de soja transgénique, notamment le glyphosate, plusieurs villages ont été aspergés fin octobre.

Dans les villages de maisons en pisé du nord du Chaco, 50 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et fait partie de l'ethnie indigène des Qom, discriminée et abandonnée par un pays qui se considère blanc. En Argentine, on parle peu du Chaco.

L'anthropologue Malena Castilla dénonce le fait que "les grands propriétaires terriens bénéficient de connivences avec les organismes d'État, qui détournent le regard face à ces violations du cadre légal". Courrier international 10 novembre 2021

LVOG - Lisez la page que wikipédia consacre au glyphosate ou Roundup (ex-Monsanto) de Bayer, vous y trouverez les mêmes magouilles qu'avec le Remdesivir et les thérapies géniques anti-covid. En fait, les conclusions de rapports indépendants affirment qu'il est toxique, et ceux pondus par Bayer que c'est au contraire un produit innofensif et miraculeux !

ÉCONOMIE ET SOCIAL.

Hausse des prix, pénuries, etc. Poser le bonne question pour comprendre. Qui en tire profit et qui en est la victime ?

Etats-Unis : Joe Biden piégé par une inflation qui surchauffe - 20 Minutes 11 novembre 2021

C'est la plus forte hausse depuis 1990.

"Par rapport à l'année dernière, le bacon est 20 % plus cher, le prix des œufs est monté de presque 12 % et celui du poulet, de presque 9 %", énumère le Washington Post.

Les fermetures ponctuelles d'usines liées au Covid, la congestion des ports provoquée par une pénurie de camionneurs combinée à une forte demande de produits importés ont considérablement augmenté ces derniers mois les coûts d'expédition des aliments, des meubles, des voitures, de l'énergie et d'une myriade d'autres produits.

Pourtant, jusqu'ici, l'administration américaine avait toujours affirmé que l'inflation était causée par les retards dans les chaînes d'approvisionnement et que ce phénomène allait finir par se résorber de lui-même.

"Il n'est pas du tout évident de savoir quand cela va arriver", indique néanmoins le quotidien, qui termine son analyse en relayant les positions de ceux qui, dans l'arène politique américaine, voudraient voir la banque centrale des États-Unis intervenir davantage pour remédier à cette situation. 20 Minutes avec AFP et courrierinternational.com 11 novembre 2021

LVOG - Cherchez le lézard. Ils en appellent à la Fed pour qu'elle fabrique et distribue à nouveaux des milliers de milliards à l'oligarchie pour alimenter la spéculation boursière qui permet aux plus riches d'augmenter leur fortune rapidement dans des proportions toujours plus colossale, et financer la transition énergétique et numérique "*coûte que coûte*" pour contrebalancer la crise du capitalisme...

- Les banques alimentaires des États-Unis appellent au secours - euronews 11 novembre 2021

Les banques alimentaires des États-Unis lancent un appel au secours. Elles craignent de ne pas pouvoir répondre à la demande des plus démunis en ces dernières semaines de l'année. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les pénuries de main-d'œuvre sont autant de facteurs qui ont contribué à l'augmentation des coûts pour ces organismes caritatifs essentiels :

"Nos banques alimentaires voient des prix qui sont deux à trois fois supérieurs à ce qu'ils étaient il y a seulement neuf mois", explique la présidente de "Feeding America" Katie Fitzgerald.

La paupérisation de la population américaine s'est accentuée depuis le début de la pandémie. Environ 60 millions de personnes ont eu recours aux banques alimentaires cette dernière année.

Les personnes comme Ita Espinoza n'ont pas le choix, le prix du beurre de cacahuète, aliment américain de base, a doublé par exemple :

"Je viens ici parce que j'ai besoin de nourriture pour ma famille. Vous savez pourquoi ? Parce que les magasins sont très chers et mon argent ne suffit pas."

Et il semble peu probable que la situation s'améliore à court terme. La crise est mondiale et le retour à l'équilibre prendra des mois. En attendant, les prix suivent le cours dicté par la loi de l'offre et de la demande. euronews 11 novembre 2021

Et le gagnant est, devinez ?

Les ventes de yachts de luxe explosent malgré la crise sanitaire - LePoint.fr 9 novembre 2021

Le secteur des yachts de luxe s'impose comme l'un des rares gagnants de la crise sanitaire.

Comme le rapporte BFMTV, les ventes de superyachts, ces navires de luxe de plus de 30 mètres qui peuvent coûter plus de 500 millions d'euros, ont progressé de plus de 8 % au cours des neuf premiers mois de l'année 2021, par rapport à la même période de 2019, soit avant le début de la pandémie de Covid-19, selon le site spécialisé Superyacht Group.

« L'année 2021 est nettement plus performante que n'importe laquelle des douze dernières années », souligne le concessionnaire Fraser Yachts. Depuis le mois de janvier, 200 nouveaux superyachts ont ainsi navigué sur les eaux mondiales pour la première fois, contre 165 pour la même période de 2019. LePoint.fr 9 novembre 2021

Commentaire d'internaute.

1 - Question du jour : combien de mouvement de jet privé à Glasgow pour le raout protégeons la planète...

2 - On nous fait tout un cinéma avec nos petits moteurs thermiques, mais là, pour des moteurs de plusieurs centaines ou milliers de chevaux... Rien ?

Ils fonctionnent à l'eau de mer ou ils ont des voiles ?

Quand les uns prennent l'eau, les autres prennent la mer. Une histoire de vase communicant.

Au printemps, les Restos du cœur tiraient la sonnette d'alarme : la fréquentation de leurs antennes bondissait de 30 %. Une association caritative n'hésitait pas à parler de « crise humanitaire » en France, quand la Fondation Abbé Pierre rappelait une trop vieille réalité : « Les gens se saignent pour garder un toit au-dessus de la tête ».

Le nombre de bénéficiaires de minima sociaux a augmenté de plus de 30 % depuis la crise financière de 2008, pour atteindre 4,25 millions de personnes en 2019. La pandémie a, depuis, accentué cette progression.

« La crise a révélé que beaucoup de jeunes sont sortis du système éducatif et sont en situation d'emploi précaire », avait mis en évidence une audition d'économistes en mars.

Derrière les pourcentages des enquêtes nationales sur la faiblesse des revenus, le ressenti est encore plus élevé. Près d'un cinquième des ménages français interrogés se déclare pauvre. La progression du poids des dépenses contraintes est en cause, logement et énergie en tête. La Fondation Abbé Pierre estime à 14,6 millions les personnes ayant des difficultés de logement.

La hausse des prix de l'essence et du gaz, à l'approche de la saison froide, sera difficilement soutenable. Publicsenat.fr 8 novembre 2021

En complément

- Un constat alarmiste. « Une sacrée hausse de prix sur les articles alimentaires et non-alimentaires, dans toutes les enseignes, est à craindre dès novembre », a déclaré Michel-Edouard Leclerc, président des centres E.Leclerc, dans La Matinale de CNEWS.

« J'anticipe une inflation beaucoup plus forte que ce qui est annoncé par l'INSEE ou le reste des prévisionnistes », a-t-il expliqué. D'après les données provisoires publiées vendredi 29 octobre par l'Insee, les prix à la consommation ont augmenté de 2,6 % sur un an en octobre en France.

« Il va y avoir une hausse sur les pâtes, les huiles, le café et le cacao, par exemple. Le non-alimentaire (bricolage, matériel de cuisson, hi-fi/son) sera également impacté », prédit-il. « Le nouveau modèle économique (moins polluant, méthode de production différente) est également une raison pour laquelle beaucoup de choses vont être vendues plus cher. », explique Michel-Edouard Leclerc. 10 novembre 2021

LUTTE DES CLASSES. GUERRE PSYCHOLOGIQUE ET BIOLOGIQUE.

Un conseil destiné au cobaye.

Analyses sanguines inquiétantes chez les vaccinés anti-covid, le Dr Benoît Ochs conseille de faire mesurer urgemment les D-dimères, CRP… - lemediaen442.fr 8 novembre 2021

Pour ce 15e numéro de "Science en Conscience" pour ReinfoCovid, Jérémie Mercier recevait le médecin généraliste luxembourgeois Benoît Ochs, membre du collectif ReinfoCovid Luxembourg. L'échange porte sur les analyses sanguines surprenantes et inquiétantes chez une proportion importante de sa patientèle ayant reçu les récentes injections expérimentales.

Une part importante des personnes qui se sont volontairement ou non prêtées à l'expérience « vaccinale » en cours sont peut-être tout simplement en danger de mort imminente.

Les 5 marqueurs que Benoît Ochs conseille de faire mesurer urgemment chez toute personne s'étant prêtée à aux injections expérimentales sont les suivants :

D-dimères
CRP
CPK
Troponines
Ferritine

https://www.youtube.com/watch?v=8ToWq-sfOzY

Qui a dit ?

- « *Les personnes qui diffusent des information erronées sur le vaccin Covid-19 sont des criminels. Ce sont des criminels parce que cela a coûté la vie à des millions de personnes.* »

Réponse : Le milliardaire Albert Bourla, président-directeur général de Pfizer

Le PDG qui a fait fortune depuis l'arrivée du covid été invité par Atlantic Council mardi 9 novembre 2021 à répondre aux questions de Frederick Kempe afin d'aborder sa collaboration avec BioNTech.

En effet, Pfizer a une connaissance toute particulière concernant la criminalité puisqu'elle en connaît tous les recoins avec pas moins de 40 affaires criminelles sur le dos. Un total de 6,171 milliards de dollars d'amendes et 6 cas présumés d'inconduite en cours d'examen. lemediaen442.fr 10 novembre 2021

Deux témoignages parmi les millions de ses victimes innocentes.

Kellai Rodriguez, 35 ans, souffre de tremblements incontrôlables après la 2e dose Pfizer - lemediaen442.fr 11 novembre 2021

Kellai Rodriguez est une femme de 35 ans, sportive snowboardeuse qui squatte aussi les salles de gymnastique, mère de famille avec une voix sublime, n'hésitant pas à pousser la chansonnette.

Ron Johnson a organisé une table ronde qui s'est tenue au Capitol Hill à Washington, (...) C'est à cette occasion que Kellai Rodriguez a pu témoigner.

Elle raconte avoir reçu son premier vaccin Pfizer le 13 avril 2021 et son deuxième le 5 mai 2021. « J'ai eu deux fois le covid depuis mes vaccins. » La date du 29 juin va marquer le début d'une descente aux enfers pour Kella . « Le 29 juin 2021, ma vie quotidienne heureuse s'est arrêtée brutalement. J'ai perdu ma capacité à parler naturellement. Je suis devenu incapable de marcher sans déambulateur et je ne sais jamais où et quand les tremblements vont apparaître ou disparaître. Je ne peux plus cuisiner, nettoyer ou même tenir mon bébé trop longtemps avant que mon corps ne commence à trembler de manière incontrôlable ou que je sois plongée dans une douleur atroce. » lemediaen442.fr 11 novembre 2021

Kyle Warner (29 ans), vététiste professionnel, atteint de péricardite, de tachycardie posturale et d'arthrite après l'injection Pfizer -

lemediaen442.fr 9 novembre 2021

Une semaine et demie après sa deuxième injection, une grosse fatigue et des problèmes cardiaques sont apparus soudainement. « Je n'arrivais pas à faire descendre ma fréquence cardiaque en dessous de 120 bpm (battement par minute), alors que j'étais au repos dans ma maison. Ça oscillait autour de 140-150 bpm. La fréquence cardiaque s'est accompagnée de beaucoup de douleurs articulaires et de maux de tête. Tout a commencé environ une semaine et demie après ma deuxième dose du vaccin Pfizer et dure depuis environ trois semaines. » Les médecins lui diagnostiqueront une péricardite (inflammation de la paroi externe du cœur), un syndrome de tachycardie posturale (PoTS) et une arthrite réactionnelle.

Malheureusement, sa carrière s'arrête net après sa vaccination. Cela fait quatre mois que Kyle ne peut plus pratiquer sa passion. Aujourd'hui il s'oppose fermement aux vaccins anti-covid. Lors d'une table ronde qui s'est tenue au Capitol Hill à Washington, organisée par le sénateur du Wisconsin Ron Johnson — qui avait donné la parole à la maman de Maddie de Garay, 12 ans, en fauteuil roulant à cause du vaccin Pfizer — , Warner s'est exprimé devant des politiciens pour dire son opposition aux obligations de vaccination :

« La péricardite (inflammation de la paroi externe du cœur), le syndrome de tachycardie posturale (PoTS) et l'arthrite réactionnelle ont complètement mis fin à la vie telle que je la connaissais. Cloué au lit, incapable de travailler et incapable de faire de l'exercice pendant des mois. Je crains que ma carrière soit officiellement terminée. […] Nous pouvons avoir une honnête discussion sur les risques, car je crois que là où il y a un risque, il doit y avoir un choix. Et ne pas reconnaître que les gens sont gravement atteints et meurent, cela rend un très mauvais service aux Américains. On estime que Moderna et Pfizer gagneront environ 60 milliards de dollars de revenus cette année, il semble aussi que cela soit en grande partie destiné à être un revenu récurrent. Nous devons créer un fonds avec une partie des recettes pour aider à guérir les Américains malades et indemniser les familles qui ont perdu des êtres chers en raison de complications du vaccin. »

Il partagera aussi son expérience vaccinale avec le Dr John Campbell. La vidéo cumule actuellement 1 351 493 vues.

Message sur Instagram du 9 novembre 2021 de Kyle Warner, un mec ordinaire

« Beaucoup d'entre vous me connaissent comme un gars assez raisonnable, attentionné et je n'ai jamais eu l'intention de faire partie de toute cette histoire.

Cependant, après mon expérience de cet été et en écoutant des milliers d'histoires similaires à la mienne, j'ai l'impression que je dois défendre les personnes qui ne peuvent pas ou n'ont pas accès à la même visibilité.

Ce n'est pas politique, c'est personnel. Je veux le meilleur pour le monde et pour l'humanité et cela me brise le cœur de voir des gens souffrir de quelque manière que ce soit. La semaine dernière à Washington a radicalement ébranlé ma vision du monde, et cela m'a fait réaliser à quel point, nous, en tant qu'êtres humains moyens, avons besoin de nous rassembler et de nous défendre les uns les autres. Veuillez écouter mon message avant de juger ou d'étiqueter. Je suis juste un mec qui se soucie des autres et veut que le gouvernement reconnaisse et soutienne ce qui se passe réellement. » lemediaen442.fr 9 novembre 2021

La vidéo : https://lemediaen442.fr/kyle-warner-vetetiste-professionnel-atteint-de-pericardite-de-tachycardie-posturale-et-darthrite-apres-linjection-pfizer/

Quand des médecins prouvent que le PDG de Pfizer ment effrontément.

- Un géant de la médecine académique dénonce le « nihilisme » médical par Peter McCullough (covidhub.ch 1 novembre 0202) - Mondialisation.ca, 11 novembre 2021

Le Dr Peter McCullough sur les limites et dangers de la vaccination, l'efficacité du traitement précoce et l'importance de rejeter le nihilisme thérapeutique (AAPS, 2 octobre 2021)

- La vidéo sous-titré en français.

- Theresa Long, médecin de l'armée américaine, alerte sur la vaccination contre le Covid-19 08/11/2021

- Myocardites et pseudovaccin antiCovid : un risque à ne pas courir par Dre Nicole Delépine - Mondialisation.ca, 08 novembre 2021

- Vaccination et troubles menstruels : de nombreuses femmes témoignent d'effets secondaires 11/11/2021

Pour une jeune femme en bonne santé dont le risque d'avoir une forme grave du covid est nul ou presque, en quoi la vaccination est-elle justifiée, si elle encourt de tels effets, même limités en durée ou gravité, qui ne sont jamais anodins ?

- Les décès excessifs indiquent un programme de dépopulation Par Mike Whitney - Mondialisation.ca, 09 novembre 2021

LVOG - La thèse est osée, mais nos ennemis osent tout, alors on peut la garder dans un coin en attendant de voir la suite...

Passe liberticide rétabli à partir de 0,0006% de malades. La vaccination obligatoire déguisée assumée.

- Covid-19 : face à la reprise, le Danemark réintroduit le pass sanitaire - lepoint.fr 10.11

Le pass sanitaire doit être réintroduit notamment dans les bars et restaurants et boîtes de nuit, et être obligatoire à partir de 15 ans. « On peut vivre avec le coronapass. Il vous permet d'avoir l'esprit tranquille lorsque vous allez au cinéma ou à un concert », a assuré la Première

ministre. Sa réintroduction entraînera un quotidien « plus difficile pour ceux d'entre vous qui ne sont pas vaccinés. C'est ainsi que je pense que cela devrait être », a-t-elle dit. Pionnier du pass sanitaire qui y a été introduit dès le printemps... lepoint.fr 10.11

LVOG - Vous avez compris où ils voulaient en venir : Vous ne pourrez plus vivre sans leur passe antisocial et liberticide, c'est le totalitarisme assumé.

Danemark.

- 5,8 millions d'habitants.

- 36 personnes sont hospitalisées en soins intensifs.

- Soit : 0,0006%. Donc rien ne justifie leurs mesures sur le plan scientifique ou de la santé, c'est donc uniquement une décision d'ordre politique...

Un abus de pouvoir dont tous les régimes usent et abusent.

- Droits. Tunisie : le pass sanitaire, une restriction de plus à la liberté de circulation - Courrier international 10.11

La Tunisie a décidé de rendre obligatoire le pass sanitaire dans les lieux publics, dans le but d'accélérer la vaccination de sa population. Courrier international 10.11

- Lot-et-Garonne : Le port du masque redevient obligatoire pour tous les piétons - lemediaen442.fr 8 novembre 2021

Avec un taux d'incidence ridicule de 78,1 pour 100 000 habitants, le très zélé Jean-Noël Chavanne, préfet de Lot-et-Garonne, rétablit le port du masque obligatoire en Lot-et-Garonne depuis le 6 novembre 2021 :

- Aux abords des établissements d'enseignement et de formation professionnelle, centres de loisirs et structures d'accueil petite enfance (crèches, relais assistante maternelle, etc.) dans un rayon de 50 mètres ;

- Aux abords des arrêts de transport en commun dans un rayon de 50 mètres ;

- Dans les marchés alimentaires, brocantes et ventes au déballage ;

- Dans les fêtes de village ou tout évènement où le passe sanitaire n'est pas exigé ;

- Dans les manifestations revendicatives ;

- Dans les zones commerciales.

Parole d'internaute

- C'est certainement super fun de hacker le système immunitaire en bidouillant des ARN messagers avec des nucléosides modifiés pour les faire avaler par les ribosomes, de là à injecter ce bricolage à des milliards de cobayes sans aucun recul avec des modèles animaux, il faut être dingo. Ces technologies ont débuté en 1990, depuis personne n'a réussi malgré les milliards engloutis, à développer le moindre vaccin ARN messager même en clinique vétérinaire sans faire crever les animaux et surtout sans être capable d'expliquer pourquoi. L'apparition du coronavirus semble de plus en plus comme une opération orchestrée à l'échelle mondiale pour inciter par la peur les populations a servir de cobayes tout en interdisant les traitements conventionnels et en finançant à coups de milliards les supposés miraculeux génialissimes vaccins à ARN messager sans oublier d'acheter à coups de millions les décideurs politiques, les médias et les professeurs de plateau TV. Pour au final espérer avoir une protection pendant six mois au maximum, tout en pouvant être infecté et infecter les autres.

Pas de bol pour nos brillantissimes cranes d'oeuf, la technologie ARN messager est inutilisable pour concevoir des vaccins. Dans l'état actuel l'ARN messager est tout juste bon pour modifier des levures afin de leur faire fabriquer des protéines médicales avec une pureté qui ne dépasse pas 50%, très loin des standards pharmaceutiques, ainsi que comme tentative de traitement très court terme sur des animaux de boucherie qui ne sont pas destinés à vivre pendant des années.

L'ARN messager fait fabriquer l'antigène recherché, la proteine spike qui déjà est toxique pour les cellules, mais comme il diffuse partout dans l'organisme, le système immunitaire est contraint de détruire les cellules qui fabriquent l'antigène et s'il s'agit de cellules nerveuses, cardiaques, ou cérébrales, les conséquences sur la santé sont gravissimes, et de plus le système immunitaire finit par apprendre à fabriquer des auto anticorps contre soi même et nous assisterons dans les prochaines années à des maladies auto immunes monstrueuses, totalement nouvelles et incurables touchant tous les organes. Sans oublier l'effet des anticorps facilitants qui aggravera la maladie si un variant échappe au vaccin. On commence à voir les hôpitaux aux USA se remplir de malades vaccinés avec des maladies inexplicables, c'est le début, les maladies auto immunes mettent des années à s'exprimer. J'espère me tromper, mais il est très probable que cela sera cent fois pire que le Sida pour lequel on a fini par trouver des médicaments palliatifs.

Utiliser cette technologie sur des milliards d'humains est une connerie sans nom, en sachant que tous les essais sur les animaux ont foiré et que ces sociétés sont certainement hyper compétentes en biochimie au niveau des éprouvettes mais ont zéro compétence en médecine et

n'ont jamais été capables de sortir le moindre médicament même à usage vétérinaire. Vu la tronche et le manque de morale des CEOs des fabricants de vaccins ARN messager, je ne leurs confierai même pas mes chiens à soigner. Bonne chance aux gens qui ont choisi de jouer les cobayes.

AU-DELÀ DE L'HYPERTENSION ARTÉRIELLE PULMONAIRE : LA PROTÉINE DE SPIKE INDUIRE UNE MALADIE MICROVASCULAIRE SYSTÉMIQUE AFFECTANT DE MÊME TOUS LES ORGANES

L'HYPOXIE COMME DÉFENSE DE L'HÔTE : L'HYPOXIE RÉDUIT LA CAPACITÉ DU SPIKE À SE LIER ET RÉDUIT LES NIVEAUX D'ACE2, CONDUISANT À L'INDUCTION DU MAL CHRONIQUE DES MONTAGNES ET DE LA MALADIE D'ALZHEIMER….

L'HYPERTENSION ARTÉRIELLE PULMONAIRE (HAP) ET LA PROTÉINE DE SPIKE DU SRAS-CoV-2 : L' INDUCTION SUR MESURE L'hypertension pulmonaire est un « terme générique » utilisé pour un spectre d'entités entraînant une élévation de la pression artérielle pulmonaire.

SÉLECTION D'ARTICLES A LIRE.

- La liberté pour Georges Abdallah Par Claude Zurbach - Mondialisation.ca, 10 novembre 2021

- "Je ne peux plus me taire" : un journaliste allemand dénonce les mensonges médiatiques liés au Covid 08/11/2021

- Épidémie de tics et de syndrome de la Tourette à cause de TikTok 08/11/2021

- Hommage émouvant au Dr Arnaud de Châteaubriant, convoqué par l'Ordre des médecins 07/11/2021

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Chine

- La Chine est désormais la première puissance navale militaire - Réseau Voltaire 11 novembre 2021

Selon le Pentagone, la Chine est désormais la première puissance navale militaire au monde.

Les chantiers navals militaires chinois produisent une quantité ahurissante de sous-marins. La Chine dispose déjà de 12 sous-marins à propulsion nucléaire et de 46 au diésel. Ils sont tous progressivement équipés de missiles anti-navires russes.

Cette montée en puissance contredit les règles de la géopolitique classique qui décrivent les Anglo-Saxons comme l'Empire maritime, tandis que les Russes et les Chinois contrôleraient l'Eurasia.

Syrie.

- Veto film qui montre les mensonges de CNN & Aljazeera tv..Rafiq lutf - 20 mars 2019

https://www.youtube.com/watch?v=J9U0CNYNGOs

Haut de page

Le 14 novembre 2021

Je crois que maintenant j'ai un ordinateur et une connexion performants : Téléchargement de concerts ou films 2,2 Mo par seconde, téléchargement FTP(Serveur) quelques secondes, ouverture d'un blog 3 secondes. Le plus cher, ce sont les disques durs externes où l'on sauvegarde tout par sécurité, au cas où le disque dur flancherait soudainement.

Avant le 20 décembre, je dois régler la facture correspondant à l'hébergement du portail pour les 3 ans à venir, 85 euros, soit 6.800 roupies environ. Si quelqu'un veut m'aider à payer cette somme, n'hésitez pas et merci d'avance.

Leur roulette russe a coûté la vie officiellement à 29.223 personnes bien-portantes en Europe au 30 octobre 2021 décédées des suites de leur "vaccination", 15.000 aux Etat-Unis, j'ignore d'autres ailleurs en Amérique Latine et en Afrique, Moyen-Orient.

On continue de descendre dans la rue tous les samedis contre le poison vaccinal ou la roulette russe et le passe liberticide.

Inquiétant leur tendance à vouloir enfermer les non-vaccinés, ce sont vraiment des fachos car ils savent très bien ce qu'ils font. Faudra-t-il prendre le maquis, entrer en clandestinité par crainte de se retrouver en asile psychiatrique ou pour éviter d'être piquousé de force ? Ceux qui nous infligent ce mauvais traitement et qui veulent notre peau, d'après vous, doit-on les considérer comme des adversaires ou des ennemis, attention l'éventail est très très large ?

De la même manière qu'ils ont fait l'impasse sur les traitements existant, ils nient que l'immunité naturelle ou acquise après une infection protège plus et plus longtemps que leurs saloperies de thérapies géniques. Ensuite leur propagande se substitue à la réalité, elle est destinée à la remplacer, ce que l'on retrouve dans tous les régimes totalitaires.

Doit-on inclure les pro-vaccins qui sont contre la vaccination et le passe obligatoire ? Savez-vous pourquoi je vous pose cette question ? C'est parce que les pro-vaccins sont favorables à celui de la grippe, qui n'a pas plus de raison d'être injecté à la population, pas plus que celui contre la varicelle ou ils sont également favorables aux 11 vaccins imposés aux enfants. Vous êtes pro-vaccin ? Cela tombe bien, on en a encore quelques-uns à vous refourguer, tendez votre bras, la main aussi, pourquoi pas...

Quelques pépites.

Joe Bonamassa - Louisville Palace - mis en ligne le 3 novembre 2021

https://www.youtube.com/watch?v=fN5yAvrqa-Q

Joe Bonamassa - The Heart That Never Waits - Louisville Palace - mis en ligne le 3 novembre 2021

https://www.youtube.com/watch?v=u8C-5NT_g0I

Joe Bonamassa at Ryman with surprise guest Kenny Wayne Shepherd! - mis en ligne le 9 octobre 2021

https://www.youtube.com/watch?v=3bmH9DBungY

Texas Trust CU Theatre: Joe Bonamassa - Le 19 octobre 2021

https://www.youtube.com/watch?v=naIlp1JOLSM

Slash ft. Myles Kennedy and The Conspirators - The River Is Rising (Official Music Video) - Sortie le 22 oct. 2021

https://www.youtube.com/watch?v=LdAHctXARlY

- Cette causerie au format pdf (12 pages)

POLITIQUE

France. Comment ils cautionnent un régime dictatorial.

LVOG - J'appelle au boycott de l'élection présidentielle, à l'opposé, les fossoyeurs du socialisme d'extrême gauche y participeront.

Révolution permanente - Anasse Kazib (syndicaliste SUD-Rail)

NPA - Philippe Poutou

LO - Nathalie Arthaud

LFI-POI - Mélenchon

Devinez quel est le meilleur candidat de LR.

Qui a dit ? - "Aujourd'hui, la droite est dans un état lamentablement pitoyable, mêlant libéralisme économique et xénophobie", fustige le député des Bouches-du-Rhône. Je dis donc aux gaullistes et démocrates-chrétiens: levez-vous, c'est le moment de montrer une autre voie!"

Réponse : Mélenchon dans une interview parue jeudi dans Le Figaro

Le candidat insoumis appelle au "retour d'une droite républicaine", au nom de la défense des principes qu'ils auraient "en commun depuis la Libération." Se réclamant des gaullistes et du patronat chrétien-démocrate, il déplore le glissement toujours plus à droite du débat public.

Si ces conseils adressés à la droite sont pour le moins inattendus de la part du leader insoumis, ils vont "dans l'intérêt du pays", explique-t-il. BFMTV.com 12 novembre 2021

LVOG - Au moins les lecteurs auront compris, pourquoi on affirme que "dans l'intérêt du pays" est un argument démagogique, populiste, de

droite ou réactionnaire, difficile de trouver une meilleure illustration, merci à cet histrion du régime. Avec les félicitations du Figaro ! Et dire le POI soutient sa candidature, le masque est tombé...

C'est la même "*guerre de propagande*".

"Covidisme, climatisme, anti-syrianisme : même combat ?" Ambassadeur Peter Ford - francesoir.fr 13 novembre 2021

Ancien chef de la British Syrian Society, ancien ambassadeur au Bahrein et en Syrie, ex-représentant du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Peter Ford figure parmi les diplomates les plus chevronnés du Royaume-Uni.

Au moment où l'attaque tous azimuts a été lancée contre la Syrie en 2011, il a d'abord été invité sur tous les plateaux de télévision. Son refus de se joindre à la meute antisyrienne étant devenu manifeste, il a cependant été rapidement cantonné aux médias dits "alternatifs". Fait singulier dans le corps diplomatique : depuis la crise Covid, l'ambassadeur a été le plus souvent vu dans la rue aux côtés des manifestants s'opposant aux restrictions des libertés publiques sous prétexte du Covid.

Dans ce debriefing, l'ambassadeur se concentre sur la question de la propagande : pour lui, le récit officiel sur la crise "Covid" repose sur le même modus operandi que la guerre de propagande lancée contre les trois États laïcs que sont l'Irak, la Libye et la Syrie. On peut voir des images de nourissons "débranchés" dans un hôpital de Koweit… Ou d'enfants "suffoquant sous les armes chimiques" en Syrie, ou encore des images de vieillards agonisant dans les couloirs des hôpitaux de Bergamo. Selon Peter Ford, c'est un schéma identique à celui déployé dans la guerre de propagande "réchauffement climatique".

Par ailleurs, l'ambassadeur considère que la Syrie ne représente que peu de valeur stratégique en tant que telle pour les pays occidentaux : si elle est devenue une cible de prédilection, c'est tout simplement en raison de son alliance d'abord avec l'Iran, mais surtout avec la Russie. Il trouve un charme tout relatif dans ce qu'il décrit comme une "obsession coloniale" pétrie de préjugés qu'entretient l'Angleterre vis-à-vis de la Russie ; son pays semble préférer voir le chaos et la destruction en Syrie, plutôt que de reconnaître que c'est la Russie désormais qui a toutes les cartes en main.

Peter Ford voit l'OTAN comme simple "feuille de vigne" pour les États-Unis ; obéissant au doigt et à l'œil, les autres États membres n'hésitent pas à agir aveuglément contre leur propre intérêt national. Ainsi, le roulement de tambours de guerre contre la Chine, manifesté par le déploiement de bâtiments de guerre dans des zones maritimes qui la concernent au plus haut chef sont un défi à la raison. francesoir.fr 13 novembre 2021

Argentine: Une journaliste s'emporte contre la vaccination… Par Viviana Canosa (businessbourse.com 9 novembre 2021) - Mondialisation.ca, 11 novembre 2021

« Vous réalisez ce qui se passe dans le monde aujourd'hui ? Je vous le dis, Ils sont en train de tuer énormément de gens! Beaucoup de médecins sont complices de ce chaos humain!!! »

https://www.mondialisation.ca/argentine-une-journaliste-semporte-contre-la-vaccination-vous-realisez-ce-qui-se-passe-dans-le-monde-aujourdhui-je-vous-le-dis-ils-sont-en-train-de-tuer-enormemen/5662240

LUTTES DES CLASSES. GUERRE PSYCHOLOGIQUE ET BIOLOGIQUE.

J'ai cessé d'intervenir dans le blog du Dr. Maudrux le 20 octobre 2021, peu de temps après qu'il eut disparu des radars comme d'autres médecins ou professeurs.

Récemment je suis tombé sur une vidéo, dans laquelle il rappelait qu'il avait des ennuis avec l'Ordre des médecins, et qu'il avait préféré redevenir un citoyen lambda... plutôt que l'affronter. Dans son blog ils avaient pris ses lecteurs par surprise. Il avait justifié son attitude en expliquant qu'il était las et fatigué, qu'il était temps de passer à autre chose, en réalité c'était une mise en scène, quel couard, tout péteux notre anti-conformiste! Comme quoi au passage cela ne veut rien dire.

En réalité, s'il a déserté, c'était uniquement pour conserver son statut de médecin et continuer à pouvoir se prescrire des médicaments ainsi qu'aux membres de sa famille, privilège accordé aux médecins retraités. Ainsi, s'il s'est éclipsé, c'était uniquement par crainte de perdre ce droit dont lui seul et sa famille pouvaient profiter, ce qui signifie qu'au nom de ses intérêts individuels, il a laissé tous ses lecteurs en plan et sacrifié leurs intérêts collectifs.

Bienvenue au club des moutons ! Il vouait une empathie particulière pour les masses ou le peuple qui parfois prenait l'allure du mépris sous prétexte d'avoir un statut social supérieur, ce que je ne supporte pas.

Gérard Maudrux - 12 juin 2021

- Chez eux c'est des cobayes, chez nous des moutons, grosse différence.

Gérard Maudrux - 8 septembre 2021

- Les responsables en sont fiers, les moutons vont applaudir.

LVOG - Un de ses associés qui a pris le relais de son blog.

ZOLA - 1 novembre 2021

- Dépenser est plus facile, ensuite on aligne les recettes, facile aussi avec des moutons.

ZOLA - 11 novembre 2021

- L'intelligence des français est tombé bien bas, si tant est que certains l'aient été un jour. Quand on est c.., c'est dur pour les autres, car soi-même on ne le voit pas.

LVOG - Lui seul est intelligent, on croirait entendre le Pr. Raoult dit vaccinator ! Pas bien joli joli tout ça. Moi je leur avais répondu, ainsi qu'aux 47 lecteurs qui nous avaient traités de moutons notamment.

Tardieu Jean-Claude - 29 mai 2021

- Sinon, il y en a qui se lâchent en traitant les classes populaires de veaux ou de moutons, alors qu'en la matière ils ont acquis une solide expérience sous la Ve République, ce sont même eux qui leur ont montré l'exemple, les classes moyennes. Qu'espèrent-ils gagner à ce jeu de cons ? Remporter la palme, on leur cède volontiers.

Tardieu Jean-Claude - 4 juin 2021

- On est toujours le mouton, le veau, le bœuf, le beauf, le con de quelqu'un. Je ne rentrerai jamais dans ce genre de discussion. Pour ceux qui insisteraient, c'est leur droit, je dirais qu'ils le sont eux-mêmes, ce qui n'est pas flatteur !

Tardieu Jean-Claude - 20 juillet 2021

Je pense qu'il y a autant "de moutons et de gens conditionnés"… ici qu'ailleurs.

LVOG - Vous constaterez qu'il y a une certaine constance dans mon comportement, j'espère que les lecteurs apprécieront. Ce sera la dernière fois qu'on aura évoqué cette expérience dont j'ai tiré de nombreux enseignements.

Totalitarisme. Les non-vaccinés les boucs émissaires de la peste brune.

Covid-19 : l'Autriche s'apprête à confiner les non-vaccinés - LePoint.fr 12 novembre 2021

Alexander Schallenberg, chancelier autrichien, a annoncé, vendredi 12 novembre, qu'il s'apprêtait à décréter le confinement des personnes non vaccinées et des patients pas encore guéris, dans le cadre d'un retour du Covid-19. Pour ce faire, il attend encore le feu vert du Parlement autrichien, qui devrait intervenir dimanche 14 novembre.

Au cours de sa conférence de presse, Alexander Schallenberg s'est montré déterminé : « L'objectif est clair : nous voulons donner dimanche le feu vert à un confinement national pour les personnes non vaccinées. » Il n'a pas cependant précisé la date de l'entrée en vigueur d'une telle mesure.

L'État régional de Haute-Autriche et la ville-État de Salzbourg, qui ont connu certains des taux de contamination les plus élevés, ont déjà introduit ce confinement à partir de lundi. Pour que la mesure s'applique à l'ensemble du pays, elle devra être approuvée par le Parlement et par une réunion des chefs de gouvernement régionaux au cours du week-end. Le ministre de la Santé, Wolfgang Müeckstein, a par ailleurs annoncé vendredi qu'il allait ordonner la vaccination obligatoire du personnel de santé. AFP 12 novembre 2021

La Lettonie interdit aux législateurs non vaccinés de voter, neuf députés sont dans le collimateur - lemediaen442.fr 13 novembre 2021

Le parlement letton a voté en faveur d'un projet de loi qui empêche les législateurs nationaux et les élus locaux de faire leur travail s'ils ne sont pas vaccinés contre le COVID-19. La lettonie devient ainsi le premier pays au monde à approuver une telle mesure. Le projet de loi, qui a été soutenu par 62 députés sur 100, empêche les législateurs de voter et de participer au débat. L'interdiction, qui entrera en vigueur lundi, affectera au moins neuf députés.

Le projet de loi affecte également les membres des conseils municipaux, qui seront suspendus de leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient vaccinés ou qu'ils se remettent de COVID-19. Les législateurs ne seront pas payés pendant cette période. L'interdiction devrait rester en vigueur jusqu'en juillet 2022, mais sera réexaminée tous les deux mois.

La Lettonie est le premier pays au monde à suspendre des législateurs qui refusent de se faire vacciner contre le COVID-19. Certains juristes ont mis en doute la constitutionnalité de l'interdiction, qui peut être contestée devant les tribunaux.

Dina Meistere, chef du bureau juridique du parlement, a déclaré que l'interdiction n'est pas conforme à la constitution et ne passe pas le « test de proportionnalité », car les députés en bonne santé et valides seront suspendus, selon le journal Latvijas Avize.

La Lettonie a l'un des taux de vaccination les plus bas de l'Union européenne. Le pays de 1,9 million d'habitants a signalé un record de 3 206

nouveaux cas le 27 octobre, mais les chiffres ont depuis chuté, avec 1 388 nouveaux cas signalés vendredi. lemediaen442.fr 13 novembre 2021

Pour rappel.

Réseau Voltaire - À partir de 2005, à l'initiative et avec le soutien de la présidente canadienne naturalisée lettone Vaira Vike-Freiberga, des cérémonies nazies ou néo-nazies se sont tenues publiquement en Lettonie et l'idéologie du stay-behind est devenue officielle [1].

[1] « La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 mars 2005.

https://www.voltairenet.org/article16561.html

Totalitarisme. Les libertés confisquées ou le fascisme ordinaire.

Pays-Bas : malgré un taux de vaccination de 85 %, le gouvernement va confiner - lemediaen442.fr 12 novembre 2021

Le gouvernement néerlandais envisageait jeudi d'imposer le premier confinement partiel de l'Europe occidentale depuis l'été, alors que les nouveaux cas de Covid ont atteint leur plus haut niveau depuis le début de la pandémie.

Les nouvelles infections au covid ont doublé dans le pays de 17,5 millions la semaine dernière et ont atteint un record d'environ 16 300 en 24 heures jeudi.

Pour contenir l'épidémie, le comité consultatif du gouvernement sur la pandémie a recommandé jeudi d'imposer un verrouillage partiel, de fermer les théâtres et les cinémas, de supprimer les grands événements et de fermer les cafés et les restaurants plus tôt, a rapporté le diffuseur NOS.

Après un verrouillage partiel d'environ deux semaines, pendant lequel les écoles resteraient ouvertes, l'entrée dans les lieux publics devrait être limitée aux personnes qui ont été entièrement vaccinées ou qui se sont récemment remises d'une infection au Covid.

Environ 85 % de la population adulte aux Pays-Bas ont été entièrement vaccinés contre le COVID-19. lemediaen442.fr 12 novembre 2021

Pays-Bas: affrontements entre policiers et manifestants anti-mesures sanitaires - BFMTV 13 novembre 2021

Les citoyens sont également appelés à ne pas accueillir plus de quatre personnes chez eux et à faire du télétravail, "sauf si cela n'est vraiment pas possible", a indiqué le Premier ministre Mark Rutte.

Totalitarisme. Tous les prétextes sont bons dorénavant.

Inde : Asphyxiée par un nuage de pollution, New Delhi ferme ses écoles et envisage un confinement - 20 Minutes 13 novembre 2021

Ce samedi, les niveaux de particules PM 2,5 ont dépassé 300 sur l'indice de qualité de l'air. C'est 20 fois la limite maximale quotidienne recommandée.

New Delhi (20 millions d'habitants) a ordonné samedi la fermeture des écoles pour une semaine et envisage d'instaurer un confinement pour protéger la population d'un nuage de pollution. « A partir de lundi, les écoles seront fermées pour que les enfants n'aient pas à respirer de l'air pollué », a déclaré à la presse le ministre en chef de la capitale indienne, Arvind Kejriwal.

Le Bureau central de contrôle de la pollution a également demandé aux habitants de « limiter les activités de plein air » et a conseillé aux autorités gouvernementales de se préparer « à la mise en œuvre de mesures d'urgence ». Il a ajouté que la mauvaise qualité de l'air serait probablement maintenue au moins jusqu'au 18 novembre...

Les travaux de construction seront à l'arrêt durant quatre jours, à partir de dimanche, pour cesser les émissions polluantes depuis des sites en plein air, a annoncé le juge en chef N.V. Arvind Kejriwal de la Cour suprême. Les fonctionnaires doivent télétravailler, et les entreprises privées ont été invitées à le faire autant que possible. AFP 13 novembre 2021

LVOG - C'est comme en France les urgences saturées tous les hivers, à Delhi à la même période depuis des années il se produit le même phénomène, donc dorénavant ils l'instrumentalisent pour justifier des mesures liberticides et antisociales.

Plus courte elle sera, plus vite vous crèverez !

Le Sénat propose un report rapide de l'âge de la retraite à 64 ans - francesoir.fr 13.11.2021

"Nous on le fait", a lancé au Palais du Luxembourg René-Paul Savary (LR), corapporteur du projet de budget 2022 de la Sécu.

En l'absence d'accord, le texte prévoit l'entrée en vigueur à partir du 1er janvier 2023 d'une série de mesures, dont le report progressif de l'âge d'ouverture des droits à la retraite à 64 ans à compter de la génération 1966, et une convergence des régimes spéciaux avant 2032.

francesoir.fr 13.11.2021

Pfizer serials killers

Pfizer contre Pfizer : la dernière étude est frauduleuse La firme pharmaceutique sort une étude qui incrimine son propre vaccin anti-Covid. Pourtant, les données présentant une surmortalité des vaccinés sont dissimulées par un résumé aux conclusions élogieuses. Par Collectif et Covid Hub - New England Journal of Medicine / Covid Hub - Mondialisation.ca, 11 novembre 2021

Les malaises et arrêts cardiaques se multiplient dans le monde, mais les injections sont toujours hors de cause.

Pourtant, la dernière étude de Pfizer sur six mois incrimine son propre vaccin.

Publiée le 28 juillet 2021, puis le 15 septembre dans sa version supposément « revue par les pairs » dans le New England Journal of Medicine, elle est passée complètement inaperçue.

Le titre et le résumé (abstract) sont élogieux, alors que les données présentées montrent de manière indiscutable que les injections ne sont ni efficaces, ni sûres. Elles ne protègent pas contre le Sars-Cov 2 et causent une surmortalité.

Nous sommes donc en présence d'une gigantesque fraude scientifique.

https://www.mondialisation.ca/pfizer-contre-pfizer-la-derniere-etude-est-frauduleuse/5662247

Éric Lefèvre témoigne : sa femme décède le 10 novembre 2021 de la maladie de Creutzfeldt-Jakob après le vaccin Pfizer - lemediaen442.fr 12 novembre 2021

Pascal Praud, qui s'étonne que la presse ne parle jamais des effets secondaires des injections contre le covid, a décidé de donner la parole, tous les vendredis, à ceux qui sont confrontés aux effets secondaires directement ou indirectement. L'animateur de CNews confesse recevoir des milliers d'appels de Français voulant témoigner. Invité ce matin sur Cnews dans l'émission L'Heure des pros, voici le témoignage poignant d'Éric Lefèvre, dont l'épouse Stéphanie, 48 ans, est décédée après avoir été vaccinée.

Stéphanie Lefèvre était en très bonne santé, sans aucune comorbidité. Fin août 2021, elle se fait vacciner avec les deux doses Pfizer. Suite aux injections, elle ressent des symptômes : vertige, perte d'équilibre… Les spécialistes mettront un nom sur ces symptômes : la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MJC) — c'est une dégénérescence rapide du système nerveux central — qui emportera cette maman de deux enfants en moins d'un mois. Elle est décédée le 10 novembre 2021.

« Je suis sous le choc, cela a été très rapide, très violent. Mon épouse était en pleine forme. On rentrait de vacances et tout s'est passé très vite. Quand on voit qu'il y a très peu de cas en France et que là on constate, puisqu'on se réunit avec un collectif, qu'en quelques jours on a identifié cinq cas. Je trouve qu'il est raisonnable d'avoir un doute et de se poser la question de savoir si cela est lié au vaccin. L'autopsie est en cours à la Pitié-Salpêtrière. »

Nous vous rappelons le témoignage de Marc Doyer, dont la femme avait, elle aussi, développé la maladie de Creutzfeldt-Jakob après l'injection Pfizer.

https://lemediaen442.fr/eric-lefevre-temoigne-sa-femme-decede-le-10-novembre-2021-de-la-maladie-de-creutzfeldt-jakob-apres-le-vaccin-pfizer/

Ernest Ramirez : son fils de 16 ans est mort d'une hypertrophie cardiaque après le vaccin Pfizer - lemediaen442.fr 13 novembre 2021

Voici le témoignage d'Ernest Ramirez, cet habitant d'Edinburg (Texas). Il est venu raconter à la table ronde qui s'est tenue au Capitol Hill à Washington le 2 novembre 2021 organisé par le sénateur Ron Johnson, l'histoire tragique de son fils décédé après le vaccin Pfizer. Un père détruit d'avoir fait confiance aux autorités de santé et au gouvernement américain qui annonçaient qu'il n'y a pas de danger à faire vacciner les adolescents.

Ernesto Jr., 16 ans, a reçu le vaccin Pfizer en avril, peu de temps après l'autorisation du vaccin pour les adolescents. Mais cinq jours seulement après l'injection, le jeune homme est décédé subitement de complications cardiaques soudaines. Le cœur du jeune garçon avait doublé de volume.

L'autopsie a révélé une hypertrophie cardiaque.

« J'étais père d'un fils de 16 ans, un parent célibataire. J'ai élevé mon garçon depuis qu'il était tout bébé. Il était tout pour moi. Il était mon meilleur ami. Nous avons reçu le vaccin Pfizer parce que je pensais que cela le protégerait. Je pensais que c'était la bonne chose à faire. En mars-avril, ils annonçaient que c'était sans danger pour les adolescents. Je pensais que c'était la bonne chose à faire, mais c'était comme jouer à la roulette russe. Mon gouvernement m'a menti. Ils ont dit que c'était sûr, et maintenant… Je rentre chez moi dans une maison vide. C'était mon petit garçon. » lemediaen442.fr 13 novembre 2021

L'enseignante Anne-Claire Rossignol suspendue pour avoir refusé de porter le masque - lemediaen442.fr 13 novembre 2021

https://lemediaen442.fr/lenseignante-anne-claire-rossignol-suspendue-pour-avoir-refuse-de-porter-le-masque/

Loin d'être anti-vaccin — l'enseignante le dit fièrement : « Je suis vaccinée et fière de l'être, pas de débat là-dessus » —, pour elle le débat est autre part. Considérant que le port du masque s'inscrit dans la durée, « Un enseignement pendant six mois, on passe dessus. Là, on est à plus de deux ans. On est en train d'abîmer les élèves et mes enfants, car je suis professeur mais aussi parent. » Consciente que les élèves ne risquent rien face au covid, Anne-Claire Rossignol estime le port masque comme un risque psychologiquement considérable.

Passionnée de culture antique et conteuse avec un certain succès au Maroc, cette maman de trois enfants considère que pour apprendre et retenir, les élèves ont besoin aussi d'être actifs au niveau des émotions, chose totalement impossible derrière un masque. Le constat posé, elle décide d'écrire le mardi 19 octobre 2021 à sa hiérarchie pour trouver une solution. Un courrier sera envoyé à Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, à Olivier Véran, ministre de la Santé, ainsi qu'à toute sa hiérarchie dont quatre inspecteurs, à la direction de l'académie, au rectorat… malheureusement pour cette passionnée de l'enseignement, aucune réponse.

Face à cette fin de non-recevoir, elle décide de retirer son masque le lundi 8 novembre 2021, ce qui lui vaudra une suspension. « J'ai reçu un arrêté de suspension qui me dit que je n'ai plus le droit de venir au collège tant que je n'aurai pas le masque. » Loin de vouloir entrer dans un conflit, mais tout en restant déterminée, elle se dit prête à discuter pour trouver une solution.

Aujourd'hui, elle voudrait que l'on reconnaisse tout simplement que sa profession n'est pas comme les autres, le métier d'enseignant est un métier de contact, un métier de relations humaines. Faisant le parallèle avec les avocats et les animateurs télé : « Les avocats dans leur cour ne plaident pas avec un masque, il me semble. Au journal télévisé, la personne qui nous présente les informations n'a pas de masque. » Le tabou sur le masque est problématique pour notre enseignante qui veut que le débat puisse se faire afin que les masques soient retirés pour les élèves comme pour les enseignants : « On ne va pas laisser les élèves et les enseignants encore deux ans derrière un masque ! » lemediaen442.fr 13 novembre 2021

L'Agence européenne des médicaments (EMA) est illégitime car totalement corrompue.

Qui décide de l'approbation des vaccins pour les plus jeunes ? Par Kla TV - Mondialisation.ca, 14 novembre 2021

https://www.mondialisation.ca/qui-decide-de-lapprobation-des-vaccins-pour-les-plus-jeunes/5662271

L'Agence européenne des médicaments (EMA) examine actuellement l'autorisation des vaccins Covid19 des fabricants BioNTech et Pfizer pour les enfants âgés de cinq à onze ans ! C'est ce qu'a annoncé l'EMA le 18 octobre à Amsterdam. C'est dans la précipitation que les autorisations pour les vaccins génétiques controversés ont été approuvées, d'abord pour les adultes, puis également pour les adolescents à partir de douze ans.

L'EMA, qui est responsable de l'autorisation et de la surveillance des médicaments dans l'UE, est présentée comme l'instance des experts.

Mais dans quelle mesure l'agence est-elle digne de confiance et surtout indépendante, compte tenu également du fait que le « vaccin » serait bientôt injecté aux plus jeunes ?

Le 16 novembre 2020, Madame Emer Cooke a été nommée directrice de l'EMA. Elle a une influence décisive sur l'approbation des produits pharmaceutiques. D'où vient-elle ?

— De 1985 à 1991, Madame Cooke a occupé divers postes au sein de l'administration de l'industrie pharmaceutique irlandaise.

— En 1991, elle a rejoint le conseil d'administration de la Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques (EFPIA). Ceci est la plus importante organisation de lobbying de l'industrie pharmaceutique européenne, avec les dépenses les plus élevées, qui a le plus de contacts avec l'UE et plusieurs agences de lobbying.

— Elle représente certaines des plus grandes sociétés pharmaceutiques, dont Astra Zeneca, Johnson & Johnson et Pfizer. Jusqu'en 1998, Madame Cooke a officiellement représenté les intérêts de ces sociétés pharmaceutiques justement dans le domaine des réglementations.

— De 1998 à 2002, Madame Emer Cooke a ensuite dirigé le département pharmaceutique de la Commission européenne. Puis elle a rejoint l'EMA, où elle a occupé jusqu'en 2016 le poste de chef des inspections et chef des affaires internationales.

— De novembre 2016 à novembre 2020, Madame Cooke a occupé un mandat de directeur exécutif de l'EMA, en étant responsable de toutes les activités réglementaires liées aux produits pharmaceutiques.

Après la prise de fonction de Madame Cooke à l'EMA, les vaccins Covid19 ont été approuvés pour l'UE dans un délai très court par les sociétés pharmaceutiques suivantes:

— le 21 décembre 2020, celui de Pfizer et de BioNTech,

— le 29 janvier 2021, celui d'AstraZeneca.

— le 12 mars 2021, celui de Johnson & Johnson.

Lorsque de nombreux cas de thrombose veineuse cérébrale, dont certains mortels, ont été signalés en rapport avec une vaccination d'AstraZeneca, Madame Emer Cooke a notamment fait pression pour que l'autorisation de l'UE soit maintenue.

En outre, le budget total de l'EMA pour 2021 s'élève à la somme impressionnante de 386 millions d'euros. Sur ce montant, 330 millions

d'euros, soit environ 86 %, proviennent uniquement des redevances d'approbation versées par les entreprises pharmaceutiques.

Le député autrichien Gerald Hauser se demande si une personne comme Madame Cooke avec une expérience aussi prononcée dans le secteur pharmaceutique peut décider de l'autorisation d'un vaccin sans parti pris :

« Alors, Madame Emer Cooke, qui a été nommée au conseil d'administration de l'EMA à la mi-novembre 2020, a travaillé toute sa vie pour l'industrie pharmaceutique. Elle a fait du lobbying pour l'industrie pharmaceutique à titre exécutif et est maintenant responsable de l'approbation, du contrôle et de l'efficacité des vaccins — dont AstraZeneca. Mesdames et Messieurs. Dans un tel cas, que dire en tant que parlementaire non praticien ? Que dire ? Délit d'initié pur et simple, favoritisme pur et simple, corruption… C'est comme ça. Veuillez y penser lorsqu'à l'avenir vous citerez l'EMA, comme preuve de l'exactitude des tests des médicaments. »

La question de la crédibilité de l'EMA se pose donc évidemment : un vaccin qui provoque déjà plus de décès et d'effets secondaires que tous les autres « vaccins » réunis, est censé protéger les enfants de maladie ? Une injection qui fait gagner des milliards aux compagnies pharmaceutiques est censée être « bénéfique » pour les enfants ? !

Résultats de l'entreprise en 2020 et au premier trimestre 2021 :

Pfizer : 14 500 millions de dollars

Johnson & Johnson : 21 600 millions de dollars

BioNTech : 1 100 millions d'euros

Haut de page

Le 24 novembre 2021

Le 25 novembre. J'ai rectifié un passage consacré au POID, et j'ai ajouté un mot sur la Guadeloupe, dont on soutient inconditionnellement toutes les revendications, à commencer par le retrait de la vaccination et de passe obligatoire.

Ne vous laissez pas abuser, il n'y a pas plus de 5è vague, qu'il y aurait eu de 4è, 3è, 2è ou 1ère, elles ont toutes été inventées et fabriquées en combinant et manipulant différents facteurs de manière à amplifier un phénomène habituel ou saisonnier et perturber son déroulement : amalgame entre les différentes affections respiratoires, épidémies de faux tests PCR positifs, amalgame entre décès avec ou dus au coronavirus Delta, trafic massif de certificats de décès, tout personne âgée ou atteinte de comorbidités (diabète, hypertension, etc.) succombant est présumée morte du coronavirus Delta si elle avait testée positive, refus de traiter précocement les malades avec l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine associée à l'azithromycine de manière à entraîner le plus de morts possible, empoisonnement de la population avec des substances appelées abusivement vaccins qui déclenchent des épidémies virales et des effets secondaires, ainsi que des réactions auto-immunes excessives qui peuvent s'avérer mortelles, plus de 50.000 recensées officiellement rien qu'en Europe et aux Etats-Unis, etc. rien n'a changé depuis mars 2020, le même processus criminel se poursuit délibérément notamment en occident sous l'égide du Forum économique mondial...

Entre ceux qui lâchent prises et disparaissent sur la pointe des pieds, ceux qui renoncent au combat politique, ceux qui se renient, ceux qui nous trahissent, ceux qui rejoignent ouvertement les rangs de la réaction, on est garni ! C'est pitoyable, indigne ! Bordel, reprenez-vous ! Et encore, on ne vous a pas demandé de vous exposer aux balles de l'ennemi ou notre ennemi ne vous a pas encore pourchassé jusqu'à chez vous, sinon on n'ose même pas imaginer dans quel état vous seriez ! En temps de guerre, un tel comportement est inexcusable, vous ne bénéficiez d'aucune circonstance atténuante, vous ne méritez aucune marque de bienveillance ou d'indulgence.

Dans l'adversité, si on fléchit, on est foutu ! Vous vous souvenez de ce que je disais qu'il ne fallait surtout pas faire en temps normal, on ne devait offrir aucune prise à l'ennemi, si on passait le petit doigt dans l'engrenage, cela signifiait qu'un jour tout le corps y passerait, au contraire il fallait être intransigeant sur nos principes, ne rien céder à l'ennemi. La moindre faiblesse peut être fatale, vous imaginez ceux qui se sont fait vacciner sous un prétexte stupide et qui aujourd'hui sont handicapés à vie ou au cimetière, on n'aimerait pas être à leurs places.

Combien de courants politiques peuvent prétendre aujourd'hui être demeurés fidèles à notre idéal, au socialisme ? Je n'en connais aucun et c'est bien cela le drame.

Voilà ce qu'a rédigé un militant qui nous a fait part de son désespoir, logique, puisqu'ils se détournent des masses où il n'a pas confiance en elles, dès lors il a raison, si on suivait son raisonnement notre combat politique serait perdu d'avance.

- Ce qui m'inquiète n'est pas tant les agissements des psychopathes qui nous gouvernent que l'apathie de la population.

Moi, ce qui m'inquiète le plus, c'est l'incapacité des militants ou cadres du mouvement ouvrier de renouer avec le socialisme et le marxisme. Par faiblesse intellectuelle, dogmatisme ou conditionnement inconscient, aveuglement ou ignorance, intention inavouable ou mauvaise foi, j'ignore pourquoi.

En ayant abandonné le socialisme, sa version scientifique ou marxiste, ils ont perdu tout point de repère ou ils ne disposent plus d'une méthode permettant d'analyser ou d'interpréter librement la situation, ils ont perdu leur indépendance de classe, du coup ils se retrouvent

sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante et réduits à l'impuissance.

A quoi cela servirait-il de les appeler à rejoindre le courant politique que j'anime, c'est la question que je me pose, puisqu'ils sont devenus temporairement sourds ou hermétiques à tout argument. Cela dit, je reste à leur disposition pour construire ensemble ce courant politique.

- Si vous ne voulez pas entendre parler de politique, c'est que votre avenir et celui de vos enfants ou petits-enfants ne vous intéresse pas. Vous ne méritez pas d'exister ou vous êtes des parasites...

- Grève générale illimitée jusqu'au retrait de la vaccination et du passe liberticide et l'arrêt immédiat de l'état d'urgence !

- Le Great Reset n'a pas débuté en janvier 2020, mais le 11 septembre 2001, cela se traduisit immédiatement par l'adoption par G. W. Bush du Patriot Act (26 octobre 2001), qui instituait ou cautionnait l'instauration d'un système de surveillance de tous les citoyens américains, qui plus tard serait étendu à la population mondiale par le biais de l'imposition d'un code QR, instrument numérique d'une dictature universelle.

- Pour une République sociale universelle. La flambée de totalitarisme est mondiale. C'est à cette échelle qu'il faut éradiquer le capitalisme.

Inde. Modi affaibli, lâché et harcelé de partout capitule.

Réforme agricole : l'Inde va abroger trois lois controversées - France 24 19 novembre 2021

Après un an de manifestations massives d'agriculteurs, le Premier ministre indien a finalement décidé d'abroger trois lois de sa réforme agricole. C'est la première fois que Narendra Modi cède lors d'un conflit social. En Inde, l'agriculture est un secteur vital puisqu'il assure la subsistance de près de 70 % des habitants. France 24 19 novembre 2021

- Cette causerie au format pdf (36 pages)

INTRODUCTION

Quelques réflexions politiques.

Beaucoup de monde se demande pourquoi et comment est-ce possible que tous les gouvernements de la planète réagissent plus ou moins de la même manière en termes de mesures liberticides contre leur population sous prétexte d'une pandémie virale qui n'existe que dans leurs têtes en réalité.

La population en générale et particulièrement les intellectuels, les classes moyennes tombent des nus, ils ignorent pour les uns ou feignent d'ignorer pour les autres que le capitalisme est mondial ou que c'est lui qui préside aux destinées de l'humanité, que c'est ce système économique qui détermine absolument tous les rapports qui existent dans la société quel que soit le gouvernement en place, puisque tous ont accepté de l'adopter ou de s'y soumettre, d'en être l'esclave, à ceci près que les effets sociaux et politiques de l'esclavage sont réservés aux peuples, à toutes les classes exploitées et opprimées, pas un seul n'a adopté le socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Leur discours tient de la propagande et du déni de la réalité au même titre que les représentants du capitalisme qui gouvernent.

De la part des intellectuels et des classes moyennes cela n'a rien d'étonnant, puisqu'ils continuent de faire un amalgame entre les différentes versions du stalinisme et le socialisme, du coup ils se privent de la seule issue politique envisageable sérieusement à la crise du capitalisme. Ils ne veulent pas entendre parler du socialisme. Le capitalisme est leur horizon économique indépassable, éternel, comme s'il existait de tous les temps, en cela ils falsifient allègrement l'histoire passée, ce sont des faussaires, des négationnistes, ils réécrivent l'histoire du développement de la civilisation humaine pour camoufler leur lâcheté ou leur refus d'affronter le régime en place, cautionner leur corruption, leur soumission au système économique en vigueur.

Tout système comporte un début et une fin, et le capitalisme n'est pas épargné par cette loi de la dialectique.

Ce qui ressort de leurs discours ou conférences, c'est la recherche du bonheur individuel, le leur, et ils se moquent bien du sort du reste de la population. Tous s'inquiètent des conséquences que l'orientation politique adoptée par leur gouvernement a déjà ou aura dans le futur sur leur mode de vie à titre individuel, et parce qu'ils veulent préserver à tout prix le capitalisme auquel ils doivent leur statut privilégié. Ils ne peuvent pas admettre que les fondements sur lesquels repose le capitalisme sont à l'origine de la crise actuelle, du coup ils sont prêts comme par le passé à soutenir toutes les mesures antisociales ou liberticides qui ne les concernent pas directement. Rien de changer de ce côté-là, ils sont toujours aussi réactionnaires sous leurs masques de démocrates ou d'humanistes de pacotille.

Cela vaut pour l'ensemble du mouvement ouvrier, de la gauche à l'extrême gauche qui sont mortes ou ne peuvent plus servir la cause du socialisme, après avoir adopté la muselière et la vaccination, les mesures liberticides préconisées par le Forum économique mondial qu'ils prétendent combattre, ils sont devenus ouvertement des agents de la pire réaction mondiale. Le plus extraordinaire, c'est qu'ils arrivent encore à tenir des réunions ou l'ensemble des militants présents votent des résolutions à l'unanimité, il faut donc en déduire que les militants conscients ont déjà déserté ces partis et qu'il ne reste plus que des fanatisés.

L'oligarchie et ses représentants ont affirmé qu'ils étaient en guerre, qu'ils livraient une guerre de classes en fait, une guerre contre tous les

peuples, comme lors de chaque guerre mondiale cette guerre a la même origine, le capitalisme en crise, et comme le capitalisme a atteint un niveau de développement mondial inégalé dans le passé, cette crise est forcément plus mondiale que jamais. J'ai envie de dire que cela tombe bien, puisque c'est à cette échelle qu'il faut éradiquer le capitalisme, au niveau de toute la planète, et instaurer le socialisme, une République sociale universelle consacrée uniquement au bien-être de l'humanité, la négation du transhumanisme ou du régime totalitaire sur lequel peut uniquement déboucher le capitalisme si on ne l'abolit pas.

Les partisans du "monde d'avant" veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, c'est ce qui définit aussi le réactionnaire, celui qui est tourné vers le passé et non vers le futur, cela comprend aussi ceux qui sont nostalgiques d'une époque révolue, ils auraient préféré que tous les rapports qui prévalaient à un moment donné dans la société restent en l'état ou se figent parce qu'ils en tiraient profit ou satisfaction, là encore sans se soucier que tout le monde n'était certainement pas dans leur cas, donc privilégiant leurs intérêts individuels comme cela a été évoqué précédemment.

On a pu constater que ceux qui étaient animés par cet état d'esprit partageaient en réalité des intentions de nature individualiste ou égocentrique et qu'en aucun cas il ne contestait le régime capitaliste. Pour tromper les naïfs qui n'ont pas de conscience politique et les détourner de la lutte des classes, ils prétendent qu'elles seraient conformes à l'intérêt général, alors qu'ils ne préconisent que des actions consistant à rechercher le bonheur en soi, au niveau individuel, parce qu'il serait accessible sans qu'il soit nécessaire de changer de régime, ce qui signifie que le chômage de masse, la précarité et la pauvreté notamment qui frappe des millions de travailleurs et familles, le délitement de tous les rapports dans la société, sa dégénérescence et la violence omniprésente qui l'accompagne ne serait pas un obstacle au bonheur.

Bref, vous aurez compris le message, si vous êtes malheureux, si vous vous sentez mal dans votre peau, si vous êtes profondément angoissés, découragés, démoralisés, déprimés, c'est uniquement en vous que cela se passe, la société n'y est pour rien, c'est dans votre tête, au niveau de votre psychisme, si vous êtes mentalement perturbés, que vous n'êtes pas épanoui ou vous manquez de confiance en vous, c'est parce que vous n'avez pas réussi à canaliser votre énergie intérieure, ne cherchez pas ailleurs, n'espérer rien de changement collectif, dans le passé ils n'ont apporté que frustration et terreur...

Voyez le "mythe de la république, de la démocratie, on s'aperçoit qu'on nous a vendu du faux", sans blague !

Jacques a dit...

- Jacques a dit : voilà mon agenda

- Et tout le monde l'adopta en choeur !

- Macron a dit : passons au vaccin

- Et tout le monde passa en choeur au vaccin !

Cela signifie que ce sont eux qui vous dictent la marche à suivre et que vous l'acceptez. Après vous pourrez raconter ce que vous voudrez, c'est un fait et je vous mets au défi de pouvoir le réfuter. Autrement dit vous êtes pris dans les mailles de leur filet, et quoique vous fassiez, vous servirez leurs intérêts.

Pourquoi, comment en arrive-t-on là ou qu'est-ce que cela signifie en dernière analyse ?

Que vous avez abdiqué votre indépendance, que votre liberté de penser ou votre esprit critique ne sont que des leurres, car à partir de là tout ce que vous pourrez dire ou faire s'inscrira dans un cadre et à des fins que vous n'avez pas défini, que vous ne maîtrisez pas, sur lesquels vous n'avez aucun moyen de contrôle, aucune emprise, qui finalement vous sont imposés et que vous acceptez. On va voir comment avec un exemple d'actualité, la même démonstration est valable avec le Green New Deal, la transition énergétique, numérique, etc.

Macron affirme qu'il n'existe aucun traitement et qu'il faut en passer par la vaccination pour venir à bout d'un coronavirus. Ceux qui le contestent affirment qu'il existe des traitements efficaces et que la vaccination est non pas inutile, mais nuisible, détail capital, parce qu'il s'agit d'une thérapie génique expérimentale, précisant par ailleurs qu'ils seraient prêts à se faire vacciner avec un vaccin disons conventionnel ou classique, et tenant à faire savoir haut et fort qu'ils ne sont pas "anti-vaxx", histoire qu'on ne commette pas de méprise à leur sujet ou qu'on ne les prenne surtout pas pour des opposants politiques qu'ils ne sont pas, c'est là qu'ils rentrent dans le rang et font allégeance à leur suzerain et à Big Pharma, procédant à un déni magistral, dès lors Macron n'a rien à craindre de ces opposants d'opérette.

Ils ont perdu de vue qu'un vaccin était inutile ou finalement ils ont rejoint l'agenda officiel qui incluait la vaccination, histoire de montrer que leur opposition à la politique de Macron avait des limites et qu'ils n'avaient pas du tout l'intention de l'affronter ou pire, ils ne souhaitaient pas sa chute ni celle du régime, l'ordre établi est préservé, c'est l'essentiel.

Parole d'internaute

C'est en 1956 que le philosophe Günther Anders écrivit cette réflexion prémonitoire :

"Pour étouffer par avance toute révolte, il ne faut surtout pas s'y prendre de manière violente. Les méthodes archaïques comme celles d'Hitler sont nettement dépassées. Il suffit de créer un conditionnement collectif si puissant que l'idée même de révolte ne viendra même plus

à l'esprit des hommes. L'idéal serait de formater les individus dès la naissance en limitant leurs aptitudes biologiques innées...

Ensuite, on poursuivrait le conditionnement en réduisant de manière drastique le niveau & la qualité de l'éducation, pour la ramener à une forme d'insertion professionnelle. Un individu inculte n'a qu'un horizon de pensée limité et plus sa pensée est bornée à des préoccupations matérielles, médiocres, moins il peut se révolter. Il faut faire en sorte que l'accès au savoir devienne de plus en plus difficile et élitiste..… que le fossé se creuse entre le peuple et la science, que l'information destinée au grand public soit anesthésiée de tout contenu à caractère subversif. Surtout pas de philosophie. Là encore, il faut user de persuasion et non de violence directe : on diffusera massivement, via la télévision, des divertissements abrutissant, flattant toujours l'émotionnel, l'instinctif.

On occupera les esprits avec ce qui est futile et ludique. Il est bon avec un bavardage et une musique incessante, d'empêcher l'esprit de s'interroger, penser, réfléchir.

On mettra la sexualité au premier rang des intérêts humains. Comme anesthésiant social, il n'y a rien de mieux. En général, on fera en sorte de bannir le sérieux de l'existence, de tourner en dérision tout ce qui a une valeur élevée, d'entretenir une constante apologie de la légèreté ; de sorte que l'euphorie de la publicité, de la consommation deviennent le standard du bonheur humain et le modèle de la liberté.

Le conditionnement produira ainsi de lui-même une telle intégration, que la seule peur (qu'il faudra entretenir) sera celle d'être exclus du système et donc de ne plus pouvoir accéder aux conditions matérielles nécessaires au bonheur. L'homme de masse, ainsi produit, doit être traité comme ce qu'il est : un produit, un veau, et il doit être surveillé comme doit l'être un troupeau. Tout ce qui permet d'endormir sa lucidité, son esprit critique est bon socialement, ce qui risquerait de l'éveiller doit être combattu, ridiculisé, étouffé...

Toute doctrine remettant en cause le système doit d'abord être désignée comme subversive et terroriste et ceux qui la soutiennent devront ensuite être traités comme tels"

Günther Anders

« L'obsolescence de l'homme » 1956"

Toutes les illusions n'ont qu'un temps...

Combien de temps va-t-il falloir aux masses pour réaliser qu'à partir de maintenant elles sont vouées à vivre dans une société policière, liberticide, déshumanisée, cauchemardesque, où en dehors des rapports d'exploitation qui demeurent en place, tous les rapports sociaux antérieures auront été dénaturés, puis détruits systématiquement les uns après les autres, au profit d'une masse atomisée, uniformisée, immorale, atteinte de graves déséquilibres mentaux irréversibles, caractérisés par un manque total d'empathie la plaçant en matière de réflexe affectif en bas de l'échelle du classement des espèces animales ?

Jusqu'à présent tout le monde vivait plus ou moins avec l'espoir inconscient que la société telle qu'elle était demeurerait au pire en l'état où elle était ou au mieux elle s'améliorerait lentement dans le futur, sans se demander par quel miracle elle pourrait réaliser cette prouesse sans lever le petit doigt ou sans y être contraint par on ne sait quoi d'ailleurs, ignorant que depuis des décennies elle était engagée dangereusement dans une direction inverse qui ne présageait rien de bon dans l'avenir, vivant au jour le jour et s'en contentant.

Cela signifie sur la plan politique, que tout le monde cautionnait le capitalisme ou s'imaginait qu'il était synonyme de progrès social ou de confort matériel, et qu'il n'existait aucune raison valable de le remettre en cause, hormis ceux qui en raison de leur condition misérable avaient le droit d'en douter fortement. Il se rendait bien coupable de bien des inégalités ou injustices sociales, et il commettait bien des méfaits ou des excès de cruauté sur tous les continents, certes, mais toutes ces mésaventures étaient vite pardonnées ou remisées au rang des dégâts collatéraux inévitables à mettre au compte de son bilan des pertes et profits globalement positif puisqu'on lui vouait un culte éternel !

Il bénéficia d'une bienveillance outrageuse de tout ce que comptait la société de bonnes consciences qui veillaient sur lui tendrement en lui prodiguant bien des conseils pour qu'il s'améliore et devienne meilleur encore, à défaut d'avoir un visage humain, cela c'est moi qui le rajoute. A force de se réformer, il finirait bien par réaliser l'idéal du socialisme ou par devenir un modèle d'humanisme, vive l'exploitation et l'oppression !

Lu.

LVOG - L'abus de pouvoir est l'unique logique du totalitarisme.

- Cela ne changera rien au fait que confiner des gens sains et pas malades est aussi crétin que d'emprisonner des gens qui n'ont commis aucun crime ou délit. Plus grave, on confine des gens pas malades et on laisse des vaccinés porteurs du virus continuer à le propager dans la population vaccinée qui se croit protégée mais qui ne l'est pas ou que très partiellement.

On vous expliquera qu'assigner à résidence des personnes non malades et non vaccinées c'est très démocratique alors que d'obliger des malades à s'isoler ce serait de la discrimination.

On vous expliquera que fermer les frontières ce n'est pas bien parce que cela est un peu fasciste, et que laisser les malades des autres pays venir c'est vraiment très bien surtout si ce sont des malades vaccinés.

Le délire continue.

Pourquoi cela ne leur a-t-il pas suffi ou servi de leçon ?

Il y en a encore pour contester les chiffres fournies par les autorités sanitaires qui n'ont pas arrêté de mentir à la population, de la désinformer et de la tromper pour justifier les mesures tyranniques que nous subissons depuis 19 mois.

Ils sont indécrottables, incurables il faut croire. On doit en déduire que les opposants à ces mesures ont un esprit étroit et borné, dont les intérêts individuels et le statut privilégié fixent les limites à ne pas dépasser dans la remise en cause de l'ordre établi ou si vous préférez, leurs intérêts individuels d'identifient toujours à ceux du régime, que par ailleurs ils continuent de soutenir. Autrement dit, il n'y a absolument rien à en attendre.

Quand un menteur vous raconte une histoire et que vous savez qu'il l'a inventée, vous avez le choix entre : Soit en rester là et vous en tenir à la réalité, vous ignorez son histoire et vous le traitez de mythomane, soit vous rentrez dans son jeu, donc vous cautionnez sa démarche et vous devenez mythomane à votre tour...

Lu.

LVOG - Non le droit ne précède pas l'économie, c'est l'inverse. Extrait d'un article et ensuite mon analyse.

- Les enjeux nationaux et internationaux de la guerre du droit

Le droit continental est à l'origine du droit international public, lequel est fondé sur le concept de personne morale de droit public7, par nature hors du champ commercial. Ces personnes morales de droit public, les États, sont au-dessus des personnes morales de droit privé qu'elles sont, en particulier, chargées de réguler.

Il est tout à fait clair que des instances comme l'OCDE, l'OMC8, la banque mondiale (avec ses cours d'arbitrages), la BRI et le FMI ont eu pour objet, et partiellement pour effet, de renverser cet ordre juridique établi afin de faire passer les personnes morales de droit privé9 au-dessus des personnes morales de droit public que sont les États, dont la capacité normative et régulatrice est de plus en plus ouvertement contestée10.

Sortir du droit commun civil nous amène au retour du « privilège », à la « privata lex », où tout est droit d'exception et dans lequel le concept même de droit disparaît. Cette « privata lex », qui nous est actuellement imposée correspond justement au droit commercial privé développé par l'empire britannique fondé sur et pour la finance apatride.

...le point d'arrivée souhaité par les puissances financières dominantes : la loi du plus fort, celle de la jungle fabriquée de toute pièce par l'anti-modèle de société (comme il existe une antimatière) issu du projet capitalistique hollando-britannique, qui est un simple projet d'hégémonie financière.

Le droit est ainsi l'arme géopolitique ultime qui permettra de modeler l'avenir dans le sens de l'esclavagisme intégral (le droit anglo-saxon) ou du retour à la conception politique de la vie en commun, de la vie en Société, et donc de l'État (le droit continental).

Lorsque la France et les pays d'Europe continental voudront bien relever la tête et se souvenir qu'ils ont une colonne vertébrale millénaire qui a largement fait ses preuves en termes de civilisation, ils réhabiliteront simplement leur droit traditionnel, le droit continental fondé sur le respect du droit naturel.

Esclavage versus Civilisation, tels sont les réels enjeux de la guerre du droit.

La réflexion que m'a inspiré cet article.

Il s'agit d'une guerre de classes, de la lutte des classes.

A côté de la plaque ou comment justifier la survie d'un système économique dont la mission historique est achevée, parce qu'on refuse de l'admettre ou on n'a pas la capacité intellectuelle requise pour analyser le processus historique qui a accompagné le développement de la civilisation humaine ou ce qu'on ose encore appelé ainsi, à défaut de nommer l'état de servitude dans laquelle elle a été maintenue jusqu'à nos jours qui n'a rien d'humaniste.

Qu'est-ce qui de l'économie ou du droit précède l'autre ? La même chose qu'entre le cerveau et les pensées : La matière.

Il ne s'agit pas d'une "guerre du Droit" ou plutôt, là n'est pas l'essentiel. Ce qui est en cause dans la crise actuelle, le coup d'Etat ou la guerre civile déclenchée par le clan des oligarques les plus puissants, c'est le fondement, le développement, l'évolution, l'orientation, la crise du capitalisme parvenue à son stade suprême et passée à la trappe, excusez du peu.

A défaut d'arguments pour réfuter le processus dialectique matérialiste et historique qui est l'origine de la situation actuelle, mais qui pourrait déboucher sur une toute autre conclusion, orientation, situation ou diamétralement opposée à celle que vous soutenez, vous nous resservez l'éternel tarte à la crème du "droit naturel", qui sert finalement à justifier l'existence ou la pérennité d'un système économique basé sur l'exploitation et l'oppression, parce que vous refusez de concevoir que le processus historique parvenu à maturité pose la question de la

nécessité de s'en émanciper...

Votre démonstration idéologique repose sur un déni, une falsification de la réalité qui consiste à opposer esclavage et civilisation au profit de celle-ci, alors qu'elle qui n'a jamais incarné autre chose que l'esclavage depuis que les hommes ont commencé à produire au-delà de leurs besoins au détour du passage du paléolithique au néolithique jusqu'à nos jours.

Vous représentez la couche des capitalistes incapables de s'adapter aux diktats de l'oligarchie financière qui trône au sommet du capitalisme, et qui ont le choix entre se soumettre, être absorbés, végéter misérablement avant de disparaître, couche du capitalisme dont les représentants ont adopté des discours nationalistes ou souverainistes voués à l'échec, parce qu'il est impossible de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

Ils ne comprennent pas ou ils ne peuvent pas admettre que les lois de fonctionnement du capitalisme conduisent inexorablement à une concentration (et rationalisation poussée à l'extrême) de la production et du capital, du pouvoir économique, et par conséquent du pouvoir politique entre quelques mains, et qu'à défaut de s'en accommoder, ils seront broyés ou ils en seront exclus, ils n'échapperont pas à ce destin peu glorieux ou humiliant.

Je pense que le niveau de conscience qu'ils ont atteint de ce processus aujourd'hui, ne permet pas de les appeler à se tourner vers la seule alternative au capitalisme qui existe, le socialisme scientifique. Ils vont donc continuer à entretenir des illusions dans le capitalisme, et d'avoir la nostalgie de l'époque où il fut à son apogée sur fond de guerres coloniales et de rapines, que l'on ne doit surtout pas assimiler à de l'esclavage car ses intentions étaient civilisatrices à vous entendre, on comprend dès lors pourquoi personne ne prend vraiment au sérieux un tel discours.

C'est dommage, parce que le socialisme les épargnerait dès lors qu'ils lui manifesteraient autant de loyauté qu'envers le capitalisme...

C'est fou à quelle vitesse on peut perdre la mémoire ou comment on peut faire abstraction de l'essentiel.

A toujours avoir présent à l'esprit pour démonter en 2 secondes la propagande officielle.

Il existe des molécules efficaces éprouvés ou sans effets secondaires, pas chères pour soigner la covid ou ses variants.

Dès lors qu'avec notamment l'Ivermectine (ou Hydroxychloroquine), l'Azithromycine, la vitamine D et le zinc on vainc la covid-19 ou ses variants en 48 heures si le protocole commence 4 ou 5 jours après les premiers symptômes, et qu'à dose plus importantes associées à d'autres molécules dans le cas d'une prise en charge plus tardive ou dans les formes graves ce protocole est très efficace dans plus de 90% des cas, un vaccin quel qu'il soit est totalement inutile.

Il ne s'agit pas d'une pandémie.

La preuve, plus de 99,97% des personnes infectées par ce virus survivent.

Deux conférences et mes commentaires.

LVOG - Je les avais proposées à deux contacts qui ont renoncé tellement ils ont estimés que leurs auteurs étaient délirants, comme quoi j'ai du mérite tout de même ! La prochaine fois on se farcira le physicien et philosophe Etienne Klein.

Boris Cyrulnik : Pourquoi dire non, langage totalitaire et résistance (conférence) - 5 nov. 2021

https://www.youtube.com/watch?v=I9YvILTA5Y8

Le premier sujet : comment j'ai fini par m'identifier à des nazis sans s'en m'apercevoir.

1- C'était la première fois que je l'écoutais et je n'ai pas été déçu.

Je partage la réaction légitime de la quasi-totalité des personnes qui ont postés ici des commentaires et condamnent sans appel ses propos sur le Pr. Raoult, la vaccination et le passe obligatoire pour ne pas m'étendre sur le sujet car j'ai mieux à faire.

J'en suis arrivé à la conclusion qui ne me surprend pas, mais pourrait en surprendre plus d'un car je ne l'ai lue nulle part, et pourtant, parce qu'elle est somme toute logique au regard de ce qu'on a évoqué plus haut, que l'air de rien sa conférence avait essentiellement consisté à réhabiliter des nazis, des fascistes, à l'entendre de bien braves et bonnes personnes comme vous et moi, des êtres tout ce qu'il y avait de plus normaux, ne serait-ce pas injuste de les juger comme on l'a fait autrefois, ne serait-il pas injuste de juger ses propres propos infâmes à lui Boris Cyrulnik... Vous comprenez jusqu'où cela peut aller, et si vous lui demandiez s'il est en paix avec sa conscience, il vous répondrait sans doute qu'il ne comprend pas votre question ou il refuserait d'y répondre, comme lorsqu'on l'a interrogé sur la situation actuelle.

Bref, c'est un misérable imposteur, un psychopathe, un monstre, il y en a tant chez les intellectuels, sinon ce sont des êtres insignifiants ou des lâches, ce qui vaut guère mieux. C'est d'ailleurs ce que pensait également K. Marx.

Lisez la page que lui a consacrée Wikipédia, à Cyrulnik, il a de qui tenir le scélérat, Attali, Sarkozy, Macron entres autres.

Physicien, biologiste, sociologue, psychiatre, psychanalyste, médecin, astrophysicien, anthropologue, mathématicien, historien, linguiste, etc.

je n'ai pas assisté à une seule conférence qui ne consistait pas à manipuler la réalité pour mieux conditionner les consciences et les détourner des conditions matérielles d'existence et du combat collectif et organisé en faveur d'un changement de régime économique.

Tous renvoyaient à l'existentialisme, au spirituel, à la psychologie, à la poésie (sic!), au mental, ventant les vertus de l'individualisme ou de l'égocentrisme de manière à peine déguisée, etc. et invitaient l'assistance à trouver le bonheur en soi comme si nous étions les responsables de notre propre malheur, épargnant soigneusement les rapports sociaux sur lesquels reposent la société et qui sont à l'origine de tous nos maux, de la crise actuelle...

Méfiez-vous des beaux parleurs et détournez-vous de tous ceux qui vous disent que l'économie et la politique ne méritent pas qu'on s'y intéresse ou qu'il n'y a rien à en attendre, que ce ne sont pas des sciences, l'histoire non plus, c'est parce qu'ils ne les ont jamais étudiés ou ils sont idéologiquement corrompus et ils roulent pour le régime en place.

2- Le personnage était déjà peu recommandable pour ne pas dire infréquentable ou répugnant depuis au moins une bonne dizaine d'années, quand il fit partie avec Macron de la fine équipe d'Attali et Sarkozy, et à lire les commentaires surpris ou choqués à juste titre après les propos qu'il a tenus lors de cette conférence, c'est seulement maintenant que tous ou presque semble découvrir le personnage ignoble qu'il est.

Je crois que c'est cela qui devrait nous interpeler, car c'est révélateur à plus d'un titre du niveau de conscience misérable de la population en général, qui explique en partie pourquoi ou comment nous avons pu en arriver là aujourd'hui, l'absence en fait de conscience politique, de conscience de classe, puisque c'est ainsi qu'est structurée la société, ce qu'on a fâcheusement tendance à oublier, parce qu'il faut bien une explication qui repose sur un ou des facteurs objectifs et non des foutaises existentialistes ou spirituelles destinées à endormir ou détourner les consciences de l'essentiel pour comprendre la situation et agir...

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas là de faire le procès du peuple car ce serait injuste, puisqu'il ne détient aucun pouvoir ou il n'a jamais vécu en démocratie, elle reste à conquérir. Si procès il doit y avoir, ce devrait être celui du régime économique qui a engendré, formaté ce genre de monstre, les élites qui pas seulement de nos jours, mais hier l'ont servi docilement pour en tirer un profit personnel, tous ces universitaires, scientifiques ou intellectuels qui donnent des conférences devant un public immature en abusant de son ignorance ou de sa naïveté en lui racontant ce qu'il a envie d'entendre, afin ensuite de mieux pouvoir manipuler les consciences et les orienter dans un direction conforme aux intérêts du régime et de l'idéologie qu'ils représentent.

Boris Cyrulnik ne s'est pas renié contrairement à ce que semble croire de nombreuses personnes, pas plus que la totalité des médias, ajoutons Mediapart, le Canard enchaîné ou Charlie Hebdo ou la plupart des médias dits alternatifs, progressistes ou de gauche qui ont adopté en chœur la muselière, la vaccination et le passe liberticide, qui depuis qu'ils existent n'ont pas changé de nature ; notez que ceux qui s'y opposent servent la soupe à l'extrême droite ou aux souverainistes, aux libertariens qui ne valent pas mieux, FranceSoir par exemple. Non, c'est l'offensive déclenchée en janvier 2020 (Great Reset) par le Forum économique mondial contre tous les peuples, qui les a contraints à monter au créneau et à se démasquer un peu plus et ainsi montrer leur vrai visage, réactionnaire, c'est tout.

Dans plein de blog on a pu lire des centaines de commentaires de lecteurs outrés, qui racontaient qu'ils avaient cessé de lire ou de s'abonner à ces journaux ou revues, après avoir lu des propos épouvantables qui les concernaient directement, eux aussi ils tombaient des nus, d'autres racontent qu'ils ne regardent plus la télévision ou ils n'écoutent plus la radio... Et bien dites donc, il leur en aura fallu du temps ! Attendez, demain ils les rebrancheront et ainsi de suite... Pourquoi ? On y vient.

Mais au moins ont-ils compris ce qui s'était passé ? Pas le moins du monde, et si personne ne leur explique ils ne sont pas prêts d'évoluer, hélas ! C'est la différence déterminante qui existe avec quelqu'un qui possède plus qu'un esprit critique, une conscience de classe, qui en toutes circonstances conservera son indépendance pour déterminer la nature, l'orientation d'un discours ou d'un évènement, et la plupart du temps ses objectifs...

La Voix de l'Opposition de Gauche.

Le second sujet : mettez de la poésie dans votre vie et votre bonheur est assuré.

Conférence de Philippe Bobola & Jean-Dominique Michel sur la crise sanitaire

https://www.youtube.com/watch?v=4YrRyArfcBk

1 - Têtes à claque ou l'art de vous prendre pour des cons. Et ça marche !

Une conférence très confidentielle ? Combien de participants ? Dans le salon d'une villa cossue ? (Voir le reflet de la salle dans la baie vitrée)

L'art de brasser du vent, alors qu'on est en guerre, Bobo et Dodo vous bercent d'illusion avec leur poésie qui empeste l'individualisme ou l'égocentrisme du petit bourgeois pétris de suffisance, qui par lâcheté ou conviction idéologique n'ose pas affronter le régime, réalise sournoisement un amalgame ordurier entre le socialisme (ou communisme) et le stalinisme, il ne manquait plus que Pol Pot et en Enver Hoxha, pratique, puisque c'est la seule alternative sérieuse et cohérente au capitalisme, une fois qu'on l'a éliminée, il ne vous reste plus qu'à vous accommoder du régime en place et le tour est joué. J'allais oublier de préciser que la proximité de personnages d'extrême droite ou souverainistes, libertariens, ne les dérangeait pas ou à l'occasion Dodo le cautionne (Réinfocovid ou lire dans son blog).

Une fois détourné de la lutte des classes et de la politique, donc de votre destin, ces imposteurs vous invitent à chercher le bonheur en vous, car si vous n'êtes pas heureux, cela n'est pas dû à la nature du régime, non, c'est de votre faute, c'est vous le problème, c'est vous qui devez

changer et pas la société.

Je raconte des conneries, écoutez, c'est délirant :

- "ça dépend de nous, de nos émotions, de nos convictions, de notre capacité à croire au grand réveil, à la société qui va l'accompagner"

Des émotions, des convictions, une croyance, voilà sur quoi pourrait reposer une société, Dodo avait précisé qu'il était nul en économie, pas de bol, la politique c'est le concentré de l'économie, et tout part et ramène à l'économie, donc quand on évacue l'économie, on n'a rien à dire parce qu'on ne comprend rien. Crédibilité zéro.

2 - Si vous avez prêté attention à la manière dont s'articulait l'argumentation de Bobo et Dodo, vous n'aurez pas manqué de remarquer, outre les lieux communs et les platitudes mille fois répétées par d'autres, qu'ils étaient l'exact reflet de ce qu'ils dénonçaient, je veux dire par là que ce ne sont pas les élites actuelles ou Macron qui sont à l'origine de la situation, non, ce sont les élites des générations précédentes dont précisément Bobo et Dodo font partie.

Leur discours est le même que celui que les intellectuels débitèrent en 68, changer la vie, mais pas changer la société, pas changer de régime économique, surtout pas, quelle horreur ! Ils en sont le produit ou ils lui doivent leur statut privilégié, d'ailleurs ils se passeront bien d'aborder ce sujet qui est au cœur de la situation actuelle, qui se trouve être justement la clé ou l'issue politique pour sortir de ce cauchemar totalitaire.

Qu'a dit Dodo, je cite : - ...l'idéal de travailler avec un modèle bio-psycho-socio-existentiel ou spirituel parce qu'il y a encore une dimension dont il est important de rappeler l'importance au sommet... les différentes strates de la connaissance.

Cette divinisation de l'homme, constitue une régression intellectuelle, une mystification de l'homme qui rappelle celle des philosophes du XVIIIe siècle, qui fit l'objet d'une instrumentalisation politique, tandis qu'un système d'exploitation en remplaçait un autre, qui allait s'avérer être encore plus implacable et cruel. Bobo et Dodo qui veulent votre bonheur n'envisagent pas la fin au système d'exploitation, ils ne peuvent pas s'en passer. Comment peut-on être humaniste et cautionner l'exploitation de l'homme par l'homme ? C'est incompatible. C'est à cela qu'on reconnaît ceux qui partagent la même idéologie, la même morale sous différents masques. Qu'il nous soit permis de ne pas en être, merci.

Le concept qui consiste à considérer l'homme en soi en faisant abstraction du contexte social ou historique dans lequel il vit, est une aberration intellectuelle. Lui vouer un pouvoir particulier indépendamment de la société dans laquelle il évolue, est tout aussi absurde, et lui accorder un pouvoir supérieur à la société est tout bonnement délirant ou relève de la mégalomanie.

Ils en arrivent à prétendre que les expériences vécues individuellement joueraient un rôle prépondérant dans l'histoire et le destin des hommes, tandis que l'ensemble des expériences que l'ensemble de la société est amené à vivre ou à partager devraient être minorées ou seraient secondaires, alors qu'elles sont déterminées par les rapports sociaux, dont l'origine remonte aux fondements du système économique en vigueur ou la société divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques et irrémédiablement inconciliables.

Comment peut-on imaginer être heureux dans un monde de malheur ? En plus, c'est monstrueux.

Ce sont les conditions matérielles d'existence des hommes qui déterminent leur mode de penser et leur comportement, et non l'inverse comme ils voudraient vous le faire croire. Je peux penser ou faire ce que je veux dans mon coin sans que cela ne change quoi que ce soit à ma condition. Si en revanche je décide de m'organiser avec ceux qui veulent résolument se débarrasser de ce système économique, là tout devient possible.

Un interview, une analyse géopolitique et une conférence, le tout commenté rapidement

Meyssan vient de publier un article très intéressant et il a mis en ligne la vidéo suivante :

Interview with Thierry Meyssan - YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=2eINLYjA1OU&t=157s

L'Occident, simulacre de Liberté - par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 23 novembre 2021

https://www.voltairenet.org/article214790.html

Une note de lecture sur l'ouvrage de Thierry Meyssan consacré à la destruction de la Libye et à la guerre de Syrie par Michel Drac.

Sous nos yeux (Thierry Meyssan) - YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=Fd-QLO99RAI

Michel Drac, que je découvre, ainsi que des commentaires se demandent pourquoi Meyssan ne livre-t-il pas toutes ses sources. Peut-être parce que dans certains cas c'est impossible ou pas souhaitable tout simplement, pour protéger ses sources. Pour différentes raisons, par exemple parce que cela pourrait mettre en jeu la vie de certaines personnes, parce que les personnes qui lui ont fourni certaines informations l'avaient fait à cette condition et il la respecte, ce qui peut se comprendre aussi.

Pour obtenir parfois des informations au plus haut niveau des Etats, on imagine que la confiance établie entre les deux parties doit être

mutuelle et sans faille, partant de là sans faire confiance aveuglément à Meyssan ou à quiconque, si on commence par douter de ces informations, à défaut de rechercher et trouver l'origine de chaque info par manque de temps, il ne va plus nous rester grand-chose pour comprendre un évènement ou la situation.

Et puis, il ne faut pas être stupide, en fonction du degré d'importance de chaque info et des sources dont on dispose ou qui sont absolument requises ou non, on en fera différents usages ou on ne s'avancera pas au-delà de ce qu'on peut retenir comme quasiment certain pour ne pas partir dans des spéculations oiseuses ou des fantasmes. On n'a aucun intérêt à raconter des histoires.

Les têtes trop pleines finissent par s'asphyxier.

Etienne Klein - Les nouvelles Technologies quantiques - YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=cNpks8-iS8Q

Quand on écoute ce genre de personnage parler et qu'on n'est pas un intellectuel ou quand on n'a pas suivi un cursus universitaire complet, on se dit, houlala qu'est-ce qu'il en sait le monsieur ou la dame, c'est impressionnant, un puits de science !

En fait pas du tout, car c'est leur boulot, ils ne font que cela depuis des décennies, ils y consacrent tout leur temps, ils rabâchent ou manipulent sans cesse les mêmes formules ou théorèmes, donc ils peuvent vous les sortir intactes n'importe quand, c'est la moindre des choses, cela leur donne un air savant.

En revanche, dès qu'on aborde avec eux des sujets qui sortent de leur compétence universitaire ou qu'on leur pose des questions sur des sujets d'actualité ou encore des questions toutes bêtes de la vie quotidienne, ils vont s'avérer médiocres, nuls, ils vont se ridiculiser ou se discréditer totalement, ils ruinent leur réputation de conférencier en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, et par les temps qui courent, ce ne sont pas les occasions qui manquent!

- Si tout est fait pour que les masses soient ignorantes, tout est fait surtout pour qu'elles le demeurent. Démonstration.

Exposé d'une grande intelligence, mais à 56mn il va déraper et passer du terrain objectif ou scientifique à celui de l'émotionnel, pour ensuite se livrer à une manipulation :

- "*tout ce passe dans le débat public comme si les scientifiques avaient désormais un rapport malheureux à ce qu'ils font, et évidemment pour les chercheurs c'est un traumatisme*"

Parce qu'il refuse d'admettre que les scientifiques travaillent essentiellement pour les capitalistes, alors que c'est plus vrai que jamais.

Quand on sait qui les finance (pratiquement 100% par le privé aux Etats-Unis par exemple), à qui et à quoi servent leurs recherches, il est légitime d'affirmer qu'ils n'œuvrent pas au bien commun, sinon il faudrait attribuer des bonnes intentions aux trusts pharmaceutiques ou de l'agro-alimentaire par exemple, c'est grotesque, mais lui cela ne le choque pas, il le nie ou cela ne lui vient pas à l'esprit.

Après avoir évoqué brillamment les différences ou les contradictions qui existent entre les principes et les valeurs, le progrès et l'innovation, (plus tard entre corrélation et causalité) voilà qu'il les oublie en affirmant le contraire de ce qu'il vient d'exposer, exactement comme Boris Cyrulnik, parce qu'il est animé par des intentions idéologiques ou elles dominent chez lui.

Il va d'ailleurs s'employer à l'expliquer lui-même, mais je crois qu'il n'en a pas eu conscience, quand il évoquera plus loin les rédacteurs de l'Encyclopédie au XVIIIe siècle qui illustrèrent leurs définitions d'un tas de croquis ou dessins de machines ou d'outils pour que les lecteurs comprennent bien de quoi il s'agissait ou à quoi ils pouvaient servir, comme on dirait aujourd'hui le Larousse illustré.

Selon Klein, ils (Diderot, d'Alembert, etc.) considéraient que plus il y a de technologie dans la société et plus les principes scientifiques qui ont rendu possible ces technologies seront connues du public, ils pensaient que la technologie, la technique était le vecteur pratique de la connaissance scientifique, évidemment c'est faux. Nous avons tous un rapport magique aux objets technologiques."

Il fallait traduire ainsi : plus il y aurait de technologie et plus les hommes s'interrogeraient sur ses origines, le développement des forces productives, plus ils prendraient conscience du processus dialectique matérialiste de l'histoire, plus les hommes seraient à même de forger consciemment leur destin.

Qu'est-ce qui est mis en œuvre ou qu'est-ce qu'on perçoit dans des objets technologiques ? De la matière, des matériaux, des matériaux qui viennent de quelque part, qui ont des propriétés et des pouvoirs particuliers, ils ont été transformés, usinés. De l'énergie consommée ou qui les traverse, nécessaire à leur fonctionnement. Plusieurs pièces assemblées

Donc ce que Klein raconte ne correspond pas aux intentions de Diderot, d'Alembert et leurs amis, je l'accuse même de déformer sciemment leurs intentions, car ils avaient pressenti et seulement pressenti, que le développement des forces productives étaient à l'origine du développement scientifique ou technologique, et au-delà, l'un des principaux facteurs à l'origine du processus historique sur lequel reposait l'évolution de l'espèce humaine ou l'humanité, qui déterminerait son destin futur selon l'usage qu'elle en ferait, ce que Marx et Engels théoriseront un siècle plus tard, et qui sera confirmé par la suite jusqu'à nos jours.

De la même manière, on comprendra pourquoi après avoir évoqué une réunion à laquelle il avait participé avec des cadres de Google, il ne pourra pas admettre que cette théorie reposant essentiellement sur une description scientifique de la réalité était juste, il lui opposera "un rapport magique aux objets technologiques", qui consiste à nous priver du pouvoir de prendre conscience du processus historique, d'accéder à la réelle connaissance, qui pourtant existe quelque part, dont il est un des représentants, mais pas seulement.

Il développera ensuite en expliquant qu'avec Internet ou les réseaux sociaux se constituaient des "cercles" ou des "clans" dangereux pour la démocratie s'employant à détourner la connaissance ou la véritable information, du "véritable contrat social" dont les médias institutionnels seraient les porte-parole, les vérificateurs de fake news la garantie, il l'a dit, je n'invente rien. Quand on sait que tous les médias appartiennent à des oligarques milliardaires impliqués dans la guerre idéologique et psychologique contre le peuple et soutiennent Macron et le régime totalitaire actuelle, on a exposé ici les réelles intentions que devait servir cette conférence, dont éventuellement ramener dans le giron du régime ou au bercail des bien-pensants ou de la pensée unique totalitaire, les brebis égarés qui rejetteraient leurs discours et leurs mesures liberticides et antisociales.

En guise de conclusion.

En préambule, il avait affirmé que la vulgarisation des sciences ne fonctionnait pas ou que le public ne s'y intéressait pas. Partant de là, on aurait donc pu s'attendre à ce qu'il nous explique pourquoi, et qu'est-ce qu'il faudrait faire pour que la population s'y intéresse. C'est ce qu'il fit, à sa manière, pour la dissuader d'y parvenir par ses propres moyens ou en sortant des sentiers battus complètement corrompus, toute interprétation indépendante qui ne passerait pas l'épreuve de vérité divine du Décodex du Monde ou Libération serait erronée ou qualifiée de complotiste, il a employé le terme.

Leur point commun, interdire aux masses de penser par elle-même, ils ne leur dénient pas seulement ce droit, ils estiment qu'elles en sont incapables, il ne faut pas qu'elles (ou leurs représentants) manifestent en quoi que ce soit leur indépendance, il faut absolument les enfermer, les confiner dans un mode de pensée monolithique, la survie du régime est à ce prix, ils veillent sur lui.

POLITIQUE

Coup d'Etat totalitaire - Acte II. La réélection annoncée d'un tyran.

Plus de 34 288 maires n'ont pas lancé d'appel pour la réélection d'Emmanuel Macron - lemediaen442.fr 21 novembre 2021

Tous les médias mettent en avant les 600 maires signataires d'une tribune souhaitant un second mandat d'Emmanuel Macron. Parmi lesquels Christophe Béchu, maire d'Angers, Caroline Cayeux, maire de Beauvais, Christian Estrosi, maire de Nice, Hubert Falco, maire de Toulon, et Edouard Philippe, maire du Havre. La réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République rendrait joyeux tout ce beau monde.

Tous les médias mainstream titrent ce qui paraît être un énorme soutien pour le président de la République, Le Figaro, LCI, Franceinfo, France bleu, Le Point, Le Parisien, BFMTV, ou le JDD, ils sont tous à l'unisson pour cet évènement qui laisse penser une percée incroyable vers le trône de France. Sauf que… ce beau pays de France compte pas moins de 34 888 maires. Un chiffre avancé en 2020 par Maire info qui a analysé le répertoire national des élus.

Le coup de com des signataires pour une simple validation de 500 parrainages afin de pouvoir être présidentiable, nous permet de faire ce calcul simple : sur les 34 888 maires, 34 288 n'ont pas signé la tribune souhaitant un second quinquennat de Macron. Et pour cause, il est difficile de signer en soutien d'un président qui a matraqué/éborgné les Gilets Jaunes, confiné la population, contraint à la vaccination, poussé les jeunes au suicide sans apporter une aide psychologique digne de ce nom, viré le personnel soignant, clochardisé les étudiants, obligé les malades à se faire tester afin d'entrer dans un hôpital, utilisant tous les mensonges afin de faire plier la population française face au covid… La liste des méfaits de ce gouvernement est certainement plus longue que les 600 maires perdus sur une tribune parue dans le Journal du Dimanche.

La bonne nouvelle pour Macron est qu'il a ses signataires pour pouvoir se représenter, hormis cela, le seul avantage de cette tribune c'est que le peuple peut d'ores et déjà consulter la liste des maires qu'il ne faudra pas réélire. lemediaen442.fr 21 novembre 2021

Gageons que les médias sauront pour qui voter.

Bill Gates a donné 319 millions de dollars aux grands médias - childrenshealthdefense.org 20 novembre 2021

La Fondation Bill et Melinda Gates a fait don d'au moins 319 millions de dollars à des centaines de médias, ce qui soulève des questions quant à leur capacité à rendre compte avec impartialité de Bill Gates et de ses objectifs.

Après avoir passé en revue plus de 30 000 subventions individuelles, MintPress révèle que la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF) a fait des dons d'une valeur de plus de 300 millions de dollars pour financer des projets médiatiques. Parmi les bénéficiaires de cet argent

L'article en anglais avec la liste impressionnante des bénéficiaires de la générosité du ploutocrate.

https://childrenshealthdefense.org/defender/bill-melinda-gates-foundation-media-objectively/?utm_source=salsa&eType=EmailBlastContent&eId=5338e30e-cea0-4bbb-a3de-000ded99a327

Capitalisme : Stop ou encore ?

Chelsea : L'incroyable nouveau megayacht à 500M€ d'Abramovich - Sportune 15 novembre 2021

Le dernier yacht de l'oligarque russe est récemment sorti des chantiers de Bremerhaven en Allemagne, où il a été construit. Il s'ajoute à la liste totalement folle des yachts à la propriété de Roman Abramovich, qui a plus que L'Eclipse et Solaris en sa possession. Parce que le patron du club champion d'Europe semble ne rien faire, si ça ne relève pas du gigantisme !

Il n'est pas beaucoup moins long que l'Eclipse (170 mètres), avec ses 140 mètres de long et il est estimé valoir près d'un demi milliard d'euros. Avec ses 48 cabines, il peut recevoir jusqu'à 36 personnes, dans un confort ultime, servis par une soixantaine de membres d'équipage, nécessaires pour faire tourner ce géant privés des mers. Il y a huit ponts et bien évidemment un héliport pour faciliter l'arrivée du boss, quand il décide d'y séjourner. Sportune 15 novembre 2021

Casino. Le fric coule à flot...

Japon : 430 mds d'euros pour un nouveau plan de relance - Sputnik.com 19.11

Le Japon s'apprête à adopter un plan de relance massif d'un montant record de 56.000 milliards de yens (430 milliards d'euros) pour relancer la troisième économie mondiale, a indiqué vendredi le nouveau Premier ministre Fumio Kishida.

Cette batterie de mesures liées à la pandémie, qui devrait être approuvé par le gouvernement plus tard dans la journée, « est suffisant pour rassurer la population japonaise et lui redonner espoir », a précisé M. Kishida à la presse.

Le plan de relance, le premier au Japon depuis fin 2020 et le troisième depuis l'apparition de la pandémie, est constitué à 70% de dépenses budgétaires, d'investissements et de prêts aux entreprises. Sputnik.com 19.11

Un coup à 10.000 milliard de dollars, peut mieux faire.

Christopher Dembik, économiste français et directeur chez Saxo Bank.

Capital - « Chez Saxo Banque, nous pensons que dans un contexte de toute puissance des banques centrales, il est très important de suivre l'évolution de leurs injections de liquidité pour prendre des décisions d'investissement avisées. À la suite de la pandémie, les banques centrales du monde entier ont ouvert le robinet à liquidité pour éviter une crise de liquidité.

Selon nos estimations, les injections de liquidité des banques centrales ont atteint un pic correspondant à 12,5 points de pourcentage du PIB mondial durant la pandémie. C'est six fois plus que le pic atteint au plus fort de la crise financière de 2008. Maintenant que le monde est frappé de plein fouet par des pressions inflationnistes provenant du déficit de production, des pénuries de main-d'œuvre et de la crise énergétique, les banques centrales commencent à réduire leurs injections de liquidité. (Sauf au Japon apparemment. - LVOG)

Elles continuent à en injecter, mais dans une ampleur bien moindre. Selon nos estimations, les injections de liquidité des banques centrales ont représenté environ 3 points de pourcentage du PIB mondial au troisième trimestre. La Banque centrale européenne a été le plus gros contributeur aux injections de liquidité des banques centrales, avec un taux d'injection de liquidité de 1,8 point de pourcentage. Suivent la Réserve fédérale américaine (0,9 %) et la Banque populaire de Chine (0,2%)« .

Le « tapering » c'est le nom anglo-saxon donné à cette « réduction » des injections de liquidités. C'est le fait de réduire. Le problème c'est qu'en réduisant les liquidités injectées, on réduit évidemment la hausse des cours de bourses.

D'ailleurs pour les gens de Saxo Bank, « nous pensons que les injections massives de liquidité des banques centrales qui ont inondé les marchés financiers expliquent en majeure partie l'excellente performance des marchés actions ces derniers mois. Par conséquent, la réduction rapide des injections de liquidité des banques centrales devrait peser sur l'activité économique mondiale et plomber les performances des marchés financiers à moyen et long terme ». Capital.

Mimétisme. Qui détient le pouvoir ?

LVOG - Ne tenez pas compte des dates de parution de ces articles, retenez que Gates avaient créée en 2006 à cette fin une start-up, TerraPower, que ce type de projet est bien avancé dans certains pays, sauf en France.

Énergie.La première mini-centrale nucléaire de Bill Gates en fonction d'ici sept ans aux États-Unis - courrierinternational.com 17 novembre 2021

Porté par le milliardaire américain via sa start-up TerraPower depuis 2006, le premier petit réacteur nucléaire Natrium sera implanté à Kemmerer, dans le Wyoming, et serait opérationnel d'ici sept ans. Sa construction sera financée pour moitié par le plan d'infrastructures de Joe Biden.

C'est la petite ville de Kemmerer, dans le Wyoming, peuplée de 2 700 habitants, qui accueillera le tout premier mini-réacteur nucléaire de TerraPower aux États-Unis. "Les milliardaires Warren Buffett et Bill Gates ont choisi une bourgade reculée du Wyoming pour construire une mini-centrale nucléaire appelée à remplacer les centrales à charbon qui jalonnent l'État", relate USA Today.

TerraPower, la start-up créée en 2006 par Bill Gates, a annoncé le 16 novembre qu'elle bâtirait cette installation d'une capacité de 345 mégawatts (contre 900 pour une centrale classique), pour 4 milliards de dollars (3,5 milliards d'euros)... courrierinternational.com 17 novembre 2021

Que sont les SMR, ces mini-centrales nucléaires que veut développer Emmanuel Macron ? - lefigaro.fr 4 octobre 2021

Il a en particulier mis l'accent sur une «technologie de rupture»: le développement de petits réacteurs modulaires, ou small modular reactors (SMR). Des réacteurs méconnus en France, mais qu'Emmanuel Macron juge «pleins de promesse».

Il nous faut rapidement rattraper le retard, considérer aussi toutes les options de partenariat envisageables et nous positionner sur ce segment.» Au sein du gouvernement, on critique même des ingénieurs «arc-boutés sur leur EPR, trop gros pour le vendre à l'étranger.»

Plus petits, les SMR ont une puissance moins importante, mais ils sont aussi moins gourmands en eau pour se refroidir. Ils disposent en outre de mécanismes de sûreté passifs, qui leur permettent de réaliser un refroidissement sans intervention humaine.

Sur cette technologie, la concurrence internationale a déjà pris une longueur d'avance. De nombreux projets d'implantation de SMR sont en effet en gestation à l'étranger, notamment en Russie, en Chine, aux États-Unis ou au Japon. lefigaro.fr 4 octobre 2021

Quand Biden (Parti démocrate de gauche) en pince pour les nazis, cela ne s'invente pas.

Selon les USA, les nazis ont participé à des libérations nationales - Réseau Voltaire 17 novembre 2021

Les États-Unis et l'Ukraine sont les deux seuls États à avoir voté contre la résolution de l'Assemblée générale de l'Onu contre la glorification du nazisme.

121 États ont adopté la résolution et 53 se sont abstenus, le 12 novembre 2021, lors de la réunion de la Troisième commission.

Les diplomates US ont dénoncé« la réécriture de l'histoire par la Russie », tandis que les ukrainiens dénonçaient « la réhabilitation du régime criminel du dictateur Staline ».

Les administrations Biden et Zelensky sont les deux seuls gouvernements au monde à considérer que les nazis ont libéré l'Ukraine.

L'Ukraine, avec l'aide des États-Unis, a placé d'authentiques nazis dans son gouvernement suite à la « révolution de l'Euro Maidan » de 2014 [1]

[1] « Qui sont les nazis au sein du gouvernement ukrainien ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mars 2014.

Document joint :

Résolution : Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associé (PDF - 329 ko)

https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/a_c.3_76_l.57_rev.1_f.pdf

---

Avec les compliments de Biden. C'est un uniforme qui leur va si bien. C'est l'idéologie de l'oligarchie.

Colombie: des policiers en uniforme nazi pour rendre hommage à l'Allemagne - BFMTV 20 novembre 2021

Les élèves d'une école de police en Colombie ont eu la curieuse idée de se costumer en soldats nazis et SS pour un "échange culturel" en hommage à l'Allemagne.

Une dizaine de photos de la cérémonie, organisée dans une école de police du sud-ouest du pays, ont été diffusées jeudi sur un compte Twitter officiel de la police. On y voit des élèves policiers en uniforme vert de gris de la Wehrmacht, dont l'un est affublé d'une petite moustache noire postiche à la Adolf Hitler. D'autres participants portent l'uniforme noir des SS, avec le brassard rouge à croix gammée. Trois d'entre eux, un berger allemand au pied, prennent la pose devant une forteresse en carton pâte.

Les couleurs noire, rouge et jaune du drapeau de l'Allemagne fédérale décorent, avec des ballons de même couleur, l'intérieur d'une salle. Les visiteurs y découvrent la reproduction d'un avion de la Luftwaffe, des copies des armes de l'armée nazie. Des calicots à croix gammées sont collés sur les nappes. D'autres élèves portent des t-shirts "Polizei".

Toujours selon ces photos, deux officiers de police, en uniforme colombiens, ont inauguré la petite manifestation en coupant un ruban aux couleurs de l'Allemagne moderne.

La police a démis le directeur de l'école concernée et s'est excusée pour ce qu'elle a appelé "une activité pédagogique sur l'histoire universelle". Le ministère de la Défense, dont dépend la police en Colombie, s'est lui aussi fendu d'un communiqué pour réassurer que "les lignes directrices de la politique de formation au sein de la Défense n'envisagent en aucun cas une activité telle que celle qui s'est tenue hier".

Mise en cause pour sa violente répression de manifestations au printemps 2021, la police mène actuellement une campagne de "transformation" pour améliorer son image, avec une communication omniprésente sur les réseaux sociaux, et un prochain changement d'uniforme. BFMTV 20 novembre 2021

D'où viennent la censure et le règne de la terreur médiatique ?

Washington criminalise les sites internet russes révélant les exactions US dans le monde Réseau Voltaire 19 novembre 2021

Selon un rapport d'Avril Haines, la directrice nationale du Renseignement US, daté du 15 mars 2021 [1], la Russie et l'Iran, ainsi que le Hezbollah libanais, Cuba et le Venezuela ont interféré dans l'élection présidentielle US au détriment du candidat Joe Biden.

Selon un communiqué du département US du Trésor [2], les quatre sites russes SouthFront, NewsFront, Strategic Culture Foundation et InfoRos seraient des « points de désinformation des services de Renseignement russes » (sic).

Par conséquent, des agents du FBI se sont personnellement déplacés chez chacun des journalistes états-uniens employés par ces sites d'information pour les informer qu'ils seraient passibles de la saisie de leurs honoraires augmentés d'une amende de 311 562 dollars s'ils poursuivaient leur collaboration avec ces « ennemis de l'Amérique » (sic).

Dans la pratique, ces sites internet publient souvent des informations sur les exactions commises par l'administration états-unienne dans le monde qui leurs sont révélées par les services de renseignement russe. Toutes celles que nous avons pu vérifier étaient exactes, mais ignorées jusque là des médias occidentaux.

[1] « Foreign Threats to the 2020 US Federal Elections », Director of National Intelligence, declassified March 15, 2021.

[2] « Treasury Escalates Sanctions Against the Russian Government's Attempts to Influence U.S. Elections », US Tresury Department, Voltaire Network, April 15, 2021.

Capitalisme, c'est l'overdose !

États-Unis.100 000 overdoses mortelles en un an - courrierinternational.com 18 novembre 2021

Un record largement dû aux opioïdes, en particulier au fentanyl.

Les chiffres sont ahurissants : entre avril 2020 et avril 2021, en pleine pandémie de Covid-19, plus de 100 000 Américains sont morts d'overdose. "C'est la première fois que le nombre de morts liées à la prise de drogue atteint un tel sommet", souligne le Washington Post.

Les victimes d'overdose a bondi de 28,5 % par rapport à l'année précédente.

Une explosion à laquelle "les difficultés financières, sociales, de santé mentale et de logement liées à la pandémie de Covid-19 ont largement contribué", note le quotidien. courrierinternational.com 18 novembre 2021

OTAN du woke.

LVOG - L'Atlantic Council est membre de l'Association du Traité atlantique, qui rassemble des organisations bénévoles nationales, dans chacun des 16 Etats membres de l'Alliance, qui soutiennent les activités menées par l'OTAN qui soutiennent les activités menées par l'OTAN.

Rama Yade défend le "wokisme" - Le HuffPost 20 novembre 2021

Dans un long entretien accordé à L'Express ce vendredi 19 novembre, Rama Yade, ex-secrétaire d'État chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'homme de Sarkozy, désormais expatriée aux États-Unis. Elle officie désormais en tant que directrice Afrique de l'Atlantic Council, un think-tank américain spécialisé dans les relations internationales. (De l'Etat profond ou la bande des GAFAM et FEM-Davos - LVOG)

"Le wokisme a été brandi de manière abusive comme un outil de censure. En réalité, c'est juste le refus des discriminations. Ce n'est quand même pas honteux de combattre les inégalités! Quel que ce soit le nom que vous lui donnez, c'est un noble combat, de justice et de revendication d'égalité dont devrait s'enorgueillir la patrie des droits de l'homme", poursuit Rama Yade, expliquant que ce sont des intellectuels français, comme Jacques Lacan ou Michel Foucault qui "ont inspiré le mouvement woke" aux États-Unis.

"Ceux qui ont déboulonné ces statues n'ont pas fait de cancel culture, au contraire : ils ont réhabilité l'histoire, la totalité de l'histoire qu'ils connaissent bien, eux, au moins, celle que la mémoire sélective de certains de nos dirigeants a voulu dissimuler. En fait, ce sont eux qui ont fait de la cancel culture en empêchant les Français et les Européens de connaître l'histoire de ces soi-disant héros". Le HuffPost 20 novembre 2021

La culture woke et le pronom personnel « iel » intègrent le dictionnaire - LePoint.fr 16 novembre 2021

Comme l'a repéré Le Figaro, le célèbre dictionnaire Le Robert a intégré sur son site, en octobre, le pronom personnel « iel », au nom d'une démarche « inclusive ».

Celui-ci est défini comme étant un « pronom personnel sujet de la troisième personne du singulier et du pluriel, employé pour évoquer une personne quel que soit son genre. L'usage du pronom iel dans la communication inclusive (sic). »

« On a constaté que ce mot prenait de l'ampleur et nous l'avons intégré », souligne au Figaro Marie-Hélène Drivaud, lexicographe au Robert. Si cet ajout est pour le moment temporaire, il pourrait bien intégrer l'édition papier de 2022. Le Robert défend que la langue française « ne doit stigmatiser personne ». Cet ajout va dans le sens de la démarche « woke », qui vise à défendre les « opprimés » et les « dominés ». Le pronom personnel « iel » permet ainsi d'inclure certaines catégories comme les personnes non-binaires, qui ne se reconnaissent ni homme, ni femme. LePoint.fr 16 novembre 2021

«Iel» ne risque pas de se retrouver dans le dictionnaire Larousse de sitôt. Un lexicographe du Larousse, Bernard Cerquiglini, critique la «démarche militante» du Robert.

«Le pronom “iel” est inutile et discourtois. C'est une aberration», soutient-il, en entrevue au même média. Il souligne que les pronoms n’ont pas changé depuis des siècles et que ça doit rester ainsi. 24heures.ca 16 novembre 2021

POID - Des sous... et des chaînes.

Devrait-on aborder ce sujet sur le ton de la dérision, ils n'y ont pas pensé, cela ne les intéresse pas, ce n'est pas une priorité la liberté, mais alors c'est quoi la conception de la liberté chez eux, ce n'est pas la nôtre en tout cas avec une piquouse à chaque bras et la prochaine dans le cul faute de place !

Les défenseurs les plus acharnés de la démocratie peuvent en être des ennemis en réalité.

Le POID a fait disparaître les deux liens qui permettaient de prendre contact ou d'écrire à La Tribune des travailleurs. Donc si vous avez un commentaire à leur soumettre suite à la lecture de leur éditorial par exemple, et bien vous devrez vous raviser ou vous le mettre où je pense.

Peu importe, leurs militants pourront lire ici ce que je m'apprêtais à leur envoyer :

Rectificatif du 25 novembre.

Je n'avais pas vu qu'ils avaient relayé leur lien *Contact*" tout en bas de leur page d'accueil dans un cadre où figurait une image.

J'ajoute que dans son éditorial du 24 novembre, *Qui allume la mèche ?*, Daniel Gluckstein a réussi l'exploit de consacrer une page entière aux revendications des travailleurs et jeunes de la Guadeloupe sans mentionner une seule fois la principale : l'exigence du retrait de la vaccination et du passe obligatoire auxquels le POID est favorable avec Macron. Il appelle cela "*l’indispensable devoir de solidarité avec la classe ouvrière, la jeunesse et le peuple de Guadeloupe*", on ne peut imaginer pire opportunisme. De son côté, le POI s'est prononcé dans un communiqué du 20 novembre 2021, je cite : - contre l'obligatoire vaccinale, le pass sanitaire, ce qui est conforme à la revendication exprimée par la majorité des Guadeloupéens.

Revenons à l'éditorial précédent.

D. Gluckstein - Elle est à vomir, cette campagne électorale marquée par une surenchère sans limites à droite et à l’extrême droite contre les immigrés accusés de tous les maux. Elle est à vomir, cette campagne qui voit même certains « à gauche » s’engager dans cette voie.

LVOG - Elle est à vomir, cette campagne liberticide sous couvert sanitaire marquée par une surenchère sans limites de la droite à l’extrême gauche contre les non-vaccinés accusés de tous les maux. Elle est à vomir, cette campagne qui voit même certains à l'extrême gauche s’engager dans cette voie.

Ils font campagne sur un tas de revendications de nature sociales, sauf une seule de nature politique qu'ils ne peuvent pas ignorer, celle concernant nos libertés individuelles et fondamentales suspendues par le tyran Macron à une série de piquouses avec un poison expérimental qu'il voudrait nous injecter de force en échange d'une identification numérique ou code QR qui coïncide de fait avec l'instauration d'un régime totalitaire, ce à quoi on ne peut pas se résoudre quand on est démocrate, d'autant plus que ce venin ont déjà entraîné officiellement plus de 50.000 morts dans le monde, et ce n'est qu'un début.

C'est à se demander si le titre de cet éditorial, Une seule classe, ne signifierait pas plutôt une seule classe avec celle que représentent Macron et Big Pharma, non ?

On pourrait aussi se demander comment ils auraient réagi sous Pétain, Hitler, Mussolini ou Franco, auraient-ils privilégié la lutte pour des augmentations de salaire histoire de mieux s'accommoder du régime fasciste en place ?

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=3238

Lu. Rappelons qu’en France il y a déjà des mesures très choquantes qui sont en vigueur :

- Depuis le « pass sanitaire », les non-vaccinés qui ont des maladies longue durée (cancéreux, diabétiques, affections de longue durée, etc.) ne peuvent plus se faire soigner, sauf à faire des tests fréquents : c’est une obligation vaccinale de fait ;

- Même « punition » pour les non-vaccinés qui ont un proche malade ou vulnérable : il leur est interdit de rendre visite à leurs parents en maison de retraite, à leur enfant hospitalisé, à leur épouse victime d'une crise cardiaque… sauf à se soumettre à des tests réguliers, là aussi, qu'ils doivent payer de leur poche.

POI - La méthode Coué, entre autocensure et autosuggestion, dogmatisme forcené, séance d'hypnose ou numéro d'illusionnisme.

POI. Informations ouvrières n° 681 du 18 novembre 2021

Le déni et le reniement, la trahison en appelle toujours d'autres de plus en plus grotesques. Jugez-vous-mêmes comme ils aiment tant à dire.

- "Il a échoué, ils ont échoué. Macron sort affaibli de la bataille des retraites."

- "Le président Macron a dû reculer"...

- "Malgré son échec" répété deux fois dans le même paragraphe

Quand il a réussi à imposer l'état d'urgence et toute une batterie de mesures liberticides pendant plus de 19 mois, la vaccination et le passe totalitaire à 80% de la population, le POI ose affirmer que Macron serait empêché de "*mettre en œuvre tout ou partie de la mesure phare de son quinquennat, du programme de la bourgeoisie. Il ne peut pas, il n'en a ni la force ni les moyens*", mais il a fait incomparablement, incommensurablement pire en normalisant l'identification numérique ou le code QR qui est le principal instrument sur lequel repose le basculement dans une société totalitaire que veut instaurer l'oligarchie financière comme réponse à la crise mortelle du capitalisme.

Ces gens-là, que j'ai pratiqués autrefois à l'OCI, sont des faussaires professionnels, leur méthode repose essentiellement sur l'escamotage des faits et facteurs qui ne cadrent pas avec leur orientation, leur analyse ou théorie politique, qui mettent en lumière leurs contradictions. Ils fabulent d'un extrême à l'autre, soit ils nient que nos acquis disparaissent, alors que c'est déjà un fait établi, parce qu'ils sont bien décidés à ne pas les défendre, voir le déni actuel et leur position sur la mystification sanitaire, soit ils prétendent pendant 50 ans qu'ils vont disparaître demain matin et ils sont toujours là, ce qui donne un os à ronger à leurs militants et leur permet de continuer à exister.

Quand la NED/CIA se fait terroriste.

Congrès de terroristes chinois à Prague - Réseau Voltaire 16 novembre 2021

204 délégués du World Uyghur Congress (WUC) ont participé à l'Assemblée générale de l'organisation paravent du groupe terroriste dit « Parti islamique du Turkestan » (anciennement « Mouvement islamique du Turkestan oriental » — ETIM), du 12 au 14 novembre à Prague.

Ce simulacre était financé par la National Endowment for Democracy, une administration US ne dépendant pas de la Maison-Blanche mais du Congrès afin de poursuivre les objectifs des « Cinq yeux » par la voie légale [1].

En février 2017, Dolkun Isa (actuel président du WUC) a organisé un séminaire à Berlin pour préparer des actions terroristes au Xinjiang.

Le 10 mars 2018, Seyit Tumturk (ancien vice-président du WUC) a enregistré une vidéo anti-chinoise avec 400 combattants armés.

En mars 2019, Rebiya Kadeer (ancienne présidente du WUC) a déclaré que son organisation envoyait des jihadistes en Syrie. Ils disposent encore aujourd'hui d'une base à Al-Zanbaki sous protection turque [2]

L'avocate Rushan Abbas, après avoir travaillé comme traductrice au centre de torture de l'US Navy à Guantánamo, a déposé plusieurs fois devant le Congrès US pour dénoncer l'arrestation supposée d'un million d'Ouighours et leur internement dans des camps de concentration en raison de l'islamophobie supposée du président Xi Jinping.

Qui dit « organisation terroriste » dit « organisation ». Derrière les combattants, il y a toujours des cols blancs.

[1] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 6 octobre 2010.

[2] « Les 18 000 Ouïghours d'Al-Qaïda en Syrie », Réseau Voltaire, 19 août 2018.

Quand l'Etat profond jette son dévolu sur les peuples les plus déshérités de la planète.

La doctrine Cebrowski dans la Corne de l'Afrique - Après la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan, le chaos s'étend à l'Éthiopie et bientôt à l'Érythrée par Thierry Meyssan

L'ambassadeur US, Jeffrey Feltman, supervise l'extension de la doctrine Cebrowski à la Corne de l'Afrique. Après avoir mis le feu au Soudan, il s'en prend à l'Éthiopie et sanctionne l'Érythrée. Les Tigréens (un peuple éthiopien) servent sans s'en rendre compte la stratégie de Washington à la fois contre ces États et contre l'Union africaine.

https://www.voltairenet.org/article214661.html

CONFINEMENT ET VACCINATION OBLIGATOIRE.

La question de l'organisation et de l'armement du peuple se pose.

A Rotterdam, la police a tiré à balles réelles lors d'émeutes contre les restrictions sanitaires - rts.ch 20 novembre 2021

Des tirs de la police ont fait vendredi plusieurs blessés à Rotterdam, aux Pays-Bas, où une manifestation contre un confinement partiel pour lutter contre le Covid-19 a tourné à l'émeute. La police a procédé à plusieurs dizaines d'arrestations.

Les incidents ont éclaté lors d'une manifestation contre les plans du gouvernement de restreindre l'accès des personnes non vaccinées à certains sites. Au moins sept personnes ont été blessées, dont des policiers, lors d'un déchaînement de violence nocturne dans l'une des principales rues commerçantes de Rotterdam.

Des incendies ont été allumés à plusieurs endroits et la police a tiré plusieurs tirs de sommation", a déclaré la police. "À un moment donné, la situation est devenue si dangereuse que les agents se sont sentis obligés de tirer sur des cibles", a-t-elle précisé.

Samedi, plusieurs milliers de personnes sont attendues à des manifestations prévues à Amsterdam et dans la ville méridionale de Breda, indiquent les médias locaux.

Le gouvernement néerlandais envisage en outre de restreindre l'accès aux lieux de restauration et de loisirs après la période de trois semaines aux seules personnes vaccinées ou guéries du Covid-19. AFP et Le Monde 20 novembre 2021

Covid-19 : une manifestation annulée à Amsterdam après le chaos à Rotterdam - Le Point 20 novembre 2021

Une manifestation contre les mesures sanitaires prévue samedi 20 novembre à Amsterdam a été annulée après qu'une violente émeute a éclaté vendredi soir à Rotterdam, a annoncé l'organisation.

Une manifestation prévue dans la ville méridionale de Breda samedi est quant à elle maintenue avec « avec plus de mesures de sécurité », et l'organisation attend selon les médias locaux plusieurs milliers de personnes. AFP 20 novembre 2021

Guadeloupe : les syndicats annoncent une grève illimitée à partir du 15 novembre contre l'obligation vaccinale - lemediaen442.fr 14 novembre 2021

Lors d'une conférence de presse au palais de la Mutualité de Pointe-à-Pitre, les leaders syndicaux se sont réunis vendredi 12 novembre 2021 pour annoncer une grève illimitée, à compter du lundi 15 novembre 2021.

Le 15 novembre 2021, l'ensemble des travailleurs de la Santé, du médico-social, les psychologues de l'Education nationale, de Pôle emploi, les salariés du CIST, du Contrôle médical de la Sécurité sociale, les pompiers, recevront leurs courriers de suspension, soit des milliers de salariés jetés à la rue. Nou pé pa aksèté sa- sa kriminèl ! Lwa a yo pa bon pou nou ! (Nous ne pouvons pas accepter ça, c'est criminel ! Votre loi n'est pas bonne pour nous !) Notre liberté ne peut pas être conditionnée à la vaccination.

Nous exigeons :

Aucune mise à pied, aucune suspension, aucun licenciement à l'encontre des travailleurs,

L'ouverture des négociations collectives dans toutes branches professionnelles.

Maïté Hubert M'Toumo, secrétaire générale de l'UGTG : « A partir de lundi, la guerre est déclarée ! »

« Depuis le mois de septembre, l'Etat français a décidé de rouvrir les hostilités […] tous les médecins, les infirmières peuvent recevoir un courrier pour leur interdire de travailler. Cela veut dire qu'à partir de lundi, l'Etat Français qui parlait de guerre vient de nous déclarer la guerre. La situation est catastrophique, ce sont des milliers de travailleurs qui sont concernés et que l'on veut virer sans vergogne, sans délai de contestation. On ne peut pas accepter ça, c'est pas possible. Les Guadeloupéens sont en danger et à partir du moment où la guerre est déclarée, nous sommes obligés de répondre. A partir de lundi, la guerre est déclarée, il n'y aura rien qui fonctionnera, nous devons nous organiser pour que rien ne fonctionne : lundi, mardi, mercredi, jeudi… tous les jours ! Nous n'avons pas le choix, nous devons être ensemble, toutes les catégories socioprofessionnelles, tous les Guadeloupéens. A partir de lundi il y aura deux camps, le camp de l'État français qui a décidé de nous souiller et de souiller tous les opposants à ce qu'ils veulent mettre en place. Et l'autre camp qui veut protéger le pays afin de vivre en liberté. Le président français a dit que les vaccins c'est la liberté, la liberté est donc conditionnée à un vaccin, un vaccin qui n'est pas maîtrisé, un vaccin qui génère de plus en plus d'effets secondaires graves. C'est ça la liberté ? C'est pas possible. Donc à partir de lundi, la guerre est déclarée ! »

Guadeloupe : l'île est paralysée par la grève générale contre la vaccination obligatoire - lemediaen442.fr 19 novembre 2021

A l'heure actuelle la mobilisation prend de plus en plus d'ampleur : pompiers contre forces de l'ordre, enseignants occupant le rectorat, axes routiers bloqués, barrages et véhicules enflammés, trafic aérien perturbé… La chaîne de télévision Canal 10 est au plus près de l'information en Guadeloupe.

Les médias métropolitains restent très discrets sur ce qui se passe en ce moment en Guadeloupe. La peur de voir l'insurrection s'installer en France ? L'État déploie des blindés de la gendarmerie pour tenter de reprendre la main, la situation devient insurrectionnelle.

Face au non catégorique des Guadeloupéens concernant la vaccination obligatoire, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin préfère matraquer une population qui refuse l'apartheid du pass sanitaire.

@GDarmanin

Face aux violences qui touchent actuellement la #Guadeloupe, nous avons décidé avec @SebLecornu de déployer 200 policiers et gendarmes supplémentaires dans les prochains jours afin de rétablir l'ordre républicain.

Soutien aux forces de l'ordre et services de l'Etat mobilisés.

Après avoir été poussés à tabasser les pompiers, les gendarmes se voient dans l'obligation d'éteindre eux-mêmes les feux de véhicules en utilisant des seaux d'eau récupérés dans la rivière en contre-bas. Le gouvernement français a rendu cette situation ubuesque au possible.

Cette vidéo — même en créole — donne aux métropolitains une idée de la détermination : « Écoutez bien ce que je vais vous dire. Pendant que vous essayez de nous couillonner… Capitaine, respectez-nous ! Nous sommes ici et nous resterons en revendiquant ce que tous les Guadeloupéens connaissent : non à l'obligation vaccinale, non au pass sanitaire ! Autrement dit, le peuple guadeloupéen vous dit : foutez-nous la paix ! »

Le président de la région Guadeloupe Ary Chalus — vacciné mais contre le pass sanitaire et l'obligation vaccinale — se dit très préoccupé par la situation et a alerté le président de la République Emmanuel Macron, ainsi que les membres du gouvernement en charge de la Guadeloupe.

Le gouvernement ferait bien d'abandonner la lutte au lieu de risquer de voir importer en métropole la détermination d'un peuple qui ne se soumet à la dictature sanitaire. Les Gilets Jaunes pourraient renaître de leurs cendres d'une manière ou d'une autre. lemediaen442.fr

---

Les préavis de grève générale déposés - tahiti-infos.com 16 novembre 2021

Tahiti, le 16 novembre 2021 – Finalement signés par quatre confédérations syndicales, les préavis de "grève générale illimitée" annoncé la semaine dernière a été déposé mardi pour une prise d'effet au 24 novembre. Cinq revendications principales sont communes au public et au privé : l'augmentation du pouvoir d'achat, le retrait de la loi sur l'obligation vaccinale, le refus de la réforme de la CPS, la caisse chômage et l'application de la loi sur la protection de l'emploi local.

Comme annoncé la semaine dernière dans les colonnes de Tahiti Infos, les syndicats de salariés ont finalisé et commencé à déposer mardi leurs préavis de "grève générale illimitée". Finalement, seules quatre confédérations syndicales et quelques syndicats autonomes en fonction des secteurs ciblés sont signataires des préavis. La confédération A Ti'a i Mua étant une nouvelle fois restée en retrait de ce mouvement social général. Restent donc la CSTP-FO, la CSIP, O oe to oe Rima et Otahi pour les confédérations.

https://www.tahiti-infos.com/Les-preavis-de-greve-generale-deposes_a205088.html

---

GREAT RESET. GUERRE DE CLASSES, TOTALITARISME ET CONTROLE NUMÉRIQUE DE LA POPULATION.

France. Fascisme ordinaire et fabrique du consentement, mode d'emploi.

LVOG - Vous aurez noté (à ma connaissance) que cela ne fait la Une ou la couverture d'aucune publication de partis ou organisation du mouvement ouvrier, ils s'autocensurent et cautionnent l'instauration d'un régime fascisant.

Coronavirus : Faire peser des restrictions sanitaires uniquement sur les non-vaccinés, est-ce envisageable en France ? - 20minutes.fr 14 novembre 2021

« La cinquième vague sera celle des non-vaccinés et des personnes fragiles non rappelées. Chaque injection éloigne un patient de l'hôpital et nous rapproche collectivement d'un hiver serein », a déclaré ce samedi Gabriel Attal.

Faux et ils le disent eux-mêmes dans le même article :

Par ailleurs, faire porter le chapeau de nouvelles mesures seulement par les non-vaccinés ne serait pas un remède miracle contre la reprise de l'épidémie, explique Pascal Crépey : « Certes, des mesures coercitives à leur encontre sont susceptibles de les protéger et de réduire le fardeau des hospitalisations. Mais elles ne pourraient pas permettre d'enrayer la dynamique épidémique, puisque la vaccination ne protège qu'à 50 % de la transmission du virus ».

« Le gouvernement a préféré une logique d'incitation forte à la vaccination et cela a plutôt bien fonctionné. Il faut garder une stratégie cohérente », souligne Laurent Chambaud, directeur de l'École des hautes études en santé publique. 20minutes.fr 14 novembre 2021

Sondage Ifop. Covid-19 : 58% des Français sont favorables à un confinement des non vaccinés comme en Autriche - Journal du Dimanche 18 novembre 2021

Près de six Français sur dix (58%) se disent favorables à la mise en place d'un confinement pour les personnes n'ayant reçu aucune dose de vaccin contre le Covid-19 ; et ce sont même 28% qui déclarent y être "tout à fait favorables".

Tout se passe comme si, face à la recrudescence de l'épidémie, une partie majoritaire de l'opinion appelait de ses vœux des mesures radicales. Journal du Dimanche 18 novembre 2021

Gabriel Attal n'exclut pas de reconfiner les Français non-vaccinés - lemediaen442.fr 14 novembre 2021

Invité sur le plateau de l'émission de France 2 On est en direct le 13 novembre 2021, Gabriel Attal, n'exclut pas la possibilité d'un reconfinement pour les non-vaccinés. Face aux questions de Laurent Ruquier et Léa Salamé sur un possible confinement à l'autrichienne, qui ne concernerait que les personnes non-vaccinées, la réponse du porte-parole du gouvernement laisse planer une possible ségrégation un peu plus ciblée :

« On espère pouvoir éviter ça [NDLR: le reconfinement], on va tout faire pour ! […] L'un des enseignements que je tire en tant que porte-parole du gouvernement après dix-huit mois de crise, c'est qu'il ne faut jamais rien exclure par principe, car cette épidémie continue de surprendre le monde entier. [L'exemple de l'Autriche] ça ressemble un peu à ce que l'on a fait avec le pass sanitaire. Il faut voir concrètement comment ça va s'organiser. » lemediaen442.fr 14 novembre 2021

Covid-19: Bertrand et Pécresse n'écartent pas un reconfinement limité aux Français non vaccinés - BFMTV 15 novembre 2021

Xavier Bertrand et Valérie Pécresse ont affirmé qu'ils n'excluaient pas de prendre une telle mesure en fonction de l'évolution de la situation sanitaire en France:

"S'il y a une recrudescence de la pandémie qui met en danger des vies, je ne reconfinerai pas tous les Français", a expliqué Valérie Pécresse. "Les Français qui se sont fait vacciner ont pris leur responsabilité, j'envisagerais le reconfinement uniquement des non-vaccinés."

Le président des Hauts-de-France va également dans ce sens, en assurant qu'il "assumerait" les décisions à prendre à l'égard des non vaccinés. "Je ne reconfinerai pas tous les Français parce que certains ne veulent pas se faire vacciner", a promis Xavier Bertrand, louant les "efforts" déjà consentis par une large partie de la population.

Le premier, chef du service des urgences de l'hôpital européen Georges-Pompidou, plaide par exemple pour continuer d'aller chercher les plus vulnérables qui ne sont pas encore vaccinés, "avant de leur mettre des contraintes". Car selon lui, "il y a probablement des raisons" au fait qu'ils n'aient toujours pas reçu d'injection. BFMTV 15 novembre 2021

France. Moins d'antibiotiques prescrits, plus de morts, objectif atteint, bravo !

Médicaments : En 2020, la consommation d'antibiotiques a fortement baissé en France - 20 Minutes 16 novembre 2021

La consommation de ces médicaments a baissé en 2020, a annoncé mardi Santé publique France.

Dans une étude menée à partir de données sur les remboursements effectués par la Sécurité sociale, l'organisme a mesuré l'évolution des « doses définies journalières », c'est-à-dire la dose de référence de chaque antibiotique pour un adulte de poids moyen, rapportée à la population française. Elle a aussi évalué le nombre d'ordonnances d'antibiotiques effectuées par des médecins libéraux. En matière de consommation comme de prescription, la baisse est sensible et semblable : 17 % dans le premier cas et 18 % dans le second. Moins de RDV chez le docteur

C'est une baisse sans précédent ces dernières années, car la crise sanitaire a joué. Les gestes barrières et les confinements, mis en place face au Covid 19, ont réduit la propagation d'autres maladies et donc le besoin d'antibiotiques. Mais les mesures de restriction ont aussi découragé les Français de consulter un médecin « en particulier durant le premier confinement », avance Santé publique France. 20 Minutes avec AFP 16 novembre 2021

Autriche. Toujours nostalgique de l'Anschluss.

L'Autriche annonce un confinement de sa population, y compris des vaccinés - RT 19 nov. 2021

L'Autriche va confiner dès le 22 novembre l'ensemble de sa population, quelques jours après avoir pris une mesure similaire pour les personnes non vaccinées, devenant ainsi le premier pays de l'UE à prendre une telle mesure face à la résurgence des cas de Covid. Lire aussi Covid-19 : la vaccination quoi qu'il en coûte ? Le confinement durera 20 jours, a précisé le chancelier conservateur Alexander Schallenberg lors d'une conférence de presse dans le Tyrol, après des discussions avec l'ensemble des gouverneurs de régions. Il a également annoncé l'instauration de la vaccination obligatoire à partir du 1er février.

Autriche: des dizaines de milliers de manifestants contre les mesures anti-Covid à Vienne - BFMTV 21 novembre 2021

Environ 40.000 manifestants, selon la police, se sont rassemblés samedi à Vienne pour protester contre les mesures de confinement et la vaccination obligatoire annoncées la veille par le gouvernement pour lutter contre la pandémie de Covid-19.

La foule, réunie au coeur de la capitale autrichienne à deux pas de l'ancien palais impérial de la Hofburg, agitait des banderoles dénonçant "fascisme" et "corona-dictature" ou encore disant "non à la division de la société". BFMTV 21 novembre 2021

La police autrichienne patrouille dans les boutiques à la recherche des non-vaccinés - lemediaen442.fr 17 novembre 2021

https://lemediaen442.fr/la-police-autrichienne-patrouille-dans-les-boutiques-a-la-recherche-des-non-vaccines/

Australie. A croire que la démocratie était maudite.

Coronavirus en Australie : des milliers d'Australiens manifestent contre la vaccination - rtbf.be 20 novembre 2021

Les manifestants réunis samedi dans les plus grandes villes du pays ont protesté contre la vaccination obligatoire, qui n'est exigée que dans certains Etats et Territoires pour certaines catégories professionnelles.

A Melbourne, plusieurs milliers de personnes ont appelé à l'emprisonnement du Premier ministre de cet État, Daniel Andrews, et contre un projet de loi visant à accorder plus de pouvoirs au gouvernement de l'Etat de Victoria pour lutter contre la pandémie.

Aucun affrontement avec la police n'a été signalé contrairement à de précédentes manifestations, ni d'appels à la pendaison de dirigeants politiques. 10.000 personnes à Sydney, 2000 Melbourne

Selon la police, jusqu'à 10.000 personnes se sont rassemblées à Sydney, parmi elles des anti-vaccination.

Environ 2000 personnes ont manifesté à Melbourne pour s'opposer au rassemblement anti-vaccination, l'une des premières contre-manifestations depuis le début de la pandémie. rtbf.be 20 novembre 2021

Suède. Du modèle au crédit social.

La Suède va instaurer pour la première fois un passeport vaccinal - AFP 17 novembre 2021

La Suède va instaurer à partir du 1er décembre et pour la première fois un passeport vaccinal pour les évènements intérieurs de plus de 100 personnes, face au bond des contaminations au Covid-19 en Europe, a annoncé le gouvernement mercredi.

Même si la Suède enregistre actuellement peu de cas contrairement à de nombreux pays européens, le pays « n'est pas isolé du reste du monde », a souligné la ministre de la Santé Lena Hallengren lors d'une conférence de presse.

Le pays enregistre actuellement un taux d'incidence de 85,8 cas pour 100 000 habitants au cours des 14 derniers jours, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) — soit l'un des taux les plus bas d'Europe.

La présentation d'un certificat de vaccination, qui avait été recommandée un peu plus tôt par l'autorité de santé publique, exclut les plus jeunes — le gouvernement doit encore choisir entre un seuil de 16 ou 18 ans.

Les évènements appliquant la mesure seront exempts d'autres restrictions.

Son application n'est pas obligatoire, a expliqué le gouvernement. Mais l'organisateur d'un évènement de plus de 100 personnes qui ne l'appliquerait pas serait alors frappé par d'autres mesures plus strictes.

Restaurants et bars sont pour l'heure exemptés. AFP 17 novembre 2021

Canada. Rattrapé par son fanatisme.

Le Dr Sohrab Lutchmedial disait aux non-vaccinés « Je ne pleurerai pas à vos funérailles ». Il est mort deux semaines après sa 3e injection - lemediaen442.fr 16 novembre 2021

Le Dr Sohrab Lutchmedial, directeur du programme de cardiologie interventionnelle au Centre cardiaque du Nouveau-Brunswick (Canada), est décédé le 8 novembre dans son sommeil à son domicile de Saint John. Il avait 52 ans. « C'est avec une profonde tristesse que nous rapportons la mort soudaine et inattendue d'un collègue, ami, père, partenaire et esprit inspirant. » a déclaré Jean-François Légaré, chef du service de chirurgie cardiaque du Centre cardiaque du Nouveau-Brunswick.

Considéré comme l'un des meilleurs cardiologues au Canada. Les journalistes soulignent aussi sa gentillesse. Ce n'est pas ce qui laisse transparaître sur les réseaux sociaux. En effet, Sohrab Lutchmedial déclarait le 10 juillet 2021 sur Twitter que les non-vaccinés étaient égoïstes et qu'il « ne pleurera pas à leurs funérailles ». Dans un autre tweet datant du 8 octobre 2021 il s'en prenait aux prétendus anti-vaccins, affirmant : « Je veux frapper ces gens au visage ». Il n'a, hélas, pas eu le temps après sa 3e injection…

Le Dr Lutchmedial a reçu sa troisième injection, le 24 octobre 2021. Il annonce la nouvelle sur son Facebook en ironisant

« Vax Shot 3 : Grippe Electrique.

Pas de files d'attente, intrigue et mise en scène excellentes, effets spéciaux moyens. Je lui donne deux pouces. » Il décédera le 8 novembre 2021 à l'âge de 52 ans. Le Dr Lutchmedial était marié à Deena Bartuccio et avait trois enfants Miriam, Zachary et Jonas. - lemediaen442.fr

16 novembre 2021

Etats-Unis. Cela commence à craquer de partout.

Le rédacteur en chef du magazine « Forbes » rejette l'obligation vaccinale de Joe Biden - lemediaen442.fr 18 novembre 2021

https://www.youtube.com/watch?v=z-Ght6U0ltU

Aux Etats-Unis, de plus en plus de voix s'élèvent contre le président Biden après l'obligation vaccinale pour les entreprises promulguée par son administration. L'une de ces voix qui s'élèvent est celle de Steve Forbes, le petit-fils du fondateur de Forbes et l'actuel rédacteur en chef du magazine.

Dans une vidéo publiée sur YouTube le 9 novembre 2021 et qui a dépassé le million de vues, Steve Forbes expose la dangerosité et l'absurdité d'une telle loi. « Le président Biden a publié un décret pour obliger les entreprises du secteur privé comptant cent salariés ou plus à faire vacciner ou tester leurs travailleurs chaque semaine et à leur faire porter des masques. Les employeurs non conformes encourent des amendes de plus de treize mille dollars par violation. Une ordonnance aussi radicale peut donner lieu par exemple à de futurs décrets interdisant ou limitant la vente et la consommation de sodas au sucre comme le Coca-Cola et le Pepsi au nom de la lutte contre le fléau de l'obésité, sans parler de la limitation sévère des chips et autres malbouffes ou une interdiction des cigarettes qui provoquent le cancer, les maladies cardiaques et d'autres maladies mortelles. »

Pour Steve Forbes, bien que ce soit absurde, il y voit aussi un véritable danger, car après cette loi, tout semble possible. Alors que la situation ne se prête pas à l'urgence, « L'administration dit que le président a le droit de prendre des ordonnances d'urgence, mais une urgence s'applique à une catastrophe soudaine, ce qui était le cas lorsque la pandémie a éclaté en mars de l'année dernière. Le mot urgence ne s'applique pas ici. »

Pour le rédacteur en chef du très célèbre magazine économique, il y a aucun doute, « la Cour suprême rejettera ce décret, et à juste titre ! » C'est en effet ce qui s'est passé quelques jours après sa vidéo. Le 13 novembre, la Cour d'appel des États-Unis a temporairement bloqué le mandat « qui oblige les grandes entreprises à imposer des vaccins COVID-19 aux salariés ou à effectuer des tests hebdomadaires à partir de janvier. Le tribunal a qualifié le "mandat" d'"excessif" et "dépassant largement l'administration de la sécurité et de la santé au travail", a écrit le juge Kurt Engelhardt dans la décision de 22 pages. »

Forbes a également soulevé la question de l'immunité naturelle contre le covid-19 .« D'innombrables médecins ont souligné que l'immunité acquise ici est jusqu'à 27 fois plus puissante que les vaccins eux-mêmes. » lemediaen442.fr 18 novembre 2021

Singapour. Il faut les détruire.

Singapour : Le déploiement de robots de surveillance choque la population - 20 Minutes 14 novembre 2021

Du grand nombre de caméras de surveillances aux quatre coins de la cité-État aux lampadaires équipés de la reconnaissance faciale, Singapour a connu ces dernières années une véritable explosion des outils utilisés pour surveiller la population. Depuis septembre, ce sont désormais des robots patrouilleurs qui sont utilisés pour contrôler les habitants. De nombreuses voix s'élèvent pour protester contre cette surveillance intrusive.

Appelés « Xavier », ces robots possèdent des caméras qui leur permettent d'observer les alentours à 360 degrés et de voir dans l'obscurité. Ils recherchent les personnes qui fument en public, enfreignent les mesures sanitaires liées au COVID-19, garent leur vélo de manière incorrecte ou vendent des marchandises illégalement. Des policiers visionnant les images peuvent également communiquer directement avec les personnes en infractions grâce au robot.

« En une poignée de secondes, les images sont transmises à un centre de commandement et de contrôle. Le système d'analyse vidéo est programmé pour reconnaître la posture d'un homme, les contours d'une cigarette dans sa bouche et d'autres signes visuels », détaille The Strait Times. 20 Minutes 14 novembre 2021

TRUSTS PHARMACEUTIQUES MAFIEUX ET CRIMINELS.

Quelques témoignages

Eleni Roussos est la 3e journaliste australienne hospitalisée suite à un problème cardiaque après le vaccin Pfizer - lemediaen442.fr 17 novembre 2021

Jamais deux sans trois… c'est malheureusement tombé sur Eleni Roussos, journaliste australienne à la rédaction de Darwin ABC et également présentatrice de l'émission phare d'ABC 7PM News dans le Territoire du Nord. Eleni Roussos a été hospitalisée le 5 novembre 2021 pour une péricardite.

Des faits rapportés par sa sœur Koulla Roussos sur sa page Facebook le 6 novembre 2021 : « Ma sœur Eleni Roussos, journaliste d'ABC et

présentatrice, n'a pas assisté à la cérémonie de remise des prix NT Media Awards 2021 ce soir. Elle était à l'hôpital la nuit dernière, diagnostiquée avec une péricardite, une inflammation de la paroi externe du cœur, une réaction indésirable à son premier vaccin Pfizer. Elle a été libérée après des tests, mais son état ne s'est pas amélioré et elle est rentrée aux urgences. »

Eleni Roussos est la troisième journaliste australienne hospitalisée pour des problèmes cardiaques, après le journaliste de Seven News, Denham Hitchcock, transporté d'urgence à l'hôpital après le vaccin Pfizer, ainsi que la journaliste du Daily Telegraph Georgia Clark qui souffert d'une complication après avoir reçu le vaccin Pfizer. lemediaen442.fr 17 novembre 2021

Mathilde, 16 ans, atteinte du syndrome de Guillain-Barré après le vaccin : « Je n'arrive plus à marcher » - lemediaen442.fr 19 novembre 2021

Après le témoignage d'Éric Lefèvre sur le destin tragique de sa femme qui décèdera le 10 novembre 2021 de la maladie de Creutzfeldt-Jakob après le vaccin Pfizer, cet autre témoignage concerne une adolescente, tout juste âgée de 16 ans, Mathilde.

Pascal Praud a invité ce matin sur Cnews, dans l'émission L'Heure des pros, Mathilde, qui souffre du syndrome de Guillain-Barré après le vaccin. La lycéenne est une gymnaste de très bon niveau qui a recueilli la note de 10 sur 10 à sa dernière compétition à la poutre. Elle se fera vacciner pour continuer à faire de la gymnastique et sortir librement. Alors qu'elle était en très bonne santé, trois jours après la seconde dose, son état s'est aggravé. De jour en jour son état a empiré. Son corps est aujourd'hui entièrement handicapé. Mathilde s'est rendue à l'hôpital, où les médecins lui ont diagnostiqué une souffrance d'ordre psychologique. La jeune gymnaste sera hospitalisée par la suite, mise sous anti-douleur et anxiolytiques. « Aujourd'hui je n'arrive plus à marcher. J'ai mal partout, ma colonne vertébrale me brûle en permanence, je tremble, mes jambes bougent toutes seules, c'est vraiment compliqué à vivre. » « C'est la neurologue [qui a diagnostiqué le syndrome de Guillain-Barré], c'est écrit noir sur blanc sur le papier. » « Les médecins me disent que l'évolution de la maladie peut prendre deux mois comme deux ans. Ils n'ont pas du tout été clairs. On le verra au fil du temps, c'est un petit espoir de reprendre une vie normale. »

Très perturbé par le témoignage de Mathilde, Pascal Praud semble éberlué de voir en face de lui une adolescente aujourd'hui lourdement handicapée, alors qu'elle fait partie de la population qui ne court aucun risque de covid. « Mathilde n'est pas la population qui est ciblée par le covid. Quand on a soixante-dix ans, on peut prendre le risque de la vaccination mais quand on en a seize… » Brigitte Milhau — dans un élan de lucidité — se doute que Mathilde s'est faite vacciner pour pouvoir faire du sport : « Je suppose que c'est pour pouvoir faire ses compétions sportives. »

Mathilde souffre de polyradiculonévrite aiguë qui est également dénommée syndrome de Guillain–Barré. Les parents de l'adolescente ont rejoint VERITY France un collectif mis en place par les familles de Maxime, Mélanie et Sofia — des victimes du vaccin — qui a pour vocation de réunir toutes les personnes de bonne volonté qui ont soif de vérité. Si vous souffrez d'effets secondaires, n'hésitez pas à contacter le collectif.

SÉLECTION D'ARTICLES A LIRE.

- Intégrisme sanitaire : il faut débrancher HAL 21 novembre 2021

- « Vacciner » de force sans motifs sanitaires ! Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca 21 novembre 2021

- Le Dr Youngblood sur le mythe des vaccins et des passeports sanitaires 20 novembre 2021

- Dr Kary Mullis : Pourquoi j'ai commencé à remettre en question le VIH

- Pr Luc Montagnier : des cas de Creutzfeldt-Jakob liés au vaccin contre le Covid ? - 19 novembre 2021

- Reprendre et comprendre le cours de l'histoire de la crise Covid-19 - Covid-19: Virus mortel ou mauvaises décisions? Itinéraire d'une démarche de questionnement - Première partie 15 novembre 2021

- Covid-19: Virus mortel ou mauvaises décisions? La mortalité hivernale est-elle vraiment un phénomène de propagation virale? Deuxième partie 17 novembre 2021

- Reprendre et comprendre le cours de l'histoire de la crise Covid-19 Covid-19: Virus mortel ou mauvaises décisions? Troisième partie Par Pierre Lécot Mondialisation.ca 20 novembre 2021

- La mystification par le test PCR pour créer le mythe de la pandémie et entretenir la peur Par Dre Nicole Delépine Mondialisation.ca 18 novembre 2021

- Pr La Scola virologue réprouve la vaccination contre le Covid-19 des enfants de 5 à 11 ans… Mondialisation.ca 17 novembre 2021

- Poutine met la Russie au coeur du combat géopolitique et idéologique du Covid Par Karine Bechet-Golovko Mondialisation.ca 21 novembre 2021

- L'OTAN déroule son agenda dans le Sahel Par Leslie Varenne Mondialisation.ca 20 novembre 2021

Haut de page

Haut de page

Haut de page

Causeries décembre 2021

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 décembre 2021

La causerie de novembre est disponible au format pdf.

- Novembre 2021 (68 pages)

Et c'est parti jusqu'en décembre 2024 !

On a renouvelé l'abonnement du portail au serveur de la société OVH pour 3 années supplémentaires. C'est une membre de ma famille et lectrice qui a réglé la facture de 85 euros, on la remercie infiniment.

Dystopie, nous sommes en plein dedans.

Une dystopie est un récit de fiction dépeignant une société imaginaire organisée de telle façon qu'il soit impossible de lui échapper, et dont les dirigeants peuvent exercer une autorité totale et sans contraintes de séparation des pouvoirs, sur des citoyens qui ne peuvent plus exercer leur libre arbitre. (Wikipédia)

On pourrait ajouter qu'à défaut de passer au socialisme, on n'aura pas échappé au pire scénario. A des degrés divers, tous ceux qui ont rejeté le socialisme en partagent la responsabilité.

Si on daignait y réfléchir un peu, on ne manquerait pas de se dire que c'était parfaitement prévisible, dans la mesure où on savait que l'évolution du capitalisme conduisait inexorablement à la concentration du capital, de la richesse, du pouvoir économique et politique entre les mains d'une poignée d'oligarques ou de multi milliardaires, qui à un moment donné seraient tentés de s'en servir pour modeler le monde à leur image, c'est-à-dire imposer à tous les peuples un modèle de société qui serait conçu de telle sorte, qu'il leur permettrait de préserver leurs privilèges et leur hégémonie au détriment des intérêts du reste de la population, en perpétuant le règne de l'exploitation de l'homme sur l'homme en n'hésitant pas à recourir à des méthodes mafieuses et criminelles pour palier la faillite du capitalisme, dont finalement ils étaient l'expression achevée et la plus sordide qui soit, la plus inhumaine ou barbare.

Donc, quelque part c'était écrit que si on ne se débarrassait pas du capitalisme ou on ne parvenait pas à passer au socialisme, c'était l'effroyable destin qui attendaient l'humanité.

Bien que le sachant ou l'entrevoyant, les éléments les plus évolués de la classe ouvrière et des classes moyennes ont refusé d'admettre ce constat ou ils l'ont ignoré, et ce qu'on paie très cher aujourd'hui, c'est le prix de leur inconsistance, de leur dogmatisme, de leur refus de rompre avec le capitalisme et d'inscrire leur combat politique strictement dans cette perspective, leur incapacité à renouer avec les enseignements de la lutte de classe que Marx, Engels et Lénine nous avaient transmis, avec le marxisme, qui devaient nous servir de guide pour vaincre notre ennemi.

Voilà pourquoi nous sommes à sa merci ou il peut nous narguer et commettre ses crimes contre l'humanité en toute impunité. Parce qu'il a conscience qu'en face il n'existe aucune force politique organisée pour lui résister, l'affronter et le vaincre, car notre combat politique n'a jamais ou n'aurait jamais dû être conçu pour atteindre un autre objectif, en aucun cas il aurait dû consister à soutirer des concessions ou des miettes des capitalistes, car c'était le meilleur moyen pour corrompre les masses et mieux les subordonner au capitalisme, autrement dit, servir ses intérêts au détriment du socialisme, dont finalement les masses se sont totalement détournées, ce qui revenaient à placer leur sort

entre les mains des capitalistes, qui évidemment en profiteraient le moment venu pour broyer tous leurs acquis sociaux et politiques, toutes leurs libertés... On y est, c'est ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux.

Il n'y a pas de fatalité, il existe uniquement un ensemble de conditions ou de rapports, qui lorsqu'ils sont réunis favorisent le développement de tel ou tel scénario ou permettent à ce qu'on nommait des utopies de se réaliser. Il ne tient qu'à nous sur la base de ce constat que le meilleur advienne. Si maintenant on refuse de prendre en mains notre destin, d'agir sur ces conditions ou rapports, cela signifie qu'on laisse à d'autres le soin de s'en charger à notre place, dès lors on n'a pas à se plaindre de ce qui nous échoit. Il faut bien avoir conscience que toute passivité ou neutralité de notre part profite à notre ennemi.

Le malheur des hommes réside dans la médiocrité de leur niveau de conscience en général, donc contribuer à les aider à progresser et à s'organiser constituent nos tâches prioritaires.

Sous le masque du "*quoiqu'il en coûte*".

Coup d'Etat planétaire et terreur organisée sous prétexte sanitaire, lancement et fabrication d'une pandémie, confinement et suppression des libertés individuelles et collectives, chaos ou paralysie économique, pénurie, inflation, flambée des prix et des principales places financières, gains records pour les GAFAM et les plus fortunés, mise en place d'un système numérique totalitaire instaurant à terme un droit de vie ou de mort sur chacun de leurs sujets, incluant pour commencer le contrôle de leurs déplacements et de leur état biologique...

L'heure de la facture à payer a sonné en échange de votre coopération ou de votre résignation à accepter le fabuleux destin qu'ils ont imaginé pour vous. Diable, ne soyez pas ingrats, souriez, c'est pour la bonne cause, votre avenir s'annonce radieux, réjouissez-vous, le capitalisme nouveau est enfin arrivé !

Il est vrai que pour tous ceux qui

Et que la musique commence !

Beethoven: Piano Concerto No.5 Op.73 "Emperor" - Alexis Weissenberg/Berliner Philharmoniker/Herbert von Karajan

https://www.youtube.com/watch?v=kicByGTo4vQ

Albert King & Stevie Ray Vaughan - Blues Jam Session - December 6, 1983. Hamilton, Ontario Canada.

https://www.youtube.com/watch?v=mPcGJahjsHY

LVOG - Stevie Ray Vaughan est décédé à l'âge de 35 ans dans un accident d'hélicoptère en 1990, il était le meilleur guitariste (de blues) au monde dans la lignée d'Hendrix. Depuis Joe Bonamassa a pris la relève.

- Cette causerie au format pdf (44 pages)

INTRODUCTION

Le nerf vague entre les intestins et le cerveau est gravement endommagé...

- 90 % des Français, le pouvoir d'achat est un sujet de préoccupation très important ou assez important, devant la santé, l'immigration ou encore la sécurité et l'environnement, confirme un sondage Odoxa pour Europe 1 publié lundi 29 novembre. AFP 29 novembre 2021

Quand même une bonne nouvelle.

Les Français les plus riches de Suisse continuent à s'enrichir - lepoint.fr 27 novembre 2021

Gérard et Alain Wertheimer, les propriétaires de Chanel, n'ont pas vraiment à se plaindre. Leur bas de laine a augmenté cette année de 4 milliards de francs suisses (3,84 milliards d'euros) pour atteindre entre 27,8 et 28,8 milliards d'euros. La famille Castel (vins, bières, boissons, sucre, immobilier de luxe), qui arrive ensuite dans le palmarès des Français les plus fortunés, doit se contenter d'un gain de 1,44 milliard d'euros. Ses économies sont estimées entre 13,4 et 14,4 milliards d'euros.

Parmi les riches tricolores installés de l'autre côté du Jura, nous trouvons également Nicolas Puech, à la tête d'Hermès, domicilié dans le Valais. Sa fortune a bondi de 3 milliards d'euros en un an, pour atteindre entre 8 et 9 milliards. La famille Despature, à Genève, à la fois distributeur des vêtements Damart et leader mondial des systèmes de fermetures automatiques Somfy, a tout de même gagné un milliard supplémentaire. Elle est entrée dans le club des plus de cinq milliards. En revanche, la famille Lescure, également établie à Genève, championne de l'électroménager (Seb, Tefal, Rowenta), doit se contenter de 3 à 4 milliards.

Seul perdant, la famille Edmond et Benjamin de Rothschild : elle aurait perdu un milliard ! La banque ne serait plus tout à fait ce qu'elle était depuis la disparition de Benjamin de Rothschild en janvier 2021 à l'âge de 57 ans. Il leur reste malgré tout entre deux et trois milliards. (Et 100 fois plus dans des paradis fiscaux ou via des fondations, comme Gates. Certains continuent d'affirmer que c'est toujours la famille la plus

riche du monde... - LVOG)

Mystérieuses fondations

Bilan propose également quelques chiffres concernant les mystérieuses fondations qui fleurissent dans la Confédération. Il y en aurait plus de 13 000. Si la loi sur le blanchiment se montre dorénavant très stricte vis-à-vis des banques, et si la justice suisse répond favorablement aux commissions rogatoires internationales, en revanche, il n'en va pas de même pour les « fondations philanthropiques », en faveur des bébés phoques ou des orphelins du Mali.

Le Conseil fédéral (gouvernement) a rejeté « le besoin de révision du droit suisse des fondations ». Il refuse même « l'introduction d'une haute surveillance pour les fondations ». En conséquence, plutôt que d'ouvrir un compte, il est devenu beaucoup plus judicieux de créer une fondation où votre nom n'apparaîtra même pas. Il y en a ainsi 2 211 à Zurich, 1 378 à Berne, 1 375 dans le canton de Vaud et 1 275 à Genève. On ne saura pas combien sont détenues par de riches Français… lepoint.fr 27 novembre 2021

LVOG - Vous aurez compris que la Suisse n'est plus un paradis fiscal, puisqu'on vous le dit !

Quand ils se chamaillent entre eux, c'est généralement mauvais signe...

Jack Dorsey viré de Twitter - Réseau Voltaire 30 novembre 2021

Jack Dorsey, le fondateur et Pdg historique de Twitter, a été invité à démissionner sine die. Son mandat d'administrateur prendra fin dans l'année et ne sera pas renouvelé.

Jack Dorsey était un des plus puissants super-milliardaires de la Silicon Valley. Il avait pu censurer le président en exercice des Etats-Unis, Donald Trump.

Cependant son pouvoir dépendait de ses investisseurs. Après avoir été Pdg de la firme de 2006 à 2008, il avait une première fois été contraint à la démission. Il était portant revenu à la tête de Twitter en 2015. À nouveau en 2020, son principal actionnaire, Elliott Management (Paul Singer), avait tenté de le déboulonner. Il vient d'y parvenir. Réseau Voltaire 30 novembre 2021 LVOG - Paul Singer pèse 45 milliards de dollars au classement Forbes des plus fortunés. Dans quel clan de l'oligarchie joue-t-il ?

Le Parti démocrate faisait déjà partie de l'Etat profond en 1972, il y a 49 ans.

LVOG - Et dire que l'extrême gauche raconte que la gauche serait pourrie d'hier ou avant-hier seulement. Un siècle en réalité.

Le Watergate était un complot contre Richard Nixon - Réseau Voltaire 26 novembre 2021

Selon Maître Geoff Shepard, des documents trouvés aux Archives nationales attestent que le Watergate n'est pas un complot de Nixon pour espionner le Parti démocrate, mais un complot des Démocrates contre lui.

Dans un livre, La conspiration Nixon : le Watergate et le complot pour destituer le président (The Nixon Conspiracy : Watergate and the Plot to Remove the President), paru mercredi dernier, il affirme que des parlementaires ont tenu des réunions secrètes avec les procureurs tout au long de l'affaire pour se coordonner. Il met également en cause plusieurs témoignages à charge. Certes, affirme-t-il, ces témoins ont été condamnés, mais aucun n'a jamais fait un seul jour de prison.

Maître Geoff Shepard n'est pas n'importe quel avocat. Il fut le numéro 2 de l'équipe de défense du président Nixon. Il avait, en 2015, déjà évoqué ces faits mais ne disposait pas alors de ces documents.

En 2005, Vanity Fair avait révélé l'identité de « Gorge profonde », la source des journalistes Bob Woodward et Carl Bernstein du Washington Post. Il s'agissait de l'adjoint de J. Edgar Hoover, le directeur du FBI, un certain Mark Felt.

Si la version de Geoff Shepard est vérifiée (nous n'avons pas vu les documents qu'il cite), elle éclaire d'un nouveau jour le rôle de l'État profond US contre les présidents Richard Nixon et Donald Trump. Ce dernier a également été soumis à une mise en cause de son honnêteté par un ancien directeur du FBI, le procureur spécial Robert Mueller. Réseau Voltaire 26 novembre 2021

Rappel. Qui a dit ?

- « *Les virus étaient créés et propagés dans le monde pour que les entreprises pharmaceutiques fassent des profits grâce à la vente des médicaments* »

- « *Les médicaments et les vaccins ne devaient pas être vendus. Les médicaments ne se vendent pas. Annoncez la gratuité des médicaments et des vaccins dans le monde* », disait-il « *et vous n'aurez plus jamais de virus en circulation car les virus sont créés pour que des vaccins soient mis au point pour que les grandes entreprises capitalistes en tirent profits* »

Réponse : Muammar Kadhafi, dans son extraordinaire et mémorable discours du 23 septembre 2009 à l'ONU. C'est pour cela aussi qu'ils l'ont éliminé.

LA GUADELOUPE ET LA MARTINIQUE MONTRENT LA VOIE.

A bas la vaccination et le passe liberticide !

Sébastien Lecornu : parcours de propagande en Guadeloupe et Martinique - lemediaen442.fr 30 novembre et 1er décembre 2021

Le 22 novembre, des élus de Guadeloupe ont été reçus à Paris. Ils ont eu droit à une réception dans les ors de la République. Placé cette année en garde à vue dans le cadre d'une enquête préliminaire pour abus de confiance, complicité de détournement de fonds publics et financement illégal de campagne électorale, le président de la Région Guadeloupe Ary Chalus était bien entendu présent. Ils ont parlé avec le Premier ministre, mais via une téléconférence, Jean Castex ayant été testé positif à cause de sa méchante fille de 11 ans. Était-il vraiment nécessaire de se déplacer à Paris pour participer à une vidéoconférence ?

A Paris, les élus de Guadeloupe ont fait allégeance

Le conseil régional a, comme demandé, condamné fermement les violences : « Nous ne pouvons pas cautionner les barrages, les feux, ou le pillage des magasins, a déclaré Jocelyn Sapotille (ex-PS). Il faut arrêter cela immédiatement ! » Cette soumission n'a cependant abouti à rien : Castex a refusé le test PCR toutes les 72 heures (au lieu de 24 heures) et même un délai jusqu'à fin décembre pour permettre une reconversion professionnelle aux soignants refusant la vaccination. Ce n'était pourtant pas des revendications extrêmes. Lorsque les élus ont demandé un autre vaccin sans ARNm, ils ont été mieux entendus : « Sur ce point-là nous avons été entendus et écoutés. » Castex leur a promis de l'AstraZeneca ou du Janssen. Ceux dont la métropole ne veut plus…

Sébastien Lecornu et le Collectif des organisations en Guadeloupe

Le ministre des Outre-mer a mis tant de conditions à une éventuelle rencontre, le 28 novembre en Guadeloupe, avec une délégation du Collectif des organisations, qu'on pourrait croire à de la mauvaise volonté. Les voici :

– pas plus de dix personnes (pour des raisons de taille de salle, convocation envoyée par mail à 23h22),

– les membres du collectif doivent dénoncer les violences (comme les élus à Paris). Tiens, ça rappelle Pujadas faisant la morale à un gréviste de Continental. A voir et revoir là (si cela ne vous donne pas trop la nausée).

De leur côté les membres du collectif ont posé leurs conditions : la présence de tout le collectif, la baisse des carburants, l'arrêt des poursuites contre les manifestants et des sanctions liées à l'application du pass sanitaire, le retrait de suspensions et de fermetures dans le secteur de la santé, des pompiers, etc. Curieusement le problème de l'adduction d'eau (61 % de l'eau sont gâchés) non entretenue par Veolia, puis laissée aux mains de « gestionnaires » incompétents et corrompus (ceux du SIAEAG, liquidé au 1er septembre), n'est pas évoqué. Et l'ultime condition est : « L'embauche massive des jeunes sur des contrats pérennes ! » (point d'exclamation dans le texte). Le communiqué s'achève par un appel au renforcement des piquets de grève. On sent que l'heure est plus au rapport de forces qu'à la négociation.

Sébastien Lecornu ne négocie pas avec des syndicats non soumis

Le ministre a jugé qu'aucune discussion n'était possible tant que les syndicats « ne veulent pas condamner des tentatives d'assassinat contre des policiers et des gendarmes », un « préalable pourtant évident et indispensable ». Lundi 29 novembre, la rencontre avec quatre représentants syndicaux de l'UGTG et FO s'est donc résumée à une simple remise de « documents de revendication » en dix minutes chrono. A la sortie de la sous-préfecture, Maïté Hubert-M'Toumo, de l'UGTG, l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe, a déclaré : « Contrairement à ce qu'il essaie de faire croire, il [Sébastien Lecornu] n'est pas venu pour négocier. »

Les maires ne sont pas venus au rendez-vous du ministre

Une rencontre devait avoir lieu avec les élus locaux et la préfecture. Des élus ont décidé de ne pas s'y rendre. Sébastien Lecornu a regretté l'absence de ces « grands élus », « un peu plus politisés », mais a souligné que « 16 maires » ont participé à la réunion… par visio-conférence. Pourquoi le ministre s'est-il déplacé pour des « rencontres » par télétransmission ?

La visite ministérielle en Guadeloupe n'a servi qu'à aggraver le mécontentement

Les relations entre Sébastien Lecornu et les élus locaux de Guadeloupe s'étaient brusquement détériorées dès qu'il avait mis sur la table, le 26 novembre, la question de l'autonomie dont manifestants et grévistes ne veulent pas. Le ministre a répété que l'obligation vaccinale, repoussée au 31 décembre, ne serait pas levée, mais a magnanimement proposé de verser les salaires des soignants qui finiront par se faire vacciner ! Les autres « se verront clairement notifier » leur suspension. Rompez ! Pour apaiser la situation et régler les problèmes, rien de tel que d'envoyer 70 gendarmes mobiles et 10 membres du GIGN en plus des 250 policiers et gendarmes renforçant les 2 000 agents déjà sur place. Effet garanti. Même l'organisation des socioprofessionnels, conciliante, prête à participer aux mesures emplois jeunes, a fini par se joindre aux syndicats mobilisés, face aux élus locaux et au gouvernement.

Que va proposer le ministre à La Martinique en plein marasme ?

Lundi 29 novembre au soir : Sébastien Lecornu arrive à La Martinique, elle aussi placée sous couvre-feu. Il a 24 heures pour apaiser les tensions ou les aviver… Là aussi, derrière un rejet massif de l'obligation vaccinale par la population, s'expriment des revendications sur la vie

chère et la pauvreté. Selon le rapport de Véronique Biarnaix-Roche, « tous les produits passant par la France pour arriver en Martinique coûtent beaucoup plus cher, du fait du transport et des taxes d'octroi de mer. Certaines entreprises sont en situation de monopole sur l'île et ne laissent pas de possibilité à la concurrence, ce qui fait monter les prix. Et l'offre de logement n'est pas suffisante… » Difficile de consommer local, puisque la chlordécone a pollué les sols de l'île : 92,5 % des Martiniquais en ont des traces dans le sang. On en arrive à la salade à 5 € et au pack de Cristalline à 7 € !

Rien n'empêche les négociations en Martinique… en principe

Sébastien Lecornu est censé rencontrer en Martinique les élus locaux et l'intersyndicale, qui ont signé samedi 27 novembre avec l'État un « accord de méthode ». « La situation n'est en rien comparable entre la Guadeloupe et la Martinique puisque en Martinique, (les) préalables républicains "aux négociations" ont été remplis », a estimé Sébastien Lecornu. Oui, mais… les leaders syndicaux ont dû consulter leur base et la base a annoncé que les barrages routiers ne seraient pas levés durant les négociations. D'où report des entrevues. Les syndicats ne veulent pas de discussions par ateliers thématiques séparés — une façon de diviser. Ils veulent discuter ensemble chaque point, à commencer par le retrait de l'obligation vaccinale.

L'État français sait comment énerver la Martinique

La préfecture vient de communiquer les nouveaux prix de l'essence et du sans plomb, ainsi que le tarif de la bouteille de gaz applicables au 1er décembre. Supercarburant sans plomb : 1,77 €/l, au lieu de 1,75€/l ; gazole routier : 1,50 €/l au lieu de 1,52 €/l ; bouteille de gaz (de 12,5 kg) : 30,61 € au lieu de 31,87 euros. Pendant ce temps-là les gendarmes ont interpellé vingt personnes aux abords des barrages et de leur domicile. Les barrages se sont durcis dans la nuit du 29 au 30 novembre. La circulation n'est possible que pour les professionnels de santé.

Tandis que la rubrique Violence de FranceInfo s'étoffe, ParisMatch continue à nous informer sur Floriane Bascou, Miss Martinique 2021. La jeune femme de 19 ans fait partie des 29 candidates qui prétendront à la couronne le 11 décembre prochain.

Le ministre des Outre-mer sera de retour à Paris mercredi. Laissons Elie Domota, ancien secrétaire général du principal syndicat guadeloupéen, tirer le bilan de sa mission : « C'était simplement un petit parcours de propagande. […] On espérait voir un ministre ouvert d'esprit, on a eu un ministre hors sol, qui n'a rien compris. Quand même les élus guadeloupéens, que l'on connaît si frileux vis-à-vis du gouvernement, refusent de le rencontrer, c'est qu'il y a un vrai problème. Nous allons poursuivre, évidemment. Nous allons nous réunir pour définir les orientations et mobilisations que nous allons organiser dans les prochains jours. Mais une chose est sûre : nous sommes plus que jamais mobilisés. » lemediaen442.fr 30 novembre et 1er décembre 2021

DANS LE LABORATOIRE DU TOTALITARISME OU FASCISME

Israël se distingue, normal.

Détecter les mensonges avec plus de précision en analysant les muscles du visage - francesoir.fr 22 novembre 2021

Des chercheurs de Tel Aviv en Israël affirment avoir trouvé, grâce à l'intelligence artificielle, une nouvelle manière de détecter plus efficacement les mensonges lors des interactions sociales. Pour cela, ils placent des capteurs sur le visage de volontaires et surveillent les changements subtils des mouvements du visage lorsqu'ils énoncent des mensonges ou des vérités. Selon l'équipe de chercheurs, cette technologie pourra bientôt s'appliquer aux questions de sécurité intérieure.

Une intelligence artificielle qui mesure les micro mouvements des muscles des joues et des sourcils

Le projet de Tel Aviv est basé sur l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle, pour analyser rapidement de très petits changements dans les mouvements musculaires pendant le mensonge.

Pour lire la suite :

https://www.francesoir.fr/societe-science-tech/detecteur-de-mensonge-israel

Ils osent tout.

À Nice, l'installation de caméras dans des salles de classe suscite l'indignation des professeurs - francesoir.fr 26 novembre 2021

https://www.francesoir.fr/politique-france/cameras-salles-de-classe-nice

Leur "*monde d'après*" : Un immense camp de concentration.

En Australie, 46 personnes transférées dans un camp de quarantaine covid - francesoir.fr 23 novembre 2021

https://www.francesoir.fr/politique-monde/australie-46-personnes-transferes-camp-de-quarantaine

L'information est abondamment commentée sur les réseaux sociaux : samedi 22 novembre dans la soirée, le ministre en chef du Territoire du Nord (Australie), Michael Gunner, a annoncé, lors d'une conférence de presse que 8 personnes testées positives au Covid-19 et 38 cas contacts prolongés avaient été transférés, quel que soit leur statut vaccinal, dans le camp de quarantaine de Howard Springs. Les personnes internées proviennent de Binjari, une communauté aborigène située à proximité de la ville de Katherine. « Ça a été prédit par les "complotistes" depuis longtemps : L'Australie annonce que l'armée va transférer des positifs au Covid pour les mettre dans les camps de

quarantaine », a commenté Yoann B. sur Twitter.

L'information est parfaitement exacte. En revanche, elle n'a rien d'exceptionnel. Depuis le début de la pandémie, le gouvernement australien a instauré des quarantaines de 14 jours très strictes pour les personnes infectées par le Covid-19, les cas contacts prolongés et les ressortissants australiens revenant de l'étranger. Ces derniers étaient alors envoyés dans des hôtels supervisés par l'Etat, ou dans l'un des deux camps spécialement mis en place (afin de se substituer à la réquisition des hôtels) : Alice Springs, situé dans le centre du pays, ou Howard Springs, installé à l'extrême nord, à 300 kilomètres de Katherine. francesoir.fr 23 novembre 2021

Le comble du sadisme ou de la cruauté.

- « Toute personne souhaitant être euthanasiée doit désormais présenter d'abord une preuve de vaccination ou de rétablissement de Covid, conformément aux nouvelles directives émises par l'association allemande d'euthanasie ». RT 23 novembre 2021

Commentaire dans un blog

Pas d'euthanasie si vous n'êtes pas vacciné.

C'est tellement absurde que c'en est même affligeant.

Mais c'est d'une terrible méchanceté. D'une immense perversité.

C'est de la haine pure qui s'exprime ici. Jusque dans la manière de mourir.

Lu

- « Il est bien clair aujourd'hui que les gouvernements n'agissent pas dans l'intérêt de la population. D'ailleurs on le voit, tous les dirigeants européens aujourd'hui font partie de la clique financière, ou sont des protégés, ou des futurs Young Leaders adoubés par le grand Klaus Schwab à Davos. [...]

Quand on remonte les pyramides de 'à qui appartient telle marque', on arrive au sommet, à voir que le monde appartient à deux ou trois groupes. Tant qu'on n'a pas compris qu'ils sont uniquement là pour mettre en faillite toute l'activité économique indépendante des pays, de toute l'autonomie financière des gens [...] pour pouvoir mettre en place un nouveau système monétaire euro-digital qui va permettre un contrôle absolu de la population, non seulement économique, mais aussi politique.

Tant que les gens n'ont pas compris ça. Ils continueront à penser qu'il y a un méchant virus et que le problème est vraiment sanitaire. »

LVOG - Monsieur, ils ne pensent pas, donc comment voudriez-vous qu'ils comprennent quelque chose ?

POLITIQUE

Qui fait encore la promotion des masques, du gel, des gestes barrières ?

LVOG - Macron ? Mais encore. Castex ? Mais encore ? Véran, mais encore ? Devinez.

- "*Les gens pensent que parce qu'ils ont le pass, c'est fini. Plus besoin de masque, plus besoin de gel, plus besoin de gestes barrières.*"

Réponse : Jean-Luc Mélenchon, invité ce jeudi de "Face à BFM", le dispositif donne "*une illusion de sécurité*" face au Covid-19. BFMTV 26 novembre 2021

- "*Il faut que tout le monde puisse être testé avant les fêtes de fin d'année*", a-t-il déclaré, considérant qu'il s'agissait d'"*une mesure d'urgence*".

- "*Je suis vacciné deux fois et ces vaccins sont très efficaces pour éviter les formes graves*".

Réponse : Adrien Quatennens ce jeudi sur BFMTV-RMC. BFMTV 26 novembre 2021

On savait qu'ils n'étaient pas normaux !

Adrien Quatennens - "*Le pass sanitaire est un danger, d'abord parce qu'il donne une fausse impression d'immunité (...). Vous, vous considérez comme normal que dans des lieux de tous les jours, on vous demande vos données de santé? Moi non*"

Traduction : Si le pass sanitaire offrait une "*immunité*", une "*sécurité*", il serait légitime, voilà comment finalement il le cautionne. Ce sont des scélérats !

Les acolytes du Dr. Maudrux ne sont pas en reste.

Il avait fait connaître en France l'ivermectine comme molécule pour traiter la covid-19, puis inquiété par l'Ordre des médecins, du jour au lendemain il déserta, il disparut, finalement il s'avèrera être un lâche comme les autres davantage préoccupé par ses intérêts personnels plutôt que la santé de la population, ce qui n'étonnera personne. Depuis, ceux qui se relaient dans son blog rivalisent de paranoïa et de soumission, ils nous dégoûtent.

- Il faut insister sur les gestes barrières : masque, blouse, savon, qui sont indispensables.

LVOG - Explication : des fanatiques des vaccins et VRP de Big Pharma, la honte !

- Quand l'efficacité d'un vaccin diminue après 6 mois, il semble logique de proposer un rappel à 6 mois, le schéma vaccinal à 3 doses n'est d'ailleurs pas rare en médecine.

- Raisons pour lesquelles, soignant vacciné, je prends de l'ivermectine tous les 10 jours durant chaque pic de covid 19.

LVOG - Pauvre con de "*soignant vacciné*", entendez propre sur lui ou irréprochable pour son ministre de tutelle, alors qu'il s'agit de pic de cas de tests PCR bidons ! C'est à croire qu'il n'y a rien d'autres à attendre d'un médecin allopathe.

Epilogue du 2 décembre 2021.

Voyant à quel point l'article mis en ligne la veille par un médecin dénommé Pilou faisait l'objet d'une violente polémique de la part de la plupart des lecteurs, dont une grande partie font partie du corps médical et sont très âgés, qui l'accusait de rouler pour Big Pharma ou de justifier la vaccination des plus de 65 ans, le lendemain, donc, aujourd'hui le médecin dénommé Zola s'empressa de publier un nouvel article plus conforme à la ligne éditorial du blog de feu-Gérard Maudrux, histoire de faire oublier celui de la veille de Pilou et de flatter les lecteurs dont la bonne conscience doit être assurément irréprochable. Quel spectacle pitoyable !

Non, je n'ai pas cru bon de me fendre d'un commentaire pour me foutre d'eux, ils sont décidément trop arriérés, des moutons comme ils aiment à appeler les masses. Cela montre que contrairement à ce qu'ils tenaient à se faire passer, ils ne sont pas forcément animés de bonnes intentions à l'égard de la population, ce qu'on avait pu constater dès qu'ils allaient sur le terrain politique, généralement ils s'avéraient être très conformistes, de fieffés réactionnaires, humanistes, cela va de soi.

Les plus de 50.000 victimes des thérapies géniques (officiellement) ont-elles le droit de s'exclamer : A bas le NPA et LO ?

LVOG - Au bout de 11 mois, ces parasites continuent d'ignorer l'efficacité de l'hydroxychloroquine ou de l'ivermectine associée à l'azithromycine ou tout simplement leur existence. Des dégénérés, irrécupérables, incurables.

NPA 23 novembre 2021 - Si la vaccination demeure le meilleur moyen de lutter contre la pandémie de covid et de sauver des vies...

(https://nouveaupartianticapitaliste.org/actualite/politique/crise-sanitaire-vie-chere-solidarite-avec-la-lutte-en-guadeloupe-et-en)

LO 22 novembre 2021 - La vaccination est un moyen puissant pour combattre l'épidémie...

(https://www.lutte-ouvriere.org/editoriaux/guadeloupe-qui-seme-la-misere-recolte-la-colere-189066.html)

Comment l'instrumentalisation des migrants fait partie de la stratégie du chaos de l'OTAN ou de l'Etat profond.

- L'OTAN accuse la Biélorussie d'utiliser, avec le soutien de la Russie, "de vulnérables migrants comme instruments de tactique hybride contre d'autres pays, en mettant leur vie en péril ». Ceux qui défendent les migrants, qui expriment une crainte pour leur vies, sont ces mêmes responsables USA et OTAN, gouvernants italiens compris, qui dans les dernières trente années ont mené la première guerre contre l'Irak, la guerre contre la Yougoslavie, la guerre en Afghanistan, la seconde guerre contre l'Irak, la guerre contre la Libye, la guerre contre la Syrie. Guerres qui ont démoli des États entiers et désagrégé d'entières sociétés en provoquant des millions de victimes, en contraignant des millions de personnes à l'émigration forcée.

Aux armes, l'ennemi est à nos portes par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 23 novembre 2021

https://www.mondialisation.ca/aux-armes-lennemi-est-a-nos-portes/5662553

En Italie des intellectuels se mobilisent contre le totalitarisme.

Italie : Ugo Mattei et le collectif Generazioni Future rassemblent les intellectuels du pays pour lutter contre le gouvernement - francesoir.fr 01 décembre 2021

L'Italie est divisée : l'obligation vaccinale pour tous les travailleurs du pays a forcé la population à se faire vacciner (80 % à deux doses) s'ils voulaient garder leur emploi et leur salaire, mais à dans le même temps, renforcé les rangs des manifestations.

Les politiques faisant la sourde oreille à ces mouvements pacifistes, les intellectuels d'Italie se rassemblent avec la société coopérative « Generazioni Future » pour « donner au peuple les outils intellectuels pour faire changer les choses » selon Ugo Mattei, membre du collectif

que nous recevons dans un débriefing.

Professeur en droit civil à l'université de Turin, en Italie, ainsi que professeur émérite en international comparative law à l'université de Californie, Ugo Mattei est un des intellectuels italiens les plus reconnus à l'international et se considère comme « activiste » depuis plus de 20 ans.

Dans ce débriefing qu'il partage avec Tristan Edelman, également partisan de ce mouvement, ils appellent les intellectuels français à faire savoir qu'ils soutiennent leurs actions. Ils publieront un manifeste au mois de décembre afin de défendre les libertés des Européens face aux politiques liées à la situation sanitaire, qu'ils jugent infondées.

Le 8 décembre prochain, il y aura un nouveau congrès à Turin, faisant suite au premier congrès du 10 novembre dernier. Le mouvement lancera son appel pour une collecte de fonds, pour la création d'une télévision généraliste internationale qui est déjà lié avec deux autres journaux et télévisions indépendantes. Ce sera pour les intellectuels français mobilisés, l'occasion d'apporter leur contribution et leur soutien à ce mouvement.

Le matin du 8 décembre, ces médecins, juristes, professeurs en droit et science politique, etc, à l'initiative du collectif Generazioni future se rassembleront pour la réalisation et l'écriture d'un manifeste international autour de la recherche de la vérité.

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/ugo-mattei

Un caillou dans l'arrière-cour de l'impérialisme américain

Honduras : Xiomara Castro en tête de l'élection présidentielle - LePoint.fr 29 novembre 2021

La candidate de gauche, épouse de l'ancien président Manuel Zelaya, a revendiqué sa victoire. Le dépouillement est toutefois encore en cours.

Dans un pays en proie à la violence des trafiquants de drogue, la candidate de gauche Xiomara Castro a revendiqué dimanche 28 novembre la victoire pour la présidence du Honduras. « Nous avons gagné ! » a-t-elle ainsi lancé devant ses partisans réunis au siège de son parti LIBRE. Selon les premiers résultats partiels, la participation des électeurs s'est établie au niveau « historique » de 62 %, a annoncé le Conseil national électoral (CNE).

Avec les bulletins de plus de 41 % des centres de vote dépouillés, Xiomara Castro, épouse de l'ancien président Manuel Zelaya renversé en 2009 par un coup d'État, obtient 53,46 % des suffrages, tandis que son adversaire du Parti national (PN, droite) Nasry Asfura obtient à peine plus de 34 % des voix. Le CNE a insisté sur le caractère provisoire de ces résultats et a exhorté les candidats et les électeurs à attendre les résultats définitifs.

Oratrice au verbe haut prononcé d'une voix douce, la sexagénaire issue d'une famille catholique de la classe moyenne a gagné sa popularité en prenant la défense des plus déshérités dans un pays où plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Dans un Honduras profondément conservateur et à la tradition machiste, elle a réussi à surmonter le double handicap d'être qualifiée par ses opposants de « communiste » et de marionnette de son mari, qu'elle a épousé à l'âge de 16 ans et avec qui elle a eu quatre enfants.

Cependant, plus que d'un vote d'adhésion, Xiomara Castro a bénéficié d'un vote sanction contre le parti de droite au pouvoir, selon l'analyste Raul Pineda, ancien député du Parti national. « Les gens ne voteront pas pour Xiomara, mais contre (le président sortant) Juan Orlando Hernandez et ce qu'il représente », avait-il prédit.

Toujours coiffée d'un chapeau blanc de style western, et vêtue de rouge pendant la campagne électorale, la candidate âgée de 62 ans martèle son projet d'un « socialisme hondurien démocratique », et prend soin de se démarquer des régimes cubain et vénézuélien, qui servent d'épouvantail à ses rivaux.

Une « occasion historique »

« Xiomara n'avait jamais imaginé se présenter à la présidence et pouvoir gagner, c'est le coup d'État (contre son mari) qui lui a donné cette occasion historique », commente le sociologue Eugenio Sosa, professeur à l'université nationale. Elle devra à présent prouver que son mari n'est pas « le pouvoir derrière le trône. Je crois qu'elle peut nous surprendre », ajoute-t-il.

« Doña Xiomara n'est pas "Mel" (Manuel) Zelaya. Nous la connaissons depuis longtemps, c'est une dame sérieuse », juge Juan Carlos Sikaffy, le président du Cohep, l'organisation du patronat hondurien. Après son mariage, elle a assisté son mari en administrant ses fermes, ses élevages de bétail et ses exploitations forestières. « Xiomara est une femme douce, mais elle a un fort caractère », dit d'elle l'ancien chef d'État. « Elle m'a accompagné merveilleusement et sans son appui je n'y serais pas arrivé (à la présidence). Et le destin, c'est comme ça : maintenant, c'est moi qui lui apporte mon soutien », conclut-il.

« Je n'ai pas d'ennemis »

Au soir de sa victoire, elle a « tendu la main à (ses) opposants ». « Je n'ai pas d'ennemis », a-t-elle lancé à l'intention de ceux qui ont tenté de la discréditer en la taxant de « communiste » et ont dénoncé ses propositions de légaliser l'avortement thérapeutique et le mariage homosexuel… des thèmes particulièrement polémiques dans un pays où la population se répartit de manière quasi égale entre Église catholique et obédiences évangéliques.

Déjà candidate en 2013, battue d'une courte tête par Juan Orlando Hernandez, Xiomara Castro a réussi cette fois à réunir une coalition de partis de gauche et de centre gauche. Elle a aussi bénéficié de soutiens de poids, dont celui de Salvador Nasralla, une star de la télévision qui avait échoué de peu en 2017 face au président sortant, réélu lors d'un scrutin marqué par des accusations de fraude. AFP 29 novembre 2021

En complément.

- Le pays, qui était devenu une sorte de colonie taïwanaise, pourrait revenir dans la sphère d'influence de la Chine populaire. Réseau Voltaire 1er décembre 2021

A lire aussi :

« Le SouthCom prend le pouvoir dans un État membre de l'ALBA », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 29 juin 2009.

https://www.voltairenet.org/article160801.html

ÉCONOMIE

Manipulation des marchés.

« Le premier semestre 2020 a été un moment historique dans le transport maritime où on a observé une rétraction complètement folle de la demande. Au plus fort de ce premier semestre, 12 % de la flotte mondiale était inutilisée. Nos clients nous demandaient de ralentir le flux de marchandise et de trouver des solutions de stockage », explique Damien Denizot, directeur adjoint de la communication de l'armateur français CMA-CGM.

« En octobre 2020, chiffre historique dans le transport maritime, seulement 1 % de la flotte mondiale était inutilisée », affirme Denizot. Ainsi, entre le début du premier semestre 2020 et la fin du deuxième, la flotte mondiale connaît deux situations diamétralement opposées et sans précédent.

Avec « 56 % de la consommation qui est attribuée aux services, agriculture, etc., biens qui ne sont pas échangés, ça isole forcément le phénomène. Ajoutons à cela, le fait que le coût de fret, c'est à peu près 3 % du prix d'un bien de consommation », explique Isabelle Méjean, économiste spécialiste des questions de commerce international et enseignante à Sciences Po. lepoint.fr 26/11/2021

S'ils le pouvaient il ferait disparaître l'espèce humaine.

Les premiers taxis autonomes commercialisés en Chine - LePoint.fr 28 novembre 2021

Au volant de cette voiture en marche, il n'y a personne. Sans aucune aide humaine, elle change les vitesses, s'arrête aux feux rouges et récupère de nouveaux passagers. Ces automobiles sans conducteur sont les premiers taxis autonomes. Pékin vient d'autoriser leur usage commercial, dimanche 28 novembre. Ces SUV, équipés de capteurs sur le toit, ne peuvent transporter que deux passagers à la fois, avec l'obligation qu'un humain soit toujours assis à l'avant prêt à s'emparer du volant en cas d'imprévu. Cette flotte de 67 taxis blancs n'est pour l'instant en service qu'à Yizhuang, dans la banlieue sud de la capitale chinoise, à une dizaine de kilomètres du centre-ville.

Et il faudra sans doute encore des années avant que des voitures puissent circuler sans aucune intervention humaine, l'autonomie complète se heurtant à des obstacles techniques et juridiques considérables. Mais le feu vert accordé jeudi au géant chinois de l'Internet Baidu et à la start-up Pony.ai, qui compte comme actionnaire le constructeur Toyota, est déjà en soi une avancée significative. AFP 28 novembre 2021,

Et pendant ce temps-là ils jouent à la guerre, elle leur manque décidément.

Au large de la Corse, la Marine française et cinq pays alliés s'entraînent à la guerre - FranceSoir 27 novembre 2021

L'exercice Polaris 21, organisé par la Marine, "a pour vocation d'intégrer l'environnement international d'aujourd'hui qui est marqué par des tensions étatiques", notamment le long des côtes syriennes en Méditerranée orientale ou au nord-est de l'Europe, du côté de la Biélorussie, afin de "préparer la Marine ainsi que les armées de l'air et de terre à des engagements de haute intensité", explique le contre-amiral Emmanuel Slaars depuis le porte-hélicoptères amphibie Tonnerre de la Marine française d'où il commande les opérations.

Après des décennies d'engagement dans des conflits dit asymétriques face à des unités volatiles et agiles de jihadistes, les pays occidentaux se préparent désormais également au retour d'affrontements entre Etats avec des combats entre forces comparables à de multiples niveaux -militaire, diplomatique, spatial, commercial, cyber, informationnel...-.

Ces manœuvres, qui ont débuté le 18 novembre et se termineront le 3 décembre, engagent d'importants moyens militaires de six pays alliés, France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Espagne, Italie, Grèce.

Vingt-cinq navires et 65 avions répartis en deux camps s'affrontent en Méditerranée occidentale, des côtes françaises jusqu'au sud de la Sardaigne (Italie) et aux côtes des Baléares (Espagne) à l'ouest. Deux bateaux sont aussi présents sur l'océan Atlantique. AFP 27 novembre 2021

La survie du capitalisme représente une menace pour toutes les espèces

Le plan diabolique de Wall Street pour financiariser toute la nature par F. William Engdahl (New Eastern Outlook) Mondialisation.ca, 01 décembre 2021

Cela s'appelle une société d'actifs naturels (Natural Asset Companies). Avec elle, la Bourse de New York a dévoilé le plan le plus radical et potentiellement le plus destructeur à ce jour pour faire littéralement des billions de dollars sur quelque chose qui est le droit naturel et l'héritage de toute la race humaine – la nature elle-même, toute la nature, l'air, de l'eau douce aux forêts tropicales et même aux terres agricoles. Ce système est présenté comme un moyen d'encourager la préservation de la nature. En fait, il s'agit d'un plan diabolique visant à financer des milliers de milliards de dollars de nature, permettant finalement à une élite financière mondialiste de contrôler même cela. Et la Fondation Rockefeller est un partenaire fondateur. La combinaison de la Bourse de New York et de cette fondation devrait tirer la sonnette d'alarme.

Le terme « financiariser » fait référence à l'acte de convertir une valeur intangible en instruments financiers. Derrière la fausse façade de l'Agenda vert que l'ONU et le WEF de Davos promeuvent avec les principaux gouvernements de l'OCDE, Wall Street et les plus grandes institutions financières du monde promeuvent un plan visant à financiariser pratiquement toute la nature. Ils ont même engagé McKinsey et d'autres pour évaluer la valeur monétaire de cette nature. Ils prétendent que tout cela vaut 4 trillions de dollars, soit 4000 billions de dollars. Mais comment mettre un prix en dollars sur quelque chose donné par la nature ?

La Fondation Rockefeller est aussi derrière tout ça

Le projet de la Bourse de New York visant à créer une nouvelle catégorie d'actions – les Natural Asset Companies (NAC), qui seront négociées aux côtés d'actions telles que Apple, Boeing ou Chevron – a été élaboré dans le cadre d'une collaboration entre la Fondation Rockefeller et un organisme qu'elle a fondé, l'IEG ou Intrinsic Exchange Group.

Qu'est-ce que l'IEG ? Pour citer leur site Web, l'IEG a été créé par la Fondation Rockefeller en collaboration avec la BID d'Amérique latine, affiliée à la Banque mondiale. Il y a deux ans, l'IEG a commencé à travailler sur le projet de la Bourse de New York. Leur « conseiller stratégique », Robert Herz, a été président du Financial Accounting Standards Board (FASB) de 2002 à 2010. Cela en dit long sur le raisonnement qui sous-tend le projet de l'IEG. Herz siège aujourd'hui aux conseils d'administration de nombreuses sociétés, dont la banque Morgan Stanley et l'entreprise immobilière parrainée par le gouvernement américain, Fannie Mae.

Pour lire la suite :

https://www.mondialisation.ca/le-plan-diabolique-de-wall-street-pour-financiariser-toute-la-nature/5662795

LUTTE DES CLASSES. GUERRES IDÉOLOGIQUE ET PSYCHOLOGIQUE

LVOG - Avertissement. Ces textes étant destinés à des connaissances, ils ont été rédigés spécialement pour eux et non pour les lecteurs du portail qui n'ont pas forcément les mêmes profiles, ils devront donc faire l'effort de réfléchir ou chercher ce qu'il y a derrière certaines expressions ou certains implicites, mais ils ne sont pas obligés de les lire non plus.

Pour un militantisme ouvrier tourné vers le socialisme.

- Ce n'est pas pour des prunes qu'Engels avait écrit, je sais plus quand et à qui, que les syndicats étaient des ennemis du socialisme, et que Trotsky dira que les syndicalistes étaient les plus à droite dans le parti, je cite en substance je ne me souviens pas au mot près, tu m'excuseras. Depuis les années 40, ils étaient pratiquement tous syndicalistes, ceci doit expliquer cela !

Le vieil Engels avait flairé le danger que représenteront les syndicats pourris par les Bernstein, Dühring et Cie. ou le réformisme bourgeois comme on disait à une certaine époque. Pour Lénine, ce sera une des composantes de la situation qui caractérisera l'impérialisme stade suprême du capitalisme, qu'il appellera l'opportunisme, son meilleur allié, et il précisera, le pire ennemi de la classe ouvrière car avançant masqué. Il appellera à ne jamais combattre l'un sans l'autre.

On se souvient de la violente polémique entre Lénine et Trotsky à propos des syndicats où Trotsky avait renoué avec son vieux penchant à la conciliation avec les opportunistes, il l'admettra lui-même ou il donnera raison à Lénine, mais je crois que par la suite après la mort de Lénine, ce vieux démon refit surface sous les traits du front unique qui théoriquement était juste, mais pratiquement serait, soit irréalisable, soit corrompu et ne servira en rien notre cause, il le constatera une nouvelle fois de lui-même, je crois même que cela figurait dans le Programme de transition de la IVe Internationale. Cependant ses "héritiers" n'en tiendront jamais compte, ce qui entraînera la dislocation de la IVe Internationale en 52-53, les uns estimant légitime de ménager la social-démocratie dégénérée ou de s'y associer, les lambertistes, les autres penchant pour le PC et cautionnant le stalinisme au passage, les pablistes. Tu connais la suite qui était inévitable.

Ce qui caractérisa Marx, Engels et Lénine, moins Trotsky, c'était dans leurs analyses l'importance accordée à la nature de classe ou idéologique que recouvrait chaque position adoptée par les différents acteurs politiques, le degré d'immaturité politique ou d'opportunisme chez ceux qui s'exprimaient au nom de la classe ouvrière ou du socialisme, et dont ils tenaient compte dans leur combat politique pour ne semer aucune illusion dans la tête des travailleurs sur les intentions réelles des opportunistes.

Cependant, ils ne pouvaient pas faire comme s'ils n'existaient pas comme le font les gauchistes. Ils savaient quand la situation les contraignait à passer des compromis avec eux ou quand il était préférable de les ménager sans toutefois aller jusqu'à se compromettre

évidemment, précaution que ne prendront pas ceux qui plus tard s'exprimeront en leurs noms. Car dès lors que les opportunistes ont conquis des pans entiers de la classe ouvrière ou des classes moyennes ou qu'ils ont obtenu des postes parlementaires, et qu'ils sont devenus les interlocuteurs officiels ou privilégiés du gouvernement, ils vont se servir de leur influence sur les masses pour les détourner du combat politique et du socialisme.

Ce qu'on n'a peut-être jamais expliqué clairement ou bien compris, c'est que la politique des opportunistes est élaborée dans les ministères ou au sein du parlement ou des différentes institutions du régime, au Conseil économique et social par exemple, et non dans les instances des partis ou des syndicats ouvriers. N'oublions pas qu'en tant qu'opposition parlementaire, le PS et le PCF n'ont jamais cessé de participer aux différentes commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat au côté des représentants officiels du parti de l'ordre avec lesquels ils s'entendent comme larrons en foire, de nos jours tu peux ajouter ceux de LFI.

Ce procédé a pour fonction de se substituer à la lutte de classe du prolétariat qui ne doit surtout pas être à l'origine de l'orientation politique des partis ou des syndicats ouvriers, car ils risqueraient de devenir indépendant de l'Etat ou du régime, tandis que les opportunistes y sont subordonnés.

Dès lors les opportunistes vont tout faire pour empêcher que les masses se mobilisent contre le régime. Ils négocient leurs revendications avec le patronat et le gouvernement, et c'est seulement en cas d'échec qu'à contrecœur ils les appelleront à se mobiliser si la pression des masses devient trop importante. Ensuite ils dresseront suffisamment d'obstacles pour les diviser et faire en sorte que leur mobilisation ne prenne pas trop d'ampleur ou qu'elle échoue, échec qu'ils attribueront aux masses ou à la faiblesse de la mobilisation, évidemment.

Ce qu'on vient de décrire, ce sont les deux scénarios qui ont permis de détruire le mouvement ouvrier.

L'un, consiste à réduire la lutte de classe du prolétariat à des conciliabules autour d'une table entre les représentants du capital et ceux du travail pour obtenir des concessions à la marge ou des miettes en échange de la paix sociale.

L'autre, à mobiliser les masses après une épreuve de force dont le patronat ou le gouvernement sont sortis gagnants, histoire de bien montrer aux potentiels manifestants qu'ils n'étaient prêts à céder aux intimidations ou aux menaces, ce qui effectivement en convaincra ou découragera plus d'un de descendre dans la rue, et ce message répété en boucle quotidiennement viendra petit à petit s'incruster dans les cerveaux jusqu'à ce qu'à épuisement des manifestants.

Ces deux scénarios répétés des centaines de milliers de fois depuis des lustres devaient finir par dénaturer totalement le mouvement ouvrier et en détourner les travailleurs, hélas !

Pour engager le combat contre le gouvernement ou le patronat on n'a pas besoin de passer à table avant, de leur demander leur avis ou leur permission, on leur adresse nos revendications par courriers en recommandé avec accusé de réception, et passer un délai de 48 heures sans réponse on estime qu'elle est négative, dès lors on prépare la mobilisation pour les affronter, c'est clair, net et précis.

Revenons à ce que nous disions plus haut.

Comme on vient de le voir, tout est fait pour que la lutte de classe disparaisse, c'est ce que veulent dire ceux qui affirment que la droite et la gauche ont disparu, en fait les classes au profit du corporatisme ou du fascisme.

Il est donc de notre devoir de favoriser la lutte de classe, la mobilisation des masses, y compris quand ce sont les opportunistes qui en prennent la direction, donc accepter ce genre de compris qui va servir notre cause, j'explique plus loin comment, sauf évidemment si c'est pour servir l'agenda ou les intérêts de Soros, Gates et Cie., toujours à partir des mêmes principes ou objectifs définis autrefois par les marxistes.

A savoir :

- Pour entraîner les travailleurs au combat contre le capitalisme, et pour qu'ils prennent conscience qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs acquis sociaux ou politiques. On perçoit ici la limite du compromis avec les opportunistes évoqué plus haut.

- Mieux, pour qu'ils comprennent qu'ils ne les doivent qu'aux combats menés par les générations antérieures et non à la générosité du capitalisme ou à ses représentants.

- Finalement pour que les éléments les plus avancés d'entre eux parviennent à saisir que la lutte de classe des exploités et des opprimés a toujours été l'un des facteurs déterminants du processus historique, de l'évolution de la condition humaine, sans lequel la civilisation humaine n'aurait jamais progressé ou elle se serait éteinte depuis longtemps, avant de parvenir au stade de maturité auquel elle est parvenue de nos jours pour entrevoir enfin son émancipation et la liberté, objectif que nous ne pourrons atteindre qu'en se situant strictement sur ce terrain de classe, à condition de nous organiser ou de construire le parti qui guidera les masses jusqu'à la victoire finale et définitive sur ces ennemis de classe.

Nous ne nous adresserons jamais aux opportunistes pour qu'ils mobilisent les masses, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité pour s'exprimer au nom des masses. En cela nous sommes catégoriquement opposés à la tactique du front unique qui consistent à cautionner ou légitimer les opportunistes, à s'unir avec eux, en revanche, si nous ne pouvons pas faire autrement et si certaines conditions sont remplies, nous appellerons les travailleurs à participer aux manifestations auxquelles ils appelleraient sur nos propres mots d'ordre ou notre propre orientation politique.

Notre unique objectif seront de réaliser des contacts et recruter de nouveaux militants, puisque nous sommes étrangers à l'organisation et à la préparation de ces manifestions, je ne vois pas pourquoi nous devrions assumer la moindre responsabilité de leur déroulement et de leur

issu, nous ne sommes comptables que de nos actes et non ceux des autres, c'est valable également ici.

Comment des psychopathes en proie à une folie criminelle contre l'humanité se font passer pour des "*êtres sensibles*"

Les pieuvres, les crabes et les homards reconnus comme des "êtres sensibles" au Royaume-Uni - francesoir.fr 24 novembre 2021

LVOG - Quand le législateur se préoccupe du bien-être animal tandis qu'il ne se soucie guère du bien-être des hommes, il y a anguille sous roche ou ses réelles intentions ne correspondent pas celles qu'il évoque, elles sont forcément inavouables car idéologiquement influencées par les intérêts de la classe mafieuse et criminelle qu'il représente.

Manipulation des consciences dans le cadre du Great Reset. Mode d'emploi.

Quand on lit toute sorte de documents publiés par des médias, sondages, articles, études, rapports, il faut commencer par se demander ou chercher qu'est-ce qui les a motivés ou qu'est-ce qu'ils en attendaient, parce qu'ils ne publient jamais rien par hasard. Ils ont toujours une idée ou un objectif bien déterminé dans la tête, ce que la plupart des lecteurs ignorent ou ne se doutent pas malheureusement. Cela pourrait se résumer en une ou deux questions très simples : Où veulent-ils en venir ? Comment s'y prennent-ils pour tenter d'influencer mon comportement ?

Pour répondre à ces questions il faut tout lire lentement et très attentivement, être concentré, ne pas être distrait, et comme tous les éléments n'apparaissent pas forcément selon un ordre logique ou chronologique, pour s'entraîner on peut copier certaines expressions ou de brefs passages dans un bloc-notes, et ensuite tout remettre dans l'ordre jusqu'à ce le rapport motivation-cause-moyen-effet-conséquence-objectif-intérêt apparaisse clairement ou soit bouclé. Si dans cette chaîne des éléments comportent des parties implicites qui vous échappent ou que vous ignorez, vous pouvez les rechercher sur Internet ou vous pouvez vérifier certaines données ou sources, mais généralement ce n'est pas nécessaire, car la manipulation est grossière, paradoxalement, c'est une des clés de sa réussite parce que la population est déjà censée être acquis à l'idéologie dominante, on peut évoquer devant elle des institutions telles par exemple l'ONU, l'OMS, le FMI sans qu'elle y trouve quelque chose à redire, puisqu'elle estime qu'elles sont légitimes, elle est mise en confiance et tombe dans le piège qui lui était tendu.

Fabrique du consentement. Comment vous convaincre d'arrêter de consommer des protéines d'origine animale (viande, poisson) par des moyens frauduleux et en vous culpabilisant. Mode d'emploi.

FranceSoir - (Les crustacés décapodes et les céphalopodes ont) « la capacité d'éprouver des sentiments, tels que la douleur, le plaisir, la faim, la soif, la chaleur, la joie, le confort et l'excitation »

Le projet de loi britannique sur le bien-être animal reconnaît déjà tous les animaux munis d'une colonne vertébrale (vertébrés) comme des êtres sensibles. Cependant, contrairement à certains autres invertébrés, les crustacés décapodes et les céphalopodes ont un système nerveux central complexe, l'une des principales caractéristiques de la sensibilité. francesoir.fr 24 novembre 2021

LVOG - C'est facile, il suffit de constater que les animaux sont comme les hommes des êtres sensibles, ensuite de les doter d'un nouveau statut semblable ou inspiré par celui réservé aux hommes en leur attribuant abusivement des sentiments au lieu de sensations ou en confondant sciemment les deux, pour après décréter qu'ils méritent la même attention ou bienveillance, on devrait plutôt dire les mêmes traitements, par conséquent, les hommes n'étant plus anthropophages devraient cesser de les exploiter et de les consommer, d'être carnivores, bref, ils doivent se convertir au véganisme, mieux, végétarisme, mieux encore, végétalisme.

Où veulent-ils en venir, c'est quoi au juste leurs réelles motivations, qu'est-ce qu'ils ont derrière la tête, surtout quand on sait qu'aux prix où sont les crabes, les homards, les écrevisses, les gambas et les fruits de mer en général, ce ne sont pas les pauvres qui en consomment, mais les membres des classes moyennes et supérieures ? Leur justification et le tour de passe-passe auxquelles ils se livrent ne devraient pas vous surprendre, lisez.

FranceSoir - Le changement climatique peut-il altérer notre rapport avec les céphalopodes ?

FranceSoir - Le changement climatique pourrait aussi avoir un impact sur nos rapports avec ces animaux...

LVOG - Vous savez qu'ils se moquent éperdument du sort de ces animaux tout comme celui des hommes en général, alors c'est juste un faux prétexte pour justifier et mieux vous imposer les mesures préconisées par le GIEC dans le cadre de l'instrumentalisation du climat dictées par le Green New Deal qui constitue un des éléments du Great Reset conçu par le clan de l'oligarchie mondialiste du Forum économique mondial, mesures qui doivent se traduire par la disparition ou la réduction des classes moyennes et l'appauvrissement des masses, une régression sociale généralisée. Il s'agit donc de les y préparer psychologiquement, tandis que les nantis continueront de se goinfrer de homard et autre caviar accompagné de champagne sans modifier leur mode de vie.

Pourquoi ont-ils entrepris de supprimer les obèses et les affamés ?

La malnutrition frappe près de la moitié de la population mondiale - AFP 23 novembre 2021

Selon une étude du Global nutrition report, 48% des êtres humains sont concernés par la malnutrition, qu'elle soit excessive ou insuffisante.

Selon un rapport alarmant de la Global Nutrition Report (GNR) publié mardi 23 novembre, presque la moitié de la population mondiale est concernée par la malnutrition. Cette dernière, en plus de peser lourd sur la santé des concernés, a également de fortes et néfastes conséquences pour l'environnement et le climat. Dans son rapport, la GNR rassemble des données de l'ONU, de l'OMS, de l'Unicef et de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) et avance que 48 % de la population mange trop ou trop peu. AFP

23 novembre 2021

LVOG - J'ai corrigé par moins de 3 fautes dans l'article de l'AFP. Encore une fois posons-nous la question : Où voulaient-ils en venir ? Il faut se la poser systématiquement et commencer par se demander qui est aux commandes ?

Réponse, des agences de l'ONU ou des organisations qui y sont liées qui toutes cautionnent les guerres, génocides, famines, etc. par conséquent elles ne sont nullement préoccupés par la santé de la population, mais bien plutôt par les "fortes et néfastes conséquences pour l'environnement et le climat" que représenteraient les 48 % de la population qui mangent "trop ou trop peu".

Trop, à la limite on pourrait le concevoir, mais trop peu, cela ne tient pas, c'est ridicule. Là ils se sont démasqués eux-mêmes, car on ne voit pas comment ou pourquoi une personne qui ne mange pas à sa faim pourrait causer "de fortes et néfastes conséquences pour l'environnement et le climat".

Vous aurez noté qu'on retrouve exactement le même procédé que celui employé pour nous faire larmoyer sur le sort des décapodes ou des céphalopodes. Leur cible, vous aurez compris que ce sont ceux réputés manger trop et non les affamer ou ceux qui crèvent de faim, cela existe encore, j'en ai encore été le témoin tout récemment dans le village de ma compagne en Inde.

En réalité, ces représentants de Mac Do et Coca Cola ou de l'industrie agro-alimentaire qui vous empoisse se moquent des obèses, diabétiques, etc. leurs cibles, ce sont les mêmes que celles évoquée dans l'article précédent, les masses et les classes moyennes qu'ils veulent forcer à tout prix à modifier leur alimentation, à réduire leur alimentation, à ne plus consommer de viande au profit de produits de synthèse fabriqués en laboratoire par exemple, dans certains pays ils en font déjà la promotion, en Israël et aux Etats-Unis entre autres.

Mais cela n'explique pas ce que cela recouvre. Réfléchissons.

Pour trop consommer de tout si on suit leur raisonnement, il faut en avoir les moyens. Par ailleurs, on sait que les intentions des exploiteurs n'ont jamais été de permettre aux exploités de s'enrichir, de pouvoir économiser chaque mois une partie de leur salaire, de disposer d'une masse d'argent pour satisfaire des besoins superflus, s'instruire, partir en vacances, aller au restaurant ou au spectacle, etc. bref, de bénéficier d'un mode de vie relativement confortable ou meilleur que celui des générations précédentes, leur générosité ne va pas jusque-là, n'est-ce pas ?

Et pourtant ou malgré eux, c'est ce qui a fini par se produire pour une grande masse de la population, notamment celle des grandes puissances impérialistes. Pire, elle n'a cessé d'augmenter au cours de la seconde moitié du XXe siècle, tout comme la population mondiale dont la couverture de tous les besoins est incompatible avec la survie du modèle économique capitaliste et la préservation de notre environnement qui est littéralement saccagé pour produire toujours plus et jeter toujours plus, alors qu'il serait possible de produire autrement et de consommer autrement sans nuire à la nature, à condition toutefois d'engager un programme de réduction de la population mondiale avec le consentement des peuples pour garantir le bien-être des générations futures, donc sans porter atteinte au niveau de vie de la population actuelle, mais au contraire en l'améliorant pour qu'elle participe à ce programme qui n'aurait aucun rapport avec une entreprise eugéniste...

Tout le monde aura bien compris que l'ONU et ses agences n'adopteront jamais cette orientation conforme aux besoins de l'humanité pour qu'elle se développe harmonieusement et en paix, puisque toutes les mesures qu'elles préconisent sont tournées contre les intérêts de toutes les couches de la population quel que soit leur mode de vie, y compris celui des plus misérables qui mangent "trop peu". Bref, vous coûter trop cher, pas à la planète, au capitalisme qui n'a plus les moyens de vous entretenir, de faire des guerres et d'amasser des sommes colossales dont ses représentants entendent bien continuer de profiter tranquillement.

Le capitalisme s'effondre sous le poids de ses contradictions, parce que l'entretien de ses esclaves devient un fardeau insupportable.

La faute en revient ici à ceux qui bouffent trop, donc il faut réduire les salaires, les taxer davantage, les faire travailler plus longtemps, et les supprimer quand ils ne produisent plus rien, les retraités qui ne sont pas dans la misère sont de véritables parasites, mais aussi à ces déchets trop pauvres pour survivre par eux-mêmes et qu'il faut subventionner, parfois nourrir et loger, soigner à ne rien foutre par-dessus le marché, quelle honte, des salauds de profiteurs, de véritables sangsue à qui on accorde un tas d'allocations pour qu'ils ne se révoltent pas ou ne crèvent pas de faim dans la rue, et ils trouvent le moyen de picoler ou de se défoncer, le vice est dans leur nature, alors quand cela arrive dans tel ou tel pays de préférence en guerre, ce n'est que justice rendue, il n'y a pas de places pour eux sur notre planète, ils n'avaient qu'à pas se reproduire comme des animaux... Combien parmi les bonnes consciences partagent ce discours ignoble, il y en a plus que ce que l'on croit malheureusement.

C'était le prix à payer de la paix sociale manigancée dans les ministères ou les locaux du Medef avec leurs complices corrompus du mouvement ouvrier. Mettez-vous à leurs places, il fallait bien écouler les marchandises quelque part, mais maintenant que la mondialisation et la division internationale du travail est achevée ou a été poussée à l'extrême combinée aux nanotechnologies, que de nouvelles classes moyennes particulièrement dociles ont vu le jour un peu partout, que nous avons amassé des fortunes colossales ou que nous sommes devenus les maîtres du monde, l'heure n'est plus aux tergiversations ou aux compromis merdiques avec ces minables représentants des esclaves ou ces opposants qui nous léchaient les bottes, on va tous leur botter le cul à ces vauriens !

Nous avons chèrement acquis le droit de vie et de mort sur chacun d'entre vous, cela faisait longtemps qu'on en rêvait, et il en ira ainsi aussi longtemps qu'on détiendra le pouvoir, dites-le vous bien pour dit, vous avez vu de quoi nous étions capables depuis janvier 2020. On vous tient par tous les bouts, et quand on vous aura tous passé autour du cou le carcan numérique qu'on a conçu spécialement pour vous, vous ne pourrez plus nous échapper, on fera de vous ce qu'on voudra, et si vous tentiez de résister, vous seriez aussitôt éliminés dans l'indifférence générale.

Stop ou encore ? A chacun ses responsabilités.

Woke. L'espèce humaine ou genre humain doit disparaître, tel est leur objectif

LVOG - A l'heure du Great Reset, de la 4è révolution industrielle et technologique, de l'Intelligence Artificielle et du transhumanisme, l'homme, sa nature sensible qui détermine ses besoins et ses aspirations qui sont à l'origine du développement économique et social, de l'évolution de son espèce, qui lui ont permis de dépasser sa condition animale et de donner naissance à la civilisation humaine, est dépassé ou devenu obsolète, encombrant, inutile, il n'a plus sa place sur cette planète, et il devrait céder sa place à une créature bionique hybride mi-biologique mi-machine, dont les pensées, les émotions ou sensations, les désirs seraient commandés depuis Davos pour faire bref...

La charte du jouet non genré signée par la Ministre Panier-Runacher. - insolentiae.com 30 novembre 2021

Nous avons signé ce matin, avec Elisabeth Moreno et Adrien Taquet, la 3ème Charte pour une Représentation mixte des jouets, avec les acteurs du secteur. Elle porte de nouveaux engagements sur les jouets scientifiques et techniques et sur les déguisements notamment.

Je vous laisse lire la prose gouvernementale sur la Charte des jouets qui ne doivent plus véhiculer de stéréotypes genrés discriminants mais… en préservant la liberté de création indispensable pour « enrichir l'expérience de jeux » des enfants.

Que c'est beau.

Peut-on encore s'interroger sur la nécessité tout de même d'apporter une éducation différenciée y compris en fonction du sexe ?

Une petite fille est-ce forcément « pareil » qu'un petit garçon ?

De manière observationnelle garçons et filles de façon générale se comportent différemment. Est-ce que le non-genré fait avancer la « parité » ?

Je ne pense pas, car pour qu'il puisse y avoir de la parité, il faut évidemment qu'il y ait des catégories donc du féminin et du masculin.

C'est ce que relevait le lexicologue du Larousse au sujet du pronom iel. Doit-on dire iel est beau ou iel est belle ?

Il est impossible de nier des millions d'années de biologie.

Tout ceci est une construction, ou plutôt une déconstruction politiquement correct qui cède aux lobbys.

Une charte ce n'est pas contraignant, mais un jour, cela deviendra loi si nous n'y prenons pas garde. insolentiae.com 30 novembre 2021

Une nouvelle charte pour une représentation mixte des jouets - economie.gouv.fr 24

https://www.economie.gouv.fr/deuxieme-charte-2020-pour-representation-mixte-jouets#

La Belgique veut retirer les genres féminin et masculin des cartes d'identité - Le HuffPost 1 décembre 2021

Le gouvernement a d'abord envisagé d'ajouter un genre "X" avant finalement d'opter pour le retrait pur et simple de cette mention.

Cette décision a déjà été prise en 2020 par les Pays-Bas, qui jugeaient cette mention inutile. Là-bas, le genre devrait disparaître des cartes d'ici à 2024. Les cartes d'identité allemandes n'affichent pas non plus le genre. Le HuffPost 1 décembre 2021

Un commentaire envoyé et publié dans FranceSoir

Sans conscience des rapports sociaux sur lesquels repose l'ensemble de la société, sans conscience de classe, sans prise de conscience que le système économique actuel est en vigueur depuis un peu plus de deux siècles et qu'il n'existe pas de toute éternité, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire pour justifier de le conserver pour l'éternité quitte à entraîner la totale dégénérescence ou la disparition de la civilisation humaine, il ne faut espérer aucun changement, aucune amélioration de votre condition dans le futur.

C'est ainsi, effectivement, il n'existe pas d'autre alternative que l'inversion des rapports sociaux en vigueur, c'est-à-dire que les 99% doivent détenir collectivement le pouvoir économique et politique, et le 1% qui détenait tous les pouvoirs jusqu'à présent en est dépossédé ou n'en possède plus aucun, il cesse de nuire à la société, appelez cela comme voudrez, socialisme ou autre chose peu importe les mots, l'essentiel, c'est de partager cet objectif et se donner les moyens d'y parvenir, c'est-à-dire, s'organiser et préparer le renversement du régime en place par tous les moyens à notre disposition, y compris la force ou les armes à la main, puisque ceux qui détiennent le pouvoir ne le céderont jamais pacifiquement.

Le cadavre du stalinisme bouge encore

La guerre d'Espagne - Annie Lacroix-Riz

https://www.youtube.com/watch?v=q5-cU8mRwlo

LVOG - Diffamation.

Lacroix-Riz - George Orwell présenté comme un révolutionnaire de bonne foi, mais qui n'est pas devenu sans motif l'idole des « néo-conservateurs » américains.

Un commentaire d'un internaute.

- Je sais que Georges Orwell, quand il a écrit « 1984 » l'a fait contre les communistes. Mais je crois que maintenant ceux qui le lisent transposent ce qu'il dit contre les manipulations du capitalisme, notamment sur les mots ! Donc je crois que c'est une lecture plutôt éclairante pour beaucoup sur ce qu'il se passe actuellement chez nous, du fait de la droite. Mais évidemment quand on voit que certains classent Macron à gauche...c'est à s'arracher les cheveux !

Ma réponse.

D'après vous, si "maintenant ceux qui le lisent transposent ce qu'il dit contre les manipulations du capitalisme", c'est peut-être parce que « 1984 » concernait le capitalisme dans sa version totalitaire ou fasciste et le stalinisme, dont les représentants reprennent ici le procédé éculé et détestable de la diffamation contre Orwell, partagé par ceux qui se réclament du trotskysme qui n'ont pas attendu 2021 pour adopter les méthodes qu'ils dénonçaient autrefois chez les staliniens.

Tout se tient, il faut être foncièrement malhonnête pour ne pas le reconnaître.

Faire croire qu'Orwell aurait visé "*les communistes*", c'est grotesque, sachant qu'il n'existait plus aucun dirigeant communiste au pouvoir nulle part dans le monde depuis le décès de Lénine en 1924 ou l'épuration stalinienne du milieux des années 30 (Les procès des Moscou) en URSS.

Alors qui ou qu'est-ce que Annie Lacroix-riz pouvait-elle cibler, sinon le communisme ou le socialisme qui est la seule alternative au capitalisme, au régime totalitaire que l'oligarchie financière tente d'instaurer à l'échelle mondiale, ceux qui sont demeurés fidèles au socialisme ou au communisme et qui caractérisent le régime de Macron de fascisant et appellent au boycott de l'élection présidentielle de 2022, dont aucun se trouve parmi les néo staliniens qui officient ici et qui s'apprêtent à participer à cette infâme mascarade électorale.

En somme, ceci pourrait expliquer cela, car c'est rendre un immense service à l'oligarchie de s'attaquer à Orwell, qui si j'ai bien compris aspirait à un socialisme démocratique débarrassé de la pourriture totalitaire stalinienne. S'il était encore vivant, il aurait pu constater comme moi, qu'absolument aucune organisation liée ou issue du PCF rejetait toute idée de vaccination et défendait les traitements efficaces qui existent depuis janvier 2020 pour traiter la Covid-19 et ses variants, toutes se sont rangées dans le camp du totalitarisme, à ma connaissance, idem pour toutes les organisations trotskystes. Au mieux, elles ont pris position pour le retrait de la vaccination obligatoire en continuant d'appeler à vacciner la population, ce qui revient à cautionner l'orientation adoptée par Macron-Castex-Véran-OMS-GAVI-Davos consistant entre autres à contraindre la population à servir de cobaye aux trusts pharmaceutiques, bref, le double langage habituel...

Si "*certains classent Macron à gauche*", à qui faisiez-vous allusion ?

C'est la spécialité des néofascistes, des souverainistes, des libertariens du Parti républicain et leurs adeptes en France d'accuser Macron, Biden, l'UE et le FEM (Davos), le mondialisme, le transhumanisme, etc. d'être communistes, un amalgame qui sert à détourner les masses du communisme ou à le décrédibiliser. Quelle coïncidence, c'est vous qui l'avez cherché !

La gauche, c'est l'histoire d'une escroquerie, elle est morte en 1914 et 1933, et elle ne s'en est jamais remise. Le jour où enfin on l'admettra, on pourra la reconstruire et l'humanité fera un pas de géant vers son émancipation.

Pour La Voix de l'Opposition de Gauche.

Je rajoute un mot le 2 décembre 2021 tiré de Wikipédia, qui paradoxalement rend justice à Orwell et ridiculise le discours des staliniens.

- En 1949, le roman 1984 s'attaque lui aussi à un régime communiste, le régime stalinien. Il serait cependant exagéré d'en faire une critique de la doctrine marxiste. Le monde de 1984 ne ressemble en effet en rien à une société égalitariste. Selon ses propres déclarations, ce que dénonce Orwell dans son roman, c'est le totalitarisme qu'incarne en 1949 le régime de Joseph Staline mais, plus encore, le danger d'une généralisation mondiale de ce totalitarisme : il pense que « les graines de la pensée totalitaire se sont déjà répandues » dans la jeune classe politique de 194817. Écrivain engagé à gauche, Orwell souhaitait par ce roman combattre la fascination qu'exerçait sur un certain nombre d'intellectuels britanniques de l'époque le régime soviétique. Le monde de 1984 n'est pas l'URSS de 1948 (il est bien pire) mais de nombreux détails y font allusion...

LVOG - Si ici le régime stalinien est caractérisé de communiste, les auteurs de cet amalgame qui sont des idéologues ou des intellectuels au service de l'oligarchie, laissent entendre qu'il existerait au moins un régime communiste qui ne serait pas stalinien, celui de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, c'est moi qui le précise. Ils se sentent même obligés d'ajouter qu'Orwell avait épargné "*la doctrine marxiste*", en réalité le socialisme pour lequel il militait à l'inverse des staliniens pour lesquels c'était leur ennemi. Orwell visait "*le régime de Joseph Staline*" et non pas l'Etat ouvrier démocratique issu de la révolution russe dont Staline sera le fossoyeur. Orwell défendait donc le communisme contrairement à ce qu'affirme Annie Lacroix-riz.

Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Dystopie

Un commentaire envoyé à FranceSoir

Le naufrage annoncé s'est produit.

Louis Fouché : « Il faut rester ouvert et en lien avec le monde »

https://www.francesoir.fr/videos-lentretien-essentiel/dr-louis-fouche-il-faut-rester-ouvert-et-en-lien-avec-le-monde

LVOG - Stop ! Réfléchissons un instant. Soyons logique, essayons de faire preuve de discernement, concentrons-nous sur l'essentiel.

Que valent les propos tenus par des médecins ou professeurs, des intellectuels en tout genre ou des acteurs politiques, qui après de longs mois d'hésitations ont bien été obligés d'admettre que la crise actuelle n'était pas sanitaire mais politique, que les mesures prises par Macron n'étaient pas dictées par des intérêts de santé publique, mais politique, et qui malgré tout ne vous proposent aucune action ou perspective politique, aucun objectif politique, pire, qui maintenant vous incite à vous en détourner ou vous abandonnent à votre triste sort ? Que valent-ils ainsi que leurs beaux discours ? Absolument que dal !

Alors pourquoi nous ont-ils fait croire qu'ils s'opposaient à ces mesures liberticides et antisociales ? Croyaient-ils vraiment à ce qu'ils disaient ou nous ont-ils sciemment abusés ? Je crois que les deux cas de figure se sont présentés, mais percevant que les représentants de l'oligarchie au pouvoir ne reculeraient pas et qu'il faudrait rompre avec eux et les affronter, ils ont pris peur et ils se sont couchés lamentablement, parce qu'ils ne tenaient pas à affronter le régime et ils ne se voyaient pas prendre la direction d'un soulèvement révolutionnaire du peuple pour chasser Macron et s'emparer du pouvoir. En réalité, ils n'en ont jamais eu l'intention ou ils ont toujours été opposés à un tel scénario, ce qu'ils sont bien obligés d'avouer implicitement ou malgré eux d'une certaine manière, sans qu'aucun dirigeant ou aucune organisation n'émerge pour organiser les masses désormais livrées à elles-mêmes face à un régime totalitaire ou fascisant.

Tous ceux en qui les éléments les plus conscients de la société avaient placé leur confiance les auront finalement trahis ou abandonnés, parce que le terrain de classe ou idéologique sur lequel ils se situaient, ne correspondait pas à celui des classes exploitées et opprimées, c'était en réalité de faux amis, ils étaient tout sauf indépendants du régime, or c'était la condition indispensable pour le combattre jusqu'au bout.

Quand ils vous appellent à résister, ils ajoutent aussitôt que cela ne sert à strictement rien, et ils ont raison, car on ne lutte pas contre un ennemi qui nous a déclaré la guerre avec des fleurs ou des bonnes intentions, des incantations, ne les écoutons pas. Pour espérer le vaincre, on doit au minimum se doter d'un armement équivalent au sien, c'est-dire, disposer d'une organisation, d'une direction, d'un programme, d'une orientation avec des objectifs politiques précis et s'y tenir. Tels sont aussi les enseignements de la lutte de classe du passé que tout le monde ou presque ignore. C'est l'appel que je lance ici.

Pour La Voix de l'Opposition de Gauche.

Mon second commentaire.

- « *A Reinfo Covid, il y a cette idée qu'il faut rester ouvert et en lien avec le monde. » Apôtre de la non-violence, il déplore que les débats passionnés autour de la gestion de la crise sanitaire, et plus largement du rapport au monde tel qu'il est, conduisent familles et amis à se déchirer. « À mon avis, cela n'a pas de sens. […] Entre être heureux et avoir raison, je préfère être heureux. En revanche, il faut bien sûr ne pas oublier ce qui est important et conserver ses valeurs.* »

- « *Entre être heureux et avoir raison, je préfère être heureux. En revanche, il faut bien sûr ne pas oublier ce qui est important et conserver ses valeurs.* »

Autrement dit, pour être heureux, il faut éventuellement accepter de renier ses idées. Il me fait penser à quelqu'un qui n'a jamais cru en ce qu'il disait ou qui n'en avait rien à foutre finalement, pour être heureux il serait prêt à penser n'importe quoi, peut-on le traiter de charlatan ? Chez moi, mon bonheur passe après la cause que je défends ou plutôt, la question ne s'est jamais posée ainsi, car je ne vois pas comment je pourrais abandonner mon idéal et être heureux, je serais terriblement malheureux. Il ne méritait pas la confiance que certains lui ont accordée, désolé car il est sympathique.

Tiens, encore les "*valeurs*", et accessoirement "*il faut bien sûr ne pas oublier ce qui est important*", il doit s'agir des principes, en option, alors que c'est l'essentiel. Des valeurs sans principes, c'est vendre son âme au diable ! Ce sont des démagogues, je crois qu'ils ne comprennent rien au processus historique, ce sont des ignares, pour ne pas les accuser d'être des salauds.

Au PT les trotskystes lambertistes avaient inauguré le parti "*ouvert*" à tous les courants politiques les plus contradictoires, on a vu ce que cela a donné, l'opportunisme débridé, épuration, scission et quasi disparition du champ politique. Cela fait aussi penser à "*la société ouverte*", de Georges Soros et son Open Society Foundations.

Il y a aussi des expressions qui reviennent dans leur rhétorique qui les trahissent. FranceSoir l'a bien cerné en posant deux questions : Comment faire face à ce système ? Et d'une manière générale, comment s'opposer au néolibéralisme ? Faire face, s'opposer, mais à aucun moment il n'est évoqué l'objectif de le vaincre, or c'est pour cela qu'on se bat, pour s'en débarrasser, mais pas eux, eux ils sont prêts à s'en accommoder s'il leur accorde des concessions...

Un extrait de ma correspondance avec une lectrice du portail.

Il m'arrive de partager avec d'autres lecteurs ma correspondance, ce qu'ils apprécient car le style est un peu plus léger que celui employé dans les causeries, quoique, bref, à vous de voir si cela vous intéresse aussi, vous pouvez toujours m'écrire.

Je partage ce qu'à dit Meyssan dans une vidéo dont je donne l'adresse, en substance :

- Quand vous ne voulez pas entendre parler de la politique, c'est de votre avenir dont vous ne voulez pas entendre parler.

C'est cela qu'il faut dire à chaque travailleur ou jeune, c'est dire que tout part, passe et revient à l'économie à travers la politique, et celui qui ne s'y intéresse pas ou qui n'y comprend rien, il a beau être un super scientifique, c'est un âne, il n'a rien à dire sur ce qui se passe parce qu'il ne sait pas de quoi il parle...

Interview with Thierry Meyssan - YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=2eINLYjA1OU&t=157s

Sous nos yeux (Thierry Meyssan) - YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=Fd-QLO99RAI

Michel Drac, que je découvre, ainsi que des commentaires se demandent pourquoi Meyssan ne livre-t-il pas toutes ses sources. Peut-être parce que dans certains cas c'est impossible ou pas souhaitable tout simplement, pour protéger ses sources. Pour différentes raisons, par exemple parce que cela pourrait mettre en jeu la vie de certaines personnes, parce que les personnes qui lui ont fourni certaines informations l'avaient fait à cette condition et il la respecte, ce qui peut se comprendre aussi.

Pour obtenir parfois des informations au plus haut niveau des Etats, on imagine que la confiance établie entre les deux parties doit être mutuelle et sans faille, partant de là sans faire confiance aveuglément à Meyssan ou à quiconque, si on commence par douter de ces informations, à défaut de rechercher et trouver l'origine de chaque info par manque de temps, il ne va plus nous rester grand-chose pour comprendre un évènement ou la situation.

Et puis, il ne faut pas être stupide, en fonction du degré d'importance de chaque info et des sources dont on dispose ou qui sont absolument requises ou non, on en fera différents usages ou on ne s'avancera pas au-delà de ce qu'on peut retenir comme quasiment certain pour ne pas partir dans des spéculations oiseuses ou des fantasmes.

Etienne Klein - Les nouvelles Technologies quantiques - YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=cNpks8-iS8Q

Si tout est fait pour que les masses soient ignorantes, tout est fait surtout pour qu'elles le demeurent. Démonstration.

Exposé d'une grande intelligence, mais à 56mn il va déraper et passer du terrain objectif ou scientifique à celui de l'émotionnel, pour ensuite se livrer à une manipulation :

- "tout ce passe dans le débat public comme si les scientifiques avaient désormais un rapport malheureux à ce qu'ils font, et évidemment pour les chercheurs c'est un traumatisme"

Parce qu'il refuse d'admettre que les scientifiques travaillent essentiellement pour les capitalistes, alors que c'est plus vrai que jamais.

Quand on sait qui les finance (pratiquement 100% par le privé aux Etats-Unis par exemple), à qui et à quoi servent leurs recherches, il est légitime d'affirmer qu'ils n'œuvrent pas au bien commun, sinon il faudrait attribuer des bonnes intentions aux trusts pharmaceutiques ou de l'agro-alimentaire par exemple, c'est grotesque, mais lui cela ne le choque pas, il le nie ou cela ne lui vient pas à l'esprit.

Après avoir évoqué brillamment les différences ou les contradictions qui existent entre les principes et les valeurs, le progrès et l'innovation, (plus tard entre corrélation et causalité) voilà qu'il les oublie en affirmant le contraire de ce qu'il vient d'exposer, exactement comme Boris Cyrulnik, parce qu'il est animé par des intentions idéologiques ou elles dominent chez lui.

Il va d'ailleurs s'employer à l'expliquer lui-même, mais je crois qu'il n'en a pas eu conscience, quand il évoquera plus loin les rédacteurs de l'Encyclopédie au XVIIIe siècle qui illustrèrent leurs définitions d'un tas de croquis ou dessins de machines ou d'outils pour que les lecteurs comprennent bien de quoi il s'agissait ou à quoi ils pouvaient servir, comme on dirait aujourd'hui le Larousse illustré.

Selon Klein, ils (Diderot, d'Alembert, etc.) considéraient que plus il y a de technologie dans la société et plus les principes scientifiques qui ont rendu possible ces technologies seront connues du public, ils pensaient que la technologie, la technique était le vecteur pratique de la connaissance scientifique, évidemment c'est faux. Nous avons tous un rapport magique aux objets technologiques."

Il fallait traduire ainsi : plus il y aurait de technologie et plus les hommes s'interrogeraient sur ses origines, le développement des forces productives, plus ils prendraient conscience du processus dialectique matérialiste de l'histoire, plus les hommes seraient à même de forger consciemment leur destin.

Qu'est-ce qui est mis en œuvre ou qu'est-ce qu'on perçoit dans des objets technologiques ? De la matière, des matériaux, des matériaux qui viennent de quelque part, qui ont des propriétés et des pouvoirs particuliers, ils ont été transformés, usinés. De l'énergie consommée ou qui les traverse, nécessaire à leur fonctionnement. Plusieurs pièces assemblées

Donc ce que Klein raconte ne correspond pas aux intentions de Diderot, d'Alembert et leurs amis, je l'accuse même de déformer sciemment

leurs intentions, car ils avaient pressenti et seulement pressenti, que le développement des forces productives étaient à l'origine du développement scientifique ou technologique, et au-delà, l'un des principaux facteurs à l'origine du processus historique sur lequel reposait l'évolution de l'espèce humaine ou l'humanité, qui déterminerait son destin futur selon l'usage qu'elle en ferait, ce que Marx et Engels théoriseront un siècle plus tard, et qui sera confirmé par la suite jusqu'à nos jours.

De la même manière, on comprendra pourquoi après avoir évoqué une réunion à laquelle il avait participé avec des cadres de Google, il ne pourra pas admettre que cette théorie reposant essentiellement sur une description scientifique de la réalité était juste, il lui opposera "un rapport magique aux objets technologiques", qui consiste à nous priver du pouvoir de prendre conscience du processus historique, d'accéder à la réelle connaissance, qui pourtant existe quelque part, dont il est un des représentants, mais pas seulement.

Il développera ensuite en expliquant qu'avec Internet ou les réseaux sociaux se constituaient des "cercles" ou des "clans" dangereux pour la démocratie s'employant à détourner la connaissance ou la véritable information, du "véritable contrat social" dont les médias institutionnels seraient les porte-parole, les vérificateurs de fake news la garantie, il l'a dit, je n'invente rien. Quand on sait que tous les médias appartiennent à des oligarques milliardaires impliqués dans la guerre idéologique et psychologique contre le peuple et soutiennent Macron et le régime totalitaire actuelle, on a exposé ici les réelles intentions que devait servir cette conférence, dont éventuellement ramener dans le giron du régime ou au bercail des bien-pensants ou de la pensée unique totalitaire, les brebis égarés qui rejetteraient leurs discours et leurs mesures liberticides et antisociales.

En guise de conclusion.

En préambule, il avait affirmé que la vulgarisation des sciences ne fonctionnait pas ou que le public ne s'y intéressait pas. Partant de là, on aurait donc pu s'attendre à ce qu'il nous explique pourquoi, et qu'est-ce qu'il faudrait faire pour que la population s'y intéresse. C'est ce qu'il fit, à sa manière, pour la dissuader d'y parvenir par ses propres moyens ou en sortant des sentiers battus complètement corrompus, toute interprétation indépendante qui ne passerait pas l'épreuve de vérité divine du Décodex du Monde ou Libération serait erronée ou qualifiée de complotiste, il a employé le terme.

Leur point commun, interdire aux masses de penser par elle-même, ils ne leur dénient pas seulement ce droit, ils estiment qu'elles en sont incapables, il ne faut pas qu'elles (ou leurs représentants) manifestent en quoi que ce soit leur indépendance, il faut absolument les enfermer, les confiner dans un mode de pensée monolithique, la survie du régime est à ce prix, ils veillent sur lui.

LVOG - Je rajoute un mot. Hier je suis tombé sur une autre conférence donnée par Etienne Klein à l'INRAE le 28 septembre 2021, elle était intitulée *La réalité du monde de 2021*. Vous savez combien il y a eu de participants ? 7 ! Vous pouvez le vérifier vous-mêmes dans les commentaires.

Lors de la dernière causerie j'avais évoqué Philippe Bobola & Jean-Dominique Michel qui avaient eux aussi donné une conférence devant une poignée de personnes dans une pièce minuscule. Vous me direz que c'est rassurant qu'ils n'aient pas plus d'audience, certes mais elle est multipliée du fait qu'elles sont retransmises sur le Net, il sert à cela, ce qui leur permet de se prévaloir d'une notoriété largement surfaite ou qui n'a aucune signification à l'arrivée. J'ai également remarqué en écoutant quelques passages de conférences, que pratiquement au mot près ils se répétaient souvent comme des 33 tours en vinyle rayés ou ils ressortaient les mêmes références qui servent à épater la galerie, cela donnait l'impression d'entendre la même conférence, car je me suis surpris à me dire, tiens, il l'a déjà dit la dernière fois, or le thème était différent.

Bref, ils font penser à ces musiciens ou groupes de rock élevés au rang de stars, qui ont pondu un jour 4 ou 5 morceaux originaux, et qui pendant 40 ans vont broder dessus sans inventer grand-chose comme si leur imagination s'était rapidement tarie. Eux ils brassent du vent en dénonçant les élites qu'ils imitent finalement, bravo les clowns !

Un courriel adressé à un lecteur du portail.

- A part cela, la situation tourne au fascisme dans de nombreux pays, à commencer par la France. Ils s'attaquent à nos libertés individuelles et fondamentales, en prenant bien soin que la majorité de la population puisse continuer à satisfaire ses besoins élémentaires ou alimentaires, de sorte qu'elle s'en accommode et ne se révolte pas, une fois bien enchaînée et toute opposition divisée, atomisée ou réduite au silence, ils n'auront plus qu'à la plumer ou l'écraser, et si nécessaire réprimer férocement les résistants dans notre genre.

La situation est inédite à plus d'un titre, on n'a jamais vécu une période où il n'existait plus un seul parti ouvrier pour représenter les masses...

- A propos de la situation très vite.

Tous les jours je lis des articles ou des commentaires de gens qui répètent sans cesse les mêmes choses et qui en cours de route oublient ou ignorent l'essentiel, ensuite ils s'étonnent qu'ils ne se passent rien, que rien ne change ou que la situation empire.

Leur point commun : ils ignorent systématique l'économie, pire, ils sont complètement abrutis quelque part ou plutôt ils sont pris à leur propre piège idéologique, parce qu'après avoir dit et répété mille fois que la crise n'était pas sanitaire mais politique, ils ne parlent que des chiffres de l'Insee, de l'Inserm, etc. ils contestent le discours officiel en se situant sur le même terrain, dès lors c'est impossible de s'en sortir, la seule issue est politique, mais ils ne peuvent pas y venir parce qu'ils sont tous inféodés au régime.... Or, dans le cadre du régime il n'existe aucune issue, hormis placer des illusions dans des néofascistes ou des souverainistes ou des nationalistes compatibles avec l'extrême droite, parce qu'ils ne veulent pas entendre parler du socialisme, pour eux le socialisme est une idéologie totalitaire.

Cela me fait dire que certains devraient être tentés d'y venir malgré tout, ils n'ont pas le choix, car c'est cela ou adopter une attitude suicidaire

et se résigner à vivre sous le fascisme, c'est aussi simple que cela. Pour eux, la question de la réhabilitation du socialisme va se poser, maladroitement évidemment dans un premier temps, dans sa version réformiste, donc inapplicable, mais on peut imaginer que certains s'en apercevront et seront tentés d'aller plus loin et envisageraient de rompre avec le capitalisme. De toutes manières, il est impossible de résoudre le moindre problème sans affronter les tenants du capitalisme, sans leur retirer le pouvoir qu'ils détiennent, sans rompre avec le capitalisme, dont tous ceux qui tiennent un autre discours se retrouvent immédiatement face à une contradiction dont ils ne peuvent sortir que de deux manières différentes, soit en le niant et cela revient à refuser d'affronter le capitalisme et ils sont immédiatement démasqués et discrédités, soit ils en conviennent et ils s'engagent sur la voie de la rupture avec le capitalisme.

Car c'est cela la clé de la situation ou ce qu'on appelle la croisée des chemins pour la civilisation humaine, soit en finir avec le régime d'exploitation, soit envisager la disparition de l'espèce humaine, parce que le transhumanisme et le régime technocratique en seraient la négation.

Ils ont déclenché cette crise, parce qu'elle couvait depuis des années et ils ne savaient plus comment la contenir, comme d'habitude au lieu d'attendre qu'elle éclate au risque de ne pouvoir en contrôler les conséquences, ils ont pris les devants. Ils avaient imaginé la totalité du scénario que nous sommes en train de vivre depuis plus d'une décennie, j'ai mis en ligne les documents en question ou qui le prouvait, ils dataient de 2010 et 2015 notamment.

J'ai commencé une nouvelle causerie, j'ai deux réflexions à développer. Je ne suis pas l'actualité à la lettre, c'est réservé à ceux qui sont déjà gagnées à leur idéologie ou à ceux qu'ils veulent conquérir et je ne fais partie de ni l'un ni l'autre. Si on ne développe pas nos propres idées, on est foutu.

On peut leur opposer un projet de société cohérent, viable, fiable, sérieux, qui permet d'apporter des réponses à tous les problèmes ou défis auxquels nous sommes confrontés sur le plan économique, social, politique, anthropologique, environnemental, scientifique, culturel, morale, humaniste, etc.

Tous les intellectuels ou les membres des classes moyennes qui interviennent dans des conférences ou dans des blogs ne veulent pas entendre parler de tout cela. Pour eux le capitalisme est réformable, ils croient toujours dans la transmutation du plomb en or, parce que leurs poches en sont déjà bien garnies, d'or et non de plomb évidemment, mais comme elles sont percées et on leur en pompe de plus en plus, ils craignent de se retrouver à court ou de se faire plumer.

Il ne faut pas chercher ailleurs leur motivation quand ils critiquent Macron, et si demain l'extrême droite leur garantissait le couvert, ils la suivraient ou en deviendraient des fanatiques à l'instar des SA sous Hitler ou de la milice de Joseph Darnand sous Pétain. A suivre.

Question.

As-tu des idées pour développer mon courant politique, je suis prêt à tout entendre. Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour essayer de contacter des intellectuels, des scientifiques, des artistes, etc. ?

Faut-il changer quelque chose, je ne sais pas, je passe peut-être à côté de quelque chose que j'ai sous les yeux, avec moi on peut parler franchement, après on discute tranquillement, on est ou pas d'accord, peu importe...

Un autre courriel adressé à un lecteur du portail.

- Pour revenir à la situation.

C'est certain qu'un grand nombre de travailleurs de toute catégorie doivent se poser de plus en plus de questions sur ce qui se passe depuis janvier 2020. D'autre part, je pense qu'une infime minorité seulement doit encore se faire des illusions de ce qui pourrait sortir des élections de 2022, pour ne pas dire que personne n'en attend quelque chose de bon, en principe il devrait arriver un moment où inconscient ils ne compteront plus que sur eux-mêmes, et s'apercevant qu'ils ne sont pas les seuls, ils finissent par se dire que leur avenir ne dépend que d'eux et qu'ils doivent passer à l'action, soit en se soulevant simultanément et spontanément, soit en trouvant la voie de l'organisation pour préparer le renversement du régime en place et s'emparer du pouvoir politique. Mais on n'en est pas encore là ou on en est encore loin, je l'ignore, d'autant plus que cela nécessiterait un niveau de conscience beaucoup plus élevé. Or, sans entrevoir de perspective politique ou sans définir des objectifs politiques qui les uniraient, ce qui devrait être la tâche prioritaire du parti de leur en proposer, donc sans direction, cela risque d'être encore long ou très laborieux.

On peut aussi imaginer une explosion spontanée et incontrôlable, inattendue bien que dans l'air ou annoncée depuis des décennies. Si on s'en donnait vraiment les moyens, je suis persuadé que l'on pourrait construire ce foutu parti qui nous fait défaut, mais le problème, c'est qu'on a affaire à des dirigeants incompétents, qui manquent totalement de psychologie pour s'adresser aussi bien à un ouvrier de base qu'à un intellectuel ou un membre des classes moyennes. La situation m'apparaît tellement clairement, tout me semble si logique, que je me dis que ce n'est pas possible de ne pas la rendre et de ne pas réussir à la partager avec des milliers de travailleurs de toute condition, sinon cela voudrait dire qu'ils sont tous abrutis au dernier degré, ce qui est impensable.

Tu sais, c'est comme lorsque tu regardes un film policier, à la fin tout le mécanisme, l'enchaînement des faits et le mobile du crime t'apparaissent clairement, tu t'exclames : j'ai compris, parfois tu découvres l'auteur du forfait et son mobile avant la fin, parce que tu n'es pas con, si on t'explique les choses, si on te les met sous les yeux, tu as la faculté de comprendre, surtout quand tu es motivé. Dans le cas d'un film ou d'une histoire, tu ne veux pas passer pour un crétin, y compris vis-à-vis de toi-même, et là en l'occurrence à force qu'on te pourrisse la vie et qu'on te la promette encore pire dans les mois ou les années à venir, tu deviens hyper motivé, ton niveau d'attention ou d'écoute augmente, et si par la force des choses cela devient une obsession, tu vas produire des efforts que tu n'aurais jamais faits en temps

ordinaire, tu vas te surpasser et ton niveau de conscience va progresser sans même que tu t'en aperçoives, petit à petit tu vas passer de la pénombre de l'ignorance ou de l'obscurantisme à la lumière de la connaissance, tu vas entrevoir la réalité telle qu'elle est vraiment, et là tu seras enfin prêt pour passer à l'action ou prendre ton destin en main.

Personne n'est prêt à se résigner à vivre sous un régime fasciste, ceux qui s'en moquent ne méritent pas qu'on s'arrête sur leurs cas. Une minorité organisée peut suffire pour entraîner des pans entiers des masses au combat pour renverser le régime par une révolution, sachant que la réaction ne pourra pas mobiliser des forces équivalentes ou supérieures, parce que celles sur lesquelles elle pourrait compter ne seraient jamais autant motivées ou prêtes à risquer leur peau pour un régime qu'elles savent maintenu en vie artificiellement ou honni par l'immense majorité de tous les peuples, elles se disloqueraient ou se rendraient face au rouleau compresseur des masses révolutionnaires qui les liquideraient froidement.

Il me manque quelque chose pour inspirer confiance aux lecteurs et aux militants. Mes capacités sont trop limitées et cela se voit, d'ailleurs j'en parle moi-même, je ne m'en cache pas. Je n'ai jamais aspiré à devenir un grand dirigeant, je comptais plutôt sur une direction collective composée de militants conscients sincères et honnêtes pour construire les bases d'un parti, en quelque sorte on aurait partagé nos connaissances et nos compétences de façons à pallier les carences des uns et des autres à défaut d'avoir parmi nous un Karl Marx ou un Vladimir Ilitch Oulianov Lénine, on aurait été complémentaire et non en concurrence, mais malheureusement nous n'y sommes pas encore parvenus

J'ai entendu un conférencier expliquer que ce qui avait changé dans la société depuis qu'elle était passées sous l'influence du néolibéralisme et sa philosophie nihiliste, c'était qu'au lieu d'être gouvernée par des principes universels, partagés ou acceptés par l'ensemble des citoyens, elle se référait désormais à des valeurs tournées vers l'individus de sorte que chacun pouvait les interpréter à sa manière ou lui donner le contenu qu'il voulait sans se soucier des autres membres de la société, conduisant à sa complète dégénérescence, à sa dislocation, à son éclatement ou à sa disparition à terme. Il ajouta qu'un principe était un élément constituant, structurant, objectif, alors qu'une valeur était aléatoire, inconsistante, subjective, et qu'aucune société ne s'était développée sur la base de valeurs, mais toujours sur la base de principes, autrement dit sur des bases matérielles, constat auquel était parvenu le marxisme, en soutenant qu'ils pourraient en être fait un tout autre usage ou qu'ils pourraient servir à une toute autre destinée, dès lors qu'on les mettrait en pratique dans une société débarrassée des rapports sociaux d'exploitation ou se fixant un tel objectif.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que des principes vont avoir un contenu différent selon la classe qui détient le pouvoir ou qui les met en pratique et en tire profit essentiellement. Donc ils ne sont pas mauvais ou nuisibles en soi, et si l'oligarchie tient absolument à les liquider et à les remplacer par des valeurs flottantes ou changeantes au gré de ses besoins, c'est pour que les exploités ne puissent pas les invoquer ou les utiliser contre elle au cours de leur combat politique, parce qu'elle a bien compris qu'ils pouvaient les unir ou qu'ils en ont besoin pour structurer leur futur état ou République sociale. Ce n'est pas par hasard que l'oligarchie est foncièrement antirépublicaine et antidémocratique, qu'elle tend vers le totalitarisme ou le fascisme, c'est parce que ces principes sont incompatibles avec sa conception transhumaniste et technocratique de la société et du monde. Cela explique aussi pourquoi elle a déclaré la guerre au capitalisme, mais pas à l'exploitation de l'homme par l'homme ou à l'esclavage.

Les discours quasi-fanatisés que l'on entend partout sur le climat ou un malheureux virus, relèvent d'une monstrueuse mystification ou instrumentalisation, qui reposent sur des valeurs ou des émotions et non des principes scientifiques ou des faits, ils suffisent à démontrer à quel point il est urgent de se libérer du poison idéologique qui est parvenu à s'infiltrer profondément dans pratiquement tous les cerveaux de la population toutes classes ou niveaux d'instruction confondus.

Cela pour dire qu'il fallait en revenir à son antidote ou aux principes de base du marxisme et s'y tenir.

On ne peut pas inventer une autre alternative au capitalisme que le socialisme, et on ne peut pas inventer non plus une autre classe ou idéologie, mode de pensée, capitaliste et idéaliste, contre socialiste ou communiste et matérialiste.

On met quiconque au défi de le réfuter. Je publierai cela dans le portail.

TOTALITARISME. LUTTE DE CLASSE ET GUERRE BIOLOGIQUE

LVOG - Je me demande comment ceux qui soutiennent la vaccination peuvent encore se regarder dans un miroir ou dormir tranquille, sont-ils tous des monstres de cruauté ? Si parmi eux il y en a qui se réclament du socialisme, sachez qu'ils y sont totalement étrangers.

La milice fasciste de Big Pharma a assassiné le Dr Andreas Noack

Le Dr Andreas Noack, chimiste autrichien renommé, est mort quelques heures après avoir dénoncé les risques de l'hydroxide de graphène - cv19.fr 30 November 2021

Le lanceur d'alerte Dr. Andreas Noack, chimiste autrichien renommé expert sur le carbone, est mort quelques heures seulement après avoir dénoncé les effets de l'adjuvant hydroxide de graphène, une nanotechnologie qui serait présente dans l'injection, expliquant que c'est ce qui tue réellement les gens en s'immisçant dans l'ensemble des organes et provoquant des lésions au niveau cellulaire, "comme des nano-lames de rasoir".

Il affirme que cela pourrait expliquer pourquoi les athlètes meurent soudainement pendant les entraînements et les matchs, ou pourquoi certains meurent instantanément si l'adjuvant a été injecté dans la circulation sanguine plutôt que dans le muscle…

Cette semaine, entre le 23 et 26 novembre, le Dr Noack a subit une “attaque furtive” après sa dernière vidéo, selon sa femme [1] [2] enceinte, et serait décédé peu de temps après d’une crise cardiaque.

Résumé :

L’hydroxyde de graphène a été trouvé dans tous les vaccins étudiés. L’hydroxyde de graphène forme des structures dans le flux sanguin d’environ 50 nm de large et 0,1 nm d’épaisseur. Elles sont très fines mais très solides. Ils agissent comme de petites lames de rasoir dans le flux sanguin qui peuvent couper les vaisseaux sanguins. Ils ne se décomposent pas. Une fois dans la circulation sanguine, ils y resteront pour toujours (à moins que la personne ne reçoive une transfusion sanguine pour les éliminer). Leur effet sur les vaisseaux sanguins est cumulatif. Plus ils restent longtemps dans la circulation sanguine, plus les vaisseaux sanguins sont endommagés au fil du temps. Cela crée des problèmes d’hémorragie dans tout le corps.

Selon lui, un débit sanguin plus élevé (dû à une activité physique intense des athlètes) entraînerait des dommages plus importants aux vaisseaux sanguins causés par l’hydroxyde de graphène et expliquerait donc les décès d’athlètes parmi les personnes injectées.

Voici des citations importantes faites par le Dr Noack :

Recevoir le Vax, c’est comme jouer à la roulette russe. Les personnes qui meurent immédiatement ou peu après avoir reçu le vaccin sont comme des victimes de la roulette russe. C’est lorsque l’oxyde de graphène frappe immédiatement la paroi des vaisseaux sanguins qu’il provoque la mort ou l’effondrement immédiatement après avoir reçu le vax.

Les médecins qui pratiquent des autopsies sur les victimes du Vax ne vont rien trouver. Ces médecins cherchent quelque chose de biologique comme cause de la mort mais l’hydroxyde de graphène n’est pas biologique donc il ne sera pas visible dans leurs tests.

Il y a des photos de sang coagulé sortant du nez. Les gens saignent à mort de l’intérieur.

Les athlètes de haut niveau qui meurent ont un sang qui s’écoule rapidement. Plus le sang circule vite, plus les rasoirs font de dégâts.

En tant que chimiste, si vous injectez ça dans le sang, vous êtes un meurtrier.

La question à poser aux fabricants de vaccins et aux politiciens est la suivante : pourquoi ces lames de rasoir sont-elles dans les vaccins ? Comment peuvent-ils justifier leur présence dans les vaccins ?

Et maintenant, ils veulent forcer les enfants à être vaccinés dès l’âge de 5 ans avec ce truc horrible !

Il y a un an (nov 2020), le chimiste avait été arrêté par une unité de police armée pendant un live youtube.

L’Autriche est le premier pays d’Europe et du monde à mettre en œuvre un programme de vaccination de l’ensemble de la population sous peine d’amendes ou d’emprisonnement en cas de non-vaccination. Le plan de vaccination complet débutera en février 2022. cv19.fr 30 November 2021

Sources :

https://www.researchgate.net/publication/355979001_DETECTION_OF_GRAPHENE_IN_COVID19_VACCINES

https://strangerinajewishworld.com/2021/11/28/dr-andreas-noack/

https://odysee.com/@Docuteca:5/AndreasNoack:2

https://truth11.com/2021/11/30/whistleblower-dr-andreas-noack-renown-austrian-chemist-is-dead-just-hours-after-speaking-out-about-the-effects-of-the-adjuvant-graphene-oxide-in-a-post-written-by-his-wife-he-was-found-dead-in-l/

Meurtre prémédité.

Un mort, faute d'anesthésiste à l'hôpital du Bailleul : "Malheureusement, ça devait arriver" - francebleu.fr 25 novembre 2021

Le manque de médecins prend une tournure dramatique dans le Sud Sarthe. Un patient qui était venu à l'hôpital du Bailleul (situé entre Sablé et La Flèche) est mort car il n'y avait pas de médecin anesthésiste présent pour réaliser l'opération urgente dont il avait besoin.

Atteint d’une péritonite, c’est-à-dire une inflammation aiguë, le patient en question aurait dû être opéré en urgence au Bailleul. Mais son transfert en ambulance au Mans, à une quarantaine de kilomètres, a été fatal. Il est décédé peu de temps après son arrivée, selon les informations que France Bleu Maine a pu recueillir.

https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/un-mort-faute-d-anesthesiste-a-l-hopital-du-bailleul-malheureusement-ca-devait-arriver-1637861987

Comment ils assassinent la jeunesse.

Thaïlande : à 15 ans, 25 ans, 26 ans, ils décèdent après la vaccination, les funérailles ont eu lieu le même jour, dans le même temple - lemediaen442.fr 30 novembre 2021

Wuthidet Namo (15 ans), Watchira Maichan (25 ans) et Sithipol Bovornkittipaisal (26 ans) sont tous décédés peu de temps après avoir reçu leur deuxième vaccin anti-Covid-19. Des funérailles ont eu lieu le même jour pour les trois jeunes Thaïlandais. Tous les trois sont morts à moins d'une semaine d'intervalle. Les proches des victimes pensent que le vaccin a quelque chose à voir avec leur mort.

À 16 heures, le 28 novembre, les journalistes d'Amarin TV se sont rendus au pavillon funéraire de Wat Nam Daeng, sous-district de Bang Kaeo, district de Bang Phli, province de Samut Prakan. Ils ont été informés de décès après la vaccination contre le covid-19. Plus de trois corps dans le temple. L'atmosphère est triste au pavillon thaïlandais, où prient parents et amis.

Concernant Wuthidet Namo, 15 ans, sa tante, Juthathip Namo, 46 ??ans, a déclaré que son neveu avait reçu un premier vaccin Pfizer fourni par l'école Khlong Krathum Rat Uthit où il était élève de 3e année, le 3 novembre. Suite à l'inoculation, il a subi des effets secondaires : de la fièvre, un essoufflement et une perte de poids. Après avoir reçu la deuxième injection de Pfizer le 24 novembre, le jeune homme a ressenti une douleur au niveau de la poitrine et a eu du mal à respirer. Transporté à l'hôpital Samut Prakan, le jeudi 25 novembre où son état s'est rapidement agravé, il décédera un jour plus tard. Le médecin conclura que la mort de Wuthidet Namo est due à un diabète sucré (DS) et une glycémie élevée. La famille pense que la cause du décès est certainement liée au vaccin.

Watchira Maichan, 25 ans, travaillait pour l'entreprise Isuzu dans le quartier de Samut Prakan. Il est décédé 13 jours après avoir reçu la deuxième dose d'AstraZeneca. Ses proches ont déclaré qu'il avait reçu sa première injection de vaccin le 26 août. Les effets secondaires ont commencé par une forte fièvre, de la diarrhée. Le 20 novembre, huit jours plus tard après la seconde dose effectuée le 12 novembre, il a développé des douleurs thoraciques, ses mains ont commencé à verdir. Il a été admis avec une forte fièvre à l'hôpital, où il est décédé le 25 novembre. Le médecin diagnostiquera une infection du sang. Il était en bonne santé, sans aucune maladie sous-jacente. Sa famille et ses proches pensent qu'il est mort à cause du vaccin.

Sithipol Bovornkittipaisal, 26 ans, tout juste diplômé, est décédé moins d'une demi-journée après avoir reçu la deuxième vaccination, après son retour chez lui. Sa sœur raconte : « Vers vingt-et-une heures, mon grand frère est monté pour allumer le climatiseur de la chambre. Après cela, vers vingt-trois heures, avec ma mère nous nous inquiétions de ne pas le voir et sommes allées dans sa chambre. Il gisait inconscient sur son lit. » Le médecin pense qu'il est mort d'une insuffisance cardiaque aiguë et que ce n'est pas lié au vaccin, mais ses proches pensent que sa mort subite est due au vaccin.

Voici le reportage la chaîne thaïlandaise Amarin TV concernant le décès des trois jeunes gens dont les corps sont dans le même temple :

https://www.youtube.com/watch?v=4I9874xLDM8

Avertissement.

Le vaccinologue Geert Vanden Bossche l'affirme : « Les conséquences de la vaccination de masse pourraient être catastrophiques » - lemediaen442.fr 1 décembre 2021

Dans une interview historique pour The HighWire, l'animateur Del Bigtree s'est entretenu avec le vaccinologue qui a entre autres coordonnait le programme de vaccination Ebola via GAVI en collaboration avec l'OMS, l'UNICEF, le CDC… Le virologue et expert vaccinal Geert Vanden Bossche lance un avertissement concernant la vaccination massive et la catastrophe qui pourrait s'ensuivre.

« Je ne vais pas divulguer son nom. Mais c'est certainement un, si ce n'est pas le plus célèbre vaccinologue sur le globe qui m'a dit "Geert, vous avez raison. Ces vaccins vont essentiellement produire des variants, mais personne ne va vous écouter parce que vous allez à l'encontre de la pensée dominante." »

« Si nous continuons la vaccination de masse, que nous continuons à faire des injections de rappel, si nous vaccinons tous les enfants, je veux dire, si cela n'entraîne pas une catastrophe, vous pouvez me mettre en prison. Seules les personnes qui auront encore une immunité innée intacte auront une chance de survivre. » lemediaen442.fr 1 décembre 2021

https://odysee.com/@ivermectine-covid.ch:5/Le-vaccinologue-Geert-Vanden-Bossche-pr%C3%A9sente-les-raisons-pour-lesquelles-les-cons%C3%A9quences-de-la-vaccination-de-masse-pourraient-%C3%AAtre-catastrophiques-(Del-Bigtree,-The-Highwire,-novembre-2021):7

LVOG - J'ignore ce que vaut cette déclaration. Que la vaccination favorise l'apparition de variants, ce n'est plus à prouver puisque la plupart proviennent de pays où les laboratoires pharmaceutiques avaient commencé à les tester. Je pense plutôt qu'au lieu des centaines de millions de personnes, ils vont sans doute en rendre malade à terme un nombre immense dont on ignore le nombre.

N'oublions pas non plus, qu'on ne connaît pas la composition exacte de tous les composants qui sont injectés lors d'une piqûre, certains peuvent rester présents dans les cellules très longtemps ou s'emmagasiner dans certains organes sans qu'on sache quels effets ils peuvent produire dans le futur.

Quand on affirme qu'ils ont pris la population en otage et qu'ils l'ont traitée en cobaye, on n'exagère nullement, on est même sans doute en-dessous de la vérité, qui pourrait s'avérer pire encore ou plus sordide et cruelle, on est en présence de monstres.

Ils font régner la terreur. L'hystérie totalitaire planétaire ne faiblit pas.

Covid-19: la Belgique renforce à nouveau ses restrictions - BFMTV 26 novembre 2021

Covid-19: durcissement des restrictions sanitaires aux Pays-Bas - BFMTV 27 novembre 2021

Covid-19: la Belgique durcit ses conditions d'accès pour les non-vaccinés - BFMTV30 novembre 2021

Variant Omicron : doit-on faire de l'Afrique du Sud une pestiférée? - Journal du Dimanche 29 novembre 2021

L'Association médicale sud-africaine affirme que le variant Omicron provoque une « maladie bénigne » - lemediaen442.fr 28 novembre 2021

JOHANNESBURG (Reuters) – Le nouveau variant Omicron du covid entraîne une maladie bénigne, sans syndromes importants, a déclaré samedi à Sputnik Angelique Coetzee, présidente de l'Association médicale sud-africaine. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a identifié vendredi la nouvelle souche sud-africaine comme préoccupante, car elle serait porteuse d'un nombre élevé de mutations — 32 —, ce qui la rend peut-être plus transmissible et dangereuse. L'OMS l'a surnommé Omicron, la 15e lettre de l'alphabet grec.

« Il présente une maladie bénigne avec des symptômes tels que des muscles endoloris et une fatigue pendant un jour ou deux, pendant lesquels on ne se sent pas bien. Jusqu'à présent, nous avons détecté que les personnes infectées ne souffrent pas de perte de goût ou d'odorat. Elles peuvent avoir une légère toux. Parmi les personnes infectées, certaines sont actuellement traitées à domicile », a déclaré Angelique Coetzee

La responsable a noté que les hôpitaux n'ont pas été surchargés par les patients Omicron et que la nouvelle souche n'a pas été détectée chez les personnes vaccinées. La situation pourrait être différente pour les personnes non vaccinées.

« Oui, c'est transmissible, mais pour l'instant, en tant que médecins, nous ne savons pas pourquoi tant de battage médiatique est suscité, alors que nous l'examinons toujours. Nous ne le saurons qu'après deux à trois semaines, car il y a des patients admis et ce sont des jeunes de quarante ans et moins », a ajouté le Dr Coetzee.

La présidente de l'association a également critiqué la décision de certains pays d'interdire les vols en provenance d'Afrique du Sud. C'est prématuré, car il n'y a pas suffisamment d'informations sur la dangerosité. À la suite des rapports sur le nouveau variant, les États-Unis, l'Union européenne, le Canada, Israël, l'Australie et d'autres pays ont restreint les voyages en provenance de plusieurs pays d'Afrique australe en raison de problèmes sanitaires. lemediaen442.fr 28 novembre 2021

LVOG - Ce mercredi 2 décembre, il y a toujours 0 mort de ce variant en Afrique du Sud.

L'OMS annonce que le variant Omicron présente «un risque très élevé» au niveau mondial - Paris Match 29 novembre 2021

Le nouveau variant Omicron du coronavirus présente "un risque très élevé" au niveau mondial a mis en garde l'OMS lundi, tout en soulignant les nombreuses incertitudes qui entourent encore la dangerosité et la transmissibilité du variant. "A ce jour, aucun décès associé au variant Omicron n'a été rapporté", souligne l'Organisation dans un document technique publié lundi.

"Etant donné les mutations qui pourraient conférer un potentiel d'échappement à la réponse immunitaire tout comme possiblement donner un avantage en termes de transmissibilité, la probabilité qu'Omicron se répande au niveau mondial est élevée"... "En fonctions de ces caractéristiques, il pourrait y avoir de futurs pics de Covid-19, qui pourraient avoir des conséquences sévères en fonction de différents facteurs et en particulier où ces pics se produiraient", a ajouté l'OMS. Paris Match 29 novembre 2021

L'OMS obligé de se raviser au bout de 72 heures

Variant Omicron : l'OMS juge inutiles les interdictions de voyager - LePoint.fr/ AFP 1 décembre 2021

Covid: Israël ferme ses frontières aux étrangers - AFP 29 novembre 2021

Israël a interdit l'entrée des ressortissants étrangers sur son territoire dans l'espoir de ralentir la propagation du nouveau variant du coronavirus Omicron, dont un cas a été confirmé dans le pays. AFP 29 novembre 2021

Variant Omicron au Japon : les frontières fermées aux visiteurs étrangers - LePoint.fr 29 novembre 2021

Trois semaines après avoir assoupli certaines restrictions, le Premier ministre japonais Fumio Kishida a annoncé un nouveau tour de vis dès le 30 novembre. LePoint.fr 29 novembre 2021

Variant Omicron: test PCR obligatoire et isolement jusqu'aux résultats pour entrer au Royaume-Uni - BFMTV 29 novembre 2021

Après la détection de deux cas du nouveau variant Omicron au Royaume-Uni, le Premier ministre Boris Johnson vient d'annoncer de nouvelles mesures pour ralentir sa propagation. BFMTV 29 novembre 2021

Omicron : les vols touristiques vers le Maroc suspendus - LePoint.fr 29 novembre 2021

Face au variant Omicron, divers pays préparent leur défense. Le Maroc a décidé d'annuler les trajets aériens vers son territoire pour les deux semaines à venir. LePoint.fr 29 novembre 2021

Coronavirus en Espagne : Les vols en provenance d'Afrique australe suspendus jusqu'au 15 décembre. - 20minutes.fr 30 novembre 2021

Allemagne: le futur chancelier Olaf Scholz favorable à la vaccination obligatoire - BFMTV 1 décembre 2021

Grèce : vaccination obligatoire pour les plus de 60 ans sous peine d'amendes mensuelles de 100 euros - lemediaen442.fr 1 décembre 2021

La Grèce a annoncé mardi 30 novembre qu'elle allait rendre obligatoire la vaccination contre le covid-19 pour les personnes âgées de 60 ans et plus, afin d'enrayer la résurgence d'un virus qui pèse sur un système de santé fragile [NDLR : version Reuters de l'affaire.]. Environ 63 % des 11 millions d'habitants de la Grèce sont entièrement vaccinés. Bien que les rendez-vous pour la vaccination aient augmenté ces dernières semaines, les données du ministère de la Santé montrent que 520 000 personnes de plus de 60 ans n'ont pas été vaccinées.

« Nous concentrons nos efforts sur la protection de nos concitoyens et, pour cette raison, leur vaccination sera désormais obligatoire », a déclaré le Premier ministre Mitsotakis lors d'une réunion du cabinet. Les autorités ont indiqué que les plus de 60 ans qui ne se conformeraient pas à cette obligation à partir du 16 janvier s'exposeraient à une amende mensuelle récurrente de 100 euros. Une amende de 100 euros représente une part importante de la pension mensuelle moyenne de 730 euros.

Les Grecs sous la dictature de Big Pharma

Premier responsable de la destruction économique de la Grèce, le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis, entame à présent l'anéantissement de la population en commençant par les plus de 60 ans. Bonne âme, il a déclaré qu'il avait du mal à accepter cette décision, mais qu'elle était nécessaire pour protéger plus d'un demi-million de Grecs âgés qui n'avaient pas reçu le vaccin. « C'est le prix à payer pour la santé », a-t-il dit, négligeant de préciser que ce n'est pas lui qui paie. Si la santé, c'est d'être vacciné, sa déclaration n'a aucun sens puisque c'est pour ne pas être vacciné qu'il faut payer. A moins de l'interpréter ainsi : ceux qui paieront l'amende protégeront leur santé. « C'est le prix à payer pour la santé » prend alors tout son sens. Un conseil — mais peut-être Mitsotakis y pense-t-il déjà : à cet impôt de 600 millions par an, devrait s'ajouter une taxe sur le droit de respirer — non seulement derrière un masque, mais également sans Rivotril® ni Ehpad. Les personnes âgées pourront jouir d'une espérance de vie que ne garantissent pas les nombreux Ehpad mouroirs de Grèce, au personnel formé dans le bâtiment ou l'hôtellerie.

La Grèce aux mains des banques

Passé par la Chase Manhattan Bank, McKinsey, Alpha Bank, le Premier ministre Mitsotakis lance à partir de 2019 une vague de privatisations, notamment celles d'infrastructures touristiques, de terres côtières, des parts détenus par l'État dans les entreprises de gaz et d'électricité et de l'aéroport d'Athènes. D'autre part, une réforme fiscale vise à faire du pays « une terre d'accueil pour les milliardaires et les citoyens les plus fortunés », relève le Financial Times. Il s'agit d'attirer les investissements en proposant de faibles taux d'imposition. Une clause protégera les bénéficiaires de cette politique fiscale contre les éventuels changements de politique mis en place par de futurs gouvernements.

Le « grand projet de loi sur la croissance », adopté durant l'été 2020, prévoit la restriction du droit de grève et la suppression des conventions collectives. La politique migratoire est durcie : la prise en charge des soins hospitaliers pour les étrangers sans ressources est supprimée et la période pendant laquelle les réfugiés ayant obtenu l'asile peuvent résider dans des logements sociaux passe de six mois à un mois. Question protection de l'environnement, le gouvernement réforme la législation afin de faciliter l'exploration pétrolière. lemediaen442.fr 1 décembre 2021

LVOG - La restriction du droit de grève et la suppression des conventions collectives, des mesures chères à tous les dictateurs et aux fascistes.

Quelle magnifique épreuve de démocratie ! Laquelle ?

Covid : en Suisse, deux cantons résistent au pass et à la vaccination - lemediaen442.fr 29 novembre 2021

Les Suisses ont voté à 62 % la Loi Covid-19 par référendum. Cette loi instaure le certificat Covid et la perte de certaines libertés. Sans certificat, il devient impossible de prendre l'avion, de pénétrer dans un restaurant, d'assister à des manifestations de plus de mille personnes et encore de participer à des activités sportives ou culturelles de plus de trente personnes. Les médias : « Ce certificat semble devenu un sésame presque indispensable pour mener une vie sociale normale. » lemediaen442.fr 29 novembre 2021

Pandémie fabriquée au jour le jour depuis 11 mois.

Lu.

- Rien ne va plus, car les gouvernements veulent cacher les Covid post vaccinaux (ou complications de la spike) chez les vaccinés et demandent aux infirmières de les soigner à domicile pour diminuer les statistiques d'hospitalisations des double-injectés.

Les médecins ont ordre de se taire sur les complications des injections et sur les Covids vaccinés hospitalisés qui sont classés non vax lorsque leurs ennuis surviennent moins de 15 jours après la seconde injection…. Ce qui dissimile l'hécatombe post vaccinale particulièrement forte dans les deux mois qui suivent la première injection.

- "*D'habitude pour caractériser une épidémie, on regarde le nombre de malades et de morts que génère cette épidémie. Aujourd'hui, on a*

changé de paradigme. On décide qu'une épidémie c'est le nombre de personnes testées positives à une trace d'un virus." (l'épidémiologiste Laurent Toubiana)

LVOG - N'ont-ils pas déjà procédé dans un passé récent à des interpellations et des détentions préventives sur de simples soupçons, sans preuves ?

Parole d'internaute.

1 - Les masques tombent..

C'est impressionnant.

Tout ce qu'on m'a inculqué depuis 50 ans s'effondre aussi.

L'impression de perdre tous repères et d'avoir vécu dans un énorme mensonge toute ma vie.

2 - Une question me hante à propos des vaccins.

Cet été, un très proche, 57 ans, est hélas mort soudainement pendant la nuit, plusieurs semaines après l'injection ; un ami plus éloigné, 70 ans, de la même manière, 15 jours après l'injection. Tous deux avaient des soucis cardiaques/respiratoires, et couraient des risques avec le Covid, certes. Mais je ne peux m'empêcher de douter, car, sans autopsie, comment savoir si le vaccin, à court ou moyen terme, n'a pas aggravé leurs soucis ?

Deux autres proches amis ont mis plus de 6 mois à se remettre, plus ou moins bien, de leur 2ème dose Pfizzer, ils restent très fatigués + confusions, brouillard mental : pas d'examen, pas de recherches, ils ne savent pas ce qui cloche. Bref, on parle d'effets dans les 3 mois, mais nous constatons des effets à bien plus long terme. Y-a-t-il des études sérieuses sur les effets à moyen terme sur les injections ? Car l'argument de la proximité des effets dans le temps pour établir le lien entre injection et EI ne me suffit pas, et maintenant, à presque 1 an des premières injections, on devrait avoir des résultats sur le moyen terme, non ?

3 - J'ai relevé dans l'entourage de mes enfants (non vaccinée aussi) une de mes belles fille Biologiste (vaccinée) devenue cas contact en raison d'une de ses collègues de travail, vaccinée total ayant attrapé la Covid fortement malgré ça, la maman de cette belle-fille, ancienne infirmière, vaccinée est en train de "couver" un rhume suspect, une collègue de travail de ma fille (vaccinée) dont le mari vacciné également … a le Covid sévère, mon autre belle-fille,infirmière en HP, vaccinée par obligation redoute la transmission car une de ses collègue de travail (vaccinée aussi) a la Covid …

4 - Pour ce qui m'a interpellé et fait basculer, ce fut le refus d'utiliser le protocole IHU ds les Ehpads, mais en "contrepartie" le décret rivotril. C'était trop !

Aujourd'hui, contraintes vaccinale et sociale, levée du secret médical, censure des voix dissidentes, c'est infiniment trop. Alors "pourquoi"?

Au delà, je me rappelle que l'agrochimie, utilise aussi des ogm, et donc brevette le vivant. (brevets=royalties) agriculteurs dépendants, promesses de resolutions des problèmes futurs.

La santé à l'ancienne, généraliste, spécialiste, hôpitaux, cliniques et traitements sont-ils dépassés au point qu'un gouvernement organise sa "réforme" ou sa "mort"? Et le "médicament" si difficile à inventer, tester, mais au brevet si court.

Alors de même que Bayer/Monsanto a "réformé" l'agriculture traditionnelle, les big pharmas ne revient-ils pas de "réformer la santé de" papa"? Crisp ks9, est intervenu ces années passées, et un prix Nobel à la clé. De quoi envisager un monde d'applications, et therapies gniques à tous les etages, corrections des défauts de programmation, vaccins, et pourquoi pas eugenisme interdit !? On parle de transhumanisme, n'arrive-t'on pas à ce point ou de libres et vulnérables, nous pourrions aboutir à toutes les corrections de programme, mais "captifs" (esclaves) possédés car sous brevets.

5 - Aucune de ces mesures n'étant sanitaire, que sont-elles? Si on ne peut affirmer ce qu'elles cachent, on peut constater une volonté. "On" veut qu'absolument tous les humains soient injectés. Sans raison médicale ni sanitaire puisque cette injection ne sert à rien dans le cadre de cette "pandémie" (aucune protection et même potentiellement plus de transmissions sans compter les effets secondaires). Je crois qu'il est fini le temps de faire semblant de ne pas comprendre et d'être inconsidérément prudents dans les conclusions. Imposer un produit à l'humanité sous un faux prétexte alors que l'on constate sa nocivité cela s'appelle un génocide.

6 - Depuis le départ, cette "pandémie" a pué pour moi, vétérinaire. Tout a été décidé à l'envers. Et les PCR en font partie. Nos labos vétos nous donnent les niveaux d'amplification lorsque nous demandons des PCR, et c'est un élément important pour faire un diagnostic. Quand j'ai vu passer une info sur internet en avril 2020 sur le fait que les labos humains ne communiquaient pas le CT lors de tests positifs car les médecins ne sauraient pas l'interpréter (sic), je me suis dit qu'il allait y avoir un mouvement d'indignation, de colère chez ceux-ci, relayé par des syndicats (l'Ordre, j'ai plus beaucoup d'illusion s'il est à l'image du nôtre). J'ai contacté mon frère, toubib, il ne voyait pas le problème. Il y 30 ans, les gens de l'INRA disaient qu'au dessus de 12 à 15 cycles, on trouvait tout ce qu'on voulait, ils parlaient de "soupe". J'ai donc compris très vite qu'on était dans un truc qui n'avait rien de sanitaire, et ça m'a beaucoup inquiétée. Un faux vaccin m'a été proposé, j'ai refusé, ne voulant pas ajouter du mensonge au mensonge.

Ils ont appelé pandémie une banale infection virale saisonnière.

Étude : Caractéristiques climatiques des différentes phases de la pandémie de COVID-19 dans les deux hémisphères. - resistance-mondiale.com 25 novembre 2021

https://resistance-mondiale.com/etude-caracteristiques-climatiques-des-differentes-phases-de-la-pandemie-de-covid-19-dans-les-deux-hemispheres

Une nouvelle étude menée par le Barcelona Institute for Global Health (ISGlobal) et publiée dans Nature fournit des preuves solides que la Covid-19 est une infection saisonnière liée aux basses températures et à l'humidité, tout comme la grippe saisonnière

Résumé

Les rôles du climat et des véritables signatures saisonnières dans l'épidémiologie des pathogènes émergents, et celle du SRAS-CoV-2 en particulier, restent mal compris. Avec une méthode statistique conçue pour détecter les associations transitoires, nous montrons, pour les cas COVID-19, des effets négatifs forts et cohérents de la température et de l'humidité absolue à de grandes échelles spatiales. À des résolutions spatiales plus fines, nous corroborons ces liens pendant la montée et la descente saisonnières du COVID-19. De fortes réponses de la maladie sont identifiées dans les deux premières vagues, suggérant des plages claires pour la température et l'humidité absolue qui sont similaires à celles décrites précédemment pour la grippe saisonnière.

Pour le COVID-19, dans toutes les régions étudiées et les vagues pandémiques, un modèle basé sur un processus qui incorpore un taux de transmission dépendant de la température surpasse les formulations de base sans facteur ou avec une saisonnalité sinusoïdale. Nos résultats, jusqu'à présent, classent COVID-19 comme une infection saisonnière à basse température et suggèrent une contribution importante de la voie aérienne dans la transmission du SRAS-CoV-2, avec des implications pour les mesures de contrôle que nous discutons. resistance-mondiale.com 25 novembre 2021

SÉLECTION D'ARTICLES A LIRE.

L'activité hospitalière en 2020 : la vraie version

https://www.youtube.com/watch?v=Ghb3mykWyvA

L'agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH) a sorti un rapport d'analyse sur l'impact de la Covid-19 sur les hospitalisations durant l'année 2020. Ce rapport a notamment révélé que pendant l'année 2020, les hospitalisations pour Covid n'ont finalement représenté que 2% de l'activité hospitalière sur l'année.

Faites vos jeux, rien ne va plus! Comment le gouvernement peut-il parler de cinquième vague? par Dre Nicole Delépine - Mondialisation.ca, 24 novembre 2021

https://www.mondialisation.ca/faites-vos-jeux-rien-ne-va-plus-comment-le-gouvernement-peut-il-parler-de-cinquieme-vague/5662596

Chronique N°79 – « Les dévoiements de la HAS à propos de la troisième dose » - .francesoir.fr 28 novembre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/has-troisieme-dose

Colère en Guadeloupe : l'hôpital cache-t-il les chiffres des vaccinés ? Me Bessis et Soumïâa Sayah - francesoir.fr 30 novembre 2021

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/ellen-bessis-et-soumiaa-sayah

Haut de page

Le 4 décembre 2021

- Nouveau variant Omicron = 0 hospitalisation et 0 mort en Afrique de Sud et dans les pays limitrophe le 3 décembre 2021. La mystification, la pandémie de tests PCR, la paranoïa collective, la manipulation des consciences, la tyrannie continuent...

- Quand quelqu'un portant une muselière vous dit : Venez manifester avec nous, spontanément par instinct de préservation, on a envie de répondre : Commencez par enlever votre masque, on n'est pas des pestiférés !

- Le Pr. Perronne est sans doute le membre le plus représentatif du corps médical pour s'exprimer sur les thérapies géniques que les tyrans imposent à la population, cependant en ayant cautionné les 11 vaccins obligatoires pour les enfants et d'autres vaccins obsolètes ou inutiles, il a perdu toute crédibilité pour s'exprimer au nom des millions qui refusent de servir de cobayes aux trust pharmaceutiques mafieux et criminels, dommage.

Leur humaniste est la politesse des salauds, des tyrans, des négriers des temps modernes...

LVOG - A retenir : "Pour le patron c'est une belle démarche humaniste". Il n'y a pas à dire, il faut les supprimer !

Le gouvernement veut relancer le travail en prison, en baisse depuis 20 ans - AFP 2 décembre 2021

Les ministres du Travail et de la Justice ont convié jeudi une cinquantaine de chefs d'entreprises à la prison de Muret, au sud de Toulouse, pour relancer le travail des détenus qui a considérablement baissé en 20 ans.

"On a aujourd'hui moins d'un tiers des détenus qui travaillent pendant leur détention alors que l'on a pu au début des années 2000 aller jusqu'à plus de la moitié. C'est pour cela que l'on a voulu avec Éric Dupond-Moretti relancer, dynamiser le travail en détention", a dit la ministre du Travail Élisabeth Borne.

Des actions conjointes des deux ministères ont été lancées "pour développer des entreprises d'insertion par l'activité économique et des entreprises adaptées (pour personnes handicapées)", a souligné la ministre.

"Étant donné que nombre d'entreprises sont confrontées à des difficultés de recrutement, c'est le bon moment pour ouvrir un peu ces fenêtres dans les pratiques de recrutement", a encore lancé Mme Borne à l'attention des cadres et dirigeants d'entreprises de Haute-Garonne, dont Suez, Schneider Electric, Vinci, WebHelp, Microsoft ou Airbus.

Le Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire "contient un contrat du détenu travailleur, c'est 45% du SMIC, les formalités administratives prises en charges par l'administration pénitentiaire et les surfaces (d'activité en prison) sont gratuites", a pour sa part souligné le garde des Sceaux Éric Dupond-Moretti évoquant un partenariat "gagnant, gagnant, gagnant".

"Pour le patron c'est une belle démarche humaniste, ça permet de faire des économies substantielles. C'est gagnant pour le détenu parce qu'un détenu qui travaille c'est un détenu qui se réinsère (...) avec 50% de moins de risque de récidive et c'est gagnant pour toute la société parce que nous avons tous intérêt à ce que les femmes ou les hommes, après avoir été punis, reviennent dans la société civile", a encore expliqué le ministre de la Justice.

Selon l'administration pénitentiaire quelque 20.000 détenus travaillent dans les établissements pénitentiaires dans 600 ateliers industriels du secteur de la métallurgie, la menuiserie, la confection textile, l'assemblage, le recyclage ou du conditionnement mais aussi dans l'économie de services avec par exemple des centre d'appels.

Environ 250 des 600 hommes qui sont incarcérés au centre de détention de Muret travaillent dans plusieurs ateliers qui vont de la menuiserie au secteur aéronautique, avec des entreprises comme Safran, qui ont monté des ateliers quasi identiques, à ceux de leurs propres unités de production.

Les ministres ont invités les chefs d'entreprises intéressés par ces dispositifs à consulter le site travail-prison.fr. boursorama.com/AFP 2 décembre 2021

Non mais, et puis quoi encore !

Noël : un Français sur trois se dit « attristé » ou « inquiet », selon une étude IFOP - sudouest.fr 2 décembre 2021

Pour beaucoup de ménages, les fêtes de fin d'année, sont une période d'inquiétude. Les raisons : la perte de pouvoir d'achat et la peur de ne pas se retrouver en famille.

Selon un sondage IFOP publié le jeudi 2 décembre sur le site de l'association Dons solidaires, Noël n'est pas forcément un moment de joie pour tous les Français. Dans ce sondage repéré par Franceinfo, réalisé en ligne du 10 au 15 novembre sur un échantillon de 2003 personnes, près d'une personne interrogée sur trois se dit « attristée » (29 %) ou « inquiète » (28 %) à l'évocation des fêtes de fin d'année.

Plus précisément, les personnes seules ou les ménages les moins aisés sont les plus concernés par ces sentiments négatifs. 21 % des Français disent redouter passer le réveillon seul. Et, un Français sur deux, (53 %), déclare avoir des difficultés pour finir le mois.

Renoncer à acheter des cadeaux

Face à la hausse de l'inflation dans toute la zone euro et à la pandémie mondiale qui a largement fragilisé l'économie, beaucoup de ménages déclarent se serrer la ceinture à l'approche des fêtes de fin d'année. Ainsi, un Français sur deux prévoit de se priver d'autres achats (57 %). Ils sont aussi un sondé sur deux, (55 %), à préparer de plus petits cadeaux que ce qu'ils aimeraient offrir.

29 % des parents entendent même renoncer à acheter des cadeaux, contre 20 % l'an dernier. sudouest.fr 2 décembre 2021

LVOG - Moi, cela fait 30 ans que je m'en passe et je ne suis pas malheureux pour autant. Quand ma compagne ou moi avons besoin de quelque chose, si c'est justifié on l'achète, idem pour tout ce qu'il y a dans la maison ou tout ce qu'on utilise, on n'achète que des choses utiles, pas des trucs qu'on va utiliser une seule fois, c'est au-dessus de nos moyens et ce serait con.

Personne ne nous dicte le jour ou la date de ce qu'on doit faire, on a déjà si peu de liberté, alors si soi-même on renonce à celle-là, alors où on va... où nous en sommes !

Quand on a des gosses, c'est différent, ils sont embarqués dans ce truc-là par les autres et l'école, on n'y coupe pas, il ne faut pas mal le prendre pour ne pas leur faire de la peine, ils ne comprendraient pas notre comportement.

Cela me fait penser aux gens qui se souhaitent bonne année le 31 décembre ou le 1er janvier, et qui la veille ou au cours des mois

précédents ne se sont jamais préoccupés de votre situation ou qui n'en ont rien à foutre en fait ! Au-delà, il y a le mec "sympa" ou la nana "cool" qui ont lié des relations avec une famille pauvre qui vit à l'autre bout de la terre, ils sont "branchés", généreux, humanistes, philanthropes, et ils ne se soucient pas du sort de la petite vieille qui vit dans la misère juste en-dessous de chez eux.

- Cette causerie au format pdf (20 pages)

ACTUALITE EN TITRES

La preuve : Macron est toujours au pouvoir !

- Syrie : La France risque de devenir une « terre d'impunité pour les tortionnaires » selon les ONG - AFP 3 décembre 2021

La preuve : Vive la guerre !

- La France annonce un contrat à 80 Rafales avec les Émirats Arabes Unis - Le HuffPost 3 décembre 2021

L'OTAN politique est en guerre contre tous les peuples, y compris en Europe.

- Covid-19 : nouvelles mesures et restrictions en Europe face à la 5e vague et au variant Omicron - euronews 3 décembre 2021

L'OTAN est en guerre contre tous les peuples, y compris la Russie.

- La Russie est-elle une menace ? Ukraine, Afrique, Moyen-Orient : bras de fer avec l'Occident - France 24 3 décembre 2021

- L'Occident annonce de nouvelles sanctions contre la Biélorussie - LePoint.fr 3 décembre 2021

Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et le Canada ont annoncé, jeudi, de nouvelles sanctions économiques contre la Biélorussie.

La fake news qui revient tous les ans.

- États-Unis : le Congrès évite de justesse la menace d'un « shutdown » - LePoint.fr 3 décembre 2021

La paralysie des services fédéraux, mesure très impopulaire, n'aura pas lieu.

Des psychopathes dangereux et cruels gouvernent.

- Covid-19: nouveau tour de vis en Irlande avant Noël - BFMTV 3 décembre 2021

Fermeture de discothèques, rétablissement de jauges dans des établissements publics... Le pays instaure de nouvelles restrictions avant les fêtes de fin d'année.

- En Belgique, la fermeture des écoles anticipées d'une semaine - Le HuffPost 3 décembre 2021

- Les vacances de Noël pour l'enseignement maternel et primaire débuteront le 18 décembre, une semaine plus tôt que prévu.

- Norvège: nouvelles restrictions à Oslo face à un foyer présumé du variant Omicron - BFMTV 3 décembre 2021

- Covid : l'Allemagne va imposer des restrictions drastiques aux non-vaccinés (Merkel) - AFP 3 décembre 2021

- Variant Omicron : les États-Unis durcissent l'accès pour les voyageurs - LePoint.fr 3 décembre 2021

Le totalitarisme constitue une menace pour toutes les espèces.

LVOG - Vous ont-ils pris pour des sangliers ?

- L'Espagne teste un vaccin pour réduire la reproduction des sangliers - Futura 3 décembre 2021

- Belgique: deux hippopotames testés positifs au Covid-19 - BFMTV 3 décembre 2021

- Coronavirus au Canada : Des animaux sauvages infectés, une première dans le pays - 20minutes.fr 3 décembre 2021

POLITIQUE

Pécresse ou le clone de Macron présidente... en 2022 ou 2027 ?

Quel suspens !

J'avais rédigé ce passage samedi matin 4 décembre, je n'ai rien besoin de changer ce samedi soir, Pécresse a remporté l'investiture de LR,

c'était juste une formalité

- La présidente de la région Île-de-France a largement remporté le second tour du congrès LR avec 60,95% des voix, devançant Éric Ciotti, arrivé deuxième avec 39,05% des bulletins. AFP 4 décembre 2021

Face à Valérie Pécresse sur LCI, Éric Ciotti fustige sa ligne trop macroniste - Le HuffPost 3 décembre 2021

LVOG - Elle avait participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en juin 2013, tout comme Macron en 2014. Lors d'une causerie qui date déjà de plusieurs années, quand j'avais entendu J. Attali affirmé que le prochain Président de la République serait une femme, j'avais annoncé qu'il s'agissait de Valérie Pécresse la candidate adoubée par l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Lors du vote du premier tour du congrès Les Républicains qui s'est tenu le 2 décembre Éric Ciotti et Valérie Pécresse se sont qualifiés pour le second tour qui aura lieu à partir de vendredi à 8 heures et sera clos samedi à 14 heures, et le nom du vainqueur sera révélé quelques minutes plus tard.

Un secret de polichinelle.

Les trois autres candidats battus, Michel Barnier, Xavier Bertrand et Philippe Juvin ont très rapidement appelé à voter pour Valérie Pécresse au nom du "rassemblement", MM. Bertrand et Juvin figurant ostensiblement à ses côtés lors de sa première conférence de presse. Comme le président du Sénat Gérard Larcher dans la soirée.

Voilà qui éclaire la candidature de Zemmour destinée à pomper des voix à Le Pen pour permettre à Pécresse d'être au second tour de la présidentielle et de l'emporter face à Macron grillé et haït par la majorité de la population, sachant qu'elle est aussi enragée que lui ou plus encore, c'est le clone de Thatcher !

Zemmour a aussi servi à doper Ciotti contre Barnier et Bertrand, sachant qu'ils se rallieraient à Pécresse ne laissant aucune chance à Ciotti.

Pourquoi l'oligarchie a-t-elle cooptée Pécresse. Explication.

Congrès LR: pourquoi une victoire de Valérie Pécresse est redoutée par la macronie - BFMTV 3 décembre 2021

La macronie est bien embêtée. Alors que le premier tour du Congrès de la droite ont accouché d'un duel inattendu entre Éric Ciotti et Valérie Pécresse, la présidente de la région Ile-de-France apparaît comme la grande favorite, compte tenu de ses réserves de voix.

Problème: "Ils [LaREM] ne savent pas comment l'affronter", explique le chef du service politique de BFMTV, Philippe Corbé, après avoir échangé avec des proches du président.

Emmanuel Macron aurait préféré affronter Xavier Bertrand. A coup de réguliers face-à-face orageux, le président avait planté le décor autour du président des Hauts-de-France. "On préférait Bertrand, parce qu'il n'a pas la stature. Pécresse fait plus sérieuse, mais surtout plus sincère", détaille un ministre auprès du Parisien.

LVOG - Deux remarques.

Quand ils disent "Emmanuel Macron aurait préféré affronter Xavier Bertrand", cela signifie qu'il avait prévu que le ou la candidate de LR affronterait Macron au second tour, mais alors qu'il était largement devancé par Le Pen et Zemmour, comment ont-ils pu imaginer ce scénario, sinon qu'ils étaient en train de le mettre en place pour ensuite faire croire à un retournement de situation "inattendu" dont Le Pen et Zemmour feraient les frais. Donc cette élection est bien une mascarade où tout est déjà ficelé.

La seconde remarque, c'est qu'ils savent comment s'y prendre pour duper des électeurs naïfs et sans conscience politique, il suffit de présenter un candidat qui fasse "sincère" pour enlever la mise, là en l'occurrence une femme, on peut affirmer sans prendre de risque qu'ils vont se servir à fond de ce statut pour discréditer tous les autres candidats, depuis le temps qu'ils nous expliquent que les femmes sont meilleures que les hommes, cela va être l'occasion de le montrer en donnant une chance à une femme, toute leur propagande ou son programme ce réduira à ce facteur, soyez moderne, progressiste, n'hésitez pas à innover, donner le pouvoir à une femme, elle pourrait être votre compagne, votre soeur, votre mère, ils vont matraquer cela sur tous les tons pendant 3 mois, on prend les paris ?

BFMTV - Et de conclure sa profession de foi parue jeudi soir par: "Je suis prête à devenir la première femme présidente de la République!" Pour le moment, la finaliste est créditée de 11% des intentions de vote au premier tour, selon notre baromètre L'Élyséemètre, contre 24% pour Emmanuel Macron.

LVOG - A moins qu'ils la réservent pour 2027 et fassent réélire Macron une fois qu'ils l'auront totalement essoré et qu'il n'y aura plus rien à en attendre, ils le jetteront, c'est possible, 2022 pourrait être un galop d'essai pour Pécresse, ils peuvent aussi vérifier comment elle s'en sort, cela signifie qu'ils n'ont pas trouvé de remplaçant à Macron, à moins qu'ils recourent à Philippe si Pécresse les décevait.

Nos lecteurs ne seront pas surpris.

Causerie du 11 août 2013

LVOG - Pécresse pourrait-elle devenir la nouvelle Dame de Fer ?

Causerie du 9 octobre 2013

Le retour de Sarkozy étant fortement improbable, le groupe Bilderberg a pu inviter Pécresse et Fillon pour juger sur pièce lequel des deux

canassons serait susceptible de faire l'affaire et de remplacer Hollande en 2017.

Causerie du 8 janvier 2014 - Le spectacle de Dieudonné interdit à Nantes - Reuters 07.01

Valérie Pécresse : "Si on n'agit pas, l'impuissance de l'Etat sera impardonnable", a-t-elle averti sur i>TELE. "Il provoque la République et la République ne peut pas se laisser provoquer".

Causerie du 29 mai 2014

- En principe ce devrait être Fillon ou Pécresse le candidat de l'UMP, Juppé n'a pas été adoubé par le groupe Bilderberg. En réalité on ignore si la prestation de Fillon ou Pécresse a été concluante.

Causerie du 26 septembre 2014

- Par exemple Valérie Pécresse de l'UMP qu'il ne faudrait pas prendre pour une gourde, car ce n'est pas pour rien qu'elle fut invitée à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013 (tout comme Fillon), qui a légitimé indirectement le combat que mène notamment le régime syrien contre l'Etat Islamique "qui terrorise des Etats qui, eux, doivent s'organiser pour lutter contre".

- A droite, certains responsables ont des états d'âme. L'ex-ministre UMP Valérie Pécresse estime ainsi qu'il ne "faut pas galvauder" le mot "guerre", car il est "trop terrifiant". "Je ne dirais pas que la France est en guerre (...) une guerre cela veut dire qu'on a identifié un Etat contre lequel on est en guerre. Là ce n'est pas un Etat, c'est une nébuleuse terroriste mondiale, qui terrorise des Etats qui, eux, doivent s'organiser pour lutter contre". (Le discours de Bush - LVOG)

Causerie du 31 janvier 2015

Pécresse sur les rails de Bilderberg

- Pécresse (UMP), adoubée par Sarkozy, à l'orée de sa campagne pour les régionales - AFP

Causerie du 28 mai 2015

- Pécresse : «tolérance zéro» pour la fraude dans les transports - LeFigaro.fr

Causerie du 14 août 2015

- Pécresse juge "scandaleuse" la polémique autour de "Tel-Aviv sur Seine" - Francetv info

Causerie du 7 novembre 2015

- Des tests salivaires anti-cannabis dans les lycées: la mesure stupéfiante de Pécresse - Le Huffington Post

"Les résultats ne seront communiqués qu'au lycéen et à ses parents s'il est mineur", a ajouté Mme Pécresse. "Le proviseur aura l'information sur la classe. S'il s'aperçoit qu'il y a une trop grosse consommation de drogue dans la classe, il peut déclencher le plan anti-dealer avec vidéo-protection, intervention éventuelle de la police nationale à l'entrée du lycée pour fouiller les cartables et empêcher les dealers de pénétrer dans le lycée".

"L'idée, c'est d'avoir une bulle de sécurité autour du lycée", a-t-elle encore ajouté. Le Huffington Post 05.11 - Pécresse veut interdire de métro les "délinquants multirécidivistes" dans les transports - AFP

"L'idée serait de modifier la loi pour que le juge puisse prononcer une peine complémentaire pour les délinquants multirécidivistes, par exemple les pickpockets dans le métro, pour qu'on puisse les interdire de revenir dans le métro, un peu comme les interdictions de stade pour les hooligans", a précisé Mme Pécresse qui présentait son programme devant la presse.

"Les services de sécurité arrivent à reconnaître les pickpockets quand ils sont sur les voies. Simplement, on les reconnaît mais on ne peut rien faire", a-t-elle ajouté, précisant que "un pickpocket dans le métro, c'est 1.000 actes par an". AFP 05.11

Causerie du 23 novembre 2015

- Pour Pécresse, le terrorisme ça commence avec la fraude dans le métro - Le Huffington Post - LVOG - Combien de fois j'ai pris le métro sans ticket quand j'étais jeune, juste pour aller travailler ou chercher du boulot. Ceux qui traitent de terrorisme un acte aussi banal sont des fachos.

Causerie du 25 mars 2016

- Attentats Bruxelles : Valérie Pécresse veut munir les transports franciliens d'équipement de sécurité - Public Sénat

Causerie du 20 mai 2016

- L'Ile-de-France adopte les tests salivaires de détection de drogue dans les lycées - LeMonde.fr

Ce projet controversé, porté par la présidente de la région, Valérie Pécresse, a été adopté malgré l'opposition de la gauche et l'abstention du Front national. LeMonde.fr

Causerie du 7 juin 2016

- SNCF: 75 élus LR d'IDF appellent à la suspension de la grève - AFP

Soixante-quinze élus Les Républicains d'Ile-de-France, au premier rang desquels la présidente de région Valérie Pécresse (...) ont appelé dimanche les grévistes SNCF à suspendre leur mouvement "en raison des inondations"... AFP

Causerie du 24 mai 2017

- Valérie Pécresse subventionne SOS Racisme et l'inter LGBT ! Mercredi, lors de la Commission permanente d'Ile-de-France, la présidente du Conseil régional a distribué 25 000 € à l'association antiraciste. L'édile de droite est donc plus généreuse que la mairie de Paris et le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, tous deux de gauche, qui ont respectivement distribué 1 000 et 2 000 €. Pas de jaloux, Valérie Pécresse a également versé 25 000 € à l'Inter LGBT.

Causerie du 1er avril 2018

- Valérie Pécresse "Young Leader" de la French-American Foundation... (2002)

https://www.monde-diplomatique.fr/2016/11/QUATREPOINT/56762

Causerie du 29 mars 2019

- Retraites: le départ à la retraite à 65 ans est "inéluctable", selon Pécresse - AFP

Causerie du 6 juin 2019

En visant la présidentielle de 2022? "Si vous voyez en moi l'héritière de Nicolas Sarkozy, je ne peux qu'approuver", a-t-elle glissé mercredi soir sur France 2. AFP 6 juin 2019

Causerie du 26 juin 2019

- Valérie Pécresse : "La droite doit être le parti de l'ordre" - LePoint.fr 22 juin 2019

Causerie du 9 octobre 2019

- Valérie Pécresse veut que la "radicalisation islamiste" devienne un motif de licenciement - L'Express.fr 7 octobre 2019

"Je ne parle pas de criminaliser, je parle d'incompatibilité professionnelle", a insisté Valérie Pécresse, notant que "la radicalisation ça se prouve, par la fréquentation de mosquées salafistes, par le refus de serrer la main d'une femme". L'Express.fr 7 octobre 2019

LVOG - Je ne lui serrerais jamais la main, donc licenciement !

Causerie du 19 avril 2020

Coronavirus : Valérie Pécresse demande au gouvernement de rendre "obligatoire" le port du masque dans les transports - Franceinfo 17 avril 2020

Causerie du 8 mai 2020 - Déconfinement: Pécresse réclame des forces de l'ordre ou de sécurité dans les gares - AFP 7 mai 2020

La présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a réclamé mardi des "renforts" en forces de l'ordre ou de sécurité dans les gares pour mieux filtrer les usagers des transports et faire respecter la distanciation pour le déconfinement à partir de lundi. AFP 7 mai 2020

Causerie du 14 septembre 2020

- Insécurité: Pécresse fustige des résultats "insuffisants" et propose des "prisons différenciées" - AFP 09 septembre 2020

La présidente de la région Ile-de-France Valérie Pécresse (ex-LR) a fustigé mercredi l'"insuffisance de résultats" d'Emmanuel Macron sur les questions sécuritaires, et plaidé pour des "prisons différenciées" afin de faire appliquer les peines. AFP 09 septembre 2020.

Causerie du 11 juillet 2021

– Covid: Pécresse et Guerini pour des tests payants – AFP 9 juillet 2021

La présidente de la région Ile-de-France Valérie Pécresse (ex-LR, Libres!) et le délégué général de LREM Stanislas Guerini sont tous deux favorables à faire payer les tests anti-Covid "de confort" pour inciter à la vaccination, ainsi qu'à une extension du pass sanitaire. AFP 9 juillet 2021

Causerie du 11 juillet 2021

Un scoop : Pécresse présidente en 2022 ! Invitée du Club Bildergerg en 2013

- Après l'Île-de-France, la présidentielle? Valérie Pécresse "réfléchira à la suite" durant l'été - BFMTV 28 juin 2021

Elle a à nouveau évoqué ses ambitions présidentielles après cette victoire.

Pour Valérie Pécresse, l'occasion est trop belle, la fenêtre trop grande ouverte pour se manquer: "Jamais nos propositions n'ont été si populaires, Marine Le Pen a essayé de nous les voler, Emmanuel Macron a essayé de dire qu'il était de droite. Ils sont venus sur notre territoire".

Causerie du 23 juillet 2021

- Présidentielle 2022: pour Valérie Pécresse, "l'heure des femmes est venue" - BFMTV 8 juillet 2021

La présidente de la région Ile-de-France a déclaré ce jeudi vouloir faire "entendre sa voix" dans les prochains mois.

Potentielle candidate de la droite à la présidentielle, Valérie Pécresse (ex-LR) estime que "l'heure des femmes est venue" dans une interview jeudi à La Provence.

"Pour gagner, il faut reconstituer une très large alliance de la droite et du centre comme nous l'avons tous fait dans nos régions", soutient la présidente du mouvement "Libres !". (Le clone d'En Marche - LVOG)

Causerie du 23 juillet 2021

- Pécresse a avancé son annonce de candidature- LePoint.fr

- Valérie Pécresse candidate à la présidentielle 2022 via une primaire à droite - huffingtonpost.fr

- Pécresse se lance dans la course à l'Elysée : des haies à franchir en pagaille - lexpress.fr

- Valérie Pécresse se déclare candidate à l'élection présidentielle de 2022 - nouvelobs.com

- "Il ne peut pas y avoir deux candidats": Pécresse passera par la primaire de la droite pour 2022 - BFMTV

- Valérie Pécresse annonce sa candidature pour la présidentielle de 2022 - BFMTV

- Présidentielle : candidate, Valérie Pécresse entre en concurrence avec Xavier Bertrand - Les Echos

- Valérie Pécresse candidate à l'élection présidentielle de 2022 - lemonde.fr -

- Candidate à la présidentielle, Pécresse dit avoir "plus d'autorité que Marine Le Pen" - parismatch.com

- Le "en même temps" ou les compromis, c'est terminé. Macron : c'était de la rigolade, à côté Le Pen apparaîtra comme un ange !

Parole de Pécresse.

- «Je suis plus réformiste que Macron. Je n'ai pas peur de la sanction. J'ai plus d'autorité que Marine Le Pen» (Cela veut tout dire ! - LVOG)

- Celle qui se présentera « en femme libre » affirme son désir de « remettre le pays en ordre » après le mandat d'Emmanuel Macron ("Le mandat", histoire de dire que Macron était destiné qu'à en faire un seul, comme ses prédécesseurs des dernières décennies. Macron, c'est terminé, elle va prendre le relai. - LVOG)

- "Nous avons un devoir d'unité et de jouer collectif, car il faut un seul candidat de l'alliance de la droite et du centre pour l'alternance"

(L'alliance de la droite et du centre, cela porte un nom : l'extrême-centre allié à la gauche institutionnelle - LVOG)

- « Elle va démontrer à quel point elle sait être une femme d'ordre et une femme de droite »

- "Elle veut être claire sur ses intentions. Il y a un moment ou le calendrier doit rimer avec la détermination, qui est présente, souffle un proche. Le moteur était allumé, il ne manquait que le décollage." (Le décollage a eu lieu avec Macron, elle compte poursuivre sur la voie du totalitarisme. - LVOG)

- « restaurer la fierté française ». « Je ne supporte plus qu'on parle au lieu d'agir. […] La France doit prendre un nouveau départ », a-t-elle souligné, taclant un « quinquennat pour pas grand-chose »

- « Nous devons rompre avec dix ans de mauvais choix, de demi-mesures, d'indécision et, en fin de compte, l'affaissement de notre pays. »

- "Après un quinquennat pour pas grand-chose, et je le dis à regret, avec très peu de réformes, comme celle repoussée des retraites, des figures d'autorité abaissées et contestées, nos lois bafouées, des déficits abyssaux, des fractures accrues. Je veux remettre le pays en ordre."

- un volet judiciaire sur le thème de "la bonne justice est une justice rapide", où elle explique vouloir des comparutions immédiates en cas de flagrant délit, des jugements rendus plus rapidement et des peines exécutées "dans les 3 mois". Un objectif qu'elle compte atteindre en "remettant de l'ordre dans les dépenses publiques, en faisant la chasse à tous les gaspillages".

- Valérie Pécresse veut aussi faire voter des quotas d'immigration par le Parlement chaque année et interdire qu'il y ait plus de 30% de logements sociaux dans un quartier, de façon à "éviter les ghettos et permettre la mixité sociale".

- sur le terrain de l'écologie. Voulant faire de ce domaine "une arme pour la croissance et l'emploi" plutôt qu'une "punition" ou un "blocage", Valérie Pécresse liste quelques mesures telles que des taxes sur les produits en provenance de pays ne respectant pas les normes en vigueur dans l'UE, un acteur européen qu'elle voit d'ailleurs comme central dans le combat pour la planète.

Causerie du 23 juillet 2021

Régionales: Valls et Huchon appellent à voter Pécresse, tollé à gauche - AFP 26 juin 2021

Causerie du 6 septembre 2021

LVOG - Le passage du témoin est assuré en 2022.

- Valérie Pécresse veut doter la France des "moyens de contrer la menace" islamiste - BFMTV 4 septembre 2021

Causerie du 21 octobre 2021

- Valérie Pécresse propose la suppression de 150.000 postes de fonctionnaires - BFMTV 19 octobre 2021

"Si je suis élue présidente de la République, ma première décision sera donc d'engager quatre grandes réformes de structures pour baisser les dépenses et diminuer la pression fiscale", ajoute-t-elle, énumérant "la retraite à 65 ans, la dégressivité des allocations-chômage, la débureaucratisation du pays et une décentralisation avec un lâcher-prise de l'Etat pour supprimer les doublons". BFMTV 19 octobre 2021

- Territorialisation des peines proposée par Pécresse : « Une grande rupture avec la philosophie des Lumières » pour Benjamin Morel - Publicsenat.fr 19 octobre 2021

Causerie du 24 novembre 2021 2021

- Covid-19: Bertrand et Pécresse n'écartent pas un reconfinement limité aux Français non vaccinés - BFMTV 15 novembre 2021

Xavier Bertrand et Valérie Pécresse ont affirmé qu'ils n'excluaient pas de prendre une telle mesure en fonction de l'évolution de la situation sanitaire en France:

"S'il y a une recrudescence de la pandémie qui met en danger des vies, je ne reconfinerai pas tous les Français", a expliqué Valérie

---

GREAT RESET ET CORONABUSINESS OU LE JACKPOT DES HYPER MILLIARDAIRES

Et il y en a encore qui se demandent pourquoi !

LVOG - Ces données sont publiques, accessibles à tous, en France ou dans tous les pays le même scénario s'est produit, les médias les ont rapportés, donc personne ne pourra nous accuser de complotisme. Le complotisme ne consisterait-il pas plutôt à les nier, les ignorer parce qu'ils révèlent un aspect de cette machination infernale qui dévoile leur véritable intention : Devenir riche dans des proportions colossales qui leur confère une puissance phénoménale, un pouvoir absolu sur les Etats et les peuples, inégalables ou sans concurrent, afin de modeler la société et le monde à leur image ou leur dicter leur volonté de manière à demeurer les maîtres du monde sur des peuples réduits en esclavage ou servage, ils visent le pouvoir absolu, comme seule réponse à la crise du capitalisme.

American billionaires added $2 trillion to their wealth during pandemic - independent.co.uk 18 October 2021

Le patrimoine des milliardaires américains a augmenté de 2 000 milliards de dollars pendant la pandémie.

https://www.independent.co.uk/news/world/americas/billionaire-money-increase-covid-pandemic-b1940590.html

Traduit avec www.DeepL.com/Translator.

- Les milliardaires américains se sont enrichis de plus de 2 000 milliards de dollars pendant la pandémie de coronavirus, leur fortune combinée ayant presque doublé au cours des 19 derniers mois seulement, selon une nouvelle analyse des données Forbes.

La fortune collective des milliardaires américains a dépassé les 5 000 milliards de dollars, passant d'un peu moins de 3 000 milliards de dollars en mars 2020 à 5 000 milliards de dollars au 15 octobre, selon le rapport d'Americans for Tax Fairness et de l'Institute for Policy Studies Program on Inequality publié le 18 octobre.

La pandémie a également produit plus de 100 nouveaux milliardaires. En mars 2020, les États-Unis comptaient 614 personnes possédant un compte bancaire à 10 chiffres, selon le rapport. Ils sont désormais 745.

Ces milliardaires détiennent désormais une richesse combinée supérieure de deux tiers aux 3 000 milliards de dollars détenus par les 50 % de ménages américains les plus pauvres, selon le rapport.

En tête de liste figure Elon Musk, PDG de Tesla et SpaceX, dont la fortune est passée de 24,6 milliards de dollars en 2020 à 209,4 milliards de dollars en octobre 2021, soit une augmentation de 751 %, selon le rapport.

Le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, qui a accédé cette année au poste de "président exécutif" du géant de la distribution, a vu sa fortune

avant la pandémie passer de 113 milliards de dollars à 192 milliards de dollars à la mi-octobre.

Bill Gates, de Microsoft, a vu sa fortune augmenter de 34,4 milliards de dollars, passant de 98 à 132,4 milliards de dollars.

Selon la liste annuelle des milliardaires établie par Forbes et publiée au début de l'année, les personnes les plus riches du monde ont amassé plus de 13 000 milliards de dollars au total, soit une augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente.

Une grande majorité des centaines de personnes figurant sur la liste sont plus riches aujourd'hui qu'il y a un an, au début de la crise sanitaire mondiale et de ses retombées économiques qui ont laissé des millions de personnes sans emploi dans les mois qui ont suivi.

"La grande chance de ces milliardaires au cours des 19 derniers mois est d'autant plus frappante qu'elle contraste avec l'impact dévastateur du coronavirus sur les travailleurs", selon le rapport. independent.co.uk 18 October 2021

En complément.

U.S. Billionaire Wealth Surged by 70 Percent, or $2.1 Trillion, During Pandemic

https://ips-dc.org/u-s-billionaire-wealth-surged-by-70-percent-or-2-1-trillion-during-pandemic-theyre-now-worth-a-combined-5-trillion/

Extrait

- En moyenne, les milliardaires paient un taux d'imposition fédéral effectif sur le revenu d'environ 8 % lorsque la valeur accrue de leurs actions est prise en compte, selon la Maison Blanche. Ce taux est inférieur à celui de nombreux contribuables à revenu moyen, comme les enseignants, les infirmières et les pompiers.

Les milliardaires paient des taux d'imposition aussi bas parce que :

La plupart de leurs revenus proviennent de l'augmentation de la valeur de leurs investissements tels que des actions, une entreprise ou des biens immobiliers, plutôt que d'un salaire comme la plupart des gens, et ils n'ont pas à payer d'impôts sur cette richesse accrue, sauf s'ils vendent les actifs. Mais les ultra-riches n'ont pas besoin de vendre des actifs. Au lieu de cela, en raison de l'importance de leur fortune, ils peuvent emprunter de l'argent à des taux faibles auprès des banques et vivre somptueusement sans payer d'impôts.

Lorsqu'ils vendent leurs actifs, ils paient un taux d'imposition maximal de 20 % sur les plus-values (plus un impôt sur le revenu net des investissements de 3,8 %), bien inférieur au taux maximal actuel de 37 % (40,8 %) qu'ils paieraient sur un salaire équivalent. C'est pourquoi de nombreux ultra-riches paient un taux d'imposition inférieur à celui des personnes de la classe moyenne.

Selon l'analyse des données de l'IRS par ProPublica :

Des milliardaires n'ont payé aucun impôt fédéral sur le revenu ces dernières années, notamment Jeff Bezos, Elon Musk, Michael Bloomberg et George Soros.

Les 25 premiers milliardaires du pays ont payé un taux d'imposition de seulement 3,4 % sur une augmentation de 400 milliards de dollars de leur fortune collective entre 2014 et 18.

On achète bien les médias, les universités, les écoles de journalisme...

Des documents montrent que Bill Gates a donné 319 millions de dollars à des médias par Alan MacLeod (MintPress News 15 novembre 2021) - Mondialisation.ca, 03 décembre 2021

Extrait.

- Dans la plupart des reportages, les dons de Gates sont présentés comme des gestes altruistes. Pourtant, nombreux sont ceux qui ont souligné les défauts inhérents à ce modèle, notant que le fait de laisser les milliardaires décider de ce qu'ils font de leur argent leur permet de fixer l'agenda public, leur donnant ainsi un énorme pouvoir sur la société. « La philanthropie peut être et est utilisée délibérément pour détourner l'attention des différentes formes d'exploitation économique qui sous-tendent l'inégalité mondiale actuelle », a déclaré Linsey McGoey, professeur de sociologie à l'université d'Essex, au Royaume-Uni, et auteur de No Such Thing as a Free Gift : The Gates Foundation and the Price of Philanthropy. Elle ajoute :

Le nouveau 'philanthrocapitalisme' menace la démocratie en augmentant le pouvoir du secteur des entreprises au détriment des organisations du secteur public, qui sont de plus en plus confrontées à des restrictions budgétaires, en partie en rémunérant excessivement les organisations à but lucratif pour qu'elles fournissent des services publics qui pourraient être fournis à moindre coût sans la participation du secteur privé. »

La charité, comme le faisait remarquer l'ancien Premier ministre britannique Clement Attlee, « est une chose froide, grise et sans amour. Si un homme riche veut aider les pauvres, il doit payer ses impôts avec plaisir, et non distribuer de l'argent sur un coup de tête. »

https://www.mondialisation.ca/des-documents-montrent-que-bill-gates-a-donne-319-millions-de-dollars-a-des-medias/5662888

GUERRE BIOLOGIQUE.

On invente ce qu'on veut, on détient le pouvoir oui ou non ?

Quel nom donneriez-vous à des institutions et des médias qui inventent une vague de contaminations chez les enfants pour extorquer un consentement à la vaccination? Ce que les médias et politiques ne vous disent pas... Fausse pandémie chez les 0-9 ans ! par Alain Tortosa (7milliards.fr) - Mondialisation.ca, 02 décembre 2021

Extrait.

- Il n'y a pas d'épidémie de malades, mais une épidémie de cas lié à l'augmentation du nombre de tests.

L'année 2020 ayant vu la naissance de pandémies de personnes en bonne santé !

La dictature sanitaire va s'appuyer sur cette augmentation artificielle du taux d'incidence pour prétexter un accroissement de l'épidémie chez les enfants et donc préconiser l'injection dans cette tranche d'âge non concernée par cette maladie.

Le test PCR étant l'outil qui permet de faire croire à une population en bonne santé et asymptomatique qu'elle est un vecteur significatif de propagation d'un virus…

Sans PCR sur les asymptomatiques, plus de confinement, plus de masques, plus de passe-sanitaire et plus de vaccination des personnes en bonne santé non à risque ! Je vous rappelle que 94 % des enfants qui consultent pour des symptômes ORL ne sont pas positifs au Sars-cov2… 6 % serait donc plus important que 94 % pour protéger officiellement les vieux grabataires.

Quand bien même tous ces enfants positifs ne seraient pas connus en l'absence de tests, il n'en demeure pas moins vrai que testés ou pas, ils sont nombreux à être porteurs sains.

Nous sommes là face à un mur de croyance et de propagande…

Le problème est le même qu'en justice, il est plus facile de prouver la culpabilité d'un coupable (par des preuves) que de prouver l'innocence d'un innocent (par des preuves)…

Il faudrait que l'enfant positif prouve qu'il n'est pas (ou infiniment peu)propagateur, bref, qu'il prouve son innocence…

Dans un monde scientifique, les études (non biaisées, sans conflit d'intérêts)devraient amener la preuve que les enfants asymptomatiques sont de puissants propagateurs, mais nous n'y vivons plus.

[Note de Joseph Stroberg : le problème encore plus grave est que la propagande commence dès la formation universitaire largement chapeautée par Big Pharma depuis que Rockefeller s'est acharné en début de siècle dernier à éliminer toute école de pensée et toute médecine qui n'allait pas dans le sens de sa médecine chimique dérivée du pétrole. Et notamment la preuve d'un isolement véritable de virus sur un plan réellement scientifique, ainsi que la preuve expérimentale indubitable de contagions virales ou bactériennes avec expériences de contrôle ou contre-expériences n'ont jamais été fournies. Il est maintenant largement avéré que la théorie des germes et son corollaire viral relèvent de fraude scientifique et de comportement religieux depuis au moins l'époque de Pasteur. Le présent site propose un large éventail d'articles et de sources qui tendent à démontrer tout ceci.

Le propre de la véritable science est la remise en question permanente des théories et des hypothèses à la lumière des nouvelles observations ou données et de faits mis à jour qui avaient jusqu'à une époque récente été maintenus cachés ou étouffés.

La théorie alternative du terrain et des exosome se révèle bien plus efficace et cohérente, sans « rustines », pour expliquer les maladies prétendument contagieuses, bactériennes ou virales. Et si elle était davantage prise en compte, elle ferait s'effondrer toute cette mascarade plandémique Covid et les mesures sanitaires nocives.]

TYRANNIE ET MEURTRE D'UNE INNOCENTE

Christian Perronne, sabre au clair... - 02 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/christian-perronne-sabre-au-clair

LVOG - Il est sympathique le brave Pr. Perronne, on l'aime bien, mais qu'est-ce qu'il est conformiste, et bien qu'il soit de droite il lui arrive d'avoir des réactions humanistes, comme tout médecin vous me direz, tous, je n'en suis pas du tout certain, je crois que c'est faux, mais lui il est sincère et c'est ce qu'on aime chez lui. A côté Raoult et Maudrux sont des rats ! Cela vaut le coup de la soutenir.

Les vaccinés piquent une colère - letemps.ch 2 décembre

« Les vaccinés piquent une colère » c'est le titre presque cocasse pour des gens « piqués » aux vaccins du principal quotidien Suisse Le Temps.

« Ils ont « tout fait juste » et se retrouvent embarqués dans les nouvelles mesures presque comme des antivax. La colère des citoyens suisses vaccinés monte aussi contre les promesses du vaccin lui-même : Daniel Koch concède que l'on a été trop optimiste le concernant.

La précipitation avec laquelle le Conseil fédéral a imposé des quarantaines au retour de certains pays fait monter la colère des vaccinés. — © AP

Un effet secondaire nouveau et qui se répand à forte contagion parmi les vaccinés de Suisse: à quoi sert-il d'obéir en bon élève citoyen aux injonctions gouvernementales si ensuite on se retrouve traité presque à la façon d'un sonneur de cloches antivax? Le Conseil fédéral a ainsi mis mardi en consultation cette semaine une nouvelle série de mesures pour freiner la hausse du nombre d'hospitalisations liées au Covid-19, et surtout anticiper l'arrivée du variant Omicron. Extension du certificat à l'intérieur, port du masque et télétravail »...

Je peux même vous dire qu'en France, actuellement et au moment où j'écris ces lignes, ceux qui sont positifs au Covid et malades, vraiment malades, ne sont même pas soignés, je ne parle pas des vilains non-vaccinés, mais des citoyens modèles, ceux qui peuvent fièrement arborer un « schéma vaccinal » complet à deux doses, et pour les plus engagés même à trois doses !

Rien.

Doliprane et dodo. Même pas un peu de zinc, de vitamine B et C, même pas un petit antibio pour éviter une surinfection bactérienne.

Rien pour les bons citoyens.

Que des contaminations, car actuellement ce sont les vaccinés qui s'infectent entre eux, et ils ont des symptômes. Dans quelques semaines, nous découvrirons ahuris, que pour les formes graves et bien là aussi le vaccin pourrait être décevant. La faute aux variants vous dira-t-on.

La réalité est nettement plus nuancée que cela, et nous avons un véritable sujet autour des anticorps « facilitants » et « neutralisants ».

Si l'immense majorité se sent couillonnée, alors il faudra sacrifier au moins la tête de Véran. insolentiae.com 2 décembre 2021

Saranrat Sariman, 29 ans, décède d'une embolie pulmonaire 6 jours après le vaccin Moderna - lemediaen442.fr 3 décembre 2021

Surnommée la « Rêveuse » par ses amis et sa famille, Saranrat Sariman, une jeune femme de 29 ans, est décédée le 28 novembre 2021 à Bangkok après une vaccination croisée avec Sinovac [vaccin chinois] et Moderna dans un hôpital privé. Le 1er décembre, à l'église Somboon Gospel à Prachuap Khiri Khan, au milieu d'une atmosphère de tristesse de la famille et des proches, une cérémonie funéraire a eu lieu pour le décès de Saranrat Sariman.

Le 20 octobre 2021, Saranrat Sariman a reçu la première dose, un vaccin Sinovac et le 22 novembre, celui de Moderna. La nuit après cette dernière vaccination, elle a ressenti des douleurs thoraciques, une tachycardie. Le 23 novembre sa tension artérielle était normale, mais son rythme cardiaque était rapide : 130 battements/min. Très fatiguée, elle quitte le travail pour se reposer. Lors de la cérémonie funéraire de Saranrat Sariman.

Le 25 novembre 2021, ses symptômes ne s'étant pas améliorés, elle se rend à l'hôpital pour signaler ses symptômes au médecin. Elle déclare qu'elle vient d'être vaccinée contre le covid. Mais le médecin a évalué que les premiers symptômes étaient de type thyroïdien. Elle fera donc une prise du sang et prendra rendez-vous pour avoir les résultats le 26 novembre. À son arrivée le 26 novembre, Saranrat Sariman a eu une crise. Il a fallu l'emmener à l'hôpital pour une prise de sang, un électrocardiogramme. Les résultats des tests thyroïdiens montrent qu'il ne s'agissait pas de thyroïde. Puis les symptômes s'aggravent. Épuisée, elle décède. Petit Rêve est mort. L'hôpital a déterminé que la cause du décès était une embolie pulmonaire (caillots de sang dans les poumons).

Mme Pornnapat McCadel (Sariman), sœur aînée, a déclaré : « Je voudrais demander justice, car je suis sûre que ma sœur est décédée des suites d'effets indésirables après la vaccination. »

Saranrat Sariman n'avait aucun problème de santé. Par conséquent, la famille et les proches pensent que ce décès était dû à la vaccination. La famille ne s'attendait pas à une perte soudaine. lemediaen442.fr 3 décembre 2021

Témoignage de Stéphanie, infirmière, suspendue parce qu'elle refuse de se soumettre à l'obligation vaccinale 2 décembre 2021

https://www.youtube.com/watch?v=7RyrgILGs4U

Commentaires relevés.

- Ma femme, médecin, est dans le même cas. Ce témoignage ajoute une goute de colère dans ma tête maintenant remplie de rage !!! Comment agir contre ce monde de fou ?

69 réponses, sélection.

- Révolution.

- Là est la question, ça fait 2 ans qu'on cherche la solution, les manifestations ne donnent rien. Une grève générale peut être !

- C'est bien connu, on as le droit de manifesté, mais ils ont aussi le droit de pas nous écouter. Ce qui les intéresse, c'est le pognon, donc l'étape suivante semble bien être une grève générale

- Expliquer a ceux qu'on connaît.. Souvent des autruches pour rester peinards.. Que. Bientôt même leur petit confort on leur prendra. Qu'on soit nombreux. Notre seule force c'est le nombre...

- J'ai entre 20 et 25 ans, j'essaie d'expliquer à mes parents à quel point on se fait tous enculés, en particulier depuis la "Crise Covid" (qui arrange bien nos "dirigeants") mais je reçois des "c'est comme ça", et ma mère travaille dans une maison de retraite Voir mes parents se soumettre en étant pourtant contre, ça me fait chier, je sais en tout cas que si on me met un ultimatum à moi, bah je vais volontier quitter mon boulot Non pas que je déteste, non pas que soit un danger, une menace ou un égoïste, je veux juste pas rejoindre les "bons citoyens" qui seront demain traités exactement comme les non-vaccinés s'ils ne prennent pas leurs putain de 3ème, 4ème, 5ème dose...

- Je me tue depuis des mois à essayer d'expliquer autour de moi la situation réelle et exhorte les gens à se renseigner autrement que par les médias grand public ou même pire par le bouche à oreille. Quelques uns commencent à comprendre mais pour la majorité ils arrivent encore à trouver une cohérence à toutes les inepties dont on nous abreuve depuis 20 mois et continuent de gober sans aller chercher plus loin. Tout ça est incroyable. J'ai l'impression de vivre dans un asile à ciel ouvert !

- La vie est un combat éternel contre tous ces despotes. Courage à nous vaccinés ou pas.

- Grève générale...c'est la solution et rien d'autre.

- Bonjour, depuis que j'ai perdu mon job, j'ai engage une procedure prud'homal contre mon ancien employeur et depuis, je survis avec ma femme et mon fils en priant pour que les Francais se reveillent et se révoltent. J'attends "le Grand Soir" avec impatience et ma rage est telle que je me porte volontaire pour être en première ligne, même si je dois tomber en premier sous les balles. Mon sang sera leur poison

- Bien sûr qu il faut une grève générale si vous voulez mettre à genoux ce gouvernement.

- Je vous comprends. Moi quand j'essaye de faire prendre conscience autour de moi, je sens les gens se crisper, se fermer au dialogue, comme si c'était acquis que j'étais folle. Je suis d'autant plus atterrée quand j'entends des personnes qui étaient au départ contre la vaccination, qui l'ont faite pour... pour... ben pour leur vacances en fait, donc pas par conviction, crier au scandale contre ceux qui ne veulent pas se faire vacciner. On leur a lessivé le cerveau ou quoi ? Elle est où leur conviction ? Je sais que ça s'explique sur le plan psychologique, mais je ne comprends pas comment ces gens font pour se sentir en adéquation avec leurs convictions. Ils n'en n'ont peut-être pas après tout, la différence est peut-être là...

- Une grève générale à cette heure est une utopie, voyez l'attitude de nos syndicats complètement absents du front social durant cette fameuse guerre !! Macron si je me souviens bien à dit « nous sommes en guerre » alors nous avons le choix des armes !

- Exactement la loi du nombre et une détermination sans faille !

- Moi quand j'entends que des gens se font vacciner pour aller au resto ou au bar ! Ça me rend folle nous préférons recevoir nos amis à la maison tous ceux qui ont accepté l'idée de ce pass sont des collabos entendez vous le bruit des bottes !

- Idem moi j'ai fait un papier qui reste avec ma carte vital comme quoi si je suis infectée je refuse d'aller en hôpital pour y être intubée! Pas de pseudovaccins car autour de moi je vous des gens vaccinés malades. Pas de tests ,les restos et les bars je n'y vais pas j'ai une vie saine ,je reçois mes enfants et mes amis proches et je me porte bien ! Patience attendez ça va pleurer dans les chaumières ! Mais ils auront choisi ils devront accepter leur sort.

SÉLECTION D'ARTICLES A LIRE

L'Afrique : vache à lait des multinationales par Grain (grain.org 29 novembre 2021) - Mondialisation.ca, 02 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/lafrique-vache-a-lait-des-multinationales/5662868

Le naufrage de la gauche politique face au Covid ar Toby Green et Thomas Fazi (UnHerd) - Mondialisation.ca, 01 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/le-naufrage-de-la-gaule-politique-face-au-covid/5662824

LVOG - A l'occasion de cette machination le masque du capitalisme est tombé et son visage hideux est apparu au grand jour, entraînant avec lui la gauche et l'extrême gauche qui lui étaient acquises, c'est logique, rien de surprenant là-dedans, c'est d'une banalité pitoyable. Quel enseignement en tirent-ils ? Aucun, cela ne vous surprendra pas, eux non plus ne sont pas de gauche.

Haut de page

Le 5 décembre 2021

Bon dimanche.

- Cette causerie au format pdf (6 pages)

Guerre à l'opportunisme.

Analyse du dernier éditorial de D. Gluckstein publié par La tribune des travailleurs (POID) que vous trouverez intégralement plus loin.

La culture des illusions en guise d'orientation politique se porte bien. Une aide précieuse pour Macron.

D.G - Dans une interview à L'Humanité ce 30 novembre...

LVOG - Le POID par la voix de D. Gluckstein est toujours à la remorque des appareils du PCF et du PS, ajoutez celui de LFI, dont le candidat Mélenchon à la présidentielle a reçu le soutien du POI, alors au lieu de chercher ce qui distingue le POID du POI, cherchez plutôt ce qu'ils partagent, un opportunisme dorénavant pleinement assumé. Dès lors qu'ils osent tout ne devrait plus surprendre personne.

On constatera que, tandis que l'un tient à accorder à L'Humanité plus d'importance qu'il en a ou le mérite, journal largement subventionné par l'Etat donc Macron, l'autre se réfugie dans les bras du clone de Tsipras qui fit des merveilles en Grèce, les militants doivent s'en souvenir, à moins qu'ils aient encore en tête les déclarations de Mélenchon exprimant sa nostalgie de la grandeur de la France et de son armée impérialiste et coloniale, lui qui ne manque pas de verser une larme sur le sort de ses victimes. Autrement dit, en pointillé on retrouve en 2021 la ligne de fracture apparue lors de la scission du POI en 2015 entre le POID et le POI, qui reproduisit celle qui avait entraîné la dislocation de l'embryon de IVe Internationale en 1952, entre crypto-staliniens (LCR), le courant dit pabliste, et crypto- social-démocrates (OCI-PCI), le courant dit lambertiste.

Voilà que D. Gluckstein voudrait nous faire croire que ces partis pourraient changer d'orientation politiques, qu'ils pourraient se mettre au service des travailleurs, ce n'est pas un canular, alors qu'ils n'ont cessé de servir les intérêts du capital pendant un siècle. C'est prendre ouvertement les travailleurs et les militants pour des demeurés pour avancer un truc aussi aberrant en décembre 2021, on reviendra plus loin sur la signification et l'origine politique d'une telle orientation, soit dit en passant communes au POI et au POID.

Pire, à l'instar des staliniens qui recouraient à cette méthode, pour justifier son opportunisme il voudrait le faire endosser aux travailleurs, car à l'entendre, pour un peu ce serait les travailleurs qui attendraient encore quelque chose du PCF et du PS dont les candidats sont crédités respectivement de 2 et 6% dans les récents sondages à la présidentielle de 2022, bref, il se fout de nous effrontément !

D.G - Une telle proposition de loi serait sans doute soutenue très largement par les travailleurs dans tout le pays

LVOG - Mais on n'en veut pas de votre proposition de loi à l'initiative de cette pourriture, pour les remettre en selle, pour qu'on reparte pour un tour et en revenir où nous en sommes dans des conditions pire encore, non merci, apparemment ce ne lui a pas servi de leçon ou il s'en fout.

En tant que militant socialiste notre objectif ne consiste pas à faire en sorte que les conditions des travailleurs s'améliorent pour qu'ils supportent mieux le capitalisme et n'aient jamais envie de le renverser, non, l'objectif de notre combat politique c'est de mettre fin au capitalisme et non de s'y adapter, ça c'est la position des révisionnistes socialistes de la fin du XIXe siècle que tous les courants se réclamant du trotskysme ont adoptée, au nom de la révolution socialiste.

Quelles sont ses véritables intentions, quel est son objectif ? C'est faire en sorte que la situation ne devienne jamais révolutionnaire, que les conditions du peuple ne soient jamais rendues insupportables au point qu'il se soulève, il ne faut pas que ces conditions soient réunies un jour, ce qui revient à préserver l'ordre établi.

D.G. - ...les moyens de sauver le peuple travailleur et la jeunesse du désastre en cours ?

Mais c'est quoi ce "*désastre*" dont il faudrait épargner au "*peuple travailleur et (à) la jeunesse*", sinon les conditions indispensables pour qu'une révolution se produise. Jamais dans le passé dans aucun pays du monde une révolution ne s'est produite quand ces conditions n'étaient pas réunies, D. Gluckstein le sait, notez bien. Mais est-il révolutionnaire ? D'après vous ?

Il faut que le peuple soit affamé, réduit à la misère, que le chômage de masse sévisse, qu'il soit durement exploité et opprimé, violemment réprimé, c'est mieux s'il croule sous les bombes, il faut qu'il souffre, qu'il saigne dans sa chair, qu'il n'en puisse plus du régime en place, sinon il ne se soulèvera pas. On peut supprimer ses libertés fondamentales, il s'en accommodera, c'est ce qu'on a pu observer depuis mars 2020.

Il faut que les conditions d'existence du prolétariat soient devenues insupportables au quotidien, cauchemardesques, et frappent durement l'immense masse de la population, y compris les classes moyennes, pour que parmi ces dernières des éléments choqués par l'extrême dénuement du peuple ou les traitements cruels qui lui sont infligés, décident de s'attaquer au régime, s'organisent et en appellent au peuple, et prennent la direction du soulèvement révolutionnaire, cela en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire ou un véritable parti socialiste ou communiste dont cela devrait être la tâche.

Il n'a jamais exister d'autres scénarios dans le passé répétons-le, généralement assortis d'une guerre...

Vous aurez constaté que Macron et la plupart des chefs d'Etat en Europe ou aux Etats-Unis ont pris soin d'adopter des mesures économiques ou budgétaires pour éviter absolument un effondrement social généralisé. Ils ont versé des centaines de milliards aux capitalistes ou aux patrons pour qu'ils continuent de verser les salaires à leurs employés, certes parfois amputés, pour qu'ils ne licencient pas en masse, pour qu'ils ne mettent pas la clé sous la porte, certes ils en ont profité pour s'en mettre plein les poches au passage, normal sinon ce ne serait pas des capitalistes ou des patrons, c'est leur seule raison d'être, et 20 mois plus tard le chômage ne s'est pas envolé. On n'a pas vu des milliers d'hommes, femmes ou enfants jeter à la rue, crever de faim dans la rue, ils ont évité ce spectacle insoutenables aux classes moyennes histoire de préserver leur bonne conscience nauséabonde.

Alors quand le POID, le POI, LO et le NPA notamment s'en prennent à Macron en lui reprochant d'avoir versé 600 milliards d'euros aux capitalistes et patrons, ils ont tout faux, ce discours est inaudible, car il est facile de leur répondre qu'il a ainsi évité le pire aux travailleurs ou au pays, c'est d'ailleurs ce que n'arrête pas de répéter en boucle les médias, ce qui est vrai au demeurant selon ses critères, sans se vanter que pendant ce temps-là il était en train d'instaurer une société totalitaire ou fascisante, cela valait bien 600 milliards d'euros, ce dont au passage tous ces opportunistes se foutent éperdument, si vous avez observé également, si "le frigo" est plein peu importe de vivre sous un régime fasciste, vous parlez de révolutionnaires !

En temps normal, c'est la même chose qui se produit. L'Etat subventionne la pauvreté pour qu'elle ne se transforme pas en misère noire, et les syndicats et partis dits ouvriers y veillent depuis 76 ans, ils cogèrent ensemble cette entreprise aux relents corporatistes, l'Etat assisté d'une multitude de complices et larbins dont ceux déjà nommés, plus les ONG, ce qu'ils appellent le monde associatif totalement corrompu, acheté, vendu, les organisations caritatives et humanitaires qui pallient aux carences du capitalisme, qui veillent sur lui, le Secours Populaire, la Croix Rouge, les Restos du Coeur, Médecin sans frontière, etc. aux allocations et aides en tout genre viennent s'ajouter les dons en nature qui vont de l'alimentation aux biens d'équipement. Mon épouse qui bénéficie de l'allocation adulte handicapée (d'une HLM et de l'allocation logement) s'est entièrement meublé pour une poignée d'euros, y compris la télévision et la machine à laver, avec le Secours Populaire... A cela s'ajoute le RSA, la CMU, les handicapés touchent une allocation, les vieux, le minimum vieillesse même s'ils n'ont jamais cotisé, par exemple ma feu grand-mère maternelles, etc. Le tout permet aux plus démunis ou pauvres de ne pas se sentir trop pauvres, de survivre, même quand ils sont plongés dans l'extrême pauvreté, s'ils se démènent ou vont mendier à toutes les portes, ils arrivent encore à éviter la cloche, c'est ainsi qu'autrefois on appelait la misère profonde dont on ne relève jamais.

Je viens d'un milieu ouvrier très pauvre, je peux donc en parler. J'ai aussi eu l'occasion de vivre l'extrême pauvreté quand j'étais jeune, à 21 ans, je me souviens être resté 3 jours sans manger alors que je travaillais, et depuis que je vis en Inde, je baigne dedans 24h/24, et depuis 20 mois la situation de chaque famille s'est aggravée, je ne vous en parlerais pas, c'est à pleurer... ou à être remonté à bloc, l'un ne doit pas empêcher pas l'autre !

Qu'est-ce que cela pèse en France 150 à 200 000 clochards sur 67 millions d'habitants bien gras ou repus, 0,2 ou 0,3% de la population, et 1 ou 2 millions de très pauvres, entre 1,5 et 3%, que dal, pas de quoi renverser la table bien garni de ceux qui bouffent tous les jours à leur faim, non ?

Donc, cela veut dire que ces gens-là n'arrêtent pas de vous prendre pour des cons avec leur discours larmoyant, à croire qu'ils pleurent davantage sur le sort du capitalisme voué à la faillite et espérons-le à disparaître si nous faisons tout ce qu'il faut pour le vaincre, car contrairement à eux, c'est notre unique objectif le vaincre, l'éradiquer de la surface de la Terre, et non faire en sorte que le peuple s'estime heureux de sa condition et lui voue un culte, c'est ce qui nous distingue fondamentalement des opportunistes, nous sommes socialistes et fiers de l'être.

Quand on affirme que le même scénario se reproduit toujours malheureusement, qu'il apparaît indispensable, c'est un constat, on ne le souhaite pas évidemment, c'est parce que tout autre scénario a échoué ou personne n'a voulu en essayer un autre. On aurait pu croire que les hommes les plus évolués, instruits ou cultivés parviendraient à prendre conscience du processus historique et à adopter le socialisme, mais il n'en a rien été jusqu'à présent.

Cette hypothèse, qui pourtant semblait logique et cohérente, ne s'est jamais réalisée en dehors de périodes de crises ouvertes ou de guerres. En temps normal, les éléments les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes se laissent corrompre par l'idéologie capitaliste, et quand survient une crise ou quand la réaction lance une offensive, ces classes se retrouvent sans représentants, sans parti, abandonner de tous, démunis, sans défense, réduites à l'impuissance, et il faut beaucoup de temps avant qu'elles parviennent à se doter d'une nouvelle direction pour mener leur combat politique. Vous pouvez en faire le constat, tous ont adopté la muselière et la thérapie génique, ils sont tous morts pour notre cause, ils ne s'en remettront jamais, comme le PS et le PC ne se sont jamais remis de leur trahison. Ce sont les faits et pas de la propagande que j'expose ici, j'espère que les lecteurs s'en seront aperçus.

Apparemment, s'adresser à l'intelligence humaine ou à l'humanisme des hommes ne suffit pas. Ils semblent être dénués de l'un et de l'autre, ils privilégient leur sort et ils se moquent de celui des autres, ils considèrent et qu'ils n'en sont pas responsables et ils s'en foutent. C'est leur comportement effectivement qui prête à le penser, mais en réalité ils sont surtout toujours aussi ignorants, profondément ignorants, les lettrés, les élites, les scientifiques, chercheurs, professeurs, ingénieurs, bac +3 à 10, etc. sont des ânes bâtés, des crétins finis, voilà ce que cela signifie. Ils ne sont pas capables de s'élever au niveau de la compréhension du processus dialectique matérialiste et historique, ce sont de médiocres penseurs, ils ne méritent pas qu'on les prenne pour des humanistes, puisqu'ils cautionnent le monde infâme dans lequel nous vivons. Il faudra encore attendre avant qu'un ou plusieurs sortent du lot.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que lorsqu'on est en présence de gens très instruits, forcément les instruments de la logique ne leur sont pas étrangers, ils sont aptes à comprendre de quoi vous leur parlez ou à aborder n'importe quel sujet, dès lors qu'on leur présente une version vulgarisée, parce que chaque science possède sa propre histoire, ses codes, sa terminologie, etc. et personne ne les connait tous évidemment, cet obstacle étant résolu, s'ils ne comprennent pas de quoi vous leur parlez, c'est uniquement parce qu'ils n'y tiennent pas, ils sont de mauvaise foi ou ils se réfugient dans le déni, ils sont intellectuellement malhonnêtes, ils se comportent comme des vauriens. Alors quand on pense à leur influence sur la société, au pouvoir de leur parole, on se dit que ce sont eux qui portent l'essentiel de la responsabilité de la situation dans laquelle nous vivons, ce sont eux qui ont contribué à faire en sorte qu'elle devienne aussi invivable.

C'est à croire que cela fait partie des expériences par lesquelles les hommes doivent passer avant de parvenir à un niveau de conscience et un mode de vie supérieur. On en restera à ce constat, qu'on peut attendre le meilleur et le pire des hommes, qu'il ne sert à rien de les condamner ou des les flatter, de prendre nos désirs pour la réalité en arrangeant la réalité à notre manière pour la rendre meilleure ou pire qu'elle l'est, ce serait stupide.

Cette démonstration me semble conforme au socialisme de Marx et Engels, si c'est aussi votre conclusion, joignons nos forces, rejoignez La Voix de l'Opposition de Gauche pour faire triompher notre cause.

Vous trouverez ci-dessous l'éditorial de D. Gluscktein de la Tribune des travailleurs.

Daniel Gluckstein aurait pu intituler son éditorial : Et que la lumière fut par la voix du Saint-Esprit en la personne du PCF, du PS et de LFI ! Cela fait un tantinet franc-maçon, vous ne trouvez pas ? Cela pourrait renvoyer aussi aux philosophes dits des Lumières, dont l'éclairage sera insuffisant pour sortir définitivement les hommes de l'obscurité dans laquelle ils sont plongés depuis la caverne de Platon. Tout le monde ne peut pas être marxiste ! (Vous avez le droit de vous marrer avec moi !)

La tribune des travailleurs - POID.

Editorial - Lettre ouverte à une députée en quête de lumière par Daniel Gluckstein

Chère Madame Faucillon,

Dans une interview à L'Humanité ce 30 novembre, vous annoncez avoir constitué, avec vos collègues députées Mathilde Panot (La France insoumise) et Christine Pirès Beaune (Parti socialiste), une « commission d'enquête parlementaire et citoyenne » chargée « de lever l'opacité sur l'attribution des subventions publiques à destination des entreprises ».

Vous avez raison de vouloir faire la lumière sur l'explosion de ces aides dont « les entreprises du CAC 40 ont largement profité » durant « les confinements successifs pendant la crise sanitaire ».

Mais a-t-on vraiment besoin d'une commission pour cela ?

A-t-on besoin d'une commission d'enquête pour savoir que c'est un vote unanime de l'Assemblée nationale le 19 mars 2020 – incluant donc les députés du Parti communiste français (dont vous-même), de La France insoumise et du Parti socialiste – qui a offert 343 milliards d'euros aux entreprises qui licencient ?

A-t-on besoin d'une telle commission pour établir que ce « plan de relance » du 19 mars 2020 prévoit la possibilité pour les banques de conditionner l'attribution des prêts garantis par l'État (PGE) à des engagements de viabilité des entreprises (incluant les plans de suppression d'emplois) ?

A-t-on besoin d'une telle commission pour savoir que Renault, en application de ce vote, a obtenu le 19 mai 2020 un PGE de 5 milliards d'euros, tout en annonçant la suppression de milliers d'emplois dans l'entreprise et la sous-traitance ? Et qu'aujourd'hui Renault ferme l'entreprise SAM en Aveyron et jette 350 familles ouvrières à la rue, provoquant la légitime mobilisation des travailleurs, de leurs organisations et de toute la population ?

Certes, Madame Faucillon, vous avez voté ces 343 milliards d'où découlent les plans de licenciement…

Mais vous avez aujourd'hui la possibilité, sans « commission parlementaire », de faire un pas en sens inverse.

Étant déjà unies dans une même commission, vous pouvez, vous, députées du Parti socialiste, du Parti communiste français et de La France insoumise déposer ensemble une proposition de loi d'urgence : « Considérant que Renault a reçu 5 milliards d'euros au titre des prêts garantis par l'État et persiste à vouloir fermer l'entreprise SAM et liquider ses 350 emplois ; considérant que les fonds publics doivent servir à développer l'emploi, et non le chômage ; l'Assemblée nationale décrète la confiscation des 5 milliards et leur affectation au maintien des 350 emplois, garantis par la nationalisation sans indemnité ni rachat de l'entreprise SAM. »

Une telle proposition de loi serait sans doute soutenue très largement par les travailleurs dans tout le pays, comme un encouragement à la mobilisation pour imposer l'interdiction de tous les licenciements et la confiscation des milliards indûment offerts aux capitalistes.

N'est-ce pas le moyen le plus simple de faire la lumière, non seulement sur l'usage des fonds publics par le gouvernement Macron, mais aussi sur les moyens de sauver le peuple travailleur et la jeunesse du désastre en cours ?

Haut de page

Le 10 décembre 2021

J'avais terminé cette causerie, quand en buvant mon café à 21h20, je suis tombé sur une suite d'infos qui résumaient bien la situation, alors je me suis dit que les reproduire ici mettrait en bouche les lecteurs avant d'attaquer la causerie du jour.

Contaminé par un double vacciné, Ivan Rioufol se soigne à l'ivermectine, l'azithromycine, au zinc et à la vitamine D - lemediaen442.fr 10 décembre 2021

Où se trouve Ivan ? Une question que se posaient les indécrottables de L'Heure des Pros sur CNews. Lors de l'émission du 10/12/2021, (voir vidéo ci-dessous), Pascal Praud a enfin levé le voile concernant l'absence du journaliste Ivan Rioufol, connu pour ne pas avoir sa langue dans sa poche. Invité en Facecam, Ivan livre un récit étonnamment drôle : « Je suis cloîtré chez moi depuis lundi parce qu'un double vacciné m'a refilé son covid. »

Difficile de croire que l'éditorialiste, en forme olympique, soit malade. En pleine possession de ses moyens, il explique son absence : « Je vais très bien, je n'ai pas de fièvre. J'avais un rhume qui s'est estompé, je n'ai pas perdu le goût ni l'odorat, mon taux d'oxygène dans le sang

est bon. Je tourne en rond chez moi, cloîtré depuis dix jours. […] Je n'ai pas suivi les consignes du gouvernement en prenant du Doliprane. Moi, je me suis soigné à l'azithromycine, à l'ivermectine, au zinc, à la vitamine D et C. »

Pascal Praud s'amuse de la situation qu'il trouve « terrible », puisque Yvan n'est pas vacciné, pense que cela n'est dangereux QUE pour les gens fragiles et, aujourd'hui, traverse le covid, sans fièvre et sans rhume. « Quand on va le récupérer sur le plateau, déjà qu'il était [anti-propagande covid]… » En effet, cela ne va faire que renforcer ses convictions. Contrairement aux malades que l'on nous présente tout le temps à l'article de la mort, Ivan Rioufol semble s'en sortir haut la main, à croire qu'il y a des médicaments bien meilleurs que le Doliprane pour soigner les malades. On nous aurait menti ?

Le Pr Cohen attaque Gilbert Deray : « Vous êtes un donneur de leçons… je vais vous donner mon avis parce que je suis vaccinologue » - lemediaen442.fr 10 décembre 2021

Invité le 6 décembre 2021 sur le plateau de BFMTV, Gilbert Deray, chef du service néphrologie de l'hôpital La Pitié-Salpêtrière (AP-HP), s'est fait malmener (voir vidéo en bas de cet article) par Robert Cohen, pédiatre et infectiologue à l'hôpital intercommunal de Créteil. Mis en grande difficulté, Gilbert Deray est maintenant désapprouvé sur BFMTV. Les langues se délient à l'approche de la vaccination des enfants, les journalistes les plus mainstream, ayant eux-mêmes des bambins, se posent des questions. Le dur retour au réel !

Autoproclamé expert covid, Gilbert Deray agace Robert Cohen, qui est pédiatre, infectiologue, expert de la vaccination et travaille tous les jours en contact avec les enfants. Gilbert Deray est chef de service de néphrologie, métier qui consiste à prévenir les maladies affectant les reins, disons grossièrement qu'elles empêchent de pouvoir uriner tranquillement.

Pour commencer, Gilbert Deray annonce que dans la tranche d'âge des 5-11 ans, il y a eu treize décès : « Ce sont les chiffres que j'ai collectés, là, aujourd'hui, c'est beaucoup je trouve […] donc cela fait beaucoup pour les non-vaccinés […] Donc si on ne les vaccinait pas, on ne contrôlerait pas l'épidémie. » Natacha Polony reprendra ses propos en avançant les véritables chiffres — que validera le Pr Cohen — à savoir, non pas treize décès mais trois décès. Première fakenews qui ne passe pas. Autre problématique relevée par le DR Deray : le covid long. Nous rappelons à nos lecteurs — dans un précédent article — qu'une étude publiée le 8 novembre dans le Journal of the American Medical Association, coordonnée par Cédric Lemogne, chef du service psychiatrie de l'Hôtel-Dieu à Paris, s'est intéressée à environ 25 000 personnes suivies pendant des mois par les autorités françaises de santé publique. Sur 27 000 personnes qui disaient souffrir de « covid long », seules 1 091 d'entre elles ont eu un résultat positif à un test sérologique. En pourcentage, 96 % de ces 27 000 personnes n'ont jamais eu le covid. Le Pr Robert Cohen confirme : « Le covid long chez l'enfant, moi je m'en occupe, c'est très très rare. » Nous sommes, en l'espace de deux minutes d'interview, à deux fakenews révélées.

Agacé, le Pr Cohen sort les dents contre le Pr Deray : « Moi, je veux bien entendre ce que vous dites mais les patients enfants, c'est nous qui les prenons en charge. Nos hôpitaux sont pleins de bronchiolites, vous n'en parlez pas, de grippe A, vous n'en parlez pas, comme si nos enfants n'avaient que le covid, alors que le covid ce n'est pas notre problème principal aujourd'hui. On est débordés par d'autres pathologies bien plus fréquentes et bien plus grave chez l'enfant. » Gilbert Deray, poussé dans ses retranchements, tente d'avancer l'argument des déprogrammations, d'où la nécessité de vacciner les enfants. Robert Cohen, apparemment agacé, rappelle à l'ordre son interlocuteur : « Aujourd'hui les déprogrammations en pédiatrie, ce n'est pas le covid. Ce sont des maladies pour lesquelles il existe des vaccins. Les pathologies que vous citez pour l'adulte ne sont pas les mêmes pour l'enfant. Moi, je ne permettrais pas de donner mon avis sur la vaccination sur l'adulte et je vais vous en donner parce que je suis vaccinologue, d'accord ? Y'a un moment où vous mettez une pression sur les parents en disant qu'il y a urgence, c'est pas vrai, c'est faux. » Suite à cela Gilbert Deray avance Israël comme pays européen qui a commencé la vaccination, sauf qu'Israël n'est pas un pays européen, troisième fakenews. La goutte d'eau pour le Pr Cohen : « J'ai beaucoup de respect pour Israël mais ça ne fait partie de l'Europe […] il y a des donneurs de leçons [NDLR : désignant Gilbert Deray] il n'y a aucun pays européen qui a commencé la vaccination des 5-11 ans. » On vous laisse découvrir la suite où Natacha Polony s'empoigne avec Gilbert Deray qui surfera tout le long du débat sur de fausses informations.

https://lemediaen442.fr/le-pr-cohen-attaque-gilbert-deray-vous-etes-un-donneur-de-lecons-je-vais-vous-donner-mon-avis-parce-que-je-suis-vaccinologue/

Gabriel Attal : « Le pass sanitaire a du sens seulement si l'on est sûr que les vaccinés ne transmettent pas le virus » - lemediaen442.fr 9 décembre 2021

On serait tenté d'évoquer l'incompétence ou la mythomanie à propos des membres du gouvernement, mais à ce niveau de mensonge, l'excuse n'est plus recevable. On parlera donc de préméditation.

https://lemediaen442.fr/gabriel-attal-le-pass-sanitaire-a-du-sens-seulement-si-lon-est-sur-que-les-vaccines-ne-transmettent-pas-le-virus/

Olivier Véran annonce 72 000 malades en 24 heures, c'est faux ! - lemediaen442.fr 9 décembre 2021

Sur France TV, Caroline Roux recevait Olivier Véran, ministre de la Santé et de la Solidarité, dans Les 4 vérités. Lors de l'échange, Véran parle de 72 000 supposés cas, mais une fois sur Twitter, le ministre n'hésite pas à mentir malgré les objections des twittos face à cette fakenews. Il assure qu'il y a 72 000 malades du covid par jour. Rien que ça !

Face aux restrictions, la célèbre restauratrice Tonia Buxton refuse de se soumettre « J'irai en prison, s'il le faut. » - lemediaen442.fr 10 décembre 2021

Rien ne va plus, trop c'est trop pour Tonia Buxton, la célèbre restauratrice et présentatrice de télévision britannique qui anime l'émission My Greek Kitchen et My Cypriote Kitchen. Cette maman de quatre enfants est très en colère. En effet à l'approche de Noël, Boris Johnson — Premier ministre britannique — impose des restrictions punitives au public, exigeant le travail à domicile, le port du masque et une preuve du

statut vaccinal pour avoir accès à certains lieux. C'en est trop pour Tonia Buxton qui a juré de désobéir aux ordres.

Invitée sur la chaîne d'information GB News, Tonia Buxtontrès énervée, a décidé de vider son sac, afin qu'une large partie de la population lui emboîte le pas. « Cela sape nos espoirs, notre bonheur. Trop c'est trop, vous n'avez pas le droit de me dire quoi faire dans ma vie. Je n'abandonnerai pas mes libertés. Je ne le ferai pas, j'en ai assez. Cela n'arrivera tout simplement pas. » Déterminée dans son choix de ne pas appliquer les restrictions du gouvernement britannique, la restauratrice va encore plus loin dans ses propos : « Je ne vais pas voir mes enfants sombrer dans la dépression, mes amis se sentir seuls, perdre des membres de ma famille. Cela ne se reproduira plus dans ma vie », a-t-elle poursuivi. « Cela n'arrivera pas et je serais heureuse d'aller en prison pour cela. Je ne le ferai pas. »

Les propos de Tonia Buxton font référence à un évènement tragique survenu dans sa vie. Dans un tweet du 19 mai 2021, elle explique que sa belle-mère, qui souffrait d'un cancer en stade 4 et n'a pas pu obtenir de consultation, a été renvoyée chez elle avec du paracétamol. Depuis elle est décédée.

Le cri de colère de Tonia Buxton exprime un ras-le-bol qui se fait sentir mondialement (...) Trop c'est trop, le retour de manivelle semble s'opérer… espérons-le !

Le variant Omicron a rapporté 10 milliards de dollars aux 8 principaux actionnaires de Pfizer et Moderna - lemediaen442.fr 9 décembre 2021

En cette période sombre pour les peuples du monde entier, les mauvaises nouvelles n'attristent pas tout le monde. La populace est réduite à l'esclavage derrière un QR-code pour espérer faire trois brasses à la piscine municipale. En revanche les milliardaires nagent comme Picsou, au milieu des billets de banque, et partent en vacances dans des îles de rêve.

L'organisation Global Justice Now révèle qu'au cours de la première semaine où le variant Omicron a donné prétexte à la crainte mondiale d'une nouvelle vague d'infections, une petite poignée d'investisseurs et de dirigeants de Pfizer et Moderna — actuellement les principaux fabricants mondiaux de vaccins covid-19 — ont empoché plus de 10 milliards de dollars. Le PDG de Moderna, Stephane Bancel, a ajouté 800 millions de dollars à sa fortune personnelle et celui de Pfizer, Albert Bourla, 339 millions de dollars.

Voici les fortunes surréalistes de ceux qui fabriquent les vaccins et organisent la mise en place du pass sanitaire. (document à consulter en détail).

(https://docs.google.com/spreadsheets/d/12r3tikFLQsFlhp4qvYybwGCeJ4RymUPh/edit#gid=2138271628)

Stephane Bancel (Moderna) 824 millions de dollars

- Vanguard (Moderna) 1 milliard de dollars
- Baillie Gifford & Co (Moderna) 1,5 milliard de dollars
- Blackrock Inc (Moderna) 1 milliard de dollars
- Flagship pioneering (Moderna) 654 millions de dollars

Albert Bourla (Pfizer) 339 millions de dollars

- Vanguard group inc (Pfizer) 1,7 milliard de dollars
- Blackrock Inc (Pfizer) 1,5 milliard de dollars
- State street corp (Pfizer) 1 milliard de dollars
- Capital World investors (Pfizer) 909 millions de dollars

Le nouveau variant Omicron a produit un bénéfice net de quelques milliards de dollars pour Stéphane Bancel, Albert Bourla et les principaux actionnaires et coordinateurs de l'esclavage moderne. Il ne leur reste plus qu'à préparer l'arrivée d'un nouveau virus et d'un nouveau vaccin encore plus rentable. Gageons que la 6e vague va réaliser leurs souhaits.

LVOG - Avec cette grosse dose, vous êtes prêts pour entrer dans l'arène et mener le combat politique avec nous jusqu'à l'extermination de cette pourriture.

- Cette causerie au format pdf (35 pages)

INTRODUCTION

Nous, militants ouvriers, travailleurs et jeunes, conscients qu'il n'y a jamais eu de pandémie virale en 2020-2021, qu'il existait des molécules efficaces pour traiter un virus et ses variants apparus au cours de ces années pas plus mortels que ceux de la grippe saisonnière, par conséquent opposés à l'instauration de l'état d'urgence et à toutes les mesures liberticides adoptées par Macron depuis 20 mois, nous déclarons que ceux qui ont voulu et qui veulent encore nous imposer ces mesures, dont le port d'une muselière et une multiple vaccination, portent gravement atteintes à nos libertés individuelles et fondamentales, et parce que ces mesures ne sont visiblement pas dictées par des impératifs d'ordre sanitaire, mais politique, il est normal ou légitime de caractériser cet abus de pouvoir ou ces mesures de totalitaires ou d'extrême droite, fascistes.

Quelle est la signification politique du soutien à ces mesures d'extrême droite par la pseudo-gauche et extrême gauche ?

Le refus d'affronter Macron ou le régime. C'est la raison pour laquelle ils ne pouvaient pas caractériser ainsi ces mesures totalitaires, parce qu'ils n'ont jamais eu l'intention d'affronter Macron et de rompre avec les institutions de la Ve République, contrairement à ce qu'ils font croire dans leurs discours qui ne sont destinés qu'à ceux assez naïfs pour les croire sur parole, d'où la haine qu'ils vouent à tous ceux qui dénoncent ou dévoilent leur escroquerie politique, moi comme Zemmour par exemple, Meyssan aussi et bien d'autres. Nous y reviendrons plus loin avec plusieurs exemples.

La révolution : Leur hantise !

Prédictions scandaleuses de Saxo Bank 2022 : voici une révolution ! - economiematin.fr 7 décembre 2021

Commentant les prévisions scandaleuses de cette année, Steen Jakobsen, directeur des investissements de Saxo Bank, a déclaré :

« Le thème de 2022 Outrageous Predictions est la Révolution. Il y a tellement d'énergie qui s'accumule dans notre société et notre économie en proie aux inégalités. Ajoutez à cela l'incapacité du système actuel à résoudre le problème et nous devons regarder vers l'avenir avec une vision fondamentale selon laquelle la question n'est pas de savoir si nous allons avoir une révolution mais plutôt quand et comment nous aurons la révolution. À chaque révolution, certains gagnent et d'autres perdent, mais ce n'est pas la question : si le système actuel ne peut pas changer mais doit le faire, la révolution est la seule voie à suivre.

LVOG - Reste à voir quel sera le chaînon le plus faible qui lâchera le premier... et quand. Patience.

Donnez une expression politique consciente à votre radicalisation : Adoptez la révolution socialiste.

Violences, menaces, agressions… Pourquoi les Français se radicalisent - lepoint.fr 8 décembre 2021

Une démocratie fragilisée et des citoyens qui se radicalisent. Voilà le portrait inquiétant de la société française brossé par un sondage Harris Interactive pour Challenges* publié ce mercredi 8 décembre. L'enquête, qui porte sur un large échantillon de plus de 10 000 personnes, conforte le constat, déjà bien connu, d'un malaise grandissant de la population vis-à-vis de ses représentants et des institutions, mais met aussi en lumière un glissement certain vers la violence. Jusqu'à atteindre le point de non-retour ?

Les sondés sont presque autant à soutenir ou comprendre les dégradations de permanences de parlementaires (30 %), les menaces aux élus (28 %) ou encore les agressions d'élus (26 %). Des résultats « très préoccupants », s'inquiète le chercheur. Les Français « n'ont plus confiance dans leurs représentants ou dans la médiation », et cela les pousse à la radicalité. « C'est l'idée que, dans le fond, les choses nous échappent et qu'il y a une forme d'inertie de la réalité sur laquelle le politique n'a plus de prise. » lepoint.fr 8 décembre 2021

Parole d'internaute

- Pensez-vous encore qu'il y ait une autre porte de sortie que la violence ? moi, non. (j'ai participé à plein de manifs pacifiques, à des recours en "justice", à des plaintes, courriers et mails aux députés, sénateurs etc… c'est tout juste si l'on ne nous rit pas au nez !

Maintenant, faudrait pas qu'un enquiquineur vienne me reprocher dans la rue de ne pas porter la muselière, je deviendrais méchant, et je l'assume.

Enfumage !

Hollande se dit favorable à la légalisation du cannabis, après avoir défendu le contraire à l'Élysée - BFMTV 8 décembre 2021

Farouche opposant à la dépénalisation du cannabis, l'ancien président de la République se dit désormais en faveur de sa légalisation pour "éradiquer le trafic". BFMTV 8 décembre 2021

- Cette causerie au format pdf (35 pages)

ÉCONOMIE

A quoi et à qui servent les crises ?

LVOG - Il y en a encore pour raconter la fable selon laquelle les crises surviendraient spontanément sans que personne ne les ait déclenchées. Elles seraient parvenues à maturité, et ce serait uniquement un concours de circonstances qui en précipiterait le dénouement. Ils recourent au même procédé pour interpréter le déclenchement des guerres mondiales, épargnant ceux qui sont aux premières loges, les premiers concernés ou les mieux placés pour en tirer profit, les banquiers et les oligarques.

Maintenant que leur fortune a atteint un niveau phénoménal qui leur confère une puissance politique colossale, les oligarques ne

s'embarrassent plus d'artifices pour camoufler le rôle qu'ils jouent dans l'économie mondiale (et son orientation), ainsi que les leviers dont ils se servent pour s'enrichir toujours plus et plus vite au détriment des besoins de tous les peuples.

Ils ont acquis un pouvoir tellement gigantesque et tentaculaire, qu'ils peuvent se permettre de dicter leurs lois à la population mondiale, de lui imposer toute sorte de méfaits et souffrances en toute impunité, avec la bénédiction de la quasi-totalité des chefs d'Etat ou de gouvernement de la planète qui sont leurs débiteurs et leurs obligés.

C'est à peine si ces mafieux cherchent à maquiller leurs coups tordus pour accroître leur fortune. On sent que cela leur répugne, tellement ils nous méprisent ou nous haïssent, parce que le fossé qui s'est établi entre eux et le peuple est devenu abyssal, et ils se croient au faîte de leur puissance. Mais il pourrait tout aussi bien les engloutir, car les peuples vont parvenir à la conclusion qu'ils n'ont plus d'autre alternative pour sauver leur peau que de se payer la leur, au prix de lourds sacrifices à côté desquelles le sort qu'ils leur avaient réservé paraîtra dérisoire après coup.

Capitalisme : Stop ou encore ?

Oui, c'est bien la seule question qui mérite d'être posée aujourd'hui, car elle concentre à elle seule toutes les difficultés ou souffrances qu'endurent tous les peuples, le cauchemar dans lequel nous sommes plongés actuellement et qui est prévu pour durer ou s'installer durablement, cette question incarne tous les défis que doit relever sans tarder l'ensemble de la communauté humaine à l'échelle de la planète, et elle comporte une réponse, un espoir, une alternative en disant stop au capitalisme.

Cela signifie qu'à partir de maintenant, quand on imagine la société de demain ou du futur, le capitalisme avec ses institutions et son idéologie en sont exclus, ce qui permet immédiatement d'envisager des solutions individuelles ou collectives à toutes les questions laissées en suspens depuis des lustres, des solutions soient conformes aux aspirations de toutes les couches, communautés ou catégories de la société, de la collectivité toute entière.

Les très riches ont vu leur fortune croître, selon un rapport - lepoint.fr 8 décembre 2021

D'après le World Inequality Report, le patrimoine des plus fortunés a progressé à des niveaux démentiels, à commencer par celui d'Elon Musk, patron de Tesla.

En cinquante ans, l'objet de fascination est passé de l'homme fictionnel qui valait 3 milliards à l'homme bien réel qui en vaut près de cent fois plus. Elon Musk, première fortune mondiale, est le symbole du creusement toujours plus profond des inégalités détaillées dans un rapport. D'après le World Inequality Report 2022, paru mardi 7 décembre, les très riches ont vu leur fortune croître grâce à des patrimoines essentiellement financiers ces dernières années.

Ce rapport de 228 pages milite pour la mise en place d'une imposition progressive du patrimoine à l'échelle mondiale, ainsi que d'un registre financier international afin d'agir contre l'évasion fiscale. Pour une petite caste, ce patrimoine est stratosphérique : le classement du magazine américain Forbes, qui évalue ce que possèdent les plus riches en temps réel, montre que les dix premiers possèdent plus de 100 milliards de dollars chacun. En tête, le patron de Tesla, avec 266 milliards de dollars.

Tous américains à l'exception du patron français du groupe de luxe LVMH Bernard Arnault, les ultrariches ont amassé leur fortune à 12 chiffres essentiellement dans la tech grâce à une envolée des cours boursiers. Jeff Bezos, à la deuxième place, détient 9,9 % d'Amazon et Mark Zuckerberg, 12,3 % de Facebook. « Après plus de dix-huit mois de Covid-19, le monde est encore plus polarisé » en termes d'inégalités de richesse, souligne Lucas Chancel, codirecteur du World Inequality Lab à l'École d'économie de Paris, auprès de l'Agence France-Presse. Et d'ajouter : « Pendant que le patrimoine des milliardaires a pris plus de 3 600 milliards d'euros, ce sont 100 millions de personnes supplémentaires qui ont rejoint les rangs de l'extrême pauvreté. » À noter que, depuis vingt-cinq ans, l'extrême pauvreté a baissé.

Selon le rapport, les 52 personnes les plus fortunées ont vu la valeur de leur patrimoine croître de 9,2 % par an depuis vingt-cinq ans, largement plus que les catégories moins dotées. Le club du 1 % le plus riche, soit les personnes détenant plus de 1,3 million de dollars en patrimoine, a, lui, capté plus du tiers de la fortune accumulée sur la planète depuis 1995. « Étant donné la concentration très forte des richesses, une taxation modeste et progressive peut engendrer des revenus significatifs pour les gouvernements », dont l'endettement s'est envolé face à la crise de 2007-2008 et la pandémie. lepoint.fr 8 décembre 2021

Alors que l'industrie agro-alimentaire n'a cessé d'en faire la promotion.

- La dépendance au sucre, la drogue silencieuse qui intoxique de plus en plus de Français - Yahoo 8 décembre 2021

LVOG - On croirait que cette "*drogue*" serait tombée du ciel ! Traduction pour ceux qui n'ont pas la mémoire courte ou sélective : Ils nous ont empoisonnés délibérément, la mauvaise santé d'un grand nombre de Français de tout âge en est la preuve, obésité, diabète, hypertension, cancer, etc.

L'amélioration de la condition ouvrière s'est transformée insidieusement en lèpre dévastatrice pour la santé des masses, y compris mentale puisqu'elles sont conditionnées par la télévision ou les médias. Ce qui devait l'aider à atteindre un objectif plus élevé ou s'émanciper du capital, s'est transformé en son contraire avec la complicité des dirigeants du mouvement ouvrier, qui ont eux-mêmes adoptés tout ce que la société de consommation et du divertissement offrait aux masses.

Il a suffi de militer quelque temps dans n'importe quel parti ou syndicat pour s'apercevoir à quel degré d'inconscience ou d'ignorance leurs cadres et dirigeants en étaient rendus. C'est vrai qu'après coup ou beaucoup plus tard, c'est facile à identifier et à critiquer, toujours est-il que

le constat est exact et accablant. Hormis la conscience politique qui était mise à contribution ou plutôt, qu'on invoquait à tout bout de champ sans trop se soucier de ce qu'elle recouvrait réellement, pas grand-chose apparemment, car en tant que militant ouvrier on n'avait pas plus conscience de quoi que ce soit que le reste de la population, et parfois même moins, ce qui déjà n'était pas très flatteur pour le mouvement ouvrier.

Depuis janvier 2020 et le lancement du "Great Reset" du Forum économique mondial destiné à mettre sens dessus-dessous l'ensemble de la société, nous aussi nous nous sommes lancés dans l'inventaire laissé à ce jour par le capitalisme. En ce qui me concerne, la mise à jour ne concernait que quelques sujets que j'avais laissés de côté par manque de temps, cependant dans bien d'autres cas m'a amené à creuser davantage certaines questions et j'ai fait de nouvelles et importantes découvertes. Bref, cela m'a permis - comme à bien d'autres parmi nous, de mettre à jour nos connaissances et d'en acquérir de nouvelles pour notre plus grand bonheur.

A l'opposé, ceux qui ont suivi la doxa officielle ou qui se sont enfoncés dans le déni au côté de Macron, non seulement ils n'ont rien appris, pour l'entretenir ils doivent recourir toujours plus au nihilisme qui consiste à déconstruire le savoir ou la connaissance sous la forme de mensonges au contenu toujours plus grotesques, ce qui en quelque sorte accompagne idéologiquement leur chute finale. Vous comprenez pourquoi nous ne souhaitions pas en être, nous savions que leurs auteurs seraient voués à la déchéance.

Trop de sucre, trop de sel, trop de gras, plein de substances chimiques de synthèse dans la bouffe, l'agriculture et l'élevage, dans les médicaments, dans les jouets et les vêtements, etc. trop de cigarettes, trop d'alcool, trop de drogues, trop de pollution, trop de bruit, etc. mais qui en est responsable sinon les capitalistes qui ont sciemment inondé le marché avec ces produits qu'ils savaient nocifs pour la santé de la population, parce que leur seule motivation était de s'enrichir par n'importe quel moyen à ces dépens.

Alors, quand ils le dénoncent, c'est parce qu'ils ont décidé d'en faire porter les conséquences à la population pour ne pas avoir à en supporter la responsabilité, histoire de pouvoir continuer de nuire à la société par d'autres moyens plus sophistiqués et mieux adaptés à notre époque. Parce que la crise du capitalisme a franchi un nouveau cran, il vaut mieux que ce soit eux (les oligarques) qui prennent la direction de cette croisade contre le capitalisme, en y associant les acteurs les plus décomposés ou corrompus de ce qu'ils appellent la société civile, de manière à ce qu'elle soit orientée contre les peuples. On conçoit facilement que les médias et les gouvernements qui leur sont acquis, n'accorderaient pas une attention aussi bienveillante à une initiative qui proviendrait d'une organisation indépendante ou qui échapperait à leur contrôle, personne n'en entendrait parler ou elle serait tuée dans l'oeuf.

Ce sont les mêmes qui ont fait la promotion des OMG et des thérapies géniques transformant les hommes en OGM. Ils ont fait la promotion du tabac tout en sachant qu'il était nocif pour la santé. Ils ont prohibé l'alcool avant d'en faire la publicité, pour ensuite dénoncer ses effets néfastes. Ils ont fermé les maisons closes, et dans le même temps ils ont développé la pornographie et favorisé la prostitution. Après la télévision, ils ont créé Internet et les réseaux dits sociaux, qui sont de formidables instruments favorisant la distanciation sociale ou l'atomisation de tous les membres de la société, avant qu'ils ne soient plus que des identités numériques déshumanisées ou des codes QR.

Concentration de la terre et des capitaux.

La France a perdu 100 000 exploitations agricoles en dix ans - lepoint.fr

Selon le ministère de l'Agriculture, 100 000 exploitations agricoles ont disparu en dix ans, soit une chute de 21 %, même si la surface agricole reste stable.

Selon le recensement agricole de 2020, dévoilé vendredi 10 décembre, la France a perdu quelque 100 000 exploitations agricoles en dix ans, soit 21 % du chiffre relevé en 2010. Au 1er janvier 2021, il restait donc 389 000 exploitations sur le territoire métropolitain. Cependant, ce même recensement révèle également que la surface agricole totale est restée presque stable, ne reculant que de 1 %.

En conséquence, note le ministère de l'Agriculture, la taille des exploitations restantes a augmenté. Fin 2020, la taille moyenne d'une exploitation atteignait 69 hectares, contre 55 en 2010 (+ 25 %).

Par ailleurs, si le nombre d'exploitations recule bel et bien entre 2010 et 2020, le phénomène semble ralentir. « Si la baisse du nombre d'exploitations est continue depuis les années 1970, la dynamique baissière est moins forte que lors de la précédente décennie : le recul a été de - 2,3 % par an entre 2010 et 2020, contre - 3,0 % par an entre 2000 et 2010 », relativise le ministère de l'Agriculture.

Une population agricole vieillissante

La surface agricole utile française s'est donc stabilisée, diminuant de 1 % seulement en dix ans. Elle représente 26,7 millions d'hectares, soit près de 50 % du territoire métropolitain (55 millions d'hectares). En 2020, 759 000 personnes occupent un emploi permanent dans les exploitations agricoles. C'est l'équivalent de 583 000 emplois temps plein, soit une baisse de 12 % en 10 ans. Actuellement, 58 % des chefs d'exploitations et co-exploitants ont 50 ans ou plus, un chiffre en augmentation de 6 points depuis 2010. « Cela montre un vieillissement certain de la population agricole et le besoin d'engager une politique volontariste encourageant le renouvellement des générations en agriculture », reconnaît le ministère. « Un défi majeur ».

La photographie de la ferme France procurée par le recensement décennal montre une agriculture diversifiée avec des productions végétales désormais majoritaires. Actuellement, 52 % des exploitations sont spécialisées en production végétale, contre 45 % dix ans plus tôt. Leur nombre a baissé moins fortement (- 9 %) que la moyenne (- 21 %) des exploitations. En revanche, les exploitations spécialisées en élevage accusent une chute de 31 %. La baisse est encore plus marquée (- 41 %) parmi les exploitations combinant plusieurs types d'élevages (lait et viande) ou parmi les fermes associant cultures et élevage (- 41 %).

Par ailleurs, le nombre d'exploitations dans les départements d'Outre-mer se monte à 26 000. Leur surface moyenne est de 5 hectares. Au total, la France compte donc 416 000 exploitations agricoles. AFP 10 décembre 2021

POLITIQUE.

Confirmation. Pécresse : La petite bête qui monte, qui monte, qui monte...

- Entrée dans l'atmosphère brutale de Pécresse dans l'IFOP. Elle gagne 7 point et se hisse au niveau de Le Pen (17% aussi), Zemmour est à 13% Le HuffPost 6 décembre 2021

- Ce sondage de la présidentielle de 2022 qui donne Pécresse battant Macron - Le HuffPost 7 décembre 2021

La patronne de la région Île-de-France, désignée par les adhérents Les Républicains, capitalise 52% d'intentions de vote... contre 48% pour l'actuel chef de l'État. Le HuffPost 7 décembre 2022

LVOG - Duel ou duettiste Pécresse - Zemmour le clone de celui usé de Macron - Le Pen ?

Et c'est partie pour le matraquage !

- Dans un sondage Elabe Opinion 2022 pour BFMTV, dont les résultats sont dévoilés ce mardi, montre que la présidente de la région Ile-de-France arriverait derrière Emmanuel Macron en seconde position au premier tour avec 20% d'intentions de vote, soit une augmentation de 11 points par rapport à la dernière enquête. Au second tour, elle se hisserait en outre devant Emmanuel Macron d'une courte tête.

Au premier tour, l'actuel président de la République Emmanuel Macron recueillerait 23% des bulletins, soit une baisse de 2 points en deux semaines et de quatre points en un mois.

En cas de duel entre Emmanuel Macron et Valérie Pécresse au second tour du scrutin national, cette dernière l'emporterait d'une courte tête avec 52% d'intentions de vote, contre 48% pour le président sortant.

LVOG - Le scénario que j'avais décrit dans une précédente causerie se réalise.

- Après le duo de tête au premier tour, l'écart est de plus en plus ténu entre la candidate du Rassemblement national Marine Le Pen, créditée de 15% d'intentions de vote (soit une baisse de 5 points), et Éric Zemmour, qui bondit à 14% et gagne un point par rapport à l'ultime enquête. Selon ce sondage, Marine Le Pen subirait une démobilisation de son électorat, qui serait tenté par Éric Zemmour à 30% et dans une moindre mesure par Valérie Pécresse, pour 6% d'entre eux. (Zemmour servait à éliminer Le Pen au profit de Pécresse qui prendrait le relais de Macron en 2022 ou 2027. - LVOG)

Dans le détail, pour le premier tour, Valérie Pécresse bénéficierait d'un net soutien des électeurs de François Fillon qui étaient tentés par un vote pour Marine Le Pen ou Éric Zemmour. Elle progresse également dans toutes les tranches d'âge, en particulier chez les 65 ans et plus, où elle deviendrait le premier choix, devant Emmanuel Macron, avec une augmentation de 29% d'intentions de vote. BFMTV 7 décembre 2022

LVOG - C'est bien ce que nous disions, Pécresse, c'est Le Pen + Macron = Le clone du parti républicain américain ou de son courant d'extrême-centre dominant.

Sarkozy incarna ce basculement ou glissement de LR, Pécresse achève ce processus. Mitterrand avait achevé la SFIO au profit du PS, Hollande liquidera le PS en ouvrant la voie à LREM et Macron qui prendront le relais. L'extrême droite a été instrumentalisée pour permettre ces mutations, aussi elle devrait être marginalisée dans les années à venir au profit d'un bipartisme LR-LREM correspondant à celui qui existe aux Etats-Unis entre le parti démocrate et le parti américain.

Suite du matraquage.

- Présidentielle: Pécresse devance Le Pen et se qualifie au second tour, selon un sondage - BFMTV 10 décembre 2021

Un nouveau sondage confirme la progression de la candidate fraîchement élue des Républicains, atteignant 17% des intentions de vote, soit une progression de 8 points par rapport à novembre dernier, selon un sondage BVA pour Orange et RTL paru ce vendredi. Selon cette enquête, elle devancerait Marine Le Pen (16%) et se qualifierait pour le second tour face à Emmanuel Macron. BFMTV 10 décembre 2021

Il y a eu 3 autres sondages.

Dans le baromètre Ifop-Fiducial pour Le Figaro et LCI*, réalisée du 4 au 6 décembre,

Dans une étude Harris Interactive pour Challenges**, menée les 4 et 5 décembre,

Dans le sondage Ipsos Sopra Steria pour Le Parisien et France Info****, menée du 6 au 8 décembre,

---

Mimétisme ou clonage réussi.

- Présidence française de l'UE : Emmanuel Macron plaide pour une réforme de Schengen - publicsenat.fr 9 décembre

- Présidentielle: Pécresse défend sa vision de l'Union européenne et attaque Macron - BFMTV 9 décembre 2021

Elle prône une refonte de l'accord de Schengen...

Le bon sens populaire : Pour les plus pauvres, il y a en France un régime autoritaire.

LVOG - Cela coïncide avec notre caractérisation politique qui prend en compte les besoins et aspirations, les conditions des couches les plus défavorisées, dont le traitement et l'orientation sociale infligés par le régime aux masses exploitées et opprimées permet de déterminer précisément sa nature, totalitaire avec une inclinaison affirmée pour le fascisme.

Plus de 60% des Français voient leur démocratie "en danger", 20% déplorent "un régime autoritaire" - sputniknews.com 8 décembre 2022

Près de deux tiers des Français estiment que leur démocratie est en danger, et un tiers d'entre eux ne considèrent pas les élections comme étant utiles, selon un récent sondage Harris Interactive.

Alors que plus de huit Français sur dix (83%) se déclarent attachés au régime démocratique, près de deux tiers d'entre eux (61%) jugent que la démocratie est en danger, révèle un sondage Harris Interactive réalisé pour France Bleu et le magazine Challenges.

(En France, il est acquis qu'il existe un régime démocratique, ensuite on brode dessus. - LVOG)

À peine plus de la moitié des Français (54%) considèrent que la démocratie "fonctionne bien" dans l'Hexagone. Une opinion défendue notamment par les sympathisants LREM/ MoDem (85%), suivis par ceux du PS (66%), juste devant les sympathisants EELV (65%) et LR (64%). (Tout va très bien madame la marquise pour les nantis, normal. Et même que Biden et les Etats-Unis seraient le chef de file de la démocratie dans le monde ou ses meilleurs représentants.- LVOG)

L'étude constate d'une part que les Français les plus confiants en leur démocratie appartiennent aux catégories les plus aisées, 64% d'entre eux gagnant plus de 4.000 euros nets par mois. (C'est ce que je viens d'affirmer, la démocratie "fonctionne bien" pour les riches en général, ce qui revient à plébisciter une dictature. - LVOG).

D'autre part, 31% des sympathisants d'extrême droite, 26% de ceux d'extrême gauche, ainsi que les classes populaires gagnant moins de 1.000 euros net par mois, soit environ 20% de la totalité des sondés, voient en France un régime "autoritaire". (L'amalgame ordurier d'usage entre extrême droite et extrême gauche est de sortie.

L'utilité des élections questionnée

Dans le même temps, à moins de six mois de l'élection présidentielle, il s'avère qu'un tiers des Français ne considèrent pas le vote comme utile, notamment les 25-34 ans. Un indice qui fait écho aux niveaux record d'abstention atteints lors des dernières élections régionales et départementales. sputniknews.com 8 décembre 2022

Zemmour, pour qui roule-t-il ?

Commençons par remettre chacun à sa place.

Zemmour, tout le monde le connaît, tout le monde sait qu'il est de droite, c'est entendu, mais alors pourquoi tout ce tapage sur sa personne

Zemmour, c'est quelque chose comme la synthèse entre souverainistes, nationalistes et libertariens du Parti républicain, De Villiers, Onfray, Asselineau, Dupont Aignan, Wonner, Philippot, Poisson, etc. qui inclut monarchistes et antirépublicains, les nostalgiques du colonialisme et de l'impérialisme français, pour un peu il aurait recréé le Conseil nationale de la résistance ou CNR !

Donc Zemmour brasse large à droite jusqu'à l'extrême droite, il essore donc tous les autres candidats souverainistes, nationalistes ou libertariens qui auraient été tentés de se présenter à la présidentielle, il leur ravit la vedette comme l'on dit et ils n'ont plus qu'à se retirer et se rallier à lui. Il s'agit donc d'une opération qui devrait dissuader plusieurs candidats de se présenter, donc réduction de l'offre propice à davantage d'abstention plutôt qu'à une focalisation sur certains candidats, je l'ignore.

LVOG - Vous comprenez pourquoi à l'instar des médias, de Macron ou de LREM, de LR ils enragent, parce qu'ils savent que le constat que Zemmour dresse, ils en partagent tous la responsabilité, lui aussi évidemment, et cela ils ne le supportent pas. Souvenez-vous, les imposteurs de gauche et d'extrême gauche ne peuvent se départir du déni de la réalité dans lequel ils se sont enfermés, alors quiconque y fera allusion sera violemment pris à partie par ces chiens enragés, calomnié, diffamé, insulté et j'en passe.

Loin de moi l'idée de soutenir Zemmour, cet épisode permet d'observer le comportement des uns et des autres, et de confirmer ou d'infirmer les conclusions auxquelles nous étions parvenus sur la soi-disant gauche ou extrême gauche, autant vous dire qu'on n'a absolument rien à changer, et loin de s'arranger, elles empirent encore !

Le meeting de Zemmour à Villepinte offre le pire de l'extrême droite - Le HuffPost 6 décembre 2021

Zemmour - « Près de 15 000 Français qui ont bravé le politiquement correct, les menaces de l'extrême gauche et la haine des médias »

Les médias et la droite martèlent que Zemmour est le "pire de l'extrême droite", et la meute enragée de la pseudo-gauche et extrême gauche leur emboîte le pas. On se demande bien pourquoi, alors qu'il tient des propos qui ne sont pas plus radicaux que ceux tenus par les dirigeants de LR, à commencer par Pécresse, ou ceux de LREM, à commencer par Macron. Pourquoi les médias-oligarques qui ont élu Macron tiennent-ils à l'associer à ces parasites, ne serait-ce pas parce que c'est la place qu'ils occupent aujourd'hui, et cela permet d'éviter de se demander si ce ne serait pas plutôt Macron qui serait le "pire de l'extrême droite", de plus si la gauche et extrême gauche corrompus se laissent ainsi instrumentaliser c'est parce qu'elles n'ont pas le choix, parce que depuis mars 2020 elles participent au consensus au côté de Macron sur le port de la muselière et la vaccination, elles le soutiennent, donc quand Zemmour attaque violemment Macron, elles montent au créneau pour le défendre.

Zemmour a déclaré que Macron était une "marionnette de la gauche", ce qui est justifié. Sur le coup on sourit, on se dit qu'il est fou ou qu'il raconte n'importe quoi. Puis, en réfléchissant un instant, on se ravise. On se dit, après tout pourquoi pas, cela ne sonne pas si faux que cela quand on sait ce que c'est que la gauche ou la droite masquée, l'antichambre de l'extrême droite et des dictatures militaires, n'hésitant pas à envoyer la troupe pour mitrailler des ouvriers en grève ou à assassiner ses dirigeants (Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht par exemple), préférant le fascisme et la guerre au socialisme, 14-18 et 39-45 par exemple, etc. Et surtout qu'on ne nous sorte pas Allende au Chili, qui refusa d'armer le peuple par crainte d'une guerre civile préférant laisser le champ libre à Pinochet et son armée, qu'il en soit mort lui-même nous laisse totalement indifférent au regard des dizaines de milliers de jeunes et travailleurs, militants chiliens qui seront arrêtés, torturés et massacrés par les généraux.

Répétons-le. Ne serait-ce pas pour faire oublier, que depuis janvier 2020, ils ont adopté la rhétorique fascisante du Forum économique mondial et de l'OMS, de Macron sur la pandémie, la muselière et la vaccination ?

Et ils osent se prétendre humanistes, comme Jean-Luc Hacquart, un responsable de la CGT pour l'Ile-de-France : « Les idées d'extrême droite sont banalisées. Nous, on porte des idées humanistes », vraiment ? Alors commencez par ne plus apporter votre soutien à la vaccination de la population, cessez d'affirmer qu'il n'existe pas d'autres moyens pour lutter contre un malheureux virus moins mortel que celui de la grippe quand les malades sont traités à temps, cessez de reproduire la propagande officielle dictée par l'oligarchie.

Pécresse (et la réaction) est obligée de soutenir Zemmour par crainte d'être victime de provocations.

- SOS Racisme chez Zemmour: une «provocation» pour Pécresse, Ciotti, Larcher et Chenu - Paris Match 6 décembre 2021

Il n'y a qu'à Macron que cela ne risque pas d'arriver, sauf s'il en a besoin ou il le programme lui-même.

Mais au fait, pour qui roulez-vous sinon pour Macron, l'extrême-centre, c'est-à-dire, Rothschild, Rockefeller, Gates, Buffet, Soros et consorts, Davos, les gangsters et criminels de la finance, l'aristocratie financière ou le lumpencapitalisme, l'extrême droite de la bourgeoisie, le clan le plus pourri du mondialisme, du Great Reset, du Green New Deal, du transhumaniste et de l'IA.

Le procédé était un peu trop grossier.

- Le HuffPost - SOS Racisme qui souhaitait mener une action se voulant pacifique au fond de la salle. Le HuffPost 6 décembre 2021

Quand des militants de SOS racisme se conduisent en provocateurs et militants d'extrême droite lors d'un meeting, où ils savaient à l'avance qu'ils n'avaient pas leur place ou ils seraient forcément mal accueillis ou malmenés, autant dire que leur intention était clairement de perturber gravement ce meeting et de déclencher une réponse musclée et légitime du service d'ordre pour pouvoir ensuite accusé Zemmour d'être responsable de ces violences dont SOS racisme était à l'origine, et déclarer ensuite : Vous voyez bien que Zemmour est raciste, d'extrême droite. Le HuffPost 6 décembre 2021

Macron toujours en quête de légitimité depuis 2017. Il lui reste peu de temps...

Macron serait-il aussi devenu un agent du MI5 ou de la CIA et des Frères musulmans ? La réponse mérite-t-elle d'être posée ?

- Emmanuel Macron remercie le Qatar pour l'évacuation de près de 260 Afghans - BFMTV 6 décembre 2021

LVOG - Pour rappel, Macron est une merde pour parler vulgairement, il est que dal ce mec-là. Ce sont les conseillés sélectionnés par Attali et ses amis pour le compte de l'oligarchie, qui sont chargés d'assurer l'intérim au palais jusqu'en avril 2022 et de préparer ses discours et déplacements, qui lui disent ce qu'il doit et peut faire, quand, où et comment. Son seul talent, c'est d'être capable d'apprendre une leçon par coeur et de la réciter sans faute.

Ah les bienfaits de la démocratie par les armes, tous les peuples en redemandent !

- Jean Castex : « La politique d'exportation d'armes est un pilier de notre diplomatie et de notre politique de défense » - Publicsenat.fr 8 décembre 2021

On ne trouvera personne parmi les acteurs politiques pour rendre hommage à ses 80 000 à 100 000 victimes innocentes depuis février 2020

- Emmanuel Macron à Vichy : Le chef de l'Etat a rendu hommage aux victimes du régime de Pétain - 20minutes.fr 8 décembre 2021

Alors qu'il est le produit d'une manipulation médiatico-politico-financière.

- «Gardons-nous de manipuler l'Histoire» : Macron répond à Zemmour - Europe1 8 décembre 2021

Emmanuel Macron a mis en garde ce mercredi contre toute "manipulation" de l'Histoire, une allusion à la controverse sur le nom de Vichy mais aussi à celle sur le régime du maréchal Pétain lancée par Eric Zemmour. Europe1 8 décembre 2021

LVOG - Cela ne fait même plus rire personne !

Mélenchonnerie. La culture des illusions passe par l'Union populaire. Un conte populiste.

J'ai cherché sur Internet la liste des organisations ayant rejoint l'Union populaire, introuvable ! Peu importe

Lu dans les thèmes de leur programme : (https://melenchon2022.fr)

- Rétablir l'ISF

LVOG - Donc les oligarques, les boursicoteurs et autres les parasites du CAC 40 continueraient de sévir = rien de changé.

- Taxer les profiteurs de crise

LVOG - Donc les profiteurs et les crises continueraient d'exister = rien de changé.

- Plafonner les frais bancaires

LVOG - Parce que les banques privées ne disparaîtraient pas non plus = rien de changé.

- Augmenter le SMIC

LVOG - Parce que ce salaire de misère ne disparaîtrait pas = rien de changé.

- Instaurer les RSA jeunes

LVOG - Cela signifie que les jeunes en âge de travailler, qui auraient besoin de travailler ou qui le souhaiteraient ne pourraient pas disposer d'un salaire leur permettant de vivre décemment, il faudrait en plus leur verser une allocation mensuelles ou le RSA = rien de changé.

- Passer à la 6è République

LVOG - La 6è succèderait à la 5è qui succéda à la 4è, la 3è, le 2è, la 1è sous le même régime d'exploitation = rien de changé.

C'est ce qu'a relevé Daniel Gluckstein dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs du 8 décembre *Pour la rupture, en actes*, en pointant que nulle part Mélenchon ne s'engageait à rompre avec le capitalisme, l'illusionnisme appelant à « *rompre avec le capitalisme financiarisé* », qui non seulement continuerait d'exister, mais conserverait son pouvoir de nuisance sur la société et déterminerait finalement l'orientation de la politique qu'appliquerait Mélenchon s'il était élu en avril 2022.

Chaque fois que quelqu'un s'en prend aux oligarques ou à l'aristocratie financière, aux banquiers, demandez-lui s'il entend rompre avec le capitalisme et ses institutions, c'est valable pour tous ceux qui tiennent en apparence un discours radical, c'est révélateur.

Gluckstein a eu raison de rappeler que :

- Le 19 mars 2020, après que le ministre Le Maire a présenté à l'Assemblée nationale le projet de loi de finances rectificative qui accordait aux patrons 300 milliards d'euros de garanties de l'État et 43 milliards pour le plan d'urgence, Jean-Luc Mélenchon a pris la parole et déclaré : « Nous voterons sans doute votre texte tel qu'il est, non pas parce que nous pensons qu'il est suffisant, mais parce que nous ne voulons rien bloquer. »

Tout était dit là clairement sur Mélenchon et ses réelles intentions. Cela signifiait que s'il avait été à la place de Macron, il aurait appliqué la même politique dictée par les besoins du capital. Les dirigeants du POI et du POID l'ont toujours su.

Voyons maintenant très rapidement comment ils se partagent les rôles, pour à la fois soutenir Macron et diluer l'opportunisme dans les rangs du mouvement ouvrier, l'éloigner du socialisme.

Feignons la surprise et demandons-nous ce que le POI vient faire dans cette galère de l'Union populaire. Si on voulait en chercher la signification politique, on dirait que c'est l'expression caricaturale des contradictions du trotskysme lambertiste poussées dans ses derniers retranchements, dont l'une des composantes, le POI, va plus loin que l'autre ou les autres dans l'opportunisme ou s'y trouve conduit naturellement, un autre jour ce sera le POID qui remplira cette fonction et ainsi de suite. Tandis que l'autre branche principale du lambertisme, le POID, se contente d'un consensus avec Macron sur le port de la muselière et de la vaccination, tout en voulant éviter (dans le précédent éditorial de Gluckstein) à la classe ouvrière de souffrir davantage, donc faire en sorte que le capitalisme ne s'effondre pas, ce qui signifie éviter que soient réunies les conditions d'une révolution indispensable pour rompre avec le capitalisme, c'est là qu'on s'aperçoit que Mélenchon, le POI et le POID se rejoignent ou qu'ils partagent la même nature réactionnaire. Ce que le POID reproche à Mélenchon, c'était juste pour atteindre le POI et l'emmerder, c'était une histoire de chapelles sans intérêt.

Dit autrement, le POID peut accuser le POI qui s'est rangé au côté de Mélenchon de refuser de rompre avec le capitalisme, ce qui est exact, tandis qu'il fait exactement la même chose en plus subtil ou sournois, en voulant à tout prix éviter que les conditions sociales indispensables à une révolution soient réunies, puisque dans ce cas-là il n'y aura jamais de rupture avec le capitalisme.

Tous les deux appellent à rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, et en pratique ils les soutiennent. Bref, ils valent guère mieux l'un que l'autre, puisque tous les deux bernent militants et travailleurs et trahissent le socialisme.

Source : https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=3402

En famille. LFI, POI et Libre Pensée

Jean-Marc Schiappa, père de Marlène Schiappa, rejoint la campagne de Mélenchon - Le HuffPost 5 décembre 2021

Jean-Marc Schiappa, un prof de lycée d'histoire-géo, est partout présenté comme un historien, alors qu'en réalité, hormis sa thèse en 1992 sur les babouvistes à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, suivi de son étude de Gracchus Babeuf et de la conjuration des Égaux qui date de 1995 ou 1996, il y a donc 25 ans, et à part sa contribution dans des revues au tirage confidentiel ou qui n'existent plus ou encore réservées à des initiés dont je n'ai pu découvrir le moindre article en ligne, Communisme et les Annales historiques de la Révolution française, depuis il n'a jamais rien produit pour mériter ce statut, contrairement à feu Pierre Broué et Jean-Jacques Marie qui ont publié de nombreux ouvrages à caractère historique.

Jean-Marc Schiappa fait partie de ces dirigeants qui instrumentalisent la laïcité pour couvrir leur collusion avec la social-démocratie, pour d'autres ce sera la défense de l'enseignement, l'antiracisme, la lutte contre la répression dans le monde, etc. les thèmes ne manquent pas. Voyez aussi le parcours de l'historien Benjamin Stora qui vient aussi de l'OCI où j'ai milité pendant une brève période.

J'ai eu plus de bol que Jean-Marc Schiappa, qui doit faire partie des permanents de l'OCI-PT-POI... On a appris que vers 17 ans, en rébellion contre son père trotskiste, Marlène Schiappa prépara le concours de la gendarmerie (wikipédia), pour plus tard rejoindre Macron, curieuse ou troublante inspiration, alors que la mienne deviendra institutrice et partagera plus ou moins mes idées, non vaccinée s'il vous plaît et participant au combat pour le retrait du passe liberticide.

Il va falloir construite 800 000 places de prison en plus.

Automobile : près de 800 000 personnes roulent sans permis en France - LePoint.fr 7 décembre

Selon les chiffres de l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière, 770 000 conducteurs roulent sans permis, rapporte « 20 Minutes ». LePoint.fr 7 décembre

LVOG - Moi aussi en Inde, pas le temps, pas envie, pas d'argent pour payer le renouvellement d'un bout de papier qu'on ne m'a jamais réclamé en 27 ans. C'est une forme de résistance ou de désobéissance civile...

L'ART DE LA GUERRE DE CLASSE DE LA RÉACTION MONDIALE

La guerre et la suppression des libertés, c'est la paix et la démocratie.

La tragique farce du « Sommet pour la Démocratie » par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 7 décembre 2021

Les États-Unis lancent une nouvelle Guerre froide, cette fois-ci à la fois contre la Russie et contre la Chine. Malgré leur bilan, ils se présentent comme les champions de la Démocratie et n'hésitent pas à présenter les nouvelles grandes puissances comme des criminels assassinant leur propre population.

Les 9-10 décembre le Président Biden accueillera le « Sommet pour la Démocratie » qui réunira, par liaison mondiale en ligne, des « leaders de gouvernement, de la société civile et du secteur privé ». La liste des invités comprend 111 pays [1]. Parmi eux 28 des 30 membres de l'OTAN : manquent la Turquie et la Hongrie mais, en compensation, on a Israël et l'Ukraine, avec 26 des 27 membres de l'UE sauf la Hongrie. Le Sommet « leur fournira une plate-forme pour défendre la démocratie et les droits humains à l'intérieur et à l'extérieur, pour affronter à travers une action collective les plus grandes menaces que les démocraties ont aujourd'hui devant elles ». De cette façon va être lancée « une année d'action pour rendre les démocraties plus réactives et résilientes », qui culminera avec un second Sommet en présence pour « construire une communauté de partenaires engagés dans la rénovation démocratique mondiale ».

Joe Biden maintient ainsi ce qu'il a annoncé dans son programme électoral : un Sommet mondial des « nations du monde libre », avant tout pour « contrecarrer l'agression russe, en gardant le tranchant des capacités de l'Alliance et en imposant à la Russie des coûts réels quant à ses violations des normes internationales » et, en même temps, pour « construire un front uni contre les actions offensives et les violations des droits humains de la part de la Chine » [2]. Ce faisant les États-Unis reviendront « jouer le rôle de guide dans l'écriture des règles ». « La défense des valeurs démocratiques —a rappelé Biden en habit de président— est inscrite dans notre ADN de nation ».

Ce qui est inscrit dans l'ADN des États-Unis est démontré par les environ cent guerres de conquête qui ont caractérisé leur histoire. Selon

une étude documentée de James Lucas (il manifesto, 20 novembre 2018), la série de guerres et coups d'État —effectuée par les États-Unis de 1945 à aujourd'hui dans plus de 30 pays asiatiques, africains, européens et latino-américains— a provoqué à elle seule 20 à 30 millions de morts, des centaines de millions de blessés (dont beaucoup sont restés invalides), plus un nombre non quantifié de morts, probablement des centaines de millions, provoqués par les effets indirects des guerres : famines, épidémies, migrations forcées, esclavagisme et exploitation, dommages environnementaux, soustraction de ressources aux besoins vitaux pour couvrir les dépenses militaires. Dans les guerres les plus sanglantes —Corée, Vietnam et Irak— les forces militaires US furent directement responsables de 10 à 15 millions de morts. Le coup d'État le plus sanglant fut organisé en 1965 en Indonésie par la CIA : elle fournît aux escadrons de la mort indonésiens la liste des 5 000 premiers communistes et autres à tuer. Le nombre des gens assassinés est estimé entre 0,5 et 3 millions.

Ce même Joe Biden, promoteur du « Sommet pour la Démocratie », a eu un rôle de protagoniste dans une partie de cette histoire. En 2001, en tant que président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, il soutint la décision du président Bush d'attaquer et d'envahir l'Afghanistan et, en 2002, il présenta une résolution bi-partisane qui autorisait le président Bush à attaquer et envahir l'Irak. En 2007, il fit passer au Sénat un plan de démembrement de l'Irak en trois régions —kurde, sunnite et chiite— servant la stratégie états-unienne. En 2009-2017, en tant que vice-président de l'administration Obama, il a participé à la planification et à l'exécution des guerres contre la Libye et la Syrie et au putsch en Ukraine, où il a joué un rôle direct et déterminant.

Concernant la démocratie interne, il suffit de rappeler que, selon les statistiques officielles, la police tue chaque année aux USA environ 1 000 civils désarmés, surtout noirs et hispaniques. Il suffit de rappeler que les États-Unis veulent condamner à 175 années de prison le journaliste Julian Assange qui a dévoilé leurs crimes de guerre. Probablement dans quelques jours la magistrature britannique prendra une décision sur son extradition aux USA. Pendant ce temps, le 6 décembre, le Royaume-Uni a co-accueilli un événement préparatoire du Sommet, intitulé « Défendre les démocraties contre la désinformation », focalisé sur les « meilleures pratiques pour promouvoir un système informatif ouvert et transparent ».

[1] « Liste des Etats invités au Forum de la Démocratie », Réseau Voltaire, 24 novembre 2021.

[2] « Quelle sera la politique étrangère du prochain président US ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 8 septembre 2020. « La politique étrangère de Joe Biden », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 10 novembre 2020.

Ils ont cautionné 250 guerres dans le monde depuis 1945 sans boycotter un seul pays organiseur des Jeux Olympiques

Vers un boycott des Jeux Olympiques de Beijing 2022 - Réseau Voltaire 7 décembre 2021

Le Parlement britannique a débuté des débats sur l'éventualité d'un boycott des Jeux Olympiques de Beijing 2022.

De son côté, la représentante démocrate de Virginie, Jennifer Wexton, s'appuyant sur l'affaire de la joueuse de tennis Peng Shuai, a déposé une proposition de loi en ce sens.

Le président états-unien, Joe Biden, avait déjà déclaré le 18 novembre 2021, qu'il réfléchissait à une telle action. Il a finalement pris sa décision, le 6 décembre.

La Nouvelle-Zélande et la Lithuanie avaient déjà annoncé leur boycott. Les Pays-Bas, l'Australie et le Canada sont sur le point de les rejoindre.

On se dirige vers un boycott occidental officiel visant à dénoncer l'arrestation supposée d'un million d'Ouighours et la répression à Hong-Kong, mais pas à un boycott par les équipes nationales d'athlètes. Réseau Voltaire 7 décembre 2021

Quand ces kleptomanes ont fait main basse sur nos libertés depuis mars 2020.

Lancement de l'Alliance interparlementaire contre la kleptocratie - Réseau Voltaire 7 décembre 2021

Le Caucus états-unien contre la corruption à l'étranger et la kleptocratie (U.S. Caucus against Foreign Corruption and Kleptocracy), le Groupe parlementaire de tous les partis contre la corruption et pour des impôts responsables (All-Party Parliamentary Group on Anti-Corruption and Responsible Tax) et l'intergroupe du Parlement européen contre la corruption ont lancé ensemble l'Alliance interparlementaire contre la kleptocratie, le 7 décembre 2021 à Washington par vidéo-conférence.

Il s'agit, en prévision du « Sommet pour la Démocratie » des 9 et 10 décembre 2021 de renforcer le mythe selon lequel la corruption serait le fait de régimes autoritaires.

Le représentant républicain de Caroline du Sud, Joe Wilson, affirme tout en finesse dans l'invitation à cet événement que la « Corruption, c'est le nouveau communisme » (…) « C'est la force unificatrice des dictateurs et du système qu'ils cherchent à exporter. Et comme le communisme, les États-Unis doivent s'unir à leurs alliés pour le vaincre ».

Simultanément, l'Exécutif US a publié sa Stratégie pour contrer la corruption. Pour le président Biden, il va de soit qu'il n'y a pas de corruption chez lui. Réseau Voltaire 7 décembre 2021

Les guerres et le Green New Deal servent à purifier les sociétés pour les rendre meilleures.

Les militaires américains et britanniques sont les plus gros pollueurs au monde par Leonid Savin (Oriental Review 29 octobre 2021) - Mondialisation.ca, 06 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/les-militaires-americains-et-britanniques-sont-les-plus-gros-pollueurs-au-monde/5663011

LES ONG ENNEMIS DES LIBERTÉS.

Les ONG sont les relais mafieux et criminel de l'oligarchie et de l'OTAN installés à Bruxelles.

Ces milliards que l'Europe distribue à certaines ONG dans la plus grande opacité - lepoint.fr 5 décembre 2021

Près de 7 % de fonds européens de développement passent par des ONG, alors que l'UE est incapable de définir ce qu'est une organisation non gouvernementale…

Quand la Cour des comptes européenne (CCE) reconnaît qu'il « n'existe actuellement aucune définition commune au niveau de l'UE de ce qu'est une ONG », qu'elle estime que « la Commission ne faisait pas suffisamment preuve de transparence en ce qui concerne la mise en œuvre de fonds de l'UE par des ONG », on peut commencer à se poser des questions quant à l'utilisation judicieuse de l'argent des contribuables européens. Car, en termes moins policés, cela signifie que Bruxelles n'accorde que peu d'attention à l'utilisation des milliards d'euros versés chaque année aux ONG. Et que n'importe quelle structure, n'importe quel comité Théodule peut se prétendre ONG, et rafler la mise.

Les sommes en jeu sont pourtant loin d'être anecdotiques. En effet, 6,8 % des fonds européens de développement (FED) sont attribués aux ONG, ce qui représente 11,314 milliards d'euros pour la période allant de 2014 à 2017. L'Allemand Klaus-Heiner Lehne, le président de la Cour des comptes européenne, a rendu le 5 décembre 2018 à Luxembourg un rapport accablant de 37 pages, intitulé « Mise en œuvre de fonds de l'UE par des ONG : des efforts supplémentaires pour plus de transparence »*. Il révèle, par exemple, que « la Commission avait accepté des incohérences et des déclarations erronées d'expériences antérieures lors de la sélection de deux projets ». En d'autres mots, certaines ONG qui n'avaient pas rempli leur contrat réussissaient pourtant à obtenir d'autres subventions…

La Cour des comptes européenne en accusation

Le problème, c'est que les recommandations de la CCE sont restées lettres mortes depuis 2018. Pour preuve, la Commission européenne n'a pas cessé d'être mise en cause, soupçonnée notamment de verser généreusement des subventions à des ONG islamistes, favorables au port du hidjab. Si le rapport ressort aujourd'hui, symbolisant la paralysie des institutions européennes, c'est en lien avec une vaste enquête de Libération, sortie le 26 novembre, intitulée « Fraudes à la tête de la Cour des comptes européenne ». Elle met notamment en cause son président, l'Allemand Klaus-Heiner Lehne, ancien député européen de la CDU (conservateur). Parmi les reproches : comme un bon tiers des 27 membres de la CCE, il ne serait presque jamais présent dans le Grand-Duché, mais toucherait néanmoins de grasses primes de logement en s'y domiciliant fictivement.

Le plus grave, c'est que cette institution, basée à Luxembourg, a pour vocation de protéger les fonds européens et de s'assurer de leur bonne utilisation. Le rapport de la Cour des comptes européenne sur les fonds attribués aux ONG est totalement passé sous les radars. Il révèle pourtant des faits d'une extrême gravité. Même s'il n'emploie pas le mot de « corruption », il ne cesse de dénoncer le manque de transparence, de fiabilité des informations sur les ONG, et il dénonce l'octroi de subventions en cascades. Les ONG bénéficiaires de subventions confient souvent le job à d'autres entités, « sans que cette information soit enregistrée dans les systèmes de la Commission ». En clair, l'ONG 1 perçoit l'argent mais sous-traite tout ou une partie du projet à l'ONG 2, qui elle-même s'adresse à l'ONG 3. Et ainsi de suite, jusqu'aux ONG 4, 5 et 6, comme le dévoile un projet en Éthiopie. Ensuite, comment effectuer le moindre contrôle si la Commission ne connaît même pas les sous-traitants ?

Des contrôles stricts en Europe

Un exemple de rémunération abusive ? Alors que les frais généraux sont plafonnés à 7 % du budget, « dans cinq des six cas que nous avons examinés, nous avons relevé des frais généraux déclarés pour les différents échelons de mise en œuvre, d'abord pour l'entité chargée de l'exécution, ensuite pour les ONG bénéficiaires d'une subvention en cascade », constate la Cour des comptes européenne. En revanche, à aucun moment, la Cour des comptes européenne ne se pose de questions sur les fonctionnaires à Bruxelles qui choisissent les ONG et leur attribuent des subventions. Ne pourrait-il pas y avoir, parfois, certaines complicités ?

Toutefois, il ne s'agit pas de jeter l'opprobre sur la grande majorité des ONG, active dans l'aide humanitaire, l'environnement, la culture. « Ce rapport parle de fonds alloués à l'action extérieure. En revanche, concernant les ONG travaillant dans l'Union européenne, je peux vous assurer que les dépenses sont contrôlées au cent près. On vérifie jusqu'au billet de train, au ticket de métro », affirme le Belge Michaël Privot, ancien directeur de l'ONG European Network Against Racism (Enar). lepoint.fr 5 décembre 2021

Les ONG, la voix de leur maître et banquier du Great Reset. Greenpeace : liberticide, antisocial, rétrograde, woke, réactionnaire.

- La publicité pour la consommation de viande, vue par Greenpeace - francesoir.fr 5 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/societe-environnement/viande-pub-greenpeace

LVOG - Greenpeace fait partie des tyrans qui ne supportent pas qu'on vous laisse la moindre liberté, le moindre de choix dans votre mode de vie, ce qui est intolérable c'est que "*manger de la viande est une question de liberté, de choix et d'individualité*".

Ils ne visent pas seulement "*la consommation de viande*", mais aussi tous les "*produits laitiers*", au profit "de régimes alimentaires reposant davantage sur les protéines végétales", alors que ces protéines n'ont pas les mêmes valeurs ou ne remplissent pas exactement les mêmes fonctions.

Manger de la viande contribuerait au "*réchauffement climatique*", il serait donc irresponsable de vous accorder cette liberté plus longtemps.

LEUR VIEUX MONDE DÉCADENT ET ABJECT.

Il y a des coups de pieds dans le cul qui se perdent !

66 Minutes - "Abasourdi par la bêtise humaine", "10 000 euros dans des implants fessiers", "Le ravage des réseaux sociaux" Yahoo 6 décembre 2021

Grille de lecture.

Un psychanalyste en déduirait peut-être, que ces femmes en quête d'affection introuvable sont mal dans leur peau ou mentalement fragilisées ou déséquilibrées. Elles ont tendance à développer un fort complexe d'infériorité dont les responsables désignés sont forcément les hommes qui les dominent et les rendent malheureuses. Cela se traduit inconsciemment par la frustration de ne pas posséder un sexe extérieur comme les hommes ou tout simplement de ne pas être un homme... Devant se résigner à être une femme, une nature inférieure, dominée, un obscur objet du désir des hommes, à la fois pour les appâter et compenser leur frustration, certaines vont recourir à la chirurgie esthétique et se faire poser des implants mammaires ou fessiers. En vain, puisqu'elles vont exposer leur crasse bêtise ou la médiocrité de leur personnalité au regard des hommes pour lesquels une femme est avant tout un sexe, et attirer finalement ceux qui leur ressemblent ou aussi dégénérés qu'elles. En fait, elles seront encore plus vulnérables et manipulables, donc certainement pas plus heureuse qu'avant.

Un conseil d'ami aux femmes, méfiez-vous de vous-mêmes avant de vous méfier des hommes. Entre un sourire charmeur et un visage ou un corps arrangé d'un côté, et la nature d'un homme ou d'une femme de l'autre, d'après vous lequel finit-il toujours par l'emporter, vous avez deviné la bonne réponse, bravo !

Ceux qui dénoncent ces comportements sont les mêmes qui ailleurs en font la promotion ou en porte la responsabilité, tous les médias étant achetés ou convertis à l'oligarchie donc aux réseaux sociaux, puisque ce sont eux les GAFAM qui les possèdent.

Yahoo - À l'ère où les réseaux sociaux sont devenus omniprésents dans notre quotidien, les diktats de la beauté n'ont jamais été aussi élevés.

Ce dimanche 5 décembre, l'émission "66 minutes", diffusée sur M6, s'est intéressée de près à un nouveau "canon de la beauté" : la tendance des fessiers XXL. Certaines femmes sont prêtes à tout pour avoir des fesses rebondies, quitte à dépenser des fortunes ou mettre leur vie en danger.

Comme l'a annoncé le chirurgien, en quatre ans, les opérations pour les fesses ont bondi. En seulement une année, 12 000 interventions légales ont été recensées en France. Mais cela a bien évidemment un coût, et pas des moindres. Pour la mise en place d'implants dans les fesses, Sarah a dû débourser la somme colossale de 10 000 euros. Ces implants n'ont "qu'une espérance de vie" de 10 ans maximum... (Ah l'obsolescence programmée dans le cul ! - LVOG)

En tout cas, face à ce reportage de "66 minutes", le constat des internautes est assez désastreux. Pour eux, il n'y a qu'un seul coupable et il s'agit des réseaux sociaux. Internet peut faire des ravages et pousser certains comportements à l'extrême...

Ce reportage de "66 minutes" a donc tenté d'alerter les jeunes sur les risques des réseaux sociaux. (Mon cul, ouais, ordures ! - LVOG)

Certaines pratiques peuvent se révéler dangereuses, voire même mortelles, surtout lorsque certains prennent des comprimés sans ordonnance médicale. (C'est plutôt cela qui les emmerde, ils ont perdu le contrôle de leur saloperie et cela va leur retomber sur le coin de la gueule ! - LVOG)

De graves conséquences qui peuvent pousser les jeunes femmes à la quête du "corps parfait", en suivant la mode de 2021. Yahoo 6 décembre 2021

Leur vieux monde rend de plus en plus con.

- Se limer les dents : la tendance très dangereuse qui inquiète les dentistes - Yahoo 7 décembre 2021

En complément

L'Etat profond a réussi à gangrener tous les pouvoirs et toutes les institutions.

- Toulouse : Le tribunal ordonne au CHU de Toulouse à faire décrocher la fresque de l'internat de médecine - 20minutes.fr 8 décembre 2021

LVOG - J'ignore comment cette croute avait atterri là, toujours est-il que cela aurait dû être à ceux qui étaient en charge des lieux, la directrice générale du CHU de Purpan à Toulouse, de décider de son sort, et non des miliciens ou nervis syndicaux (Sud, CGT et CFDT) assistés de procureurs dignes de l'Inquisition plus prompts à condamner la liberté d'expression qu'à l'encourager, d'exiger son retrait en recourant à des procédés d'intimidations ignobles ou de graves accusations, par exemple, celle de complicité d'agression sexuelle ou de la favoriser.

C'est marrant, lorsqu'il s'agit de défendre la liberté de ne pas porter de muselière ou de refuser la distanciation sociale, ils sont aux abonnés absents ou pire, ils soutiennent ces mesures liberticides, et quant à la vaccination, s'ils rejettent l'obligation c'est pour affirmer aussitôt qu'ils ne sont pas contre, et que tout le monde devrait se faire vacciner, le double langage habituel qui consiste finalement à se ranger au côté de Macron.

Ces rejetons de médecins ou de membres des classes moyennes acquis à la start-up macronniste, biberonnés au néolibéralisme et au woke se comportent en dictateurs de la pire espèce. Lisez.

- « Cette culture-là, qui rabaisse et humilie, fait le lit des agressions, ensuite. Cela doit cesser. Si ce tableau est vraiment une œuvre d'art, qu'on le mette dans un musée, ceux qui l'apprécient pourront alors faire le choix d'aller le voir. » « Pour nous, ce tableau symbolise vraiment le harcèlement sexuel à l'hôpital, précise une interne qui a participé à l'action. Elle fait partie de l'ambiance sexiste dans laquelle on vit, et qui est particulièrement prégnante pour les stagiaires, qui sont dans un lien de subordination hiérarchique. » Dans certains services, on appelle les internes « ma chérie », « ma chatte », ou encore « ma foufoune ». Ces comportements ne sont jamais questionnés, encore moins sanctionnés. « Il y a un vrai sentiment de toute-puissance chez certains médecins, constate la syndicaliste Julie Ferrua. On les laisse faire sous prétexte qu'ils sont par ailleurs compétents... »

LVOG - Qu'est-ce qu'ils croient ces demeurés et graines de fachos, que la disparition de ce tableau changera quoi que ce soit au comportement des médecins ? Quelle connerie ! J'en veux pour preuve que dans les pays anglo-saxons, les moeurs, les rapports entre les hommes et les femmes, les rapports au sexe ou aux relations sexuels dont les plus dégénérés de la planète, les plus pervers, les plus débridés ou bestiaux, du fait de toutes ces interdictions qui perturbent ou interdisent l'établissement de rapports normaux entre les hommes et les femmes, dans les limites du régime capitaliste évidemment. Très hypocritement, puisqu'ils sont les champions de la pornographie et de la prostitution de masse. Sinon ils font des hommes de dangereux refoulés, des psychopathes réduits à l'impuissance, brefs des malheureux dont certains deviendront des violeurs ou des serial killer.

Dans leur société policière où tous les comportements sont enrégimentés ou la surveillance et la délation sont généralisées, ce qu'on ne peut plus faire devant témoins ou en public, on le fait plus discrètement, au lieu de peloter une infirmière devant ses collègues, le médecin attendra d'être seul avec elle dans son cabinet, et si elle menace de le dénoncer, il niera, ce sera alors sa parole contre la sienne. Maintenant avec toutes les femmes qui se prostituent ou qui seraient prêtes à se donner pour une croisière ou une poignée de billets, sans parler des réseaux spécialisés qui procurent toute sorte de services à la carte, il n'a même plus besoin de prendre un tel risque.

La motivation à ce genre d'affaires est à chercher ailleurs. Elle consiste surtout à imposer un mode de penser uniforme, qui s'inspirerait d'un règlement intérieur policier de plus en plus inclusif dans la vie de chaque citoyen, qui ne disposeraient plus d'aucune liberté. Un tel régime, il faut le dynamiter, l'éparpiller, le disperser parce qu'il est cruel. Le socialisme, c'est l'opposé où un régime bienveillant envers tous les hommes, l'espèce humaine, c'est un régime social et humaniste, la lumière qui nous guide vers la liberté, chère aussi aux anarchistes.

GUERRE DE CLASSE ET BIOLOGIQUE. CONTRE-PROPAGANDE. LES FAITS

Informez-vous

- Vidéos d'information sur l'ivermectine utilisée contre la covid-19

https://odysee.com/@ivermectine-covid.ch:5

- Pr Perronne : « Ça dérange de dire la vérité, car cela contrarie des intérêts financiers colossaux »

https://www.youtube.com/watch?v=X9hSF4vWQ_s

Encore une décision politique. Trop efficace et pas assez cher, 2,21 € seulement.

LVOG - Rappelons que l'Institut Pasteur fait partie des bénéficiaires des largesses de la Fondation Gates.

Coronavirus à Lille : Pourquoi l'Institut Pasteur arrête l'essai clinique de son médicament contre le Covid-19 - 20minutes.fr 9 décembre 2021

L'Institut Pasteur de Lille a annoncé qu'il « suspendait » l'essai clinique de son médicament contre le coronavirus. Une issue écrite d'avance au vu des difficultés rencontrées par les équipes de chercheurs qui travaillent sur cette molécule

Ce jeudi, la direction de l'Institut Pasteur de Lille (IPL) a annoncé à ses équipes l'arrêt de l'essai clinique visant à prouver l'efficacité supposée du Clofoctol dans la réduction des formes graves du Covid-19.

La « découverte » du Clofoctol par l'Institut Pasteur de Lille comme médicament contre le coronavirus remonte à fin septembre 2020. Il s'agissait de repositionner ce traitement, déjà sur le marché pour une autre pathologie, afin de lutter contre les formes graves du Covid-19. Restait alors une « formalité » à effectuer sous la forme d'un « essai clinique pour valider définitivement l'activité antivirale de cette molécule », avait confié à l'époque un membre de l'équipe de recherche à 20 Minutes. Rien ne s'est ensuite passé comme prévu.

« Nous nous sommes heurtés aux lenteurs administratives au moment où nous aurions dû commencer l'essai clinique. Pour bien faire, il aurait fallu lancer cela dans les 6-9 premiers mois de l'épidémie », se souvient Jacques Richir, adjoint au maire de Lille et président du CA de Pasteur Lille. « Nous avons déposé notre dossier en janvier et n'avons pu ouvrir nos centres qu'en juin alors qu'il n'y avait plus de malades », confirme Xavier Nassif, directeur de l'IPL. Parmi ces « lenteurs administratives », il y avait notamment eu l'incompréhensible décision de Capnet, comité de pilotage national des essais thérapeutiques, refusant à l'IPL l'autorisation d'accélérer les essais alors même que cette molécule était déjà connue et commercialisée.

Mais l'Institut Pasteur de Lille n'avait pas renoncé à l'époque. Pour commencer son essai, désormais labellisé « priorité nationale », plusieurs centres avaient été ouverts en métropole alors que les conditions étaient devenues presque impossibles à réunir : il fallait trouver des volontaires de plus de 50 ans, non vaccinés et testés positifs depuis moins de trois jours.

Le coût pour tenir tous ces centres était trop élevé au regard du résultat puisque seulement 12 volontaires ont pu être recrutés sur les 350 nécessaires. D'où la décision de « suspendre » l'essai.

Faut-il pour autant y voir une théorie du complot privilégiant le développement de molécules par les gros laboratoires au détriment d'une autre, tombée dans le domaine public ? 20minutes.fr 9 décembre 2021

LVOG - Poser la question, c'est y répondre.

C'est marrant cette pandémie qui fait des ravage terribles pendant 20 mois, et pas foutu de trouver plus de 12 volontaires pour prendre un simple antibiotique commercialisé pendant des décennies et sans effets secondaires graves.

En complément.

Directeur scientifique de l'Institut pasteur et co-fondateur d'Apteeus, Benoît Déprez a pu évaluer les effets in vitro du clofoctol sur le SARS-COV-2. Il explique pour le site AEF INFO.

- « Cette molécule a une action sur les deux portes d'entrée du virus dans les cellules humaines, contrairement à l'hydroxychloroquine. De plus, il n'est pas nécessaire d'augmenter sa concentration pour qu'elle soit efficace, contrairement au Remdésivir. Pris aux premiers symptômes de la maladie, ce médicament réduit la charge virale…, évite la contagion. Pris plus tard, il contrecarre ses formes graves. Son action est bien celle d'un antiviral et non celle d'un anti-inflammatoire ».

https://www.caducee.net/actualite-medicale/15528/clofoctol-vs-covid-19-l-institut-pasteur-de-lille-annonce-le-recrutement-de-son-premier-patient-dans-son-essai-clinique-de-phase-2-3-therapide.html

Le Clofoctol s'est aussi montré actif contre deux types de cancers le cancer de la prostate et le neurogliome, et il pourrait peut-être aussi traiter le cancer du poumon. Wikipédia.

OCTOFENE 200MG SUP 8 (plus commercialisé depuis 2005)

Prix de vente : 2,21 €

Taux de remboursement : 30 %

Le clofoctol a été donné pendant plusieurs décennies en France, notamment à des enfants. C'est donc un médicament dont on connaît parfaitement la tolérance. Le clofoctol étant un antibiotique, il peut entraîner une diarrhée.

Lu et parole d'internaute

1 - Lu dans un article - Dans le but d'accroître les taux de vaccination, plusieurs pays européens ont pris des mesures visant à durcir les restrictions sanitaires.

LVOG - Ce sont donc des mesures politiques et non sanitaires, et sur quel plan les uns et les autres y répondent ? Surtout pas sur le plan politique, comment le pourraient-ils ?

2 - Quand on veut mettre tous les humains sous QR-Code, il faut les vacciner 2 ou 3 fois par an, et pour ça il faut aussi un virus et pour trouver le virus il faut des tests RT-PCR sur mesure et sur-sensibles, enfin pas très sûrs, mais qu'importe le test si on a le pass.

LVOG - Le schéma pour imposer un contrôle antisocial à toute la population via le code QR, et instaurer un modèle de société totalitaire dirigé par une bande d'oligarques mafieux et criminels, de manière à contenir la crise du capitalisme et garantir leur hégémonie et leurs privilèges de classe éternellement si possible, que seule viendra contrarier l'effondrement des conditions d'existence des masses exploitées et opprimées, qui poussées au désespoir et n'ayant plus rien à perdre, finiront par se soulever pour renverser l'ordre établi, balayer toute cette pourriture pour reconstruire la société sur des bases sociales et politiques conforme aux besoins sociaux et aux aspirations démocratiques légitimes des peuples.

Il y a ceux comme nous qui y croient, parce qu'ils n'ont pas le choix ou parce qu'ils ont acquis une conscience politique de classe plus ou moins aiguisée, parce qu'ils ont gardé confiance dans les masses, parce qu'ils ont en mémoire les enseignements de la lutte de classes du passé que nous ont légués les marxistes, parce qu'ils ont conscience que, ce que nous vivons en ce moment s'inscrit dans la continuité du processus historique qui a conduit inconsciemment l'homo sapiens à s'élever petit à petit au-dessus de sa condition animale, pour finalement atteindre le stade où il va en prendre pleinement conscience pour réaliser son émancipation du règne de la nécessité, on appelle cela aussi le socialisme.

Les ennemis du socialisme, sont les pires ennemis du bien-être, de l'épanouissement, de la liberté, de la paix des peuples.

Et il y a ceux qui n'y croient pas, qui ne croient en rien, qui n'y croient plus, qui se sont détournés du socialisme et du marxisme, qui se sont résignés à vivre en esclavage dans une société dans laquelle tous les rapports sociaux seraient dictés par les rapports d'exploitation pour l'éternité, pour lesquels les ennemis ne sont pas le capitalisme et toutes ses représentations, mais ceux qui les combattent...

"La Finalité réside dans la Tyrannie".

La pandémie Covid-19 n'existe pas

Partie I par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 16 novembre 2021

https://www.mondialisation.ca/la-pandemie-covid-19-nexiste-pas/5662349

Fausse science, données invalides : Il n'y a pas de « cas Covid-19 confirmé ». Il n'y a pas de pandémie.

Partie II par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 30 novembre 2021

https://www.mondialisation.ca/fausse-science-donnees-invalides-il-ny-a-pas-de-cas-covid-19-confirme-il-ny-a-pas-de-pandemie/5662642

Extrait et fin.

- Il n'y a pas de pandémie. La Finalité réside dans la Tyrannie.

La pandémie est utilisée pour imposer un nouvel ordre mondial.

Lorsque le mensonge devient la vérité, il n'y a plus de possibilité de revenir en arrière.

La première étape consiste à démanteler l'appareil de propagande.

Le consensus Covid de l'élite est extrêmement fragile.

Il n'y a pas de pandémie. Ils n'ont pas d'argument sur lequel s'appuyer.

Ce consensus doit être rompu.

LVOG - Dans quelle perspective politique ? Pas de réponse. Il propose quoi ? Rien, pourquoi, mais parce qu'il demeure subordonné au capitalisme, cela montre bien que le socialisme est la seule voie possible. Je lui ai déjà écrit à plusieurs reprises, il n'a jamais daigné me répondre, on aura compris pourquoi.

Totalitarisme. Ils avaient tout inventé ou presque.

LCI : Le covid long est à 96 % une maladie psychosomatique due à la propagande - lemediaen442.fr 7 décembre 2021

Les médias ont également bien participé au bourrage de crâne :

Europe 1 : En France, entre 700.000 et 2 millions de personnes souffriraient de Covid long.

Santé Magazine : Plus de 20 % des personnes touchées par l'infection au SARS-CoV-2 souffrent d'une forme longue de la covid-19.

Un député a même déposé une proposition de loi : « Proposition de résolution visant à reconnaître et accompagner les patients atteints de covid-long, n° 3743 , déposé(e) le vendredi 15 janvier 2021 »

Et tout cela fait pschitt à cause d'une étude.

Une étude sur le covid, publiée le 8 novembre dans le Journal of the American Medical Association, coordonnée par Cédric Lemogne, chef du service psychiatrie de l'Hôtel-Dieu à Paris, s'est intéressée à environ 25 000 personnes suivies pendant des mois par les autorités françaises de santé publique. Sur 27 000 personnes qui disaient souffrir de « covid long », seules 1 091 d'entre elles ont eu un résultat positif à un test sérologique. En pourcentage, 96 % de ces 27 000 personnes n'ont jamais eu le covid.

- En mai 2020, sur LCI, dans la même émission de Pujadas, le taux de létalité du virus était ramené à de justes proportions, tout comme la contamination par les enfants estimée quasiment nulle. Il s'agissait pourtant du variant Delta, réputé plus méchant que l'OMicron.

- On a fini par savoir la vérité sur le taux d'occupation des lits d'hôpitaux par les malades du covid — qui n'a pas dépassé 2 % en 2020, alors

que les hôpitaux étaient montrés débordés, obligés d'affréter des TGV pour envoyer des malades à l'autre bout de la France. lemediaen442.fr 7 décembre 2021

Ce qui ne les empêche pas d'en rajouter quotidiennement, bien au contraire.

Vaccin contre le covid-19 : « Il est possible que nous ayons besoin d'une quatrième dose », avertit Delfraissy - Publicsenat.fr 8 décembre 2021

Auditionné mercredi par les sénateurs, le président du Conseil scientifique, Jean-François Delfraissy, a indiqué que le schéma vaccinal contre le covid-19 pourrait potentiellement intégrer un second rappel, c'est-à-dire une quatrième injection. Même s'il souligne l'importance de la vaccination, ce scientifique estime que ce seul outil ne suffira pas à freiner la nouvelle flambée des contaminations. Publicsenat.fr 8 décembre 2021

LVOG - Prévoyez déjà la 5è, la 6è dose et ainsi de suite. Quand est-ce qu'on l'élimine pour qu'il cesse de nuire à la santé de la population ?

- Covid-19 : pourquoi le variant congolais inquiète aussi en France - Journal du Dimanche

Ils le niaient hier ou ils continuent de le nier en France notamment.

- La cause des thromboses liées au vaccin AstraZeneca et Johnson&Johnson enfin identifiée - futura-sciences.com 6 décembre 2021

https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/vaccin-anti-covid-cause-thromboses-liees-vaccin-astrazeneca-johnson-johnson-enfin-identifiee-86645/#xtor%3DAL-80-1%5BACTU%5D-86645%5BLa-cause-des-thromboses-liees-au-vaccin-AstraZeneca-et-Johnson-Johnson-enfin-identifiee--%5D

Les cobayes apprécieront aussi la présentation de cet article :

- Plus de 47 vaccins contre le coronavirus sont en cours d'essai clinique dans le monde. Certains ont déjà avancé des résultats préliminaires encourageants. Alors que peut-on espérer de ces futurs vaccins ? Vont-ils nous permettre de retrouver une vie normale ? futura-sciences.com 6 décembre 2021

Comme quoi ils savent parfaitement ce qu'ils font. Erreur, non, intention délibérée de nuire à la population, oui.

La CNIL pointe l'absence d'évaluation sanitaire des mesures contraignantes adoptées grâce au coronavirus par Karine Bechet-Golovko - Mondialisation.ca, 07 décembre 2021

Dans son dernier avis, la CNIL insiste sur l'absence à ce jour d'évaluation d'une efficacité sanitaire des mesures de contrôle et des fichiers établis grâce au Covid en France, notamment concernant le fameux pass sanitaire. Puisque ces mesures sont globales, qu'une pression énorme est exercée en Russie pour qu'elles y soient implantées de force, il est intéressant de jeter un oeil sur ce texte.

Avec le Covid, l'on a l'impression que l'instauration de bases de données, notamment grâce au pass ou aux QR Codes, devant permettre de contrôler nos déplacements, nous transformant en fournisseur de cette nouvelle richesse du nouveau monde, sont devenus une fin en soi, que leur impact sanitaire n'a jamais été sérieusement évalué et finalement n'intéresse absolument personne. Or, ils sont justifiés dans le discours politique globaliste que, justement, en raison de leur impact sanitaire, a priori positif.

Pour autant, aucune évaluation indépendante et sérieuse n'a jamais été effectuée. En France, la CNIL, organe bien loin de toute résistance au pouvoir, ne cesse de souligner les dangers de fuites de données et de conservation trop longue de toutes ces données personnelles. Mais surtout, à chaque avis consultatif elle demande au Gouvernement d'établir des critères d'évaluation de l'efficacité de ces mesures, elle lui demande après 18 mois de fournir cette évaluation. Et rien. C'est un long processus d'ignorance volontaire, rendu possible par ce sentiment d'impunité, dont s'illusionnent et s'enivrent les dirigeants nationaux aujourd'hui. Illusion, car il faudra rendre des comptes et ils seront alors en première ligne pour prendre de plein fouet la rage populaire. C'est certainement ce qui rend d'ailleurs l'enivrement nécessaire.

Cette doléance insistante de la Cnil n'est pas récente, mais le ton monte. Dès son premier avis en septembre 2020, la commission « demande que des indicateurs soient mis en place ».

Le deuxième en janvier 2021, « estime qu'il est indispensable de développer des initiatives et des indicateurs permettant d'évaluer pleinement l'effectivité sanitaire du dispositif dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19 ».

Et le troisième en juin 2021 « attire l'attention du Gouvernement sur la nécessité de produire des éléments permettant d'évaluer pleinement l'efficacité des fichiers mis en œuvre […] plus d'un an après le début de la crise sanitaire ».

Dans son quatrième avis, la CNIL demande des comptes, après une énumération inquiétante de tous les fichiers mis en place « pour notre bien », qui regroupent une quantité d'informations personnelles et sensibles anormale :

« Enfin, la CNIL insiste sur la nécessité que les éléments qui permettent d'apprécier l'efficacité des traitements susmentionnés lui soient rapidement transmis, afin de continuer l'exercice de sa mission. En effet, malgré plusieurs demandes, une telle évaluation n'a, à ce jour, pas été transmise à la CNIL. À cet égard, elle tient à souligner que l'utilisation des dispositifs précités reste conditionnée à des garanties relatives à leur efficacité. »

J'espère sincèrement que le pass n'est pas considéré comme un « traitement », mais de toute manière cela souligne bien l'absence totale

d'évaluation sanitaire des méthodes expérimentales, qui sont imposées aux populations. Ce qui confirme que le sanitaire n'est qu'un prétexte à des changements de gouvernance, à un changement de société, à l'instauration de ce « nouveau monde », de cette utopie triste et anti-humaine.

https://www.mondialisation.ca/la-cnil-pointe-labsence-devaluation-sanitaire-des-mesures-contraignantes-adoptees-grace-au-coronavirus/5663017

Parole d'internaute

1 - Un toxicologue américain appelle à l'arrêt immédiat des injections de Covid en raison de multiples problèmes de sécurité : Janci Chunn Lindsay, Ph.D., biologiste moléculaire et toxicologue, a appelé à l'arrêt immédiat des « vaccins » à ARNm et à ADN de Covid-19 en raison de multiples problèmes de sécurité.

Il existe une inquiétude crédible quant à la réaction croisée des jabs Covid avec la syncytine (une protéine d'enveloppe rétrovirale) et les gènes reproducteurs dans le sperme, les ovules et le placenta d'une manière qui pourrait nuire à la fertilité et aux résultats de la reproduction.

Dans le cas des injections de Covid, aucune étude animale importante permettant de déterminer les effets toxiques et systémiques n'a été réalisée. Nous voyons maintenant des signaux de danger qui ne sont pas pris en compte. Les résultats préliminaires de sécurité des injections d'ARNm Covid utilisées chez les femmes enceintes, publiés en avril 2021, ont révélé un taux de fausses couches de 82 % lorsque le jab était administré au cours des 20 premières semaines de grossesse…

https://dailyexpose.uk/2021/12/07/american-toxicologist-calls-for-an-immediate-halt-to-covid-injections-due-to-multiple-safety-concerns/

2 - Interview du Dr Lenny Da Costa sur les traitements de la Covid en Inde.

(Le robot (?) qui sous-titre entend parfois érythromycine alors que j'entends azythromycine ; plus loin il est question de NLRP3, n'étant pas médecin j'ai laissé tel quel)

8:18 : « En Inde, notre ministre de la Santé avait dit : utilisez l'azytromicine [érythromicine ?], utilisez l'hydroxychloroquine, l'ivermectine, la doxycycline. On les donnait en kit aux gens dès la première vague. »

Les médecins du pays étaient en lien et échangeaient des infos de tous les coins du pays.

8:45 « Durant ma première vague nous fîmes la même chose que lors de la seconde vague, mais dans la deuxième, l'orage de cytokine arrivait beaucoup plus tôt, au cinquième jour. Pourquoi a-t-on eu tant de morts en Inde ? parce que nous eûmes un problème avec les tests. Disons que j'attrape le virus aujourd'hui. J'ai des symptômes pas trop marqués. Je pense que c'est juste un simple rhume donc je l'ignore. Je me dis que si je vais me faire tester je pourrais être positif, et je devrais me [ici une expression incompréhensible] et ça pourrait s'aggraver, donc je ne fais pas le test. Mais je le fais au 2e ou 3e jour. Le temps que les résultats arrivent — ça prend environ 48 heures en Inde — c'est déjà le 5e jour. Et dans la seconde vague, quand le variant delta nous a frappés, l'orage cytokinique, au lieu de frapper les patients entre le 8e et le 10e jours, les toucha le 5e jour. C'est à ce moment-là qu'ils arrivèrent à l'hôpital. Et les gens y venaient en masse, les hôpitaux étaient débordés car ces hôpitaux ne pouvaient accueillir des milliers de morts. C'est là qu'on a eu un problème et que beaucoup de gens sont morts. »

(9:36) « Sinon, si nous avions été touchés par la maladie, que ce soit la vague du variant Delta ou la première vague, tout ce que nous avions à faire était de prendre les médicaments dès le premier jour et ne pas attendre le 4e ou 5e jour. Donc ce que nous fîmes lors de la première vague, fut de commencer avec l'azythromicine ou la doxycycline comme antibiotique, nous utilisâmes l'ivermectine ou l'hydroxychloroquine, nous donnâmes aussi beaucoup de magnesium et de zinc, beaucoup de doses élevées de vitamines D et C. Tout ça était pris oralement. Si le patient présentait des symptômes respiratoires – comme l'essoufflement – alors on lui donnait de la budésonide en l'inhalation, et si le patient devait aller à l'hôpital, moi je lui donnais de fortes doses de vitamines C. Tous les hôpitaux ne traitaient pas comme ça. Chaque fois que nous pûmes convaincre les médecins hospitaliers, nous leur disions de donner de fortes doses de vitamine C, et de donner de la mélatonine. On commençait la mélatonine dès le premier jour. Les gens pensent que la mélatonine est un somnifère, mais ça n'en est pas un. C'est excellent pour les patients qui ont le covid parce que cela arrête l'inflammasome NLRP3 (because it cuts the NLRP3 inflammasome) qui, en fait, cause l'orage cytokinique Nous prescrivîmes également beaucoup de mélatonine, avant que le patient ne soit hospitalisé mais également à son arrivée à l'hôpital en ajoutant de la vitamine C à fortes doses. Voilà ce qu'on a fait en phase 1. »

11 :15 « En phase deux nous fîmes pareil et ajoutâmes seulement de la quercétine à notre médication. Mais ce qui différa complètement de la phase 1, c'est que si quelqu'un m'appelait pour me dire : « j'ai juste un peu de fièvre », je n'attendais pas de vérifier s'il avait le covid ou pas. Je lui donnais tout de suite de l'ivermectine, 12 mg/jour, pendant 5 jours, de la doxycycline 100 mg deux fois par jour, du magnésium 500 mg deux fois par jour, du zinc 15 mg deux fois par jour, de la vitamine D 60000 iu un jour sur deux, et de la vitamine C environ 2000 ou 3000 mg chaque jour. C'était ce que nous donnions à tout le monde. 90 à 95% des gens qui suivirent ces prescriptions n'eurent pas besoin d'aller à l'hôpital. Dans ma clientèle, pratiquement aucun patient, s'il était venu me voir très tôt, n'eut besoin d'aller à l'hôpital. Parmi ceux qui allèrent à l'hôpital, 95 à 98% réagirent favorablement à la haute dose de vitamine C, bien qu'ils fussent arrivés tard à l'hôpital. J'ai juste perdu 3 ou 4 patients qui étaient venus me voir beaucoup trop tard. »

Il a traité un, peu plus de 1000 patients. La leçon, ajoute-t-il, c'est de foncer chez le médecin dès les premiers symptômes.

12: 48 « Malheureusement les médecins firent ce que le gouvernement leur disait de faire, ils appliquaient le protocole. La plupart des médecins suivirent cela. Plus tard ils comprirent que cela ne marchait pas. À la fin de la journée, surtout dans le privé, pas dans le secteur

gouvernemental, beaucoup de docteur firent les choses à leur manière. Ils essayèrent des hautes doses de vitamine C. Ils firent tout ce qu'ils purent pour sauver leurs patients. C'est la différence, je pense, entre ce que nous fîmes en Inde et ce qui se fit ailleurs. »

13 :39 « La vaccination n'a pas fait grand'chose. Personnellement je suis convaincu que la variant Delta est né des vaccinations. »

Je n'ai rien trouvé ces jours-ci concernant le Dr Da Costa dans le New Indian Express (censure ?)

https://www.rebelnews.com/doctor_discusses_ivermectin_success_in_india_questions_canadas_covid_approach

3 - Les bienfaits et la dose de vitamine C

Source :

http://www.2012un-nouveau-paradigme.com/pages/Les_bienfaits_de_la_vitamine_C-4989052.html

Cette vitamine montre que la science est MANIPULÉE au plus haut niveau contre les remèdes naturels

Source :

https://www.sante-corps-esprit.com/cette-vitamine-montre-que-la-science-est-manipulee-au-plus-haut-niveau-contre-les-remedes-naturels/

La vitamine C sous silence

Source :

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/la-vitamine-c-sous-silence

4 - Vous êtes bien gentil avec big pharma.

D'accord, le terme de "complot" est inapproprié, il s'agit de "business as usual", business mafieux basé sur la corruption généralisée de toute la chaine médicale.

Logique industrielle et commerciale ? même pas : logique purement financière de profit, même s'il y a des morts à la clef.

Concernant l'éthique de cette "industrie" qui vous aime et vous veut du bien, je recommande ce site intéressant et instructif : https://violationtracker.goodjobsfirst.org/industry/pharmaceuticals

D'où il ressort que les entreprises pharmaceutiques américaines ont été condamnées 957 fois au civil et au pénal au cours des 20 dernières années, pour un total d'amendes de 56 milliards de dollars. Al Capone était un petit artisan.

Dans ce lot et pour en rester aux sociétés qui font du blé avec le covid, Pfizer a été condamné 71 fois pour un total de 4,7 milliards de dollars, J&J 58 fois pour un total de 4,2 milliards et Astra Zeneca (filiales US uniquement) 21 fois pour plus d'1,4 milliards.

N'oublions pas notre cher Gilead (vous savez, celui du Remdesivir le médicament anti-covid préféré de la commission européenne), condamné en septembre 2020 à une amende de 97 millions de dollars pour fausses déclarations, bakchich et pots de vins (kickbacks and bribery in english), mais pour un autre forfait que le Remdesivir…

Moderna est trop jeune pour figurer dans ce classement. Un peu de patience.

Bref, rien que du beau monde, éthique, respectueux des lois et digne de confiance, de considération et d'investissement ! (à ce propos, ceux qui ont investi début 2020 dans un panier Pfizer, Moderna, J & J et AstraZeneca ont quadruplé leur mise aujourd'hui).

Cette industrie entièrement dévouée à la santé des citoyens du monde se trouve ainsi 2ème au classement des amendes auxquelles ont été condamnées les entreprises américaines ces 20 dernières années, derrière la finance et devant tous les autres, le pétrole est même dépassé et l'armement fait preuve d'une grande retenue par rapport à la pharmacie…

Total des amendes auxquelles ont été condamnées les entreprises américaines depuis 2000, en dollars, secteur par secteur :

Finance : 333 milliards

Industrie pharmaceutique : 56 milliards

Pétrole et gaz : 44 milliards

Automobile : 31 milliards

Énergie : 24 milliards

Services de santé : 18 milliards

Télécommunications : 14 milliards

Informatique : 12 milliards

Défense et espace : 7 milliards

Chimie : 5 milliards

Tabac : 345 millions (plus vertueux que Philip Morris tu meurs…la roue tourne)

Tant qu'on ne regarde pas cette réalité "get the money and run" bien en face , on ne peut rien comprendre à la folie covidienne.

Résistance et témoignage

Slovénie : la justice se prononce contre la vaccination obligatoire pour le secteur public - RT 6 déc. 2021

La plus haute juridiction slovène a statué le 6 décembre qu'une loi instaurant la vaccination obligatoire pour les employés du secteur public – à moins qu'ils ne puissent prouver qu'ils ont déjà contracté la maladie – était inconstitutionnelle. Alors que le gouvernement slovène avait initialement prévu d'imposer la mesure à partir du 1er octobre, la Cour constitutionnelle du pays en a bloqué l'application dans l'attente d'une décision finale.

D'après l'agence de presse slovène STA, le tribunal a estimé : «Une telle mesure équivaut à imposer la vaccination obligatoire, ce qui nécessite d'abord une modification de la loi sur les maladies infectieuses.» Le gouvernement slovène n'a pour l'instant fait aucun commentaire sur la décision de justice.

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé le 4 décembre dans plusieurs villes du nord-ouest de l'Europe pour protester contre les restrictions sanitaires. Selon Reuters, dans la ville d'Utrecht, aux Pays-Bas, plusieurs milliers de personnes ont manifesté contre les nouvelles restrictions sanitaires instaurées le 27 novembre. Les manifestants brandissaient des banderoles avec l'inscription «Medical Freedom Now!» (Liberté Médicale Maintenant !). Toujours selon Reuters, à Francfort en Allemagne, la police a interrompu une manifestation de plusieurs centaines de personnes pour avoir omis de porter des masques et de respecter les mesures de distanciation sociale. RT 6 déc. 2021

L'ancien basketteur professionnel Ben Madgen a une péricardite après le vaccin Pfizer - lemediaen442.fr 6 décembre 2021

L'Australien Ben Madgen âgé de 36 ans, ancien basketteur professionnel, a reçu mercredi 1er décembre un diagnostic de péricardite (inflammation cardiaque) après sa deuxième dose du vaccin Pfizer. Ce père de deux enfants — connu pour avoir été le meilleur buteur en université de tous les temps pour les Jaguars et la Peach Belt Conference (PBC) avec 2 306 points — se pose beaucoup de questions après les révélations de son médecin à l'hôpital.

Celui qui a quitté les Kings pour rejoindre l'Europe en passant par la Belgique (VOO Wolves Verviers-Pepinster), la Lituanie (Lietkabelis Panevežys) et encore l'Allemagne (Crailsheim Merlins) transmet à ses abonnés dans un post sur Twitter — partagé plus de 15 000 fois — les confidences de son médecin : « Je me suis retrouvé aux urgences mercredi soir après avoir pris la deuxième dose de Pfizer. Diagnostiqué avec une péricardite. Le médecin a déclaré que c'était maintenant courant après le vaccin Pfizer, en particulier chez les adolescents et les jeunes hommes. »

Du haut de ses 1,93 mètre, Ben Madgen entre dans la longue liste des victimes d'effets secondaires.

Haut de page

Le 20 décembre 2021

Je suis à nouveau pas très bien, problème respiratoire, mauvaise nuit, grosse fatigue et manque de concentration, il va falloir un jour que je réalise que je suis vieux, 66 ans, et qu'il n'est plus possible de dormir seulement 4 ou 5 heures par nuit en ayant une intense activité le reste du temps. Je ne sais pas ce que c'est que de glander, ne rien foutre, l'oisiveté n'a jamais été mon truc bien que je sois à la retraite depuis plus de 30 ans, je n'arrête jamais une minute, rien qu'à me regarder mon entourage en tombe de fatigue ! Et puis je n'ai pas de larbin à disposition ou une bonne chez moi, je déteste ce genre de rapports d'esclavagiste. De toutes manières, je préfère faire les choses moi-même chaque fois que c'est possible. Il va falloir que je lève le pied ou que je ménage ma monture

Une lectrice m'a signalé une erreur dans la dernière causerie, une phrase non terminée comme cela m'arrive souvent, j'ai corrigé dans la page du portail, pas dans le fichier pdf, j'ai corrigé aussi des fautes d'orthographe dues à des copier/coller effectuer leur de la rédaction de la causerie et au correcteur d'orthographe de Word qui est foireux, notamment quand on inverse sujet et verbe, ils ne vérifient pas les accords.

Au regard de la densité ou du volume des causeries, vous excuserez ces imperfections ; il y a tellement de choses plus importantes qu'on laisse passer, n'est-ce pas ? Et étant donné le monde ultra pourri dans lequel nous vivons, on ne va pas se prendre la tête pour si peu.

Offrez-vous un bref moment de détente avant d'aborder cette causerie, vous allez en avoir besoin !

Santana - Breaking Down The Door ft. Buika

https://www.youtube.com/watch?v=J5OspxMTwis

Lynyrd Skynyrd - Simple Man - Live At The Florida Theatre / 2015 (Official Video)

https://www.youtube.com/watch?v=Mqfwbf3X8SA

https://www.youtube.com/watch?v=-KL-SbPulco

Be a simple, kind of man or woman, what I hope for you !

- Cette causerie au format pdf (53 pages)

Grève générale illimitée jusqu'au retrait du passe liberticide !

Que peut-on opposer à la contre-révolution, au régime fascisant en place ou à la terreur que fait régner la pire réaction, sinon faire table rase, la révolution socialiste.

Il ne va bientôt plus nous rester comme solution pour pouvoir aller travailler ou assurer notre subsistance que le soulèvement armé... Eux ils font au quotidien la promotion de leur dictature, nous, nous avons le droit, que dis-je, le devoir d'en faire autant...

- Graphiques officiels montrant qu'Omicron ne tue pas sauf nos libertés entre les mains de despotes. (19.12.2021)

Où est passé le mouvement ouvrier et son avant-garde révolutionnaire ? Ils sont passés dans le camp de Macron ou de la réaction. Je n'invente rien, c'est juste un constat.

Mais pourquoi, on voudrait bien comprendre. Parce que leurs objectifs n'ont jamais correspondu à leurs réelles intentions, dit autrement, ils prétendaient représenter les intérêts des travailleurs ou lutter pour le socialisme, mais en réalité ils ont toujours défendu les intérêts des capitalistes et lutter contre le socialisme. Ce que vous dites là est un peu gros tout de même, vous devriez nuancer.

Désolé, comment caractérisez-vous des syndicats ou des partis qui au côté de Macron-UE-OMS-Gates-Davos font la promotion de la vaccination, cautionne la vaccination, appellent de leurs voeux la vaccination de la population mondiale, alors qu'elle est totalement inutile puisqu'il existe des molécules très efficaces, éprouvées, sans effets secondaires et pas chères pour lutter contre un malheureux virus pas plus dangereux que celui de la grippe saisonnière, des molécules qui auraient permis de contenir la propagation de ce virus en quelques semaines et éviter des centaines de milliers de morts dans le monde ?

Comment appelez-vous un tel procédé, un tel déni ? Ils ont substitué à la réalité la propagande du Forum économique mondial, cela s'appelle une imposture, une trahison. Pourquoi ? Parce que c'était des imposteurs, ce sont des agents du capitalisme qui contrôlent le mouvement ouvrier depuis un siècle sous le masque du socialisme, du communisme ou du trotskysme ou encore du maoïsme ou de l'anarchie.

Donc en gros, vous nous dites que vous seriez le seul à détenir la vérité, à représenter le socialisme. Je ne détiens pas la vérité, j'expose des faits, je décris la réalité, c'est tout, ils ne m'appartiennent pas, et ceux qui pensent de cette manière ont un sérieux problème. Cela révèle que les rapports qu'ils entretiennent avec le monde extérieur sont faussés à la base, au point d'en arriver à défendre la cause de nos ennemis. Les faits ou la réalité sont les matériaux dont je me sers pour analyser le comportement des uns et des autres ou leurs rapports au capitalisme, aux institutions, au gouvernement, pour définir ma ligne politique ou ma stratégie, il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans.

Un exemple.

Samedi Mélenchon a reproché à Jean Castex de croire que "*le vaccin à lui tout seul va nous libérer*". Qu'est-ce que cela signifie, sinon que nous serions prisonniers d'un virus, c'est la propagande officielle qui le prétend depuis 2 ans, alors que nous savons que ce virus se comporte comme celui de la grippe, donc il va falloir vivre avec tout simplement.

C'est là qu'on voit sur quel terrain se situe Mélenchon, celui de l'éradication du virus, du zéro virus qui justifie toutes les mesures liberticides et antisociales imposées depuis 21 mois. Vous n'êtes pas convaincu que Mélenchon roule pour la réaction. Soit, il en a rajouté une grosse couche. Il a plaidé pour des "*tests gratuit pour que les gens puissent, en pleine responsabilité, décider de leur participation ou non à des réunions de famille pendant les deux réveillons*". (BFMTV 18 décembre 2021)

Il a aggravé son cas le salopard, il diffuse ouvertement la psychose créée par Macron et son gouvernement, pas de réunions de famille sans tests préalables.

Hier pour la seconde fois en trois jours j'ai pris le bus pour aller récupérer mon scooter à Pondichéry, bondé, c'était l'heure de pointe, un peu plus de 9 heures du matin, les employées de maison ou femmes de service commencent leur journée de travail à 10 heures, pas de masques ou très peu, j'ai fait le voyage (30 minutes environ) debout coincé entre deux Indiennes, grosse bousculade pour se diriger vers les portes de sortie, on se tient à la barre d'un siège ou du plafond, on pose les mains partout, on essaie de rester debout comme on peut, bref, à l'heure qu'il est je devrais déjà être en train d'agoniser, je vous rassure, je suis en pleine forme et de très bonne humeur !

Ces ordures voudraient nous faire porter un masque, qu'on se fasse tester et vacciner, et en plus il faudrait aller voter pour eux : Boycott, pas une voix pour ces tortionnaires, terroristes, tyrans !

Les faits, rien que les faits.

Je ne comprends pas un truc dans votre argumentation, par exemple, pourriez-vous m'expliquer pourquoi vous défendez l'école alors que vous affirmez qu'elle est pourrie ? Je vais vous répondre.

C'est là toute la différence avec mes contradicteurs ou les opportunistes, en règle générale, je commence par dresser un constat complet de la situation sans rien cacher aux lecteurs, y compris ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre, ensuite, force est de constater qu'il apparaît dans ce constat des éléments contradictoires, enfin j'affirme que malgré les éléments négatifs il faut défendre l'école, l'hôpital, les services publics, bref tous nos acquis sociaux ou démocratiques, cela va dans le sens de l'histoire ou de la condition humaine.

Mais pourquoi, c'est cela qu'on ne comprend pas ?

Parce que vaut mieux l'école ou l'hôpital aussi imparfait soit-il que pas d'école ou pas d'hôpital, car c'est déjà un progrès social.

C'est un peu léger comme explication, vous ne trouvez pas ? Si on en reste là effectivement. Allons plus loin ou remontons à la source.

Quelle est-elle sinon le constat que l'homme est perfectible, il comporte plein de faiblesses ou lacunes mais il peut s'améliorer, et pour ce qui nous occupe ici il peut y parvenir par la lutte de classe. C'est aussi sa capacité à parvenir au bien-être ou à son émancipation du règne de la nécessité qui présente d'importants défauts, à commencer par l'ignorance totale de sa condition dans laquelle il se trouve quand il vient au monde. Il va falloir qu'il en prenne conscience au cours de ses expériences pour passer de l'animal sociable qu'il est à sa naissance à l'être social ou humain qu'il va devenir.

On a là l'origine ou la racine de ses imperfections, de toutes les contradictions avec lesquelles il va devoir vivre, et qu'il va devoir orienter dans la bonne direction pour assurer sa survie et si possible s'épanouir... C'est le destin ou la résolution des rapports qui constituent ces contradictions qui va déterminer l'orientation de son existence, et il en va de même pour la société en générale. Cela signifie que si on veut pouvoir peser sur ces rapports, il va falloir prendre en compte tous les facteurs qui les composent, or c'est justement ce que ne font pas les militants qui encensent l'école ou l'hôpital et maltraitent ou insultent ceux qui s'y refusent.

Les premiers n'en voient que les aspects positifs, les seconds que les aspects négatifs, bref, les deux sont aussi sincères, mais également tout aussi bornés ou dogmatiques. Les deux sont aussi influencés par des idéologies opposées, mais aucun des deux ne semblent en avoir conscience, puisque les deux ignorent que l'ensemble de leurs arguments sont à prendre en compte pour faire avancer la cause qu'ils défendent qui est essentiellement la même, à savoir, que l'école ou l'hôpital puisse remplir les fonctions pour lesquelles ils ont été créés, je ne parle évidemment pas ici des idéologues de la réaction ou des classes supérieures, mais de travailleurs qui sont divisés sur ces questions, l'objectif étant de briser cette division ou qu'ils s'unissent pour lutter ensemble contre la réaction.

On ne peut pas combattre efficacement pour une cause, quand on ignore l'idéologie de nos ennemis, c'est d'ailleurs le meilleur moyen pour l'adopter à notre insu.

En conclusion, à l'aide de quelques expressions très courtes on peut parfaitement décrire l'ensemble de la situation sans rien omettre ou la déformer de manière à ce qu'il n'y ait pas d'ambiguïtés ou de doutes sur le sens de notre combat et sa légitimité, ce qui fait défaut la plupart du temps ou pour ne pas dire dans tous les discours qui relèvent exclusivement de la propagande, ce qui est une grave erreur politique. On peut tout dire et justifier nos choix ou notre orientation politique, c'est quand on en est incapable ou on ne le souhaite pas que cela pose problème, cela va créer un malaise dans la tête des travailleurs, fait naître une suspicion, susciter un doute qui finalement les détournera de la lutte de classe ou ne leur permettra pas de tirer des leçons de leur mobilisation.

Les faits, rien que les faits.

- Graphiques officiels montrant qu'Omicron ne tue pas sauf nos libertés entre les mains de despotes. (19.12.2021)

Le variant Omicron de la Covid-19 est contagieux, on s'en aperçoit parce qu'on fait une fixation dessus. En temps normal, tous les hivers il y a des millions de personnes et d'enfants qui ont le nez qui coule ou qui se raclent la gorge sans pour autant se rendre chez un médecin ou aux urgences, ils ne se sentent même pas spécialement malades. Ils ont attrapé un virus, quoi de plus naturel.

La falsification des faits ou le déni de la réalité.

Le variant Omicron de la Covid-19 est très dangereux, le nombre de cas et de malades explose, il va y avoir des millions de morts... mais on ne les voit pas venir. Un homme, c'est bourré de virus, donc c'est potentiellement un cas, et un cas potentiellement un malade, et un malade potentiellement un mort. En raccourci, un homme est un cas mortel, ça ce n'est pas normal, il faut que cela cesse, mais que quoi cesse, mais qu'il soit un homme, pour un peu il deviendra immortel, génial, non. Mais qui deviendra immortel si ce n'est pas ce qu'il était, et bien ce sera la créature qu'il sera devenu, mi-humaine mi-machine, c'est mieux que rien, non ?

INFO DE DERNIERES MINUTES

Furie totalitaire et mimétisme.

Pourquoi passent-ils de l'obligation du "*pass sanitaire*" à celle du "*pass vaccinal*" ? Ce n'est évidemment pas pour des raisons de santé publique. On va voir par quels développements ils sont passés pour parvenir à leur fin, qui n'est pas la vaccination ou enrichir Big Pharma.

- En janvier 2020, ils déclenchèrent le Great Reset en lançant l'opération Covid-19 préparée de longue date.

- Sans preuve matérielle ou scientifique, immédiatement ils décrétèrent qu'il s'agissait d'une pandémie virale qui allait faire des dizaines de millions de morts à travers le monde, ce qui allait s'avérer faux.

- Ensuite ils allaient alimenter cette psychose collective en annonçant qu'il n'existait aucun traitement pour y faire face, en réalité ils les interdiront ou tout comme (hydroxychloroquine, puis ivermectine notamment).

- En revanche, comme par miracle ils annonceront que des "*vaccins*" allaient être très rapidement disponibles, ce qui sera effectivement le cas en violant toutes les règles de sécurité qu'ils avaient précédemment établies en fournissant un blanc-seing à l'industrie pharmaceutique mafieuse et criminelle qui en abusera évidemment.

- La population n'étant pas pressée de se faire vacciner, ils vont la prendre en otage en conditionnant le maintien de ses libertés individuelles et fondamentales en échange de la vaccination, qui fera l'objet d'un certificat numérique au moyen d'un code QR personnalisé, une sorte de laisser-passer à présenter obligatoirement pour accéder à certains lieux publics.

- Ce code QR figurera initialement sur le certificat de vaccination délivré par les autorités médicales sur un support papier, et sera ensuite scanner pour être intégré à une application numérique dans un smartphone, ce qui incitera les personnes qui n'en possédaient pas ou qui en étaient restés à un téléphone portable plus rudimentaire à en acquérir un, entraînant une ruée sur cet article que 84% de la population française possédera fin 2020.

- Un jackpot pour les fabricants de ce gadget, mieux, dès lors ses heureux détenteurs seront en possession de l'instrument destiné à les surveiller en permanence, à les asservir entièrement, les priver de toutes leurs libertés, servir à instaurer un régime totalitaire.

- A terme, partout et à n'importe quelle occasion, on vous demandera de présenter votre code QR que les autorités pourront invalider ou bloquer à leur guise, sous n'importe quel prétexte, faisant de vous un paria, vous excluant totalement de la société, vous interdisant toute existence, bref, vous condamnant à mort ou à vous réfugier dans la clandestinité et l'illégalité pour survivre, voire le gangstérisme ou la criminalité, avant de vous attraper et vous éliminer physiquement.

- Autrement dit, il ne leur restera plus qu'à étendre le champ d'application du code QR, à relier entre eux tous les fichiers dont ils disposent déjà sur vous par le biais de votre code de Sécurité sociale, votre carte d'identité numérique, votre compte et votre carte bancaire, votre carte Sim ou votre numéro de téléphone, votre carte vital et d'autres que je n'ai pas en tête (les objets connectés) et le tour sera joué.

- Tout se tient, non ?

Voilà à quoi conduit cette machination, l'acceptation de la vaccination, c'est terrible, effroyable, n'est-ce pas ? Maintenant vous comprenez peut-être mieux pourquoi on ne peut pas ménager ceux qui en font la promotion, c'est un acte d'une gravité exceptionnelle, c'est criminel, monstrueux. On est désolé, mais on ne peut pas laisser passer cela ou nous taire, l'enjeu est trop considérable, l'avenir de l'humanité ou de l'espèce humaine en dépendent.

- Etats-Unis: l'obligation vaccinale dans les entreprises réinstaurée par une cour d'appel - AFP 18 décembre 2021

- Covid : la vaccination obligatoire dans les entreprises relancée aux Etats-Unis, Biden craint un "hiver de mort" pour les non vaccinés - latribune.fr 18 décembre 2021

Une cour fédérale américaine a réinstauré vendredi l'obligation vaccinale pour les employés des grandes entreprises, souhaitée par l'administration Biden pour endiguer la pandémie de Covid-19, et qui avait été suspendue début novembre par une autre instance. latribune.fr 18 décembre 2021

- Le pass sanitaire pour aller au travail? Le gouvernement prépare le terrain - Le HuffPost 18 décembre 2021

- Le pass vaccinal, une "obligation vaccinale déguisée", assume Olivier Véran - Le HuffPost 18 décembre 2021

- Le pass sanitaire va devenir un pass vaccinal, annonce Jean Castex - Le HuffPost 18 décembre 2021

C'est une annonce forte pour lutter contre le Covid-19. "Nous avons décidé qu'un projet de loi sera soumis au Parlement début janvier pour transformer le pass sanitaire en pass vaccinal", a annoncé ce vendredi 17 décembre le Premier ministre Jean Castex à l'issue du conseil de défense sanitaire. Concrètement, seule le schéma vaccinal complet (3 doses) rendra le pass sanitaire valable et non plus les tests négatifs.

"Il n'est pas admissible que le refus de quelques millions de Français de se faire vacciner mette en risque la vie de tout un pays", a justifié Jean Castex alors que la 5e vague est bien installée en France à une semaine de Noël.

Le Premier ministre l'a encore souligné, la vaccination est "notre meilleure arme, notre seule arme", face au virus et ses variants.

À partir du 3 janvier prochain, le délai entre les 2e et 3e doses passera de 5 mois à 4 mois. Si vous avez reçu votre deuxième dose le 10 septembre, vous pourrez recevoir la 3e dès le 10 janvier, et non plus le 10 février. Le HuffPost 18 décembre 2021

- Pass sanitaire en entreprise : la CPME favorable à condition de "simplifier la vie des employeurs et des salariés" - francetvinfo.fr

18 décembre 2021

CPME : Confédération des Petites et Moyennes Entreprises

François Asselin : C'est une éventualité qui sera abordée lundi autour de la ministre du Travail et des partenaires sociaux. Si elle voit le jour, il faut trouver des solutions pour les employeurs.

francetvinfo - Est-ce selon vous une vraie incitation à aller se faire vacciner ?

François Asselin : Le pass vaccinal est la première incitation, c'est une vraie contrainte. Ajouter ce contrôle au sein de l'entreprise est une incitation supplémentaire. On sait très bien que le nouveau variant Omicron est très contagieux, donc il faut éviter que cette pandémie se propage encore, éviter qu'on se retrouve confiné, continuer à vivre le plus normalement possible. Concernant une date d'application, si cette idée est émise, c'est que l'exécutif a certainement quelques idées en tête quant à la temporalité. francetvinfo.fr 18 décembre 2021

LVOG - La temporalité : la tyrannie à vie !

- Les Pays-Bas instaurent un confinement pour les fêtes de Noël - LePoint.fr 19 décembre 2021

Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a annoncé samedi 18 décembre que le pays était placé dès dimanche en « confinement ».

Tous les magasins non essentiels, restaurants, bars, cinémas, musées et théâtres doivent en conséquence fermer leurs portes de dimanche au 14 janvier, tandis que les écoles doivent garder portes closes au moins jusqu'au 9 janvier, a déclaré Mark Rutte.

Le nombre des invités que les gens sont autorisés à recevoir chez eux est parallèlement réduit de quatre à deux, sauf pour le jour de Noël, le 25 décembre.

Près de 86 % des adultes sont vaccinés aux Pays-Bas. AFP 19 décembre 2021

- Covid-19 : l'Allemagne et l'Italie imposent déjà le passe sanitaire au travail - Journal du Dimanche 19 décembre 2021

Depuis le 15 octobre, tous les citoyens italiens se rendant sur leur lieu de travail, dans le secteur public aussi bien que dans le secteur privé, doivent disposer d'un passe sanitaire, le fameux "green pass", en bonne et due forme. A savoir, avoir reçu une dose de vaccin au moins, être détenteur d'un test PCR négatif de moins de 72 heures ou antigénique de moins de 48 heures, ou avoir guéri du Covid-19 dans les six derniers mois.

Le dispositif est aujourd'hui imposé en Italie à tous les salariés, mais aussi aux personnes qui accèdent sur les lieux de travail pour effectuer des activités ou des formations (nettoyage, restauration, entretien, coursiers…) au moins jusqu'à la fin de l'année. "Il doit également être respecté par les visiteurs à quelque titre que ce soit et par les autorités politiques", précise le quotidien économique Il sole-24 ore.

Mi-octobre, seuls 15% des travailleurs italiens du secteur privé et 8% dans le secteur public n'avaient pas de laissez-passer vert, selon un document interne du gouvernement.

En Allemagne, une obligation similaire a été décrétée le 18 novembre par l'ex-chancelière Angela Merkel et les chefs de gouvernement régionaux, compétents en matière sanitaire. Depuis cette date, les Allemands qui se rendent sur leur lieu de travail doivent présenter un passe sanitaire indiquant si la personne est vaccinée contre le Covid-19 , si elle a été testée négativement le jour même ou si elle s'est récemment rétablie d'une infection. Journal du Dimanche 19 décembre 2021

- Coronavirus : Des experts réclament des restrictions nécessaires « dans les plus brefs délais » en Allemagne - 20 Minutes 20 décembre 2021

Le groupe d'experts conseillant le gouvernement allemand a tiré la sonnette d'alarme dimanche face à la progression du variant Omicron et plaidé pour des réductions supplémentaires des contacts au sein de la population « dans les plus brefs délais ».

Selon ces experts, la jauge des rassemblements en intérieur et en extérieur pourrait être abaissée. Omicron fait entrer la pandémie dans « une nouvelle dimension », selon le rapport, car il « infecte beaucoup plus de personnes en très peu de temps et touche davantage les personnes guéries et vaccinées ». AFP 20 décembre 2021

La Chambre des Lords désavoue Macron, Castex et Véran.

- La Chambre des Lords : contraindre à la vaccination covid n'est pas justifié - Le Média en 4-4-2 18 décembre 2021

Dans une lettre au British Medical Journal les membres du comité de la Chambre des Lords fusillent les essais : il existe une incertitude considérable quant à l'efficacité des vaccins contre le covid, certaines complications graves à court terme et un manque de données sur les méfaits à long terme.

En effet, la chambre des lords a émis un rapport pour expliquer qu'elle était contre l'obligation vaccinale de l'intégralité des soignants du NHS (information relayé par le BMJ ici : https://www.bmj.com/content/375/bmj.n2957 lt).

Extraits de la lettre des Lords au British Medical Journal :

En tant que médecins et professionnels de la santé, dont beaucoup travaillent dans le NHS, nous tenons à exprimer notre opposition à ce que la vaccination anti-SRAS-CoV-2 soit obligatoire pour tout groupe de personnes, y compris les travailleurs de la santé et les soignants.

Nous convenons avec le comité de la Chambre des Lords que les preuves sont insuffisantes pour justifier cette mesure, mais le gouvernement et le Parlement ne semblent pas être à l'écoute et les vaccins obligatoires pour le personnel du NHS devraient être promulgués cette semaine.

Il existe une incertitude considérable quant à l'efficacité des vaccins contre le covid, certaines complications graves à court terme et un manque de données sur les méfaits à long terme. Dans cette situation, il est impératif que les gens soient en mesure de faire un choix en toute connaissance de cause quant à l'opportunité de se faire vacciner ou non.

Plus alarmant encore, les troisième et quatrième injections de « rappel » n'ont été testées dans aucun essai randomisé, et les autres données sur l'efficacité et la sécurité de l'administration de doses supplémentaires sont rares.

En ce qui concerne la sécurité des vaccins, il est clair que des effets indésirables rares mais graves et potentiellement mortels surviennent, tels que la thrombose et la myocardite, et qu'il a fallu des mois pour les identifier. Les dommages à long terme seront difficiles à détecter en raison de la courte durée des essais randomisés et ne deviendront apparents que dans les années à venir.

Les essais n'ont également fourni aucune donnée permettant de savoir si les vaccins réduisent ou non la transmission – des choses que nous avons dû apprendre à la dure, grâce à des preuves du monde réel comme la propagation rapide des variantes Delta et maintenant Omicron. […]

Les vaccins de rappel répétés représentent donc un risque cumulé pour un bénéfice non testé.

Pour les groupes d'âge jeunes, chez qui la morbidité et la mortalité liées à la covid sont faibles, et pour ceux qui ont déjà eu une infection à covid 19 et semblent avoir une mémoire immunologique de longue date, les méfaits de la prise d'un vaccin l'emportent presque certainement sur les avantages pour l'individu, et l'objectif de réduire la transmission à d'autres personnes à risque plus élevé n'a pas été démontré de manière sûre.

La Chambre des Lords conclut :

Le respect de l'autonomie et de l'intégrité corporelle des personnes est au cœur des droits humains et de l'éthique médicale et les données actuellement disponibles sur les vaccins ne justifient en aucun cas de passer outre ces principes importants. Des recherches de bonne qualité et un accès aux données existantes des essais de vaccins sont nécessaires pour que les gens prennent des décisions en toute connaissance de cause quant à l'opportunité de prendre ces vaccins ou non. Contraindre les gens à se faire vacciner contre le covid, soit par la menace de sanctions juridiques, soit, dans le cas des mandats pour les groupes professionnels, en privant les gens de leurs moyens de subsistance et de leur carrière, n'est pas justifié en raison de l'incertitude qui règne sur les avantages globaux des vaccins, le rapport risque-bénéfice défavorable pour de nombreux groupes et, surtout, le manque de données sur les méfaits à long terme. Le Média en 4-4-2 18 décembre 2021

Quelques réflexions en guise d'introduction.

Pierre Dac : « Parler pour ne rien dire et ne rien dire pour parler sont les deux principes majeurs et rigoureux de tous ceux qui feraient mieux de la fermer avant de l'ouvrir ».

- Donnez-leur du pain, des jeux... et des vaccins !

Lu.

- L'autocratie serait ainsi une sorte de dictature invisible soutenue par de solides stratégies de cohésion (manipulation de masse et culte du leader) fondées sur le contrôle absolu des médias et la censure et le discrédit social des individus réfractaires au message du leader.

Transhumanisme, infanticide, eugénisme, ils en font la promotion quotidiennement à leur façon.

- Ne pas avoir d'enfant pour être plus heureux ? "Pour moi, c'est une évidence" - Yahoo 13 décembre 2021

LVOG - Un gosse, c'est une source d'emmerdements et en plus cela coûte cher, à bannir ! Moi, je vois cela autrement. Si je dois avoir un enfant sans savoir s'il aura une chance d'être heureux, je préfère ne pas en avoir. Je n'ai jamais changé d'avis depuis 45 ans. Dans leur saloperie d'article ils pensaient à leur gueule, moi je pensais uniquement au gosse. Décidément je ne partage rien avec ces monstres d'inhumanité.

Dans le genre (sa) lope en soutane.

- Un évêque italien présente ses excuses après avoir nié l'existence du Père Noël - LePoint.fr 13 décembre 2021

Pour qui roule France Soir ? Un média alternatif, un média différent des autres, vraiment ?

LVOG - France Soir partenaire du Great Reset qui vise à terme la suppression du cash, des magasins, petits commerces, au profit des trusts. Il vous encourage à faire vos courses ou vos achats sans vous déplacer, sans sortir de chez vous, paiement électronique à la clé, bref la démarche s'inscrit dans le cadre de la transition numérique chère au GAFAM et au Forum économique mondial.

- Comme des millions d'utilisateurs en France, adoptez le réflexe cashback avec Widilo - France Soir 17 décembre 2021

Vous ne connaissez pas encore le cashback ou vous n'avez pas encore osé sauter le pas par méfiance ? Nous allons vous expliquer pourquoi vous ne devez pas passer à côté de cette nouvelle tendance, qui va vous permettre de faire des économies en toute simplicité.

Qu'est-ce que le cashback et Widilo ?

Le cashback est une pratique commerciale issue des Etats-Unis et vous permettant de bénéficier d'un remboursement d'une partie de votre commande, une fois celle-ci effectuée. Grâce au cashback vous faites d'importantes économies sur vos commandes en ligne en tout genre : produits high-tech, mode, maison, beauté, voyages, loisirs, culture, sport et bien plus encore. Le fonctionnement du cashback est assez simple, il vous suffit de passer gratuitement par un site spécialisé, tel que Widilo.

Pour faire des économies la meilleure solution s'appelle Widilo

De plus, à l'inscription sur Widilo vous obtenez gratuitement 5€, directement versés sur votre cagnotte. Vous n'avez rien à faire, seulement à en profiter. De nombreux autres avantages et cadeaux vous attendent une fois inscrit sur Widilo. Si vous adhérez aux services proposés par Widilo, pourquoi ne pas partager cette bonne astuce avec vos proches ? A chaque filleul sur Widilo vous pouvez obtenir entre 3€ et 6€. Vous vous demandez peut-être pourquoi entre 3€ et 6€ ? Tout simplement car plus vous utilisez Widilo plus vous êtes avantagés. Il s'agit d'un système de fidélité appelé "Statut WIP". Celui-ci vous offre de nombreux avantages selon le montant de cashback validé. Ainsi vous pouvez obtenir jusqu'à 0,25€ par commentaire posté et jusqu'à 6€ par parrainage.

Widilo c'est les taux de cashback les plus avantageux mais pas seulement : codes promo et cartes cadeaux vous attendent

Sur Widilo en plus de profiter du cashback vous découvrez pour chaque marchand l'ensemble des meilleurs bons plans et codes promo du moment.

Ainsi lorsque vous vous connectez sur Widilo vous avez la possibilité de consulter une infinité de coupons réductions qui vous permettront d'obtenir de nombreux avantages tels que des réductions immédiates, des cadeaux, une livraison gratuite et bien plus.

Sur Widilo vous retrouvez également une section "cartes cadeaux". Comme son nom l'indique, cette section vous propose d'acheter en quelques secondes les cartes cadeaux de nombreux grands marchands : Fnac, Ikea, Darty, Zalando, Decathlon, La Redoute etc. Cependant ce n'est pas tout, avec Widilo vous obtenez du cashback même sur vos cartes cadeaux et en plus de manière instantanée. Par exemple, en commandant une carte cadeau adidas de 100€ vous bénéficiez d'un cashback immédiat de 10% soit 10€ offerts. Vous pouvez ensuite dépenser votre carte de 100€ en ligne ou en magasin.

N'attendez plus et adoptez le réflexe cashback dès maintenant grâce à Widilo.

LVOG - Vous avez compris, France Soir n'a rien d'un média progressiste ou humaniste, c'est un VRP de la transition numérique ou dictature numérique à terme associée au code QR.

A quoi peut conduire le con, le confort, le conformisme ?

- Le coup d'Etat mondial réalisé par les gangsters du Forum économique mondial début 2020 avait pour unique objectif l'adoption d'une identité numérique ou code QR par la totalité de la population. Mais alors pourquoi avoir monté cette mascarade de pandémie ?

Pour de fil en aiguille en venir au passe dit sanitaire qui figurerait sous la forme individuelle d'un code numérique dit QR que la majorité de la population adopterait sans rechigner, mieux, y trouvant même des avantages, dont l'un des moindres, l'utiliser comme moyen de paiement, et c'est effectivement ce qui s'est passé, de sorte que contraindre la minorité qui y serait opposée ne présenterait aucune difficulté, il suffirait de décréter qu'à partir d'une date ce code QR ne sera plus que le seul moyen d'identification valable sur tout le territoire (et celui de l'UE?), et qu'à partir de ce jour les cartes d'identité ne seront plus renouvelées et il ne sera plus délivré de nouvelles cartes, pour contraindre les derniers récalcitrants à se doter d'un code QR. Dès lors dans l'espace public ou privé, toute personne devant justifier son identité devra obligatoirement présenté son code QR.

A l'étape suivante, toutes les transactions ne seront plus effectuées en espèces, par chèque, carte bancaire ou par virement, mais uniquement à l'aide du code QR qui renfermera toutes vos données indispensables pour qu'elles puissent être effectuées. Il devra être présenté pour accéder à tous les lieux publics ou privés qui requièrent l'identification des personnes qui y pénètrent, y compris l'ensemble des moyens de transport public ou privé, sur demande d'un représentant de l'Etat assermenté, dont les forces de l'ordre ou les institutions judiciaires.

A l'étape suivante, le fichier où seront enregistrées toutes les données personnelles vous concernant pourra donner lieu de la part d'une

multitude d'acteurs accrédités à toute sorte d'interventions de nature oppressive, coercitive, répressive, liberticide, dès lors que vous ne vous conformeriez pas strictement aux lois en rigueur, que vous auriez enfreint un règlement, oublié d'acquitter un impôt, une amende, une facture, ou dans le cas où vous auriez eu un comportement susceptible de troubler l'ordre public constaté ou évalué comme tel ou selon une dénonciation anonyme, par exemple, votre présence sur les lieux d'un rassemblement non autorisé ou jugé subversif par les autorités, votre présence au côté d'une personne recherchée et condamnée par la justice, mais cela pourrait tout aussi bien être comme en Chine, le vol d'un fruit à l'étalage, le jet d'un papier sur la chaussée, le dépassement d'une ligne jaune, le franchissement d'un stop, un état éthylique ou drogué sur la voie publique, des paroles jugées complotistes, conspirationnistes, extrémistes, terroristes, communistes, etc. l'un de ces méfaits pouvant faire l'objet d'une convocation judiciaire pour vérification ou explication avant une éventuelle suspension temporaire de votre code QR si vous ne vous y rendriez pas dans les délais indiqués, voire arrestation.

Finalement, chacun aura compris que dans une telle société vous ne disposeriez plus d'aucune liberté.

C'est le modèle de société totalitaire que l'oligarchie financière a conçu pour les peuples de la Terre entière. Il vaudrait mieux en prendre conscience et agir pour la neutraliser avant que ce projet ne soit trop avancé et qu'on ne puisse plus s'y opposer.

Pour juger le degré de cette prise de conscience et sans aucun engagement de votre part, je demande à chaque lecteur de nous faire savoir s'il partage ou non cette analyse, et si oui, ce qu'il compte faire pour s'opposer à cette entreprise, accessoirement pourquoi il refuse de participer avec nous ou à nos côté à ce combat.

La crise d'autoritarisme frappe partout dans le monde.

Ce lundi, face aux menaces de possibles retombées toxiques notamment de dioxyde de souffre, du volcan Cumbre Vieja situé à La Palma, une île du Pacifique rattachée à l'archipel des Canaries et à l'Espagne, au bout de 87 jours le gouvernement local a décidé de confiner la population de trois communes de l'île, soit 33.000 habitants, en recommandant de colmater les jointures des fenêtres. (Source : BFMTV 14 décembre 2021)

Lu. Vous savez ce qu'il en est des "rumeurs" pour justifier des "guerre préventives" depuis le bombardement de la Serbie.

Wikipédia - Des rumeurs concernant un plan d'épuration ethnique à grande échelle mené au Kosovo par la Serbie circulèrent dans les médias occidentaux. Ces rumeurs avaient en réalité été fabriquées à partir d'éléments compilés par les services secrets de la Bulgarie qui fait alors du zèle pour rentrer dans l'OTAN, puis transmis aux Allemands. L'argument du dit "massacre de Racak" décide l'OTAN a lancer une campagne aérienne. (Pour ne pas dire que c'est l'OTAN qui en était à l'origine. - LVOG)

20 août - Dans leurs avis du 20 août portant sur l'extension du passe sanitaire, les conseillers d'État estimaient que celui-ci devait être appliqué à seule fin « de limiter la propagation de l'épidémie […] et non par un objectif qui consisterait à inciter les personnes concernées à se faire vacciner ».

10 novembre - Dans un avis portant sur la nouvelle loi du 10 novembre, le Conseil d'État a modifié sa position en expliquant que le passe sanitaire était « un instrument préventif », destiné « à limiter le risque de reprise épidémique ».

8 décembre - Lors de son audition par la commission des affaires sociales du Sénat le 8 décembre, le président du Conseil scientifique, Jean-François Delfraissy. « Le passe a eu un rôle majeur et je pense qu'il continue à l'avoir pour pousser à la vaccination. C'est pour cela qu'on l'avait recommandé […] Est-ce que le passe protège réellement ? La réponse est non. Il y a des limites, puisqu'on peut être vacciné et être porteur du virus », a-t-il admis.

LVOG - Leurs mensonges ou contradictions sont si énormes et répétés, qu'on se demande ce qu'on dans la tête ceux qui y croient encore, sont-ils aussi des monstres de cruauté ?

OTAN DE LA GUERRE.

Quand ce sont l'OTAN et le Pentagone qui mènent des guerres sur tous les continents.

- Biden menace la Russie de dures sanctions si elle attaque l'Ukraine - lapresse.ca

- Blinken appelle la Chine à cesser les "actes agressifs" dans la région indopacifique - AFP

- Nucléaire iranien : l'Europe fustige les manœuvres de Téhéran - LePoint.fr

---

- Ukraine : la Chine et la Russie exigent des engagements écrits des USA Réseau Voltaire 16 décembre 2021

Alors que les États-Unis sont parvenus à convaincre chacun de leurs alliés de l'Otan de soutenir militairement l'Ukraine en cas de conflit avec la Russie, celle-ci vient de convaincre la Chine de la soutenir en cas de conflit avec l'Ukraine et l'Otan.

C'était l'objet du sommet virtuel entre les présidents Vladimir Poutine et Xi Jinping.

Les stratèges de Washington se sont trompés. Le seul effet de la montée des tensions n'aura pas été de faire céder la Russie, mais de sceller l'alliance militaire entre Moscou et Beijing.

La Russie et la Chine viennent de demander ensemble aux USA des engagements écrits à ne pas étendre l'Otan plus à l'Est, à ne pas stationner d'armes en Ukraine et à encourager Kiev à mettre en œuvre les accords de Minsk. Réseau Voltaire 16 décembre 2021

La Russie oppose son veto à une résolution sur le changement climatique - Réseau Voltaire 15 décembre 2021

Le 13 décembre 2021, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a promu la proposition de résolution présentée par la présidence tournante du Conseil de sécurité, le Niger, sur le réchauffement climatique. Cependant, à la surprise générale, la Russie a opposé son veto à ce texte attendu depuis longtemps.

La Russie ne conteste pas que le climat évolue et que les changements actuels puissent influer sur des conflits, mais le texte permettait au Conseil d'intervenir dans des conflits locaux au nom du changement planétaire climatique [1]. Dans les faits, ce texte aurait mis à bas la souveraineté des États.

L'Inde a rappelé l'importance de son engagement pour la défense de l'environnement pour mieux dénoncer la position occidentale et soutenir la Russie.

Cette proposition avait été rédigée par l'Irlande en actualisant une proposition présentée par l'Allemagne l'an dernier, mais jamais portée au vote. Au cours des mois précédents, les États-Unis étaient parvenus à obtenir le soutien de 113 des 193 membres des Nations unies. Réseau Voltaire 15 décembre 2021

Comment les faussaires réécrivent l'histoire.

LVOG - L'expansion de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie et l'intégration à l'OTAN des ex-pays du Pacte de Varsovie étaient prévisibles dès l'implosion de l'URSS le nier relève du déni de part et d'autre. Que l'OTAN le nie 30 ans plus tard sert à justifier son discours belliqueux contre la Russie et son déploiement militaire en Europe contre un ennemi inexistant ou qu'elle fabrique pour satisfaire les besoins de l'industrie militaro-industrielle-financière anglo-saxonne et occidentale et alimenter la xénophobie, entretenir un climat de guerre permanent auquel les peuples sont appelés à se rallier.

Cette promesse de l'OTAN à la Russie qui n'a jamais existé - slate.fr 14 décembre 2021

Slate - D'après Vladimir Poutine et ses soutiens en France (Mélenchon et Zemmour notamment - ndlr), la Russie ne ferait que se défendre face à l'OTAN qui n'aurait pas tenu sa promesse de non extension à l'Est après la chute du mur de Berlin. Une contre-vérité historique.

LVOG - Voilà pour leur thèse, mensongère évidemment, au regard des faits depuis 1990, pour faire oublier que l'OTAN fut à l'origine d'une multitude de provocations à l'encontre de la Russie ou l'obligeant à réagir militairement, pour ensuite l'accuser d'agressions contre différents Etats indépendants.

Slate - Nulle part, y compris dans les archives russes, n'est fait mention d'une quelconque promesse formelle de ne pas inclure d'autres pays d'Europe de l'Est dans l'OTAN à l'avenir.

Les Russes continuent d'affirmer que les Occidentaux auraient néanmoins offert des garanties informelles.

Même après 2009, l'accusation a pourtant continué à prospérer. Et ce en dépit des dénégations de Mikhaïl Gorbatchev en personne, pourtant assez bien placé pour savoir ce qui s'est vraiment dit à l'époque.

LVOG - Or, ce n'est pas du tout ce qu'il dira si on lit attentivement.

Slate - Gorbatchev y affirme bien que l'élargissement de l'OTAN constituerait une trahison de ce qu'était selon lui «l'esprit» des discussions de l'époque, mais réaffirme qu'aucun engagement formel n'avait été pris. Les Russes continuent d'affirmer que les Occidentaux auraient néanmoins offert des garanties informelles. Une théorie qui a l'avantage d'être par nature impossible à vérifier.

LVOG - Quand des dirigeants de l'OTAN s'exprime, il faut les croire sur parole car ce qu'ils disent est fidèle à la réalité, laquelle, là c'est une autre histoire, mais quand c'est un dirigeant Russe qui s'exprime cela devient une théorie, c'est forcément un fantasme, autrement ils refusent d'examiner leurs arguments selon les critères ou principes qu'ils s'accordent à eux-mêmes, parce qu'ils considèrent a priori que seuls leurs arguments sont valables ou correspondent à la vérité, l'OTAN ne peut pas mentir ou tricher, truquer, falsifier ou camoufler des faits, violer des engagements ou traités, c'est bien connu, d'ailleurs elle n'a rien eu à voir avec le coup d'Etat en Ukraine en 2014 ou les "révolutions de couleur" en Yougoslavie (2000), en Géorgie (2003), en Ukraine (2004), en Biélorussie (2005), au Kirghizistan (2005)

Pour en arriver là où ils voulaient en venir.

Slate - Un traité violé… par la Russie

Le mythe de la Russie assiégée a tout d'une prophétie autoréalisatrice.

LVOG - Voilà comment le médium Slate crée un mythe pour justifier l'existence de l'OTAN et toutes ses guerres, inverser les rôles entre agresseur et agressé.

Slate - Surtout, outre leur passé douloureux avec l'URSS, c'est la politique agressive de la Russie vis-à-vis des anciennes républiques soviétiques, et leur volonté de s'arrimer à un espace démocratique, qui ont en partie poussé celles-ci dans les bras de l'OTAN.

LVOG - L'OTAN et son bras politique l'UE en bienfaiteurs de l'humanité, c'est beau quand même ! C'est ce que tous les historiens ou presque retiendront, c'est déjà ce qui figure dans les manuels d'histoire des collèges.

Les réseaux dits sociaux, la presse écrite et l'UE sont animés de mauvaises intentions envers vous.

- Les principaux réseaux sociaux sont tous partenaires de services de renseignement - Réseau Voltaire 15 décembre 2021

Facebook (Meta) travaille depuis sa création avec les services de renseignement états-uniens qui archivent la totalité de ses données privées.

WeChat et QQ (Tencent) sont transparents pour les services de renseignement chinois, mais il ne semble pas qu'ils archivent toutes leurs données.

Moscou était très en retard sur les États-Unis (Five eyes) et la Chine en matière de surveillance de masse. Mais VKontakte est désormais transparent pour les services de renseignement russes via le groupe gazier public, Gazprom, qui en devient actionnaire.

Il n'est donc plus possible d'échanger sur Internet sans être espionné. Le seul choix des internautes est celui de la puissance à qui ils font le plus confiance. Réseau Voltaire 15 décembre 2021

- Presse écrite : « Le vrai danger est l'étouffement par les Gafam » - publicsenat.fr 14 décembre 2021

« Le vrai danger n'est pas dans la surconcentration des médias traditionnels mais dans l'étouffement par les Gafam », a estimé Alain Augé, président du Syndicat des éditeurs de la presse magazine (SEPM) devant la commission sénatoriale d'enquête sur la concentration des médias.

LVOG - Subventionnée par l'Etat et parfois par les GAFAM, détenue par des oligarques, maintenue en vie grâce aux banques, copier/coller de l'Agence Française de Propagande, cela ne présente pas un vrai danger.

LVOG - Mystification. Pour qui roule le SNJ ? Ses maîtres.

- « Il y a des moyens majeurs pour lutter contre la concentration des médias », plaide le SNJ - Publicsenat.fr 11 décembre 2021

La commission d'enquête sur la concentration des médias a auditionné, vendredi 10 décembre, les représentants du syndicat national du journalisme (SNJ).

LVOG - On entend les mêmes discours sur les paradis fiscaux...

- TRIBUNE. "Accordons à l'Europe la place qu'elle mérite dans les écoles de journalisme" - Journal du Dimanche 16 décembre 2021

A l'aube de la présidence française du conseil de l'Union européenne (PFUE), l'association Trait d'Union plaide pour "pour installer durablement l'enseignement de l'Europe dans les écoles de journalisme".

LVOG - Alors sa place : Poubelle !

Les néostaliniens se recyclent chez les libertariens.

Reçu dans ma boîte aux lettres.

- Ruptures et Front Populaire projettent de co-produire un documentaire-événement : « le Brexit vu du peuple ».

Ruptures est animé par un ex-militant de la CGT et du PCF, éditorialiste de L'Humanité de 1996 à 2001, "*progressiste radicalement eurocritique*", ce qui n'engage à rien.

Front Populaire a été fondé par Michel Onfray, un philosophe nihiliste, pour ne pas dire révisionniste ou plutôt négationniste, s'acharnant à défigurer à de rares exceptions près tous les grands philosophes, penseurs ou savants qui ont accompagné ou participé à l'épopée de

l'espèce humaine, farouche anticommuniste, populiste encensé par l'extrême droite, un opportuniste qui navigue à vue entre souverainisme et libertarianisme. Si les racines du libertarianisme (Hayek - Vienne) et du néolibéralisme (Friedman - Chicago) sont les mêmes avant de diverger par la suite, les conclusions ou objectifs sont identiques, supprimer si possible les Etats au profit du seul marché faisant la loi, ou ne conserver que leurs fonctions régaliennes.

Faites très attention avant de soutenir quelqu'un ou quelque chose, car c'est le genre d'association véreuse avançant plus ou moins sournoisement ou masquée, on la trouve de plus ou plus souvent un peu partout dans tous les sujets à polémiques. Ils attirent intellectuels, dirigeants ou militants ouvriers, personnalités, parce que ce mouvement est présenté comme contestataire dans les médias, il est incontournable ou leur rend bien des services, pourquoi aussi a-t-il tant d'audience, parce qu'il dispose de très importants moyens financiers, ça aide, des milliardaires en font partie dont Jeff Bezos, le PDG d'Amazon ou Richard Branson, celui de Virgin, les Frères Koch, Rupert Murdoch, Peter Thiel, fondateur de Paypal.

- Le prix Sakharov 2021 décerné à Alexei Navalny, emprisonné en Russie, est remis à sa fille - France 24 16 décembre 2021

- Malte légalise la culture et l'usage de cannabis récréatif, une première au sein de l'UE - BFMTV 15 décembre 2021

Totalitarisme. Fascisme ordinaire, à qui le tour (du monde !).

Chili : l'étrange origine d'un candidat à la présidentielle - Réseau Voltaire 13 décembre 2021

José Antonio Kast est l'un des deux principaux candidats à l'élection présidentielle chilienne. Il s'est longtemps présenté comme l'héritier du général Augusto Pinochet, mais tente désormais d'y faire moins référence.

Sa famille a longtemps milité pour le général Pinochet. Son frère, Miguel, en fut le directeur de la Banque centrale. Lui-même apparaissait dans le clip de campagne du général lors du référendum de 1988.

En matière économique, il se réclame de Milton Friedman. Il souhaite une totale liberté des marchés et rejette l'idée de faire de la lutte contre les inégalités une priorité sociale. Il présente la lutte contre la criminalité et l'immigration comme deux des points forts de son programme. Il propose d'autoriser le port d'armes pour les civils et le droit de tirer sur les cambrioleurs. Il se prononce en faveur de l'amnistie des militaires condamnés pour des tortures ou assassinat commis sous la dictature du général Pinochet.

Le 1er décembre, le journaliste Mauricio Weibel Barahona (La Red, ex-Canal 4) a publié la carte d'adhésion du père de José Antonio Kast au parti nazi, le NSDAP, en 1942. Michael Kast a émigré au Chili en 1950 où il a fait fortune. Le candidat à la présidentielle a déclaré que son père avait été contraint d'adhérer au parti nazi, mais tous les historiens unanimes assurent que jamais personne n'a été forcé d'y adhérer. Réseau Voltaire 13 décembre 2021

Allemagne. Michael Kast a de qui tenir effectivement.

- Allemagne : Des policiers mesurent avec des règles la distanciation entre les citoyens dans la rue - lemediaen442.fr 12 décembre 2021

La folie (très organisée) du covid et de sa dictature sanitaire emmène chaque jour son lot de stupidités qui dépasse souvent notre imagination. L'image du jour, qui date du 11 décembre 2021, nous vient tout droit de Francfort en Allemagne où des policiers, la règle à la main, mesurent la distance entre les citoyens dans la rue. Malheureusement, ce n'est qu'une fois que le mal est fait, qu'on en mesure la connerie.

En français le terme approprié est « distance » sociale, soit la barrière de classe entre bourgeoisie et peuple. Quant à la « distanciation », toujours en français, c'est un procédé esthétique, introduit par Brecht, qui consiste à détruire l'illusion et à remplacer, chez le spectateur, l'identification au personnage par une attitude critique. Avec la novlangue actuelle, nous sommes très loin d'une attitude critique. Bien au contraire. Il s'agit tout bonnement de respecter une distance physique de un mètre à deux mètres par rapport à autrui. Il ne s'agit ni d'un recul critique, ni d'une marque de respect (à part le respect des distances), mais d'une marque de soumission à la hiérarchie. lemediaen442.fr 12 décembre 2021

En France, miliciens et fachos en blouse blanche ne sont pas en reste.

- La BAC empêche une cancéreuse non-vaccinée d'entrer à l'institut Curie - lemediaen442.fr 13 décembre 2021

Les hôpitaux publics réservent-ils un traitement inhumain aux malades non-vaccinés ? Voici le témoignage-choc de Stéphanie, victime d'un cancer agressif du sein à 33 ans, abandonnée pendant 4 heures dans le froid parce que le test qu'elle présentait était périmé depuis quelques heures seulement, faute d'avoir pu obtenir une ordonnance dans les temps. Pour l'empêcher d'entrer dans ses locaux, l'institut Curie a fait intervenir la Brigade Anti-Criminalité. La vaccination a-t-elle rendu les soignants vaccinés inhumains ?

Pour voir la vidéo : https://lemediaen442.fr/la-bac-empeche-une-cancereuse-non-vaccinee-dentrer-a-linstitut-curie/

Au pays de la vaccination forcée, le travail forcé.

Contrôles des chômeurs : comment Pôle emploi va serrer la vis - LePoint.fr 13 décembre 2021

Les chômeurs inscrits à Pôle emploi vont devoir montrer patte blanche. Ces six prochains mois, 250 000 contrôles vont être réalisés auprès des demandeurs d'emploi, dans un contexte de reprise économique marquée par des pénuries de main d'oeuvre (restauration, BTP). « Le but est certes de contrôler et éventuellement de sanctionner, mais aussi de remobiliser les demandeurs d'emploi qui ont besoin de reprendre contact avec leurs conseillers », a annoncé Jean Bassères, son directeur général, dans un entretien accordé au Parisien, dimanche 12 décembre.

Pour ce faire, Pôle emploi va réduire à trois mois la durée de recherche d'emploi examinée par les conseillers.

En cas de manquement, les sanctions encourues vont d'un mois de radiation à la suppression pure et simple de l'allocation. Une menace qui serait rarement mise à exécution. « Pôle emploi n'est pas une machine à radier. Son ambition est de réinsérer », a assuré le dirigeant, précisant que ce dispositif serait appliqué à effectifs constants.

Qui sera concerné par ces contrôles renforcés ? En premier lieu, les demandeurs d'emploi dans les métiers « en tension ». Comprenez, les secteurs où l'offre de recrutement est supérieure au nombre de candidats. Les chômeurs ayant enfreint les règles de Pôle emploi (ne pas aller à un entretien d'embauche après avoir postulé grâce à son conseiller) pourront également être soumis à un contrôle. Enfin, les contrôles aléatoires sont toujours d'actualité. « Je suis persuadé que le plein-emploi est un objectif souhaitable et atteignable », a soutenu Jean Bassères, tout en constatant « une hausse des offres d'emploi ». LePoint.fr 13 décembre 2021

Nouvelle-Zélande. La tyrannie tout azimut

La Nouvelle-Zélande vote la prohibition du tabac - Réseau Voltaire 13 décembre 2021

Le gouvernement néo-zélandais Travaillistes-Verts de Jacinda Ardern a décidé d'interdire à terme la production et l'usage de tabac. Dès à présent, il est interdit aux moins de 18 ans ; âge qui sera chaque année augmenté jusqu'à l'interdiction complète.

Extrêmement populaire, Jacinda Ardern est la première femme Premier ministre (après Benhazir Bhutto) à avoir accouché durant son mandat.

L'interdiction du tabac touche d'abord la population autochtone des Maoris qui en consomme beaucoup plus que celle des descendants des immigrés britanniques.

Les interdictions alimentaires, qui ont fleuri durant les années 1930-40 avec la prohibition de l'alcool aux États-Unis et du tabac en Allemagne, puis depuis les années 1960 avec l'interdiction des hallucinogènes dans le monde, ont toutes échoué et suscité la création de vastes mafias. Réseau Voltaire 13 décembre 2021

LVOG - Pourquoi je suis contre toutes leurs interdictions ?

Parce que j'estime, que ce sont les conditions à l'origine de comportements qui aboutissent à ces jugements qu'il faut supprimer ou le régime en place.

ÉCONOMIE ET SOCIAL

Totalitarisme et euphorie. CAC40 : + de 27% de hausse depuis le 1er janvier 2021. Smic : + 3,1%, normal.

"Je n'ai pas d'obsession à l'égard de l'argent": Macron conteste être le "président des riches" - BFMTV 16 décembre 2021

LVOG - La preuve.

Le CAC40 atteint 7050 points dans la matinée du 16 décembre 2021 (Boursier.com), le précédent record remontait au 5 novembre 2021 à 7 040 points en clôture. (lesechos.fr)

Le CAC 40 est l'un des indices boursiers les plus dynamiques depuis l'arrivée des vaccins anti-Covid, il y a tout juste un an. Il s'est envolé de plus de 40 % sur la période, effaçant tour à tour son pic d'avant-crise et son record historique. Le CAC 40 GR, qui tient compte des dividendes réinvestis, a dépassé les 20.000 points vendredi, là aussi un nouveau record.

Les marchés mondiaux en pleine euphorie

Les politiques de soutien, monétaire et budgétaire, lui ont permis d'oublier en un temps record les difficultés liées aux confinements et aux restrictions d'activité. Jamais il ne s'était remis aussi rapidement d'une crise si sévère. (lesechos.fr)

?En cette fin d'année 2021, les investisseurs sont aussi rassurés par les bons résultats publiés, à ce jour, par les grandes entreprises cotées, dont celles du luxe. Où les coûts ou pénuries de matières premières ne pèsent pas autant dans les résultats. Ceux de LVMH ont même grimpé de 35 % cette année, un record là aussi. « "La pandémie a permis des bonds technologiques à de nombreux acteurs de l'économie traditionnelle du CAC 40." "Ils ont fait en trois ou quatre mois, ce qu'ils auraient mis deux à trois ans à réaliser." ouest-france.fr 4 novembre 2021

LVOG - Coronabusiness, ils baignent dans le fric et la luxure.

Le luxe représente 35 % avec quatre acteurs majeurs : LVMH, L'Oréal, Kering et Hermès.

- Smic : pas de coup de pouce supplémentaire au-delà de la hausse automatique de 0,9% - europe1.fr 16 décembre 2021

"On ne va pas faire de coup de pouce, je vous le confirme", a déclaré Elisabeth Borne sur CNews, soulignant qu'en un an, le Smic "aura augmenté de 3,1% pour s'établir à 1.603 euros brut mensuels, soit "48 euros de plus par mois". 16 décembre 2021

Pas de "coup de pouce"... un coup d'Etat mondial.

LVOG - Lisez attentivement, ils confirment mon analyse.

La dette mondiale s'est envolée à 226.000 milliards de dollars en 2020, selon le FMI - latribune.fr 16 décembre 2021

La crise financière mondiale de 2008, puis la pandémie de Covid-19, ont fait exploser les compteurs des créances. Au niveau mondial, la dette a ainsi atteint l'an passé le niveau record de 226.000 milliards de dollars, soit 256% du Produit intérieur brut mondial, a annoncé mercredi le Fonds monétaire international. Fait marquant, la seule dette des gouvernements représente désormais près de 40% la dette mondiale totale, "soit la part la plus élevée depuis le milieu des années 1960", précise le FMI.

Cette hausse sur l'année 2020 représente une augmentation de 28%, soit la plus forte depuis la Seconde Guerre mondiale. "Si les gouvernements n'avaient pas agi, les conséquences sociales et économiques auraient été dévastatrices", tempère toutefois le FMI.

"Les emprunts des gouvernements ont représenté un peu plus de la moitié de cette hausse" se hissant aussi à un record (99% du PIB mondial) tandis que "la dette privée des sociétés non financières et des ménages a également atteint de nouveaux sommets", ont détaillé Vitor Gaspar et Paulo Medas, responsables des affaires budgétaires du FMI et Roberto Perrelli, économiste du Fonds dans un article de Blog.

Pour l'heure, en France, la dette des entreprises entre janvier et octobre 2021 est restée quasi stable, proche de 1.000 milliards d'euros selon la Banque de France.

Mais l'inquiétude vient surtout de Chine, où le géant immobilier Evergrande ne parvient pas à rembourser une dette colossale de 260 milliards de dollars, risquant de fragiliser toute l'économie.

S'exprimant mercredi au cours d'une présentation vidéo au Cercle des économistes, la cheffe économiste de l'OCDE Laurence Boone a de son côté affirmé que "s'il y a un sujet de dette il est avant tout dû à la gestion des finances publiques pendant les années, parfois les décennies, qui ont précédé la crise du Covid".

"Il est temps de gérer différemment nos finances publiques pour favoriser les priorités", a-t-elle encore affirmé, en prenant l'exemple des investissements dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du climat suggérant qu'ils sont aujourd'hui insuffisants.

"Les niveaux élevés d'endettement limitent, dans la plupart des cas, la capacité des gouvernements à soutenir la reprise et la capacité du secteur privé à investir dans le moyen terme", rappelle de son côté le FMI. latribune.fr/AFP 16 décembre 2021

LVOG - Traduction : Les gouvernements vont devoir augmenter leurs investissements dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du climat qui bénéficient essentiellement au secteur privé. C'est ce que le Forum économique mondial appelle le partenariat public/privé.

Colossal, ils se goinfrent comme jamais sur fond de régime de terreur.

Le chiffre du jour. En Allemagne, des actionnaires toujours plus riches - Courrier international 13 décembre 2021

Malgré la pandémie de Covid-19 et la pénurie de composants électroniques, les grandes entreprises allemandes cotées en Bourse ont dégagé des bénéfices colossaux. De quoi ravir leurs actionnaires, dont les dividendes devraient augmenter cette année encore.

La situation sanitaire dramatique n'y change rien, les entreprises d'outre-Rhin continuent à faire de l'argent. "Les 40 plus grands groupes allemands cotés en Bourse vont réaliser cette année un bénéfice net de près de 120 milliards d'euros", estime ainsi Handelsblatt, dans une analyse basée sur les résultats des trois premiers trimestres de ces entreprises, sur les déclarations de leurs conseils d'administration et sur leur politique générale de distribution.

Pour le journal économique d'outre-Rhin, les vrais gagnants sont les actionnaires de ces entreprises. Trente-trois grandes firmes du Dax s'apprêtent à revoir à la hausse le montant de leurs dividendes, selon les estimations du quotidien de Düsseldorf, qui évoque un "nouveau record". Au total, les 40 groupes allemands cotés en Bourse devraient distribuer à leurs actionnaires 45,5 milliards d'euros, ce qui représente 25 % de plus qu'il y a un an.

Chômage partiel et pénurie

Une grande partie des sociétés concernées – dont les constructeurs automobiles, Daimler, BMW et Volkswagen – a pourtant reçu cette année des aides de l'État, via le recours au chômage partiel.

Ce qui n'empêchera pas qu'une bonne dizaine de milliards d'euros seront reversés aux actionnaires des trois constructeurs de voitures

allemands, malgré le ralentissement de la production et la pénurie de puces électroniques.

“De nombreuses entreprises ont perçu des allocations de chômage partiel, augmenté leurs bénéfices de cette manière, et reversent désormais cet argent à leurs actionnaires”, explicite le quotidien d’outre-Rhin. Si la stratégie est légale, elle pourrait relancer les débats sur un éventuel gel des dividendes pour les entreprises bénéficiant de certaines aides.

“Un conflit social se profile”, prophétise le titre, pour qui la situation n’est pas spécifique à l’Allemagne. Une évolution similaire est prévue aux États-Unis et en Europe, avec des dividendes en hausse d’environ 30 % sur le Vieux Continent, selon les prédictions de la Deutsche Bank. Courrier international 13 décembre 2021

Strangulation des Etats avec leur consentement. L'un desporte-parole de la Fed en Europe vous annonce la suite de leur programme.

LVOG - On ne la craint pas, on attend avec impatience que vous nous présentiez votre facture, cela pourrait contribuer à précipiter le soulèvement révolutionnaire des masses.

- François Villeroy de Galhau: "La Banque centrale ne sera pas là en permanence pour éponger les déficits des Etats" - bfmtv.com 17 décembre 2021

Invité sur BFM Business, le gouverneur de la Banque de France rappelle qu'après la période exceptionnelle de crise, la BCE n'aura plus pour vocation de soutenir les finances publiques des Etats.

La fin de l'urgence économique. Ce jeudi, la Banque centrale européenne a annoncé qu'elle mettrait fin à son programme de rachats d'actifs et de dette d'ici la fin mars.

Les achats nets de dette dans le cadre de son programme d'achat d'urgence contre la pandémie (PEPP), forts de 1.850 milliards d'euros, seront encore réduits au premier trimestre 2022 et expireront comme prévu fin mars.

Pour le gouverneur de la Banque de France invité sur BFM Business, c'est en quelque sorte la fin du "quoi qu'il en coûte" européen.

"La première décision ça a été d'arrêter comme nous l'avions dit les programmes exceptionnels de crise. Deux programmes: les achats nets au titre du programme PEPP, le programme d'achat d'actifs massifs et puis le TLTRO, qui est moins connu qui est un programme de refinancement des banques à conditions ultra-favorable, détaille François Villeroy de Galhau. C'est un élément de crédibilité. On diminue un soutien exceptionnel de crise, c'est un élément de confiance dans la solidité de la reprise européenne."

La BCE qui a déjà réduit les achats d'actifs en 2021 va diviser par plus de quatre le montant qu'elle y consacre d'ici la fin de l'année prochaine.

"En 2021 nos achats nets d'actifs c'est chaque mois un peu plus de 90 milliards d'euros (ça inclut la dette publique et des titres d'entreprises) et il le fallait, assure le gouverneur de la Banque de France. A la fin de l'année prochaine, en octobre 2022, ils passeront à 20 milliards par mois."

"Plus de menace déflationniste"

Un signal d'optimisme pour l'économie européenne qui devrait dépasser les 5% de croissance en 2021. Mais aussi un message de rigueur budgétaire envoyé aux Etats après 18 mois d'importantes dépenses pour soutenir l'économie.

"Les Banques centrales ne sont pas là pour couvrir les besoins exceptionnels des Etats, rappelle-t-il. Notre oibjectif à nous -parce que c'est notre mandat- c'est la stabilité des prix avec une inflation autour de 2%. Nous sommes en train -au-delà de la bosse actuelle- de converger vers cet objectif."

Les soutiens de la BCE étaient exceptionnels et n'avaient pas pour objectif de se pérenniser au-delà de la situation d'urgence économique, rappelle François Villeroy de Galhau.

"Face au choc Covid il y avait une menace déflationniste, c'est à dire une inflation beaucoup trop basse et même négative c'était ça la grande crainte l'année dernière, rappelle-t-il. On a eu une politique monétaire très active qui incluait divers éléments dont des achats d'actifs. Mais c'est un moyen ce n'est jamais le but. C'est pour ça qu'il faut s'occuper de la dette et des déficits pour l'avenir car la Banque Centrale ne sera pas là en permanence pour éponger les déficits, ça lui est même interdit par les traités." bfmtv.com 17 décembre 2021

POLITIQUE

A quoi reconnaît-on un psychopathe endurci ? Macron vous en a fait la démonstration mercredi 15 décembre.

- "*J'ai acquis, je crois pouvoir le dire, beaucoup plus de respect pour chacun.*"

LVOG - Tenez, il va en faire la preuve tout de suite.

- "*Nous y sommes quasiment à l'obligation vaccinale quand vous avez plus de 90% de celles et ceux qui doivent se faire vacciner qui se sont fait vacciner. Il est vraisemblable que nous allons aller vers des rappels réguliers*"

- "*Je défie quiconque de montrer une démocratie qui a fonctionné aussi intensément que la démocratie française".*

Le 15 décembre, 400 000 personnes de plus de 65 ans auront leur pass sanitaire désactivé - lemediaen442.fr 14 décembre 2021

Les joies de la démocratie ! Les 400 000 plus de 65 ans qui ne se seront pas injecté la roulette russe offerte par le gouvernement seront considérés comme des sous-hommes.

Le procédé est sadique, mais c'est toujours bénéfique de faire une piqûre de rappel. A croire que la vraie liberté se trouve en fin de compte chez les non-vaccinés qui voient tout ce monde courir vers l'asservissement ! lemediaen442.fr 14 décembre 2021

Ses mentors auraient-ils déjà abandonné le navigateur solitaire avant qu'il coule ?

Emmanuel Macron : la grande panne d'inspiration - LePoint.fr 10 décembre 2021

LVOG - De toutes manières, il n'en aurait jamais eu besoin.

Macron futur président du Conseil de l'UE : un non-événement - lemediaen442.fr 11 décembre 2021

Lors d'une conférence de presse à l'Elysée le 9 décembre, Emmanuel Macron, futur président du Conseil de l'Union européenne, a présenté ses priorités pour l'Europe. Or il n'aura qu'un rôle administratif.

Le pouvoir de décision est aux mains du Conseil européen (M. Charles Michel), les propositions sont émises par la Commission européenne (Mme von der Leyen), les finances gérées par la BCE (Mme Christine Lagarde) et les litiges réglés par la Cour de justice de l'Union européenne. Le Conseil de l'Union européenne, que va présider Emmanuel Macron, n'a aucun pouvoir. lemediaen442.fr 11 décembre 2021

Macron n'est-il pas leur candidat naturel "*face à la menace fasciste*", pardon, c'est vrai qu'il a aussi tendance à l'être...

LVOG - Ils avaient tous appelé à voter Macron au second tour de la présidentielle en 2017. Et ils vous refont le même coup pourri :

BFMTV - A Paris, les organisateurs ont reconnu un rassemblement organisé "à l'arrache", face "au jeu dangereux" d'Emmanuel Macron avec Éric Zemmour et l'extrême droite et la "banalisation" de ces idées par le parti Les Républicains.

Paris: près de 200 personnes rassemblées pour réclamer une primaire à gauche - BFMTV 11 décembre 2021

Près de 200 personnes se sont rassemblées samedi à Paris à l'initiative du mouvement "La Primaire populaire" pour réclamer un "front populaire écologique" et "l'unité" à gauche pour l'élection présidentielle, a constaté une journaliste de l'AFP.

"On a mis un pied dans la porte avec (Anne) Hidalgo et (Arnaud) Montebourg" qui se sont ralliés à l'idée "d'une primaire populaire qu'on réclame depuis des mois", a déclaré place de la République l'une des porte-parole du mouvement Mathilde Imer, appelant à la mobilisation pour "convaincre" les autres.

"Un-e canditat-e, pas cinq égoistes", "Jadot lâche ton ego, Mélenchon sois pas ronchon, Roussel tu ne voleras pas qu'avec tes ailes", pouvait-on lire sur les pancartes.

"Face à la menace fasciste très préoccupante, on a un seul objectif : désigner le nouveau leader de la gauche", a expliqué à l'AFP Samuel Grzybowski, autre porte-parole de la Primaire populaire. BFMTV 11 décembre 2021

LVOG - Dans ce ramassis de rats pourris ?

Par un tour de passe-passe Macron est déjà réélu !

Hypermind – Macron a deux fois plus de chances de gagner que Pécresse - lepoint.fr 12 décembre 2021

Le marché prédictif présidentiel Hypermind-« Le Point » estime que le président a une chance sur deux d'être réélu. Deux fois plus que la candidate LR.

Le président sortant, mais pas encore candidat, est toujours largement favori avec une probabilité de 51 % de garder sa place (contre 58 % début octobre). Valérie Pécresse, n'aurait qu'une chance sur quatre de le détrôner (24 %). Pourquoi si peu alors que les récents sondages la donnent au coude-à-coude avec le président au second tour ? Parce que, comme on l'a vu plus haut, elle n'aurait aussi qu'une chance sur deux d'accéder au second tour. Donc, mathématiquement, une chance sur quatre de gagner l'élection.

LVOG - Pécresse n'aurait qu'une chance sur deux d'accéder au second tour, mais pas Macron, or il a le même statut que tous les autres candidats, qu'il est le plus de chance de figurer au second tour ne l'empêche pas de concourir à l'épreuve du 1er tour, donc lui aussi il a

mathématiquement, une chance sur quatre de gagner l'élection.

lepoint.fr - Rappel sur la méthode

Le marché prédictif est une plateforme de paris (virtuels) en ligne conçue pour prévoir le futur en interrogeant l'intelligence collective. Chaque prévision est cotée sous forme d'actions qui s'échangent sur le marché. Si la prévision est avérée, son action vaudra 100 points ; si elle ne l'est pas, son action ne vaudra rien. Le prix d'une prévision – qui évolue avec l'actualité – indique ainsi sa probabilité de réalisation à terme. 1 200 traders ont participé aux pronostics présidentiels mentionnés dans cet article. Cette méthode repose sur le fait solidement établi que les prévisions de l'intelligence collective sont plus fiables que les prévisions individuelles.

LVOG - Quel délire ! Et ils y croient, décidément ils sont de plus en plus cinglés.

Quand les aristocrates du régime se prostituent.

« Monsieur le Président, nous revoterons pour vous, si… » - lepoint.fr 12 décembre 2021

TRIBUNE. Un collectif de hauts fonctionnaires et de figures économiques de la deuxième gauche pose ses conditions pour revoter en faveur d'Emmanuel Macron.

https://www.lepoint.fr/politique/monsieur-le-president-nous-revoterons-pour-vous-si-12-12-2021-2456355_20.php

---

Sondage sur mesure.

LVOG - Qui est majoritaire au Sénat ? LR. Qui commande ce sondage ? La chaîne parlementaire du Sénat dirigé par LR. Quel candidat favorise ce sondage ? La candidate de LR, Pécresse. Normal, non ? Fiez-vous aux sondages pièges à cons !

Sondage : Valérie Pécresse devient une rivale très sérieuse pour Emmanuel Macron - Publicsenat.fr 14 décembre 2021

50 % des Français et 89 % des sympathisants LR ont une bonne opinion de Valérie Pécresse selon le baromètre réalisé par Odoxa, Mascaret pour Public Sénat, LCP et la presse régionale. Elle est par ailleurs très appréciée des sympathisants LaREM : 61 % des électeurs du président ont une bonne opinion d'elle.

LVOG - Ils ont deux fers sur le feu. Quoique là cela dépasse le stade du grotesque, Macron un « bon président ».

Emmanuel Macron se maintient quant à lui à un niveau de popularité exceptionnel pour un président sortant se trouvant à 4 mois d'une éventuelle réélection avec 44 % de Français estimant qu'il est un « bon président ».

LVOG - Voilà ce qu'ils ont écrit dans la rubrique méthodologie de leur sondage.

La marge d'erreur des résultats d'ensemble s'établit, selon le score visé, entre plus ou moins 1,4 et 3,1 points. Elle est plus importante auprès de certaines sous-populations : de 2,5 à 5,8 points auprès des sympathisants de gauche.

LVOG - Après la manière dont les questions sont posées pour obtenir des réponses correspondant aux objectifs recherchés par celui qui a commandé un sondage, l'autre facteur pour l'obtenir consiste à disposer d'un curseur de marge d'erreur variable en fonction des catégories de personnes sondées avec des écarts qui peuvent aller jusqu'à 5,8 points, ce qui est très important quand on sait que souvent les écarts se situent aux alentours de 1 à 2% lors d'élections.

Ils osent tout. "*A tout seigneur, tout honneur*" (Selon Le Figaro)

Avec quelle personnalité politique les Français aimeraient-ils passer Noël ? - LePoint.fr 16 décembre 2021

LVOG - Vous avez deviné, non ? Avec le sadique de service qui fait office de monarque. Ces torchons méritent les subventions de l'Etat.

Moins de 8% des électeurs.

- L'interview d'Emmanuel Macron diffusée sur TF1 mercredi soir a rassemblé 3,8 millions de téléspectateurs, selon les données de Médiamétrie, un score d'audience bien en deçà de ceux enregistrés lors des précédentes allocutions du chef de l'État. AFP 16 décembre 2021

LVOG - Ne soyez pas si modestes, d'en moyenne 10 millions de téléspectateurs il est tombé à 3,8 millions et l'audience terminera à 22h avec 1,5 millions de téléspectateurs, son électorat des EHPAD !

Ou l'inverse...

- Présidentielle : Macron en tête au premier tour, Pécresse deuxième - LePoint.fr 16 décembre 2021

Si le chef de l'État, pas encore officiellement candidat, culmine en tête, la candidate de la droite devance désormais Marine Le Pen et Éric Zemmour.

Emmanuel Macron arriverait en tête du premier tour de l'élection présidentielle devant un trio de candidats constitué de Valérie Pécresse (LR), Marine Le Pen (RN) et Éric Zemmour (Reconquête !), selon un sondage Harris Interactive pour Challenges publié mercredi 15 décembre.

Au second tour, Emmanuel Macron l'emporterait de justesse devant Valérie Pécresse (51 %-49 %), dans la marge d'erreur. Là aussi, la candidate LR réduit drastiquement son écart avec le chef de l'État sortant : le 1er décembre, Emmanuel Macron était donné à 59 % contre 41 % contre sa rivale de droite. LePoint.fr 16 décembre 2021

LVOG - Pour rire.

LePoint.fr - Marge d'erreur comprise entre 1 et 2,3 points de pourcentage.

LVOG - Conclusion : Macron 51 % - Pécresse 49 %... ou l'inverse !

Espagne.

Colère. En Espagne, c'est l'hiver du mécontentement - courrierinternational.com 11 décembre 2021

LVOG - Article intéressant qui révèle que tous les secteurs économiques sont concernés par cette offensive de la lutte de classe du prolétariat.

https://www.courrierinternational.com/article/colere-en-espagne-cest-lhiver-du-mecontentement

Dans un contexte d'inflation galopante, l'Espagne est confrontée à plusieurs vagues de contestation, qui vont du secteur de la métallurgie à celui des transports, en passant par les coiffeurs et les agriculteurs, explique le quotidien madrilène El Mundo.

La hausse de l'inflation (qui a battu des records en octobre et en novembre) et deux crises sans précédent (de l'énergie et des matières premières) ont provoqué des tensions dans de nombreux secteurs d'activité, qui organisent ou prévoient des manifestations contre le gouvernement espagnol. Les anciennes et nouvelles revendications servent de carburant aux multiples brasiers sociaux que doit affronter l'exécutif espagnol en cette fin d'année, d'autant que la menace d'un retour des restrictions sanitaires pèse sur la reprise économique.

Pour Lorenzo Amor, président de la Fédération espagnole des associations de travailleurs indépendants (ATA), "il n'est pas étonnant que tous les secteurs se soulèvent" aujourd'hui. "Nous sortons de l'une des plus grandes crises que le monde ait connues et elle a gravement affecté l'économie." À ce contexte s'ajoutent un prix de l'énergie qui "est un vrai scandale" et des matières premières "qui manquent ou sont plus chères que jamais".

"Le conflit à Cadix est la conséquence de la réforme du droit du travail", résume Fernando Luján, secrétaire confédéral de l'UGT, le syndicat général des travailleurs. [Cette réforme a été menée en 2012 par le gouvernement conservateur de l'époque avec l'idée de flexibiliser le marché de l'emploi en Espagne.] La situation dans laquelle se trouve le secteur de la métallurgie, explique-t-il, est le résultat de l'"anomalie juridique" créée par cette réforme, qui a engendré un vide conventionnel entre l'expiration de l'ancienne convention collective et la signature de la nouvelle.

Luján avertit que si les confédérations des entrepreneurs et des PME espagnols "continuent de refuser de s'asseoir avec nous pour discuter et trouver un accord sur l'emploi et la négociation collective à Cadix", la révolte "gagnera le tissu productif de toute l'Espagne. Ce sera le début d'un immense conflit." courrierinternational.com 11 décembre 2021

Etats-Unis

- Un premier syndicat voit le jour chez Starbucks, géant américain du café - Euronews 10 décembre 2021

Un premier syndicat voit le jour chez Starbucks. Une naissance hautement symbolique pour la célèbre chaîne de café américaine, où les employés dénoncent les cadences de travail, un manque de reconnaissance et des salaires trop bas. Ce syndicat est né après un vote dans deux cafés Starbucks aux États-Unis. A travers leur engagement, les employés syndiqués espèrent améliorer les conditions de travail de l'ensemble du personnel. Starbucks est présent aujourd'hui dans de nombreux pays au monde. Euronews 10 décembre 2021

- Etats-Unis : Des milliers de civils tués dans des frappes de drones américains, selon une enquête - 20minutes.fr 19 décembre 2021

Des renseignements défaillants, des dommages collatéraux inévitables et des milliers de civils tués : le New York Times publie samedi une enquête choc sur les frappes de drones privilégiées depuis 2014 par l'armée américaine dans sa guerre contre les groupes djihadistes en Afghanistan, Irak et Syrie.

Basée sur 1.300 rapports du Pentagone sur des incidents ayant fait des victimes civiles, obtenus par le quotidien américain dans le cadre de la loi sur la transparence dans les administrations (FOIA), cette enquête met à mal l'image d'une guerre « propre » menée à coups de « frappes de précision » présentée régulièrement par l'armée américaine.

« De milliers de civils, dont de nombreux enfants »

« La guerre aérienne américaine a été marquée par des renseignements défaillants, des tirs de missiles hâtifs et imprécis, et la mort de milliers de civils, dont de nombreux enfants », conclut le journal. « Pas un seul rapport ne conclut à une faute ou une sanction disciplinaire ». Les promesses de transparence de l'époque de Barack Obama, qui a été le premier président américain à privilégier les frappes de drones pour épargner les vies de soldats américains, ont été remplacées par « l'opacité et l'impunité », ajoute le quotidien qui a dû intenter plusieurs procès au Pentagone et au commandement central de l'armée américaine (Centcom) pour obtenir ces documents.

En cinq ans, l'armée américaine a mené plus de 50.000 frappes aériennes en Afghanistan, Syrie et Irak. Elle a admis avoir accidentellement tué 1.417 civils dans des frappes aériennes en Syrie et Irak depuis 2014. En Afghanistan, le chiffre officiel est de 188 civils tués depuis 2018. Pour cette enquête menée sur plusieurs mois, le New York Times a analysé les documents obtenus et a enquêté sur le terrain, vérifiant les informations officielles sur plus de 100 sites bombardés. Plusieurs des cas mentionnés étaient déjà connus, mais l'enquête montre que le nombre de victimes civiles admises par le Pentagone est « nettement sous-estimé ». Les documents montrent que les morts de civils étaient souvent dues à un « biais de confirmation », la tendance à tirer des conclusions conformes à ce que l'on pense probable, selon le New York Times.

Des gens courant vers un site bombardé étaient vus comme des combattants du groupe Etat islamique, et non des secouristes. De simples motards étaient considérés comme se déplaçant « en formation », ce qui était interprété comme la « signature » d'une attaque imminente. Selon les documents du Pentagone, les erreurs d'identification ne représentaient que 4 % des cas de victimes civiles. Mais l'enquête menée sur le terrain par le Times montre qu'elles ont joué rôle dans 17 % des incidents, et surtout qu'elles ont causé près d'un tiers des morts et des blessés civils. Des facteurs culturels ont aussi pesé. Les militaires américains ont ainsi jugé qu'il n'y avait « pas de présence de civils » dans une maison qu'ils surveillaient un jour de Ramadan, alors que plusieurs familles y dormaient pendant la journée, période de jeûne, s'abritant de la chaleur.

Des images de mauvaise qualité, ou des surveillances d'une durée insuffisante ont souvent contribué à des frappes meurtrières. Elles ont aussi freiné les tentatives d'enquêtes. Sur les 1.311 cas examinés par le New York Times, seuls 216 avaient été jugés « crédibles » par l'armée américaine. Des informations faisant état de victimes civiles étaient rejetées parce que les vidéos ne montraient pas de corps dans les décombres ou parce que leur durée était insuffisante pour tirer des conclusions.

Cité par le New York Times, le porte-parole du Centcom, le commandant Bill Urban, a noté que « même avec la meilleure technologie du monde, des erreurs se produisent, qu'elles soient dues à des informations erronées ou à une mauvaise interprétation des informations disponibles ». « Nous faisons tout pour éviter de faire du tort. Nous enquêtons sur tous les cas crédibles. Et nous regrettons chaque perte de vie innocente », a-t-il affirmé. Pour le journal, « ce qui émerge en fin de compte de plus de 5.400 pages de documents, c'est une institution acceptant que des dommages collatéraux soient inévitables ». 20minutes.fr 19 décembre 2021

Chili

-Élections. Présidentielle au Chili : victoire écrasante du candidat de gauche - Courrier international 20 décembre 2021

Gabriel Boric, ex-leader étudiant de 35 ans et candidat de la coalition de gauche, a largement remporté l'élection présidentielle chilienne, dimanche 19 décembre, avec près de 56 % des suffrages, face au candidat d'extrême droite José Antonio Kast.

Avec près de 56 % des voix, contre 44 % à son adversaire José Antonio Kast, Gabriel Boric a démenti les sondages, qui prévoyaient un scrutin très serré. Porté par une participation dépassant les 55 % – la plus forte depuis la fin du vote obligatoire, en 2012 –, il est également le président le mieux élu de l'histoire chilienne, et le plus jeune.

Le vainqueur de l'élection, le plus à gauche depuis Salvador Allende, "s'est imposé face à l'ordre et à la continuité néolibérale proposés par son opposant", avec un programme "qui promet de faire progresser l'État providence", résume Semana. Courrier international 20 décembre 2021

ACTUALITE POLITIQUE EN TITRES

Etats-Unis - Europe

- Il n'existe pas de « valeurs communes » entre les Européens et les USA par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 14 décembre 2021

https://www.voltairenet.org/article215029.html

Etats-Unis - Russie

Ce que Poutine a vraiment dit à Biden

Les dirigeants russes et américains ont laissé tomber leurs gants rhétoriques respectifs, mais personne ne s'attend vraiment à ce que la Russie envahisse l'Ukraine par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 11 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/ce-que-poutine-a-vraiment-dit-a-biden/5663127

Venezuela

Paysages vénézuéliens avant la victoire (chaviste !) par Maurice Lemoine (Mémoire des luttes) - Mondialisation.ca, 10 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/paysages-venezueliens-avant-la-victoire-chaviste/5663083

POLITIQUE ET LUTTE DE CLASSE.

Faire la chasse au lézard ou à la faille dans le discours des opportunismes est devenu un de mes sports favoris !

LVOG - La culture des illusions a la vie dure, brisons-la !

POI - Lettre aux abstentionnistes, à tous ceux qui résistent, qui en ont assez et qui veulent que ça change. - 12 décembre 2021

LVOG - Là c'était fastoche, au point que pour l'occasion j'ai troqué la chasse au lézard pour la pêche au gros, parce que là le poisson (avec 1 s cela le fait aussi) est tellement gros, qu'on ne risquait pas de passer aussi facilement qu'une couleuvre, le met de choix préféré de ses militants. On nous présente un numéro d'illusionnisme dans lequel un pur produit des institutions de la Ve République, Mélenchon, incarnerait la rupture avec ces institutions. Oui, je sais, c'était osé, surtout si vous en étiez resté à l'épuisette ou à la canne en bambou, mais ils l'ont fait au POI, comme quoi ils ne changeront jamais.

La collaboration de classes, l'essentiel, c'est de la dénoncer...et d'y participer.

Si vous luttiez d'arrache-pied depuis 1958 pour la rupture avec la Ve République, et que vous constatiez après plus d'un demi-siècle ou 70 ans qu'une partie grandissante des masses s'abstenaient lors de chaque élection ou les boycottaient, vous devriez être satisfait, ce serait plutôt encourageant pour la suite même si ce n'est pas forcément significatif... Et bien non, au POI ils sont déçus, ils veulent qu'ils rentrent dans le rang et qu'ils aillent voter en 2022, à croire que toute issue politique passerait malgré tout par les institutions de la Ve République, donc pas question de ne pas participer à cette farce électorale qui servira uniquement à légitimer le futur locataire du Palais de l'Elysée quoiqu'ils en disent. Depuis 58 ils n'ont jamais boycotté une élection sous la Ve République, plus constitutionnaliste, conformiste, légaliste que le POI, tu meurs ! Idem pour le POID, le NPA et LO.

- Que les Hidalgo, Jadot, Roussel, Montebourg…, en contradiction totale avec les idéaux de « gauche » dont ils se réclament, finissent par faire ou soutenir la même politique que celle que leurs partis ont pratiquée en étant au pouvoir, c'est une certitude. Ils s'en cachent à peine.

LVOG - Il ne manquerait pas quelque chose par hasard ? Par exemple : ...finissent par soutenir la politique de de Gaulle à Macron en passant par Pompidou, Giscard, Chirac, Sarkozy, qu'ils s'en cachent, on comprend pourquoi et le POI aussi puisqu'il en fut les complices.

Mélenchon incarnant la "*rupture avec ce monde frelaté de la soumission aux puissants*", on s'étrangle en lisant cela d'une telle serpillère, il fallait oser le sortir, chacun sachant que c'est le clone de Tsípras ou plutôt l'inverse compte tenu de leur âge respectif.

Ils récidiveront plus loin : "*comme en 2017, la candidature de Mélenchon est ressentie comme portant une volonté de refus et de rupture*", en guise d'analyse de son programme on devrait se contenter d'un "ressenti", d'une impression, pourquoi pas un mirage dans l'attente d'un miracle, on atteint là le degré zéro du niveau théorique ou politique qui caractérise les populistes. Décidément, nous ne nous étions pas trompés sur le POI.

D'où sortent-ils ces gens-là pour parler de "*la population laborieuse qui n'a que son travail pour vivre. Ou qui, sans travail, survit à peine et de moins en moins*", ne savent-ils pas que parmi ceux qui travaillent des millions peinent tout bonnement à survivre ? Bon, ils n'en font manifestement pas partie, donc on comprend qu'ils ne puissent pas y penser. En peine de trouver la moindre orientation politique dans cette lettre, on l'a enfin découverte, elle était ici, comme au POID, en fait de "*rupture*", personne n'y croyant vraiment à commencer par eux-mêmes ou cela n'a jamais été leur objectif, le leur demeure inchangé : fournir un cadre politique acceptable au capital dans le cadre du régime en place, qui soit dans une certaine mesure compatible avec une meilleure répartition des richesses entre les différentes classes et couches de la société, de manière à ce chacun s'accommode de sa condition ou vaque tranquillement à ses affaires ou que la vie continue comme avant, comme en Grèce avec Tsípras et Syriza.

Voilà ce que Mélenchon et son Union populaire incarnent, une nouvelle version du Front populaire ou la négation du socialisme. Comment il le maquille, lisez la suite.

- Dans l'action, dans les grèves, les manifestations, les protestations et refus de tous ordres, dans ce mouvement pratique, concret, de liberté de conscience, de liberté de choix et de libre confrontation. Cette action, au bout du compte principal vecteur du combat pour un changement radical.

LVOG - On cherchera en vain une orientation politique, aucun objectif social ou politique ne figure ici, parce que la "*liberté de conscience*" ou la "*liberté de choix et de libre confrontation*", n'importe qui peut s'en réclamer, on ne voit pas en quoi cela constituerait une quelconque preuve d'un engagement politique pour un "*changement radical*" de société, donc de régime économique, méticuleusement évacué ici. Vous

aurez compris que la notion de "*radicale*" doit demeurer un mystère ou tout le monde peut l'interpréter à sa manière, ça aussi c'est un truc de populiste, désolé ! De polichinelle connaissant Mélenchon et sa bande de bras cassés.

- Ils (LFI, le Parti de gauche et Mélenchon- ndlr) ont même cherché, avec leur groupe à l'Assemblée nationale, à relayer, à proposer, à résister. Sans grande chance de succès. Les institutions de la Ve République ont été façonnées de telle façon qu'elles interdisent tout exercice de démocratie réelle.

LVOG - Sans cesse, à la moindre occasion ou systématiquement LFI, le Parti de gauche et Mélenchon cautionneront l'existence des institutions de la Ve République en y participant avec le soutien du POI. Si vous voulez le vérifier depuis août 2008, avec la fonction CTRL (Command (ou Cmd), anciennement touche Pomme ? - Apple) + F de votre clavier, tapez un mot clé dans la petite fenêtre qui va s'ouvrir et OK et ainsi de suite. Vous trouverez toutes les fois où j'ai évoqué Mélenchon, LFI ou plus rarement le Parti de gauche, leurs déclarations ou positions, il y a de quoi les confondre avec leur double langage et tirez la chasse derrière tellement cela pue !

- Elles (Les institutions de la Ve République - ndlr) concourent à concentrer tous les pouvoirs dans les mains d'un seul. A tel point que, depuis des mois, nous sommes « gouvernés » par un conseil de défense présidé par le président Macron, dont on ne connaît pas la composition, dont il est interdit de divulguer les délibérations, et qui décide de ce que nous avons à accepter.

LVOG - Alors que toutes les décisions sont prises à Davos ou par le Forum économique mondial, ce qui montre à quel point ils sont figés, fossilisés dans leurs dogmes qu'ils substituent à la réalité. Dans quel monde vivent-ils dans l'EHPAD POI ?

J'appelle les travailleurs et jeunes à boycotter l'élection présidentielle d'avril 2022, puisque chacun sait qu'il n'y a absolument rien à en attendre de bon.

De la même manière qu'il n'existe aucun argument scientifique pour justifier la vaccination de la population face à une pandémie inexistante ou créée de toutes pièces par les gangsters de l'oligarchie, il n'existe aucun argument politique conforme aux intérêts des travailleurs qui justifierait d'y participer, ni sur le plan tactique ni sur le plan stratégique, puisqu'il s'agit de départager des candidats qui sont tous acquis à l'ordre établi et qui se destinent tous à le préserver. Et quand bien même un candidat aurait un programme réellement socialiste, il serait tellement isolé ou marginalisé, que sa candidature n'aurait aucun sens, il se ridiculiserait plutôt qu'autre chose, et si on le soutenait, on partagerait son ridicule, voilà ce qu'on aurait gagné !

Parce que nous ne sommes pas comptables des illusions des travailleurs dans le régime, nous nous plaçons au côté de ceux qui ont commencé à rompre avec leurs illusions, et nous les encourageons à s'en débarrasser entièrement, à se situer strictement sur leur terrain de classe et à préserver leur indépendance, sans laquelle nous ne pourrions jamais vaincre nos ennemis.

La réponse du POID : L'espoir fait vivre... ou mourir !

Editorial de La Tribune des travailleurs - L'espoir par Daniel Gluckstein

- Un peu plus tôt, un peu plus tard, la grève générale...

- Un peu plus tôt, un peu plus tard, la mobilisation ouvrière...

De ce mouvement par lequel les travailleurs apprennent à prendre confiance en leur propre force surgira l'espoir de la rupture ouvrière. Telle est la perspective pour laquelle combat le Parti ouvrier indépendant démocratique.

LVOG - Dites-moi si je me trompe, on en oublierait presque que des millions et millions de travailleurs et des centaines de milliers de militants ont participé depuis 70 ans à une multitude de grèves, de manifestations, de meetings, de réunions, de comités, de partis sans que jamais surgisse "*l'espoir de la rupture ouvrière*", pourtant chaque fois ils l'ont touché des bouts des doigts ou elle était à leur portée, alors pourquoi ne s'est-elle pas au moins matérialisée dans la construction d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire, sinon parce que c'était nos dirigeants qui n'étaient pas prêts à rompre avec le capitalisme et ses représentants, dont le PS et le PCF dont il est à nouveau question dans cet éditorial, LFI en prime.

Dit autrement, comment se fait-il que parmi ces millions et millions de travailleurs, ces centaines de milliers de militants qui ont participé à la lutte de classe aussi peu mettent leur espoir dans le socialisme, pour ne pas dire qu'il faudrait une loupe pour en trouver encore la trace puisque plus aucun pratiquement ne sait ce que signifie vraiment le socialisme ?

Si on comprend bien, le socialisme relèverait du mysticisme ou serait quasiment inaccessible, hormis pour une élite de penseurs, c'est ce que pensent ceux qui l'ont accaparé et en ont fait leur fond de commerce, nos dirigeants faillis et corrompus.

Parmi la classe ouvrière et les classes moyennes qui doivent représenter plus des trois quarts de la population du pays, soit environ 30 ou 35 millions de travailleurs une fois soustraits les moins de 18 ans et les plus de 65 ans, qui tous sont évolués ou instruits, il serait impossible que des centaines de milliers ou quelques millions se dotent véritablement d'une conscience de classe, pas le truc bidon ou le produit frelaté qu'on vous sert dans les syndicats ou les partis qui existent aujourd'hui, qui relève davantage de la collaboration de classes ou du corporatisme, qu'ils parviennent à maîtriser le matérialisme dialectique, pas la bouillie indigeste qu'on leur présente comme le marxisme, qu'ils accèdent à la compréhension du processus historique, pas les interprétations figées qui remontent au XIXe siècle, bref, toutes les expériences que les travailleurs ont vécues ou auxquelles ils ont participé au cours du XXe siècle ne devaient pas favoriser l'élévation de leur niveau de conscience politique, donc on ne voit pas pourquoi il n'en sera pas de même demain ou indéfiniment en dehors d'un évènement exceptionnel extérieur qui bouleverserait l'équilibre mondial et les rapports entre les classes, c'est la théorie qu'on veut nous vendre

absolument, qui sert uniquement à justifier l'orientation opportuniste de nos dirigeants, leur bilan complètement nul.

Moi, je suis un putain d'ouvrier, moins que rien, c'est à peine si je suis doté d'un cerveau, et bien je me demande encore comment j'ai fait pour saisir ce truc-là, ouais, le socialisme scientifique, ça doit être un miracle, je devrais être canonisé ! Je dois être fou, ça doit être ça, je dois avoir cru le comprendre, mais en fait j'entrave que dal, je me fais des idées, je me raconte des histoires dans ma tête, et le pire c'est que j'y crois, je suis pratiquement bon à enfermer, bref, ce n'est pas sérieux, si un pauvre type comme moi est parvenu à s'élever au niveau du socialisme, c'est que des centaines de milliers de travailleurs ou davantage peuvent y parvenir. Bordel, je n'ai rien vécu d'extraordinaire durant mon enfance et mon adolescence qui pourrait le justifier, j'ai découvert l'existence de Marx par moi-même et pratiquement par hasard au bout de deux années d'études philosophiques, puis en écoutant des potes en parler, c'était en 1976. Ils lisaient Informations ouvrières de temps en temps en dilettante, leur niveau de conscience politique ne dépassera pas le stade de l'amateurisme, aucun ne militera, sauf moi.

En y repensant et cela me vient seulement à l'esprit maintenant, je me dis qu'à cette époque, contrairement à mes potes dont la condition des parents était supérieure à celle des miens, j'accordais plus d'importance à mes lectures qu'à ce que je vivais, tandis que c'était le contraire chez mes potes parce qu'ils avaient une vie meilleure que la mienne, la leur leur apportait quelques satisfactions, la mienne aucune, nous étions trop pauvres, moi je cherchais à tout prix un moyen d'échapper à ma condition, au destin épouvantable qui m'attendait, eux ils se laissaient vivre, ils n'avaient pas trop à s'en soucier, ce qui fut une très grave erreur pour certains qui les conduisit au suicide malheureusement. C'est comme cela qu'après m'être identifié à tous les grands philosophes depuis l'Antiquité, j'ai fini par m'identifier à Marx, au marxisme et au socialisme, et si j'y suis resté fidèle, ce n'est pas par fétichisme, idolâtrie ou culte de la personnalité, c'est uniquement par pragmatisme, parce qu'ils me permettent d'analyser la situation, d'aborder n'importe quel domaine ou traiter n'importe quel sujet, de comprendre ma propre existence, tout ce que j'ai vécu jusqu'à mes 66 ans, ils me rendent un tel service inestimable, qu'il faudrait être fou pour s'en séparer ou changer de mode de penser.

Quand vous avez constaté, appris ou retenu un jour quelque chose, ce que vous voulez, un principe, une règle, un procédé, un mécanisme, etc. et que vous êtes amené une multitude de fois à vérifier si ce truc fonctionne bien ou toujours dans n'importe quelle circonstance, et que vous constatez que c'est le cas, vous le retenez pour la suite, vous allez y recourir chaque fois que vous aurez un problème à résoudre, cela va vous simplifier la vie.

Entre la planches à billets et la production de la plus-value, selon vous, qu'elle est le facteur déterminant ?

LVOG - Jean-Jacques Marie est un enseignant à la retraite (85 ans environ), historien, et un des dirigeants du courant trotskyste lambertiste du POID. J'invite les lecteurs à écouter ses conférences ou interviews qui figurent dans YouTube, où ils restituent à petite dose la pensée de Lénine que ses dirigeants n'ont pas comprise ou qu'ils ont abandonnée.

Vidéo. Jean-Jacques Marie - Les 100 ans de la révolution russe

https://www.youtube.com/watch?v=IzSzRLtF-98

Référence à la brochure de Lénine de 1916 L'impérialisme stade suprême du capitalisme

A 2h02.- En réalité il (Lénine) met l'accent sur un point fondamental qui est le plus important, qui est que le capitalisme est passé du stade du capital industriel au stade du capital financier, et c'est cela le problème fondamental du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui, on a un capitalisme financier, dans lequel bien sûr il ne peut pas vivre sans production de plus-value, mais le moteur fondamental même si la production de plus-value est nécessaire à sa survie, c'est l'expansion infini du capital financier et une liquidation de tout obstacle qui s'oppose à cette pénétration et à ce développement infini...

LVOG - Cela signifie bien que le capital financier est indépendant du capital industriel et qu'il dispose d'un pouvoir qui tend à devenir infini au fur et à mesure que les oligarques s'enrichissent dans des proportions toujours plus rapides et monstrueuses. Autrement dit, on partage la même analyse, tout du moins en apparence, ou c'est sur les conséquences sociales et politiques qui en découlent qu'on n'est plus d'accord.

J'ai relu ce passage et les paragraphes suivant que j'avais écrit il y a 10 jours environ, et je voudrais apporter une précision.

Finalement je crois que Jean-Jacques Marie n'a pas pris la dimension de son constat "*la production de plus-value est nécessaire à sa survie, c'est l'expansion infini du capital financier et une liquidation de tout obstacle qui s'oppose à cette pénétration et à ce développement infini...* ", j'irais même jusqu'à affirmer qu'il comporte un contresens ou une contrevérité. Car si l'expansion du capital financier est infinie, c'est parce que l'oligarchie dispose de la planche à billets et elle peut en créer autant qu'elle veut, personne ne s'y opposera puisqu'elle est toute puissante et détient aussi le pouvoir politique, la justice, les médias, etc. Partant de là, la production de la plus-value devient un facteur secondaire, elle n'est plus nécessaire en tant que produit du capitalisme ou de ses lois de fonctionnement, qu'elle incarne le capitalisme n'a plus d'importance, d'où les attaques des oligarques contre le capitalisme, désormais ce qui prime dans toute sa nudité et cruauté, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme dont le capitalisme était l'expression la plus achevée depuis plus de 2 siècles.

C'est ce rapport qui demeure inchangé et auquel s'accrochent les oligarques, car c'est lui qui procure ses privilèges et richesses, son pouvoir, et ils savent qu'aucun autre mode de production ne prendra le relai du capitalisme pour les préserver dans l'avenir. Le capitalisme constituait la fin d'un cycle, qui avait commencé par l'esclavage et s'était poursuivi par le féodalisme, d'un système qui comme tout système a un commencement et une fin. J'ai cru pendant un moment qu'en désespoir de cause leur "quatrième révolution industrielle" à base de transhumanisme et d'Intelligence Artificielle associés à la transition climatique et numérique était destinée à sauver le capitalisme ou lui fournir un nouveau répit, mais c'était une erreur, elle est uniquement destinée à créer les conditions politiques qui lui permettrait de maintenir sa domination sans partage sur le reste du société ou du monde, d'où la nécessité d'instaurer un régime totalitaire, le capitalisme ou les

questions ou rapports économiques étant accessoires puisque totalement sous leur contrôle. C'est ce qui explique aussi pourquoi ils sèment le chaos dans l'économie, peu importe le sort de millions d'entreprises petites ou grandes, du moment que les grands trusts, les entreprises transnationales ou les multinationales renforcent leur domination sur l'économie mondiale, grâce aux dizaines de milliers de milliards de dollars, euros, yens, livres, etc. qu'ils leur versent dans la foulée de chaque crise qu'ils déclenchent et instrumentalisent, on pourrait ajouter financent. C'est ce qu'on a pu observer depuis janvier 2020 à l'échelle mondiale, sans déclencher un effondrement social, puisque les salariés qui seront licenciés dans toutes les entreprises devenues non viables ou en faillite, iront travailler dans les entreprises qu'ils ont sauvées ou favorisées, donc pas d'explosion du chômage, maintien de la paix sociale, et pendant ce temps-là tranquillement ils mettent en place leur régime totalitaire en imposant à tous le code QR.

Le capitalisme n'a pas disparu, il est bien en crise, plus que jamais, et en fonction de leur stratégie il joue avec, c'est leur jouet, ils en font ce qu'ils veulent. Il n'y a pas de plus-value, on va y suppléer, des secteurs économiques entiers menacent de s'écrouler, pas de problème, endettez-vous c'est gratuit, profitez-en, et ils arrosent à coup de fausses monnaies qu'ils fabriquent pour l'occasion et distribuent généreusement via les gouvernements ou les banques centrales... Ils en possèdent le pouvoir de nos jours, ils y recourent régulièrement, alors si on continue de raisonner comme autrefois ou on est encore à se dire que ce n'est pas possible, on va avoir de sérieux problèmes pour comprendre la situation et son orientation, donc agir.

Fin de cet aparté ou de cet ajout du 18 décembre. J'ignore si j'ai été assez clair, je l'espère.

Partant de là, il fallait se demander comment ce parasitisme monstrueux de la finance allait se traduire au niveau de l'ensemble des rapports sociaux dans la société, et quelle influence il allait avoir sur l'ensemble des acteurs et institutions politiques, toutes les représentations idéologiques issues des rapports d'exploitation, comment ce facteur déterminant allait contribuer à modifier les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, et comment cela allait se traduire au sein du mouvement ouvrier.

Les réponses à ces questions devaient fatalement ou nécessairement nous imposer de réviser notre conception de la lutte de classe, ce que malheureusement nos dirigeants refuseront obstinément ou demeureront incapables de réaliser, ce qui aboutira à la putréfaction et à la dislocation de l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière aujourd'hui réduite à porter la muselière que leur impose l'aristocratie financière et à promouvoir une thérapie génique meurtrière qui associée à un carcan numérique conduit à l'instauration d'une société totalitaire ou fasciste.

Depuis 2008 où j'ai commencé ces causeries, à de multiples reprises j'ai abordé ce sujet en polémiquant avec un militant issu du trotskysme lambertiste, qui prétendra que j'avais des visions ou que j'étais un révisionniste, parce que je prétendais que l'oligarchie financière détenait dorénavant suffisamment de pouvoir pour s'enrichir à l'infini en s'émancipant des lois de fonctionnement du capitalisme, donc des rapports entre les classes, qui jusque-là limitaient ou entravait son pouvoir, dont celui de modeler la société à son image, c'est-à-dire conformément à la conception qu'elle en avait, qui se résumait à concentrer entre ses mains toutes les richesses et le pouvoir politique au détriment du reste de la population réduite à l'état de servage.

Il m'a fallu du temps pour prendre la mesure de tout ce qu'impliquait cette dictature de la finance, en réalité c'est même devenu une obsession chez moi parce que je ne suis pas parvenu à comprendre comment la combattre efficacement. Partant du principe qu'il existe forcément un moyen d'y arriver, je me suis dit qu'on allait bien finir par le découvrir, parfois j'ai cru toucher au but, pour me raviser presque aussitôt après que la réalité m'eut imposé un flagrant démenti. Je n'allais pas faire comme mes adversaires et m'entêter dans une voie qui ne mènerait à rien. Il fallait donc continuer d'explorer méticuleusement toutes les hypothèses qui se présenteraient à nous ou qui nous passeraient par la tête, en se disant qu'un jour ou l'autre on trouvera la bonne ou quelque chose d'approchant, car il n'existe pas de recette prête à l'emploi ou magique pour résoudre le problème de la construction du parti indispensable pour vaincre nos ennemis, sinon cela se saurait depuis longtemps.

Donc forcément notre conception de la lutte de classe actualisée devrait être le produit de la combinaison d'enseignements du passé et des leçons que l'on pouvait tirer des expériences que nous vivions à notre époque sur le plan économique, social et politique, ce qui signifie qu'on devait prendre en compte l'ensemble de la lutte des classes depuis au moins deux siècles et toutes les transformations que la société et le monde ont connu au cours de cette longue période.

On imagine spontanément, qu'une fois lancé tête baissées dans une si vaste entreprise les écueils, embûches, pièges et obstacles en tout genre ne manqueraient pas d'apparaître rapidement, qui rendraient l'exercice périlleux ou casse-gueule ou l'empêcherait d'être menée à son terme. A cela s'ajoute, que bien qu'animé des meilleures intentions du monde, il n'en demeure pas moins qu'à tout moment on peut être amené à se leurrer soi-même ou être induit en erreur sans en prendre conscience avant un certain temps. Il est donc recommandé de toujours garder une certaine distance vis-à-vis de nos travaux, et davantage encore envers les conclusions provisoires auxquelles nous parvenons.

Pour bien faire, on doit adopter l'état d'esprit qui consiste à se dire, que rien n'est définitivement acquis, et que tout doit être en permanence soumis à l'épreuve de la réalité, de la situation ou des faits, validé ou infirmé, vérifié encore et encore, c'est le meilleur moyen pour ne pas se raconter d'histoires ou de devenir mégalomane. On ne croit en rien ni en personne ou on ne croit rien ni personne. En revanche, ce qu'on sait ou qu'on croit savoir très modestement, on doit être capable d'expliquer simplement en quoi cela consiste et d'où cela provient, de remonter à son origine, sachant que notre méthode consiste au départ à décrire l'ensemble des faits et leurs enchaînements ou la réalité, en toute circonstance, c'est l'ensemble du processus de cause à effet qui doit être passé minutieusement au crible de la critique, de manière à ce que chacun puisse le reproduire et vérifier qu'au moins chaque chose est effectivement à sa place. Ce que chacun en déduira ou en fera dépendra de ses réelles intentions, c'est un autre sujet.

On peut quand même se dire que lorsque des militants ou dirigeants prétendent partager les mêmes intentions, et on s'aperçoit qu'ils ont adopté des orientations politiques opposées, on est en droit de se demander pourquoi et d'en chercher les causes, comment cela se traduit-il

en pratique. On sait qu'on peut parvenir à des conclusions justes ou fausses à partir du même constat ou d'un constat partagé, et il arrive même qu'un constat erroné débouche sur des conclusions justes parce qu'elles ont été plaquées sur ce qui se trouvait être la réalité, ce que son auteur l'ignorait, c'est pour dire à quel point le matériel prompt à créer de la confusion ou matière à polémique ne manque pas !

Au cours de mes réflexions durant toutes ces années, j'ai été amené à ajouter un grand nombre d'éléments qui n'y figuraient pas auparavant, je les ai souvent découverts par hasard en passant d'un lien à l'autre fourni dans des articles sur le Net, toujours par curiosité, cela aussi mérite d'être développé. Ma réflexion politique (matériel et arguments) s'est donc considérablement enrichie, pas seulement, dans de nombreux domaines scientifiques aussi j'ai appris un tas de choses ou j'ai fait des découvertes extraordinaires. Finalement, puisque ce processus contribue à alimenter notre imagination, sachant qu'on en a besoin pour façonner notre conception de la lutte de classe ou la société dans laquelle nous voudrions vivre, on ne peut que l'encourager ou inciter chacun à y recourir, instruisez-vous, étudiez, posez-vous des questions, vous ne perdrez jamais votre temps, vous progresserez, c'est cela être sur la bonne voie, et non être d'accord ou faire confiance à je ne sais qui...

A toute chose malheur est bon, dit-on, le saccage systématique de nos connaissances par les idéologues fanatisés de l'oligarchie, pousse à s'y intéresser plus que par le passé, plus que jamais depuis janvier 2020 pour certains, et du coup on est amené à systématiquement étudier tout ce qui nous tombe sous les yeux quotidiennement, on aborde ainsi toutes les sciences et technologies, ce qui permet de faire un grand ménage dans nos connaissances ou de les actualiser.

Au cours des 20 derniers mois on s'est aperçu que, bien que le peuple ne soit plus illettré ou inculte comme il l'était autrefois ou encore en grande partie au début du XXe siècle en France, il s'est conduit dans son immense majorité, à plus de 80 ou 90% comme s'il l'était resté. Toutefois, au sein de chaque classe ou couche sociale, en fonction de leur condition et niveau de conscience politique, les citoyens adoptèrent des comportements qui correspondaient à des motivations différentes, c'est ce que nous allons voir maintenant.

- Un grand nombre de personne se sentirent obligées de se faire vacciner pour ne pas perdre leur emploi, sans forcément cautionner les mesures liberticides inutiles qu'on leur imposait.

- D'autres réagirent de même, en estimant que si leur cher président les incitait à se faire vacciner, c'était forcément justifié parce qu'il était animé de bonnes intentions envers son peuple qu'il adore, n'imaginant pas un instant qu'il pourrait en être tout autrement tellement ils sont niais ou conditionnés.

- D'autres obtempérèrent aux injonctions du tyran Macron uniquement par confort, pour pouvoir aller au restaurant ou partir en vacances en avion par exemple, rien ne les obligeait, autrement dit, ils étaient prêts à troquer leurs libertés individuelles ou fondamentales contre n'importe quoi.

- D'autres terrorisés par le discours hystérique officiel à l'idée d'être infectés par un virus et d'en mourrir cessèrent soudain de penser, pour ceux qui en étaient capables, et ils s'exécutèrent sur le champ, totalement hermétiques à toute autre interprétation scientifique.

- D'autres encore obéirent aveuglément ou par conformisme parce qu'ils pratiquent le culte du pouvoir ou de l'Etat ; si le chef de l'Etat demandait des volontaires pour partir à l'abattoir, ils se présenteraient spontanément le sourire aux lèvres et ils y partiraient au son de leur hymne préféré, La Marseillaise.

- D'autres, également faibles d'esprit ou sans personnalité, imitèrent simplement leur entourage pour ne pas se retrouver marginalisés ou montrés du doigt ou par crainte d'être exclus de la majorité, se couper de leur famille ou de leurs amis.

Vous aurez noté qu'hormis la première catégorie citée, toutes les autres vouaient un culte au pouvoir et aux puissants, et encore certains se sont vaccinés pour ne pas perdre leur boulot en se disant que Macron ne leur mentait pas forcément, donc aucune n'a été jusqu'à remettre en cause la légitimité usurpé du tyran, sauf l'utra minorité dont je fais partie qui est restée résolument antivaccination covid.

Et parmi ceux qui refusèrent obstinément de se faire vacciner, les motivations furent aussi hétérogènes.

- Certains parce qu'ils estimèrent que les produits qu'on voulait leur injecter n'étaient pas sûrs ou ils étaient toujours en période d'essai sur la population, ce qui exact. Autrement dit, ils n'auraient pas refusé un vaccin disons classique, tout en sachant qu'il était inutile puisqu'ils savaient que l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine associées à un antibiotique permettait de traiter cette maladie à tous les stades. C'était donc des conformistes qu'il ne fallait pas bousculer, plutôt que des opposants à la vaccination, bref de faux opposants à cette machination.

- Certains parce qu'ils ne supportaient pas qu'on leur impose un vaccin par des procédés détournés ou malhonnêtes. C'était une autre sorte de conformiste vexés ou humiliés qu'on ne les ai pas consultés. Ce sont des opposants plutôt par esprit de contradiction, mais pas par convictions, ils n'en ont pas plus que de principes ou de morale en réalité, leurs motivations sont purement individuelles.

- Certains parce qu'ils sont réfractaires à tout vaccin une fois pour toute, ce qui ne correspond pas forcément à un comportement scientifique si j'ai bien compris, sauf à démontrer que tous les vaccins qui existent dans le monde depuis un siècle ou un peu moins n'ont jamais eu la moindre efficacité pour vaincre un virus qui causait des ravages dans la population. C'est cette catégorie que les médias brandirent pour dénoncer tous les opposant à la thérapie génique ou se livrer à un amalgame infâme aboutissant à livrer les non-vaccinés en pâture aux enragés de la vaccination. Il s'agit d'une infime minorité d'intellectuels ou bobos gauchistes décomposées comme on en trouve dans les milieux écologistes ou anarchistes ou de l'ultra gauche. Malgré eux la plupart du temps, parce qu'ils étaient inconnus, ils furent instrumentalisés ou servir à monter des provocations du type, les antivaccins covid sont des anti-vax, alors que ce n'était pas forcément le cas, loin s'en faut.

- Certains parce qu'ils comprirent dès le début qu'on se moquait d'eux et que les mesures qu'on leur imposait n'étaient pas sanitaires mais politique. Il n'existait pas plus de pandémie que des dents aux poules, et des traitements efficaces faisant parfaitement l'affaire utilisés dans

le monde entier, l'idée même d'un vaccin devait être totalement écarté. Ces opposants étaient très bien informés, comme chacun aurait pu l'être en faisant tout simplement l'effort de s'informer sur le Net. Librement, ils s'en remirent à leur esprit critique ou de discernement, à la logique la plus élémentaire, qui leur commandèrent de refuser en bloc la totalité des mesures liberticides imposées par Macron, dont la plus terrible et criminelle qui relevait de la roulette russe, la vaccination.

Autant dire que cette dernière catégorie de la population fut la seule antivaccination covid de janvier 2020 à ce 11 décembre 2021. Elle est ultra minoritaire dans la société, c'est évidemment à celle-ci que j'appartiens et j'en suis fier. Plusieurs lecteurs du portail aussi. Nous figurons parmi les rares ou seuls qui n'avont pas capitulé, bradé, renié leurs principes, leurs valeurs, leur honneur, leur dignité, leurs convictions, leurs connaissances, leur idéal humaniste pour ceux qui en ont un.

J'insiste sur le point, qu'il ne fallait pas confondre les antivaccins covid dont nous faisons partie, avec les opposants à l'obligation vaccinale dont la plupart se sont faits vacciner, et parmi lesquels la plupart appellent la population à se faire vacciner, autrement dit qui sont complices de Macron-GAVI-OMS-Gates-Davos, dont les fameuses personnalités issues de l'extême droite, souverainistes, libertariens et autres réactionnaires compatibles avec l'extrême droite.

Parmi la diversité des comportements que les travailleurs et jeunes ont adoptés face à cette mystification depuis janvier 2020, certains indiquaient clairement qu'un grand nombre au sein de toutes les couches sociales n'étaient pas résignés au triste sort qu'on leur réservait ou à vivre indéfiniment sous un régime tyrannique.

Bien qu'ils soient encore un peu tôt pour l'évoquer, on a pu observer qu'au fil du temps l'état d'esprit des uns et des autres avait évolué, les uns se résignant ou capitulant, les autres se radicalisant, ce sont ces derniers qui nous intéressent, jusqu'à envisager avec bienveillance le recours à la violence compte tenu que c'est la seule réponse que Macron oppose aux questions légitimes que se pose le peuple ou ces éléments les plus éclairés.

On peut donc en déduire qu'un grand nombre de travailleurs et jeunes supportent de moins en moins bien les mesures liberticides qu'on leur impose, qu'ils sont de mieux en mieux informés, que la chape de plomb de l'omerta et de la censure va continuer de se fissurer de partout. Cherchent-ils une issue politique, ils auraient du mal à en trouver une puisque tous les partis sont alignés sur Macron ou l'agenda électoral de la Ve République.

L'inflation ou la flambée des prix devrait s'étendre selon le principe des vases communicants au profit des plus riches. Les plus pauvres ou défavorisés et inorganisés en seront les principales victimes, tandis que le reste de la population devrait pouvoir s'en sortir ou continuer de vivre comme avant ou presque pendant encore un certain temps qui est dorénavant car il est compté, on les a prévenus. En principe, selon ce qu'ont programmé les initiateurs du "Great Reset", toutes les classes exploitées incluant les classes moyennes devraient continuer de s'appauvrir et d'être livrées à la précarité généralisée sur fond de concurrence enragée contribuant à créer un climat encore plus délétère, être conduites à s'imposer de nouvelles privations, dont alimentaires ou de soins, à réduire leur mode de vie, à revoir à la baisse leurs besoins, vulgairement leur consommation, y compris d'énergie ou de divertissements, de gré ou de force. D'où la mise en place d'un régime totalitaire pour leur imposer ou les contraindre à s'y résigner, à défaut de l'adopter de leur propre gré, et qui pour se faire va s'accompagner de mesures liberticides ou de surveillance qui auront un caractère permanent, dès lors que la majorité de la population aura accepté de troquer ses aspirations démocratiques ou ses libertés individuelles et collectives, en échange de la satisfaction de ses besoins élémentaires ou alimentaires obtenue au prix de lourds sacrifices.

C'est ainsi que les masses se laissent inconsciemment corrompre par le régime, la plupart des salariés qui ont un revenu supérieur à 2.000 euros nets par mois, au-delà de 3.000 euros quand ils sont en couple et cumulent deux salaires, s'estiment relativement heureux, alors qu'en réalité ils ont une vraie vie de merde et servent une société de merde selon mes critères sociaux ou humanistes, je pense que je ne dois pas être le seul à faire ce constat.

Dans le même temps, on a pu observer que Macron avait versé des milliards d'euros aux patrons pour qu'ils continuent de verser les salaires à leurs employés depuis janvier 2020, pour qu'ils ne licenciements pas en masse ou par millions, pour qu'ils ne mettent pas la clé sous la porte et continuent leurs activités, bien que dans certains cas ils en profitèrent pour financer des plans de licenciements, mais toujours à la marge sur l'ensemble de la masse salariale du pays, puisqu'on nous dit que le chômage ne s'est pas envolé.

C'est ce constat qu'on retient, contrairement aux populistes qui instrumentalisent ces licenciements et font l'impasse sur la manière dont Macron a acheté la paix sociale, parce qu'ils en sont complices la plupart du temps ou cela coïncide avec leur orientation politique : Tout faire pour éviter que les travailleurs souffrent davantage, tout faire pour qu'ils supportent le mieux possible leur existence sous le capitalisme, que pour cette raison ils n'auront pas envie de combattre, sans se soucier du reste, c'est-à-dire des questions politiques qui devraient être subordonnées aux questions sociales, la stratégie à la tactique, ce qui caractérise le réformisme conduisant au corporatisme, et non pas une politique révolutionnaire ou socialiste en rupture avec le régime ou pour un changement de régime.

Pendant 70 ans, on nous a fait que cette orientation politique qui a structuré la conception de la lutte de classe de l'avant-garde du mouvement ouvrier était la seule qui permettrait de préparer les conditions d'une révolution sociale et politique, d'organiser les masses et de construire un parti ouvrier révolutionnaire, le bilan ou résultat nul est incontestable, la théorie de la révolution s'appuyant sur des ventres pleins ou repus était un leurre ou une farce sordide.

Maintenant la question qui demeure ou qui revient parce que j'avais déjà eu l'occasion de la soumettre dans d'autres causeries, est-il possible de réaliser une révolution socialiste quand la majorité du peuple a le ventre ou le frigo plein? Le capitalisme ne s'effondre pas, et quand il pourrait ou devrait s'effondrer, l'oligarchie prend les devants pour colmater les brèches pour qu'il ne s'écroule pas sur lui-même, mieux, elle en ressort encore plus puissante, donc si on continue de tabler sur le scénario de son effondrement, il va falloir attendre indéfiniment, ce qui n'est pas sérieux, cela revient à renier notre idéal, il faut dire les choses telles qu'elles sont.

On ne peut donc tabler que sur l'élévation du niveau de conscience politique de la minorité qui ne supporte plus de vivre sous ce régime, et qui appartient à la majorité des nantis. On voit tout de suite la contradiction et les questions qu'elles soulèvent automatiquement qui sont légitimes. Je crois qu'il faut les aborder tranquillement et les traiter sérieusement, au lieu de les mépriser comme cela a toujours été le cas. D'ailleurs qu'est-ce que cela signifiait, sinon que nos aspirations démocratiques, à vivre dans une société meilleure et plus juste n'étaient pas fondées ou légitimes, devaient passer au second plan ou à la trappe, qu'on devait être prêt à les sacrifier, qu'elles étaient monnayables, qu'on devrait se résoudre à vivre en esclavage sans se soucier de nos conditions d'existence, finalement, c'est la nature et le destin de l'homme qui font qu'il en soit ainsi et personne n'y peut rien, car ce n'est pas parce qu'une poignée insignifiante d'hommes ou de femmes auraient atteint un nouveau de conscience très supérieur au reste de la population, qu'il leur sera donné l'opportunité de s'en servir pour modifier l'orientation du monde. Ils peuvent demeurer indéfiniment au stade de l'impuissance auquel ils sont réduits aujourd'hui.

Les hommes se laissent facilement corrompre par l'argent, l'appât du gain, l'ambition, le pouvoir, à l'instar des banquiers ou des capitalistes qu'ils imitent finalement. C'est leur seule raison d'être, accumuler des objets ou des richesses pour acquérir du pouvoir et l'exercer de manière à faire oublier la médiocrité de leur insignifiante ou misérable petite personne. Leur arrogance est généralement proportionnelle à leur degré de pourriture ou inversement proportionnelle à leur degré d'humanisme.

Il faut bien que les bonnes consciences se disent une fois pour toute, que les privilèges dont ils bénéficient par rapport à ceux qui sont de condition plus modeste que la leur, sont le produit d'une redistribution des richesses réalisée par la classe qui détient le pouvoir entre ses différents sujets ou découlant des rapports entre le système économique et les besoins de la société pour fonctionner, selon des critères correspondant à un ensemble de besoins gradués sur une échelle en fonction de la sophistication des services qu'ils leur rendent ou l'utilité qu'elles leur trouvent, ce qu'ils leur apportent, évaluation, qui en dernier lieu reviendra à ceux qui détiennent le pouvoir économique.

Par conséquent nous vivons tous au détriment de ceux dont la condition est inférieure à la nôtre, et cette société ne nous permet pas de pouvoir vivre autrement, cela n'existe pas. Autrement dit, spontanément tous les membres de la société seront portés à adopter cette idéologie avec la multitude de conséquences qui en découlent dans tous les domaines. Vous comprenez peut-être mieux pourquoi, il est si difficile de les en détacher ou de comprendre de quoi on leur parle quand on évoque cette perspective de rupture avec le capitalisme.

Tous les membres de la société occupe une place et une fonction, plusieurs en fait, un statut social, et tous ont l'impression de faire partie de cet engrenage, de cette structure, ils lui doivent tout en somme, donc ils ne peuvent pas imaginer ou envisager l'effondrement ou la disparition du régime, ils ne peuvent pas s'y résoudre, cette idée est traumatisante pour eux, alors ils sont prêts à faire toute sorte de sacrifices pour le soutenir plutôt que risquer l'aventure et ne plus savoir où ils en seront demain...

Voilà les mailles du filet dans lequel ils sont pris et ils n'arrivent pas à sortir. Cela ne date pas d'hier même si cela n'a pas toujours existé.

Des inégalités sociales et des injustices monstrueuses existaient déjà il y a plus de 6000 ans, à l'époque des pharaons par exemple, donc sur ce plan-là quand en 2020 un tyran impose à son peuple la roulette russe de la thérapie génique, le réduit à l'état de cobaye et le réprime férocement s'il se rebelle, tout cela pour que les plus fortunés de la planète puissent engranger tranquillement des milliers de milliards de dollars supplémentaires et instaurer leur dictature absolue, là on se dit qu'on n'a pas vraiment évolué depuis cette époque.

Donc c'est un fait certain que la servitude humaine et l'exploitation sont des facteurs profondément enracinés dans le cerveau des hommes et dans toutes les sociétés modernes. Cependant de nos jours les inégalités sociales et les injustices ont pris une telle proportion, la cruauté du sort réservé à des centaines de millions d'hommes, femmes et enfants, l'intention manifeste de la part des puissants de nuire gravement aux intérêts vitaux de tous les peuples, on se demande de quoi sont faits les hommes et les femmes qui ne s'en soucient guère, qui s'en foutent littéralement, en même temps on se dit que parmi ceux qui savent ce qui se passe réellement ou qui l'ont compris, il y en a dans toutes les classes et couches de la population, il y en a forcément un grand nombre qui ne doivent pas avoir la conscience aussi tranquille ou cela choque profondément leurs aspirations humanistes, ce ne sont pas tous des monstres, tout du moins on veut le croire. A suivre.

MYSTIFICATION CLIMATIQUE ET SANITAIRE.

Ah quand l'Empire est touché, ses larbins sont en émoi jusqu'à l'hystérie !

LVOG - Hyperboles et superlatifs absolus pour une énième instrumentalisation d'un phénomène naturel.

Tornades aux Etats-Unis : "un phénomène d'une violence absolument extrême" - France 24 13 décembre 2021

Des tornades ont décimé les Etats-Unis... France 24 13 décembre 2021

LVOG - Rien que cela ! La suite a été rédigé à partir d'un article de Futura et différents articles de presse.

Quelque 94 morts à cette heure, lundi 23h35 en Inde, dont 70 pourraient provenir d'une usine de bougies dans la ville de Mayfield dans le Kentucky où travaillaient 110 ouvriers le 10 décembre, tandis que la tornade de Joplin au Missouri le 22 mai 2011 avait fait 158 victimes, mieux 695 morts dans le Missouri en 1925, il va falloir qu'ils fassent comme avec la covid et sortent les cadavres des placards ou ce qu'il en reste.

La rencontre de deux masses d'air chaude et froide crée une situation explosive, très fréquente aux USA au printemps et à l'été, mais qui peut aussi parfois se produire en automne et en hiver peut aussi parfois se produire en automne et en hiver, donc là encore rien d'extraordinaire.

Vendredi 10 décembre il aurait été signalé 50 à 60 tornades, tandis qu'en moyenne, 1.000 à 1.200 tornades sont enregistrées chaque année aux États-Unis, le pays du monde le plus touché par ces phénomènes ultra-violents, on est dans les normes, pas de quoi casser une patte à un canard sauvage pour ne pas déparayer dans le tableau de chasse à l'info fantasmagorique.

La catégorie d'orages la plus puissante qui existe, les supercellules, caractérisées par leur mouvement de rotation, mène parfois à la création d'un vortex, la tornade. Il faut savoir qu'un orage sur 100 en moyenne est une supercellule aux USA, et une supercellule sur 6 en moyenne produit une tornade aux États-Unis.

Jusque là on a eu le droit à des explications techniques, c'est ensuite que cela va se gâter parce qu'il va falloir tordre la réalité pour qu'elle corresponde à la propagande officielle du réchauffement climatique dû l'activité humaine. Lisez et souriez.

- Parmi tous les phénomènes météo violents (ouragans, pluies diluviennes, fortes chaleurs...), les tornades sont ceux qui sont le plus compliqués à relier au réchauffement climatique.

Pas de bol !

- Aucune augmentation des tornades n'a été constatée aux États-Unis ces dernières années malgré la hausse évidente des températures : plus encore, depuis l'année historique 2011 (en nombre de tornades et de victimes), les services météo américains ont même régulièrement constaté des « déficits » de tornades au cours des 10 dernières années. Il y a eu, en fait, moins de tornades par an que la moyenne, particulièrement en 2018. Cela tend à démontrer qu'il n'y a pas plus d'orages violents, ni plus de tornades, malgré le réchauffement climatique.

LVOG - Là c'est carrément désastreux ! Mais ces manipulateurs des consciences n'ont pas dit leur dernier mot, car à défaut de "mais", on a le droit à "cependant".

- Cependant, des changements ont tout de même été observés en ce qui concerne la répartition des tornades par saison.

LVOG - Un peu léger, attendez, ils ont trouvé un autre truc.

- Depuis le 1er décembre, le pays est confronté à des températures exceptionnelles avec de nombreux records de chaleur...

LVOG - Ces illusionnistes jonglent avec les aléas du climat, et comme ils défient les normes établis, c'est que forcément il se passe quelque chose que ces forcenés décidés à dicter leurs lois au climat vont saisir pour nous vendre la camelote qui justifie le Green New Deal de Davos, en attendant suivez l'indice sur une échelle taillée sur mesure "plusieurs dizaines d'années", vaut mieux voir grand pour un trouver la trace !

- Il n'est pas possible de relier un seul événement, aussi extrême soit-il, au réchauffement climatique, c'est plutôt la répétition de ces événements sur plusieurs dizaines d'années qui constitue un indice. L'augmentation des vagues de chaleur en plein hiver peut être considérée comme un indice des conséquences du réchauffement climatique.

LVOG - Et ces faussaires d'en conclure sans davantage de preuves que vagues indices collectés ici ou là, que ce serait suffisant pour établir le lien entre "ce type d'événements", vaut mieux rester vague pour y fourrer tout ce qu'on veut, et "le changement climatique", abandonnant subrepticement au passage la formule du "réchauffement climatique" pour mieux marquer les esprits.

- Voilà le lien avec le changement climatique qui peut être envisagé, si ce type d'événements continue de se produire régulièrement ces prochaines années.

LVOG - Et comme ils osent tout ou ne craignent pas le ridicule, ils vont avouer plus loin leur imposture.

- Un changement de répartition au niveau saisonnier et géographique, mais pas plus de tornades qu'avant pour autant.

Au niveau climatique, météorologique et atmosphérique, toutes les conditions étaient donc réunies pour la création d'orages violents et de tornades sur cette région des États-Unis.

https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/tornade-tornades-etats-unis-comprendre-ce-quil-passe-95523/#xtor%3DAL-80-1%5BACTU%5D-95523%5BTornades-aux-Etats-Unis-%3A-comprendre-ce-qu-il-s-est-passe%5D

20minutes ou plutôt l'AFP s'est distingué :

- Des scientifiques ont averti que le changement climatique accroît l'ampleur et la fréquence des tempêtes qui affectent déjà les États-Unis. AFP 11 décembre 2021

Rappel ou faites-le savoir.

Mortalité covid dans le monde:

– 2020, sans vaccins : 1 813 000 (source OMS)

– 2021, avec vaccin : env 3 500 000 soit 2 fois plus

Alors que :

1) Les plus fragiles ont été emportés en 2020
2) La prise en charge hospitalière s'est nettement améliorée
3)Le variant delta est bcp moins virulent
4) L'immunité collective est bcp plus importante qu'en 2020
5) Depuis 1000 ans toutes les épidémies infectieuses étudiées disparaissent au bout de 2 à 3 ans , sans vaccin

---

Quand est-ce le prochain train pour Auschwitz

Pass sanitaire: la SNCF veut multiplier les contrôles en amont et en gare - francesoir.fr 10 décembre 2021

Environ 400.000 contrôles sont effectués chaque semaine sur les grandes lignes, soit un train sur quatre. Quelque 1% de voyageurs en moyenne se présentent sans pass.

A quelques jours des grands départs pour les vacances de Noël, la SNCF va intensifier ces contrôles pour toucher un train sur trois.

"Cela nous obligera à renforcer nos moyens de contrôle", a souligné Alain Krakovitch, directeur de Voyages SNCF, lors d'une conférence de presse en Gare de l'Est.

5.000 personnes sont déjà mobilisées chaque mois pour les contrôles dans les 20 grandes gares du réseau, notamment via des prestataires, a précisé Eliane Barbosa, directrice des opérations chez SNCF Gares & Connexions.

Pour fluidifier les passages en gare, les voyageurs sont incités par mail et SMS à présenter leur pass sanitaire avant leur voyage sur le site "Prêt à voyager", sur smartphone ou sur ordinateur.

Un encart vert, au-dessus du QR Code de leur billet virtuel, garantira alors qu'ils ont bien leur pass. Ils pourront éviter la queue en gare et aller directement au portique, qui contrôle ainsi leur billet et leur pass en même temps.

Depuis son lancement au mois d'août, 50.000 personnes utilisent ce dispositif chaque semaine.

Dans les halls de gare, des équipes mobiles distribuent aussi chaque semaine à 70.000 voyageurs un bracelet en échange de la présentation de leur pass. Comme en boîte de nuit, il leur permet aussi d'éviter la queue devant le quai. 300.000 sont contrôlés avant d'accéder au train.

"On veut rentrer dans une forme de cercle vertueux pour que de plus en plus de personnes fassent cette combinaison" entre billet et pass sanitaire, a souligné M. Krakovitch. "Si tout le monde a ce pass, on n'aura plus besoin de faire des contrôles en amont des portiques".

A la gare de l'Est vendredi matin, plus de 1.100 passagers ont été doublement contrôlés par cinq agents en une demi-heure, avant d'accéder à leur train pour Strasbourg. Quelques "gilets bleus" distribuaient des bracelets dans le hall central.

"On va renforcer la vigilance: la 5e vague est là", a souligné Christophe Fanichet, PDG de SNCF Voyageurs. "On n'a pas vu de baisse du trafic à cause du pass sanitaire (...) Notre défi aujourd'hui est de continuer à fluidifier le parcours du voyageur". francesoir.fr 10 décembre 2021

LVOG - Parmi les comportements hétéroclites, outre ceux qui entrent dans la police ou l'armée, ceux qui postulent pour un emploi dans une usine d'armement, une prison, à la SNCF ou à la RATP pour jouer les miliciens... Hormis quand on n'a rien trouvé d'autres, dans une banque ou une compagnie d'assurance, dans un cabinet comptable, chez un notaire, mais qu'est-ce qu'ils doivent se faire chier ! Et jusqu'à la retraite, toute leur vie, vous imaginez, c'est un coup à être con et à le rester, décidément cela ne devrait pas exister, abolissons le capitalisme ! C'était une réflexion tout à fait personnelle.

En famille on ne compte pas.

Le président de l'agence de presse internationale Reuters est le premier investisseur et membre du conseil d'administration de Pfizer Par Médias Presse (medias-presse.info 8 décembre 2021) Mondialisation.ca, 09 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/le-president-de-lagence-de-presse-internationale-reuters-est-le-premier-investisseur-et-membre-du-conseil-dadministration-de-pfizer/5663094

Extrait.

L'agence de presse internationale Reuters se vante officiellement de son « absence de parti pris », mais l'implication de son président dans le conseil d'administration de Pfizer soulève la question : comment faire confiance à ce que diffuse l'agence de presse Reuters sur le sujet des « vaccins » contre le Covid ?

Le président et ancien PDG de l'agence de presse internationale et « vérificateur des faits » Reuters est également un investisseur de premier plan et membre du conseil d'administration de Pfizer.

On aurait du mal à trouver une « vérification des faits » de Reuters qui confirme une critique des « vaccins » anti-COVID-19 de Pfizer, ou des autres multinationales pharmaceutiques.

Les rôles influents de James C. Smith dans les deux organisations « soulèvent de graves problèmes de conflit d'intérêts« , a fait remarquer le National Pulse, car l'agence de presse internationale Reuters a non seulement accordé une importante couverture au « vaccin » contre le COVID-19 de Pfizer en particulier, mais a aussi largement contribué à discréditer les sceptiques et toute critique de la version officielle au sujet du coronavirus.

L'agence de presse internationale Reuters est considérée comme une des principales sources de nouvelles internationales. Ses dépêches sont reprises par de très nombreux médias et influencent donc des milliards de personnes. Dans l'univers des médias, l'agence Reuters est même citée comme l'une des « 4 meilleures sources d'information mondiales indépendantes et impartiales ».

Le National Pulse a recensé environ 22.000 articles de Reuters mentionnant Pfizer (contre 8.200 mentionnant Moderna) au cours de la seule année dernière. Ces articles présentent Pfizer sous un jour globalement positif et Reuters y discrédite également les critiques à l'encontre de Pfizer.

Mais c'est le rôle autoproclamé de Reuters en tant que « vérificateur des faits » qui ajoute encore à l'ampleur de la manipulation. Une enquête sur les vérifications des faits les plus récentes de Reuters montre que la majorité se consacre à la défense des vaccins anti-COVID-19 et à la négation de leurs effets secondaires.

Il est à noter que Smith siège également au conseil d'administration d'un département du Forum économique mondial (WEF) et siège aussi parmi les conseillers de British American Business et de l'Atlantic Council.

Vous avez maintenant la confirmation qu'il ne faut accorder aucune confiance aux médias du Système. Mondialisation.ca, 09 décembre 2021

- « Des départs massifs de soignants » : le Sénat découvre la déliquescence de l'hôpital - lemediaen442.fr 11 décembre 2021

La commission d'enquête sur l'hôpital du Sénat a organisé une table ronde le 9 décembre avec des représentants des praticiens et personnels soignants.

Le site Public Sénat a relayé les interventions de représentants du personnel, qui décrivent une situation catastrophique :

– fermeture de 5 700 lits, en pleine année de crise sanitaire,
– manque de 150 milliards d'euros dans le budget hospitalier sur les 15 dernières années,
– sécurité des patients mise en danger faute de personnel,
– gestion à but lucratif par des non-médecins culminant symboliquement avec la goutte d'eau : l'utilisation de comédiens par la direction de l'hôpital de Brive, pour jouer le rôle de malades et tester la qualité de l'accueil. Des appels de vrais malades ont été négligés à cause de cet épisode.

– la tarification à l'acte au détriment de la qualité des soins.

Fallait-il réunir une commission pour constater le gâchis ?

La réponse à la nécessité de la commission figure dans l'article de Public Sénat : « La nouvelle commission d'enquête du Sénat n'ignore rien des difficultés profondes que traverse l'hôpital. C'est d'ailleurs sa raison d'être. Le chiffre choc de l'enquête du Conseil scientifique – un lit sur cinq fermé dans les grands établissements de santé, faute de personnel en nombre – a catalysé sa création le mois dernier. »

Une prise de conscience récente pour Marie Mercier, sénatrice

Une situation affligeante, des témoignages reçus avec d'autant plus d'émotion, que les sénateurs n'étaient pas au courant. Voilà la description de leur émoi par le journaliste de Public Sénat : « Il n'empêche, à chaque fin d'intervention des différents représentants des soignants ce 9 décembre, la vice-présidente Marie Mercier (LR) accuse le coup. Lors de cette première audition, elle évoque des "propos accablants", un "constat de désastre", bref, une "sensation de gâchis". »

On est navrés, mais vraiment navrés, que la sénatrice Marie Mercier, vice-présidente de la commission, n'ait pu être alertée que depuis un mois. Pourtant la tarification à l'acte des hôpitaux date de 2007. Depuis, ils sont en déficit. Marie Mercier a fait de son mieux pour participer au chaos actuel dû en grande partie à l'obligation vaccinale. Voilà ce qu'elle déclarait le 27 octobre à propos de la loi sur la Vigilance (on ne dit plus urgence) sanitaire : « N'oublions pas que nous avons dû faire face à une pandémie dont ne savions rien et contre laquelle il n'existait aucun traitement (sic). […] Le passe sanitaire a été bien accepté par la population, car il l'a rassurée. […] Je soutiens ce texte que je trouve raisonnable, tout en me prononçant à titre personnel en faveur du maintien du passe sanitaire sur l'ensemble du territoire national. » [NDLR : le pass sanitaire est obligatoire dans les hôpitaux, mais pas au Sénat et à l'Assemblée] (Une belle ordure. - LVOG)

Quand l'Union européene et Castex deviennent infanticides.

Covid-19 : la vaccination des enfants progresse en Europe - LePoint.fr

Comme le Danemark ou l'Autriche, la Grèce, l'Espagne ou la Hongrie lancent, mercredi, une campagne de vaccination à destination des enfants de moins de 12 ans.

Covid: la vaccination des enfants dès 5 ans "est une nécessité", affirme Castex - francesoir.fr 12 décembre 2021

Le Premier ministre Jean Castex a estimé que la vaccination des enfants de 5 à 11 ans contre le Covid-19 était "une nécessité", dans un entretien à France Bleu Alsace, a appris l'AFP dimanche. francesoir.fr 12 décembre 2021

L'inventeur de la technologie ARNm, Robert Malone, alerte les parents contre les vaccins anti-Covid - lemediaen442.fr 17 décembre 2021

https://lemediaen442.fr/linventeur-de-la-technologie-arnm-robert-malone-alerte-les-parents-contre-les-vaccins-anti-covid/

Stéphane Gayet : "l'ARNm est une prouesse technologique inefficace" - francesoir.fr 17 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/videos-lentretien-essentiel/stephane-gayet-arnm-une-prouesse-technologique-inefficace

---

La 4è dose est prête !

Le variant Omicron échappe au sérum des personnes vaccinées par Pfizer et AstraZeneca - futura-sciences.com 14 décembre 2021

Alpha, Bêta, Delta, tous les variants du coronavirus qui ont émergé après l'élaboration des vaccins anti-Covid échappent plus ou moins aux anticorps neutralisants générés par l'injection. Les études préliminaires indiquent qu'Omicron n'échappe pas à la règle !

Dans une étude prépubliée sur medRxiv, des scientifiques de l'université d'Oxford ont mis le sérum de personnes vaccinées avec Pfizer ou Astra Zeneca face aux variants du SARS-CoV-2, dont le dernier en date Omicron. Comme cela était redouté, le variant Omicron échappe aux anticorps neutralisants présents dans le sérum des vaccinés, bien plus que les autres variants.

Parmi les variants testés, Omicron est celui qui échappe le plus au pouvoir neutralisant des anticorps, surtout chez les personnes vaccinées avec AstraZeneca. Chez elles, les anticorps neutralisants efficaces contre Omicron étaient si peu nombreux qu'ils n'ont pas pu être détectés lors des tests. Pour les personnes vaccinées avec Pfizer, le titre moyen en anticorps neutralisants pour le variant Delta est de 558 contre seulement 54 pour le variant Omicron. Cette tendance devra être confirmée par d'autres tests. futura-sciences.com 14 décembre 2021

Massacre programmé.

Par décret, Olivier Véran interdit des antibiotiques, dont l'azithromycine… pour votre bien - lemediaen442.fr 15 décembre 2021

https://lemediaen442.fr/par-decret-olivier-veran-interdit-des-antibiotiques-pour-votre-bien/

Non seulement les médecins ne sont plus libres de prescrire, mais un Conseil national de la certification périodique a été créé pour les surveiller. Désormais les professionnels de santé doivent, sur six ans : actualiser leurs connaissances et leurs compétences ; renforcer la qualité de leurs pratiques professionnelles ; améliorer la relation avec leurs patients ; mieux prendre en compte leur santé personnelle (traduction : être vaccinés sous contrôle de l'ARS depuis le 15 septembre 2021).

Chaque médecin doit créer son espace personnel numérique pour être suivi par l'Agence Nationale de Développement Professionnel Continu. Tout professionnel de santé hors des clous pourra encourir une sanction de son Ordre ou une suspension temporaire d'exercice pour insuffisance professionnelle.

Des traitements interdits

Les antibiotiques qui peuvent être interdits sont des classiques : amoxicilline, -cefuroxime (sous forme de céfuroxime axétil), cefpodoxime, azithromycine, clarithromycine, josamycine.

Certaines maladies ne pourront plus être soignées par antibiotiques. L'amoxicilline peut toujours être prescrite par votre médecin pour une angine (bactérienne), mais plus pour une otite, une bronchite, une cystite, une parodontite, la maladie de lyme ou une infection à Helicobacter pylori (cause principale de l'ulcère de l'estomac). Quant à l'azithromycine, en bithérapie avec de l'ivermectine, elle peut soigner du covid, mais les autorités interdisent le traitement. Il ne faudrait quand même pas concurrencer les vaccins !

Les médecins ont déjà accepté de ne pas prescrire ivermectine et hydroxychloroquine contre le covid. A présent, ils ne soigneront pas non plus la maladie de lyme, les otites, bronchites, cystites, parodontites et les infections à Helicobacter pylori. Ils vont donc devoir revenir aux remèdes naturels, à l'homéopathie, sinon continuer avec le bon vieux Doliprane qui a fait ses preuves et bien rempli hôpitaux et cimetières. lemediaen442.fr 15 décembre 2021

Parole d'internaute.

1 - Les personnes âgées et fragiles des Ehpad en particulier présentent avec ce protocole une mortalité inférieure à 5%, alors qu'elle a été

mesurée en moyenne en France lors de l'épidémie du printemps 2020 à 37% !…Plus besoin d'étude ECR !…Il suffirait que d'autres centres de soins ayant la capacité de traiter précocement les malades utilisent ce protocole pour le valider ! Il parait évident qu'on a pas mieux pour l'instant !

2 - Même protocole mais sans HCLQ appliqué dans l Ehpad où réside mon père 98 ans. Presque la moitié des résidents infectés en Novembre 2020 . Que 2 décès liés directement au Covid sur une quarantaine de résidents. Beau résultat dans cette population très âgée .

Comme quoi, c est nettement mieux quand on soigne les malades !

Dr Fr ConnessonTagger

Ehpad La Louisiane à Hyères

3 - Au cours de la semaine dernière, trois enfants sont décédés suite à leur vaccination avec le vaccin Pfizer Covid-19 à Bac Giang, Hanoi et Binh Phuoc. La cause du décès a été déterminée comme une "réaction excessive au vaccin".

La semaine dernière, quatre travailleurs de l'usine de chaussures Kim Viet de Thanh Hoa sont décédés à la suite de leur vaccination Vero Cell Covid-19, également en raison d'une "réaction excessive".

vu chez https://twitter.com/nomo_tchi/status/1470395328088227845

4 - Francebleue Gironde.

"On va tous être confrontés individuellement à ce virus. C'est illusoire de penser qu'on y échappera. Et on voit le Omicron arriver, qui ira chercher les derniers même au fond de leur grotte s'ils sont cachés – Benjamin Clouzeau, médecin réanimateur au CHU de bordeaux ".

https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/cinquieme-vague-en-gironde-va-tous-etre-individuellement-confrontes-au-coronavirus-1639475132

Tout dépend de qui le dit.

- L'ANSES avertit sur les risques pulmonaires liés à l'inhalation de particules de graphène avec les masques FFP2 - lemediaen442.fr 15 décembre 2021

https://lemediaen442.fr/lanses-avertit-sur-les-risques-pulmonaires-lie-a-linhalation-de-particules-de-graphene-avec-les-masques-ffp2/

Même envers leur électorat ils sont sadiques.

Le 15 décembre, 400 000 personnes de plus de 65 ans auront leur pass sanitaire désactivé - lemediaen442.fr 14 décembre 2021

Les joies de la démocratie ! Les 400 000 plus de 65 ans qui ne se seront pas injecté la roulette russe offerte par le gouvernement seront considérés comme des sous-hommes.

Le procédé est sadique, mais c'est toujours bénéfique de faire une piqûre de rappel. A croire que la vraie liberté se trouve en fin de compte chez les non-vaccinés qui voient tout ce monde courir vers l'asservissement ! lemediaen442.fr 14 décembre 2021

Comment ils vous empoisonnent lentement mais surement.

Un additif couramment utilisé dans l'alimentation pourrait favoriser la maladie de Crohn - Yahoo 15 décembre 2021

Dans une nouvelle étude, l'Inserm pointe un additif utilisé dans les plats préparés comme épaississant ou émulsifiant, la carboxyméthylcellulose (CMC). Selon les résultats d'une étude publiée dans la revue Gastroenterology, une forte consommation quotidienne de CMC "perturbe la composition du microbiote intestinal, d'une manière qui réduit sa diversité".

Dans le détail, les chercheurs ont demandé à sept personnes sans problème de santé de prendre 15 g de CMC par jour. Ils ont comparé leurs résultats à ceux de neuf personnes qui avaient pris un placebo.

Verdict : onze jours plus tard, l'ensemble des molécules intestinales a été déséquilibré. "Ces résultats appuient l'idée que l'emploi fréquent de CMC dans les aliments transformés contribue peut-être à favoriser une série de maladies chroniques inflammatoires", expliquent les chercheurs. La maladie de Crohn, une affection qui peut toucher tout le tube digestif, en fait partie.

LVOG - Sans rire, l'industrie agro-alimentaire mafieuse pourra continuer de vous empoisonner, un grand ouf de soulagement pour Big Pharma ou le SAV !

D'autres études à plus grande échelle sont nécessaires pour confirmer cette hypothèse. Yahoo 15 décembre 2021

Ils vous ont encouragé à en consommer sachant que c'était nocif pour votre santé.

Attention, ces aliments favorisent l'apparition de cancers - Yahoo 14 décembre 2021

Limiter au maximum la consommation de certains aliments serait bénéfique pour lutter contre l'apparition de certains cancers. Ainsi, la charcuterie et la viande rouge sont des produits à consommer le moins possible. En 2015, l'expertise collective de l'Institut National de Cancer (INCa) avait conclu à un niveau de preuve élevé concernant l'association entre viandes rouges (bœuf, veau, mouton, agneau et porc), charcuteries et risque de cancer colorectal. Pour expliquer ce lien, plusieurs études ont analysé les mécanismes biologiques plausibles. Avec en tête, une consommation trop importante de fer héminique contenu dans la viande rouge. C'est lui qui génère un stress oxydatif formant ainsi des composés cancérogènes. Pour limiter au maximum le risque, il est recommandé de limiter à 500 grammes par semaine maximum sa consommation. Concernant la charcuterie, dépasser 50 grammes par jour -selon l'Organisation Mondiale de la Santé - augmente le risque de 18 % de souffrir d'un cancer.

Le sel, très présent dans la charcuterie mais dans bien d'autres aliments, est également à bannir au maximum. En effet, consommer en excès il altère la paroi de l'estomac ce qui peut abîmer les cellules et causer un cancer de l'estomac. Ainsi, il est donc recommandé de limiter sa consommation de sel (fromages, plats préparés, gâteaux apéritifs, etc).

Même si le lien est moins connu, il est conseillé aux fumeurs et anciens fumeurs de ne pas prendre de compléments alimentaires à base de bêtacarotène. "La consommation de bêtacarotène à fortes doses (supérieures à 20 mg/jour) augmente l'action cancérigène du tabac et favorise la production de radicaux libres", détaille l'Institut national du cancer.

LVOG - J'ai vérifié à propos des fumeurs, c'est exact apparemment.

On peut prendre du bêta-carotène en supplément à haute dose… Rien n'est moins faux! Le World Cancer Research Fund a montré de manière convaincante que l'emploi quotidien d'un complément de bêta-carotène augmente le risque de cancer du poumon chez les fumeurs ou les sujets exposés à l'asbeste. Par précaution, il est donc préférable de privilégier un apport de bêta-carotène via l'alimentation. fondation-louisbonduelle.org

Haut de page

Le 21 décembre 2021

L'hiver est propice aux affections respiratoires, chaque année dans tous les pays, voilà pour la "*5è vague*" aussi inventée que les 4 précédentes en trafiquant toutes les données.

Le PDG de BioNTech a rappelé que "*les triples vaccinés sont susceptibles de transmettre le Covid*", donc ces injections n'ont aucune justification médicale ou scientifique, c'est aux vaccinés qu'il faut vous en prendre bande de lâches, oui justement ils sont trop nombreux...

En 14-18 et en 39-45, il aura fallu près de quatre ans pour que la majorité de la population parvienne à réagir à l'effroyable imposture à laquelle elle avait crue. Cela fait maintenant 23 mois que la dernière en date a débuté, faudra-t-il attendre encore 2 ans avant que les masses se soulèvent pour renverser le régime en place ? Si entre temps elles ne trouvent la voie de l'organisation pour résister et se donner cet objectif politique, elle risque de ne jamais y parvenir.

Macron et le clan mafieux qui le conseillent enchaînent les mesures liberticides et répressives contre le peuple, on l'encourage à persévérer ou à frapper toujours plus fort. Allez-y, tapez sans discernement sur tout ce qui dépassent, sur tous ceux qui ne rentrent pas dans le rang, demain cela concernera aussi ceux qui ont accepté une 1ère, une 2è, une 3è dose, la 4è est déjà dans la seringue et les suivantes aussi, harcelez-les, menacez-les, réprimez les non-vaccinés, etc. vous allez réussir à atteindre l'objectif que nous ne parvenions pas à réaliser, ils vont finir par s'unir et se soulever dans un mouvement révolutionnaire d'une extrême violence qui balaiera tout sur son passage...

Tous les dirigeants du mouvement ouvrier y sont opposés évidemment, ils vivent trop bien, ils sont corrompus, anti-ouvriers, antisocialistes, moi j'attends toujours qu'il y en ait un qui nous écrive ou qui nous démontre le contraire, en la matière je ne crois que ce que je vois, c'est mon côté borné que voulez-vous.

- Cette causerie au format pdf (8 pages)

Parole d'internaute.

- Usine Porsche à Leipzig : Plus d'un quart du personnel c'est déclaré en maladie (à cause des restrictions sanitaires au travail ?)

Deutschland Wegen 3G am Arbeitsplatz?

Leipziger Porsche-Werk: Mehr als jeder vierte Mitarbeiter krankgemeldet

https://www.epochtimes.de/politik/deutschland/leipziger-porsche-werk-mehr-als-jeder-vierte-mitarbeiter-krankgemeldet-a3664879.html?tweet=1

La Sarre se lève contre la vaccination obligatoire !

Plus de 5000 personnes à Sarrebruck hier !

https://www.facebook.com/groups/1159591307817684/posts/1353040985139381/

Le code QR est l'algorithme idéal de la fabrication du consentement dictée par des intentions totalitaires.

L'hégémonie du QR code en Chine par Yuwen ZHANG, doctorante en SIC et GRIPIC, CELSA - Sorbonne Université

https://sfsic2020.sciencesconf.org/325620/document

Extraits.

Résumé

Le QR code est désormais omniprésent dans la société chinoise, il ne sert pas seulement à obtenir des informations mais offre de nombreuses possibilités médiatiques, identitaires et consommationnelles. Cet article vise à synthétiser les principaux scénarios d'utilisation des QR codes, et à mettre en évidence la manière dont le QR code construit une surveillance, en analysant « le QR code de santé » mis en place lors de la crise sanitaire de la Covid-19

L'hégémonie du QR code en Chine

Dans la société chinoise, les QR codes, compte tenu des différents rôles précédemment évoqués, font désormais partie intégrante de la vie quotidienne. La manière de participer à la vie sociale a changé, tant en termes d'interaction et de présentation de soi que de consommation. Par ce nouveau médium, la QR code-isation de la société chinoise est incontournable. Le fait que les utilisateurs scannent les QR codes, omniprésents dans leurs vies, au travers de différents scénarios, entraîne, à chaque minute, la production de nombreuses données. L'ensemble des données, les algorithmes et les dispositifs numériques sont en train de produire du pouvoir, que l'État est capable de mettre à profit pour son usage.

La gouvernance algorithmique est un nouvel enjeu politique, social et éthique.

Le développement d'internet et des technologies numériques fait partie intégrante du projet de modernité tridimensionnelle poursuivi par la Chine (Arsène, 2011 : 47-64) - le big data est intégré dans un effort visant à renforcer la capacité à gouverner (Creemers , 2015). Pendant l'épidémie, l'utilisation du QR code de santé est devenu un engagement numérique obligatoire pour circuler « librement ». Il a été adopté par les autorités locales d'un grand nombre de villes et les utilisateurs ont été obligés de partager leurs informations personnelles et de santé.

Les technologies de l'information agissent comme des facilitateurs d'interventions, de la surveillance et du contrôle gouvernemental en Chine (Greemers, 2015). Ce scénario d'utilisation couvre au moins trois dimensions de surveillance : la dimension spatiale (la surveillance des déplacements opérée par le biais de la géolocalisation), la dimension temporelle (le temps d'incubation), et la dimension des relations interpersonnelles (proximité avec un malade, identifiant des chaînes de transmission). Les critères retenus et les algorithmes de détermination de la couleur affichée ne sont pas rendus publics. Certains utilisateurs se voient assignés un code rouge alors qu'ils ne sont pas malades, tandis que d'autres assistent à un changement de couleur de leur QR code sans en comprendre la raison.

Ces dispositifs envoient toutes les données directement à la police, c'est-à-dire que celle-ci dispose de l'historique des déplacements de l'ensemble des utilisateurs du QR code de santé, et ce, en temps réel. Cela rejoint le propos de Foucault (1980), sur le rôle essentiel de la « visibilité » pour renforcer une surveillance, il dissocie le couple « voir » et « être vu » : les utilisateurs du QR code de santé sont totalement vus soumis à la pression du regard policier, chacun deviendra donc progressivement et consciemment son propre observateur en s'autocontrôlant (auto-déclaration).

Le corps humain et l'information deviennent de plus en plus durs à distinguer, comme si ce QR code de santé était une « étiquette » apposée sur le corps. En ce sens, peu importe que l'algorithme soit fidèle, l'important étant de laisser la population s'engager consciencieusement et de s'habituer idéologiquement à suivre les ordres donnés par un QR code : « ne sachant pas exactement comment il est calculé, mais en s'arrêtant quand il est rouge ».

Même s'il existe encore un grand nombre de contraintes techniques et conceptuelles (manque de reconnaissance au niveau national ; décisions par algorithme vs. tests de dépistage) dans ce scénario d'usage qu'est le QR code de santé, ce dernier représente néanmoins une première étape ambitieuse dans la mise en œuvre à grande échelle d'une gouvernance algorithmique. Cela sans compter toutes less autres mesures technologiques déjà mises en place pour assurer et transformer l'espace en un moyen de surveillance. L'usage du QR code rend l'Etat plus fort en établissant un système de surveillance, doté d'algorithmes. Si l'espace public était déjà envahi de QR codes avant l'épidémie, la société chinoise post-épidémie sera sans doute encore plus QR-codisée, que ce soit pour des raisons médiatiques, marchandes, ou gouvernementales.

En complément.

- Au printemps dernier, la presse a rapporté le cas d'un criminel en fuite depuis 24 ans qui avait fini par se rendre aux autorités: sans smartphone ni appli de traçage, il lui était devenu impossible de se déplacer, d'entrer dans un magasin et même d'être embauché sur des chantiers.

Les QR codes étaient déjà largement répandus avant l'épidémie pour payer avec son téléphone en Chine, où le cash a quasiment disparu.

Pour autant, la question des données personnelles se pose aussi en Chine, remarque M. Séval.

"On ne peut pas dire que c'est complètement +Big Brother+" mais on ne peut pas non plus faire tout et n'importe quoi avec, "c'est entre les deux", estime-t-il. sciencesetavenir.fr 11 mars 2021

- Le principe est très simple. Un code QR est généré à partir des informations personnelles de l'utilisateur, dont le numéro de carte d'identité, de passeport. Il doit également renseigner ses antécédents de voyages et s'il est entré en contact avec des patients susceptibles d'avoir eu le Covid-19 au cours des 14 derniers jours. Il est également nécessaire de sélectionner l'existence d'éventuels symptômes pouvant évoquer la maladie. Une fois les informations vérifiées par les autorités, chaque utilisateur se voit attribué un code QR. Celui-ci s'affiche en rouge, orange ou vert sur le mobile.

Les personnes dotées d'un code rouge doivent rester en quarantaine durant 14 jours. Les codes orange sont confinés pendant sept jours. Les vert peuvent se déplacer librement. Selon les régions le système de couleurs est plus ou moins restrictif. Ainsi, dans la province du Hubei, une fois qu'une personne est inscrite dans la base de données, s'il elle a les symptômes d'un virus, les personnes les plus proches reçoivent toutes un code orange leur interdisant tout déplacement dans la province.

Après leur lancement, les codes QR ont été adoptés en moins d'une semaine dans 100 villes du pays. Fin février le nombre de villes a doublé, puis triplé fin mars. En plus du code QR, début mars, Beijing a ajouté la reconnaissance faciale pour authentifier le porteur du code.

Le souci de ces attributions de couleurs, c'est qu'elles imposent la quarantaine à tort à des personnes ayant parfois indiqué des symptômes bénins, n'ayant rien à voir avec le virus, comme de la fatigue, par exemple. futura-sciences.com 16 avril 2020

- Système de crédit social

https://fr.wikipedia.org/wiki/Syst%C3%A8me_de_cr%C3%A9dit_social

---

Qui a dit ?

- "*La coopération public-privé a avancé pendant toute la pandémie et cela va continuer au même rythme*."

Réponse : Klaus Schwab, le fondateur et président du Forum économique mondial (WEF) après avoir annoncé que la réunion annuelle du WEF qui devait se réunir du 17 au 21 janvier à Davos en Suisse, sera reportée "au début de l'été". BFMTV 20 décembre 2021

LVOG - Vous aurez deviné à qui elle devait profiter au dépens de qui, la répons figurait aussi dans la causerie d'hier.

Fascisme ordinaire en France.

Charles Consigny : « Faisons payer l'entrée en réanimation aux non-vaccinés. S'ils doivent vendre leur maison pour ça, ça ferait réfléchir » - lemediaen442.fr 20 décembre 2021

Dans Les Grandes Gueules de ce lundi 20 décembre, l'avocat Charles Consigny souhaite faire payer l'entrée de l'hôpital aux non-vaccinés, lesquels, pour le coup, risquent de crever devant, faute de soins.

- « C'est pour ça que j'ai proposé que les non-vaccinés paient eux-mêmes leurs frais d'hospitalisation, et même qu'ils payent à l'entrée. Et là d'un coup je peux te dire qu'il y a des gens qui se feraient vacciner. S'ils doivent vendre leur maison pour ça, ça ferait réfléchir du monde. » lemediaen442.fr 20 décembre 2021

https://lemediaen442.fr/charles-consigny-faisons-payer-lentree-en-reanimation-aux-non-vaccines-sils-doivent-vendre-leur-maison-pour-ca-ca-ferait-reflechir/

En famille. Quand les syndicats cautionnent la tyrannie.

LVOG -

Les partenaires sociaux réticents à l'idée d'instaurer un pass sanitaire en entreprise - RT 20 décembre 2021

Syndicats et patronat étaient consultés le 20 décembre en fin de matinée lors d'une réunion en visioconférence présidée par Elisabeth Borne au sujet, entre autres, de l'éventualité d'étendre le pass sanitaire sur le lieu de travail.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a fustigé pour sa part une mesure «absurde et totalement inefficace». «Nous préférons – et c'est ce que nous allons dire à la ministre ce matin – renforcer les gestes barrières, inciter plus à la vaccination, plutôt que l'instauration de ce pass vaccinal», a lancé le numéro un de la CGT cité par Franceinfo.

«Mieux vaut convaincre et inciter que contraindre», a déclaré à l'AFP Michel Beaugas de Force ouvrière (FO), tandis que Cyril Chabanier (CFTC) s'est dit «assez réservé». RT/AFP 20 décembre 2021

LVOG - J'ai lu ailleurs que la CGT s'y opposait, ce n'est pas vraiment ce que Martinez a dit hier, n'est-ce pas ? En acceptant de discuter avec le gouvernement, les syndicats cautionnent le régime tyrannique que Macron a instauré en France. Dès lors on peut les qualifier de fossoyeurs du mouvement ouvrier, de la lutte de classe des exploités, ils figurent parmi nos ennemis.

Cette machination était destinée à justifier le recours au code QR pour plus tard le généraliser ou l'étendre sur le modèle chinois totalitaire

LVOG - L'enchaînement des faits permet de le comprendre. Au-delà ou plus tard, il servira à l'oligarchie à orienter et uniformiser le comportement de la population, à enrégimenter ou influencer les consciences, à rationnaliser la production selon des critères n'ayant rien à voir avec les besoins de la population, à façonner la société à son image, c'est-à-dire uniquement en fonction des besoins des maîtres du monde, de sorte qu'ils puissent continuer de jouir des bienfaits que leur procurent leurs privilèges et la nature au détriments des intérêts du reste de la population réduite en esclavage ou soumise à un régime de surveillance permanent sans droit ni liberté.

Le PDG de Pfizer estime qu'une quatrième dose de vaccin pourrait être nécessaire plus tôt que prévu - RT 10 décembre 2021

Propagation du variant Omicron : les vaccins ne suffiront pas à eux seuls, avertit l'OMS - RT 15 décembre 2021

Au cours d'une conférence de presse à Genève, le directeur général de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus a fait part de son inquiétude : «Je dois être très clair. Les vaccins seuls ne sortiront aucun pays de cette crise [...] Il ne s'agit pas des vaccins à la place des masques. Il ne s'agit pas des vaccins à la place de la distanciation. Il ne s'agit pas des vaccins à la place de l'aération ou de l'hygiène des mains. Faites tout cela, faites-le avec constance». RT 15 décembre 2021

Covid-19 : l'OMS lance un appel pour «mettre fin à la pandémie» en 2022 - RT 20 décembre 2021

La directrice scientifique de l'organisation, Soumya Swaminathan, a affirmé que les premières données collectées en Afrique du Sud – pays où le variant Omicron a été initialement détecté – montraient que les hospitalisations restaient moins nombreuses que pendant les précédentes vagues causées par le variant Delta. Soumya Swaminathan a toutefois jugé qu'il était «encore trop tôt pour conclure qu'il s'agit d'un variant modéré». «Nous n'en sommes qu'au début. A mesure qu'Omicron se répand, il va toucher le monde entier, les personnes non vaccinées, les personnes âgées. Nous verrons alors s'il est aussi bénin chez ces personnes», a-t-elle ajouté. RT 20 décembre 2021

LVOG - «*Nous n'en sommes qu'au début*», cela fait plus de 3 mois. Soumya Swaminathan, c'est la fanatique du Remdesivir...

«Même les triples vaccinés sont susceptibles de transmettre le Covid», rappelle le PDG de BioNTech - RT 20 décembre 2021

Le PDG de BioNTech a rappelé une évidence: les vaccinés transmettent le virus. Il a par ailleurs estimé «très probable» une perte d'efficacité du produit. Selon une étude, l'efficacité du vaccin tombe à 25% dans les trois mois qui suivent la 3e dose.

Le Monde note ainsi qu'une équipe allemande a récemment fait état d'une baisse très rapide de l'efficacité, même après trois doses. Après trois mois, celle-ci retombait à 25 %.

Le chef d'entreprise a par ailleurs rappelé un élément essentiel qui vient s'opposer frontalement à la logique des pass sanitaires ou vaccinaux imposés dans de nombreux pays : «Nous devons être conscients que même les triples vaccinés sont susceptibles de transmettre la maladie, et qu'il va falloir les tester, surtout dans l'entourage de personnes vulnérables.» «Le variant Omicron devenant dominant, les mesures de protection resteront essentielles, en particulier cet hiver. Sinon nous ne serons pas en mesure de maîtriser l'expansion rapide de ce nouveau variant», a ainsi soutenu Ugur Sahin.

Covid-19 : l'Agence européenne des médicaments autorise le vaccin de Novavax - RT 20 décembre 2021

La société américaine Novavax a annoncé avoir reçu une recommandation positive de l'Agence européenne des médicaments pour mettre sur le marché son vaccin contre le Covid-19. Le sérum utilise une technologie plus classique que l'ARN messager.

L'Agence européenne des médicaments (AEM) a donné son feu vert le 20 décembre au vaccin anti-Covid de Novavax. Le sérum développé par ce groupe pharmaceutique américain utilise une technologie plus classique que celles employées pour les vaccins déjà autorisés.

Nuvaxovid est un vaccin dit «sous-unitaire», à base de protéines qui déclenchent une réponse immunitaire, sans virus. La technologie est similaire à celle utilisée dans les vaccins contre l'hépatite B et la coqueluche, vieux de plusieurs décennies, qui sont largement utilisés dans le monde. Le sérum est administré en deux injections, généralement dans le muscle de la partie supérieure du bras, à trois semaines d'intervalle.

Les effets indésirables observés avec le sérum dans les études étaient généralement légers ou modérés, et ont disparu quelques jours après la vaccination. Pour le PDG de l'entreprise, Stanley C. Erck, le vaccin «pourrait aider à surmonter les principaux obstacles à la vaccination mondiale, notamment les défis de la distribution mondiale et l'hésitation à la vaccination».

La Commission européenne, qui avait conclu un contrat avec Novavax pour l'achat anticipé de 200 millions de doses de son vaccin, va maintenant accélérer le processus décisionnel permettant à ce vaccin d'être inclus dans les programmes de vaccination déployés dans toute l'UE. RT 20 décembre 2021

Novavax, bientôt un vaccin « classique » contre la Covid? - aimsib.org 11 Juillet 2021

https://www.aimsib.org/2021/07/11/novavax-bientot-un-vaccin-classique-contre-la-covid

Vaccins : le Spoutnik V efficace contre le variant Omicron du Covid, annoncent ses développeurs - RT 17 décembre 2021

Selon un communiqué publié ce 17 décembre par le Fonds russe d'investissement direct (RDIF), une étude réalisée par l'institut de recherche Gamaleïa, qui a développé le Spoutnik V, conclut à l'efficacité de ce dernier contre le variant Omicron.

«Le Spoutnik V induit une réponse robuste des anticorps neutralisants au [variant du Covid] Omicron, encore renforcée par le rappel Spoutnik Light», résument les développeurs du vaccin sur Twitter, soulignant en outre avoir observé des performances entre trois à sept fois «meilleurs que les autres vaccins (y compris à ARNm)». Ils précisent en outre que l'efficacité du vaccin à une dose est d'environ 80% après deux à trois mois. «100% des gens revaccinés avec Spoutnik Light comme rappel ont développé des anticorps neutralisants contre Omicron deux à trois mois après la revaccination», rapportent encore les développeurs du vaccin russe, soulignant la baisse d'efficacité contre le nouveau variant observée pour les vaccins Pfizer et Moderna.

S'il n'est toujours pas homologué en Europe, Spoutnik V est autorisé dans 71 pays, couvrant une population de plus de 4 milliards de personnes. Le Spoutnik Light est pour sa part enregistré dans une vingtaine de pays, en tant que vaccin à une dose et dose de rappel. RT 17 décembre 2021

La machination totalitaire mise à nu.

Pierre de la chaîne "Décoder l'éco" : La face cachée des réanimations en 2020 - francesoir.fr 19 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/la-face-cachee-des-reanimations-en-2020

Pour mémoire, dans l'épisode précédent, nous avons montré que finalement l'hôpital n'a jamais débordé en 2020 malgré toute la propagande réalisée à ce sujet. Le rapport de l'ATIH spécifique à la gestion de la crise Covid-19 par l'hôpital a montré que les patients Covid-19 ont seulement représenté 2% des patients passés à l'hôpital, ce qui est insignifiant. Le rapport de l'ATIH sur les hospitalisations toutes causes confondues nous a montré que l'hôpital français était en sous-régime pendant toute l'année 2020 avec 10% de séjours en moins par rapport aux années précédentes.

Nous avons pu voir également, que même au plus fort des crises, le nombre de patients Covid-19 n'a représenté au maximum que 3,7% d'une activité normale. Enfin, nous avons vu que la Région qui a connu la plus forte proportion de séjours Covid-19 en 2020 est l'Ile-de-France avec seulement 2,2% de séjours Covid-19.

Ainsi, l'hôpital français n'a jamais débordé en 2020, il a même fonctionné en sous-régime et donc abandonné de nombreux patients du fait des différentes mesures mises en place. La Covid-19 n'a pas eu d'impact visible sur les hospitalisations, ni sur l'ensemble de l'année, ni pendant les crises. Seules les décisions politiques ont été responsables de sa désorganisation.

Les défenseurs infatigables du gouvernement ou de la théorie de la pandémie mortelle opposent toujours deux arguments à ces chiffres, pourtant difficilement contestables :

- Ils affirment que la statistique du nombre de patients admis pour Covid-19 ne représente pas bien les tensions extrêmes qu'a connu l'hôpital (de façon incontestable puisque vues à la télé) et qu'il faut explorer les autres, notamment les jours d'hospitalisations.

- Ils affirment que les services de soins critiques et de réanimations sont les vrais révélateurs de la pandémie (montrant son caractère extrêmement dangereux) et qu'ils étaient complètement saturés.

Dans cet article, nous allons terminer l'étude de ces deux aspects pour montrer qu'il n'y a absolument eu aucune saturation nulle part, quel que soit l'indicateur retenu. Aucun argument logique ou rationnel ne permet de défendre l'histoire racontée sur l'hôpital français depuis 18 mois. Nous ne doutons pas que les adeptes d'une religion trouveront toujours quelque chose pour la défendre. Il s'agit juste de permettre à ceux qui souhaiteraient faire usage de bon sens de comprendre le fantasme qui nous est servi.

(...)

La conclusion reste rigoureusement identique à l'épisode précédent : nous pouvons dire que nous avons montré dans de nombreux articles et vidéos que la mortalité sur l'année 2020 ne peut en aucun cas être attribuable à la seule Covid-19 et est bien trop faible pour justifier la moindre mesure coercitive. Grâce à l'ATIH, nous savons dorénavant qu'il en est de même pour les hospitalisations, donc les réanimations. Le catastrophisme médiatique est toujours une mise en scène justifiant la répression.

Toutes ces statistiques proposées par l'ATIH ne font que nous confirmer que nous faisons face depuis deux ans à des choix idéologiques, politiques ou financiers de la part des décideurs, et qui n'ont rien à voir avec la santé des Français. francesoir.fr 19 décembre 2021

Haut de page

Le 24 décembre 2021

J'ai terminé cette causerie rapidement pour vous inciter à passer une bonne soirée sans écouter les salopards qui nous gouvernent partout où vous soyez dans le monde, je vous rappelle qu'il y a des lecteurs du portail répartis dans plus de 55 pays dans le monde, liste établi par le

serveur qui héberge LVOG.

En Inde, je vais passer la soirée avec ma compagne, une soirée ordinaire, je vous explique tout de suite pourquoi. Comme elle voulait inviter son fils et son épouse, et l'une de ses filles et sa petite famille et qu'ils travaillent demain samedi 25 décembre, ils m'ont demandé de reporter à samedi soir cette petite fête de manière à pouvoir en profiter tard parce qu'ils ne travaillent pas dimanche, j'ai accepté évidemment. C'est à croire que je ne ferai jamais rien comme tout le monde, mais là vous êtes témoins, je n'y suis pour rien, je déconne, 30°C, temps radieux et de bonne humeur, la mousson (centenaire) est enfin terminée, ouf !

N'écoutez pas les adeptes de la muselière et de la piquouze, ce ne sont pas vos amis, de véritables amis ne se comporteraient jamais ainsi, sauf peut-être dans un asile d'aliénés.

Prenez du bon temps, régalez-vous, amusez-vous bien, faites la fête, chantez, dansez en famille ou avec des amis ou entre copains, éclatez-vous un bon coup cela vous fera le plus grand bien, nous en avons tous besoin, renouez avec vos aspirations à la démocratie et à la liberté, laissez libre cours à votre imagination ou à votre esprit critique, c'est tout à fait légitime, au diable les conventions et le conformisme, refusez tout sacrifice ou frustration, humiliation supplémentaire, et l'année qui vient nous mettrons fin à cette tyrannie, nous avancerons sur la voie de notre émancipation.

- Cette causerie au format pdf (18 pages)

Réponse à un de mes courriels.

Yuwen.zhang.pro@gmail.com>

Mer 22/12/2021 12:27

Bonjour,

Merci beaucoup de votre message et d'avoir lu mon article.

Une question : si mon code QR est rouge, est-ce que je peut monter dans un bus, effectuer un paiement, entrer dans un magasin ?

Si votre QR code de santé est rouge pour la raison sanitaire, vous ne pouvez pas monter dans un bus, ou entrer dans un magasin, ou effectuer un paiement physiquement dans une boutique, mais possible de faire de paiement en ligne. Lorsqu'on notre QR code de santé est rouge, on est sensé de rester isolement à la maison.

Si je n'ai pas réglé mes impôts ou une facture, une amende, est-ce que mon code QR va passer au rouge et je ne pourrais plus procéder à aucun achat ?

Si on est considéré comme "personne malhonnête", notre compte bancaire va être bloqué pour procéder à une série d'achats, comme billet d'avion ou produits de luxe. mais le QR code ne passe pas au rouge dans ce cas-là (au moins pour le moment).

En vous souhaitant des bonnes fêtes, je vous remercie sincèrement,

Yuwen Zhang

Les géopoliticiens même bien intentionnés brassent du vent.

Il n'existe qu'une seule explication à la machination que nous vivons ou à la tyrannie que l'oligarchie nous impose : La crise du capitalisme. Toute autre explication relève de la tartufferie, à commencer par celles qui proviennent de géopoliticiens et autres anthropologues, d'ailleurs c'est simple à démontrer, il suffit de constater que ce facteur déterminant et sa dimension sont systématiquement occultés de leurs analyses ou ils sont marginalisés.

Le comble, c'est que l'économie est à la base de la politique qu'ils prétendent traiter, donc il n'y a pas lieu d'accorder le moindre crédit à leurs analyses, et je ne parle même pas de leurs conclusions puisqu'il n'y en a pas, hormis nous maintenir sous le carcan étouffant du capitalisme putréfié en soutenant l'un ou l'autre de ses clans ou représentants, conformément à l'idéologie qu'ils ont adoptée. Et comme ils ne sont pas à une contradiction près non plus ou ils n'ont pas plus de principe que cela, cela ne les empêche pas de se prétendre progressistes, démocrates ou humanismes, l'opposé de ce qu'incarne le capitalisme comme chacun peut l'observer quotidiennement.

Ils ne se contentent pas seulement de faire abstraction de l'économie, son pendant, la lutte des classes passe également à la trappe ou quand ils y font référence, c'est pour aussitôt rentrer dans le rang ou cautionner les institutions nationales ou internationales en place, pas question non plus de rompre avec elles ou d'accorder la moindre légitimité au peuple pour détenir réellement le pouvoir ou gouverner, non ce privilège est réservé aux classes supérieures dont ils estiment faire partie, bref, ils sont antisocialistes ou anticommunistes plus ou moins déclarés, réactionnaires, c'est dans l'ordre des choses.

Ce qui se passe aujourd'hui est somme toute assez classique ou nous l'avons déjà vécu à plusieurs reprises.

Le coup d'Etat mondial qu'a réalisé le clan le plus puissant de l'oligarchie financière internationale dirigé par sa branche anglo-saxonne, est la

réponse de l'aristocratie financière à la crise du capitalisme. Cette réponse devait être mondiale puisque le capitalisme et sa crise sont mondiaux ou mondialisés, comme ce fut déjà le cas à deux reprises au cours du XXe siècle en orchestrant les deux guerres mondiales.

Les banquiers et oligarques avaient tiré les enseignements des crises du XIXe siècle, et à partir du début du XXe siècle ils n'ont eu de cesse de se doter d'instruments (FED 1913) pour mieux les contrôler, les encadrer, et en tirer profit pour accroître leur richesse et leur pouvoir politique. Ils ne peuvent pas empêcher que les crises surviennent un jour ou l'autre, alors ils ont observé ou accompagné leur déroulement, ils les ont laissé venir, parfois ils les ont précipitées pour mieux atteindre leurs objectifs, ils ont laissé gonfler les bulles financières sur différents marchés (immobilier, Internet, énergie, etc.) qui devaient fatalement exploser un jour. Ils y ont participé évidemment, sachant que lorsqu'une crise éclaterait c'est vers eux que les Etats se tourneraient obligatoirement pour la résoudre puisqu'ils avaient abdiqué leur souveraineté monétaire à leur profit, ce qui leur permettrait de faire d'une pierre deux coups : récupérer à bas prix des actions dont la valeur avait chuté brutalement, ruinant les épargnants des classes moyennes, les avoirs ou biens immobiliers, parts de marché, secteurs industriels ou entreprises déclarées en faillite, fabriquer de la fausse monnaie pour réaliser ces transactions sans débourser un centime avec le concours des banques centrales ou des Etats, endetter les Etats pour mieux les contrôler et leur imposer des réformes structurelles ou faire payer la facture à leur population, etc.

Les crises leur permettaient donc d'épurer le marché et de mieux le contrôler, de détruire des forces productives dans des proportions considérables, de renforcer leur emprise sur l'ensemble de l'économie, de concentrer encore plus de capital ou de richesse entre leurs mains, donc grâce à cette rationalisation d'augmenter le taux d'exploitation, d'accroître leur pouvoir politique au détriment des Etats, auxquels ils n'avaient plus qu'à dicter leur loi. Et les peuples dans tout cela? Il devrait la subir impitoyablement, les Etats se chargeant de leur imposer et de les réprimer de plus en plus férocement, d'autant plus facilement que le mouvement ouvrier était trop dégénéré et corrompu pour que les masses se mobilisent et les affrontent.

Le mobile, les objectifs et les moyens pour les atteindre étaient en grande partie les mêmes, ce qui les distingue dépendant des contraintes de chaque époque liées au stade de développement des contradictions du capitalisme, et la manière dont elles s'étaient répercutées sur l'ensemble de la société ou du monde.

Le mobile, c'est la crise du capitalisme. Il ne peut y échapper parce qu'il est l'expression d'un processus dialectique auquel il est soumis, qui repose essentiellement sur les inégalités sociales existant entre les classes et un ensemble de rapports ou de lois de fonctionnement qui en découlent, le tout constituant des contraintes et des contradictions augmentant et s'amplifiant à mesure que les forces productives croissent, ainsi que les besoins exponentiels de la population mondiale.

Ce sont ces conditions incontournables qui déterminent ces crises, crise de surproduction de marchandises et de capitaux, amplifiée par l'insolvabilité d'une part croissante de la population ou sa paupérisation, la saturation du marché une fois chaque citoyen ou ménage équipé, la baisse tendancielle du taux de profit, l'impossibilité d'augmenter à l'infini le taux d'exploitation, la spéculation en est le produit, elle tend à accélérer l'ensemble de ce processus...

Les moyens ont dû être adaptés à notre époque. La machination mondiale au coronavirus a été conçue pour suppléer à une guerre mondiale rendue impossible du fait de l'existence d'armes capables de pulvériser la Terre entière ou l'espèce humaine ; C'est vrai qu'on a tendance à oublier que ces monstres en font partie. Elle a une fonction similaire à une guerre mondiale, y compris sur la psychologie des masses et leur manipulation pour les rendre dociles ou obéissantes. L'union sacrée derrière le souverain. Tous les acteurs politiques y collaborent. Alors qu'autrefois ils existaient une force organisée au sein de la classe ouvrière et des classes moyennes pour la dénoncer et la combattre, cette fois elle a disparu au profit de démagogues et charlatans liés à l'extrême droite ou compatibles avec elle, elles sont livrées à elles-mêmes, hormis des cas isolés ou inorganisés, toute résistance ou manifestation se solde par un échec ou ne sert à rien. Pour autant, il n'y a pas lieu de désespérer, les mauvais traitements que les masses peuvent supporter comportent forcément une limite au-delà duquel elles se soulèvent, patience.

Le "Great Reset", la réinitialisation de l'économie ou la "4è révolution industrielle" sont axés autour de la mystification virale et climatique, de la transition énergétique et numérique, l'Intelligence Artificielle, ils sont destinés à permettre au capitalisme d'entamer un nouveau cycle à la suite de cette guerre qui a débuté en janvier 2020, histoire de lui donner un nouveau répit avant la prochaine crise ou plutôt accompagné la dégénérescence continuelle de la civilisation humaine jusqu'à sa disparition au profit du transhumanisme.

Si cette nouvelle crise acte la faillite du capitalisme ou sa fin comme ils disent, elle ne met pas fin aux rapports d'exploitation ou à l'exploitation de l'homme par l'homme qui s'exercera dans des conditions de plus en plus injustes, radicales et violentes sous un régime mondial totalitaire.

Au passage on doit préciser que les mystifications virale et climatique ont pu se réaliser uniquement parce que l'oligarchie détenait un pouvoir politique supérieur à ceux des Etats ou elle était en mesure de leur imposer sa loi, son orientation, ses objectifs, sa stratégie, et elle contrôlait tous les rouages de l'économie mondiale, du prix de ce qu'il y a dans votre assiette à la valeur sur le marché de la totalité des marchandises ou services incluant les monnaies.

Quant à l'effondrement du capitalisme, il est en cours ou a atteint une phase critique. On ne peut pas l'aborder sans tenir compte de ce qui vient d'être évoqué qui modifie la manière dont chaque crise se déroule et transforme la société. On ne peut pas dire qu'elle serait terminée, la crise du capitalisme est permanente et atteint désormais ses fondements. Les crises sont instrumentalisées financièrement et politiquement, financièrement en gardant le contrôle de son déroulement du début jusqu'à la fin, avec quelques milliers ou dizaines de milliers de milliards de dollars c'est assez facile, politiquement en autorisant les Etats à s'endetter dans des proportions colossales pour que les peuples puissent momentanément en supporter les conséquences sociales et ne se soulèvent pas, en attendant l'addition qui leur sera présentée plus tard au fil du temps en resserrant petit à petit le noeud coulant qui achèvera de les réduire en esclavage dans une société qui sera rendue policière entre temps ou aura réduit à néant les libertés individuelles et collectives de manière à ce qu'ils ne puissent pas se

soulever. Autrement dit, les scénarios économiques et politiques liés aux crises ont été modifiés de sortes que la crise ne débouche pas sur une crise révolutionnaire ou que les masses ne puissent pas s'en servir pour revendiquer le pouvoir.

Les oligarques sont loin d'avoir gagné cette nouvelle guerre contre les peuples qui s'annonce longue, car au bout de 2 ans ils ne sont parvenus qu'à un maigre résultat par rapport aux gigantesques destructions de forces productives qu'entraîne une guerre mondiale : En France, la fermeture définitive de quelques dizaines de milliers de commerces et la mise en faillite de plus de 200.000 PME, immédiatement compensées par la création d'autant de PME et presque autant de commerces (1), l'installation de quelques centaines d'éoliennes supplémentaires (+12% en 2020) (2). Cependant ils sont parvenus à imposer leur stratégie dans plusieurs domaines, les GAFAM, les entreprises transnationales et les trusts pharmaceutiques raflant la mise, leur mystification a permis d'amplifier les tendances des dernières années : Le e.commerce s'est envolé (3) ainsi que la vente de smartphones (4), la vente de véhicules électriques ou hybrides a triplé (5). Le télétravail, la télémédecine et le téléenseignement ont été des échecs cuisants.

Leur principal succès se situe indéniablement sur le plan politique, en ayant réussi à convaincre la population de se faire vacciner et de renoncer à l'essentiel de ses libertés individuelles et collectives face à une menace inexistante. Fort de cette réussite, seront-ils tentés de pousser plus en avant l'avantage qu'ils ont acquis sur les masses ou vont-ils s'en contenter par crainte de les remettre en cause, nul ne le sait à cette heure, toujours est-il qu'ils n'ont résolu aucune des questions qui étaient à l'origine de cette crises puisqu'ils n'ont satisfait aucun besoin social ou aucune aspiration des peuples.

Ils ont accru leur fortune et leur pouvoir dans des proportions colossales en un temps record. Que vont-ils en faire dans les mois ou années à venir ? Leur pouvoir de nuisance sur la société a atteint un tel degré, qu'on peut tout envisager, sauf une guerre mondiale qui compromettrait également leur avenir. Ils sont acculés ou le dos au mur, ils en sont rendus au point où ils ne peuvent plus avancer ni reculer, on est en droit d'imaginer que sous la pression de la lutte de classe des exploités et des opprimés ce mur va finir par s'écrouler et les engloutir. Existe-t-il une autre issue, laquelle ? C'est dans cette perspective sociale et politique que nous devons combattre pour notre émancipation de l'exploitation et la liberté.

Si les géopoliticiens n'ont pas adopté cette perspective, c'est parce qu'ils en sont incapables pour les raisons que nous avons évoquées, conservez les précieuses données qu'ils fournissent parfois quand elles sont sourcées ou après vérification, et balancez le reste qui ne sert qu'à justifier le maintien de l'ordre établi, c'est juste un conseil d'ami.

Notes ou sources :

1- https://www.economie.gouv.fr/cedef/chiffres-cles-des-pme

https://www.cngtc.fr/fr/actualite.php?id=206

https://www.banque-france.fr/sites/default/files/webstat_pdf/def_ent_2243_fr_si_defaillances_202111_fr_vfinale.pdf

2- https://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-pt-vue/ObsEol_2021_web_light.pdf

3- https://lechommerces.fr/le-e-commerce-toujours-en-forte-croissance-3/

https://www.journaldunet.com/ebusiness/commerce/1506917-e-commerce-les-ventes-en-ligne-progressent-de-15-au-3e-trimestre-grace-aux-services/

https://www.fevad.com/bilan-du-e-commerce-au-3eme-trimestre-2021-les-ventes-sur-internet-enregistrent-une-hausse-de-15-au-dernier-trimestre-alors-que-le-e-commerce-sapprete-a-franchir-le-cap-des-130-milliards-a/

4- https://fr.statista.com/themes/2758/l-utilisation-des-smartphones-en-france/#dossierKeyfigures

https://www.distributique.com/actualites/lire-emea-les-ventes-de-smartphones-progressent-de-29-au-premier-trimestre-31329.html

5- https://www.journaldunet.com/economie/automobile/1497619-la-part-de-marche-des-voitures-electriques-et-hybrides-a-triple-en-2020-selon-statista/

https://www.lefigaro.fr/flash-eco/la-part-de-marche-des-vehicules-electriques-a-double-en-un-an-en-europe-20210723

https://www.automobile-propre.com/dossiers/chiffres-vente-immatriculations-france/

En complément

- En 2018, les trois millions et demi de petites et moyennes entreprises représentaient 99,8 % des entreprises, 45,7 % de l'emploi salarié en équivalent temps plein, et 40,3% de la valeur ajoutée.

Au profit de qui ? L'esclavage numérique. Le dernier réservoir d'esclaves de masse du capitalisme mondialisé.

En Afrique, la démocratisation du numérique est une clef vers la croissance - LePoint.fr 23 décembre 2021 Sur le continent africain, la transformation numérique connaît une accélération remarquable qui permet à de nombreux pays de progresser plus vite.

Et si la transformation numérique permettait aux états de sauter des étapes dans leur développement ? Et si elle ouvrait à la population - à toutes les populations - une voie vers l'avenir ? La réponse est évidemment oui. Mais une règle s'impose : l'économie du numérique doit tenir compte des réalités du terrain et profiter au plus grand nombre. LePoint.fr 23 décembre 2021

Lu. Le formatage des consciences par Big Brother Google

Quand c'est gratuit, vous êtes le produit ! Il n'y a pas de gratuité.

Si vous voulez utiliser les Google Docs, alors, il vous faut passer sous les fourches caudines de cette immense entreprise, tentaculaire, qui décide de ce que vous avez le droit d'écrire dans vos propres documents qui, ne sont pas des documents publics.

Si vous utilisez Google Docs pour écrire un roman et qu'il ne convient pas à Google parce que l'algorithme jugerait vos propos haineux, Google se réserve le droit de vous censurer vos documents, de les détruire etc…

Quand c'est gratuit, et bien vous ne maîtrisez rien.

Les notifications de Google Docs sont mises à jour afin de restreindre les documents contenant des « discours haineux » et des contenus « trompeurs »

« Google a annoncé de nouvelles notifications dans Google Drive qui montrent que la plateforme a restreint le partage et l'accès aux fichiers qui violent ses règles.

Si un fichier est signalé comme violant les politiques, le propriétaire aura toujours un accès complet mais le partage ne sera pas possible et ceux qui avaient déjà un lien n'y auront plus accès.

Le propriétaire du fichier recevra un courriel l'informant que ses fichiers ont été restreints. Il pourra faire appel de la décision en demandant une révision de son propre document.

« Lorsqu'un fichier Google Drive est identifié comme enfreignant les conditions d'utilisation de Google ou les règles du programme, il peut être restreint. Lorsqu'il est restreint, vous pouvez voir un drapeau à côté du nom du fichier, vous ne pourrez pas le partager et votre fichier ne sera plus accessible au public, même aux personnes qui ont le lien », indique le post.

Google a déclaré qu'il pourrait examiner le contenu qui enfreint ses règles et prendre des mesures supplémentaires, telles que « restreindre l'accès au contenu, supprimer le contenu et limiter ou résilier l'accès d'un utilisateur aux produits Google ».

Les règles du programme de lutte contre les abus énumèrent plusieurs sujets non autorisés par Google, tels que les « discours haineux », les contenus sexuellement explicites, les activités dangereuses et illégales, les logiciels malveillants et les contenus « trompeurs ».

Google a justifié cette décision comme une mesure visant à empêcher l'utilisation abusive des services Google Drive. Il ajoute que « les exceptions sont fondées sur des considérations artistiques, éducatives, documentaires ou scientifiques. »

Le logiciel Word, propose désormais une fonctionnalité qui écrit tous vos textes en inclusif et de façon « politiquement correct ». Les logiciels après les correcteurs d'orthographe sont en train d'intégrer des correcteurs de pensées…

---

3 infos à bannir

Covid-19.Omicron : le nombre de contaminations en forte baisse en Afrique du Sud

https://www.courrierinternational.com/article/covid-19-omicron-le-nombre-de-contaminations-en-forte-baisse-en-afrique-du-sud

Coronavirus : Deux études britanniques montrent qu'Omicron serait moins dangereux que le variant Delta

https://fr.news.yahoo.com/coronavirus-deux-%C3%A9tudes-britanniques-montrent-040258002.html

"Omicron sélectionne les vaccinés" : le médiatique médecin Martin Blachier lâche une bombe

https://www.closermag.fr/politique/omicron-selectionne-les-vaccines-le-mediatique-medecin-martin-blachier-lache-une-bombe-1473809?utm_campaign=partenariat&utm_source=yahoo-actu&utm_medium=flux

---

Le POID, le NPA et LO cautionnent toujours la vaccination et le Forum économique mondial.

POID - La pandémie étant relancée par des variants qui émergent dans des pays où l'accès au vaccin est très limité pour des raisons économiques, la mesure la plus simple ne consisterait-elle pas à ordonner immédiatement la levée des brevets sur les vaccins pour en organiser la diffusion gratuite pour toutes les populations de la planète ? Quitte pour cela à contrarier la soif de profits des trusts pharmaceutiques…

Qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas les moyens... Par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs 22 décembre 2021

LVOG - Collabo, assassin, allez vous faire foutre avec vos vaccins et autres thérapies géniques !

NPA - Face à la crise sanitaire, nous ne pouvons accepter que l'industrie pharmaceutique s'enrichisse sans fin alors que des milliards de

personnes n'ont pas accès au vaccins. Il faut lever les brevets et réquisitionner les entreprises du secteur. (Tract NPA - Face à Macron et à l'extrême droite, vite une gauche anticapitaliste et révolutionnaire ! 22 décembre 2021)

LVOG - Collabo, assassins, allez vous faire foutre avec vos vaccins et autres thérapies géniques !

- Alors oui, avec la candidature de Philippe Poutou, nous défendons l'urgence de l'unité. Il serait en effet grand temps que toute la gauche se mette autour de la table pour discuter de la riposte face à Macron et sa politique en faveur des plus riches.

LVOG - Après avoir écrit quelques paragraphes plus haut que Hidalgo, Jadot, Taubira, Montebourg, Hollande étaient des ordures, elle n'est pas mal celle-là. C'est le NPA tout craché, vous n'y a rien à chercher à comprendre, c'est parfaitement clair.

LO - D'un côté, les progrès des sciences et des techniques ont permis de trouver rapidement les moyens de combattre le Covid ; de l'autre, ces moyens sont refusés, de fait, à une partie de l'humanité. (LO - La situation internationale – première partie - Lutte de Classe n°220 - décembre 2021 - janvier 2022)

LVOG - Je vais vous avouer un truc, je n'ai pas pu lire entièrement un seul de ces articles, je les ai parcourus en diagonale très rapidement tellement c'est une torture, chiant à mourir, quelle horreur ! Avant je ne m'en rendais pas compte, j'ai voulu essayer, j'ai voulu faire preuve de bonne volonté, mais je n'y pas arrivé, c'est un truc de fou, à chaque phrase on sent l'emprise oppressante du dogmatisme, ce besoin de justifier ce qu'on a scellé dans le marbre pour l'éternité, cela me fait l'effet d'une sorte d'autojustification quasi-maladive, névrotique se substituant aux faits ou à la réalisé.

Du début à la fin ce n'est que de la propagande, on n'apprend absolument rien à cette lecture, on ne discernera même pas le début d'une trace de perspicacité ou de lucidité, c'est d'une pauvreté et d'une naïveté à mourir d'ennui, plus prompt à endormir les neurones qu'à les exciter.

Ah je préfère et de loin une analyse d'un géopoliticien talentueux, là au moins on apprend quelque chose et il y a matière à réflexion, c'est enrichissant, on peut progresser, alors qu'avec la littérature de ces partis on n'a pas le choix, on est enfermé dans un système étouffant qu'on nous force à partager, ce qui laisse une impression très désagréable pour ne pas dire insupportable. Je ne ressens pas du tout la même chose quand je lis un ouvrage des marxistes, c'est au contraire chaque fois un vrai bonheur et des découvertes. Ils se font passer pour des marxistes, mais ils ne doivent pas l'être, cela doit être cela il faut croire, que suis-je bête !

Chez les marxistes, ce sont les faits qui en majeur partie font office de propagande et non l'idéologie ou la théorie, voilà la différence. La puissance du marxisme ou son invulnérabilité viennent de là aussi. Moi, je recours à cette méthode, je m'emploie à décrire la situation, ensuite seulement j'en fournis une interprétation. Mais déjà en soi quand on examine les faits, ils parlent d'eux-mêmes la plupart du temps, il n'y a pas grand-chose à ajouter pour les interpréter ou c'est un jeu d'enfant.

Toute mon argumentation, mon orientation politique ou ma stratégie reposent sur eux exclusivement ou presque, j'en ai fait la démonstration pendant 23 mois sur la mystification au covid-19, précédemment sur l'instrumentalisation du climat, avec tous les sujets qu'on a traité depuis 2008, l'enchaînement des faits en remontant à la source, leur timing, ils se passaient pour ainsi dire de tout commentaire ou analyse, on était bien en présence d'une imposture, d'un coup prémédité, la suite jour après jour allait le confirmer magistralement, et bien ces gens-là les ont tout simplement niés, escamotés, fait disparaître, ils n'y font jamais allusion comme s'ils n'avaient jamais eu lieu, vous en êtes témoins, je n'invente rien, c'est la stricte vérité hélas !

Cet article leur est également destiné.

L'esprit critique est devenu criminel ! par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 19 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/lesprit-critique-est-devenu-criminel/5663380

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une trentaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie.

Deux ans d'enfermement cognitif, la preuve - francesoir.fr 21 décembre 2021

Trois biais cognitifs très connus sont à l'œuvre au plus haut niveau de l'État. Ils paralysent la pensée, ils isolent nos dirigeants, ils éliminent toutes les alternatives. Bref, ils entretiennent l'aveuglement jusqu'à l'absurde.

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/deux-ans-denfermement-cognitif-la-preuve

Guadeloupe: des manifestants anti-pass sanitaire s'introduisent de force dans une session du Conseil régional - BFMTV 23 décembre 2021

Des manifestants du collectif anti-pass sanitaire ont fait irruption ce jeudi dans l'hémicycle du Conseil régional de la Guadeloupe à Basses-Terre, en brisant des vitres et d'autres objets, a appris l'AFP auprès du Conseil régional.

"Le collectif a cassé le portail d'entrée et la porte du hall d'accueil, et ils sont entrés dans l'hémicycle alors que s'achevait une plénière", selon une responsable de la communication à la région. Elle a ajouté que les élus avaient "eu le temps de quitter l'hémicycle" et que "le président de la région s'est enfermé dans son bureau".

Selon les images diffusées par la chaine locale Guadeloupe la 1ère, les manifestants ont envahi l'hémicycle en chantant. "Non à l'obligation vaccinale ! Non au pass sanitaire", pouvait-on lire sur une banderole.

"Il y a plus d'une centaine de personnes dans l'hémicycle", selon le service de presse de la région, mais au total ce sont "plus de 400 personnes" qui ont envahi les lieux, en comptant celles restées à l'extérieur. "Ils nous empêchent de sortir", a-t-elle ajouté.

Cette contestation est menée par un collectif d'organisations, notamment syndicales et citoyennes, très revendicatif. BFMTV 23 décembre 2021

LVOG - Solidarité inconditionnelle avec les guadeloupéens qui rejettent la vaccination obligatoire ou le pass sanitaire demain le pass vaccinal.

Totalitarisme. La vaccination obligatoire est digne du fascisme.

Covid-19 : le Conseil des ministres examinera le pass vaccinal dès le lundi 27 décembre, annonce Gabriel Attal - franceinfo 21 décembre 2021

Le gouvernement va se réunir plus tôt que prévu pour présenter son texte transformant le pass sanitaire en pass vaccinal. Il vise ainsi une adoption "dès la première quinzaine du mois de janvier". AFP 21 décembre 2021

Totalitarisme. Quand le transhumanisme et l'obscurantisme se trouve réunis chez un mythomane enragé.

LVOG - Pour avoir une idée précise et définitive sur Macron, pour ceux qui n'en avaient pas encore, ils doivent absolument lire l'article de L'Express ou du Point.

Il n'est pas fou, il est comme cela, c'est son état naturel, c'est une ordure finie comme Attali, Gates, Hitler, Franco, Pinochet, etc. ou tous les chefs d'Etat ou de gouvernement qui appliquent la politique qui leur est dictée par le Forum économique mondial qui fait office de gouvernement mondial.

https://www.lepoint.fr/politique/macron-il-peut-exister-des-continuites-entre-dieu-et-la-science-21-12-2021-2457674_20.php#xtor=CS3-190

Macron : « Il peut exister des continuités entre Dieu et la science » - LePoint.fr 21 décembre 2021

« Je crois profondément qu'il peut exister des continuités entre Dieu et la science, religion et raison. » C'est ce qu'a affirmé Emmanuel Macron, dans un texte publié mardi 21 décembre sur le site de L'Express.

Depuis le début du quinquennat, Emmanuel Macron, qui a dit croire en 2016 à l'existence d'« une transcendance »... AFP 21 décembre 2021

La fabrication du consentement des despotes à la peine.

Etes-vous favorable à l'obligation du passe sanitaire en entreprise ? par Le Figaro 20 décembre 2021 à 11h

Oui - 43,68%
Non - 56,32%
298479 votants

https://www.lefigaro.fr/sciences/etes-vous-favorable-a-l-obligation-du-passe-sanitaire-en-entreprise-20211220

Réinfo Covid. Enfantillage.

Extrait.

Ma très chère Edmée,

L'héritage que nous te laisserons pourra te paraître bien triste mais nous avions une excuse sérieuse: tout était déjà en marche avant que nous soyons en mesure de nous en rendre compte.

Cela dit, nous avons un engagement: nous faisons notre possible maintenant pour que tu puisses bâtir demain le monde qui te paraît le plus juste.

LVOG - "Notre possible", peu faire mieux !

COVID-19, ÉCOLE, COLLEGE, LYCEE ET UNIVERSITE : QU 'AVONS-NOUS FAIT ?

https://wiki.reinfocovid.fr/_media/newsletters/newsletter_du_21_decembre_2021/reinfo_covid_ecole_college_lycee_universite_fin_ok.pdf

---

Plus sérieusement

SELON LE LANCET, STIGMATISER LES NON-VACCINES N'EST PAS JUSTIFIÉ

https://wiki.reinfocovid.fr/_media/newsletters/newsletter_du_21_decembre_2021/article-the-lancet_non_vax_findocx.pdf

Alors que dans de nombreux pays, la presse et certains responsables politiques parlent de « Pandémie de non-vaccinés » et tentent de stigmatiser et de discriminer les personnes non vaccinées par diverses mesures telles que le passe sanitaire.

Un article du Lancet rédigé par le Professeur Gunter Kampf de la faculté de médecine de Greifswald en Allemagne, dément chiffres à l'appui, cette affirmation selon laquelle on assisterait à une pandémie de non vaccinés.

https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140- 6736%2821%2902243-1

Les points clés de cet article sont :

- les vaccinés ont un poids dans la transmission du virus non négligeable et qui ne cesse d'augmenter
- les charges virales sont identiques chez les vaccinés et les non – vaccinés
- En Allemagne 54 % des cas de covid-19 frappent des personnes vaccinées
- Les vaccinés peuvent développer des formes graves de la covid-19 et en mourir
- Les vaccinés peuvent transmettre la covid19 même à des individus vaccinés

Traduction littérale de l'article :

Aux Etats-Unis et en Allemagne, des responsables officiels de haut niveau ont utilisé le terme de pandémie des non-vaccinés, suggérant que les personnes qui ont été vaccinées ne sont pas concernées par l'épidémie du COVID-19. L'utilisation de cette expression par les politiques a pu encourager des scientifiques à affirmer que "les non-vaccinés menacent les vaccinés pour le COVID-19" [1]. Mais cette vision est beaucoup trop simple. Il existe de plus en plus de preuves que les individus vaccinés continuent à avoir un rôle important dans la transmission des virus de la covid 19.

Dans le Massachusetts, aux Etats-Unis, un total de 469 nouveaux cas de COVID-19 ont été détectés au cours de divers événements en juillet 2021, et 346 (74%) de ces cas étaient des personnes partiellement ou totalement vaccinées, dont 274 (79 %) étaient symptomatiques. Les seuils de cycle étaient aussi faibles entre les personnes entièrement vaccinées (médiane 22,8) et les personnes qui étaient non vaccinées, non entièrement vaccinées ou dont le statut vaccinal était inconnu (médiane 21,5), ce qui indique une charge virale élevée même chez les personnes entièrement vaccinées [2]. Aux États-Unis, un total de 10 262 cas de COVID-19 ont été signalés chez des personnes vaccinées jusqu'au 30 avril 2021, parmi lesquels 2725 (26,6%) étaient asymptomatiques, 995 (9,7%) ont été hospitalisés, et 160 (1,6%) sont décédés [3].

En Allemagne, 55,4% des cas symptomatiques de COVID-19chez des patients âgés de 60 ans ou plus étaient des personnes entièrement vaccinées [4] et cette proportion augmente chaque semaine. A Münster, en Allemagne, les nouveaux cas de COVID-19 sont apparus chez au moins 85 (22 %) des 380 personnes qui étaient entièrement vaccinées ou qui avaient guéries du COVID-19 et qui fréquentaient une boîte de nuit [5].

Les personnes vaccinées ont un risque plus faible de forme grave, mais elles représentent toujours une part importante dans le développement de la pandémie. Il est donc erroné et dangereux de parler d'une pandémie de personnes non vaccinées.

Historiquement, les États-Unis et l'Allemagne ont tous deux engendré dans l'histoire récente des expériences négatives en stigmatisant une partie de la population pour leur couleur de peau ou leur religion.

J'appelle aux responsables politiques et aux scientifiques de mettre fin à la stigmatisation inappropriée des personnes non vaccinées, qui incluent nos patients, nos collègues et autres concitoyens, et à faire des efforts supplémentaires pour ne pas diviser la société.

RÉFÉRENCES

[1] Goldman E. How the unvaccinated threaten the vaccinated for COVID-19: a Darwinian perspective. Proc Natl Acad Sci USA 2021; 118: e2114279118.

https://www.pnas.org/content/118/39/e2114279118

[2] Brown CM, Vostok J, Johnson H, et al. Outbreak of SARS-CoV-2 infections, including COVID-19 vaccine breakthrough infections, associated with large public gatherings—Barnstable County, Massachusetts, July 2021. MMWR Morb Mortal Wkly Rep 2021; 70: 1059–62

https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/70/wr/mm7031e2.htm

[3] US Centers for Disease Control and Prevention COVID-19 Vaccine Breakthrough Case Investigations Team. COVID-19 vaccine breakthrough infections reported to CDC—United States, January 1–April 30, 2021. MMWR Morb Mortal Wkly Rep 2021; 70: 792–93.

https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/70/wr/mm7021e3.htm

[4] Robert Koch Institut. Wöchentlicher Lagebericht des RKI zur Coronavirus-rankheit-2019 (COVID- 19)—14·10·2021—aktualisierter Stand für Deutschland. Oct 14, 2021.

https://www.rki.de/DE/Content/InfAZ/N/Neuartiges_Coronavirus/Situationsberichte/Wochenbericht/ Wochenbericht_2021-10-14.pdf?__blob=publicationFile (accessed Oct 18, 2021).

https://www.rki.de/DE/Content/InfAZ/N/Neuartiges_Coronavirus/Situationsberichte/Wochenbericht/ Wochenbericht_2021-10-14.pdf?__blob=publicationFile

[5] Von Dolle F. Münster:

https://www1.wdr.de/nachrichten/westfalen-lippe/corona-infektionen- clubbesuch-muenster-100.html (accessed Sept 23, 2021).

Témoignage de membres du corps médical.

"Le personnel souffre" : trois soignants dénoncent les dérives de l'hôpital depuis 20 ans - francesoir.fr 21 décembre 2021

Représentants du personnel dans le syndicat Force Ouvrière, Daniel, Marc et Myriam viennent aujourd'hui, marqués par des années de combat, pour expliquer à la population l'envers du décor des hôpitaux de Paris.

https://www.francesoir.fr/videos-pause-interview/trois-soignants-denoncent-les-derives-de-lhopital

Toxicité des vaccins ARN contre la Covid-19 : une investigation chez les thanatopracteurs - francesoir.fr 21 décembre 2021

Voyez ce que rapporte cet article dans Circulation, journal scientifique numéro 1 des cardiologues :

« Nous concluons que les vaccins ARNm augmentent considérablement l'inflammation sur l'endothélium et l'infiltration des cellules T dans le muscle cardiaque et peuvent expliquer les observations de thrombose accrue, de cardiomyopathie et d'autres événements vasculaires après la vaccination »

https://www.francesoir.fr/societe-sante/toxicite-des-vaccins-arn-contre-la-covid-19-investigation-thanatopracteurs

Sommet de l'iceberg : 337 arrêts cardiaques d'athlètes, problèmes graves, 192 morts, après une injection anti COVID par Good Sciencing Mondialisation.ca, 23 décembre 2021 goodsciencing.com

Brisons le silence, sauvons nos enfants : la liste effroyable des décès de sportifs depuis le début de la vaccination!

https://www.mondialisation.ca/sommet-de-liceberg-337-arrets-cardiaques-dathletes-problemes-graves-192-morts-apres-une-injection-anti-covid/5663451

Non, les non-vaccinés ne saturent pas les réanimations - francesoir.fr 23 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/non-les-non-vaccines-ne-saturent-pas-les-reanimations

---

Faites tomber les masques. Fascisme ordinaire et permanent. Gates aux commandes.

Le directeur de l'OMS menace les peuples : ne fêtez pas Noël ou vous allez pleurer ! - lemediaen442.fr 23 décembre 2021

Lors de sa conférence de presse à Genève le 20 décembre 2021. Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, avance ses pions en menaçant les peuples du monde s'ils festoient en fin d'année sous peine de le regretter toute leur vie. Rien que ça !

Tedros Adhanom connaît bien le métier, les menaces n'ont plus de secret pour lui, puisqu'il a été membre du bureau politique du Front de libération du peuple du Tigray (TPFL), une organisation inscrite dans la liste des organisations terroristes du US Homeland Security. Dans le New York Times, il est accusé d'avoir dissimulé trois épidémies de choléra (2006, 2009, 2011). S'il avait rendu publique l'épidémie, cela aurait bloqué les produits d'exportation par peur de contamination et nuit au tourisme en Éthiopie. Donc il a préféré se taire, le comble quand on sait que ce monsieur doit gérer des épidémies !

Une fois le portrait posé, il sera plus facile de comprendre les menaces à peine dissimulées lors de la conférence de presse du 20 décembre. Notre terroriste promotionné s'inquiète visiblement pour notre santé face au virus Omicron dont la majorité des scientifiques s'accordent à dire qu'il est inoffensif. Mais que nenni, notre dissimulateur d'épidémies a un cahier des charges à respecter. Voici les propos du poulain de Bill Gates :

« Nous voulons tous passer du temps avec nos amis et notre famille. Nous voulons tous revenir à la normale. Le moyen le plus rapide d'y parvenir est de prendre les décisions difficiles qui doivent être prises pour nous protéger et protéger les autres. Dans certains cas, cela signifiera l'annulation ou le report d'événements. Un événement annulé vaut mieux qu'une vie annulée. Il vaut mieux annuler maintenant et célébrer plus tard, que de célébrer maintenant et de pleurer plus tard. Aucun de nous ne veut être à nouveau ici dans douze mois à parler d'occasions manquées, d'inégalités persistantes ou de nouveaux variants. Si nous voulons mettre fin à la pandémie dans l'année qui vient,

nous devons mettre fin à l'inégalité, en veillant à ce que 70 % de la population de chaque pays soit vaccinée d'ici le milieu de l'année prochaine. »

Vous êtes prévenus, si vous ne vous vaccinez pas, vous serez coupables d'en être encore là l'année prochaine et l'année d'après… lemediaen442.fr 23 décembre 2021

Le directeur général de l'OMS ou la voix de son maître.

- World could be entering worst part of pandemic: Bill Gates on Omicron surge - Dec 22, 2021

Extrait.

Dans une série de tweets, Bill Gates a déclaré qu'il avait annulé la plupart de ses projets de vacances après que ses amis proches aient été infectés avec le variant Omicron.

Il a conseillé aux gens de prendre des injections de rappel du vaccin Covid-19.

"En attendant, nous devons tous veiller les uns sur les autres, surtout les plus vulnérables, qu'ils vivent au bout de la rue ou dans un autre pays. Cela signifie porter des masques, éviter les grands rassemblements intérieurs, et se faire vacciner. Obtenir un booster offre la meilleure protection", a-t-il tweeté.

http://timesofindia.indiatimes.com/articleshow/88424573.cms?utm_source=contentofinterest&utm_medium=text&utm_campaign=cppst

France. Le journaliste Patrice Arditti compare les enfants à du « bétail » qu'il faut vacciner - lemediaen442.fr 21 décembre 2021

Comme nous baignons dans l'horreur et dans la haine en ces temps de dictature sanitaire, voici un exercice de style identifiable à l'époque que nous vivons, signé Patrice Arditti. Le journaliste de 72 ans semble avoir une peur bleue des enfants et compte bien vacciner ce troupeau trop agité à gambader ici et là.

Nous sommes le 18 décembre 2021 à l'émission Soir Info Week-End sur CNews, l'avocat Pierre Gentillet avance — chiffres à l'appui — ses arguments contre la vaccination des enfants. Mais cela ne convainc pas Patrice Arditti, tétanisé par cette horde de bambins non-vaccinés prêts à surgir de je ne sais où. Pour justifier le sacrifice vaccinal des enfants afin de sauver sa peau, il tentera dans un premier temps de se planquer derrière les gamins avec comorbidité — c'est pas très chevaleresque — et ainsi justifier l'élargissement de la vaccination à tous les mioches. Argument simpliste et facilement dégagé par Pierre Gentillet. Blessé et dans ses retranchements, Patrice Arditti ne trouve plus d'arguments logiques et sa pensée véritable surgit violemment : « Je ne suis pas plus con que vous. Mais si des scientifiques me disaient que pour protéger les populations, il va falloir vacciner également le bétail. Je dirais ok ! » Moment de flottement sur le plateau, la gêne est palpable, le journaliste vient tout juste de comparer la vaccination du bétail à la vaccination des enfants. L'avocat Pierre Gentillet outré, s'écriera :« Un enfant ce n'est pas un bœuf, un enfant ce n'est pas un bœuf ! » lemediaen442.fr 21 décembre 2021

https://lemediaen442.fr/le-journaliste-patrice-arditti-compare-les-enfants-a-du-betail-quil-faut-vacciner/

L'Autriche cherche des agents pour contrôler les non-vaccinés, qui risquent une amende de 3 600 euros - lemediaen442.fr 23 décembre 2021

Une bonne dictature cherche toujours ses sous-fifres pour faire le sale boulot. La différence avec les heures les plus sombres de notre histoire : il n'est pas question de vérifier la circoncision mais la vaccination. Plus le temps passe et plus les similitudes avec l'époque du petit moustachu Hitler, ouvrent des perspectives qu'on croyait révolues.

Hasard géographique, le premier pays à mettre en place sa petite gestapo, c'est l'Autriche, pays du petit moustachu, dans la ville de Linz, sa ville natale. A partir du 1er février, la vaccination obligatoire s'appliquera en Autriche pour les plus de 14 ans. Ceux qui ne veulent toujours pas se faire vacciner s'exposent à de lourdes amendes — jusqu'à 3 600 euros comme le souligne le site Heute. La ville qui compte 200 000 habitants a un taux de vaccination qui ne plaît pas au gouvernement, seulement 63 %. Pour remédier aux récalcitrants qui pensent que leur immunité naturelle leur suffit, la ville a décidé d'engager des inspecteurs de vaccination et de les rémunérer grassement à hauteur de 2774 euros, avec 13e et 14e mois,. La collaboration, c'est dégueulasse, mais ça paie.

Sur le site d'offres d'emplois de la ville — que vous pouvez retrouver ici — la demande de recherche de ces petits chasseurs de non-vaccinés se présente ainsi :

« Souhaitez-vous travailler dans l'administration de la ville de Linz dans le domaine des droits et taxes ? Vous aimez travailler avec la législation et les procédures administratives ? Alors devenez membre de l'équipe d'administration de la ville de Linz ! »

Vos tâches

Préparation des ordonnances pénales sur la base de la loi fédérale sur la vaccination obligatoire contre le CovidT-19
Traitement des recours contre les ordonnances pénales et préparation des conclusions pénales
Tâches administratives
Organisation des exécutions (si les pénalités administratives ne sont pas payées).

Vous entendez le bruit des bottes que nous prépare le gouvernement Macron avec le pass vaccinal à la rentrée ? Il est peut être temps de réagir avant l'ouverture de la chasse. Sinon la prochaine étape, c'est les camps. lemediaen442.fr 23 décembre 2021

Covid-19: la Chine confine une ville de 13 millions d'habitants - BFMTV 22 décembre 2021

A 900 km des sites, un rebond épidémique touche depuis deux semaines la ville de Xi'an (nord), où 52 malades supplémentaires ont été recensés mercredi.

Pour empêcher toute propagation du virus, les habitants devront "rester chez eux sauf raison impérative" à compter de jeudi minuit (mercredi 16h00 GMT), ont indiqué les autorités locales. Une personne par foyer est toutefois autorisée à faire les courses "tous les deux jours", ont-elles précisé dans un communiqué.

Toutes les entreprises "non essentielles", à l'exception des supermarchés, des commerces de proximité et des établissements médicaux, ont reçu l'ordre de fermer.

90 quartiers résidentiels d'abord mis à l'isolement

La ville avait déjà considérablement restreint les déplacements et commencé mardi à dépister l'ensemble de sa population. Environ 90 quartiers résidentiels avaient préventivement été mis à l'isolement, sans que l'on ne connaisse le nombre de personnes touchées par cette mesure.

Avant l'annonce du confinement, les habitants de Xi'an devaient depuis mercredi matin être munis d'une autorisation pour prendre le train et quitter la ville, selon la télévision publique CCTV. Dans les airs, plus de 85% des vols au départ et à l'arrivée de Xi'an ont été annulés, selon le site spécialisé VariFlight. BFMTV 22 décembre 2021

Russie : les députés adoptent en première lecture la loi sur les QR Codes dans l'espace public Par Karine Bechet-Golovko (Russie politics) - Mondialisation.ca, 17 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/russie-les-deputes-adoptent-en-premiere-lecture-la-loi-sur-les-qr-codes-dans-lespace-public/5663362

En Suède, une start-up teste l'implant du passe vaccinal sous la peau - lemediaen442.fr 23 décembre 2021

Une entreprise suédoise, DSruptive Subdermals, spécialisée dans les implants à micro-puces, a adapté sa technologie pour proposer à ses utilisateurs d'avoir leur passe sanitaire sous la peau.

« Il est toujours accessible pour moi ou pour n'importe qui d'autre qui veut me lire. Par exemple, si je vais au cinéma ou dans un centre commercial, les gens pourront lire mon statut même si je n'ai pas mon téléphone sur moi », explique Hannes Sjoblad, directeur de la start-up.

https://lemediaen442.fr/en-suede-une-start-up-teste-limplant-du-passe-vaccinal-sous-la-peau/

Passe vaccinal en Tunisie : le document obligatoire dans certains lieux - France 24 23 décembre 2021

En Tunisie, le pass vaccinal entre en vigueur ce mercredi. Sa présentation est obligatoire dans les lieux publics, certains transports, les lieux de cultes mais aussi les administrations et grandes surfaces. Les employés du public et du privé risquent une suspension provisoire de leur contrat de travail s'ils ne montrent pas ce schéma de vaccination complet. Il a été critiqué à cause des sanctions sévères qu'il impose en cas de non-respect de la loi. - France 24 23 décembre 2021

Covid-19 : nouveau tour de vis en Espagne et en Belgique - LePoint.fr 23 décembre 2021

Six mois de liberté dans les rues, les Espagnols vont ainsi devoir de nouveau porter le masque à l'extérieur. LePoint.fr 23 décembre 2021

En Belgique, ce sont les cinémas et les salles de spectacle qui seront fermés à compter de dimanche afin d'endiguer la propagation du variant Omicron du coronavirus, a annoncé mercredi le Premier ministre Alexander De Croo lors d'une conférence de presse. Cafés et restaurants, qui craignaient aussi des restrictions supplémentaires, peuvent rester ouverts jusqu'à 23 heures pendant la période des fêtes, comme c'est le cas depuis début décembre.

Allemagne: pas plus de 10 invités vaccinés ou guéris pour les fêtes du Nouvel An - BFMTV 21 décembre 2021

La mesure prendra effet dès le 28 décembre et ne concernera pas les enfants de moins de 14 ans. Pour les non-vaccinés, seulement deux personnes maximum et issu d'un même foyer peuvent être invitées.

Danemark et Irlande, premiers pays d'Europe à prendre des mesures drastiques contre Omicron - huffingtonpost.fr 17 décembre 2021

La Première ministre Mette Frederiksen lors d'une conférence de presse : "Nous avons besoin de limiter notre activité, a-t-elle expliqué. Nous devons tous limiter nos contacts sociaux."

Face à la flambée des cas de Covid-19 à cause du variant Omicron, le Danemark va fermer ses théâtres, cinémas et salles de concerts et l'Irlande instaurer un couvre-feu. Mais le gouvernement envisage déjà d'aller plus loin et va également demander la fermeture d'autres lieux de rassemblement, comme les parcs d'attractions, les centres de congrès ou encore les musées.

Un couvre-feu en Irlande

Le Premier ministre Micheal Martin a annoncé ce vendredi soir l'instauration d'un couvre-feu à 20h pour les pubs, bars et restaurants jusqu'à la fin janvier.

Le dirigeant a également annoncé que les événements en intérieur ne seront plus autorisés le soir à partir de 20h et annoncé une réduction de la capacité des événements accueillant du public. Les mariages ne peuvent être fêtés au-delà de cette heure et limités à cent personnes.

Vaccin : Israël autorise la 4e dose pour les soignants et les séniors - LePoint.fr 22 décembre 2021

Le Premier ministre Naftali Bennett a annoncé mardi que tous les Israéliens de plus de 60 ans et le personnel médical auraient droit à une quatrième dose de vaccin contre le Covid-19, après consultation d'un groupe d'experts. AFP 22 décembre 2021

Vaccination au Brésil : Le ministère de la Santé préconise une 4e dose pour les immunodéprimés - 20minutes.fr 22 décembre 2021

Haut de page

Le 25 décembre 2021

Je vous souhaite un bon Noël à tous et une bonne fin d'année. Et vive la révolution socialiste mondiale !

Cette causerie au format pdf (4 pages)

A propos de monsieur Meyssan et du Réseau Voltaire.

Comment le projet de « Printemps arabe » se superpose à la « doctrine Cebrowski » par Thierry Meyssan (« Sous nos yeux » (20) - Réseau Voltaire - Damas (Syrie) - 24 décembre 2021

https://www.voltairenet.org/article213728.html

LVOG - Je précise que je n'avais pas acheté ce livre et que je ne l'ai pas lu. Tiens, il est reparti en Syrie, vous comprendrez plus loin pourquoi.

Extrait.

TM - L'idée que l'on puisse « démocratiser » de l'extérieur, non seulement les institutions d'un État, mais la pratique politique d'un peuple, est simplement antinomique et grotesque. Pour les trotskistes qui dirigent la NED, c'est le vieux fantasme de la « révolution mondiale ». Peu importent les Peuples, leur pays et leur Histoire, la révolution est pour tous et le pouvoir est pour eux. Alors que durant la révolution bolchévique, Léon Trotski et sa secrétaire furent encouragés par les Britanniques à massacrer leurs concitoyens à grande échelle, affaiblissant ainsi la Russie, ses disciples reproduisent ses forfaits : parlant un charabia d'extrême gauche, ils organisent des crimes de masse au service de l'impérialisme.

LVOG - L'amalgame produit ici par monsieur Meyssan est tout bonnement ordurier, ce qui ne m'étonne pas, j'y reviendrai à la fin de ce texte. Il évoque furtivement des évènements sans les situer dans leur contexte réel. Le lecteur pourrait croire que les partisans de la révolution russe d'octobre 1917, qui étaient des ouvriers ou essentiellement des paysans, auraient été des barbares sanguinaires manipulés par une bande de criminels enragés, les dirigeants, cadres et militants du parti bolchevik ou communiste prêts à tout pour conserver le pouvoir et s'en mettre plein les poches.

Monsieur Meyssan accuse la révolution d'en être responsable, alors qu'en réalité ce sont les féodaux et une partie de la bourgeoisie russe soutenus par une coalition militaire occidentale qui ont déclenché une guerre civile particulièrement sanglante pour renverser le gouvernement révolutionnaire, autrement dit ceux qu'ils accusent de sauvagerie n'ont fait que se défendre, les vaincus n'ayant jamais admis leur défaite. Il est vrai que vous ne verrez jamais un monarque ou un banquier accepté de bonne grâce d'êtes renversé ou de vous donner les clés de son coffre-fort, il résistera les armes à la main.

Donc les faits qu'évoquait monsieur Meyssan étaient plutôt à mettre au compte des opposants à cette révolution qui avaient déclenché une guerre civile armée. Que les masses révolutionnaires ne se soient pas laissé déposséder de leur pouvoir et qu'elles ne se soient pas laisser massacrer non plus, peut choquer monsieur Meyssan, on en convient. Chers lecteurs, vous avouerez que lorsqu'on restitue les faits, leur interprétation diffère de celle de cet infâme individu.

Voilà le compte de monsieur Meyssan réglé, cependant on ne va pas en rester là, on va l'achever.

Je l'avais brocardé ou critiqué sévèrement en plusieurs occasion mais je ne connaissais pas cet épouvantable épisode. D'autres fois je lui avais témoigné une certaine sympathie, il est évident que si j'avais lu son livre, je me serais abstenu. Il arrive parfois que de bonne foi sur la base d'impressions flatteuses ou superficielles, on accorde une confiance relative à des gens qui finalement ne le méritent pas. On est animé de bonnes intentions, on a cette faiblesse, et on a tendance à ignorer que ce n'est pas le cas de tout le monde, surtout dans ce domaine.

Monsieur Meyssan est anti-impérialiste, ils dénoncent tous ceux qui "*organisent des crimes de masse au service de l'impérialisme*", mais quand on se demande qui a ses faveurs, on s'aperçoit que ce sont exclusivement des représentants du capitalisme, de la réaction nostalgique de la grandeur de la France impérialiste et coloniale, du gaullisme devenu obsolète dont le monarque Macron incarne la continuité à une autre époque.

Il fait partie de ces idéologues qui savent que la roue de l'histoire ne peut pas tourner à l'envers, mais comme il refuse de l'admettre, par dépit ou pour justifier son orientation politique, il en vient à falsifier l'histoire, au lieu de concevoir qu'il existerait une autre issue politique que celle dictée par la réaction, parce que comme tout système le capitalisme comporte forcément un commencement et une fin, il va tout faire pour discréditer celle qui se situe au-delà ou le socialisme et ses représentants, qu'on les appelle trotskystes ou autrement peu importe ici, car ce

sont eux qui constituent ses véritables cibles.

On comprend mieux pourquoi dans ses articles il ne fait qu'effleurer l'économie et il ignore la lutte des classes, ils méprisent les masses au profit des émirs ou chefs d'Etat infréquentables qu'il s'est vanté de côtoyer, des institutions internationales ou du droit international qu'il idolâtre littéralement, ce serait trop compromettant ou il se démasquerait, il apparaîtrait tel qu'il est vraiment, un agent ou idéologue de la réaction.

Monsieur Meyssan, en lisant votre première tirade contre les trotskistes, je me suis dit que vous auriez pu avoir au moins la délicatesse de préciser ex-trotskistes, parce qu'il existe de véritables trotskystes qui n'ont rien à voir avec ces gens-là, ceux de la NED, mais en lisant la suite je me suis ravisé et je me suis dit, quelle ordure voilà qu'il nous ressort la propagande des russes blancs reprise par les gouvernements occidentaux et les staliniens, pour le compte de qui sinon la réaction dont monsieur Meyssan est un porte-parole. Il se fait passer pour un anti-impérialiste, un progressiste, un démocrate, un humaniste, mais en réalité, il n'est rien de tout cela, il est exactement le contraire, sous ce masque c'est un imposteur.

Là vous avez été trop loin, pour défendre les intérêts que vous représentez, vous n'avez pas hésité à falsifier les faits, d'ailleurs comme l'avait fait remarquer certains commentateurs à la suite de vidéos YouTube diffusées sur le Net vous vous êtes bien gardé de fournir les sources de vos allégations pour que les lecteurs puissent vérifier par eux-mêmes ce qu'il en était réellement, sources qui auraient dû inclure celles de Trotsky lui-même ou du gouvernement soviétique de l'époque, donc avant l'ère stalinienne, autrement dit les lecteurs devraient vous croire sur parole.

Et bien non monsieur, chez les véritables trotskystes les choses ne se passent pas ainsi. Les véritables trotskystes sont des marxistes, donc ils privilégient les faits, c'est uniquement sur la base des faits qu'ils construisent leurs analyses, qu'ils élaborent leurs théories, les tâches pratiques qu'ils ont à accomplir, qu'ils s'organisent, guidés par un unique objectif : La prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et les couches progressistes des classes moyennes pour dans un premier temps inverser les rapports sociaux qui sont à l'origine du régime économique, puis en finir avec le capitalisme et le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, la division de la société en classes sociales, l'Etat, les frontières, le commerce de l'argent ou la monnaie ou la valeur d'échange au profit de la valeur d'usage, afin que chaque homme ou femme sur Terre puisse enfin vivre libre et dignement, s'épanouir individuellement et vivre en paix.

Voilà le contenu de notre idéologie, de notre engagement politique que combat monsieur Meyssan.

Dans son avant-dernier article, il nous avait révélé qu'il était orphelin, ses égéries gaullistes Pécresse et Zemmour ayant mal tourné, le malheureux ne sait plus à quel saint se vouer, il pourrait se rapprocher de l'héritier de la dynastie des Romanov qui a fait la Une des médias en octobre dernier. On dit qu'il est fortuné et qu'il chercherait un conseiller pour l'aider à remonter sur le trône, avec son talent il pourrait lui fabriquer une biographie sur mesure, il était trop jeune pour participer à la guerre civile patati et patata, il est né en 1981 (sic!), c'est dans vos cordes monsieur Meyssan, n'est-ce pas ?

Pour en savoir plus, je vous conseille :

Révolution russe. Avec Jean-Jacques Marie

https://www.youtube.com/results?search_query=a+R%C3%A9volution+russe.+Avec+Jean-Jacques+Marie

Vous saurez tout sur cette guerre civile qui a ravagé toute la Russie pendant 3 ans et qui a fait des millions de morts de faim, du typhus, de la grippe espagnole, etc. à mettre au compte des amis de monsieur Meyssan.

Ce samedi 25 décembre 2021, il est 14h05, je viens de casser la croute rapidement et j'ai relaté à ma compagne indienne cette ignoble histoire. Vous savez qu'elle est hyper arriérée, analphabète, etc. pour lui faire comprendre je lui ai expliqué ceci.

Dialogue entre Selvi et moi.

- Selvi, imagine que je sois au gouvernement qui représente les intérêts des pauvres ou des travailleurs, et que les riches et leur armée viennent m'attaquer pour me tuer et reprendre le pouvoir. Je vais me défendre, je vais prendre les armes à mon tour, je ne vais pas me laisser tuer, la légitimité est de mon côté, c'est normal, n'est-ce pas?

- Bien sûr.

- Et bien tu sais ce qu'il a raconté ce salopard, que c'était moi qui avais pris les armes et qui les avais attaqués. Il a oublié de préciser que je représentais le gouvernement légitime, que par conséquent par tous les moyens j'avais le devoir de faire respecter la loi par tous les citoyens sans exception, et que s'il y avait des morts, ce sont ceux qui ne l'auraient pas respectée qui en porteraient uniquement la responsabilité. Quand les riches sont au pouvoir, c'est comme cela qu'ils procèdent, mais quand ce sont les pauvres, ils ne devraient pas agir de la sorte. Ce type-là, vois-tu, il représente les riches voilà son problème, moi je représente les pauvres, donc on n'a rien à faire ensemble ou on ne peut pas s'entendre, tu comprends ?

- Oui, j'ai bien compris. Tu ne vas pas lui souhaiter un bon Noël.

- Ah ça non !

Haut de page

Le 29 décembre 2021

Une brève causerie en attendant la suite d'ici ce soir ou demain. Il s'agit d'un courriel envoyé à deux contacts, un métallo à la retraite et une enseignante. Je l'ai peaufiné depuis, donc cette version est légèrement différente sans rien changer à l'essentiel.

- Du dictateur ou de l'esclave volontaire, qui est le monstre ? - lemediaen442 28 décembre 2021

Le PDG du « Jouet » (1976) de Francis Veber s'inspire de Marcel Dassault quand il renvoie un employé aux mains moites ou achète une maison à ses propriétaires s'ils partent dans la minute… La scène entre Michel Bouquet, le PDG tyrannique, et Jacques François, rédacteur en chef servile, évoquent parfaitement les conséquences de la lâcheté. Elle se termine par la question : de nous deux qui est le monstre ? Le dictateur ou l'esclave volontaire ? Sans choisir entre Charybde et Scylla, on peut remarquer que toute ressemblance avec des personnes et des faits réels ne relève d'aucune coïncidence dans la période actuelle. lemediaen442 28 décembre 2021

LVOG - Je ne suis pas le raisonnement de ce média sous influence (c'est mieux que de dire de merde!), certes le constat est indéniable, cependant je ne me pose pas cette question (Lequel des deux est le monstre) ou plutôt je n'aborde pas le problème évoqué sous cet angle. C'est là qu'on s'aperçoit des limites ou lacunes de l'anthropologie sociale ou de la sociologie par rapport au marxisme.

La seule question qui mérite d'être posée selon moi, c'est de se demander comment on peut en arriver à cet état de monstre et de servitude sur le plan politique, sinon que ce rapport illustre parfaitement les rapports sociaux entre dominant et dominé sur lesquels repose le capitalisme, que la société reproduit à tous les niveaux dans toutes les catégories sociales et à l'intérieur de celles-ci.

En allant plus loin, ils sont à l'origine des divisions dans nos propres rangs, et expliquent en partie pourquoi il est si difficile de s'unir pour combattre notre ennemi commun, parce que rares sont ceux qui en ont conscience...

- La vidéo de 3mn10s
- Cette causerie au format pdf (16 pages)

INTRODUCTION

Le variant Omicron de la Covid-19 est à l'origine de très peu de décès dans le monde, uniquement chez des vieillards ou des personnes atteintes de comorbidités ou déjà en très mauvaise santé ou à l'article de la mort. En revanche, avec l'hiver, comme tous les ans à la même époque, des centaines de milliers de personnes dans le monde parmi celles évoquées précédemment vont décéder d'affections respiratoire diverses, notamment suite au virus de la grippe ou plutôt l'affection bactérienne qui prend le relais, les salopards qui gouvernent ainsi que les médecins aux ordres les imputeront à ce variant.

Dans cette causerie vous trouverez encore un tas d'articles ou vidéos qui le démontrent, preuves matérielles à l'appui.

Si vous n'y avez pas déjà réfléchi ou si vous ne partagez pas les réponses qu'on vous a proposées, vous pourrez aussi vous demandez pourquoi l'ensemble du mouvement ouvrier et sa prétendue avant-garde révolutionnaire ont basculé comme un seul homme dans le camp de la réaction, en niant pendant près de deux ans l'existence des traitements efficaces pour combattre ce virus pas plus dangereux que celui de la grippe dès lors que les malades étaient pris en charge, au profit d'une thérapie génique expérimentale causant dorénavant plus de morts que les variants de ce virus, pourquoi ils ont finalement soutenu toutes les mesures liberticides imposées aux peuple par le gang criminel du Forum économique mondial qui est à l'origine de ce coup d'Etat mondial.

Pour répondre à ces questions, il suffisait de ce demander quel était le mobile de cette sordide mystification ou à qui devait profiter le crime, et d'observer comment ils s'étaient répartis les rôles, pour savoir quelles étaient les réelles intentions ou la véritable nature de ces différents acteurs. Bien entendu, cela ne datait pas d'hier, la plupart avaient une longue histoire ou expérience derrière eux.

Voilà qui devrait inciter chacun à examiner minutieusement comment s'est déroulée la lutte des classes depuis au moins le milieu du XXe siècle ou les années 20, il y a donc un siècle déjà, et en suivant à la trace chacun de ces acteurs ou courants politiques, en reconstituant leur parcours, vous pourriez peut-être découvrir quelle est la part de responsabilité qu'ils portent de la situation actuelle. Je vous invite une nouvelle fois à faire cet inventaire qui vous réservera bien des surprises, mauvaises, parce qu'il ne peut pas en être autrement, sinon nous n'en serions pas rendus là, logique élémentaire.

Que le développement du capitalisme et de la situation politique ait eu une part inéluctable, loin de moi l'intention de le nier, mais que leur orientation ait été inévitable, rien ne permet de l'affirmer ou je ne suis pas d'accord avec cette interprétation qui sert à tout justifier, notamment la faillite ou la trahison de tous les courants du mouvement ouvrier, et le fait qu'on se retrouve sans parti, sans direction ou orientation, totalement démunis pour affronter nos ennemis, comme si finalement les enseignements de la lutte des classes que nous avaient légués les marxistes étaient obsolètes, ils n'avaient plus aucune utilité ou ils n'avaient jamais existé, en fait de guide le marxisme devait nous mener nulle part ou dans une impasse, vous me permettrez de ne pas cautionner cette explication, car elle signifie tout bonnement que notre combat et notre cause seraient perdus d'avance, notre méthode aurait failli, non, ce sont nos dirigeants qui n'ont pas été à la hauteur de leurs tâches politiques ou qui se sont laissé corrompre.

Qu'on n'ait pas pu éviter que l'oligarchie concentre un tel pouvoir économique et politique, on veut bien l'admettre, mais qu'il n'y ait pas l'ombre d'une formation politique au sein du mouvement ouvrier pour rejeter l'ensemble des mesures liberticides imposées par Macron, dont la muselière et la vaccination, ça personne ne nous fera croire que c'est normal ou que c'était écrit quelque part, que c'était inévitable, c'est du domaine de la mystification.

Un autre texte que j'ai rédigé quelques jours auparavant en rajoutant des parties au fil des jours, je ne le modifie pas.

Apparemment tous les acteurs politiques en France s'accommodent du régime fascisant qui s'est mis en place de facto depuis mars 2020 ou la promulgation de l'état d'urgence, pire, après les annonces d'avant-hier soir de Castex sur un air martial, LFI par la voix de Coquerelle regrette que certaines mesures n'aient pas été prises plus tôt ou qu'elles aient été abandonnées trop rapidement, bref, ces salopards en redemandent, et c'est l'extrême droite par la voix de Le Pen qui se moque de la vaccination qui ne sert à rien sur le plan médical et qui réclame la fin du passe sanitaire.

Autrement dit, c'est la représentante de l'extrême droite qui tient un discours conforme aux besoins des travailleurs ou à la situation sanitaire réelle, et c'est à la pseudo extrême gauche parlementaire qui à sa manière soutient les despotes qui ont adopté ces mesures liberticides. Pour faire monter l'extrême droite, il n'y a pas mieux, n'est-ce pas ? Ils le savent à LFI, cela leur fournit un prétexte pour ensuite la combattre et se faire passer pour des opposants au régime qu'en réalité ils épargnent ou soutiennent, le truc classique des imposteurs qui ont pourri le mouvement ouvrier.

Nous vivons sous un régime ouvertement dictatorial ou tyrannique depuis mars 2020, cela présente au moins l'avantage que, chacun sait ou devrait savoir à quoi s'en tenir dorénavant sur ses réelles intentions envers le peuple, qui sont délibérément antidémocratiques ou antisociales, mauvaises, cruelles. Pas tant que cela ou ce n'est pas aussi sûr, car Macron a déboursé des dizaines ou des centaines de milliards d'euros pour éviter que des millions de travailleurs se retrouvent sans salaire ou au chômage suite aux conséquences sociales des mesures liberticides qu'il avait imposées, pour des millions de travailleurs, il est leur sauveur.

Je ne plaisante pas, en échange du maintien de leur petit confort matériel, concédant qu'il est somme toute légitime et qu'ils y tiennent, ils sont prêts à brader toutes leurs libertés ou aspirations démocratiques.... La question est de savoir jusqu'où et jusqu'à quand, compte tenu qu'il entend les restreindre toujours plus, sachant qu'ils n'ont semble-t-il pas perçu que dans ces conditions il leur sera de plus en plus difficile de défendre leurs acquis sociaux ou empêcher que leur mode de vie se dégrade gravement dans un proche avenir, conformément aux intentions de départ de Macron ou de l'oligarchie dont il est la marionnette. On peut donc prévoir que les grèves et les mouvements sociaux vont se développer au cours des prochains mois, avant ou après les élections présidentielles, je l'ignore, tout dépendra de l'attitude Macron et son gouvernement.

Les mêmes mesures ou la même politique étant appliquées partout dans le monde, certains s'en étonnent encore, qu'ils réfléchissent un instant ou se posent deux questions : Qu'est-ce que partagent tous les Etats, qu'ont-ils en commun ? Le même régime, ils sont soumis au capitalisme qui régit l'économie mondiale. Et qui dictent ces mesures ou cette politique à tous les chefs d'Etat de la planète ? Le sommet du capitalisme, l'oligarchie financière qui concentre une fortune gigantesque et a acquis une puissance politique colossale, dont le siège est à Davos en Suisse (dans un paradis fiscal!), le Forum économique mondial.

Nos ennemis sont donc identifiés, les tâches et les objectifs politiques en découlent pour en finir avec cette situation sont clairs : Dans chaque pays nous devons lutter pour abattre l'Etat ou les institutions nationales, nous emparer du pouvoir politique afin de mettre un terme au capitalisme... Nous devons donc construire un parti révolutionnaire dans chaque pays sur cet axe politique, qui sera la section nationale de l'Internationale pour une République sociale et démocratique universelle.

Voilà la perspective politique que l'on peut proposer à chaque travailleur ou jeune en France, et dans tous pays à développement économique comparable. Ces objectifs sont faciles à saisir, tous les matériaux pour les argumenter ou les justifier existent ou sont à notre disposition.

Les causeries sont conçues pour vous fournir régulièrement ces matériaux, donc ils ne manquent pas, on en regorge ! On peut ainsi vérifier en temps réel la cohérence et le sérieux de cette ligne politique sur la base des faits, on peut adapter ou modifier notre discours en fonction des derniers développements économiques ou politiques sans nous écarter d'un millimètre de nos objectifs, chacun peut ainsi vérifier qu'on ne verse pas dans l'opportunisme, qu'on reste fidèle à notre engagement ou notre idéal.

J'y tiens absolument, c'est très important, car pour qu'une relation de confiance parvienne à s'établir entre moi et les lecteurs, il faut que tout soit clair entre nous ou que chacun d'entre nous sache en toute circonstance et liberté à quoi s'en tenir. Cela signifie que la démagogie n'a pas sa place ici, ni la propagande où on vous demande de soutenir ou partager aveuglément quoi que ce soit au nom de je ne sais quelle théorie ou doctrine. Quand je vois qu'il existe encore des partis ou les résolutions de la direction sont adoptées à l'unanimité, je me dis spontanément, voilà les partis où je ne foutrai jamais les pieds.

Imaginez un peu à quel point je suis étranger à ces pratiques. Quand un lecteur, je dis bien un seul lecteur, me dit qu'il est d'accord avec tout ce que j'ai écrit, je me demande comment c'est possible. Pourquoi ? Pardi, parce que je le connais ! Je me dis que ce n'est pas possible, car il y a forcément quelque chose qu'il n'a pas compris parce que pour le comprendre il fallait l'avoir étudié, et je sais qu'il ne l'a jamais étudié, et pour cause il me l'a dit à sa manière. A moins que j'aie été particulièrement clair ou suffisamment précis, et que le texte était relativement court, pourquoi pas et sans prétention de ma part, là je veux bien admettre qu'il soit d'accord avec moi.

Vous voyez au passage que je n'ai pas du tout l'état d'esprit du manipulateur animé d'intentions mauvaises, douteuses ou obscures, non, moi je tiens à ce que tout soit clair. J'ai manqué de beaucoup de clairvoyance dans ma vie et j'en ai tiré des leçons. Je suis moins exigeant quand je discute avec une personne qui est très différente de moi, là je me dis que pour qu'elle partage mon point de vue, c'est qu'elle a dû fournir un énorme effort, donc ce serait injuste de lui faire une remarque qui pourrait la décourager ou la choquer. Il faut toujours respecter et ménager les autres, sans aller jusqu'à flatter la stupidité ou la malhonnêteté, il y a l'art et la manière de s'y prendre qui dépend de chacun et du résultat qu'on en attend.

C'est uniquement de cette manière qu'on peut progresser ensemble, en maintenant toujours en éveil notre esprit critique, sans que cela tourne à l'obsession évidemment ou à la critique systématique, c'est très con. Tout texte peut être amélioré ou présente des faiblesses, des lacunes, etc. selon l'angle où on va l'aborder, notre état d'esprit du moment, etc. Il est donc profitable pour tout le monde d'en parler, on va tous apprendre quelque chose, c'est merveilleux, non ?

Les éditoriaux, articles, tracts qui se réduisent à de la propagande ou des formules ne servent à strictement rien, voyez où nous en sommes, c'est la meilleure preuve qu'on puisse avoir. C'était peut-être valable jadis, il y a un siècle, et encore les dirigeants marxistes n'en usaient pas inconsidérément, ils maîtrisaient leur sujet sur le bout des doigts, de nos jours si vous posez une question à nos dirigeants, par exemple sur la mystification en cours - quoique ce soit leur faire beaucoup trop d'honneur qu'ils ne méritent ou sachant ce qu'ils sont - ils seront infoutus de vous répondre, ils vous demanderont pourquoi vous leur poser, ils vous demanderont qui vous l'a soufflée, ils vous demanderont si vous avez conscience qu'untel ou untel infréquentable l'a également posée, comme si cela avait forcément un rapport ou avait une signification particulièrement, non mais sans déconner ils sont comme cela, on les connaît par coeur.

Il y a aussi un truc qui peut parfois désarçonner les lecteurs, c'est que certains de mes textes n'ont ni queue ni tête, c'est à la fois voulu et non, je vous explique pourquoi.

Souvent ma production écrite n'a rien à voir avec les textes parfaitement formatés sortis de la tête d'un universitaire ou un intellectuel. Ils n'ont rencontré aucune difficulté pour les rédiger, puisqu'avant même d'aborder les sujets qu'ils allaient coucher sur le papier ou à l'écran, ils savaient ce qu'ils allaient y mettre et où ils voulaient en venir, moi non. Leurs conclusions étaient déjà écrites, ils les connaissaient à l'avance, moi je les ignore. Leurs textes sont tous bâtis sur le même modèle, ils n'ont plus qu'à suivre le mode d'emploi si vous préférez, moi je n'en ai pas ou je refuse d'en employer un, j'ai étudié cela avec mes cours universitaires de sciences du langage en 2000. J'éprouve une profonde aversion pour tout ce qui est modèle, moule ou formatage du mode de penser, c'est incompatible avec ma conception de la liberté de penser, c'est ainsi, c'est peut-être un défaut, mon côté anarchiste qui n'est pas une honte, je m'en fous, je préfère cela que de leur ressembler. Vous croyez que je savais que j'allais écrire ces lignes deux minutes avant, vous plaisantez, je n'en savais rien du tout, j'ignorais même de quoi on allait parler.

Je crois que pour comprendre une pensée ou qu'elle s'épanouisse, il faut qu'elle soit libre de tout ancrage ou carcan, il faut qu'elle puisse s'exprimer librement. Cela me fait penser aux expériences d'écriture automatique des surréalistes avec André Breton... Si on la guide vers un objectif prédéterminée, on l'enferme déjà dans une camisole de force, elle sera forcément sclérosée comme les muscles ou les ailes d'un oiseau enfermé dans une cage. C'est quelque part lui infliger un traitement qui lui sera préjudiciable. Pour qu'elle donne toute sa puissance, pour qu'elle puise au plus profond de notre inconscience et mobilise toutes nos facultés ou le meilleur de nos connaissance rien ou le moins possible ne doit l'entraver, elle doit être comme l'eau de la rivière qui coule librement sans barrage ou retenue, elle sera claire, transparente et limpide, pure, comestible ou non toxique assurément pour celui qui la consommera à la source, car c'est jusque-là qu'on remonte.

C'est tout le contraire des idées emprisonnées dans un système de penser névrotique destinées à produire un effet particulier, et qui généralement pour cette raison loupe sa cible ou rend fou leurs auteurs, quand ils ne parviennent plus à en sortir. Ces gens-là ont un mode de penser très pauvre ou médiocre ou l'imagination n'a pas sa place ou elle est exclue, or c'est notre principale source de connaissance, on explore l'inconnu sans tenir en laisse notre pensée, on la laisse vagabonder librement en veillant à ne pas lâcher le file qui la relie à la réalité, c'est la seule précaution dont il faut s'entourer, pour ne pas prendre le risque de se perdre ou de devenir fou, mythomane. De plus, cela permet de révéler des aspects de soi-même qu'on ignorait ou qu'on avait enfouis profondément dans notre inconscience, donc en quelque sorte on peut s'auto-psychanalyser, ce qui n'est pas le moindre des avantages, on apprend à se connaître, après on ne peut plus se raconter des histoires, donc on n'est pas tenté d'en raconter aux autres, c'est génial, non ? Il faut supporter cette épreuve qui n'est pas toujours flatteuses pour nous, cela peut en rebuter plus d'un évidemment. C'est peut-être cela que mes lecteurs me reprochent le plus, je me le suis déjà dit, en fait, je n'en sais rien.

Ce qui est intéressant quand on adopte ce comportement, c'est aussi qu'on sait où on en est, donc on ne se prendra pas pour ce qu'on n'est pas, cela aussi c'est un truc qui passera mal chez beaucoup de gens, parce qu'ils ne supportent pas tels qu'ils sont, même s'ils prétendent le contraire. Ils manquent beaucoup trop de modestie pour qu'on les croie. Un autre truc intéressant, c'est qu'on sait qu'on ignore encore un tas de choses ou qu'on n'a jamais trouvé de réponses satisfaisantes à certaines questions, alors régulièrement on se les repose et chaque fois on découvre quelque chose, c'est merveilleux ! C'est tout l'inverse que détenir la vérité, n'est-ce pas ?

La structure de la pensée, c'est autre chose ou plutôt, on n'en a abordé rapidement qu'un aspect. Il va de soi que je ne bannis pas la propagande ou je n'ai jamais dit que les ouvrages à usage strictement didactique étaient inutiles, dans les deux cas tout dépend de l'usage auquel on les destine ou du contexte dans lequel on les emploie. Les militants ont trop tendance à réciter leur catéchisme, la matière de leur discours est pour ainsi dire morte ou sans vie, on n'a pas l'impression qu'ils vivent ce qu'ils racontent, ils semblent sortir dont on sait où, cela n'est pas fait pour inspirer confiance.

En guise de bons voeux, je vous souhaite de penser le plus librement possible, à l'heure où l'on veut museler toutes nos libertés, cela pourrait être la seule source de bonheur qui vous resterait pour vous en sortir.

Aux cobayes volontaires ou forcés.

- Covid : « Le délai de rappel est réduit à trois mois » annonce ce soir Jean Castex - Publicsenat.fr 28 décembre 2021

LVOG - Pourquoi ces sadiques tiennent-ils à vous piquouser absolument, qui plus est le plus souvent possible ou tous les trois mois ? Quelle poison ou substance toxique y a-t-il dans ces produits en phase d'essai ? Quel effet cela provoquera-t-il sur votre immunité naturelle ? Les réponses à ces questions figurent sur le Net, elles sont accessibles à tous. On les évoque régulièrement, nos lecteurs savent à quoi s'en tenir ou dans le doute s'abstiendront d'accorder la moindre confiance aux ordures qui gouvernent et leurs porte-parole.

Il faut être taré pour cautionner ces mesures.

LVOG - Cela dit, j'applaudis, j'encourage Macron à en rajouter encore et encore jusqu'à tant que la limite de ce que les masses peuvent endurer soit atteinte et que cela explose, puisqu'il faudra en passer par là. En attendant, pour vous soulager de ce mauvais traitement, il n'y a qu'une chose à faire, se rassembler, s'organiser, car isolé on est vulnérable, nos nerfs sont mis à rude épreuve, partageons nos expériences, soutenons-nous collectivement, on a besoin de soutien, en unissant nos forces nous sommes invincibles, on peut concevoir l'avenir sous un autre angle, et qui sait, percevoir qu'il existe une issue politique ou une alternative au capitalisme...

Pendant les nouvelles lois scélérates du Conseil de défense, les affaires continuent… - lemediaen442.fr 28 décembre 2021

Rappelons que c'est toujours pour notre bien que ces mesures sont prises :

– Interdiction de consommer debout dans les bars, ou de croquer des popcorn assis dans les cinémas et salles de spectacle,

– Délai de rappel des vaccins réduit à 3 mois (une 4e dose est envisagée, même si elle ne sert à rien),

– Obligation du port du masque en extérieur dans tous les centres villes (maires et préfets décideront si un village de 500 habitants possède bien un centre-ville),

– Recours au télétravail dès la rentrée, 3 jours minimum par semaine (exemple : dépannage de chaudière en télétransmission),

– Les grands rassemblements limités à 2 000 personnes en intérieur, 5 000 en extérieur...

La cohérence des mesures : faire accepter l'inacceptable

Toutes ces mesures apparemment absurdes ont pourtant une cohérence. Alexis Poulin l'a trouvée : ce sont des « lois scélérates ». Un terme qui n'est pas choisi au hasard. Il fait allusion aux lois prises par la IIIe République contre les anarchistes et surtout contre la liberté de la presse. L'anarchiste Auguste Vaillant fait exploser une bombe, en 1894, à l'Assemblée nationale. Elle ne fait aucun mort. Et pour cause : la police avait construit l'engin à cet effet. Cette théorie « complotiste » est aujourd'hui admise par les historiens. Donc beaucoup de bruit, mais pas pour rien, puisqu'il s'agissait de faire peur à la population pour passer des lois sans aucune opposition. Ces lois interdisaient toute propagande révolutionnaire, anarchiste ou non, à un moment où de nombreux dirigeants de la IIIe République se trouvaient discrédités par le scandale de Panama.

Si vous ne comprenez pas bien ce qui se passe actuellement, faute d'information médiatique claire, c'est pourtant simple. Pensez à tout ce qui est prohibé par les médias, tout ce dont il ne faut jamais parler. Là est la réponse aux questions que vous vous posez (si la peur n'a pas paralysé vos fonctions cognitives). lemediaen442.fr 28 décembre 2021

Climat.

Nous avions abordé ce sujet dans une précédente causerie, un complément scientifique et sourcé.

Tornades du 10 au 11 décembre aux États-Unis : mise en perspective - 15 décembre 2021 / Association des climato-réalistes

https://www.climato-realistes.fr/tornade-du-10-au-11-decembre-aux-etats-unis-mise-en-perspective/

Lu

« AZhengzhou, ce ne sont pas les offres d'emploi qui manquent. 80 % des iPhone Apple de la planète sont assemblés dans cette grande métropole industrielle du centre de la Chine. Mais le principal sous-traitant de la marque à la pomme, Foxconn, a du mal à recruter. Pour susciter des vocations, il accorde depuis cette année une prime de 1300 euros aux nouveaux employés qui restent au moins 90 jours en poste. Et propose des salaires généreux pour la Chine : autour de 1 000 euros par mois pour un simple ouvrier, nourri et logé, soit deux fois plus qu'il y a dix ans. Malgré cela, les candidats manquent à l'appel.

« Nos usines étaient à l'arrêt l'année dernière à cause de l'épidémie de Covid, mais depuis la reprise, on a vraiment du mal à faire revenir nos ouvriers. Beaucoup ont trouvé du travail ailleurs », constate, amère, la DRH d'une usine de la région. Plus de 20 % de ces postes sont vacants dans l'empire du Milieu, selon une étude du Bureau du travail chinois publiée cette année.

« La pandémie a paralysé les économies de la plupart des pays asiatiques », souligne David Li, secrétaire général de l'association professionnelle des fabricants de chaussures de la ville de Dongguan, près de Canton, dans le sud-est du pays. Au sein de la deuxième économie mondiale, où l'épidémie est, pour l'heure, plutôt sous contrôle, des usines ont vu ces derniers mois leurs carnets de commandes se remplir très vite, à mesure que les acheteurs se détournaient des fournisseurs vietnamiens et indonésiens. « Certaines entreprises chinoises cherchent donc désespérément des ouvriers et n'ont d'autres choix que d'augmenter les salaires et de rogner sur leurs marges », poursuit David Li. »

« A l'usine, on avait juste le droit d'aller aux toilettes »

Ces dernières décennies, les jeunes travailleurs migrants venus des campagnes ont fait tourner l'atelier du monde. Main-d'oeuvre docile, peu

chère et abondante, ces soutiers de la croissance chinoise sont près de 350 millions. Mais aux yeux de la nouvelle génération, le travail en usine n'a plus la cote. « Les jeunes Chinois n'acceptent plus n'importe quel emploi difficile et ne veulent plus faire d'heures supplémentaires, explique Chen Long, sociologue à la Peking University. Ils sont plus hédonistes que leurs aînés. Beaucoup ont fait des études supérieures et rêvent d'autre chose. » (Source : l'Express.fr 23 décembre 2021

LVOG - J'avais rédigé ce commentaire que je destinais à un blog, puis je me suis ravisé, c'était un blog économique bien trop pourri. J'avais adapté mon discours en conséquence pour qu'il ne soit pas censuré, on pouvait donc dire la même chose autrement. Je le publie tout de même.

Il suffisait d'avoir à l'esprit le développement du capitalisme en occident à partir de la moitié du XIXe siècle qui est à l'origine du mouvement ouvrier organisé et qui a alimenté la lutte des classes, pour savoir ce qui allait se produire en Chine et ailleurs, c'est le même scénario.

Dès lors que vous produisez des richesses, que vous en êtes privé ou que votre condition est misérable, vous trouvez cela injuste, vous vous demandez où passent toutes ces richesses ou à qui elles profitent, vous estimez que vous avez le droit à mieux, vous exigez une meilleure répartition des richesses ou la part qui vous est due, vous aspirez à des conditions de travail et de vie décente, ce qui est légitime ou la moindre des choses.

Une jeune femme de mon village (Ma voisine, au Tamil Nadu, Inde du Sud) qui travaille dans une moyenne entreprise qui commercialise des épices en sachets, m'a raconté que du jour au lendemain son patron a voulu imposer un changement d'horaire et passer la durée de la journée de travail de 8 à 10 heures pour le même salaire (Mesure dérogatoire à la législation du travail adoptée par le Premier ministre Modi en juillet 2020), spontanément le jour même un quart des ouvrières ont démissionné. Ne trouvant pas de main d'oeuvre apparemment, au bout d'un mois il a annulé ses exigences et il les a réembauchées.

Autrement dit, tout ceux qui dans le monde bénéficient de conditions de vie privilégiées devraient soutenir le combat des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière pour améliorer leur sort, pour ne pas dire qu'ils devraient avoir la décence de se souvenir qu'ils doivent tout aux générations de travailleurs qui ont lutté pour avoir une vie meilleure ou vivre dans une société plus juste, au lieu de les mépriser ou de leur témoigner de l'indifférence ou pire encore.

Oui, ce sont les masses qui sont à l'origine du progrès social, et non le capitalisme, les classes moyennes ou les intellectuels, les nantis. Les masses aspirent au bien-être et à la démocratie qui leur sont refusés, c'est donc à elles de prendre en main leur destin pour les conquérir.

Un autre aspect de la tyrannie mondiale qu'on ne voulait pas voir.

L'acharnement contre Julian Assange ne laisse aucun refuge au journalisme honnête par Jonathan Cook - Mondialisation.ca, 26 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/lacharnement-contre-julian-assange-ne-laisse-aucun-refuge-au-journalisme-honnete/5663532

Extrait.

Le message envoyé aux journalistes ne pourrait être plus clair ni plus effrayant : ce qui est arrivé à Assange peut aussi vous arriver.

Ce n'est pas un hasard si Julian Assange, le journaliste et militant de la transparence numérique qui a fondé Wikileaks pour aider les lanceurs d'alerte à nous dire ce que les gouvernements occidentaux font vraiment dans l'ombre, a passé dix ans à disparaître progressivement dans cette même ombre.

Son traitement est un crime similaire à ceux que Wikileaks a dénoncés lorsqu'il a publié, il y a un peu plus de dix ans, des centaines de milliers de fuites – des documents que nous n'étions jamais censés voir – détaillant les crimes de guerre commis] par les États-Unis et la Grande-Bretagne en Irak et en Afghanistan.

Ces deux pays occidentaux ont tué des non-combattants et pratiqué la torture non pas, comme ils l'ont prétendu, dans le cadre de la légitime défense ou de la promotion de la démocratie, mais pour imposer leur contrôle sur une région stratégique et riche en ressources.

Le fait que le sort juridique et physique d'Assange soit entre les mains de deux États qui ont le plus à perdre en lui permettant de recouvrer sa liberté et de publier davantage de vérités qu'ils veulent garder cachées constitue un paradoxe ultime et terrible. En redéfinissant son journalisme comme de l' »espionnage » – le fondement de la demande d'extradition des États-Unis – ils sont déterminés à garder le génie dans la boîte. (...)

Ce qu'Assange nous a légué à travers Wikileaks, c'est une lumière crue capable de percer les mensonges du pouvoir et le pouvoir des mensonges. Il a montré que les gouvernements occidentaux, qui se targuent d'une grande moralité, commettent en réalité des crimes en notre nom, à l'abri des regards, dans des pays lointains. Il a arraché le masque de leur hypocrisie.

Il a montré que les millions de personnes qui sont descendues dans les rues des villes du monde entier en 2003 parce qu'elles savaient que les États-Unis et le Royaume-Uni allaient commettre des crimes de guerreen Irak avaient raison de manifester. Mais il a également confirmé quelque chose de plus grave : que leur opposition à la guerre a été traitée avec un mépris total. Mondialisation.ca, 26 décembre 2021

GUERRE DE CLASSES MONDIALE SUR TOUS LES FRONTS.

Résistance à la tyrannie sanitaire prétexte à la tyrannie tout court.

Une pétition contre le passe vaccinal réunit plus de 700 000 signatures - francesoir.fr 28 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/politique-france/petition-contre-pass-vaccinal-700000-signatures

"Le projet du gouvernement de transformer le pass sanitaire en pass vaccinal n'est pas une formalité administrative. C'est un point de non-retour vers l'obligation vaccinale généralisée, c'est autoriser une discrimination de chaque Français en fonction de son statut vaccinal". Le texte de présentation est sans ambiguïté : pour s'opposer à la mesure qui pourrait entrer en vigueur dès le 15 janvier, plus de 700 000 personnes ont déjà signé une pétition contre le projet de loi qui conditionnera une vie sociale normale à son statut vaccinal.

Elles estiment que le passe vaccinal représente une mesure "plus grave qu'une obligation vaccinale simple", prédisant qu'il permettra aux politiques à la tête de l'État de soumettre selon la population au nombre d'injections, ou même à d'autres produits, de leur choix sans consultation et sans limite de durée.

Rappelant l'article R.4127-36 du Code de la santé publique selon lequel « le consentement de la personne examinée ou soignée doit être recherché dans tous les cas », la pétition dénonce la manœuvre du gouvernement qui consiste à contourner l'illégalité de l'obligation vaccinale en contraignant la population à s'y soumettre d'elle-même. Refuser le vaccin reste possible en contrepartie du sacrifice de sa vie sociale, voire professionnelle.

Une décision qui suscite incompréhension et colère puisque ni le passe sanitaire ni le vaccin n'ont fait leurs preuves jusqu'à présent.

La pétition :

https://www.leslignesbougent.org/petitions/non-au-pass-vaccinal-5503/

Le film "Hold On" en accès libre pour alerter contre la vaccination des enfants - francesoir.fr 28 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/societe-sante/le-film-hold-on-propose-en-acces-libre

La vidéo : https://crowdbunker.com/v/hBlXXMg1Sr

Laurent Toubiana révèle les vrais chiffres du covid-19 en France - lemediaen442.fr 25 décembre 2021

Laurent Toubiana, épidémiologiste (depuis 30 ans), lance un chiffre qui va à l'encontre des habituels et dominants discours de peur : 40 malades en une semaine pour pour 100 000 habitants en France (0,04 % de la population sur une semaine). Ce chiffre vient de plusieurs réseaux dont le réseau Sentinelle.

En une semaine 12,9 malades ont été hospitalisés pour 100 000 habitants (2,8 admissions en soins critiques pour 100 000 habitants). Pour 100 000 habitants, il y a 5 800 lits d'hôpitaux. Les hôpitaux ne sont donc pas submergés de malades covid, contrairement aux mensonges diffusés depuis deux ans par les médias.

Laurent Toubiana souhaite que les Français sortent de leur torpeur et se rendent compte que les 33 milliards tirés de leurs poches ont été dépensés pour une épidémie qui n'en est pas une et qui n'a, au plus fort, fait que 140 malades pour 100 000 habitants, ce qui est une épidémie banale. Interrogé par CNews, il a droit à une réflexion réplique pleine d'empathie et de respect de la part de la « journaliste » : « Tout le monde se tromperait à l'échelle nationale sauf vous. » A quoi il répond : « Tout le monde ne se trompe pas. En réalité on a publié une tribune qui a été signée par deux mille chercheurs et professionnels de santé. Malheureusement cette tribune a été enterrée. Il y a énormément de gens en France qui ont conscience de ce mensonge. »

https://odysee.com/@d%C3%A9fenseur:9/,-toubiana:6

Tribune: « Une nouvelle religion vaccinale est née en Occident » - qg.media 12 décembre 2021

L'idéologie de la vaccination intégrale et répétée des populations est une sorte de nouvelle religion, avec son dieu, ses grands maîtres argentiers, ses dévots, ses techniques de propagande de masse et ses mensonges éhontés. En ouvrant désormais la voie à la vaccination des enfants et en créant par ailleurs entre les citoyens des discriminations inédites pour des régimes réputés démocratiques, elle viole des droits humains que l'on croyait « inaliénables » et dresse les citoyens les uns contre les autres. Plus de 2.200 universitaires, médecins et soignants alertent dans une tribune sur QG, le média libre.

https://qg.media/2021/12/12/tribune-une-nouvelle-religion-vaccinale-est-nee-en-occident/

Sur BFMTV, le célèbre Pr Claverie : « Le vaccin ne marche pas du tout » - lemediaen442.fr 26 décembre 2021

Malaise à BFMTV. Les journalistes habitués à écouter les médecins de plateau — Jérôme Marty, Gilbert Deray, Jean-Paul Hamon qui n'ont pas une connaissance d'expert dans le domaine « microbiologie-virologie » — n'en reviennent pas. En effet Jean-Michel Claverie, lui, a une expertise d'ancien directeur de recherche pendant trente ans au CNRS, fondateur et responsable du laboratoire d'information structurale & génomique, jusqu'en 2017 chef de l'Institut méditerranéen de microbiologie, CNRS-AMU)…

Celui qui est classé dans le 1 % des scientifiques les plus cités en microbiologie-virologie n'y va pas par quatre chemins et annonce les données d'études que tous les scientifiques sérieux connaissent — sauf les médecins de plateau — et livre ainsi aux deux journalistes une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne nouvelle : « les études anglaises et sud africaines montrent que le variant Omicron est beaucoup moins pathogène, beaucoup moins agressif que le Delta parce qu'il diminue de 80 % à 85 % les risques d'hospitalisation ». Concernant la mauvaise, « on se rend bien compte que le vaccin ne marche pas du tout parce qu'on est quand même à plus de 90 % de vaccinés en France et, bien sûr, ces 94 000 cas sont pour la plupart des gens vaccinés ». lemediaen442 26 décembre 2021

https://lemediaen442.fr/sur-bfm-tv-le-celebre-pr-claverie-le-vaccin-ne-marche-pas-du-tout/

Le vaccinologue Geert Vanden Bossche : les vaccins empêchent l'immunité de groupe - lemediaen442.fr 27 décembre 2021

Le vaccinologue belge Geert Vanden Bossche explique ses réticences sur la vaccination massive pendant la pandémie et pourquoi la fameuse « immunité de groupe » ne pourra jamais être atteinte, bien au contraire ! Il met en garde contre la vaccination des enfants et explique le rôle bénéfique des non-vaccinés dans le contrôle de la circulation du coronavirus. Une interview-choc qui offre une perspective à contre-courant sur l'actuelle politique sanitaire de nos gouvernements.

Interview Geert Vanden Bossche

https://www.youtube.com/watch?v=nr-1W18i4gM

Les intellectuels italiens poursuivent leur lutte : un deuxième congrès avec des intervenants français - francesoir.fr 27 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/politique-monde/les-intellectuels-italiens-poursuivent-leur-lutte-avec-un-deuxieme-congres

---

Victime de CENSURE sanitaire ? Professeur Christian Perronne

https://www.youtube.com/watch?v=HoGpvbXD0uI

Le British Medical Journal étrille le fact-checking de Facebook : "inexact, incompétent, irresponsable" - francesoir.fr 28 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/societe-science-tech/le-BMJ-etrille-le-fact-checking-de-facebook

Les rédacteurs en chef du British Medical Journal, l'une des revues scientifiques les plus anciennes et respectées dans le monde, ont adressé le 17 décembre une lettre ouverte au vitriol à Mark Zuckerberg, patron de Facebook, dans laquelle ils contestent le fact-checking opéré par le réseau social à propos des révélations sur la falsification des données des essais cliniques du vaccin Pfizer, plus connues sous le nom de "PfizerGate".

Une aide-soignante de 23 ans perd progressivement la vue à la suite d'une double vaccination BioNTech - lemediaen442 26 décembre 2021

Une énième histoire tragique qui touche la jeunesse. Cette autrichienne de 22 ans s'est senti le devoir d'être vaccinée en tant qu'aide-soignante. « J'ai été vaccinée en janvier, et après deux semaines et demie, j'ai eu la seconde dose, BioNTech. » La jeune femme perd petit à petit la vue à la suite du vaccin, un glaucome qui est une pression oculaire importante. Elle aura une chance sur deux que ça revienne à la normale. « Tout vacille, ça tremble, et j'aurai cela probablement pour toujours : 50 % deviennent aveugles, 50% se rétablissent. Je pleure tous les jours tellement je vais mal à cause de ça. »

« Quand je pense qu'ils veulent rendre la vaccination obligatoire l'année prochaine… Si je me fais vacciner pour la troisième fois, je suis aveugle, c'est ça ? Vous vous foutez de moi ? »

« Hey tout le monde ! chacun a le droit de décider s'il se fait vacciner ou pas. Je le déconseille vivement. » lemediaen442 26 décembre 2021

Réfutation des arguments « scientifiques » justifiant le passe vaccinal Par Hélène Banoun (aimsib.org) - Mondialisation.ca, 26 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/refutation-des-arguments-scientifiques-justifiant-le-passe-vaccinal/5663550

« Le véritable Anthony Fauci, Bill Gates Big Pharma et la guerre globale contre la démocratie et la santé publique » Robert F Kennedy Jr (Chapitre 1 / 1ère partie)

https://resistance71.wordpress.com/2021/12/18/le-veritable-anthony-fauci-bill-gates-big-pharma-et-la-guerre-globale-contre-la-democratie-et-la-sante-publique-robert-f-kennedy-jr-chapitre-1-1ere-partie/

« Le véritable Anthony Fauci, Bill Gates, Big Pharma et la guerre globale contre la démocratie et la santé publique » Robert F. Kennedy Jr (Chapitre 1, 2ème partie)

https://resistance71.wordpress.com/2021/12/22/le-veritable-anthony-fauci-bill-gates-big-pharma-et-la-guerre-globale-contre-la-democratie-et-la-sante-publique-robert-f-kennedy-jr-chapitre-1-2eme-partie/

Parole d'internaute.

1 - The Vanguard Group, BlackRock Fund, et Capital Research and Managment. Ce sont eux les grands gagnants. Dans l'industrie pharmaceutique, ces trois groupes sont les actionnaires majoritaires des labos Novartis, Roche, Gilead, Sanofi, Johnson&Johnson, Pfizer, Abbvie, Merck, GlaxoSmithKline, Abbott, Bayer, Bristol-Myers... c'est à dire tous les plus grands labos du monde.

Vous trouvez que 60 milliards de chiffre d'affaire pour un labo c'est déjà beaucoup ? Et bien eux ils possèdent les 15 plus gros labos de la planète. Et ça c'est que pour leur secteur "pharmacie". Ils sont aussi présent dans plein d'autres secteurs d'activité (comme l'édition scientifique tiens, puisqu'ils possèdent aussi l'éditeur RELX Group qui compte dans ses rangs, via sa filiale Elsevier, certaines revues comme le Lancet par exemple...) Vanguard c'est aussi le premier actionnaire de petites compagnies pas très connues comme Apple, Google, Microsoft, Facebook, Amazon, Goldman Sachs, American Express, mais aussi actionnaire majoritaire de Michelin, Monsanto, Pernod Ricard, Exxon, TimeWarner... et tant d'autres. Même chose pour BlackRock.

Les PDG de Blackrock International et France sont les deux premières personnes que Macron à reçu à l'Elysée après son élection, avant n'importe qui d'autre.

Ces groupes savent rester dans l'ombre, mais ce sont eux les grands manitous, habitués a faire la pluie et le beau temps sur le monde pour servir leur intérêts boursiers. Leur fortune, en fait l'esprit humain normal n'est même pas calibré pour la comprendre. C'est comme avec les distances dans l'espace. Des milliards de milliards de kms... c'est tellement grand, tellement hors échelle humaine, qu'on arrive même pas a visualiser le truc. C'est pareil avec l'argent que ces groupes brassent. C'est à l'intérêt de ces gens là que Raoult a fait de l'ombre. Et il faut être soit aveugle et naïf, soit cynique et corrompu, pour imaginer que ces groupes n'utilisent pas toute leur influence considérable pour le détruire.

2 - Il est absolument nécessaire de faire un rapprochement entre les techniques du GIEC et celle de l'OMS (deux organismes aux ordres de l'ONU) pour arrêter ces organismes de faire peur à la population mondiale via les médias .

L'un comme l'autre se base sur des statistiques auxquelles on peut faire dire n'importe quoi, et l'un comme l'autre n'a qu'un devoir , de montrer que l'homme est responsable des catastrophes qu'ils annoncent; ces catastrophes sont bien moindre que celles du passé où la population mondiale était bien moindre .

Donc arrêtons d'accuser le CO2 de tous les maux climatiques , arrêtons les mesures liberticides et laissons le peuple circuler librement et laissons les techniciens assurer le futur énergétique de la planète

---

Dans le camp de la tyrannie sanitaire ou tout court.

LVOG - Manipulations ou falsifications des faits et des données, sadique, cruauté, il n'y a pas de limite à la barbarie, le jour où le peuple les égorgera, ils l'accuseront de commettre un crime de masse. Il sera légitime, une question de vie ou de mort, nous le revendiquons par avance.

Covid-19 : le nombre de cas explose chez les jeunes en France - LePoint.fr 27 décembre 2021

Covid : "En Provence-Alpes-Côte d'Azur, on a atteint 99% des capacités de réanimation" - Europe1 27 décembre 2021

Covid-19 : serait-il éthique de prioriser en réanimation les vaccinés aux non-vaccinés? - Journal du Dimanche 27 décembre 2021

Aux urgences, vous allez devoir passer à la caisse, voici dans quels cas - Le HuffPost 27 décembre 2021

Une source hospitalière se demande toutefois quelles conséquences pratiques le forfait patient urgences peut avoir sur la santé des

Français. “Il y a sûrement des gens qui n’iront plus aux urgences par peur de devoir payer, alors qu’il le faudrait. Le HuffPost 27 décembre 2021

En route vers la Chine, un vol de Delta fait demi-tour à cause des nouvelles restrictions anti-Covid AFP 28 décembre 2021

Michael O’Leary, PDG de Ryanair : les « idiots » non vaccinés doivent être exclus de la société - lemediaen442.fr 24 décembre 2021

« Si vous n’êtes pas vacciné, vous ne devriez pas être autorisé à entrer à l’hôpital, vous ne devriez pas être autorisé à prendre l’avion, vous ne devriez pas être autorisé à prendre le métro de Londres et vous ne devriez pas être autorisé à entrer dans le supermarché local ou dans une pharmacie. Vous pouvez vous asseoir à la maison et recevoir vos livraisons de médicaments et de nourriture. Mais vous ne devriez pas aller travailler ou prendre les transports en commun, à moins d’avoir un certificat de vaccination », a déclaré l’homme le plus riche d’Irlande.

« Nous reconnaissons le droit de chacun de décider de ne pas se faire vacciner. Si vous vous opposez personnellement à la vaccination, parce qu’il s’agit d’un énorme complot entre le gouvernement et les grandes sociétés pharmaceutiques — mis à part le fait que vous seriez manifestement un idiot — nous respectons votre droit d’être un idiot », a-t-il déclaré.

Connu pour ses colères excessives, apparemment très instable psychologiquement, c’est un habitué des tabloïds. Sa dernière escarmouche a été de qualifier les passagers obèses de « monstres ». Michael O’Leary, qui a participé aux réunions du Groupe Bilderberg de 2015, 2016 et 2017, prend clairement les gens pour des idiots, puisque qu’ils sont gouvernés par ses propres copains. lemediaen442.fr 24 décembre 2021

Équateur : vaccination obligatoire à partir de 5 ans sous la pression du FMI - lemediaen442.fr 24 décembre 2021

L’Equateur a rendu obligatoire la vaccination des plus de cinq ans le 23 décembre. Une première mondiale. Même le Tadjikistan et le Turkménistan ont limité l’obligation aux adultes. Les décisions vont vite. La semaine dernière le pass vaccinal a été rendu obligatoire pour aller à des manifestations publiques, accéder aux centres commerciaux, restaurants, cinémas ou théâtres dont elle a réduit la jauge d’accueil à 50 %. Les restrictions ne servent pas à diminuer les risques pour la santé, puisque la mortalité est quasiment inexistante (voir graphique), mais à pousser l’injection des produits Pfizer et Sinovac. Une forme autoritaire de marketing pour faire consommer ce dont nul n’a besoin.

La justification officielle est l’augmentation des infections et de la circulation des nouveaux variants, et qu’importe s’ils ne font pas plus de mal qu’un gros rhume. Les 69 % d’Equatoriens complètement vaccinés ne suffisent plus car 4 % seulement (900 000 personnes) ont demandé une troisième dose. Il faut la fourguer cette satanée troisième dose. C’est le cadeau de Noël à Bill Gates, Albert Bourla et aux discrets actionnaires de Vanguard et BlackRock, mais ce n’est pas que ça.

Vaccination à tout-va contre prêts géants

La décision de vacciner adultes et enfants a été prise pour que l’argent du FMI soit débloqué (800 millions de dollars sur un accord de 6,5 milliards de dollars en 27 mois) : il faut « rendre les vaccins de plus en plus disponibles » selon le Fonds, auto-qualifié d’expert en épidémiologie. Les apports financiers du FMI lui ont permis d’imposer la destruction du secteur public. Entre autres mesures :

– réduction des vacances des fonctionnaires de 30 à 15 jours par an,

– les employés d’entreprises publiques devront « donner » à l’Etat un jour de salaire par mois,

– réduction de 20% de la rémunération des employés contractuels de la fonction publique.

Que peut-on attendre quand un banquier — Guillermo Lasso — est à la tête d’un pays ? lemediaen442.fr 24 décembre 2021

Nommé conseiller d’Olivier Véran, le Pr Lescure reçoit de l’argent de Pfizer - lemediaen442.fr 27 décembre 2021

François Xavier Lescure a reçu 28 929 € des laboratoires, dont 8 621 € de Gilead. On aurait pu penser que depuis son entrée au cabinet du ministre de la Santé, il aurait arrêté. Pas du tout ! ses mauvais penchants ont prévalu. A peine nommé au ministère, il reçoit encore des cadeaux des laboratoires. Et pas de n’importe lesquels : du grand gagnant du marché français, Pfizer qui lui donne, les 27 et 28 mars, 5 085 € (voir tableau ci-dessous). Cela s’appelle un conflit d’intérêts — le terme corruption ayant été banni par la bien-pensance.

https://lemediaen442.fr/nomme-conseiller-dolivier-veran-le-pr-lescure-recoit-de-largent-de-pfizer/

Carlos Tejada, rédacteur en chef du New York Times, décède un jour après sa vaccination - lemediaen442.fr 28 décembre 2021

Carlos Tejada avait seulement 49 ans. Rédacteur en chef adjoint du New York Times pour l’Asie, il est décédé d’une crise cardiaque dans un hôpital de Séoul après avoir reçu son rappel de vaccination Moderna. Une mort inquiétante et dérangeante dans le milieu du journalisme mainstream. Tejada avait travaillé pendant 5 ans au Wall Street Journal avant de passer au New York Times — qui annonce sa mort d’une crise cardiaque sans mentionner qu’il venait d’être vacciné.

C’est sa femme Nora qui a déclaré sur Twitter la cause du décès. lemediaen442.fr 28 décembre 2021

Haut de page

Le 31 décembre 2021

Toutes les occasions pour faire la fête sont légitimes, même si le coeur n'y est pas vraiment, c'est pour la bonne cause.

Nous vaincrons ensemble la tyrannie, vive le socialisme !

Meilleurs voeux à vous tous !

J'ai découvert ce musicien hier soir grâce à Joe Bonamassa.

2021 Erie's Blues & Jazz Festival - Larry McCray Blues Band

https://www.youtube.com/watch?v=CFGsemPuR28

- Cette causerie au format pdf (19 pages)

INTRODUCTION

Lu sur le projet de loi de « *pass vaccinal* »

Il est clair que le « pass sanitaire » viole et que le « pass vaccinal » violerait totalement l'ensemble des textes suivants :
– la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (art. 2, 4, 8, 16)
– la Déclaration Universelle des droits de l'Homme
– la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Europe) – la Convention internationale des droits de l'enfant
– la Constitution française (art. 55)
– le Code civil (art. 16-1)
– le Code pénal (art. 225-1 à 225-4)
– le Code du travail (art. L1132-1, L1133-1 à 6)
– le Code de santé publique (art. R4127.36)
– le Code de déontologie médicale (art. 36)
– le Serment d'Hippocrate
– la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983
– la loi Kouchner du 4 mars 2002 (art. 1111-4)
– le Conseil de l'Europe (Résolution 2361)
– l'Arrêt Salvetti de 2002 (N° 42197/98)
– la Convention d'Oviedo de 1997 (art. 5, 16, 26)
– la Déclaration d'Helsinki de 1996 (particulièrement art. 24, 25)
– la Déclaration de Genève de 1948
– le Code de Nuremberg de 1945

Ce « pass vaccinal » se résume en fait en une extorsion de consentement pour des millions de français, aussi bien « non-vaccinés » que « vaccinés », les forçant sous menace de mort sociale à l'injection répètée de produits expérimentaux, en autorisation de mise sur le marché conditionnelle jusqu'à fin 2022 et 2023, produisant déjà selon les sites officiels de déclarations des effets secondaires : Eudravigilance, ANSM, VAERS (USA), Yellow Card (UK), et celles d'autres pays, de très nombreux effets secondaires graves et décès.

A propos du projet de loi de pass vaccinal.

L'internement arbitraire, inspiré de la psychiatrie, est ajouté au projet de loi de pass vaccinal - lemediaen442.fr 30 décembre 2021

https://lemediaen442.fr/linternement-arbitraire-inspire-de-la-psychiatrie-est-ajoute-au-projet-de-loi-de-pass-vaccinal/

https://www.slideshare.net/ParmenideInnovation/projet-de-loi-passe-vaccinal?from_action=save

https://www.slideshare.net/ParmenideInnovation/interdiction-de-lazithromycine-arrt-du-13-dcembre

---

Le pacifisme vous tuera, cette idée, elle est juste.

- Eh bien c'est simple, la résistance, c'est d'abord une opposition pacifique mais extrêmement ferme à la tyrannie. Et si l'on peut tuer les gens, souvenez-vous que l'on ne peut tuer les idées.

LVOG - "*On ne peut tuer les idées*", donc soyez pacifique, parce que les idées ne tueraient pas, ben voyons, cette affirmation est démentie

quotidiennement. Voilà à quoi conduit la compromission ou la paresse intellectuelle.

Un scénario, possible, probable, habituel, pourquoi pas ?

La FED va-t-elle faire s'effondrer les marchés financiers mondiaux pour leur Grande Réinitialisation ? Par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 28 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/la-fed-va-t-elle-faire-seffondrer-les-marches-financiers-mondiaux-pour-leur-grande-reinitialisation/5663600

Il semble de plus en plus probable que la Réserve fédérale américaine et les pouvoirs mondialistes utiliseront la hausse spectaculaire de l'inflation comme excuse pour faire s'effondrer les marchés financiers américains et faire éclater la plus grande bulle financière de l'histoire. L'énorme hausse de l'inflation depuis les verrouillages politiques malveillants et les milliers de milliards de dollars de dépenses d'urgence de Trump et de Biden, associés à la poursuite des politiques sans précédent de la Fed en matière de taux d'intérêt quasi nuls et d'achats d'actifs de milliards d'obligations pour maintenir la bulle gonflée un peu plus longtemps – ont préparé le terrain pour un effondrement imminent du marché. Contrairement à ce que l'on nous dit, il est délibéré et géré.

Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement depuis l'Asie jusqu'au transport normal par camion en Amérique du Nord alimentent la pire inflation depuis quatre décennies aux États-Unis. Le décor est planté pour que les banques centrales fassent tomber le système surchargé de dettes et préparent leur Grande Réinitialisation du système financier mondial. Cependant, il ne s'agit pas d'une question d'inflation comme un processus mystérieux ou « temporaire ».

Le contexte est essentiel. La décision de faire s'effondrer le système financier se prépare au milieu des mesures de pandémie mondiale de grande envergure qui ont dévasté l'économie mondiale depuis début 2020. Elle intervient alors que les puissances de l'OTAN, dirigées par l'administration Biden, font basculer le monde dans une guerre mondiale potentielle par mauvais calcul. Elles déversent des armes et des conseillers en Ukraine, provoquant une réponse de la Russie. Elles intensifient les pressions sur la Chine au sujet de Taïwan et mènent des guerres par procuration contre la Chine en Éthiopie, dans la Corne de l'Afrique et dans d'innombrables autres endroits.

L'effondrement imminent du système du dollar, qui entraînera la plupart des pays du monde dans sa chute en raison des liens de la dette, se produira lorsque les principales nations industrielles s'engageront pleinement dans l'autodestruction économique par le biais de leur Green New Deal dans l'UE, aux États-Unis et au-delà. Les politiques ridicules du « zéro carbone » visant à éliminer progressivement le charbon, le pétrole, le gaz et même le nucléaire ont déjà conduit le réseau électrique de l'UE au bord du gouffre des pannes d'électricité majeures cet hiver, car la dépendance à l'égard de l'énergie éolienne et solaire, peu fiable, constitue une partie importante du réseau. Le 31 décembre, le nouveau gouvernement allemand « vert » supervise la fermeture forcée de trois centrales nucléaires qui produisent l'équivalent en électricité de tout le Danemark. L'éolien et le solaire ne peuvent en aucun cas combler les lacunes. Aux États-Unis, les politiques mal nommées de Biden, « Build Back Better », ont fait grimper les prix des carburants à des niveaux record. Augmenter les taux d'intérêt dans cette conjoncture dévastera le monde entier, ce qui semble être précisément le plan.

Les fausses données sur l'inflation aux États-Unis

Depuis le début des années 1970, lorsque le président Nixon a demandé à son ami Arthur Burns, alors à la tête de la Réserve fédérale, de trouver un moyen de se débarrasser des données mensuelles de l'inflation des consommateurs, politiquement préjudiciables, qui reflétaient la flambée des prix du pétrole et des céréales, la Réserve fédérale a utilisé ce qu'elle a appelé « l'inflation de base », c'est-à-dire la hausse des prix à la consommation MOINS l'énergie et l'alimentation. À l'époque, l'énergie représentait un poids significatif de 11% des données d'inflation. L'alimentation avait un poids de 25%. Presto : en 1975, une hausse de 400% des prix du pétrole par l'OPEP et une hausse de 300% des prix des céréales au niveau mondial en raison de mauvaises récoltes dans la région soviétique, « l'inflation de base » a chuté de manière significative. Et ce, malgré le fait que les consommateurs américains aient dû payer beaucoup plus cher leur essence et leur pain. Très peu de personnes réelles peuvent vivre sans énergie ou sans nourriture. L'inflation de base est une escroquerie.

En 1975, la Fed de Burns avait éliminé les coûts importants du logement et d'autres facteurs, laissant un indice des prix à la consommation qui ne représentait que 35% du panier initial de produits mesurés. À cette époque, l'inflation réelle quotidienne était hors de contrôle. Dans le monde réel, l'essence aux États-Unis est aujourd'hui 58% plus chère qu'en 2020 et, au cours des 12 derniers mois, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de plus de 6% en moyenne. Aujourd'hui, l'indice des prix à la consommation des États-Unis ne tient pas compte du coût de l'achat et du financement des maisons, ni des taxes foncières ou de l'entretien et de l'amélioration des logements. Ces facteurs ont grimpé en flèche dans tous les États-Unis au cours de l'année écoulée. Il ne manque plus qu'une déclaration de la Fed indiquant que l'inflation est plus alarmante qu'elle ne le pensait et qu'elle nécessite des hausses de taux agressives pour « extraire l'inflation du système », un mythe courant des banques centrales devenu dogme sous Paul Volcker dans les années 1970.

Le marché boursier américain hypertrophié

Les marchés de Wall Street, où les actions atteignent aujourd'hui des sommets historiques, aidés par des taux d'intérêt proches de zéro et par les 120 milliards de dollars d'achats mensuels d'obligations par la Fed, sont à un point tel qu'un revirement de politique de la part de la Fed, attendu maintenant au début de 2022, pourrait déclencher une sortie panique des actions pour « sortir tant que c'est possible ». Cela déclenchera probablement des ventes de panique et un effondrement du marché qui fera boule de neige et fera passer le récent effondrement des actions et de l'immobilier d'Evergrande en Chine pour rien du tout.

Depuis la crise financière mondiale de septembre 2008, la Réserve fédérale et d'autres grandes banques centrales telles que la BCE dans l'UE et la Banque du Japon ont pratiqué des taux d'intérêt nuls sans précédent et souvent des achats d'obligations dans le cadre d'un «

assouplissement quantitatif » pour renflouer les grandes institutions financières et les banques de Wall Street et de l'UE. Cela n'avait pas grand-chose à voir avec la santé de l'économie réelle. Il s'agissait du plus grand sauvetage de l'histoire de banques et de fonds financiers en état de mort cérébrale. Le résultat prévisible des politiques sans précédent de la Fed et des autres banques centrales a été l'inflation artificielle de la plus grande bulle spéculative sur les actions de l'histoire.

En tant que président, Donald Trump a constamment souligné les nouvelles hausses record des actions du S&P 500 comme preuve de l'essor de l'économie, même si, en tant qu'homme d'affaires avisé, il savait que c'était un mensonge. La hausse était due à la politique de taux d'intérêt zéro de la Fed. Les entreprises empruntaient à des taux bas, non pas pour accroître leurs investissements en usines et en équipements, mais pour racheter leurs propres actions sur le marché. Cela a eu pour effet de faire grimper les actions de sociétés telles que Microsoft, Dell, Amazon, Pfizer, Tesla et des centaines d'autres. C'était une manipulation que les dirigeants d'entreprise, qui possédaient des millions d'actions de leur propre société sous forme d'options, ont adorée. Ils ont gagné des milliards dans certains cas, tout en ne créant aucune valeur réelle dans l'économie.

Quelle est l'ampleur de la bulle boursière américaine d'aujourd'hui ? En octobre 2008, juste après la crise de Lehman, la capitalisation des actions américaines s'élevait à 13 000 milliards de dollars. Aujourd'hui, elle dépasse les 50 000 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 400% et plus du double du PIB total des États-Unis. Apple Corp. représente à elle seule 3000 milliards de dollars.

Pourtant, avec les pénuries massives de main-d'œuvre, les verrouillages à travers les États-Unis et les énormes perturbations des chaînes d'approvisionnement commerciales, en particulier en provenance de Chine, l'économie est en train de sombrer et le projet de loi bidon de Biden sur les « infrastructures » ne fera pas grand-chose pour reconstruire l'infrastructure économique vitale des autoroutes, des pluies, des usines de traitement des eaux et des réseaux électriques. Pour des millions d'Américains, après l'effondrement de l'immobilier en 2008, l'achat d'actions a été leur meilleur espoir de revenu de retraite. La Fed prépare un krach boursier en 2022, mais cette fois-ci, il servira à déclencher une véritable Grande Dépression, pire que celle des années 1930, alors que des dizaines de millions d'Américains ordinaires verront leurs économies anéanties.

Le jeu des rachats d'actions

Au cours des quatre derniers trimestres, les entreprises du S&P 500 ont racheté 742 milliards de dollars de leurs propres actions. Le quatrième trimestre de 2021 verra probablement une augmentation record de ce chiffre, les entreprises s'empressant de pomper leurs actions en prévision d'une taxe Biden sur les rachats d'actions par les entreprises. Depuis le début de 2012, les entreprises du S&P 500 ont racheté près de 5,68 trillions de dollars de leurs propres actions. Ce n'est pas de la petite monnaie. La dynamique est tellement folle qu'au milieu d'une décision de Microsoft le mois dernier de racheter toujours plus d'actions, le PDG de Microsoft, Satya Nadella, s'est débarrassé de plus de 50% de ses actions Microsoft en une journée. Mais l'action a à peine bougé parce que Microsoft elle-même était occupée à racheter des actions. Cela montre le niveau d'irréalité du marché américain actuel. Les initiés savent que le marché est sur le point de s'effondrer. Elon Musk, de Tesla, vient de vendre 10 milliards de dollars de ses actions, prétendument pour payer des impôts.

Pour rendre le marché boursier encore plus vulnérable à un effondrement de panique une fois qu'il est clair que la Fed va augmenter les taux d'intérêt, il y a près de 1000 milliards de dollars de dette sur marge selon les données d'octobre, une dette pour ceux qui achètent des actions en empruntant de l'argent à leurs courtiers. Dès qu'un effondrement majeur du marché commencera, probablement au début de 2022, les courtiers exigeront le remboursement de leur dette marginale, ce que l'on appelle les appels de marge. Cela accélérera à son tour la vente forcée pour lever les appels de fonds.

Un coup de frein ?

La date à laquelle la Fed réduira ses achats de titres du Trésor américain et d'obligations hypothécaires liées à l'État fait l'objet de nombreuses discussions. Ces achats ont été énormes. Depuis le début de l'hystérie de la pandémie en février 2020, les avoirs totaux de la Réserve fédérale en titres de ce type ont plus que doublé, passant de 3800 milliards de dollars à 8000 milliards de dollars à la fin d'octobre 2021. Cela a maintenu les taux hypothécaires artificiellement bas et a alimenté la panique dans l'achat de maisons, les citoyens réalisant que les taux bas sont sur le point de prendre fin. Ce que la Fed appelle « tapering », en réduisant à zéro l'achat mensuel d'obligations en même temps qu'elle augmente les taux d'intérêt directeurs, un double coup dur. C'est énorme, et le sang coulera de Wall Street à partir de 2022 lorsque le tapering de la Fed prendra de l'ampleur début 2022 combiné à la hausse des taux.

Dès novembre, la Fed a commencé à réduire ses achats mensuels de soutien au marché. « À la lumière des nouveaux progrès substantiels que l'économie a réalisés en direction des objectifs du Comité en matière d'emploi maximum et de stabilité des prix », a déclaré le FOMC. Il a annoncé qu'il diminuait le montant des achats de titres du Trésor et de titres adossés à des créances hypothécaires en novembre et décembre.

Depuis l'époque de la guerre du Vietnam, sous la présidence de Lyndon Johnson, le gouvernement américain a manipulé les données relatives à l'emploi ainsi que les chiffres de l'inflation pour donner une image bien meilleure que celle qui existe. L'économiste privé John Williams, de Shadow Government Statistics, estime que le taux de chômage réel aux États-Unis, loin des 4,2% annoncés pour novembre, est en réalité supérieur à 24,8%. Comme le note Williams : « La poussée d'inflation reflète la création extrême de la masse monétaire, les dépenses extrêmes du déficit fédéral et l'expansion de la dette fédérale, les perturbations pandémiques et les pénuries d'approvisionnement ; elle ne reflète pas une économie en surchauffe ». Les déficits budgétaires fédéraux atteignent le chiffre record de 3000 milliards de dollars par an, et aucune fin n'est en vue.

Augmenter les taux à ce stade précaire ferait s'effondrer le fragile système financier américain et mondial, ouvrant la voie à une crise où les citoyens pourraient demander une aide d'urgence sous la forme de monnaie numérique et d'une Grande Réinitialisation. Il convient de noter que tous les krachs boursiers majeurs aux États-Unis depuis octobre 1929, y compris ceux de 2007-2008, ont été le résultat d'actions délibérées de la Fed, déguisées sous le prétexte de « contenir l'inflation ». Cette fois, les dégâts pourraient être considérables. En

septembre, l'Institute of International Finance, basé à Washington, a estimé que les niveaux d'endettement mondiaux, qui comprennent la dette des gouvernements, des ménages, des entreprises et des banques, ont augmenté de 4800 milliards de dollars pour atteindre 296 000 milliards de dollars à la fin du mois de juin, soit 36 000 milliards de dollars de plus qu'avant la pandémie. Sur ce total, 92 000 milliards de dollars sont dus par des marchés émergents tels que la Turquie, la Chine, l'Inde et le Pakistan. La hausse des taux d'intérêt déclenchera des crises de défaut de paiement dans le monde entier, les emprunteurs étant incapables de rembourser. Cette situation a été délibérément créée par les banques centrales, la Fed en tête, depuis la crise de 2008 en poussant les taux d'intérêt à zéro, voire négatifs.

Vous avez là la plupart des facteurs sur lesquels reposent mon analyse et ma stratégie politique.

Faites tomber les masques. Assez !

POI - Lisez en page 2 d'*Informations ouvrières*, la vaccination surtout pas une machination de l'oligarchie, non, une "*erreur*", un "*échec*", l'ivermectine et l'absence de décès et la folie furieuse des "*cas*" passent à la trappe, avec la multitude de preuves matérielles et de témoignages qui se sont accumulés dans le monde, et dont ils ont forcément eu connaissance, la manière dont ils manipulent les lecteurs et militants dépasse le stade du scandale, ils ont rejoint le camp des criminels qui nuisent délibérément aux conditions d'existence des travailleurs ou qui attentent à leur vie, du coup on a envie de dire : A bas le POI, LFI et l'Union populaire et tous ceux qui relaient la propagande de la réaction !

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que lorsqu'on a atteint un tel degré de compromission, aucun retour en arrière n'est envisageable.

http://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2021/12/SUP_Informations-ouvrieres-686_28-dec-2021.pdf

Au POID, idem ou pire encore !

J'avais déjà rapidement abordé le dernier éditorial de Daniel Gluckstein dans La Tribune des travailleurs *Qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas les moyens...*, je rajoute un complément.

- La pandémie est de retour. Les travailleurs, les jeunes, les familles ouvrières s'en inquiètent à raison. (...) comme à chaque étape de la pandémie depuis deux ans (...) la pandémie étant relancée par des variants

LVOG - Quelle hystérie, il est cinglé décidément ! Pas tout à fait, Macron et Gates sont rassurés, leur discours est bien relayé.

- La mesure la plus simple ne consisterait-elle pas à ordonner immédiatement la levée des brevets sur les vaccins pour en organiser la diffusion gratuite pour toutes les populations de la planète ?

LVOG - "Toutes les populations de la planète" ne demandent qu'une chose, que les gens dans votre genre les oublient, vous avez compris, oubliez-nous, on ne vous a pas sonné, vous ne nous représentez pas, vous représentez les fanatiques de la terreur vaccinale et de la dictature numérique ou la dictature tout court.

- Les véritables responsables ne seraient-ils pas plutôt ceux qui, au gouvernement (...) (sont) au service des capitalistes et des banquiers.

LVOG - Cela va en faire rire plus d'un, tout le monde ayant observé que la même politique était appliquée partout dans le monde, quelle démagogie, il n'a pas peur du ridicule !

Si cela ne tenait qu'à cela pour résoudre nos problèmes, il suffirait de remplacer ceux qui gouvernent et le tour serait joué. C'est d'ailleurs ce qu'ils disent tous à droite, à l'extrême droite, à la pseudo-gauche ou gauche de la gauche, nous on ferait mieux que Macron et sa clique, plus personne ne les croit, sauf les plus arriérés, vous me direz qu'ils sont peut-être plus nombreux qu'on ne le pense, disons qu'il faut bien qu'il croie en quelque chose !

Au point où en est rendu la crise du capitalisme, c'est elle qui dicte sa loi par la voix du Forum économique mondial, donc le responsable ce serait plutôt en priorité le capitalisme entraînant ses représentants et ses institutions politiques, ce qui permet d'entrevoir une perspective sociale en plus d'une perspective politique qui fait défaut au POID ou au POI et partout ailleurs.

Mais le POID ne milite pas dans la perspective d'un changement de régime, d'un soulèvement révolutionnaire, du socialisme, qui serait le prétexte à une guerre civile, donc à un processus très long qui pourrait prendre des mois ou peut-être des années, la preuve.

- Il ne faudrait que quelques semaines pour réarmer des milliers de lits d'hôpitaux, rouvrir les services des urgences et embaucher en masse, dès lors que seraient garantis aux personnels des conditions de travail, des horaires, des repos, des vacances et des salaires à la hauteur de leurs légitimes aspirations.

LVOG - Pourquoi racontez ce genre d'histoire aux travailleurs, à quoi cela rime, cela fait plus de 40 ans que j'entends ce discours, et vous avez vu le résultat, à que dal ! Quelle en est la signification politique ? Comment peut-on caractériser cette orientation politique ?

- Qu'en conclure ? Qu'il faut chasser ce gouvernement ! Et le remplacer par un gouvernement de défense du peuple travailleur qui prendra les mesures d'urgence nécessaires, à commencer par la restitution au peuple des 600 milliards détournés au profit des capitalistes et des banquiers. LVOG - Vous allez leur demander poliment de céder leur pouvoir, j'espère, pacifiquement !

Ils prennent vraiment les travailleurs et les militants pour des cons à l'heure d'Internet, non mais je dis cela très sérieusement hélas, car jamais dans le passé un tel changement radical de politique n'a pu se réaliser sans guerre civile, sans que la réaction face appel à l'armée,

sorte les chars comme en Russie, à Budapest ou à Santiago du Chili, à Madrid ou ailleurs, tenez à Paris en 1871, en 1968, ils étaient stationnés à Saint-Germain-en-Laye à moins d'une heure prête à foncer sur la capitale.

Parole d'internaute. (Des abonnés du Point)

1 - Aux provax dictatoriaux

Les provax dictatoriaux (qui sont en réalité ANTI TOUT : CONTRE la liberté de respirer, CONTRE la liberté de se déplacer librement, CONTRE le choix de cultiver son système immunitaire et se défendre avec, CONTRE la liberté du choix de chacun) ont mis leur menaces à exécution avec leur assentiment au pass sanitaire, monstruosité qui rappelle certaines heures les plus sombres de l'Histoire.

C'est avec ce genre d'attitude irresponsable, sectaire, fanatique et irrespectueuse, qu'on va droit vers la guerre civile. Et là clairement on s'y approche de plus en plus. Si c'est ce que vous voulez, surtout continuez comme cela Car bien sûr les "anti-vax" (qui ne sont pas du tout anti, mais POUR le respect des choix de chacun, POUR le droit de respirer et se déplacer librement, POUR le droit de faire confiance et cultiver son système immunitaire pour se protéger) ne se laisseront pas faire. JAMAIS. JAMAIS nous ne céderont face à la barbarie et face à cette nouvelle forme de dictature inédite dans l'Histoire.

2 - Les non vaccinés se portent très bien, merci de leur fiche la paix

Pour commencer la nouvelle année dans la paix et la joie :

- La pandémie Covid est terminée depuis bien longtemps

- Les effets secondaires sévères de la vaccination seraient de l'ordre de 0, 020% nous dit-on. Si c'est le cas alors, c'est 8 fois plus élevé que le risque d'être hospitalisé pour Covid (0, 0025%)

En comparaison (analyse d'un mathématicien au dessus de tout soupçon) :

- Il y a 0, 075% de chance d'être impliqué dans un accident de la route en 2020 soit 30 fois plus.

- Il y a 0, 099% de "chance" d'être en soins pour la grippe (2019-2020 puisqu'il y a eu 60 000 hospitalisations aux urgences à rapporter à 60 millions France) soit 40 fois plus.

Tous va bien, n'écoutez pas les prophètes de l'apocalypse qui vous divisent pour régner -ou juste avoir l'impression d'exister-, et n'oubliez pas de vivre, et surtout, de vivre dans la joie.

3 - Tu parles !

Force est de constater que les méthodes de communication macronienne n'ont rien à envier à celles utilisées par les régimes autoritaires

La première similitude est la pratique du culte de la personne, le dirigeant étant celui qui sait le mieux ce qu'il faut pour chacun, celui dont la pensée est supérieure à celle des autres.

La deuxième similitude c'est la propagande quotidienne qui transpose la réalité en l'adaptant à la parole du grand dirigeant.

La troisième similitude est le bouc émissaire, autrement dit la minorité rendue coupable des dysfonctionnements qui frappent la majorité des individus, et qui sert de paravent aux errements politiques.

La politique du pouvoir macronien, utilise tous les codes d'une propagande de régime totalitaire.

Les non-vaccinés étant ainsi ostracisés, la quatrième similitude se découvre par la diminution des libertés.

Quand la vaccination n'empêche pas à propagation du virus.

Quand le pass sanitaire ne devient qu'un moyen de réduire les libertés, et que l'incohérence des décisions prises ne font plus illusion, alors il ne reste plus au pouvoir macronien que la cinquième similitude, c'est à dire la propagande à outrance pour amplifier la peur, exagérer la menace, pour essayer de se faire passer pour le sauveur.

4 - Faux

La plupart des urgentistes que l'on voit sur les plateaux nous expliquent que ce n'est pas le cas.

En majorité pour une raison très simple : ceux qui terminent en réha sont avant tout des vieux qui eux sont vaccinés à près de 100% les non vaccinés qui restent son souvent des jeunes, souvent de banlieue ou de France très éloignée, et eux développent rarement des formes graves. Bref, une fake news gouvernementale de plus.

5 - Bizarre, vous avez dit bizarre

Les derniers chiffres de la Dress donnent une majorité de décès covid vaccinés (56, 5%). Moins de formes graves et plus de décès ? La mort ne serait pas grave ?

Ou alors les vaccinés arrivent décédés à l'hôpital ?

L'imagination, la poésie, c'est bien, c'est beau, à condition de ne pas en ignorer la source : La réalité.

Le Grand Récit de Klaus: Pour le 21ème siècle, enfermer la plèbe dans la caverne de Platon Par Matthew Ehret (Strategic Culture 19 novembre 2021) - Mondialisation.ca, 28 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/le-grand-recit-de-klaus-pour-le-21eme-siecle-enfermer-la-plebe-dans-la-caverne-de-platon/5663618

L'histoire a prouvé à maintes reprises qu'un certain type d'histoire poétique peut nous permettre de dépasser nos limites et de comprendre les vérités les plus profondes de la condition humaine et de la réalité universelle elle-même. Même les histoires « fictives » de Shakespeare offrent à l'âme sensible de grandes leçons universelles sur l'humanité et la politique réelle.

LVOG - L'imagination, la poésie, c'est bien, c'est beau, c'est profond, donc ce n'est pas dépourvu d'intérêts, mais elles ne sont jamais plus qu'un constat inachevé ou incomplet, or on a besoin de davantage pour changer la société.

TOTALITARISME. LES FAITS.

A qui profite le crime ? Réponse.

Bourse de Paris : record absolu battu en clôture, à 7 181,11 points - LePoint.fr 28 décembre 2021

« Les marchés ont compris que la situation était grave, mais sous contrôle et pas catastrophique », résume Nicolas Chéron, stratégiste pour Zonebourse, à l'Agence France-Presse. Depuis le 1er décembre, l'indice parisien a pris près de 7 %.

Pfizer : Un gang mafieux.

Pfizer vient d'être condamné à 345 millions de dollars d'amende - lemediaen442.fr 29 décembre 2021

Pfizer a un code d'éthique (si, si)

Contrairement à ce que voudraient faire croire certains sceptiques, Pfizer possède bel et bien un Code d'éthique professionnelle. Son titre ? Le Livre bleu. Cela rappelle nos Contes bleus du Chat perché et c'est aussi réaliste. La loi anti-trust, on ne plaisante pas avec ça, chez Pfizer. Une page (19) lui est consacrée. Pfizer y déclare fermement interdire :

– les discussions ou contacts avec les concurrents concernant la tarification, les coûts, ou les conditions de vente ;

– les discussions ou contacts avec les fournisseurs et les clients qui limitent injustement le commerce ou excluent des concurrents du marché ;

– les accords avec les concurrents concernant les attributions de marchés ou de clients ;

– les accords avec des tiers pour boycotter des clients ou des fournisseurs.

La hauteur morale de cet engagement frôle les cimes : « Le simple fait de plaisanter sur des sujets inappropriés, comme les stratégies marketing ou tarifaires, est susceptible d'être mal interprété et mal rapporté. Si la conversation s'oriente vers toute forme de discussion anticoncurrentielle, vous ne devez pas y participer et la quitter immédiatement. »

18 novembre 2021 : Pfizer encore condamné

On aurait pu naïvement penser qu'avec 4,661 milliards de dollars d'amendes pour publicité mensongère, charlatanisme, corruption de médecins et de fonctionnaires, chez Pfizer on se serait acheté une conduite. Mais non. Ils ont récidivé. Le 21 août 2018, un recours collectif est lancé grâce au juge fédéral Daniel Crabtree qui s'oppose à une tentative des laboratoires incriminés de rejeter l'affaire. Motif de la plainte : Pfizer (le fabricant) et Mylan (le franchisé depuis 2007) ont violé les lois antitrust dans la vente des auto-injecteurs d'épinéphrine EpiPen. Il s'agit d'un médicament injectable dont ont besoin les personnes souffrant d'allergies graves et potentiellement mortelles (anaphylaxie). Le 18 novembre 2021, Pfizer et deux de ses filiales, Meridian Medical Technologies et King Pharmaceuticals, ont été condamnés à l'issue d'un procès antitrust à 345 millions de dollars d'amende pour régler les réclamations des consommateurs qui avaient payé trop cher le dispositif EpiPen.

Les accusations : concurrence déloyale, corruption, etc.

– Pfizer et Mylan se sont livrés à « un stratagème illégal pour monopoliser le marché ». Le stratagème aurait consisté à augmenter le prix de l'EpiPen et à utiliser les marges plus élevées pour offrir des remises plus importantes aux gestionnaires de prestations pharmaceutiques en échange de meilleures positions ou de positions exclusives sur les formulaires.

– Le prix de l'EpiPen a augmenté en 2016 de plus de 600 % sous la franchise de Mylan (Pfizer demeurant le fabricant). Aux États-Unis, en 2020, la solution injectable d'Epipen est vendue 669,82 $. En France, le même médicament est vendu 69,28 €. Curieusement, dans le Vidal, depuis le 23 novembre 2021, six jours après le verdict du procès, « la publication de commentaires est momentanément indisponible ».

– Les sociétés ont abusé du droit des brevets et des processus réglementaires pour retarder la mise sur le marché de produits concurrents et ainsi garder le monopole du marché.

– Mylan a également bloqué la concurrence, selon le New York Times, en demandant aux écoles qui obtenaient des EpiPen à prix réduit de signer un contrat qui leur interdisait d'acheter des injecteurs auprès d'autres sociétés. – Mylan a dépensé 4 millions de dollars en efforts de lobbying visant à faire adopter la loi sur l'accès des écoles à l'épinéphrine d'urgence. Cette loi, promulguée en 2013, accorde une priorité de financement fédéral aux écoles qui stockent des auto-injecteurs d'épinéphrine. Mylan a ensuite offert aux écoles des EpiPens gratuits ou à prix réduit, mais par le biais d'accords qui en faisaient le fournisseur exclusif. Rappelons les grandes valeurs prônées par l'entreprise dans son Code d'éthique professionnelle, page 20 : « Pfizer dispose depuis plusieurs années d'une politique visant à interdire aux collègues et tous ceux agissant au nom de Pfizer, d'offrir, de donner, de solliciter, d'accepter ou de recevoir un pot-de-vin. »

Pfizer : une machine à corrompre Le prix des vaccins contre le Covid commandés par la Commission européenne devait rester confidentiel. Selon le Financial Times, Pfizer et BioNTech ont renégocié leurs contrats et augmenté leurs prix. Le quotidien britannique, qui a pu consulter ces contrats, affirme que le prix d'un vaccin Pfizer est passé ainsi de 15,50 euros à 19,50 euros. Quand on multiplie par 1,8 milliard de doses, ça fait un beau bénéfice (36 milliards de dollars en 2021). On ne se refait pas. Chez Pfizer, loi anti-trust ou pas, code d'éthique ou pas, augmenter les prix et abuser d'une position dominante, c'est l'esprit maison. lemediaen442.fr 29 décembre 2021

La dérive fascisante est légale ou ils se lâchent.

LVOG - Après ils nous traitent d'extrémistes, quoiqu'ils n'ont pas tellement tort, on ne va pas se laisser faire, la légitimité est de notre côté, il faut éliminer cette pourriture.

La politologue Anastasia Colosimo : « Laisser mourir les non-vaccinés est un bon moyen de sélection naturelle » - lemediaen442.fr 30 décembre 2021

Dans la série tout est permis, Anastasia Colosimo y va de sa petite phrase assassine des plus scandaleuses. Invitée sur le plateau de David Pujadas, mercredi 27 décembre, pour discuter sur le thème : Non-vaccinés à l'hôpital : Le dilemme des médecins, l'enseignante en théologie politique (si, si, ça existe) dépasse les bornes en espérant le décès d'une catégorie de Français qui ne semblent pas mériter une place sur cette Terre.

David Doukhan – rédacteur en chef du service politique du Parisien/Aujourd'hui en France — argumente sur le refus de soigner les non-vaccinés : « Imaginer que l'on puisse refuser de soigner quelqu'un parce qu'il a fait un choix — que l'on peut considérer comme stupide si vous voulez. Alors parce qu'on est stupide, on est condamné à mort ? » C'est à ce moment-là qu'Anastasia Colosimo — docteur en théologie politique — décide d'intervenir de la façon la plus détestable possible en affirmant, tout sourire, que « ce serait un bon moyen de sélection naturelle ! » David Doukhan, hébété par les propos d'Anastasia, rétorque « Mais ça va pas bien ? ». La politologue se réjouit et espère la mort d'une partie de la population française. lemediaen442.fr 30 décembre 2021

https://lemediaen442.fr/la-politologue-anastasia-colosimo-laisser-mourir-les-non-vaccines-est-un-bon-moyen-de-selection-naturelle/

Benito Draghi? et Emmanuel Pétain les clones d'Adolf Gates.

Coronavirus en Italie : Le pass vaccinal étendu à compter du 10 janvier - 20 Minutes 30 décembre 2021

Les mesures sanitaires continuent de se durcir en Italie. Le gouvernement, confronté à un rebond des contagions dû au variant Omicron, a décidé mercredi soir d'exiger le pass vaccinal dans les transports, les hôtels, les terrasses de restaurants, les foires et congrès ainsi que les piscines et salles de gym. Les enceintes sportives seront soumises à des jauges : 35 % pour les enceintes couvertes et 50 % pour celles en plein air.

Ces nouvelles restrictions entreront en vigueur le 10 janvier, selon le décret-loi « introduisant des mesures urgentes pour contenir la diffusion de l'épidémie de Covid-19 » adopté lors d'un Conseil des ministres présidé par Mario Draghi?. 20 Minutes avec AFP 30 décembre 2021

Les Etats scandinaves étaient des modèles d'intégration sociale, vous vous souvenez, n'est-ce pas ?

Covid: la Finlande bloque l'entrée des étrangers non vaccinés - BFMTV 30 décembre 2021

Un parcours vaccinal complet - ou une infection récente - et un test négatif de moins de 24 heures. Les autorités finlandaises ont annoncé ce mardi un net durcissement des conditions d'entrée des étrangers sur leur territoire. BFMTV 30 décembre 2021

Le racisme n'est pas une question de couleur de peau, la preuve.

Coronavirus en Afrique du Sud : Le pays fait machine arrière sur la fin du traçage des cas contacts - 20minutes.fr 30 décembre 2021

La Chine ou le totalitarisme au quotidien.

Chine: des suspects menottés exposés dans la rue pour avoir violé les règles anti-Covid - Paris Match 29 décembre 2021

Quatre suspects accusés d'avoir mis en péril les règles anti-Covid ont été contraints de parader dans une ville du sud de la Chine, ont rapporté les médias, dont certains fustigeaient une approche disproportionnée. La Chine a pratiquement éradiqué le virus sur son sol depuis l'an dernier au prix de mesures radicales: limitation des vols internationaux, quarantaines obligatoires à l'arrivée, dépistages massifs et suivis des déplacements.

À l'apparition de cas, le pays impose de stricts confinements, comme à Xi'an (nord) où 13 millions d'habitants ont interdiction de sortir de chez eux depuis une semaine.

Quatre suspects en combinaison intégrale ont été forcés de défiler mardi dans les rues de Jingxi, près du Vietnam, devant une foule nombreuse, a rapporté le quotidien local Les Nouvelles du Guangxi.

Chaque suspect, menotté dans le dos, était escorté par deux policiers également en combinaison blanche, et portait une pancarte avec son nom et sa photo, selon des images de l'événement, réminiscence des humiliations publiques de la "Révolution culturelle".

Les suspects sont accusés d'avoir fait passer en Chine des migrants, en dépit de la fermeture des frontières pour cause d'épidémie. Paris Match 29 décembre 2021

Cruauté sans borne. Ils haïssent le peuple.

Pass vaccinal : un enfant de 5 ans, en pleurs, expulsé d'un restaurant par la police de New York - lemediaen442.fr 29 décembre 2021

Un enfant de 5 ans expulsé d'un restaurant par la police de New York

Rien n'arrête la dictature sanitaire, même pas la bouille de ce petit bonhomme qui débarque dans ce monde devenu fou et goûte dans ses premières années au zèle des kapos du pouvoir mortifère.

Dans une vidéo capturée le 15 décembre 2021 et posté sur Instagram, nous pouvons voir la police de la ville de New York investir un restaurant Applebee's — une chaîne de restauration américaine — dans le centre commercial Queens Center.

Attablé, un petit garçon de 5 ans qui n'a pas de pass vaccinal se voit demander par les policiers de quitter l'établissement manu militari. Le garçonnet, totalement apeuré face à l'armada policière, se lève effrayé, le regard hésitant, ne sachant pas quoi faire et finit par pleurer dans ses mains. La scène extrêmement choquante ne laisse pas la clientèle indifférente, vaccinée ou non. L'homme qui filme s'en prend aux policiers : « Effrayer un enfant. Traumatiser un enfant. J'espère que vous vous sentez bien dans votre peau de la police de New York. C'est dégoûtant, dégoûtant. Honteux ! »

Un policier lance un avertissement aux personnes présentes qui pourraient ne pas être vaccinées : « Si vous partez volontairement, vous ne serez pas inculpé. Sinon, vous serez arrêté pour intrusion. Ce sera votre seul avertissement. » Un autre policier dira « à moins que vous n'ayez des pass vaccinal, vous devez quitter le restaurant ». Les clients n'en démordent pas et continuent de critiquer les forces de l'ordre qui appliquent les directives dictatoriales à la virgule près.

La mère finira par prendre le petit bonhomme dans ses bras, rassemblera ses affaires et quittera l'établissement. Quatre personnes ont été arrêtées au cours de l'incident et ont été inculpées pour intrusion criminelle. Selon le New York Post, un groupe sans pass vaccinal était assis dans l'Applebee's vers 21 heures. Le patron de l'établissement aurait donc fait appel à la police. Une chose est sûr, le pouvoir en place arrive à diviser le peuple en créant ce genre de situation totalement absurde et anxiogène, de quoi nous rappeler les dernières mesures du gouvernement français sur les doubles tests et autres beuveries en position assise. En attendant ce sont nos enfants qui sont sacrifiés. lemediaen442.fr 29 décembre 2021

La vidéo de 4mn : https://lemediaen442.fr/pass-vaccinal-un-enfant-de-5-ans-en-pleurs-expulse-dun-restaurant-par-la-police-de-new-york/

FAITS ET ARGUMENTS POUR COMBATTRE LE TOTALITARISME.

Un aveu. Le test PCR ne permet pas différencier le SRAS-CoV-2 des virus de la grippe.

Le CDC admet que la « pandémie de Covid » était le produit d'un test inapproprié par Paul Craig Roberts. - reseauinternational.net 28 décembre 2021

Discrètement, sans l'attention des médias, les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) ont retiré le processus PCR comme test valide pour la détection et l'identification du SRAS-CoV-2.

« Après le 31 décembre 2021, les CDC retireront la demande d'autorisation d'utilisation d'urgence auprès de la Food and Drug Administration (FDA) des CDC 2019-Novel Coronavirus (2019-nCoV) Real-Time RT-PCR Diagnostic Panel, le test introduit pour la première fois en février 2020 pour la détection du SRAS-CoV-2 uniquement ».

Les CDC admettent que le test PCR ne peut pas différencier le SRAS-CoV-2 des virus de la grippe.

J'ai signalé il y a plusieurs mois que les « autorités sanitaires » étaient parvenues à cette décision, mais qu'elles retardaient sa mise en œuvre jusqu'à la fin de 2021. Elles avaient besoin de ce faux test pour entretenir la peur afin d'obtenir le plus de vaccinations, et donc de profits, possible.

Il est extraordinaire que le retrait du test par le CDC n'ait reçu aucune attention de la part des médias ou des politiciens.

Le Dr Kary Mullis, lauréat du prix Nobel et inventeur du processus PCR, a déclaré il y a plusieurs années que « le PCR est un processus. Il ne vous dit pas que vous êtes malade ». Il n'a jamais été conçu pour être un test Covid.

Le Dr Pascal Sacre, le célèbre Belge spécialisé dans les soins intensifs, a déclaré que le processus RT-PCR a été détourné et appliqué comme une stratégie implacable et intentionnelle pour créer l'apparence d'une pandémie basée sur des résultats de tests bidons et non sur de véritables patients atteints du Covid afin de violer les droits humains et constitutionnels des citoyens.

Comme je l'ai toujours signalé, le test PCR a été délibérément effectué à des cycles élevés, connus pour produire des faux positifs. La plupart des prétendus « cas Covid » n'étaient rien d'autre que des fabrications intentionnelles. Les hôpitaux ont fait partie de l'escroquerie, car ils ont été incités par des récompenses financières à déclarer pratiquement tous les décès comme des décès dus au Covid. C'était facile à faire, car chaque personne mourante, quelle qu'en soit la cause, subissait un test PCR qui produit jusqu'à 97% de faux positifs et était ainsi déclarée « mort Covid ».

Les peuples du monde doivent comprendre que la « pandémie de Covid » orchestrée est le plus horrible crime de masse jamais commis dans l'histoire de l'humanité. C'est « l'Occident libre » qui a organisé et perpétré ce crime horrible. (...)

La race humaine sera-t-elle trop stupide pour comprendre cette tromperie et les conséquences pour les droits de l'homme et la liberté humaine ? Continuera-t-elle à faire confiance aux autorités et aux médias qui l'ont trompée avec un récit contrôlé qui exigeait de réduire au silence et de punir tous les vrais experts ? Si tel est le cas, ils auront été effectivement réduits en esclavage.

https://reseauinternational.net/le-cdc-admet-que-la-pandemie-de-covid-etait-le-produit-dun-test-inapproprie/

La source (Ministère de la Santé des Etats-Unis) en anglais :

https://www.cdc.gov/csels/dls/locs/2021/07-21-2021-lab-alert-Changes_CDC_RT-PCR_SARS-CoV-2_Testing_1.html

Extrait.

- CDC encourages laboratories to consider adoption of a multiplexed method that can facilitate detection and differentiation of SARS-CoV-2 and influenza viruses. Such assays can facilitate continued testing for both influenza and SARS-CoV-2 and can save both time and resources as we head into influenza season. Laboratories and testing sites should validate and verify their selected assay within their facility before beginning clinical testing.

Tribune libre

L'appel solennel du "Collectif des maires résistants" - lemediaen442.fr 29 décembre 2021

Aujourd'hui, le projet gouvernemental de pass vaccinal les conduit à passer la vitesse supérieure. Leur constat d'une démocratie confisquée, et même "trahie", d'un pays dans lequel Emmanuel Macron instaure un "pouvoir absolu", avec le concours d'une partie des médias qui alimentent une "vérité sous influence", les conduit à appeler leurs concitoyens à "redevenir les maîtres de leur destin, les capitaines de leurs âmes".

https://www.francesoir.fr/videos-le-defi-de-la-verite/lappel-solennel-du-collectif-des-maires-resistants

LVOG - J'ai vérifié, il s'agit de maires de petites communes, parfois de moins de 100 habitants, sans étiquette politique. N'étant pas des révolutionnaires ou des socialistes, ils se servent des différentes interprétations contradictoires auxquelles la Constitution peut donner lieu pour dénoncer la tyrannie du régime Macron, en cela on les soutient tout en demeurant indépendant et continuant le combat pour l'abrogation de la Constitution de la Ve République.

J'ai noté, que dans leur document ils s'opposent à la vaccination et au pass obligatoire, mieux, ils appellent à utiliser les traitements existant contre la covid et ses variants, l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine ou d'autres molécules associées à l'azithromycine...

Avec les thérapies géniques "*les personnes qui seront infectées par les nouveaux variants pourront faire des formes plus sévères que si elles n'étaient pas vaccinées.*"

LVOG - Un crime de masse programmé à mettre au compte de Macron, notamment.

Immunité, vaccins, effets indésirables, traitements : analyse de Jean-Marc Sabatier - Partie 1 - francesoir.fr 29 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-entretiens/jean-marc-sabatier-entretien-1

Jean-Marc Sabatier, directeur de recherche au CNRS et docteur en biologie cellulaire et microbiologie, affilié à l'institut de neuro physiopathologie à l'université d'Aix-Marseille.

Extrait.

FranceSoir - Dans ce cas, si on peut penser que la vaccination pouvait avoir une action sur la souche sauvage et peut-être sur quelques variants qui venaient juste après elle, qu'en est-il pour les nouveaux variants ?

LVOG - Les anticorps neutralisants se fixent sur les virus et les empêchent d'infecter les cellules. Les anticorps facilitants vont faire exactement l'inverse des anticorps neutralisants. Ils vont faciliter l'infection des cellules par le virus.

Jean-Marc Sabatier - La balance anticorps neutralisants/anticorps facilitants était favorable pour les variants Alpha et Beta du Sars-CoV-2. Pour les derniers variants dont le Gamma, Delta, Lambda et Mu, c'est la tendance inverse qui s'observe, avec une balance anticorps neutralisants/anticorps facilitants défavorable. Cela signifie que la balance est plus favorable en faveur des anticorps facilitants par rapport aux anticorps neutralisants alors qu'initialement la balance anticorps neutralisants/anticorps facilitants était très favorable aux anticorps neutralisants, c'est-à-dire que le vaccin était efficace en termes de neutralisation. Il y a eu une dérive progressive qui a conduit à une balance anticorps neutralisants/anticorps facilitants défavorable.

Et lorsqu'on va faire des rappels vaccinaux multiples (troisième, quatrième, voire cinquième injection, etc.), le rapport bénéfice/risque de la vaccination va être de plus en plus défavorable. À vouloir trop protéger en faisant produire des anticorps neutralisants, finalement, on fait l'inverse. On va donc augmenter la proportion d'anticorps facilitants par rapport aux anticorps neutralisants. Nous n'aurons plus de protection vaccinale, mais au contraire une facilitation vaccinale, avec une infection cellulaire facilitée. Ainsi, les personnes qui seront infectées par les nouveaux variants pourront faire des formes plus sévères que si elles n'étaient pas vaccinées. Heureusement, le très contagieux variant Omicron, qui se répand actuellement à travers le monde, est peu dangereux avec une létalité à ce jour 7 fois inférieure à celle du variant Delta (encore majoritaire), lui-même 4 fois moins létal que le virus d'origine de Wuhan. L'émergence de variants du Sars-CoV-2 de moins en moins létaux, bien que plus contagieux, rend le phénomène ADE moins problématique. francesoir.fr 29 décembre 2021

90% de vaccinés, l'aveu.

Royaume-Uni: jusqu'à 90% des malades du Covid-19 en soins intensifs n'ont pas eu de dose de rappel - BFMTV 29 décembre 2021

Les protestations concernant les décès post-vaccinaux s'étendent à la Corée du Sud - Mondialisation.ca, 30 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/les-protestations-concernant-les-deces-post-vaccinaux-setendent-a-la-coree-du-sud/5663697

ACTUALITE INTERNATIONALE

Russie

LVOG - Quand des ordures prétendent être animées de bonnes intentions, c'est que forcément il y a anguille sous roche, il ne faut surtout pas les croire.

Russie : la justice dissout le Centre des droits humains de l'ONG Mémorial - Le Point 29 décembre 2021

La justice russe a décidé, mercredi 29 décembre, de dissoudre l'organisation de défense des droits, Mémorial, ainsi que toutes les entités rattachées. Le Point 29 décembre 2021

L'ONG Mémorial, qu'est-ce que c'est ?

Pedigree de ses dirigeants (et ex-dirigeants)

Parmi eux : Andrei Sakharov (1921–1989), Arseny Roginsky (1947–2017), Sergei Kovalev (1930–2021), Lioudmila Alexeïeva (1927–2018), Alexandre Tcherkassov son directeur actuellement.

En 2021, Mémorial est un réseau d'organisations basées en Russie, en Allemagne, au Kazakhstan, en Italie, en République tchèque, en Belgique, en France et en Ukraine. Fondée en 28 janvier 1989.

Source : Wikipédia.org.

Une partie de ses membres ont immigré aux Etats-Unis, en Israël ou dans d'autres pays occidentaux.

Ils ont travaillé pour :

- Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), une station de radio et un groupe de communication privé financé par la CIA, puis par le Congrès des États-Unis.

- Amnesty International

- Membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

LVOG - Question : Qui pour ces gens-là sont légitimes pour décrèter quels régimes sont autoritaires et quels sont ceux qui ne le sont pas ? La réponse figure plus haut.

L'anti-stalinisme sert toujours de couverture à l'anticommunisme.

Mémorial France - "*Perpétuer la mémoire historique des victimes des répressions staliniennes en URSS et la transmettre aux générations futures, pour défendre les droits humains dans les régimes autoritaires.*"

Quand vous cliquez sur le lien "*soutenir*" dans le menu en haut de l'écran (https://memorial-france.org/comment-soutenir), cela vous envoie sur une page où on vous invite à faire un don, mais il n'y figure aucune référence sur le financement ou ses généreux ou fortunés donateurs, on les connaît...

Chine

En Chine, une intelligence artificielle devient procureur - Paris Match 29 décembre 2021

Une IA mise capable d'identifier des crimes et de proposer la peine correspondante a été testée à Shanghai.

Des chercheurs chinois ont développé le premier procureur utilisant une intelligence artificielle. Testé dans un district de Shanghai, cette IA est en mesure d'identifier 8 types de délits communs dont la fraude, la conduite dangereuse, l'agression et l'entrave à l'action des forces de l'ordre rapporte le «South China Morning Post». L'IA se base sur un programme existant, le Système 206, déjà utilisé par des procureurs chinois pour évaluer la dangerosité et les risques de récidive des criminels.

Mais cette nouvelle version va beaucoup plus loin : elle est capable d'identifier et de ne pas prendre en compte les données non pertinentes d'une affaire et surtout de proposer une peine, allant de l'amende à la prison, pour les criminel «avec une précision de 97%» assurent les chercheurs dans un article publié par «Management Review». Mais cette perspective n'est pas sans inquiéter certains magistrats et avocats : «Malgré cette précision annoncée, le risque d'erreur est toujours possible. Que se passera-t-il si l'IA envoie quelqu'un en prison à tort ? Qui endossera cette responsabilité ? Le magistrat, la machine ou le concepteur de l'algorithme?» s'interroge un procureur sous couvert de l'anonymat dans le «South China Morning Post». Paris Match 29 décembre 2021

Palestine occupée

Israël: une chaîne de restaurants lance des burgers préparés par un robot - AFP 29 décembre 2021

L'enseigne de restauration rapide israélienne BBB propose depuis quelques jours un burger végétal, fabriqué et cuit par un robot. AFP 29 décembre 2021

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2022

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier 2022

Toujours sur le pied de guerre !

On assiste actuellement à une intense ou profonde réflexion parmi le peuple pour essayer de comprendre ce qui se passe.

Souvent cela part dans toutes les directions, et bien entendu on ne trouve aucune réponse satisfaisante parce qu'on est passé à côté de l'essentiel ou on trouve un tout petit bout auquel on se raccroche sans conviction parce qu'il est insignifiant pour expliquer et relever le défi qui nous est imposé, qui d'ailleurs ne tient pas seulement à l'oligarchie financière, mais à la nature du processus historique dont on n'a pas encore pris conscience ou alors par petits bouts encore une fois dispersés un peu partout et qu'on peine à rassembler pour reconstituer le tableau en entier. Entre nous, c'est ce que la méthode du marxisme permet de réaliser.

Il y aurait un problème psychologique ou anthropologique quelque part, philosophique ou cognitif, bref, tout ce qu'on voudra mais pas économique et politique parce qu'il ne faut surtout pas s'attaquer à l'ordre établi, au capitalisme, à ses institutions.

Hier soir j'ai passé la soirée tout seul avec mes deux chiens, ma compagne était partie chez sa fille, je vous passe les détails. Après avoir regardé des morceaux de concert de Lynyrd Skynyrd et Joe Bonamassa, puis un téléfilm français du début des années 2000 avec Victor Lanoux, tout à fait par hasard j'ai regardé une vidéo sur Jean de la Fontaine. Et là quelle ne fut pas ma stupéfaction de découvrir un personnage épouvantable, médiocre jusque dans sa production littéraire ou pour le moins fort limité, et surtout, non pas un plagiaire mais une sorte de pillard comme l'avait été Léonard de Vinci. Hormis des contes grivois ornés de grossièretés, et les 500 Fables d'Esope et d'autres auteurs qu'il pompera et arrangera, certes en les enluminant ou les parant de magnificences, cela aura été son seul talent littéraire, Fables d'autres auteurs dont il se servira parce qu'il manquera toujours d'imagination, il ne produira rien de significatif, et quand il s'essaiera au drame pour tenter d'égaler Racine ou Corneille, il échouera lamentablement, sa copie particulièrement mauvaise demeurera inachevé.

La personnalité de Jean de la Fontaine ne se raconte pas, tellement elle recèle d'ignominies, de compromissions ou de bassesses humaines. C'est un véritable exploit d'être parvenu à en cumuler autant chez un seul homme, c'est ce génie qui lui permettra d'obtenir les bonnes grâces de Louis XIV ou pour entrer sur le tard à la Comédie française, à condition de renier tout ce qu'il avait écrit jusque-là et à condition désormais de célébrer la gloire de son roi bien-aimé, bref, il est répugnant à vomir.

L'histoire qui nous est contée dans cette vidéo présente tellement de similitudes avec la dictature absolue et la dégénérescence du régime à notre époque, de l'aristocratie qui nous gouverne, à tel point qu'un instant je me suis senti retourné à cette époque, sous le règne de Louis XIV et de son surintendant des Finances Nicolas Fouquet, que je vous invite vivement à la regarder et à écouter très attentivement, on en discutera une autre fois si j'ai le temps, je vous assure que c'est bourré d'enseignements. Vous pouvez aussi la commenter et m'envoyer votre papier, je le publierai.

Aujourd'hui on veut nous faire croire qu'un malheureux virus pourrait décimer l'espèce humaine, et Jean de la Fontaine a été élevé au rang d'icône nationale comme beaucoup d'autres personnages qui figurent en exemples dans la mémoire collective, alors qu'ils ne le méritaient pas du tout, et après on s'étonne de la médiocrité du niveau de conscience de la population, tandis que ceux qui ont écrit ces récits ou l'histoire n'ont eu de cesse de la tromper. Cela vaut évidemment où en premier lieu, pour tout ce qui se rapporte à l'économie ou à la politique, à la lutte des classes. On me dira qu'on le savait déjà, certes, mais apparemment ou de toute évidence, on ignorait jusqu'à quel point, systématiquement pour ainsi dire.

Secrets d'histoire - Jean de La Fontaine, l'homme à fables (Intégrale) - 23 août 2019 -

https://www.youtube.com/watch?v=kLVZDEtnLdU

- Cette causerie au format pdf (15 pages)

Fake news ou manipulation grossière des faits en Inde.

LVOG - Cette info date du 31 décembre, donc c'est très frais, sur les 1,4 milliard que nous sommes, ils n'ont pas trouvé un mort du variant Omicron, pourtant ils ont cherché partout. Lisez, c'est très instructif, ce n'est pas en France que cela arriverait. Les morts étiquetés Omicron sont faux tout simplement, ils sont morts d'un autre virus, celui de la grippe sans doute.

India records first 'Omicron death' - timesofindia.indiatimes.com Dec 31, 2021

Maharashtra confirmed the presence of Omicron in a 52-year-old man who recently died of heart attack in Pimpri Chinchwad, but stopped short of calling him the first casualty of the variant and attributed the death to his underlying health conditions.

The man from Pimpri Chinchwad had died on December 28 at the local Yashwantrao Chavan Hospital. The state health authorities refrained from labelling it as the first Omicron death despite the man having a travel history to Nigeria and a Covid positive diagnosis.

"The death of this patient is due to non-Covid reasons. Coincidently, the National Institute of Virology report revealed that he was infected with the Omicron variant," the authorities said in a statement.

Health experts in Mumbai said that since the man had a Covid positive diagnosis, the death is most likely going to be classified as a Covid fatality.

While India has reported close to 1,200 Omicron cases of the the new variant, no deaths were reported until now.

Traduction.

L'Inde enregistre le premier " décès Omicron ".

Le Maharashtra a confirmé la présence d'Omicron chez un homme de 52 ans récemment décédé d'une crise cardiaque à Pimpri Chinchwad, mais n'a pas voulu le qualifier de première victime de la variante et a attribué le décès à ses problèmes de santé sous-jacents.

L'homme de Pimpri Chinchwad était décédé le 28 décembre à l'hôpital local Yashwantrao Chavan. Les autorités sanitaires de l'État se sont abstenues d'affirmer qu'il s'agissait du premier décès lié à la variante Omicron, bien que l'homme ait voyagé au Nigéria et que son diagnostic soit positif au test Covid.

"Le décès de ce patient est dû à des raisons autres que Covid. Par coïncidence, le rapport de l'Institut national de virologie a révélé qu'il était infecté par la variante Omicron", ont déclaré les autorités dans un communiqué.

Les experts de la santé à Mumbai ont déclaré que, puisque l'homme avait reçu un diagnostic positif au Covid, le décès sera très probablement classé comme un décès dû au Covid.

Alors que l'Inde a signalé près de 1 200 cas d'Omicron de la nouvelle variante, aucun décès n'a été signalé jusqu'à présent.

C'est le moins qu'on puisse dire !

Lu - « *On parle de plus en plus vite et on pense de moins en moins* ».

Le tas de conneries qu'on peut entendre ou lire quotidiennement, donne une idée assez précise de la médiocrité du niveau de conscience de leurs auteurs toutes couches sociales confondues ou du degré atteint par la bassesse humaine teintée ouvertement de sadisme ou de cruauté, au nom de tout ce qu'on voudra, des sciences, des valeurs ou des principes de la démocratie ou de la république et même du socialisme.

Macron montre l'exemple, la cours ou les élites, l'armée de larbins à son service l'imitent. Après la dernière apparition télévisuelle du tyran, deux abonnés du Point qui est loin d'être de gauche ou révolutionnaire ont cru bon de relever : - "Effrayant de constater un tel décalage entre le discours et la réalité" et "arrogance et autosatisfaction délirantes déconnecté des réalités de ses chers compatriotes".

C'est fait pour cela, pour que vous abandonniez définitivement l'espoir qu'un monde meilleur et plus juste serait possible à condition de renverser le régime en place, condition à laquelle évidemment personne n'ose plus penser depuis qu'en bloc le mouvement ouvrier a rejoint le camp de la réaction, notamment en adoptant la muselière et la vaccination sur les bases d'un déni de la réalité, Omicron ne tue pas ou moins que le virus de la grippe, et il existe des molécules efficaces, éprouvées et sans effets secondaires, pas chères pour y faire face.

Un autre exemple. Même occasionnellement vous ne devez pas vous soulager, vous sentir mieux...

- Nouvel An : même occasionnelle, une cuite cause des dommages - Yahoo 31 décembre 2021

- Ils passent le réveillon du Nouvel An en solo : « Ce soir, j'ai prévu de dormir » - ELLE.fr 31 décembre 2021

LE RÉGIME FASCISANT, SES REPRÉSENTANTS ET SES COMPLICES.

France. Pass vaccinal : «Il faut mettre la pression» sur les non-vaccinés, affirme Nathalie Élimas - Europe1 31 décembre 2021

Invitée d'Europe Matin jeudi, Nathalie Élimas, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, chargée de l'Éducation prioritaire. Europe1 31 décembre 2021

Faites tomber les masques. Les adeptes de la muselière sont des tyrans. Boycott !

Covid-19: des masques FFP2 seront distribués aux meetings de Jean-Luc Mélenchon et Fabien Roussel - Le HuffPost31 décembre 2021

PCF - Il n'y aura pas de limites d'accueil dans les salles réservées par le parti, mais le pass sanitaire sera demandé. Un test PCR négatif de moins de 24h, durée maximum en vigueur depuis le 29 novembre, sera donc valable pour assister à ces réunions politiques. À l'entrée de celles-ci, des masques FFP2 plus protecteurs seront distribués.

LFI - La France Insoumise a annoncé dans la foulée faire le même choix. "Cette décision s'appliquera dès le prochain meeting de Jean-Luc Mélenchon prévu à Nantes le 16 janvier prochain", explique le parti dans un communiqué.

Bastien Lachaud sur Twitter :

- La démocratie ne peut s'arrêter en raison du #COVID19 et de l'incapacité du gouvernement d'agir. Avec @JLMelenchon nous prenons les dispositions nécessaires pour tenir nos meetings dans de bonnes conditions sanitaires. Le HuffPost 31 décembre 2021

Dans le laboratoire du fascisme planétaire, le Canada est bien placé.

Sanctions. Le Canada sévit contre les travailleurs non vaccinés contre le Covid-19 - Courrier international 31 décembre 2021

Les Canadiens qui perdent leur emploi parce qu'ils refusent de se faire vacciner pourraient se voir privés de leurs allocations de chômage, a annoncé la ministre de l'Emploi. Courrier international 31 décembre 2021

Coronavirus au Canada : Couvre-feu et rassemblements interdits au Québec - 20minutes.fr 31 décembre 2021

Au Maroc passé sous influence sioniste, ils ne sont pas en reste non plus.

Maroc : face au Covid, couvre-feu décrété à partir de minuit - France 24 31 décembre 2021

Le Maroc a interdit les célébrations du Nouvel An dans le cadre de restrictions visant à lutter contre la propagation du Covid-19. Les restaurants devront fermer à 23h30 et un couvre-feu sera mis en place entre minuit et six heures du matin. France 24 31 décembre 2021

SUITE SUR MONSIEUR T. MEYSSAN.

Vraiment ?

Réseau Voltaire - "Nous ne promouvons pas une idéologie ou une vision du monde".

La méthode que monsieur Meyssan prête aux communistes ou trotskystes ou tout simplement à la classe ouvrière, est celle que justement il emploie quand il milite pour les institutions nationales et internationales créées par les capitalistes pour les capitalistes, que ce soit les institutions antidémocratiques et bonapartistes ou totalitaires selon les époques de la Ve République ou l'ONU et ses agences qui ont cautionné toutes les guerres contre les peuples depuis 1945, qui ont spolié les Palestiniens de leurs terres, notamment.

Il fait partie de ces idéologues qui se prétendent indépendants, mais qui en réalité servent les intérêts de la réaction. Qu'il ait le culte des puissants au détriment des exploités et des opprimés, c'est parfaitement son droit, mais quand il le dénie ou le camoufle maladroitement, il se fait imposteur, voilà la vérité.

Comment faut-il traduire "*l'idée que l'on puisse « démocratiser » de l'extérieur, non seulement les institutions d'un État, mais la pratique politique d'un peuple, est simplement antinomique et grotesque*", sinon qu'il faut absolument conserver ces institutions créés par le capital et faire croire qu'elles seraient réformables de l'intérieur, autrement dit, il dénie le droit à la classe ouvrière de les renverser et de les remplacer par ses propres organismes politiques indépendant pour appliquer une politique conforme à ses besoins sociaux et à ses aspirations démocratiques.

Monsieur Meyssan est un ennemi du socialisme, l'idéologie de la classe ouvrière, de la révolution socialiste mondiale, et pour donner des gages à ses maîtres qu'il continuera à les servir fidèlement, il n'hésite pas à recourir à toute sorte de moyens plus malhonnêtes, scélérats et sournois les uns que les autres, par exemple, pour rendre crédible que ce serait les "*disciples*" de Trotsky "*qui dirigent la NED*" qui organiseraient "*des crimes de masse au service de l'impérialisme*", auparavant il a pris soin d'attribuer à Trotsky des massacres qu'il aurait perpétués un siècle plus tôt sans fournir la moindre preuve ou source, de manière à ce les lecteurs comprennent bien que c'est dans la nature des trotskystes ou des communistes de massacrer les peuples, et qu'ils doivent se détourner de tous ceux qui se réclament du trotskysme, du socialisme ou du communisme, au profit de qui partant de là, je vous laisse deviner ou vous connaissez la réponse.

Que des membres de tous les courants de la classe ouvrière soient passés un jour dans le camp de la réaction, cela existe depuis la moitié du XIXe siècle, et les trotskystes ne font pas exception, tout comme des membres de la droite qui sont passés dans le camp de l'extrême droite ou vice versa, puisqu'ils sont compatibles, ce qui n'est pas le cas des membres de la réaction qui exceptionnellement rejoignent le camp de la révolution socialiste, tout simplement parce qu'ils sont totalement incompatibles.

Bref, l'histoire que nous compte monsieur Meyssan par le petit bout de la lorgnette dans ses analyses bricolées, est celle d'un représentant du clan de la classe dominante et des classes moyennes accrochées à ses basques pour ne pas disparaître ou défendre leurs intérêts de boutiquier, qui ne supportent pas que la mondialisation se fasse à leurs dépens ou sans eux, parce qu'elles incarnent le vieux monde capitaliste dont les oligarques qui ont enclenché le "*Great Reset*" veulent se débarrasser.

Sous nos yeux : Du 11-Septembre à Donald Trump a été publié le 1 avril 2017, et visiblement ce n'était pas une farce, au même moment Macron allait être élu, j'ai consulté les sondages publiés entre le 15 janvier 2016 et le 21 avril 2017 pour la premier tour de l'élection présidentielle, tous donnaient Macron gagnant (Source : Wikipédia), monsieur Meyssan aurait pu se consoler avec l'élection de Trump (le 8 novembre 2016) qu'il avait soutenu ouvertement, ce qui nous avait valu un article dithyrambique le 4 avril 2017 intitulé *La Maison-Blanche se convertit à la démocratie*", sans rire, qui confirme tout ce que j'ai écrit sur lui :

T. Meyssan - "*Qu'on se le dise : avec Donald Trump, la Maison-Blanche s'est enfin convertie à la démocratie, c'est-à-dire au « Gouvernement du Peuple par le Peuple, pour le Peuple » selon la célèbre formule d'Abraham Lincoln. Les États-Unis sont en train de redevenir une puissance normale. Ils abandonnent leur ambition impérialiste. Ils renoncent à la doctrine Wolfowitz de domination globale. Ils reconnaissent à nouveau que tous les hommes sont égaux, qu'ils soient occidentaux ou non.*"

Ce n'est pas à la classe ouvrière de réaliser le « *Gouvernement du Peuple par le Peuple, pour le Peuple* », c'est aux milliardaires !

Voilà tout l'engagement politique de monsieur Meyssan résumé ici.

Pendant qu'on y est, je vais vous révéler un truc. A aux moins deux reprises par courriel je lui ai demandé la liste des ex-trotskystes qui avaient rejoint les néolibéraux, il ne m'a jamais répondu, j'ai fait de rapides recherches sur le Net et je n'en avais trouvé qu'un, je veux bien croire qu'il en existe d'autres, cela ne me dérange pas puisque ce seraient des gens qui ont rompu avec le trotskysme depuis des lustres, moi je ne fais pas d'amalgame entre trotskystes et ex-trotskystes ou encore les imposteurs qui se prétendent trotskystes, ceux qui selon moi font dire n'importe quoi au trotskysme. Cela dit, quand c'est le socialisme ou la révolution socialiste qui sont attaqués, il faut les défendre.

Personnellement, j'ai toujours su plus ou moins à quoi et à qui m'en tenir, je ne suis pas naïf ou stupide, encore moins opportuniste.

Les lecteurs ne doivent retenir de ses articles que les infos qui sont sourcées ou référencées, et ils doivent vérifier tout le reste ou le prendre au conditionnel. Il peut nous gratifier de faits réels que nous méconnaissons auxquels se mêlent malheureusement des interprétations douteuses de type policière ou mythico-religieuse propres justifier son orientation politique et à satisfaire son penchant mythomaniaque, car quand on s'écarte de la réalité, on finit toujours pas croire ce qu'on a inventé et ainsi de suite. C'est la raison pour laquelle en la matière la tolérance zéro doit être adoptée.

RÉSISTANCE A LA TYRANNIE ET ARGUMENTS POUR LA COMBATTRE.

Elie Domota arrêté par la gendarmerie et libéré sous la pression du peuple guadeloupéen - lemediaen442.fr 31 décembre 2021

S'il fallait une autre preuve de résistance qui fonctionne, qui fait fléchir le pouvoir de la dictature sanitaire, regardez les vidéos ci-dessous pour vous en convaincre. Le syndicaliste Elie Domota participait à la manifestation du 30 décembre contre les mesures sanitaires la veille de la date butoir du 31 décembre pour la mise en œuvre effective de l'obligation vaccinale des soignants et des pompiers.

Lors de cette manifestation à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, la gendarmerie décide de lancer des gaz lacrymogènes sur la manifestation, alors que celle-ci se passait pacifiquement. Loin d'être impressionnés, les Guadeloupéens décident de passer le barrage, les mains levées, afin d'exprimer leur non-violence. C'est à ce moment-là que les forces de l'ordre gazent en plein visage et décident d'arrêter une personne. Ce sera Elie Domota. Au rond-point de Petit Pérou aux Abymes, il est mis à terre, menotté. Les yeux brûlés par les gaz, le syndicaliste sera emmené en détention. Le responsable du collectif LKP est accusé de violences volontaires sur personne dépositaire de l'autorité publique, bien que les images prises par la chaîne de télévision Canal 10 montrent le contraire.

Le Communiqué de presse de l'UGTG par la voix de sa secrétaire générale Maïté Hubert M'Toumo dénonce : « Ce jeudi 30 décembre 2021, notre dirigeant Elie Domota — ancien secrétaire général de l'UGTG, porte-parole du LKP — a été agressé par la gendarmerie, à Petit-Pérou. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène, tiré en plein visage, alors qu'il était dans une manifestation pacifique, sur la voie publique. Il s'agit là d'une atteinte grave à une liberté fondamentale qu'est le droit de faire grève. L'UGTG considère que L'arrestation d'Elie Domota est une provocation. L'UGTG demande à tous les adhérents et militants de renforcer les piquets de grève ! »

L'arrestation du leader LKP aura pour conséquence de nouveaux barrages érigés, comme ici à Pointe-à-Pitre. Les manifestants déterminés à faire libérer leur camarade décident de se rendre au commissariat. Face à l'attroupement et à la pression, le parquet de Pointe-à-Pitre, par son procureur, communique sur Twitter : « La garde à vue de M. Elie Domota a été levée. L'intéressé est convoqué devant le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre le 7 avril 2022. » Explosion de joie devant le commissariat de Pointe-à-Pitre à la sortie de prison d'Elie Domota. Une foule à perte de vue chante la victoire d'une libération qui a des airs de bataille gagnée haut les mains.

Le peuple guadeloupéen réussit un coup de force en faisant plier les autorités françaises. Une déculottée qui démontre, à la veille de l'obligation vaccinale sur l'île, que la lutte gagne encore des points et pas des moindres.

https://lemediaen442.fr/elie-domota-arrete-par-la-gendarmerie-et-libere-sous-la-pression-du-peuple-guadeloupeen/

Le Pr Malone, pionnier de la technologie ARNm, sur Fox News : « Si vous croyez en Dieu, Omicron est son cadeau de Noël ! » - lemediaen442.fr 31 décembre 2021

Invité sur Fox News, la chaîne d'information câblée la plus regardée aux États-Unis, le Dr Robert Malone a fait des révélations (voir vidéo ci-dessous) qui ont stupéfié la présentatrice Laura Ingraham.

Le Pr Robert Malone — biologiste moléculaire, épidémiologiste, spécialiste des maladies infectieuses — explique tout simplement que le variant Omicron passe au travers des vaccins, qu'il est extrêmement contagieux mais ne tue pas, un cadeau de Noël de Dieu lui-même — pour les plus croyants.

Mais pourquoi ce variant est-il au final un cadeau du ciel ? Selon le pionnier de la technologie ARN messager, « Omicron a changé la cible où il infecte. Le Delta et les variants précédents infectaient les poumons profonds, ce qui, comme nous l'avons appris de la grippe, est un excellent moyen pour causer des maladies graves. Il [le variant Omicron] s'est déplacé vers les voies respiratoires supérieures, vers les bronches, et nous savons, grâce à la grippe, que lorsque les virus font cela, ils sont beaucoup moins pathogènes et beaucoup plus infectieux. Donc la bonne nouvelle avec Omicron : il a une très faible pathogénicité et il est hautement infectieux. Pour un vaccinologue expérimenté, il ressemble terriblement à un vaccin à virus vivant atténué. »

https://lemediaen442.fr/le-pr-malone-pionnier-de-la-technologie-arnm-sur-fox-news-si-vous-croyez-en-dieu-omicron-est-son-cadeau-de-noel/

Big Pharma achète pour 40 millions de dollars le silence du Dr Hill afin d'enterrer l'ivermectine - lemediaen442.fr 31 décembre 2021

Le 18 janvier 2021, lors d'une conversation avec le Dr Tess Lawrie, le Dr Andrew Hill, qui a étudié et promu les propriétés de l'ivermectine pour le traitement du covid, a reconnu avoir préféré les dollars aux vies humaines. L'université de Liverpool, dont il est chercheur principal au département de pharmacologie et de thérapeutique, a reçu 40 millions de dollars d'UNITAID.

L'UNITAID est soutenue par le lobby des vaccins, dont la Fondation Bill et Melinda Gates. Andrew Hill a admis que ses sponsors ont fait pression pour modifier ses conclusions. En effet, l'article est optimiste : « L'ivermectine a permis de réduire significativement la durée d'hospitalisation, significativement plus courte que celle du groupe témoin ». En revanche la conclusion est totalement inverse : « De nombreuses études incluses n'avaient pas encore été publiées ou revues par des pairs. Les méta-analyses sont sujettes à des problèmes de confusion. En outre, les normes de soins variaient considérablement d'un essai à l'autre, et la dose d'ivermectine et la durée du traitement étaient hétérogènes. L'ivermectine doit être validée dans des essais randomisés de plus grande envergure, randomisés et contrôlés. » Le rédacteur de la conclusion n'est de toute évidence pas le même que celui du corps du texte.

Les effets de la lâcheté du Dr Andrew Hill et de l'avidité de Big Pharma

Depuis la décision fatidique d'Andrew Hill d'autoriser son sponsor à « modifier » la conclusion de son article, 2,475 millions de personnes [11 mois x 30 jours par mois x 7500 décès par jour] sont mortes, dont 80% auraient pu être sauvées si l'ivermectine avait été approuvée. Donc, précisément 1,98 million de vies ont été perdues à cause de son revirement. Quarante millions de dollars, c'est la valeur de la donation faite à l'Université de Liverpool par UNITAID. Cette somme équivaut à 20 dollars et 20 cents par vie. C'est ce que nous valons tous dans le calcul du lobby des vaccins. (Le fait que le Dr Andrew Hill ait permis à une autre personne de modifier la conclusion de son article est connu et a été publié dans le livre Ivermectin for the World, de Justus Hope.)

Transcription du dialogue entre le Dr Hill et le Dr Lawrie sur l'ivermectine.

Dr Andrew Hill – Je pense que je suis dans une position très sensible ici.

Dr Tess Lawrie – Beaucoup de gens sont dans des positions sensibles ; ils sont à l'hôpital, dans des unités de soins intensifs en train de mourir, et ils ont besoin de ce médicament. C'est ce que je ne comprends pas, vous savez, parce que vous n'êtes pas un clinicien. Vous ne voyez pas des gens mourir tous les jours. Et ce médicament prévient les décès de 80%. Donc 80 % des personnes qui meurent aujourd'hui ne devraient pas mourir puisqu'il y a l'ivermectine.

Dr Hill – Le NIH [Instituts américains de la santé] n'accepterait pas de recommander l'ivermectine.

Dr Lawrie – Oui, parce que le NIH appartient au lobby des vaccins… C'est une mauvaise recherche. Donc, à ce stade, je suis vraiment, vraiment inquiète pour vous.

Dr Hill – Oui. Je veux dire, c'est une situation difficile.

Dr Lawrie – Non, vous pourriez être dans une situation difficile. Je ne le suis pas parce que je n'ai pas de financeur. Je peux dire la vérité…

Comment pouvez-vous délibérément essayer de foutre le bordel… vous savez ? Alors, combien de temps allez-vous laisser les gens mourir inutilement — ça dépend de vous ? Quel délai avez-vous prévu pour cela, sinon ?

Dr Hill – Eh bien, je pense… je pense que cela relève de l'OMS et des NIH, de la FDA [Food & Drug administration] et de l'EMEA [Agence européenne pour l'évaluation des médicaments]. Et ils décideront quand ils jugeront que trop c'est trop.

Dr Lawrie – Vous préférez… risquer la vie de nombreuses personnes. Vous savez que si vous et moi étions ensemble sur ce sujet, nous pourrions présenter un front uni et nous pourrions obtenir cela. Nous pourrions faire en sorte que ça arrive. Nous pourrions sauver des vies ; nous pourrions empêcher les gens d'être infectés. Nous pourrions empêcher les personnes âgées de mourir…

Je suis médecin, et je vais sauver autant de vies que je peux. Et je vais le faire en faisant passer le message sur l'Ivermectine… D'accord.

Malheureusement, votre travail va nuire à cela, et vous semblez être capable de supporter le fardeau de beaucoup, beaucoup de morts, ce que je ne peux pas faire.

Dr Lawrie (à propos de la modification des conclusions) – Alors, qui est-ce, à UNITAID ? Qui vous donne des avis sur vos preuves ?

Dr Hill – Eh bien, ce sont les gens qui sont là-bas. Je ne…

Dr Lawrie – Pourriez-vous me donner le nom de quelqu'un à UNITAID à qui je pourrais parler, afin que je puisse partager mes preuves et espérer les convaincre de les comprendre ?

Dr Hill – Oh, je vais devoir réfléchir à quel nom vous communiquer… Mais je veux dire que c'est très difficile parce que je suis, vous savez, j'ai ce rôle où je suis censé produire ce document et nous sommes dans un équilibre très difficile, délicat… Oui, c'est un lobby très fort…

Dr Lawrie – Alors, combien de temps pensez-vous que l'impasse va durer ?

Dr Hill – De mon côté. D'accord… Je pense que fin février, nous y serons dans six semaines.

Dr Lawrie – Combien de personnes meurent chaque jour ?

Dr Hill – Oh, bien sûr. Je veux dire, vous savez, quinze mille personnes personnes par jour.

Dr Lawrie – Quinze mille personnes par jour fois six semaines… Parce qu'à ce rythme, tous les autres pays reçoivent de l'ivermectine, sauf le Royaume-Uni et les États-Unis, parce que le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Europe sont détenus par le lobby des vaccins.

Dr Hill – Mon objectif est de faire approuver le médicament et de faire tout ce que je peux pour qu'il atteigne le maximum…

Dr Lawrie – Vous ne faites pas tout ce que vous pouvez, parce que tout ce que vous pouvez impliquerait de dire aux personnes qui vous paient : «

Je peux voir que cela empêche les décès. Je ne vais donc plus soutenir cette conclusion, et je vais dire la vérité. » Eh bien, vous ne serez pas approuvé de la manière dont vous avez rédigé cette conclusion. Vous vous êtes, en fait, tiré une balle dans le pied, et vous nous avez tous tiré une balle dans le pied. Tous… tous ceux qui essayent de faire quelque chose de bien. Vous l'avez en fait complètement détruit… Je ne sais pas comment vous arrivez à dormir la nuit, honnêtement.

La censure des publications scientifiques À lire cette note éditoriale, l'article du Dr Hill sur l'ivermectine a été carrément enterré : « Le 6 juillet 2021, Open Forum Infectious Diseases a publié une version de ce préprint. Les auteurs ont appris par la suite que l'une des études sur lesquelles cette analyse était basée avait été retirée en raison de données frauduleuses. Une déclaration de préoccupation a été publiée le 9 août 2021. Les auteurs ont soumis une version révisée excluant l'étude problématique, et l'article publié initialement a été rétracté. La version révisée est désormais disponible sur le site du journal. »

Le rouleau compresseur des médias grand public

Le 13 octobre 2021, le Guardian (financé par la Fondation Bill & Melinda Gates) a offert une page de publicité pour les vaccins et, bien entendu, contre l'ivermectine. Elle est signée Andrew Hill ! Disons que le rédacteur n'a eu aucun scrupule à utiliser la signature du chercheur (lequel a déjà accepté que Big Pharma réécrive la conclusion de son étude sur l'ivermectine). Voici l'article : « Nous avons […] trouvé plusieurs exemples de fraude médicale dans les essais cliniques de l'ivermectine : certaines bases de données avaient été tout simplement inventées par des médecins peu scrupuleux. Lorsque nous avons éliminé tous les essais cliniques de mauvaise qualité, l'ivermectine ne présentait plus aucun avantage clinique. […] Après notre reportage sur la fraude médicale en juillet 2021, les abus ont empiré. On m'a envoyé des images de criminels de guerre nazis pendus à des lampadaires, des images vaudoues de cercueils qui se balancent, des menaces vives selon lesquelles ma famille n'était pas en sécurité, que nous allions tous brûler en enfer. […] Ma réputation scientifique a également été menacée par courrier électronique. Je connais de nombreux autres scientifiques qui ont été menacés et maltraités de la même manière après avoir encouragé la vaccination ou remis en question les avantages de traitements non éprouvés comme l'ivermectine. Si les scientifiques ne peuvent pas communiquer par peur des menaces et des abus, comment peut-on contrôler toute la désinformation ? Si nous laissons cette désinformation se répandre sans contrôle, il y a un réel danger que les gens ne se fassent pas vacciner — ils croiront qu'ils peuvent prendre un traitement alternatif et être protégés, même s'il n'y a aucune preuve réelle. Ces personnes pourraient alors être infectées,

hospitalisées et même mourir du Covid. Il y a tellement de patients non vaccinés qui sont hospitalisés au Royaume-Uni, alors qu'ils auraient pu faire un choix différent avec les bonnes informations. »

Big Pharma fait feu de tout bois : des articles scientifiques réécrits aux ragots de la presse poubelle, tout est bon pour éviter qu'un traitement puisse guérir du covid et empêcher la vente de vaccins. À l'ivermectine, l'université de Liverpool donnait la préférence au molnupiravir plus rentable (710 $ la dose aux États-Unis). Un traitement tellement prometteur (de dividendes) que Oliver Véran a annoncé le 26 octobre en avoir commandé 50 000 doses pour 30 millions d'euros. Mais patatras ! la Haute Autorité de Santé a refusé de l'autoriser. Deux fonctionnaires du ministère de la Santé de l'île Maurice en ont commandé. Résultat : ils se retrouvent en prison. Olivier Véran est toujours en liberté. Tout cela pour vendre (très cher) des médicaments ou de pseudo vaccins, quand des molécules d'un prix ridicule peuvent soigner. Rappelons que la boîte de 4 comprimés d'ivermectine ne coûte que 8,53 €.

La vidéo.

Ivermectine: l'affaire Andrew Hill. Qui a fait pression sur ce chercheur pour qu'il change ses conclusions? (décembre 2021)

https://odysee.com/@corona_research:6/Ivermectine--l'affaire-Andrew-Hill.-Qui-a-fait-pression-sur-ce-chercheur-pour-qu'il-change-ses-conclusions--(d%C3%A9cembre-2021):0

Vaccination des enfants, rappels et maladies auto-immunes : analyse de Jean-Marc Sabatier - Partie 2 - francesoir.fr 30 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-entretiens/jean-marc-sabatier-partie-2

LVOG - Cet article est à conserver précieusement et à diffuser aux personnes qui ont été piquousées, c'est très important puisque vous pourriez sauver des vies, pas moins ! Les sadiques d'en face auraient dit : laissez-les crever, c'est de la vermine.

Jean-Marc Sabatier, directeur de recherche au CNRS et docteur en biologie cellulaire et microbiologie, affilié à l'institut de neuro physiopathologie à l'université d'Aix-Marseille.

Extrait.

Que conseilleriez-vous pour les gens qui ont eu les deux doses, qui depuis ont pris conscience de la dangerosité de cette vaccination et qui ne veulent pas continuer en faisant les rappels. Que pouvez-vous leur recommander afin qu'ils ne tombent pas malades ?

Ce qui est essentiel, c'est qu'ils contrôlent leur taux de vitamine D (calcidiol) et se supplémentent fortement si nécessaire. Il faut également qu'ils prennent du zinc. En fait, la vitamine D va activer de nombreuses voies métaboliques et le zinc est souvent un co-facteur de protéases impliquées dans ces voies métaboliques. Il s'agit de métallo-protéases à zinc, qui sont des molécules qui clivent les protéines ou les peptides uniquement en présence de zinc.

Mais le zinc est également important parce qu'il va permettre à certains facteurs de transcription de transcrire des gènes. Et lorsque vous prenez de la vitamine D, celle-ci vous permet d'activer des centaines de gènes. Pour que ces gènes soient activés, il faut qu'il y ait une transcription de ces gènes pour que les ARN messagers issus de ces transcriptions puissent être traduits en protéines. Il faut donc qu'il y ait des facteurs de transcription qui soient capables de transcrire des gènes ; certains facteurs de transcription fonctionnent uniquement en présence de zinc. S'il n'y a pas de zinc, la transcription de ces gènes ne se fait pas.

Parallèlement au zinc, il y a également besoin de magnésium. Le magnésium est important parce que de nombreuses enzymes fonctionnent avec le magnésium (il est un co-facteur d'un certain nombre d'enzymes). Mais surtout, c'est important par rapport à la vitamine D car les enzymes hydroxylases (25-hydroxylase et 1alpha-hydroxylase) qui transforment la vitamine D inactive en calcitriol bioactif ne fonctionne correctement qu'en présence de magnésium. Parce que lorsque vous prenez de la vitamine D3 (cholécalciférol) que vous absorbez sous forme d'ampoules ou de gélules, cette forme est complètement inactive. Elle a besoin d'être modifiée deux fois, pour devenir active. Elle est modifiée une première fois dans le foie et doit être modifiée une deuxième fois dans le rein. Dans le foie, elle est modifiée par une 25-hydroxylase (c'est une enzyme qui va hydroxyler en position 25). La (25-hydroxy)-vitamine D3 (appelée calcidiol) circule dans le sang et doit migrer vers le rein pour être transformée une seconde fois par une 1-alpha hydroxylase en (1 alpha, 25) dihydroxy-vitamine D3, appelée calcitriol. Donc le calcitriol, c'est la forme active de la vitamine D qui a été deux fois modifiée. Par conséquent, avec un déficit en magnésium, il n'est pas possible de transformer la vitamine D3 en calcitriol.

Parallèlement au magnésium, il faut également avoir de la vitamine K2, de la vitamine C liposomale, voire du glutathion ou du sélénium, et autres. Tout cela va aider les voies métaboliques, en permettant à l'organisme de fonctionner de façon optimale car il n'est pas carencé en vitamines, oligo-éléments et minéraux. En prenant de la vitamine D, vous allez activer de nombreuses voies métaboliques. Et pour qu'elles s'activent toutes correctement et de façon optimale, il faut que tout soit là, c'est-à-dire que tous les co-facteurs possibles d'enzymes soient présents.

Vous aviez expliqué au Conseil Scientifique Indépendant que nous vivons dans des pays où il y a peu de soleil en hiver. La raison pour laquelle, il est difficile d'avoir un taux correct de vitamine D au quotidien puisqu'il faudrait manger 80 œufs ou 1,5 kilo de saumon ou s'exposer pendant 7 heures au soleil, c'est impossible. Et c'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'avoir recours à une supplémentation en vitamine D dont vous recommandez de la prendre quotidiennement.

En effet, il est préférable de prendre la vitamine D tous les jours et à des doses plus importantes que ce qui était recommandé jusqu'à

présent. Par exemple, en Angleterre, ils ont supplémenté la population en vitamine D, contrairement à la France, mais la supplémentation a été faite avec 400 UI par jour, ce qui est insuffisant. Or, pour une personne normale de 70 kilos, il faudrait environ 4000 UI de supplémentation en vitamine D par jour.

Vous expliquiez qu'il y avait peu de risques de surdosage pour la vitamine D. Peut-être qu'il faut faire un peu plus attention avec les surdosages de zinc ou du sélénium ?

Tout à fait, lorsque vous prenez de la vitamine D, votre risque d'être surdosé est quasiment nul. Pour être surdosé, il faudrait en prendre pendant une longue période et il faudrait prendre des doses particulièrement élevées pour arriver au bout de quelques semaines ou de quelques mois à s'approcher de la dose toxique. Parce que la dose toxique, c'est-à-dire la dose pour laquelle débute une toxicité de la vitamine D, est estimée à 150 nanogrammes de calcidiol par mL de sang (voire 200 nanogrammes de calcidiol par mL), c'est-à-dire que la barre est très haute. Il faut savoir que la montée en vitamine D, lorsque l'on se supplémente en vitamine D, est généralement lente, mais cela dépend des personnes. Si vous prenez, par exemple, deux ampoules à 100 000 UI de vitamine D, ce qui fait 200 000 UI en instantané, et si vous faites un dosage de vitamine D quelques jours après, vous pourrez constater que le taux de calcidiol n'a pas beaucoup augmenté. Si vous étiez par exemple à 30 nanogrammes de calcidiol par mL, vous ne serez probablement même pas à 40 nanogrammes de calcidiol par mL. Donc, l'idéal pour que ça soit efficace, c'est que ce soit pris chaque jour, avec une dose satisfaisante et sans interruption. Pour rappel, il est important de suivre l'évolution du taux de calcidiol avec votre médecin, par des analyses de sang.

Je voudrais également revenir sur la vitamine C puisque Linus Pauling, prix Nobel de Chimie, grand promoteur de la vitamine C, disait qu'il fallait la prendre en gramme.

Oui, il s'agit d'un à trois gramme(s). En cas de Covid-19, la prise de deux grammes de vitamine C par jour (durant quelques jours) est recommandée.

Et c'est quelque chose qui est rarement conseillé. De plus, elle est plutôt présentée en milligrammes et pas toujours sous forme liposomale.

Oui, la forme liposomale est appropriée car la vitamine C est liposoluble. C'est comme la vitamine D, qui doit idéalement être prise à midi lors d'un repas un peu gras. La vitamine D est soluble dans les graisses mais est insoluble dans l'eau. La prendre avec un repas gras augmente l'absorption de la vitamine D d'environ 30 %.

Hiérarchie des épidémies et disproportion des mesures sanitaires - francesoir.fr 30 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/hierarchie-des-epidemies-et-disproportion-des-mesures-sanitaires

Les lois du 31 mai et du 5 août 2021, comme la décision du Conseil d'État du 14 décembre insistent sur « l'intérêt de la santé publique et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19. » C'est au nom de l'épidémie que le Conseil d'État et les Sages acceptent d'accorder les pleins pouvoirs au Premier ministre qui agit par décret. Or, le juge accepte de prendre pour argent comptant l'affirmation que nous vivons une épidémie, sans se doter des moyens de vérifier qu'il subirait les manœuvres d'un gouvernement liberticide. Or, comme le rappelait Mehdi Belhaj Kacem lors de notre récent entretien, "quand la prémisse est fausse, tout le reste l'est aussi."

Éclairons la réalité de la hiérarchie des épidémies.

Si l'histoire et la démographie apportent une première définition familière, celle-ci élimine d'emblée la COVID-19. En effet, une épidémie tue massivement et elle produit une baisse instantanée de la population. Cas des grandes pestes qui détruisirent des villes entières et en réduisirent nettement la population. Ce n'est pas le cas. En ce sens premier des historiens et des démographes, ce serait une falsification des faits. Une épidémie au sens démographique et historique, c'est la peste tuant de 30 à 50 % des Européens en cinq ans, de 1347 à 1352, faisant environ 25 millions de victimes.

Mais, cette définition corrobore celle des médecins. Ils évoquent deux critères déterminants : létalité et contagiosité. Le taux de létalité ou probabilité de mourir en ayant contracté la maladie est de 90 % pour Ebola. Le taux de contagiosité, soit sa reproduction probable à partir d'un malade, va jusqu'à 18 pour la rougeole selon l'OMS. C'est la combinaison de deux valeurs élevées qui est fatale.

Qu'en est-il du coronavirus de Wuhan ? Sa létalité est extrêmement faible, de l'ordre de 1 %, voire moins selon les estimations de l'OMS. Rien à voir donc avec Ebola qui tue pratiquement à chaque nouvelle contagion. Nous sommes dans une létalité très basse. Sur ce premier critère, la COVID-19 n'est pas une épidémie. Sur le second critère de la contagiosité, l'OMS la situe entre 1,5 et 2,5 personnes, certains mentionnent jusqu'à 10 pour le dernier variant, avec une létalité encore plus fiable que celle des premières souches. Nous sommes très loin derrière la variole ou la polio (5 à 7) ou encore le Sida (2 à 5). En additionnant les deux taux pour une cotation nous avons un maximum de 120, entre une létalité à 100 %, cas très aigu d'Ebola et une contagiosité maximale attribuée à la rougeole, de 18 à 20 :

Maladie imaginaire apocalyptique : 100 + 20 = 120
Ebola : 90 + (1,5 à 2,5) = 91,5 à 92,5
Variole : 30 + (5 à 7) = 35 à 37 (sur la base d'une létalité plutôt inférieure)
Covid-19 : 1 + (1,4 à 2,5) = 2,4 à 3,5

Observons pour mieux visualiser, cette cartographie qui permet de hiérarchiser les épidémies entre elles à partir des données publiques de l'OMS. Les aires correspondent aux écarts connus de létalité selon les conditions de vie des populations, par exemple, ou des variations de contagiosité observées.

La valeur correspond à la médiane des deux axes.

Une réaction politique inversement proportionnelle

La réaction des politiques est sans commune mesure avec la dangerosité avérée de cette maladie. Ce n'est pas la circulation d'un virus qui en fait sa virulence. Il s'agit d'une des maladies les moins létales et les moins contagieuses. Il n'y a donc aucune proportionnalité aux mesures prises : confinement et arrêt de l'activité économique, couvre-feux, vaccination massive, contrôle sanitaire, etc. Cela pose un problème de proportionnalité des mesures de restrictions des libertés ou attentatoires à la dignité humaine. L'emballement est sidérant, surtout si nous rapportons le coût économique des mesures à la maladie.

Une complaisance juridique coupable

En effet, jusqu'où les juges envisagent-ils de tolérer le droit d'agir au nom de « la lutte contre la propagation de l'épidémie » ? En effet, cette formule magique agit comme le sésame à toutes sortes d'atteintes aux libertés fondamentales. Or, la règle de proportionnalité des crimes et des peines, par exemple, exige d'être au clair sur les deux échelles, celle de la gravité des maladies et celle de nature des mesures liées à « la lutte contre la propagation de l'épidémie ».

Le lecteur aura compris, lui, que nous subissons une disproportion flagrante et insensée. Il comprend qu'avec une telle disproportion, nous acceptons une violation de nos droits fondamentaux. Mais, pour des maladies qui seraient comparables à Ebola, la peste ou la variole, qu'autoriseraient nos Sages du Conseil d'État ? Accepteraient-ils, au nom d'une hypothétique efficacité, d'enfermer des populations, de laisser mourir des personnes promises à 90 % à la mort, de détruire des quartiers, de séparer de force les populations, peut-être même d'accorder le droit de tuer des malades. Jusqu'où aussi violer le consentement des patients pour imposer des traitements salvateurs ou euthanasiques ? Jusqu'où pister, tracer, voire modifier génétiquement certaines populations jugées plus sujettes à telle ou telle maladie ? Jusqu'où irons-nous, au nom de la Sécurité exacerbée et du "risque zéro" ?

Une violation absolue de la conscience occidentale

La disproportion est totalement manifeste. Pour une maladie parmi les moins dangereuses dans la hiérarchie, les politiques et les juristes cautionnent la destruction des principes internationaux dont les engagements d'Oviedo. En particulier, l'article 2 sur la primauté de l'être humain : « L'intérêt et le bien de l'être humain doivent prévaloir sur le seul intérêt de la société ou de la science. »

Or, la pression exercée, pour ne pas dire la propagande en faveur de la vaccination et les mesures coercitives qui l'accompagnent contredisent cette absolue primauté de la personne humaine. Et le viol est encore plus flagrant en faisant la promotion irraisonnée de la vaccination des enfants.

En conclusion, nous devons refuser cette inversion des normes de droit qui fait aujourd'hui que la santé serait plus importante que nos libertés fondamentales et notre droit absolu à disposer de notre corps. Le Conseil constitutionnel ne peut pas plus longtemps tolérer cette inversion, sauf à cautionner le passage à une société biopolitique antidémocratique. Il ne peut couvrir des décisions sans commune mesure avec la gravité de cette maladie. S'ils venaient à cautionner de nouveau cette proportionnalité, cela signifierait que la dictature, le droit de vie ou de mort ou l'expérimentation humaine, seraient demain envisageables pour des maladies plus graves, au nom de la lutte contre l'épidémie, au nom d'une hypothétique efficacité. Au nom de nos sociétés occidentales et du christianisme qui nous a sorti des terreurs païennes, nous ne pouvons accepter cette immense régression civilisationnelle. francesoir.fr 30 décembre 2021

Haut de page

Le 4 janvier 2022

On m'a signalé que des liens renvoyant vers des documents en ligne ne fonctionnaient plus, soit qu'ils soient tombés sous le coup de la censure ou de l'autocensure. Vous pouvez toujours me contacter au cas où je les aurais téléchargés, je pourrais vous les envoyer.

Pour transférer un document volumineux à quelqu'un, vous pouvez passer par l'adresse suivante, c'est gratuit et simple à utiliser : https://wetransfer.com. En passant par ce support j'ai envoyé la vidéo de la Fontaine à deux contacts.

C'est étonnant que deux causeries de suite comportent le même nombre de pages, et ce n'est pas la première fois que cela arrive. C'est que tout est dans l'ordre des choses ou il ne faut rien changer.

Merci à Christine pour son message de soutien, ainsi qu'à Paul notre plus ancien et fidèle lecteur. Et à Maggy pour le document qu'elle nous a envoyé :

- Vanguard Group, un ami qui veut du bien aux vaccinés
- Cette causerie au format pdf (15 pages)

INTRODUCTION.

La question que je me suis posé à mon réveil hier matin : La vaccination a-t-elle réellement constitué un jour une avancée pour l'humanité ? J'ai soigneusement éviter de poser la question suivante, je vous expliquerai ensuite pourquoi : La vaccination a-t-elle réellement constitué un jour une avancée pour la santé humaine ?

De tout temps ou depuis jadis, il a toujours existé des hommes plus fragiles ou moins bien portants que les autres, dont l'immunité présentait des lacunes, de telle sorte qu'ils pouvaient facilement tomber malade et s'en remettre avec de graves séquelles ou en périr. Le même processus existe pour toutes les espèces biologiques, la faune et la flore, il n'y a donc rien d'extraordinaire dans ce constat.

L'équilibre naturel qui existe entre toutes les espèces à la surface de notre planète a toujours été régi par les mêmes lois, jusqu'à ce que l'homme décide de le modifier ou de le perturber à son unique profit, au détriment de toutes les autres espèces animales et végétales sans se soucier des conséquences qui en découleraient pour l'ensemble des organismes vivants.

C'est le développement économique combiné à celui des voies de communication et des moyens de transports, donc du commerce et de la guerre qui favorisèrent le déplacement massif de population et le contact avec des peuples éloignés vivant dans un environnement ou sous un climat complètement différents, les uns et les autres s'échangeant des virus ou des bactéries qui allaient renforcer leur immunité, mais aussi parfois provoquer des ravages ou décimer une partie de leur population. Plus de mille ans plus tard, la peste noire ravagera l'Europe en empruntant la route de la soie, semble-t-il. Elle sera favorisée par les famines et disettes ou la sous-alimentation de la population, ainsi que sa concentration dans des villes où les conditions d'habitats étaient épouvantables, les eaux usées stagnaient, et l'absence d'hygiène était généralisée, les rats pullulaient. A l'époque les épidémies se répandaient sur tous les continents à partir des ports ou en empruntant principalement les voies navigables.

Quoiqu'il en soit, on retiendra que toutes les épidémies qui sévirent au cours des deux derniers millénaires épargnèrent entre 50 et 70% de la population, y compris le corps médical, et on peut se demander pourquoi ils sont demeurés en vie et la totalité de la population n'a pas été décimée, sinon que les plus résistants avaient bénéficié d'une immunité particulièrement robuste dès leur naissance ou qu'ils l'avaient acquise grâce en grande partie à une alimentation saine ou équilibrée, des conditions d'existence meilleures, puisqu'à ces époques reculées il n'existait aucun traitement efficace.

Cela m'amène à dire que ceux qui n'étaient pas morts ne devaient pas mourir quoiqu'il advienne, sans médicament ni vaccin. Il en fut toujours ainsi, sauf que de nos jours même les médecins l'ont oublié ou l'ignorent comme chacun peut le constater quotidiennement parce qu'ils pratiquent leur art en dilettante ou ils se sont laissé corrompre par l'industrie pharmaceutique.

On peut donc en déduire, que si le reste de la population avait disposé d'un mode de vie davantage en rapport avec la nature ou les besoins des hommes et une alimentation saine, ou si l'exploitation, l'esclavage, le commerce et la guerre qui jalonnent le développement de la civilisation humaine ou le processus historique avaient été exclus, elle aurait été généralement en bonne santé ou elle n'aurait pas été décimée par dizaines de millions lorsqu'apparurent certains virus. Cela dit, les déplacements de population pour commercer ou faire la guerre ne furent pas à l'origine de ces terribles épidémies, elles révélèrent que les inégalités sociales et le mode de vie qui étaient imposés par le développement économique à une partie de la population se répercutait sur sa santé ou allaient en être le catalyseur, ce qui explique aussi pourquoi la durée de vie était très courte par rapport à notre époque.

Quelle que soit l'origine du Sars-CoV-2 et ses variants, en admettant qu'il ait une origine naturelle, sept siècles plus tard, s'il y a un procès à faire, c'est celui du capitalisme, du système d'exploitation de l'homme par l'homme. On pourrait faire aussi celui des médecins.

Vous avez été témoin que pendant plus d'un an et demi j'ai suivi quotidiennement le blog d'un médecin allopathique qui se voulait non-conformiste, jusqu'à un certain point au-delà duquel sa lâcheté et ses misérables intérêts individuels l'ont rattrapée, qui certes défendit le droit de prescrire des médecins et les protocoles incluant l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine, autrement dit des molécules de synthèse, alors que les vitamines D et C associées au zinc permettaient d'obtenir les mêmes résultats, pire, sans jamais insister sur l'alimentation qui contient à l'état naturel tous les éléments chimiques indispensables pour demeurer en bonne santé et disposer d'une immunité forte, donc de se passer de médicaments et de compléments alimentaires. Si on livrait tous les médecins à un entretien pour voir comment ils conçoivent leur art, 99% seraient éliminés à l'issue de cette épreuve.

Ce médecin nous avait raconté qu'il se faisait piquer tous les ans contre la grippe, et que toute sa famille y passait aussi, enfants inclus, tout en sachant que les vaccins contre la grippe étaient en grande partie inefficaces, j'avais aussitôt déduit d'une telle incohérence ou absence de principe que le nombre de médecins méritant véritablement ce statut dans ce pays devaient être infimes. Il répétait toujours qu'il n'était pas anti-vax, merci, on l'avait compris ,et surtout ses maîtres du Conseil de l'Ordre qu'il craignait plus que tout, et qu'il se ferait bien piquer quand on lui proposerait un vaccin traditionnel, que du reste il savait totalement inutile, peu importe, il est aussi non-conformiste que le Pr. Péronne qui trouve normal d'inoculer de force 11 vaccins à des gosses, je ne parle même plus du Pr. Raoult qui avait appelé à l'obligation vaccinale du corps médical, du coup on se demande s'il existe en France un seul médecin digne de ce nom, je plaisante, à peine.

Moralité : En vous faisant vacciner vous cautionner tous les méfaits du capitalisme. Si vous y êtes obligé pour ne pas perdre votre boulot, on en est désolé pour vous évidemment, mais ayez au moins le réflexe de lutter pour mettre fin à ce mauvais traitement qui dure depuis des générations et bien plus encore.

Sans surprise, le blog du Dr. Maudrux vient de publier un article qui tue son auteur *Les mesures gouvernementales sont-elles sanitaires ou vaccinales ?* alors que chacun sait qu'elles sont politiques.

Lu.

LVOG - Avertissement.

J'ai délibérément fait sauter l'auteur de cette prise de position, parce qu'il est infréquentable selon moi ou sachant qu'il est malintentionné, vous n'avez pas besoin de savoir de qui il s'agit ou je ne vois pas ce que cela vous apporterait. Je pratique de la même manière dans pratiquement tous les articles portant le titre *Lu*. Certains me diront qu'ils sont assez grands pour en juger eux-mêmes, je n'en doute pas,

mais là n'est pas le sujet.

Ce n'est pas une manipulation de ma part puisque vous êtes avertis. Ce qui nous intéresse uniquement, ce sont les faits et leur signification qu'un auteur nous livre, et non sa personnalité ou l'instrumentalisation qu'il compte en faire. Quand je ne peux pas procéder de la sorte je ne reproduis pas l'article ou je ne vous communique pas une vidéo. On est obligé d'en passer par là, ce que je regrette, parce qu'il y a trop de gens susceptibles ou tordus pour tout confondre et se laisser influencer par n'importe qui, j'estime que je n'ai pas pour fonction de leur en donner une occasion supplémentaire. Vous allez mieux comprendre pourquoi je prends cette précaution, pas pour m'épargner des insultes dont je me contrefous !

Dites-moi si je me trompe, beaucoup de travailleurs et de militants penchent à droite, voire vers l'extrême droite ou partagent leurs idées, parce qu'ils ont été trahis ou abandonnés par ce qu'ils appelaient la gauche ou l'extrême gauche, et leur conscience politique est quasi-inexistante ou comporte de graves lacunes. On va en reparler plus loin.

Des parents ou des professeurs ne disent pas tout à leurs enfants ou à leurs élèves, et bien c'est un peu la même chose ici. Je fais dans la pédagogie, pas dans la démagogie ou la propagande, vous saisissez. Mettez-vous un instant à ma place, j'ai une certaine responsabilité en m'adressant publiquement à des gens que je ne connais pas et que je ne rencontrerai jamais, ce qu'ils lisent ici peut avoir une influence sur eux, j'en ai conscience, vous comprenez, j'espère, je vous le souhaite. Je ne vous donne pas une leçon, je vous explique tranquillement les choses, c'est tout, je vous respecte au lieu de vous mépriser, vous devriez apprécier.

Tiré d'une émission d'Europe 1 qui a donné lieu à un article publié le 2 janvier 2022.

- Le "*wokisme*" , utilisé au départ pour désigner la lutte antiraciste des Afro-Américains, s'est inscrit par la suite comme discours des sphères militantes pour dénoncer toutes formes d'injustices (sexuelles, ethniques ou religieuses) subies par les minorités (...) La pensée "*woke*" tend vers une "*destruction de la culture*", engendrée par une "*tyrannie*" de ces mêmes minorités.

"*Publicité, cinéma, théâtre, littérature. Mais on commence à faire sauter des passages dans des livres. On a vu l'autre jour à la télévision, Madame Bovary qui devenait Emma Bovary parce que c'est une copine. Il faut qu'on raconte qu'elle est victime du système patriarcal, du machisme d'État. Mais on fait un autre film alors. Si on adapte Madame Bovary, on est respectueux de ce que dit Flaubert*."

"*Les autodafés, cette action de détruire les livres par le feu, déjà pratiquée sur les BDs de Lucky Luke au Canada en raison de la représentation des Amérindiens qui y était faite. On les brûle, on a de la cendre, et on utilise ces cendres pour faire de l'engrais pour un arbre qui va dire la beauté du monde ? Vous vous rendez compte ? C'est une cérémonie nazie, cette façon de brûler des livres et d'estimer qu'on va purifier avec la cendre des arbres.*"

Si le "*wokisme*" a été importé des États-Unis, en France, la représentation de cette idéologie se fait par les élites. "*Je pense que les élites sont très woke. Que le Monde, Libé, L'Obs, France Inter, etc, une poignée de gens qui vivent la plupart du temps avec l'argent public - sinon ces journaux s'effondrent totalement s'ils ne sont pas aidés - ils sont minoritaires, mais majoritaires.*" Mais une partie de la France résisterait à la pensée "*woke*", cette "*majorité*" là aurait alors besoin d'un "*peu de courage*".

"*J'ai des copains qui disent : 'Bon, personne ne nous écoute, je peux le dire. Je pense comme toi aussi.' Ce sont des gens de gauche qui effectivement défendent le wokisme, etc. Je leur dis : un peu de courage, osez-le, dites que ça commence à bien faire.*" Les élites, elles, ont "*déjà sombré*". "*Je ne suis pas sûr que la France résiste autant que ça*", conclut le philosophe avant d'ajouter : "*Une bonne partie de la France profonde sourit de tout ça, mais ne sourit pas trop fort parce qu'elle n'a pas forcément envie de se faire traiter de fasciste ou de nazie.*" (Source : Europe 1 2 janvier 2022)

En complément.

Pour revenir sur l'épisode de ceux qui se sont appelés les Gilets jaunes. J'ai écouté de nouveaux témoignages ou regardé des vidéos sur ce sujet, et une nouvelle fois j'en suis arrivé à me poser l'unique question qui valait vraiment la peine de se poser et que nos dirigeants ont pris soin d'escamoter : Pourquoi ces millions de travailleurs parmi les plus maltraités du pays ne se sont-ils pas tournés spontanément vers le mouvement ouvrier ? Parce qu'ils savent à quoi s'en tenir. Là la réaction ou l'extrême droite n'y sont absolument pour rien, n'est-ce pas.

Et c'est vrai aussi qu'on a pu observer, que parmi les Gilets jaunes un certain nombre d'entre eux n'étaient pas insensibles au discours de l'extrême droite ou des souverainistes issus du parti de l'ordre, LR, ex-UMP, RPR, UDR, ne figurant ni au RN-FN ni au LR ils n'ont pas toujours eu le bon réflexe de les tenir à l'écart de leur mouvement, il ne s'agit pas de le nier ou de le regretter, c'est ainsi.

LFI, le NPA, LO et le POI, plus tardivement quelques syndicats qui ne virent rien venir et qui n'y participaient pas, prirent le train en marche sans pouvoir en prendre la direction tant ces opportunistes décomposés étaient divisés, chacun tirant le tapis de son côté pour tenter d'en tirer profit, en vain, leurs intentions étant plus que douteuses ou la ficelle un peu grosse.

Ce mouvement se terminera comme nous l'avions prévu dès le premier jour au regard des faits qui viennent d'être exposés, qui reflétaient les rapports qui existaient entre ces différents acteurs et les différentes classes avant le 17 novembre 2018. Qu'un raté et minable comme Macron ait été élu Président de la République un an et demi plus tôt, cela avait forcément une signification politique très importante. Les uns et les autres s'employèrent à la faire passer à la trappe, préférant spéculer sur le score de Mélenchon, tout comme ils le font à nouveau maintenant, sans tenir compte qu'il reposait sur les sables mouvants d'un espoir inconsistant qui allait se dissoudre aussitôt après, et c'est ce qui s'est produit.

L'illusionniste professionnel Mélenchon n'eut aucun mal à instrumentaliser les attentes de 7 millions de travailleurs, dont la plupart trouvèrent même dans ses discours ce qui n'y figuraient pas. Vous avouerez qu'il n'y a rien de sérieux là-dedans, ces gens-là se foutent de vous. Les élections présidentielles et législatives terminées, la vie continua comme avant en France sous la dictature bonapartiste de la Ve République,

si bien qu'elle put basculer tranquillement dans la dictature absolue entre janvier et mars 2020. Le rapport de force entre les classes était plus favorable que jamais à la réaction, et aucune opposition organisée n'était apparue face à elle depuis mai 2017, le mouvement des Gilets jaunes durement réprimé s'étant dissout de lui-même, la voie au totalitarisme était libre et Macron s'engouffra dedans, en instaurant l'état d'urgence en voie désormais de devenir permanent selon le projet de loi en cours, signifiant que qualitativement sur le plan politique on avait changé de régime.

Que cela ne tienne, aucun parti du mouvement ouvrier n'en tiendra compte, par conséquent à ce jour à ma connaissance aucun n'appelle à boycotter les élections présidentielles et législatives d'avril (10 et 24 avril) et juin (12 et 19 juin) 2022, et tous continuent de fréquenter des acteurs politiques ou syndicaux qui ont leurs ronds de serviette à la table du dictateur. Pourquoi ne peuvent-ils pas rompre avec les institutions de la Ve République ? Parce que c'est leur survie politique et parfois matériel qui en dépendent. S'ils n'ont jamais rompu avec le PS et le PCF qu'ils prétendaient combattre, et au contraire ils n'ont cessé de collaborer avec eux dans un tas d'officines sous couvert de la défense de la laïcité, de l'enseignement ou pour telle ou telle cause, comment voudriez-vous qu'ils puissent rompre un jour avec le régime en place, en adoptant la muselière et le vaccin, ils ont démontré de manière éclatante qu'ils en seraient toujours incapables, qu'il n'y avait absolument rien attendre du mouvement ouvrier et de son avant-garde macronienne.

On ne peut donc pas en vouloir aux travailleurs qui s'étaient engagés dans le mouvement des Gilets jaunes que le POID a vomi, il s'est vomi dessus, et il pue dorénavant votre parti monsieur Daniel Gluckstein !

Défense du marxisme

Karl Marx - Victor Hugo se contente d'invectives amères et spirituelles contre l'auteur responsable du coup d'État. L'événement lui-même lui apparaît comme un éclair dans un ciel serein. Il n'y voit que le coup de force d'un individu. Il ne se rend pas compte qu'il le grandit ainsi, au lieu de le diminuer, en lui attribuant une force d'initiative personnelle sans exemple dans l'histoire. Proudhon, lui, s'efforce de représenter le coup d'État comme le résultat d'un développement historique antérieur. Mais, sous sa plume, la construction historique du coup d'État se transforme en une apologie du héros du coup d'État. Il tombe ainsi dans l'erreur que commettent nos historiens soi-disant objectifs. Quant à moi, je montre, par contre, comment la lutte des classes en France créa des circonstances et une situation telles qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros.

(Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte - Préface de Karl Marx à la deuxième édition de 1869)

Cela devrait vous faire penser à beaucoup de monde de nos jours, un euphémisme !

Voilà qui valait pour Macron au moment où il monta sur le trône de France en mai 2017, et pour les commentateurs officiels et autres historiens qui depuis le coup d'Etat de mars 2020 n'ont cessé de le ménager, en expliquant que les mesures politiques et liberticides maquillées maladroitement en mesures sanitaires qu'il avait prises, auraient été des erreurs et non le produit d'un plan arrêté ou d'une offensive généralisée dirigée par l'oligarchie contre la classe ouvrière et les classes moyennes, en réponse à la crise du capitalisme menaçant désormais ses fondements économiques et ses institutions politiques.

Macron en empêchant les médecins de prescrire les molécules efficaces qui permettaient de lutter contre le Sars-CoV-2 a fait plus de victimes que lors

---

«Marx à Joseph Weydemeyer (à New York), Londres, 5 mars 1852.

- ...En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes, et à une société sans classes...» (K. Marx, F. Engels, Oeuvres choisies, Tome premier, Éditions du progrès, Moscou, 1976, p. 549.)

(Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte - Préface de Friedrich Engels à la troisième édition allemande de 1885)

On est en droit de se demander dans quel camp se situent tous ceux qui refusent de caractériser de dictature absolue, de régime tyrannique ou despotique le régime établi en France depuis mars 2020, et s'ils ne le ménagent pas pour ne pas avoir à avouer leur refus de remettre à l'ordre du jour sa négation, la dictature du prolétariat, la nécessité de se débarrasser de ce régime et de ses représentants par tous les moyens à notre disposition, y compris les plus violents, puisque les capitalistes ne cèderont jamais leur pouvoir pacifiquement ou on ne mettra jamais fin à ce régime de terreur autrement, sans briser leur résistance, les désarmer, les mater, les réprimer, les éliminer au besoin.

L'abolition de toutes les classes ou une société sans classes constitue l'exacte négation du modèle de société ploutocratique, totalitaire et corporatiste dans laquelle l'aristocratie financière voudrait nous enfermer ou nous condamner pour toujours. Si les capitalistes osent prétendre nous imposer un régime monstrueux pour notre bien, on ne voit pas pourquoi on n'oserait pas leur imposer notre régime démocratique pour leur bien également, puisque du jour au lendemain ils seraitent dépouillés de tous leurs biens et de tous leurs pouvoirs, ils cesseraient de nuire au peuple ou d'exister, ce qui leur éviterait peut-être de perdre leur tête ou de connaître une issue fatale prématurée.

La lutte de classes est à mort, on n'a pas à s'embarrasser de scrupules ou à faire preuve de sentimentalisme avec des criminels de masse, eux ils n'en ont pas ou ils en sont dépourvus. Quand la fin est légitime, les moyens le sont également. Ils nous terrorisent avec leur seringue, nous les terroriserons, non pas avec des seringues mais avec les baïonnettes qui leur ont servi à massacrer les Communards en 1871.

DANS QUEL CAMP SE SITUE L'EXTREME GAUCHE ?

Le NPA ou la voix de son maître.

NPA - Face à l'épidémie : se vacciner, se mobiliser, combattre la répression - 28 décembre 2021

https://nouveaupartianticapitaliste.org/actualite/sante/face-lepidemie-se-vacciner-se-mobiliser-combattre-la-repression

Pour le NPA "*ceux qui ne se vaccinent pas, la plupart du temps*", ce ne serait pas parce qu'ils savent à quoi s'en tenir, non, ce serait pour les raisons avancées par le gouvernement "*en raison de difficultés d'accès ou par méfiance vis-à-vis des politiques de santé*".

Le NPA prétend que "*le variant Omicron met effectivement en danger la population*", les données mondiales prouvent exactement le contraire, le NPA tout comme le gouvernement les ignorent délibérément, donc il cautionne les mesures liberticides imposées par le gouvernement.

Le NPA affirme qu'"*il faut des mesures qui répondent à l'urgence et aux causes profondes de l'épidémie*", mais il ignore les molécules qui depuis deux ans permettent de soigner cette maladie, ils ignorent que les tests PCR sont truqués pour faire croire à une épidémie et justifier l'état d'urgence e toutes les mesures liberticides.

Les arguments avancés par le NPA sont antiscientifiques et anti-ouvriers, un copier/coller de ceux de Macron, ils relèvent du déni et de l'imposture de la pire espèce. Le NPA est une organisation antisociale, antisocialiste, réactionnaire.

Pour rire, je leur ai envoyé par courriel, pas de réponse, normal, qu'est-ce que vous voulez qu'ils répondent en présence des faits ? A LO idem et deux autres blogs dits alternatifs, pas de réponse, ces gens-là nous, vous méprisent.

LO ou la voix de son maître. Jacques a dit... On croirait entendre Macron, Castex, Véran.

- Devant la vague de cas positifs et de cas contacts attendue à cause de la propagation du très contagieux variant Omicron... 24 décembre 2021

- Face à la cinquième vague... 27 décembre 2021

- La principale mesure censée répondre à la progression de plus en plus rapide de l'épidémie avec l'arrivée du variant Omicron... 27 décembre 2021

- Ce durcissement du dispositif du passe sanitaire, qui va restreindre encore davantage la vie de quelque cinq millions de non vaccinés, peut-il enrayer la progression du variant Omicron ? Rien n'est moins sûr. 27 décembre 2021

LVOG - Poser la question c'est déjà de trop. C'est insinuer que ceux qui avancent cette mesure pourraient être bien intentionnés envers la population.

- L'humanité est aujourd'hui impuissante à venir à bout de l'épidémie... 27 décembre 2021

LVOG - On a affaire à des cinglés, des connards !

- Castex et Macron cherchent surtout à dissimuler la pénurie dans les hôpitaux... 27 décembre 2021

- En stigmatisant les non-vaccinés (...) le gouvernement cherche à cacher ses propres responsabilités... 18 décembre 2021

LO, une officine au service de l'Etat profond.

LO - Russie : le régime policier à l'œuvre - 29 décembre 2021

L'ONG russe Memorial International, fondée en 1989 pour faire la lumière sur les victimes du stalinisme, a été dissoute par les autorités russes après des années de harcèlement, d'amendes et de procès.

LVOG - Lire l'article argumenté sur ce sujet dans la causerie de LVOG du 31 décembre 2021.

Tous les opportunistes partagent la même position, autrefois je les aurais rejoints, dorénavant c'est terminé, je ne participe plus à cette manipulation, désolé. Les mêmes ignorent les victimes de la vaccination en France ou dans le monde, notamment, vous comprenez.

L'Union populaire de LFI, POI et Cie., c'est le Front populaire dans l'Union européenne !

LVOG - Les pathétiques contorsions d'un illusionniste. Si Mélenchon n'a rien retenu du trotskysme, en revanche il compte sur son inspiration qui vient du mitterrandisme pour nous sortir une énième mouture du Front populaire qui est la négation du socialisme.

Son discours consiste à flatter tous ceux qui peuvent servir sa candidature ou à réaliser la quadrature du cercle qui évidemment est vouée à l'échec, dans tous les cas de figure en ce qui nous concerne, je parle au nom des travailleurs dont il trahirait les intérêts s'il parvenait un jour à être élu exactement comme l'avaient fait avant lui tous ses prédécesseur issus de la social-démocratie depuis Léon Blum.

Quand Mélenchon n'est pas pour quelque chose, il est pour son contraire et vice versa. Quand il dit quelque chose, aussitôt après il sort qu'il ne l'a pas vraiment dit ou qu'il a voulu dire autre chose ou il pensait l'inverse de ce qu'il a dit et ainsi de suite. Il était pour la sortie ou la rupture avec l'UE, puis il ne l'était plus, puis il l'était mais pas tout à fait, sa rhétorique trahit ses réelles intentions, je crois que chacun l'aura compris. Qu'on ne compte pas sur nous pour le soutenir. Ceux qui s'encanaillent avec ce démagogue ont perdu toute crédibilité, ils ne sont pas dignes de parler en notre nom, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité.

- Présidentielle 2022: Mélenchon adoucit sa position sur l'Europe - Le HuffPost 3 janvier 2022

“La méthode a changé.” Invité de la matinale de France inter ce lundi 3 janvier, Jean-Luc Mélenchon a détaillé son changement de pied concernant l’Union européenne. Une position adoucie qui, espère-t-il, permettra “peut-être que certains fassent un pas” vers sa candidature à l’heure où le spectre d’une union de la gauche agite encore les débats.

En 2017, le chef de file de la France insoumise proposait un plan en deux parties: réformer Bruxelles de l’intérieur ou sortir des traités en cas d’échec. “L’Europe, on la change ou on la quitte”, résumait-il le 24 juin 2016, dans une note de blog publiée le lendemain du référendum sur le Brexit en Grande-Bretagne.

Cinq ans plus tard, cette expression bravache ne figure pas dans la nouvelle mouture de “L’Avenir en commun” (AEC) le programme des Insoumis pour la présidentielle 2022. Et pour cause : Jean-Luc Mélenchon parle désormais “d’opt out” ou de désobéissance ponctuelle, loin d’un Frexit éventuel.

“Au lieu d’avoir un débat idéologique et pour permettre peut-être que certains fassent un pas vers moi, je propose la chose suivante : le programme AEC quoiqu’il arrive, quoiqu’il en coûte, sera appliqué. Et si l’Union européenne s’oppose au contenu de ce programme, à ce moment-là nous pratiquerons ‘l’opt out’”, a-t-il ainsi expliqué avant de traduire : “nous n’appliquerons plus jamais en France un droit moindre que celui que nous avons déjà.”

En français, “opt out” signifie “se désengager.” Jean-Luc Mélenchon veut ainsi profiter des “options de retrait” qui s’appliquent, effectivement, à titre dérogatoire, au sein de l’Union.

“Il y a déjà de ‘l’opt out’ sur tout un tas de sujets et pas seulement du temps des Anglais, qui avaient fait ‘opt out’ sur les lois sociales.

Un changement stratégique assumé par les Insoumis. “Evidemment, on se perfectionne d’une campagne à l’autre et on examine les cas concrets”, a ainsi répondu le député des Bouches-du-Rhône, candidat à la présidentielle pour la troisième fois, pour qui “les conditions ont changé autour de nous, nous devons correctement évaluer le rapport de force pour être nous-mêmes dans un rapport de force.”

Et d’ajouter : “il faut se rendre compte que si nous venions à dire, comme les Anglais, ‘au revoir, on s’en va’, cela revient à dire qu’on donne les clefs du camion à la nation allemande, ce dont on il n’est pas question à mes yeux.”

Surtout, cette position quelque peu atténuée permet à Jean-Luc Mélenchon d’envoyer un message à ses différents concurrents à gauche à l’heure où la question des relations avec l’Union européenne s’affiche comme un des rares points de rupture entre socialistes, communistes, insoumis et écolos. “Sont-ils prêts à faire un pas vers moi ?”, s’est-il interrogé, toujours sur France Inter. C’est la toute la question, qui est sans doute déjà vite répondue. Le HuffPost 3 janvier 2022

ACTUALITE EN TITRES

Leur humanisme est la politesse des salauds... A l'heure où des sadiques maltraitent la population et particulièrement les enfants.

Désormais, tous les élevages devront avoir un référent "bien-être animal" - francesoir.fr 3 janvier 2022

Une mystification qui s'effondre.

Énergie. L’UE propose d’accorder au nucléaire et au gaz naturel un label “vert” - Courrier international 2 janvier 2022

Le nucléaire et le gaz naturel pourraient être qualifiés de sources d’énergie “durables”, selon un projet de labellisation verte dévoilé ce week-end par la Commission européenne. Défendu par la France et plusieurs pays d’Europe centrale, le texte provoque la consternation en Allemagne et chez les défenseurs de l’environnement.

Le vice-chancelier allemand Robert Habeck, vent debout contre le texte, a accusé la Commission de “greenwashing, en prétendant appliquer une politique verte, pour couvrir en réalité des pratiques destructrices pour l’environnement”. Courrier international 2 janvier 2022

LVOG - Ils n'ont pas l'air con, demain ils feront les louanges du nucléaire et du gaz. Voilà un moyen particulièrement efficace pour les confondre et les broyer, c'est facile, cela ne coûte rien et c'est imparable. C'est comme cela qu'on démasque aussi les opportunistes. ils ne pourront pas nier ou dire que ce n'est pas vrai, puisqu'on reproduira leurs propres discours.

RÉSISTANCE A LA TYRANNIE ET ARGUMENTS POUR LA COMBATTRE.

Un vaccin qui rend malade, handicape, tue.

- Corinne Lalo, grand reporter à TF1 : « Le vaccin a un effet hormonal délétère dans les ovaires. C'est aberrant. » - lemediaen442.fr 2 janvier 2022

Le vaccin, Omicron… Les voix s'élèvent à mesure que les données apparaissent, les journalistes mainstream s'agacent eux-mêmes devant ce mensonge trop grotesque. Les digues commencent à tomber. La vidéo ci-dessous va certainement pousser les Français à réfléchir face aux propos de Corinne Lalo, journaliste spécialisée dans la santé depuis trente ans. Une attention particulière aux enfants et aux femmes.

Corinne Lalo — qu'on ne peut pas traiter de complotiste — est journaliste grand reporter à la télévision, spécialisée dans la santé. Elle a couvert de grandes affaires telles que celle du sang contaminé, du « nuage de Tchernobyl », de la vaccination contre l'hépatite B, la grippe H1N1 et du Mediator. Invité sur TV5 dans l'émission L'invité, le présentateur Patrick Simonin ose poser les questions interdites sur le vaccin comme, par exemple, l'effet hormonal dans les ovaires/testicules ou encore la dangerosité de vacciner les enfants. Les réponses de la journaliste grand reporter depuis trente ans, spécialisée dans la santé, est sans appel :

« Le vaccin anti-covid de Pfizer ou Moderna, selon les textes mêmes fournis par les laboratoires aux agences régulatrices comme l'Agence du médicament européenne, le disent. La protéine Spike produite à partir du vaccin par le corps lui-même doit normalement plus ou moins rester à l'endroit de l'injection du vaccin. Mais, en fait, on la retrouve partout dans les organes. On la retrouve dans le cerveau et on la retrouve dans le foie. On la retrouve également — et c'est là qu'il y a un effet hormonal — dans les ovaires et dans les testicules Et dans les ovaires, ça a un effet délétère sur la formation des follicules et des ovules. » « On est toujours dans un produit qui est expérimental. C'est un produit qui est en phase d'essais cliniques, donc en matière d'essais cliniques, il faut être très, très prudent. Les essais cliniques ne seront finis qu'en 2023. Donc, il faut une extrême prudence avec un produit qui est expérimental. On ne l'utilise pas dans une vaccination de masse un produit qui est expérimental, ça n'a jamais été fait. C'est aberrant. » lemediaen442.fr 2 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/corinne-lalo-journaliste-grand-reporter-tf1-le-vaccin-a-un-effet-hormonal-deletere-dans-les-ovaires-cest-aberrant/

La vidéo en entier 14mn.

- Corinne LALO : "Vaccins, médicaments et produits chimiques, on nous empoisonne !"

https://www.youtube.com/watch?v=UGeFrgmqxyE

En complément.

- David Pujadas s'attaque frontalement au mirage Omicron, preuves à l'appui - lemediaen442.fr 1 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/david-pujadas-sattaque-frontalement-au-mirage-omicron-preuves-a-lappui

---

Le Pr Eric Caumes est contre le pass vaccinal, contre la vaccination des enfants et pour l'immunité naturelle - lemediaen442.fr 3 janvier 2022

Les digues n'en finissent plus de s'effondrer depuis l'apparition d'Omicron. Le variant, qui a la particularité de ressembler à un vaccin à virus vivant atténué — comme nous le dit le Pr Malone —, casse un peu les plans de vaccination de masse du gouvernement. Après Pujadas qui démonte, chiffres à l'appui, le mirage Omicron, nous voilà aujourd'hui en compagnie du Pr Éric Caumes qui effectue un virage à 180 degrés face à Laurence Ferrari dans la Matinale de CNEWS.

« J'étais pour le pass sanitaire… Mais là, le pass vaccinal, non ! On n'a pas à imposer aux gens de se faire vacciner alors qu'ils ont été infectés une semaine avant. Ce qui compte c'est d'être immunisé, et là l'infection naturelle c'est des centaines et des centaines de milliers de personnes depuis quinze jours et ça va encore être comme ça pendant un mois. » « Au moment de la vaccination des enfants, on vivait avec le Delta. Mais là, ça a changé. C'est Omicron maintenant, le problème n'est pas du tout le même, c'est un rhume chez les enfants et donc on ne va pas vacciner les enfants contre un rhume. Je pense qu'il y a d'autres priorités que de vacciner des enfants contre un rhume. » lemediaen442.fr 3 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/le-pr-eric-caumes-est-contre-le-pass-vaccinal-contre-la-vaccination-des-enfants-et-pour-limmunite-naturelle/

Faites-le savoir.

- Images de Momotchi en direct de Suède : « Pas de distanciation, pas de masques, pas de pass… on vit ! » - lemediaen442.fr 2 janvier 2022

Pendant que notre président s'amuse avec Véran et Castex à nous faire danser assis sur une chaise, à nous coller un masque en extérieur tout en nous disant de bien ouvrir les fenêtres une fois chez nous, en Suède, il se passe… qu'il ne se passe rien. Pas de masque, pas d'Omicron en vue, on peut faire la fête debout tout en dansant, distanciation inconnue. Zéro nouveau cas, zéro décès au 31 décembre. Voici les images de Momotchi postées sur son Telegram, images qui datent du 31 décembre 2021. Avant de visionner, on vous prévient, ça va vous mettre un coup !

Après ça, si vous ne vous rendez pas compte qu'on se fout de votre gueule…

https://lemediaen442.fr/images-de-momotchi-en-direct-de-suede-pas-de-distanciation-pas-de-masques-pas-de-pass-on-vit/

Les faits qui démontent leur machination.

- Non, les non-vaccinés ne saturent pas les réanimations !

https://www.youtube.com/watch?v=Or5KmoQhkdM

- "Il faut prendre conscience urgemment des problèmes de ces vaccins" - Jean-Marc Sabatier, partie 3 - francesoir.fr 31 décembre 2021

https://www.francesoir.fr/opinions-entretiens/jean-marc-sabatier-partie-3

Jean-Marc Sabatier, directeur de recherche au CNRS et docteur en biologie cellulaire et microbiologie, affilié à l'institut de neuro physiopathologie à l'université d'Aix-Marseille.

Le Pr Norman Fenton met au jour les failles du rapport de mortalité entre vaccinés et non-vaccinés. - lemediaen442.fr 3 janvier 2022

Le Pr Norman Fenton met au jour les failles du système de rapport de mortalité entre vaccinés et non-vaccinés. Au final, les données de l'ONS (Office national de la statistique, en Grande-Bretagne) ne fournissent aucune preuve fiable que les vaccins réduisent la mortalité toutes causes confondues.

Prof. Norman Fenton : Les dernières données sur l'efficacité et la sécurité des vaccins au Royaume-Uni - January 2nd, 2022

https://odysee.com/NormanFentonderni

PDF des principales diapositives de la présentation traduites (40 pages) : https://drive.google.com/file/d/1aPy-yTd-94FYJf_u4joOO_LSVbcYYG1I/view

---

Boycott des réseaux sociaux !

- Twitter ferme le compte de Marjorie Taylor Greene (Parti républicain - ndlr), élue anti-vaccin et égérie des complotistes - BFMTV 3 janvier 2022

L'élue controversée avait déjà vu son compte bloqué pendant une semaine en août parce qu'elle avait tweeté que les vaccins "ne fonctionnent pas". Samedi, elle avait encore évoqué, sans aucun élément factuel, "un nombre extrêmement élevé de morts dûs au vaccin contre le Covid". Dimanche, Marjorie Taylor Greene a vivement critiqué la sanction: Twitter "est un ennemi de l'Amérique et ne peut pas faire face à la vérité", a-t-elle écrit dans un communiqué. "Ce n'est pas grave, je vais montrer à l'Amérique qu'on n'a pas besoin d'eux." BFMTV 3 janvier 2022

LE RÉGIME FASCISANT, SES REPRÉSENTANTS ET SES COMPLICES.

Totalitarisme. Ils osent tout.

- École : Blanquer demande trois tests à chaque élève dès qu'un cas positif est détecté dans une classe - BFMTV 2 janvier 2022

La nouvelle politique de "contact-tracing" passera par "la multiplication des tests et la participation des familles à ce dispositif fondé sur la responsabilisation", a indiqué le ministre de l'Éducation nationale.

Trois tests en quatre jours

Si un cas positif au Covid-19 est détecté dans une classe, tous les élèves devront faire trois tests en quatre jours. Le premier test négatif leur permettra de revenir en classe. "Ce qui change, c'est que désormais, quand la famille fera le premier test, elle recevra en pharmacie deux autotests gratuits, pour que les élèves se testent à nouveau à la maison à J + 2 et à J + 4", a précisé le ministre. Une attestation sur l'honneur des parents sera requise, indiquant que les tests ont été faits, et qu'ils sont négatifs.

La même procédure sera exigée auprès des enseignants vaccinés. "Il n'y aura donc pas d'isolement des personnes dont les tests sont négatifs", a détaillé Jean-Michel Blanquer.

Au vu du potentiel nombre de professeurs touchés par le coronavirus ou en garde d'enfants contaminés, il a expliqué suspendre "toutes les autres causes d'absence que la maladie – par exemple, les formations continues" et recruter "des contractuels et des vacataires".

Le ministère de l'Education nationale estime à "seulement 20% environ le nombre d'écoles primaires qui sont aujourd'hui équipées" de capteurs de CO2. "C'est davantage dans les collèges et les lycées mais cela reste totalement insuffisant", a pointé Jean-Michel Blanquer. Il a lancé un "appel aux maires" à profiter du fond d'État de 20 millions d'euros pour doter leurs écoles en capteurs.

Pour encourager la vaccination des enfants de 5-11 ans désormais possible, le ministre a précisé que "des messages" seront envoyés aux chefs d'établissement et aux enseignants sur les modalités de vaccination.

Mais il prévient: "Il n'y aura pas de barnum dans les écoles". Et d'insister: "Ce sont les familles qui ont vocation à prendre rendez-vous et accompagner les enfants–dès lors évidemment qu'ils souhaitent les faire vacciner."

Sur les interactions en-dehors des cours, le ministre a indiqué vouloir les "restreindre au maximum." "Les cérémonies de vœux ou les moments de convivialité autour de la galette n'auront pas lieu et les réunions parents-enseignants auront vocation à se dérouler à distance", a-t-il détaillé. BFMTV 2 janvier 2022

LVOG - Il suffira d'avoir un gosse ou un adulte qui ait un test négatif pour le partager avec tout le monde et le tour est joué, le tyran Blanquer va te faire foutre !

Fabrication du consentement. 99,80% des personnalités et acteurs de l'éducation ne défendent pas le bilan de Macron sur l'école !

LVOG - Le titre renvoie à leur méthode.

Si on additionne le nombre de conseillers municipaux, communautaires, métropolitains, départementaux, régionaux, les assemblées territoriales d'Outre mer, les députés, les sénateurs, les députés européens et un président de la République, on arrive à 618.384 élus.

(Source : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-vrai-du-faux/il-y-a-700-000-elus-aujourd-hui-en-france_1787661.html)

1.200 élus, personnalités et acteurs de l'éducation défendent le bilan de Macron sur l'école - Journal du Dimanche 2 janvier 2022

https://www.lejdd.fr/Politique/1200-elus-personnalites-et-acteurs-de-leducation-defendent-le-bilan-de-macron-sur-lecole-4085580

LVOG - Sur 618.384 élus, 1.200 = 0,2%. Ils ne représentent même pas les 1% !

Le déshonneur suprême

- Agnès Buzyn décorée de la Légion d'honneur: l'opposition dénonce "une provocation" - BFMTV 01 janvier 2022

Les fachos sont de sortie et toujours bien inspirés.

- Jean-Marie Le Pen appelle "les patriotes" à se faire vacciner contre le Covid-19 - BFMTV 2 janvier 2022

Via un tweet publié ce dimanche après-midi, l'ex-leader du Front national a appelé ses partisans au vaccin contre le virus. BFMTV 2 janvier 2022

Il faudrait l'euthanasier en urgence pour que ce criminel cesse de nuire à la santé de la population.

- Coronavirus : Une tribune invitant à ne pas systématiquement réanimer les patients non-vaccinés fait polémique - 20minutes.fr 2 janvier 2022

La tribune-édito du professeur André Grimaldi, travaillant au CHU Pitié-Salpêtrière, dans le JDD ce dimanche.

« Une personne revendiquant le libre choix de ne pas se faire vacciner ne devrait-elle pas assumer en cohérence son libre choix de ne pas se faire réanimer ? », s'interroge le praticien. 20minutes.fr 2 janvier 2022

LVOG - Si nous étions au pouvoir, on lui retirerait immédiatement son diplôme de médecin, à vie.

Ciotti nostalgique du duché.

- Éric Ciotti «appelle à la généralisation des masques FFP2» - Europe1 2 janvier 2022

L'espèce humaine n'avait pas mérité cela.

- Aurore Bergé demande des sanctions "à la hauteur de la violence et des menaces" contre les élus - BFMTV 2 janvier 2022

Haut de page

Le 5 janvier 2022

On commence l'année très fort, après Vanguard, au tour de BlackRock.

Je vous propose un article rédigé par un économiste ou un spécialiste en finance ou placements financiers que j'ai découvert par hasard sur le Net. Comme toujours il y a à boire et à manger dans ces articles, mais celui-là est excellent et hormis la fin il n'y avait rien à jeter, donc je le partage avec vous. Je vous en donne une version pdf avec des mails et graphiques en plus.

La prochaine causerie demain sans doute. Depuis déjà un moment, je croule littéralement sous les emmerdements pour les avoir laissé s'accumuler au lieu de les régler immédiatement, et je peux vous assurer que si je les évoque ici, c'est parce qu'il ne s'agit pas de broutilles, non, rien que des trucs graves, voire très graves. Rassurez-vous, la santé est bonne ! Si je ne vous ai pas parlé plus tôt, c'est parce que je devinais que vous aviez les vôtres et qu'ils vous suffisaient amplement, comme quoi je suis toujours bien attentionné.

- BlackRock (15 pages)

BLACKROCK : discret fossoyeur de votre épargne ET de votre santé.

par l'économiste Guy de La Fortelle

Le directeur d'un asile de fous vous fait visiter son institution :

« *Plus on monte dans les étages et plus les patients sont fous : Au premier étage sont internés les fous légers, les débonnaires, au deuxième, sont les maniaques et les toqués, au troisième, je place les schizophrènes et les fous avancés, au 4e enfin se trouvent les fous dangereux.* »

Vous lui demandez qui est au 5e et dernier étage ? Oh, c'est mon bureau vous répond-il.

Je vous propose mon cher lecteur, de nous rendre aujourd'hui au dernier étage du monde de fou dans lequel nous vivons et qui semble avoir atteint un stade terminal.

Depuis quelques années, une mutation majeure du néolibéralisme est passée presque inaperçue.

Nous connaissons tous désormais BlackRock et les géants de la gestion d'actifs.

Nous connaissons moins leur rôle et leur expertise dans le système actuel, chaînon manquant entre les domaines financier, économique, politique, social, sanitaire et même… Scientifique.

Cette lettre est importante car elle va vous montrer comment l'on s'est mis à détourner votre santé comme l'on détourne votre portefeuille au nom de l'intérêt général et au profit d'intérêts privés.

Partagez-là autant que vous pouvez, republiez-là, transférez-là à votre carnet d'adresse.

Cela fait 4 ans que je travaille sur BlackRock et 2 ans que j'enquête plus particulièrement sur le grand délit d'initiés que BlackRock opère dans l'indifférence générale d'une presse indigente.

En janvier 2018, je publiais ma première analyse sur la position monopolistique de BlackRock et son patron Larry Fink :

« *Une fois dans ta jeunesse tu as fait perdre 100 millions de dollars à ton employeur. C'était énorme. Et une bonne leçon. Maintenant que ton employeur est la planète toute entière… Quel sera le prix de tes erreurs ?*

Vraiment Larry, plus qu'à aucune autre personne je te souhaite une bonne fortune… Car tout ton génie n'y suffira pas. »

La situation depuis est devenue incontrolable. BlackRock est devenu un monstre qui n'est même plus Too Big To Fail, il est devenu trop gros pour être sauvé et se met à dévorer ses enfants. Ce constat que nous allons faire aujourd'hui permet de comprendre ce qui, sinon, est insensé.

C'est une étape fondatrice pour reprendre en main votre santé physique comme financière, morale et mentale.

Nous allons commencer par étudier deux situations particulières, aberrations du système qui permettent d'en lever un bout de voile, exemples emblématiques de son dysfonctionnement pour ensuite en tirer les leçons générales et faire apparaître les ressors cachés du pouvoir et mieux échapper à son emprise.

Un bout de voile se lève

Le 22 mai 2020 paraît dans Le Lancet une étude au nom alambiquée déclarant que le traitement à l'hydroxychloroquine du professeur Raoult augmente la mortalité des patients hospitalisés pour cause de COVID. [1]

C'est le point de départ de ce que l'on appellera par la suite le Lancetgate.

Après bien des querelles, nous savons aujourd'hui, à la suite du jugement du Conseil de l'ordre des médecins, qu'il n'y a rien à reprocher au traitement du professeur Raoult et que les accusations de charlatanismes étaient infondées. [2]

Il aura fallu 18 longs mois pour rétablir une vérité saccagée en moins de 72 heures, mais les ravages de la calomnie, eux, ne seront jamais réparés.

À l'époque à peine parue, l'étude du Lancet provoque un tremblement de terre : le 23 mai, Olivier Véran interdit la prescription d'hydroxychloroquine en dehors des essais clinique [3]… Eux-mêmes suspendus en Europe dans le cadre de Discovery et par l'OMS, le 26, la même OMS déconseille le traitement. [4]

Mais ce jour-là, les premières incohérences apparaissent : En Australie, L'étude dénombre plus de décès dans ses échantillons… Qu'il n'y en a dans le pays tout entier. [5] L'étude publie également des statistiques ethniques sur des données remontées d'hôpitaux français… Mais en France, on ne fait pas de statistiques ethniques, c'est interdit.

Fait rarissime dans le milieu feutré des publications scientifiques, 100 médecins envoient immédiatement une lettre ouverte au Lancet pour dénoncer la supercherie [6] ; plus rare encore, une équipe de chercheurs publie quelques semaines plus tard une étude de l'étude pour en démontrer les failles méthodologiques : « les résultats sont bien trop homogènes et incompatibles avec les spécificités des régions étudiées » [7]; excédés par l'ampleur de l'arnaque, les auteurs de la contre-étude demandent une enquête sur les conditions de relecture au Lancet. En vain.

15 jours seulement après sa publication, l'étude est retirée : Ce n'est pas qu'elle était erronée, c'était un gigantesque FAUX, inventé sans aucune donnée réelle, réalisé par une obscure société de recueil de données (désormais dissoute) comptant parmi ses dirigeants une ancienne actrice érotique, un spécialiste de science… fiction et propriété d'un médecin qui avait d'abord voulu vendre des pilules qui rendent intelligent. Comment cela a-t-il pu être ?

Comment un comité de lecture a-t-il pu valider un faux aussi grossier ?

Il est de notoriété publique que les grands journaux scientifiques laissent passer des études erronées qu'ils font valider par des relecteurs très arrangeants afin de servir des intérêts de gros sous… Mais une étude entièrement bidonnée au point de n'avoir pas recueilli une seule donnée : Cela ne s'est jamais vu.

Comment l'une des 3 revues médicales les plus prestigieuses AU MONDE a-t-elle pu publier un tel torchon ? Comment les médias ont-ils pu relayer massivement un faux si grossier que même un journaliste scientifique stagiaire aurait relevé ?

Il ne suffit pas, comme certains l'affirment, que l'étude ait été retirée en 15 jours pour montrer l'efficacité du système des publications scientifique : Au contraire.

Les essais arrêtés à cause de cette étude n'ont pas repris, la prescription en France n'a redémarré qu'en catimini, les médias incompétents ont balayé le sujet d'un revers de la main sans corriger leurs articles et encore moins leurs méthodes… Le mal était fait. Mais passez mon cher lecteur, il n'y a rien à voir.

Au Lancet, la réponse a été grotesque : Ils ont immédiatement lancé une enquête sur… Surgisphère, la société qui avait bidonné l'étude. En revanche, l'idée de balayer devant leur porte ne leur est pas venue.

Mais c'est logique mon cher lecteur : Le processus de validation du Lancet n'a pas failli. À ce stade de falsification, c'est le contraire, il n'a pu qu'être élaboré spécifiquement pour laisser passer ce bidonnage.

Il nous faut remonter au rédacteur en chef, Richard Horton, qui porte une part gigantesque de responsabilité.

Bienvenue en Biocratie

Quelques semaines après le scandale du Lancetgate, Horton a publié un ouvrage bizarre intitulé « La catastrophe du COVID19 » dans lequel il fait porter tout le poids de la crise et la responsabilité des morts sur les gouvernements occidentaux.

Il pousse sa colère jusqu'à affirmer que désormais les gouvernements autoritaires prennent meilleur soin de la santé de leurs populations que les démocraties, en oubliant que, faute de contre-pouvoir, il est rare que les statistiques des régimes autoritaires soient justes et que depuis deux ans les grandes démocraties occidentales développent des pratiques anti-démocratiques et sont en train de muer en régimes autoritaires.

Citation Horton (dans la version pdf)

Il annonce l'avènement d'une sorte de scientisme, qu'il nomme « Biocratie » ou le gouvernement par les sciences biologiques.

Il observe de son poste privilégié à la tête du Lancet une sorte de nouveau contrat « social » entre gouvernements et scientifiques vivant dans un état d'urgence permanent.

Citation Horton 2 (dans la version pdf)

Il semble d'abord se réjouir de cette évolution qui compense l'incompétence politique.

Mais après avoir noté que les scientifiques sont tout aussi corruptibles que les politiques — Est-il bien placé pour la savoir ! — il finit son

ouvrage sur un hommage bien pessimiste du vice à la vertu, c'est la dernière phrase du livre :

« *Le transfert du pouvoir vers la science pourrait s'avérer être une subversion dangereuse des derniers vestiges de nos valeurs démocratiques.* »

Cette façon de prédire un avenir aussi inéluctable que craint est assez courant chez des hommes comme Horton, compétent sinon brillant, ayant fait passer son ambition personnelle avant ses principes pour accéder à une fonction de pouvoir et finalement désabusé devant le monde qu'il contribue à créer.

L'adage britannique dit que celui qui dîne avec le diable doit s'assurer d'avoir une longue cuillère… Sans doute Richard Horton eut-il l'orgueil de croire sa cuillère assez longue.

Horton condamne également dans son livre les études du professeur Raoult et « ses pratiques que la plupart des commentateurs estiment douteuses », formule gênée de celui qui vient, indirectement, de calomnier affreusement le professeur Raoult et son traitement à l'hydroxychloroquine mais se garde bien de revenir sur l'immense scandale qui frappe son journal.

Sans doute ne voit-il même pas le rapport car le Lancetgate n'est pas une faute scientifique ou éditoriale d'Horton, c'est le prix à payer pour être à la tête d'une revue aussi prestigieuse.

Mais Horton est rédacteur en chef du Lancet depuis plus de 20 ans et jusqu'ici, les controverses qui avaient secoué le journal n'avaient eu aucune commune mesure avec l'ampleur du Lancetgate.

Ce qui a changé au Lancet : Ce que l'on voit le moins et compte le plus

Mais quelque chose a changé au Lancet récemment… Son propriétaire final.

Plus précisément, son actionnaire de référence : Celui qui exerce le contrôle.

Je vais vous révéler un secret très bien gardé ; Un secret aussi bien gardé que le bouchon de cristal d'Arsène Lupin ou la lettre volée de Edgar Poe : C'est-à-dire un secret caché en pleine lumière.

Nous vivons dans un système capitaliste.

Et dans un système capitaliste, celui qui a le pouvoir… Est celui qui détient le capital. Faut-il avoir fait de grandes études.

Ce N'est PAS le directeur, ce N'est PAS le client, ce N'est PAS le législateur, c'est le PROPRIÉTAIRE, le détenteur du CAPITAL.

Et pourtant tout le monde s'en fiche comme de ses premières chaussettes. Personne, ou presque, ne se demande à qui appartient Le Lancet.

Le Lancet est la propriété de RELX, anciennement Elsevier.

RELX est le premier groupe de publications scientifiques au monde avec une capitalisation de 170 milliards de dollars et réalise 2 milliards de bénéfices chaque année, auprès de clients captifs. [8]

Cela ne vous dit peut-être pas grand-chose, mais leur taille les place parmi les 5 plus grands groupes de production de contenu au monde, pas si loin derrière Netflix et Disney et devant Sony.

C'est absolument massif et rares sont ceux qui entrevoient le business très juteux des publications scientifiques… À part les scientifiques eux-mêmes et leurs universités qui n'en peuvent plus de payer des abonnements prohibitifs pour accéder à des articles de recherche presque systématiquement financés sur fonds publics.

Et depuis 2018, de nouveaux actionnaires se sont invités à la table de RELX : BlackRock et Artisan Partners.

BlackRock est rapidement devenu le premier actionnaire de RELX avec plus de 10 % du capital et avec les autres géants de la gestion d'actifs américains, ils ont acquis une position de contrôle. [9]

Il se trouve que BlackRock est également le deuxième actionnaire de Pfizer ou encore de Johnson & Johnson et de Merck MSD, juste derrière Vanguard autre géant américain de la gestion d'actifs qui partagent les mêmes intérêts stratégiques.

Ce sont ces mêmes géants de la gestion qui sont en position de contrôle des grands groupes côtés qui commercialisent les vaccins contre le COVID.

Conflit d'intérêts gigantesque chez les actionnaires

Il serait impensable que le directeur du Lancet assume également des fonctions de direction chez Pfizer ou J & J… C'est ici pire encore, car on peut changer de directeur, mais dans notre cas, celui qui nomme le directeur de RELX est également celui qui nomme le directeur de Pfizer !

Cette simple observation du contrôle final par le même groupe d'actionnaires d'une société pharmaceutique majeure et du premier éditeur scientifique mondial censé en contrôler les recherches suffit à faire peser une tension malsaine entre l'intérêt général de la recherche médicale et les intérêts privés pharmaceutiques.

À ce stade, vous pourriez me répondre que les géants comme BlackRock font essentiellement de la « gestion passive » et qu'ils n'interviennent pas dans la gestion des sociétés qu'ils détiennent.

Cet argument est très étonnant, car au contraire, gestion passive impose participation active.

BlackRock, Vanguard et State Street détiennent une position de contrôle sur Pfizer pour leurs millions de clients qui ont choisi d'investir sur le S&P 500 américain, sans se préoccuper de savoir si Pfizer était bien géré ou non et en déléguant à ces géants leur pouvoir d'actionnaire.

BlackRock est bloqué : Tant que Pfizer fait partie du S&P 500, ils ne peuvent vendre leurs parts s'ils sont mécontents de la gestion du groupe. Faute de pouvoir retirer leur investissement, ils ne peuvent que peser sur les décisions opérationnelles.

Cela ne veut pas dire que le PDG de Pfizer ou RELX va décrocher son téléphone à chaque fois qu'il veut bouger son petit doigt. C'est beaucoup plus efficace que cela.

La reconstitution des monopoles

BlackRock a 9 500 milliards d'actifs sous gestion.

Vanguard suit de près avec 7 200 milliards et State Street ferme le podium avec 3 500 milliards.

Ajoutez à cela les 21 600 milliards d'actifs indirectement gérés par BlackRock via ses algorithmes Aladdin et vous avez 3 acteurs issus du même nid qui détiennent ou contrôlent 42 000 milliards d'actifs soit 15 fois le CAC40 au complet, bien assez pour exercer une emprise globale sur l'économie occidentale, voire mondiale, dans son ensemble.

Ces géants se sont constitués avec l'avènement de la gestion passive qui se contente de répliquer les indices boursiers en massacrant les frais puisqu'ils ont ôté toute intelligence de leur gestion. Mais depuis 2019, c'est-à-dire tout récemment, la gestion passive est devenue majoritaire aux États-Unis, devant la gestion active et cela crée des dysfonctionnements massifs.

Nos 3 géants de la gestion passive ont le contrôle de TOUT le S&P 500, les 500 plus grandes entreprises américaines et des positions dominantes à peu près partout.

Pour les lecteurs français peu habitués du fonctionnement américain ou l'actionnariat est traditionnellement très éclaté et l'art du contrôle actionnarial poussé à son plus grand raffinement, il y suffit de détenir 20 % des droits de vote pour exercer le contrôle de la société.

Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la SEC (le gendarme boursier) dont les règles stipulent que si une entreprise ou un fond détient plus de 25 % des parts d'une autre entreprise, elle en est propriétaire et celle-ci doit être considérée comme une filiale. [10]

C'est d'ailleurs à cause de cette règle que PNC avait été obligée de vendre ses parts historiques dans BlackRock sans quoi BlackRock aurait été considéré comme une banque avec le contrôle qui va avec… Et cela aurait mis tous leurs petits stratagèmes par terre. [11]

Jamais dans l'histoire une telle concentration n'avait été observée, même à l'époque des barons voleurs au tournant des XIXe et XXe siècles. Et c'est grâce à ce monopole que BlackRock & Co exercent leur contrôle de manière extrêmement efficace.

Vous êtes avec eux ou vous êtes hors-jeu

Imaginez le jeune Albert Bourla dans les années 2010, cadre prometteur et ambitieux de Pfizer.

Il a travaillé d'arrache-pied pendant 20 ans pour arriver jusqu'aux portes convoitées du conseil exécutif du groupe. Il a fait tous les sacrifices, accompli toutes les basses besognes, écrasé tous les concurrents, avalé toutes les couleuvres.

Il ne reste plus qu'une étape : Il faut que les actionnaires de référence valident sa nomination. Il doit être adoubé par BlackRock, Vanguard et State Street.

S'ils disent oui, ce sera la consécration mais s'ils disent non… Eh bien ce sera la fin. Il ne pourra pas aller vendre ses talents à un autre groupe de la taille de Pfizer : Ils sont aussi contrôlés par BlackRock et consorts.

Bien sûr de nombreux cadres font passer leurs principes avant leur ambition… Mais il en suffit d'une poignée qui fasse l'inverse.

L'étude de l'activité de ces géants dans les assemblées d'actionnaires (le stewardship) montre qu'ils agissent essentiellement sur les votes des personnes clés. J'avais creusé il y a un an et rien que sur le premier semestre 2020, BlackRock s'était opposé à 120 nominations de directeurs dans les assemblées de 330 grands groupes nord-américains qui présentaient de nouveaux directeurs. [12]

C'est un levier de contrôle majeur et aussi mafieux : Vous êtes avec nous ou contre nous.

Les porte-flingue pour le sale boulot

Il existe une deuxième méthode d'action des géants de la gestion lorsque les affaires deviennent plus pressantes ou que les directeurs prennent trop leurs aises…

Nous restons dans les méthodes aux relents mafieux consommés : L'exécution par le porte-flingue.

Et cela tombe bien car nous en avons un exemple récent et emblématique en France avec Danone et le débarquement de son patron

charismatique : Emmanuel Faber.

Faber a été débarqué à l'hiver dernier après une guerre menée par les fonds activistes Bluebell Capital et… Artisan Partners qui derrière des discours alambiqués trouvaient simplement que Danone ne leur rapportait pas assez d'argent et consacrait trop d'argent à sa RSE. [13]

Bien sûr ces fonds ont mauvaise presse partout dans le monde et ils nous ont montré que le capitalisme inclusif c'était surtout d'inclure plus de profits pour ceux qui avaient déjà tout.

Ces fonds de taille modeste par rapport aux géants de type BlackRock ne montent jamais qu'à hauteur de 2 ou 3 % du capital de groupes mondialisés comme Danone.

En temps normal, ces fonds ont du mal à réussir leurs attaques en France ou l'actionnariat des grands groupes est plus robuste qu'aux États-Unis. Mais Danone est une exception avec une structure actionnariale très explosée copiée justement sur les modèles américains, avec des grands fonds de gestions comme actionnaires de référence en l'occurrence MFS et BlackRock au moment du débarquement de Faber.

Pour que Bluebell et Artisan réussissent, il fallait que BlackRock et MFS laissent faire. Il leur aurait suffi de lever un doigt pour que tout s'arrête.

BlackRock qui promeut une transition radicale vers un « capitalisme inclusif » ne pouvait pas risquer le scandale de punir le patron de Danone pour sa RSE trop généreuse. Ils ne pouvaient pas laisser apparaître aussi clairement la grosse arnaque du capitalisme vert et inclusif. C'est Artisan qui a fait le sale boulot.

Revenons à RELX et notre actionnariat derrière le Lancet. Artisan Partners est montée au capital de RELX en même temps que BlackRock, oui, le même fonds activiste qui a mené la guerre chez Danone.

Soyons clair : Il n'existe pas de preuve qu'Artisan ait mené une campagne active chez RELX et au Lancet pour dénigrer le traitement à l'hydroxychloroquine mais nous avons la preuve que ces pratiques existent avec Danone et nous savons que les fonds activistes type Artisan ne montent pas au capital de groupes sans un objectif précis.

Et très franchement, je ne serais pas surpris que le Lancetgate soit en grande partie la conséquence d'une de ces campagnes. Ce ne serait pas la première fois.

Il n'y a pas de trace, mais les Américains vous diraient follow the money, et je me bornerai à souligner à qui profite le crime.

Pfizer avait-il besoin de ça ?

Vous vous représentez peut-être Pfizer comme une entreprise ultra-innovante, riche et à succès.

La réalité n'est pas si rose.

La réalité est que Pfizer était jusqu'à l'année dernière un géant en sursis dont le chiffre d'affaires ne faisait que baisser depuis 10 ans (Un graphique en version pdf)

En parallèle, la société avait dû dépenser des fortunes pour protéger son cours de Bourse et se mettre à l'abri des appétits voraces de fonds à l'affût de ces géants vacillants.

Pfizer a dû dépensé 26 milliards de dollars en rachat d'actions pour protéger son cours de bourse entre 2017 et 2019 ! [14]

En ajoutant les dividendes versés, Pfizer aura reversé davantage à ses actionnaires que la totalité de leurs profits sur ces 3 années… Jusqu'au mois de janvier 2020, lorsqu'Albert Bourla annonça fort opportunément qu'il suspendait ses programmes de rachat de titres. [15]

Pfizer était pris en ciseaux entre des revenus en baisses et des dépenses en hausse.

N'oubliez pas que ce n'est pas Pfizer qui a apporté le vaccin, eux ne font que prendre le péage pour ouvrir le marché américain et BioNTech et faire une clé de bras à la Commission européenne.

Si vous êtes déjà entré dans une « pharmacie » américaine, vous savez que le secteur de la Pharma n'y est pas très éloigné des fast-foods.

Le vaccin a transformé Pfizer d'un géant en perdition en roi de la jungle :

L'enjeu business était massif mais l'on est en droit de se demander à quel moment Pfizer apporte le début d'une utilité sociale…

Je suis malheureusement un vieux réac'qui se souvient encore que la définition d'une entreprise : une raison sociale et une exigence de profit. Dis autrement, une entreprise doit servir la société en créant plus de valeur qu'elle n'en consomme.

Nous retrouvons chez Pfizer les dysfonctionnements radicaux des barons voleurs des temps de Dickens et Twain.

Pourquoi Merck MSD a renié son Ivermectine ?

Pour que Pfizer ait le champ libre sur les vaccins, encore fallait-il qu'aucun traitement précoce ne leur ôte la majeure partie de leur utilité.

Le 4 février 2021, Merck se tire une balle dans le pied et publie un communiqué pour affirmer que son Ivermectine NE permet PAS à leur connaissance de soigner le COVID [16] en contradiction avec 73 études montrant de manière non-ambigue l'efficacité du traitement. [17]

Bien évidemment, Merck a la même structure actionnariale que BlackRock, les mêmes décisionnaires finaux, les mêmes BlackRock, Vanguard et State Street en position de contrôle monopolistique. Robert Malone, spécialiste mondial de l'ARNm, a également souligné dans son entretien fleuve chez Joe Rogan les pressions de la CDC américaine pour enterrer l'ivermectine. [18]

Faut-il encore souligner que l'ancien commissioner (le patron) de la CDC jusqu'en 2019 est directement passé au conseil d'administration de Pfizer après son mandat ?

Faut-il rappeler également que l'ivermectine aurait assuré un prestige important à Merck, mais un chiffre d'affaire ridicule pour un traitement qui se vent en gros à moins d'un centime la dose, toujours selon Robert Malone.

Mais Merck ne s'est peut-être pas effacé gratuitement pour autant.

En septembre 2021, Merck a annoncé le rachat d'Acceleron Pharmaceutical pour 11,3 Mds de dollars [19]. Cette acquisition stratégique pour Merck s'est faite en dépit d'Avoro Capital, un des actionnaires de référence d'Acceleron qui n'était pas vendeur et certainement pas à ce prix (ils en voulaient au moins 2 milliards de plus). [20]

Est-ce que BlackRock, autre actionnaire de référence aurait pu faire pression pour forcer la vente à prix réduit ?

Est-ce que BlackRock a pu ensuite faciliter l'émission obligataire de Merck pour financer l'acquisition… Cela ne serait pas la première fois. [21]

Je sais bien mon cher lecteur, que je fais ici des conjectures et qu'il n'y a pas de preuves établies à ce que j'avance.

Mais penser que ces comportements ne sont pas habituels et même la norme revient à croire que vous pouvez mettre un mangeur compulsif au régime et le placer devant un buffet de plats fins en libre service sans qu'il ne succombe à son vice.

Ce n'est certes pas impossible. Mais nous savons bien que dans la pratique, cela n'arrive pas.

Qui sert BlackRock ?

Les monopoles dysfonctionnels et prédateurs qui avaient été démantelés au début du XXe siècle se reforment à l'échelon des actionnaires dans la plus grande indifférence.

Il est vrai que nous pourrions d'abord croire que BlackRock sert ses dizaines de millions de clients particuliers et qu'à la limite, ce n'est plus Rockefeller, mais M. Toutlemonde qui profite du crime. Après tout, vous n'aviez qu'à investir vous-même dans Pfizer ou les bons fonds de BlackRock, si vous n'êtes pas content, tant pis pour vous.

Cette analyse est bien sûr de courte vue et ce que certains gagnent d'un côté est plus que perdu de l'autre dans la destruction de nos tissus économiques, la perte de souveraineté, la défaillance de biens publics comme l'hôpital…

Et quand bien même, c'est méconnaître la fonction de BlackRock dans le système actuel.

Nous pourrions croire que la gestion de BlackRock vise au moins à rapporter le meilleur rendement à ses clients, à leur éviter des krachs… Notamment grâce à Aladdin, leur grande intelligence artificielle qu'ils développent depuis plus d'un quart de siècle.

Mais Aladdin n'a pas vraiment de pouvoir prédictif et le génie de la lampe n'exauce les vœux que dans les films et sur les brochures des banquiers : Aladdin n'a pas permis à BlackRock d'éviter la crise de 2008 et sans le sauvetage général de la Fed, ils auraient sombré dans la banqueroute comme les autres.

(Je ne partage pas cette explication, parce que j'en avais lu une autre. Compte tenu du pouvoir ou de la position dominante de BlackRock, il est impensable d'imaginer qu'il n'ait pas été consulté et qu'il n'ait pas joué un rôle déterminant avant cette crise et dans son déclenchement. L'auteur de cette analyse oublie ou n'insiste pas suffisamment sur le fait que c'est un gang d'oligarques parmi les plus fortunés et puissants au monde qui contrôlent BlackRock, le même auprès duquel la Fed demande conseil avant de prendre une décision… qu'en réalité il lui souffle.

Ce sont eux qui ont orchestré la crise de 2008 et « le sauvetage général de la Fed » dont ils allaient profiter en priorité comme Guy de La Fortelle l'explique très bien par ailleurs, en se partageant finalement les milliers de milliards de dollars que la Fed allait fabriquer à cette occasion. C'était plus que Lehman Brothers ou le système financier mafieux qui était en faillite en 2008, mais le capitaliste tout entier ou l'économie mondiale qui ne devait pas s'effondrer ou qu'il fallait sauver par un tour de passe-passe, certes en laissant des cadavres derrière eux ou en sacrifiant certains d'entre eux figurant à un niveau inférieur au sein de l'oligarchie, cela dit, sans qu'aucun des oligarques les plus riches ne fut ruiné, pour finalement accroître leur fortune et pouvoir dans des proportions inégalées et dans un temps record, c'est la conclusion à laquelle je suis parvenu et que les faits ont confirmés depuis.

Ma version des faits ou mon analyse diverge de celle de Guy de La Fortelle, dans la mesure où je lie la crise financière de 2008 (notamment) à la crise du capitalisme qu'il sous-estime, parce qu'il ne peut pas concevoir que le capitalisme est voué à disparaître... – La Voix de l'Opposition de Gauche)

Pourtant, BlackRock est sorti de la crise de 2008 en sauveur, avec le statut de roi et faiseur de rois à Wall Street.

On pense généralement que c'est la capacité financière de BlackRock avec ses milliers de milliards d'actifs sous gestion qui leur a permis de

sauver Wall Street. Il y a peut-être un lointain fond de vérité mais c'est rater l'éléphant dans la pièce.

Alors quoi ?

Si ce ne sont pas les milliers de milliards sous gestion… Il nous faut remonter à la crise de 2008 pour comprendre la fonction de BlackRock dans le système actuel.

Le « sauveur » organise en fait le Grand Délit d'Initiés Néolibéral

Le nom Aladdin est mal choisi, ils auraient dû appeler leur algorithme Léon le nettoyeur.

Si Aladdin n'a aucun pouvoir prédictif sérieux, l'algorithme est en revanche un outil hors pair pour faire le ménage après coup.

Quand Bear Stearns a fait faillite en 2007, c'est BlackRock que l'on a appelé pour analyser les comptes et faire le ménage. BlackRock a été conseil à la fois de JPMorgan qui a racheté les actifs sains et de la Fed qui a absorbé ceux qui ne l'étaient pas : Encore un énorme conflit d'intérêts pour BlackRock.

La même année, c'est le fonds de pension de l'État de Floride qui a fait faillite… C'est encore BlackRock que l'on a appelé à la rescousse. Ils ont réorganisé le fonds en séparant les actifs sains des pourris puis ont été conseiller l'État de Floride d'absorber les actifs pourris pour sauver le fonds de pension de ses fonctionnaires (avec l'argent du contribuable bien sûr). [22]

Ils ont fait le même coup avec AIG.

BlackRock s'est transformé avec la crise de 2008 en roi de la privatisation des gains et de la mutualisation des pertes.

BlackRock orchestre depuis lors un gigantesque délit d'initiés au profit du capitalisme néolibéral dans son ensemble !

Et s'ils n'étaient pas là ? Eh bien peut-être aurions-nous fait l'inverse : laisser leur pourriture aux banquiers et sauver ce qui pouvait l'être par des nationalisations massives et provisoires, comme ce fut le cas par exemple avec General Motors.

Au lieu de cela, BlackRock fait prospérer le vice.

Ce passif de BlackRock est essentiel pour comprendre leur action aujourd'hui auprès de la Fed, de la BCE et de la Commission Européenne : ils font la même chose… En bien pire.

Mai 2020 : BlackRock répète, amplifie et… Déforme

L'histoire bégaie mais ne se répète pas.

BlackRock cette fois fait du préventif et plutôt que de faire absorber les actifs pourris, décrochés au scalpel, par la force publique, ils lui conseillent d'arroser tout le monde en masse.

Ils font racheter leurs propres ETF par la FED ! [23]… Et font de même avec la BCE [24]

Ils vont orienter eux-mêmes les fonds de l'Union Européenne sous couvert de « développement durable » : il faut être devenu complètement fou à Bruxelles pour donner les cordons de la bourse à des Américains en pleine guerre commerciale… Complètement fou ou servile. [25]

C'est même BlackRock qui fait passer les stress tests aux banques européennes pour le compte de la BCE ! Oh, cela ne va pas les rendre plus solides, mais cela permettrait hypothétiquement à Blackrock de siphonner leurs données (hypothétiquement bien sûr, car officiellement, c'est niet). [26]

Plus BlackRock étend son emprise et plus il récompense le vice et punit la vertu.

Ils sont devenus la cheville ouvrière de notre schizophrénie économico-financière.

Ils nous enferment dans leur fiction financière dont nous mourons, désormais à grand feu.

À ce stade, ne pas résister, c'est se faire piller.

Comprenez-moi bien mon cher lecteur, je n'ai au départ pas d'objection à une part de gestion passive et l'utilisation d'ETF dans nos épargnes : il m'arrive d'en recommander dans certains cas précis, mais l'outil a été détourné par BlackRock et la dose est devenue mortelle.

Quand bien même nous nous soumettions à la vision de BlackRock, et nous sommes en cours, nous finirons pillés sans être débarrassés de notre problème fondamental : la fiction financière est devenue irréconciliable avec la réalité économique.

Retour au réel

Et par définition, à la fin, nous revenons toujours au réel.

Il viendra un jour où tout l'argent public et toutes les dettes ne suffiront plus à maintenir la fiction de la croissance infinie.

(La fin se composait de conseils en placements financiers – La Voix de l'Opposition de Gauche)

Guy de La Fortelle

Sources :

[1] https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)31180-6/fulltext

[2] https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/12/07/le-professeur-raoult-blame-pour-sa-communication-pas-pour-son-traitement-a-l-hydroxychloroquine_6105056_3244.html

[3] https://www.lequotidiendupharmacien.fr/archives/veran-interdit-la-prescription-dhydroxychloroquine-hors-amm-en-ville

[4] https://jeminformetv.com/2021/06/17/arret-des-essais-hydroxychloroquine-ce-que-revelent-les-archives/

[5] https://www.nexus.fr/actualite/news/lancetgate-gilead-fondation-bill-gates/

[6] https://www.mediaterranee.com/2952020-hydroxychloroquine-lettre-ouverte-pour-critiquer-la-methodologie-de-letude-parue-dans-lancet

[7] https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33343837/

[8] https://www.relx.com/investors/key-financial-data

[9] https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1364742/000083423721002208/gb00b2b0dg97_012621.txt

[10] https://www.regulationtomorrow.com/uncategorized/federal-reserve-board-finalizes-rule-to-clarify-and-simplify-control-under-the-bank-holding-company-act/

[11] https://www.investisseur-sans-costume.com/lenquete-blackrock-du-google-de-linvestissement-au-grand-delit-dinitie-neo-liberal/

[12] https://www.blackrock.com/corporate/literature/publication/blk-qrtly-stewardship-report-q1-2020.pdf

[13] https://www.investisseur-sans-costume.com/grand-reset-chez-danone-larnaque-du-capitalisme-inclusif/

[14] https://sec.report/Document/0000078003-20-000014/ page 114

[15] https://endpts.com/putting-buybacks-on-hold-pfizers-ceo-is-plotting-a-string-of-important-phii-deals-in-the-year-ahead-youve-been-alerted/

[16] https://www.merck.com/news/merck-statement-on-ivermectin-use-during-the-covid-19-pandemic/

[17] https://c19ivermectin.com/

[18] https://www.youtubepp.com/watch?v=XQPHzVhAhpo

[19] https://www.lefigaro.fr/flash-eco/le-laboratoire-americain-merck-rachete-acceleron-pour-11-5-milliards-de-dollars-20210930

[20] https://seekingalpha.com/pr/18494812-avoro-capital-believes-proposed-acquisition-of-acceleron-pharma-merck-undervalues-acceleron

[21] https://www.bloombergquint.com/business/merck-kicks-off-five-part-bond-deal-to-help-fund-acceleron-deal

[22] https://money.cnn.com/2008/10/28/magazines/fortune/blackrock_brooker.fortune/index2.htm

[23] https://www.lesechos.fr/finance-marches/gestion-actifs/quand-la-fed-fait-appel-a-blackrock-pour-ses-rachats-dactifs-1188763

[24] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2014-007933_FR.html

[25] https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/04/18/blackrock-l-encombrante-conseillere-de-la-commission-de-bruxelles_6037014_3234.html

[26] https://www.marketscreener.com/quote/stock/C1-FINANCIAL-INC-17283982/news/BlackRock-helps-ECB-in-bank-stress-test-22337606/

Haut de page

Le 6 janvier 2022

Mercredi 5 janvier 18h04 à Trichitrambalam.

Avec quelques heures d'avance sur la prochaine causerie, les causeries et infos en bref de 2021, 1035 pages.

2021 a confirmé le naufrage total du mouvement ouvrier ou sa déchéance sans rémission possible, il faut s'atteler maintenant à le reconstruire, ce qui s'annonce être une tâche colossale semée d'embûches à laquelle nous entendons participer bien qu'on soit ostracisé pour avoir dénoncé la compromission de tous ses courants politiques avec Macron ou son régime tyrannique.

Personne ne nous fera taire, abandonner nos principes ou dévier de nos objectifs politiques : Abattre les institutions de la Ve République et

s'emparer du pouvoir politique, refondé l'économie sur la base de rapports sociaux débarrassés du capitalisme, pour instaurer une véritable République démocratique à la fois politique et sociale.

Mais ne nous faisons aucune illusion, sans le renversement du régime par une révolution et sans un parti pour la guider nous n'atteindrons jamais ces objectifs, plus précisément, si au cours de notre combat politique nous ne lions pas cette tâche à cette perspective nous ne réaliserons ni l'un ni l'autre. On nous posera peut-être la question de savoir si c'est à prendre ou à laisser. Je répondrai que c'est mal poser la question, car avons-nous réellement le choix ? J'ai bien l'impression que non ou personnellement je suis convaincu que non, il s'impose à nous, voilà tout. Pour partager cette conviction, il faudrait déjà commencer par partager notre analyse de la situation, or nous en sommes loin. C'est donc à cette tâche que serviront les causeries à venir.

Il faudra aussi qu'on se mette d'accord sur les causes de la dégénérescence de tous les courants du mouvement ouvrier, sinon c'est à craindre qu'on n'y arrive jamais, car il y aura toujours quelque chose ou quelqu'un qui s'emploiera à saper tous nos efforts. Il faudra par conséquent à un moment donné, prendre la décision de régler une fois pour toute cette question, et écarter ou dégager les corrompus et les provocateurs qui n'ont rien à faire avec notre combat ou notre cause.

- Les causeries de 2021 (1035 pages)

Haut de page

Le 9 janvier 2022

J'ai négligé mes affaires personnelles pendant beaucoup trop longtemps, du coup je croule sous les emmerdements qui en découlent directement qui en quantité comme en qualité ont atteint un seuil insoutenable ou me causent de graves désagréments, à moins que je les ai attirés, par conséquent je vais un peu lever le pied, heureusement que la santé et le moral sont bons. Je ne bois et je ne fume pratiquement plus, je dors mieux et plus longtemps, je mange moins aussi, mais mieux, je suis un peu moins fatigué et plus calme... quoique !

J'avais des scrupules à vous laisser tomber au moment où nous vivons une période particulièrement difficile, on m'aurait accusé de désertion ou d'irresponsabilité, ce qui aurait été injuste. Si vous lisez les articles des portails ou blog auxquels je fais référence dans les causeries, vous serez pratiquement aussi bien informé que moi, donc vous pourrez vous faire votre propre idée de la situation.

Voilà ce qui doit faire jouir le couple de sadiques pédophiles de l'Elysée.

Un internaute - La vaccination, c'est un viol.

- Cette causerie au format pdf (30 pages)

INTRODUCTION

L'écume des mers des illusions ou la vague à l'âme en perdition.

Pas besoin d'un minable pour nous "*emmerder*", on s'est mis nous-mêmes dans une sacrée merde dont apparemment on n'est pas prêt de sortir, si on se base sur ce qu'on peut observer quotidiennement ou comment on s'y prend pour ignorer les enseignements de la lutte de classe du passé. Il semble qu'on ne sortira pas de ce merdier, tant qu'on n'aura pas refonder le mouvement ouvrier sur la base de la rupture avec le capitalisme et ses institutions. On ne voit pas quelle issue politique il pourrait exister sur une autre orientation politique, toutes celles compatibles avec l'existence du capitalisme nous vouant à patauger dedans indéfiniment.

Les mouvements autoproclamés sans direction qui jaillissent ici ou là et qui sont déjà sclérosés à l'origine, sont condamnés à disparaître dans l'indifférence générale.

Utopistes, ils prennent forme à la lisière de la lutte des classes ou ils sont des expressions inconscientes du mouvement ouvrier dégénéré. Ils entendent se construire en ignorant le processus historique qui a donné naissance à la civilisation humaine, en marge du développement économique et politique et de la lutte de classe du prolétariat qui l'ont structuré au cours des derniers millénaires croyant pouvoir y échapper, désillusion au goût amer dont ses membres ne tarderont pas à faire l'expérience, car le déni de la réalité historique mène forcément dans une impasse. Ils croient pouvoir échapper aux conséquences désastreuses ou dramatiques de la survie du capitalisme, mais tôt ou tard elles les rattraperont et le prix à payer de leur ignorance ou de leurs illusions sera toujours plus élevé.

En quelque sorte, ils contribuent à faire durer le plaisir de vivre sous un tel régime sans proposer la moindre alternative politique pour y mettre un terme, d'où notre refus de participer à ce genre de mouvement de résistance, dont la principale caractéristique réside dans leur refus d'affronter le capitalisme et de s'organiser pour le combattre dans la perspective de son abolition, autrement dit, ses membres s'y soumettent ou ils se résignent à vivre indéfiniment en esclavage sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui finalement constitue leur idéal, qu'il nous soit permis d'avoir un idéal plus élevé, le socialisme et le communisme, débarrassé de toute forme d'exploitation, d'oppression ou de servitude humaine, pour atteindre le règne de la liberté.

Le mouvement dont il est question ici est de nature archaïque, rétrograde, néoféodal, corporatiste, construit sur une base régionale nationaliste chère à l'Union européenne, bref, réactionnaire comme tous ses semblables que l'on trouve dans un tas de régions nostalgiques de l'Ancien Régime, ce qui ne saute pas aux yeux à la lecture de l'article suivant (extrait) et trompera plus d'un travailleur ou jeune sans conscience politique.

Lu. Extraits.

- ... il y a aussi des penseurs qui ont observé la manière de faire des pervers au pouvoir. Ces personnes ont élaboré un projet concret de résistance qui contournerait absolument toutes les prévisions de l'ennemi étatique en place. Il ne s'agit pas de faire quelque chose « contre », en « opposition » directe, en « confrontation » de force directe avec le rouleau compresseur de la violence d'Etat, il s'agit de réaliser quelque chose de très concret, d'immédiat, de totalement indépendant, autonome, qui ignore volontairement les prévisions des stratégies de l'Etat profond violent et tyrannique, en organisant le contournement intelligent de la volonté « d'emmerdement » de ses dictateurs en place. (Le bonheur est dans le pré ! Comme si l'enjeu était une question de personne et non les rapports sociaux en place. On voit là comment ils contournent méticuleusement ou sournoisement les origines économiques de la situation, et avec quelle insistance ils tournent le dos à la lutte de classes. - LVOG)

C'est le réseau de la Résistance par excellence : l'ennemi est omniprésent, les résistants seront invisibles mais réellement présents dans un monde dont les structures et les infrastructures seront organisées de telle façon qu'elles se substitueront intégralement à celles de l'Etat profond ennemi du peuple ! (Déclaration péremptoire sans fondement, stupide ! - LVOG) Même l'armée, la police et la gendarmerie ont rassemblé un grand nombre de partisans et de partisanes à la création de ce réseau de résistance qui, dès maintenant, a déjà commencé son maillage régional, départemental et bientôt communal sur toute la France. (Quelle base démocratique de recrutement ! - LVOG) L'idée de ce mouvement a également émigré dans les autres pays européens et jusque hors des frontières de l'Europe, puisqu'il a fait des émules au Canada, en Australie…

Quelle était donc cette autre vague, LA VAGUE, qui a déferlé comme un tsunami sur l'Europe ? (Leur vidéo : 320 vues, quelle vague ! - LVOG) Elle était initiée par cinq fondateurs mais, très vite, elle s'est transformée trois mois plus tard en une force de milliers d'adhérents et acteurs convaincus de vouloir un « autre » monde, un monde vraiment « différent », un monde vraiment « meilleur », un monde de solidarité, d'entente cordiale, de fraternité, de liberté et de justice, de respect des personnes et de la primauté de l'humain sur le matérialisme capitaliste ultra libéral destructeur de toute vie …(Toujours sans distinction de classe. J'ai été vérifié dans le blog de ce mouvement en quoi consistaient ses actions. 78 "marcheurs" ont parcouru à pied les 40 kilomètres qui séparent Brest de Morlaix, quel "tsunami" ! J'ai cliqué sur le lien "voir les évènements par région", résultat la page s'ouvre bien et affiche : "Désolés! Rendez-Vous ou Événements introuvables.", autrement dit leur activité est inexistante ! - LVOG)

Voilà ce que disait cette idée et ce qu'allait entraîner avec elle cette vague humaine de solidarité : « Nous pouvons dès à présent devenir les acteurs de notre vie en commun ». (Quelle naïveté ! Les bonnes intentions qui ne sont pas orientées dans la bonne direction peuvent être hélas aussi dangereuses ou nocives que les mauvaises, voilà pourquoi nous n'embarquerons jamais personne dans ce genre d'expérience, désolé. - LVOG)

Chacun était donc invité à rejoindre un ou plusieurs groupes de LA VAGUE qui correspondraient à ses compétences, à ses qualités, à ses envies, afin de créer le monde de demain, celui qui est là désormais, un monde meilleur parce que basé sur la générosité, la reconnaissance de chacun, la vérité de ce qui est juste, sur ce qu'il y a de meilleur en la personne humaine… (Quelle crédulité, même le pire des tyrans estime détenir "ce qu'il y a de meilleur en la personne humaine" ! - LVOG)

La logique capitaliste ultra libérale doit être remplacée par des choix de vie qualitatifs et assumés collectivement. Il est question d'admettre la pluralité des chemins d'émancipation en créant les conditions d'un véritable échange interculturel, reconnaître les différences, les originalités, les contraires complémentaires…

Chacun peut se connecter à www.mouvement-la-vague.org et rejoindre la VAGUE. C'est là qu'est la vie, c'est dans cette direction qu'est l'avenir de la France, c'est là qu'est le retour du bonheur et du plaisir de vivre une communauté de destin. (Dites-le aux millions de chômeurs et pauvres qu'ils vivaient tellement mieux bien avant. - LVOG)

Laissons tomber les ordures qui prétendent nous enfermer dans leur dictature du « Great Reset » et de leur « transhumanisme ». Laissons-les écumer de rage sur les récalcitrants à leurs « vaccins » qui n'en sont pas ! Laissons-les dans leur délire qui les pousse à vouloir prendre plaisir à nous « emmerder » ! Laissons-les dans leur délire de malades mentaux et tournons nos regards vers la vie, vers la nature, vers les humains riches de leurs qualités et forts de leur humilité face à l'intelligence supérieure de ce qui est naturel, plein de bon sens et la seule puissance à pouvoir les convaincre. (Laissez tomber la lutte de classe, ne tournez pas vos regards vers le capitalisme, tournez vos "regards vers la vie", pour un peu, si vous êtes malheureux, c'est de votre faute, vous n'avez qu'à vous en prendre à vous-même en guise de conclusion. Les tyrans peuvent dormir tranquille avec de tels résistants. Ces gens-là peuvent être sympathiques, mais face à un ennemi qui nous a déclaré la guerre et qui a décidé d'avoir notre peau, ce genre de comportant est pour le moins inadapté, puérile ou du pure infantilisme. - LVOG)

Défense du marxisme.

Quand serons-nous enfin capable d'écrire l'histoire de la société humaine ?

(Le formatage arbitraire des paragraphes est de LVOG pour une meilleure visibilité à l'écran ou facilité la lecture, à l'origine il n'y avait qu'un seul paragraphe.)

Karl Marx : Contribution à la critique de l'économie politique

Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de

production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience.

À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.

Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.

À grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine.

Contribution politique. Il faut exploiter les failles qui existent dans la stratégie de nos ennemis.

Leur discours nous facilite grandement la tâche, puisqu'ils en viennent à nous expliquer ouvertement qu'ils entendent nous pourrir la vie pour notre bien. Du coup, une fois ce constat enregistré, le peuple sera amené à se poser la question suivante qui en découle : Pourquoi ceux qui détiennent le pouvoir sont-ils aussi malintentionnés envers nous, qu'est-ce qu'on leur a fait, qu'est-ce qui justifie un tel mauvais traitement, une telle haine ?

Ces questions vont en déclencher d'autres forcément : Pourquoi tiennent-ils tant à nous inoculer une substance nommée vaccin qui ne sert à rien sur le plan de la santé ? Pourquoi nous imposent-ils des mesures qui réduisent ou suspendent nos libertés individuelles et fondamentales qui manifestement ne servent à rien sur le plan sanitaire ? Pourquoi nous imposent-ils des mesures qui ont des conséquences économiques ou sociales désastreuses, tandis que les plus fortunés s'enrichissent comme jamais ? Pourquoi s'en prennent-ils à notre mode de vie, que jusqu'à présent ils louaient ou qu'ils avaient eux-mêmes contribué à façonner ? Pourquoi prétendent-ils qu'on n'aurait pas le choix et qu'on devrait les croire sur parole, alors qu'ils mentent comme ils respirent ?

Les réponses à toutes ces questions tiennent en une seule : Parce que la crise du capitalisme a atteint son paroxysme, et elle constitue une menace pour leur pouvoir, d'où la nature politique de toutes les mesures qu'ils ont été amenés à prendre depuis deux ans.

Ils craignent par-dessus tout qu'à un moment donné les masses exploitées et opprimées s'en emparent pour régler elles-mêmes à leur manière tous les problèmes qu'elles rencontrent dans la vie quotidienne, autrement dit, qu'elles renversent le régime en place ou réalisent leur révolution politique pour s'attaquer aux fondements du capitalisme ou aux rapports sociaux d'exploitation qui sont à l'origine de toutes leurs difficultés, processus révolutionnaire au cours duquel les privilèges des nantis seraient abolis, leurs biens et avoirs confisqués, leur pouvoir de nuisance sur la société réduit à néant, leur existence serait compromise et déclarée incompatible avec l'instauration d'une République sociale et démocratique.

Il ne vous aura pas échappé que les classes populaires n'ont pas encore adopté ces tâches et objectifs politiques, j'ignore à quel point elles en sont éloignées, peu importe ici. Il s'agissait uniquement de tracer la perspective politique et historique permettant d'entrevoir un changement de régime économique et politique, de montrer qu'il existe une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme.

Vous aurez noté également que tous ceux qui prétendent qu'il n'existerait pas d'alternative au capitalisme ou vouent le socialisme aux gémonies sont les mêmes, ce sont ceux qui ne cessent de vous mentir éhontément, qui falsifient l'histoire ou la réécrivent pour justifier leur politique, qui vous flattent et en même temps (sic!) vous haïssent ouvertement, vous aurez compris pourquoi. S'ils ont fait croire au peuple qu'il n'existerait pas d'alternative au capitalisme après lui avoir promis un avenir meilleur, c'était pour mieux l'endormir, puis le tromper, ensuite le prendre en otage, mieux l'asservir, l'exploiter, l'opprimer, le réprimer, finalement, mieux le réduire en esclavage et rien d'autres.

Chacun sait que de nos jours il est possible de satisfaire les besoins matériels ou sociaux de l'ensemble de la population, mais cela n'a jamais été dans la nature d'un banquier ou d'un capitaliste ou leur objectif. La preuve en est, qu'ils préfèrent détruire en masse des forces productives (gaspillage gigantesques, guerres perpétuelles, etc.) plutôt que satisfaire les besoins sociaux des peuples, pourquoi, parce que cela leur rapporte davantage ou leur système économique est conçu de telle sorte qu'il ne peut pas fonctionner autrement, il leur faut produire toujours plus pour continuer à engranger toujours plus de plus-value en augmentant le taux d'exploitation, afin de concentrer entre

leurs mains toujours plus de richesses et de pouvoir au détriment des besoins du reste de la population. C'est uniquement à ce prix-là que l'oligarchie financière ou la classe des capitaliste peut conserver son hégémonie de classe et ses privilèges exorbitants.

Rien de nouveau là-dedans, effectivement, les inégalités sociales qui sont à l'origine du capitalisme ou qui en constituent les fondements n'ont pas changé depuis son avènement vers le XVIIe siècle, ses lois de fonctionnement non plus fondamentalement, puisque la loi de de la valeur décrite par Marx et Engels demeure valable, et la force de travail mis en oeuvre dans le procès de production est toujours l'unique source de plus-value ou de richesse créée que le capitalisme extorque ou vole aux travailleurs au lieu qu'elle profite à l'ensemble de la société.

En revanche, au cours de ce processus historique qui n'a cessé d'accélérer depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs facteurs sont parvenus à maturité ou plusieurs rapports ont atteint un point extrême de tension, au-delà desquels ils entrent en putréfaction ou sont condamnés à l'autodestruction, cela concerne aussi bien la population que les forces productives, parce que ces deux facteurs ont connu une croissance exponentielle incompatible avec la survie du mode de production et de répartition des richesses du capitalisme. D'où la rhétorique que l'on retrouve jusque dans les discours des dirigeants du Forum économique mondial, qui fournissent une explication à leurs mystifications climatiques et sanitaires qui ne servent qu'à masquer la nature de la crise qui mine le capitalisme, ainsi que leurs réelles intentions malfaisantes et criminelles ou la manière dont ils entendent la régler, ce qui répond en partie aux questions qu'on s'était posé au tout début de notre exposé.

Un autre aspect de la situation réside dans le fait que les travailleurs et jeunes ignorent ou négligent les conditions sociales dans lesquelles les forces productives se sont développées, et au lieu de s'engager dans lutte de classe et de se tourner vers le socialisme, ils vouent un culte au capitalisme ou ils en attendent toujours quelque chose puisqu'ils sont persuadés qu'il n'existerait pas d'alternative politique et sociale au-delà du capitalisme, ce qui s'explique en partie par la dégénérescence ou la trahison du mouvement ouvrier.

Notre tâche politique est de faire en sorte que les travailleurs renouent avec le mouvement ouvrier ou se tournent vers lui, mais dans l'état de putréfaction dans lequel il se trouve, cela s'avère impossible ou très compliqué sans se compromettre. On peut toujours adhérer à un syndicat sans révéler ses intentions à ses dirigeants ou participer à des regroupements de travailleurs à l'initiative de différents partis dans lesquels on peut défendre l'orientation politique de *La Voix de l'Opposition de Gauche*si on la partage.

L'idéal aurait été de disposer de notre propre organisation politique pour proposer aux travailleurs de s'associer à notre combat politique ou de nous rejoindre, mais malheureusement les conditions ne nous ont jamais permis d'y parvenir, donc il faut procéder autrement. L'essentiel, c'est de participer à la lutte de classe et à l'élévation de la conscience politique des travailleurs et militants en attendant des jours meilleurs. Rien ne nous empêche de nouer des liens avec des travailleurs ou jeunes. Sans oublier de consacrer une partie de notre temps libre à la lecture et à l'étude, à notre propre formation qui est continue dans tous les champs de la connaissance.

A bas l'Etat français néofasciste, dehors Macron mort ou vif !

« *Moi, je ne suis pas pour emmerder les Français. Je peste toute la journée contre l'administration quand elle les bloque. Eh bien là, les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc on va continuer de le faire, jusqu'au bout. C'est ça, la stratégie (...) Nous mettons une pression sur les non-vaccinés en limitant pour eux, autant que possible, l'accès aux activités de la vie sociale, explique le chef de l'État. Je ne vais pas les mettre en prison, je ne vais pas les vacciner de force. Et donc, il faut leur dire : à partir du 15 janvier, vous ne pourrez plus aller au restau, vous ne pourrez plus prendre un canon, vous ne pourrez plus aller boire un café, vous ne pourrez plus aller au théâtre, vous ne pourrez plus aller au ciné…* » a déclaré le président de la République, dans un entretien avec des lecteurs du Parisien, publié le 4 janvier 2022, faisant délibérément le choix d'une stratégie de menace contre la « *toute petite minorité qui est réfractaire* » à la vaccination. francesoir.fr 5 janvier 2022

Les clones Macron et Pécresse.

La fausse concurrence Emmanuel Macron/Valérie Pécresse : après le liquidateur, la liquidatrice - lemediaen442.fr 8 janvier 2022

Réagissant aux propos insultants d'Emmanuel Macron, Valérie Pécresse a semblé marquer sa différence : « J'ai été indignée par les propos du Président de la République. J'ai aussi été indignée qu'il affirme que les non-vaccinés ne seraient plus des citoyens car ce n'est pas à Emmanuel Macron de trier entre les "bons" et les "mauvais" Français. » Certes, mais qui a déclaré : « S'il y a une recrudescence de la pandémie, j'envisagerai uniquement le reconfinement des non-vaccinés » ? Eh bien, c'est Valérie. De là à penser que ses dernières indignations sont feintes, il n'y a qu'un pas que nous n'hésitons pas à franchir.

Le programme de Valérie Pécresse est identique à la politique menée par Emmanuel Macron. On ne peut douter de sa sincérité lorsqu'elle se présente comme la candidate du retour de la droite, on en conclut logiquement que Macron « ni de gauche ni de droite » n'a en fait, comme elle, jamais été que de droite. Il n'y a pas de retour à la droite avec la candidate, juste la continuité de l'agenda de l'« Europe » de Goldman Sachs et de Vanguard.

Courte bio de Valérie Pécresse

Elle est née à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), dans une famille de la bourgeoisie. Son père, Dominique Roux, universitaire, a été président de Bolloré Télécom, membre du Cercle des économistes. Son grand-père maternel, Louis Bertagna, psychiatre, a soigné l'anorexie de Laurence Chirac.

Son mari, Jérôme Pécresse, après avoir été banquier d'affaires au Crédit Suisse First Boston, est devenu vice-président exécutif d'Alstom (il est le seul à ne pas avoir été licencié lors de la vente d'Alstom par Macron à General Electric…).

Formation : HEC, ENA, Young Leader 2002 (Macron l'est en 2012), passée par Bilderberg en 2012 (Macron en 2014)

La candidate

Son directeur de campagne est Patrick Stefanini. Il a été condamné pour avoir bénéficié entre 1991 et 1995 d'un emploi fictif. En janvier 2004, le tribunal correctionnel de Nanterre le condamne à 12 mois de prison avec sursis pour recel de prise illégale d'intérêt, peine ramenée à 10 mois par la cour d'appel de Versailles.

Des engagements politiques fermes ?

Valérie Pécresse se présente comme « une femme de conviction ».

2007 : elle soutient François Fillon
2016 : elle soutient Alain Juppé contre Fillon
2016 toujours : À la suite de la défaite de Juppé lors de la primaire, elle rallie de nouveau François Fillon.
2017 : elle crée un mouvement au sein des Républicains, Soyons libres, et se positionne comme une opposante au président du parti, Laurent Wauquiez. Une façon d'être dans le parti sans l'être.
2019 : elle quitte Les Républicains.
2021: elle réadhère aux Républicains.

Mariage pour tous : un jour oui, un jour non

2012-2013 : elle préconise, si la loi du mariage pour tous est adoptée, de « démarier » les couples homosexuels.
2014 : « On ne pourra pas revenir en arrière, on ne peut pas démarier des gens. » « Sur le mariage homosexuel, j'ai changé d'avis parce que tout simplement j'ai réfléchi. »

Dehors les étrangers ! mais ils peuvent voter pour moi

2012 : elle stigmatise des « arrière-pensées » et la volonté de « faire monter les extrêmes » dans la demande d'élargissement aux étrangers non-communautaires du droit de vote aux élections locales.

2019 : meeting de Libres ! à Brive-la-Gaillarde. Des contingents entiers de faux militants issus d'associations communautaires ont été rameutés depuis Paris. Certaines de ces structures sont financées par la région Île-de-France qu'elle préside.

2021 : pour se qualifier au second tour du congrès LR, plusieurs centaines de ses électeurs ont été amenées par un rabatteur de la communauté franco-asiatique (Ton-Tona Khul, 5e adjoint au maire délégué aux relations internationales de Villepinte) qui a aussi mobilisé des étrangers.

Supprimer des emplois, les préserver, oh ! et puis non, les supprimer

2011 : Valérie Pécresse, ministre du Budget, se félicite du nombre de postes supprimés dans la fonction publique (150 000).
2015 : « Mes priorités seront de relancer la création d'emplois »
2016 : près de 800 licenciements ont été officialisés par Alstom et General Electric, essentiellement à Levallois et Massy, en Ile-de-France. Une « restructuration des effectifs » pilotée par un certain… Jérôme Pécresse, époux de la toute nouvelle présidente de la région Ile-de-France. La même qui a fait de la lutte contre le chômage sa priorité.

2022 : programme pour la présidentielle prévoit la suppression de « près de 200 000 postes » dans l'administration. lemediaen442.fr 8 janvier 2022

Totalitarisme en famille. Le régime de l'apartheid comme modèle, normal.

LVOG - En Famille. En France les talibans imposent la muselière et le passe vaccinale.

Afghanistan: des affiches demandant aux femmes de porter le hijab placardées dans Kaboul - BFMTV 7 janvier 2022

Publiées par le ministère pour la Promotion de la vertu et la Prévention du vice, ces affiches sont un "encouragement à suivre la loi de la charia", a expliqué un porte-parole. BFMTV 7 janvier 2022

4ème dose : Jean Castex annonce une décision ferme - programme-television.org 6 janvier 2022

Interrogé par Jean-Jacques Bourdin sur l'antenne de BFM TV au sujet d'une éventuelle 4ème dose qui : "multiplie par 5 les anticorps, selon les premiers résultats d'une étude israélienne et protège contre les complications graves", le Premier Ministre a annoncé ne pas l'exclure : "Comme toujours dans ces sujets, même doctrine, même réponse, les Israéliens, l'ont fait - je suis ça à la loupe – après avis de leurs autorités sanitaires. Qui elles-mêmes ont fait sur la base d'observations, puisqu'ils ont un peu plus d'avance. Ils ont des cohortes de patients plus importantes. Donc dès que nos autorités auront dit : oui, dans telles conditions (...), nous irons ! C'est clair ! Nous serons prêts !" a fermement avancé Jean Castex. En effet, une mesure similaire a été mise en place en Israël, où les autorités sanitaires ont d'ores et déjà

ouvert la quatrième dose aux plus de 60 ans et aux soignants. programme-television.org 6 janvier 2022

Le tyran Macron fait des émules.

Royaume-Uni : Boris Johnson s'en prend au "charabia" des antivax - BFMTV 7 janvier 2022

Philippines : le président menace d'arrêter les non vaccinées contre le Covid-19 - latribune.fr 7 janvier 2022

Dans une allocution télévisée, il a en effet déclaré qu'il demandait aux responsables locaux d'identifier les personnes non vaccinées et de s'assurer qu'elles restent confinées chez elles. latribune.fr 7 janvier 2022

Covid-19 en Allemagne : passe vaccinal couplé d'un test négatif pour accéder à certains lieux - France 24 7 janvier 2022

Covid-19 : Une prise en charge de l'assurance maladie modulée selon son statut vaccinal ? l'Allemagne y réfléchit. - Publicsenat.fr 08 janvier 2022

Covid: en Italie, le vaccin devient obligatoire pour les plus de 50 ans - AFP 7 janvier 2022

Coronavirus au Canada : Le Québec interdit l'accès aux magasins d'alcool et de cannabis aux non-vaccinés - 20minutes.fr 7 janvier 2022

Totalitarisme. Où veulent-ils en venir ? "*Des campagnes annuelles de vaccination*" où le règne de la tyrannie permanente.

Omicron : ceux qui ont reçu une 3è dose peuvent dormir tranquilles - The Conversation 6 janvier 2022

Les vaccins ne sont donc pas la seule solution. D'autres mesures de protection — plus de masques et de tests, meilleure ventilation — jouent toutes un rôle important.

Mais tout n'est pas sombre. La situation actuelle est nettement meilleure qu'il y a un an. Pour de nombreux pays à forte couverture vaccinale, la pandémie évolue vers une situation endémique — le virus demeurera présent, mais la maladie sera plus prévisible. Grâce à la vaccination et à l'infection naturelle, la population atteindra un haut niveau d'immunité, ce qui réduira les taux d'hospitalisations et de décès liés à la Covid.

Des campagnes annuelles de vaccination, en particulier pour les plus vulnérables, seront sans doute nécessaires pour maintenir leur protection immunitaire, mais nous n'en sommes pas encore là.

Les virus mutent en permanence et d'autres variants du coronavirus suivront. Certains seront probablement capables d'échapper à l'immunité, provoquant de nouvelles réinfections, comme c'est le cas avec la grippe saisonnière et les coronavirus humains habituels comme celui du rhume. Si Omicron semble heureusement moins grave qu'on le redoutait, le risque demeure de voir apparaître un autre variant plus grave. Les vaccins restent le meilleur moyen de s'en prémunir. The Conversation 6 janvier 2022

LVOG - The Conversation alimente en articles le blog du Forum économique mondial...

Qu'est-ce que ces cinglés ne vont pas inventer pour alimenter la psychose collective.

Covid-19 : Omicron pourrait provoquer un symptôme "effrayant", la paralysie du sommeil - Yahoo 6 janvier 2022

Ce trouble du sommeil peut se manifester pendant l'endormissement ou au réveil. La personne qui en est atteinte ne peut ni bouger ni parler et se retrouve comme paralysée, tout en étant consciente. Cet état, qui peut durer quelques secondes à quelques minutes, est souvent accompagné d'hallucinations. "Cela peut être effrayant, mais c'est bénin et la plupart des gens ne l'auront qu'une ou deux fois dans leur vie", précise le National Health Service (NHS), le système de santé publique du Royaume-Uni, dans l'Express anglais. Yahoo 6 janvier 2022

LVOG - Quelle connerie, qui durant son sommeil ou lors d'un cauchemar n'a pas ressenti cette impression de paralysie pendant quelques secondes, en fait plutôt due à une mauvaise position de la tête durant le sommeil.

Parce que le rhume Omicron laisserait des traces à vie ("une ou deux fois dans leur vie"), quel délire !

Quant au Dr Hussain il "*recommande de ne pas s'endormir sur le dos, une position qui peut augmenter le risque de souffrir de paralysie du sommeil*", alors que c'est réputé être la meilleure position, quel charlatan !

Tribune libre

Stop aux atteintes aux droits et aux libertés des Français !

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/macron-linfirmite-du-chef

Tribune— Alors que le projet de loi sur le pass vaccinal est en cours d'examen à l'Assemblée, 81 avocats appartenant à 27 barreaux en France lancent un cri d'alarme dans une tribune commune à destination de l'ensemble des Français qu'ils enjoignent à réagir contre la liquidation de leurs droits les plus fondamentaux. Ils dénoncent un processus de destruction de l'État de droit et des libertés publiques à l'œuvre depuis maintenant deux ans, qui trouve son expression emblématique dans les derniers propos prononcés par le président de la République lui-même : « Les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder, on va continuer de le faire (…) Quand ma liberté vient menacer celle des autres, je deviens un irresponsable. Un irresponsable n'est plus un citoyen. »

Nous, avocats, appelons à un sursaut de conscience des Français face au piétinement, depuis bientôt deux ans, de leurs droits et de leurs libertés.

Nous alertons sur le projet de loi du gouvernement du 27 décembre dernier, qui fait à nouveau peser de lourdes menaces sur les droits et libertés des Français.

Nous, avocats, avons juré d'exercer nos fonctions avec « dignité, conscience, indépendance, probité et humanité ».

Aujourd'hui, c'est au nom de la conscience et de l'humanité attachées à notre ministère que nous lançons cet appel.

Les dernières décisions du gouvernement, toujours aussi liberticides, nous ont révoltés, indignés, mais elles ne nous ont pas surpris.

C'est désormais devenu une habitude de la part de ce gouvernement, au prétexte de préserver la santé des Français, de les maltraiter, de leur manquer de respect, de les infantiliser, de les rudoyer, de les menacer, de leur faire du chantage.

La simple comptabilité de l'épidémie soulève déjà des interrogations. Depuis toujours, la gravité d'une pandémie se mesure au nombre de malades, c'est-à-dire de symptômes médicalement constatés, et au nombre de morts qu'elle provoque.

Il semblerait que désormais, seul le nombre de tests positifs suffit. Mais, comment comprendre que la gravité d'une épidémie se mesure avec comme seul critère le nombre de « cas », c'est-à-dire de simples tests, alors qu'il s'agit de personnes en bonne santé, qui, pour la plupart, ne seront jamais malades ? Ainsi, l'outil de communication choisi par le gouvernement, l'incidence de « cas », ne correspond pas à un nombre de malades, comme l'explique Laurent Toubiana, épidémiologiste à l'INSERM et directeur de l'IRSAN. Ceci, d'autant que le nombre de cas est établi au moyen de tests dont la fiabilité ne fait pas l'unanimité dans la communauté scientifique.

De même, l'expérience a montré que le Covid s'attaque, pour l'essentiel, aux personnes âgées et/ou fragiles. Ainsi, la moyenne d'âge des personnes décédées est de 82 ans et le taux de létalité de la maladie n'est que de 0,04%.

Dès lors, les mesures prises pour lutter contre ce virus apparaissent comme totalement disproportionnées et, ce, dès l'origine. Ainsi, immédiatement après le confinement, dont il est acquis qu'il n'a eu aucun effet en termes sanitaires, les mesures les plus absurdes se sont succédé : port du masque partout, tout le temps, notamment par les enfants, auto-autorisation de sortie, plages dynamiques, fermeture des rayons dits non-essentiels des magasins d'alimentation, ouvertures des stations de ski, mais fermeture des remontées mécaniques ou, désormais, obligation de consommer assis dans les bars et les restaurants, sans parler de la menace de devoir se munir d'un passe vaccinal, d'un masque et d'un test négatif pour entrer dans les lieux publics choisis à la discrétion du gouvernement.

Il serait vain de tenter d'établir une liste complète de ces mesures farfelues et sans aucun intérêt sanitaire, tant elle serait longue et tant elle semble vouloir s'allonger encore.

Une situation inédite et profondément intolérable qui ne semble, pourtant, pas avoir porté ses fruits en termes sanitaires puisque, s'il on en croit le gouvernement lui-même, la situation serait catastrophique.

Pourtant, les chiffres officiels aujourd'hui disponibles permettent un recul qui incite à relativiser les discours alarmistes et les mesures disproportionnées dont ils font le lit. Ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple, l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation estime, elle-même, dans son rapport pour l'activité hospitalière de l'année 2020, à 2% les hospitalisations pour Covid sur le total des hospitalisations pendant l'année 2020.

À quoi bon tout cela, alors ?

Il n'empêche, obtus aux faits, le gouvernement poursuit son œuvre destructrice des droits et des libertés des Français à un point extrême.

Le chantage au vaccin s'intensifie, y compris sur les enfants de plus de douze ans que le projet de loi entend soumettre au passe vaccinal pour les activités autres que scolaires, ou encore nos données de santé qui seront accessibles au préfet, lequel voit ses pouvoirs de placement en psychiatrie élargis.

Pourtant, les dernières données de la science montrent, sans que le doute soit plus permis, une efficacité des « vaccins » qui diminue avec le temps, une transmissibilité du virus en dépit de la vaccination et d'aucuns préviennent que les rappels pourraient être inefficaces contre les variants qui circulent actuellement !

De prime abord, la cohorte de mesures absurdes et dommageables prises depuis bientôt deux ans semble avoir été acceptée avec une étonnante docilité par l'ensemble des citoyens. Mais, ce serait faire fi de la pression à la peur et au chantage qui s'exerce sur eux depuis des mois. Or, comme chacun sait, la peur a, de tout temps, été un excellent levier pour s'assurer de l'obéissance de la population. Elle l'est aujourd'hui encore.

Les Français, comme la plupart des citoyens européens, ont été domestiqués, au point d'accepter sans broncher les consignes les plus absurdes, convaincus par des médias « mainstream » ayant abandonné toute intégrité journalistique en se faisant l'écho de la seule voix du gouvernement, que leur survie dépend de leur obéissance.

Il est vrai que l'État a usé sans vergogne de tous les subterfuges : culpabilisation, menaces, chantages, mesures de rétorsion, mensonges, dénonciations, manipulation des chiffres et d'autres encore.

On ne peut que constater avec effroi que l'État a été aidé dans son entreprise par une justice qui, faisant preuve d'une fidélité sans faille, a purement et simplement avalisé les décisions les plus contraires aux principes de droit qui nous régissaient jusque-là. Une justice dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a pas fait la preuve de l'indépendance que les justiciables sont en droit d'attendre d'elle.

Le Conseil d'État a ainsi approuvé et validé la quasi-totalité des décisions prises par l'exécutif, même les plus insensées, même les plus illégitimes, n'hésitant pas à se dédire à quelques semaines d'intervalle, revenant sans coup férir sur ses propres appréciations !

Du jamais vu !

On rappellera que, dans la mesure où le principe reste encore la liberté et l'interdiction, l'exception, il appartient à l'autorité qui pose une interdiction d'en démontrer, non seulement le bien-fondé, mais également la nécessité et le caractère indispensable.

Or, depuis la mise en place de l'état d'urgence sanitaire, ces principes, essentiels dans un État de droit, ont été balayés. Non seulement, l'État ne se donne pas la peine de fournir la moindre justification des restrictions inédites des libertés qu'il impose, mais, interrogé par la Commission nationale informatique et libertés, la CNIL, sur l'efficacité des mesures imposées, il reste étonnamment silencieux.

Pour autant, le Conseil d'État ne semble pas s'en offusquer…

Il ne fait aucun doute qu'une fois cette crise passée, certains auront des comptes à rendre, que ce soient les décideurs de ces mesures ou que ce soient ceux qui, par peur, par lâcheté, par indifférence, pour asseoir leur autorité ou par simple esprit moutonnier les auront publiquement défendues, appliquées ou fait appliquer. Ceci, sans aucune remise en cause, aucune distance, sans jamais s'interroger sur leur utilité ou sur leur légitimité. Il en ira de même de ceux qui auront stigmatisé, mis à l'écart, bannis leurs concitoyens pour avoir fait appel à la raison et au discernement ou pour avoir émis des critiques. N'hésitant pas à les faire passer, au mieux, pour des capricieux, au pire, pour des « complotistes », un terme bien vague, ou pour des malades mentaux.

Oui, au moment de faire le bilan, nous aurons la lourde obligation de nous interroger sur ce qui est arrivé et sur ce que nous n'avons pas su, pas pu ou pas voulu empêcher.

Aurait-on jamais pu imaginer que, dans un État démocratique comme le nôtre, de telles dérives puissent être admises ? (Ce n'était pas un Etat démocratique, mais un régime bonapartiste où l'exercice de la démocratie était limité et très encadré, sujette à disparaître au profit d'une dictature de plus en plus impitoyable ou absolue. - LVOG)

Pourtant, force est de constater que tel est le cas.

La majorité de nos concitoyens, tétanisée par la peur soigneusement entretenue par les canaux officiels, s'est laissé dépouiller, impuissante, de tous ses droits et ses libertés fondamentaux.

Il aurait été vain de compter sur la diligence du gouvernement pour ne jamais en arriver là. Bien au contraire. Peu importe le respect des libertés fondamentales, s'il s'agit de préserver la santé, a-t-il tenté de se justifier. Toute autre considération est nulle et non avenue. La détresse d'une part grandissante de la population, la fragilisation du tissu économique, l'abandon de la jeunesse et des personnes vulnérables n'entrent pas dans les savants calculs de ce gouvernement.

Pendant ce temps, au terme de l'adoption d'un nombre inouï de textes, les plus grands principes du droit et les règles qui régissent la vie quotidienne de tout un chacun, ont été invalidés et écartés.

Qu'il s'agisse du libre consentement, de la liberté de disposer de son corps, de l'intérêt supérieur de l'enfant, de l'autorité parentale, des libertés publiques, de la police administrative, des libertés individuelles et des droits fondamentaux, du droit du travail et de la fonction publique, du droit de la santé, du service public ou encore de la réparation des dommages causés aux victimes d'accidents médicaux.

Et la liste est loin d'être exhaustive.

Ces nouvelles règles infligent une violence sociale inouïe que traduit une multiplication sans précédent des actions en justice relatives à la crise. Et, nous assistons, depuis, dans nos cabinets et dans les prétoires, comme dans le reste de la société à une détresse économique, sociale et psychologique d'une profondeur insondable.

Aujourd'hui, des Français toujours plus nombreux réalisent que ces mesures ubuesques, où le ridicule le dispute à l'absurde, n'ont qu'un très lointain rapport avec la préservation de leur santé.

Ils comprennent enfin que l'on s'est joué d'eux, qu'on leur a menti, qu'on les a manipulés. L'intolérable chantage exercé sur eux leur apparaît maintenant pour ce qu'il est : odieux et illégitime. Et, il est d'autant plus illégitime que les Français ont perdu leurs libertés de citoyen et leurs droits parmi les plus fondamentaux.

Ainsi, la soumission à l'injonction est devenue la condition pour exercer ses libertés, la stigmatisation d'une partie de la population, la règle (aujourd'hui, ce sont les personnes non-vaccinées, mais qui seront les prochains ?). Peut-on l'accepter ?

Liberté, égalité, fraternité ? En est-on toujours aussi certain ?

Comme le dit Bellamy : « Le spectacle des reniements gouvernementaux donne le vertige ».

Ce à quoi les rédacteurs de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, une boussole précieuse en ces temps troublés, auraient pu répondre que « l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'Homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements ».

Il faut à présent que les Français réagissent.

Il est temps !

SIGNATAIRES : (liste dans le blog de FranceSoir)

Imposteur ou charlatan ? Zéro décès en Inde, en Chine, aux Etats-Unis... et en France en décembre 2021 : le POID la voix de l'oligarchie et de Macron.

LVOG - Lisez, c'est stupéfiant, comment un tel déni, une telle infamie est-elle possible de la part d'un dirigeant qui se réclame du marxisme et du trotskysme ? Parce qu'il est ni l'un ni l'autre tout simplement, c'est un imposteur comme tous ses semblables de l'extrême gauche (lire les précédentes causeries).

Editorial de la Tribune des travailleurs - Et surtout la santé ! par Daniel Gluckstein

Gluckstein - Dans le contexte d'une pandémie particulièrement dangereuse, notre santé est menacée par la dislocation de notre système de soins. Une dislocation dont le gouvernement porte l'entière responsabilité.

Gluckstein - « Et surtout la santé »… pour la classe ouvrière et ses organisations qui défendent non seulement leurs intérêts spécifiques mais plus généralement les conquêtes de la civilisation humaine et de la démocratie.

LVOG - Quel salopard, il nous souhaite « *surtout la santé* » en faisant la promotion de la muselière et de la vaccination, aucun parti, aucune organisation du mouvement ouvrier ne défend les intérêts de la classe ouvrière...

Gluckstein est même plus con ou pourri ou les deux à la fois que Blachier, Hanouna, Verdez et Castaldi réunis.

- Blachier, Hanouna et Castaldi ne vaccineront pas leurs enfants, Gilles Verdez regrette de l'avoir fait pour sa fille - lemediaen442.fr 6 janvier 2022

Plus le temps passe et plus la confiance envers le gouvernement s'estompe. L'exemple flagrant étant l'émission Touche pas à mon poste où certains chroniqueurs ont abandonné leurs convictions. Le mensonge du gouvernement sur la non-transmission grâce au vaccin a poussé les Français à se vacciner : ces derniers se rendent compte du piège dans lequel ils sont tombés.

Dans cette l'émission TPMP (vidéo ci-dessous) du 5 janvier 2021, la question du jour est : « Allez-vous faire vacciner vos enfants ? » Benjamin Castaldi répond le premier à cette question et annonce avoir changé d'avis sur la vaccination. Il considère aujourd'hui que l'on n'a pas affaire à un vaccin mais bien à un traitement. « Et comme ce n'est pas un vaccin, je ne vais pas faire vacciner mes enfants. » Concernant Cyrille Hanouna, ce dernier n'était déjà pas en phase avec la vaccination et ne compte pas le faire faire aux siens « Lino et Bianca qui ont 9 ans et 10 ans c'est non, moi c'est non, pour moi c'est non, pas les enfants !« . Martin Blachier a 3 enfants de 5 à 11 ans et ne les vaccinera pas. Il précise : « Même si vous vaccinez les enfants, cela n'aura aucun impact sur l'épidémie, ça ne va pas empêcher les adultes de se contaminer. […] il y a des enfants qui sont touchés par le virus mais, par exemple en décembre 2021, il y a eu zéro décès. »

Vient au tour du journaliste Gilles Verdez de répondre. Dépité, il raconte que sa fille de 13 an, vaccinée, a malheureusement été testée positive au covid. « Ma fille a 13 ans. Elle est vaccinée et aujourd'hui, j'ai une grosse pensée pour Mélanie. Elle a été déclarée positive au covid, donc elle ne va plus à l'école. » Le chroniqueur s'agace : « On ne comprend plus rien […] est-ce que je n'ai pas fait une énorme erreur, parce qu'on ne sais pas ce qu'il y a dans ce vaccin et est-ce qu'il n'y aura pas des effets secondaires qui pourraient être majeurs dans des dizaines d'années pour elle ? Je suis perdu, je me pose d'énormes questions. » lemediaen442.fr 6 janvier 2022

Totalitarisme. La milice est partout.

Vote scandaleux à l'Assemblée : le contrôle d'identité n'est plus réservé aux forces de l'ordre - lemediaen442.fr 4 janvier 2022

Le projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire a été discuté le 30 décembre 2021 et le 3 janvier 2022. L'Assemblée a voté un amendement qui met fin au monopole de la vérification d'identité confiée jusqu'à présent aux forces de l'ordre.

Sur les 238 amendements laissés de côté, certains, déposés par les députés LREM, Modem et LR, seront examinés lors d'une autre session, si le calendrier surchargé de l'Assemblée permet de le faire sans précipitation… L'application voulue par le gouvernement pour le 15 janvier 2022 va être retardée. Mais pourquoi tant de hâte ?

Jean-Pierre Pont, rapporteur LREM de la commission de la loi, a fait adopter quinze amendements de pure forme, qualifiés d'« améliorations

rédactionnelles ». Un seizième (CL281), présenté sournoisement comme de pure forme, présente du sens et il n'est pas beau à voir :

« Il peut être procédé à la vérification de concordance documentaire entre l'identité mentionnée sur le document prévu au premier alinéa du présent B et un document officiel avec photographie. »

« Exposé sommaire : Amendement de précision rédactionnelle, qui souligne expressément que l'exploitant ou le professionnel ne se livrera pas à un contrôle d'identité au sens du code de procédure pénale — cela relevant des forces de l'ordre —, mais simplement à une vérification de concordance documentaire. Il reprend des notions bien éprouvées par notre droit dans le cadre d'un paiement par chèque ou au moment de l'embarquement dans un avion. »

Nouveau ! le contrôle d'identité devient « vérification de concordance documentaire »

Donc en cas de contrôle de passe vaccinal, il ne s'agira ni de contrôle d'identité ni de vérification d'identité, légalement réservés aux autorités de police, mais de… « vérification de concordance documentaire ». Comme pour les compagnies aériennes au moment de l'embarquement. Le 3 janvier, l'Assemblée s'est félicitée de cette « Clarification de la rédaction relative à la vérification, par les personnes concernées, de l'identité du détenteur d'un passe sanitaire ou vaccinal afin que celle-ci ne puisse être assimilée à un contrôle d'identité au sens du code de procédure pénale. »

Il s'agit d'une clarification, pas d'une entourloupe, hein ! Enfin ! s'il fallait changer le code pénal et la constitution pour instaurer la dictature, on n'y arriverait jamais ! De la même façon, les salariés non-vaccinés suspendus ne sont pas licenciés : 1. On ne leur paie pas d'indemnités chômage 2. Nous restons en démocratie, ce qui est bien plus économique.

Quant au gouvernement, qui a tout bien prévu dans son projet de loi, ses amendements ne changent pas grand-chose. Ils concernent les réunions de copropriétaires, le tirage au sort de jurés d'assises, la téléconsultation, le financement des médecins et des établissements de santé et la prorogation de l'état d'urgence sanitaire en Martinique et à La Réunion.

Voilà où en est arrivée l'Assemblée. La suite à la prochaine réunion entre copains. lemediaen442.fr 4 janvier 2022

Totalitarisme. Un régime toujours plus répressif.

Un radar pour lutter contre la pollution sonore : 135 euros d'amende en jeu - francesoir.fr 4 janvier 2022

Le premier radar sonore en France est inauguré ce mardi 4 janvier à Saint-Lambert, dans les Yvelines, par la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili. Dans les Yvelines, paradis des motards (et des cyclistes), on ne compte plus les deux-roues motorisés roulant en surrégime.

L'objectif premier de ce radar est de lutter contre la pollution sonore des deux-roues motorisés. « Il vise à sanctionner des comportements ultra-minoritaires de personnes qui trafiquent volontairement leur moto ou leur scooter », explique Jean-Noël Barrot, député Modem de la 2? circonscription des Yvelines. Laurianne Rossi, députée des Hauts-de-Seine et présidente du Conseil national du bruit, parle « d'équipements qui constituent une première mondiale ».

Selon une étude demandée par l'association Bruitparif, 87 % des Franciliens sont pour un renforcement des contrôles et des verbalisations des deux-roues motorisées trop bruyants, comme le rapporte le HuffingtonPost.

Ce radar nouvelle génération est en phase d'expérimentation avant l'homologation, prévue pour dans six mois. Les premières contraventions commenceront à voir le jour à partir du deuxième semestre 2022. Le tarif de l'amende sera de 135 euros. Ce type de radar va s'exporter dans d'autres communes candidates : Paris, Bron (Rhône), Nice (Alpes-Maritimes), Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), Saint-Forget (Yvelines), Toulouse (Haute-Garonne) et Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne). Le radar sera installé dans des zones limitées à 50 km/h. francesoir.fr 4 janvier 2022

Commentaire d'un internaute.

- Si il y a plusieurs motos ou scooters qui roulent côte à côte, comme sur la photo qui illustre l'article, et qu'un seul soit concerné par le bruit élevé, je doute que le radar puisse bien le repérer.

RÉSISTANCE AU RÉGIME DE TERREUR.

Lu.

1 - La crise du coronavirus agit comme un révélateur de ce que nous sommes – et de nos façons de fonctionner – . Si l'être humain est intelligent individuellement, il est désormais visible, pour ceux qui ne le savaient pas, qu'il manque cruellement d'intelligence collective.

LVOG - De conscience de classe en ce qui nous concerne, parce que les classes n'ont pas les mêmes intérêts, elles ont même des intérêts opposés, antinomiques, irrémédiablement inconciliables... L'auteur de cet article ignorant ou se détournant de la lutte des classes allait poursuivre en brassant du vent ou en cherchant des explications à cette lacune du côté de la psychologie qui ne répondront à aucune des questions que pose la situation, comment a-t-elle été rendue possible, comment en sortir ou quelle issue politique pour qu'elle ne se

reproduise plus...

2 - Le bombardement médiatique autour de la crise du Covid-19 omet étrangement toute mention du pouvoir du système immunitaire humain. Il est essentiel pour les personnes qui ont un esprit critique de regarder au-delà du vacarme et d'apprendre pourquoi un mode de vie sain et une approche nutritionnelle ciblée constituent en réponse au Covid-19 une stratégie à ce point efficace.

Ce praticien de 30 ans d'expérience rappelle que les microorganismes sont interreliés dans un microunivers très complexe qui ne peut pas être capté par un microscope électronique qui cherche à focaliser un seul élément . Cette question reprend le grand débat entre deux hommes de science célèbres, Louis Pasteur et Antoine Béchamp. L'essentiel du débat peut se résumer à cela : Les microbes (Pasteur) provoquent-ils les maladies ? Ou est-ce un terrain pauvre (Béchamp) qui permet aux microbes de s'implanter et de se propager à un rythme rapide ? En d'autres termes, l'exposition à un microbe signifie-t-elle que vous êtes destiné à « attraper » la maladie ou à être « infecté » ? Le microbe possède-t-il le pouvoir total de contrôler votre destin ? Ou la personne exposée est-elle un hôte réceptif ? Son système immunitaire est-il une machine bien réglée, ou est-il faible et insuffisant ? En d'autres termes, son niveau de résistance à l'exposition est-il élevé ou faible ?

États-Unis: manifestation contre l'obligation vaccinale pour des employés municipaux - AFP 6 janvier 2022

Pour le vaccinologue Geert Vanden Bossche, les non-vaccinés sont une chance pendant cette épidémie - lemediaen442.fr 8 janvier 2022

Au-delà d'être le « groupe témoin » gênant pour l'industrie pharmaceutique — et qui énerve notre président — les non-vaccinés sont une chance pendant cette épidémie. La raison est qu'ils sont les acteurs principaux de l'« immunité de groupe » via leur immunité innée, ce que les vaccinés ne sont plus depuis l'injection. Selon le vaccinologue Geert Vanden Bossche, « l'immunité innée est un facteur, un pilier crucial pour l'immunité de groupe. Donc, on commence maintenant à vacciner — et pas uniquement les enfants. On va donc diminuer le réservoir d'individus qui peuvent contribuer à l'immunité de groupe en les vaccinant. Les non-vaccinés — et surtout les enfants — sont les aspirateurs de la pandémie ».

Le non-vacciné est désigné comme un pestiféré par Macron — lequel répète ce que lui souffle à l'oreille le cabinet McKinsey, dont le directeur associé en France est le fils de Laurent Fabius, « président du Conseil Constitutionnel ». Vous l'aurez compris, un braquage, ça s'organise. En réalité, le non-vacciné est celui qui contribue le plus à sortir de la « pandémie ». Évidemment il restera l'ennemi des laboratoires pharmaceutiques qui voudraient voir aussi les enfants se faire injecter. On vous laisse deviner pourquoi ils veulent absolument vacciner des enfants dont aucun ne meurt du covid… lemediaen442.fr 8 janvier 2022

https://www.youtube.com/watch?v=nr-1W18i4gM

Le Pr Raoult ou la girouette.

Coronavirus - Nouvelles déclarations chocs du Pr Raoult: "Il faut être clair, il n'y a pas de contrôle de l'épidémie par les vaccins. Il ne faut pas croire ce que dit la presse" - jeanmarcmorandini.com 05 janvier 2022

En pleine crise sanitaire et alors que le Président de la République affirme "emmerder les non vaccinés" dans le Parisien ce matin, le Pr Raoult jette une nouvelle pierre dans le jardin de la vaccination. Dans une nouvelle vidéo mise en ligne sur sa chaîne YouTube il met en doute l'efficacité du "tout vaccinal" :

"Il faut être clair il n'y a pas d'évidence de contrôle de l'épidémie par les vaccins. Il ne faut pas croire ce que dit la presse…"

Dans la même vidéo, le professeur estime qu'à ce jour la vaccination des enfants n'est pas justifiée". Il affirme également que "ce n'est pas une science la vaccination obligatoire, c'est une vision du monde dans lequel les gens doivent obéir parce que je sais que c'est bon pour eux… et ça on sait ou ça mène!" jeanmarcmorandini.com 05 janvier 2022

Vaccins et Omicron - IHU Méditerranée-Infection (2,2 millions de vues)

https://www.youtube.com/watch?v=x5-5P3ugQ_M

Le Dr John Abramson explique comment Pfizer a payé 2,3 milliards de dollars d'amende - lemediaen442.fr 7 janvier 2022

Le Dr John Abramson, conférencier à l'école de médecine de Harvard et expert national en litiges relatifs aux médicaments, partage ce qui se passe dans les coulisses de Big Pharma…

« La fonction première des compagnies pharmaceutiques est de faire de l'argent pour leurs investisseurs. Nous devons nous débarrasser de l'illusion qu'ils ont pour but de favoriser notre santé »

Voici des révélations qui vont encore enterrer un peu plus les criminels de chez Pfizer déjà condamnés pour la somme de 6,171 milliards de

dollars d'amendes pour publicité mensongère, charlatanisme, corruption de médecins et de fonctionnaires. Le Dr John Abramson était l'invité de l'animateur radio américain Joe Rogan. Il explique comment Pfizer a payé le plus grand règlement pour fraude dans le domaine de la santé de l'histoire des États-Unis (2,3 milliards de dollars) pour des allégations trompeuses concernant son médicament : Bextra. Le laboratoire américain Pfizer, reconnu coupable de pratiques commerciales frauduleuses, avait accepté de payer la plus grosse amende jamais infligée par la justice américaine à un groupe pharmaceutique.

Pour information, tous les journalistes, tous les quotidiens sont au courant des malversations des criminels de chez Pfizer, Ils ont tous relayé cette condamnation ici, ici, ici, ici, ici, ici, Mais pourtant cela n'a pas alerté les journalistes dits d'investigation, ils ont préféré enquêter sur les « complotistes », afin de les faire taire. Mais ne vous y trompez pas, aucun de ces journalistes n'est assez fou pour aller se faire injecter ou injecter ses enfants. Ils laissent ça à la population. lemediaen442.fr 7 janvier 2022

Dr John Abramson - coulisses big pharma

https://odysee.com/Dr_John_Abramson_coulisses_big_pharma:502a2229d12f377331a54a5161a94c86b3bd7fc3?src=embed

---

Dr Toubiana : « Nous sommes aujourd'hui dans une épidémie relativement banale » - lemediaen442.fr 5 janvier 2022

Pour le Dr Laurent Toubiana, épidémiologiste à l'Inserm, la communication du gouvernement entretient un climat de peur dans le pays. Quelques chiffres pour se faire une idée de la « saturation » des hôpitaux : 17 nouvelles hospitalisations en une semaine pour 100 000 habitants avec une moyenne de 580 lits d'hôpital pour 100 000 habitants… lemediaen442.fr 5 janvier 2022

https://www.youtube.com/watch?v=nryojc-0PRQ

Le Pr Claverie – « Le vaccin Pfizer : une escroquerie et la troisième dose ne sert à rien » - lemediaen442.fr 4 janvier 2022

Invité de Jean-Marc Morandini sur Cnews (vidéo ci-dessous), le Pr Jean-Michel Claverie n'a pas manqué de répondant face au Dr Jean-Michel Cohen qui, rappelons-le, a été jugé pour avoir utilisé son expertise médicale à des fins publicitaires et condamné à deux ans d'interdiction d'exercer.

Le Pr Claverie pointe les escrocs de chez Pfizer qui, rappelons le, ont été condamnés à la modique somme de 6,171 milliards de dollars d'amendes pour publicité mensongère, charlatanisme, corruption de médecins et de fonctionnaires. « Je prétends que ce vaccin — qui a été vendu d'une manière quasiment étrange, bizarre, par des contrats que personne ne peut lire — par Pfizer est quasiment une escroquerie ! Dans l'article que j'ai sous les yeux ici, qui a permis à la FDA et à l'EMA de donner l'autorisation de ce vaccin, il est marqué exactement que la fréquence des effets non désirables et l'efficacité du vaccin au-delà de deux et trois mois et demi restent à démontrer. C'est marqué à la page 2612. Les gens ont été suivis pendant deux mois dans l'essai clinique et on s'étonne qu'après six mois on ait des résultats bizarres. C'est quasiment un défaut de fabrication, c'est un vice de forme.(…) Je ne comprends pas que l'Europe ait pu s'engager sur six milliards de doses, alors qu'on ne savait absolument rien sur l'efficacité et la résilience de ce vaccin après deux mois d'essai clinique. »

Le très expérimenté dans la novlangue — et semble-t-il dans le commerce — Dr Cohen rétorque avec les mensonges véhiculés par le pouvoir et les laboratoire en avançant l'argument : « Le pass vaccinal c'est pas juste pour ennuyer les gens c'est pour forcer à la vaccination tous ceux qui ne veulent pas être vaccinés, pour leur montrer qu'ils ont l'obligation de se faire vacciner pour NOUS protéger, pas seulement pour eux. » Le Pr Claverie renvoie dans ses cordes le youtubeur Cohen : « Protège qui ? Ça ne protège personne, puisque la vaccination n'empêche pas la transmission. Donc c'est un mensonge monsieur, la vaccination n'empêche pas la transmission. » lemediaen442.fr 4 janvier 2022

Jean-Marc Morandini très énervé : « Si Omicron n'est pas dangereux, votre 3e dose vous vous la gardez ! » - lemediaen442.fr 7 janvier 2022

On peut dire que le Dr Martine Perez en a pris pour son grade. En effet Jean-Marc Morandini, dans son émission Morandini Live, s'est fortement énervé : « J'ai du mal à comprendre, je commence à être fatigué par tout ça. Si le variant est moins dangereux et qu'il n'y a aucune conséquences quand on a ce variant. Pourquoi on nous demande de nous faire une troisième dose ? Je comprend rien. » Malheureusement pour Morandini, la réponse de Martine ne va pas l'aider à élucider cette énigme, car, selon elle, « beaucoup de maladies virales bénéficient de trois doses… » C'est à ce moment-là que Jean-Marc est au bout de sa vie, puisque le médecin ne semble pas pouvoir répondre à la question simple, ce qui a tendance à crisper le plateau et en particulier l'animateur. « A quoi sert la vaccination ? Si la vaccination ne sert à rien, on va pas juste la faire parce qu'il n'y a pas d'effets secondaires. Si vous me dites qu'avec Omicron il n'y a aucun danger, je me dis : Eh bien, votre troisième dose vous vous la gardez ! »

Macron voulait emmerder les non-vaccinés, mais il semble faire chier l'ensemble de la population française. lemediaen442.fr 7 janvier 2022

Un journaliste de LCI malmené devant l'assemblée nationale : « On devrait vous péter la gueule, journaleux de merde ! » - lemediaen442.fr 4 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/un-journaliste-de-lci-malmene-devant-lassemblee-nationale-on-devrait-vous-peter-la-gueule-journaleux-de-merde/

Vous avez 1 mois pour vous opposer à la fin du secret médical : on vous explique comment ne pas activer « Mon espace santé » - lemediaen442.fr 4 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/vous-avez-1-mois-pour-vous-opposer-a-la-fin-du-secret-medical-on-vous-explique-comment-ne-pas-activer-mon-espace-sante/

Après l'échec du Dossier médical partagé, voici l'arrivée au premier de l'an de « Mon espace santé » (Décret n° 2021-1048 du 4 août 2021). Seulement 10 millions de Dossiers médicaux partagés avaient été ouverts en janvier 2021. Les assurés devaient faire l'effort de le créer. Mon espace santé se fera tout seul, sans qu'on s'en rende compte… à moins de bien ouvrir l'œil sur le mail ou le courrier de la Sécurité sociale qui préviendra de la mise à disposition d'un espace numérique de santé et du droit à s' y opposer. Vous êtes donc libre de refuser, mais cela nécessite une démarche de votre part.

L'espace numérique de santé comprendra : vos données administratives, votre dossier médical, les données relatives au remboursement des dépenses de santé, une messagerie, un agenda des évènements relatifs à votre santé, un répertoire des autorisations d'accès à tout ou partie de votre espace numérique de santé et, le cas échéant, à des données de santé hors de cet espace. Comment ne pas activer Mon espace santé

Vous pouvez vous opposer carrément à la création de votre Espace Santé. Vous avez un mois après la réception de votre code provisoire reçu par e-mail ou courrier pour le faire. Connectez-vous sur le site monespacesante.fr, tapez le code de 12 caractères, votre numéro de sécurité sociale à 15 caractères, le numéro de série de votre carte Vitale (les onze derniers chiffres du numéro de série sur le côté à droite de votre photo ou les 8 ou 13 chiffres, si votre carte n'a pas de photo, au dos en haut à gauche de votre carte).

Comment fermer Mon espace santé, s'il a été ouvert

Un mois à partir de l'envoi du courrier d'information et en l'absence d'opposition de votre part, votre espace numérique de santé sera ouvert automatiquement par la Caisse nationale de l'assurance maladie. Si vous avez laissé passer le délai d'un mois, vous pourrez clore l'espace santé numérique. Il vous faudra cliquer sur votre profil situé en haut à droite de l'écran puis sur « Paramètres », puis cliquer sur « Clôturer Mon espace santé ». Au bout de trois mois, ce sera fait. Vous en serez informé.

Attention ! Les données contenues dans l'espace numérique de santé seront archivées pendant une période de dix ans. Elles seront supprimées automatiquement au-delà de ce délai.

Mon espace santé renfloue les patrons en difficulté

Gilles Grapinet a été directeur de cabinet du ministre de l'Économie Thierry Breton. Il a pantouflé chez Atos, puis Worldline. Thierry Breton, après le ministère de l'Économie, est allé pantoufler chez FranceTélécom et Atos, entre autres. Leurs sociétés ont bien besoin de soutien. Worldline (dont la filiale concernée par les données de santé est Santeos) a chuté de – 36 % en 2021 et Atos de – 50 % en 2021. Leur réseau de hauts fonctionnaires et de patrons de grandes entreprises les soutient dans l'adversité. L'hébergement des données des assurés leur est offert sur un plateau pour le 1er de l'An.

En route vers le fichage de la population

Le Projet de loi de Jean Castex du 21 décembre 2020 instituant un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires, prévoyait le fichage de la population au motif d'une éventuelle urgence sanitaire : « En cas de situation sanitaire exceptionnelle ou pour tout événement de nature à impliquer de nombreuses victimes [une guerre ?], notamment les accidents collectifs [l'explosion d'une centrale nucléaire ?], les informations strictement nécessaires à l'identification des victimes et à leur suivi sont recueillies dans un système d'identification unique des victimes. Le ministre de la Santé, les agences sanitaires nationales, les agences régionales de santé et les organismes d'assurance maladie sont ainsi autorisés à traiter des données à caractère personnel concernant la santé des personnes. »

Pas besoin d'une situation exceptionnelle pour « justifier » le fichage de la population. Tabler sur l'inertie est bien plus efficace. Ça se fait en douceur… mais vous pouvez vous opposer à la divulgation de vos données médicales. Ça vous prendra 5 minutes, selon le site de la CPAM. On vous a expliqué comment faire, alors, pourquoi vous en priver ? lemediaen442.fr 4 janvier 2022

Des résultats d'autopsie donnent des preuves irréfutables du rôle des injections à base d'ARNm dans les décès post vaccination Par Dr Sucharit Bhakdi et Arne Burkhardt (Doctors4covidethics 10 décembre 2021) - Mondialisation.ca, 31 décembre 2021

https://www.mondialisation.ca/des-resultats-dautopsie-donnent-des-preuves-irrefutables-du-role-des-injections-a-base-darnm-dans-les-deces-post-vaccination/5663729

Si le motif sanitaire est bidon, quelle est donc la vraie motivation du covidisme et du vaccinalisme actuels ? Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 03 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/si-le-motif-sanitaire-est-bidon-quelle-est-donc-la-vraie-motivation-du-covidisme-et-du-vaccinalisme-

actuels/5663802

Restrictions.Au Royaume-Uni, “déchirons le passeport vaccinal” - courrierinternational.com 6 janvier 2022

Non-sens sanitaire, menace pour les libertés individuelles, contraire à la tradition britannique : The Spectator, hebdomadaire conservateur, égrène les arguments contre le passeport vaccinal, document désormais nécessaire au Royaume-Uni pour accéder aux lieux bondés. courrierinternational.com 6 janvier 2022

POLITIQUE

Kazakhstan

Que se passe-t-il vraiment au Kazakhstan ? On attendra d'en savoir un peu plus avant de prendre position. (Lire plus loin)

En attendant l'AFP et ses sous-agences médiatiques ont recours à la rhétorique éculée des "*révolutions de couleur*" :

https://fr.news.yahoo.com/comprendre-passe-t-au-kazakhstan-153554973.html

Le Point s'est fendu d'un témoignage au-dessus de tout soupçon (sic!) qui renforce notre première impression :

- « En trois jours littéralement, une révolution s’est produite. C’est une vraie révolution », a estimé l’opposant kazakh Moukhtar Abliazov, réfugié politique en France, auprès de l’Agence France-Presse. Le Point 6 janvier 2022,

Par Wikipédia on apprend qu'il s'agit d'un homme d'affaires ou un oligarque et homme politique kazakh condamné pour détournement de fonds, dissimulation de revenus, association de malfaiteurs et meurtre.

Un escroc, mafieux et criminelle condamné également en Russie, en Ukraine, en Grande-Bretagne et en Italie, mis en examen en France qui lui accorde le droit d'asile, cela ne s'invente pas, et soutenu comme il se doit par les ONG Amnesty Internationale et Human Rights Watch financées par l'oligarchie. Mieux encore il a aussi le soutien d'une autre ONG au parfum de Soros *Open Dialogue Foundation*.

Moukhtar Abliazov : tout un roman :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Moukhtar_Abliazov

Qu'est-ce Open Dialogue Foundation ? Une officine de l'Etat profond anglo-saxon ou un produit du coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine en 2014

Wikipédia - Open Dialogue Foundation (ODF)1, en polonais : Fundacja Otwarty Dialog), est une organisation internationale non gouvernementale, fondée en 2009 en Pologne et dont le siège est situé à Bruxelles, en Belgique.

Sur la base de son travail, l'ODF publie des rapports analytiques et les distribue aux institutions de l'UE, à l'OSCE, au Conseil de l'Europe, à l'ONU, à d'autres organisations de défense des droits de l'homme, aux ministères et aux parlements étrangers, ainsi qu'aux médias.

En 2013/14, la Fondation a organisé une mission pour soutenir la société civile ukrainienne dans sa lutte pour l'intégration européenne lors de la Révolution de la Dignité sur la place Maidan de Kiev. Suite à l'agression russe en 2014, le programme d'aide humanitaire d'ODF, commencé sur Maidan, a été étendu pour aider les personnes touchées par la guerre à l'Est.

Source :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Open_Dialogue_Foundation

https://en.wikipedia.org/wiki/Open_Dialogue_Foundation

Autres sources :

https://en.odfoundation.eu/foundation/who-we-are/

Dans leur fine équipe :

- Martin Mycielski, fort d'une expérience au sein des institutions européennes, du ministère polonais des affaires étrangères...

Pour en savoir plus sur ce qui se passe au Kazakhstan, il y a aussi cet article :

Soulèvement au Kazakhstan: Moscou envoie des troupes pour éviter un scénario à la syrienne - sputniknews.com 6 janvier 2022

https://fr.sputniknews.com/20220106/soulevement-au-kazakhstan-moscou-envoie-des-troupes-pour-eviter-un-scenario-a-la-syrienne-1054215174.html

Des infos arrivées 2 jours plus tard confirment ce que nous avions flairé.

Bilan de deux jours d'état de siège au Kazakhstan - Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Depuis la proclamation de l'état de siège dans tout le pays et les coupures des communications téléphoniques dans certaines régions, le 5 janvier, les forces de sécurité ont estimé à 20 000 personnes le total des jihadistes étrangers et des islamistes kazakhs. Une centaine d'entre eux aurait été abattue lors de batailles avec l'armée et la police. 7 soldats ont été tués. 4 400 personnes ont été interpellées. Certaines d'entre elles pourront être envoyées à Moscou pour y être interrogées. 748 soldats et 18 policiers ont été gravement blessés. 70 barrages ont été installés sur les grandes routes.

Le président Kassym-Jomart Tokayev présentera le 11 janvier 2021 une série de réformes au parlement kazakh Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Le Conseil de sécurité kazakh prend des mesures draconiennes contre les jihadistes - Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Le Conseil de Sécurité kazakh s'est réuni le 6 janvier 2021 à Nur-Sultan, sous la présidence de Kassym-Jomart Tokayev et en présence des présidents des assemblées législatives.

Le Conseil a fait le point sur les attaques terroristes à l'occasion des manifestations contre la hausse des prix de l'énergie, le 2 janvier. Selon les rapports, les attaques sont menées par des groupes de jihadistes étrangers ayant combattu en Syrie. Des snipers placés sur les toits tuent indistinctement des manifestants et des policiers afin de semer le chaos. Ces groupes ont pris d'assaut plusieurs armureries et distribuent ces armes à des islamistes kazakhs.

Le Conseil a requis l'aide de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OSTC) pour protéger la population civile.

Le président Kassym-Jomart Tokayev a donné l'ordre aux forces de sécurité kazahkes de tirer pour tuer les jihadistes sans sommation. Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Deux personnalités arrêtées au Kazakhstan pour haute trahison - Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Le président du Conseil de sécurité kazakh, Karim Masimov (photo), qui a été démis de ses fonctions le 6 janvier, a été placé en détention pour haute trahison.

Le neveu de l'ancien président Nursultan Nazarbaev, Samat Abish, aurait également été arrêté et placé en détention pour haute trahison. Cependant cette seconde arrestation n'est pas confirmée. Il y a plusieurs années, un gendre de Nursultan Nazarbaev avait tenté d'organiser un coup d'État. Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Syrie.

Des fuites révèlent qu'un vétéran des psyops contre la Syrie a « astroturfé » une influenceuse Youtube pour contrer les critiques des restrictions dues au Covid par Kit Klarenberg et Max Blumenthal (The Grayzone 24 décembre 2021) - Mondialisation.ca, 03 janvier 2022

Astroturf : terme américain. C'est une technique consistant en la simulation d'un mouvement spontané ou populaire pour manipuler l'opinion publique. Elle consiste à donner l'impression d'un sentiment majoritaire pour justifier une prise de position.

https://www.mondialisation.ca/des-fuites-revelent-quun-veteran-des-psyops-contre-la-syrie-a-astroturfe-une-influenceuse-youtube-pour-contrer-les-critiques-des-restrictions-dues-au-covid/5663816

ÉCONOMIE

France. Augmentation du smic patronal de 30 %.

French Tech : les salaires des PDG explosent - lepoint.fr 7 janvier 2022

Si le Covid-19 met à bas l'économie française, les salaires des patrons de la French Tech ont explosé depuis 2020, dévoile « Les Échos ».

La crise économique engendrée par la pandémie ne touche pas tout le monde de la même manière. Selon Les Échos, les start-up françaises résistent bien, et affichent un état de santé insolent. En témoigne la forte progression des salaires des PDG de la French Tech, qui ont très notablement progressé depuis 2020. Selon une étude du Galion Project, l'augmentation moyenne s'élève à 30 %. Une hausse qui suit logiquement l'augmentation notable des fonds levés par les 23 « licornes » détentrices du label French Tech.

Début 2022, la barre des 10 milliards d'euros de fonds levés a été franchie. En conséquence, le salaire médian des PDG des start-up atteint désormais 120 000 euros annuels, soit 10 000 euros par mois. Dans le détail, liste Les Échos, 75 % des dirigeants concernés touchent plus de 85 000 euros par an (7 000 euros/mois), tandis que les 25 % restants touchent plus de 153 000 euros (12 750 euros/mois).

Logiquement, plus les start-up ont levé des fonds, plus leurs dirigeants ont vu leur salaire augmenter. Ainsi, les salaires les plus hauts

concernent exclusivement les structures étant parvenues à lever plus de 100 millions d'euros. lepoint.fr 7 janvier 2022

France. Le Great Reset totalitaire en marche.

Société Générale devient un poids lourd de la location de voiture ! - insolentiae.com 7 janvier 2022

Vous ne possèderez plus rien et vous en serez heureux ». Cette phra est prêtée à Klaus Schwab le président du Forum Economique de Davos.

Et si il y a bien un secteur ou les usages changent très rapidement c'est bien celui de la voiture et de la « propriété » de la voiture. Les gens en sont de moins en moins propriétaires.

Ils les louent via des leasing et autres contrats de location.

Dans la période actuelle de transition ce n'est d'ailleurs pas forcément une mauvaise idée, car on ne sait pas trop à quelle sauce et interdiction les automobiles seront mangées.

C'est dans ce contexte que la société générale vient de racheter LeasePlan, « le numéro 1 européen du secteur du leasing, pour 4,9 milliards d'euros ».

« En achetanat LeasePlan, numéro 1 européen du secteur du leasing, pour 4,9 milliards d'euros. Le nouvel ensemble créerait « un acteur mondial de premier plan dans les solutions de mobilité avec une flotte totale combinée d'environ 3,5 millions de véhicules ».

Oui, cela fait beaucoup de voitures.

Vous voyez d'ailleurs également qui sont les vrais acheteurs des voitures neuves. Ce n'est pas tant les particuliers dans les concessions que des énormes mastodontes qui louent des voitures.

Bientôt vous ne possèderez plus de voitures.

Vous allez les louez en longues, petites ou moyennes durée. D'Uber à la LDD de la société générale.

Un marché juteux pour les banques qui ne doit rien au hasard. « Le monde de la mobilité est en pleine révolution, passant d'un monde de la propriété à celui de l'usage, et nous nous mettons en capacité d'accompagner ce changement en proposant non seulement des solutions de leasing mais également des services digitaux pour multiplier nos sources de revenus. » déclarait le patron de la SG. insolentiae.com 7 Jan 2022

France. Le Green New Deal est un des pans du Great Reset totalitaire en marche.

Pour éviter le black-out, la France pourrait carburer au charbon cet hiver - latribune.fr

Confrontée à des tensions sur son réseau électrique, la France envisage d'assouplir les limites d'utilisation de ses centrales à charbon en janvier et février, mois lors desquels la consommation énergétique explose.

Russie. Gaz.

Exit Nord Stream 2, place à Force de Sibérie 2

La superpuissance militaire russe, qui en a assez des brimades des États-Unis et de l'OTAN, dicte maintenant les termes d'un nouvel arrangement. Par Pepe Escobar (Strategic Culture 23 décembre 2021) - Mondialisation.ca, 07 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/exit-nord-stream-2-place-a-force-de-siberie-2/5663956

Etat-Unis. Fed.

LVOG - Comment manipuler l'économie pour justifier le Great Reset ? Une opération très périlleuse à haut risque.

La Fed fait chuter Wall Street en annonçant un resserrement rapide des conditions monétaires - Le Monde 6 janvier 2022

« La banque centrale américaine (Fed) serait-elle (re) devenue « faucon », partisane d'une politique monétaire stricte pour contrôler l'inflation ? C'est ce que croit désormais Wall Street, qui a été prise de panique mercredi 5 janvier : le Nasdaq, riche en technologie, a reculé de 3,34 %, tandis que l'indice S&P 500, représentatif des grandes entreprises américaines, perdait 1,94 %. Les taux à deux ans, qui reflètent en général les anticipations de hausse des taux, ont atteint 0,83 %, un record depuis mars 2020, lorsque éclata la pandémie.

En cause, la publication des « minutes » de la Fed, le compte rendu de sa dernière réunion, mi-décembre 2021, qui laisse augurer un

durcissement plus important et plus rapide des conditions monétaires pour contrer l'inflation, qui a atteint 6,8 % sur un an en novembre 2021. Au programme de la Réserve fédérale pour 2022 : d'ici mars, la fin des achats de bons du trésor, qui maintenaient artificiellement bas les taux d'intérêt à long terme pour doper l'économie ; l'augmentation possible des taux d'intérêt dès le mois de mars ; et, surprise, la réduction du bilan de la banque centrale – en clair, au lieu d'injecter des liquidités dans l'économie, la Fed pourrait en retirer.

Les investisseurs pensaient que la banque centrale américaine était pour l'éternité une « colombe », une partisane de l'argent facile pour doper la croissance et l'emploi

Depuis des mois, les opérateurs ne prenaient pas au sérieux l'institution présidée par Jerome Powell. A force de maintenir ses taux directeurs à court terme à zéro depuis le début de la pandémie de Covid-19, à force d'acheter sans limites les bons du Trésor, les investisseurs pensaient que la banque centrale américaine était pour l'éternité une « colombe », une partisane de l'argent facile pour doper la croissance et l'emploi. Lors de sa réunion de la mi-décembre 2021, la Fed avait pourtant déjà indiqué qu'elle augmenterait ses taux d'intérêt à trois reprises en 2022. La colombe se transformait en faucon, mais les marchés financiers n'ont pas voulu le voir, trouvant ces mesures bien peu inquiétantes : la fête pouvait continuer à Wall Street. Jusqu'à mercredi 5 janvier. » Le Monde 6 janvier 2022

Commentaire d'un internaute dans un bloc économique.

- Appelé la Banque Centrale Américaine RESERV FEDERAL est un oxymore ou plutôt un abus sémantique autant que rhétorique car il se trouve que cette banque centrale n'a plus besoin de détenir dans ses coffres des réserves de dollars matérielles (c'est à dire des lingots d'or) car les dollars sont devenus immatériels. La FED les fabrique à gogo, les crée ex nihilo à la demande. Et si la FED craint l'inflation de la mise en circulation du dollar, alors que c'est grâce à cette inflation cachée et secrète que les USA ont pu financer leurs guerres impérialistes dégueulasses un peu partout dans le monde, c'est que une telle inflation qu'il est impossible de masquer risque au moins deux choses. La première chose raison c'est la crainte que cette inflation particulière sème le doute dans la confiance dans la monnaie fiduciaire et immatérielle dollar qu'ont encore les opinions populaires encore aveuglés par les propagandes néolibérals. La deuxième raison, c'est de se dire, à quoi cela rime-t-il de créer de la monnaie pour maintenir une économique de croissance libérale moribonde et qu'il est impossible de la sauver d'une récession cette fois-ci STRUCTURELLE et non plus conjoncturelle comme l'étaient les autres.

Dans ces conditions, pourquoi attendre?

Autant provoquer la crise une fois pour toute et remettre l'économie en ordre, faire table rase des causes structurelles et donner au néolibéralisme un nouveau départ.

Ce « nouveau départ » est une habitude très spécifique du caractères des Anglo-saxons.

Après tout, se disent ces démiurges du BIDERBERG GROUP , « le néolibéralisme a bien survécu à la crise financière de 1929, puis à la crise des subprimes en 2008. Le néolibéralisme s'est nourri copieusement des guerres mondiales et des catastrophes naturelles. Des dizaines de millions de soldats et de civils sont morts pour la richesse de quelques élites occidentales. Alors autant tenter le coup et éviter de tordre le cou au néolibéralisme qui a fait nos fortunes » . Une politique qui ressemble énormément à ce qui a été fait le 11 septembre 2001 avec le pseudo attentat attribué malicieusement à al Qaida, qui a provoqué la destruction des tours jumelles du WTC dans le seul but convaincre le peuple américain qui ne voulait pas y aller, de faire la guerre à Sadam HUSSEIN. Un chef d'État qui avait décider de céder son pétrole dans d'autres monnaies que le dollar référence internationale du commerce.

Ces gens-là, qui se prennent pour des démiurges osent tout, n'ont peur de rien. Les conséquences catastrophiques que peuvent avoir leurs décisions parmi les populations, ils s'en moquent. Ils n'en ont rien à foutre La FED pourrait se décider le 11 janvier, d'ailleurs. Tiens comme c'est bizarre. Encore un 11.

Dans ce monde, univers triple, le hasard ne peut pas exister.

Il n'existe que des coïncidences. Et on a raison d'y prêter attention.

Etats-Unis. Indices économiques et sociaux.

Les États-Unis: une poussée vers le déclin moral, l'extrémisme politique, les divisions politiques et la violence? Par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 06 janvier 2022

Extrait.

Les inégalités de revenu et de richesse sont grandes et elles sont en croissance aux États-Unis.

Les inégalités de revenu et de richesse aux États-Unis sont présentement fortement biaisées en faveur des Américains à revenus élevés, et elles battent des records des 50 dernières années, tandis que la classe moyenne américaine, à laquelle appartenait une nette majorité d'Américains dans le passé, a plutôt tendance à se rétrécir.

Par exemple, selon les analyses du 'Pew Research Center', la part relative des revenus des adultes américains de la classe moyenne est passée de 62 pourcent en 1970 à 43 pourcent en 2018, une baisse significative. Au cours de la même période, la part des Américains touchant des revenus élevés est passée de 29 pourcent en 1970 à 48 pourcent en 2018. Même la part des Américains à faible revenu a connu une baisse, passant de 10 pourcent à 9 pourcent.

Les déplacements de richesse aux États-Unis au profit des ménages à revenus élevée et aux dépens des ménages à revenus moyens et

inférieurs sont même plus importants que les inégalité dans les revenus, et le phénomène s'accentue depuis le début des années '80.

Par exemple, aussi selon le Pew Research, la part de la richesse américaine possédée par les ménages avec les revenus les plus élevés était de 75 pour cent en 1983, mais cette part a bondi à 87 pour cent en 2016.

À l'inverse, la part de la richesse américaine des ménages à revenu moyen et des ménages à faible revenu s'est abaissée. En effet, la part de la richesse des ménages à revenu moyen est passée de 22,3 pourcent en 1983 à 11,8 pourcent en 2016, tandis que celle des ménages à faible revenu est passée de 2,7 pourcent en 1983 à seulement 1,2 pourcent en 2016.

De nombreux facteurs peuvent expliquer une évolution aussi importante des parts relatives des revenu et de la richesse au cours de la dernière moitié de siècle, aux États-Unis, mais aussi, à des degrés moindres, dans d'autres économies avancées, en Europe, au Canada et en Australie.

Les plus pertinents sont :

Les changements technologiques en cours, la dérèglementation et l'essor de nouvelles industries ont produit une transformation profonde de la façon dont les communications et l'information en général sont transmises presque instantanément par une prolifération des réseaux de télévision et de radio, et par le biais de réseaux d'ordinateurs.

Dans ce nouveau contexte, des médias peu scrupuleux n'hésitent point à supprimer l'information et à se spécialiser dans des analyses superficielles ou biaisées, allant jusqu'à la désinformation et les fausses nouvelles, où les faits sont niés et les mensonges glorifiés. Ils peuvent se prêter à une forme de manipulation psychologique, grâce à la technique du 'Gros Mensonge'. Le recours à de telles techniques permet d'influencer les masses dans un sens souhaité. Cela a ouvert les portes à des démagogues.

Les médias sociaux, par exemple, doivent leur existence à la généralisation de l'Internet, avec l'apport technologique de microprocesseurs toujours plus performants, et celui des réseaux d'ordinateurs informatisés. C'est ce qui a permis la création de nombreuses plateformes de communication sociale (Facebook, Twitter, LinkedIn, etc.), lesquelles ont produites d'énormes fortunes personnelles pour certaines personnes.

On doit aussi souligner l'influence de la mondialisation croissante des économies, ce qui a renforcé le pouvoir des grandes sociétés et des banques dans de nombreux pays, aux dépens des gouvernements nationaux.

En effet, au milieu des années '90, il s'est produit une accélération de la mondialisation économique et financière, lorsque les réseaux de communication à faible coût ont rendus possible des mouvements internationaux accrus, non seulement de biens et services à travers les échanges internationaux, mais aussi ceux de capitaux financiers et d'investissements directs, de travail et de technologies, entre les pays à hauts salaires et les économies à bas salaires.

De même, dans plusieurs économies avancées, il s'est produit un déclin institutionnel relatif des syndicats ouvriers et cela a pu jouer un rôle dans l'élargissement de l'écart des revenus entre les travailleurs les plus qualifiés et ceux moins qualifiés, et dans l'écart grandissant entre les riches et les pauvres.

Les gouvernements ont également joué un rôle important dans cette exacerbation des disparités de revenu et de richesse par leurs politiques fiscales et les baisses d'impôts pour les plus hauts revenus, en plus des subventions de toute sorte versées aux plus fortunés. Il en va de même des politiques monétaires, ces dernières ayant favorisé la création de bulles financières sur les marchés immobiliers et boursiers, favorisant ainsi les possédants et les plus fortunés, au détriment des ménages les moins riches.

À ces politiques, il faut ajouter les politiques gouvernementales d'immigration massive, car ces dernières ont une influence négative disproportionnée sur les bas salariés, lorsqu'elles accroissent la concurrence entre les travailleurs d'une même catégorie. Mondialisation.ca, 06 janvier 2022

Haut de page

Le 12 janvier 2022

La prochaine causerie demain en principe.

- Cette causerie au format pdf (5 pages)

En marche vers la révolution socialiste.

Quand un économiste pro capitaliste nous explique que l'effondrement du capitalisme est inscrit dans sa nature.

Voilà une excellente confirmation du Capital de Marx et Engels ou de la théorie marxiste par un conseiller financier qui n'a rien de socialiste.

Cependant, bien qu'il l'ait compris, et chacun comprendra facilement pourquoi, il se refuse d'admettre que l'effondrement du système capitalisme est inéluctable, parce qu'il est régi par les lois de la dialectique tout simplement, car tout système comporte un début et une fin, tout rapport exprime des contradictions qui comportent des limites au-delà desquelles il se dissout ou il donne naissance à de nouveaux rapports, dans le cas qui nous occupe ici.

Les contradictions qui caractérisent ces rapports peuvent se traduire par la putréfaction de tous les rapports qui existent dans la société

humaine, par leur effondrement sur eux-mêmes, au risque de la faire disparaître ; Après tout, l'espèce humaine n'existe pas de toute éternité. La Terre continuerait de tourner sans elle, et la faune comme la flore ne s'en porteraient pas plus mal, donc de nouveaux rapports existeraient sans cette espèce de prédateur monstrueux, qui inconsciemment, pour s'élever au-dessus des autres espèces ou assurer son développement futur, à modifier son environnement en le saccageant ou en le détruisant systématiquement au point de nos jours de mettre en péril sa propre survie.

Pour autant, ce processus d'autodestruction n'est pas inéluctable. Il est les produit d'une infime minorité dont le pouvoir de nuisance doit être neutralisé, éliminé à la racine.

En effet, il existe une alternative à cette fin tragique ou qui permettrait de l'éviter, pour peu que les exploités et les opprimés s'organisent et prennent conscience du stade de développement auquel est parvenu le processus historique, qui à la fois menace dorénavant leur existence et permettrait à la société humaine de passer à un stade supérieur de développement, pour peu qu'ils mettent un terme au système économique capitaliste ou inversent les rapports sociaux (de production ou d'exploitation) qui déterminent l'orientation de la société et son destin.

En d'autres termes, ils doivent s'emparer du pouvoir politique ou réaliser leur révolution politique et leur révolution sociale, pour abolir les rapports d'exploitation sources d'oppression de la majorité des hommes qui constituent les fondements du capitalisme, sur lesquels reposent tous les rapports sociaux dans la société, toutes les inégalités ou injustices sociales, toutes les discriminations et toutes les souffrances inutiles dont ils sont victimes.

Les fondateurs du socialisme scientifique Marx et Engels ont parfaitement décrit l'ensemble de ce processus, chaque jour qui passe, chaque expérience que nous vivons valide leurs travaux ou confirme magistralement leurs conclusions. Ils nous fournissent les éléments théoriques sur lesquels on peut s'appuyer pour guider notre action politique, sans eux nous serions perdus ou nous ne pourrions pas comprendre la situation ou dans quel monde nous vivons, et qui plus est, nous ne pourrions pas concevoir qu'il existe une issue à la crise du capitalisme autre que le totalitarisme ou la déchéance complète de l'espèce humaine.

C'est parce que les dirigeants du mouvement les ont abandonnés ou les ont trahis que nous nous retrouvons dans une situation apparemment inextricable ou sans direction pour mener notre combat politique. Précisons qu'on le conçoit strictement dans la perspective de la victoire finale, et non pour obtenir des miettes pour mieux supporter l'existence du capitalisme. Notre orientation ou notre combat politique, les choix tactiques que nous sommes amenés à faire sont subordonnés à cet unique objectif : La prise du pouvoir par les masses exploitées pour réaliser un changement de régime économique ou l'éradication du capitalisme de la surface de notre planète.

La rupture avec le capitalisme et ses institutions que certains évoquent au futur, ne leur coûte rien ou sert uniquement à camoufler leur imposture. Les marxistes ou les véritables socialistes l'ont déjà réalisée, ces causeries le prouvent. Par exemple, nous n'avons pas adopté la propagande du Forum économique mondial sur la Covid-19 ou le climat, ni la muselière, ni la vaccination, nos prises de position ont prouvé que nous étions indépendants du capitalisme et de l'Etat, et celles de nos dirigeants ont prouvé qu'ils ne l'étaient pas, que leur rupture avec le capitalisme était factice ou un grossier mensonge.

Venons-en au texte de cet économiste.

Extrait.

Par Guy de La Fortelle (https://pages.investisseur-sans-costume.com)

Un beau matin d'avril 1947 se réunit sur les abords du lac Léman un petit comité de professeurs, économistes, intellectuels et journalistes.

Cette réunion paisible de vestes en Tweed s'émerveille de la confortable quiétude suisse et s'extasie devant le luxe inouï d'une corbeille d'oranges.

Ils se sont installés à l'hôtel du Mont-Pèlerin autour de Friedrich Hayek et accouchent en quelques jours d'une déclaration dont on ne garde guère plus qu'un nom et un souvenir mythifié : La déclaration du Mont-Pèlerin.

Cette déclaration finira par accoucher 30 ans plus tard du mouvement néolibéral et les règles qu'elle édicte, bien que dégénérées, nous gouvernent encore aujourd'hui.

Il y avait Maurice Allais au Mont-Pèlerin, immense économiste français dont le seul tort fut d'être inclassable c'est-à-dire libéral socialiste et par conséquent incompatible avec les tenants de chaque doctrine. La 3e voie française est plus qu'une manie… C'est l'art de vivre des grands peuples et des grands hommes.

Allais fut le seul participant qui refusa de signer la déclaration de Hayek. Voici pourquoi :

Les libéraux du Mont Pèlerin défendaient la protection radicale de la propriété privée : Ils sanctuarisaient le capital.

Selon Allais, le capitalisme étant déflationniste par nature, la baisse structurelle des rendements allait provoquer la baisse des taux d'intérêt et mécaniquement, les monnaies se dévalorisant, faire tendre les prix des actifs vers l'infini, faute de mécanisme de rééquilibrage… Et bien sûr, c'était une aberration, un paradoxe insoluble du système qui le mènerait à sa fin.

Notons que les rendements ont effectivement baissé structurellement entraînant les taux à leur suite. Imaginez emprunter à 12 % pour acheter votre maison… Ce temps n'est pas si loin qu'il paraît.

Si l'on peut emprunter à taux zéro et que le capital est sanctuarisé, alors on peut s'endetter à l'infini et utiliser ce crédit infini pour acheter tout

et n'importe quoi à un prix infini, y compris la propriété fictive (même pas légale) d'un agencement de 12 pixels.

Le système était donc voué à l'échec au moment même de sa conception à cause de la sanctuarisation du capital qui a pris des formes impensables depuis 2 ans sous couvert de covid : Qui aurait cru que l'État pourrait venir se rendre caution d'actionnaires privés, via des prêts garantis, de groupes comme FNAC-DARTY, en quasi-faillite avant la crise.

Le dérèglement économique et financier que nous traversons mon cher lecteur, malgré toutes les apparences n'a rien d'externe.

La dislocation en cours du système ne nous est pas tombée sur le nez comme un méchant virus.

Le Covid n'est même pas un déclencheur : Le chaos financier est apparu à l'automne 2019. Le virus n'est, comme toujours, qu'un prétexte. Comprenez-moi bien, je ne suis pas en train de nier les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire. Les réponses apportées, en revanche, sont imposées par l'épuisement du système, l'épuisement des corps, non par le virus lui-même.

Il en va de même pour l'hôpital : Les politiques sanitaires auraient été radicalement différentes si nos hôpitaux s'étaient moins mal portés avant la crise.

La crise sanitaire est une crise de l'hôpital.

De la même manière, nous n'avons pas imprimé de la monnaie à l'infini à cause du COVID mais à cause de cette faille interne au système perçue par le génie d'Allais il y a 3/4 de siècles avant même que le système néolibéral s'impose.

La création monétaire tend vers l'infini à cause des mécanismes de crédit et des régimes de propriété du très grand capital ; Les aléas externes comme le Covid ne sont que des cache-la-misère.

Notez que j'ai écrit « *très grand capital* », car je sais bien que les patrons et cadres de PME qui me lisent doivent avoir quelques frissons de désapprobation à me lire car ils sont tout sauf protégés depuis 20 ans déjà.

Je suis le premier à m'opposer à cette guerre que l'on fait en France au tissu économique.

Si vous voulez comprendre en pratique comment s'applique cette protection maladive du très grand capital je vous suggère cette étude que j'avais réalisée sur les combines capitalistiques prédatrices de Xavier Niel.

Notez aussi que je me place au niveau de la détention du capital, pas des flux. Peu importe que l'État prélève 50 % du flux tant que par-derrière, il privatise à tout va : Entreprises, missions et prérogatives.

En mathématiques, les règles d'algèbre ne s'appliquent plus quand on tend vers l'infini : On ne peut pas additionner deux infinis comme des pommes.

De même, les règles du capitalisme productif ne s'appliquent plus quand le crédit et les prix s'envolent vers l'infini : Dès lors que le crédit est infini, à quoi peut bien encore servir l'épargne ?

Mais l'infini est une abstraction, et même un mensonge.

"*Lorsque le crédit est infini, il n'est plus besoin d'épargne*" est un mensonge éhonté.

Il y a bien longtemps que le crédit n'est plus productif : Cela fait des années que nos systèmes hospitaliers sont en faillite, tout comme les grandes infrastructures que nous ne savons plus entretenir, que ce soit routes, écoles, chemins de fer…

Imaginons-nous encore aujourd'hui pouvoir mener le développement en une trentaine d'années d'un parc de 58 centrales nucléaires…

Nous n'aurions ni les financements, ni la capacité politique, ni les ingénieurs, ni les entreprises… Ni même les employés et ouvriers, aberration ultime de ce système qui crève du chômage et manque d'employés.

Nous n'investissons plus dans le travail productif depuis très longtemps.

Il est probable que jamais dans l'histoire de l'humanité nous avons été si peu à travailler avec sans doute 20 % de la population occupée à des postes productifs… Et là encore, ce n'est pas la faute de l'informatisation, c'est un effet pervers de la faille fondatrice du système dénoncée par Allais en 1947.

Cela fait des décennies que nous n'investissons plus que marginalement, que ce soit dans nos infrastructures ou superstructures, dans les choses ou dans les hommes.

Au fond, il est fallacieux de dire que le crédit est infini, car rien ne l'est de nos constructions, sans doute est-il plus juste de parler de SATURATION.

Hayek comptait trois grands paradigmes humains : Le langage, la loi et la monnaie. On se rend compte aujourd'hui que ces 3 paradigmes sont saturés, nous sommes saturés de monnaie comme nous sommes saturés de lois, normes et règlements et sommes saturés sinon de mots, "*d'informations*".

Cette saturation nous rend fou, fait perdre nos repères comme un bruit insupportable dans l'oreille. Il faut enlever le casque, il faut nous déconnecter de cette fiction qui nous désoriente.

Car il ne faut pas confondre prix et valeur. Plus la monnaie est abondante et le prix élevé et plus la valeur est rare. En refusant de réconcilier la fiction financière avec la réalité économique nous créons une divergence radicale entre le prix et la valeur.

Une action Tesla est chère… Mais ne vaut rien (comparé à son prix tout du moins) : Aucun argument économique ne justifie que Tesl vaille davantage que les 10 plus grands constructeurs automobiles mondiaux...

Haut de page

Le 13 janvier 2022

Encore une grosse causerie, actualité oblige, on lèvera le pied plus tard !

L'adversité me stimule au lieu de me décourager. Avant je me disais que, parce que je ne supporte pas la souffrance physique, sous la torture je serais prêt à lâcher le morceau, maintenant au regard de ma réaction, je me dis plutôt crever que d'abdiquer ma dignité.

Hier et avant-hier soir j'ai regardé des documentaires et interviews de l'acteur et comédien Jean-Louis Trintignant. Je n'avais pas suivi l'affaire en 2003 de l'assassinat de sa fille Marie par Bertrand Canta du groupe Noir désir, il porte bien son nom ! Pour ce meurtre épouvantable il n'a fait que 4 ans de prison, une prime au assassin en somme, dans ce pays on peut massacrer une femme ou n'importe qui en toute impunité ou presque, c'était il y a 19 ans déjà, cela donnait une idée assez précise du régime sous lequel nous vivions.

En 2009 Bertrand Canta décida de remonter sur scène et de continuer de vivre comme si rien ne s'était passé. Son public qui connaissait l'histoire du meurtre de sa compagne Marie Trintignant se précipita à ses concerts, lui aussi comme si rien ne s'était passé dans la vie de ce sordide personnage, parce qu'il ne faut pas mélanger l'artiste et l'homme diront certaines personnes interviewées à l'entrée d'un concert, pour qui se divertir est plus important que toute valeur morale ou la vie de cette pauvre femme lâchement assassinée.

Parce que je vous raconte cette tragédie, n'allez pas croire pour autant que je me serais converti au féminisme, je l'ai toujours en horreur, non, c'est juste pour montrer comment les hommes et les femmes peuvent être faibles ou vulnérables, inconscients à notre époque et peuvent sombrer dans la pire des lâchetés jusqu'à cautionner les pires crimes, celui par exemple des non-vaccinés dont je fais partie, qui ne sont bons qu'à être enfermés, piqués de force ou euthanasiés, liquidés socialement et physiquement.

C'était en 2003, il y a 19 ans, la société était déjà pourrie à ce point-là, mais on a continué de nous faire croire qu'on était en république et en démocratie, qu'il fallait participer à chaque élection, que tout ce qui se passait n'était pas si grave que cela, et que cela allait bien finir par s'arranger, sauf que c'est l'inverse qui s'est produit, ce qui entre nous était parfaitement prévisible, puisque la crise du capitalisme ne pouvait que s'approfondir...

On me reproche souvent d'être outrancier, c'est ma manière de sonner l'alarme, de réveiller les consciences endormies ou qui somnolent, qui sinon quand elles se réveilleront, il sera trop tard ou nous serons réduits à l'impuissance, c'est le cas aujourd'hui, mille fois hélas ! Ce n'est pas non plus une envie de vouloir avoir raison tout seul avant tout le monde, car je n'ai absolument aucune ambition ou je ne cherche à convaincre personne de quoi que ce soit. Ce serait mal me connaître de me prêter une telle intention. J'estime que c'est à chacun de prendre librement conscience de la réalité à partir des éléments en sa possession.

Personnellement, je n'ai aucune camelote à vous refourguer, je défends honnêtement ou sincèrement une cause ou un idéal et c'est tout, c'est mon unique fonds de commerce pour parler vulgairement comme nos dirigeants, je me moque du reste. Je le fais à ma manière, parfois maladroitement, mais l'essentiel n'est pas là, chacun à son caractère et sa personnalité, on aime ou on n'aime pas, peu importe on s'en fout, c'est le message ou plutôt les quelques connaissances ou enseignements que j'ai acquis que j'essaie de partager modestement avec le plus grand nombre.

Et puis il y a quand même un truc à la portée de tous qui ne trompe pas, sur lequel on peut s'appuyer pour savoir à qui on a affaire, c'est de vérifier que la personne est toujours animée de bonnes intentions ou défend avec détermination la cause qu'elle prétend avoir adoptée en toute occasion. Par exemple, ceux qui ont adopté la muselière et la vaccination entre autres en choeur avec Macron, sont-ils animés de bonnes intentions envers les travailleurs ? Poser la question, c'est y répondre, vous voyez, c'est très simple de repérer les imposteurs dans nos rangs.

Je ne joue pas non plus au justifier, les charlatans ou les traîtres, les opportunistes pullulent, il faut bien les démasquer et les combattre, ce n'est pas une partie de plaisir, les choses d'agréables en politique sont aussi rares que les victoires ou les bonnes nouvelles, et pourtant c'est indispensable de s'y engager puisque notre destin en dépend, on n'a pas vraiment le choix, cependant il faut savoir ce que l'on veut dans la vie, non ? C'est chiant, quoi, de ne pas avoir le choix, mais de quoi avons-nous le choix dans leur société de merde, dites-moi ? Que dal, c'est bien pour cela qu'il faut faire table rase ! On nous impose un tas de trucs tout au long de notre vie et on les supporte, n'est-ce pas ? Alors pour une fois qu'on a le choix, on ne saisit pas cette opportunité, vous avouerez que c'est stupide comme comportement.

Rejoignez La Voix de l'Opposition de Gauche.

- Cette causerie au format pdf (37 pages)

INTRODUCTION

Le régime de Macron, c'est le fascisme. Mode d'emploi.

Milton Friedman, économiste de l'École de Chicago et conseiller de Pinochet et des juntes militaires latino-américaines dans les années 70.

- « *Seule une crise — réelle ou supposée — peut produire des changements. Lorsqu'elle se produit, les mesures à prendre dépendent des idées alors en vigueur. Telle est, me semble-t-il, notre véritable fonction : trouver des solutions de rechange aux politiques existantes et les entretenir jusqu'à ce que des notions politiquement impossibles deviennent politiquement inévitables.* »

Fabuleux, on ne peut pas imaginer plus clair.

Vanguard vous veut du bien - 12 janvier 2022

https://odysee.com/@comak:f/vanguard:5

MCKINSEY : Le cabinet qui décide de nos vies ? - Le Média

https://www.youtube.com/watch?v=jdybT1NbA1c

En 2019, Marc Van Ranst expliquait comment vendre une épidémie et manipuler les médias ! - lemediaen442.fr 11 janvier 2022

Être complotiste aujourd'hui, c'est compliqué quand les comploteurs ont pris les devants. C'est le cas du virologue belge Marc Van Ranst qui explique, devant un public conquis, comment mentir sur une gestion de crise afin de manipuler les populations à l'aide des médias. Dans cette conférence du 22 janvier 2019 — avant l'arrivée du covid — il explique ses techniques de manipulation. Principe de base : être constamment présent dans les médias.

Celui qui se vend comme un expert en manipulation, sait de quoi il parle. Il était commissaire interministériel pour la gestion de crise pendant la pandémie de grippe porcine (H1N1) en 2009 et faisait partie du Comité scientifique Coronavirus (organe qui donne des avis aux autorités de la santé en Belgique). Voici comment le virologue explique sa technique : « Vous devez être omniprésent, les premiers jours, pour attirer l'attention des média. Vous concluez un accord avec eux. Vous leur direz tout et s'ils vous appellent, vous décrochez votre téléphone. En faisant ça, vous pouvez profiter des premiers jours pour atteindre une couverture maximale. Ils ne vont pas chercher des voix alternatives. Si vous faites ça, ce sera beaucoup plus facile. »

On se demande si Karine Lacombe et autres médecins de plateau n'étaient pas à cette conférence ? On se demande également s'il suffit de décrocher le téléphone pour convaincre les médias. Un lobbying sans argument sonnant et trébuchant, est-ce crédible ? lemediaen442.fr 11 janvier 2022

Marc Van Ranst, pandémie et manipulation

https://www.youtube.com/watch?v=TjjA3T_3RPk

Ceci n'est pas un complot

https://www.youtube.com/watch?v=HH_JWgJXxLM

Totalitarisme. Une société toujours plus liberticide et policière.

- Macron veut « doubler les policiers sur le terrain d'ici 2030 » : pour la droite sénatoriale, une « annonce électoraliste » qui arrive trop tard - Publicsenat.fr 10 janvier 2022

- Sécurité : A Nice, Emmnuel Macron défend son bilan et gonfle le budget de 15 milliards d'euros sur cinq ans - 20minutes.fr 10 janvier 2022

- Emmanuel Macron veut tripler l'amende pour harcèlement de rue à 300 euros - BFMTV 10 janvier 2022

Sans blague ou confirmation : "*Valérie Pécresse et Emmanuel Macron, c'est la même chose*".

FranceSoir - A droite, c'est l'annonce par l'ancien numéro 2 de LR Guillaume Peltier de son ralliement à Eric Zemmour (Reconquête!) qui a fait des vagues.

"J'ai pris la décision de soutenir le seul candidat de la droite, le seul candidat fidèle aux valeurs du RPR, le seul candidat capable de battre Emmanuel Macron parce que capable de rassembler tous les électeurs de droite", a indiqué à Cnews et Europe 1 le député du Loir-et-Cher, qui devrait devenir le porte-parole de la campagne d'Eric Zemmour.

Et d'appuyer sur un point sensible dans la campagne de la candidate de LR: "Je n'ai aucune garantie d'un non-ralliement (de Valérie Pécresse) à Emmanuel Macron", a-t-il critiqué, jugeant que "Valérie Pécresse et Emmanuel Macron, c'est la même chose". francesoir.fr 9 janvier 2022

- Vous avez rejeté la dictature du prolétariat et le socialisme démocratique, et bien vous aurez la dictature de l'oligarchie ou le totalitarisme.

- Si l'intention du régime totalitaire de nuire à la santé de la population n'est pas clairement établie, qu'est-ce qu'il vous faut ?

Si on a bien compris, les personnes vaccinées présentent des charges virales plus importantes que chez les gens qui n'ont pas été vaccinés (Pr. Raoult), donc ils sont plus contagieux, donc ils peuvent transmettre une version du virus plus virulente à certaines personnes qui auront des complications plus graves, il s'agit donc d'entretenir un climat de psychose collective permanent et de chercher désespérément à faire le maximum de morts. Quant aux infections qui suivent dans les 15 jours à 3 semaines une injection vaccinale, ils sont les conséquences des anticorps facilitants, autrement dit la vaccination a rendu malade des gens qui étaient en bonne santé, les gens ne meurent pas du virus mais de la vaccination.

Roulette russe.

Ce sont les anticorps facilitants contenus dans les thérapies géniques qui tuent et non le variant Omicron, car elles entraînent des infections plus importantes ou plus graves quand les personnes ont d'autres pathologies.

Manipulations tout azimut. Sadisme et fanatisme.

"Quasiment 10 millions de personnes" sont testées par semaine mais les queues s'allongent, a reconnu M. Attal, indiquant qu'"on (allait) multiplier encore les centres de tests". AFP 9 janvier 2022

Le passe vaccinal, c'est la nouvelle religion de l'Inquisition.

- Instrumentalisation des virus qui sont une des composantes essentielles des organismes biologiques ou vivants, on naît avec, on vit avec depuis toujours...

- Fabrication du consentement et manipulation des conscience. mode d'emploi des GAFAM. Vous êtes malade sans le savoir, vous devez vous en persuader.

- Covid-19 : les signes qui peuvent montrer que vous avez été infectés sans le savoir - Yahoo 10 janvier 2022

LVOG - Comment vous déstabiliser ou faire naître en vous l'idée que vous êtes malade ? Pardi en la stimulant, en la fabriquant si nécessaire.

Yahoo - "Certaines personnes découvrent être positives au coronavirus alors qu'elles ne présentent pas de symptômes".

LVOG - ils attribuent à un virus l'origine de symptômes bénins ponctuant habituellement l'existence des hommes tout au long de leur vie, pour mieux les instrumentaliser ou justifier.....

Yahoo - Fatigue, toux, fièvre, maux de tête sont les principaux symptômes du variant Omicron

LVOG - Comment créer une pandémie de tests...

Yahoo - En cas de doute, seul un test vous permettra de savoir si vous avez été contaminés.

LVOG - Voilà qui fait très sérieux et ne signifie rien du tout, peu importe, l'essentiel c'est d'avoir semé le doute en vous, de vous instiller la peur à partir de laquelle ils contrôlent votre comportement et vous faire adopter des mesures liberticides dont vous serez les uniques victimes ou vous faire culpabiliser si vous ne le respectez pas.

Yahoo - L'œil rose ou la conjonctivite est également évoqué comme un symptôme associé à l'infection au coronavirus. "Mais il n'est pas sûr que l'infection virale elle-même en soit la cause ; la conjonctivite pourrait être liée à une inflammation secondaire", estiment des chercheurs américains qui ont mené une étude sur le sujet et publié leurs résultats dans la revue Cell Reports.

La politique du zéro Covid-19 ouvre la voie à l'instauration d'un régime totalitaire permanent.

Coronavirus en Chine : Les cinq millions d'habitants de la ville d'Anyang placés en quarantaine - 20 Minutes 11 janvier 2022

LVOG - Créer un évènement qui n'existe pas par une simple déclaration, une crise sanitaire par exemple.

20 Minutes - La Chine continue d'appliquer des mesures drastiques pour faire face à la crise sanitaire.

- La Chine, qui a largement endigué l'épidémie dès le début de 2020 après l'apparition du virus dans le centre du pays, suit une politique du zéro Covid-19 qui s'appuie sur des mesures radicales dès le dépistage de quelques cas. Cette stratégie est cependant menacée par la flambée constatée à Xi'an, la plus grave en nombre de cas depuis le printemps 2020, et par l'apparition du variant Omicron.

- Située dans la province du Henan, la ville a enregistré 84 contaminations depuis samedi, dont au moins deux cas du variant Omicron 20

Minutes avec AFP 11 janvier 2022

Totalitarisme. Ils appellent cela le retour à "*la vie normale*".

Au Danemark, le professeur Lars Østergaard, médecin en chef du département des maladies infectieuses de l'hôpital universitaire d'Aarhus, se montre confiant sur le niveau d'immunisation de la population et considère qu'il sera désormais possible de gérer la Covid comme n'importe quelle infection hivernale. FranceSoir 10 janvier 2022

LVOG - "*Comme n'importe quelle infection hivernale*", vraiment, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, pourquoi, parce qu'à partir de maintenant en la gérant à la manière du Covid tous les ans, toute l'année, voilà qui préfigure l'instauration d'un passe permanent, autrement dit un régime soumettant les libertés individuelles et fondamentales au respect de mesures liberticides imposées à la population sous n'importe quel motif et auxquelles placée sous surveillance elle serait contrainte de se soumettre.

Les fachos osent tout ou se lâchent.

Covid-19: Attal juge que le pass vaccinal "est un moyen efficace" d'inciter à la vaccination - BFMTV 9 janvier 2022

Agression d'un député par des anti-passe : « La loi du plus fort c'est le totalitarisme ! », dénonce Marc Fesneau - Publicsenat.fr 10 janvier 2022

Après l'agression dimanche d'un député LREM de Saint-Pierre-et-Miquelon par des manifestants contre le passe vaccinal, le ministre des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau, dénonce les pressions physiques que subissent certains élus, et pointe un risque pour la démocratie. Publicsenat.fr 10 janvier 2022

Pass vaccinal : l'opposition est «le pacte germano-soviétique de la désinformation» - Europe1 10 janvier 2022

Dans l'émission "Europe Matin" lundi, le sénateur Claude Malhuret, également médecin, président du groupe les Indépendants, a dénoncé ce qu'il considère être des mensonges prononcés par des personnalités politiques de l'opposition, telles que Florian Philippot ou Jean-Luc Mélenchon. Pour lui, ils sont "le pacte germano-soviétique de la désinformation". Europe1 10 janvier 2022

Des nostalgiques du régime de Vichy sévissent encouragés par Macron.

L'Académie de médecine pour une extension du passe et une "obligation non déguisée" - francesoir.fr 11 janvier 2022

L'académie parisienne, qui n'a qu'un rôle de conseil, affirme ici que la "doctrine du passe vaccinal doit être clairement exposée" et souhaite que ce projet soit étendu aux lieux de loisirs, commerces, transports en commun, et même aux lieux de travail. francesoir.fr 11 janvier 2022

Un médecin interdit l'entrée de la salle d'attente aux non-vaccinés - lemediaen442.fr 11 janvier 2022

Une photo circulant sur les réseaux sociaux montre une salle d'attente avec des photocopies affichées sur lesquelles il est stipulé : « Les personnes non-vaccinées n'entrent pas en salle d'attente. » Le procédé paraît surréaliste et à la rédaction du 4-4-2 nous pensions à un affichage sauvage.

Donc la rédaction du Média en 4-4-2 a directement appelé le « Scm Cabinet Medical Emagny », dans le Doubs en région Bourgogne-Franche-Comté. Nous posons la question à la secrétaire qui nous confirme la présence des affiches et préfère nous mettre en contact avec le médecin. Ce dernier confirme également l'affichage qui interdit aux non-vaccinés d'entrer dans la salle d'attente.

Le médecin fait valoir qu'il est dans son cabinet et qu'il y fait ce que bon lui semble. Il rétorque : « Je ne vous demande pas ce que vous faites chez vous. » Une fin de non-recevoir qui n'est en rien scientifique ni légale :

« Constitue un refus de soins discriminatoire, au sens de l'article L. 1110-3, toute pratique tendant à empêcher ou dissuader une personne d'accéder à des mesures de prévention ou de soins, par quelque procédé que ce soit et notamment par des obstacles mis à l'accès effectif au professionnel de santé ».

Ce professionnel de santé assume totalement cet affichage et l'interdiction envers une partie de la population française. Il n'est pas le premier médecin à pratiquer la ségrégation. Un autre praticien, de Lons-le-Saulnier, a fait marche arrière sur injonction de l'Ordre des médecins après la plainte d'un malade. La campagne de désinformation sur la transmission du virus par les non-vaccinés laisse des traces. La discrimination s'affiche sans honte et les propos du président de la République offrent un laissez-passer vers la ségrégation. lemediaen442.fr 11 janvier 2022

Tribune scandaleuse dans le Parisien : Me Protat propose un débat à son confrère Benjamin Fellous - francesoir.fr 10 janvier 2022

La tribune a fait scandale : publiée hier dans le Parisien, et intitulée "La loi doit sanctionner ceux qui refusent le vaccin et transmettent le virus : l'appel d'un médecin et d'un avocat", elle est signée de David Smadja, professeur en hématologie, et Me Benjamin Fellous, avocat au barreau de Paris, qui "militent pour des poursuites judiciaires à l'encontre des non-vaccinés transmettant le virus et de ceux qui colportent des fausses informations sur la pandémie de Covid-19".

Le texte a logiquement suscité un tollé : "une digue a été franchie", ont relevé plusieurs commentateurs, qui soulignent à quel point, en dépit du bon sens et de tous nos principes, l'acharnement contre les non-vaccinés, boucs émissaires du moment, avec la bénédiction délétère du pouvoir en place, se poursuit.

Coronabusiness

Face à Omicron, la HAS autorise l'utilisation du Xevudy, un traitement par anticorps de synthèse - RT 10 janv. 2022

Un nouveau traitement par anticorps de synthèse, le Xevudy du laboratoire britannique GSK, a été approuvé le 7 janvier par la Haute autorité de santé (HAS) qui le juge prometteur contre l'infection par Omicron...

Basé sur la molécule sotrovimab, le Xevudy sera donc, pour l'heure, le seul traitement par anticorps à pouvoir être utilisé après une infection avérée à Omicron. RT 10 janv. 2022

LVOG - Encore une grosse arnaque, le traitement complet ivermectine, azithromycine, zinc et vitamine D coûte en Inde moins de 7 dollars.

The average analyst price target stands at $94.25 and implies upside potential of 106% to current levels over the next 12 months. Shares have gained 42.1% over the past year. (May 27, 2021 - https://www.nasdaq.com/articles/glaxosmithkline-vir-biotechnologys-sotrovimab-antibody-cleared-for-emergency-use-in-the-u)

Johnson & Johnson, Pfizer, Merck, Novartis : qui va gagner le Grand Prix des Ripoux ? - lemediaen442.fr 11 janvier 2022

Dans la catégorie industrie pharmaceutique, qui mérite de remporter la coupe du plus grand ripoux de la planète ? Pfizer est le favori de la France. Depuis ses 75 condamnations et ses 10 193 896 333 $ d'amendes, il devrait figurer en bonne place. Il a toutes ses chances de remporter la compétition.

Eh bien, malheureusement pour notre favori, Johnson & Johnson fait mieux ! Avec 14 760 947 763 $ d'amende et 65 condamnations, il gagne haut la main !

Merck n'est pas loin derrière avec 10 467 285 581 $ d'amende et 81 condamnations

Notre favori Pfizer va-t-il se contenter d'une troisième place sur le podium ? On nous fait signe du studio qu'il y a un coup de théâtre. Pfizer vient d'être condamné à 345 millions d'amende.

Il passe à un total de 10 538 896 333 $ ce qui lui permet de prendre la deuxième place du podium et de devancer de très peu son rival Merck.

Le tiercé gagnant est dans l'ordre : Johnson & Johnson, Pfizer et Merck

GlaxoSmithKline est loin derrière avec 8 739 033 406 $ d'amende et 39 condamnations

Eli Lilly ne franchit la ligne d'arrivée qu'avec 2 831 293 176 $ d'amende et 25 condamnations.

Novartis le talonne avec 2 711 283 570 $ d'amende et 40 condamnations.

AstraZeneca fait figure d'outsider : malgré ses efforts il se traîne bon dernier avec 1 381 343 497 $ d'amende et 26 condamnations.

Les vrais gagnants sont Vanguard, BlackRock et State Street

On vous donne le secret des gagnants : plus leurs entraîneurs ajoutent du Vanguard, du BlackRock et du State Street à leur avoine, plus leurs chances d'être bien placés augmentent (voir tableau). AstraZeneca, malgré les efforts de ses entraîneurs, semble le grand oublié des tribunaux américains (car tout ceci est une affaire made in USA). Il lui faut rester patient, l'avenir lui appartient ! lemediaen442.fr 11 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/johnson-johnson-pfizer-merck-novartis-qui-va-gagner-le-grand-prix-des-ripoux/

POLITIQUE

Ils sont comme les pacifistes en temps de guerre.

En temps de paix les pacifistes sont contre la guerre, et en temps de guerre ils rejoignent les pires va-t-en-guerre, et bien là c'est la même chose, ceux qui hier nous appelaient à défendre la République, maintenant qu'elle est liquidée, ils ont abandonné l'idée d'en défendre les valeurs. Cela ne concerne pas seulement le POI, mais l'ensemble des partis de l'extrême gauche.

Comme c'est bizarre, l'emmerdeur en chef viole une des valeurs qui caractérisent théoriquement la République remettant en cause la citoyenneté des non-vaccinés, l'égalité, et les champions de la défense de ces valeurs républicaines (POI - IO °687) affirment dans un premier temps que c'est "*grave*" pour aussitôt après minimiser cette attaque ou n'y voir qu'une "*provocation délibérée*", une de plus, pas de quoi en faire un plat. Surtout pas, cela ne mérite pas qu'on le traite de tyran antirépublicain, ménageons celui qui trône au sommet des institutions de la Ve République, sinon comment le POI pourrait-il justifier sa participation au côté de Mélenchon à la farce électorale d'avril prochain, hein dites-nous, il faut être cohérent...

Guadeloupe: les forces de l'ordre s'attaquent au piquet de grève du CHU, symbole de la mobilisation - francesoir.fr 10 janvier 2022

Les forces de l'ordre ont démantelé lundi le piquet de grève des manifestants contre l'obligation vaccinale, situé depuis plusieurs mois devant le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Pointe-à-Pitre et symbole de la crise qui secoue la Guadeloupe.

"On a mis en œuvre ce qui nous avait été demandé par une grande partie de la population (...) la sanctuarisation du CHU", a expliqué le préfet Alexandre Rochatte sur RCI.

"Nous avons mis en œuvre une décision de justice qui était celle de dégager tous les accès du CHU pour que l'ensemble des personnels soignants mais aussi des malades puissent y avoir accès et qu'il n'y ait plus d'épisode de violence comme ceux que nous avons connus la semaine dernière" au sein de l'établissement, a-t-il poursuivi.

Selon lui, "quatre interpellations pour des violences" contre les forces de l'ordre et deux gendarmes blessés ont été recensés, après des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre en fin de matinée après le démantèlement du piquet de grève.

La première interpellation, qui aurait mis le feu aux poudres, est celle de "quelqu'un qui a cherché à forcer un barrage", a précisé le préfet. C'est celle "d'un camarade qui voulait rentrer pour aller aux toilettes", selon Elie Domota, leader du collectif LKP opposé à l'obligation vaccinale.

A 3H00 du matin lundi, "la police a débarqué sur le piquet de grève du CHU et ils ont tout écrasé. Quand on est arrivé, on a constaté qu'ils bloquaient les deux entrées du CHU et qu'ils interdisaient à tout manifestant de rentrer. On a bien compris la manoeuvre, c'est la privation des droits et des libertés", a déclaré à l'AFP Maïté Hubert M'Toumo, secrétaire générale de l'UGTG, syndicat engagé dans le collectif d'organisation contre l'obligation vaccinale. francesoir.fr 10 janvier 2022

Qu'est devenu le mouvement ouvrier ?

LVOG - Le mouvement ouvrier a viré à l'extrême droite. Nous appelons les enseignants à ne pas participer à cette grève Ils cautionnent toutes les mesures liberticides imposées par Macron, pire, ils en réclament davantage.

Grève des enseignants le 13 janvier contre l'allègement du protocole sanitaire dans les écoles - francesoir.fr 11 janvier 2022

Un appel qui avait été lancé vendredi dernier par deux syndicats majoritaires de l'Éducation nationale (Snuipp-FSU et SE-Unsa). Étonnement, il ne s'agit pas tant de réclamer la paix, ou la liberté, sinon de demander au gouvernement plus de moyens pour plus de sécurité.

Les participants, outre des déclarations plus claires, réclament davantage de sécurité sanitaire :

Le retour à la règle « un cas positif entraîne la fermeture de la classe » ;
L'isolement des cas contacts intrafamiliaux ;
Une politique de tests préventifs hebdomadaires salivaires systématiques ;
Équiper le personnel de masques chirurgicaux et FFP2 pour ceux qui le souhaitent ;
Fournir des autotests aux adultes ;
Équiper les salles de classe et de restauration en capteurs de CO_2.

Pour une fois que le gouvernement fait montre d'un peu de souplesse, lui qui est pourtant enclin à l'autoritarisme sanitaire de façon générale, l'on réclame qu'il resserre la vis. Une position qui ne fait pas l'unanimité dans le corps enseignant :

Sécuriser les collèges et lycées ? Protéger les personnels ? Mais enfin, réveillez-vous ! Cessez d'être apeurés à ce point, retrouvez la raison et laissez les considérations sanitaires à ceux dont c'est le métier ! Cette #Greve13Janvier n'a décidément aucun sens !

Le même enseignant en philosophie, toujours sur Twitter, écrit : « La #Greve13Janvier à laquelle appellent presque tous les syndicats de l'EN participe à la psychose collective autant qu'elle en est le produit. Des enseignants triplement vaccinés demandent à être mieux protégés contre une maladie qu'ils n'ont aucune raison de craindre. Sans moi. » francesoir.fr 11 janvier 2022

Commentaires d'internautes.

1 - Les syndicats collabos de Big Pharma, il avait aussi dans l'époque de Vichy, voilà l'aile gauche de Macron prêt à soutenir ces mesures stupides qui n'ont aucune base scientifique, ces enseignants ils n'ont rien à foutre des dégâts aux enfants à cause des masques, etc.

2 - Quand je vois tous ces enfants à qui le pouvoir indigeste, sur les conseils de pseudo-scientifiques, a fait porter un masque dans et hors de l'école, je suis scandalisé ! C'est de la torture, ni plus, ni moins ! C'est pénalement condamnable, comme pour ces personnes qui maltraitent les enfants et qui passent en justice avec raison. Les parents et les enseignants devraient se lever sur ce point, si ce n'est déjà fait.

3 - Pitoyable est effectivement le mot. Enseignant à la retraite depuis plus de 12 ans, quand j'ai appris qu'une grève était annoncée j'ai pensé naïvement que c'était pour exiger un retour à la normale à l'école. Et d'abord des enfants sans muselière, même si parfois enrhumés, oui, comme tous les hivers ! Et au lieu de cela on demande de refermer des classes et d'avoir des masques FFP2 !

Le mouvement ouvrier a viré au corporatisme. Ce sera sans nous.

Les personnels hospitaliers dans la rue pour exiger "des moyens" pour l'hôpital - francesoir.fr 11 janvier 2022

Des personnels hospitaliers sont descendus dans la rue dans toute la France mardi pour réclamer des hausses de salaires, mais aussi "des moyens" et des "postes" pour l'hôpital public lessivé par les vagues successives de Covid-19 et l'arrêt des fermetures de lits, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Cette manifestation s'inscrivait dans le cadre d'une journée de mobilisation nationale à l'appel des syndicats CGT, SUD et CFE-CGC et de plusieurs collectifs de soignants (Inter-Hôpitaux, Inter-Urgences, Inter-Blocs, Printemps de la psychiatrie...).

Commentaire d'un internaute.

- J'aurais bien aimé les voir descendre ainsi dans la rue au lendemain du 12 juillet.

Le mouvement ouvrier a viré au corporatisme.

LVOG - Grève contre la hausse des tarifs de l'électricité ? Vous rêvez ! Ce sera sans nous.

Appel à la grève de la CGT chez EDF et dans l'énergie - francesoir.fr 10 janvier 2022

La CGT a lancé un appel à la grève reconductible dans le secteur de l'énergie, qui inclut EDF, à compter du 25 janvier prochain, afin d'obtenir une revalorisation des salaires et pensions dans ce secteur, a annoncé lundi la FNME-CGT dans un communiqué. francesoir.fr 10 janvier 2022

ARGUMENTS ET TÉMOIGNAGES POUR RÉSISTER A LA TYRANNIE.

Un emmerdeur lapidé.

Saint-Pierre-et-Miquelon: un député LaREM agressé lors d'une manifestation anti-pass sanitaire - BFMTV 9 janvier 2022

L'élu aurait reçu de nombreux projectiles au visage suivis par des jets de pierre. BFMTV 9 janvier 2022

Appel à la mobilisation des philosophes et sociologues Par Karen Brandin - Mondialisation.ca, 10 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/appel-a-la-mobilisation-des-philosophes-et-sociologues/5664020

A trop en faire, leur édifice se fissure de partout à défaut de s'effondrer...

Une préparatrice en pharmacie dénonce la maltraitance : « Les enfants pleurent, se débattent et hurlent à la mort ! » - lemediaen442.fr 12 janvier 2022

Voici le témoignage sur Instagram d'une préparatrice en pharmacie qui doit endosser la blouse de la torture sur ordre du gouvernement Macron. La folie pousse les parents à maltraiter leurs enfants pour pouvoir aller travailler. Un chaos bien organisé afin de pousser à bout la population, malléable à souhait. La preuve avec ce témoignage.

Je suis préparatrice en pharmacie. Et aujourd'hui rien ne va plus. Les protocoles sanitaires changent en permanence. Les patients sont perdus, et nous aussi. Les patients sont fatigués, anxieux, en colère, énervés, et moi aussi. On ne peut pas tout faire. On ne peut pas tester une école entière à 19 heures parce qu'il y a un cas positif dans toutes les classes.

Je suis devenue celle qui fait pleurer les enfants pour les tester coûte que coûte. Les enfants pleurent, se débattent, hurlent à la mort, sont maintenus de force par leur parents, eux aussi, à bout. Parfois je refuse de tester un enfant dans ces conditions, et c'est alors que le parent me supplie en pleurant de tester et d'infliger cette souffrance à son enfant, sinon il ne pourra pas retourner à l'école et le parent doit travailler, donc l'enfant doit aller à l'école le lendemain.

Parfois l'enfant est positif, et je vois alors des parents paniquer, pleurer, gronder punir et menacer l'enfant qui « n'a pas fait assez attention à l'école ». Parfois, je dois refuser de tester, parce que je n'ai pas le temps. Parfois je me fais assaillir, insulter des tous les noms, l'impression d'être jetée en pâture aux loups, parce que je dis non. Les patients ne comprennent pas ce non, ben oui partout les politiques disent d'aller en pharmacie se faire tester !

Alors, quand je sors du travail, je pleure. Je pleure d'être celle qui martyrise les enfants, celle qui fait pleurer les enfants et leurs parents, celle qui doit tester de force des dizaines d'enfants à la sortie de l'école. Ces enfants qui n'ont rien demandé à personne. Et parfois les parents me disent : elle va être enfermée dans sa chambre pendant une semaine, les repas seront servis sur un plateau qu'on posera devant sa porte, pas de câlin, pas de bisou jusqu'à qu'elle puisse sortir de l'isolement. lemediaen442.fr 12 janvier 2022

Vincent Trémolet du Figaro : « Les non-vaccinés sont les boucs émissaires d'un chaos organisé par le gouvernement » - lemediaen442.fr 12 janvier 2022

Plus le temps passe, plus les voix s'élèvent contre un danger qui s'approche, contre cette folie qui fait craindre le pire. Invité sur LCI le 5 janvier 2022, Vincent Trémolet, directeur adjoint de la rédaction du Figaro, revient sur les propos du président, ainsi que ceux de Gabriel Attal. Le journaliste dénonce avec force les attaques dangereuses du gouvernement contre les non-vaccinés, les utilisant comme des boucs émissaires afin de justifier le chaos.

« Nous avons devant nous ce que René Girard appelait la théorie du Bouc émissaire. C'est-à-dire, nous sommes dans une situation critique, tout le monde n'en peut plus et on va désigner quelqu'un pour dire qu'il est coupable de tous les maux. Les mots de Gabriel Attal sont scandaleux. Ce ne sont pas les non-vaccinés qui ont inventé le covid, ce ne sont pas eux qui n'ont pas fait de politique de l'hôpital. Cela devient délirant. Pour que le gouvernement ne soit coupable de rien, pour qu'il n'y ait aucun problème dans ce qu'ils ont fait, tout doit être mis sur dix pour cent de la population et on utilise la colère des gens contre cette population.[…] Si on voulait créer des manifestations et un petit chaos pour montrer que le chef de l'État veut protéger le citoyen de ce chaos, on s'y prendrait pas autrement. » lemediaen442.fr 12 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/vincent-tremolet-du-figaro-les-non-vaccines-sont-les-boucs-emissaires-dun-chaos-organise-par-le-gouvernement/

Alexandre Jardin sur le pass vaccinal : « On a pété les plombs ! La vraie folie c'est de normaliser la folie » - lemediaen442.fr 10 janvier 2022

Invité sur Sud Radio au côté du Dr Gérald Kierzek, Alexandre Jardin répond à cette question : Quel regard portez-vous sur ce dispositif — le passe vaccinal ? Est-ce une entorse aux libertés ? Est-ce que vous craignez que cela divise la société française ?

La réponse de bon sens de l'écrivain Alexandre Jardin est sans appel : « C'est impossible de vivre comme ça ! On a pété les plombs ! Le fait même de l'envisager, ça relève du délire. […] La vraie folie c'est de normaliser la folie. La vraie folie c'est de normaliser des comportements complètement déments. Tout à coup on a un conseil d'État qui valide n'importe quoi et le Conseil constitutionnel est aux abonnés absents. On finit par se poser des questions qu'on ne devrait même pas se poser. La liberté de chacun, d'aller et venir n'est pas négociable. Ou alors, pour quoi vit-on ? » lemediaen442.fr 10 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/alexandre-jardin-sur-le-pass-vaccinal-on-a-pete-les-plombs-la-vraie-folie-cest-de-normaliser-la-folie/

Les piquousés sont des cobayes.

Vaccinez-vous avec Novavax… toujours en phase expérimentale ! - lemediaen442.fr 9 janvier 2022

Le « vaccin » Nuvaxovid contre le coronavirus, de la biotech américaine Novavax, est le cinquième autorisé en Europe (provisoirement, en attente de la fin de la phase III des essais). Il faut croire que les autres n'ont pas suffi aux Européens. A part Pfizer qui est encore injecté en Europe, AstraZeneca, Janssen et Moderna sont distribués aux pays pauvres, via Covax, l'aide humanitaire à la Bill Gates. Fait étrange, ils ne fonctionnent que dans les pays pauvres. À moins que ce soit un moyen de se débarrasser de vaccins périmés. Ainsi, le 22 décembre 2021, le Nigeria a-t-il détruit,1,06 million de doses d'AstraZeneca envoyées par l'Europe via Covax. Le gouvernement français, lui, a proposé aux Antilles en colère les vaccins sans ARNm AstraZeneca et Janssen dont ni la métropole ni l'Europe ne veulent. Le Nuvaxovid a été développé contre Delta. Sera-t-il efficace contre Omicron ? Inch Allah !

« Puisse-t-il être un solide encouragement pour les non-vaccinés ou ceux qui n'ont pas fait leur rappel ! » déclare Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. On peut lui faire confiance. Son mari est directeur d'Orgenesis, qui a comme principaux actionnaires Vanguard et BlackRock… comme Pfizer. Son fils est passé par McKinsey (qui a par pur hasard accumulé les contrats juteux avec la Commission européenne).

La promo du vaccin est faite par BlackRock et Vanguard

Novavax, Inc. est une société pharmaceutique américaine spécialisée dans les vaccins. Qui est son plus gros actionnaire ? Vous l'aurez deviné, c'est Vanguard, suivi de… BlackRock, bien évidemment. BlackRock est le premier actionnaire de RELX (qui publie le Lancet, le journal qui a accepté l'étude bidon qui discréditait le traitement du Pr Raoult — avant de la retirer sous le tollé des scientifiques). Il se trouve que BlackRock est également le deuxième actionnaire de Pfizer, de Johnson & Johnson et de Merck MSD, juste derrière Vanguard. On comprend pourquoi The Lancet a failli à sa réputation de sérieux.

La CEPI paie la recherche

Le développement du vaccin Novavax contre le Covid-19 a été réalisé avec l'appui financier de la CEPI (Coalition for Epidemic Prepardness Innovations) déjà impliquée dans l'élaboration des vaccins de Moderna et AstraZeneca. La CEPI a été fondée en 2017 au Forum économique mondial de Davos par les gouvernements de Norvège et d'Inde, la Fondation Bill & Melinda Gates et Wellcome. La CEPI a été dotée d'un fonds de 460 millions de dollars américains. En 2019, l'Union européenne s'associe à la coalition, suivie du Royaume-Uni en 2020.

Wellcome Trust est la deuxième plus riche fondation — tout aussi « philanthropique » — après la Fondation Bill et Melinda Gates. Elle a été fondée par le magnat de la pharmacie Henry Wellcome. En 1995, ses dernières actions ont été vendues à Glaxo, rival de Wellcome, devenu GlaxoWellcome.

Des vaccins achetés avant autorisation

En août 2020, Novavax prépare un vaccin contre la Covid-19, le NVX-CoV2373 et reçoit une précommande de 100 millions de doses du gouvernement américain, pour 1,6 milliard de dollars. La Commission européenne signe également un contrat d'achat anticipé de 100 millions de doses, « avec une option pour 100 millions d'unités supplémentaires, en 2021, 2022 et 2023 ». Des faits qui font mentir le slogan de Novavax : créer aujourd'hui les vaccins de demain (creating tomorrow's vaccines today). Il faudrait plutôt traduire : créer demain les vaccins d'aujourd'hui, puisque le produit est vendu et utilisé avant d'être définitivement élaboré.

L'Europe donne sa bénédiction à Vanguard et BlackRock

Après avoir commandé des doses de Nuvaxovid, l'Agence européenne des médicaments et la Commission européenne ont lui ont accordé une autorisation de mise sur le marché conditionnelle, le 20 décembre 2021. Ce « vaccin » contre le SARS-CoV-2 est toujours en phase expérimentale.

Un vaccin très utile… à Novavax

Novavax était au bord du gouffre en janvier 2020. Heureusement, début août 2020, le contrat anticipé avec l'Europe et les USA vient doper le cours des actions (graphique gauche). L'autorisation conditionnelle de mise sur le marché le 20 décembre 2021 impulse une remontée en flèche (graphique droit).

Conclusion : le traitement à l'hydroxychloroquine est déclaré dangereux par une bande d'escrocs internationalement reconnus comme tels par les scientifiques, mais gouvernements et médias continuent à suivre leur avis : il n'existerait pas de traitement contre le SARS-CoV-2. Place aux vaccins ! Même s'ils sont en cours d'expérimentation, puisque ça marche ! Enfin, les affaires marchent. Quant au vaccin… lemediaen442.fr 9 janvier 2022

Réagissant à l'affaire Djokovic, le champion du monde de surf Kelly Slater dénonce la mort de 5 proches suite à l'injection - lemediaen442.fr 9 janvier 2022

Les langues se délient ! Exempté de vaccination, « Novak Djokovic participera à l'Open d'Australie et est en route pour l'Australie. Djokovic a demandé une exemption médicale qui a été accordée… », avait écrit la Fédération australienne de tennis. Pourtant, depuis le 6 janvier, le numéro 1 mondial est à l'isolement dans un hôtel de Melbourne. Il est suspecté de ne pas remplir les obligations sanitaires exigées pour entrer dans le pays.

Il semble que Scott Morrison, Premier ministre australien, a reçu les mêmes consignes que Macron : emmerder les non-vaccinés. Une affaire qui prend des airs d'incident diplomatique. Le président serbe Alexsandar Vucic — qui accuse l'Australie de harcèlement — s'est entretenu avec le joueur. Il a déclaré sur Instagram : « Je viens de terminer une conversation téléphonique avec Novak Djokovic. J'ai dit à notre Novak que toute la Serbie était avec lui et que nos autorités prenaient toutes les mesures pour arrêter le harcèlement du meilleur joueur de tennis du monde dans les plus brefs délais. Conformément à toutes les normes du droit international public, la Serbie se battra pour Novak Djokovic, pour la justice et la vérité. Soit dit en passant, Novak est fort, comme nous le connaissons tous. »

Novak Djokovic peut compter sur un soutien de taille avec le surfeur professionnel Kelly Slater, champion du monde à onze reprises. L'homme au plus gros palmarès de toute l'histoire du surf répondait sur Instagram sous la publication du New York Times concernant l'affaire Novak Djokovic : « Peut-être que le syndrome de Stockholm peut être renommé syndrome de Melbourne. C'est très triste de voir comment les vaccinés "vertueux" célèbrent la division. Si vous êtes vacciné, pourquoi vous souciez-vous du statut vaccinal des autres ? Le vaccin ne vous protège pas ? Peut-être avez-vous peur d'attraper le covid ou êtes-vous en colère de vous être vacciné ? Trop de lavage de cerveau et de haine dans le cœur des gens concernant la vaccination. »

Kelly Slater va beaucoup plus loin puisqu'il assure que « cinq connaissances sont décédées dans les deux semaines après l'injection du

vaccin, deux ont été autopsiées et les familles en sont convaincues, mais les médecins disent que c'est pure coïncidence ». « J'ai le droit de remettre en question tout ce qui est relatif à mon corps, surtout avec quelque chose qui a touché plusieurs amis et qui en a même tué certains. » Message de Kelly Slater sur Instagram

Une chose est certaine, face à l'attaque directe contre Novak Djokovic, une fronde s'organise, les esprits s'échauffent, le ras le bol devient insupportable. La colère bouillonne contre les mesures sanitaires que les peuples trouvent de plus en plus stupides et dictatoriales concernant un virus qui tue essentiellement les plus de 79 ans. lemediaen442.fr 9 janvier 2022

Novak Djokovic remporte la bataille judiciaire, libre de jouer, le gouvernement australien condamné - lemediaen442.fr 10 janvier 2022

Le juge Anthony Kelly a rejeté l'annulation du visa de M. Djokovic, ordonné qu'il soit libéré et que son passeport lui soit rendu sur-le-champ. Un coup droit dans les gencives du Premier ministre australien Scott Morrison après avoir fièrement annoncé sur son compte Twitter :

« Le visa de M. Djokovic a été annulé. Les règles sont les règles, surtout quand il s'agit de nos frontières. » La balle de match est d'autant plus fatal et humiliante que le gouvernement fédéral australien doit payer les frais de justice du numéro 1 mondial.

Dans ce pays, les non-vaccinés sont traqués, les restrictions sont surréalistes, démesurées :

Amende de 5 000 $ australiens (3 700 $ US) et interdiction se rendre sur son lieu de travail.

Masque obligatoire à la plage !

Devant les maisons des panneaux pour avertir la population des cas covid.

Une chasse à l'homme contre Anthony Karam, testé positif au covid-19 et qui a eu le malheur de sortir.

Le sénateur Alex Antic, opposé à la vaccination, est détenu abusivement en quarantaine.

…etc.

Cette victoire du tennisman Novak Djokovic — non vacciné — fait entrer un vent de liberté dans cette dictature sanitaire qui ne dit pas son nom. Une victoire qui fissure un peu plus le pouvoir planétaire des mondialistes. lemediaen442.fr 10 janvier 2022

Les thérapies géniques expérimentales tuent partout dans le monde.

Worldwide Bayesian Causal Impact Analysis of Vaccine Administration on Deaths and Cases Associated with COVID-19: A BigData Analysis of 145 Countries

https://drive.google.com/file/d/1DLlRa9rUqvW9pG1vNEsWMEydWwsmSMbe/view

---

Parole d'internaute

- Est ce de la bêtise crasse, du sadisme gratuit ou des meurtres prémédités:

D'avoir financé via le racket fiscal le labo de Wuhan qui a servi à rendre mortel pour les humains un virus animal, contre l'avis de nombreux experts français.

D'interdire juste avant l'épidémie des médicaments en vente libre pendant des décennies, arrêté des tests cliniques aveuglément en faisant confiance, tête baissée, à une méta-analyse bidon publiée dans le Lancet par une prostituée et un auteur de science-fiction, en interdisant de les reprendre alors que l'hydroxychloroquine est jugée efficace dans de nombreux pays.

De détruire des millions de masques et d'envoyer les soignants sans protection au casse pipe, alors que de nombreux services d'état avaient des stocks ainsi que des masques industriels FP3, tout en réservant le droit exclusif d'importer des masques à une bureaucratie totalement inefficace.

Ce manque de protection au niveau des soignants a propagé l'épidémie dans le pays.

De fermer des milliers de lits d'hôpitaux pendant l'épidémie.

De n'avoir jamais mis en place un filtrage et encore moins une quarantaine efficace à l'arrivée des voyageurs dans le pays.

D'avoir tout mis en oeuvre pour sanctionner les médecins qui soignent leurs patients avec la pharmacopée habituelle, pour imposer le doliprane suivi du rivotril afin d'euthanasier les malades. Interdire des médicaments (hydroxychloroquine, ivermectine, antibiotiques, clofoctol…) en soins précoces pouvant être efficaces pour ne pas faire concurrence aux vaccins.

D'avoir institué un pass sanitaire puis vaccinal qui est un permis de contaminer librement à tout va, puisque l'on sait depuis le début que ces

vaccins ne bloquent pas la transmission, et dans le même temps emmerder ceux qui ont un test négatif. Avec le pass vaccinal, un vacciné testé positif peut prendre le train, mais pas un non-vacciné testé négatif.

D'avoir tout misé sur les vaccins qui sont trop sélectifs (Pr Éric Caumes: "Clairement ce n'est pas un très bon vaccin. Surtout il est éphémère, ce n'est pas une durée de protection qui est en année ni en mois") et qui ne protègent partiellement que sur la famille des coronavirus de Wuhan, sans compter les milliers de décès par thromboses, cancers aggravés et désordres neurologiques et probablement par dizaines de milliers dans les années à venir. De continuer dans cette voie alors que l'on voit systématiquement une flambée épidémique lors des vaccinations, et ce dans tous les pays. Désormais avec le variant omicron, l'efficacité des vaccins est négative (Danemark, Allemagne, UK), le virus infecte les vaccinés deux doses dix fois plus facilement que les non vaccinés, d'où l'urgence de booster les vaccinés sans fin tous les trois mois pour remonter leur protection. Avec une efficacité décroissante des boosters, ce qui laissera la population totalement sans défense d'ici quelques mois (voir l'exemple d'Israel qui doute de l'efficacité de la quatrième dose et qui ne maitrise plus rien).

La vague omicron a été importée par des 100% vaccinés deux doses ou trois doses, puisqu'ils sont les seuls à pouvoir voyager par avion. On persiste dans l'erreur à considérer les vaccinés comme étant une protection contre la propagation de l'épidémie. Le passe vaccinal est une connerie bureaucratique pur jus pondue par des neuneus incompétents, arrogants et sadiques. Résultat une méga vague omicron due à l'importation depuis des mois de variants par les vaccinés. En prime l'emmerdeur en chef est fier de son oeuvre, il doit vraiment avoir de la merde dans les yeux pour ne pas voir la réalité. Tant que l'on sera dirigé par des charlots l'épidémie n'est pas prêt de s'arrêter.

Tous les kapos doctueurs, journalopes, politiques en tout genre qui se croient aujourd'hui intouchables,ils vont bientôt perdre leur protection. Vous serez tôt ou tard jugés pour crimes contre l'humanité en bande organisée, vous êtes la pourriture de la société et vous méritez, comme les nazis, amplement votre prochaine exécution par injection de rivotril comme ceux que vous avez assassinés.

Le virus ne vous tue pas, pas de problème, ils ont inventé mieux.

Covid et spike syndrome : à ne pas confondre ! Par Jamila Buret (nouveau-monde.ca) - Mondialisation.ca, 11 janvier 2022

Un précédent article avait pour titre : « En faisant produire la protéine spike par les cellules, vacciner revient à inoculer la maladie ».

Le présent article a pour but de préciser la « maladie » qui est inoculée.

« Malgré un taux de vaccination élevé, la Corée du Sud enregistre la pire épidémie de Covid depuis le début de la pandémie. »

« On remarque une forte proportion de personnes vaccinées parmi les malades du Covid hospitalisés ou en soins intensifs. »

« Les risques de contamination sont plus élevés chez les vaccinés que chez les non-vaccinés ».

Ces constats d'une recrudescence de l'épidémie reviennent de plus en plus, surtout dans les pays à forte couverture vaccinale.

Première réaction logique : les vaccins anti Covid ne protègent pas de l'infection au virus SARS-CoV-2 ni des formes graves. Et cette inefficacité augmente avec le nombre de doses injectées ainsi qu'avec chaque nouveau variant ! Alors, à quoi servent ces vaccins ?

Deuxième réaction : celle des spécialistes qui cherchent des explications.

La première explication possible est la facilitation de l'infection par les anticorps ou ADE (antibody dependent enhancement), que l'on appelle aussi « maladie aggravée par la vaccination » (vaccine-associated enhanced disease), qui s'applique à tous les coronavirus. Au lieu de protéger de la maladie en cas de contact avec le virus, le vaccin facilite l'infection !

Une autre possibilité concerne les problèmes d'immunodéficience : plus de 140 études publiées à ce jour montrent que la protéine Spike provoque une perturbation et un dérèglement majeurs du système immunitaire de l'hôte humain.

Une troisième explication consisterait à remettre en cause le diagnostic de Covid (maladie due à l'infection par le coronavirus SARS-CoV-2) chez une partie des personnes vaccinées. On aurait tendance à mettre l'étiquette « Covid » sur des symptômes qui ne sont pas dus à une infection par le SARS-CoV-2, mais à un effet indésirable du vaccin, lié à la toxicité de la protéine spike.

Cet article est un essai de démonstration de cette dernière hypothèse.

Rappelons que le diagnostic du Covid est basé essentiellement sur le test PCR.

1 Diagnostic du Covid

En Fac de médecine, les étudiants apprennent que chaque maladie est caractérisée par son tableau clinique : l'ensemble des symptômes de cette maladie. Et les médecins ont toujours diagnostiqué la maladie lors d'une consultation, par l'examen des symptômes présentés par le patient ; ils ne font éventuellement appel à des tests, analyses, IRM, etc., que pour confirmer et/ou préciser le diagnostic.

Dans le cas du Covid, on s'est focalisé sur les seuls tests PCR pour diagnostiquer la maladie et l'on a assimilé « cas positif » à malade, même en l'absence de symptômes ; alors qu'un vrai malade présente des signes cliniques (fièvre, toux, migraine…).

Cette pseudo-pandémie a introduit plusieurs concepts nouveaux en médecine, comme le « cas positif » ou simplement « cas », et grâce à la propagande des médias mainstream, l'immense majorité du public confond désormais « cas » et malade. Ce qui est une aberration !

Répétons-le encore une fois : un malade, pour n'importe quelle maladie, présente des symptômes de cette maladie !

Autres nouveaux concepts : « cas asymptomatique », « cas contact », « cluster ».

Le choix de caractériser l'épidémie par le nombre de cas a permis d'en amplifier la gravité, alors que, traditionnellement, les épidémiologistes se sont toujours référés à la mortalité.

Tests PCR

« Le test PCR est un processus. Il ne vous dit pas que vous êtes malade ».

DrKaryMullis, lauréat du prix Nobel et inventeur de la RT-PCR, décédé en août 2019.

La RT-PCR est une technique d'amplification de matériel génétique nécessaire dans des recherches en laboratoire. Son inventeur, à plusieurs reprises, a insisté pour dire qu'elle ne pouvait en aucun cas être utilisée pour le diagnostic de maladies virales.

De plus, les tests PCR utilisés pour détecter les « cas positifs » ont été imposés à la population dans des conditions techniques discutables : absence de standardisation, nombre de cycles d'amplification trop élevé (40 à 50), responsable d'un très grand nombre de faux positifs, manque de spécificité.

Ainsi, plus on réalisait de tests, plus on augmentait le nombre de cas positifs, au point que l'on a pu parler « d'épidémie de cas ». Et c'est sur ce nombre de cas, anormalement élevé, et sans aucune signification quant à l'ampleur de l'épidémie (puisqu'un cas n'est pas un malade), que se sont basées toutes les prédictions menaçantes de « nième vague », d'hécatombe annoncée, justifiant des mesures restrictives et liberticides de plus en plus sévères.

Et cela continue avec le variant omicron, qui, bien que très contagieux est très peu létal.

Cependant, en juillet 2021, une véritable bombe (passée inaperçue) a éclaté : le CDC américain ne reconnaît plus le test PCR comme une méthode valide pour détecter les « cas confirmés de Covid » !

Et à partir du 1er janvier 2022, il doit retirersa demande à la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis,d'autorisation d'utilisation d'urgence (EUA) du panel de diagnostic RT-PCR, introduit en février 2020.

Le CDC reconnaît que le test PCR n'est pas spécifique : » les résultats positifs du test PCR n'excluent pas une infection bactérienne ou une co-infection par d'autres virus ». Ce test ne peut donc pas identifier le SARS-CoV-2 et ses variants ; pas plus qu'il ne peut faire la différence entre ce virus et ceux de la grippe ou du rhume.

Mais cette décision du CDC n'a pas été diffusée dans les médias et les cas positifs détectés par PCR continuent à être systématiquement classés dans la catégorie « cas confirmés du variant Covid-19 Omicron », même si l'on est en pleine période de grippe et de rhume.

Ainsi, la pseudo-pandémie de Covid a été basée sur des tests défectueux et non valides. Plusieurs milliards de personnes, dans plus de 190 pays, ont été testées, et les 260 millions de « cas positifs », détectés et présentés comme des cas confirmés de Covid, n'ont plus aucun sens au vu de la déclaration du CDC.

Sans parler du coût prohibitif de tous ces tests.

2 Toxicité de la protéine spike

Depuis le début de la pandémie, de nombreux chercheurs se sont intéressés à la protéine spike de surface du virus SARS-CoV-2 et ils ont découvert que cette protéine est un facteur de virulence essentiel du virus. Or, c'est justement cette protéine qui a été choisie comme antigène dans les vaccins à ARNm ou à ADN.

Ainsi, le vaccin anti-Covid est une injection de milliers de milliards de paquets ARNm qui transforment le corps du vacciné en une « usine de production » de protéines spike. Et cela concerne des millions de personnes vaccinées. Il est donc essentiel de comprendre les effets biologiques de cette protéine, à court, moyen et long termes.

Les résultats de centaines d'études montrent que ses nombreuses potentialités toxiques sont autonomes de la présence du virus SARS-CoV-2 et peuvent reproduire des manifestations cliniques de la maladie Covid(processus inflammatoires, thromboses, dysfonctionnements pulmonaires, neurologiques, cardiovasculaires, hépatiques, intestinaux, rénaux, ORL, cutanés, conjonctivaux).

Et de nouveaux effets pathogènes de la protéine spike continuent d'être découverts : déclenchements d'auto-anticorps ACE2 (maladies microvasculaires systémiques) ; problèmes de réparation de l'ADN ; affinité pour des protéines anti cancéreuses ; problèmes d'immunodéficience.

https://www.francesoir.fr/societe-science-tech/sars-cov2-alertes-sur-les-potentialites-toxiques-de-la-proteine-spike

https://www.francesoir.fr/societe-sante/la-proteine-de-pointe-du-nouveau-coronavirus-joue-un-role-cle

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/arn-vaccinaux-de-pfizer-producteurs-de-proteines-spikes

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/pourquoi-la-proteine-spike-est-toxique-dans-le-Covid-19-et-aussi-dans-les-vaccins

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/nous-ne-sommes-pas-anti-vax-nous-sommes-anti-spike

En résumé, le problème des vaccins anti-Covid à ARNm ou à ADN est que la protéine spike qu'ils font fabriquer par les cellules a la même toxicité que la protéine spike du SARS-CoV-2.

De plus, avec la deuxième, la troisième, la nième injection, c'est à chaque fois un nouveau boost de protéine spike qui est produit, alors même que les anticorps et l'organisme sont en train de travailler à son élimination. Cela revient à jeter de l'huile sur le feu ! Et c'est totalement inutile contre les nouveaux variants, car c'est justement la protéine spike qui subit les mutations à chaque fois.

3 Effets indésirables des vaccins

La similitude entre les symptômes du Covid et les effets indésirables des vaccins a été relevée par de nombreux médecins qui se sont arrêtés à ce constat.

Mais on peut aller plus loin et, au vu de la toxicité de la protéine spike seule, au vu de la non-spécificité et du manque de fiabilité des tests PCR, on peut déduire qu'une partie des personnes vaccinées, apparemment malades du Covid, ne sont pas infectées par le virus SARS-CoV-2.

Elles présentent en fait les symptômes de ce que l'on pourrait appeler le « 'spike syndrome » qui est un effet indésirable des vaccins dû aux effets pathogènes de la protéine spike.

En d'autres termes, en l'absence d'infection par le virus ou par un de ses variants, une personne vaccinée peut présenter un tableau clinique de la maladie Covid, assorti d'un test positif, alors qu'il s'agit d'un effet indésirable du vaccin, ce que l'on pourrait appeler un « Covid vaccinal » ou « spike syndrome ».

Dans ce cas, il ne s'agit pas d'un manque d'efficacité du vaccin par rapport à l'infection, mais d'une maladie induite par le vaccin et que l'on confond avec le Covid.

La recrudescence de l'épidémie dans les pays à forte couverture vaccinale n'est donc vraie qu'en partie. En réalité, il s'agit aussi d'effets indésirables des vaccins apparaissant comme une maladie Covid.

Est-il possible de différencier les deux maladies ? Certainement pas avec les tests PCR qui ne sont pas spécifiques et doivent probablement aussi détecter la protéine spike seule. Cependant, le CDC a proposé aux laboratoires l'adoption d'une méthode multiplexée afin de différencier le SARS-CoV-2 du virus de la grippe.

Conclusion

Le choix de la protéine spike comme antigène dans les vaccins anti-Covid a été le pire choix possible, au point que l'on peut se demander si c'est une simple coincidence…

D'abord, comme nous l'avons vu, en raison des nombreux effets pathogènes de cette protéine.

Ensuite, à cause de la réponse immunitaire du corps : seuls des anticorps anti-spike sont fabriqués après vaccination, alors que c'est justement sur la protéine spike que les mutations des différents variants se sont faites. D'où l'inefficacité des vaccins pour ces variants. Alors que dans une infection naturelle, le corps réagit contre plusieurs protéines du virus et produit les anticorps correspondants.

Quant à la recrudescence annoncée de la pandémie, des réserves sérieuses doivent être faites, à cause de la non-fiabilité des tests PCR, mais aussi à cause du spike syndrome que l'on confond avec l'infection au virus.

L'étiquette « Covid » est finalement bien commode pour masquer et maquiller une maladie vaccinale en infection virale ; pour « blanchir » certains effets indésirables des vaccins anti Covid !

Un exemple récent vient conforter cette hypothèse ; il s'agit d'une information diffusée le 31/12/2021 :

« 2/3 des 25 membres de la station polaire belge sont testés positifs au Covid, après 17 semaines de confinement, bien que complètement vaccinés, testés au test PCR avant leur arrivée, et vivant à des milliers de kilomètres du monde civilisé ».

En fait, chaque fois qu'une personne vaccinée est déclarée malade du Covid, après un test PCR positif et avec ou sans symptômes, il faudrait remettre en cause ce diagnostic : est-elle vraiment infectée par le virus ou bien est-ce plutôt un effet indésirable du vaccin, le « 'spike syndrome » ?

De plus, avec la multiplication des doses injectées, on relance à chaque fois le processus de production de protéine spike, augmentant du même coup les risques d'effets secondaires. Actuellement, les personnes vaccinées triple dose sont les plus atteintes (par le nouveau variant omicron ??).

Va-t-on, à chaque nouvelle dose injectée, inventer un nouveau variant plus « méchant » que les précédents pour expliquer la recrudescence des effets indésirables ??

Quant à la propagation de protéines spike par les vaccinés, des études doivent encore être réalisées pour préciser cet aspect de la vaccination.

Jamila Buret est scientifique, docteure en physique, professeure universitaire à la retraite. Mondialisation.ca, 11 janvier 2022

La construction sociale du bouc émissaire

Les idées dans l'air du temps: du bouc émissaire à la révolution conservatrice? Par Karine Collette (reinfocovid.ca) - Mondialisation.ca, 10 janvier 2022

La construction sociale du bouc émissaire

Au moyen-âge, le tort reproché au bouc émissaire était de contrecarrer l'ordre naturel des choses, ce qui justifiait la ségrégation des lépreux ou l'exécution des sorcières. Aujourd'hui, chez nous, plusieurs voix politiques et journalistiques disséminent un discours accusant une présupposée communauté d'anti-vax d'être la cause de la propagation du variant Omicron, autrement-dit, d'être à l'origine de l'échec de la politique sanitaire. Et c'est là que le bât blesse : si la mise à mort sociale des non-vaccinés peut procurer un effet instantané de soulagement, de catharsis éphémère, l'illusion du purgatoire salvateur par la condamnation des non-vaccinés ne ressuscitera pas les services dans les hôpitaux publics, n'enrayera pas la contagion d'Omicron et suites, n'installera pas des purificateurs d'air dans les écoles, pas plus qu'elle ne mettra fin à l'état d'urgence. Elle permet tout au plus de dissimuler temporairement l'échec de la politique sanitaire gouvernementale par une distraction qui transfère le blâme hors des rangs gouvernementaux.

On dépeint les non-vaccinés comme des ennemis de l'intérieur, des traitres sociopolitiques auxquels on doit opposer un traitement punitif et ségrégationniste. En plus des interdictions liées au passeport sanitaire en cours, le gouvernement fédéral annonce leur exclusion de l'assurance emploi et la rumeur accusatrice réclame de « serrer [davantage] la vis », d'imposer la vaccination, un confinement ciblé et d'autres pénalités encore : de l'impôt supplémentaire à la facturation des soins, en passant par l'interdiction au travail, à la SAQ, etc. Bref, une infantilisation punitive sur le mode du chantage et de la sanction sociale.

Dans le même temps, ce discours fait mine d'ignorer que la vaccination n'empêche ni la propagation, ni la maladie mais diminuerait, selon des calculs spéculatifs, les risques d'hospitalisation ; on oublie que les non-vaccinés, sans passe sanitaire, sont déjà tenus à l'écart de moult lieux et activités, donc difficilement propagateurs ; on mentionne l'occupation des lits selon une proportion par million, qui inverse le rapport des nombres de lits occupés par les vaccinés et non-vaccinés. Conçue dans le sérail sensationnaliste de la peur, l'information médiatique ne précise pas les conditions médicales, l'âge ni la vaccination des malades COVID aux soins intensifs et des personnes décédées. Enfin, l'amalgame entre hospitalisés testés positifs mais asymptomatiques et hospitalisés en raison de la COVID, donc nécessitant ou non des soins pour cette maladie, grossit artificiellement le problème, tout comme on pouvait d'ailleurs s'y attendre lorsque le nombre de cas (toutes gravités confondues) a surgi dans le discours politique et les manchettes des journaux, faisant exploser les chiffres et grimper le sentiment d'urgence, d'alerte, de danger.

On devrait interroger cette coïncidence prémonitoire et régulière, entre les dramatisations médiatiques de l'actualité sanitaire et les mises à jour politiques des mesures, à savoir restrictions sociales, fermetures d'écoles, délestage hospitalier, campagnes vaccinales et j'en passe. Car la prolongation de l'état d'urgence sanitaire résonne dans le silence assourdissant d'un effet d'évidence, et le mot confinement n'est même plus prononcé par les autorités qui l'imposent, comme s'il allait de soi. Et pourtant, la fatigue pandémique s'accroît, au rythme d'une politique redondante et truffée de contradictions, où la vaccination, désormais triple dose, s'affiche comme le (Saint) graal de l'entêtement politique : on a quelques centaines de millions de doses en précommande jusqu'à 2024…

Le gouvernement aurait-il donc quelque intérêt au sacrifice social des non-vaccinés? Comme rediriger simultanément le ressentiment et la colère inassouvie d'une population échaudée et épeurée à maintes reprises afin de perpétuer sa politique? Or, la sécurité sanitaire n'adviendra pas avec la condamnation d'une catégorie de la population ; on gravit plutôt une marche supplémentaire vers l'obéissance passive au conformisme sanitaire et numérique, édicté par la ploutocratie néolibérale.

Les idées (néolibérales) dans l'air

« Seule une crise — réelle ou supposée — peut produire des changements. Lorsqu'elle se produit, les mesures à prendre dépendent des idées alors en vigueur. Telle est, me semble-t-il, notre véritable fonction : trouver des solutions de rechange aux politiques existantes et les entretenir jusqu'à ce que des notions politiquement impossibles deviennent politiquement inévitables. » Milton Friedman, économiste de l'École de Chicago

Dans sa réflexion sur le capitalisme du désastre, Naomi Klein pointe l'économiste conservateur Milton Friedman, selon qui les grands changements ont lieu à l'occasion de catastrophes (naturelles, crises économiques, guerres), sur la base d'idées qui circulent dans l'air. Et Klein montre qu'en effet les idées néolibérales de la révolution conservatrice inspirées par Friedman se fraient un chemin opportuniste à ces occasions. « Pour lui, l'État a pour unique fonction, ¨de protéger notre liberté contre ses ennemis extérieurs et contre nos concitoyens eux-mêmes : il fait régner la loi et l'ordre, il fait respecter les contrats privés, et il favorise la concurrence.¨ En d'autres termes, il s'agit de fournir les policiers et les soldats — tout le reste, y compris l'éducation publique gratuite, n'est qu'ingérence au sein des marchés » (p.10).

Et voilà comment à la Nouvelle Orléans, après l'ouragan Katrina, des 127 écoles publiques initiales il n'en resta que 4 (avec quelque 4 700 personnels syndiqués perdant leur emploi) et les écoles à charte (subventionnées par le public mais exploitées par le privé, et sans syndicats) passèrent de 7 à 31. Le gouvernement a simplement offert aux familles des bons d'études pour la scolarisation dans le privé, plutôt que de reconstruire les établissements publics. Voilà comment le capitalisme du désastre profite des traumatismes collectifs faisant suite aux catastrophes, parfois même orchestrées par les tenants de la révolution conservatrice, afin de modifier de part en part le système politico-social d'un pays.

Autrement dit, à la faveur d'une crise où l'incertitude, la peur et le ressentiment prédisposent la population à toutes sortes de manipulations

médiatiques, scientistes et politiques, on peut sérieusement craindre que l'enjeu, comme s'il n'était pas suffisant, dépasse la liquidation d'un groupe populationnel.

Premièrement, l'idée de mettre au banc quelque 10 % de la population, en créant davantage d'exclusion, de pauvreté et de désespoir, est en train de devenir socialement acceptable parce qu'on la construit sur la vulnérabilité pathétique d'une population amenée par un état autoritaire à contracter contre elle-même (c'est-à-dire soumise à des restrictions qui heurtent son sentiment de liberté). C'est effectivement le ressentiment, la frustration collective due à la privation de nombreuses libertés qui rendent féconde la violence médiatique et politique de la construction sociale du bouc émissaire : le traitement impensable qu'on s'apprête à administrer aux non-vaccinés serait socialement inacceptable hors ladite crise.

Deuxièmement, ce virage qu'on retiendra peut-être parmi les étapes historiques de notre effondrement, épouse pleinement une conception ultra-libérale et extrémiste de la sécurité, où chacun incarne un danger sanitaire pour les autres, où chacun doit être individuellement et exclusivement responsable de sa santé (exit les déterminants sociaux de la santé) tout en étant redevable à tous de son état de santé (et même contrôlable par tout un chacun). Refuserons-nous vraiment d'entrevoir que la mise à mort sociale des non-vaccinés présage probablement la destruction totale des services publics de santé et d'éducation? Que la passe sanitaire sera progressivement assortie d'autres obligations que vaccinales, au prétexte des crises sanitaires, climatiques et sociales à venir? Et le contrôle numérique fort probablement renforcé, de façon à « simplifier » l'utilisation et « optimiser » les mises à jour des autorisations et interdictions selon notre degré de conformation aux critères de sécurité sanitaire (et autres déclinaisons possibles)?

Refuserons-nous vraiment de comprendre qu'une autre catégorie sanitaire de concitoyens pourra être ensuite placée sur le banc des accusés : et l'on exclura de l'école pourquoi pas les asymptomatiques ou tout autre groupe jugé dangereux? Mondialisation.ca, 10 janvier 2022

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Ukraine et Transnistrie

Josep Borrell organise le siège du Donbass et de la Transnistrie - Réseau Voltaire 10 janvier 2022

Le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, s'est discrètement rendu en Ukraine au début janvier.

Il s'est rendu sur la ligne de front du Donbass et s'est entretenu avec les fonctionnaires de la Mission d'assistance de l'Union européenne aux frontières de la Moldavie et de l'Ukraine (European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine - EUBAM) pour mettre en place le blocus économique de la Transnistrie.

Officiellement, l'UE est une puissance pacifique. Dans les faits, elle prépare les théâtres de guerre pour l'Otan.

Pour en savoir plus :

En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie - Réseau Voltaire 17 juillet 2007

https://www.voltairenet.org/article150085.html

Washington envoie secrètement des armes en Ukraine - Réseau Voltaire 12 janvier 2022

Le président Joe Biden a secrètement validé fin décembre 2021 l'envoi pour 200 millions de dollars d'armes à l'Ukraine, révèle Politico.

Cet envoi intervient alors que le président Vladimir Poutine a publié, le 17 décembre 2021, une proposition de Traité garantissant la paix sur la base du respect de la Charte des Nations unies et de la parole donnée.

Le total des armes envoyées par les États-Unis en Ukraine par l'administration Biden s'élève donc à 500 millions de dollars, plus ces 200 millions de dollars en cours de livraison. À ce total, il convient d'ajouter des armes expédiées par la Turquie et des armes US, allemandes et finlandaises, expédiées par l'Estonie. Réseau Voltaire 12 janvier 2022

Russie

Riabkov place les USA en face de leurs responsabilités - Réseau Voltaire 10 janvier 2022

Le ministre adjoint des Affaires étrangères russe, Sergeï Riabkov, est arrivé à Genève pour les négociations russo-états-uniennes sur les garanties de la paix. Il a dîné avec ses homologues états-uniens avant le début des négociations.

Il a déclaré que les propositions états-uniennes concernant un gel de la situation en Ukraine étaient très en deçà du sujet. « D'autres priorités sont plus importantes pour nous : non-élargissement de l'Otan, élimination de l'infrastructure créée, refus de certaines mesures, et pas sur une base réciproque, mais sur une base unilatérale de la part de l'Occident ».

La Russie considère qu'il serait naïf d'attendre une solution à Genève, mais que l'Otan doit d'ores et déjà se préparer à reculer. Réseau Voltaire 10 janvier 2022

Washington refuse de discuter du déploiement de l'Otan - Réseau Voltaire 11 janvier 2022

Les négociations russo-états-uniennes de Genève ont tourné court. La négociatrice US, Wendy Sherman, secrétaire d'Etat adjointe, n'était autorisée par le président Biden à ne discuter que du déploiement des missiles US en Ukraine et des troupes russes à la frontière russo-ukrainienne, pas d'autre chose.

La Russie avait envoyé son ministre adjoint des Affaires étrangères, Sergey Riabkov, pour débattre de la proposition de Traité garantissant la paix [1] publiée par le président Vladimir Poutine. Il s'agit d'affirmer à la fois le respect de la Charte des Nations unies et le respect de la parole donnée, ce qui impliquerait entre autres la transformation de l'Otan ou sa dissolution [2].

Simultanément à Washington, la Chambre des Représentants débattait d'une proposition de loi garantissant l'autonomie de l'Ukraine en renforçant sa Défense (Guaranteeing Ukrainian Autonomy by Reinforcing its Defense Act — GUARD). Il s'agit de réimposer des sanctions aux firmes allemandes impliquées dans le projet Nord Stream 2, de subventionner à hauteur de 200 millions de dollars supplémentaires l'armée ukrainienne et d'inscrire le président Vladimir Poutine sur la liste des soutiens du terrorisme. Au Sénat, on discutait d'un autre texte visant à proclamer le droit de l'Otan de s'étendre à l'infini. Réseau Voltaire 11 janvier 2022

Kazakhstan

Washington poursuit le plan de la RAND au Kazakhstan, puis en Transnistrie - Réseau Voltaire 11 janvier 2022

Les événements qui se déroulent depuis une semaine au Kazakhstan sont le cinquième volet d'un plan de la RAND Corporation, dont le sixième se déroulera prochainement en Transnistrie. Les quatre épisodes précédents ont eu lieu ces deux dernières années en Ukraine, en Syrie, en Biélorussie et au Nagorno-Karabagh. Il s'agit d'affaiblir la Russie en l'obligeant à se sur-déployer militairement.

par Thierry Meyssan

Le président états-unien, Joe Biden, a répondu à la proposition de la Russie d'un Traité garantissant la paix sur la base du respect scrupuleux de la Charte des Nations unies et de la parole donnée [1], lors d'une conversation téléphonique avec son homologue russe, Vladimir Poutine, le 30 décembre 2021. Sans surprise, il n'a pas répondu au fond de la requête russe, se contentant d'évoquer un possible arrêt des opérations US en Ukraine.

La RAND Corporation a imaginé un plan pour provoquer un sur-déploiement des forces armées russes et affaiblir ainsi ce pays.

Simultanément, le Conseil national de Sécurité des USA a déclenché plusieurs actions contre la Russie. Il ne s'agit pas de renverser des gouvernements ou de lancer de nouvelles guerres, mais d'obliger Moscou à intervenir hors de ses frontières de manière à l'épuiser. La Fédération de Russie dispose en effet déjà d'un gigantesque territoire qu'elle ne parvient pas à exploiter avec une population de seulement 150 millions d'habitants.

En mai 2019, la Rand Corporation, le think-tank du complexe militaro-industriel US, avait énuméré six options en la matière [2] :

1. Armer l'Ukraine ;
2. Augmenter le soutien aux jihadistes en Syrie ;
3. Promouvoir un changement de régime en Biélorussie ;
4. Exploiter les tensions dans le Sud du Caucase ;
5. Réduire l'influence russe en Asie centrale ;
6. Rivaliser avec la présence russe en Transnistrie.

La sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques, Victoria Nuland, s'est rendue à Moscou du 11 au 13 octobre 2021 pour rencontrer le gouvernement russe. Celui-ci a exceptionnellement levé pour l'occasion l'interdiction qui lui était faite de voyager en Russie [3]. En effet, Madame Nuland n'est pas une fonctionnaire comme les autres. C'est une personnalité de l'État profond US participant à toutes les administrations, qu'elles soient républicaines ou démocrates, à l'exception de l'administration jacksonienne du président Donald Trump. C'est elle qui, en 2001, battit le rappel des Alliés pour se battre en Afghanistan malgré l'opposition du président français Jacques Chirac et du chancelier allemand Gerhard Schröder. C'est elle qui sauva Israël à la fin de la guerre de 2006 contre le Liban, organisant un cessez-le-feu unilatéral de manière à lui éviter l'humiliation d'une défaite militaire. Et c'est encore elle qui organisa la révolution colorée du Maidan, en 2014, pour renverser le président ukrainien Viktor Ianoukovytch et le remplacer notamment par des nazis. On avait alors pu constater le mépris dans lequel elle tient les Européens, provoquant un malaise à Bruxelles et les sanctions de Moscou.

Madame Nuland appartient à une illustre famille néoconservatrice. Son mari n'est autre que Robert Kagan, l'un des fondateurs du Projet pour un nouveau siècle américain (Project for a New American Century - PNAC) qui collecta les fonds pour l'accession de George W. Bush (le fils) à la Maison-Blanche et souhaita « un nouveau Pearl Harbor » que les attentats du 11-Septembre réalisèrent. Son beau-frère, Frederick Kagan, est un des piliers de l'Institut américain de l'entreprise (American Enterprise Institute). Il fut l'inspirateur de la politique US d'occupation de l'Afghanistan et de l'Iraq. Sa belle-sœur, Kimberly Kagan, est la présidente de l'Institut pour l'étude de la guerre (Institute for

the Study of War). Elle joua un rôle de premier plan dans toutes les guerres du « Moyen-Orient élargi », notamment dans la politique des renforts (the surge) en Iraq.

Victoria Nuland avait expliqué sa manière de traiter avec la Russie dans un article provoquant de Foreign Affairs en juillet 2020, « Épingler Poutine » [4]. L'autrice néoconservatrice travaillait alors pour l'ancienne secrétaire d'État démocrate, Madeleine Albright, et exposait ce que le prochain président devrait faire vis-à-vis de Moscou. Après avoir présenté une Russie en ruines et un Poutine aux abois, elle proposait de négocier un nouveau Traité START, de combattre l'usage que les Russes font de l'Internet, de soutenir l'adhésion de l'Ukraine à l'UE (puis à l'Otan), et l'opposition armée en Syrie. Elle imaginait des investissements US en Russie pour moderniser ce pauvre pays en échange d'un alignement politique de celle-ci sur les « démocraties occidentales ». Le Kremlin, qui ne reconnaît rien du constat qu'elle dresse, l'a pourtant reçue comme il avait accepté la tenue du sommet Biden-Poutine à Genève après que le président états-unien eut insulté à la télévision son homologue russe.

Rien n'a filtré de ces réunions à huis-clos. Mais il est hautement probable que Madame Nuland a menacé une fois de plus la Russie, car c'est ce qu'elle fait sans interruption depuis vingt ans. En tous cas, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a confirmé qu'elle n'était pas prête à soutenir l'application de l'accord de Minsk pour résoudre la crise ukrainienne.

Sitôt son déplacement fini à Moscou, Victoria Nuland s'est rendue à Beyrouth rencontrer le nouveau gouvernement de Najib Mikati, puis à Londres pour sonner le tocsin. Elle y a annoncé que Moscou massait des troupes à la frontière ukrainienne et s'apprêtait à envahir le pays.

Trois semaines plus tard, le directeur de la CIA, William Burns, se précipitait à Moscou pour réparer ce que Victoria Nuland avait brisé. Il s'efforçait d'être conciliant et était reçu par le président Poutine en personne.

Cependant, Washington vient de cesser de souffler le froid et le chaud. Après avoir (1) armé l'Ukraine, (2) soutenu les jihadistes en Syrie, (3) tenté un changement de régime en Biélorussie [5], (4) exploité les tensions au Sud-Caucase avec l'attaque azerbaïdjanaise contre l'Arménie [6], Washington (5) tente de réduire l'influence de Moscou au Kazakstan et devrait prochainement (6) rivaliser avec la Russie en Transnistrie. Bref, il poursuit le plan de la Rand Corporation. Kazakhstan

Dans la culture d'Asie centrale, le chef est une sorte de Kubilai Khan et sa famille, à la fois des sujets et des privilégiés. Le Kazakhstan ne forme une nation que depuis quelques années. Il le doit au président Nursultan Nazerbayev qui a su fédérer différentes tribus. Son successeur, le président Kassym-Jomart Tokayev a démocratisé le pays, mais les comportements sont toujours influencés par la culture turco-mongole.

Le 2 juillet 2022, des manifestations contre la hausse du prix du gaz de 13 % ont tourné à l'émeute. Des groupes coordonnés ont attaqué les bâtiments publics et souvent des commerces locaux. Des snipers ont tiré depuis les toits, à la fois sur des manifestants et sur des policiers. Des armureries militaires ont été attaquées. Le butin a été distribué au sein des groupes d'assaillants. Le phénomène s'est reproduit un peu partout dans le pays. La prison de Taldykorgan, où des islamistes sont détenus prisonniers, a également été attaquée.

L'opération est conduite par des jihadistes ayant combattu en Syrie et par d'anciens collaborateurs afghans de la CIA. Les groupes qu'ils dirigent sont constitués par des islamistes kazakhs.

Le président Kassym-Jomart Tokayev a reconnu la légitimité des manifestations et réprimé les attaques terroristes. Il a proclamé l'état de siège et fait arrêter le président du Conseil de sécurité, Karim Masimov, un ancien banquier qui fut deux fois Premier ministre et chef de l'administration présidentielle. Il est actuellement inculpé de haute trahison. Puis, Tokayev a nommé son successeur et réuni le Conseil de sécurité.

Les rapports de son administration ont évalué à environ 20 000 le nombre des insurgés, incluant à la fois les jihadistes et émeutiers étrangers et les islamistes kazakhs. Le pays entretenait depuis de longues années, bien avant le plan Kushner de normalisation, des relations cordiales avec Israël. Si l'ancien président Nazerbayev avait tenu des positions anti-religieuses durant l'époque soviétique, il s'est converti par la suite et a accompli le pèlerinage de La Mecque. Les Églises ont été autorisées, sous réserve d'enregistrement. Un sommet inter-religieux, comparable à celui que le Vatican organise a Assise, a lieu chaque année.

Le Kazakhstan distingue les religions, quelles qu'elles soient, de l'Islam politique qui, lui, est interdit. Cependant, la Confrérie des Frères musulmans et le Hizb ut-Tahrir (Parti de la libération) se sont développés dans toute l'Asie centrale avec l'aide du MI6 britannique. C'est d'ailleurs pour combattre ce séparatisme que l'Organisation de Coopération de Shanghai a été créée.

Le Conseil de sécurité a transmis au Kremlin les éléments dont il dispose déjà sur le complot dont le pays est victime. Il a requis l'aide de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OSTC) pour combattre les jihadistes. Le président Tokayev a donné sans attendre l'ordre à ses forces de sécurité de tirer sans sommation et de tuer les jihadistes qu'elles trouveraient [7].

L'OTSC a répondu immédiatement déployé 2 500 soldats, des Arméniens, des Biélorusses, des Russes et des Tadjiks, sous les ordres du général Andrei Serdyukov, commandant en chef des parachutistes de la Fédération de Russie. La Chine populaire a annoncée être prête à venir en aide, si de besoin.

La Turquie a apporté son soutien au président Tokayev, signifiant ainsi qu'elle n'était pas impliquée dans le complot islamiste. L'Afghanistan a fait de même, ce qui est moins surprenant dans la mesure où d'une part les Talibans sont des Deobandis et, d'autre part, que les Afghans qui participent à l'attaque jihadistes sont d'anciens collaborateurs de la CIA qui ont fui le pays [8].

Rapidement on apprenait que la National Endowment for Democracy [9], dont Victoria Nuland est une ancienne administratrice, avait dispensé des millions de dollars depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche pour « étendre la démocratie » au Kazakhstan.

Par le passé, l'ancien ministre de l'Énergie, l'oligarque Mukhtar Ablyazov, a créé un parti d'opposition (non-reconnu), le Choix démocratique du Kazakhstan (QDT), avec le gendre du président Nzerbayev, Rakhat Aliyev. Ensemble, ils ont tenté de le renverser avec l'aide de George Soros. Aliyev est mort en 2015 en prison en Autriche tandis qu'Ablyazov s'est exilé au Royaume-Uni, puis en France. Plusieurs fois arrêté dans l'Union européenne pour meurtre en Russie, il n'a jamais été extradé. Il a obtenu l'asile politique en France et réside à Paris depuis plus d'un an. Dès le premier jour d'émeute, il a lancé un appel pour renverser le régime, c'est-à-dire non seulement le président Kassym-Jomart Tokayev, mais aussi l'ancien président Noursoultan Nazarbaïev, aujourd'hui officiellement retraité mais qui est toujours très influent.

Selon certaines sources non-confirmées, Mukhtar Ablyazov serait en lien avec le neveu du président Nazerbayev, Samat Abish, un ancien directeur-adjoint des services secrets. Celui-ci aurait été arrêté le 7 janvier pour haute-trahison. On le sait militant de l'islam politique comme son père qui a construit une gigantesque mosquée à Almaty.

L'ancien président Nursultan Nazerbayev (81 ans) est revenu dans la capitale. Si son état de santé le lui permet, il pourrait reprendre les choses en main, notamment avec l'aide de sa fille, Dariga Nazarbayeva.

Selon le plan de la RAND, après le Kazakhstan, le tour de la Transnistrie viendra.

Les États-Unis ont mobilisé l'Union européenne pour opérer un blocus économique de cet État non reconnu, dont la population s'est séparée par référendum de la Moldavie lors de la dissolution de l'URSS. Les fonctionnaires de la Mission d'assistance de l'Union européenne aux frontières de la Moldavie et de l'Ukraine (European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine - EUBAM), sous la direction de Stefano Sannino (l'ancien représentant de OSCE en Serbie), encadrent les douanes moldaves et ukrainiennes (qui ne sont pas membres de l'UE) pour procéder depuis le 1er janvier 2022 au blocus de ce pays. La Russie sera contrainte d'aménager l'ancienne base spatiale soviétique et de créer un pont aérien pour nourrir les 500 000 habitants de cette enclave.

Les citoyens de l'Union européenne l'ont oublié, mais en 1992 les États-Unis avaient vainement tenté d'écraser militairement la Transnistrie (aujourd'hui République moldave du Dniestr) en utilisant une armée recrutée dans les prisons roumaines [10]. Le courage de cette population fidèle au modèle des Soviets, et particulièrement de ses femmes, fit capoter le projet de la CIA.

Signalons au passage que si la population de Transnistrie parle le Russie, trois villages continuent à parler le français. Il sont habités par des descendants des grognards de Napoléon qui s'y marièrent et s'y implantèrent lors de la campagne de Russie.

En conclusion, si la réponse de Washington à la proposition de Traité de Moscou pour garantir la paix était officiellement un arrêt de sa progression vers l'Est, elle est officieusement qu'il a toujours la capacité de nuire.

Notes :

[1] "Draft Treaty betweeen the USA and Russia on Security Guarantees", Voltaire Network, 17 December 2021.

[2] Extending Russia : Competing from Advantageous Ground, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz & Brent Williams, Rand Corporation, May 25, 2019.

[3] « U.S., Russia lift targeted sanctions to allow Nuland visit - Moscow », Elizabeth Frantz, Reuters, Octobrer 10, 2021.

[4] « Pinning Down Putin », Victoria Nuland, Foreign Affairs Vol. 99 #4, July 2020.

[5] « Qui veut renverser le président Loukachenko ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 1er septembre 2020.

[6] « Haut-Karabagh : victoire de Londres et d'Ankara, défaite de Soros et des Arméniens », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 novembre 2020.

[7] « Analyse militaire des attaques contre le Kazakhstan », par Valentin Vasilescu, Réseau Voltaire, 10 janvier 2022.

[8] « 7 mensonges à propos de l'Afghanistan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 août 2021.

[9] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 6 octobre 2010.

[10] « En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 juillet 2007.

Analyse militaire des attaques contre le Kazakhstan - Réseau Voltaire 10 janvier 2022

L'attaque que le Kazakhstan vient de subir, le 2 janvier 2022, impliquait deux groupes principaux indépendants reliés au même commandement étranger. Il impliquait environ 20 000 combattants, à la fois étrangers et kazakhs. Ce personnel avait été formé au jihad en Syrie ou en Afghanistan selon les cas. Les armées kazakh et russe ont été prises par surprise, mais sont parvenues en une semaine à reprendre le contrôle de la situation.

par Valentin Vasilescu

La première étape pour résoudre le problème a consisté à comprendre quel type de forces les autorités du Kazakhstan ont dû affronter

Dauren Abaev, chef adjoint de l'administration présidentielle du Kazakhstan, a déclaré que les manifestations dans le pays avaient commencé pacifiquement et que tout était soudainement passé sous le contrôle des provocateurs. L'utilisation de communications secrètes

par les manifestants a été essentielle dans la coordination simultanée des actions violentes visant des objectifs préétablis. C'est-à-dire l'utilisation de stations de réception gérées par des serveurs de pointe situés à l'extérieur du Kazakhstan. Communications que les services secrets et l'armée nationale n'ont pas pu intercepter. Un centre de commandement unique a coordonné la préparation et l'orientation de toute l'action terroriste. Le président kazakh Kassym Jomart Tokayev l'a reconnu, dans un discours à la nation le 7 janvier [1]. Il a déclaré que « les forces de l'ordre et l'armée n'ont pas tenu leurs promesses ». « Il est devenu clair que nous manquions de forces spéciales, d'équipements spéciaux et de moyens spéciaux ».

Les militants comptaient dans leurs rangs des spécialistes des PsyOps (opérations de guerre psychologique), capables de manipuler les attitudes des gens. Ils ont donné la priorité à la transmission en direct de désinformations déjà préparées depuis les studios de télévision. Heureusement pour les autorités, les terroristes qui ont occupé le bâtiment de la chaîne de télévision Mir n'ont pas été en mesure de contrôler la tour de télévision Koktobe à Almaty, où se trouve l'antenne de diffusion. En conclusion, l'incapacité à saisir les médias à Almaty a joué un rôle énorme dans l'échec du coup d'État.

La planification des actions était typique des opérations commando à commandement unique

Un groupe important (Alpha) composé de plusieurs sous-groupes a agi simultanément à Almaty et dans des villes du sud et de l'ouest du Kazakhstan, dans le but de terroriser la population civile, de la disperser et d'empêcher l'intervention des forces de l'ordre. La mission du groupe Alpha s'est traduite par l'occupation et l'incendie de bâtiments administratifs, le pillage de magasins et de banques, la mise en place de barricades dans tous les quartiers et une tentative d'occupation de l'aéroport d'Almaty. Dauren Abaev a noté que parmi les terroristes à haut niveau de préparation au combat et à la cruauté brutale qui ont abattu des membres des forces de sécurité se trouvaient des tireurs d'élite.

L'objectif tactique du groupe Alpha était en fait une diversion sanglante pour couvrir le second groupe (Bravo), qui exécutait des attaques ciblées sur des dizaines de magasins d'armes, des dépôts d'armes et de munitions de l'armée et de la police, etc.

L'ancien conseiller du président Nazarbayev, Yermukhamet Yertysbayev, estime que les terroristes avaient des complices dans le pays. « La trahison d'un certain nombre de fonctionnaires et d'agents des forces de l'ordre a empêché de déjouer les plans des terroristes ». Selon lui, 40 minutes avant l'attaque de l'aéroport d'Almaty, l'ordre a été donné de retirer le dispositif de sécurité. M. Yertysbayev pourrait bien avoir raison, d'autant plus que les services de renseignement kazakhs n'ont pas découvert de preuves de préparations clandestines d'attaques terroristes, même si 20 000 attaquants spécialisés ont opéré dans la seule ville d'Almaty. Conséquences

Ce n'est qu'après 3 à 4 jours de chaos que l'ordre constitutionnel a été rétabli dans une certaine mesure dans toutes les régions, que les bâtiments administratifs et les infrastructures stratégiques ont été libérés et placés sous protection militaire. Les frontières ont été fermées et 70 barrages ont été mis en place dans le pays. De nombreux responsables d'administrations régionales et d'organismes chargés de faire respecter la loi ont été démis de leurs fonctions. Cependant, le président kazakh Kassym Khomart Tokayev a déclaré que « les militants n'ont pas déposé les armes et continuent à commettre des crimes ou à s'y préparer. Il est indispensable de mettre fin à leurs agissements. L'opération de combat visant à débarrasser Almaty des terroristes est menée par les services spéciaux du Kazakhstan ».

Le ministère de l'Intérieur du Kazakhstan a annoncé que 3 811 participants violents aux émeutes ont été arrêtés, que 26 personnes ayant attaqué les forces de l'ordre avec des armes à feu ont été tuées et que 26 autres ont été blessées. RIA Novosti a cité des sources du bureau du procureur du Kazakhstan selon lesquelles « parmi les terroristes détenus au Kazakhstan, il y a beaucoup de citoyens étrangers, payés pour commettre des actes criminels ».

À la demande du président Kassym Khomart Tokayev, la Russie a envoyé 3 000 soldats au Kazakhstan, la Biélorussie 500, le Tadjikistan 200 et l'Arménie 70. Plus de 70 avions Il-76 et 5 An-124 ont transporté le contingent russe de maintien de la paix des forces de l'OTSC au Kazakhstan. Il s'agit de sous-unités de la 45e Brigade, de la 98e Division et de la 31e Brigade Spéciale, toutes appartenant aux forces aéroportées.

Le rôle de l'armée russe

Le mandat donné par l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC) ne prévoit pas de participation à des opérations de combat au Kazakhstan, les tâches des forces de maintien de la paix étant essentiellement la protection des installations vitales. Des sous-unités de la 98e Division aéroportée contrôlent l'aéroport international à Nur-Sultan, le siège de l'État-Major général des forces armées et le bâtiment du centre de télévision Kazmedia.

Une sous-unité indépendante des forces d'opérations spéciales russes surveille le palais présidentiel de Nur-Sultan, la banque centrale et le comité de sécurité nationale du Kazakhstan. Des sous-unités de la 45e Brigade à vocation spéciale ont été déployées dans le sud-est du Kazakhstan, pour garder l'aéroport international d'Almaty, le centre opérationnel de défense aérienne conjoint Fédération de Russie-Kazakhstan à Almaty. D'autres sous-unités de la 45e Brigade ont été déployées à Shymkent, la troisième plus grande ville de 1,1 million d'habitants, où elles gardent la 602e base aérienne et d'autres objectifs administratifs de la ville. Des sous-unités de la 31e Brigade aéroportée ont été déployées dans la partie orientale du Kazakhstan, dans la ville d'Ust-Kamenogorsk, le centre administratif de la zone d'industrie extractive du Kazakhstan oriental. D'autres sous-unités de la 31e Brigade assurent la sécurité des installations de Kazatomprom dans le nord du pays, la compagnie nucléaire nationale du Kazakhstan.

Séparément, à l'appui des unités antiterroristes locales, de petites unités russes telles que des unités de neutralisation PsyOps, d'opérations de guerre psychologique et de reconnaissance peuvent également opérer. Par exemple, un groupe de reconnaissance aéroporté russe utilise le système RB-341V Lieer-3. Les drones (avions et hélicoptères de recherche sans pilote et silencieux) capturent et transmettent des images vidéo 24 heures sur 24 ou collectent des données sur une large gamme de fréquences - SIGINT (renseignement d'origine électromagnétique), et même les réseaux GSM. Lorsqu'un réseau suspect est découvert, seuls certains émetteurs du réseau sont brouillés.

Cela empêche la transmission des ordres aux terroristes en aval de la chaîne de commandement. La zone de brouillage se concentre sur des objectifs ciblés dans un rayon de 6 km. Les plates-formes aéroportées russes servent également de relais radio pour les militaires kazakhs opérant dans les zones urbaines, où la transmission est protégée par les bâtiments. Les troupes aéroportées russes disposent également d'un autre système terrestre sur un véhicule 8×8 : le RP-377LA Lorandit, qui se compose de puissantes stations de recherche de sources de fréquences et de stations de brouillage sélectif, toutes dans la gamme 3 MHz-3 GHz.

Un autre groupe russe est spécialisé dans la reconnaissance spéciale, effectuée par du personnel militaire hautement qualifié. Dans notre cas, le personnel militaire russe est formé à l'infiltration secrète parmi les terroristes afin de recueillir des renseignements HUMINT. Permettre l'anticipation des actions futures, la détection des réseaux ou des moyens de transmission des dispositions hiérarchiques, le suivi des chefs terroristes et le placement de dispositifs de repérage permanents.

Comme le contingent en Syrie, le contingent kazakh est intégré aux réseaux du système centralisé MK VTR-016 du ministère russe de la Défense, qui utilise le système Auriga-1.2V. Des centaines de mini-stations vidéo mobiles portables dans les zones de responsabilité attribuées aux militaires russes au Kazakhstan transmettent des informations secrètes en temps réel à Moscou grâce aux satellites de communication militaires russes. Grâce au serveur de Huawei, le plus puissant du monde, ces transmissions sont difficiles à intercepter et à brouiller. Auriga-1.2V permet aux officiers très expérimentés d'optimiser les actions de leurs subordonnés sur le terrain à partir de la salle des opérations de l'état-major aéroporté russe, en l'absence de facteurs perturbateurs.

Après l'occupation de l'Irak, les troupes d'occupation US ont eu fort à faire avec les groupes d'insurgés sunnites qui enlevaient des citoyens occidentaux. Pour pénétrer ces groupes, les forces d'opérations spéciales états-uniennes ont mis sur pied une opération ciblée, créant leur propre groupe de « kidnappeurs », dans lequel les « kidnappés » étaient des agents de renseignement infiltrés dans les médias alliés des États-Unis. Vous vous souvenez peut-être des journalistes Marie Jeanne Ion (Prima TV, Roumanie) et de Florence Aubenas (Libération, France). Une fois que ce groupe a acquis une certaine notoriété en diffusant des vidéos, reprises par les médias irakiens et internationaux, il a attiré l'attention de véritables groupes d'insurgés qui ont proposé de prendre en charge les « personnes enlevées ». De cette manière, les véritables groupes d'insurgés en Irak ont été découverts et arrêtés.

L'armée russe prouve qu'elle a tiré les leçons des innovations US dans la lutte contre les insurgés en Irak. Les spécialistes russes des opérations psychologiques sont arrivés à la conclusion qu'il est plus facile d'appâter les cellules terroristes que de les rechercher pour les neutraliser. Ainsi, suivant le modèle états-unien, ils ont mis en place un faux « Front de libération du Kazakhstan » qui diffuse des vidéos sur les médias sociaux et incite les cellules terroristes qui ont participé au soulèvement du pays à le rejoindre.

[1] "Kassym-Jomart Tokayev speech on terrorist attack", by Kassym-Jomart Tokayev, Voltaire Network, 7 January 2022.

ÉCONOMIE

Fed

Reuters - « la Fed a acheté pour plus de 4 000 milliards de dollars d'emprunts d'Etat et de prêts immobiliers titrisés depuis la pandémie de COVID-19, ce qui a plus que doublé la taille de son bilan, passé de 4 100 milliards de dollars à plus de 8 700 milliards ».

France

Le déficit commercial de la France plonge à un niveau «jamais atteint» - RT 7 janv. 2022

Les douanes ont annoncé ce 7 janvier que le déficit commercial de la France s'était encore creusé pour atteindre 9 milliards d'euros en novembre, soit «le solde mensuel le plus bas jamais atteint». En 2020, le déficit commercial de la France bouscule un nouveau record

Les importations ont atteint un niveau record et ont été lestées par la hausse des prix des matières premières, notamment énergétiques, dégradant encore le déficit par rapport au mois d'octobre, quand il s'était hissé à 8,1 milliards d'euros (chiffre révisé). En janvier 2021, le déficit s'affichait à 4,5 milliards.

Le Douanes précisent qu'en novembre, le déficit cumulé sur 12 mois s'élève à 77,6 milliards d'euros, «soit 2,6 milliards de plus que le déficit annuel record de 2011». Sur le même mois, le montant des importations atteint «la somme historique» de 52,5 milliards d'euros. Si elles n'ont augmenté que de 2,6% en volume depuis le début de l'année, elles ont bondi de 20,1% en valeur.

Selon les Douanes, cette progression s'explique «en très grande partie par la hausse des prix des matières premières, notamment énergétiques, et des produits industriels». La fin d'année a en outre connu un «pic inhabituel des importations d'électricité», ainsi qu'une «croissance dynamique des approvisionnements en gaz et pétrole».

La France importatrice nette d'électricité malgré le nucléaire

Surtout, les douanes soulignent que la France, traditionnellement exportatrice d'électricité, a été importatrice nette en novembre, la production nationale ne suffisant pas à répondre à la demande.

Les exportations progressent aussi, mais à un rythme moins élevé de 400 millions d'euros en moyenne par mois depuis le début de l'année pour s'établir en novembre à 43,5 milliards d'euros, quasiment au niveau du pic d'avril 2019.

La Banque de France a de son côté révélé une aggravation du déficit de la balance des paiements – qui inclut les échanges de services – à 3,6 milliards d'euros en novembre, soit 1,1 milliard par rapport au mois précédent, a détaillé la Banque de France ce 7 janvier. RT 7 janv. 2022

La Banque de France alerte sur le risque de crise financière - insolentiae.com 11 janvier 2022

Dans son dernier rapport sur les risques la Banque de France trouve que les marchés financiers sont un tantinet « exubérants »! Vous pouvez lire les 50 pages du rapport complet ici directement sur le site de la Banque de France.

La BdF a peur d'une « correction brutale compte tenu des niveaux de valorisation parfois « exubérants » et c'est une crise boursière et financière est le principal risque qui pèse à moyen terme sur le secteur financier, et il pourrait augmenter. »

D'accord, mais de vous à moi, pourquoi les bourses et les marchés sont si « hauts »?

Parce que les taux ils sont très bas!

Et donc, qu'est-ce qui pourrait créer un énorme krach boursier?

Une remontée des taux mes amis!

Et qui c'est qui monte les taux?

C'est pas vous, c'est pas moi, alors c'est qui donc?

C'est… Les banques centrales!

Donc quand la Banque de France annonce qu'ils ont peur d'un krach boursier, enfin d'une crise financière c'est qu'ils savent qu'ils vont en créer une de toute pièce de crise!

Pour ça, rien de plus simple.

Yaka monter les taux jusqu'à ce que les couinements des marchés se transforment en cris stridents de douleur.

La douleur de l'argent du financier qui s'en va en fumée.

Un cri terrible vous imaginez.

« Certains indicateurs de valorisation boursière pointent un niveau d'exubérance persistant, qui rend les marchés d'actifs risqués vulnérables à une correction brutale pouvant aussi éventuellement déstabiliser des acteurs financiers non bancaires ayant recours au levier de la dette et se propager à d'autres segments de marché », a estimé la banque centrale.

En d'autres termes: après une année faste, le système financier n'est pas à l'abri d'une crise boursière.

J'adore l'humour des prévisionnistes des banques centrales.

C'est eux qui président aux cycles économiques.

C'est eux qui décident si il y aura plus ou moins d'argent dans le système, plus ou moins de taux. insolentiae.com 11 janvier 2022

Great Reset : La transition énergétique ou le racket du Green New Deal

Bruno Le Maire. Electricité vers une hausse de 40 % ! - insolentiae.com 11 janvier 2022

« Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a annoncé ce lundi sur LCI qu'une solution technique sera trouvée « d'ici la fin de la semaine » pour limiter la hausse des prix de l'électricité à 4 % en 2022, comme l'avait promis le gouvernement. Le Premier ministre Jean Castex s'était engagé fin septembre à limiter la hausse des tarifs de l'électricité à 4 %, afin d'épargner le pouvoir d'achat des ménages.

Le gouvernement a déjà baissé la taxe sur la consommation d'électricité (CSPE), « au plus bas de ce qui est possible au titre des règles européennes », a déclaré Bruno Le Maire sur LCI, mais cela ne couvre que « jusqu'à 16 ou 17 % d'augmentation du prix de l'électricité ». Or le gouvernement s'attend à ce que la hausse soit plutôt de l'ordre de 38 à 40 %, d'où la nécessité d'une solution complémentaire pour la contenir ».

Oui, vous avez bien lu.

La hausse de l'électricité sera de 40 % si le gouvernement ne fait rien.

40 %.

Meuh… non y a pas d'inflation !

Vous savez d'ailleurs que quand les prix de l'électricité augmentent cela fait augmenter le PIB !!! Et oui, le CA d'EDF cela rentre directement

dans le calcul du PIB et l'impact sur la « croissance » économique est bien réel bien que cela ne crée bien évidemment aucune richesse.

« *La flambée des cours de l'électricité est alimentée par de nombreux facteurs, comme les tensions pour l'approvisionnement cet hiver et la hausse des prix des quotas de CO2 sur les marchés du carbone, sur lesquels les entreprises échangent des « droits à polluer » alloués en nombre limité par les autorités. À long terme, la France espère une réforme du marché européen de l'électricité pour que les cours reflètent plus fidèlement les prix réels dans chaque pays, alors qu'ils sont aujourd'hui calés sur les coûts des centrales à gaz et au charbon, qui atteignent aujourd'hui des sommets* ».

Oui, vous avez bien lu.

Dans notre pays où 70 % de l'électricité est nucléaire, on calcule le coût de l'électricité que l'on vous vend en prenant en compte les centrales au gaz et au charbon.

Je ne dirais pas que l'on se fiche de vous, mais cela y ressemble fichtrement.

Le gouvernement n'y est pour rien, car c'est l'Europe qui décide !

Et l'Europe, de vous à moi, elle nous emmerde pour reprendre une expression présidentielle à la mode.

Mais que voulez-vous, quand on abandonne sa souveraineté, voilà le résultat. insolentiae.com 11 janvier 2022

Haut de page

Le 15 janvier 2022

Je m'emploie à entretenir le moral des troupes sans flatterie ou démagogie, sans fausses bonnes nouvelles, la réalité est comme elle est, il faut la regarder en face, même quand elle est laide, elle doit être notre principale source d'inspiration, si on n'y parvient pas, c'est peut-être parce qu'on est mal inspiré ! On vaincra, la vérité est révolutionnaire, vous allez pouvoir le vérifier dans cette causerie. Formidable, non ? Si non, tant pis pour vous, mais ne vous plaignez pas, je plaisante on ne souhaite à personne d'être malheureux, sauf à ceux qui nous emmerdent !

Que le travailleur lambda ou le simple citoyen se soit laisser abusé par la propagande hystérique du régime, c'est un fait, mais on ne peut pas lui en vouloir, il a été trahi de toute part, bien au contraire, il sera la principale victime de cette monstrueuse imposture.

Il n'y a pas de mots assez forts pour caractériser et condamner ceux qui s'en sont rendus complices.

En effet, c'est une autre histoire quand il s'agit de bac +7 ou 10, des intellectuels et des dirigeants du mouvement ouvrier. Eux, ils savaient ce qu'ils faisaient, ils étaient parfaitement informés et ils étaient en mesure de faire la part des choses, au lieu de cela ils ont rejoint le consensus national derrière Macron et sa clique mafieuse, corrompue et criminelle.

C'est donc délibérément qu'ils ont rejoint les rangs des assassins qui ont empêché les malades d'accéder aux traitements efficaces existant contre la covid-19, qui ont empêché les médecins de leur prescrire librement, qui ont incité la population à servir de cobaye à des thérapies génétiques expérimentales dont les effets secondaires étaient inconnus, qui l'ont obligé à porter une muselière, etc. Ce sont eux à partir de là, qui ont permis l'instauration du passe sanitaire, puis vaccinal instaurant un régime d'apartheid ou totalitaire dans ce pays.

Ils n'ont cessé de soutenir les institutions de la Ve République et l'opération montée de toutes pièces par le Forum économique mondial.

Et ces salopards ne manquent pas d'air, pour se faire passer pour des anticapitalistes ou des révolutionnaires ils osent dénoncer les quelque 500 milliards d'euros que Macron et son gouvernement ont versé aux capitalistes, tandis que la position qu'ils adoptèrent servi en quelque sorte de caution aux milliers de milliards d'euros ou de dollars que les oligarques allaient empocher durant cette période grâce à cette mystification ou aux mesures liberticides imposées à la population.

Pendant deux ans, en parfaite connaissance de cause, il faut le marteler pour que cela demeure graver dans tous les cerveaux et n'en sortent plus, ils ont adopté la rhétorique de l'oligarchie financière d'une pandémie virale mondiale particulièrement meurtrière qui s'est avérée inexistante, telle est la vérité qui éclate au grand jour. Ils ont vécu dans le déni permanent de la réalité qu'ils n'ont eu de cesse de colporter sans se soucier des conséquences désastreuses et dramatiques pour la population. En fait, la propagande officielle a reposé entièrement sur la manipulation et la falsification du bilan sanitaire (1) et de tous les facteurs (2) relatifs à la propagation d'un virus apparemment fabriqué dans le laboratoire P4 de Wuhan sur commande et financement américain, et lâché dans la nature une fois que les différents acteurs engagés dans cette opération aient manifesté être prêts, c'était fin 2019.

Désormais, la machine infernale à les broyer est en marche et rien ni personne ne pourra plus l'arrêter. L'heure des comptes a sonné, chaque jour apporte son lot de témoignages ou les rapports sortent qui prouvent qu'il n'a jamais existé de pandémie virale mondiale en 2020 et 2021, des articles sont publiés dans le monde entier qui les relaient ou les langues de médecins ou professeurs en médecine se délient, au point que les médias ne peuvent plus les ignorer.

La Voix de l'Opposition de Gauche pourrait constituer un pôle de regroupement de travailleurs et militants, ex-militants, qui veulent s'engager dans le combat politique, ou qui tout simplement souhaitent disposer d'un instrument d'information ou de réinformation honnête pour ne pas se faire manipuler dans le futur.

Sources ou notes.

1 - DES NOUVELLES DE SENTINELLES Par Collectif Reinfocovid

https://wiki.reinfocovid.fr/_media/newsletters/newsletter_du_15_janvier_2022/sentinelles_dec21.pdf

2 - Certificats de décès truqués (mort de la Covid-19 ou mort avec la Covid-19) ; Toutes les affections respiratoires étiquetées Covid-19 ; Malades non soignés ou renvoyés chez eux avec du Doliprane ; Refus de délivrer de l'hydroxychloroquine ou de l'ivermectine ; Euthanasie en masse dans les Ehpad à coup de Rivotril ou de Remdesivir. Entre 80 et 100 000 morts auraient pu être évités.

- Cette causerie au format pdf (19 pages)

INTRODUCTION

L'AFP ou la voix de son maître formule un voeux.

Inde: le festival hindou Gangasagar Mela potentiel "super propagateur" de Covid - AFP 13 janvier 2022

Ils osent tout. Sinon à quoi bon s'enrichir, hein ?

Lamborghini au sommet en 2021 - LePoint.fr 12 janvier 2022

Comme Ferrari, Rolls-Royce ou Bentley, Lamborghini enregistre des ventes records, démontrant la bonne santé insolente du marché des voitures de luxe. LePoint.fr 12 janvier 2022

La Covid-19 a été fabriquée en laboratoire.

Le Dr. Fauci a menti. La Covid-19 aurait été fabriquée par l'homme - Réseau Voltaire 13 janvier 2022

Des e-mails, révélés par les deux représentants jacksoniens James Comer (Kentucky, chef de la minorité de la Commission de surveillance de l'Exécutif) et Jim Jordan (Ohio, chef de la minorité de la Commission de la Justice), attestent que les scientifiques officiels US ont délibérément menti à propos de l'origine de la Covid-19.

Lors d'une réunion secrète, le 1er février 2020, des experts —dont Robert Garry et Mike Farzan (le plus grand spécialiste des Covid) — ont exposé que la configuration du virus ne correspond pas à celle des autres Covid et qu'elle est spécifiquement conçue pour infecter des humains. Selon eux, ceci est impossible à l'état naturel. La Covid-19 a été fabriquée en laboratoire.

Le Dr. Anthony Fauci, directeur du NIAID (National Institute of Allergy and Infectious Diseases) et conseiller spécial des présidents des États-Unis pour la Covid-19, qui présidait la réunion, a décidé d'étouffer ces informations. Le lendemain de cette réunion, le 3 février 2020, le Dr. Fauci s'exprimait à la demande de la Maison-Blanche devant les Académies nationales des sciences, de l'ingénierie et de la médecine. Il y a défendu avec véhémence, en pleine connaissance de cause, l'origine naturelle de la Covid-19.

Tous les participants à la réunion secrète du 1er février 2020 ont maintenu le secret de leurs délibérations.

Le Dr. Fauci a détourné de l'argent public de son service pour financer des recherches illégales aux USA dans le laboratoire de niveau 2 de Wuhan (Chine). Réseau Voltaire 13 janvier 2022

Sur le même sujet :

« Covid-19 : l'étau se resserre autour du docteur Anthony Fauci », Réseau Voltaire, 7 octobre 2021.

https://www.voltairenet.org/article214324.html

- « In silico comparison of SARS-CoV-2spike protein-ACE2 binding affinities across species and implications for virus origin », Sakshi Piplani, Puneet Kumar Singh, David A. Winkler & Nikolai Petrovsky, Nature, June 24, 2021.

https://www.nature.com/articles/s41598-021-92388-5.pdf

Letter to the Health Secretary with the secrets e-mails.

https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/letter-re.-feb-1-emails-011122.pdf

---

Des documents militaires contredisent le témoignage sous serment d'Anthony Fauci - francesoir.fr 14 janvier 2022

https://www.francesoir.fr/societe-sante/des-documents-militaires-contredisent-le-temoignage-sous-serment-fauci

---

Confirmation. L'intention criminelle de Macron et de l'oligarchie avérée.

LVOG - Cela vaut pour tous ceux qui ont soutenu cette campagne hystérique de vaccination, dont la totalité des organisations du mouvement ouvrier.

Lu ici et là puisque les sources se multiplient ou les langues se délient.

- Ces politiques de vaccination pourraient à terme endommager le système immunitaire et conduire à un dysfonctionnement de l'immunité innée dont les cellules ne seront plus capables d'effectuer correctement leur travail. Ces dysfonctionnements pourraient entraîner des maladies auto-immunes, des cancers, des troubles neurologiques mais également conduire à l'aggravation de pathologies existantes.

- Si le virus, à mesure qu'il mute devient de moins en moins virulent, « la campagne de vaccination de masse permet un gain de fonction accéléré pour ce virus »

Grandeur et décadence d'un régime entré en putréfaction.

LVOG - La concentration du capital et du pouvoir politique rend fou. Et le pire, c'est que leur folie est communicative. La preuve.

La distanciation sociale, physique, cela vous dit quelque chose, n'est-ce pas ? Vous avez peut-être cru au départ qu'il s'agissait d'une mesure ou une précaution sanitaire, et bien pas du tout, elle vient de la haine générale des hommes au sens générique du terme qu'ils veulent instiller dans votre cerveau jour après jour pour empêcher que germe en vous l'idée que sans le partage d'intérêts collectifs, c'est-à-dire sans une conception de la société qui intègre les intérêts de l'ensemble de la collectivité humaine, il ne peut pas y avoir de bien-être ou d'épanouissement individuel. Pourquoi demanderez-vous ? Parce que l'un et l'autre sont exclus de leur modèle de société totalitaire.

Journée mondiale de l'hypersensibilité : "Dans ma sexualité, c'est très handicapant. Parfois, il me caresse et je trouve cela agréable, puis dix secondes après, cela devient 'trop'" - Yahoo 13 janvier 2022

LVOG - De la part de sadiques, cela se comprend ! Ils haïssent la terre entière, ils se haïssent même entre eux ! Au passage, depuis août 2008 vous ne pourrez pas dire que j'aurais censuré certains sujets.

La pansexualité, c'est le corporatisme appliqué à la sexualité.

Ava Phillippe : la fille de Reese Witherspoon est pansexuelle, qu'est-ce que ça signifie ? - Yahoo 13 janvier 2022

LVOG - Ces pervers dégénérés vous expliquent ce qu'est la pansexualité, dernière mouture de la théorie antisociale du genre.

Yahoo - L'hétérosexualité a longtemps été considérée comme la norme en matière de sexualité, mais ces dernières années, les choses ont beaucoup évolué. Outre l'homosexualité, le lesbianisme et la bisexualité, qui sont des orientations sexuelles désormais bien connues du grand public, d'autres mots ont fait leur apparition, et notamment le concept de pansexualité.

Lors d'une session de questions-réponses avec ses abonnés sur Instagram, la fille de Reese Witherspoon a répondu à l'interrogation suivante : "Est-ce que tu aimes les filles ou les garçons ?" Pas question pour la jeune femme de faire de faux semblants, elle a donc répondu : "Je suis attirée... Par les gens ! Le genre est quelconque." Elle est donc pansexuelle.

La pansexualité fait partie des termes encore peu connus du grand public. Cette orientation sexuelle caractérise les personnes qui sont sentimentalement ou sexuellement attirées par quelqu'un, peu importe son genre. Yahoo 13 janvier 2022

LVOG - La démographie mondiale exponentielle est à mettre au compte du développement anarchique du capitalisme.

Les capitalistes ont favorisé pendant plus d'un siècle l'augmentation de la population mondiale, parce qu'elle s'inscrivait dans le cadre du développement ou de l'évolution du capitalisme et permettait d'en assurer la survie pour le compte de la classe qui détenait le pouvoir. De ce fait, ils ont engendré une monstrueuse surpopulation dont les immenses besoins matériels menacent désormais l'existence même du mode de vie des privilégiés, ainsi que celle de leur progéniture.

Fort de ce constat, le clan dominant de l'oligarchie financière a décidé qu'il était tant d'inverser le cours de la démographie mondiale ou de prendre des mesures drastiques pour réduire le nombre d'habitants sur notre planète, d'où les mystifications auxquelles nous assistons et qu'ils ont mis au point, qui doivent servir à justifier ces mesures pour que la population y adhère, sans évidemment lui révéler leurs véritables intentions ou quelles conséquences elles auraient sur leur mode de vie, condamnée à une régression progressive ou brutale et sans fin jusqu'à ce qu'ils aient atteint leurs objectifs. On est donc bien en présence d'un plan prémédité de nature eugéniste qui ne veut pas dire son nom.

Mais il existe aussi une autre explication d'ordre purement économique qu'il ne faut pas négliger, parce que c'est sur celle-ci qu'on doit s'appuyer pour mener notre lutte de classe.

En fait, pour l'oligarchie les deux facteurs se combinent ou l'un va servir à justifier l'autre, lui servir de levier, d'où la confusion dans les esprits quand on n'en a pas parfaitement conscience, ce qui peut même se traduire chez certains travailleurs ou militants par des erreurs

d'interprétation de la situation et les conduire à rejoindre le camp de nos ennemis, c'est devenu monnaie courante, hélas, d'où la nécessité d'essayer d'être le plus précis possible.

Toutes ces mesures sont dictées par la crise du capitalisme, et le besoin impérieux de lancer un nouveau cycle du capital permettant d'accroître le taux d'exploitation, ce qu'ils entendent réaliser à travers la transition énergétique et numérique, climatique, d'où la nécessité de détruire des pans entiers de l'économie ou de l'industrie, de l'agriculture, de l'élevage, et au-delà on voit bien qu'ils s'attaquent à absolument tous les rapports sociaux sur lesquels repose la société qu'ils sont bien décidés à détruire, à l'exception de l'exploitation de l'homme par l'homme dans le cadre d'un modèle de société totalitaire.

D'où la nécessité aussi de privatiser jusqu'à l'air qu'on respire, jusqu'au moindre brin d'herbe sur tous les continents, de rationaliser toujours plus l'ensemble de la production dont tous les acteurs pris en otages devraient se conformer aux normes prescrites par les oligarques du Forum économique mondial, sous peine de voir les robinets de leur financement fermés et devoir disparaître, de contrôler l'ensemble de la population pour lui imposer un mode de pensée et de vie standard, un comportement uniforme, jusqu'e dans ses moindres déplacements ou gestes, incluant ses fonctions biologiques les plus élémentaires, ce qui est monstrueux ou signifierait l'absence totale de liberté. Souvenez-vous, et ce n'est pas un hasard, si c'est justement ce qu'ils imputaient au communisme qui n'a jamais existé nulle part sur Terre, vous connaissez un pays sans classe sociale, sans Etat, sans monnaie, sans frontière, etc. moi, non, d'ailleurs cela fait toujours partie de leur propagande pour en détourner les travailleurs et les militants, puisque c'est l'exact négation du type de société totalitaire qu'ils veulent instaurer.

Maintenant on comprendre mieux comment s'articulent leurs mystifications et leur raison d'être. Tant qu'on ignore où ils veulent en venir ou on refuse de l'admettre, on ne peut pas comprendre la situation.

En rationnalisant au maximum la production selon des normes toujours plus strictes, en recourant de plus en plus à des instruments comportant de l'intelligence artificielle, en remplaçant les travailleurs par des robots ou des machines toujours plus sophistiquées de la production à la commercialisation des marchandises jusqu'à leur destinataires finales, dits vulgairement les consommateurs, ils n'ont plus besoin de milliards d'hommes et de femmes, d'autant plus que cela coïncide avec le gigantesque pouvoir économique et politique qu'ils concentrent désormais entre leurs mains et que personne n'est en mesure de leur contester.

Ils n'ont plus besoin que les hommes et les femmes se reproduisent. Ils n'ont plus rien à attendre du capitalisme ou du développement économique, scientifique ou technologique, ils sont comblés en quelque sorte. Ils ont plutôt besoin qu'ils disparaissent en grand nombre, et que ceux qui restent, hormis les élites soigneusement sélectionnées ou acquis à leur cause, soient lobotomisés et militairement encadrés, ils considèrent davantage les milliards de travailleurs comme des parasites à exterminer en masse, par exemple en leur balançant un virus de leur fabrication et en les empêchant de se soigner pour qu'ils crèvent en grand nombre, cela présente beaucoup d'autres avantages dont ils entendent profiter plus tard... Ils font donc tout faire pour opposer les hommes aux femmes devenus largement inutiles, pour détruire leurs relations fraternelles ou affectives, les empêcher de se soutenir mutuellement, de vivre ensemble même ou alors selon leurs règles, dénués d'attention, d'affection, de principes, de valeurs autres que les leurs pour vivre dans leur société déshumanisée.

C'est ainsi qu'après s'être opposés farouchement à l'avortement, avoir criminalisé l'homosexualité, ils en sont devenus des partisans hystériques, après avoir propagé la pornographie et le libertinage le plus pervers, ils les condamnent au nom d'un puritanisme aux relents d'Inquisition, après avoir mis des obstacles à l'adoption des orphelins, ils en font la promotion jusqu'à adopter le GMA et la PMA pour tout type de couples, etc. Cela va très loin, ils vont jusqu'à multiplier les articles dans les médias promouvant l'orgasme sans partenaire, sans contact

Dans le même registre dans beaucoup d'autres domaines, on pourrait continuer avec le racisme, la drogue, l'alcool, la cigarette, le charbon, le pétrole, le gaz, la bagnole, l'avion, la viande et la charcuterie, même le fromage ou les produits laitiers, les oeufs, etc. qu'un jour ils ont interdit ou prohibé pour ensuite en célébrer les vertus, hier bénéfiques, aujourd'hui nocifs ou l'inverse, demain on n'en sait rien, tout y passe ou presque, y compris le capitalisme et le colonialisme, et même le néolibéralisme, dont ils tirent toujours profit, au demeurant ce sont les seules valeurs sures ou stables dans tout le lot, et les peuples et leurs représentants sont priés de se plier à ce diktat permanent sous peine d'être poursuivis pénalement ou réprimés, lourdement condamnés, dénoncés, jetés en pâture à la vindicte populaire, privés de libertés. Vous aurez reconnu au passage la rhétorique du "*woke*", des altermondialistes, de la pseudo-extrême gauche, du mouvement écologique officiel entre autres.

Il est clair que la crise du système économique capitalisme est à l'origine de l'offensive généralisée de l'oligarchie financière contre tous les peuples depuis des décennies, qui a connu une accélération à partir du coup d'Etat mondial de janvier 2020, en décrétant que dorénavant les virus étaient nos ennemis, alors que le corps humain en héberge plus de trois mille milliards (1), pire encore, et que seuls des vaccins pourraient venir à bout de ceux qui sont indésirables comme le Sars-CoV-2 et ses variants, alors qu'il est reconnu que dans le passé les vaccins ont contribué à l'"*augmentation terrifiante et inquiétante de maladies auto-immunes et d'allergies*" selon Ruth Ley, directrice du département de science du microbiome à l'Institut Max Planck (2).

Notre seul ennemi, c'est ce système économique et les institutions politiques (donc l'Etat) qui lui servent de couverture juridique à défaut de pouvoir légitimer sa survie. Il faut les abattre, ceux qui refusent d'adopter cet objectif sont nos ennemis ou de faux amis, ce qu'il y a de pire.

Sources.

1- https://www.lemonde.fr/passeurdesciences/article/2012/05/28/les-humains-sont-apparentes-aux-virus_5986230_5470970.html

2- http://www.slate.fr/story/160246/sciences-sante-microbiote-intestinal-corps-microbe-humain-bacteries-virus

---

Confirmation. Et dire qu'on nous expliquait que c'était inéluctable, en fait, non !

LVOG - Quand ils affirment qu'il faudrait "transformer la société de sorte qu'elle ne repose plus sur la croissance démographique", 'ils avouent qu'ils ont délibérément contribué à la croissance exponentielle et monstrueuse de la population mondiale à des fins purement mercantiles, tout en sachant que les conséquences sociales qui en découleraient seraient désastreuses pour des milliards d'hommes, de femmes et d'enfants.

Ne vous fiez pas au titre, ici il sert à camoufler leurs mauvaises intentions ou à se donner bonne conscience.

Démographie : plus dure sera la chute - courrierinternational.com 12 janvier 2022

C'est un phénomène assez contre-intuitif que nous avons choisi de décrypter cette semaine en une. "En 2050, 151 des 195 pays du globe seront en situation de décroissance démographique", d'après une étude de l'université de Washington largement citée dans le long article du Nikkei Asia qui structure notre dossier. Et ce n'est pas forcément une bonne nouvelle. Cela risque en tout cas de bouleverser en profondeur nos sociétés, les politiques économiques et les systèmes de protection sociale. (Si "*ce n'est pas forcément une bonne nouvelle*", cela en est peut-être une bonne, pour qui ? Chut ! - LVOG)

Cet article a été publié en septembre, mais les grandes tendances n'ont pas changé depuis, et si nous le mettons en avant aujourd'hui seulement, c'est que nous avons choisi de l'éloigner d'un autre dossier publié, lui, début novembre et intitulé : "Des enfants ? Non merci !" (Courrier international n° 1618). La presse étrangère levait alors le voile sur un phénomène encore tabou : le regret parental (en raison du surmenage, de la pression sociale, entre autres) mais aussi la volonté clairement affirmée chez certains de ne pas avoir d'enfants.

(Ce facteur est à traiter à l'échelle mondiale, au nouveau d'un seul pays, cela ne signifie rien. - LVOG)

Cette semaine, notre dossier va plus loin. Le Nikkei Asia alerte :

Depuis deux cents ans, une croissance démographique soutenue consume les ressources naturelles, dévaste l'environnement, engendre des guerres. Or l'humanité est sur le point de troquer une bombe démographique contre une autre. L'humanité s'apprête, pour la première fois de son histoire, à entamer une période de déclin prolongé."

(Ce n'est pas la " croissance démographique" qui est à l'origine de ce qu'ils dénoncent, mais la manière dont elle a été instrumentalisée par les capitalistes. - LVOG)

Le vieillissement des populations et l'effondrement des naissances que connaissent déjà l'Asie et l'Occident vont se généraliser, entraînant avec eux une pénurie de main-d'œuvre et un ralentissement économique. "Cette décroissance démographique permettra peut-être de remédier à certains problèmes chroniques à travers le monde, notamment écologiques ou sociaux, mais la dépopulation posera de nouveaux défis : transformer la société de sorte qu'elle ne repose plus sur la croissance démographique."

(Alors qu'il y a des centaines de millions de chômeurs, ils évoquent "une pénurie de main-d'œuvre", cela ne colle pas. Produire plus, y compris d'hommes, pour produire plus en volume et en plus-value ou consommer plus, la spirale infernale à laquelle conduisent les lois de fonctionnement du capitalisme , les inégalités sociales sur lesquelles il repose, si elle ralentit, stoppe, se trouve paralysée, il n'est plus viable, il s'effondre sur lui-même. C'est pour cette raison que le modèle de société qu'ils veulent nous imposer ne peut pas reposer sur ce système économique ou il doit être ou il ne peut être ouvertement que de nature totalitaire. Ils doivent absolument s'en émanciper ou le contourner d'une manière ou d'une autre. - LVOG)

Le Japon a longtemps fait figure de précurseur dans ce basculement démographique. Après avoir fermé pendant des années ses portes aux travailleurs immigrés, le gouvernement a décidé récemment d'assouplir les règles de délivrance des visas aux travailleurs qualifiés et d'autoriser le regroupement familial. Autre mesure pour tenter de faire face à la pression démographique et à la pénurie de travailleurs : l'âge de la retraite a encore été repoussé, jusqu'à 80 ans et plus, voire parfois supprimé dans les grandes entreprises.

(Vivre dans une société où il faudra travailler jusqu'à son dernier souffle, ne peut pas donner envie d'avoir des enfants à moins d'être un monstre, car on sait à l'avance qu'il sera malheureux toute sa vie. - LVOG)

"Le Japon est le laboratoire politique de la 'shrinkonomie' [contraction du verbe anglais shrink, 'rétrécir', et d''économie']", selon le Fonds monétaire international, qui souligne "qu'une baisse de la population peut affecter l'efficacité des politiques monétaires". "Les mesures de relance à répétition ne suffiront pas", explique encore le Nikkei Asia.

Pour vaincre le mal qui le frappe, le Japon doit impérativement investir dans des secteurs de croissance pour inverser la baisse de la demande. La transition numérique et la montée en compétences des travailleurs amélioreront la productivité, tandis que l'innovation permettra de répondre au défi d'une population vieillissante. Il s'agit de repenser en profondeur les politiques économiques traditionnelles." (On leur parle de démographie, ils répondent en vous parlant de taux d'exploitation, c'est obsessionnel chez eux ! Ils ne vivent que pour cela. Ils sont obnubilés par une vision à court terme... du profit, le reste ils s'en foutent ! - LVOG)

La Chine ou encore la Corée du Sud, qui a le plus faible taux de fécondité au monde, sont sur la même tendance. Selon l'université de Washington, à l'horizon 2100, la population de la Chine "chutera à 730 millions à l'horizon 2100, contre 1,41 milliard aujourd'hui". Et la même dynamique pourrait être observée aux États-Unis et en Europe, où la population commencera à décliner en 2022, explique encore le Nikkei Asia.

En pleine campagne présidentielle en France et au moment où les débats se focalisent sur la sécurité ou le Covid, un dossier sur la bombe démographique qui vient peut paraître lointain. Ce n'est pas le cas. Même si nous sommes sur un temps plus long, les questions posées ici

sont déjà d'actualité : quid des retraites, de la place de l'immigration, des systèmes de santé et de protection sociale ? Comment construire un modèle économique qui ne soit pas simplement lié à la croissance de la population alors que nous n'avons connu jusque-là que cela ? C'est tout le système qui est à revoir. Vaste programme. courrierinternational.com 12 janvier 2022

LVOG - Ce programme, c'est celui du socialisme et c'est à la classe ouvrière ou à l'ensemble des travailleurs de le réaliser.

POLITIQUE ET SOCIAL.

Défense du marxisme et du socialisme.

Commentaire posté à la suite de cet article :

- Des documents militaires contredisent le témoignage sous serment d'Anthony Fauci - francesoir.fr 14 janvier 2022

https://www.francesoir.fr/societe-sante/des-documents-militaires-contredisent-le-temoignage-sous-serment-fauci

Un internaute - Semer la confusion et forcer à l'immobilisme en faisant croire que quelque chose va changer.

Plus loin plusieurs commentaires attaquaient le communisme ou Lénine.

Ma réponse.

Vous y êtes presque, vous connaissez un seul média qui ne soit pas légitimiste, qui ne soit pas subordonné au régime économique en place, qui soit réellement indépendant, moi je n'en connais pas, cela n'existe pas, ils sont tous liés par le cordon de la bourse...

Les différents courants politiques qui s'expriment dans les médias correspondent aux intérêts des différents secteurs du capitalisme et des classes moyennes qui y sont liées, les uns et les autres étant très hétérogènes. Ils incarnent différentes stratégies qui présentent la particularité de partager la même idéologie, celle du capitalisme, ce qui donnent lieu à différentes nuances trompeuses, de telle sorte que certains y verront des opposants au régime, alors qu'en réalité ils en sont tous des porte-parole ou des agents.

Partant de là, ils se livrent une guerre sans merci par médias interposés pour défendre leur fonds de commerce sans rapport avec les intérêts de la population, bien qu'il puisse parfois coïncider temporairement et de manière très circonscrite ou limitée avec eux, sans jamais révéler ouvertement leurs véritables intentions. C'est ce qui les amènent à diffuser ou censurer certains faits ou documents dont ils ont eu connaissance, de sorte qu'il y en aura pour tout le monde ou tout type de lecteurs, hormis pour les véritables opposants (ou socialistes) au régime, ils en existent, qui retiendront ces informations sans se laisser manipuler par l'instrumentalisation qui en est faite qui relève de la propagande déguisée.

Ce genre de média dans l'état actuel des choses est utile et irremplaçable, puisque c'est par leur intermédiaire que l'on peut en apprendre davantage pour mieux comprendre la situation, et éventuellement mener notre combat politique pour un changement de régime.

Quand on sait à qui ou à quoi on a affaire, on ne craint rien ni personne, on peut aller de l'avant.

Si la situation semble aussi confuse ou inextricable, si personne ne perçoit une issue (politique) à cette crise, disons heureuse, c'est bien parce que tout le monde ou presque est soumis à la même idéologie. On peut observer que tous les commentaires ou presque qui figurent à la suite de cet article le prouvent si nécessaire.

Quant aux opposants à cette idéologie, ils tombent dans le même fanatisme que leurs adversaires pour des raisons opposées.

Les uns par dogmatisme, parce qu'ils ne maîtrisent pas les bases du marxisme ou les lois de la dialectique qui s'appliquent aussi bien au processus historique qu'aux hommes. Ils ne parviennent pas à admettre que des régimes aient pu usurper le communisme pour justifier leurs crimes, et par conséquent ils continuent de croire que ces régimes et leurs dirigeants étaient communistes, alors que ce n'était pas le cas. Leur ignorance ou leur confusion en font les pires représentants du communisme et de ses dirigeants.

Dès lors, les autres ou leurs adversaires peuvent facilement se livrer à un amalgame entre communisme et stalinisme. Il est d'autant plus préjudiciable au socialisme, que l'imaginaire collectif l'a intégré depuis près d'un siècle qu'on lui martèle, alors que le stalinisme et ses variants sont totalitaires et la négation du socialisme, du communisme, et ils sont étrangers au marxisme et au léninisme.

Boycott !

Présidentielle 2022 : Entre « démotivation » et « colère », la tentation de l'abstention chez les électeurs de gauche - 20minutes.fr 12 janvier 2022

LVOG - Cela existe "*les électeurs de gauche*" ? Y aurait-il un candidat de gauche sans muselière et non piquousé ?

Laquelle de leurs marionnettes vont-ils faire élire ?

Sondage BFMTV - Macron en forte baisse au premier tour, à égalité avec Pécresse au second tour - BFMTV 12 janvier 2022

Au second tour, Emmanuel Macron ne parvient pas à creuser l'écart, bien au contraire. Dans l'hypothèse où il devrait affronter Valérie Pécresse, les deux candidats sont donnés à 50-50. Depuis la victoire de la présidente de la région Île-de-France au congrès des Républicains en décembre dernier, ils restent au coude-à-coude. BFMTV 12 janvier 2022

Totalitarisme et corporatisme. Belle couverture médiatique... intéressée ! Ils ont manifesté pour plus de mesures liberticides !

LVOG - Le POI et le POID en ont fait leur couverture, le NPA et LO devraient suivre...

Grève du 13 janvier: Ces profs en colère ont manifesté pour la première fois - Le HuffPost 13 janvier 2022

Dans le cortège des enseignants en grève ce 13 janvier, certains n'avaient auparavant jamais manifesté. Le HuffPost 13 janvier 2022

Grève des enseignants: union sacrée des candidats de la gauche dans les manifestations - BFMTV 13 janvier 2022

La mobilisation des professeurs des écoles fait l'unanimité à gauche. Tous les candidats ont été aux côtés des grévistes ce jeudi, une gageure alors qu'ils apparaissent tous très divisés.

A bas la grève en soutien à la tyrannie !

LVOG - Lisez leurs revendications dans la causerie du 13 janvier, encore plus liberticides que celle de Macron ! C'est à croire que s'ils accédaient demain au pouvoir, on se retrouverait dans une dictature de fer semblable à celle que le peuple chinois endure.

Grève sous contrôle : les enseignants des écoles en grève contre Omicron - lemediaen442.fr 13 janvier 2022

Le Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, a prévu que 75 % des enseignants du premier degré seraient grévistes le 13 janvier et que la moitié des écoles seraient fermées. Les revendications concernent principalement le protocole sanitaire. Syndicats d'enseignants et de parents d'élèves trouvent le ministre de l'Education nationale trop laxiste à propos des tests : « Il suffit désormais d'une attestation sur l'honneur des parents ».

Il faudrait donc revenir aux tests supervisés par un professionnel. Ils souhaitent « revenir à un cas Covid dans une classe, une fermeture de classe », être mieux équipés face au Covid-19, ainsi que de plus de recrutements. Slogan du Snuipp-FSU : « en grève pour une école sécure sous Omicron ». [NDLR : en français, on dit « sûre ». « Secure » est de l'anglais. Passons.] Il faut protéger les élèves du covid long et les enseignants du Omicron. Ah bon. Le covid long fait long feu et le Omicron est super dangereux. À force d'enseigner le programme officiel, maîtres d'école et enseignants du secondaire, ont perdu le désir d'apprendre. Avec un peu de curiosité, ils auraient pu lire les conclusions d'un article de scientifiques (parmi bien d'autres) :

– La covid-19 n'affecte toujours pas les classes d'âge inférieures à 30 ans.

– Le port du masque ne modifie en rien la dynamique de l'épidémie.

– Seule l'infection naturelle des jeunes par le SARS-CoV-2, sans effets importants pour la très grande majorité d'entre eux, permettra de durablement limiter leur risque d'infecter les plus fragiles en coupant la production virale.

– Les multiples mesures sanitaires imposées aux jeunes ont été pour eux plus délétères que bénéfiques.

– Certains répondront avec raison que l'enseignement n'est possible qu'avec des enseignants et du personnel administratif, qui eux, ne sont pas dans les classes d'âges protégées de la covid-19. En effet. Mais il a été démontré que les personnels enseignants exposés à des élèves/étudiants (non masqués) ne sont pas plus sensibles à la maladie que le reste de la population générale non enseignante.

Parents d'élèves et enseignants sont nombreux à avoir signé la pétition de Marie-Estelle Dupont et Martin Blachier qui demandait pour la rentrée

– la fin du port du masque en classe et lors des activités extérieures,

– l'absence de toute forme de pression vaccinale sur les enfants

– la fin des évictions scolaires pour les enfants positifs au covid.

La grève du 13 janvier va à l'encontre de la santé physique et psychique des élèves. Elle est menée par des syndicats qui se sont faits bien discrets jusqu'à présent. De là y voir une manipulation gouvernementale, c'est un pas que nous n'hésiterons pas à franchir allégrement. L'enjeu est de taille : en 2021, la campagne de tests aura coûté 6 milliards d'euros. Selon le ministère de la Santé, elle coûtera plus d'un milliard pour le seul mois de janvier 2022. L'Éducation nationale participe à creuser le déficit de l'État et à contribuer aux bénéfices de Big Pharma. Pas assez selon le syndicat Snuipp-FSU. Cela ne justifie en rien une grève. lemediaen442.fr 13 janvier 2022

Falsification. Leur sadisme n'a pas de limite.

Covid-19 : de plus en plus de bébés et jeunes enfants hospitalisés en France, les parents alertent - Yahoo 13 janvier 2022

LVOG - Par conséquent, si ce n'est pas de la faute des non-vaccinés, il faut vacciner y compris les bébés !

En France, c'est pire encore, mais cela n'a rien de choquant !

Choquant ! Le traitement infâme des malades du Covid en Chine révélé dans des vidéos filmées en catimini - Closer 13 janvier 2022

Closer est un média compatible avec l'extrême droite.

Les fachos se lâchent.

Estrosi indigne de gauche à droite avec sa proposition sur les non-vaccinés - Le HuffPost 13 janvier 2022

Le maire de Nice a proposé de supprimer l'assurance-chômage pour les personnes qui refusent le vaccin contre le coronavirus. Le HuffPost 13 janvier 2022

Le Canada en mode totalitaire.

Québec: un père non-vacciné perd temporairement la garde de son enfant - BFMTV 12 janvier 2022

Au Canada, un tribunal québécois a récemment suspendu temporairement les droits de garde d'enfant d'un père non-vacciné et "opposé aux mesures sanitaires".

Cette décision du 23 décembre, révélée par le journal québécois le Devoir et que nos confrères de l'AFP a consultée, explique qu'il n'est pas dans le "meilleur intérêt (de l'enfant) d'avoir des contacts avec son père si celui-ci n'est pas vacciné et est opposé aux mesures sanitaires dans le contexte épidémiologique actuel".

Le juge a noté que des extraits de publications du père sur les réseaux sociaux "(révélaient) qu'il semble s'opposer aux vaccins et aux mesures sanitaires". BFMTV 12 janvier 2022

Covid-19 : le Québec va taxer ceux qui refusent la vaccination - AFP 12 janvier 2022

Le Québec s'apprête à durcir les mesures contre ceux qui refusent le vaccin en mettant en place une nouvelle taxe uniquement pour les non-vaccinés.

Singapour ne prend plus en charge les frais médicaux des malades atteints du coronavirus ayant refusé de se faire vacciner. Mais le Québec, qui a de nouveau mis en place des mesures très restrictives pour lutter contre la vague Omicron, est l'un des premiers endroits à envisager une taxation spécifique pour ceux qui refusent le vaccin. De son côté, le gouvernement fédéral canadien étudie la possibilité de priver d'indemnité chômage les Canadiens sans travail qui refusent de se faire vacciner.

Au total, 2.742 personnes atteintes du Covid-19 sont hospitalisées au Québec, qui compte environ 8 millions d'habitants et quelque 255 personnes se trouvent aux soins intensifs. AFP 12 janvier 2022

LVOG - Les personnes atteintes du Covid-19 ou d'on ne sait quel virus, représentent 0,03% de la population, et 0,003% aux soins intensifs

---

LA MYSTIFICATION TOTALITAIRE CRAQUE DE PARTOUT.

Le port du masque en extérieur suspendu à Paris - france3-regions.francetvinfo.fr 14 janvier 2022

Le tribunal administratif de Paris a suspendu ce jeudi l'arrêté préfectoral imposant le port du masque obligatoire à Paris. Un autre tribunal avait pris une décision en ce sens dans les Yvelines mercredi.

Le tribunal administratif de Paris a suspendu jeudi l'arrêté préfectoral qui rend obligatoire le port du masque en extérieur à Paris depuis le 31 décembre.

"Il était assez évident que cette obligation totalement générale de porter un masque sur l'ensemble du territoire parisien, y compris dans des moments où les rues sont vides et à des horaires où il n'y a personne, était manifestement disproportionnée et ne pouvait pas être prise de cette façon", estime l'avocat Jean-Baptiste Soufron sur franceinfo. Ce dernier a déposé la requête auprès du tribunal avec trois professeurs de droit (Paul Cassia, Laura Vitale et Samuel François).

Cet avocat explique que la stratégie pour faire annuler l'arrêté a été d'attaquer la proportionnalité de la mesure : "Tout le monde s'accorde à

dire que le virus ne se transmet pas forcément dans des rues vides ou quand les gens sont suffisamment espacés. (...) Le fait de décider que c'est porté tout le temps pour tout le monde, ça n'était pas acceptable du point de vue l'État de droit".

L'arrêté suspendu dans les Yvelines

Cette décision intervient au lendemain de celle du tribunal administratif de Versailles, qui avait suspendu un arrêté similaire, une première sur le territoire national, en estimant que la mesure portait "une atteinte excessive, disproportionnée et non appropriée (...) à la liberté individuelle".

La décision concernant cet arrêté de la préfecture de police de la capitale, mis en place pour faire face à l'émergence du variant Omicron, sera publiée vendredi, a ajouté le tribunal administratif de Paris.

La préfecture de police a indiqué réserver sa réponse à la réception de la décision. france3-regions.francetvinfo.fr 14 janvier 2022

L'agence européenne des médicaments appelle à "ne pas surcharger le système immunitaire par des vaccinations répétées" - francesoir.fr 12 janvier 2022

https://www.francesoir.fr/societe-sante/marco-cavaleri-ema-alerte-rappels-repetes

Depuis quelques semaines, plusieurs scientifiques multiplient les mises en garde contre des rappels vaccinaux contre le Covid-19. Mardi 11 janvier, lors d'un point presse tenu à l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament), les avertissements sur la dangerosité des rappels multiples sont venus de l'Agence européenne des médicaments.

En Australie, les personnes vaccinées contre la Covid ont 13 fois plus de risques graves - Réseau Voltaire 13 janvier 2022

Les statistiques des Nouvelles Galles du Sud (Australie), publiées le 12 janvier 2022, attestent que les personnes doublement vaccinées contre la Covid-19 ont 6 fois plus de risque que les non-vaccinées d'être hospitalisées et 13 fois plus de risque d'être placées en réanimation [1].

L'Australie a basé toute sa politique sanitaire sur l'injection d'ARN messager. 93,7 % des Australiens de plus de 16 ans sont aujourd'hui doublement « vaccinés ».

On savait que la généralisation du vaccin ARN messager, et non pas son usage ciblé, ne protégeait pas de la transmission de la maladie, mais il ne protège pas non plus des cas graves, au contraire. Réseau Voltaire 13 janvier 2022

"Il est temps d'admettre votre échec": le Pr Ehud Qimron charge les autorités israéliennes - francesoir.fr 14 janvier 2022

Avec son aimable autorisation, nous avons traduit une lettre au vitriol adressée au ministre de la Santé israélien et à ses collaborateurs. Elle a été rédigée par le professeur Ehud Qimron, chef du département de microbiologie et d'immunologie de l'université de Tel Aviv, et l'un des plus éminents immunologues de l'État hébreu.

Extraits.

- Deux ans trop tard, vous réalisez enfin qu'un virus respiratoire ne peut être stoppé et que toute tentative de ce type est vouée à l'échec.

- Malgré des années d'observations et de connaissances scientifiques, vous avez refusé d'admettre que les contaminations surviennent par vagues qui s'estompent d'elles-mêmes.

- Vous avez refusé d'admettre que le dépistage de masse est inefficace...

- Vous avez refusé d'admettre que la guérison est plus protectrice qu'un vaccin, malgré les connaissances et les observations antérieures montrant que les personnes vaccinées non guéries sont plus susceptibles d'être infectées que les personnes qui ont contracté le virus et développé des anticorps.

Vous avez refusé d'admettre que les vaccinés sont contagieux malgré les observations. Vous espériez coûte que coûte obtenir une immunité collective par la vaccination – mais là aussi, vous avez échoué.

Vous avez persisté à ignorer le fait que la maladie est des dizaines de fois plus dangereuse pour les groupes à risque et les personnes âgées que pour les jeunes qui ne font pas partie des groupes à risque, malgré les connaissances venues de Chine dès 2020.

Vous avez refusé d'adopter la « Déclaration de Barrington », signée par plus de 60 000 scientifiques et professionnels de santé, ou toute autre mesure de bon sens.

Vous avez plutôt préféré les ridiculiser, les décrier, les déformer et les discréditer.

Au lieu de choisir les bons programmes et les bonnes personnes, vous avez choisi des professionnels qui manquent d'une formation

appropriée en matière de gestion des pandémies (des physiciens en tant que conseillers en chef du gouvernement, des vétérinaires, des agents de sécurité, des journalistes, etc.)

Vous n'avez pas mis en place de système efficace pour signaler les effets secondaires des vaccins, les rapports sur les effets secondaires ont même été supprimés de votre page Facebook.

Vous avez ignoré de nombreux rapports faisant état de changements dans l'intensité et la durée des cycles menstruels.

De peur que vous ne les persécutiez comme vous l'avez fait avec certains de leurs collègues, les médecins évitent de lier les effets secondaires au vaccin.

Vous avez caché des données qui permettraient de conduire des recherches objectives et préféré publier des articles non objectifs, en partenariat avec des cadres supérieurs de Pfizer, sur l'efficacité et la sécurité des vaccins.

La vérité, c'est que vous avez jeté par les fenêtres des centaines de milliards de shekels [monnaie israélienne], en vain, pour le contrôle de la couverture médiatique, pour des tests inefficaces, pour des fermetures destructrices et pour la mise en œuvre de politiques qui ont perturbé la routine de la vie quotidienne au cours des deux dernières années.

Vous avez détruit l'éducation de nos enfants et leur avenir. Comme l'attestent les directeurs d'école à travers le pays, à cause de vous, les enfants se sentent coupables et effrayés. Ils se mettent à fumer, boire, développer des addictions, arrêter leurs études et se disputer entre eux. Vous avez nui à l'économie, aux droits de l'homme, aux moyens de subsistance des Israéliens, à leur santé mentale et physique.

Vous avez calomnié vos collègues qui ne se sont pas soumis à vous, vous avez monté les gens les uns contre les autres, divisé la société et polarisé le débat. Vous avez qualifié, sans aucune base scientifique, les personnes qui ont choisi de ne pas se faire vacciner, d'ennemis du public et de propagateurs de maladies.

Comme jamais auparavant, vous faites la promotion d'une politique draconienne de discrimination, de déni des droits et de sélection des personnes, y compris des enfants, sur la base de leur choix médical. Une sélection qui ne repose sur aucun fondement épidémiologique.

Lorsque vous comparez les politiques destructrices que vous mettez en œuvre aux politiques sensées de certains autres pays, vous pouvez clairement voir que les dommages que vous avez causés n'ont fait qu'ajouter des victimes au nombre des personnes qui ont été touchées par le virus.

L'économie que vous avez ruinée, le nombre de chômeurs que vous avez engendré et les enfants dont vous avez détruit l'éducation, il s'agit là de victimes de trop, qui résultent de vos mesures.

Il n'y a actuellement aucune urgence médicale, mais vous entretenez soigneusement cette illusion depuis deux ans maintenant à cause de votre soif de pouvoir, d'argent et de contrôle.

Il n'y a désormais qu'une seule urgence : que vous puissiez toujours prendre des décisions politiques et que vous allouiez un budget faramineux pour vos actions de propagande et d'ingénierie des consciences, au lieu de les diriger vers un renforcement du système de santé.

Cet état d'urgence doit cesser !

L'Espagne propose de "reprendre une vie normale" et de traiter le Covid-19 comme la grippe - francesoir.fr 14 janvier 2022

https://www.francesoir.fr/politique-monde/espagne-vie-normale-covid-grippe

---

ARGUMENTS ET TÉMOIGNAGES POUR RÉSISTER A LA TYRANNIE.

David Pujadas confirme les propos du Pr Raoult : « Les vaccins ont augmenté l'épidémie » - lemediaen442.fr 13 janvier 2022

Sur LCI les vérités n'en finissent plus d'émerger et les dernières analyses et décryptages de la journaliste Fanny Weil — dans Les Indispensables, chronique de l'émission 24h Pujadas — s'attaque à l'épidémie. En effet nous « apprenons avec stupéfaction » que les pays où la vaccination est massive sont les pays les plus touchés par l'épidémie, a contrario, dans les pays qui ne vaccinent pas, il n'y a pas d'épidémie.

Ce sont des faits qui confirment les propos du Pr Raoult sur Sud Radio et TPMP : « Ce que nous sommes en train de voir et d'analyser, c'est que les vaccins ont augmenté l'épidémie. » A notre rédaction, si nous continuons d'analyser cette révélation explosive, nous en déduisons que ce sont bien les vaccinés qui propagent l'épidémie et qui sont à l'origine de la saturation dans les hôpitaux. Mais si vous voulons aller encore plus loin, nous dirions que c'est surtout la politique de vaccination agressive menée par le gouvernement qui rend cette situation possible. Vaccinés et non-vaccinés sont les victimes de ce gouvernement. lemediaen442.fr 13 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/david-pujadas-confirme-les-propos-du-pr-raoult-les-vaccins-ont-augmente-lepidemie/

Danemark. "Nous avons échoué" : un grand titre danois présente ses excuses et charge les autorités - francesoir.fr 13 janvier 2022

Le 7 janvier dernier, l'un des plus grands journaux danois a présenté des excuses à son lectorat, avouant avoir été « absorbés de façon presque hypnotique » par les discours des autorités pendant près de deux ans, et n'avoir pas fait preuve d'assez de vigilance.

À la bonne heure

Une repentance qui contraste avec les récentes mesures prises par le royaume. Sous la vague de contaminations d'Omicron, depuis la mi-décembre 2021, le pays a mis en place couvre-feu, passe sanitaire, tests obligatoires malgré la vaccination, fermeture des théâtres, cinémas, salles de concert... Des mesures qui avaient pourtant disparu en septembre 2021, au moment où le Danemark atteignait 73 % de vaccination.

Trois semaines plus tard, dans son article, le journal assure que « les experts nous expliquent la situation par des mouvements de pendules, nous mettant sans cesse en garde contre le monstre corona qui sommeille sous nos lits. » Un renouveau exaspérant des mesures sanitaires, qui ne semblent toutefois pas parties pour durer. Au début du mois, Tyra Grove Krause, responsable de la santé au Danemark, se montrait optimiste quant à l'évolution de l'épidémie, bien qu'elle n'ait pas encore mentionné de changements au niveau des mesures. francesoir.fr 13 janvier 2022

Le Ekstra Bladet titre « Nous avons échoué »

Il s'agit de l'un des plus grands groupes de presse du pays, un quotidien généraliste en format tabloïd qui date de 1904. « Nous, la presse, avons fait le bilan sur notre travail, et nous avons échoué », écrivent-ils.

À quoi cette soudaine prise de conscience est-elle due ? Aux chiffres des hospitalisations et des décès, et à l'interprétation que l'on peut en faire : « Quelle est la différence entre "avec Covid", et "du Covid" ? Nous ne nous sommes pas posée la question au bon moment. Cela fait une grande différence. » C'est une hypothèse émise depuis longtemps par lesdits complotistes, selon laquelle les chiffres seraient largement gonflés par l'étiquetage abusif des cas "Covid", qui souvent, souffrent de comorbidités. Alors, "avec Covid" ou "du Covid" ?

« Les chiffres officiels d'admission se sont avérés être 27 % plus élevés que le chiffre réel du nombre de personnes hospitalisées simplement parce qu'elles sont atteintes du Covid-19. Nous ne le savons que maintenant », avouent-ils dans l'article.

Un échec partagé avec les autorités sanitaires

Autre exemple mis en avant par le journal : celui des vaccins. « Les vaccins sont constamment désignés comme notre "super arme". Et nos hôpitaux sont appelés "super hôpitaux". Néanmoins, ces "super-hôpitaux" sont apparemment soumis à une pression maximale, même si la quasi-totalité de la population est armée d'une "super-arme". Même les enfants sont vaccinés, dans une très large mesure, ce qui n'a pas été fait dans nos pays voisins », explique humblement le Ekstra Bladet pour souligner le manque d'efficacité des vaccins, notamment pour faire face à Omicron, qui contamine les vaccinés comme les non-vaccinés. Un constat qui fait écho à ce que l'on peut entendre en France.

Aussi le journal tient-il à partager son échec avec les autorités : « Dans l'ensemble, les messages adressés par les autorités et les responsables politiques au public dans cette crise historique laissent beaucoup à désirer. Ils mentent, comme ils l'ont toujours fait lorsque la population perd confiance en eux. »

Le quatrième pouvoir

En juin 2021, c'était le rédacteur en chef du journal allemand Bild, qui ouvrait la marche en présentant ses excuses à la population dans une vidéo rendue publique : « Je veux exprimer ici ce que ni notre gouvernement, ni notre chancelière n'osent vous dire : nous vous demandons pardon pour avoir fait de vous, pendant un an et demi, des victimes de violences, de négligences, d'isolement et de solitude. [...] Pardon pour cette politique et cette couverture médiatique qui, comme un poison, vous a inculqué le sentiment que vous étiez un danger mortel pour la société. [...] Quand un État vole ses droits à un enfant, il doit prouver que, par là, il le protège contre un danger concret imminent. Cette preuve n'a jamais été apportée. Elle a été remplacée par de la propagande présentant l'enfant comme un vecteur de la pandémie. Ceux qui voulaient détruire cette propagande n'ont jamais été invités à la table des experts. »

Si l'année 2021 n'a pas connu beaucoup d'autres aveux de ce genre, l'article du journal danois s'inscrit quant à lui dans un bouleversement général de l'opinion, que l'on observe un peu partout depuis l'arrivée du variant Omicron.

Commentaires d'internautes

1 - "Un journaliste qui dit qu'il ne savait pas, c'est un journaliste qui ment, ils étaient au courant de tout, et ils trompaient le peuple en connaissance de cause, alors qu'ils ne viennent pas dire qu'ils n'étaient pas au courant. Ils refusent d'inviter les médecins spécialistes qui font ressortir les chiffres réels avec preuves et sources à l'appuis, ils préfèrent inviter ceux qui sont grassement payés par les labos pour donner des infos sans la moindre source.

2 - Je ne l'ai pas dit, mais je suis totalement d'accord, il ne faut pas être dupes, ils savaient, et, rattrapés par une réalité impossible à cacher, ils tentent désespérément de sauver les meubles (ou leur peau).

INTERNATIONALE

USA - CIA

La Pologne, la Roumanie et la Lituanie indemnisent une victime de la CIA - Réseau Voltaire 12 janvier 2022

Suite à un jugement de la Cour européenne des Droits de l'homme, la Pologne, la Roumanie et la Lituanie, qui ont hébergé des prisons secrètes de la CIA, ont indemnisé chacune à hauteur de 100 000 dollars une victime de la CIA, Abu Zubaydah, qui avait été détenue chez eux.

Six membres de l'Administration Bush avaient assisté à une douzaine de réunions de « démonstrations » à la Maison-Blanche et autorisé chacune des tortures qu'il a subi. Il s'agit du vice-président Dick Cheney, du secrétaire d'État Colin Powell, du directeur de la CIA George Tenet, de la conseillère nationale de Sécurité Condoleezza Rice, du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, and et de l'Attorney General John Ashcroft.

Abu Zubaydah avait notamment subi 83 fois le supplice de la noyade. Ses pérégrinations et ses tortures étaient devenues le symbole de la barbarie US. Il est toujours détenu sur la base militaire illégale de la Navy à Guantánamo (Cuba). Réseau Voltaire 12 janvier 2022

Haut de page

Le 23 janvier 2022

Les militants du mouvement ouvrier qui ont fait la promotion de la muselière et de la vaccination ont plus de 100.000 morts innocents ou injustifiés sur la conscience en France. Cette causerie est dédiée à leurs victimes et à leurs familles.

- Cette causerie au format pdf (20 pages)

INTRODUCTION

Quelques réflexions politiques.

En France on vit désormais sous un régime fasciste rampant qu'aucun acteur politique ne tient à caractériser comme tel parce qu'ils en partagent tous la responsabilité à des degrés divers. Ce constat devrait nous amener à nous poser un tas de questions que généralement on préfère évacuer par crainte d'y trouver des réponses plus terrifiantes et démoralisantes les unes que les autres, sachant qu'on ne les supporterait pas, on préfère par lâcheté ou naïveté s'épargner cette épreuve douloureuse supplémentaire, ce qui nous ne nous empêchera pas d'en subir toutes les conséquences dramatiques dans l'avenir.

Il ne faut pas se leurrer, d'ores et déjà chacun sait qu'aucun d'entre nous ne sera épargné, et je ne parle même pas des jeunes ou des générations à venir dont l'avenir dans l'état actuel des choses est totalement compromis, c'est un véritable enfer ou cauchemar qui les attend. Même cet aspect-là de la situation ne fait pas réagir ceux qui ont des enfants ou des petits-enfants, tant qu'ils tirent encore satisfaction de leur médiocre condition à titre purement individuel, ils continuent de soutenir le régime en place ou ils estiment qu'ils n'ont aucune raison de prendre en mains leur destin.

Cet épisode montre également que le niveau de conscience qu'on leur prêtait était surfait ou il ne correspondait pas du tout à la réalité. Ils se contrefoutent des valeurs ou principes républicains, démocratiques ou humanistes, et si une guerre mondiale survenait à nouveau ils seraient prêts à partir à l'abattoir, parce que les masses n'ont jamais rien appris ou retenu des expériences du passé, absolument rien, sans doute parce qu'elles ne les ont pas vécues directement. Les idéologues du mouvement ouvrier flattent leur crasse ignorance, ce sont des démagogues, des faussaires qui idéalisent l'homme, parce qu'il serait perfectible, il n'aurait pas conservé un sérieux penchant pour la barbarie jusqu'à nos jours.

En conclusion, la situation, ce que nous vivons aujourd'hui, est le produit de la faillite complète et de la corruption généralisée des organisations s'exprimant au nom des travailleurs.

J'avais rédigé le passage suivant quelques jours auparavant.

Cependant la vérité sur la mystification virale commence enfin à percer. Que valent dans nos rangs ceux qui l'ont soutenue ? Ils sont morts politiquement. Cet épisode a hélas confirmé mon analyse sur les masses corrompues et ignorantes, le mouvement ouvrier et son avant-garde qui ne peuvent plus servir (masqué) que les intérêts de la réaction.

Ils n'ont jamais cessé de vous instrumentaliser depuis 76 ans, de se servir de vous ou d'abuser de vos bonnes intentions à des fins inavouables ou pour les détourner au profit du régime. Leur décomposition politique s'est accélérée depuis deux ans, et avec les élections à venir, vous allez pouvoir mesurer précisément de quelle manière elle se manifeste, il y a juste à observer ou écouter, ce n'est pas compliqué. En revanche, les militants demeurés fidèles au socialisme se retrouvent dans une situation plus difficile que jamais car sans organisation du tout, ce qui n'avait jamais existé dans le passé.

Des travailleurs isolés qui suivent notre portail me l'ont fait remarquer, en me demandant de continuer coûte que coûte, parce que La Voix de l'Opposition de Gauche représente selon eux le seul courant indépendant qui assure la continuité du combat du mouvement ouvrier pour notre émancipation et le socialisme.

J'ai tenu à expliquer à un militant dans un courriel, pourquoi j'étais réduit à l'impuissance :

- Mon parcours a été trop atypique pour que j'inspire confiance à des militants, c'est cela le problème, entre le discours que je tiens et le trou dans lequel je vis, il y a comme une énorme contradiction, on peut penser qu'il y a un truc qui ne colle pas, tu saisis, même si ce n'est pas le cas, j'ai tout fait à l'envers, il m'a fallu trop de temps pour arriver à maturité, j'ai cessé de militer trop longtemps, moi je peux le comprendre ou l'expliquer, mais pas les autres voilà tout. Je ne peux pas revenir en arrière, hélas !

J'ajouterai que les militants font preuve de bienveillance envers les dirigeants qui n'ont cessé de les tromper, et quand ils sont en présence d'un militant qui ne les a jamais trompés, ils refusent de lui témoigner le moindre intérêt parce qu'ils ne peuvent pas en dire autant, ils ne peuvent pas l'admettre ou ils doivent culpabiliser inconsciemment...

D'autres réflexions.

- Ils ont instauré un climat tellement délétère dans la société que plus personne ne croit en l'avènement d'une société meilleure dans l'avenir, ce qui présente de multiples avantages dont ils entendent tirer profit au maximum.

C'est démoralisant de se dire qu'on est condamné à toujours plus de sacrifices en échange d'un mode de vie toujours plus médiocre, alors à quoi bon agir pour changer quoi que ce soit...

On est porté à se satisfaire de ce qu'on a, y compris une crapule à la tête de l'Etat, c'est le seul élément stable auquel on peut se raccrocher, du moment qu'on a de quoi boucler les fins de mois ou remplir le frigo, on aurait tort de se plaindre de notre sort...

Ils ont fait en sorte de démanteler tous les rapports sociaux à l'exception notoire de ceux d'exploitation, et de dresser toutes les catégories de la population les unes contre les autres, de manière à ce que plus personne ne croit plus en rien ni personne, y compris ceux qui proposaient une alternative politique cohérente et sérieuse qui sont totalement marginalisés ou quasi-inexistants sur la scène politique...

Désormais c'est le désespoir et la haine qui prévalent dans la société contre des boucs émissaires que le gouvernement ou la réaction a désigné à la population pour la détourner du régime ou des institutions, de sorte que des fractures s'opèrent au sein des classes populaires, les rendant plus fragiles et vulnérables, afin qu'elles ne puissent pas résister aux mesures liberticides ou antisociales adoptées par Macron et son gouvernement.

- Les deux guerres mondiales du XXe siècle, furent la réponse à la crise du capitalisme. Elles se traduisirent par de gigantesques destructions et massacres de populations qui permirent de fournir un répit au capitalisme et d'enclencher un nouveau cycle, sans avoir pu s'attaquer aux origines de cette crise, ce qui devait se traduire notamment par plus de 250 guerres à travers le monde à partir de 1945. La détention des grandes puissances d'armes nucléaires, bactériologiques, chimiques et leur dissémination à travers le globe, allait rendre une troisième guerre mondiale fortement improbable ou impossible, sauf à détruire l'espèce humaine.

Dès lors, pour faire face à la nouvelle crise du capitalisme mondial ponctuée de crises mineures qui allait enflée pendant plus de 70 ans, il fallait à l'oligarchie financière qui désormais contrôle l'économie mondiale trouver un moyen pour justifier la destruction de gigantesques forces productives et si possible massacrer une partie de la population, à commencer par la plus vulnérable, les vieux et les malades, c'est ainsi qu'ils ont imaginé ces deux mystifications climatique et pandémique, la première nommée transition énergétique, la seconde servant à instaurer un contrôle numérique social totalitaire à la chinoise.

L'oligarchie financière n'a pas lésiné sur la propagande pour tromper les peuples, allant jusqu'à dénoncer le capitalisme et le néolibéralisme et leurs effets néfastes, afin de les préparer aux lourds sacrifices qu'elle allait leur imposer, la hausse importante des prix généralisée donne un aperçu de ce qui les attend.

L'injection de substances toxiques appelée vaccination consistant à affaiblir l'immunité naturelle devrait se traduire dans les années ou décennies à venir, par une hécatombe de maladies immunes emportant une grande masse de la population mondiale, selon le plan eugéniste imaginé par l'oligarchie financière.

Voilà en gros ce qu'elle a imaginé pour conserver ses privilèges exorbitants et son hégémonie sur le reste de la population, sur fond d'exploitation de l'homme par l'homme de plus en plus forcenée ou impitoyable combinée à un régime totalitaire aboutissant à une société totalement déshumanisée.

Ce constat, chacun peut le réalité en temps réel, puisque c'est en train de se dérouler sous nos yeux. Dès lors, comment comprendre qu'au lieu de s'unir et combattre ensemble pour renverser ce régime tyrannique, ceux qui s'expriment au nom des travailleurs y participent tous, par conséquent il n'existe plus au sein du mouvement ouvrier aucun pôle de regroupement de travailleurs et de militants pour mener ce combat politique.

On se sent bien seul à vrai dire.

La propagande officielle totalitaire sur fond d'imposture généralisée adoptée par l'immense majorité est la nouvelle religion politique en France.

LVOG - Ce qui importe pour les uns et les autres, ce ne sont pas les faits et leur description, mais le récit que les acteurs politiques en font, sur lequel chacun brodera sans se demander s'il a vraiment un rapport avec la réalité...

K. Marx. Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel - 1843

Extrait.

- Le fondement de la critique irréligieuse est celui-ci : L'homme fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme. La religion est en réalité la conscience et le sentiment propre de l'homme qui, ou bien ne s'est pas encore trouvé, ou bien s'est déjà reperdu. mais l'homme n'est pas un être abstrait, extérieur au monde réel. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'Etat, la société. Cet Etat, cette société produisent la religion, une conscience erronée du monde, parce qu'ils constituent eux-mêmes un monde faux. La religion est la théorie générale de ce monde, son compendium encyclopédique, sa logique sous une forme populaire, son point d'honneur spiritualiste, son enthousiasme, sa sanction morale, son complément solennel, sa raison générale de consolation et de justification. C'est la réalisation fantastique de l'essence humaine, parce que l'essence humaine n'a pas de réalité véritable. La lutte contre la religion est donc par ricochet la lutte contre ce monde, dont la religion est l'arôme spirituel.

La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans coeur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple.

Le véritable bonheur du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur illusoire du peuple. Exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc, en germe, la critique de cette vallée de larmes, dont la religion est l'auréole.

La critique a effeuillé les fleurs imaginaires qui couvraient la chaîne, non pas pour que l'homme porte la chaîne prosaïque et désolante, mais pour qu'il secoue la chaîne et cueille la fleur vivante. La critique de la religion désillusionne l'homme, pour qu'il pense, agisse, forme sa réalité comme un homme désillusionné, devenu raisonnable, pour qu'il se meuve autour de lui et par suite autour de son véritable soleil. La religion n'est que le soleil illusoire qui se meut autour de l'homme, tant qu'il ne se meut pas autour de lui-même.

L'histoire a donc la mission, une fois que la vie future de la vérité s'est évanouie, d'établir la vérité de la vie présente. Et la première tâche de la philosophie, qui est au service de l'histoire, consiste, une fois démasquée l'image sainte qui représentait la renonciation de l'homme a lui-même, à démasquer cette renonciation sous ses formes profanes. La critique du ciel se transforme ainsi en critique de la terre, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique.

Comment ils vous trompent effrontément ou quand leur conclusion contredit ouvertement les faits.

Véganisme ou régime carné ? L'essai comparatif de frères jumeaux - courrierinternational.com 16 janvier 2022

Des études scientifiques ont récemment montré que des milliards de "bons microbes" vivent dans nos intestins. Si on traite bien ces derniers, ils vont produire des milliers de "composants chimiques" qui devraient participer au maintien en forme du corps. Notamment en aidant le système immunitaire à combattre les infections, et en faisant en sorte que le cerveau ne génère pas de sensation de faim ni de stress ni de déprime.

Une étude du microbiote des jumeaux faisait donc partie de l'expérience. Ses enseignements ? En respectant un régime végan pendant douze semaines, Hugo a vu "la diversité de [sa] flore intestinale fortement diminuer", tandis que son frère, lui, déclare : "La mienne est restée la même, ce qui fait que j'étais moins vulnérable aux maladies."

LVOG - Vous vous dites qu'il a été prouvé que le régime carné était supérieur au régime végan. Et bien détrompez-vous :

BBC - Pour résumer, on peut considérer que le régime végan est, par certains aspects, plus sain que le régime carné. En définitive, les résultats de Ross et Hugo Turner n'étaient pas si éloignés l'un de l'autre. courrierinternational.com 16 janvier 2022

Ils vous empoisonnent délibérément... pour mieux vous soigner ensuite...

Céréales, yaourt aux fruits, légumes préparés… les aliments ultra-transformés favoriseraient les crises cardiaques Yahoo 15 janvier 2022

Les résultats montrent que les personnes qui ont une consommation plus élevée d'aliments ultra-transformés ont un risque accru de près de 70 % d'une deuxième crise cardiaque ou d'un accident vasculaire cérébral "fatal". Également, le risque de décès est accru de 40 % comparé à ceux qui consomment des aliments frais. Yahoo 15 janvier 2022

LVOG - Dans les trusts de la chimie, de l'agro-alimentaire et des médicaments, ce sont les mêmes actionnaires de la finance...

Totalitarisme. Désagrégation schizoïde au programme de Facebook. Ils veulent rendent fou les jeunes.

Le "métavers" du nouveau Facebook, nouvel ennemi de la santé mentale ?

https://www.francesoir.fr/societe-science-tech/le-metavers-nouvel-ennemi-de-la-sante-mentale

---

RÉGIME TOTALITAIRE MONDIAL

La France et l'Autriche se distinguent.

Covid-19: le pass vaccinal définitivement adopté par l'Assemblée nationale - BFMTV 16 janvier 2022

Après un ultime vote au Palais-Bourbon, le pass vaccinal vient d'être adopté par les députés à 150 voix pour, 58 contre. L'exécutif espère le déployer le plus vite possible face à la dégradation de la situation épidémique. BFMTV 16 janvier 2022

Covid-19: la vaccination sera bien "obligatoire" dès février en Autriche BFMTV 16 janvier 2022

Le gouvernement autrichien dispose d'une large majorité à la chambre : outre les conservateurs et les Verts, les cheffes des partis social-démocrate et libéral soutiennent le texte. BFMTV 16 janvier 2022

Alors que l'épidémie est terminée, leurs intentions ne peuvent être qu'inavouables et criminelles.

Vaccin anti-Covid : le milliardaire Patrick Soon-Shiong lance une chaine d'usines en Afrique à partir de Cape Town - latribune.fr 19 Janvier 2022

D'une capacité de production annuelle de 1 milliard de doses d'ici 2025, une usine de fabrication de vaccin anti-Covid a été inaugurée ce mardi à Cape Town par le président Cyril Ramaphosa aux côtés du milliardaire américano-sud-africain Patrick Soon-Shiong. Des installations similaires seront dupliquées en Afrique de l'Ouest et de l'Est.

Les dictateurs sadiques osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît.

Covid-19 : « Il n'y a pas de vacances pour le virus, donc il n'y a pas de vacances pour le confinement » prévient Olivier Véran - Publicsenat.fr 15 janvier 2022

Le ministre de la Santé, Olivier Véran, insiste sur la nécessité de continuer le confinement, y compris pendant la période de vacances scolaires qui commence. « Toutes les 10 minutes de confinement, nous sauvons une vie dans notre pays » a lancé le ministre devant le Sénat.

Coronavirus : Certains échappent au Covid-19 même cernés de cas positifs… Et si c'était grâce au rhume ? - 20minutes.fr 15 janvier 2022

Yohann Dubois, médecin anesthésiste : "Je le dis crument : les non-vaccinés, ils font chier" - Yahoo 15 janvier 2022

Voilà ce qui rend fou les élites au service des GAFAM.

Covid-19 : l'idée d'une fin d'épidémie est-elle réaliste ? - Yahoo 17 janvier 2022

https://fr.news.yahoo.com/covid-19-idee-fin-epidemie-est-elle-realiste-175422772.html

Les arguments avancés dans cet article relèvent de la falsification des faits et aucun n'a une valeur scientifique.

Et pourtant simultanément...

Après avoir voté le Pass vaccinal, Valérie Pécresse le trouve maintenant inutile ! - lemediaen442.fr 18 janvier 2022

Valérie Pécresse, candidate LR à l'élection présidentielle, était l'invitée d'Europe 1 ce 17 janvier 2022 face à la journaliste Sonia Mabrouk. Lors de l'échange vient la question sur le pass vaccinal. La réponse de la candidate LR est lunaire : « Le passe vaccinal aujourd'hui, on se rend compte qu'il va être en vigueur et ne sera plus utile ! » Interloquée par les propos de la présidentiable Pécresse, Sonia Mabrouk lui demande alors pour avoir poussé ses troupes à voter ce pass vaccinal. « Parce que nous sommes en responsabilité », répond Valérie Pécresse. lemediaen442.fr 18 janvier 2022

Le Royaume-Uni prévoit de retirer le "Covid Pass" à la fin du mois de janvier - francesoir.fr 17 janvier 2022

Au Royaume-Uni, le secrétaire d'État à la santé Sajid Javid prévoit de mettre un terme au "Covid Pass" pour le 26 janvier, estimant que les

mesures sont « difficiles à justifier » au vu des chiffres d'Omicron, en baisse depuis quelques jours. De son côté, le secrétaire d'État à l'éducation prévoit quant à lui la fin du masque obligatoire dans les écoles. francesoir.fr 17 janvier 2022

Boris Johnson annonce la fin des restrictions en Angleterre : « La semaine prochaine, le pass sanitaire prendra fin » - lemediaen442.fr 19 janvier 2022

Boris Johnson a fait une déclaration le 19 janvier 2022 à la Chambre des communes sur la situation sanitaire et la fin des restrictions. Le Premier ministre fait tout d'abord un bilan des admissions à l'hôpital : « Elles doublaient tous les neuf jours il y a à peine deux semaines et sont désormais stabilisées. Et les chiffres en soins intensifs non seulement restent faibles, mais sont également en baisse. »

En conséquence Boris Johnson annonce la fin du pass sanitaire : « A partir du début de jeudi de la semaine prochaine, la certification obligatoire prendra fin. Les organisations peuvent, bien sûr, choisir d'utiliser volontairement le NHS Covid Pass (pass sanitaire numérique), mais nous mettrons fin à l'utilisation obligatoire de la certification de statut covid en Angleterre. Désormais, le gouvernement ne demande plus aux gens de travailler à domicile. […] n'imposera plus le port du masque où que ce soit. Nous ferons confiance au jugement du peuple britannique et ne criminaliserons plus quiconque choisit de ne pas porter le masque. Le gouvernement assouplira également les restrictions sur les visites dans les établissements de soins. »

Face au virus Omicron inoffensif et qui immunise les populations, le Premier ministre va encore plus loin dans un avenir proche : « Et il viendra bientôt un moment où nous pourrons supprimer complètement l'obligation légale de s'isoler — tout comme nous n'imposerons plus d'obligation aux personnes de s'isoler, si elles ont la grippe. À mesure que le covid devient endémique, nous devrons remplacer les exigences par des conseils et des orientations exhortant les personnes atteintes du virus à être prudentes et respectueuses des autres. » lemediaen442.fr 19 janvier 2022

Morts du ou avec le Covid ? Le ministre de la Santé britannique reconnaît une confusion statistique - RT 21 janvier 2022

Alors que les statistiques d'un organisme officiel sont considérablement inférieures à celle du gouvernement, le ministre de la Santé britannique a admis que des morts «avec» le Covid avaient été comptabilisés comme morts «du» Covid.

Peut-on se fier aux statistiques concernant les morts du Covid au Royaume-Uni ? La question se pose après les déclarations du ministre de la Santé Sajid Javid qui a reconnu que des personnes décédées avec le virus mais mortes pour d'autres raisons avaient pourtant été comptabilisées comme mortes du Covid après avoir été testées positives.

Ainsi le 20 janvier, 359 décès du Covid ont été signalés en Grande-Bretagne, mais le ministre de la Santé a déclaré que de «nombreuses» personnes incluses dans le décompte ne sont «pas nécessairement mortes du Covid». Ses commentaires surviennent alors que les données sur les décès fournies par l'Office for National Statistics (ONS) montrent un écart important avec les chiffres publiés sur le tableau de bord du gouvernement.

Pour la semaine se terminant le 7 janvier, l'Agence britannique de sécurité sanitaire a par exemple signalé qu'il y avait eu 1 282 personnes décédées dans les 28 jours suivant un test positif au coronavirus. Toutefois, les données de l'ONS montrent qu'il n'y a eu que 992 enregistrements de décès avec «Covid» mentionné sur le certificat de décès au cours de cette semaine, note le quotidien britannique The Telegraph.

Et le problème est encore plus profond : pour les décès dont le Covid est la cause principale, la différence est effet plus marquée avec seulement 712 personnes selon l'ONS. Autrement dit, 44 % des chiffres quotidiens communiqués par le gouvernement au cours de cette semaine de janvier pourraient ne pas être de véritables décès dus qu'au Covid.

Lors de sa conférence de presse à Downing Street le 19 janvier, Savid Javid a estimé que les chiffres quotidiens n'étaient plus fiables en raison de l'augmentation des infections à omicron. «Nous estimons qu'environ 40 % des personnes ayant le Covid à l'hôpital n'y sont pas parce qu'elles ont le Covid, mais parce qu'elles ont le Covid par hasard, c'est ce qu'on pourrait appeler une infection accidentelle», a-t-il déclaré, cité par le Telegraph.

Susan Hopkins, conseillère médicale en chef de l'Agence britannique de sécurité sanitaire, a confirmé que des personnes dont le décès n'est pas véritablement dû au Covid étaient englobées dans les chiffres quotidiens du gouvernement. RT 21 janvier 2022

Covid-19 : une partie des hospitalisations comptabilisées liées à un motif autre que le virus - RT 21 janvier 2022

Hospitalisés «pour» ou «avec» Covid-19 ? C'est la question difficile qui se pose face aux chiffres publiés par les autorités dans le suivi épidémique. En France, début janvier, 26% des «patients Covid» ont été hospitalisés pour une autre raison.

Santé publique France (SPF), qui publie régulièrement les chiffres en lien avec l'épidémie, observe une augmentation de patients hospitalisés contaminés par le Covid-19, mais admis pour une autre raison.

Comme le note Le Monde, ce biais tend à s'amplifier dans un contexte de forte circulation du virus : «Des personnes contaminées par le SARS-CoV-2 et hospitalisées pour une crise d'appendicite ou un accident de la route ont ainsi pu être admises dans la base de données, sans pour autant avoir de symptômes majeurs liés au Covid-19», particulièrement durant la première vague épidémique.

Mais ce biais est également dû au fait qu'il n'est pas toujours évident de distinguer les maux causés par le Covid-19 : le virus pouvant générer un certain nombre de symptômes et de complications, la classification hospitalisés «avec» ou «pour» Covid-19 n'est pas toujours évidente. RT 21 janvier 2022

LVOG - En réalité, cela fait deux ans qu'ils trafiquent les certificats médicaux et de décès dans tous les pays pour faire croire à une pandémie qui n'a jamais existé, sinon ils n'auraient pas eu besoin de recourir à cet artifice, CQFD.

En Israël ou la Palestine occupée.

- Le ministre des Finances Avigdor Lieberman a appelé mardi à mettre fin à l'utilisation généralisée du « passeport vert » prouvant la vaccination contre le coronavirus pour entrer dans certains lieux.

« Il n'y a aucune logique médicale ou épidémiologique dans le pass sanitaire et de nombreux experts s'accordent à le dire », a-t-il déclaré.

« Il y a cependant un préjudice direct à l'économie, aux opérations quotidiennes et une contribution non négligeable à la panique quotidienne au sein du public », a-t-il affirmé.

M. Lieberman a indiqué qu'il travaille avec « toutes les autorités » afin de mettre fin au pass sanitaire et de « maintenir une routine de vie normale pour tous. » insolentiae.com 20 janvier 2022

Retournement espagnol : le covid assimilé à un simple rhume hivernal par Francesca de Villasmundo (Médias Presse Info) - Mondialisation.ca, 16 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/retournement-espagnol-le-covid-assimile-a-un-simple-rhume-hivernal/5664255

La Cour suprême américaine bloque l'obligation vaccinale en entreprise Par FranceSoir - Mondialisation.ca, 16 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/la-cour-supreme-americaine-bloque-lobligation-vaccinale-en-entreprise/5664245

Et le massacre continue...

Covid : un jeune de 16 ans hospitalisé à Montpellier pour une myocardite après sa dose de rappel du vaccin - midilibre.fr 14 janvier 2022

https://www.midilibre.fr/2022/01/14/covid-un-adolescent-hospitalise-a-montpellier-pour-une-myocardite-apres-sa-dose-de-rappel-du-vaccin-10044712.php

L'incompréhension le dispute finalement à la colère. "À la télé, dans les médias, on parle de la vaccination mais pas de ses effets. Mon fils est jeune. J'espère qu'il va guérir. C'est grave quand même !" Marine, la grande sœur, tranche : "Mon frère s'est fait vacciner pour pouvoir profiter de sa jeunesse et il s'est retrouvé dans un lit d'hôpital et cardiaque à 16 ans." midilibre.fr 14 janvier 2022

Vaccin : l'Office national de la statistique confirme l'augmentation des décès d'adolescents en Grande-Bretagne - lemediaen442.fr 20 janvier 2022

À la Haute Cour, jeudi 13 janvier, l'ONS (Office national de la statistique) a confirmé qu'il y a eu une augmentation significative du taux de mortalité des adolescents de sexe masculin au cours des huit derniers mois, par rapport à la même période de 2015-2019.

https://lemediaen442.fr/vaccin-loffice-national-de-la-statistique-confirme-laugmentation-significative-des-deces-dadolescents-en-grande-bretagne/

MOUVEMENT OUVRIER. FAITES TOMBER LES MASQUES.

Ils osent tout. Instrumentalisation sadique.

LVOG - Ils ont profité des revendications sociales légitimes des enseignants pour réclamer davantage de mesures liberticides dans les écoles, vous lisez bien, vous ne rêvez pas hélas, la liste figure plus loin. Vous comprenez pourquoi le ministre de l'Education national les "méprise", les syndicats et les partis dits ouvriers lui en ont fourni un excellent prétexte. Dès lors pourquoi voudriez-vous que le gouvernement supprime ces mesures liberticides, les syndicats ont instrumentalisé les enseignants pour le compte de Macron, c'est cela que le POI, POID, LO, et NPA saluent !

Ce qu'il faut bien comprendre aussi, c'est que dès lors que leurs arguments sont antiscientifiques en matière sanitaire, ils ne peuvent pas non plus se prévaloir du socialisme scientifique de Marx et Engels, nous sommes donc en présence d'imposteurs.

Dans le n°688 d'Informations ouvrières (POI)

Grève le 13 janvier dans l'Education nationale : une lame de fond...

- "Rejet du mépris du ministre qui deux jours avant la grève, a osé déclarer : « On ne fait pas grève contre un virus ». Faisant voler en éclats le consensus sanitaire sur lequel joue Macron pour faire passer ses mesures"

http://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2022/01/SUP_Informations-ouvrieres-688_14-janv-2022.pdf

En réalité les syndicats qui avaient appelé à cette grève avaient reproché à Macron de n'avoir pas adopté des mesures encore plus liberticides, la liste figure dans les causeries des 13 et 15 janvier, vous pouvez ainsi vérifiez-vous que le POI vous manipule éhontément. Il n'y aura pas un mot sur la monstrueuse manipulation des tests ou des cas et l'absence de pandémie ou de malades, l'omerta règne, "consensus sanitaire" oblige avec Macron.

Leur article se terminait ainsi :

- Mais une chose est sûre, l'ampleur et la profondeur de la colère qui s'est exprimée le 13 janvier ne sont pas près de retomber, ni de rentrer dans leur lit. A suivre...

La suite on la connaît, puisque vous vous êtes déjà couché devant Blanquer... à moins qu'ils couchent ensemble !

Dans un article de la même page ils reproduiront ces paroles qu'ils approuvent : - C'est bon, les masques... On est passé à autre chose. Merci on le sait ces adeptes de la muselière ont adopté la seringue, quelle horreur !

Sans déconner, ils se prétendent marxistes, trotskystes et révolutionnaires, nous qui ne sommes ni adeptes de la muselière ni de la seringue, on doit être au moins macronien ou d'extrême droite ! A croire que la déliquescence de l'extrême gauche n'en finira jamais. Au moins ils ont tombé le masque de l'imposture, maintenant il est urgent de passer à autre chose, cela s'adresse aux militants qui entendent demeurer fidèle au socialisme.

Dans un encart consacré aux réactions syndicales le Snuipp-FSU a lâché le morceau, enfin le "dialogue social" ou la collaboration de classes vont pouvoir reprendre ouvertement et il s'en félicite, le POI aussi :

- La pression de la mobilisation du 13 janvier a permis de bousculer le gouvernement, obligeant à instaurer un début de dialogue avec les représentant-es des personnels. Une première depuis cinq ans ! Il s'agit maintenant que le gouvernement réponde au ras-le-bol et aux exigences exprimées dans la grève du jeudi 13 janvier. Il doit pour cela engager des discussions concrètes tant sur le cadre sanitaire sécure...

Pour vous éviter d'aller chercher leurs revendications liberticides en voici le contenu (Causerie du 13 janvier 2022) :

- Le retour à la règle « un cas positif entraîne la fermeture de la classe » ;
- L'isolement des cas contacts intrafamiliaux ;
- Une politique de tests préventifs hebdomadaires salivaires systématiques ;
- Équiper le personnel de masques chirurgicaux et FFP2 pour ceux qui le souhaitent ;
- Fournir des autotests aux adultes ;
- Équiper les salles de classe et de restauration en capteurs de CO2.

Des enragés, n'est-ce pas ? Je crois que le plus à craindre c'est encore de leur confier nos enfants ou petits-enfants.

Une info qui devrait réjouir ces humanistes.

Royaume-Uni: les enfants britanniques choisissent "anxiété" comme mot de l'année 2021 - BFMTV 20 janvier 2022

Front populaire et opportunisme débridé.

Le meeting de Nantes (1) de l'Union populaire s'est déroulé sous les auspices de l'altermondialisme, qui est un courant politique lié au capital et à ses institutions internationales depuis le début des années 2000. Que les trotskystes du POI participent à l'Union populaire au côté de Mélenchon, alors qu'ils avaient toujours dénoncé le mouvement altermondialiste comme profondément réactionnaire, n'étonnera personne de nos jours.

1- Meeting immersif de Jean-Luc Mélenchon à Nantes : https://www.youtube.com/watch?v=vdxHe12lUmI

Pour faire bonne mesure ou en écho, le POID s'est entiché cette semaine d'une des ONG les plus infréquentables qui soient, dans ce mimétisme avec le POI l'opportunisme rivalise avec la médiocrité ou le sordide, nous en leur en laissons la responsabilité.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs, pour « *Ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe* » par Daniel Gluckstein... vaut mieux l'accompagner ou l'enrober !

- Oxfam est une organisation non gouvernementale (ONG) qui ne revendique aucunement d'appartenir au mouvement ouvrier. Il n'empêche que le rapport qu'elle vient de publier est un acte d'accusation terrible contre le système capitaliste.

Vous avez bien lu, d'ailleurs l'un de ses généreux donateurs en tremble... Bill Gates (2019) Notez qu'il a disparu de l'article suivant actualisé depuis 2019 (https://www.oxfamfrance.org/nos-finances), en échange vous trouverez l'Union européenne sur laquelle ne pèse aucun soupçon de mauvaise intention pour ses partisans acharnés !

Oxfam est une des ONG de l'Etat profond à l'origine du coup d'Etat mondial de janvier 2020. C'est l'une des ONG contrôlée par l'oligarchie les plus réactionnaires de la planète, la Directrice générale d'Oxfam France, Cécile Duflot, est membre de la coalition People's Vaccine Alliance qui est une coalition internationale de dizaines d'organisations dont le Forum économique mondial, l'Open Society Foundations de G. Soros et l'UNAIDS financé par le département américain (2).

"*Un acte d'accusation terrible contre le système capitaliste*", vraiment, ce n'est pas tout à fait le constat qu'en fait Cécile Duflot dans une interview au JDD du 19 janvier 2022 (3), l'un et l'autre étant bien placé pour l'évaluer à sa juste valeur.

JDD - Quelles sont les leçons à tirer de ce nouveau rapport d'Oxfam? Duflot - La leçon positive que l'on peut tirer de ce rapport, c'est que l'intervention publique est efficace.

LVOG - Elle se réjouit de la privatisation des deniers publics pour le compte des capitalistes qui a permis d'éviter un effondrement économique qui leur aurait été fort préjudiciable, et de la socialisation de cette gigantesque dette que le peuple sera prié de rembourser, l'inflation ou la hausse massive des prix n'est qu'un avant-goût de la facture qu'ils vont le sommer de régler.

Sources.

1- https://www.oxfamfrance.org/nos-finances/

2- https://peoplesvaccine.org/)

3 - https://www.lejdd.fr/Societe/cecile-duflot-directrice-doxfam-france-il-y-a-un-risque-de-secession-des-ultrariches-4088804

Gluckstein ne s'est pas contenté de faire référence à des données fournies par cette ONG oligarchique, auquel cas on aurait raison de nous accusez de lui faire un procès d'intention, il a été jusqu'à citer une "*déclaration de Quentin Parinello, porte-parole d'Oxfam France*", et pour ceux qui n'auraient pas saisi la connivence, Gluckstein a tenu à préciser que "*Parinello confirme ici ce que nous ne cessons d'expliquer dans ce journal*" cautionnant si nécessaire cette ONG, misérable exercice d'opportunisme qui va mal se terminer à vouloir trop insister :

Gluckstein - Nombre d'entre eux savent aussi que le 19 mars 2020 les députés du PCF, du PS, de LFI ont voté 343 milliards d'euros pour les banquiers et les patrons, 343 milliards devenus 600 milliards que Parinello désigne, à juste titre, comme la source de l'enrichissement gigantesque des capitalistes et de l'appauvrissement des travailleurs. Au moment où les hôpitaux et l'école sont totalement étranglés financièrement, peut-on escamoter cette réalité ?

LVOG - "*La source de l'enrichissement gigantesque des capitalistes et de l'appauvrissement des travailleurs*", ne faudrait-il pas plutôt la chercher dans la putréfaction ou la trahison du mouvement ouvrier, y compris tous les courants qui se revendiquaient du trotskystes ? En effet, "*peut-on escamoter cette réalité ?*". Je vous fais grâce de la fin de son éditorial, pour préserver vos nerfs.

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=3671

Gluckstein a oublié de vous communiquer ce que Duflot préconisait dans son interview au JDD : Cécile Duflot, plaide pour une intervention publique corrective pour "*faire en sorte que le remboursement de la facture de la crise se fasse de façon juste*", ben voyons, vous voyez où cela mène, dans les bras de Macron !

NPA, l'autre candidature altermondialiste.

NPA 18 janvier 2022 - une candidature anticapitaliste permet de porter la voix des exploitéEs et des oppriméEs, des luttes sociales, écologiques, féministes, LGBTI, antiracistes, internationalistes et démocratiques.

LVOG - Plus décomposé, tu meurs !

La palme toute catégorie de la crasse inculture revient à LO

Passe vaccinal : autoritarisme et incurie gouvernementale - 19 Janvier 2022

- Le vaccin est certes une arme contre le virus.

LVOG - Tout le monde sait qu'il n'en est rien, sauf LO et ses semblables.

Kazakhstan : après deux semaines de soulèvement populaire - 19 Janvier 2022

LVOG - Lire plus loin les articles sur la situation au Kazakhstan, ainsi que dans la causerie précédente. Absolument rien de ce qui figure dans ces articles n'a été évoqué par LO. LO a adopté le discours de l'Etat profond anglo-saxon tout simplement. Pour qui roulent-ils vous demandiez-vous peut-être, vous avez la réponse sous les yeux.

- Washington poursuit le plan de la RAND au Kazakhstan, puis en Transnistrie - Réseau Voltaire 11 janvier 2022

- Analyse militaire des attaques contre le Kazakhstan - Réseau Voltaire 10 janvier 2022

- Steppe en feu: Révolution de couleur au Kazakhstan par Pepe Escobar (Strategic Culture 6 janvier 2022) - Mondialisation.ca, 15 janvier 2022

- Après le Kazakhstan, l'ère des révolutions de couleur est terminée par Pepe Escobar (The Cradle 12 janvier 2022) - Mondialisation.ca, 16 janvier 2022

Le PCF n'a jamais déserté les rangs de la réaction. Il veut emmerder chaque citoyen pour qu'il se fasse vacciner.

Roussel souhaite que l'Assurance maladie aide les centres de vaccination à joindre les non-vaccinés - RT 6 janvier 2022

Personne ne doit être dupe. En faisant allégeance au Conseil constitutionnel garant de la tyrannie actuelle et de la Constitution de la Ve République, ils demeurent des agents de Macron.

SAF, Solidaires, LDH, CGT : ensembles pour défendre nos droits et libertés fondamentaux contre le passe vaccinal - 19 janvier 2022

https://www.cgt.fr/comm-de-presse/saf-solidaires-ldh-cgt-ensembles-pour-defendre-nos-droits-et-libertes-fondamentaux-contre-le-passe

---

Les antifas soutiennent la vaccination ou l'extrême droite oligarchique.

Allemagne : manifestations dans plusieurs villes contre les restrictions sanitaires - RT 18 janvier 2022

Des milliers de manifestants ont battu le pavé le 17 janvier dans plusieurs villes d'Allemagne contre les restrictions sanitaires. Des contre-manifestants antifa étaient présents à Cologne mais aucun incident majeur n'a été enregistré. RT 18 janvier 2022

Il est à leur image.

«Peu importe la place» : Manuel Valls prêt à «travailler avec Emmanuel Macron ou Valérie Pécresse» - RT 21 janvier 2022

Toujours disponible : Manuel Valls s'est dit prêt, au cours d'un entretien sur TV5 Monde le 20 janvier, à «travailler avec Emmanuel Macron ou Valérie Pécresse», estimant «qu'il n'y a pas d'autre solution que de faire travailler des gens qui sur l'essentiel sont d'accord»... RT 21 janvier 2022

CECI EXPLIQUE CELA.

La concentration des richesses et le totalitarisme étaient inscrits dans l'évolution du capitalisme si on ne le stoppait pas.

La fortune des dix hommes les plus riches du monde a doublé depuis le début 2020 - FranceSoir 17 janvier 2022

Les dix plus riches début 2020 : Elon Musk, Jeff Bezos, Bernard Arnault, Bill Gates, Larry Page, Mark Zuckerberg, Sergey Brin, Warren Buffett, Steve Ballmer, Larry Ellison.

Le dernier rapport de l'ONG Oxfam révèle que les plus grandes fortunes du monde ont doublé leur trésor depuis début 2020.

Le trio de tête : Elon Musk, Jeff Bezos et Bernard Arnault Loin devant les autres, le génie de Tesla détient 269 milliards de dollars. Jeff Bezos, ancien patron d'Amazon, et Bernard Arnault, président directeur général de LVMH, sont respectivement à 187 et 164 milliards de dollars.

Derrière eux, l'on retrouve Bill Gates, Larry Page, Mark Zuckerberg, Sergey Brin, Warren Buffett, Steve Ballmer, et Larry Ellison, qui détiennent tous plus de 100 milliards de dollars chacun.

La fortune cumulée de l'ensemble des milliardaires a connu « sa plus forte augmentation jamais enregistrée » avec le Covid-19. Aujourd'hui, elle est à un niveau jamais atteint : 13 800 milliards de dollars. Parallèlement à cela, le rapport estime que 160 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté au cours de la même période. FranceSoir 17 janvier 2022

Effondrement économique contrôlé en échange de l'instauration d'un régime de terreur

PGE: accord signé pour faciliter le remboursement des entreprises en difficulté - bfmtv.com 19 janvier 2022

Les entreprises les plus en difficulté pour rembourser leur Prêt garanti par l'Etat (PGE) et ayant emprunté moins de 50.000 euros pourront étaler leurs paiements jusqu'à 10 ans ou encore décaler la première échéance de six mois, a annoncé le ministre de l'Economie Bruno Le Maire. AFP 19 janvier 2022

A défaut de pouvoir augmenter à l'infini le taux d'exploitation...

Un rattrapage des prix de l'électricité en 2023 à l'étude - Reuters 19 janvier 2022

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a annoncé mercredi une évaluation de l'éventuel rattrapage à réaliser en 2023 sur les tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVE), dont le niveau dépendra des prix de marché en 2022 et des éventuelles mesures qui seront prises.

Elle propose par ailleurs dans son communiqué de relever de plus de 44% les TRVE au 1er février, une proposition qui ne sera pas suivie d'effet puisque le gouvernement a décidé de limiter leur hausse moyenne à 4% en moyenne. Reuters 19 janvier 2022

EDF va racheter son électricité jusqu'à 300 euros le MWh… et la revendre à 46,20 euros à ses concurrents - marianne.net 14 janvier 2022

- ...l'État, premier actionnaire de l'opérateur historique, a tout simplement intimé l'ordre à EDF d'augmenter le volume d'électricité nucléaire qu'il a l'obligation de vendre à ses concurrents à prix réduits. L'idée est simple : transférer aux clients finaux, les ménages et les entreprises, cette baisse des prix. Sauf que ces 20 TWh à 46,20 euros le MWh, qui s'ajoutent aux 100 TWh vendus à prix d'ami de 42 euros, EDF n'en dispose plus. Il les a déjà vendus sur le marché de gros lors des négociations qui ont eu lieu en 2021. L'électricien a donc déjà perdu une partie des bénéfices qu'il aurait pu retirer de la hausse des prix. Et il va les perdre une seconde fois car EDF va devoir racheter des montagnes de sa propre électricité, au prix de marché qui se situe entre 275 euros et 300 euros le MWh, et les revendre six fois moins cher.

Évidemment, aucun des deux ministres chargés de présenter l'usine à gaz en urgence ce jeudi 13 janvier au soir, Barbara Pompili à l'Écologie sur LCI et Bruno Lemaire à Bercy dans une interview au Parisien n'en a pipé mot. Ni EDF dans son communiqué qui a suivi. Seul détail donné sur les 8 milliards que lui coûtera le dispositif : « Ce montant intègre une estimation de l'effet du report tarifaire sur le cash-flow 2 022 d'environ 1,5 Mds€ sur la base des prix de marché au 31 décembre 2021 et d'environ 1,6 Mds€ sur la base des prix de marché au 12 janvier 2022 ». Un blabla destiné aux marchés financiers qui risquent de ne pas goûter le flou.

Restent donc 5 milliards fantomatiques. Ils se retrouvent pour une grosse part dans la stratégie délirante d'achats des 20 TWh sur le marché à un prix avoisinant les 300 euros durant les mois d'hiver, et leur revente à 46,20 euros. Une autre grosse part vient des Tarifs Réglementés en vigueur (TRV) ou tarifs bleu pour les foyers qui n'augmenteront pas mécaniquement. marianne.net 14 janvier 2022

Pourquoi les États de l'OTAN commettent-ils un suicide énergétique ? Par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 16 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/pourquoi-les-etats-de-lotan-commettent-ils-un-suicide-energetique/5664260

Extraits.

- L'architecte canadien défunt de l'Agenda 21 des Nations unies, Maurice Strong, un ami pétrolier milliardaire de David Rockefeller, était sous-secrétaire des Nations unies et secrétaire général de la conférence du Jour de la Terre organisée à Stockholm en juin 1972. Il était également membre du conseil d'administration de la Fondation Rockefeller. Plus que quiconque, il est responsable de l'agenda de désindustrialisation de « l'économie durable » sans carbone. Lors du Sommet de la Terre de l'ONU à Rio en 1992, il a ouvertement énoncé le programme brutal des partisans de l'eugénisme radical tels que Gates et Schwab : « Le seul espoir pour la planète n'est-il pas que les civilisations industrialisées s'effondrent ? N'est-il pas de notre responsabilité de le provoquer ? » Ce programme est en grande partie la grande réinitialisation d'aujourd'hui.

- En 1852, l'historien anglais Charles Mackay a écrit un classique intitulé « Mémoires sur les délires populaires extraordinaires et la folie des foules », qui donne un aperçu peu connu de l'hystérie de masse à l'origine des grandes croisades religieuses du XIIe siècle, de la chasse aux sorcières ou de la folie des tulipes hollandaise et de nombreux autres délires populaires. Il est pertinent de comprendre la ruée irrationnelle mondiale vers le suicide économique et politique.

Les mêmes acteurs clés qui sont à l'origine des mandats de vaccination de masse anti-covid pour un vaccin expérimental modifiant la génétique et des verrouillages qui s'ensuivent dans le monde entier, notamment Bill Gates et le pape François, sont à l'origine de la grande réinitialisation du Forum économique mondial de Klaus Schwab et de sa folie verte zéro carbone de l'Agenda 2030 des Nations unies, afin de faire accepter au monde des mesures économiques draconiennes sans précédent.

Pour ce faire, il faudra que la population soit docile et physiquement faible, ce que le professeur de psychologie belge Mattias Desmet et le Dr Robert Malone appellent la psychose de formation de masse, une psychose de foule, une sorte d'hypnose de masse qui ignore la raison. Il est clair que le mythe du réchauffement climatique et l'agenda de la pandémie de coronavirus nécessitent tous deux une telle hypnose de masse – un « délire populaire extraordinaire ». Sans l'hystérie de peur du Covid, nous n'aurions jamais permis à l'agenda vert d'aller si loin que nos réseaux électriques sont au bord du black-out et nos économies au bord de l'effondrement. Le but ultime de la pandémie de Covid de l'OMS et de l'Agenda vert est une marche vers la Grande Réinitialisation dystopique de Schwab de l'ensemble de l'économie mondiale au profit d'une dictature d'une poignée de sociétés mondiales comme BlackRock ou Google-Alphabet. Mondialisation.ca, 16 janvier 2022

LA VÉRITÉ SUR LA FAUSSE PANDÉMIE.

L'épidémie sans malade - Décoder l'éco

https://www.youtube.com/watch?v=4pId-8xvDrc

L'impasse des tests

https://www.youtube.com/watch?v=aqO3hVxtK7c

18 mensonges contre Didier Raoult - Debunkage complet [IDRISS ABERKANE] - January 19th, 2022

https://odysee.com/@DownTown:7/18-mensonges-contre-Didier-Raoult---Debunkage-complet--IDRISS-ABERKANE-:f

Renouvellement d'AMMc du vaccin Comirnaty, Al Capone habite-t-il à l'EMA? Par Martin Mazurkiewicz (aimsib.org) - Mondialisation.ca, 16 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/renouvellement-dammc-du-vaccin-comirnaty-al-capone-habite-t-il-a-lema/5664232

Pr. Raoult. Effets de la vaccination sur l'épidémie

https://www.youtube.com/watch?v=_x-eozrCCNM

- La vaccination a augmenté le nombre d'infections au covid

L'ENTRETIEN GARANTI SANS CENSURE DU PROFESSEUR CHRISTIAN PERRONNE

https://www.youtube.com/watch?v=8wPiYC8Qam8&t=276s

https://www.gettr.com/streaming/poo4rr9e2d

LE FOCUS AVEC LE PR CHRISTIAN PERRONNE (chaîne guadeloupéenne Canal 10)

https://www.facebook.com/Canal10gp/videos/690266718983876

Le Pr Zvika Granot : « Il faut vivre avec Omicron, avoir une vraie immunité collective et le covid disparaîtra » - lemediaen442.fr 19 janvier 2022

Le Pr Zvika Granot, l'immunologiste qui accusait le gouvernement d'avoir provoqué une « réaction de panique » au variant Omicron afin que la population approuve la quatrième dose du vaccin, était invité sur i24News à faire le bilan : « Comme nous l'avions prévu, Omicron est très très contagieux et en même temps le pourcentage de personnes gravement atteintes est très bas » « Et ceux qui sont gravement atteints ne sont pas vraiment aussi gravement atteints que cela. Ce à quoi l'on s'attendait arrive et il est très possible que nous soyons en train de voir la fin de la pandémie. »

« Il faut vivre avec Omicron ». Il faut « protéger de manière très ferme les populations sensibles avec des comorbidités, les personnes très âgées et les autres, les libérer, les laisser vivre leur vie. Il s'avère en fin de compte que ce n'est qu'un virus hivernal de plus, et pas très grave finalement. » « Une vraie immunité collective, je pense qu'on ne pourra l'avoir que quand tout le monde sera contaminé. Quand une grande partie de la population sera contaminée, le virus ne pourra plus s'étendre dans la population et nous verrons le coronavirus disparaître » lemediaen442.fr 19 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/le-pr-zvika-granot-il-faut-vivre-avec-omicron-avoir-une-vraie-immunite-collective-et-le-covid-disparaitra/

David Pujadas : « Pour 12 millions de cas Omicron, on a eu 200 personnes en réa, ce sont des faits ! » - lemediaen442.fr 20 janvier 2022

Le journaliste Pujadas n'en démord pas. Il y va même de sa petite moquerie sur le méchant variant « Omicron ça a produit 200 cas, 200 personnes en réanimation pour 12 millions et demi. Autrement dit on n'est même pas dans l'épaisseur du trait, on est dans le microscope, on parle de statistiques, ce sont des faits. C'est pas de l'analyse, c'est pas du doigt mouillé, c'est pas de la roulette russe, c'est pas un pari, ce sont des faits. » lemediaen442.fr 20 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/david-pujadas-pour-12-millions-de-cas-omicron-on-a-eu-200-personnes-en-rea-ce-sont-des-faits/

Une épidémie… de mensonges (ou les informations-bidon du Covid) par Jean-Dominique Michel Mondialisation.ca, 17 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/une-epidemie-de-mensonges-ou-les-informations-bidon-du-covid/5664319

Avertissement : La fin de cet article se termine par deux références, une à un acteur d'extrême droite, l'autre à un libertarien, l'auteur de cet article s'accommode de ce genre de personnages, pas nous, et je condamne sa conclusion disons conciliatrice envers le régime, on en a rien à foutre de juger les coupables, notre seul objectif politique : c'est la liquidation de ce régime économique.

La dernière imposture pilotée par les trusts pharmaceutiques mafieux et criminels via The Lancet.

Pourquoi l'Afrique est-elle la région du monde la plus résistante aux antimicrobiens ? - latribune.fr 20 janvier 2022

LVOG - Sachant qu'ils sont tous animé de mauvaises intentions envers les peuples d'Afrique, quel est le but de cette déclaration ? La vaccination, et dans leur ligne de mire, les antibiotiques, comme en France notamment , cela ne s'invente pas, lisez.

Une étude publiée aujourd'hui par « The Lancet » révèle les impacts de la résistance aux antimicrobiens qui tue davantage que le paludisme ou le VIH-Sida à l'échelle mondiale. Avec 255 000 décès enregistrés en 2019, le continent africain est la région du monde la plus affectée par ce phénomène.

- La vente illégale d'antibiotiques conduit trop souvent à des traitements inadéquats ou à une surconsommation, participant de fait à l'émergence de la RAM.

- ...l'usage d'antibiotiques pour lutter contre certaines bactéries pourrait être évité grâce à la vaccination...

« Les enfants de moins de 5 ans pourraient être protégés de la maladie pneumococcique et de la méningite à haemophilus influenzae de type B grâce à la vaccination (...)

- Tim Jinks, responsable d'intervention dans l'unité des maladies infectieuses au Wellcome Trust (une fondation en médecine dont le siège est basé à Londres), considère qu'à l'instar de « la Covid-19, nous savons ce qu'il faut faire pour lutter contre la RAM (la résistance aux antimicrobiens)...»

LVOG - A l'instar de « la Covid-19 » : la piquouse pour tous ! Ils honnissent tous les peuples de la planète.

ACTUALITE INTERNATIONALE

Avertissement.

Tous ces articles comportent des données et des analyses où se mêle une part de propagande plus ou moins ouvertement assumée par leurs auteurs que nous ne partageons pas.

Washington refuse d'entendre la Russie et la Chine - Réseau Voltaire 18 janvier 2022

https://www.voltairenet.org/article215331.html

Steppe en feu: Révolution de couleur au Kazakhstan par Pepe Escobar (Strategic Culture 6 janvier 2022) - Mondialisation.ca, 15 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/steppe-en-feu-revolution-de-couleur-au-kazakhstan/5664200

Après le Kazakhstan, l'ère des révolutions de couleur est terminée par Pepe Escobar (The Cradle 12 janvier 2022) - Mondialisation.ca, 16 janvier 2022

Ce qui s'est passé au Kazakhstan ressemble de plus en plus à une tentative de coup d'État menée par les États-Unis, la Turquie, la Grande-Bretagne et Israël, déjouée de façon spectaculaire par leurs adversaires eurasiatiques.

https://www.mondialisation.ca/apres-le-kazakhstan-lere-des-revolutions-de-couleur-est-terminee/5664181

Le plan USA d'un Afghanistan à l'intérieur de l'Europe par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 18 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/le-plan-usa-dun-afghanistan-a-linterieur-de-leurope/5664328

Haut de page

Causeries février 2022

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 2 février 2022

Le démantèlement des trusts agro-alimentaires, pharmaceutiques, des GAFAM, etc. mafieux et criminels, ne serait-il pas à l'ordre du jour ? L'arrestation et le jugement de tous les oligarques, banquiers ou milliardaires, la confiscation de tous leurs biens et avoirs ne seraient-ils pas à l'ordre du jour ? L'abrogation de la Constitution de la Ve République, la dissolution de l'Union européenne et de la BCE, de l'ONU, de l'OTAN, du FMI et de la Banque mondiale, ne serait-elle pas à l'ordre du jour ? L'abolition du capitalisme

- Cette causerie au format pdf (50 pages)

INTRODUCTION.

Pr. Raoult - Vaccin, Croyances & Réalité - IHU Méditerranée-Infection

La vidéo - https://www.youtube.com/watch?v=eiwiH40AAjE

Alerte du Pr Raoult par Candice Vacle - Mondialisation.ca, 02 février 2022

- « On peut rentrer dans une société totalitaire à cause de cette histoire [la vaccination anti-Covid-19]. Faut s'arrêter », Pr Raoult.

Pr Raoult infectiologue et directeur de l'Institut hospitalo-universitaire en maladies infectieuses de Marseille (IHU) alerte dans la vidéo de l'IHU du 1 février 2022, à partir de la minute 7:17.

Le vaccin anti-Covid-19 « est devenu quelque chose qui n'est pas connecté à la réalité. On ne peut pas dire que le vaccin arrête l'épidémie. On ne peut pas dire qu'il présente un intérêt pour les gens qui n'ont pas un facteur de risque. Personne ne peut maintenir une chose pareille maintenant. On sait que ce n'est pas vrai. On est à 10 milliards de doses [de vaccins anti-Covid-19]. C'est pas vrai. Et bien vis à vis de ça, le ton monte et devient de plus en plus agressif. Il y a quelqu'un qui vient de dire que l'on ne va plus soigner les gens qui ne sont plus vaccinés. Alors, il ne faut plus soigner les gens qui fument pour le cancer du poumon, les gens qui boivent, pour les cancers digestifs. En plus, l'argent de la sécurité sociale, c'est nous [les citoyens] qui l'avons donné […] Que des gens qui ont des fonctions administratives aussi élevées puissent proposer de ne plus soigner les gens s'ils ne leur obéissent pas pour quelque chose qui n'a pas de sens [la vaccination anti-Covid-19]. »

Hirsch veut des soins payants pour les non-vaccinés : «Demain les fumeurs qui auront un cancer devront payer, eux-aussi?», Le Figaro, le 28 janvier 2022.

Pr Raoult ajoute: « Il y a maintenant des études qui ont été faites […] aux États-Unis […] où il y a 50% des démocrates […] d'accord pour qu'on enferme les non-vaccinés. En Angleterre […] il n'y en a que 30% qui pensent qu'on doit enfermer les non-vaccinés. »

Peut-être, Pr Raoult fait-il référence à l'enquête réalisée par la société de sondage Rasmussen Reports dans laquelle il est écrit:

« Quarante-cinq pour cent (45%) des démocrates seraient favorables à ce que les gouvernements exigent des citoyens qu'ils vivent

temporairement dans des installations ou des lieux désignés s'ils refusent de se faire vacciner contre le Covid-19. » « Parmi les électeurs qui ont une impression très favorable de Biden, 51% sont favorables à ce que le gouvernement place les non-vaccinés dans des « installations désignées » ».

Que faut-il comprendre par « installations désignées »? Des camps d'internements?

Pr Raoult: « On ne voit pas le danger que représente un non-vacciné puisque les vaccinés ici [à l'IHU] sont aussi positifs que les non-vaccinés. Il n'y a pas d'évidence du tout que les vaccinés soient moins positifs que les vaccinés. C'est pareil. […] Avec des données d'observation […] de cette nature vous ne pouvez pas mettre les gens en camp de concentration ou les enfermer à la maison […] car ils ne vous obéissent pas. Vous tombez dans des choses qui nous rappellent une partie de la Seconde Guerre mondiale. Je pense qu'il faut faire très attention de ne pas adhérer à ce point à la théorie [du vaccin anti-Covid-19 miracle] que l'on avait avant et que l'on avait bien le droit d'avoir, il y a un an et demi. Mais, actuellement, ici et maintenant, on ne peut pas croire à cette théorie, et on ne peut pas être d'une violence aussi extrême pour que les gens vous obéissent. Quand on veut que les gens vous obéissent alors que ça n'a plus de sens, ça s'appelle du totalitarisme. On peut rentrer dans une société totalitaire à cause de cette histoire. Faut s'arrêter. Il faut réfléchir. »

Si vous rajoutez que malheureusement la plus grande analyse qui vient d'être faite du John Hopkins [Université] montre que le confinement ne sert à rien. Il n'y a aucune preuve de toutes les études dans le monde que le confinement serve à quoi que ce soit.

[…] Ce sont les pays dans lesquels on a fait le moins de vaccin [anti-Covid-19] où il y a le moins de cas. Faut arrêter. Ce que l'on essaye d'imposer, c'est une opinion. Une opinion de cette nature là, quand on menace les gens de ne plus les soigner ou de les enfermer, c'est de la dictature. Et donc, il ne faut pas le faire. »

Parfois, il vaut mieux comprendre vite. Après, c'est trop tard. Mondialisation.ca, 02 février 2022

LVOG - "*Comprendre vite*", c'est préférable, mais quoi, toute la question est là. Si c'est uniquement ce qu'on est disposé à comprendre tant que cela ne vient pas heurter nos vulgaires intérêts individuels, cela ne présente qu'un intérêt limité ou aucun, à la limite cela peut gêner ou freiner un processus mais en rien le stopper ou l'empêcher de se dérouler.

On en veut pour preuve qu'on en est déjà à environ 100.000 morts ou victimes innocentes et inutiles, 80% de la population dont l'immunité naturelle est affaiblie à cause des poisons qu'on leur a injectés quasiment de force ou sous de faux prétextes, des mobiles inavouables et criminels, et les libertés fondamentales sont toujours

Cela dit, il n'est jamais trop tard, il suffit de décréter que les conséquences de la survie du système économique capitaliste sont devenues intolérables pour la population et qu'il doit être aboli pour que cesse immédiatement toute les nuisances et souffrances qu'elle subit injustement et inutilement. Pourquoi est-ce si difficile à mettre en application? Parce que cela nécessite de privilégier les intérêts collectifs de la population au détriment de ceux d'une minorité illégitime de prédateurs à laquelle jusqu'à présent on était lié idéologiquement ou on s'identifiait.

Cela nécessite donc une rupture radicale, une remise en cause complète de l'interprétation qu'on s'était faite de la société. Et c'est justement cela que la plupart ne sont pas prêts de concevoir ou d'admettre, car au cours de cette épreuve, ils devraient avouer qu'ils s'étaient fourvoyés tout au long de leur vie ou que leurs convictions ne reposaient finalement que sur des croyances, des mensonges et une bonne dose d'hypocrisie, ce qui évidemment ne serait pas très flatteur. Mais on leur pardonnerait volontiers, puisque tout le monde a le droit à l'erreur ou personne n'est infaillible ou parfait, l'essentiel étant d'en prendre sincèrement conscience en temps voulu ou de cesser ces errements et de corriger ses erreurs, sachant qu'il est préférable de privilégier les bonnes intentions du présent dès lors qu'elles se concrétisent en actes et sont tournées vers le futur, au jugement du passé qu'on remisera avec le capitalisme au musée de la préhistoire de la grande aventure humaine.

Rappel. Personne n'a oublié que le Pr. Raoult avait appelé à la vaccination obligatoire du personnel du corps médical précédant l'annonce de Macron, alors qu'elle n'était pas justifiée et il existait des traitements efficaces contre la Covid-19 et ses variants, le Pr. Raoult était le mieux placé pour le savoir, n'est-ce pas ? Les personnes dites à risques se situant au-delà de 65 ans, le personnel du corps médical n'était donc pas concerné. Le Pr. Raoult a ainsi trahi son engagement de médecin, qu'il l'admette ou non peu importe ici.

Le seul biais que j'ai relevé dans cette vidéo, c'est quand il dit qu'aujourd'hui la vaccination entre autres n'a aucun sens pour la majorité de la population, alors qu'elle était justifiée il y a un an et demi, donc au passage il cautionne toutes les mesures liberticides imposées par Macron depuis 2 ans qui ont conduit à la vaccination et au passe obligatoire, car c'était dès le début qu'il aurait fallu se dresser pour stopper cette machination, maintenant il est trop tard ou plutôt le mal est fait avec 100.000 morts inutiles que Raoult a le droit de revendiquer avec Macron.

Qui est déconnecté de la réalité ?

Le Pr. Raoult dénonce à juste titre la dérive dictatoriale ou totalitaire actuelle, mais pour des raisons idéologiques il ne va pas jusqu'à accuser le régime économique d'en être à l'origine. Comment procède-t-il ? C'est très simple, en déconnectant ses fondements sociaux de son développement ou de son fonctionnement, c'est ce qui permet de le critiquer tout en continuant de le soutenir et d'en tirer profit à titre individuel. C'est ainsi que procède tous les populistes réactionnaires, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Personnellement je trouve cela tout de même très démagogique et quelque part malhonnête, mais il y a bien pire. On ne peut pas exiger qu'il se situe sur le même terrain de la lutte de classe que nous, n'imitons pas nos dirigeants ou ne soyons pas stupidement dogmatique ou sectaire inutilement.

Bref, par conséquent ou en toute logique, il ignore ou il refuse d'admettre que les contradictions sur lesquelles reposent les rapports sociaux du régime en place, conduisent forcément à une crise globale du système économique qui ne peut se résoudre que de deux manières à terme :

- Soit la concentration des richesses et du pouvoir politique entre les mains d'une ploutocratie et l'instauration d'un ordre social totalitaire, une fois la population réduite en esclavage au moyen notamment d'instruments numériques policiers ou de contrôle permanent et ses libertés fondamentales supprimées, processus qui s'accompagne forcément d'une destruction massive de forces productives et le massacre d'une grande masse de la population par des moyens aussi diversifiés que sophistiqués, des guerres, famines, pandémies, empoisonnement alimentaire ou médicamenteux, etc. cela nécessite le conditionnement, la manipulation des consciences, le consentement de la majorité de la population, de ses couches et classes supérieures ainsi que leurs représentants, etc.

- Soit une révolution sociale procédant à l'inversion des rapports sociaux ou la suppression de la propriété privé des moyens de production à la suite d'une révolution politique ayant porté les masses exploitées et opprimées au pouvoir, réduisant à néant le pouvoir économique et politique de l'oligarchie et des capitalistes, brisant par la force si nécessaire leur capacité de résistance ou de nuisance, liquidant toutes leurs institutions, pour fonder une République sociale à partir des besoins sociaux et des aspirations démocratiques de la population... Contrairement à ce qu'on a voulu nous faire croire, cette République sociale est évidemment incompatible avec l'existence d'un ordre social reposant à l'origine sur des inégalités entre les classes et la captation du pouvoir politique par la minorité qui détenait les richesses, donc un ordre social par nature antidémocratique et antisocial, qui par conséquent ne pouvait se maintenir au pouvoir qu'en recourant à un abus de pouvoir, à la force, à la violence, à la répression ou à l'oppression permanente du reste de la population.

Expérience de Asch , le conformisme

https://www.youtube.com/watch?v=7AyM2PH3_Qk

L'expérience d'Asch, publiée en 1951, est une expérience du psychologue Solomon Asch qui démontre le pouvoir du conformisme sur les décisions d'un individu au sein d'un groupe.

L'expérience de Milgram

https://www.youtube.com/watch?v=QOw27DwSUyo

C'est un comble que ce soit un anticommuniste primaire assumé comme le Pr. Raoult qui caractérise publiquement le régime de Macron de dictature ou de totalitarisme, et non nos braves révolutionnaires ou anticapitalistes, trotskystes et autres opposants de pacotille au régime qui n'en feront pas la couverture de leurs journaux ou l'axe de leur agitation politique, ils ont mieux à faire apparemment. Ils réclament des sous, des sous, des sous !

Que notre liberté de mouvement ou nos libertés fondamentales dépendent de l'injection d'une substance aux conséquences imprévisibles et passablement meurtrière ne les gêne pas plus que cela. J'ai demandé par courriel à une vingtaine d'anciens contacts (militants) ce qu'ils en pensaient, aucun ne m'a répondu, ils s'en foutent tous, ils doivent tous être muselés et piquousés trois fois, que dis-je cent fois !

Voyez-vous, quand on s'en tient strictement aux faits, on a l'esprit tranquille, on peut argumenter nos positions ou se livrer à des démonstrations, expliquer sur quoi reposent nos analyses, bref, on peut tout expliquer très simplement et on peut très facilement comprendre la situation. Partant de là ou fort de cette expérience sans cesse répétée quotidiennement pendant des décennies, on peut repérer et démonter en un clin d'oeil les discours ou la propagande qui s'écartent de la réalité ou la nient, on peut ainsi démasquer les menteurs, les falsificateurs, les imposteurs et autres charlatans en tout genre, c'est un jeu d'enfant

---

Nous ne sommes pas aux ordres !

Jacques a dit...

Rien à foutre !

Voilà l'agenda de l'oligarchie ou l'Etat profond, du gouvernement relayé par l'AFP et les médias...

Rien à foutre !

Voilà ce qui est à l'ordre du jour des réseaux (a)sociaux...

Rien à foutre !

Aux esprits faibles, âmes sensibles, sentimentaux, pleurnichards, poltrons, déserteurs, capitulards, le décor est planté, la liberté d'expression est totale, si elle vous effraie ou cela vous indispose, vous savez ce qu'il vous reste à faire, on ne vous retient pas !

Qui s'autocensure ne peut pas prétendre être indépendant.

Une causerie au vitriol parce qu'on a décidé de ne plus se laisser emmerder par des bac +5 à 10 hautains qui nous prennent vraiment pour des cons avec leur propagande à deux balles. Et encore, on s'est retenu de dire tout ce qu'on pense ! On s'exprime au nom des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, et non de ses couches les plus corrompus qui ont pris en otage le mouvement ouvrier pour en faire un instrument au service du régime.

Même pas peur : Le communisme, le péril jaune, les extraterrestres, le terrorisme, l'extrême droite, le changement climatique, un virus, la

Russie, la Chine...

Il y aussi les pronostics foireux à la pelle du genre : le dollar va s'effondrer, la Bourse est au bord d'un krach historique, l'UE va exploser, la troisième guerre mondiale c'est pour demain matin, les institutions de la Ve République en ont plus que pour quelques semaines, c'était vers la fin des années 70 sans rire, elles n'ont jamais été conçus pour un autre parti que le parti du général de Gaulle, la révolution est imminente, on l'attend toujours, avec la réunification de l'Allemagne, le prolétariat allemand n'a jamais été si puissant, vous allez voir ce que vous allez voir, on a vu, il est encore plus corrompu que le prolétariat français, le Brexit va sonner le glas de l'UE, en fait c'est tout le contraire, etc. etc. etc. L'air de rien, cela constitue une orientation politique cohérente...

Et dire qu'il a fallu se fader toutes ces conneries pendant plus de 70 ans, celui qui osait les mettre en doute était caractérisé d'idiot, de renégat ou de traitre... On se demande comment il faudrait qualifier ceux qui nous ont livré toutes ces analyses foireuses, des charlatans, des manipulateurs, des imposteurs, des agents masqués du régime, depuis qu'ils ont adopté la muselière et la piquouse c'est un jeu d'enfant de les repérer. En attendant, ils nous ont fait perdre un temps précieux et on se retrouve à la merci de nos ennemis totalement dépourvu d'organisation pour les affronter. Il faut croire que c'était leur objectif...

Au diable l'actualité et son lot de débilités quotidiennes à vomir commandées par les agences de presse aux ordres de l'Etat profond, destinées à attirer notre attention et à nous détourner de l'essentiel, à savoir l'absence de toute opposition politique socialiste ou marxiste organisée sans laquelle il ne faut entrevoir aucune issue politique à l'horizon, ni demain ou dans un futur indéterminé, jamais, c'est clair, jamais ! Il y a donc urgence à la construire, pour de vrai cette fois.

Soit on reprend tout à la base, soit on remonte à l'origine de la mystification dans laquelle on s'est laissé enfermer depuis plus de 70 ans en croyant qu'on pourrait changer de société en ayant pour guide des dirigeants arriérés, ignorants, dogmatisés, fanatisés, malhonnêtes, corrompus, aliénés, totalement déconnectés de la dialectique du processus historique.

La question est de savoir si oui ou non on veut vraiment s'en sortir. Pour le moment, je dirais que la réponse est clairement négative puisque personne ne partage ce constat. Même sans aller jusque là, à l'époque de Lafargue ces questions étaient au moins abordées et débattues, de nos jours elles sont taboues, censurées. Dans ces conditions, aucun espoir ou aucune illusion n'est permise.

- Si les hommes sont perfectibles ou ils peuvent s'améliorer, on peine à le croire de nos jours car ils ont plutôt tendance à démontrer le contraire ou ils régressent.

Ce serait intéressant de se pencher sur l'état d'esprit des hommes à tous les stades de leur développement depuis leur naissance.

La capacité d'un enfant de se projeter dans l'avenir va dépendre de sa faculté à prendre conscience de ses besoins, à partir de là il va chercher les moyens de les satisfaire. Il n'a nullement conscience de l'origine de ces besoins qui relèvent de sa nature biologique. De la même manière, il n'a pas conscience des rapports qui existent entre ses sens, ses pulsions, son activité cérébrale, et le monde extérieur dont il dépend pour satisfaire ses besoins ou survivre. On peut ajouter qu'il peinera toute son existence à en prendre conscience ou généralement il n'y parviendra jamais ou de manière si limitée qu'il ne sera pas en mesure de prendre son destin en mains, il subira celui d'esclave pour lequel il était destiné de ce fait. Les deux années que nous venons de vivre viennent de le confirmer amplement, hélas !

Les hommes n'ont pas d'idéal, il disparaît dès qu'ils intègrent le monde du travail, en se soumettant au régime d'exploitation, ils cessent d'être des hommes libres, ils perdent leur indépendance, c'est leur condition qui leur dicte comment ils doivent penser, et comme ils n'en ont pas conscience, ils passeront le restant de leurs jours à faire leur propre malheur ou ils feront preuve de charité chrétienne ou laïque en contribuant à faire le malheur des autres pour atténuer le leur.

Evidemment, dans leur société, personne n'est responsable de rien, c'est pratique pour tout justifier, même les pires crimes. Cet argument a été détourné par les populistes d'extrême gauche pour qu'on ne fasse pas le procès de leur propre trahison...

Personne n'est responsable de rien, mais quand dans la vie quotidienne on est victime de mauvais traitements psychologiques ou physiques de la part de n'importe qui, qu'on soit un enfant en bas âge ou un adulte, on ne peut admettre aucun abus de pouvoir, peu importe son origine familiale ou institutionnelle, il n'en demeure pas moins qu'on a été impuissant à prévenir ou éviter cette injustice, et on sera d'autant plus impuissant à obtenir justice ou réparation qu'on ignore la motivation de cet acte que rien ni personne ne peut justifier, par conséquent on aura tendance à l'attribuer au comportement des hommes ou de la société, et inconsciemment on sera porté à les imiter. Se décharger de toute responsabilité pour les actes qu'on a commis au cours de notre existence, c'est tourner le dos à toute notion de dignité humaine.

Rendu à ce stade d'avilissement, on ne voit pas comment les hommes pourraient se doter d'un idéal humaniste ou on comprend pourquoi de nos jours ils en sont dépourvus.

L'exploitation, l'oppression, la répression féroce ou les guerres qui l'accompagnent sont l'expression d'un abus de pouvoir d'une violence inouïe commis sur tous les peuples sans qu'ils se soulèvent pour y mettre un terme, à commencer par ceux des pays économiquement les plus développés, parce que les intellectuels et les classes moyennes s'en accommodent ou espèrent en tirer profit, ils se prostituent littéralement, il faut bien qu'ils usent de ce privilège que le régime leur accorde...

- Les hommes vivaient dans une sorte d'insouciance léthargique depuis la nuit des temps sans se soucier de savoir ni pourquoi ni comment ni pendant combien de temps elle allait encore durer, comme si l'existence se réduisait quotidiennement à remplir une fonction digestive commandée par son instinct bestial de primate archaïque et à tirer une certaine satisfaction ou jouissance, jusqu'au jour où la nature cruelle

ou sadique des prédateurs qui dominaient leur espèce allaient les ravaler à l'état de vermine aussi insignifiante qu'un virus qu'on extermine avec des piquouses à répétition.

L'obscurantisme dans lequel ils baignaient était si profond, qu'ils allaient participer de bon coeur à cette oeuvre exterminatrice sans s'apercevoir qu'ils étaient destinés à en être les principales victimes. La tragédie humaine semble se répéter indéfiniment, hélas ! Quelle fin aura-t-elle ? On préfère ne pas y penser, n'est-ce pas ?

Une réflexion qui m'était venu suite à un courriel reçu.

Politiquement parce qu'on est en présence de deux tendances qui se caractérisent ainsi :

- L'une est opportuniste et collaborationniste, elle se réclame du mouvement ouvrier ou de la lutte des classes, historiquement elle s'inscrit dans la continuité du Front populaire qui est l'antithèse du socialisme. Elle a franchi un nouveau stade dans l'imposture en rejoignant les rangs des altermondialistes, de la social-démocrate libérale libertaire qu'incarne le wokisme, et tout dernièrement en adhérant aux mystifications climatique et sanitaire lancées par le Forum économique mondial, ce qui les a amenés à participer au consensus national avec Macron sur la gestion politique d'une pandémie entièrement fabriquée pour cautionner l'instauration d'un régime de type totalitaire...

De ce constat que personne ne peut nier puisqu'ils le revendiquent eux-mêmes, il ressort que tous ceux qui se réclamaient du socialisme ont basculé ouvertement dans le camp de la pire réaction avec déjà plus de 100.000 morts au compteur, sans compter les millions de familles de travailleurs et leurs enfants dont l'existence a été littéralement brisée ou détruite, gravement endommagée au cours des deux dernières années écoulées. En résumé, ils ont rejoint le camp de la guerre comme en 14-18 et 39-45.

- L'autre est étrangère au mouvement ouvrier, elle provient des éléments de la petite bourgeoisie et du capitalisme nationaliste qui s'estiment lésés par la mondialisation néolibérale. Elle est foncièrement réactionnaire, elle se veut nationaliste (ou souverainiste) tout en frayant avec le corporatisme, voire le fascisme, pour être viscéralement antisocialiste. C'est sa marque de fabrique qu'elle camoufle maladroitement en recourant à un discours démagogique, dont le contenu social, qui au passage sert de bonne conscience aux couches corrompues des classes moyennes, est destiné à attirer les pans des masses qui se sont détournées du mouvement ouvrier de manière à gonfler leurs maigres bataillons ou à les envoyer au front pour se faire massacrer à leur place. Dans cette tendance on retrouve tous les courants traditionnels de la réaction compatible avec l'extrême droite, auquel il faut ajouter les libertariens et le clan de l'oligarchie dans lequel figure Trump par exemple.

En conclusion, leur modèle de société est aussi totalitaire que celui qu'ils critiquent, puisqu'ils vouent littéralement un culte à la liberté du capitalisme ou à l'exploitation débridée des masses qui selon eux ne devrait connaître aucune entrave. Ce sont des esclavagistes forcenés qui vont jusqu'à dénier à l'Etat un quelconque rôle modérateur entre les classes, ils ne reconnaissent aucune légitimité aux aspirations des exploités, logiquement ils nient l'existence de la lutte des classes ou l'idée même d'un quelconque partage des pouvoirs ou des richesses leur est insupportable, donc derrière cette tendance qui se veut bien intentionné, ils n'ont que le mot liberté à la bouche, se tient en réalité l'un des courants extrémistes de droite de la pire espèce. Il trouve un point d'appui chez certains idéologues ou géopoliticiens qui se servent du droit international pour camoufler leurs intentions inavouables, et qui passent leur temps à les présenter sous un jour agréable, vous aurez peut-être reconnu certains auteurs d'articles que nous mettons en ligne à titre d'information qui avançaient masqué. En règle générale, les gens qui parlent en notre nom ou qui nous veulent du bien, sont particulièrement malfaisants ou profondément ignorants, ce qui peut les rendre d'autant plus dangereux et cruels, il vaut mieux le savoir ou l'avoir à l'esprit en permanence.

Autant dire qu'on ne peut se reconnaître dans aucune de ces deux tendances qui combattent notre cause au côté de la réaction.

Donc sur le plan politique, c'est le désert, on ne peut compter que sur nous-mêmes. Tous les acteurs politiques se sont gravement compromis ou ils sont passés définitivement de l'autre côté de la baricade. Ils ont été jusqu'à cautionner des thérapies géniques expérimentales dont la population a été le cobaye, ce sont des criminels.

Sur le plan personnel, ce qu'on a évoqué ailleurs dans cette causerie suffira pour le moment.

Plus personnel.

- Si vous cherchez la justice parmi les hommes, vous ne la trouverez pas, et si vous espérez la dégoter dans les cieux, vous perdrez votre temps, la justice réside uniquement dans les lois de la dialectique. C'est pourquoi elle devrait être enseignée aux hommes dès qu'ils sortent du ventre de leur mère, au lieu de les ignorer tout au long de leur existence pour leur plus grand malheur.

- Nous vivons en France sous un régime fasciste, j'en veux pour preuve que, bien qu'il n'existe pas d'épidémie dans ce pays, mon épouse d'origine indienne se voit interdire de quitter ce qui dorénavant est devenu sa prison parce qu'elle n'est pas vaccinée. Cela fait plus de trois ans qu'elle n'est pas venue en Inde où je vis, et on ignore quand on pourra se revoir un jour.

Si aucun acteur politique ne caractérise de fasciste ce régime, c'est parce qu'ils craignent à juste titre qu'on les accuse de le cautionner par ailleurs ou parce que leur idéologie est compatible avec un tel régime, autrement dit, ils en sont tous complices à des degrés divers ou hormis en paroles, aucun n'a réellement l'intention de le combattre, le tyran au pouvoir peut donc continuer de sévir tranquillement.

- Je me suis demandé longtemps pourquoi les hommes s'amourachaient-ils d'animaux de compagnie, particulièrement les vieux. Pourquoi éprouvent-ils le besoin de reporter leur affection sur des animaux ? Parce que les hommes ne le mérite pas ?

J'ai repensé à Noémie, ma grand-mère maternelle décédé à 90 ans il y a plus de 15 ans maintenant. Elle habitait en plein centre de Paris à deux pas de l'Opéra, dans un minuscule appartement sans confort sous les toits au cinquième étage sans ascenseur, et elle avait toujours eu au moins un chien, puis deux une fois sédentarisée sur le tard, ainsi que deux énormes cages remplies de serins. Avec son compagnon que j'appelais mon grand-père, Henri, toute leur vie ils furent camelots. Ils faisaient les marchés à travers toute la France, puis devenus trop vieux sur Paris seulement. Ils en vécurent très bien sans jamais déclarer de revenus et sans être inscrits à la Sécurité sociale, j'ignore même s'ils eurent un compte en banque, pas de téléphone, pas de bagnole, pas de télévision, et ils ne votèrent jamais.

Ils vécurent ainsi au jour le jour, à part le strict minimum indispensable à leurs besoins élémentaires quotidiens, ils n'entassèrent pas un tas de conneries dans des placards, un grenier ou une cage, ils ne possédaient rien, et tout ce qu'ils gagnaient, ils le dépensaient au fur et à mesure ou ils le distribuaient. Cela rapportait tellement, ils avaient si peu de besoins, qu'ils pouvaient se permettre de travailler trois jours par semaine ou une semaine sur deux et cela pendant plus de 40 ans.

Ils n'avaient de compte à rendre à personne, ils devaient se sentir libres ou indépendants, je suppose qu'ils en avaient conscience, car un jour Henri m'avait dit que pour rien au monde il n'échangerait son existence de bohême avec celle de mon père menuisier en bâtiment, qui trimait comme un esclave pour un salaire misérable, qui plus est humilié par un patron ou un chefaillon de merde ; Il avait proposé d'aider mes parents à devenir camelots pour se sortir de la misère noire dans laquelle ils vivaient, mais ils avaient refusé. Henri, qui était aussi indépendant quand il avait un truc à dire, leur balança un jour qu'ils étaient décidément trop cons, et qu'ils ne devaient pas se plaindre de leur triste sort, j'étais présent, mon père ne moufta pas.

Il faut dire qu'avec ma grand-mère, jusqu'à mes 20 ans Henri les aida financièrement, parce qu'ils étaient particulièrement généreux, c'était dans leur nature. Ils faisaient toujours l'aumône aux pauvres, quand ils cassaient la croute le midi au comptoir d'un café et qu'ils apercevaient un clochard sur le trottoir, ils commandaient un sandwich et ma grand-mère lui apportait. Ils étaient bons, ils ne supportaient pas la pauvreté et ils détestaient cette société qui produisait cette injustice sociale. Ils aimaient profondément les hommes, mais parce qu'ils n'avaient pas de conscience politique, je crois qu'ils leur reprochèrent leur stupidité, leur servilité, leur hypocrisie et surtout, leur manque d'humanisme qui les rendaient souvent mauvais ou si injustes, du coup ils reportèrent leur affection sur les plus faibles, les pauvres, les enfants, et finalement les animaux, qui eux n'étaient pas ingrats ou les appréciaient à leur juste valeur, ils les traitèrent toujours avec bienveillance.

Henri mesurait au moins 1,80m, tandis que Noémie ne dépassait pas 1,50m. Je vis très peu Henri qui n'était pas vraiment mon grand-père. Il dû venir une seule fois chez mes parents quand nous déménagèrent à Rueil en 1967. Par la suite mes parents les virent des moins en moins, ils pouvaient rester des mois sans les voir, nous n'avions pas le téléphone, alors le jeudi ou le samedi ils m'envoyaient à Paris pour prendre de leurs nouvelles, plus tard ils m'invitaient à déjeuner chez eux, ils me régalaient, ma grand-mère achetait la charcuterie et le fromage chez un traiteur italien, et elle me préparait des pommes de terre sautées avec des lardons, on mangeait sur le lit où Henri déjà malade était couché, avant de repartir elle me glissait dans la main une pièce de 5 francs ou un billet en m'embrassant. Plus tard, j'irai travailler avec Noémie le jeudi ou le dimanche matin. Là aussi j'étais particulièrement gaté, à mon arrivée, un grand chocolat et des croissants à volonté au café du coin, selon les jours sandwichs à gogo ou déjeuner gastronomique à la carte, tu ne regardes pas les prix me disait-elle, tu choisis ce que tu as envie de manger. Cela me changeait des repas de pauvres chez mes parents pris dans une ambiance tendue, parce que ma mère ou mon père était toujours d'une humeur massacrante, et c'était rare qu'un repas ne se termine pas sans une grosse gifle et des larmes.

Un jour Noémie eut la mauvaise idée d'offrir un chiot à mon père pour son anniversaire je crois. La pauvre bête sera victime des mêmes mauvais traitements que moi, et le pire, c'est que moi aussi je m'acharnerai contre cette malheureuse chienne quand mes parents étaient absents, je me vengeais sur elle, à croire que je devais être jaloux de l'attention qu'ils lui portaient, attention malintentionnée dont elle se serait bien passée en réalité ! Beaucoup de gens ont des chiens ou des chats sur lesquels ils abusent de leur autorité, enfin à leur tour ils peuvent exercer leur pouvoir dominateur, parce que le reste du temps ils sont trop lâches pour s'en prendre à leur patron ou aux autorités qui leur imposent humiliation et privations, on en revient toujours à la laideur de la nature humaine quand elle est dénuée de conscience. Mais on verra plus loin avec Lafargue qu'il ne faut pas la prendre au premier degré.

Pour la petite histoire, Henri mourut avant d'avoir atteint la soixantaine sans que mes parents lui rendent visite, il est enterré à Lille, il appréciait particulièrement les gens du Nord, en fait il était plus proche de la classe ouvrière que ce qu'on aurait pu croire. Noémie est enterrée à Rueil. Sur la fin mes parents l'avait recueilli chez eux, elle occupera la minuscule chambre que mon père m'avait confectionné au fond du garage quand j'étais adolescent. Mon épouse sera témoin aux larmes des mauvais traitements que ma mère lui imposera, alors que chaque mois elle lui subtilisait le minimum vieillesse que le député du 9e arrondissement lui avait obtenu bien qu'elle n'ait jamais cotisé de sa vie, il devait penser sans doute gagner une électrice, raté, ma mère fut une femme particulièrement mauvaise, et là elle eut l'occasion de le confirmer. Quand ma grand-mère paternelle Marguerite décéda, mes parents se précipitèrent chez elle pour récupérer tout ce qui avait un peu de valeur avant que le fisc passe par là, je vous passe les détails. Noémie les observa profondément choquée et écoeurée, en me racontant cet épisode, elle conclut en me disant : puisque c'est ainsi, quand je crèverai, ils n'auront rien !

J'ignore le dénouement, puisque entre temps j'étais parti en Inde. Toujours est-il, si je n'ai rien reçu de Noémie, peu importe car rien n'a pour moi autant de valeur que le souvenir de l'affection qu'elle m'a témoignée avec Henri.

Les hommes sont déçus ou dégoûtés par le comportement de leurs semblables, leur manque d'attention, de tendresse, d'affection, de générosité, cela peut les porter à détester l'humanité toute entière. Ce ne fut pas le cas de Noémie et Henri, ils surent trouver dans leurs animaux de compagnie ce que les hommes refusaient de leur donner. J'ignore si les lecteurs en ont conscience, c'est un comble d'en arriver à ce subterfuge pour recevoir la part d'affection dont on a tous besoin et que les hommes vous refusent.

- Le bien-être social et le confort matériel ont ramolli le cerveau des hommes et les ont rendus encore plus vulnérables, serviles et barbares !

Assassinats et massacres, la distraction préférée des Français.

Quand on était gosse, avec nos parents on regardait des westerns ou des films de guerre à la télé le dimanche soir, plus tard devenu adolescent puis adultes on regardera des séries policières ce qui n'était pas mieux. Tout le reste relèvera du même conformisme infantile ou débile, puisque cela témoignera qu'entre temps ou quel que soit l'âge qu'on ait atteint notre niveau de conscience de la société n'aura finalement jamais progressé, contrairement aux apparences trompeuses ou ce qu'on se raconte qui est un leurre.

Si on devait faire la somme des idées et des actes ou comportements qui le confirment quotidiennement, il y aurait de quoi se demander quelle folie nous vivons ou se poser des questions sur notre équilibre mental qui est de toute évidence gravement compromis. Pour une once de conscience, on croule hypocritement sous une tonne de crasse ignorance, puisqu'on a eu de multiples occasions de l'identifier, qu'elle finisse par compromettre notre destin était inévitable partant de là.

Le diable est dans le détail.

Hier après-midi à la maison, en prenant le thé avec ma compagne Selvi et Vomsica sa petite fille, je me suis surpris à avoir une réflexion complètement stupide révélatrice de notre niveau d'inconscience ou de bêtise. Vomsica me dit qu'elle préfère les gâteaux au chocolat, normal, comme tous les enfants, je lui réponds que je préfère les gâteaux à la noix de coco en ajoutant que ceux-là sont fameux, en fait ils provenaient d'un trust agro-alimentaire anglo-indien et ils étaient bourrés de saloperies chimiques de synthèse et très sucrés notamment.

A voix basse dans ma tête, je réalisai que je venais de sortir une grosse connerie dont je me serais bien passé, et à quel point on était conditionné et embringué malgré nous dans un processus infernal menant à notre propre perte ou contraire à notre bien-être par stupidité ou inconscience, parce qu'on ne réfléchit pas avant de faire ou dire quelque chose. Généralement on réfléchit après coup, et comme notre amour-propre est mal placé, on s'interdit de juger nos propres actes parce qu'on ne peut pas admettre qu'ils ne sont pas franchement à notre avantage, donc on n'y changera rien ou on les reproduira sans cesse bien qu'on sache qu'ils sont nocifs ou stupides, voilà qui est accablant si nécessaire.

C'est le genre de compromis qui nourrit notre inconscience au lieu de la combattre, après on ne doit pas s'étonner de vivre dans une société qui soit si contraire à nos aspirations ou à notre épanouissement.

Encore à propos de la société du divertissement aliénant.

Les comédies sont du niveau de l'autodérision, elle nous concerne directement sur le plan mental ou social, ce qui une fois de plus n'est pas très flatteur. Par curiosité j'ai regardé deux comédies populaires du milieu des années 60 que j'avais appréciés autrefois, avec dans le rôle principal Louis de Funès. Le verdict est sans appel, accablant, ces films qui ont été plébiscités par des dizaines de millions de Français étaient d'une niaiserie confondante, c'est stupéfiant, en fait ceci explique très bien cela ou pourquoi la société en est rendue à ce degré de déliquescence.

On pourrait multiplier cet exemple par milliers, cela s'applique au théâtre de boulevard, à la chanson populaire ou de variété, la totalité des émissions de divertissement à la télévision ou à la radio, on se souvient de Guy Lux et son émission Intervilles... Apparemment les producteurs n'ont aucune difficulté à trouver de quoi financer ces navets, des metteurs en scène pour les tourner, des scénaristes pour les écrire, des acteurs pour jouer leurs personnages, des spectateurs pour les regarder. C'est comme les torches culs de la presse écrite, il s'en trouve encore pour l'acheter et la lire, non pas pour étudier tel ou tel aspect de la société, non, ils sont convaincus de réellement s'informer, ce qui relève de la démence de nos jours.

- Quand on consulte les infos nationales et internationales sur Yahoo on a l'impression de vivre un cauchemar dans une société ou un monde de dégénérés qui correspond à l'état mental et au niveau de conscience misérable de la population, à commencer par ses couches supérieures ou les plus instruites, les plus corrompues.

On aurait déjà pu le dire depuis fort longtemps, on ne s'en était pas privé mais en y mettant davantage les formes, aujourd'hui on n'a plus aucune raison de ménager qui que ce soit depuis que le mouvement ouvrier cautionne un régime fascisant.

Quand on s'interroge sur le sens de la vie, on ne peut pas ne pas se demander quel est celui de la société, qu'est-ce qui la commande, l'argent, le profit, le pouvoir puisque les deux sont liés, et chez les hommes cela se traduit de la même manière, ils ne pensent qu'à leurs intérêts individuels et à acquérir un statut ou une situation sociale qui les favorisent, et ils se foutent du sort du reste de la population ou de l'orientation de la société.

La civilisation humaine n'a pas vu le jour pour des raisons humanistes ou parce que les hommes auraient été animés de bonnes intentions les uns envers les autres, pas vraiment, mais pour relever un défi qui relevait de l'instinct animal de préservation : assurer le développement et la survie de l'espèce humaine. Les hommes voués à vivre dans un environnement ou la concurrence entre les espèces faisaient rage, par forcément favorable ou hostile à l'instar du climat qui menaçait son existence, ils le façonnèrent à la manière de prédateurs sanguinaires ou exterminateurs sans se soucier des conséquences néfastes de leurs actes à moyen ou long terme. Ils mirent leurs facultés cognitives et leur imagination au service de cette cause qu'on appela le progrès social, et plus tard la démocratie, sans rire ! Quelques millénaires plus tard ils continuaient de guerroyer, d'exploiter et d'opprimer, de massacrer des peuples pour le bien de l'humanité dans l'indifférence générale du

moment que leur frigo est plein, ce qui montre au passage à quel point ils n'ont jamais intégré dans leur conscience les principes ou valeurs dont ils se prévalent. Ils n'ont pas plus de conscience ou de dignité qu'un chien ou qu'un rat se ruant sur la première proie venue ou faisant les poubelles pour survivre en réalité, voilà ce qu'ils démontrent quotidiennement.

On peut faire ce constat ce jeudi 27 janvier 2022, on aurait pu faire le même 50 ans en arrière ou à toutes les époques. La lutte de classe des exploités et des opprimés n'a jamais mis un terme à ce qu'on vient d'évoquer, tout au plus fut-elle une sorte d'intermède rapidement refermée ou dévoyée, récupérée, pour ne s'être jamais élevée à la hauteur du processus historique inconscient, anarchique ou chaotique, ou pendant si peu de temps et très partiellement.

On a largement idéalisé ce qu'on a appelé un peu hâtivement ou à la légère la civilisation humaine, tant on se rend compte que les hommes n'ont finalement pas dépassé le stade de la barbarie. Se laisser guider par ses pulsions primaires, s'accommoder de sa misérable condition, se conformer à l'ordre établi, être indifférent aux malheurs ou souffrances des autres, vouer un culte aveugle aux plus puissants, adopter toutes les mystifications ou impostures qu'on leur soumet par hypocrisie ou lâcheté, mimer ou singer les diverses modes sans jamais en chercher la signification, bref, il faut qu'ils montrent qu'ils font partie de cette société respectable et qu'ils méritent la place si peu envieuse qu'elle leur a réservée, voilà pour leur idéal, à croire qu'un parasite n'aurait pas été mieux inspiré!

Le modèle social totalitaire. Bienvenue chez les esclavagistes. Connaissiez-vous le "996" ?

C'est le concept qui a été élaboré par le fondateur d'Alibaba, le milliardaire chinois Jack Ma, qui consiste à travailler avec plaisir de 9 h à 21 h, six jours par semaine. D'après ce que j'ai lu, il serait contesté par les jeunes générations qui refusent de consacrer leur vie au travail.

Ce qu'on vous a pas dit et permet de comprendre comment ou pourquoi le mouvement ouvrier a vendu son âme au diable, c'est qu'en réalité toute, je dis bien toute sans exception, toutes les revendications sociales pour lesquelles nous avons lutté pendant plus de 70 ans devaient servir en priorité les intérêts des capitalistes. Vous me direz que quelque part c'était inévitable et je vous donnerais raison, à ceci près qu'on a fait en sorte que les travailleurs l'ignorent totalement, et tout le reste fut à l'avenant, de sorte qu'à l'arrivée ils devaient être encore plus subordonnés au capitalisme et plus aliénés que jamais, dans le sens conditionnés, abrutis par la publicité, les médias, adoptant l'idéologie ou le mode de penser de la classe dominante.

On a passé notre temps à flatter leur ignorance, à les ménager, on appellera cela l'ouvriérisme, je ne cesserai plus tard de le combattre férocement, il ne faut pas critiquer le comportement d'un ouvrier, le malheureux il n'est responsable de rien, il ne sait pas ce qu'il fait, en fait ils l'ont infantilisé, ils l'ont vraiment pris pour un demeuré dans l'intention qu'il le reste. Quand je militais, je ne me souviens pas avoir eu une seule discussion avec un militant ou un travailleur dans la rue sur ce sujet, absolument jamais, c'était tabou, comme chez les staliniens, quelle horreur quand j'y pense !

Pauvre pomme, si on augmente ton salaire c'est uniquement pour que tu sois un meilleur esclave et non pour que tu te libères de l'esclavage salarial. Si on t'accorde du temps libre, c'est pour que tu puisses consommer davantage, t'abrutir au passage et être en meilleur santé pour ne pas manquer un jour de travail forcé, pas pour que tu t'instruises et revendiques ton émancipation, en voilà une idée incongrue, franchement. Si on te soigne, c'est pour que tu sois à ton poste de travail, et si on t'instruit, c'est pour que tu puisses te servir de machines, dans les deux cas pour accroître le taux d'exploitation ou faire ton malheur plutôt que ton bonheur. Si on te loge correctement, dans des cases à lapins en béton, c'est pour réduire les problèmes d'hygiènes dans le même objectif, et pas pour tes beaux yeux ou ta belle gueule, non, mais qu'est-ce que tu crois.

Vous savez ce que le mouvement ouvrier a oublié d'enseigner aux travailleurs, particulièrement le syndicalisme, c'est véritable origine, nature, raison d'être du capitalisme et du capitaliste, rien de moins, l'essentiel, après il ne faut pas s'étonner qu'ils l'ignorent. Ceci explique cela. Tout s'explique, dès lors qu'on veut bien se donner la peine de poser les bonnes questions au lieu de les éviter.

Pourquoi cette réflexion ? On y vient.

On entend parler d'entreprises ou de pays qui pratiqueraient la semaine de travail de 32 heures, qu'est-ce que cela signifie ?

La réduction du temps de travail hebdomadaire dans les pays occidentaux ne change rien aux rapports entre les différents facteurs qui entrent en compte dans la réalisation du capital, notamment elle n'influe pas sur le taux de la plus-value qui dépend de la quantité de capital variable (salaire) contenu dans la production de la valeur de la marchandise, autrement dit si la fabrication d'une paire de chaussures correspond à une heure de travail ou 10 euros, que les machines et les ouvriers travaillent 30, 40 ou 50 heures par semaine ne changera rien au temps de travail consommé pour produire une paire de chaussures, à la valeur créée par la force de travail entrant dans la composition de chaque paire de chaussures qui demeurera la même.

Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. En 32 heures, sans réduction de salaire, mieux, avec une augmentation de salaire, vous produirez davantage qu'en 35 ou 40 heures et le gros capitaliste s'enrichira encore plus.

Voilà pourquoi les capitalistes des grandes entreprises qui bénéficient d'un taux d'exploitation très élevé ne sont pas forcément hostiles à la réduction du temps de travail, contrairement aux capitalistes qui ne bénéficient pas de condition d'exploitation aussi avantageuses parce qu'ils ont des unités de production plus réduites, et ils n'ont pas pu investir dans les technologies les plus sophistiquées pour moderniser leurs outils de production, ils sont pénalisés par rapport aux grandes entreprises qui produisent des volumes de marchandises beaucoup plus importants, et qui partant de là en fixent le prix sur le marché auquel toutes les entreprises doivent se soumettre.

La réduction du temps de travail hebdomadaire présente d'autres avantages pour le capitalisme, car en libérant du temps libre pour les travailleurs, ces derniers vont le consacrer à diverses activités dans lesquelles ils dépenseront une partie de leur salaire qui reviendra dans la poche des capitalistes... Autrement dit cela permet de créer et d'alimenter de nouveaux secteurs économiques correspondant à de nouveaux besoins qui feront marcher la machine du capitalisme, tandis que les travailleurs auront l'impression trompeuse de bénéficier de davantage de liberté et voueront un culte au capitalisme. Comme dirait l'autre, c'est toujours cela de gagner, y compris ou surtout sur le plan politique, sans se soucier qu'ils sont une infime minorité dans le monde à bénéficier de tels privilèges, ce dont ils auront parfois conscience, mais ils se foutront éperdument à l'instar des syndicats bien connus pour leur fraternité, leur solidarité, leur humanisme internationaliste !

Dans des pays comme l'Inde nombreux en Asie, les travailleurs travailleront 6j/7 entre 48 et 60 heures par semaine 12mois/12 pour un salaire de misère sans aucun droit ou avantage social. Ils seront hyper exploités, et avec la différence du taux de change des monnaies qui leur est défavorable, ils vont produire des marchandises pour trois fois rien qui pourront être revendues ensuite dans les pays occidentaux à un prix très bas, de telle sorte que dans ces pays-là les capitalistes pourront maintenir les salaires à un niveau très bas, et les travailleurs pourront acquérir ces marchandises sans s'apercevoir qu'en réalité ils deviennent toujours plus pauvres, en consommant comme avant ou presque ils ne se rendront compte de rien, jusqu'au jour où on leur imposera le même traitement qu'aux travailleurs Indiens, et à ce moment-là ils rejoindront leur condition de vie misérable, car ils ne pourront même plus consommer ce qu'ils produisent (ce qui est déjà en partie le cas), quand ils s'en apercevront il sera trop tard.

Dans le même registre et logiquement, très rapidement, le mouvement ouvrier voue un culte à l'immigration ou aux "migrants" qui vont alimenter ou accélérer ce processus de paupérisation, à l'instar du patronat qui en redemande parce qu'il en est le principal bénéficiaire. C'est là qu'on s'aperçoit que du début de la chaîne d'exploitation à son dernier maillon, le mouvement ouvrier n'est rien d'autre qu'un instrument au service du capitalisme, il ne peut donc pas servir la cause des travailleurs ou du socialisme.

- C'est triste à dire !

A ceux qui nous reprocheraient de nous informer auprès de sources infréquentables ou réactionnaires, pas autant que leurs propres sources qui nous désinforment plutôt, cette note de Paul Lafargue, source: L'Egalité, du 25 décembre 1881 au 15 janvier 1882. A bon entendeur, salut !

Paul Lafargue - Depuis plus de quarante ans des chercheurs infatigables fouillent les archives et déchiffrent les vieux parchemins des villes ; les documents qu'ils ont mis au jour forment déjà une masse considérable ; ils détruisent les absurdes notions répandues à dessein et par ignorance sur le moyen-âge par les Michelet, les Quinet et autres historiens fantaisistes de la bourgeoisie, qui étaient aussi peu capables de comprendre le moyen âge que l'époque moderne. Il ne s'est pas encore trouvé un historien à larges vues et à profondes connaissances pour synthétiser les découvertes de ces patients travailleurs, qui, et c'est triste à dire, sont tous des réactionnaires et même des catholiques tels que Guérard, Leurident, Doniol, Delisle, etc. En dépit des opinions rétrogrades de ces savants modestes, qui n'envahissent pas la quatrième page des journaux de leurs réclames, un révolutionnaire doit leur rendre hommage : ils lui fournissent des armes pour démolir les théories historiques de la bourgeoisie.

Trois documents destinés à un contact et non envoyés.

Rien de neuf comme tu dis, mais ce qui est le plus préoccupant et pitoyable, c'est que tout le monde feint de l'ignorer.

On peut affirmer sans prendre le risque d'être contredit par les faits, que les intellectuels qui nous ont servi de dirigeants étaient de la trempe que Lafargue dénonçait en 1900, des êtres serviles au service du régime auquel ils doivent leur statut et leurs privilèges.

Un petit extrait savoureux, il a un goût amer, mais de nos jours tout ou presque à un goût amer !

Paul Lafargue - Le socialisme et les intellectuels - 23 mars 1900

Extrait.

Paul Lafargue - Jaurès dans la préface de l'Histoire Socialiste, dit que "la Bourgeoisie intellectuelle, offensée par une société brutale et mercantile et désenchantée du pouvoir bourgeois, se rallie au socialisme".

Malheureusement rien n'est plus inexact. Cette transformation des facultés intellectuelles en marchandises, qui aurait dû remplir de colère et d'indignation l'âme des intellectuels, les laisse indifférents. Jamais les citoyens libres des républiques antiques d'Athènes et de Rome n'auraient supporté une telle dégradation. L'homme libre qui vend son travail, dit Cicéron, s'abaisse au rang des esclaves. Socrate et Platon s'indignaient contre les Sophistes qui faisaient payer leur enseignement philosophique ; la pensée était selon eux chose trop noble pour être vendue et achetée ainsi que des carottes et des savates. Même le clergé français de 1789 ressentit, comme une mortelle insulte, la proposition de salarier le culte. Mais nos intellectuels s'accommodent de cet avilissement.

Torturés par la passion mercantile, ils ne sont jamais plus satisfaits d'eux-mêmes et de la société que lorsqu'ils parviennent à vendre à un bon prix leur marchandise intellectuelle ; ils en arrivent même à faire de son prix de vente la mesure de sa valeur. Zola, qui est un des représentants les plus distingués de l'intellectualisme littéraire, estime la valeur artistique d'un roman au nombre des éditions vendues. Vendre la marchandise intellectuelle est devenue si bien leur absorbante préoccupation que, lorsqu'on leur parle du socialisme, avant de s'enquérir de ses théories, ils demandent si dans la société socialiste le travail intellectuel sera payé et si pour sa rétribution il sera placé sur le pied d'égalité avec le travail manuel.

Imbéciles ! ils ont des yeux pour ne pas voir que c'est la Bourgeoisie capitaliste qui établit cette grossière égalité, que c'est elle qui, pour accroître sa richesse, avilit le travail intellectuel au point de le payer à un prix inférieur au travail manuel.

Il faudrait remettre, non pas à l'an deux mille, mais à la fin du monde, le triomphe du socialisme, s'il nous fallait tabler sur les délicatesses, les pudibonderies et les susceptibilités des intellectuels. L'histoire du siècle est là pour nous apprendre ce que nous devons espérer de ces messieurs.

Depuis 1789 les gouvernements les plus divers et les plus opposés se sont succédé en France, et toujours, sans hésitation, les intellectuels se sont empressés de leur apporter leurs services dévoués : je ne parle pas seulement de ces intellectuels, à quatre sous la douzaine, qui encombrent les journaux, les assemblées parlementaires, les sociétés d'Economie politique, mais des savants, des professeurs de faculté, des membres de l'Institut ; plus ils se dressaient haut dans la science et plus bas ils courbaient l'échine.

Des princes de la science, qui auraient dû parler d'égal à égal avec les rois et les empereurs, ont monnayé leur gloire pour acheter à des ministres éphémères les places et les faveurs. Cuvier, un des plus puissants génies de l'époque moderne, que la Révolution prit dans la domesticité d'un grand seigneur, pour en faire à 25 ans un de ses professeurs du Museum, prêta serment et servit avec la même fidélité la République, Napoléon, Louis XVIII, Charles X et Louis Philippe, qui le nomma pair de France, pour récompenser sa carrière de servilité.

Se dévouer sans distinction à tous les gouvernements ne suffit pas. Pasteur mit son nom glorieux au service des financiers, qui le placèrent dans le conseil d'administration du Crédit foncier, côte à côte avec ceux de Jules Simon, de ducs et comtes, de sénateurs et députés et d'anciens ministres, pour attirer les gogos. Lesseps pour monter sa colossale escroquerie du Panama enrôla les intellectuels de l'Institut, de l'Académie française, de la littérature, du clergé, de tous les mondes.

Ce n'est pas dans le monde des intellectuels, avilis par un siècle d'oppression capitaliste, qu'il faut aller chercher des exemples de courage civique et de dignité morale. Ils n'ont même pas le sentiment de solidarité professionnelle. Lors de l'affaire Dreyfus, un ministre quelconque dégomma, comme un simple garde chiourme, un professeur de chimie de l'Ecole polytechnique qui avait eu l'audace rare d'exprimer publiquement son opinion. Quand dans un atelier le patron renvoie par trop arbitrairement un ouvrier, les camarades grognent et parfois quittent le travail, bien que la misère et la faim les attendent dans la rue. Tous ses collègues de l'Ecole polytechnique courbèrent la tête et se turent : chacun se terra dans sa peur égoïste ; et ce qui est plus caractéristique encore, pas un seul Dreyfusard de la Société des droits de l'homme et de la presse justiciarde n'éleva la voix pour les rappeler au sentiment de la solidarité professionnelle. Les intellectuels qui, à tout propos, font exhibition de morale transcendante, auront bien du chemin à parcourir pour s'élever jusqu'au niveau moral de la classe ouvrière et du parti socialiste.

LVOG - Depuis deux ans les intellectuels ont montré qu'ils étaient restés dignes de leur épouvantable renommé. C'est une constante, un élément que le marxisme a théorisé à juste titre. Vous comprendrez pourquoi ils haïssent tant le socialisme.

(Le dernier paragraphe au bout de 13 pages.)

Les intellectuels finiront-ils par entendre la voix des socialistes les appelant à la rescousse pour affranchir la science et l'art du joug capitaliste, pour libérer la pensée de l'esclavage du Salariat ?

LVOG - 122 ans plus tard, on peut répondre hélas non !

Paul, le ver était dans le fruit depuis la fondation de la SFIO et des syndicats dominés par les révisionnistes du socialisme ou les réformistes bourgeois pour reprendre la terminologie d'autrefois, et malheureusement ils n'allaient cesser de se reproduire jusqu'à nos jours, qui telle la lèpre finit par gangrener tous les organes seins et envahir tout le corps entraînant sa mort.

Lafarge combattit de toutes ses forces ce courant opportuniste que Jaurès représentait et dont les trotskystes sont les dignes héritiers, de Jaurès, pas de Lafarge, mais tu l'avais compris. Aucun des courants qui se développèrent au sein du mouvement ouvrier français ne furent marxiste ou socialiste ou communiste au cours de la seconde moitié du XXe siècle à nos jours.

Leur conception de la lutte de classe fut influencée par la social-démocratie et le stalinisme, dont le syndicalisme fut une caricature grotesque confinant en permanence à la collaboration de classes.

Si nous ne parvenons pas à développer notre courant politique qui demeure strictement fidèle au marxisme et au socialisme, alors que le portail est connu de milliers de militants, cela signifie que tous les travailleurs qui ont un jour rejoint ces courants politiques ne se sont jamais élevés au niveau du socialisme, car ils ne sont même pas capables de le reconnaître dans l'orientation politique qu'on leur propose.

Comment le pourrait-il en vivant dans le déni permanent de la réalité ? Quand on observe les discours qu'on nous a servi dans le passé jusqu'à aujourd'hui, on s'aperçoit qu'il a toujours été totalement déconnecté des conditions des travailleurs et la manière dont ils les vivent, nos dirigeants les ont interprétées à leur manière à partir de leurs dogmes en employant une terminologie marxisante pour berner les naïfs, mais cela ne correspondait pas du tout à la réalité, les travailleurs allaient être enchaînés plus que jamais au capitalisme sans que nos dirigeants s'attaquent aux moyens et procédés mis en oeuvre pour les conditionner et en faire des esclaves soumis ou satisfaits de leur sort.

Leur objectif n'a jamais été d'élever le niveau de conscience politique des masses, il ne faut donc pas s'étonner que celui des militants soit demeuré médiocre. Les discussions qui ont eu lieu sur la dégénérescence de révolution russe de 1917 et du parti bolchevik ont minimisé ce facteur qui contribua au développement du stalinisme, car ce sont des masses largement incultes ou analphabètes qui firent la révolution, elles étaient donc particulièrement vulnérables et susceptibles d'être manipulés par la première racaille venue.

Nos dirigeants n'en ont tiré aucun enseignement politique, alors qu'ils savaient que l'inertie de l'histoire ou plusieurs siècles d'exploitation et d'oppression qui avaient forgé la mentalité des masses, avaient contribué à les maintenir dans une profonde ignorance teinté de croyances et de superstitions stupides, dans un état de soumission qui n'allaient pas disparaître du jour au lendemain, à la première occasion ou épuisées après 4 ans de guerre et 3 ans de guerre civile ce mode de penser reprendrait le dessus et leur serait fatal...

On nous parle souvent de trahison venue d'en haut - au passage, on retrouve ici le culte d'en haut et le mépris de ce qui se situe en bas, mais on ne cherche pas à comprendre quelles sont les conditions parmi les masses qui ont rendue possible cette trahison. On évoque un tas de facteurs, économiques, extérieurs au pays ou la situation politique internationale, pourquoi pas, climatiques, sanitaires ou je ne sais quoi encore, et on occulte soigneusement l'ignorance ou l'arriération dans lesquelles les masses ont été minutieusement maintenues. On brode ou spécule, on philosophe même volontiers sur leur état d'esprit qui suit le courant de leurs états d'âme ou l'évolution de la perception de leur condition individuelle qui varie d'un jour à l'autre, tout cela sans profondeur ou ne dépassant l'épaisse couche superficielle des choses qui empêche de percevoir la réalité telle qu'elle est, de telle sorte qu'on peinera à discerner que leur mode de penser n'a pas progressé ou que leur prise de conscience n'avait finalement pas plus de consistance qu'un mirage ou un ectoplasme.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, une simple observation permet d'affirmer qu'en 2022 les hommes n'ont pas davantage conscience de la signification des gestes les plus élémentaires qu'ils effectuent mécaniquement quotidiennement, que du fonctionnement de la société en général.

Non seulement ils n'ont jamais développé un esprit critique, l'école n'en a pas fait des hommes ou des femmes libres capables de penser par eux-mêmes, bien au contraire, elle les a conditionnés, formatés pour en faire de bons et loyaux esclaves du régime, au point de croire n'importe quoi comme on peut l'observer quotidiennement depuis deux ans.

En observant les savants, les scientifiques, les chercheurs, les intellectuels, tous ceux qui se targuent d'avoir fait des études supérieures ou d'avoir lu des centaines ou des milliers de livres, la manière dont ils ont réagi à la fausse pandémie ou ils réagissent en général à l'état nauséabond de la société et du monde à notre époque, on est obligé d'en conclure qu'ils sont guère plus évolués que les primates qui jadis vivaient dans des cavernes telles des bêtes sauvages.

Leurs connaissances comportent manifestement une faille énorme qui n'est pas sans rapport avec les faiblesses de la nature humaine qu'ils entretiennent au lieu de les combattre, sans doute parce qu'ils n'y trouvent aucun intérêt à titre individuel ou ils s'estiment satisfaits du sort, du statut et des privilèges que leur a accordés la société dans laquelle ils vivent, leur niveau de conscience n'a jamais atteint un niveau supérieur ou le bien-être de la collectivité humaine ou le destin des générations futures les indiffèrent. A quoi le repère-t-on ?

C'est très simple, à leurs discours idéologiques dont le contenu n'est qu'une suite d'arguments qui ne sont qu'imposture du début à la fin, dès qu'on les examine de près aucun ne passe l'épreuve des faits. Leurs arguments ne peuvent pas refléter la réalité économique et sociale parce que ses contradictions leur pèteraient en pleine figure ou ils ne pourraient plus camoufler leurs intentions inavouables, leur véritable personnalité irrespirable ou il leur serait difficile de continuer à justifier les crimes abominables commis au nom du capitalisme, pardon, de la démocratie, de l'intérêt commun, de l'intérêt général, sans se démasquer.

(Paul Lafargue - Souvenirs personnels sur Karl Marx 1890)

LVOG - Lafarge à propos de Marx, il allait devenir son gendre après avoir été son secrétaire.

Paul Lafargue - Il n'était pas venu au communisme pour des considérations sentimentales, quoiqu'il fût profondément sensible aux souffrances de la classe ouvrière, mais par l'étude de l'histoire et de l'économie politique. Il affirmait que tout esprit impartial, que n'influençaient pas des intérêts privés ou que n'aveuglaient pas des préjugés de classe, devait nécessairement arriver aux mêmes conclusions que lui.

LVOG - On se demande où sont passés les esprits impartiaux qui devaient "*nécessairement arriver aux mêmes conclusions que lui*", apparemment ils sont tombés sous l'influence d'"*intérêts privés*" ou ils ont été aveuglés par "*des préjugés de classe*", ils se sont laissé corrompre tout simplement. Je crains que Marx se soit fait des illusions sur la nature humaine ou qu'il n'ait pas livré tout ce qu'il pensait, car il avait dû constater qu'il avait atteint un niveau de conscience inaccessible à la plupart des hommes, pour ne pas dire pratiquement tous à quelques rares exceptions près. Moi aussi je me suis dit plus d'une fois qu'il n'y avait pas de raison pour que je sois parvenu au socialisme au terme de mon étude de la philosophie, pourquoi pas tous mes semblables, or cela n'a pas été le cas non plus. Pourquoi c'est tombé sur moi, tu veux me le dire, je suis damné, car c'est très difficile de vivre en ayant cela à l'esprit !

Paul Lafargue - Mais s'il étudiait le développement économique et politique de la société humaine sans idée préconçue, il n'écrivait que dans l'intention bien arrêtée de faire largement connaître le résultat de ses recherches et avec la ferme volonté de donner une base scientifique au mouvement socialiste qui, jusque-là, errait dans les brumes de l'utopie. Il ne se produisait en public que pour aider au triomphe de la classe ouvrière dont la mission historique est d'instaurer le communisme dès qu'elle aura pris en mains la direction politique et économique de la société...

LVOG - J'ignore si on doit dire que le mouvement ouvrier est retombé dans l'utopie ou s'il a tourné le dos au socialisme tout simplement. Comment pourrait-il en être autrement quand on observe que les militants les plus évolués et sincères, les cadres, les dirigeants, les intellectuels qui essaient de se situer sur le terrain de la lutte de classe ne parviennent pas à renouer avec la méthode du marxisme pour analyser la situation, ils se condamnent à errer dans "*les brumes de l'utopie*" dont parlait Marx.

Un "*mouvement*" que de nos jours on peine à discerner tant il est sclérosé.

Paul Lafargue - " La pensée n'est, en définitive, qu'un phénomène physico-chimique, qu'une transformation du mouvement" de la matière.

LVOG - Ceux qui s'inspirent de Jaurès et qui se réclament du marxisme ne seraient-ils pas mal inspirés, sont-ils vraiment marxistes, qu'il nous soit permis d'en douter fortement.

Paul Lafargue - Vous le voyez, le débat entre Jaurès et nous, marxistes, revient à la discussion sur l'origine et la formation des idées. Cette question a occupé et occupera encore la pensée philosophique.

Descartes pensait que nous naissions avec des idées innées du général, de cause, d'effet... Locke, d'abord, Condillac et les sensualistes ensuite, croyaient au contraire que tout ce qui était dans l'intelligence avait d'abord été dans les sens. L'intelligence, disait Diderot, est une table rase sur laquelle les phénomènes de la nature gravent leur impression. Les Grecs que l'on trouve à l'entrée de toutes les avenues de la pensée avaient déjà agité la question de l'origine des idées. Platon prétendait que nos idées de Justice étaient des réminiscences de l'idée du Bien absolu ; tandis qu'Archélaüs, le maître de Socrate, disait que les lois du pays dans lequel on vivait étaient la source des idées morales qu'on avait. On peut, en effet, constater que les consciences les plus pointilleuses se sont accommodées de l'esclavage, partout où il a été reconnu par les lois.

Nous, marxistes, nous reprenons la thèse d'Archélaüs et de Locke, en la complétant et en ajoutant que s'il est impossible au civilisé de déterminer le moment précis où il a acquis certaines idées, elles ne lui sont pas tombées du ciel, mais elles ont été acquises par l'expérience de nos ancêtres, qui nous ont transmis des cerveaux tellement entraînés par une longue série de générations, que nous acquérons, pour ainsi dire spontanément, certaines idées qui, pour cela, paraissent innées.

L'homme et les animaux ne pensent que parce qu'ils ont un cerveau ; le cerveau transforme en idées les sensations, comme les dynamos transmutent en électricité le mouvement qui leur est fourni. C'est la nature, ou plutôt le milieu naturel, pour ne pas employer une expression qui idéaliserait la Nature en une entité métaphysique, comme le faisaient les philosophes du dix-huitième siècle ; c'est le milieu naturel qui forme le cerveau et les autres organes, je dis avec intention les autres organes, parce que, de même que les spiritualistes détachent l'homme de la série animale afin de le poser en être miraculeux, pour qui Dieu vient sur terre se faire crucifier, de même les idéalistes isolent le cerveau des autres organes, pour soumettre sa fonction, c'est-à-dire la pensée, à des causes qui relèvent de la sorcellerie.

LVOG - Aux opportunistes qui veulent absolument nous faire croire que les valeurs humanistes seraient compatibles avec le régime en place.

Paul Lafargue - L'idée de Justice qui, d'après Jaurès, dort inconsciente dans la tête du sauvage, ne s'est insinuée dans le cerveau humain qu'après la constitution de la propriété privée.

Les sauvages n'ont aucune notion de justice, ils n'ont même pas de mot pour désigner une telle idée ; tout au plus connaissent-ils la loi du talion, le coup pour coup, l'oeil pour oeil, qui n'est, en définitive, que le mouvement réflexe transformé, qui fait que la paupière cligne quand un objet menace l'oeil, ou que le membre se détend quand il est frappé. Chez des barbares mêmes, vivant dans des milieux sociaux très développés, mais communistes, où par conséquent la propriété privée est à peine naissante, l'idée de justice est très vague. Je vais vous citer à ce propos l'opinion de Summer-Mayne, dont Jaurès ne contestera pas la haute valeur philosophique :

"Au point de vue juridique, dit Mayne, il n'existe dans un village indien, ni droit ni devoir. Une personne victime d'un dommage ne se plaint pas d'un tort individuel mais du trouble occasionné à l'ordre de toute la petite société. De plus, la loi coutumière n'a pas de sanction. Dans le cas inconcevable de désobéissance à la décision du conseil du village, la seule punition, ou la seule punition certaine semblerait n'être que la désapprobation générale".

Locke, qui, comme les philosophes des dix-septième et dix-huitième siècles, se servait de la méthode déductive de la géométrie, était arrivé à penser que la propriété privée avait engendré l'Idée de justice ; dans son Entendement Humain, il dit expressément que : "Là où il n'y a point de propriété, il n'y a point d'injustice, est une proposition aussi certaine que n'importe quelle démonstration d'Euclide : l'idée de propriété étant un droit à une chose, et l'idée à laquelle correspond le mot justice étant l'invasion ou la violation de ce droit".

Si l'idée de Justice, ainsi que le pensait Locke ne peut apparaître qu'à la suite et comme conséquence de la propriété privée, l'idée de vol, ou plutôt la tendance irréfléchie à s'emparer de ce dont on a besoin ou de ce qu'on désire, est au contraire très développée avant la constitution de la propriété privée. Le sauvage et le barbare communiste se comportent à l'égard des biens matériels comme nos savants et nos écrivains le font à l'égard des biens intellectuels ; ils prennent leurs biens partout où ils les trouvent, selon l'expression de Molière. Mais cette habitude naturelle devient vol, crime, dès que la propriété commune est remplacée par la propriété privée.

La propriété commune avait mis dans la tête et le coeur des sauvages et des barbares des idées et des sentiments que les bourgeois chrétiens, ces tristes produits de la propriété privée, trouveront bien étranges.

Heckwelder, un missionnaire morave qui, au dix-huitième siècle, vécut quinze ans au milieu des sauvages de l'Amérique du Nord, non encore corrompus par le Christianisme et la civilisation bourgeoise, disait :

"Les Indiens croient que le Grand Esprit a créé le monde et tout ce qu'il contient pour le bien commun des hommes ; quand il peupla la terre et remplit de gibier les bois, ce n'était pas pour l'avantage de quelques-uns, mais de tous. Toute chose est donnée en commun aux enfants des hommes. Tout ce qui respire sur terre et pousse dans les champs, tout ce qui vit dans les rivières et les eaux, est conjointement à tous et chacun a droit à sa part.

"L'hospitalité n'est pas chez eux une vertu, mais un devoir impérieux. Ils se coucheraient sans manger plutôt que d'être accusés d'avoir négligé leurs devoirs en ne satisfaisant pas les besoins de l'étranger, du malade, du nécessiteux, parce qu'ils ont un droit commun d'être

secourus aux dépens du fonds commun ; parce que le gibier dont on les a nourris, s'il a été pris dans la forêt, était la propriété de tous avant que le chasseur ne l'eût capturé, parce que les légumes et le maïs qu'on leur a offerts ont poussé sur la terre commune."

De son côté, le jésuite Charlevoix qui, lui aussi, avait vécu au milieu des sauvages non policés par les vertus de la morale chrétienne et propriétaire dit dans son Histoire de la Nouvelle France :

"L'esprit fraternel des Peaux Rouges vient, sans doute, en partie de ce que le mien et tien, ces paroles glacées, comme les appelle saint Jean de Chrysostome, ne sont point encore connues des sauvages. Les soins qu'ils prennent des orphelins, des veuves et des infirmes, l'hospitalité qu'ils exercent d'une manière si admirable, ne sont qu'une suite de la persuasion où ils sont que tout doit être commun pour tous les hommes."

La propriété privée, en établissant la distinction du tien et du mien, non seulement infiltra l'idée de justice dans la tête de l'homme, mais glissa dans son coeur des sentiments qui s'y sont tellement enracinés que nous les croyons innés et que je vous scandaliserais en les mentionnant. Cependant il est bien établi que l'homme ignore la jalousie et l'amour paternel tant qu'il vit dans un milieu communiste ; les femmes et les hommes sont alors polygames, la femme prend autant de maris que cela lui plaît et l'homme autant de femmes qu'il peut, et les voyageurs nous rapportent que tous ces braves gens vivent contents et plus unis que les membres de la triste et égoïste famille monogamique. Mais, dès que la propriété privée s'installe, l'homme achète sa femme et réserve pour lui seul la jouissance de son animal reproducteur : la jalousie est un sentiment propriétaire transformé. Le père ne songe à s'inquiéter de son enfant que lorsqu'il a une propriété privée à transmettre.

Les idées de justice qui encombrent les têtes des civilisés et qui sont basées sur le mien et le tien, s'évanouiront comme un mauvais rêve, dès que la propriété commune aura remplacé la propriété privée.

Jaurès nous a dit que les idées de justice et de fraternité venant en contradiction avec le milieu social, produisaient le mouvement humain ; mais si cela était vrai, il n'y aurait pas eu d'évolution historique, car jamais l'homme ne serait sorti du milieu communiste primitif, dans lequel l'idée de justice n'existe pas et ne peut exister, et où les sentiments de fraternité peuvent se manifester plus librement qu'ils n'ont pu le faire dans aucun autre milieu social.

L'idée de justice, loin d'entrer en contradiction avec les phénomènes du milieu social, s'y accommode au contraire.

Les idéalistes les plus positivistes surtout, affirment que les idées de Justice et que la Morale sont en progrès : cette théorie est faite pour plaire aux capitalistes qui érigent leurs pratiques industrielles et commerciales en actes de vertu. Mais il est difficile d'admettre cette évolution progressive de la Justice et de la Morale, si chère aux Auguste Comte, Herbert Spencer et autres profonds philosophes bourgeois de même myopie scolastique.

Des faits nombreux contredisent cette agréable théorie. Dans les sociétés qui ne sont pas basées sur la production marchande, où l'on produit et fait produire les esclaves non pour vendre, mais pour la consommation domestique, le commerce est tenu en grand mépris. "Que peut-il sortir d'honorable d'une boutique ?", disait Cicéron. Seuls, des hommes méprisés et méprisables font le trafic de l'argent. L'intérêt de l'argent est alors un vol, que la morale et les religions condamnent. Jehovah lui-même défendait aux juifs le prêt à intérêt ; il ne le permettait que contre l'étranger, qui est l'ennemi : l'Eglise catholique, devenue la servante à tout faire de la classe capitaliste, fulminait alors ses anathèmes contre l'intérêt de l'argent. Mais cette morale change dès que la Bourgeoisie arrive au pouvoir : le prêt à intérêt devient sacro-saint ; une des premières lois de 1789 proclame la légalité de l'intérêt de l'argent qui, auparavant, n'était que toléré. Le Grand livre de la Dette publique devient le Livre d'Or, la Bible de la Bourgeoisie. Le métier de prêteur à intérêt, de banquier, devient aussi honorable qu'honoré ; vivre de ses rentes, c'est-à-dire de l'intérêt de l'argent, est la plus haute ambition de tous les membres de la société bourgeoise.

Le prêt à intérêt serait donc une forme supérieure de la morale, si ce n'est la plus supérieure, d'après Comte, Spencer et autres amateurs de la "perfectibilité perfectible" de la Justice et de la Morale. Que des capitalistes qui vivent du trafic de l'argent, partagent sur cette question l'opinion de leurs étonnamment superficiels philosophes, rien de plus naturel ; mais nous, socialistes, qui voulons abolir le vol capitaliste, nous sommes forcés de reconnaître que les barons féodaux et les patriciens de l'antiquité gréco-latine avaient une conception plus élevée de la morale quand ils traitaient de voleurs les prêteurs à intérêt.

La Justice et la Morale changent d'une époque historique à une autre, elles ne progressent pas, afin de s'accommoder aux intérêts et aux besoins de la classe dominante. "Que démontre l'histoire de la pensée, disent Marx et Engels, dans le Manifeste Communiste de 1847, si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle. Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante".

La Justice et la Morale, qui se modifient d'après les besoins et les intérêts de la classe régnante, sont imposées par celle-ci à la classe opprimée, qui finit par les accepter, bien qu'elles soient opposées à ses intérêts et à ses besoins.

(Paul Lafargue - L'idéalisme et le matérialisme dans la conception de l'histoire (Réponse à la Conférence du citoyen Jean Jaurès) 1895)

Lisez attentivement ces documents, ils datent d'un siècle ou davantage, ils montrent comment s'exprimait déjà dans le mouvement ouvrier le combat contre le révisionnisme du socialisme qui malheureusement a fini par le pourrir complètement. C'est un véritable réquisitoire en règle contre la conception de la lutte de classes de nos dirigeants, de leurs tactiques à leurs stratégies en passant par les programmes et les mots d'ordre de leurs partis, l'argumentation de Lafargue qui a certes vieilli sur certains points, demeurent valable pour l'essentiel ou conforme au socialisme.

- Paul Lafargue (1882) - Le communisme et les services publics
- Paul Lafargue (1910) - Intervention contre la loi des retraites au congrès de la S.F.I.O.

- Paul Lafargue (23 mars 1900) - Le socialisme et les intellectuels
- Paul Lafargue (15 octobre 1908) - De l'antiparlementarisme et des réformes Intervention au Ve congrès national du PS (SFIO)
- Paul Lafargue (1895) - L'idéalisme et le matérialisme dans la conception de l'histoire

---

GUERRE DE CLASSES. A LA GUERRE COMME A LA GUERRE.

Les prouesses du CAC 40 Par René Naba - madaniya.info - Mondialisation.ca, 29 janvier 2022

Si le CAC 40 m'était conté

Les dirigeants des grandes entreprises, qui avaient beaucoup réduit leur rémunération en 2020, pourraient percevoir 5,4 millions d'euros en moyenne en 2021, soit 1,6 million de plus qu'en pleine crise sanitaire, et accélérer sur les critères liés au climat, selon une étude présentée en tandem par l'Hebdo des AG et le cabinet d'avocats Avanty, spécialisé en rémunération des dirigeants. Dans le détail, les rémunérations des patrons des entreprises de l'indice boursier CAC 40, qui avaient reculé de 21% à 3,8 millions d'euros en moyenne l'an dernier, devraient rebondir fortement à 5,4 millions d'euros.

Le CAC, qui signifie Cotation Assistée en Continu, a été créé le 31 décembre 1987 par la Compagnie des agents de change. L'indice CAC 40 est déterminé à partir des cours de quarante actions cotées en continu sur le premier marché parmi les cent sociétés dont les échanges sont les plus abondants sur le marché.

Le lieu historique que le CAC 40 a longtemps occupé à Paris est le palais Brogniart, place de la Bourse 75002 Paris. Depuis que le CAC 40 est indexé à Euronext, il n'existe plus de bourse physique à Paris. Seuls des bureaux Euronext sont présents dans le quartier d'affaires de La Défense, où se déroulent les introductions en bourse.

Parmi les principales entreprises du CAC 40 figurent Dassault, AIRBUS GROUP, AIR LIQUID, ATOS, BNP PARIBAS, BOUYGUES, CAPGEMINI, CARREFOUR, CREDIT AGRICOLE, L'OREAL etc…

Les autres indices boursiers internationaux sont les suivants

États-Unis: Le Dow Jones: créé en 1928, composé des 30 valeurs principales du New York Stock Exchange (NYSE). C'est l'indice le plus symbolique de la Bourse de New-York, majoritairement composé du secteur industriel.

Royaume Uni: L'équivalent anglais est l'indice FTSE 100 -que l'on appelle également de façon familière, le «footsie»- indice boursier des cent entreprises britanniques les mieux capitalisées cotées à la bourse de Londres, leur capitalisation représentant plus de 70% du marché londonien.

Japon: Le Nikkei 225 (Nihon Keizai Shimbun): créé en 1949, est composé de 225 titres cotés à la Bourse de Tokyo.

République Fédérale d'Allemagne: Le DAX30 (Deutscher Aktienindex), créé en 1987, inclut les 30 entreprises les plus importantes cotées à la Bourse de Francfort

La rémunération patronale en France: Vive le Covid.

Tous les groupes du CAC 40 ont bénéficié d'aides publiques directes ou indirectes à l'occasion de la crise sanitaire. Seulement 8 d'entre eux ont renoncé au versement de dividendes. Plus de 60.000 suppressions d'emplois ont déjà été annoncées par les groupes du CAC40, sans parler des conséquences de leurs plans d'économie sur leurs fournisseurs et sous-traitants.

Les dividendes versés par le CAC 40 ont augmenté de 269% depuis l'an 2000, alors que ses effectifs en France baissaient de 12% sur la même période.

La rémunération des patrons du CAC 40 s'est élevée à 5,5 millions d'euros en 2019, en augmentation de 500.000 euros par rapport à 2017, laquelle avait déjà fait un bond de 14% par rapport à 2016, selon une étude publiée jeudi 29 octobre 2020 par l'Observatoire des multinationales.

En tête du classement figure Bernard Charliès, directeur général Dassault Systèmes, (24,7 millions d'euros), suivi de François Henri Pinault de Kerring (16,6 millions) et de Daniel Julien, PDG de Télé performance, un nouveau venu dans le classement, avec un salaire de 13,2 millions d'euros.

A noter la performance du PDG de Tele performance, Daniel Julien, l'inconnu du CAC 40 qui a gagné 17 millions d'euros en 2020. Sa société est entrée au CAC 40 en 2020. Son salaire a été de 3,8 millions d'euros. Une rémunération à laquelle il peut ajouter ses 58 000 actions de l'entreprise, dont le cours monte en bourse

283.900 pertes d'emploi

En contre point, 283.900 emplois au total en ont disparu en 2020, du fait de la pandémie. La baisse s'élève à 320.300 emplois dans le privé

sur l'année, quand 36.200 emplois ont été créés dans le secteur public. Les pertes sont particulièrement nombreuses dans le tertiaire marchand (-326.000) et l'industrie (-57.500).

Le tertiaire non marchand, la construction et la fonction publique ont, à l'inverse, créé des postes.

Pour rappel, le géant du luxe Kering, qui détient en France les marques Balenciaga et Yves Saint Laurent, est visé depuis février 2019 par une enquête pour «blanchiment de fraude fiscale aggravée», a annoncé mercredi 16 décembre 2020 Mediapart.

Selon le média en ligne, cette enquête vise le volet français d'un montage fiscal qui aurait permis au groupe dirigé par François-Henri Pinault de déclarer en Suisse des activités menées dans d'autres pays, principalement en Italie. Le groupe aurait ainsi éludé «2,5 milliards d'euros d'impôts entre 2010 et 2017, dont au moins 180 millions en France», affirme Mediapart

Outre le salaire proprement dit, les patrons du CAC 40 ont empoché en moyenne plus de 500.000 euros de dividendes au titre de l'exercice 2019. Le palme en la matière revient au patron de L'Oréal Jean Paul Agon qui touche 4,6 millions en sus de son salaire qui s'élève à 9,8 millions soit au total 14,4 millions d'euros. … parce qu'«il le vaut bien».

Pour aller plus loin sur ce thème : https://www.madaniya.info/2020/06/26/les-dessous-pas-si-chic-du-cac-40/

Le CAC 40 dans la bataille présidentielle américaine de 2020 Donald Trump versus Joe Biden

Les filiales américaines des grandes entreprises françaises ont consacré leurs efforts financiers à soutenir des candidats au Congrès, évitant, prudents, les deux candidats à l'élection présidentielle. Mais les Français ont majoritairement apporté leur soutien aux candidats républicains de préférence aux démocrates. En tête du palmarès des donateurs figure SANOFI qui a versé 843.844 dollars en faveur des Républicains. Le groupe pharmaceutique français fait ainsi preuve de générosité avec l'argent des contribuables français.

En dix ans (2009-2019), Sanofi a en effet bénéficié de 150 millions par an de Crédit Impôt Recherche, soit 1,5 milliards en dix ans, ce qui revient à dire que le contribuable français a indirectement subventionné les élections américaines pour le compte du groupe pharmaceutique.

Toujours dans le camp républicain, 2me au classement des contributeurs figure, AXA (58.869 dollars), un des plus gros assureurs de l'industrie gazière et pétrolière, suivi du groupe sidérurgique Arcelor Mittal, Airbus. En revanche trois entreprises françaises ont misé, elles, sur des candidats démocrates: BNP Paribas, Vivendi et Total.

Sans compter les dépenses de lobbying du CAC 40 à Washington. Pour 2019, le groupe SANOFI est également en tête avec 5.117.000 dollars, suivi d'Airbus, de Vivendi, d'Arcelor Mittal et d'Axa.

Évasion fiscale: 425 milliards de dollars planqués dans les paradis fiscaux

427 milliards de dollars ont échappé au fisc, en 2020, en pleine pandémie du Covid, planqué dans des paradis fiscaux, un chiffre sensiblement équivalent au plan de sauvetage de l'Union européenne.

Les multinationales ont leur responsabilité à hauteur de 245 milliards de dollars, les particuliers à hauteur de 182 milliards, selon un rapport publié en novembre 2020 par trois ONG: Tax Justice, Network, Public Services International et Alliance Globale pour la Justice Fiscale qui rassemble des centaines d'organisations dans le monde, dont la plate-forme «Paradis fiscaux et Judiciaires» en France.

Pour rappel Tax Justice Network, réseau pour la justice fiscale, crée en 2003, est un réseau international indépendant. Public Services International est une fédération de plus de 700 syndicats représentants 30 millions de travailleurs dans 154 pays. L'Alliance Globale pour la Justice Fiscale est un mouvement d'organisations de la société civile qui regroupe cinq réseaux régionaux: Afrique, Amérique Latine, Asie-Australie, Amérique du Nord, Europe.

Empreinte carbone

Parallèlement, les six grandes banques françaises -BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, Banque Populaire Caisse d'épargne, Crédit Mutuel et la Banque Postale,- ont eu en 2019 une empreinte carbone qui représente huit fois les émissions du gaz à effet de serre de la totalité de la France.

3,3 milliards de tonnes équivalent CO2 par an, comparées aux 445 millions de tonnes pour la France, selon un rapport de l'ONG britannique Oxfam publié en octobre 2020.

L'argent des dépôts bancaires se hisse ainsi, paradoxalement, parmi les grands pollueurs de l'atmosphère en France, le premier poste d'émissions CO2. Autrement dit, ils empochent notre argent et nous enfument. Chapeau les banques, des joueurs de bonneteau.

Des amendes pour facturation excessive

Dans le même ordre d'idées, des amendes d'un montant total de plus de 2,8 millions d'euros ont été infligées à six banques françaises au titre de la répression des fraudes pour la facturation de frais excessifs lors de paiements par cartes bancaires……Sans doute pour compenser les dépenses de publicité consacrées à appâter la clientèle.

Ces amendes ont été infligées par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) aux banques suivantes:

BNP Paribas (1,494 million d'euros d'amende), la Banque Postale (1,168 million d'euros), la Banque populaire du Grand Ouest (74.446

euros), la banque Afone (58.200 euros), la Caisse régionale Crédit agricole Normandie (48.276 euros) et la Caisse fédérale du Crédit mutuel Maine Anjou Basse-Normandie (35.600 euros).

La France puissance multinationale

La puissance économique décisive de la France offshore

« Même si son investissement direct à l'étranger a connu une baisse de régime après 2008, la France reste est demeure une puissance multinationale.

Voici quelques données pour en prendre la mesure

Après les pays anglo-saxons, la France est le pays qui compte le plus de firmes multinationales non financières dans le top 100 mondial, lorsque l'on classe ces dernières par la taille de l'actif implanté à l'étranger: Douze contre 20 pour les États-Unis, 14 pour le Royaume-Uni, devant l'Allemagne et le Japon, et encore plus nettement devant la Suisse, la Chine, l'Espagne ou l'Italie.

Autre indicateur pour prendre la mesure de notre internationalisation productive: le stock d'investissement que détient la France sur l'étranger: ce stock était évalué à 1 452 milliards de dollars en 2017, ce qui ne signifie pas grand-chose en soi.

Le chiffre devient parlant lorsqu'on le rapporte au PIB pour corriger l'effet de taille des économies. On constate alors que lorsque l'on élimine les petits paradis fiscaux, siège des holdings, la France est bien en proue en matière d'internationalisation de ses entreprises. Il faut la comparer alors à des économies de taille équivalente. » (Source : XERFI CANA8- La pandémie du Covid, source de richesse pour les milliardaires.

Si la pandémie du Covid a fait basculer des millions de personnes dans la pauvreté, les 1.000 milliardaires les plus fortunés de la planète ont retrouvé en neuf mois seulement leur niveau de richesse d'avant la crise.

Tel est le constat dressé par l'ONG britannique Oxfam, dans son traditionnel rapport sur les inégalités, publié à l'occasion du forum économique mondial de Davos, qui se tient, –virtuellement en raison du Covid–, du 25 au 29 janvier 2021.

Selon Oxfam France, les dix personnes les plus riches du monde, dont le français Bernard Arnault, ont vu leur fortune augmenter de 540 milliards de dollars (369 milliards d'euros) depuis le début de la pandémie. «En 2008, il avait fallu cinq ans pour que la richesse des milliardaires retrouve son niveau d'avant la crise», souligne le rapport.

Depuis la crise sanitaire: Ironie suprême, sur un an, la fortune cotée en Bourse de cinq grandes familles françaises vient de faire un bond de 60 milliards d'euros. Alors, évidemment, Arnault (LVMH), Bettencourt (L'Oréal), Hermès (groupe homonyme), les Hériard Dubreuil (Rémy Cointreau) et Mérieux (bioMérieux) ne vont pas sabler le champagne tant cette «majoration» financière apparaît bien inconvenante au regard des règles les plus élémentaires de la bienséance

Pour aller plus loin, cf ce lien: https://www.marianne.net/economie/economie-francaise/avons-nous-les-riches-les-plus-cons-du-monde

Les grandes entreprises françaises cotées de l'indice SBF120 devraient verser 52 milliards d'euros de dividendes en 2021, d'après IHS Markit. Soit un rebond de 42 % en un an, d'autant plus impressionnant que les dividendes versés cette année aux actionnaires le sont au titre des résultats 2020, année marquée par une crise particulièrement brutale qui a vu les bénéfices du CAC 40 fondre de moitié.

En parallèle, La France est fragilisée par une dette publique qui a atteint en mars 2021 le niveau record de 118,2% du produit intérieur brut (PIB), soit 2.739,2 milliards d'euros, selon l'Insee,

Rendez-vous en 2022 pour admirer les belles performances du CAC 40 de 2021, au terme de deux ans de pandémie, marqués par les dégâts du Covid, les considérables destructions d'emploi et la paupérisation croissante de la population. (Golias Hebdo N°646 semaine du 12 au 18 novembre 2020 et Golias Hebdo N°647 semaine du 19 au 25 novembre 2020).

Pour aller plus loin sur ce même thème; cf le scandale Open Lux (les paradis fiscaux du duché du Luxembourg), 3me place financière d'Europe après Londres et Zurich.

https://www.francetvinfo.fr/economie/impots/paradis-fiscaux/paradis-fiscaux-on-vous-resume-openlux-ces-revelations-qui-epinglent-le-luxembourg-et-des-grandes-fortunes-francaises_4289725.html

https://www.madaniya.info/2015/10/05/l-oligopole-bancaire-en-chiffres/

TRIBUNE LIBRE

La fissure Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 27 janvier 2022

La secte « covidiste » animée par ses grands gourous, Macron, Véran et le « Conseil scientifique » qui n'a de scientifique que le nom, nous a répété que « Hors de la vaccination, il n'y avait pas de salut ! »

Tous ceux qui refusaient de se faire « vacciner » étaient des « irresponsables », des « criminels », des parias, des pestiférés, des « non-citoyens », des exclus, et cette fois-ci « responsables de millions de morts », comme le disait auprès du pape François, le directeur de Pfizer,

grand bienfaiteur de l'humanité et exclusivement soucieux du salut des hommes…

La question que nous sommes en droit de nous poser est la suivante : « La France serait-elle prisonnière d'une secte ? »

Le sectaire

C'est quoi exactement une secte ? Quels en sont les signes distinctifs ? Il y a dix critères qui ont été retenus par la Commission parlementaire sur les sectes en 1995. (Cf., « Rapport de la Commission d'enquête sur les sectes », enregistré le 22 décembre 1995, président Alain Gest.)

Au Chapitre I, section A, titre 2, nous trouvons cette synthèse des critères définissant le sectaire :

– la déstabilisation mentale ;

– le caractère exorbitant des exigences financières ;

– la rupture induite avec l'environnement d'origine ;

– les atteintes à l'intégrité physique ;

– l'embrigadement des enfants ;

– le discours plus ou moins anti-social;

– les troubles à l'ordre public ;

– l'importance des démêlés judiciaires ;

– l'éventuel détournement des circuits économiques traditionnels ;

– les tentatives d'infiltration des pouvoirs publics.

Rien qu'à la lecture de ces 10 critères, on croirait lire la description du déroulé des mesures de « l'état d'urgence sanitaire Covid-19 » décrétées par nos « responsables » politiques !

La torture psychologique

Or, si nous relisons également les 8 critères de tortures psychologiques de la charte Biderman, nous retrouvons une résonnance étrange avec ces critères du sectaire :

1 – Le confinement. C'est l'isolement des personnes qui prive l'individu de tout soutien social qui lui donnerait la capacité à résister. L'isolement développe chez la personne isolée, une préoccupation intense sur elle-même. L'isolement rend la personne dépendante de l'autorité qui a tout pouvoir sur elle et qui décide pour elle ce qu'elle doit faire et ne doit pas faire. C'est le rôle du bourreau ou du tortionnaire.

2 – On passe ensuite à la monopolisation de la perception. Il s'agit de fixer l'attention sur une situation difficile et immédiate. On force l'introspection négative. Il est impératif alors pour l'individu placé dans une telle situation, d'éliminer toutes les informations qui sont incompatibles avec le narratif officiel de l'autorité. L'autorité veut punir toutes les actions qui sont contraires à la soumission.

3 – L'épuisement induit veut affaiblir toutes capacités à la résistance, toute aptitude mentale et physique à résister. On maintient une situation absurde pour épuiser psychiquement la personne qui ne sait plus où est la raison ni où elle en est. La peur est constamment entretenue. Le mensonge l'alimente. On falsifie allègrement les chiffres. On construit un scénario cataclysmique de désastre sanitaire, on improvise des fosses communes, des hangars pour stocker les cadavres ; on interdit aux familles de se rendre auprès de leurs morts ; tout est mélangé : les autres causes de maladies et de mort ont subitement disparu ; tout se rapporte à la « pandémie » qui devient obsessionnelle, un délire hystérique collectif ; les hôpitaux sont tout à coup saturés et toutes sortes de mises en scène invraisemblables sont inventées pour faire croire à la menace, au danger, à la mort qui guette chacun à tout moment…

4 – Les menaces, les sanctions, les mesures coercitives sont répétées régulièrement et intentionnellement pour éveiller, cultiver, entretenir l'anxiété et le désespoir. Le masque est obligatoire. La distanciation sociale et la distance de sécurité sont obligatoires. On éloigne les personnes les unes des autres. On ne peut plus s'embrasser, ni même se serrer la main. Le danger permanent est là qui menace impitoyablement les non soumis aux règles sanitaires de sécurité. Les personnes peuvent à tout moment sans le savoir devenir cas contacts. On finit par instituer un pass sanitaire puis un pass vaccinal sans lequel il n'est plus possible d'aller nulle part. C'est une ostracisation, une condamnation à la mort sociale…

5 – Des indulgences occasionnelles sont aménagées afin d'indiquer à l'individu que toute soumission entraîne un bienfait, procure une motivation positive à ce qui est conforme et empêche l'accoutumance aux privations imposées.

6 – La démonstration de la toute-puissance de l'Etat suggère l'inutilité et la futilité de la résistance ! Le Qrcode est obligatoire pour des contrôles permanents.

7 – Le harcèlement, la rhétorique, la condamnation, l'accusation, provoquent une dégradation psychique de la personne qui a pour but de faire comprendre le prix de la résistance et son coût comme étant plus dommageable à l'estime de soi que celui de la capitulation. Cette pratique réduit la personne au niveau d'une pure survie animale.

8 – Les exigences et demandes sont volontairement incohérentes, stupides et imposées de force, afin de briser la résistance, de développer des habitudes de soumission pour des exigences même incohérentes, infondées, idiotes, humiliantes. Sans arrêt, les autorités pratiquent l'inversion accusatoire : on dénonce chez la personne ce qui concerne précisément l'autorité. On fait du mensonge une vérité et de la vérité un mensonge. Toute critique est aussitôt nommée « complotisme ». La raison et l'esprit critique sont criminalisés. On interdit les vrais traitements qui pourraient vraiment guérir très simplement et très rapidement. Tout élément, comme l'autopsie, pour la recherche d'une compréhension rationnelle de la situation sanitaire est prohibé. Il ne faut pas que la vérité émerge. On censure toute documentation qui permettrait de découvrir la vérité. On sanctionne durement tout médecin qui prend la parole en faveur de la vérité scientifique, on peut même l'interner en l'accusant de folie. On fait disparaître toute personne qui s'approche de trop près de la vérité et qui risque d'entraîner avec lui une adhésion populaire. Une multitude de collaborateurs du pouvoir tortionnaire joue ce jeu en toute tranquillité et ces serviteurs dévoués du système pervers sont persuadés d'être dans le juste et le vrai !

Les peuples ont été pris en otages par la secte pan-médicaliste du fanatisme covidiste et maltraités par les sectateurs sanitaristes au service de la caste digitalo-financière et de son « Geat Reset » pour un transhumanisme négateur de l'humanité.

La stratégie du choc

Après une préface où Naomi Klein expose les différents points de son argumentation, le premier chapitre de son livre « La stratégie du choc », porte sur la torture et plus particulièrement sur les expériences de lavage de cerveau. D'après Naomi Klein, ces recherches ont été menées pour détruire la personnalité du sujet en lui administrant des chocs divers afin d'obtenir une « page blanche » sur laquelle on pourrait ensuite écrire une nouvelle personnalité.

Le déconditionnement permet un reconditionnement élaboré par les maîtres de ce « Great Reset ».

S'appuyant sur plusieurs recherches documentaires, Naomi Klein soutient que, de la même manière, des désastres naturels, les changements de régimes, les attentats, qui conduisent à des chocs psychologiques, permettent au capitalisme d'appliquer la doctrine de Friedman qui est l'un des représentants les plus connus de l'école de Chicago.

Ils imposeraient, à l'occasion des désastres, des réformes économiques que Naomi Klein qualifie d'ultra libérales.

L'actualisation des théories de Milton Friedman conduit à la division des villes en deux zones, une zone verte riche et protégée des dangers, et une ou plusieurs zones rouges dangereuses et misérables.

L'imposition de politiques néo-libérales s'accompagnent de régimes autoritaires ou totalitaires, des états d'urgence, l'organisation de crises perpétuelles permettant le maintien des états d'urgence et justifier ainsi la tyrannie.

Les gouvernements programment la fin de la propriété privée, le salaire universel qui est conçu comme un moyen ultra efficace de contrôle et de dépendance au système.

Enfin, pour permettre la naissance et la réalisation d'un tel programme il était nécessaire de passer par le trans-humanisme ou puçage nanotechnologique des individus pour un contrôle nécessaire permanent des pensées, des désirs, des émotions, des motivations de chacun, des volontés et ainsi mettre un point final à toute liberté.

Conclusion

La secte qui nous torture et qui veut nous enfiler ses chaînes nanotechnologiques pour nous conduire à la docilité éternelle et à la soumission inconditionnelle, à travers son programme acharné des injections aux produits ARNm graphénisés, se trouve confrontée à l'échappée de la Chine, à la fugue de l'Inde, à l'indépendance de la Russie, aux déconvenues d'une Amérique latine revêche et indisciplinée, ainsi qu'à une absence totale de l'Afrique sur la scène covidiste ! Cela fait trop d'absents au programme. Du coup, les commanditaires des coups tordus qui nous tombaient dessus depuis deux ans, se sont dévoilés ; ils ont « laissé tomber le masque » et nous les avons découverts tous réunis à leur pupitre de grands régisseurs de la crise !

La série des abandons allait commencer dans le peloton Occidental : Israël, la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Japon, le Danemark, la Suède, la Norvège : « Nous sommes maintenant dans une nouvelle phase où nous devons considérer le coronavirus comme l'une des nombreuses maladies respiratoires à variation saisonnière » (Geir Bukholm, directeur adjoint de l'institut de santé publique), l'Espagne qui annonçait qu'elle allait abandonner toutes les mesures des contraintes sanitaires dans le pays et considérer désormais la Covid-19 comme une maladie endémique de grippe ; une foule de gens commençait à rejoindre les résistants au pass vaccinal dans tous les pays en proie aux gigantesques manifestations de protestation contre le pass vaccinal. Les camionneurs entreprenaient le blocage en règle de l'Australie, du Canada…

En France, Le Pr Eric Caumes le disait sur un plateau de télévision : « d'un point de vue épidémiologique, santé publique, médical, le pass vaccinal est clairement une erreur ».

Il ajoutait que le pass était lié à l'élection présidentielle :

« Le pass vaccinal est une punition. C'est une affaire de campagne électorale. Ça a été fait dans une optique d'ennuyer (« d'emmerder ») les personnes qui ne se font pas vacciner. On ne peut pas bâtir une politique de santé publique sur le fait d'emmerder une partie de la population. »

Les yeux s'ouvraient enfin sur le mensonge des autorités qui s'étaient aventurées à vouloir imposer aux « doubles vaccinés » une troisième injection, puis une quatrième, puis une cinquième, etc…

Mais, les « autorités » du Canada et de la France allaient se raidir dans l'autoritarisme et la répression accentuée ! Fatale erreur qui ne pouvait que précipiter la chute des vautours du fanatisme covidiste. Nous en sommes là aujourd'hui et bientôt sonnera la Bérézina de ceux qui auront cru que le mensonge pouvait avoir un avenir !

Le raidissement n'a fait que provoquer une explosion des contestations et de la résistance en Occident. Certes, pour le moment, c'est une simple fissure qui a été provoquée dans le barrage du délire covidiste. Il n'y a toujours pas d'explosion spectaculaire du barrage, mais la nature va faire son travail sur la fissure qui a été causée dans sa structure, disait à propos un animateur de radio québécoise, et nous verrons prochainement le barrage s'effondrer…

En France, quasi 5 personnes sur dix (46% des français selon le Dr Fouché et RéinfoCovid) ont refusé les injections aux substance expérimentales théoriquement appelées « vaccins anti-Covid-19 » et depuis que la troisième dose a été annoncée comme nécessaire à l'actualisation du « pass sanitaire », devenu entre-temps le « pass vaccinal », le nombre des résistants n'a fait qu'augmenter.

Le 23 janvier, pour les enfants âgés de 5 à 11 ans, le Canada était à 51,1% de « vaccinés » ; les USA à 29% ; la Belgique à 12,1% ; l'Espagne à 51,8% ; l'Italie à 27,9% ; la Suisse à 5% ; l'Autriche à 11,1% ; l'Allemagne à 15,6% ; la France à 3,5% ! La résistance de la France est élogieuse et elle explique le comportement violent de Macron contre les citoyens de son pays…

LVOG - La fin de cet article mérite d'être reproduit séparément, vous allez comprendre pourquoi en la lisant.

Les mondialistes de la caste stato-financière au pouvoir en Occident, n'ont plus assez de temps pour imposer leur « Great Reset » ; ils ont donc opté pour la solution d'une nouvelle guerre mondiale avec la Russie. Cette guerre permettra de cacher l'échec cinglant du capitalisme sous sa forme ultra libérale. Les Russes seront désignés comme coupables des malheurs de l'occident capitaliste, tombant à point nommé. Cette guerre sera hautement meurtrière pour les peuples qui seront ainsi châtiés d'avoir osé mettre les maîtres en échec… Puis le soleil se lèvera de nouveau à l'Est !

Paroles de scientifiques sur la COVID-19 Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 29 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/paroles-de-scientifiques-sur-la-covid-19/5664704

TOTALITARISME. LA TYRANNIE EN CONTINUE ET L'INTENTION DE NUIRE AVÉRÉE.

Comment Bill Gates a monopolisé la santé mondiale. Le vaccin. Par James Corbett et Jean-Louis Gueydon de Dives - Mondialisation.ca, 24 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/video-comment-bill-gates-a-monopolise-la-sante-mondiale-le-vaccin/5652821

France. Coronavirus : la durée du certificat de rétablissement bientôt réduite à 4 mois - Europe1 29 janvier 2022

La vitamine D sera-t-elle classée comme perturbateur endocrinien ? - francesoir.fr 29 janvier 2022

Le gouvernement a-t-il pour projet de classer la vitamine D dans la liste des perturbateurs endocriniens ? C'est ce que laisse entendre un projet d'arrêté incluant le cholécalciférol, une forme de vitamine D, dans la liste des substances possiblement dangereuses pour la santé. Alors que la vitamine D est recommandée depuis des décennies, notamment pour compenser l'absence d'exposition au soleil, certains élus et médecins sonnent l'alerte quant à sa potentielle interdiction.

Selon le directeur de recherche au CNRS et docteur en biologie cellulaire et microbiologie Jean-Marc Sabatier, que nous avons interrogé sur le sujet, ce projet de loi qui inclut la vitamine D (cholécalciférol) dans la liste des perturbateurs endocriniens est "surprenant" :

"Selon l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) les perturbateurs endocriniens sont des substances capables d'interférer avec notre système hormonal, entraînant des effets délétères. Par conséquent, il est exact que la vitamine D (via ses dérivés calcidiol et calcitriol) agit sur le système hormonal, et cela fait partie de son mode d'action ! Mais de quels effets délétères s'agit-il ? Les études scientifiques sont claires : « Le rapport bénéfices/risques d'une supplémentation en vitamine D (recommandée depuis des décennies pour toutes les personnes indépendamment de leur âge) serait-il soudainement devenu défavorable ? La réponse, basée sur les études scientifiques, est clairement non. La vitamine D, dont les effets bénéfiques sont innombrables en santé humaine (minéralisation osseuse, fonctionnement du système immunitaire, etc.), n'a pas sa place dans une liste de composés potentiellement "néfastes" entraînant un dérèglement hormonal et des effets délétères associés." a-t-il déclaré.

Notons aussi que la supplémentation en vitamine D est systématiquement recommandée par les médecins qui défendent les traitements précoces contre le Covid-19, comme le Pr Perronne. Le Collectif citoyen soutient même l'hypothèse qu'une prophylaxie centrée sur le zinc et la vitamine D pourrait être plus efficace que les vaccins actuels. francesoir.fr 29 janvier 2022

https://www.francesoir.fr/societe-sante/la-vitamine-d-bientot-classee-comme-perturbateur-endocrinien

Vaccination covid : Véran et l'Académie de médecine recommandent les essais Pfizer sur les 5 à 11 ans - lemediaen442.fr 26 janvier 2022

Le 11 janvier, l'Agence européenne du médicament déclare que l'humanité va pouvoir vivre avec le virus grâce au variant Omicron.

Le 20 janvier, l'OMS demande la levée des interdictions de voyage et du passe vaccinal pour entrer dans les pays, jugeant que ce « n'est pas efficace pour supprimer la propagation internationale » du variant Omicron.

Le 23 janvier, le directeur de l'OMS Europe Hans Kluge estime que Omicron pourrait faire entrer la pandémie Covid-19 dans une phase de dénouement. « Il est plausible que la région se rapproche d'une fin de la pandémie ».

Le 25 janvier 2022, même le Pr Éric Caumes retourne sa veste : « C'est Omicron maintenant, le problème n'est pas du tout le même, c'est un rhume chez les enfants et donc on ne va pas vacciner les enfants contre un rhume. Je pense qu'il y a d'autres priorités que de vacciner des enfants contre un rhume. »

Omicron marque la fin de l'épidémie, mais la France s'enfonce dans le mensonge

Eh bien, c'est au moment où le monde abandonne la peur d'Omicron c'est-à-dire de rien, d'un rhume, que l'État français soutient l'attaque de Pfizer contre les 5 à 11 ans.

Le 24 janvier le pass vaccinal — l'obligation d'être vacciné pour les actes de la vie courante — est appliqué en France, après une navrante comédie de démocratie.

Le 25 janvier, l'Académie de médecine, comme la HAS en décembre, recommande d'élargir l'injection de Pfizer aux 5 à 11 ans. Jusqu'à présent les parents étaient tous deux responsables de leurs enfants jusqu'à la majorité. A partir du 25 janvier 2022, il y a une exception : un seul parent suffit pour décider de faire subir à un 5 – 11 ans l'injection Pfizer. Selon le ministère des Solidarités et de la Santé, il s'agit d'une simplification.

Terminé la double autorisation parentale. C'est tellement plus simple !

L'Académie de médecine soutient Pfizer

La recommandation de l'Académie a autant de crédibilité que les publicités pour Pfizer serinées par les médias : « La seule formulation actuellement agréée pour les enfants de 5 à 11 ans est le vaccin Comirnaty BioNTech-Pfizer 10 microgrammes Enfant dont l'efficacité et l'innocuité sont confirmées par les études en vie réelle, américaines et israéliennes, portant maintenant sur plus de 10 millions d'enfants. Le rapport bénéfices/risques de la vaccination des enfants en bonne santé, longtemps contesté en raison du faible taux de formes sévères de Covid-19 avant l'âge de 12 ans, est largement positif au plan individuel. Afin de prévenir les risques individuels et collectifs liées à l'imprévisible évolution de la pandémie, les Académies recommandent de hâter la vaccination des enfants âgés de 5 à 11 ans contre la Covid-19 pour atteindre le plus rapidement possible une bonne couverture vaccinale. »

On aurait aimé connaître les sources des études scientifiques évoquées (d'ailleurs pas citées). Mais on n'aura que des références à l'Académie elle-même ou à Santé publique France .

On aurait aimé une argumentation. On n'aura que « La rareté des effets indésirables post-vaccinaux doit être mise en balance avec l'existence de formes sévères (PIMS, myocardite, Covid long) dont la fréquence risque d'augmenter avec la recrudescence des cas symptomatiques actuellement observés chez l'enfant. »

Les effets secondaires des vaccins sur les enfants sont rares. Point. Alors, qui ne risque rien n'a rien ! Belle leçon de vie — ou de mort. D'où sortent ces cas« de formes sévères » de covid chez l'enfant ? Ils sont actuellement observés. Où ? On ne nous le dit pas. Pourquoi seraient-ils en augmentation ? On ne le sait pas, mais il y aurait un risque. Pour ne pas courir de risque d'éventuels effets graves du covid, tout en risquant d'en avoir du vaccin, par précaution il vaut mieux courir ce dernier risque. C'est un choix : bénéfice pour Pfizer, risque pour les enfants.

Le seul « argument » est celui d'autorité, l'Académie de Médecine étant censée en être une.

L'organisation de la vaccination et les moyens matériels à mettre en œuvre sont en revanche décrits dans le détail. Cela va jusqu'à « des séances de vaccination à l'école, par des équipes mobiles en concertation avec la médecine scolaire ».

Qui sont ces irresponsables ?

A l'origine de ce communiqué ahurissant : le conseil d'administration de l'Académie de médecine. Ses cinq membres sont un oto-rhino-laryngologue, un psychiatre, un cancérologue et un spécialiste en médecine vasculaire. Personne dont la compétence corresponde à une injection expérimentale sur des enfants. Ah si ! j'en oubliais un : le Pr Jean-Pierre Goullé. Quelle est sa spécialité ? La pharmacie. On comprend mieux à présent.

Donc aucun pédiatre, aucun infectiologue n'est à l'origine de cette prise de position. Juste un spécialiste en pharmacie. Il a été décoré chevalier de la Légion d'honneur le 14 juillet 2021 et sera le prochain président de l'Académie de médecine en 2023. lemediaen442.fr 26 janvier 2022

Pfizer demande l'autorisation de vacciner les bébés à partir de 6 mois ! - lemediaen442.fr 2 février 2022

Et dire qu'on était des complotistes…

Dans le monde de l'industrie pharmaceutique il n'y a pas de petits profits et comme Omicron casse les bénéfices de Pfizer, ce dernier avance ses pions en déposant auprès de la Food and Drug Administration une demande d'autorisation d'utilisation d'urgence du vaccin pour les 6 mois à 4 ans aux Etats-Unis.

Pfizer et son partenaire BioNTech, les fabricants du vaccin, comptent bien rafler ce segment de marché qui pèse des milliards d'euros. Les bambins se verront injecter trois doses afin de participer à l'effort mondial pour lutter contre le covid, bien qu'ils n'en souffrent pas. Albert Bourla ne perd pas le nord : « Nous pensons que trois doses de vaccin seront nécessaires pour les enfants de 6 mois à 4 ans afin d'atteindre un haut niveau de protection contre les variants actuels et futurs. » lemediaen442.fr 2 février 2022

Belgique : Le centre de transplantation du Dr Patrick Evrard est interdit aux non-vaccinés - lemediaen442.fr 2 février 2022

Dans un article du 2 février 2022, de Sudinfo, on croit voir un titre digne du Gorafi. Malheureusement non ! Dans un monde où la haine s'étale sans honte et exclut des millions de citoyens, il n'est pas étonnant de voir les Torquemada de la santé se servir du serment d'Hippocrate comme d'une serpillère.

Patrick Evrard, directeur du centre de transplantation pulmonaire de Mont-Godinne en Belgique et président de Oxygène – Mont-Godinne, association de transplantés pulmonaires, a décidé de faire le tri selon le statut vaccinal : « Greffer un non-vacciné, c'est gaspiller un organe ». Cette association fait partie de l'université catholique de Louvain, laquelle est parrainée, entre autres, par AstraZeneca… Le processus est inhumain et absurde quand l'on sait que, vacciné ou pas, tout le monde l'attrapera et surtout que Omicron est moins létal qu'une grippe saisonnière. Le zèle de ces chirurgiens s'appuie sur le passe-droit que leur donnent les États de s'en prendre aux non-vaccinés.

En attendant, ce chirurgien ne se gênera pas de prélever des organes aux non-vaccinés pour guérir exclusivement les vaccinés. Quand l'horreur monte à ce niveau d'abjection, on a hâte de voir s'ouvrir les procès une fois toute cette mascarade terminée. lemediaen442.fr 2 février 2022

Québec : les non-vaccinés interdits des grandes surfaces et sous tutelle dans les pharmacies - lemediaen442.fr 26 janvier 2022

Depuis lundi 24 janvier 2021, les non-vaccinés au Québec deviennent des sous-hommes qu'il faut encadrer, surveiller, contrôler, diriger. Le passe vaccinal devient obligatoire dans les grandes surfaces supérieures à 1500 mètres carrés (Michel-Édouard Leclerc aurait adoré), les non-vaccinés n'ont accès qu'aux pharmacies et stations-service.

Pour ce qui est d'acheter dans les pharmacies, ça devient un peu plus compliqué puisque le non-vacciné sera sous tutelle, il devra se faire accompagner par un employé qui vérifiera qu'il n'achète que des produits essentiels. L'arrêté du ministre de la Santéprescrit qu'« Une personne qui n'est pas adéquatement protégée contre la COVID-19 qui accède à une pharmacie située dans un commerce de vente en gros ou de vente au détail dont la surface de vente est de 1500 mètres carrés ou plus pour y recevoir un service pharmaceutique soit accompagnée en tout temps lors de ses déplacements par un employé de ce commerce, de cette pharmacie ou de tout autre personne mandatée par eux à cet effet et qu'elle ne puisse y acheter d'autres produits que ceux liés au service pharmaceutique qu'elle reçoit; » lemediaen442.fr 26 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/quebec-les-non-vaccines-interdits-des-grandes-surfaces-et-sous-tutelle-dans-les-pharmacies/

ARGUMENTS ET RÉSISTANCE A LA TYRANNIE MONDIALE.

La République tchèque supprime l'obligation de présenter un pass sanitaire - lemediaen442.fr 2 février 2022

Le pass sanitaire, devenu très impopulaire, ne fait plus rêver personne. Nous assistons à une chute de dominos. La Tchéquie a décidé de prendre le chemin du retour à la normale. Ce mercredi 2 février, le tribunal administratif vient de supprimer l'obligation de présenter un pass sanitaire pour entrer dans les restaurants, les salles de jeux, les hôtels…

Selon le tribunal, la vaccination étant volontaire et non obligatoire, l'État ne doit pas interdire aux personnes non vaccinées de se rendre dans ces établissements : « Le but de la mesure ne doit pas être d'obliger indirectement les citoyens à se faire vacciner. » La décision du tribunal ne prendra effet que dans une semaine. lemediaen442.fr 2 février 2022

Le ministre allemand de la Santé : les restrictions contre les non-vaccinés étaient dues à une « erreur de logiciel » - lemediaen442.fr 28 janvier 2022

Après avoir terrorisé les non-vaccinés pendant des mois, le ministre allemand de la Santé, Karl Lauterbach, recule et attribue ses déclarations de « pandémie de non-vaccinés » à une « erreur logicielle ».

En novembre 2021, les médias faisaient état d'une augmentation d' »incidence » à Hambourg. L'affirmation était qu'en quelques jours seulement, le taux de cas de Covid-19 est passé de 111,6 personnes pour 100 000 à 160 personnes pour 100 000.

Au fur et à mesure que novembre avançait, ce nombre est passé de 209,2 cas pour 100 000 personnes, pour grimper à la fin du mois au niveau record de 223,3 cas pour 100 000 personnes.

Ces chiffres incroyablement élevés, se sont maintenant révélés être entièrement fabriqués. Ils ont été utilisés comme prétexte pour légitimer les restrictions covid appelées « 2G ».

Une enquête menée par les journaux Sueddeutscher Zeitung et Welt a révélé que le pic de cas monté en épingle par Lauterbach et Tschentscher était entièrement faux.

Les départements des services sociaux de Hambourg ont considérablement faussé les chiffres pour créer l'illusion d'une autre « vague » de maladie parmi les non-vaccinés, alors qu'en réalité ces agences ne savaient même pas à l'époque qui était vacciné et qui ne l'était pas.

« Cela ne les a cependant pas empêchés de classer toutes les personnes dont le statut était inconnu comme non vaccinées », explique Wahagen Khabayan de The National Pulse. « En effet, fin novembre, 70% des cas positifs avaient un statut inconnu. »

Le maire de Hambourg a déclaré lors d'une conférence de presse en novembre que 90 % de toutes les nouvelles infections à covid dans la ville se produisaient chez des personnes non vaccinées. Bien sûr, c'était faux.

Il a ensuite menti sur les moyennes d'infection sur sept jours pour les non-vaccinés et les vaccinés, affirmant qu'elles étaient respectivement de 605 pour 100 000 et 22 pour 100 000.

Il a été révélé plus tard que les méthodes utilisées pour calculer ces faux chiffres étaient également utilisées dans toute l'Allemagne, ce qui donnait essentiellement l'impression que les non-vaccinés étaient responsables de la propagation du covid.

Au lieu de cela, ils n'ont pas voulu révéler que c'étaient en fait les personnes entièrement vaccinées qui souffraient le plus du covid.

Le maire de Hambourg affirme maintenant que les erreurs de classification étaient le résultat de « systèmes informatiques ».

« Avec la situation à Hambourg… je peux affirmer sans aucun doute que le problème était dans le classificateur automatique du logiciel », a ajouté le ministre Lauterbach, essayant également de sauver la face.

« Le problème est résolu maintenant… C'était une erreur. Elle n'a pas été faite exprès pour faire largement peser la responsabilité de la pandémie sur les non-vaccinés. » lemediaen442.fr 28 janvier 2022

Covid-19 : le Québec renonce finalement à taxer ses citoyens non-vaccinés - capital.fr 01 février 2022

Mardi, le Québec a annoncé qu'il renonçait à sa taxe "contribution santé" qui devait être appliquée aux personnes non-vaccinées.

Le gouvernement québécois fait finalement marche arrière. Mardi 1er février, il a fait savoir qu'il abandonnait sa "contribution santé", cette taxe qui devait s'appliquer aux personnes non-vaccinées et qui avait été présentée plus tôt dans le mois de janvier. La mesure avait généré de nombreuses critiques dans la province canadienne francophone. Devant la crainte de voir la population se diviser, François Legault, le Premier ministre du Québec, a donc pris la décision de renoncer à cette disposition.

"On voit la grogne grandir de jour en jour", a-t-il commenté. "Pour faire avancer le Québec dans un climat social serein, je vous annonce que le gouvernement ne va pas déposer ce projet de loi sur la contribution santé", a-t-il ainsi déclaré, lors d'une conférence de presse. Ce projet de taxe présenté le 11 janvier se voulait un "incitatif" pour convaincre les non-vaccinés à s'immuniser contre le Covid-19, mais François Legault estime désormais que "cette annonce est venue diviser les Québécois".

Ce n'est pas la première fois que le Québec recule sur une mesure sanitaire. Le gouvernement Legault voulait à l'automne rendre la vaccination obligatoire pour tous les personnels de santé, mais avait finalement suspendu cette mesure pour éviter d'affaiblir un système déjà malmené par une pénurie de main d'œuvre. Le Québec a aussi annoncé mardi que les activités sportives et artistiques (salles de sport, spas, etc.) pour adultes pourront reprendre à partir du 14 février jusqu'à 25 personnes.

Après une fermeture inattendue la veille du jour de l'An, les restaurants ont pu rouvrir lundi et les activités sportives parascolaires dans les écoles et universités ont pu reprendre. capital.fr 01 février 2022

Le Canada tout entier s'est joint au convoi, sauf Trudeau qui accuse Freedom Convoy 2022 de propager la haine, le racisme et la violence Par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 02 février 2022

Il existe de nombreuses preuves du soutien canadien et américain aux néonazis en Ukraine, qui remontent à l'Euromaïdan de 2014 :

Andriy Parubiy cofondateur du Parti social-national néo-nazi d'Ukraine (rebaptisé par la suite Svoboda) a été nommé [en 2014] secrétaire du Comité de la sécurité nationale et de la défense nationale (RNBOU). (???? ??????????? ??????? ? ??????? ???????), un poste clé qui outrepasse le ministère de la Défense, les forces armées, les forces de l'ordre, la sécurité nationale et le renseignement.

Lors de la formation d'un nouveau gouvernement en 2014, le leader néo-nazi Andriy Parubiy est devenu député. Il a ensuite été nommé vice-

président de la Verkhovna Rada (Parlement ukrainien).

En 2016, le leader nazi Andreiy Parubiy a été invité à Ottawa pour rencontrer le Premier ministre du Canada.

https://www.mondialisation.ca/le-canada-tout-entier-sest-joint-au-convoi-sauf-trudeau-qui-accuse-freedom-convoy-2022-de-propager-la-haine-le-racisme-et-la-violence/5664804

Une vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=N23pYH18xGs&t=158s

---

La Catalogne supprime le passeport Covid-19 - francesoir.fr 29 janvier 2022

Le ministre de la Santé du gouvernement catalan, Josep Maria Argimon, a déclaré la semaine dernière : « Si j'avais su que le variant Omicron était ce qu'il était, je n'aurais évidemment pas pris ces restrictions ».

https://www.francesoir.fr/politique-monde/la-catalogne-supprime-le-passeport-covid-19

Autriche : La cour suprême juge illégal le masque obligatoire à l'école et les cours en alternance - 20minutes.fr 23 janvier 2022

« Dans sa décision publiée aujourd'hui, la Cour constitutionnelle a jugé que les dispositions contestées étaient illégales », ont fait savoir les juges. Deux enfants et leurs parents avaient fait appel devant la Cour constitutionnelle, faisant valoir que ces dispositions violaient le principe d'égalité, le droit à la vie privée et le droit à l'éducation.

« Le ministre n'a pas pu expliquer de manière compréhensible pourquoi il considérait les mesures contestées comme nécessaires », a détaillé la Cour.

L'Autriche est gouvernée depuis janvier par une coalition entre les conservateurs et les écologistes. 20minutes.fr 23 janvier 2022

"Le procès du Comité Corona contre Bill Gates, Fauci, BlackRock... devrait commencer le 5 février" Reiner Fuellmich - francesoir.fr 27 janvier 2022

Dans ce débriefing exclusif, nous avons de nouveau reçu l'avocat allemand Reiner Fuellmich pour qu'il nous fasse part de l'avancée des travaux entrepris par le Comité Corona. Co-fondé avec sa collègue, Viviana Fisher, dans l'intention de faire la lumière sur les réalités de la pandémie Covid-19, sa conclusion suite à une série d'entretiens avec plus de 100 éminents experts dans le monde, est sans appel : il n'y a pas de pandémie, seulement une fausse pandémie de cas positifs, rendue possible par le dépistage intempestif au moyen des tests RT-PCR, détournés de leur fonction d'origine et peu fiables. En créant une armada de malades qui s'ignorent, les politiques à la tête des États occidentaux, avec l'appui des médias grand public, ont ainsi pu réunir la condition indispensable pour instiller dans les populations la croyance qu'il était nécessaire de s'injecter une substance expérimentale, nocive et dangereuse pour se protéger d'un virus, somme toute pas plus dangereux qu'une grippe.

Reiner Fuellmich, qui s'est fait connaître grâce à ses victoires lors de procès retentissants contre le géant automobile Volkswagen et la Deutsche Bank, nous annonce que le procès public très attendu contre les individus « qui tirent les ficelles » (Bill Gates, le Dr Anthony Fauci, le Dr Drosten, le gestionnaire d'actifs BlackRock, le laboratoire Pfizer…) s'ouvrira le week-end des 5 et 6 février. Confiant dans le fait que les accusés seront reconnus coupables, le Comité Corona intente cette procédure judiciaire avec un groupe d'avocats à l'international.

Celle-ci se tiendra dans des conditions particulières, hors du cadre judiciaire existant en Europe, celui-ci étant corrompu et n'étant pas de nature à instaurer une pleine confiance dans la tenue d'un procès équitable, nous confie-t-il. La procédure se déroulera donc dans une cour du peuple avec de vrais juges, avocats, experts et témoins.

Il précise que cette procédure publique est conçue de telle sorte que celle-ci bénéficie d'un puissant écho auprès des populations. Elle sera retransmise en direct et enregistrée, pour ceux qui souhaiteraient visionner le procès en rediffusion. La majorité, si ce n'est l'intégralité, des médias alternatifs relaieront le procès, puisque, sans surprise, il ne sera pas possible de le diffuser sur la plateforme YouTube ou dans les médias grand public, nous explique l'avocat.

Cela étant, il n'est pas impossible de s'attendre à ce que les médias mainstream soient dans l'impossibilité d'ignorer cet évènement hors du commun et soient donc amenés à le couvrir. Pour autant, pour ne pas prêter le flanc à cette tactique de la presse qui consiste à déformer et nazifier toute forme d'opposition, méthode dont elle use ad nauseam, M. Fuellmich précise d'avance qu'il n'acceptera aucune interview pendant le procès.

Dans ce débriefing, l'avocat allemand est aussi revenu sur les causes de cette « fausse pandémie ». Il estime que cette opération a été lancée par l'industrie financière dans l'intention de masquer ses crimes au cours des trente dernières années, devenus trop voyants. Comme aujourd'hui, au moment de la crise dite des subprimes, l'oligarchie financière aurait tenté une première fois de détourner l'attention du public de ses malversations au moyen de la grippe H1N1 en 2009.

Ils auraient dû être évincés à cette époque : ces banquiers, sauvés grâce aux impôts du contribuable, récidivent cette fois, en pire. Selon Me Fuellmich, la raison pour laquelle ils ne l'ont pas été, c'est parce que nous avons cru nos gouvernements respectifs lorsqu'ils ont annoncé

prendre des mesures visant à lutter contre la mafia financière. À tort, puisque, insiste-t-il, nos gouvernements, en raison de leur corruption, ne sont pas nos gouvernements. Et de conclure : comme nous ne pouvons compter ni sur nos gouvernements pour agir, ni sur nos médias pour nous informer, cette fois-ci, il est temps que les peuples prennent eux-mêmes le taureau par les cornes. francesoir.fr 27 janvier 2022

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/reiner-fuellmich-5

Audition au Sénat US de médecins qui guérissent les malades de la Covid - Réseau Voltaire 27 janvier 2022

Le sénateur Ron Johnson (Républicain-Wisconsin) a organisé au Congrès l'audition de l'équipe de myfreedoctor.com autour de son fondateur, le docteur Ben Marble.

Selon son témoignage, l'association a donné des consultations de médecine par Internet à plus de 150 000 patients atteints de la Covid-19. Il leur a prescrit le traitement publié par le docteur Peter McCullough dans l'American Journal of Medecine, en juillet 2020. Il est à base d'hydroxychloroquine, d'ivermectin, d'anticorps monoclaunaux, de prednisone, ainsi que de vitamines D et C et de zinc. 99,99 % des patients auraient survécus à l'infection.

Ce témoignage prouve qu'il existe des traitements efficaces et peu couteux de cette maladie depuis au moins 19 mois. Il contredit le discours des autorités médicales US, du docteur Anthony Fauci au CDC, et montre l'inanité des politiques de Santé.

La vidéo est disponible ici, l'article du docteur McCullough est téléchargeable au bas de cette page.

Vidéo : https://rumble.com/vt62y6-covid-19-a-second-opinion.html

Pathophysiological Basis and Rationale for Early Outpatient Treatment of SARS-CoV-2 (COVID-19) Infection

https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/piis0002934320306732.pdf

L'infirmière Nicole Sirotek : « Un enfant de dix ans a fait une crise cardiaque, il a été vacciné hier ! » - lemediaen442.fr 30 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/linfirmiere-nicole-sirotek-un-enfant-de-dix-ans-a-fait-une-crise-cardiaque-il-a-ete-vaccine-hier/

Vaccin : l'avocat Éric Lanzarone attaque Pfizer après qu'un enfant de 13 ans a perdu la vue à 90 % - lemediaen442.fr 31 janvier 2022

La situation est dramatique. Un enfant de 13 ans de la région parisienne a perdu la vue à 90 % cinq jours après l'injection de sa première dose de Pfizer. Invité au JT du 19/20 Provence-Alpes du samedi 29 janvier (vidéo ci-dessous), l'avocat Eric Lanzarone — spécialiste en droit public et marché public — demande l'annulation de la clause d'irresponsabilité de la société Pfizer.

« Je suis allé chercher le contrat sur le site de la Commission européenne, contrat qui a depuis disparu. A ma grande surprise, apparaît une clause qui dédouane la société Pfizer de toute responsabilité dans le cas de survenance d'effets indésirables potentiels. Une clause imposée à tous les pays européens par Pfizer. »

TESTS PCR : DECORRELATION AVEC LA MALADIE COVID-19 par Collectif Reinfocovid

https://wiki.reinfocovid.fr/_media/newsletters/newsletter_du_30_janvier_2022/l_arnaque_des_pcr.pdf

LA HAUTE TRANSMISSIBILITE DE OMICRON RESULTE D'UN ECHAPPEMENT IMMUNITAIRE DU A LA VACCINATION par Collectif Reinfocovid

https://wiki.reinfocovid.fr/_media/newsletters/newsletter_du_30_janvier_2022/omicron_transmission_danemark_reinfo_23janv22.pdf

---

Contre le Passe vaccinal, les maires s'agacent : « On a décidé de ne plus se taire, ça suffit ! » - lemediaen442.fr 29 janvier 2022

La réalité de terrain est toujours très loin de ce que nous livrent les médias mainstream. C'est souvent en écoutant les petites radios ou les chaînes régionales que surgit le pays réel. Invités dans le studio de Thonon Alpes Radio (voir la vidéo ci-dessous qui a dépassé les 200 000 vues) face à Damien Demenus, le maire de Marcellaz, Luc Patois et Sabrina Ancel, maire de Saint-de-Tholome nous ont livré un récit fort intéressant.

Tous ces élus un peu isolés chacun dans son coin ont décidé de s'unir contre le passe vaccinal, soutenus par les trois sénateurs de Haute-Savoie, Loïc Hervé, Sylviane Noël et Cyril Pellevat. Le groupe s'est constitué totalement par hasard puisque le maire Luc Patois s'est retrouvé à une réunion de la communauté de communes du pays de Cruseilles, réunion où le passe sanitaire était obligatoire. Sauf que, sur les neuf élus, seuls trois avaient le fameux sésame, les six autres élus n'étaient pas vaccinés et ne pouvaient montrer patte blanche. Le

groupe majoritaire de six s'est donc fédéré. Une tribune dans Le Figaro « Nous, élus locaux, demandons l'abandon du passe sanitaire » a été signée par plus de 280 élus de Haute-Savoie.

Pour Luc Patois, le constat est clair concernant le passe vaccinal : « Il ne se justifie plus et tous les pays voisins le montrent, puisque, les uns après les autres, ils annulent toutes les mesures. Donc aujourd'hui quand est-ce qu'il va être annulé ? Je pense qu'il faut poser la question soit à Emmanuel Macron, soit à Jean Castex, parce que c'est vraiment une décision politique. En tout cas nous, on fait tout ce qui est en notre pouvoir pour alerter des méfaits de ce passe vaccinal qui divise vraiment la population et on va continuer. » Le maire de Marcellaz comprend très bien la situation et la mainmise du pouvoir profond, que ce soit dans les médias qu'au niveau politique « On s'aperçoit qu'on est dans un système très cadré de la pensée unique où tous les journaux nous disent tous les matins la même chose et les politiques nationaux que l'on peut entendre, c'est pareil, il n'y a pas beaucoup de voix dissonantes. »

Sabrina Ancel, maire de Saint-Jean-de-Tholome, a le sentiment qu'elle ne peut pas s'exprimer par rapport aux mesures sanitaires, tout comme la population ne peut pas s'exprimer. « Ça fait un an et demi qu'on est élus. On nous demande de mettre en place des protocoles, de mettre en œuvre des mesures. On voit l'incohérence de tous ces protocoles et on peut rien dire. Donc là maintenant on a décidé de ne plus se taire parce, ça suffit. On voit les enfants qui souffrent dans les écoles, on voit les gens qui se divisent, on voit les associations qui galèrent, on voit tout et ça fait un paquet de temps qu'on ne dit rien et le plus important c'est vraiment d'arriver à s'exprimer. »

Eric Caumes dénonce la vaccination des enfants et recommande l'immunité naturelle - lemediaen442.fr 29 janvier 2022

Nous sommes sur LCI : le Pr Caumes quitte définitivement le navire de la propagande sanitaire pour rejoindre le camp du bon sens ! L'arrivée d'Omicron sonne la fin de cette récréation géante pour nos médecins de plateau.

Le professeur de l'hôpital Pitié-Salpêtrière n'y va pas avec le dos de la cuillère ! Terminé le temps de la promotion du vaccin contre le covid : « Grâce aux vaccins, on a fait des choses extraordinaires, mais là, on n'a pas un très, très bon vaccin. Donc, si vous voulez, faire la publicité d'un vaccin qui n'est pas très bon, qu'on est obligé de se réinjecter tous les six mois, qu'est-ce qu'elle va penser la population ? Elle va penser que tous les vaccins sont comme ça. »

Eric Caumes va plus loin en affirmant que l'infection naturelle, qui mène à l'immunité naturelle, empêche d'aller en réanimation. La journaliste Ruth Elkrief — perdue dans sa propagande — se demande ce qu'il faut faire : « On ne va pas se faire infecter exprès ? » La réponse d'Eric Caumes sonne comme un coup de poignard : « Qu'est ce que vous croyez ? En ce moment, il y a un million de personnes qui sont infectées tous les jours. Ils ne le font pas exprès. Et de toute façon, ils sont infectés, vaccinés ou pas vaccinés. Donc, ça renforce leur immunité naturelle. La prochaine fois qu'ils seront infectés — parce qu'ils seront infectés — ils feront encore une maladie encore moins grave. » Concernant la vaccination des enfants, le médecin est catégorique, c'est totalement inutile : « Vacciner nos enfants, honnêtement, ça sert plus à rien parce que s'immuniser naturellement, c'est très bien comme ça. L'immunité naturelle, elle est très efficace. Elle est même, dans la plupart des maladies infectieuses, plus efficace que l'immunité vaccinale.

Donc, pourquoi forcer des gens à se vacciner, alors que l'immunité naturelle est plus efficace ? » lemediaen442.fr 29 janvier 2022

https://lemediaen442.fr/eric-caumes-denonce-la-vaccination-des-enfants-et-recommande-limmunite-naturelle/

Marie-Estelle Dupont et Pascal Praud, en colère, dénoncent la maltraitance des enfants ! - lemediaen442.fr 23 janvier 2022

La psychologue Marie-Estelle Dupont sur CNews raconte le récit incroyable d'une directrice de crèche : « J'ai quand même une directrice de crèche qui m'a dit : Je suis embêtée. J'ai des enfants qui vont arriver en maternelle. Ils ne savent pas associer le bruit à la bouche. Ils ne savent pas que c'est la bouche qui parle. »

- « Ce sont des scènes apocalyptiques pour rentrer des bâtons dans le nez, des enfants qui se débattent et à qui on est en train d'apprendre à accepter de la maltraitance. »

- « Quand dans un manuel d'histoire de sixième, on fait une page sur le confinement en expliquant aux enfants qu'on doit être fiers de se confiner. On a un problème. »

https://lemediaen442.fr/marie-estelle-dupont-et-pascal-praud-en-colere-denoncent-la-maltraitance-des-enfants/

Etats-Unis. "Tous les vaccins covid du monde entier devraient être retirés du marché" Peter McCullough - francesoir.fr 26 janvier 2022

Lors de la marche historique du 23 janvier 2022 qui a relié le Washington Monument aux marches du Lincoln Memorial, le professeur McCullough a prononcé à l'arrivée un discours dans lequel il est revenu sur les premiers temps de la pandémie, pour rappeler que tout était connu pour éviter l'hospitalisation et les décès qui se sont malheureusement produits en raison du manque de traitements précoces.

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/mccullough-vaccins-retires-du-marche

---

Prophylaxie du Covid-19 : la vitamine D et le zinc plus efficaces que les "vaccins" ? - francesoir.fr 27 janvier 2022

Le 13 décembre 2021, un article publié dans Frontiers in Medecine porte sur la chimioprévention du Covid-19 par une supplémentation en zinc [1]. Cette étude a concerné 200 participants : 104 participants ont reçu une supplémentation en zinc (sous forme de picolinate de zinc : 10 mg, 25 mg ou 50 mg par jour). Et 96 participants n'étaient pas supplémentés. Durant cette étude 2 participants parmi les 104 participants supplémentés ont déclaré un covid symptomatique, tandis que 10 participants parmi le groupe contrôle de 96 participants ont déclaré un covid symptomatique (p = 0,015[1]). Cette étude aboutit à un risque relatif RR de 0,18 soit une réduction de 82 % du risque de déclarer un covid symptomatique dans le cas d'une supplémentation en zinc (p = 0,01 pour OR = 5,93 [1]). Rares sont les études présentant l'influence du zinc en chimioprophylaxie précisant le dosage en zinc.

Une étude publiée le 2 novembre 2020 qui concluait à une diminution de la mortalité de 93 % en cas de supplémentation en vitamine D (p = 0,017) [8]. Cette étude porte sur des personnes âgées. La supplémentation correspondait à un bolus mensuel de 50 000 UI ou un bolus de 80 000/100 000 UI tous les 2 ou 3 mois.

Une étude publiée le 22 décembre 2020 qui concluait à une diminution de la mortalité de 70 % en cas de supplémentation en vitamine D (p = 0,04) [9]. Cette étude porte sur des personnes âgées. Il y a eu 3 décès parmi 20 personnes supplémentées en vitamine D et PCR positives. En comparaison, il y a eu 39 décès parmi les 78 patients covid non supplémentés. La supplémentation portait sur un bolus mensuel de 2 fois 25 000 UI.

sur la base de ces résultats publiés :

une réduction de 82 % du risque de covid symptomatique dans le cas d'une supplémentation en zinc

des réductions de la mortalité de 70 à 93 % dans le cas d'une supplémentation (inaboutie ?) en vitamine D et calculée pour des sujets âgés

On est en droit de se demander si la vitamine D et le zinc ne seraient pas plus efficaces en prophylaxie du covid-19 que les actuels « vaccins » ?

Encore une fois, on ne peut que déplorer la gestion « scientifique » de la crise actuelle qui ne s'appuie pas sur la richesse de la bibliographie disponible.

Le coût d'une supplémentation des personnes à risque en vitamine D est-il donc si élevé ? francesoir.fr 27 janvier 2022

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/prophylaxie-du-covid-19-vitamine-d-zinc-plus-efficaces-vaccins

---

La marche de Washington contre l'obligation vaccinale - francesoir.fr 27 janvier 2022

Les grands noms de la résistance citoyenne, médicale, politique, ont délivré leur message avec force et sans compromission : il faut arrêter ces mandats de la honte, cette politique vaccinale sans fondement scientifique qui fait des dégâts considérables, stopper la propagande et la censure, et généraliser les traitements précoces sûrs, bon marché et efficaces, qui évitent la plupart des hospitalisations et des décès.

Le même week-end, des manifestations similaires se déroulaient à Bruxelles, au Canada, où les routiers sont en route pour bloquer la capitale Ottawa, en France, en Allemagne, en Italie, en Australie. Partout, les peuples se lèvent pour défendre leurs libertés fondamentales. Bien souvent, le déclic a été la vaccination des enfants. Comme l'affirment plusieurs experts sans conflits d'intérêt comme le Dr Mike Yeadon et le Dr Peter McCullough, un enfant a 100 fois plus de chances de mourir de l'injection que du coronavirus. francesoir.fr 27 janvier 2022

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/la-marche-de-washington-dc

---

L'actrice « Marvel » Evangeline Lilly s'élève contre la vaccination obligatoire et soutient le mouvement #FreedomConvoy2022 - lemediaen442.fr 29 janvier 2022

Etre une star à Hollywood et se positionner contre la vaccination obligatoire demande une bonne dose de courage qui se puise certainement dans son entourage d'acteurs/actrices, producteurs, réalisateurs qui n'en pensent pas moins. C'est donc un positionnement qui risque de faire des bébés. Après Elon Musk, Eric Clapton et Joe Rogan… les lignes continuent à bouger !

Evangeline Lilly que l'on connaît pour son rôle dans la série Lost ou plus récemment avec le costume de la Guêpe (Hope Pym) dans l'Univers cinématographique Marvel du film Ant-Man. La célèbre actrice s'est rendue à Washington pour manifester son soutien aux camionneurs canadiens contre la vaccination obligatoire et a posté un message très explicite sur son compte Instagram. « Je crois que personne ne devrait jamais être forcé de s'injecter quoi que ce soit dans son corps, contre sa volonté, sous la menace d'une attaque violente, d'une arrestation ou d'une détention sans procès, d'une perte d'emploi, de perdre son logement, de la faim, de la perte d'éducation, de l'aliénation de ses proches, de l'excommunication de société… sous quelque menace que ce soit. Ce n'est pas la solution. Ce n'est pas sûr. Ce n'est pas sain. Ce n'est pas de l'amour. J'étais pro-choix avant le Covid et je suis toujours pro-choix aujourd'hui. »

Une chose est certaine, le coup de force de nos cousins du Canada avec le mouvement Freedom Convoy 2022 (le convoi pour la liberté 2022) a permis que les langues se délient et que l'espoir renaisse au-delà des frontières.

La Thaïlande admet que les vaccins blessent et tuent - Mondialisation.ca, 24 janvier 2022

« Une compensation financière d'un milliard de bahts a été accordée par le Bureau de la sécurité nationale (NHSO) aux personnes ayant subi des effets négatifs après avoir été vaccinées contre le Covid-19.

Une compensation de 400 000 bahts a été accordée à 2 264 familles de patients décédés ou de personnes souffrant d'un handicap permanent qui aurait pu être attribué aux effets secondaires de l'inoculation ».

2264 décès ou blessures graves (handicaps à vie) ont donc été reconnus par les autorités comme causés par les vaccins…

Une compensation de 10 000 euros a été versée à chaque famille…

À ce jour, 45,4 millions de Thaïlandais sont « totalement vaccinés » (2 ou 3 doses).

Un rapide calcul démontre donc que 1 personne « vaccinée » sur 20 000… est tuée ou blessée à vie par ces injections.

Une sur vingt mille…

Aïe… La « balance risques/bénéfices » prend un sacré coup derrière la nuque, n'est-ce pas ?

Où sont tous les pseudos médecins et les neuneus qui nous gavaient il y a un an avec cette fameuse « balance » ? Vous remarquerez que cet élément de langage a été discrètement… abandonné.

Mais le pire est que ce nombre… est sous-estimé. Il y a des décès qui ne sont pas « reliés » aux injections (soit au niveau des familles qui ne sont au courant de rien, à la campagne par exemple, soit au niveau des autorités qui refusent de reconnaître un lien après enquête).

Par ailleurs, 7287 personnes supplémentaires ont été blessées, mais moins gravement !

Elles touchent donc une compensation moins élevée... Là encore, ce sont les chiffres officiels du gouvernement.

Si on refait notre ratio : 2264 + 7287 = 9551, donc 1 personne vaccinée sur 4753 subit des effets secondaires de négatifs à très négatifs (voire mortels), et donc ouvrant droit à une compensation officielle…

Dans le monde d'avant, une telle expérimentation mortelle et insensée aurait été immédiatement arrêtée et les responsables traduits en justice.

Dans le monde d'après… non.

https://www.mondialisation.ca/la-thailande-admet-que-les-vaccins-blessent-et-tuent/5664405

Situation sanitaire mondiale le point au 22 janvier 2022 : pays avec traitement précoce, versus les tout vax Par Dr Gérard Delépine - Mondialisation.ca, 25 janvier 2022

https://www.mondialisation.ca/situation-sanitaire-mondiale-le-point-au-22-janvier-2022-pays-avec-traitement-precoce-versus-les-tout-vax/5664570

Madagascar : 29 millions d'habitants, dont 2 % de vaccinés

Le gouvernement a fait la promotion de l'utilisation préventive d'un antipaludéen local, l'Artemisia qui a été beaucoup consommée.

Au 19/1/2022, l'épidémie est maîtrisée depuis début juin 2021 après 55 827 cas et 1169 morts, soit une incidence globale de 1963/Million et une mortalité globale 39/Million, soit 18 fois moins que la moyenne mondiale et 48 fois moins que celle de la France.

La catastrophe vaccinale des Seychelles vaccinées à 90 %

Fin décembre 2020, le pays comptait moins de 500 cas de Covid-19 confirmés et 3 morts. En espérant sauver sa prochaine saison touristique, le gouvernement a décidé de vacciner massivement la population. En janvier 2022, la couverture vaccinale dépasse 90 %.

Mais depuis la vaccination, les Seychelles ont dû faire face à une hausse considérable des cas qui a incité le gouvernement à fermer les écoles, interdire les rassemblements, fermer plus tôt les bars dans la journée, les casinos…

Au 19 janvier 2022, le pays comptait 32 850 cas confirmés et 133 morts contre 500 cas et 3 morts avant la vaccination. Ainsi après 12 mois de vaccination, le nombre de cas a été multiplié par 64, la mortalité par 44. L'incidence globale atteint 332078/million et la mortalité globale attribuée au Covid s'élève à 1415/million, 8 fois plus que la moyenne africaine et 38 fois celle de Madagascar. Mondialisation.ca, 25 janvier 2022

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Biélorussie

Le président biélorusse Loukachenko : « Le virus est devenu un outil de contrôle bénéfique aux milliardaires » - lemediaen442.fr 1 février 2022

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko a rarement sa langue dans sa poche et vient encore une fois d'en faire la démonstration le 28 janvier 2022. Lors d'un discours devant plus de 2 500 invités, il a adressé son message annuel au peuple biélorusse et à l'Assemblée nationale au Palais de la République à Minsk, puis a répondu aux questions des participants à l'événement.

Lors de son discours il n'a pas manqué de pointer du doigt la mafia mondiale qui a obligé, sous prétexte de lutter contre la pandémie de covid-19, des milliards de personnes à se confiner, afin d'enrichir l'industrie informatique et pharmaceutique, de creuser l'écart entre riches et pauvres. Rappelons que Loukachenko avait refusé 940 millions de dollars du FMI sous condition d'accepter de se soumettre aux mesures de confinement, port du masque, quarantaine, isolement, couvre-feu… lemediaen442.fr 1 février 2022

https://lemediaen442.fr/le-president-bielorusse-loukachenko-le-virus-est-devenu-un-outil-de-controle-benefique-aux-milliardaires/

Pologne

Premières fissures dans le camp atlantiste - Réseau Voltaire 2 février 2022

Le président polonais, Andrzej Duda, a déploré, le 18 janvier 2022, les incitations des États-Unis à critiquer la Chine.

Le président croate, Zoran Milanovic (photo), a annoncé à la télévision nationale, le 25 janvier, qu'il s'opposerait à ce que les troupes de son pays participent à tout conflit de l'Otan contre la Fédération de Russie. Réseau Voltaire 2 février 2022

Kazakhstan

Mukhtar Ablyazov a dirigé les émeutes au Kazakhstan depuis Paris - Réseau Voltaire 27 janvier 2022

Mukhtar Ablyazov, le dirigeant en fuite de la BTA Bank et président-fondateur du Choix démocratique du Kazakhstan (QDT) [1], a été piégé par les humoristes russes, Vovan et Lexus (qui avaient aussi piégé le président français Emmanuel Macron en 2019).

Pour le besoin d'un gag, ils se sont fait passer pour des collaborateurs d'Alexeï Navalny et ont discuté en vidéo-conférence avec Mukhtar Ablyazov de leur alliance pour le renversement des dictatures au Kazakhstan et en Russie, mais aussi en Ukraine et au Venezuela.

Malgré un fond visuel de paysage montagneux, Mukhtar Ablyazov parlait depuis Paris où il dispose de l'asile politique. Il s'est vanté d'avoir longuement organisé, depuis 4 ans, la tentative de changement de régime au Kazakhstan.

La conversation s'est terminée debout, sur fond sonore de l'hymne de l'Union européenne.

[1] « Montée des tensions (2) : Washington poursuit le plan de la RAND au Kazakhstan, puis en Transnistrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 11 janvier 2022.

https://www.youtube.com/watch?v=WU_zlGLYLPc

Liban

17 réseaux d'espionnage israéliens démantelés au Liban - Réseau Voltaire 2 février 2022

Les Forces de sécurité intérieures (FSI) libanaises ont démantelé 17 réseaux d'espionnage israéliens en janvier 2022. Un grand nombre de personnes a été interpelé dont 21 ont été placées en détention provisoire.

Contrairement aux espions déjà arrêtés depuis 2008 qui travaillaient principalement dans l'armée ou les services de télécommunication, les personnes interpellées appartenaient à tous les secteurs de la société. Elles étaient chargées de recueillir des informations sur des personnalités et des organisations (partis politiques et ONG). La cible principale restait cependant le Hezbollah et la résistance palestinienne.

La plupart des personnes interpellées n'avaient pas conscience de travailler pour Israël et croyaient avoir été recrutées par de grandes entreprises ou ONG étrangères. Réseau Voltaire 2 février 2022

Ukraine

Blackwater est dans le Donbass avec le bataillon Azov - Réseau Voltaire 1 février 2022

La CIA et le MI6 sont en train de réorganiser les réseaux stay behind de l'Otan en Europe orientale. Si après la Seconde Guerre mondiale, ils

s'appuyaient sur d'anciens nazis pour combattre les Soviétiques, ils soutiennent toujours des groupes néo-nazis contre les Russes. Il n'y a aucune raison évidente à cela. Les nazis étaient pléthore dans les années 40, ils sont très peu nombreux aujourd'hui et n'existent encore que grâce à l'aide des Anglo-Saxons.

Par Manlio Dinucci

L'entretien téléphonique entre le président Biden et le président ukrainien Zelensky « ne s'est pas bien passé », titre CNN : alors que « Biden a prévenu que l'invasion russe est pratiquement sûre en février, quand le terrain gelé rend possible le passage des chars d'assaut », Zelensky « a demandé à Biden de baisser le ton, soutenant que la menace russe est encore ambigüe ». Pendant que le président ukrainien lui-même prend une attitude plus prudente, les forces armées ukrainiennes s'amassent dans le Donbass au bord de l'aire de Donetsk et de Lugansk habitée par des populations russes. Selon des informations provenant de la Mission de surveillance spéciale de l'OSCE en Ukraine, occultées par nos médias mainstream qui ne parlent que du déploiement russe, il y a là des unités de l'Armée et de la Garde nationale ukrainiennes d'environ 150 000 soldats. Ils sont armés et entraînés, donc de fait commandés, par des conseillers militaires et instructeurs des USA et de l'Otan.

De 1991 à 2014, selon le Service de recherche du Congrès US, les États-Unis ont fourni à l'Ukraine une assistance militaire de 4 milliards de dollars, auxquels se sont ajoutés plus de 2,5 milliards après 2014, et plus d'un milliard fourni par le Fonds fiduciaire de l'Otan auquel participe aussi l'Italie. Cela n'est qu'une partie des investissements militaires faits par les plus grandes puissances de l'Otan en Ukraine. La Grande-Bretagne, par exemple, a conclu avec Kiev divers accords militaires, investissant notamment 1,7 milliards de livres sterling dans la potentialisation des capacités navales de l'Ukraine : ce programme prévoit l'armement de navires ukrainiens avec des missiles britanniques, la production conjointe de 8 unités lance-missiles rapides, la construction de bases navales sur la Mer Noire et aussi sur la Mer d'Azov entre l'Ukraine et la Russie. Dans ce cadre, la dépense militaire ukrainienne, qui en 2014 équivalait à 3 % du PIB est passée à 6 % en 2022, correspondant à plus de 11 milliards de dollars.

Aux investissements militaires du bloc USA-Otan en Ukraine s'ajoute celui de 10 milliards de dollars prévu par le plan qu'est en train de réaliser Erik Prince, fondateur de la compagnie militaire privée états-unienne Blackwater —à présent rebaptisée Academi— qui a fourni des mercenaires à la CIA, au Pentagone et au département d'État pour des opérations secrètes (dont des tortures et des assassinats), en gagnant des milliards de dollars. Le plan d'Erik Prince, révélé par une enquête de la revue Time [1], consiste à créer en Ukraine une armée privée à travers un partenariat entre la compagnie Lancaster 6, par laquelle Prince a fourni des mercenaires au Moyen-Orient et en Afrique, et le principal bureau de renseignements ukrainien contrôlé par la CIA. On ne sait pas, évidemment, quelles seraient les missions de l'armée privée créée en Ukraine par le fondateur de Blackwater, sûrement avec des financements de la CIA. On peut en tous cas prévoir que, depuis la base en Ukraine, il conduirait des opérations secrètes en Europe, en Russie et dans d'autres régions.

Sur un tel fond se trouve particulièrement alarmante la dénonciation, par le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou, indiquant que dans la région de Donetsk se trouvent « des compagnies militaires privées US qui préparent une provocation avec emploi de substances chimiques inconnues ». Ce pourrait être l'étincelle qui provoque la détonation d'une guerre au cœur de l'Europe : une attaque chimique contre des civils ukrainiens dans le Donbass, immédiatement attribuée aux Russes de Donetsk et de Lugansk, qui seraient attaqués par les forces ukrainiennes prépondérantes déjà déployées dans la région, afin d'obliger la Russie à intervenir militairement pour leur défense. En première ligne, prêt à massacrer des Russes du Donbass, il y a le bataillon Azov, promu régiment de forces spéciales, entraîné et armé par les USA et l'Otan, qui s'est distingué par sa férocité dans les attaques contre les populations russes d'Ukraine. L'Azov, qui recrute des néo-nazis de toute l'Europe sous la bannière calquée sur celle des SS Das Reich, est commandé par son fondateur Andrey Biletsky [2], promu colonel. Ce n'est pas qu'une unité militaire, mais un mouvement idéologique et politique, dont Biletsky est le chef charismatique en particulier pour l'organisation de jeunesse qui est éduquée dans la haine des Russes avec son livre Les paroles du Führer blanc. Réseau Voltaire 1 février 2022

[1] « Exclusive : Documents Reveal Erik Prince's $10 Billion Plan to Make Weapons and Create a Private Army in Ukraine », Simon Shuster, Time, July 7, 2021.

[2] « Le vivier Otan de néonazis en Ukraine », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 23 juillet 2019.

Haut de page

Le 5 février 2022

J'ai reçu deux messages de lecteurs qui ont apprécié la dernière causerie.

Réponse au nazillon Attal : Notre seul devoir, c'est de lutter pour en finir avec ce régime ou le capitalisme et ses institutions.

Dans quel monde de dingues vivons-nous !

Selon une équipe de chercheur de l'Université Columbia à New York *la pauvreté freine le développement cognitif des enfants*, non, sans blague ! Ces branleurs viennent de découvrir que la sous-alimentation ou la faim, les carences en protéines, acides aminés, oligo-éléments, vitamines, la mal nutrition qui favorise l'émergence de troubles psychologiques, du comportement, de la concentration, etc. auraient un impact sur le développement du cerveau d'un enfant, ajoutons son système nerveux et immunitaire, sa croissance, en voilà une découverte révolutionnaire ! Ils sont payés combien pour débiter des platitudes pareilles ? (Source : FranceSoir 2 février 2022)

- Cette causerie au format pdf (10 pages)

INTRODUCTION

En complément à la causerie d'avant-hier, plus particulièrement les passages avec Paul Lafargue.

K. Marx : Salaire, prix et profit - 1865

Extrait.

Ces quelques indications suffiront à montrer que le développement même de l'industrie moderne doit nécessairement faire pencher toujours davantage la balance en faveur du capitaliste contre l'ouvrier et que, par conséquent, la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse. Mais, telle étant la tendance des choses dans ce régime, est-ce à dire que la classe ouvrière doive renoncer à sa résistance contre les atteintes du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter une amélioration temporaire à sa situation ? Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée, d'êtres faméliques pour lesquels il n'y aurait plus de salut. Je pense avoir montré que ses luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système du salariat dans son ensemble, que, dans 99 cas sur 100, ses efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail, et que la nécessité d'en disputer le prix avec le capitaliste est en connexion avec la condition qui l'oblige à se vendre elle-même comme une marchandise. Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.

En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par les escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiétements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur: "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire: "Abolition du salariat".

Après cet exposé très long et, je le crains, bien fatigant, mais qu'il me fallait faire pour traiter de façon satisfaisante mon sujet, je conclurai en proposant d'adopter la résolution suivante:

1. Une hausse générale du niveau des salaires entraînerait une baisse générale du taux des profits, mais ne toucherait pas en somme au prix des marchandises.

2. La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le salaire normal moyen, mais de l'abaisser.

3. Les trade-unions agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiétements du capital. Elles manquent en partie leur but dès qu'elles font un emploi peu judicieux de leur puissance. Elles manquent entièrement leur but dès qu'elles se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat.

LVOG - Mon pauvre Karl, si tu savais, cela belle lurette que les syndicats et les partis qui les animent n'ont plus pour objectif "*l'émancipation définitive de la classe travailleuse* ou "*l'abolition définitive du salariat*", ils cogèrent l'économie au côté du gouvernement et du patronat pour le compte de la classe capitaliste, mille fois hélas !

Bibliothèque du mouvement ouvrier - (numérique) – (dossier Google Drive) – version 2022

https://drive.google.com/drive/folders/1HplgRPKvwdKwdg3w3zTSP3wbFZsq-r1P?usp=sharing_eil&ts=5e5ef18d

Voici la nouvelle version de la Bibliothèque du mouvement ouvrier pour l'année 2022. Soit 1 300 documents en PDF, 800 en Word et 600 en Epub.

1. - Outre l'enrichissement de celle-ci de plus de 80 nouveaux documents (voir détails en PJ) plusieurs modifications importantes ont été apportés à la version 2021, à savoir : 300 documents ont été améliorés !

2. - Vous trouverez (en PJ) le nouveau PDF de la bibliothèque réactualisé, pour l'année 2022. Soit 27 pages !

3. – Pour ceux qui sont en possession de la version 2021 ! Penser à bien supprimer l'ancien PDF de 2021 et à utiliser uniquement le nouveau PDF de 2022. (car suite à la modification de 300 documents, les liens de ceux-ci ont été de fait désactivé dans le PDF de 2021.

PS : La version 2022 est maintenant 100 % numérique ! tous les documents ont été revu un par un afin de les améliorés.

Elle est enrichi de 2 nouveaux fichiers d'accès pour tous les documents Word et les livre électronique. (Epub)

L'édition 2022 sera accessible bientôt aussi sur le site : Cahiers du mouvement ouvrier.org – dans le dossier – Bibliothèque du mouvement ouvrier

LVOG - Un énorme merci à ce camarade, je lui ai envoyé un courriel de soutien, c'était la moindre des choses.

Parole d'internaute. D'une illusion à l'autre in vitro et in vitro.

Commentaires suite à un interview de Louis Fouché à FranceSoir.

1 - Il faut recréer notre monde en local tous à notre niveau et nos possibilités pour retisser ce qui fait de nous des humains. Ignorons le mondialisme avec leur monde dystopique.

LVOG – Ignorons le monde tel qu'il existe pour faire de nous des humains, en voilà un formidable témoignage d'inconscience, pour l'humanisme il repassera.

2 - Créer une société alternative en marge de l'apartheid. Je trouve la démarche intéressante mais elle se fera casser les genoux par les mêmes d'une manière ou d'une autre. Je crois plus au militantisme afin que les Français mettent un bulletin de vote dans l'urne contre leurs bourreaux.

LVOG - Quelle utopie ou ignorance ! Cela nous fait aussi penser au mythe de l'autogestion. C'est une manière comme une autre de ne pas affronter le régime quoiqu'on en dise. Ou encore à ceux qui axent leur combat sur des revendications alimentaires qui finalement profitent en priorité à l'aristocratie ouvrière...

LA BANALISATION DU FASCISME EN FRANCE (ET AILLEURS)

Gabriel Attal : "Les devoirs passent avant les droits" : politiques et intellectuels accusent le gouvernement de "fascisme"

https://www.francesoir.fr/politique-france/les-devoirs-passent-avant-les-droits

LVOG - Comme ce sont les mêmes qui ont défini constitutionnellement les devoirs et les droits auxquels était soumise la population, il va s'en dire que ni les uns ni les autres ni ce qu'ils appellent l'Etat de droit ne peuvent être favorables aux masses ou ils servent à légitimer l'exploitation et l'oppression. La Constitution de la Ve République consacre la dictature du capital sur le travail. Par nature, sous un régime capitaliste la Constitution ne peut être qu'antidémocratique, puisque le système économique repose sur l'inégalité sociale entre les classes au profit de celle minoritaire des capitaliste. Les institutions ou l'Etat sont donc incompatibles avec les besoins sociaux et les aspirations démocratiques de la majorité qui demeureront ignorés ou bafoués.

En temps normal, pour gouverner les représentants du capitalisme ont besoin de conditions sociales et politiques stables, d'où le vernis démocratique dont se pare l'Etat, qui permet par le jeu de la collaboration de classe avec les représentants des exploités de contenir ou instrumentaliser la lutte de classe du prolétariat, le caractère bonapartiste de la Constitution s'en trouve favorisé au détriment de son aspect totalitaire qu'on aura tendance à oublier, et qui s'exprimera à la première occasion ou lorsque la réaction réalisera que les conditions d'une offensive généralisée contre les masses sont réunies, généralement sur fond de crise économique et politique dont les masses font déjà les frais tout en étant démunies pour l'affronter ou réduites à l'impuissance pour affronter le régime sur le plan politique, dès lors la menace du fascisme devient bien réel ou il s'installe petit à petit pratiquement sans rencontrer de résistance, puisque précédemment les représentants des travailleurs ont neutralisé le mouvement ouvrier.

Les droits démocratiques ou politiques acquis par les exploités au cours de la lutte de classes ou du développement du capitalisme, ont été dénaturés ou détournés de leur objectif pour finalement servir ceux des capitalistes, de telle sorte que ce n'est pas un hasard, une anomalie, un paradoxe ou encore moins une contradiction, si ce sont notamment des acteurs politiques ou des intellectuels de droite ou d'extrême droite qui montent au créneau pour les défendre.

Prenez les éditoriaux ou les couvertures de La Tribune des travailleurs (POID), d'Informations ouvrières (POI), de Lutte ouvrière (LO), de L'Anticapitaliste (NPA), nulle part vous aurez l'impression de vivre sous un régime totalitaire, révélateur, non ? On comprend mieux pourquoi les droits que nous avions acquis et qui devaient servir uniquement à mener le combat jusqu'à notre émancipation du capital, ont servi finalement à mieux enchaîner les masses au capitalisme.

Quant aux devoirs évoqués par le nazillon Attal, qu'il aille se faire foutre, nous n'en avons aucun à remplir envers ce régime d'esclavagistes, nous ne reconnaissons aucune légitimité à ses représentants pour nous en dicter, surtout quand ils sont contraires à notre bien-être, nuisibles à notre condition ou correspondent à des objectifs totalitaires...

Paroles de scientifiques sur la COVID-19: Le choc du constat (2ème partie) par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 04 février 2022

1 – Le choc du constat

Chacun doit honnêtement le reconnaître : le débat contradictoire n'est plus possible aujourd'hui, en France. Toutes les décisions prises au « Conseil de guerre » ou au « Conseil scientifique », ne reposent sur aucune donnée scientifique. Celui qui les réclame se voit répliquer le «

secret défense ». Toute contestation est qualifiée de « complotiste » ou de « terroriste », ou « d'atteinte à la sûreté de l'Etat » …

Personne ne peut rien savoir sur la Covid-19, seul le narratif officiel des gouvernants répand et impose sa doxa par les médias inféodés.

Si vous demandez ce qui légitime de faire et d'imposer une troisième dose d'injection à ARNm, on vous répond par le silence, parce qu'il n'y a aucune donnée scientifique à communiquer !

Pour lire la suite : https://www.mondialisation.ca/paroles-de-scientifiques-sur-la-covid-19-le-choc-du-constat/5664882

Quand l'AFP se fait "*nazi*".

L'AFP : la plus grande fabrique française de fausses nouvelles par Dr Gérard Delépine - Mondialisation.ca, 03 février 2022

L'AFP, c'est 8 « Fake News » [Fausses nouvelles] en une seule dépêche[1] contre le Pr Perronne

Jadis, les agences de presse rapportaient les faits sans prendre parti, laissant les commentaires aux éditorialistes et autres commentateurs. Mais depuis le Covid-19 la plupart d'entre elles, rémunérées par Bill Gates, sa fondation et ses extensions, se sont transformées en organes de propagande provax et émettent sans arrêt des désinformations qu'elles surnomment pompeusement « checknews » [vérification de nouvelles].

Actuellement l'AFP, financée largement par l'État met à la disposition de tous l'information disponible facilement utilisable et qui devient la référence facile pour tous les petits journaux qui n'ont pas de subsides pour envoyer des journalistes dans le monde. « Fact check » [Vérification des faits] à disposition !

Parmi celles-ci, l'AFP se signale par son agressivité malveillante envers les donneurs d'alerte comme récemment envers le professeur Perronne.

1°) Les injections Covid actuelles seraient des vaccins ! L'AFP ment en le prétendant

2°) Ces injections sont bien expérimentales. L'AFP ment en prétendant : « les vaccins autorisés en France ne sont plus au stade expérimental »

3°) Les vrais vaccins sont destinés à empêcher les contaminations. L'AFP ment en prétendant le contraire

4°) Il faut au moins dix ans pour qu'un vaccin normal soit autorisé. L'AFP ment en prétendant le contraire

5°) L'AFP prétend imprudemment : « la technologie de l'ARN messager, élaborée depuis près de 30 ans et qui s'est révélée très efficace contre le Covid ». C'est trompeur et mensonger

6°) Les vaccins n'empêchent pas de faire des formes graves ni de mourir du covid. L'AFP ment en le niant

7°) Oui, il existait des traitements efficaces au moment de l'homologation des vaccins. L'AFP ment en prétendant le contraire

8°) L'AFP se comporte en révisionniste des procès de Nuremberg et défend ainsi la position nazie de la primauté de la société sur l'individu, pourtant clairement condamnée lors de ces procès.

Pour lire chaque point développé : https://www.mondialisation.ca/lafp-la-plus-grande-fabrique-francaise-de-fausses-nouvelles/5664864

Victor Klemperer a publié en 1947 *La langue du III Reich. Carnets d'un philologue.*.

Les modes de résistance qu'il a utilisés pour survivre au nazisme passent par…

– l'analyse du langage totalitaire. Les nazis créent de l'illusion et du mensonge en abusant du pouvoir magique de la langue.

– La recherche d'un parler vrai, juste et précis,

– l'écriture opère un renversement par rapport à l'hystérie de la langue nazie, orale et théâtrale,

– l'humour, la distance critique, les plaisanteries, les jeux de mots que les Juifs se racontent entre eux, faisant écho en cela aux plaisanteries cyniques et cruelles que les nazis répandent sur eux à tout propos,

– le maintien de l'esprit et du savoir, alors qu'un régime totalitaire met au même moment tout en œuvre pour parvenir à leur anesthésie et leur lent anéantissement,

– l'espoir (la lutte contre le fatalisme),

– l'esprit critique dans la réflexion sur les savoirs et l'enseignement,

– un déni quasi schizophrénique de la réalité politique et l'évitement de l'idée de mort. Chacun sait qu'il va mourir, mais personne n'ose

vraiment y croire et continue d'espérer en son immortalité. La croyance en une autre Allemagne, en une vie meilleure, survit au démenti cruel de l'expérience quotidienne.

Toute coïncidence ou ressemblance avec des faits et des personnages réels de l'actualité n'est ni fortuite ni involontaire. lemediaen442.fr 3 février 2022

SOS ou SS Racisme ?.

SOS Racisme saisit le CSA après les propos de Rioufol sur le Ghetto de Varsovie - Le HuffPost 4 février 2022

Dans L'Heure des pros sur Cnews, Ivan Rioufol a comparé la situation dans le Ghetto de Varsovie dans les années 1940 avec la situation des non-vaccinés en France en temps de Covid-19.

Invité par Pascal Praud à réagir sur des déclarations de Didier Raoult concernant le "pourcentage égal de contaminés non-vaccinés au Covid-19 avec celui de contaminés vaccinés", Ivan Riouffol a rebondi sur les propos du directeur de l'IHU Méditerranée concernant une forme de "ségrégation hygiéniste" de la part de l'État français, qui s'apparente, selon Didier Raoult, à ce qui a été fait par les Nazis durant la Seconde Guerre mondiale.

Le journaliste du Figaro entame alors une comparaison entre le ségrégationnisme hygiéniste mis en place par les Nazis à Varsovie et la politique de l'État français à l'égard des non-vaccinés, en réponse à "la société totalitaire" dénoncée par Didier Raoult dans la vidéo diffusée durant l'émission.

"Rappelez-vous que quand le Ghetto de Varsovie a été créé en 1940, c'était un lieu de contaminés, un lieu hygiéniste pour préserver du typhus, la comparaison s'arrête-là, mais malgré tout, cette ségrégation [des non-vaccinés] qui s'est installée au nom d'un hygiénisme d'État est tout à fait totalitaire", a-t-il alors déclaré

D'après les travaux d'historiens et une étude, très récente, publiée dans la revue Science en 2020, "la peur de la transmission du typhus en Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale a été utilisée comme prétexte par les Nazis pour isoler la population juive dans des ghettos et commettre un génocide".

Les persécutions antijuives des nazis (brassard blanc où figure une étoile de David bleue, interdiction de fréquenter les jardins publics, de voyager en train, couvre-feu...) ont débuté dès l'automne 1939 à Varsovie. Ce n'est qu'en mai 1940 que le quartier juif de Varsovie est officiellement déclaré par les Allemands "zone d'épidémie". Le mur d'enceinte, entourant près de 300 hectares et jusqu'à 381.000 personnes, ne sera lui que partiellement achevé qu'à la mi-novembre 1940.

LVOG - Populations et époques différentes, propagandes et méthodes identiques dans des proportions limitées puisque les fascistes au pouvoir n'ont pas les moyens de mettre en oeuvre la solution finale des nazis en 1940, personne ne peut le nier.

Les juifs taxés de pestiférés ou responsables de tous les malheurs qui accablaient le peuple allemand selon les nazis, ne pourront pas quitter librement le ghetto de Varsovie en 1940…

Mon épouse d'origine indienne Magueswary ne peut pas quitter la France parce qu'elle n'est pas vaccinée contre la Covid-19 ou ses variants, ainsi en ont décidé les fachos qui dirigent ce pays en 2022. De mon côté, vivant en Inde je ne peux pas me rendre en France, parce que je ne suis pas vacciné, l'entrée du territoire français m'est interdite.

Les juifs qui n'avaient commis aucun crime sinon d'être juifs étaient prisonniers du régime nazi, mon épouse et moi-même qui n'avons commis aucun crime sinon de ne pas être vaccinés sommes prisonnièrs du régime fasciste Macron-Castex-Darmanin-Véran-Attal.

Espagne. Corporatisme en famille. Consensus pour une "*une réforme du marché du travail*" Union européenne, gouvernement, parlement, patronat, syndicats dits ouvriers.

LVOG - Avec une telle brochette de réactionnaires, qui peut croire un instant que cette réforme n'est pas tourné contre les intérêts des travailleurs espagnols ?

Lâché par certains de ses alliés, le Premier ministre de gauche espagnol Pedro Sanchez est parvenu jeudi à sauver in extremis sa réforme du marché du travail, réclamée avec insistance par Bruxelles, grâce à une erreur de vote d'un député de droite.

Au terme de longues tractations marquées par des revirements puis par un coup du sort, le gouvernement a obtenu une majorité d'une voix (175 contre 174) en faveur de son texte, qui vise à réduire la précarité du marché de l'emploi espagnol.

L'adoption de la réforme du marché du travail était l'une des conditions posées par Bruxelles au versement des fonds prévus dans le cadre du méga-plan de relance européen, dont Madrid est l'un des principaux bénéficiaires avec 140 milliards d'euros.

Entrée en vigueur le 1er janvier, dans le cadre d'un accord scellé avec le patronat et les principales fédérations syndicales, cette réforme devait obtenir le feu vert des députés sous peine de rester lettre morte.

Or, les négociations se sont avérées plus difficiles que prévu : le parti socialiste (PSOE), qui gouverne avec le mouvement de gauche

radicale Podemos, mais sans majorité au parlement, n'est pas parvenu à rallier plusieurs de ses alliés traditionnels.

Les nationalistes basques du PNV et les indépendantistes catalans d'ERC ont ainsi voté contre le texte. Ce refus a obligé Pedro Sanchez à chercher l'appui de Ciudadanos (centre droit), après avoir un temps espéré le ralliement de deux députés de l'UPN (droite), qui ont finalement fait faux bond.

Cette réforme est "sans doute l'une des plus importantes de toute la législature, et nous avons toujours" recherché "le soutien du plus grand nombre de forces politiques", a justifié jeudi le porte-parole du PSOE, Felipe Sicilia.

Un choix qui ne remet pas en cause selon lui l'équilibre politique en vigueur. "Nous allons continuer de compter sur nos alliés, continuer de compter sur le bloc de gauche", a-t-il assuré.

Jeudi matin, plusieurs poids lourds du gouvernement étaient montés au créneau pour mettre en garde les députés contre les conséquences d'un rejet du texte, défendu à la fois par les syndicats et par le patronat. "Ceux qui voteront contre devront s'expliquer. Parce qu'en réalité, il n'y a aucune bonne raison pour s'opposer à une réforme du marché du travail qui va permettre de créer de l'emploi de qualité", avait prévenu la ministre de l'Economie Nadia Calviño.

Négocié durant des mois avec les partenaires sociaux, le texte prévoit de limiter l'enchaînement des CDD en faisant de l'embauche sous CDI "la règle et non plus l'exception" et limite le recours à la sous-traitance.

Il interdit par ailleurs de renvoyer des fonctionnaires pour raisons économiques, renforce la formation et permet aux entreprises de déroger provisoirement aux règles en vigueur en période de crise pour éviter les licenciements.

LVOG - Traduction : les commis de Bruxelles, le gouvernement de droite PSOE a réussi avec la complicité des syndicats faussement ouvriers et corrompus, à concocter un texte aux apparences équilibrées ou présenté comme tel de sorte qu'on ne les accuse pas de servir les intérêts des capitalistes. Comment ? En recourant à des mesures non coercitives ou relevant de bonnes intentions sans valeur, qui ne seront pas suivies d'effets ou qui pourront toujours être contournées grâce à la législation en vigueur qui n'a pas été abrogée, dont l'embauche sous CDI au lieu de CDD (une farce, il doit être aussi facile en Espagne qu'en France de virer un CDI), et la limitation au recours à la sous-traitance (laissée à l'appréciation des patrons ou actionnaires), tandis que les dérogations provisoires "aux règles en vigueur" dont bénéficiaient déjà les entreprises sont belles et bien maintenues.

Autrement dit, quand on examine de près l'ensemble de ces mesures on s'aperçoit qu'elles sont toutes défavorables aux travailleurs espagnoles, mais elles sont destinées à "permettre de créer de l'emploi de qualité". Voilà pour la gauche, le bloc de gauche et les syndicats qui figurent bien dans le camp de nos ennemis.

ARGUMENT ET RÉSISTANCE CONTRE LA TYRANNIE

Deux ans de mensonges sur le covid, avec Pierre Chaillot (Décoder l'éco) - lemediaen442.fr 4 février 2022

Après l'interview du 27 janvier sur Le Média en 4-4-2, nous retrouvons Pierre Chaillot dans la vidéo d'une interview accordée à un média alternatif, qui ne l'a pas diffusée en raison de pression subies sur ce sujet.

La vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=VMFYa2c366o

Sommaire

2:30 confusion entre réanimations et soins critiques
4:50 20 % de soins critiques estampillés Covid sans test PCR
5:50 il n'y a pas 86 % de non-vaccinés en soins critique mais plutôt 50 %
8:50 répartition des cas covid en soins critiques, dont 6 % covid (dont la moitié non vaccinés)
11:00 répartition par âge des soins critiques
13:00 le covid représente 2 % de l'activité hospitalière
13:50 c'est au moment des pics de covid que les hôpitaux sont le moins remplis
15:30 requalification des soins continus en réanimation
16:00 intérêt financier à déclarer un malade comme Covid
18:30 surmortalité de 2020
20:00 de la nécessité de standardiser les âges
23:40 mortalité standardisée. 2020 au niveau de 2015.
26:00 effet moisson
28:00 la mortalité vue par Le Vilain Petit Canard
29:00 sauts de mortalité durant les confinements
30:20 une mortalité standardisée en Europe globalement normale
32:40 mesures sanitaires et surestimation des morts du covid
34:00 AVC, crises cardiaques, les pics de mortalité à domicile durant les confinements sont ils réellement dus au covid ?
36:50 effondrement des décès hospitaliers hors covid abusivement requalifiés covid
40:00 effondrement des décès ephad hors covid abusivement requalifiés covid
41:00 la mortalité attribuée au covid est bien plus élevée que la surmortalité

Canada : des agriculteurs se joignent au Convoi de la liberté et franchissent les barricades de la police - lemediaen442.fr 3 février 2022

La scène est incroyable et le récit jouissif. Alors que le Convoi des camionneurs pour la liberté du Canada continue sa protestation — il bloque actuellement la frontière canado-américaine entre l'Alberta et le Montana —, la police a dressé un barrage sur l'autoroute. Elle a fait appel à des dépanneuses pour qu'elles viennent retirer les semi-remorques de l'autoroute. Les chauffeurs de dépanneuse se sont bien présentés, mais au lieu de venir enlever les semi-remorques, ils ont rejoint la manifestation !

Et comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, des agriculteurs sont également venus rejoindre les routiers en franchissant les barricades. Médusée et totalement impuissante, la police n'a pu que constater la situation. Le gouvernement de Trudeau perd chaque jour des points au moment où les routiers gagnent en popularité au Canada, mais aussi dans le monde entier.

La vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=3FsKyalrR9U

Kyle Kemper, le demi-frère de Justin Trudeau : « Toute cette escroquerie covid est un phénomène orchestré à l'échelle mondiale » - lemediaen442.fr 4 février 2022

Kyle Kemper est le fils de Fried Kemper et de Margaret Trudeau. Il est le demi-frère du Premier ministre Justin Trudeau. Invité par Mélanie Risdon sur Western Standard, Kyle Kemper a activement critiqué son demi-frère sur la gestion de la pandémie, la vaccination, l'argent qui en découle et favorise la transition de richesse des pays vers les entreprises.

« Je n'appelle même pas ça un vaccin, c'est un faux vaccin. Ce n'est pas un vaccin. Il ne fournit pas d'immunité, il n'arrête pas la transmission, par conséquent, ce n'est pas un vaccin. Toute cette escroquerie covid est un phénomène orchestré à l'échelle mondiale pour consolider le pouvoir, générer d'énormes profits et faciliter davantage la transition de la richesse des pays vers les entreprises. Je ne sais pas comment quelqu'un peut nier cela. »

La vidéo :

https://odysee.com/Frere-Trudeau:8091528825c5cbb7da93bfc97f810ab6e522f9ef?src=embed

---

Les mesures de confinement n'ont eu aucun effet sur la mortalité Covid, d'après l'Université Hopkins

Une étude scientifique issue de la prestigieuse université Johns Hopkins devrait mettre un point final au débat politique et médiatique autour de la question des coûts et des avantages des mesures de confinement. La conclusion est sans appel : peu, voire pas d'effets sur la mortalité liée au Covid-19, mais un coût économique et social désastreux.

https://www.francesoir.fr/societe-sante/confinement-peu-voire-aucun-effet-sur-mortalite-covid-Johns-Hopkins

Haut de page

Le 6 février 2022

Bon dimanche.

- Cette causerie au format pdf (12 pages)

ACTUALITE EN TITRES

Lu dans un article d'un économiste.

- Dans un mémo strictement confidentiel, le FMI notait le 10 mai 2010 le prix que la Grèce allait devoir payer pour son « sauvetage ». [1]

Dès le départ ce sont les banques que l'on sauvait et des intérêts privés que l'on défendait et non un pays que l'on restaurait.

Dans ce mémo, le FMI dénonçait la « liste de courses » des conditions imposées par la Commission Européenne, admettait que le programme allait éprouver la société grecque mais que le plus frappant était le soutien du secteur privé qui semblait se réjouir de la fin de nombreux privilèges du secteur public.

Dès le départ, ils savaient que le prix du surendettement grec était le dépeçage de son économie et l'asphyxie de sa population.

Et cela n'a pas manqué, le démantèlement méthodique des institutions de santé publique ainsi que l'envolée de l'extrême pauvreté passée

de 2,2 % en 2009 à 15 % en 2015 [2], ont mené directement à une explosion de près de 18 % de la mortalité en Grèce entre 2010 et 2016 [3].

Dans le même temps, la natalité s'est effondrée, le solde migratoire s'est inversé et finalement la Grèce a perdu 500 000 habitants, 5 % de sa population, entre 2010 et 2020. Voilà l'ampleur du crime de la Troïka, ces mêmes gens qui sont en train de faire avaler plus sournoisement la même pilule à la France.

Il serait criminel de croire que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets, ou que la France jouirait d'un statut particulier : Nous sommes définitivement devenus l'homme malade de l'Europe et Emmanuel Macron a donné le coup de grâce en prétendant faire l'inverse.

Notes :

[1] https://www.cadtm.org/IMG/pdf/imfinter2010.pdf

[2] https://www.econospheres.be/Le-demantelement-methodique-et

[3] https://dental.washington.edu/study-shows-how-austerity-devastated-greeces-health/

Rien que les faits.

Les vrais chiffres… Par Claude Janvier - Mondialisation.ca, 04 février 2022

https://www.mondialisation.ca/les-vrais-chiffres/5664933

Entre 600 000 et 700 000 décès du Covid-19 depuis mars 2020 au niveau mondial. Les preuves !

Santé publique France , avec ses 3,831 milliards d'euros de subventions pour 2021 – oui vous lisez bien – , « Tec hôpital 24 février 2021 la dotation exceptionnelle de Santé publique France pour 2021 passe à 3,8 milliards d'euros pour la « prévention épidémique et la constitution de stocks stratégiques », nous a informé dans son rapport du 1er avril 2021, page 47, tableau 10, que le nombre de décès imputés au Covid-19 seul (sans comorbidités) s'élevait, entre le 1er mars 2020 et le 1er avril 2021 à 14 471. Très, très loin des plus de 100 000 décès annoncés par la presse. Voir mon billet complet publié à l'époque. (1)

Déjà en 2020, Santé publique France, 625 agents, avait reçu une dotation exceptionnelle de 860 millions d'euros … Pour 2022, nous ne savons pas encore, mais ça promet. Les stocks millésimés de Champagne Cristal Louis Roederer, de Romanée Conti ou de Cheval Blanc vont pouvoir augmenter…

Coup de théâtre : Le 26 janvier 2022, le politicien britannique Nigel Farrage, a annoncé que la mortalité Covid-19 en Grande-Bretagne sur 24 mois est à peine de 17 300 décès (sans comorbidités). Bien, bien loin des 153 000 décès annoncés par la presse anglaise. (2)

Il y a donc une similitude étrange avec notre voisin outre-manche. Après un rapide calcul, il est évident qu'à peine 12 % des chiffres des décès imputés au Covid-19 seul est correct.

197 pays se partagent la terre selon la liste officielle reconnue par l'ONU (3). La déferlante médiatique nous indique qu'il y a, à ce jour, 5.658.019 millions de décès dans le monde à cause de la Covid-19. (4)

À la lumière des révélations de Santé publique France et de Nigel Farrage, appliquons 12 % à ce chiffre. Le résultat est incontestable : 678 962 décès réels imputés au seul Covid-19 depuis le début de cette « épidémie » planétaire.

La grippe saisonnière affecte, chaque année, 3 à 5 millions de personnes dans le monde et en moyenne 470 000 en meurent. Selon l'OMS, entre 290 000 et 650 000 personnes décèdent chaque année de la grippe. (5) (6). D'ailleurs, selon cette « vénérable » institution, la Covid-19 ne serait pas plus dangereuse que la grippe. (7)

A ce sujet, les exemples sont légions. Mercredi 2 février 2022, le Professeur Yazdan Yazdanpanah, directeur d'études à l'Inserm, interviewé par Apolline Malherbe, RMC Story, déclare « …qu'il est possible que finalement la Covid-19 devienne une maladie saisonnière pour laquelle on aurait besoin d'une vaccination par an »…Le nouveau variant B.A.2 est un sous-variant d'Omicron. Il est probablement plus transmissible mais pas plus dangereux… »

En bref, c'est comme la grippe…Et tout ce cirque planétaire pour ça ?

Car en effet, il est légitime de se demander pourquoi avoir paralysé une planète entière ? Pourquoi avoir fait tant d'efforts pour écrouler un pan entier de l'économie mondiale ? Pourquoi avoir précipité dans la détresse et le chagrin un bon nombre de personnes ?

Si la vente des « liquides expérimentaux » afin d'engraisser les laboratoires pharmaceutiques est une des réponses et l'imposition d'un passe vaccinal liberticide à une population en majorité tétanisée par le bourrage de crâne en est une autre, il n'empêche que les preuves s'accumulent et que la supercherie est de plus en plus visible.

Rappelez-vous brièvement la chronologie de cette hystérie sanitaire. Port du masque en extérieur, en intérieur, dans les voitures, les plages, dans les forêts, attestations dérogatoires pour aller promener le chien ou faire ses courses, couvre-feux, passe sanitaire devenu récemment passe vaccinal, concerts annulés, restaurants fermés, discothèques bouclées, prendre un café debout est interdit, mais le boire assis est autorisé, les grands-parents doivent manger la bûche de Noël dans la cuisine, pendant que le reste de la famille est dans le salon, port du

masque dès l'âge de 6 ans, vaccination autorisée des enfants, passe vaccinal imposé à l'entrée d'un hôpital…Ouf, n'en jetez plus. La liste des stupidités est non-exhaustive. Et vous avez obéi à tout ça ? Et vous continuez ? Sans blagues ?

Une dose, puis deux doses, et maintenant trois doses. Overdose ? Pas encore, car bientôt, la quatrième dose sera obligatoire et vous ne serez toujours pas immunisés contre la bestiole mutante. « Contaminator », le long métrage infini, avec ses trop nombreux fans qui ne s'en lassent pas…

Holà, braves gens, il est temps de regarder la vérité en face. Tout ce cirque ne vise qu'à vous contrôler et le pire, c'est que ça marche. Effarant le nombre de gens qui se sont précipités pour se faire injecter le « précieux liquide », sous des prétextes divers et variés.

Bientôt la puce sous la peau nous arrive via Bill Gates « of Hell », un des serviteurs zélés du Mordor (8) ! Un futur splendide où vous ne serez qu'un numéro vacciné jetable est en train de se profiler à l'horizon. Cela ne vous branche pas ? Si c'est le cas, vous avez encore le pouvoir de dire non, comme nos amis Canadiens qui le font en ce moment. Car, si la situation s'aggrave, vous ne pourrez pas dire que vous n'étiez pas prévenu.

Notes :

(1) https://reseauinternational.net/chiffre-des-deces-covid-19-canular-charlatanisme-et-contre-verite/
(2) https://arnauddebrienne.wordpress.com/2022/01/26/17-300-morts-du-covid-19-en-grande-bretagne-selon-nigel-farage-et-non-pas-153-000/
(3) https://www.instinct-voyageur.fr/il-y-a-324-pays-dans-le-monde-et-non-197-pays/
(4) https://www.sortiraparis.com/actualites/a-paris/articles/212134-coronavirus-dans-le-monde-jeudi-3-fevrier-2022-nouveaux-cas-et-morts-en-24h
(5) https://www.planetoscope.com/mortalite/602-.html
(6) https://www.who.int/fr/news/item/14-12-2017-jusqu-%C3%A0-650-000-d%C3%A9c%C3%A8s-par-an-sont-dus-aux-affections-respiratoires-li%C3%A9es-%C3%A0-la-grippe-saisonni%C3%A8re
(7) https://blogs.mediapart.fr/gabas/blog/121020/selon-loms-la-covid-ne-serait-pas-plus-dangereuse-que-la-grippe
(8) Le Mordor, le pays noir, dans l'œuvre magistrale de Tolkien, « Le seigneur des anneaux ».

Détrompez-vous !

La folie des fous de Robert Trivers : logique de la tromperie et de l'auto-tromperie dans la vie humaine - francesoir.fr 5 février 2022

https://www.francesoir.fr/culture-livres/la-folie-des-fous-la-logique-de-la-tromperie-et-de-lauto-tromperie

Par Yannick Rolandeau.

Le titre original de cet essai salvateur paru en 2011 (The Folly of Fools: The Logic of Deceit and Self-Deception in Human Life) n'a pas été, hélas, traduit en français, comme chacun des précédents et suivants ouvrages de Robert Trivers, prix Crafoord en 2007 (équivalent du Nobel en biologie), professeur d'anthropologie et de sciences biologiques à l'université Rutgers, de pédiatrie à UMDNJ et de psychologie à l'université Harvard. Né en 1943, il est connu pour avoir mis en évidence des mécanismes élémentaires dans les échanges sociaux comme l'altruisme réciproque en 1971, l'investissement parental en 1972 ou les conflits parents-progéniture en 1974. Il est l'un des auteurs de la théorie de la répartition des sexes de Trivers et Willard, hypothèse complémentaire du principe de Bateman.

C'est dire que Robert Trivers mérite d'être lu et porté à l'attention du grand public. Il s'attaque au mécanisme de l'illusion chez l'être humain. D'une tout autre manière, les lecteurs du philosophe Clément Rosset seront intéressés par cet apport.

Ce qui frappe d'emblée dans La folie des fous est la rigueur scientifique et l'humanisme. Sa grande richesse est d'aborder la complexité avec la plus grande simplicité de ton, voire même avec un humour non dissimulé. Faisant feu de tout bois tout au long de quatorze chapitres, Robert Trivers autopsie le mécanisme de la tromperie et de l'auto-tromperie dans les domaines les plus divers tant biologiques, psychologiques, historiques (les agences gouvernementales, les planificateurs de guerre), religieux, et ce, jusque dans la vie quotidienne, élargissant en cercles concentriques son champ d'investigation pour englober toute l'anthropologie humaine. À chaque fois, le biologiste apporte nombre d'études et ses propres recherches pour démontrer ce qu'il avance. Il n'est pas possible de les aborder ici vu leur incroyable minutie. Sur ce point, le livre est étourdissant. On peut le relire plusieurs fois sans l'épuiser. Ce fut même une gageure que d'en faire un article tant on est obligé d'omettre moult informations importantes.

Robert Trivers se pose la question cruciale : « Comment les processus d'auto-tromperie affectent-ils la structure de la connaissance ? » L'auto-tromperie déforme la fonction cognitive humaine, constate-t-il. Malgré l'extrême sophistication de la vision et du toucher, les informations sont souvent déformées dans notre esprit. Nous projetons sur les autres des traits de caractère qui sont en fait les nôtres, puis nous nous en prenons à eux ! Nous refoulons des souvenirs douloureux, nous en créons de complètement faux, nous rationalisons un comportement immoral, nous agissons de manière répétée pour renforcer l'opinion positive que nous avons de nous et nous faisons preuve d'une série de mécanismes de défense de l'ego. Il écrit : « L'hypothèse de ce livre est que tout cet arrangement contre-intuitif existe au profit de la manipulation des autres. Nous cachons la réalité à notre esprit conscient pour mieux la dissimuler aux yeux des spectateurs. Nous pouvons ou non stocker une copie de cette information en nous-mêmes, mais nous agissons certainement pour l'exclure des autres. » Nous apprenons que quand une charge cognitive est importante, le trompeur fait des pauses plus longues lorsqu'il parle de manière trompeuse. Ou il a une voix plus aiguë ou des tics.

Robert Trivers fait souvent des allusions ou des comparaisons avec le monde animal pour bien indiquer que la tromperie n'est pas une simple défaillance chez l'humain. Par exemple, chez des pieuvres qui ont développé un camouflage remarquable : chaque cellule de couleur de peau est innervée par un seul neurone, permettant un ajustement quasi parfait à l'arrière-plan en deux secondes environ. L'animal peut se déplacer sur une grande variété de fonds, restant presque invisible pour les autres en ajustant sa couleur à chaque nouvelle surface.

Le biologiste analyse ce mimétisme par la sélection dépendante de la fréquence entre les animaux. Une espèce est délicieuse pour ses prédateurs, mais imite l'une des cinq espèces vénéneuses apparentées. Chaque forme mimétique perd de sa valeur lorsqu'elle devient trop commune par rapport à son modèle. Une des implications de la dépendance à la fréquence est une prime perpétuelle à la nouveauté. Plus les trompeurs sont fréquents, plus ils commencent à se diversifier, afin d'éviter d'être détectés. Un organisme travaille inconsciemment pour favoriser les intérêts de l'organisme trompeur, l'un et l'autre étant enfermés dans une lutte co-évolutive dans laquelle les améliorations génétiques d'un côté favorisent les améliorations de l'autre.

Mais l'être humain est passé maître dans cet art de l'auto-tromperie par le langage. Robert Trivers le dit : le langage si nécessaire dans la science a élargi les possibilités de tromperie et d'auto-tromperie comme l'excès de confiance, l'une des formes les plus anciennes et les plus dangereuses d'auto-tromperie. Selon lui, des travaux ont montré qu'une région appelée cortex préfrontal médian (MPFC) semble souvent être impliquée dans le traitement des informations liées à soi. On peut supprimer l'activité neuronale dans cette région (en appliquant une force magnétique sur le crâne où se déroule l'activité cérébrale), donc les tendances d'un individu à se mettre en valeur. Or la suppression dans d'autres régions n'a pas d'effet. Il s'agirait pour l'organisme de sauvegarder les avantages réels ou symboliques de son territoire (ou ce qu'il croit comme tels) même si les répercussions peuvent être néfastes. Donc au détriment de la « réalité réelle » et ce pourquoi il est si difficile de débusquer ce mécanisme pernicieux.

L'auto-tromperie a des coûts immunitaires. Il remplirait donc une fonction défensive en protégeant notre degré de « bonheur ». Le système immunitaire traite un problème majeur : les parasites. Il conserve une vaste bibliothèque des attaques précédentes avec la contre-réaction appropriée. En revanche, le système immunitaire psychologique ne fonctionne pas en réparant notre malheur, mais en le rationalisant, et en mentant à son sujet. L'auto-tromperie nous piège, offrant au mieux des gains temporaires sans s'attaquer aux vrais problèmes.

Les règles de l'effet placebo sont cohérentes avec la théorie de la dissonance cognitive : plus une personne s'engage dans une position, plus elle a besoin de rationaliser son engagement, et une plus grande rationalisation produit des effets positifs plus importants. Les opérations fictives produisent virtuellement les mêmes bénéfices que les opérations réelles, ce qui suggère que ces dernières étaient bénéfiques en tant que placebos. De nombreuses études ont montré que les véritables antidépresseurs représentent environ 25% de l'amélioration, tandis que l'effet placebo en représente les 75% restants. La méta-analyse la plus récente montre que les placebos fonctionnent aussi bien que les antidépresseurs pour les dépressions légères, mais pour les dépressions sévères, les médicaments réels présentent de forts avantages et les placebos presque aucun. Les gens peuvent presque induire des effets immunitaires positifs à l'aide de l'auto-tromperie. C'est dire qu'il est difficile d'enrayer ce mécanisme qui met en jeu des éléments vitaux.

La honte, la culpabilité et la dépression sont associées à la baisse de la fonction immunitaire. Les bons mariages, la méditation, l'optimisme, le fait de partager ses pensées sur un traumatisme et même la religiosité semblent être associés à son amélioration. Les personnes en bonne santé sont heureuses, ont le sentiment de mieux maîtriser leur vie, etc. Puisque l'auto-tromperie peut parfois créer ces effets, elle est sélectionnée pour le faire. Nous trafiquons les faits, nous biaisons la logique, bref, nous nous mentons à nous-mêmes. Nous disposons d'un "centre de raisonnabilité" qui détermine jusqu'à quel point nous sommes autorisés à protéger notre bonheur par l'auto-tromperie.

Mais le dénigrement des autres ou d'un groupe est l'image miroir de l'auto-tromperie quand votre propre image a été dépréciée. Cette déviation apparaît plus souvent comme une stratégie défensive que les gens adoptent lorsqu'ils sont menacés ou quand nous avons défini un individu comme appartenant à un groupe extérieur. Nous dégradons son image et réservons les bons traits d'un membre de l'intérieur du groupe.

L'hypocrisie morale fait partie intégrante de notre nature : c'est la tendance à juger les autres plus sévèrement que nous ne le faisons nous-mêmes pour la même infraction, ou à le faire pour les membres d'autres groupes par rapport aux membres de notre propre groupe. Il faudrait posséder un observateur interne impartial pour contrôler notre comportement et permettre à celui-ci de juger qui est en faute dans les conflits avec les autres.

Nous créons ainsi de faux récits personnels. Un ancien moi a mal agi ; un moi récent a mieux agi. Lorsqu'on dit quelque chose de négatif ou de positif, on le déplace plus loin dans le passé, ne révélant rien de personnel sur notre moi actuel. C'était un moi antérieur qui agissait. Les faux récits internes impliquent que la perception qu'a un individu de sa motivation peut être biaisée afin de la dissimuler aux autres, offrant une explication alternative. La caractéristique de l'auto-tromperie est le déni, la mise en œuvre inconsciente de stratagèmes égoïstes trompeurs, la création d'une image publique d'altruiste et de personne efficace. La suppression de la réalité et la création d'une nouvelle réalité. L'esprit conscient se consacre à la construction d'une fausse image et ignore les preuves contraires.

La conscience semble être à la traîne de l'inconscient, tant au niveau de l'action que de la perception. Les détails précis de la neurobiologie de la suppression de la pensée active suggèrent qu'une partie du cerveau a été cooptée au cours de l'évolution pour supprimer une autre partie. Des travaux montrent que la suppression de l'activité neuronale dans une zone du cerveau liée au mensonge semble améliorer le mensonge, comme si moins on était conscient, plus on réussissait. D'autres travaux (2008) donnent une image de l'activité neuronale préconsciente. Un signal neuronal passe de l'orteil au cerveau en vingt millisecondes environ, mais il faut vingt-cinq fois plus de temps, une demi-seconde, pour être enregistré dans la conscience, ce qui laisse du temps aux préjugés inconscients de nous affecter dans la préparation des décisions. La conscience ressemble davantage à un évaluateur ou un commentateur de notre comportement qu'à être l'initiateur de celui-ci. Deux études récentes menées en Chine suggèrent que le cerveau des personnes considérées comme des menteurs pathologiques présente davantage de matière blanche (cellules gliales) dans les zones du cerveau censées être impliquées dans la tromperie.

Tout le monde est concerné. Mais le mécanisme est surprenant. Le cerveau est le tissu le plus actif sur le plan génétique du corps humain. Selon certaines estimations, plus de la moitié de tous les gènes s'y expriment, soit plus de dix mille. Notre cerveau gauche et notre cerveau droit reliés par un corps calleux reçoivent en partie les informations de manière indépendante (oreille gauche, cerveau droit) et agissent de manière indépendante (le cerveau gauche dirige la main droite). Le cerveau gauche est associé à la conscience ; le côté droit est moins conscient et plus honnête sur le plan émotionnel. Or les processus de déni semblent résider de préférence dans le cerveau gauche et inhibés par le cerveau droit. Ce phénomène est fréquent chez les personnes présentant des lésions importantes du côté central droit du cerveau.

Robert Trivers élargit son cercle en autopsiant la famille notamment avec la période d'investissement parental où existent de nombreuses possibilités de manipulation consciente et inconsciente, dans laquelle le parent peut induire un modèle d'auto-tromperie chez la progéniture qui peut ne pas être en mesure de se libérer d'une telle auto-tromperie jusqu'à ce qu'elle n'ait plus besoin de l'investissement parental, d'où son hostilité. De plus, les parents ne forment pas une unité ; ils sont un père et une mère, qui ont des intérêts différents dans la manipulation.

La parenté divise l'organisme en plusieurs "moi". Les différents gènes qui nous composent ont des règles d'hérédité différentes. Il existe des centaines de gènes qui ne sont actifs que s'ils sont hérités de notre mère, appelés gènes actifs maternels, et un nombre à peu près égal de gènes hérités du père, appelés gènes actifs paternels. Cela génère un conflit génétique interne dans lequel deux "moi" génétiques distincts se disputent le contrôle de notre comportement et de notre phénotype au sens large. Ainsi, avec l'augmentation des conflits conjugaux, l'intensité du conflit interne de l'enfant peut augmenter au niveau génétique et biochimique ainsi qu'au niveau psychologique.

À l'âge de deux ou trois ans, les enfants font preuve d'une grande variété de tromperies. Les premiers signes apparaissent vers l'âge de six mois. Les faux pleurs et les faux rires sont parmi les plus précoces. À huit mois, les nourrissons sont capables de dissimuler des activités interdites et de détourner l'attention des parents. La tromperie chez les enfants commence même avant la naissance. Dans le dernier trimestre de la grossesse, un changement dans le contrôle des principales variables sanguines de la mère s'opère. Celui-ci passe à la progéniture qui produit les mêmes substances chimiques, mais à des concentrations cent à mille fois supérieures. Le contrôle s'est déplacé vers le fœtus à son avantage qui agit pour augmenter le taux de sucre dans le sang et le pouls de la mère au-delà de ce qu'elle souhaite.

La tromperie est fréquente dans les différences entre les sexes concernant les relations sexuelles même : la paternité incertaine, le cycle mensuel et l'intérêt sexuel féminin, la trahison... On imagine toutes les tromperies qui peuvent avoir lieu dans ce domaine, et ce chapitre piquant intéressera ceux qui veulent en apprendre plus sur leur propre manipulation.

Dans l'évolution, il y a deux variables importantes : les gènes et l'investissement parental. Les deux sexes sont décrits par leur investissement parental relatif. Les femmes produisent des ovules, nombre limité par leur coût. Les hommes produisent des spermatozoïdes si peu coûteux que 100 millions d'entre eux ne pèsent pas un gramme et qu'un homme au repos peut en produire autant en moins d'une heure. Chez les humains, le choix de la femme se concentre sur le statut, les ressources et la volonté d'investissement du mâle, ainsi que sur les signes de qualité génétique (surtout en période d'ovulation). Le choix de l'homme se concentre sur les preuves de fertilité et de fécondité (jeunesse, rapport taille/hanche, taille et symétrie des seins) et de qualité génétique (symétrie et féminité du visage). En résulte une différence psychologique et stratégique importante entre les sexes en ce qui concerne le sexe lui-même.

Dans le monde entier, les hommes montrent une plus grande préférence pour la variété sexuelle que les femmes. Ils désirent plus de partenaires sexuels, sont plus enclins à consentir à des rapports sexuels avec une étrangère attirante, ont deux fois plus de fantasmes sexuels par unité de temps, et sont plus enclins à rechercher des prostituées et à abaisser leurs critères de choix de femmes pour des relations à court terme. Les femmes sont plus séduisantes au moment de l'ovulation pour les hommes génétiquement plus attirants (symétrie, signes de qualité génétique) et pour les relations sexuelles extraconjugales sans investissement paternel. Elles dénigrent le physique des autres femmes plus qu'à d'autres moments du cycle. Là où les femmes sont contrariées, c'est en réponse à deux tromperies connexes : les hommes qui déforment la profondeur de leurs sentiments avant le premier rapport sexuel et les hommes qui ne les contactent pas après le rapport sexuel.

Robert Trivers élargit son champ d'investigation aux faux récits historiques que nous nous racontons pour glorifier et légitimer des actions tragiques. Ils agissent au niveau du groupe afin d'en réaliser l'unité. Sujet hautement polémique vu que les groupes acceptent ces fictions comme véridiques, occasionnant carnages, meurtres, esclavage, exploitation sexuelle. Version héroïque où l'autre est toujours coupable et donc les représailles envers lui admises.

Deux longs chapitres avec moult rappels historiques s'attaquent principalement à la politique américaine et israélienne dans les conflits où la tromperie et l'auto-tromperie opèrent pour justifier l'extermination des ennemis et sa propre responsabilité. Robert Trivers s'en prend à « l'exceptionnalisme américain » dans tout un tas de guerres ou de coups d'États avec comme justification, l'instabilité menaçant les Américains et leurs biens. La fonction réelle était de subvertir la démocratie locale en faveur des intérêts commerciaux. En quelques semaines, les généraux de rang inférieur du Pentagone savaient que les États-Unis avaient l'intention de s'attaquer à l'Irak et qu'un plan ambitieux avait été élaboré pour l'attaque successive de pays après lui : la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et enfin l'Iran. Rappelons-nous les fameuses AMD évoquées aussi par le biologiste.

Sans oublier Christophe Colomb et le génocide des Indiens, Robert Trivers s'en prend à l'histoire des États-Unis qui ont soutenu les guerres et les génocides contre le Mexique, l'Amérique centrale, les massacres à grande échelle commis contre les Coréens pendant la guerre de Corée et contre les Vietnamiens, les Cambodgiens et les Laotiens pendant la guerre du Vietnam. Les États-Unis ont largué plus de 2,75 millions de tonnes de bombes entre 1966 et 1973, au cours de 250 000 missions sur plus de 100 000 sites, plus que l'ensemble des Alliés sur l'Allemagne et le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, y compris les deux bombes atomiques. La quête de territoire n'a pas de prix.

Robert Trivers démonte longuement la fiction de l'histoire d'Israël (pays sans frontière) depuis le début (Haïfa qui a été une horreur particulière, après le massacre du village de Deir Yassin) et encore de nos jours (Gaza en 2008-2009). Bref, le nettoyage ethnique à

l'encontre de 700 000 Palestiniens. Sa critique virulente s'en prend à une terre qui aurait été occupée par de lointains ancêtres avec un livre qui donnait celle-ci à perpétuité de la part du Dieu. « Si cette règle absurde était appliquée de manière générale, elle nécessiterait la réinstallation en masse des peuples du monde, cette réinstallation étant rendue nécessaire par l'allongement de l'horizon temporel. » Il n'hésite pas à accuser les dirigeants de se servir de l'antisémitisme pour faire taire les critiques au nom de la lutte contre le terrorisme tout en utilisant le terrorisme d'État comme arme avec les prétextes habituels des colonisateurs : génocide des peuples environnants, colonisation de nouvelles terres, supériorité raciale, croyance commune fondée sur la parole de Dieu. Il met en cause l'incroyable aveuglement des États-Unis face aux outrages moraux perpétrés par leur État client, Israël, et développe par le concept de sionisme chrétien à cet égard (récit historique qui lie le christianisme, le judaïsme et l'exceptionnalisme américain). « Ainsi, le langage, qui permet d'exprimer, de communiquer et de se souvenir du passé, de manière vivante et détaillée, offre d'immenses possibilités d'habiller le passé ou de le nier, pour tous, pour le présent et pour l'avenir » écrit-il.

Dans ce domaine guerrier, les deux grands moteurs de l'auto-tromperie sont la confiance excessive et l'évitement des inconvénients de ses décisions. La surestimation de sa propre moralité est un biais critique, car elle conduit naturellement à surestimer la force de votre propre position et à sous-estimer celle de vos adversaires. Plus nous sommes convaincus par notre fantasme d'action impériale, plus il nous est facile de nous unir et d'unir les autres dans la poursuite de ce fantasme. S'il est difficile pour nous de tuer ou de torturer une personne, nous devons nous éloigner de l'humanité de l'autre groupe pour le faire. Sans la déshumanisation, le mal serait impossible et celle-ci est un moyen de surmonter ses réticences. La voie du génocide vous tend alors les bras.

Robert Trivers a un côté « anarchiste » dans sa virulence à attaquer les puissants dans leurs guerres où ceux-ci décident et envoient les autres à la mort. Le fait d'être placé au pouvoir réduit l'orientation d'une personne vers le point de vue des autres, leur bien-être et leurs émotions. Peu de distinctions sont aussi puissantes dans notre vie psychologique que celle entre le groupe d'appartenance et le groupe d'exclusion, ce dernier pouvant facilement faire l'objet de mépris, de déshumanisation et d'attaques ouvertes, dans le but d'être éliminé ou subjugué.

Sa critique envers les religions est radicale pour justifier les croyances et les actions. Pour lui, le comportement et la pratique religieuse semblent être positivement corrélés à la santé notamment en ce qui concerne les charges parasitaires. En bref, une charge parasitaire élevée accroît l'ethnocentrisme, l'amour au sein du groupe et l'hostilité envers les étrangers. « Plus les religions sont nombreuses dans les régions riches en parasites, plus on s'attend à ce qu'elles soient xénophobes, dures envers les femmes, conformistes, etc. » Le double visage de la religion est : extérieur, hostile et égocentrique ; intérieur, contemplatif et anti-égoïste.

L'objectif de Robert Trivers est clair dans sa critique. Car la tromperie et l'auto-tromperie ne sont pas de petites bévues passagères, mais deviennent d'une dangerosité extrême. Pire encore : « Un récit historique vrai pourrait nous obliger à réparer les crimes du passé et à nous confronter plus directement à leurs effets persistants. Un récit faux nous permet de poursuivre une politique de déni, de contre-attaque et d'expansion aux dépens des autres. »

Enfin, le biologiste évoque souvent ses propres auto-tromperies, la personnelle, qui affecte la façon dont il entre en relation avec ceux qui l'entourent, et la générale, qui se réfèrent à son travail scientifique et au problème de l'interprétation de la société. Aucun groupe humain n'a le monopole de la tromperie et personne n'est à l'abri. « Pourquoi nous répétons-nous si souvent ? Pourquoi avons-nous des compulsions qui réapparaissent malgré tous nos efforts pour les supprimer ? Pourquoi avons-nous toute une vie de disputes intérieures qui ne changent guère et ne sont jamais résolues ? Pourquoi ne pas apprendre ? Les détails diffèrent selon les cas, mais je crois que la génétique est presque toujours en cause. » Il reste que l'auto-tromperie est compréhensible, rationnellement détectable avec une certaine dose d'humilité. Les personnes qui ont un faible niveau d'auto-tromperie apprécient davantage l'humour que celles qui ont un niveau élevé d'auto-tromperie.

Cet ouvrage essentiel et monumental devrait susciter une introspection de nous-mêmes envers ce mécanisme qui occasionne non seulement de petits mensonges, mais d'immenses tragédies pour ne jamais déroger de ses intérêts concernant son territoire réel et symbolique. Il faut donc espérer qu'il soit enfin un jour traduit. Et relu.

L'insurrection du peuple contre la tyrannie, n'est pas un droit, mais un devoir !

De la violence légitime - francesoir.fr 5 février 2022 https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/de-la-violence-legitime

Le commentaire que j'ai posté dans FranceSoir.

L'insurrection du peuple contre la tyrannie, n'est pas un droit, mais un devoir !

La première partie de cet article était trompeuse à bien des égards ou elle n'avait rien à voir avec les intentions de son auteur.

En liant la légitimité de l'action (praxis) au "respect de l'esprit des lois du régime démocratique", conçus par et pour la minorité illégitime qui détient tous les pouvoirs et recourt à la violence pour défendre ses intérêts (de classe) au détriment de ceux de la majorité de la population, cet intellectuel nous invite ni plus ni moins à nous soumettre docilement à l'ordre établi, au lieu de nous appeler à nous unir pour le renverser par tous les moyens, y compris la violence.

Rappelons qu'une révolution politique et sociale est l'acte le plus démocratique et légitime qui soit, dans la mesure où elle se destine à mettre un terme à un régime par nature antidémocratique et illégitime, ajoutons corrompu, qui use de la violence contre le peuple pour préserver un système économique injuste basé essentiellement sur les inégalités sociales entre les classes, et dont les rapports sociaux favorisent les intérêts d'une infime minorité de parasites parmi la population, la classe des capitalistes.

Rien ni personne ne peut justifier qu'une infime minorité détiennent les moyens de production, l'essentiel des richesses, concentrent tous les

pouvoirs économiques, politiques, judiciaires et les imposent à la majorité qui finalement n'en détient aucun, d'où le recours légitime à la violence par la masse des exploités et des opprimés pour leur confisquer tous leurs pouvoirs, afin que leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques légitimes soient satisfaits ou se réalisent...

Ceux qui dénient au peuple le droit de recourir à la violence pour atteindre ces objectifs politiques et sociaux légitimes font partie de ses faux amis.

Chacun sait ou devrait savoir que le défi que nous avons à relever est hautement politique. Or, en faisant également "une question existentielle, ontologique éthique et même métaphysique et spirituelle", après avoir convoqué "la philosophie politique et la philosophie du droit, mais aussi le droit lui-même, l'anthropologie la sociologie, la psychanalyse, la psychologie des foules et des masses", Rosenzweig s'emploie à diluer ou dissoudre, à isoler, à émousser ou minimiser les contradictions sociales et politiques explosives de la situation, de telle sorte qu'apparaisse illégitime toute issue politique qui serait en rupture avec le régime, parce qu'elle prendrait forcément une tournure violente ou déboucherait sur une guerre civile déclenchée par les capitalistes, vaut mieux encore le préserver.

Lisez attentivement, ce conteur appartient au passé ou "le monde d'avant" inégalitaire et injuste lui convenait très bien. J'ai relevé quelques expressions où il le mentionnait :

- restaurer les droits et les libertés
- rétablir le rapport de force entre la population et le pouvoir
- restaurer notre être
- restaurer cette dimension
- retrouver notre autonomie

A croire que jusqu'en 2020 on vivait sans le savoir dans une société merveilleuse, quel bel exercice d'illusionnisme !

La Voix de l'Opposition de Gauche

ARGUMENTS ET RÉSISTANCE A LA TYRANNIE.

Laurent Montesino : "Je suis là pour dire aux patients et aux médecins : réveillez-vous !" - francesoir.fr 5 février 2022

https://www.francesoir.fr/videos-pause-interview/laurent-montesino-medecin

Accès aux traitements précoces empêchés, controverses à propos de certains compléments alimentaires, vaccination généralisée, absence de soin, Covid long, tels sont les grands thèmes abordés par Laurent Montesino, médecin réanimateur suspendu depuis l'obligation vaccinale, devenu médecin bénévole au sein de l'ONG suisse « Soigner heureux ».

Des traitements empêchés

« J'ai soigné près de 600 personnes de la Covid. J'ai pris en charge des personnes âgées. Sur les 600, deux sont allées à l'hôpital, mais pas en réanimation. Dès que les patients prennent ces médicaments, ils se sentent mieux tout de suite », témoigne Laurent Montesino, venu dénoncer l'acharnement des autorités de santé contre les traitements ambulatoires précoces (Hydroxychloroquine, Ivermectine et Azythromycine).

Pour lire la suite et voir la vidéo : https://www.francesoir.fr/videos-pause-interview/laurent-montesino-medecin

---

George Watts Jr, 24 ans, décédé d'une myocardite suite à sa 2e dose Pfizer - lemediaen442.fr 5 février 2022

https://lemediaen442.fr/george-watts-jr-24-ans-decede-dune-myocardite-suite-a-sa-2e-dose-pfizer/

LVOG - Juste pour info, je n'en sais pas davantage sur ce mouvement.

Un « Convoi de la liberté » s'organise en France. Par Candice Vacle - Mondialisation.ca, 04 février 2022

Un « Convoi de la liberté » s'organise en France via les réseaux sociaux. La page Facebook « Le convoi de la liberté » (site officiel) dédiée à l'organisation de ce convoi regroupe déjà plus de 199 000 personnes. En entête de cette page est écrit, ce 4 février 2022: « Nous ne cautionnons aucune forme de violence ». (1) Comme au Canada ce convoi est pacifiste.

Rémi de ce convoi interviewé, le 2 février 2022, par le Youtubeur Oliv Oliv https://www.youtube.com/watch?v=O529XuAFNT8 explique que ce rassemblement « pacifique et joyeux » est dans la droite ligne du « Convoi de la liberté » canadien c'est-à-dire contre « la tyrannie sanitaire et même [la tyrannie] économique ». ((2) A partir de la minute 9:45)(3)

Pour lire la suite : https://www.mondialisation.ca/un-convoi-de-la-liberte-sorganise-en-france/5664947

Oliv Oliv - Convoi France

https://www.youtube.com/watch?v=O529XuAFNT8

Haut de page

Le 11 février 2022

Surtout ne changez rien, gardez l'espoir d'un monde meilleur, ne soyez pas triste ou nostalgique, conservez intactes vos aspirations de jeunesse à la justice sociale et la liberté, immunisez-vous contre la déprime, la démoralisation, ne sombrez pas dans la haine aveugle, évitez de devenir aigri... en musique avec nos papis, détendez-vous, c'est encore permis !

Def Leppard - Pour Some Sugar On Me (London To Vegas 2020) https://www.youtube.com/watch?v=onyXxwjS4kc

- Peut-on combattre pour un changement de régime politique et économique, contre le totalitarisme, l'oligarchie et le capitalisme, leurs institutions, le pass vaccinale, le crédit social à la chinoise basée sur l'identification numérique (Code QR et reconnaissance faciale), sans réhabiliter le socialisme ou ôter de la tête des gens l'image faussée et détestable qu'ils en ont ? C'est la question que devrait se poser chaque militant. C'est la question que chaque militant devrait aborder avec chaque travailleur si on veut vraiment aller de l'avant.

Un internaute - Pourquoi après trois injections, de nombreux vaccinés n'ont toujours aucun anticorps de la Covid-19 dans leur sang ? En d'autres termes, peut-on appeler vaccin un produit qui ne produit aucun anticorps et qui provoque des effets secondaires importants ?

Le pire reste à venir.

- **Vidéo.** Ma femme a du crédit

Présentation sur YouTube. Une société entièrement placée sous surveillance. Des caméras dans les rues, une pour deux habitants. Des applications sur le téléphone portable qui vous tracent à chacun de vos déplacements et enregistrent tout de vos habitudes de consommation. Voilà le quotidien de Lulu et de ses compatriotes, confrontés à cette technologie qui juge leurs vies chaque jour, chaque heure, chaque seconde. Lulu est la femme de Sébastien Le Belzic. Journaliste installé à Pékin depuis 2007, il a décidé de filmer son quotidien pour comprendre en quoi cette révolution technologique et sociale impacte la vie de son épouse.

LVOG - Peu importe ici les arrière-pensées qui peuvent accompagner ce document, en attendant ce qu'il montre existe bel et bien et c'est cela qu'il faut retenir, à mon avis.

- Cette causerie au format pdf (27 pages)

ACTUALITE EN TITRES

Lu sur un compte Twitter (Je précise que je n'ai pas de compte Twitter, Facebook, Instagram, etc. aucun).

LVOG - Je vais utiliser ce support comme source d'infos supplémentaires brèves.

- 56% des Français estiment que l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 a été une "mauvaise chose" pour le pays. (Elabe)

- Cyril Hanouna apparaît comme la courroie de transmission idéale du macronisme. Tous les seconds couteaux du gouvernement s'affichent dans TPMP, là où il organise le face-à-face avec le RN mieux que personne. Ce que veut le PR... (France Inter)

Cyril Hanouna ne fait pas que promouvoir les idées de Zemmour : il sert également la soupe aux membres de LREM avec lesquels il adopte généralement un «ton complaisant», ne posant que des «questions inoffensives», indique Claire Sécail. (Libé) https://liberation.fr

- Aujourd'hui et demain, la présidence française de l'UE organise l'événement "Construire la souveraineté numérique" à Bercy. Invité d'honneur : Brad Smith, président de Microsoft. (Challenges)

- 73% des Français pensent que "l'économie actuelle profite aux patrons aux dépens de ceux qui travaillent". 57% des Français jugent que "pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres". (baromètre OpinionWay pour le Cevipof)

- Ce baromètre établit qu'aujourd'hui 32% des Français se classent à droite, et 11% à l'extrême droite [en forte hausse]. De l'autre bord, 17% se disent de gauche et 6% se placent à l'extrême gauche. Enfin, 14% s'estiment au centre, quand 20% ne se prononcent pas...

- C'est pas une blague : la cheffe de l'état Néo-Zelandais qui sort « nous continuerons à être votre source unique de vérité »

- Pour les gens vaccinés 3 fois mais qui ont aussi attrapé Omicron et qui continuent à porter le masque en toute circonstance, la soumission c'est un mode de vie ?

- 0 % de chance de mourir avant 60 ans , 0,8% entre 50 et 79 ans et 5 % après 80 ans sans être vacciné. On arrête quand le délire sinon ?

- Toute la journée Macron a été humilié par Poutine, du non-accueil à l'aéroport, à la table géante jusqu'au compte-rendu insipide !

- Le Kremlin réfute les infos selon lesquelles V.Poutine se serait engagé auprès d'E.Macron à ne pas prendre pour l'instant de nouvelles initiatives militaires près de l'Ukraine, douchant les affirmations du camp français sur des avancées diplomatiques. (Reuters)

- Le Kremlin vient de démentir toute concession de la part de Poutine à l'égard de Macron:

"M. Macron n'est pas notre interlocuteur (...) Comment pourrait-il l'être, alors que la France ne joue pas de rôle significatif au sein de l'OTAN ?"

Vladimir Poutine : «Demandez à vos citoyens s'ils veulent que la France entre en guerre contre la Russie. Notre préoccupation concerne la sécurité européenne toute entière»

- Belgique

https://twitter.com/El_Dic_TatoR/status/1490802309286268931

- «La mafia prend possession du pays» l'un des plus hauts magistrats de Belgique alerte sur le délitement de la lutte contre la criminalité financière et l'abandon de certains dossiers de criminalité organisée. Il manque 500 personnes à la PJ...

- Etats-Unis

New York : les employés municipaux manifestent contre la vaccination obligatoire

https://www.youtube.com/watch?v=1L0iX7gQPsg

ACTUALITE POLITIQUE

Polémique à propos du compte-rendu de Macron après sa rencontre avec Poutine au Kremlin. Macron se prostitue depuis l'âge de 15 ans et il ne changera jamais.

LVOG - Question : Etait-ce voulu ou est-ce un accident ? Mauvaise question. Macron ne détient aucun pouvoir et il le sait, donc sur des questions politiques aussi importantes ce n'est pas lui qui dicte la conduite ou le discours qu'il va adopter, il s'en tient strictement aux ordres qu'on lui a transmis. Quant aux impaires qui peuvent lui échapper et qu'on peut mettre au compte de ses états d'âme, ils signifient tout simplement que l'oligarchie ne l'avait pas désigné au hasard pour la représenter au poste qu'il occupe. Elle savait qu'il était de son monde et qu'il n'oserait jamais la trahir, mieux, elle devait même se régaler de ses sorties, frustrée de ne pas pouvoir en faire autant, il lui rendait justice, et puis, ses médias s'empresseraient de les noyer de sorte qu'elles ne portent pas à conséquences, ces impaires pouvaient même servir ses intérêts puisque pendant ce temps-là elle n'était pas visée et elle pouvait vaquer tranquillement à ses affaires sans que personne ne s'y intéresse de trop près, les grandes choses se traitent entre grands, à un autre niveau que ce minable pantin.

Conflit Ukraine – Russie : Emmanuel Macron obtient un fragile maintien de la paix entre Moscou et Kiev - 20minutes.fr 9 février 2022

Le Kremlin dénonce l'interprétation de son voyage par Emmanuel Macron - Réseau Voltaire 9 février 2022

Le président français, Emmanuel Macron, avait cru comprendre de ses cinq heures d'entretien à Moscou avec son homologue russe, Vladimir Poutine, que la Russie ne prendrait aucune nouvelle initiative militaire face à la Crimée. Mais le porte-parole du Kremlin, Dimtry Preskov, a répondu que pas du tout. À ce stade des négociations, Paris et Moscou ne peuvent pas avoir conclu quoi que ce soit. Réseau Voltaire 9 février 2022

Crise. En Ukraine, Macron voit les affirmations françaises contredites par la Russie - Courrier international 9 février 2022

Alors que Paris a fait savoir que le président français avait reçu des garanties personnelles de Vladimir Poutine sur la crise ukrainienne, Emmanuel Macron a été confronté au scepticisme de Kiev et à un démenti de Moscou.

"Macron, à Kiev, se voit contredit par la Russie", titre le site du New York Times ce 8 février. "Le Kremlin a rejeté mardi l'idée que le président français Emmanuel Macron et le président russe Vladimir Poutine auraient fait des progrès significatifs en vue de désamorcer la crise ukrainienne, durant leur rencontre cruciale à Moscou. Des déclarations russes ont semblé saper l'autorité diplomatique de la France et même sa crédibilité, alors même que Macron arrivait en Ukraine pour poursuivre sa navette diplomatique", écrit le journal états-unien.

"Avant même que l'avion de Macron atterrisse à Kiev", poursuit The New York Times, "Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a démenti que les deux présidents aient conclu un accord de désescalade, laissant entendre que c'était aux États-Unis et non à la France de négocier un tel accord."

"Moscou et Paris ne pourraient pas conclure d'accord. C'est tout simplement impossible", aurait en effet déclaré le porte-parole à des journalistes, selon The Guardian. Courrier international 9 février 2022

Macron humilié par le président russe Vladimir Poutine - lemediaen442.fr 8 février 2022

C'est l'humiliation suprême pour le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, qui menaçait le mardi 25 janvier 2022 la puissance russe : « La

riposte sera là. La Russie paiera un coût très élevé en cas d'attaque contre l'Ukraine. » Des mots qui n'ont pas dû plaire au président Poutine. Et c'est ce qui paraît dans les faits dès l'arrivée de l'avion présidentiel à Moscou. Le président Macron n'aura pas droit au tapis rouge, aux officiels russes, au cérémonial militaire, ni même au convoi pour le mener s'entretenir avec Vladimir Poutine. Le pied à peine posé sur le sol russe, l'humiliation l'accompagnera pendant ce séjour qui se révélera très solitaire.

Le moment de s'entretenir venu, Macron n'aura pas droit à la petite table qui marque la proximité (...). Non, le président français devra parler du bout de la grande table de marbre blanc, loin, très loin, de Vladimir Poutine. lemediaen442.fr 8 février 2022

https://lemediaen442.fr/macron-humilie-par-le-president-russe-vladimir-poutine/

Panique à bord ou confusion ?

- En France, le gouvernement se déclare prêt à réagir face à un "convoi de la liberté" - francesoir.fr

https://www.francesoir.fr/politique-france/le-gouvernement-macron-pret-a-reagir-face-un-convoi-de-la-liberte

Le lendemain :

- Gabriel Attal annonce une potentielle levée du passe vaccinal pour "fin mars, début avril" - francesoir.fr

Ce mercredi 9 février, le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal a estimé qu'il y avait des « raisons d'espérer » que « fin mars, début avril nous puissions lever le passe vaccinal », notamment grâce à l'évolution de l'épidémie. Un avis qu'il partage avec Alain Fischer, le président du Conseil d'orientation de la stratégie vaccinale. « Cela peut aller assez vite », disait-il pendant la Commission des affaires sociales du Sénat, expliquant que certaines conditions devaient être respectées pour la levée du sésame.

Si certains y voient une bonne nouvelle, d'autres n'y voient que manipulation politique, et les réseaux sociaux accusent le coup.

D'abord, les premiers convois de la liberté se sont lancés ce matin, et Gabriel Attal, lors de la même conférence de presse, a voulu se montrer rassurant à ce sujet : « On sait qu'il y a une lassitude et une fatigue des Français vis-à-vis du virus et des mesures ». Pourtant, pas plus tard qu'hier, le gouvernement annonçait que « la réponse de l'État sera extrêmement ferme ». Changement de stratégie pour apaiser les tensions?

https://www.francesoir.fr/politique-france/gabriel-attal-annonce-une-potentielle-levee-du-passe-vaccinal

- "Les citoyens français sont aux commandes avec le convoi de la liberté" Rémi Monde

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/remi-monde-convoi-de-la-liberte-france

- Canada : les manifestants anti-restrictions sanitaires "hors de contrôle", l'état d'urgence décrété - France 24 7 février 2022,

Les protestations, qui avaient débuté à Ottawa samedi 29 janvier dernier, se sont étendues ce week-end à d'autres grandes villes canadiennes, tandis que des dizaines de poids lourds ainsi que des manifestants continuaient à paralyser le centre-ville de la capitale ce dimanche.

LVOG - J'ignore la nature de ce mouvement en France, je n'en sais pas assez pour me prononcer. S'il prenait de l'ampleur ou si on s'apercevait que les masses y adhéraient, on pourrait peut-être le soutenir, vaut mieux être prudent à ce stade... Au Canada où sévit un autre tyran, Trudeau, le frère jumeau de Macron, il semble avoir un fort soutien populaire.

#ConvoidelaLiberté à Paris : le préfet de police prend un arrêté d'interdiction - lemediaen442.fr 10 février 2022

Ce qui confirme qu'un mouvement est à la hauteur, c'est la réponse du gouvernement. Le préfet de police de Paris, le bien nommé Didier Lallement, a pris, jeudi 10 février, un arrêté interdisant la « manifestation non déclarée » du Convoi de la liberté. « En raison des risques de troubles à l'ordre public que pourrait causer ce rassemblement, le préfet de Police prend un arrêté interdisant de telles manifestations, du vendredi 11 février 2022 au lundi 14 février 2022 inclus. »

Et pour faire comprendre aux contrevenants que la dictature sanitaire est aussi très autoritaire, le préfet de police a donné des consignes de fermeté aux forces de sécurité intérieure. Le fait d'entraver ou de gêner une voie ouverte à la circulation publique est passible de :

deux ans d'emprisonnement
de 4 500 euros d'amende
de l'immobilisation et de la mise en fourrière du véhicule utilisé pour commettre le délit d'entrave.
de la réduction de moitié du nombre maximal de points du permis de conduire.
d'une suspension du permis de conduire pour une durée de trois ans au plus.
de surcroît, l'organisateur d'une manifestation interdite peut être puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende et les participants à une manifestation interdite seront verbalisés avec une contravention de quatrième classe.

La question est maintenant de savoir comment les forces de l'ordre vont faire pour distinguer un manifestant du Convoi de la liberté, d'un simple individu pris dans cet immense embouteillage qui aura lieu vendredi ? Comment la police va-t-elle faire le tri dans ce qu'ils appellent une « entrave à la circulation routière dans les rues de Paris pour promouvoir leurs revendications » ? Cet arrêté semble vouloir faire peur

plus que autre chose ! lemediaen442.fr 10 février 2022

Un régime en putréfaction, préfet, ministre, milliardaire, député...

- Le préfet Pierre Lieutaud, ancien de la DGSE et des renseignements généraux, haut fonctionnaire affecté au sec. général du ministère de l'Intérieur, a été mis en examen dans l'affaire des barbouzeries du leader mondial du luxe LVMH. (Mediapart)

- Déjà condamné 2 fois ds des affaires de pédopornographie, Jérémie Ladreit de Lacharrière, fils du milliardaire Marc Ladreit de Lacharrière, est incarcéré. 4.000 fichiers mettant en scène des mineurs ont été découverts à son domicile. (Parisien)

- Mediapart a enchaîné ces derniers mois les révélations sur Éric Dupond-Moretti. Le ministre de la Justice, actuellement mis en examen, fait dernièrement l'objet d'une enquête étayée et troublante dont les faits se déroulent entre Monaco et Paris.

- Le député LREM Thierry Solère, conseiller d'Emmanuel Macron à l'Élysée, a été mis en examen pour 5 nouvelles infractions. Il cumule désormais 12 mises en examen, décompte Antton Rouget de Mediapart.

- Thierry Solère en 2014 sur France 3 : "Il y a un travail énorme à faire sur l'exemplarité. Ça suffit de voir tous ces gens mis en examen". En 2022, le député LREM et conseiller d'Emmanuel Macron à l'Élysée Thierry Solère cumule 12 mises en examen...

Et corrompu jusqu'à l'os ! Qui complote ?

Les réunions secrètes de l'industrie pharmaceutique, entre politiques et lobbyistes… - lemediaen442.fr 8 février 2022

Dans le Luberon, au château de Lourmarin, au côté du gotha de l'industrie pharmaceutique, les grands acteurs du secteur de la santé, lobbyistes, hommes politiques… se réunissent dans un lieu privé interdit aux journalistes. Un documentaire de 2006 témoigne de cette connivence avec Big Pharma toujours d'actualité et toujours avec Pfizer dans le rôle principal.

Enquête de Challenges « Jusqu'en 2011, l'industrie avait aussi l'habitude de croiser les politiques à la fameuse université d'été de Lourmarin, dans le Luberon, où, chaque année, parlementaires et ministres étaient conviés à venir réfléchir dans la demeure de Daniel Vial, grand lobbyiste de l'industrie, qui était conseiller du président de Sanofi. Bernard Kouchner s'y est rendu, ainsi que Roselyne Bachelot, « la ministre préférée des labos depuis le virus H1N1 et ces dizaines de millions de vaccins inutiles », souligne Michèle Rivasi. » emediaen442.fr 8 février 2022

La vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=BAmy7G_VAqA

Chut ! La violation de la démocratie était inscrite dès le départ dans la Constitution de la Ve République.

LVOG - Voilà le facteur sur lequel les auteurs de l'article suivant vont buter, bien qu'ils le terminent en appelant à l'abolir : "*Il appartient donc aujourd'hui au peuple français de se rassembler pour ériger une nouvelle Constitution, qui espérons-le tiendra compte des défaillances et des dangers que représente cette Constitution de la Vème république pour la démocratie.*"

Parmi ses "*défaillances*" et ses "*dangers*" ne figure évidemment pas le système d'exploitation capitaliste que la Constitution à justement pour fonction de légitimer sur le plan juridique et politique, régime dont la survie est à l'origine de la situation, de toutes les souffrances que le peuple endure et de la déliquescence de la société.

L'existence d'un système économique reposant sur l'exploitation et l'oppression de la majorité par une minorité est par définition ou par nature incompatible avec la démocratie, car elle incarne les aspirations légitimes de la majorité du peuple à son émancipation et à la liberté. C'est la raison pour laquelle la démocratie n'existera pas aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été aboli, ce qui passe par une révolution politique réalisée par les masses exploitées et opprimées.

L'abolition de la Constitution de la Ve République et la destruction de l'Etat capitaliste sera le premier acte du processus révolutionnaire ouvrant la voie à la révolution sociale ayant à l'ordre du jour l'abolition du capitalisme, ainsi seulement le peuple opprimé disposera de tous les pouvoirs économiques et politique et il pourra enfin réaliser la démocratie.

Contrairement à ce que pratiquement tout le monde a voulu absolument nous faire croire, la démocratie n'a jamais réellement existé. Nous avons vécu sous un régime bonapartisme reposant sur l'équilibre des forces entre les différentes classes, dont l'appareil répressif de l'Etat se portait garant, ainsi que du respect des privilèges des capitalistes, ce qui signifie au passage, que dès le départ une sorte de consensus politique s'établira entre les classes ou plutôt leurs représentants qui s'y soumettront, ce qui traduira par une collaboration de classe incessante entre ceux de la classe ouvrière et ceux des capitalistes ou par une dérive corporatiste dont les germes étaient inscrits dans la Constitution, donc équilibre des forces entre les différentes classes, de telle sorte que toutes les classes disposent du droit de s'exprimer, voilà pour le vernis démocratique, à condition toutefois qu'elles en usent dans les limites fixées par les rédacteurs de la Constitution ou le législateurs, autrement dit qu'aucune classe ne porte atteinte aux rapports sociaux ou au sacro-saint ordre social établi.

La nature du régime étant déterminée à la fois par les intérêts du capitalisme et le rapport de forces politiques entre les classes à l'échelle nationale et mondiale, dès lors que la classe des capitalistes allaient accroître ses pouvoirs économiques et politiques dans des proportions

phénoménales sans pratiquement rencontrer le moindre obstacle ou elle allait réaliser qu'en face il n'existait plus aucune force organisée susceptible de rivaliser avec elle ou la menace du communisme ou d'une révolution prolétarienne s'était éloignée, la nature du régime allait basculer petit à petit du bonapartisme vers une dictature absolue ou le fascisme.

Ce processus était-il inévitable ? Est-il à mettre au compte des conditions historiques inévitables pour reprendre une expression d'Engels ? Nous y reviendrons dans un autre texte que je n'ai pas terminé de rédiger.

Personnellement, je ne le pense pas, les conditions historiques qui prévalent de nos jours ou depuis plus de 40 ans n'ont qu'un lointain rapport avec celles qui prévalaient à la fin du XIXe siècle, dès lors qu'on prend en compte la totalité des facteurs et des rapports économiques et politiques qui composent la situation. Des millions de travailleurs et jeunes au sein des différentes classes des différentes générations étaient très attachés à la justice sociale et à la liberté, pendant des années ils allaient lutter pour que leurs aspirations soient prises en compte, et se rendant compte que cela demeurerait toujours impossible sous le régime en place. A force de réflexions ou de questionnements, ils en vinrent à l'idée qu'il fallait en changer. Ils cherchèrent désespérément une issue politique, une force politique ou un parti qui l'incarne et ils ne le trouvèrent pas ou ils furent trahis. Finalement ils cessèrent le combat politique ou ils se résignèrent à s'accommoder du régime en place sans essayer de comprendre pourquoi ou comment ils en étaient arrivés à abandonner leurs aspirations à la démocratie et à la liberté.

La rupture avec l'héritage du marxisme était-elle inévitable ? La faillite politique ou la trahison de nos dirigeants était-elle inévitable ? L'incapacité de la classe ouvrière à se doter d'une nouvelle direction était-elle inévitable ? Si le capitalisme disposa de réserves que nous avions sous-estimées, était-ce suffisant pour expliquer la dégénérescence de tous les courants du mouvement ouvrier ? Il m'est arrivé de soutenir cette thèse, pour ensuite en montrer les faiblesses et la rejeter, tout en la gardant à l'esprit, parce que je n'avais pas épuisé toutes les questions ou conséquences qui pouvaient en découler, qu'elles soient justifiées ou non, il fallait les étudier pour l'évaluer sérieusement et cela prendrait du temps.

Je n'ai aucun a priori sur cette question déterminante, je me demande seulement quel que soit notre statut social ou notre revenu, la classe à laquelle on appartient hormis les gros capitalistes, comment on peut honnêtement estimer s'épanouir véritablement sur le plan individuel dans une société et dans un monde aussi médiocres ou pourris dans tous les domaines, injustes, oppressants, comment on peut avoir envie de vivre, travailler, étudier un jour de plus sous un tel régime contraire à nos aspirations les plus élémentaires, comment on ne peut pas être inquiet pour le sort de nos enfants et petits-enfants, comment on peut vivre un tel cauchemar sans souhaiter qu'il cesse le plus tôt possible, sans chercher à comprendre ce qui se passe réellement, sans chercher s'il n'existe pas un ou des moyens pour en finir une bonne fois pour toute, sans étudier sérieusement cette question qui doit devenir obsessionnelle...

Personnellement je pense qu'il est inévitable depuis 40 ans que nous ayons été des millions à être entraînés dans ce processus devant conduire à l'élévation de notre niveau de conscience politique et à nous intéresser au socialisme, que nous participâmes ou pas à la lutte de classe n'est pas déterminant, puisque le plus souvent ceux qui y participèrent ne furent pas en mesure d'en tirer des enseignements, des millions de travailleurs soutinrent des mouvements sociaux tout en restant chez eux, bien entendu s'ils étaient descendus dans la rue cela aurait contribué à modifier le rapport de forces...

Peu importe ici, il est invraisemblable quelle que soit l'époque que des millions de jeunes travailleurs, disons âgés de 18 à 30 ou 35 ans, se satisfassent du sort que le capitalisme ou la société leur a réservé, tous ceux qui ont eu un jour ces âges-là le savent pertinemment ou s'en souviennent. Ce qui est inévitable, c'est qu'ils réagissent, personne ne nous fera croire le contraire. Effectivement, par la suite ils rentreront dans le rang, on peut essayer de comprendre pourquoi comme je le fais ici, toujours est-il qu'il leur ait échu un mode de vie dont ils ne voulaient auparavant, et je crois que quotidiennement ou régulièrement les occasions de s'en souvenir ne doivent pas manquer tellement ils sont frustrés ou souffrent, ce qui signifie qu'il ne manque pas grand-chose pour qu'ils prennent conscience de ce qui leur est arrivé ou pour qu'ils réalisent qu'un fil reliait tous les évènements de leur existence sans qu'ils en aient conscience, de sorte qu'ils s'aperçoivent qu'ils sont toujours aussi attachés à leurs aspirations de jeunesse, sans comprendre comment ils ont pu les sacrifier en échange de plaisirs superficiels ou éphémères, qui ne leur apporteront jamais une satisfaction équivalente, un mode de vie aussi conformiste, le tout fortement teinté d'hypocrisie ou de mensonge pour ne pas s'avouer être tombé si bas, c'est vrai que ce n'est pas très flatteur ou comme idéal c'est peu enviable.

On n'a jamais su s'adresser à ces millions de travailleurs et jeunes, je crois qu'en réalité hormis les instrumentaliser et les berner nos dirigeants n'ont jamais eu d'autres objectifs. Le potentiel ou les conditions historiques pour construire un nouveau parti ouvrier n'ont jamais cessé d'exister depuis plus d'un demi-siècle (au moins), donc il est donc inexact de prétendre que la situation dans laquelle nous nous trouvons ait été inévitable. Qu'il ait existé des périodes plus favorables que d'autres, il ne nous viendrait pas à l'esprit de le nier. Le plus préoccupant réside dans le fait qu'au cours des 75 dernières années aucun dirigeant digne du marxisme n'ait émergé, moi je n'en suis à mon niveau qu'un très modeste porte-parole. A suivre.

Du bonapartisme à la dictature absolue.

Le droit d'emmerder les Français devient constitutionnel - francesoir.fr 7 février 2022

Ainsi en a décidé le Conseil constitutionnel, avec à sa tête, Laurent Fabius. L'arrêt rendu par les supposés « Sages » ne s'en cache d'ailleurs que très maladroitement, reprenant les arguments fallacieux que même le président Emmanuel Macron et son ministre de la Santé Olivier Véran n'osaient plus servir, reconnaissant pour le premier qu'il s'agissait d'une envie très forte d'emmerder les non-vaccinés, et pour le second d'une obligation vaccinale déguisée. Le soutien inconditionnel à Emmanuel Macron de ceux dont la mission est d'être les garants de notre Constitution représente un réel danger pour notre démocratie et ce n'est pas par les urnes que nous la sauverons : il nous faut nettoyer au karcher les ors de la République.

Le 5 août 2021 aura donc eu sa réplique sismique le 21 janvier 2022. La démocratie n'est plus. « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution » : article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Nous n'avons donc plus de Constitution : la garantie des droits n'est pas assurée et la séparation des pouvoirs inexistante dans la France d'Emmanuel Macron. La démocratie n'est plus.

Le soutien politique à Emmanuel Macron est la seule motivation sérieuse qui explique les deux viols en réunion successifs de la Constitution auxquels se sont livrés les neuf membres du Conseil constitutionnel : Laurent Fabius, Alain Juppé, Claire Bazy-Malaurie, Dominique Lottin, Corinne Luquiens, Nicole Maestracci, Jacques Mézard, François Pillet et Michel Pinault.

Avant de démontrer par l'évidence qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'un soutien politique, en soi nécessairement inconstitutionnel, nous reprendrons les fondements de cette décision inique qui enterre définitivement notre démocratie.

L'argument principal des membres du Conseil constitutionnel pour valider ce qu'il reconnaît pourtant comme étant une mesure grandement liberticide, est qu'elle s'inscrit dans un contexte de pandémie et que la protection de la santé des Français ayant une valeur constitutionnelle, la loi érigée par le gouvernement ne viole pas la Constitution, et est proportionnée dans ses atteintes aux droits fondamentaux au regard de la situation épidémique. francesoir.fr 7 février 2022

Pour lire la suite : https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/le-droit-demmerder-les-francais-devient-constitutionnel

LVOG - Pour autant, en ce qui nous concerne, jamais nous ne défendrons l'existence de la Constitution de la Ve République, contrairement au PT en 2005 par exemple.

Si la Constitution ou les institutions sont menacées ou sautent, donc acte, c'est que les conditions étaient réunies pour qu'elles sautent, après qu'on ne compte pas sur nous pour les sauver. On doit analyser pourquoi et comment ces conditions ont pu se réaliser et les combattre non pas pour les rétablir, mais pour abattre ce régime quelle que soit la forme qu'il peut prendre, dans la perspective de l'instauration d'une République sociale, du socialisme.

Quand ils osent tout en famille.

Même Hitler, Franco, Mussolini, Pinochet, Videla, Duvalier n'aurait osé la sortir celle-là !

Pour Gérald Darmanin, "pas un Français ne pense qu'Emmanuel Macron n'a pas été un bon président" - BFMTV 7 février 2022

Invité dimanche de l'émission "Questions politiques" sur France Inter et France Info.

En famille. Les ONG VRP de l'oligarchie, du Great Reset ou Green New Deal, qui en doutait encore ?

L'Allemagne recrute la responsable de Greenpeace comme "ambassadrice pour le climat" - AFP 9 février 2022

Un regret. Génocide manquée sur l'un des principaux marchés aux esclaves.

L'Afrique compte sur l'UE pour accélérer la vaccination du continent contre le covid-19 - euronews.com 9 février 2022

En Italie, des antivax refusent que leur enfant reçoive du sang de personnes vaccinées - Yahoo 9 février 2022

Le modèle de société le plus inégalitaire et injuste compatible avec "*l'humanisme*" !

Le «libéralisme doit rimer avec humanisme», assure Gaspard Koenig - Europe1 7 février 2022

Le candidat à l'élection présidentielle, Gaspard Koenig, était l'invité d'Europe Matin lundi. Pour le philosophe, le libéralisme est loin d'être un gros mot, comme le pensent certains Français. Il a réitéré son attachement à ce courant de pensée qui selon lui doit "rimer avec humanisme". Europe1 7 février 2022

Tickets de rationnement alimentaire, appel de l'abbé Pierre en raison de la crise du logement, guerre d'Indochine puis d'Algérie, salaires de misère, etc. : la "*France des jours heureux*" et de "*la justice sociale*" !

Présidentielle: à Marseille, Roussel veut renouer avec la "France des jours heureux" et "la justice sociale" - BFMTV 7 février 2022

Le candidat communiste à l'élection présidentielle a présenté dimanche plusieurs mesures de son programme devant quelques 3000 sympathisants à Marseille. BFMTV 7 février 2022

LVOG - Pour les staliniens et néo-staliniens la "*France des jours heureux*" ou "*Les Trente glorieuses*" correspond aux années 45 à 75, les familles ouvrières pauvres comme la mienne, je suis né en 55, n'en gardent pas vraiment un bon souvenir, c'est un euphémisme !

Al-Qaïda, EI et autres miliciens barbares financés, formés et encadrés, armés par la France en Syrie (notamment), combien de massacres non recensés depuis 2001 ?

Wagner en Centrafrique : plus de 200 exactions recensées par la France en 2021 - Europe1 8 février 2022

Pillages, vols, arrestations arbitraires, torture, exécutions sommaires… Selon nos informations, les services de renseignement ont recensé... Europe1 8 février 2022

Pour lutter efficacement contre le terrorisme au Mali, en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient : armée françaises (entre autres) go home !

Mali : « Poursuivre la lutte contre le terrorisme » reste la priorité de la France au Sahel -20minutes.fr 8 février 2022

Casino ou "*quoiqu'il en coûte*", les banquiers se goinfrent, normal !

Malgré la crise sanitaire, BNP Paribas boucle une année exceptionnelle - LePoint.fr 8 février 2022

La plus grande banque française a réalisé un bénéfice net de 9,488 milliards d'euros en 2021, en forte hausse par rapport à 2020 (+ 34,3 %) et à 2019 (+ 16,1 %), selon le communiqué de ses résultats trimestriels. LePoint.fr 8 février 2022

Rififi chez les oligarques.

LVOG - Pas le temps de revenir sur les différents clans de l'oligarchie qui s'affrontent...

Le milliardaire Peter Thiel quitte Facebook (Meta) pour rejoindre Donald Trump - lemediaen442.fr 9 février 2022

Peter Thiel, cofondateur avec Elon Musk de PayPal Holdings Inc., puis de Palantir Technologies Inc, premier gros investisseur de Facebook, va quitter le conseil d'administration de Meta Platforms — la société anciennement connue sous le nom de Facebook — qu'il occupe depuis 2005, pour se concentrer sur son soutien à la campagne de candidats républicains pro-Trump aux élections américaines de mi-mandat de novembre 2022.

De son côté, Mark Zuckerberg, fondateur et PDG de Meta, beau joueur, a félicité Thiel pour « avoir cru en nous alors que peu d'autres le feraient ». En effet, en 2004, Peter Thiel lui a prêté un demi-million de dollars pour l'aider à fonder Facebook.

« Peter a été un membre précieux de notre conseil d'administration et je lui suis profondément reconnaissant pour tout ce qu'il a fait pour notre entreprise, qu'il s'agisse de croire en nous alors que peu d'autres le feraient ou de m'enseigner tant de leçons sur les affaires, l'économie et le monde. Peter est vraiment un penseur original à qui vous pouvez apporter vos problèmes les plus difficiles et obtenir des suggestions uniques. Il a siégé à notre conseil d'administration pendant près de deux décennies, et nous avons toujours su qu'à un moment donné, il consacrerait son temps à d'autres intérêts. Je lui suis reconnaissant d'avoir siégé à notre conseil d'administration aussi longtemps qu'il l'a fait, et je lui souhaite le meilleur dans son cheminement à venir. »

Rappelons que Peter Thiel a soutenu le candidat républicain Donald Trump à l'élection présidentielle de 2016. Le 21 juillet 2016, il s'est exprimé à la tribune de la Convention Républicaine à Cleveland pour lui apporter son soutien. Une fois Donald Trump élu en novembre 2016, Peter Thiel a été membre du comité de transition à la présidence.

En 2022, l'action Meta (ex-Facebook) a chuté de 31,83 % en cinq jours. Peter Thiel, son cofondateur, navigue vers d'autres horizons. Si on en croit InfoWars, Thiel se positionne clairement comme l'adversaire conservateur du plus grand banquier des démocrates, George Soros. lemediaen442.fr 9 février 2022

MOUVEMENT OUVRIER

Faites tomber les masques. Autocensure, déni, comment ça marche ? Mode d'emploi du POI.

Extrait d'Informations ouvrières n°691.

- Ainsi donc, c'est le Pr Delfraissy, président du conseil scientifique, qui découvre dans une interview à FranceInfo, que « ce vaccin n'est pas vraiment un vaccin », ajoutant immédiatement qu'il n'aurait pas dû le dire.

A son tour, François Alla, professeur de santé publique, membre du Haut Conseil de santé publique, annonce : « J'ai démissionné parce que (...) de fait, nous nous sommes transformés en service après-vente de décisions qui étaient déjà prises en amont. »

C'est donc le propre appareil direct de Macron et Véran qui, devant la catastrophe sanitaire liée aux fermetures de lits et suppressions de postes, tombe les masques et quitte le navire.

LVOG - En ce qui concerne ici le Sars-CoV-2 et ses variants, il faut rappeler qu'il n'y a jamais eu de "*catastrophe sanitaire*", cela a été une pure invention de Macron-Castex-Véran que le POI reprend à son compte pour la énième fois depuis 2 ans en porte-parole zélé du gouvernement au service de Big Pharma, pour mieux les ménager maintenant qu'une autre "*catastrophe*" pointe son nez, sur laquelle il reste muet, et pour cause ils sont directement concernés ou compromis, à savoir la "*révélation*" que depuis le début il s'agissait d'une vulgaire machination montée de toutes pièces par le Forum économique mondial, bref, au même titre que la réaction, ce que ces imposteurs craignent le plus, c'est la vérité.

Ensuite pour faire diversion ou mieux enfumer leurs lecteurs, sauver les apparences en somme, ils ont consacré une colonne entière au scandale des Ehpads qu'il terminait par un avertissement à prendre très au sérieux, "*ils n'empêcheront ni la vérité d'éclater ni la résistance de s'organiser*", assurément on peut compter sur eux ! En guise d'avant-garde, le service après-vente de Macron !

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Tout le monde pleure aujourd'hui sur le sort épouvantable des vieux cloîtrés dans ces mouroirs, comme c'est émouvant, ils ont tous collaboré à l'orientation sordide de cette société pourrie, le mot d'ordre faisons table rase du passé s'impose plus que jamais, il faut se débarrasser du vieux monde, de toutes ces ordures, le capitalisme, ses représentants et ses institutions, pour enfin pouvoir vivre dans une société qui soit digne des hommes.

Source : http://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2022/02/TAP_Informations-ouvrieres-691_4-fev-2022.pdf

---

Faites tomber les masques. Avec le POID la muselière se démocratise.

POID - La Tribune des travailleurs. Editorial *La démocratie, c'est le mandat* par Daniel Gluckstein

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=3876

LVOG - *La démocratie, c'est le mandat*, ça commençait très mal et augurait du pire et cela n'a pas loupé, c'était inévitable.

La condition préalable à l'établissement d'un régime démocratie est politique, le renversement des institutions de la Vé République ou de l'Etat, la prise du pouvoir politique par les masses exploitées et opprimées au cours d'une révolution prolétarienne. Mais cela ne suffit pas, car pour réaliser la démocratie dans les faits, il faut doter le peuple de moyens lui permettant se prononcer librement sur toutes les questions qui déterminent l'orientation de la société dans laquelle il veut vivre. Il doit donc disposer de représentants qui aient conscience de cette nécessité et qui soient déterminer à lui fournir ces moyens, sinon la démocratie demeurerait un voeu pieux ou elle ne serait que l'expression d'une élite qui à tout moment pourrait la confisquer à son profit, et on ne sait que trop bien ce qui peut arriver dans ce cas-là... La démocratie ne se décrète pas ou elle ne peut pas exister spontanément, elle se construit, tel doit être le mandat de ses représentants. Rien de tel ne figure de près ou de loin dans l'éditorial de Daniel Gluckstein.

- Dans le cadre des élections, la démocratie suppose un mandat confié par les électeurs et le respect de ce mandat par les élus.

LVOG - Pour élire quoi en l'occurrence, un bonaparte ou un tyran, pas besoin de démocratie ou de mandat, boycott ! De quoi parle-t-on au juste sachant que chacun va accorder à la démocratie et au mandat un contenu différent et dans la plupart des cas incompatibles entre eux.

Continuons. Ce n'est pas donné à tout le monde de jouer au plus révolutionnaire que moi tu meurs, la preuve.

- Une chose est sûre : verser des centaines de milliards aux capitalistes qui licencient et spéculent, ce n'est pas le mandat des travailleurs.

LVOG - Sans donner raison au PCF et à LFI qui ont voté cette mesure, alors que rien ne les obligeait puisque leurs voix comptaient pour du beurre dans un parlement majoritairement acquis à Macron, sans doute comme gage de fidélité au régime qu'ils prétendent combattre espérant peut-être qu'il ne sera pas ingrat avec eux, les centaines de milliers ou millions de travailleurs qui estiment avoir conservé leur emploi et leur salaire grâce à ces "*centaines de milliards*" versés "*aux capitalistes*" ne seront pas de l'avis de Gluckstein, que cela lui plaise ou non, car ils doivent estimer à juste titre ou non que cette mesure dont ils ont bénéficié était conforme au "*mandat des travailleurs*". Désolé.

Monsieur Gluckstein oublie qui est aux commandes, et que tout ce qu'il peut débiter n'a aucune espèce d'influence sur les travailleurs ou plutôt sur leur mode de vie, ils n'y accordent aucune importance, la seule chose ou personne qui compte pour eux, c'est celle qui garantit leur condition d'existence matérielle ou leur survie, même s'ils se trompent sur ses réelles intentions ou c'est avoir une courte vue, mais là c'est une autre histoire.

Maintenant, pourquoi Gluckstein se vautre-il ainsi ? Parce qu'il se moque de ce que les travailleurs pensent. Lui, il est uniquement là pour débiter sa propagande faussement radicale ou comme ici, gauchiste version démagogique maladroite, le reste il s'en contrefout ou il l'ignore superbement.

Notre professeur a toujours confondu démagogie avec pédagogie, de telle sorte qu'il pouvait passer sans transition du gauchisme à l'opportunisme en cautionnant ouvertement la légitimité des institutions et l'élection présidentielle.

- (travailleurs, jeunes et militants) sont en droit d'exiger des députés élus au nom des intérêts ouvriers et populaires qu'ils rendent compte de leur mandat et qu'ils apportent ainsi un éclairage concret au mandat sur lequel se présentent leurs candidats respectifs à l'élection présidentielle.

LVOG - On ne rêve pas, il est bien question "*des députés élus*" néo-social-démocrates ou néo-staliniens qui siègent à l'Assemblée nationale et de "*leurs candidats respectifs à l'élection présidentielle*", et non des élus d'une hypothétique Assemblée constituante souveraine ou d'un organisme politique indépendant de type comité ou soviet créée au cours d'un processus révolutionnaire, il n'y aurait plus d'élection présidentielle, voyez-vous cela, on voudrait nous faire croire pour un peu que ces braves élus pourraient rendre compte fidèlement de leur mandat, parce qu'ils sont sincères et honnêtes, sans rire, ben voyons ! Le concurrent de la boutique du POID, le POI participant à l'Union populaire de Mélenchon ou de LFI, on doit en déduire que le message de Gluckstein était davantage destiné au PCF, peut-être un amour nostalgique de jeunesse, qui sait, n'avait-il pas commencé son éditorial en citant "Fabien Roussel, candidat du Parti communiste français"...

Tout changement politique étant enterré l'air de rien, oui, personne ou presque ne s'en était aperçu, c'est pour cela que je le relève, il ne restait plus à Gluckstein qu'à réduire la démocratie à sa dimension sociale impossible à réaliser sans une révolution politique, autrement dit, on en revient au couteau sans lame qui est la marque de fabrique des révisionnistes du socialisme.

- Fidèle au mandat ouvrier, le POID est déterminé à amplifier le combat pour le triomphe de la démocratie, dans sa forme comme dans son contenu social.

Source : https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=3876

QUELQUES COURRIELS ENVOYÉS

(J'ai envoyé ce courriel à une vingtaine d'anciens contacts, aucun ne m'a répondu à l'exception d'un seul qui visiblement n'a pas pris le temps de le lire attentivement !)

- Ce bref message pour vous informer qu'il existe quand même dans ce pays un courant politique au sein du mouvement ouvrier qui n'a jamais soutenu le port de la muselière ou la vaccination contre la Covid-19 ou ses variants, qui a défendu les traitements efficaces (hydroxychloroquine ou ivermectine combinée à l'azithromycine notamment) existant et la liberté de prescrire des médecins, qui s'est opposé depuis début 2020 à toutes les mesures liberticides imposées par Macron.

Paul Lafargue - "La science ne doit pas être un plaisir égoïste, disait Marx, ceux qui ont la chance de pouvoir se consacrer à des études scientifiques doivent être les premiers à mettre leurs connaissances au service de l'humanité". "Travailler pour l'humanité" était une de ses expressions favorites. (Souvenirs personnels sur Karl Marx - 1890)

Ce courant politique est le seul à ma connaissance à ne pas s'être compromis au cours de cette période. Pour tenir nos engagements et demeurer fidèles à notre idéal, nous nous en sommes tenus strictement aux faits, et quant à l'analyse de la situation sanitaire, nous nous sommes appuyés exclusivement sur des arguments scientifiques en dehors de toute croyance ou propagande.

Le rapport officiel du réseau Sentinelle qui vient d'être publié, reposant sur les données du terrain fournies par les médecins à travers tout le pays, a mis en lumière l'inexistence d'une pandémie ou de surmortalité causée par le Sars-CoV-2 ou ses variants. En revanche, les données fournies par l'INSEE sur les régions Bretagne et Nouvelle Aquitaine font apparaître une surmortalité relative liée à la campagne forcenée de vaccination. Avec dorénavant le recul suffisant, sur la base de tous les éléments relevés par les institutions sanitaires officielles en 2020 et 2021, des statisticiens indépendants sont parvenus à prouver ce que l'on savait depuis janvier 2020, autrement dit la vérité sur cette mystification est enfin en train d'éclater au grand jour et plus personne ne pourra l'étouffer. Tous ces documents figurent en libre accès sur Internet ou dans notre portail sous forme d'articles ou de vidéos, tout est vérifiable et soumis à la critique.

Je suis évidemment particulièrement affecté par la tournure qu'ont pris les évènements après que tous les courants du mouvement ouvrier nous ont trahi ouvertement. Les quelques camarades qui ont résisté avec moi sont très âgés et ils ne sont plus en mesure de militer, les autres soutiens sont des travailleurs sans expérience de la lutte de classe, donc incapables d'animer et développer ce courant politique.

Tous sont profondément choqués et démoralisés, et si je partage leur tristesse, je ne peux m'empêcher de me dire que cela aurait peut-être pu être évité si nous ne nous étions pas illusionnés sur des courants politiques qui n'en valaient pas la peine, ce qu'on admet un peu tard. Combien sommes-nous dans ce cas-là, c'est la question qu'on se pose. Si vous en êtes, faites-vous connaître, merci de votre attention.

Fraternellement.

(A un vieux militant syndicaliste à propos d'un communiqué de 9 syndicats sur les Ehpad.)

- Si dans les entreprises avec ces "syndicalistes" on a l'impression d'avoir affaire davantage à des supplétifs du DRH, du directeur du personnel ou plus généralement de la direction ou des actionnaires, ailleurs ils se comportent comme de zélés gestionnaires des rapports établis entre le capital et le travail, sans qu'on ose plus exiger de leur part qu'ils interviennent dans la perspective de les inverser.

Je crois qu'à un moment donné on doit le dire, et je m'étonne qu'on ait attendu si longtemps pour le faire. De la part de ceux qui ont des mandats syndicaux ou qui sont permanents, on comprend tout de suite pourquoi, entre opter pour le statut quo ou s'autocensurer et conserver ce statut qui leur assure des privilèges, et prendre le risque de l'ouvrir et de les perdre, leur choix est vite fait, c'est la raison pour laquelle on peut se permettre d'affirmer sans prendre de risques qu'ils sont corrompus.

J'ai cessé de m'emballer à la moindre grève ou le moindre mouvement social. J'en ai marre de toutes ces instrumentalisations ou manipulations sur lesquelles on brode et qui ridiculisent le mouvement ouvrier plutôt qu'autres choses, à croire qu'ils ne servent qu'à cela...

(A un contact à propos de la vidéo sur la Chine et le crédit social.)

- Cette vidéo est plus complète tu as raison, je vais l'ajouter dans la page d'accueil du portail.

Ce soir en y repensant, parce que je me demandais pourquoi c'est la chaîne de l'Assemblée nationale qui a patronné ce truc-là, je me suis demandé pourquoi on nous montrait toujours les mégapoles chinoises en pointe dans la surveillance de masse qui ne représentent que la moitié environ de la population, et on ignore totalement comment vivent encore plus de 700 millions de Chinois des zones rurales, on ne nous les montre jamais.

A propos du Meilleur des mondes dont j'ai pris connaissance seulement au cours des dernières années, comment se fait-il que nos dirigeants les aient ignorés (avec 1984) ? Sans doute parce qu'ils ne cadraient pas avec leurs dogmes ou ils les remettaient en cause, va savoir. Cette explication me semble plausible, parce qu'ils en avaient eu forcément connaissance, or moi je n'en ai jamais entendu parler quand je militais. Ils les ont fait passer à la trappe comme beaucoup d'autres choses qui les dérangeaient, à croire que leurs intentions n'étaient pas vraiment celles qu'on leur prêtait, ce qui nous ramène à notre sujet de l'après-midi, tout est donc dans l'ordre des choses ou cela m'étonnerait qu'on s'égare.

Ces ouvrages pouvaient nous aider à prendre conscience de l'évolution du capitalisme avec les menaces qu'elle comportait à terme si nous ne parvenions pas à le stopper à temps. Tu remarqueras qu'ils ont le don de prédire des évènements qui n'arriveront pas de sitôt ou jamais, et que lorsque les premiers signes d'un danger imminent se présentent, ils les ignorent systématiquement, et quand il se réalise, ils le nient ou ils feignent de le découvrir pour qu'on ne les accuse pas d'avoir été incapables de percevoir ces signes avant-coureurs. En fait ils jouent avec les mêmes mécanismes ou effets psychologiques que les idéologues de l'oligarchie pour conditionner les masses, la surprise, la peur, la sidération, mais eux c'est pour manipuler les militants.

Pour se détendre ou se marrer un peu, au moins quand on dit tout ce qu'on pense, on sort peut-être des grosses conneries, c'est utile, car quand c'est fait, au moins ce n'est plus à faire !

(A différentes personnes sur le même thème que précédemment.)

- Chine, un documentaire terrifiant, absence totale de liberté, surveillance absolue, un immense camp de concentration. Comment ont-ils pu en arriver-là, comment la population a-t-elle pu jusqu'à présent cautionner un régime aussi monstrueux ? Et ils affirment qu'il n'est plus possible de revenir en arrière ou de vivre autrement.

On ne peut plus parler de civilisation humaine en Chine, le transhumanisme l'a supplantée ou supprimée.

Voilà pourquoi on doit se battre pour ne pas finir comme eux.

A voir en entier absolument. (A déconseiller aux enfants de moins de 18 ans)

(A un militant communiste depuis 56 ans à propos de l'appel des 565 militants laïques en soutien à la candidature de Mélenchon.)

- Comme quoi il y a des gens qui ne sont pas à cela près, qui se foutent de colporter un tas de conneries. Ok, personne n'est parfait ou on a tous nos faiblesses, tout le monde peut se tromper, mais là, avec Hugo c'était autre chose, calculé, prémédité, une constante, dégueulasse quoi. Dans le cas du POI et de La Libre Pensée, c'est en bande de voyous organisée ! Ils sont tordus et bien pourris, et ils le savent si tu veux mon avis.

Lénine avait raison, ces gens-là sont plus dangereux que nos ennemis.

Quand j'étais plus jeune, je n'aurais jamais imaginé un instant un truc pareil, comme quoi on est très vulnérable et naïfs, facilement influençable et on l'ignore, certains en ont conscience et en abusent à nos dépens. Ce qui se passe aussi, c'est qu'on surestime des gens bêtement, on oublie que ce sont des hommes comme les autres. Parce qu'ils semblent en savoir plus que nous, ils parlent fort et cela nous impressionne, surtout quand on est timide ou complexé comme je l'étais. On leur donnerait le bon dieu sans confession, ce qui est une grave erreur, car ce sont des manipulateurs ou ils ne méritent pas la confiance qu'on leur accorde sans réfléchir. Il y en a qui savent détecter les situations qui leur sont favorables ou qui perçoivent au premier coup d'oeil qu'ils sont en présence d'un pigeon ou d'un esprit faible dont ils vont pouvoir abuser.

Moi je n'ai jamais eu cet état d'esprit, donc j'étais mal préparé pour affronter ce genre de situation et ne pas me faire couillonner. Pareil avec les femmes évidemment, il suffisait qu'il y en ait une qui me prête un peu d'attention pour que je fonde littéralement ou que je tombe amoureux d'elle sans lui avouer, elle aurait pu me demander n'importe quoi ou presque et j'aurais tout fait pour la contenter. Quand ma première épouse s'est barrée, elle m'a dit que je m'étais mépris sur ses réelles intentions et qu'elle n'y était pour rien, je n'avais qu'à m'en prendre qu'à moi-même, je l'avais idéalisée et elle n'était pas la femme que je croyais qu'elle était. Quand on est amoureux, on ne voit que les bons côtés de l'autre, on se raconte des histoires et on y croit, on se leurre, on ne peut pas ou on ne veut pas imaginer que les mauvais côtés pourraient un jour l'emporter.

C'est vrai qu'on porte une part de responsabilité dans ce qui nous arrive dans la vie, qu'on l'admette ou non. Quand on parvient à en prendre conscience, on ne percevra plus rien ni personne de la même manière qu'avant, et c'est une bonne chose, cela signifie qu'on a gagné en maturité, tout du moins il faut l'espérer !

LVOG - Je voudrais ajouter un truc vite fait, on y reviendra un autre jour.

Laïcité - « Conception politique impliquant la séparation de la société civile et de la société religieuse, l'État n'exerçant aucun pouvoir religieux et les Églises aucun pouvoir politique » (Capitant).

Quelle hypocrisie ! Parce que l'Etat ou le législateur ne se serait pas toujours soucié du bien-être des Eglises en leur octroyant des privilèges ou en les garantissant, et ces dernières ne joueraient pas un rôle politique au côté de l'Etat, ben voyons !

J'ai fait toute ma scolarité dans des établissements privés catholiques et j'en garde un très mauvais souvenir pour y avoir été maltraité en tant que fils d'ouvrier, une énorme connerie de mes parents... Par contre, j'ai retenu quelque chose. Brièvement, les dix commandements, ils ont été transposés pratiquement intégralement dans la Constitution de la Ve République avec le sacro-saint respect de la propriété privé, des riches, des nantis, et même des criminels en tous genres, ce qui est bien pratique pour les banquiers ou les cols blancs qui vont à l'église le dimanche, à la synagogue ou au temple, à la mosquée un autre jour de la semaine.

Que l'Etat et les Eglises aient aussi des intérêts spécifiques qui peuvent parfois les opposer, c'est un fait, mais le reste du temps ils sont cul et chemise ou soutane, ils se soutiennent mutuellement.

Dans les établissements scolaires privés catholiques les élèves suivent le programme de l'Education nationale et préparent les mêmes diplômes que ceux des établissements publics, dans certains mais pas tous, il y a en plus un cours d'instruction religieuse et les fêtes religieuses sont célébrées, c'est la seule différence, et les manuels scolaires qui concourent à l'endoctrinement des élèves sont les mêmes.

Comme en Inde et la plupart des pays, si vous faites du tourisme en France au cours de vos vacances par exemple, vous constaterez qu'en dehors des vestiges de l'Ancien Régime, des châteaux et des églises, cathédrales, abbayes, et des musées, il n'y a pas grand-chose à visiter qui n'ait pas un caractère mercantile ou qui ne soit pas payant, oui, car il n'y a rien dans tout cela qui soit désintéressé quand on y réfléchit un peu.

La laïcité repose sur un consensus en faveur de la préservation de l'Etat et des religions, sans se soucier non plus de la nature de cet Etat il faut relever au passage, Etat qui comme chacun sait est antidémocratique ou antisocial, réactionnaire, d'où qu'il puisse cohabiter dans ce principe avec les religions qui incarnent un mode de penser rétrograde ou archaïque ou pire encore, disons qui n'a rien d'humaniste dès qu'on gratte un peu au-delà des apparences.

La religion fonctionne selon un principe totalitaire, elle s'octroie d'emblée un pouvoir que rien ni personne ne peut justifier, mais que chacun est prié de lui reconnaître et de respecter, c'est ainsi que sa légitimité est usurpée et de fait elle recourt à un excès de pouvoir pour exister.

La religion, c'est l'antiscience, c'est la négation de la connaissance, on est bien d'accord, dès lors, comment peut-on concevoir soutenir un principe tel que celui de la laïcité qui consiste à faire coexister science et antiscience, connaissance et croyance, c'est plus qu'un constat, ce principe banalise, cautionne cette coexistence comme si elle était naturelle et devait demeurer ainsi éternellement, amen !

Quand on voit quelle pourriture peut se réclamer de ce principe, je pense en premier lieu au PS et aux représentants de la réaction en général, aux francs-maçons, à moins de se compromettre gravement, on se demande quel intérêt on aurait à soutenir ce principe. On remarquera que tous ces gens bien intentionnés consacrent beaucoup plus d'énergie et de temps à la laïcité qu'à la défense et la diffusion du matérialisme dialectique ou même qu'à l'athéisme.

La laïcité est devenue la nouvelle religion du courant trotskyste lambertiste depuis les années 80, c'est plus consensuel et respectable semble-t-il que le bolchevisme ou le léninisme, dans cette chapelle les différents courants de l'opportunisme peuvent s'afficher ensemble ou se cotoyer ouvertement sans que personne ne s'en offusque parmi leurs militants, les manifestations de collaboration de classes ne les font même plus réagir tant ils y sont habitués, ils l'ont intégrée dans leur conception de la lutte de classes.

Ils vont nous répondre qu'on baigne en pleine confusion, car il n'y a qu'eux qui savent de quoi ils parlent. La laïcité permet de combattre la religion, elle permet surtout de réaliser un front unique avec d'autres courants du mouvement ouvriers dont le PS et ses satellites, des syndicalistes réformistes, des personnalités de tout bord politique... Justement, c'est ce qui nous fait horreur ! Ne vous fatiguez pas, on connaît par coeur ce refrain, on a déjà donné autrefois, mais on ne marche plus dans vos combines pourries depuis qu'on en a découvert l'envers, vous saisissez. A suivre.

(A un militant anticlérical)

- Si cela te passionne Paul, j'ai trouvé cela.

https://aplutsoc.org/2022/02/06/a-propos-de-lappel-des-565-militants-laiques-en-soutien-a-la-candidature-de-jean-luc-melenchon-par-robert-duguet/

Cela ne vaut guère mieux avec une référence à Jaurès et Ferdinand Buisson (voir sa biographie sur Wikipédia https://fr.wikipedia.org/wiki/Ferdinand_Buisson), Jean Zay (https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_Zay), Édouard Vaillant plus fréquentable hormis son ralliement à l'Union sacrée en 1914 (https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89douard_Vaillant) Tu vois Paul, je prends le temps de m'informer avant de me faire une idée... Je n'aime pas les dissidents du courant lambertiste, il y a toujours un gros truc qui cloche chez eux, ils sont aussi démagogiques.

ARGUMENTS ET RÉSISTANCE A LA TYRANNIE

Parole d'internaute

- Il y a 38 millions de voitures en France.

Si 50% passent à l'électrique, cela veut dire que chaque soir, entre 18h et 20h, environ 19 millions de voitures électriques (VE) seront branchées pour se recharger.

Le chargeur domestique le moins puissant (celui de la Zoé qui a une batterie de 51 kWh) charge avec une puissance de 6 kW en permanence dès le début, pendant 9h30 si la recharge doit être complète (9,5 h x 6 kW = 57 kWh, le compte est bon, pertes incluses), selon les données du constructeur.

Ce qui nécessitera donc une puissance instantanée en début de soirée de : 19 000 000 x 6 000 W = 114 000 MW

Or, la puissance totale des centrales électriques, tous types confondus, en France est de 130 000 MW environ.

Une partie ne sera pas disponible, soit parce que ce sera la nuit (panneaux photovoltaïques), soit parce qu'il n'y a pas de vent (éoliennes), soit parce que la centrale sera en maintenance.

Donc, il faudra pratiquement l'intégralité de la puissance disponible uniquement pour recharger les VE chaque soir.

Pour mémoire, la puissance maximale jamais appelée en France a été d'un peu plus de 100 000 MW en février 2012, soit 10% de moins que la valeur calculée ci-dessus. Et cela avait été très proche du point de rupture (et avec les deux centrales de Fessenheim encore en service).

Détail, pendant qu'on chargera les VE, pas de chauffage électrique, pas de dîner cuit au four électrique, ni même d'éclairage trop fort.

Ce calcul est un ordre de grandeur, mais, même si ce n'est que 25% de voitures électriques, les autres pouvant éventuellement être chargée dans la journée, le système électrique ne pourra pas le supporter.

Ou alors il faudra ajouter des dizaines de centrales EPR, chacune ne fournissant « que » 1 600 MW.

Lu.

En conclusion, la pandémie H1N1 est née d'un désir catastrophiste, qui aurait pu accoucher de millions de morts statistiques et d'une vaccination massive sans l'intervention (innocente) des professionnels de santé : on leur a dit que c'était un virus de grippe, ils l'ont soigné ! Tss … Personne ne leur avait dit qu'il fallait laisser leurs patients à risque s'aggraver à domicile !

Ce désir a été nourri par des politiques assujettis à leurs cabinets de conseil, par des laboratoires pharmaceutiques voulant rentabiliser leurs investissements, par des scientifiques désirant voir leurs compétences promues, par des médias arrimés aux agences de presse et aux communiqués de presse des personnes influentes.

Tout ce petit monde fonctionnait en 2009, il carbure plein pot depuis 2020.

A l'époque du H1N1, La vaccination de masse avait été présentée comme le seul outil à disposition, et cela s'était soldé par un démenti magistral.

10 ans plus tard, nous avons les mêmes ingrédients, les mêmes protagonistes, qui reproduisent le même schéma. Ils ont été plus violents, en jouant sur la sidération, en imposant le confinement strict de mars-avril et la désorganisation du système de soins, en terrorisant les gens grâce à l'obligation du port du masque – qui fait croire que l'autre est dangereux et risque de nous tuer en respirant. On ne peut qu'imaginer l'impact à long terme d'une telle croyance, en particulier pour les enfants. Ils ont enfin organisé un contrôle permanent des individus sous le prétexte de les protéger.

Ecrire un nouveau rapport parlementaire ? Le plus simple serait de reprendre celui concernant le H1N1, en changeant le nom de la maladie.

En revanche, cette fois-ci il serait bon que le rapport devienne opérationnel, pour éviter aux Français une troisième dose de totalitarisme sous prétexte sanitaire.

David Pujadas : avant 60 ans vous avez 0 % de risque de décès covid, vacciné ou pas vacciné - lemediaen442.fr 8 février 2022

On peut discuter de tout sauf des chiffres… pourtant nous sommes toujours avec un pass vaccinal et Véran discute du nombre de doses pour se protéger d'un virus qui ne tue pas.

Nous sommes lundi 7 février 2022 dans l'émission 24H Pujadas et la question est posée par David Pujadas : « Est-il vrai que quand on a moins de 60 ans, on ne meurt pas d'Omicron, qu'on soit vacciné ou pas vacciné ? »

C'est la journaliste Fanny Weil qui répond à cette question qui brûle les lèvres de tous. La réponse est pour le moins étonnante, déroutante et même surréaliste au vu des restrictions que nous subissons dans le pays.

« Eh oui, c'est vrai. Et vous le disiez, ce sont des chiffres très officiels de la Direction de la recherche. Des études qui portent sur une période

entre le 20 décembre dernier et le 23 janvier, soit une période pendant laquelle on a recensé plus de huit millions de cas et six mille six cents morts dont une écrasante majorité a plus de soixante ans. Comme c'est le cas depuis le début de la pandémie. Mais avec un Omicron, le résultat est sans appel et c'est encore plus net. Le risque de mourir quand on a entre 20 et 59 ans, qu'on attrape Omicron et qu'on n'est pas vacciné est tellement faible qu'il apparaît inexistant dans les données de la DRESS (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques). »

Se faire vacciner avant 60 ans est inutile

Vous ne rêvez pas ! Cela veut dire concrètement que le ministre Véran pousse à la vaccination alors que le risque d'effets secondaires est supérieur au bénéfice, nous plongeons dans l'aberration la plus totale. De quoi devenir complotiste ! Pour quelle raison vouloir absolument vacciner la population et même les enfants à partir de 5 ans ?

Zéro : c'est le chiffre qui fait que nos enfants sont masqués de 8 heures du matin à 17 heures.

Zéro : c'est le chiffre qui interdit aux enfants non vaccinés, de faire du sport, d'aller au théâtre, au cinéma, dans les parcs d'attractions…

Zéro : c'est le chiffre qui monte les Français les uns contre les autres.

Zéro : c'est le chiffre qui fait que les bars, restaurants, discothèques se cassent la figure.

Zéro : c'est le chiffre qui fait qu'on martyrise les non-vaccinés, qu'on veut leur faire payer les soins, qu'on leur interdit des transplantations, qu'on les menace de les emmerder, qu'on les insulte sur tous les plateaux de télévision.

Zéro : c'est le chiffre qui justifie que des soignants n'aient plus droit aujourd'hui au chômage en plus d'avoir été licenciés.

L'épidémie actuelle est bénigne par rapport aux autres épidémies qui ont eu lieu en France

La grippe de 2014-2015 a fait 2,8 millions de malades. Le covid-19 en 2020 a fait 0,2 million. Le covid n'a pas créé de surmortalité pour les moins de 65 ans. Pour les plus de 65 ans, la surmortalité a été de 4 %. lemediaen442.fr 8 février 2022

La vidéo : https://lemediaen442.fr/david-pujadas-avant-60-ans-vous-avez-0-de-risque-de-deces-covid-vaccine-ou-pas-vaccine/

Gérard Kierzek : « Le pass vaccinal est maintenu pour être levé juste avant les élections » - lemediaen442.fr 6 février 2022

https://lemediaen442.fr/gerard-kierzek-le-pass-vaccinal-est-maintenu-pour-etre-leve-juste-avant-les-elections/

La vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=-we96U7w4YQ&t=67s

McKinsey paie 596 millions de dollars pour 500 000 Américains morts d'usage abusif d'opioïdes - lemediaen442.fr 6 février 2022

L'entreprise criminelle McKinsey qui travaille avec le gouvernement français — très convenablement payée avec les deniers du peuple — a conclu un accord de 573 millions de dollars, avec les procureurs généraux de 47 États, du district de Columbia et de cinq territoires. Des accords distincts ont été annoncés dans l'État de Washington, pour 13 millions de dollars, et en Virginie-Occidentale, pour 10 millions de dollars.

La société McKinsey & Company a dû accepter cette transaction pour avoir incité l'entreprise Purdue Pharma — elle même condamnée à payer 4,28 milliards de dollars — à vendre ses opioïdes hors de toute indication médicale. La stratégie conseillée par McKinsey : cibler des médecins et des pharmaciens peu regardants quant à la prescription et à la vente. La consommation de telles substances sur ordonnance a quadruplé entre 1999 et 2018. Période pendant laquelle 500 000 Américains sont morts des suites d'un usage abusif d'opioïdes.

Il est bon de savoir que Olivier Véran travaille et paie gracieusement (26,8 millions d'euros depuis 2020) une entreprise criminelle multirécidiviste condamnée dans le monde entier pour escroquerie, corruption, faillites frauduleuses, espionnage d'opposants, prestation truquée, corruption, détournement de fonds et fraude… Nous avons listé une partie des actes criminels ici : Macron et McKinsey sont dans le même bateau…

La vie des Français est rythmée par le port du masque, les confinements, déconfinements, vaccins à 1 dose, 2 doses, 3 doses… selon les conseils des brigands de McKinsey & Company. Faut le savoir. lemediaen442.fr 6 février 2022

Le directeur de l'hôpital d'Ichilov : « 80 % des cas graves de covid sont entièrement vaccinés » - - lemediaen442.fr 7 février 2022

Rien ne va plus en Israël... dans ce pays où la vaccination de masse est au top niveau. Les vaccinés remplissent les hôpitaux et le taux de mortalité explose. Alors, non, la vaccination ne protège pas des formes graves de la maladie, comme médecins et ministres de plateau nous le serinent depuis deux ans.

Selon The Israel National News, on apprend que les hôpitaux israéliens ne sont pas surchargés de patients covid non vaccinés. Selon le Pr Yaakov Jerris, directeur du service des coronavirus de l'hôpital Ichilov, sur Channel 13 News, « En ce moment, la plupart de nos cas graves

sont vaccinés. Ils ont eu au moins trois injections. Entre soixante-dix et quatre-vingts pour cent des cas graves sont vaccinés. Ainsi, le vaccin n'a aucune signification en ce qui concerne les maladies graves, c'est pourquoi seulement vingt à vingt-cinq pour cent de nos patients ne sont pas vaccinés. »

Et comme une mauvaise nouvelle n'arrive jamais seule, Israël bat des records en terme de mortalité. On se demande si la 5e dose va être la réponse à cette catastrophe. lemediaen442.fr 7 février 2022

Israël abandonne le pass sanitaire dans les restaurants, bars, cinémas, gymnases… - lemediaen442.fr 7 février 2022

Comment justifier le pass sanitaire avec une des populations les plus vaccinées au monde et dont 80 % des hospitalisations en cas graves, sont entièrement vaccinés ? Le gouvernement israélien se prend en pleine figure le retour au réel et doit s'y soumettre. Une situation qui se multiplie dans le monde entier… sauf en France !

Le directeur général du ministère de la Santé, Nachman Ash, ne s'y trompe pas : « Parce que Omicron infecte également les vaccinés, le Green Pass (pass sanitaire) a perdu son efficacité dans la plupart des endroits et nous avons décidé de réduire son utilisation aux seuls lieux à haut risque. Cela fait partie de la tendance à vivre avec le virus. » Terminée l'époque où l'on justifiait le pass sanitaire sous le prétexte qu'il empêche la transmission.

Israël a décidé que ses citoyens n'auront plus à présenter le Green Pass dans les restaurants, les cinémas, les gymnases et autres lieux couverts. Ils devront cependant l'utiliser dans les lieux à haut risque d'infection, comme les discothèques ou les salles d'événements (lieux dans lesquels l'argent qui circule est difficile à contrôler).

Évidemment, nos chefs d'Etat sont obligés de se rendre à l'évidence… de là à laisser tomber cet outil merveilleux qui tient en laisse les citoyens en période grippale, il n'y a qu'un pas… qui n'est pas franchi. Le pass vaccinal a cette faculté si pratique d'enterrer tous les autres sujets, le chômage, la pauvreté, le mal logement… il masque non seulement le peuple, mais aussi la misère. lemediaen442.fr 7 février 2022

Pilotes, hôtesses et stewards… s'élèvent contre le pass vaccinal et déposent un recours devant le Conseil d'Etat - lemediaen442.fr 6 février 2022

Avant qu'un pilote fasse une crise cardiaque en plein vol, le collectif de personnel navigant aérien « Navigants Libres » devance la catastrophe. Il prône un monde respectueux de chacun, une information libre et éclairée . « Nous refusons le chantage, le flicage, et les expérimentations médicales sous contrainte. Nous avons au moins le courage de dire NON. […] Notre motivation première est de rassembler tous les navigants qui sont pour la liberté de choix, pour se soutenir mutuellement, partager, échanger et chercher des solutions pour faire face aux contraintes qui nous sont imposées depuis le début de la crise COVID-19. »

Ils sont 600 à avoir déposé un recours en urgence devant le Conseil d'Etat, afin de dire Non au pass vaccinal dans les avions. lemediaen442.fr 6 février 2022

Contestation au Canada : des provinces allègent les restrictions sanitaires contre le Covid-19 - France 24 9 février 2022

Face à la détermination des manifestants qui bloquent le centre de la capitale Ottawa depuis plus de dix jours, un mouvement semblait s'engager mardi au Canada pour assouplir les restrictions sanitaires contre le Covid parmi les plus strictes au monde.

Certaines provinces ont toutefois annoncé de nouveaux allégements : ainsi, la Saskatchewan et l'Alberta, vont carrément renoncer au passeport vaccinal, estimant que "les avantages ne l'emportent plus sur les coûts".

Même si l'épicentre se trouve à Ottawa, tout le pays est secoué par ce mouvement. Baptisé "convoi de la liberté", il visait à l'origine à protester contre la décision d'obliger les camionneurs à être vaccinés pour franchir la frontière avec les Etats-Unis.

D'après la police, un camionneur sur quatre est venu manifester avec ses enfants, ce qui rend leur évacuation encore plus complexe, d'autant plus que certains ont enlevé leurs pneus et que d'autres ont modifié leurs freins pour "immobiliser leur camion".

Mais ce mouvement s'est rapidement transformé en mouvement contre les mesures sanitaires dans leur ensemble et contre le gouvernement.

Hors d'Ottawa, le mouvement continue à faire tache d'huile : le pont Ambassador, voie commerciale vitale entre les voisins nord-américains, qui relie l'Ontario à Detroit, aux Etats-Unis, était bloqué par des manifestants.

Une situation qui pourrait avoir de "graves conséquences sur l'économie" si elle perdure, alertent autorités et entreprises. Ce pont suspendu est crucial pour l'industrie automobile mais aussi pour les hôpitaux américains qui emploient de nombreuses infirmières canadiennes. France 24, Euronews avec AFP, AP 9 février 2022

Le masque en intérieur abandonné à New York et dans d'autres États démocrates - Le HuffPost 8 février 2022

Parole d'internaute.

- Je remets cette citation de Ziegler lors d'une interview bien avant le COVID

"Les lobbyistes ce sont des exécutants, des larbins. Les décisions sont prises par les oligarchies, c'est-à-dire des grandes banques ou des présidents de sociétés multinationales qui envoient ensuite des employés, des lobbyistes, pour imposer leurs points de vue et empêcher l'adoption de lois non conformes à leurs intérêts.

Oui et ils sont les véritables maîtres de la planète. Ils ont créé un ordre cannibale du monde : avec d'énormes richesses pour quelques-uns et la misère pour la multitude), vous écrivez que les dirigeants de ces grandes sociétés détiennent un pouvoir comme «aucun empereur, aucun pape, aucun roi n'en a jamais disposé dans l'histoire des peuples». Ces sociétés ne sont donc contrôlées par personne ? Personne. Elles échappent à tout contrôle parlementaire, étatique, onusien, syndical…

On ne peut pas humaniser, améliorer, réformer un tel système. Il faut l'abattre. Aucun des systèmes d'oppression précédent, comme l'esclavage, le colonialisme, la féodalité, n'a pu être réformé. L'oppression ne se réforme pas."

Le commentaire que j'ai posté.

LVOG - Ne comptez pas sur le Dr. Maudrux pour mettre un terme à ce "système d'oppression" il en est un agent comme tous ceux qui interviennent dans le CSI, je suis désolé de vous le dire. La preuve, le premier paragraphe de l'article qu'il avait publié dans son blog le 31 janvier 2017 :

- Quelle différence entre socialisme et capitalisme ? L'un fait passer la distribution avant la création de richesse et la méprise, résultat il y a de moins en moins à distribuer. L'autre fait passer la création de richesse en premier, pour pouvoir distribuer, mais ne le fait pas très bien.

Vous aurez compris, vaut mieux encore le capitalisme à condition qu'il soit compatible avec une meilleure répartition des richesses, autrement dit qu'il cesse d'être capitaliste ou devienne socialiste! Le Dr. Maudrux appartient à l'espèce des réactionnaires purs et durs, comme quoi les apparences sont trompeuses.

« Quand on pense sortir d'une mauvaise affaire, on s'enfonce encore plus avant ».

Le Dr. Maudrux est bien placé pour le savoir quand le 31 janvier 2017 dans un article de son blog (adresse plus bas) il réalise un amalgame ordurier entre d'une part le stalinisme et le maoïsme qui étaient des régimes totalitaires, et d'autre part le socialisme ou le communisme qui oeuvre à l'émancipation du système que vous dénoncez ou qui en sont la négation, encore faut-il savoir au préalable ce que signifie le socialisme scientifique tel que l'entendaient Marx et Engels, et non pas tel que les médias ou ses ennemis vous le présente de façon déformée pour le rendre détestable, c'est à cela qu'on juge si une personne dispose ou non d'un esprit critique avant de s'exprimer.

https://www.covid-factuel.fr/2017/01/31/le-monde-a-lenvers

Sulfureux ! Non ils n'en sont pas encore à réhabiliter l'hydroxychloroquine.

Un médicament vieux de 70 ans protège les poumons de la Covid-19 - futura-sciences.com 9 février 2022

L'action thérapeutique du disulfirame est connue depuis près de 70 ans. Utilisé d'abord comme antiparasitaire, il est aujourd'hui prescrit dans le cadre d'une dépendance à l'alcool.

LVOG - Sans rire :

Un petit essai clinique mené sur 60 patients Covid est en cours à l'Université de Californie à San Francisco pour confirmer les effets positifs du disulfirame. futura-sciences.com 9 février 2022

Carrément sadique et criminel. Vous avez les symptômes de la Covid-19, restez chez vous et prenez du Doliprane, éventuellement crevez !

Selon une étude, le paracétamol pourrait augmenter le risque de maladie cardiaque et d'AVC - Yahoo 9 février 2022

Une nouvelle mise en garde contre le médicament le plus utilisé au monde. Le paracétamol n'est pas un médicament à prendre à la légère. Selon une récente étude, menée par l'Université d'Edimbourg (Ecosse), l'utilisation de paracétamol sur le long terme pourrait s'avérer dangereuse chez les personnes souffrant d'hypertension artérielle. Chez elles, ce médicament augmenterait le risque d'être victime d'une maladie cardiaque ou d'un accident vasculaire cérébral.

https://fr.news.yahoo.com/etude-paracetamol-augmenter-risque-maladie-cardiaque-avc-153104672.html

Dans l'état actuel de la société, nous "*faire gagner 13 ans de vie*", c'est du sadisme, non ?

Manger des lentilles, du riz brun et des noix pourrait vous faire gagner 13 ans de vie - Yahoo 9 février 2022

ACTUALITE INTERNATIONALE

Les cinq cercles brisés par Manlio Dinucci - voltairenet.org 8 février 2022

Les États-Unis appliquent désormais systématiquement à la Chine le traitement qu'ils réservaient jusqu'alors à la seule Russie. Ce faisant, ils contraignent les deux premières puissances militaires du monde à renforcer leur alliance ce qui relativise celle de l'Atlantique-Nord.

https://www.voltairenet.org/article215577.html

LVOG - Ce qui ne figure pas dans cet article. On nous dit que la Réseau Volatire serait indépendant ou ne serait pas orienté idéologiquement, qu'il nous soit permis de penser et de démontrer le contraire.

La Chine et la Russie font partie de l'économie mondiale capitaliste, donc ils sont soumis aux mêmes contraintes ou contradictions du capitalisme que les Etats-Unis, bien qu'elles puissent prendre des formes et des contenus différents, par exemple, de la même manière on a pu observer comment ces trois puissances ont su tirer profit de la mystification au coronavirus en réalisant un consensus avec le Forum économique mondial au détriment de leurs peuples, la Chine et la Russie sont également intéressés par l'expansion de l'économie d'armement ou de guerre qui demeure une énorme source de profit (et de corruption déguisée) contribuant à la stabilité du capitalisme confrontée à une crise sans précédent...

L'auteur de cet article va s'employer à mettre en scène la concurrence bien réelle que se livrent les différentes puissances impérialistes, sans toutefois mettre en relief qu'elles ont en commun un seul et unique ennemi, tous les peuples, et que leur objectif partagé est de leur faire payer le prix de la crise du capitalisme. Chacun est tenté de privilégier ses propres intérêts et va manoeuvrer pour minimiser la contribution à porter au compte de leur propre peuple ou les conséquences sociales qui en découleront de manière à assurer sa stabilité politique.

Compte tenu de leur histoire différente ou des particularités de leur développement et de leurs besoins spécifiques tant sur le plan économique que politique, ce qu'on nous présente uniquement comme un affrontement entre grandes puissances fait passer à la trappe un des facteurs déterminants du développement de la civilisation humaine, la lutte de classes et plus particulièrement celle des exploités et des opprimés. Pourquoi ? Parce que pour les auteurs de ce genre d'articles qu'on trouve d'ailleurs un peu partout dans les médias dits alternatifs partageant tous la même orientation idéologique favorable au capitalisme, les classes dominantes ou qui détiennent actuellement tous les pouvoirs sont les seules légitimes pour gouverner et décider du sort de l'humanité, il ne peut pas en être autrement.

Du coup, l'histoire qu'on va nous conter sera à sens unique ou elle sera toujours orientée dans une seule direction qui coïncidera avec la survie du capitalisme pour l'éternité. Elle se déroulera uniquement entre les différents acteurs ou clans ou gangs, dont certains seraient plus gentils ou fréquentables que d'autres, invitant plus ou moins sournoisement les lecteurs à choisir parmi eux ceux qui mériteraient leur confiance, donc à s'en remettre à des représentants ou des institutions du capitalisme, ce qui implique à la fois qu'ils aient abdiqué définitivement l'idée qu'ils pourraient contribuer eux-mêmes à leur émancipation ou que des représentants autres que ceux du capitalisme pourraient incarner leurs aspirations démocratiques, et qu'un régime alternatif au capitalisme pourrait un jour exister, socialiste par exemple, bref, les lecteurs sont donc invités implicitement à choisir entre la lèpre et le choléra en guise de destin.

Chacun aura compris à l'issue de cette rapide démonstration que ce genre de média, support ou organisation n'a rien d'indépendant, ces journalistes ne sont ni apolitiques ou politiquement neutres, non ils sont sciemment engagés au côté du capitalisme et ils incarnent ses intérêts.

Haut de page

Le 13 février 2022

La société est à l'image du capitalisme ou de l'oligarchie, parce qu'elle ne parvient pas à résoudre les contradictions qui sont à l'origine de son développement, elle se décompose et entre en putréfaction, sa dégénérescence se traduit par une régression sociale sans fin entraînant sa dislocation jusqu'à menacer la survie de l'espèce humaine.

Ce fut une grave erreur de croire que le progrès qu'avaient réalisé les hommes au cours de leur histoire était acquis une fois pour toute, ce que nous pouvons observer quotidiennement le prouve amplement pour peu qu'on ait la volonté et le courage d'affronter la réalité en face.

Le capitalisme constitue le point d'orgue d'un processus, la dernière étape d'un cycle dont l'origine remonte à la nuit des temps, quand l'évolution de ce primate l'amena à s'inspirer par mimétisme de la nature ou d'autres espèces, avant d'entreprendre de modifier son environnement pour satisfaire ses besoins et assurer le développement de son espèce.

A ce stade préhistorique, il n'avait pas conscience des conséquences de ses actes au-delà du profit immédiat qu'il pouvait en tirer, et on s'aperçoit de nos jours, qu'en réalité il n'a jamais réellement dépassé ce stade élémentaire, la quête du profit immédiat à tout prix est là pour le prouver si nécessaire. Et c'est cet acte répété des millions de fois au cours d'une vie qui continue de guider inconsciemment l'aventure humaine.

Très modestement, on devrait retenir que les hommes sont passés de l'état sauvage à celui de la civilisation malgré eux, uniquement par

nécessité car toujours liés à des contraintes imposées aussi bien par la nature que par leur propre nature sans jamais être conscient d'être les principaux acteurs d'un processus historique dont l'orientation et la finalité leur échappaient totalement au point d'ignorer quel destin attendait leur espèce, si bien qu'à l'issue de son développement ce processus historique pourrait se retourner contre eux au lieu de favoriser leur émancipation du règne de la nécessité pour entrevoir enfin celui de la liberté, ce qui coïnciderait en gros avec la prise en main de son destin par chacun, au lieu de laisser le soin à d'autres de s'en charger à notre place, nous en sommes encore très éloignés, force est de constater.

La survie du capitaliste et son idéologie conduisent de nos jours à littéralement idolâtrer ou idéaliser l'hyper individualisme, dont les conséquences politiques, sociales et psychologiques sont catastrophiques ou dramatiques pour l'ensemble des peuples. Il sert à justifier les pires crimes ou génocides au nom de l'innovation qui est la négation du progrès, de la sécurité qui est la négation de la liberté, de la démocratie en instaurant un régime totalitaire, de la paix en préparant de nouvelles guerres, l'éradiquer de la surface de la planète est devenu une nécessité absolue urgente.

On aurait pu imaginer qu'un consensus pourrait se réaliser sur cet objectif parmi tous les acteurs politiques qui se réclament du socialisme, mais malheureusement il n'est pas à l'ordre du jour, si vous ignoriez pourquoi, en lisant cette causerie vous en aurez une petite idée.

On a fait là de belles phrases, on a bien parlé, cela fait sérieux, tout le monde est content, sauf moi bien entendu, vous en avez l'habitude, car je me demande bien pourquoi se donner tant de mal et consacrer tant de temps à formuler ainsi bien des choses qu'on pourrait exprimer beaucoup plus simplement, mais dans ce cas-là tout le monde ou presque passerait à côté, or ce n'est pas le but !

On est quelque peu désabusé, non pas par la tournure de la situation, mais par les réactions qu'elle entraîne et qu'on ne partage pas la plupart du temps. Tout le monde est crispé et semble pris dans un engrenage infernal dont personne n'arrive à sortir, c'est l'impression que j'ai ; d'autant plus que plus personne ne veut écouter quoi que ce soit, bien que la radicalisation de la situation pourrait s'avérer salutaire et amener chacun à se poser des questions dont personne ne voulait entendre parler jusqu'à présent, sans garantir de trouver les bonnes réponses du premier coup ou de les partager, d'en tirer des enseignements, il ne faut pas trop en demander d'un coup non plus, mais au moins cela constituerait un progrès et l'espoir que des discussions fructueuses voient le jour.

Etre exigeant, cela ne veut pas dire forcément être intolérant ou tyrannique, souvent on confond les deux. Le plus important chez une personne, ce ne sont pas ses intentions ou ses convictions, sa personnalité ou ses expériences passées, ses fréquentations, à la limite c'est bon de les connaître, mais on s'en fout car l'essentiel est ailleurs, c'est plutôt à quoi et à qui servent vraiment aujourd'hui politiquement son discours ou les actions auxquelles elle participe, quelle en est la signification politique, qui va en profiter réellement, les travailleurs ou les oligarques, c'est cela qui nous intéresse uniquement pour savoir dans quelle mesure on peut mener un combat ensemble ou s'associer à une bataille.

Tous ceux qui s'apitoient sur le sort horrible réservé aux vieillards des Ehpad, que disent-ils vraiment, quel candidat à l'élection présidentielle a proposé des solutions de remplacement à ces mouroirs, qui a proposé leur prise en charge gratuite par l'Etat si possible à domicile, hormis pour les nantis pour autant qu'on ne leur aurait pas encore confisqué toute leur richesse, lequel, aucun ! Donc Boycott ! Il fallait que je le sorte et l'occasion me semble tout à fait approprié ou digne d'intérêt.

- Cette causerie au format pdf (21 pages)

INTRODUCTION

Leur humanisme est la politesse des salauds... On ne pensait pas si bien dire !

Les voilà larmoyant sur le sort de nos vieux envoyés finir leurs jours dans les mouroirs que sont les Ehpad ou ce qu'on appelait il n'y a pas si longtemps encore asiles ou hospices de vieillards ou maisons de retraite plus ou moins médicalisées. Que vaut une société qui voue ses vieux à un traitement aussi cruel ? Pour nous, c'est la seule question qui mérite d'être posée, et la réponse est sans appel ou non négociable : Elle doit disparaître et le plus tôt sera le mieux.

Il faut ajouter ces millions de vieux et vieilles qui vivent seul complètement abandonnés de leurs familles et proches, sans doute parce qu'il n'y a pas de richesses ou d'héritage à récupérer sur leurs cadavres quand ils seront crevés. Cela nous fait aussi penser à ces hommes ou femmes devenus clochards, parce que personne dans leur famille n'a eu la générosité de leur venir en aide ou de les accueillir chez eux, à croire qu'ils n'ont jamais eu de frères ou soeurs, de père et de mère, d'enfants, de cousins, d'oncles, de neveux... A bien des égards des animaux dits de compagnie bénéficient d'un meilleur traitement.

On pense aussi à tous ceux qui s'engagent dans des ONG ou qui participent à des actions dites humanitaires en direction de pauvres quelque part dans le monde, et qui ne lèveront pas le petit doigt pour en finir avec la pauvreté qui sévit dans leur propre pays, sans doute parce qu'elle aurait toujours existé, elle est donc en quelque sorte légitime, il suffira de s'en indigner un bon coup pour avoir bonne conscience et ensuite s'en accommoder en prétextant n'y être pour rien, les croyants sont les champions dans ce domaine.

Que vaut une société qui se complaît dans l'hypocrisie et le mensonge, l'indifférence ou le mépris des malheurs, des souffrances, du mauvais sort qui s'acharne injustement sur les plus faibles ou vulnérables, on pense aussi aux femmes et aux enfants auxquels ils ont osé imposer une muselière ?

C'est le système d'exploitation qui glorifie le profit et privilégie les intérêts individuels à outrance au détriment des intérêts collectifs ou les oppose, qui engendre ces rapports inhumains, qui évidemment n'ont rien de naturel, car tout est fait pour opposer les générations entre elles,

du cloisonnement jusqu'à l'isolement, l'exclusion ou le rejet, tandis que les nantis atteints par l'âge seront dotés de tous les moyens financiers, matériels et humains ou médicaux à leur disposition pour finir leurs jours chez eux et s'éteindre tranquillement dans leur lit, condition qu'une société responsable du bien-être de chacun de ses membres devrait pouvoir offrir à chaque homme ou femme quelle qu'ait été leur statut social ou leur parcours au cours de leur existence, condition incompatible avec l'existence du capitalisme, chacun devrait en prendre conscience.

Hormis les vieillards qui nécessitent une surveillance ou des traitements médicaux lourds quotidiens, qui devraient être hébergés gratuitement dans des établissements dignes d'un hôtel cinq étoiles, donc forcément publics, tous les autres devraient pouvoir finir leurs jours chez eux ou chez un parent, qui pourrait être mis à la retraite pour s'en occuper et bénéficierait d'une aide financière de l'Etat en plus d'un service médical gratuit à domicile, ainsi que d'autres avantages, de telle sorte que chacun puisse faire face à ses obligations et les remplissent dignement, en tire satisfaction, au lieu de se retrouver dans une situation inique où la prise en charge de notre vieillard représente une charge insupportable pour son parent, qui par conséquent sera dans l'incapacité de l'assumer et souvent en culpabilisera, sans qu'on lui en veuille parce qu'il n'avait pas le choix dans les conditions actuelles, et il n'a pas conscience de faire face à un problème strictement politique.

Maintenant on peut aborder la même question à différents niveaux, car tout problème politique nous concerne tous.

Quand on est prêt à cautionner une telle cruauté, effectivement tout est possible, en pire évidemment.

Les hommes ont créé une société monstrueuse dans laquelle il est possible de vivre aussi longtemps que le coeur qui rythme la vie ne lâche pas, quel que soit l'état des autres organes, qu'ils soient aveugles, sourds, impotents ou ne puissent plus se déplacer, paralyser d'un ou plusieurs membres, qu'ils aient perdu l'usage de la parole, qu'ils ne soient plus en mesure de s'alimenter normalement, qu'ils aient perdu complètement la tête au point de ne plus reconnaître leur famille ou oublier leur propre nom, la plupart vont finir par cumuler plusieurs de ces handicaps graves.

Ils s'acharnent à vouloir vivre dans un état physique de délabrement avancé ou réduits à des épaves, des végétaux, des zombies, quelle que soit les souffrances qui en découlent, plutôt que constater que le temps à fait son oeuvre et qu'il est temps de partir. A 66 ans j'estime être légitime pour parler ainsi, et cela ne date pas d'hier. J'ai eu le temps d'observer autour de moi les ravages du temps qui passe sur de nombreuses personnes, qui nous ont quitté définitivement le plus souvent dans des états épouvantables, au point de me dire que je ne me le souhaitais pas et le souhaitait à personne.

Ils vont aller jusqu'à accepter d'être les proies ou parfois les cobayes d'un immonde acharnement thérapeutique pour se maintenir en vie artificiellement, pour finalement être enfermés dans des mouroirs qui se chargeront de capter leur retraite ou leurs économies tout en leur procurant de mauvais traitements pour réaliser le maximum de profit.

Ils sont parvenus à repousser l'espérance de vie ou la mort sans se soucier de la détérioration inexorable de leur état de santé et des souffrances qui l'accompagneraient quotidiennement jusqu'à leur dernier souffle, adoptant l'idéal le plus sordide et cruel qu'il soit permis d'imaginer à des hommes pour peu qu'on puisse encore les appeler ainsi au regard de certaines espèces animales qui font preuve de plus de dignité qu'eux.

Leur ignoble société a contribué tout au long de leur vie à en faire des malades, à développer des maladies auto-immunes, des handicapés, en plus de leur pourrir l'existence quotidiennement, à les bourrer de produits chimiques toxiques, à les empoisonner littéralement, à leur rendre jusqu'à l'air irrespirable et l'eau impropre à la consommation, à les perturber psychologiquement jusqu'à favoriser l'apparition de pathologies dont l'issue allait leur être fatale, etc. le tout délibérément ou intentionnellement pour tirer un maximum de profit par tous les bouts à la fois, de la même manière que les banquiers ou les industriels qui financent et approvisionnent les protagonistes qui s'affrontent au cours d'une guerre. C'est tellement monstrueux, qu'un homme normalement constitué aura toutes les peines du monde à imaginer que des hommes et un tel système économique aussi cruels puissent exister, et pourtant, c'est la stricte vérité.

Guérir et rester en bonne santé, si, si, c'est possible, qui l'aurait cru ?

Diabète : guérir et prévenir par l'alimentation et l'hygiène de vie? - Réinfo Santé

https://www.youtube.com/watch?v=f_c69ck_QZM

Le diabète est-il une fatalité liée à la génétique, la résultante d'une mauvaise hygiène de vie que seuls les médicaments peuvent freiner ? Ou bien il est possible de guérir par l'alimentation, des compléments naturels et la gestion des émotions ?

Que disent les études sur ce sujet qui concernent des centaines de millions de personnes dans le monde ? Réinfo Santé

Une précision en complément.

Je n'ai pas mis en ligne la dernière vidéo du Pr Raoult où il prônait encore la vaccination des vieux et des obèses, ce qui est intolérable de sa part, sachant qu'il existe des traitements efficaces en cas d'infection à tous les stades de la maladie.

J'ai appris que le Pr. Perronne avait supervisé les campagnes de vaccination en France dans le passé, sans jamais réclamer ou soutenir l'obligation vaccinale.

ACTUALITE EN TITRES

Antisocialisme. Comment l'extrême-centre, l'extrême droite et les libertariens investissent-ils masqués les réseaux dits sociaux.

Du Grand Reset à la grande claque économique occidentale par Nicolas Bonnal - reseauinternational.net 11 février 2022

Mon commentaire.

- "*plus de partis dans les classes plus de classes dans les nations*"

Plus de classes, c'est évidemment faux puisque le système d'exploitation demeure en place, la classe des exploiteurs et des oppresseurs demeurent et celle des exploités et des opprimés aussi.

Alors pourquoi cette assertion, où voulait en venir de manière déguisée l'auteur de cet article qui rappelons-le est d'extrême droite? Quelle était sa motivation idéologique, sinon que le corporatisme sur le plan social ou le fascisme sur le plan politique, qui sont basés sur l'alliance de toutes les classes au profit de la classe qui détient tous les pouvoir, était finalement inévitable puisqu'on ne pouvait lui opposer aucune alternative, surtout pas le socialisme scientifique.

Donc cet article repose sur la négation de la lutte des classes pour mieux laisser la classe dominante la remporter, son auteur, comme beaucoup d'autres, se sert d'un constat que chacun peut faire pour manipuler les lecteurs ou les amener à partager son idéologie, que partageait Drieu la Rochelle (lire sa biographie sur Wikipédia).

La Voix de l'Opposition de Gauche

On était passé à côté.

En mettant dans la causerie du 18 décembre 2021 des liens vers des conférences que Jean-Jacques Marie avait données en 2017 dans le cadre du centenaire de la révolution russe, j'ignorais que Jean-Jacques Marie avait démissionné de la Tendance Communiste Internationaliste (TCI) du POID en juin 2019, je viens de le découvrir par hasard dans un article, je m'en excuse auprès de lui. J'avais écrit qu'il restituait " *à petite dose la pensée de Lénine que ses dirigeants n'ont pas comprise ou qu'ils ont abandonnée*. J'ignore s'il fait toujours partie du POID.

Jean-Jacques Marie - Lettre à la direction de la TCI - 19 juin 2019.

https://groupemarxiste.info/jean-jacques-marie-demission-de-la-tci/

Note de lecture de la démission de J-J-Marie de la TCI envoyée par courriel à un camarade le 12 février 2022.

J'ai rédigé cela très rapidement...

- Dans sa lettre J-J Marie confirme dès le début ce que je disais "*Commençons par le commencement ou presque…*", ce qui signifie qu'implicitement il s'était aperçu depuis longtemps que quelque chose n'allait pas dans ce courant politique ou leurs dirigeants, comme me l'avait écrit un jour un militant de ce courant, en 40 ans on en a avalé des couleuvres...

Gluckstein a couvert les journées d'action et les appareils, au POI aussi...

Gluckstein a couvert la connivence entre le PT algérien et Bouteflika, le FNL, l'appareil pourri de l'UGTA, le POI aussi.... "*durant des décennies*" précise-t-il. Dommage qu'on ne puisse pas lui demander depuis quand ce courant politique était corrompu, selon lui... Pourquoi ne l'a-t-il pas quitté plus tôt ? Pourquoi s'est-il ainsi compromis ?

Il précise que "*dès 2000*" ce courant politique était "*déjà sur la voie de la décomposition*", il évoque même à plusieurs reprises 1993, donc quand Lambert le dirigeait encore, c'est à se demander jusqu'où il faudrait remonter pour atteindre son origine, certains comme Lequenne en étaient arrivés au début des années 50, quand l'embryon de la IVe Internationale explosa, ceci expliquant cela, c'est la thèse que j'avais retenue parce que tout cadrait, c'était l'explication la plus plausible et aucun élément nouveau me porte à la modifier.

Il revient sur les méthodes de Gluckstein héritées de celles de Lambert, avec les chiffres trafiqués, les faux adhérents, etc. l'absence totale de démocratie jusque dans la discussion ou toutes les instances, en cela n'ayant rien à envier aux staliniens parfois même en pire, etc.

Son constat est sans appel pour justifier sa rupture avec ce courant politique "*goûtant peu les ruses complaisantes*", c'est un euphémisme, parce Marie est quelqu'un de délicat et il sait faire preuve de tact et de prudence face à des dirigeants qui en ont toujours manqué (du tact) entre autres ou qui avaient plutôt tendance à se comporter comme de vulgaires voyous ou des vauriens, dangereux ou violents.

Bref, il a confirmé tout le mal que je pensais de ce courant lambertiste dont j'ai fait partie pendant trois ans à la fin des années 70, que j'avais traité d'imposture dans des causeries en 2008 en remontant aux années 50, je n'ai donc aucune raison de rectifier ce que j'avais écrit.

Reconnaissance en famille, c'est beau !

Mélenchon et le panier de crabes de l'Union populaire, traduisez populiste, sont rassurés. Lors d'un entretien télévisé sur France 2, jeudi 10 février, le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, a accordé à notre illusionniste de service le mérite d'être “prêt à gouverner”, et il en fallait pas plus en guise de reconnaissance populaire pour que ses partisans s'enflamment, le site L’insoumission, un des relais officiel de la campagne de Mélenchon se félicitant que le patron du Medef ait reconnu "le sérieux du programme de son principal opposant sur le plan économique!”, au lieu d'exprimer la craindre que devrait lui inspirer un programme favorable aux travailleurs.

Bref, Geoffroy Roux de Bézieux sait à qui il a affaire et pour qui sait lire ou entendre il a vendu la mèche, ce que confirmera une personne sur Twitter : - "Geoffroy Roux de Bézieux offre une respectabilité économique que JL Melenchon n’a jamais autant eu dans un débat sur une grande chaîne."

(Source : Le HuffPost 11 février 2022)

En bref.

- «Dans les ateliers, un salarié de Louis Vuitton fabrique la valeur de son salaire en 1h de son temps de travail. Le reste des 150h qu’on va faire dans le mois, c’est du bénéfice dans la poche de la maison» Élodie, payée 1 300€ net par mois.

Bas salaires : les maroquinières de Louis Vuitton débrayent

Annualisation des heures supplémentaires, pauses scindées et bas salaires : dans les ateliers Louis Vuitton, la réorganisation proposée par la direction ne passe pas. Jeudi, trois des dix-huit usines de la marque de luxe étaient perturbées par des grèves.

Cela n’était pas arrivé depuis cinq ans : ce jeudi 10 février, pendant une heure au moins, trois des dix-huit ateliers de la marque ont débrayé, à l’appel conjoint de la CFDT et de la CGT. Ces dernières dénoncent des salaires trop bas et la proposition, par la direction, d’un nouvel accord sur le temps de travail qui prévoit l’annualisation des heures supplémentaires. mediapart.fr 10 février 2022

- En 2021, la France est restée une démocratie « défaillante » selon l'index de la démocratie, que vient de publier le groupe britannique The Economist. Depuis 2 ans, la France n'est plus considérée comme une démocratie « complète ».

LVOG - The Economist (Rothschild) voulait dire par là que son poulain n'a pas fini le sale boulot...

- 71 % des Français se déclarent favorables à un retour de l’âge de départ légal à la retraite à 60 ans. (Ifop)

LVOG - Comme quoi, vivre pour travailler, on ne s'y fera jamais...

ACTUALITÉ DU JOUR

Etats-Unis

Les Etats-Unis et leurs alliés asiatiques se réunissent pour endiguer l'influence chinoise - AFP 11 février 2022

Les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de l'Australie, du Japon et de l'Inde ont commencé vendredi leurs discussions sur l'approfondissement de leur alliance dite du Quad, visant sans la nommer la Chine et son l'influence en pleine expansion dans la région Asie-Pacifique.

Totalitarisme. Les peuples soumis à un régime de terreur permanente. De la menace climatique puis virale à celle de la guerre...

LVOG - Les Américains seraient-ils sur le point de lancer une opération sous faux drapeau obligeant la Russie à réagir militairement en Ukraine ?

Le Royaume-Uni et les États-Unis appellent leurs ressortissants à quitter l'Ukraine rapidement - BFMTV 11 février 2022

Aux États-Unis, le conseiller pour la sécurité nationale a même appelé les Américains se trouvant en Ukraine à quitter le pays "d'ici 24 à 48 heures".

Washington avertit que le risque d'une guerre en Europe est plus fort que jamais - AFP 11 février 2022

Les Etats-Unis ont affirmé vendredi que la Russie pourrait envahir l'Ukraine "à tout moment" dans les prochains jours, ravivant plus que jamais le spectre d'une guerre en Europe dans une accélération dramatique des événements après une phase d'intense diplomatie. AFP 11 février 2022

Conflit Ukraine-Russie : Joe Biden recommande aux Américains de quitter l’Ukraine « maintenant » - 20minutes.fr 11 février 2022

Escalade. Washington redoute une invasion “imminente” de l’Ukraine par la Russie - Courrier international 11 février 2022

Joe Biden et Vladimir Poutine se parleront au téléphone, ce samedi, pour tenter une nouvelle fois d'apaiser les tensions dans le dossier ukrainien. Washington estime qu'une invasion de l'Ukraine par la Russie pourrait survenir "à tout moment", peut-être même avant la fin des Jeux Olympiques de Pékin. Courrier international 11 février 2022

POLITIQUE

Ont-ils décidé de tout miser sur Macron ?

Défections, mauvais sondages... La mauvaise passe de Valérie Pécresse - BFMTV 11 février 2022

Des ennuis qui s'additionnent. Depuis plusieurs jours, Valérie Pécresse enchaîne les déconvenues, entre départ d'Éric Woerth pour soutenir Emmanuel Macron, mots peu amènes de l'ancien président Nicolas Sarkozy, mauvais sondages et programme qui n'imprime pas. BFMTV 11 février 2022

Woerth soutient Macron : « Ça témoigne de l'incapacité de Valérie Pécresse à rassembler », tacle Sébastien Lecornu - Publicsenat.fr 10 février 2022

Issu des Républicains lui aussi, le ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu a salué le soutien d'Éric Woerth à Emmanuel Macron. « C'est un tournant dans cette précampagne ». Publicsenat.fr 10 février 2022

Qui sont ces électeurs de gauche qui vont voter Macron en avril? - Slate.fr 10 février 2022

Déboussolé par la fragmentation et l'effacement de la gauche, une partie de l'électorat pourrait être tenté par le bulletin Emmanuel Macron, dernier à pouvoir empêcher la droite ou l'extrême droite d'emporter la présidentielle.

Le noyau originel du macronisme est incontestablement social-libéral. Voici cinq ans, cette famille idéologique ne représentait certes qu'environ 6% de l'électorat, mais était devenue une base suffisante pour engager une conquête électorale du pays, agglomérant au fil des mois d'autres familles idéologiques et des groupes sociaux à la convergence avérée, tant sur le plan de la conception de l'économie et des politiques à mener que sur une identification à la gauche ou à la droite.

In fine, c'est environ la moitié des électeurs ralliés à François Hollande en 2012 qu'Emmanuel Macron avait captés dans les urnes en 2017, quand l'autre moitié allait grossir les bataillons d'électeurs de Jean-Luc Mélenchon, fracturant ainsi l'électorat socialiste. Cinq ans plus tard, il apparaît que, loin de refluer dans l'électorat de gauche, le vote Macron a un potentiel bien supérieur à la simple attraction exercée sur les sociaux-libéraux et l'électorat socialiste le plus modéré.

On constate depuis 2017 un glissement vers le centre-droit des anciens électeurs socialistes devenus électeurs d'Emmanuel Macron. Bénéficiant du soutien décisif d'une partie du peuple socialiste, Emmanuel Macron a aussi révélé une vérité longtemps refoulée: beaucoup d'électeurs socialistes étaient plus à droite que leur parti. Slate.fr 10 février 2022

Jean-Pierre Chevènement aux côtés d'Emmanuel Macron à Belfort ce jeudi - BFMTV 10 février 2022

En invitant Jean-Pierre Chevènement à l'accompagner ce jeudi, comme le dévoilait Le Parisien mercredi, Emmanuel Macron s'entoure d'une figure politique de la région: l'ancien membre du Parti socialiste, fondateur du Mouvement républicain et citoyen (MRC) BFMTV 10 février 2022

Totalitarisme. Face au "*Convois de la liberté*" une seule réponse : l'interdiction et la répression.

Sur Twitter. La police bloque la circulation sur le périphérique parisien pour effectuer des contrôles sur une partie des véhicules du convoi de la liberté. La préfecture de police de Paris annonce avoir procédé à plus de 200 verbalisations. Des blindés sont positionnés dans la capitale.

Convois de la liberté: Macron appelle "au plus grand calme" - Le HuffPost 11 février 2022

Le président de la République, bientôt candidat, estime que la France a "besoin de concorde, de beaucoup de bienveillance collective".

"Convoi de la liberté": Attal dénonce une "instrumentalisation" de la "lassitude des Français" - BFMTV 11 février 2022

- Dans une interview accordée à LCI le 9 février, le secrétaire d'État français chargé des Affaires européennes Clément Beaune a attaqué avec des termes sévères le « convoi de la liberté » :

« Ne tordons pas les mots et la réalité : c'est pas le "convoi de la liberté" ce qu'on voit là. C'est le convoi de la honte et de l'égoïsme. C'est pas des patriotes, ce sont des irresponsables », a lancé Clément Beaune.

« C'est l'énième épisode des antivax, manifestement, qui sont pour certains cas à l'évidence complotistes jusqu'au plus haut point, qui croient que le vaccin est un complot international, ou le virus, et que le vaccin est une réponse qui consiste à insérer des puces dans les bras des gens », a moqué le secrétaire d'État, avant de recommander de « ne pas accorder une importance excessive à un convoi qui se nomme à l'exact opposé de ce qu'il est ». « C'est d'ailleurs un peu paradoxal de vouloir se prétendre pour la liberté, quand le projet, c'est de bloquer la

route et la vie des gens », a-t-il conclu. francesoir.fr 11 janvier 2022

"S'ils bloquent, il faut être très ferme": Castex hausse le ton contre les "convois de la liberté" - BFMTV 11 février 2022

Le "Convoi de la liberté" sur les Champs-Élysées, les forces de l'ordre interviennent - Le HuffPost 12 février 2022

"Convois de la liberté": Anne Hidalgo appelle à "la fermeté" et "l'ordre" à Paris - BFMTV 12 février 2022

Belgique.

Après Paris, Bruxelles interdit le "convoi de la liberté" - BFMTV 10 février 2022

LVOG - L'Autriche également... que craignent-ils donc tant que cela ?

ECONOMIE

France

La France accuse un déficit commercial de 84,7 milliards d'euros en 2021, un record historique - europe1.fr 08 février 2022

La France a enregistré en 2021 le pire déficit commercial de son histoire, à 84,7 milliards d'euros, ont rapporté mardi les douanes. Le solde des échanges est plombé principalement "par l'énergie, et dans une moindre mesure, par les produits manufacturés", précisent les douanes dans leur communiqué. L'aggravation du déficit s'explique "par un rebond plus marqué des importations (+18,8% après -13% en 2020) que des exportations (+17% après -15,8%)", explique cette même source. Jusque-là, le déficit commercial le plus important avait été enregistré en 2011, avec 75 milliards d'euros.

Une dégradation dû en partie à "l'alourdissement de la facture énergétique"

Le ministre du Commerce extérieur Franck Riester a estimé lors d'un point de presse qu'"il est important de regarder le tableau de notre activité commerciale" pointant notamment un "excédent record des services, à 36,2 milliards d'euros". "En ce qui concerne la balance des biens, la dégradation est essentiellement due à l'alourdissement de la facture énergétique de 17,9 milliards d'euros", a-t-il encore indiqué. Par ailleurs, "des secteurs forts à l'export sont encore en deçà de leur niveau de 2019", comme l'aéronautique qui n'est revenue qu'à 57% de son niveau d'avant la crise sanitaire, pointe le ministre.

Enfin, le déficit s'explique par la vigueur de la reprise, alors que l'économie française a enregistré une croissance de 7% l'an dernier , qui "a influé sur les importations de biens de consommation, d'outils industriels produits à l'étranger", selon Franck Riester. europe1.fr 08 février 2022

ARGUMENTS ET TÉMOIGNAGES. RÉSISTANCE A LA TYRANNIE

LVOG - Tous ces documents sont fournis à titre d'information uniquement.

Corruption pandémie meurtre - Raphaël Cohen - February 6th, 2022

https://odysee.com/csape:2

Entretien avec Raphaël Cohen, directeur juridique du CSAPE (Collectif Syndicats et Associations Professionnels Européens).

"On ne peut plus accepter ces mensonges d'État" Christian Perronne - February 10th, 2022

https://odysee.com/@francesoir:2/Christian_Perronne:4fa

Défi de la vérité de Christian Perronne, un des spécialistes des maladies infectieuses et tropicales les plus reconnus. Il préface l'ouvrage de Robert Kennedy Jr.

La vaccination covid a multiplié par dix les pathologies dans l'armée américaine - lemediaen442.fr 11 février 2022

https://lemediaen442.fr/la-vaccination-covid-a-multiplie-par-dix-les-pathologies-dans-larmee-americaine/

Cette base de données montre une augmentation de 1048 % des pathologies du système nerveux chez les militaires en 2021, par rapport à la moyenne des cinq années précédentes. En 2021, les taux d'hypertension ont augmenté de 21 fois par rapport à la moyenne.

De plus, les données officielles révèlent que, à nombre égal de doses administrées, les vaccins covid-19 sont 49 fois plus mortels que les vaccins contre la grippe. Les médecins militaires sont environ 40 % à être conscients de ce qui se passe, mais ont l'ordre de se taire.

Plus de 1000 sportifs de haut niveau victimes d'accidents graves ou mortels dans un régime de vaccination massive contre le COVID-19 - Réseau International 11 février 2022

https://reseauinternational.net/plus-de-1000-sportifs-de-haut-niveau-victimes-daccidents-graves-ou-mortels-dans-un-regime-de-vaccination-massive-contre-le-covid-19/

Le Courrier des Stratèges a déjà abordé le sujet des morts subites ou des accidents graves de sportis de haut niveau, professionnels ou amateurs dans un contexte de vaccination massive contre le COVID-19 avec des produits encore expérimentaux. Nous vous indiquons le lien avec une liste quotidiennement mise à jour. On en était le 9 février au soir à 1088 cas recensés.

Covid-19 — Ne croyez pas les prophètes de malheur. Examinez les faits. Par Dr Gérard Delépine - Mondialisation.ca, 11 février 2022

Vouloir connaître l'avenir, un rêve dangereux

L'homme a besoin de sécurité. Pour s'exonérer des inquiétudes liées aux vicissitudes de la vie. Il aime se rassurer avec des prédictions. Mais croire en celles-ci peut entraîner des conséquences funestes.

Crésus, voulant savoir si la guerre contre l'Empire perse lui serait favorable, alla consulter l'oracle de Delphes. La Pythie lui prédit « si tu fais la guerre, un grand empire s'effondrera ». Il fit la guerre et son empire s'effondra.

Avant de déclarer la guerre contre le Covid-19, Macron consulta l'oracle de l'Imperial College de Londres qui prédit :

« si tu ne fais rien, tu pourrais déplorer 500 000 morts en France ».

Macron le crut, mit la population française en résidence surveillée et fit de la France l'un des pays d'Europe occidentale où la mortalité du Covid19 est l'une des plus élevées.

Au 9 janvier 2021, les 5 grands pays européens qui ont confiné à l'aveugle se retrouvent dans le top 5 européen de la mortalité par million d'habitants avec une mortalité de 2531/M en Belgique, 2383/M en Italie, 1967/M en Espagne, et 1914/M en France.

Contrairement aux prédictions de Ferguson, le confinement aveugle a été suivi d'une mortalité Covid 19 accrue. Simulations et prophéties

Les confinements et les mesures liberticides qu'on nous a imposés ne reposent sur aucun fait scientifique constaté dans le monde réel, mais uniquement sur la terreur inspirée par la prophétie apocalyptique de Ferguson, simple simulation mathématique basée sur des hypothèses fausses.

Cette Pythie britannique a remplacé le dieu Apollon par un ordinateur et tire ses prédictions de simulations numériques, utilisant des programmes informatiques modélisant un phénomène dont ils peuvent à volonté modifier les constantes de base.

Les modélisations se sont révélées très fécondes dans les sciences dures (physique, chimie, mathématiques) dont les lois sont immuables. Mais l'HOMME n'est pas un objet comme les autres.

Appliquées sans discernement à des phénomènes biologiques et/ou reposant sur des hypothèses incertaines, ces prédictions ne valent guère mieux que celles de Nostradamus. Leur danger particulier est qu'auréolées de l'aspect scientifique de l'informatique, des statistiques et modélisations soient considérées comme fiables et utilisées par des politiques crédules soumis au mythe de la technique, pour décider une action dans le monde réel, et particulièrement dans le domaine médical.[1]

Les êtres vivants, tous différents, tous uniques, sont beaucoup plus complexes que des entités mathématiques et s'adaptent aux menaces. Croire que les humains se conforment toujours aux prévisions issues d'algorithmes et de scénarisations de données revient à nier leur humanité. C'est en cela que la médecine diffère largement des sciences exactes et qu'elle périclite, depuis qu'elle est dirigée par des chercheurs se prétendant scientifiques et non plus par des docteurs au chevet des malades.

Les lourds antécédents de Ferguson auraient dû alerter

Ferguson avait prédit que la grippe H1N1 serait une pandémie meurtrière et que seul le vaccin pourrait éviter l'hécatombe. Au Canada il avait prédit 8000 morts et en France plus de 20 000. Au Canada il y en a eu moins de 500 et en France 312.

Ses prédictions catastrophiques et la campagne de propagande de R Bachelot nous ont coûté plus de 2 milliards d'euros en achat de vaccins et de Tamiflu et causé de trop nombreuses victimes de la vaccination inutile.

En 2001, ses prédictions sur la fièvre aphteuse ont entraîné l'abattage de 6 millions de bovins, décision aujourd'hui considérée comme aberrante et qui a coûté environ 6 milliards de livres aux éleveurs anglais.

En 2002, le prophète Ferguson affirma que la maladie de la vache folle tuerait environ 50 000 Britanniques. À la fin de l'épidémie, on en recensa 177.

En 2005, il prédit que la grippe aviaire tuerait 65 000 Britanniques. Il y en eut au total 457.

Sa surestimation considérable des risques a concerné aussi l'Ebola.

Les erreurs grossières des simulations de Ferguson sur les épidémies passées auraient dû inciter nos dirigeants à être plus circonspects, à ne pas croire aveuglément ce prophète de malheur et à ne surtout pas appliquer ses préconisations dont les conséquences sanitaires, sociales et économiques (qu'il n'a jamais prises en compte) ont été catastrophiques, même si nos gouvernants tentent de le cacher par de nouvelles simulations publicitaires réalisées à la demande par des élèves français de Ferguson.

Que des prédictions soient fausses n'a rien d'étonnant. Ce qui l'est davantage c'est d'une part l'importance des surestimations (10 à 20 fois supérieure à la réalité) et d'autre part leur caractère systématiquement pessimiste. Une erreur due au hasard aurait été tantôt trop pessimiste, tantôt trop optimiste. Statistiquement le caractère toujours catastrophique de ses prédictions ne peut pas être dû au hasard ($p<0,02$). Cette improbabilité statistique traduit-elle un modèle faux ou une volonté délibérée de tromper ses lecteurs pour les terroriser ?

La prophétie Covid totalement délirante de Ferguson[2]

Détaillée dans le rapport 9 de l'Imperial College[3] prophétisait, un pic de mortalité vers le 3e mois de l'épidémie, avec des hôpitaux bondés et des lits de soins intensifs saturés.

« Pour une épidémie non maîtrisée, nous prévoyons que la capacité en lits de soins intensifs sera dépassée dès la deuxième semaine d'avril, avec un pic de la demande en soins intensifs plus de 30 fois supérieur à l'offre maximale possible dans les deux pays et un nombre total de décès de 510 000 en Grande-Bretagne et de 2,2 millions aux USA, et cela sans tenir compte des morts supplémentaires liées à l'absence de traitement d'autres maladies du fait de la saturation des hôpitaux. »

Ce scénario de film d'horreurn'est pas de la science, mais au mieux de la science-fiction-film-catastrophe évoquant les prédictions de Nostradamus.

Par exemple, le rapport 9 estimait que sans confinement la Suède verrait ses hôpitaux débordés en quelques semaines et obligés de trier les malades. Il prévoyait 70 000 morts en 6 mois. Au 6 février 2022, sans confinement ni mesures autoritaires, les hôpitaux suédois n'ont jamais été débordés, et le nombre de morts a atteint 16 100, soit 4 fois moins que les prédictions de Ferguson, en quatre fois plus de temps. Et rappelons-le : sans masque, sans distanciation forcée, sans fermeture d'écoles, ni de restaurant ou de musée.

Fort de leur certitude quasi religieuse, N Ferguson et ses élèves ne sont même pas rigoureux.

Ainsi dans un article rédigé pour justifier a posteriori le bien-fondé des mesures sanitaires autoritaires, ils se vantent d'avoir sauvé 3 millions d'Européens grâce au confinement. Dans cet article, scandaleusement diffusé par Nature,[4] ils publient un tableau qui détaille pays par pays le « nombre de morts évitées par le confinement » et affirment avoir sauvé 560 000 Allemands et 26 000 Suédois grâce au confinement.

Mais les auteurs de cette escroquerie n'ont pas remarqué que ni les Suédois ni les Allemands n'avaient confiné !

Le 25 mars 2020, Neil Ferguson interrogé par la commission parlementaire britannique de la science et de la technologie a reconnu que sa première estimation était trop pessimiste et a ajouté « les deux tiers des gens qui mourront seraient de toute façon morts dans l'année ». Aveu tardif et exprimé sans remords.

Le gouvernement par la peur et le chantage aux libertés

Depuis le début de la crise, à chaque fois que la situation réelle s'améliore, les « enfermistes » inventent une nouvelle prophétie catastrophe pour raviver la peur et imposer de nouvelles restrictions des libertés.

Comme Veran sonnant l'alarme en fin juin 2021 :

« Une nouvelle vague de Covid dès la fin juillet » !

Arnaud Fontanet :

« À la rentrée, en septembre-octobre, on aura une nouvelle vague de cas » de Covid-19.

Jean-François Delfraissy :

« On doit se souvenir de ce qui s'est passé l'été dernier : on était à des chiffres à peu près comparables, et on a vu la deuxième vague en septembre ».

Comme l'Institut Pasteur :

« Sous des hypothèses réalistes concernant le R0 du variant dominant et la couverture vaccinale cet automne (2021), un pic d'hospitalisations important est possible en l'absence de toute mesure de contrôle de l'épidémie »

Car depuis le début de la crise les propagandistes de Big Pharma qui nous gouvernent ont compris que le moyen le plus efficace de contraindre la population à subir des injections expérimentales, inutiles et dangereuses est le chantage aux libertés « vous serez libres si vous vous vaccinez ».

Puis comme tous les maîtres chanteurs, dès que vous leur cédez, ils renient leur promesse (vaccinés, mais pas plus libres) et augmentent leurs exigences : une injection de plus, puis une autre et encore une autre…

Ce n'est pas pour rien que dans les séries policières les victimes des maîtres chanteurs se retrouvent souvent contraintes pour se libérer, de les assassiner. Il n'y a plus de raison d'avoir peur

Depuis juin 2021 la mortalité quotidienne moyenne est de 100/J, soit environ 6 % de la mortalité globale.

Le pic Omicron a été atteint le 28 janvier 2022 et l'épidémie a déjà régressé de près de 50 %.

Une fois la vague Omicron passée, l'immunité naturelle protégera enfin la population, comme auraient dû le faire les injections anti-covid s'il s'agissait de vrais vaccins réellement testés.

D'ailleurs, la très grande majorité des agences sanitaires du monde entier appellent maintenant à traiter le covid comme une grippe ordinaire.

Il ne faut pas davantage avoir peur de la suppression des mesures sanitaires qui nous pourrissent la vie depuis deux ans.

Partout dans le monde les peuples se réveillent de l'hypnose qu'avaient suscitée ces prophéties catastrophes et les gouvernements, sous la pression, sont contraints de supprimer leurs mesures restrictives de liberté.

Continuons le combat pour accélérer le respect de nos droits fondamentaux.

Notes :

[1] Delepine : Quand les résultats de simulations mathématiques remplacent les résultats réels dans l'information médicale diffusée par les médias https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/quand-les-resultats-de-simulations-208775

[2] NICOLE DELEPINE : LES DESSOUS DU RAPPORT CLASSÉ SECRET DÉFENSE DE FERGUSON ET LE CONFINEMENT Economie matin 11/08/2021 http://www.economiematin.fr/news-rapport-confinement-ferguson-secret-critique-decision-politique-delepine

[3] Report 9: Impact of non-pharmaceutical interventions (NPIs) to reduce COVID-19 mortality and healthcare demand 16 March 2020 Imperial College COVID-19 Response Team DOI: https://doi.org/10.25561/77482 https://www.imperial.ac.uk/media/imperial-college/medicine/mrc-gida/2020-03-16-COVID19-Report-9.pdf

[4] Ferguson ment grossièrement et le journal Nature le publie 11/01/2021 à 16:27 France soir https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/ferguson-ment-grossierement-et-le-journal-nature-le-publie

---

France info diffuse une publicité mensongère visant les enfants! Par Dr Gérard Delépine - Mondialisation.ca, 09 février 2022

Ce 7 février 2022 vers 16 h, j'écoutais France Info lorsque j'entendis une publicitémensongère qui a fleuri un temps sur les panneaux des autoroutes avant d'être heureusement abandonnée.

« Enfant de 5 à 11 ans, vous pouvez vous vacciner pour vous protéger et protéger les autres »

Comment le ministère de la Santé peut-il faire diffuser une publicité aussi mensongère ?

Les enfants jeunes sont naturellement protégés de la maladie et ne font que très exceptionnellement des formes graves.

Ils peuvent être contaminés par leurs parents, mais ne risquent pratiquement rien contrairement à ce qu'affirment certains médecins et journalistes des plateaux télé. Lors de la première vague, selon les chiffres de l'Organisation Mondiale de la Santé et du National Health Service ils ne représentaient que 1 à 2 % des cas et le plus souvent sans aucun symptôme.

Daniel Lévy-Bruhl, pédiatre et épidémiologiste, rappelait qu'en juin 2021 on recensait depuis le début de la crise « 13 décès d'enfants, dont 10 étaient considérés comme imputables au Covid-19 » précisant :

« Il n'y avait qu'un seul enfant dont le décès était survenu dans un contexte où la seule cause possible était le Covid-19. Pour les autres enfants, soit ils avaient des facteurs de risque, soit le décès est survenu dans un contexte où plusieurs éléments ont pu contribuer à l'issue fatale et en particulier des infections sévères parmi lesquelles on a retrouvé le Sars Cov-2 ».

Par comparaison, la grippe saisonnière tue chaque année entre 7 et 10 enfants… Pour les enfants le Covid est 3 à 10 fois moins mortifère que la grippe banale.

Ils ne peuvent donc espérer aucun bénéfice personnel d'un pseudo vaccin par ailleurs incapable de prévenir l'infection.

Promettre aux enfants « vaccinez-vous pour vous protéger » est donc un pur mensonge. Les enfants ne contaminent pas les autres et leur vaccination ne peut donc pas protéger les autres

Plus de 20 études épidémiologiques dans plus de dix pays[1][2][3] ont recherché opiniâtrement des contaminations à partir d'enfants de moins de 18 ans : aucune n'a pu mettre en évidence un seul exemple réellement probant.

— L'étude de Santé Publique France[4] est très démonstrative. L'enfant des Contamines a été en contact, alors qu'il était malade, avec 172

personnes, dont 112 élèves et professeurs dans trois écoles et un ski-club. Il n'a contaminé personne, même pas les deux autres enfants de sa fratrie.

— L'étude de l'institut Pasteur[5] sur les écoles primaires de Crépy-en-Valois a porté sur 1340 personnes, dont 139 infectées (81 adultes et 58 enfants). Parmi 510 élèves de six écoles primaires, ils ont identifié trois enfants de trois établissements différents qui étaient infectés au moment où les écoles étaient encore ouvertes. Aucun de ces trois enfants n'a contaminé quiconque, qu'il s'agisse d'autres élèves ou d'adultes.

— L'étude Coville[6][7], dirigée par le professeur Robert Cohen, portant sur 600 enfants âgés de 0 à 15 ans conclut : « sans histoire de Covid parental, l'enfant n'a rien. »

B Lee et W. V. Raszka confirment dans une revue générale publiée dans Pediatrics[8]: « transmission du COVID-19 et enfants : l'enfant n'est pas à blâmer. »

Promettre aux enfants « vaccinez-vous pour protéger les autres » est donc totalement mensonger.

D'ailleurs, les pseudo vaccins actuels sont incapablesd'arrêter les épidémies.

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les évolutions du nombre de nouveaux cas journaliers dans les pays qui ont vacciné le plus comme Israël

Je croyais qu'il existait une loi interdisant la publicité mensongère… et de surcroît de la publicité pour un médicament remboursé par la sécurité sociale… Les temps ont changé.

Notes :

[1] National Institute for Public Health and the Environment. Ministry of health, welfare, and sport. Netherlands. Children and COVID-19. Available: https://www.rivm.nl/en/novel-coronavirus-covid-19/children-and-covid-19

[2] Heavey L, Casey G, Kelly C, et al. No evidence of secondary transmission of COVID-19 from children attending school in Ireland, 2020. Euro Surveill 2020;25:2000903.

[3] Centre national de recherche et de surveillance de la vaccination. COVID-19 dans les écoles — L'expérience en NSW. Nouvelle-Galles du Sud, Australie : Centre national de recherche et de surveillance sur l'immunisation ; 2020 Google Scholar

[4] Kostas DANIS et al pour Santé Publique France Cluster of coronavirus disease 2019 (Covid-19) in the French Alps, 2020 Clinical Infectious Diseases Oxford University Press for the Infectious Diseases Society of America

[5] A Fontanet et al SARS-CoV-2 infection in primary schools in northern France: A retrospective cohort study in an area of high transmission medRxiv 2020

[6] Prévalence du portage du SRAS — Cov2 chez les enfants asymptomatiques et légèrement symptomatiques (COVILLE) https://www.clinicaltrials.gov/ct2/show/NCT04318431

[7] Prévalence du portage du SARS–CoV2 chez l'enfant asymptomatique et pauci symptomatique, étude transversale, prospective, multicentrique, observationnelle en soins primaires https://www.infovac.fr/docman-marc/public/covid-19/1689-coville-study/file

[8] Benjamin Lee et William V. Raszka Covid19 transmission children are not to blame Pediatrics aug 2020, 146 e2020004879; DOI : https://doi.org/10.1542/peds.2020-004879

Les effets secondaires graves des injections expérimentales éclatent au grand jour dans le monde entier Par Dre Nicole Delépine - Mondialisation.ca, 09 février 2022

Protégeons les injectés ! Qu'ils stoppent cette intoxication et protégeons les enfants ! Que les parents ne les condamnent pas à un avenir incertain !

La plupart des injectés ne veulent pas entendre parler des drames post injections et préfèrent continuer à écouter la pensée magique de Véran et de ses complices malgré leurs mensonges permanents.

Pourquoi ? Difficulté à reconnaître qu'on s'est trompé ? Drame psychologique personnel ? Pourtant, regarder la réalité en face pourrait leur éviter d'aggraver leur état avec les autres doses que Veran veut imposer de plus en plus fréquemment. Il existe manifestement une toxicité cumulative, en particulier en matière de problèmes cardiaques et neurologiques. Tentons de les informer par des tracts, des discussions à la sortie des magasins, pendant les manifestations, etc.

Tentons de les informer le plus doucement et humainement possible, car ce sont des victimes. Victimes du viol des consciences par les médias, les patrons, mais aussi des familles angoissées qui ont harcelé les vaccino prudents jusqu'à ce qu'ils se laissent « convaincre » et deviennent des « malgré nous ».

N'ajoutons pas un jugement de valeur aux pressions subies et mensonges médiatiques répétés qu'ils ont subis. Informons-les pour qu'ils

épargnent leurs enfants.

Rappelons d'emblée qu'aussi bien aux USA qu'en UE ou en Grande-Bretagne, ou en Suisse le nombre d'effets délétères est extrêmement élevé par rapport aux complications enregistrées des vax depuis trente ans.

Toutes les classes d'âge ont été atteintes par les effets secondaires, y compris les plus âgées

Chez les sujets âgés, à haut risque par leurs pathologies sous-jacentes de tous types (artérite, etc.), la mortalité a été élevée lors des premières doses, mais le lien de causalité directe est systématiquement nié.

Sauf en Norvège (https://www.lindependant.fr/2021/01/15/covid-19-la-norvege-annonce-le-deces-de-23-personnes-suite-a-des-injections-du-vaccin-pfizer-9313761.php), où après la mort post vaccinales de 23 pensionnaires de maison de retraite les autopsies réalisées chez 13 d'entre eux suggéraient que des effets secondaires courants pourraient avoir contribué à des réactions graves chez les personnes âgées fragiles.

À la suite de ces constatations, l'agence sanitaire a recommandé de ne pas injecter les personnes âgées de plus de 80 ans. « Pour les personnes les plus fragiles, même des effets secondaires relativement légers peuvent avoir des conséquences graves ». « Pour ceux qui ont une durée de vie restante très courte de toute façon, les avantages du vaccin peuvent être marginaux ou non pertinents ».

De nombreux vieillards sont morts rapidement après leur première dose par AVC, infarctus ou « mort subite » en plus des gens âgés en EHPAD ou en HAD « euthanasiés » sans leur volonté au Rivotril (de l'ordre de 10 000).

Et le pouvoir a poussé à les injecter sous prétexte de leur fragilité qui n'a que renforcé les risques de l'injection. Encore maintenant, on entend trop souvent dire qu'on pourrait réserver le « vax » aux plus de 65 ans, alors qu'il existe des traitements précoces efficaces et que les plus vieux restent des citoyens à part entière qui ont aussi la liberté de penser et d'accepter ou non ce poison. S'exonérer d'un refus total de ces thérapies géniques est inacceptable…

Chez les gens de tous âges porteurs d'une maladie chronique, on note de plus en plus des aggravations de ces pathologies spécifiques : cancers[1] (y compris en rémission avec évolution rapide), maladies neurologiques de type SEP, etc., et autres auto-immunes de tous genres.

Chez les plus jeunes, la survenue de myocardites[2] post injections a rapidement été notée, d'autant plus fréquente que le « vacciné » est plus jeune et en particulier chez les adolescents. Nous sommes très inquiets pour les plus petits qui commencent à être injectés sans raison sanitaire réelle.

Chez les femmes, de nombreux troubles des cycles menstruels qui durent, fausses couches augmentées de façon importante, naissance de nouveau-nés qui décèdent rapidement dans le mois qui suit la naissance, ont rapidement attiré l'attention depuis les premiers mois des injections, qui auraient dû faire interrompre les vax de la part du corps médical et refuser de la part des citoyens, et imposer au minimum un moratoire.

Selon le site américain VAERS

VAERS data des Centers for Disease Control & Prevention

Total de 1 071 856 déclarations d'événements indésirables dans tous les groupes d'âge après injection anti-COVID :

22 607 décès et 178 994 événements graves entre le 14 décembre 2020 et le 21 janvier 2022.

Toutes les classes d'âge ont été atteintes par les effets secondaires, y compris les plus âgées

Chez les sujets âgés, à haut risque par leurs pathologies sous-jacentes de tous types (artérite, etc.), la mortalité a été élevée lors des premières doses, mais le lien de causalité directe est systématiquement nié.

Sauf en Norvège (https://www.lindependant.fr/2021/01/15/covid-19-la-norvege-annonce-le-deces-de-23-personnes-suite-a-des-injections-du-vaccin-pfizer-9313761.php), où après la mort post vaccinales de 23 pensionnaires de maison de retraite les autopsies réalisées chez 13 d'entre eux suggéraient que des effets secondaires courants pourraient avoir contribué à des réactions graves chez les personnes âgées fragiles.

À la suite de ces constatations, l'agence sanitaire a recommandé de ne pas injecter les personnes âgées de plus de 80 ans. « Pour les personnes les plus fragiles, même des effets secondaires relativement légers peuvent avoir des conséquences graves ». « Pour ceux qui ont une durée de vie restante très courte de toute façon, les avantages du vaccin peuvent être marginaux ou non pertinents ».

De nombreux vieillards sont morts rapidement après leur première dose par AVC, infarctus ou « mort subite » en plus des gens âgés en EHPAD ou en HAD « euthanasiés » sans leur volonté au Rivotril (de l'ordre de 10 000).

Et le pouvoir a poussé à les injecter sous prétexte de leur fragilité qui n'a que renforcé les risques de l'injection. Encore maintenant, on entend trop souvent dire qu'on pourrait réserver le « vax » aux plus de 65 ans, alors qu'il existe des traitements précoces efficaces et que les plus vieux restent des citoyens à part entière qui ont aussi la liberté de penser et d'accepter ou non ce poison. S'exonérer d'un refus total de ces thérapies géniques est inacceptable…

Chez les gens de tous âges porteurs d'une maladie chronique, on note de plus en plus des aggravations de ces pathologies spécifiques :

cancers[1] (y compris en rémission avec évolution rapide), maladies neurologiques de type SEP, etc., et autres auto-immunes de tous genres.

Chez les plus jeunes, la survenue de myocardites[2] post injections a rapidement été notée, d'autant plus fréquente que le « vacciné » est plus jeune et en particulier chez les adolescents. Nous sommes très inquiets pour les plus petits qui commencent à être injectés sans raison sanitaire réelle.

Chez les femmes, de nombreux troubles des cycles menstruels qui durent, fausses couches augmentées de façon importante, naissance de nouveau-nés qui décèdent rapidement dans le mois qui suit la naissance, ont rapidement attiré l'attention depuis les premiers mois des injections, qui auraient dû faire interrompre les vax de la part du corps médical et refuser de la part des citoyens, et imposer au minimum un moratoire. Point actuel sur les chiffres publiés sur différents sites officiels Selon le site américain VAERS

VAERS data des Centers for Disease Control & Prevention

Total de 1 071 856 déclarations d'événements indésirables dans tous les groupes d'âge après injection anti-COVID :

22 607 décès et 178 994 événements graves entre le 14 décembre 2020 et le 21 janvier 2022. Les données DMED (pharmaco vigilance des armées américaines) ont fuité

Avec les principaux effets secondaires constatés par comparaison aux années antérieures. Précisons qu'il s'agit d'une population jeune en bonne santé donc ces chiffres sont particulièrement inquiétants.[3]

Tachycardie : augmentation de 202 %
Cancer du testicule : augmentation de 269 %
Dysfonctionnement ovarien : augmentation de 337 %
Migraines : augmentation de 352 %
Embolie pulmonaire : augmentation de 368 %
Infertilité féminine : augmentation de 372 %
Néoplasmes de la thyroïde et d'autres glandes endocrines : augmentation de 374 % 08
Démyélinisation : augmentation de 387 %
Cancer du sein : augmentation de 387 %
Syndrome de Guillain-Barré : augmentation de 451 %
Tumeurs malignes des organes digestifs — augmentation de 524 %
Sclérose en plaques : augmentation de 580 %
Tumeurs malignes de l'œsophage : augmentation de 794 %
Maladies du système nerveux : augmentation de 948 %
Hypertension : augmentation de 2 081 %

Myocardites en fonction de l'âge rapportées par le VAERS

Les atteintes cardiaques ont été les premières à inquiéter sérieusement les Israéliens au début des injections massives. Elles ont été rapidement constatées aux USA et demeurent un drame terrible pour les jeunes particulièrement touchés dont parallèlement les risques du covid lui-même étaient zéro.[2] Insistons sur le fait que l'atteinte cardiaque même si elle ne tue pas tous les patients affectés reste une lésion définitive qui va compromettre l'espérance de vie du sujet très probablement et en tous cas le rendre incapable d'activités sportives intenses.

Taux d'effets secondaires : les chiffres sur le site du gouvernement du Canada

Des effets secondaires graves post-vaccination « par 100 000 doses administrées et non par 100 000 personnes »

Selon le site de l'ANSM pour la France

Selon le site de l'UE 27 pays

Et dans le détail des pathologies

Drame chez les enfants pourtant à risque zéro du covid :

Via t.me/vaccinosceptique

DRAME CHEZ LES SPORTIFS

https://etouffoir.blogspot.com/2022/01/vaccins-des-sportifs-et-des-athletes-du.html?m=

VACCINS —Des sportifs et des athlètes du monde entier perdent leur carrière, leur santé et parfois leur vie, par suppression tyrannique de leur droit à disposer d'eux-mêmes. Conclusion

Il est évident que l'accumulation des effets secondaires déclarés dans le monde n'est plus possible à résumer en un article, tant les données sont importantes en nombre et qualité. Ce petit résumé a pour but de rappeler la dangerosité de ces injections toujours expérimentales et donc d'aider à résister à l'injection de commodité par lassitude du harcèlement.

Mais comme le répète Mike Yeadon inventeur de la technique et lanceur d'alerte inquiet des conséquences de sa création, l'effet de

l'injection est irréversible, tant pour les conséquences rapides que surtout pour les effets à long terme.

Protégez vos enfants. REFUSEZ TOUTE INJECTION.

Haut de page

Le 14 février 2022

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Bien qu'on ne sache pas exactement qui est derrière ce mouvement appelé *Convoi de la liberté* qui rappelle celui des Gilets jaunes, ses revendications légitimes (Salariales et l'abrogation du pass vaccinal) et son soutien populaire nous amène à le soutenir également.

Face à l'abus de pouvoir dont le régime use pour réprimer violemment pratiquement toute manifestation depuis celle contre la loi El Khomri en 2016, qu'on ne compte pas sur nous pour condamner la violence à laquelle peuvent avoir recours en retour certains manifestants, dès lors qu'il ne s'agit pas de provocations (Antifas ou black blocs).

Message du 13 reporté au 14.

Complément, non ce n'est pas un régime fascisant...

Capture Twitter à 21h25 dimanche soir en Inde.

lemediaen442.fr%2Fconvoi-de-la-liberte-un-policier-pointe-son-arme-sur-un-automobiliste-une-enquete-est-ouverte%2F

Le Convoi de la liberté à Paris par Candice Vacle - Mondialisation.ca, 13 février 2022

https://www.mondialisation.ca/le-convoi-de-la-liberte-a-paris/5665252

Décidément, nos braves anticapitalistes ne manquent pas une occasion pour fournir au régime un gage de leur soumission.

Philippe Poutou pour le NPA, a fait savoir le 11 février 2022 qu'il soutenait "*les revendications sociales du « Convoi de la liberté »*", en précisant toutefois que son parti était "*pour la vaccination*", alors que c'est l'unique instrument servant à justifier l'instauration d'une mesure liberticide, le pass vaccinal, à défaut de toutes justifications scientifiques, sans se soucier de la nature des substances injectées qui n'étaient pas des vaccins puisqu'ils n'empêchaient pas d'attraper le virus et d'être contagieux ou de pouvoir le transmettre, substances qui étaient encore en phase expérimentale testées sur la population ravalée au rang de cobaye, sans tenir compte de leurs effets secondaires inédits ayant fait au moins officiellement 50.000 morts dans le monde, dix fois plus d'handicapés à vie, en réalité sans doute beaucoup plus puisque tous les chiffres sont trafiqués, etc. autrement dit, le NPA comme tous les autres partis dits ouvriers à ma connaissance condamne une mesure tout en l'encourageant.

Nous, nous sommes contre toute vaccination contre la Covid-19 ou plus précisément maintenant contre ses variants, dans la mesure où ils ne représentent aucun danger pour la population, et il existe depuis deux ans des molécules efficaces pour traiter cette maladie plus bénigne qu'une grippe.

Dans ma famille en France métropolitaine, à La Réunion ou en Inde, nous sommes plusieurs à avoir attrapé les variants Delta ou Omicron, mais personne ne s'est fait vacciner et ne se fera vacciner. Nous sommes tous en bonne santé, c'est tout ce qu'on souhaite à tous les lecteurs et leurs familles ou proches.

Haut de page

Le 19 février 2022

Finalement, la causerie est devenue hebdomadaire sauf exceptions, comme cela on peut mieux se rendre compte que tout ce qui se passe dans le monde est lié.

38 pages et 17527 mots, mais comment faites-vous dans votre trou en Inde pour être aussi motivé? Voyons, le fric, la reconnaissance, la gloire, le pouvoir, l'ambition, la mégalomanie, comment, vous ne le saviez pas encore ? Plus sérieusement, le socialisme. Mais encore. L'avenir de ma fille et de mes deux petites-filles, de ma famille, de ma classe, de l'humanité, c'est suffisant, non ? Et vous ?

A lire en fredonnant les premières mesures de la 5e symphonie de L. V. Beethoven...

Dans l'air du temps. Victoire de la médiocrité.

LVOG - Cela fait de longues années que je ne regarde plus la télévision, que je n'écoute pas la radio et que je ne lis plus la presse écrite...

Victoires de la musique : Orelsan et Clara Luciani triomphent, Stromae étonne, Dutronc émeut... Ce qu'il faut retenir de la 37e édition -francetvinfo.fr 12 février 2022

https://www.francetvinfo.fr/culture/musique/victoires-de-la-musique/orelsan-et-clara-luciani-triomphent-stromae-etonne-dutronc-emeut-ce-qu-il-faut-retenir-des-37e-victoires-de-la-musique_4956456.html

LVOG - Les internautes qui ont posté des commentaires ne s'y sont pas trompés :

- "Énorme performance des organisateurs qui ont réussi le tour de force de réunir ce que la production française peut faire de pire, à quelques rares exceptions près.

Record de médiocrité depuis bien des années, la décadence de la chanson française, s'amplifie, l'Art se meurt."

LVOG - Si vous cherchez l'art dans la variété, vous ne risquerez pas de le trouver !

- Cette causerie au format pdf (38 pages)

INTRODUCTION

Essayons encore une fois de nous élever au-dessus de la médiocrité ambiante et sordide de notre époque.

Ce qui nous distingue des autres courants du mouvement ouvrier, c'est qu'au lieu d'être dogmatique, sectaire, borné, démagogue, sclérosé, fossilisé, ce qui conduit à l'opportunisme et à toutes sortes de compromissions honteuses et inavouables, nous progressons sans cesse ou nous essayons d'élargir en permanence le champ de nos connaissances sans rien changer à nos principes, sans nous écarter de nos objectifs politiques, sans abandonner notre cause ou en demeurant fidèle à notre idéal d'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme et de liberté, en fait nous les mettons à leur service, c'est notre seule motivation ou raison d'être.

Personnellement je n'ai pas d'autre ambition, et parce que j'estime qu'elle est digne d'intérêt, chaque fois que mon attention se concentre sur une question particulière ou que je fais des découvertes, j'essaie d'en faire profiter les lecteurs pour qu'ils en tirent profit dans leur résistance ou leur lutte quotidienne contre la tyrannie.

La Boétie que l'on cite brièvement ici n'est pas vraiment une découverte pour moi. Force est de constater que l'ouvrage qui l'a rendu célèbre est particulièrement d'actualité, comme bien d'autres que j'ai eu le plaisir de présenter dans mes causeries. La profondeur de son analyse de la nature humaine est d'autant plus stupéfiante qu'il la réalisa vers la fin du XVIe siècle (1576) à l'âge de 18 ans environ.

J'ignore si Marx et Engels y firent référence ou s'en inspirèrent, toujours est-il qu'ils firent le même constat que La Boétie qui a toute son importance dans le combat que nous menons, et plus particulièrement l'optimisme rationnel au sens de mesuré ou objectif qui animent les véritables socialistes et marxistes, à savoir que bien qu'il y ait toujours au sein de la société des couches pour s'opposer à la tyrannie et la combattre, tandis que les masses s'y soumettent dans un premier temps, il arrive toujours un moment où elle lui devient insupportable et s'en désolidarisent, de telle sorte qu'elle tombe ou elle est vouée à disparaître.

La Boétie buta sur un seul facteur et pas des moindres, l'Etat, qui selon lui est à l'origine de la servitude humaine, alors qu'il faut remonter beaucoup plus loin pour y parvenir, on pourrait évoquer le processus historique ayant conduit au développement des forces productives, à l'apparition des classes sociales et à la lutte des classes qui certes donna naissance à l'Etat, mais surtout à des conditions sociales qui allaient conditionner le comportement des membres de la société en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent, autrement dit ce sont les rapports sociaux d'exploitation qui s'imposent à tous dès leur naissance.

Voilà la véritable origine sociale de la tyrannie et de la servitude humaine, et non une quelconque volonté individuelle, qui serait prétendument libre, théorie qui en réalité arrange bien tous ceux qui refusent de remettre en cause le système économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme, qui ignorent à la fois le processus historique et la lutte des classes, pour lesquels le capitalisme demeure l'horizon indépassable, bref, tous ce que la société compte de réactionnaires, d'antisocialistes ou d'anticommunistes, qui se présentent volontiers comme des démocrates ou des hommes ou des femmes épris de progrès et de liberté et bien d'autres principes ou valeurs destinées en fait à servir uniquement leurs intérêts individuels qu'ils identifient avec ceux du régime en place, ce dont ils n'iront pas se vanter.

En conclusion, la servitude à laquelle sont réduits les peuples n'est pas un comportement naturel que les hommes adopteraient volontairement, parce la liberté est incompatible avec l'existence de rapports sociaux d'exploitation, d'où notre combat politique pour y mettre un terme. Quand dans de beaux discours des orateurs déclarent leur flamme à la liberté, demandez-vous toujours qui ils sont ou d'où ils viennent, s'ils ne lient pas le combat pour la liberté à celui pour mettre fin au régime d'exploitation, c'est que vous avez certainement affaire à des escrocs ou des charlatans, méfiez-vous ils sont légions.

On reviendra une autre fois sur La Boétie, parce qu'on peut tirer de précieux enseignements de son analyse anthropologique (sociale) et psychologique, les deux facettes de la nature humaine. A sa décharge, il faut peut-être reconnaître qu'à son époque les forces productives étant encore faiblement développées, l'Etat n'avait pas encore adopté la forme définitive ou achevée qu'il allait prendre à partir de l'avènement du capitalisme, qui consacrerait la fin du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme, et mettrait à la fois en lumière l'opposition irréductible entre les intérêts des différentes classes, et la nécessité autant que la possibilité d'abolir ces rapports sociaux pour qu'enfin la liberté cesse d'être une utopie.

On ne peut pas aborder la question de l'Etat ou de la nature du régime en place, encore moins la condition et le comportement de chaque individu dans la société, sans aborder les rapports sociaux qui les sous-tendent ou qui en sont à l'origine.

La Boétie - De même, dès qu'un roi s'est déclaré tyran, tout le mauvais, toute la lie du royaume, je ne dis pas un tas de petits friponneaux et de faquins qui ne peuvent faire ni mal ni bien dans un pays, mais ceux qui sont possédés d'une ambition ardentes et d'une avidité notable se regroupent autour de lui et le soutiennent pour avoir part au butin et pour être, sous le grand tyran, autant de petits tyranneaux.

- Discours de la servitude volontaire au format pdf (19 pages)

Nous aussi en Inde on est gouverné par un tyran.

Le hijab interdit dans les écoles au Karnataka - Réseau Voltaire 12 février 2022

Photo : Le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), la plus grande organisation paramilitaire au monde, est le bras armé du BJP. Il assure que donner sa vie pour protéger l'Inde en tuant des non-hindous est un devoir sacré.

Le parti du Premier ministre Narendra Modi, le BJP, vient d'interdire le port du voile dans les écoles du Karnataka. La campagne pour l'élection du président des gouvernements régionaux résonne d'une rhétorique violemment anti-musulmane, et parfois anti-chrétienne.

En juillet 2020, 53 personnes ont été tuées dans des émeutes anti-musulmanes à New Delhi. Le Madhya Pradesh, l'Uttar Pradesh et le Himachal Pradesh viennent d'adopter des lois interdisant les conversions, sauf pour des mariages, sous réserve de l'autorisation soixante jours à l'avance de l'État régional. Au Madhya Pradesh et en Uttar Pradesh, le fait de convertir un Hindou à une autre religion est passible de 10 ans d'emprisonnement.

Le chef du gouvernement régional de l'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath, un proche de Narendra Modi, est devenu la principale figure du discours contre les « religions étrangères », islam et christianisme. Réseau Voltaire 12 février 2022

LVOG - Qu'est-ce que cela peut bien nous foutre qu'une femme porte un foulard sur la tête du moment que son visage n'est pas voilé.

Comme si vous y étiez déjà ou comme un air de déja vu, non ?

Un virus synthétique à l'origine de la prochaine pandémie ? - Yahoo 17 février 2022

Dans un extrait publié dans The Atlantic, Amy Webb raconte que le virologue Ron Fouchier a réussi à modifier l'ADN du virus de la grippe aviaire H5N1, en 2011, pour qu'il devienne transmissible de l'oiseau à l'Homme et entre humains. Les experts du Conseil consultatif scientifique national pour la biosécurité ont alors demandé à la revue Science et Nature d'apporter des modifications pour que les détails ne soient pas accessibles à tous. Yahoo 17 février 2022

LVOG - En quelque sorte, c'est comme s'il avouait avoir fabriqué le virus du covid-19, ils peuvent, tout le monde s'en fout ou presque, c'est d'ailleurs à se demander avec La Boétie quels sont les plus dingues des deux.

- On s'aperçoit (sic!) que la médecine est une véritable passoire comportant des lacunes géantes dans lesquelles les trusts pharmaceutiques mafieux se sont engouffrés, quand ils n'ont pas contribué à élargir ces failles pour mieux en tirer d'énormes profits...

- Même pas de guerre mondiale ! Ils ne peuvent plus gouverner que par la peur et en recourant à la tyrannie...

Parole d'internaute.

- "L'instrumentalisation de la peur ne peut à elle seule aboutir à cette léthargie populaire hors du commun.

Il se passe quelque chose d'inexplicable sur cette planète qui à une autre époque pas si lointaine n'aurait jamais pu se faire.

Des types absolument immondes, malades psychologiquement (...) tiennent entre leurs mains la destinée de milliards d'individus transformés en quelques mois en marionnettes sans âme, sans discernement, éteint.

Face à l'improbabilité d'un réveil spontané l'issu de cette situation est plus qu'incertaine et d'une dangerosité telle que la question de la vie ou de la mort civilisationnelle est posée.

Il est vrai qu'une hypnose collective est déjà à l'oeuvre depuis un certain temps, où les masses préférant la médiocrité, l'oisiveté, les plaisirs futiles, vont pourtant faire face au principe de réalité lorsque le pain et l'argent viendront à manquer.

Le plus grand nombre n'ont pas seulement donné les clés de la France à des pervers sadiques, mais ont cédé sans résistance leur âme d'hommes et de femmes libres. Le prix à payer va être énorme. L'abrutissement assumé nous rend coupable de fautes graves pour les générations qui vont suivre."

LVOG - Ils ont pour ainsi dire acheté la conscience des masses notamment celles des couches supérieures ou les mieux loties en échange de leur soumission au régime et un mode de vie relativement confortable qui en réalité est médiocre et contraire à leurs aspirations. La preuve tout de suite.

ILS OSENT TOUT.

1- Ils vont vous le faire payer très très cher. Vous vous demandiez à quoi rimait cette mystification. La réponse.

LVOG - Il y a quelques jours juste après le petit déjeuner, ma compagne m'interpelle debout devant la table de la salle à manger en pointant le bras droit vers moi, elle était toute excitée, du coup je me suis demandé ce qu'elle allait me reprocher ou me sortir. Et bien pas du coup, elle me balance en souriant : Ecoute, ce n'est pas la première fois que je le constate, chaque fois que tu prédis quelque chose, cela se produit, c'est incroyable. J'en ai parlé à Mani, Kavida et Koumar, il y a deux ans tu m'avais expliqué que c'était une des raisons pour lesquelles ils avaient lancé cette opération covid-19, et voilà que tous les prix explosent. Pour elle qui est très arriérée et croyante pratiquante (hindoue), c'est un peu comme une révélation ou elle me prend pour un devin, alors que ce qui se passe était tout à fait prévisible, profiter de l'apathie de la population ou de la confusion généralisée pour la saigner, quoi de plus naturel, sinon à quoi bon, n'est-ce pas ? Au passage, pour ceux qui la connaissent à travers mes causeries, à 49 ans elle a progressé, dorénavant elle sait lire et écrire grâce aux cours de tamoul que je lui ai donnés, mais surtout à son extraordinaire détermination et courage, tout le mérite lui revient.

Les acteurs politiques qui en ont été complices pendant deux ans s'émeuvent hypocritement de la hausse des prix qui frappe les masses, moi je les ignorent ou je les tourne en dérision, parce qu'ils s'en servent une fois de plus pour les manipuler et les amener à se résigner à supporter les conséquences de la soumission aux mesures liberticides à laquelle ils les ont menées, et que finalement on a pu leur imposer sans réelles résistances avec leur complicité auprès de Macron, cela tout le monde en a été témoin, je n'invente rien, hélas !

La Cour des comptes alerte sur la nécessité d'"efforts sans précédent" sur la dépense publique - francesoir.fr 16 février 2022

La réduction de la dette et des déficits publics va nécessiter dans les prochaines années "des efforts sans précédent" de maîtrise de la dépense publique, après les moyens d'une "ampleur inédite" mobilisés pendant la crise sanitaire, prévient mercredi la Cour des comptes dans son rapport annuel.

"En dépit d'une reprise économique robuste, le déficit public devrait rester très élevé en 2021 (7% du PIB) et 2022 (5% du PIB)", et le ramener à 3% en 2027 comme le prévoit le gouvernement suppose "des efforts de maîtrise plus importants que par le passé", estime la juridiction financière dans ce rapport entièrement consacré au bilan de la gestion de la crise liée au Covid-19.

Et avec la fin des dépenses d'urgences exceptionnelles, ce déficit "présente désormais un caractère exclusivement structurel".

La dette publique devrait ainsi s'accroître de 560 milliards d'euros entre la fin 2019 et la fin 2022, représentant environ 113% du PIB.

Les premiers efforts n'auront pas lieu cette année, malgré la reprise économique, l'institution pointant les baisses d'impôts "significatives" encore prévues en 2022 (taxe d'habitation, impôts de production, impôt sur les sociétés, taxe sur l'électricité...) et une hausse des dépenses de 1,1%, hors mesures de relance et de soutien liées à la crise.

Au total, ce sont "près de 9 milliards d'euros d'économies supplémentaires chaque année" qui seront nécessaires pour limiter la croissance des dépenses à +0,4% en moyenne entre 2023 et 2027, selon la Cour, qui note qu'entre 2010 et 2019, les gouvernements successifs étaient sur une tendance de +1% en moyenne par an.

Pour l'institution, atteindre un tel objectif nécessitera donc des réformes, en priorité sur le système de retraite, l'assurance maladie, la politique de l'emploi, les minimas sociaux et la politique du logement, comme elle l'a déjà préconisé dans divers rapports. francesoir.fr 16 février 2022

2- Ils vont vous le faire payer très très cher. Vous vous demandiez à quoi rimait cette mystification. La réponse.

LVOG - L'augmentation de l'inflation est internationale. Elle fait partie de l'offensive généralisée déclenchée par l'oligarchie contre tous les peuples en janvier 2020, soit la stratégie du Great Reset lancée avec l'arnaque au covid-19 permettant d'enclencher et justifier à la fois la transition numérique et le Green New Deal, dont une grande partie des objectifs se recoupent, auquel est lié la transition énergétique et ce qu'ils appellent la Quatrième révolution industriel en recourant à l'intelligence artificielle, pour réorganiser et détruire des pans entiers de l'économie mondiale vouant les masses à une régression sociale sans fin au profit d'une ploutocratie concentrant le pouvoir économique et politique sur des Etats corrompus, imposer le transhumanisme ou un régime mondial totalitaire, finalement l'unique réponse qu'ils ont trouvé à la crise du capitalisme pour tenter de préserver leurs privilèges ou leur domination sur le reste de la population mondiale reléguée au rang d'esclaves dépourvus de pouvoir et de liberté.

Contrairement à la version officielle, l'inflation mondiale qui a pour origine la crise du capitalisme, n'est pas plus accidentelle que les guerres ou les krachs financiers, tout comme la fin annoncée du rachat des actifs pourris des banques ou des multinationales ou les obligations des Etats par les banques centrales ou la hausse des taux d'intérêt, en réalité elle a été programmée et elle était parfaitement prévisible.

L'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale qui lui est soumise ont créé une fausse pandémie mondiale pour ensuite lui imputer la désorganisation de l'économie mondiale provoquée en réalité par les mesures liberticides qu'elle a imposées aux Etats et aux peuples, de manière à ce qu'on ne l'accuse pas d'en porter la responsabilité, tandis qu'elle manipule tous les facteurs économiques et instruments financiers et elle s'enrichit par tos les bouts à la fois, exactement comme pendant et après une guerre mondiale ou les années d'après-guerre.

Devinez quelle version les uns et les autres adopteront ?

Royaume-Uni: l'inflation atteint un nouveau pic en janvier

L'inflation est montée à 5,5% en janvier au Royaume-Uni sur un an contre 5,4% en décembre, atteignant un nouveau sommet sur les 30 dernières années, a indiqué mercredi l'Office britannique des statistiques (ONS). « Les vêtements et les chaussures ont poussé l'inflation à la hausse en janvier avec des soldes plus limitées que l'année précédente », a expliqué Grant Fitzner, économiste en chef de l'ONS.

Le coût des produits de base pour les ménages a également augmenté sur la même période, le prix des pâtes ayant augmenté de 15% et celui de la margarine de 37%, ce qui a pesé sur le budget des familles, notamment les plus modestes, a-t-il ajouté.

Dans l'ensemble, les prix des aliments et des boissons non alcoolisées ont augmenté de 4,3% par rapport à janvier 2021. Les factures énergétiques des foyers ont également contribué à une grande partie de la hausse annuelle, les coûts de l'électricité ayant augmenté de 19% et ceux du gaz de 28%, a précisé l'ONS.

Selon la Banque d'Angleterre (BoE), l'inflation devrait encore grimper pour atteindre 7,25% en avril, avant de se maintenir à 5% au fil de l'année. L'institution financière a déjà relevé deux fois son taux directeur, désormais à 0,5%, pour tenter de limiter l'envolée des prix.

Canada: l'inflation atteint son plus haut en 30 ans

L'inflation a atteint son plus haut niveau en 30 ans au Canada pour s'établir à 5,1% en janvier sur une année, a indiqué l'institut national de la statistique.

Ce taux d'inflation est surtout attribuable à la hausse des prix du carburant, de la nourriture et du logement. En décembre, l'inflation s'était établie à 4,8% sur un an.

« Les défis liés à la pandémie de la Covid-19 continuent d'exercer une pression sur la chaîne d'approvisionnement », alourdissant les factures des consommateurs, a souligné l'institut dans un communiqué. Sputnik.com 16 et 17 février 2022

Faites tomber les masques des imposteurs. Quand les assassins crient au meurtre.

LVOG - Désinformation déguisée et démagogie font bon ménage.

Mediapart a supprimé les pages de blogs de plusieurs auteurs sur son portail qui dénonçaient avec des preuves scientifiques à l'appui les mesures liberticides imposées par Macron depuis mars 2020, laissant passer les dénonciations à caractère consensuel ou qui s'autodétruisaient du fait de leurs contradictions internes évidentes.

Une multitude de lecteurs ont fait savoir publiquement dans des commentaires postés à la suite d'articles de presse ou dans des divers blogs, dont certains que j'ai reproduits dans des causeries, qu'ils ne renouvelleront plus leur abonnement à Mediapart, estimant avoir été abusés ou trahis par un média qui se prétendait indépendant, alors qu'en réalité il servait d'autres intérêts que les leurs, des intérêts inavouables, ceux du régime, de l'oligarchie ou de Big Pharma en l'occurrence.

Media Crash : tuer l'information, mode d'emploi - mediapart.fr 15 février 2022

Censures, pressions, autocensures, offensives idéologiques : ce film d'enquête révèle comment l'information et le citoyen sortent perdants d'un système médiatique qui voit neuf milliardaires posséder 90 % des médias privés. À voir en avant-première mardi 15 février.

Qui a tué le débat public ? Censures, pressions, autocensures, offensives idéologiques : Mediapart et Premières Lignes s'associent pour un film d'enquête qui révèle comment l'information et le citoyen sortent perdants d'un système médiatique qui voit neuf milliardaires posséder 90 % des médias privés. mediapart.fr 15 février 2022

L'indépendance des agences de presse et des officines de l'ONU est une mystification.

Ouïghours : la réalité derrière la propagande - francesoir.fr 16 février 2022

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/ouighours-la-realite-derriere-la-propagande

Extraits.

Alors que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, demande à la Chine d'autoriser une visite de Michelle Bachelet, Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, au Xinjiang, on peut s'interroger sur l'opportunité d'une telle visite au regard du piètre résultat de ce type de démarche et sur fond de pressions américaines. En effet, un ancien rapporteur à l'ONU a révélé les procédés utilisés par les États-Unis pour dicter leurs conditions aux Nations unies, estimant qu'ils tordent le bras aux pays membres. L'Étasunien Alfred de Zayas a également, dès 2019, critiqué le rapport Bachelet sur le Venezuela en le qualifiant de lamentablement déséquilibré, ce qui n'augure rien de bon pour un éventuel rapport objectif sur les Ouïghours. (...)

L'ETIM, mouvement terroriste reconnu comme tel à l'international

L'ETIM est une organisation paramilitaire, un acronyme qui signifie soit le Mouvement pour l'indépendance du Turkestan oriental, soit le

Mouvement islamique du Turkestan oriental. Le groupe est également parfois connu sous le nom de Parti islamique du Turkestan oriental (TIP ou ETIP). Le Mouvement islamique du Turkestan oriental peut être considéré comme un groupe djihadiste dirigé depuis 2003 par Abdul Haq al-Turkistani, un Ouïghour né au Xinjiang. Son objectif est de créer un État ethnique exclusivement musulman (Turkestan oriental) au Xinjiang.

Un reportage de l'Associated Press de 2017 a révélé qu'au moins 5 000 Ouïghours du Xinjiang s'étaient rendus en Syrie pour s'entraîner et combattre aux côtés d'Al-Qaïda et de l'État islamique. Par ailleurs, les Nations unies notent que dans les années 2000, la principale source de financement de l'ETIM était Oussama Ben Laden. Le département d'État (États-Unis) a désigné l'ETIM comme groupe terroriste à partir de septembre 2002.

Réhabilitation de l'ETIM par les Occidentaux face à la percée économique chinoise

De nos jours, les relations entre les Occidentaux et la Chine se sont tendues sous l'effet de la forte croissance économique chinoise. À la guerre commerciale initiée sous le mandat de Donald Trump s'est ajoutée la guerre des mots. C'est dans ce contexte que les États-Unis ont commencé à dénoncer les activités de Pékin vis-à-vis de sa minorité ouïghour. Aujourd'hui, la CIA, sous couvert du National Endowment for Democracy (NED), accuse la Chine d'emprisonner entre un et trois millions d'Ouïghours, décrivant cela comme un « génocide ». Cette qualification de « génocide » a été rejetée par Jeffrey Sachs, chef du Réseau des solutions de développement durable de l'ONU. Selon lui, le contexte de la répression chinoise au Xinjiang s'inscrit dans le but d'arrêter le terrorisme. Selon Daniel Dumbrill, un Canadien installé actuellement au Xinjiang, il semblerait que de nombreux Ouïghours considèrent les djihadistes extrémistes comme leur principale préoccupation, et non les forces gouvernementales. La politique américaine de la liste du terrorisme a toujours été hautement suspecte (R. Reagan y avait placé en 1988 N. Mandela). Le changement de la politique des États-Unis vis-à-vis de l'ETIM n'est pas lié au mouvement lui-même, qui reste un groupe djihadiste lié à Al-Qaïda et à Daech, mais à un changement de position de Washington vis-à-vis de Pékin, qui est devenu un rival en plein essor au niveau mondial. L'ETIM, qui tente de générer des troubles en Chine, est donc passé pour les États-Unis du statut d'adversaire à celui d'allié. Dans les derniers mois de son administration, le président Donald Trump a d'ailleurs retiré de la liste terroriste américaine l'ETIM.

En novembre 2021, à Prague, très officiellement 204 délégués du World Uyghur Congress (WUC) ont ainsi participé à l'assemblée générale de l'organisation, paravent du groupe historiquement terroriste appelé « Parti islamique du Turkestan » (anciennement « Mouvement islamique du Turkestan oriental », ETIM). Ce rassemblement était financé par le National Endowment for Democracy (NED), mentionné précédemment comme paravent de la CIA. En février 2017, Dolkun (actuel président du WUC) a organisé une réunion à Berlin pour préparer des actions terroristes au Xinjiang. Le WUC aujourd'hui, bien qu'ayant envoyé plusieurs milliers de djihadistes ouïghours se former en Syrie (gouvernorat d'Idlib), bénéficie non seulement du soutien des États-Unis, mais également de celui de nombreux Européens.

En conclusion, dans un contexte anti-chinois, on pourrait s'interroger sur l'indépendance des sources d'information de la presse et de l'impartialité du Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. francesoir.fr 16 février 2022

LVOG - Quand on a la preuve sous le nez pourquoi voudriez-vous qu'on s'interroge encore sur l'indépendance des agences de presse et des officines de l'ONU, parce qu'on devrait encore faire avec ou comptez sur ces agents au service du capitalisme ou de l'oligarchie, notre destin en dépendrait au lieu de le prendre en mains, vous saisissez l'orientation implicite de ce genre d'article ou de cette position, on la retrouve dans absolument tous les médias dits alternatifs ou indépendants sans exception.

Une découverte incroyable : L'industrie agroalimentaire notamment vous empoisonne !

Vous mangez pour assouvir votre faim, vous buvez parce que vous avez soif, vous vous soignez parce que vous êtes malade, bref vous vous livrez à ces exercices par nécessité sans vous douter le moins du monde qu'en même temps vous vous empoisonnez, on vous empoisonne délibérément à petit feu, lentement mais sûrement, lisez

Manger bio réduit le risque de cancer - francesoir.fr 14 février 2022

En 2018, une étude avait été publiée par des chercheurs qui démontraient que consommer de l'alimentation bio réduisait de 25 % les risques de développer un cancer. Cependant, il a fallu des travaux complémentaires pour trouver le lien de cause à effet. C'est désormais chose faite ! Des chercheurs chypriotes ont mis en évidence dans les molécules un effet biologique qui pourrait expliquer les diminutions de cancer lors d'une consommation bio.

Cette étude est publiée dans la revue Environment International du mois de janvier. L'étude a été menée grâce à la coopération de 191 enfants issus de plusieurs écoles primaires : le premier groupe a mangé exclusivement bio pendant quarante jours, tandis que le second groupe a alterné nourriture bio et nourriture conventionnelle. Grâce à des échantillons d'urine prélevés tout le temps de cette étude, les chercheurs ont pu procéder à une analyse métabolomique : cette méthode permet de relever la présence de molécules, qui reflètent le fonctionnement de l'organisme. Par exemple, ils ont pu observer la manière dont celui-ci utilisait les nutriments, les graisses et les sucres, et voir comment ce dernier réagissait aux différents stress.

Au cours de celle-ci, les chercheurs ont remarqué que plus une personne consommait de l'alimentation bio, moins elle développait des symptômes de stress oxydatif. Or, le stress oxydatif est très impliqué dans le développement de différentes maladies chroniques, comme les cancers, les maladies neurodégénératives, ou bien le diabète. Selon les chercheurs, la cause est à chercher dans la présence de résidus de pesticides de synthèse dans l'alimentation non-bio.

Robin Mesnage, toxicologue, explique également cette différence par un bon équilibre de vie : « Il est clair depuis longtemps que les

personnes qui mangent bio sont en meilleure santé que celles qui mangent de la nourriture non bio, et on sait aussi que c'est souvent parce que ces personnes ont une meilleure hygiène de vie. » francesoir.fr 14 février 2022

LVOG - Et non parce qu'elles bénéficient d'un niveau de vie ou un salaire plus élevé... Si cela vous avait échappé, peut-être vous demandez-vous quel prix il faut mettre pour rester en bonne santé ? Si vous vous posez cette question, c'est que cet article ne vous était pas destiné, vous être trop pauvre, circulez il n'y a rien à voir !

Tous les produits issus de l'agriculture organique sont hors de prix pour les pauvres ou les masses qui peinent à joindre les deux bouts en fin de mois, ici aussi en Inde. Comme je mange peu de viande, j'achète du poulet de plus de 3 mois garanti sans hormone ou antibiotique ayant été élevé en plein air, je le paie 50% plus cher, idem pour les oeufs fermiers que je mange plus souvent pour compenser, là c'est 100%, parce que je ne peux pas me payer le luxe de prendre le moindre risque avec ma santé, d'ailleurs ce serait très con ; la Sécurité sociale n'existe pas en Inde et je me méfie de l'hôpital public gratuit ou les conditions d'hygiène sont épouvantables, auquel je préfère recourir uniquement par nécessité économique le moins souvent ou le plus tard possible.

Une autre découverte stupéfiance : C'est leur société pourrie qui vous rend fou !

LVOG - Il y a 46 ans, dans le cadre de mes études de la psychanalyse j'ai abordé la désagrégation schizoïde dans *L'analyse caractérielle* par le psychanalyste W. Reich. J'ai failli devenir infirmier psychiatrique, si cela s'était fait mon intention était de poursuivre mes études de la psychanalyse entreprises un an plus tôt avec les travaux de Freud notamment pour devenir psychanalyste.

L'origine de la schizophrénie enfin découverte ? - Yahoo 14 février 2022

C'est une avancée majeure dans la compréhension de la schizophrénie. La maladie psychiatrique, qui se caractérise entre autres par des délires et des hallucinations, concerne près de 600 000 personnes en France. On sait que la pathologie se révèle généralement au cours de l'adolescence, entre 15 et 25 ans, sous une forme atténuée, et qu'il existe "une vulnérabilité génétique précipitée par des facteurs environnementaux", détaille l'Inserm. Des prédispositions génétiques combinées à une exposition au stress ou au cannabis pourraient ainsi déclencher la schizophrénie.

LVOG - En fait ils n'en savent toujours rien. Ils ont juste constaté qu'une protéine perturberait le fonctionnement de certains neurones, mais il ignore pourquoi cette protéine se comporte ainsi ou ils feignent de ne pas le savoir, ce dysfonctionnement proviendrait des conditions d'existence des personnes atteintes ou des facteurs extérieurs que leur société cauchemardesque sécrète. Lisez, ils lâchent le morceau ou ils n'avaient rien à dire.

Yahoo - C'est une avancée majeure dans la compréhension de la schizophrénie. La maladie psychiatrique, qui se caractérise entre autres par des délires et des hallucinations, concerne près de 600 000 personnes en France. On sait que la pathologie se révèle généralement au cours de l'adolescence, entre 15 et 25 ans, sous une forme atténuée, et qu'il existe "une vulnérabilité génétique précipitée par des facteurs environnementaux", détaille l'Inserm. Des prédispositions génétiques combinées à une exposition au stress ou au cannabis pourraient ainsi déclencher la schizophrénie.

LVOG - Comme ces choses sont dites délicatement, quand il s'agit de ménager les conditions d'existence stressantes, angoissantes, déprimantes, oppressives, on pourrait ajouter frustrantes, humiliantes, violentes, imposées à la population et à ses couches les plus fragiles dont les jeunes qui les supporteront difficilement ou chercheront à s'en évader, à se construire un monde imaginaire où ils se sentiraient mieux ou plus heureux, quête légitime s'il en est, jusque malheureusement parfois perdre pieds avec celui bien réel qu'on leur impose et qui leur réserve un destin cruel, où leurs aspirations à la justice et à la liberté ne seront jamais satisfaits à moins de changer de changer de régime.

Des prédispositions génétiques ont en a tous plus ou moins, qui sous l'effet de facteurs extérieurs peuvent engendrer des perturbations psychologiques pouvant déclencher une multitude de maladies (auto-immunes) ou causer des désordres biologiques ou mentaux graves, on ne devient pas tous diabétiques, cancéreux, paranoïaques, schizophrènes, tout dépend de la manière dont cette combinaison de facteurs va se manifester chez chacun d'entre nous...

Yahoo - Cependant, les mécanismes cellulaires et moléculaires dans le cerveau sont encore mal connus. Des chercheurs de l'Université de Californie du Sud, aux États-Unis, se sont focalisés sur une protéine spécifique nommée SAP-97. Son rôle avait déjà été mis en évidence dans de précédentes recherches.

"La fonction de SAP-97 est un mystère total depuis des décennies, explique Bruce Herring, l'auteur principal de la recherche publiée dans Nature Commication. Notre étude révèle où SAP-97 agit dans le cerveau et montre exactement ce que les mutations associées à la schizophrénie, dans cette protéine, impliquent pour les neurones." Lorsque la fonction SAP-97 est réduite, les récepteurs seraient surexcités, ce qui produirait des altérations de la mémoire épisodique contextuelle, un symptôme de la schizophrénie. ("symptôme de la schizophrénie").

LVOG - Cela signifie que la manière dont on va vivre certaines expériences désagréables qui nous sont imposées va déterminer le comportement de cette protéine, généralement ce processus est lié aux expériences qu'on a pu faire au cours de notre plus tendre enfance, qui en réalité supplante les prédispositions génétiques, et ce déséquilibre psychosomatique ne peut pas être traité à l'aide des médicaments, mais uniquement par la psychanalyse.

Cette découverte pourrait permettre de mieux identifier les personnes à risque de développer une schizophrénie et d'améliorer les traitements existants.

LVOG - Il y a combien d'habitants ou plutôt de chercheurs aux Etats-Unis et autant de candidats ? Quand j'avais 20 ans un de mes meilleurs copains s'est retrouvé en asile psychiatrique, placé d'office par ses parents parce qu'il délirait un peu suite à un accident de moto au cours duquel il avait perdu une jambe, en fait s'était le meilleur moyen de s'en débarrasser, il ne s'en est jamais remis le pauvre.

L'industrie pharmaceutique nous empoisonne par tous les bouts !

L'industrie pharmaceutique pollue l'ensemble des rivières du monde - francesoir.fr 18 février 2022

https://www.francesoir.fr/societe-environnement/lindustrie-pharmaceutique-pollue-lensemble-des-rivieres-du-monde

Une étude internationale publiée le 14 février dans la revue scientifique PNAS, dirigée par l'Université de York (Royaume-Uni), à laquelle a participé l'INRAE, indique que toutes les rivières du monde sont contaminées par des résidus médicamenteux. Sans surprise, les pays en développement où sont situées les usines de production, et où le traitement des eaux usées et des déchets est peu développé, sont les plus pollués.

La pollution de 258 rivières dans une centaine de pays sur les cinq continents a été analysée

Au cours de l'étude, 1052 échantillons ont été prélevés partout dans le monde pour être analysés. Ils montrent que le degré de contamination varie selon les régions et les conditions socio-économiques des pays. L'Amérique du Sud, l'Afrique Subsaharienne et certaines parties de l'Asie du Sud, régions qui n'avaient jamais été étudiées, sont les plus polluées par les médicaments, avec des concentrations élevées. La concentration cumulée moyenne la plus élevée a été observée à Lahore, au Pakistan, à 70,8 µg/L, avec un site d'échantillonnage atteignant une concentration cumulée maximale de 189 µg/L. Viennent ensuite La Paz, Bolivie (68,9 µg/L moyenne, 297 µg/L maximum) et Addis-Abeba, Éthiopie (51,3 µg/L moyenne, 74,2 µg/L maximum).

Une menace pour la biodiversité aquatique

L'étude révèle également qu'un quart des sites étudiés avaient une concentration en contaminants potentiellement dangereuse pour l'environnement, notamment pour deux antibiotiques (le sulfamethoxazole et la ciprofloxacine), un antihistaminique (la loratadine) et un médicament utilisé dans le traitement de l'hypertension (le propranolol), mettant ainsi en danger la biodiversité aquatique, explique le communique de l'INRAE. francesoir.fr 18 février 2022

INFOS EN BREF

LVOG - Au quotidien je n'ai pas les moyens et le temps de traiter toute l'actualité sociale, les lecteurs doivent le comprendre.

Twitter - Action coup de poing des agriculteurs ce matin devant les grandes surfaces de Sarreguemines en Moselle pour exiger une juste rémunération de leurs produits et dénoncer les pratiques abusives de la grande distribution.

- Opération escargot des transporteurs routiers au niveau du tunnel du Mont-Blanc à Chamonix en Haute-Savoie contre la hausse du prix du carburant et dénoncer les problèmes que rencontrent les petites entreprises de transport (concurrence déloyale/ prix bas/ manque de conducteurs).

- Des milliers de soignants et sages-femmes en grève ont manifesté jusqu'au Parlement à Sydney en Australie pour exiger de meilleures conditions de travail et dénoncer le manque de personnel pour s'occuper des patients.

- Un convoi de camions et automobilistes se dirige en direction du Parlement à Jérusalem pour exiger la levée de l'état d'urgence et des dernières restrictions en Israël. convoisdelaliberté ConvoiDeLaLiberté

Le parti de l'ordre en crise.

Twitter - Dans un communiqué, le député LREM et vice-président de l'Assemblée, Hugues Renson critique le fonctionnement de la majorité et déplore que "le Parlement ne fonctionne plus comme il le devrait", évoquant "une chambre d'enregistrement de décisions élaborées ailleurs". Il indique qu'il ne se représentera lors des prochaines législatives. (communiqué)

- Dans une tribune collective, dans le Figaro, vingt sénateurs LR — dont Alain Houpert — affirment que « Le passe vaccinal doit être levé maintenant et non pas juste avant le premier tour ! » Pour la candidate des Républicains, Valérie Pécresse, « ce n'est pas encore le moment » d'envisager la levée du passe vaccinal. Son « programme » ne semble pas faire l'unanimité dans son propre parti. lemediaen442.fr 15 février 2022

- En 2016, l'ex-min. de Sarkozy, Christine Lagarde, avait été reconnue coupable de négligence ds l'affaire de l'arbitrage attribuant 400 millions € d'argent public à Bernard Tapie. Ce jugement n'avait donné lieu à aucune peine. Alors qu'une partie de la droite se rassemble autour d'E. Macron, le PR a discrètement décoré Christine Lagarde mercredi à l'Élysée selon Le Figaro.

- « Une centaine de tracteurs et de véhicules bloquent ce jeudi matin le dépôt pétrolier de Lespinasse au nord de Toulouse. Une action des Jeunes Agriculteurs de Haute-Garonne qui s'opposent à l'augmentation du prix du GNR (gasoil non-routier).

Des agriculteurs venus de toute la Haute-Garonne convergent depuis ce matin très tôt en direction du dépôt pétrolier de Lespinasse près de

Toulouse. Le convoi constitué d'une centaine de tracteurs, de voitures et de bennes doit s'arrêter devant l'entrée du dépôt pétrolier Total à 8h30.

L'opération, menée par les Jeunes Agriculteurs 31, va durer toute la journée. Eleveurs et céréaliers entendent ainsi protester contre l'augmentation drastique du coût de nombreuses matières premières, indispensables à l'activité agricole.

Ras-le-bol de la profession

Le GNR (le gasoil non routier), le fioul, les engrais sont soumis au cours du baril, qui a atteint un niveau historique – plus de 90 dollars début février, le chiffre le plus haut depuis 2014. Leur prix a presque été multiplié par trois, passant d'environ 350 euros la tonne à 1 000.

Mais l'acier et les engins agricoles, eux aussi, ont augmenté. « Un tracteur à 90 000 euros est vendu aujourd'hui 110, voire 120 000", avance Elodie Doumeng, présidente des Jeunes Agriculteurs Haute-Garonne. »

Nicolas Aste, secrétaire général des Jeunes Agriculteurs Haute-Garonne, dresse un constat alarmiste « Les agriculteurs travaillent à perte. Une exploitation nécessite entre 5 000 et 70 000 litres de GNR par an selon sa taille », explique-t-il. « Le 30 mars 2021, le GNR coûtait 80 centimes le litre hors taxes. Le 10 février dernier, 1,14 euros. » france3-regions.francetvinfo.fr 17 février 2022

Mali. Troupes étrangères d'occupation : Dehors sans condition !

Le Mali demande à la France de retirer ses soldats "sans délai" - AFP 18 février 2022

https://www.francesoir.fr/afp-afp-france/le-mali-demande-la-france-de-retirer-ses-soldats-sans-delai

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils osent tout, même nous prendre ouvertement pour des cons.

Pasteur avait vu juste pour la 5e vague de Covid, voici ses prédictions pour la suite - Le HuffPost 16 février 2022

Origines du Covid: cette découverte française sur des chauves-souris change la donne - Le HuffPost 16 février 2022

L'origine du Covid-19 est toujours un mystère, mais ces travaux de l'Institut Pasteur lèvent une partie du voile et montrent qu'une des caractéristiques du Sars-Cov2 existe dans la nature.Le HuffPost 16 février 2022

Pass vaccinal : 71% des Français favorables à sa levée - Europe1 16 février 2022

En Grande-Bretagne les sadiques au pouvoir osent tout aussi.

Covid-19: le Royaume-Uni va ouvrir la vaccination aux 5-11 ans - BFMTV 16 février 2022

Le régulateur britannique des produits de santé, la MHRA, a approuvé fin décembre le vaccin Pfizer pour cette tranche d'âge. BFMTV 16 février 2022

Le coup du boomerang ou pris à leur propre piège.

Gironde : une mairie veut récompenser les agents qui viennent travailler - LePoint.fr 15 février 2022

Minée par l'absentéisme, la ville de Saint-Loubès a décidé de mettre en place une prime récompensant ses salariés les plus assidus, raconte « La Dépêche ». LePoint.fr 15 février 2022

LVOG - Des secteurs économiques entiers manquent de main d'oeuvre parce que les travailleurs n'acceptent plus les conditions de travail insupportables et de rémunération misérable qui leur sont imposées en France comme aux Etats-Unis où les esclavagistes ont dû augmenter les salaires et leur faire des concessions.

En Inde où je vis, c'est le même phénomène de résistance à l'exploitation forcenée qui s'est développé.

L'entreprise où travaille mon voisin cherche désespérément depuis des semaines des ouvriers et ouvrières non qualifiés et elle n'en trouve pas, parce que les travailleurs indiens refusent de travailler pour un salaire inférieur à 10.000 roupies par mois net, celle-ci propose 7.500 roupies. On a fait circuler cette offre au sein de la famille de ma compagne et de leurs relations, personne n'était intéressée.

Quand ils avouent à demi-mot leur crime sachant qu'ils bénéficient d'une impunité. Jusqu'à quand ?

- Les populations européennes disposent aujourd'hui d'un bon niveau de protection contre les variants Delta et Omicron, d'une part grâce à la vaccination et d'autre part à cause du fort niveau de circulation du variant Omicron ces dernières semaines. futura-sciences.com 14 février 2022

LVOG - Autrement dit, et c'est l'hypothèse que j'avais émis dès mars 2020, si rien n'entravait la circulation d'un virus, il allait infecter un grand nombre de personne, et chaque fois qu'il se reproduirait sa charge infectieuse aurait tendance à diminuer, de telle sorte que naturellement l'immunité collective de la population serait atteinte rapidement et l'épidémies disparaîtrait sans qu'il soit nécessaire de recourir à des mesure coercitives ou liberticides. Mais comme l'objectif des autorités ou plutôt de leurs commanditaires était de faire un maximum de victimes pour justifier ou imposer la vaccination et le pass numérique obligatoire, pour l'atteindre ils confinaient la population et réduisait les contacts entre les personnes, ils feraient tout pour ralentir la circulation du virus et entraver son évolution naturelle, leurs motivations n'étant pas de nature sanitaire, mais politique, donc économique, mafieuse, criminelle et totalitaire.

Futura n'est pas une agence d'information, mais une officine de propagande à caractère commerciale de l'oligarchie. Dis-moi qui te finance...

Wikpédia.org - Les entreprises April, Bayer, EDF, Castorama, Mercedes-Benz et Microsoft notamment, sont des partenaires commerciaux.

Dès le lendemain ils repassaient à l'offensive, en fait ils n'arrêtent jamais.

Covid-19 : on sait en combien de temps décline l'efficacité de la 3e dose - Futura 15 février 2022

LVOG - La réduction du nombre de personnes hospitalisées ou développant des formes graves, donc de leur charge virale, est dû essentiellement à l'affaiblissement du virus chaque fois qu'il mute et à l'immunité collective acquise grâce à la libre circulation du virus, et non à la mal nommée vaccination. C'est une imposture de l'attribuer à la vaccination pour l'institutionnaliser et la renouveler sans cesse ou la rendre obligatoire, histoire de justifier l'instauration permanente du pass liberticide.

INFOS SUR LA TYRANNIE PLANÉTAIRE

Il faut bien que les relais de cette machination s'enrichissent et rétribuent leurs agents à la hauteur de leur compromission.

Alerte : Le directeur général de la FDA, Christopher Cole, avoue approuver les vaccins contre de l'argent - lemediaen442.fr17 février 2022

Le directeur général de la FDA a été piégé en caméra cachée par les journalistes indépendants de Project Veritas. Dans ces extraits vidéo, Christopher Cole admet que le président Biden forcera à la vaccination annuelle contre le covid puisque c'est une « source de revenus récurrente » pour les entreprises pharmaceutiques.

C'est une bombe qui vient d'exploser. James O'Keefe, journaliste et fondateur de Project Veritas, a piégé Christopher Cole qui n'est autre que le directeur général de la FDA (Food and Drug Administration), l'Agence fédérale des États-Unis qui autorise ou non les vaccins.

Secrètement enregistré le 31 janvier 2022, le 3 février 2022 et 9 février 2022, lors de dîners-rencontres, Christopher Cole a clairement affirmé les plans machiavéliques de la FDA pour le compte des lobbys pharmaceutiques. « Biden veut injecter le plus de monde possible. Donc vous devrez vous faire vacciner chaque année. Cela n'a pas encore été officiellement annoncé, parce qu'ils ne veulent pas énerver tout le monde. »

Le plan est bien l'injection annualisée et le directeur général de la FDA explique comment sont approuvés les produits : « Les sociétés pharmaceutiques, les sociétés alimentaires, les sociétés de vaccins, elles nous paient des centaines de millions de dollars par an pour embaucher et garder les contrôleurs pour approuver leurs produits. » « S'ils (Big Pharma) peuvent obtenir que chaque personne reçoive un vaccin annuel, c'est un retour d'argent récurrent pour leur entreprise. » Christopher Cole explique ensuite que le plan est de rendre obligatoire la vaccination dans les écoles.

Dans une seconde partie révélée par le Project Véritas, le directeur général de la FDA expose des liens étroits entre l'agence et les compagnies pharmaceutiques « Ils [Big Pharma] vous donnent [FDA] plus d'argent… c'est génial, et cela augmente les chances d'approbation » « Ils nous paient des centaines de millions de dollars par an pour approuver leurs produits. »

Au vu du scandale de ces révélations, le fondateur de Project Veritas, James O'Keefe, exige maintenant que la FDA réponde aux allégations selon lesquelles ses responsables sont motivés par la « source de revenus » qu'elle reçoit des sociétés pharmaceutiques.

Dans un article précédent, nous nous posions la question de savoir pourquoi la FDA n'avait pas approuvé le vaccin pour les 6 mois à 4 ans, dont elle avait pourtant enjoint au laboratoire Pfizer de demander l'approbation. Peter Marks, directeur du Center for Biologics Evaluation and Research de la FDA, refusait de répondre à la journaliste Janet Woodcock sur ce virage à 180 degrés. Christopher Cole, directeur général de la FDA, vient de répondre à nos interrogations. lemediaen442.fr 17 février 2022

Le Canada a sombré dans la tyrannie

Convoi de la liberté Canada : Justin Trudeau va geler les comptes bancaires des manifestants - francesoir.fr 15 février 2022

Le Premier ministre canadien a annoncé ce lundi recourir à la loi sur les mesures d'urgence pour mettre un terme aux blocages réalisés à divers endroits à Ottawa et à certains postes frontaliers par les manifestants du "Convoi de la liberté".

En vertu de cette loi d'exception, le gouvernement canadien émet une ordonnance autorisant banques et autres fournisseurs de services

financiers à geler ou suspendre un compte sans ordre de la cour dans l'éventualité où celles-ci soupçonneraient que le compte soit utilisé par une personne participant aux blocages ou à une manifestation d'occupation.

Première fois depuis 1988 que cette loi qui octroie des pouvoirs exceptionnels au gouvernement est invoquée

Comme le rapporte la BBC, selon le Premier ministre, la loi sur les mesures d'urgence "renforcera" la capacité des autorités policières à infliger des amendes et à emprisonner les manifestants. La loi sera appliquée plus durement pour les zones comprenant des "infrastructures critiques" comme les aéroports et les postes frontaliers.

"Le gouvernement fédéral invoque la loi sur les mesures d'urgence pour compléter les pouvoirs provinciaux et territoriaux et faire face aux blocages et aux occupations", a déclaré Justin Trudeau. Plusieurs des 13 Premiers ministres provinciaux et territoriaux se sont dits réfractaires à l'utilisation de cette loi, mais le Premier ministre a assuré que les mesures introduites seront "ciblées uniquement là où elles sont nécessaires". En outre, le Premier ministre a souligné que l'armée canadienne ne serait pas convoquée pour disperser les manifestations. francesoir.fr 15 février 2022

Canada: statu quo dans les rues d'Ottawa malgré l'état d'urgence, les frontières débloquées - AFP 16 février 2022

La situation a peu évolué mardi dans les rues d'Ottawa, toujours bloquées par des manifestants anti-mesures sanitaires qui refusent de partir, malgré le recours exceptionnel à la loi sur des pouvoirs exceptionnels déclenchés la veille par Justin Trudeau.

Si ce n'est pas encore le cas, en quelques jours, la contestation a tout de même fait bouger les lignes et plusieurs provinces ont levé leurs restrictions et notamment le passeport vaccinal.

Si quelque 90% des Canadiens sont vaccinés, la contestation des camionneurs a reçu un soutien populaire plus large qu'anticipé par les autorités, symbole d'après les experts d'un ras-le-bol très fort de la population, soumise à des restrictions parmi les plus dures au monde depuis deux ans. AFP 16 février 2022

En famille. Quelle aubaine sur le plan politique cette machination !

Covid-19: Cuba va demander en mars la préqualification d'un de ses vaccins par l'OMS - BFMTV 16 février 2022

Les vaccins cubains "ont prouvé qu'ils sont sûrs", avec déjà 88% de la population immunisée et l'épidémie sous contrôle localement. BFMTV 16 février 2022

LVOG - En réalité, comme partout ailleurs dans le monde, les vaccins ou thérapies géniques n'ont rien prouvé du tout, hormis qu'ils pouvaient causer des morts supplémentaires, y compris parmi certaines catégories de la population qui ne risquaient rien dont les jeunes. Le bilan réel, c'est-à-dire une fois épuré des morts causés volontairement ou faussement attribués à ce virus ou comptabilisés comme tels, est sans commune mesure avec la catastrophe sanitaire annoncée, est à mettre au compte de l'immunité naturelle de la population et des traitements que des médecins ont fournis aux malades contre l'avis ou l'interdiction des autorités, ainsi qu'à la perte naturelle de puissance de la charge virale des variants successifs. Il est toujours censuré par tous les gouvernements de la planète.

Totalitarisme. Ils ne comptent pas abandonner le pass. Quelques exemples.

En Italie.

En Italie, pass obligatoire pour les travailleurs de plus de 50 ans - euronews 16 février 2022

L'Italie durcit ses restrictions Covid. Depuis ce 15 février, les plus de 50 ans devront être vaccinés ou avoir un certificat de guérison pour pour accéder aux lieux de travail. Le laissez-passer s'appelle Super Green Pass, et sans lui, impossible de rentrer au travail, mais aussi plus de salaire et une amende allant de 600 euros à 1 500 euros.

En France.

A partir de ce 15 février, pour conserver son carnet de vaccination, une dose de rappel du vaccin devra être administrée au plus tard quatre mois après la fin de la vaccination initiale, sauf pour les personnes ayant contracté la maladie. Moins de 4 millions de personnes sont susceptibles de perdre leur pass sanitaire. euronews 16 février 2022

Allemagne.

A partir du 4 mars, les restrictions dans les restaurants et les hôtels devraient disparaître et les clubs et discothèques devraient pouvoir rouvrir pour les personnes vaccinées, guéries ou testées. Les jauges dans les enceintes sportives devraient également être supprimées mais les grands événements seront accessibles uniquement sur présentation du pass vaccinal. AFP 14 février 2022

Le plafond du nombre de personnes autorisées lors de rassemblements privés, pour le moment limité à 10 personnes vaccinées ou guéries, va être levé. Il sera en revanche maintenu pour les non vaccinés jusqu'à fin mars.

Le port de masques chirurgicaux ou de type FFP2 restera lui obligatoire, notamment dans les transports ou les espaces clos, car "la

pandémie n'est pas terminée", a rappelé Olaf Scholz.

Le chantier de l'obligation vaccinale semble lui bel et bien enlisé. Promise dans un premier temps à une entrée en vigueur en février ou mars, la vaccination obligatoire, que le gouvernement soutient mais dont il a laissé l'initiative à sa majorité, est désormais "nécessaire pour l'hiver prochain", a déclaré Olaf Scholz. BFMTV 16 février 2022

Pays-Bas

Les Pays-Bas ont ainsi, à leur tour, annoncé la levée, dès le 25 février, de la plupart des restrictions sanitaires.

Le passe sanitaire tombera et les bars, boîtes de nuit et restaurants retrouveront leurs « heures de fermeture normales », comme avant la pandémie, a annoncé l'exécutif. La distanciation sociale et les masques ne seront plus obligatoires dans la plupart des lieux publics et la période de quarantaine en cas de contamination passera à cinq jours.

LVOG - Cependant :

Les interdictions de voyager dans plusieurs pays en dehors de l'Union européenne (UE) seront abandonnées, mais les voyageurs des pays membres devront toujours présenter une preuve de vaccination ou un test négatif. AFP 16 février 2022

Au Canada.

À compter du 28 février, les voyageurs vaccinés n'auront plus l'obligation de présenter un test PCR négatif à leur entrée au Canada. Ils auront l'option d'utiliser un test antigénique rapide ou un test moléculaire, et pourront également être testé aléatoirement à leur arrivée. Les voyageurs entièrement vaccinés en attente du résultat d'un test aléatoire n'auront plus à se mettre en quarantaine en attendant leur résultat. AFP 15 février 2022

Israël.

Le Premier ministre israélien Naftali Bennett a annoncé jeudi la "fin" du pass sanitaire, dont son pays avait été l'un des pionniers, affirmant que la vague de contamination liée au variant Omicron s'estompait désormais en Israël.

"Nous mettons fin à l'utilisation du passeport vert ("Tav yaroq" en hébreu, nom donné en Israël au pass sanitaire, NDLR), la vague Omicron a été jugulée, il y a désormais une forte baisse du nombre de malades graves et de contaminés", a déclaré M. Bennett. AFP 17 février 2022

Totalitarisme. Ils ne comptent pas abandonner le pass. La preuve.

Le passe vaccinal bientôt intégré au passeport numérique européen - francesoir.fr 17 février 2022

Par Claude Janvier, co-auteur avec Jean-Loup Izambert du livre "Le virus et le président", IS éditions.

Numérisé, tracé, et bientôt pucé ! Mauvaise nouvelle : le portefeuille d'identité numérique européen a passé le stade de la puberté. Il va devenir adulte à partir de septembre 2022. Merci à Mike Boroswki pour son entretien réalisé le 8 février 2022, de Madame la députée européenne Virginie Joron, que je relate dans les grandes lignes.

À feu doux pendant deux ans, vous avez accepté, en grande majorité, et sans broncher les confinements, les couvre-feux, les attestations de sorties, les plages où la position assise était interdite, les brasseries où prendre son café debout était prohibé, mais le siroter assis était autorisé, et enfin, le passe sanitaire. Puis, mijotage oblige, la sauce a été réduite à un passe vaccinal, trois doses. Désormais, totalement confits, engourdis et soumis, vous êtes cuits à point pour accepter l'esclavage ultime : le passeport numérique européen.

Virginie Joron, députée européenne, travaille entre autres, dans la Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs. Après plus de vingt ans d'Internet, nos gouvernants font semblant de pousser des cris d'orfraie concernant le monopole des GAFAM. - Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft -, alors qu'ils se félicitent en secret des censures et de leur contrôle numérique mondial.

Cette commission voudrait les réglementer, car ils ne respectent aucune loi mise à part les leurs. But louable. Mais les explications de Viriginie Joron laissent à penser que ce ne sera pas si simple.

En effet, à peine le sujet GAFAM débattu en commission, elle a été sommée, avec un autre rapporteur de la commission, de s'expliquer en "visio" avec la Maison-Blanche. Des députés européens obligés de s'expliquer devant le gouvernement américain, incroyable, mais malheureusement réel.

Aux sceptiques, pensant que Bruxelles est indépendante des États-Unis, revoyez votre copie. Washington, leur a demandé d'y aller mollo avec les pauvres chéris de la Silicon Valley, de ne pas les brusquer, et donc de ne pas leur nuire. L'UE est donc bien une franchise américaine, sans aucun pouvoir décisionnaire, à part celui de promouvoir le slogan unique "d'America first".

Ça devrait vous éclairer sur le fait que l'UE fera tout pour sanctionner encore et toujours la Russie, ainsi que les pays non-alignés, tels que l'Iran, la Syrie et le Vénézuela. Toutes les pièces du puzzle sont présentes. Encore faut-il accepter de les regarder.

Quand vous vous faites grattouiller les sinus par un test RT-PCR [1], savez-vous que les résultats sont transmis à Microsoft ? Non, vous ne le saviez pas ? Eh bien, c'est la réalité. Vos données personnelles sont gérées en finalité par une équipe de Bill Gates "of Hell", un des serviteurs zélés du Mordor [2]. Souriez, vous êtes tracés.

La souveraineté française n'existe plus. L'UE est totalement à la botte de l'oligarchie mondiale financière apatride. La Commission européenne a présenté en mars 2021 une "boussole numérique" - au cas où vous perdriez le nord - pour traduire les ambitions numériques de l'UE pour 2030 en termes concrets.

Bientôt, vous serez l'heureux propriétaire d'un portefeuille d'identité numérique européen, couplé avec votre passe vaccinal, avec votre photo d'identité cachée dans votre QR code. Étant donné que la majorité des gens se sont habitués à exhiber leur passe vaccinal sous forme de QR code, vous aurez bientôt le plaisir de pouvoir montrer votre minois, avec le sourire bien évidemment proscris, genre tête de bagnard. Le top !

D'ailleurs, le QR code existe quasiment partout. Asseyez-vous à la terrasse d'une brasserie, et très souvent vous avez le QR code de la carte des mets et des boissons collé sur la table. Vous scannez et vous profitez - pour employer le slogan niaiseux apprécié d'une grande majorité de restaurateurs bien dans le moule. Ces derniers ne réalisent pas qu'ils sont en train de se faire manger - un comble pour un restaurateur - par le Grand Reset (Klaus Schwab, fondateur de Davos) qui écrit dans cette "bible" les plans de l'oligarchie mondiale. L'un d'entre eux décrit qu'il ne subsistera, dans peu de temps, que 3 ou 4 grands groupes agro-alimentaires et ses franchises mondiales.

"Une identité fiable et sécurisée pour tous les Européens". Tel est le slogan de l'UE. Dans un monde peuplé d'humanistes, ce serait merveilleux. Malheureusement, la vérité est ailleurs. L'oligarchie mondiale veut contrôler chaque citoyen de la Terre, avec pour credo : contrôle, puissance et bénéfices engrangés.

Mme Stella Kyriakidès ou Stella Kyriakidou, commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire, est aussi "Madame Vaccin", puisque c'est elle qui a signé les contrats d'achats des liquides expérimentaux ARNm de Pfizer, Moderna, et des deux autres. Elle déclare : "Aujourd'hui, nous proposons d'actualiser les possibilités d'utilisation des certificats en cas de déplacement dans l'UE afin d'apporter une sécurité aux citoyens aussi longtemps que les besoins de santé publique persisteront...".

La commission a donc proposé le 3 février 2022 de prolonger d'un an le certificat Covid-19 de l'UE. Les arguments sont simples : "Le virus Covid-19 reste largement répandu en Europe, avec les nouveaux variants qui ne cessent d'apparaître". Cerise sur le gâteau, la sémillante Chypriote a une affaire non résolue sur les bras : "Des crédits de plusieurs millions d'euros ont été accordés dans des conditions opaques au mari de la commissaire européenne. L'affaire a poussé un eurodéputé à demander des explications à celle qui est en charge de l'achat des vaccins au nom de l'UE..." Oh, la vilaine... - Voir : la commissaire européenne à la Santé Stella Kyriakidou au cœur d'une polémique (RT France, mai 2021)

Le certificat Covid est donc là pour longtemps, car le portefeuille d'identité numérique à été voté à l'unamité en 2021 au sein de l'UE, peu importe le parti politique.

Que va donc contenir votre E-wallet ou portefeuille électronique ? Tout : carte d'identité - la nouvelle CI française est écrite en anglais. Cherchez l'erreur -, permis de conduire, carte d'électeur, dossier médical, vaccins, numéro de sécurité sociale, maîtresses et amants (presque)... Mais la première chose qu'ils veulent mettre en place dedans est le dossier médical. Tiens donc... Cela vous étonne ? On comprend mieux l'empressement à entériner le passe vaccinal. En ce moment, quelques pays de l'UE ont levé le pied à son propos, mais rassurez-vous, c'est pour mieux l'intégrer dans votre futur portefeuille électronique. N'en doutez pas, nous l'aurons à vie.

Le texte date de 2014 - huit ans déjà, avec en substance la volonté de digitaliser les informations. Le travail est pratiquement terminé, car les parlementaires et commissaires européens ont mis le turbo pour y arriver.

Un des articles phares du fondement de l'UE est la liberté de circulation. Mais depuis deux ans, sans respect des règlements ni des lois, tout a été balayé d'un revers de la main. Il faut avoir un passe vaccinal pour se déplacer dans l'UE. Bienvenue dans un crédit social à la chinoise, sauce européenne, avec la bénédiction de l'Oncle Sam.

25 % de la population en Europe ne possède pas de smartphone. Ceux-là ne pourront bientôt plus bouger, à moins de s'en procurer un. Et si une personne n'a pas de passe vaccinal et refuse le portefeuille électronique ? Elle ne sera rien, n'aura droit à rien, et ne pourra franchir aucune frontière, puisqu'elle n'aura pas d'identité.

L'identité numérique est vendue comme un service qui ne sera pas obligatoire. "Ne cherchez plus vos papiers dans vos poches. À la place, exhibez votre E-wallet dans votre smartphone...". Très subtil. Personne n'y sera obligé, sauf que dans les faits, il sera obligatoire, à moins de vivre dans son coin, retiré de tout, en cultivant ses endives. Et encore...

Facultatif demain, obligatoire après-demain. Prochaine étape, la puce sous la peau. Encore mieux que le smartphone. Pas de risque de perte, votre mémoire sera sous la peau. Jason Bourne sort de ce corps ! [3] Le grand piège mondial dans toute sa splendeur.

Cerise sur le gâteau, votre E-wallet sera géré par des sociétés privées. Toutes vos pathologies, vos penchants, votre bon ou mauvais cholestérol seront à la vue des assurances, des banques, et des institutions. Pratique, car vous saurez pourquoi votre assurance a subitement majoré vos échéances ou pourquoi votre banquier vous refuse un prêt.

Un "magnifique" futur s'ouvre devant chacun de nous. Et vous avez encore confiance dans ceux qui nous gouvernent ? Franchement, vous ne devriez pas. Ce sont des menteurs patentés. Un exemple : ils nous ont garanti l'anonymat lors du scan de votre QR code à un serveur de restaurant. Ils nous ont dit que le serveur ne verrait que la couleur verte - passe valide - ou la couleur rouge - passe invalide -. C'est vrai, mais ils ont oublié de vous signaler que votre nom et votre date de naissance s'affichent aussi.

Étant donné que nous sommes gouvernés par l'oligarchie financière mondiale apatride, les excès sont à prévoir. Le monde des Bisounours n'existe que dans l'imaginaire, et franchement, on a du mouron à se faire. Tout, absolument tout, sera contrôlé. Y compris le tri de vos

déchets. La taxonomie verte est aussi sur les rails au sein de l'UE. Vous triez bien, un bon point, vous vous mélangez un peu les pinceaux, un mauvais point. Pendant ce temps-là, les grands pollueurs continueront de pourrir la planète sans être inquiétés.

À méditer : « Confier nos vies numériques au gouvernement et aux sociétés privées, plutôt qu'à Facebook et Google, c'est sauter de la poêle à frire pour aller dans le feu », a déclaré le député européen Patrick Breyer (Allemagne) francesoir.fr 17 février 2022

Notes.

[1] RT-PCR : Reverse Transcriptase-Polymerase Chain Reaction

[2] Le Mordor, le pays noir, dans l'œuvre magistrale de Tolkien, "Le seigneur des anneaux".

[3] Jason Bourne est le héros d'une trilogie de l'écrivain Robert Ludlum : La mémoire dans la peau, La mort dans la peau et La vengeance dans la peau.

Pour aller plus loin :

https://www.latrompette.fr/articles/posts/l-europe-s-apprete-a-lancer-une-carte-d-identite-numerique-pour-tous-les-citoyens

https://www.crashdebug.fr/l-ue-lance-un-portefeuille-numerique-derniere-etape-vers-une-societe-sans-argent-liquide-zerohedge-com

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/union-europeenne/l-ue-va-lancer-un-portefeuille-numerique-pour-faciliter-la-vie-des-europeens_AN-202106010139.html

https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/european-digital-identity_fr

https://www.iphonote.com/actu/249506/ue-veut-creer-un-passeport-numerique-pour-tous-les-citoyens

https://www.nouvelobs.com/politique/20210603.OBS44840/l-ue-veut-creer-une-identite-numerique-europeenne-pour-rassembler-tous-vos-documents-officiels.html#modal-msg

https://www.carbone4.com/analyse-taxonomie-europeenne

Totalitarisme. Ils ne comptent pas abandonner la "vaccination" pour justifier le recours au pass.

4e dose de vaccin anti-Covid : "probablement en octobre", pour qui ? - topsante.com 17 février 2022

Nous vivrons encore longtemps avec le SARS-CoV-2, mais de façon différente", a commenté Jean-François Delfraissy, le président du conseil scientifique, ce 17 février dans les colonnes du Parisien.

"Ce n'est pas parce que la maladie s'installe de manière endémique qu'elle n'est pas grave ! Il va falloir beaucoup de temps pour que le SARSCoV-2 devienne aussi bénin que les autres coronavirus. Il y aura des moments de forte circulation virale. Cela va dépendre des futurs variants, car oui, il y en aura des nouveaux."

Une 4e dose : quand ? pour qui ?

"Il n'est donc pas exclu qu'on décide de le faire. En revanche, non, nous n'irons pas vers une quatrième dose généralisée. Dans l'immédiat, ce n'est pas la peine. Mais il y aura probablement une nouvelle campagne de vaccination en octobre, comme c'est le cas pour la grippe chaque année. Pour qui ? Cela reste à définir."

Jusqu'à présent, le gouvernement exclut l'idée d'une campagne de rappel pour une 4e dose, pour tous. topsante.com 17 février 2022

La tyrannie a des origines économiques

Avec les ZFE, la chasse aux vieilles voitures est ouverte - LePoint.fr 15 février 2022

Les premières agglomérations ont été Lyon, Grenoble et Paris, avec des restrictions variables. Dans le Grand Paris, où la ZFE est pour l'instant théorique faute de sanctions, son durcissement a été reporté à 2023.

Lyon bannit déjà comme Rouen les poids lourds et utilitaires Crit'Air 3, 4 et 5, et compte l'étendre aux voitures Crit'Air 5 en septembre prochain. Celles-ci sont déjà interdites au cœur de l'agglomération de Reims depuis septembre dernier, avec désormais des contrôles.

Strasbourg, qui disposait déjà d'une « mini ZFE » appliquée aux poids lourds dans l'hypercentre, a interdit les véhicules Crit'Air 5 et les non-classés sur tout le territoire de l'agglomération le 1er janvier.

L'Eurométropole de Strasbourg a adopté une enveloppe de 50 millions d'euros d'aides, cumulables avec les aides nationales, pour accompagner particuliers et professionnels vers des mobilités alternatives à la voiture individuelle. Les aides prévues diffèrent d'ailleurs selon les endroits. Montpellier, qui doit lancer sa ZFE le 1er juillet, mise surtout sur le développement et la gratuité des transports en commun pour les habitants. À Nice, la ZFE est officiellement née le 31 janvier dernier, ne concernant pour l'instant que les poids lourds polluants, avant une

extension progressive aux voitures à partir de l'an prochain. Toulouse va créer sa zone le 1er mars au cœur de l'agglomération, en commençant aussi par les camions, fourgons et fourgonnettes les plus polluants. À Lille, les élus avaient voté en 2019 le principe d'une ZFE couvrant 11 communes, mais la concrétisation n'a pas suivi, l'idée étant désormais d'élargir la zone pour englober au moins la moitié de la population de l'agglomération.

À Bordeaux, mise en place « dans le courant de l'année 2023 ». Marseille entre septembre 2022 et septembre 2024.

Dans tous les cas, si les zones à faibles émissions (ZFE, ou ZFEm) se mettent aujourd'hui en place en ordre dispersé, elles seront généralisées par la loi le 31 décembre 2024 à toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants de France métropolitaine. LePoint.fr/AFP 15 février 2022

Commentaire d'internaute

- A Strasbourg,

Dans les cités de mon quartier (Cronenbourg et Hautepierre) la moitié des véhicules sont Critair 5 ou sans vignette ! Je me demande ce que vont faire les possesseurs de ces véhicules car s'ils sont propriétaire de ces voitures, c'est qu'ils n'ont pas les moyens d'en acheter d'autres ! Et ce n'est pas avec les aides qu'on leurs propose qu'ils pourront acheter un véhicule électrique. En l'été, de tout de façon, pour aller voir la famille lointaine, rien ne vaut un diesel. Et tous ces véhicules étant encore en état de rouler ne vont pas être recyclés, mais vont aller continuer de rouler dans les pays pauvres, qu'on critiquera car ils ne font pas d'effort alors qu'ils n'en ont pas les moyens.

- Mesure anti jeunes

Ces ZFE seront des zones où les jeunes, ne pouvant s'offrir des SUV hybrides ou des voitures électriques seront exclus d'y aller. Les bobolands vont se multiplier et les ploucs seront invités à prendre leurs quartiers à la campagne.

- Grenoble

À Grenoble, 45% de la pollution atmosphérique est dûe aux vieux chauffages utilisant du bois : vieilles cheminée et vieux poêles à bois. Pourquoi alors empêcher des personnes âgées d'utiliser leur vieille voiture ? Alors que, pour eux, prendre un ou deux bus est un calvaire, qu'ils ne roule que 2 ou 3 milliers de kilomètres par an, que c'est leur seul moyen de sortir de temps en temps de leur ville pour aller voir des alors ou de la famille, et que leur imposer d'acheter une voiture neuve (quand ils le peuvent) génère plus de pollution que de mourir en même temps que sa voiture, de vieillesse ?

- Et oui

Si tu n'a pas ta belle Tesla mais toujours ton vieux diesel... Dommage tu ne pourras plus te rendre à bobocity. Effectivement Zone à Forte Exclusion, pour pas grand-chose au final. Après on s'étonne de voir les gilets jaunes ou de finir sous les 2%.

En revanche pour les riches collectionneurs, pas de restrictions, normal.

Feu vert pour les voitures de collection en zones à faibles émissions - LePoint.fr 16 février 2022

En attendant une vignette spécifique, les voitures de collection bénéficient de dérogations pour continuer à circuler dans certaines agglomérations. LePoint.fr 16 février 2022

POLITIQUE

Confirmation. Ils misent bien tout sur Macron.

Le grand rétrécissement de Valérie Pécresse - Slate.fr 15 février 2022

LVOG - Slate, c'est l'Etat profond qui donne le "la", ensuite les sous-fifres ou larbins prennent le relais...

Sondage : Pécresse descend à la quatrième place derrière Le Pen et Zemmour - Europe1 15 février 2022

Présidentielle: Éric Zemmour passe très légèrement devant Valérie Pécresse - BFMTV 15 février 2022

Il n'y a pas photo. "*On me dit caricatural*", là vous êtes beaucoup trop modeste !

Présidentielle : à Montpellier, Mélenchon décrit une situation sociale «caricaturale» - Europe1 13 février 2022

- L'image

"On me dit caricatural, oui, parce que la situation est caricaturale" : Jean-Luc Mélenchon a exposé, dimanche dans son meeting de campagne présidentielle à Montpellier son plan pour "faire la transition" vers un gouvernement "par les besoins" mettant à contributions les grandes fortunes. "Avec un bulletin de vote, on peut régler tellement de choses. Il faut que tout change, j'y suis prêt", a clamé l'Insoumis. Europe1 13 février 2022

LVOG - Pour que "*tout change*" "*avec un bulletin de vote*" sous un régime capitaliste qui plus est fascisant, il n'y a pas un seul abruti dans le monde pour le croire encore, tenez, il y a des élections en ce moment dans un des pays du monde où les masses sont les plus arriérées, allez demander à un Indien s'il attend encore quelque chose d'un bulletin de vote, il vous rira au nez ou il se demandera si vous vous moquez de lui.

Il y a quelques jours j'avais téléchargé des journaux provenant de 3 organisations du mouvement ouvrier, La Commune du groupe éponyme, Lutte ouvrière et Lutte de classe de LO, et L'Anticapitaliste du NPA, et hier j'ai pris le temps de les parcourir en lisant quelques brefs passages, j'ai également consulté les 2 pages d'Informations ouvrières du POI en ligne, pour La Tribune des travailleurs du POID l'éditorial est amplement suffisant, bref en 30 minutes c'était bâclé.

En lisant cette littérature j'ai ressenti le même profond malaise qu'à chaque fois. Ce n'est pas facile à exprimer clairement en quelques mots pour éviter toute confusion dans la tête des lecteurs. Disons que ce qu'on lit ne correspond pas à la réalité. La situation ou les faits font l'objet d'une manipulation de manière à justifier l'orientation de chaque formation politique, ce qu'on peut décrypter assez facilement. En revanche, leurs véritables intentions ou les objectifs qu'ils servent réellement, qui sont à l'origine de leur orientation politique, font l'objet d'un camouflage méticuleux qui est littéralement automatisé au fil du temps, parce qu'ils y recourent en permanence depuis de nombreuses années, de telle façon qu'ils n'apparaîtront généralement qu'à l'état de traces insignifiantes, sauf bien entendu en période de crise ouverte ou lorsque la situation se radicalise, quand ils se sentent obligés de monter au créneau pour soutenir le régime et de ce fait de se démasquer eux-mêmes, le reste du temps un militant ou un travailleur qui n'est pas familiarisé avec ces méthodes ou en ignorent tout ne les détectera pas, du coup il sera amené à croire que ce qu'on lui présente correspond bien à la réalité, alors qu'en fait ce n'est pas le cas ou elle a été déformée, au moyen d'un artifice qui consiste à lui tenir complaisamment le discours qu'ils étaient supposés vouloir entendre, et c'est qu'ils vont se faire berner ou se faire des illusions.

Chaque évènement ou situation qu'on aborde comporte un certain nombre de facteurs et rapports, ensuite quand on va les analyser, on va les évaluer ou les traiter d'une certaine manière en fonction d'un certain nombre de critères, pour finir, on livrera notre version. Tant qu'elle est destinée à notre propre usage, peu importe son contenu, chacun est libre de penser ce qu'il veut. Mais il en ira tout autrement quand elle sera destinée à être partagée. Car, quand elle est destinée à un usage personnel, on sait comment ou pourquoi on est parvenu à cette interprétation, on est en mesure de reproduire le cheminement de notre pensée qui nous y a conduit, d'expliquer de quelle manière notre réflexion s'est développée à partir des questions qu'on s'est posées et des réponses qu'on a trouvées, des hypothèses qu'on a évaluées, etc.

Mais les lecteurs, si on ne leur livre pas un minimum d'informations sur notre mode de penser ou notre méthode, ils ne pourront pas refaire le même parcours que nous, et vérifier librement qu'à chaque étape de notre raisonnement on n'a pas manipulé les faits, ils ne pourront pas non plus évaluer nos intentions, bref, ils seront donc en présence d'un procédé non scientifique, dont ils auront tout lieu de se méfier. On doute que ceux qui recourent à ce procédé non scientifique, méritent de se réclamer du socialisme scientifique de Marx et Engels.

Qui est le candidat idéal pour appliquer le programme de l'oligarchie du Green New Deal ?

- Le constat posé par le livre-programme L'Avenir en commun de Jean-Luc Mélenchon semble sans appel: «Le nucléaire n'est plus une solution d'avenir. Une bifurcation de notre modèle énergétique s'impose.» Pour l'Insoumis, cette transition ne peut se passer que par le désinvestissement massif des énergies fossiles et fissiles, au profit des renouvelables.

Dans le cas d'une victoire aux élections présidentielles, la sortie complète du nucléaire sera fixée à 2045. Soit le scénario le plus ambitieux des six présentés à l'automne 2021 par RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité français, dans son rapport sur les «Futurs énergétiques 2050». D'autant que le bouquet énergétique de la France se compose à 40% de nucléaire, 28% de pétrole, 16% de gaz naturel, et seulement 14% d'énergies renouvelables .

Sauf que la production des filières d'énergies marines serait trop faible et Mélenchon devra donc également réussir à développer un nombre considérable d'énergies renouvelables terrestres... disponibles par intermittence seulement et donc nécessitant de recourir à d'autres sources d'énergie qui ne peuvent être que fossiles et fissiles ! (Source : slate.fr 16 février 2022)

Ne comptez pas sur nous pour courrir derrière lui !

Mélenchon : « Si cette vaccination était obligatoire, comptez sur moi pour courir derrière afin que vous soyez vaccinés » - lemediaen442.fr 18 février 2022

Le jeudi 17 février 2022, Jean-Luc Mélenchon était l'invité de l'émission « La France dans les yeux » sur BFMTV. Il était interrogé par une vingtaine de Français sur ses principales mesures programmatiques. Une question particulière viendra de l'extérieur du bâtiment dans lequel l'émission a lieu, et pour cause. Il s'agit de Virginie, 43 ans, mère de cinq enfants et femme de ménage, qui n'a pas de passe vaccinal et ne peut pas entrer pour poser sa question.

Elle posera donc sa question de l'extérieur : « Si vous êtes élu président de la République est-ce que le pass vaccinal, vous l'enlevez définitivement ou vous comptez le remettre après les élections ? » Jean-Luc Mélenchon est sans équivoque, le pass sanitaire est totalement inutile, il a voté contre et n'en veut pas, privilégiant ce qu'il juge des mesures de bon sens, jusqu'à se vanter d'avoir « milité au niveau international pour qu'on puisse produire le vaccin dans tous les pays ». Sauf qu'au milieu de toutes ces bonnes paroles, une phrase est venue nous titiller. En s'adressant à Virginie qui est non-vaccinée, il dira : « Si cette vaccination était obligatoire, comptez sur moi pour courir

derrière afin que vous soyez vaccinée. » Voici une phrase qui refroidit ! Est-ce que le candidat à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, compte rendre la vaccination obligatoire afin de courir derrière les Français ? Autre incertitude : poursuivra-t-il l'interdiction des différents traitements (Hydroxychloroquine, Azithromycine, Ivermectine) dont l'efficacité a pour grave défaut d'aboutir à l'interdiction des vaccins dont il semble souhaiter la production en masse ? lemediaen442.fr 18 février 2022

Pour voir la vidéo : https://lemediaen442.fr/melenchon-si-cette-vaccination-etait-obligatoire-comptez-sur-moi-pour-courir-derriere-afin-que-vous-soyez-vaccines/

LVOG - Je n'ai pas pu l'écouter jusqu'au bout, insupportable, quel charlatan ! Quel bonheur de ne pas être en France !

La réaction en famille.

Les anciens électeurs de Hamon préfèrent voter Pécresse qu'Hidalgo, Taubira ou Mélenchon - BFMTV 14 février 2022

Valérie Pécresse multiplie les clins d'œil à l'extrême droite pour se relancer - Le HuffPost 14 février 2022

En famille. Quand ils lâchent le morceau. Dans le panier de crabes des affairistes.

Les propos tenus ce mercredi soir par Ségolène Royal sur Anne Hidalgo suscitent beaucoup d'agacement au Parti socialiste, et pour cause. Elle a encouragé la maire de Paris à renoncer au profit de Jean-Luc Mélenchon qu'elle voit comme le "vote utile" à gauche pour cette présidentielle.

"Les propos de la Ségolène Royal d'aujourd'hui auraient été condamnés par celle de 2007", juge pour BFMTV le sénateur Rachid Temal. L'ancien député Patrick Mennucci estime que "Jean-Luc Mélenchon est à l'opposé de ce qu'elle pense". "Ségolène Royal est capable de dire une chose et une autre à 15 jours d'intervalle", confie un proche d'Anne Hidalgo à BFMTV.

Un cadre du parti s'étonne également de sa sortie sur Jean-Luc Mélenchon. "L'alignement sur Pékin et sur Moscou, ce n'est pas la gauche", affirme-t-il, "C'est qui le bon à droite, alors, si on fait selon les sondages?" (Source : BFMTV 17 février 2022)

LVOG - On lui répond : celui pour qui vous avez appelé en choeur à voter en 2017 : Macron ! En fait tout ce qu'ils reprochent à Ségolène Royal on pourrait leur balancer, il ne peut y avoir que des ordures au PS et ses satellites.

Au moins ils auront un bon prétexte pour voter Macron dès le premier tour !

Place publique, co-fondé par l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, ne soutiendra aucun candidat de gauche à la présidentielle, même pas celle de la candidate socialiste et maire de Paris Anne Hidalgo, que Place publique avait soutenue lors des élections municipales en 2020.

"En l'état actuel de la division des candidatures de la gauche et des écologistes, les adhérents se sont prononcés pour un non soutien de notre parti à une candidature spécifique", indique Place publique dans un communiqué.

En 2019, lors des élections européennes, le premier secrétaire du PS Olivier Faure et Anne Hidalgo avaient fait le choix de Raphaël Glucksmann (Place publique) comme tête de liste du Parti socialiste. "Aujourd'hui, ils en sont bien remerciés ! Ce choix était une erreur, je l'avais dit", a fustigé Stéphane Le Foll, membre du PS, dans un tweet.

"Bravo à la direction du parti socialiste qui a mis sur orbite un mouvement politique aux Européennes, qui aujourd'hui décide de ne pas soutenir la candidate du PS", ironise aussi François Rebsamen, maire PS de Dijon.

"Certains peuvent voir ça comme un coup dur pour Hidalgo puisque le PS soutenait Glucksmann aux européennes mais c'est surtout un coup dur pour les Verts, avec qui Place publique était aux régionales et qui avaient proposé des postes aux législatives pour Place publique". (Source : BFMTV 16 février 2022)

En Espagne, la droite et l'extrême droite gouvernaient déjà ensemble.

Espagne : Forte progression de l'extrême droite lors d'une élection régionale anticipée - 20 Minutes 14 février 2022

Si le Parti Populaire (droite) est arrivé en tête sans obtenir de majorité absolue dimanche en Castille-et-Léon, dans le centre de l'Espagne, c'est surtout la forte progression du parti d' extrême droite Vox qui a marqué ce scrutin régional anticipé.

Selon des résultats quasi définitifs, le Parti Populaire (PP) a obtenu 31,4 % des voix, devant le Parti socialiste (PSOE) du Premier ministre Pedro Sanchez (30 %). Vox est arrivé en troisième position, avec 17,6 % des suffrages. Le PP dispose ainsi de 31 sièges sur les 81 du parlement régional, il ne peut donc pas gouverner seul. Le parti socialiste hérite pour sa part de 28 sièges, et Vox de 13 sièges, alors qu'il n'en avait qu'un seul jusqu'à présent.

Vox soutient déjà le PP au pouvoir en Andalousie et dans la région de Madrid, mais sans faire partie du gouvernement. En Castille-et-Léon,

le parti d'extrême droite a fait savoir ces dernières semaines qu'il ne se contenterait pas de soutenir l'exécutif de l'extérieur.

Peuplée de près de 2,4 millions d'habitants, la Castille-et-Léon, région très rurale, est un fief du PP depuis 35 ans. 20 Minutes avec AFP 14 février 2022

Entretien avec Thierry Meyssan.

« Les véritables victimes de l'Otan, ce sont d'abord les Européens de l'Ouest et du Centre » par Meera Terada - Réseau Voltaire 11 février 2022

https://www.voltairenet.org/article215583.html

ECONOMIE

Réflexion d'un économiste.

LVOG - Cet article pourrait vous aider à situer néolibéraux, libertarien et souverainiste. Nous ne sommes évidemment ni l'un ni l'autre, de la même manière nous ne sommes ni pour ni contre l'Etat-nation ou la mondialisation, nous sommes contre ce que la classe dominante en fait ou au profit de qui elle s'en sert, ses propres intérêts au détriment de ceux des peuples. L'Etat-nation tout comme la mondialisation correspondent à des étapes ou des périodes du développement du processus historique, certains le nient, d'autres le constatent tout simplement.

L'Etat-nation ou l'Etat tout court est condamné à disparaître au cours du développement du processus historique et la mondialisation est condamnée à se réaliser, donc la question qui nous intéresse uniquement, c'est quelle classe va s'en charger, qui détermine quelle classe en profitera et quelle classe sera lésée.

L'Etat-nation est destiné à disparaître parce que les classes qui structurent l'ensemble des rapports économiques ou sociaux sont vouées à disparaître dès lors que les forces productives ont atteint un niveau de développement permettant de satisfaire les besoins de l'humanité toute entière, les classes n'ont plus de raison d'être sur le plan historique, mais cela ne suffit pas. Pourquoi ? Parce que la majorité n'arrive pas à le transposer sur le plan politique, contrairement à la minorité qui en a parfaitement conscience, et qui pour préserver ses privilèges va tout faire pour proroger l'existence du système économique capitaliste basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui coïncide avec la division de la société en classes...

Donc ne croyez pas ceux qui vous racontent que sans une révolution politique et sociale les classes sont en train de disparaître ou vont disparaître comme par enchantement. D'ailleurs chacun peut le vérifier, en observant que les Etats-nations existent toujours tout comme la lutte des classes, même lorsqu'ils ont abdiqué tout ou partie de leur souveraineté au profit d'institutions supranationales. Et il en ira ainsi aussi longtemps que la mondialisation ne sera pas achevée ou que les peuples des nations industrialisées ou les plus développées ou puissantes économiquement n'auront pas pris le pouvoir ou ils ne se seront pas engagés sur la voie de l'abolition du capitalisme qui ne pourra être réellement effective qu'à l'échelle mondiale.

Dictature digitale et Blockchain : Code is Law - investisseur-sans-costume.com 17.02.2021

Je pense à la suite de Larry Lessig que Code is Law. Le code c'est la loi. Son article a déjà 20 ans. Et pourtant je ne connais pas 10 personnes spontanément conscientes de l'enjeu dans mon entourage.

Je vous cite un extrait, rappelez-vous bien que cela date de l'An 2000, c'est ma propre traduction :

« Nous devrions interroger l'architecture du cyberespace comme nous interrogeons nos lois.

À défaut de le faire, ou d'apprendre à le faire, notre tradition constitutionnelle deviendra de moins en moins pertinente.

L'importance de notre engagement en faveur de valeurs fondamentales établies au travers d'une constitution adoptée en conscience s'effacera progressivement.

Nous manquerons la menace de notre époque faite aux libertés et valeurs que nous avons reçues en héritage.

La loi du cyberespace sera fonction de la manière dont le cyberespace la code, mais nous aurons perdu notre rôle dans l'établissement de cette loi. »

Il est évident que les inventeurs de la Blockchain ont l'article de Lessig comme fondation, ils marchent ensemble d'ailleurs : Des prototypes de blockchains émergent d'anciens de Netscape dégoûtés par Bill Gates et Microsoft dès la fin des années 1990 autour de la publication de Code is Law.

La Blockchain dans sa conception corrige le détournement d'Internet que voit Lessig et la privation de liberté opérée d'abord par Microsoft puis les GAFAM.

Mais nous savons bien qu'un réseau n'est rien sans ses utilisateurs et la blockchain ne se substitue pas au politique. Aux utilisateurs de s'en

saisir, personnellement et collectivement.

Code is Law. Ce principe n'est ni bon ni mauvais c'est une arène de combat. Il attire les libertariens qui voient là un exercice radical de leur liberté et les mondialistes néolibéraux qui voient là un moyen de contrôler la loi en contrôlant le code.

L'effet dramatique est que ces 2 populations antagonistes se retrouvent alliées dans la destruction des Nations souveraines. Et sur ce point, je suis classique, j'estime que la liberté individuelle a besoin de la protection de la souveraineté nationale pour s'exercer.

Mais au fond, les Nations s'effondrent toutes seules sous le poids conjoint d'élites sécessionnistes et de populations conformistes. Sinon, elles se saisiraient elles-mêmes de cet enjeu majeur qui dépasse de loin la Blockchain : Code is law.

Je ne suis pas politique. Je ne sais pas comment faire pour « interroger la structure du cyberespace comme on interroge nos lois ». De toute manière on ne sait déjà plus interroger nos institutions, alors les ressorts cachés du pouvoir… (La lutte des classes n'est ni un secret ni un mystère ! - LVOG)

Voilà le choix cornélien, l'absurdité de notre époque : en choisissant ma loi j'assassine la Nation qui protège ma liberté, en ne la choisissant pas, je renonce d'emblée à ma liberté. (Version que je ne partage pas, voir mon introduction. - LVOG)

Si les Nations souveraines finissent de mourir, sans doute aurons-nous une sorte de Bas-Empire néosoviétique terrible, mais l'on ne rattrape pas le couteau qui tombe et je crois plus à la révolte et à la grâce de Camus qu'à un rétablissement spontané des Nations souveraines. (Idem. - LVOG)

D'abord la révolte, après, peut-être, la grâce d'un rétablissement en notre souveraineté. investisseur-sans-costume.com 17.02.2021

https://www.investisseur-sans-costume.com/dictature-digitale-et-blockchain-code-is-law/

France. Le bilan pour les soldes d'hiver 2022 est tout simplement mauvais !

- « Les soldes d'hiver 2022 n'ont pas soulevé les foules, loin de là. Ventes privées sans succès, deuxième démarque presque sans effet sur les ventes, les chiffres ne sont pas bons. Un manque de fréquentation qui s'explique par de multiples raisons, du télétravail à l'inflation en passant par la peur du coronavirus.

À 24 heures du clap de fin des soldes d'hiver, l'heure est au bilan. Et une fois n'est pas coutume, que ce soit pour les petits ou pour les gros commerçants, le résultat n'est pas bon. Faute de fréquentation, les succursalistes ont vu leur affluence chuter de près de 30 % par rapport à 2019, selon le Procos qui les représente. Leur chiffre d'affaires recule de 8 %. Quant aux indépendants la moitié d'entre eux a réalisé un chiffre d'affaires inférieur d'au moins 20 % à celui des soldes d'hiver 2020".

Pour couronner le tout, les ventes privées n'ont pas eu de succès non plus. Globalement, le démarrage des soldes a été poussif, et la suite pas plus reluisante. "Pour 89%, la deuxième démarque n'a eu aucun effet de relance des soldes", explique même au micro d'Europe 1 Florence Bonnet-Touré, secrétaire générale de la Fédération française de l'habillement. "Malgré des promotions encore plus importantes, cela n'a pas permis de relancer les ventes de vêtements en soldes".

Pas mieux pour le e-commerce !!

« Ce bilan négatif, les e-commerçants le constatent également, si l'on en croit le Webloyalty Panel, qui regroupe 37 sites e-commerce parmi les leaders français. Ce dernier dresse un bilan « contrasté de l'événement », avec une baisse des commandes en ligne de l'ordre de 26 % par rapport à 2021 ». europe1.fr 07 février 2022 et lsa-conso.fr 08 février 2022

« Très affaiblis, les voyages d'affaires découvrent qu'ils sont touchés par un Covid long. Le retour à la normale n'est toujours pas en ligne de mire, et certains assurent qu'il n'arrivera jamais.

Les commerciaux et les techniciens, indispensables au business, sont certes repartis sur les routes, mais pas toujours au même rythme. Les top managers (en particulier les PDG) ne voyagent plus autant qu'avant. Déplacements domestiques, européens ou intercontinentaux…

Plus la distance est importante, plus l'écart avec les niveaux d'avant-crise est important. L'an passé déjà, Bill Gates prédisait que 50 % des voyages d'affaires allaient disparaître. Plus optimistes, certains affirment que seuls 25 % des voyages long-courriers seraient perdus. Si le diagnostic est difficile, tout le monde reconnaît que le manque à gagner est colossal. Des pans entiers de l'économie sont touchés. Opérateurs de transports (compagnies ferroviaires, loueurs de voitures, compagnies aériennes), hôteliers, restaurateurs »… lefigaro.fr 13 février 2022

Pénurie de matières premières : la situation est « incroyable », alerte Lenglet (RTL) - insolentiae.com 17 février 2022

« Les stocks mondiaux de la plupart des matières premières sont quasi-vides : métaux, produits énergétiques et biens agricoles, la jauge est au plus bas.

La situation est incroyable et touche à la fois les métaux, les produits énergétiques et les biens agricoles. Pour le cuivre par exemple, les réserves mondiales de métal jaune sont de 400 000 tonnes, soit moins d'une semaine de consommation mondiale. D'après le Fiancial Times, la raison est une trop forte demande.

Même chose pour l'aluminium : nombre de producteurs ont été contraints d'arrêter leurs usines, en France, à Dunkerque notamment, à cause du coût croissant de l'énergie. Il y a également de fortes tensions sur le lithium, ce métal rare qui sert à faire des batteries de voitures électriques. Les ventes de ces véhicules dits « propres » ont quasiment doublé en 2021 par rapport à l'année précédente, atteignant presque six millions d'exemplaires dans le monde. Et en 2022, la demande devrait excéder l'offre de 6 % ».

A ce niveau-là du raisonnement de notre lumière médiatique vous devez comprendre qu'il n'y a pas assez de ressources naturelles pour construire en même temps des voitures électriques pour tout ce petit monde ! Et qui dit pénurie de ressources dit pénuries de produits finis à partir d'un certain moment et hausse des prix avant la pénurie l'ajustement se faisant toujours par le prix dans les cas où la demande excède l'offre. Vous allez donc avoir de gros problèmes pour vous déplacer dans les années qui viennent (et sans doute des listes d'attente pour avoir une voiture ou une camionnette neuve) mais Lenglet ne va pas aussi loin. Il ne faut pas affoler la ménagère de moins de 50 ans !

« Pareil pour les matières premières agricoles. Le bon vieux café par exemple : les réserves sont au plus bas depuis vingt-deux ans. Les pommes de terre de Belgique et les légumes du Canada connaissent eux aussi des situations inhabituelles, à cause de mauvaises conditions météorologiques associées à une forte demande. Les récoltes de canne à sucre pourraient être inférieures de 60% à l'habitude. Idem pour les produits de l'industrie agro-alimentaire comme la farine et le sucre ».

Plus que le réchauffement climatique qui « m'en touche une sans faire bouger l'autre » comme disait de manière fort élégante mais très drôle l'un de nos anciens présidents de la République, ce sont ses conséquences à savoir le dérèglement climatique qui nous pose un véritable problème. On peut même imaginer de manière assez raisonnable que le dérèglement climatique va plutôt être durable et peut-être même s'amplifier, ce qui aura régulièrement des impacts négatifs sur nos récoltes, alors que des milliards de gens sont devenus solvables, je pense à la classe moyenne chinoise et aussi indienne. Cela va en faire du déséquilibre offre/demande, mais Lenglet ne va pas aussi loin. Il ne faut pas affoler la ménagère de moins de 50 ans !

« L'énergie est aussi touchée. Les stocks de gaz en Europe sont au tiers de leur niveau habituel. Pas de risque de pénurie cet hiver, mais si l'on ne parvient pas à les reconstituer, la situation sera tendue en automne 2022. En ce qui concerne le pétrole, les prix continuent de grimper en raison de l'offre qui n'est pas suffisante ».

Bien sûr que nous sommes en pénurie d'énergie, partout en Europe, et dans le monde. La Chine coupait l'électricité 3 jours sur 7 il y a encore un mois et demi !! Plus personne ne veut investir dans le pétrole, puisqu'il ne faut plus utiliser de pétrole, donc les prochains barils de pétrole coûteront toujours de plus ne plus cher, il y aura de moins en moins de capacité d'extraction comme de raffinage car l'industrie du pétrole et du gaz est gérée en « extinction ». Tant que notre transition n'est pas terminée cela va poser de gros problèmes économiques. Mais Lenglet ne va pas aussi loin. Il ne faut pas affoler la ménagère de moins de 50 ans !

« Enfin, certains produits industriels sont aussi concernés. Les puces électroniques, dont on a souvent parlé, mais aussi le papier et les matériaux d'emballage, ce qui va bientôt handicaper l'industrie agro-alimentaire. C'est bien simple, on manque de tout. Même de capacités de transport par bateaux. Les transporteurs refusent même d'embarquer des meubles comme des canapés, trop volumineux, sinon à des prix onze fois supérieurs à l'habitude ».

Quand on dit que l'on manque de tout dès que la croissance mondiale est un peu forte et « synchrone » comprenez simultanée et partout dans le monde, il faut comprendre qu'en réalité nous n'avons plus assez de tout pour tout le monde en même temps. Cela signifie que nous « butons » sur la réalité de nos capacités finies dans un monde fini alors que nous voulons faire une croissance infinie. Nous avons atteint les limites. Mais Lenglet ne va pas aussi loin. Il ne faut pas affoler la ménagère de moins de 50 ans !

« L'économie continue de fonctionner, mais elle ralentit dans certains secteurs. Les usines sont arrêtées momentanément, dans la métallurgie ou dans l'automobile par exemple. Et quand bien même on peut se fournir, les prix sont considérablement plus élevés. L'aluminium est au plus haut depuis treize ans. Le pétrole approche les 100 dollars. Le café a doublé en un an. La pomme de terre bintje a pris 180 %, Le Lithium, 400 %, en un an également. Le papier est au plus haut depuis plusieurs décennies« .

Quand des usines s'arrêtent faute d'approvisionnement et de ressources c'est que nous sommes entrés dans une économie de la pénurie. Ce n'est pas agréable. Mais Lenglet ne va pas aussi loin. Il ne faut pas affoler la ménagère de moins de 50 ans !

Et notre économiste sérieux, de plateaux, pas de grenier campagnard comme moi, de conclure assez justement et tout aussi pudiquement… « Les perturbations des chaînes de production et des mines à cause du Covid-19, la baisse de l'investissement pour extraire les matières premières (notamment pour le pétrole), la forte demande à cause d'une reprise inhabituelle et synchrone dans toutes les régions du monde, et les aléas climatiques pour l'agriculture viennent expliquer ces fortes hausses. Ce sont tous ces surcoûts additionnés qui se répercutent sur nos étiquettes. Et on peut s'attendre à ce que ce ne soit pas terminé ».

C'est une belle formule qui n'affolera pas trop la ménagère de moins de 50 ans !

Nous, nous savons que la situation est totalement pourrie et moisie. insolentiae.com 17 février 2022

ARGUMENTS ET RÉSISTANCE A LA TYRANNIE MONDIALE.

France. Convoi de la liberté : comment faire annuler votre contravention de 135 € - lemediaen442.fr 16 février 2022

A tous ceux qui ont été verbalisés ce week-end pour participation à une manifestation interdite alors qu'ils n'étaient pas dans un convoi de véhicules se revendiquant du Convoi de la liberté : cette contravention de classe IV est sans fondement juridique et doit être contestée. Le préfet Lallement a publié un arrêté interdisant toute manifestation en rapport avec le Convoi de la liberté pendant quatre jours à Paris. Or le Conseil d'État a limité cet arrêté par l'ordonnance du 12 février 2022 (décision Audobert, paragraphe 11) aux convois de véhicules. Vous étiez à pied ou dans un véhicule isolé du Convoi de la liberté et ne portant pas de macaron, l'arrêté Lallement ne vous concerne pas. lemediaen442.fr 16 février 2022

Contestation au Canada: abandon du passeport sanitaire en Ontario à compter du 1er mars - BFMTV 14 février 2022

"Nous allons laisser tomber les passeports" le 1er mars, a indiqué le Premier ministre Doug Ford lors d'une conférence de presse expliquant qu'une grande majorité des gens étaient vaccinés et que le pic d'Omicron était passé. La levée des mesures sanitaires est réclamée par des contestataires qui bloquent la capitale fédérale Ottawa, située en Ontario, depuis plus de deux semaines. BFMTV 14 février 2022

Précision ou aveu de l'AFP

- Si quelque 90% des Canadiens sont vaccinés, la contestation des camionneurs a reçu un soutien populaire plus large qu'anticipé par les autorités, symbole d'après les experts d'un ras-le-bol très fort de la population, soumise à des restrictions parmi les plus dures au monde depuis deux ans. AFP 16 février 2022

Le Pr Roger Hodkinson : « Les vaccinés sont des innocents qui vont au massacre » - lemediaen442.fr 16 février 2022

L'éminent ancien professeur à l'université de l'Alberta, Roger Hodkinson, lors de la conférence de presse « Freedom Convoy 2022 » met en cause les injections : « La science se confirme, rien n'a fonctionné, rien ne fonctionnera. Les vaccinations ne sont pas seulement inutiles, elles tuent. » Il condamne le gouvernement pour avoir violé deux principes bioéthiques : « ne pas nuire » et « le consentement éclairé » « Comment pouvez-vous donner un consentement éclairé, si vous n'êtes pas informé et que des informations vous ont été délibérément refusées par les facultés de médecine censées vous protéger ? » lemediaen442.fr 16 février 2022

https://lemediaen442.fr/le-pr-roger-hodkinson-les-vaccines-sont-des-innocents-qui-vont-au-massacre/

Coronavirus : La Norvège supprime ses dernières restrictions anti-Covid - 20minutes.fr 12 février 2022

Le pays a supprimé les consignes de distanciation sociale ainsi que le port du masque dans les espaces bondés, malgré une flambée des infections au variant Omicron.

Covid-19: la Suisse abandonne la quasi-totalité des restrictions - BFMTV 16 février 2022

Seuls sont maintenus jusqu'à fin mars le masque dans les transports publics et les établissements de santé et l'isolement des malades pendant 5 jours, a annoncé le Conseil fédéral (gouvernement), à l'issue d'une réunion mercredi. La recommandation de télétravail est également abrogé. BFMTV 16 février 2022

Ivermectine: Satoshi Omura, prix Nobel japonais, qui l'a découverte, présente l'ivermectine comme traitement contre le COVID le 21 janvier 2022

https://odysee.com/@ivermectine-covid.ch:5/Ivermectine--Satoshi-Omura,-prix-Nobel-japonais,-pr%C3%A9sente-l'ivermectine-comme-traitement-contre-le-COVID-le-21-janvier-2022:6

Dr Malone explique le rôle du Forum Économique Mondial et des Young Leaders placés à la tête des gouvernements - lemediaen442.fr 15 février 2022

Un extrait de l'interview du Dr Robert Malone lors de l'émission "Tucker Carlson Today". Il y explique avoir compris le rôle du Forum Économique Mondial et de ses recrues Young Leaders placées à la tête de certains gouvernements.

https://lemediaen442.fr/dr-malone-explique-le-role-du-forum-economique-mondial-et-des-young-leaders-places-a-la-tete-des-gouvernements/

Un mémorial pour le Dr Luc Montagnier et les prochaines révolutions en biophysique optique par Matthew Ehret - Mondialisation.ca, 14 février 2022

https://www.mondialisation.ca/un-memorial-pour-le-dr-luc-montagnier-et-les-prochaines-revolutions-en-biophysique-optique/5665259

Qu'est-ce que la biophysique optique et qu'a découvert Montagnier ?

La biophysique optique est l'étude des propriétés électromagnétiques de la physique de la vie. Cela signifie qu'il faut prêter attention aux fréquences d'émission et d'absorption de la lumière par les cellules, l'ADN et les molécules de matière organique, ainsi qu'à leur interface avec l'eau (qui constitue plus de 75% du corps humain), modulée par le réseau imbriqué de champs magnétiques situés au niveau quantique et s'étendant jusqu'au niveau galactique.

Sans négliger la nature biochimique de la vie, qui est hégémonique dans le domaine des sciences de la santé, le biophysicien optique pose la question suivante : lequel de ces éléments est PRIMAIRE dans la croissance, la réplication et la division du travail des cellules individuelles ou des espèces entières d'organismes ? S'agit-il des attributs chimiques de la matière vivante ou des propriétés électromagnétiques ?

LVOG - Un article et un domaine scientifique passionnant, un sujet d'un intérêt extraordinaire, les limites de nos connaissances en biologie explosent, c'est fantastique ! C'est peut-être un peu ardu à aborder ou rébarbatif quand on ne s'intéresse pas aux sciences, mais je vous encourage à persévérer et à lire attentivement et lentement cet article ou vous apprendrez forcément des choses dont vous ne soupçonniez pas l'existence.

L'AFP, une machine à désinformation : réponses et retour sur un cas d'école - francesoir.fr 14 février 2022

Laurent Toubiana, épidémiologiste, directeur de l'Irsan, nous a autorisé à reprendre sa tribune publiée le site de l'Irsan.

Le constat, à l'image de cet article bâclé sur mes propos, est déplorable. J'en ai donc profité pour montrer, s'il le fallait encore, que drapée dans sa dignité d'intouchable de l'information juste, vraie et bonne, cette agence, l'AFP, est en réalité un pourvoyeur officiel de « fake news ». francesoir.fr 14 février 2022

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/lagence-france-presse-afp-une-machine-desinformation

---

Covid-19 : Spike, ARN et "vaccins"… Et si on lançait les études préalables ? - francesoir.fr 16 février 2022

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/covid-19-spike-arn-et-vaccins-et-si-lancait-les-etudes-prealables

---

De toutes parts, les Autrichiens s'unissent contre l'obligation vaccinale - francesoir.fr 15 février 2022

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/de-toutes-parts-les-autrichiens-sunissent-contre-lobligation-vaccinale

Le gouvernement autrichien semble avoir sous-estimé la détermination et la virulence de la contestation de l'obligation vaccinale. Le récit propagé par les médias, selon lequel ces contestataires seraient des radicaux de droite, des libertaires ou des férus de conspirations diverses ne tient pas la route face à la réalité de cette union de tous les milieux. Qui plus est, plusieurs pays de l'Union européenne, ainsi que la Suisse, tournent le dos aux mesures sanitaires. francesoir.fr 15 février 2022

En Nouvelle-Zélande, ce cyclone n'a pas empêché les antivax de manifester - Le HuffPost 13 février 2022

Les manifestants anti-vaccin en Nouvelle-Zélande continuent de camper devant le parlement malgré le cyclone Dovi qui frappe le pays. Le HuffPost 13 février 2022

Fabien Linguagrossa, 37 ans, militaire préparateur physique, fait une myocardite après son vaccin Pfizer - lemediaen442.fr 18 février 2022

Il s'appelle Fabien, militaire dans la marine, l'homme de 37 ans a rejoint VERITY France et témoigne de son parcours suite à la vaccination. Ce sportif en très bonne santé est un préparateur physique, qui a un faible pour la course à pied, le vélo sur route et la musculation. Il se fait vacciner avec la première dose Pfizer le 17 septembre 2021, puis avec la deuxième dose le 8 octobre 2021.

Une semaine après chaque injection le Toulonnais commence à ressentir des pressions thoraciques au repos, ainsi que des difficultés à respirer. Il en parle à son médecin militaire début novembre. Suite à une prise de sang, il part en urgence à l'hôpital militaire, en service cardiologie. Son taux de troponine est à 111 — la limite haute se situe à 99, au-dessus il y a un risque cardiaque. Chose très étonnante, après 48 heures d'observation, une échographie, un électrocardiogramme et trois prises de sang, les taux au laboratoire civil sont tout à fait

normaux.

Pour s'assurer de cette étrangeté, Fabien fait une nouvelle prise de sang le 17 décembre 2021 et cette fois-ci le taux de troponine monte à 154. Le 12 janvier 2022 un cardiologue l'ausculte et tout est parfait, mais le militaire demande deux ordonnances pour des prises de sang dans deux laboratoires différents par acquit de conscience. Résultat, son taux de troponine avait augmenté à 220. S'en suivra un IRM cardiaque et un test au Méthergin. Notre préparateur physique a bien une inflammation du myocarde, une myocardite. Pour son cardiologue, il y a une certitude, c'est l'injection qui est la cause de tout ça. La Sécurité sociale lui donne une contre-indication pour la troisième dose. Au 15 février 2022, après plusieurs baisses, son taux de troponine est malheureusement remonté.

Ce père d'une petite fille conclut : « Je ne m'attarderai pas sur les émotions que j'ai pu traverser. J'ai eu du mal à me projeter dans les six mois à venir car un infarctus aurait pu m'arriver à n'importe quel moment. J'ai une interdiction de faire du sport, en repos forcé. Que ce message puisse peut-être servir à une personne qui est toujours dans l'interrogation, s'il a eu les mêmes symptômes que moi ! Vivez les moments présents à fond en restant toujours dans le positif. »

Nous recommandons aux victimes du vaccin à contacter et donner leur témoignage à VERITY France. Vous pourrez y trouver des personnes qui ont vécu les mêmes choses que vous. lemediaen442.fr 18 février 2022

LVOG - Des témoignages comme celui-là, j'en lis au moins une dizaine par semaine, je ne les mets pas tous en ligne pour ne pas alourdir la causerie déjà très volumineuse.

Haut de page

Le 22 février 2022

J'ai toiletté la page d'accueil et j'ai remis certains anciens documents. Quand je trouverai le temps, je trierai à nouveau ces documents pour ne conserver que les plus intéressants.

La prochaine causerie sera prête d'ici 2 ou 3 jours.

- Cette causerie au format pdf (3 pages)

La semaine de quatre jours arrive en Belgique, mais des parents dénoncent une mesure inadaptée.

https://www.francesoir.fr/societe-economie/la-semaine-de-quatre-jours-arrive-en-belgique

Le commentaire que j'ai posté à la suite de cet article.

- 38 heures de travail en 4 jours ou 10 heures de travail quotidien, c'est accroître le taux d'exploitation, il suffira ensuite un jour de repasser à 5 jours sans réduire la durée du travail journalier pour que les salariés travaillent 10 heures de plus par semaine.

Réduire la durée hebdomadaire du travail à 30 ou 32 heures maximum sans perte de salaire serait la mesure qui correspondrait le mieux aux intérêts des travailleurs et leurs familles, mais il ne faut pas compter sur le patronat ou un gouvernement néolibéral pour adopter une telle mesure, il faudrait un changement de régime politique et social ou économique pour qu'elle se réalise.

Coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine en 2014, suite.

Une fois de plus nous voilà confrontés à un paradoxe, un mauvais tour que nous joue l'histoire en quelque sorte.

Entre la paix et la guerre avec son lot de destructions, souffrances, misères, massacres de populations civiles innocentes, si nous sommes contraints de prendre position ou d'effectuer un choix puisque la question nous sera posée et nous n'avons pas l'intention de nous défiler, il sera vite fait sans hésitation, celui du camp de la paix, même si elle doit être assurée ou garantie par l'intervention d'une puissance impérialiste déguisée ou un régime capitaliste, en l'occurrence la Russie, sans pour autant que cela signifie qu'on soutiendrait la politique antisociale de Poutine en Russie.

Les populations civiles victimes des bombardements du gouvernement néonazi de Kiev armé par l'OTAN, c'est-à-dire, par les Etats-Unis et les puissances impérialistes européennes ou l'UE, se moquent de savoir quelles sont les réelles motivations de Poutine, géopolitiques ou humanistes. Les Ukrainiens sont victimes comme la plupart des peuples du Proche et du Moyen-Orient, d'Amérique latine ou d'Afrique, d'avoir eu le tort de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment, soit que leur sous-sol regorgeait de matières premières convoitées par les multinationales des pays dominants, soit qu'ils aient croisé la route des va-t-en-guerre de l'OTAN, la branche armée des gangsters de la finance anglo-saxonne et internationale.

Entre les exploiteurs et les exploités, les oppresseurs et les opprimés, les puissants et les faibles, les pauvres et les riches, les agresseurs et les agressés, les dominants et les dominés, nous pencherons toujours pour les seconds et nous l'assumons.

Nous adoptons donc sans état d'âme, la même position que lors de l'agression de la Libye, de la Syrie, etc. Les lâches et les traitres, les populistes d'extrême droite et d'extrême gauche, refuseront de prendre parti ou ils renverront dos-à-dos les différents protagonistes de ce

conflit sous différents prétextes fallacieux ou maladroits, dénonçant par exemple l'invasion de l'Ukraine par la Russie impérialiste et invoquant la souverainement de l'Ukraine qui serait un pays indépendant, n'hésitant donc pas à recourir un argument frauduleux qui revient à les placer au côté de l'OTAN, nous y sommes habitués depuis le temps.

Je me suis peut-être un peu avancé, mais je crois honnêtement n'avoir pris aucun risque inconsidéré. Pour nous, l'essentiel c'est de ne jamais nous retrouver dans le camp de nos ennemis et de nous compromettre gravement, contrairement à tous ceux qui s'en foutent royalement, parce qu'ils se disent que de toutes manières les militants et les travailleurs sont trop cons et ils ne comprendront rien à la situation, faisons en sorte qu'ils se trompent.

Le contexte.

L'Ukraine n'a jamais respecté les accords de Minsk de 2015, signés par la Russie et l'Ukraine, sous médiation franco-allemande... Ces derniers jours l'armée ukrainienne dirigée par un néonazi a multiplié les tirs et les bombardements sporadiques sur la population civile russophone des républiques séparatistes de Donetsk et Lougansk situées à l'est de l'Ukraine limitrophes de la Russie. Face à cette offensive ou agression militaire, les autorités de ces territoires ont répliqué et entamé l'évacuation des femmes et des enfants vers la Russie pour qu'ils soient en sécurité.

Pour stopper ce massacre annoncé, Poutine a décidé de reconnaître l'indépendance de ces deux républiques russophones, et il a ordonné aux troupes russes d'entrer en territoire ukrainien pour "maintenir la paix" dans ces territoires. Sans surprise, immédiatement les chefs d'Etat des puissances occidentales ont condamné cette initiative et annoncé de nouvelles sanctions contre la Russie.

Conflit Ukraine – Russie : Poutine donne l'ordre à son armée d'entrer dans les territoires séparatistes d'Ukraine - 20 Minutes 22 février 2022

Deux accords d'entraide entre Moscou et les sécessionnistes, d'une durée de dix ans, doivent être ratifiés par le Parlement russe ce mardi. Ils prévoient le déploiement « des unités militaires russes nécessaires au maintien de la paix dans la région et d'assurer une sécurité durable aux parties ». Ils prévoient aussi « une assistance mutuelle si l'une des parties est la cible d'une attaque » et « la protection en commun » des frontières. 20 Minutes avec AFP 22 février 2022

Un complément de l'agence de presse russe Sputnik

Après avoir violé le cessez-le-feu une centaine de fois en une seule journée au Donbass, les forces de Kiev continuent leurs pilonnages, y compris avec des armes interdites par les accords de Minsk.

Depuis minuit, au moins trois attaques ont eu lieu dans la république autoproclamée de Donetsk (RPD), l'armée ukrainienne ayant lancé 52 obus de calibre 122 mm, indique son représentant au Centre conjoint de contrôle et de coordination du cessez-le-feu. Un militaire est mort, un autre est gravement blessé.

Plusieurs ont reçu des commotions cérébrales. Un civil a également été tué, rapporte la milice populaire de la RPD. Il s'est retrouvé sous les tirs visant le village minier de Troudovskaïa, à un arrêt de bus. Il se rendait à la mine pour sa journée de travail.

De son côté, la république autoproclamée de Lougansk (RPL) a fait état de "tirs sans répit" ayant duré toute la nuit. Au moins trois résidences ont été endommagées, informe son représentant au même centre. Plusieurs explosions ont été entendues à Lougansk et à Donetsk, mais leurs origines sont pour l'heure inconnues. Sputniknews.com 22 février 2022

Commentaire d'internaute

- "Les USA bombardent un hôpital et aucune condamnation ni plainte. Si les Russes avaient fait pareil ?

Les USA attaquent en Syrie sans mandat de l'ONU ni invitation du gouvernement syrien. Aucune condamnation.

Israel annexe des territoires palestiniens, l'Arabie saoudite bombarde les civils au Yemen, etc, etc..."

Dans le Donbass la mèche est allumée par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 16 février 2022

https://www.voltairenet.org/article215704.html

Dmitry Yarosh, conseiller du commandant en chef des armées ukrainiennes - Réseau Voltaire 21 février 2022

Le 2 novembre 2021, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a nommé le nazi Dmitro Yarosh, fondateur de l'Armée des volontaires ukrainiens, conseiller du commandant en chef des armées ukrainiennes, le général Valerii Zaluzhnyi.

Yarosh est membre depuis très longtemps des réseaux stay-behind de l'Alliance atlantique. Il était déjà chargé par la CIA de coordonner les

groupuscules nazis et islamistes contre la Russie, en 2007 durant la seconde guerre de Tchétchénie, lorsqu'il les réunit à Ternopol (ouest de l'Ukraine). Il joua un rôle central dans les événements de l'EuroMaïdan, en 2014, à la tête du « Secteur Droit » [1].

Yarosh fut député et candidat à l'élection présidentielle. Gravement blessé en 2015, il avait été contraint de se retirer plusieurs années.

Dmitro Yarosh a dirigé le Bataillon Azov du colonel Andrey Biletsky et un groupe de jeunes combattants étrangers pour pilonner la frontière du Donbass durant la Conférence sur la Sécurité de Munich (18 au 20 février 2022). Il devrait intégrer quelques jihadistes venus d'Idleb (Syrie). Réseau Voltaire 21 février 2022

[1] « La CIA coordonne nazis et jihadistes », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie) , Réseau Voltaire, 19 mai 2014.

https://www.voltairenet.org/article183834.html

Pour se détendre ou rigoler un bon coup, bien que la situation ne s'y prête pas vraiment.

- Crise. Macron arrache à Poutine et Biden un sommet sur l'Ukraine - Courrier international 21 février 2022

LVOG - Le voilà ridiculisé une fois de plus, du coup on comprend pourquoi après tant d'humiliation il a la haine, et ne pouvant pas la retourner contre ceux qui lui font subir un tel mauvais traitement, le tyran se soulage en nous emmerdant !

Haut de page

Le 23 février 2022

Cherchez l'erreur. Il n'y en a pas.

- L'absence remarquée des autorités et des autres médias aux obsèques du Pr. Luc Montagnier, prix Nobel de médecine, en dit long sur le degré de pourriture du régime.

Les différentes rubriques de cette causerie.

1- DOSSIER UKRAINE

2- INTRODUCTION

3- ACTUALITÉ DU JOUR

4- POLITIQUE

5- ÉCONOMIE

6- CONTRIBUTION POLITIQUE

- Cette causerie au format pdf (24 pages)

DOSSIER UKRAINE

Mélenchon porte-parole de l'OTAN.

Ukraine : Mélenchon prône une «conférence des frontières» sous l'égide de l'OSCE - Europe1 22 février 2022

Pour Jean-Luc Mélenchon, "une ligne est franchie" et "quoi qu'on pense des arrière-pensées ou des logiques de situation, il n'empêche que c'est bien la Russie qui a pris la responsabilité de cet épisode". (france24.com 22 février 2022)

Le candidat LFI à l'élection présidentielle Jean-Luc Mélenchon a jugé mardi "inacceptable" la décision de Moscou de reconnaître l'indépendance des régions séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine, et a prôné une "conférence des frontières" dans le cadre de l'OSCE. Europe1 22 février 2022

D'autres réactions d'acteurs politiques

- Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) - Les dirigeants occidentaux (A l'Ukraine) lui ont refusé l'entrée dans l'Union européenne et les quelques avantages qu'elle aurait pu y gagner. (lutte-ouvriere.org 22 février 2022) Elle a bien mérité ses 500 parrainages !

- Pour Fabien Roussel (PCF) - Pour l'heure, il a estimé "qu'Emmanuel Macron fait ce qu'il faut dans cette crise ukrainienne."

- Pour Anne Hidalgo (PS), "la décision unilatérale de Vladimir Poutine constitue une violation du droit international et de la souveraineté de l'Ukraine". "La France et l'Europe doivent être solidaires, unies et fermes face à cette menace contre la paix en Europe", a-t-elle affirmé sur Twitter.

- Christiane Taubira salue, elle, l'action d'Emmanuel Macron. Christiane Taubira, s'exprimant elle aussi sur Twitter, "la Russie choisit la force et le fait accompli. (...) La solidarité des États européens avec l'Ukraine ne doit pas faillir."

- "La reconnaissance des entités séparatistes par Poutine porte atteinte à l'intégrité territoriale et à la démocratie de l'Ukraine. Aucune complaisance ! J'en appelle à une réponse française et européenne ferme et unie", a réagi l'écologiste Yannick Jadot sur le même réseau social.

- Pour la candidate LR, Valérie Pécresse, il faut tenir à la Russie de Vladimir Poutine « un discours d'une fermeté d'acier ».

La candidate Les Républicains, Valérie Pécresse, a estimé mardi matin, sur France Inter, qu'il fallait "condamner fermement, résolument, ce qui est une violation du droit international, la violation et l'abandon des accords de Minsk". "Il faut que l'Union européenne se mette d'accord sur des sanctions économiques ciblées sur la Russie pour faire reculer l'offensive", a-t-elle ajouté (france24.com 22 février 2022)

- Pour Eric Zemmour, « la faute originelle » de ce conflit est « l'expansion de l'OTAN à l'est depuis trente ans », a-t-il estimé dimanche matin sur CNews et Europe 1.

- Marine Le Pen, juge dans un communiqué que la décision de Vladimir Poutine est un acte éminemment regrettable qui ne participe pas à la nécessaire désescalade des tensions.

En complément

- Crise Ukraine-Russie : "par loyauté envers la France", l'animateur Frédéric Taddeï lâche son émission sur la chaîne russe, RT France - Programme TV 22 février 2022

La tension continue de monter entre l'Ukraine et la Russie. Face au risque de guerre, en France, l'animateur Frédéric Taddeï s'est aligné sur le discours du président Emmanuel Macron. Programme TV 22 février 2022

LVOG - Un tas de médias dits alternatifs louaient sa prétendue indépendance, c'est à croire qu'ils ne sont pas non davantage ! Notez que ces mêmes médias dits indépendants ne loupent pas une occasion pour regretter la perte d'indépendance des médias financés par l'oligarchie ou subventionnés par l'Etat, perpétuant le mythe de leur indépendance, qui en réalité n'a jamais existé puisque liés à leurs banquiers.

Infos sur la situation.

- La Russie précise quelles frontières elle reconnaît sur l'indépendance des républiques du Donbass - sputniknews.com 22.02.2022

- La Russie appelle l'Occident à contraindre Kiev à abandonner ses projets militaires visant le Donbass

"Je voudrais appeler nos collègues occidentaux à se raviser, à rejeter les émotions et à ne pas détériorer la situation. Personne sauf vous ne pourra retenir les projets militaires de Kiev et l'obliger à cesser les tirs et les provocations contre les Républiques populaires de Lougansk et de Donetsk, qui pourraient entraîner des conséquences particulièrement dangereuses dans ces nouvelles circonstances", a déclaré le représentant permanent de la Russie au Conseil de sécurité de l'Onu, Vassili Nebenzia.

- "Nous étions devant la reprise des actions militaires de grande envergure susceptibles de tuer des milliers de personnes". C'est pour "éviter ce scénario" que Vladimir Poutine a accepté la demande de reconnaître l'indépendance des Républiques.

- La mission de l'OSCE confirme la violation du droit humanitaire international par Kiev en ayant tiré sur des résidences, indique la milice populaire de Lougansk

- Au moins cinq localités ont été pilonnées dans la République de Donetsk depuis minuit, indique son bureau au Centre conjoint de contrôle du cessez-le-feu.

- Plus de 3.700 obus tirés contre la République de Donetsk depuis le début de l'escalade

En six jours, 281 cas de violation du cessez-le-feu par les forces ukrainiennes ont été recensés par la représentante de Donetsk au Centre conjoint du contrôle du cessez-le-feu. 3.719 obus de divers calibres, dont certains interdits, ont été lancés.

Au moins 25 résidences ont été endommagées par les pilonnages et 17 infrastructures publiques, dont un hôpital, deux écoles, deux installations de distribution d'énergie et de gaz.

- Le 21 février, les forces de Kiev ont violé 65 fois le cessez-le-feu, ayant pilonné 29 localités, rapporte la milice populaire de Lougansk. De son côté, la milice populaire de Donetsk informe de 55 violations du cessez-le-feu commises par l'armée ukrainienne, le 21 février.

- Donetsk pilonné avec des systèmes de lance-roquettes Grad par les forces de Kiev, une première depuis 2018. Cinq roquettes et 12 obus de calibre 122 mm ont été lancés, indique le bureau de Donetsk au Centre conjoint de contrôle du cessez-le-feu.

- Des extrémistes de Secteur droit* et des mercenaires de sociétés militaires privées étrangères arrivent au Donbass, a déclaré Edouard Bassourine, porte-parole du commandement militaire de la République de Donetsk

"Le 20 février, nous avons constaté l'arrivée d'un groupe de Secteur droit* impliquant également des mercenaires de sociétés militaires

privées dont le nombre atteint 300 personnes. Ils prennent déjà part aux opérations militaires et réalisent des attaques de sabotage sur certains secteurs du front, dont une tentative d'intrusion sur le territoire russe, repoussée le 21 février", a-t-il annoncé aux journalistes. *Organisation jugée extrémiste et interdite en Russie

- Environ 100.000 habitants du Donbass ont été évacués vers la Russie ces trois derniers jours, indique le premier vice-président du Conseil de la fédération, Andery Yatskine.

- La Russie reconnaît l'indépendance des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk à l'intérieur des frontières dans lesquelles leurs leaders exercent leur autorité, a déclaré ce mardi en conférence de presse le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Rudenko. Il affirme également ne pas vouloir rompre les relations diplomatiques avec l'Ukraine.

- "Pendant ces sept ans, nous avons presque chaque jour noté auprès de nos collègues européens que Kiev se fichait complètement, qu'il ne faisait rien et qu'en plus il annonçait publiquement son intention de ne pas tenir compte des accords de Minsk", a tranché le ministre russe des Affaires étrangères auprès de la chaîne de télévision Rossiya 24. sputniknews.com 22.02.2022

- La Syrie soutient la décision de Vladimir Poutine de reconnaître l'indépendance du Donbass, annonce Damas Le ministère syrien des Affaires étrangères a également fait part de sa solidarité avec les Républiques de Donetsk et Lougansk et de sa disposition à collaborer avec elles.

- Conflit Ukraine-Russie : Le président vénézuélien Nicolas Maduro apporte son soutien à Poutine - 20minutes.fr 22 février 2022

- Sanctions. Crise ukrainienne : l'Allemagne bloque Nord Stream 2 - Courrier international 22 février 2022

INTRODUCTION

Washington sonne l'hallali, tandis que ses alliés se retirent par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 22 février 2022

L'Administration Biden sonne l'hallali, annonçant l'attaque imminente et la défaite certaine de la Russie. Pourtant, un à un, ses principaux alliés font la moue. De son côté, la Russie rappelle ses exigences du 17 décembre 2021 (le respect du Droit international par les États-Unis) et manifeste sa supériorité militaire. Le voile est sur le point de se déchirer.

- DOCUMENT. Pour lire l'article.

Biden et l'« exportation » de la démocratie par Ahmed Bensaada - Mondialisation.ca, 21 février 2022

- DOCUMENT. Pour lire l'article.

Terrorisme et pillage d'Etat pour le compte de l'oligarchie.

Tests - vaccins - pass : fabrique de la panique et braquage des comptes publics - francesoir.fr 22 février 2022

Cela fait deux ans que la crise du coronavirus a démarré. De différentes manières, nous avons montré sur cette chaîne que la mortalité depuis 2020 en France et en Europe est finalement dans la norme de la décennie, et que les hôpitaux sont finalement loin d'avoir été saturés en 2020, services de réanimation compris.

La psychose qui dure depuis deux ans n'est donc pas maintenue à cause d'une surmortalité, ou d'un surnombre d'arrivées à l'hôpital, mais uniquement en faisant le compte de "cas Covid". Ces "cas Covid" sont des personnes déclarées porteuses du virus de la Covid, dans l'ensemble de la population, dans l'ensemble des hospitalisations et dans l'ensemble des décès. Ce n'est qu'une fraction de l'ensemble des habitants, de l'ensemble des hospitalisations et de l'ensemble des décès. Nous avons d'ailleurs montré que l'ensemble des hausses de mortalité que nous observons depuis deux ans ont lieu soit pendant les périodes de hausse de mortalité habituelles, soit après la mise en place de mesures qui ont eu pour impact d'arrêter de soigner correctement les Français. Nous avons, grâce aux différents rapports de Santé Publique France ou de l'ATIH, de plus en plus de données officielles donnant le nombre de décès à imputer à ces mesures.

La Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES), les statisticiens du ministère de la Santé, a d'ailleurs publié un nouveau tableau de données distinguant les patients arrivés à l'hôpital pour Covid, et ceux arrivés à l'hôpital pour complètement autre chose, mais déclarés Covid à la faveur d'un test positif ou d'une simple déclaration. Nous apprenons qu'un patient sur trois, déclaré en soin critique Covid ou décédé du Covid, était en fait sur-déclaré.

Toute la psychose tient donc du simple fait de fixer le regard sur un virus au lieu de s'occuper de la mortalité en général ou des hospitalisations en général. Cela permet de ne pas du tout remettre en question la qualité de vie des Français, ou le système de santé en général, mais de tout focaliser sur un seul produit censé résoudre le problème : le vaccin.

Pour conserver le regard fixé sur le virus, plusieurs éléments sont essentiels :

Les tests RT-PCR, qui permettent de continuer à déclarer "malade" toute personne qui a un test positif et donc maintiennent les statistiques ;

La campagne vaccinale, qui permet au gouvernement de dire qu'il a une solution au problème du virus mortel ;

Le pass sanitaire, de façon à asséner à la population que les vaccins fonctionnent, puisqu'il leur offre la sécurité en leur "permettant" d'accéder à des lieux publics ;

En bonus : les masques, qui permettent de rappeler en permanence de façon visible à tous les Français, le danger du virus. Ils permettent également de faire croire que les autres humains sont dangereux.

Pour lire la suite :

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/tests-vaccins-pass-fabrique-de-la-panique-braquage-des-comptes-publics

En complément

Gael Monfils, numéro 1 français, déclare forfait à cause de sa 3e dose du vaccin anti-covid - lemediaen442.fr 22 février 2022

Gaël Monfils prend le même chemin que Jérémy Chardy et Ugo Humbert à cause des effets secondaires du vaccin. Le Français de 35 ans, sportif de haut niveau, a fait savoir sur son compte Twitter avoir subi un problème de santé — on ignore si c'est un problème cardiaque — suite à sa troisième dose du vaccin anti-Covid. lemediaen442.fr 22 février 2022

ACTUALITÉ DU JOUR

LVOG - Esclavagisme. Ils n'ont jamais cessé de regretter l'époque où les travailleurs étaient taillables et corvéables à merci. Certains l'appellent même "*Les jours heureux*" ou 'Les Trente glorieuses", sans rire!

Pourquoi ne pas en finir avec la mensualisation et ne pas revenir au salaire à la tâche de l'Ancien Régime ?

Salaires : un tiers des Français favorable à un paiement fractionné - LePoint.fr 22 février 2022

Et si c'était la solution contre les fins de mois difficiles ?

Selon une enquête d'Opinion Way, dont Le Parisien s'est fait l'écho, plus d'un tiers des Français ne seraient pas opposés à la fin du virement mensuel unique de leur salaire. Une façon, pour les 35 % de Français concernés, de mieux gérer leur budget en séquençant davantage leurs dépenses, tout en recevant plus souvent le satisfaisant virement.

Chez les moins de 35 ans, l'idée est même plébiscitée : 62 % des jeunes sont favorables au paiement fractionné. Dans le détail, cependant, les Français concernés ne se mettent pas facilement d'accord sur les modalités du paiement en plusieurs fois : 37 % se satisferaient de deux virements par mois, 27 % préféreraient recevoir leur salaire toutes les semaines, et 19 % d'entre eux iraient même jusqu'à choisir une rémunération à la journée, avec ainsi un paiement quotidien. LePoint.fr 22 février 2022

Comment rallonger le temps de travail hebdomadaire ?

Olivier Dussopt évoque la piste d'une durée de travail modulable « tout au long de la vie » - Publicsenat.fr 22 février 2022

L'idée serait de permettre à des salariés trentenaires ou quadragénaires, par exemple, de travailler plus longtemps et de transférer des jours sur un compte épargne temps.

L'idée d'un temps de travail hebdomadaire rallongé pour les jeunes salariés, avec la possibilité de répartir ses heures de travail tout au long de sa carrière, a été évoquée il y a tout juste un mois par un cadre de la République en marche cité par le magazine Marianne.

Olivier Dussopt, président de Territoires de progrès, entend s'inspirer d'une idée venue de la CFDT. Publicsenat.fr 22 février 2022

POLITIQUE

Pourquoi devraient-ils plébisciter un régime dictatorial ?

«Beaucoup de blabla» : pourquoi les Français ne s'intéressent pas à la présidentielle ? - Europe1 20 février 2022

À moins de 50 jours du premier tour, les sondages montrent un désintérêt inédit des Français pour la présidentielle. Europe1 20 février 2022

Manipulation. Au choix, 1 sur 2 ou 8 sur 10 !

Présidentielle : huit jeunes sur dix prêts à voter, un sur deux «certain». - Europe1 22 février 2022

Le Medef n'a que l'embarras du choix !

Devant le Medef, les candidats misent sur la compétitivité et l'industrialisation - Europe1 22 février 2022

Présidentielle : que retenir du grand oral des candidats devant le Medef ? - Publicsenat.fr 22 février 2022

Pour rallier le patronat français à sa politique écologique, le candidat d'EELV a proposé une ligne relativement claire au Medef : redonner de la compétitivité aux entreprises en échange de leur action dans la lutte contre le dérèglement climatique.

Pour Fabien Roussel, le candidat du PCF, "il faut avoir une production qui se développe – et vite – en France, pour que si on gagne plus, on consomme plus, mais français."

Parmi les candidats de droite déclarés.

« Vous ne trouverez pas dans mon programme de vieilles recettes d'augmentation de la fiscalité. » Le ton est donné pour le programme économique de la candidate du Parti Socialiste, Anne Hidalgo. L'édile de Paris veut d'ailleurs s'inspirer « de ce que l'on a fait ici avec Xavier Niel [à l'incubateur de start-up de la station F, ndlr] », en « faisant converger l'entreprise, les pouvoirs publics, le monde syndical, le monde de la recherche et la jeunesse. » Publicsenat.fr 22 février 2022

Vous êtes trop bon monseigneur ! 185,22 € !

Lors de l'émission «La France dans les yeux», sur BFMTV, jeudi soir Jean-Luc Mélenchon a précisé qu'il prévoirait une retraite au niveau minimum équivalent au seuil de pauvreté pour les carrières non complètes. (Source : 20minutes.fr 18 février 2022)

Pour info.

- Le seuil de pauvreté est fixé par convention à 60 % du niveau de vie médian de la population. Il correspond à un revenu disponible de 1 102 euros par mois pour une personne vivant seule. (Source : Google)

- L'Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa), appelée aussi minimum vieillesse, est un montant minimum accordé, sous conditions de ressources, aux personnes qui n'ont pas suffisamment cotisé aux régimes de retraite pour pouvoir bénéficier d'un revenu d'existence à l'âge de la retraite. Son montant est de 916,78 € par mois pour une personne seule. (la-retraite-en-clair.fr)

LVOG - Faites le calcul : 1 102 - 916,78 = 185,22 €. C'est traîne-misère !

Le PS a toujours été dans le camp de la réaction.

L'ancienne ministre socialiste Élisabeth Guigou rejoint Emmanuel Macron - Journal du Dimanche 20 février 2022

L'ex-garde des Sceaux de Lionel Jospin, Élisabeth Guigou, est chargée de sonder les acteurs du monde de la Justice pour le compte de l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron. Journal du Dimanche 20 février 2022

LVOG - En 1996 elle fut chargée des questions sociales au secrétariat national du PS par un certain Lionel Jospin, alors premier secrétaire de ce parti. Membre du club Le Siècle et de la Commission Trilatérale présidée par D. Rockefeller.

Présidentielle: Marisol Touraine, ex-ministre socialiste, soutient Emmanuel Macron - BFMTV 20 février 2022

L'ancienne ministre de François Hollande Marisol Touraine a affiché publiquement son soutien à Emmanuel Macron. BFMTV 20 février 2022

LVOG - Toujours au PS. En 1998, elle participe au programme Young Leaders organisé par la French-American Foundation. Elle est aussi membre du club d'influence Le Siècle.

Le fer de lance du totalitarisme : Les ONG veulent nous imposer "*une discipline de fer*" et un « *passe climatique* ».

TRIBUNE. WWF France propose au prochain président « un passe climatique pour sortir de l'impasse écologique - Journal du Dimanche 20 février 2022»

La section française du Fonds mondial pour la nature (WWF) demande aux candidats à l'élection présidentielle de s'engager à mettre en place à l'Elysée un « passe climatique » pour faire face « à l'impasse écologique ».

Après avoir exigé des Français une discipline de fer face à la crise sanitaire , rien ne peut plus justifier aujourd'hui qu'un président ne s'impose pas la même discipline pour sortir de la crise écologique. C'est pourquoi le WWF vous appelle à prendre l'engagement de soumettre chacune des décisions de votre mandat présidentiel à l'obtention d'un passe climatique. Les Français ont présenté leur passe. Nous aurons besoin du vôtre face à l'impasse écologique.

...parce que le sens des responsabilités doit être justement partagé : l'Etat a exigé des Français une discipline de fer dans la lutte contre une

crise sanitaire exceptionnelle et rien ne peut plus justifier aujourd'hui qu'un chef d'Etat ne s'impose pas la même discipline dans la lutte contre la crise écologique.

Candidates, candidats, en vous engageant à présenter un passe climatique pour chacune des décisions prises pendant votre quinquennat, vous rassurerez les Français sur le sérieux de votre engagement à leur rendre en 2027 la France en meilleur état que celui dans lequel vous l'aurez trouvée en 2022. Journal du Dimanche 20 février 2022

LVOG - A bas les ONG, non ? Non, c'est que vous n'en avez pas encore assez pris dans la gueule ou vous êtes décidément trop con, ce n'est pas de moi, mais il y a une part de vrai. Voilà qui pourrait peut-être vous faire réfléchir.

La prochaine machination mondiale est déjà programmée et annoncée.

LVOG - La prochaine fois vous ne pourrez plus dire que vous n'aviez pas été prévenu et que vous en ignoriez l'origine.

Vaccination : Bill Gates appelle les gouvernements à aller plus vite lors de la prochaine pandémie - RT 19 février 2022

Estimant que les risques de maladies graves liées au Covid-19 avaient désormais «considérablement diminué», Bill Gates prédit l'arrivée d'une autre pandémie pour laquelle il appelle les gouvernements à être plus rapides en matière de vaccination.

Lors d'une intervention du 18 février à la conférence de Munich sur la sécurité, Bill Gates s'est exprimé sur la pandémie de Covid-19, estimant notamment que le virus avait lui-même fait office de vaccin en améliorant l'«immunité» des populations touchées.

«Malheureusement, le virus lui-même, en particulier le variant Omicron, est un type de vaccin». «Il a mieux réussi à toucher la population mondiale que [les vaccins que nous avons développés]», a-t-il ajouté, en référence à ce variant.

En outre, comme l'a rapporté la chaîne américaine CNBC le même jour, le milliardaire américain a prédit l'arrivée «pratiquement certaine» d'une autre pandémie après celle du Covid-19, estimant notamment que, pour cette dernière, les risques de maladie grave avaient «considérablement diminué». La prochaine fois, nous devrions essayer de faire en sorte que, au lieu de deux ans, ce soit plutôt six mois.

«Le coût de la préparation à la prochaine pandémie n'est pas si élevé. Ce n'est pas comme le changement climatique. Si nous sommes rationnels [...], la prochaine fois, nous l'arrêterons tôt», a déclaré la quatrième fortune mondiale, appelant de ses vœux les gouvernements à se préparer pour accélérer le développement et la distribution de futurs vaccins.

L'OMS exhorte les pays riches à verser 16 milliards de dollars pour la lutte contre le Covid-19 En effet, considérant qu'il était désormais trop tard pour atteindre l'objectif de l'OMS de vacciner 70 % de la population mondiale contre le Covid-19 d'ici mi-2022, Bill Gates a ajouté : «La prochaine fois, nous devrions essayer de faire en sorte que, au lieu de deux ans, ce soit plutôt six mois.»

Interviewé à l'occasion de sa présence à la conférence annuelle de Munich sur la sécurité, Bill Gates – fondateur d'une fondation éponyme qui finance notamment la recherche en matière de santé à l'échelle mondiale – a présagé que la future pandémie en question proviendrait probablement d'un agent pathogène différent de celui de la famille des coronavirus, et a plaidé pour des investissements au service de progrès médicaux qui permettraient de mieux l'anticiper. RT 19 février 2022

Confirmation. "*Il suffira d'appuyer sur le bouton*" (Véran) pour réenclencher la tyrannie au pass liberticide.

LVOG - A partir de maintenant, vous ne pourrez plus dire que vous ignoriez ce qui allait vous arriver.

Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé, était l'invité ce 20 février 2022 du Grand Jury de RTL. - lemediaen442.fr 21 février 2022

A la question de la journaliste — le gouvernement est-il « en train de préparer le bouton sur lequel appuyer pour remettre le pass vaccinal à tout moment ? » — Olivier Véran répond ce que les Français redoutent le plus : « Il n'est pas improbable que nous ayons d'autres variants qui émergent probablement l'hiver prochain, peut-être plus tôt […]. Donc, vous savez ce que nous faisons dans ces situations-là ? Nous ne désarmons pas. Vous avez un virus qui circule beaucoup : On met des mesures ! Et quand je dis qu'on ne se désarme pas, c'est qu'on est capables, en appuyant sur un bouton, de re-déclencher tout un arsenal de défense dans notre pays, pour nos concitoyens, face à une menace épidémique. »

En gros, une fois réélu par les Français, après deux années de privations, de mensonges, de confinements, de vaccinations forcées sous peine d'exclusion ou de licenciement, de discriminations, de suicides, de dépressions… nous repartirons pour cinq longues années et des rappels vaccinaux à répétition. Il suffira d'appuyer sur le bouton... lemediaen442.fr 21 février 2022

La vidéo en entier https://www.dailymotion.com/video/x882d5l

LVOG - Pourquoi avouent-ils ainsi leurs crimes à l'avance ? Parce qu'ils savent qu'ils agiront en toute impunité. Ceux qui vous font miroiter des procès mirobolants où toutes ces ordures seraient jugés et sévèrement condamnés se foutent de votre gueule.

Tenez, pendant qu'on y est, c'est comme tous ces braves médecins ou grands professeurs qui n'ont jamais été au bout de leurs analyses ou qui se sont autocensurés les malhonnêtes. En fait, ils ont toujours ménagé la chèvre et le loup par crainte qu'il les mange ou ils vous ont

largué en cours de route, car ils ne rompront jamais avec un régime auquel ils doivent tout, leur gueule ou leur réputation avant tout !

En consultant le blog des climato-réalistes, j'ai constaté le même virage à droite toute. Ne m'y étant pas connecté depuis un moment, je me suis dit, tiens on va aller voir s'ils ont publié de nouveaux articles qui pourraient intéressés nos lecteurs, et là quelle ne fut pas ma surprise de n'en trouver aucun ! J'avoue n'en avoir parcouru que 5 ou 6 sur des sujets toutefois très divers, mais cela m'a amplement suffit puisque tous se terminaient de la même manière, par une formule où l'auteur exprimait un doute, sur quoi, sur tout, y compris sa propre démonstration, ses propres instruments de mesure ou ses calculs, incroyable, il était perplexe ou il ne savait plus quoi penser sur rien!

Non mais je ne plaisante pas, c'est carrément stupéfiant, sur le coup je n'y croyais pas, mais au bout du 5è ou 6è article je me suis dit que je ne rêvais pas. J'ai alors essayé de comprendre ce qui s'était passé en me mettant à leur place, car je les connais assez bien, j'avais suivi leur blog pendant des mois. J'en suis arrivé à la conclusion que la tyrannie vaccinale et du pass avait dû effrayer ces courageux scientifiques ou chercheurs au point qu'ils n'osaient plus afficher ouvertement les conclusions de leurs réflexions ou de leurs travaux, mais il y a peut-être une autre explication. Ils sont tous pro-nucléaires à fond, et après que Macron eut annoncé la construction de nouvelles centrales nucléaires les voilà rassurés ou comblés en partie, merveilleux et par la même occasion devenus macroniens, donc ils le ménagent au point de trouver des avantages au passage à la voiture électrique par exemple.

ÉCONOMIE

Exploiteurs, profiteurs, voleurs, pilleurs, prédateurs, racketteurs, escrocs, c'est le capitalisme.

De l'autoroute publique aux péages privés - monde-diplomatique.fr 21 février 2022

Un rapport secret rédigé par l'inspection générale des finances démontre que les concessionnaires d'autoroutes auraient bénéficié de surrémunération à hauteur de 4 milliards d'euros. Dans le cadre du Plan de relance autoroutier de 2015 voulu par le premier ministre Manuel Valls, le ministre de l'économie de l'époque Emmanuel Macron avait signé un accord confidentiel qui contenait des avantages considérables pour les concessionnaires. Ces deux documents, obtenus à l'issue d'une longue procédure administrative par le militant écologiste Raymond Avrillier, et publiés par Marianne et Le Canard enchaîné, révèlent l'économie biaisée de ces contrats au détriment de la collectivité et des usagers.

Philippe Descamps racontait il y a dix ans cette histoire emblématique du capitalisme de connivence à la française. La mainmise des concessionnaires n'est compréhensible qu'à la lueur d'une tolérance politique particulière. « En insistant sur l'apport immédiat des privatisations pour les caisses de l'État, on tente de faire oublier les dividendes à venir qui lui échapperont. » (voir aussi notre dossier de juin 2019, « Privatisations, l'acharnement »).

Amorcée par le gouvernement de M. Lionel Jospin, puis généralisée par celui de M. Dominique de Villepin, la privatisation des autoroutes illustre le capitalisme de connivence à la française. L'Etat impose le système coûteux du péage, assume l'essentiel des risques, puis organise la captation de la rente par les grands groupes.

https://www.monde-diplomatique.fr/2012/07/DESCAMPS/47973

Abus de pouvoir dans tous les sens. Quand ils ne votent pas des taxes avec effets rétroactifs (Etats-Unis), ils ne tiennent pas leurs engagements.

Espagne : ces particuliers ruinés par l'énergie photovoltaïque - France 24 21 février 2022

Le pari de l'énergie renouvelable s'est avéré catastrophique pour de nombreuses familles espagnoles qui ont investi dans le photovoltaïque voilà une quinzaine d'années. Elles y étaient alors encouragées financièrement par le gouvernement qui leur proposait une aide à l'investissement et un prix d'achat fixe de l'énergie produite. Mais certaines se sont retrouvées ruinées. Les investisseurs se sont multipliés et la production d'énergie solaire a explosé, amenant Madrid à réduire les aides initiales. Plus de 62 000 familles réclament désormais devant la justice les aides promises. France 24 21 février 2022

CONTRIBUTION POLITIQUE

Comment procède la fausse gauche ? Mode d'emploi.

Les gouvernements désormais ouvertement ennemis des peuples par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 19 février 2022

DV - Plus un jour ne passe où les responsables politiques occidentaux ne se révèlent être au service de leurs maîtres et leur religion: la privatisation, outil de la haute finance contre les acquis lentement arrachés au patronat par d'âpres luttes citoyennes, mais détricotés l'un après l'autre, «quoi qu'il en coûte». Pour ce faire, tous les moyens sont utilisés, y compris ceux qui invalident tout Etat qui se revendique de la ''démocratie'' et de ''l'État de droits'': mensonges, corruption, pratiques policières ultra-violentes, désinformations orchestrées, déni de droits élémentaires, évasion fiscale, élimination de témoins gênants, justice à géométrie variable, tromperies, discriminations,… Ainsi, le 1er ministre du Canada, Justin Trudeau qui avait courageusement fui l'arrivée des routiers et dont le passé judiciaire est loin d'être exemplaire,

vient d'invoquer une loi d'exception qui permet aux banques de geler les comptes des participants au ''Convoi de la Liberté'' sans même passer par la décision d'un juge. Ce qui a eu pour résultat un rush des particuliers pour tenter de sortir de l'argent liquide de leurs comptes, entraînant des ''pannes'' d'un système bancaire faisant partie du système, ce qui entamera un peu plus encore, la confiance déjà toute relative entre les citoyens et leurs banques. Bref, toutes méthodes criminelles qui ont pour conséquences une exécration croissante et un rejet massif des classes dirigeantes et leurs relais de la part des citoyens, risquant à tout moment de dégénérer en affrontements graves aux allures de guerre civile.

LVOG - Comment procède l'auteur de cet article pour vous embobiner et pourquoi ?

1 - Tout d'abord, il dresse un constat que l'on ne peut que partager, laissons de côté certaines réserves.

2 - Ensuite, ce qu'il dénonce, les travailleurs ou militants ne peuvent qu'y adhérer, toujours avec les réserves qui s'imposent et on va tout de suite voir pourquoi.

3 - Pour terminer, il commence à se démasquer quand il se plaint de la perte de confiance dont les banques pourraient être victimes, ce dont au contraire il devrait se réjouir, à moins de représenter les intérêts des banquiers, pour finalement déplorer que les "*méthodes criminelles*" auxquelles les gouvernements recourent n'entrainent des "affrontements graves aux allures de guerre civile", situation que les gouvernements seraient les premiers à dénoncer, autrement dit il s'en fait le porte-parole ou il abonde dans leur sens. Pourquoi ? Parce que sans l'avouer ouvertement, il est opposé à toute affrontement avec le régime, à tout changement de régime politique et social, contrairement à ce qu'avait pu laisser paraître au début de son article, autrement dit, il suggère aux lecteurs ni plus ni moins de manière à peine déguisée de se soumettre au régime en place, leur faisant miroiter qu'il serait possible de le réformer pour lui donner un visage humain, le refrain habituel des opportunistes professionnels.

Une fois cette analyse terminée à partir des faits ou arguments et des expressions employées par son auteur, l'opposant au régime capitaliste s'est littéralement évaporé !

DV - Le paradigme que ces responsables politiques semblent ne pas vouloir intégrer dans leur logiciel, est que l'information est désormais omniprésente et circule à la vitesse de l'éclair. Certes, ils tentent de se l'approprier par l'entremise de leurs copains milliardaires, soutiens de leurs campagnes électorales et qui profitent bien du renvoi d'ascenseur une fois leur poulain en place, mais les citoyens ne sont plus dupes de ces accointances et tournent de plus en plus souvent le dos à l'information officielle des chaînes publiques et privées pour trouver via internet des sites alternatifs plus crédibles. Et malgré le nombre d'intox qui y circulent, tout citoyen peut faire le travail pour s'assurer de ne pas être trompé. Et de manière générale, cela fonctionne plutôt bien.

LVOG - C'est une vue de l'esprit, bien que ce soit un phénomène qui progresse, l'immense majorité continue d'ignorer royalement les "*sites alternatifs*", dont on peut fortement douter de la crédibilité, puisqu'ils sont pratiquement tous compatibles avec le régime en place et férocement antisocialistes ou anticommunistes, il en découle donc qu'aucun n'est réellement indépendant contrairement à ce qu'ils affirment.

DV - N'est qu'à voir la résistance qui s'est manifestée dans tous les pays soumis à la propagande sanitaire du Coronavirus présenté aux populations comme éradicateur de la moitié de la population mondiale. La peur panique que les technocrates ont tentée d'inoculer à coups de chiffres tronqués et de mensonges répétés sur toutes les ondes et à tout bout de champ n'y a rien fait. Les plus lucides sont restés mobilisés et ont produit quantité de travaux contestant la version officielle pourtant relayée avec des moyens hors normes par les courroies de transmission des Bigpharmas. Et au bout de deux ans d'imposture, l'affaire se délite, quantité de ''vaccins'' doivent être jetés pour date de péremption dépassée (bravo certains responsables de l'UE se frottant les mains des juteux profits à venir!), et le temps des règlements de compte arrive via de futurs procès avec les peines qui seront réclamées contre tous ceux qui auront participé de près ou de loin à cette criminelle imposture.

LVOG - Il poursuit son numéro d'illusionniste en passant de l'escroquerie politique à la fabulation pure et simple, dans la mesure où la minorité qui s'est élevée contre la version officielle de la pandémie ne l'a jamais réellement remise en cause, où après avoir adopté la plupart des mesures liberticides imposées par les gouvernements dont la muselière, elle a refusé de s'opposer à la vaccination en tant que telle, alors qu'elle ne s'imposait pas, puisque cette maladie était bégnine et elle pouvait être traitée efficacement avec les molécules existantes, jouant donc le jeu des gouvernements et des trusts pharmaceutiques mafieux.

Cette minorité liée au régime ne pouvait pas aller au bout de son analyse de cette mystification orchestrée par les sommets de l'oligarchie financière, d'où les contradictions qui sont apparus très rapidement dans son discours ou les postures qu'elle a adoptées, et de ce fait, elle n'est jamais parvenue à devenir un pôle de regroupement ou de mobilisation entraînant des dizaines de millions de travailleurs, bien au contraire, elle demeura divisée sur une ligne corporatiste qui correspondait aux intérêts des différentes couches qu'elle représentait coupée de la majorité de la population. L'auteur exagère donc la résistance dont a fait preuve la majorité de la population aux mesures qui lui ont été imposées, quand elle ne les a pas réclamées elle-même ou plébisciter, ce qui n'apparaît pas dans cet article, et pour cause.

Pourquoi a-t-il occulté cet aspect-là de la situation ? Pour camoufler que cette minorité s'était laissée instrumentaliser parce qu'elle n'avait jamais eu l'intention de s'opposer frontalement au régime auquel elle adhère. Il se livre à un numéro d'autosatisfaction misérable ou illusoire consistant à appeler les lecteurs à se satisfaire des procédures judiciaires hypothétiques à venir, qui pourraient conduire à la condamnation de ceux qui ont "*participé de près ou de loin à cette criminelle imposture*", les lampistes ou les "*coupables*" désignés par l'oligarchie elle-même, ce qui entre nous nous fait une belle jambe. L'essentiel, dont l'auteur nous distrait ici, c'est que cette opération programmée de longue date par l'oligarchie se soit déroulée dans l'ensemble comme prévue, sans rencontrer véritablement d'obstacles insurmontables, au détriment de leurs intérêts de tous les peuples s'y sont soumis de gré ou de force.

Bien entendu, pour faire bonne mesure ou ne pas s'aliéner la confiance des lecteurs, dans la suite de son article à petites doses il va évoquer ces différents éléments, mais sans jamais les relier entre eux ou plutôt sans jamais en fournir la réelle signification politique, ce qui fait qu'à

l'arrivée les lecteurs ne seront pas plus avancés, il leur restera à en prendre leur parti comme il le fait si bien lui-même.

DV - Mais, ce que l'on voit au niveau intérieur ne sont que les effets de ce qui se déroule en amont. Les tensions dans le monde sont exacerbées et un rien pourrait mettre le feu aux poudres et déclencher un affrontement entre grandes puissances: en réalité, la caste des nantis réagit à la perte de son hégémonie qu'elle ne tolère pas voir mise à mal, et rien que l'idée de renoncer à ses butins en passant d'un monde unipolaire à un monde multipolaire l'insupporte. Chacun peut le voir aujourd'hui dans la tension extrême induite par les USA et son bras armé en Europe l'OTAN, à l'encontre de la Russie prenant l'Ukraine comme prétexte ou autrement dit, en otage. Les USA ont environ 750 bases militaires implantées partout dans le monde. Comment attendre d'un tel Etat dont plus de la moitié du budget ''recherche'' est consacré à l'industrie de l'armement, et qui dépense plus de 2 milliards de $/jour (!) pour son département ''Defense'', la moindre démarche de pacification des relations internationales? Dans leur obsession d'hégémonie totale sous-tendue par l'idéologie capitaliste sans limite, ces bases aux coûts exorbitants ainsi que les sommes astronomiques investies dans cette industrie mortifère doivent tôt ou tard être rentables pour ses investisseurs. Aussi, les pays qui se sont faits encerclés ou qui ont accepté leur présence sur leur sol n'ont qu'à bien se tenir, sous peine de représailles scélérates.

LVOG - Là il prend le relai de la propagande de guerre de l'OTAN, rien de neuf, rien de surprenant. La suite est pire, mais logique ou il fallait s'y attendre, une fois passée la terreur au virus, il embraie avec celle de la guerre, qui dorénavant pourrait être déclenchée dans la minute qui vient.

DV - La Russie, complètement encerclée par les pays qui sont entrés dans l'OTAN depuis la fin de l'URSS, a fini par imposer ses lignes rouges et averti ses voisins que le moindre pas supplémentaire en sa direction serait déclencheur d'une guerre. Le président russe est dès lors présenté comme l'ogre et l'occident comme à son habitude, comme la victime des vues totalitaires russes. Or, si guerre il devait y avoir, en tant que pays européens voisins, nous pouvons avoir toutes les craintes qu'un conflit d'envergure inédite se solde par une fin probable de l'appendice européen tel qu'existant. Et l'incompétence avérée de la gestion de la crise Covid nous a démontré à quel point l'Europe et ses responsables sont complètement incapables d'organiser les choses dès qu'ils sont quelque peu bousculés dans leur train-train de fonctionnaires surpayés. Les réflexes nationalistes reprennent de suite le dessus et c'est le ''chacun pour soi'' qui prévaut. Comment pourrait-on les imaginer devoir gérer un conflit d'une telle ampleur avec le voisin russe dont la Chine a annoncé qu'elle ne resterait pas bras croisés en cas d'affrontements contre lui?! L'instant est grave.

LVOG - Vous aurez relevé au passage, que les mesures totalitaires que nous subissons depuis janvier 2020 n'étaient pas dues à des intentions économiques et politiques inavouables ou délibérées de la part de l'oligarchie consécutivement à la crise du capitalisme, mais à "*l'incompétence avérée de la gestion de la crise Covid*" par "*l'Europe et ses responsables*", ce qui revient à entériner la version frauduleuse d'une pandémie sans laquelle la suite n'aurait jamais existé, ce qu'on a tendance à oublier. C'est ce qui permet de comprendre finalement pourquoi la minorité qu'il évoqua précédemment est demeurée en permanence dans le déni de cette mystification politique sous couvert sanitaire. La dénoncer l'aurait entraînée trop loin, les gouvernements et l'UE, les autorités sanitaires ou différentes institutions nationales ou internationales servent ici de boucs émissaires, tandis que les véritables auteurs ou coupables sont épargnés, sans oublier la crise du capitalisme, sinon on ne peut rien comprendre à la situation.

DV - Les instances européennes auront-elles le courage de dire non à l'OTAN et refuser le risque d'une telle déflagration qui pourrait assurément faire beaucoup plus de victimes dans la population qu'un virus fantasmé? Rien n'est moins sûr et tout indique le contraire. La caste au pouvoir n'est plus au service des peuples et n'a pour préoccupation majeure que ses propres intérêts. Lors de sa première intervention liée à l'ainsi nommée ''crise sanitaire'', quand E. Macron s'est adressé aux citoyens via la télé, il a prononcé à plusieurs reprises dans une mise en scène théâtrale, l'expression ''nous sommes en guerre''. En réalité, la ''guerre'' dont il est question ne l'est pas contre un improbable virus, mais contre le peuple. Dont il a osé dire qu'il avait bien envie d'en ''emmerder'' une partie. Jamais de tels propos n'ont été tenus par un président en exercice. Et au-delà de la forme, c'est vraiment sur le fond que les Français devraient s'interroger, sinon de comprendre à quel point le dédain de sa classe dirigeante pour la population est à son comble dans ce quinquennat du pire.

LVOG - Un coup il s'agit d'une "*crise Covid*", et un autre d'"*un virus fantasmé*", d'un "*improbable virus*", il faudrait savoir ! Il n'est pas à une contradiction près. Tenez une autre ou pas tout à fait, quand il dit que "la caste au pouvoir n'est plus au service des peuples", pourquoi, l'aurait-elle été un jour ? Nous, nous avons plutôt constaté qu'elle avait toujours été au service de la classe des capitalistes, mais n'est pas opposant au capitalisme qui veut, et ce n'est manifestement pas son cas.

Pourquoi s'offusquer du langage employé par un personnage que j'avais caractérisé dès le début de raté ou vaurien, Macron, il exprime tout haut "*le dédain de sa classe dirigeante pour la population*", sa haine des classes inférieures, il n'y a là rien qui ne soit pas naturel, non ? Oui, mais cela ne se fait pas, il ne devrait pas dire au peuple ce qu'il pense de lui. En fait il devrait être aussi hypocrite ou démagogue que ses prédécesseurs, c'est cela, n'est-ce pas ? De là à penser que l'auteur de cet article se livre au même genre d'exercice, comme la plupart des gens, et qu'il estime cela normal, il n'y a qu'un pas que je franchis. Si c'est de la sorte qu'on pourrait atteindre "vraiment sur le fond", c'est à croire qu'il est percé et qu'on ne l'atteindra jamais, ce qui fournira une marge de manoeuvre suffisante au régime pour assurer sa survie indéfiniment.

Vous aurez compris qu'entre gens du même monde on se doit d'employer un langage châtié ou ne pas recourir aux vulgarités. Pour ne pas en faire partie ou n'étant pas tenu par vos conventions, vous nous accorderez de traiter les ordures qui nous pourrissent la vie comme bon nous convient ou comme ils le méritent selon nous, Marx avait traité les Versaillais de chiens, après le massacre de La Commune il était inutile de préciser enragés.

DV - Aujourd'hui, les libertés individuelles n'ont jamais été autant brimées, et les FDO sont en roue libre, molestant, éborgnant, mutilant des individus en toute impunité. Tout semble se déglinguer à vitesse accélérée en Macronie. Au point de voir avec effroi l'émergence de courants d'extrême-droite, ne s'encombrant plus d'utiliser des formules voire des comportements fascistes, sans que cela ne soulève de réprobation de la part des instances responsables. Avec en toile de fond, une entente des argentiers aux manœuvres dont on peut dire sans sourciller

qu'ils sont bien les ''complotistes'' dont ils qualifient ceux qui leur résistent. En revanche, l'intérêt de ce moment de crise est de révéler les tréfonds de ce qu'il en est, tant au niveau des gouvernements soumis aux diktats de certains lobbies que des individus eux-mêmes.

LVOG - C'est curieux chez les intellectuels ce besoin de faire des phrases... pour nous "révéler" l'inanité de leurs pensées. Voilà comment d'un paragraphe à l'autre on passe du "*fond*" à la révélation des "*tréfonds de ce qu'il en est*" qui va se réduire à des lieux communs, je vous laisse les découvrir et on se retrouve.

DV - Et pour revenir aux questions essentielles qui occupent les citoyens de tous pays: veulent-ils vivre en guerre? Evidemment que non! Veulent-ils vivre muselés et privés de liberté? Pareil! Veulent-ils voir leurs acquis spoliés par des Etats gangrenés par la corruption et les mensonges, mal gérés, ruinés par leurs aventures guerrières? Toujours, non! Or, que voyons-nous se réaliser concrètement sous nos yeux? L'inverse! Nos armées mènent des guerres un peu partout, à travers des alliances plus que douteuses, à l'encontre de pays qui ne nous ont jamais agressés. Quand l'Afghanistan nous a-t-il déclaré la guerre? Ou l'Irak, ou la Libye, la Syrie, le Yémen, le Mali,… jamais! Mais nous violons le droit et allons les bombarder et les dévaster de telle manière qu'il leur faudra plusieurs générations pour se relever. Et quels sont les peuples qui ont été consultés par leur gouvernement avant que ces derniers ne décident de tels crimes à l'encontre de pays et de populations qui n'ont pas notre technologie pour se défendre? Aucun. Ces décisions sont prises par-dessus nos têtes. Comme les mesures les plus absurdes et contradictoires lors de cet épisode Covid. Comme la vente d'armes à des pays qu'en d'autres moments nous qualifions de dictatures infréquentables sauf quand il s'agit d'y signer de gros contrats, avec à n'en pas douter, de sérieuses retro-commissions versées dans les paradis fiscaux que la caste déclare traquer. Selon ATTAC, en 2017, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes françaises représentait 20% du PIB. Après 5 ans de quinquennat Macron, elle représente… 43% du PIB!

LVOG - Comme prévu "*les tréfonds*" de la pensée de notre auteur ne nous mènera pas bien loin, puisque chacun sait déjà que les Etats sont "*gangrenés par la corruption et les mensonges*". Quant au reproche d'être "*mal gérés*", il est donc permis de penser que le contraire pourrait être possible, mais ce n'est pas tout. S'ils sont "*ruinés*", ce serait à cause de "*leurs aventures guerrières*" et non leur soumission au marché que contrôle l'oligarchie et la colossale dette qui les étrangle et en font leurs otages. Partant de là, il était logique qu'il n'aborda pas la nature de ces Etats avec lesquels se confond ses propres intérêts. Il le dit lui-même ou sa rhétorique le trahit, quand il évoque "*nos armées*". Désolé monsieur, nous ne nous reconnaissons pas dans ces armées ou nous ne leur accordons aucune légitimité. Par la suite, il ne va pas cesser de s'identifier au régime ou à ses représentants comme s'il en faisait partie. Par exemple, quand il dit "*nous violons le droit*", etc., plus loin "*notre technologie*" ou encore "*nous qualifions de dictatures infréquentables*", à croire qu'il se prend successivement pour le Président de la république, le Premier ministre, le ministre de la Défense ou de l'Industrie, c'est révélateur, non ? Peut-être se sentit coupable et responsable des méfaits commis par ces Etats envers tous les peuples, pas nous, parce que nous nous situons strictement sur notre terrain de classe.

Moi, je suis comme Lénine, quand je pense, et très souvent aussi quand je m'exprime, et que par exemple j'évoque un bâtiment public ou privé, une rue, des égouts ou des pissotières, je n'omets jamais de préciser qu'ils leur appartiennent ou qu'ils en sont à l'origine et pas nous. Pourquoi ? Mais pardi, parce que nous ne détenons aucun pouvoir, depuis quand tiendraient-ils compte de notre avis, de nos besoins ou aspirations ? Cette distinction semblera curieuse ou stupide à ceux qui confondent encore les intérêts des différentes classes en présence. J'estime que ce sens de la propriété n'est pas adapté ou conforme aux rapports sociaux établis, voilà tout. Ce n'est pas une posture prétentieuse ou une lubie, une fantaisie de fanatique destinée à se distinguer des autres, c'est juste l'état d'esprit que j'ai adopté depuis longtemps parce qu'il me semble en adéquation avec la réalité. Pourquoi devrais-je la déformer dès lors que j'en ai conscience ? Par conformiste pour ne pas paraître excentrique et faire l'objet de critiques, mais je m'en contrefous complètement.

Dans le dernier paragraphe, Daniel Vanhove va une nouvelle fois nous démontrer ce qu'il en coûte de ne pas être indépendant du capitalisme.

DV - Où que l'on observe nos appareils d'États, ceux-ci paraissent pourris. Et comme dit l'adage, c'est par la tête que pourrit le poisson! Quelle indécence d'aller donner nos leçons de bonne gestion et de bienséance aux gouvernements que nous traitions de ''républiques bananières'', les nôtres construites sur les vols et les crimes de masse sont assurément pires! La question qui surgit alors est: jusqu'à quand une telle dérive sera-t-elle possible, avant que l'effondrement ne s'accélère et soit définitif au point de tous nous engloutir? Réveillez-vous, et ne vous laissez plus distraire par les faits divers que l'on vous présente comme essentiel: ici un bout de tissu, là un prénom qui ne conviendrait pas doublé d'une théorie de ''grand remplacement'' ou encore, de la bonne manière de se masquer ou non… Tout cela ne sert qu'à confondre la raison. Et ne pensez pas que je force le trait: même l'Etat sous ''Mac-Ronds'' a été privatisé, et la France se nomme désormais ''Mac Kinsey''…

LVOG - Sous l'apparence d'un discours très radical, à défaut d'affronter la réalité et le régime tels qu'ils sont, en guise de conclusion nous voilà retournés à la raison raisonnante de Descartes ou de Kant, nous voilà bien avancés !

Vous aurez noté que notre courtisan avait embrayé avec "*nos appareils d'États*", "*nos leçons*", "*nous traitions*", "*les nôtres*", après cela il ne pourra pas dire qu'il n'y était pas attaché le bougre, ce qui est cohérent avec la crainte "*que l'effondrement ne s'accélère et soit définitif au point de tous nous engloutir*". Cette perspective pessimiste est contredite par le processus historique qui a conduit les primates que nous sommes à passer de la condition animale et de l'état de sauvagerie à l'espèce humaine et à la civilisation moderne au terme de progrès et d'effondrements successifs, de périodes de paix et de guerres dévastatrices, pour finalement s'élever à un stade supérieur de développement. Il ne lui reste plus qu'à franchir la dernière étape, la plus difficile à réaliser pour entrevoir son émancipation du règne de la nécessite et en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, et conquérir sa liberté.

Une mafia criminelle gouverne le monde.

Davos et la conspiration de la lettre volée. Les « Leaders mondiaux de demain » de Klaus Schwab par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 20 février 2022

La célèbre nouvelle d'Edgar Allen Poe, « La Lettre volée », décrit bien l'agenda de Klaus Schwab, fondateur il y a quelque 50 ans de ce qui est aujourd'hui l'influent Forum économique mondial (FEM) de Davos.

Caché au grand jour. Schwab a publié en 2020 un livre intitulé « La Grande Réinitialisation », qui appelle les dirigeants mondiaux à profiter de « l'opportunité » de la pandémie de COVID-19 pour réorganiser fondamentalement l'économie mondiale en une version dystopique descendante de l'Agenda 2030 technocratique de l'ONU.

Pour ceux qui sont prêts à faire des recherches patientes, le FEM de Schwab révèle un degré étonnant de l'agenda mondialiste actuel pour un totalitarisme technocratique. Plus encore, il a développé des cadres triés sur le volet pour mettre en œuvre ce programme pendant trois décennies, avec une « école de cadres » mondiale sélectionnée pour devenir les « futurs dirigeants mondiaux ».

En fait, il s'agit de ce que nous pourrions appeler la Conspiration de Davos, des agents promus dans le monde entier pour infiltrer les cercles politiques supérieurs et faire avancer le sinistre programme de la Réinitialisation de Davos.

L'une des caractéristiques les plus étonnantes de l'hystérie de peur de la pandémie de COVID est la mesure dans laquelle les politiciens du monde entier ont emboîté le pas, avec les médias mondiaux et les principaux acteurs de la santé, pour adopter un programme sans précédent de destruction économique et humaine au nom de la lutte contre un virus.

Il s'avère que la plupart des acteurs clés ont tous quelque chose en commun. Il s'agit de diplômés, ou « anciens » comme il les appelle, triés sur le volet, de l'école des cadres de Davos de Klaus Schwab, de son programme annuel intitulé « Young Global Leaders » (Jeunes Leaders mondiaux) et de celui d'avant 2004 intitulé « Global Leaders for Tomorrow » (Jeunes leaders de demain).

Depuis que le premier groupe de cadres de Davos a été sélectionné en 1993, plus de 1400 « futurs leaders mondiaux » ont été formés selon un processus hautement secret qui est rarement mentionné dans la biographie des diplômés de Davos. Avec la patience d'une araignée tissant une vaste toile, Klaus Schwab et ses riches bailleurs de fonds du Forum économique mondial ont créé le réseau d'acteurs politiques le plus influent de l'histoire moderne, ou peut-être de tous les temps.

Dans une vidéo de 2017 avec David Gergen à Harvard, Schwab se vante d'être fier de « pénétrer les cabinets » avec le cadre Young Global Leader de Davos. Schwab déclare :

« Je dois dire que lorsque je mentionne des noms comme Mme Merkel… et ainsi de suite, ils ont tous été des Young Global Leaders du Forum économique mondial. Mais ce dont nous sommes vraiment fiers maintenant avec la jeune génération comme le Premier ministre Trudeau, le président de l'Argentine et ainsi de suite, c'est que nous pénétrons les cabinets… C'est vrai en Argentine et c'est vrai en France maintenant… »

La Grande Réinitialisation

La Grande Réinitialisation, telle qu'elle est expliquée par Schwab dans le livre du même titre qu'il a coécrit en juin 2020, et élaborée dans son intégralité sur le site Web du Forum économique mondial, est à la disposition de tous les curieux. Il expose un programme visant à réorganiser l'économie mondiale de haut en bas, en utilisant les perturbations du COVID pour promouvoir, entre autres, un agenda vert sans carbone, l'élimination des protéines de viande et de l'agriculture traditionnelle, l'élimination des combustibles fossiles, la contraction des voyages aériens, l'élimination de l'argent liquide au profit des monnaies numériques des banques centrales et un système médical totalitaire de vaccinations obligatoires.

Lors du sommet virtuel de Davos des leaders mondiaux, en juin 2020, intitulé à juste titre La Grande Réinitialisation, Schwab a déclaré : « Chaque pays, des États-Unis à la Chine, doit participer, et chaque industrie, du pétrole et du gaz à la technologie, doit être transformée. En bref, nous avons besoin d'une "Grande Réinitialisation" du capitalisme… Il existe de nombreuses raisons de poursuivre une Grande Réinitialisation, mais la plus urgente est le COVID-19 ». La Grande Réinitialisation, poursuit-il, exige que « les gouvernements mettent en œuvre des réformes attendues depuis longtemps qui favorisent des résultats plus équitables. Selon le pays, il peut s'agir de modifications de l'impôt sur la fortune, du retrait des subventions aux combustibles fossiles… Le deuxième volet du programme de la Grande Réinitialisation consisterait à s'assurer que les investissements favorisent les objectifs communs, tels que l'égalité et la durabilité ».

Ce que Schwab ne mentionne pas, c'est que c'est son réseau de « leaders mondiaux » de Davos qui a été au cœur de l'avancement de l'agenda draconien du COVID, des confinements inutiles aux vaccinations forcées en passant par le masque obligatoire. La pandémie a été la première phase nécessaire de la Grande Réinitialisation. Sans elle, il ne serait pas en mesure de parler de changements mondiaux fondamentaux.

Ici, l'agenda de Schwab est la redistribution mondiale des richesses pour créer l'infâme Agenda 2030 de l'ONU sur l'économie « durable » : « Les États-Unis, la Chine et le Japon ont également des plans de relance économique ambitieux. Plutôt que d'utiliser ces fonds… pour combler les fissures de l'ancien système, nous devrions les utiliser pour en créer un nouveau qui soit plus résilient, plus équitable et plus durable à long terme. Cela implique, par exemple, de construire des infrastructures urbaines « vertes » et de créer des incitations pour que les industries améliorent leurs résultats en matière de mesures environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) ». Il ajoute : « La troisième et dernière priorité d'un programme de Grande Réinitialisation est d'exploiter les innovations de la Quatrième Révolution industrielle pour soutenir le bien public, notamment en relevant les défis sanitaires et sociaux ».

La Lettre volée

La nouvelle de 1844 de l'auteur américain Edgar Allen Poe, « La lettre volée », raconte qu'une lettre volée de la reine de France est utilisée pour la faire chanter par un ministre sans scrupules. Lorsque la police parisienne fouille méticuleusement la maison du voleur présumé sans

résultat, un ami de l'inspecteur en chef parvient à trouver le document volé en le cherchant, « caché à la vue de tous ».

Ainsi en est-il de ce qui est sans doute la conspiration la plus éhontée et la plus criminelle des temps modernes, la Grande Réinitialisation. Tout est là, accessible à quiconque a la patience de parcourir les pages des communiqués de presse et des pages web du FEM.

Il convient de noter que les acteurs mondiaux, les « cadres » de Davos soigneusement choisis au cours des trente dernières années pour être préparés à occuper des postes de pouvoir afin de mettre en œuvre le programme de la Grande Réinitialisation, sont ouvertement nommés sur le site Web de Davos, que l'on peut trouver avec un peu de patience.

Des listes partielles sont apparues, nommant une petite poignée de « Young Global Leaders » de Davos. Une recherche plus exhaustive de quelque 1400 noms dans les classes annuelles de l'école des cadres depuis 1992 révèle une conspiration étonnante et détaillée. Le site web du FEM indique que les leaders mondiaux sont « formés pour être en phase avec la mission du Forum économique mondial », qui est de « stimuler la coopération public-privé dans l'intérêt public mondial ».

Ce qui suit est le résultat de l'examen de chaque classe de futurs leaders mondiaux du FEM depuis 1993.

Ce qui est le plus frappant, c'est que des acteurs clés liés à Schwab sont impliqués dans les mesures décisives qui ont fait de la « pandémie » de COVID-19 le processus économiquement et physiquement destructeur qu'il est. Les anciens du WEF sont au cœur de tout ce qui concerne le COVID.

Davos, Gates et les vaccins à ARNm

Au cœur de l'agenda du COVID-19 se trouve clairement le déploiement à vitesse grand V de concoctions expérimentales non testées à base de gènes modifiés, faussement appelées vaccins, par deux sociétés pharmaceutiques – Pfizer (avec BioNTech en Allemagne) et Moderna aux États-Unis.

Bill Gates (FEM 1993) et sa Fondation Gates sont au cœur du déploiement des vaccins à base d'ARNm ainsi que Tony Fauci du NIAID américain. Bill Gates a été sélectionné par Schwab avant même la création de la Fondation Bill et Melinda Gates, en 1993, pour faire partie du premier groupe de cadres du FEM avec Angela Merkel, Tony Blair, Gordon Brown et d'autres. Schwab a-t-il eu une influence sur la décision de Gates de créer la fondation ?

L'argent de la Fondation Gates, des centaines de millions, a en fait acheté le contrôle de l'Organisation mondiale de la Santé de l'ONU, une organisation corrompue, selon la dénonciatrice de l'OMS, l'épidémiologiste suisse Astrid Stuckelberger, qui a déclaré dans une interview récente :

« L'OMS a changé depuis que j'y étais… Il y a eu un changement en 2016… C'était spécial : Les organisations non gouvernementales – comme GAVI – Global Alliance for Vaccine Immunization – dirigée par Bill Gates – elles ont rejoint l'OMS en 2006 avec un fonds. Depuis lors, l'OMS est devenue un nouveau type d'organisation internationale. GAVI a gagné de plus en plus d'influence, et une immunité totale, plus que les diplomates de l'ONU ».

La fondation de Gates, ainsi que le FEM de Schwab, ont créé l'Alliance mondiale pour les Vaccins et la Vaccination (GAVI) en 2000.

Un autre ancien élève tristement célèbre de la classe des leaders mondiaux du FEM de Gates, José Manuel Barroso (FEM 1993), – président de la Commission européenne de 2004 à 2014, ancien directeur de Goldman Sachs International, membre du comité directeur de Bilderberg – a été nommé PDG de l'alliance vaccinale GAVI financée par Gates en janvier 2021, au moment où les vaccins à ARNm étaient déployés. Barroso supervise désormais les dépenses mondiales consacrées aux vaccins à ARNm pour Gates et l'OMS.

Albert Bourla, président-directeur général de Pfizer, est un contributeur à l'agenda du FEM. Son vice-président de Pfizer, Vasudha Vats (FEM 2021), est une recrue du FEM parmi les « leaders mondiaux ».

L'autre grand fabricant de vaccins à ARNm est Moderna, dont le PDG, Stéphane Bancel (WEF 2009) est un autre ancien de Davos.

L'année suivante, en 2010, Bancel a été choisi pour devenir le PDG d'une nouvelle société, Moderna, dans le Massachusetts.

En 2016, alors qu'aucun produit à base d'ARNm n'avait encore été approuvé, Moderna a signé un accord-cadre pour un projet de santé mondiale avec la Fondation Bill et Melinda Gates afin de faire progresser les projets de développement basés sur l'ARNm pour diverses maladies infectieuses.

La même année, Bancel a signé un accord-cadre de projet de santé mondiale avec Tony Fauci et le NIAID.

Dans un discours prononcé en janvier 2018 lors de la JP Morgan Healthcare Conference, plus d'un an avant que le monde n'entende parler du COVID-19 en provenance de Wuhan, Gates a déclaré : « Nous soutenons des entreprises comme CureVac et Moderna sur les approches de l'ARNm pour le développement de vaccins et de médicaments… » Prescience ?

Les politiciens de Davos

Le deuxième élément clé de l'agenda de Davos sur la pandémie a été un rassemblement international de politiciens de premier plan, notamment dans l'UE et en Amérique du Nord, qui ont soutenu les mesures de confinement et de vaccination forcée les plus draconiennes de l'histoire. La plupart des acteurs clés sont des leaders mondiaux du FEMde Davos.

En Allemagne, la chancelière Angela Merkel a dirigé l'un des plus sévères confinements du COVID jusqu'à sa retraite en décembre 2021.

Elle faisait partie de la première promotion du WEF en 1993. Son ministre de la Santé, Jens Spahn (FEM 2012), était également un ancien de Davos. Spahn a contraint à des injections massives d'ARNm et a poussé à des confinements et masquages inutiles.

C'est un ancien lobbyiste de l'industrie pharmaceutique. Philipp Rösler, ministre de la Santé de 2009 à 2011, a été nommé directeur général du FEM par Schwab en 2014.

En décembre, une nouvelle coalition a été formée sous la direction du chancelier Olaf Scholz, qui a été invité par Schwab à prononcer un discours spécial lors de la réunion de Davos de janvier 2022.

La nouvelle ministre allemande des Affaires étrangères, la leader des Verts Annalena Baerbock (FEM 2020), a été choisie comme leader mondiale juste avant de devenir candidate à la chancellerie. Le choix controversé de Baerbock en tant que secrétaire d'État pour la diplomatie du changement climatique, la chef de Greenpeace, Jennifer Morgan, une citoyenne américaine, est une contributrice de l'agenda du FEM et une amie proche d'Al Gore, membre du conseil d'administration du FEM.

L'ancien chef du parti vert allemand, Cem Özdemir (WEF 2002), est le nouveau ministre de l'Agriculture et de la Nutrition.

En France, le président Emmanuel Macron (FEM 2016) est mystérieusement passé d'un obscur ministre à la présidence de la France en 2017 sans parti, un an seulement après avoir été sélectionné pour rejoindre le programme Global Leaders du FEM. En tant que président, Macron a institué certaines des mesures COVID les plus draconiennes au monde, notamment des passeports intérieurs et des vaccins obligatoires.

Parmi les autres politiciens européens du club de Davos figurent le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis (WEF 2003) et le Premier ministre belge Alexander De Croo (FEM 2015). Tous deux ont imposé des mesures COVID sévères. Sanna Marin (FEM 2020), Premier ministre de la Finlande, a invoqué l'état d'urgence en Finlande, avec de sévères fermetures et d'autres mesures drastiques.

Au Royaume-Uni, l'ancien Premier ministre travailliste, Gordon Brown, (FEM 1993) a été nommé par l'OMS en avril 2021 pour promouvoir un programme de 60 milliards de dollars pour la vaccination COVID dans les « pays pauvres ». Brown est devenu ambassadeur de l'OMS pour le financement de la santé mondiale en septembre 2021.

En Amérique du Nord, le gouvernement canadien de Justin Trudeau, qui fait actuellement l'objet d'une révolte populaire massive contre ses sévères mandats de vaccination et autres mesures, est criblé d'agents de Davos. Trudeau lui-même est un contributeur à l'agenda du FEM de Davos et un orateur fréquent à Davos. Schwab a présenté Trudeau en 2016 en déclarant : « Je ne pouvais pas imaginer quelqu'un qui puisse représenter davantage le monde qui sortira de la Quatrième Révolution industrielle ». L'acteur clé du COVID pour Trudeau est la vice-première ministre et ministre des Finances Chrystia Freeland, qui fait partie du conseil d'administration du FEM et dirige la réponse de Trudeau au COVID. Les autres agents du FEM à Ottawa sont la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly (FEM 2016), la ministre de la Famille Karina Gould (WEF 2020).

Aux États-Unis, les principaux responsables nommés par l'administration Biden sont Jeffrey Zients (FEM 2003), coordinateur de la Maison Blanche pour le coronavirus. Le secrétaire d'État aux Transports, Pete Buttigieg (FEM 2019), qui a soudainement annoncé sa candidature à la présidence après avoir été choisi par Davos, en est un autre. L'agent de l'État profond américain Samantha Power (FEM 2003) est la chef de l'USAID de Biden, la principale agence d'aide étrangère étroitement liée aux activités de la CIA à l'étranger. Rebecca Weintraub (FEM 2014), professeur à Harvard, qui milite pour une vaccination totale de tous les habitants de la planète, avec des vaccins obligatoires même pour les enfants, est conseillère auprès du comité consultatif national sur les vaccins du département de la Santé et des Services sociaux.

Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom (FEM 2005), a imposé certains des verrouillages et des mandats de masques les plus sévères de la nation, tout comme Jared Polis (FEM 2013) gouverneur du Colorado, avec un ordre de santé publique qui a fait du Colorado l'un des premiers États à exiger une preuve de vaccination complète pour être admis dans les grands événements intérieurs.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été deux des régimes de tyrannie COVID les plus sévères au monde. En Australie, le ministre de la Santé Greg Hunt était directeur de la stratégie du FEM en 2001 et leader mondial du WFEM en 2003. Il contrôle les politiques gouvernementales extrêmes du COVID-19. En Nouvelle-Zélande, la Première ministre Jacinda Ardern (FEM 2014) a rencontré Bill Gates à New York en septembre 2019 en tant qu'orateur vedette de la conférence annuelle sur les objectifs de développement durable de la Fondation Gates, juste avant les événements COVID de la Chine et quelques jours avant la « simulation de pandémie » de l'Événement 201 d'octobre du Forum économique mondial et de la Fondation Bill et Melinda Gates. En tant que Première ministre, Ardern a imposé des vagues de confinement, supprimé la plupart des droits civils et pratiquement interdit les voyages internationaux.

Principaux groupes de réflexion et universitaires

Ceci est loin d'être l'étendue du réseau mondial de Davos soigneusement cultivé et promu derrière l'orchestration des mesures mondiales de lutte contre la pandémie de COVID-19. Des rôles instrumentaux sont joués par la Fondation Rockefeller dont le président, Rajiv Shah (FEM 2007), était une figure de proue de la révolution verte en Afrique à la Fondation Gates, ainsi que des programmes de vaccination. En tant que chef de l'influente Fondation Rockefeller, Shah joue un rôle clé dans la promotion de la Grande Réinitialisation de Davos où il est contributeur à l'agenda du FEM.

Un autre groupe de réflexion politique très influent aux États-Unis, le New York Council on Foreign Relations, est profondément engagé dans l'agenda du COVID-19. Thomas Bollyky (FEM 2013) est le directeur du programme de santé mondiale du CFR et est un ancien consultant de la Fondation Gates et de l'OMS. Il a dirigé le groupe de travail du CFR, Améliorer la préparation aux pandémies : Leçons de COVID-19 (2020).

Jeremy Howard (FEM 2013) est un Australien qui, au début du COVID-19, a organisé une campagne mondiale en faveur du port obligatoire

de masques. Mustapha Mokass (FEM 2015) a développé un système de passeport vaccinal pour l'agenda de la 4ème Révolution industrielle de Schwab.

Les médias grand public de Goebbels

Le rôle des médias administrés a été au cœur de l'offensive de propagande sans précédent de la pandémie de COVID-19. Davos et le FEM de Schwab sont également au cœur de cette offensive.

CNN est l'un des organes de propagande les plus connus, qui encourage la peur et préconise les injections à base d'ARNm tout en s'attaquant à tout traitement curatif éprouvé. CNN et Davos sont bien connectés.

Le Dr Sanjay Gupta (FEM 2010), correspondant médical en chef de CNN, a joué un rôle clé dans la promotion du récit officiel de l'événement COVID-19. Le Dr Leana Sheryle Wen (FME 2018) est chroniqueuse au Washington Post et analyste médicale à CNN. En tant que « contributrice médicale » de CNN, Wen a suggéré que la vie soit « dure » pour les Américains qui n'ont pas reçu de vaccin contre le COVID-19. Anderson Cooper (FEM 2008), un ancien « stagiaire » de la CIA qui fait froid dans le dos, est un animateur important de CNN. Jeffrey Dean Zeleny (FEM 2013) est le correspondant en chef des affaires nationales pour CNN.

Alors que CNN produit des commentaires unilatéraux sur les piqûres d'ARNm et le COVID, les propriétaires très influents des sociétés de médias sociaux s'engagent dans une interdiction sans précédent de toute opinion critique ou contraire, dans une censure qui ferait rougir Goebbels. Parmi eux, Mark Zuckerberg (FEM 2009), propriétaire milliardaire de Facebook, soutenu par la CIA, et Martha Lane Fox (FEM 2012), membre du conseil d'administration de Twitter, membre du comité conjoint britannique sur la stratégie de sécurité nationale et du comité COVID-19 de la Chambre des Lords. Larry Page (FEM 2005) est le milliardaire cofondateur de Google, sans doute le moteur de recherche le plus censuré et le plus utilisé au monde.

Marc Benioff (FEM Board of Trustees) milliardaire propriétaire du magazine Time et de Salesforce cloud computing, est également lié à The Giving Pledge de Bill Gates. Dawood Azami (FEM2011) est rédacteur multimédia à la BBC World Service, l'influent radiodiffuseur public britannique. Jimmy Wales (FEM 2007) est le fondateur de Wikipedia qui, de manière notoire, modifie le contenu des entrées liées au COVID pour promouvoir l'OMS et l'agenda de Davos. Lynn Forester de Rothschild (FEM1995) possède, avec son troisième mari, Sir Evelyn Robert de Rothschild, le magazine The Economist, qui promeut l'agenda de Davos du COVID ainsi que la future réinitialisation verte. Elle a été présentée à Sir Evelyn par Henry Kissinger lors de la conférence Bilderberg de 1998 en Écosse.

Parmi les autres figures de l'écurie des futurs dirigeants mondiaux de Davos figurent Jamie Dimon (FEM 1996), PDG de JP Morgan Chase, Nathaniel Rothschild (FEM 2005), fils et héritier présomptif du baron Jacob Nathaniel « Nat » Rothschild. David Mayer de Rothschild (FEM 2007), un milliardaire britannique défenseur de l'agenda vert avec une fortune estimée à 10 milliards de dollars.

Parmi les « partenaires » stratégiques du FEM qui aident à encadrer les leaders mondiaux de Davos figurent la Barclays Bank, la Fondation Bill & Melinda Gates, la Deutsche Bank AG, la General Motors Company, le Goldman Sachs Group Inc, Google Inc, HSBC Holdings Plc, McKinsey & Company et UBS AG, entre autres.

Cette concentration du pouvoir mondial est-elle une simple coïncidence ou fait-elle partie d'une véritable conspiration ? Une lecture de l'actuel conseil d'administration du Forum économique mondial pourrait aider à répondre à cette question. Mondialisation.ca, 20 février 2022

https://www.weforum.org/about/leadership-and-governance

LVOG - Pourquoi tourner autour du pot ? Pourquoi refuser de s'en tenir aux lois de fonctionnement du capitalisme inhérentes à ses origines décrites par Marx et Engels il y a un siècle et demi dans *Le Capital* et jamais réfutées ou confirmées quotidiennement ?

"*Cette concentration du pouvoir mondial*" n'est pas une "*simple coïncidence*" ou elle n'est pas due au hasard ou à la volonté particulière d'oligarques ou banquiers assoiffés de pouvoir ou de richesse, version ou théorie pratique qu'entonnent tous les intellectuels paresseux ou corrompus qui sans l'avouer n'envisagent pas de rompre avec le capitalisme et de l'affronter, et qui refusent d'admettre qu'il existe une alternative au capitalisme, le socialisme, dont ils ne veulent pas entendre parler.

A quoi servent tous leurs beaux discours, parfois leurs brillants exposés, leur dénonciation à juste titre des méfaits ou crimes du capitalisme, puisque finalement ils aboutissent tous à une impasse politique, sinon nous inviter à nous accommoder du capitalisme ou faire croire qu'il serait réformable, depuis le temps si c'était possible, il y a longtemps qu'on aurait découvert la recette magique, mais hélas elle n'existe pas.

Si au lieu d'être obnubilé par leur anticommuniste primaire ils se donnaient la peine d'étudier sérieusement *Le Capital*, peut-être finiraient-ils par comprendre le fonctionnement du capitalisme et adopter le socialisme...

Haut de page

Le 24 février 2022

M'étant couché tôt, à 23h10, je me suis levé tôt, à 5 heures, j'étais réveillé et je n'arrivais pas à me rendormir après une bonne nuit, il faut dire que j'avais passé une bonne journée la veille.

Le mur situé en bas du jardin que mon voisin indélicat avait partiellement démoli à la mi-octobre a enfin été réparé à ses frais, donc au bout de 4 mois. L'affaire a été négocié entre mon beau-frère et un commissaire de police en contact avec lui, puisqu'il était impossible d'avoir le moindre rapport avec ce pauvre type, d'ailleurs on ne l'a pas vu durant les deux jours des travaux, pour mes voisins c'est un voyou.

L'après-midi, au bout de la troisième tentative le dentiste est parvenu à dévitaliser une dent, apparemment il a employé un anesthésiant plus puissant. Je me demande pourquoi il ne l'a pas employé la première fois quand il a vu que cette dent était hyper sensible et douloureuse.

Petit à petit je viens à bout de tous mes emmerdements, il me reste à démonter la moitié du scooter pour accéder à l'éclairage arrière et procéder à des soudures, des rats avaient bouffés les fils et depuis plusieurs mois il n'y a plus de lumière, de clignotant ou de stop. Je vais voir pour renouveler mon permis qui n'est plus valable depuis janvier 2021, si c'est trop compliqué et que cela me fait chier, je laisserai tomber, les flics ne me l'ont jamais demandé depuis 1996, je suis quand même assuré. J'ai découvert pourquoi la prime d'assurance augmente chaque année, c'est parce qu'elle comprend les dommages corporels et comme le coût d'une hospitalisation augmente considérablement, ils en profitent pour l'augmenter aussi, et ce volet de l'assurance est obligatoire, c'est vraiment du racket ! Je pensais que je paierais moins cher chaque année compte tenu de la dépréciation du scooter, et bien pas du tout. C'est la raison pour laquelle beaucoup d'Indiens ne sont pas assurés, quand ils se font chopés par les flics, ils leur glissent un billet de 100 ou 200 roupies dans la main et cela ne va pas plus loin. C'est l'Inde !

A part cela, 34°C à l'ombre à midi, l'hiver est terminé. Je pars à Pondy faire des courses, j'ai fait une liste pour ne pas y retourner avant un mois si possible. Je vais encore y passer 2h avec le temps de transport. Le temps est radieux et je ne crains pas qu'un missile me tombe dessus, donc je ne plaindrai pas !

Bonne journée à tous.

Comme quoi la nuit porte conseil !

Un quarteron ou quelques familles d'oligarques anglo-saxons considèrent que pour faire face à la crise du capitalisme, ils doivent pouvoir accroître la concentration de leur pouvoir économique et politique sans rencontrer d'obstacles, or ils en rencontrent deux, la lutte de classe des exploités et les puissances qui échappent à leur contrôle, principalement la Russie et la Chine.

Pour ce qui est de la lutte de classe des exploités, ils bénéficient du soutien des dirigeants corrompu du mouvement ouvrier qui s'efforcent de la neutraliser, cependant eux non plus ne contrôlent ni leurs troupes ni les masses, par conséquent chaque fois qu'un mouvement social se manifeste, ils s'efforcent d'en prendre le contrôle ou de le récupérer pour mieux le dévoyer, après l'avoir ignoré et tenté de le décrédibiliser, tandis que les gouvernements les répriment violemment ou férocement, de sorte qu'il n'aboutisse jamais ou se solde par un échec.

On distingue donc nettement ici, le rôle des militants qui luttent sincèrement au côté des travailleurs dans des conditions particulièrement difficiles, et celui réactionnaire des appareils des syndicats et des partis dits ouvriers tous courants politiques confondus qui collaborent avec le patronat et leurs gouvernements.

Pour ce qui est du contrôle de l'oligarchie anglo-saxonne sur l'ensemble de l'économie mondiale, elle ne peut pas admettre que des Etats ou d'autres puissances manifestent leur indépendance ou privilégient leurs propres intérêts économiques, considérant qu'en procédant de la sorte ils freinent ou entravent la progression de la rationalisation de la production à l'échelle mondiale, et contrarient la concentration du capital inscrite dans l'évolution naturelle du capitalisme, autrement dit au lieu de lutter contre la crise qui ronge le capitalisme, ils contribuent à l'alimenter, à alimenter l'anarchie qui règne au sein de la production capitaliste, à ceci près que si la concentration du capital accélère également la crise du capitalisme, pour y faire face l'oligarchie anglo-saxonne a conçu une stratégie politique ou un modèle de société totalitaire pour la neutraliser pour ainsi dire ou s'en émanciper.

Elle estime avoir acquis dorénavant suffisamment de pouvoir économique et politique pour pouvoir l'imposer à la planète entière, d'où son coup d'Etat mondial déclenché en janvier 2020, signifiant qu'elle avait décidé de lancer une offensive généralisée à la fois contre tous les peuples et contre tous les Etats qui lui résisteraient ou qui ne coopèreraient pas avec elle.

La puissance financière colossale et le pouvoir politique tentaculaire qu'elle a tissés sur tous les continents jusqu'au sommet des principaux Etats et de toutes les institutions internationales, constituent les armes dont elle dispose sans qu'aucun adversaire ne puisse rivaliser avec elle, message qu'elle s'emploie à diffuser via son réseau de communication tout aussi phénoménal, de manière à ce que chacun soit persuadé de sa toute puissance et s'y soumette, ce qui explique aussi l'hystérie et l'arrogance outrancière dont peuvent faire preuve ses représentants ou la haine qu'ils manifestent ouvertement envers le peuple ou tout opposant, mêmes les plus insignifiants.

Quant à l'OTAN, elle est tout simplement son bras armée, une véritable organisation internationale terroriste dont tous les crimes sont couverts par le secret défense, le pendant du secret commercial ou bancaire.

Toutes les institutions internationales qu'elle a contribuées à fonder depuis 1945 servent uniquement sa stratégie politique, à exercer un contrôle absolu économique et politique sur tous les Etats qui en sont membres. A suivre.

Les différentes rubriques de cette causerie.

1- INFOS EN BREF

2- ACTUALITÉ DU JOUR

3- POLITIQUE

4- ARGUMENT POUR COMBATTRE LA TYRANNIE SANITAIRE

5- MYSTIFICATION CLIMATIQUE. A QUOI ÇA SERT ?

- Cette causerie au format pdf (pages)

INFOS EN BREF

- La grève des camionneurs commencée hier le sud de l'Italie a pris de l'ampleur et s'est propagé dans différentes régions du pays aujourd'hui pour protester contre l'augmentation des prix du carburant.

- Des agriculteurs bloquent depuis le début de soirée et pour une durée indéterminée la plateforme logistique de Carrefour à Saint-Vulbas dans l'Ain pour exiger une juste rémunération de leurs produits.

- Des agriculteurs bloquent la plateforme logistique de Leclerc à Yzeure dans l'Allier pour faire pression sur les industriels et la grande distribution afin d'exiger une juste rémunération de leurs produits. Le blocage va durer plusieurs jours. (L'Allier Agricole)

- Grosse manifestation d'agriculteurs à Amiens pour protester contre l'augmentation des coûts de production (augmentation des prix du carburant, engrais, électricité, matières premières...) et exiger une juste rémunération. (Tour Perret)

- Des convois d'agriculteurs des Hauts-de-France convergent vers Lille pour protester contre la hausse des coûts de productions (carburant, engrais, électricité...) et exiger une juste rémunération de leurs produits. Près de 500 tracteurs sont attendus dans le centre ville.

Plenel gagne beaucoup à faire la retape pour Macron.

- Pendant 5 ans, Fabien Roussel (PCF) a été rémunéré 3000€ net/mois par un député du Nord. Questionné par Mediapart, il n'a pas été en mesure de produire le moindre élément matériel permettant de retracer ses activités d'assistant parlementaire.

- Edwy Plenel annonce de nouvelles infos à venir dans les prochains jours sur Fabien Roussel. Questionné sur le calendrier des révélations, le journaliste répond : "On est comme un cuisinier, on sert quand c'est prêt !"

ACTUALITÉ DU JOUR

Vous n'aurez ni l'Alsace ni Lorraine... ni l'Ukraine ni la Biélorussie !

L'Ukraine est le berceau de la Russie et Kiev était sa capitale, qui le sait ?

Au VIIIe siècle, le territoire de la Rous' couvrait le Nord de l'actuelle Ukraine ainsi que la Biélorussie et l'Ouest de la Russie.

Russie. De Kiev à Moscou, naissance d'un peuple

La Russie, l'Ukraine et la Biélorussie sont les trois États héritiers de la nation russe, laquelle est née il y a un peu plus de mille ans de la réunion des Slaves orientaux sous la bannière du christianisme orthodoxe.

Les aléas qui ont conduit à la formation de ces États n'enlèvent rien à leur très grande proximité, tant linguistique que politique et culturelle.

https://www.herodote.net/De_Kiev_a_Moscou_naissance_d_un_peuple-synthese-1875.php

Ukraine. Une «petite Russie» en quête d'identité

https://www.herodote.net/Une_petite_Russie_en_quete_d_identite-synthese-605.php

---

Dernières infos.

- Le président russe a tenu à rappeler le même jour (22 février - ndr), à l'occasion d'une conférence de presse, qu'il n'avait jamais affirmé que les troupes russes seraient «immédiatement» déployées dans les républiques du Donbass. Il a cependant tenu à préciser que si nécessaire, les forces armées russes feraient face à leurs obligations. Dans ce sillage, Vladimir Poutine a exprimé son souhait de voir les litiges territoriaux aux frontières des républiques du Donbass se régler par le biais de négociations. RT 23 février 2022

- Crise en Ukraine : la Chine accuse les Etats-Unis de «mettre de l'huile sur le feu» - RT 23 février 2022

«Les Etats-Unis n'ont cessé de vendre des armes à l'Ukraine, augmentant les tensions, créant la panique et ils ont même exagéré le calendrier d'une guerre», a fustigé devant la presse la porte-parole de la diplomatie chinoise Hua Chunying. Lire aussi Cliché pris à Genève, en Suisse, le 10 janvier 2022 (image d'illustration). La diplomatie russe promet une réponse «forte» et «douloureuse» aux sanctions américaines

«La question clé est de savoir quel rôle ont joué les Etats-Unis dans les tensions actuelles en Ukraine», s'est interrogée la porte-parole. «Quelqu'un qui jette de l'huile sur le feu, tout en accusant les autres, c'est quelqu'un d'immoral et d'irresponsable», a-t-elle estimé. Cette attaque contre les Etats-Unis tranche avec la pondération de la Chine le 21 février. Elle avait alors appelé les acteurs de la crise ukrainienne à «faire preuve de retenue».

Interrogée sur la possibilité que la Chine impose des sanctions à la Russie, Hua Chunying a jugé qu'elles «n'ont jamais été un moyen fondamentalement efficace pour résoudre les problèmes». RT 23 février 2022

L'expansionnisme de l'Otan en Europe par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 22 février 2022

https://www.voltairenet.org/article215779.html

« Les États-Unis imposent la première tranche de coûts rapides et significatifs à la Russie » - Réseau Voltaire 22 février 2022

Source : États-Unis (White House)

https://www.voltairenet.org/article215813.html

Sergueï Lavrov critique la partialité d'António Guterres - Réseau Voltaire 23 février 2022

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a critiqué la partialité du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, lors de la réception à Moscou de son envoyé spécial en Syrie, Geir Pedersen, le 23 février 2022.

Il a souligné que les déclarations de M. Guterres ne correspondaient pas à la neutralité de sa charge et ce, d'autant plus, qu'il n'avait jamais soutenu ni l'application des Accords de Minsk, ni de la résolution 2202 sur la situation en Ukraine.

La Fédération de Russie considère comme légale en droit international l'indépendance des Républiques populaires de Donestzk et de Loughansk au vu de l'inapplication des Accords de Minsk, du 5 septembre 2014 [1].

Le ministère russe des Affaires étrangères a écrit une lettre à António Guterres. Réseau Voltaire 23 février 2022

[1] « Protocole de Minsk sur le cessez-le-feu en Ukraine », Réseau Voltaire, 5 septembre 2014.

LVOG - Sans déconner, l'UE, l'OTAN, la CIA, le FMI, etc. ils adorent les fachos, liste non exhaustive.

Netflix diffusera le film des nazis Sergueï Filimonov et Oleg Sentsov - Réseau Voltaire 23 février 2022

Netflix diffusera Rhinocéros, un film ukrainien réalisé par Oleg Sentsov avec Sergueï Filimonov (photo) dans le rôle principal.

Bien qu'intransigeant quant aux soupçons d'incorrection envers des minorités, Netflix a acheté un film médiocre sur l'histoire d'un voyou dans la période de décomposition de l'Ukraine l'après la dissolution de l'URSS.

Sergueï Filimonov, qui a participé à de nombreux passages à tabac de gays, puis à la guerre civile, est aujourd'hui un des volontaires du Bataillon nazi Azov qui se bat au Donbass.

La première du film en Europe occidentale devrait avoir lieu sur la chaîne allemande ZDF/Arte. Réseau Voltaire 23 février 2022

POLITIQUE

Abolition de la Ve République !

- Seuls 12% des Français trouvent qu'il faut maintenir en l'état la 5ème République et que nos institutions fonctionnent bien.

73% des Français aimeraient donner plus de pouvoir au Parlement pour que les députés et les sénateurs contrôlent mieux le gouvernement et soient à l'origine de davantage de lois. (Ipsos)

Boycott !

Le 23 février à 19h. (Twitter)

Candidats ayant jusqu'au vendredi 4 mars, 18h, pour récolter leurs 500 parrainages :

- Jean-Luc Mélenchon : 442
- Nicolas Dupont-Aignan : 422

- Marie Le Pen : 393
- Éric Zemmour : 350
- François Asselineau : 241
- Philippe Poutou : 224
- Anasse Kazib : 128
- Christiane Taubira : 104

À cette heure, seuls 7 candidats (dont 1 encore non déclaré) ont plus de 500 parrainages :

- Valérie Pécresse
- Anne Hidalgo
- Fabien Roussel
- Yannick Jadot
- Jean Lassalle
- Nathalie Arthaud - Emmanuel Macron

Ils osent tout.

Présidentielle: Jean Castex espère une campagne "la plus digne possible" - BFMTV 23 février 2022

Roselyne Bachelot : « La convergence des médias est inéluctable et porteuse de promesses » - Publicsenat.fr 23 février 2022

LVOG - Bravo et merci ! Pourquoi ? Mais parce qu'ils nous prennent ouvertement pour des cons et la plupart des gens n'aiment pas cela du tout, ils vont finir par être convaincus que le régime est vraiment pourri jusqu'à la racine, et qu'il faudrait en finir une bonne fois pour toute... Ils sapent les bases du régime...

La tyrannie dénoncée par les tyrans.

Accusation d'«Apartheid» en Israël : l'ambassadrice d'Israël en France dénonce le silence des autorités - parismatch.com 23 février 2022

Marlène Schiappa outrée : ce SMS à France Télévisions dans lequel elle aurait dézingué Laurent Delahousse - closermag.fr 23 février 2022

Lors un débat animé par Anne-Sophie Lapix et Laurent Delahousse en juin dernier au cours duquel elle s'est écharpée avec le patron du parti socialiste Olivier Faure, la ministre n'a pas apprécié une petite phrase du journaliste de France 2, au point d'adresser des remontrances à France Télévisions dès le lendemain. C'est le journaliste Florian Anselme qui vend la mèche dans son livre, La vraie Marlène, enquête sur une ministre qui dérange, publié le 17 février dernier aux éditions Robert Laffont.

Rappel des faits : le 20 juin 2021, durant ledit débat qui portait sur les élections régionales, alors que le ton montait entre Marlène Schiappa et Olivier Faure, Laurent Delahousse avait lâché une remarque plutôt incisive à l'attention de ses invités. "Ça fait longtemps que je n'avais pas animé un débat politique, je commence à vraiment comprendre les Français", avait déclaré le journaliste, en faisant référence au taux d'abstention. closermag.fr 23 février 2022

LVOG - Quel crime ! Si pour si peu un journaliste devrait la fermer, alors imaginez quel sort elle réserverait à un véritable opposant au régime : fusillé !

Canada. En famille.

Canada : Trudeau abolit la loi d'urgence, la droite va lancer une enquête sur ses agissements - francesoir.fr 24 février 2022

https://www.francesoir.fr/politique-monde/canada-le-gouvernement-abolit-la-loi-dexception

Un rétropédalage en catastrophe ? Ce mercredi 23 février, le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a annoncé la révocation de la Loi sur les mesures d'urgence invoquée par son gouvernement le 14 février dans le cadre de la dispersion des manifestations et des blocages entrepris par le Convoi de la liberté.

« La situation n'est plus une urgence », a déclaré Justin Trudeau lors d'une conférence de presse. « Nous sommes convaincus que les lois et règlements existants sont désormais suffisants pour assurer la sécurité des personnes. » Cette révocation devrait être effective « dans les heures à venir », a-t-il précisé, ce qui mettra officiellement fin à l'état d'urgence.

Retour en arrière, pas très loin à peine 2 jours avant.

Canada : la loi sur les mesures d'urgence approuvée par la gauche, la droite vote contre - francesoir.fr 23 février 2022

La gauche vote pour, la droite contre

Pour faire passer la loi, le parti libéral (gauche) de Justin Trudeau a pu compter sur l'appui du Nouveau parti démocratique (NPD, gauche). Chez les écologistes, Elizabeth May, chef du Parti vert du Canada (gauche), s'est aussi prononcée en faveur de la loi. Le parti conservateur -

dont le chef, Erin O'Toole, a été éjecté pendant la crise Covid pour être remplacé par Candice Bergen - et le Bloc Québécois (BQ, droite) ont voté contre.

LVOG - S'il y en a qui n'ont pas encore compris à quoi rimait la droite et la gauche depuis des lustres, c'est qu'ils sont indécrottables !

ARGUMENT POUR COMBATTRE LA TYRANNIE SANITAIRE

L'innocuité des vaccins à ARNm remise en cause - francesoir.fr 23 février 2022

En résumé, cette nouvelle étude renforce les alertes des médecins et scientifiques qui depuis des mois préviennent que ces vaccins à ARNm n'ont pas subi de tests d'innocuité adéquats.

Elle confirme :

que les vaccins Pfizer produisent des réponses d'anticorps contre la Spike à des concentrations aussi élevées que celles des patients COVID-19 gravement malades ;

que la production de protéines Spike chez les personnes vaccinées avec le vaccin Moderna ou Pfizer est supérieure à celle des patients COVID-19 gravement malades ;

que la protéine Spike produite par les vaccins persistent pendant au moins 60 jours dans les centres germinatifs des ganglions lymphatiques ;

que l'ARNm vaccinal persistent pendant des semaines dans les centres germinatifs des ganglions lymphatiques.

Cette étude à elle seule devrait induire l'arrêt immédiat de la vaccination avec ces produits à ARNm, d'autant que la vague Omicron est sur le point de se terminer et que ce variant est très peu létal.

Pour lire la suite :

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/linnocuite-des-vaccins-arnm-remise-en-cause

---

MYSTIFICATION CLIMATIQUE. A QUOI ÇA SERT ?

Les normes de dépollution vont condamner la voiture populaire - LePoint.fr 24 février 2022

L'UE planche sur la prochaine norme Euro 7, la dernière avant le passage obligé à l'électrique prévu en 2035 pour les nouveaux modèles.

Euro 6 ne suffisant pas, la norme a enregistré plusieurs tour de vis pour atteindre actuellement Euro 6 D Full, si dure que plusieurs modèles ont été réformés plus tôt que prévu. C'est le cas de deux des trois mini-citadines produites par PSA et Toyota, la Peugeot 108 et la Citroën C1 disparaissant des catalogues. Seul Toyota s'accroche encore à son Aygo, et cela pour une bonne raison, c'est lui qui produisait l'ensemble des modèles conçus sur cette plateforme commune dans son usine tchèque.

De la même façon, la Renault Twingo a déclaré forfait, la Smart est partie chercher un destin en Chine, les Skoda Citigo et Volkswagen Up sont passées à la trappe. Un comble alors que ce sont les voitures le plus accessibles en termes de prix de vente et de coût d'utilisation, créant ainsi une fracture sociale qui va s'amplifier avec d'autres modèles populaires dans les prochains mois.

Car Euro 7 pointe déjà à l'horizon 2025, dans un peu plus de deux ans et demi, laissant moitié moins de temps aux constructeurs pour élaborer les prochains modèles conformes aux exigences de l'Europe. Des exigences démesurées puisqu'elles visent à terme une baisse des émissions de CO_2 de 50 % à l'horizon 2030 au lieu de 37,5 % initialement retenus. Le problème est qu'à Bruxelles, sur l'étape 2025, on tergiverse et l'annonce du contenu réglementaire est repoussée de semaine en semaine. Les constructeurs veulent savoir mais ils s'attendent au pire avec des exigences de dépollution qui ne permettraient plus de commercialiser des voitures populaires. LePoint.fr 24 février 2022

Haut de page

Le 26 février 2022

Que la situation est stimulante pour nos petites cellules grises, non, vous ne trouvez pas ? Et puis cela permet de remettre les pendules à l'heure, non, qui s'en plaindrait ? Ceux qui font tomber le masque de l'infamie, qui montent au créneau pour soutenir ouvertement la réaction et Macron, c'est merveilleux, un grand ménage s'impose dans le mouvement ouvrier, non ?

J'ai horreur de la paix sociale, de la paix armée, parce que c'est durant ces périodes qu'on en prend plein la gueule dans l'indifférence générale, je parle là au nom des couches les plus défavorisées, nous sommes quand même quelques milliards, les autres arrivent toujours à s'en sortir et elles s'en foutent.

Autrefois on opposait la guerre révolutionnaire aux guerres impérialistes, de nos jours on préfère se ranger sagement derrière les fauteurs de guerre en espérant qu'ils nous protégeront et qu'elle n'arrivera pas jusqu'à notre porte, quelle déchéance ! Pendant 2 ans, après qu'ils eurent suspendu toutes leurs libertés, au lieu de les combattre ils estimèrent que réduits en esclavage au moins ils étaient en sécurité, partant de là le pire à venir de leur part était prévisible.

Cela ne nous surprend pas, ne nous choque pas, on s'y attendait, comme dirait l'autre, depuis le temps on est vacciné ou on sait à quoi il faut s'attendre, hélas ! Une réaction salutaire ? Elle viendra plus tard, d'ailleurs, ne comptez pas sur ceux qui n'ont eu de cesse de se renier ou de nous trahir, vous vous feriez de graves illusions et il n'y a rien de plus démoralisant. Il faut demeurer ferme sur les principes et souple sur leur application, sans jamais aller jusqu'à se compromettre, limite qu'ont délibérément franchi nos braves révolutionnaires ou anticapitalistes servant de flanc gauche à l'OTAN.

Cet épisode va contribuer à exacerber toutes les contradictions du capitalisme, sans qu'hélas on en voit le bout puisque les masses sont atomisées et sans direction. Notre tâche prioritaire devrait être de la construire, mais force est de constater qu'on est plutôt très mal barrés ! Mais bon, il ne faut jamais désespérer, on y travaille...

Lu.

- Au départ, tout est parti d'une certaine idée du progrès. Malheureusement, ce dernier n'a pas été suivi par une évolution des consciences et de l'éthique qui en découle. Plus précisément, ce progrès a été perverti d'emblée par des considérations principalement économiques. Tellement économiques que nous nous sommes retrouvés face à un système qui a tout à gagner à rendre les gens malades puis à tenter de les guérir, afin d'engendrer des profits colossaux.

LVOG - "*Au départ, tout est parti d'une certaine idée du progrès*". Jadis et inconsciemment, les hommes faibles ou vulnérable mais perfectibles se mirent à modifier ou domestiquer leur environnement, puis à produire des outils et des armes pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires ou se protéger des aléas du climat et des prédateurs qui menaçaient l'existence de leur espèce. Bien plus tard, ils prirent conscience partiellement, qu'en procédant de cette manière, en reproduisant ces gestes et en perfectionnant leurs outils, ils pouvaient améliorer leur condition, c'est ce processus qu'ils appelèrent le progrès.

Force est de constater qu'on n'est plus dans cette configuration depuis que le mode de production capitaliste n'est plus en mesure de contenir les forces productives qu'il a contribué à développer au cours de la ascendante du capitalisme, une partie très importantes d'entre elles se sont transformées en forces destructives ou elles servent à satisfaire des besoins superficiels ou inutiles créés uniquement pour alimenter la machine du capitalisme ou elles servent à fabriquer des produits de mauvaises qualités ou programmés pour devenir rapidement inutilisables ou se détériorer, afin qu'on soit obligé de les remplacer. Ainsi, une grande partie de la production est dorénavant détournée de son objet, en considérant tous ces aspects on observe qu'elle est à la fois autodestructrice, et elle participe à un énorme système de gaspillage de force de travail et de matières premières sous couvert d'innovation, par conséquent, c'est une imposture ou être en proie à une grande confusion de croire ou d'affirmer que le régime capitaliste serait synonyme de progrès.

On nous rétorquera peut-être que la recherche scientifique a débouché sur des applications technologiques qui participent au progrès, certes, à condition de faire abstraction de l'usage qu'il en est fait, qui lorsqu'elles ne servent pas directement à l'industrie de l'armement, elles sont mise au service d'intérêts politiques destinées à mieux asservir les peuples.

Par exemple, à quoi bon utiliser les nanotechnologies ou l'intelligence artificielle en médecine ou en chirurgie pour favoriser des diagnostics ou sauver des patients, quand dans le même temps on abandonne l'emploi de produits naturels ou de vieux médicaments efficaces, sans effets secondaire et pas chers, on empoisonne par milliards la population pour affaiblir son immunité naturelle ou la rendre malade, je voudrais qu'on m'explique où est le progrès là-dedans, on assiste plutôt à une régression sans précédent dans absolument tous les domaines.

Ou encore, le développement des technologies de la communication et l'avènement d'Internet et des réseaux dits sociaux accessibles à tous ou presque devaient soi-disant favoriser la démocratie, et on s'aperçoit deux décennies plus tard que le monde entier est soumis à un régime totalitaire effroyable, tandis que les plus fortunés de la planète ont accru leur richesse et leur pouvoir politique dans des proportions monstrueuses au détriment du reste de la population, au point de faire peser une véritable menace sur l'avenir de la civilisation humaine, alors si c'est cela le progrès, au lieu d'en faire la promotion, on devrait le combattre.

- Cette causerie au format pdf (14 pages)

DOSSIER UKRAINE

Les guerres de l'OTAN qu'ils ont tous déjà oubliées ou un aveu de complicité honteuse.

- La guerre illégale de l'OTAN contre la Yougoslavie (1990)

- La guerre illégale de l'OTAN contre l'Afghanistan (2001)

- La guerre illégale de l'OTAN contre l'Irak (2003)

- La guerre illégale de l'OTAN contre la Libye (2011)

- La guerre illégale de l'OTAN contre l'Ukraine (2014)

- La guerre illégale de l'OTAN contre le Yémen

- La guerre illégale de l'OTAN contre la Syrie (2011

OTAN : Les raisons objectives du non-alignement sur cette organisation meurtrière

https://lesmoutonsenrages.fr/2022/02/25/otan-les-raisons-objectives-du-non-alignement-sur-cette-organisation-meurtriere/

Ukraine : Interviewer Victoria Nuland ou comment ne rien comprendre à la crise

https://lesmoutonsenrages.fr/2022/02/25/ukraine-interviewer-victoria-nuland-ou-comment-ne-rien-comprendre-a-la-crise/

Qui a dit ?

Twitter.

- "Je propose de pavoiser aux couleurs de l'Ukraine tous les bâtiments officiels en solidarité avec le peuple ukrainien."

- "Notre pensée et notre compassion se portent vers les populations victimes et nos compatriotes encore présents sur place"

- "Je ne soutiens jamais quelqu'un qui franchit une frontière."

- "Je n'ai pas les moyens de savoir" si la France joue son rôle. Emmanuel Macron "fait son boulot je suppose"

- "Pour finir, les Russes, qui refusaient la présence de l'OTAN (près de leurs frontières, NDLR), prennent les devants avec ce qui est une violation inouïe du droit international en Europe. "

- Le président russe "est plutôt un autocrate et que sa manière de gouverner est extrêmement rugueuse." "J'en sais quelque chose, les quelques amis que j'ai - de fort loin - en Russie, ont quand même fait assez de prison pour que je le sache"

Pour faire bonne mesure

- "On n'a pas voulu discuter de la sécurité, donc on est en guerre."

Réponse : L'illusionniste Jean-Luc Mélenchon, qui vient d'obtenir les 500 (540) signatures pour pouvoir concourir au trône de France. Quelle opportuniste, quelle serpillière, quel lèche-cul ! Et il faudrait voter pour ça, c'est cet imposteur qui pourrait représenter nos intérêts, c'est pitoyable, une blague sordide.

- La réaction du candidat insoumis à la crise ukrainienne, jugée « complaisante avec Poutine », est vilipendée par ses concurrents socialiste et écologiste, qui espèrent en tirer profit. La candidate du Parti socialiste Anne Hidalgo a par exemple accusé Mélenchon d'oublier « de condamner l'agression de Vladimir Poutine ».

Yannick Jadot, candidat des écologistes, a même déclaré sur le plateau de France5 que Mélenchon était prêt « à sacrifier les Ukrainiens, l'Ukraine, dans un délire anti-américain qui consiste à dire que 150 000 soldats russes qui rentrent en Ukraine, c'est la faute de l'Otan, c'est la faute des États-Unis ». (mediapart.fr 24 février 2022)

LVOG - Depuis manifestement il a fait amende honorable ! Quel minable escroc !

Pour qui roulent-ils, devinez ?

Face au déchaînement de la propagande hystérique de guerre des psychopathes qui dirigent les puissances occidentales pour le compte de l'oligarchie anglo-saxonne, à la désinformation non-stop et sans limite des agences de presse relayée par tous les médias mainstream, trois attitudes possibles : L'ignorer, l'adopter ou la combattre, devinez laquelle nous avons choisie ? Fastoche.

L'adage selon lequel les pacifistes en temps de paix sont les pire va-t-en-guerre en temps de paix, se vérifie quotidiennement comme vous pouvez le constater.

Comment ceux qui se réclament de la gauche ou de l'extrême gauche ont-ils pu se ranger dans le camp de l'OTAN ? Pardi, c'est parce que l'OTAN s'emploie à faire régner la paix et à promouvoir la démocratie dans le monde, c'est bien connu.

Pourquoi du POID à RN soutiennent-ils tous Macron ? Parce que "*le grand perdant, celui qui a provoqué cet échec – parce que le recours à la force militaire est un échec–, c'est incontestablement Emmanuel Macron*".

Les mêmes avaient déjà tous participé aux mystifications climatique et sanitaire, ils avaient tous adopté la muselière et la piquouse qui devait servir à justifier le pass liberticide, alors au point où ils en sont, ceux qui n'ont pas encore compris que par tous les bouts ils sont acquis au régime en place, c'est qu'ils ne veulent pas comprendre ou ils sont également corrompus par son idéologie réactionnaire.

Nous, comme toujours, nous nous en tenons aux faits et à leur enchaînement qui servent à déterminer nos positions en fonction des intérêts fondamentaux des masses exploitées et opprimées du monde entier.

"*Macron porte une responsabilité particulière*" de la situation en Ukraine.

- L'analyste Xavier Moreau.

Rendez-vous compte qu'Emmanuel Macron est rentré de Kiev sans même un échange de prisonniers, ce qui avait été le cas il y a quelques années. Par ailleurs, à aucun moment dans cette conférence de presse il n'évoque avec Zelenski les points des accords de Minsk. Ils sont pourtant très précis, avec une chronologie. Il doit y avoir un échange de prisonniers, une amnistie, un changement dans la Constitution ukrainienne, la prise d'un statut d'autonomie du Donbass, des élections locales et ensuite seulement la restitution à l'Ukraine de ses frontières. Emmanuel Macron n'a évoqué aucune de ces questions!

Je pense qu'il porte une responsabilité particulière, davantage que Scholz, qui vient d'arriver et qui récupère les dossiers au débotté. Le grand perdant, celui qui a provoqué cet échec –parce que le recours à la force militaire est un échec–, c'est incontestablement Emmanuel Macron." sputniknews.com 24 février 2022

https://fr.sputniknews.com/20220224/operation-ukraine-eviter-russie-plan-1055349992.html

En complément. Leur vrai visage : Hideux !

- Guerre en Ukraine : Les Anonymous déclarent la « cyberguerre » à la Russie - 20minutes.fr 25 février 2022

Le groupe pourrait d'ailleurs disposer d'un allié de taille avec les États-Unis. Selon NBC News, relayé par nos confrères, le président Joe Biden envisagerait de mener des cyberattaques contre la Russie afin d'entraver ses opérations militaires en Ukraine. 20minutes.fr 25 février 2022

LVOG - Si vous aviez pris *Anonymous* pour des contestataires ou des opposants aux gouvernements des puissances occidentales, vous vous étiez trompés.

Basta la voix de son maître. A droite toute !

- Tous les candidats de gauche à la présidentielle dénoncent l'offensive militaire russe lancée ce 24 février contre l'Ukraine. - basta.media 24 février 2022

Plusieurs partis de gauche se sont aussi donné rendez-vous au rassemblement (A Paris, place de la République). Dans la foule, on retrouve des militants verts, socialistes, insoumis, de Génération.s, du NPA ou de Place Publique. Yannick Jadot, Olivier Faure, Raphaël Gluksmann et Christiane Taubira ont pris successivement la parole. La maire de Paris et candidate socialiste à l'élection présidentielles Anne Hidalgo était également présente.

Dans un communiqué, le candidat de la France insoumise qualifie l'opération militaire russe d'« initiative de pure violence manifestant une volonté de puissance sans mesure. Une escalade insupportable est provoquée ». Le texte poursuit : « L'histoire du vieux continent bascule. La Russie y installe de nouveau la guerre comme moyen de règlement des conflits. (…) Elle crée le danger immédiat d'un conflit généralisé qui menace toute l'Humanité. Pour l'Union européenne le temps de la protection mutuelle est venu. » « L'agression russe contre l'Ukraine est insupportable. Vladimir Poutine porte la responsabilité de la guerre », a aussi écrit le député LFI Bastien Lachaud sur twitter. Le groupe de la France insoumise a demandé un débat sur le sujet à l'Assemblée nationale.

Fabien Roussel (PCF) condamne l'attitude du président russe qui, dit-il « s'enfonce dans l'ultranationalisme » et « porte la responsabilité militaire de cette guerre ».

« Solidaires du peuple ukrainien face à l'agression militaire de Poutine, a de son côté déclaré le candidat du Nouveau parti anticapitaliste Philippe Poutou (NPA) sur twitter.

Anasse Kazib, le candidat de Révolution permanente, parti né de la scission d'avec le NPA, met en avant une position de « Ni Otan ni Poutine ! » : « Je réaffirme toute ma solidarité avec la population en Ukraine. Les troupes russes doivent sortir immédiatement d'Ukraine, cette guerre montre une fois de plus les conséquences des politiques impérialistes et militaristes. Leurs guerres nos morts ! »

LVOG - Et de recourir aux inénarrables ONG financées par l'oligarchie anglo-saxonne, comme Basta d'ailleurs (Lire en détail dans une précédente causerie).

« Cette guerre restera à jamais une page honteuse de l'histoire russe », a réagi l'ONG russe Mémorial dans un court texte.

Amnesty International a appelé « à un respect sans faille du droit international relatif aux droits humains et du droit humanitaire » basta.media 24 février 2022

***"C'est la Russie qui a attaqué l'Ukraine* une version mensongère selon Lutte ouvrière.**

LVOG - Pour être impartiale, je me devais de mentionner la position adoptée par Lutte ouvrière.

Conflit en Ukraine : Nathalie Arthaud dénonce l'influence des «puissances impérialistes» - RT 25 février 2022

Invitée à livrer sa vision géopolitique de l'intervention militaire russe en Ukraine, la candidate Lutte ouvrière à l'élection présidentielle Nathalie Arthaud souligne qu'une «guerre d'influence dure depuis des années» dans cette région du monde. Interrogée sur France 5 le 24 février, la candidate Lutte ouvrière à l'élection présidentielle, Nathalie Arthaud, a détaillé sa vision du conflit russo-ukrainien en cours : «Je tiens à

condamner les manœuvres qui ont été conduites par les puissances impérialistes occidentales par l'OTAN et bien sûr par les Etats-Unis, parce qu'aujourd'hui, on nous dit, bien sûr, c'est Poutine l'agresseur. La réalité, c'est qu'il y a une guerre d'influence qui dure depuis des années et des années.»

Et d'analyser : «L'OTAN a ceinturé la Russie, a exercé une pression militaire qui a finalement conduit à cet affrontement armé. Alors je dénonce bien sûr ces rivalités, ce bras de fer.» «Mais, c'est la Russie qui a attaqué l'Ukraine ?», lui demande alors son interlocutrice. Et Nathalie Arthaud de répliquer : «J'estime que c'est une façon mensongère de présenter la situation. Vous savez que la guerre dans le Donbass, elle dure depuis huit ans dans ces régions séparatistes. Il y a eu 14 000 morts déjà. C'est cette pression militaire dans la région qui dure depuis 2014 et qui dégénère aujourd'hui en conflit armé.» Et la présentatrice de rebondir : «Mais ce n'est pas l'OTAN qui fait la guerre...» «Mais si, l'OTAN fait la guerre. Vous savez combien d'armes les Américains ont envoyé en Pologne, en Roumanie, en Ukraine aussi ? Il n'y a jamais eu autant de bases militaires autour de la Russie», rétorque Nathalie Arthaud.

«Ce n'est pas la Russie qui envoie des armes ni qui installe une base militaire au Mexique à la frontière des Etats-Unis. Ce rapport de forces, ce bras de fer existe depuis des années et des années et j'ai l'impression qu'on assiste à une espèce de grande manipulation qui ressemble à ce qui s'est passé avec l'Irak en 2003. On nous a expliqué que Saddam Hussein était devenu le monstre qui allait faire péter toute la planète. D'ailleurs, les Américains avaient inventé les armes de destruction massive pour partir en guerre et envahir l'Irak», poursuit-elle. La candidate des ouvriers nuance toutefois : «Je n'ai aucune sympathie pour le régime autoritaire de Poutine. Je pense qu'il faudrait bien sûr arrêter cette guerre, la première victime est la population. Mais il faut balayer devant sa porte, c'est-à-dire devant la responsabilité des puissances occidentales, de la France qui s'aligne en réalité derrière les Etats-Unis.» Interrogée au sujet des allocutions télévisées d'Emmanuel Macron, Nathalie Arthaud assume : «Cet appel à l'unité nationale, non je ne marche pas ! Et je ne marche pas dans cette montée du climat belliqueux pour dire qu'il faut absolument combattre Poutine, la Russie. J'appelle la population [française] à ne pas marcher dans cette guerre, qui n'est pas du tout dans son intérêt.» RT 25 février 2022

Quelle guerre ?

Pourquoi les dirigeants occidentaux multiplient-ils les déclarations affirmant que leur pays n'a pas déclaré la guerre à la Russie, entendez par là qu'ils n'en ont pas l'intention, parce qu'une nouvelle guerre mondiale signifiait en tout premier lieu la paralysie et l'effondrement de l'économie capitaliste mondiale, dont les conséquences sociales et politique seraient incontrôlables, sachant que tous les peuples se retourneraient contre ceux qui leur infligeraient ces nouvelles souffrance, autrement ceux qui les gouvernent pour les chasser du pouvoir, craignant que des révolutions politiques et sociales éclatent sur tous les continents.

De son côté, la Russie et ses alliés tiennent le même langage et se veulent rassurant, car ils n'y ont pas non plus intérêt, les masses dans leur pays respectif étant soumis aux mêmes mauvais traitements...

- Ce 25 février, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov avait annoncé que Vladimir Poutine était prêt à envoyer une délégation en vue de discuter avec la partie ukrainienne, près de deux jours après le début de l'opération militaire russe en Ukraine. Dmitri Peskov réagissait alors aux propos du président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui s'était déclaré prêt à discuter du statut de neutralité de l'Ukraine. RT 25 février 2022

- Nicolas Baverez : la situation en France « n'a pas été aussi difficile depuis les années 30 » - Publicsenat.fr 26 février 2022

LVOG - Nicolas Baverez est invité régulièrement à la réunion annuelle du groupe Bilderberg qu'on ne présents plus ici. Il a été membre de son comité directeur de 2007 à 2017.

Le nazillon Trudeau au Canada a affirmé vouloir exclure la Russie du mode de règlement interbancaire international SWIFT, Bloomerg à New York qui représente le sommet et les intérêts de l'oligarchie anglo-saxonne lui a apporté un démenti cinglant, faisant savoir qu'une telle mesure n'était pas à l'ordre du jour.

Biden avait évoqué "cette option". Réunis jeudi à Bruxelles, les 27 dirigeants de l'UE ont indiqué que cette piste n'était "pas sur la table" selon les dires d'un diplomate européen à l'AFP et dont BFM TV se fait l'écho. La raison est avant tout économique. L'Allemagne, qui importe la moitié de son gaz de Russie, s'inquiète d'une éventuelle exclusion de la Russie du Swift car elle entraînerait "un risque élevé" que "l'Allemagne ne soit plus approvisionnée en gaz ou en matières premières". Yahoo 25 février 2022

Quand Facebook ou les GAFAM aiment les "*bons*" néonazis.

Pour Facebook, il y a de "bons" néonazis et de "mauvaises" agences de presse - sputniknews.com 25 février 2022

Facebook a permis à ses utilisateurs de faire l'éloge du bataillon néonazi Azov "lorsqu'il s'agit de louer leur rôle dans la défense de l'Ukraine", à l'heure où certains comptes –pourtant professionnels– sont censurés. Analyse.

Y a-t-il de bons et de mauvais (néo) nazis? À en croire la firme de Mark Zuckerberg, s'opposer à Moscou dans le conflit qui l'oppose à Kiev suffit à blanchir les néonazis ukrainiens de tout opprobre.

De fait, selon la politique officielle de la compagnie consultée par The Intercept, Facebook "autorisera les éloges du bataillon Azov lorsqu'il s'agit de louer explicitement et exclusivement son rôle dans la défense de l'Ukraine OU son rôle en tant que membre de la Garde nationale ukrainienne." Une information confirmée par Erica Sackin, porte-parole de la compagnie, qui a toutefois refusé de commenter la décision à

The Intercept.

Un changement de pied troublant. Il était en effet jusque-là interdit de discuter librement du Bataillon Azov, une unité militaire néonazie ukrainienne, en raison de la politique de l'entreprise relative aux personnes et organisations dangereuses.

Un revirement qui est intervenu "cette semaine", précise le média, dans la foulée de l'opération russe en cours en Ukraine et de précédentes escalades militaires. Le bataillon Azov, bras armé du mouvement ukrainien nationaliste blanc du même nom, avait été monté comme une milice de volontaires antirusses avant d'intégrer officiellement la Garde nationale ukrainienne en 2014. Cette dernière a été créée en réaction au rattachement de la Crimée à la Russie et placée sous la tutelle du ministère ukrainien de l'Intérieur.

Que le bataillon Azov soit tristement réputé pour ses exactions n'a pas eu l'air de déranger Kiev dans cette fusion.

Azov: exactions et logo SS

"Aujourd'hui, l'unité Azov est une unité spéciale distincte de l'unité militaire Azov 3057 de la Garde nationale ukrainienne", peut-on lire sur le site officiel d'Azov. Le groupe néonazi est ainsi directement subventionné et armé par le ministère de l'Intérieur ukrainien, après avoir été financé par le puissant oligarque Ihor Kolomoisky.

À ceux qui douteraient de l'affiliation idéologique d'Azov, rappelons que le bataillon arbore la "Wolfsangel", le "crochet du loup", inversé aux couleurs bleues et jaunes de l'Ukraine, qui fut le logo du parti ukrainien fasciste Svoboda et qui n'est autre qu'un symbole utilisé par la division Waffen SS Das Reich pendant la Seconde Guerre mondiale. En 2010, Andriy Biletsky, premier commandant du bataillon et ancien parlementaire ukrainien, avait déclaré que l'objectif national de l'Ukraine était de "mener les races blanches du monde dans une croisade finale […] contre les Untermenschen [sous-hommes, ndlr] dirigés par des Sémites."

Guère étonnant donc qu'avant la guerre en Ukraine, le groupe fît même partie de la liste noire des entités bannies par Facebook. Au sein de cette liste, il côtoyait un casting séduisant, aux côtés de l'État islamique* et du Ku Klux Klan. Ambiance.

"Les volontaires du mouvement Azov sont de véritables héros"

Parmi les exemples de commentaires que Facebook juge désormais acceptables, citons "les volontaires du mouvement Azov sont de véritables héros, ils apportent un soutien indispensable à notre Garde nationale." A contrario, des phrases telles que "Goebbels, le Führer et Azov, tous sont de grands modèles de sacrifices et d'héroïsme nationaux" et "Bravo à Azov pour avoir protégé l'Ukraine et son héritage nationaliste blanc" ont été caviardées.

En parallèle, ce 25 février, Facebook a censuré le contenu de quatre médias russes –Zvezda, RIA Novosti, Lenta.ruet Gazeta.ru– au cours des dernières 24 heures, relate le régulateur russe Roskomnadzor. Facebook a imposé des restrictions à la page de RIA Novosti pendant 90 jours, prétendument pour "diffusion de fausses informations."

En rétorsion, la Russie a aussitôt décidé de bloquer Facebook durant la même durée de 90 jours. Comme ses consœurs, l'agence de presse RIA fonctionne grâce à ses correspondants qui font remonter des informations du terrain.

Une censure des géants de la Tech qui semble d'autant plus incompréhensible que d'autres "fake news" concernant la guerre en Ukraine sont tolérées. Ainsi l'État ukrainien a-t-il partagé une vidéo d'un MiG-29 ukrainien abattant un Su-35 russe. Une vidéo en réalité tirée… d'un jeu vidéo.

Un deux poids, deux mesures qui met en cause une fois de plus l'impartialité des géants de la Tech. Cette décision de ne pas censurer l'ensemble du contenu d'un groupe néonazi ukrainien "offre une preuve supplémentaire que Facebook détermine quel discours est autorisé en fonction des jugements de politique étrangère des États-Unis", fait remarquer The Intercept. sputniknews.com 25 février 2022

Infos en bref.

- L'Abkhazie reconnaît les républiques du Donbass - sputniknews.com 25 février 2022

L'ex-province géorgienne d'Abkhazie, qui a proclamé son indépendance vis-à-vis de Tbilissi en 1992, a reconnu les républiques populaires du Donbass. Le Président abkhaz Aslan Bjania a signé ce vendredi 25 février des décrets sur la reconnaissance des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk.

Selon lui, des "relations particulières" lient l'Abkhazie aux peuples de ces deux républiques, et tout citoyen Abkhaz sympathise avec leur combat pour la justice et une vie meilleure.

L'Abkhazie n'est, à ce jour, reconnue que par sept États, dont la Russie et la Syrie. sputniknews.com 25 février 2022

- La Serbie ne soutiendra pas les sanctions antirusses occidentales, indique Alexandar Vucic

Les exercices avec des forces étrangères auxquels participent ses ministères de l'Intérieur et de la Défense seront suspendus. sputniknews.com 25 février 2022

- Poutine exhorte les soldats ukrainiens à ne pas laisser les «néo-nazis» prendre en otage les civils - RT 25 février 2022

- L'armée russe a entériné une large offensive sur les infrastructures militaires ukrainiennes: aéroports, postes de commandement, bases

d'opérations de la marine, stations radars et systèmes de défense anti-aériens ont été pris pour cible. Au total, 83 installations militaires de Kiev ont été détruites. sputniknews.com 24 février 2022

- La commune de Gorlovka, située dans la République populaire de Donetsk, a signalé la reprise des pilonnages par les forces armées ukrainiennes ce matin.

Les troupes ukrainiennes ont commencé vendredi matin un nouveau pilonnages de Gorlovka dans la République populaire de Donetsk. Dans le même temps, la commune de Zaytsevo et le village près de la mine de Gagarine sont également sous le feu, a déclaré le chef de l'administration municipale Ivan Prikhodko.

"Une nouvelle journée à Gorlovka a commencé à 5h30 du matin, avec de nouveaux pilonnages. Des armes de calibre 82, 120, 122, 125, 152 (millimètres) sont déployées", a-t-il écrit sur Telegram.

Jeudi, Prikhodko a déclaré que lors d'un pilonnage, deux habitants de la ville ont été tués dans la journée, six ont été blessés. - sputniknews.com 25 février 2022

- Vladimir Poutine appelle les militaires ukrainiens à prendre le pouvoir

"Il me semble qu'il sera plus facile pour nous de nous entendre avec vous et non avec cette bande de toxicomanes et néonazis qui se sont installés à Kiev et ont pris en otage tout le peuple ukrainien", a déclaré le Président russe lors d'une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité de Russie.

Le chef de l'État a en outre appelé les soldats ukrainiens à ne pas permettre aux radicaux de se servir de civils comme boucliers humains. Selon lui, les militaires russes remplissent leur devoir héroïquement. - sputniknews.com 25 février 2022

Poutine déclare combattre des "néonazis" qui se comportent comme "terroristes" en Ukraine - sputniknews.com 25 février 2022

Pour Lavrov, l'Occident disculpe Kiev et ferme les yeux sur les crimes contre sa population - sputniknews.com 25 février 2022

Les faits.

Qui attaque qui sur la ligne de front de la guerre civile en Ukraine ? Où trouver la vérité par Craig Murray - entelekheia.fr 21 février 2022

Au milieu du blitz massif de propagande sur l'Ukraine, il y a un endroit où l'on peut trouver, en détails minutieux, la vérité sur ce qui se passe quotidiennement dans cette zone de guerre civile. Il s'agit des rapports quotidiens de la mission de surveillance de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe est une magnifique organisation créée pour surveiller la mise en œuvre des accords sur les droits de l'homme et le contrôle des armes pendant la période de la Guerre froide. Elle compte la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis parmi ses 57 membres, ainsi que tous les États de l'UE. Elle opère dans des zones de conflit depuis plus d'un demi-siècle.

Plus de 40 États membres ont des observateurs de l'OSCE dans la Mission spéciale d'observation en Ukraine (acronyme MSO). Le chef de la mission est turc, et presque tous les membres ont une formation militaire ou diplomatique. Il y a 700 observateurs, et ils sont en Ukraine depuis 2014. Leur travail consiste à patrouiller des deux côtés de la zone de conflit de la guerre civile et à enregistrer les violations des accords de cessez-le-feu et de désescalade, en les portant à l'attention des autorités compétentes.

Leur travail est très complet et leurs rapports quotidiens détaillés sont publics. Ils constituent la ressource journalistique la plus fantastique pour savoir ce qui se passe réellement sur le terrain. C'est pourquoi les médias grand public occidentaux n'utilisent jamais cette ressource, car la vérité est à l'opposé du tableau qu'ils souhaitent brosser.

Par exemple, trois observateurs de l'OSCE se sont rendus sur le site de la fameuse attaque au missile « de la maternelle », afin de vérifier quel type de missile a été utilisé, d'où il venait, puis de comparer ces données avec le registre détaillé de l'OSCE sur les armes des deux camps dans la région et leurs mouvements quotidiens. C'est, littéralement, le travail quotidien de base de la mission. L'équipe d'observateurs experts de l'OSCE – dont deux provenaient de pays de l'Union européenne – s'est vue refuser par le gouvernement ukrainien l'accès à l'école maternelle à son arrivée pour déterminer de quel type de missile il s'agissait et d'où il provenait. Cela constitue une violation directe de l'accord de cessez-le-feu.

Pour ceux d'entre nous qui, dès le départ, considérions l'attaque de la maternelle comme de la pure propagande, il s'agit là d'une confirmation.

(...)

Trois pays ont maintenant retiré leur personnel de la Mission spéciale d'observation en Ukraine de l'OSCE en prévision d'une guerre à venir – le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada. À mon avis, cela en dit long sur ceux qui prévoient réellement de déclencher une guerre. Fait extraordinaire, après avoir retiré leur personnel, ces puissances occidentales informent maintenant les médias que l'OSCE (qui a été pendant des décennies un outil clé de l'architecture de la sécurité occidentale) est une organisation biaisée.

Une fois de plus, le parallèle avec la guerre d'Irak est frappant pour ceux d'entre nous qui se souviennent que les États-Unis et le Royaume-

Uni avaient minimisé les rapports de l'équipe d'inspection des armes de l'ONU, en faveur de propagande et de mensonges purs et simples afin de déclencher une guerre.

Pour ceux qui veulent lire l'article en entier :

https://www.entelekheia.fr/2022/02/21/qui-attaque-qui-sur-la-ligne-de-front-de-la-guerre-civile-en-ukraine-ou-trouver-la-verite/

"Le déséquilibre entre la Russie et l'OTAN occidental s'est inversé" Emmanuel Leroy - francesoir.fr 25 février 2022

https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/emmanuel-leroy

Aujourd'hui, pour apporter un autre point de vue sur la question, nous avons le plaisir d'accueillir Emmanuel Leroy, politologue et spécialiste de la Russie. Il est aussi président de l'association humanitaire "Urgence Enfants du Donbass", spécialiste de l'évaluation des risques professionnels dans les entreprises et les collectivités locales, et observateur assidu de la Russie, sujet sur lequel il a commencé à travailler dès le milieu des années 80, lors de la mise en place de la perestroïka et de la glasnost par Mikhaïl Gorbatchev.

Pour remettre les choses en perspective, le politique revient sur l'aspect historique de la crise en Ukraine, assurant que les médias "mainstream" sont « loin d'approcher seulement la vérité. » À contre-courant, il explique que « la crise immédiate prend sa source avec le coup d'État du Maïdan de 2014, très clairement soutenu par les Occidentaux. » Depuis cette date, selon le politologue, tous les gouvernements qui se sont succédés à Kiev sont illégitimes, si ce n'est illégaux.

Emmanuel Leroy lie aussi ce qu'il se passe en Ukraine à la guerre en Syrie, car les « mêmes protagonistes » sont impliqués.

Et, eu égard à l'unanimité des réactions occidentales, M. Leroy conclut que « l'intégralité des élites de ces pays occidentaux sont tombés dans l'hégémonie anglo-saxonne, et sont priés de faire ce que la doxa leur demande, et de ce fait, ils n'ont plus aucune liberté de manœuvre. » Ce qui a donné lieu à « un déluge d'annonces identiques », comparables selon lui à un « ravissement des esprits, une propagande qui est l'équivalent, en termes militaires, d'un bombardement démesuré. »

Emmanuel Leroy, toujours pour contrebalancer le discours occidental, rappelle le discours de Munich de 2007, lors duquel « Vladimir Poutine assurait déjà que la menace que l'Occident faisait peser en termes militaires sur ses marches, notamment sur tous les anciens pays de l'ex-Union soviétique (pays rouges sur la carte ci-dessus, ndlr), n'était pas acceptable sur le long terme. » La patience est une vertu, mais depuis 2007, « cette pression est allée crescendo », selon le politologue. Bien qu'en l'état, l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN n'était pas possible, Emmanuel Leroy souligne que l'organisation internationale « était en train de s'installer dans le pays de manière officieuse et d'y installer des bases sans aucun accord valide sur le plan juridique, et l'Ukraine est à la porte de Moscou. » La Russie a donc réagi en conséquence.

En titre et à lire en complément.

Perdus dans le noir : l'ambiguïté stratégique de la Russie affole l'OTAN par Pepe Escobar - entelekheia.fr 23 février 2022

https://www.entelekheia.fr/2022/02/23/perdus-dans-le-noir-lambiguite-strategique-de-la-russie-affole-lotan/

Xinjiang : un témoignage exclusif sur le prétendu travail forcé ! - legrandsoir 18 février 2022

https://www.legrandsoir.info/xinjiang-un-temoignage-exclusif-sur-le-soi-disant-travail-force.html

Après le confinement et la « Klaustrophobie » par Maryse Laurence Lewis - Mondialisation.ca, 25 février 2022

https://www.mondialisation.ca/apres-le-confinement-et-la-klaustrophobie/5665638

ARGUMENTS ET TÉMOIGNAGES CONTRE LA TYRANNIE SANITAIRE

Traitements excessifs et mortels du COVID par Dr Joseph Mercola - Mondialisation.ca, 26 février 2022

https://www.mondialisation.ca/traitements-excessifs-et-mortels-du-covid/5665664

Un virus ? Quel virus ? par Réinfo Covid France - Mondialisation.ca, 23 février 2022

Cet article explique pourquoi il est illusoire de penser pouvoir vivre dans un monde « zéro COVID », et encore moins dans un monde « zéro virus ».

A Retenir

- Les virus font partie du vivant depuis toujours et pour toujours
- Penser pouvoir créer un monde « zéro virus » est illusoire, et délétère à terme

- Un virus s'adapte et établit un équilibre avec son hôte. Sinon, il disparaît.
- Revenons au sens commun pour réagir de façon adaptée à ces crises sanitaires.

https://www.mondialisation.ca/un-virus-quel-virus/5665599

La Nouvelle-Calédonie abroge l'obligation vaccinale - lemediaen442.fr 24 février 2022

La grogne provoquée par la vaccination obligatoire dans la collectivité a poussé la Nouvelle-Calédonie à abroger, ce jeudi 24 février 2022, l'obligation vaccinale. Les preuves de vaccination pour voyager ne sont également plus nécessaires.

C'est un combat gagné pour les Calédoniens qui ont soif de liberté et combattent la propagande. Pour Guy-Olivier Cuenot, du groupe L'Avenir en confiance, « Il n'y a plus de raison maintenant de manipuler sans cesse la peur. » Le texte a été adopté par la commission permanente du Congrès, par une majorité écrasante de 8 voix sur 11. lemediaen442.fr 24 février 2022

Islande : le ministre de la Santé met fin aux restrictions et mise sur l'immunité au lieu de la vaccination - lemediaen442.fr 24 février 2022

Le ministre de la Santé, Willum Þór Þórsson, a décidé qu'à partir du 25 février, toutes les restrictions publiques dues à la pandémie de covid-19 seront levées, tant au niveau national qu'aux frontières. Ainsi, toutes les règles concernant les limitations des rassemblements sociaux et scolaires, ainsi que l'exigence de quarantaine pour les personnes infectées par le covid-19 sont supprimées. De plus, aucune mesure de prévention des maladies ne sera en place à la frontière, que les personnes soient vaccinées ou non. Pour le ministère islandais, « le plus de personnes possible doivent être infectées par le virus, car les vaccins ne suffisent pas, même s'ils offrent une bonne protection contre les maladies graves ». lemediaen442.fr 24 février 2022

Le président de la NBA, Adam Silver : « Ce n'est plus nécessaire d'avoir une vaccination obligatoire » - lemediaen442.fr 23 février 2022

https://odysee.com/Adam-Silver-ST:6c12db4e584a30b64fd1423e176f82aa3e8c5dc8?src=embed

Haut de page

Le 25 février 2022

- Cette causerie au format pdf (3 pages)

La Russie attaque les forces ukrainiennes liées à l'Otan et débute la dénazification de l'Ukraine. Pour comprendre ce conflit, ne vous contentez pas des quelques informations reprises par les grands médias, replacez les événements dans leur contexte.

- Thierry Meyssan sur l'attaque russe en Ukraine - Réseau Voltaire 24 février 2022

- L'annonce de l'opération militaire dans le Donbass par Vladimir Poutine (version complète traduction en français) - RT 24 février 2022

Union nationale en France pour soutenir le régime néonazi de Kiev

LVOG - Zemmour, Le Pen et Mélenchon se sont ralliés à Macron et l'OTAN comme prévu.

Le POI s'y est rallié aussi. J'ai reçu un courriel provenant d'un militant du POI appelant à manifester devant une préfecture "*contre l'invasion des troupes russe en Ukraine*".

POID aussi, mais en plus sournois en maniant le double langage, en recourant à un amalgame ou en falsifiant la situation, rien de nouveau, qui plus est, en menaçant ceux qui prétendraient "*se situer dans le camp de la paix et de la démocratie et défendre les intérêts des travailleurs et des peuples n'adopterait pas leur position* et n'adopteraient pas leur position, qui de ce fait figureraient parmi leurs ennemis, histoire de dissuader les lecteurs ou militants d'en être, à moins que Gluckstein ne s'adresse à ses propres militants, menace dont on n'a rien à foutre évidemment.

Il condamne " *l'escalade en cours (...) dans laquelle Poutine*" est engagée, ce qui revient à condamner l'intervention russe en Ukraine. Mieux, en plus dégueulasse ou pour dissuader les lecteurs de déserter le camp de l'OTAN, il assimile

Comment procède notre apprenti dictateur, en condamnant tous les acteurs de " *l'escalade en cours (...) dans laquelle Poutine a franchi un nouveau cap*", ce qui revient à apporter implicitement son soutien à l'OTAN. A propos de la Lybie, de l'Irak, de la Syrie, il avait adopté la même position.

Par exemple sur la Libye, il avait considéré que la Libye de Kadhafi, l'Etat ou le pays le plus développé socialement d'Afrique ou les hordes

de barbares issus d'Al-Qaïda à la solde de l'OTAN qui se destinaient de le détruire et de massacrer son peuple, c'était du pareil au même, tout en condamnant le bombardement de la Syrie par l'OTAN, il se félicita du sort que l'OTAN réservait à Kadhafi qu'il qualifia de dictateur et par conséquent au peuple libyen sans tenir compte qu'il plébiscitait largement le régime social instauré par Kadhafi.

Il récidiva avec la Syrie, présentant son président comme un horrible dictateur en se plaçant au côté des agresseurs de la Syrie, condamnant le soutien militaire apporté par la Russie à la République arabe syrienne à la demande de Bachar el-Assad. Chaque fois ou lors de chaque guerre déclenchée par l'impérialisme américain, ceux qui se réclamaient du trotskysme (inclus LO et NPA) se placèrent dans le camp de l'OTAN et du Pentagone, au nom de l'internationalisme prolétarien, s'il vous plaît, personne ne l'a oublié.

Dans l'éditorial de D. Gluckstein de La Tribune des travailleurs du 23 février 2022.

Extrait.

- On sait que tous les gouvernements poussent à l'escalade guerrière. Au point de départ, il y a eu la volonté de l'administration américaine de renforcer l'encerclement militaire de la Russie en poussant à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Une adhésion considérée par le gouvernement russe comme une menace, s'agissant du plus grand et du plus peuplé des pays d'Europe frontaliers de la Russie. Sur cette base, l'escalade s'est enclenchée, dans laquelle Poutine a franchi un nouveau cap avec l'entrée des troupes russes dans le Donbass. (...)

Pour toutes ces raisons, quiconque prétend se situer dans le camp de la paix et de la démocratie et défendre les intérêts des travailleurs et des peuples se doit de combattre résolument contre l'escalade en cours et ceux qui l'organisent.

En direct - sputniknews.com 24.02.2022

Kiev rompt ses liens diplomatiques avec Moscou, combats dans le Donbass - sputniknews.com 24.02.2022

Le ministère russe de la Défense a annoncé tôt ce matin que les forces du pays ont visé des infrastructures militaires ukrainiennes avec des armes de précision. Il a précisé ne pas porter de frappes contre les villes ukrainiennes. Dans un nouveau discours adressé à la nation dans la nuit du 23 au 24 février, Vladimir Poutine a annoncé le début d'une "opération spéciale" pour "protéger les habitants" du Donbass.

- Le FSB signale le pilonnage d'un poste de contrôle frontalier depuis l'Ukraine - sputniknews.com 24.02.2022

Le point de contrôle frontalier de Tetkino dans la région de Koursk (Russie) a été pilonné depuis l'Ukraine. Personne n'a été blessé et le point de tir a été neutralisé par des tirs en retour, rapporte ce jeudi le FSB.

Le quartier général de l'opération des forces conjointes de l'Ukraine dans le Donbass est pratiquement détruit, a déclaré le chef de la République populaire de Donetsk, Denis Pouchiline, sur Rossiya 24.

- Tous les diplomates russes ont été évacués d'Ukraine - sputniknews.com 24.02.2022

- La milice populaire de la République populaire de Lougansk a annoncé avoir abattu deux Su-24 ukrainiens dans la zone des communautés de Smeloe et de Stepovoe. - sputniknews.com 24.02.2022

- Après avoir mené une série de frappes de haute précision sur des sites militaires en Ukraine, la Défense russe a annoncé que l'infrastructure des bases aériennes de l'armée ukrainienne a été neutralisée. - sputniknews.com 24.02.2022

- La Russie n'a pas le droit de permettre de nouvelles souffrances pour les habitants du Donbass, a déclaré Vasily Nebenzya, représentant permanent russe auprès de l'organisation, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu. - sputniknews.com 24.02.2022

- 2.000 violations du cessez-le-feu dans le Donbass durant les dernières 24h - sputniknews.com 24.02.2022

Au cours de la journée, la Mission spéciale d'observation de l'OSCE a enregistré près de 2.000 cas de violations du cessez-le-feu dans le Donbass, a déclaré le représentant permanent de la Russie auprès de l'organisation, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu. "Au cours des dernières 24 heures, la mission de l'OSCE a enregistré près de 2.000 cas de violations du cessez-le-feu, dont près de 1.500 explosions. Les habitants de Donetsk et Lougansk sont toujours contraints de se cacher dans des sous-sols, l'afflux de réfugiés en Russie se poursuit. La nature des provocations par les forces armées ukrainiennes n'ont pas changé", a déclaré Vassili Nebenzia.

Ukraine, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, implications et compromissions ! par Claude Janvier - Mondialisation.ca, 23 février 2022

- L'article en entier.

Nous avons retenu la fin de cet article :

- Le refus du dialogue est devenu permanent. Nous sommes bel et bien en dictature.

Révolution cherche mouvement révolutionnaire pour stopper les drames d'aujourd'hui et affronter les réalités de demain.

Vous en êtes ?

LVOG - Cherche désespérément !

Haut de page

Le 27 février 2022

Je vous invite à lire les articles mis en ligne sur la situation en Ukraine et à écouter attentivement les vidéos.

La désinformation et la propagande de guerre de l'OTAN, le bras armé de l'oligarchie anglo-saxonne, font rage. Les acteurs politiques qui s'y livrent ou les colportent sont les mêmes que ceux qui ont soutenu la mystification au changement climatique d'origine anthropique et celle sur une pandémie inexistante quen réalité ils ont fabriquée au jour le jour pendant deux ans pour mieux nous exploiter et nous opprimer, nous asservir.

Comme quoi il y en a qui n'apprennent absolument rien des expériences qu'ils peuvent vivre.

Ecoutez cette conférence d'un psychanalyste, elle est très instructive, la conclusion est foireuse ou discutable, peu importe nous en parlerons demain.

Roland Gori - La Fabrique des Imposteurs

- Cette causerie au format pdf (5 pages)

DOSSIER UKRAINE

Infos en bref.

- La Russie annonce "élargir l'offensive" sur l'Ukraine - France 24 26 février 2022

- L'armée russe a reçu samedi l'ordre d'élargir son offensive sur l'Ukraine, malgré un tollé international grandissant, affirmant que Kiev avait refusé des négociations.

- En continu: plusieurs villes dans le sud de l'Ukraine bloquées par l'armée russe - sputniknews.com 27.02.2022

- Alors que l'armée russe a déclaré avoir détruit plus de 970 infrastructures militaires ukrainiennes depuis le début de l'opération, la situation reste critique au Donbass compte tenu des tirs qui continuent.

Une forte explosion qui s'est produite le 26 février sur la base de pétrole de la ville de Rovenki a été causée par le tir d'un système ukrainien de missile Totchka, rapporte la République de Lougansk.- sputniknews.com 27.02.2022

- Ces dernières 24 heures, les villes de Berdyansk et de Kherson, situées dans le sud de l'Ukraine ont été bloquées par l'armée russe. Elle a également pris le contrôle de la ville d'Henitchesk et d'un aérodrome près de Kherson, rapporte le porte-parole de la Défense russe, Igor Konachenkov. - sputniknews.com 27.02.2022

- Des néonazis ukrainiens du bataillon Azov ont attaqué des zones résidentielles près de Marioupol avec des missiles Grad, a déclaré le ministère russe de la Défense. - sputniknews.com 27.02.2022

- Manifestations contre l'opération russe en Ukraine dans de nombreuses villes de France - RT 27.02.2022

En France, 21 700 manifestants – selon les chiffres du ministère de l'Intérieur – ont protesté le 26 février dans une centaine de rassemblements contre l'opération militaire russe en Ukraine et conspué le président russe Vladimir Poutine.

LVOG - Vous pouvez donc diviser ce nombre par 2 ou par 3 étant donné son origine... Mais il y a mieux.

RT - A Paris, sur la place de la République, à la tribune du rassemblement «Non à la guerre en Ukraine» – convoqué notamment par SOS Racisme et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) – le journaliste et député européen Bernard Guetta (élu sur la liste LREM et appartenant au groupe Renew Europe) évoque l'Ukraine attaquée par la Russie...

Marseille, on pouvait lire sur les pancartes brandies «Nato act» («L'OTAN, agissez»), «Europe do more» («Europe, fais-en plus»). RT 27.02.2022

LVOG - L'OTAN, l'UE, cela vous tente ? Pas nous, désolé !

- L'Élysée annonce des mesures restrictives visant les médias russes en Europe. - sputniknews.com 26.02.2022

- Guerre en Ukraine: Macron prépare les esprits à une "guerre longue" - Le HuffPost 26 février 2022

- Elon Musk affirme que le service internet Starlink est activé au-dessus de l'Ukraine

Elon Musk a affirmé le 26 février, dans un tweet en réponse à l'appel d'un responsable ukrainien, que son groupe SpaceX avait activé le

service internet par satellite Starlink en Ukraine et que la société envoyait des équipements dans le pays.

Le groupe SpaceX a activé le service internet par satellite Starlink en Ukraine, a écrit Elon Musk le 26 février sur Twitter. - sputniknews.com 27.02.2022

LVOG - L'Élysée et Elon Musk main dans la main, cela vous tente ? Pas nous, désolé !

- Ukraine : les pays occidentaux débranchent la Russie du réseau interbancaire Swift (l'arme nucléaire économique) latribune.fr 27 février 2022

Les pays occidentaux ont adopté de nouvelles sanctions contre Moscou après l'invasion de l'Ukraine, en décidant notamment d'exclure de nombreuses banques russes de la plateforme interbancaire Swift, rouage essentiel de la finance mondiale, a annoncé le gouvernement allemand. Bruxelles va proposer aux pays de l'UE de "paralyser les actifs de la Banque centrale russe" afin d'empêcher Moscou d'y recourir pour financer le conflit en Ukraine, a annoncé samedi la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

C'est "une option" selon Joe Biden, mais que le président américain s'est pour l'instant refusé à prendre, soulignant que certains pays européens s'y opposaient pour le moment. latribune.fr - AFP et Reuters 27 février 2022

Autres infos et quelques articles à lire pour s'informer.

Pas une arme, pas un soldat pour la guerre en Ukraine ! Sortie de l'OTAN, matrice de guerre et d'ingérence ! - par FSC 26 février 2022

- Cliquez ici.

Vidéo : Thierry Meyssan sur l'allocution d'Emmanuel Macron par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 février 2022

- Cliquez ici.

Zelensky prêt à se rendre - Réseau Voltaire 26 février 2022

Le président Volodymyr Zelensky a fait transmettre par l'ambassade de Chine à Kiev, dans la nuit du 25 au 26 février 2022, une proposition de cessez-le-feu à la Russie.

Le Kremlin a immédiatement fait connaître ses conditions :

- arrestation de tous les nazis (le conseiller militaire spécial Dmitro Yarosh, le Bataillon Azov, etc.),
- enlever tous les noms de rue et les monuments glorifiant les collaborateurs des nazis durant la Seconde Guerre mondiale (Stepan Bandera, etc.),
- déposer les armes.

L'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine n'a aucun rapport avec ce qu'en disent les médias atlantistes. Comme à chaque guerre, les grands médias se font intoxiquer. Réseau Voltaire 26 février 2022

Ukraine – propagande mensongère de l'occident par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 26 février 2022

- Cliquez ici.

L'UE ne peut pas se passer des hydrocarbures russes par Olivier Renault (Observateur continental 24 février 2022) Mondialisation.ca, 26 février 2022

- Cliquez ici.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. L'Open Society Foundations de G. Soros souhaite la bienvenue à tous ses candidats.

Présidentielle : suivez en direct le grand oral des représentants des candidats au Forum France International - Journal du Dimanche 27 février 2022

L'Institut Open Diplomacy, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, et avec le soutien de Focus 2030, conduit une étude approfondie du programme des candidats à l'élection présidentielle française en matière de politique internationale. Les représentants des principaux prétendants à l'Elysée - de Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen - débattront en direct avant un débrief par les experts de ces trois think-tanks.

Seront présents les porte-paroles suivants : le député Bastien Lachaud pour Jean-Luc Mélenchon, le député Hubert Julien-Laferrière pour

Yannick Jadot, le sénateur Rachid Temal pour Anne Hidalgo, le député Jean-Louis Thieriot pour Valérie Pécresse, le député européen et vice-président de Reconquête Jérôme Rivière pour Eric Zemmour et le député européen Hervé Juvin pour Marine Le Pen. Journal du Dimanche 27 février 2022

LVOG - A consulter, c'est révélateur :

- Ses partenaires. Cliquez ici.

Les rats.

Présidentielle: Jean-Pierre Chevènement soutient Emmanuel Macron - BFMTV 26 février 2022

"La gauche a perdu ses repères idéologiques", déplore l'ancien ministre de gauche. BFMTV 26 février 2022

LVOG - Non, au contraire, vous démontrez qu'elle y est restée fidèle ! Merci.

Le CERES de Chevènement était considéré comme un courant de gauche au sein du PS, j'ai toujours affirmé l'inverse à juste titre. Je n'invente rien sur Internet vous pouvez le vérifier, vous lirez ceci : "Reportage au colloque du CERES, courant de la gauche du Parti socialiste animé par Jean-Pierre Chevènement" (https://www.dailymotion.com/video/xfe739). Michel Rocard également, l'homme de la « deuxième gauche » - (Le Monde 3 juil. 2016).

Le PS a cessé d'être de gauche depuis 108 ans. Faire croire le contraire était une escroquerie politique. C'est valable pour le PCF évidemment depuis un peu moins longtemps... 102 ans ou la date de sa création. On a été victime d'une effroyable imposture politique, voilà la vérité, après on ne s'étonne plus d'en être arrivé là.

Guerre en Ukraine: François Fillon démissionne de ses mandats russes - BFMTV 26 février 2022

Haut de page

Le 28 février 2022

Qu'est-ce qu'on bosse ! Et moi qui croyait pouvoir me reposer un peu !

- Leur humanisme est la politesse des va-t-en-guerre, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

- Ils le savaient.

Il est inconcevable que l'oligarchie anglo-saxonne ait pu ignorer que la Russie était sur le point d'intervenir militairement, tous les signaux et préparatifs sur le terrain l'indiquaient clairement depuis des jours ou des semaines. Voilà ce qu'il faut mettre en perspective pour mieux comprendre ce qui se passe réellement.

Elle avait suffisamment provoqué et menacé la Russie pour la forcer à réagir, ce qu'elle a fini par faire. On peut donc en conclure que Poutine n'a fait qu'exhausser leur voeu le plus cher, ce que vous ne lirez ou n'entendrez pratiquement nulle part et pour cause, les chefs d'Etat et les médias ainsi que leurs larbins du mouvement ouvrier qui soutiennent l'Ukraine, ne tiennent surtout pas à ce que cela se sache, parce que les peuples seraient en droit de se retourner contre eux, ce qu'il faut également éviter à tous prix, d'où le consensus national en France sur l'origine du déclenchement de ce conflit armé et l'attribution quasi-unanime de sa responsabilité à Poutine.

- Pourquoi sont-ils fous de rage contre Poutine ?

Parce que dans ses discours ils révèlent aux peuples du monde entier ce que leurs dirigeants et les médias ne leur disent pas ou ont oublié, il leur explique que les versions qu'on leur a livrées depuis 1945 étaient fabriquées, falsifiées, un tissu de mensonges, alors en entendant cela ils s'étranglent, on comprend.

- Ce qui arrive à la Russie, c'est ce qui se produirait si une révolution politique et sociale intervenait dans n'importe quel pays du monde, blocus, boycott, asphyxie économique, propagande mensongère hystérique, isolement international, etc.

- Guerre à la guerre pour la paix et le socialisme, pour nous c'est la guerre révolutionnaire contre notre impérialisme et l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier.

- Cette causerie au format pdf (10 pages)

INTRODUCTION

En bref.

Revenons sur la vidéo mise en ligne hier.

Roland Gori - La Fabrique des Imposteurs

https://www.youtube.com/watch?v=2FEtiA18lZU

Un courriel envoyé à un contact, je n'ai plus le temps de le retoucher ou corriger, prenez-le comme un brouillon ou une réflexion à creuser.

- Très rapidement. Ce que raconte ce psychanalyste, je le savais déjà, je l'avais intégré dans mon analyse de la situation et les rapports dans la société.

Le biais dans sa démonstration, comme toujours il néglige le facteur économique en ne remontant pas à la source, bref, il reproduit ce qu'il dénonce.

Moi je fais le rapprochement entre les contradictions du capitalisme inhérentes à ses fondements sociaux et aux lois de fonctionnement qui en découlent, conduisant au cours de son développement à une concentration plus importante du capital entre quelques mains, la nécessaire rationalisation de la production, et la normalisation de tous les rapports dans la société, l'adoption par toute la population d'un mode de pensée unique.

Ce processus est en quelque sorte inéluctable et dialectique sur le plan historique, par exemple, vaut mieux rationnaliser la production plutôt que l'anarchie qui conduit à d'énormes gaspillages de force de travail et de matière première, donc on n'y est pas opposé, à ceci près que lorsque ce sont les capitalistes qui sont aux commandes, ce processus se fait au détriment des intérêts du reste de la population et de la nature qui est saccagée, il conduit à un modèle de société totalitaire... On n'est pas contre la mondialisation, on est contre le mondialisme à la mode oligarchique.

44:10 en substance. Il explique que globalement les notes des élèves progressent au fur et à mesure de leur scolarité, non pas parce qu'ils deviennent plus intelligents, mais uniquement parce qu'ils s'adaptent à ce qu'on leur demande, ainsi on croit qu'ils ont progressé ou acquis des connaissances, alors que pas du tout, ils n'ont fait que s'adapter à une norme, et ce qu'ils ont retenu était destiné à en faire de bons esclaves ou des serviteurs dévoués de l'Etat au service des esclavagistes modernes !

Le passage un peu plus loin sur l'enseignement à Athènes il y a 2500 ans environ est très intéressant aussi.

Quand il dit que les bulles financières ne sont pas la conséquence des crises mais son origine, on a l'impression qu'il a fait une grande découverte en économie, mais là encore il ne va pas plus loin. Il aurait pu évoquer la spéculation qu'on n'aurait pas été plus avancée, car d'où vient la spéculation, elle correspond à quoi ?

Elle signifie que les investissements dans le mode de production ne sont plus suffisamment rentables ou la balance risque/bénéfice ne penche pas en faveur de ce dernier, il est donc préférable d'investir dans le casino de la bourse soutenu ou alimenté par les banques centrales, une valeur sûre pensent les investisseurs ou boursicoteurs.

Cela permet aussi aux entreprises qui émettent des actions et des obligations de capter des sommes colossales pour régler une échéance, car elles sont toutes endettées jusqu'au cou, disposer d'argent liquide pour procéder à des rachats d'entreprises, des OPA, car le leur est bloqué ou a été transformé en avoirs, biens immobiliers, actions qu'elles ne souhaitent pas vendre, etc... et surtout, cela ne leur coûte rien, contrairement à un emprunt auprès des banques...

Les bulles financières tout comme les krachs ne se produisent jamais spontanément, elles sont toujours sous le contrôle des oligarques les plus riches, ce sont eux qui décident jusqu'à quelle limite elles peuvent gonfler et à quel moment elles vont éclater, de sorte qu'ils en soient les principaux bénéficiaires. De la même manière, ce sont eux qui sifflent généralement le début et la fin des guerres... Quand elles éclatent, qu'est-ce qui se passe chaque fois, ces oligarques raflent la mise pour des clopinettes. Une fois que la valeur des actions s'est effondrée due à la vente en masse sous l'emprise de la panique, ils les rachètent pour une bouchée de pain, pas toutes, ils ne rachètent pas celles des entreprises dont la liquidation les arrange, en revanche ils peuvent racheter celles qui leur permettent de s'emparer de nouveaux segments du marchés dans des secteurs économiques déterminants, ce qui leur permet au passage d'accroître leur puissance... Les versions des crises et des krachs boursiers qui figurent dans les manuels scolaires ou la version officielle, sont frauduleuses et on comprend pourquoi.

Les bulles qui se forment régulièrement et concernent tel ou tel secteur économique, sont les symptômes d'une économie en crise, mais quand ces bulles finissent par enflées démesurément et envahir finalement tous les secteurs économiques, c'est que le système économique est complètement pourri, il n'est plus viable et doit disparaître, on en est là depuis déjà un moment.

En observant ce psychanalyste on ne peut être que frappé par sa manie de terminer ses phrases par "*n'est-ce pas*", expression répétée des dizaines de fois en à peine 1h40, au point que je me suis demandé s'il n'était pas gravement atteint quelque part sans s'en rend apercevoir, ce qui est un comble. Quant à la signification de ce tic, de caractère obsessionnel, rassurant, dénotant une certaine anxiété, la crainte excessive d'être incompris de son auditoire, le besoin de le prendre à témoin, d'obtenir son consentement, un besoin récurrent de reconnaissance, cela dénoterait quelque chose comme un déséquilibre mal assumé ou non identifié qui le perturberait, peut-être une contradiction dont il aurait conscience et qu'il ne tient pas à évoquer, à démêler, on le comprendrait après avoir cité Marx à deux reprises bien à propos pour finalement se rabattre sur Jaurès plus respectable ou consensuel, je n'en sais rien.

Il n'a manifestement pas compris que dans leur interprétation matérialiste de l'histoire, Marx et Engels avaient pris soin de distinguer que sous n'importe quel mode de production "*les rapports sociaux comportent des rapports matériels et des rapports idéologiques*, par conséquent, Marx et Engels n'opposaient pas de manière formelle le matérialisme à l'idéalisme ou ils ne les identifiaient pas comme semble le croire Roland Gori ou ils ne nièrent pas que ces modes de pensée existaient indépendamment l'un de l'autre dans la tête des hommes,

pour ainsi dire aussi sûrement que la conscience côtoie l'inconscience, sachant qu'il ne pouvait pas en être autrement, ces différents facteurs faisaient partie d'un processus naturel au sein duquel les hommes étaient des acteurs, donc l'argument selon lequel Marx et Engels auraient voulu supprimer l'idéalisme pour instaurer un régime totalitaire est une pure invention des ennemis du socialisme à l'esprit étroit ou mal intentionné.

Ce qu'ils voulurent montrer, c'est qu'il arrivait un moment où les conditions matérielles d'existence des hommes étaient parvenues à un niveau de développement, qui leur permettait de satisfaire tous leurs besoins sociaux et leurs aspirations disons démocratiques, par conséquent les conditions existaient pour qu'ils puissent en prendre conscience et prendre en main leur destin ou faire consciemment leur histoire...

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que puisque le processus historique dans son ensemble se déroule selon un principe ou un scénario matérialiste, pour l'orienter dans une direction donnée ou changer la société pour qu'elle soit meilleure et plus juste, si au lieu d'adopter une interprétation ou idéologie matérialiste on adopte une interprétation idéaliste pour déterminer quelles actions on doit mener ou quels moyens on doit développer pour d'atteindre nos objectifs, on n'y parviendra jamais.

Dans l'idéalisme traité sur le plan psychologique ou philosophique, il y a une part de conscience et d'inconscience, la prise de conscience consiste à atteindre et libérer ce qui se situe au niveau de l'inconscience pour le faire passer dans le champ de la conscience, c'est aussi de cette manière-là qu'on réduit notre ignorance. Or sur le plan politique, c'est cette ignorance qui alimente l'idéalisme. On va privilégier l'idéologie imbibée d'idéalisme aux conditions matérielles d'existence pour finalement privilégier les intérêts matériels de nos ennemis.

Ceux qui identifient le communisme ou le socialisme au totalitarisme, à l'absence de libertés individuelles ou collectives, à un mode de pensée unique, à un mode de vie uniforme, on serait tous obligés de manger la même chose, d'avoir la même voiture, d'être habillés de la même manière, etc. commencent toujours par confondre matérialisme et idéalisme, ce sont des falsificateurs ou des agents du capitalisme.

Comme indiqué plus haut, Roland Gori termina sa conférence sur une citation de Jaurès, ce qui est pour le moins étrange et déplacé - "*l'humanité porte en elle-même une idée préalable de justice et du droit*", foutaise, tu parles, le lendemain de son assassinat la SFIO comme un seul se rangera dans le camp de la guerre, voilà pour leur "*apôtre*" de la paix.

Bref, une conférence consacrée à dénoncer les imposteurs... qui se terminait sur une imposture !

Rosa Luxembourg ne se laissera pas impressionner par les envolées lyriques de Jaurès destinées à camoufler son opportunisme. Commentant l'ouvrage de Jaurès *L'Armée nouvelle* paru en 1911, au mois de juin de la même année elle terminera ainsi son réquisitoire : - "*s'abandonner à l'illusion que des formules juridiques l'emportent en quoi que ce soit sur les intérêts et le pouvoir du capitalisme, c'est la politique la plus nocive que puisse mener le prolétariat.*" (https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1911/06/armee.htm) Cela vaut pour tous ceux qui mettent en avant le droit international ou l'ONU, allez donc demander aux Palestiniens ce qu'ils en pensent !

Le pacifisme de Jaurès a servi à masquer la paix armée qui allait se transformer en guerre.

En conciliant la dictature du capital et la démocratie, la social-démocratie a ménagé les pires aspects du capitalisme avec lesquels les social-démocrates se sont toujours accommodés. La social-démocratie a désarmé la classe ouvrière sur le plan théorique et politique avant de l'envoyer à l'abattoir, on ne pouvait imaginer pire crime.

Tenez, en guise d'illusion ou ce qui résume assez bien ce qu'était devenue la social-démocratie dès cette époque.

- Ce que Jaurès appréhendait avec clarté, c'était la grave erreur que faisaient Marx et Lénine en n'accordant pas dans leurs doctrines respectives suffisamment de crédit à l'idée de démocratie et à celle de liberté. Car faire de la révolution violente un programme plutôt que d'avoir confiance dans la voie parlementaire et l'élection de députés, vrais représentants de la nation, c'était faire preuve de défiance envers la démocratie et manquer de respect pour les institutions de la liberté. Susciter la violence et propager la révolution pour amener soi-disant plus de justice ne devait produire en vérité que l'effet inverse : une kyrielle de gros ennuis, de soubresauts de toutes sortes, sans oublier la mort certaine d'innombrables et innocentes victimes. Tout compte fait, le bel avenir auquel rêvaient Marx et Lénine par leur révolution ne serait qu'un rêve tout cauchemardesque, autant que destructeur. Étouffer la liberté humaine par la violence et la dictature (même du « prolétariat », puis du « parti » !), instaurer le collectivisme sans y mettre au cœur la liberté d'entreprise, devait être non seulement une grosse chimère mais une ruine pour l'économie et la richesse d'un pays. (https://www.alternatives-non-violentes.org/Revue/Numeros/140_Jean_Jaures/Le_pacifisme_de_Jean_Jaures)

LVOG - La conception de Jaurès de la lutte des classes était manifestement étrangère au socialisme scientifique de Marx, Engels et Lénine.

Lénine - Définissant leur conception du monde, ils (Marx et Engels - ndr) l'appelaient simplement matérialisme. Leur idée fondamentale (...) était que les rapports sociaux comportent des rapports matériels et des rapports idéologiques. Ces derniers ne sont qu'une superstructure érigée sur les premiers et s'établissant en dehors de la volonté et de la conscience de l'individu, comme (un résultat) une forme de l'activité de l'homme pour assurer son existence L'explication des formes politico-juridiques, - dit Marx dans ce passage – doit être recherchée dans les « conditions matérielles de la vie ». (Lénine : Ce que sont les « amis du peuple »… - Avril 1894 - https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1894/04/amis.pdf)

Pour qui roule-t-il ? Toujours aussi perspicace !

Le POID a cru bon une énième fois de faire référence à Jean Jaurès, ce qui est révélateur de la nature de ce courant politique : "*Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.*"

Le POID (et le POI) c'est la bonne conscience ou la couverture de gauche de la réaction social-chauvine notamment au sein des syndicats...

Chacun a pu constater depuis le 3 août 1914 que la social-démocratie n'a cessé de dénoncer les guerres impérialistes pour s'y rallier au premier coup de canon et voter les crédits de guerre.

Entre le socialisme ou la guerre, le socialisme ou une dictature militaire, le socialisme ou le fascisme, vous n'ignorez pas quel choix a fait la social-démocratie.

La social-démocratie, c'est l'antichambre de la réaction, de la guerre, de la dictature ou du fascisme de Berlin à Santiago du Chili, en passant par Paris, Rome ou Madrid, une constante.

Elle parvient au pouvoir quand le parti de l'ordre officiel n'est plus en mesure de gouverner pour le compte des capitalistes. La social-démocratie prend le relais du parti de l'ordre, porté au pouvoir après une campagne électorale mensongère, les masses s'apercevant rapidement qu'elles ont été trompées s'en détourneront, et lors de l'élection suivante c'est le parti de l'ordre qui gouvernera à nouveau, qui profitant de cette défaite des masses, en profitera pour leur imposer des mesures toujours plus antisociales, liberticides, réactionnaires ou les entraîner dans la guerre. Ce scénario s'est répété des dizaines de fois partout dans le monde.

Une déclaration qu'on peut partager

Hier nous avons mis en ligne la position du Front syndical de classe (CGT) que l'on a estimé correcte, et celle tout juste passable de LO, comme quoi on n'est pas du tout sectaire. La Libre Pensée est dirigée par le POI, si c'est la position du POI, c'est très bien.

Déclaration de La Libre Pensée.

Contre la guerre, pour la Paix !

Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

Arrêt des bombardements et des tueries en Ukraine !

- Déclaration de La Libre Pensée au format pdf

DOSSIER UKRAINE

En bref.

- Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté ce 27 février, à la demande des Occidentaux, une résolution convoquant le 27 février «en session extraordinaire d'urgence» l'Assemblée générale des Nations unies pour que ses 193 membres se prononcent sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La résolution, portée par les Etats-Unis et l'Albanie, a été adoptée par 11 pays, la Russie a voté contre, les Emirats arabes unis, la Chine et l'Inde se sont abstenus. Aucun veto n'était possible pour cette saisine en vertu du règlement onusien en vigueur. RT 27 février 2022

- L'UE a décidé de prendre de nouvelles sanctions contre la Biélorussie en interdisant les exportations des «plus importants secteurs économiques». Les secteurs des hydrocarbures, du tabac, du ciment, du fer et de l'acier sont concernés, a précisé la chef de l'exécutif européen Ursula von der Leyen. Les responsables biélorusses sont accusés d'avoir «aidé la Russie» dans son offensive en Ukraine sont également visés par des sanctions. RT 27 février 2022

Quelques infos.

Guerre en Ukraine: les médias pro-russes Russia Today et Sputnik interdits au sein de l'UE - BFMTV 27 février 2022

La Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé ce dimanche l'interdiction des médias pro-russes Russia Today et Sputnik dans les pays membres de l'UE pour lutter contre "la désinformation orchestrée par Moscou".

"Les médias pro-russes Russia Today et Sputnik, ainsi que leurs filiales, ne seront plus en mesure de déverser leurs mensonges pour justifier la guerre de Poutine."

"Poutine ne veut pas seulement conquérir le terrain, il veut aussi conquérir les esprits", a ajouté le vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell. "En coupant Russia Today et Sputnik dans l'UE, nous coupons la tête du serpent." BFMTV 27 février 2022

Pékin rejette la faute du conflit militaire en Ukraine sur Washington - sputniknews.com 27 février 2022

Alors que l'opération militaire russe bat son plein en Ukraine, poussant plusieurs pays à accuser la Russie d'avoir provoqué ce conflit, Pékin se range du côté de Moscou, exhortant Washington à "se demander qui a déclenché tout cela".

Sur fond d'accusations des pays occidentaux, principalement des États-Unis, qui rejettent la faute du conflit militaire sur la Russie et dénoncent l'inertie de la Chine dans son règlement, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijiana, a appelé le 26 février sur Twitter les États-Unis à réfléchir à leur rôle dans cette escalade.

Celle-ci montre un homme habillé en Oncle Sam, symbolisant les États-Unis, qui se demande "Pourquoi la Chine ne fait-elle pas davantage pour éteindre le feu?". Pourtant, cet Oncle Sam lui-même "éteint" l'incendie autour d'un panneau avec l'inscription "Ukraine" avec de l'essence. Le 23 février, le diplomate a qualifié les États-Unis de "véritable menace pour le monde". En guise de preuve, il a publié une "liste des bombardements américains: tour du monde de la démocratie" qui concerne 33 pays de 1950 jusqu'en 2015, notant qu'ils constituent environ un tiers de la population mondiale.

Les préoccupations sécuritaires de la Russie ont été qualifiées de légitimes le 26 février par le représentant permanent de la Chine auprès des Nations unies, M.Zhang Jun, qui s'est abstenu de voter sur un projet de résolution du Conseil de sécurité condamnant l'opération russe en Ukraine.

"Nous pensons que la sécurité d'un pays ne peut être assurée en compromettant la sécurité d'autres pays. Dans le contexte des cinq vagues d'élargissement de l'Otan, les préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité doivent être respectées", a déclaré le diplomate, prônant un concept commun et global de sécurité.

Les marionnettes de l'OTAN.

LVOG - Zelensky, le président ukrainien est une caricature de Macron en mille fois pire, c'est peu dire. Dans ces conditions, comment peut-on imaginer un instant un chef d'Etat discuter sérieusement avec un tel dégénéré dans une situation pareille ? Le plus effarant, c'est qu'on soit aussi peu nombreux à en avoir réellement pris conscience.

Comment des militants ouvriers peuvent-ils se retrouver au côté de Zelensky, Macron, Biden, Stoltenberg (OTAN), Leyen (UE)

Avant d'être président de l'Ukraine, Zelensky jouait du piano avec son pénis et dansait en talons aiguilles - lemediaen442.fr 27 février 2022

Les gens ne le savent pas, mais le président de l'Ukraine a un autre talent que celui de vassal des Etats-Unis. Il sait jouer l'hymne national de son pays au piano et avec son pénis. C'est dire la considération qu'il a pour l'Ukraine. Quant à sa prestation tout de noir dévêtu sur ses talons aiguilles, elle n'aurait pas déparé la fête de la musique de notre président LGBT le 24 juin 2018.

Volodymyr Zelensky playing piano with dick for five minutes

- Cliquez ici.

?????? | ????????? ? ???????, ??????? 2014 (caractères non pris en charge)

- Cliquez ici.

France: soirée LGBT-blackettes à l'Elysée avec le président Macron

- Cliquez ici.

En direct du centre de Kiev

Médias-mensonges – Images d'un Français en Ukraine : C'est pas Bagdad, les gens vont faire leur course et se baladent ! - lemediaen442.fr 27 février 2022

À regarder CNews ou BFMtv en continu, avec les mêmes images en arrière-plan d'un immeuble bombardé, ou pourrait croire que la vie s'est arrêtée et que Poutine le sanguinaire n'hésite pas à bombarder les civils au hasard d'un chifoumi ! La réalité du terrain est pourtant tout autre (voir vidéo ci-dessous).

Alexandre Katrangi est un Français en mission professionnelle en Ukraine. Il nous montre, sur son compte Twitter, des images de Kiev où l'on peut apercevoir des boutiques ouvertes, les gens faire leurs courses, se balader. « C'est l'état d'urgence, donc il y a des magasins qui sont fermés et les gens ne vont pas travailler, mais dans l'ensemble les gens sortent. » Agacé par les journalistes qui le harcèlent pour avoir du scoop, du sanguinolent, quelque chose de vendeur pour la propagande occidentale… Alexandre Katrangi s'exclame : « Ça me saoule ! tout le monde m'appelle comme si la ville était sous le feu… C'est pas Bagdad, je me tue à le dire aux gens, ce n'est pas Bagdad. Les voitures circulent , les gens vont aux magasins faire leurs courses. » Et qu'en est-il de la pénurie alimentaire ? À écouter les médias mainstream, les Ukrainiens tournent à l'eau et au quignon de pain. Mais là encore, Alexandre filme dans un magasin de la chaine Silpo au centre de Kiev dans l'immeuble Mandarin et les images sont sans appel. « Y'a que des produits de qualité, un choix extraordinaire. Je ne

comprends pas que l'on parle de pénurie à la télévision. Il y a du poisson, des bouteilles d'alcool… on parle de pénurie partout, mais moi je vois que les gens font leur courses. » Vous pourrez apprécier dans la vidéo ci-dessous la langue française utilisée au rayon alcool et juste après le coin viande annoté ?'??? qui signifie viande en ukrainien.

Nous ne pouvons que vous encourager à ne pas regarder les médias mainstream qui vous montreront ce qui arrange le pouvoir profond. Soyez prudents, car on arrive facilement à rouler les Français : ils ont perdu la liberté depuis deux ans. Soyez vigilants !

- "La photo de cette femme qui est apparue dans les médias du monde entier au sujet de l'Ukraine a été prise lors d'une explosion de gaz en 2018."

Intéressant de constater que l'affaire ukrainienne est traitée avec les mêmes ressorts de manipulation que l'affaire Covid...

- Cliquez ici.

Heil, vive l'OTAN de la guerre ! Le IIIe Reich social-démocrate en profite pour se réarmer.

Allemagne : une enveloppe de 100 milliards d'euros pour moderniser l'armée allemande - France 24 27 février 2022

Guerre en Ukraine : L'Allemagne va porter ses dépenses militaires à plus de 2 % du PIB - 20minutes.fr 27 février 2022

Les rats.

Russie: le directeur français de la troupe de ballet du Théâtre Stanislavski démissionne AFP 27 février 2022

Le Français Laurent Hilaire, directeur de la troupe de ballet du Théâtre Stanislavski à Moscou et ex-étoile de l'Opéra de Paris...

Le maccarthisme est de retour.

Metropolitan Opera rompt ses relations avec les artistes et organisations qui ont "exprimé leur soutien au Président russe" - sputniknews.com 28 février 2022

"Bien que nous croyions fermement à la chaleureuse amitié et aux échanges culturels qui existent depuis longtemps entre les artistes et les institutions artistiques de Russie et des États-Unis, nous ne pouvons plus nous associer à des artistes ou des institutions qui soutiennent ou sont soutenus par Poutine", a déclaré le directeur général du Metropolitan Opera, Peter Gelb, dans un message vidéo. sputniknews.com 28 février 2022

Le centrisme était compatible avec l'extrême droite, tout comme l'ensemble de la droite et l'extrême-centre de Macron, qui l'aurait cru ?

Bayrou donnera son parrainage à Marine Le Pen pour la présidentielle 2022 - Le HuffPost 27 février 2022

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2022

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2022

J'ai reformaté la causerie de janvier en pdf, parce qu'il y avait un défaut d'affichage, le même était apparu avec celle de février dû aux adresses Twitter trop longues, je les ai supprimées ou coupées, j'y ai passé 40 minutes, merde !

La causerie de février est disponible au format pdf 129 pages, celle de janvier est passé de 70 à 89 pages sans modification du contenu je précise.

Quel monde merveilleux, n'est-ce pas ?

En occident, ce sont des imposteurs qui gouvernent, mais ils n'ont absolument aucun pouvoir, c'est l'oligarchie anglo-saxonne et ses alliés internationaux qui le détient, dont l'OTAN est le bras armé, l'UE le bras politique en Europe. Israël est leur colonie au Proche-Orient, l'Ukraine au coeur de l'Europe.

Apparemment cela ne choque pas grand monde qu'ils soient compatibles avec le fascisme, il faut dire qu'après avoir accepté d'être piquousés et de porter une muselière pendant deux ans, les masses ont eu le temps de s'en accommoder ou il n'y a pas lieu de s'en étonner...

- Cette causerie au format pdf (10 pages)

INTRODUCTION

Sadisme ou cruauté ordinaire. Comment ils prennent soin de votre santé en vous empoisonnant ou en vous assassinant.

Le paracétamol effervescent, un danger pour le cœur ? - Yahoo 28 février 2022

LVOG - Vous ne risquez rien, de toutes manières il n'existe pas de traitement, rentrez chez vous et prenez du paracétamol qui entre autres vous démolit le foie... et mourrez tranquille !

Covid-19 : l'odynophagie, quel est ce symptôme effrayant qui touche surtout les vaccinés ? - Yahoo 28 février 2022

Ce trouble occasionne des douleurs au niveau de la gorge lors de la déglutition. Les jeunes patients et les personnes vaccinées seraient les premiers concernés.

Cette infection de l'épiglotte et des tissus environnants peut aboutir à une obstruction soudaine des voies respiratoires et au décès.

Pour cette étude, le docteur Pr Krzysztof Piersiala et son équipe de l'université de Stockholm ont analysé le profil des patients du Covid-19 admis dans les services ORL, entre le 1er et le 23 janvier 2022. Sur 20 patients, 15 étaient complètement vaccinés et quatre ont dû être hospitalisés.

D'après les résultats publiés dans la revue National Library of Medicine, aucun cas d'épiglottite n'a été identifié parmi les participants à l'étude. Les symptômes déclarés se rapprochaient davantage d'une laryngotrachéite ou d'une pharyngite, des douleurs à la gorge qui peuvent entrainer des douleurs lors de la déglutition Yahoo 28 février 2022

LVOG - Les symptômes d'un rhume ! Les vaccinés principalement visés, à bas la vaccination contre la Covid-19 et ses variants !

La dictature du capitalisme au grand jour.

LVOG - La radicalisation de la réaction va-t-elle contribuer à celle des masses ? Va-t-elle favoriser leur réarmement politique et théorique, la refondation du mouvement ouvrier sur les bases du socialisme ? Une nouvelle avant-garde va-t-elle enfin s'organiser ? De la réponse à ces questions dépend l'avenir de l'humanité.

La guerre néolibérale contre la dissidence en Occident Par Glenn Greenwald (21 février 2022) - Mondialisation.ca, 28 février 2022

Extrait - Lorsqu'il s'agit de pays lointains et adversaires, on nous apprend à reconnaître la tyrannie par l'utilisation de tactiques de répression révélatrices. La dissidence par rapport aux orthodoxies est censurée. Les protestations contre l'État sont interdites. Les dissidents sont sévèrement punis sans procédure régulière…

…De longues peines de prison sont infligées pour des transgressions politiques plutôt que pour des crimes violents. Les journalistes sont traités comme des criminels et des espions. L'opposition aux politiques des dirigeants politiques est considérée comme un crime contre l'État.Lorsqu'un gouvernement opposé à l'Occident adopte un tel comportement, il est non seulement facile mais aussi obligatoire de le qualifier de despotique.

C'est ainsi que l'on peut trouver, presque quotidiennement, des articles dans la presse occidentale citant l'utilisation de ces tactiques par le gouvernement en Russie, en Chine, en Iran, au Venezuela et dans tout autre pays que l'Occident a intérêt à dénigrer (les articles sur des tactiques identiques de la part de régimes soutenus par l'Occident – de Riyad au Caire – sont beaucoup plus rares). Que l'utilisation de ces tactiques répressives rende ces pays et leurs populations soumis à des régimes autocratiques est considéré comme indiscutable.

Mais lorsque ces armes sont brandies par des gouvernements occidentaux, c'est le cadre exactement inverse qui s'impose : les qualifier de despotiques n'est plus obligatoire mais quasiment interdit. Le fait que la tyrannie n'existe que chez les adversaires occidentaux, mais jamais en Occident même, est traité comme un axiome permanent des affaires internationales, comme si les démocraties occidentales étaient divinement protégées des tentations d'une véritable répression. En effet, suggérer qu'une démocratie occidentale est descendue au même niveau de répression autoritaire que les ennemis officiels de l'Occident revient à affirmer une proposition jugée intrinsèquement absurde ou même vaguement traîtresse.

Le garant implicite de ce cadre réconfortant est la démocratie. Les pays occidentaux, selon cette mythologie, ne peuvent jamais être aussi répressifs que leurs ennemis parce que les gouvernements occidentaux sont au moins élus démocratiquement. Cette assurance, aussi séduisante soit-elle en apparence, s'effondre complètement au moindre examen critique. La Constitution des États-Unis et d'autres textes similaires partent du principe que le despotisme majoritaire est extrêmement dangereux ; la Déclaration des droits n'est guère plus que des limitations imposées aux mesures tyranniques que les majorités pourraient chercher à promulguer démocratiquement (l'expression des idées ne peut être criminalisée même si les majorités le souhaitent ; la liberté de religion ne peut être abolie même si de larges majorités l'exigent ; la vie et la liberté ne peuvent être privées sans procédure régulière même si neuf citoyens sur dix y sont favorables, etc.)

Plus gênant encore, bon nombre des dirigeants étrangers que l'on nous apprend à considérer comme des despotes sont populaires ou même tout aussi démocratiquement élus que nos propres fonctionnaires défenseurs de la liberté.

Aussi puissant que soit ce cadre mythologique, renforcé par les grandes entreprises médiatiques depuis tant de décennies, il ne peut résister à l'utilisation de plus en plus flagrante de ces tactiques despotiques en Occident. Regardez Justin Trudeau – le prince gentil et bien élevé d'un des pays les plus agréables de l'Occident, avec un si joli visage (même à de nombreuses occasions lorsqu'il est maquillé en noir(blackface)) – invoquer et ensuite imposer durement des pouvoirs d'urgence douteux, niant les libertés civiles, n'est que le dernier coup de marteau qui fait s'écrouler cette sculpture occidentale.

Pour lire l'article en entier :

- Cliquez ici.

En complément.

La voie vers une tyrannie numérique mondiale : l'application de vérification avec un code QR se mondialise par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 27 février 2022

- Cliquez ici.

DOSSIER UKRAINE

En bref...

- Ukraine. Hubert Védrine : « Le Poutine de 2022 est largement notre création ../.. Kissinger et Brzezinski, les deux grands pontes de la géopolitique américaine, ont dit à plusieurs reprises que c'était complétement absurde de parler sans arrêt de mettre l'Ukraine dans l'OTAN.». Twitter 23 février 2022

- Among the 248 armed conflicts that occurred in 153 regions across the world from 1945 to 2001, 201 were initiated by the US, accounting for 81% of the total number. Chinese Embassy in Russia 25 février 2022

Traduction LVOG - Parmi les 248 conflits armés qui ont eu lieu dans 153 régions à travers le monde entre 1945 et 2001, 201 l'ont été à l'initiative des Etats-Unis, soit 81% du nombre total de guerres.

- En réaction aux sanctions des pays occidentaux qui prévoient notamment la fermeture de leurs espaces aériens aux compagnies russes, Moscou prend des mesures similaires restreignant les vols des compagnies aériennes de 36 pays, dont la France. sputniknews.com 28 février 2022

- La Lettonie permet à ses citoyens de combattre en Ukraine Le Parlement letton a voté à l'unanimité ce 28 février pour autoriser ses ressortissants à combattre en Ukraine s'ils le souhaitent, a déclaré l'institution dans un communiqué. sputniknews.com 28 février 2022

- Sputnik a été interdit d'accès sur Facebook et Instagram dans les 27 pays de l'UE et en Ukraine, ressort-il des mails adressées à la rédaction de Sputnik par ces réseaux sociaux. Sputnik reste toujours accessible sur Telegram. sputniknews.com 28 février 2022

- Les soldats stationnés sur l'île des Serpents, présentés comme morts en héros par l'Ukraine, sont vivants, a reconnu la marine ukrainienne. Selon la Russie, ils sont détenus actuellement à Sébastopol et seront renvoyés prochainement auprès de leurs familles.

Le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avait déclaré le 24 février qu'ils étaient morts en héros et qu'ils seraient tous décorés à titre posthume.

Le 26 février, la chaîne russe Pervi Kanal a révélé que les garde-côtes ayant été capturés sur l'île du Serpent faisaient partie des 82 soldats ukrainiens à s'être rendus. Ceux-ci ont été envoyés à Sébastopol afin de remplir des formalités administratives avant de repartir auprès de leurs proches. sputniknews.com 28 février 2022

Message de service - Réseau Voltaire 28 février 2022

Voltairenet.org a été indisponible ce week-end. Ce serveur était situé en Ukraine à 70 kilomètres de la ligne de front. La société qui l'hébergeait l'a laissé tomber. Notre technicien sur place est parvenu à transférer les données en Finlande (pays membre de l'Union européenne, mais pas de l'Otan). Le site fonctionne à nouveau.

Les troupes russes ne se préoccupent absolument pas de prendre les grandes villes. Elles mènent une opération spéciale contre les groupes néo-nazis (Bataillons Aidar et Azov). Les populations civiles affolées par la propagande de guerre fuient les grandes villes où elles ne risquent pourtant pas grand-chose. Toute guerre fait des victimes innocentes, tuées par des tirs qui ne leur étaient pas destinés. De nombreux Ukrainiens soutiennent l'action de l'armée russe. Des appels à la désertion ont circulé sur les réseaux sociaux de l'armée ukrainienne. Ils sont présentés par le gouvernement Zelensky comme l'œuvre de saboteurs. Ces citoyens cherchent simplement à libérer leur pays des néo-nazis. L'armée russe n'a pas l'intention d'occuper l'Ukraine, mais fera payer à ce pays d'avoir soutenu les néo-nazis en lui arrachant de quoi relier la Transnistrie à la Crimée. C'est pourquoi l'Otan transfère des troupes en Roumanie et des armes en Moldavie. Réseau Voltaire 28 février 2022

Rectification. Cette info reproduite hier était en partie fausse.

Hier - "La photo de cette femme qui est apparue dans les médias du monde entier au sujet de l'Ukraine a été prise lors d'une explosion de gaz en 2018."

Fake news. J'ai fait des recherches et je n'ai pas trouvé de preuve qu'elle datait de 2018. En revanche, les médias ont publié une autre photo de cette femme qui après avoir nettoyé sommairement son visage ne présentait pratiquement plus aucune blessure ! Elle s'était donc mise en scène devant des journalistes complaisant en quête de clichés à sensation pour émouvoir la population et la gagner à la cause de l'OTAN.

C'est vrai qu'on a dû mal à imaginer ce qui se passe dans la tête de ces sadiques où de quoi ces ordures sont capables. Je vous avais raconté que, lorsque j'avais été victime du tsunami en décembre 2004, je vivais alors sur une plage, la mer avait pénétré dans la maison et j'étais coincé dedans, elle avait envahi le jardin et parcouru encore une cinquantaine de mètres après la maison... Je reçu un coup de téléphone du journaliste de France 2 je crois basé à Chennai (ex-Madras), en quête d'hémoglobine, il me demanda s'il y avait des morts dans mon village, je lui répondu non, du coup il m'a dit qu'il ne viendrait pas, cela ne l'intéressait pas et il me raccrocha au nez !

- Cliquez ici.

- La seconde photo d'Olena Kurilo moins sensationnelle.

LVOG - C'est inévitable quand on ne peut pas vérifier les sources. La photo de cette femme a été prise devant un immeuble de 5 étages, sur la photo supposée prise en 2018, non pas en Ukraine mais en Russie, l'immeuble comptait 8 étages, je les ai comptés !

Source :

https://74.ru/text/gorod/2020/12/29/69656036/

https://www.br.de/nachrichten/wissen/faktenfuchs-desinformation-durch-bilder-im-ukraine-krieg,SyT5oIQ

Quelques rappels utiles...

Ukraine: autopsie d'un coup d'état par Ahmed Bensaada (8 mars 2014) - Mondialisation.ca, 27 février 2022

- Cliquez ici.

Formation militaire de jeunes enfants à un « camp d'été néonazi » en Ukraine. Le recrutement « d'enfants soldats » serait-il financé par l'aide militaire « non létale » des USA? par Prof Michel Chossudovsky (10 septembre 2015) - Mondialisation.ca, 27 février 2022

Si vous ne lisez pas l'article, regardez au moins les photos...

- Cliquez ici.

Les USA et l'Union soviétique étaient alors des alliés. Par Prof Michel Chossudovsky (7 novembre 2017) - Mondialisation.ca, 27 février 2022

«Rayer l'Union soviétique de la carte» en larguant 204 bombes atomiques sur ses villes importantes. Les USA planifiaient une attaque nucléaire contre l'URSS pendant la Deuxième Guerre mondiale.

- Cliquez ici.

Coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine en 2014, suite. L'OTAN militaire et politique (UE) avait bien déclaré la guerre à la Russie en 2014.

L'Union européenne va livrer des armes à l'Ukraine, même si ce n'est pas prévu par les traités - francesoir.fr 28 février 2022

« Pour la première fois, l'Union européenne va financer l'achat et la livraison d'armements et d'autres équipements à un pays victime d'une guerre. C'est un tournant historique », a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, au cours d'une allocution en ligne. Une décision historique qui fait polémique, puisque les traités européens ne confèrent pas cette compétence à l'Union européenne, l'Ukraine n'étant membre ni de l'UE ni de l'OTAN. Si de nombreux responsables politiques se sont satisfaits de cette décision, d'autres, en revanche, dénoncent un « coup d'État ». francesoir.fr 28 février 2022

Commentaire d'un internaute.

- "Comme pour les injections, c'est pour sauver des vies!"

Tous aux abris avant 2030 !

L'Union européenne adopte un plan pour zéro sans-abri d'ici 2030 - 20minutes.fr 28 février 2022

Que défendent-ils vraiment ? 50 nuances de racisme.

- Cliquez ici.

"On n'est pas autorisé, toute personne noire, à entrer par la barrière. Seuls les Ukrainiens sont autorisés". Les expatriés africains en Ukraine qui tentent de fuir la guerre dénoncent le traitement qui leur est réservé.

- Cliquez ici.

L'extrême droite se mobilise en solidarité avec l'OTAN. Vive la guerre contre tous les peuples !

Guerre en Ukraine : BHL organise un meeting de solidarité mardi à Paris, en présence de Pécresse et d'Hidalgo - Journal du Dimanche 28 février 2022

- Pour télécharger l'affiche, cliquez ici.

Mardi, de 17 heures à 20 heures à l'initiative du philosophe Bernard-Henri Lévy, le Théâtre Antoine à Paris accueillera des intellectuels, responsables d'associations et personnalités politiques pour manifester leur soutien au peuple ukrainien. Les candidates à la présidentielle Anne Hidalgo (PS) et Valérie Pécresse (LR), le général américain David Petraeus, l'essayiste Caroline Fourest et l'ancien ministre Bernard Kouchner ont déjà confirmé leur présence. Le site de la revue La Règle du jeu, fondée par BHL, annonce également la participation de l'ex-

chef de l'Etat François Hollande, du chef de file des députés de La République en marche, de l'ancien président ukrainien Petro Porochenko (2014-2019) et de l'opposante biélorusse, Svetlana Tikhanovskaïa.

Seront également diffusés des témoignages venus d'Ukraine. Ce grand meeting de soutien à la résistance et au président, Volodymyr Zelensky, sera aussi retransmis dans certaines villes d'Ukraine.

L'autre guerre qu'ils mènent mille fois plus meurtrière dans l'indifférence générale.

LVOG - Avertissement à ceux qui ont les intestins fragiles, vous savez notre deuxième cerveau, cela s'adresse uniquement à ceux qui en ont deux. A lire entre deux repas de préférence, car avant de manger cela pourrait vous couper l'appétit, ou après, mais là cela pourrait contrarier votre digestion !

Baidoa, carrefour du désespoir dans une Somalie écrasée par la sécheresse - AFP 23 février 2022

Baidoa (Somalie) (AFP) – Sous un soleil de plomb, Salado Adan Mohamed consolide son abri de fortune, fait de branchages et de morceaux de tissu élimé. Elle vient d'arriver dans la ville somalienne de Baidoa, dernier refuge pour les habitants de cette région sinistrée par la sécheresse.

Avec ses trois enfants, cette mère de 26 ans a parcouru durant cinq jours, à pied et « sans manger », les 70 kilomètres qui séparent son village de cette grande ville située à 250 kilomètres de la capitale Mogadiscio.

Elle s'est installée à Muuri, un des 500 campements de déplacés que compte l'agglomération, où les aqal – huttes traditionnelles en forme de dôme – bricolés à la hâte se multiplient ces dernières semaines.

Ruinés, affamés, assoiffés, ils sont de plus en plus nombreux à converger vers Baidoa depuis les campagnes du sud de la Somalie, une des régions les plus durement frappées par la sécheresse qui accable la Corne de l'Afrique.

Selon l'ONU, près de 13 millions de personnes – agriculteurs et éleveurs – ont faim dans cette partie du continent: 5,7 millions en Ethiopie, 2,8 millions au Kenya et 4,3 millions en Somalie, soit un quart de la population du pays.

Plus de 550.000 Somaliens ont quitté leur foyer à la recherche d'eau et de nourriture ou de pâturages pour leur bétail, un chiffre qui a doublé en janvier, selon l'ONU.

« Nous n'avons plus rien »

Salado et son mari ont vu leurs cultures dévorées par les criquets qui ont ravagé l'Est de l'Afrique ces dernières années. Le peu qui leur restait a été anéanti par une troisième saison des pluies inférieure à la moyenne.

« Trois chameaux morts, dix chèvres – on en a mangé certaines, d'autres sont mortes et on en a vendu quelques-unes – et cinq vaches mortes à cause du manque d'eau et de pâturage », énumère la jeune femme: « Nous n'avons plus rien ».

Avec son mari et ses enfants, ils ont pris la route de Baidoa, dernier espoir de survie dans la région. Les campagnes étant sous contrôle des islamistes shebab, quasiment aucune aide ne peut être acheminée hors de la ville.

Son mari, atteint de tuberculose, n'a pas atteint Baidoa. Trop faible, il a rebroussé chemin. Elle est sans nouvelle depuis.

Même à Muuri, Salado peine à assurer un repas par jour à ses enfants. « Parfois, on a à manger, parfois pas. (…) S'il n'y a pas assez, je me sacrifie », explique-t-elle, le regard fatigué.

Spectre de 2011

Depuis plusieurs semaines, les organisations humanitaires multiplient les alertes sur la dégradation de la situation dans la Corne de l'Afrique, qui fait craindre un drame similaire à celui de 2011, la dernière famine qui avait fait 260.000 morts en Somalie.

Le manque de pluie depuis fin 2020 est venue porter un coup fatal à des populations déjà éprouvées par une invasion de criquets entre 2019 et 2021 et la pandémie de Covid-19.

« On avait nos réserves habituelles de sorgho, mais on les a mangées ces trois dernières années. Elles sont terminées », explique Ibrahim Mohamed Hassan, sexagénaire aveugle qui a marché une soixantaine de kilomètres avec sa famille jusqu'au camp de Garas Goof.

Dans son village, 30 des 50 familles sont parties. « Les autres vont suivre », prédit le vieil homme en réajustant ses lunettes de soleil rafistolées avec un élastique.

Malnutrition et maladies

Depuis une décennie, Baidoa est habituée à accueillir de larges afflux de population. Le nombre de campements de déplacés a explosé, de 77 en 2016 à 572 aujourd'hui. En octobre dernier, la ville comptait 475.000 déplacés, soit 60% de sa population estimée entre 700.000 et 800.000 habitants.

Mais au centre médical du camp Tawkal 2 Dinsoor, l'ampleur de l'exode des derniers mois inquiète.

« Avant, on recevait environ un millier de personnes, voire moins, par mois. Aujourd'hui, nous en accueillons 2.000 à 3.000 », explique Hassan Ali Amin, le responsable du centre, qui observe une recrudescence des cas de malnutrition et de diarrhées chez les enfants, ainsi que les maladies (rougeole, pneumonie…) accablant les corps déjà affaiblis.

A ce rythme, « nous craignons des pénuries d'eau et de médicaments », ajoute-t-il.

« Si la situation continue de s'aggraver, on s'attend à accueillir des milliers, des centaines de milliers de personnes », confirme Mohamednur Mohamed Abdirahman, directeur terrain de l'ONG Save The Children, qui intervient dans plusieurs campements et infrastructures médicales à Baidoa. (Hundreds of foundations partner with Save the Children to fulfill their individual missions and help us achieve positive outcomes for children (dont) the Bill & Melinda Gates Foundation. savethechildren.org - Eh oui, ici aussi, partout où la souffrance est insupportable et dont ils sont responsables. Vous comprenez pourquoi nous les traitons de monstres. - LVOG)

« Triste et maigre »

Abdulle Kalar Maaney, lui, ne veut pas croire au scénario tant redouté: une quatrième saison de pluies insuffisantes. Il a « grand espoir » que la pluie revienne en mars et qu'il puisse retourner dans son village.

Il est arrivé à Muuri avec sa femme et ses dix enfants en ayant perdu ses dernières possessions: son âne et sa charrette. Il comptait dessus pour gagner un peu d'argent une fois à Baidoa, mais l'âne est mort durant les 90 kilomètres de voyage et il a abandonné la charrette.

« Jamais je n'aurais pensé me retrouver comme ça », soupire cet homme élancé de 48 ans, dans sa chemise devenue trop grande.

« J'étais gros et costaud quand j'avais mon bétail », explique-t-il: « Je suis devenu triste et maigre depuis que la sécheresse a tout tué ». AFP 23 février 2022

LVOG - Nous, on est bien logé et on mange à notre faim, on a encore de quoi vivre confortablement, remplir le frigo et le réservoir de la bagnole, on envisage d'en acheter une électrique à la fin de l'année, on a tout ce qu'il nous faut à la maison, on peut encore se payer des divertissement ou aller au resto, là on va partir une semaine aux sports d'hiver, super, cet été on a programmé un voyage dans les Caraïbes avec une mini croisière s'il vous plaît...

Bref, que demande le peuple, franchement, on ne va pas faire les difficiles, on est servi. Bon, c'est vrai qu'on trime comme des cons, on nous prend pour des esclaves, on a une vie et un boulot de merde en réalité, un mode de vie complètement débile, on vit dans une société détestable, mais on s'y est adapté. Et puis, cela pourrait être pire, la preuve, donc on se fait une raison, on se plaint, mais c'est juste pour la forme, pour ne pas passer pour des salauds de nantis... Bordel, la vie est courte, alors il faut en profiter un maximum sans trop se poser de questions et s'occuper de ce qui se passe autour de nous ou ailleurs dans le monde, cela nous rendrait malheureux et on n'y tient pas, chacun sa merde ou sa croix, désolé les amis.

On a abandonné depuis longtemps l'espoir de vivre dans une société meilleure ou plus juste, c'était juste un rêve d'adolescent, une illusion ou une utopie irréalisable il ne faut pas se raconter d'histoires. Nous, le seul truc qui nous motive encore ou pour lequel on serait prêt à se mobiliser, c'est le pognon pour préserver notre mode de vie, de toutes manières on vit dans une société où tout se monnaie, tout s'achète, donc le seul truc qui compte c'est le fric, je confirme, c'est bien le nerf de la guerre !

Voilà à peine caricaturé, comment s'exprime le niveau de conscience politique proche de zéro de la majorité des masses, à commencer par les classes moyennes, c'est le produit de l'idéologie de la classe dominante. Dans le mouvement ouvrier conventionnel, conformiste ou conditionné, c'est tabou ou il est strictement interdit de le formuler.

Ici en Inde, des pauvres, des malheureux, des miséreux, j'en vois défiler pratiquement toutes jours chez moi, alors ce qui se passe dans les pays dits riches ou développés me choque particulièrement. Je sais pourquoi, j'en connais les origines, c'est pour cela que je mène ce combat politique, c'est pour eux surtout, comment je pourrais les oublier, impossible. Je plains les pauvres d'esprit qui se contentent du sort misérable qu'on leur a réservé.

Haut de page

Le 2 mars 2022

On ne reproduira pas ici ce que vous avez pu entendre ou lire ailleurs sur le conflit entre la Russie et l'Otan ou la plupart des déclarations reprises en boucle par une multitude de supports ou médias, mais également dans les documents et vidéos que j'ai mis en ligne après avoir estimé nécessaire de les porter à votre connaissance.

J'essaie de me concentrer sur l'essentiel en suivant ma propre voie, je vous livre des réflexions et des analyses que chacun est libre de partager ou non.

Séquence eugéniste discrète.

Sondage : 58 % des Français ont déjà renoncé à des soins à cause des délais d'obtention des rendez-vous - Publicsenat.fr 1 mars 2022

En ce qui concerne l'accès aux soins, plus de la moitié des personnes interrogées (58 %) déclarent avoir déjà renoncé à des soins de santé

en raison des délais d'obtention d'un rendez-vous. 50 % y ont renoncé pour des raisons financières et 42 % car le professionnel de santé était situé trop loin.

LVOG - Plus inquiétant. La piquouse du totalitarisme aurait-elle prise ? Serait-on revenu aux années 30 ?

- Enfin, peut-être un effet de la pandémie sur nos modes de vie, 75 % des Français se disent favorables au partage de leurs données médicales avec les professionnels de santé et 61 % avec les organismes publics, 42 % avec les entreprises privées comme Doctolib. En 2017, ils n'étaient que 14 % à être favorable au partage de leurs données avec les entreprises privées. Publicsenat.fr 1 mars 2022

- Cette causerie au format pdf (6 pages)

DOSSIER UKRAINE

Vidéo. A quoi était déjà soumise la population du Donbass et de Donetsk ?

Représentation France de la République Populaire du Donbass

- Anne-Laure Bonnel, jeune réalisatrice et mère de famille française, décide d'accompagner Alexandre, un père de famille d'origine ukrainienne, dans la région du Donbass, à l'est de l'Ukraine en zone pro-russe. Au cœur de la guerre, elle capte les images terribles d'un conflit.

LVOG - Apparemment cette vidéo sous-titrée en français date du début 2021. Vous noterez que c'était déjà l'enfer quotidien au Donbass et cela dure depuis 8 ans... Plus de 13000 victimes innocentes du régime néonazi de Kiev mis en place par l'OTAN.

Vidéo. Donbass

Un pilonnage d'artillerie sur un quartier résidentiel de Donetsk vu de l'intérieur le 31.01.2017

Vidéo. Donetsk

Si vous n'avez pas accès aux faits ou si vous les ignorez, comment voulez-vous vous forger librement votre propre idée sur la situation et agir en conséquence ? C'est impossible. Ensuite, chacun est libre de partager ou non les analyses et conclusions figurant dans les documents ou vidéos que nous vous proposons dans ce portail de combat politique pour le socialisme, donc pour la guerre au capitalisme et la paix entre les peuples.

Vidéo. Thierry Meyssan à propos des Bataillons nazis ukrainiens

Document. Vladimir Poutine déclare la guerre aux Straussiens par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 1er mars 2022

Document. Ukraine : c'est l'Otan qui a lancé l'attaque, il y a huit ans par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 1er mars 2022

Précision.

LVOG - Nous ne partageons pas la conclusion de l'article de Thierry Meyssan paru hier, *Vladimir Poutine déclare la guerre aux Straussiens*, et j'explique pourquoi et sa signification politique.

TM - "C'est une des leçons de cette crise : les peuples gouvernés démocratiquement sont responsables des décisions longuement prises par leurs dirigeants et maintenues après des alternances au pouvoir."

LVOG - "*Alternances au pouvoir*" qui consacre le régime antidémocratique en place, Meyssan en est ouvertement un partisan et idéologue.

C'est une manière comme une autre de plébisciter les institutions antidémocratiques en place ou affirmer que les peuples auraient les dirigeants, les chefs d'Etat ou les gouvernements qu'ils méritent, ce qui pour nous est inacceptable.

Car on peut observer, en tous cas dans tous les pays occidentaux, que, quel que soit le parti au pouvoir, le chef d'Etat et le gouvernement en place, ils poursuivent la même politique que leurs prédécesseurs, et ils n'abrogeront jamais les mesures ou lois antisociales ou liberticides qu'ils avaient adoptées, et qui vont s'accumuler années après années au point d'aboutir à un régime ouvertement dictatorial. Mais vous avez compris, que ce n'était pas le message que monsieur Meyssan voulait faire passer, lui qui voue un culte aux institutions en place ou à l'ordre établi.

Et puis on se demande où il a vu que les peuples seraient "*responsables des décisions longuement prises par leurs dirigeants*" sachant que la plupart du temps ou en fait toujours ou chaque fois, les mesures que les gouvernements imposeront aux peuples ne correspondront jamais à leurs intérêts, mais uniquement à ceux des capitalistes.

Nous considérons au contraire, que les travailleurs ou les peuples ne sont en aucune manière "*responsables des décisions longuement prises par leurs dirigeants*" dans la mesure où ils les ont trompés, ils ne leur ont jamais livré leurs véritables intentions, ils les ont toujours maintenu dans l'ignorance pour mieux les manipuler et les asservir.

En revanche, vous, monsieur Meyssan et vos semblables, l'ensemble des intellectuels, la masse des éléments les plus diplômés, universitaires, chercheurs, scientifiques, tous ceux qui ont fait de longues études, qui font partie des couches les plus instruites des moyennes et supérieures des classes moyennes, vous portez l'écrasante responsabilité de la situation actuelle de la société, vous pensiez vous en tirer en reportant votre responsabilité sur les classes populaires, la classe ouvrière, parce que vous n'êtes pas capable de l'assumer, et bien c'est raté, et permettez-moi de vous de vous dire que votre procédé est infâme, pour ne pas dire dégueulasse en langage populaire.

Si les masses se résignent à leur triste sort, c'est parce que ceux qui prétendaient représenter leurs intérêts les ont trahis ou abandonnés, ce qui leur manque justement, c'est une direction ou des penseurs dignes de ce nom pour les organiser et les préparer au combat politique pour en finir avec le régime en place. Où sont-ils les intellectuels appelant à un changement de régime politique et social, où sont-ils ? Ils sont quasiment inexistants de nos jours, personnellement je n'en connais pas, à des degrés divers ils sont tous corrompus par l'idéologie capitaliste.

Je précise à l'intention des lecteurs mal intentionnés à mon égard ou qui se seraient posés des questions inutiles ou déplacées sur mes réelles intentions, je n'ai jamais partagé l'orientation politique de monsieur Meyssan, et à plusieurs reprises au cours des années précédences j'ai eu l'occasion d'en témoigner dans mes causeries.

Cela dit, c'est une mine précieuse de données fiables et sourcées qu'on ne trouve pas ailleurs ou très difficile à dégotter, et les éléments qu'ils rassemblent dans ses analyses nous sont très utiles pour avoir un aperçu assez large de la situation qu'il nous reste plus qu'à compléter, cela nous fait gagner beaucoup de temps, ce dont on manque pour faire nos propres recherches, donc ce serait stupide de s'en passer et de ne pas en faire profiter les lecteurs.

Le saviez-vous ?

Le maccarthysme sévissait déjà en Ukraine depuis le 16 décembre 2015.

- Une semaine avant Noël, la justice ukrainienne a sonné le glas du Parti communiste d'Ukraine (KPU) en confirmant son interdiction en vertu d'une loi entrée en vigueur en mai 2015 portant sur la pénalisation de l'utilisation de symboles communistes ou nazis. Cette loi proscrit notamment l'usage du terme « communiste ». Ce texte vise à rompre avec le passé soviétique de l'Ukraine au moment où les autorités de Kiev combattent les rebelles prorusses dans l'est du pays. Des peines allant jusqu'à dix ans de prison peuvent être prononcées. humanite.fr 24 décembre 2015

Mais les milices néonazies n'ont jamais cessé de parader en Ukraine en toute impunité.

Vidéo. Cliquez ici

CSI. Rapport des violations des droits syndicaux en Ukraine

Vidéo. Cliquez ici

- Le gouvernement ukrainien prépare une offensive législative majeure contre les droits syndicaux fondamentaux. Le cabinet des ministres de l'Ukraine a soumis, le 27 décembre 2020, au Verkhovna Rada (Parlement ukrainien) un nouveau projet de loi sur le travail, qui priverait les travailleurs de leurs protections juridiques et les syndicats de leur capacité à les protéger.

Le nouveau projet de loi constitue une violation flagrante de nombreuses Conventions fondamentales et techniques de l'OIT, en particulier la Convention n° 87 sur la liberté syndicale, la Convention n° 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective, la Convention n° 144 sur les consultations tripartites, la Convention n° 131 sur la fixation des salaires minima, ainsi que l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine.

En outre, ces modifications législatives ont été élaborées à huit clos et sans une consultation tripartite approfondie et franche avec les syndicats représentatifs.

Les syndicats ukrainiens ont annoncé une campagne de contestation des projets de loi et de l'approche du gouvernement. En outre, une campagne de solidarité internationale est actuellement organisée.

LVOG - Suit une liste d'agressions perpétuées contre des représentants syndicaux ou de violations des droits syndicaux. Notez qu'on retrouve le même phénomène dans pratiquement tous les pays, à ceci près qu'en Ukraine le nombre d'agressions physiques sont légions.

Faites tomber les masques des imposteurs et des tyrans.

Un flop, les suppôts de nazis n'ont même pas pu remplir la salle du Théâtre Antoine qui contient 780 places.

Plusieurs figures politiques dont Anne Hidalgo, Valérie Pécresse et François Hollande ont affiché mardi leur "solidarité" avec l'Ukraine et son "président-courage" Volodymyr Zelensky, au Théâtre Antoine à Paris, au sixième jour de l'invasion russe.

400 personnes ont répondu présent à cette initiative du philosophe Bernard Henri-Lévy, à l'instar d'Anne Hidalgo et de Valérie Pécresse, au sixième jour de la guerre en Ukraine.

LVOG - Ils osent tout. Au nom de la liberté qu'ils ont confisquée, muselée depuis mars 2020.

Valérie Pécresse : "Saurons-nous défendre la liberté?"

Anne Hidalgo : "Ce qui se joue en ce moment, c'est notre liberté"

François Hollande : "les démocraties (...) sont portées par l'esprit de liberté, l'oxygène des peuples". AFP 1 mars 2022

En complément. BHL : Il n'y a pas de néonazis en Ukraine.

Quand les manifestants pro-ukrainiens embrassent le salut fasciste Slava Ukraini (Gloire à l'Ukraine) - reseauinternational.net 1 mars 2022

Vidéo. Cliquez ici

Mélenchon le lâche et vendu à l'OTAN.

Mélenchon à l'Assemblée nationale - «*Quelles que soient les causes de l'invasion de l'Ukraine, rien ne peut l'excuser, ni la relativiser. La menace que contient cette invasion, c'est celle d'une guerre totale et cela en fait un crime contre l'intérêt général humain de notre temps. Le gouvernement de Monsieur Poutine en porte la totale responsabilité, puisque c'est lui et personne d'autre qui est passé à l'acte*», a-t-il estimé, soulignant toutefois que le peuple russe n'était «*pas notre ennemi*».

Mélenchon : «*Le gouvernement nationaliste de monsieur Poutine porte la responsabilité de l'entrée en guerre.*» RT 1 mars 2022

Infos en bref...

- Le Mexique écarte toute sanction antirusse et s'oppose à la «censure des médias de Russie» - RT 1 mars 2022

- Ukraine : le président vénézuélien Nicolas Maduro exprime son «fort soutien» à Vladimir Poutine - RT 2 mars 2022,

- Les eurodéputés ont adopté dans l'après-midi de ce 1er mars à une écrasante majorité (637 voix pour, 13 contre, 26 abstentions) une résolution condamnant «dans les termes les plus durs l'agression militaire illégale et l'invasion de l'Ukraine». Le texte, non contraignant, appelle aussi les institutions européennes à «travailler pour l'octroi à l'Ukraine du statut de candidat à l'UE» et réclame un élargissement des sanctions contre Moscou. RT 1 mars 2022

- Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, désormais visé par des sanctions américaines et européennes, a aussi été massivement boycotté au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, a constaté l'AFP le 1er mars. «Il est inacceptable pour nous que, en contradiction avec les principes fondamentaux du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, des armes nucléaires des Etats-Unis se trouvent toujours sur le territoire de certains pays européens. La pratique perverse des missions nucléaires conjointes impliquant des pays non-nucléaires de l'OTAN persiste. Dans le cadre de ces missions, le scénario d'une utilisation d'armes nucléaires contre la Russie fait l'objet d'exercices», a noté Sergueï Lavrov.

«Il est grand temps de ramener les armes nucléaires américaines à la maison, et de démanteler complètement les infrastructures associées en Europe», a-t-il également plaidé. Les diplomates ont quitté en très grand nombre le Conseil quelques secondes avant la diffusion du discours du chef de la diplomatie russe. Ce dernier aurait dû venir en personne à Genève, mais il a annulé lundi sa venue en invoquant les «sanctions anti-russes» lui interdisant le survol de l'Union européenne.

«L'essentiel pour nous est de protéger la Fédération de Russie de la menace militaire que représentent les pays occidentaux, qui tentent d'utiliser le peuple ukrainien dans le cadre de la lutte contre notre pays», a commenté ce 1er mars le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou.

«L'armée russe n'occupe pas le territoire ukrainien et prend toutes les mesures nécessaires pour préserver la vie et la sécurité des civils. Je souligne que les frappes ne sont effectuées que contre des installations militaires et uniquement avec des armes de haute précision», a-t-il poursuivi, ajoutant que l'armée russe continuerait à «mener l'opération militaire spéciale jusqu'à ce que les objectifs fixés soient atteints». RT 1 mars 2022

Haut de page

Le 3 mars 2022

Le mot du jour : L'OTANazi en Ukraine.

Avec tous les partis dits ouvriers et les médias dits indépendants je pratique de la même manière, marcher séparément, frapper ensemble, autrement dit, quand je partage leurs analyses ou positions je le dis, et quand je ne suis pas d'accord avec eux, j'explique pourquoi. Chaque fois les lecteurs disposent des deux versions, la leur et la mienne, ensuite ils sont libres de partager celle qui leur convient.

Je n'ai jamais appliqué un autre principe et je n'en changerai pas. Cela déplaît à ceux que je critique, qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ? Je suis indépendant, sincère et honnête, s'ils l'étaient également, ils n'adopteraient pas cette attitude, non ? J'affiche toujours la couleur, je ne cache rien, mes intentions sont parfaitement claires ou identifiables. Pourquoi tout le monde n'en fait-il pas autant ?

L'OTAN ou la guerre permanente.

Les 70 Ans de l'Otan (1949-2019) : De Guerre en Guerre. par Comité No Guerra no Nato (18 avril 2019) - Mondialisation.ca, 02 mars 2022

L'Otan naît de la Bombe
Dans l'après-guerre froide l'Otan se rénove
L'Otan démolit la Yougoslavie
L'Otan s'étend à l'Est vers la Russie
USA et Otan attaquent l'Afghanistan et l'Irak
L'Otan démolit l'État libyen
La guerre USA/Otan pour démolir la Syrie
Israël et émirs dans l'Otan
La gestion USA/Otan dans le coup d'état en Ukraine
L'escalade USA/Otan en Europe
Le porte-avions Italie sur le front de guerre
USA et Otan rejettent le Traité ONU et déploient en Europe de nouvelles armes nucléaires
USA et Otan enterrent le Traité FNI
L'empire Américain d'Occident joue la carte de la guerre
Le système planétaire USA/Otan

Pour sortir du système de guerre sortir de l'Otan

Pour lire la suite :

- Cliquez ici

Le saviez-vous ? La médecine des ondes.

LVOG - Ils ont ostracisé le Pr. Luc Montagnier parce qu'à terme ses recherches signaient l'arrêt de mort de Big Pharma.

Le professeur Montagnier et la médecine du futur (1/2) - francesoir.fr 2 mars 2022

Après l'heure de gloire des antibiotiques, le déclin de la médecine chimique

La médecine du 20e siècle est issue de la révolution pharmacologique. Après la découverte enthousiasmante des antibiotiques, dans les années 1930, on a découvert des milliers de molécules qui « soignent ».

Dans les années 1950-1960, ce fut l'heure de gloire de la chimie de synthèse. Mais, cela n'a pas duré. Dès les années 1980, on ne trouvait déjà quasiment plus de nouvelles molécules intéressantes.

Et, face aux maladies chroniques, la chimie est restée globalement impuissante. Alzheimer, obésité, maladies cardiovasculaires, arthrose… Les médicaments ne guérissent aucune de ces maladies ; dans le meilleur des cas, ils stabilisent les symptômes... au prix de sérieux effets indésirables quand ils sont pris sur longue période.

C'est pourquoi les médecins éclairés s'appuient aussi sur des molécules naturelles qui agissent en profondeur, et sans effet indésirable : vitamine D, omega-3, probiotiques, etc.

Mais, dans les deux cas, le principe médical est le même : on compte sur une molécule pour soigner. Or, ce principe fondamental est en voie d'être dépassé par une nouvelle médecine.

Il s'agit de la médecine par les ondes, et c'est sur cela que travaillait le Pr Montagnier.

Aux origines de la médecine « énergétique » (la médecine des ondes).

Pour lire la suite, un sujet passionnant :

- Cliquez ici

- Cette causerie au format pdf (16 pages)

DOSSIER UKRAINE - FRANCE

Ukraine. Lu dans le blog d'un économiste.

Tout cela est-il moral ou seulement légal ?

Avant de conclure cette analyse difficile, nous devons lever la contradiction légaliste et morale à laquelle se heurte traditionnellement l'analyse géopolitique.

La géographie, l'histoire et les grands équilibres géopolitiques peuvent bien donner raison à Poutine et révéler le jeu trouble des États-Unis : C'est Poutine l'agresseur.

Sa guerre est illégale et immorale, donc Poutine c'est mal nous disent les plateaux télé les moins débilitants et Macron dans son allocution, même Védrine y verse.

Encore un miroir à la Grande Muraille qui s'élève et à l'inversion des causes (les sanctions) et des moyens (la guerre) : Cette manière de dresser des murs de moralité à l'intelligence est d'une médiocrité abyssale et inverse la relation de causalité :

Vous connaissez ma position après Bourdieu et Marx, les rapports de force et leur évolution établissent le droit et la morale et non l'inverse.

Au fond, tous ces gens qui se revendiquent du droit et de la morale sont d'horribles réactionnaires qui, faute de s'adapter aux mouvements du monde, provoquent plus sûrement les conflits de demain.

Il n'y a guère que les dictateurs qui se revendiquent de ces hautes notions, mon cher lecteur. Les hommes de bien mettent leur cœur et leur raison à appliquer le droit et la morale mais se gardent bien de convoquer comme de vulgaires sujets les principes mêmes qui les gouvernent.

Aussi, la question de la responsabilité entre l'instigateur et le déclencheur, m'importe peu. Je ne suis ni juge, ni moraliste. Il m'importe de lire les causes profondes des événements pour nous permettre de nous projeter, nous adapter et guider notre action de manière juste dans un monde qui ne l'est pas.

La souveraineté est première et celle-ci se construit dans le rapport de force historique, géographique et social. Le droit et la morale ne viennent qu'après : Encore faut-il être souverain pour les établir.

Rappelez-vous Clausewitz et la continuation de la politique par d'autres moyens.

Rappelez-vous que les champions américains du droit et de la morale trouvent la guerre préventive juste en Irak et mauvaise en Ukraine...

Fabrication du consentement et manipulation des consciences.

Guerre en Ukraine: 83% des Français soutiennent le peuple ukrainien - Le HuffPost 2 mars 2022

Selon un sondage "YouGov", 65% des Français souhaitent rester dans l'Otan. Ils sont 70% à approuver les sanctions économiques contre la Russie.

Ils sont 83% à "soutenir le peuple ukrainien dans le conflit armé face à la Russie". (Voyez comment a été posée la question. Dans un pays où la population n'a été consultée sur rien par le gouvernement ou par qui que ce soit qui pourrait avoir une influence sur son destin, quelle que soit l'origine des conditions qui lui sont imposées, ce serait cruel de ne pas le soutenir. Donc, sans réfléchir à l'instrumentalisation politique qui sera faite de leur réponse, spontanément les gens lui accorderont leur soutien. - LVOG)

70% des sondés soutiennent le renfort de troupes de l'OTAN aux frontières de l'Ukraine soutenu par Emmanuel Macron dans les pays membres de la force atlantique comme la Roumanie. Ils sont aussi nombreux (72%) à approuver les sanctions européennes prises contre la Russie.

Ainsi, 99% des Français qui se disent proches de la République en Marche soutiennent le peuple ukrainien. A droite, 96% des électeurs des Républicains soutiennent les Ukrainiens et 87% chez les ceux du Rassemblement national.

Un chiffre qui grimpe à 90% dans l'électorat proche du parti socialiste. Le HuffPost 2 mars 2022

LVOG - Que les électeurs supposés de LREM, LR, RN et le PS soutiennent l'OTANazi n'aurait rien d'étonnant.

Il ne faut pas se faire d'illusion, l'immense majorité des Français et pas seulement va une nouvelle fois se laisser manipuler par ceux qui leur avaient vendu la mystification au coronavirus et celle du réchauffement climatique d'origine anthropique entre autres.

La dernière mystification n'est même pas encore terminée, qu'ils sautent à pieds joints dans la suivante. Ils n'auraient donc tiré aucun enseignement de l'expérience qu'ils viennent de vivre pendant 2 ans, c'est plausible puisque tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche leur ont caché la vérité jusqu'à aujourd'hui. Il est vrai qu'après avoir soutenu que les barbares de Daesh ou du Front Al-Nosra ou Bachar el-Assad c'était du pareil au même, qui va leur accorder la moindre crédibilité. Poutine est un dictateur, c'est Hitler, Kadhafi aussi, mais pas Bush père et fils, surtout pas.

On comprend pourquoi aussi certains parmi nous en arrivent à la conclusion qu'ils sont irrécupérables ou que notre combat serait perdu d'avance. Je ne juge personne, je n'accable personne. Et pourtant, il faut faire avec ! Je crois qu'avec les masses ou les travailleurs en général que nous rencontrons, il ne faut pas avoir d'a priori, le plus important n'est pas qu'on soit d'accord ou pas sur je ne sais quoi, mais s'ils sont disposés oui ou non à discuter sincèrement et honnêtement, c'est la condition que l'on doit poser et que les deux parties doivent accepter, sinon ce n'est pas la peine, on perdra notre temps.

Il l'a confisquée il y a 2 ans.

Guerre en Ukraine: pour Macron, "notre liberté n'est plus un acquis" - BFMTV 2 mars 2022

LVOG - En réalité, on n'en a jamais vraiment eu, mais cela on ne peut pas le dire, c'est tabou, puisque 99% croient le contraire. On vit dans un monde, où les hommes se comportent plutôt comme des bêtes sauvages que voulez-vous, et quand on les croit civilisés, ils ne se livrent qu'à des singeries, des postures, des numéros d'illusionnistes, des imitations, des mimiques, des caricatures. Ils endossent une myriade de personnages au cours de leur vie, qui n'en font qu'un finalement. Et si vous grattez, en dessous vous découvrirez qu'il n'y a rien, que c'est vide, creux comme leur cerveau ou leur imagination s'est asséchée, c'est une illusion ou le portrait tout craché de ce qu'on a voulu qu'ils soient, ils n'ont aucune personnalité, aucune dignité, aucun principe, aucune morale, aucun idéal. Comment peut-on se complaire dans une société aussi pourrie, pire la cautionner ?

Présidentielle: Macron assure que le "débat démocratique" se tiendra malgré la guerre en Ukraine - BFMTV 2 mars 2022

LVOG - Après avoir muselé celui sur le covid-19, on n'en doute pas un seul instant...

Un complément en famille.

Raffarin soutient Macron : « La recomposition » et « la tectonique des plaques » encore à l'œuvre - Publicsenat.fr 2 mars 2022

Manuel Valls appelle à voter pour Emmanuel Macron, le «seul choix possible» - Europe1 2 mars 2022

Ils nous refont le coup de la muselière.

Pour le POI, c'est la Russie qui est responsable de la guerre et non l'OTAN "*Depuis plusieurs semaines, l'Otan masse des troupes et renforce sa présence militaire aux portes de la Russie et de l'Ukraine*, mais pas en Ukraine, comme lorsqu'en 2014 l'OTAN organisa le coup d'Etat...

Le POI relaie la propagande de l'OTAN, "*Kiev et les principales villes d'Ukraine sont bombardées*" par l'armée russe, ce qui est faux puisqu'elle vise les installations militaires, en revanche pas un mot sur les régions autonomes du Donbass et de Donetsk bombardées par l'armée ukrainienne.

Et évidemment pas un mot sur les partis ou milice nénazies qui terrorisent la population, agressent les syndicalistes ou les militants ouvriers, chut, BHL a dit qu'il n'y en avait pas en Ukraine !

- Cliquez ici

Au POID, c'est pire encore, Gluckstein mérite la légion d'honneur de la main de Macron ou du président du Crif : - "*les fascistes sont au Kremlin*", citant une inscription sur une pancarte dans une manifestation à Moscou, mais surtout pas à Kiev.

Lui aussi se prononce "*pour le retrait des troupes russes d'Ukraine et celles de l'OTAN massées aux frontières de la Russie*", parce que les troupes ukrainienne n'obéiraient pas à l'OTAN.

Le POID a le même ennemi "*Frères de combat aussi, contre les responsables, tous les responsables, à commencer par ceux qui siègent au Kremlin.*", pas à Kiev, Paris, Londres, Bruxelles ou Washington

Et le POID ne doute de rien, " *le parti ouvrier agit en toute indépendance*", quelle légitimité a-t-il après avoir plébiscité la muselière et la vaccination, quelle indépendance ? Aucune.

- Cliquez ici

DOSSIER UKRAINE - INTERNATIONAL

L'ONU otage de l'OTAN

Guerre en Ukraine : L'Assemblée générale de l'ONU vote massivement contre la Russie - 20 Minutes 3 mars 2022

L'Assemblée générale a adopté mercredi une résolution qui « exige que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine », lors d'un vote approuvé massivement par 141 pays, 5 s'y opposant, et 35 s'abstenant dont la Chine, sur les 193 membres que compte l'Organisation. (Le texte exigeait : « également que la Fédération de Russie retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays » (Source : https://news.un.org/fr/story/2022/03/1115472) , mais pas celles de l'OTAN. - LVOG)

Les cinq pays ayant voté contre sont la Russie, le Biélorussie, la Corée du Nord, l'Erythrée et la Syrie.

Outre l'Amérique du Nord et l'Europe, la résolution a bénéficié d'un vote favorable de nombreux Etats africains, mais pas celui de l'Afrique du Sud qui s'est abstenue, comme l'Algérie, la Centrafrique et le Mali, deux pays développant actuellement leurs liens avec la Russie. Le Burkina Faso, où s'est produit récemment un coup d'Etat, n'a pas voté, le Sénégal choisissant une abstention surprenante.

Une résolution non contraignante

L'abstention de la Chine est en outre fidèle à sa position adoptée depuis une semaine au Conseil de sécurité. L'Inde, membre non permanent de ce Conseil et aux relations militaires étroites avec la Russie, s'est aussi abstenue, malgré de fortes pressions des Etats-Unis. Le Pakistan, aussi sous pression notamment des Européens pour un vote favorable, s'est abstenu. L'Iran, l'Irak, Cuba et le Nicaragua se sont également abstenus

L'Iran, en négociations sur son programme nucléaire avec la Russie notamment, s'est abstenu, une position adoptée aussi par l'Irak. L'Arabie saoudite et Israël ont voté pour la résolution. 20 Minutes avec AFP et RT 3 mars 2022

LVOG - Lu dans cet article.

- (La première phrases) Le Kremlin a presque toute l'ONU contre lui.

LVOG - Faites le compte des voix des pays qui se sont abstenus ou qui ont voté contre et vous dépasser les 3 milliards d'habitants. En réalité le nombre de voix favorables à cette résolution n'a rien d'extraordinaire, qui plus est sachant qu'elles ont été obtenues sous la contrainte par crainte de représailles des Etats-Unis, d'Israël ou de l'UE. La preuve.

Dans le texte sur le règlement pacifique de la question de Palestine, adopté par 148 voix pour, 9 voix contre et 14 abstentions, l'Assemblée générale demande de nouveau qu'une paix globale, juste et durable soit instaurée sans délai au Moyen-Orient sur la base des résolutions pertinentes de l'ONU... 1 décembre 2021 (Source : https://www.un.org/press/fr/2021/ag12390.doc.htm)

LVOG - Cette résolution demeurera sans effet, Israël n'en respecta aucune depuis 1948. Par contre la suivante, elle a été appliquée à la lettre et pour cause, sans rire, elle fut adoptée par 33 pays dans le monde. Certes, il y avait moins de pays à l'ONU, mais ils étaient toutefois beaucoup plus nombreux dans le monde.

- La Résolution 181 fut adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU le 29 novembre 1947, avec 33 pays votant en faveur, 13 pays votant contre et 10 pays s'abstenant. Elle consacrait la partition ou liquidation de la Palestine au profit des sionistes.

Quelle aubaine ou à qui profite le crime, devinez ?

L'inflation pulvérise ses records en Europe et la guerre devrait l'aggraver - AFP 2 mars 2022

L'inflation dans la zone euro a pulvérisé un nouveau record en février, à 5,8% sur un an, toujours propulsée par la flambée de l'énergie, mais aussi désormais de l'alimentation, alors que la guerre en Ukraine fait craindre une folle envolée. AFP 2 mars 2022

Les rats.

Guerre en Ukraine: Fabien Roussel propose de "réquisitionner" les villas des oligarques russes pour les réfugiés - BFMTV 2 mars 2022

Zemmour loue le «patriotisme héroïque» de Zelensky face à «l'agresseur» Poutine - Europe1 2 mars 2022

Sous le feu des critiques pour des propos jugés pro-russes, le candidat d'extrême droite Eric Zemmour a loué mercredi soir sur CNews le "patriotisme héroïque" du président ukrainien Volodymyr Zelensky face à "l'agresseur" russe Vladimir Poutine. Alors qu'il décrivait lundi encore M. Poutine comme un "démocrate autoritaire", Eric Zemmour a insisté cette fois sur le fait qu'il est le "seul agresseur". Europe1 2 mars 2022

Faites tomber les masques. Quand un important média dit indépendant avoue qu'il ne l'était pas vraiment.

- Mondialisation.ca n'est pas en faveur de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Et le genre de connerie qu'on peut lire dans un article publié par Mondialisation.ca au nom du "*pluralisme*" sans doute, en réalité un exerce qui témoigne de la lâcheté, de la démagogie, de la corruption des intellectuels.

- Peut-être devrait-on inviter, soit le Secrétaire général des Nations unies, António Guerres, ou le Pape François, à servir de conciliateur, afin d'arrêter la guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine, avant que tout ne dégénère en une guerre mondiale.

LVOG - Mondialisation.ca a déjà commencé à publier des articles condamnant unilatéralement l'intervention militaire russe, donc sans réserver le même traitement à l'OTAN.

Souvenez-vous comment finalement ils ont cautionné la vaccination contre le covid-19 : - Nous sommes contre la vaccination obligatoire,

mais pas contre la vaccination, certains ajoutant, la preuve nous sommes vaccinés nous-mêmes... Alors qu'ils savaient qu'il existait des traitements efficaces et qu'il était possible de se passer de tout vaccin, qui plus est on ne vaccine jamais en période d'épidémie. Tous ces gens vous trompent en tenant en permanence un double langage...

En bref...

- ...cette guerre en Europe va précipiter une escalade des budgets militaires enclenchée depuis déjà quelques années. Le Monde Diplomatique

- Lu. Last but not least: les entreprises d'armements américaines trouvent un motif extraordinaire pour vendre à la Pologne, à la Roumanie, aux Pays Baltes et aux 30 pays de l'OTAN en général, toujours plus d'armes, majoritairement américaines, en vertu du principe de « standardisation » et de « compatibilité » technique et opérationnelle des armées de l'Alliance. Bref, l'ennemi russe « rapporte » aux entreprises américaines!

Cette augmentation du prix du gaz rend plus rentable le GNL de schiste américain, très coûteux à produire et exporté par métaniers (fracturation hydraulique, transport maritime par métaniers couteux, liquéfaction et regassification).

Le gaz américain y gagne en vertu. Il se présente désormais comme politiquement « vertueux », versus un gaz russe devenu « immoral ».

- 1.502 infrastructures militaires ont été détruites en Ukraine, rapporte la Défense russe

Parmi celles-ci figurent 51 points de commandement et de communication des forces armées ukrainiennes, 38 systèmes de défense aérienne S-300, Bouk M-1 et Ossa, 51 stations radar, 472 chars, 62 lance-roquettes multiples, 206 équipements d'artillerie et mortiers, 336 véhicules militaires, ainsi que 47 avions à terre et 11 dans les airs, et 46 drones. sputniknews.com 2 mars 2022

- Une décision regrettable, déplore Ferdinand Ditengou Mboumi, directeur de publication de Mir Magazine, média spécialisé dans la l'actualité russo-africaine. sputniknews.com 2 mars 2022

"Au motif de véhiculer la propagande russe et la désinformation, Sputnik vient de faire l'objet d'une censure – donc banni de l'espace européen – une décision inique, car la propagande existe bel et bien dans les deux camps", estime notre intervenant.

Le journaliste dénonce le double discours de ce qu'il appelle les "médias dominants occidentaux". Notamment sur le dossier ukrainien: "Pourquoi ces mêmes médias adoptent ils un comportement complice face aux violations systématique des droits humains et à la résurgence des mouvements néonazis en Ukraine?" s'interroge-t-il. En effet, les bombardements des forces ukrainiennes dans le Donbass depuis 2014 et la présence de factions néonazies dans les rangs ukrainiens ont été largement passés sous silence dans les médias occidentaux, estime-t-il. Et ce, au profit d'un narratif visant à diaboliser un camp et angéliser un autre.

À propos des factions néonazies, notre interlocuteur rappelle au passage qu'il s'agit là d'"un phénomène qui pourrait être une bombe à retardement au centre de l'Europe et face aux exécutions sommaires par les nationalistes ukrainiens; ou encore du silence des médias dominants face à l'autocratie du président ukrainien qui censure à tout-vent de nombreux médias ukrainiens… Et j'en passe."

Ainsi, lorsque tout est propagande, plus rien ne l'est réellement. Le journaliste gabonais ne comprend pas pourquoi la censure s'applique à Sputnik et pas à d'autres.

D'autant que, pour lui, la perception de Sputnik comme organe de propagande est une vision ethnocentrée des sociétés occidentales. "Ce média bénéficie d'une audience auprès des Africains." La perception depuis le continent africain est ainsi tout à fait différente de celle des classes dirigeantes européennes:

"C'est un média qui, de mon point de vue, propose non seulement un regard russe sur l'actualité, mais il traite des sujets souvent ignorés par les médias dominants en proposant un regard alternatif sur les évènements et les principaux problèmes du monde."

- "On parle de ce conflit depuis une semaine, mais il dure en réalité depuis huit ans et a fait plus de 13.000 morts. Ici, les gens sont très surpris que l'Europe se rende compte seulement maintenant de la situation. Pour eux, les bombardements, l'artillerie lourde, la vie dans les caves, c'est un quotidien depuis 2014", confiait à Sputnik Anne-Laure Bonnel, reporter œuvrant dans le Donbass. sputniknews.com 2 mars 2022

- L'Espagne a décidé d'envoyer du «matériel militaire offensif» à la «résistance ukrainienne», a affirmé ce 2 mars le chef du gouvernement de gauche espagnol, Pedro Sanchez, lors d'une intervention devant la Chambre des députés. Il n'a toutefois donné aucun détail sur le type d'armes que l'Espagne allait livrer. RT 2 mars 2022

Le régime qu'ils cautionnent.

La loi raciale ukrainienne - Réseau Voltaire 3 mars 2022

Historiquement l'Ukraine a deux origines, l'une scandinave et l'autre slave. Les groupes qui se définissent comme « nationalistes ukrainiens », ne défendent pas l'Ukraine en tant que nation, mais se réfèrent à son origine scandinave contre les Russes.

Alors que la population ukrainienne parle à la fois le Russe et l'Ukrainiens, mais aussi souvent le Hongrois (dit aussi Magyar), il est strictement interdit de parler toute autre langue que l'Ukrainien dans les administrations publiques et les écoles depuis le 1er septembre 2020. Les écoles enseignant en Russe ou en Magyar ont été fermées, provoquant des protestations officielles de la Russie et de la Hongrie.

Le 21 juillet 2021, le président Volodymyr Zelensky a promulgué la « Loi sur les peuples autochtones ». Celle-ci stipule que seuls les Ukrainiens d'origine scandinave, les Tatars et les Karaïtes ont « le droit de jouir pleinement de tous les Droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentale » (sic). Par conséquent, les Ukrainiens d'origine slave ne peuvent pas en jouir.

Les néo-nazis ukrainiens utilisent largement les symboles nazis. Non seulement l'alphabet runique des langues proto-germaniques, mais aussi les chiffres 14 et 88. Ceux-ci renvoient aux 14 mots des suprémacistes blancs et aux initiales du salut nazi.

Les 14 mots sont le slogan de David Lane : « Nous devons assurer l'existence de notre peuple et un avenir pour les enfants blancs » (en anglais « We must secure the existence of our people and a future for white children »). David Lane est un des chefs de l'Ordre, une organisation terroriste états-unienne. Il est mort en prison en 2007.

Le chiffre 88 renvoie aux huitièmes lettres de l'alphabet : HH (abréviation de « Heil Hitler »).

Par exemple, le groupe actuellement chargé par le maire de Kiev, l'ancien champion du monde de boxe poids lourds Vitali Klitschko, de débusquer et de tuer des « saboteurs » parmi les Ukrainiens d'origine slave se dénomme C14 (photo). « C » pour les anciens « Cent de Svyatoslav » et « 14 » pour leur idéologie de suprémacistes blancs.

Défaite du bataillon nazi Aïdar - Réseau Voltaire 2 mars 2022

Le bataillon nazi Aïdar a subi une très lourde défaite au Sud-Est de l'Ukraine, le 2 mars 2022. Plus de 5 000 hommes sont en fuite, y compris leurs instructeurs de Greystone (ex-Blackwater). Ils ont abandonné le matériel qu'ils avaient reçu de l'Otan.

Le bataillon nazi Azov continue le combat. Réseau Voltaire 2 mars 2022

Le général nazi Marchenko nommé gouverneur d'Odessa - Réseau Voltaire 3 mars 2022

Le président Zelensky a nommé, le 2 mars 2022 au soir (décrets ?87/2022 et ?88/2022), les généraux Igor Taburets et Maxim Marchenko, gouverneurs des régions de Tcherkassy et d'Odessa.

Le général Igor Taburets est l'ancien commandant du Renseignement militaire.

Le général Maxim Marchenko est l'ancien commandant du Bataillon nazi Aïdar qui a été mis en déroute dans la matinée.

Une autre analyse sur cette guerre.

Suivez l'argent : comment la Russie va contourner la guerre économique de l'Occident par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 02 mars 2022

Les États-Unis et l'Union européenne vont trop loin dans leurs sanctions contre la Russie. Le résultat final pourrait être la dédollarisation de l'économie mondiale et des pénuries massives de matières premières dans le monde entier.

- Cliquez ici

Extrait.

Pour comprendre comment ces sanctions de l'OTAN vont « ruiner la Russie », j'ai demandé l'analyse succincte de l'un des esprits économiques les plus compétents de la planète, Michael Hudson, auteur, entre autres, d'une édition révisée de l'incontournable « Super-Impérialisme : La stratégie économique de l'empire américain ».

Hudson a fait remarquer qu'il est « tout simplement abasourdi par l'escalade quasi atomique des États-Unis ». En ce qui concerne la confiscation des réserves étrangères russes et la coupure de SWIFT, le point principal est « qu'il faudra un certain temps à la Russie pour mettre en place un nouveau système, avec la Chine. Le résultat mettra définitivement fin à la dollarisation, car les pays menacés par la "démocratie" ou affichant leur indépendance diplomatique auront peur d'utiliser les banques américaines ».

Ceci, selon Hudson, nous amène à « la grande question : si l'Europe et le bloc dollar peuvent acheter des matières premières russes – cobalt, palladium, etc, et si la Chine se joindra à la Russie dans un boycott des minéraux ».

Hudson est catégorique : « La Banque centrale de Russie dispose bien sûr d'actifs bancaires étrangers afin d'intervenir sur les marchés des changes pour défendre sa monnaie contre les fluctuations. Le rouble a plongé. Il y aura de nouveaux taux de change. Mais c'est à la Russie de décider si elle doit vendre son blé à l'Asie occidentale, qui en a besoin, ou arrêter de vendre du gaz à l'Europe via l'Ukraine, maintenant que les États-Unis peuvent s'en emparer ».

À propos de l'introduction éventuelle d'un nouveau système de paiement Russie-Chine contournant SWIFT et combinant le SPFS (système de transfert de messages financiers) russe et le CIPS (système de paiement interbancaire transfrontalier) chinois, Hudson ne doute pas que « le système Russie-Chine sera mis en œuvre. Les pays du Sud chercheront à y adhérer et, en même temps, à conserver SWIFT – en transférant leurs réserves dans le nouveau système ».

Je vais me dédollariser

Ainsi, les États-Unis eux-mêmes, dans une autre bévue stratégique massive, vont accélérer la dédollarisation. Comme l'a déclaré Hong Hao, directeur général de Bocom International, au Global Times, la dédollarisation des échanges énergétiques entre l'Europe et la Russie « marquera le début de la désintégration de l'hégémonie du dollar ».

C'est un refrain que l'administration américaine a entendu discrètement la semaine dernière de la part de certaines de ses propres plus grandes banques multinationales, dont des notables comme JPMorgan et Citigroup.

Un article de Bloomberg résume leurs craintes collectives :

« L'exclusion de la Russie du système mondial critique – qui traite 42 millions de messages par jour et sert de lien vital à certaines des plus grandes institutions financières du monde – pourrait se retourner contre elle, faire grimper l'inflation, rapprocher la Russie de la Chine et soustraire les transactions financières à l'examen de l'Occident. Cela pourrait également encourager le développement d'une alternative SWIFT qui pourrait à terme porter atteinte à la suprématie du dollar américain ».

Ceux dont le QI est supérieur à 50 dans l'Union européenne ont dû comprendre que la Russie ne pouvait tout simplement pas être totalement exclue de SWIFT, mais peut-être seulement quelques-unes de ses banques : après tout, les commerçants européens dépendent de l'énergie russe.

Du point de vue de Moscou, c'est un problème mineur. Un certain nombre de banques russes sont déjà connectées au système CIPS de la Chine. Par exemple, si quelqu'un veut acheter du pétrole et du gaz russes avec le CIPS, le paiement doit être effectué dans la monnaie chinoise, le yuan. Le CIPS est indépendant de SWIFT.

En outre, Moscou a déjà relié son système de paiement SPFS non seulement à la Chine, mais aussi à l'Inde et aux pays membres de l'Union économique eurasiatique (UEE). Le SPFS est déjà relié à environ 400 banques.

Avec un plus grand nombre d'entreprises russes utilisant le SPFS et le CIPS, même avant leur fusion, et d'autres manœuvres pour contourner SWIFT, comme le troc – largement utilisé par l'Iran sous sanctions – et les banques agents, la Russie pourrait compenser au moins 50% des pertes commerciales.

Le fait essentiel est que la fuite du système financier occidental dominé par les États-Unis est désormais irréversible dans toute l'Eurasie – et qu'elle se déroulera en tandem avec l'internationalisation du yuan.

La Russie a sa propre panoplie de tours

En attendant, nous ne parlons même pas encore des représailles russes à ces sanctions. L'ancien président Dmitri Medvedev a déjà donné un indice : tout est sur la table, de la sortie de tous les accords d'armement nucléaire avec les États-Unis au gel des actifs des entreprises occidentales en Russie.

Que veut donc « l'Empire du mensonge » ? (Terminologie de Poutine, lors de la réunion de lundi à Moscou pour discuter de la réponse aux sanctions).

Dans un essai publié ce matin, délicieusement intitulé « Les États-Unis battent l'Allemagne pour la troisième fois en un siècle : les MIC, OGAM et FIRE conquièrent l'OTAN », Michael Hudson présente une série de points cruciaux, en commençant par la façon dont « l'OTAN est devenue l'organe d'élaboration de la politique étrangère de l'Europe, au point même de dominer les intérêts économiques nationaux ».

Il décrit les trois oligarchies qui contrôlent la politique étrangère des États-Unis :

La première est le complexe militaro-industriel, que Ray McGovern a baptisé de façon mémorable MICIMATT (militaire, industriel, congressionnel, renseignements, médias, académie, think tank).

Hudson définit leur base économique comme « une rente de monopole, obtenue avant tout par les ventes d'armes à l'OTAN, aux exportateurs de pétrole d'Asie occidentale et à d'autres pays dont la balance des paiements est excédentaire ».

Le deuxième secteur est celui du pétrole et du gaz, rejoint par l'exploitation minière (OGAM). Leur objectif est de « maximiser le prix de l'énergie et des matières premières afin de maximiser la rente des ressources naturelles. Monopoliser le marché pétrolier de la zone dollar et l'isoler du pétrole et du gaz russes est une priorité majeure des États-Unis depuis plus d'un an, alors que le gazoduc Nord Stream 2 reliant la Russie à l'Allemagne menaçait de relier les économies ouest-européenne et russe ».

Le troisième est le secteur « symbiotique » de la finance, de l'assurance et de l'immobilier (FIRE), que Hudson définit comme « le pendant de l'ancienne aristocratie foncière post-féodale européenne vivant de la rente foncière ».

Alors qu'il décrit ces trois secteurs rentiers qui dominent complètement le capitalisme financier post-industriel au cœur du système occidental, Hudson note comment « Wall Street a toujours été étroitement fusionnée avec l'industrie pétrolière et gazière (à savoir les conglomérats bancaires Citigroup et Chase Manhattan) ».

Hudson montre comment « l'objectif stratégique le plus urgent des États-Unis dans la confrontation de l'OTAN avec la Russie est la flambée des prix du pétrole et du gaz. En plus de créer des profits et des gains boursiers pour les entreprises américaines, les prix plus élevés de l'énergie vont freiner l'économie allemande ».

Il met en garde contre la hausse des prix des denrées alimentaires « avec en tête le blé ». (La Russie et l'Ukraine représentent 25% des exportations mondiales de blé.) Du point de vue du Sud global, c'est une catastrophe : « Cela mettra sous pression de nombreux pays d'Asie de l'Ouest et du Sud souffrant de carences alimentaires, aggravant leur balance des paiements et menaçant de faire défaut sur leur dette extérieure ».

Quant au blocage des exportations de matières premières russes, « cela menace de provoquer des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement de matériaux clés, notamment le cobalt, le palladium, le nickel, l'aluminium ».

Et cela nous conduit, une fois de plus, au cœur du sujet : « Le rêve à long terme des nouveaux adeptes de la Guerre froide américains est de briser la Russie, ou du moins de restaurer sa kleptocratie managériale qui cherche à encaisser ses privatisations sur les marchés boursiers occidentaux ».

Cela n'arrivera pas. Hudson voit clairement comment « la plus énorme conséquence involontaire de la politique étrangère des États-Unis a été de pousser la Russie et la Chine ensemble, ainsi que l'Iran, l'Asie centrale et les pays le long de l'Initiative Ceinture et Route ».

Confisquons un peu de technologie

Comparez maintenant tout ce qui précède avec la perspective d'un magnat des affaires d'Europe centrale ayant de vastes intérêts, à l'est comme à l'ouest, et qui privilégie la discrétion.

Dans un échange de courriels, ce magnat des affaires a posé de sérieuses questions sur le soutien apporté par la Banque centrale russe à sa monnaie nationale, le rouble, « qui, selon les plans des États-Unis, est en train d'être détruit par l'Occident au moyen de sanctions et de meutes de loups monétaires qui s'exposent en vendant des roubles à découvert. Il n'y a vraiment presque aucune somme d'argent qui puisse battre les manipulateurs du dollar contre le rouble. Un taux d'intérêt de 20% tuera inutilement l'économie russe ».

L'homme d'affaires affirme que le principal effet de la hausse des taux « serait de soutenir des importations qui ne devraient pas être importées. La chute du rouble est donc favorable à la Russie en termes d'autosuffisance. À mesure que les prix à l'importation augmentent, ces biens devraient commencer à être produits sur place. Je laisserais simplement le rouble tomber pour trouver son propre niveau, qui sera pendant un certain temps inférieur à ce que les forces naturelles permettraient, car les États-Unis le feront baisser par le biais de sanctions et de manipulations de vente à découvert dans cette forme de guerre économique contre la Russie ».

Mais cela ne semble raconter qu'une partie de l'histoire. L'arme fatale dans l'arsenal de réponses de la Russie a été identifiée par le chef du Centre de Recherche économique de l'Institut de la Mondialisation et des Mouvements sociaux (IGSO), Vasily Koltashov : la clé est de confisquer la technologie – comme dans le cas où la Russie cesse de reconnaître les droits des États-Unis sur les brevets.

Dans ce qu'il qualifie de « libération de la propriété intellectuelle américaine », Koltashov appelle à l'adoption d'une loi russe sur « les États amis et inamicaux. Si un pays figure sur la liste des pays hostiles, nous pouvons commencer à copier ses technologies dans les domaines pharmaceutique, industriel, manufacturier, électronique et médical. Cela peut être n'importe quoi – de simples détails à des compositions chimiques ». Cela nécessiterait de modifier la constitution russe.

Koltashov soutient que « l'un des fondements du succès de l'industrie américaine était la copie des brevets d'invention étrangers ». Maintenant, la Russie pourrait utiliser « le vaste savoir-faire de la Chine avec ses derniers processus technologiques de production pour copier les produits occidentaux : la libération de la propriété intellectuelle américaine causera des dommages aux États-Unis à hauteur de 10 000 milliards de dollars, rien que dans la première phase. Ce sera un désastre pour eux ». Mondialisation.ca, 02 mars 2022

Haut de page

Le 4 mars 2022

- Lu. Nous vivons dans un monde de mensonges qui prévaut sur les faits et réalités.

- Lu. Il y a un contraste frappant entre le reportage qui célèbre une « résistance » ukrainienne fabriquant des bombes improvisées contre l'armée russe qui avance et la diabolisation systématique par les médias des Palestiniens présentés comme « terroristes » pour leur résistance aux décennies d'occupation israélienne.

- Imaginons un entretien avec un citoyen ukrainien du Donbass. J'ai enregistré cela vendredi soir avec le smartphone en sirotant un verre de bière au sirop d'hibiscus, c'est totalement improvisé ou spontané. Désolé pour la qualité médiocre, je n'ai pas les moyens de me payer du matériel vidéo. Si les liens ne fonctionnaient pas je ferai demain une retranscription où j'améliorerai le contenu. Je ne peux pas le vérifier, je dois demander à un camarade en France de faire un essai.

- 1ère partie
- 2ème partie
- 3è partie

- Cette causerie au format pdf (17 pages)

INTRODUCTION

Macron n'est pas en guerre contre la Russie, cela fait 2 ans qu'il a déclaré la guerre au peuple français.

LVOG - La dictature instaurée par Macron va s'inscrire dans la durée...

Levée du passe vaccinal le 14 mars, décide Emmanuel Macron - francesoir.fr 3 mars 2022

« Dans les établissements de santé, les maisons de retraite et les établissements accueillant des personnes en situation de handicap », le passe sanitaire continuera d'être demandé. Par ailleurs, le port du masque ne sera plus obligatoire que dans les transports en commun.

Une autre mesure à avoir été décriée se trouve être l'obligation vaccinale pour le personnel soignant. Elle, restera effective. Les soignants suspendus ne pourront donc pas retrouver leur poste. Couplée au fait que le passe sanitaire est maintenu dans les établissements de santé, cette décision ne promet pas d'arranger le système d'accès aux soins. francesoir.fr 3 mars 2022

Totalitarisme. Maccarthisme ou chasse aux sorcières sur fond de wokisme ou "*cancel culture*".

LVOG - Voilà pour leur conception de la démocratie et de la liberté. Si après cela on n'admet pas vivre sous un régime dictatorial, qu'est-ce qu'il faut alors, que les tyrans au pouvoir vous livrent sur papier glacé leurs réelles intentions, l'armée dans les rues, les arrestations et liquidations sommaires ?

Patron américain de presse: "Il y a un grand conformisme, un suivisme horrible dans les médias" - sputniknews.com 3 mars 2022

La "cancel culture" fait peser une chape de plomb en Occident, aussi bien sur questions culturelles que politiques. John MacArthur, journaliste, auteur et président du Harper's Magazine, témoigne de son expérience au micro de Rachel Marsden.

Le monde semble basculer chaque jour davantage dans des conflits de toute nature: militaire et géopolitique, bien sûr, mais aussi culturelle et politique. Parmi les causes profondes qui permettent de comprendre comment nous en sommes arrivés là, le dévoiement du concept de promotion de la diversité.

C'est pourtant un noble objectif lorsqu'il s'agit de favoriser le débat et d'accroître le pluralisme des idées. Mais il est de plus en plus axé sur la promotion de la "diversité" la plus superficielle et sur l'exclusion d'une gamme significative d'opinions et de pensées. Aujourd'hui, soit on est dans le camp du "Bien" et on adhère au récit dominant, soit on se retrouve ostracisé ou exclu. Une mécanique qui s'est emballée avec la "Cancel culture" ou "culture d'annulation", notamment en Amérique du Nord. Un phénomène qui ne fait pas que des heureux, même parmi les progressistes. John MacArthur, journaliste, auteur et président du Harper's Magazine, dévoile sa position au micro de Rachel Marsden:

"Je suis vraiment un gauchiste depuis longtemps et je suis très critique vis-à-vis de la "cancel culture" venant de la gauche. Tout cela a débuté il y a trois ou quatre ans avec la montée du mouvement "Me Too" et la destruction de Harvey Weinstein."

Désormais, un simple mot ou une phrase mal prononcée suffit à "effacer" jusqu'aux plus ardents partisans de la version de la "diversité" promue par les bien-pensants.

Expression libre, une gageure?

Ce fut le cas lorsque Whoopi Goldberg, coanimatrice du talk-show "The View" sur la chaîne ABC et première Afro-Américaine à remporter un Golden Globe Award en 1986, a été suspendue d'émission. Son crime? Lors d'un échange sur le plateau le 31 janvier dernier, elle a affirmé que l'Holocauste n'était "pas lié au racisme, mais à l'inhumanité de l'Homme envers l'Homme", un commentaire pour lequel elle s'est depuis platement excusée.

L'expression d'opinions jugées politiquement incorrectes par une minorité active devient donc une gageure. Notre interlocuteur a directement vécu le début de ce phénomène. Le patron américain de presse mainstream John MacArthur explique que sa revue a été "très, très critiquée" après une publication qui s'en prenait au mouvement "Me Too" et à un féminisme que sa journaliste trouvait "exagéré". Il évoque une condamnation systématique des paroles jugées déplaisantes, qui va jusqu'à mettre fin à la carrière de leur auteur:

"Il y a toujours ce conformisme vraiment dégueulasse. Pour rééquilibrer la situation, il faudrait réembaucher les gens qui ont été virés. Jusqu'à présent, ce n'est pas le cas."

Joe Rogan, qui anime le talk-show le plus populaire de la plateforme en ligne Spotify, a pour l'instant échappé au couperet. Il a pourtant lui aussi subi les foudres de la "cancel culture". Le 31 décembre dernier, l'animateur a diffusé un podcast dans lequel deux professionnels de santé présentaient des analyses de la crise du Covid-19 non conformes au récit dominant sur le dossier.

Il n'en fallut pas plus pour susciter une vaste polémique, qui a même attiré l'attention de la Maison-Blanche.

Quand la Maison-Blanche appelle à la censure

Jen Psaki, porte-parole de la présidence US, a en effet encouragé Spotify à aller au-delà de la publication de simples avertissements pour promouvoir le discours officiel sur le Covid-19. Pour le moment Joe Rogan conserve son émission, mais pour combien de temps?

Alors que la presse soi-disant libre subit des pressions de plus en plus fortes pour se conformer au discours officiel, validé par le gouvernement, comment conserver les conditions du débat d'idées, l'une des pierres angulaires de la démocratie? À moins que le débat libre et ouvert ne finisse bientôt dans les poubelles de l'histoire? À ce titre, le cas de John Mac Arthur n'incite pas à l'optimisme. Le patron de presse explique les conséquences personnelles de la publication dans le Harper's Magazine de l'article sur le mouvement "Me Too":

"Je passais souvent dans les émissions de télévision nationale, mais plus depuis la publication." sputniknews.com 3 mars 2022

Comment la physique quantique agit sur le vivant.

Le professeur Montagnier et la médecine du futur (2/2) - francesoir.fr 3 mars 2022

Jusqu'à récemment, il paraissait évident que l'odorat fonctionnait selon les lois de la biologie « classique ». Les molécules odorantes, disait-on, stimulent nos cellules comme toutes les molécules de notre corps : par leur forme.

Il faut rappeler ici la théorie de base : chaque molécule a une forme particulière, comme une clé. Lorsqu'elle entre en contact avec une cellule qui a la même forme (la serrure), la porte s'ouvre, et l'information est transmise.

C'est comme cela que fonctionnent tous les médicaments ; ils comportent une molécule chimique spécifique, choisie parce qu'elle « ouvre la serrure » de certaines cellules et déclenchent des réactions physiologiques.

Mais… ces effets chimiques n'expliquent pas tout. Rappelez-vous la phrase du Pr Montagnier, citée plus haut :

« Le paradigme que je propose, c'est que les molécules biologiques non seulement interagissent par contact, par complémentarité de forme, mais aussi à travers des ondes. »

C'est ce qui a été prouvé récemment, de manière éclatante, dans le cas de l'odorat. En effet, si le modèle de la « clé » et de la « serrure » était le bon, des molécules de forme similaire devraient avoir la même odeur.

Or, ce n'est pas ce qu'on observe en pratique. Une molécule à l'odeur d'urine est quasiment identique à celle d'une molécule qui ne sent rien. Et, des molécules chimiquement très différentes émettent la même odeur de musc. C'est alors qu'un scientifique « hors norme », Luca Turin, a eu une idée révolutionnaire. Pour lui, ce n'est pas la « forme » de la molécule qui compte… mais la fréquence électromagnétique à laquelle elle vibre.

Nos neurones olfactifs fonctionneraient en captant les vibrations des molécules odorantes. De fait, plusieurs molécules de soufre ont la même odeur caractéristique d'œuf pourri… alors qu'elles ont des formes très différentes — et comme par hasard, ces molécules vibrent à la même fréquence, autour de 76 terahertz. Luca Turin a même trouvé une molécule qui vibre à 78 terahertz, et c'est la seule molécule au monde qui sent l'œuf pourri… sans être du soufre.

C'était un indice fort, mais pas encore une preuve définitive. Alors, des chercheurs ont conditionné des mouches drosophiles, connues pour leur odorat délicat, à ressentir certaines molécules odorantes comme des « punitions ».

Ils leur ont ainsi appris à éviter certains composés vibrant à 66 terahertz. Puis, lorsqu'ils ont diffusé des molécules totalement différentes chimiquement, mais vibrant à la même fréquence (66 THz), les mouches ont fui ces molécules comme la peste.

On ne pouvait pas mieux prouver que l'odorat fonctionne par les ondes, et non par les molécules. C'est une découverte qui bouleverse la conception traditionnelle du vivant. Non seulement cela remet en cause le dogme « moléculaire », mais cela confirme que la physique quantique agit sur le vivant. Parce qu'il est impossible de détecter des vibrations aussi faibles par les voies de la physique « classique ».

C'est « l'effet tunnel » qui est en jeu dans l'odorat, et c'est un phénomène quantique.

La biologie quantique ouvre des possibilités infinies

C'est révolutionnaire, car cela ouvre la possibilité que d'autres phénomènes électromagnétiques puissent agir en profondeur sur nos cellules. Selon les lois de la physique classique, la plupart des fréquences électromagnétiques sont trop faibles pour avoir le moindre impact… mais ce n'est pas le cas avec les phénomènes quantiques.

Voilà pourquoi les hypothèses du Pr Montagnier sont crédibles et méritent d'être prises au sérieux. D'autant qu'elles ouvrent la porte à beaucoup d'autres effets et d'autres actions thérapeutiques.

Pour lire la suite :

- Cliquez ici

"Quand des nouveaux concepts émergent, ils sont très attaqués avant d'être acceptés" La Mémoire de l'eau, documentaire (2014)

Documentaire diffusé en 2014 - "La mémoire de l'eau" suit les travaux du Pr Luc Montagnier, prix Nobel français nous ayant quitté le 9 février dernier.

- Cliquez ici

DOSSIER UKRAINE

L'OTAN le bras armé du Forum économique mondial à l'origine de cette guerre.

Nous sommes pleinement solidaires du peuple ukrainien - weforum.org 27 février 2022

L'essence de notre organisation est sa croyance dans le respect, le dialogue et les efforts de collaboration et de coopération.

Nous condamnons donc profondément l'agression de la Russie contre l'Ukraine, les attaques et les atrocités.

Nous sommes pleinement solidaires du peuple ukrainien et de tous ceux qui souffrent innocemment de cette guerre totalement inacceptable.

Nous ferons tout ce qui est possible pour aider et soutenir activement les efforts humanitaires et diplomatiques.

Nous espérons seulement qu'à long terme, la raison l'emportera et que l'espace nécessaire à la construction de ponts et à la réconciliation émergera à nouveau.

Klaus Schwab et Børge Brende

- L'article en anglais

Guerre en Ukraine: "The Economist" (Rothschild - ndlr) dévoile une Une symbolique - Le HuffPost 3 mars 2022

Comme vous pouvez le voir ci-dessous, le magazine, disponible en version papier ce vendredi 4 mars, s'est paré de bleu, de jaune mais aussi de sang, couleurs d'une Ukraine blessée et meurtrie par la guerre qui la frappe de plein fouet.

"Notre nouvelle couverture. Pas de slogan, pas d'éclat". Ces mots, ce sont ceux de Tom Nuttall, journaliste de l'hebdomadaire britannique The Economist. Alors que l'Ukraine est envahie depuis la semaine dernière par la Russie, celui-ci a dévoilé sur Twitter ce mercredi 2 mars la couverture symbolique, œuvre de l'illustrateur Andrea Ucini, du prochain numéro de son journal.

"Lors des premiers jours de la guerre, la puissance blindée de Vladimir Poutine s'est ratatinée devant le courage de la nation qu'il avait attaquée (...) Le peuple ukrainien a découvert qu'il était prêt à mourir pour l'idée qu'il devait choisir son destin. Pour un dictateur cynique, cela doit être incompréhensible. Pour le reste de l'humanité, c'est une source d'inspiration", a fait valoir le journal, qui ne signe jamais ses papiers. Le HuffPost 3 mars 2022

Quand l'Agence Française de Propagande ou AFP vous offre une info datée du 4 mars 2022 relatant un évènement survenu... le 5 mars 2022 !

LVOG - Vous allez voir qu'avant d'interprétrer un évènement et pour éviter de raconter n'importe quoi, il vaut mieux s'y reprendre à plusieurs reprises, vérifier nos informations, les recouper, et si nécessaire attendre d'en savoir un peu plus. Evidemment, cela prend du temps !

Dans l'exemple qui suit, on pouvait retenir plusieurs hypothèses. On va les passer en revue.

Ukraine: la plus grande centrale nucléaire d'Europe touchée par des frappes russes - AFP 4 mars 2022

Une capture d'écran d'une vidéo de l'Autorité nucléaire de Zaporijjia le 5 mars 2022 montrant de multiples explosions après un bombardement par les forces russes. AFP 4 mars 2022

LVOG - Je vous mets l'adresse de cette dépêche pour que vous puissiez vérifier vous-même son authenticité.

- Cliquez ici

Question : Cette capture d'écran ne montre aucun dégât, on est donc en droit de penser que c'est une fausse information, car si l'AFP disposait réellement d'une image montrant les conséquences d'un bombardement de cette centrale nucléaire par l'armée russe, elle se serait empressée de nous les montrer. On peut aussi imaginer que des néonazis ukrainiens pourraient la bombarder eux-mêmes pour ensuite imputer le bombardement à la Russie, avec des détraqués de néonazis tout est absolument possible.

Autre scénario provenant d'une autre source.

Cette fois il s'agit d'instrumentaliser un incident banal et sous contrôle s'étant produit dans cette centrale nucléaire, comme il s'en produit tous les jours dans le monde. Il leur faut un prétexte pour que l'OTAN entre officiellement en guerre contre la Russie, les membres de l'Etat profond US au sein de l'OTAN et le président ukrainien font tout pour le fournir à ses membres.

Décryptage d'un autre article de l'AFP reproduit par BFMTV.

Notez bien l'ampleur et la menace phénoménale du sinistre : Pour maîtriser un incendie, ils ont mobilisé seulement 40 pompiers, autrement

dit, ils nous prennent vraiment pour des cons !

Tir russe sur une centrale : le président ukrainien accuse Moscou d'avoir recours à la "terreur nucléaire" - BFMTV avec AFP 4 mars 2022

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a accusé ce vendredi Moscou de recourir à "la terreur nucléaire" et de vouloir "répéter" Tchernobyl après un tir russe contre la centrale nucléaire de Zaporijjia, la plus grande d'Europe, et a appelé à "une action européenne immédiate" pour "empêcher que l'Europe ne meure d'un désastre nucléaire".

Selon Kiev, un bombardement russe a touché aux premières heures de vendredi la centrale atomique de Zaporijjia, la plus grande d'Europe, située dans le centre de l'Ukraine et qui compte six réacteurs. Selon le président, des chars russes ont ouvert le feu sur la centrale.

LVOG - Sur quoi les chars russes ont-ils tiré, la réponse un peu plus loin. Quel intérêt les Russes auraient-ils à provoquer un tel incident aux conséquences incalculables ? Aucun. Qui au contraire y aurait intérêt, devinez, leurs ennemis évidemment.

AFP - Un incendie s'est déclaré ensuite dans un "bâtiment pour les formations" et un laboratoire du site, mais la sécurité nucléaire de ce dernier est pour l'heure "assurée", ont indiqué les autorités ukrainiennes. À 05h50 locales (03h50 GMT), les secours ukrainiens ont indiqué que l'incendie continuait de ravager ce bâtiment sur une surface de 2000 m².

Selon les secours ukrainiens, une quarantaine de pompiers et une dizaine de véhicules sont impliqués dans l'opération. Par ailleurs, aucune victime n'est à déplorer pour l'heure, toujours selon cette source.

Les niveaux de radioactivité restent inchangés sur le site de la centrale et l'incendie n'a pas affecté les équipements "essentiels", a indiqué de son côté l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), citant le régulateur nucléaire ukrainien. BFMTV avec AFP 4 mars 2022

LVOG - Bref, pas de quoi fouetter un chat ! L'AFP va-t-elle être censurée par Facebook, Google, le gouvernement français, l'UE, les Etats-Unis ? Vous connaissez la réponse.

Des infos complémentaires d'une autre source.

npr.org - Le feu a pris après que le ministre ukrainien des affaires étrangères a déclaré sur Twitter, plus tôt dans la journée de vendredi, que la centrale nucléaire de Zaporizhzhia était sous le feu des troupes russes.

LVOG - Les troupes se seraient bombardées elles-mêmes ou plutôt, elles auraient bombardé des troupes ukrainiennes qui étaient sur place. Dès lors on ne peut pas évacuer l'hypothèse qu'un projectile ait atteint un batiment adjacent. Mais qui l'a tiré ? Les Russes forcément ! Et puis, soyons sérieux, ce n'est pas un coup de canon provenant d'un char qui va mettre en danger une centrale nucléaire, là aussi il ne faut pas nous prendre pour des abrutis.

npr.org - Des images de sécurité de la porte principale de la centrale, géolocalisées par NPR, ont montré ce qui semblait être des troupes russes à l'entrée de la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporizhzhia, engagées dans un combat actif sur le site. Les images montrent également ce qui semble être un incendie dans l'un des bâtiments administratifs de la centrale.

LVOG - On a là la confirmation de "combat actif sur le site". En fait, le projectile en question a atteint "*un des bâtiments administratifs*, bref un feu de paille, pour un peu ils nous referaient le coup du 11 septembre 2001 où un incendit de matériel de bureau aurait entraîné l'effondrement de 3 tours du Word Trade Center !

- Cliquez ici

Courrier International 4 mars 2022- Si les dernières informations concernant la situation au sein de la plus grande centrale nucléaire d'Europe se veulent rassurantes, la possibilité de voir d'autres sites à risque bombardés préoccupe les experts et la communauté internationale. Cette attaque sur Zaporijjia "était tout de même dangereusement proche", a notamment expliqué à BuzzFeed Ed Lyman, directeur chargé des questions de sécurité nucléaire au sein de l'association américaine Union of Concerned Scientists.

- Cliquez ici

LVOG - Une attaque "dangereusement proche", donc pas dangereuse en l'état, un prétexte pour contrainte la Russie à plier bagage ou à amplifier la pression internationale sur elle.

Le IIIe Reich était aussi social-démocrate.

L'ex-chancelier allemand Schröder menacé d'expulsion de son parti pour ses liens avec la Russie - sputniknews.com 3 mars 2022

La menace d'expulsion du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) pèse désormais sur l'ex-chancelier Gerhard Schröder pour ses liens étroits avec la Russie pour lesquels il a été longtemps critiqué, rapporte Zeit Online.

Les présidents du SPD, Lars Klingbeil et Saskia Esken, lui ont écrit lui demandant de démissionner de son poste dans les entreprises publiques russes. Le premier a déclaré lors d'une visioconférence de presse conjointe après une réunion de l'exécutif du parti que ces contacts n'étaient "en aucun cas compatibles avec l'attitude de la social-démocratie" et qu'une réponse "rapide" était attendue.

Une date précise n'a pas été donnée par les présidents. Cependant, si l'ex-chancelier ne se conforme pas à la demande qui a été faite samedi dernier, des suggestions seront données sur le processus à suivre, indique Zeit Online.

Lars Klingbeil a déclaré que l'ancien chancelier était "complètement isolé" au sein du parti en raison de ses liens avec la Russie et qu'il n'y avait personne qui approuvait le comportement de Schröder ou le justifiait.

Anke Rehlinger, vice-présidente du SPD et vice-ministre-présidente de Sarre, fait écho.

"Si Schröder reste sur la liste de paie de Poutine, il ne peut pas rester au SPD. Point final", a-t-elle écrit sur Twitter.

Une déclaration similaire a été faite par la présidente des jeunes socialistes au sein du SPD, Jusos, Jessica Rosenthal. sputniknews.com 3 mars 2022

L'OTAN est déjà en guerre contre la Russie.

- Paris avoue avoir fourni des armes à l'Ukraine

Dans un entretien accordé à France Info, la ministre française des Armées Florence Parly a reconnu que son pays avait livré des armes et des équipements aux forces ukrainiennes. sputniknews.com 3 mars 2022

- Berlin va livrer 2.700 missiles de fabrication soviétique à l'Ukraine - 3 mars 2022

- Les Tchèques autorisés par leur gouvernement à se battre pour l'Ukraine s'ils le souhaitent - BFMTV 4 mars 2022

Quelque 300 demandes de Tchèques souhaitant rejoindre l'Ukraine pour lutter contre l'armée russe ont déjà été déposées. BFMTV 4 mars 2022

L'OTAN est déjà en guerre contre la Russie. Un aveu.

Avant d'y venir, cette déclaration du président ukrainien, nous verrons immédiatement après de quoi ou plutôt qui il est si fier.

- Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est félicité dans la nuit du 2 au 3 mars d'avoir contrecarré les plans «sournois» de la Russie, se disant fier de la résistance «héroïque» des Ukrainiens. (RT 3 mars 2022)

LVOG - Les militaires ukrainiens ne sont pas motivés pour se battre contre la Russie, alors le président ukarinien à fait appel à une armée de mercenaires néonazis recrutés armés par la France, les Etats-Unis et l'OTAN.

Sputnik - "Selon Zelensky, l'Ukraine attend l'arrivée de quelque 16.000 mercenaires qui doivent rejoindre ceux qui y sont déjà présents pour compenser les échecs écrasants des militaires ukrainiens. Pour eux, un régime sans visa a été adopté. La semaine dernière, près de 200 mercenaires sont arrivés en Ukraine depuis la Croatie à travers la Pologne pour compléter l'une des unités nationalistes dans le sud-est de l'Ukraine", a indiqué le porte-parole du ministre Igor Konachenkov.

D'après lui, des pays occidentaux ont envoyé davantage de mercenaires alors que l'armée russe "encercle et détruit des groupes de nationalistes ukrainiens". Il a précisé que ces mercenaires attaquent des convois de l'armée russes ainsi que les avions qui les escortent.

Toutes ces attaques de mercenaires étrangers sont menées à l'aide d'armes fournies par l'Occident au régime de Kiev.

"Il s'agit de systèmes antichars Javelin (États-Unis), NLOW (Royaume-Uni) et de systèmes de missiles antiaériens portables Stinger, dont le maniement nécessite une préparation sérieuse", a-t-il ajouté.

Igor Konachenkov a souligné que le renseignement militaire américain avait lancé une campagne à grande échelle pour recruter des soldats auprès de sociétés militaires privées pour les envoyer ensuite en Ukraine.

Il a rappelé que le Royaume-Uni, le Danemark, la Lettonie, la Pologne et la Croatie ont autorisé leurs citoyens à participer aux hostilités sur le territoire de l'Ukraine. Le commandement de la Légion étrangère française prévoit également d'envoyer des mercenaires d'origine ukrainienne pour aider le régime de Kiev.

La Défense russe met en garde

Igor Konashenkov a également averti ces pays contre l'idée d'envoyer des mercenaires en Ukraine.

"Tous les mercenaires envoyés par l'Occident pour aider le régime nationaliste de Kiev, selon le droit international humanitaire, ne sont pas des combattants. Ils n'ont pas droit au statut de prisonnier de guerre. La meilleure chose qui attend les mercenaires étrangers en détention est un responsabilité pénale. Nous exhortons les citoyens des pays étrangers qui envisagent d'aller se battre pour le régime nationaliste de Kiev à réfléchir à deux fois avant de partir", a-t-il conclu. sputniknews.com 3 mars 2022

LVOG - Pourquoi les Ukrainiens seraient-ils motivés pour soutenir un régime corrompu, pourri jusqu'à l'os, qui les maintient dans la pauvreté et qui plus est fasciste, qu'auraient-ils à y gagner ?

Les juifs d'extrême droite sont des clones des nazis ou plutôt l'inverse.

Lu. Zemmour parle des Tchétchènes qui sont prêts à mourir et défendre les chrétiens orthodoxes dans le Donbass. Il parle des Tchétchènes qui ont combattu les terroristes en Syrie. Il parle des Tchétchènes qui vont faire face au régiment ukrainien Azov qui arbore fièrement des symboles nazis et massacre les russophones de l'Est de l'Ukraine.

Mais, chose étrange, la judéité du président Zelensky ne semble pas ébranlée par tous ces nazis qui pullulent dans les rues ukrainiennes. Là encore, Zemmour préfère jouer la carte hébraïque : « Le président Zelensky n'est pas un nazi, c'est grotesque, je sais que Zelensky est juif et il est accusé de nazisme (…) je trouve ça grotesque et indigne. »

La question que nous nous posons à la rédaction du 4-4-2 est donc pourquoi, le 2 novembre 2021, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a nommé le leader nazi idéologue du Troisième Reich Dmitro Yarosh comme conseiller du commandant en chef des armées ukrainiennes du général Valerii Zaluzhnyi ? Est-ce que la judéité de Zelensky lui permet ce petit écart ? Est-ce grotesque de savoir que le néo-nazi Dmitro Yarosh ait dirigé le Bataillon Azov du colonel Andrey Biletsky ?

LVOG - Comme quoi être juif peut être compatible avec être nazi, en Israël ils n'ont cessé de le démontrer depuis 1948, lire dans les archives de notre portail...

Les militaires ukrainiens vont commencer à commettre des crimes de guerre : "Nous massacrerons les Russes innocents comme des cochons". - newspunch.com 3 mars 2022

Extrait.

La Fraternité SSO d'Ukraine envoie ses salutations à l'artillerie russe ! (...) A partir de maintenant, il n'y aura plus d'artillerie russe capturée. Aucune pitié, aucun "s'il vous plaît ne tuez pas, je me rends" ne s'échappera. Chaque calcul, peu importe : commandant, chauffeur, guide, chargeur - sera abattu comme un cochon. Attachez votre pantalon, nous sommes déjà venus pour vous. Appelle ta mère une dernière fois. Dis que tu vas bientôt mourir, chacal. Nous ne sommes pas la mort, nous sommes pire !

Les militaires ukrainiens ont le droit d'annoncer leur intention de commettre des crimes de guerre.

La semaine dernière, Facebook a même supprimé manuellement le groupe "néonazi" du bataillon Azov de sa liste des "personnes et organisations dangereuses" afin qu'il puisse être couvert d'éloges.

https://newspunch.com/ukraine-military-to-start-committing-war-crimes-well-slaughter-innocent-russians-like-pigs/

Wikipédia - Le régiment Azov, jusqu'à septembre 2014 le bataillon Azov, connu aussi sous le nom des « hommes en noir », est une unité d'extrême droite néonazie intégrée à la garde nationale de l'Ukraine.

LVOG - J'ai été vérifié, l'info est exacte.

Le bataillon Azov

- Cliquez ici

La boutique du bataillon Azov

- Cliquez ici

Facebook is reversing its ban on posts praising Ukraine's far-right Azov Battalion, report says - businessinsider.in 25 février 2022

Traduction - Selon un rapport, Facebook revient sur l'interdiction des publications faisant l'éloge du bataillon Azov d'extrême droite en Ukraine.

Facebook revient sur l'interdiction faite aux utilisateurs de faire l'éloge du bataillon Azov, une force paramilitaire d'extrême droite de la Garde nationale ukrainienne.

The Intercept a été le premier à rapporter la nouvelle.

- Cliquez ici

Confirmation : le président ukrainien Zelinsky a menti, les Russes n'ont pas détruit le mémorial juif de Babi Yar - lemediaen442.fr 3 mars 2022

Le 1er mars 2022, le président ukrainien Zelensky postait sur Twitter son indignation concernant le bombardement russe du site du mémorial juif de Babi Yar. Volodymyr Zelensky : « Au monde : à quoi bon dire "plus jamais ça" pendant quatre-vingts ans, si le monde se tait lorsqu'une bombe tombe sur le même site de Baby Yar ? Au moins cinq tués. L'histoire se répète… »

Les organisations juives ont crié leur indignation et le président ukrainien Volodymyr Zelensky a renchéri, soulignant qu'il s'agit d'une volonté

de Moscou d'« effacer » l'histoire ukrainienne. Le grand rabbin d'Ukraine condamnera les « bombardements » qui ont touché le mémorial de victimes de la Shoah. Opposant viscéral à la Russie, Natan Sharansky, ira jusqu'à dire sur I24News : « Babi Yar est le plus grand tombeau de masse de la Shoah et l'URSS a toujours voulu effacer jusqu'à son souvenir. Cette frappe de l'armée russe est la réalisation de cela (…) Poutine veut retrouver la grandeur de la Russie tsariste. » Une propagande qui a fait le tour de toutes les rédactions du monde, de tous les réseaux sociaux, sans prendre la peine de vérifier les faits.

La réalité est pourtant très différente, tellement différente qu'on se demande si le président ukrainien est actuellement en Ukraine comme il l'affirme. Car le président de l'Ukraine ment au monde et ment aux Juifs du monde entier :

L'envoyé spécial du @YediotAhronot en Ukraine affirme que le Mémorial du Massacre de Babi Yar n'a pas été endommagé par les bombardements russes d'hier.

lemondejuif1fo

Le président ukrainien Zelensky a menti : le Mémorial juif de BabiYar n'a pas été détruit par les Russes.

Charles Enderlin

Ron Ben Yshaï envoyé spécial de Ynet s'est rendu à Babi Yar., le mémorial est intact.

La journaliste de l'AFP, Daphné Rousseau a publié deux photos des sculptures mémorielles encore intactes dédiées aux enfants morts et de la Menorah (le chandelier à sept branches) en hommage aux juifs exécutés. La reporter constate : « Le mémorial lui-même, un parc situé à 1 kilomètre de la tour, est intact comme vous pouvez le voir ». Dans sa dépêche, l'AFP ajoute que le mémorial « n'a pas été directement touché par les frappes ».

Le Mémorial de Yad Vashem et les nazis ukrainiens - Réseau Voltaire 3 mars 2022

Le mémorial de Yad Vashem, principale institution au monde à conserver la mémoire de la « solution finale nazie de la question juive », a, dans un premier temps, condamné l'amalgame du président russe Vladimir Poutine entre certains groupes ukrainiens et les nazis.

Le porte-parole du Kremlin, Dmirty Preskov, a alors invité l'institution à venir dans le Donbass constater les charniers.

L'ambassadeur ukrainien à Tel-Aviv a déploré les « mensonges » russes et déclaré que le Kremlin vit décidément dans un autre monde. Tandis que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, rappelait qu'il est juif et ne saurait donc être nazi.

À ce jour, le Mémorial Yad Vashem n'a pas répondu au Kremlin.

Les institutions juives européennes soulignent, qu'il y a plusieurs années, elles ont exclu de leurs rangs le milliardaire ukrainien Ihor Kolomoïsky en raison de ses liens avec la pègre et les néo-nazis. M. Kolomoïsky était le producteur de l'acteur juif Volodymyr Zelensky. Réseau Voltaire 3 mars 2022

---

500 000 dollars pour la capture des commandants nazis en Ukraine - Réseau Voltaire 3 mars 2022

Le gouverneur de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a annoncé la prise de la plus grande base militaire ukrainienne par un régiment tchétchène. Traditionnellement les Tchétchènes sont considérés comme des combattants exceptionnels.

M. Kadyrov a également promis une récompense de 500 000 dollars pour l'arrestation des commandants nazis ukrainiens qui sont venus se battre en Tchétchénie avec les jihadistes de l'Émirat islamique d'Itchkérie.

En 2007, le néo-nazi Dmytro Yarosh, actuel conseiller spécial du chef des armées ukrainiennes, avait organisé avec l'émir Dokou Oumarov, le 8 mai 2007, à Ternopol (ouest de l'Ukraine), un congrès pour sceller l'alliance entre les néo-nazis européens et les jihadistes moyen-orientaux contre la Russie. Réseau Voltaire 3 mars 2022

D'autres infos.

Le canal de Crimée du Nord en cours de rénovation - Réseau Voltaire 3 mars 2022

La partie septentrionale du Canal de Crimée du Nord, reliant la Crimée au Dniepr, a été pris par l'armée russe. Immédiatement des travaux ont débutés pour rétablir l'approvisionnement en eau potable de la Crimée, coupé par le gouvernement de Kiev en juillet 2019.

Construit en 1971 par les Soviétiques, ce canal alimentait 85 % de l'eau potable en Crimée.

Le Pentagone ne veut pas que vous voyiez ces documents sur les laboratoires biologiques en Ukraine, affirme une journaliste. par The Rio Times (28 février 202) - Mondialisation.ca, 03 mars 2022

Le personnel de l'ambassade des États-Unis aurait oublié de retirer un document montrant que le Pentagone finance deux nouveaux biolabs

à Kiev et à Odesa. C'est ce qu'a écrit la journaliste d'investigation Dilyana Gaytandzhieva sur les médias sociaux.

L'ambassade américaine en Ukraine a retiré samedi de son site Internet tous les documents concernant les biolabs financés par le Pentagone en Ukraine. C'est ce qu'écrit la journaliste d'investigation Dilyana Gaytandzhieva sur les médias sociaux.

Le personnel de l'ambassade a oublié de retirer un document montrant que le Pentagone finance deux nouveaux biolabs à Kiev et à Odesa.

L'Ukraine n'a aucun contrôle sur les biolabs militaires. Le gouvernement ukrainien n'est pas autorisé à divulguer des informations sensibles sur le programme.

L'un des laboratoires est situé à Kharkiv, la deuxième plus grande ville d'Ukraine. En janvier 2016, au moins 20 soldats ukrainiens y sont morts en deux jours d'un virus de type grippal. Deux cents autres soldats ont été hospitalisés. Le gouvernement ukrainien n'a pas fourni de détails sur les soldats décédés.

L'hépatite A s'est déclarée en 2018 dans des circonstances suspectes dans le sud-est de l'Ukraine, où se trouvent également un certain nombre de biolabs. En janvier 2018, 37 personnes ont été hospitalisées pour une hépatite A dans la ville de Mykolayiv.

La police a ouvert une enquête. Dans la même ville, plus de 100 personnes ont été infectées par le choléra en 2015.

Durant l'été 2017, 60 personnes ont été hospitalisées pour une hépatite A dans la ville de Zaporizhzhya. En juin 2017, 19 enfants d'un orphelinat ont été hospitalisés pour une hépatite A. En novembre de la même année, des cas d'hépatite A ont également été signalés à Kharkiv.

Les États-Unis et l'Ukraine ont créé conjointement le Centre pour la science et la technologie en Ukraine (STCU). Au cours des 20 dernières années, le STCU a investi plus de 285 millions de dollars dans quelque 1850 projets menés par des scientifiques qui travaillaient auparavant au développement d'armes de destruction massive, a découvert le journaliste d'investigation.

Les documents sont également disponibles sur le site internet ici.

Ce sont ces documents que l'ambassade des États-Unis ne veut pas que vous voyiez, selon le journaliste : L'ambassade américaine en #Ukraine vient de supprimer de son site internet tous les documents concernant 11 biolaboratoires financés par le Pentagone en Ukraine. J'ai publié tous ces documents (maintenant supprimés par l'ambassade) ici

https://t.co/Odc0ermmZe

et dans le fil de discussion ci-dessous pic.twitter.com/benFmDwguI

Cependant, ils ont oublié de supprimer ce document du registre des contrats fédéraux américains, qui montre que le Pentagone finance deux nouveaux biolabs à Kiev et Odessa, écrit le journaliste.

Tous les documents et références ont depuis été sécurisés sur ce site.

(https://gab.com/IamTHE3percent/posts/107860785599275446)

- Cliquez ici

Documents expose US biological experiments on allied soldiers in Ukraine and Georgia

- Cliquez ici

Le Mur de l'OTAN, l'encerclement de la RUSSIE, le Rideau de Mépris de l'UE L'extension du domaine impérial USA-OTAN - Première partie - par Luis Basurto Mondialisation.ca, 03 mars 2022

- Cliquez ici

Les États-Unis, avec leur instrument de domination et d'agression militaire nommé Organisation du traité de l'Atlantique nord OTAN, avec aussi l'Europe occidentale vassalisée – la Communauté économique européenne CEE, devenue Union européenne UE (Traité de Maastricht en 1992) – conçurent et bâtirent activement dès 1989, coûte que coûte, une stratégie conquérante rapide. Stratégie déjà préalablement théorisée et annoncée depuis des décennies par de géopoliticiens étasuniens, et synthétisée par exemple en 1989 par le Polonais devenu Étatsunien Zbigniew Brzesiñski (1).

Une stratégie géopolitique agressive, très agressive, avec les alliances géopolitiques d'après-guerre et avec l'OTAN, devenant ouvertement provocateurs et conquérants. Contre la République fédérative socialiste RFS de Yougoslavie d'abord. Aussi contre l'Union des républiques socialistes soviétiques URSS, finalement disloquée en 1991. Puis contre la Fédération de Russie dès 1991. Tout cela visait d'ailleurs autant le Pacte de Varsovie que le Conseil d'assistance économique mutuelle CAEM (2), tout le Bloc de l'Est, les pays socialistes, les démocraties populaires européennes nées dès 1945, après la victoire de l'URSS contre l'Allemagne nazi.

Il faut rappeler justement ce fait historique majeur et bien insister pour que l'Europe UE, vassalisée de nos jours aux États-Unis, cesse son révisionnisme voire négationnisme historique, qui tente depuis de décennies d'occulter ou minimiser le fait que la défaite définitive de l'Allemagne nazie en Russie puis dans toute l'URSS et dans l'Europe toute c'est bien l'exploit des Russes soviétiques, victoire ayant libéré

l'URSS, puis l'Europe de l'est, centrale, du sud, les Balkans, et l'Allemagne elle-même, ayant gagné la bataille de Berlin, et poussé Hitler au suicide et le régime nazi à la capitulation définitive. Les vingt-sept millions de morts soviétiques, russes et d'autres soviétiques, furent le prix payé par les Soviétiques pour gagner la Deuxième guerre mondiale. L'Europe ne devrait jamais oublier cela, et le devoir européen de mémoire devrait sans faille être concordant avec les actes des Européens de l'UE de nos jours face à la Russie.

La stratégie géopolitique agressive USA-OTAN dès 1989 était une stratégie destructrice, de dépeçage, tendant au démembrement du Pacte de Varsovie, et de l'URSS, voire de la Fédération de Russie ensuite. Nous n'oublions pas les tentatives centrifuges « spontanées », dans les petits territoires baltes, l'Ukraine, la Biélorussie et la propre RSS de Russie (celle de Boris Eltsine), dans la Tchétchénie de la Terreur islamiste par la suite, dans la Transcaucasie velléitaire encore de nos jours et dans les pays soviétiques de l'Asie centrale.

Une véritable stratégie destructrice, stratégie de vautours, de charognards, qui pousse au crime, à l'automutilation, au suicide des États, aux guerres civiles. Les vautours et charognards d'Occident se précipitant ensuite pour bien manger et digérer les restes. Et nous constaterons que cette stratégie de vautours et charognards est ancienne, que l'Occident capitaliste et impérialiste a de la suite diabolique dans les idées.

Sans nous remonter même au Congrès de Vienne en 1815, ou au Congrès de Berlin de 1884-85 où l'Afrique, tout le continent, fut dépecé et avalé par les puissances colonialistes européennes. Nous resterons dans XXe siècle. Déjà en 1918, lors de la fin de la Première guerre mondiale, les puissances victorieuses, suite à l'écroulement de quatre empires, organisèrent (3) soit le démembrement des uns soit d'importantes pertes territoriales des autres, à savoir : l'empire allemand, l'empire russe, l'empire austro-hongrois et l'empire ottoman.

Les Ottomans et Austro-Hongrois furent morcelés, leurs territoires devenant un confetti des nouveaux pays. Les Russes n'évitèrent pas le pire, ils furent amputés des territoires baltes, de la Finlande, et de larges territoires russes, biélorusses et ukrainiens au profit de la Pologne, tous, sauf la Finlande, réintégrés après 1945. L'Allemagne de la république de Weimar perdit 1/7 du territoire du l'Allemagne wilhelmienne (1871-1918), au profit surtout de la réinvention de la Pologne, avec les territoires de l'ancienne Prusse, dont le « corridor de Dantzig », qui fut l'un des motifs de le Deuxième guerre mondiale.

Vers la fin du XXe siècle, l'objectif fut faire éclater les pays et espaces post-communistes en Europe, devenus des pays-cibles, pour mieux les mater premièrement, pour les neutraliser, en les affaiblissant et in fine bien morcelés pour les dominer, économiquement et militairement. Les Yougoslaves, les Soviétiques et les Russes d'aujourd'hui, ne sont pas devenus les cibles, des pays-cibles, parce qu'étant tout simplement communistes. Alors, communistes autrefois et non communistes depuis 1991, les Yougoslaves furent attaqués par l'Allemagne « réunifiée » en 1989 et ses perfides desseins, afin de faire disparaître leur pays, pour mieux les digérer bien morcelés.

Les Russes de même, n'étant plus communistes mais étant à présent quand même harcelés et attaqués par des méthodes de guerre hybride tout simplement parce qu'ils ont le tort d'être toujours Russes, ayant un pays trop grand, avec ses 17 125 191 km² et ses plus de 146 millions d'habitants, en pleine renaissance depuis les années 2000. Cela gêne donc trop l'impérialisme étatsunien, et ses alliés, un empire vacillant qui depuis 1989 théorisait la fin de l'Histoire avec Y.F. Fukuyama (4) et sa théorie de la victoire universelle et éternelle des États-Unis.

La Russie est encore trop grande, et trop puissante à nouveau, elle se reconstruit encore, sa puissance grandit, et tout cela est inadmissible pour être tolérée par les prétentions impérialistes de Washington. Celui-ci étant maintenant clairement une puissance en déclin, à bout de souffle, et prête à tout genre de soubresauts pour enrayer sa décadence. La guerre est toujours un bon moyen, et ce qui est clair c'est que la guerre est bien toujours la politique étrangère des Etats-Unis.

L'Europe de l'UE, de l'UE-OTAN, celle de l'énorme Mur de l'OTAN de nos jours, devenue plus otanienne que les USA dans ce temps de bruit de bottes, peine à se rendre compte de comment cet affrontement avec la Russie de nos jours la rend plus vulnérable dans le monde et plus dépendante de Washington. Déjà poussée à prendre ses distances avec la puissante Chine, premier PIB du monde en parité de pouvoir d'achat PPA. Une EU en désindustrialisation permanente, sauf la RFA, tributaire du commerce avec l'Asie de l'Est, avec la Chine, et avec la Russie, une UE sans les matières premières dont elle a besoin, pétrole, gaz, charbon, blé, intrants agricoles, acier, métaux, terres rares, produits industriels finis, composants électroniques, médicaments, simples masques chirurgicaux, etc. C'est parfait pour Washington, avoir une Europe alliée mais faible, cessant d'être une concurrence ou une menace de concurrence. D'une pierre deux coups ! Les plans étasuniens ne sont pas avares en objectifs, un génial coup de billard à trois bandes. Fini donc le gaz russe, et son Nord Stream 2, mais fini aussi tout un tas d'autres choses !

La disparition de l'URSS généra en 1991 un grand vide et généra aussi la « question russe », ce nouveau et digne départ postcommuniste, qui n'est toujours pas résolue en ce 2022. Les tentatives de l'Occident sous emprise étasunienne de la résoudre par l'encerclement, par la menace et par la force, par encore plus de recul et l'affaiblissement des Russes, nous mène directement à la guerre. La Russie se défend, avec ou sans V. Poutine. L'Ukraine n'est qu'un de ces scénari. Les apprentis-sorcier occidentaux agissent. La planète entière pourrait exploser.

Crise : Un scénario de troisième guerre mondiale au plus fort de la crise Covid par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 03 mars 2022

Guerre économique

Un programme complexe de guerre économique et sociale sous les auspices du COVID-19 « Verrouillage » a été lancé le 11 mars 2020 contre 193 États membres des Nations unies. L'objectif déclaré était de combattre la propagation du virus « en vue de sauver des vies« .

Amplement documentée, cette initiative émanait des échelons supérieurs de l'establishment financier. Son but n'était pas de sauver des vies, bien au contraire. Elle impliquait une procédure décisionnelle complexe nécessitant la collaboration de plus de 190 gouvernements

nationaux.

Son objectif non avoué était de déclencher un chaos économique et social, entraînant faillites, chômage et pauvreté.

Le confinement de la main-d'œuvre, le masque facial, l'éloignement social, la fermeture des écoles et des universités, le mandat de vaccination, etc.

La question fondamentale : Quel est son rapport avec la géopolitique et les stratégies de la guerre mondiale. Quel est son rapport avec la politique étrangère des États-Unis et l'agenda militaire des États-Unis et de l'OTAN ?

D'un point de vue stratégique, les verrouillages et les mandats de Covid-19 constituent un acte de « guerre économique ».

Sans précédent dans l'histoire du monde, ce projet diabolique affectant plus de 7 milliards de personnes dans le monde a été mis en œuvre simultanément et de manière concertée au cours des deux dernières années avec la planification et le déploiement stratégique des forces américaines, de l'OTAN et des forces militaires alliées contre la Russie et la Chine.

Deux crises apparemment différentes se déroulent simultanément

Les dangers d'une guerre mondiale dirigée contre la Russie et la Chine,

Les mandats Covid dirigés contre plus de 7 milliards de personnes.

Ces deux crises majeures qui se déroulent simultanément sont intimement liées

Pour lire la suite :

- Cliquez ici

Après Saddam Hussein, Poutine : l'Occident et le dangereux scénario du « dirigeant fou » par Jonathan Cook (Middle East Eye 28 février 2022) - Mondialisation.ca, 03 mars 2022

- Cliquez ici

Haut de page

Le 5 mars 2022

L'adresse du lien suivant a été modifiée.

- 2ème partie

La causerie d'ici 1 heure, il est 12h35 en Inde, 8h05 en France.

Bonne journée à tous.

Un énorme merci au camarade qui en France vérifie que la page d'accueil du portail s'affiche correctement et qui m'envoie plein de documents, dommage que vous ne soyez pas plus nombreux...

Je n'ai pas le temps de commenter chaque article, la priorité va à l'information, qui lorsqu'elle est bien faite ou claire permet facilement à chacun de comprendre la situation ou de se faire sa propre idée sans avoir besoin de recourir à quelqu'un pour interpréter les faits, c'est très bien ainsi. Je ne suis pas du tout du genre à dicter à qui que ce soit ce qu'il doit penser.

La Voix de l'Opposition de Gauche, c'est la voix de tous les exploités et opprimés de la planète qui ne supportent plus les inégalités et les injustes, les mauvais traitements, les souffrances et les guerres que leur inflige le capitalisme, qui aspirent au contraire à la paix, à vivre en harmonie avec tous les peuples, au bien-être social, à l'épanouissement individuel, à la démocratie et à la liberté.

La Voix de l'Opposition de Gauche, c'est la voie du combat pour le socialisme, pour une République sociale universelle débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de la servitude. Rejoignez-nous !

Déclaration et position de La Voix de l'Opposition de Gauche

« Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir ». (La Fontaine : les animaux malades de la peste. Fables)

Comment les choses se sont-elles passées avec la Libye ? Puis comparons avec le traitement accordé à l'Ukraine.

Pour intervenir militairement en Libye, l'OTAN a prétexté qu'une communauté faisait l'objet de bombardements par l'armée libyenne. Or, il s'est avéré que cet argument avait été complètement fabriqué par l'OTAN pour justifier le bombardement de la Libye et l'assassinat de son président, M. Kadhafi, afin de mettre un terme à sa tentative de mettre en place une banque centrale africaine, pour faire bref.

En réalité, aucune communauté particulière n'était martyrisée par le gouvernement libyen et n'avait fait appel à qui que ce soit pour la délivrer d'un horrible dictateur, tout simplement parce qu'il n'existait pas.

Ensuite, l'OTAN s'est appuyée sur une résolution adoptée par le conseil de sécurité de l'ONU pour justifier la légalité de son intervention militaire en Libye, donc sur la base d'un grossier mensonge, d'un fait inexistant qu'elle avait fabriqué à cette fin.

En conclusion, l'OTAN avait déclaré la guerre ou attaqué militairement un pays sans mandat du peuple de ce pays, à partir duquel elle aurait pu justifier son intervention, qui fut donc illégale, non pas au regard de l'ONU ou du droit international qui ne nous intéresse pas ici, mais du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui a été violé par l'OTAN.

Pour intervenir en Ukraine, la Russie a prétexté qu'une communauté faisait l'objet de bombardements par l'armée ukrainienne appuyée par des milices néonazies, après vérification il s'est avéré que ces faits étaient exacts, amplement confirmés par une multitude de témoignages, reportages ou documentaires, photos, vidéos, produits depuis 8 ans par des journalistes de différentes nationalités, dès lors il ressort que cet argument parmi d'autres pour justifier cette intervention militaire, était recevable.

En conclusion, selon le droit d'ingérence humanitaire dans un pays tiers dont s'était réclamé ou plutôt avait abusé l'OTAN pour intervenir en Libye, il est légitime que la Russie avance ce principe pour justifier son intervention militaire en Ukraine puisque ses arguments reposent sur des faits prouvés et vérifiables.

Quant à l'attitude de cette communauté et au-delà les très nombreux ukrainiens désireux de se débarrasser d'un régime flanqué de néonazis, parmi eux un grand nombre de militants ouvriers ou de syndicalistes victimes d'agressions fascistes, elle est sans ambiguïté, elle soutient l'intervention militaire russe sans se soucier de sa condamnation par la majorité des représentants des Etats présents à l'ONU, sachant qu'ils avaient été intimidés ou menacés de représailles par l'OTAN contrôlée par l'oligarchie anglo-saxonne et ses alliés internationaux.

Confirmation. Il y a ceux qui ont du pif et ceux qui ont le tarin et le cerveau bouchés

LVOG - C'était dans la causerie du 1er mars.

Vous vous souvenez de cette femme ? - reseauinternational.net 4 mars 2022

Vous vous souvenez de la femme dont les photos ont fait le tour des médias mondiaux ? Cette civile (partie gauche de la photo) aurait vu sa maison bombardée.

À présent nous vous présentons le personnage qui a brillamment joué ce rôle. Elle est membre du 72ème CIOPs (Centre d'Information et d'Opérations psychologiques), plus précisément, du groupe opérationnel « Prometheus ».

- Cliquez ici

- Cette causerie au format pdf (13 pages)

ACTUALITE EN BREF

Le dictateur, c'est Poutine !

Wauquiez compare Macron à un "dictateur" puis "retire" ses propos - Le HuffPost 4 mars 2022

LVOG - Tout le monde semble déjà avoir oublié, que Macron et ceux qui avaient rejoint l'union nationale étaient directement responsables d'environ 100.000 morts victimes du refus de leur permettre de se soigner avec les traitements efficaces qui existaient pour traiter la Covid-19 et ses variants depuis janvier 2020.

Tous les candidats à l'élection présidentielle sont des criminels ou complices de crimes de masse contre la population, en plus tous avaient adopté la muselière et la piquouse qui allait servir de caution à l'infâme pass vaccinale ou à la vaccination obligatoire qui allait causer plus de morts encore...

Le dictateur et son mentor, un banquier.

Après avoir prédit l'élection d'une femme, Jacques Attali annonce qu'il votera Macron à la présidentielle - lemediaen442.fr 4 mars 2022

Jacques Attali annonce sur sa page Twitter qu'il votera pour Emmanuel Macron aux deux tours. L'homme qui reste à son poste, contrairement à tous les présidents qu'il voit défiler depuis Mitterrand, et se vantait même d'avoir fabriqué Macron :

« Emmanuel Macron ? C'est moi qui l'ai repéré. C'est même moi qui l'ai inventé. Totalement. A partir du moment où je l'ai mis rapporteur, où il y avait Tout-Paris et le monde entier et où je ne l'ai pas éteint, il s'est fait connaître. C'est la réalité objective. » Tiré du livre d'Anne Fulda, Emmanuel Macron. Un jeune homme si parfait.

Attali avait pourtant prophétisé qu'une femme aurait dû prendre la succession de son poulain et ce devait être Audrey Tcherkoff qui écrivait le livre — préfacé par son mentor — Manuel pour une sortie positive de la crise, livre qui préparait l'avenir du Nouvel Ordre Mondial, rien que ça ! Mais voilà, à trop se vanter sur les plateaux TV, les internautes avaient flairé le lièvre et ainsi neutralisé une candidature télescopée d'avance par l'homme en noir. lemediaen442.fr 4 mars 2022

LVOG - Je n'avais pas suivi, je croyais qu'il pensait à Pécresse qui avait été invitée à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013, à moins qu'ils se soient ravisés ou qu'ils aient cherché mieux... Ce n'est pas difficile avec la multitude de candidats qu'ils ont recrutés dans leurs différents think tanks néolibéraux, genre Young americain leader, le Forum des jeunes leaders mondiaux de Davos, etc.

Et pendant ce temps-là...

Lu - Rien de tel qu'une bonne crise pour occuper les esprits. Et faire obstinément avancer un agenda mondial.

Et après deux années à découvrir que nos médias racontaient à peu près n'importe quoi à peu près tout le temps, tout le monde a immédiatement oublié. On recommence à donc écouter avec ferveur les mêmes médias débiter les mêmes approximations, les mêmes mensonges, à cacher les mêmes vérités inconfortables au discours officiel, participant ainsi à l'espèce de communion d'esprit débilitante dans laquelle une masse considérable d'individus barbote avec une certaine volupté.

C'est extraordinairement pratique parce que ça permet de faire passer complètement en dehors du champ de vision toute une avalanche de nouvelles qui ne sont bonnes que pour une infime proportion de l'Humanité et qui sont des cauchemars en devenir pour plus des 99,9% restants.

DOSSIER UKRAINE

C'était une fausse information de l'OTAN relayée par son agence de presse, l'AFP.

Attaque d'un site nucléaire ukrainien: l'ambassadeur russe à l'ONU dénonce "un mensonge" - BFMTV 4 mars 2022

La Russie n'a pas attaqué le site nucléaire ukrainien de Zaporojie, une accusation qui est un «mensonge», a affirmé au Conseil de sécurité de l'ONU l'ambassadeur russe Vassily Nebenzia, en accusant l'Ukraine d'avoir provoqué un incendie dans cette installation. L'accusation selon laquelle la Russie est responsable «fait partie d'une campagne de mensonges» à l'encontre de Moscou, a-t-il asséné. L'Ukraine et les Occidentaux ont accusé la Russie d'être à l'origine de l'attaque.

Selon le magazine Défense & Sécurité internationale, les images de combats montrent surtout «des bâtiments administratifs, avec une progression terrestre (pas d'artillerie/aviation)». «La centrale n'est donc pas "bombardée" et jusqu'à preuve du contraire, les bâtiments réacteurs ne le sont pas», a poursuivi le magazine dans un fil de publications sur les réseaux sociaux revenant sur les enjeux de l'épisode en question.

Répondant aux journalistes, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Rafael Mariano Grossi, a expliqué que selon ses informations, le projectile à l'origine des dégâts «prov[enait] des forces russes». «Nous n'avons [toutefois] pas de détails sur le type de projectile, cela pourrait être beaucoup de choses différentes», a-t-il précisé. RT 5 mars 2022

Se référant à l'Inspection d'État pour la réglementation nucléaire de l'Ukraine, l'administration militaire de la région a annoncé vendredi 4 mars que la centrale a été prise par les forces militaires de la Russie.

Par la suite, le maire de la ville d'Enerhodar, Dmitri Orlov, a déclaré qu'il n'y a pas de combat ni dans la ville ni sur le site de la station. sputniknews.com 4 mars 2022

Faits et arguments pour démonter la propagande de guerre officielle.

Lu - Posons maintenant la question suivante qui revient sans cesse.

Pourquoi Poutine n'a-t-il pas coupé le gaz à une Europe qui en manque rapidement ?

Parce que cela viserait les populations civiles. S'il ne cible pas les civils en Ukraine pour minimiser leur colère d'être envahi, alors pourquoi utiliserait-il cette arme maintenant contre des civils en Allemagne qui détiennent la clé pour renverser les politiciens et les oligarques fous qui ont provoqué cette guerre en premier lieu ?

Cela n'a aucun sens stratégique. Cela témoigne également d'une sorte de confiance dans la position militaire de la Russie en Ukraine, ce qui donne du crédit aux informations selon lesquelles la Russie atteint ses objectifs stratégiques sur le terrain en Ukraine.

D'accord, c'est la configuration du terrain.

Alors, quels sont les véritables objectifs de Poutine ? Comme je l'ai dit au début, rien de moins que de briser le dos de Davos et de leurs

agents aux États-Unis et au Royaume-Uni, agents qui tourmentent la Russie depuis plus d'un siècle.

Les pivots géopolitiques : Azerbaïdjan, Ouzbèkistan et Ukraine

Lu - La réponse est donné en 1997 par l'ancien conseiller du 39ème président américain, Jimmy carter : « les trois quarts des ressources énergétiques connues y sont concentrées… L'Eurasie demeure, en conséquence, l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale… Les conséquences géostratégiques de cette situation pour les États-unis sont claires : l'Amérique est bien trop éloignée pour occuper une position dominante dans cette partie de l'Eurasie, mais trop puissante pour ne pas s'y engager… Les États qui méritent tous les soutiens possibles de la part des États-Unis sont l'Azerbaïdjan, l'Ouzbèkistan et l'Ukraine car ce sont tous les trois des pivots géopolitiques » 2.

2 - Zbigniew Brzezinski, « Le grand échiquier ». Bayard Editions, 1997. p. 59, 61, 193 et 194.

Rappel des évènements depuis 2014 ou la version censurée par les médias et gouvernements occidentaux et leurs vassaux.

Lu - L'Occident est allé trop loin en fomentant un coup d'État en Ukraine en 2014 suite aux nombreuses manifestations organisées à Kiev en réaction à l'annonce du président Ianoukovytch de préférer conclure des accords avec la Russie plutôt qu'avec l'Europe.

Derrière ces manifestations appelées « l'Euromaïdan », on trouve la CIA et sa Radio Free Europe/Radio Liberty qui émet en Europe et au Moyen Orient, offrant des programmes dans toutes les langues pour déstabiliser des pays. Réalisé par un mélange répugnant composé d'une belle brochette de charognards, tels que des agents de la CIA et autres services de pays de l'OTAN, d'ONGs dont International Renaissance Foundation de George Soros, des nazis de Svoboda et autres nostalgiques de Stepan Bandera, un nationaliste ukrainien qui s'est illustré au cours de la Seconde Guerre mondiale en collaborant avec l'Allemagne nazie et en créant la Légion ukrainienne sous commandement de la Wehrmacht, ce coup d'État a mené à la fuite puis à la destitution du président Viktor Ianoukovytch considéré comme trop proche de la Russie.

Depuis la chute de l'URSS, l'Ukraine était le point de concentration de toute l'attention de l'empire qui n'a de cesse de vouloir déstabiliser la Russie en créant de fausses « révolutions » dans tous les pays qui l'entourent et toujours avec le financement des ONG de George Soros. Déjà en 2004, on avait vu la « révolution orange » qui a marqué le rapprochement de l'Ukraine avec l'Europe et l'OTAN.

L'empire avait donc gagné et a installé ses marionnettes à la tête de l'Ukraine livrée à une bande de nazis et de bandits rivalisant d'ignominie. Quand on donne le pouvoir aux fascistes, on peut s'attendre au pire. La haine ethnique s'est installée, propagée par les médias et le pouvoir. Les partis nazis Svoboda et Pravy Sektor financés par les Occidentaux, organisaient des camps d'entraînement et formaient des bataillons paramilitaires qui défilaient dans les rues sous les acclamations des civils, comme au bon vieux temps de Tonton Adolphe. Et le pire est arrivé, avec la bénédiction des « grandes démocraties » que sont les États-Unis et l'Union européenne. Tout ce qui était pro-Russe, communiste, antifasciste, rom, était pourchassé et lynché dans les rues. C'est le massacre d'Odessa, le 2 mai 2014, qui a montré au monde ce dont étaient capables ces nazis soutenus par Oncle Sam et l'UE. 48 personnes d'ascendance russe qui s'étaient rassemblées devant la Maison des Syndicats, ont été massacrées, les Ukrainiens « innocents » ayant mis le feu au bâtiment où elles s'étaient réfugiées pour échapper à la folie furieuse de cette horde de nazis bavant la haine. La plupart ont été brûlés vifs, dont des gamins de 16 ans et des pensionnés, et ceux qui sautaient dans le vide pour échapper aux flammes étaient battus à mort avec des barres de fer. Une femme enceinte a été étranglée avec le cordon d'un téléphone dans l'un des bureaux. Et pendant ce temps-là, des civils au-dehors remplissaient des cocktails molotov pour aviver l'incendie. Voilà ce qu'est l'Ukraine aujourd'hui : un peuple de nazis pour la plupart, et fiers de l'être. Les autres vivent dans la terreur depuis des années. D'ailleurs, beaucoup de ceux qui fuient le pays devant l'avancée de l'armée russe savent qu'il va leur en cuire pour ce qu'ils ont fait ou laissé faire. La preuve, c'est que malgré le fait qu'ils soient devenus des réfugiés, cela ne les empêche pas de montrer leur racisme dégoûtant en refoulant les personnes noires, arabes ou asiatiques pour les précéder au passage de la frontière. Et ce sont ces gens-là que l'Europe accueille à bras ouverts…

Dans l'est de l'Ukraine, le Donbass, région minière, où s'étaient installés des familles russes du temps de l'URSS, la population étant forcément proche de la Russie à travers des liens de parenté et de culture, s'est vu interdire de parler la langue russe et a été considérée ouvertement comme une sous-race : bombardements, pogroms, viols, crucifixions, et toutes les horreurs que peuvent commettre les fascistes lorsqu'ils sont déchaînés.

Leur but était de « nettoyer » cette région de tout russophone. Comprenant qu'elle était destinée à être exterminée, la population du Donbass s'est rassemblée et a fait sécession, réclamant son autonomie. Le Protocole de Minsk a été mis en place pour mettre fin à la guerre qui sévissait au Donbass, l'armée ukrainienne pilonnant sans relâche la région autonome. Il y eu 14 000 morts au Donbass depuis 2014, pour la plupart des civils, sans que l'UE ne bronche. L'accord réclamant un cessez-le-feu immédiat a été signé le 5 septembre 2014 par les représentants de l'Ukraine, de la Russie, de la République populaire de Donetsk (DNR) et de la République populaire de Lougansk (LNR) pour mettre fin à la guerre en Ukraine orientale. Il n'a jamais été respecté par Kiev.

Voici un petit aperçu de la façon dont les gens du Donbass sont perçus par l'Ukraine avec le discours de l'ancien président Porochenko en décembre 2014 : « Nous aurons du travail et eux non ! Nous aurons les retraites et eux non ! Nous aurons des avantages pour les retraités et les enfants, eux non ! Nos enfants iront à l'école et à la garderie, leurs enfants resteront dans les caves ! Parce qu'ils ne savent rien faire ! Et c'est comme ça, précisément comme ça, que nous gagnerons cette guerre ! ». Entretemps, l'armée américaine entraînait les milices nazies qui faisaient des émules et grossissaient, pour finir par intégrer la garde nationale, dont le Bataillon Azov basé à Marioupol. À titre d'information, il est intéressant de noter que ce bataillon nazi est financé par l'oligarque milliardaire ukraino-israélien Ihor Kolomoïsky qui

finance aussi les bataillons Aïdar, Donbass, Dnipro 1, tous nazis et chargés du nettoyage ethnique du Donbass.

Le nouvel homme de l'OTAN et de l'UE, le « héros » actuel de l'Ukraine, Volodymyr Oleksandrovytch Zelensky, a remplacé Porochenko à la tête de l'Ukraine depuis le 20 mai 2019. D'origine juive et sioniste convaincu, c'est un guignol au sens propre du terme puisqu'il était un humoriste très populaire en Ukraine et qu'il a notamment dansé en talons aiguilles et a joué du piano avec son sexe. Il suffit de taper son nom sur internet pour avoir accès à ses « prestations ». Il a donné le nom de son émission télévisée « Serviteur du peuple » à son parti et a ouvertement déclaré qu'il voulait que l'Ukraine entre dans l'UE et dans l'OTAN. Cela signifierait accepter des bombes nucléaires américaines sur le territoire ukrainien…

C'en était trop. Vladimir Poutine a sifflé la fin de la partie.

En Occident, c'est l'hystérie collective et les masques tombent. Tous sont en faveur de l'Ukraine fasciste, même la « gauche », et des manifestations rassemblent des foules dans tous les pays occidentaux avec des drapeaux ukrainiens bleu et jaune et des drapeaux aux couleurs de Bandera, ce criminel nazi, rouge et noir.

Les Occidentaux sont tétanisés et ne parviennent pas à comprendre que leur empire s'écroule, cet empire qui est à l'image de son « commandant en chef », Joe Biden, dit « Sleepy Joe », un ancien « vieux beau » coureur de jupons complètement sénile qui bafouille et mélange tout. Sa dernière déclaration dans une conférence de presse en dit long sur son état mental : « Poutine peut encercler Kiev avec des chars mais il ne gagnera jamais le cœur et l'âme du peuple iranien ». Oui, vous avez bien lu. Ce serait drôle si le sort de l'humanité n'était pas en jeu avec cette bande de dégénérés.

Les Occidentaux sont pathétiques. Ils sont unanimes à pleurer sur le sort de cette « pauvre » Ukraine en comparant Poutine à Hitler, alors qu'ils soutiennent des nazis purs et durs. C'est hallucinant. Tout cela démontre que l'Occident est dans une crise à la fois politique, sociétale et économique. Il n'y a pas de politiciens consistants, ce sont des gens qui s'engagent dans la carrière politique par opportunisme mais ils sont désespérément incompétents et médiocres. Ce sont de vrais parasites qui dirigent les pays occidentaux et qui se retrouvent à tous les niveaux des institutions. Cet état de fait mène à ce que nous vivons actuellement. Ils sont tous responsables et pourtant ils s'enorgueillissent de leur ignorance crasse.

L'OTAN va-t-elle intervenir officiellement en Ukraine ?

Extrait de Reuters :

« Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré vendredi que l'alliance déployait des éléments de sa force de réaction prête au combat et continuerait à envoyer des armes à l'Ukraine, notamment des défenses aériennes, tout en affirmant que la Russie tentait de renverser le gouvernement ukrainien.

"Nous voyons la rhétorique, les messages, qui indiquent fortement que l'objectif est de renverser le gouvernement démocratiquement élu à Kiev", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion virtuelle des dirigeants de l'OTAN »1.

Stoltenberg a raison, la Russie remet en question les valeurs fondamentales de l'OTAN en matière de sécurité et exige que l'Alliance retire ses forces et ses infrastructures du seuil de la Russie. Ce que Stoltenberg omet de mentionner, c'est que l'expansion de l'OTAN constitue une menace existentielle pour la Russie en plaçant des sites de missiles, des bases militaires et des troupes de combat à sa frontière. Il ne mentionne pas non plus que l'expansion de l'OTAN viole les accords (dont tous les membres de l'OTAN sont signataires) stipulant que toutes les parties à l'accord s'abstiendront de toute action qui pourrait affecter les intérêts de sécurité des autres parties. À Istanbul (1999) et à Astana (2010), les États-Unis et les 56 autres pays de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ont signé des documents « qui contiennent des principes interdépendants visant à garantir l'indivisibilité de la sécurité ».

Concrètement, cela signifie que les nations ne peuvent pas installer des bases militaires et des sites de missiles dans des endroits qui constituent une menace pour les autres parties. Cela signifie que les parties doivent s'abstenir d'utiliser leurs territoires respectifs pour mener ou aider une agression armée contre d'autres parties. Cela signifie qu'il est interdit aux parties d'agir d'une manière contraire aux principes énoncés dans le traité. Cela signifie que l'Ukraine ne peut pas devenir membre de l'OTAN si son adhésion constitue une menace pour la sécurité de la Russie.

Donc, oui, la Russie conteste l'approche de l'OTAN en matière de sécurité, principalement parce que l'approche de l'OTAN est construite sur les décombres de traités que les États membres ont déjà signés et approuvés mais qu'ils refusent maintenant d'honorer parce qu'ils ne font pas avancer leurs objectifs géopolitiques.

Stoltenberg aimerait que nous croyions tous que l'adhésion à l'OTAN devrait simplement être une question de choix personnel (« Chaque nation a le droit de choisir ses propres arrangements de sécurité »), comme on choisit le parfum de la glace que l'on veut manger. Mais ce n'est pas ainsi que les dirigeants protègent leur pays des menaces potentielles. Ces menaces ne peuvent être atténuées que lorsque les autres nations conviennent qu'elles « ne renforceront PAS leur propre sécurité au détriment de celle des autres ». C'est l'essentiel et cela ne changera jamais. La sécurité nationale est la priorité absolue de tout dirigeant et elle le sera toujours. Stoltenberg rejette ce principe fondamental de la sécurité mondiale, et son rejet a ouvert la voie à la guerre. Si vous voulez savoir qui est responsable de la guerre en Ukraine : Blâmez l'OTAN. Voici comment Poutine résume la situation :

« Au cours des 30 dernières années, nous avons patiemment essayé de parvenir à un accord avec les principaux pays de l'OTAN concernant les principes d'une sécurité égale et indivisible en Europe. En réponse à nos propositions, nous nous sommes invariablement heurtés soit à des tromperies et des mensonges cyniques, soit à des tentatives de pression et de chantage, tandis que l'alliance de

l'Atlantique Nord continuait à s'étendre en dépit de nos protestations et de nos préoccupations. Sa machine militaire est en marche et, comme je l'ai dit, elle s'approche de notre frontière.

Pourquoi cela se produit-il ? D'où vient cette manière insolente de parler du haut de leur exceptionnalisme, de leur infaillibilité et de leur toute-puissance ? Comment expliquer cette attitude méprisante et dédaigneuse à l'égard de nos intérêts et de nos demandes absolument légitimes ? …

« Pour les États-Unis et leurs alliés, il s'agit d'une politique d'endiguement de la Russie, dont les dividendes géopolitiques sont évidents. Pour notre pays, c'est une question de vie ou de mort, une question de notre avenir historique en tant que nation. Il ne s'agit pas d'une exagération, mais d'un fait. Il s'agit non seulement d'une menace très réelle pour nos intérêts, mais aussi pour l'existence même de notre État et pour sa souveraineté. C'est la ligne rouge dont nous avons parlé à de nombreuses reprises. Ils l'ont franchie »3.

Il est intéressant de noter que Stoltenberg a été choisi pour devenir le prochain chef de la Banque centrale de Norvège, ce qui illustre la relation intime entre le grand capital et les machinations géopolitiques qui se terminent invariablement par une guerre. (...)

...il serait assez facile pour l'OTAN de mettre fin aux combats en acceptant simplement de rendre l'Ukraine définitivement neutre, en appliquant le protocole de Minsk et en abandonnant tout projet de déploiement de missiles nucléaires en Pologne et en Roumanie. La seule exigence de Poutine est que l'OTAN réponde sérieusement aux préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité

Est-ce que le recrutement de Français pour combattre en Ukraine est légal? par Philippe Rosenthal (Observateur continental) - Mondialisation.ca, 04 mars 2022

L'ambassade d'Ukraine à Paris, comme France Info le rapporte, organise le transfert de ces volontaires français pour accéder au territoire ukrainien et aux zones de combats.

Observateur Continental reste étonné de voir que les médias ne se posent pas la question sur cet envoi de combattants français en Ukraine, à savoir si cela est bien légal?

Pour lire l'article :

- Cliquez ici

Organisation Tyrannique de l'Atlantique Nord, qui plus est xénophobe et raciste...

Lu - Des dizaines de résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant par exemple l'embargo sur Cuba ou l'extension des colonies israéliennes en Palestine ont été totalement ignorées par l'empire.

La russophobie dans les territoires soumis à l'empire tourne au ridicule. L'université de Milan en Italie a annulé un cours sur Dostoïevski parce qu'il est russe. Une autre université veut annuler Tolstoï au motif que ce très grand auteur fut artilleur lors de la Guerre de Crimée (1853-1856).

Les sportifs russes sont bannis de tous les évènements internationaux et des artistes de renom sont sommés d'exprimer leur opinion contre la Russie sous peine de licenciement ou de démission.

Israël a attaqué des forces syriennes au Golan et continue un véritable nettoyage ethnique à Jérusalem. Au Yémen, les raids aériens de la coalition se sont intensifiés depuis la reprise de la guerre en Ukraine.

L'administration Biden envisage de sanctionner l'Inde en vertu du « Countering America's Adversaries Through Sanctions Act » ou (CAATSA). reseauinternational.net 4 mars 2022

En complément, lu dans un autre article.

- Au niveau culturel et sportif, l'hystérie est à ce point que les ressortissants russes sont expulsés des manifestations artistiques, des clubs de sport, etc. Les Russes sont pointés du doigt dans les pays européens, leurs voitures sont taguées, ils reçoivent des lettres de menaces, ou on leur exprime ouvertement qu'ils doivent rentrer chez eux. L'Orchestre Philharmonique de Zagreb en Croatie retire de son répertoire les œuvres de Tchaïkovski en solidarité avec le régime fasciste de Kiev. Le chef d'orchestre russe Valery Gergiev a été limogé de la direction de l'Orchestre philharmonique de Munich, il a également dû démissionner de ses postes de directeur musical des orchestres du Verbier Festival, en Suisse, et du festival d'Edimbourg, en Écosse, tandis que la soprano Anna Netrebko a décidé de suspendre ses concerts.

Finis les « droits de l'homme, finie la « liberté d'expression », finie « la démocratie », l'Europe montre son vrai visage fasciste et hideux. La haine prend le dessus. Dans le journal Le Monde du 28/2, on lit « Les artistes remettent en question leurs engagements auprès de la Russie : Faut-il continuer à diffuser les artistes russes, jouer leur musique ou exposer leurs œuvres au nom de l'universalité de la culture, ou boycotter toute collaboration ? » À quand les autodafés ? Et dire que c'est la Russie qui a libéré l'Europe ! Et à quel prix ? 29 millions de morts soviétiques !

Ukraine : Trente trois ONG dénoncent le racisme anti-noir par Madaniya - Mondialisation.ca, 04 mars 2022

Extrait. Trente trois O.N.G. ont dénoncé vendredi 4 Mars 2022 le racisme anti noir constaté en Ukraine à l'occasion de la guerre russo-ukrainienne, dans un communiqué collectif parvenu au site madaniya.

Exprimant leur « grave préoccupation face aux actes de traitement dégradants et inhumains que les ressortissants africains vivant ou résidant en Ukraine subissent suite à la guerre déclenchée depuis le 24 février 2022 », le collectif invite les autorités ukrainiennes à « mettre un terme au racisme manifesté à l'égard des africains résidant ou séjournant » dans ce pays.

Intitulé « Stop au racisme dans la guerre », le communiqué relève « que plusieurs citoyens d'origine africaine sont confrontés à la persécution, à la xénophobie, au racisme, à la discrimination raciale de la part des autorités ukrainiennes.

« Selon les informations parvenues à nos organisations ainsi que des témoignages recueillis auprès de victimes, la police ukrainienne empêcherait l'évacuation des ressortissants d'origine africaine. A cela s'ajoutent les actes xénophobes orchestrés par les autorités polonaises qui procèdent de manière sélective à l'autorisation d'entrée des personnes fuyant la guerre sur des critères liés à leur couleur de peau. C'est ainsi que plusieurs citoyens africains sont retenus à la frontière Ukraine-polonaise, poursuit le communiqué.

« A cet effet, nos organisations rappellent l'Article1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui stipule: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité».

« Devant les risques d'aggravation de cette guerre et ses conséquences dévastatrices pour les populations civiles et plus largement en Afrique », le collectif dénonce ces pratiques hideuses, xénophobes et discriminatoires relevant d'un autre âge et condamne fermement ces atteintes contraires aux droits humains et aux principes du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire ».

Devant cette montée fulgurante de la haine raciale dans le monde il est urgent que tous les pays respectent et mettent en application la Convention des nations contre le racisme ainsi que le programme et plan d'action de la Conférence Mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie qui y est associée. (Durban en Afrique du Sud, du 31 août au 8 septembre 2001).

Le collectif invite en outre impérativement à l'Union Africaine, l'Union Européenne et aux Nations Unies de se saisir immédiatement de cette situation afin de garantir et assurer une protection adéquate à ces personnes en détresse, conclut le document.

Le document est disponible à la suite de cet article.

Note de la rédaction

La guerre en Ukraine a révélé le tréfonds de la pensée d'une fraction de l'élite occidentale, particulièrement en France, La «Patrie des Droits de l'Homme». Jean Louis Bourlanges, président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, a ainsi vanté l'immigration de qualité qui résulterait de l'afflux d'Ukrainiens en France par comparaison avec les Afghans, les Irakiens ou les Syriens.

M. Bourlanges, pourtant député Modem, une formation qui se revendique de la «Démocratie Chrétienne» a assuré que les Ukrainiens constitueraient en France une «immigration de grande qualité, dont on pourra tirer profit», faisant valoir qu'elle était composée «d'intellectuels».

Ce qui reviendrait à déduire de ces propos qu'il existe de par le monde des réfugiés moins utiles… Parce que culturellement trop différents? Pas chrétiens ou pas Européens? qui conduit les commentateurs à distinguer «accueil de réfugiés» en parlant des Ukrainiens, mais «crise des migrants», quand il s'agit du sort des «basanés» …Irakiens, des Syriens ou des Afghans! Beaucoup de commentateurs et éditorialistes de renom se sont paresseusement laissés aller à ces raccourcis conscient ou inconscient depuis le déclenchement du conflit le 24 Février 2022

Pour aller plus loin sur ce thème, cf ces deux liens :

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/03/01/guerre-en-ukraine-le-traitement-mediatique-du-conflit-cree-l-emoi-au-moyen-orient_6115693_3210.html

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/01/guerre-en-ukraine-le-difficile-exode-des-etudiants-africains_6115635_3212.html

L'article en entier :

- Cliquez ici

Les voix de l'organisation internationale du crime organisé ou CIA.

Le sénateur Lindsey Graham appelle à assassiner le président Vladimir Poutine Réseau Voltaire 4 mars 2022

Le 4 mars 2022, le sénateur Lindsey Graham (Républicain, Caroline du Sud) a appelé sur Fox News à assassiner le président russe Vladimir Poutine, lors d'un entretien avec Sean Hannity.

L'ambassadeur de Russie à Washington, Anatoly Antonov, a qualifié cet appel au meurtre de « criminel, inacceptable et scandaleux ».

Les dirigeants politiques occidentaux n'appellent jamais publiquement à assassiner les dirigeants d'autres pays. Cependant, en 2012, le ministre français des Affaires étrangères (aujourd'hui président du Conseil constitutionnel), Laurent Fabius, avait appelé à assassiner le président syrien Bachar el-Assad. Réseau Voltaire 4 mars 2022

Le ministre luxembourgeois, Jean Asselborn, veut assassiner le président Poutine - lemediaen442.fr 4 mars 2022

La diplomatie européenne est catastrophique… Après Macron et ses menaces juste avant de prendre son envol pour la Russie, Bruno Le Maire qui menace la Russie d'une guerre économique, c'est au tour du ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, de vouloir résoudre le problème ukrainien de manière radicale… en éliminant physiquement le chef du Kremlin.

Invité le 2 mars 2022 sur la radio 100,7, le ministre luxembourgeois a tenu des propos extrêmement graves à l'encontre du président russe Vladimir Poutine en évoquant un possible assassinat : « Si le peuple russe voyait ce que Poutine faisait là-bas en Ukraine et à quel point les Ukrainiens ont peur […], alors, à mon avis, le Kremlin serait renversé. J'aimerais qu'il puisse vraiment être physiquement éliminé pour que cela s'arrête. » lemediaen442.fr 4 mars 2022

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Australie

La fin des distributeurs automatiques de billets en Australie? Des milliers de distributeurs automatiques de billets sont supprimés dans le pays alors que les banques passent au numérique. par Andrew Prentice (DailyMail.com 28 février 2022) - Mondialisation.ca, 04 mars 2022

Alors que les banques australiennes continuent de se concentrer sur les transactions numériques pour les clients, les guichets automatiques et les agences bancaires disparaissent à travers le pays, selon de nouvelles données.

L'analyse a révélé que près de 460 agences bancaires ont fermé à travers la nation ces dernières années, et en remontant jusqu'en 2020, environ 3800 guichets automatiques précédemment actifs ont été supprimés.

La Nouvelle-Galles du Sud à elle seule compte désormais 140 banques en magasin de moins, et près de 300 banlieues ne disposent pas d'un guichet automatique singulier pour retirer de l'argent.

L'histoire est similaire dans l'État de Victoria, où 120 agences ont définitivement fermé leurs portes aux clients.

Les fermetures ont un impact dévastateur sur les communautés locales », a déclaré Julia Angrisano, secrétaire nationale du syndicat du secteur financier.

Les fermetures ont frappé durement les zones régionales et rurales, ainsi que les personnes âgées, a ajouté Mme Angrisano.

Un autre facteur clé de la fermeture des agences et de la réduction des distributeurs automatiques de billets est le fait que les banques gagnent une petite fortune grâce aux transactions numériques quotidiennes.

Alors que l'Australie s'achemine vers une société sans argent liquide, les frais facturés par le client ou le fournisseur pour les services bancaires en ligne sont devenus monnaie courante.

Dans un monde numérique moderne, on estime que 80 % des Australiens préfèrent effectuer leurs opérations bancaires en ligne.

Mais les 20 % restants, à savoir les personnes handicapées ou celles qui ne sont pas familières avec le numérique, sont restées en retrait.

Il est révélateur que la CBA dispose désormais de 875 agences bancaires dans tout le pays, contre 1134 en février 2020.

Leur nombre de distributeurs automatiques de billets a été réduit à un peu plus de 2000 – en 2019, il y avait 4118 distributeurs en circulation.

L'année dernière, la responsable de la distribution d'ANZ, Kath Bray, a déclaré que les fermetures d'agences bancaires étaient un signe des temps, les transactions numériques étant désormais le principal objectif pour beaucoup. Mondialisation.ca, 04 mars 2022

Haut de page

Haut de page

Le 6 mars 2022

J'ai corrigé quelques fautes d'orthographe laissées hier, en fait je relis très vite, je fais confiance au correcteur automatique qui n'est pas fiable. Je manque cruellement de temps et mes yeux fatiguent à l'écran, c'est l'âge aussi. Je suis épuisé à nouveau, mais moralement en pleine forme, remonté à bloc.

En Inde, je baigne depuis plusieurs décennies dans un milieu tellement hyper arriéré, que les cons en France (et ailleurs) me laissent

indifférents à la longue, ça m'exaspère, mais quand on sait qu'on doit commencer par changer de régime avant de changer les hommes, on supporte tout. Adoptez le marxisme et le socialisme, vous verrez, c'est plus efficace que n'importe quelle thérapie pour se sentir mieux... et c'est gratuit !

On n'a jamais cru si bien dire!

Il n'y a pas eu hier en France un raz de marée pour soutenir la guerre de l'OTAN, c'est rassurant, on se rassure comme on peut ! Qui peut encore croire les menteurs qui nous gouvernent, les médias, tous ces partis pourris va-t-en-guerre, après l'épisode covid-19 ?

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

L'impolitesse honorable, hier c'était de défendre les molécules efficaces qui permettaient de traiter le covid-19 contre la vaccination et le pass vaccinal, aujourd'hui, c'est de dénoncer l'OTAN qui a conduit la Russie à intervenir militairement en Ukraine.

Après la victoire de la révolution russe de 1917, à peu de choses près la même coalition militaire livrera une guerre à la Russie en l'encerclant et en l'asphyxiant économiquement, et surtout en armant les forces de la réaction qui livrera une guerre civile d'une cruauté extraordinaire pendant 3 ans au nouvel Etat ouvrier en faisant des millions de morts, mais qui finalement échouera à le renverser, parce que le peuple russe ne voulait pas revenir à l'ancien régime dictatorial et féodal tsariste, pour résumer en gros.

La comparaison avec la Russie d'aujourd'hui s'arrête là, puisque la Russie est retournée à un régime capitaliste depuis 1991.

Toujours est-il que la Fédération de Russie fait l'objet aujourd'hui de la même menace de dislocation programmée par l'OTAN, qui a intégré presque toutes les ex-république de l'URSS, qui lui servent à encercler (militairement) et mener une guerre de harcèlement perpétuelle contre la Russie, au point de constituer une réelle menace pour sa sécurité et sa survie.

Sentant venir le moment où cette menace pourrait se transformer en une agression armée sans qu'elles puissent l'empêcher suite aux déclarations belliqueuses des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, les autorités russes ont décidé de prendre les devants pour neutraliser cette menace insupportable sans attendre qu'il soit trop tard. Autrement dit, au lieu de faire un jour eux-mêmes l'objet de bombardements, elles ont décidé d'intervenir militairement où le foyer de cette menace se précisait et de liquider les installations militaires de leur ennemi, tout en exigeant que la neutralité militaire de ce pays lui soit accordée, incluant l'indépendance des régions attenantes à ses frontières de manière à écarter toute menace de guerre dans l'avenir.

Ainsi, cette intervention militaire russe a davantage un caractère défensif qu'offensif contrairement à ce qu'affirme l'OTAN, qui compte bien se servir de cet argument pour rallier les peuples à sa cause et les tromper sur ses réelles intentions qui n'ont jamais rien eu à voir avec la paix, mais bien avec la guerre, sinon l'OTAN serait dissoute depuis 1991.

Nous ne doutons pas un instant que les esprits faibles ou les âmes sensibles, les citoyens ou travailleurs qui ignorent le déroulement de l'histoire depuis l'avènement du capitalisme ou depuis le début du XXe siècle, condamneront la Russie ou ils manifesteront une réaction purement émotionnelle dénuée de discernement parce qu'ils ont comme nous la guerre en horreur, mais il faut qu'il sache que ces pulsions sont généralement mauvaises conseillères ou ne correspondent pas à la situation ou aux rapports qui existent entre les différents protagonistes, or eux seuls dictent la marche des évènement, leurs émotions aussi légitimes soient-elles répétons-le, ne permettent pas de les comprendre. Bien au contraire, le plus souvent elles induisent en erreur ceux qui leur laissent libre cours, et c'est ainsi qu'ils se font facilement manipuler par des politiciens véreux qui passent leur temps à leur mentir éhontément ou qui abusent de leurs faiblesses et de leur ignorance pour les convaincre d'adopter leur propagande ou d'adhérer à leurs idées, sans leur révéler leurs véritables intentions qui sont à l'opposé des intérêts de la population.

Le scénario simpliste que les acteurs politiques liés à l'OTAN leur serve, est destiné à flatter et amplifier leurs émotions jusqu'à les rendre aveugles ou hystériques, parce qu'une fois cette condition remplie, ils savent que les hommes ne réfléchissent plus, ils obéissent, ils perdent d'un coup tout esprit critique, ils ne sont plus en mesure de penser librement, on peut les manipuler facilement et leur faire croire n'importe quoi, on peut dès leur les embrigader dans n'importe quelle aventure, les mener à l'abattoir sans qu'ils s'en aperçoivent ou alors il est trop tard.

Voilà ce que je m'emploie à éviter et rien d'autres. Si vous considérez que c'est condamnable, n'attendez pas plus longtemps, logez-vous une balle dans la tête !

Un complément de dernière minute après avoir lu un article qu'un lecteur m'a envoyé.

Lu - Le coup d'État organisé en 2014 par les États-Unis en Ukraine, l'installation dans ce pays d'un gouvernement anti-russe corrompu et à leur botte, la volonté de le faire rejoindre l'OTAN pour y installer des armes offensives dirigées contre eux, tout ceci a convaincu les Russes que l'affrontement devenait inévitable. La façon dont ils s'y sont préparés sur les plans militaires économiques et financiers aurait dû attirer notre attention à tous. Le refus des pays occidentaux qui en étaient pourtant les garants d'appliquer les accords de Minsk ont probablement fini de les convaincre que la solution militaire était inéluctable.

La force du sentiment de supériorité occidentale si présent dans nos têtes nous a empêchés de comprendre le sens de l'offensive diplomatique de l'automne dernier. Les demandes écrites de la Russie exigeant des réponses également écrites dont manifestement leurs dirigeants savaient qu'elles étaient vouées à l'échec, tout cela constituait une maskirova, c'est-à-dire une opération d'intoxication destinée à masquer les préparatifs militaires. Une opération du type de celle qui vient de se déclencher nécessitait plusieurs mois de préparation et la décision de principe avait probablement été prise depuis longtemps.

LVOG - Tout cela est évident, je crois que Thierry Meyssan l'avait décrit pour ne pas dire prédit. Oui, ce qui se passe était inéluctable, à

l'initiative de l'OTAN ou de la Russie. Et dire que notamment les crétins de dirigeants de l'extrême gauche le nient.

- On attribue à Lénine la citation selon laquelle : « Les capitalistes nous vendront la corde avec laquelle nous les pendrons ».

LVOG - Alors qu'attendons-nous ?

Une des conneries lues ce matin.

- "*Je crois que l'incompétence médiatique est à son paroxysme.* "

En fait d'incompétence, il s'agit plutôt de connivence...

Et l'auteur de cette connerie de sortir plus loin :

- "*Depuis le début de la crise sanitaire, les médias de masse se font les porte-voix, voire les amplificateurs du discours officiel des autorités en tentant toujours de discréditer ceux et celles qui s'expriment autrement.* "

Bref, encore un qui baigne en pleine confusion et dont l'article servira à l'entretenir. Il y en a à la pelle, que dis-je, des brouettes entières du même genre dans les médias dits alternatifs. Ces intellectuels sont inconsistants, ils feraient bien de commencer par se remettre en cause avant de partager leurs idées.

Parole d'internaute.

- "Vous imaginez que ces "illuminés", par la malveillance, pourraient se mettre à résoudre les problèmes qu'ils ont créés ? Et pour lesquels ils ont été commandités et placés, aux fins de les réaliser !

Vous avez dû louper quelque chose au film, là !"

Soutien au Réseau Voltaire.

Le site internet du Réseau Voltaire résiste ! par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 5 mars 2022

Le site internet du Réseau Voltaire, Voltairenet.org, a été gravement malmené.

Vendredi 24 février au soir, la société qui l'hébergeait en Ukraine l'a laissé tomber. Tous ses employés se sont enfuis. Notre équipe est parvenue à récupérer le serveur à 70km de la ligne de front et à transférer les données en Finlande (Etats membre de l'Union européenne, mais pas de l'Otan).

Jeudi 3 mars, une équipe professionnelle a commencé à attaquer notre nouveau site internet avec d'impressionnants moyens. Elle est parvenue à entrer dans la partie privée du site et à le désorganiser. Nous avons remis en ligne une copie du site datant du 26 février. Toutes les données postérieures sont perdues.

Nous venons juste de rétablir notre système de communication sécurisée. De la sorte, nous pouvons à nouveau échanger avec nos correspondants partout dans le monde.

Malgré les attaques informatiques et les tentatives d'assassinat contre nos journalistes, nous faisons un travail d'information irremplaçable depuis 28 ans. Nous ne reprenons pas des articles d'autres auteurs, mais nous produisons nous-mêmes de l'information. Nous sommes une source sans équivalent.

Nous ferons tout pour poursuivre notre travail, c'est notre combat.

Cependant, nous ne pouvons diffuser ces informations qu'avec ce site internet. Nos moyens sont dérisoires. Si nous subissons de nouvelles attaques nous disparaîtrons. C'est pourquoi, nous avons besoin immédiatement de votre soutien financier.

Participez en :

versant un don de 25 euros
versant un don de 50 euros
versant un don de 100 euros
vous engageant à verser un don de 10 euros par mois

Vous pouvez aussi nous faire parvenir la somme de votre choix par virement bancaire à

"Thierry Meyssan" SASU
IBAN : FR76 1695 8000 0117 4736 0053 145
BIC/SWIFT : QNTOFRP1XXX

21, rue Jeanne d'Arc, 45000 Orléans, France

LVOG - J'ai eu un échange par courriel avec Thierry Meyssan au cours duquel il m'a fourni d'autres détails qui n'ont pas à figurer dans la causerie.

- Cette causerie au format pdf (22 pages)

INTRODUCTION

Lu

- «Mais les médias états-uniens et occidentaux qui ont menti sur le Vietnam, sur l'Irak, sur la Libye, sur la Syrie, sur la Palestine, sur le Venezuela, sur Cuba, vous allez les interdire quand, alors ?»

«RT France, ou Sputnik, ou Al Jazeera etc... Vous ne l'aimez pas ? Eh ben zappez ! Et ne les regardez pas ! Qui oblige qui que ce soit à regarder quoi que ce soit ?»

«J'aimerais qu'on puisse dire, dans un endroit où effectivement on croit à la démocratie : on supporte tous les journaux – y compris des journaux qui défendent des positions russes. Les gens sont assez intelligents pour passer d'un média à l'autre» RT 4 mars 2022

Mais où sont donc passés les antifas ?

C'est à croire qu'ils ont été recrutés par l'OTAN !

Comment se fait-il que les bandes néonazies en Ukraine n'apparaissent nulle part à la Une ou dans les éditoriaux de l'extrême gauche ?

Par crainte d'apparaître comme des suppôts du "*dictateur*" Poutine, ils préfèrent passer pour des complices de l'OTAN ou s'aligner sur Macron, c'est moins risqué, ils ont bien mérité qu'on les caractérise de populiste, ils en font ici une nouvelle fois la démonstration, ainsi ils dévoilent au grand jour leur nature réactionnaire.

La première question qu'on devrait se poser est celle-ci : Pourquoi au lendemain de l'implosion de l'URSS et la dissolution du Pacte de Varsovie, l'OTAN n'a-t-elle pas été dissoute ? Pourquoi cette machine de guerre a-t-elle continué d'exister, sinon que la lutte contre le prétendu communisme n'était qu'un prétexte parmi d'autres pour en fait étendre sa domination sur le monde au fil des décennies à venir, afin de servir la stratégie politique de l'oligarchie anglo-saxonne et ses alliées, donc ses intérêts économiques.

L'oligarchie anglo-saxonne a maintenu l'OTAN pour poursuivre ses guerres partout dans le monde en court-circuitant l'ONU...

Quand les suppôts de fascistes crient au fascisme !

Tout ce que comptent la gauche et la droite, l'extrême gauche et l'extrême gauche en viennent à manifester en soutien au régime néonazi ukrainien et à l'OTAN. Qui l'aurait cru ?

On devrait savourer que le clan de l'oligarchie mondialiste ou de l'Etat profond anglo-saxon se retrouve en difficulté, et que les contradictions entre les membres de toutes les institutions internationales qu'elle contrôle se trouvent exacerbées, et qu'à terme elles explosent suite à la réponse que la Russie a apporté à l'étranglement et aux provocations belliqueuses dont elle faisait l'objet depuis 30 ans de la part de son bras armé, l'OTAN.

On devrait savourer qu'une fois passé l'engouement populaire pour la guerre, l'heure du bilan sonne et qu'elle se retourne en son contraire ou qu'un mouvement ou une perspective révolutionnaire se dessine enfin,

Et bien non, hormis quelques cas isolés, nos braves anticapitalistes ou révolutionnaires regrettent le temps de la paix armée, de la paix sociale qui permettait aux capitalistes de vaquer paisiblement à leurs affaires, bref, de la collaboration de classes tranquille. Vous nous permettrez de ne pas en être hier comme aujourd'hui ou demain.

Le Ministère de la propagande vous informe.

LVOG - La dernière psychose collective. Ils en sont à "anticiper" ou annoncer par avance le nombre de participants à des manifestations.

- Des rassemblements de soutien à l'Ukraine sont prévus ce week-end dans plus d'une centaine de villes de France. Quelque 25.000 manifestants étaient attendus dans toute la France, a anticipé une source policière. AFP 5 mars 2022

Le soir du 5 mars 2022.

- Plus de 40.000 manifestants, selon le ministère de l'Intérieur, ont défilé samedi en France pour protester contre l'invasion de l'Ukraine par la

Russie et dire "non à la guerre en Europe". AFP 5 mars 2022

LVOG - On sait qu'ils truquent et réduisent systématiquement le nombre de participants aux manifestations contre la politique de Macron, donc on est en droit de penser qu'ils procèdent à l'inverse quand se déroulent des manifestations en soutien à la politique de Macron.

Poutine grimé en Hitler, alors que c'est à Kiev que paradent ouvertement les milices néonazies qui ont été intégrées dans l'armée ukrainienne.

Comment la pseudo-gauche et extrême gauche soutiennent l'OTANazi

"Poutine en porte la totale responsabilité", l'OTAN dédouanée, ouf ! Signé: Mélenchon.

Extrait d'Informations ouvrières (POI) n°695.

- Cliquez ici

Extraits de l'intervention de Mélenchon à l'Assemblée nationale, le 1 er mars 2022

- Quelles que soient les causes de l'invasion de l'Ukraine, rien ne peut l'excuser ni la relativiser. La menace qu'elle contient est celle d'une guerre mondiale totale, ce qui en fait un crime contre l'intérêt général humain de notre temps. Le gouvernement de M. Poutine en porte la totale responsabilité, puisque c'est lui, et personne d'autre, qui est passé à l'acte.

LVOG - Voilà pour le déni de 8 ans de guerre en Ukraine, Mélenchon, pas une voix !

Mélenchon est un falsificateur et un agent de l'OTAN en voici la preuve :

- La solution existe aussi : c'est la proclamation de la neutralité de l'Ukraine. Le président Zelensky s'y est dit officiellement prêt. D'ailleurs cette neutralité avait été adoptée par le parlement de l'Ukraine en 1990, le jour du vote de sa déclaration de souveraineté, par 339 voix contre 5. Dans ce document, l'Ukraine déclare solennellement son intention d'être un État perpétuellement neutre qui ne participe à aucun bloc militaire.

LVOG - Il s'est livré là à un exercice consistant à inverser la responsabilité de cette guerre en l'attribuant à la Russie, comment cela ?

C'est simple, à entendre cet escroc, Zelensky serait disposé à satisfaire les demandes de la Russie, or c'est totalement faux, peu importe pour notre illusionniste malfaisant, la Russie est de mauvaise foi, et pour qu'on en soit persuadé, il a passé délibérément sous silence que depuis la "*Révolution orange*" de 2004 portant au pouvoir le candidat de l'OTAN-CIA-UE, Viktor Iouchtchenko, à l'issue d'une insurrection qu'ils ont orchestrée et un coup d'Etat constitutionnel, puis le coup d'Etat perpétré dix ans plus tard par les mêmes acteurs flanqués de milices néonazies, hormis la période entre 2010 et 2014 où un président ukrainien (pro-russe) Victor Ianoukovytch fut élu et qui sera renversé pour avoir osé défier l'UE, l'OTAN politique en Europe, après qu'en novembre 2013, Ianoukovytch eut renoncé de signer un accord d'association avec l'Union européenne au profit de la Russie, ce qui signifie bien qu'à aucun moment l'Ukraine n'a été neutre, et que depuis 2004 l'OTAN-UE la considérait comme un de ses Etats vassaux, à cela on pouvait ajouter les 8 laboratoires militaro-biologiques américains installées en Ukraine.

Le NPA a choisi son camp.

À bas les guerres impérialistes ! Solidarité avec les Ukrainien·ne·s contre la guerre de Poutine ! - 4 mars 2022

- Cliquez ici

- L'urgence est (le) retrait des troupes russes de toute l'Ukraine...

LVOG - Mais pas des dizaines de milliers de mercenaires et autre néonazis provenant de toute l'Europe qui combattent au côté de l'armée ukrainienne conseillée officiellement par un néonazi. Si cela ne vous suffisait pas pour comprendre qu'on est en présence d'agents de l'OTAN ou de la guerre.

- Les appels des UkrainienEs à se faire livrer des armes défensives sont à ce titre parfaitement compréhensibles...

LVOG – Quelle bande de dégénérés avec leur écriture inclusive à la con ! Avis à tous les pays de l'OTAN et à Macron, tu peux livrer des armes au régime néonazi de Kiev, tu as la bénédiction du NPA ! Je sens que les marchands d'armes vont voter Poutou !

LO se range dans le camp de la guerre de l'OTAN

À bas les guerres de Poutine, de Biden et de l'OTAN contre les peuples ! - 28 février 2022

- Cliquez ici

- L'attaque de Poutine contre l'Ukraine est criminelle.

LVOG – Votez Arthaud ou Macron !

- Poutine est un dictateur aux méthodes brutales et criminelles.

LVOG – Votez Arthaud ou Macron !

- Les travailleurs n'ont pas à se ranger dans un camp ou dans l'autre.

LVOG - Notons que ceux qui prétendent les représenter se rangent bel et bien dans un camp en adoptant sa rhétorique.

Faites tomber les masques des imposteurs.

L'ex ministre socialiste, François Rebsamen, appelle à voter pour Emmanuel Macron, "le plus compétent" - BFMTV 5 mars 2022

L'ancien numéro deux du PS et ex-ministre du Travail, François Rebsamen, a annoncé samedi qu'il voterait Emmanuel Macron à l'élection présidentielle, "aucun autre" candidat n'étant "plus compétent". BFMTV 5 mars 2022

LVOG - Alors, les trotskystes lambertistes (POI et POID) ou pablistes (NPA) toujours nostalgique du front unique ouvrier avec le PS ?

Vous allez comprendre pourquoi les imposteurs ne pouvaient souffrir G. Orwell

Vrais mensonges et fausses vérités: les nouveaux standards de la propagande par Xavier Azalbert - francesoir.fr 5 mars 2022

Depuis peu, une translation de l'espace dans lequel nous opérons, intervient.

Dans cette vergence dialectique que l'on nomme «metaverse», le faux est le nouveau vrai. La vérité ne se doit plus d'être un jugement conforme à son objet, l'objet doit se conformer à la vérité. Dans ce paradigme à la merci du pouvoir, au gré de ses besoins, elle est transformée et reformée, inversée et renversée. Aussi, la vérité d'aujourd'hui peut s'opposer à la vérité d'hier. Elle devient ainsi soit un dogme élastique interprétable, soit une notion dépassée qui se doit d'être écartée. C'est un mouvement de flux et reflux incessant dans lequel une chose peut être affirmée un jour et son exact contraire dès le lendemain.

La vérité n'est plus la correspondance entre ce qui est dit et ce qui est. Elle est dite. La vérité n'est plus recherchée et démontrée. Elle est imposée. Devant le pouvoir, le fait s'efface devant l'opinion, la cohérence devant l'incohérence, la constance devant l'inconstance, l'objectivité devant la subjectivité.

Loin « cent faux » (s'en faut), ce n'est pas en empruntant un chemin sémantique tortueux que nous pouvons nous rendre dans la bonne direction. Ni même la moins pire. Le réel finit par rattraper le récit.

Dans le métaverse permanent qui nous est imposé par la propagande d'État en guise d'informations vérifiées et démontrées, c'est donc dorénavant un ensemble de fausses vérités inversées et de mensonges assumés qui accaparent l'actualité. Concomitamment à la modification de la terminologie en droit de la notion d'urgence, une torsion du réel a permis aux pouvoirs publics d'avoir une gestion à vue et à géométrie variable de la crise sanitaire liée à la covid-19. Cette torsion leur a permis d'imposer le récit suivant :

l'hydroxychloroquine et les traitements précoces ne fonctionnent pas ;
les thérapies expérimentales doivent être approuvées en usage de masse ;
le principe de précaution consiste à injecter les enfants et les femmes enceintes ;
le droit doit être étatisé ;
l'État peut substituer aux droits individuels, des devoirs mutualisés ;
les médias ne doivent plus jouer le rôle de 4ème pouvoir : ils ne doivent pas aller à l'encontre des messages du Gouvernement, cela pour ne pas exposer inutilement les citoyens.

Tout ceci va à l'encontre de l'expérience empirique, de l'observation.

Ainsi, dans le plan raisonné de la nouvelle vérité du métaverse, le théorème d'incomplétude de Gödel prend, hélas, tout son sens. En mathématiques, la notion de « démontrabilité » étant relative à un système d'axiomes, une certaine affirmation mathématique peut très bien être démontrable par un système sans l'être par un autre. Aussi, de la même manière qu'il existera toujours des énoncés mathématiques vrais, mais indémontrables sans recourir au bon système, dans le système du métaverse, il est possible d'asséner des vérités sans nécessairement les démontrer.

Cela en devient Orwellien, sauf pour ceux qui analysent le plan connexe de la vraie vie.

Car ceux qui se heurtent au réel constatent que, en réalité :

les traitements précoces fonctionnent : de nombreuses études le démontrent ;
les vaccins ont des effets secondaires importants et peu de bénéfices : ils n'empêchent ni la contamination, ni la transmission, ni les formes graves de la maladie ;
le principe de précaution devrait prévaloir sur l'urgence à injecter des enfants ;
l'État devrait être garant de nos droits et non pas nous imposer des devoirs qui bafouent nos droits ;
le droit devrait être indépendant de toutes considérations politiques ;

les médias devraient être indépendants et libres.

Dans le meilleur des mondes, la vérité devrait l'emporter sur le mensonge, le faux, ce nouveau vrai antinomique à la vérité, que l'on constate partout dans le métaverse. Il est donc temps de ramener le bon sens à un espace orthonormé, où les axes sont indépendants les uns des autres.

Ainsi dans cet espace orthonormé aux dimensions indépendantes, la justice, par exemple, est réellement indépendante du pouvoir, et l'État agit véritablement dans l'intérêt des citoyens. La norme serait alors la raison et le bon sens serait au service du bien commun. Ce n'est plus une organisation des dysfonctionnements imposée artificiellement par le mensonge à la population pour les privilèges de certains, qui opère. (Précisons que l'Etat agit en priorité en fonction des intérêts de la classe dominante ou qui détient le pouvoir économique, et non en fonction des intérêts des citoyens, à moins de nier l'existence des classes aux intérêts antagoniques. - LVOG)

Comme quoi, comme souvent (comme toujours ?), Proudhon avait donc bel et bien raison, totalement raison, concernant le principe de mutuelle*. (Rappelons tout de même que Proudhon se prononça contre la réduction du temps de travail à 8 heures, et condamna le recours à la grève pour y parvenir. - LVOG)

*Ce qu'il appelait le mutuellisme (Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère [1846])

Dans le métaverse, alors que la réalité est tout autre, le faux serait devenu le nouveau vrai, un paradigme instauré au moyen d'un "illusionnisme scientiste". francesoir.fr 5 mars 2022

Commentaire d'un internaute.

- "On est dans "1984", avec le "Ministère de la Vérité" qui est chargé de réécrire l'histoire chaque jour, en l'adaptant aux choix du jour, notamment de l'ennemi du moment.

En fait nous avons collectivement fait l'erreur d'avoir crû que c'était un roman de science-fiction, alors que ce n'est qu'un roman d'anticipation."

LVOG - Je n'ai pas commis cette gravissime erreur.

Qui finance les fact-checkeurs qui cautionnent les fake news des agences de presse et censurent à tour de bras?

Pfizer finance les fact-checkeurs employés par Facebook - francesoir.fr 4 mars 2022

Le laboratoire pharmaceutique Pfizer finance une partie des programmes de formation au journalisme utilisés par Facebook pour former ses partenaires de « fact-checking » chargés de « combattre la désinformation » et de censurer les publications qui critiquent les vaccins contre le Covid-19. Alors que la notion de conflits d'intérêt a été complètement évacuée au cours de cette crise Covid, le géant médical a tissé une vaste toile avec géants du numérique et organismes de presse, dont les fils apparaissent progressivement au grand jour.

Pfizer et l'ICFJ, organe de formation des journalistes financé par les lobbys

Pfizer verse des fonds à l'ICFJ (International Center For Journalists - Centre international pour les journalistes), organisation américaine également financée par les fondations Open Society du banquier milliardaire George Soros. L'ICJF détient un partenariat avec Meta, la société mère de Facebook, dans le cadre de son initiative "Journalism Project". Pour son recrutement, le réseau social s'appuie sur les journalistes formés par cette organisation, qui reçoit le soutien financier de Pfizer via sa bourse Arthur F. Burns 2022 – du nom d'un ancien président de la banque centrale des États-Unis (Fed).

« Le programme le plus ancien de l'ICFJ, la bourse Arthur F. Burns, offre à de jeunes journalistes américains, allemands et canadiens talentueux la possibilité de vivre et de travailler dans ces différents pays. Ce programme hautement personnalisé et concret améliore la qualité de la couverture de l'actualité dans chaque pays et renforce la relation transatlantique », peut-on lire dans le texte de présentation du programme. Après quoi le programme vante ses mérites : « Parmi les journalistes en milieu de carrière qui couvrent les affaires internationales en Allemagne aujourd'hui, au moins la moitié sont des anciens étudiants de la bourse Burns. Plus de 40 anciens élèves de cette bourse travaillent désormais comme correspondants étrangers dans 20 pays pour des médias bien connus, tels que le Washington Post, Reuters, CNN, ARD, Deutsche Welle et le Süddeutsche Zeitung. »

La relation financière entre l'ICJF et Pfizer remonte au moins à 2008, alors que le centre s'est associé au laboratoire dans le cadre d'un « atelier de formation sur la couverture journalistique des problèmes de santé » en Amérique latine.

« L'objectif de l'atelier est de sensibiliser davantage à l'importance de la couverture des questions de santé dans la région et de rappeler comment les médias peuvent devenir des acteurs de premier plan lorsqu'il s'agit d'informer et d'éduquer le public sur les questions de santé qui affectent directement votre santé et votre qualité de vie », est-il écrit sur le site de l'ICJF.

L'unique sponsor de l'atelier : Pfizer.

Des liens d'intérêts multiples

Outre l'ICJF, Pfizer détient des liens d'intérêt avec d'autres organes de presse comme l'agence Reuters dont le président du conseil d'administration, Jim Smith, siège… dans le conseil d'administration de Pfizer. Jim Smith siège également dans plusieurs conseils

d'administration du Forum Économique Mondial fondé par Klaus Schwab, comme la Partnering Against Corruption Initiative et son International Business Council.

Selon le site du Forum Économique Mondial, ses partenaires comprennent : Pfizer, AstraZeneca, Johnson & Johnson, Moderna, Facebook, Google, LinkedIn, Amazon, l'Oréal, Gucci, H&M, Zoom, Total, des fonds financiers qataris, des grands groupes chinois, la fondation Bill & Melinda Gates, BlackRock, de nombreuses banques et des médias comme le TIME, Bloomberg, NBCUniversal et le New York Times.

Reuters fait également partie de la Trusted News Initiative (TNI), créée à partir d'un partenariat entre grands organismes de presse et géants du numérique. Son objectif revendiqué est de « protéger le public de la désinformation, particulièrement lors des moments critiques comme les élections. »

En décembre 2020, la TNI a annoncé dans un communiqué de presse élargir son champ d'action pour lutter contre la désinformation autour des vaccins et des théories du complot.

Selon la BBC, les autres partenaires de la TNI sont Google/YouTube, Facebook, Twitter, Microsoft, l'Agence France-Presse, The Washington Post (propriété de Jeff Bezos), la BBC, l'Associated Press, CBC/Radio-Canada, European Broadcasting Union, le Financial Times, First Draft et The Hindu.

En complément.

- Le British Medical Journal étrille le fact-checking de Facebook : "inexact, incompétent, irresponsable" - francesoir.fr 28 décembre 2021

- Cliquez ici

DOSSIER UKRAINE

Ce que vous ne devez pas savoir sur le régime néo-nazi de Kiev.

Montée des tensions (9) - « Une bande de drogués et de néo-nazis » - Réseau Voltaire 5 mars 2022

En évoquant une bande de drogués et de néo-nazis au pouvoir à Kiev, le président Poutine a beaucoup choqué. La presse atlantisme s'est efforcée de le présenter comme un malade mental. Pourtant, les faits sont là : le pouvoir en Ukraine est bien occupé par une bande de drogués qui a volé les revenus du gaz. Une loi raciale a été votée. Des monuments au Collaborateur nazi Stepan Bandera ont été érigés. Et deux bataillons nazis ont déjà été incorporés dans l'armée régulière.

Par Thierry Meyssan

La stratégie militaire de la Russie est aujourd'hui impossible à décrypter car nous n'avons pas de relevé exact des opérations sur le terrain. Seuls les états-majors russe et otanien en ont. Ce qui est diffusé est clairement faux, dans le cas des journaux occidentaux et du gouvernement ukrainien, et invérifiable, dans le cas des armées de la Russie, de Donestz et de Lougansk.

La seule chose qui est certaine, c'est que —pour le moment— les combats se limitent au territoire ukrainien alors que le conflit concerne la Russie et les États-Unis, et uniquement de manière incidente l'Ukraine.

Nous nous attendons à ce que, le 5 mars 2022, la Russie hausse le ton et porte le conflit sur un second théâtre d'opération.

En attendant, je vais expliquer ce dont le président Vladimir Poutine voulait parler en décrivant les autorités ukrainiennes comme « une bande de drogués et de néo-nazis », une expression extrêmement choquante, mais très étayée.

Peut-être le président Poutine accorde-t-il trop d'importance à ces faits, ou peut-être est-ce nous, Occidentaux, qui les minimisons.

« Une bande de drogués »

Le gouvernement de Viktor Ianoukovytch (2010-14) tentait de maintenir l'Ukraine dans un juste milieu entre son voisin russe et son ami états-unien. Cependant selon le mot du président Bush fils, « Ceux qui ne sont pas avec nous, sont contre nous ». Par conséquent, il était considéré par les Occidentaux comme « pro-Russe ». Il fut renversé par les États-Unis, sous le commandement de l'assistante du secrétaire d'État pour l'Eurasie, la straussienne Victoria Nuland, à l'occasion de la « révolution de la dignité » sur la place Maïdan. Le régime transitoire était au mains d'émeutiers professionnels. On découvrit alors l'ampleur de la corruption de l'équipe Ianoukovytch et les Straussiens décidèrent de gagner plus d'argent encore.

Le 3 avril, un des anciens conseillers du secrétaire d'État états-unien, John Kerry, l'escroc David Archer, et son camarade de défonce, le fils du vice-président Joe Biden, Hunter Biden, rencontrèrent le milliardaire Stephen Schwartman, directeur du fonds d'investissement Blackstone (à ne pas confondre avec Blackrock) en Italie, sur les bords du lac de Côme, à l'Ambrosetti Club.

David Archer, fut placé au conseil d'administration de Burisma Holdings, une des principales sociétés gazières ukrainiennes dont le propriétaire était sous le coup de poursuites judiciaires du FBI et du MI5 en Occident. Les policiers états-uniens et britanniques avaient acquis la conviction que le propriétaire de Bursima, l'oligarque Mykola Zlochevsky, qui était le ministre des ressources naturelles du régime de Ianoukovytch s'était illégalement octroyé des licences pour ses sociétés gazières et pétrolières. Pour cette fonction d'homme de paille, Archer fut rémunéré 83 333 dollars par mois. Une photo de lui à la Maison-Blanche avec le vice-président Biden fut placée sur le site de la

compagnie.

Puis le vice-président Joe Biden et ses conseillers Jake Sullivan et Antony Blinken arrivèrent à Kiev pour promettre l'aide des États-Unis au nouveau régime et organiser des élections crédibles. Cependant, les oblasts de Donestzk et de Lougansk rejetèrent le gouvernement provisoire qui comprenait cinq ministres nazis et, par référendum, proclamèrent leur indépendance. Le lendemain, 12 mai 2014, le fils du vice-président Biden, le junkie Hunter Biden, rejoignit le conseil d'administration de Burisma Holding. Par la suite, un troisième homme, le beau-fils du secrétaire d'État John Kerry, Christopher Heinz, rejoignit David et Hunter au conseil d'administration de Burisma.

Durant le second semestre 2014, sur instructions de David Archet et Hunter Biden, Burisma a versé 7 millions de dollars de dessous de table au Procureur général d'Ukraine du nouveau régime Poroshenko pour rédiger des faux et clore les poursuites judiciaires contre elle et son oligarque de propriétaire. Une écoute téléphonique a permis d'entendre le président Petro Poroshenko confirmer au vice-président Biden que l'affaire était « arrangée ». Les États-Unis avaient donc recyclé l'ancien ministre du « pro-Russe » Ianoukovytch. Par la suite, le procureur général, décidément très gourmand, fut évincé par un vote du Parlement provoqué par les États-Unis, l'Union européenne, le FMI et la Banque mondiale qui souhaitaient aussi sauver l'oligarque et ancienne Première ministre Yulia Tymoshenko, mais à moindre prix.

Tous ces événements ont largement été relatés dans la presse ukrainienne. Ils ne sont que le sommet de l'iceberg. Par exemple, selon le Wall Street Journal, le secrétaire à l'Énergie états-unien Rick Perry aurait fait pression sur le président ukrainien Volodymyr Zelensky pour virer les administrateurs de la société gazière publique Naftogaz et les remplacer par d'autres dont le straussien Amos Hochstein.

En juillet 2019, le président états-unien Donald Trump demande à son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, d'enquêter sur ces affaires de corruption (incluant celle de son propre secrétaire à l'Énergie), celui-ci refuse. Alors que Trump se fait de plus en plus pressant, un fonctionnaire du Renseignement US révèle le contenu de cette conversation et accuse le président Trump d'instrumenter l'Ukraine pour nuire à son rival, le candidat démocrate Joe Biden. Il s'en suivra une procédure de destitution du président Trump au Congrès, l'Ukrainegate.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'un grand nombre de faits de corruption est avéré, qu'ils ont été perpétrés au bénéfice de personnalités ukrainiennes et états-uniennes, et qu'en définitive, des dizaines de milliards de dollars ont disparu et le niveau de vie de la population ukrainienne s'est effondré. Tout cela a été effectué grâce à des hommes de paille qui n'ont aucune compétence en matière de gaz, mais ont en commun de participer aux soirées de consommation de drogue d'Hunter Biden. C'est cela que le président russe Vladimir Poutine a évoqué à juste titre.

D'un point de vue européen, chacun a constaté que depuis un an, le prix du gaz à la consommation a été multiplié par dix. Certes, l'augmentation de la demande est plus importante que celle de l'offre, mais cela ne peut absolument pas expliquer l'ampleur de cette hausse du prix. En réalité, les contrats de gaz à long terme sont toujours calculés à des prix un peu plus chers que par le passé, tandis que les contrats à court terme ont subit une envolée. La différence s'explique exclusivement par la spéculation. Et précisément, Blackstone et les amis du président Joe Biden ont été les premiers à spéculer. Ils s'attendaient à l'évidence à une crise dans un des pays producteurs.

On comprend mieux pourquoi la presse atlantiste minimise l'affaire Hunter Biden, dans laquelle son père devenu président des États-Unis est mouillé jusqu'au cou. En définitive, l'opération militaire actuelle en Ukraine provoque une hausse supplémentaire des prix du gaz, toujours au profit des amis du président US et au détriment des Européens.

Ces faits doivent être reliés à ce que j'écrivais dans l'article précédent de cette série. Jake Sullivan, Antony Blinken et Victoria Nuland, qui ont piloté ces combines, sont des Straussiens. Et comme l'écrivait le premier d'entre eux, Paul Wolfowitz, en 1992 : « Le premier rival des États-Unis, c'est l'Union européenne dont il faut empêcher le développement ».

Au demeurant, ces faits sont des affaires intérieures ukrainiennes et ouest-européenne. Ils ne justifient pas d'intervention extérieure.

« Une bande de néo-nazis »

Le président Vladimir Poutine a également évoqué une bande de néo-nazis. Cette fois, il ne s'agit plus d'un petit groupe de quelques dizaines de personnes, mais de quelques milliers, entre 10 et 20 000.

Pour comprendre, il faut se souvenir qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et l'URSS ont chacun fait prisonnier de nombreux dignitaires nazis. Tous ont essayé de récolter leurs informations. Mais si, au bout de huit mois, les Soviétiques les ont renvoyés chez eux, les États-uniens en ont conservé un certain nombre et les ont recyclés. Chacun sait que, par exemple, le savant nazi qui imagina les V2, Werner von Braun, devint le directeur de la Nasa (opération « Paperclip »). Ou encore que le conseiller spécial du chancelier Adolf Hitler pour l'Ordre nouveau en Europe, Walter Hallstein, devint le premier président de la Commission européenne. Ou encore que l'alpiniste Heinrich Harrer fut chargé par la CIA d'élever le Dalaï-Lama. Ce que l'on sait moins, c'est que la CIA recycla aussi de nombreux SS et policiers de la Gestapo un peu partout dans le monde. Elle plaça par exemple le gestapiste Klaus Barbie à la tête de la Bolivie où il parvint à assassiner Che Guevara, ou le SS Alois Brunner en Syrie (alors alliée de Washington).

Durant toute la Guerre froide, la CIA utilisa les nazis. Cependant, le président Jimmy Carter chargea l'amiral Stansfield Turner de remettre de l'ordre dans l'agence, d'y limiter le rôle de ces agents et d'en finir avec les dictatures. La plupart des nazis furent renvoyés, mais ceux qui pouvaient agir dans le Pacte de Varsovie furent conservés. Ainsi le président Ronald Reagan célébra les « nations captives » d'Europe de l'Est, créant une ribambelle d'associations pour déstabiliser les États membres du Pacte de Varsovie, voire l'URSS.

C'est donc de manière tout à fait logique, qu'en 2007, la CIA organisa à Ternopol (Ukraine) un congrès pour rassembler les néo-nazis européens et les jihadistes moyen-orientaux anti-Russes. Il fut présidé par le nazi ukrainien Dmitro Yarosh et l'émir tchétchène Dokou Umarov. Toutefois ce dernier, recherché par Interpol, ne put pas se rendre sur place. Il envoya donc un message vidéo de soutien. Par la suite, les néo-nazis et les jihadistes se battirent ensemble pour imposer l'Émirat islamique d'Itchkérie à la place de la République tchétchène.

En 2013, l'Otan forma au combat de rue les hommes du même Dmitro Yarosh en Pologne. De la sorte, ils furent opérationnels lors du changement de régime diligenté par Victoria Nuland en Ukraine : la « révolution de la dignité » dite aussi « EuroMaïdan ». La plupart des journalistes sur place ont remarqué la présence inquiétante de ces nazis, mais les personnalités occidentales qui venaient participer à cette « révolution », comme Bernard-Henri Lévy étaient aveugles.

Dans les mois qui suivirent, la présence de cinq ministres nazis dans le gouvernement de transition provoqua les référendums d'indépendance des oblasts de Donestz et Lougansk. Le président Petro Porochenko, sur les conseils des amis d'Hunter Biden, les organisa en unités militaires qu'il plaça à la frontière des nouvelles Républiques populaires de Donestz et de Lougansk. Les groupes néo-nazis étaient financés par le parrain de la mafia locale Ihor Kolomoïsky. Le fait que ce dernier soit président de la Communauté juive d'Ukraine ne l'a pas empêché de choisir ainsi ses hommes de main. Cependant lorsque Kolomoïsky tenta de prendre le contrôle des organisations juives européennes grâce à son argent et par la menace, il se fit éjecter.

Pour renverser le président Porochenko, Ihor Kolomoïsky fabriqua de toutes pièces un nouvel homme politique en produisant une série de télévision, Serviteur du peuple, dont l'acteur principal était un certain Volodymyr Zelensky. Lorsque celui-ci fut élu président et que les Straussiens accédèrent à nouveau à la Maison-Blanche, il accepta toutes leurs suggestions. Il dressa des monuments en hommage à Stepan Bandera, le chef des Collaborateurs nazis durant la Seconde Guerre mondiale. En définitive, il soutint son idéologie selon laquelle la population ukrainienne a deux origines, d'une part scandinave et proto-germanique, d'autre part slave, seuls les premiers sont de véritables Ukrainiens, les seconds ne sont que des Russes, des sous-hommes. Il promulgua, le 21 juillet 2021, une « Loi sur les peuples autochtones » qui prive les Ukrainiens d'origine salve de la jouissance des Droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cette loi n'a pas encore été appliquée.

Durant sept ans, les groupes nazis ont massacré des habitants du Donbass, au hasard. L'Allemagne et la France, garants des accords de Minsk, n'ont rien fait . Les Nations unies elles mêmes ont fermé les yeux. Pendant sept ans, ces groupes se sont développés. Ils sont passés de centaines de soldats à des milliers.

A la demande de Victoria Nuland, le président Zelensky nomma Dmitro Yarosh conseiller spécial du chef des armées. Ce dernier, manifestement gêné, refusa de commenter cet étrange duo pour des questions de « sécurité nationale ». Yarosh réorganisa les néo-nazis en deux bataillons et en groupes urbains. Il lança une vaste attaque des oblasts séparatistes le week-end de la Conférence sur la sécurité de Munich, déclenchant ainsi la réponse russe.

Le 3 mars, le bataillon nazi Aïdar fut vaincu par l'armée russe. Le président Zelensky nomma alors son commandant gouverneur d'Odessa avec pour mission d'empêcher les armées russes de faire la jonction entre la Crimée et la Transnistrie.

Tous ces faits sont indiscutables. On peut estimer que la réponse de la Russie est disproportionnée et inappropriée, mais pas qu'elle soit injustifiée.

Il faut garder à l'esprit que la Seconde Guerre mondiale a été vécue différemment à l'Ouest et à l'Est. En Europe de l'Ouest, le nazisme était une dictature qui s'en est prise à des minorités, les Tsiganes et les Juifs, qu'elle a enlevés et exterminés par millions dans des camps. En Europe de l'Est, le projet était tout autre. Il s'agissait de de libérer un espace vital en exterminant la population slave. Il n'y avait pas besoin de camp. Il fallait tuer tout le monde. Les destructions ne sont pas comparables. La seule URSS a compté 27 millions de morts. La Russie moderne s'est construite sur le souvenir de cette Grande Guerre patriotique contre le nazisme. Pour les Russes, il est inacceptable de porter des croix gammées et de voter une loi raciale. Il faut agir sans attendre qu'elle soit appliquée. Réseau Voltaire 5 mars 2022

Qui est vraiment Zelensky ?

L'homme qui a vendu l'Ukraine par Mike Whitney (unz.com) - Mondialisation.ca, 05 mars 2022

Volodymyr Zelensky est l'actuel président de l'Ukraine. Il a remporté une victoire écrasante à l'élection de 2019 sur la promesse d'apaiser les tensions avec la Russie et de résoudre la crise dans les républiques séparatistes de l'est de l'Ukraine. Il n'a pas même essayé de tenir aucune de ces deux promesses. Au contraire, il a considérablement exacerbé la crise interne de l'Ukraine, tout en provoquant sans relâche la Russie. Zelensky a eu de nombreuses occasions d'aplanir les difficultés avec Moscou et d'empêcher le déclenchement des hostilités. Au lieu de cela, il a constamment aggravé la situation en suivant aveuglément les directives de Washington.

Zelensky est adulé par l'Occident et loué pour sa bravoure personnelle. Mais, dans les faits, il a échoué à rétablir l'unité nationale et à mettre en œuvre l'accord de paix crucial qui est la seule voie vers la réconciliation. Le président ukrainien n'aime pas le protocole dit de Minsk et a refusé d'en respecter les exigences fondamentales. En conséquence, la guerre fratricide à forte connotation ethnique qui a embrasé l'Ukraine au cours des huit dernières années se poursuit aujourd'hui sans qu'aucune issue ne soit en vue. Le président Vladimir Poutine a fait référence à l'obstination de Zelensky dans un récent discours prononcé au Kremlin. Il a déclaré :

« Lors de l'événement d'hier… les dirigeants ukrainiens ont déclaré publiquement qu'ils n'allaient pas respecter ces accords. Qu'ils ne les respecteraient pas. Eh bien, que peut-on dire de plus ? » (Vladimir Poutine)

La plupart des Américains ne réalisent pas que le rejet de Minsk par Zelensky a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les responsables russes avaient travaillé pendant huit ans sur Minsk, élaborant des conditions acceptables pour toutes les parties. Puis, à la onzième heure, Zelensky a mis le holà à l'accord d'un simple geste de la main. Pourquoi ? Qui a dit à Zelensky d'abandonner l'accord ? Washington ?

Bien sûr.

Et pourquoi Zelensky a-t-il déployé 60 000 soldats le long de la ligne de contact (dans l'est de l'Ukraine), d'où ils pouvaient lancer des obus

meurtriers sur les villes et villages des Russes ethniques qui y vivaient ? De toute évidence, le message envoyé à la population était qu'une invasion était imminente et qu'elle devait sortir immédiatement des maisons et/ou s'abriter dans ses caves. Quel objectif Zelensky espérait-il atteindre en forçant ces gens à se tapir dans leurs maisons en craignant pour leur vie ? Et quel message entendait-il envoyer à Moscou, dont les dirigeants étaient absolument horrifiés par ce qui se passait ?

Savait-il que ses actions allaient déclencher l'alerte en Russie, forçant Poutine à mobiliser son armée et à la préparer à une éventuelle invasion pour protéger son peuple de ce qui semblait être une opération massive de nettoyage ethnique ?

Il le savait.

Alors, ces actions sont-elles cohérentes avec les promesses de campagne de Zelensky de restaurer l'unité nationale et de résoudre pacifiquement les problèmes de l'Ukraine avec la Russie ?

Elles ne sont pas du tout cohérentes, elles sont diamétralement opposées. En fait, Zelensky semble fonctionner sur la base d'un scénario totalement différent. Prenez, par exemple, son refus absolu de prendre en compte les préoccupations minimales de la Russie en matière de sécurité. Zelensky savait-il que Poutine avait déclaré à plusieurs reprises que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN était une « ligne rouge » pour la Russie ? Savait-il que Poutine n'a cessé de répéter la même chose depuis 2014 ? Savait-il que Poutine avait averti que si l'Ukraine prenait des mesures pour rejoindre l'OTAN, la Russie serait obligée de prendre des mesures « militaro-techniques » pour assurer sa propre sécurité ? Zelensky sait-il que l'OTAN est une alliance contrôlée par Washington qui s'est livrée à de nombreuses agressions contre d'autres États souverains. Voici une courte liste des haut-faits de l'OTAN :

La destruction de la Yougoslavie
La destruction de l'Afghanistan
La destruction de la Libye
La destruction de l'Irak
La destruction de la Syrie

Zelensky sait-il que l'OTAN est ouvertement hostile à la Russie et considère la Russie comme une menace sérieuse pour ses ambitions expansionnistes ?

Oui, il sait tout cela. Pourtant, il a exprimé publiquement son souhait de développer des armes nucléaires. Qu'est-ce que cela signifie ? Imaginez le problème que cela poserait à la Russie. Imaginez qu'une marionnette soutenue par les États-Unis, comme Zelensky, ait des missiles nucléaires sous la main. Comment pensez-vous que cela pourrait affecter la sécurité de la Russie ? Pensez-vous que si Poutine ignorait tous ces développements, il serait fidèle à son devoir de protéger le peuple russe ?

Et pourquoi Zelensky a-t-il accepté que soient livrées à l'Ukraine des cargaisons successives d'armes létales s'il recherchait sincèrement la paix avec la Russie ? Pensait-il que Poutine était trop stupide pour voir ce qui se passait juste sous son nez ? Pensait-il qu'il normalisait ses relations en développant son arsenal, en menaçant son propre peuple et en se pliant à toutes les exigences de Washington ?

Ou pensait-il que les demandes de garanties de sécurité de Poutine étaient déraisonnables ? C'est cela ? Pensait-il que, si la situation était inversée, les États-Unis permettraient au Mexique d'installer des bases militaires, des pièces d'artillerie et des missiles le long de la frontière sud des Etats-Unis ? Y a-t-il un président dans l'histoire étasunienne qui n'aurait pas fait la même chose que Poutine ? Y a-t-il un président dans l'histoire étasunienne qui n'aurait pas lancé une attaque préventive sur ces armes mexicaines et vaporisé tout être vivant dans un rayon de 30 km ?

Non, les demandes de Poutine étaient tout à fait raisonnables, mais Zelensky les a quand même ignorées. Pourquoi ?

Zelensky sait-il qu'il y a des membres du Secteur droit, des néo-nazis au sein du gouvernement, de l'armée et des services de sécurité. Sait-il que, même s'ils sont peu nombreux, ils constituent une force avec laquelle il faut compter et qui joue un rôle important dans la haine et la persécution des Russes ethniques ? Sait-il que ces éléments d'extrême droite participent à des défilés aux flambeaux, impriment des croix gammées ou des tatouages SS sur leurs bras, et vénèrent l'idéologie racialiste d'Adolph Hitler ? Se rend-il compte que nombre de ces nazis se sont livrés à des actes criminels d'une grande violence, qu'ils ont notamment brulé 40 civils dans le bâtiment des syndicats à Odessa en 2014 ? Se figure-t-il que les programmes secrets de la CIA pour armer et former ces militants d'extrême droite renforcent la confiance mutuelle ou se figure-t-il que cela rappelle à Moscou une guerre catastrophique au cours de laquelle 27 millions de Russes ont été exterminés par la Wehrmacht allemande ?

N'est-il pas évident que tout ce que Zelensky a fait, a été fait dans l'intention de provoquer la Russie ?

Toutes les discussions sur l'adhésion à l'OTAN, toutes les discussions sur le développement d'armes nucléaires, l'accumulation constante d'armes létales, le mouvement des troupes vers l'est, le refus d'appliquer le traité de Minsk et le rejet des demandes de sécurité de Poutine. Tout cela était des provocations délibérées. Mais pourquoi ? Pourquoi « appâter l'ours » (1), telle est la question ?

Parce que Washington veut attirer la Russie dans une guerre pour pouvoir diaboliser davantage Poutine, isoler la Russie, lancer une opération de contre-insurrection contre l'armée russe et imposer des sanctions économiques sévères qui infligeront un maximum de dommages à l'économie russe. C'est en deux mots la stratégie de Washington, et Zelensky aide Washington à atteindre ses objectifs. Il se fait l'outil de Washington. Il sacrifie son propre pays pour faire avancer les intérêts des États-Unis.

Tout cela contribue à souligner un point qui n'est jamais pris en compte par les médias et jamais discuté par les experts des chaînes câblées, à savoir que l'Ukraine va perdre la guerre, et Zelenskyy le sait. Il sait que les forces armées ukrainiennes ne font pas le poids face à l'armée russe. C'est comme écraser une mouche avec un marteau. L'Ukraine est la mouche. Les gens doivent le savoir mais personne ne le leur dit.

Au lieu de cela, on les abreuve de blablas sur des Ukrainiens héroïques qui combattent l'envahisseur russe. Mais ce sont des absurdités, des absurdités dangereuses qui encouragent les gens à sacrifier leur vie pour une cause perdue. L'issue de ce conflit n'a jamais fait de doute : L'Ukraine va perdre. C'est certain. Et si vous lisez entre les lignes, vous verrez que la Russie est en train de gagner la guerre haut la main ; ils écrasent l'armée ukrainienne à chaque pas, et ils continueront à les écraser jusqu'à ce que l'Ukraine se rende. Regardez cette brève interview du colonel Douglas MacGregor sur Tucker Carlson et vous comprendrez ce qui se passe réellement :

Tucker : « Où en est la guerre ce soir ? » (1er mars)

Colonel McGregor : « Eh bien, les 5 premiers jours, nous avons assisté à un mouvement très lent et méthodique des forces russes entrant en Ukraine… Elles se sont déplacées lentement et prudemment et ont essayé de réduire les pertes parmi la population civile, en essayant de donner aux forces ukrainiennes l'opportunité de se rendre. C'est terminé. Et dans la phase dans laquelle nous nous trouvons maintenant, les forces russes ont manœuvré pour encercler et entourer les forces ukrainiennes restantes et les détruire par une série de frappes massives de roquettes d'artillerie, de frappes aériennes avec les blindés russes qui se rapprochent lentement mais sûrement et anéantissent ce qui reste. Donc, c'est le début de la fin de la résistance ukrainienne.

Tucker : Quel est l'objectif de Poutine ici ? »

Colonel McGregor : « Poutine est en train de remplir la promesse qu'il a faite en 2007 à la Conférence sur la sécurité de Munich : 'Nous ne permettrons pas l'expansion de l'OTAN jusqu'au point où l'OTAN touche notre frontière, en particulier en Ukraine et Géorgie'. Nous considérons ces pays comme des chevaux de Troie de la puissance militaire de l'OTAN et de l'influence des États-Unis… ». Il a répété cet avertissement à maintes reprises, dans l'espoir de ne pas avoir à nettoyer l'est de l'Ukraine de toute force d'opposition, quelle qu'elle soit, et de ne pas avoir à placer ses forces dans une position, par rapport à l'OTAN, qui nous dissuaderait de toute nouvelle tentative d'influencer l'Ukraine ou d'en faire un tremplin pour projeter la puissance américaine et occidentale en Russie.

Son objectif – à ce jour – est de s'emparer de toute cette zone de l'est de l'Ukraine (à l'est de la rivière Dniepr) et il a traversé la rivière et il se prépare à entrer et à capturer entièrement cette ville (Kiev).

À ce stade, Poutine doit décider de ce qu'il veut faire d'autre. Je ne pense pas qu'il veuille aller plus à l'ouest. Mais il veut s'assurer que quelle que soit la forme que prendra ensuite l'Ukraine… elle sera « neutre », non alignée et, de préférence, amicale envers Moscou. Cela ll l'acceptera. S'il ne l'obtenait pas, sa guerre n'aurait servi à rien. »(« Colonel Douglas MacGregor avec Tucker Carlson« , Rumble)

Lien vidéo...

Que pouvons-nous déduire de cette courte interview :

1.La Russie va l'emporter et l'Ukraine va perdre.

2.L'Ukraine va être divisée. Poutine va créer le tampon dont il a besoin pour assurer la sécurité de son pays.

3.Quiconque gouvernera la partie occidentale de l'Ukraine devra déclarer sa « neutralité » (par écrit) et rejeter toute offre d'adhésion à l'OTAN. S'ils violent cette promesse, ils seront démis par la force.

Mais la chose la plus importante est que tous les principaux acteurs de ce fiasco savaient dès le départ que l'Ukraine n'avait aucune chance de vaincre l'armée russe. C'était couru d'avance.

Ce que nous voulons savoir, c'est pourquoi Zelensky n'a pris aucune mesure pour éviter la tragédie avant qu'elle ne se produise ?

La réponse à cette question permet de comprendre « qui est vraiment Zelensky ».

Posez-vous cette question : Pourquoi Zelensky n'a-t-il pas négocié avec Poutine quand il pouvait le faire ? Pourquoi n'a-t-il pas retiré ses 60 000 soldats de l'Est ? Pourquoi n'a-t-il pas arrêté les livraisons d'armes de Washington ? Pourquoi n'a-t-il pas appliqué le traité de Minsk ? Pourquoi n'a-t-il pas rejeté l'offre d'adhésion à l'OTAN ?

Enfin, pourquoi était-il si déterminé à faire exactement ce qui allait mettre Moscou en colère et accroître la probabilité d'une guerre ?

Il n'est pas difficile de répondre à ces questions.

Zelensky a agi sur les ordres de Washington depuis le début. Nous le savons. Il a également mis en œuvre l'agenda de Washington, pas le sien et certainement pas celui de l'Ukraine. Nous le savons aussi. Mais cela ne l'exonère pas de sa responsabilité. Après tout, c'est un adulte capable de distinguer le bien du mal. Il sait ce qu'il fait, et il sait que c'est mal ; pire que mal, c'est impardonnable. Il envoie des hommes mourir dans une guerre qu'il sait qu'ils ne peuvent pas gagner ; il inflige des souffrances et des blessures incalculables à son propre peuple sans aucune raison ; et – le pire de tout – il a ouvert la voie à la dissolution de l'Ukraine elle-même, le pays qu'il avait juré de défendre. Ce pays va être brisé en morceaux dans le cadre d'un règlement final avec la Russie, et Zelensky aura une bonne part de responsabilité. Mondialisation.ca, 05 mars 2022

La haine contre les Russes a remplacé la haine contre les non-vaccinés.

LVOG - Vous observerez que l'exemple, le pire, vient toujours des élites ou d'en haut, pas d'en bas ou du peuple.

Le boycott antirusse en marche accélérée - francesoir.fr 5 mars 2022

Nous sommes au dixième jour du conflit russo-ukrainien et le bannissement des artistes ou sportifs parce qu'ils sont russes, s'intensifie de toutes parts. Devenus persona non grata de toutes les scènes occidentales, ils sont suspendus de leurs fonctions les uns après les autres.

Punir les Russes à tout prix

Cela a commencé un peu comme une farce, avec l'exclusion de la Russie du concours de l'Eurovision. Depuis, on ne compte plus le nombre d'artistes chassés des théâtres, opéras, festivals ou compétitions sportives.

Punir les Russes parce qu'ils sont russes… telle semble être la volonté des Occidentaux. Désormais, s'ils veulent continuer à exercer leurs fonctions, les Russes sont invités à exprimer publiquement leurs opinions politiques et à dénoncer la politique de Vladimir Poutine.

Ces derniers jours, le monde de la musique classique a été secoué par le limogeage de Valery Gergiev, chef d'orchestre et directeur artistique de l'Orchestre philharmonique de Munich.

Le maire de la ville, Dieter Reiter, lui avait demandé de s'exprimer sur le conflit en prenant clairement ses distances avec le régime de Poutine. Une demande à laquelle le chef d'orchestre, connu pour sa proximité avec le maître du Kemlin, n'a pas cédé.

Depuis le 23 février 2022, Valery Gergiev était à la direction musicale de l'opéra "La dame de pique" de Piotr Ilitch Tchaïkovski, joué à la Scala de Milan. La direction du théâtre lui avait demandé de s'exprimer publiquement en plaidant pour une "solution pacifique" au conflit. Une demande à laquelle le chef d'orchestre n'a pas accédé. Ce refus lui vaut aujourd'hui d'être retiré de l'affiche à partir du 7 mars 2022, pour une période indéterminée.

La censure peut prendre également des allures d'autocensure. En délicate posture, la chanteuse lyrique Anna Nebrebko a décidé de suspendre tous ses concerts.

Hier, c'était au tour du délégué général du Festival de Cannes d'exclure les délégations russes de sa prochaine édition, qui aura lieu du 17 au 28 mai prochain. « Une façon pour nous de protester contre ce qui se passe là-bas » déclare Thierry Frémaux, sur France Info. « On a voulu marquer notre désapprobation, aussi modeste soit-elle ». Cette décision est d'autant plus incompréhensible que l'immense majorité des réalisateurs et acteurs russes ne soutiennent pas la politique de Vladimir Poutine et ont fait connaître leur position publiquement.

Aux pires moments des tensions avec l'Iran, les échanges artistiques n'ont jamais cessé. Les réalisateurs iraniens, dont l'immense majorité dénonçaient le régime des mollahs, n'ont jamais été interdits de Festival de Cannes.

La bêtise passe la barrière des espèces

Après les artistes, les sportifs, les restaurateurs, c'est au tour des chats d'origine russe d'être exclus des différents événements où ils sont censés participer. « Le conseil d'administration de la Fife estime qu'il ne peut pas simplement être témoin de ces atrocités et ne rien faire » a écrit la Fédération Internationale féline dans un communiqué paru le 3 mars. Que s'est-il passé pour que ces pauvres bêtes soient ainsi chassées ? Auraient-elles répondu « niet » lorsqu'on leur a demandé de condamner la politique russe ?

Sur les traces du wokisme

Si l'on pense que le monde des idées ne progresse que par l'échange et le débat contradictoire, nous avons de quoi être inquiet. Sans dialogue, il ne reste que la confrontation violente. Aujourd'hui, le conflit entre la Russie et l'Ukraine infecte les rapports humains et sociaux, et achève de fracturer une société sérieusement fissurée.

La haine contre les Russes, encouragée par les autorités, les médias et les institutions n'a plus aucune limite. Tout ce qui est russe semble disqualifié et bon à jeter à la poubelle. Même les morts font les frais de cette crise.

Le théâtre national de Zagreb vient de déprogrammer des œuvres de Tchaïkovski, en solidarité avec le peuple ukrainien. En Slovaquie, l'orchestre philharmonique national a censuré de son programme une partie de la cantate Alexandre Nevski de Serge Prokofiev.

Le 1er mars 2022, l'écrivain italien Paolo Nori, également professeur à l'université de Milan, a dénoncé l'annulation de son cours dédié à l'écrivain russe Fedor Dostoïevski.

« Je pense que ce qui se passe en Ukraine est une chose horrible et j'ai envie de pleurer rien qu'en y pensant. Mais ce qui se passe en Italie aujourd'hui, ces choses-là, sont des choses ridicules : censurer un cours est ridicule. Non seulement être un Russe vivant aujourd'hui en Italie est un péché, mais être un Russe mort l'est également. Lorsque Dostoïevski était vivant, en 1849, il a été condamné à mort parce qu'il avait lu quelque chose d'interdit » a déclaré Paolo Nori, très abattu.

De très nombreuses institutions prestigieuses ont pris des distances avec la culture russe. C'est le cas du Royal Opera House de Londres qui vient d'annuler la série de représentations du ballet du Bolchoï prévues pour l'été prochain. Des actions qui ne sont pas sans rappeler celles des wokes dont elles partagent toutes les simplifications renforcées par l'esprit de meute.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que les batailles avaient lieu sur le territoire, personne n'a jamais eu l'idée d'interdire Goethe, Schiller, Mozart ou Beethoven.

Si les appels à la paix se multiplient de toutes parts, la guerre à la culture russe semble bien avoir été déclarée. francesoir.fr 5 mars 2022

En complément. Lu dans un article publié par Mondialisation.ca

- L'occident woke et moralisateur se perd encore une fois dans la cancel culture en annulant tout ce qui touche de près ou de loin à la Russie et en amalgamant les produits de consommation russes, les joueurs de hockey russes, les orchestres symphoniques russes à Vladimir Poutine. Il faut vraiment être naïf pour croire que cesser de vendre de la vodka à la SAQ et empêcher les adolescents russes de jouer au World junior va changer quoi que ce soit à la stratégie militaire du clan Poutine.

L'impérialisme US, seul responsable de la crise

Le Hezbollah soutient la Russie et l'Ukraine contre les USA - Réseau Voltaire 5 mars 2022

Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a pris position sur la crise ukrainienne lors d'un discours télévisé, le 4 mars 2022.

Selon lui, il suffit de réfléchir un peu et de se souvenir de ce qui se passe depuis des années pour constater que la Russie et l'Ukraine sont tous deux victimes de l'impérialisme US, seul responsable de la crise. Réseau Voltaire 5 mars 2022

Haut de page

Le 7 mars 2022

En temps de guerre un militant est mobilisé 24H/24 !

Depuis le 26 février le portail est actualisé quotidiennement, je ne vous promets pas de tenir à ce rythme-là longtemps. Je partage toutes les tâches ménagères avec ma compagne qui n'est pas ma servante, et il arrive souvent qu'elle s'absente pour aller aider sa famille, c'est une brave femme et je la respecte.

La plupart des féministes ne peuvent pas en dire autant, ils ou elles sont comme les opportunistes, gauchistes, écologistes, pacifistes ou anticapitalistes, etc. devenus des fanatiques hystériques va-t-en-guerre au côté de l'OTAN et Macron !

Ici, on dit ce qu'on pense et on fait ce qu'on pense, cela ne peut déplaire qu'à ceux qui ne sont pas capables d'en faire autant ou qui n'y sont pas habitués, désolé, on ne changera jamais, personne ne les oblige à se connecter à ce portail, je n'ai pas une conception de la liberté à sens unique, voyez-vous.

Bachar el-Assad a défendu avec le peuple syrien la souveraineté de la Syrie contre une horde de barbares venus d'une centaine de pays soutenus et armés par L'OTAN, le Pentagone, la CIA, l'Union européenne, qui l'ont traité de dictateur.

Volodymyr Zelensky a fait entrer dans son gouvernement des néonazis sans consulter le peuple ukrainien soutenus par L'OTAN, le Pentagone, la CIA, l'Union européenne, qui le traitent en démocrate.

Nous nous sommes placés au côté du peuple syrien en refusant d'apporter le moindre soutien à ceux qui voulaient renverser Bachar el-Assad, nous nous plaçons au côté du peuple ukrainien, dont les intérêts ou aspirations sont incompatibles avec l'existence d'un régime s'appuyant sur des organisations militaires néonazies.

Leur humanisme est la politesse des salauds... la preuve.

LVOG - Ils osent tout. La voix du Forum économique mondial qui affame, pille, saccage, surexploite et opprime l'Afrique, voilà pour leur "*impératif moral*".

- Afrique : « Pourquoi promouvoir l'égalité salariale est un impératif moral » - LePoint.fr 7 mars 2022

Qui a osé dire ?

- Joe Biden est "*le chef d'État le plus populaire du monde libre*"

Réponse : Le Premier ministre israélien Naftali Bennett dans le Times of Israel. courrierinternational.com 6 mars 2022

- Cette causerie au format pdf (18 pages)

INTRODUCTION

L'opportunisme a ses limites.

Ceux qui se réclament du droit international sont pris à leur propre piège. Comment cela ?

Cela vaut pour ceux qui se disent anti-impérialistes en général ou qui dénoncent les méfaits de l'impérialisme américain en ménageant la Russie et la Chine, là en l'occurrence, avec l'intervention militaire russe en Ukraine ils sont gênés aux entournures, car au nom du principe dont ils se réclament, ils se voient contraints de condamner la Russie donc de faire le jeu de leur ennemi, l'impérialisme américain ou l'OTAN.

Ils refusent d'admettre habituellement, bien qu'il leur arrive parfois de l'affirmer, ce qui signifie qu'ils ont parfaitement conscience d'être inconsistants ou opportunistes, que le droit international a été forgé essentiellement par et pour servir les intérêts de l'impérialisme américain, il s'en réclame quand il y trouve son compte, et si ce n'est pas le cas il le contourne ou le viole délibérément, donc en aucun cas il n'a aucune valeur coercitive ou il ne doit s'opposer à ses intérêts.

En l'impérialisme américain exige que tous les autres Etats membres de l'ONU, hormis la Grande-Bretagne et Israël ou ponctuellement leurs alliés principalement des puissances occidentales respectent à la lettre les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité ou l'Assemblée plénière de l'ONU sous peine de sanctions politiques, économiques ou militaires.

Le droit international est donc conçu pour être un instrument politique au service de domination de l'impérialisme américain sur le reste du monde et rien d'autres. Donc s'en réclamer en se proclamant anti-impérialiste, c'est comme donner un bâton à l'impérialisme américain pour se faire battre, c'est ridicule et forcément improductif.

Déclaration de La Voix de l'Opposition de Gauche

La confrontation entre l'OTAN et la Russie qui a débuté fin février 2022 modifie la situation politique en France, de telle sorte que tous les candidats qui manifestent bruyamment leur soutien à l'OTAN vont être perçus de plus en plus comme des faiseurs de guerre, alors que les masses aspirent profondément à la paix, du coup se profile un autre scénario que celui que nous avions prévu ou qui était sur le point de se réaliser avant cette guerre.

Cette guerre pourrait bien être celle de trop, mais pas pour ceux que les éditorialistes désignent, car intervenant à la suite de celle que Macron a déclenché contre le peuple depuis deux ans pour ne pas dire cinq ans, ce qu'on observe, c'est qu'elle contribue à modifier le rapport entre les classes et ouvre la voie à une crise politique au lendemain de l'élection présidentielle qui frapperait de plein fouet les institutions de la Ve République, si Mélenchon était élu président de la République, cette crise politique pourrait dès lors déboucher sur une crise révolutionnaire suite à la guerre civile déclenchée par la réaction...

Ce que je veux dire, c'est que cette élection n'intervient plus exactement dans le même contexte politique que celui dans lequel nous étions avant le 24 février. On assiste à une radicalisation des classes que Mélenchon a répercutée en partie dans ses derniers discours et qui est bien accueilli par les travailleurs et les jeunes, le gigantesque meeting de Lyon le 6 mars où étaient présents plus de 15.000 personnes en atteste si besoin est, de son côté Poutou (NPA) a fait salle comble le 1er mars à Villeurbanne, Arthaud (LO) tiendra un meeting national au Zénith à Paris le 3 avril, ce qui était totalement impensable il y a encore quelques mois. Bref, il faudrait être aveugle ou de mauvaise foi pour ne pas s'apercevoir qu'une dynamique est enclenchée qui pourrait balayer tous les pronostics ou sondages truqués débouchant sur une confrontation au second tour entre des candidats de la réaction, donnant Macron gagnant dans tous les cas de figure.

Les médias qui votent Macron se focalisent toujours sur un des aspects du discours de Mélenchon en le présentant comme un suppôt de Poutine et de la guerre, de manière à dissuader les électeurs influencés par la propagande officielle de voter pour lui. Aveuglée par leur haine de tout discours déviant de la ligne officielle commanditée par l'oligarchie anglo-saxonne ou l'OTAN, l'AFP s'est félicitée de sa condamnation de "*la guerre de monsieur Poutine*", y voyant un moyen de "*dissiper les critiques de certains à gauche qui lui attribuent une attitude complaisante vis-à-vis de Vladimir Poutine ces dernières années*" (20minutes/AFP 6 mars 2022), en commettant toutefois une grave imprudence ou erreur révélatrice, en précisant que Mélenchon "*a assuré vouloir comprendre et pas excuser Poutine*", ce qui pour ceux qui savent lire ou entendre signifiait, qu'à défaut de s'abstenir de ne pas condamner Poutine, parce que dans ce cas-là la meute enragée des médias lui tomberait dessus, Mélenchon admettait à demi-mot que Poutine était moins à blâmer que l'OTAN dans la responsabilité de cette guerre.

Si de notre côté nous ne sommes pas dupe du double langage permanent de Mélenchon, toujours est-il qu'il n'en fallait pas davantage pour que tous ceux qui se réclament de la gauche, à tort ou à raison, c'est une autre histoire, se rallient à Mélenchon ou appellent à voter pour lui. Partant de ce constat, on peut en déduire qu'une grande partie de ceux qui s'apprêtaient à voter pour d'autres candidats se réclamant de la gauche ou de l'extrême gauche vont être tentés de voter Mélenchon, car il est le seul candidat à pouvoir battre le tyran Macron.

Du coup, sans modifier d'un iota notre caractérisation de Mélenchon, sans se faire la moindre illusion sur ses réelles intentions, sans renier nos principes et notre indépendance, compte tenu de la situation telle que je viens de l'exposer succinctement et la manière dont elle pourrait évoluer au cours des mois qui suivraient l'élection présidentielle si Mélenchon était élu, la question politique se pose avec acuité dorénavant de savoir si on doit ou non soutenir sa candidature sans se compromettre le moins du monde ou prendre le risque de participer à l'échec de son élection, sachant que de toute évidence son élection précipiterait une crise politique accélérant la lutte de classe du prolétariat, qui espérons-le pourrait entraîner une recomposition du mouvement ouvrier sur la base du socialisme, auquel n'adhère pas Mélenchon ou contre Mélenchon qui l'a abandonné il y a fort longtemps faut-il préciser, tout du moins dans l'état actuel des choses.

La situation sociale et politique nous commande de demeurer plus lucide que jamais ou raisonnablement optimiste, et de conserver en permanence à l'esprit les objectifs politiques pour lesquels nous combattons, le renversement du régime en place et l'instauration d'une République sociale, rien ni personne ne peut prévoir à l'avance comment placés dans des conditions nouvelles les hommes peuvent réagir, n'ayant pas vraiment le choix, nous sommes contraints de faire comme si nous accordions le bénéfice du doute à Mélenchon.

En aparté.

J'ai soumis ce texte à plusieurs lecteurs du portail avant de le publier. Un d'entre eux m'a répondu ceci :

- Vraiment bien vu et expliqué ! j'ai pensé la même chose après avoir éteint le poste dès les premières paroles de Mélenchon j'ai repris après quelques minutes et au finale j'ai fait la même analyse que toi sans trop y croire.

Le numéro d'illusionnisme de Mélenchon.

Jean-Luc Mélenchon lors du meeting le 6 mars, à Lyon.

Twitter

- Démonstration de force pour J-L Mélenchon qui réalise aujourd'hui le plus grand rassemblement de la campagne : 15.000 personnes étaient réunies à Lyon.

- "Craignez-moi puissants. J'ai 70 ans, je n'aspire pas à une carrière mais à un honneur, celui d'être le 1er président qui tient sa parole"

Quelle parole ?

- "Stop à la guerre, stop à l'invasion de l'Ukraine, à bas l'armée qui envahit l'Ukraine. Solidarité avec les Ukrainiens, que ce soit l'armée régulière ou ceux qui montent sur les chars pour ralentir leur avancée" (Qui montent sur ces chars ? - LVOG)

- Jean-Luc Mélenchon a également brocardé les "cinq milliardaires qui possèdent autant que 27 millions de personnes", ou cogné, encore, sur l'augmentation de la fortune des plus riches, "des parasites covidaires" qui profitent de la politique mise en place par la majorité depuis cinq ans, selon ses dires. Et d'ironiser: "Le ruissellement à l'envers, ça s'appelle un aspirateur". (Qui a voté à l'Assemblée nationale les quelques 600 milliards d'euros versés aux capitalistes dont les plus riches ? LFI. - LVOG)

- « Je m'engage, si vous m'élisez, à consulter l'Assemblée nationale au moins une fois par an s'il y a quelque conflit où nous serions engagés militairement », a promis le député des Bouches-du-Rhône. Le HuffPost 7 mars 2022 (Vous avez bien lu, il nous engagerait dans un conflit militaire et c'est seulement ensuite qu'il consulterait l'Assemblée nationale, qui en plus n'aurait pas disparu, tout comme l'intégralité des institutions de la Ve République, autrement dit il agirait comme ses prédécesseurs. - LVOG)

Twitter

- L'invasion de l'Ukraine change le cours de l'Histoire. Vladimir Poutine commence un nouvel ordre mondial basé sur la force. (Le Great Reset, le nouvel ordre mondial totalitaire version Forum économique mondial, jamais entendu parler ! - LVOG)

- Monsieur Poutine est seul responsable, parce que c'est lui qui a décidé de passer à l'acte ! (Parce que l'OTAN ou les Américains n'étaient pas passés à l'acte avant en Ukraine et toutes les ex-républiques de l'URSS ? - LVOG)

- "Je propose la sortie de l'Otan, organisation inutile, qui provoque par son agitation un peu partout des tensions" (Des "*des tensions*", il appelle ainsi toutes ses guerres depuis plus de 50 ans ! Inutile, vraiment ? Pas pour tout le monde. - LVOG)

- A la place, il a plaidé pour des « alliances altermondialistes qui partent de l'intérêt général humain » (Là il nie que la société est divisée en classes aux intérêts antagoniques et irrémédiablement opposés, il nie la lutte des classes. - LVOG)

Au NPA ils sont bourrés de fric !

Poutou en meeting le 1er mars à Villeurbanne

« Le papier pour les bulletins de vote nous a coûté 800.000 euros, on a loué les salles de meeting… Tout est fait pour qu'on n'ose pas se présenter. »

LVOG - Au NPA, ils sont combien, entre 2 et 3000 militants, mais où trouvent-ils tout ce fric ?

DOSSIER UKRAINE

En bref

- Le Danemark a annoncé vouloir rejoindre par référendum la politique de défense de l'Union européenne, dont il se tenait à l'écart depuis trois décennies, ainsi qu'une forte hausse de ses crédits militaires.

Volonté de s'affranchir du gaz russe «le plus vite possible», 2% du PIB consacré à la défense d'ici à 2033 et près d'un milliard d'euros de dépenses militaires en plus dans les deux prochaines années : la Première ministre Mette Frederiksen a présenté ce 6 mars soir un accord

noué avec la quasi-totalité des partis au Parlement. RT 7 mars 2022

- La Russie a mis en garde les pays voisins de l'Ukraine contre l'accueil d'avions de combat de Kiev qui seraient ensuite utilisés contre les forces de Moscou, mettant nommément en cause la Roumanie, un Etat membre de l'OTAN.

«Pratiquement toute l'aviation du régime de Kiev apte au combat a été détruite. Mais nous savons de source sûre que des appareils ukrainiens se sont envolés vers la Roumanie et dans d'autres pays voisins», a déclaré le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov.

«L'utilisation du réseau d'aérodromes de ces pays pour servir de base à des avions militaires ukrainiens et leur utilisation subséquente contre les forces armées russes pourraient être considérées comme une implication de ces pays dans un conflit armé», a-t-il ajouté. RT 7 mars 2022

Confrontation OTAN - Russie

Guerre en Ukraine : nouvelles menaces de Poutine envers l'Europe - La Tribune 6 mars 2022

Le président russe Vladimir Poutine a souligné samedi que la Russie considérerait comme cobelligérant tout pays tentant d'imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine, une revendication de Kiev que l'OTAN a rejetée, et a affirmé que les sanctions imposées à son pays s'apparentaient "à une déclaration de guerre".

Poutine a également mis en garde contre une éventuelle perte par l'Ukraine de son "statut d'État" si les autorités ukrainiennes ne changent pas de politique.

"Les autorités actuelles (ukrainiennes, ndlr) doivent comprendre que si elles continuent de faire ce qu'elles font, elles mettent en question l'avenir du statut d'État ukrainien. Et si cela se passe, elles en seront entièrement responsables", a déclaré le maître du Kremlin.

"Ces sanctions qui sont mises en place, cela s'apparente à une déclaration de la guerre", a estimé Vladimir Poutine. "Mais Dieu merci, on n'en est pas encore arrivé là", a-t-il ajouté. La Tribune 6 mars 2022

Il a ensuite adressé aux Occidentaux une “mise en garde glaçante” contre l’instauration par l’Otan d’une zone d’exclusion aérienne au-dessus de l’Ukraine, réclamée avec insistance par le président ukrainien Volodymyr Zelensky ces derniers jours, mais jusqu’ici catégoriquement écartée par l’alliance, écrit The Independent.

Une telle décision “représenterait une menace pour nos soldats” et serait considérée comme “une entrée en guerre”, quel que soit le pays concerné, a expliqué Vladimir Poutine. “Les conséquences seraient catastrophiques pour l’Europe et pour le monde entier”, a-t-il averti.

Tout aussi inquiétant, il a affirmé que les sanctions financières imposées par les Occidentaux depuis l’invasion de l’Ukraine s’apparentaient à une “déclaration de guerre” courrierinternational.com 6 mars 2022

Sans surprise, ONG et OTAN : même camp, même combat !

Greenpeace dénonce l'amarrage en France d'un méthanier venu de Russie - Paris Match 6 mars 2022

Greenpeace a condamné samedi l'arrivée du "Boris Vilkitsky" en Loire-Atlantique, un méthanier transportant du gaz liquéfié venu de Russie.

La Russie se tourne vers la Chine.

Visa et Mastercard c’est fini en Russie qui se tourne encore plus vers la Chine ! - insolentiae.com 7 mars 2022

“Les spécialistes américains des cartes de paiement Visa et Mastercard ont annoncé samedi suspendre leurs opérations en Russie après l’invasion de l’Ukraine, poussant des banques russes à migrer sur le système chinois de cartes de paiement UnionPay.

Dans les jours à venir, toutes les transactions initiées avec des cartes Visa émises en Russie ne fonctionneront plus en dehors du pays et toutes les cartes Visa émises en dehors de la Russie ne fonctionneront plus dans le pays, a déclaré l’entreprise”.

Cela va également pénaliser considérablement les transactions des “touristes” et des “étrangers” en Russie. Remarquez, ce n’est pas forcément le meilleur moment pour aller visiter Moscou !

Selon l’agence de presse russe Tass, la banque russe Sberbank, la plus grande banque du pays, a déclaré que les sanctions annoncées par Visa et Mastercard n’affecteraient pas les utilisateurs des cartes qu’elle émet en Russie.

“Après les annonces de Visa et de Mastercard, plusieurs banques russes parmi lesquelles Sberbank, Alfa Bank et Tinkoff, ont annoncé qu’elles allaient prochainement commencer à émettre des cartes de paiement utilisant le système chinois UnionPay couplé au réseau russe Mir”.

La Russie se tourne donc encore un peu plus vers son voisin chinois capable de le fournir en tout. Je dis bien en tout. Des puces aux écrans d'ordinateurs, tant que la Chine est approvisionnée en énergie russe elle pourra produire tout ce qu'il faut à la Russie, y compris des logiciels et des systèmes de paiements !

D'un point de vue analytique pur, la Russie pourra tenir bien plus longtemps que l'Europe à condition que la Chine ne se joigne pas aux sanctions occidentales. insolentiae.com 7 mars 2022

La réponse russe aux sanctions.

La Russie recommande la suspension temporaire des exportations d'engrais - Reuters 4 mars 2022

Le ministère russe de l'Industrie et du Commerce annonce vendredi avoir recommandé aux producteurs nationaux d'engrais de suspendre temporairement leurs exportations au regard de la situation géopolitique et de ses conséquences.

"Au vu de la situation actuelle avec les opérateurs logistiques étrangers et des risques associés, le ministère a dû recommander aux producteurs russes de suspendre temporairement les expéditions à l'étranger d'engrais russes, jusqu'à ce que les transporteurs reprennent un rythme de travail et fournissent les garanties que les exportations d'engrais russes seront intégralement assurées", peut-on lire dans un communiqué.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a déjà provoqué une hausse des cours des intrants agricoles. Les sanctions prises par les Etats-Unis et l'Union européenne contre Moscou, et plus particulièrement les transactions financières russes, entravent les exportations. Reuters 4 mars 2022

Une remarquable analyse de la situation

De la vaccinolâtrie à la PSYOP ukrainiste occidentale par Sébastien Renault - Réseau International 6 mars 2022

- Cliquez ici

- L'article au format pdf

Après des années d'expérimentation dans les laboratoires pathogènes de classe 4, un tout nouveau coronavirus a finalement été mis au point et introduit intentionnellement fin 2019. Les criminels qui ont présidé à son introduction ont fait en sorte qu'il se répande sur toute la planète. Ils ont, pour ce faire, mis en œuvre les moyens coercitifs les plus aptes à contrecarrer le développement d'une immunité collective naturelle (autrement dit, d'une immunité stérilisante), pour finalement imposer aux populations des injections expérimentales qui les empêchent désormais de développer une immunité durable contre le SRAS-CoV-2.

Les concepteurs de ce virus artificiel sont parvenus à flouer le monde entier par la promotion d'une grande peur mystificatrice pratiquement inédite, avant d'encourager tous les grands pays civilisés, si fiers de leur « haute conscience » et de leur primauté scientifique, à adopter des politiques de confinements… antiscientifiques ! Ces confinements unilatéraux n'ont fait que renforcer la virulence pathogénique et mutationnelle du SRAS-CoV-2, tout en assurant une destruction systématique des économies des nations dans la foulée. Nous en subissons amèrement les conséquences aujourd'hui, et nous n'avons encore rien vu.

Les citoyens libres et conscients de la systématisation politico-médiatique de la contrevérité peuvent certes continuer de lutter contre ce mensonge métastasé en démontrant, preuves en main, que de nombreuses personnes « vaccinées » (y compris des enfants) sont aujourd'hui hospitalisées des suites d'une soudaine thrombose ou myocardite ; que d'autres sont atteintes du syndrome de Guillain Barré, entre autres émergences subites de troubles neurologiques « inexpliqués » ; que d'autres sont décédées des suites d'une crise cardiaque quelques jours, parfois même tout juste quelques heures après avoir été inoculées (raison inavouée pour laquelle l'injection Johnson & Johnson a désormais été suspendue) ; que ces thérapies géniques expérimentales ne protègent pas contre la transmission du SRAS-CoV-2 ; qu'elles ont déjà tué un nombre par trop élevé de personnes qui n'avaient pas le moindre besoin de se faire « vacciner », etc…

Pour les psychopathes à la tête de nos gouvernements, cela n'a pas la moindre espèce d'importance. C'est la technocratie qui décide, non pas la réalité. Le scientisme, en lieu et place de la science et des faits. Le modèle collectiviste de gouvernement qui s'impose aujourd'hui au sein de nos États sécuritaristes ne tolèrera aucune résistance de la part de complotistes et autres camionneurs de la liberté, puisqu'il repose sur le « consensus » scientifique (comprendre, encore une fois, scientiste). Ce dernier a parlé. Fin du débat.

Peu importe que les privations de liberté n'aient aucune justification sanitaire. Les besoins politiques de la technocratie en marche justifient à eux seul l'autoritarisme en usage, pour introduire les démocraties dans l'ère nouvelle du post-État de droit. La criminalisation des mouvements de protestation contre la ségrégation sociale et les restrictions « sanitaires » injustifiées s'impose donc d'elle-même, et les forces armées de ce nouvel ordre de la république totalitaire et vaccinolâtre ont bel et bien été au rendez-vous de la répression arbitraire contre les droits et les libertés inaliénables des peuples.

Le déclenchement précipité des hostilités en Ukraine a fait disparaître presque toute allusion médiatique à la gravité de la crise sanitaire qui avait pourtant occupé sans relâche les devants de la scène évènementielle depuis mars 2020. En passant du matraquage covidiste à celui du conflit d'opérette atlantico-russe (mené en Ukraine au profit des intérêts du mondialisme), nous sommes soudainement passés de cet ordre de la vaccinolâtrie d'État à celui de la propagande occidentale de guerre, pour procurer une échappatoire « providentielle » aux

principaux traîtres envers les nations, à commencer par les dirigeants d'États ayant présidé à la mise en place de toutes les mesures directement impliquées dans la mort de millions de personnes depuis mars 2020 – suppression des traitements précoces, confinements ayant décimé les petites entreprises et profité aux milliardaires du Forum économique mondial, injections expérimentales dangereuses et inefficaces, passes sanitaires et « vaccinaux », etc.

De leur côté, ces mêmes dirigeants occidentaux se font aujourd'hui les messagers unanimes de la liberté du peuple ukrainien opprimé sous la pression impérieuse de la féroce Russie poutinienne. La veille encore, on les voyait porter atteinte aux libertés fondamentales de leurs propres compatriotes « non-vaccinés » à grands coups de promulgations exécutives de régimes de restrictions et de permissions d'essence dictatoriale…

Quelle cabale d'hypocrites !

Il fallait donc détourner l'attention des populations en voie de révolte plus que justifiée face à la répétition des initiatives étatiques liberticides et à l'aggravation corrélative de leur appauvrissement économique inéluctable. Il fallait donc laisser la vedette à la « guerre en Ukraine », que les forces de l'ingérence et de la suprématie économique étasunienne en Europe et en Eurasie n'ont eu aucune difficulté médiatique à présenter comme une invasion du territoire ukrainien par la Russie conquérante de Vladimir Poutine.

Opération dénazification de l'Ukraine et logique interne de ce conflit

Le coup d'envoi des opérations de l'armée russe le 24 février dernier en Ukraine a été présenté (à un monde occidental tristement accoutumé à l'acceptation des fabrications narratives de ses médias s'alignant systématiquement sur la logique de coopération militaire, politique et économique entre les États-Unis et l'Europe occidentale) comme une agression criminelle expansionniste de la part de la Russie dirigée par un chef d'État mégalomane et dictatorial en la personne de Vladimir Poutine. Lors de son intervention télévisée de ce même 24 février1, Poutine n'avait pourtant pas manqué d'afficher clairement les ambitions légitimes de la Russie justifiant son double objectif de démilitarisation des forces armées ukrainiennes néo-nazifiées et de protection des civils contre les manœuvres sous faux drapeau du régime pro-atlantiste basé à Kiev. Rappelons que ce dernier mène depuis huit ans une guerre contre la population d'origine russe installée dans l'est de l'Ukraine (avec des pertes qui se comptent aujourd'hui à plus de 10 000 morts), en toute impunité et sans soulever la moindre indignation de la part de l'Occident. Le seul « crime » commis par ces pauvres gens, oubliés par l'unanimisme pacifique à la sauce occidentale, réside dans leur refus d'accepter la légitimité du coup d'État atlantiste de février 2014.

La Russie ne demande que le respect des limites qu'il est juste et nécessaire d'imposer à l'essor euroasiatique de l'OTAN. Ce respect n'implique rien d'autre qu'un retour de ce dernier à la configuration plus restreinte de sa zone d'influence, telle qu'elle existait en 1997. Les forces de monopole pro-occidental cherchent depuis des années à adjoindre l'Ukraine à leur zone de contrôle et de suprématie géo-économique. L'intégration en 25 ans de quatorze pays au sein des « frontières » toujours plus englobantes de l'OTAN atteste qu'elle n'a jamais cessé de poursuivre un expansionnisme autocratique visant à encercler progressivement la chasse gardée, à bon droit, de l'ours russe. La résistance de celui-ci est parfaitement légitime, au sens rationnel du terme (d'aucuns protestent haut et fort qu'elle contrevient violemment au droit international pénal, sans pour autant se soucier des infractions régulières de ce même droit international par l'empire occidental aux quatre coins de la planète), comme l'est sa revendication de voir l'OTAN renoncer à son assimilation de ces quatorze pays à proximité de ses frontières.

Vladimir Poutine a par ailleurs clairement énuméré quatre mesures qu'il met en demeure l'oligarchie ukrainienne pro-occidentale dirigée par Volodymyr Zelensky d'adopter de toute urgence pour éviter les conséquences d'une action militaire beaucoup plus sévère et radicale de la Russie. Elle doit :

reconnaître la Crimée et Sébastopol comme territoires russes ;
renoncer officiellement à adhérer à l'OTAN (conformément au projet d'accord soumis par la Russie aux États-Unis et à l'OTAN en décembre 2021) ;
négocier un accord avec les États sécessionnistes du Donbass, les républiques populaires de Donetsk (RPD) et de Lougansk (RPL) dont l'indépendance a été officiellement reconnue par Poutine le 21 février dernier ;
consentir à sa propre démilitarisation (désarmement).

Notons d'ailleurs, à l'encontre du désaveu ou simplement de la sourdine complice des grands médias occidentaux sur cette question simplement fondamentale pour l'intelligence du conflit actuel et de ses enjeux géostratégiques immédiats, que la présence de milices de combattants néonazis2 et de djihadistes tchétchènes aux côtés des forces armées nationalistes ukrainiennes, particulièrement actifs à l'intérieur du Donbass séparatiste (dont la population majoritaire est acquise aux actions menées par la Russie), est un fait amplement démontré.

Ce qui se voit sur le terrain, loin des distorsions habituelles du narratif si cher aux amateurs occidentaux de fausses nouvelles atlantistes et de diabolisation hollywoodienne de la Russie, c'est que les forces gouvernementales ukrainiennes ne font pas preuve d'une résistance efficace depuis le commencement des hostilités ouvertes. Leurs diverses formations réparties dans plusieurs zones du Donbass, y compris les gardes-frontières, ont très vite déposé les armes face au déploiement des forces armées de la Fédération de Russie. Celles-ci ont montré leur résolution dès le début du conflit en menant une frappe étendue à travers l'entièreté du territoire ukrainien, neutralisant ses infrastructures militaires au moyen d'armes de haute précision. Dans le même élan d'actions ayant pour objectif le démantèlement des équipements de défense des forces nationalistes3, elles ont encore pris le contrôle de leurs installations nucléaires, dont la centrale de Tchernobyl.

Dans la foulée des avancées de l'armée russe, les forces des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk ont amorcé leurs propres percées offensives et libéré plusieurs villes et agglomérations de l'oblast de Louhansk.

L'administration de Zelensky se voit donc déjà acculée, sans recours stratégique réaliste face à la progression inéluctable de son ennemi beaucoup plus intelligent et efficace. Ne lui reste plus que la technique du bourrage persuasif de la désinformation en continu et le recours à des actions terroristes dirigées contre les infrastructures civiles, pour pouvoir en accuser les « envahisseurs » russes par l'entremise des médias occidentaux, toujours trop heureux de se prêter à la répercussion du narratif propagandiste en provenance de Kiev.

Les puissances occidentales n'ont évidemment rien à gagner en Ukraine, si l'on considère ce pays et ses propres problèmes internes en tant que tels. Ils ne s'en servent qu'à des fins stratégiques de pression dirigée contre la Russie, exutoire diabolisé de l'Occident.

Le passage d'une crise à une autre n'a certes rien d'étonnant. Et l'on peut parier, sans grand risque de tomber à côté de la plaque, que le réveil d'une guerre latente (menée pour des intérêts aussi bien russes qu'atlantistes), au moment précis où la propagande sanitaire commençait à s'enrayer, n'est pas du tout un accident.

Les gens aujourd'hui si indignés en Occident seraient, encore une fois, bien inspirés de se pencher tant soit peu sur ce qu'a été la réalité des huit dernières années de bombardements réguliers des provinces de l'est de l'Ukraine (dans le Donbass). Ces crimes ne sont pas le fait des forces russes, mais bien des forces néo-nazies pro-atlantistes de l'Ukraine fanatiquement russophobe. Réalité systématiquement occultée par les grands médias propagandistes américano-européistes.

Si l'on regarde une carte, les États-Unis ont maintenant amené leur crise des missiles de Cuba aux portes de la Russie, tout cela au nom de la « liberté » et de la « paix ». Malheureusement, c'est toujours la même formule et toujours les mêmes techniques de fabrication du consentement et du soutien unilatéral du monde occidental à une certaine conception de la guerre, de la justice, et de la paix. Parce qu'une grande partie des gens en Europe occidentale comme aux États-Unis sont parfaitement inconscients de la nazification de l'Ukraine d'obédience atlantiste, des crimes qu'ils ont commis avec le soutien des États-Unis, de la Grande-Bretagne et des pays de l'Union Européenne, ils tombent dans le panneau de la russophobie à la mode et d'une certaine hystérie dénonciatrice à son endroit. Sans parler d'un faux sens de supériorité morale, incarnée, comme toujours, par l'engeance politico-médiatique et le monde du divertissement (vedettes hollywoodiennes et sportives, entre autres donneurs de leçon patentés).

On se demande ce que nombre d'occidentaux, au comble de l'indignation par rapport aux récents développements en Ukraine et rivalisant de « signaux vertueux » sur les réseaux sociaux, pensent (s'ils y pensent encore) des invasions étasuniennes de l'Irak et des curieux bombardements (anglo-étasuniens et français), surtout en Libye et en Syrie, pour ne parler que des dix ou onze dernières années… Évidemment, pas de tour Eiffel éclairée aux couleurs de ces nations à l'époque…

Ce qui n'implique nullement qu'il faille verser dans un contre-soutien unilatéral envers Vladimir Poutine en tant que tel. Nous n'ignorons pas les accusations qui rôdent autour de Poutine, telles que ses amitiés douteuses avec plusieurs oligarques du monde de la finance russo-internationaliste, ou encore les rumeurs d'empoisonnement de certains de ses opposants politiques et critiques4. Mais elles n'invalident en rien la pertinence historique, géopolitique et même civilisationnelle de son raisonnement, qui va bien au-delà de ses intérêts personnels, dans les décisions qu'il vient de prendre, et qui attestent de son envergure comme chef d'État incarnant en ce moment le destin et la mission historique de son pays, voué à incarner la résistance salutaire pour tous les peuples du monde à l'hégémonie mondialiste incarnée par l'impérialisme des forces de l'OTAN.

Quoi qu'il en soit réellement, Poutine est parfaitement dans son droit de chef d'un État souverain de réclamer expressément que soient respectées les limites de l'influence de l'OTAN (à défaut de pouvoir s'en débarrasser complètement) ; et qu'en conséquence, fin soit mise à son expansionnisme sauvage à l'est visant non seulement à s'annexer l'Ukraine, mais encore à poursuivre son implantation effrénée de bases militaires étasuniennes à proximité des frontières russes avec l'Ukraine à l'ouest, avec la Biélorussie, la Lettonie, l'Estonie et la Finlande à l'ouest-nord-ouest, et avec la Norvège au nord-ouest.

Dans la mesure où beaucoup de nos contemporains d'Amérique et d'Europe occidentale restent cantonnés dans un manichéisme inexorable, le discours que nous tenons ici cours sans doute le risque de susciter certaines réactions virulentes qui n'ont pourtant pas lieu d'être.

Ce que nous disons, en substance, c'est qu'il n'est nullement question, de la part de Poutine, quoi que l'on pense du personnage, d'entreprendre quelque restauration de l'empire russe.

Les forces mondialistes à l'œuvre en Ukraine sont en train de nous vendre un conflit sous la forme d'une opération de manipulation psychologique et dés-informationnelle. N'est et ne sera autorisée qu'une seule façon de considérer la question (comme avec la crise sanitaire).

Si la guerre froide est terminée, l'OTAN n'a pas besoin d'étendre son influence en Eurasie. Au contraire, sur la base des nouvelles réalités politiques, les institutions de la guerre froide (y compris la Banque mondiale et le FMI) doivent être supprimées pour s'adapter au nouveau système international… lequel est multipolaire (et inclut inévitablement la Russie) et non unipolaire, hégémonique, à l'américaine.

Les guerres sont tragiquement inévitables dans le cadre du système capitaliste, et ce sont donc des guerres menées au nom de l'argent. C'est ce que font les Mammonistes : ils orchestrent les guerres et accroissent leur richesse sur le dos de la chair à canon. Et c'est bien sûr ce qui est cruellement réel et tragique dans ces guerres mises en scène par ceux qui vénèrent le plus ardemment le « dieu » qui s'érige devant leurs yeux insatiables par l'entremise de la planche à billets, à savoir : le sacrifice de vies humaines sur l'autel du Capital. Les « intérêts occidentaux » se basent strictement sur les principes de la logique du Capital. Ce pourquoi les élites représentatives de ces intérêts sont fatalement des adeptes et des adorateurs de Mammon. Et leurs guerres sont parties intégrantes du culte qu'il leur faut rendre à cette déité.

Aux dernières nouvelles5, les pontes du département de la Défense des États-Unis se préparent à allouer une partie substantielle6 des fonds d'aide humanitaire et militaire promis par l'administration Biden à l'Ukraine atlantisée, en vue d'assurer une formation paramilitaire et à fournir des armes à quelques 500 000 réfugiés désormais installés dans les régions frontalières des pays limitrophes de l'Ukraine.

Rien de nouveau de la part du complexe militaro-industriel occidental et des stratagèmes pas très réguliers de l'OTAN dans diverses régions du monde, surtout celles qui regorgent de ressources énergétiques naturelles comparativement peu abondantes du côté des terres atlantistes – outre qu'elles sont moins accessibles dans ces pays où, progressisme écologiste oblige, on proscrit l'exploitation du gaz de schiste.

Les États-Unis se sont déjà tournés vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, territoires également riches en matières premières énergétiques, comme sources potentielles de nouveaux approvisionnements en gaz naturel. Fin janvier, Biden a convoqué un « sommet bilatéral » avec Tamim ben Hamad Al Thani7, l'émir du Qatar, l'un des plus grands fournisseurs de gaz naturel au monde, en vue de déterminer si ce dernier pourrait être en mesure, le cas échéant, de compenser la perte d'approvisionnement en gaz russe de l'Europe, principalement en ce qui concerne les besoins de l'Allemagne. Les réponses du Qatar n'ont laissé aucun doute sur les difficultés d'une réorientation du marché mondial de l'énergie en réponse au conflit désormais entériné entre l'Ukraine et la Russie.

Le déclenchement armé de ce conflit intensifie donc les spéculations occidentales visant à déterminer des sources territoriales d'énergie alternatives, notamment de gaz naturel, alors même que la Russie n'a pas, à ce jour, coupé ou réduit ses exportations énergétiques.

Rumeurs d'armes biologiques…

Alors que les États-Unis prévoient d'accroître leur présence militaire en Europe de l'Est pour assurer la protection de leurs alliés contre les « agressions de la Russie », celle-ci a récemment réitéré ses accusations portant sur la présence de laboratoires et de programmes de bio-ingénierie sécuritaire maintenus et financés par le département de la Défense des États-Unis sur le territoire ukrainien. Elle a diffusé un certain nombre de documents faisant état de la préparation d'une attaque aux armes biologiques dans le Donbass, préparation qui impliquerait donc Kiev et le Pentagone, lequel agit en Ukraine à travers le Defense Threat Reduction Agency (DTRA)8 dont les onze laboratoires ukrainiens sont maintenus dans le cadre de son « Programme de réduction des menaces biologiques » (le Biological Threat Reduction Program, ou BTRP9).

Quoiqu'on pense de ces accusations et de l'attestation de leur véracité, imaginons, ne serait-ce qu'un instant, de renverser la situation – puisque l'existence de ces laboratoires étasuniens sur sol ukrainien n'est aucunement en doute – en plaçant une dizaine de laboratoires et de programmes de bio-ingénierie sécuritaire maintenus et financés par le ministère de la Défense de la Fédération de Russie sur les territoires mexicains et canadiens, à proximité des frontières étasuniennes.

D'aucuns ont d'emblée crié à la pure et simple « cyberattaque de désinformation russe » répercutée sur les réseaux sociaux10, certes en soi tout-à-fait possible. D'autres11 vont simplement jusqu'à dénier l'existence de ces laboratoires américains biotechnologiques basés en Ukraine (à Kiev et à Odessa) et en Géorgie (à Tbilissi), alors même que leur existence, encore une fois, ne fait pas l'objet du moindre doute. La seule question qui fasse aujourd'hui litige interprétatif est de savoir ce qui s'y passe exactement. Le fait qu'ils soient implantés en terres ukrainiennes et géorgiennes nous semble y répondre au moins partiellement…

Combien de projets le DTRA finance-t-il dans des régions du monde, à commencer par l'Ukraine, où les intérêts géostratégiques de l'OTAN entrent avant tout en ligne de compte ? La question vaudrait la peine d'être explorée en détails, ce que nous ne ferons pas ici.

Ce qui est certain, c'est que l'ambassade des États-Unis en Ukraine a désormais retiré de son site Internet tout élément documentaire en rapport avec les laboratoires en question12.

Les allégations de la Russie relatives au développement de programmes d'armes biologiques et chimiques à proximité des frontières russes ont donc certes été qualifiées d'accusations « complotistes » par les détenteurs occidentaux de toute vérité sur ce que sont ou ne sont pas les complots. En bref, nous sommes priés de croire que les seuls véritables complots sont ceux dont les méchants Russes sont les auteurs, à l'encontre des forces occidentales du bien.

Pourtant, les façonneurs et les contrôleurs du narratif autorisé eux-mêmes ne peuvent plus aujourd'hui qu'admettre que les recherches menées dans les laboratoires de niveau de confinement 4 de l'Institut de virologie de Wuhan en Chine, recherches portant sur le gain de fonction de virus semblables au SRAS, ont été financées par les États-Unis13. Et qu'elles ont directement impliqué, entre autre figures de proue virologiques et membres de l'OMS telles que Anthony Fauci le Fausti (directeur du National Institute of Allergy and Infectious Diseases, de son acronyme NIAID), James Le Duc (directeur du Galveston National Laboratory, ou GNL), et Peter Daszak (Président d'EcoHealth Alliance et employé de la CIA14), dans le but désormais avoué15 de perfectionner (au sens de maximiser) leur pathogénicité.

Serait-il donc si inconcevable de retrouver les États-Unis derrière le financement de projets secrets de développement d'armes bio-pathogéniques du même acabit dans d'autres régions du monde, dont l'Ukraine hostile à la Russie et bénéficiant du soutien de l'OTAN ? Soyons sérieux.

À défaut pour l'heure de pouvoir vérifier les allégations russes, nous en resterons à ce que nous savons. À commencer par le simple fait que l'armée ukrainienne nationaliste bénéficie de drones de combat turcs de la gamme Bayraktar (de types TB2 et Akinci) conçus et développés par le fabricant turc Baykar. Qu'elle les a déployés dans le Donbass16, en dépit des engagements de Kiev à mettre en œuvre et à respecter le cessez-le-feu conclu dans le cadre des accords de Minsk. Kiev a également négocié avec la Turquie la production de drones supplémentaires qui, selon le ministre ukrainien de la défense, Oleksiy Reznikov, auraient été livrés il y a quelques jours17.

Les drones turco-ukrainiens Bayraktar TB2 ne sont pas les seuls à patrouiller au-dessus de la ligne de contact de l'est ukrainien séparatiste. À côté des avions de reconnaissance et de combat américains, des drones étasuniens survolent également la même région, avec les meilleures intentions du monde, n'en doutons pas un instant…

Une offensive aux armes chimiques ou biologiques a-t-elle été planifiée par Kiev et ses partenaires américains par le biais de la DTRA ? En

l'état actuel des choses, nous ne pouvons en être assurés. Ce que tiennent pour attesté les sources russes de ces accusations, c'est que l'armée ukrainienne aurait dernièrement procédé à la configuration ajustée de ses drones Bayraktar Akinci pour les équiper de conteneurs destinés à la diffusion de produits aérosols. Pourquoi faire ?

De leur côté, les médias occidentaux s'enthousiasment pour ces drones18, qu'ils saluent un peu comme la fronde de la vaillante petite armée ukrainienne face au Goliath russe, instrument qui leur permettrait de contenir les forces terrestres de l'envahisseur en faisant notamment reculer ses formations de chars blindés. Délire hollywoodien de pure désinformation pro-ukrainienne, s'il en est. Parfait pour les consommateurs occidentaux de films de guerre quelque peu infantiles.

Pour autant, puisque l'on parle ici de « rumeurs d'armes biologiques », que la guerre des mondialistes menée aujourd'hui en terres ukrainiennes ne nous fasse pas oublier la guerre des mondialistes menée contre des milliards de cobayes « vaccinés ».

Le SRAS-CoV-2 lui-même n'est pas un coronavirus ordinaire, d'origine naturelle. Il est une concoction de modifications génétiques ajoutées à un virus artificiel, dont l'intentionnalité sous-jacente est d'accroître sa transmissibilité et sa virulence. Il est donc bien, techniquement parlant, une arme biologique. Celle-ci reste active aujourd'hui, et le restera pour de bon. La spicule (ou protéine S) qui caractérise le SRAS-CoV-2 (et que font produire les injections à ARN messager), comporte des séquences génétiques extraites du VIH19. C'est ce qu'avait notamment remarqué le professeur Luc Montagnier (1932-2022), paix à son âme.

Quelle que soit l'origine exacte du SRAS-CoV-2 (qui, quand, comment ?), les composants similaires au VIH sont bien là, et nous savons pertinemment qu'ils endommagent l'immunité, qu'ils tuent les lymphocytes T et causent des séquelles cardiovasculaires et neurologiques très étendues.

Avec l'imposition politico-financière des injections à ARN messager comme « solution » universelle à l'encontre de la diffusion du SRAS-CoV-2 et du développement de ses « formes graves », les abonnés au « vaccin » sont constamment réinjectés avec la version originale de la spicule de ce même virus. Leurs lignes de défenses lymphatiques finissent par être constituées de cellules dont les anticorps n'ont plus d'autres points focaux que cette seule protéine virale de pointe qui finit par s'intégrer comme un constituant propre des cellules instruites par ARN messager.

Le mécanisme de base des injections anti-covid consiste à utiliser des nanoparticules lipidiques pour introduire dans les cellules des personnes dites « vaccinées » un ARN messager comportant d'étranges nucléotides (signature indéniable de l'origine artificielle du SRAS-CoV-2). Les cellules des victimes de ces injections produisent ainsi la protéine S, conformément aux instructions spécifiées par l'ARN messager. Contrairement à ce que les mécanismes d'immunité naturelle des cellules sont censés accomplir moyennant une chaîne très sophistiquée de signaux cellulaires, ces mêmes cellules ne génèrent ici aucun signal d'alarme supplémentaire. De telle sorte que leurs globules blancs restent pour ainsi dire « insouciants » et, par conséquent, incapables de prendre le relai immunitaire approprié pour s'attaquer à la production de ces protéines toxiques de surface, en vue d'en assurer l'anéantissement définitif.

Avec l'administration de chaque nouvelle dose de ces produits d'ingénierie pharmaceutique prétendument « vaccinaux », les populations sont donc rendues de plus en plus vulnérables et prédisposées à la réinfection. Leur capacité de résistance face à l'émergence rapide de nouveaux variants s'en trouve drastiquement réduite. La déferlante de nouvelles contaminations en atteste depuis des mois, ce que la rhétorique de manipulation gouvernementale s'efforce toujours d'attribuer aux « non-vaccinés ».

Mener un programme de « vaccination » de masse au milieu d'une pandémie n'avait évidemment aucun sens sur le plan virologique. Au cours d'une pandémie naturelle face à laquelle aucun vaccin n'a encore été mis au point, la plupart des gens sont naturellement contaminés par une version légèrement différente du même virus. L'organisme de chacun développe en conséquence une réponse immunitaire naturelle distincte, ce qui rend de plus en plus difficile une mutation du virus qui rendrait l'ensemble de la population vulnérable à une réinfection (le contraire même de ce à quoi nous assistons ces derniers mois). De cette façon, la pandémie finit par devenir un phénomène endémique, les gens ayant acquis une immunité naturelle diversifiée.

Ce qui est le plus significatif dans la situation actuelle où des milliards de personnes ont été plusieurs fois injectées en l'espace d'un peu plus d'un an (pour certaines, jusqu'à quatre fois), c'est qu'elles semblent souffrir d'une immunité affaiblie et désorganisée20, que le virus semble apprendre à utiliser à son propre avantage (ce que l'immunité naturelle ne permet pas à un virus naturel de faire). Ce sont ainsi les mécanismes de l'immunité tant innée qu'adaptative (au plan tant humoral que cellulaire) qui semblent être aujourd'hui compromis chez de nombreuses personnes ayant reçu plusieurs injections de ces armes biologiques produits géniques expérimentaux.

Nous nous retrouvons à présent avec des milliards de cobayes humains exerçant, par homogénéisation immunitaire induite par ces « vaccins » mondialistes, une forte pression immunitaire sélective dont la tendance est de favoriser l'émergence de variants échappant aux anticorps. Avec une immunité ainsi homogénéisée à une certaine échelle planétaire, les mutations permettant d'échapper à l'action des anticorps peuvent désormais trouver un avantage sélectif au sein d'une population vastement « vaccinée » – alors qu'elles n'auraient eu aucun avantage sélectif au sein d'une population naturellement immunisée. CQFD.

À ce stade de développement de la grande tromperie sanitaire axée sur la solution « vaccinale », il n'est plus possible de cacher que l'expérimentation massive à coups d'injections à ARN messager capables d'induire une augmentation des anticorps facilitants, est un échec conséquent sur le plan de la prévention et de l'efficience immunitaire – puisqu'elle s'avère, au contraire, un grand succès sur le plan de la réduction immunitaire des populations.

La crise Ukrainienne est certes arrivée à point nommé pour faire oublier à de nombreux esprits facilement emportés et captés par les vents bruyants de l'information médiatique en continu les ravages programmatifs cauchemardesques du covidisme institutionnel du post-État de droit. Covidisme institutionnel plus que jamais focalisé sur l'universalité « vaccinale ». Les conséquences de cette bio-ingénierie mondialisée vont de toute façon refaire surface, quoiqu'il arrive sur le champ de bataille de la guerre territoriale faisant rage aujourd'hui en Europe de

l'Est. Nous étions soudainement passés de la vaccinolâtrie à la PSYOP occidentale en Ukraine. Soyez certains que nous retournerons en son temps à la vaccinolâtrie d'État, laquelle reste à l'œuvre aujourd'hui, avec ou sans notre vigilance.

Conclusion : guerres et rumeurs de guerres dans un monde multipolaire

Le but premier et express de la Fédération de Russie à travers ses actions militaires en Ukraine initiées le 24 février 2022, consiste à en finir avec cette main basse du régime ukro-nazie s'exerçant sur un pays mis au service des intérêts géostratégiques de l'Occident, après huit ans de guerre civile orchestrée par Washington et ses vassaux européistes à Bruxelles. De son côté, la grande opération psychologique de propagande américano-européiste consiste à rendre aveugle et à hystériser autant que possible l'opinion publique des populations occidentales, alors que Poutine et la Russie n'ont aucunement l'intention d'occuper l'Ukraine. Parler aujourd'hui d' « occupation ukrainienne en violation directe de la charte des Nations Unies », parler de « crimes d'agression », de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité » de la Russie guerroyeuse en raison de ses dernières opérations dans le Donbass, comme on en parlait déjà lors des opérations russes d'annexion pacifique de la Crimée en mars 2014, relève strictement de la propagande pro-occidentale. Quant à la « solidarité européenne » unanime face à l'invasion d'un Poutine hitlérisé à l'envi par les médias de la honte, il vaut certes mieux en rire qu'en pleurer.

Les appuis néo-nazis au gouvernement de substitution pro-atlantiste à Kiev et l'entretien de sentiments occidentaux hostiles à l'égard de la Russie reposent sur une intention délibérée de la part des États-Unis, de la Grande-Bretagne et des États européens de provoquer une confrontation avec la Russie poutinienne. Ceux qui en doutent encore, par refus délibéré ou par impuissance à appliquer leur regard politique au-delà de la polarisation conditionnée par la logique du paradigme opposant les élucubrations de la « gauche » et celles de l' « extrême droite », se leurrent tout simplement.

Préconisation pratique : oubliez les Mélenchon, les Zemmour et les Le Pen.

Il conviendra également de ne pas perdre de vue que le territoire litigieux du Donbass est naturellement riche en gaz naturel et en pétrole, et qu'il était l'une des principales visées de la société ukrainienne d'énergie Burisma. La particularité politiquement chargée de Burisma, en matière de corruption se cachant au grand jour (collusion, blanchiment d'argent, évasion fiscale), tient évidemment à l'installation du fils de Joe Biden, le très dissolu Hunter Biden21 (au demeurant parfaitement incompétent dans le domaine de l'énergie), au sein de son conseil d'administration22. No further comment.

En somme, le triste état actuel de l'Ukraine, ravagée par la guerre civile et par les opérations d'ingérence internationaliste multipolaire, est avant tout la conséquence d'une longue série de provocations de la part des forces de l'impérialisme atlantiste, comme la très bien mis en lumière le chef d'État de la Russie à l'occasion de ses dernières allocutions télévisées à l'adresse de son peuple et du monde entier : expansion de l'OTAN (premier instrument géopolitique de consolidation du monopole étasunien), expansion de l'Union Européenne à l'est, bombardement de la Serbie par l'OTAN, reconnaissance du Kosovo mais pas de la Crimée… Vladimir Poutine n'est certainement ni un imbécile, ni un personnage de théâtralité politique (ce que l'on ne peut évidemment pas dire de tous les dirigeants actuels en Occident, à commencer par les États-Unis). Et, nonobstant la propagande outrancière des principales puissances de l'expansionnisme occidental sans foi ni loi, la Russie a elle aussi des droits.

En fin de compte, la synagogue de la « grande réinitialisation » satanique manipule ce système en profondeur, en exploitant des doléances parfois légitimes, voire en les fabriquant sur des critères à la fois historiques et culturels. L'objectif, peu mystérieux, étant de faire advenir les circonstances géopolitiques qui lui permettront d'utiliser les actions militaires de l'État russe pour servir les intérêts vampiristes du mondialisme insatiable. Ce pourquoi un grand nombre d'Occidentaux aujourd'hui, par trop facilement aveuglés, ne peuvent s'empêcher de tomber dans le panneau…

Macron et ses consorts à Bruxelles, comparses de Washington, ne se soucient pas le moins du monde du peuple ukrainien, malgré les signaux de vertu (illumination de la tour Eiffel aux couleurs de l'Ukraine), les rassemblements du Conseil de défense, les menaces de représailles, les déploiement aériens et militaires… Macron ne pense qu'à sa réélection, essentiellement assurée, puisque le peuple en tant que peuple ne pourra s'empêcher de répondre à une certaine programmation par désactivation de son immunité intellectuelle face au bilan sanitaire, économique et géopolitique pourtant abyssal de ce abject et trouble personnage.

Si les forces de l'OTAN, conformément à la propagande de guerre occidentale, entraient en conflit armé officiel sous prétexte de libérer l'Ukraine de son « envahisseur russe », ce serait évidemment à des fins très différentes. L'atlantisme se fiche complètement du peuple ukrainien, comme il se fiche complètement des nations en tant que telles, sauf dans la mesure où elles s'avèrent utiles à ses intérêts de reconfiguration du monde. Et c'est à cet effet qu'elles constituent précisément la matière première de l'offrande sacrificielle qu'exige l'ultime (et fausse) déité mondaine derrière l'inspiration de toutes les crises et guerres contemporaines du mondialisme. Réseau International 6 mars 2022

Notes

1- Discours de Vladimir Poutine annonçant une opération militaire dans le Donbass — RT en français. Nous invitons ceux qui n'ont pas encore eu l'occasion d'écouter ce discours d'en trouver le temps (28 minutes) à l'occasion, car il est, objectivement, tout-à-fait remarquable, aussi bien de ton, que de contenu historique et géopolitique factuel, que de trame claire et parfaitement logique. Bravo, certains dirigeants d'États pourraient en prendre de la graine.

2- Entre autres, les membres du fameux régiment Azov incorporé à la garde nationale ukrainienne et ceux du parti du Secteur droit.

3- Il est important de souligner que l'armée russe, dans ses opérations en cours aujourd'hui en Ukraine, se distingue clairement des États-Unis et de ses alliés de l'OTAN, comme on l'a vu en Irak et dans d'autres pays ayant cruellement subi le poids de leurs diverses invasions.

4- 6 Prominent Russians Who Suffered Poisoning Attacks | The Moscow Times.

5- https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-02-25/white-house-asks-congress-for-6-4-billion-for-ukraine-crisis.

6- 3,5 milliards de dollars sur une total de 6,4 milliards.

7- Qatar's emir set for first White House meeting with Biden | Taliban News | Al Jazeera.

8- https://www.dtra.mil/.

9- Biological Threat Reduction Program – U.S. Embassy in Ukraine (usembassy.gov).

10- Social Media Posts Misrepresent U.S.-Ukraine Threat Reduction Program (msn.com)

11- PolitiFact | There are no US-run biolabs in Ukraine, contrary to social media posts.

12- L'ambassade des États-Unis supprime discrètement tous les documents relatifs au laboratoire d'armes biologiques de l'Ukraine – Blackout médiatique (anguillesousroche.com).

13- Documents Provide New Evidence U.S. Funded Gain-of-Function Research (theintercept.com).

14- Peter Daszak claimed he was working with the CIA, EcoHealth official says | World Tribune.

15- Globalist White Papers on Twitter: « @AGHuff https://t.co/QIdXhzoI5h » / Twitter.

16- Ukrainian Military Deploys Turkish-made Bayraktar Drone in Donbas (defenseworld.net).

17- Ukraine conflict: Turkey airlifts additional TB2 UCAVs to Ukraine (janes.com).

18- https://time.com/6153197/ukraine-russia-turkish-drones-bayraktar/.

19- Uncanny similarity of unique inserts in the 2019-nCoV spike protein to HIV-1 gp120 and Gag | bioRxiv.

20- Innate Immune Suppression by SARS-CoV-2 mRNA Vaccinations: The role of G-quadruplexes, exosomes and microRNAs – Authorea.

21- https://www.lepoint.fr/monde/hunter-biden-fils-de-joe-biden-empetre-dans-un-scandale-sexuel-12-04-2021-2421705_24.php.

22- https://www.hsgac.senate.gov/imo/media/doc/HSGAC_Finance_Report_FINAL.pdf.

LVOG - A bien des égards cet article est remarquable, hormis à quelques endroits (gaz de schiste...), et chaque mot semble avoir été pesé de telle sorte qu'ils sonnent justes à quelques exceptions près (synagogue, satanique…). Cependant il lui manque une dimension, celle de la lutte des classes, hormis une brève incursion faisant allusion au "*sacrifice de vies humaines sur l'autel du Capital*"...

Haut de page

Le 8 mars 2022

- En Inde non plus je ne peux plus accéder au média russe Spunik (bloqué au 4 mars) et difficilement à RT.

- En fait, parmi les 52 pays qui ont refusé de condamner l'intervention militaire de la Russie en Ukraine lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU, 13 n'ont pas participé au vote, 5 ont voté contre et (35) se sont abstenus, ils représentent non pas la minorité, mais la majorité de la population mondiale, soit 4.6 milliards contre 3.3 milliards sur les 7.9 milliards au total, donc la Russie n'est pas si isolée que certains veulent nous le faire croire !

Lu - Si la stratégie du vote utile à gauche venait à prendre de l'ampleur, il y a fort à parier que des électeurs d'EELV ou du PCF se résoudraient à voter pour Jean-Luc Mélenchon.

LVOG - C'est aussi l'hypothèse que j'ai formulée.

Discussion sur la candidature de Mélenchon

J'ai eu un bref échange par courriel avec un métallo à la retraite et une enseignante. Je leur ai répondu rapidement sans tourner autour du pot, faire des manières ou camoufler une partie de ce que je pense, bref sans user des conventions habituellement en usage dans les causeries à destination de lecteurs anonymes aux courants de pensée très divers, on discutait entre nous.

- Moi, "*prendre mes désirs pour la réalité*", tu rigoles ou quoi ?

Tu as oublié que je refusais de faire parti du club des pleureuses quand les masses se font matraquer par des mesures infâmes ou en prenaient plein la gueule, et j'encourageais Macron à en rajouter une grosse louche pour qu'enfin elles bougent leur cul, j'avais déjà tenu ce discours sous Sarkozy et Hollande, et ce n'est pas pour des prunes si j'ai toujours combattu les ouvriéristes, ceux qui dénoncent la dureté des mesures qu'on leur impose, alors que c'est le seul moyen pour qu'elles se mobilisent contre le régime, ce que les dirigeants traitres du mouvement ouvrier ne souhaitent pas.

Si tu te souviens, je n'ai pas pleuré quand le premier flic de France a été élu, je n'ai pas non plus sorti mon mouchoir quand le rejeton de Rothschild a été élu, donc figure toi que j'adopterais exactement la même attitude si Macron était réélu. Je me dirais que les masses et les militants vont en prendre encore plus dans la gueule, et que parmi eux il y en aura forcément qui chercheront à renouer avec le socialisme.

Mais alors, qu'elle est la différence entre l'élection de Mélenchon ou de Macron ? C'est simple, si Macron est réélu, les masses l'interprèteront comme une terrible défaite, ce sera comme si une chape de plomb leur était tombée sur la tête, tandis qu'avec l'élection de Mélenchon les masses pourraient pousser un ouf de soulagement, et se sentir pousser des ailes de liberté, et il sera plus difficile de leur couper pour les faire rentrer à nouveau dans leur cage, c'est tout du moins ce qu'on peut imaginer au regard d'expériences passées, encore faut-il les avoir en tête ou avoir un peu d'imagination...

Une lectrice : "*Je ne suis quand même pas convaincue que son élection générerait une quelconque crise.*"

Ce n'est pas du tout ce que j'ai dit ! Elle n'a pas compris ce que j'ai voulu dire, parce que rien n'est simple. Peut-être n'ai-je pas été suffisamment clair. Alors reprenons.

J'ai expliqué que le maintien des mesures liberticides comme notamment le port de la muselière dans les transports en commun, la non-réintégration des travailleurs non-vaccinée, combiné à la fois à l'aggravation de la crise sociale qui va forcément s'approfondir et s'étendre dans les mois à venir, et au non-respect des engagements pris par Mélenchon lors de la campagne électorale, parce qu'on ne doit se faire aucune illusion sur ses réelles intentions, c'est uniquement la combinaison de ces facteurs et pas un facteur pris isolément qui pourrait devenir explosive et se traduire par une crise politique incontrôlable, sans prédire à l'avance dans quelle direction elle pourrait évoluer...

Ce que j'ai voulu dire, c'est que même s'il existait une infime chance de remettre en cause ou d'inverser le rapport de forces entre les classes qui nous est défavorable depuis 40 ans, et bien il faudrait saisir cette opportunité, qui n'a évidemment rien à voir avec la personnalité ou le programme de Mélenchon, puisqu'il fait aussi parti des candidats de l'ordre ou de la paix sociale.

En 81, cette combinaison n'existait pas, c'est la raison pour laquelle appeler à voter Mitterrand ne se justifiait pas, car il était évident que son élection serait contre-productive et contribuerait à accélérer la dislocation du mouvement ouvrier au lieu de favoriser sa recomposition, le niveau de vie et les conditions des masses en général étaient meilleurs qu'aujourd'hui, certes avec son lot de pauvres, mais le chômage de masse n'existait pas encore, etc.

A cette époque il suffisait qu'un couple ait deux salaires au SMIC pour s'en sortir, vivre confortablement et même économiser chaque mois, j'ai été dans ce cas-là et je m'en souviens encore, et si j'ai arrêté de militer en 81, certes pour des raisons personnelles, il n'en demeure pas moins que ma condition favorisa aussi cette décision, du jour au lendemain j'ai abandonné le militantisme sans grands regrets, je pèse mes mots, en tout cas, tel fut mon état d'esprit à l'époque.

Après les mauvais traitements dont les masses ont été victimes au cours des deux dernières années, il faut avoir aussi à l'esprit qu'absolument personne n'y échappa, il n'est pas dit qu'elles souhaiteraient en supporter davantage et qu'elles se rabattent sur le candidat qui leur semble le plus éloigné de Macron tout en ayant une chance de le chasser, or il n'y en a qu'un et il se trouve que c'est Mélenchon.

Qu'est-ce que tu veux que je te dise d'autres, on n'y peut rien, c'est comme cela, ce n'est pas moi ou les masses qui en décident ainsi, il s'impose à nous ou on n'a pas le choix.

Et puis, il faut aussi avoir à l'esprit, que si la majorité des masses renouaient avec l'espoir d'une vie meilleure, alors que tout a été fait minutieusement et avec constance pour leur ôter définitivement cette idée de leur cerveau, on devrait s'en féliciter et les encourager au lieu de leur dire que c'est foutu, car je ne crois pas que ce serait en procédant de cette manière-là qu'on aiderait ses couches les plus conscientes à chercher une issue politique à la crise du capitalisme et les inciter à s'organiser, à prendre leur destin entre leurs mains.

Moi je m'appuie sur les aspirations des masses qui ne sont pas mortes et qui peuvent rejaillir à tout moment.

Même si les apparences n'en témoignent pas vraiment à un moment donné ou pendant une longue période, les choses peuvent évoluer très vite et s'inverser, la foule qui assiste aux meetings de Mélenchon est tout de même le signe qu'il est en train de se passer quelque chose dans la tête de millions de travailleurs. Si leur attente est immense et bourrée d'illusions, cela ne signifie pas forcément qu'ils s'identifieraient à Mélenchon.

Vous, vous privilégiez les illusions des masses ou sinon leur propension à la passivité ou à la soumission, on n'est manifestement pas sur la même longueur d'onde. A suivre.

LVOG - J'estime qu'il faut mettre sur la table et étudier tous les faits et arguments ou hypothèses avancées par les uns et les autres, évaluer ce qu'ils valent, ensuite chacun se fait librement sa propre idée.

- Cette causerie au format pdf (10 pages)

Le dictateur n'a pas de rival.

Emmanuel Macron ne débattra pas avec ses rivaux avant le premier tour - Le HuffPost 8 mars 2022

Le président-candidat met en avant le choix identique fait par ses prédécesseurs en course pour leur réélection à l'Élysée.

Présidentielle : la gauche « est inutile dans le débat », affirme Manuel Valls - Publicsenat.fr 8 mars 2022

Twitter - Manuel Valls, qui vient d'annoncer son soutien à Emmanuel Macron pour 2022, a bénéficié d'un versement de 55.000€ de la part de LREM pour renflouer son microparti endetté, révèle La Lettre A.

INFOS EN BREF

- Face aux enquêteurs de la PJ parisienne, Laurent Bigorgne, ex-directeur de l'Institut Montaigne,qui fut l'un des architectes de la campagne d'E.Macron en 2017, a reconnu avoir administré à l'une de ses collaboratrices de la MDMA (ecstasy). Il a également reconnu avoir déjà drogué sa compagne à son insu. (Mediapart 7 mars 2022)

- Annie Chapelier, députée macroniste qui a décidé de ne pas se représenter, évoque "un parlement en toc" : "C'est l'une des rares réussites de LREM. Ils ont perdu environ 50 parlementaires, mais ils ont réussi à fabriquer des gens très dociles, aussi". (itw Inter)

- L'ex-sec. d'État Nathalie Elimas qui vient d'être écartée du gouvernement suite à des accusations de "maltraitance" et de "harcèlement" annonce qu'elle va s'engager pour la réélection d'E. Macron et qu'elle souhaite reprendre sa place de députée dès que possible. (LP)

- Ministre du Budget, sous enquête pour corruption
- Ex-Secrétaire d'État chargée du harcèlement scolaire accusée de "harcèlement"
- Ministre de la Justice, mis en examen
- Ex-ministre des PME condamné
- Ministre des Outre-mer soupçonné de prise illégale d'intérêts
- Mais aussi Grivaud, Benallah, Ferrand, Darmanin, etc... tous dans des affaires...

Vassaux des Etats-Unis, ils le revendiquent.

« On est en train enfin de créer une Europe puissante », estime l'eurodéputée Aurore Lalucq (ex-PS) - Publicsenat.fr 7 mars 2022

Guerre en Ukraine: Bernard Kouchner appelle à arrêter d'acheter le gaz et le pétrole à la Russie - BFMTV 7 mars 2022

L'Union européenne ne veut plus dépendre des énergies russes - euronews 7 mars 2022

DOSSIER UKRAINE

Vassaux des Etats-Unis, ils le revendiquent.

LVOG - Avec les néonazis ils luttent pour la démocratie, qui en douterait ?

Guerre en Ukraine : "Nous luttons pour la démocratie en Europe", clame Vitali Klitschko - BFMTV 7 mars 2022

Invité en direct sur BFM TV lundi 7 mars, le maire de Kiev et ancien boxeur Vitali Klitschko

Quand le régime néonazi prend la population civile en otage ou s'en sert comme bouclier humain.

Guerre en Ukraine: Kiev refuse les "couloirs humanitaires" russes - BFMTV 7 mars 2022

Au 12e jour de la guerre en Ukraine, Moscou a annoncé l'instauration de cessez-le-feu locaux dès 7 heures, et l'ouverture de couloirs humanitaires

Mais en revanche...

Guerre en Ukraine : Des lions et des tigres évacués vers la Pologne - 20minutes.fr 7 mars 2022

Le convoi a fait près de 1.000 kilomètres pour mettre les animaux en sécurité.

Macron, après il n'y a pas de traitement contre le covid-19, il n'y a pas de nazis en Ukraine.

Les crimes de guerre du bataillon punitif Aïdar dans la région de Lougansk (Amnesty International) - wikistrike.com 6 Mars 2022

- Cliquez ici

Ukraine : Ce qui s'est passé à Odessa - les-crises.fr 3 mai 2014

- Cliquez ici

- Cliquez ici

Donbass

- Cliquez ici

2016 - Ukraine. Les Masques de la révolution par Paul Moreira

- Cliquez ici

Les néonazis ukrainiens sous protection de la censure.

Ukraine, les Masques de la Révolution". Festival International des Programmes Audiovisuels. Retrieved 8 February 2016.

http://fipa.tv/program/ukraine-les-masques-de-la-revolution-144009/

La page ne peut pas être trouvée.

Ukraine sous les masques de la Révolution - Documentaire de Paul Moreira (2016)

https://www.senscritique.com/film/Ukraine_sous_les_masques_de_la_Revolution/21676250/videos

Vidéo non disponible

Ukraine sous les masques de la Révolution diffusé par Java Films

https://javafilms.fr/?s=Ukraine%2C+masks+of+the+revolution&post_type=film&x=8&y=6

Search results for "Ukraine, masks of the revolution"

There are no results for your search!

Comment les Etats-Unis ont sauvé et recyclé les nazis ukrainiens.

- Les anglophones disposent d'un historique précis du rôle des États-Unis dans le sauvetage-recyclage des criminels de guerre banderistes ukrainiens dès la fin de la guerre : le chapitre 5 de Richard Breitman et Norman J. W. Goda (historiens attachés au Département d'État pourtant), Hitler's Shadow : Nazi War Criminals, US Intelligence and the Cold War, 2010, http://www.archives.gov/iwg/reports/hitlers-shadow.pdf, sur les œuvres américaines là-bas entre 1945 et 1990, appuyées sur les criminels de guerre et massacreurs de juifs, de rouges et de Polonais -- mais oui, aussi -- Bandera et Lebed.

Qui connaît la situation entre 1945 et 1990 comprend aisément d'où vient Maidan, présenté par « la propagande de guerre » comme le symbole d'une Ukraine « démocratique ». Annie Lacroix-Riz (http://www.historiographie.info/videov2.html)

Les Ukrainiens otages de l'OTAN et l'UE sa branche politique.

"L'excuse d'une guerre contre la Russie nous dirige vers une dictature globale" Karine Béchet-Golovko - francesoir.fr 7 mars 2022

« La guerre réelle qui se joue est de savoir si nous allons vivre dans un monde unipolaire atlantiste. Dans ce cas-là, l'Europe disparaitra dans sa dimension civilisationnelle et culturelle et les États européens n'existeront plus que pour transmettre les ordres pris ailleurs », affirme Karine Béchet-Golovko, docteur en droit public et professeur invité à l'université d'État de Moscou.

Dans cet entretien, la juriste explique que la population russe était depuis longtemps dans l'attente d'une réaction de la part de la Russie contre le gouvernement de Kiev, ce dernier, sous tutelle des Américains, menant depuis pas moins de huit ans des opérations militaires contre les populations ukrainiennes russophones. Ce qui a été le déclencheur de l'intervention militaire russe, nous dit-elle, c'est la volonté affichée de l'Etat ukrainien de se renucléariser, une ambition annoncée par la voix de son président Volodymyr Zelensky le 19 février.

L'enseignante nous relate qu'à l'inverse des États-Unis, qui ont envahi l'Irak en bombardant les civils irakiens, la Russie ne s'en prend aucunement à la population civile, ciblant spécifiquement les infrastructures militaires. A contrario, l'armée ukrainienne place son artillerie lourde dans les quartiers d'habitation jusque dans les cours d'école, ce qui a conduit à la défection de nombreux soldats dans leurs rangs. Aussi, en plus de « dénazifier et de démilitariser l'Ukraine », l'objectif de Vladimir Poutine serait d'œuvrer à faire prendre à la population ukrainienne qu'elle n'est qu'un instrument au service des forces atlantistes. Karine Béchet-Golovko en est certaine : « L'opération militaire russe se déroule sur le territoire ukrainien, mais elle n'est pas contre l'Ukraine. »

- Cliquez ici

Retour sur le Kosovo et Odessa.

Opération « Z », ou la fracture des mondes par Slobodan Despot (Antipresse 27 février 2022) - Réseau International 7 mars 2022

Extrait.

2) Kosovo, le précédent innommable

C'est, bien entendu, l'éléphant dans la pièce qu'on contourne à pas de loup et qu'il est interdit de nommer. Le 23 février, l'avocat et conseiller national UDC Yves Nidegger débattait à la radio suisse avec le socialiste Sommaruga au sujet de l'Ukraine. Il est immédiatement remonté à la source.

« Je vous rappelle qu'en 2008, [le président de la Confédération] M. Couchepin a reconnu le Kosovo qui est une province serbe…

— C'est un autre débat ! » le coupe immédiatement l'animateur comme le font tous les journalistes du monde occidental lorsqu'on prononce ce mot clef. « Tout à fait autre chose, oui », enchérit Sommaruga pour bien verrouiller le couvercle de la boîte de Pandore.

Un autre aurait été intimidé. Mais Nidegger, très posément, enfonce le clou :

« Ce n'est pas un autre débat… C'est le débat. Après avoir – ce qui d'après moi est une erreur – reconnu l'indépendance d'une province d'un autre État, donc porté atteinte à l'intégrité d'un autre État – il faut voir les choses en face, quel que soit le contexte moral dans lequel vous emballez tout ça -, il est difficile aujourd'hui de dire à M. Poutine que ce n'est pas bien de reconnaître le Donbass… Si la Suisse avait été plus rigoureuse, nous serions en meilleure position et en meilleure crédibilité pour agir ».

Tout est dit dans ces quelques phrases. Depuis que le pays le plus diplomatiquement correct a reconnu le produit d'une expropriation forcée d'un État souverain, l'Occident tout entier s'est privé de tout fondement moral pour juger les actes de la Russie. Comme il ne peut pas s'empêcher de juger quand même, il doit absolument imposer l'amnésie sur cet épisode. De fait, l'amnésie est totale. Les médias répètent en boucle que l'invasion de l'Ukraine est « le plus grave acte de guerre en Europe depuis 1945 » comme si 1999 n'avait jamais existé.

En termes d'engagement militaire, le bombardement totalement illégal de la Serbie en 1999 dépasse de loin l'intervention russe en Ukraine : des dizaines de milliers (!) de sorties aériennes, toute l'infrastructure civile d'un pays visée et détruite, quelques milliers de morts civils pour une centaine de militaires et une dizaine de blindés détruits. De fait, pour limiter les risques, l'OTAN s'en était délibérément prise aux civils. Les destructions massives ont abouti à un accord de cessez-le feu, puis à une résolution de l'ONU (nº 1244) qui reconnaissaient la souveraineté de la Serbie sur le Kosovo. N'importe : les pays d'Occident ont violé même ces accords – et la Suisse parmi les premiers – en reconnaissant l'indépendance de la province.

On ne pouvait démolir l'édifice du droit international de manière plus complète. Sur le moment même, en 2008, Poutine l'avait annoncé : « Le Kosovo vous reviendra à la figure ». Le monde entier le comprend et s'en souvient, mais l'Occident s'enferme dans son oubli. Lorsqu'on lui rappelle cet événement fondateur de la réorganisation du monde, il rétorque par l'inversion accusatoire : « Vous ne pouvez pas justifier l'agression de l'Ukraine en invoquant le Kosovo ! ». Afin ne pas entendre la phrase à l'endroit : « Vous, Occidentaux, n'êtes plus en position de critiquer qui que ce soit après votre banditisme au Kosovo ».

3) Une longue amertume

« Quand on comprime un ressort jusqu'à la butée, il finit par se déployer violemment. Il convient de ne jamais l'oublier ». (Vladimir Poutine, 18 mars 2014.)

On pensera ce qu'on veut de Poutine, mais chacun admettra qu'il est à la hauteur, au moins, des hommes d'État de la génération précédente en Occident, voire de ceux du XIXe siècle. Et surtout que son action s'inscrit dans une dimension devenue totalement étrangère à la vision du monde occidentale : la profondeur de l'histoire. Le survol historique du 21 février par lequel il a motivé la reconnaissance du Donbass, puis l'allocution du 24 à l'aube (version texte ici) où il annonce l'intervention en Ukraine, seront attentivement étudiés demain. On peut contester leur orientation, mais ni la cohérence, ni la culture historique, ni la détermination morale dont ils témoignent. On ne peut non plus contester la trahison et l'escroquerie qui y sont dénoncées. Pendant trente ans, les Occidentaux ont traité comme une pure invention la promesse faite à Gorbatchev en 1990 que l'OTAN ne s'étendrait « pas d'un pouce » vers l'Est après le retrait des armées soviétiques. Or des archives viennent d'émerger qui prouvent la bonne foi des Russes sur ce cas précis.

J'ai écouté en direct l'allocution du 21 février au soir. Plus encore que le contenu, c'était le ton qui m'a frappé, le ton d'une colère retenue à grand-peine. Je n'avais pas compris, malgré cela, que les mots de Poutine étaient à prendre au pied de la lettre lorsqu'il promettait aux Ukrainiens soi-disant « anticommunistes » de pousser leur « décommunisation » jusqu'au bout en revenant sur les frontières généreusement accordées à ce pays par Lénine. Ou qu'il annonçait sa volonté d'aller chercher les leaders nazis et les auteurs de crimes contre les civils, notamment les dizaines de manifestants brûlés vifs en 2014 à Odessa.

L'alignement des actes sur les mots nous est devenu tellement étranger que nous sommes sidérés de découvrir que certains le pratiquent encore, pour le meilleur ou pour le pire.

Dénazification, démilitarisation, neutralisation de l'Ukraine et châtiment des coupables : tels sont les buts annoncés de l'opération en cours, qui se veut de courte durée. Dans les propos de Poutine, comme dans les communiqués officiels qui ont suivi, la dénazification occupe la première place. La lutte contre le nazisme est certes un pilier de la propagande nationale depuis les temps soviétiques, mais l'indifférence – la surdité, encore – de l'Occident face à ce problème est inconcevable. Le grand avocat Régis de Castelnau fait la même observation :

« Il est surprenant que personne n'ait relevé ce qu'a dit Vladimir Poutine dans son discours du 21 février à propos du massacre de la maison des syndicats : "nous savons qui ils sont, nous connaissons leurs noms, nous les prendrons et nous les punirons". La complaisance occidentale avec l'incontestable présence active en Ukraine d'un fort courant néonazi héritier de ceux qui furent les collaborateurs de la Shoah, était quelque chose de scandaleux ».

Le réveil du nazisme en Ukraine est ignoré en bloc par l'Occident, comme il l'a été en Croatie dans les années 1990. On traite cela comme

un phénomène marginal, sans impact sur la politique du pays, ou comme un alibi de la propagande russe (ou serbe). Que cette idéologie « marginale » ait imprégné toutes les structures d'un État aujourd'hui membre de l'UE pour aboutir au nettoyage ethnique intégral de la Krajina en 1995 — parachevant le travail entrepris sous Hitler en 1941 -, personne ne veut le voir. En Ukraine, elle incarne sans aucun filtre la « résistance du peuple ukrainien » dans les médias occidentaux, même dans les canaux les moins russophobes. Ainsi peut-on voir un leader du mouvement extrémiste Secteur Droit interviewé par Fox News au titre de brave « militant ukrainien » alors qu'il est accusé de meurtre de civils dans le massacre d'Odessa en 2014. De tels exemples sont légion. Des néonazis sont militairement formés à l'ouest. Le fil twitter de Eduard Dolinsky, directeur du Comité juif ukrainien, est une chronique du nazisme et de l'antisémitisme « tels qu'on les respire » au quotidien en Ukraine. Rien n'y fait.

Comme l'a observé Xavier Moreau, le nazisme qui fleurit dans l'Europe slave est un nazisme « de transition » : incapable de prendre le pouvoir ou de gouverner seul, mais pratique et opérationnel comme l'outil jetable d'une transformation radicale de la société en fonction de la « nouvelle normalité » ultralibérale.

Les Ukrainiens sont « racialement » différents des Russes.

Les néo-nazis exécutent un membre de la délégation de paix ukrainienne - Réseau Voltaire 7 mars 2022

Un membre de la délégation officielle de Kiev aux pourparlers de paix russo-ukrainiens de Minsk, le banquier Denis Kireev, a été exécuté pour trahison à son retour.

Il a été abattu en plein centre de Kiev par le SBU (service secret ukrainien). Il était soupçonné d'être un « saboteur russe ». Le ministère ukrainien de la Défense a confirmé sa mort.

Les néo-nazis considèrent comme des « saboteurs russes » toute personne qui évoque les liens familiaux et culturels communs des Ukrainiens et des Russes. Pour eux, les Ukrainiens sont « racialement » différents des Russes.

Confirmation : Des laboratoires militaires US en Ukraine.

Le ministère russe de la Défense confirme l'activité militaire biologique en Ukraine - Réseau Voltaire 7 mars 2022

Le commandant des troupes de protection radiologique, chimique et biologique (RCB) des Forces armées du ministère russe de la Défense, Igor Kirillov, a donné une conférence de presse à Moscou à propos des laboratoires militaires US en Ukraine.

La journaliste Dilyana Gaytandzhieva avait publié en janvier des documents du Pentagone attestant de la dangerosité de ces expériences : les cobayes humains géorgiens et ukrainiens à qui on inoculait ces produits étaient susceptibles d'en mourir rapidement [1].

Une quinzaine de laboratoires de ce type existent en Ukraine. Ils ne sont pas tous opérationnels. Ceux de Lviv, de Kharkov et de Poltava travaillaient sur des agents pathogènes de la peste, de l'anthrax et de la brucellose, mais aussi de la diphtérie, de la salmonellose et de la dysenterie. L'armée russe a détruit avec précaution 320 conteneurs.

Les États-Unis sont signataires de la Convention des Nations unies sur l'interdiction des armes biologiques. En principe, ils ne mettent pas au point d'armes biologiques. Cependant, le Pentagone subventionne des recherches dans des pays tiers qui, eux, ne sont pas signataires de la Convention ou la violent allégrement. C'est notamment le cas de l'Ukraine et de la Géorgie.

En 2018, un agent pathogène cultivé dans un laboratoire géorgien pour le Pentagone avait été transporté par des soldats belges et avait provoqué une épidémie de peste porcine en Belgique [2].

Le commandant des troupes de protection radiologique, chimique et biologique (RCB) des Forces armées du ministère russe de la Défense, Igor Kirillov, a donné une conférence de presse à Moscou à propos des laboratoires militaires US en Ukraine.

La journaliste Dilyana Gaytandzhieva avait publié en janvier des documents du Pentagone attestant de la dangerosité de ces expériences : les cobayes humains géorgiens et ukrainiens à qui on inoculait ces produits étaient susceptibles d'en mourir rapidement [1].

Une quinzaine de laboratoires de ce type existent en Ukraine. Ils ne sont pas tous opérationnels. Ceux de Lviv, de Kharkov et de Poltava travaillaient sur des agents pathogènes de la peste, de l'anthrax et de la brucellose, mais aussi de la diphtérie, de la salmonellose et de la dysenterie. L'armée russe a détruit avec précaution 320 conteneurs.

Les États-Unis sont signataires de la Convention des Nations unies sur l'interdiction des armes biologiques. En principe, ils ne mettent pas au point d'armes biologiques. Cependant, le Pentagone subventionne des recherches dans des pays tiers qui, eux, ne sont pas signataires de la Convention ou la violent allégrement. C'est notamment le cas de l'Ukraine et de la Géorgie.

En 2018, un agent pathogène cultivé dans un laboratoire géorgien pour le Pentagone avait été transporté par des soldats belges et avait provoqué une épidémie de peste porcine en Belgique [2].

Notes :

[1] « Les expériences létales du Pentagone en Géorgie et en Ukraine », Réseau Voltaire, 1er février 2022.

https://www.voltairenet.org/article215495.html

[2] « Les expériences du Pentagone en Géorgie provoquent une épidémie de peste porcine en Belgique », Réseau Voltaire, 7 octobre 2018.

https://www.voltairenet.org/article203358.html

Haut de page

Le 9 mars 2022

J'ai soumis à Mélenchon la proposition suivante, elle vaut ce qu'elle vaut.

Bonjour,

Je viens d'avoir une idée qui pourrait être géniale à l'heure où le prix de l'essence flambe, et beaucoup de travailleurs prennent leur voiture pour se rendre à leur lieu de travail.

Proposer une banque de données destinée à échanger des emplois similaires en fonction du lieu d'habitation des salariés et celui des entreprises qui les emploient.

Cette banque de donnée pourrait être alimentée dans chaque commune et département par les salariés et les patrons, le Medef et les autres syndicats d'employeurs du commerce à la grande entrepris en passant par la PME, de sorte à rapprocher chaque salarié de son lieu de travail. Les syndicats ouvriers pourraient être mis à contribution s'ils le souhaitaient.

En pleine période électorale, cette proposition pourrait déclencher une dynamique extraordinairement favorable à Mélenchon.

Maintenant, c'est sûr que tous les salariés n'ont pas le même salaire ou traitement en fonction de la boîte où ils bossent, mais c'est peut-être quelque chose qui peut se négocier, car tout le monde aurait à y gagner.

Cela peut concerner aussi ceux qui prennent les transports en commun et qui se tapent des trajets à rallonge.

J'ai bossé dans plus de 40 boîtes en France et j'ai eu l'occasion de constater à de multiples reprises des trucs aberrants de ce genre. Vous me direz que c'est connu, je le sais évidemment, mais jamais personne n'a voulu y remédier ou proposer quoi que ce soit jusqu'à présent.

Et puis il y a un autre aspect que financier, le temps libre économisé, ne serait-ce qu'une heure par jour, cela ferait entre 20 et 22 heures par mois, ce n'est pas négligeable quand on manque cruellement de temps libre pour s'occuper de ses enfants ou s'adonner à une activité quelconque.

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

- Cette causerie au format pdf (16 pages)

INTRODUCTION

Mystifications en série ou ils ont déclaré la guerre totale à tous les peuples.

Green New Deal + Covid-19 + guerre de l'OTAN = Great Reset.

Ne racontez pas de conneries, on sait tous que c'est Poutine qui a déclenché cette guerre, sauf qu'en réalité les choses sont plus compliquées que cela, d'une part il y a été conduit et il n'avait plus le choix, d'autre part, c'est l'interprétation officielle des évènements qui conduit à imputer cette guerre à la Russie et non à l'OTAN ou aux Etats-Unis, mais rien ne dit qu'elle serait exacte, non ? Après tous leurs énormes mensonges qu'on vous a servis pendant 2 ans sur le covid-19, vous gobez encore aveuglément leur discours ?

Vous pouvez constater que tout concorde pour arriver aux mêmes conclusions et conséquences, les objectifs qu'ils s'étaient fixés ou les conditions de vie ou de travail qu'ils voulaient absolument vous imposer, parce que la hausse de la température serait inévitable si on refusait de modifier notre mode vie et de travail, ensuite, pour éviter la propagation d'un virus vous deviez rester confiner chez vous et restreindre vos déplacements, et toutes les mesures qu'on vous a imposées jusqu'à l'obligation vaccinale et le pass du même nom étaient inévitables soi-disant en l'absence de traitement, chacun se souvient de cet énorme mensonge, et enfin, puisque nous sommes en guerre, il est inévitable que vous subissiez les privations et autres mauvais traitements qui accompagnent chaque guerre, grâce à la hausse du prix de l'essence, vous roulerez moins ou vous en achèterez une bagnole électrique, quoique là l'argument est plutôt plombé puisque le prix de l'électricité explose aussi, et bien vous n'aurez qu'à vous en passer, vous vous chaufferez moins en hiver, vous ne partirez plus en vacances en avion parce que le prix des billets va aussi exploser, en fait c'est déjà le cas, vous réduirez toutes vos dépenses dont celles alimentaires, etc. tandis que la fortune des oligarques continuera d'augmenter dans des proportions phénoménales, ce qui leur permettra d'étendre encore leur pouvoir tentaculaire sur la société, tandis que le vôtre sera réduit à pouvoir manifester votre rejet de cette dictature absolue au risque de vous faire gazer, matraquer, amputer, éborgner et j'en passe.

Quant à savoir si glisser un bulletin de vote dans une urne lors des prochaines élections servira à quelque choses, peut-être bien que oui, peut-être bien que non, à changer radicalement de société, n'y comptez pas, à enclencher un mécanisme pouvant déboucher sur une situation incontrôlable où une crise sociale et politique se combineraient, c'est une hypothèse qu'on ne peut pas écarter, tout dépendrait de l'intensité ou de l'ampleur que prendraient ces crises, c'est le sens de mon appel à voter Mélenchon.

En déclarant - "*Stop à la guerre, stop à l'invasion de l'Ukraine, à bas l'armée qui envahit l'Ukraine. Solidarité avec les Ukrainiens, que ce soit l'armée régulière ou ceux qui montent sur les chars pour ralentir leur avancée*" et en envoyant un "*message de solidarité et d'amour aux Russes qui refusent la guerre*", Mélenchon a endossé la livrée du populiste. Cet exercice répugnant l'a amené à se vautrer dans la boue en espérant peut-être que ce camouflage le protègerait des agressions de ses détracteurs ou qu'ils le ménageraient, et bien il s'est trompé.

S'il se figurait qu'en procédant ainsi ils cesseraient de le harceler, c'est raté ou c'est plutôt le contraire qui se produit, cela les rend hystérique, et vous savez pourquoi, parce qu'ils savent aussi la vérité, tout comme vous et moi, par conséquent, ils savent que Mélenchon se réfugie comme eux dans le déni permanent de la réalité, et que le récit officielle qu'ils ont adopté avait été entièrement fabriqué par Washington, et ce qui les rend carrément hystérique, c'est qu'ils ne peuvent évidemment pas l'avouer sans se trahir eux-mêmes.

C'est là-dessus que compte Mélenchon, c'est un manoeuvrier professionnel, il se contrefout de la vérité des faits et du sort de qui que ce soit à part sa petite personne. Il sait que ses contradicteurs sont pris à leur propre piège. Il a adopté la version officielle sur cette guerre pour que les médias lui foutent la paix, par ailleurs, il sait que si demain il révélait ce qui se passe en réalité en Ukraine, il perdrait 10 points d'un coup dans les sondages ou 9 électeurs potentiels sur 10, puisque les Français ont plongé tête baissée dans cette nouvelle mystification.

La posture adoptée par Mélenchon est d'autant plus condamnable, qu'en 2017, bien qu'il ait fait l'objet d'une attaque similaire ou tout autant virulente pour le diaboliser, suite à l'évocation de l'alliance bolivarienne pour les peuples (ALBA) créée en 2004 par Hugo Chávez et Fidel Castro en Amérique latine, le Huffpost rappelle que "*cette polémique n'avait pas empêché (Mélenchon) d'atteindre les 19%, à un sparadrap du second tour*".

Peut-être que Mélenchon considère que vaut mieux sacrifier la vérité pour un "*sparadrap*" et avoir une chance de figurer au second tour ? Pourquoi pas, c'est un argument, tout argument mérite d'être étudié, cela se discute, en attendant on peut lui rafraîchir la mémoire.

Autrefois, Mélenchon et ses amis auraient qualifié d'électoraliste ce procédé et ils l'auraient condamné, maintenant ils y recourent peut-être en estimant qu'ils n'ont pas le choix, face à une meute de chiens enragés qui emploient les grands moyens pour le discréditer, sachant que ses électeurs potentiels sont très influençables.

Tout cela est vrai. Mon intention n'est ni de le charger ni de le ménager, j'essaie de montrer aux lecteurs tous les aspects de la campagne électorale de Mélenchon, qui inclut des contradictions ou des paradoxes qu'ils ne perçoivent pas forcément avant d'adopter une position, sans chercher à les embobiner. Je ne suis pas certain que beaucoup de lecteurs soient ne mesure de faire preuve de suffisamment de discernement pour se mettre à la place de Mélenchon, entre nous je ne voudrais pas y être, je ne le pourrais pas.

Ce dont on parle ici, c'est de tactique, dans un contexte imposée où on n'a pas le choix des armes, et on vous interdit quasiment de dire ce que vous pensez autrement qu'à demi-mots dans le meilleur des cas, sous peine de faire fuir les électeurs comme je l'ai expliqué plus haut ou de se retrouver à 1 ou 2% en compagnie de Poutou ou Arthaud, dans ce cas-là vaut mieux encore ne pas participer à cette élection et la boycotter.

En complément.

Tribune - La Primaire populaire choisit Mélenchon : 29 soutiens se désolidarisent de la décision - lejdd.fr 8 mars 2022

- Quelque 29 soutiens actifs de la Primaire populaire annoncent dans une lettre aux membres de l'initiative qu'ils se désolidarisent de la décision du conseil d'administration de soutenir Jean-Luc Mélenchon pour l'élection présidentielle. lejdd.fr 8 mars 2022

LVOG - Si vous vous arrêtez là comme la plupart des lecteurs de ce torchon, vous allez croire que les auteurs de cette tribun se prononcent pour un ou d'autres candidats que Mélenchon , alors que ce n'est du tout le cas et ils l'ont écrits beaucoup plus loin : "*Nous précisons que notre désaccord ne porte pas sur la personne que le conseil d'administration a choisi de soutenir mais sur la méthode.*"

- Désormais, la stratégie du PS, des écolos, et d'une partie de la gauche consiste à taper très fort sur le député des Bouches-du-Rhône et sa vision des relations internationales.

Un pilonnage efficace?

Pas forcément. Rudes, les attaques ne sont, pour l'instant, pas suivies d'effets dans les rapports de force à gauche, à un peu plus d'un mois de l'élection. Comme vous pouvez le voir à travers notre compilateur de sondages ci-dessous, Jean-Luc Mélenchon poursuit au contraire sa lente remontée enclenchée dès les premières semaines de 2022. Il récolte, en moyenne, 12% des intentions de vote -à l'heure actuelle- quand Yannick Jadot et Anne Hidalgo plafonnent loin derrière autour respectivement des 5 et des 2,5%. Le HuffPost 8 mars 2022

L'imposture et l'imposteur

Sondage BFMTV - Présidentielle: Macron bondit à 33,5% au premier tour, devant Le Pen à 15% et Mélenchon à 13% - BFMTV 8 mars 2022

Macron moqué pour son débat (pas spontané du tout) à Poissy - Le HuffPost 8 mars 2022

"France Inter" révèle que les questions posées par les habitants étaient écrites à l'avance, et sélectionnées par l'organisation. Le HuffPost 8 mars 2022

Leur humanisme est la politesse des dégénérées, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Journée internationale des droits des femmes - Johanna Luyssen (Si je veux) : "Faire un enfant seule a été la décision la plus rationnelle et féministe" - Yahoo 8 mars 2022

LVOG - Quelle connasse ! Les femmes qui détestent les hommes à ce point-là sont des détraquées. Elles ont la haine chevillée au corps, c'est vrai que c'est à vous dégoûter d'avoir des rapports avec elles. La société du Great Reset telle qu'ils la conçoivent, c'est cela aussi.

Faites tomber les masques. Bill Gates le philanthrope sadique.

Omicron, le concurrent redouté par Bill Gates - francesoir.fr 8 mars 2022

Extrait.

« Malheureusement, le virus lui-même, - en particulier le variant Omicron -, est une sorte de vaccin en soi, créant à la fois une immunité par les lymphocites B et les lymphocites T ».

Comment interpréter ce « malheureusement » lâché par Bill Gates, dont la tristesse se lisait sur son visage et s'entendait dans sa voix ?

On sait que Bill Gates a été très inquiet lors de l'apparition de ce nouveau variant. Il semble bien que cette inquiétude ne soit pas liée aux personnes qui pourraient en mourir, mais à l'immunité naturelle et stérilisante que l'infection par Omicron induirait potentiellement.

Poursuivant son analyse, il déclare :

"Omicron a fait un meilleur travail de diffusion auprès de la population mondiale que nous avec les vaccins. ... Cela signifie que le risque de maladie grave - qui est principalement associé au fait d'être âgé et d'avoir de l'obésité ou du diabète - ces risques sont maintenant considérablement réduits en raison de cette exposition à l'infection".

Par ces mots, on comprend bien que Bill Gates déplore que l'immunité mondiale ne se soit pas uniquement construite par le biais de la vaccination. Loin de voir la réduction des risques comme une bonne nouvelle pour l'humanité, les dernières déclarations de Bill Gates révèlent la pensée profonde d'un homme qui semble bien regretter l'émergence de ce nouveau variant qui fait concurrence aux vaccins promus par lui.

L'image du bienfaiteur de l'humanité s'est fracturée avec la crise du coronavirus

Loin des apparences, la crise sanitaire a révélé un autre visage de Bill Gates, à qui certains prêtent des desseins funestes. Quoique l'on pense de ces accusations, le langage et la pensée sont consubstantiels et par ses dernières déclarations, il semble bien avoir trahi sa pensée. francesoir.fr 8 mars 2022

DOSSIER UKRAINE

Comment la Rand Corporation ou les Etats-Unis légitiment l'intervention militaire russe en Ukraine.

LVOG - C'est excellent, ils nous expliquent comment ils ont contraint la Russie à intervenir en Ukraine.

Ukraine, tout était écrit dans le plan de la Rand Corp par Manlio Dinucci (ilmanifesto.it) - Mondialisation.ca, 08 mars 2022

Le plan stratégique des États-Unis contre la Russie a été élaboré il y a trois ans par la Rand Corporation (il manifesto, Rand Corp : comment abattre la Russie, 21 mai 2019). La Rand Corporation dont le quartier-général siège à Washington, est "une organisation mondiale de recherche qui développe des solutions pour les défis politiques" : elle a une armée de 1.800 chercheurs et autres spécialistes recrutés par 50 pays, qui parlent 75 langues, distribués en bureaux et autres sièges en Amérique du Nord, Europe, Australie et Golfe Persique. Le personnel étasunien de la Rand vit et travaille dans plus de 25 pays. La Rand Corporation, qui s'auto-qualifie comme "organisation sans profit et non partisane", est officiellement financée par le Pentagone, par l'Armée et l'Aéronautique USA, par les Agences de sécurité nationale (CIA et autres), par des agences d'autres pays et de puissantes organisations non-gouvernementales.

La Rand Corp. se vante d'avoir contribué à élaborer la stratégie qui permît aux États-Unis de sortir vainqueurs de la Guerre froide, en contraignant l'Union Soviétique à consumer ses propres ressources dans l'exténuante confrontation militaire. De ce modèle s'est inspiré le nouveau plan élaboré en 2019 : «Overextending and Unbalancing Russia», soit : contraindre l'adversaire à s'étendre excessivement pour le déstabiliser et l'abattre. Voilà les principales lignes directrices d'attaque tracées dans le plan de la Rand, sur lesquelles les États-Unis ont effectivement avancé ces dernières années.

Avant tout, stipule le plan, il faut attaquer la Russie sur son flanc le plus vulnérable, celui de son économie fortement dépendante de l'exportation de gaz et de pétrole : à cet effet on va utiliser les sanctions commerciales et financières et, en même temps, faire en sorte que l'Europe diminue l'importation de gaz russe, en le remplaçant par du gaz naturel liquéfié étasunien. Dans le domaine idéologique et informatif, il faut encourager les protestations internes et en même temps miner l'image de la Russie à l'extérieur. Dans le domaine militaire il faut opérer pour que les pays européens de l'OTAN augmentent leurs forces dans une fonction anti-russe. Les USA peuvent avoir de hautes probabilités de succès et de forts bénéfices, avec des risques modérés, en investissant majoritairement dans des bombardiers stratégiques et des missiles d'attaque à longue portée dirigés contre la Russie. Déployer en Europe de nouveaux missiles nucléaires à portée intermédiaire pointés sur la Russie leur assure de fortes probabilités de succès mais comporte aussi de grands risques. En calibrant chaque option pour obtenir l'effet désiré -conclut la Rand- la Russie finira par payer le prix le plus haut dans la confrontation avec les USA, mais ceux-ci et leurs alliés devront investir de grosses ressources en les soustrayant à d'autres objectifs.

Dans le cadre de cette stratégie -prévoyait en 2019 le plan de la Rand Corporation- "fournir des aides létales à l'Ukraine exploiterait le plus grand point de vulnérabilité extérieure de la Russie, mais toute augmentation des armes et du conseil militaire fournis par les USA à l'Ukraine devrait être attentivement calibrée afin de provoquer les coûts pour la Russie sans provoquer un conflit beaucoup plus ample dans lequel la Russie, à cause de la proximité, aurait des avantages significatifs". C'est justement là -dans ce que la Rand Corporation définissait comme "le plus grand point de vulnérabilité extérieure de la Russie", exploitable en armant l'Ukraine de façon "calibrée pour augmenter les coûts pour la Russie sans provoquer un conflit beaucoup plus ample"- qu'est advenue la rupture. Prise dans l'étau politique, économique et militaire que les USA et l'OTAN resserraient de plus en plus, en ignorant les avertissements répétés et les propositions de négociations de la part de Moscou, la Russie a réagi avec l'opération militaire qui a détruit en Ukraine plus de 2.000 structures militaires réalisées et contrôlées en réalité non pas par les gouvernants de Kiev mais par les commandements USA-OTAN. L'article qui, il y a trois ans, rapportait le plan de la Rand Corporation se terminait par ces mots : «Les "options" prévues par le plan ne sont en réalité que des variantes de la même stratégie de guerre, dont le prix en termes de sacrifices et de risques est payé par nous tous".

Nous sommes en train de le payer maintenant, nous les peuples européens, et nous le paierons de plus en plus cher, si nous continuons à être des pions sacrifiés dans la stratégie USA-OTAN. Mondialisation.ca, 08 mars 2022

Un entretien très instructif sur l'histoire de la Russie et de l'Ukraine

"L'Ukraine est une entité fragile instrumentalisée par les Occidentaux" (Xavier Moreau) - francesoir.fr 8 mars 2022

- Cliquez ici

Homme d'affaires et analyste politico-stratégique installé à Moscou depuis 16 ans, Xavier Moreau est Saint-Cyrien et diplômé de la Sorbonne (Paris IV) en histoire des relations internationales, et dirige la société LinkIT vostok à Moscou. Il conseille différents groupes internationaux dans les pays de l'ancienne URSS, dont la Russie et l'Ukraine, et dirige le site d'analyse géopolitique Stratpol.

Australie. Après la répression féroce des opposants à la vaccination contre le covid-19, le soutien aux nazis ukréniens.

LVOG - On pourrait appeler cela d'un déni à l'autre, d'une censure à l'autre ou une dérive de type fasciste.

Au passage, comme quoi j'avais vu juste en qualifiant ce genre de régime comme celui de la France de fasciste, non, malheureusement ce n'était pas une exagération de ma part, la preuve par les faits.

L'Australie sanctionne les informations sur les nazis ukrainiens - Réseau Voltaire 8 mars 2022

Alors qu'il est impossible de se connecter à de nombreux médias ou sites officiels russes depuis les pays membres de l'Otan, l'Australie a décidé de qualifier toute information sur les groupes néo-nazis en Ukraine de « faux récits » et de sanctionner ceux qui les relaient.

Pourtant, durant huit ans, de très nombreux médias ont publié des articles et des reportage vidéos sur ce sujet sans que le gouvernement australien ne mette en doute ces récits.

Dans un communiqué daté du 8 mars 2022, Marise Payne, ministre des Affaires étrangères australienne, déclare :« Le gouvernement australien impose de nouvelles sanctions aux propagandistes et aux pourvoyeurs de désinformation de Moscou, qui tentent de légitimer l'invasion non provoquée et injustifiée de la Russie avec de faux récits tels que la "dénazification" de l'Ukraine » [1].

[1] « Further sanctions on Russia », Marise Payne, May 8, 2022.

En complément. Au Québec ils instituent le STO des nazis.

Inacceptable ! Le travail forcé des infirmières - Plainte à l'Organisation Mondiale du Travail (OMT) par Julie Bouchard et Orian Dorais - Mondialisation.ca, 08 mars 2022

Bien, c'est simple, notre position c'est que si l'employeur oblige des employées à rester, contre leur gré, sur leur lieu de travail, au-delà du temps qui a été convenu dans une convention collective, bien c'est du travail forcé. Le temps supplémentaire obligatoire (TSO), c'est exactement ça ! On force les infirmières à rester au travail plus longtemps que la journée normale, ou bien on annule leurs congés. C'est inacceptable.

Oui, dans le code de déontologie des infirmières, ça stipule qu'on doit parfois accepter de faire plus d'heures que prévues, mais c'est quand y a des urgences incroyables. Comme une catastrophe naturelle, par exemple. Sauf que, depuis quelques années, le ministère de la Santé utilise le TSO de manière abusive. Si, dans telle plage horaire, il manque de personnel, l'employeur va juste forcer des infirmières à rester plus longtemps. Le TSO n'est plus une mesure d'urgence; au contraire, ça devient normalisé pour tous les travailleurs de la Santé. Et ça nuit beaucoup à la rétention de la main-d'oeuvre dans le secteur de la santé. Les employées qui ne démissionnent pas, c'est parce qu'ils ou elles ont peur de ne pas survivre financièrement en quittant leur emploi. Donc, oui, quand on normalise l'usage d'une mesure exceptionnelle pour outrepasser les droits d'employés qui ont peur d'être ruinés s'ils ou elles partent, ça s'appelle du travail forcé.

Pour lire la suite :

- Cliquez ici

Un juif flanqué de néonazis

Montée des tensions (10) - Dégâts collatéraux Israël abasourdi par les néo-nazis ukrainiens - Réseau Voltaire 8 mars 2022

- Cliquez ici

La présence organisée par l'État de néo-nazis au sein de l'armée ukrainienne n'est pas anecdotique, même s'il n'est pas possible de la quantifier de manière certaine. Il est par contre aisé de dénombrer leurs victimes. Dans l'indifférence générale, ils ont tué 14 000 Ukrainiens en huit ans. Cette situation est l'une des causes de l'intervention militaire russe en Ukraine. Israël se trouve confronté pour la première fois à ce qu'il n'a jamais pu imaginer : le soutien de son protecteur US à son ennemi historique, le nazisme.

par Thierry Meyssan

Israël est confronté à un problème inattendu face à la crise ukrainienne : est-il exact, comme le prétend Moscou, que le pays est aux mains d'une « bande de néo-nazis » financée par des juifs ukrainiens et états-uniens ? Si oui, c'est un devoir moral pour Tel-Aviv de clarifier sa position sur les juifs qui soutiennent des nazis, indépendamment de toute prise de position sur la crise ukrainienne.

La question est d'autant plus cruelle que les quelques juifs états-uniens qui soutiennent ou instrumentent les groupes nazis ukrainiens sont un groupuscule d'une petite centaine de personnes, les straussiens, aujourd'hui au pouvoir dans l'entourage immédiat du président Joe Biden.

Que représentent les néo-nazis ukrainiens ?

En février 2014, la « révolution de la dignité », dite aussi « EuroMaïdan », fut un changement de régime sponsorisé par la straussienne Victoria Nuland, assistante des secrétaires d'État Hilary Clinton et John Kerry. Dans ce contexte, un groupe de hooligans supporters du club de football de Kharkiv, la « Secte 82 », occupa les locaux du gouvernorat de l'oblast et passa à tabac les employés de l'ancien régime.

Devenu ministre de l'Intérieur, Arsen Avakov, qui avait été gouverneur de Kharkiv durant l'ancien régime et l'un des organisateurs de l'Euro 2012, autorisa la formation d'une force paramilitaire de 12 000 hommes, autour des hooligans de la « Secte 82 » pour défendre la « révolution ». Le 5 mai 2014, le « Bataillon Azov » ou « Corps de l'Est » était officiellement formé sous le commandement d'Andriy Biletsky.

Ce dernier, dit le « führer blanc », est un théoricien du nazisme. Il avait été le leader des « Patriotes d'Ukraine », un groupuscule néo-nazi partisan d'une Grande Ukraine et violemment anti-communiste.

Andriy Biletsky et Dmitro Yarosh fondèrent ensemble le « Secteur Droit » qui joua le rôle principal sur la place Maïdan, en 2014. Cette structure, ouvertement anti-sémite, homophobe était financée par le parrain de la mafia ukrainienne, le milliardaire juif Ihor Kolomoïsky. Au plan international, le « Secteur Droit » est violemment opposé à l'Union européenne et entend au contraire constituer une alliance des Etats d'Europe centrale et de la baltique, l'Intermarium. Cela tombe bien, c'est aussi le projet des Straussiens qui, depuis le rapport Wolfowitz de 1992, considèrent l'Union européenne comme un rival pour les USA plus dangereux que la Russie. Vous vous souvenez de la conversation téléphonique interceptée entre Madame Nuland et l'ambassadeur US, elle s'y exclamait : « Qu'on encule l'union européenne ! » (sic).

Dmitro Yarosh est un agent des réseaux stay-behind de l'Otan qui organisa avec l'émir Dokou Oumarov un congrès anti-Russe à Ternopol, en 2007, sous le regard attentif de Victoria Nuland, qui à l'époque était ambassadrice des États-Unis à l'Otan. Yarosh réunit des néo-nazis de toute l'Europe et des islamistes du Moyen-Orient pour faire le jihad en Tchétchénie contre la Russie. Par la suite, il fut le leader du « Trident de Stepan Bandera » (dit « Tryzub »), un groupuscule glorifiant la Collaboration ukrainienne avec les nazis. Selon Stepan Bandera, les Ukrainiens authentiques sont d'origine scandinave ou proto-germanique, malheureusement, ils se sont mêlés avec des slaves, les Russes, qu'ils doivent combattre et dominer. Fin 2013, les hommes de Yarosh et les jeunes d'un autre groupe nazis furent formés au combat de rue par des instructeurs de l'Otan en Pologne. Je fus très critiqué lorsque je révélai cette affaire car j'avais cité en note un journal satirique, cependant le Procureur général de Pologne ouvrit une enquête qui, bien sûr, n'aboutit jamais car elle aurait mis en cause le ministre de la Défense [1].

À l'été 2014, le Bataillon Azov comprenait déjà tous ces groupes néo-nazis, mais pas seulement eux. Ils furent envoyés combattre les rebelles de Donetsk et de Lougansk, ce qu'ils firent avec jouissance. Leur solde fut augmentée pour atteindre plus de deux fois celle des soldats réguliers. Le Bataillon prit la ville de Marinka à la République populaire autoproclamée de Donestk où il massacra des « séparatistes ».

En septembre 2014, le gouvernement provisoire chargea la Garde nationale d'absorber le Bataillon Azov et d'écarter quelques leaders nazis de la formation.

Aux élections d'octobre 2014, deux anciens leaders nazis du Régiment Azov, Andriy Biletsky et Oleh Petrenko furent élus à la Rada (Assemblée nationale). Si le « führer blanc » siégea seul, Petrenko rejoignit le groupe parlementaire soutenant le président Petro Porochenko. Le Bataillon Azov devint alors le Régiment Azov de la Garde nationale.

En mars 2015, le ministre de l'Intérieur (toujours Arsen Avakov) négocia avec le Pentagone qu'une formation militaire soit donnée par les Forces spéciales états-uniennes au Régiment Azov dans le cadre de l'opération « Gardien sans peur » (Operation Fearless Guardian). Mais immédiatement les représentants John Conyers, Jr. (Démocrate, Michigan) et Ted Yoho (Républicain, Floride) dénoncèrent une folie. Ils firent valoir qu'armer les islamistes en Afghanistan avait rendu possible la formation d'Al-Qaïda et la généralisation du terrorisme. Ils convainquirent leurs collègues que les États-Unis ne pouvaient pas former des néo-nazis sans risquer d'en payer un jour les conséquences. Les parlementaires interdirent donc au Pentagone de poursuivre et d'armer le Régiment Azov avec des lance-roquettes (MANPAD) lors du vote du budget de la Défense [2]. Cependant le Pentagone revint à la charge et parvint à faire retirer l'amendement. [3], soulevant des protestations du Centre Simon Wiesenthal.

Au cours de cette période, le sénateur John McCain (Républicain, Arizona), partisan du soutien aux ennemis de la Russie, après avoir entretenu des liens avec les chefs d'Al-Qaïda puis de Daesh en Libye, au Liban et en Syrie [4], visita une unité du Régiment Azov, Dnipro-1. Il félicita chaleureusement ces braves nazis qui défient la Russie comme il avait jadis félicité ces braves jihadistes.

C'est à ce moment la que le Régiment Azov recruta à l'étranger. Il en vint de tout l'Occident, notamment du Brésil, de Croatie, d'Espagne, des États-Unis, de France, de Grèce, d'Italie, de Slovaquie, de Tchéquie, de Scandinavie, du Royaume-Uni et de Russie. Pourtant les Accords de Minsk, dont l'Allemagne et la France sont les garants, interdisent formellement aux autorités de Kiev d'engager des mercenaires étrangers. Le Régiment Azov a aussi organisé des camps de jeunesses pour 15 000 adolescents et des associations pour les civils de sorte que l'ensemble du Régiment comprenait environ 10 000 hommes et au moins deux fois plus de « sympathisants ». Andriy Biletsky pouvait déclarer que le Régiment avait pour mission historique d'unir « les races blanches du monde dans une dernière croisade pour leur survie […] une croisade contre les sous-hommes conduits par les juifs ».

Deux rapports du prince Zeid Raad al-Hussein, en qualité de Haut Commissaire des Nations unies pour les Droits de l'homme font état des crimes de guerres commis par le Régiment Azov [5].

En 2017, une délégation officielle de l'Otan, comprenant des officiers des États-Unis et du Canada, rencontra officiellement le Régiment Azov.

De très nombreux médias ont consacré des reportages aux groupes néo-nazis ukrainiens. Tous, sans exception, ont été horrifiés par l'idéologie et la violence du Régiment Azov. À titre d'exemple, le Huffington Post mettait en garde contre la complaisance des responsables politiques ukrainiens dans un article intitulé : « Note à l'Ukraine : Arrêtez de blanchir le dossier politique » [6].

En 2018, le FBI entra à nouveau en conflit avec la CIA. Cette fois à propos des néo-nazis états-uniens qui avaient été se former auprès du Régiment Azov et étaient revenus perpétrer des violences sur le sol américain. L'ennemi de l'intérieur qu'est le Mouvement pour s'élever au-dessus (Rise Above Movement — RAM) avait été formé par la CIA en Ukraine [7].

Après les attentats du Christchuch (Nouvelle-Zélande), qui firent 51 morts et 49 blessés en octobre 2019, 39 membres de la Chambre des Représentants US écrivirent au département d'État pour réclamer que le Régiment Azov soit qualifié d'« organisation terroriste étrangère » (FTO) car le terroriste néo-zélandais avait fréquenté l'organisation ukrainienne. Cependant le néo-zélandais était anti-musulman, tandis que les néo-nazis ukrainiens se sont battus en Tchétchénie avec les jihadistes.

En 2020, le milliardaire Erik Prince, le fondateur de l'armée privée Blackwater, souscrit divers contrats avec l'Ukraine. L'un d'entre eux lui donnait toute latitude pour encadre le Régiment Azov. Prince espérait à terme prendre le contrôle de l'industrie d'armement ukrainienne héritée de l'Union soviétique [8].

Le 21 juillet 2021, le président Zelensky promulguait une loi sur les « peuples autochtones ». Elle ne reconnait la jouissance des Droits de l'homme et du citoyen et des Libertés fondamentales qu'aux ukrainiens d'origine scandinave ou germanique, mais pas à ceux d'origine slave. C'est la première loi raciale adoptée en Europe depuis 77 ans.

Sur suggestion de Victoria Nuland, le 2 novembre 2021, le président Volodymyr Zelensky nomma Dmitro Yarosh, conseiller du commandant en chef des armées ukrainiennes, le général Valerii Zaluzhnyi, avec mission de préparer l'attaque du Donbass et de la Crimée. Il importe de garder à l'esprit que Yarosh est nazis, tandis que Victoria Nuland et Volodymyr Zelensky sont juifs ukrainiens (d'origine pour Madame Nuland qui est aujourd'hui états-unienne).

En huit ans, du changement de régime à l'opération militaire russe non comprise, les néo-nazis en Ukraine ont tué au moins 14 000 Ukrainiens.

Le défi moral d'Israël

Le président Zelensky répondit à son homologue russe qui dénonçait une « bande de néo-nazis » au pouvoir à Kiev que c'était impossible puisqu'il était juif. Comme cela ne suffisait pas, au sixième jour du conflit, il accusa la Russie d'avoir bombardé le mémorial de Babi Yar où 33 000 juifs furent massacrés par les nazis. Non seulement, il ne soutenait pas les nazis, mais les Russes effaçaient leurs crimes.

Sans attendre, le Mémorial Yad Vashem, l'institution israélienne qui entretient la mémoire de la « solution finale de la question juive » par les

nazis se fendit d'un communiqué rageur. Il paraissait outrageant aux Israéliens que la Russie compare l'extrême-droite ukrainienne avec les nazis de la Shoah et plus encore qu'elle bombarde un lieu de mémoire.

C'est alors que des journalistes israéliens se rendirent sur le lieu du crime pour constater qu'il n'avait jamais été bombardé. Le président ukrainien avait menti. Puis, le porte-parole du Kremlin, Dmitry Preskov, invita le Mémorial Yad Vashem à envoyer une délégation en Ukraine pour constater de visu, sous la protection de l'armée russe, ce dont le président Poutine parle.

Un grand silence suivit. Et si le Kremlin, comme jadis le Centre Simon Wiesenthal, disait vrai ? Et si les juifs straussiens aux États-Unis, le leader juif ukrainien Ihor Kolomoïsky et son employé le président juif Volodymyr Zelensky travaillaient avec de vrais nazis ?

Immédiatement, le Premier ministre israélien, Naftali Bennett, se rendait à Moscou et recevait le chancelier Scholtz à Tel-Aviv, puis téléphonait au président ukrainien dont tous avaient pu constater la mauvaise foi. Présenté comme une énième tentative de paix, ce voyage avait en réalité pour seul but de savoir si oui ou non les États-Unis s'appuyaient sur de vrais nazis. Désorienté, face à ses découvertes, Bennett rappelait le président Poutine qu'il avait quitté la veille. Il téléphonait aussi à divers chefs d'Etats membres de l'Otan.

Il serait souhaitable que Naftali Bennett rende public ce qu'il a vérifié, mais c'est peu probable. Il lui faudrait ouvrir un dossier oublié, celui des relations entre certains sionistes et les nazis. Pourquoi donc David Ben Gourion assurait-il que Ze'ev Jabotinski, le fondateur du sionisme révisionniste, était un fasciste et peut-être un nazi ? Qui sont les juifs qui ont chaleureusement accueilli avant l'arrivée au pouvoir d'Adolph Hitler une délégation officielle du parti nazi, le NSDAP, en Palestine alors qu'il pratiquait des pogroms en Allemagne ? Qui a négocié en 1933 l'accord de transfert (dit accord « Accord Haavara ») et maintenu un Bureau à Berlin jusqu'en 1939 ? Comment le demi-juif Vollrath von Maltzan est-il devenu le pourvoyeur de gaz Zyklon B des camps de la mort ? Autant de questions que les historiens laissent habituellement sans réponse. Et aujourd'hui, est-il exact comme le prétendent de nombreux témoins que le professeur Leo Strauss enseignait à ses élèves juifs qu'ils devaient construire leur propre dictature, avec les mêmes méthodes que les nazis, pour se protéger d'une nouvelle Shoah ?

À l'évidence, Naftali Bennett n'a pas adhéré à la narration de l'Ukraine et de l'Otan. Il a déclaré que le président russe ne théorisait pas de complot, n'était pas irrationnel et ne souffrait pas de maladie mentale. Au contraire, interrogé sur le soutien de l'État juif, le président Zelenski a répondu : « J'ai parlé au Premier ministre d'Israël. Et je vous le dis franchement, et cela peut sembler un peu insultant, mais je pense que je dois le dire : nos relations ne sont pas mauvaises, pas mauvaises du tout. Mais les relations sont mises à l'épreuve dans des moments comme ceux-ci, dans les moments les plus difficiles, lorsque de l'aide et du soutien sont nécessaires. Et je ne pense pas qu'il [Bennett] soit enveloppé dans notre drapeau ».

Israël devrait se retirer du conflit ukrainien. S'il change subitement d'avis sur un autre sujet et entre en conflit avec Washington, vous saurez pourquoi.

[1] « Ukraine : la Pologne avait formé les putschistes deux mois à l'avance », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 avril 2014.

[2] « U.S. House Passes 3 Amendments By Rep. Conyers To Defense Spending Bill To Protect Civilians From Dangers Of Arming and Training Foreign Forces », John Conyers, Jr., June 11, 2015.

[3] « Congress Has Removed a Ban on Funding Neo-Nazis From Its Year-End Spending Bill », James Carden, The Nation, January 14, 2016.

[4] « John McCain, le chef d'orchestre du « printemps arabe », et le Calife », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 août 2014.

[5] Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2015 to 15 February 2016 and Report on the human rights situation in Ukraine 16 February to 15 May 2016, Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights. February and November 2016.

[6] « Note to Ukraine : Stop Whitewashing the Political Record », Nikolas Kozloff, Huffington Post, March 25, 2015.

[7] USA vs Robert Rundo, Robert Boman, Tyler Laube and Aaron Eason, Central district of California, October 20, 2018. [

8] « Exclusive : Documents Reveal Erik Prince's $10 Billion Plan to Make Weapons and Create a Private Army in Ukraine », Simon Shuster, Time, July 7, 2021.

Cachez-moi ces laboratoires biologiques américains

Beijing demande au Pentagone de s'expliquer sur ses laboratoires biologiques à l'étranger Réseau Voltaire 8 mars 2022

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Zhao Lijian, a demandé au Pentagone, le 8 mars 2022, de fournir des explications sur 33 laboratoires biologiques qu'il entretient sous divers noms dans 30 pays.

Les États-Unis, qui sont signataires de la Convention des Nations unies sur l'interdiction des armes biologiques, refusent toute inspection internationale de leurs laboratoires biologiques militaires depuis 20 ans.

La Russie vient de prendre une quinzaine de laboratoires de ce type en Ukraine et y a détruit 320 conteneurs d'agents pathogènes. Réseau Voltaire 8 mars 2022

Boomerang !

Comment la Russie va contrecarrer la déclaration de guerre des États-Unis et de l'UE par Pepe Escobar (Strategic Culture Foundation 4 mars 2022) - Mondialisation.ca, 07 mars 2022

Seule l'autosuffisance permet une indépendance totale. Les pays du Sud ont également très bien compris la situation.

L'un des principaux thèmes sous-jacents de la matrice Russie/Ukraine/OTAN est que l'Empire du Mensonge (copyright Poutine) a été ébranlé par la capacité combinée des missiles hypersoniques russes et d'un bouclier défensif capable de bloquer les missiles nucléaires provenant de l'Ouest, mettant ainsi fin à la Destruction Mutuelle Assurée (DMA). Cela a conduit les Américains à presque risquer une guerre chaude pour pouvoir placer des missiles hypersoniques qu'ils n'ont toujours pas sur les frontières occidentales de l'Ukraine, et être ainsi à trois minutes de Moscou. Pour cela, ils ont bien sûr besoin de l'Ukraine, ainsi que de la Pologne et de la Roumanie en Europe de l'Est.

En Ukraine, les Américains sont déterminés à se battre jusqu'à la dernière âme européenne – si nécessaire. C'est peut-être le dernier coup de dé (nucléaire). C'est donc l'avant-dernière tentative de contraindre la Russie à se soumettre en utilisant la dernière arme américaine de destruction massive encore utilisable : SWIFT.

Pourtant, cette arme peut être facilement neutralisée par l'adoption rapide de l'autosuffisance.

Avec la contribution essentielle de l'inestimable Michael Hudson, j'ai décrit les possibilités pour la Russie de résister à la tempête des sanctions. Mais je n'ai même pas envisagé toute l'étendue de la « boîte noire de défense » de la Russie – et de sa contre-attaque – telle qu'elle est décrite par John Helmer dans son introduction à un essai qui annonce rien de moins que le retour de Sergueï Glaziev.

Glaziev, que les cercles atlantistes détestent comme on pouvait s'y attendre, a été l'un des principaux conseillers économiques du président Poutine et est aujourd'hui ministre de l'Intégration et de la Macroéconomie de l'Union économique eurasiatique (UEE). Il a toujours été un critique féroce de la Banque centrale russe et du gang des oligarques étroitement lié à la finance anglo-américaine.

Son dernier essai, Sanctions et souveraineté, publié à l'origine par expert.ru et traduit par Helmer, mérite un examen sérieux.

Voici l'une des principales conclusions de cet essai :

« Les pertes russes de PIB potentiel, depuis 2014, s'élèvent à environ 50 000 milliards de roubles. Mais seulement 10% d'entre elles peuvent être expliquées par les sanctions, tandis que 80% d'entre elles sont le résultat de la politique monétaire. Les États-Unis bénéficient des sanctions anti-russes, en remplaçant l'exportation d'hydrocarbures russes vers l'UE ainsi que vers la Chine ; en remplaçant l'importation de biens européens par la Russie. Nous pourrions complètement compenser les conséquences négatives des sanctions financières si la Banque de Russie remplissait son devoir constitutionnel de garantir un taux de change stable du rouble, et non en suivant les recommandations des organisations financières de Washington ».

La délocalisation ou la faillite

Glaziev recommande essentiellement :

– Une « réelle dé-offshorisation de l'économie ».

– « Des mesures visant à renforcer la réglementation des devises afin de mettre un terme à l'exportation de capitaux et de développer les prêts ciblés aux entreprises ayant besoin de financer des investissements ».

– « Taxation de la spéculation sur les devises et des transactions en dollars et en euros sur le marché intérieur ».

– « Des investissements sérieux en R&D afin d'accélérer le développement de notre propre base technologique dans les domaines touchés par les sanctions – en premier lieu l'industrie de la défense, l'énergie, les transports et les communications ».

Et enfin et surtout, « la dédollarisation de nos réserves de change, en remplaçant le dollar, l'euro et la livre par de l'or ».

La Banque centrale russe semble être à l'écoute. La plupart de ces mesures sont déjà en place. Et certains signes indiquent que Poutine et le gouvernement sont enfin prêts à prendre l'oligarchie russe par les couilles et à l'obliger à partager les risques et les pertes à un moment extrêmement difficile pour la nation. Adieu au stockage de fonds sortis de Russie à l'étranger et à Londongrad.

En décembre 2014, j'étais à une conférence à Rome, et Glaziev nous a rejoint au téléphone. En revoyant une chronique ultérieure que j'ai écrite à l'époque, entre Rome et Pékin, j'ai été stupéfait : c'est comme si Glaziev disait ces choses littéralement aujourd'hui.

Permettez-moi de citer deux paragraphes :

« Lors du symposium, qui s'est tenu dans un ancien réfectoire dominicain du XVe siècle divinement décoré de fresques et qui fait désormais partie de la bibliothèque du parlement italien, Sergueï Glaziev, au téléphone depuis Moscou, a donné une lecture brutale de la guerre froide 2.0. Il n'y a pas de véritable « gouvernement » à Kiev ; l'ambassadeur américain est aux commandes. Une doctrine anti-russe a été élaborée à Washington pour fomenter la guerre en Europe – et les politiciens européens sont ses collaborateurs. Washington veut une guerre en Europe parce qu'il est en train de perdre la compétition avec la Chine ».

« Glaziev a abordé la démence des sanctions : La Russie essaie simultanément de réorganiser la politique du Fonds monétaire international, de lutter contre la fuite des capitaux et de minimiser l'effet de la fermeture par les banques des lignes de crédit pour de nombreux hommes

d'affaires. Pourtant, le résultat final des sanctions, dit-il, est que l'Europe sera l'ultime perdante sur le plan économique ; la bureaucratie en Europe a perdu son orientation économique au profit des géopoliticiens américains ».

Il faut payer « l'impôt sur l'indépendance »

Un consensus semble se dégager à Moscou selon lequel l'économie russe se stabilisera rapidement, car l'industrie manquera de personnel et aura besoin de beaucoup de bras supplémentaires. D'où l'absence de chômage. Il y aura peut-être des pénuries, mais pas d'inflation. Les ventes de produits de luxe – occidentaux – ont déjà été réduites. Les produits importés seront soumis à un contrôle des prix. Tous les roubles nécessaires seront disponibles grâce au contrôle des prix – comme cela s'est produit aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Une vague de nationalisation des actifs est peut-être à venir. ExxonMobil a annoncé qu'elle se retirait du projet Sakhalin-1, d'une valeur de 4 milliards de dollars (elle s'était retirée de Sakhalin-2, jugé trop coûteux), qui produit 200 000 barils de pétrole par jour, après que BP et la société norvégienne Equinor ont annoncé qu'elles se retiraient de projets avec Rosneft. BP rêvait en fait de prendre la totalité de la participation de Rosneft.

Selon le Premier ministre Mikhail Mishustin, le Kremlin bloque désormais les ventes d'actifs par les investisseurs étrangers qui cherchent à se désengager. Parallèlement, Rosneft ne manquera pas de lever des capitaux auprès de la Chine et de l'Inde, qui sont déjà des investisseurs minoritaires dans plusieurs projets, et de les racheter à 100% : une excellente opportunité pour les entreprises russes.

Ce qui pourrait être considéré comme la mère de toutes les contre-sanctions n'a pas encore été annoncé. Le vice-président du Conseil de sécurité, Dmitri Medvedev, a lui-même laissé entendre que toutes les options sont sur la table.

Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, canalisant la patience de 10 000 moines taoïstes, attendant toujours que l'hystérie actuelle s'estompe, décrit les sanctions comme « une sorte d'impôt sur l'indépendance ».

Les pays qui interdisent à leurs entreprises de travailler en Russie subissent une « pression énorme ».

Des contre-attaques mortelles ne sont toutefois pas exclues. Outre une dédollarisation complète – comme le recommande Glaviev – la Russie pourrait interdire l'exportation de titane, de terres rares, de combustible nucléaire et, déjà en vigueur, de moteurs de fusée.

Parmi les mesures très toxiques, citons la saisie de tous les avoirs étrangers des nations hostiles, le gel de tous les remboursements de prêts aux banques occidentales et le placement des fonds sur un compte gelé dans une banque russe, l'interdiction totale de tous les médias étrangers hostiles, de leur propriété, des ONG assorties et des façades de la CIA, ainsi que la fourniture aux nations amies d'armes de pointe, le partage d'informations et des formations et exercices communs.

Ce qui est certain, c'est qu'une nouvelle architecture de systèmes de paiement – telle que discutée par Michael Hudson et d'autres – unissant le SPFS russe et le CHIPS chinois, pourrait bientôt être proposée à des dizaines de nations d'Eurasie et du Sud, dont plusieurs sont déjà sous sanctions, comme l'Iran, le Venezuela, Cuba, le Nicaragua, la Bolivie, la Syrie, l'Irak, le Liban et la RPDC.

Lentement mais sûrement, nous sommes déjà sur la voie de l'émergence d'un important bloc du Sud global immunisé contre la guerre financière américaine.

Les RIC des BRICS – Russie, Inde et Chine – augmentent déjà les échanges dans leur propre monnaie. Si nous examinons la liste des nations qui, à l'ONU, n'ont pas voté contre la Russie ou se sont abstenues de condamner l'opération Z en Ukraine, plus celles qui n'ont pas sanctionné la Russie, nous avons au moins 70% de l'ensemble du Sud global.

Une fois de plus, c'est donc l'Occident – plus les satrapies/colonies comme le Japon et Singapour en Asie – contre le reste : l'Eurasie, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique, l'Amérique latine.

L'effondrement européen à venir

Michael Hudson m'a dit que « les États-Unis et l'Europe occidentale s'attendaient à une Froelicher Krieg (« guerre heureuse »). L'Allemagne et d'autres pays n'ont pas encore commencé à ressentir la douleur de la privation de gaz, de minéraux et de nourriture. C'est CELA qui sera le véritable jeu. L'objectif serait d'arracher l'Europe au contrôle des États-Unis via l'OTAN. Cela impliquera de « s'immiscer » en créant un mouvement et un parti politique du Nouvel Ordre Mondial, comme le communisme il y a un siècle. On pourrait appeler cela un nouveau Grand Réveil ».

Un éventuel Grand Réveil ne concernera certainement pas la sphère de l'OTAN de sitôt. L'Occident collectif est plutôt en mode « grand découplage », toute son économie étant militarisée dans le but, exprimé au grand jour, de détruire la Russie et même – éternel rêve humide – de provoquer un changement de régime.

Sergueï Narychkine, le chef du SVR, l'a décrit succinctement :

« Les masques sont tombés. L'Occident n'essaie pas seulement d'enfermer la Russie dans un nouveau "rideau de fer". Nous parlons de tentatives de destruction de notre État – de son "anihilation", comme il est désormais coutume de le dire dans l'environnement libéral-fasciste "tolérant". Comme les États-Unis et leurs alliés n'ont ni l'occasion ni l'esprit d'essayer de le faire dans le cadre d'une confrontation militaro-politique ouverte et honnête, des tentatives sournoises sont faites pour établir un "blocus" économique, informationnel et humanitaire ».

L'apogée de l'hystérie occidentale est sans doute le début d'un djihad néonazi 2022 : une armée mercenaire de 20 000 hommes est en train d'être assemblée en Pologne sous la supervision de la CIA. Le gros des effectifs provient de sociétés militaires privées telles que Blackwater/Academi et DynCorp. Leur couverture : « retour des Ukrainiens de la Légion étrangère française ». Ce remix afghan vient tout

droit du seul manuel que la CIA connaisse.

De retour à la réalité, les faits sur le terrain finiront par conduire des économies occidentales entières à l'abattoir, le chaos dans le domaine des matières premières entraînant une hausse vertigineuse des coûts de l'énergie et de l'alimentation. À titre d'exemple, jusqu'à 60% des industries manufacturières allemandes et 70% des industries manufacturières italiennes pourraient être contraintes de fermer définitivement leurs portes – avec des conséquences sociales catastrophiques.

La machine européenne de Bruxelles, non élue et uber-Kafkaïenne, a choisi de commettre un triple hara-kiri en se présentant comme d'abjects vassaux de l'Empire, en détruisant les derniers élans de souveraineté français et allemands et en imposant l'aliénation de la Russie et de la Chine.

Pendant ce temps, la Russie montrera la voie : seule l'autosuffisance permet une indépendance totale. Les pays du Sud ont également très bien compris la situation : un jour, il fallait que quelqu'un se lève et dise « ça suffit ». Avec un maximum de puissance brute à l'appui.

- Cliquez ici

Haut de page

Le 11 mars 2022

Ca y est : Ils ont déjà réélu le tyran !

Présidentielle : près de quatre Français sur cinq misent sur une victoire de Macron - Europe 1 10 mars 2022

Europe 1 - Dans un sondage Odoxa-Backbone publié jeudi, 79% des Français pronostiquent une réélection du président sortant le 24 avril prochain.

Finalement, aucun mouvement concurrent à celui de la majorité n'envisage une victoire de son propre camp lors de l'élection présidentielle. Europe 1 10 mars 2022

LVOG - Autosuggestion démoralisante ou l'inverse ? Dès lors, si c'est plié d'avance, pourquoi aller voter ou le contraire, ils racontent des histoires, on va aller voter pour les faire mentir.

Il faut être le dernier des abrutis pour voter Macron ou être complètement décomposé. Les deux dernières années qui viennent de se dérouler ne portent pas à l'optimisme, c'est sûr, mais ce n'est pas cela qui compte pour nous comme je l'explique plus loin.

Et si cela se produisait, ce qu'ils ont déjà prévu... après.

Covid-19 : le rebond épidémique sera-t-il l'invité surprise de la fin de la campagne présidentielle ? - lejdd.fr 11 mars 2022

LVOG - A moins qu'ils reportent le scrutin s'ils craignaient que le scrutin ne se passe pas comme ils l'ont déjà écrit en attendant des jours meilleurs, c'est peu probable puisqu'ils sont certains que le despote sera réélu.

Désolé, nous n'alimenterons pas la campagne officielle xénophobe et raciste contre le peuple russe en Ukraine et en Russie, nous ne ménagerons pas le gouvernement ukrainien néonazi aux ordres de l'OTAN, le bras armé du Forum économique mondial.

Appelez à l'arrêt de l'intervention militaire russe en Ukraine revient à cautionner la poursuite de la guerre que l'OTAN a déclaré à la Russie en 2014 en se servant du gouvernement ukrainien et d'organisations néonazies pour bombarder et terroriser la population russe ou russophone en Ukraine.

De la même manière, nous ne participerons pas à la campagne consistant à dire chassons Macron, tout en refusant d'appeler à voter pour le candidat désigné par la réaction comme son pire ennemi, Mélenchon, ce qui revient à oeuvrer à la réélection de Macron. Le PCF, le NPA et LO devraient appeler à voter Mélenchon et retirer leurs candidats sans forcément rejoindre l'Union populaire.

Mélenchon est ni marxiste, ni révolutionnaire, ni anticapitaliste, ni socialiste, ni communiste, et il n'avancera pas dans cette voie. Mélenchon est anti tout ce qu'on voudra en tant que candidat et pour son contraire une fois élu, celui qui l'ignore est un idiot car c'est un lieu commun, donc ceux qui avancent cet argument pour justifier leur refus de voter pour lui enfoncent des portes ouvertes ou sont des sophistes.

Mais alors, dites-nous pourquoi vous appelez à voter pour lui, ne serait-ce pas incohérent ou opportuniste? Pas du tout et je vais essayer de vous expliquer pourquoi.

En réalité, c'est très simple à comprendre. C'est parfaitement logique dès lors qu'on se place sur le plan du socialisme, donc dans la perspective du renversement du régime en place ou la prise du pouvoir politique par les masses révolutionnaires, pas demain matin évidemment, et comme tout le monde ou presque à abandonner cette perspective ou ne croit plus dans la capacité des masses à accomplir cette tâche historique, ils passent à côté ou ils rejettent tout ce qui peut contribuer à préparer les conditions indispensables pour atteindre cet objectif. Généralement nos détracteurs ne croient plus en rien. Ce n'est pas moi qui l'affirme, ce sont eux qui le répètent à tout bout de champ, n'est-ce pas ? Et ils ne sont pas engagés dans la lutte de classe, ils passent (perdent) leur temps à surfer sur les réseaux dits sociaux, croyant qu'il pourrait un jour en sortir quelque chose ou que ce serait utile, on se demande bien à quoi. Moi je les fuis comme la peste, comme quoi on n'est pas vraiment branché sur la même longueur d'onde.

L'élection de Mélenchon constituerait une fraction de ces conditions politiques, elle alimenterait forcément la crise politique du régime ou des institutions de la Ve République ou elle contribuerait à exacerber leurs contradictions, de sorte qu'elles seraient fragilisées, tandis que le prolétariat pourrait être tenté d'en profiter pour inaugurer un nouveau chapitre de la lutte de classe à la fois sur le plan social et politique...

J'ai employé sciemment le conditionnel par mesure de précaution, parce que je ne suis pas un devin ou ne sachant pas à l'avance comment les masses réagiraient suite à son élection. Cependant, et c'est ce qui me distingue de mes détracteurs ou des éternels pessimistes, je privilégie l'hypothèse ou le scénario le plus optimiste. Pourquoi ? Parce qu'il correspond à l'attente de millions et millions de travailleurs et jeunes qui n'en peuvent plus de vivre dans une société qui bafoue leurs besoins sociaux et piétine leurs aspirations démocratiques. J'estime que par conséquent, parmi eux, il en existe forcément un certain nombre qui sont mûrs pour entendre un discours réellement révolutionnaire et socialiste, et donc cette condition pourrait favoriser la construction du parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui, et sans lequel aucun changement de régime ne pourra jamais se réaliser dans l'avenir, c'est finalement cet objectif politique ou cet enseignement de la lutte de classe du XXe siècle à nos jours qui a motivé ma prise de position et rien d'autres. Mes détracteurs admettrons volontiers qu'ils n'avaient pas du tout pensé à cet élément déterminant de la lutte de classe, et pour cause tout le monde ou presque semble l'ignorer, l'a oublié, négligé ou dénaturé, dites-moi si je me trompe.

Autrement dit et pour conclure, j'ai pris cette décision d'appeler à voter Mélenchon en me situant exclusivement sur le terrain de la lutte de classe des exploités et des opprimés ou du socialisme. Maintenant, j'ai bien conscience que tous ceux qui ne se situent pas sur ce terrain-là auront des difficultés pour comprendre ou partager mes arguments ou ma démarche, je les appelle à les étudier sérieusement et on en reparle quand ils veulent.

Franchement, j'ignore comme certains l'affirment ou le sous-entendent, si ce serait se compromettre d'appeler à voter pour Mélenchon, dans les conditions que je viens de décrire, donc en tenant compte de l'ensemble de la situation économique, social et politique nationale et mondiale, loin de moi l'idée d'empêcher qui que ce soit de le penser, mais qu'on me permettent de penser le contraire, du moment que je préserve scrupuleusement mon indépendance et que j'en témoigne quotidiennement.

- La Russie ne manquera de rien du tout, parce qu'il lui suffira qu'elle s'adresse à la Chine pour être livrée, qu'il s'agisse de biens alimentaires, électroniques, d'équipements ou pharmaceutiques par exemple, et en se passant du dollar.

Face au blocus, Moscou interdit les exportations de plus de 200 biens et marchandises - latribune.fr 10 mars 2022

L'administration de Vladimir Poutine a communiqué une très longue liste de secteurs dont les produits fabriqués en Russie ne pourront plus être envoyés à l'étranger jusqu'à la fin de l'année.

En parallèle, Moscou trace de nouvelles routes commerciales avec d'autres zones géographiques. latribune.fr 10 mars 2022

Les sanctions occidentales n'ont pas fait fuir les investisseurs chinois de Russie - infobrics.org 10 mars 2022

Par Paul Antonopoulos, analyste géopolitique indépendant

Extrait. (Traduit avec www.DeepL.com/Translator)

La Chine ne soutient pas la politique de sanctions de l'Occident et ne participera pas aux mesures restrictives contre la Russie, selon le président de la Commission chinoise de réglementation des banques et des assurances, Guo Shuqing. Selon lui, pour la Chine elle-même, le risque de sanctions est minime.

À la fin de 2021, le chiffre d'affaires commercial entre la Chine et la Russie a augmenté de 35,9 % pour atteindre 146 milliards de dollars. Ainsi, la Chine reste le premier partenaire commercial de la Russie. Les deux pays ont l'ambition de porter leurs échanges à 250 milliards de dollars d'ici 2025.

Fin février, lorsque l'Occident a demandé à la Chine d'accroître la pression sur la Russie en raison de son "opération militaire spéciale" en Ukraine, Pékin a plutôt pris des mesures pour stimuler le commerce bilatéral avec la Russie. Par exemple, la Chine a levé l'interdiction totale des importations de blé en provenance de Russie.

Il ne fait guère de doute que Pékin est motivé par la recherche d'un partenariat stratégique avec Moscou, maintenant que les deux pays sont confrontés à des pressions simultanées provenant de la même source - l'Occident. Washington a l'intention de créer un fossé entre la Russie et la Chine afin d'empêcher la formation d'un front uni contre les États-Unis.

À cet égard, la stratégie à long terme de Washington reste inchangée - accroître constamment les efforts pour dissuader et contenir le développement de la Russie et de la Chine, ainsi que leur coopération. Toutefois, cette tâche s'avérera presque impossible.

La Russie reste le deuxième fournisseur de pétrole de la Chine et le troisième fournisseur de gaz naturel. En outre, la demande de gaz de la Chine devrait continuer à croître dans les années à venir, d'autant plus que la crise énergétique de l'année dernière a montré qu'il est trop tôt pour compter uniquement sur les nouvelles sources d'énergie. Pour cette raison, le gaz naturel pourrait être la bonne solution pour une transition énergétique durable dans les années à venir.

Jusqu'à présent, l'équilibre commercial entre la Russie et la Chine n'a pas été atteint, car il y a un excédent russe. Toutefois, à l'heure où les pays occidentaux refusent de coopérer avec la Russie, la Chine a de bonnes chances d'accroître l'offre de produits à haute valeur ajoutée, ce

qui pourrait non seulement permettre d'atteindre l'équilibre commercial, mais même de le modifier en faveur du pays d'Asie de l'Est.

L'expansion du commerce est conforme à l'objectif national de la Chine, selon le rapport de travail du gouvernement soumis à la 5e session de la 13e Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) qui s'est tenue le 5 mars à Pékin. Le rapport indique que la Chine développera la coopération économique et commerciale multilatérale et bilatérale, et qu'elle est prête à renforcer la coopération mutuellement bénéfique avec tous les pays.

Il semble que la Russie sera l'un des bénéficiaires de cette initiative, ce qui aidera l'économie du pays à survivre à l'immense pression des sanctions occidentales. En outre, cette initiative consolidera les relations entre les deux pays au milieu des efforts américains pour créer un fossé entre eux.

Des infos en anglais sur la Russie mises à jour quotidiennement.

- BRICS information portal

L'Amérique prend soin de la santé des Russes, la preuve.

McDo, Coca et d'autres symboles de l'Amérique quittent la Russie - France 24 9 mars 2022

Comment l'extrême gauche ménage le régime.

Lu dans l'éditorial de *La Tribune des travailleurs* (POID).

- Des grèves qui, pour la plupart, exigent l'augmentation des salaires.

Face à l'inflation, c'est la manière concrète dont les travailleurs mobilisés avec leurs syndicats défendent la valeur de leur force de travail. C'est la manière concrète dont la lutte de classe agit comme antidote contre le poison de l'Union sacrée dont certains voudraient contaminer les organisations syndicales.

LVOG - Voilà pour la réponse politique, en fait inexistante, face au soutien politique et militaire apporté par Macron à l'OTAN, la lutte de classe ravalée à un bout de gras pour mieux supporter un régime dictatorial.

Comme si les organisations syndicales avaient attendu cet épisode pour être "*contaminées*", alors qu'elles viennent de participer à "*l'Union sacrée*" avec Macron en ne dénonçant pas la machination criminelle qui dure depuis 2 ans, qui a fait plus de 100 000 victimes parce que Macron a refusé qu'ils bénéficient des traitements efficaces existant contre le covid-19 qui auraient pu les sauver, notamment, Gluckstein nous prend pour des cons une fois de plus.

J'ai constaté que le POID et le POI partageaient la même liturgie dénonçant en premier lieu la Russie, ensuite la France et l'OTAN ou Poutine et ensuite Biden et Macron, il suffit de visualiser la page d'accueil de leur blog pour le vérifier. (http://partiouvrierindependant-poi.fr/ et https://latribunedestravailleurs.fr).

Ils ont adopté la rhétorique de l'OTAN sur l'agression Russe de l'Ukraine, j'imagine "*pour ne pas se couper des masses*", sans préciser qu'elles sont manipulées par Macron et le gouvernement, tous les partis qui siègent à l'Assemblée nationale, les médias... Au lieu d'incarner l'avant-garde consciente de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, ils se rangent au côté des couches les plus arriérées ou ignorantes susceptibles d'être influencées par la réaction pour ensuite se faire passer pour des opposants au régime en place, et en guise de camouflage ils osent appeler à rompre avec Macron, les institutions de la Ve République, l'OTAN, ainsi la boucle de l'imposture est bouclée.

Pour qu'il n'y ait pas de jaloux, allons voir du côté du NPA.

Hors d'Ukraine les troupes russes, non au militarisme de l'Otan (Démocratie révolutionnaire), vous remarquerez qu'également "*les troupes russes*" sont à l'honneur, l'OTAN passe en second.

Si vous vouliez connaître la position du NPA, il fallait aller à la première phrase du premier paragraphe d'un article publié le 6 mars 2022 par sa tendance Démocratie révolutionnaire :

- « *Quand l'histoire de cette ère sera écrite, la guerre de Poutine contre l'Ukraine aura laissé la Russie plus faible et le reste du monde plus fort », a déclaré mardi dernier Biden parlant au nom du « monde libre » dans son discours devant le congrès américain sur l'état de l'union.*

Tout au long de leur article ils emploieront le même ton que Biden pour parler de la Russie, j'ai relevé quelques passages :

- 11 jours après le début de l'odieuse agression militaire de Poutine...

- Poutine accentue son offensive guerrière criminelle...

- Poutine et sa paranoïa chauvine grand-russe...

- A la virgule près, le discours rabâché par les médias : A propos de Poutine, "*Sa politique vise depuis le début de ce siècle à venger les humiliations et les frustrations d'un pays dont l'économie a été démantelée, bradée sur le marché mondial, à lui redonner une place de grande puissance alors que la volonté d'hégémonie des USA est en échec.*"

- L'Ukraine a le droit de s'armer et de demander des armes. (Il ne faudrait surtout pas que le bataillon Azov en manque, merci pour lui. - LVOG)

- Cela dit "*notre solidarité avec les peuples d'Ukraine nous interdit toute solidarité avec l'Otan*", parce que voyez-vous les armes fournies à l'Ukraine ne proviennent pas de pays de l'OTAN !

- Zelensky, à sa politique nationaliste et réactionnaire... (Pour un peu il serait fréquentable. – LVOG)

- Cette causerie au format pdf (24 pages)

INTRODUCTION

Ils ne peuvent plus le nier sans pour autant remettre en question le soutien qu'ils leur apportent.

Qu'est-ce que le régiment d'Azov, ces néonazis de l'armée ukrainienne que Moscou pointe du doigt? - BFMTV 10 mars 2022

- Cliquez ici

LVOG - Bientôt il n'y aura plus que Macron pour affirmer qu'ils n'existent pas.

Dans cet article il est écrit que "*Volodymyr Zelensky, triomphalement (a) élu au second tour en 2019 avec 73% des suffrages exprimés*" sans préciser que l'absention avait dépassé 50%, cela change tout...

Tout le reste ou presque est du même tonneau, à ceci près qu'ils ne peuvent plus effacer totalement la réalité ukrainienne décrite par les Russes, depuis qu'ils l'ont portée à la connaissance du monde entier et qu'elle a été relayée par des médias ou sur Internet sur tous les continents. Un exemple.

BFMTV - "*l'obédience politique du régiment (Azov) ne laisse aucune place au mystère. Son écusson officiel, qui bombe le bras de ses soldats, est d'azur et d'or, une surface sur laquelle se croisent deux éclairs, dans une référence transparente à l'imagerie de la Waffen-SS. Celui-ci a rapidement été intégré, à l'automne suivant, dans la Garde nationale ukrainienne.*".

Donc quand on évoque un régime néonazi, on le caractérise comme il se doit. Avis à tous ceux au sein du mouvement ouvrier qui n'osent pas en faire autant, honte à eux !

Qui croyait qu'ils étaient incompatibles ou ne partageaient pas la même idéologie ?

Espagne: le parti d'extrême-droite Vox entre pour la première fois dans un gouvernement régional - BFMTV10 mars 2022

Le parti d'extrême droite espagnol Vox va faire pour la première fois son entrée dans un gouvernement régional, dirigé par la droite en Castille-et-Léon (centre), ont annoncé jeudi cette formation et le Parti Populaire (PP, droite).

Vox a indiqué de son côté qu'il détiendrait la vice-présidence du gouvernement de cette région proche de Madrid, qui dispose, comme les autres régions d'Espagne, de très larges compétences dans ce pays très décentralisé. Un représentant du parti d'extrême droite a par ailleurs été élu jeudi à la présidence du parlement régional. BFMTV10 mars 2022

LVOG - Quel pays de l'OTAN a-t-il condamné l'Espagne après cette annonce ? Aucun, normal ils soutiennent les néonazis en Ukraine...

Du "*vaccin*" de la mort (rapide ou lente) au drapeau confisqué par l'OTAN.

Guerre en Ukraine : les ventes de drapeaux ukrainiens explosent en France - Yahoo 9 mars 2022

Dans de nombreux pays du monde, monuments, sites touristiques et mairies se parent des couleurs du drapeau bleu et jaune en signe de soutien avec le pays dirigé par Volodymyr Zelensky. Conséquence : les ventes de drapeaux ukrainiens explosent partout en France.

"D'habitude, on fait quatre ou cinq drapeaux ukrainiens dans l'année. Là on est à 1 000 drapeaux fabriqués en 10 jours pour 300 à 400 commandes. Et tous les jours, ça s'accroît", s'étonne dans Paris-Normandie le patron de l'entreprise Borney, spécialisée dans la production de drapeaux, bannières et mâts, située à Argentan, dans l'Orne.

L'entreprise Doublet, basée à Avelin, près de Lille, voit la vie en bleu et jaune depuis près de deux semaines. L'entreprise traite actuellement 500 commandes par jour. Yahoo 9 mars 2022

Propagande hystérique de guerre et fake news sans limite de l'OTAN et ses porte-parole.

LVOG - Après la fake news sur la centrale nucléaire bombardée rapidement éventée, ils ont trouvé mieux, une maternité.

Guerre en Ukraine. L'armée russe a commis "l'impensable" à Marioupol : bombarder une maternité - Courrier international 10 mars 2022

Les premières informations ne font état d'aucun mort mais au moins 17 personnes auraient été blessées, parmi lesquelles des mères et du personnel, selon les autorités, qui craignent de retrouver des victimes sous les décombres.

Les autorités russes, sans démentir le bombardement, ont assuré que l'hôpital abritait des "bataillons nationalistes" ukrainiens qui utilisaient l'établissement comme base de tirs.

La communauté internationale a vivement réagi, des États-Unis dénonçant un crime "barbare", au Royaume-Uni déplorant une attaque "immorale". Le secrétaire général des Nations unies António Guterres a quant à lui condamné un acte "horrible", scandalisé que les civils paient "un prix très élevé pour une guerre avec laquelle ils n'ont rien à voir". Courrier international 10 mars 2022

LVOG - Le récit des autorités russes est exact, en Syrie l'OTAN et ses milices barbares avaient procédé de même, après la libération d'Alep une multitude de photos l'attesta et je l'ai relayé en publiant des articles où elles figuraient. S'ils utilisent la population civile comme bouclier humain, il y aura forcément de nombreuses victimes, ce qui est inévitable en temps de guerre.

Les médias et les gouvernements à la solde de l'OTAN manipulent les esprits faibles en recourant à des considérations morales qui ne sont valables qu'en temps de paix, escomptant que les populations aveuglées par le matraquage médiatique ne feront pas la distinction, afin d'obtenir leur soutien ou la condamnation de la Russie, alors que l'OTAN et ses complices sont responsables de cette guerre comme l'atteste le document de 2019 de la Rand Corporation.

Et la réalité connue des Nations unies... depuis trois jours !

L'attaque de la maternité de Marioupol - Réseau Voltaire 10 mars 2022

Le ministre des Affaires étrangères russes, Sergeï Lavrov, a indiqué le 10 mars 2022, que la maternité de Marioupol n'était plus en service lorsque l'armée russe l'a bombardée.

Elle était occupée par le Régiment Azov (néo-nazis) qui en avait expulsé les patients et le personnel. Le bilan humain qui a été diffusé est une grossière manipulation.

L'Ukraine est une nouvelle fois piégée car la Russie avait informé les Nations unies de cette occupation trois jours auparavant. Réseau Voltaire 10 mars 2022

Dans l'article reproduit dans la causerie d'hier intitulé *Ukraine : tout était écrit dans le plan de la Rand Corp.* par Manlio Dinucci, il manquait une note qui ne figurait pas dans le portail Mondialisation.ca, je l'ai trouvé dans celui du Réseau Voltaire, donc je l'ajoute aujourd'hui :

- Overextending and Unbalancing Russia, James Dobbins, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz, Brent Williams, Rand Corporation, April 2019.

- Cliquez ici

Voir aussi les détails du plan dans Extending Russia : Competing from Advantageous Ground, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz & Brent Williams, Rand Corporation, May 25, 2019. Ces deux rapports furent présentés à la Chambre des Représentants US le 5 septembre 2019.

- Cliquez ici

Totalitarisme ou le IIIe Reich est de retour

Gerhard Schröder poursuivi pour crimes contre l'humanité - Réseau Voltaire 10 mars 2022

L'ancien chancelier allemand, Gerhard Schröder, fait l'objet de poursuites judiciaires du parquet de Hanovre (Allemagne) pour crimes contre l'humanité.

Gerhard Schröder et l'ancien président français Jacques Chirac s'étaient opposés aux Straussiens à l'occasion de la guerre contre l'Iraq. Edward N. Luttwak les avait alors menacés publiquement.

Aujourd'hui Gerhard Schröder est président du conseil d'administration de Rosneft et président du comité des actionnaires de Nord Stream AG.

Or, le gouvernement allemand a décidé de ne plus importer de gaz russe et a interdit la mise en service du gazoduc Nord Stream 2.

Selon le parquet de Hanovre, ces fonctions actuelles le rendraient responsable de crimes contre l'humanité que l'armée russe perpétrerait en Ukraine.

Il s'agit à l'évidence d'un message adressé à toute la classe politique allemande qui hésiterait à dénoncer la politique des États-Unis en Ukraine. Réseau Voltaire 10 mars 2022

LVOG - C'est un appel au lynchage de toute personne en désaccord avec la politique des États-Unis en Ukraine, et pas seulement en Allemagne.

Intimidation et accusation dérisoire sans crime.

Guerre Géorgie-Russie en 2008 : le procureur de la CPI demande trois mandats d'arrêts - 20 Minutes 10 mars 2022

Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a annoncé jeudi avoir demandé l'émission de mandats d'arrêts contre trois personnes pour des crimes de guerre présumés perpétrés pendant la guerre opposant la Géorgie et la Russie en Ossétie du Sud en 2008.

Il s'agit de Mayramovich Mindzaev (aussi épelé Mindzayev), alors ministre des Affaires intérieures de l'Ossétie du Sud, indépendante de facto, et de Gamlet Guchmazov (ou Kuchmazov) et David Georgiyevich Sanakoev, deux autres responsables en Ossétie du Sud, a indiqué le procureur Karim Khan dans un communiqué.

« Ma demande pour ces mandats d'arrêt porte spécifiquement sur la détention illégale, les mauvais traitements, la prise d'otages et le transfert illégal de civils d'origine géorgienne dans le contexte d'une occupation par la Fédération de Russie », a précisé le procureur. « Sur la base des éléments de preuve recueillis et examinés par mon bureau, j'ai des motifs raisonnables de croire que ces trois personnes sont pénalement responsables » de crimes de guerre commis sur le territoire de l'Ossétie du Sud en août 2008", a-t-il précisé. 20 Minutes avec AFP 10 mars 2022

Wikipédia - La Cour pénale internationale (CPI) est une juridiction pénale internationale permanente, et à vocation universelle, chargée de juger les personnes accusées de génocide, de crime contre l'humanité, de crime d'agression et de crime de guerre.

LVOG - Vous constaterez qu'aucun motif retenu par la CPI contre des personnalités politique d'Ossétie du Sud ne correspond à "*vocation universelle*", peu importe puisqu'il s'agit de faire le procès de la Fédération de Russie.

A ce compte-là tous les chefs d'Etats ou de gouvernements occidentaux depuis 1998 auraient dû être accusés de "*génocide, de crime contre l'humanité, de crime d'agression et de crime de guerre*" par la CPI, à commencer par les Américains, les Britanniques et les Français.

Quant à l'instruction de l'affaire concernant l'Ukraine et les "*crimes contre l'humanité prétendument commis dans le cadre des manifestations de la place Maïdan à Kiev et dans d'autres régions ukrainiennes entre le 21 novembre 2013 et le 22 février 2014*, sans rire, 8 ans plus tard elle est toujours "*en attente de l'autorisation d'ouverture d'une enquête*". (Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Cour_p%C3%A9nale_internationale)

C'est nickel ! L'économie capitaliste mondiale au bord de l'explosion ou plutôt provoquant une explosion sociale incontrôlable sur tous les continents?

- « Les prix des matières premières explosent depuis la guerre en Ukraine. C'est le cas du nickel, qui a atteint des sommets : plus de 100 000 dollars la tonne. Ce mardi, la Bourse des métaux de Londres a suspendu les transactions sur le nickel pour calmer la tempête. (...) Face à la demande en hausse due aux voitures électriques, le prix avait déjà augmenté de plus de 30 % en 2019, de 20 % en 2020 puis 25 % en 2021 (...), son prix a été multiplié par trois en deux jours, un niveau jamais atteint depuis 145 ans.»

La Russie est le troisième producteur mondial de nickel avec 13 % des capacités minières en 2021, derrière l'Indonésie et les Philippines. (Source : L'agence Bloomberg basée à New York et rfi.fr 8 et 9 mars 2022)

CHASSONS MACRON !

Quel est l'ennemi déclaré de François Hollande : Macron, Pécresse, Zemmour, Le Pen ? Vous n'y êtes pas du tout du tout.

Mélenchon - "*Certains qui devraient être de ma famille politique préfèrent me pilonner du matin au soir qu'attaquer l'extrême-droite. Vous préférez un second tour Mélenchon/Macron, ou Macron contre Le Pen ou Zemmour?*". BFMTV 9 mars 2022

François Hollande juge que Jean-Luc Mélenchon serait un président "*pas utile*" - BFMTV 9 mars 2022

LVOG - Qu'est-ce qui le rend si hargneux ou haineux? Peut-être cela :

Présidentielle: Jean-Luc Mélenchon bénéficie "*d'une présomption de vote utile*" à gauche - BFMTV 9 mars 2022

Présidentielle: en hausse dans les sondages, Mélenchon pourrait-il être le troisième homme? - BFMTV 9 mars 2022

Après le retrait de Christiane Taubira, faute de parrainages nécessaires, et alors que ni Yannick Jadot ni Anne Hidalgo ne décollent dans les sondages, le candidat insoumis peut apparaître comme une valeur refuge.

La candidate socialiste Anne Hidalgo recueille seulement 1,5% des intentions de vote, contre 13 % pour le candidat LFI, désormais en troisième position derrière Emmanuel Macron et la candidate RN Marine Le Pen selon un sondage Elabe pour BFMTV, L'Express et SFR publié mercredi.

LVOG - Mais encore, en surfant sur des hypothèses qu'il sait hautement improbables connaissant Mélenchon aussi bien ou même mieux que nous.

- "*Ce ne serait pas utile d'avoir un président qui sortirait de l'Alliance atlantique, ce ne serait pas utile d'avoir un président qui mettrait de part et d'autre de la table la Russie et les pays démocratiques*".

- "*Ce ne serait pas utile d'avoir un président qui sortirait progressivement de l'Europe, ce ne serait pas utile d'avoir un président qui à un moment ou un autre voudrait changer complètement les institutions*".

LVOG - Quelles que soient les réelles intentions de Mélenchon, pour Hollande le ou la candidate utile doit forcément faire acte de soumission envers l'OTAN, l'UE, bref, l'oligarchie anglo-saxonne qui a lancé le Great Reset destiné à instaurer un régime mondial totalitaire...

Un autre aspect doit exaspérer Hollande, la tactique employée par Mélenchon pour ratisser large diraient ceux qui savent à quoi s'en tenir à son sujet dont je fais partie tout en soutenant sa candidature.

Cette tactique consiste à ne pas adopter une position radicale ou ne trancher sur aucun sujet, ce qui est très démagogique notez bien, mais plait à un grand nombre d'électeurs potentiels qui ne font pas parti des plus mal lotis dans la société actuelle et qui n'envisagent pas la nécessité d'un changement de régime, pour eux Mélenchon est présentable, et il pourrait être susceptible de représenter les intérêts d'un grand nombre qui sont issus des classes moyennes ou des couches moyennes et supérieures de la classe ouvrière.

BFMTV - "*Il a plutôt une attitude favorable aux pays opposés aux Etats-Unis, ce qui fait que dans les sondages, il n'est pas freiné*", nuance l'historien spécialiste de l'extrême gauche Christophe Bourseiller.

"*C'est d'autant plus intéressant que Jean-Luc Mélenchon prend des positions plus modérées, plus mitterrandiennes, moins radicales ces derniers temps et que son électorat le ressent*", juge encore l'expert.

Le candidat a par exemple abandonné son objectif de sortir du nucléaire dès 2030, comme c'était le cas dans son programme en 2017. Même constat sur les sujets européens. Il ne s'agit plus de menacer Bruxelles de faire sortir la France de l'UE en cas de refus des États membres de réviser les traités. Les Insoumis proposent désormais un "*opt-out*", c'est-à-dire la désobéissance aux traités sur des points stratégiques.

Preuve que la France insoumise croit en ses chances: Alexis Corbière, l'un des très proches du candidat, a fait un signe ce mercredi matin à Fabien Roussel, après des mois de tensions entre les deux camps. "*Je lui dis: donne-moi la main camarade! On peut écrire ensemble une magnifique page de l'histoire de France*", a lancé sur France info le lieutenant de la campagne.

(Même) Si les chances que le communiste se retirent au profit de La France insoumise sont minimes... BFMTV 9 mars 2022

LVOG - Pour être complet on ne pouvait pas manquer la prédiction d'un média indépendant, le Journal du dimanche de l'oligarque Arnaud Lagardère.

En cas de second tour face à Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon serait toutefois lourdement battu par le président sortant, qui reste le grand favori de cette présidentielle. lejdd.fr 9 mars 2022

LVOG - Le PS, c'est le camp de la réaction, de la guerre, de la dictature, du fascisme, face auxquels toute impolitesse est honorable.

Mélenchon - Si Macron "*a un candidat d'extrême droite en face, il ne va pas aller le chercher sur les retraites ou l'école, car ils sont d'accord*".

Europe1 - Jean-Luc Mélenchon a estimé mercredi que sa présence au second tour de la présidentielle , rendue crédible par plusieurs sondages récents, serait "*un événement énorme*" et que son potentiel duel avec Emmanuel Macron serait "*plus honorable*" que si l'extrême droite se qualifiait.

Interrogé en conférence de presse sur la dynamique sondagière qui le donne dans certaines enquêtes, juste derrière Marine Le Pen, mais devant Eric Zemmour et Valérie Pécresse, le tribun a répondu : "*Ça donne la perspective d'un événement énorme*". "*Si le second tour c'est Macron - Mélenchon, c'est là que se posent des questions tranchées*", a-t-il jugé. Tandis que "*s'il y a un candidat d'extrême droite en face (du président sortant), il ne va pas aller le chercher sur les retraites ou l'école, car ils sont d'accord*".

Un duel entre l'Insoumis et Emmanuel Macron, qui caracole en tête des sondages, serait "*plus honorable, plus classique avec la gauche contre la droite*", a ajouté Jean-Luc Mélenchon. "*Un autre second tour est possible*", a-t-il scandé en référence au slogan de sa nouvelle affiche, "*Un autre monde est possible*". Cela peut avoir "*un impact sur les gens de la gauche désespérée et des quartiers populaires, de dire qu'ils peuvent faire en sorte que Mélenchon soit au second tour*". Europe1 9 mars 2022

LVOG - Sans partager les illusions qu'il peut faire naître dans la tête de millions de travailleurs et jeunes que nous continuerons de combattre, à sa manière il a exprimé le sens de la position que nous avons adoptée, qui nous lie en rien à Mélenchon ou à son mouvement,

et qui est également une tactique dont les intentions différent des siennes, dans la mesure où elle se situe dans la perspective du renversement du régime en place.

La marionnette de l'oligachie et de l'OTANazi Macron vous promet de finir vos jours dans les pires conditions ou prématurément.

- Macron envisage de faire passer l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, écrit mercredi le quotidien Les Échos. Le journal, qui cite "*des sources concordantes et proches du dossier*", précise que le rythme privilégié serait de quatre mois cotisés supplémentaires pour chaque génération, soit neuf ans de transition.

Si la réforme entre en vigueur en 2023, elle sera achevée en 2032, écrit encore Les Échos. Le président candidat n'a pas caché sa volonté que les Français "travaillent plus" comme il l'a rappelé dans sa vidéo de candidature jeudi dernier.

Si la mesure était appliquée, la France rejoindrait les nombreux pays d'Europe déjà concernés par un âge de départ à la retraite supérieur à 64 ans. En effet, la Grèce, l'Islande ou encore l'Italie ont des départs fixés à 67 ans. Le Danemark, le Portugal, les Pays-Bas, l'Irlande ou l'Espagne se sont quant à eux arrêtés à 66 ans. En France, l'âge légal est pour l'instant fixé à 62 ans, au même stade que la Norvège et la Suède.

L'âge légal de départ à la retraite est actuellement de 62 ans. Mais pour avoir une retraite à taux plein, il faut soit avoir cotisé 42 ans soit attendre l'âge de 67 ans. (Source : europe1 et d'autres médias 10 mars 2022)

LVOG - Autrement dit pour bénéficier d'une retraite à taux plein il faudrait bosser jusqu'à 70 ans minimum, avis aux intéressés qui refusent de voter Mélenchon...

DOSSIER UKRAINE

En bref et vidéo

Twitter - Le seul soldat ukrainien dont NATO publie la photo comme remarquable modèle féminin de force, bravoure et résistance arbore un symbole nazi (soleil noir composé de croix gammées)... https://twitter.com/NATO/status/15

Le tweet en question a été supprimé par l'OTAN, après un déluge de commentaires indignés ou sarcastiques.

Why is Ukraine the West's Fault? Featuring John Mearsheimer

- Cliquez ici

UnCommon Core : Les causes et les conséquences de la crise ukrainienne

John J. Mearsheimer, professeur émérite de sciences politiques R. Wendell Harrison et codirecteur du programme de politique de sécurité internationale à l'université de Chicago, évalue les causes de la crise actuelle en Ukraine, la meilleure façon d'y mettre fin et ses conséquences pour tous les principaux acteurs. L'une des principales hypothèses est que, pour élaborer le meilleur plan de sortie de crise, il est essentiel de connaître les causes de la crise. En ce qui concerne la question primordiale des causes, la question clé est de savoir si la Russie ou l'Occident porte la responsabilité principale.

Un Français combat au Donbass - Michel Midi avec Erwan Castel

- Cliquez ici

RPD - À Granitnoye, l'armée ukrainienne maltraitait les civils - 6 mars 2022

- Cliquez ici

Fabrique du consentement. D'une vague à l'autre.

L'Empire du Bien contre-attaque - francesoir.fr 9 mars 2022

- Cliquez ici

Extrait.

Après deux années d'intoxication par la propagande anticovid, nous voilà à présent sommés d'adhérer à la propagande binaire anti-Poutine pro-Ukraine. Tout le monde s'y est mis du jour au lendemain, individus, associations, institutions, organismes, services publics, partis politiques, médias, même l'opérateur des télécoms belges Proximus s'est récemment fendu d'un nouveau logo défilant "Stop invasion", comprenez que la guerre c'est mal et que la paix c'est bien, l'Empire du Bien cher à Philippe Muray n'a jamais aussi bien porté son nom. Hier c'était au nom de la santé, aujourd'hui c'est au nom d'une morale convenue à deux balles.

Or, il n'aura échappé à aucun esprit avisé que rien n'est binaire et simple dans cette affaire russo-ukrainienne exactement comme rien ne le fut jamais non plus dans cette autre affaire plus politique que sanitaire qui nous a pourri la vie pendant deux années de contraintes existentielles les unes plus ineptes et plus délétères que les autres.

Exit la psychose collective pandémique, bonjour l'hystérie collective suivante, j'ai nommé la russophobie à laquelle nous sommes tous conviés d'adhérer sous peine du même rejet et des mêmes condamnations sociales : bannissement des auteurs et personnalités russes et appel à l'assassinat décomplexé de Poutine.

Rien de tel que la désignation d'un ennemi commun pour ressouder les peuples avachis.

De même qu'il était interdit de penser autrement le Covide, il est à présent interdit de penser autrement cette guerre qui ressemble beaucoup à l'autre drôle de guerre par bien des aspects.

La guerre contemporaine est à géométrie politique et idéologique variable, celle du Kosovo était parfaitement illégale, mais légitime pour les puissances atlantistes, celle de l'affreux Poutine représente le mal absolu autour duquel il est urgent de se réunir, et tous les éléments historiques avérés qui pourraient éclairer la généalogie de ce conflit sont systématiquement frappés par la censure du camp du Bien, à l'instar des éléments éclairant sur la nature de la pandémie : coup d'État de 2014 et participation officielle des groupes néonazis, corruption systémique du pouvoir, implication de la CIA et de l'UE, menace d'adhésion à l'OTAN, milliers de morts à l'Est, interdiction de la langue russe, acharnement et discrimination des minorités russophones.

Côtés média, les médecins de plateaux de la scène du Covide ont été remplacés par une kyrielle de généraux à la retraite et en charentaises, ainsi que par des journalistes reporters de guerre, des géopolitologues et même des psychiatres de salon se risquant à de douteux psychodiagnostics à distance (c'est l'air du temps, le zeitgeist) sur la structure de personnalité de Vladimir Poutine.

Notre époque est résolument celle du degré zéro de la pensée, un degré intellectuel qui ne tolère aucune contradiction, aucune remise en question et promouvant une doxa binaire et unique structurée entre un Bien et un Mal décrétés universels et indiscutables.

Vous avez cru que la pandémie était terminée et que la paix universelle allait enfin régner ? Et que cette fin de l'histoire tant attendue était enfin advenue ?

Erreur, le tragique repointe son nez et même les compteurs épidémiologiques recommencent à s'affoler en France comme en Belgique, remplaçant déjà la une des infos sur certains médias (RTBF)

Bientôt la prochaine vague rejoindra celle de cette guerre dont l'extension économique produira encore plus de misère sociale et émotionnelle.

La jonction entre les deux axes du Great Reset (épidémie et guerre) se prépare à l'ombre de la propagande de masse et de la fabrique de l'opinion et du consentement.

L'ère des sacrifices ne fait que commencer.

La boîte de Pandore est ouverte, nous sommes tous des Iphigénie. francesoir.fr 9 mars 2022

Tour de passe-passe des médias pour cautionner le régime ukrainien néonazi.

- Jusqu'à la crise actuelle, les médias occidentaux considérés comme assez progressistes, tels que The Nation, The Guardian, le Washington Post, etc., nous ont mis en garde contre le pouvoir croissant des groupes néonazis en Ukraine, qui pourrait avoir un impact sur l'avenir de l'Europe et au-delà.

Ces mêmes médias rejettent aujourd'hui l'importance du néonazisme en Ukraine.

The Nation en 2019 (22 février) a rapporté :

Aujourd'hui, les rapports croissants sur la violence d'extrême droite, l'ultranationalisme et l'érosion des libertés fondamentales font mentir l'euphorie initiale de l'Occident. On assiste à des pogroms néonazis contre les Roms, à des attaques généralisées contre les féministes et les groupes LGBT, à des interdictions de livres et à la glorification des collaborateurs nazis par l'État.

Deux ans plus tôt, le Washington Post (15 juin 2017) avertissait, avec beaucoup de perspicacité, qu'un affrontement ukrainien avec la Russie ne devait pas nous permettre d'oublier la puissance du néonazisme en Ukraine :

Alors que la lutte de l'Ukraine contre les séparatistes soutenus par la Russie se poursuit, Kiev fait face à une autre menace pour sa souveraineté à long terme : de puissants groupes ultranationalistes d'extrême droite. Ces groupes n'hésitent pas à recourir à la violence pour atteindre leurs objectifs, qui sont certainement en contradiction avec la démocratie tolérante tournée vers l'Occident que Kiev cherche ostensiblement à devenir.

Mais aujourd'hui, le Washington Post adopte une attitude dédaigneuse et qualifie une telle description de "fausse accusation" :

Opérant en Ukraine, plusieurs groupes paramilitaires nationalistes, tels que le mouvement Azov et le Secteur droit, épousent l'idéologie néonazie. Bien que très médiatisés, ils semblent bénéficier d'un faible soutien public. Un seul parti d'extrême droite, Svoboda, est représenté

au parlement ukrainien, et ne détient qu'un seul siège.

Les précédentes mises en garde d'un média tel que The Hill (9 novembre 2017), le plus grand site d'information indépendant des États-Unis, sont oubliées :

Il existe bel et bien des formations néo-nazies en Ukraine. Cela a été confirmé de manière écrasante par presque tous les grands médias occidentaux. Le fait que les analystes soient capables de le rejeter comme de la propagande diffusée par Moscou est profondément troublant. C'est d'autant plus inquiétant que l'on assiste actuellement à une montée en puissance des néo-nazis et des suprémacistes blancs dans le monde entier.

L'establishment ukrainien n'a pas seulement un lien avec ces groupes et armées néonazis, il est également pro-israélien de manière inquiétante et très troublante. L'une des premiers décisions du président Volodymyr Zelensky a été de retirer l'Ukraine du Comité des Nations unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le seul tribunal international qui veille à ce que la Nakba ne soit pas niée ou oubliée…

Cette décision a été prise à l'initiative du président ukrainien ; il n'avait aucune sympathie pour le sort des réfugiés palestiniens et ne les considérait pas comme des victimes d'un quelconque crime.

Dans ses interviews après le dernier bombardement israélien barbare de la bande de Gaza en mai 2021, il a déclaré que la seule tragédie à Gaza était celle subie par les Israéliens. Si c'est le cas, alors ce sont uniquement les Russes qui souffrent en Ukraine.

Mais Zelensky n'est pas le seul. Lorsqu'il s'agit de la Palestine, l'hypocrisie atteint un nouveau niveau. Une frappe contre une tour vide en Ukraine a fait la une des journaux et a suscité une analyse approfondie de la brutalité humaine, de Pourine et de l'inhumanité.

Ces bombardements doivent être condamnés, bien sûr, mais il semble que ceux qui mènent la condamnation parmi les dirigeants du monde sont restés silencieux lorsque Israël a rasé la ville de Jénine en 2000, le quartier al-Dahaya de Beyrouth en 2006 et la ville de Gaza dans une vague brutale après l'autre au cours des quinze dernières années.

Aucune sanction n'a été mise sur la table, et encore moins imposée, à Israël pour ses crimes de guerre en 1948 et depuis lors. En fait, dans la plupart des pays occidentaux qui mènent la campagne de sanctions contre la Russie aujourd'hui, le simple fait de mentionner la possibilité d'imposer des sanctions contre Israël est illégal et qualifié d'antisémite. (Guerre en Ukraine : une humanité et une compassion à géométrie variable par Illan Pappé (Chronique de Palestine 4 mars 2022) - Mondialisation.ca, 09 mars 2022)

Propagande et xénophobie débridée au nom de la morale et de la démocratie.

Médias mainstream: Comment développer l'hystérie russophobe en diffusant des Fakes News tout en pratiquant la censure par Général Dominique Delawarde - Mondialisation.ca, 08 mars 2022

Extrait.

Les professionnels de la propagande et de la manipulation des opinions savent bien que le mensonge relaye´ abondamment par une meute de me´dias mainstream, transforme´e en arme de guerre, devient la ve´rite´ dans l'esprit des gens, soumis au matraquage continu de fausses nouvelles. Le mensonge me´diatique vaut mieux que tout autre moyen pour tenter de noircir l'adversaire et de mettre l'opinion de son co^te´. Il faut jouer sur l'e´motion et faire perdre ainsi, au te´le´spectateur, toute rationalite´. C'est la re`gle du jeu de la guerre de l'information.

S'agissant des mensonges des médias mainstream occidentaux qui ont été avérés à posteriori, et qui ont entraîné des conséquences graves, allant jusqu'à provoquer jusqu'à quelques centaines de milliers de morts sur la planète, voire plusieurs millions, les exemples sont nombreux. Nous allons en rappeler quelques-uns avant de traiter de celui qui nous occupe aujourd'hui : l'attaque (?) présumée et délibérée (?) d'une centrale nucléaire par l'armée russe dans la nuit du 4 mars 2022.

1 – Timisoara. Les plus anciens d'entre nous se souviennent de l'affaire de Timisoara de décembre 1989. C'était la première des révolutions de couleur européenne, qui pourtant n'avait pas encore de nom « coloré » car les occidentaux n'avaient pas encore inventé le concept … et qui ne pouvait pas être qualifiée de « Printemps » parce que cette révolution se déroulait en hiver.

En février 1990, les médias s'étaient répandus en excuse, après six semaines de mensonges, en prétendant avoir été dupés. L'avaient-ils été vraiment ? Probablement pas, mais peu importe les mensonges, pour les occidentaux l'affaire était gagnée. Ceaucescu avait été renversé et un régime pro-occidental mis en place. Aujourd'hui, les choses sont beaucoup plus simples pour les médias. Ils ne s'excusent plus, ils changent de sujet et passent à autre chose lorsque le mensonge apparaît en pleine lumière et devient gênant pour leur notoriété. Les médias comptent beaucoup sur l'oubli et sur la mémoire courte des citoyens lambdas et les nettoyeurs du net s'efforcent très vite d'effacer les traces les plus compromettantes des « énormités » diffusées par nos médias.

2 – Le Kosovo

https://www.monde-diplomatique.fr/2019/04/HALIMI

On y apprend, 20 ans après les faits (tout de même) que la plupart des « informations » (???) majeures rapportées par les médias mainstream occidentaux et qui ont justifié le bombardement de la Serbie étaient des fake news.

Et nos deux auteurs ajoutent en conclusion : « Loin d'être des internautes paranoïaques, les principaux désinformateurs furent les

gouvernements occidentaux, l'OTAN ainsi que les organes de presse les plus respectés ». Tiens donc … encore eux … ?

3 – La 3ème grosse série de mensonges politiques et médiatiques a concerné les deux guerres d'Irak.

Ce qui est malheureux pour les populations victimes de ces mensonges de l'occident otanien, c'est qu'elles ont du compter leurs morts par centaines de milliers, dans un silence assourdissant des médias mainstream et de l'opinion publique otanienne qui gémit aujourd'hui.

Dans l'opération russe, visant à protéger les populations russophones du Donbass ukrainien et à démilitariser l'Ukraine, la Russie semble, jusqu'à présent, beaucoup plus respectueuse de la vie humaine que les USA et l'OTAN ne l'ont jamais été dans leurs multiples ingérences meurtrières et leurs bombardements aveugles depuis 1990. Des images détestables de tortures et de meurtres par les forces US à Abu Graib et Guantanamo ont circulé sur les réseaux sociaux et ont suscité la colère et la haine de toute une partie du monde.

Enfin, les statistiques de bombardement publiées chaque année par le commandement des Forces américaines ont le mérite d'être claires : depuis 1990, plus d'un million de bombes « occidentales » ont été larguées sur les différents théâtres d'ingérence des USA et de leur bras armé : l'OTAN, souvent bien loin de l'Atlantique Nord …

On pourrait citer de très nombreux exemples de narratifs mensongers, de montages ou d'attaques sous faux drapeau montés par les services (CIA, MI6, Mossad) et relayés par les médias occidentaux pour noircir l'adversaire, manipuler l'opinion et provoquer une épreuve de force dont ils espéraient sortir vainqueurs et en tirer avantage (Affaires Skripal, Navalny, attaques au gaz sous faux drapeau en Syrie, etc…).

Quid du plus gros bobard en Ukraine ?

Ayant une connaissance de plus de 40 ans de la propagande de guerre et de ses mensonges, j'étais en attente du plus gros bobard de ce début du XXIème siècle depuis le début du conflit en Ukraine. Quelle histoire rocambolesque l'OTAN allait-il inventer pour enflammer les opinions occidentales en faveur de l'Ukraine et pour donner au président Poutine le visage du diable ?

Bingo ! Ce mensonge est survenu dès le 5 mars 2022. L'OTAN n'a pas perdu de temps.

Elle a réussi à faire accuser bruyamment la Russie d'avoir tenté le 4 mars, dans la nuit, de détruire la centrale nucléaire de Zaporojie, la plus grande d'Europe, dans un but qu'elle ne peut évidemment pas rationnellement expliquer.

Après le faux massacre de Timisoara, les couveuses du Koweït, la poudre de Perlin Pimpin de Donald Rumsfeld à l'ONU, bien d'autres fake news sur le Kosovo et les narratifs mensongers déclenchant les révolutions colorées un peu partout sur la planète, voici donc la vraie-fausse attaque de l'armée russe sur une usine nucléaire, mettant en danger « délibérément » l'Europe toute entière.

Comme prévu par ses concepteurs, la mousse faite, par les médias mainstream autour d'une affaire mineure qui va vous être contée ci-après, a enflammé les opinions des pays membres de l'OTAN et a réjoui les parieurs, comme moi, qui avaient misé gros sur la survenance d'une histoire foireuse, d'un narratif otanien abracadabrantesque et d'une réaction moutonnière de l'opinion.

Devant le nombre croissant de citoyens européens qui refusent de croire aux narratifs politiques et médiatiques de moins en moins crédibles qui leurs sont proposés, et presque imposés, devant le scepticisme grandissant de la population à l'égard des vérités politiques et médiatiques, la censure de toutes les opinions divergentes est progressivement mise en place par les autorités européennes qui s'arrogent toujours plus de pouvoirs, non prévus par les traités. Ainsi Russia Today et Sputnik qui nous donnaient un point de vue alternatif ont été censurés et qualifiés, par une superbe inversion accusatoire, d'organes de propagande, comme si nos médias n'en étaient pas aussi …

Désormais, seuls nos médias mainstream, subventionnés et instrumentalisés par nos politiques, eux même « tenus » et instrumentalisés par les USA et par l'OTAN, ont le monopole pour définir « la vérité occidentale ». Personne ne semble choqué par le fait indéniable que le contrôle de nos médias soit concentré dans les mains d'une poignée de milliardaires mondialistes, très liés à leurs frères d'outre-Atlantique, qui tiennent eux aussi les médias US, et qui ont pris la fâcheuse habitude de faire et de défaire les présidents des USA (et de la France) et de leur imposer une politique étrangère agressive qui serve leurs intérêts.

Ce que les politiques et les médias qui nous prennent trop souvent pour des imbéciles ignorent, c'est qu'il y a de multiples moyens de trouver des informations alternatives, comme le font les citoyens de tous les pays du monde lorsque leur gouvernement pratique la censure. (...)

La censure sera donc contreproductive. Tous ceux qui savent que les médias mentent comme des arracheurs de dents, en temps de crise, iront chercher ailleurs, l'information qu'on veut leur cacher.

Pour lire l'article en entier :

- Cliquez ici

Les sanctions économiques russes.

La Russie va interdire les exportations de matières premières suite aux sanctions occidentales - Le Média en 4-4-2 9 mars 2022

Le président russe Vladimir Poutine interdit les exportations de certains produits de base et matières premières, selon un décret publié mardi soir à Moscou.

Les produits qui seront interdits d'exportation seront déterminés par le cabinet russe, indique le décret. M. Poutine a donné deux jours pour

dresser une liste des pays soumis à l'interdiction.

Le décret est intervenu quelques heures après que le président Biden a déclaré que les États-Unis interdiraient les importations de pétrole russe suite à l'invasion de l'Ukraine et que l'Union européenne a annoncé qu'elle viserait à réduire les importations de gaz naturel russe des deux tiers cette année. Le gouvernement britannique a également déclaré mardi qu'il supprimait progressivement les importations de pétrole russe d'ici la fin de 2022 et explorait des options pour mettre fin complètement aux importations de gaz russe. La Russie est le 3e plus grand producteur de pétrole et le plus grand exportateur de gaz naturel

NDLR : Le décret interdisant jusqu'au 31 décembre l'exportation de produits de base fait suite à des mesures antérieures prises par le Kremlin en représailles aux sanctions occidentales. Son objectif : « garantir la sécurité de la Fédération de Russie et le fonctionnement ininterrompu de l'industrie ». Le Brent, la référence internationale du pétrole, a augmenté de 8,46 % sur cinq jours pour rester à 131 $ (en dessous du sommet d'environ 139 dollars le baril enregistré lundi). La Russie est également un important fournisseur de céréales et de métaux tels que l'aluminium (+ 6,48 % en cinq jours), le nickel (qui a atteint un niveau record aujourd'hui : + 70 % sur cinq jours) et le palladium (+ 12,82 % sur cinq jours). Une interdiction radicale des exportations pourrait bouleverser les marchés mondiaux des matières premières. Le Média en 4-4-2 9 mars 2022

Traduction Le Média en 4-4-2 : The Wall Street Journal

- Cliquez ici

Les plans secrets ukrainiens pour attaquer le Donbass le 8 mars dévoilés.

Les plans secrets ukrainiens pour attaquer le Donbass le 8 mars (documents) - Réseau Voltaire 9 mars 2022

Le ministère russe de la défense a diffusé, le 9 mars 2022, les documents secrets de la garde nationale ukrainienne planifiant l'attaque des « séparatistes » du Donbass pour le 8 mars 2022.

Depuis le 24 février, des officiels russes parlent d'une attaque ukrainienne contre les républiques populaires de Donestk et de Lougnask planifiée pour le 8 mars. L'imminence de cette attaque aurait poussé la Russie à reconnaître en urgence l'indépendance de ces deux États. Nous avions remarqué que, contrairement au Protocole, lors de la cérémonie de signature des traités au Kremlin, les drapeaux des deux Républiques étaient absents, signe d'improvisation.

Les huit pages de documents publiés attestent de la réalité de cette menace. La Garde nationale ukrainienne avait incorporé l'essentiel des forces néo-nazies.

Durant la guerre du Kosovo, le ministre de la Défense allemand, Rudolf Scharping, avait identiquement accusé la Serbie d'avoir planifié une opération dite « fer à cheval » pour « exterminer » les populations du Kosovo. Cependant, lors du procès intenté au Slobodan Miloševic, il s'avéra que cette imputation était fausse. Il s'agissait juste de propagande de guerre. Pour éviter de laisser planer le doute sur une éventuelle manipulation de sa part, le ministère russe de la Défense a donc diffusé les six pages de documents ci-dessous. Réseau Voltaire 9 mars 2022

- Page 1
- Page 2
- Page 3
- Page 4
- Page 5
- Page 6

Les États-Unis confirment l'existence de laboratoires biologiques en Ukraine, la Russie exige des réponses

- Cliquez ici

Les autorités chinoises ont appelé les États-Unis à divulguer les informations relatives à ces laboratoires basés en Ukraine. Selon le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, 26 laboratoires américains opéraient dans le pays. « Les États-Unis, en tant que partie qui possède le plus d'informations sur les laboratoires, devraient divulguer dès que possible toute information pertinente à ce sujet, y compris en ce qui concerne les virus qui s'y trouvaient et la nature des recherches à leur sujet », a-t-il déclaré.

Zhao Lijian a également suggéré que les programmes biologiques militaires américains en Ukraine ne sont que la « pointe de l'iceberg », expliquant que les autorités américaines surveillent 336 laboratoires dans 30 pays à travers le monde, et qu'elles le font « sous prétexte de coopération en vue de réduire les risques biologiques dans le cadre de la sécurité et de la protection de la santé mondiale. »

L'UE se fracture ?

L'Allemagne et les Pays-Bas s'opposent à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE - Réseau Voltaire 9 mars 2022

L'Allemagne et les Pays-Bas se sont opposés, le 7 mars 2022, à l'ouverture du processus d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne.

Le président Volodymyr Zelensky s'était exprimé au sixième jour du conflit, le 1er mars 2022, par visioconférence devant le Parlement européen. Sous les applaudissements des parlementaires, il avait insisté sur la nécessité pour son pays de rejoindre l'Union européenne, même si son pays ne remplit pas les critères d'adhésion.

L'Union européenne est une fédération civile placée d'après les Traités sous la protection militaire de l'Otan, donc sous commandement militaire états-unien. Réseau Voltaire 9 mars 2022

Les enragés se lâchent

Il faut tuer Poutine (parlementaires US) - Réseau Voltaire 9 mars 2022

Le 3 mars 2022, le sénateur Lindsey Graham a appelé à assassiner le président Vladimir Poutine lors d'une émission de Fox News (Sean Hannity's show) comme Claus von Stauffenberg tenta de tuer Adolf Hitler.

Lors d'une séance publique de la Commission de la chambre des représentants US pour le Renseignement, le 8 mars 2022, la directrice du Renseignement national, Avril Haines (photo), a délivré un sombre portrait du président russe Vladimir Poutine établi par ses services. À la suite de quoi, le sénateur Angus King (Démocrate, Maine) a, le 9 mars sur MSNBC (Morning Joe), qualifié M. Poutine d'« homme le plus dangereux de l'histoire mondiale ». Réseau Voltaire 9 mars 2022

C'est l'armée russe qui protège les Ukrainiens des exactions des milices néonazies

L'Ukraine et la question nucléaire - Réseau Voltaire 9 mars 2022

Energoatom, la Compagnie nationale de production d'énergie nucléaire d'Ukraine, a reconnu par la voix de son président, Petro Kotin,que l'Ukraine a stocké illégalement de l'uranium hautement enrichi à des fins militaires jusqu'en 2012. À cette date, ces stocks ont été transférés en Russie avec l'aide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Jusqu'à présent, les autorités ukrainiennes prétendaient avoir remis à la Russie tous leurs stocks lors de leur indépendance, en 1991.

Depuis le début de l'opération militaire russe contre les néo-nazis en Ukraine, le président Volodymyr Zelensky a affirmé que les troupes russes occupaient l'ancienne centrale nucléaire civile de Tchernobyl et avaient bombardé celle de Zaporijjia (photo).

De son côté, l'armée russe a démenti ces informations. Entrées en Ukraine par la Biolorussie, plusieurs unités russes sont effectivement passées par Tchernolyl, une ruine qui ne présente aucun intérêt stratégique. Elles n'ont pas occupé le lieu, mais l'ont sécurisé. L'armée russe n'a pas bombardé la centrale civile de Zaporijjia. Elle l'occupait déjà depuis deux jours lorsque des forces spéciales ukrainiennes sont venues provoquer un incident, non pas dans la centrale, mais dans un laboratoire dépendant d'elle. L'armée russe occupe actuellement les 15 centrales nucléaires civiles ukrainiennes. Elle n'a jamais coupé l'électricité, mais veille à ce que les néo-nazis ukrainiens ne sabotent pas ces installations sensibles.

Le président Volodymyr Zelensky, qui a intégré dans l'armée de son pays des unités néo-nazies, a évoqué, avant la guerre, le souhait de son pays de se doter de l'arme nucléaire.

L'Ukraine est signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Réseau Voltaire 9 mars 2022

DICTATURE SOUS FAUX DRAPEAU SANITAIRE.

L'Autriche suspend la vaccination obligatoire - francesoir.fr 9 mars 2022

Ce jour, l'Autriche a suspendu la loi sur la vaccination obligatoire des adultes, qui était effective depuis le 5 février dernier.

Entouré d'experts, le gouverneur de Floride DeSantis "baisse le rideau sur le théâtre covidiste" - francesoir.fr 9 mars 2022

- Cliquez ici

Un scandale ivermectine? Qui se cache derrière les conclusions modifiées de l'étude du Dr Andrew Hill? - francesoir.fr 9 mars 2022

Ivermectine : vers un scandale majeur ? "De l'indifférence scandaleuse au mensonge criminel", publiions-nous fin 2020. En janvier 2021, dans un "debriefing", Andrew Hill nous confiait qu'il jugeait ce traitement prometteur. Il y a près d'un an, nous racontions les graves soupçons qui pesaient sur lui, Tess Lawrie supposant qu'on lui avait forcé la main, pour modifier les conclusions de son étude devant trancher sur l'efficacité de l'ivermectine contre le covid-19 : voir "Ivermectine et fraude scientifique : vers un #UnitaidGate ?" (16 mars 2021).

Ce changement de cap ne laisse pas d'interroger, et on en apprend davantage aujourd'hui sur une des personnes qui pourrait en être à l'origine.

Un article émanant d'un document de la FLCCC (Front Line COVID-19 Critical Care Alliance), traduit ci-après, expose le problème.

Qui a changé les conclusions scientifiques d'un article qui aurait pu sauver des millions de vies ? Au moins, nous pourrions avoir un nom.

Il s'agit d'un scandale aux proportions immenses qui justifie une enquête immédiate.

Si ce que vous êtes sur le point d'apprendre se déroulait à l'écran, le souffle collectif du public au moment de la révélation atteindrait des décibels assourdissants.

Tout d'abord, préparons le terrain avec un récapitulatif :

- Il y a plus d'un an, de nombreux essais contrôlés randomisés, évalués par des pairs, ont fourni des preuves solides de l'efficacité de l'ivermectine comme traitement du Covid-19 dans toutes les phases de la maladie.

- Un document examinant ces multiples études a été rédigé par l'auteur principal, le Dr Andrew Hill, de l'Université de Liverpool, pour le Groupe de développement des directives sur le Covid de l'Organisation mondiale de la Santé. Andrew Hill a été l'un des premiers et des plus ardents défenseurs de l'ivermectine. Son article montrait que l'ivermectine pouvait réduire les décès de 75 % si elle était prescrite dans le monde entier.

- Sans explication, quelques jours avant sa publication, l'article est apparu sur un serveur de prépublication, avec des conclusions modifiées. Au lieu de conclure que l'ivermectine - l'un des médicaments les plus sûrs et les moins chers au monde — devrait être déployée à l'échelle mondiale, l'article conclut désormais que des études supplémentaires sur l'ivermectine sont nécessaires avant de pouvoir la recommander dans le monde entier. Compte tenu de la totalité des preuves scientifiques concernant l'ivermectine, il s'agit d'un revirement stupéfiant, voire choquant, de la part du Dr Hill.

- Lors d'un appel urgent au Dr Hill, lancé par le Dr Tess Lawrie, directrice de l'Evidence-based Medicine Consultancy, le Dr Hill a admis que l'un des commanditaires de son étude, Unitaid (Organisation internationale de l'achat de médicament), avait eu son mot à dire dans les conclusions de son article. Mais il n'a pas voulu divulguer le ou les noms de ceux qui ont modifié les conclusions de l'article.

Cependant, maintenant, "The Digger" sur Substack (alias le producteur/réalisateur Phil Harper) a révélé le nom de la personne qui aurait pu modifier les conclusions de l'article, ce qui a conduit l'OMS à ne pas recommander l'utilisation de l'ivermectine. Cette décision aurait entraîné la mort de millions de personnes dans le monde, mortalité qui aurait pu être évitée.

Dernier événement marquant

M. Harper a étudié le PDF de l'article, désireux de connaître l'identité de son auteur "fantôme". « L'espoir résidait dans l'espoir qu'un artefact dans le PDF révèle quelque chose, peut-être qu'une police de caractères était différente, peut-être qu'il y avait un commentaire caché, peut-être que des modifications observées avaient été enregistrées dans le document », a déclaré M. Harper. « Aucune de ces pistes de recherche n'a abouti à quoi que ce soit ».

C'est alors que l'idée lui est venue. Était-ce dans les métadonnées (informations pertinentes sur les données, donnant plus de contexte) du PDF ? « Parfois, c'est la chose la plus évidente », écrit M. Harper.

« La version 'v1_stamped' du document contenait, en effet, des métadonnées. Elle contenait même des informations sur l'auteur à l'intérieur des métadonnées. Je m'attendais à voir Andrew Hill comme auteur, mais j'ai vu un nom que j'ai reconnu. Andrew Owen. » À moins que quelqu'un ait utilisé son ordinateur, Andrew Owen a son empreinte digitale sur le papier d'Andrew Hill.

Le professeur Andrew Owen est la personne qui aurait édité l'article critique d'Andrew Hill sur l'ivermectine. Il recevait également des honoraires de consultant de la part de sociétés pharmaceutiques proposant des produits concurrents.

Il s'avère qu'Andrew Owen est professeur de pharmacologie et de thérapeutique et codirecteur du Centre d'excellence sur les thérapies à action prolongée (CELT) à l'université de Liverpool. Il est par ailleurs conseiller scientifique auprès du groupe de développement des directives Covid-19 de l'OMS. Quelques jours avant la publication de l'article du Dr Hill, une subvention de 40 millions de dollars d'Unitaid, le sponsor de l'article, a été accordée au CELT, dont Andrew Owen est le chef de projet. « Le contrat de 40 millions de dollars était en réalité un accord commercial entre Unitaid, l'université de Liverpool et Tandem Nano Ltd (une jeune entreprise qui commercialise des mécanismes d'administration de "nanoparticules lipidiques solides"), dont Andrew Owen est l'un des principaux actionnaires », explique M. Harper.

The Digger, au sujet du professeur Andrew Owen :

Il recevait de l'argent pour la recherche de la part de Vir et de GlaxoSmithKline, qui avait un médicament sur le point d'être mis sur le marché et que l'Ivermectin aurait empêcher. Son étude sur ce médicament n'a donné aucun résultat et a rapporté 3 millions de livres à son employeur. Il a reçu des honoraires de consultant et de l'argent pour la recherche de la part de Merck, qui avait également un médicament à venir sur le marché qui aurait été empêchée par l'Ivermectin. Il a fait partie d'une étude sur ce médicament qui a conclu qu'il était sûr, en dépit

de problèmes de sécurité crédibles suggérant qu'il ne l'était pas. Le fondateur de la société propriétaire de ce médicament était co-auteur de cette étude. Son département a reçu d'énormes sommes d'argent d'Unitaid, des personnes dont Hill a dit qu'elles avaient leur mot à dire dans les conclusions des documents de recherche critiques. Il était actionnaire d'une société qui cherchait à commercialiser la "technologie des médicaments injectables à longue durée d'action". Il recevait également des honoraires de consultant de la part de Gilead, qui fabrique le Remdesivir ; la sécurité, l'efficacité et les coûts-bénéfices de l'Ivermectin auraient également empêché ce projet. C'est cette personne qui a préparé les éléments de preuves sur l'Ivermectine, éléments sur lesquels l'OMS a pris sa décision.

En outre, M. Harper écrit qu'« Andrew Owen est prolifique dans l'art de recevoir de l'argent des sociétés pharmaceutiques. Il a reçu des fonds de recherche de ViiV Healthcare, Merck, Janssen, Boehringer Ingelheim, GlaxoSmithKline, Abbott Laboratories, Pfizer, AstraZeneca, Tibotec, Roche Pharmaceuticals et Bristol-Myers Squibb. »

Lisez l'intégralité de l'essai ici. M. Harper y fait encore plus de révélations. Ce n'est que le dernier d'une série de posts sur "The Digger" exposant les machinations et les manœuvres détournées visant à empêcher l'ivermectine de sauver des vies afin que d'autres médicaments de synthèse plus rentables (et scientifiquement prouvés plus dangereux) puissent occuper le devant de la scène et faire fortune. francesoir.fr 9 mars 2022

Le vaccin Novavax, censé convaincre les sceptiques mais loin d'être rassurant

- Cliquez ici

DIVERS

De l'accaparement des terres à l'accaparement des sols : le nouveau business de l'agriculture carbone Par Grain - Mondialisation.ca, 10 mars 2022

- Cliquez ici

Haut de page

Le 12 mars 2022

Pendant que j'y pense, si certaines vidéo disparaissaient sur le Net, je pourrais peut-être vous les envoyer si que je les avais téléchargées.

Je m'efforce de mettre à votre disposition des documents de sources très diverses que je renouvelle régulièrement en fonction des sujets d'actualité, en évitant autant que possible ceux qui comportent manifestement des infos foireuses, c'est pour cela que je ne recopie parfois que des extraits.

Et dire qu'on nous a accusé d'en faire trop, d'être outrancier ou de diaboliser le régime en place, alors qu'on savait pertinemment dans quelle direction il s'orientait. On n'a pas voulu nous croire ou nous prendre au sérieux quand bien même tout l'indiquait, et cela continue aujourd'hui.

Quelque part c'est désespérant et je comprends ceux qui en arrivent à cette triste conclusion. C'est ce que m'a signifié un camarade en me souvenant que son frère lui avait dit juste avant de mourir d'un cancer il y a 9 ans, qu'il regrettait d'être venu au monde pour avoir tant souffert tout au long de sa vie, inutilement, stupidement et injustement.

Pour autant ou OTAN (sic!), on ne doit pas se laisser abattre dans tous les sens du terme, on doit résister, se battre pour la vérité et la justice sociale, parce qu'il n'existe pas d'autre idéal qui vaille la peine de vivre ou qu'on se sacrifie. Malheureusement, nous sommes bien peu à le partager en réalité ou à en avoir conscience, mais vous savez, c'est toujours une minorité qui au cours de l'histoire s'est mobilisée et qui est parvenu à entraîner la majorité pour que la civilisation progresse.

Ici, avec des moyens très limités on essaie de déblayer les obstacles qui se dressent sur la route de cette minorité pour l'empêcher de se rassembler, en proposant aux éléments les plus conscients et déterminés de la société une orientation politique susceptible d'unir nos forces, c'est tout ce qu'on peut faire dans l'état actuel des choses. Cet objectif peut sembler dérisoire ou manquer d'ambition, disons qu'on ne se prend pas pour ce qu'on n'est pas. On préfère rester fidèle à nos principes et montrer l'exemple, non pas pour qu'on nous témoigne une confiance aveugle, c'est le pire qui pourrait nous arriver, mais pour que chacun parvienne à avoir confiance en soi et progresse.

Le même camarade m'a envoyé un documentaire sur l'ethnie Korowai qui vit dans les forêts de la Nouvelle-Guinée. Comme jadis, ils vivent nuent totalement à l'écart du monde moderne, dans des maisons qu'ils construisent à la cime des arbres à des hauteurs vertigineuses, ils sont robustes, en bonne santé et apparemment ils ne manquent de rien...

Du coup, on peut s'interroger sur le sens du processus historique qui a conduit à l'émergence d'une société hyper développée ou sophistiquée, technologique, au regard des souffrances, des guerres et des malheurs innombrables, des guerres qui accablent injustement quotidiennement des milliards d'hommes, femmes et enfants, vieillards, pour finalement ne pas parvenir à concevoir qu'on pourrait vivre en paix dans une société harmonieuse à l'échelle planétaire où tous leurs besoins seraient satisfaits, sans classe sociale, sans discrimination,

sans exploitation, sans oppression, sans police ou armée, sans violence ou haine, sans Etat, sans frontière, libre quoi et au plus près de la nature si généreuse...

Si les hommes dits civilisés ont parcouru tout ce chemin pour finalement vivre plus mal et être plus malheureux que cette ethnie, on est en droit de se demander à quoi bon ou si cela valait vraiment la peine, non ?

On a semble-t-il enfin trouvé l'origine du coronavirus Sars-CoV-2.

A lire à la fin de la cette causerie, et ce n'est pas du baratin.

- Des documents des laboratoires biologiques militaires US en Ukraine attestent que le Pentagone menait des « travaux sur les agents pathogènes des oiseaux, des chauves-souris et des reptiles, avec une nouvelle transition vers l'étude de la possibilité de transporter la peste porcine africaine et l'anthrax ».

- Cette causerie au format pdf (18 pages)

INTRODUCTION

Tyrannie ou fascisme ordinaire, confinement, muselière, piquouse, code QR for ever (pour toujours).

Covid: la Chine confine les neuf millions d'habitants de la ville de Changchun - AFP 11 mars 2022

Désormais à Changchun, seule une personne par foyer est désormais autorisée à sortir, une fois tous les deux jours pour assurer le ravitaillement, a fait savoir la mairie qui se prépare à dépister toute la population. La mairie a ordonné la fermeture des écoles et des commerces ainsi que des transports publics. Il est défendu de quitter la ville, qui a enregistré plusieurs centaines de cas au cours des derniers jours.

Les autorités municipales se sont efforcées ces derniers mois d'imposer des mesures ciblées, imposant des confinements stricts seulement à quelques quartiers ou bien dans des lieux où des cas ont été répertoriés. Il arrive ainsi que des personnes se retrouvent coincées sur leur lieu de travail ou au restaurant en attendant de pouvoir être dépistées. L'attente du résultat peut aller jusqu'à 48 heures.

Covid: "situation critique" en Allemagne, selon le ministre de la Santé - AFP 11 mars 2022

L'Allemagne se trouve dans une situation sanitaire "critique", en raison de l'augmentation du nombre de cas de Covid-19... - AFP 11 mars 2022

Olivier Véran inquiet : vers un coup de théâtre sur la levée des restrictions sanitaires ? - AFP 11 mars 2022

Dehors Zelenski !

Il faut des armes aux travailleurs ukrainiens pour chasser Zelenski et les nazis qui sont au pouvoir et responsables de ce conflit, pour instaurer une République sociale et démocratique. C'est marrant, vous ne trouverez ce mot d'ordre nulle part...

Un gouvernement démocratique indépendant de l'OTAN et de l'UE signerait immédiatement la paix avec la Russie...

Soyons marxiste : Quelle est la nature de l'Etat et du gouvernement ukrainien qu'on nous appelle à soutenir ? Capitaliste version néolibéral, mafieux, corrompu et néonazi. Donc ce sera non.

Quand l'opportunisme verse dans gauchisme, il devient un agent de la pire réaction.

Le groupuscule intitulé *Arguments pour la lutte sociale* (Aplutsoc) a reproduit un appel d'une organisation britannique qu'il soutient. En soi, s'il ne présente aucun intérêt et n'a aucune influence politique en France, en revanche leurs arguments présentent un intérêt dans la mesure où on les retrouve ailleurs, cela nous donne une occasion de les démonter.

Aplutsoc - Nous reproduisons cet appel lancé par l'AWL, une organisation britannique, qui soutient la lutte de l'Ukraine pour son auto-détermination contre l'invasion de Poutine. aplutsoc.org 9 mars 2022

Appel de l'Alliance pour la liberté des travailleurs (Alliance for Workers' Liberty - AWL) à la gauche internationale et aux socialistes individuels.

Extrait.

- Bien sûr, nous nous opposons à l'OTAN. Mais l'OTAN n'est pas entrée en guerre en Ukraine. La menace contre l'Ukraine vient de la Russie. Le principal risque des puissances de l'OTAN est qu'elles poussent l'Ukraine vers un mauvais règlement qui leur permette de

retrouver des relations stables avec la Russie.

LVOG - Ils s'opposent à l'OTAN, mais comme ils nient qu'en réalité elle est à l'origine de ce conflit, même des militaires américains en conviennent et pas que, cela revient à cautionner le discours de l'OTAN qui prétend que c'est la Russie qui en serait à l'origine. La meilleure, c'est qu'ils donnent au passage un conseil à l'OTAN ou ils en parlent comme s'ils en faisaient partie, excellent.

- Au Royaume-Uni, la plupart des groupes de gauche marxiste refusent de se joindre aux manifestations pro-ukrainiennes.

- C'est un scandale qu'une grande partie de la gauche marxiste ne soutienne pas l'Ukraine contre l'impérialisme russe.

LVOG - Traduire : C'est un scandale que ce qu'ils appellent "*la gauche marxiste*" ne soutiennent pas son propre impérialisme...

- Nous appelons à l'unité de gauche autour des points suivants :

- Solidarité internationale des travailleurs pour défendre l'Ukraine ! Soutien à l'autodétermination ukrainienne et à la lutte de l'Ukraine pour se défendre !

LVOG - "*l'autodétermination ukrainienne*" totalement soumise à l'OTAN militaire et sa branche politique l'UE inféodées à l'oligarchie anglo-saxonne ; "*la lutte de l'Ukraine pour se défendre*" armée par l'OTAN qui a détruit l'Afghanistan, la l'Irak, la Libye, la Syrie, etc.

- Des armes pour l'Ukraine.

LVOG - C'est le cri de guerre de l'OTAN !

- Troupes russes hors d'Ukraine, maintenant.

LVOG - Mais pas des conseillers militaires américains, britanniques, israéliens, etc des hordes fascistes venues de toute l'Europe et du Proche-Orient...

- A bas Poutine ! Défendons les militants anti-guerre en Russie ! Pour la libération de ceux qui ont été arrêtés.

Tract Appel d'Aplutsoc (Arguments pour la lutte sociale) aux travailleurs du monde.

Je passe sur le monstrueux amalgame entre Bush et Poutine basé sur la version officielle du 11 septembre 2001 perpétré par l'Etat profond américain et Israël que ces braves révolutionnaires avaient également adoptée. Leur soutien déguisé à l'impérialisme américain est une constante chez les trotskystes dits lambertistes et les dissidents de ce courant politique.

Pour eux "*la résistance ukrainienne*" ce sont ceux qui s'organisent au côté du président ukrainien néonazi qu'ils assimilent aux combattants de "*la révolution espagnole et catalane de juillet 1936*". J'imagine qu'ils regrettent que le gouvernement Blum ait refusé de lui livrer des armes, mais ils ne voient pas la nécessité de voler au secours du Donbass et Donetsk et de la population russe ou russophone ukrainienne martyrisée depuis 8 ans par le gouvernement de Kiev avec le soutien de l'UE et de l'OTAN.

Extrait.

Aplutsoc - Tous ceux qui mettent d'emblée un signe égal dans la guerre d'agression impérialiste russe contre l'Ukraine, entre Russie et OTAN, faisant une condition préalable de la lutte contre l'OTAN ou contre les impérialismes « occidentaux », ne sont pas des internationalistes en acte et vont à l'encontre du véritable internationalisme.

LVOG - Pour eux, les véritables "*internationalistes en acte*", ce sont ceux qui nient la situation en Ukraine depuis au moins 2014 et les intentions belliqueuses de l'OTAN envers la Russie, en s'alignant sur le discours de l'OTAN, ils ne "*vont à l'encontre du véritable internationalisme*", qu'il nous soit permis d'avoir une autre conception de la solidarité internationale avec tous les peuples en lutte contre les régimes qui les exploitent et les oppriment.

Aplutsoc - Le mot d'ordre concret pour des millions de femmes et d'hommes aujourd'hui, c'est : troupes russes hors d'Ukraine, dehors Poutine.

LVOG - Pour des millions de femmes et d'hommes aujourd'hui le mot d'ordre concret, c'est : Zelenski et ses bataillons nazis illégitimes : Dehors !

Aplutsoc - il faut des armes et il faut des combattants pour l'Ukraine.

LVOG - Il faut des armes aux travailleurs ukrainiens pour chasser Zelenski et les nazis qui sont au pouvoir responsables de ce conflit pour instaurer une République sociale et démocratique. C'est marrant nulle part vous verrez ce mot d'ordre, je ne l'ai lu nulle part.

Aplutsoc - Des armes pour les unités de Défense territoriale, des Brigades internationales !

LVOG - Des mercenaires néonazis et des djihadistes barbares arrivent de partout en Ukraine armés jusqu'au dent par l'OTAN, vous voilà servi !

Aplutsoc - Poutine ne menace pas l'OTAN

LVOG - Parce que l'OTAN n'a pas menacé la Russie, quel déni !

Vous ne serez pas étonnés d'apprendre qu'ils appellent à boycotter l'élection présidentielle préférant Macron à Mélenchon, le seul candidate en mesure de le battre qui soit issu du mouvement ouvrier.

Comme quoi on a affaire à des dogmatiques fanatiques, la chute de Poutine qui correspondrait à une victoire de l'OTAN et à son renforcement sur l'arène mondiale, serait une victoire pour les travailleurs, alors qu'en réalité ce serait une terrible défaites pour tous les peuples, y compris le peuple américain dont on ne parle pas beaucoup non plus.

Aplutsoc - Toute victoire de la résistance ukrainienne, tout pas vers la chute de Poutine, est une aide directe à la reprise de la marche à l'affrontement social en France.

https://aplutsoc.org/2022/03/09/editorial-du-09-mars-2022-boycott-de-la-presidentielle-ou-en-sommes-nous/

INFOS EN BREF

- Une grande manifestation dégénère devant le Congrès à BuenosAires en Argentine contre l'accord conclu avec le FMI pour le refinancement de la dette qui sera accompagné par des mesures impactant les plus modestes alors que 42% de la population vit déjà sous le seuil de pauvreté.

- Troisième soirée consécutive tendue à Ajaccio avec des affrontements près du commissariat et de la Préfecture. Des tensions aussi signalées dans la soirée à Bastia et Corte. Corse YvanColonna

---

DOSSIER UKRAINE

D'autres sites d'information et vidéo

Les alertes de Stratediplo

- Cliquez ici

Un site d'information fiable sur la guerre en Ukraine déclenchée par l'OTAN.

Ukraine : Comment en sommes-nous arrivés là ? - fildmedia.com 10 mars 2022

- Cliquez ici

Yves Bonnet, ex-directeur de la DST (1982-1985) et Éric Denécé, ancien analyste du renseignement (Guerre froide) et directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), nous livrent ici leur analyse. fildmedia.com 10 mars 2022

Vidéo - Ukraine on Fire by Oliver Stone (vostfr)

- Cliquez ici

Robert Perry, y déclare : «Nous sommes en présence de véritables néo-nazis qui ont été armés et utilisés par le gouvernement américain».

Un rappel.

Ne pas voir, ne rien dire par Pierre Rimbert - monde-diplomatique.fr mars 2022

Cet article a été rédigé avant le 24 février 2022.

Pierre Rimbert - Un oubli entache le soutien qu'apportent depuis 2014 les grands médias occidentaux aux dirigeants ukrainiens dans leur face-à-face avec Moscou : la promotion par Kiev de politiques mémorielles révisionnistes et l'indulgence des autorités vis-à-vis des néonazis qui s'affichent dans l'espace public.

Après la révolte du Maïdan, le début de la guerre civile au Donbass et l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, le président ukrainien Petro Porochenko promulgue, en mai 2015, les « lois de décommunisation (1) ». Elles punissent la promotion des idées communistes, interdisent les symboles soviétiques et élèvent au rang de « combattants pour l'indépendance » des groupes antisémites ayant collaboré avec les nazis : l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), dont les milices participèrent à l'extermination des Juifs, et sa branche militaire, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), responsable entre autres du massacre de cent mille Polonais. L'une et l'autre bénéficient désormais d'un hommage national, le 14 octobre. Et chaque 1er janvier, à Kiev, une marche aux flambeaux honore la mémoire de Stepan Bandera, dirigeant de ces deux organisations et collaborateur du IIIe Reich. Ce sympathique tableau serait incomplet sans mentionner l'intégration à l'armée, en mai 2014, du bataillon Azov, une milice néonazie qui emprunte son emblème à la division SS Das Reich.

Issu d'une famille juive, le président Volodymyr Zelensky se tient à distance de cette fureur à laquelle on ne saurait résumer la vie politique ukrainienne. Mais tout de même : le 28 avril dernier, des centaines de personnes défilaient dans la capitale pour célébrer la division SS Galicie, formée de volontaires ukrainiens (2). Les médias français n'en ont soufflé mot — auraient-ils fait le même choix si le Kremlin avait autorisé un rassemblement néonazi sur la place Rouge ?

Aux États-Unis, l'observatoire du journalisme Fairness and Accuracy in Reporting (FAIR) a effectué un comptage éclairant : entre le 6 décembre 2021 et le 6 janvier 2022, le New York Times a publié 228 articles mentionnant l'Ukraine ; 9 comportaient le mot « nazi » sous une forme ou une autre ; et aucun ne faisait état du révisionnisme officiel, de la tolérance des autorités envers les mobilisations fascistes ou la présence de néonazis au sein des forces armées. Dans les colonnes du Washington Post, les chiffres étaient respectivement de 201, 6 et zéro. Or, notait FAIR, ces éléments « auraient sûrement un impact sur la formation de l'opinion publique américaine — du moins si le public en était informé ». Bien entendu, précisait l'association, « cela ne donne pas à la Russie le droit d'attaquer l'Ukraine, mais les médias américains devraient informer les Américains sur ce pays qu'arme l'argent de leurs impôts » (3).

Qu'en est-il en France ? Entre le 1er janvier et le 15 février 2022, sur les 152 articles mentionnant l'Ukraine parus dans Le Monde (dont 14 sans lien avec le conflit actuel), 5 comportaient le mot « nazi ». Deux évoquent le penchant fascisant de certains nationalistes, mais seulement pour signaler que Moscou instrumentalise la situation (8 et 11 février 2022). Un autre relatait la participation des milices ukrainiennes au génocide des Juifs, mais il s'agit… d'une recension d'un ouvrage sur l'histoire de la seconde guerre mondiale (21 janvier 2022). L'inventaire des colonnes du Figaro aboutit au même résultat : 171 articles mentionnent l'Ukraine (18 sans rapport avec la situation internationale), dont 8 comportent le mot « nazi ». L'un rend compte d'un livre sur l'extermination des Juifs en Europe et cite bien entendu l'Ukraine. Aucun n'informe sur des faits d'ordinaire jugés intolérables par la presse. Mais qui, parce qu'ils se déroulent dans un pays allié des Occidentaux contre la Russie, passent cette fois sans encombre le tamis moral des journalistes.

La propagande de l'OTAN démontée.

Réédition à Marioupol de l'hôpital de Douma - stratediplo.blogspot.com 12 mars 2022

Il serait fastidieux et inutile de commenter chaque micro-événement d'une grande opération militaire, mais il semble que l'état-major médiatique AFP-AP-Reuters qui dicte ses communiqués à la presse du monde du côté occidental du rideau de presse ait décidé de rééditer sur Marioupol l'opération Douma (Syrie) d'avril 2018, à l'aide d'une autre mise en scène.

Pour mémoire, les faux Casques Blancs avaient alors diffusé un court-métrage entendant prouver qu'une attaque chimique avait eu lieu sur l'hôpital de Gouma (Goutha orientale) le 7 avril 2018. Le montage avait été exposé dès le 10 par diverses sources sur les lieux (http://stratediplo.blogspot.com/2018/04/cette-presse-fire-and-forget.html), vite isolées par la presse en pleine montée en puissance mensongère. Finalement dix-sept habitants de Douma, dont les figurants forcés et du personnel de l'hôpital, ont été reçus pour déposition le 26 avril au siège de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, suivie d'une conférence de presse dont un diplomate étatsunien a tenté d'interdire l'entrée et où la presse atlantiste les a insultés, avant de méthodiquement occulter cet événement (http://stratediplo.blogspot.com/2018/05/leffroyable-posture.html). A ce jour l'électorat des trois pays qui ont bombardé la Syrie le 14 avril 2018 ignorent toujours que le prétexte en était un gros mensonge.

Pour revenir à la campagne présente, aucune maternité en service n'a été bombardée dans un hôpital de Marioupol le 9 mars 2022. La totalité de l'hôpital N°1 de Marioupol a été occupée fin février par deux compagnies de la 36° Brigade de Marine ukrainienne, qui en ont expulsé tout le personnel pour y installer des postes de tir et vraisemblablement un poste de commandement. L'ambassadeur russe à l'ONU Vassili Nebenzia l'a d'ailleurs dénoncé le 7 mars devant le Conseil de Sécurité, car le fait d'usurper la couverture d'un service médical pour cacher une unité combattante est un crime de guerre. Par ailleurs le 9 mars, quelques heures à peine avant la prétendue attaque, le président ukrainien Vladimir Zelenski lui-même a déclaré que tous les établissements médicaux de Marioupol avaient été fermés et évacués faute d'électricité. Cela n'empêche pas que le court-métrage ait été tourné sur place après des tirs de contre-batterie visant les postes de tir de la 36° Brigade. Comme la population de Marioupol est largement hostile au régime issu du coup d'Etat de 22 février 2014, des témoins voire l'actrice principale s'empresseront de rétablir la vérité dès la libération de la ville.

Et comme lors de la déposition et conférence de presse au siège de l'OIAC le 26 avril 2018, la presse de l'axe atlantico-uniopéen et les trois agences monopolistiques qui dictent leurs communiqués au monde occulteront la révélation de la vérité. stratediplo.blogspot.com 12 mars 2022

Zelenski a utilisé une mannequin enceinte pour le faux attentat de Mariupol - reseauinternational.net 11 mars 2022

- Cliquez ici

Les autorités ukrainiennes ont inventé un autre faux monstrueux : cette fois, on attribue aux forces armées russes une frappe aérienne sur une maternité à Marioupol. Volodymyr Zelensky a accusé Moscou d'« atrocité », ce qui a ensuite été repris par les médias et les politiciens occidentaux. Que s'est-il réellement passé à la maternité n°1 de Marioupol et pourquoi le système de génération de fake news de l'Ukraine ressemble-t-il à ce qu'ont fait les occidentaux en Syrie ?

Mardi, dans une interview accordée à Lenta.ru, le fils d'une employée de la maternité a déclaré que « dans les derniers jours de février, des personnes en uniforme sont venues à la maternité où travaille sa mère, ont dispersé le personnel de l'organisation et ont installé des postes de tir dans le bâtiment ».

Cette information est confirmée par les images publiées par les chaînes ukrainiennes Telegram depuis l'intérieur de la maternité après le bombardement : on peut voir le mobilier détruit et le verre brisé, mais il n'y a pas de cadavres. Selon l'auteur de la chaîne, « s'il y avait eu des femmes et des enfants à l'intérieur, les images brutales auraient certainement déjà fait le tour du monde ». Il cite également des photos et des vidéos pertinentes.

En outre, la chaîne Telegram Signal aurait découvert la jeune fille que les photographes ont filmée dans les ruines d'une maternité à Marioupol. Elle ressemble au mannequin et blogueuse beauté populaire Marianna Podgurska.

« La jeune femme est effectivement enceinte, mais il était hors de question qu'elle soit venue accoucher dans une maternité occupée depuis longtemps par les néonazis d'Azov. On lui a donné un trousseau, elle a été maquillée et amenée sous les caméras. Les "exclusivités" ont été confiées au célèbre photographe Evgeny Maloletka, qui collabore désormais étroitement avec les agences de presse occidentales et travaille pour Associated Press », précisent les analystes. Toutefois, les médias sociaux n'excluent pas que la jeune fille ait pu être amenée de force sur les lieux.

Quelques jours plus tôt, le journal Vzglyad a démenti une fausse information diffusée par les médias occidentaux et ukrainiens concernant une prétendue frappe des forces armées russes dans le centre de Kharkiv. Auparavant, Moscou avait déjà réfuté un mythe similaire concernant « l'atterrissage d'un missile russe » dans un immeuble résidentiel de Kiev.

« L'équipe de Zelensky produit et diffuse des faux depuis les premiers jours de l'opération spéciale russe, avec le soutien inébranlable de l'Occident – du Premier ministre britannique Johnson au journal le plus insignifiant. D'ailleurs, non seulement les médias, les analystes politiques et Zelensky lui-même, mais aussi sa femme, sont impliqués dans cette affaire en Ukraine », note Vladimir Kornilov, directeur du Centre d'études eurasiennes.

Selon lui, l'autre jour, Olena Zelenskiy a publié des photos d'enfants prétendument tués lors d'une « agression russe ». Ce faisant, plusieurs de ces photos décrivent avec précision la tragédie survenue lorsque des combattants de la « tero-défense » de Kiev ont abattu une jeep avec une famille nombreuse, la prenant pour un « groupe de sabotage russe ».

Les faux actuels en Ukraine sont fabriqués exactement selon le modèle syrien.

Les faux actuels en Ukraine sont fabriqués exactement selon le modèle syrien. Nous avons sérieusement étudié ce problème et l'avons décrit dans notre livre « Les Casques blancs : facilitateurs du terrorisme et sources de désinformation. Aujourd'hui, nous voyons les mêmes schémas, les mêmes millions de dollars dépensés pour faire venir des gens, pour filmer, pour les matériaux et leur distribution », a-t-il déclaré.

L'analyste politique a ajouté que dès que « le contenu est prêt », il est diffusé par les principaux médias occidentaux, les organisations publiques et les politiciens. « Il est déjà clair que ni Zelensky ni les autres autorités et organes ukrainiens ne seront tenus responsables dans la distribution de faux, ni dans les tirs sur les personnes qui tentent de quitter Marioupol et d'autres villes », a noté l'interlocuteur. reseauinternational.net 11 mars 2022

Les barbares en famille soutiennent le régime ukrainien.

450 extrémistes d'Idlib arrivent en Ukraine par Al Mayadeen - reseauinternational.net 11 mars 2022

Près de 450 extrémistes sont arrivés en Ukraine depuis Idlib pour combattre les forces russes, moins de trois jours seulement après avoir quitté la Syrie, en passant par la Turquie.

Des proches des extrémistes arrivés en Ukraine ont déclaré à Sputnik que des combattants de haut rang du groupe terroriste Hayat Tahrir al-Cham (la version rebaptisée de Jabhat Al-Nusra, c'est-à-dire Al-Qaïda) ont tenu plusieurs réunions avec des dirigeants du groupe du Parti islamique du Turkestan et des groupes Ansar Al-Tawhid et Hurras al-Din, et se sont mis d'accord pour autoriser un certain nombre de leurs combattants à entrer en Ukraine par le sol turc.

Les sources ont ajouté que la plupart de ces combattants étrangers sont des vétérans de la guerre syrienne, qu'ils ont causé des problèmes à Idlib et qu'ils ont reçu cette opportunité de combattre la Russie comme un compromis qui leur permettrait de prendre un nouveau départ avec un revenu acceptable.

Hayat Tahrir Al-Sham a également assuré à ces combattants que leurs familles seraient autorisées à les rejoindre plus tard.

Environ 300 de ces combattants sont des ressortissants syriens originaires des régions d'Idlib et d'Alep, tandis que les 150 autres sont de nationalité belge, française, chinoise, marocaine, tunisienne, tchétchène et britannique.

En ce qui concerne la compensation financière, les sources ont déclaré que les combattants originaires de Syrie recevront environ 1200 à 1500 dollars, mais ne savaient pas ce que les ressortissants étrangers allaient recevoir.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a précédemment déclaré que 16 000 mercenaires étrangers allaient combattre pour le pays.

Le président russe Vladimir Poutine avait averti le chancelier allemand Olaf Scholz, lors d'une réunion vendredi dernier, du nombre croissant de mercenaires étrangers opérant en Ukraine, y compris ceux venant d'Albanie et de Croatie, et notamment des militants et djihadistes venant du Kosovo afin de mettre à profit leur expérience des opérations militaires acquise en Syrie. reseauinternational.net 11 mars 2022

Facebook et Instagram sont des entreprises au service du fascisme.

Guerre en Ukraine : « Face à la résistance des Ukrainiens, les Russes semblent avoir perdu tout sens commun » Publicsenat.fr 11 mars 2022

Facebook et Instagram autoriseront les appels à la violence contre les Russes et les appels au meurtre contre Poutine - francesoir.fr 10 mars 2022

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, Meta, maison-mère de Facebook et Instagram, autorisera dans certains pays les utilisateurs de ces deux plateformes à appeler à la violence contre les Russes et les soldats russes, selon des courriels internes que l'agence Reuters a pu consulter jeudi 10 mars. En ce sens, les réseaux sociaux adapteront temporairement leur politique en matière de discours incitant à la haine. Cette décision s'appliquera également pour les messages émettant des appels au meurtre contre le président russe Vladimir Poutine ou le président biélorusse Alexandre Loukachenko.

Selon les e-mails consultés par Reuters, les appels à la violence contre les Russes seront autorisés dès lors que le texte de la publication précise que cet appel à la violence ou au meurtre s'inscrit dans le cadre de la guerre en Ukraine.

Plus tôt, Facebook avait également annoncé autoriser les publications qui font l'éloge du bataillon néo-nazi Azov. Le porte-parole de Meta, Joe Osborne, avait déclaré que la société privée « faisait pour le moment une exception en ce qui concerne les publications faisant l'éloge du régiment Azov uniquement si la publication évoque le contexte de la guerre en Ukraine ou son rôle au sein de la Garde nationale ukrainienne ».

Les publications appelant à la violence anti-russe seront autorisées en Lettonie, en Lituanie, en Estonie, en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Russie et en Ukraine. (Plus l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie - Reuters) francesoir.fr 10 mars 2022

- Cliquez ici

Facebook autorise les appels au meurtre contre les soldats russes et les présidents Vladimir Poutine et Loukachenko - lemediaen442.fr 11 mars 2022

Comme il y a les bons et les mauvais antisémites, il y a les bonnes guerres (Irak, Iran, Libye, Somalie…) et les mauvaises (Ukraine), mais il y a aussi les bons appels à la violence et les mauvais. Facebook vous autorisera à appeler au meurtre des soldats russes ou même de Poutine, mais vous bannira pour une quenelle, attention ! C'est toute la subtilité de nos démocraties à géométrie variable. Évidemment quand on appelle à la violence, les dommages collatéraux sur les civils russes vont exploser.

Facebook va permettre à ses utilisateurs de se lâcher et d'appeler au meurtre contre les soldats russes dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine. Reuters s'est procuré des mails internes concernant la modification temporaire de la politique en matière de discours de haine sur Facebook. Cette autorisation vaut aussi pour les appels à la mort du président russe Vladimir Poutine et du président biélorusse Alexandre Loukachenko. « A la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, nous avons temporairement autorisé des formes d'expression politique qui violeraient normalement nos règles, comme des discours violents tels que "mort aux envahisseurs russes" », a déclaré Joe Osborne, porte-parole de Meta. Une tentative pour retrouver par tous les moyens le million d'utilisateurs quotidiens actifs perdus en trois mois ?

Le porte-parole de Meta a aussi déclaré que Meta autoriserait « les éloges du régiment Azov strictement dans le contexte de la défense de l'Ukraine, ou dans son rôle au sein de la Garde nationale ukrainienne ». Rappelons à nos lecteurs, que le régiment Azov est une unité paramilitaire d'extrême droite néonazie intégrée à la garde nationale de l'Ukraine. Clairement antisémite et raciste, elle est accusée de nombreuses violations des droits de l'Homme et liée à l'idéologie suprémaciste blanche.

L'ambassade de Russie aux États-Unis s'est scandalisée : « La politique agressive et criminelle de Meta conduisant à l'incitation à la haine et à l'hostilité envers les Russes est scandaleuse. Les actions de l'entreprise sont une nouvelle preuve de la guerre de l'information… Les autorités américaines doivent arrêter les activités extrémistes de Meta et prendre des mesures pour traduire les auteurs en justice. » Pour ceux qui connaissent pas The Purge, c'est une série où un amendement permet de 19 heures, le soir du 21 mars jusqu'à 7 heures, au matin du 22 mars, la légalisation du meurtre. Nous franchissons un premier pas dans cet océan de la haine dans nos pays autoproclamés « civilisés », la violence se légalise pour des lendemains d'une extrême noirceur, le diable lâche ses démons. lemediaen442.fr 11 mars 2022

En complément.

- Pour Emerson Brooking, chercheur résident à l'Atlantic Council (Think tank basé à Washington ou une officine de l'OTAN-USA - LVOG)), un groupe de réflexion américain, les exceptions autorisées par Meta représentent une tentative de s'adapter à une situation extrêmement mouvante et tendue. « Facebook essaie d'écrire des règles de guerre en temps réel », résume à l'AFP ce spécialiste de la désinformation en ligne. « La guerre et la violence sont liées de manière inextricable, il est impossible de les séparer ».

« C'est très clairement un sujet très, très complexe, mais qui soulève des inquiétudes en matière de droits de l'homme et de droit humanitaire

international », juge de son côté Elizabeth Throssel, porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, lors d'un briefing de presse à Genève. Pour elle, le flou qui entoure cette annonce « pourrait certainement contribuer à des discours haineux dirigés contre des Russes en général », insistant sur le fait que « cela serait très inquiétant ».

« On peut penser aux persécutions aux États-Unis contre les Allemands pendant la Première Guerre mondiale ou contre les Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale », abonde Emerson Brooking. Il rappelle néanmoins que le changement proposé par Facebook « désapprouve clairement les appels à la déshumanisation de l'ensemble des Russes ».

Elizabeth Throssel a indiqué que le Haut-Commissariat allait parler avec Meta pour avoir des précisions. « Nous allons les (Meta) encourager à regarder de plus près les dégâts qui pourraient accompagner ce changement de politique », a précisé la porte-parole, tout en reconnaissant que le sujet demandait à être examiné de plus près en raison de la complexité des concepts juridiques entourant notamment la liberté d'expression et le contexte particulier d'un conflit.

Ainsi, il est possible « que dans un conflit en cours, appeler à la violence contre ceux qui sont directement engagés dans les hostilité pourrait ne pas être prohibé », a-t-elle laissé entendre, estimant que cela demandait une analyse plus approfondie du Haut-Commissariat et aussi plus d'informations de la part du géant des réseaux sociaux. LVOG - Elle l'envisage ou le cautionne autrement dit, normal.

La réaction de la Russie.

La Russie attaque pour "assistance à des activités terroristes"

Au lendemain de l'annonce de Meta, la Russie a fait savoir ce vendredi 11 mars qu'elle allait engager des poursuites contre le groupe pour « appel aux meurtres » de Russes. Le puissant comité d'enquête de Russie a indiqué lancer ses investigations « du fait des appels illégaux aux meurtres de ressortissants russes de la part des collaborateurs de la société américaine Meta ».

Le Comité engage des poursuites pour « appels publics à des activités extrémistes et assistance à des activités terroristes », et se penche en particulier sur le responsable de la communication de Meta, Andy Stone, qui a annoncé le changement des règles de publication de Facebook et Instagram.

Le Parquet russe a lui demandé de classer le géant de l'internet organisation « extrémiste », et donc d'interdire toutes ses activités en Russie. Il demande aussi au gendarme russe des télécommunications Roskomnadzor de bloquer l'accès à Instagram dans le pays, alors que Facebook n'est déjà plus accessible ou difficilement accessible. En effet, la Russie a bloqué Facebook sur son territoire depuis le 4 mars, en représailles à la décision du groupe californien d'interdire des médias proches du pouvoir (dont la chaîne RT et le site Sputnik) en Europe.

... et bloque aussi désormais Instagram

La demande du parquet russe a semble-t-il été entendue. Ce vendredi, la Russie a e en effet annoncé avoir restreint l'accès à Instagram, qu'elle accuse aussi de propager des appels à la violence contre les Russes en lien avec le conflit en Ukraine. « À la suite de la requête du bureau du Procureur général, l'accès au réseau social Instagram (...) sera restreint en Russie », a déclaré le régulateur russe des télécommunications Roskomnadzor dans un communiqué. latribune.fr avec AFP 11 mars 2022

"Et les cons manifestent parce que Poutine veut faire le ménage en éradiquant les hitlériens !"

Ukraine : Il y a les mauvais antisémites et il y a les bons antisémites - lemediaen442.fr 11 mars 2022

« A Kiev, l'émotion reste très vive après la frappe russe près d'un lieu de mémoire important où plus de 30 000 Juifs ont été assassinés par les nazis durant la seconde guerre mondiale » (FranceInfo du 6 mars 2022). Pourquoi préciser « près d'un lieu de mémoire » ? Eh bien tout simplement parce que le mémorial n'a pas été frappé et que le titre accusant l'armée russe d'antisémitisme est bidon, tout comme les déclarations de Volodymyr Zelensky criant au retour de l'holocauste.

Libération a vérifié : l'AFP tout comme le journal israélien YNet sont formels, le mémorial de Babi Yar n'a pas été touché. Le bombardement russe a atteint l'antenne de la télévision à 300 mètres de là. [NDLR : On attend toujours les rectifications des médias et par la même occasion leurs excuses.] On attend également la rectification de la fakenews sur le bombardement du mémorial Babi Yar du président Zelensky.

Au moment où les médias occidentaux titrent sur « l'inquiétude d'une rescapée du massacre nazi de Babi Yar » et laissent entendre que les Russes ont détruit un mémorial de l'holocauste à Kiev, pas de réaction concernant la double destruction (en décembre 2021 et le 26 janvier 2022) du mémorial juif de Lysychansk dans le Donbass. Ah ! les Russes ne peuvent être accusés, car il s'agit de l'« œuvre » de troupes ukrainiennes. C'est tellement différent !

« L'administration militaire et civile de la ville de Lysychansk affirme qu'un mémorial aux victimes juives tuées dans la ville de Lysichansk pendant la Seconde Guerre mondiale, situé dans le cimetière de Green Grove de la ville, a été de nouveau détruit. Actuellement sur les lieux [NDLR : 19 février], il y a une équipe spéciale d'enquête du service de police de la région de Lugansk RUP GUNP de Severodonetsk. Nous vous rappelons que début décembre dernier, ce même monument avait été déjà détruit. Un nouveau panneau commémoratif a été réalisé et installé avec les fonds des citoyens concernés de la ville. Il est à noter que cela s'est produit à la veille du jour du souvenir de l'Holocauste, que toute la communauté internationale célèbre le 27 janvier.

Revenons à Kiev. L'avenue de Moscou a été rebaptisée en 2016, du nom d'un nazi, avenue Stepan Bandera. Qui est-il ? Une réponse est donnée dans Biblio Monde : « Libéré par les Allemands lors de l'invasion de la Pologne en 1939, il se met aussitôt au service le Allemagne

nazie et crée une Légion ukrainienne qui participe, en 1941, notamment au massacre des juifs de Liv (Lwow) et à l'assassinat de plusieurs dizaines de professeurs de l'université de la ville, celle où Stepan Bandera avait fait ses études. L'Armée révolutionnaire populaire ukrainienne (UPA) s'est battue contre les soviétiques aux côtés des nazis. » De son côté, « 20 Minutes a mené l'enquête : c'est effectivement quelqu'un qui a une vision très ethnique du nationalisme ukrainien. Il rêvait d'un territoire national débarrassé des Juifs, des Polonais et des Russes. » Le comble est que pour The Times of Israël, Stepan Bandera soit un héros nationaliste en butte à la calomnie. Il a tué des Polonais, mais des Juifs, non, ou alors cela aura échappé par inadvertance au journal israélien : « Stepan Bandera a été dénoncé comme collaborateur nazi par Moscou et les rebelles prorusses de l'est de l'Ukraine. […] Il était le chef idéologique des combattants antisoviétiques qui ont affronté l'Armée rouge et massacré des dizaines de milliers de Polonais dans l'ouest de l'Ukraine. »

Le bataillon Azov, qui attaque Russes et russophones au Donbass, a un drapeau aux couleurs de l'Ukraine, mais son sigle ressemble à une croix gammée… L'utilisation de ce drapeau, le changement de nom d'une avenue sont-ils pour autant les preuves de la « nazification » de l'Ukraine injustement [NDLR : selon les mainstreams] décriée par Vladimir Poutine ? Non, car, selon les médias, ces antisémites font partie du camp du bien.

Il faut croire à une élasticité de la morale de Facebook et Instagram qui demeurent attentifs aux discours de haine, sauf… s'ils ont pour cible l'armée russe. Il y a la bonne haine et la mauvaise haine. Sont autorisés des messages appelant à la mort du président russe Vladimir Poutine ou du président biélorusse Alexandre Loukachenko. Comme dans les animaux malades de la peste de La Fontaine, le bouc émissaire de la crise financière a été trouvé. lemediaen442.fr 11 mars 2022

Déclaration de la Commission d'enquête russe sur les crimes commis contre la population civile dans le Donbass - Réseau Voltaire 10 mars 2022

Cette déclaration a été remise au Conseil de sécurité le 16 février 2022.

Les forces de sécurité ukrainiennes mènent des opérations militaires sur le territoire du Donbass depuis 2014. Pendant tout ce temps – presque huit ans – les autorités ukrainiennes et les membres des formations paramilitaires de ce pays ont pratiquement détruit la population civile des Républiques populaires autoproclamées de Lougansk et de Donetsk.

Les tirs continus d'artillerie lourde, de mortiers, de lance-grenades et d'armes légères ont écourté des milliers de vies, dont celles de personnes âgées et d'enfants, et bouleversé à jamais la vie de personnes qui ont subi de graves blessures. On peut citer l'exemple de Vanya Voronov, qui a miraculeusement survécu à l'explosion d'un obus. Ces personnes – et encore moins les enfants – ne participent pas au conflit armé, ce qui est aussi évident pour les soldats ukrainiens eux-mêmes, qui prennent pour cible des bâtiments résidentiels, des écoles, des hôpitaux, des centres culturels, des infrastructures vitales et des transports publics. Toujours est-il que les autorités ukrainiennes ne prêtent aucune attention à ces fusillades impitoyables et n'assurent pas la sécurité des civils. Au contraire, elles ignorent le problème et encouragent les actions illégales de leurs troupes malgré les accords conclus au niveau international.

Depuis 2014, la Commission d'enquête russe a enquêté en toute légitimité sur des centaines de crimes terroristes et extrémistes contre la paix et la sécurité de l'humanité commis pendant le conflit armé. Sur la base de faits établis, 467 actions pénales concernant des crimes commis en Ukraine et dans le Donbass ont été engagées. Parmi les personnes impliquées dans ces crimes se trouvent notamment des représentants des autorités militaires et politiques ukrainiennes, ainsi que des membres des associations nationalistes radicales « Secteur droit » et « Corps des volontaires ukrainiens » et du bataillon Azov.

L'enquête a permis d'établir que, depuis avril 2014, la partie ukrainienne a bombardé des zones habitées dans les deux républiques autoproclamées en utilisant des systèmes de missiles tactiques « Totchka-U », des lance-roquettes multiples « Grad » et « Ouragan », des roquettes aériennes non guidées et d'autres types d'armes offensives lourdes de nature à frapper sans discrimination et à faire d'importants dégâts, ainsi que des armes légères. En conséquence, des milliers de civils ont été blessés ou tués, et plus de 2 200 infrastructures civiles ont été détruites ou partiellement endommagées.

Les tirs effectués par les forces gouvernementales ukrainiennes à l'aide d'armes explosives ou d'armes légères ou de petit calibre sont la principale cause des pertes civiles.

Pendant toute la durée de l'enquête, plus de 146 000 personnes ont été interrogées et plus de 22 000 personnes, dont quelque 2 500 mineurs, ont été reconnues victimes. À ce jour, des poursuites pénales ont été engagées par contumace contre 103 personnes ayant commis des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité pendant le conflit armé, dont l'ancien ministre ukrainien de l'intérieur, A. Avakov, l'ancien gouverneur de la région de Dniepropetrovsk, I. Kolomoïski, ainsi que des commandants de brigade et des soldats des forces armées ukrainiennes qui ont tiré sur des civils.

Parmi les crimes commis par les forces de sécurité et les représentants des autorités ukrainiennes, on peut non seulement citer l'utilisation de moyens et de méthodes de combat interdits, mais aussi les meurtres de journalistes russes, d'Andreï Mironov, défenseur des droits humains, et d'Andrea Rocchelli, ressortissant italien, ainsi que des enlèvements de personnes, des entraves aux activités légales de journalistes, des actes de torture, des actes visant à inciter à la haine ou à l'hostilité, des appels publics au déclenchement d'une guerre d'agression et d'autres crimes.

Il a été établi que des membres d'une association criminelle ont enlevé des citoyens russes en Ukraine avec l'aide d'agents des services de sécurité ukrainiens. Leur but est d'échanger ultérieurement ces citoyens contre des militaires ukrainiens, de mutiler leurs prisonniers et d'infliger des traitements cruels à des civils habitant dans le sud-est de l'Ukraine et de les torturer.

Plus tôt, N. Savtchenko, a été condamnée après avoir été reconnue coupable d'avoir tué des journalistes russes et d'avoir franchi illégalement la frontière de la Fédération de Russie. S. Litvinov a également été condamné après avoir été reconnu coupable d'avoir commis un vol à main armée sur un citoyen russe en Ukraine. Un certain nombre d'autres personnes ont été condamnées par contumace. Il a également été établi que 21 attaques ont visé des installations diplomatiques russes à Kiev, Kharkov et Lvov et que des citoyens russes ont été empêchés d'exercer leurs droits électoraux en Ukraine. L'implication de 25 personnes, dont d'anciens députés du Parlement ukrainien (Verkhovna Rada), à savoir A. Lozovoï et V. Parasiouk, a été établie. Le travail se poursuit pour que les autres personnes responsables soient identifiées.

Les éléments de preuve recueillis lors de l'enquête sont également utilisés pour définir la position de l'État devant les différentes juridictions internationales. L'action intentée par la Russie contre l'Ukraine devant la Cour européenne des droits de l'homme est fondée sur des copies de dossiers pénaux remis par la Commission d'enquête concernant le génocide de la population russophone du Donbass, les attaques contre des institutions russes, les bombardements de la région de Rostov, des meurtres de journalistes et d'autres actes de violence commis contre des journalistes.

Avec l'aide de la Commission d'enquête, des avocats russes ont traité plus de 39 000 dossiers, dont quelque 7 500 plaintes de victimes des actes des autorités ukrainiennes, qu'ils ont préparées et transmises à la Cour européenne des droits de l'homme. Le montant total réclamé à titre de réparation est de plus de 350 millions d'euros.

Ces actes illégaux ne resteront pas impunis et, tôt ou tard, les responsables auront à en répondre devant la loi. Si les autorités et les forces de l'ordre ukrainiennes estiment qu'il est acceptable d'incriminer la conscience des citoyens, la Commission d'enquête russe ne tolérera pas ces actes arbitraires. Les enquêteurs continueront de recueillir les éléments prouvant la culpabilité de toute personne impliquée dans des crimes commis contre la paix et la sécurité de l'humanité et contre des citoyens russes.

La Commission fait tout ce qui est en son pouvoir pour que les auteurs des crimes commis dans les régions de Donetsk et de Lougansk aient à répondre de leurs actes.

En tant que garante de la responsabilité pénale, la Commission d'enquête russe continuera de donner suite à tout acte illicite proportionnellement au danger représenté pour la société.

Les Anglo-Saxons envisagent d'exclure la Russie du Conseil de sécurité de l'Onu - Réseau Voltaire 10 mars 2022

Des diplomates britanniques et états-uniens sondent les États alliés sur une éventuelle exclusion de la Russie du Conseil de sécurité (article 23).

Juridiquement, il faudrait préalablement une réunion extraordinaire de l'Assemblée générale sur convocation de neuf membres du Conseil de sécurité (article 109). Cette assemblée extraordinaire pourrait alors amender la Charte des Nations unies (article 6) puis exclure la Russie du Conseil de sécurité.

En définitive, les États-Unis devraient quand même passer en force, en violant l'article 109. Réseau Voltaire 10 mars 2022

La Russie pourrait quitter définitivement le Conseil de l'Europe - Réseau Voltaire 10 mars 2022

Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe (à ne pas confondre avec l'Union européenne) a décidé le 25 février 2022 de suspendre provisoirement les droits de représentation de la Fédération de Russie (photo). Dans un communiqué, il a précisé que cela ne valait pas exclusion et que la Russie restait toujours adhérente et donc soumise à la Cour européenne des Droits de l'homme.

Le ministre italien des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, avait salué une « mesure indispensable » après l'« invasion » de l'Ukraine.

Dans un rapport, le sénateur Andrey Klishas (Russie unie, Krasnoyarsk Krai), en sa qualité de président du Conseil constitutionnel, a indiqué que le retrait de son pays du Conseil de l'Europe n'aurait pas de conséquences juridiques dans la mesure où les normes russes sont plus exigeantes que les normes du Conseil de l'Europe.

On se dirige donc vers un retrait pur et simple de la Russie. Réseau Voltaire 10 mars 2022

Le Kremlin va publier les documents des laboratoires biologiques US en Ukraine - Réseau Voltaire 10 mars 2022

Le 9 mars 2022, le Kremlin a annoncé qu'il allait publier les documents saisis dans les laboratoires biologiques états-uniens en Ukraine.

Il semble que les États-Unis ne se sont pas contentés de violer à l'étranger la Convention des Nations unies sur l'interdiction des armes biologiques, ils ont aussi procédé à de très dangereuses expériences au risque d'assassiner leurs cobayes humains.

La veille, le 8 mars, la Chine avait publiquement demandé au Pentagone de s'expliquer sur les 33 laboratoires biologiques qu'il entretient sous divers noms dans 30 pays. Réseau Voltaire 10 mars 2022

Victoria Nuland a reconnu qu'il y a des programmes biologiques US en Ukraine - Réseau Voltaire 10 mars 2022

Tucker Carlson a présenté le 9 mars 2022 sur Fox News un extrait d'une audition de la straussienne Victoria Nuland, le 8 mars, devant la Commission sénatoriale des Affaires étrangères. Elle y reconnaît que les États-Unis collaborent à des programmes de recherche d'armement biologique en Ukraine.

Madame Nuland est sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques. Son secrétariat d'État a cependant affirmé par communiqué le lendemain que « Les États-Unis ne possèdent ni n'exploitent de laboratoires chimiques ou biologiques en Ukraine, ils respectent pleinement leurs obligations en vertu de la Convention sur les armes chimiques et de la Convention sur les armes biologiques, et ils ne développent ni ne possèdent de telles armes nulle part ». Réseau Voltaire 10 mars 2022

Voilà ce qui doit les rendre complètement dingue.

Le Pentagone a expérimenté des coronavirus de chauve-souris en Ukraine - Réseau Voltaire 10 mars 2022

Lors de son briefing du 10 mars 2022, le porte-parole du ministère russe de la Défense, le général Igor Konashenkov, a précisé que les documents des laboratoires biologiques militaires US en Ukraine attestent que le Pentagone menait des « travaux sur les agents pathogènes des oiseaux, des chauves-souris et des reptiles, avec une nouvelle transition vers l'étude de la possibilité de transporter la peste porcine africaine et l'anthrax ».

Selon lui : « Dans les biolaboratoires créés et financés en Ukraine, comme le montrent les documents, des expériences ont été menées avec des échantillons de coronavirus de chauve-souris ».

En 2018, le responsable de la lutte biologique, chimique et nucléaire au ministère russe de la Défense, le général Igor Kirillov, avait posé la question de la similitude entre l'agent de la peste porcine russe et ceux retrouvés au Centre Richard Lugar sous le nom Georgie-2007.

En 2021, le ministère chinois des Affaires étrangères demandait une enquête sur le rôle du laboratoire militaire US de Fort Detrick dans l'épidémie de Covid-19.

Le 14 janvier 2022, la journaliste bulgare, Dilyana Gaitandzhieva, publiait des documents du Pentagone et du Centre Richard Lugar attestant que le laboratoire militaire US de Fort Detrick menait des expériences dangereuses en Géorgie et en Ukraine sur les soldats de ces deux pays.

Le 7 mars 2022, le ministère russe de la Défense rendait publique la présence en Ukraine de laboratoires militaires US.

Le 8 mars, le ministère chinois des Affaires étrangères demandait au Pentagone de s'expliquer sur les 33 laboratoires biologiques qu'il entretient sous divers noms dans 30 pays.

Le 9 mars, le département d'État lui répondait par communiqué : « Les États-Unis ne possèdent ni n'exploitent de laboratoires chimiques ou biologiques en Ukraine, ils respectent pleinement leurs obligations en vertu de la Convention sur les armes chimiques et de la Convention sur les armes biologiques, et ils ne développent ni ne possèdent de telles armes nulle part ». Réseau Voltaire 10 mars 2022

Haut de page

Le 13 mars 2022

Notre ennemi est dans notre propre pays dit-on, mais cela ne vaut pas pour les masses ukrainiennes, cherchez l'erreur.

On a commencé par sacrifier la caractérisation politique du régime de la Ve République en cessant de le désigner comme une dictature démocratique au sens marxisme du terme, pour ensuite abandonner la dictature du prolétariat, et finir par se vautrer dans la collaboration de classes, bravo, on aura eu faux sur toute la ligne !

Bref, d'un compromis ou d'une modification sémantique apparemment sans conséquence, on a fini par sombrer dans la trahison politique, et nos dirigeants se sont donnés un mal de chien pendant plus d'un demi-siècle pour la camoufler ou la théoriser de manière à ce que les militants n'y voient que du feu et en deviennent eux-mêmes des agents. Vous savez ce qu'on dit en matière de reniement ou d'opportunisme, on commence par le petit doigt et tout le reste suivra un jour.

170 ans plus tôt, les fondateurs du socialisme scientifiques ne s'embarrassèrent pas de conventions pour décrire les différents régimes tels qu'ils les percevaient. Ils se moquaient totalement de la bienséance en vogue à leur époque, ils n'avaient pas de compte à la réaction et à ses représentants ou aux médias, ils appelaient un chien un chien, même un Versaillais. Ils furent pourchassés par leurs ennemis et durent s'exiler d'un pays à un autre.

S'ils évitèrent parfois d'employer les formules les plus incisives qui auraient pu choquer sa gracieuse majesté de l'empire britannique et leur valoir de finir leurs jours dans un cachot ou sur une île déserte, en revanche ils forgèrent un instrument théorique, une arme de guerre d'une puissance redoutable contre le capitalisme, qui valait bien de sacrifier quelques expressions dans des articles remplacés par des synonymes, des figures de style ou des paraphrases tout aussi explicites, bref, jamais ils ne s'imposèrent une quelconque autocensure inutile.

A côté, nos dirigeants bénéficient d'un régime privilégié, mieux ils sont placés sous sa protection, ceci doit expliquer cela.

Ce n'est évidemment pas mon cas. Je me sens plus proche de Marx menacé à tout moment d'expulsion, même matériellement. Vous savez combien il me reste sur mon compte courant en attendant ma retraite vers le 15 mars ? 20 euros, j'ai bien encore 5.000 roupies en espèce dans mon porte-monnaie, mais c'est pour la bouteille de gaz et régler le dentiste. Dès lors, pourquoi je devrais sacrifier mon idéal, vous voulez me le dire ?

Pour se détendre avant de partir sur le front.

Joe Bonamassa Official - "Breaking Up Somebody's Home" - Live At The Greek Theatre

- Cliquez ici

2CELLOS - Whole Lotta Love vs. Beethoven 5th Symphony

- Cliquez ici

- Cette causerie au format pdf (14 pages)

INTRODUCTION

La civilisation humaine à la croisée des chemins, en prendre conscience est devenu urgent.

Les psychopathes qui se prennent pour les maîtres du monde et qui saccagent la planète pour l'éternité, savent que l'heure a sonné où le capitalisme ou mieux le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme est condamné à disparaître, vont-ils aller jusqu'à prendre le risque d'exterminer l'humanité toute entière parce qu'ils ne peuvent pas s'y résoudre, ou les peuples vont-ils parvenir à se dresser héroïquement pour les en empêcher et anéantir définitivement leur capacité de nuisance sur le monde ?

Le doute rend sénile ou fou. Son ennemi, la vérité.

Pourquoi instaurer le doute dans la tête des gens à tout propos, dans quels buts ? Pour les fragiliser, les rendre plus vulnérables pour qu'ils n'aient plus de repères, plus de certitudes, plus de convictions, plus de connaissances, rien à quoi se raccrocher face à la version officielle, le mode de penser, les idées, les comportements qu'ils sont appelés à adopter les vieux fermés.

Le doute alimente l'ignorance au détriment du savoir lorsqu'il est systématique ou élevé au rang de religion de la pensée unique. Il conduit à la paralysie du cerveau, au lieu de dynamiser les neurones il les court-circuite au même titre que la vérité absolue.

Le doute est le pire ennemi de l'imagination qui est indispensable au développement de l'esprit critique.

Le doute est aussi l'ennemi de la connaissance dès lors qu'il la relativise pour mieux la nier ou la pervertir.

Le doute conduit au pessimisme, au passéisme, à la passivité, à la neutralité, à l'absence de confiance en soi, à la démoralisation, au désespoir, à la dépression.

Le doute favorise aussi le mensonge et l'hypocrisie, c'est le masque que les filous endossent pour camoufler leurs réelles intentions.

Le doute, c'est la foi de l'ignorant, la rançon de la paresse intellectuelle, le refuge de l'oisif ou du dilettante, du médiocre, de l'insignifiant.

Les démocrates d'hier sont les fascistes ou suppôts de fascistes d'aujourd'hui, surprenant ?

Non, pas vraiment, cela signifie simplement qu'ils n'ont jamais été démocrates, et que le conservatisme, le libéralisme, l'ultra libéralisme, le néolibéralisme, le libertarisme, le technocratisme et le fascisme partagent bien la même base idéologique et sociale, celle du capitalisme, qui selon les époques, l'état de la crise du capitalisme et le rapport de force entre les classes, ses représentants arborent l'un ou l'autre de ces masques pour tromper les masses sur leur véritable nature ou leurs intentions inavouables, et assurer la stabilité du régime en place, la pérennité du capitalisme ou du système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Leur négation, c'est le socialisme ou le communisme, un modèle de société et une idéologie qui reposent sur des rapports sociaux inversés par rapport au capitalisme ou représentent les intérêts sociaux immédiats et historiques des classes exploitées et opprimées par le capitalisme et ses représentants.

C'est la raison pour laquelle ces deux modèles de société et ces deux idéologies sont irrémédiablement antinomiques, inconciliables, et par conséquent ne peuvent pas coexister.

TYRANNIE SANITAIRE EN CONTINUE.

Piqué ou lobotomisé, cela revient au même on en a la preuve.

LVOG - Comment des plus de 80 ans il y en a encore de vivants, ils ne sont pas tous crevés, ce n'est pas normal...

Covid: Castex annonce l'ouverture de la quatrième dose de vaccin aux plus de 80 ans - francesoir.fr 12 mars 2022

Jean Castex a annoncé samedi l'ouverture de la quatrième dose de vaccin "aux plus de 80 ans ayant reçu leur dose de rappel depuis plus de trois mois", face au léger rebond de l'épidémie de Covid, dans une interview au Parisien.

Le Premier ministre a dit aussi recommander "fortement aux personnes fragiles du fait de leur âge ou de leurs pathologies de maintenir le port du masque dans les lieux clos et dans les grands rassemblements."

Lundi, le pass vaccinal, qui impose d'être vacciné contre le Covid pour accéder à de nombreux lieux, sera levé même si sa version "sanitaire", qui fonctionne aussi avec un test négatif au virus, sera maintenue dans les établissements de santé au sens large: hôpitaux, Ehpad... AFP 12 mars 2022

Cachez-moi cette molécule qui nuit à notre poison.

Ivermectine : la "Lettre à Andrew Hill" de Tess Lawrie, Pierre Kory et Paul Marik - francesoir.fr 12 mars 2022

Andrew Hill a-t-il volontairement saboté les données sur l'ivermectine pour empêcher son approbation ? Quels liens d'intérêts entretient Unitaid, cette association caritative pour laquelle Andrew Hill travaille ? Qui lui a forcé la main ? C'est la question que lui posent la scientifique Tess Lawrie et les docteurs Pierre Kory et Paul Marik dans ce documentaire adressé sous forme de lettre, dans lequel des extraits vidéo d'échanges entre les différents protagonistes sont inclus.

En octobre 2020, le Dr Andrew Hill a été mandaté par l'OMS pour évaluer l'efficacité de l'ivermectine. Son travail consistait à faire un rapport qui se voulait une synthèse des dizaines d'études effectuées dans le monde entier qui confirmaient l'efficacité de l'ivermectine dans le traitement du coronavirus. Andrew Hill a échangé avec deux médecins américains, le Dr Paul Marik et le Dr Pierre Kory, ainsi qu'avec la scientifique anglaise Tess Lawrie au sujet des données enthousiasmantes qu'ils avaient observées en soignant les personnes.

Dans une prépublication, Andrew Hill écrivait que l'ivermectine était associée à une réduction de l'inflammation, à une clairance virale plus rapide, une hospitalisation plus courte avec une récupération clinique favorable et une baisse de la mortalité de 75%. Cependant, il concluait que l'ivermectine devait être validée par de larges essais randomisés à grande échelle afin qu'une recommandation puisse être établie par les autorités règlementaires nationales et internationales.

Des conclusions évaporées dans sa publication : face à la sévérité de l'épidémie et l'urgence de soigner, Tess Lawrie lui écrit le 17 janvier 2021 pour lui demander de retirer son article, qui pourrait causer de graves dommages en décourageant l'autorisation de l'ivermectine pour soigner le Sars-CoV-2. Le jour suivant, un échange enregistré en visioconférence révèle un Andrew Hill visiblement embarrassé qui se défend maladroitement. Face à lui, Tess Lawrie essaie désespérément de le faire changer d'avis, n'hésitant pas à user de tous les arguments culpabilisants, parlant des patients hospitalisés en soin intensifs ou en train de mourir.

Qui sont les auteurs cachés qui ont influencé le jugement d'Andrew Hill ? Pourquoi ne sont-ils pas mentionnés dans l'étude scientifique ? Des questions laissées sans réponse par un Andrew Hill qui ne peut masquer son immense gêne. Toutefois, Andrew Hill reconnaît que Unitaid, association pour laquelle il travaille, avait son mot à dire dans les conclusions de l'étude. Les trois scientifiques découvrent alors que Unitaid n'est pas l'œuvre de charité qu'elle prétend être et que de sombres intérêts se cachent derrière les nobles intentions.

Reconnaissant implicitement sa faute, Andrew Hill promet de faire tout son possible afin que la molécule soit considérée pour soigner le Sars-CoV-2. Il parle alors de six semaines pour la faire accepter.

Une année a passé. Tandis que les vaccins expérimentaux sont autorisés dans le monde entier, l'ivermectine n'est toujours pas approuvée par les autorités.

Cette lettre bouleversante est l'occasion pour ces médecins et scientifiques d'exprimer à Andrew Hill tous leurs regrets et toute leur peine pour ces occasions manquées, ces vies gâchées ou perdues.

Mais, parce qu'il n'est jamais trop tard, Tess Lawrie lui demande de se racheter en révélant la pression qu'il a subie pour saper les preuves sur l'ivermectine, l'invitant à opérer une rédemption pour réparer tout le mal qu'il a causé. francesoir.fr 12 mars 2022

LVOG - Dis-moi qui te finance et je te dirai pour qui tu travailles ou qui te corromps

- Depuis sa création en 2006, Unitaid a reçu environ 2,5 milliards d'euros de contributions de donateurs dont les principaux sont la France, le Royaume-Uni, la Norvège, la Fondation Bill & Melinda Gates... (Wikipédia.org)

POLITIQUE

Soutien à la candidature de Mélenchon

Déclaration du bureau national du POI – 12 mars 2022

Tous à la marche à Paris le 20 mars à l'appel de l'Union populaire et de Mélenchon.

- Cliquez ici

LVOG - Selon tous les éditoriocrates l'affaire est pliée et le tyran ou chef de guerre serait déjà réélu, qu'en pensez-vous ? On pourrait en vouloir à Poutine de ne pas avoir attendu un mois de plus avant de déclencher son opération militaire, mais selon les informations parvenues aux autorités russes, le gouvernement ukrainien avait l'intention de lancer une grande offensive militaire contre le Donbass et Donetsk le 28 février.

Les médias ont orchestré une campagne hystérique d'intoxication contre la Russie de manière à créer un climat de psychose collective semblable à celui que nous avons vécu depuis deux ans, de sorte que le bon peuple de France se rangera au côté de son sauveur suprême, qui aura la bonté de lui épargner les conséquences de cette guerre, il rêve et le réveil sera cauchemardesque.

Un tel crétinisme est affligeant et par bien des côtés désespérant, c'est ce que j'entends dire, personnellement je n'en attendais pas davantage compte tenu de la situation. Vous connaissez mon analyse sur les masses embourgeoisées, corrompues et toujours aussi ignorantes...

Avec les félicitations de Washington et Bruxelles.

Manifeste : socialistes et communistes russes contre la guerre - revue-ballast.fr 04 mars 2022

Ce jour, la coalition Socialistes contre la guerre, composée de militants socialistes et communistes russes, publie un « manifeste » dans les colonnes du média Rabkor (??????).

Extraits.

- Il s'agit d'une invasion injuste. Il n'existe aucune menace pour l'État russe qui justifierait l'envoi de nos soldats pour tuer et mourir. Ils ne « libèrent » personne. Ils n'aident aucun mouvement populaire. Ils ne sont rien d'autre qu'une armée régulière qui démolit de paisibles villes ukrainiennes sur ordre d'une poignée de milliardaires qui rêvent de garder à jamais leur emprise sur la Russie.

LVOG - La vie était si "*paisible*" sous le régime néonazi de Zelenski... (lire ci-dessous)

- Nos ennemis ne sont pas à Kiev et Odessa, mais à Moscou. Il est temps de les mettre dehors.

LVOG - Ils auraient pu être aussi à Washington, Paris, Bruxelles, Londres, non ?

- C'est pourquoi nous, socialistes et communistes russes, sommes contre cette guerre criminelle.

Des socialistes et communistes comme les aime Porochenko. Ca se voit qu'ils ne vivent pas dans des caves.

L'ancien président ukrainien, Petro Porochenko sur le Donbass : « *Nos enfants iront à l'école, leurs enfants resteront dans les caves !* » - lemediaen442.fr 6 mars 2022

Lors d'une représentation au théâtre de l'opéra d'Odessa, le 23 octobre 2014, l'ancien président ukrainien, Petro Porochenko, avait présenté son programme de développement du pays pour les cinq prochaines années.

À cette occasion, il avait annoncé la couleur quant à la façon de gagner la guerre contre les populations ukrainiennes russophones du Dombass : « *Nous aurons du travail, eux non ! Nous aurons des retraites, eux non ! Nous aurons des avantages pour les retraités et les enfants, eux non ! Nos enfants iront à l'école et à la garderie, leurs enfants resteront dans les caves du sous-sol ! Parce qu'ils ne savent rien faire ! Et c'est comme ça, précisément comme ça que nous gagnerons la guerre !* »

Cette politique d'épuration par la contrainte perverse a été poursuivie par l'actuel président ukrainien, Volodymyr Zelensky, aujourd'hui en fuite en Pologne, caché dans l'ambassade des États-Unis. Ces propos rappellent étrangement la politique du gouvernement français concernant les non-vaccinés. Porochenko semble avoir été un précurseur d'Emmanuel Macron. lemediaen442.fr 6 mars 2022

L'armée ukrainienne et ses bataillons néonazis reçoivent des renforts : Anarchistes, socialistes démocratiques, antifascistes et militants de gauche d'Ukraine et du monde entier.

Libertaires et pacifistes en Ukraine : le choix des armes ? - revue-ballast.fr 9 mars 2022

Extraits.

Ailleurs, près de Kiev, « Ilya » et ses camarades ont pris les armes contre l'armée russe. Ils s'entraînent au combat. Ilya, qui doit dissimuler son identité en raison de l'escalade de la violence, est un anarchiste qui a fui la répression politique dans un pays voisin et a décidé de

résister à l'invasion russe. Aux côtés d'autres anarchistes, socialistes démocratiques, antifascistes et militants de gauche d'Ukraine et du monde entier, il a rejoint l'une des unités de « défense territoriale ». Elles fonctionnent comme des milices volontaires, sous l'égide de l'armée ukrainienne mais avec un certain degré d'autonomie. Fort du soutien autogéré de divers groupes d'entraide et de volontaires civils, les anti-autoritaires possèdent leur propre « détachement international » au sein de la structure de défense territoriale [nationale]. Ils collectent des fonds pour s'approvisionner, via un groupe connu sous le nom de Comité de résistance [??????? ????????]*.

L'Ukraine n'est peut-être pas une démocratie qui fonctionne bien...

LVOG - La preuve :

- Pour s'être opposé, avec un autre militant pacifiste, à la guerre menée contre les séparatistes soutenus par la Russie, certaines de leurs informations personnelles ont été divulguées et leurs noms ont figuré sur une liste de traîtres sur un site Internet d'extrême droite en Ukraine. Ils ont ensuite été attaqués dans la rue par des néonazis. Sheliazhenko assure cependant que la percée des gangs fascistes et des ultranationalistes depuis le soulèvement de Maïdan en 2014 (ayant destitué un président pro-russe en Ukraine [Viktor Ianoukovytch, membre du Parti communiste d'Ukraine dans les années 1980, ndlr]), ne légitime pas l'invasion sanglante par la Russie — comme l'a prétendu Poutine.

LVOG - Enrolés de force dans l'armée néonazie et « interdits de liberté de mouvement » :

- Pendant ce temps, Yurii Sheliazhenko ainsi que d'autres militants pacifistes continuent de s'opposer à la conscription forcée [instaurée le 24 février par le gouvernement ukrainien, ndlr], par des moyens qui incluent la désobéissance civile non-violente. Il nous indique que les hommes âgés de 18 à 60 ans sont « interdits de liberté de mouvement » et ne peuvent pas louer une chambre d'hôtel sans l'autorisation d'un responsable militaire.

DOSSIER UKRAINE

Israël conseille à l'Ukraine de se rendre - Réseau Voltaire 12 mars 2022

Le président de la Knesset, Mickey Levy, n'a pas donné suite à la demande du président ukrainien Volodymyr Zelensky de s'adresser par vidéo à son assemblée. Il a prétexté l'absence de nombreux députés et conseillé une réunion privée par zoom.

Le Premier ministre israélien, Naftali Bennett, a téléphoné au président Zelensky pour lui conseiller d'accepter les conditions de la Russie, notamment de détruire les monuments élevés à la mémoire du collaborateur nazi Stepan Bandera et d'arrêter les néo-nazis qu'il a engagés dans son armée. Réseau Voltaire 12 mars 2022

Vladimir Poutine accuse les forces ukrainiennes de «violations flagrantes» du droit international - RT 12 mars 2022

Vladimir Poutine a accusé le 12 mars les forces ukrainiennes de «violations flagrantes» du droit humanitaire. Le président russe a porté ces accusations au cours d'un entretien téléphonique avec Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz, exhortant les deux chefs d'Etat européens à faire pression sur Kiev pour y mettre fin.

Répondant à une question sur la situation humanitaire dans les zones où sont déployées les forces armées russes, Vladimir Poutine a accusé les autorités ukrainiennes, civiles et militaires, de commettre des exactions et de recourir à des tactiques contraires au droit international telles que des «assassinats extrajudiciaires d'opposants», des «prise d'otages de civils» et leur «utilisation comme boucliers humains», ainsi que le «déploiement d'armes lourdes dans des zones résidentielles, à proximité d'hôpitaux, d'écoles et de jardins d'enfants».

Le chef d'Etat russe a également accusé les «bataillons nationalistes» ukrainiens de «perturber systématiquement les opérations de sauvetage et d'intimider les civils qui tentent d'évacuer» les zones des combats. En conséquence, Vladimir Poutine a exhorté Emmanuel Macron et Olaf Scholz à faire pression sur le gouvernement ukrainien pour mettre fin à ces «actes criminels». L'Elysée a rapidement réagi aux accusations portées par Vladimir Poutine, qualifiant ces dernières de «mensonges». Selon l'AFP, le président français et le chancelier allemand ont de nouveau appelé la Russie à «un cessez-le-feu immédiat» et à «lever le siège» de la ville de Marioupol (sud-est) où la situation est «humainement insoutenable». RT 12 mars 2022

L'armée russe accepte dans ses rangs les volontaires étrangers contre les néo-nazis - Réseau Voltaire 12 mars 2022

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité russe, le ministre de la défense, Sergeï Chïgou, a indiqué avoir reçu 16 000 candidatures de volontaires étrangers qui veulent se battre contre les néo-nazis en Ukraine. Il s'agit principalement de personnes ayant combattu Daesh en Iraq et en Syrie.

Le Conseil a autorisé ces recrutements.

Depuis 2007, durant la seconde Guerre de Tchétchénie, Al-Qaïda et les néo-nazis ont fait alliance contre la Russie, sous l'autorité conjointe de Dmitri Yarosh (actuel conseiller spécial du commandant en chef des armées ukrainiennes) et de Dokou Oumarov (alors émir de l'Émirat islamique d'Itchkérie).

L'Ukraine a déclaré avoir engagé 66 000 volontaires étrangers qu'elle a incorporé à ses Forces de Défense territoriales qui comprennent déjà les milices « nationalistes » (au sens de Stepan Bandera).

YouTube annonce bannir RT et Sputnik dans le monde entier - RT 12 mars 2022

La censure des médias financés par la Russie sur les grandes plateformes de partage de contenus américaines se poursuit, celles-ci affirmant lutter contre une supposée désinformation sur l'offensive militaire russe en Ukraine – sans pour autant invoquer d'exemples précis étayant ces allégations. Lire aussi Le logo de Meta vu à travers une loupe, à Moscou, le 28 octobre 2021. Russie : enquête contre Meta pour «appels à la violence et au meurtre contre des citoyens russes»

«Nos lignes directrices interdisent les contenus qui nient, minimisent ou banalisent des événements violents bien documentés et nous retirons les contenus sur l'invasion russe de l'Ukraine qui enfreignent ce règlement», a déclaré le 11 mars un porte-parole de YouTube pour justifier sa décision de censure de RT, Sputnik, ainsi que de l'agence vidéo Ruptly, avant de préciser, selon des propos rapportés par l'AFP : «Conformément à ces règles, nous bloquons également, avec effet immédiat, les chaînes YouTube associées à des médias financés par l'Etat russe dans le monde.»

Au-delà de la censure des médias financés par la Russie, le site de partage de vidéos détenu par Google explique que les contenus concernés peuvent aller d'«allégations faisant passer les victimes pour de fausses victimes jouées par des acteurs» à «des vidéos présentant l'invasion russe comme une opération de maintien de la paix ou de libération».

YouTube tolère certaines incitations à la haine dans le contexte du conflit en Ukraine

YouTube a annoncé que le blocage mondial des médias concernés nécessiterait du temps avant d'être pleinement effectif.

Tout comme Meta et Twitter, YouTube avait déjà bloqué les publications de médias comme Sputnik et RT en Europe, conformément à une décision en ce sens de la Commission européenne en contradiction totale avec les principes de droit à l'information et de liberté de la presse. Ces médias ont donc été interdits sur le sol de l'UE quel que soit leur canal de diffusion : radio, télévision, internet.

La plateforme américaine a en outre fait savoir, selon l'AFP, que certaines publications contenant des incitations à la haine pourront être tolérées à condition qu'elles aient une vocation «pédagogique, documentaire, scientifique ou artistique».

Pour rappel, l'agence Reuters a révélé le 10 mars que les plateformes Facebook et Instagram (qui appartiennent toutes deux au groupe Meta), autorisaient désormais, au moins temporairement, certaines publications appelant à la violence contre l'armée russe.

En réaction, le Comité d'enquête de Russie a ouvert le 11 mars une enquête pénale concernant les appels à la violence et au meurtre visant des citoyens russes sur Meta. RT 12 mars 2022

Haine antirusse autorisée sur Facebook et Instagram : l'ONU condamne la décision du groupe Meta - RT 12 mars 2022

«Je peux vous dire que, de notre point de vue, nous nous opposons clairement à tout discours de haine, à tout appel à la violence. Ce genre de langage est tout simplement inacceptable, d'où qu'il vienne», a déclaré le 11 mars Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétariat général de l'ONU.

Il répondait à la presse au sujet de la récente décision du groupe Meta (qui détient notamment les plateformes Facebook et Instagram) d'autoriser certaines publications appelant à la violence contre l'armée russe et, plus globalement, contre les Russes «lorsqu'il est clair que le contexte est l'invasion russe de l'Ukraine».

Le porte-parole onusien a par ailleurs expliqué que ses «collègues des droits de l'homme» allaient directement interpeller à ce sujet le groupe américain concerné.

Le 11 mars également, l'ambassade de Russie à Washington a demandé aux autorités étasuniennes de mettre fin aux «activités extrémistes» de Meta. Sur les réseaux sociaux, l'ambassade de Russie s'est exprimée en ces termes : «Nous exigeons que les autorités [étasuniennes] mettent fin aux activités extrémistes de Meta, et prennent des mesures pour traduire les auteurs en justice.

Les utilisateurs de Facebook et Instagram n'ont pas donné aux propriétaires de ces plateformes le droit de déterminer les critères de vérité et de monter les nations les unes contre les autres». RT 12 mars 2022

Le Figaro censure l'article sur le Donbass de la journaliste Anne-Laure Bonnel - lemediaen442.fr 12 mars 2022

Le 4 mars 2022, Le Figaro publiait un article de la journaliste Anne-Laure Bonnel qui racontait les conditions de vie de ceux qui habitent dans les régions de Donetsk et de Lougansk. Ceux que le gouvernement de Kiev considère comme des « terroristes » sont bombardés depuis huit ans.

Les lecteurs du Figaro, par la voix d'Anne Laure, pouvaient avoir un autre son de cloche que les médias dominants concernant l'Ukraine, d'autant plus que la reporter de guerre connaît le terrain. Donbass, film d'Anne-Laure Bonnel, son documentaire de 2016, en témoigne. Après

avoir remercié la rédaction d'avoir publié son article sur le Donbass, la journaliste s'étonne de ne plus voir son travail sur le quotidien français.

La Charte de déontologie de Munich — ou Déclaration des devoirs et des droits des journalistes — semble avoir déserté toutes les rédactions françaises, faisant place à la charte de Matignon, des forces extérieures, des lobbys, du manque de courage et de la malhonnêteté. En lieu et place de l'article en question, vous y retrouverez un Page introuvable – Oups, ce contenu n'existe pas ou n'existe plus. La police de la pensée et de l'information juge certainement que ces informations sont peu adaptées à la propagande gouvernementale, un autre son de cloche n'est pas acceptable. En attendant, vous pouvez demander des comptes au journal Le Figaro , surtout concernant les abonnés qui pensaient pouvoir s'informer. lemediaen442.fr 12 mars 2022

Un monde de mensonge - strategika51.org 12 mars 2022

Terme à la mode en ce mois de mars de l'an 2022: désinformation.

Définitions du terme:

"La désinformation est une manipulation de l'opinion publique, à des fins politiques, avec une information traitée par des moyens détournés." Vladimir Volkoff

Quelles sont les plus grandes sources de désinformation dans le monde?

Les États

Les multinationales

Les médias sous contrôle de groupes d'intérêts, de lobbies d'influence et des politiques.

Il a suffi qu'un Chef d'État dénonce l'empire du mensonge pour que l'ensemble de la machine devienne hystérique et cible tout ce qui n'émane pas de ses tentacules.

Des décennies bien avant 2022, des personnes éveillées ou dotées d'un extraordinaire esprit critique et d'une solide intuition avaient eu de sérieux doutes sur la version officielle et ridicule de l'assassinat lâche du président John Fitzgerald Kennedy, le programme Apollo (1961-1972), le fameux projet de la "guerre des étoiles" ou Initiative de Défense Stratégique (IDS), la fraude électorale ayant propulsé les Bush père et fils au pouvoir, les attentats sous faux drapeau du 11 septembre 2001, les motifs légers et inconsistants de la guerre d'Afghanistan (2001-2021), l'éviction scandaleuse de José Maurício de Figueiredo Bustani, premier Directeur général de l'Organisation sur l'Interdiction des Armes Chimiques, de la fiole pleine d'urine humaine présentée comme une arme de destruction massive (ADM) par Colin Powell au Conseil de Sécurité des Nations Unies, et qui a servi de prétexte pour l'invasion de l'Irak, les attentats sous faux drapeau attribués au terrorisme islamiste puis les vraies fausses organisations terroristes comme Al-Qaïda/Daech affiliées aux services spéciaux, la fiction Benladen, les fausses histoires du printemps dit arabe (appellation contrôlée), l'hystérie anti-libyenne puis anti-syrienne, l'hystérie anti-iraniene et la propagande anti-coréenne, la propagande anti-chinoises à quatre axes, la russophobie résiduelle de la Guerre froide 1.0, la grande farce du COVID-19 et la manipulation planétaire autour de cette thématique créée de toutes pièces et à laquelle tous les pays ont été forcés d'y participer de gré ou de force.

Le système de désinformation mondiale ne tolère aucune narration indépendante ou contraire à la version qu'il propage, car il ne survit que grâce au mensonge dans le mensonge et l'illusion. Le système survit tant que des milliards de personnes y croient et adhérent à la narration du réel imposé, camouflant une réalité sordide où l'asservissement est pire que toutes les formes d'esclavages que l'humanité a connu depuis les premiers groupes humains plus ou moins organisés.

L'arrogance des élites se cachant derrière un semblant d'empire n'a aucune limite autre que celle, infinie, de leur cupidité. Ils n'ont aucune forme de morale et détestent toute forme d'éthique. Ils vivent du clivage , de la division, du conflit et de la guerre et ne peuvent concevoir un monde autre que celui où ils sèment leur ravages.

En tant qu'individus, il est de notre devoir moral envers l'humanité de dénoncer le mal en tant que tel, nonobstant toute appartenance ou affiliation nationale, ethnique, religieuse, ideologique ou autre. Le mal à cru triompher plusieurs fois au cours de l'histoire mais n'a jamais pu perdurer. La vérité triomphera définitivement un jour. strategika51.org 12 mars 2022

En complément

D'Irak en Serbie, de Géorgie au « Maïdan » : médias menteurs

- Cliquez ici

Comment font-ils ?

- Cliquez ici

Révélations sur les laboratoires biologiques américano-ukrainiens. Voilà ce qui les rend fou de rage.

Urgent – La Russie dénonce à l'ONU, preuve à l'appui, les armes biologiques de la peste, anthrax, tularémie, choléra… - lemediaen442.fr 12 mars 2022

Voici la déclaration du Représentant permanent de la Russie, Vassily Nebenzia, lors d'une réunion d'information du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) sur les laboratoires biologiques en Ukraine.

Extraits.

- Tous les documents sont disponibles sur le site Web du ministère russe de la Défense et sont présentés lors de briefings quotidiens. Permettez-moi de citer les exemples les plus éloquents.

L'armée russe a appris les détails du projet UP-4 qui a été mis en œuvre dans les laboratoires de Kiev, Kharkov et Odessa. Il a étudié les possibilités de propagation d'infections particulièrement dangereuses par les oiseaux migrateurs, notamment la grippe H5N1 hautement pathogène (mortelle pour l'homme dans 50 % des cas) et la maladie de Newcastle. Dans le cadre d'un autre projet, les chauves-souris ont été considérées comme porteuses d'agents potentiels d'AP. Parmi les priorités identifiées figurent l'étude des pathogènes bactériens et viraux pouvant être transmis des chauves-souris à l'homme : pathogènes de la peste, de la leptospirose, de la brucellose, ainsi que des coronavirus et des filovirus. Les documents de projet indiquent clairement que les États-Unis ont activement financé des bioprojets en Ukraine.

- L'analyse des matériaux obtenus confirme le transfert de plus de 140 conteneurs avec des ectoparasites de chauves-souris d'un biolab à Kharkov à l'étranger. On ne sait rien du sort de ces dangereux biomatériaux et des conséquences qu'il pourrait y avoir une fois qu'ils se seront « dissipés » (peut-être en Europe) en l'absence de tout contrôle international. Dans tous les cas, les risques sont élevés qu'ils soient volés à des fins terroristes ou vendus au marché noir.

Pour lire la déclaration en entier :

- Cliquez ici

Le Conseil de sécurité et les laboratoires biologiques ukrainiens - Réseau Voltaire 12 mars 2022

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni le 11 mars 2022, sur convocation de la Russie, pour délibérer sur les laboratoires biologiques militaires ukrainiens.

Le ministère chinois des Affaires étrangères avait déjà demandé aux États-Unis de s'expliquer sur les 33 laboratoires biologiques qu'ils entretiennent sous divers noms dans 30 pays.

Après avoir nié toute implication, la sous-secrétaire d'État Victoria Nuland a reconnu devant la commission sénatoriale des Affaires étrangères que son pays collaborait à de dangereuses recherches biologiques avec l'Ukraine et qu'ils craignaient que ces recherches soient récupérées par la Russie.

L'administration des Nations unies a témoigné ne jamais avoir été informée de l'existence de programmes biologiques militaires en Ukraine, pays signataire de la Convention des Nations unies sur l'interdiction des armes biologiques.

Les États-Unis et leurs alliés ont déploré que la Russie sonne l'alerte sans preuves. De nouveau, la France a accusé Moscou d'avoir utilisé une arme biologique contre Alexei Navalny et Sergeï Skripal. Les Occidentaux ont affirmé que Moscou prépare une opération biologique en Ukraine sous faux drapeau.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a confirmé avoir été informée, depuis 2005, de la collaboration civile entre les États-Unis et l'Ukraine sur de dangereux agents pathogènes. À une date non précisée, elle a demandé, par mail, à l'Ukraine de détruire précautionneusement les stocks d'agents pathogènes de ses laboratoires en raison des risques de dissémination.

Le ministère russe de la Défense a déclaré qu'il publierait les documents saisis dans les laboratoires ukrainiens ; qu'il avait lui-même détruit précautionneusement 320 conteneurs d'agents pathogènes ; et que parmi les recherches de ces laboratoires figuraient les coronavirus de chauve-souris.

La Hongrie compte maintenir ses importations de gaz russe - francesoir.fr 12 mars 2022

La Hongrie ne compte pas suivre l'exemple des autres pays membres de l'Union européenne qui affichent leur volonté de s'émanciper des importations de gaz russe. Le 6 mars, Budapest, qui avait signé deux contrats avec Gazprom en septembre 2021, a annoncé que la Hongrie maintiendrait ses livraisons de gaz russe. 80% de sa consommation de gaz provient de Russie. Pour le ministre hongrois des Affaires étrangères Peter Szijjarto, interviewé par Veszpremi Naploban le 6 mars, préserver le partenariat entre la Hongrie et la Russie dans ce domaine est impératif.

« Les importations en provenance de Russie représentent plus de 40 % de l'approvisionnement en gaz naturel de l'Europe. Dans le cas de la Hongrie, les importations russes représentent plus de 80 % du gaz consommé dans le pays », a rappelé le chef de la diplomatie hongroise. «

Si la proposition de l'opposition de stopper les importations de gaz [russe] était mise en pratique, la Hongrie n'aurait plus de chauffage, plus d'industrie, plus d'emplois — et les entreprises feraient faillite », a-t-il averti.

« La poursuite de l'approvisionnement en gaz est dans notre intérêt », a soutenu Peter Szijjarto, qui a fait valoir que celle-ci était « tout à fait conforme aux règles européennes, car Gazprom ne figure pas sur la liste des sanctions sous quelque forme que ce soit, et Gazprombank ne figure pas sur la liste des banques à déconnecter de SWIFT ». francesoir.fr 12 mars 2022

Grèce: l'irréductible capital sympathie pour Moscou, malgré la guerre en Ukraine - actu.orange.fr/AFP 12 mars 2022

"L'opinion publique grecque a une dimension russophile, nourrie de sentiments amicaux liés à l'histoire, à une culture commune basée sur l'orthodoxie et pour certains, à une méfiance vis-à-vis de l'Occident", note Nikos Marantzidis, professeur d'études slaves, orientales et des Balkans, à l'Université de Macédoine.

Selon un sondage du centre de recherche Kappa, 20% des Grecs interrogés après l'invasion russe de l'Ukraine se disent "plus proches" de Moscou et 45% soutiennent Kiev.

A peine 8% promettent de boycotter les produits russes, 2% d'éviter tout contact avec les Russes. Et si 75% condamnent la position du président Vladimir Poutine, plus de 60% restent critiques vis-à-vis de son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky.

"Une minorité, pas insignifiante du tout, considère toujours Poutine positivement", observe M. Marantzidis.

Quelle que soit l'issue du conflit, "un noyau dur" de 10 à 15% de l'électorat "continuera de le voir comme un grand dirigeant", estime l'expert. actu.orange.fr/AFP 12 mars 2022

LVOG - Quelle honte ! La formulation de l'article est révélatrice de leur propension à l'autoritarisme. Ils ne tolèrent manifestement pas qu'une tête puisse dépasser, il faut la couper, un avis divergent et vous êtes soupçonné d'être un ennemi de la nation qu'il faut faire taire ou éliminer. Bref, cela pu le fascisme à plein nez. Les pourfendeurs hier des Hitler, Mussolini, Franco, Pinochet, etc. se présentent finalement l'air de rien comme leurs disciples.

J'exagèrerais comme d'habitude ? Non, les faits parlent d'eux-mêmes pour ceux qui veulent bien les prendre en considération.

Haut de page

Le 17 mars 2022

Cette causerie volumineuse et très riche comporte 5 parties ou 6 avec l'avant-propos ci-dessous. Cliquez sur le titre de celle que vous avez envie de lire si vous ne voulez pas toutes les lire ou mieux, téléchargez la causerie pour la lire plus tard à tête reposée.

INTRODUCTION

TOTALITARISME ET RÉGRESSION DANS TOUS LES DOMAINES

DOSSIER UKRAINE

TYRANNIE SANITAIRE

TRIBUNE LIBRE

- Cette causerie au format pdf (pages)

AVANT-PROPOS

On attendra encore un peu avant d'écrire un article sur l'évolution à venir de la situation économique mondiale, le temps que les Chinois et les Russes et leurs alliés annoncent le plan de remodelage des relations commerciales et financières internationales qu'ils sont en train de finaliser, on ne va pas se lancer dans des spéculations oiseuses comme le font certains.

Pour le moment on se contentera d'observer ce qui se passe et d'enregistrer les changements en cours, ou tout du moins ce qu'on veut bien nous en dire ou nous montrer, sachant qu'une grande partie se négocie en secret et qu'on en prendra connaissance en étant placé devant le fait accompli, il sera alors bien temps d'essayer d'en comprendre les conséquences prévisibles.

J'ai écouté ces derniers soirs une conférence dédiée à la paléoanthropologie et trois autres sur la physique quantique, c'est passionnant et on apprend un tas de choses formidables qui font réfléchir.

Chaque fois j'ai évidemment essayé de retenir quelque chose, avec ma mémoire catastrophique ce n'est pas facile, je dois me contenter des grands traits qui me serviront plus tard de points de repère. Du coup, je me suis davantage concentré sur la démarche scientifique de ces

chercheurs, histoire de voir si je ne pourrais pas en tirer quelque chose pour améliorer la mienne, c'est une obsession chez moi, toujours progresser sous peine de régresser et de finir sénile.

Je ne vais pas m'étendre sur ce sujet. Ce que j'ai relevé, c'est qu'ils n'écartaient aucune hypothèse dans leurs recherches, même les plus irrationnelles ou improbables qui vous feraient passer pour un fou ou un farfelu si vous osiez seulement les évoquer à voix haute. Ils expliquèrent que c'est en les étudiant sérieusement qu'ils s'embarquèrent dans des raisonnements qui allaient les amener à explorer des champs de la connaissance qu'ils ignoraient jusque-là, qui allait leur fournir des réponses à d'autres questions qu'ils se posaient depuis des années et sur lesquels ils séchaient, ce qui allaient leur permettre de réaliser des progrès considérables dans leurs travaux...

Oser penser est un exercice délicat ou périlleux quand on a le cerveau ramolli, mais quand on est éveillé, c'est merveilleux.

Quand on voit qu'en politique, il suffit d'émettre des idées ou des analyses qui sortent de l'ordinaire ou qui dévient de celles qui sont communément acceptées par telle ou telle chapelle de pensée, pour être aussitôt excommunié ou se voir traité de tout ce qu'on voudra de peu flatteur, on se dit que tous ces gens-là n'ont manifestement pas un mode de pensée scientifique, qu'ils ne veulent pas faire l'effort de réfléchir sérieusement à ce qu'on leur soumet ou ils en sont incapables et ils le savent eux-mêmes la plupart du temps ou plus surement, cela ne les intéresse pas parce qu'ils sont convaincus de posséder la vérité révélée ou définitive, du coup toute discussion avec eux est impossible, vaine ou une perte de temps.

C'est la même chose, dès qu'on ose aller chercher des infos un peu partout ou de manière aléatoire au gré du hasard, car en réalité on n'a pas vraiment le choix, compte tenu que nos champions de la liberté d'expression sont les plus prompts à la bâillonner ou ils se livrent à une autocensure neuronale quasi obsessionnelle, on se fait traiter de tous les noms ou on va vous amalgamer à des ordures ou vos ennemis, histoire de bien vous faire comprendre ce qu'ils pensent de vous, ce qui entre nous me laisse de marbre sachant de qui proviennent ces accusations ou diffamations.

Il n'y a pas si longtemps encore, avant qu'Internet ne devienne un support de communication universel, quand ils informaient leurs lecteurs ou leurs militants, ils ne leur fournissaient pas systématiquement les sources auprès desquelles ils les recueillaient, maintenant que c'est devenu quasiment impossible parce que tout le monde peut les trouver facilement sur le Net, ils restreignent les infos qu'ils diffusent à ce qui sert uniquement leur propagande, du coup elles ne rendent plus compte que d'une toute petite partie de la réalité ou elles sont d'une pauvreté accablante et ne présentent aucun intérêt ou presque. Bref, si vous voulez réellement être informé, il vaut mieux aller voir ailleurs que s'en tenir aux publications du mouvement ouvrier, c'est navrant, mais c'est ainsi. Je vais vous donner un exemple.

En quête d'infos sur ce qui se passe réellement en Ukraine, par hasard en cliquant sur un lien fourni dans un article publié par un média dit alternatif, j'ai atterri sur un blog en fournissant régulièrement, et quelle ne fut pas ma surprise de me retrouver en présence d'un personnage sur lequel j'ignorais absolument tout, jusqu'à ce que je découvre en faisant des recherches sur le Net qu'il exécrait dans des proportions inouïes tout ce qui se réclamait de la gauche depuis 1789. Il se définit comme bonapartiste et voue littéralement un culte à Poutine. Cet ex-militaire, recyclé dans les affaires et devenu aussi analyste politico-stratégique vit en Russie, il présente la caractéristique de ne pas pouvoir blairer Macron, les mondialistes de Davos, les néolibéraux, la droite conservatrice et l'extrême droite, ce serait une sorte de gaulliste attardé, dont la marge de manoeuvre est réduire à néant ou au rôle de spectateur impuissant de l'histoire qui se déroule sous ses yeux, ce qui est particulièrement frustrant.

Dans le cadre de ses activités professionnelles en tant que conseiller auprès de grandes entreprises commerciales et financières internationales installées en Russie, quels que soient ses états d'âme ou l'évolution de l'opération militaire lancée par Poutine en Ukraine, il ne peut pas se permettre de fournir des informations erronées ou des analyses foireuses sous peine de perdre tout crédit auprès de ses clients, bref, de perdre son boulot tout simplement, contrairement à la multitude d'abrutis qui interviennent dans les réseaux sociaux et diffusent des fausses informations ou les médias alternatifs, qui la plupart du temps sont plus occupés à manipuler la réalité pour satisfaire les attentes de leurs lecteurs ou leur livrer ce qu'ils ont envie de lire, voir ou entendre pour ne pas les perdre, plutôt que servir et partager la vérité des faits qui est sacrifiée.

Ma démarche n'a rien d'étrange ou d'extraordinaire, elle est tout simplement paradoxale, tout comme peuvent l'être beaucoup de choses à notre époque, à toutes les époques peut-être, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'en réalité on ne fait que se servir de notre ennemi pour servir notre cause, il faudrait être idiot pour ne pas en profiter, non ?

Dès lors que rien ne peut altérer nos intentions ou nous détourner de nos objectifs politiques, on peut tout se permettre ou presque. Cependant, j'ai bien conscience que ce n'est pas donné à tout le monde, c'est la raison pour laquelle il m'arrive de reproduire des infos sans fournir leurs sources, pour protéger les lecteurs en quelque sorte, car certains sont vulnérables ou facilement influençables bien que généralement ils prétendent le contraire.

J'ai constaté au cours de l'expérience que j'ai acquise depuis de longues années en discutant avec un tas de personnes d'horizons politiques très divers, que ceux qui condamnaient la démarche dont je viens de vous parler, étaient en général les plus bornés, les plus superficiels, et la plupart du temps les plus hypocrites, menteurs, les plus malhonnêtes et sournois qui soient, donc partant de là je ne voyais pas ce qu'ils pourraient m'apporter et j'estimais qu'ils n'étaient pas plus fréquentables que le personnage que je vous ai présenté. C'est triste à dire de personnes qui en apparence étaient plus proche de moi ou de ma famille politique, mais qu'est-ce que vous voulez que je vous dise, je ne vais tout de même pas me mettre à vous raconter des histoires, n'est-ce pas ?

- La servitude, c'est vivre comme on ne le veut pas. (Aristote - Les politiques)

Et 23 siècles plus tard on en est encore là, hélas ! Cela devrait nous inciter à faire preuve d'un peu de modestie ou à réfléchir à deux fois avant de s'exprimer, surtout sur quelque chose qu'on n'a pas étudiée ou qu'au premier abord on ne connaît pas.

Au XVIe siècle, La Boétie précisera, la servitude volontaire, par ignorance, confort ou conformisme, histoire qu'on comprenne bien que le processus historique qui présidait au destin des peuples était inconscient.

A leur tour Marx et Engels préciseront, qu'il devait en être ainsi aussi longtemps que les hommes ne seraient parvenus à inventer et développer les moyens de leur propre émancipation du règne de la nécessité, qui a force de loi suprême chez l'espèce animale, avec laquelle les hommes n'ont manifestement pas rompu si on en juge par l'actualité politique et sociale internationale, n'est-ce pas ?

On vécut dans l'obscurité tout au long du XXe siècle contrairement aux apparences révélatrices mais aussi trompeuses, qu'incarna magistralement le trait de lumière et de génie que fut la révolution russe de 1917, qu'après coup on aurait dû caractériser d'anachronisme dans l'océan d'inconscience qui dominait le monde, bien qu'elle nous montrait la voie à emprunter pour conquérir notre émancipation, on échoua à la caractériser ainsi, et du coup à en retenir les enseignements si précieux pour notre combat politique.

Bien que les conditions matérielles aient été réuni pour avancer sur la voie de notre émancipation, à aucun moment nous ne parvinrent à en tirer profit pour renouer avec ces enseignements ou plutôt avec la méthode du matérialisme dialectique, au point de céder à la confusion extrême à laquelle nous assistons aujourd'hui, qu'illustrent les analyses et les positions adoptées par ceux qui parlent en notre nom à gauche ou à l'extrême gauche sur la mystification climatique, sanitaire et le conlit armé entre l'OTAN et la Russie sur le territoire ukrainien.

Il faut toutefois préciser ou rappeler que les conditions indispensables pour franchir une étape décisive sur la voie de notre émancipation qu'incarne une révolution politique et sociale, n'ont jamais vraiment été réunies en France, du fait qu'elles nécessitent une gigantesque crise sociale frappant violemment l'ensemble des couches de la classe ouvrière et des classes moyennes, dont une grande partie est réduite au chômage et à la pauvreté ou à la misère, et la paralysie ou l'effondrement du pouvoir politique rejeté par les masses, hormis les courtes périodes de l'après-guerre 14-18 et 39-45 au cours desquels l'absence d'un véritable parti ouvrier socialiste ou communiste fit défaut, par conséquent il fut impossible d'avancer dans cette voie, et par la suite on fut incapable de construire ce parti, les masses et le mouvement ouvrier étant livrés à des imposteurs ou des traitres.

Si la nature des rapports sociaux n'ont pas changé depuis l'avènement du capitalisme, en revanche la répartition du capital en fonction des différents secteurs économiques a connu d'importantes modifications, leur poids dans l'économie et dans la société ont évolué en fonction des nouveaux besoins qui allaient être créés au cours du XXe siècle et plus particulièrement depuis une cinquantaine d'années, parmi lesquels ceux liés au divertissement et à la communication destinés à la population en général et qui seraient accessibles à tous ou presque.

Ces moyens de communication, dont la multiplication des chaînes de télévision et de radio, et plus récemment Internet avec la multiplication des blogs ou portails et les réseaux dits sociaux, devaient permettre à la population d'être mieux informée sur le monde dans lequel elle vivait, donc favoriser sa prise de conscience du fonctionnement de la société, théoriquement seulement comme on peut le constater quotidiennement, car en réalité ils n'ont jamais été conçus à cette fin, contrairement à ce que les naïfs ont imaginé, estimant à tort qu'ils allaient servir la démocratie, alors que c'est exactement le contraire que leurs concepteurs et les autorités politiques avaient en tête et qui allait se produire.

Alors à quoi devaient-ils servir ? A faire en sorte que les masses deviennent les propres instruments de leur servitude ou oeuvrent inconsciemment à leur propre perte, les transformant en autant d'agents manipulés ou légions fanatisées plus ou moins anonymes au service de l'oligarchie et porte-parole de son nouvel ordre mondial totalitaire, en ennemis de la démocratie, de la liberté et du socialisme.

Chacun a pu constater au cours des deux dernières années écoulées à quel degré de conditionnement les masses pouvaient parvenir grâce en grande partie à ces moyens de communication, parce qu'elles étaient déjà corrompues par le capitalisme et son idéologie, car il existe toujours une base matérielle (ou des rapports sociaux) à l'origine tout comportement dans la société, ce que la plupart ou pratiquement tous ignorent hélas !

Cela révèle et signifie que les masses se sont détournées de toutes les organisations et de tous les médias dits alternatifs qui leur proposaient des analyses différentes de la situation. Quant aux éléments les plus avancés ou conscients qui appartiennent à différentes classes de la société et qui se sont tournés vers ces organisations ou ces médias, ils n'ont pas pu se fédérer ou se rassembler pour servir de contrepoids à la propagande officielle, dans la mesure où ils étaient eux-mêmes en proie à une grande confusion, du fait qu'en refusant de rompre avec le système capitaliste et ses institutions, ils se condamnaient à reproduire leurs contradictions, ce qui devait les conduire fatalement à l'impuissance, à perpétuer leurs divisions jusqu'à la dislocation finale.

Si je vous dis que c'est leur refus d'adopter le socialisme qui en est la cause, vous allez m'accuser de vous raconter des histoires ou d'être demeuré un épouvantable dogmatique, désolé, je n'ai pas trouvé d'autres explications.

A l'évidence, les hommes ou plus précisément les exploités et les opprimés ne sont pas encore parvenus à construire l'instrument indispensable pour conquérir leur émancipation du règne de la nécessité, le parti politique qui leur fait tant défaut aujourd'hui, à se doter de dirigeants qui auraient assimilé que "*la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée.*" (Friedrich Engels (1878) : Anti-Dühring)

C'est je crois une des clés les plus importante pour résoudre le problème auquel est confronté la civilisation humaine. Trotsky avait affirmé dans les années 30, que pour réaliser dans l'avenir une révolution socialiste les choses seraient beaucoup plus compliquées que dans le passé, parce que cela nécessiterait forcément que les masses aient acquis au préalable un niveau de conscience incomparablement supérieur à celui qu'avaient nécessité les révolutions antérieures.

Si ma mémoire qui est fort mauvaise ne me trahit pas ou ne pas dire une bêtise, je crois me souvenir qu'il n'avait pas insisté sur les raisons pour lesquelles il était parvenu à ce diagnostic ou à émettre cette hypothèse, mais on peut les deviner assez facilement 85 ou 90 ans plus tard, j'ai eu l'occasion de les évoquer à de nombreuses reprises dans mes causeries. On peut citer notamment l'amélioration considérable de

la condition ouvrière qui ne favorise pas vraiment le combat politique pour un changement de régime, mais privilégie le parlementarisme bourgeois, la collaboration de classes, l'implication des masses dans le fonctionnement des institutions par le biais du suffrage universel conduisant à leur subordination croissante aux institutions au détriment de la rupture avec ces institutions et du socialisme, l'émergence d'une vision déformée du capitalisme et de ses institutions auquel les masses vouent finalement un culte au détriment de leur lutte de classe dans laquelle seule une minorité s'engage et s'organise, la dégénérescence et la neutralisation du mouvement ouvrier contrôlé par la social-démocratie passé du côté de la réaction et par les staliniens permettant aux capitalistes d'aller toujours plus loin dans l'exploitation et l'oppression des masses réduites à l'impuissance, etc.

On peut observer quotidiennement à quel point ces 3 ou 4 facteurs sont omniprésents et influencent le cours ou l'orientation de la société, dont le pendant politique se caractérise par l'inexistence d'un véritable parti (et internationale) ouvrier révolutionnaire.

En Complément pour emmerder ceux qui détiennent la vérité en otage.

Un entretien avec Christine Deviers Joncour

- Cliquez ici

En complément, on comprend pourquoi les imposteurs de gauche sont haïssables.

1,5%, c'est encore trop, 0 c'est mieux.

Présidentielle : Anne Hidalgo change de stratégie et tape sur Jean-Luc Mélenchon - europe1.fr 14 mars 2022

Anne Hidalgo a décidé d'orienter ses critiques vers Jean-Luc Mélenchon, son principal concurrent à gauche. En effet, sa chute à 1,5 % dans les sondages est due au vote utile à gauche, qui favorise le candidat insoumis, seul en capacité d'accéder au second tour.

Discréditer Jean-Luc Mélenchon aux yeux des électeurs de gauche, c'est l'ultime chance de la maire de Paris pour remonter au-dessus des 5%, seuil de remboursement des frais de campagne. En effet, la candidate du PS doit impérativement atteindre ce résultat pour espérer sauver le parti socialiste de la faillite.

Un haut cadre affirme : "À moins de 5% on n'est pas remboursé et on n'aura pas de député… Donc on est mort." europe1.fr 14 mars 2022

LVOG - Le cadavre du PS bouge encore, celui du PCF aussi ?

- Selon un sondage Ifop-Fiducial pour Paris Match, LCI et Sud Radio, Anne Hidalgo ne convainc pas les électeurs des classes populaires et surtout les jeunes, avec 0% chez les moins de 24 ans. parismatch.com 16 mars 2022

Quand un porte-parole du wokisme et de la cancel culture s'en prend à l'école.

Présidentielle: Jadot n'exclut pas de réduire la durée des vacances scolaires en cas d'élection - BFMTV 17 mars 2022

Le candidat écologiste à la présidentielle, Yannick Jadot, n'exclut pas de "réduire la durée des vacances" scolaires et de "revoir les obligations de service des enseignants", dans une interview à La Croix publiée mercredi soir.

Selon l'eurodéputé, "il faut mieux articuler et équilibrer dans la journée les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter) et consacrer plus de temps aux savoirs pratiques, à la nature, à la culture, aux sports, aux travaux manuels". BFMTV 17 mars 2022

Un analyste financier s'inquiète...

Lu - Les révolutions naissent souvent d'un grand mécontentement latent, et il est très fort. D'un ressentiment conséquent. Il l'est. D'une frustration trop longtemps rentrée. C'est le cas.

Mais pour que l'explosion finale ait lieu il faut un détonateur.

Historiquement, c'est toujours le même.

Le pain, la brioche et la famine.

Quand les gamelles se vident, quand les estomacs crient famine, alors, la France explose.

Cette période inflationniste a intérêt à être très bien traitée par le gouvernement qui ne prend pas la mesure de la situation.

Partout, les gens cessent de travailler car travailler n'est plus rentable, car se déplacer est trop coûteux. Produire n'est plus rentable.

LVOG - La haine farouche du peuple envers le régime en place et tout ce qu'il incarne, gronde, va aller en s'amplifiant, l'heure de la confrontation générale qui sera d'une extrême violence approche, nous la souhaitons ardemment, faire table rase du passé devient chaque jour qui passe une nécessité de plus en plus impérieuse, urgente...

En complément avec Twitter.

Vers un soulèvement général insurrectionnel ?

- Grève nationale et illimitée des camionneurs en Espagne contre la flambée du prix des carburants. Depuis lundi des milliers de routiers de petites et moyennes entreprises ont sorti les gilets jaunes et bloquent autoroutes, ports et plateformes logistiques dans le pays.

- Des salariés du BTP et des agriculteurs bloquent la raffinerie de Lespinasse près de Toulouse contre l'explosion du prix des carburants.

- Opération escargot des agriculteurs sur l'A62 avant de rejoindre le blocage de la raffinerie de Lespinasse près de Toulouse où les agriculteurs comptent passer la nuit. Des professionnels multiplient les actions ces derniers jours contre la flambée des prix des carburants.

- Action coup de poing des agriculteurs devant la préfecture du Lot-et-Garonne à Agen contre la flambée du prix des carburants. (Radio Cool Direct)

- Blocage des dépôts pétroliers pour la deuxième journée à Brest et Lorient par des pêcheurs, agriculteurs et salariés du BTP contre la flambée du prix des carburants. Le dépôt de Vern près de Rennes est lui aussi bloqué depuis hier soir et celui de La Rochelle depuis ce matin.

- Plus de 200 CRS et gendarmes, un canon à eau ainsi qu'un hélicoptère de la gendarmerie déployés pour lever le blocage du dépôt pétrolier de Vern près de Rennes ce soir...

- Le dépôt pétrolier de Lorient débloqué par les gendarmes ce soir alors que les stations services bretonnes commencent à avoir des pénuries. À Brest les professionnels ont mis en place des barricades autour du dépôt pour empêcher de se faire déloger.

- Des transporteurs, agriculteurs et citoyens bloquent depuis trois heures du matin la plateforme logistique Clésud à Miramas qui alimente de très nombreuses grandes surfaces du Sud de la France contre la flambée du prix des carburants.

INTRODUCTION

Macron en quête de légitimité ?

Présidentielle : Macron en tête des intentions de vote chez les personnes LGBT, selon un sondage - BFMTV 15 mars 2022

Le président de la République recueille 22% des intentions de vote au premier tour, selon une enquête de l'Ifop pour le magazine Têtu. BFMTV 15 mars 2022

LVOG - Le régime est-il décomposé à ce point-là ? Il faut croire, non ?

En complément.

Twitter - Le litre de gazole a pris 80 centimes en un an pour atteindre 2,20€ aujourd'hui.

Sur ces 80cts, 45 arrivent dans les poches de l'Etat (56% de taxe) et le gouvernement voudrait nous faire croire qu'ils nous font une "*remise carburant*" à quelques jours de la présidentielle ?

Où a-t-on entendu cela le 13 mars 2022 ?

- "*S'il y a des violences, ça sera la responsabilité de l'Etat. En sept ans, rien n'a avancé, et en sept jours de violences, les choses ont bougé. La violence est nécessaire*".

Réponse : En Ukraine, non, en France, en Corse, à croire que ce sont les mêmes régimes.

La manifestation en soutien d'Yvan Colonna a viré à "l'émeute" à Bastia - francesoir.fr 13 mars 2022

AFP - Après une heure, de défilé au cri de "Etat français assassin", la manifestation en soutien à Yvan Colonna dimanche à Bastia a viré à "l'émeute", selon le procureur de Bastia, avec un bilan final de 67 blessés dont 44 membres des forces de l'ordre.

"Des émeutes ont lieu à Bastia depuis 16h30", a expliqué à l'AFP en début de soirée le procureur de la République de Bastia, Arnaud Viornery, "et les violences se poursuivent".

"Un incendie a été déclenché à l'hôtel des impôts" par les émeutiers avant d'être éteint par les pompiers, a-t-il ajouté.

La manifestation, partie à 15h00 sous une pluie fine et froide du palais de justice, s'était auparavant déroulée dans le calme. Le slogan "Statu Francese Assassinu", repris par les milliers de participants --7.000 selon les autorités,12.000 selon les organisateurs--, traduisait cependant la tension dans l'île depuis le 2 mars et l'agression de l'ancien berger à la prison d'Arles (Bouches-du-Rhône), qui l'a plongé dans le coma.

"Liberta, Liberta !": capuches sur la tête pour les plus jeunes, parapluie pour les plus âgés, toutes les générations étaient représentées dans une foule sur laquelle flottaient de nombreux drapeaux frappés de la tête de Maure, ainsi que des banderoles portant le visage de Colonna.

La colère a débordé dès l'arrivée du cortège à la préfecture à 16h00, avec des échauffourées entre les forces de l'ordre et "300 manifestants encagoulés", selon les autorités, vêtus de noir et pour certains équipés de masques à gaz, ont constaté des journalistes de l'AFP.

"Ne filmez pas, salauds de Français": pour certains, la présence des journalistes sur place n'était visiblement pas souhaitée.

Gaz lacrymogènes et canons à eau d'un côté, cocktails molotov, bombes agricoles et cailloux récupérés sur les voies ferrées de l'autre: à 20h00, "les attaques se poursuivaient dans différents secteurs du centre-ville de Bastia, avec une violence extrême", avait précisé la préfecture, selon qui des "émeutiers" auraient tiré "à de nombreuses reprises à la carabine à plomb" sur des membres des forces de l'ordre.

Ces heurts ont duré jusqu'à 22h30, selon le dernier communiqué de la Préfecture, qui avait appelé "la population du centre-ville de Bastia à éviter de sortir de chez elle".

Chez les manifestants, tous ne cautionnaient pas ces violences: "La manifestation c'était bien, tranquille, (...) il ne faut pas retenir que les débordements", a insisté Dominique Mannucci, 50 ans, auprès de l'AFP.

De fait, l'appel officiel à la manifestation était sobre, demandant "la vérité et la justice pour Yvan, la liberté pour les patriotes et la reconnaissance du peuple corse".

Pour Gilles Simeoni, président autonomiste du conseil exécutif de Corse et ancien avocat d'Yvan Colonna, "il faut aller aujourd'hui au-delà des slogans".

"La colère et l'indignation s'expriment", a-t-il concédé auprès de l'AFP, pendant la marche: "Mais ce qui compte, c'est que le peuple corse tout entier est mobilisé contre l'injustice, l'exigence de vérité et au-delà pour une véritable solution politique" entre l'Etat et la Corse.

Pour Marité Costa, 58 ans, cette colère s'explique: "On dit +les jeunes, c'est des casseurs+, mais c'est pas des casseurs, ils se battent pour un idéal. C'est grâce à eux que ça a bougé".

La quinquagénaire fait référence à la décision du Premier ministre Jean Castex de lever le statut de "détenu particulièrement signalé" (DPS) de Pierre Alessandri et Alain Ferrandi, deux autres membres du "commando Erignac" encore détenus sur le continent. Statut qui bloquait le rapprochement des trois hommes dans une prison corse.

"C'est trop tard! Les Corses ne sont pas dupes. On se fout de notre gueule", a estimé Antoine Negretti, 29 ans. "S'il y a des violences, ça sera la responsabilité de l'Etat. En sept ans, rien n'a avancé, et en sept jours de violences, les choses ont bougé. La violence est nécessaire".

"Ce n'est qu'un petit pas, on souhaite plus d'avancées, de dialogue, la reconnaissance de notre peuple", a insisté Lelia Beretti, 27 ans.

La découverte juste avant la manifestation d'un stock d'environ 300 cocktails molotov avait déjà indiqué l'ambiance, malgré de nombreux appels au calme ces dernières 48 heures.

"Si l'émotion est légitime, elle ne peut et ne doit conduire à la violence", avaient ainsi estimé quelque 60 maires et élus de Haute-Corse dans une motion. AFP 13 mars 2022

LVOG - Contre la violence soi-disant légitime de l'Etat, il arrive un moment où seule la violence est légitime pour faire valoir nos droits, sinon on se résigne au sort que nous impose l'Etat.

Massacre au Yémen. Dans l'indifférence générale ou deux poids deux mesures.

A mettre au compte des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Arabie saoudite allié d'Israël.

- Selon un rapport de l'ONU publié en novembre 2021, depuis 2014 la guerre au Yémen a fait près de 380 000 morts, dont une grande majorité en raison des conséquences indirectes des combats, comme le manque d'eau potable, la faim et les maladies, plus de 10 200 enfants ont été tués ou blessés, plus de 2500 écoles ont été détruites.

Vidéo :

- Cliquez ici

LVOG - Les Etats à l'origine de ce massacre de masse n'ont fait l'objet d'aucune condamnation internationale, aucune censure, aucun boycott, aucun blocus économique, aucune exclusion d'institutions internationales, en toute impunité.

La guerre en Ukraine en cache une autre : des enfants en sont victimes au Yémen - lemediaen442.fr 15 mars 2022

L'Arabie saoudite, client et ami de la Macronie

L'Arabie saoudite a exécuté 81 hommes au cours des dernières 24 heures, dont sept Yéménites et un Syrien, accusés notamment d' »allégeance à des organisations terroristes étrangères » et de « croyances déviantes », a déclaré l'agence de presse d'État Saudi Press Agency. Ce nombre d'exécutions éclipse les 67 exécutions dans le royaume en 2021 et les 27 en 2020.

Macron vend des d'armes… si elles ne font pas de mal aux civils

Malgré le Traité qu'elle a signé, la France a livré pour 1,379 milliard d'euros de matériels de guerre à l'Arabie saoudite et pour plus de 287 millions d'euros aux Emirats arabes unis. Le 9 mai 2019, Emmanuel Macron a dit « assumer » la vente d'armes françaises à l'Arabie saoudite, assurant avoir la « garantie » qu'elles « n'étaient pas utilisées contre des civils » au Yémen.

Un enfant de moins de 5 ans meurt toutes les 9 minutes au Yémen

Les 13 000 Ukrainiens russophones tués depuis 2014 par l'armée de Kiev, vous n'en avez pas entendu parler. Alors, bien entendu, les 47 enfants tués ou mutilés en janvier et février dans la guerre au Yémen, non plus. Pourtant le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) l'a publié, mais les médias n'ont rien relayé et les gouvernements encore moins. Depuis le début du conflit plus de 10 200 enfants ont été tués ou blessés, plus de 2500 écoles ont été détruites, occupées pour des besoins militaires ou utilisées comme refuge pour les déplacés. Selon un rapport de l'ONU publié en novembre 2021, la guerre a fait près de 380 000 morts, dont une grande majorité en raison des conséquences indirectes des combats, comme le manque d'eau potable, la faim et les maladies. La guerre au Yémen oppose depuis 2014 les Houthis, soutenus par l'Iran, aux forces gouvernementales, appuyées depuis 2015 par une coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite et à laquelle participent les Emirats arabes unis. Près de 80% des 30 millions d'habitants dépendent de l'aide humanitaire.

Une guerre au Yémen ?

Sur un site du service public on trouve au premier plan « Guerre en Ukraine : comment aider les Ukrainiens depuis la France ? » En cherchant le mot Yémen sur le même site, on ne trouve que « Informations complémentaires : L'ambassade de France au Yémen est fermée ». Le site du ministère des Affaires étrangèreshttps://lannuaire.service-public.fr/ambassades/ambassade-ou-mission-diplomatique_172375 mentionne « Risque élevé d'assassinat et d'enlèvement ». Passer ses vacances au Yémen est donc fortement déconseillé.

Comment se porte la population ?

La population ? le ministère des Affaires étrangères y reste totalement étranger. Quelle différence avec la population ukrainienne — non russophone — qui doit obligatoirement être soutenue contre les descendants des communistes soviétiques ! Une fois de plus le deux poids, deux mesures, que ce soit par l'appel à l'émotion ou par le silence la communication institutionnelle est totalement manipulée.

À se fier aux ministères français, au Yémen, ce n'est pas un problème humanitaire, mais politique : « La France condamne fermement les tirs de missiles revendiqués par les Houthis contre le territoire émirien et le territoire saoudien les 23 et 24 janvier, qui interviennent après les attaques houthies du 17 janvier dernier sur Abou Dabi. La France réitère son soutien aux Émirats arabes unis et à l'Arabie saoudite et son attachement à leur sécurité et à la stabilité régionale. » La France prend donc partie dans la guerre au Yémen. En l'occurrence, quelle coïncidence ! il s'agit des clients de son industrie d'armement. lemediaen442.fr 15 mars 2022

L'inde est une décharge à ciel ouvert, bientôt ce sera le tour de la France entière régie par un régime de terreur et de délation !

Tri des déchets: le compost va devenir obligatoire en 2024 - francesoir.fr 15 mars 2022

Le tri des déchets organiques en France deviendra obligatoire pour les professionnels, les collectivités locales, les industriels et les particuliers à partir du 31 décembre 2023, par le biais de la loi anti-gaspillage 2020. Il faudra donc posséder une solution pour trier les épluchures de fruits et légumes et les restes des repas. « Le compostage est un levier majeur pour réduire à la source nos déchets », explique l'association Zero Waste France.

S'il est impossible de posséder votre propre composteur, vous pourrez vous tourner vers les composteurs collectifs ou partagés, qui sont déjà installés dans certaines zones. Actuellement, quatre millions de Français utilisent le système du compostage chez eux. francesoir.fr 15 mars 2022

LVOG - Tu n'as déjà pas de fric pour bouffer à ta faim, régler tes factures ou vivre décemment, on s'en contrefout, tu te démerderas pour trouver et acheter un composteur... ou faire un détour pour aller balancer discrètement tes ordures ici ou là. Vous aurez compris que dans ces conditions chacun sera amené à : soit continuer de foutre ses ordures dans la poubelle comme d'habitude sans les trier, soit à s'en débarrasser n'importe où à la première occasion.

TOTALITARISME ET RÉGRESSION DANS TOUS LES DOMAINES

Le capitalisme est nuisible à toutes les espèces et à notre planète

Les néonicotinoïdes seront à nouveau autorisés en 2022 - francesoir.fr 15 mars 2022

Publié le 1er février 2022 au Journal Officiel, un arrêté autorise les néonicotinoïdes sur les semences de betteraves sucrières en 2022. Ces produits sont pourtant interdits depuis 2018.

Surnommés les tueurs d'abeilles, ils sont pointés du doigt pour leurs effets nocifs sur la biodiversité. Malgré tout, les producteurs ont obtenu une nouvelle dérogation d'une durée de 120 jours pour protéger leurs récoltes de la jaunisse.

Une toxicité pourtant avérée

Utilisés dans l'agriculture pour la protection des plantes contre les insectes parasites, les néonicotinoïdes sont des neurotoxiques. Ils affectent principalement le système nerveux central des insectes. Ils sont donc extrêmement efficaces pour lutter contre la prolifération des pucerons sur les cultures. Ces insecticides sont pourtant particulièrement néfastes pour les pollinisateurs et interdits en Europe depuis 2018.

Une étude menée par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) a démontré qu'une faible quantité de ces produits pouvaient décimer une colonie entière d'abeilles.

LVOG - La même méthode mafieuse à l'oeuvre qu'avec le covid-19 et l'obligation vaccinale sans justification scientifique.

2020 est une année catastrophique en termes de rendement pour les producteurs de betteraves avec des pertes allant jusqu'à 30 %. Et les récoltes sont à leur plus faible niveau depuis 30 ans.

En 2021, pour soutenir la filière, l'État approuve un projet de loi permettant la réintroduction des néonicotinoïdes jusqu'en 2023. Et des dérogations temporaires sont accordées aux betteraviers pour faire face aux pertes importantes.

En novembre 2021, une campagne de prélèvements menée par l'Institut technique de la betterave (ITB) a démontré que le risque de contamination était négligeable pour l'année 2022. Seuls sept prélèvements sur 267 parcelles se sont révélés positifs.

L'argumentaire du gouvernement, représenté par la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili et le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie, repose aussi sur des prévisions et des simulations météorologiques saisonnières.

Dans un communiqué du 25 février, les juges administratifs ont indiqué que « le risque d'une infestation massive de pucerons porteurs de maladies est réel et sérieux. »

Jacques Caplat, agronome et secrétaire général d'Agir pour l'environnement ne peut que dénoncer cette décision. Il indique « le gouvernement nous noie sous des documents de référence pour faire croire que leurs décisions sont basées sur des données scientifiques. » francesoir.fr 15 mars 2022

Ils vous massacreront à petit feu...

Une quatrième dose de vaccin annoncée sans aucune étude achevée - francesoir.fr 15 mars 2022

« Je ne comprends pas trop, la France va commencer à administrer une 4è dose de vaccin aux plus de 80 ans alors que, je cite, les études sur la 4è dose de rappel et sur l'injection spécifique à l'omicron sont toujours en cours », s'interroge Christine Cotton, biostatisticienne et auteur d'un rapport d'expertise méthodologique dans lequel elle a dénoncé les nombreux biais et les informations toujours manquantes.

« Pfizer soumettra bientôt aux régulateurs américains des données sur une quatrième dose de son vaccin Covid-19 », a déclaré le président-directeur général Albert Bourla.

« Les résultats semblent encourageants », a déclaré M. Bourla lors d'une interview accordée à l'émission "Balance of Power With David Westin" de Bloomberg Television, précisant que Pfizer doit encore recueillir davantage d'informations.

L'émergence de nouveaux variants, de sous-variants et l'augmentation du nombre de cas dans de très nombreux pays qui ont fortement vacciné soulèvent de plus en plus de questionnements concernant l'usage et l'efficacité des vaccins, tandis que de nombreux scientifiques dénoncent des rappels vaccinaux élaborés à partir d'une protéine Spike obsolète (car issue de la souche sauvage de Wuhan disparue depuis bientôt deux ans) qui pourrait agir de manière inverse à ce qui est attendu. En effet, les personnes infectées par ces nouveaux variants développeraient potentiellement des formes plus sévères ou létales de la maladie, notamment depuis que les épitopes facilitants ont été mis en évidence. francesoir.fr 15 mars 2022

Ils vous mentent et vous empoisonnent délibérément, les preuves.

LVOG - Il faudrait ajouter : En toute impunité et ils s'en vantent...

"N'achetez pas" : ce produit dans le collimateur de 60 millions de consommateurs - Yahoo 16 mars 2022

Rappel de produit : ce fromage râpé ne doit plus être consommé - Yahoo 16 mars 2022

Si vous avez ces glaces dans votre congélateur, jetez-les, elles sont dangereuses - Yahoo 16 mars 2022

Nestlé est la multinationale de la malbouffe, Drahi celle de l'information

LVOG - Il y en a encore pour caractériser le régime dictatorial de Macron de démocratie, passons.

Idriss Aberkane : Altice, la grande menace sur la démocratie française - lemediaen442.fr 14 mars 2022

Nestlé a été condamnée 94 fois depuis 2000. Ses marques écrans sont partout : S. Pellegrino, Vittel, Perrier, Contrex, KitKat (présentes dans les manifestations sportives, etc.). Une autre multinationale voyou, Altice, qui appartient à Patrick Drahi (58 % des parts), domine l'information. Ses sociétés SFR et Numéricable sont parmi les entreprises les plus redressées par le ministère des Finances. Les médias d'Altice concernent un bien intellectuel, mais tout aussi polluant pour l'esprit que la malbouffe pour le corps. Dans les deux cas, un bien public est fourni par l'État puis vendu par le privé avec une énorme marge. De la même façon que l'eau du robinet est vendue en bouteilles avec une marge de plus de mille fois son coût, l'information — un bien public — est transformée et réduite par les marques écrans de Altice (L'Express, Libération, BFMTV, RMC, SFR, Numéricable).

Les banques vous disent quoi penser

SFR et Numéricable financent les médias, qui perdent de l'argent, mais l'objectif, lui, est rentable : influencer les élections. Altice est une multinationale surendettée. Créée en 2001 elle a accumulé 50 milliards d'euros de dette avec 3 milliards par an d'intérêts à rembourser. Sa capitalisation boursière n'est que de 7 milliards à la bourse des Pays-Bas. Sur le plan comptable elle dépend des banques qui l'utilisent dans leur lutte contre la démocratie.

Les banques vous disent qui élire

Sans le groupe Altice et sans le groupe LVMH qui, lui, détient Le Parisien et Les Échos — il est le plus gros annonceur de France, ce qui lui permet de faire pression sur n'importe quel journal —, la Macronie n'existe pas. Bernard Mourad, un temps patron du pôle presse d'Altice, a rejoint l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron à un moment où le futur président n'avait le soutien d'aucun parti établi et d'aucune base militante. Le rachat de Libération par Altice a fini par faire taire Arnaud Montebourg qui, en 2014, n'avait pas de mots assez durs contre Drahi avec ses cascades de sociétés écrans, ses holdings d'optimisation fiscale entre le Luxembourg, Guernesey et les Pays-Bas, sa large présence dans les Panama Papers (dont aucun des médias qu'il détient n'a parlé, sinon pour le soutenir).

Qui est Patrick Drahi ?

Résident suisse et propriétaire d'une holding à Guernesey, Drahi possède les nationalités marocaine, portugaise et israélienne, mais a renoncé à la nationalité française. Tyrannique avec ses journalistes (« Dans mon groupe, c'est moi qui pose les questions, pas mes salariés »), mauvais payeur, tel est son mode de gestion des entreprises qu'il achète grâce à l'endettement. Toutes les sociétés de Patrick Drahi devraient être mises en redressement judiciaire. Les banques, qui les maintiennent artificiellement en vie, en sont les véritables propriétaires qui s'en servent pour diriger la vie politique. L'absence de pluralisme de l'information empêche toute liberté de penser et de débattre. Comme Nestlé détient un monopole de la malbouffe, Altice et ses médias détiennent le monopole de la vérité. Que faire ? lemediaen442.fr 14 mars 2022

LVOG - Après avoir affirmé en préambule qu'on serait en démocratie, il est logique que cette question demeure sans réponse, et il en ira toujours ainsi pour tous ceux qui ne veulent pas adopter le socialisme, la seule alternative au capitalisme.

DOSSIER UKRAINE

Quelques articles

Identité numérique obligatoire en Ukraine, avec vaccination obligatoire, pour recevoir une « compensation de guerre »

- Cliquez ici

Cartes des installations militaires des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine - (politikus.ru) reseauinternational.net 16 mars 2022

- Cliquez ici

Ce que personne ne vous a dit sur l'Ukraine et les journalistes

- Cliquez ici

Un journaliste adepte d'Adolf Eichmann appelle à la solution finale à la télévision ukrainienne.

Sur une chaîne ukrainienne, un journaliste appelle à « l'extermination des enfants russes » en citant Adolf Eichmann - lemediaen442.fr 16 mars 2022

Le journaliste Fakhrudin Sharafmal, présentateur de télévision de Channel 24, Ukraine, a déclaré le 12 mars 2022 qu'il était prêt à tuer personnellement tous les Russes. Non seulement les envahisseurs qui sont venus en terre ukrainienne, mais aussi tous les autres, ainsi que leurs enfants. Il se fonde sur une citation du criminel de guerre nazi Adolf Eichmann.

« J'aimerais citer Adolf Eichmann : "Pour détruire une nation, il faut d'abord tuer ses enfants. Parce que tuer leurs parents, leurs enfants grandiront et voudront peut être se venger. Mais en tuant les enfants, ils ne grandiront jamais et la nation périra." » « Nous devons gagner. Et si cela signifie tuer toutes vos familles, je serai l'un des premiers à le faire. Gloire à la nation ! Nous espérons qu'une nation comme la Russie et les Russes ne resteront plus jamais sur cette terre. Parce qu'ils sont des parias qui infestent cette terre. Si les Ukrainiens ont la possibilité

de trancher, tuer, d'étrangler les Moscovites (les Russes), j'espère que tout le monde y contribuera et tuera au moins un Russe. » lemediaen442.fr 16 mars 2022

- Cliquez ici

Evo Morales contre l'Otan - Réseau Voltaire 14 mars 2022

L'ancien président de l'État plurinational de Bolivie, Evo Morales, a dénoncé les pressions exercées par les États-Unis sur les chefs d'État latino-américains. Washington les pousse à prendre position contre Moscou.

Evo Morales a lancé un mouvement international contre l'Otan. Il a déjà rassemblé de nombreux syndicats en dénonçant les dangers que l'Alliance atlantique fait peser sur la paix mondiale. Réseau Voltaire 14 mars 2022

Le point de vue des autorités russes.

"La Russie n'a pas l'intention d'occuper l'Ukraine" Alexeï Mechkov, ambassadeur de Russie en France - francesoir.fr 15 mars 2022

La conférence de presse en intégralité, avec les questions de la presse

- Cliquez ici

Ukraine: isolée diplomatiquement, la Russie décide de claquer la porte du Conseil de l'Europe - BFMTV 16 mars 2022

La Russie a annoncé mardi qu'elle quittait le Conseil de l'Europe, garant de l'Etat de droit sur le continent mais que Moscou juge instrumentalisé par l'Otan et l'Union européenne, au 20e jour de l'invasion de l'Ukraine par les forces russes.

"Ceux qui nous forcent à prendre cette mesure porteront toute la responsabilité de la destruction de l'espace humanitaire et juridique commun sur le continent et des conséquences pour le Conseil de l'Europe lui-même, qui, sans la Russie, perdra son statut paneuropéen", a prévenu le ministère russe des Affaires étrangères.

Dans son communiqué, la diplomatie russe accuse les institutions du Conseil de l'Europe, y compris la CEDH, d'avoir été "systématiquement utilisées pour exercer des pressions sur la Russie et s'ingérer dans ses affaires intérieures". BFMTV 16 mars 2022

La Russie va sanctionner le président Biden, Hillary Clinton, William Burns, Hunter Biden… - lemediaen442.fr 16 mars 2022

Le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé des sanctions personnelles contre le président américain Biden, ainsi que d'autres personnalités américaines. Le ministère a souligné qu'une telle décision est une contre-réaction au cours russophobe de la politique américaine actuelle, qui tente désespérément de maintenir l'hégémonie états-unienne.

« En réponse à une série de sanctions sans précédent interdisant, entre autres, l'entrée aux États-Unis de hauts responsables de la Fédération de Russie, depuis le 15 mars, le président Joe Biden, sur la base de la réciprocité, a été inscrit sur la liste d'interdictions russe, ainsi qu'un certain nombre de chefs de département et de personnalités américaines bien connues. »

Le ministère a souligné que cette décision est une contre-réaction à la russophobie du gouvernement américain actuel, qui tente désespérément de maintenir l'hégémonie américaine. « Dans un avenir proche, de nouvelles annonces suivront pour élargir la liste des sanctions en incluant de hauts responsables américains, des militaires, des législateurs, des hommes d'affaires, des experts et des journalistes qui sont russophobes ou qui contribuent à inciter à la haine envers la Russie et à l'introduction de mesures restrictives. »

Liste des personnalités visées par les sanctions russes :

Joseph Biden
Anthony Blinken – secrétaire d'État
Lloyd Austin – secrétaire à la Défense
Mark Milley – président des chefs d'état-major interarmées
Jacob Sullivan – assistant du président des États-Unis pour la Sécurité nationale
William Burns – directeur de la CIA
Jennifer Psaki – attachée de presse de la Maison-Blanche
Duleep Singh – assistant adjoint du président des États-Unis pour la Sécurité nationale
Samantha Power – directrice de l'Agence pour le développement international
Hunter Biden – fils du président des États-Unis
Hillary Clinton – ancienne candidate à la présidentielle américaine
Adewail Adeyemo – premier vice-ministre des Finances
Reta Jo Lewis – présidente du conseil d'administration de l'Export-Import Bank. lemediaen442.fr 16 mars 2022

Vue de la Chine.

La Chine et la Russie mettent en place un nouveau système financier mondial - Réseau Voltaire 16 mars 2022

La Communauté économique eurasiatique (Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan + Arménie pour certaines dispositions) et la Chine créeront un nouveau système économique et financier mondial dont ils fixeront les bases à la fin du mois de mars 2022.

Ce nouveau système devrait disposer d'une monnaie de référence dont le cours serait établi à partir d'un panier de monnaies des États membres fondateurs (donc dominé par le yuan chinois).

Il a été conçu par Sergey Glazyev (photo) et a pour objet de se substituer au système de Bretton Woods, après l'exclusion de la Russie à titre de « sanction » pour son opération contre les bandéristes [1] ukrainiens.

L'existence de deux systèmes économiques et financiers concurrents devrait marquer un coup d'arrêt à la globalisation et diviser le monde en deux. Réseau Voltaire 16 mars 2022

Note :

[1] « Israël abasourdi par les néo-nazis ukrainiens », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 8 mars 2022.

Les exportations chinoises vers la Russie explosent - chine-magazine.com 15 mars 2022

Sur les deux premiers mois de 2022, les ventes de la Chine vers son voisin russe ont bondi de 41,5% sur un an, sans que le détail des produits concernés ait été précisé. La Chine est le premier partenaire commercial de Moscou depuis 12 ans, selon le ministère chinois du Commerce.

La relation bilatérale est pourtant asymétrique, car la Russie n'est que le 18ème partenaire commercial de Pékin, d'après Jie Yu, spécialiste de la Chine à la Chatham House, un institut basé à Londres qui suit les relations internationales.

Cependant, la Russie est l'un des rares pays à dégager un excédent commercial avec la Chine. En 2021, la Chine a réalisé chez son voisin pour 79,3 milliards de dollars d'achats, soit 3% des importations chinoises, selon la banque ANZ. Ses ventes en Russie représentaient 67,6 milliards de dollars, soit 2% seulement du total des exportations chinoises.

Les hydrocarbures et des matières premières comme le bois et les métaux représentent l'essentiel des achats chinois. La Russie fournit à la Chine 16% de son pétrole, avec en moyenne 1,59 million de barils livrés chaque jour l'an dernier, selon ANZ.

Le gaz naturel russe représente 5% de la consommation chinoise, mais la Chine augmente progressivement ses volumes. En janvier 2022, Pékin et Moscou ont scellé un nouvel accord pour la fourniture de 10 milliards de m3 de gaz naturel à la Chine en provenance de l'Extrême-Orient russe. Les deux pays ont aussi plusieurs projets de gazoducs, dont le premier est entré en service en 2019.

De plus, la Russie est un « gros investisseur sur le marché obligataire chinois », selon ANZ, avec l'équivalent en yuans de quelque 140 milliards de dollars d'avoirs. À l'heure actuelle, « 17% des échanges entre la Chine et la Russie sont réglés en yuans », a affirmé l'analyste Julian Evans-Pritchard, du cabinet Capital Economics à l'agence de presse, Reuters. chine-magazine.com 15 mars 2022

La Chine pourrait s'intégrer un peu plus dans le capital des groupes énergétiques russes - chine-magazine.com 13 mars 2022

- Cliquez ici

La Chine met en place une loi contre les sanctions étrangères - chine-magazine.com 9 mars 2022

- Cliquez ici

Vue de l'Inde.

Malgré la guerre en Ukraine, l'Inde négocie avec Moscou l'achat de pétrole - Le Monde 17 mars 2022

Narendra Modi, qui refuse de condamner l'attaque russe contre l'Ukraine, ignore un peu plus les appels des Occidentaux à prendre ses distances avec Vladimir Poutine

L'information a été confirmée par deux ministres indiens. New Delhi est en discussion avec Moscou pour l'achat de pétrole brut à bon marché. L'Inde, qui s'était déjà distinguée de ses alliés occidentaux en refusant de condamner l'offensive de Vladimir Poutine en Ukraine et en s'abstenant au Conseil de sécurité des Nations unies lors d'une résolution condamnant l'opération, s'apprête peut-être à franchir un pas supplémentaire, alors que les Etats-Unis ont réitéré à plusieurs reprises leur souhait que le premier ministre, Narendra Modi, prenne ses distances avec la Russie.

Devant plusieurs médias, la ministre indienne des finances, Nirmala Sitharaman, avait affirmé, mercredi 9 mars, que la Russie a fait une «

offre ouverte » à l'Inde pour la vente de pétrole brut à un prix réduit, mais que de nombreux éléments devaient encore être discutés. Lire aussi Article réservé à nos abonnés Boycott du pétrole russe : les Européens sous pression des Américains

Son collègue, Hardeep Singh Puri, le ministre du pétrole et du gaz naturel, a précisé devant la Rajya Sabha, la Chambre haute du Parlement, lundi 14 mars, que le gouvernement explorait « toutes les options possibles » dans le monde pour acheter du carburant moins cher. Il s'est entretenu avec le vice-premier ministre russe, Alexander Novak. « Des discussions sont en cours. Il y a plusieurs points qui doivent être examinés, comme la quantité de pétrole disponible en Russie ou sur de nouveaux marchés ou avec de nouveaux fournisseurs qui pourraient arriver sur le marché. Il y a également des questions relatives à l'assurance, au fret et à une foule d'autres questions, y compris les modalités de paiement. » Le Monde 17 mars 2022

LVOG – On comprend pourquoi les Américains ont déjà essayé de virer Modi, il n'est pas aussi malléable qu'ils le croyaient, à ce compte-là ils vont se rabattre sur le Parti du Congrès de Raoul Gandhi hyper corrompu.

C'est aussi dans l'Etat le plus peuplé de l'Inde, l'Uttar Pradesh dirigé par le parti de Modi, le BJP, que l'ivermectine et un kit comportant un antibiotique, de la vitamine D et du Zinc avaient été massivement distribués à la population ce qui avait permis de mettre fin à l'épidémie de covid-19 en quelques semaines, il y a fort à penser que les Américains n'ont pas du tout apprécié. Qui plus est, il y a quelques mois le BJP a remporté l'élection législative en Uttar Pradesh, et avec ses alliés dans trois autres Etats ou territoires. Du coup, bien que Modi ne soit pas vraiment notre tasse de thé, quand des Indiens le conspuent, à raison dans certains cas, à tort dans d'autres, je suis obligé de leur signaler que leur condition aurait été pire encore avec Raoul Gandhi, puisque c'est la vérité.

On nous rétorquera qu'un gouvernement ouvrier et paysan serait mieux, évidemment, mais franchement on se demande ce qu'il viendrait foutre là, compte tenu que les masses indiennes en sont à des années-lumière. Eh les gars, il faut redescendre sur terre et arrêter de porter des jugements à la con ou de vous livrer à des analyses qui n'ont absolument rien à voir avec la situation ou la réalité. Cette remarque dite à la légère, en apparence, est cependant très importante, car c'est en tenant le même raisonnement opportuniste ou gauchiste, qu'il y en a aujourd'hui qui concentrent leurs attaques sur Poutine ou la Russie plutôt que s'en prendre à Macron, à l'OTAN et au gouvernement néonazi de Kiev qui sont responsables de ce qui se passe actuellement en Ukraine.

Confirmation. Sur la piste de la chauve-souris porteuse du Sars-CoV-2.

Le Pentagone a expérimenté des coronavirus de chauve-souris en Ukraine - Réseau Voltaire 10 mars 2022

Lors de son briefing du 10 mars 2022, le porte-parole du ministère russe de la Défense, le général Igor Konashenkov, a précisé que les documents des laboratoires biologiques militaires US en Ukraine attestent que le Pentagone menait des « travaux sur les agents pathogènes des oiseaux, des chauves-souris et des reptiles, avec une nouvelle transition vers l'étude de la possibilité de transporter la peste porcine africaine et l'anthrax ».

Selon lui : « Dans les biolaboratoires créés et financés en Ukraine, comme le montrent les documents, des expériences ont été menées avec des échantillons de coronavirus de chauve-souris ».

En 2018, le responsable de la lutte biologique, chimique et nucléaire au ministère russe de la Défense, le général Igor Kirillov, avait posé la question de la similitude entre l'agent de la peste porcine russe et ceux retrouvés au Centre Richard Lugar sous le nom Georgie-2007.

En 2021, le ministère chinois des Affaires étrangères demandait une enquête sur le rôle du laboratoire militaire US de Fort Detrick dans l'épidémie de Covid-19.

Le 14 janvier 2022, la journaliste bulgare, Dilyana Gaitandzhieva, publiait des documents du Pentagone et du Centre Richard Lugar attestant que le laboratoire militaire US de Fort Detrick menait des expériences dangereuses en Géorgie et en Ukraine sur les soldats de ces deux pays.

Le 7 mars 2022, le ministère russe de la Défense rendait publique la présence en Ukraine de laboratoires militaires US.

Le 8 mars, le ministère chinois des Affaires étrangères demandait au Pentagone de s'expliquer sur les 33 laboratoires biologiques qu'il entretient sous divers noms dans 30 pays.

Le 9 mars, le département d'État lui répondait par communiqué : « Les États-Unis ne possèdent ni n'exploitent de laboratoires chimiques ou biologiques en Ukraine, ils respectent pleinement leurs obligations en vertu de la Convention sur les armes chimiques et de la Convention sur les armes biologiques, et ils ne développent ni ne possèdent de telles armes nulle part ». Réseau Voltaire 10 mars 2022

En complément

La Chine capture le logiciel espion amiral de la NSA - Réseau Voltaire 15 mars 2022

La Chine est parvenue à capturer le logiciel NOPEN de la National Security Agency (NSA). Il s'agit du cheval de Troie le plus sophistiqué au monde. Il a permis aux États-Unis d'espionner durant les dix dernières années des cibles (gouvernements et grandes entreprises) dans 47 pays différents.

Ce logiciel invisible, lorsqu'il est implanté sur des systèmes Unix/Linux, peut être piloté à distance et pénétrer tous les ordinateurs d'un même groupe. Il est capable de voler des ficher, d'en détruire et même d'en modifier sans laisser de traces. Réseau Voltaire 15 mars 2022

Les GAFAM néonazis assumés. Normal, non ?

Amazon propose des articles estampillés aux couleurs de combattants néonazis ukrainiens - RT 14 mars 2022

Amazon a mis en vente sur son site différents articles aux couleurs et logotypes du régiment Azov, une organisation ukrainienne paramilitaire d'obédience néonazie, placée depuis 2014 sous le commandement du ministère de l'Intérieur de l'Ukraine. Des produits estampillés de symboles néonazis vendus en toute légalité ? C'est ce que manifestement propose Amazon en proposant à l'achat différents objets – vêtements, tasses et broderies – estampillées aux couleurs du bataillon Azov, une organisation paramilitaire néonazie qui se trouve en Ukraine et participe au conflit face à la Russie comme le rapporte BFMTV.

Le logotype du régiment Azov est en effet une référence directe à celui de la 2e division SS Das Reich, qui avait brûlé le village d'Oradour-sur-Glane et massacré ses habitants à la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Contacté par BFMTV, Amazon n'a pas souhaité expliquer la commercialisation de ces produits. Nonobstant cela, l'entreprise s'inscrit dans les pas d'autres géants étasuniens tel que Facebook qui a autorisé ses utilisateurs à faire l'apologie de ce type d'organisation. RT 14 mars 2022

Comment les États-Unis, l'Ukraine et les Etats de l'Union européenne cautionnent le nazisme.

Combattre le nazisme: le double discours des Nations unies et de l'OTAN - francesoir.fr 14 mars 2022

Le 12 décembre 2021, les deux seuls pays qui ont voté contre la résolution de l'ONU visant à combattre le nazisme sont les États-Unis et l'Ukraine. Par ailleurs, tous les membres de l'OTAN, s'ils n'ont pas voté contre, se sont abstenus. Une prise de position étonnante, qui semblait déjà incohérente avec le discours anti-nazi tenu par les gouvernements occidentaux. Rétrospectivement, au vu du conflit russo-ukrainien qui a explosé fin février dernier, ces votes apparaissent encore plus... éloquents.

Combattre la glorification du nazisme, un objectif commun ?

L'Assemblée générale des Nations unies adoptait cette résolution à la majorité, visant à "combattre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée" : 130 votes pour, 2 contre, et 49 abstentions. Rien de particulièrement étonnant, tant que l'on ne se penche pas pour savoir qui a voté quoi.

Les États-Unis et l'Ukraine ont voté contre, et parmi les 49 abstentionnistes, l'on retrouve tous les membres de l'OTAN. Double discours ou manque de cohérence ? En tout cas une dissonance, surtout quand on sait que le qualificatif péjoratif de "nazi" était utilisé à l'envi par les gouvernants occidentaux, par exemple pour discréditer les manifestants anti-pass.

À la lumière des événements récents, après que la Russie a attaqué l'Ukraine en annonçant vouloir la "démilitariser" et "dénazifier", ces votes apparaissent sous un autre jour. D'autant qu'aujourd'hui, les pays qui soutiennent l'Ukraine dans ce conflit sont aussi les membres de l'OTAN, et que les États-Unis sont sous le feu des critiques à cause de la présence de nombreux laboratoires biologiques américains en Ukraine.

Décidément, l'idéologie nazie fait la une de l'actualité dans un sens comme dans l'autre depuis l'explosion du conflit. L'OTAN s'est fait prendre la main dans le sac en postant (malencontreusement ?) une photo d'une militaire arborant un symbole néonazi, Facebook et Instagram autorisent les appels à la violence contre les Russes, et enfin Amazon dévoile une série de produits dérivés aux couleurs de combattants néonazis. francesoir.fr 14 mars 2022

Quand le régime néonazi de Kiev soutenu et armé par l'OTAN cible et massacre la population civile

L'Ukraine fait un massacre de civils à Donetsk

- Cliquez ici

En tout, les forces ukrainiennes ont lancé 15 missiles tactiques Tochka U ce matin sur la région de Donetsk-Makeevka, 14 ont été détruits en vol par la défense antiaérienne mais malheureusement 1 à quand même libéré en explosant un de ces caissons à sous munitions antipersonnelles au-dessus du centre-ville.

Alors qu'une hystérie émotionnelle instrumentalisée par une russophobie délirante fait rage en Occident, ce massacre perpétré au coeur de Donetsk n'est qu'un nouvel épisode de ce que vit le Donbass depuis 8 ans, victime d'une guerre lancée contre sa population par un régime fantoche ukrainien aux ordres de l'OTAN. reseauinternational.net

---

Massacre ukrainien au cœur de Donetsk

- Cliquez ici

Ce matin l'Ukraine a lancé un missile sur le centre-ville de Donetsk, visant donc directement la population civile. Heureusement le système de défense Russe l'a intercepté mais les débris qui ont chuté en pleine ville ont fait 20 morts ; tous civils : Vieillards, femmes et enfants. Sans l'interception et la destruction en vol, tout aurait été dévasté sur un rayon de 500 mètres autour du point d'impact.

Cette frappe a été ordonnée par le commandement ukrainien « en réponse » à la destruction hier par les forces russes de la base d'entrainement des mercenaires étrangers, et on note la différence : Les ukrainiens bombardent le centre-ville, la Russie bombarde les bases militaires.

L'armée ukrainienne bombarde Donetsk dans l'est de l'Ukraine : 20 civils sont morts, dont un enfant - lemediaen442.fr 14 mars 2022

Les soldats ukrainiens ont bombardé l'est de l'Ukraine, côté russophone, tuant plusieurs civils. Le 14 mars, vers 11 h 30, un missile tactique Tochka-U a frappé un quartier résidentiel de Donetsk depuis un territoire contrôlé par le régime nationaliste de Kiev. Les victimes jonchent les rues, les maisons ou leurs véhicules dans lesquels elles ont été piégées au moment de l'explosion. Elles n'avaient aucune chance de s'en sortir. Les tirs proviennent du nord-ouest, de la localité de Krasnoarmeysk contrôlée par des unités nationalistes ukrainiennes.

Le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konashenkov, déclare : « Vingt civils sont morts, vingt-huit autres personnes, dont des enfants, ont été grièvement blessées et hospitalisées. » « Le lancement du missile tactique Tochka-U avec un obus à fragmentation prouve que la frappe effectuée par les nationalistes visait à tuer autant de civils que possible. »

Décès de civils suite à une attaque de l'armée ukrainienne à Donetsk.

Le journaliste italien Giorgio Bianchi raconte sur sa page Facebook que cela s'est passé pas loin de son immeuble. « Un missile Tochka-U tiré du côté ukrainien s'est écrasé dans la cour de mon immeuble à Donetsk. Presque toutes les fenêtres de l'immeuble ont sauté. Heureusement j'étais sorti pour un reportage,0 donc je suis indemne et je me débrouille bien. On parle d'une vingtaine de morts parmi les civils. Je tiens à souligner que la zone est à des kilomètres de toute cible militaire. Ce n'est pas la guerre, c'est du terrorisme. »

L'armée ukrainienne n'a pas hésité à employer des armes lourdes. Ici ce sont des missiles Tochka-U qui se sont abattus sur la population civile. Pour quelle raison utiliser une telle arme en pleine ville résidentielle ? Pour Igor Konashenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense, « L'utilisation de telles armes dans une ville où il n'y a pas de position de tir des forces armées russes est un crime de guerre. »

Explosion à Donetsk d'un missile balistique tactique « Tochka-U » à courte portée d'une masse de 2 tonnes

Sur Telegram, le journaliste de Russia Today Murad Gazdiev souligne que « La dernière attaque de ce type, avec autant de victimes civiles, a eu lieu en février 2015, lorsque les troupes ukrainiennes ont bombardé le centre-ville de Donetsk. » lemediaen442.fr 14 mars 2022

Ukraine : après les combats dans le Donbass, des civils parlent - lemediaen442.fr 15 mars 2022

13 mars 2022, l'hôpital de Volnovakha est détruit après avoir été pillé. Il avait été occupé par les soldats de l'armée ukrainienne qui s'en sont servi pour tirer sur les civils, loin de toute base militaire. Les malades et les habitants ont dû vivre dix jours dans les sous-sols. Ils n'ont toujours pas d'eau et d'électricité. Les réfugiés qui ont emprunté le couloir humanitaire n'ont pas donné de nouvelles depuis. Depuis 2014, des nazis tuent des civil, sans que justice soit rendue. Les habitants espèrent donc pouvoir vivre sans devoir craindre le régime de Zelenski.

Vidéo - Volnovakha en ruines après les combats entre la RPD et l'armée ukrainienne - 13 mars 2022

- Cliquez ici

Quand l'OTAN recrute des néonazis à travers le monde pour mener sa guerre contre la Russie.

Arrivée massive de mercenaires en Ukraine Réseau Voltaire 14 mars 2022

Des volontaires canadiens, en tenue de combat, se sont regroupés à l'aéroport de Varsovie en attendant leur transfert en Ukraine.

Le gouvernement russe a déjà annoncé que les combattants étrangers volontaires en Ukraine seraient considérés comme des mercenaires et seraient passibles de poursuites pénales.

Le gouvernement ukrainien a déjà annoncé avoir reçu plus de 66 000 propositions de volontaires du monde entier et en avoir déjà incorporé le tiers.

Le gouvernement du Sénégal est le seul au monde à avoir protesté contre le recrutement de mercenaires sur son territoire. Il a réprimandé l'ambassadeur d'Ukraine pour avoir posté sur internet des appels visant à recruter des jihadistes. Réseau Voltaire 14 mars 2022

Ukraine : l'armée russe annonce avoir tué «des mercenaires étrangers» - RT 13 mars 2022

Ce 13 mars, l'armée russe a annoncé avoir tué des «mercenaires étrangers» lors d'une frappe dans «la localité de Staritchi et le polygone militaire de Yavoriv» dans l'ouest de l'Ukraine, près de la frontière polonaise.

«En conséquence de cette frappe, jusqu'à 180 mercenaires étrangers et une importante quantité d'armes étrangères ont été éliminés», a affirmé lors d'un briefing le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov.

«Sur les sites mentionnés, le régime de Kiev a déployé un point d'entraînement des mercenaires étrangers avant de [les] envoyer dans des zones de combat pour lutter contre les militaires russes, ainsi qu'une base de dépôt d'armes et de matériel militaire provenant de pays étrangers», a-t-il poursuivi.

«L'élimination de mercenaires étrangers arrivant en Ukraine va se poursuivre», a-t-il ajouté. RT 13 mars 2022

Dévastation de la base militaire de Yavorov Réseau Voltaire 15 mars 2022

Le 13 mars 2022, l'armée russe a dévasté le camp ukrainien de Yavorov (photo). Il s'agit du plus grand camp d'entraînement militaire en Europe. Il a été construit par les Soviétiques pour simuler le déploiement en formation de combat et l'attaque d'une division de chars, puis légué à l'Ukraine. Il était utilisé depuis huit ans par l'Otan pour former les soldats de la Défense territoriale ukrainienne, c'est-à-dire les bandéristes (ou « néo-nazis » selon la terminologie russe).

Depuis le début du conflit, il était devenu la plaque tournante d'approvisionnement en hommes et en matériel de l'armée ukrainienne. Une gigantesque livraison venait d'avoir lieu, depuis la Pologne et la Roumanie, le 12 mars.

Selon l'armée russe, au moins 180 mercenaires étrangers ont été tués, ce que le gouvernement ukrainien dément sans convaincre.

Cette affaire atteste que :

- Contrairement à ce que prétendait l'Otan jusqu'à présent, des soldats de l'Otan étaient bien présents en Ukraine depuis huit ans. Quantité de photographies viennent d'être publiées sur internet à ce sujet.

- Les armes détruites valaient probablement plusieurs centaines de millions de dollars. Elles étaient offertes par l'Union européenne et les États-Unis. Réseau Voltaire 15 mars 2022

Quand FMI et l'OTAN ne sont que les deux lames d'une même épée dans leur guerre contre la Russie depuis 2014...

Le lien entre le FMI et la crise ukrainienne - reseauinternational.net 13 mars 2022

L'auteur de ce texte intéressant explique de façon très claire et précise que le FMI et l'OTAN ne sont que les deux lames d'une même épée, et que le Fond Monétaire International joue sur la scène géopolitique un rôle tout aussi crucial que l'OTAN.

Les préoccupations sécuritaires de la Russie, découlant de l'intention de l'Ukraine d'intégrer l'OTAN, ont été largement débattues dans les médias. Mais le lien du Fond monétaire international (FMI) avec l'Ukraine, qui est une question parallèle, n'a guère retenu l'attention. Le FMI, comme on le sait, « ouvre » les économies du monde entier à la pénétration du capital des puissances occidentales en rendant ces économies favorables aux investisseurs (investor-friendly) par l'adoption d'une série de mesures austères anti-populaires. Cette « ouverture » implique généralement l'appropriation des ressources naturelles des pays et de leurs terres par ce capital occidental. Le mécanisme que le FMI utilise généralement à cette fin consiste à imposer des « conditionnalités » aux pays qui ont besoin de soutenir leur balance des paiements en échange de prêts.

Toutefois, outre ce rôle général joué par le FMI, il arrive qu'il joue un rôle spécifique, à savoir celui de soutenir les objectifs de guerre froide du gouvernement américain. Et dans le cas de l'Ukraine, il a joué ce rôle spécifique presque dès le début, en dehors de son rôle général d'ouverture de l'économie ukrainienne aux capitaux occidentaux.

Avant 2014, alors que Viktor Ianoukovitch était le président de l'Ukraine, son pays avait entamé des négociations avec le FMI dans le cadre de son intégration commerciale à l'Union européenne. Le FMI avait demandé à l'Ukraine d'entreprendre un certain nombre de « réformes » : réduire les salaires, « réformer » et « réduire » les secteurs de la santé et de l'éducation, qui étaient en Ukraine de grands secteurs générateurs d'emplois, et réduire la subvention sur le gaz naturel qui était fournie par l'État à tous les citoyens ukrainiens et leur assurait une énergie à un prix abordable1. Réticent à mettre en œuvre ces « réformes » qui auraient imposé un lourd fardeau à la population, le président Ianoukovitch a mis fin aux négociations avec le FMI et en a entamée d'autres avec la Russie.

Ce fut son « crime » impardonnable. Rompre les négociations avec le FMI revenait à échapper à l'hégémonie non seulement du capital international qui entendait imposer un régime néolibéral, mais aussi des puissances impérialistes occidentales, en particulier les États-Unis, et donc l'OTAN. En d'autres termes, l'OTAN et le FMI n'étaient pas considérés comme des organisations distinctes, chacune travaillant dans sa propre sphère d'activité, avec son propre objectif, mais comme des organisations ayant des objectifs similaires et se chevauchant. Les États-Unis, irrités par la témérité de M. Ianoukovitch qui se tournait vers la Russie plutôt que vers le FMI, décidèrent de limiter les « dégâts » : le président ukrainien fut renversé par un coup d'État parrainé par les États-Unis, mené avec l'aide des éléments ukrainiens nazis qui se retrouvèrent à l'avant-garde des manifestations anti-Ianoukovitch précédent le coup d'État. Ces éléments ont depuis été officiellement incorporés dans l'armée ukrainienne avec l'inclusion dans celle-ci du bataillon Azov, une unité militaire d'infanterie d'extrême droite,

entièrement composée de volontaires, qui faisait auparavant partie de la réserve militaire de la Garde nationale ukrainienne.

Le gouvernement arrivé au pouvoir après le coup d'État de 2014 reprit les négociations avec l'Union européenne, en échange de quoi il obtint un engagement de prêt de 27 milliards de dollars de la part du FMI après avoir montré ses « bonnes intentions » en réduisant de moitié la subvention sur le gaz accordée aux citoyens. Ce prêt présentait plusieurs caractéristiques notables : premièrement, il était énorme, beaucoup plus important (en fait plus de six fois) que ce que le FMI accorderait normalement dans une situation comparable ; deuxièmement, il a été accordé à un pays en pleine guerre civile (comme l'Ukraine l'était alors), ce qui va à l'encontre des pratiques habituelles du FMI ; et, troisièmement, on savait dès le départ que le prêt ne pourrait pas être remboursé, de sorte que le seul moyen par lequel on chercherait à le rembourser serait la prise de contrôle par le capital occidental des terres et de leurs ressources naturelles (dont la plus importante est le gaz naturel).

Les opérations du FMI en Ukraine en 2014 font donc ressortir non seulement l'aspect typique de sa politique, qui consiste à ouvrir l'économie au capital occidental, mais aussi un aspect supplémentaire, à savoir une aide aux objectifs de la guerre froide américaine. L'objectif consistant à ouvrir les marchés, la terre et les ressources naturelles de l'Ukraine au capital occidental aurait pu être atteint en 2014 même avec un prêt beaucoup plus petit du FMI. Mais la taille extraordinaire du prêt qui fut alors accordé souligne le lien entre l'administration américaine (qui veut intégrer l'Ukraine dans son orbite), les oligarques ukrainiens (qui veulent sortir leur richesse du pays en dollars ou en euros), le gouvernement post-coup d'État (qui doit organiser tous ces transferts) et le FMI (qui doit payer la facture).

Aujourd'hui, à la suite de l'invasion par la Russie, l'Ukraine a de nouveau demandé l'aide du FMI, et l'actuelle directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a recommandé au conseil d'administration du FMI d'apporter cette aide. Le montant exact de l'aide et l'objectif pour lequel elle est demandée ne sont pas encore clairs, mais une chose reste certaine : une fois que la crise actuelle aura pris fin dans cette région, quelle que soit la forme que prendra cette résolution, l'Ukraine deviendra une deuxième Grèce en Europe. Dans le cas de la Grèce également, le prêt du FMI était beaucoup plus important que ceux qui sont habituellement accordés par cette organisation. La plus grande partie de ce prêt était destinée à garantir que les banques européennes qui avaient prêté à la Grèce puissent récupérer leur argent. Aujourd'hui, la Grèce est prise dans l'étau de la dette perpétuelle.

Il s'ensuit que le FMI a beaucoup changé depuis sa création. Lorsqu'il a été créé à Bretton Woods en 1944, il faisait partie d'un système international fondé sur la poursuite d'une stratégie économique dirigiste. En fait, John Maynard Keynes, l'économiste britannique partisan d'une intervention dirigiste, ainsi que Harry Dexter White, le représentant américain, furent les principaux artisans de ce régime international. Alors que chaque pays imposait et continuait d'imposer des contrôles des échanges et des capitaux, si un problème de balance des paiements survenait dans un pays donné, celui-ci pouvait emprunter au FMI afin de « stabiliser » sa propre économie. À partir de là, le FMI s'est transformé en promoteur de l'« ajustement structurel », ne se contentant pas d'accorder des prêts pour résoudre les problèmes transitoires de balance des paiements (jusqu'à ce que l'économie présentant un déficit de la balance des paiements se soit « stabilisée »), mais en promouvant en fait un régime néolibéral, à savoir un ensemble de politiques impliquant le démantèlement de tous les contrôles des échanges et des capitaux, la privatisation des actifs du secteur public, l'introduction de la « flexibilité du marché du travail » (ce qui signifie attaquer les syndicats).

De facilitateur d'un régime dirigiste, le FMI est devenu un destructeur du régime dirigiste et un instrument d'introduction d'un régime néolibéral. Il est devenu un instrument aux mains du capital financier international, permettant sa pénétration dans tous les coins du monde. Mais il n'est pas seulement un instrument du capital financier international ; il sert également d'instrument aux puissances occidentales dominantes qui soutiennent ce capital. Tout en défendant les intérêts du capital financier international, le FMI s'intègre dans l'ensemble de l'appareil coercitif de ces puissances occidentales.

Le combat de Poutine n'est en aucun cas un combat contre l'hégémonie du capital financier international. Il n'est pas un socialiste menant une bataille idéologique contre la soumission d'un pays voisin à une organisation qui agit dans l'intérêt du capital financier international. Ses préoccupations ne concernent que la sécurité de la Russie et se limitent à ce que son pays ne soit pas encerclé par l'OTAN. Et sa proposition d'aide à Ianoukovitch à la place de l'« assistance » du FMI en 2014 n'a été faite que pour cette raison. En d'autres termes, il ne s'intéresse qu'au rôle du FMI en tant que promoteur des intérêts géostratégiques américains, et non au rôle du FMI en tant que promoteur du néolibéralisme en général. En fait, l'inégalité flagrante et même la misère absolue qu'engendre un régime néolibéral ne sont pas très éloignées de ce que Poutine lui-même a « réalisé ». reseauinternational.net 13 mars 2022

TYRANNIE SANITAIRE

Ivermectine : l'identité de l'auteur fantôme de l'étude d'Andrew Hill dévoilée par Phil Harper - francesoir.fr 13 mars 2022

Il est à l'origine d'un rebondissement dans le scandale ivermectine : debriefing avec le journaliste Phil Harper qui a découvert qui avait modifié les conclusions de l'étude du Dr Andrew Hill.

Phil Harper, journaliste d'investigation et producteur de film britannique, était en Inde lorsqu'il a appris l'existence de l'ivermectine comme traitement précoce contre le covid. Le traitement médiatique dans son pays d'origine et en Inde attire son attention de journaliste. Après avoir pris contact avec le Dr Tess Lawrie, auteur d'une méta-analyse concluant favorablement à l'efficacité sans concession de l'ivermectine, Phil a commencé à enquêter sur les traitements précoces.

En Inde, dans une pharmacie, il demande si l'ivermectine est utilisée dans le traitement du covid. Le pharmacien lui répond que oui. Dans un journal local, on pouvait trouver une prescription à découper en cas de symptômes. Bien loin des messages dans les médias britanniques ou français : le prétendu consensus médical à l'encontre des traitements précoces ne s'appliquerait donc pas dans les pays à moindre revenu ?

Phil Harper revient sur le rôle des médias et des régulateurs dans la suppression de l'information sur les traitements précoces, avant d'évoquer son travail d'enquêteur. francesoir.fr 13 mars 2022

- Cliquez ici

Covid -19: une maladie à médiation immunitaire de fibrose systémique induite par la protéine Spike et ses complexes immuns - francesoir.fr 13 mars 2022 Walter Chesnut se décrit comme un "chercheur amateur" passionné depuis toujours par les maladies rares. Il est suivi et échange avec un grand nombre de scientifiques de premier rang.

Article traduit de l'anglais (version originale) par FranceSoir

Covid-19 : une maladie à médiation immunitaire de fibrose systémique progressive induite par la protéine Spike et ses complexes immuns. La présence de la protéine Spike avec les anticorps de Spike est extrêmement dangereuse ; l'augmentation du tropisme donne à la Spike un récepteur Fc humain.

Ceci est un avertissement urgent à tous les cliniciens et professionnels de la santé publique. On nous a menti et on nous a induits en erreur quant à la véritable nature du SRAS-CoV-2 et de la protéine Spike.

Il est établi que les personnes présentant une augmentation des anticorps anti-immunoglobuline G (IgG) afucosylés non neutralisants présentent des analyses qui sont associées à une maladie grave. Cependant, chez les personnes qui ne sont pas atteintes d'une maladie grave, ces anticorps induisent, selon moi, une fibrose systémique, qui peut être progressive et finalement fatale.

Lorsqu'on a administré des complexes immuns formés par la protéine Spike et les anticorps de patients atteints de Covid-19 sévère ou léger, ainsi que des anticorps induits par un vaccin, aux poumons de souris exprimant des récepteurs Fc humains, on a constaté que les anticorps de personnes atteintes de Covid-19 sévère entraînaient la production de cytokines inflammatoires et l'infiltration de cellules immunitaires dans les poumons de ces souris.

Mais qu'en est-il de ceux qui ne présentent pas de maladie grave ? Les résultats pourraient être, en fin de compte, tout aussi graves.

Premièrement, nous nous sommes trompés sur la raison pour laquelle les personnes présentant des comorbidités sont touchées. Les personnes gravement atteintes sont celles qui ont déjà une fibrose en cours, déjà avancée à un certain degré. Que sont les déclencheurs de l'effet fibrogène ? Les déclencheurs fibrogènes qui initient et entretiennent le remodelage pulmonaire fibrosante restent controversés, mais comprennent probablement les infections, la fumée de cigarette, la radiothérapie, la chimiothérapie, les polluants environnementaux et professionnels, l'obésité, le diabète sucré, le reflux gastro-œsophagien, l'hypertension pulmonaire, l'apnée obstructive du sommeil, la maladie chronique du greffon contre l'hôte et les maladies du tissu conjonctif/les troubles auto-immuns, comme la polyarthrite rhumatoïde, la sclérodermie et le syndrome de Sjögren.

Ainsi, non seulement la protéine Spike endommage l'endothélium et induit la fibrose, mais ses complexes immunitaires le font aussi, et peuvent en fait amplifier cet effet car ils peuvent se fixer sur plus de cellules (tropisme accru) du fait que la protéine Spike a maintenant un récepteur Fc Humain.

La fibrose a déjà été induite de manière parallèle. L'administration intrapéritonéale d'Albumine de sérum humain (HSA) pour créer un modèle de fibrose hépatique induite par un complexe immunitaire chez le rat est pratique, avec un taux élevé de formation de fibrose hépatique et une longue durée de fibrose. Ce modèle peut être utilisé pour évaluer l'effet thérapeutique des médicaments anti-fibrosants.

Qu'en est-il des preuves de la participation des « accélérateurs » de protéines Spike à ce jeu macabre ? Elles émergent progressivement. Un rapport de cas relate la première description d'une vascularite à complexe immun après la vaccination contre le Covid-19 avec le vaccin BNT162b2 des laboratoires Pfizer/BioNTech.

Nous pouvons comprendre ce qui se passe en observant la mucoviscidose. Des complexes immuns circulants ont été détectés dans le sérum et les expectorations de patients atteints de fibrose kystique (FK). Des dépôts importants d'immunoglobulines et de complexes immuns complémentaires ont été observés dans plusieurs organes touchés par la mucoviscidose, notamment dans les voies respiratoires et gastro-intestinales, mais pas dans les reins. Des concentrations significatives d'IgG et de complexes immuns ont pu être éluées des poumons des patients atteints de Fibrose cystique, cependant pas de ceux du groupe témoin.

Il est absolument impératif que le monde arrête tous les accélérateurs de protéines Spike.

Articles référencés :

https://www.ncbi.nlm.nih.gov/labs/pmc/articles/PMC1672436
https://www.science.org/doi/10.1126/scitranslmed.abm7853
https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/16642209
https://www.atsjournals.org/doi/10.1165/rcmb.2016-0121TR
https://bmcinfectdis.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12879-021-06655-x

Retro-transcription de l'ARNm du vaccin Pfizer/BioNtech

https://drive.infomaniak.com/app/share/417240/c32bd0f6-5313-435f-ae1f-0912c3847ec3/preview/pdf/3132

1, 2, 3, 4, 5 doses et toujours rien chez des immunodéprimés…

https://drive.infomaniak.com/app/share/417240/fbfa5e08-d830-40b9-ad4c-73c22ea0f246/preview/pdf/3131

TRIBUNE LIBRE

Le virus de la « dé-tresse » - Réseau Voltaire 14 mars 2022

- Cliquez ici

La continuité entre les guerres au terrorisme et contre la Covid plonge successivement les foules dans la perte de leurs libertés, puis dans celle de leurs droits. En définitive, nous nous retrouvons dans un monde où les relations sociales sont niées par le dispositif sanitaire ; un monde où nous sommes désespérément seuls.

par Jean-Claude Paye, Tülay Umay

Dans le champ des médias, la guerre en Ukraine a pris la place récemment occupée par « la guerre contre le coronavirus ». La guerre contre le terrorisme, contre le coronavirus et en Ukraine s'inscrivent dans la continuité. Comme redéfinition permanente d'un l'ennemi occupant la figure du Mal contre le Bien, elles relèvent d'une sacralisation de la violence, d'une violence sacrificielle, comme support d'un ordre mondialisé.

Relevant de la donation de sens au non-sens, toutes les sanctions prévues donnent à voir notre propre sacrifice. Elles se révèlent, en fait, être des attaques contre les populations européennes. Les mandataires européens, par leurs sanctions, pourraient priver l'Union du gaz russe qui représente plus de 40 % de sa consommation, conduisant les États membres à un suicide économique. Les sanctions prévues contre la Russie ne peuvent que se retourner contre l'industrie et les populations européennes. Le rejet du gaz russe par l'UE apparaît ainsi comme un élément dela Grande réinitialisation (Great Reset).

Si, maintenant, la place prise par « la guerre contre le coronavirus » déserte quelque peu l'attention des médias, les « mesures sanitaires » sont simplement suspendues, elles ne sont pas abolies. Leur retour est déjà prévu, au plus tard pour cet automne. Le pouvoir ne peut pleinement se battre sur deux fronts à la fois, elles doivent actuellement céder la priorité aux images de la guerre. Cependant, les mesures « sanitaires », dites d'exception, s'installent bien dans la durée. L'anomie est aujourd'hui intégrée dans le quotidien, comme un nouveau mode d'être fondé sur la détresse, « d'un rapport à nous-mêmes que nous prenons pour notre propre mort ».

Un modèle épidémique

Dans le scénario de la « guerre contre le coronavirus », une question est constante : pourquoi une grande partie de la population s'abandonne-t-elle au port du masque et à des dispositions, dites sanitaires, qui portent atteinte aux droits des individus, à leur santé et à leur vie ? Ici, la question de la conscience n'est pas première, mais bien celle de la jouissance. L'aliénation n'est pas celle de la conscience, mais bien celle d'une perte de la propriété de soi. Il s'agit d'une jouissance qui n'est plus réglée par le droit, mais bien par une loi morale, par un commandement de jouir. Cette jouissance ne porte plus sur la propriété de soi, mais sur son annihilation. Il ne s'agit plus d'encadrer la jouissance par la loi, mais d'induire son déchaînement par un impératif catégorique.

L'impossibilité de symboliser les traumatismes provoqués par les mesures corona, de pouvoir contester les décisions prises devant un tribunal s'opposent à la propriété de soi. Le blocage systématique du recours au droit et aux tribunaux, afin de défendre la propriété de son propre corps, supprime toute limite à l'action du pouvoir. Alors, les individus, pris un à un, enfermés dans un au-delà de l'angoisse, dans la détresse, ne peuvent plus former un sujet social.

Les injonctions paradoxales du pouvoir relèvent d'une donation de sens. Elles ont pour effet de donner du sens au non-sens, c'est à dire de les poser dans une réversibilité des deux termes. Ici, nous ne sommes plus dans le langage qui cerne le Réel, mais bien dans l'emprise de l'image qui annule le sujet. Il n' y a plus de différenciation entre ce qui est et ce qui n'est pas.

La mise en parenthèses de la réalité permet une donation de sens. Elle autorise un retournement de la conscience et une fusion avec le faire voir des médias. Ici, les choses du monde n'apparaissent plus qu'en se donnant à ce regard. Le corps est aussi suspendu et nous sommes installés dans un état d'alerte permanent, dans la dé-tresse.

Ce sans-recours permet un déchaînement permanent de la violence. Les injonctions « sanitaires » sont une mise en scène conçue sur le modèle des catastrophes écologiques, sur la sécularisation d'une contagion, annoncée comme apocalyptique.

De la « guerre contre le terrorisme » à la « guerre contre le coronavirus »

La « guerre contre le terrorisme » et la « guerre contre le coronavirus » sont des étapes complémentaires d'une mutation globale de la société. Dans les deux cas, le pouvoir nous présente la manière dont nous devons consentir à notre anéantissement.

La « guerre contre le terrorisme » exige un sacrifice permanent à des dieux obscurs exigeant la destruction de nos libertés. Infinie, elle fusionne guerre et paix, hostilité et criminalité. Elle confond intérieur et extérieur et applique aux citoyens des dispositions autrefois réservées à l'ennemi.

Afin qu'elles renoncent à défendre leurs libertés publiques et privées, la « lutte antiterroriste » a placé les populations dans la sidération. Elle

vise à installer une psychose, destinée à supprimer tout mécanisme de défense vis-à-vis du pouvoir. Elle est ainsi une capture du lieu de la parole et procède d'un renversement du droit.

Ainsi, les lois antiterroristes ont un caractère surmoïque, elles s'attaquent « au désir même de résistance ». Leur fonction est d'annuler ce qui préserve le désir et la capacité d'affrontement des citoyens. La seule possibilité offerte à ceux-ci est alors d'halluciner une relation fusionnelle avec l'État et de s'y abandonner.

L'absence de résistance des populations, face à la gestion de la « pandémie du coronavirus, » repose sur cet abandon du désir de résistance, induit par « la lutte antiterroriste ». Grâce, non seulement, à un renversement du droit, mais, ici à son remplacement par une injonction de devoir être, la « guerre contre le coronavirus » approfondit l'effacement de l'ordre symbolique et installe un « ordre » totalitaire. Elle opère un renversement de la primauté de la loi, du « ne pas », en une prédominance du devoir, en un « tu dois ».

Il s'opère, dans l'organisation de la pandémie du coronavirus, un passage de l'interdit d'avoir des droits, mis en avant par la lutte antiterroriste, au devoir d'abandonner volontairement son corps et sa vie. Le droit n'a simplement plus lieu d'être. Il n'est pas suspendu, comme dans l'état d'urgence, sa place même est supprimée. S'opère ainsi un effacement du politique et une primauté de l'affect.

Si la « guerre contre le terrorisme » prône le sacrifice de nos libertés, la « guerre contre le coronavirus » exige l'abandon de l'ensemble de notre vie et de notre corps. Elle se caractérise par une engagement radical des populations. L'organisation de la guerre contre le coronavirus s'inscrit ainsi dans le stade le plus avancé de la production capitaliste qui met le Réel en demeure et rend exploitable le plus intime de l'être. Elle devient annulation de tout devenir.

Annulation du corps

Si la guerre contre le terrorisme est une guerre contre les libertés publiques et privées et contre le droit de disposer de son corps, la guerre contre le coronavirus supprime le corps. Dès lors, le corpus juridique de la défense de la propriété du corps est mis hors champ.

Les individus, non seulement, ne font pas face à la destruction des rapports sociaux et à la mise en danger de leur existence, mais s'installent dans une jouissance ou plutôt dans une « volonté de jouissance », hors sens et hors droit, de cette politique.

Le droit, comme la psychanalyse, nous rappellent que nous avons un corps, mais que nous ne sommes pas un corps, le corps relevant de l'avoir et non de l'être. La personnalité juridique est traditionnellement liée à la propriété du corps humain. Le corps se confond alors avec la personne juridique, dont il est le support.

Cette propriété a été partiellement disloquée depuis que, afin d'être placés sur le marché, des éléments du corps ont été séparés de celui-ci. Cette propriété relève d'un « capitalisme corporel », elle est conçue en vue de l'échange marchand. La procédure de fragmentation et de marchandisation du corps est aujourd'hui dopée par la transformation des rapports de propriétés s'inscrivant dans la Grande réinitialisation (Grand Reset).

Cependant, ici, on n'est pas confronté à un simple découpage du corps, afin de le transformer en marchandises. Le corps n'est pas simplement décomposé, mais annulé. La disparition effective de la personne juridique acte la mutation. Cet effacement est particulièrement visible dans l'incapacité de saisir un tribunal, afin de faire ressortir l'illégalité des mesures et d'agir contre leur mise en actes.

Si le port du masque nous inscrit dans ce processus de renoncement à avoir un corps, alors, la texture même du symbolique se défait. La jouissance envahit le corps tout entier et l'individu devient la marionnette d'un grand Autre tyrannique.

Le port généralisé du masque, est livré à la jouissance muette d'obéissance au surmoi, s'opposant au commandement freudien « d'advenir à la parole ». Il se réduit à l'énoncé surmoïque : « ne deviens pas ! ».

Impossibilité radicale d'articuler un non

La « pandémie » est devenue, grâce au variant Omicron, une épidémie sans malade. Pourtant, le port ritualisé du masque continue d'exhiber une virulence pré-supposée. L'individu est alors assujetti, non plus au langage, mais au Réel produit par le spectacle de la « pandémie ». Le sujet ne parle plus, le corps, marqué comme symptôme, se réduit à un « lieu d'effraction de jouissance » [1]. Le port généralisé est alors la monstration d'une contagion, non pas d'une maladie, mais bien celle d'une jouissance.

Ce comportement relève de ce que Jacques Lacan appelle « jouissance de l'être ». Celle-ci se pose au-delà du langage et est sans limite. Elle est de l'ordre de ce qui ne peut être symbolisé par la parole, de ce qu'il nomme le Réel.

La jouissance de l'être est ici celle d'un Réel exorbité relevant de l'obscène, tel le port rituel du masque. Les injonctions produisent une transfiguration des porteurs en covidés.

Le port généralisé du masque met le sujet à l'épreuve « d'une jouissance totale, celle de ne faire qu'un avec la Mère » [2], ici avec la Mère étatique. Cette jouissance de l'être, non soumise à la menace de castration, s'inscrit dans la psychose. Alors, grâce à « une forclusion par adhésion totale à la Chose », le « sujet se débarrasse de la question de l'Autre et de la Loi symbolique » [3].

Ainsi, le discours des médias est le symptôme d'une société où la négativité disparaît. N'opérant aucune coupure avec la « chose », les individus ne l'analysent pas, mais l'éprouvent. Ils ressentent l'événement et font corps avec la source sidérante, avec l'œil du surmoi leur ordonnant de jouir de l'exhibition. Étant « Un » avec elle, ils n'ont pas de manque et pensent alors disposer de tout le savoir nécessaire sur qui est exhibé.

Le sujet est alors guidé par une impossibilité radicale de dire non à ce qui le voue à cette déchéance. Ainsi, ce qui institue le discours du

pouvoir comme pouvoir surmoïque, « c'est moins le fait qu'il bafoue la vérité que le fait qu'il incarne un savoir absolu sur ce qui du sujet est réel, c'est à dire sur ce qui du sujet est soustrait au règne du signifiant (de la castration)… » [4].

De l'angoisse à la détresse

Dans « la guerre contre le coronavirus », en tant que porteur d'un masque, nous ne sommes plus personne. Le pouvoir nous a enlevé notre corps, qu'il soit individuel ou social, et la réalité est devenue virtuelle. Cette situation correspond à ce que Freud perçoit comme le dénominateur commun de la dépersonalisation, de la décorporéisation et de la déréalisation, à ce qu'il nomme angoisse [5].

Pour Lacan, l'angoisse résulte « d'un trop plein », d'un envahissement par l'Autre, lorsqu'il risque d'annuler le sujet désirant. Actuellement, la colonisation, de la totalité de l'espace et du temps de vie par le regard médusant des médias, ne laisse plus de place pour l'existence du sujet. Il n'y a plus rien d'autre que le chiffre pur des dites « contaminations » et les injonctions du pouvoir relatives à la pandémie.

Cependant, Lacan a pointé que, plus profondément que l'angoisse, on trouve une détresse « où l'homme, dans ce rapport à lui-même qui est sa propre mort… n'a à attendre d'aide de personne » [6]. L'individu isolé se trouve dans un état de détresse primordiale. Il ne peut plus attendre d'aide de son autre, de son semblable, pour faire face à sa destruction programmée par le pouvoir.

Si l'angoisse résulte d'un trop plein d'objets, d'un envahissement du sujet, « la détresse, elle, sans ambition que d'être arrachée à elle-même, cherche à s'abreuver de n'importe quel objet » [7], tels le masque, les gels, les ablutions, les mesures de distanciations… La détresse est aussi le résultat de la perte des repères, car, dans cette position psychotique, il n'y a plus de temps, plus d'espace et absence de distinction entre le dedans et le dehors. La détresse relève d'une solitude absolue, alors que l'angoisse est demande d'aide à l'Autre. La détresse relève alors d'une attente sans futur, d'un accomplissement de soi comme annihilation.

Le virus de la détresse

Les mesures « sanitaires » ont un caractère prédictif. Elles précèdent la contagion, non pas pour la prévenir, mais pour purifier le corps individuel, non de la maladie, mais du lien social, de cet « autre » dangereux pour chacun de nous.

Il ne s'agit pas de soigner. Généralement les malades étaient renvoyés chez eux. Les mesures prises ne consistent pas en une prise en charge, mais en une ritualisation des comportements destinée à accueillir la maladie. Elles ont pour objet de nous enfermer dans le danger présupposé du coronavirus et de nous imposer des mesures de distanciation, des dispositions de délitement du rapport à l'autre.

La guerre sanitaire nous fige dans une position d'attente, d'accueil de la maladie et du vaccin. Les mesures « de protection » nous assignent à la passivité. La ritualisation des comportements nous installe dans une détresse originaire, dans une position d'impuissance qui est celle de l'infans. La position de détresse empêche toute possibilité de représentation, de mettre la chose face à soi, afin de pouvoir l'analyser et la confronter. Dans la détresse, l'individu est en fusion avec les mesures de « lutte contre le covid ». Il ne lui est plus possible de faire face.

Chez Freud, la « détresse » est le sans recours absolu que l'on a parfois traduit par le néologisme de « dés-aide » [8]. Il a reconnu, dans la détresse, une expérience inhérente à la condition humaine, qui est celle d'être jeté dans une dépendance absolue à l'Autre et d'être confronté à l'énigme de son désir.

C'est dans cette présence primitive du désir de l'Autre comme opaque, obscur, que le sujet est sans recours [9]. Cette détresse est bien une « dé-tresse » [10], un dénouage du lien social et un isolement de chacun.

La détresse présente un paradoxe, « d'un côté elle est causée par la défaillance de l'appel à la personne tierce, de l'autre elle parvient à s'oublier par la mise en jeu du commandement surmoïque à jouir » [11]. La position de détresse vis-à-vis du pouvoir, à qui les individus demandent aide et assistance, se double ainsi d'une jouissance muette d'obéissance inconditionnelle au surmoi. Le volontarisme affiché par des individus de respecter des injonctions qui les mettent en danger relève de cet aspect.

La stricte observance de mesures, qui n'ont d'autre objet que de détruire ce qui fait de lui un être humain, place l'individu dans une structure perverse. Celle-ci le conduit à se faire l'instrument de la jouissance de l'Autre, celle du pouvoir. Cette condition « l'effleure d'autant mois qu'il s'identifie imaginairement à l'Autre (maternel) » [12], à sa mère étatique.

La détresse face à leur abandon par les autorités et la jouissance manifestée par les individus, à travers le strict respect des injonctions, représentent deux moments complémentaires de la manifestation du surmoi [13]. Le premier étant celui de la sidération, que l'on peut aussi comprendre comme « pas un mot », se double d'un second mouvement que l'on peut traduire par l'injonction « refais-toi », refais-toi en tant que non humain, en tant que « covidé », en tant que produit du Great Reset.

Une « structure épidémique »

Le port du masque nous enferme dans une structure psychotique. En l'absence de coupure symbolique, le vécu n'est plus qu'une solitude absolue, une détresse. Il supprime toute distinction et nous introduit dans un processus mimétique, c'est à dire dans une violence contagieuse, telle que théorisée par René Girard [14]. Il instaure un rejet de l'Autre, mais aussi de soi-même, en tant que personne. Les rivalités mimétiques dissolvent les différences entre les individus et désagrègent le tissu social. Le masque produit ainsi une « indifférenciation des porteurs qui, poussée à son terme, plonge la société dans une violence sans limite » [15].

Le port généralisé du masque donne une « structure épidémique » aux relations sociales. Il construit un nouvel ordre social lié à un état d'alerte permanent. Il institue un processus d'indifférenciation pérenne, amenant à renoncer au désir de l'Autre et conduisant à « l'oubli de soi » [16]. Il s'offre ainsi au regard, sans laisser apparaître ni d'opposition, ni de questionnement. Les porteurs s'abandonnent alors à une violence infinie, conduisant à une mutation globale de la société.

L'obligation du port du masque révèle la « Chose même ». Elle commande une violence sacralisée se confondant avec l'amour déclaré du pouvoir. Elle est l'annonciation d'un « nouvel ordre mondial », basé un rejet radical de l'Autre.

Le port généralisé du masque est un système sacrificiel reposant sur une volonté de jouissance. Dans la « pandémie », son objet principal, comme support matériel d'une psychose hystérique, est de nous épurer du désir. Plus précisément, il s'agit de nous débarrasser du « poids du désir » de l'Autre et de nous réduire à son « double ». La mutation porte sur les rapports sociaux, mais aussi sur les individus pris un à un. Ils deviennent des « doubles », des êtres étrangers, non seulement à l'Autre, mais aussi à eux-mêmes.

Avec son masque, l'individu n'assiste pas en spectateur à l'épidémie, mais expérimente le vécu de la contamination, à travers une pédagogie qui consiste à faire, individuellement et collectivement, l'expérience de la contagion, sans être malade.

Fixé sur la bouche, le masque interdit la parole, le véhicule par excellence de la relation avec autrui. La parole est, de toutes les fonctions du corps, la plus étroitement lié à l'existence commune. Le port généralisé du masque est donc un refus radical de ce qui fait de nous des êtres humains.

Les fondements de nos sociétés sont reversés. Gabriel Attal, porte parole du gouvernement français, nous a informé que le président Macron projette, dans la période de l'après-Covid, de « poursuivre la redéfinition de notre contrat social »," aboutissant, selon le Président, à la mise en place de « devoirs qui passent avant les droits… » [17]. Il s'agit là d'une mise en cause des principes qui constituent un État de droit, un renversement de la primauté de la loi sur la morale et du droit sur le Bien. Le droit se réduit alors à une loi morale inconditionnelle.

Notes :

[1] Dimitis Petros Sakellarion, « Approche psychanalytique de la psychose : structure, logique, clinique, éthique », Hal, archives ouverts, 23 avril 2012.

[2] Bruno Bagarry, « Comprendre Lacan-La jouissance », conférence du 7 juin 2017,

[3] Bruno Bagarry, Op. cit.

[4] Alain Didier-Weill, « Les trois temps de la loi, les trois surmois », Apertura.chez.com.

[5] Jean-Marie Jadin, « La détresse de Kafka », Figures de la psychanalyse 2007/2,N°16, pp.143-162,

[6] Jacques Lacan, Séminaire VII, L'Angoisse , Seuil , p. 351,

[7] Alain-Didier Weill, « La psychanalyse, le politique et le désir », Courrier N°1 de l'Acte Psychanalytique, Septembre 2005-Novembre 2005.

[8] Jean-Marie Jadin, « La détresse de Kafka », Op. Cit.

[9] Catherine Delarue, « La détresse du sujet », Analyse freudienne presse, 2007/1.

[10] Ibidem.

[11] Alain Didier Weill, Op. Cit.

[12] Alain-Didier Weill, « Les trois temps de la loi, les trois surmois ».

[13] Ibidem.

[14] René Girard, La violence et le sacré, Grasset, 2007.

[15] Michel Aglietta, Michel Orléans, La violence de la monnaie, PUF 1984, p. 59.

[16] Stéphane Vinolo, « Raturer la théorie mimétique : Marion au-delà de Girard », Univ. philos. [online]. 2018, vol.35, n.71, pp.201-231.

[17] « "Les devoirs passent avant les droits" : politiques et intellectuels accusent le gouvernement de "fascisme" », France Soir, le 1er mars 2022

LVOG - Il s'agit d'une analyse sociologique teintée de psychanalyse, chacun l'aura bien compris, mais si le lecteur ne va pas plus loin, il aura de quoi être profondément angoissé, désespéré, déprimé, bref en état de détresse total, alors qu'on serait en droit d'attendre d'un tel article qu'il propose de quoi s'opposer à cet état, autrement dit, lui redonner de l'espoir en lui montrant que la société telle qu'elle est à un moment donné, recelle tout de même un devenir différent de celui monstrueux qu'on veut lui imposer ou auquel elle serait vouée, or ce n'est pas le cas ici et je crois pouvoir expliquer pourquoi.

Selon moi, cela proviendrait du fait que pour les auteurs de cet article, il n'existe pas d'alternatif au régime en place, le régime capitaliste est leur horizon indépassable, ils ne sont pas capables d'en concevoir un autre. On constate qu'ils sont eux-mêmes enfermés dans un processus similaire à celui qu'ils ont décrits si brillamment, et ils n'en ont pas conscience. On en veut pour preuve qu'il manque la dimension sociale de l'homme dans leur article, qui se manifeste à travers la quête perpétuelle des moyens pour assurer sa subsistance, ce qui nous ramène à l'instinct de survie que nos psychanalystes ont oublié.

L'instinct de survie correspond à l'origine à un besoin de nature biologique, hormis de la naissance à la fin de l'adolescence, ce facteur fondamental propre à toute organisme organique au même titre que la fonction reproductive, chez l'homme dans la société il va acquérir une

signifie sociale dans la mesure où les hommes ne peuvent pas ou pluôt plus le satisfaire spontanément.

Jadis, pour se nourrir ou assurer leur substance, quotidiennement les hommes devaient partir à la recherche des plantes ou des animaux entrant dans la composition de leur alimentation à moins que leur environnement immédiat leur fournisse... De nos jours, dans la société moderne ou chez les hommes dits civilisés qui se comptent par milliards, proche de 8 milliards en 2022, pour satisfaire ce besoin élémentaire quotidien, contrairement aux idées reçues les choses se sont considérablement compliquées du fait qu'il est lié à des facteurs ou rapports sociaux pratiquement figés qui leur sont imposés ou sur lesquels ils n'ont pour ainsi dire presque aucune emprise... Tout va dépendre de différents facteurs qui sont tous liés entre eux, tels la classe sociale à laquelle ils appartiennent, la fonction ou la place qu'ils occupent dans la société ou le mode de production capitaliste, leur statut social, qui vont leur permettre ou non de satisfaire ce besoin élémentaire à leur survie.

Cette société ou ce système économique reposant sur des inégalités sociales entre les classes, va avoir des conséquences sur la manière dont les hommes vont aborder ce besoin élémentaire, si la majorité va pouvoir le satisfaire, en revanche à travers le monde sur tous les continents des millions d'hommes, femmes et enfants vont : soit mourir de faim car privés de nourriture, j'en ai été directement le témoin récemment en Inde tout à côté de chez moi sans que j'eus besoin de chercher bien loin, donc qu'on ne vienne pas nous raconter que ce phénomène ne serait pas aussi répandu, en fait cela l'est beaucoup plus que ce qu'on croie, soit de sous-nutrition qui est différente du manque absolu de nourriture, là elle est insuffisante, soit de mal-nutrition correspondant à une alimentation très déséquilibrés, fortement carencée ou l'opposé provoquant des maladies auto-immunes pouvant être fatales à terme ou provoquant une mort prématurée, qu'on mettra sur le compte d'une maladie, le diabète par exemple, alors que la véritable cause ou explication est ailleurs et peu flatteuse pour cette société ou ce système économique qui se présente comme idéal ou le meilleur que les hommes puissent concevoir, ses dizaines ou centaines de millions de victimes innocentes auraient sans doute apprécié un tel cynisme.

Il se trouve que depuis que la société est divisée en classes, les classes exploitées et opprimées ont toujours dû se battre pour assurer leur subsistance. Comparativement à l'époque de l'esclavage proprement dite, où le maître avait davantage intérêt à entretenir ses esclaves pour qu'ils soient en bonne santé et puissent exécuter les tâches les plus pénibles qui soient, et de leur côté les esclaves avaient tout intérêt à le servir correctement pour être le mieux traités possible, sous le régime capitaliste le statut de l'esclave devenu salarié s'est considérablement dégradé, puisque lorsqu'il ne trouve pas à s'employer sur le marché du travail, un euphémisme moderne pour ne plus dire marché aux esclaves, il est voué littéralement à la misère ou à crever de faim.

Le cynisme de ce système économique auquel tout le monde ou presque voue un culte ne s'arrête pas là. Sous le capitalisme le nombre des besoins des hommes s'est multiplié, ce qui s'est traduit en grande partie par des charges supplémentaires à honorer impérativement mensuellement ou annuellement (Factures diverses, loyer ou traite, électricité, eau, gaz, essence, téléphone, Internet, etc. taxes ou impôts.) sous peine d'être jeté à la rue, de perdre son travail ou ne pas en trouver ou de devoir affronter des conditions d'existence insupportables ou incompatibles avec la survie dans cette société ou carrément à en être exclu. Du coup, la charge financière que représentent tous ces besoins rendus essentiels par cette société, entre en concurrence avec celle correspondant aux besoins alimentaires, qui malgré tout demeurent fondamentaux pour tous les hommes, en fait, c'est la totalité de ces besoins qui sont incompressibles ou dont personne ne peut se passer.

Par conséquent, quel que soit l'ampleur de la propagande gouvernementale, quels que soient les procédés sophistiqués auxquels les gouvernements recourent pour perturber ou orienter psychologiquement les masses ou les influencer, quel que soit le niveau atteint par la décomposition des rapports sociaux dans la société, lorsque la politique du gouvernement les étrangle ou conduit à remettre en cause la satisfaction de leurs besoins élémentaires, plus de deux siècles de lutte de classes prouve qu'il sera toujours impuissant à empêcher que les masses se dressent pour exiger leur dû et la plupart du temps bien au-delà sur le plan politique, car le catalogue de leurs besoins insatisfaits et de leurs aspirations démocratiques bafouées est considérable, bref, toute tentative de museler ou neutraliser indéfiniment la lutte de classe des exploités et des opprimés est vouée à l'échec.

Comment j'ai repéré le biais de cet article ou ce qui n'y figurait pas fut relativement facile.

J'ai constaté que pour décrire les conséquences sur la population des mesures que Macron lui a imposées depuis deux ans, les auteurs de cet article avaient recouru à la sociologie et à la psychanalyse en prenant soin d'écarter soigneusement l'économie, tout en empiétant timidement sur le terrain de la politique de manière très générale pour l'abandonner en cours de route sans soute par crainte de se brûler les ailes. Ces deux sociologues ont substitué ou privilégié les relations sociales prises au sens large ou en général au niveau de tout le pays, aux détriments des rapports sociaux entre les classes, de sorte que la dimension économique qui aurait permis de situer précisément l'origine et les objectifs sociaux et politiques de ces mesures ou quelles classes étaient visées principalement, n'y figurent pas, la lutte des classes étant totalement escamotée au profit du "tissu social".

Ukraine : le retour de la propagande de guerre - Réseau Voltaire 15 mars 2022

Thierry Meyssan interrompt sa série de chroniques sur le conflit titanesque qui oppose la Russie aux États-Unis. Il s'adresse à tous pour casser les mensonges de la propagande de guerre.

par Thierry Meyssan

(Texte accompagnant une photo impossible à incruster ici LVOG - : Stepan Bandera (au centre) portant la Croix du Mérite allemand 2e classe avec épées. Il ne se prétendait pas nazi, juste « nationaliste » ukrainien. Dès 1935, Bandera prône la violence politique. Il fait assassiner une soixantaine de personnalités dont deux ministres polonais. Durant la Seconde Guerre mondiale, il organise l'extermination des intellectuels juifs et slaves. Le nouveau régime ukrainien a élevé des monuments à sa gloire dont un à Lviv, ville où il supervisa un

massacre.)

L'opinion publique occidentale est révoltée par la guerre en Ukraine et se mobilise pour porter secours aux Ukrainiens en fuite. Pour tous, c'est évident : le dictateur Poutine ne supporte pas la nouvelle démocratie ukrainienne.

Comme à chaque conflit, on nous explique que les autres sont les méchants, tandis que nous sommes les gentils.

Notre réaction est celle de gens abusés par la propagande de guerre parce qu'ils ne se souviennent pas des conflits précédents et ignorent tout de l'Ukraine. Reprenons à zéro.

Qui a commencé ?

Comme dans la cour de récréation lorsque nos camarades de classe se battaient entre eux, nous voulons savoir qui a commencé. Sur ce point, il n'y a pas photo : il y a huit ans, les États-Unis ont organisé un changement de régime à Kiev avec l'aide de groupuscules armés. Ces gens se disent « nationalistes », mais pas du tout au sens où nous l'entendons. Ils prétendent être de vrais ukrainiens d'origine scandinave ou proto-germanique et pas des slaves comme les Russes. Ils se réclament de Stepan Bandera [1], le chef des collaborateurs ukrainiens des nazis, l'équivalent de Philippe Pétain d'un point de vue symbolique pour les Français, mais surtout de Joseph Darnand et des soldats de la Division SS française Charlemagne. Les Ukrainiens, qui jusqu'à présent se considéraient tout à la fois d'origine scandinave et proto-germanique d'un côté, et slave de l'autre, les appellent des « néo-nazis ».

Ici, en France, le mot de « nazi » est une injure que l'on utilise pour n'importe quoi. Historiquement, c'est un mouvement qui prônait une vision raciale de l'humanité pour expliquer les empires coloniaux. Selon elle, les hommes appartiennent à des « races » différentes, on dirait aujourd'hui à des « espèces » différentes. Ils ne peuvent pas avoir de descendance ensemble, comme les juments et les ânes. Dans la nature, ces deux espèces procréent des mulets, mais ceux-ci sont en général stériles. C'est pourquoi les nazis interdisaient les mélanges inter-raciaux. Si nous sommes de races différentes, certaines sont supérieures à d'autres, d'où la domination occidentale sur les peuples colonisés. Dans les années Trente, cette idéologie était considérée comme une « science » et était enseignée dans les universités, surtout aux États-Unis, en Scandinavie et en Allemagne. De très grands scientifiques l'ont défendue. Par exemple, Konrad Lorenz (Prix Nobel de médecine en 1973) fut un ardent nazi. Il a écrit que pour maintenir la race, il fallait extirper de la masse les homosexuels et les éliminer comme un chirurgien élimine une tumeur parce qu'ils mélangeaient leur patrimoine génétique avec celui d'autres races sans qu'on s'en rende compte.

Ces scientifiques n'étaient pas plus sérieux que ceux qui nous ont annoncé l'apocalypse durant l'épidémie de Covid-19. Ils avaient le titre de « scientifique », mais pas la démarche raisonnable.

La Russie moderne s'est construite sur le souvenir de ce que les Russes appellent la « Grande Guerre patriotique » et nous la « Seconde Guerre mondiale ». Elle n'a pas du tout le même sens pour eux que pour nous. Ici, en France, la guerre n'a duré que quelques mois, puis nous avons cru en la victoire nazie et nous sommes entrés dans la Collaboration. Nous avons vu les nazis et les Pétainistes arrêter, à partir de 1940, 66 000 personnes, généralement pour « terrorisme » (résistance). Puis à partir de 1942, arrêter 76 000 juifs parce qu'ils étaient d'une « race inférieure » et les envoyer à l'Est, en réalité dans des camps d'extermination. Au contraire, en Union soviétique, les nazis n'ont arrêté personne. Ils voulaient exterminer ou réduire en esclavage tous les slaves en trente ans afin de dégager un « espace vital » où ils pourraient édifier un empire colonial (Generalplan Ost). C'est pourquoi l'URSS a subi 27 millions de morts. Dans la mémoire russe, les nazis sont un danger existentiel, pas pour nous.

Lorsque ces gens sont arrivés au pouvoir à Kiev, ils ne se sont pas déclarés comme « nazis », mais comme « nationalistes » au sens de Stepan Bandera, qui lui aussi se disait « nationaliste » et pas « nazi », même faisait une surenchère par rapport à leurs intentions génocidaires contre les slaves et les juifs. Ils ont qualifié l'ancien régime de « pro-Russe », ce qui est factuellement faux, et ont interdit tout ce qui évoque la culture russe. Et d'abord, la langue russe. Les Ukrainiens étaient majoritairement bilingues, parlant à la fois le russe et l'ukrainien. Tout d'un coup, on disait à la moitié d'entre eux qu'ils ne pourraient plus parler leur langue à l'école et dans les administrations. La région du Donbass, très russophone, s'est soulevée. Mais aussi la minorité hongroise qui recevait un enseignement dans sa propre langue et qui a été soutenue dans sa revendication par la Hongrie. Les Ukrainiens du Donbass ont exigé que les districts de Donestsk et de Lougansk puissent disposer d'un statut d'autonomie et retrouver leur langue. Ces préfectures (oblast en russe) se sont déclarées républiques. Cela ne voulait pas dire qu'elles aspiraient à l'indépendance, mais uniquement à l'autonomie, comme la République de Californie aux États-Unis ou les anciennes républiques de l'URSS.

En 2014, le président François Hollande et la chancelière Angela Merkel mirent les gens de Kiev à une même table que ceux du Donbass et négocièrent les accords de Minsk. Ce sont la France, l'Allemagne et la Russie qui en sont les garants.

Kiev a toujours refusé de les appliquer bien qu'il les ait signés. Au lieu de cela, il a armé des milices « nationalistes » et les a envoyées se faire les nerfs à la limite du Donbass. Tous les extrémistes occidentaux sont alors venus tirer le coup de feu en Ukraine. Ces paramilitaires étaient le mois dernier, selon le gouvernement de Kiev, 102 000. Ils forment le tiers de l'armée ukrainienne et sont intégrés aux Forces de défense territoriales. 66 000 nouveaux « nationalistes » —quoiqu'étrangers— viennent d'arriver en renfort, du monde entier, à l'occasion de l'attaque russe.

Durant les huit ans qui nous séparent des accords de Minsk, ces paramilitaires ont tué 14 000 personnes au Donbass, selon le gouvernement de Kiev. Ce chiffre inclut leurs propres pertes, mais elles ne sont pas nombreuses. La Russie a diligenté sa propre commission d'enquête. Elle n'a pas recensé que les morts, mais aussi blessés graves. Elle a trouvé 22 000 victimes. Le président Poutine parle à leur sujet de « génocide », non pas au sens étymologique de destruction d'un peuple, mais au sens juridique de crime commis sur ordre des autorités contre un groupe ethnique.

C'est là que le bât blesse : le gouvernement de Kiev n'est pas homogène et personne n'a clairement donné l'ordre d'un tel massacre. Cependant la Russie tient les présidents Petro Porochenko et son successeur Volodymyr Zelensky comme responsables. Nous le sommes aussi puisque nous étions garants des accords jamais appliqués de Minsk. Oui, nous sommes coresponsables de cette hécatombe.

Le pire est à venir. Le 1er juillet 2021, le président Zelensky, qui armait les paramilitaires « nationalistes » et refusait d'appliquer les accords de Minsk, a promulgué la Loi n°38 sur les peuples autochtones [2]. Elle garantit aux Tatars et aux Juifs karaïtes (c'est-à-dire ne reconnaissant pas le Talmud) l'exercice de leurs droits, notamment celui de parler leur langue, mais pas aux slaves. Ceux-ci n'existent pas. Ils ne sont protégés par aucune loi. Ce sont des Untermenschen, des sous-hommes. C'était la première fois, depuis 77 ans qu'une loi raciale était adoptée sur le continent européen. Vous vous dites qu'il y a des organisations de défense des Droits de l'homme et qu'elles ont dû protester. Mais rien. Un grand silence. Pire : les applaudissements de Bernard-Henri Lévy.

Pourquoi le recours à la guerre ?

Notre vision des événements est déformée par nos préjugés. C'est plus encore marqué dans les États baltes et les pays anciennement écrasés par la « doctrine Brejnev ». Ces peuples imaginent a priori que les Russes sont les héritiers des Soviétiques. Or, les principaux dirigeants soviétiques n'étaient pas russes. Joseph Staline était Géorgien, Nikita Kroutchev Ukrainien etc, et même Léonid Brejnev était Ukrainien.

Tant que les républiques de Donetsk et de Lougansk étaient ukrainiennes, le massacre de leurs habitants était une question exclusivement ukrainienne. Nul n'était autorisé à les protéger. Cependant, en signant les Accords de Minsk et en les faisant entériner par le Conseil de sécurité des Nations unies, la France et l'Allemagne ont pris la responsabilité d'y mettre un terme. Ce qu'elle n'ont pas fait.

Le problème a changé de nature lorsque, le 21 février 2022, la Russie a reconnu l'indépendance des deux républiques du Donbass. Le massacre de ses habitants n'était plus une question intérieure, mais internationale. Le 23 février, le Conseil de sécurité se réunissait à nouveau alors que l'armée russe se préparait à intervenir. Lors de la réunion, le Secrétaire général de l'Onu, António Guterres, n'a contesté ni la légitimité de la reconnaissance russe des républiques du Donbass, ni celle de l'intervention militaire russe contre les néo-nazis. Elle a juste demandé à la Russie de laisser encore une chance à la paix [3].

Le droit international n'interdit pas la guerre, mais tente de la prévenir. Or, cette réunion du Conseil de sécurité n'ayant rien donné, la Russie était en droit de venir en aide aux habitants du Donbass massacrés par les néo-nazis. Ce qu'elle a fait le lendemain, le 24 février.

Le président Vladimir Poutine, qui avait déjà attendu huit ans, ne pouvait plus remettre à plus tard. Non seulement parce que chaque jour des gens meurent, non seulement parce que l'armée ukrainienne préparait un vaste massacre le 8 mars [4], mais parce que le droit russe le rend personnellement responsable de la vie de ses concitoyens. Préparant leur éventuel exode, la grande majorité des habitants du Donbass ont acquis la citoyenneté russe au cours des dernières années.

L'exode de 2 millions d'Ukrainiens

Comme lors de toutes les guerres de l'Otan, nous assistons à la fuite de la population. Pour les Français cela rappelle l'exode de 1940 face à l'avancée des troupes allemandes. C'est un phénomène de panique collective. Les Français croyaient que la Reichswehr allait commettre les mêmes viols de masse qui avaient été attribué au début de la Première Guerre mondiale à la Deutsches Heer. Mais les Allemands étaient disciplinés et ne se livrèrent pas à ce type de violence. Finalement, la fuite des Français sans but n'avait aucune raison objective, que la peur.

L'Otan, depuis la guerre du Kosovo, a développé le concept d'ingénierie des mouvements de population [5]. En 1999, la CIA a organisé le déplacement, en trois jours, de plus de 290 000 Kosovars de Serbie vers la Macédoine. Si vous avez plus de trente ans, vous vous souvenez des vidéos épouvantables de cette longue file de gens, marchant les uns derrière les autres, sur des dizaines de kilomètres, le long de lignes de chemin de fer. Il s'agissait de faire croire à une répression ethnique par le gouvernement de Slobodan Miloševic et de justifier la guerre qui arrivait. Les Kosovars ne savaient pas pourquoi ils fuyaient, mais pensaient trouver un avenir meilleur là où ils allaient. Il y a sept ans, vous vous souvenez de l'exode des Syriens. Il s'agissait d'affaiblir le pays en le privant de sa population. Cette fois, il s'agit de toucher vos émotions avec des femmes et des enfants, sans faire partir les hommes que l'on requiert pour combattre les Russes.

Chaque fois, nous sommes bouleversés. Mais ce n'est pas parce que les Kosovars, les Syriens ou les Ukrainiens souffrent qu'ils ont tous raison.

L'Union européenne accepte tous les réfugiés ukrainiens. Les États de l'espace Schengen acceptent toutes les personnes qui se présentent comme fuyant la guerre en Ukraine. Selon l'administration allemande, environ un quart de ces « réfugiés », qui assurent sur l'honneur travailler et habiter en Ukraine, dispose non pas de passeports ukrainiens, mais algériens, biélorusses, indiens, marocains, nigérians ou ouzbeks ; des personnes qui manifestement profitent de la porte ouverte pour être enregistrées légalement dans l'Union européenne. Aucune vérification de leur séjour préalable en Ukraine n'est effectuée. Pour le patronat allemand, c'est une régularisation qui ne dit pas son nom.

Nous devons nous demander pourquoi le peuple ukrainien ne manifeste pas son soutien à son gouvernement. Lors de la guerre du Kosovo, les habitants de Belgrade avaient veillé jour et nuit sur les ponts de la ville pour empêcher que l'Otan les bombarde. Lors de la guerre de Libye, plusieurs millions de personnes s'étaient rassemblées à Tripoli pour manifester leur soutien au Guide Mouamar Kadhafi. Lors de la guerre de Syrie, un million de personnes avaient exprimé leur soutien au président Bachar el-Assad. Cette fois : rien. Au contraire, on nous dit que des équipe de la Défense territoriale chassent les « saboteurs russes infiltrés », alors que l'OSCE atteste qu'il n'y avait aucun soldat russe en Ukraine avant le début de l'opération.

Le choc des images

Nous aurions dû apprendre des guerres précédentes que la première victime est toujours la vérité. Depuis la guerre du Kosovo, l'Otan est devenue maître de la propagande de guerre. À l'époque, on avait changé le porte-parole de l'organisation à Bruxelles. Son remplaçant, Jamie Shea, détaillait chaque jour une histoire exemplaire, soit sur les horreurs des criminels serbes, soit sur l'exemplaire résistance des Kosovars. À l'époque, je publiais un quotidien par fax, le Journal de la Guerre en Europe. Je résumais les déclarations de l'Otan et les dépêches des petites agences de presse des Balkans. Chaque jour, je voyais les deux versions s'éloigner un peu plus l'une de l'autre. Dans mon esprit, la vérité devait être entre les deux. Une fois la guerre finie, on s'est rendu compte que les propos de Jamie Shea étaient de la pure invention destinée à noircir les colonnes des journaux crédules, tandis que les dépêches des petites agences de presse des Balkans disaient la vérité. Et celle-ci n'était pas en faveur de l'Otan.

J'aborde donc le consensus médiatique occidental avec une certaine méfiance. Par exemple, lorsqu'on nous explique que la Russie bombarde une centrale nucléaire, je pense aux mensonges du président George W. Bush sur les armes de destruction massive du tyran « Saddam ». Ou lorsqu'on nous explique que les Russes viennent de bombarder une maternité à Marioupol, je me souviens des bébés koweïtiens enlevés dans leurs couveuses par les horribles soldats iraquiens. Et lorsqu'on m'assure que le méchant Poutine est fou et ressemble à Hitler, je me souviens de la manière dont nous avons traité Mouamar Kadhafi ou le président Bachar el-Assad.

C'est pourquoi je ne prends pas ces allégations au sérieux. Les soldats ukrainiens de l'île aux serpents n'ont pas été massacrés sous les bombes comme le prétendait le président Zelensky, ils se sont rendus aux armées russes, comme il l'a admis plus tard. Le mémorial juif de Babi Yar n'a pas été détruit par les Russes qui respectent toutes les victimes de la barbarie nazie. La centrale de Zaporijjia n'a pas plus été bombardée. Elle était gardée depuis plusieurs jours par des équipes mixtes russes et ukrainiennes. D'ailleurs l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé qu'il n'y avait jamais eu de danger radio-ctif. La maternité de Marioupol n'a pas non plus été bombardée. Elle avait été évacuée trois jours plus tôt et transformée en caserne du Régiment Azov (néo-nazis) ainsi que l'avait signalé à ce moment-là la Russie à l'Onu.

Alors quand on me dit qu'il faut tuer le « dictateur » Poutine, je reste de marbre. Les batailles

Comment ne pas remarquer que les images que nous voyons des « batailles » victorieuses de l'armée ukrainienne sont toujours les mêmes ? Comment ne pas remarquer que l'on n'y voit que quelques véhicules détruits ? Nos reporters de guerre n'ont-ils jamais vu de vraies guerres ? Nous n'interprétons pas les images en fonction de ce que nous y voyons, mais des commentaires qui les accompagnent.

Depuis une semaine, on nous explique que l'armée russe encercle Kiev à quinze kilomètres alentour, qu'elle progresse tous les jours (mais reste néanmoins à quinze kilomètres) et va donner l'assaut final. Quand on nous explique que le « dictateur » Poutine veut la peau du gentil président Zelenski (qui arme les néo-nazis et a promulgué la loi raciale), je prends du recul.

Les armées russes n'ont jamais eu comme projet de prendre les grandes villes. Elles s'en tiennent d'ailleurs à l'écart (sauf Marioupol). Elles combattent les paramilitaires « nationalistes », les néo-nazis. En tant que Français, partisan de la Résistance face aux nazis, les armées russes ont donc toute mon admiration.

L'armée russe applique en Ukraine la même tactique qu'en Syrie : encercler les villes qui servent de refuge aux ennemis, puis ouvrir des couloirs humanitaires afin de faire fuir les civils, et enfin pilonner les combattants qui restent à l'intérieur. C'est pourquoi les paramilitaires néo-nazis bloquent ces couloirs et empêchent la population de fuir. C'est le principe des boucliers humains.

Il s'agit d'une guerre de mouvement. Il faut faire vite. Les troupes russes se déplacent en camions et en blindés. Il ne s'agit pas de batailles de chars. Ceux-ci sont aujourd'hui inopérants sur les théâtres d'opération. Nous avons vu, en 2006, le Hezbollah réduire en épaves les Merkavas israéliens. Les troupes russes se déplacent en véhicules à moteur, c'est pour cela qu'elles ont des blindés. Comme nous avons fourni des dizaines de milliers de missiles antitanks à l'armée ukrainienne, paramilitaires néo-nazis compris, nos armes les détruisent comme elles détruisent leurs camions. Ce ne sont pas des batailles, juste des embuscades.

Trois nouveaux problèmes

Comme si la situation n'était pas assez compliquée, le président Zelensky a annoncé lors de la Conférence sur la Sécurité de Munich, juste avant la guerre, son intention d'acquérir la Bombe atomique, en violation de la signature de son pays du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Puis, les armées russes ont saisi et publié un document de travail du gouvernement de Kiev planifiant une attaque militaire de la Crimée et du Donbass, le 8 mars.

Enfin, l'armée russe a mis à jour une quinzaine de laboratoires de recherche en armes biologiques qui travaillaient pour le Pentagone. Elle a annoncé qu'elle allait publier la documentation saisie et a détruit 320 conteneurs d'agents pathogènes. Les États-Unis, qui sont signataires de la Convention des Nations unies sur l'interdiction des armes biologiques, la respectent chez eux, mais la violent à l'étranger. Des documents avaient déjà été publiés il y a deux mois par une journaliste bulgare. Le 8 mars, le ministère chinois des Affaires étrangères a demandé au Pentagone de s'expliquer sur les 330 laboratoires biologiques qu'il entretient sous divers noms dans 30 pays. Le département d'État a alors démenti ces pratiques. Mais la sous-secrétaire d'État, Victoria Nuland, auditionnée au Sénat, a reconnu que le Pentagone collaborait à ces programmes entrepris à l'étranger et qu'elle était inquiète à l'idée que ces recherches tombent dans des mains russes. Lorsque la Russie a porté l'affaire au Conseil de sécurité, les Occidentaux ont retourné ses accusations contre elle, l'accusant de préparer une attaque biologique sous faux-drapeau. De son côté l'Organisation mondiale de la Santé a indiqué avoir été prévenue de recherches biologiques civiles ukraino-US et avoir demandé à l'Ukraine de détruire ses agents pathogènes pour prévenir leur dissémination.

Ainsi donc, l'Ukraine, qui entretient plus de cent mille « nationalistes » et les a incorporées à sa « Défense territoriale », puis a adopté une loi raciale, travaille sur des armes biologiques illégales et espère acquérir la Bombe atomique. Nous avons choisi d'oublier les exemples de

courage de Jean Moulin et de Charles De Gaulle et de soutenir le président Zelensky !

Notes

[1] Après avoir participé à des massacres de juifs avec les SS, Stepan Bandera fut arrêté par les nazis en 1941 et interné dans une prison pour VIP. Puis, il fut libéré pour participer activement avec les SS à la lutte contre les Soviétiques. Il n'a jamais été un adversaire idéologique des nazis, mais a toujours collaboré avec eux contre l'URSS. Voir Stepan Bandera : The Life and Afterlife of a Ukrainian Nationalist, Fascism, Genocide, and Cult, Grzegorz Rossolinski-Liebe, Ibidem (2014).

[2] « ??? ??????? ?????? ??????? », ????????? ????????? ???? (???), 2021, ? 38, ??.319.

[3] Conseil de sécurité, 8974e séance, ONU, 23 février 2022.

[4] Document : « Les plans d'attaque secrets ukrainiens » (source : ministère russe de la Défense).

[5] "Strategic Engineered Migration as a Weapon of War", Kelly M. Greenhill, Civil War Journal, Volume 10, Issue 1, July 2008. "Understanding the Coercive Power of Mass Migrations," in Weapons of Mass Migration : Forced Displacement, Coercion and Foreign Policy, Kelly M. Greenhill, Ithaca, 2010. "Migration as a Coercive Weapon : New Evidence from the Middle East", in Coercion : The Power to Hurt in International Politics, Kelly M. Greenhill, Oxford University Press, 2018.

Le courriel que j'ai adressé hier à Thierry Meyssan

Excellent article, *Ukraine : le retour de la propagande de guerre.*

J'ai une seule critique à formuler ou l'expression n'est pas tout à fait appropriée, mais je n'en ai pas trouvé d'autres pour exprimer quelque chose qui me gêne dans cet article, c'est quand vous mêlez implicitement tous les Français ou lecteurs français ("*Nous avons choisi d'oublier*") qui sont susceptibles de partager votre analyse à votre orientation politique, procédé récurrent que l'on retrouve dans d'autres articles, alors qu'en réalité a priori rien n'indique que ce soit le cas ou ils ont une orientation politique différente de la vôtre.

Ne croyez pas que ce serait un détail insignifiant, bien au contraire, car ceux, dont je fais partie, qui ne partagent votre orientation politique, se verront accuser à tort de la partager, et dans bien des cas cela les conduira à prendre leur distance avec vous ou le Réseau Voltaire par crainte qu'on les assimilent à des partisans de votre orientation politique, ou pire, ils en viendront à rejeter votre analyse alors qu'ils savent pertinemment qu'elle était correcte où ils décideront de vous ignorer dans le futur. Donc, au lieu de gagner des lecteurs ou de favoriser la prise de conscience du monde dans lequel nous vivons, même si par certains côtés j'estime qu'elle est incomplète ou faussée, vous obtiendrez le résultat inverse de celui escompté, et pour le coup ce sera dommage pour vous comme pour moi en l'occurrence ici et tous ceux qui partagent mes réserves. Je ne sais pas si je me suis exprimé clairement.

Vous semblez oublier que la plupart des gens ont des idées arrêtées sur tout, même sur ce qu'ils ne connaissent pas ou n'ont jamais étudié sérieusement, et qui plus est, ils sont susceptibles ou facilement irritables, surtout lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils étaient prêts à partager une analyse, et qu'au dernier paragraphe l'auteur qui leur a soumis en profite pour placer son orientation politique, alors que vous auriez très bien pu vous en passer, ils vont trouver le procédé inadmissible ou ils vont se mettre à croire injustement qu'on a essayé de les embobiner, pour finalement rejeter en bloc l'article qu'ils viennent de lire et qu'ils avaient estimé excellent quelques minutes plus tôt, ce qui sera stupide, mais la plupart des hommes sont ainsi faits malheureusement.

Ce n'est pas mon cas par chance, et vous aurez compris que ma critique portait uniquement sur la forme et non sur le fond, et puis personnellement, j'estime que toutes les orientations politiques sont respectables et ont le droit de s'exprimer, du moment qu'elles ne font pas l'apologie du fascisme ou du totalitarisme en général.

Comprenez-moi bien, en tant que militant je vous comprends parfaitement, que vous parliez au nom de tous les Français, que vous évoquiez de Gaulle si vous en avez envie ne me gêne absolument pas, je dirais même au contraire, comme cela au moins on sait à qui on a affaire, c'est préférable à tous les hypocrites qui s'expriment et camouflent leurs réelles intentions, cela dit, j'ai l'impression d'appartenir à une minorité pour faire l'objet du même traitement que vous, à ceci près que partager mon engagement figure parmi mes objectifs, tandis que le vôtre est davantage de fournir à vos lecteurs les matériaux qui leur permettront de mieux comprendre la situation, puisque vous indiquez ne pas promouvoir "*une idéologie ou une vision du monde*", alors qu'il vous arrive d'enfreindre cette règle que vous vous êtes fixé vous-même, n'est-ce pas ? Je ne vous en fais pas le reproche, je le répète, mais vos lecteurs n'y seront pas insensibles ou ils ne seront pas forcément animés des mêmes bonnes intentions à votre égard, c'est à cela que je voulais en venir, en d'autres termes ou en quelque sorte vous rendre service.

Quelque part nous partageons le même combat sur un certain nombre de questions essentielles, ensuite nos voies divergent parce que nous n'interprétons pas la société ou le monde de la même manière, mais je crois que fondamentalement nous poursuivons les mêmes objectifs de justice sociale et de liberté ou nous partageons les mêmes aspirations démocratiques. Il est donc regrettable que pour les raisons évoquées précédemment, nous, je parle pour moi et au nom d'autres personnes qui sont dans le même cas que moi qui ne partagent pas non plus mon orientation politique, nous ne puissions pas faire un bout de la route ensemble, tout du moins jusqu'à cette bifurcation.

Bien à vous.

Haut de page

Le 19 mars 2022

Quel cauchemar pour Macron et Biden !

- Ce vendredi après-midi, le président de la fédération de Russie, Vladimir Poutine, vêtu d'un col roulé blanc et d'une doudoune bleu marine, est apparu devant 95.000 personnes dans le stade Loujniki de Moscou. D'après la police de Moscou, près de 200.000 personnes se trouveraient dans et autour de l'enceinte du stade de Loujniki. Un événement retransmis à la télévision. BFMTV et Le HuffPost 18 mars 2022

Avertissement

Il est urgent de ne prendre pour argent comptant aucune info d'où qu'elle vienne, tant qu'elle n'a pas été confirmée par une ou plusieurs sources si possible d'orientations politiques différentes. On croule littéralement sous une avalanche de fausses infos en tous genres provenant principalement des médias ou réseaux dits sociaux occidentaux relayées par les différents gouvernements, qui ne publient aucun démenti quand elles sont éventées et ne s'excusent pas, car non seulement ils osent tout, ils vous méprisent profondément et ils vous le font savoir.

Une analyse politique et notre position sur le conflit armée entre l'OTAN et la Russie

Ce que j'ai essayé d'expliquer dans le texte suivant, c'est qu'il était vain ou même stupide de développer une propagande socialiste à des gens qui ignorent ce qu'est le socialisme ou qui s'en foutent complètement ou encore qui ne veulent pas en entendre parler, qu'au lieu de les amener à ouvrir les yeux sur la réalité, cela produirait l'effet inverse, donc au lieu de servir notre cause, nous aboutirions à l'effet inverse.

Certains vont sans doute se demander si je n'aurais pas perdu la tête ou trahi mon idéal en refusant de défendre mes propres idées ou le socialisme, alors que ce n'est pas du tout ce que je viens d'expliquer ou mon intention, j'ai simplement voulu dire que si vous développer la théorie de la relativité devant des gens arriérés ou incultes vous perdrez votre temps ou ils vous prendront pour un fou, ils se demanderont à juste titre sur quelle planète vous vivez.

Il faut donc commencer par se mettre à leur niveau et reprendre tout depuis le début, lorsqu'on évoque le conflit en cours entre la Russie et l'OTAN, la branche armée du groupe Bilderberg, du Forum économique mondiale ou Davos, du clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne la plus riche et la plus puissante de la planète, sinon, vos interlocuteurs ne comprendront rien à votre discours et ils rejetteront vos arguments puisqu'ils sont sous l'emprise de l'idéologie de la classe dominante, celle qu'on vient de mentionner. Je pense que si nous avions été à la place de Poutine, nous n'aurions pas eu d'autre alternative ou nous aurions agi de la même manière.

Dis de cette manière-là cela peut paraître monstrueux et incompréhensible, mais dès qu'on replace les évènements dans leur contexte, c'est d'une logique imparable, à moins d'être passé dans le camp de nos ennemis, ceux qu'on a évoqués ci-dessus. Contrairement à nos détracteurs qui sont manifestement sous influence, nous ne passons pas notre temps à prendre nos rêves ou nos désirs pour la réalité, nous l'abordons telle qu'elle est. Nous n'avons pas non plus besoin de nous faire passer pour ce que nous ne sommes pas, et pour cette raison nous abordons les rapports entre les classes tels qu'ils sont, alors que nos détracteurs passent leur temps à les déformer ou à leur faire dire l'inverse de ce qu'ils expriment en emboitant le pas aux populistes.

En hurlant avec les loups de l'OTAN contre la Russie, ils ont franchi un cran de plus dans l'opportunisme, ils se sont démasqués eux-mêmes ou ils ont enfin montré leur vrai visage, celui de la réaction puisqu'il faut bien le caractériser. Seul le déni de la réalité leur sert à justifier la position intenable qu'ils ont adoptée, exactement de la même manière que lors de l'épisode de la fausse pandémie, aucun de leurs arguments ne franchit l'épreuve de l'examen critique. Puisque la majorité des masses conditionnées par la propagande hystérique du gouvernement et les médias se rangent au côté de l'OTAN, ils ont cru bon de ne pas les contrarier en espérant sans doute qu'ils les ménageront ou leur décerneront la légion d'honneur du patriotisme en temps de guerre, confirmant celles qu'ils avaient déjà reçu en temps de paix armée de la main des bourreaux de tous les peuples.

Ce déni témoigne de leur soumission totale à l'ordre établi qu'ils prétendent combattre ou vouloir renverser, ce sont des imposteurs. Décidément, ils auront tout renié, au nom de l'internationalisme prolétarien ou de la solidarité avec les peuples opprimés, cela va de soi. Ils ne peuvent continuer à faire cette sale besogne et tromper les naïfs qui se fient encore à leurs étiquettes, à leurs discours en apparence radicaux, uniquement parce qu'ils ignorent les faits ou la réalité, ils s'emploient à maintenir les masses dans l'ignorance au lieu de les éclairer.

Leur vérité, ils la construisent au jour le jour en fonction du sens du vent à la manière des récits concoctés par les idéologues de l'oligarchie, croyant sans doute parce que les peuples ont une mémoire défaillante, que leurs méfaits ne laisseront pas de traces ou ils pourront toujours les nier par la suite. On leur dit d'avance que c'est peine perdue, puisque les physiciens ont découvert que la matière possédait une mémoire infaillible, dont les historiens, penseurs ou théoriciens du mouvement ouvrier s'empareront le moment voulu en rétablissant la chronologie ou l'enchaînement des faits qui suffiront à prouver la trahison délibérée de leur engagement politique ou de la cause qu'ils prétendaient représenter. Les faits sont cruels et ils le savent pertinemment.

Nous savons qui est Poutine, si les intérêts qu'il représente ne présentent aucune ambiguïté pour nous, il s'est retrouvé devant le dilemme suivant, soit cesser de les défendre et se plier au diktat américain, soit y rester fidèle et affronter les Etats-Unis et leurs alliés en s'appuyant sur la Chine pour garantir l'intégrité, la souveraineté et l'indépendance de la Russie. On pourrait nous rétorquer, qu'on se moque que la Russie passe sous domination américaine ou qu'elle conserve sa souveraineté, quand on observe ce qui est advenu de tous les pays qui sont passés sous le giron américain., je crois que si j'étais Russe, cette perspective ne me tenterait pas vraiment ou je ne vois pas quel avantage je pourrais en tirer.

Quand on pense à tous les Français qui sont nostalgiques des années 60-70, des "Trente Glorieuses", des "jours heureux" chers aux néostaliniens, de ce qu'ils ont appelé l'Etat providence, quand la vie politique était encore rythmée par la lutte des classes ponctuée d'avancées sociales significatives, quand inconsciemment ils avaient encore l'espoir inconsidéré de vivre un jour dans une société meilleure sous un régime capitaliste, on se dit que c'est uniquement par ignorance une fois de plus qu'ils souhaiteraient au peuple russe de connaître le même sort que l'oligarchie a réservé au peuple américain, on a du mal à leur prêter une intention aussi cruelle. Et bien la Russie de Poutine incarne d'une certaine manière cette période révolue en France et dans tous les pays occidentaux. C'est peut-être parce qu'elle a pratiquement disparu en France, que les nouvelles générations, qui ne possèdent pas ce point de repère ou de comparaison, accableront aveuglément Poutine et la Russie. Au passage, on peut aussi se souvenir de la lutte engagée entre l'UDR et l'UDF dans les années 70 en France, puis au sein du RPR, et plus tard à l'UMP (ex-UDR) entre chiraquiens et sarkoziens, les uns et les autres représentant ces deux modèles et orientations de la société et ces mêmes conceptions de la lutte de classe chez les différents clans de la classe dominante, on sait maintenant lequel des deux l'a emporté.

Il ne s'agit pas pour nous d'être nostalgique de quoi que ce soit, là encore, c'est peut-être l'impression trompeuse qui ressortirait de mon discours, alors qu'il sert uniquement à présenter ce qui permet de distinguer les différents protagonistes dont l'histoire et le développement sont différents, et donc les voies qui s'offrent à eux à un moment donné, car à l'arrivée ils n'en auront plus qu'une et une seule, dans un monde qui pourrait être différent de celui que l'oligarchie américaine avait imaginé, si Poutine et Xi parviennent à pulvériser le plan qu'elle avait échafaudé. Ensuite, il reviendra aux différents peuples d'exploiter leurs contradictions pour leur ravir le pouvoir et passer au socialisme, c'est ce combat que nous menons au quotidien ou auquel nous devons les préparer.

En gros, le scénario américain consistait à instaurer un ordre mondial qui serait placé sous leur contrôle, tandis que la Russie et la Chine seraient devenus leurs vassaux au même titre que les Etats de l'UE, le Japon et l'Australie, en échange de quoi ils pourraient conserver leur statut privilégié sur tous les autres Etats ou continents du monde, soit, l'Afrique, le Proche et le Moyen-Orient, le reste de l'Asie et l'Amérique latine qui seraient priés de leur fournir les matières premières et la main d'oeuvre nécessaire à leur entretien ou à leur développement sous peine de sanctions en tous genres... Tandis que le scénario sino-russe prévoyait de laisser chaque Etat souverain décider librement le choix de son modèle politique et de son développement économique en fonction des aspirations exprimées par leurs peuples bien qu'ils soient déjà soumis à une dictature en Russie et un régime totalitaire en Chine. Deux scénarios ou stratégies antagoniques ou incompatibles ne pouvant conduire qu'à des tensions permanentes et à terme à une confrontation armée ou une guerre, nous y sommes.

Cela dit, ces deux stratégie correspondent à des niveaux de développement du capitalisme différents entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine, ceci explique cela, et c'est justement ce facteur déterminant que beaucoup de gens ignorent ou oublient.

C'est aux Etats-Unis que les contradictions du capitalisme ont atteint ou même dépassé les limites de ce que ce système économique pouvait supporter et au-delà desquelles il est entré en putréfaction, d'où les guerres incessantes qu'ils mènent sur tous les continents depuis 1945, il ne peut plus survivre qu'en vampirisant littéralement l'économie mondiale en la soumettant à son appétit insatiable pour freiner ou retarder son effondrement, sa traduction sur le plan social et politique pour les Américains est catastrophique depuis qu'une ploutocratie mafieuse et criminelle s'est emparée du pouvoir.

En revanche la Russie et la Chine disposent encore d'un potentiel de développement qu'ils n'ont pas encore exploré et qu'ils ne sont pas près de brader aux Américains, bien qu'ils commercent ensemble. Cependant ils savent que cette réserve n'est pas inépuisable, aussi comptent-ils sur leurs relations économiques avec les pays encore sous-développés pour repousser l'échéance qui les amènera à se retrouver dans la même situation que les Américains, c'est-à-dire que lorsque le marché aux esclaves se sera tari sur tous les continents, il ne leur sera plus possible de maintenir à flot leur système d'exploitation sans exiger des sacrifices démesurés à leurs propres peuples, qui réagiront alors comme tous les peuples avant eux en se soulevant, et on peut parier qu'ils ne seront pas les seuls ou les premiers à emprunter cette voie, ce qui laisse de beaux jours à la lutte des classes et au socialisme.

On pourrait concevoir qu'à un moment donné les Etats-Unis, la Russie et la Chine conscients de partager les mêmes difficultés et craignant de connaître le même destin unissent leurs forces contre le reste du monde, hormis contre leurs vassaux respectifs trop affaiblis et corrompus pour manifester une velléité d'indépendance, mais il pourrait s'avérer qu'il soit trop tard pour mater tous les autres peuples répartis dans plus de 160 pays.

Les Etats-Unis voulaient intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégies de nouvel ordre mondial totalitaire qui aurait signifié de fait leur dissolution, leurs dirigeants ont refusé. Peut-on les en blâmer, doit-on s'en féliciter ? Ni l'un ni l'autre dans la mesure où aucun ne représente le modèle de société social et démocratique auquel aspire tous les peuples, néanmoins, selon le principe qui nous porte à toujours privilégier le faible contre le puissant, le dominé contre le dominant, l'opprimé contre l'oppresseur, si quelqu'un était à blâmer, ce serait ceux qui veulent à tout prix imposer leur modèle de société totalitaire aux peuples du monde entier et qui constituent une menace permanente sur la paix, c'est-à-dire, les Etats-Unis et les Etats membres de l'OTAN.

Quelques jours plutôt j'avais rédigé le texte suivant.

En Inde ou en Russie, les adversaires de Modi et Poutine promettent à leur peuple un avenir pire encore, dès lors pourquoi devrions-nous soutenir leurs adversaires, pourquoi aveuglément devrions-nous nous en prendre à Modi ou Poutine ?

Qui est réactionnaire dans cette histoire, ceux qui se servent des contradictions du capitalisme mondial pour mieux le combattre et l'abattre, ou ceux qui au contraire s'en servent pour permettre à l'oligarchie financière anglo-saxonne et ses alliés internationaux d'atteindre leurs objectifs en espérant ainsi parvenir à assurer la pérennité du capitalisme ?

Nous ne sommes pas pro Modi ou Poutine pour autant comme l'affirment ceux qui déforment systématiquement nos positions, nous constatons qu'en l'absence d'un parti ouvrier, les peuples indien et russe sont appelés à prendre position pour Modi et Poutine ou leurs

adversaires qui sont les représentants officiels du Forum économique mondial, dans ces conditions il est de notre devoir de leur dire quelles sont les véritables intentions des uns et des autres, tout en précisant bien que cela soit inutile, que ni Modi ni Poutine ne représentent réellement les intérêts des masses indiennes ou russes, mais cela ils le savent déjà, il ne nous viendrait pas à l'esprit de les contredire là-dessus évidemment.

Ce que je veux essayer de faire comprendre aux lecteurs, c'est que ces peuples comme tous les autres sont pris au piège, on les appelle à choisir entre des partis politiques ou des dirigeants qui dans tous les cas de figure ne représentent pas la classe des exploités et des opprimés, ce sont malheureusement les seuls qui existent pour ainsi dire, puisque ceux qui se réclament du socialisme sont insignifiants, sclérosés et corrompus, et qu'au bout de 50 ans d'existence ou plus ils ont démontré qu'ils avaient été incapables de s'enraciner profondément dans les masses et de construire une alternative aux partis dégénérés du mouvement ouvrier, afin de constituer un pôle de regroupement des éléments les plus conscients de la société qui aurait pu leur inspirer confiance en proposant une alternative crédible au capitalisme.

Comment voudriez-vous qu'ils se reconnaissent dans des groupuscules qui peuvent être demeurés fidèles au socialisme dont ils ignorent même l'existence, qui n'ont absolument aucun pouvoir, qui n'ont aucune influence sur le cours de la situation, qui sont exclus de la scène politique, du coup l'attention des masses se concentre sur les partis ou les candidats qui seraient en mesure d'accéder au pouvoir et de prendre les mesures qu'ils réclament ou alors ils s'abstiennent de les départager, parce qu'ils estiment qu'aucun d'entre eux n'est légitime pour représenter leurs intérêts, ce qui ne contribuera pas non plus à les faire avancer, ils expriment leur méfiance ou leur rejet des institutions en place, sans pour autant être capables d'en tirer le moindre enseignement politique, donc il n'y a pas lieu d'accorder une signification politique plus importante qu'elle le mérite à l'abstention ou au vote blanc lors d'élections.

Quand je militais la fin des années 70, on militait 7j/7 comme des forcenés, en trois ans, j'ai fait le compte approximatif, j'ai participé à plus de 600 diffusions ou porte-à-porte en semaine et le dimanche matin, au cours desquels j'ai discuté avec des milliers de travailleurs qui dans plus de 90% des cas accueillaient notre discours en manifestant un profond scepticisme ou des moqueries, plus de 40 ans plus tard, je m'en souviens encore comme si c'était hier tellement cela fut répétitif, c'était humiliant de passer pour des abrutis. On voulait changer la société en ignorant comment les travailleurs se représentait la société dans laquelle nous vivions, et depuis rien n'a changé. Ils se foutent de ce pensent les travailleurs, et davantage encore du pourquoi ils pensent de telle ou telle manière qui me paraît le plus important.

La question du soutien ou de la condamnation de Poutine est posée par ceux qui ont soutenu le tyran Macron en cautionnant le port obligatoire d'une muselière, tout en censurant les molécules qui permettaient de traiter efficacement le covid-19 afin de justifier la vaccination et le pass liberticide obligatoires, cela personne n'a pu l'oublier car c'est encore très frais dans les mémoires, n'est-ce pas ? Ce sont ces gens-là qui imputent à la Russie la responsabilité de ce conflit armé, ménageant une fois de plus Macron, l'UE et l'OTAN qu'ils prétendent combattre.

J'ai adopté la même position qu'envers la Libye ou la Syrie. Imaginons que nous ayons pris le pouvoir, et que nous apprenions qu'un Etat voisin ait programmé de bombarder la population civile de notre pays à partir d'une date précise, quelle décisions devrions-nous prendre : Attendre qu'il déclenche les hostilités et se livrent à un massacre ou prendre les devants et bombarder ses installations militaires en déclarant la guerre à ses dirigeants tout en envahissant leur pays pour neutraliser leurs troupes et les empêcher de franchir nos frontières ?

On poursuivra une autre fois.

Les sources des infos figurant dans cette causerie :

Yahoo news
AFP
Reuters
Publicsenat.fr
20 Minutes
RT
francesoir.fr
lemediaen442.fr
Réseau Voltaire
Mondialisation.ca
russiepolitics.blogspot.com
reseauinternational.net
french.almanar.com.lb
lesakerfrancophone.fr
kla.tv/fr
donbass-insider.com/fr
infobrics.org
fr.businessam.be

- Cette causerie au format pdf (27 pages)

C'EST BIEN LA FRANCE.

La France transformée en camp de travail obligatoire.

Macron veut transformer Pôle emploi en « France travail », et réformer le RSA avec 15 à 20 heures d'activité hebdomadaire - Publicsenat.fr 17 mars 2022

Lu - Avec cette crise, l'Occident a clairement abandonné toute prétention à l'universalité de ses valeurs tant le « Deux Poids Deux Mesures » apparaît évident pour tous ceux qui regardent plus loin que les deux dernière semaines d'Histoire ; or, comme la Nature a horreur du vide, cet abandon a vite été remplacé par une autre doctrine étrange et dont le degré de dégoulinance n'apparaît que progressivement : la nouvelle société occidentale semble décidée à s'organiser autour d'un wokisme décomplexé dans lequel il s'agit avant tout de gérer les foules au travers des émotions, des ressentis, des sentiments en abandonnant toute velléité de planification intelligente, raisonnée et à terme plus long qu'un ou deux mois.

Il suffit de voir les mines embarrassées de certains éditorialistes, piposophes de salon et autres experts de plateau télé qui expliquaient avec véhémence il y a quelques poignées de jours l'absolue nécessité de sanctions toutes plus dures les unes que les autres, et qui commencent maintenant à se rendre compte que ces sanctions vont se retourner très violemment contre tout le monde, eux compris.

Avec une gourmandise qui s'approche de plus en plus d'un suicide inconscient, l'Occident vient de tenter à l'échelle planétaire l'application d'une « Cancel culture » à ceux qui lui fournissent les vivres. La fine diplomatie des Macron, Von Der Leyen, Biden et autres cadors occidentaux va parvenir à auto-canceller l'Occident. Remarquablement bien joué.

Les médias institutionnels champions de la désinformation ou de l'intox, de la fake news.

Mali : La junte ordonne la suspension de la diffusion de RFI et France 24 - 20 Minutes 17 mars 2022

La suspension de RFI et France 24. C'est ce que la junte malienne a ordonné dans la nuit de mercredi à jeudi en raison, selon elle, de « fausses allégations » d'exactions commises par l'armée malienne et rapportées par les deux médias français. Le gouvernement malien « rejette catégoriquement ces fausses allégations contre les vaillantes Fama », les Forces armées maliennes, et « engage une procédure pour suspendre jusqu'à nouvel ordre la diffusion de RFI et France 24 », précise un communiqué signé du colonel Abdoulaye Maiga, porte-parole du gouvernement. Les émissions des deux médias se poursuivaient encore jeudi matin.

Le gouvernement malien estime que « ces fausses allégations » ont été rapportées notamment dans un reportage des 14 et 15 mars, dans lequel RFI a donné la parole à des victimes présumées d'exactions qui auraient été commises par l'armée malienne et le groupe privé russe Wagner.

Le communiqué du colonel Maiga « interdit à toutes les radios et télévisions nationales, ainsi qu'aux sites d'information et journaux maliens, la rediffusion et/ou la publication des émissions et articles de presse de RFI et de France 24 ». Le colonel Maiga estime en outre que « les agissements de RFI et France 24 ressemblent, dans un passé récent, aux pratiques et au rôle tristement célèbre de la radio Mille Collines », qui avait encouragé le génocide au Rwanda en 1994. 20 Minutes avec AFP 17 mars 2022

En complément. Ils osent tout

Ukraine: les Occidentaux dénoncent à l'ONU la "désinformation" alimentée par la Russie - AFP 17 mars 2022

LVOG - Ils sont bien placés pour en parler :

Le 17 mars 2022.

Le théâtre de Marioupol bombardé : un millier de personnes présentes dans le bâtiment - FRANCE 24 17 mars 2022

Un théâtre abritant « plus d'un millier de civils » a été bombardé, mercredi, dans la ville assiégée de Marioupol - Le Parisien 17 mars 2022

Cette info a été reprise par les médias du monde entier, chacun peut le vérifier sur le Net.

Le lendemain 18 mars 2022.

Théâtre de Marioupol bombardé : un blessé grave mais pas de morts, selon un premier bilan - BFMTV 18 mars 2022

Le conseil municipal de Marioupol a fait savoir que le bombardement du théâtre mercredi dernier n'a pas fait de victime à ce jour, mais qu'une personne reste gravement blessée. BFMTV 18 mars 2022

Le saviez-vous ? Bienvenue chez les charognards.

- En France, le neuf février 2022, l'Assemblée Nationale et le Sénat ont approuvé un amendement qui légalise la récupération des matières non combustibles, suite à une crémation. Soit, les métaux contenus dans les dents, les implants ou les prothèses, en plus des bijoux, pouvant contenir de l'or, de l'argent, du titane, de la platine, du cobalt et du palladium…

Les directeurs de services mortuaires cèdent ces éléments à des sociétés de recyclage des métaux, telle que Europe Métal Concept, situé à Avignon. L'entreprise néerlandaise Orthometals cueille 90% de ces transactions, évaluées au minimum à deux millions d'euros annuels. Cette compagnie cache, bien inhumée, la nature des produits que génère cette revalorisation…

Mieux encore! Des entreprises, telles que Funecap ou OGF réduisent leurs impôts, grâce à ce recyclage post-mortem : elles font don à leurs propres fondations des sommes versées par Orthometals ou Europe Métal Concept. Définitivement, les entreprises funèbres célèbrent en grandes pompes. (5) (Même les morts sont rentables par Maryse Laurence Lewis - Mondialisation.ca, 16 mars 2022)

5- https://www.funecap.group/

Un régime corrompu et pourri jusqu'à l'os, qui ne le savait pas ?

Cabinets de conseil : le rapport accablant de la commission d'enquête du Sénat - francesoir.fr 17 mars 2022

- Cliquez ici

Procès Deliveroo: amende maximale et prison avec sursis requises pour un "système" de travail dissimulé - francesoir.fr 16 mars 2022

- Cliquez ici

Les principales étapes de l'affaire du Levothyrox - francesoir.fr 16 mars 2022

- Cliquez ici

Des chiffres truqués = des milliards encaissés - kla.tv/fr 16 mars 2022

Voici la présentation d'une méthode permettant à l'industrie pharmaceutique d'augmenter encore plus ses bénéfices. Des personnes en bonne santé sont transformées en malades par la manipulation des valeurs limites. Tout le monde peut être concerné. Voyez clair dans ce jeu.

Actuellement, de nombreuses mesures contre le Covid sont justifiées par des chiffres alarmants.

Mais les chiffres sont-ils vraiment aussi infaillibles que les mathématiques ? Dans un documentaire remarquable, Tilman Achtnich, montre par différents exemples comment les hommes sont manipulés par la politique et l'industrie pharmaceutique. C'est ainsi qu'en l'espace de quelques années, on a réussi à mettre en place une médecine qui « s'oriente de plus en plus vers l'économie de marché », comme l'explique le professeur Gerd Gigerenzer, chercheur en matière de risques.

Les personnes en bonne santé deviennent des malades quand on modifie les indicateurs sur la base d'études complaisantes et de statistiques faussées au profit de l'industrie pharmaceutique.

Alors qu'auparavant une personne était considérée comme diabétique à partir d'un taux de glycémie de 1,40 g/l, la valeur limite est aujourd'hui de 1,26 g/dl.

Idem pour les taux de cholestérol : en quelques années, la limite est passée de 3 g/l à 2 g/l. Cela crée de nouveaux patients et l'industrie pharmaceutique empoche des milliards supplémentaires.

La tendance se poursuit et se révèle plus perverse que jamais dans l'hystérie actuelle du Covid. La manipulation des statistiques et des chiffres permet de justifier n'importe quelle mesure. kla.tv/fr 16 mars 2022

LVOG - Ils auraient pu ajouter l'alcootest !

En complément.

Los Angeles accuse Monsanto d'avoir pollué les eaux de la ville aux PCB pendant des décennies - francesoir.fr 17 mars 2022

- Cliquez ici

En famille chez les barbares.

Afghanistan: les talibans satisfaits par la prolongation du mandat de la mission de l'ONU - francesoir.fr 18 mars 2022

Le gouvernement taliban s'est déclaré vendredi satisfait de la prolongation d'un an, sous un nouveau mandat, de la mission politique de l'ONU en Afghanistan, s'engageant à travailler conjointement avec elle.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé jeudi, par 14 voix pour, dont celle de la Chine, seule la Russie s'abstenant, une résolution détaillant le nouveau mandat de la mission politique de l'ONU en Afghanistan (Manua), pour un an.

Ce texte, qui ne mentionne pas le mot "talibans", institue une présence internationale formelle en Afghanistan, mais n'équivaut pas à une reconnaissance officielle du nouveau pouvoir afghan.

"Nous considérons l'extension du mandat de la Manua comme une bonne chose et voulons qu'elle travaille efficacement pour résoudre les problèmes humanitaires et autres de l'Afghanistan", a déclaré à l'AFP le porte-parole du gouvernement taliban, Zabihullah Mujahid.

"Nous nous coordonnerons et coopérerons avec elle", a-t-il affirmé. francesoir.fr 18 mars 2022

DOSSIER UKRAINE

Rappel

Vidéo. [Ukraine] - Comment en est-on arrivé là ? Résumé des raisons du conflit.

- Cliquez ici

Ukraine, l'Otan dans la Constitution par Manlio Dinucci (ilmanifesto.it 12 février 2019) - Mondialisation.ca, 17 mars 2022

Extrait.

Le jour suivant la signature du protocole d'adhésion à l'Otan de la Macédoine du Nord en tant que 30ème membre, l'Ukraine a accompli un acte sans précédents : elle a inclus dans sa Constitution l'engagement à entrer officiellement dans l'Otan et simultanément dans l'Union européenne.

Sur ces dangereuses implications de la modification de la Constitution ukrainienne -derrière laquelle se tiennent certainement les stratèges USA/Otan- est tombé en Europe un silence politique et médiatique.

Sur le plan international, on garde à l'esprit que l'Ukraine est déjà de fait dans l'Otan, dont elle est pays partenaire : par exemple le Bataillon Azoz, dont l'empreinte nazie est représentée par l'emblème calqué sur celui des SS Das Reich, a été transformé en régiment d'opérations spéciales, doté de véhicules blindés et entraînés par des instructeurs USA de la 173ème Division aéroportée, transférés en Ukraine de Vicence, secondés par d'autres appartenant à l'Otan.

- Cliquez ici

L'Ukraine voit fusionner nazis et islamistes Par Robert Parry (Consortium News 7 juillet 2015) - Mondialisation.ca, 17 mars 2022

- Cliquez ici

Les causes profondes de la guerre en Ukraine Par Guy Mettan - Mondialisation.ca, 15 mars 2022

Dans les temps troublés, quand plus personne ne sait ce qui se passe et que les meutes d'indignés et de pseudo-experts submergent l'espace public de pathos et de théories oiseuses, il convient de revenir aux fondamentaux. En l'occurrence, à Montesquieu. Qui a dit deux choses importantes. La première est qu'en matière de guerre il ne faut pas confondre les causes apparentes avec les causes profondes, et la seconde qu'il ne faut pas confondre ceux qui l'ont déclenchée avec ceux qui l'ont rendue inévitable.

Pour la grande majorité du public et des médias intoxiqués par des décennies de propagande antirusse et pour les experts de plateau qui ont oublié toute culture stratégique, la cause de cette guerre est entendue : Poutine est fou. C'est un grand malade, un paranoïaque isolé dans son Kremlin, un criminel de guerre, un satrape vendu aux oligarques, un mégalomane cynique qui rêve de rétablir l'empire des tsars, une réincarnation d'Ivan le Terrible, un dictateur déséquilibré et capricieux qui a attaqué sans raison une nation innocente dirigée par un président démocrate et courageux soutenu par de vertueux Européens. Le cadre ainsi posé – les Grands Méchants d'un côté, les Gentils de l'autre – le narratif de la guerre peut se déployer : les Russes ont bombardé Babi Yar et une centrale nucléaire, ils massacrent les civils, un génocide est en cours tandis que les Ukrainiens résistent héroïquement.

Voilà ce qu'on ressasse dans les médias depuis quinze jours. Il est en effet possible que Poutine soit fou et que le poutinisme soit la cause de la guerre. Mais ce n'est pas sûr. Il se pourrait que, au contraire, Poutine soit très rationnel, ou en tout cas aussi rationnel que ceux qui ont attaqué, affamé et dévasté le Vietnam, Grenade, Panama, l'Irak (deux fois), la Serbie (deux fois), la Syrie, l'Afghanistan, le Soudan, la Libye, le Yémen (entre autres) ces dernières décennies au prix de centaines de milliers de morts. Il se pourrait par exemple que Poutine soit intervenu en Ukraine parce que, constatant que l'Occident avait refermé toutes les options diplomatiques (mise en œuvre des accords de Minsk, non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN), il n'avait pas d'autre choix s'il voulait éviter que la Russie soit démembrée et transformée en colonie américaine.

Sans remonter à l'Ukraine « berceau historique et religieux » de la Russie, on peut faire dater la cause profonde de cette guerre à 1997 quand Zbigniew Brezinski, le plus influent conseiller des présidents américains pendant trente ans, a publié son livre Le Grand Echiquier,

dans lequel il expliquait que le but stratégique des Etats-Unis consistait à s'emparer de l'Ukraine et démembrer la Russie pour briser sa puissance en Europe et l'empêcher de se joindre à l'Allemagne. 1997 étant par ailleurs l'année où la première phase de ce programme s'est mise en place avec l'entrée dans l'OTAN de la Pologne, de la Tchéquie et de la Hongrie… Depuis lors, les événements se sont enchaînés. En 1999, la Serbie est bombardée par l'Otan en violant le droit international. En 2004 a lieu la deuxième vague d'extension de l'OTAN à l'Est, qui coïncide avec les révolutions de couleur destinées à isoler la Russie de ses proches voisins (Géorgie 2003, Ukraine 2004, Kirghizstan 2005). En 2008 à Bucarest, l'OTAN invite l'Ukraine et la Géorgie à la rejoindre avant de donner son feu vert à Saakachvili pour attaquer l'Ossétie du Sud dans la nuit du 8 août. En 2014, la révolte de Maidan est transformée en putsch avec l'aide de milices néonazies qui tirent sur des policiers et font accuser le gouvernement légitime avant de le renverser avec le soutien de la Secrétaire d'Etat américaine adjointe Victoria « Fuck the EU » Nuland, qui installe un nouveau régime à la solde des Etats-Unis avec Arseni Iatseniouk puis Petro Poroshenko. On trouvera les détails de la stratégie de l'OTAN et les preuves du coup d'Etat de février 2014 sur la vidéo « Watch : Mearsheimer and McGovern on Ukraine », Consortium News, March 6, 2002.

Le lendemain du coup d'Etat, la langue russe est interdite et l'ukrainien devient langue obligatoire dans les administrations, les magasins, etc. Ce qui provoque l'annexion de la Crimée et le soulèvement du Donbass. Depuis lors, l'armée ukrainienne et les bataillons d'extrême droite qui ont gangrené l'administration ukrainienne à tous les niveaux (voir à ce sujet l'excellente synthèse d'Alex Rubinstein and Max Blumenthal, How Zelensky made Peace With Neo-Nazis, Consortium News, March 4, 2022) assiègent le Donbass au prix de milliers de morts essentiellement russophones (14 000 morts au total).

Depuis 2015, l'essentiel de l'armée ukrainienne et des bataillons néonazis Azov, Aidar et Pravy Sektor sont massés dans le Donbass, faisant craindre un assaut en règle à tout moment, ainsi que dans les villes stratégiques d'Odessa, Marioupol et Kharkiv (d'où la résistance de ces villes face à l'armée russe, les bataillons néonazis refusant de relâcher les civils et s'en servant comme boucliers humains). Cette stratégie du cheval de Troie ukrainien a été officiellement confirmée en 2019 avec le rapport de la Rand Corporation (une émanation du Pentagone) qui a, trente ans après la fin de la guerre froide, à nouveau désigné la Russie comme l'ennemi stratégique principal des Etats-Unis et évalué le coût/bénéfice des différentes options américaines à ce sujet (Overstanding and Unbalancing Russia. Assessing the Impact of Cost-Imposing Options).

En 2020, l'escalade des tensions est freinée par le Covid et la campagne électorale américaine. Puis les événements s'emballent en 2021 avec l'entrée en fonction de Joe Biden, qui a joué un rôle essentiel avec John McCain dans le putsch de Maidan, et dont le fils Hunter a faite de juteuses affaires à Kiev pendant l'ère Poroshenko. Une spirale infernale s'amorce :

17 mars 2021 : Biden traite le président Poutine de tueur

18/19 mars 2021 : Blinken et Sullivan essaient de dissuader les Chinois de s'allier avec la Russie

24 mars 2021 : Zelensky affirme qu'il va reprendre la Crimée et le Donbass

25 mars : la Russie commence à rassembler des troupes près de la frontière ukrainienne

13 avril : Biden rappelle ses navires de guerre en mer Noire et appelle Poutine pour proposer un sommet à Genève

16 juin : sommet Biden-Poutine à Genève, sans résultat

15 décembre : Poutine et Xi Jinping affirment que leur alliance va au-delà d'une alliance. Le même jour, la Russie propose deux traités de paix aux Etats-Unis et exige une réponse écrite (pour éviter de tomber dans le piège des engagements oraux donnés à Gorbatchev en 1991). Des drones ukrainiens sont tirés sur les populations civiles du Donbass et près de la Crimée. Les Russes massent leurs troupes.

4 février : Poutine et Xi Jinping affirment que leur amitié n'a pas de limites et qu'il n'y a aucune zone de coopération interdite entre la Chine et la Russie.

7-12 février : les médiations française et allemande échouent car ni Macron ni Scholz ne veulent/ne peuvent convaincre Zelenski d'appliquer les accords de Minsk, dernière chance pour la paix.

24 février : les Russes lancent leurs opérations militaires en Ukraine pour « dénazifier, démilitariser et neutraliser » le pays.

Mais la protection du Donbass et la neutralisation de l'Ukraine ne sont que les plus visibles des causes du conflit. La seconde série de causes, et qui est de loin la plus importante, tient à l'équilibre des forces stratégiques et à la doctrine de la destruction mutuelle assurée en cas d'attaque nucléaire. Cet équilibre de la terreur se serait trouvé de facto biaisé en faveur de l'Occident en cas de militarisation ou d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. En effet, une fois l'Ukraine tombée dans l'orbite militaire occidentale, l'OTAN y aurait installé ses armes nucléaires comme en Pologne et en Roumanie, plaçant Moscou à cinq minutes de la destruction totale et en l'empêchant du même coup de riposter par un feu nucléaire équivalent et susceptible d'anéantir en retour l'Europe et les Etats-Unis.

Ce scénario aurait ruiné l'indépendance et la souveraineté de la Russie. Tout comme l'installation de fusées nucléaires russes à Cuba ou au Mexique réduirait à néant la capacité des Etats-Unis à se défendre et les obligerait à se soumettre à la volonté de Moscou. La Russie ne bénéficiant pas d'un système d'alerte avancé comme les Etats-Unis, elle est en effet particulièrement exposée. Et elle se sent d'autant plus menacée que les Etats-Unis ont unilatéralement dénoncé des traités nucléaires INF (2019) et Open Sky (2020) qui garantissaient une certaine sécurité et maintenaient un dialogue stratégique. Dans ces conditions, l'établissement d'une zone tampon entre la Russie et les missiles nucléaires américains en Europe – soit l'Ukraine et la Géorgie en l'occurrence – devenait une question existentielle pour les Russes.

Cette cause, qui n'est jamais expliquée dans les médias et par les politiques occidentaux parce qu'elle mettrait en lumière leur agressivité et leur volonté d'hégémonie, a été le facteur déclenchant de la guerre. Elle explique aussi pourquoi des puissances telles que la Chine, l'Inde et

même le Pakistan restent neutres, voire favorables à Moscou. Pour la Chine, l'enjeu est très clair. Si l'Ukraine tombe en mains occidentales et que la Russie est affaiblie, voire perd cette guerre, la Chine sait qu'elle n'a aucune illusion à se faire : elle sera la prochaine sur la liste. Et sans allié russe, Pékin serait en très mauvaise posture car il se trouverait encerclé de tous côtés. On comprend aussi mieux pourquoi Taiwan est d'une importance si vitale pour la Chine…

Quant à l'Inde, avec son milliard et demi d'habitants et qui ne dispose même pas d'un siège permanent au Conseil de sécurité alors que la France et la Grande-Bretagne en ont deux avec dix fois moins de citoyens, elle ne peut se résoudre à se laisser marginaliser par une victoire totale de l'Occident. Le non-alignement est une affaire d'honneur et de survie géopolitique pour elle.

Vue sous cet angle, la bataille pour l'Ukraine prend une autre dimension. Il ne s'agit rien moins que d'une guerre pour la suprématie mondiale, les uns cherchant à restaurer leur hégémonie complète tout en vassalisant l'Europe, tandis que les autres luttent pour un monde multipolaire. Une nouvelle version de la lutte pluriséculaire du monde des Blancs contre la coalition des Noirs, des Colorés et des Jaunes. Voilà qui expliquerait pourquoi les 40 pays asiatiques, africains et latino-américains qui ont soutenu ou se sont abstenus de sanctionner la Russie lors du vote des Nations Unies, et qui représentent 4,5 milliards d'êtres humains, regardent le spectacle de loin et avec le secret espoir que la Russie gagne son bras de fer. Ils connaissent le goût des bombes, des assassinats et des dictatures imposés de l'extérieur. Ils ont appris à connaitre la rapacité, la cupidité et le cynisme d'un Occident qui les opprime depuis des siècles au nom de la civilisation, de la démocratie et des droits de l'Homme mais qui fait tout le contraire quand ses intérêts sont en jeu.

Ils savent que ce qui les attend, c'est un siècle de néocolonialisme sous prétexte de lutte pour la liberté. Ils ont vu comment l'Europe, qui se gargarise d'humanisme, a accueilli à bras ouverts les Ukrainiens « blancs, chrétiens et vêtus des mêmes habits que nous » en leur offrant des billets de train gratuits, et fermé ses portes aux étudiants nigérians, indiens, pakistanais, chinois, afghans, syriens qui cherchaient à fuir les combats (voir à ce sujet la tribune du philosophe slovène Slavoj Zizek, l'Ukraine et la Troisième Guerre mondiale, L'Obs, 1er mars 2022). Ils ont vu se noyer les Africains en Méditerranée alors qu'on se barricadait contre eux. Ils ont vu comment les Européens, qui leur donnaient des leçons de pacifisme et d'écologie, n'hésitaient pas à trahir leurs engagements pour réarmer l'Allemagne à coups de dizaines de milliards d'euros, livrer des tonnes d'armes à l'Ukraine et acheter du gaz de schiste et du pétrole de fracking américain alors qu'ils les vilipendaient quelques mois plus tôt. Ils regardent avec attention les nouveaux Gauleiter de la pureté culturelle et de la morale inclusive européenne bannir les musiciens, écrivains et interprètes, les Tchaikovsky, Dostoievsky, Valery Gergiev, Anna Netrebko des universités et des salles de concerts, voire les handicapés des Jeux paralympiques et les chats des concours de beauté internationaux !

Tel est le prix de la guerre. Elle ruine les vaincus mais aussi l'âme des vainqueurs, si tant est qu'ils vainquent et qu'ils en aient encore une…

Pourquoi le président ukrainien Zelensky fait-il durer la guerre ? - lemediaen442.fr 17 mars 2022

Il existe un processus de manipulation mis en œuvre par un groupe appelé « Corporatocratie », selon John Perkins, auteur de « Confessions d'un assassin économique - Nouvelles révélations d'initiés sur la manipulation des économies du monde ». Il utilise la dette, la corruption et les coups d'État. L'objectif est de maximiser les profits sans tenir compte des coûts sociaux et environnementaux. Tout comme la Réserve fédérale maintient le public américain dans la servitude par l'inflation perpétuelle de la dette et les intérêts, dit Perkins, la Banque mondiale et le FMI jouent ce rôle à l'échelle mondiale.

L'arnaque de base est simple. Elle consiste à endetter un pays, puis imposer les conditions suivantes :

Dévaluation de la monnaie. Les ressources indigènes sont ainsi mises à la disposition des pays prédateurs à une fraction de leur valeur.

Coupes importantes dans le financement des programmes sociaux (éducation et des soins de santé).

Privatisation des entreprises d'État, qui peuvent être achetées par des sociétés étrangères à des fins lucratives.

La libéralisation du commerce par la suppression de toute restriction étrangère sur le commerce extérieur. Cela permet l'introduction par les sociétés transnationales de leurs propres produits de masse, qui ruinent les économies locales.

En fin de compte, il y a toujours des conditions, et le FMI et la Banque mondiale sont à la pauvreté et à la stabilité financière ce que la Fondation Gates est à la philanthropie. La tactique du FMI et de la Banque mondiale inclut le crash de chaque économie majeure pour acheter l'infrastructure d'un pays à un coût ridiculement bas.

La Biélorussie a refusé l'argent du FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont offert à la Biélorussie 940 millions de dollars sous la forme d'une « aide d'urgence » sous le prétexte du coronavirus. En refusant l'offre, le président Aleksandr Lukashenko a placé son peuple au-dessus des besoins du FMI et de la Banque mondiale. Les conditions auraient été un verrouillage « extrême » de la population, imposant :

– Le port de masques
– Des couvre-feux très stricts
– Un état policier
– Un crash économique

Ukraine : la servitude par la dette

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un financement d'urgence de 1,4 milliard de dollars pour soutenir l'Ukraine. Cette décision

intervient quelques mois après un versement de 700 millions de dollars en décembre et de 2,7 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux, ou réserves d'urgence en août. Sous quelles conditions ? Le pays est déjà détruit au bout de huit années de guerre, avec un gouvernement corrompu, contrôlé par le département de la Défense américain avec ses laboratoires d'armes biologiques et ses camps d'entraînement pour les troupes de l'Otan. Tout pour plaire à son voisin russe.

La condition du prêt est de prolonger la lutte avec la Russie afin qu'elle s'enlise en Ukraine comme elle l'avait fait en Afghanistan. Le tout en menaçant l'Europe et l'Ukraine de famine. Le prix du blé a augmenté ces dernières semaines de plus de 40 %. Il existe également un déficit de soja, de maïs, de tournesol et d'autres céréales sur le marché européen. Les actions militaires en Ukraine ont perturbé la campagne de semis. Les exploitations agricoles ne sont en mesure d'effectuer qu'un tiers des travaux agricoles habituels. Assez pour nourrir les Ukrainiens, mais rien pour l'exportation.

La Commission européenne vient d'adopter un plan d'action d'urgence. Elle implique de restreindre les exportations de produits alimentaires en dehors de l'Union européenne, de supprimer les barrières douanières aux importations de produits alimentaires et de suspendre sa politique verte. Les responsables européens eux-mêmes admettent que ces mesures ne sont pas en mesure de renverser la situation car la Russie et l'Ukraine fournissent plus d'un tiers de toutes les céréales sur le marché mondial.

Pourquoi les « négociations » traînent-elles ?

L'Afghanistan était, dans les temps anciens, le grenier de l'Asie, comme l'Ukraine l'était pour l'Europe. Elle fournissait de la nourriture à toute la région. En raison du « Grand Jeu » géopolitique, l'Afghanistan ne fournit plus que des terroristes et de l'héroïne. Est-ce cela l'aboutissement du projet américain d'« afghanisation » de l'Ukraine, quand la Russie, elle, veut la « finlandariser », en faire un pays neutre ? La politique conflictuelle destructrice à l'égard de la Russie et de l'Ukraine est poursuivie en l'Europe par les États-Unis via l'Otan, mais le prix de cette politique pour l'Europe augmente chaque jour. lemediaen442.fr 17 mars 2022

John Perkins : Les Assassins Economiques [VOSTFR]

- Cliquez ici

L'Argent Dette - La révision (2010 Paul Grignon FR intégral)

- Cliquez ici

Guerre sanitaire contre guerre économique

- Cliquez ici __

Cachez-moi cette vérité et pocker menteur.

Ukraine: pour la Chine, les États-Unis et l'Otan sont "responsables de la crise" - AFP 17 mars 2022

Les Etats-Unis mettent la Chine en garde contre toute aide à la Russie - AFP 18 mars 2022

"Les intérêts de la Chine et de la Russie ne sont pas alignés. Poutine veut dynamiter le système international alors que le président Xi se voit comme l'architecte d'un nouvel ordre international", analyse Ryan Hass, expert auprès de l'institut de recherches Brookings, et ancien conseiller du président Barack Obama pour la Chine. AFP 18 mars 2022

LVOG - Ils sont abrutis à ce point-là ou ils le font exprès. Remettons les choses en perspective ou voyons comment elles s'articulent dans la réalité : Xi se voit comme l'architecte d'un nouvel ordre international, et pour y parvenir Poutine dynamite le système international.

Pékin répond à l'OTAN : Nous n'avons pas besoin de sermons sur la justice de la part des profanateurs du droit international - french.almanar.com.lb 17 mars 2022

La mission chinoise auprès de l'Union Européenne a indiqué jeudi 17 mars que « Pékin n'oubliera jamais ceux qui ont attaqué l'ambassade de Chine en Yougoslavie et qu'elle n'a pas besoin de sermons de la part des usurpateurs du droit international ».

La mission a exprimé cette position dans une déclaration publiée sur son site Web, en réponse aux critiques de l'OTAN à l'égard de la Chine concernant sa position sur la crise ukrainienne : « Le peuple chinois est en mesure de partager pleinement la douleur et la souffrance des autres pays, car nous n'oublierons jamais les bombardements de notre ambassade en Yougoslavie. Nous n'avons pas besoin de sermons sur la justice pour les profanateurs du droit international.

Le communiqué a déploré : « En tant que relique de la guerre froide et la plus grande alliance militaire au monde, l'OTAN continue d'étendre sa géographie et la portée de ses opérations. L'OTAN doit réfléchir sérieusement au rôle qu'elle a joué pour apporter la paix et la stabilité dans le monde ».

Le 7 mai 1999, à la suite des bombardements de l'OTAN, l'ambassade de Chine à Belgrade a été endommagée, causant la mort de trois personnes et faisant plus de 20 blessés.

Mardi, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a appelé la Chine à « condamner la guerre et à ne pas soutenir la Russie ».

« Tout soutien militaire ou autre à la Russie dans sa guerre hostile contre l'Ukraine viole le droit international », a-t-il déclaré lors d'une

conférence de presse.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a « fermement » rejeté la déclaration du secrétaire d'État américain Anthony Blinken selon laquelle la réticence de Pékin à condamner la Russie contredit sa position sur la Charte des Nations Unies.

Ce jeudi, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Kha Zhao Lijian, a déclaré que son pays avait toujours cru en la nécessité de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays.

Il y a deux jours, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a souligné que la Chine « n'est pas partie à la crise et souhaite toujours ne pas être affectée par les sanctions ».

« La Chine s'est toujours opposée à l'utilisation de sanctions pour résoudre des problèmes, sans parler des sanctions unilatérales qui n'ont aucun fondement dans le droit international, qui nuiront à la vie des gens dans tous les pays », a-t-il déclaré. french.almanar.com.lb 17 mars 2022

Chine-Russie: la relation stratégique appelée à se renforcer Par Mikhail Gamandiy-Egorov - Mondialisation.ca, 17 mars 2022

Malgré les nouvelles tentatives occidentales d'isoler la Russie – le résultat qui s'en suit prend une fois de plus la tournure inverse pour ses instigateurs. La relation sino-russe ne fait d'ailleurs que le confirmer.

- Cliquez ici

La CIJ ordonne à Moscou de suspendre son invasion en Ukraine - francesoir.fr 16 mars 2022

La Cour internationale de justice (CIJ), plus haut tribunal de l'ONU, a ordonné mercredi à la Russie de suspendre immédiatement ses opérations militaires en Ukraine, se disant "profondément préoccupée" par l'ampleur des combats.

La juridiction, qui siège à La Haye, aux Pays-Bas, donne ainsi raison à Kiev...

La Russie a refusé de comparaître lors des audiences tenues par la CIJ sur l'affaire, les 7 et 8 mars. Mais dans un document écrit, Moscou a réfuté la compétence de la cour sur la requête de l'Ukraine.

La Russie affirme que celle-ci ne relève pas du champ d'application de la Convention sur le génocide de 1948, sur laquelle Kiev fonde son dossier, et dont les deux pays sont partis.

"Le gouvernement de la Fédération de Russie demande respectueusement à la Cour de s'abstenir d'indiquer des mesures conservatoires et de retirer l'affaire de son rôle", a déclaré Moscou en amont du verdict.

Une requête rejetée mercredi par la CIJ, qui a conclu qu'elle avait bel et bien compétence dans l'affaire, au nom de la convention sur le génocide.

La Russie a ajouté qu'elle n'avait pas comparu devant les magistrats parce qu'elle n'avait pas eu assez de temps pour se préparer. Et l'invasion en Ukraine est, selon Moscou, un acte de "légitime défense". francesoir.fr 16 mars 2022

Les pourparlers russo-ukrainiens : le tentation dénoncée d'une mauvaise paix - russiepolitics.blogspot.com 17 mars 2022

par Karine Bechet-Golovko.

Si les pourparlers entre parties belligérantes font toujours partie des conflits, la parodie à flux constant qui se joue actuellement entre les délégations russe et ukrainienne est particulièrement malsaine. Quand les Russes, et les Ukrainiens, annoncent des avancées significatives, alors que, au minimum, la délégation ukrainienne exige le départ des troupes russes, une partie de l'élite politique russe commence à sérieusement s'interroger sur la finalité réelle recherchée par les « négociateurs ». Finalement, il semblerait que la guerre des clans, qui n'en finit pas en Russie, prenne ici une nouvelle forme et elle est d'autant plus dangereuse que les guerres ne se gagnent pas que sur les champs de bataille.

À peine l'armée russe lancée, des pauses sont annoncées pour des négociations, l'armée est posée au bord des villes et attend, les délégations qui se sont rencontrés au début avec une certaine tension (ce qui est normal et souhaitable vu les enjeux) papote désormais chacun chez soi par écrans interposés.

La banalisation du processus ne le rend pas plus efficace, bien au contraire. Il devient une routine et ne permet pas de maintenir la tension nécessaire à la prise de décision importante.

De sérieuses interrogations ont été formulées par Oleg Morozov, député Russie Unie, sur l'opportunité de ces pourparlers et la manière dont ils sont conduits. Rappelons qu'un membre de la délégation ukrainienne a été assassiné par les extrémistes après la première rencontre, car il « négociait avec l'ennemi », alors qu'il faisait partie du renseignement militaire ukrainien. Du côté russe, l'on retrouve le très controversé Medinsky, ancien ministre de la Culture qui en 2016 s'était illustré pour avoir fait installer à Saint-Pétersbourg la plaque commémorative de Mannerheim, collaborateur nazi ayant pris part au Blocus de Leningrad (certes, il s'y connaît bien en matière de dénazification …). Il est

notamment accompagné de Sloutsky, bien connu pour la finesse de sa réflexion et de Gryzlov, actuellement ambassadeur de Russie en Biélorussie, qui défendait les Accords de Minsk. Ces mauvais accords qui ont conduit à la guerre, comme toute « mauvaise paix ».

Et c'est justement l'inquiétude de voir revenir une mauvaise paix, une paix « à n'importe quel prix », de celles qui coûtent très cher, avec le faux espoir de revenir à ce qui existait « avant », qui pousse certains poids lourds de la politique russe à élever la voix. L'on retiendra particulièrement trois déclarations.

Tout d'abord, les pendules ont été remises à l'heure par V. Volodine, président de la Douma, dans un texte appelé « Moment de vérité« , qui commence par ces phrases :

« Aujourd'hui est arrivé le moment, où chacun doit prendre conscience de sa responsabilité devant le pays. C'est un moment de vérité pour tous. C'est le moment, où l'on voit qui est qui. »

Par ce texte, assez long, Volodine casse le discours intérieur, qui reste profondément postmoderne et volontairement dédramatisant, voulant maintenir l'illusion d'une normalité. Cela est évidemment aussi nécessaire pour la tranquillité publique, mais la prise en considération du caractère extraordinaire de la situation, des implications du choix fait et de leur caractère irréversible est fondamental si le pouvoir veut obtenir le soutien inconditionnel de la population. Le postmodernisme ne permet pas l'élan national, indispensable dans ces situations.

Piotr Tolstoï, vice-président de la Douma, pour sa part, devant les journalistes a justement souligné ce caractère irréversible, à la sortie de la réunion de la cellule de crise économique :

« Il n'y a pas de marche arrière possible, c'est pourquoi il faut s'adapter à cette nouvelle réalité et construire une nouvelle économie de la Russie, comme le plus grand pays autonome et forte sur le Continent eurasien. »

Construire l'autonomie, notamment économique, de la Russie, c'est aller à contre-pied de tout ce qui a été fait depuis la chute de l'Union soviétique, car c'est aller contre la globalisation économique, dans laquelle la Russie s'est engouffrée, préférant acheter plutôt que de produire. Volodine et Tolstoï ont posé le cadre de la nouvelle réalité politique et économique, qui est la seule voie possible pour la Russie aujourd'hui – l'autonomie et la force. Mais cette voie n'est possible, tout comme l'existence de la Russie, que si toutes les élites politiques ont le courage d'aller jusqu'au bout du processus de déglobalisation initié, sans négocier une « sortie honorable », sans retomber dans le piège des Accords de Minsk – en pire.

C'est Oleg Morozov qui a lundi tapé du poing sur la table, très concrètement au sujet de ces négociations particulièrement malsaines. Voici l'intégralité de son texte « Au sujet des pourparlers » :

« Ils se déroulent sur fond de :

La déclaration du Département d'Etat, affirmant que ce sont eux qui nous obligent à participer à ces pourparlers.

La déclaration du ministre des Affaires étrangères ukrainien Kuleba sur la nécessité de l'élimination physique de Poutine.

Les déclarations des négociateurs ukrainiens, selon lesquelles il faut tout d'abord sortir les troupes russes d'Ukraine, rendre tous les territoires, y compris la Crimée, et ensuite il sera possible de discuter de quelque chose.

Les remerciements de Zelensky à Meta, concernant l'appel à tuer les Russes.

Le tir du missile Tochka U dans le centre de Donetsk.

Cela donne l'impression que les troupes ukrainiennes sont aux abords de Moscou et que nous négocions la capitulation de la Russie. Les pourparlers sont inacceptables sur fond d'une telle rhétorique! Ils donnent l'illusion de notre faiblesse ! Et le plus important : il faut clairement déterminer le cercle des questions que nous sommes prêts à discuter. Et celles proposées par les négociateurs ukrainiens n'y ont pas leur place et ne peuvent en faire partie.

C'est le bon moment de transmettre toutes les compétences de négociation à Ramzan Kadyrov. Et pas parce que nos négociateurs sont mauvais!

Mais parce qu'il faut un autre format et justement Kadrov sait mieux que quiconque de quoi et comment parler avec les terroristes. »

Les pourparlers ont continué hier on line, tout le monde est très content. Mais hier aussi, Patruchev, le Secrétaire du Conseil de sécurité, était en Tchétchénie pour une rencontre très cordiale avec Kadyrov.

La Russie a toujours été faible pour les négociations, non pas parce qu'elle n'a pas de personnes compétentes pour s'en charger, mais parce que des négociations, surtout d'une telle ampleur, exigent une unité des élites politiques dirigeantes, qui n'existe pas en Russie, ce qui la fragilise et l'affaiblie. Espérons que l'instinct de survie lui permettra de définitivement sortir de la dangereuse impasse du postmodernisme, largement soutenue par toute une partie des élites globalistes (toujours en place). russiepolitics.blogspot.com 17 mars 2022

Ukraine : révélations explosives de Lara Logan, journaliste de CBS News - lemediaen442.fr 18 mars 2022

Du sauvetage des nazis par la CIA et le Vatican en 1945 au bataillon Azov et aux ministres ukrainiens nazis placés par les États-Unis par le coup d'État de Maïdan en 2014, rien n'est dit dans les grands médias. Heureusement quelques journalistes, comme Lara Logan, prennent

encore le droit à la parole… aux États-Unis. Un point de vue différent sur ce que les Démocrates et la Commission européenne présentent comme le camp du bien. lemediaen442.fr 18 mars 2022

- Cliquez ici

Ukraine : Les Russes vont divulguer les documents d'un projet secret américain de transmission de maladies de la chauve-souris à l'homme - lemediaen442.fr 17 mars 2022

Lors du briefing de ce 17 mars 2022, le général de division Igor Konachenkov a précisé que le ministère russe de la Défense continue d'étudier les documents reçus des employés des laboratoires ukrainiens sur la mise en œuvre de programmes biologiques militaires par les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN sur le territoire ukrainien.

Des experts russes des Forces de défense contre les radiations, chimiques et biologiques ont étudié des documents originaux révélant les détails de la mise en œuvre américaine en Ukraine d'un projet secret d'étude des modes de transmission de maladies à l'homme par les chauves-souris au sein d'un laboratoire de Kharkov. Selon les documents, ces études ont été menées à Kharkov de manière systématique et sous la supervision directe de spécialistes des États-Unis pendant de nombreuses années.

Dans le cadre d'un projet américain, l'Institut de médecine vétérinaire de Kharkov a étudié les oiseaux sauvages comme vecteurs de transmission de la grippe aviaire hautement pathogène. Dans le même temps, les conditions dans lesquelles les processus de transfert peuvent devenir ingérables, causer des dommages économiques et créer des risques pour la sécurité alimentaire ont été évaluées.

De nouveaux documents seront présentés sur l'exportation d'une grande quantité de biomatériaux humains du territoire de l'Ukraine vers le Royaume-Uni et d'autres pays européens. Dans un avenir proche, sera publié un nouvel ensemble de documents reçus d'employés ukrainiens de laboratoires biologiques et les résultats de leur examen seront présentés. lemediaen442.fr 17 mars 2022

Sur le champ de bataille

19ème jour de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine - lesakerfrancophone.fr 15 mars 2022

- Cliquez ici

L'aviation russe a détruit la division des systèmes de défense aérienne S-300 en Ukraine - lemediaen442.fr 17 mars 2022

La Maison-Blanche a annoncé que « les États-Unis ont aidé les Ukrainiens à acquérir des systèmes à longue portée sur lesquels les forces ukrainiennes sont déjà entraînées, ainsi que des munitions supplémentaires pour ces systèmes ». Le S-300 est la principale arme de défense aérienne à longue portée de l'Ukraine.

Selon RIA Novosti, l'aviation militaire russe a détruit une division de systèmes de missiles anti-aériens S-300 des troupes ukrainiennes, a déclaré le représentant officiel du ministère de la Défense, le général de division Igor Konachenkov.

« Des avions opérationnels et tactiques, de l'armée et sans pilote ont frappé 46 installations militaires de l'Ukraine, dont 11 systèmes de missiles anti-aériens, la division S-300, une installation d'un système de lance-roquettes multiples, 3 postes de commandement, une station de guerre électronique , 7 dépôts de munitions et 18 lieux d'accumulation de matériel militaire », a déclaré le général.

En outre, au cours de la journée écoulée, des unités russes ont abattu un hélicoptère ukrainien Mi-24 , un Mi-8 et 12 drones, dont 3 Bayraktar TB-2. Au total, 181 avions et hélicoptères ukrainiens, 172 véhicules aériens sans pilote, 170 systèmes de missiles anti-aériens, 1 379 chars et autres véhicules de combat blindés, 133 systèmes de lance-roquettes multiples, 514 canons et mortiers d'artillerie de campagne, ainsi que 1 168 véhicules militaires spéciaux ont été détruits depuis le début de l'opération. lemediaen442.fr 17 mars 2022

Trois instructeurs US tués dans le Donbass - Réseau Voltaire 18 mars 2022

La République populaire de Donestk a annoncé avoir, lors de bataille de Marïnka, tué trois instructeurs états-uniens, le capitaine Michael Hawker, le lieutenant Logan Shrum et le lieutenant Cruz Toblin. Il a été possible de les identifier en fouillant leurs paquetages.

En décembre 2021, le Pentagone avait envoyé des instructeurs en Ukraine pour enseigner des « méthodes de combat non-traditionnelles ». Officiellement, il les avait retirés au début du conflit. Réseau Voltaire 18 mars 2022

L'étau se resserre autour des néo-nazis ukrainiens retranchés à Marioupol, et les médias occidentaux se vautrent dans l'abjection - donbass-insider.com/fr 17 mars 2022

par Christelle Néant.

Alors que l'encerclement opéré par les forces armées russes et la milice populaire de la RPD (République Populaire de Donetsk) se resserre autour de Marioupol, poussant les néo-nazis ukrainiens qui y sont retranchés à mener des provocations sanglantes, les médias occidentaux se vautrent dans l'abjection la plus totale concernant le massacre de civils à Donetsk par l'armée ukrainienne le 14 mars 2022.

Deux jours après la destruction de la plupart des positions de tirs des néo-nazis ukrainiens retranchés dans Marioupol, la milice populaire de la RPD et les forces armées russes progressent désormais rapidement dans l'agglomération même à la fois par l'ouest et par l'est.

Comme on peut le voir sur cette carte, la district est de Marioupol, ainsi qu'une partie du nord-ouest du district central et du nord du district Kalmiouski sont déjà sous contrôle des forces armées russes et de la milice populaire de la RPD, qui avancent dans les zones marquées en jaune, dans ce qui semble être une manœuvre visant à couper le chaudron en deux encerclements plus petits.

L'avancée des forces armées russes et de la milice populaire de la RPD dans Marioupol permet d'accélérer l'évacuation des habitants de la ville. Et ces derniers confirment que les néo-nazis ukrainiens installent leur équipement militaire près des abris anti-bombardements où se cachent les civils, et avaient abattu ceux qui tentaient de fuir via les couloirs humanitaires.

La situation est tellement mauvaise pour les néo-nazis ukrainiens retranchés à Marioupol que le commandant en second du régiment Azov après avoir vu sa demande de frappe visant à débloquer l'encerclement refusée par l'état-major ukrainien, en vient à appeler désespérément les gens originaires de la ville qui ne s'y trouvent pas de faire un maximum de bruit pour attirer l'attention médiatique.

Il semble que sa demande n'ait pas rencontré un franc succès, alors les néo-nazis ukrainiens installés à Marioupol ont fait exploser le théâtre où ils avaient installé leur quartier général, mais où se trouvait aussi un millier de civils, en accusant bien sûr la Russie d'avoir bombardé l'endroit !

Or, aujourd'hui un soldat du régiment Azov qui a fait défection et est passé du côté de la RPD, a déclaré les civils qui étaient dans le théâtre étaient gardés comme otages, afin de protéger le quartier général des néo-nazis ukrainiens, avant que celui-ci ne soit déplacé cet après-midi !

Au vu de cette information, il est clair que la Russie n'aurait pas bombardé ce bâtiment, de peur de toucher les civils, et aurait opté pour une solution comme celle qui a permis de libérer en tout sécurité les 300 civils qui étaient retenus otages par les néo-nazis ukrainiens du bataillon Aïdar dans le monastère de Nikolskoye.

En plus de cela, les combats font rage tout près du théâtre, qui se trouve exactement à la jonction des deux zones d'avancée de l'armée russe et de la milice populaire de la RPD, ce qui veut dire qu'un bombardement d'artillerie ou aérien pourrait aussi toucher ces soldats ! Le ministère de la Défense russe a d'ailleurs indiqué que le 16 mars 2022 aucun avion de combat n'avait mené de bombardement sur Marioupol.

La destruction de ce théâtre à Marioupol semble être l'ultime tentative désespérée des néo-nazis du régiment Azov d'attirer l'attention médiatique sur eux, en espérant (en vain) que cela ralentira l'avancée des forces armées russes et de la milice populaire de la RPD. Et je dis en vain, car les soldats tchétchènes de la garde nationale russe sont déjà très près du théâtre, en train d'éliminer les néo-nazis ukrainiens qui se sont retranchés dans les bâtiments de l'usine Azovstal.

Sans surprise, les médias français se sont jetés sur l'histoire du théâtre de Marioupol, alors que leur silence concernant le tir par l'armée ukrainienne d'un missile Tochka-U sur Donetsk le 14 mars fut assourdissant (sauf TF1 qui a publié un reportage filmé sur place et clairement indiqué que le missile avait été tiré par l'Ukraine), malgré les nombreuses victimes civiles de ce nouveau crime de guerre de Kiev.

Si les médias occidentaux s'étaient contentés de se taire sur le bain de sang que l'armée ukrainienne a provoqué à Donetsk, cela aurait été un moindre mal. Mais malheureusement, certains médias se sont littéralement vautrés dans l'abjection.

Ainsi, plusieurs médias occidentaux, comme La Stampa, ont illustré des articles concernant la situation à Kiev avec des images venant du carnage dans le centre de Donetsk ! Cette abjection a provoqué une vague d'indignation non seulement en Russie et dans le Donbass, mais aussi en Italie, où des journalistes et de simples citoyens ont exigé de La Stampa une réfutation et des excuses pour cette violation grossière de l'éthique journalistique.

ABC News a utilisé les images venant de Donetsk pour illustrer une autre nouvelle sur la frappe de missiles menée par la Russie contre le centre d'entraînement de Iavorovski où étaient stationnés des mercenaires étrangers. Ce qui est là aussi une manipulation pure et simple des faits.

Quant à Reuters, la différence entre ses posts Instagram sur le bombardement de Kiev et celui de Donetsk est à vomir. Ainsi concernant Kiev, on voit un vieux monsieur blessé par un bombardement russe, mais à Donetsk, alors qu'il y a une vingtaine de morts parmi les civils, Reuters nous montre… la vitrine endommagée d'un magasin de robes de mariées (!!!) sans mentionner les victimes civiles.

Ces omissions et mensonges éhontés des médias occidentaux ne changeront pas la donne. La RPD est en train d'avancer pour reprendre Maryinka, située en périphérie sud-ouest de Donetsk, et la milice populaire de la RPL avance depuis plusieurs directions dans Severodonetsk.

- Cliquez ici

Marioupol : Kiev accuse la Russie d'avoir bombardé un théâtre, Moscou dément et met en cause Azov - RT 17 mars 2022

Selon Kiev, la Russie a bombardé un théâtre de Marioupol dans lequel plus d'un milliers de civils étaient réfugiés. Moscou nie toute frappe aérienne et accuse le bataillon Azov d'avoir fait exploser le bâtiment où des otages pourraient être retenus. Marioupol, ville portuaire stratégique encerclée par les forces russes, se retrouve une nouvelle fois au centre de l'attention médiatique après la destruction le 17 mars d'un théâtre dans lequel s'étaient réfugiées, selon Kiev, plus d'un millier de personnes. Deux versions s'opposent sur les événements : les autorités ukrainiennes accusent la Russie d'avoir bombardé le bâtiment, précisant que le bilan humain reste à ce stade indéterminé. De son côté, Moscou nie tout bombardement du théâtre et soutient que l'explosion est le fait du bataillon Azov – une organisation ukrainienne paramilitaire d'obédience néonazie – qui y retient des civils en otage.

Provocation du bataillon Azov qui a fait exploser le théâtre, selon Moscou Côté russe, le ministère de la Défense a catégoriquement démenti les accusations de Kiev concernant une frappe aérienne et accusé des militants du bataillon Azov d'avoir fait exploser le théâtre, selon un communiqué cité par l'agence Tass.

Frappes russes sur une infrastructure abritant la maternité de Marioupol : les versions s'opposent

«Pendant la journée du 16 mars, l'aviation russe n'a effectué aucune mission impliquant des frappes sur des cibles terrestres dans les limites de Marioupol. Selon des informations vérifiées, les militants du bataillon nationaliste Azov ont procédé à une nouvelle provocation sanglante en faisant exploser le bâtiment du théâtre», a déclaré le ministère de la Défense.

«Auparavant, les réfugiés qui ont fui Marioupol ont informé que les nazis du bataillon Azov auraient pu prendre des civils en otage dans le théâtre, en utilisant les étages supérieurs comme postes de tir», a ajouté le ministère. Dans son communiqué, le ministère précise encore que compte tenu du danger potentiel pour les civils et de la «provocation du 9 mars autour de l'hôpital numéro 3 de Marioupol, le bâtiment du théâtre n'a jamais été considéré comme une cible de frappe».

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, citant «les réfugiés qui se sont échappés de la ville et un militant capturé d'Azov», a également estimé qu'il pourrait y avoir des otages de la population locale dans le théâtre, dressant un parallèle avec le massacre d'Odessa. Le 2 mai 2014, 48 personnes s'opposant au coup d'Etat de Maïdan avaient péri dans le terrible incendie de la Maison des syndicats d'Odessa, dans laquelle elles s'étaient réfugiées alors qu'elles étaient poursuivies par des nationalistes radicaux.

«Une telle méthode peut choquer ceux qui ne connaissaient pas ces méthodes auparavant mais c'est précisément cette méthodologie qui sert de base à l'idéologie et à la philosophie de ceux qui ont brûlé la Maison des syndicats [à Odessa]. C'est exactement ce qu'ils ont fait. Ils ont enfermé des civils — non pas en tant qu'otages, mais en tant que victimes — sur le territoire d'un site civil. Et la Maison des syndicats est un site civil. Le théâtre dramatique de Marioupol est un site civil. Ils les enferment là-bas puis les sacrifient, a déclaré Maria Zakharova lors d'une conférence de presse le 17 mars. «Vous pourriez penser qu'il s'agit là d'une expression figurée, mais non, cela a un sens profond. Ce sont de véritables victimes sacrées de la part de ceux qui professent le néonazisme. Ils considèrent que c'est normal», a-t-elle ajouté. RT 17 mars 2022

LVOG - Un hôpital, une mosquée, un site commémoratif israélite tous bombardés puis finalement pas bombardés par l'armée russe, c'était il y a quelques jours à peine. On est en présence de nazis, de cinglés de la pire espèce, ils n'ont pas de limite dans le sadisme ou la cruauté, et ceux qui relaient leurs exploits non plus, tous les médias mainstream et tous les gouvernements occidentaux.

Epilogue et fin de l'intox.

Théâtre de Marioupol bombardé: un blessé grave mais pas de morts, selon un premier bilan - BFMTV 18 mars 2022

Le conseil municipal de Marioupol a fait savoir que le bombardement du théâtre mercredi dernier n'a pas fait de victime à ce jour, mais qu'une personne reste gravement blessée. BFMTV 18 mars 2022

Le Canal 24 (Ukraine) appelle à tuer tous les Russes, femmes et enfants compris - Réseau Voltaire 17 mars 2022

Le canal de télévision ukrainien 24 (24 ?????), contrôlé par le Groupe TRK de Kateryna Kit-Sadova (épouse du maire de Lviv), a diffusé, le 13 mars 2022, une émission de Fakhrudin Sharafmal.

Il y déclare :

« Je sais qu'en tant que journaliste, je dois être objectif, je dois être calme pour rapporter des informations avec un cœur froid. Mais, pour être honnête, il est très difficile de tenir le coup maintenant, surtout en une telle période. Puisque nous, nous sommes appelés "nazis", "fascistes", etc. par la Russie, permettez-moi de citer les mots d'Adolf Eichmann, qui a dit que pour détruire une nation, nous devons détruire, avant tout, ses enfants. Parce que si vous tuez les parents, leur descendance va certainement grandir et se venger de vous. Mais si vous tuez les enfants, leur nation ne grandira jamais et disparaîtra. Les forces armées ukrainiennes ne peuvent pas détruire les enfants russes car cela est interdit par les règles de la guerre et divers traités, dont la Convention de Genève. Mais je ne suis pas de l'Armée ukrainienne. Et quand j'aurai l'occasion de prendre des vies russes, je n'hésiterai pas à le faire. Si vous nous traitez de "nazis", nous suivrons la doctrine d'Adolf Eichman. Je ferai tout ce que je pourrai pour qu'aucun d'entre vous, ni aucun de vos enfants, ne puisse jamais vivre sur cette terre. De sorte que vous éprouviez ce qu'être tué veut dire pour des civils innocents ; que vous éprouviez leurs douleurs et leurs souffrances. Vous dites que vous n'avez pas commencé cette guerre, que vous ne la voulez pas, que c'est la faute de Poutine. Mais nous ne l'avons pas commencé non plus. Maintenant vous devez comprendre, il ne s'agit plus de paix, il s'agit de la victoire du Peuple ukrainien. Nous devons gagner et pour le faire nous devons tuer les familles russes. Je suis impatient de le faire. Gloire à la Nation ukrainienne ! Espérons que la Russie et le peuple russe périront et ne se relèveront jamais. Vous êtes des détritus qui doivent être balayés de la surface de la planète. Si

un Ukrainien a la chance de broyer vos os, de fendre vos gorges, d'étouffer des Ruskofs, j'espère qu'il saisira sa chance de poser sa contribution à la cause et tuera au moins l'un d'entre vous. »

Cette vidéo tourne en boucle sur les chaînes de télévision russe comme preuve de la vraie nature des « nationalistes » ukrainiens.

La mission diplomatique russe a saisi le forum de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'organisation internationale issue des accords d'Helsinki. Réseau Voltaire 17 mars 2022

ÉCONOMIE

Etats-Unis

Washington veut stopper la spéculation sur l'énergie qu'il a provoquée - Réseau Voltaire 17 mars 2022

Le 2 mars 2022, l'Agence internationale de l'Énergie (IEA) a décidé de vendre 60 millions de barils de pétrole afin de faire baisser le prix de l'énergie sur le marché global.

L'administration Biden a pris en charge la vente de 30 millions de barils de pétrole sur sa réserve stratégique.

Le résultat de cet appel d'offre a été publié le 17 mars 2002. Il se répartit comme suit :

Atlantic Trading & Marketing, Inc. (1,05 million de barils) ;
Chevron USA (1,265 million de barils) ;
Gunvor USA, LLC (0,350 million de barils ;
Marathon Petroleum Supply and Trading, LLC (16,06 millions de barils) ;
Motiva Enterprises, LLC (2,55 millions de barils) ;
Phillips 66 Company (4,2 millions de barils)
Valero Marketing and Supply Company (4,75 millions de barils)

Les livraisons auront lieu entre le 1er avril et le 31 mai 2022.

La spéculation sur les prix de l'énergie a d'abord commencé avec ceux du gaz ukrainien, à l'initiative des États-Unis, au dernier trimestre 2021. Elle s'est progressivement étendue à toutes les sources d'énergie. Actuellement la bulle financière qu'elle a suscitée est bien plus importante que ne l'était celle sur l'immobilier (subprimes) en 2008. L'éclatement de cette bulle, désormais alimentée par les rumeurs autour de la guerre en Ukraine, menacerait l'ensemble du système capitaliste. Réseau Voltaire 17 mars 2022

Inde

Washington veut stopper la spéculation sur l'énergie qu'il a provoquée - Réseau Voltaire 17 mars 2022

Les importations indiennes de charbon russe pourraient être les plus élevées depuis plus de deux ans - infobrics.org 17 mars 2022

Les importations indiennes de charbon en provenance de Russie en mars pourraient être les plus élevées depuis plus de deux ans, selon les données de cabinets de conseil en recherche, les acheteurs indiens continuant à acheter le combustible sur un marché désormais de plus en plus isolé par les sanctions.

Des navires transportant au moins 1,06 million de tonnes de charbon à coke, principalement utilisé pour la fabrication de l'acier, et de charbon thermique, utilisé principalement pour la production d'électricité, devraient livrer le combustible dans les ports indiens en mars, le plus haut niveau depuis janvier 2020, selon les données du cabinet de conseil Kpler.

La Russie, habituellement le sixième fournisseur de charbon à coke et de charbon thermique de l'Inde, pourrait commencer à offrir des prix plus compétitifs aux acheteurs chinois et indiens, car les clients européens et autres boudent la Russie en raison des sanctions, ont déclaré les traders, ajoutant que le commerce pourrait également être stimulé par un arrangement commercial rouble-rupee.

Environ 870 000 tonnes de charbon russe ont déjà été livrées ou devraient être livrées sur les côtes indiennes jusqu'au 20 mars, le chiffre le plus élevé depuis avril 2020, selon le cabinet de conseil indien Coalmint.

Ce chiffre serait plus élevé si davantage de charbon était chargé dans les ports russes depuis la mi-février, car il faut généralement environ un mois aux navires russes pour livrer en Inde, a déclaré Aditi Tiwari, responsable du marché du charbon chez Coalmint.

"Les acheteurs indiens continuent à faire entrer le charbon russe sur le marché indien, mais ils ont de plus en plus de mal à le faire parce que les banques ne veulent pas ouvrir de lettres de crédit", a déclaré la source industrielle.

V R Sharma, directeur général de Jindal Steel and Power Ltd (JSPL), a déclaré qu'il serait difficile d'importer de la Russie à moins qu'il n'y ait un échange "roupie-rouble".

"Si le commerce roupie-rouble est approuvé, nous pourrons alors obtenir du charbon à des prix abordables et moins chers en Russie", a

déclaré M. Sharma à Reuters.

JSPL est parmi les importateurs de Russie en mars, avec Tata Steel, Kalyani Steels et JSW Steel.

Source : Reuters

Argentine

L'Argentine stoppe ses exportations de soja : 41% de la production mondiale s'arrête - fr.businessam.be 15 mars 2022

L'Argentine a interrompu l'exportation d'huile et de farine de soja, deux des principaux produits d'exportation du pays. La décision de l'Argentine est susceptible de faire augmenter le prix des produits à base de soja dans le monde entier.

Le ministre argentin de l'Agriculture, Julián Domínguez, a annoncé aujourd'hui l'arrêt immédiat des exportations d'huile de soja, de farine et d'autres produits connexes. La raison de l'arrêt des exportations n'a pour l'instant pas été donnée.

Les détracteurs, dont plusieurs fédérations professionnelles, affirment que le gouvernement impose cette interdiction en raison de la mauvaise situation économique du pays. « Cela est fait uniquement parce que le gouvernement argentin veut appliquer des droits de douane plus élevés sur les exportations », déclare l'Association des transformateurs et exportateurs d'oléagineux.

Cette augmentation permettrait au pays de gagner 410 millions de dollars supplémentaires par an à l'avenir, selon les analystes du gouvernement. Cependant, l'annonce officielle du gouvernement n'en fait pas mention. Il y a moins de quinze jours, le gouvernement a promis qu'il ne fermerait pas les exportations en raison de l'escalade en Ukraine.

Selon la compagnie maritime argentine NABSA, la moyenne mensuelle des exportations de farine de soja de l'Argentine en 2021 était d'un million et demi de tonnes. Le ministère américain de l'Agriculture s'attend également à ce que le pays représente 41 % des exportations mondiales de farine de soja lors de la campagne 2021-2022. L'interdiction d'exporter constituera donc une perte importante pour le secteur.

La production argentine de soja a connu une forte expansion ces dernières années, au détriment d'autres cultures. Avec plus de 31 millions d'hectares, le soja est la culture la plus importante du pays. Cette culture est le principal contributeur à la chaîne de production des oléagineux.

Préoccupations économiques

Sur le plan économique, le pays d'Amérique du Sud ne se porte pas bien depuis un certain temps. Le mois dernier, le gouvernement argentin et le Fonds monétaire international (FMI) ont annoncé un accord préliminaire pour un nouveau programme. Ce dernier est censé restructurer la dette du pays, avec l'engagement d'atteindre certains objectifs économiques.

La nouvelle de l'accord a déclenché des manifestations dans la capitale Buenos Aires, où la population craint de devoir payer les dettes du pays. Le taux d'inflation du pays est également d'environ 50 %. fr.businessam.be 15 mars 2022

Haut de page

Le 21 mars 2022

Comme je fais pour abattre tout seul un tel boulot, vous vous demandez peut-être. Parce que j'y consacre presque tout mon temps, ensuite au fil du temps j'ai perfectionné mon outil de travail, j'ai dorénavant un ordinateur et une connexion Internet qui sont ultra rapides, tous mes logiciels sont à jour, et j'ai rationnalisé au maximum ma méthode de travail, notamment pour formater cette page, en grignotant ici ou là de précieuses secondes, puis minutes quotidiennement, j'arrive même encore à la perfectionner au bout de 14 ans, comme quoi on peut toujours encore progresser quand on en a la volonté.

A ceux qui désespèrent ou se lamentent, aux pessimistes qui ne croient plus en rien, surtout pas au socialisme.

Ce qui s'étale de plus en plus au grand jour dans les médias et sur Internet jour après jour, ce sont les multiples liens qui existent depuis de nombreuses années ou décennies entre l'OTAN, le Pentagone, la CIA, un certain nombre de partis politiques et d'Etats occidentaux ainsi que des oligarques avec des organisations néonazis ou fascistes ou encore d'extrême droite, ce qui a ou aura pour conséquence de déstabiliser ceux qui croyaient encore aveuglément dans leurs discours sur la démocratie et la paix, et de mettre en porte-à-faux tous ceux qui les soutenaient politiquement plus ou moins ouvertement, tous ceux qui condamnent de préférence la Russie, donc sans parler de leur version du conflit actuel en Ukraine sur lequel un grand nombre vont commencer à formuler des doutes, pour ne pas dire que dors et déjà sa crédibilité est fortement entamée, ce qui est une excellente nouvelle.

- Cette causerie au format pdf (13 pages)

INTRODUCTION

Un rappel histoire de rafraîchir les mémoires défaillantes ou pour apprendre dans quel monde nous vivons.

La naissance maffieuse du dollar - reseauinternational.net 19 mars 2022

- Cliquez ici

La terreur comme mode de gouvernance quand ils ne peuvent plus gouverner comme avant...

Lu - Du Covid à l'Ukraine, un leitmotiv : provoquer la terreur par une dramatisation de la menace de mort.

La sentence « *Nous sommes en guerre* » déploie ses multiples visages. Combien sont morts à cause de la gestion terrifiante de la Covid, entre l'interdiction des traitements préventifs, le délestage hospitalier, la maltraitance des anciens, le suicide des jeunes, les injections expérimentales ? Sans parler de l'effondrement démocratique, économique et social. Un jour, on aura les vrais chiffres ; on aura honte.

Quelle meilleure solution que de sortir les canons quand vous sentez que le système actuel contrôlé par les banques et un cadre d'élites est à son point de bascule ? Et, que les peuples ont quelques réticences ? De la Covid à l'Ukraine, ne s'agit-il pas de la même guerre ?

La guerre et la dictature ne sont pas des états figés et définis, mais un processus ayant différentes formes et intensités selon les rapports de force du moment et les cultures impliquées. La discrimination des non-vaccinés n'est pas la même que celle des juifs pendant la guerre ; elle n'en reste pas moins une discrimination. La Russie a déclaré la guerre cette année, il n'en reste pas moins que l'Ukraine sous l'égide non déclarée de l'OTAN fait la guerre depuis 8 ans avec maintenant des menaces nucléaires. La propagande consiste à définir et à figer les limites de la guerre et de la dictature de manière à légitimer le pouvoir qu'elle sert.

... et quand on bas on ne peut plus vivre comme avant, le temps de la révolution a sonné.

Pouvoir d'achat : les angoisses de la France à moins de 2000 euros par mois - leparisien.fr 18 mars 2022

- Au 10 du mois, il reste moins de 100 euros sur le compte de la moitié des Français ayant des revenus mensuels inférieurs à 2000 euros net, selon une étude que nous dévoilons. Une situation qui les oblige à des arbitrages et, surtout, des sacrifices.

Deux mille euros net par mois. C'est le plafond de revenus qu'avait choisi le gouvernement à l'automne dernier pour cibler les bénéficiaires de l'indemnité inflation mise en place pour faire face à la hausse des prix de l'énergie. Un public de 38 millions de personnes auquel se sont intéressés l'institut de sondage Ifop et la société de microcrédit Finfrog dans une étude que dévoile Le Parisien – Aujourd'hui en France. Alors que l'inflation devrait atteindre 4 % en mars, selon l'Insee, et même culminer à 4,5 % au deuxième trimestre, le pouvoir d'achat constitue un sujet d'inquiétude pour la quasi-totalité (95 %) d'entre eux. Les deux tiers (62 %) avouent déjà s'en sortir difficilement... (la suite était réservée aux abonnés dont je ne fais pas partie) leparisien.fr 18 mars 2022

Dégageons Macron !

- Place de la République, beaucoup sont convaincus par le discours sur le vote utile, à l'image d'Hugo, 23 ans. « *Ca me fait un peu chier de voter pour lui, car je n'étais pas fan de sa politique internationale. Mais le projet de casse sociale de Macron me fait extrêmement peur. Ce ne sera pas un vote de conviction, mais un vote d'urgence, un vote utile, un vote pragmatique* », souffle le barman venu du NPA. « *La candidature de Zemmour a été un déclencheur pour moi. Il y a besoin de faire bloc pour face aux urgences sociales, écologiques et politiques. Et autour de moi, je vois un effet d'entraînement. Beaucoup iront voter Mélenchon, même sans grande conviction* », abonde Lisandru, étudiant de 21 ans. 20minutes.fr 20 mars 2022

- À trois semaines du premier tour, le député des Bouches-du-Rhône atteint les 14% des intentions de vote dans le dernier sondage Elabe pour BFMTV et L'Express. BFMTV 20 mars 2022

Vidéo. Marche et meeting pour la 6e République à Paris

- Cliquez ici

L'extrême droite est déjà au pouvoir en France.

Lu dans un article publié par francesoir.fr

- Il y a un peu plus de 200 ans, un jeune ambitieux, homme de loi, connaît une ascension fulgurante jusqu'au sommet du pouvoir : préfet de police à 35 ans, favori de Louis XVIII, il devient son ministre, puis président du Conseil des ministres en 1819. Intelligent, opportuniste, habile, il est l'homme de la situation. Le roi lui écrit : "Marchons entre la droite et la gauche en leur tendant la main, et en nous disant que quiconque n'est pas contre nous est avec nous."

À l'époque, le "en même temps" s'appelle "juste milieu". Mais la belle histoire d'Elie Decazes tourne mal : assez vite après son arrivée au pouvoir, ses limites apparaissent au grand jour. Inconstant, trop sûr de lui, trop jeune, immature politiquement, incapable de bâtir une organisation politique qui dépasse sa seule personne, Gascon d'origine devenu trop parisien pour ressentir les humeurs qui travaillent le pays, inapte à percevoir la haine grandissante à son égard, chouchou des élites et candidat d'une caste qui se retournera contre lui, Elie Decazes est précipité vers une chute aussi rude que son ascension fut rapide. Prémonitoire ?

LVOG - Entre la droite libérale et la gauche républicaine, Louis XVIII incarnait l'Ancien Régime de la monarchie, autrement dit, le courant le plus réactionnaire de son époque. Deux siècles plus tard, l'extrême-centre de Macron qui recourt au même principe du "*même temps*" est également le courant politique le plus réactionnaire de son époque ou la véritable extrême droite au pouvoir, le courant politique du clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui siège au Forum économique mondial.

En complément. Quand un clan mafieux, corrompu, criminel dirige la France.

Lu - Le cabinet conseil McKinsey brasse des milliards est aussi un champion de l'évasion fiscale qui ne paie pas d'impôt en France et accessoirement fait dans la criminalité et doit payer 596 millions de dollars pour 500 000 Américains morts d'usage abusif d'opioïdes. Mais ce n'est pas tout : escroquerie, corruption, Faillites frauduleuses, conflits d'intérêts, prestation truquée, manipulations comptables, grivèlerie, espionnage… voici le cabinet engagé par le gouvernement qui s'est occupé des Français pendant toute la gestion de la crise de covid-19.

Confirmation. Quand la social-démocratie fraye la voie au fascisme.

Espagne : des milliers de manifestants contre la vie chère à l'appel de l'extrême droite - AFP 19 mars 2022

Devant l'hôtel de ville de Madrid, une foule de plusieurs milliers de personnes s'est massée avec des drapeaux espagnols et scandant des slogans appelant à la démission du Premier ministre socialiste Pedro Sanchez. "Sanchez, tu es une ordure, fais baisser nos factures !", "Longue vie à l'Espagne", ont-ils crié.

Voilà de quoi rendre encore plus enragés les suppôts de l'OTAN et de la guerre.

Bachar el-Assad aux Émirats - Réseau Voltaire 19 mars 2022

Le président de la République arabe syrienne, Bachar el-Assad, a entrepris son premier voyage officiel à l'étranger, hormis la Russie, depuis 2011, aux Émirats arabes unis.

En le recevant, le cheik Mohamed Ben Zayed, qui assure l'intérim de son demi-frère Khalifa, viole l'interdiction absolue de relations avec le président syrien énoncée par les Occidentaux.

Depuis le début de la guerre en Ukraine contre les Bandéristes (« néo-nazis » selon la terminologie russe), les Émirats accueillent de très nombreux Russes et Ukrainiens victimes des sanctions occidentales. Réseau Voltaire 19 mars 2022

DOSSIER UKRAINE

Vidéo

Ukraine. TV channel "Real America's Voice "

- Cliquez ici

Les civils évacuent Marioupol grâce à l'avancée de l'armée russe et de la RPD - 18 mars 2022

- Cliquez ici

Infos sur la situation en Ukraine.

Jour Z + 22, les opérations militaires en Ukraine

- Cliquez ici

« La situation à Melitopol était démentielle »

- Cliquez ici

Campagne d'Ukraine – Lancée dans l'urgence par Stratediplo - Mondialisation.ca, 19 mars 2022

- Cliquez ici

Intox et témoignages.

Ukraine: une école d'art abritant 400 personnes réfugiées à Marioupol a été bombardée - AFP/BFMTV 20 mars 2022

Une école d'art qui abrite 400 personnes réfugiées à Marioupol, a été bombardée par les forces russes, indique ce dimanche matin le

Parlement ukrainien. Il n'existe aucune estimation sur le nombre de potentielles victimes pour le moment.

"Les occupants russes ont bombardé une école d'art à Marioupol, en Ukraine où des centaines de personnes se cachaient", assure le Parlement ukrainien sur Twitter.

Le Parlement précise que des femmes, des enfants et des personnes âgées étaient cachées dans le bâtiment. Le bâtiment serait "détruit" et des civils seraient "toujours sous les décombres".

Le théâtre de la ville a été notamment bombardé mercredi. "Plus d'un millier" de personnes avaient trouvé refuge dans un abri antiaérien sous ce bâtiment, essentiellement des "femmes, enfants et personnes âgées", selon la mairie.

Infliger "une chose pareille à une ville paisible (...), c'est un acte de terreur dont on se souviendra même au siècle prochain", s'est indigné ce dimanche le président ukrainien Volodymyr Zelensky, dénonçant un "crime de guerre". AFP/BFMTV 20 mars 2022

LVOG - Pour avoir une idée de la pourriture de l'AFP et BFMTV, il faut signaler que cet article mentionnant le bombardement du théâtre de la ville de Marioupol laissant planer le doute sur des dizaines ou centaines de morts a été publié après l'annonce par la mairie de Marioupol qu'une seule personne était morte dans ce bombardement que les Russes ont attribué aux néonazis ukrainiens, info que j'ai relayée avant-hier dans la causerie en fournissant les sources. De là à penser que le même scénario vaut pour cette école d'art il n'y a qu'un pas, d'autant plus que depuis on n'a pas eu d'autres infos, donc à suivre.

Le tireur d'élite français Erwan Castel au Donbass : « Un tsunami de fakenews inonde les médias occidentaux, d'une manière hystérique et sans limite » - lemediaen442.fr 20 mars 2022

Le tireur d'élite et volontaire français Erwan Castel a rejoint le Donbass en février 2015. L'homme originaire de Bretagne connaît très bien la situation en Ukraine et voit le grand écart entre ce que disent les médias en Occident et la réalité du terrain vers l'Est. Quand la presse française défend bec et ongles les nationalistes néonazis ukrainiens, Erwan Castel nous raconte ce qu'il voit, leur comportement à caractère génocidaire envers les russophones ukrainiens.

Interrogé par RIA Novosti, l'homme de 58 ans dénonce le flux d'informations de propagande mensongère venant de l'Occident : « C'est un tsunami de fakenews qui inonde les médias occidentaux, d'une manière complètement hystérique et sans limite. On est dans un délire qui n'a plus aucune rationalité… Mais, malheureusement, la population occidentale, aujourd'hui, elle avale , elle avale tout. Comme, par exemple, le bombardement de la centrale nucléaire de Zaporijjia par l'armée russe, alors que c'était juste une fusée éclairante tirée par la garde nationale ukrainienne qui sécurise le périmètre. Voilà, on est dans l'absurdité totale, dans l'hystérie sans limite, dans le mensonge amateuriste mais les Occidentaux sont tellement soumis à la doxa des médias qu'ils finissent par accepter et croire n'importe quoi. » lemediaen442.fr 20 mars 2022

La vidéo.

- Cliquez ici

D'Ukraine en Itchkérie/Tchétchénie… et retour - Réseau Voltaire 19 mars 2022

Le gouverneur de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov (photo), a annoncé que des milliers de volontaires tchétchènes étaient partis rejoindre leurs frères pour se battre contre les bandéristes (« néo-nazis », selon la terminologie russe) en Ukraine.

Effectivement, Adam Delimkhanov (député tchétchène à la Douma russe) les a accueillis à leur arrivée dans le Donbass.

En 2007, les bandéristes ukrainiens sont venus se battre en Tchétchénie (dit alors « Émirat islamique d'Itchkérie ») avec les jihadistes arabes contre la Russie. Le gouverneur Kadyrov a déjà annoncé qu'il paierait de grosses récompenses pour tout leader bandériste fait prisonnier ou tué. Réseau Voltaire 19 mars 2022

Le démocrate Zelensky suspend 11 partis politiques d'opposition

LVOG - Ne dites surtout pas le dictateur entouré de néonazis...

Ukraine : Volodymyr Zelensky ordonne la suspension de 11 partis politiques d'opposition - RT 20 mars 2022

Le président ukrainien a annoncé ce 20 mars que 11 partis politiques ayant des liens présumés avec la Russie verraient leurs activités suspendues pour la durée de la loi martiale, en vigueur dans le pays dans le contexte d'offensive russe.

Dans un message télévisé diffusé dans la matinée du 20 mars, Volodymyr Zelensky a fait savoir que 11 partis politiques verraient désormais leurs activités suspendues en raison de leurs présumés liens avec la Russie, dans le cadre de la loi martiale. «Compte tenu d'une guerre à grande échelle déclenchée par la Fédération de Russie et des liens entre elle et certaines structures politiques, les activités d'un certain nombre de partis politiques sont suspendues pendant la période de la loi martiale», a ainsi déclaré le chef d'Etat ukrainien, cité par l'agence AP. RT 20 mars 2022,

---

Pas de bol, ça ne prend pas.

Guerre en Ukraine. Dialogue de sourds entre Biden et Xi sur le dossier ukrainien - Courrier international 19 mars 2022

C'était une conversation très attendue, remarque El Mundo, alors qu'observateurs et diplomates se demandaient si la vidéoconférence entre Biden et Xi "allait marquer un point d'inflexion dans la position ambiguë de la Chine sur la guerre en Ukraine".

Las ! "La Chine s'accroche à son difficile numéro d'équilibriste, consistant à ne pas condamner l'invasion de Poutine, sans pour autant soutenir l'attaque", analyse le quotidien espagnol. "Face à la communauté internationale, elle maintient une position qu'elle considère comme neutre, même si le discours destiné à son opinion publique penche en faveur de son partenaire russe".

À l'inverse de la Maison-Blanche, qui a attendu plusieurs heures avant de lever le voile sur la teneur des échanges, les autorités chinoises ont immédiatement communiqué leur version de la conversation entre les deux chefs d'État.

Et si Xi a affirmé que "la crise en Ukraine n'est pas quelque chose que nous souhaitions voir", il n'a pas "explicitement attribué la responsabilité du conflit à la Russie, pas plus qu'il n'a dénoncé les actions du président russe Vladimir Poutine sur le terrain", relève CNN. Amertume

Pour Politico, la discussion a été un échec : "l'initiative de Biden n'a pas permis de convaincre Xi de s'engager à user de l'influence de la Chine pour mettre fin à l'agression de l'Ukraine, ou même à lui faire utiliser le mot 'invasion'" – alors que les autorités chinoises répugnent toujours à qualifier de 'guerre' l'attaque russe... Courrier international 19 mars 2022

Quand les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et la Pologne forment des unités paramiltaires néonazis ukrainiennes.

LVOG - Aucun militant, cadre, dirigeant du mouvement ouvrier, aucun intellectuel ne pourra dire qu'il ne le savait pas.

Vous noterez que les mêmes infos peuvent figurer dans les différents articles reproduits ci-dessous, ainsi vous pourrez constater par vous-même qu'elles ont été reprises par différentes sources de différents pays et d'horizons politiques divers, pour que personne ne puisse imaginer un instant qu'il s'agirait d'une fausse information, non, ce qui est décrit est malheureusement bien réel.

Sergei Pechurov, docteur en sciences militaires : « Le néonazisme a conquis l'esprit des militaires ukrainiens » - lemediaen442.fr 19 mars 2022

Pourquoi le gouvernement ukrainien actuel contribue-t-il aux activités d'unités nationales-socialistes qui terrorisent les civils en RPD et en RPL (Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk) ? Dans une interview du journal Krasnaya Zvezda (site inaccessible en l'Europe), un analyste militaire, Sergei Pechurov, membre du conseil scientifique du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, docteur en sciences militaires, répond à cette question.

Des groupes néo-nazis opèrent dans presque toutes les structures de l'armée ukrainienne. Un « ordre » secret a même été créé, présent particulièrement dans les universités militaires. Les membres de cet « ordre », appelé « Centurion », instillent des opinions radicales de droite parmi les plus jeunes et forment des détachements de personnes partageant les mêmes idées dans des unités militaires, qui, à leur tour, ont une influence sur l'état politique et moral d'autres militaires.

Comme vous le savez, des unités militaires entières ont été formées à partir de nationalistes ukrainiens. L'un d'eux est le régiment Azov. Il est entré dans l'histoire en tant que « unité spéciale de la police » après avoir abattu des citoyens qui célébraient le jour de la Victoire à Marioupol le 9 mai 2014, une semaine après le massacre d'Odessa. Le régiment utilise comme symbole le Wolfsangel (« Wolf Hook » crochet de loup), qui était situé sur l'emblème de la 2e SS Panzer Division « Das Reich », et est maintenant largement utilisé par les néonazis modernes. C'est ce régiment qui était stationné à Marioupol, où il utilisait les résidents locaux comme bouclier humain dans la tradition du fascisme hitlérien.

Il existe une autre unité nationaliste, qui se voit confier des fonctions punitives. Son nom officiel est le 24e bataillon d'assaut séparé « Aidar ». Il s'est fait connaître par les massacres de prisonniers de guerre et de population civile lors des hostilités dans le Donbass en 2014. Jusqu'à récemment, les unités du bataillon étaient situées sur le territoire de l'ancienne usine de transformation de la viande du village de Polovinkino, un peu au sud de la ville de Starobelsk. Après la libération du village par la milice populaire de la LPR, une prison secrète a été découverte à l'emplacement du bataillon, dans laquelle étaient détenus des miliciens capturés, des personnes soupçonnées de sympathiser avec la LPR, uniquement des civils à qui on avait extorqué de l'argent. Comme en témoignent les personnes emprisonnées, les soldats du bataillon leur ont infligé les tortures les plus sophistiquées.

Bien sûr, tout cela est connu dans le monde occidental. Et comme preuve, je citerais le fait qu'en juin 2015, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté un amendement interdisant toute assistance à Azov (y compris les armes et l'entraînement) en raison de sa composition nazie, de son racisme enragé et de son antisémitisme. L'adoption de cet amendement, les raisons de celui-ci ont été largement couvertes par la presse occidentale. Cependant, en novembre 2015, l'amendement a été discrètement abrogé sous la pression du Pentagone et des agences de renseignement. Et l'entraînement des militants de cette formation par des instructeurs étrangers s'est poursuivi.

On sait également que le financement du « Secteur droit » interdit en Russie et de ses « ailes de combat » — le « Corps ukrainien des volontaires » et « l'Armée ukrainienne des volontaires », un certain nombre d'autres groupes néonazis — est procuré par des organisations étrangères telles que la Fondation Konrad Adenauer (Allemagne), le « British Council », le « Congrès des Ukrainiens du Canada »…

En fait, le coup d'État en Ukraine de 2014 a été mené à l'initiative d'hommes politiques occidentaux. Ainsi, ils ont permis l'apparition légale dans la république, non pas de nazis individuels, mais de formations nazies entières, qui se sont transformées en une force de frappe du nouveau régime ukrainien.

Et pendant ces huit dernières années, l'Occident a semblé pratiquement ignorer les crimes des groupes néo-nazis en Ukraine. lemediaen442.fr 19 mars 2022

Centuria. The Institute for European, Russian, and Eurasian Studies

Far-Right Group Made Its Home in Ukraine's Major Western Military Training Hub

IERES Occasional Papers, no. 11, September 2021

Transnational History of the Far Right Series

- Cliquez ici

Traduction.

Extrait

Les preuves découvertes dans ce document suggèrent que depuis 2018, l'Académie nationale de l'armée (NAA) de l'hetman Petro Sahaidachny, la principale institution d'éducation militaire de l'Ukraine et une plaque tournante majeure de l'assistance militaire occidentale au pays, abrite Centuria, un ordre autoproclamé d'officiers militaires "traditionalistes européens" qui a pour objectifs déclarés de remodeler l'armée du pays selon des lignes idéologiques de droite et de défendre "l'identité culturelle et ethnique" des peuples européens contre "les politicos et les bureaucrates de Bruxelles." Le groupe envisage un avenir où "les forces de droite européennes sont consolidées et où le traditionalisme national est établi comme base idéologique disciplinante pour les peuples européens".

Le groupe, dirigé par des personnes ayant des liens avec le mouvement d'extrême droite ukrainien Azov, actif à l'échelle internationale, a attiré de nombreux membres, dont des élèves officiers actuels et anciens de la NAA servant actuellement dans les forces armées ukrainiennes. Des membres apparents sont apparus sur des photos faisant des saluts nazis et ont fait des déclarations apparemment extrémistes en ligne.

Le groupe a pu faire du prosélytisme auprès de la future élite militaire ukrainienne au sein de la NAA. Les membres apparents ont également eu accès à des institutions occidentales d'éducation et de formation militaires. Un membre apparent du groupe, Kyrylo Dubrovskyi, alors élève de l'ANA, a suivi un cours de formation d'officier de 11 mois à l'Académie militaire royale de Sandhurst, au Royaume-Uni, et a obtenu son diplôme fin 2020. Pendant cette période, Dubrovskyi a apparemment maintenu des liens avec le groupe. Un autre membre apparent et alors élève de l'ANA, Vladyslav Vintergoller, a participé à la 30e semaine internationale organisée par l'Académie des officiers de l'armée allemande (Die Offizierschule des Heeres, OSH) à Dresde, en Allemagne, en avril 2019. Pendant ce temps, à l'intérieur de l'Ukraine, les membres du groupe ont apparemment eu accès à des formateurs militaires américains, ainsi qu'à des cadets américains et français. Pas plus tard qu'en avril 2021, le groupe a affirmé que depuis son lancement, ses membres ont participé à des exercices militaires conjoints avec la France, le Royaume-Uni, le Canada, les États-Unis, l'Allemagne et la Pologne. (...)

Les liens de Centuria avec le mouvement Azov sont alarmants car le Congrès américain a interdit l'utilisation de fonds budgétaires américains "pour fournir des armes, une formation ou toute autre assistance au bataillon Azov" en 2018 et a depuis maintenu cette disposition, y compris dans le projet de loi sur les dépenses gouvernementales de 2021. L'accès de Centuria à la formation militaire occidentale par le biais de l'ANA et sa présence présumée dans l'AFU pourraient profiter au mouvement Azov. Les législateurs américains ont demandé à plusieurs reprises au Département d'État de désigner Azov comme une organisation terroriste étrangère (FTO). Dans le dernier appel en date, en avril 2021, la députée démocrate Elissa Slotkin a écrit au secrétaire d'État américain Antony Blinken que "le bataillon Azov [...] utilise Internet pour recruter de nouveaux membres, puis les radicalise pour qu'ils recourent à la violence afin de poursuivre son programme politique d'identité blanche". Pourtant, les États-Unis et les gouvernements occidentaux n'ont pas appelé le gouvernement ukrainien à rompre ses liens avec le mouvement Azov, et cette organisation d'extrême droite reste intégrée au gouvernement ukrainien via le régiment Azov.

Quand les Forces canadiennes forment des néo-nazis en Ukraine - pressegauche.org 19 octobre 2021

- Cliquez ici

Le rapport d'une université américaine indique que des extrémistes d'extrême droite de l'armée ukrainienne se sont vantés d'avoir reçu une formation des Forces canadiennes et d'autres pays de l'OTAN.

Centuria, le club néo-nazi de l'Académie Militaire Nationale d'Ukraine

Le recrutement du régiment Azov est favorisé par la présence de proches de la force au sein de l'Académie Militaire Nationale Hetman Petro Sahaidachny. Premier centre de formation militaire ukrainien et endroit important du soutien occidental au pays (le Canada a par exemple financé une salle de classe hautement technologique en 2018), l'académie compte en ses murs le groupe d'officiers et de cadets néo-nazis Centuria. Comme les membres du régiment, les membres de ce club affichent ouvertement leur idéologie et arborent des signes dérivés de l'iconographie nationale-socialiste.

Les membres de Centuria, comme le reste des cadets et officiers de l'académie, bénéficient d'un entraînement supervisé par des militaires américains et participent à des exercices conjoints avec la France, le Royaume Uni, le Canada, l'Allemagne, la Pologne et les États-Unis. Un membre du club a également pu participer à un échange pour étudier à la Royal Military Academy de Sandhurst, au Royaume-Uni.

Si Centuria promeut le régiment Azov au sein de l'académie, certains cadets membres du groupe sont amenés à exercer comme officiers au sein d'autres unités de l'armée ukrainienne, notamment dans l'armée de l'air. Il est difficile de savoir combien le club compte de membres et de sympathisants au sein des forces ukrainiennes, mais le groupe privé qu'ils utilisent sur la messagerie Telegram comptait plus de 1200 membres en 2021.

Contacté par Oleksiy Kuzmenko, journaliste d'investigation et auteur d'une enquête édifiante de 70 pages sur le groupe Centuria pour l'Institut de recherche sur l'Europe, la Russie et l'Eurasie de la George Washington University, l'Académie Militaire Nationale Hetman Petro Sahaidachny a indiqué n'avoir trouvé aucune trace des activités du club en son sein.

Néanmoins, la capacité évidente de Centuria à opérer au sein de l'académie, sa présence dans différents corps des forces armées ukrainiennes et son accès à des formations occidentales sont les signes d'une absence apparente de contrôle, à la fois par les autorités ukrainiennes et les gouvernements étrangers. Il en va de même pour le régiment Azov, dont l'existence n'est mise en danger par aucun des rapports émis par Amnesty International ou l'ONU, suggérant une tolérance de la part du gouvernement ukrainien à propos de la prolifération d'idéologies néo-nazies au sein de ses forces armées. blast-info.fr 11 mars 2022

Un bon travail : Les alliés des États-Unis et de l'OTAN arment des unités néonazies en Ukraine, ils aspirent à une insurrection de type afghan - reseauinternational.net 21 mars 2022

Les grands médias américains et les partisans de la ligne dure de la politique étrangère veulent créer un nouvel Afghanistan au milieu de l'Europe en inondant l'Ukraine d'armes. L'industrie de l'armement est très satisfaite.

Suite à des demandes urgentes d'armes du gouvernement ukrainien, au moins 32 pays ont annoncé leur intention d'expédier des milliards de dollars d'armes en Ukraine pour les utiliser contre les forces russes en Ukraine. Des preuves photographiques montrent que ces armes se sont déjà retrouvées entre les mains de paramilitaires néonazis – des unités qui ont déjà reçu une formation et arment les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN.

https://thegrayzone.com/2022/03/20/us-neo-nazi-ukraine-afghan-insurgency

Soulignant la nature négligente des livraisons d'armes sans précédent, l'ancien pays neutre qu'est la Norvège a averti que son gouvernement ne peut pas « garantir que les armes [qu'il envoie à l'Ukraine] ne tomberont pas entre de mauvaises mains ».

(...)

Et les marchands d'armes s'en donnent à cœur joie, les actions des principaux sous-traitants de la défense Lockheed Martin et Northrup Grumman ayant bondi de 20 % au cours de la première semaine du conflit.

Comme l'a dit l'ancien conseiller spécial du secrétaire à la Défense, le colonel Douglas Macgregor , à The Grayzone , « il semble de plus en plus que les Ukrainiens sont presque accessoires à l'opération dans le sens où ils sont là pour s'empaler sur l'armée russe et mourir en grand »

(...)

L'OTAN et la CIA façonnent une force de combat avec des auxiliaires fascistes

Les gouvernements du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni ont présidé à un vaste programme de formation et d'équipement des soldats ukrainiens en vue d'une guerre à grande échelle contre la Russie. Les stagiaires ont inclus des commandants supérieurs du bataillon Azov.

Le ministère de la Défense nationale du Canada a noté ce 26 janvier que les Forces armées canadiennes ont formé « près de 33 000 militaires et membres du personnel de sécurité ukrainiens dans une gamme de compétences militaires tactiques et avancées ».

« Le Canada joue un rôle de premier plan dans notre réponse », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, lors de la Conférence d'Ottawa sur la sécurité et la défense le 9 mars, « notamment en entraînant des dizaines de milliers de soldats ukrainiens – dont beaucoup sont en première ligne aujourd'hui. »

Le Royaume-Uni, via l'opération Orbital, a formé 22 000 combattants ukrainiens et envoyé plus de formateurs dans le pays début mars.

Les États-Unis ont également formé ouvertement des forces ukrainiennes, y compris des membres du bataillon néonazi Azov, comme le Sgt. Ivan Kharkiv, qui a évoqué avec émotion « l'expérience de son bataillon avec les entraîneurs américains et les volontaires américains, mentionnant même les ingénieurs et les médecins volontaires américains qui les assistent encore actuellement ».

« Notre contrôle vérifie les violations des droits de l'homme, pas l'idéologie », a déclaré un représentant de l'ambassade américaine en Ukraine au Daily Beast. « Les bataillons en question ont été intégrés dans la Garde nationale ukrainienne, et donc l'idée est qu'ils seraient éligibles à la formation. »

Comme l'a rapporté The Grayzone , une photo publiée sur le site Internet du bataillon Azov en novembre 2017 montre un officier militaire américain rencontrant un officier du bataillon néo-nazi. Un an avant l'échange, l'ambassade des États-Unis à Kiev a aidé à coordonner le transfert de lance-roquettes à l'armée ukrainienne en 2016, dont une partie a été immédiatement envoyée à Azov.

« Une équipe d'inspection militaire américaine a visité le bataillon Azov sur les lignes de front de la guerre civile ukrainienne pour discuter de la logistique et de l'approfondissement de la coopération », a écrit Max Blumenthal de The Grayzone en 2018. « Les images de la rencontre ont montré des officiers de l'armée américaine examinant des cartes avec leur ukrainien homologues, bavardant et ignorant les écussons Wolfangel d'inspiration nazie arborant leurs manches.

Pendant ce temps, un ordre néo-nazi moins connu d'officiers militaires ukrainiens appelé Centuria s'est vanté que ses membres ont « participé à des exercices militaires avec la France, le Royaume-Uni, le Canada, les États-Unis, l'Allemagne et la Pologne », selon une étude publiée par l'Institut d'études européennes, russes et eurasiennes de l'Université George Washington.

Selon l'étude, le gouvernement ukrainien et les armées occidentales, y compris les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l'Allemagne, ne sélectionnent pas les stagiaires ukrainiens pour l'extrémisme.

Un personnage lié à l'organisation Centuria a posé depuis le centre de formation américano-canadien dans l'ouest de l'Ukraine avec deux militaires américains noirs, se géolocalisant en « Zimbabwe » et écrivant « 14/88 » – code néo-nazi pour « Heil Hitler » et une référence au slogan suprématiste blanc « 14 mots » .

Alors que les États-Unis et d'autres armées ont ouvertement entraîné les forces ukrainiennes, le soutien de la CIA était secret jusqu'à un rapport du 13 janvier de Yahoo News basé sur les révélations de six anciens responsables de la CIA .

Dorfman a révélé que des combattants étaient transportés par avion dans une « installation non divulguée dans le sud des États-Unis » pour suivre une formation par la CIA. Le programme a également inclus des membres de la CIA « se rendant au front dans l'est de l'Ukraine pour conseiller leurs homologues là-bas ».

Selon le rapport de Yahoo News, la CIA a formé des combattants au cours de plusieurs semaines aux «techniques de camouflage, à la navigation terrestre, aux tactiques telles que« couvrir et se déplacer », au renseignement et à d'autres domaines».

Un ancien responsable de la CIA qui s'est entretenu avec le média a déclaré que « les États-Unis forment une insurrection » pour « tuer des Russes ».

Un ancien cadre de l'agence a déclaré au média que le programme avait aidé à former des combattants ukrainiens dans des « nœuds critiques potentiels sur lesquels les Russes pourraient se concentrer » en cas d'invasion russe.

Ces « nœuds critiques » font probablement référence à des villes de première ligne comme Marioupol et Kharkiv où le bataillon Azov maintient sa plus forte présence.

« Si les Russes envahissent, ces [combattants formés par la CIA] seront votre milice, vos chefs insurgés », a déclaré un ancien haut responsable du renseignement. « Nous entraînons ces gars-là maintenant depuis huit ans. Ce sont vraiment de bons combattants. C'est là que le programme de l'agence pourrait avoir un impact sérieux.

« Tout ce qui nous est arrivé en Afghanistan … ils peuvent s'attendre à voir ça à la pelle avec ces gars-là », a déclaré un ancien responsable de la CIA au point de vente.

Pour lire la suite :

- Cliquez ici

Les fascistes ukrainiens décrits par un ancien de l'Otan - Jacques Baud et Michel Collon

- Cliquez ici

Les accords de Minsk, c'est quoi ? – Jacques Baud (ancien de l'OTAN) et Michel Collon

- Cliquez ici

100.000 néo-NAZIS ukrainiens ? Un ancien de l'Otan parle - Jacques Baud et Michel Collon

- Cliquez ici

Haut de page

Le 22 mars 2022

Je constate que la plupart des gens ne lisent pas ce qu'on écrit, ils n'écoutent pas ce qu'on leur dit. On sent que bien qu'ils fassent preuve d'attention, ils n'arrivent pas à se concentrer sur une question précise. Ils manquent singulièrement de discernement et de logique, ils sont comme distraits ou déjà ailleurs ou plutôt nulle part, ils semblent paumés.

Ils adoptent un comportement complètement absurde qui défie l'entendement. Ils ne vivent pas puisque leur cerveau est pour ainsi dire atrophié, paralysé ou il ne produit rien. Ils sont dans un état semi-comateux ou cataleptique en voie de survie artificielle par injection gouvernementale et médiatique interposée, penser leur demande un effort surhumain, tant que leur frigo, le réservoir de leur bagnole et leur compte en banque seront approvisionnés ils ne s'en donneront pas la peine et après il sera trop tard.

Il faut espérer que non, de toutes manières on n'a pas le choix quand on en a pris conscience. Le plus difficile à vivre, c'est peut-être d'être entouré de gens qui se croient plus intelligents que la moyenne, et qui finalement n'arrivent même pas à leur hauteur. Ils passent d'un conformisme à un autre en reproduisant les mêmes travers. Des savants, scientifiques, chercheurs, intellectuels éprouvés sont d'une bêtise qui supplante celle des plus arriérés de ce monde, à côté desquels les hommes primitifs qui peuplent encore des forêts sont plus évolués, puisqu'ils arrivent à survivre en se passant de toutes leurs inventions, et ils ne s'en portent pas plus mal, plutôt mieux d'ailleurs, car ils font corps avec la nature que l'on maltraite tant ou saccage.

En voyant ces peuples bien portant, en parfaite santé, ne manquant de rien, souriant, avenant, plus civilisés que nous puisqu'ils partagent tout et ne se font pas la guerre, on envie de demander à ces crétins de bac +10 : A quoi sert votre cervelle à part inventer des trucs à la con, qui servent davantage à satisfaire des besoins inutiles destinés uniquement à nous maintenir indéfiniment en servitude ? Quand est-ce que vous arrêterez vos conneries pour vous mettre réellement au service de la civilisation humaine, dont pour le moment vous avez cessé de faire partie ? Quand vous viendra-t-il à l'esprit qu'il existe réellement une alternative au capitalisme pour mettre un terme à la situation dramatique que nous vivons ? Il n'est jamais trop tard, espérons-le.

- Cette causerie au format pdf (14 pages)

INTRODUCTION

LVOG - Un article en deux parties. Il y a ceux qui sont dignes du socialisme, et il y a ceux qui en sont indignes.

Vive le socialisme !

Ils veulent vous pousser au désespoir, à la dépression, vous briser le moral, briser votre résistance, vous interdire de croire qu'un monde meilleur est possible, alors que tous les peuples opprimés y aspirent profondément. Sans idéal, sans espoir de le voir se réaliser un jour ou ne serait-ce que s'en rapprocher, on est plus vulnérable que jamais, on n'a plus confiance en personne à commencer par soi-même, on est littéralement foutu ou on est condamné à vivre dans ce monde de merde jusqu'à notre dernier souffle, il ne faut se faire aucune illusion.

Comment voulez-vous qu'on partage votre idéal du socialisme, quand ceux qui s'en réclament le trahissent quotidiennement ? Mais qui vous a dit qu'ils le partageaient vraiment ? Vous les avez crus, vous avez cru ce qu'on vous a raconté sur le socialisme, et bien vous vous êtes trompés, voilà tout. Après tout, cela ne devrait pas trop vous surprendre, puisque régulièrement vous êtes amenés à prendre conscience que vous vous êtes trompés sur un tas de choses et de gens, n'est-ce pas ?

Des monstres de cruauté détiennent tous les pouvoirs et nous gouvernent, il faut les éliminer, anéantir leur capacité de nuisance sur la société, ce qui justifie notamment la nécessité de procéder à un changement de régime politique et économique par une révolution. On observe que les porte-parole de la démocratie étaient en réalité compatibles avec le fascisme, ce qui ne datait pas d'hier, mais tout le monde ou presque l'ignorait ou feignait de l'ignorer.

A Nuremberg, ils ne jugèrent pas les vrais coupables ou le nazisme, puisque les vrais coupables trônaient à la tribune des accusateurs ou ils étaient absents du procès, les banquiers, industriels ou hommes d'affaires. Pire, ils organisèrent la fuite de la plupart des dignitaires nazis qu'ils recrutèrent, tous les autres trop nombreux furent amnistiés et ils se recyclèrent en démocrates sans avoir à renier leurs crimes et leur idéologie que leurs rejetons ont perpétuée par la suite jusqu'à nos jours. Certains naïfs se demandent d'où ils sortent, dans une partie de l'Ukraine ils ont été jusqu'à l'intégrer dans leur culture, et plus ou moins discrètement jusqu'à il n'y a pas si longtemps, ils en étaient fiers ou ils vouaient un culte au fascisme, maintenant ils paradent dans les rues, ils l'arborent ouvertement à la face du monde, qui préfère fermer les yeux sur les nouveaux crimes de masse qu'ils ont commis depuis 2014 dans le Dombass, préférant accuser la Russie qui a décidé d'y mettre un terme.

On nous a raconté que nous vivions sous un régime démocratique, alors qu'en réalité nous vivions déjà sous une dictature, mais personne ou presque là encore n'acceptait cette caractérisation qualifiée d'extrémiste. Pour avoir ménagé si longtemps un régime dictatorial, après on s'étonne qu'un jour il tombe le masque et apparaisse au grand jour de manière arrogante ou tapageuse en toute impunité, sans que personne ou presque ne réagisse ou le condamne. Pire, pour refuser de l'admettre et continuer de faire avec comme si de rien n'était, tellement on a été conditionné au fil des années par la propagande officielle, pour ainsi dire depuis notre scolarité, l'école de la dictature plutôt que celle de la liberté en vérité. Ce doit être leur mauvaise conscience qui doit dicter leur comportement, parce qu'ils culpabilisent d'avoir fait preuve d'une telle faiblesse ou de s'être compromis de la sorte. Ce n'est pas à nous de les juger, c'est à eux de savoir ce qu'il leur

reste à faire, poursuivre dans la même voie indigne et suicidaire ou rompre avec le régime.

On s'est tellement habitué à vivre dans l'hypocrisie et à cautionner une imposture, qu'on se retrouve bien mal placé ou forcément désarmé pour la démasquer et la combattre quand notre tour vient d'en subir les désastreuses conséquences. On en vient à demander à ce régime de nous sauver du malheur dont en fait il est responsable, et comme il ne peut pas nous l'avouer, il va nous désigner des boucs émissaires sur lesquels taper, ce qui précipitera notre perte parce que cela signifiait qu'on était prêt à subir le même effroyable destin. On peut retourner le problème dans tous les sens, il n'existe pas d'autre alternative politique et économique que le socialisme. Ceux qui refusent obstinément de le reconnaître sont voués aux pires tourments ou cauchemars qui soient, à s'avilir un peu plus chaque jour, un bien triste destin qu'on ne souhaitera à personne de connaître.

A bas le socialisme !

On nous dit qu'il existerait "*une issue ouvrière*" à la crise du régime en France, en Ukraine, partout dans le monde, encore faudrait-il qu'elle corresponde à quelque chose de bien réel, or ce n'est pas le cas. Du coup on est en droit de se demander à quoi cela rime ou à quoi veulent en venir ceux qui tiennent ce discours ?

C'est la rhétorique de l'extrême gauche qui a servi à justifier son alignement sur Macron depuis 2 ans, parce qu'il aurait proposé au bon peuple français le meilleur traitement face au covid-19, Doliprane et toute une batterie de mesures dénuées de justifications scientifiques servant finalement à cautionner des mesures purement liberticides telles la vaccination et le code QR quasi obligatoire, avec lesquelles les uns et les autres s'empresseront de prendre leur distance maladroitement, c'est le même discours qui sert aujourd'hui à la suite de Macron et de l'OTAN à désigner Poutine et la Russie comme les responsables du conflit actuel qui a lieu en Ukraine, pays qui était déjà occupée par l'OTAN et le Pentagone et livré au pillage par l'oligarchie anglo-saxonne, en fait ces deux exemples s'inscrivent dans la continuité de sa politique depuis plus de 75 ans de collaboration de classes déguisée avec la social-démocratie ou le stalinisme.

Depuis que ces deux courants politiques ont pratiquement disparu du champ politique, ils se rabattent sur celui que l'oligarchie a constitué face au RN ou à l'extrême droite, LREM, tandis que l'ex-parti de l'ordre, LR, n'en finit pas de se désintégrer, sur la base du principe qui ne sera jamais énoncé et pour cause, Macron ou LREM incarnerait la seule force politique capable de résister à l'extrême droite ou de lui faire barrage, tout en prenant la précaution purement oratoire d'affirmer qu'ils s'abstiennent de choisir entre la lèpre et le choléra, alors que dans les faits ou dès qu'il faut passer à l'exercice pratique ils démontrent le contraire sans ambiguïté, ils ont mené une campagne en faveur de la muselière et de la piquouse qui méritait au moins la légion d'honneur des mains du Président, tout le monde en a été témoin, je n'invente rien.

Le même scénario se reproduit avec l'affaire ukrainienne, toujours sur la base d'un déni de la réalité ou de l'escamotage systématiquement des faits incompatibles avec la position de Macron et de l'OTAN. C'est une constante chez eux, leur étiquette, leur discours parfois à la tonalité radicale ou aux relents marxisants leur servent de masque, et quand on le soulève on découvre dessous les pires opportunistes qui soient.

Ce matin je n'ai pas pu m'empêcher de sourire en tombant sur un article d'une ex-tendance du NPA, Révolution Permanente, ses membres sont sortie du NPA en juin 2021 ou ils en ont été exclus, je n'en sais rien au juste et cela ne présente aucun intérêt, ils avaient accusé la direction du NPA de graves déviations droitières, pour finalement reprendre à leur compte la version de l'OTAN de "*l'invasion par Poutine de l'Ukraine*", allant même jusqu'à accuser "*la Russie (de continuer) son offensive meurtrière en bombardant les civils ukrainiens*", déclaration infâme dans la mesure où elle fait tout pour essayer de les épargner, dans le cas contraire cette opération militaire serait déjà terminée depuis longtemps.

Ils sont le pendant des attentats sous faux drapeaux, mais contre le socialisme.

Pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, ces faux révolutionnaires ou faux trotskystes sont du côté des bons, de ceux qui souffrent, des victimes innocentes, hommes, femmes et surtout enfants, des démocrates qui oeuvrent à leur bien-être et pour la paix, comme par exemple Zelensky qu'ils ménagent en lui reprochant de mener, sans rire, une "*politique autoritaire*", bombarder sa propre population depuis 8 ans et la livrer à des milices néonazies, même l'interdiction de facto de tous les partis d'opposition hormis les partis à connotation néonazie est qualifiée modestement d'" *offensive autoritaire*", ce qui revient à dissoudre le parlement ukrainien où siégeaient ces partis et à s'octroyer les pleins pouvoirs sans aucun contre-pouvoir, ce qui caractérise en général une dictature, mais cela nos braves révolutionnaires ne le diront pas, mais ils ont commis pire encore.

Loin d'exprimer l'exigence de chasser immédiatement Zelenski et ses néonazis du pouvoir, ils entendent continuer de faire avec en fustigeant Poutine comme il se doit pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, au passage l'OTAN appréciera, expliquant qu'il fallait "*formuler des revendications distinctes de celles de Zelensky, pour unifier les peuples ukrainiens, en défendant une réelle auto-détermination du Donbass et des régions de l'Est de l'Ukraine qui le souhaitent, centrale pour liquider la propagande chauvine et grand russe de Poutine.*"

Comme quoi je n'invente rien, mais ils ont commis pire encore, si, si, c'est possible je vous assure et je vais vous donner les liens pour que vous puissiez le vérifier si vous en avez envie. Ce que j'ai relevé ci-dessus figurait dans un article daté du 21 mars 2022, et dans un article daté du 7 mars 2022. Ils avaient consacré tout son contenu à l'extrême droite et aux organisations néonazies ukrainiennes, donc deux semaines plus tôt ils n'ignoraient rien des crimes de masses qu'ils avaient commis avec la complicité de Zelenski contre la population ukrainienne russe ou russophone, ce qui ne les empêchera pas de le ménager. Pour revenir à ce que nous avions dit plus haut, il faut croire que pour eux il constitue un moindre mal face au dictateur Poutine, jusqu'à l'accuser d'être responsable du développement de ces milices néonazies, ils l'ont écrit noir sur blanc, autrement dit, tous les crimes que ces fascistes auront perpétrés seront à mettre au compte de la Russie, c'est l'OTAN qui doit être comblée en lisant cela.

Maintenant, imaginez un instant l'effet désastreux que produira cette orientation politique sur un travailleur ou un jeune qui se demandait si la solution politique ne se trouvait pas par hasard à l'extrême gauche pour peu qu'il ait consulté d'autres sources bien informées sur la situation, il sera tenté de se dire, et bien si c'est cela le socialisme, adieu.

A quoi sert aujourd'hui l'extrême gauche en règle générale vous demandiez-vous peut-être, vous avez là la réponse, à détourner les travailleur et les jeunes du socialisme.

Les deux liens de Révolution Permanente.

- L'article du 21 mars 2022

- L'article du 7 mars 2022

Chut !

Lu - Dans la nuit de samedi à dimanche, le président ukrainien a annoncé la fermeture des 11 partis d'opposition en Ukraine. L'on appréciera à sa juste valeur le silence total des milieux politiques et journalistiques occidentaux, des ONG de défense des "*valeurs démocratiques*". Mais il est vrai que l'existence d'une véritable opposition n'est depuis longtemps plus une valeur occidentale. Quelle opposition acceptable au monde global pourrait exister, qui ne remettrait pas immédiatement en cause cette globalisation ? Alors, silence, on ferme.

LVOG - Mais il a épargné les néonazis, cela n'étonnera plus personne.

Quand est-ce que cela va péter et où ?

Hier sur Twitter. (non exhaustif)

- Blocage de la raffinerie de Feyzin à Lyon par des routiers, agriculteurs et travailleurs du BTP depuis tôt ce matin contre la flambée des prix des carburants. Des actions prévues dans toute la France aujourd'hui.

- Blocage du pont de l'iroise en direction de Brest avant de rejoindre le dépôt pétrolier. (Sarl Tt2b)

- Action des pêcheurs au Pont de Normandie avec barrage filtrant et opération péage gratuit contre la hausse des prix des carburants.

- Manifestation des marins pécheurs de La Turballe, Le Croisic, Les Sables-d'Olonne et Noirmoutier à Nantes aujourd'hui contre l'augmentation du prix des carburants.

- Opération escargot des taxis ce matin à Besançon avec des embouteillages monstres pour protester contre la hausse des prix des carburants.

- Grosse opération escargot sur la RN165 près de Lorient ce matin par des agriculteurs, travailleurs du BTP, ambulanciers taxis et pêcheurs contre la hausse des prix des #carburants. Ils ont prévu de bloquer les accès au dépôt pétrolier. (Ouest-France)

- Opération escargot à Laval en Mayenne des entrepreneurs de travaux agricoles contre la hausse des prix des #carburants.

- Situation tendue à la raffinerie près du Havre. Après avoir bloqué le pont de Normandie, les pécheurs normands sont passés à l'action à la raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher. Les FDO ont fait usage de gaz lacrymogènes. (Ouest France)

- Des routiers indépendants non-syndiqués et des travailleurs du BTP bloquent les camions au niveau de l'échangeur de Guilberville dans la Manche.

- Blocage de la plateforme logistique de Clésud à Miramas dans les Bouches-du-Rhône par des transporteurs routiers et travailleurs du BTP. Des taxis en opération escargot dans la région vont les rejoindre. (Sylvain Bres/FB)

- Des transporteurs routiers bloquent l'accès à l'autoroute A1 pour les poids lourds à Roye dans l'Est de la Somme.

- Blocage de la rocade de la Rochelle par des transporteurs routiers ce matin contre la flambée des prix des carburants. (LR info)

- Blocage de la plateforme multimodale et logistique de Dourges depuis ce matin par des transporteurs routiers contre la flambée des prix des carburants. (Christophe Caron/FB)

- Les agriculteurs corses bloquent les deux dépôts pétroliers de l'île à Lucciana et Ajaccio contre la flambée des prix des carburants et des matières premières. (Alta Frequenza)

- Manifestation de motards à Rouen contre la ZFE. À partir du 1er septembre les véhicules avec Crit'Air 4 et 5 (motos d'avant 2005) ne pourront plus circuler dans la métropole. Les motards dénoncent un "pass mobilité" pour ceux qui auront les moyens d'acheter un véhicule neuf.

- Plus de 150 000 agriculteurs et éleveurs ont manifesté à Madrid pour protester contre la hausse des prix des carburants et des matières

premières et dénoncer les difficultés du monde rural et la crise qui touche le secteur agricole.

- Énorme manifestation de transporteurs routiers et agriculteurs à Oviedo dans le nord de l'Espagne contre la flambée des prix des carburants.

- Les manifestations contre la flambée des prix des carburants et des denrées alimentaires se poursuivent pour la deuxième semaine consécutive en Albanie. Les manifestants demandent un blocage des prix et la suspension de la TVA sur certains produits alimentaires.

Le candidat du Front populaire, d'Édouard Daladier au général de Gaulle en passant par le maréchal Pétain... et la guerre !

En meeting au cirque d'hiver, Fabien Roussel célèbre sa France « coco et cocorico » - publicsenat.fr 22 mars 2022

LVOG - Je me demandais où étaient passés les rogatons de la social-démocratie, on en a retrouvé quelques-uns.

Donné à 3% dans le dernier sondage Elabe le 8 mars, le candidat communiste a rassemblé ses troupes du Cirque d'Hiver.

Fabien Roussel est le seul à pouvoir relever le drapeau d'une gauche morcelée par les divisions et les querelles intestines, une gauche qui a délaissé les questions sociales et les classes populaires. Le député du Nord en veut pour preuve les ralliements de plusieurs petites formations politiques cette semaine : la Gauche républicaine et socialiste (GRS), les Radicaux de Gauche, le Mouvement républicain et citoyen (MRC) et la Nouvelle gauche socialiste.

Plusieurs personnalités issues de ces mouvements étaient présentes sur la piste du Cirque d'Hiver. « Nous ne sommes pas communistes, pourtant nous sommes là », confie Jean-Luc Laurent, président du MRC dont le fondateur, Jean-Pierre Chevènement a officialisé son soutien à Emmanuel Macron, fin février. Même son de cloche parmi les élus du GRS, « ma voix est peut-être chancelante, mais ma volonté de soutenir la candidature de Fabien Roussel est totale », confie la sénatrice de Paris, Marie-Noëlle Lienemann ex-soutien d'Arnaud Montebourg. L'heure est donc au rassemblement à moins d'un mois du premier tour et qu'importe les différences idéologiques, la candidature de Fabien Roussel fédère les militants « d'une gauche sociale, laïque et véritablement au service du peuple qui a gardé ses racines. ». publicsenat.fr 22 mars 2022

DOSSIER UKRAINE

Encore une fake news ukrainienne reprise complaisamment par les médias éventée en 24 heures.

Ukraine : Moscou affirme que le centre commercial bombardé servait de dépôt d'armements - BFMTV 21 mars 2022

L'armée russe a affirmé lundi que le centre commercial ravagé par une puissante frappe dans la nuit à Kiev, la capitale ukrainienne, était vacant et servait de dépôt d'armements et de munitions.

"Une batterie de lance-roquettes multiples ukrainiens et une base de stockage de leurs munitions ont été détruites avec des armes de précision à longue portée dans la nuit du 21 mars dans un centre commercial inopérant", a indiqué le ministère russe de la Défense dans son briefing régulier sur l'offensive en Ukraine. AFP/BFMTV 21 mars 2022

Un rappel.

La FakeNews des charniers de Timisoara, sordide exemple de manipulation par l'émotion médiatique - lemediaen442.fr 21 mars 2022

Quand la manipulation médiatique présente les charniers de Timisoara (Roumanie), alors que les corps avaient été volés dans des morgues et dans des cimetières.

Radu Portocala revient sur la sordide affaire des charniers de Timisoara, lors de la chute de Ceausescu. Il avait vécu aux premières loges les ravages de la course à l'émotion médiatique et de la manipulation qui peut en résulter.

- Cliquez ici

Ce n'est plus un secret.

Découverte d'une prison secrète ukrainienne - Réseau Voltaire 21 mars 2022

Les autorités de la République populaire de Donestsk ont trouvé une prison secrète du régime de Kiev sur le territoire de leur oblast. Il s'agit d'une ancienne usine de fabrication de saucisses qui avait été transformée en camp gardé par des miradors. Elle était placée, depuis 2014, sous la responsabilité du bataillon Aïdar.

Les détenus étaient isolés dans des pièces exigües et soumis à des traitements dégradants et inhumains. Ceux qui ont survécus avaient déjà relaté les faits, mais ne disposaient pas de preuves.

Des policiers scientifiques russes cherchent à proximité de l'usine le charnier où les victimes ont été enterrées. Réseau Voltaire 21 mars 2022

Le régime ukrainien n'est-il pas démocratique ?

Pascal Praud (CNews) dénonce les tortures du bataillon nazi Azov contre les Ukrainiens attachés, dénudés et fouettés - lemediaen442.fr 21 mars 2022

Ce 21 mars dans L'Heure des Pros, Pascal Praud voulait dénoncer des images qui circulent sur tous les réseaux sociaux (voir vidéo ci-dessous, attention images choquantes) où l'on peut voir des soldats ukrainiens du bataillon nazi Azov attacher à un poteau un père et sa fille — les femmes ne sont pas épargnées —, les fouetter, certains sont dénudés.

Ces Ukrainiens ont eu le malheur de ne pas vouloir faire la guerre, de s'y opposer — tout simplement inadmissible pour les soldats ukrainiens. Les victimes sont prises en exemple, exhibées comme des bêtes de foire, humiliées devant leurs enfants, lynchées sur la place publique, afin que ceux qui regardent en prennent de la graine. Des images que BFMTV et autres médias se gardent bien de dénoncer.

Face à ces images horribles, on s'étonne de voir Mathieu Slama, pensant certainement faire l'unanimité sur le plateau, ne pas condamner les actes des néonazis d'Azov avec fermeté. L'analyste politique est plutôt porté à accuser Poutine de faire de la propagande avec des faits réels. Élisabeth Lévy — heureusement assise — se voit presque accusée, en dénonçant les néonazis, d'être une sous-fifre du Kremlin.

L'analyste politique Mathieu Slama souhaite-t-il analyser pourquoi une avenue porte le nom du collaborateur nazi Stepan Bandera dans la ville de Lvov en Ukraine, pourquoi les tombes juives sont détruites à coups de battes de baseball, pourquoi le bataillon nazi Azov est intégré à la garde nationale de l'Ukraine, placé sous le commandement du ministère de l'Intérieur d'Ukraine et intégré à la Force de défense territoriale ukrainienne par l'état-major ukrainien, pourquoi les nazis fouettent un père et sa fille attachés à un poteau ? Nous lui souhaitons bonne chance pour se dépatouiller dans tout ce merdier qui pue le nazisme à la gloire d'Adolf Hitler. lemediaen442.fr 21 mars 2022

Négationniste, raciste, xénophobe, nazi et dictateur le véritable visage du président ukrainien Volodymyr Zelensky.

LVOG - Nous y consacrons trois articles (ou extraits). Il n'y a que le président français Emmanuel Macron, le chancelier allemand Olaf Scholz et le Premier ministre britannique Boris Johnson pour l'ignorer.

Zelensky fraichement acceuilli en Israël - Réseau Voltaire 21 mars 2022

Le président de la Knesset israélienne, Mickey Levy, a finalement accepté de s'entretenir avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, mais pas en assemblée plénière. L'entretien a donc eu lieu par zoom, certains parlementaires refusant d'y participer.

Le président Zelensky a personnalisé son adresse pour les députés israéliens. Il les a appelés à aider son peuple comme celui-ci avait aidé les Juifs durant la Seconde Guerre mondiale à résister à la solution finale russe de la question ukrainienne.

Or, durant la solution finale nazie de la question juive, la Pologne a compté 80 000 SS pour seulement 2 600 Ukrainiens qui aidèrent des juifs (les Justes parmi les nations). Au contraire, la plupart des Juifs ukrainiens qui survécurent trouvèrent asile en Russie. Réseau Voltaire 21 mars 2022

Zelensky face à la Knesset, "au bord de la négation de la Shoah" - francesoir.fr 21 mars 2022

Le discours du président Volodymyr Zelensky hier, face à la Knesset réunie en visioconférence, n'en finit pas de déclencher de vives réactions dans l'ensemble de l'arc politique israélien. Dans une interview au journal Yediot Ahronot, Simcha Rothman, député du Parti Sioniste Religieux (Ha Tzionut HaDatit) qualifie le discours comme "étant au bord de la négation de la Shoah (..) Si le discours avait eu lieu [physiquement] à la Knesset, je me serais levé et je serais parti".

Zelensky a tout de même ponctué son allocution par une saignante contre-vérité : "il y a 70 ans, les Ukrainiens ont sauvé les Juifs. Vous savez dans votre cœur, ce qui vous reste à faire" en référence à une demande d'aide militaire financière et surtout de sortir de la neutralité affichée par le gouvernement de Naftali Bennett. Le collaborationnisme ukrainien et les massacres en Bessarabie restent pourtant inscrits entre les épisodes les plus cruels de l'histoire du nazisme, dépassant parfois les expectatives en matière d'assassinat massif, torture et pillage des nazis eux-mêmes. C'est là une corde extrêmement sensible au regard de la mémoire transgénérationnelle de la Shoah. Il est curieux que Zelensky ait osé un tel écart de langage. Sans doute les standing ovations auquel il s'est habitué, lui ont-elles fait perdre tout sens de la prudence et de la décence. En réaction, la twittosphère s'est fendu de messages, tel celui de TobyStupp : "C'est dommage que les membres de la Knesset ne soient pas sortis du Zoom. Ça suffit de la négation de la Shoah. Peut-être une piste, c'est que nous pourrions appuyer le peuple ukrainien en envoyant de l'aide humanitaire à la frontière (ce que les Ukrainiens en général n'ont pas fait durant l'Holocauste, puisqu'ils coopéraient avec les nazis)."

D'autres messages étaient plus durs :

« Apparemment Zelensky n'est pas bien dans sa tête. Doppelganger [ndlr : double maudit d'une personne] et clochard. Il a oublié les

pogroms de Lvov et Babi Yar. Des 1400 bourreaux de Babi Yar,1200 étaient ukrainiens. Ils ont brûlé tous les villages de Biélorussie. Les Polonais et les Ukrainiens faisaient la garde dans tous les camps de concentration de Pologne. Idiot ». D'autres encore faisaient appel à des références à la Torah.

"medinayehudit" : "Fils de la voleuse Babylone. Béni celui qui paye la récompense pour ta récompense. Voilà ce que criaient les Juifs assassinés en Ukraine, les femmes violées et les bébés de Beit Raban qui furent massacrés. Seulement parce qu'ils étaient juifs. Alors dégage Zelensky".

Toute l'allocution de Zelensky aura été ponctuée de constantes références à la montée du nazisme, en comparaison avec l'intervention russe dans son pays. Cette comparaison de deux faits sans aucun dénominateur commun était d'autant plus maladroite qu'il existe encore des survivants, voire des enfants de survivants pour savoir que les visages de la libération des camps étaient, n'en déplaise, les visages de l'Armée Rouge. Ceux des Kapo de plus sinistre mémoire, des Ukrainiens. Aujourd'hui encore, le seul mot "Ukraine", fait mal en Israël. francesoir.fr 21 mars 2022

Zelensky provoque l'indignation en Israël après avoir comparé l'opération militaire russe à l'Holocauste - infobrics.org 21 mars 2022

Paul Antonopoulos, analyste géopolitique indépendant

Le magazine American Conservative a critiqué le président ukrainien Volodymyr Zelensky qui s'est lancé dans une campagne de relations publiques embarrassante après avoir été interpellé en Israël pour révisionnisme historique relatif à l'Holocauste, pour avoir tenté de susciter une réaction émotionnelle fallacieuse de la part de l'Occident et pour avoir démontré l'illibéralisme de l'Ukraine en interdisant les partis d'opposition politique.

Bien que l'administration Biden et ses prédécesseurs aient alimenté la guerre dans l'est de l'Ukraine en armant et en finançant l'armée ukrainienne et ses partenaires miliciens d'extrême-droite, tout en ignorant les violations du droit international à l'encontre des civils du Donbass, il semble qu'une zone d'exclusion aérienne soit une escalade de trop, même pour Washington. Néanmoins, cela n'a pas empêché Zelensky de fustiger les pays occidentaux et de leur reprocher de ne pas imposer une zone d'exclusion aérienne.

Quelques jours plus tard, le 20 mars, Zelensky a provoqué l'indignation en Israël après avoir prononcé un discours à la Knesset que les législateurs ont qualifié de "scandaleux". Le président ukrainien a eu l'audace d'établir des comparaisons entre l'Holocauste et l'opération militaire russe, tout en ignorant la complicité de certains Ukrainiens dans le génocide perpétré par les nazis.

Le ministre israélien des communications, Yoaz Hendel, a tweeté : "J'admire le président ukrainien et je soutiens le peuple ukrainien dans son cœur et dans ses actes, mais la terrible histoire de l'Holocauste ne peut être réécrite." Un ministre de premier plan, dont l'identité n'a pas été révélée, a déclaré à Ynet : "Zelensky a également déformé le rôle joué par son pays dans le meurtre des Juifs." Les députés du sionisme religieux ont également critiqué Zelensky, le chef du parti d'opposition, Bezalel Smotrich, dénonçant les comparaisons avec l'Holocauste et accusant le dirigeant ukrainien d'essayer "de réécrire l'histoire et d'effacer l'implication du peuple ukrainien dans l'extermination des Juifs".

Bien que l'Occident blanchisse la prévalence de l'idéologie nazie et d'extrême droite en Ukraine et fasse faussement allusion au fait que le pays est un bastion libéral luttant contre une Russie autoritaire, les Israéliens ne sont pas dupes de cette notion. Bien que l'Occident rejette avec désinvolture l'idée que l'Ukraine abrite l'idéologie d'extrême droite au sein de l'appareil politique et militaire du pays parce que Zelensky est juif, les journalistes Alexander Rubinstein et Max Blumenthal ont déjà démenti ce raisonnement.

Plus choquant encore, et exposant l'illibéralisme de l'Ukraine malgré une campagne médiatique constante pour prétendre le contraire, Zelensky a interdit 11 partis d'opposition en raison de liens présumés avec la Russie. Cependant, même en ignorant la contradiction que représente l'interdiction de partis politiques favorables à la Russie dans une société soi-disant libérale et libre, de nombreux partis d'opposition interdits n'ont en fait aucun lien avec la Russie et ont même condamné ce qu'ils qualifient eux-mêmes d'invasion de l'Ukraine.

Avi Yemini, le chef australo-israélien de Rebel News Australia, a tweeté : "Zelensky est vraiment plein de s***. D'abord, il exige des armes israéliennes de la Knesset, en prétendant que l'Ukraine était un refuge pour les Juifs pendant l'holocauste. Et ensuite, il a interdit 11 partis d'opposition mais a laissé les partis nazis."

Les médias occidentaux ont faussement affirmé que les 11 partis d'opposition étaient liés à la Russie, mais comme l'a souligné Yemini, les partis nazis ont été laissés seuls, ce qui a été omis dans les rapports des médias occidentaux. Les médias occidentaux omettent intentionnellement ce type d'information, car cela indique une fois de plus l'illibéralisme de l'Ukraine.

Ainsi, bien que Zelensky reçoive des louanges sans fin de l'Occident, des fissures dans le récit officiel commencent à apparaître. Tout d'abord, les conservateurs américains ont reproché à Zelensky de tenter de manipuler les émotions du Congrès américain pour essayer d'obtenir une zone d'exclusion aérienne, ce qui conduira finalement à un conflit plus important. Ensuite, d'éminentes voix israéliennes n'ont pas hésité à dénoncer les tentatives de révisionnisme historique de Zelensky concernant la complicité ukrainienne dans l'Holocauste. Enfin, l'interdiction de 11 partis d'opposition le 20 mars, qui aliène et isole la communauté ethnique russe d'Ukraine, représentant environ 20 % de la population du pays, complète les dernières actions illibérales de Zelensky. infobrics.org 21 mars 2022

L'apologie du fascisme sanctionnée

Jugés « extrémistes », Facebook et Instagram (Meta) désormais interdits en Russie - La Tribune 21 mars 2022

Un complément.

- Le régulateur russe des médias a bloqué l'accès au site de la chaîne française Euronews, nouveau média interdit en Russie. Selon les agences de presse russes, Roskomnadzor a bloqué le site de la chaîne euronews.com et à sa version russe ru.euronews.com sur demande du Parquet. Le motif de ce blocage n'a pas été précisé. RT 21 mars 2022

Les devoirs sans les droits, c'est bon pour les vassaux de Washington.

La Russie s'apprête à quitter l'OMC - Réseau Voltaire 21 mars 2022

Après que le Royaume-Uni ait annoncé qu'il cesserait toute exportation vers la Russie, en violation des règles de l'OMC, le parti Russie unie a déposé à la Douma un projet de loi visant à sortir de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) afin de ne pas avoir à remplir seul les engagements de l'organisation.

La globalisation telle que nous l'avons connue depuis trente ans est en train d'agoniser. La rupture du monde en deux zones distinctes devrait à terme acter la chute économique de l'Occident. Réseau Voltaire 21 mars 2022

Pas de place pour une discussion juridique sur l'opération spéciale russe - Chine - infobrics.org 21 mars 2022

Lucas Leiroz, chercheur en sciences sociales à l'Université fédérale rurale de Rio de Janeiro ; consultant en géopolitique.

Les médias occidentaux tentent de transformer le conflit en Ukraine en une discussion juridique, mettant d'un côté les "violateurs du droit international" et de l'autre les "défenseurs de la justice et de la légalité". Évidemment, ce type de narration est extrêmement problématique, étant donné que l'"illégalité" même de l'intervention russe dans le conflit est discutable, mais ce n'est pas le point principal de la question. À partir du moment où l'Occident affirme que la Russie agit illégalement, il implique automatiquement que l'ensemble de la société internationale doit nécessairement prendre position en faveur de la partie ukrainienne, ce qui a suscité une grande controverse.

Comme prévu, le pays le plus touché par cette exigence de position pro-Ukraine est la Chine. En tant que deuxième pays le plus riche du monde, doté d'un énorme potentiel politique, militaire et diplomatique et entretenant des relations amicales avec la Russie, la Chine est un point clé du conflit, car sa position, si elle est placée en faveur de Kiev, pourrait affaiblir Moscou sur le plan diplomatique. Ce type de comportement n'est toutefois pas typique de la politique étrangère chinoise, qui est fortement marquée par la défense de la neutralité et du principe de non-intervention, ce qui a conduit Pékin à éviter de se prononcer sur le camp qui a raison ou tort dans le conflit, limitant sa participation à la médiation du dialogue diplomatique et à une coopération économique accrue avec la Russie, qui est sanctionnée par l'Occident.

Les dirigeants occidentaux, cependant, insistent pour ne pas respecter la tradition diplomatique chinoise et exigent une position totalement favorable au gouvernement ukrainien, rejetant toute forme de neutralité. Récemment, lors d'une conférence de presse, le patron de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a commenté la position chinoise en déclarant que "la Chine devrait se joindre au reste du monde pour condamner fermement l'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie (...) La Chine a l'obligation, en tant que membre du Conseil de sécurité de l'ONU, de soutenir et de faire respecter le droit international, et l'invasion russe de l'Ukraine est une violation flagrante du droit international ; nous appelons donc [la Chine] à condamner clairement l'invasion et à ne pas soutenir la Russie".

Les propos peu amènes de M. Stoltenberg - qui exigeaient littéralement une violation de tous les principes idéologiques et stratégiques de la politique étrangère de Pékin - ne sont pas passés inaperçus auprès des diplomates chinois. Un porte-parole de la mission chinoise auprès de l'UE s'est exprimé sur cette affaire en ces termes : Les Chinois peuvent parfaitement comprendre les douleurs et les souffrances des autres pays, car nous n'oublierons jamais qui a bombardé notre ambassade en République fédérale de Yougoslavie. Nous n'avons pas besoin de leçons de justice de la part de ceux qui violent le droit international (...) "Vestige de la guerre froide et plus grande alliance militaire du monde, l'OTAN continue d'étendre son champ d'action géographique et la portée de ses opérations. Quel rôle a-t-elle joué dans la paix et la stabilité mondiales ? L'OTAN doit avoir une bonne réflexion".

Les mots du porte-parole étaient très incisifs, rappelant que l'OTAN est une organisation qui a une longue histoire de violations du droit international. L'invasion de la Yougoslavie, au cours de laquelle l'ambassade de Chine dans le pays a été bombardée, est une marque triste et importante dans l'histoire des relations internationales, qui ne sera pas si facilement oubliée. À cette époque, l'alliance militaire occidentale tentait de démontrer sa puissance et d'affirmer son rôle de "police mondiale" dans l'ordre mondial unipolaire qui venait de naître. L'attaque occidentale contre la Yougoslavie a ignoré toutes les normes du droit international et des droits de l'homme, créant l'une des plus grandes crises humanitaires jamais vues sur le sol européen - juste au nom de l'affirmation de la puissance mondiale de l'alliance. Peu après, le même scénario s'est répété en Irak, créant une véritable "coutume" illégale dans la société internationale, selon laquelle les invasions pouvaient se produire en toute impunité, à condition qu'elles soient menées par l'OTAN.

Depuis lors, de nombreux juristes ont tenté de "théoriser" ce prétendu "droit" de l'OTAN à attaquer d'autres pays, comme en témoignent des idées telles que la "légitime défense anticipée", qui légitimait littéralement l'action militaire occidentale contre des pays cibles afin de "prévenir" de futures attaques de ces pays contre des États occidentaux - même s'il n'existait aucune preuve matérielle de la réalité de ces menaces. Or, si l'on analyse le cas ukrainien selon les principes mêmes des théories juridiques occidentales, il n'y a donc aucune illégitimité dans l'opération russe, étant donné qu'il existait de nombreuses preuves que Kiev prévoyait d'envahir le Donbass et de massacrer la

population locale. Moscou a agi de manière préventive pour défendre des tiers - le seul "problème" pour les juristes occidentaux est que ce droit est apparemment unique à l'OTAN.

En d'autres termes, l'OTAN a largement perturbé les structures du droit international au cours des dernières décennies, créant un état de chaos dans la société mondiale. De la même manière, les juristes internationaux en sont venus à considérer comme "légal" tout ce qui est fait par l'alliance occidentale, tout en considérant comme "illégales" même les manœuvres légitimes des pays non alignés. C'est pourquoi il n'y a pas de place pour ce type de discussion dans la question ukrainienne. L'affaire ne peut être comprise ou résolue en consultant des experts juridiques, car la tendance actuelle est de considérer comme "illégal" tout ce qui est fait par les pays non membres de l'OTAN. En outre, il est nécessaire de rappeler que le droit international n'a pas réussi à empêcher l'escalade du conflit. Si les tribunaux internationaux avaient puni Kiev pour ses crimes dans le Donbass, Moscou n'aurait pas lancé l'opération.

Il n'y a donc aucun problème dans la position chinoise qui consiste à renoncer à toute discussion sur la légalité ou l'illégalité des actions russes. Pékin comprend que même s'il y avait une illégalité dans l'opération (ce qui ne semble pas être le cas), l'OTAN n'aurait aucune légitimité à l'accuser, compte tenu des crimes de l'organisation. En fait, ce type de position neutre est la plus lucide à adopter par les parties non impliquées dans le conflit, car elle est la plus cohérente avec le principe universel de non-intervention. infobrics.org 21 mars 2022

Une analyse objective d'un stratége militaire américain.

Scott Ritter, expert américain, sur l'opération militaire de la Russie en Ukraine - rusreinfo.ru 21 mars 2022

- Cliquez ici

Scott Ritter est un ancien officier du renseignement du Corps des Marines des États-Unis. Dans sa carrière militaire de plus de 20 ans, il a servi en Union Soviétique pour mettre en œuvre des accords de contrôle des armements, dans l'état-major du général américain Norman Schwarzkopf pendant la guerre du Golfe et plus tard comme inspecteur en chef des armes à l'ONU en Irak de 1991 à 1998. Il est considéré aujourd'hui comme un expert en stratégie militaire et collabore avec plusieurs revues et sites d'information.

LVOG - Au regard de son pedigree ce sera difficile de l'accuser de complotisme, à lire attentivement.

Un témoignage révélateur

Major des forces armées ukrainiennes, Ivan Sobolev dépose les armes - lemediaen442.fr 21 mars 2022

Le commandant adjoint de l'une des brigades des Forces armées ukrainiennes, Ivan Sobolev, a admis avoir décidé de se rendre volontairement à l'armée russe sans combattre. Lui et un groupe de militaires ukrainiens se sont rendus à un poste de contrôle près du village de Kalinovka.

Selon la chaîne de télévision NTV, dans la région de Kiev, l'armée russe a trouvé des lance-grenades qui ont été abandonnés par les forces armées ukrainiennes. Ceux qui ne sont pas prêts à se battre contre les civils déposent volontairement les armes. Les prisonniers qui se rendent reçoivent l'assistance nécessaire et sont également autorisés à contacter leurs proches.

Major des forces armées ukrainiennes, Ivan Sobolev n'a pas été capturé — il s'est de lui-même rendu. Le commandant adjoint du bataillon, ainsi que ses subordonnés, sont tombés par erreur sur un point de contrôle russe et ont décidé de ne pas verser de sang.

Ivan Sobolev a confessé à l'armée russe que cette guerre devrait être réglée en haut lieu : « S'il existe une opportunité de sauver la vie des gens, elle doit être sauvée. Je crois que les politiciens devraient régler cela au sommet. » Le major Sobolev est né au Kirghizistan, a étudié en Ouzbékistan, il devait être en pré-retraite si la guerre avait commencé un peu plus tard. « Si ça avait commencé un mois ou deux plus tard, j'aurais été à la retraite, mais ironie du sort, j'étais l'otage de cette situation. » Loin d'être un grand fan de cette guerre, ce père de trois enfants et grand-père a le ton moins guerrier que le président Zelensky : « J'ai de la famille en Russie et en Biélorussie. Prenez n'importe quel résident de l'Ukraine, il a des parents partout. Les gens ordinaires ne voulaient pas ça. » lemediaen442.fr 21 mars 2022

LVOG - Il existe vraiment :

- Cliquez ici

Haut de page

Le 24 mars 2022

Les sciences et technologies ne servent plus qu'à détruire les bases de la civilisation humaine.

La stratégie du conditionnement, du consentement, de la décérébration, de la confusion, du chaos, appliquée à la jeunesse hypothèque son avenir.

Chacun doit être laissé libre de penser, ce principe est inaliénable, mais force est de constater qu'il est violé en permanence dans la société dans laquelle nous vivons, sans que la plupart des citoyens ne s'en aperçoivent ou comme disait feu mon père, si c'est pour notre bien

qu'est-ce que tu veux que cela me foute, cela ne me dérange pas, principe qu'adopteront à n'en pas douter tous ceux qui sont trop fainéants pour réfléchir à l'orientation de la société ou même à leur propre sort tellement ils sont inconscients, mon père était un ouvrier très arriéré donc il avait au moins cette excuse, ce qui n'est pas le cas de tous ceux qui ont fait des études supérieures.

On ne compte plus non plus les défenseurs de la liberté de pensée, qui ne se poseront pas la question de savoir comment elle s'exerce et quels intérêts elle sert vraiment, vaut mieux pas dans la plupart des cas par crainte de se démasquer ou parce que les intentions qu'elle recouvre sont inavouables. Si la liberté de pensée existe ou non, en revanche il ne fait aucun doute que la pensée libre est vouée à tant d'influences extérieures sans qu'on en ait vraiment conscience, qu'elle relève plus du mythe que de la réalité pour la plupart des gens.

Au-delà de l'ignorance du fonctionnement du cerveau ou des relations qui s'établissent à notre insu entre nos sens en contact avec le monde extérieur et qui rendent compte à notre cerveau de leurs expériences, leur traduction sur le plan psychologique ou en terme de processus psychologiques complexes, penser est une expérience pratique, dont les lois nous échappent encore en grande partie, dont la dynamique va être orientée dans une direction qui sera variable sans qu'on sache pourquoi ou vers quel objectif elle se dirige pour peu qu'elle en est un...

Tout cela pour dire que si on se penche sur un sujet et qu'on se met à réfléchir avant d'émettre un avis ou d'en arriver à une conclusion, ou qu'on émette un avis sans prendre cette précaution, le résultat sera le même que l'on ait disposé ou non au préalable un minimum de repères le long de la piste où notre pensée est destinée à atterrir ou à s'écraser. Vous aurez compris l'intérêt de posséder ces repères, n'est-ce pas, à moins d'être suicidaire !

Tous les repères qui vous sont fournis gracieusement par leur société depuis votre enfance sont faits pour que vous vous crashiez en beauté, et ce n'est pas l'école ou les manuels scolaires tels qu'ils sont conçus qui vous aideront à atterrir en douceur ; Votre cerveau sera formaté pour fonctionner de telle manière que vos pensées ou idées seront orientées dans une direction déterminée, de sorte que vous ne pourrez en dévier qu'au prix d'un effort si colossal que la plupart ne seront jamais en mesure d'en changer.

On a pu observer au cours des deux dernières années à quel point la population était incapable de penser par elle-même, personne ne peut plus le nier.

Lire ne présente un intérêt que si on est en mesure de réfléchir à ce qu'on lit ou d'en tirer des enseignements, en fait ce sont tous les actes de la vie qui devraient déclencher chez nous ce réflexe, or c'est rarement le cas pour ne pas dire jamais chez beaucoup de gens qui se laissent vivre. Si on n'est pas capable de porter un regard critique sur notre propre comportement et sur ce qui nous entoure ou la société, on n'est pas capable d'en découvrir la signification, l'origine et l'orientation, par conséquent nous les subirons toute notre vie ou nos actes pourront même être contraires à nos intérêts...

Je n'ai plus le temps de continuer, parce que je dois aller à Pondichéry pour essayer de trouver de l'huile de tournesol la moins chère possible, car elle est devenue hors de prix, entre janvier 2020 et mars 2022 le prix a quasiment doublé.

Les jeunes passent six fois plus de temps sur Internet qu'à lire - francesoir.fr 23 mars 2022

AFP - Les jeunes Français passent six fois plus de temps sur internet qu'à lire, selon une étude publiée mercredi par le Centre national du livre, qui se félicite cependant qu'ils soient "encore nombreux à lire". (Ils ne vont pas dire le contraire par crainte de passer pour des incultes ! - LVOG)

Dans cette étude réalisée en ligne par Ipsos auprès de 1.500 jeunes de 7 à 25 ans fin janvier et début février, les sondés déclarent lire des livres 3h14 par semaine, et passer 2h50 par jour (soit 19h50 par semaine) sur internet. (Attendez de lire la suite et de voir comment ils lisent. - LVOG)

Ce rapport change fortement en fonction des âges. Chez les élèves de primaire, le temps sur internet est de 60% supérieur. Chez les étudiants, il est près de huit fois supérieur. (La déculturation commence donc avant d'avoir acquis une culture et en fera des acculturés ou des incultes, effrayant. - LVOG)

"C'est la grande question aujourd'hui: est-ce que les écrans cannibalisent la lecture, à quel point? Est-ce que ce n'est pas non plus un point d'accès à la lecture?", a demandé le directeur du pôle opinion de l'institut Ipsos, Étienne Mercier, en présentant l'étude lors d'une visioconférence.

En effet, a-t-il ajouté, "les écrans poussent en partie les jeunes vers les livres". Par exemple, 31% des sondés déclarent qu'un film, une série ou un dessin animé les a incités à lire le livre correspondant.

Ces générations, par ailleurs, ne cloisonnent pas leurs pratiques culturelles. Ils lisent de plus en plus de livres sur téléphone portable (support choisi par 55% des lecteurs de livres numériques). Et quand ils lisent un livre, 47% ont une autre activité (37% envoyer des messages, 27% aller sur les réseaux sociaux, etc.).

"C'est emblématique de la nécessité pour ces jeunes-là d'être toujours accrochés à leur cercle (...) Leur conception de la lecture n'est plus celle d'un temps de rupture", a commenté un sociologue de l'université de Lorraine, Claude Poissenot.

"À la fois 42% disent: j'adore lire (...) Et en même temps pendant qu'ils lisent, près de la moitié font autre chose", a souligné la présidente du CNL, Régine Hatchondo. (Vous avez bien lu, vous ne rêvez pas, ils lisent en faisant autre chose, donc ils ne peuvent pas se concentrer sur ce qu'ils lisent et cela ne leur sera d'aucune utilité. Moi quand je lis, j'ai besoin de faire abstraction de ce qui m'entoure, je me coupe du monde extérieur et je pénètre dans un autre monde, et rien ne doit me distraire sous peine de perturber le fil de ma pensée, de ma réflexion ou de mon imagination selon les facultés que ma lecture met en éveil ou mobilise et le type d'ouvrage que je lis, littéraire, historique, scientifique, pédagogique ou didactique. - LVOG)

"Les jeunes sont encore nombreux à lire. Globalement, 81% des 7-25 ans lisent pour leurs loisirs par goût personnel", a souligné l'établissement public dans un communiqué. Mais "ces chiffres plutôt positifs ne doivent pas masquer certaines difficultés: 16% des jeunes n'aiment pas lire ou détestent lire". (Et parmi ceux qui lisent, que lisent-ils, dans quelles conditions, on vient de le voir, dans une société aussi dégénérée ils voudraient nous faire croire que les jeunes y échappent, ils se foutent de nous avec ce vulgaire sondage. - LVOG)

"Ce qui est inquiétant, et ce n'est pas une surprise (...) c'est le décrochage au collège et au lycée", a ajouté Mme Hatchondo.

Les élèves de primaire déclarent avoir lu "par goût personnel" 8,4 livres en moyenne sur les trois derniers mois, mais les collégiens 5,3 et les lycéens 3,4. (Et après ? Ils doivent être proches de zéro, tout s'explique ou pourquoi ils peuvent conditionner aussi facilement les masses. - LVOG)

- Cette causerie au format pdf (21 pages)

INTRODUCTION

Dans quel monde archi pourri vivons-nous.

Rencontre avec Ghislaine Maxwell : héritière d'un empire d'espionnage - (unlimitedhangout.com) - Réseau International 22 mars 2022

LVOG - Je vous conseille de le lire, c'est hallucinant et révélateur.

La prostitution de mineurs, la pédophilie, les orgies sexuels mis à la disposition de personnages influents ou détenant du pouvoir dans différents secteurs de l'économie et dans les institutions par des intermédiaires devenus richissimes grâce à des oligarques anglo-saxons financés par les plus puissants banquiers dont les Rothschild, Rockefeller, Goldman Sach, JP Morgan, etc. afin de pouvoir ensuite les faire chanter et exiger d'eux en échange de leur silence des passe-droits ou le vote de lois à leur avantage, la signature de contrats en milliards de dollar, la nomination au sein de conseils d'administration d'entreprises ou d'institutions d'hommes ou de femmes représentant leurs intérêt, afin d'accroître leur fortune et leur pouvoir, donc à des fins politiques et destiné à influer sur l'orientation de la politique du gouvernement, y compris en matière de politique étrangère en mêlant à leurs sales affaires les services secrets de différents pays...

Voilà résumé en quelques mots cet excellent article, sur un réseau tentaculaire à l'échelle internationale de chantage et de corruption jusqu'au plus haut niveau des Etats où figurent des dizaines de personnalités et d'entreprises.

C'est la première fois que je l'aborde dans la causerie, parce que cet article est particulièrement bien rédigé, je crois que tout y est dit en détail et très clairement, de sorte qu'on sait l'essentiel de cette sordide affaire qui est à l'image du visage hideux du capitalisme, quiconque l'aura lu attentivement ne pourra plus lui attribuer une quelconque qualité démocratique ou humaniste. Quant aux hypothétiques intentions philanthropiques prêtées aux oligarques, ils en sortent ravagées, définitivement réduits à néant sans l'ombre d'un doute, je dis cela pour les plus naïfs qui auraient été tentés d'y croire.

- Cliquez ici

ACTUALITE POLITIQUE EN FRANCE

Chassons Macron, votons Mélenchon !

Selon un sondage Elabe publié mardi. - Europe1 22 mars 2022

Macron = 27,5%

Marine Le Pen = 20%

Jean-Luc Mélenchon = 15%

LVOG - Avec un pourcentage d'erreur dans un sens ou l'autre de 2 à 3%, Mélenchon pourrait passer devant Le Pen si ce n'est pas déjà fait.

Hidalgo (PS) est tombé à 1,5%, avec le soutien qu'elle vient de recevoir de Hollande, elle va finir en négatif comme les taux d'intérêts. En attendant elle redouble ses attaques contre Mélenchon et les médias s'en régalent évidemment, il faut bien qu'elle serve à quelque chose...

Présidentielle : Hidalgo pilonne l'idée d'un «vote utile» pour Mélenchon - Europe1 23 mars 2022

A bas la muselière et la piquouse, chassons Macron !

Covid-19 : Macron n'écarte pas un retour du masque obligatoire "si les choses devaient se dégrader" - BFMTV 23 mars 2022

Interrogé sur la levée de l'obligation du masque en intérieur, le président-candidat a assuré qu'il prendrait "ses responsabilités" pour protéger les Français en cas de sixième vague. BFMTV 23 mars 2022

Votez Macron!

Présidentielle: Roussel (PCF) "appellera à faire barrage à l'extrême droite" si Le Pen ou Zemmour sont au second tour - BFMTV 22 mars 2022

Le candidat communiste lance un pavé dans la mare en expliquant qu'il ne "laissera jamais l'extrême droite mettre la main sur la République". BFMTV 22 mars 2022

LVOG - Ne serait-ce pas ce que Macron a déjà fait ? Quel con, stalinien for ever !

Antisocial. Avec Macron l'extrême droite est déjà au pouvoir, la preuve.

Présidentielle: pour 61% des Français, le programme de Macron ne permettra pas d'améliorer leur quotidien - BFMTV 22 mars 2022

Dans un sondage Opinion 2022 réalisé par l'institut Elabe, pour BFMTV, publié ce mardi.

Seulement 7% des Français estiment qu'Emmanuel Macron est "plus proche des idées de gauche".

A l'exception de la retraite à 65 ans qui est rejetée (69% des sondés y sont opposés), les mesures proposées par Emmanuel Macron, notamment celles en faveur du pouvoir d'achat, sont majoritairement soutenues par l'ensemble des électorats. (Pardi ! - LVOG)

92% des Français sont par exemple favorables au recrutement de 50.000 infirmiers et aides-soignants dans les Ehpad, 88% pour relever le montant du minimum retraite à 1100 euros, 84% pour exonérer de taxes les successions jusqu'à 150.000 euros par enfant. BFMTV 22 mars 2022

Totalitarisme. La pire tyrannie, c'est celle qui se pare de bonnes intentions.

Sandrine Rousseau (EELV) propose un "délit de non-partage des tâches domestiques" - Le HuffPost 23 mars 2022

LVOG - Ce n'est plus vous qui décideriez librement (tout du moins théoriquement ou en apparence) dans quelle type de société vous voudriez vivre, quel mode de vie vous souhaiteriez adopté, non, tout serait déjà gravé dans le marbre, décidé à votre place par le législateur-procureur-inquisiteur de votre naissance jusqu'à votre mort, autrement dit nous n'auriez plus aucune liberté.

Si la société régit par le capitalisme produit des injustices, c'est la société qu'il faut changer et le capitalisme qu'il faut supprimer, on supprimera du même coup ces injustices, logique. Les partisans du capitalisme ne sont pas d'accord, ils estiment que ce sont les hommes ou les femmes qui sont responsables de ces injustices, par conséquent il faut leur imposer par la force une législation liberticide et répressive afin de les contraindre à modifier leurs rapports

Les hommes et les femmes, les rapports qu'ils ont entre eux comme tous les rapports sociaux dans la société, sont à l'image du système d'exploitation et d'oppression qui s'exerce sur eux, donc s'il produit des injustices et des discriminations ils seront tentés de les reproduire à tous les niveaux de la société, ce n'est tout de même pas difficile à comprendre, n'est-ce pas ? Entre nous, EELV, ce sont des ordures de la pire espèce, ils sont encore plus réactionnaires qu'au PS, c'est pour dire !

Un complément qui devrait plaire à ces dégénérés fanatiques.

En 2021, le charbon est redevenu la principale source d'électricité en Allemagne - Sciences et Avenir 22 mars 2022

En 2020, grâce à des circonstances exceptionnelles résultant de la pandémie et d'une météorologie favorablement venteuse, l'énergie éolienne avait dominé la production d'électricité allemande. Le bilan de l'année 2021 marque cependant un retour en grâce du charbon. Cette situation, qui était prévisible, met à nu la fragilité de la stratégie énergétique du nouveau gouvernement allemand. Sciences et Avenir 22 mars 2022

LVOG - Qu'est-ce que la "*gauche*" et l'extrême gauche ont reproché à Saddam Hussein, à Mouammar Kadhafi, à Bachar el-Assad ? D'avoir défendu la souveraineté et l'intégrité de leur pays contre sa désintégration et leur refus de se soumettre au diktat de l'oligarchie anglo-saxonne sioniste. Que reprochent-ils à Poutine ? La même chose et éventuellement d'avoir empêché que le président syrien connaisse le même sort que Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi.

Il y en a parmi nous qui aiment cela et en redemandent...

Lu - En ce moment où les sanctions unilatérales et illégales des États-Unis et d'une bonne partie de l'Europe pleuvent sur toute nation qui ne s'agenouille pas devant leur prétention autoproclamée d'être la police et les maîtres du monde...

Vive la paix sociale, à bas la lutte de classe !

De 1953 à 1995 le maire de Marseille fut issu du PS. Jean-Claude Gaudin (LR) qui prit le relais jusqu'en 2020 vient d'être condamné à 6 mois de prison avec sursis, pour n'avoir pas mis un terme à un système institué au sein d'une quinzaine de services municipaux d'heures supplémentaires accordées mensuellement, sans travail effectif réalisé, en violation du droit du travail.

Au cours de sa défense il expliquera que "*la cohésion sociale m'est toujours apparue importante. Quand vous avez des grèves, ça coute encore plus cher aux finances de la ville*", autrement dit, ce système briseur de grève qui relève aussi de la corruption, existait depuis de nombreuses années bien avant que Gaudin devienne maire de la ville, et les syndicats étaient forcément au courant, pour ne pas dire qu'ils en étaient les complices ou les instigateurs, et les bénéficiaires puisqu'ils privilégient la collaboration de classes au détriment de la lutte des classes. Gaudin a dû estimer qu'il était dans son intérêt de préserver ce système garant de la paix sociale, on pourrait aussi concevoir que c'était un moyen de chantage efficace sur les syndicats.

(Source : Marseille: Gaudin condamné à 6 mois de prison avec sursis dans l'affaire des heures supplémentaires indues des agents municipaux - francesoir.fr 22 mars 2022)

Bienvenue dans la start-up France.

Atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation : nos gouvernants ont-ils trahi la France ? - francesoir.fr 22 mars 2022

Le 22 mars 2022, une plainte a été déposée devant le Pôle financier du Tribunal judiciaire de Paris par plusieurs plaignants, parmi lesquels l'association BonSens.org et le Collectif des Syndicats et Associations Professionnels Européens (CSAPE). Le fondement de la plainte est double. Les plaignants constatent, d'abord, que le contrôle de la validité des lois par le Conseil constitutionnel est, depuis le début de l'épidémie de covid-19 et du déferlement législatif qui l'a accompagnée, entaché de partialité et manque de probité. En cause, les liens entre, d'une part, le président du Conseil constitutionnel et son fils, ce dernier et un important cabinet de conseil, McKinsey France, d'autre part, et, enfin, entre ce cabinet et l'État, le ministère des Solidarités et de la santé spécialement. Un délit qualifié de prise illégale d'intérêts par le Code pénal qui le réprime de de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €.

Plus grave, ce que révèlent les faits est un acte de trahison, dirigé contre les intérêts de la France et des Français, ce que la loi désigne comme l'atteinte aux intérêts supérieurs de la Nation, l'un des crimes les plus graves du code pénal qui le punit de dix ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende. En l'occurrence, sont en cause des actes d'intelligences de responsables publics avec une puissance étrangère, la société McKinsey France, elle-même filiale de McKinsey Inc., une société américaine.

La plainte vise, entre autres : Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel ; Jean Castex, Premier ministre ; Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la santé ; Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la fonction publique ; Victor Fabius, directeur associé chez McKinsey & Company France ; Karim Tadjeddine et Thomas London, directeurs associés chez McKinsey & Company France ; la SAS McKinsey & Company ; Mohamed Jalil Bensouda, président en exercice de McKinsey & Company France ; Clarisse Magnin, représentante en France de la société McKinsey & Company inc. ; Jérôme Salomon, directeur général de la santé ; Alain Fischer, coordonner la stratégie vaccinale de l'État contre la pandémie de covid-19 ; Laetitia Buffet, responsable de la task force interministérielle vaccination covid-19 ; Bernard Celli, responsable de la task force interministérielle vaccination covid-19. Charge à la justice d'éventuellement compléter la liste.

Pour lire l'article en entier.

- Cliquez ici

- Cliquez ici

LVOG - Nous ne sommes pas fan de ce genre de procédure judiciaire dans la mesure où nous ne nous reconnaissons pas dans leur conception de la nation ou les intérêts qu'elle incarne ou mieux, nous la combattons. Ceci dit, tout ce qui démontre le degré de corruption et de pourriture atteint par le régime en place ne peut que saper l'idée qu'en ont les masses.

Peu importe la nature de cette procédure ou qui en est à l'origine, qu'elle aboutisse à quelque chose ou non, on est d'ailleurs porté à en douter fortement compte tenu du degré de corruption atteint par la justice dans ce pays, dans la mesure où elle met en lumière le fonctionnement des institutions on ne va pas faire les difficiles et l'ignorer ou pire la condamner, au contraire on doit s'en servir pour favoriser la rupture des masses avec la Ve République.

Chaque fois que je me penche sur un évènement ou que j'aborde un sujet, j'ai toujours cette préoccupation en tête. Ma démarche s'inscrit toujours dans le cadre de mon engagement politique et elle n'en dévie jamais. Ainsi les choses sont parfaitement claires entre moi et les lecteurs, ils savent parfaitement à quoi s'en tenir. On énumère ou on décrit un certain nombre de faits sans les déformer, sans rien y ajouter qui n'y figurerait pas ou sans en soustraire un seul élément, en fonction évidemment de ceux portés à notre connaissance, il m'incombe donc le devoir de m'informer le mieux possible auprès de sources fiables, ensuite on les analyse ou on les exploite en leur donnant une signification politique conforme aux objectifs politiques que nous nous sommes fixés, que finalement les lecteurs peuvent partager ou non, chacun demeurant libre de les interpréter à sa manière.

Il y en a qui ont décidément trop de fric !

Les ventes de musique mondiales progressent de 18,5%, du jamais-vu - LePoint.fr 23 mars 2022

Selon les dernières données de la Fédération internationale de l'industrie phonographique (Ifpi), les ventes mondiales de musique ont dépassé les 26 milliards de dollars en 2021.

C'est, sans surprise, le marché du streaming qui porte presque à lui seul le secteur musical. À lui seul, le streaming payant a généré 12,3 milliards de dollars en 2021, en hausse de 12 % par rapport à l'année précédente. Une somme qui représente plus de la moitié du chiffre d'affaires total du secteur musical (65 %).

Comme le relate Le Figaro, les différentes plateformes musicales – Spotify, Deezer, Amazon Music, Apple Music, etc. – rassemblent près d'un demi-milliard d'utilisateurs. Signe de cette bonne forme, même le marché du CD et du vinyle connaît une croissance – une première en vingt ans. Les ventes progressent de 16 %, et atteignent 5 milliards de dollars. LePoint.fr 23 mars 2022

LVOG - J'ai téléchargé dans mon disque dur 1 941 morceaux de musique ou des concerts représentant 58 Go gratuitement et je n'ai jamais déboursé un centime ou une roupie pour écouter de la musique. Il faut vraiment être très con ou trop riche pour payer quand c'est gratuit. A moins de ne pas disposer d'une application gratuite, mais là aussi, il faut être sacrément con !

J'ai aussi téléchargé 1180 films représentant 281 Go gratuitement. Si un jour cela devenait payant, je ne regarderais ou je n'écouterais que ce qui figure dans mon disque dur.

Pour être totalement franc avec vous, il m'est arrivé de télécharger rapidement 120 films que je venais de découvrir par hasard sur le Net, du coup j'ai dépassé mon forfait mensuel de 30 Go et j'ai dû payer 5 ou 6 euros supplémentaires, soit 0,04 euro par film. Je n'ai pas le temps de les regarder, surtout en ce moment, je les ai en magasins pour mes vieux jours où lorsque tout sera devenu payant. Habituellement j'en télécharge quelques-uns tous les mois et ma facture reste inchangée. Ma connexion ne sert essentiellement qu'au site LVOG, disons à 90%.

Je dois préciser aussi, que j'avais téléchargé ces 120 films avant qu'il soit impossible de les télécharger, car j'ai constaté une multitude de fois, que des films étaient disponibles au téléchargement et ne l'étaient plus quelques jours plus tard. Apparemment, le seul fait d'avoir cliqué sur leurs liens pour voir de quoi il s'agissait, les moteurs de recherche les repéraient et les bloquaient immédiatement à la demande de leurs ayant droits.

DOSSIER UKRAINE

Si c'est un humaniste qui le dit, on s'incline, si, si, il le faut !

Le médecin ukrainien Gennadiy Druzenko a donné l'ordre de castrer tous les cafards de prisonniers russes - lemediaen442.fr 22 mars 2022

Le propriétaire d'un hôpital mobile en zone de guerre, Gennadiy Druzenko, chef du service de santé militaire ukrainien, a déclaré sur la chaîne Ukraine 24 d'avoir donné l'ordre de castrer les prisonniers de guerre russes.

Après les appels au meurtre légitimés sur Facebook, sur une chaîne de télévision ukrainienne, le médecin de 49 ans, Gennadiy Druzenko, a fait des déclarations — qui enfreignent les Conventions de Genève et le serment d'Hippocrate — à l'encontre des soldats russes. Face à l'animateur russe Yevgueni Kiseeliov, Druzenko assène : « J'ai toujours été un grand humaniste, disant que dès qu'une personne est blessée, elle n'est plus un ennemi, mais un patient. Mais maintenant, il y a une instruction très stricte : castrer tous les hommes [soldats russes – NDLR] parce que ce sont des cafards, pas des gens. »

Dans un message adressé au président russe Vladimir Poutine, Druzenko continue sa diatribe et avertit que les Russes allaient mourir « en grand nombre » en Ukraine : « Ceux qui [viennent ici] se souviendront de leur cauchemar sur le sol ukrainien comme les Allemands se souviennent de Stalingrad. »

Des propos qui rappellent ceux du journaliste Fakhrudin Sharafmal, présentateur de télévision de Channel 24 qui appelait à exterminer les enfants russes en se fondant sur une citation du criminel de guerre nazi Adolf Eichmann : « Pour détruire une nation, il faut d'abord tuer ses enfants. Parce que tuer leurs parents, leurs enfants grandiront et voudront peut-être se venger. Mais en tuant les enfants, ils ne grandiront jamais et la nation périra."

Il semble que le comportement du bataillon néonazi Azov s'étend de plus en plus dans la société ukrainienne jusqu'à atteindre les médecins. L'aveuglement volontaire des médias de propagande français à ce propos est flagrant. Les accusations de fascisme qu'un Patrick Cohen lance à l'encontre de Vladimir Poutine, loin d'être morales, sont totalement politiques. lemediaen442.fr 22 mars 2022

Tous les médias ukrainiens sans exception placés sous le contrôle de l'armée. Ben quoi, c'est la démocratie !

Tous les médias ukrainiens désormais contrôlés par le Conseil de Sécurité et de Défense - Réseau Voltaire 23 mars 2022

Tous les médias ukrainiens, sans exception, ont été placés sous le contrôle du Conseil de Sécurité et de Défense, a annoncé le président Zelensky le 20 mars 2022.

Des perquisitions ont eu lieu chez les plus célèbres journalistes, particulièrement ceux qui ont enquêté sur des affaires de corruption. Certains d'entre eux ont disparu sans que l'on sache s'ils ont été arrêtés ou ont pris le maquis.

Le Groupe 1+1 Media, d'Ihor Kolomoyskyi (le protecteur du président Zelensky et parrain de la mafia ukrainienne), semble superviser cette main-mise sur l'ensemble de la communication.

L'interdiction simultanée des partis politiques d'opposition dément l'interprétation du conflit comme opposant une dictature, la Russie, à une démocratie, l'Ukraine. Réseau Voltaire 23 mars 2022

LVOG - Et au même moment en France les parlementaires français faisaient une ovation au dictateur Zelensky, par conséquent, si vous aviez encore un doute sur leurs intentions, à partir de maintenant vous n'en aurez plus.

Nous les virerions sur le champ!

Les agences de notation ne pourront plus noter les entreprises russes - Réseau Voltaire 22 mars 2022

Les agences de notation occidentales (S&P Global, Fitch et Moody's) se sont vues interdire par l'Union européenne d'exercer leur métier en Russie, sous peine d'être interdites d'activité dans l'Union.

On se dirige très rapidement vers une coupure économique et financière du monde en deux à l'initiative des Occidentaux. Réseau Voltaire 22 mars 2022

Un prêté pour un rendu ou coup pour coup.

Le gaz russe devra être payé en roubles - Réseau Voltaire 23 mars 2022

Le président Vladimir Poutine a annoncé que désormais le gaz russe devra être payé non pas en dollars ou en euros, mais exclusivement en roubles.

L'Union européenne devra soit violer son propre embargo économique, soit cesser de s'approvisionner en gaz russe provoquant une très forte récession de son économie. Réseau Voltaire 23 mars 2022

A quoi sert-il de dialoguer avec des sourds ?

Possible rupture des relations diplomatiques Washington-Moscou - Réseau Voltaire 22 mars 2022

Les États-Unis poursuivent leurs « sanctions » économiques et financières contre la Russie et encouragent leurs alliés à faire de même.

Le président états-unien Joe Biden a par ailleurs qualifié son homologue russe de « criminel de guerre », tandis que de nombreuses personnalités états-uniennes ont évoqué sa traduction devant un tribunal pénal international.

Le Kremlin a déjà fait savoir la semaine dernière qu'il ne chercherait pas à convaincre qui que ce soit de sa bonne foi. Il considère avoir le Droit international pour lui. Selon lui, avec le temps, les Occidentaux finiront par ouvrir les yeux et se rangeront à sa position.

Cependant, à titre de rétorsion, le Kremlin a interrompu toutes ses négociations diplomatiques avec des États ayant pris des « sanctions » unilatérales contre lui. Par exemple, il vient de suspendre les négociations territoriales avec le Japon concernant les îles Kouriles.

Il semble que Washington assume une éventuelle rupture des relations diplomatiques entre les deux Grands, avec le risque de guerre nucléaire que cela provoquerait. Lors d'une interview, le sénateur de Crimée Sergeï Tsekov, tout en espérant que l'on en arriverait pas là, a énuméré les conséquences pour tous d'une telle rupture.

Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, de nombreux pays résistent aux pression US et pourraient choisir le camp de la Russie et de la Chine. C'est notamment le cas des États du Golfe et de l'Inde. Réseau Voltaire 22 mars 2022

La Chine en première ligne.

La Chine s'oppose à l'exclusion de la Russie du G20 - Réseau Voltaire 23 mars 2022

Le 15 mars 2022, le ministre polonais des Affaires étrangères, Zbigniew Rau, a demandé au G20 d'exclure la Russie et de la remplacer par la Pologne.

Le 23 mars 2022, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a posé que nul ne pouvait exclure un des membres du G20, sous quelque prétexte que ce soit.

Les États-Unis sont en train d'étendre leurs sanctions contre la culture russe à la culture chinoise. Il s'agit pour Washington d'instrumenter la crise ukrainienne pour préserver l'organisation unipolaire du monde. Réseau Voltaire 23 mars 2022

Nous vous proposons plusieurs articles et analyses qui permettent de mieux comprendre la situation mondiale.

LVOG - Que notre point de vue ou les intérêts que nous défendons n'y figurent pas n'a pas une grande importance ici, puisque personne ou presque dans le monde ne les partagent, par conséquent nous sommes bien obligés de nous en tenir aux rapports de force établis entre les grandes puissances qui nous sont imposés, et observer de quelle manière ils évoluent et dans quelle direction ils s'orientent au fil des évènements, pour ensuite définir quelle stratégie politique adoptée pour mieux les combattre...

Avant ces analyses, voici deux infos qui confirment des déclarations des autorités russes, que l'objectif de l'Etat profond américain était bien de faire disparaître la Russie ou de la disloquer.

- Ukraine: Biden veut inscrire dans la durée la réponse occidentale face à la Russie - AFP 22 mars 2022

- Des relations normales avec la Russie après la guerre ? Ça serait une « erreur » pour Boris Johnson - La Tribune 22 mars 2022

Joe Biden annonce vouloir diriger le nouvel ordre mondial avec General Motors, Apple, Amazon, JP Morgan… - lemediaen442.fr 23 mars 2022

Lundi 21 mars 2022 à la Maison-Blanche, le président des États-Unis Joe Biden, a fait un discours lors de la réunion trimestrielle des PDG de la Business Roundtable, un lobby des dirigeants des grandes entreprises américaines dont font partie General Motors, Apple, Amazon, JP Morgan, Bank of America, Boeing, FedEx, Exxon Mobil, Johnson & Johnson… Au pied du mur, face à la gravité de la situation, le chef de l'État ne cache plus son objectif et motive les troupes.

Joe Biden s'est laissé aller à un discours très complotiste (guerres biologiques et cyber-attaques vont venir de Russie). Il a clairement annoncé aux plus gros patrons américains qu'il était temps d'agir : « C'est maintenant que les choses changent. Il va y avoir un nouvel ordre mondial et nous devons le diriger. Et nous devons unir le reste du monde libre pour le faire. »

Le conflit qui a éclaté en Ukraine — poussé par les États-Unis — va changer le paysage mondial. L'Occident tente d'isoler la Russie par des sanctions économiques contre les entreprises, les banques, les politiques et les oligarques russes dans une guerre d'usure. Mais la Russie s'est préparée à cette éventualité depuis la prise de pouvoir du président russe, Vladimir Poutine. Elle s'est renforcée économiquement, n'a plus de dette et surtout s'est alliée avec la Chine.

Les États-Unis et l'Union européenne tentent de faire pression sur la Chine afin de la forcer à lâcher la Russie concernant la situation en Ukraine, seul moyen de faire tomber le Kremlin. Mais voilà, le représentant officiel du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a un avis bien tranché et annonce que ce n'est pas la Russie qui est responsable de ce qui se passe, mais l'Occident, et que Pékin ne tolérera aucune pression. Et au lieu d'aller dans le sens des États-Unis, la Chine demande à Joe Biden de révéler les détails sur les laboratoires biologiques en Ukraine financés par Washington.

Le malheur de l'Amérique, c'est le très mauvais président Biden qui a réussi l'exploit de pousser les Russes dans les bras de la Chine — ce que Trump voulait absolument éviter. Isolés, les États-Unis ne vont pas s'arrêter là et iront au bout de cette folle course au pouvoir. Les Européens — en bon laquais qu'ils sont — suivront l'Oncle Sam et seront sacrifiés.

Quoi qu'il en soit, les comploteurs ont craché le morceau. Ceux qu'ils traitaient de complotistes via les médias sont aujourd'hui lavés de cette insulte. Joe Biden et les PDG de la Business Roundtable voient le nouvel ordre mondial leur échapper au profit des puissances émergentes. Le combat va se jouer sur les attaques économiques et non sur le terrain militaire. L'Occident n'est pas à la hauteur… et économiquement, la Russie et la Chine, à elles seules, ont de quoi répondre. lemediaen442.fr 23 mars 2022

« L'Occident utilise l'Ukraine pour préserver sa domination sur le monde » - Réseau Voltaire 23 mars 2022

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré lors d'une conférence de presse, le 22 mars 2022, que les sanctions sans précédent de l'Occident contre tout ce qui est russe n'ont rien à voir avec les événements en Ukraine, mais avec la construction d'un monde multipolaire.

Il a d'abord demandé à chaque journaliste présent de vérifier le caractère illégal en Droit international des sanctions actuelles.

Son propos était ailleurs : il a fait observer que les sanctions ne visent pas à atteindre le gouvernement russe, mais à balayer la culture russe dans son ensemble.

Tout a commencé avec l'interdiction faite aux sportifs paralympiques russes de participer aux JO, alors même que l'esprit des Jeux est de distinguer le sport de la politique. Puis, les fédérations sportives ont exclu les équipes russes. Ce mouvement s'est poursuivi contre les

entreprises russes et les citoyens russes à l'étranger. Il s'étend aujourd'hui aux artistes russes, chefs d'orchestre, danseurs, chanteurs etc. Même des auteurs comme Dostoïevski ou Soljenitsyne sont rayés des programmes universitaires.

Tout cela n'a aucun rapport avec l'« agression » de l'Ukraine. L'Occident manifeste son vrai visage, a-t-il poursuivi. Il tente le tout pour le tout afin d'empêcher la construction d'un monde multipolaire et de préserver la domination occidentale sur les autres. Réseau Voltaire 23 mars 2022

Ukraine : la grande manipulation par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 22 mars 2022

Alors que les révélations se multiplient sur les exactions commises par les bandéristes ukrainiens durant les huit dernières années, les Occidentaux continuent à ne percevoir que la souffrance des populations civiles ukrainiennes. Elles ignorent tout des causes profondes de la guerre, tout autant que des événements qui ont conduit le Kremlin à la déclencher. Peu importe, les bandéristes sont en train de perdre et les grandes puissances préparent la paix.

Pour lire l'article :

- Cliquez ici

De la géopolitique d'excellent niveau - eurocontinent.eu 17 mars 2022

Pierre-Emmanuel Thomann, docteur en géopolitique, enseignant et expert sur les questions européennes et globales, s'efforce avec pédagogie, de nous faire comprendre, dans une série d'articles courts, agrémentés de cartes, riches en information, les véritables enjeux de la crise ukrainienne et les nouveaux équilibres géopolitiques mondiaux qui pourraient en découler.

- Cliquez ici

- Cliquez ici

La Russie est engagée dans une lutte épique pour sa survie, son indépendance, sa souveraineté et sa sécurité - OrientalReview.org 22 mars 2022

C'est la Russie qui était menacée d'anéantissement par les forces de l'Otan, pas l'inverse ! Elle ne défend pas seulement son indépendance et sa souveraineté face aux provocations militaires de Kiev, de l'Otan et des Occidentaux, face à leurs manigances hostiles et à leurs sanctions.

Elle défend son droit sacré à la vie, à la sécurité de ses frontières, à la sauvegarde des intérêts vitaux de son peuple, à la préservation de sa culture et de son patrimoine, toutes choses gravement menacées par les agressions et les desseins malveillants des marionnettes néo-nazies de Kiev soutenues et glorifiées par l'Occident

- Cliquez ici

Ukraine : le Great Reset se retourne contre ses promoteurs - yetiblog.org 17 mars 2022

C'est un tweet de notre ami du Grand jeu qui m'a alerté :

La guerre en Ukraine accélère le « Great reset », mais pas exactement celui qui était prévu à Davos…https://t.co/Hh2nqisQZe

— Observatus Geopoliticus (@ObservatusGeopo) March 17, 2022

« La guerre en Ukraine accélère le "Great Reset", mais pas exactement celui qui était prévu à Davos… »

Le tweet d'Observatus Geopoliticus s'accompagnait d'un lien vers un article d'Asia Times dont je vous livre un extrait :

« La vraie réinitialisation

À la fin de l'année dernière, la dette nationale américaine approchait les 30 000 milliards de dollars, tandis que la dette mondiale atteignait 300 000 milliards de dollars, dont la majeure partie est libellée en dollars. La manière dont cette dette sera remboursée lorsque les taux d'intérêt seront relevés pour empêcher la hausse de l'inflation empêche les banquiers de dormir la nuit.

Le conflit en Ukraine a aggravé le problème. L'exclusion de la Russie du système du dollar rend inévitable une refonte du système financier mondial, mais aura un coût très élevé.

La Chine est fortement investie dans le système du dollar et tentera sans aucun doute d'organiser un atterrissage en douceur pour le dollar. Mais il développera un système de paiement parallèle centré sur le yuan comme filet de sécurité et réduira son exposition au système du dollar. Pratiquement tous les pays non occidentaux, y compris les pays producteurs de pétrole, se connecteront au système du yuan, tout comme certains pays européens qui dépendent de plus en plus du commerce et des investissements chinois.

La Chine n'est pas seulement le plus grand importateur mondial de pétrole et d'innombrables autres matières premières, c'est aussi le plus grand producteur mondial de biens de consommation essentiels, de technologies vertes et de technologies de l'industrie 4.0. Le déploiement du yuan numérique permet à la Chine de construire une nouvelle architecture financière à partir de zéro.

L'argent numérique sera au centre de l'Industrie 4.0. Klaus Schwab obtiendra au moins une partie de sa grande réinitialisation technocratique, mais pas celle qu'il envisageait ».

L'anéantissement en cours de l'ultime industrie occidentale : la finance

En fait de « Great Reset », rappelle Asia Times, il y en eut un autre en 1972 lorsque le président Nixon choqua le monde en découplant le dollar de l'or, en partie pour financer sa guerre du Vietnam. Cette mesure assura la suprématie de la monnaie américaine sur la planète, mais détruisit son industrie au profit des pays asiatiques comme le Japon (électronique, automobile) et bien sûr la Chine qui éroda ce qui restait de la base industrielle américaine, mais aussi européenne.

Les conséquences sociales furent dramatiques pour l'Occident (délocalisation d'entreprises, chômage massif, appauvrissement des populations…) et très favorables pour l'Asie qui profita de l'externalisation des millions d'emplois occidentaux pour s'industrialiser, sortir des millions de personnes de la pauvreté et assurer sa suprématie économique sur le monde.

En se retournant contre ses promoteurs, sous la pression des évènements d'Ukraine, le Great Reset 2 est en train de détruire l'ultime industrie occidentale encore debout : l'industrie financière. Une issue que n'avaient certainement pas prévue Klaus Schwab et les sommités hors sol de Davos. yetiblog.org 17 mars 2022

Venezuela : Guerre et pétrole - bolivarinfos.over-blog.com 21 mars 2022

- Cliquez ici

ARGUMENTS ET TÉMOIGNAGE CONTRE LA TYANNIE SANITAIRE

La médecine et les institutions sont dominées par la corruption

La médecine est corrompue par la domination des grandes entreprises pharmaceutiques, qui suppriment les résultats négatifs et dissimulent les effets indésirables - le-blog-sam-la-touch.over-blog.com 21 mars 2022

La médecine est corrompue par la domination des grandes entreprises pharmaceutiques, qui suppriment les résultats négatifs et dissimulent les effets indésirables, selon un article du BMJ reviewer par des pairs (Daily Sceptic).

La médecine fondée sur les preuves a été corrompue par les intérêts des entreprises, l'échec de la réglementation et la commercialisation du monde universitaire, qui agissent pour supprimer les résultats négatifs des essais, dissimuler les effets indésirables et retenir les données brutes de la communauté des chercheurs universitaires, selon un article publié dans le British Medical Journal par Jon Jureidini de l'Université d'Adélaïde et Leemon B. McHenry de l'Université d'État de Californie.

« La médecine est largement dominée par un petit nombre de très grandes entreprises pharmaceutiques qui se disputent les parts de marché, mais qui sont effectivement unies dans leurs efforts pour étendre ce marché. La stimulation à court terme de la recherche biomédicale due à la privatisation a été célébrée par les champions du marché libre, mais les conséquences involontaires à long terme pour la médecine ont été graves. Le progrès scientifique est entravé par la propriété des données et des connaissances, car l'industrie supprime les résultats négatifs des essais, ne signale pas les événements indésirables et ne partage pas les données brutes avec la communauté des chercheurs universitaires. Des patients meurent à cause de l'impact négatif des intérêts commerciaux sur le programme de recherche, les universités et les organismes de réglementation.

La responsabilité de l'industrie pharmaceutique envers ses actionnaires signifie que la priorité doit être donnée à ses structures de pouvoir hiérarchiques, à la loyauté envers le produit et à la propagande de relations publiques plutôt qu'à l'intégrité scientifique. Bien que les universités aient toujours été des institutions d'élite susceptibles d'être influencées par les dotations, elles ont longtemps prétendu être les gardiennes de la vérité et la conscience morale de la société. Mais face à l'insuffisance du financement public, elles ont adopté une approche de marché néolibérale, recherchant activement des financements pharmaceutiques à des conditions commerciales. En conséquence, les départements universitaires deviennent des instruments de l'industrie : en contrôlant le programme de recherche, en rédigeant des articles de revues médicales et en assurant la formation médicale continue, les universitaires deviennent des agents de promotion de produits commerciaux. Lorsque des scandales impliquant des partenariats entre l'industrie et les universités sont révélés dans les médias grand public, la confiance dans les institutions universitaires est affaiblie et la vision d'une société ouverte est trahie.

L'université d'entreprise compromet également le concept de leadership universitaire. Les doyens qui ont accédé à leur poste de direction grâce à d'éminentes contributions à leur discipline ont parfois été remplacés par des collecteurs de fonds et des gestionnaires universitaires, qui sont contraints de démontrer leur rentabilité ou de montrer comment ils peuvent attirer des sponsors. En médecine, ceux qui réussissent dans le milieu universitaire sont susceptibles d'être des leaders d'opinion (KOL en langage marketing), dont la carrière peut progresser grâce aux opportunités offertes par l'industrie. Les KOL potentiels sont sélectionnés sur la base d'un ensemble complexe d'activités de profilage menées par les entreprises ; par exemple, les médecins sont sélectionnés en fonction de leur influence sur les habitudes de prescription

d'autres médecins. L'industrie recherche les KOL pour cette influence et pour le prestige que leur affiliation universitaire apporte à l'image de marque des produits de l'entreprise. En tant que membres bien rémunérés de conseils consultatifs pharmaceutiques et de bureaux de conférenciers, les KOL présentent les résultats des essais de l'industrie lors de conférences médicales et dans le cadre de la formation médicale continue. Au lieu d'agir comme des scientifiques indépendants et désintéressés et d'évaluer de manière critique les performances d'un médicament, ils deviennent ce que les responsables du marketing appellent des "champions du produit" ».

Je soupçonne que la confiance des auteurs dans le gouvernement et le financement public pour libérer la médecine des agendas prédéterminés est mal placée, comme l'a montré la propagande du gouvernement pendant la pandémie (et sur de nombreuses autres questions). Mais les arguments concernant les corruptions que la domination des grandes entreprises pharmaceutiques apporte au développement et à l'essai des médicaments méritent d'être pris au sérieux. le-blog-sam-la-touch.over-blog.com 21 mars 2022

Le Sénat refuse une enquête sur un rapport entre vaccination covid et décès - lemediaen442.fr 23 mars 2022

Le Dr Toubiana a déposé une demande de pétition pour que le Sénat fasse procéder à une analyse de la mortalité toutes causes confondues en fonction du statut vaccinal des personnes. La commission sénatoriale a refusé cette demande de transparence sur les données. Pourquoi une telle obstruction ?

Dans une tribune reproduite ci-dessous [les inters sont de la rédaction], plus de 700 universitaires, chercheurs, professionnels de la santé et du droit interpellent le Sénat afin d'obtenir une commission d'enquête. Ils demandent à ce que les sénateurs acceptent enfin de faire procéder à une analyse de la mortalité toutes causes confondues en fonction du statut vaccinal des personnes. Un sujet d'importance alors même que certains évoquent déjà une possible vaccination obligatoire après la présidentielle, notamment en cas de réélection d'Emmanuel Macron.

Existe-t-il une relation entre la date de vaccination et la date de décès ?

Le Dr Laurent Toubiana a déposé le 19 février 2022 une pétition réclamant que le Sénat fasse procéder à une analyse de la mortalité toutes causes confondues en fonction du statut vaccinal des personnes. Les données existent dans Système National des Données de Santé (SNDS) qui permet de connaître l'âge et le sexe des personnes, les dates d'injection des « vaccins anti-covid » ainsi que les marques et les numéros de lots de vaccins utilisés, les dates d'injections de vaccins antigrippaux (pour bénéficier d'un référentiel de comparaison) et enfin la date des éventuels décès des personnes. Ces données doivent permettre de déterminer précisément la mortalité des personnes vaccinées et non-vaccinées par tranche d'âge et par période, de constater s'il existe ou non une relation entre la date de vaccination et la date de décès et enfin d'observer si les injections anti-Covid ont une spécificité ou non relativement aux injections antigrippales de ces dernières années.

Des données nécessaires à la recherche sur les effets de la vaccination covid cachées par le Sénat

Cette analyse des décès toutes causes confondues est cruciale au regard de l'objet de cette commission d'enquête. Or, la commission sénatoriale chargée de faire le tri dans les pétitions reçues a refusé cette demande de transparence sur les données, et l'a fait de surcroît sans en donner aucune justification. La motivation des décisions administratives constitue pourtant une obligation légale traduisant un droit essentiel des citoyens et une forme de protection contre l'arbitraire du pouvoir politique. C'est une exigence démocratique évidente. C'est pourquoi nous, universitaires, chercheurs, professionnels de santé et professionnels du droit, demandons d'urgence au Sénat de reconsidérer sa décision et d'assurer sur ce sujet la transparence totale sans laquelle il ne peut pas prétendre « répondre aux inquiétudes » des citoyens de ce pays comme il s'y est engagé.

Des « vaccins » expérimentaux trop vite produits

En un peu plus d'un an, quelques 140 millions de doses ont été administrées en France. 94 % des personnes âgées de plus de 12 ans ont ainsi reçu au moins une dose, le plus souvent deux ou trois. De tels chiffres sont sans précédent dans l'histoire. Les dits « vaccins » utilisés sont pourtant des produits innovants, mis au point en à peine quelques mois. D'ordinaire, la création de nouveaux médicaments, a fortiori ceux à but prophylactique comme un vaccin, requiert de nombreuses années et de longs essais thérapeutiques avant leur mise sur le marché. Un nouveau médicament nécessite par ailleurs une veille sanitaire particulièrement rigoureuse et une transparence totale sur les analyses des effets indésirables voire un arrêt de l'expérimentation si leur fréquence est importante.

Une vaccination inefficace

Chacun sait aujourd'hui que, malgré les promesses des industries pharmaceutiques reprises à leur compte par les gouvernements, cette immense campagne de vaccination n'a pas endigué les épidémies successives provoquées par les différents variants, n'empêchant ni les contaminations (on peut par exemple être « vacciné » avec trois doses et attraper malgré tout le virus), ni le développement de formes plus ou moins sévères de maladie. C'est ainsi que, en février 2022, selon la DREES, 70% des personnes entrées à l'hôpital et déclarées « Covid » étaient vaccinées. Reste à examiner la question des effets secondaires.

De graves effets indésirables

Le dernier rapport de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM) fait état de plus de 137 000 effets indésirables renseignés en France, dont un quart considérés graves. Eudravigilance met par ailleurs en ligne les remontées de pharmacovigilance européenne et comptabilisait à la mi-février 2022 plus de 17 000 décès signalés par des professionnels de santé. Aux Etats-Unis, les chiffres publiés par la VAERS sont plus impressionnants encore. La plupart des agences sanitaires refusent pourtant de reconnaître le lien entre les décès et la vaccination, sous des prétextes « méthodologiques » dont on peut légitimement redouter qu'ils masquent des enjeux politiques, a fortiori en période de campagne électorale. En effet, chacun peut aller consulter les Z-scores sur Euromomo (European mortality monitoring) et

constater comme nous qu'une surmortalité anormale chez les 15-44 ans est concomitante aux campagnes de vaccination. Cette observation ne concerne pas que la France, elle se retrouve un peu partout en Europe (Autriche, Belgique, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Norvège, Pologne, Portugal et Suède), de même qu'elle s'observait déjà en Israël à la fin de l'été dernier. Ajoutons que le rapprochement des courbes de décès disponibles sur Eurostat et des courbes du nombre de vaccins distribués par âge montre de de fortes concomitances entre ces deux événements. lemediaen442.fr 23 mars 2022

Jour 1 du Tribunal populaire de l'opinion publique - 23 mars 2022 francesoir.fr

- La vaccination contre le Covid-19 est inconstitutionnelle en vertu de la jurisprudence historique

- « Il n'y a pas de pandémie Covid »

- L'efficacité des traitements précoces masquée et censurée

Pour lire l'article :

- Cliquez ici

Jour 2 du Tribunal populaire de l'opinion publique - francesoir.fr 23 mars 2022

Au cours de la deuxième journée du Grand Jury, le Tribunal populaire de l'opinion publique examinait le contexte géopolitique et historique dans lequel s'inscrit la pandémie de coronavirus.

LVOG - Une analyse comportant une falsification grotesque de l'histoire, à savoir : "*l'implication de Wall Street dans le financement de la création de l'Union soviétique*" est une pure invention destinée à discréditer le socialisme que n'incarnera jamais l'Union soviétique après la mort de Lénine en 1924. J'ai aussi relevé une confusion sur la Chine qui ne s'oppose pas au nouvel ordre mondial conçu par l'oligarchie anglo-saxonne, elle y participe en souhaitant y jouer un rôle plus actif afin de préserver ses intérêts car elle a bien conscience que les siens ou leur sort et ceux du capitalisme en général sont liés.

Pour lire l'article :

- Cliquez ici

MOUVEMENT OUVRIER OU ANTI-OUVRIER ?

Les courants d'extrême gauche les plus dégénérés sont ceux issus des courants se réclamant du trotskisme, accessoirement du maoïsme. En voici un nouvel exemple.

Voilà ce qui arrive quand vous avez été un jour embrigadé dans un courant politique où vous avez subi un lavage de cerveau réduisant vos facultés cognitives à un dogme fossilisé, tandis que vos neurones s'en sont trouvés atrophiés au point de ne plus pouvoir observer la réalité autrement que par le prisme déformant de la propagande officielle.

Finalement vous vous retrouvez ouvertement à combattre dans le camp de vos ennemis d'hier, et toutes les précautions oratoires auxquelles vous pourrez recourir pour le nier seront maladroites et vaines, puisque le constat sur lequel repose votre analyse de la situtation ou sur lequel vous avez construit votre argumentation est conforme à celui de l'OTAN ou vous le partager avec Macron.

Des extraits d'articles parus dans le blog *Arguments pour la lutte sociale* (aplutsoc) Les auteurs de ce courant politique en assument la responsabilité ou partagent le contenu de ces articles.

Révélateur.

Retenez bien cela avant de lire ces articles, dans tous ces documents, vous trouverez trace ni des bombardements de la population civile du Dombass depuis 2014 par l'armée ukrainienne et leurs 14.000 morts, ni des organisations néonazis qui participent au gouvernement, qui sont intégrées dans l'armée, etc. ni des discriminations intolérables que Porochenko adopta en 2014 contre la population russophone d'Ukraine, ni de l'interdiction du parti communiste, ni des multiples agressions perpétrées par ces milices fascistes contre des syndicalistes ou des militants de l'opposition, etc.

Vous comprendrez que la position adoptée par ces raclures repose exclusivement sur le déni de la réalité. Que vaut une analyse ou une position qui repose sur le mensonge ? Il suffit de rétablir les faits pour que sa nature réactionnaire apparaisse au grand jour. Il y a de quoi pour les travailleurs et jeunes être dégoûtés par le mouvement ouvrier, d'où ma réaction pour leur montrer que le mouvement ouvrier c'est autre chose.

Comment pourrais-je les appeler à le rejoindre dans de telles conditions, c'est impensable, désolé. Si maintenant personne ne veut rejoindre mon courant politique fidèle au socialisme, c'est ce que je serais tenté de vous dire, s'il vous plaît, ne venez pas vous plaindre par la suite de votre sorte.

La gauche européenne solidaire de l'Ukraine – Déclaration commune de partis d'Europe de l'Est - aplutsoc 12 mars 2022

- Nous, partis progressistes d'Ukraine, de Lituanie, de Finlande, de Tchéquie, de Roumanie, de Pologne, condamnons fermement cette invasion qui contrevient à toutes les valeurs que nous défendons. (La rhétorique de l'invasion adoptée par l'OTAN que nous condamnons - LVOG)

- Nous appelons tous les gouvernements de nos pays et l'Union Européenne à fournir toute l'assistance nécessaire. Nous soutenons, entre autres, l'envoi de matériel militaire... (Ce qui signifie qu'ils sont favorables au déclenchement d'une troisième guerre mondiale en Europe, nous, nous contre évidemment. - LVOG)

Notre solidarité s'exprime aussi en faisant écho aux revendications du mouvement ukrainien Sotsialniy Rukh (Mouvement Social) et des syndicats ouvriers. (Vous verrez plus loin de quoi il retourne vraiment de ce *Mouvement Social* - LVOG)

- Nous appelons la BCE à prendre en charge... (Ils en appellent à la BCE, nous, nous ne nous reconnaissons pas dans la BCE, nous appelons à sa dissolution. - LVOG)

- Nous appelons l'Union Européenne à assurer sa solidarité et son soutien financier... (Là c'est plus clair, ce sont des agents de l'UE aux ordres de Washington. LVOG)

- L'Union Européenne et ses états membres doivent agir avec fermeté... (Suivait une liste conforme aux sanctions adoptées par les Etats-Unis, la France, etc. LVOG)

Le Mouvement social ukrainien

- Le Mouvement social ukrainien s'adresse à Volodymyr Zelensky : pour défendre le pays, on ne doit pas porter atteinte aux droits des travailleurs ! - aplutsoc.org 19 mars 2022

aplutsoc.org - Nous avons reçu la traduction de cette déclaration, faite par Ian Malewski, directeur de la revue Inprecor :

Inprecor - Oppose ton veto au projet de loi 7160 ! Protèges les travailleurs !

LVOG - Qui tutoie ainsi le Mouvement social ukrainien ? Leur pote, leur cher président, Volodymyr Zelensky ! Voilà réglé le compte du Mouvement social ukrainien mentionné dans l'article précédent. - LVOG)

---

17 mars – 18 heures : Russie hors d'Ukraine ! Solidarité et accueil partout ! - Aplutsoc

Aplutsoc reproduit l'appel à rassemblement partout ce jeudi 17 mars à 18H et encourage tous ses lecteurs et amis à répondre à celui-ci.

Les associations signataires appellent à venir manifester le jeudi 17 mars, dans toutes les villes de France, pour exprimer notre solidarité avec la population d'Ukraine victime du crime d'agression commis par le gouvernement russe contre leur pays. (Pour nous l'agresseur c'est l'OTAN et non la Russie, parce que nous avons en mémoire les 8 dernières années écoulées en Ukraine, les 3 dernières décennies, les évènements qui se sont produits au cours des derniers mois en Ukraine qui témoignaient que l'OTAN avait programmé une vaste offensive militaire contre la population russe d'Ukraine prélude à l'installation de missiles nucléaires pointés en permanence sur Moscou, autant d'éléments que ces suppôts de l'OTAN ont totalement occultés. - LVOG)

Premier signataires : Alliance Sciences société, Amnesty International France, le Barreau de Paris, la Chaîne de l'Espoir, CCFD-Terre Solidaire, CEDETIM, Centre Primo Lévi, Cimade, Coopératives européennes Longo Maï, Coordination SUD, CRID, Elena, Emmaüs Europe, Emmaüs France, Emmaüs International, European Prison Litigation Network, Euro Créative, Forum Civique Européen France, Gisti, les Nouveaux Dissidents, Russie-Libertés, Solidarités International

LVOG - N'y aurait-il pas une grande partie de la population ukrainienne qui serait victime depuis 2014 du "*crime d'agression commis par le gouvernement*" ukrainien ? N'y aurait-il pas 30% d'Ukrainiens de nationalité russe, et 80% d'Ukrainiens russophones et qui ont de la famille en Russie u en Biélorussie ? Passons sur le fait qu'il a été élu avec 50% d'abstentions, si on rajoute les votes blancs et nuls plus le ou les millions qui n'étaient pas inscrits sur les listes électorale, Zelenski est illégitime.

Sans mal, ils ont trouvé encore plus décomposé

Document – Pour un mouvement mondial uni pour : Les troupes de Poutine hors d'Ukraine ! En soutien à la résistance du peuple ukrainien. Non à l'OTAN. (UIT-CI) - aplutsoc 9 mars 2022

- L'invasion de l'Ukraine par la Russie doit être dénoncée par toutes les organisations qui se réclament de la gauche et du mouvement ouvrier et populaire. Il n'y a aucune excuse qui puisse justifier le massacre et la destruction que Poutine commet actuellement avec cette guerre. (Dans ce texte, pas un mot sur les bombardements de la population civile du Dombass depuis 2014 par l'armée ukrainienne et leurs 14.000 morts, et vous ne trouverez pas une seule référence aux organisations néonazis

- Nous soutenons la résistance ukrainienne pour vaincre l'invasion. Nous défendons leur droit de se défendre et le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination. (Alors que l'Ukraine est sous l'emprise de l'OTAN et que la résistance ukrainienne est essentiellement composée de néonazis. - LVOG)

- Rupture des relations diplomatiques avec la Russie (Ce qui contraindrait la Russie à entrer en guerre contre l'OTAN, c'est ce qu'à expliquer Poutine et son ministre des Affaires étrangères, comme quoi on a affaire à de dangereux fous furieux. - LVOG)

Secrétariat international (SI) de l'UIT-QI (Unité internationale des travailleuses et travailleurs-Quatrième Internationale) 5 mars 2022

C'est dans cette organisation internationale que figure le courant trotskiste du NPA (ex-LCR).

Haut de page

Le 26 mars 2022

Vous avez le coeur bien accroché, attention aujourd'hui c'est du lourd !

Pour vous mettre en condition, vous libérer de toute appréhension, vous aider à vous armer de patience et de courage, à garder le moral, à avoir confiance en notre cause, j'ai cru bon d'écrire ce texte ce matin.

Malheur à tous ceux qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez, qui considèrent que ce que la société leur apporte serait acquis définitivement, alors qu'il est principalement le produit de la lutte de classe des exploités et des opprimés pour leur émancipation du capitalisme depuis plus de deux siècles !

Au cours du XIXe et XXe siècle deux conceptions de la lutte de classe se sont affrontées en permanence.

La première partait du principe, que cette lutte ne devait se fixer que des objectifs à sa portée ou qu'elle pouvait atteindre dans l'immédiat dans le cadre du capitalisme, considérant qu'une fois atteint ces acquis sociaux ou politiques le seraient définitivement tout en attribuant au capitalisme des vertus progressistes éternelles quasi-miraculeuses, de sorte qu'il arriverait forcément un moment où l'ensemble de la population toutes classes confondues accèderaient au bien-être, où chacun se réaliserait sur le plan individuel, où les différents peuples vivraient en harmonie et où la paix règnerait définitivement sur Terre.

Tous ces objectifs seraient atteints dans le cadre du mode de production capitaliste, dès lors il était inutile de de se fixer celui de l'abolir ou d'envisager de le remplacer par un autre mode de production, puisqu'il réaliserait les objectifs que le socialisme s'était fixé. Finalement, être socialiste ou être pro capitaliste revenait au même ou à partager le même combat au profit du capitalisme, des exploiteurs et des oppresseurs, puisque que le système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme devait demeurer en place éternellement.

Voici en gros ce que signifiait être de droite ou de gauche. On comprend mieux dès lors, pourquoi à la longue plus rien ne devait finir par les distinguer ou pourquoi la véritable nature réactionnaire de la gauche allait se révéler au grand jour au fur et à mesure que la crise qui mine l'existence du capitalisme allait s'amplifier.

L'autre conception de la lutte de classe des exploités et des opprimés part du principe ou postulat inverse de celui énoncé précédemment, considérant qu'aucun acquis social ou politique ne l'est jamais définitivement tant que le capitalisme existera, il est seulement le produit d'un rapport de force entre les classes qui leur était favorable à un moment donné ou durant toute une période, et il peut disparaître à tout moment dès lors que ce rapport s'inverse ou il ne leur est plus favorable, ce qui est le cas depuis plus de 30 ans déjà, d'où la nécessité de situer le combat politique dans la perspective d'une révolution politique et sociale consistant à renverser les institutions en place pour ensuite s'attaquer aux fondements du capitalisme, conditions sans lesquelles l'objectif d'éradiquer les inégalités sociales, de vivre dans une société meilleure ou plus juste, etc. est un leurre, une vue de l'esprit, un mythe, une supercherie politique.

Voilà ce que signifie réellement être socialiste ou communiste, comme vous voudrez, mais on pourrait dire aussi bien ou tout simplement humaniste, car on ne peut pas prétendre l'être en soutenant un régime basé sur l'exploitation et l'oppression, par ignorance ou opportunisme.

Quant à ceux qui prophétisent que le socialisme serait une utopie qui ne se réalisera jamais, à croire qu'ils en tirent une sadique satisfaction ou ils se réjouissent par avance du sort cauchemardesque et injuste que le capitalisme a réservé à tous les peuples, pour ce faire, il faut noter qu'ils en arrivent à nier également l'ensemble du processus historique, qui a abouti à l'avènement de la civilisation humaine que les hommes n'avaient jamais imaginé au cours des millénaires antérieurs, ils se demandent bien par quel miracle cela a pu se produire en guise d'explication.

Pour ces esprits limités et bornés, ces ignorants, ce processus a débuté sous les auspices bienveillants du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, sans doute lors de la formation du système solaire, et il n'y a aucune raison qu'il n'en soit pas toujours ainsi, puisque le soleil continuera de briller au-dessus de nos têtes, niant que la société actuelle est le produit des différents modes de production qui se sont succédés une fois que le développement des forces productives ne permettait plus de les contenir dans le mode de production antérieur, jusqu'à ce qu'on en arrive à la situation actuelle où il est désormais possible de satisfaire tous les besoins des 7,8 milliards d'habitants de notre planète, ce qu'ils nient aussi, allant même jusqu'à cautionner les mesures antisociales adoptées par les différents gouvernements ou prônées par le Forum économique mondial pour réduire le niveau de vie de la population dans les pays occidentaux ou les plus développés synonyme de régression sociale, pourquoi, mais tout simplement parce que la crise du capitalisme l'exige. Pire encore, ils vont jusqu'à affirmer que les ressources de notre planète ne permettraient pas de satisfaire les besoins des peuples du reste du monde, leur interdisant par avance d'accéder au même niveau de développement, tout en versant une larme sur leur triste sort auquel de fait ils participent, d'où le combat acharné et sans concession que l'on mène contre ces agents du capitalisme qui avancent masqués.

Il ne vous aura pas échappé que toute leur argumentation antisocialiste, repose uniquement sur une multitude de dénis qui confinent à la folie ou illustrent parfaitement le degré de décomposition ou de schizophrénie auquel ils sont parvenus. Alors qu'il suffit d'observer tranquillement et sérieusement comment s'est déroulé le développement du processus historique d'où est issue notre société et les

contradictions qui l'accablent et qui constituent de nos jours une grave menace pour sa survie, pour comprendre que tout système économique comporte un début et une fin, des limites, et qu'il est condamné à disparaître un jour ou l'autre, limites au-delà desquelles ou s'il ne parvenait pas à les dépasser, ce système économique serait condamné à entrer en putréfaction entraînant dans son sillage l'ensemble de la société.

Ce n'est pas une vue de l'esprit ou de la propagande de ma part, c'est ce qui arriva jadis à des civilisations florissantes (Harappa, égyptienne, chinoise, en Mésopotamie, etc) qui ne parvinrent pas à concevoir un mode de production supérieur ou qui demeurèrent isolées, elles disparurent ou elles furent détruites, à ceci près que de nos jours avec la mondialisation du capitalisme, c'est l'humanité toute entière qui serait menacée de disparition si on ne parvenait pas à passer au socialisme.

L'impasse dans laquelle se trouvent plongés le mouvement ouvrier et tous les peuples, est en grande partie le produit de la conception de la lutte de classe que j'ai exposée en premier, qui consiste à s'en remettre au capitalisme pour régler les problèmes qu'ils a engendrés lui-même et qu'il n'a jamais été capable de résoudre, croire qu'il en sera capable un jour après avoir démontré le contraire tout au long du XXe siècle, serait tout bonnement suicidaire.

D'où mon appel pressant à reconsidérer le socialisme dans sa version originelle, le socialisme scientifique élaboré par Marx et Engels, en l'adaptant à notre époque bien entendu, sous peine sinon d'en faire un dogme insipide, en l'étudiant sérieusement sans tenir compte de la manière dont les uns et les autres se sont employés à l'interpréter en le déformant, en examinant comment Lénine le mit en pratique avec succès dans des conditions déterminées, tout du moins jusqu'à sa mort en 1924 et pas au-delà, puisque tous ses successeurs furent des antisocialistes, ce qui nécessite là encore de faire abstraction des interprétations fallacieuses et intéressées de la révolution russe de 1917 de la part des ennemis du socialisme, si vous parvenez à éviter tous ces écueils, j'ai bien conscience que c'est une épreuve redoutable à passer mais toutefois pas impossible pour peu qu'on parvienne à s'armer du matérialisme dialectique ou qu'on dispose d'un esprit critique acéré, vous vous apercevrez que le socialisme n'a jamais été réfuté, ou les faits depuis le milieu du XIXe siècle ont confirmé la justesse de la description du fonctionnement du capitalisme qu'en avaient fait Marx et Engels, ainsi que son orientation et les conclusions politiques qu'ils en tirèrent.

La société et le monde tels qu'ils se sont développés jusqu'à nos jours depuis l'avènement du capitalisme et que Marx et Engels en ont découvert les lois de fonctionnement, diffèrent avec toutes périodes antérieures, dans la mesure où non seulement le capitalisme constituait la dernière étape du cycle du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, le capitalisme n'a engendré aucun autre mode de production, aucune autre classe exploiteuse, je mets quiconque au défi de prouver le contraire, mais les hommes sont parvenus à prendre conscience de l'ensemble du processus historique, fait déterminant s'il en est, qu'on occulte totalement, soit dit en passant, ce qui manifestement fut impossible aussi longtemps que le développement des forces productives n'avaient pas permis d'atteindre cette étape décisive, qui coïncide pour la première fois dans l'histoire des hommes avec la possibilité de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, qui est à l'origine de toutes les souffrances ou tous les malheurs qui accablent de nos jours tous les peuples, de réaliser enfin notre émancipation, de sorte que la liberté ne soit plus non plus une utopie.

Un commentaire rédigé rapidement sur les coups de minuit suite à la lecture de l'article suivant.

Guerre à la Covid-19 : Une quintuple et cinglante défaite des pays membres de l'OTAN par Dominique Delawarde - reseauinternational.net 25 mars 2022

https://reseauinternational.net/guerre-a-la-covid-19-une-quintuple-et-cinglante-defaite-des-pays-membres-de-lotan/

Général Dominique Delawarde - Ancien chef «Situation-Renseignement-Guerre électronique» à l'État major interarmées de planification opérationnelle

Moi je suis ancien chef de que dal, et je crois que cela est mieux ainsi, à vous de juger.

- Quadruple non-sens (Contresens aurait été mieux - ajouté plus tard), c'est tellement évident que cela en est navrant, il l'a fait exprès ou quoi ?

L'opération engagée en janvier 2020 dans le cadre de l'inauguration du "Great Reset" est au contraire une formidable victoire pour les tenants du Forum économique mondial, un succès sur toute la ligne, tout s'est déroulé ou presque comme ils l'avaient programmé de longue date, les 194 pays sans exception présents à l'ONU ont répondu présent comme un seul homme.

- Une défaite sanitaire = Ils ont fait le maximum de morts qu'ils souhaitaient, c'est merveilleux, certes pas assez par rapport aux prévisions, quoique, attendons les effets secondaires en terme de maladies auto-immunes les années ou décennies à venir, il pourrait y avoir d'agréables surprises.

- Une défaite scientifique = Au contraire ils ont réussi à bannir les molécules efficaces et à refourguer des substances expérimentales déclenchant des variants et tuant plus de patiences que le covid lui-même, quel exploit !

- Une défaite économique = Les plus riches se sont enrichis comme jamais à une vitesse fulgurante pendant cette période en milliers de milliards de dollars, euros, etc. un succès épatant à sabrer le champagne !

- Une défaite sociale et sociétale = Ils ont atomisé toutes les classes sociales, neutralisé la lutte des classes, plongé la population dans une psychose collective tout en s'attaquant à des pans entiers de la législation du travail, la cerise sur le gâteau...

J'ajoute hors commentaire, que des articles foireux dans ce genre il y en a à la pelle tous les jours, on s'épuise à lire toutes ces conneries, je crois qu'il va être tant de passer à autre chose.

Tous ces gens-là ne veulent voir qu'un aspect de la réalité, celui qui leur convient ou les arrange en fonction de leur idéologie, ils en deviennent aveugles ou ils manipulent sciemment les lecteurs, je n'en sais rien, et à partir de là ils vont fabriquer une interprétation qu'ils vont substituer à la réalité, du coup, si vous la prenez pour argent comptant, vous aurez tout faux ou ils vous amèneront à partager leurs analyses qui correspondent à une autre orientation politique que la vôtre, et vous vous retrouverez dans une confusion inextricable ou vous ne comprendrez plus rien à la situation.

INFOS EN BREF (TWITTER)

L'ennemi de tous les peuples : le capitalisme et ses institutions nationales, régionales, internationales.

France

- Opération escargot des entreprises des travaux agricoles sur le périphérique de Caen en direction de la Préfecture du Calvados contre la hausse des prix des carburants.

- Nouvelle opération escargot des routiers et travailleurs du BTP sur la rocade de Rennes ce soir après l'opération de ce matin contre la hausse des prix des carburants. (@Rennes24)

- Une opération escargot est aussi en cours sur la rocade de Chartres et à Limoges contre la flambée des prix des carburants. (@Rennes24)

- Des centaines de personnes ont défilé dans les rues de Pointe-à-pitre en Guadeloupe pour le Carnaval malgré l'interdiction des défilés par la Préfecture pour raisons sanitaires. Le pass sanitaire et le couvre-feu sont toujours en vigueurs sur l'île. (Canal 10)

LVOG - Plutôt des milliers le poing levé !

Chine

- Des commerçants du marché de vêtements de Hangzhou en Chine manifestent contre les difficultés économiques provoquées par les restrictions contre le covid-19. Les commerçants demandent un remboursement et une réduction des loyers.

Une manifestation contre les restrictions a éclaté dans un quartier confiné depuis 23 jours sur la rue Nantou à Shenzhen en Chine après des rumeurs que des personnes seraient mortes de faim. Un poste de contrôle de prévention des épidémies a été détruit par des habitants.

- Une manifestation contre le confinement aurait eu lieu dans un quartier de Chongqing en Chine. Les habitants scandent : « On veut manger ! On veut vivre ! »

Sri Lanka

- Les examens scolaires ont été annulés pour des millions d'élèves au Sri Lanka faute de papier et d'encre tandis que la crise et les pénuries touchent de plus en plus de secteurs. Les premiers Sri-lankais ont commencé à fuir le pays après un mois à lutter pour pouvoir manger.

- Manifestations massives au SriLanka alors que le pays fait face à sa pire crise économique depuis 1948 avec des pénuries de carburants, médicaments, nourritures et d'électricité en plus de la forte inflation. Plusieurs personnes sont mortes en faisant la queue pour de l'essence.

Pour en savoir plus sur la situation à Sri Lanka (c'est à côté de chez moi), en anglais :

- Cliquez ici

- Cette causerie au format pdf (35 pages)

INTRODUCTION

Ils osent tout. En famille ils font l'apologie d'un monstre de cruauté.

Elle disait que 500 000 enfants irakiens morts, ça en valait la peine. Madeleine Albright est décédée et va pouvoir leur dire en face - lemediaen442.fr 24 mars 2022

Au nom des 500 000 enfants irakiens morts suite à l'invasion américaine en Irak et aux propos de Madeleine Albright qui, à cette question d'une journaliste « Un demi-million d'enfants sont morts, c'est plus qu'à Hiroshima, est-ce que cela en vaut le prix ? » répondait du tac au tac : « C'est un choix très difficile, mais nous pensons que cela en vaut le prix. » lemediaen442.fr 24 mars 2022

Elle eut comme professeur Zbigniew Brzezinski, tout s'explique, on lui doit toutes les guerres entreprises par l'impérialisme américain au cours des dernières décennies.

- Madeleine Albright, la mort d'une grande diplomate du XXe siècle - lesechos.fr 24.03.2022

Son parcours est un condensé du rêve américain : née à Prague, elle était la fille de réfugiés tchèques d'origine juive.

LVOG - Tiennent-ils à ce point-là à ce que les juifs inspirent la haine ? Il faut croire.

- "Une voix passionnée pour la liberté et la démocratie" : Bill Clinton rend hommage à Madeleine Albright - bfmtv.com 24.03.2022

- Madeleine Albright, première cheffe de la diplomatie américaine et "voix passionnée pour la liberté" - challenges.fr 24.03.2022

- Ses proches (...) saluent "une défenseure infatigable de la démocratie et des droits humains" - AFP/lexpress.fr 24.03.2022

- Joe Biden : « Une force dont les mains ont changé le cours de l'histoire ». Il se souvient de « sa foi fervente dans l'Amérique comme la nation indispensable ».

- "Elle a vécu le rêve américain et a aidé les autres à le réaliser", a salué l'ancien président américain George W. Bush

- Madeleine Albright était "une voix passionnée pour la liberté et la démocratie", a salué Bill Clinton. « Peu de leaders ont été aussi parfaitement adaptés à l'époque qu'ils ont servie », a également déclaré M. Clinton.

Dans un communiqué, l'ancien président a rendu hommage à certains de ses nombreux combats, pour "mettre fin au nettoyage ethnique en Bosnie et au Kosovo", "soutenir une expansion de l'Otan aux pays d'Europe centrale" ou "réduire le niveau de pauvreté".

- Le New York Post précise qu'elle a poussé Bill Clinton à intervenir militairement au Kosovo en 1999. « Le bombardement des anciens Etats yougoslaves a aidé à définir le rôle post-soviétique de l'alliance occidentale à un moment où l'avenir de l'Otan posait question. Albright était une partisane de l'expansion de l'Otan, supervisant l'ajout de la Pologne, de la Hongrie et de la République Tchèque », observe d'ailleurs la BBC.

- Antony Blinken, qui est aujourd'hui à la tête de son département d'Etat, a salué une "diplomate brillante" qui "a passé sa vie à servir" son pays d'adoption. "Ayant vécu directement les horreurs de la guerre (...), elle pensait que les Etats-Unis doivent répondre avec force aux dictateurs et aux tyrans."

- L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair a assuré qu'elle était l'une "des personnes les plus remarquables" avec lesquelles il ait eu le privilège de travailler, louant sa "profonde compassion pour l'humanité".

- Le président israélien Isaac Herzog a lui salué dans un tweet "une icône féministe, une dirigeante exceptionnelle" et "une véritable amie d'Israël".

- En avril 2012, en lui décernant la "médaille présidentielle de la liberté", la plus haute décoration civile des Etats-Unis, Barack Obama avait salué son "courage et sa ténacité qui ont permis de ramener la paix dans les Balkans et ont ouvert la voie au progrès dans certains des lieux les plus instables du monde".

- Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a quant à lui salué dans un communiqué une "pionnière" et un "modèle", et a confié avoir "toujours été frappé par ses sages conseils, sa profonde expérience, sa vision unique, sa constante humanité, sa chaleur et son esprit".

- La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a également salué «une Atlantiste dévouée, une grande femme», engagée pour «la démocratie et la liberté».

(Sources des témoignages recueillis : courrierinternational.com ; AFP ; lexpress.fr ; RT 24 mars 2022)

Elle sera une des artisanes du bombardement et de l'occupation de la Yougoslavie par l'OTAN

24 mars 1999 : Le génocide des Serbes par l'OTAN… et Biden - reseauinternational.net 24 mars 2022

Par Vyacheslav Volodine, président de la Douma fédérale de Russie.

Il y a exactement 23 ans, le 24 mars 1999 les civils yougoslaves se sont réveillés des sirènes des raids aériens. L'OTAN bombardait Belgrade.

Environ 5000 personnes ont été tuées, plus de 10 000 ont été blessées. Un millier et demi d'infrastructures ont été détruites. Les bombardements se sont poursuivis sans interruption pendant 78 jours. Des armes à sous-munitions et des obus à l'uranium appauvri ont été utilisés.

Aucun des dirigeants des États-Unis et des pays de l'OTAN n'a jamais été puni.

De plus, l'actuel président américain Joe Biden était alors sénateur et a activement soutenu l'attentat, appelé à l'occupation de la Yougoslavie

Pour voir les photos :

- Cliquez ici

Vidéo. Madeleine Albright assume la mort de 500 000 enfants irakiens

- Cliquez ici

La dépendance de l'Union européenne à l'impérialisme américain devient totale

LVOG - Je veux dire qu'elle est assumée ouvertement comme telle, ils ne s'embarrassent plus de précautions oratoires, ils continuent de se prendre pour les maîtres incontestés du monde.

Biden et von der Leyen créent une task force pour décider de notre politique énergétique - francesoir.fr 25 mars 2022

Au terme du sommet de l'Union européenne ce vendredi, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen et Joe Biden, invité spécial, ont dépassé les prévisions les plus extravagantes sur l'inutilité de la représentation démocratique au sein des États membres. Les États-Unis veilleront à réduire la dépendance des Européens au gaz russe, en compensant par le gaz naturel liquide à hauteur de 15MMC (milliards de mètres cubes). Ce sera plus cher et plus difficile à transporter, mais c'est pour la bonne cause.

À cet effet, Biden et von der Leyen ont annoncé la création d'une Task Force, dont l'objectif sera précisément de "veiller à rompre cette dépendance à l'égard de la Russie". Au nom de l'indépendance, les achats en matière énergétique seront soumis à une sorte de commissariat politique. La Task force sera présidée par un représentant de la Maison-Blanche et un représentant de la présidence de la Commission européenne, a révélé Biden.

- Cliquez ici

Intox. Ils sont archi milliardaires et ils se contrefoutent de sanctions financières.

LVOG - Traduisez : L'UE cautionne les pratiques totalitaires des GAFAM en toute impunité. Qu'est-ce que vous allez chercher, voyons ils ont des intentions louables, ils servent la démocratie en légitimant les sites Internet faisant l'apologie du nazisme... Ils ne possèdent pas les plus puissants lobbies à Bruxelles pour des prunes, non ? Ils nous prennent vraiment pour des cons, faisons-les mentir !

Gafam : l'UE parvient à un accord pour encadrer le marché numérique - LePoint.fr 25 mars 2022

L'Union européenne met en place « des obligations applicables immédiatement, des délais courts et stricts (pour corriger les fautes éventuelles) et des sanctions dissuasives », a résumé le commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton... AFP/LePoint.fr 25 mars 2022

A bas le capitalisme, pour une République sociale espagnole !

En Espagne, la hausse des prix alimente la colère sociale - Le Monde 22 mars 2022

« A la veille du Conseil européen des jeudi 24 et vendredi 25 mars, les deux grandes centrales syndicales espagnoles, ainsi que les principales associations de consommateurs, ont prévu une manifestation à Madrid pour dénoncer la flambée des prix des carburants, du gaz et de l'électricité, mercredi 23 mars. Il s'agit du dernier épisode de protestation qui secoue l'Espagne depuis plus d'une semaine, sur fond d'inflation à 7,5 %. Partout, le même malaise s'exprime dans les cortèges : « La hausse des prix nous ruine », clame la foule ».

Vêtus de gilets orange – un clin d'œil aux « gilets jaunes » français –, plus de 150 000 agriculteurs et éleveurs ont défilé dans la capitale, dimanche 20 mars, pour fustiger la hausse des coûts de l'essence et exiger des solutions en faveur du monde rural.

La veille, quelques milliers de personnes avaient foulé le pavé, à Madrid et Barcelone, contre ceux de l'électricité, dont la facture aux particuliers a crû de 80 % en un an, malgré la baisse des principales taxes approuvée dès septembre 2021. Lundi 21 mars, la confédération des confréries de pêcheurs, représentant près de 40 000 personnes et près de 10 000 embarcations, a amorcé une grève qui doit durer jusqu'à mercredi. Elle s'ajoute à celle commencée lundi 14 mars par les transporteurs routiers, qui met à l'épreuve la chaîne d'approvisionnement des supermarchés et des industries ». Le Monde 22 mars 2022

92.2% des décès présumés dus au covid-19 en Grande-Bretagne ont été vaccinés trois fois.

UK Government data proves the Covid Vaccination Campaign is a disaster; the Fully Vaccinated now account for 92.2% of all Covid-19 Deaths in England - The Exposé 24 mars 2022

L'article assez long est en anglais, mais il est illustré de nombreux graphiques qui parlent d'eux-mêmes.

- Cliquez ici

POLITIQUE

Votez Macron, lui au moins il ne changera jamais !

Pour Corbière (LFI), "le Poutine d'aujourd'hui n'est pas le même qu'il y a quelques mois" - Le HuffPost 24 mars 2022

LVOG - Votez pour le candidat de l'OTAN et de la guerre.

"Sans doute que ça doit aller beaucoup plus loin": Corbière veut renforcer les sanctions économiques contre la Russie - BFMTV 24 mars 2022

LVOG - Si Corbière est déjà ministre de la Guerre de Macron, comment pourrait-il devenir celui de Mélenchon ? A moins que d'être ministre de l'un ou de l'autre revienne au même, qui sait ?

Qu'est-ce qu'ils ne sortiraient pas comme grosses conneries pour être ménagés par les médias. Moi je ne pourrais pas, pas seulement parce que je ne suis pas un opportuniste, je suis gauchiste, c'est dans ma nature, je déconne !

Il y avait une façon de répondre sans répondre à la question à la con du journaliste.

- Soutenez-vous les sanctions prises par Macron contre la Russie ?

- Je ne suis pas à sa place, il doit savoir ce qu'il fait et il doit en assumer les conséquences, je ne me sens en rien engagé par les mesures adoptées par Macron

- Mais vous, si vous étiez à sa place, vous feriez quoi ?

- Je n'y suis pas, donc je ne peux pas vous répondre.

- Vous ne voulez pas le dire plutôt ?

- Si vous y tenez vraiment, c'est cela, je ne vous le dirai pas ou je vous le dirai le moment venu...

C'est toujours possible d'avoir le dernier mot avec ces abrutis de journalistes ou de leur clouer le bec. Sauf qu'en face d'eux ils ont des acteurs politiques tordus, qui vont être cons au point de se compromettre ou de tenir des propos où ils se contrediront, et ils se discréditeront au passage.

La position adoptée par LFI ou Mélenchon est d'autant plus désastreuse, que ceux qui auraient été attirés par cette pseudo-gauche et qui condamnaient l'armement de l'Ukraine iront voir ce qui se dit, où, mais à droite ou à l'extrême droite, celle officielle ou l'autre qui avance masquée.

La trahison de la gauche et de l'extrême gauche du socialisme se traduit ainsi, pire encore, il y a même des militants qui se prétendent encore sincèrement d'extrême gauche et qui se retrouvent dans des organisations d'extrême droite sans que cela les gêne, et au fil du temps ils vont adopter leur idéologie, là enfin, bien ancrés à l'extrême droite ils seront irrécupérables pour le socialisme. Je vous raconte cela suite à un témoignage qui date d'hier qui me l'a confirmé, hélas !

Parmi tous ceux qui défendent l'Ukraine aujourd'hui au côté de l'OTAN et Macron, qu'ils l'admettent ou non n'a aucune importance ici, la plupart sont sincères. Ils croient vraiment servir la cause du peuple ukrainien, alors qu'en réalité ils servent les intérêts de ses ennemis ou de ceux qui sont prêts à le sacrifier pour parvenir à leurs fins inavouables ou ils l'ignorent, ils refusent de l'entendre puisque c'est la partie adverse qui l'affirme, tandis que Poutine ou les autorités russes sont diabolisés.

Un constat qu'on peut partager.

Mélenchon le 20 mars à Paris

- Qui aurait imaginé qu'en France, entre 2015 et 2021, c'est-à-dire deux fois les mêmes, Hollande et Macron, sur 72 mois, les Français en ont passé 60 %, c'est-à-dire 44 mois, sous le régime de l'état d'urgence ? Qui aurait imaginé un tel niveau de répression policière et de violence face à un mouvement social comme celui des Gilets jaunes ? 2 500 blessés, 32 éborgnés, 5 mains arrachées, une morte, Mme Zineb Redouane, à Marseille. Qui aurait imaginé un fonctionnement de l'IGPN tel que pour 378 enquêtes pour violences sur des Gilets jaunes, 2 seulement aient donné lieu à de simples sanctions administratives ? (...)

Qui aurait imaginé qu'on verrait pleuvoir 2,2 millions d'amendes infligées pour non-respect des mesures sanitaires de la Covid ? Au total, en cinq ans, 22 lois touchant aux libertés : loi sur la sécurité intérieure, loi sur le secret des affaires, loi asile et immigration, loi sur les fake news, loi anti-casseurs, loi Avia, loi sécurité globale, loi renseignements, loi séparatisme, loi sur la justice, loi responsabilité pénale, et dix lois de restriction des libertés au nom de la crise sanitaire.

Et cela après qu'on a vu en trente ans 16 lois contre le terrorisme et 32 lois contre la délinquance, dont jamais une seule n'a donné lieu à un bilan. (...) Ça fait trente ans que ça dure, qu'on vote jusqu'à deux lois par an et voilà le bazar dans lequel on est ! (...)

(extraits de son discours)

Jean-Luc Mélenchon : « Ce quinquennat aura été celui d'une incroyable dérive autoritaire » (Informations ouvrieres (POI) n°698)

LVOG - Question à une roupie : A-t-il envisagé d'abolir toutes ces lois scélérates, toutes les lois ou mesures adoptées depuis 40 ans par les différents gouvernements ? Je n'en suis pas sûr du tout...

Le POID prit encore une fois en flagrant délit.

Extrait de l'éditorial de La Tribune des travailleurs par D. Gluckstein.

- Marioupol dévastée évoque Dresde (Allemagne) rasée en 1945.

LVOG - Comparaison totalement déplacée ou d'autant plus monstrueuse, que suite à la conférence de Yalta du 4 au 11 février 1945, les britanniques et les américains s'étaient entendus pour "*soutenir l'Union soviétique dans son offensive contre les nazis à l'Est*" (Google) ce qui se traduisit par le bombardement de Dresde entre le 13 et le 15 février 1945 faisant plus de 25.000 morts parmi la population civile essentiellement. On assista donc en février 1945 à un massacre de la population civile à mettre également au compte de Staline, alors qu'en mars 2022 les britanniques et les américains sont alliés du régime néonazi ukrainien contre la Russie qui a lancé une offensive militaire en Ukraine contre les néonazis intégrés à l'armée régulière ukrainienne ou armés par l'OTAN, que l'on pourrait assimiler aux nazis allemands de 1945 puisqu'ils s'en réclament eux-mêmes.

Il faut également signaler que Marioupol est le bastion du bataillon néonazi Azov, où seraient regroupés plus de 10.000 de ses combattants qui ont pris la population en otage... Et puis, qui dévaste Marioupol, qui tire à coup de canon sur les habitations, qui a installé des armes lourdes à proximité des édifices publics, des hôpitaux, des écoles ? Les néonazis, chut ! Quand l'armée russe cible leurs chars ou lance-roquettes, ils peuvent endommager des habitations ou des édifices publics, elle sera ensuite accusée de les avoir visés délibérément ou de les avoir détruits. Ah ça c'est pas bien du tout, elle aurait dû laisser les néonazis continuer de terroriser la population ou tirer dessus ! C'est là qu'on s'aperçoit à quel point ces prétendus trotskystes n'ont finalement rien à envier à l'extrême droite.

Cela signifie qu'en 2022 on est en présence d'une situation inverse de celle qui prévalait en 1945, et ne pas en tenir compte ou ne pas le souligner revient à suggérer que l'armée russe se livrerait à un massacre de la population civile de Marioupol, un argument faisant partie de la propagande de guerre de l'OTAN et du gouvernement français, alors qu'en réalité l'armée russe est intervenue pour libérer les habitants de cette ville des néonazis.

On comprendra qu'après cette sordide manipulation des faits, appeler à "*la « solidarité sans faille » avec le peuple travailleur d'Ukraine exige de combattre l'« escalade militaire » dans laquelle Poutine, mais aussi l'OTAN et l'Union européenne, Biden et Macron portent une lourde responsabilité*" ne sert qu'à camoufler le soutien que le POID apporte à l'OTAN sous commandement américain, à son propre impérialisme, mais surtout à leur candidat, Macron. Gluckstein le précisera plus loin à sa manière, en ciblant indirectement l'unique candidat à l'élection présidentielle issu du mouvement ouvrier susceptible de chasser Macron

D. G. - Ce scénario d'Union sacrée s'est répété le 1er mars dernier au Parlement européen où une résolution de guerre a été adoptée avec l'ensemble des votes des députés français « *de gauche* ». La députée LFI Manon Aubry s'en est expliquée ainsi : « *Malgré des passages s'inscrivant dans une logique d'escalade militaire dangereuse que nous réprouvons, j'ai donc voté pour ce texte afin de marquer notre solidarité sans faille avec les Ukrainiens* ».

LVOG - Cibler en priorité Poutine ou la Russie comme le fait le POID depuis le 24 février en affirmant qu'ils sont les responsables de cette guerre, ou voter pour les crédits de guerre en faveur de l'OTAN comme le fait LFI et le POI notamment, dites-moi, y aurait-il vraiment une différence entre les deux positions ? Moi je n'en vois pas, hormis sur la forme pour mieux masquer leur compromission honteuse avec leur impérialiste.

En cliquant sur les liens ci-dessous, vous pourrez vérifier par vous-même que Marioupol est loin de ressembler à Dresde qui avait été totalement rasée, à Marioupol il existe seulement quelques quartiers qui ont été pilonnés par l'armée russe, on appelle cela être pris en flagrant délit de mensonge monsieur Daniel Gluckstein, les faits, rien que les faits comme vous aimez à le répéter.

Vidéo de Marioupol

- Cliquez ici

Dresde

- Cliquez ici

DOSSIER UKRAINE

Sur le champ de bataille.

La phase finale de la bataille de Marioupol - reseauinternational.net 25 mars 2022

- Cliquez ici

Encore un démenti cinglant à la propagande occidentale.

La bourse de Moscou en forte hausse - Réseau Voltaire 25 mars 2022

La Bourse de Moscou, qui avait été fermée par le gouvernement le 25 février, date de l'« opération militaire spéciale » en Ukraine, a rouvert le 24 mars 2022.

Les Occidentaux ayant multiplié les attaques économiques et financières contre la Russie, on s'attendait à un effondrement.

L'indice RTS (qui intéresse les spéculateurs) a chuté de 4,26 %, mais l'indice IMOEX (le seul qui reflète l'économie russe) a augmenté de 4,43 %.

Les conséquences des sanctions sont très différentes selon les secteurs. Dans la pratique, elles atteignent les activités tertiaires tournées vers l'étranger, par exemple les banques internationales, mais pas du tout la production nationale, notamment l'énergie, au contraire. Réseau Voltaire 25 mars 2022

Rien de tel que Londres pour diffuser l'idéologie anglo-saxonne.

Le Réseau de propagande de guerre anti-Russe - Réseau Voltaire 25 mars 2022

Selon Dan Cohen (Mintpress), plus de 150 sociétés de Relations publiques participent à la campagne de propagande de guerre contre la Russie. Elles sont coordonnées par l'Otan depuis Londres via le PR Network de Nicky Regazzoni et Francis Ingham.

Comme lors de la Première Guerre mondiale, les Britanniques ont fait appel à des artistes, non pas de grands écrivains cette fois, mais des dessinateurs de street art.

PR Network produit chaque jour des consignes sur les messages à répéter, les expressions à éviter et une histoire édifiante en faveur de l'Ukraine ou contre la Russie.

Les journalistes de langue russe participant à ce réseau ont été réunis, du 19 au 21 juillet 2021, pour recevoir une formation commune sous l'intitulé « Media Network 2021+ ».

Médecins sans frontières a mis a disposition sa branche spécialisée, l'Institute for Mass Information, dirigée par le spécialiste de propagande de guerre de l'USAID, Oksana Romaniuk.

Le discours du représentant permanent de l'Ukraine à l'Assemblée générale de l'Onu, l'ambassadeur Sergiy Kyslytsya, a été écrit par Stephen Krupin (SKDKnickerbocker), ancien speechwriter de Joe Biden durant sa campagne électorale présidentielle.

Les anciens ambassadeurs des États-Unis à Moscou, Michael McFaul, et à Kiev, John E. Herbst, sont en contact permanent avec le gouvernement ukrainien. Réseau Voltaire 25 mars 2022

Encore un acte prémédité ou un secret de polichinelle.

Lu - Dans une vidéo datant de 1997, le président américain Joe Biden explique que l'élargissement de l'OTAN provoquerait une réponse « violente et hostile » de la Russie.

En 1997, Joe Biden, alors sénateur, avertissait que l'expansion de l'OTAN entraînerait une action forte de la Russie en Europe.

Lors d'une réunion organisée par le Conseil de l'Atlantique et le groupe de réflexion de l'OTAN et retransmise par la chaîne C Span, l'actuel président des États-Unis aborde le sujet des relations OTAN-Russie et États-Unis-Russie. Selon lui, « *la plus grande consternation serait d'admettre les États baltes* » et il ajoute « *si quelque chose devait faire pencher la balance en termes de réaction vigoureuse et hostile, pour ne pas dire, militaire, en Russie ce serait cela* ». Deux ans plus tard, en 1999, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne ont rejoint l'OTAN. Et 25 ans plus tard, la Russie envahit l'Ukraine pour ces raisons-là.

Pour voir la vidéo en français :

- Cliquez ici

- Cliquez ici

- Cliquez ici

LVOG - Je me demande jusqu'à quel point ils n'avaient pas programmé cette guerre dans la foulée de leur opération covid-19, dans la mesure où les conditions dans lesquelles elle devait se dérouler les encourageraient à pousser leur avantage encore plus loin, puisqu'en effet nous avons assisté à la quasi neutralisation du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière par la trahison de l'ensemble des partis et des syndicats sur fond de psychose collective et d'union nationale assimilable à une formidable défaite sans combat, il était donc prévisible que les masses ne tireraient aucun enseignement politique de cet épisode et se rangeraient à nouveau derrière Macron, ce qu'elles ont fait jusqu'à présent.

Reste que les conséquences sociales de ce conflit entre puissances impérialistes initié par l'OTAN ou l'Etat profond américain, se traduiront

par la mobilisation des masses contre le régime quand elles les jugeront insupportables, ce à quoi nous commençons à assister sur tout le territoire au niveau des classes moyennes ou des catégories de travailleurs intermédiaires ou indépendants comme les agriculteurs, les pécheurs, les taxis, les ambulanciers, les transporteurs...

OTAN de la guerre.

Escalade de l'Otan en Europe de l'Est - francesoir.fr 24 mars 2022

Le triple sommet Otan, Conseil de l'Europe, G7 confirme la tendance atlantiste engagée depuis dix ans, consistant à renforcer ses positions sur le flanc oriental de l'Europe. Ce n'est plus une question d'élargissement, mais de présence. Une zone du monde où, grâce à une subtile politique clientéliste, la marge d'expansion et d'influence de l'Otan est totale. Dès la fin de la matinée, l'Otan annonçait quatre nouvelles bases en Slovaquie, Hongrie, Roumanie et Bulgarie. Soit 100 000 soldats sous commandement direct américain et 40 000 sous commandement de l'Otan sur le continent européen. Le tout dans un contexte de guerre larvée avec la Russie.

- Cliquez ici

Zelensky : Le nazisme, c'est "*cool*".

Zelensky sur le néonazi Stepan Bandera : C'est un héros indéniable et c'est cool. Il a défendu la liberté de l'Ukraine ! - lemediaen442.fr 25 mars 2022

Le 18 avril 2019, celui qui allait devenir le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, répondait aux questions de RBC-Ukraine. Lors de cette interview, l'ancien comique a donné son avis concernant l'agent de la gestapo, collaborateur nazi sous commandement de la Wehrmacht, Stepan Bandera :

« Il y a des héros indéniables. Stepan Bandera est un héros pour un certain pourcentage d'Ukrainiens, et c'est normal et c'est cool. C'est l'une de ces personnes qui ont défendu la liberté de l'Ukraine. »

Voici le héros super cool de Zelensky : du 30 juin au 5 juillet 1941, a lieu le massacre de milliers de Juifs à Lvov. Les Einsatzgruppen organisent les pogroms avec l'aide des unités paramilitaires ukrainiennes pro-nazies menées par Stepan Bandera. Voici les tracts bandéristes qui menaçaient les Juifs : « Vous avez accueilli Staline avec des fleurs, vos têtes seront jetées aux pieds de Hitler ». lemediaen442.fr 25 mars 2022

La courte vidéo :

- Cliquez ici

Zelensky : Les nazis ont sauvé les juifs.

Zelensky s'est récemment exprimé à la Knesset en visioconférence en ces termes :

- "Il y a 70 ans, les Ukrainiens ont sauvé les Juifs. Vous savez dans votre cœur, ce qui vous reste à faire"

Ainsi donc, les Ukrainiens auraient sauvé "les Juifs".

Lesquels ?

Ceux qui ont été exterminés par balle, soit 33 771 Juifs assassinés par les nazis et leurs collaborateurs locaux, principalement le 201e bataillon Schutzmannschaft, les 29 et 30 septembre 1941 aux abords du ravin de Babi Yar ("ravin des bonnes femmes") à Kiev, un lieu-dit de l'ouest de la ville de Kiev entre les quartiers de Louk'ianivka (???'??????) et de Syrets' (??????) ?

Ou ceux victimes d'autres massacres qui eurent lieu au ravin de Babi Yar dans les mois suivants, faisant entre 100 000 et 150 000 morts (Juifs, prisonniers de guerre soviétiques, communistes, Tziganes, Ukrainiens et otages civils) jusqu'à la mise en place en 1942 du camp de concentration de Syrets ?

Ou encore les 1 500 000 Juifs assassinés par balle, camion à gaz, morts de faim et de froid dans les ghettos constitués par les autorités locales et ceux exterminés dans les camps de la mort entre 1942 et 1944 ?

Selon l'historien ukrainien Alexandre Kruglov, on peut penser qu'un tiers environ des Juifs ukrainiens a échappé au génocide, ce qui signifie que, à l'inverse, environ 1,5 million de Juifs ont trouvé la mort : 500 000 en 1941, plus de 700 000 en 1942 et 200 000 de 1943 jusqu'à l'abandon définitif de l'Ukraine par la Wehrmacht en 1944. Voir : Mémorial de la Shoah : la radicalisation du génocide.

En 1941, l'Ukraine comptait 2 700 000 Juifs.

Aujourd'hui selon le rapport sur la population juive mondiale, l'Ukraine ne compte plus que 71 500 Juifs. (Source : francesoir.fr 25 mars 2022)

Ils ont toujours été fans du nazisme.

Rendre le Nazisme Grand à Nouveau - reseauinternational.net 25 mars 2022

La cible suprême est le changement de régime en Russie, l'Ukraine n'est qu'un pion dans le jeu – ou pire, de la simple chair à canon.

Extrait.

Comment les Anglos ont aimé les nazis

Le fait que le gouvernement américain encourage ouvertement les néonazis en Ukraine n'est pas une nouveauté, si l'on considère qu'il a soutenu Hitler aux côtés de l'Angleterre en 1933 pour des raisons d'équilibre des forces.

En 1933, Roosevelt a prêté à Hitler un milliard de dollars-or, tandis que l'Angleterre lui prêtait deux milliards de dollars-or. Il faudrait multiplier ce chiffre 200 fois pour arriver aux dollars fiduciaires d'aujourd'hui. Les Anglo-Américains voulaient construire l'Allemagne comme un rempart contre la Russie. En 1941, Roosevelt a écrit à Hitler que s'il envahissait la Russie, les États-Unis se rangeraient du côté de la Russie, et a écrit à Staline que si ce dernier envahissait l'Allemagne, les États-Unis soutiendraient l'Allemagne. Vous parlez d'une illustration graphique de l'équilibre du pouvoir mackinderesque.

Les Britanniques étaient devenus très préoccupés par la montée en puissance de la Russie sous Staline tout en observant que l'Allemagne était à genoux avec un taux de chômage de 50% en 1933, si l'on comptait les Allemands itinérants non enregistrés.

Même Lloyd George avait des doutes quant au traité de Versailles, qui affaiblissait de manière insupportable l'Allemagne après sa capitulation lors de la Première Guerre mondiale. Le but de la Première Guerre mondiale, dans la vision du monde de Lloyd George, était de détruire ensemble la Russie et l'Allemagne. L'Allemagne menaçait l'Angleterre, le Kaïser construisant une flotte pour s'emparer des océans, tandis que le tsar était trop proche de l'Inde pour être rassuré. Pendant un certain temps, Britannia a gagné – et a continué à dominer les vagues.

Ensuite, la construction de l'Allemagne pour combattre la Russie est devenue la priorité numéro un – avec une réécriture de l'histoire. L'unification des Allemands d'Autriche et des Allemands des Sudètes avec l'Allemagne, par exemple, est totalement approuvée par les Britanniques.

Puis vient le problème polonais. Lorsque l'Allemagne a envahi la Pologne, la France et la Grande-Bretagne se sont tenues à l'écart. Cela a placé l'Allemagne à la frontière de la Russie, et l'Allemagne et la Russie ont divisé la Pologne. C'est exactement ce que la Grande-Bretagne et la France voulaient. La Grande-Bretagne et la France avaient promis à la Pologne qu'elles envahiraient l'Allemagne par l'ouest pendant que la Pologne combattrait l'Allemagne par l'est.

En fin de compte, les Polonais se sont fait doubler. Churchill a même félicité la Russie pour avoir envahi la Pologne. Hitler était informé par le MI6 que l'Angleterre et la France n'envahiraient pas la Pologne – dans le cadre de leur plan pour une guerre germano-russe. Hitler avait été soutenu financièrement depuis les années 1920 par le MI6 pour ses propos favorables à l'Angleterre dans Mein Kampf. Le MI6 encourageait de facto Hitler à envahir la Russie.

Pour lire l'article en entier :

- Cliquez ici

Quand leur conception de la démocratie est compatible avec le sadisme, c'est qu'on est en présence de monstres d'inhumanité.

Ukraine, plaque tournante du trafic international d'enfants et de mères porteuses - lemediaen442.fr 25 mars 2022

Dans les classements de la corruption, l'Ukraine se situe entre le Gabon et la Zambi, à égalité avec la Sierra Leon. Le Monde est là pour la défendre contre les calomnies russes : « Moscou se plaît à dépeindre la scène politique ukrainienne comme un "cirque" ou un "chaos". » « Si imparfaite et brouillonne soit-elle, la démocratie ukrainienne existe, et elle constitue une rareté précieuse dans l'espace post-soviétique de l'Europe orientale. »

L'Ukraine, plaque tournante du trafic international d'enfants

Le trafic d'enfants réfugiés par les couloirs humanitaires éveille l'inquiétude des médias. Ce n'est pourtant pas un phénomène nouveau. Un enfant sur dix victime de ce trafic dans le monde vient d'Ukraine. Il est clairement dit dans le film d'Arte ci-dessous que des adolescents ukrainiens sont vendus à des hommes politiques ukrainiens de haut vol.

Pendant la guerre, les affaires continuent

En France la gestation pour autrui (GPA) est interdite. Selon l'article 16-1 du Code civil, « Chacun a droit au respect de son corps. Le corps humain est inviolable. Le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial ». Pourtant, c'est en France que la société Gestlife propose un bébé ukrainien pour 60 000 €. Beaucoup moins cher qu'aux États-Unis (160 000 €).

Il est toujours possible d'acheter un bébé en Ukraine

Tablant sur la crédulité — pour ne pas dire plus — des Européens, la mafia ukrainienne fait passer son exploitation des mères porteuses pour une bonne action et la société de GPA BioTexCom pour une ONG qui protège les bébés sous les bombes par pure philanthropie (vidéo ci-dessous).

Alors que l'Ukraine est en guerre, BioTexCom profite des circonstances pour faire sa pub sur YouTube. « Depuis 2014, BioTexCom est l'un des plus grands centres européens de reproduction humaines. Chaque année, plus d'un millier de couples du monde entier y reçoivent les bébés tant attendus. Vous trouverez ici des forfaits tout compris, des résultats positifs garantis et un haut niveau d'efficacité des programmes. » lemediaen442.fr 25 mars 2022

TRAFIC d'Enfants en Ukraine - Organes , Esclavage , Prostitution...

- Cliquez ici

GPA : TRAFIC HUMAIN EN UKRAINE – LE SCANDALE BIOTEXCOM

- Cliquez ici

Des nourrissons dans un abri anti-bombes (2022)

- Cliquez ici

Quelques analyses de différents intervenants.

Cette guerre est-elle vraiment illégale ? - reseauinternational.net 25 mars 2022

- Cliquez ici

Dans la présentation de Lavrov il y a une importante question-réponse sur l'ONU qui doit être lue et digérée - reseauinternational.net 25 mars 2022

Sergueï Lavrov :

Quand nous disons que nous sommes en faveur de la démocratisation des relations internationales, pour la formation d'un ordre mondial polycentrique juste, nous ne proposons pas de remplacer l'ONU par quelque chose, mais de revenir à ses racines.

La Charte de l'Organisation consacre l'égalité souveraine des États.

Les Américains bafouent de manière flagrante ce principe. Il est clair que les pays sont différents. Il y en a de très petits. Il leur est difficile de faire preuve d'indépendance. Mais le principe de l'égalité souveraine des États doit être respecté par tous, du moins pour ce qui est de donner à chaque membre de l'ONU la possibilité d'avoir accès aux faits et partir de là de déterminer sa position.

Les Américains font maintenant pression sur des grands pays et menaçant de rompre les relations commerciales, ou d'imposer de nouvelles sanctions, si ils ne votent pas à l'ONU comme le veulent les Américains.

Récemment, à l'Assemblée générale des Nations unies, il y a eu un vote sur l'Ukraine.

145 pays ont voté en faveur de la résolution condamnant la Russie. Parmi ceux-ci, plus de 100 n'ont imposé aucune sanction contre nous et ne nous en imposeront pas. Mais c'était de la propagande. Il était important de montrer que la Russie était « isolée », pour ainsi dire. C'est ce que font les Américains.

Je considère un tel comportement indigne d'une grande puissance, tout comme le fait d'utiliser des méthodes « en dessous de la ceinture ». Je précise ce que je veux dire.

Je connais beaucoup de gens à l'ONU – j'y ai travaillé longtemps. Récemment, quand je suis arrivé, j'ai parlé avec des collègues. Le représentant permanent d'un pays auprès de l'ONU est souvent obligé de voter comme les États-Unis le veulent car on lui en rappelle qu'ils a un compte dans une banque américaine, qu'il a des enfants qui fréquentent une université américaine. Ils ne reculent devant rien.

« N'essayez pas de détruire l'ONU. Et pourtant, Ils le font quand ils disent qu'il faut être guidé par les « règles » « sur lesquelles repose l'ordre mondial » plutôt que par le droit international.

« Il est nécessaire de revenir à la Charte des Nations unies, où, entre autres, il y a le respect de l'égalité souveraine des États. C'est le principe fondamental. Il y a le droit d'une nation à l'autodétermination, ainsi que le respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale ».

Les droits de la Crimée et du Donbass devraient être respectés.

Maintenant, on dit souvent qu'il faut organiser un référendum. Cela vise à retarder le processus.

Le consensus de la communauté mondiale, conclu dans la Déclaration de 1970, stipule : « Chacun a le devoir de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un État dont le gouvernement respecte le droit à l'autodétermination et représente tous les peuples vivant sur un territoire donné. »

L'Ukraine considère comme son territoire la Crimée et le Donbass, alors qu'elle les a bombardés pendant huit ans, forcés a se cacher dans des sous-sols, détruit les biens civils, tué des civils.

Kiev représente-t-elle la Crimée d'aujourd'hui ou le Donbass d'aujourd'hui ?

Il faut défendre les valeurs de l'ONU. Beaucoup de choses utiles y ont été faites. Il est nécessaire de revenir sur cette expérience inestimable. » reseauinternational.net 25 mars 2022

Le Pentagone confirme ce que disent les Russes et c'est important - reseauinternational.net 25 mars 2022

Le Pentagone est engagé dans une vive bataille avec le département d'État américain et le Congrès pour empêcher une confrontation militaire directe avec la Russie, qui pourrait déclencher l'horreur la plus inimaginable de la guerre.

Le plan de l'Administration est de faire tomber le gouvernement russe par une insurrection terrestre et une guerre économique, et non par une guerre militaire directe.

Mais la pression exercée sur la Maison Blanche par le Congrès et la presse est incessante pour amener imprudemment l'OTAN directement dans la guerre.

- Cliquez ici

Un ex-expert de la CIA : « L'armée ukrainienne est vaincue. Tout ce qui reste c'est du ratissage » - reseauinternational.net 23 mars 2022

Larry C Johnson, est vétéran de la CIA et du bureau du contre terrorisme. Il est le fondateur et le partenaire directeur de Berg Associates, qui a été créé en 1998. Larry a dispensé une formation à la communauté des opérations spéciales de l'armée américaine pendant 24 ans. Il a été vilipendé par la droite et par la gauche, ce qui signifie qu'il doit faire quelque chose de bien.

Son analyse et son commentaire peuvent être trouvés sur son blog https://sonar21.com

- Cliquez ici

"Xi Jinping et Poutine veulent marginaliser les Etats-Unis et leurs alliés" - lexpress.fr 22 mars 2022

« Xi Jinping et Poutine veulent marginaliser les Etats-Unis et leurs alliés » titre l'Express qui publie dans cet article une analyse de la sinologue Alice Ekman.

- « Presque un mois après le début de l'attaque de Vladimir Poutine contre l'Ukraine, la Chine se refuse toujours à critiquer la Russie, après que les deux pays ont proclamé leur amitié « sans limite » aux derniers JO de Pékin. Le président chinois et son homologue russe partagent l'objectif « de façonner un nouvel ordre mondial où les Etats-Unis et leurs alliés seraient marginalisés, en tant que puissance militaire mais aussi en tant que démocraties ».

- « Le ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré publiquement que la Chine continuerait à commercer normalement avec la Russie. Que ce soit à moyen ou long terme, Pékin n'envisage pas de réduire ses importations de pétrole et de gaz russe, qui resteront, assurément, massives. En ce sens, la position des autorités chinoises face aux sanctions diffère en ce sens grandement de celle des pays européens. Cela ne permettra pas à la Russie de compenser la baisse des exportations vers l'Europe, si celles-ci se matérialisent à terme, mais atténuera tout de même l'effet des sanctions ».

Non seulement la Chine prend le risque de s'exposer à des sanctions secondaires, mais aussi, et plus généralement, de détériorer ses relations économiques avec ses premiers partenaires commerciaux, qui sont les Etats-Unis et l'Union européenne, de très loin devant la Russie. Compte tenu des rapports de force économiques en place, il serait rationnel d'anticiper un ajustement de la position de la Chine afin de ménager les relations avec ses premiers partenaires commerciaux. Mais le facteur économique n'est pas aujourd'hui celui qui guide en premier lieu son partenariat stratégique avec la Russie, ni son positionnement concernant la guerre en Ukraine. La rivalité sinoaméricaine est toujours très forte et structurante. Les divergences idéologiques sont très profondes, et se traduisent en divergences d'interprétation ou de réinterprétation des conflits. Nous sommes aujourd'hui dans deux visions diamétralement opposées de la guerre en Ukraine. La vision officielle chinoise – qui désigne l'Otan et les Etats-Unis comme premier responsable – converge beaucoup plus avec celle de Moscou qu'avec celle de Washington. »

- « L'analogie avec la guerre froide est en soi déjà dépassée, puisqu'une guerre au sens propre du terme est en cours. Toutefois, deux phénomènes se consolident ces dernières semaines et peuvent rappeler, dans une certaine mesure, certains aspects de la guerre froide : la bipolarisation croissante du monde, et la rivalité idéologique qui caractérise cette bipolarisation. Il est souvent souligné, notamment depuis

l'organisation par l'administration Biden du « Sommet pour la démocratie » mais aussi de déclarations plus récentes sur la nécessité de défendre le monde libre, dont l'Ukraine fait partie, que les Etats-Unis et leurs alliés démocratiques conçoivent la rivalité avec la Chine et la Russie en termes de compétitions entre systèmes politiques ».

Pour l'homme politique allemand Waldemar Gerdt, Poutine a déclenché un séisme sur le paiement en roubles et fissuré la coalition - lemediaen442.fr 24 mars 2022

Lors d'une émission russe Full Contact de la radio Vesti FM, le journaliste Vladimir Soloviev s'est entretenu avec l'homme politique allemand Waldemar Gerdt (député du Bundestag de 2017 à 2021). Quelles ont été les réactions des politiques occidentaux face à la déclaration de Vladimir Poutine ? La coalition est-elle toujours déterminée ?

Soloviev a demandé quelle a été la réaction des politiques à l'annonce du président russe de faire payer en roubles le gaz russe. La réponse est sans appel : « Bien sûr que c'est un choc ». Waldemar Gerdt ajoute que si Joe Biden vient à Bruxelles ce jeudi 24 mars 2022 au lendemain de l'annonce de Vladimir Poutine, c'est qu'il est très conscient du coup porté : « La coalition de l'Occident a commencé à chanceler ». Waldemar Gerdt estime que le président des États-Unis vient arrondir les angles et rassurer : « Bien sûr, Biden viendra nous convaincre que le grand frère outre-mer ne nous quittera pas, qu'il faut tenir, il faut écraser la Russie« . Le sacrifice de l'Europe en tant que vassal des Etats-Unis est toujours au programme américain.

Autre pays hostile à la Russie et qui doit se soumettre au rouble, le Japon, est face à un dilemme d'ordre technique. Le ministre japonais des Finances Shunichi Suzuki a déclaré qu'il ne savait pas comment payer le gaz en roubles : « Franchement, nous ne comprenons pas encore très bien les objectifs et comment cela sera réalisé. » Mais il faudra bien se creuser les méninges, puisque la Russie a fourni au Pays du Soleil Levant 9 % des importations totales de GNL (Gaz naturel liquéfié) du Japon de 74,32 millions de tonnes en 2021 et 4 % des importations totales de pétrole brut (2,48 millions de barils par jour).

Vladimir Poutine a, semble-t-il, porté un coup de maître en répondant aux sanctions des pays hostiles. La devise russe s'est renforcée face aux monnaies américaine et européenne : 96,18 roubles pour un dollar après l'annonce du chef du Kremlin du paiement du gaz en roubles et la coalition se fissure de toutes parts. L'Oncle Sam va devoir trouver les mots pour colmater toutes les brèches… en attendant les prochaines annonces de Poutine qui n'hésitera pas à en rajouter une couche.

Un dicton chinois dit : « C'est à celui qui a accroché la clochette au tigre de la décrocher »

Ou peut-être que les occidentaux devraient écouter les paroles sages de Lu Shaye, Ambassadeur de Chine en France « Les grands pays ne doivent pas instrumentaliser les petits pays comme des pions pour leurs propres intérêts égoïstes. L'architecture de la sécurité en Europe doit être construite conjointement par les pays européens au lieu d'être dictée par d'autres pays. »

pic.twitter.com/VXUsugEKae

— Ambassade de Chine en France (@AmbassadeChine) March 22, 2022

La guerre d'Ukraine : Enjeu central pour le contrôle du Heartland. Une parfaite illustration du discours disjonctif occidental par René Naba (Madaniya.info) - Mondialisation.ca, 22 mars 2022

La Palestine, véritable test de la crédibilité de l'Occident.

«L'Europe de l'Atlantique à l'Oural», un rêve désormais brisé.

Texte de l'intervention de l'auteur à un colloque organisé à Genève le 18 mars 2022 par le Centre International de Lutte contre le Terrorisme (CILT), dont l'auteur en est le vice président, sur le thème: «Équilibrer la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, d'une part, et les Droits de l'Homme, d'autre part».

Who rules East Europe commands the Heartland;

Who rules the Heartland commands the World-Island;

Who rules the World-Island commands the world.

— Mackinder, Democratic Ideals and Reality, p. 150

Celui qui domine l'Europe de l'Est domine le centre du monde ;

Celui qui domine le centre du monde domine l'île mondiale ;

Celui qui règne sur l'île du monde commande le monde.

- Mackinder[géographe britannique], Idéaux démocratiques et réalité [1919], p. 150

La guerre d'Ukraine n'est pas accidentelle, résultant d'un dérapage fortuit ou d'un enchaînement incontrôlé des événements, ou pis d'un comportement impulsif d'un dirigeant éruptif. Non la guerre d'Ukraine constitue un objectif majeur de la stratégie contemporaine et, face à la

débâcle de l'OTAN en Afghanistan, l'enjeu central du contrôle du Heartland, le centre du Monde, en application des préconisations de Halford John Mackinder, le fondateur de la géopolitique contemporaine.

Ce professeur de géographie à Oxford University (RU) estimait tout bonnement que quiconque contrôle l'Europe de l'Est commande le cœur du Monde.

Selon Mackinder, le Heartland qui représente les 2/12 de la terre est composé des continents euro-asiatiques et africains. Il est donc impératif de tenir ce Heartland, –vaste plaine s'étendant de l'Europe centrale à la Sibérie occidentale qui rayonne sur la Mer Méditerranée, le Moyen Orient et le sud de la Chine– et qui a constitué la voie par excellence des invasions mongoles de l'Europe du XIII e siècle et du XIV e siècle) de Gengis Khan et de Tamerlan.

L'enjeu est donc de taille et explique la formidable guerre psychologique engagée par les médias occidentaux pour discréditer la Russie, coupable d'avoir bravé le primat de l'Otan en Europe depuis l'effondrement du bloc soviétique, en 1989, en vue de briser net le grignotage atlantiste des anciennes marches de l'Empire soviétique (Pologne, Hongrie, Pays baltes etc..).

A ce titre, la guerre d'Ukraine, par ses excès de langage et ses omissions, a constitué une parfaite illustration du discours disjonctif occidental et révélé le tréfonds de la pensée d'une fraction de l'élite occidentale.

Désigné communément dans le jargon journalistique de «double standard», le discours disjonctif est un discours prônant la promotion des valeurs universelles pour la protection d'intérêts matériels. Il est en fait un discours en apparence universel mais à tonalité morale variable, adaptable en fonction des intérêts particuliers des États et des dirigeants. Dans un monde où l'hypocrisie n'est pas de mise, un tel double langage est plus crûment qualifié de duplicité ou d'hypocrisie.

De l'égarement de la pensée occidentale.

Dans la guerre psychologique, les médias occidentaux s'en sont donnés à cœur joie pour diaboliser Vladimir Poutine.

Traiter le président russe de «criminel de guerre» est en effet de bonne guerre de la part de son rival américain Joe Biden, désireux de se livrer à une démonstration de force en trois directions:

L'Ukraine, au-delà l'Europe, théâtre privilégié des manœuvres d'encerclement de la Russie depuis une décennie et victime à ce titre d'un jeu de billards à trois bandes.

La Chine, pour tenter de la dissuader de se livrer à pareille opération en direction de Taïwan , que Pékin considère comme faisant partie intégrante de la Chine, dont elle avait été détachée arbitrairement lors de l'avènement du régime communiste.

L'opinion américaine en campant une posture de chef de guerre, soucieux de ménager la croissance américaine et le budget des ménages en maintenant à bas prix le prix du carburant afin de ne pas compromettre les résultats des élections de mi-mandat américaines, de novembre 2022.

Au prix de faire les yeux de Chimène au boucher de Riyad, l'ordonnateur d'une décapitation de 81 opposants saoudiens, dans la semaine même de l'intervention russe en Ukraine, Mohamad Ben Salmane; Un interlocuteur particulièrement recommandable du fait de ses états de service, l'équarrisseur du journaliste Jamal Khashoggi et co-agresseur du Yémen.

Toute honte bue, l'Occident a même dépêché deux de ses plus éminents représentants, –Emmanuel Macron, le président français de la Patrie des Droits de l'Homme et le britannique Boris Johnson, le pays doyen des démocraties occidentales de l'époque contemporaine–, à Riyad pour tendre la sébile, dans un remake de l'humiliant voyage à Canossa du Moyen Age , en vue de dédouaner aux yeux de leur opinion le sanguinaire wahhabite.

Ces quatre vingt et une (81) décapitations ont porté à 220 décapitations le total des suppliciés saoudiens en un an, sans un murmure de protestations de la part des éditocrates volontiers sentencieux et moralisateurs par ailleurs, dès lors qu'il ne s'agit pas de leurs portefeuilles.

Sauf à être animé d'une mauvaise foi crasse, quiconque doté des rudiments de la stratégie planétaire ne pouvait ignorer que les États-Unis ne resteraient pas inerte face à la débâcle de Kaboul, en Août 2021, particulièrement à son monumental impact psychologique sur le rôle dirigeant du leadership occidental sur le reste de la planète. D'autant plus impérativement que le reflux militaire atlantiste en Afghanistan s'est doublé de la percée russe en Afrique francophone avec la fin de l'opération française du Barkhane au Mali, tendant à accréditer l'impression d'une débandade des «anciens maîtres du monde».

Sauf à être frappé d'amnésie précoce, anticiper, de surcroît, la réaction du Kremlin était chose d'autant aisée pour les Américains que l'une des crises majeures de l'époque de la guerre froide, la crise des missiles de Cuba, en 1962, avait précisément mis aux prises les États Unis et l'Union Soviétique d'alors, et, débouché sur le retrait concomitants des missiles soviétiques de Cuba et des missiles américains de Turquie, le flanc sud de l'Otan.

Pour avoir délibérément ignoré les règles de base de la gestion de crise, l'Ukraine, ce pays culturellement jumeau et frontalier de la Russie, a été amputé une première fois de la Crimée et de son importante base navale de Sébastopol, en 2014; Puis, huit ans plus tard, en 2022, de la région russophone du Donbass, désormais réduit à la 4eme semaine du conflit, au statut de futur ex candidat potentiel au pacte atlantiste.

De la tonalité du discours dominant à propos de la guerre d'Ukraine et de sa distorsion.

Au diapason, dès l'intervention de la Russie contre l'Ukraine, le 24 Février 2022, les médias occidentaux ont pris fait et cause pour les Ukrainiens, dans un soutien sans nuance, célébrant des faits et gestes, qu'ils condamnent sévèrement ailleurs. 1 ère guerre en Europe ?

Cocktails Molotov … Voyons voir

Mieux, pour galvaniser la solidarité avec la blanche Ukraine, ils mettront en exergue le fait que la guerre d'Ukraine est le premier conflit en Europe depuis la fin de la 2me guerre mondiale et l'effondrement du bloc soviétique, occultant délibérément la destruction de la Yougoslavie par l'Otan dans la décennie 1990, en vue d'éliminer toute structure pouvant faire barrage à l'extension du pacte atlantiste dans l'ancienne chasse gardée soviétique; de même que la guerre de Géorgie en 2008, pour sécuriser un glacis de la Russie dans ses zones limitrophes. Un schéma identique à celui qui a provoqué l'intervention russe en Ukraine.

A l'unisson, les médias occidentaux s'émerveilleront de l'entraînement au maniement des cocktails Molotov par les femmes ukrainiennes, alors que dans d'autres temps et sous d'autres cieux, ils fustigeaient avec la plus extrême vigueur le lancer de pierre d'adolescents palestiniens contre des soldats israéliens, quand bien même les bombes incendiaires ont un effet infiniment plus dévastateur que des frondes palestiniennes.

La figure inversée du petit David palestinien terrassant avec une fronde le géant israélien Goliath provoque encore de nos jours de sueurs froides dans les chaudes chaumières de la bonne conscience occidentale.

Le remake des tirailleurs africains

Les Européens, particulièrement, habituellement grincheux à l'égard des migrants par crainte de leur «grand remplacement démographique », se sont ainsi portés volontaires par milliers pour l'accueil des réfugiés et la mobilisation d'importantes collectes de vivres et de fonds, sans conditionner, curieusement, cet élan de générosité au respect des valeurs professées précisément par les grandes démocraties occidentales… à savoir, notamment la libre circulation des personnes.

Dans le cas particulier de l'Ukraine, la liberté des Africains résidant dans ce pays en guerre, –une guerre à laquelle ils sont totalement étrangers–, de retourner dans leur pays d'origine, sans qu'il ait été possible de savoir si cette omission relevait d'un fâcheux oubli ou bien d'une posture de mépris… d'un mépris caractéristique des nantis face au sort des plus démunis.

Aucun pétitionnaire compulsif, qui dicte habituellement la règle du jeu, n'a protesté, à titre d'exemple –pour l'exemple- contre la volonté de Kiev d'enrôler les Africains résidant dans le pays dans la guerre contre la Russie en un vieux remake des «Tirailleurs africains» de la 1e Guerre mondiale (1914-1918). Embrigadés dans des conflits qui leur étaient, étymologiquement, totalement étrangers, ces Africains feront office de «chairs à canon» pour défendre, paradoxalement leurs colonisateurs contre les oppresseurs de leurs propres oppresseurs.

Sur les tirailleurs africains, cf ce lien:

https://www.renenaba.com/le-bougnoule-sa-signification-etymologique-son-evolution-semantique-sa-portee-symbolique/

De la prégnance d'une posture proto-fasciste de discrimination: Le cas de la France

Sous des effets de robe et de plume, les survivances racialistes sont tenaces et vivaces en France, la «Patrie des Droits de l'Homme».

Ainsi M. Jean Louis Bourlanges, président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, a eu l'outrecuidance de vanter l'immigration de qualité qui résulterait de l'afflux d'Ukrainiens en France par comparaison avec les Afghans, les Irakiens ou les Syriens. M. Bourlanges, pourtant député Modem, une formation qui se revendique de la «Démocratie Chrétienne», a assuré que les Ukrainiens constitueraient en France une «immigration de grande qualité, dont on pourra tirer profit», faisant valoir qu'elle était composée «d'intellectuels». Il en est résulté de ces propos qu'il existe de par le monde des réfugiés moins utiles sans doute en raison du fait qu'ils sont culturellement trop différents. Plus explicitement: Pas chrétiens ou pas Européens.

Dans la foulée, des commentateurs ont été conduits à distinguer «accueil de réfugiés» en parlant des Ukrainiens, mais «crise des migrants», quand il s'agit du sort des «basanés»…Irakiens, des Syriens ou des Afghans. Beaucoup de commentateurs et éditorialistes de renom se sont d'ailleurs paresseusement laissés aller à ces raccourcis conscient ou inconscient depuis le déclenchement du conflit le 24 Février 2022.

Pour aller plus loin sur ce thème, cf ces deux liens :

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/03/01/guerre-en-ukraine-le-traitement-mediatique-du-conflit-cree-l-emoi-au-moyen-orient_6115693_3210.html https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/01/guerre-en-ukraine-le-difficile-exode-des-etudiants-africains_6115635_3212.html

De l'extension du concept de Max Weber de la «violence organisée de l'état», de son détournement sur le plan international.

Maîtres du Monde pendant six siècles, les états occidentaux se sont longtemps vécus comme les seuls véritables acteurs de la scène internationale, s'arrogeant, au plan international, le monopole de la violence légitime– une notion conceptualisée sur le plan par le sociologue allemand Max Weber, en 1919–. Non seulement de s'arroger ce monopole, mais de décréter le bien et le mal, sans juger si leur action est bonne ou mauvaise.

Depuis six siècles, toutes les interventions occidentales dans le tiers monde se sont en effet faites sous de faux prétextes masquant mal la supériorité que se font les Occidentaux que se font d'eux-mêmes par rapport aux autres civilisations. Des concepts qui masquaient mal en fait des visées prédatrices.

La colonisation occidentale de l'humanité a été justifiée par le concept saugrenue de «Fardeau de l'Homme blanc» ou de la «Charge d'aînesse», et, à l'époque contemporaine, dans l'ère post décolonisation par la notion d'«ingérence humanitaire», et sa variable «le devoir de protéger».

Il en a été ainsi de la Libye, en 2911, dont la destruction a provoqué la déstabilisation de la zone sahélienne, jadis le pré-carré de la France.

Il en a été aussi de la destruction de la Syrie, l'année suivante, en vue de neutraliser l'ultime pays du champ de bataille avec le Liban à ne pas avoir pactisé avec Israël, qui a provoqué un flux migratoire avec son cortège d'attentats terroristes dans la sphère occidentale et une islamophobie corrélative.

Il en a été auparavant de l'Irak (2003), sous le fallacieux prétexte de la présence dans ce pays d'armes de destruction massive (ADM).

Telle est du moins l'impression qui prévaut au terme d'une étude exhaustive d'un demi-siècle d'ingérence occidentale en direction du monde non occidental.

Du vote africain à l'ONU lors du débat sur l'Ukraine.

Une analyse du vote des pays africains lors du débat de l'Assemblée générale sur l'Ukraine, a révélé une défiance de l'Afrique envers l'Occident. Trente-cinq pays se sont abstenus de condamner l'«agression contre l'Ukraine», parmi lesquels dix-sept africains, dont le Sénégal, président en exercice de l'Union Africaine. Se superposant à la décision de l'Union Africaine de suspendre Israël de sa qualité de membre observateur de l'organisation pan africaine, le vote africain sur l'Ukraine à l'ONU pourrait donner une indication sur le nouveau comportement de l'Afrique face à ses anciens colonisateurs, dans un paysage dévasté par trois années terribles (2020-2022): Une pandémie mortifère et un confinement planétaire. Du jamais vu dans les annales de l'histoire contemporaine. Avec, en superposition, une guerre en Europe qui est en train de provoquer un nouveau bouleversement du monde.

Pour aller plus loin sur ce thème

https://www.madaniya.info/2022/03/04/ukraine-trente-trois-ong-denoncent-le-racisme-anti-noir/

https://www.madaniya.info/2022/03/18/le-grand-retour-de-lalgerie-sur-la-scene-internationale/

A – Le Covid:

Concrètement pour le Tiers monde, le Covid a entraîné un double tarissement: le tarissement du flux migratoire et le tarissement des transferts de fonds. Une double peine en somme, matérialisée par une baisse de 85 milliards de dollars des transferts de la diaspora en deux ans (2020 et 2021). Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'exercice 2021.

Ainsi le Sénégal qui compte une diaspora de 600.000 personnes, les transferts de la diaspora, de l'ordre de 7 milliards de dollars, représentent 9,1 pour cent du produit intérieur brut, soit autant que l'aide publique au développement que ce pays reçoit des pays occidentaux. Au Sri Lanka, les transferts représentent 18 pour cent du PIB. En Haïti, où le premier ministre a été assassiné par des mercenaires, les transferts de la diaspora représentent 33 pour cent du PIB. L'Inde et le Pakistan, dont une forte concentration de leurs travailleurs expatriés se trouvent dans les riches pétromonarchies, ont particulièrement souffert du confinement. entraînant une réduction considérable des revenus et partant des transferts.

B- Le sommet Europe-Afrique: un parfait exemple de la cécité occidentale

Le Covid n'est pas l'unique responsable de la recrudescence de la violence en Afrique, particulièrement contre la présence occidentale. Le sommet Union Européenne et Union Africaine qui s'est tenu le 19 février 2022 à Bruxelles est à cet égard éloquent de la cécité politique des dirigeants occidentaux.

L'Afrique, qui est à l'origine de la prospérité du Monde occidental, tant par la traite négrière que par l'exploitation des richesses du sous-sol du continent, … l'Afrique qui compte 50 états et dont la population s'élève à près d'un milliard de personne, ne dispose pas d'un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU. Pas même d'un strapontin.

Il en est de même de l'Asie, qui compte les 2/3 de l'humanité près de 4,5 milliards de personnes et abrite quatre puissances nucléaires (Chine, Inde, Pakistan, Corée du Nord) et deux puissances du seuil nucléaire (le Japon et l'Iran), ne disposent, quant à elle, que d'un siège permanent (Chine), alors que l'Occident en dispose de trois. Épilogue

Équilibrer la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, d'une part, et la promotion des Droits de l'homme, d'autre part, thème de ce colloque, supposerait au préalable d'équilibrer les initiatives en provenance de l'hémisphère Nord et Sud, et de les traiter sur un pied d'égalité et non d'assigner les pays de l'hémisphère Sud à une obéissance aveugle aux injonctions du Nord.

Exalter par exemple la résistance ukrainienne…au même titre que la résistance palestinienne et non glorifier la résistance ukrainienne et criminaliser la résistance palestinienne.

Se plaindre du terrorisme islamique et soutenir «en même temps», en sous-main, les organisations terroristes, tel « Jabhat al Nosra, qui font du bon travail en Syrie » (Laurent Fabius dixit), sans pour autant sanctionner la responsabilité des parrains occidentaux et pétro-monarchiques des groupements terroristes islamiques, relève d'un mépris absolu des victimes. Une insulte à l'intelligence humaine et à l'éthique du commandement.

S'enthousiasmer pour l'Islam périphérique (Tchétchène, Ouïghour, Kurde, Makiste kabyle), mais demeurer mutique à l'égard des aspirations légitimes du peuple palestinien-, pourtant le noyau central du conflit entre le Monde arabe et l'Occident, la ligne de fracture majeure entre les deux rives de la Méditerranée, au-delà de l'Islam et de l'Occident.

Les réticences des pétromonarchies du Golfe à augmenter leur quota de production pétrolière, principalement l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis, par fidélité avec leur engagement avec la Russie au sein de l'OPEP, témoignent également d'un nouvel état d'esprit, lequel- s'il perdurait- pourrait s'apparenter à une fronde muette.

L'Europe, certes, au-delà l'Occident, ne peuvent accueillir toute la misère du Monde. Et pourquoi donc, l'Afrique-a-elle accueilli, contre son gré, toute la misère de l'Occident, ses proscrits, ses bagnards, au prix de sa dépersonnalisation, de sa dépossession, de l'extermination de sa population, du bouleversement de son écologie, de son économie et de ses coutumes ancestrales.

Pourquoi avoir opposé un silence poli aux protestations africaines contre la décision de Kiev de retenir en otage ses résidents africains, alors que l'opinion occidentale est saisie d'une peur panique d'un possible «Grand Remplacement» de la blancheur immaculée de sa population et de son inéluctable métissage?

Alors que la guerre d'Ukraine paraît devoir induire un nouveau bouleversement du Monde, la question se pose, sans faux fuyant, loin du tapage médiatique orchestré par la formidable force frappe occidentale, visant à occulter toute pensée dissidente.

De manière subsidiaire, se pose la question de la responsabilité de l'Otan dans cette tragique affaire ukrainienne. En un mot pourquoi avoir poussé la Russie dans ses derniers retranchements?

La couverture quasi hystérique de l'invasion russe de l'Ukraine dans les médias occidentaux révèle le besoin, autrefois dissimulé, de l'Occident de retrouver un état de grâce face à la calamiteuse guerre d'Irak (2003).

La normalisation collective monarchique arabe avec Israël ne doit pas faire illusion. Elle ne saurait occulter l'aversion profonde du peuple arabe envers cet arrangement interétatique d'un groupement d'autocrates sur la défensive.

N'en déplaise aux Occidentaux, qu'ils le veuillent ou pas, le véritable test de la crédibilité de l'Occident demeure la Palestine, qui gangrène depuis un siècle la relation entre l'Orient et l'Occident. Pour aller plus loin sur ce thème, cf ce lien :

https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/ukraine-guerre-occident-invasion-irak-culpabilite-d%C3%A9mocratie

Bis repetita: Pourquoi avoir poussé la Russie dans ses derniers retranchements, au mépris des enseignements du stratège chinois Sun TZU dans son mémorable ouvrage «l'Art de la Guerre», toujours d'actualité.?

Dans cette ambiance de frénésie collective occidentale, le rêve de la France entretenue depuis le Général Charles de Gaulle à Emmanuel Macron de détacher la Russie de la Chine pour l'arrimer à l'Occident pour faire une «Europe de l'Atlantique à l'Oural», selon l'expression du général de Gaulle dans son discours de Strasbourg de 1959, s'est brisé sous les fracas des bombes russes sur l'Ukraine et de l'embargo corrélatif décrété par l'Otan contre la Russie.

«Il est dans la nature des soldats de se défendre quand ils sont encerclés, de se battre farouchement quand ils sont acculés et de suivre leurs chefs quand ils sont en danger», professait Sun Tzu dans son mémorable ouvrage «l'Art de la Guerre» (chapitre 11).

«On ne force pas un ennemi aux abois», avertissait-il, prémonitoire. (chapitre 7)

De ce précepte empreint d'une grande sagesse, le stratège chinois en déduisait qu'il est plus avisé de ménager une porte de sortie à un adversaire acculé afin que ce dernier préfère la fuite et sauve la face, sinon il se bat avec la «rage du désespoir» au risque d'infliger des pertes sévères. Dans le cas d'espèce, en premier lieu à l'Ukraine, victime au premier chef, des turpitudes occidentales.

Pour aller plus sur l'Ukraine, ci joint un exposé de John Mearsheimer, professeur de sciences politiques à l'Université de Chicago et surtout auteur du monumental ouvrage :

Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine

https://www.youtube.com/watch?v=w5qSO1BbXsU

et du général Lalanne-Berdouticq :

https://www.lesalonbeige.fr/crise-ukrainienne-analyse-du-general-2s-lalanne-berdouticq/

Pour Washington, la guerre ne s'arrête jamais par Diana Johnstone - Mondialisation.ca, 23 mars 2022

Cela n'en finit pas. La « guerre pour mettre fin à la guerre » de 1914-1918 a conduit à la guerre de 1939-1945, connue sous le nom de Seconde Guerre mondiale. Et celle-ci ne s'est jamais terminée non plus, principalement parce que pour Washington, c'était la bonne guerre, celle qui a fait le siècle américain : pourquoi pas le millénaire américain ?

Le conflit en Ukraine pourrait être l'étincelle qui déclenche ce que nous appelons déjà la troisième guerre mondiale.

Mais il ne s'agit pas d'une nouvelle guerre. C'est la même vieille guerre, une extension de celle que nous appelons la Seconde Guerre mondiale, qui n'était pas la même guerre pour tous ceux qui y ont participé.

La guerre russe et la guerre américaine étaient très, très différentes.

La Seconde Guerre mondiale russe

Pour les Russes, la guerre a été une expérience de souffrance, de deuil et de destruction massive. L'invasion nazie de l'Union soviétique a été totalement impitoyable, propulsée par une idéologie raciste de mépris des Slaves et de haine des « bolcheviks juifs ». On estime à 27 millions le nombre de morts, dont environ deux tiers de civils. Malgré des pertes et des souffrances écrasantes, l'Armée rouge a réussi à renverser la vague de conquête nazie qui avait subjugué la majeure partie de l'Europe. Cette lutte gigantesque pour chasser les envahisseurs allemands de leur sol est connue des Russes comme la Grande Guerre patriotique, nourrissant une fierté nationale qui a contribué à consoler le peuple de tout ce qu'il avait traversé. Mais quelle que soit la fierté de la victoire, les horreurs de la guerre ont inspiré un véritable désir de paix.

La Seconde Guerre mondiale américaine

La Seconde Guerre mondiale américaine (comme la Première Guerre mondiale) s'est déroulée ailleurs. C'est une très grande différence. La guerre a permis aux États-Unis de devenir la nation la plus riche et la plus puissante du monde. On a appris aux Américains à ne jamais faire de compromis, ni pour prévenir la guerre (« Munich ») ni pour y mettre fin (« la reddition sans condition » était la manière américaine). L'intransigeance vertueuse était l'attitude appropriée du Bien dans sa bataille contre le Mal. L'économie de guerre a sorti les États-Unis de la dépression. Le keynésianisme militaire est apparu comme la clé de la prospérité. Le complexe militaro-industriel est né. Pour continuer à fournir des contrats au Pentagone à toutes les circonscriptions du Congrès et des profits garantis aux investisseurs de Wall Street, il lui fallait un nouvel ennemi. La peur du communisme – la même peur qui avait contribué à créer le fascisme – a fait l'affaire.

La guerre froide : la deuxième guerre mondiale se poursuit

En bref, après 1945, pour la Russie, la Seconde Guerre mondiale était terminée. Pour les États-Unis, elle ne l'était pas. Ce que nous appelons la guerre froide a été sa poursuite volontaire par les dirigeants de Washington. Elle a été perpétuée par la théorie selon laquelle le « rideau de fer » défensif de la Russie constituait une menace militaire pour le reste de l'Europe.

À la fin de la guerre, la principale préoccupation de Staline en matière de sécurité était d'empêcher qu'une telle invasion ne se reproduise. Contrairement aux interprétations occidentales, le contrôle permanent par Moscou des pays d'Europe de l'Est qu'il avait occupés sur la voie de la victoire à Berlin n'était pas tant inspiré par l'idéologie communiste que par la volonté de créer une zone tampon pour faire obstacle à une nouvelle invasion de l'Ouest. Staline respecte les lignes de Yalta entre l'Est et l'Ouest et refuse de soutenir la lutte à la vie à la mort des communistes grecs. Moscou met en garde les dirigeants des grands partis communistes d'Europe occidentale contre la révolution et leur demande de respecter les règles de la démocratie bourgeoise. L'occupation soviétique pouvait être brutale mais était résolument défensive. Le parrainage soviétique des mouvements pacifistes est parfaitement sincère.

La formation de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et le réarmement de l'Allemagne confirment que, pour les États-Unis, la guerre en Europe n'est pas entièrement terminée. La « dénazification » nonchalante par les États-Unis de leur secteur de l'Allemagne occupée s'accompagne d'une fuite organisée des cerveaux allemands susceptibles d'être utiles aux États-Unis pour leur réarmement et leur espionnage (de Wernher von Braun à Reinhard Gehlen).

La victoire idéologique de l'Amérique

Tout au long de la guerre froide, les États-Unis ont consacré leur science et leur industrie à la construction d'un gigantesque arsenal d'armes létales, qui ont fait des ravages sans apporter la victoire américaine en Corée ou au Vietnam. Mais la défaite militaire n'a pas annulé la victoire idéologique de l'Amérique. Le plus grand triomphe de l'impérialisme américain a été de répandre ses images et son idéologie auto-justificatrices, principalement en Europe. La domination de l'industrie américaine du divertissement a répandu son mélange particulier d'auto-indulgence et de dualisme moral dans le monde entier, en particulier parmi les jeunes. Hollywood a convaincu l'Occident que la Seconde Guerre mondiale avait été gagnée essentiellement par les forces américaines et leurs alliés lors de l'invasion de la Normandie. L'Amérique s'est vendue comme la dernière force du Bien et comme le seul endroit où il fait bon vivre. Les Russes étaient ternes et sinistres.

En Union soviétique même, de nombreuses personnes n'étaient pas à l'abri des attraits de cette autoglorification américaine. Certains semblaient même penser que la guerre froide n'était qu'un grand malentendu et que si nous étions très gentils et amicaux, l'Occident le serait aussi. Mikhaïl Gorbatchev était sensible à cet optimisme. L'ancien ambassadeur américain à Moscou, Jack Matlock, raconte que le désir de libérer la Russie du fardeau supposé de l'Union soviétique était très répandu au sein de l'élite russe dans les années 1980. Ce sont les dirigeants, et non les masses, qui ont accompli l'autodestruction de l'Union soviétique, laissant la Russie comme État successeur, avec les armes nucléaires et le veto de l'URSS aux Nations unies, sous la présidence alcoolique de Boris Eltsine – et l'influence écrasante des États-Unis dans les années 1990.

La nouvelle OTAN

La modernisation de la Russie au cours des trois derniers siècles a été marquée par une controverse entre les « occidentalistes » – ceux qui voient les progrès de la Russie dans l'émulation de l'Occident plus avancé – et les « slavophiles », qui considèrent que le retard matériel de la nation est compensé par une sorte de supériorité spirituelle, peut-être fondée sur la démocratie simple du village traditionnel. En Russie, le marxisme était un concept occidentalisant. Mais le marxisme officiel n'a pas effacé l'admiration pour l'Occident « capitaliste » et en particulier pour l'Amérique. Gorbatchev rêvait que « notre maison commune européenne » vive une sorte de démocratie sociale. Dans les années 1990, la Russie ne demandait qu'à faire partie de l'Occident.

Ce qui s'est passé ensuite a prouvé que toute la « peur du communisme » justifiant la guerre froide était fausse. Un prétexte. Un faux conçu pour perpétuer le keynésianisme militaire et la guerre spéciale de l'Amérique pour maintenir sa propre hégémonie économique et idéologique.

Il n'y avait plus d'Union soviétique. Il n'y avait plus de communisme soviétique. Il n'y avait plus de bloc soviétique, plus de Pacte de Varsovie. L'OTAN n'avait plus de raison d'exister.

Immeuble de la Télévision serbe à Belgrade, bombardé par l'OTAN

Mais en 1999, l'OTAN a célébré son 50e anniversaire en bombardant la Yougoslavie, se transformant ainsi d'une alliance militaire défensive en une alliance militaire agressive. La Yougoslavie était non alignée, n'appartenant ni à l'OTAN ni au Pacte de Varsovie. Elle ne menaçait aucun autre pays. L'agression de l'OTAN a violé le droit international. Au même moment, en violation des promesses diplomatiques non écrites mais ferventes faites aux dirigeants russes, l'OTAN a accueilli la Pologne, la Hongrie et la République tchèque comme nouveaux membres.

Cinq ans plus tard, en 2004, l'OTAN a accueilli la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, la Slovénie et les trois républiques baltes. Pendant ce temps, les membres de l'OTAN étaient entraînés dans la guerre en Afghanistan, la première et unique « défense d'un membre de l'OTAN » – à savoir les États-Unis.

Comprendre Poutine – ou pas

Entre-temps, Vladimir Poutine avait été choisi par Eltsine comme son successeur, sans doute en partie parce qu'en tant qu'ancien officier du KGB en Allemagne de l'Est, il avait une certaine connaissance et compréhension de l'Occident. Poutine a sorti la Russie du chaos causé par l'acceptation par Eltsine d'un traitement de choc économique conçu par les Américains. Poutine a mis un terme aux escroqueries les plus flagrantes, s'attirant les foudres des oligarques dépossédés qui ont utilisé leurs démêlés avec la justice pour convaincre l'Occident qu'ils étaient victimes de persécutions (exemple : le ridicule Magnitsky Act).

Le 11 février 2007, l'occidentaliste russe Poutine s'est rendu dans un centre de pouvoir occidental, la Conférence sur la sécurité de Munich, et a demandé à être compris par l'Occident. C'est facile à comprendre, si on le veut. Poutine a contesté le « monde unipolaire » imposé par les États-Unis et a souligné le désir de la Russie d' »interagir avec des partenaires responsables et indépendants avec lesquels nous pourrions travailler ensemble à la construction d'un ordre mondial équitable et démocratique qui garantirait la sécurité et la prospérité non seulement pour quelques privilégiés, mais pour tous. »

La réaction des principaux partenaires occidentaux a été l'indignation, le rejet et une campagne médiatique de 15 ans dépeignant Poutine comme une sorte de créature démoniaque.

En effet, depuis ce discours, les insultes des médias occidentaux à l'encontre de Poutine et de la Russie n'ont pas connu de limites. Et dans ce traitement méprisant, nous voyons les deux versions de la Seconde Guerre mondiale. En 2014, les dirigeants mondiaux se sont réunis en Normandie pour commémorer le 70e anniversaire du débarquement des forces américaines et britanniques. En réalité, cette invasion de 1944 s'est heurtée à des difficultés, même si les forces allemandes étaient principalement concentrées sur le front de l'Est, où elles étaient en train de perdre la guerre face à l'Armée rouge. Moscou a lancé une opération spéciale précisément pour éloigner les forces allemandes du front de Normandie. Malgré cela, les progrès des Alliés ne parviennent pas à battre l'Armée rouge jusqu'à Berlin.

Cependant, grâce à Hollywood, de nombreux Occidentaux considèrent le jour J comme l'opération décisive de la Seconde Guerre mondiale. Pour honorer l'événement, Vladimir Poutine était présent, tout comme la chancelière allemande Angela Merkel.

Puis, l'année suivante, les dirigeants mondiaux ont été invités à un somptueux défilé de la victoire organisé à Moscou pour célébrer le 70e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les dirigeants des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne ont choisi de ne pas y participer.

Cette décision s'inscrivait dans la continuité d'une série interminable de gestes occidentaux de dédain envers la Russie et sa contribution décisive à la défaite de l'Allemagne nazie. Le 19 septembre 2019, le Parlement européen a adopté une résolution sur « l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe » qui accusait conjointement l'Union soviétique et l'Allemagne nazie d'avoir déclenché la Seconde Guerre mondiale. Vladimir Poutine a répondu à cet affront gratuit dans un long article sur « Les leçons de la Seconde Guerre mondiale » publié en anglais dans The National Interest à l'occasion du 75e anniversaire de la fin de la guerre.

Poutine a répondu par une analyse minutieuse des causes de la guerre et de son effet profond sur la vie des personnes prises au piège du siège meurtrier de 872 jours de Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg) par les nazis, y compris ses propres parents dont le fils de deux ans faisait partie des 800 000 personnes qui ont péri. De toute évidence, Poutine était profondément offensé par le refus constant de l'Occident de saisir la signification de la guerre en Russie. « Profaner et insulter la mémoire est méchant », écrit Poutine. « La méchanceté peut être délibérée, hypocrite et à peu près intentionnelle comme dans la situation où les déclarations commémorant le 75e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale mentionnent tous les participants à la coalition anti-Hitler à l'exception de l'Union soviétique. »

Et pendant tout ce temps, l'OTAN a continué à s'étendre vers l'est, ciblant de plus en plus ouvertement la Russie dans ses exercices de guerre massifs sur ses frontières terrestres et maritimes.

La prise de contrôle de l'Ukraine par les États-Unis

L'encerclement de la Russie a fait un bond qualitatif en avant avec la saisie de l'Ukraine par les États-Unis en 2014. Les médias occidentaux ont raconté cet événement complexe comme un soulèvement populaire, mais les soulèvements populaires peuvent être repris par des forces ayant leurs propres objectifs, et c'était le cas de celui-ci. Le président élu, M. Ianoukovitch, a été renversé par la violence un jour après avoir accepté des élections anticipées dans le cadre d'un accord avec les dirigeants européens. Des milliards de dollars américains et des fusillades meurtrières perpétrées par des militants d'extrême droite ont imposé un changement de régime ouvertement dirigé par la secrétaire

d'État adjointe américaine Victoria Nuland (« F___ l'UE »), produisant un leadership à Kiev largement sélectionné à Washington, et désireux de rejoindre l'OTAN.

À la fin de l'année, le gouvernement de l' »Ukraine démocratique » était largement aux mains d'étrangers approuvés par les États-Unis. Le nouveau ministre des finances était une citoyenne américaine d'origine ukrainienne, Natalia Iaresko, qui avait travaillé pour le Département d'État avant de se lancer dans le secteur privé. Le ministre de l'économie est un Lituanien, Aïvaras Arbomavitchous, ancien champion de basket. Le ministère de la santé a été confié à un ancien ministre géorgien de la santé et du travail, Sandro Kvitachvili. Plus tard, l'ancien président géorgien en disgrâce, Mikheil Saakashvili, a été appelé à prendre en charge le port d'Odessa, en difficulté. Et le vice-président Joe Biden a été directement impliqué dans le remaniement du cabinet de Kiev, puisque son fils, Hunter Biden, s'est vu accorder un poste rentable au sein de la société gazière ukrainienne Barisma.

L'orientation résolument anti-russe de ce changement de régime a suscité une résistance dans les régions du sud-est du pays, largement habitées par des Russes ethniques. Des manifestants ont été brûlés vifs à Odessa, les provinces de Lougansk et de Donetsk ont demandé à faire sécession et un référendum a rendu la Crimée à la Russie. Le retour pacifique de la Crimée était évidemment vital pour préserver la principale base navale russe de Sébastopol de la menace d'une prise de contrôle par l'OTAN. Et comme la population de Crimée n'a jamais approuvé le transfert de la péninsule à l'Ukraine par Khrouchtchev en 1954, le retour s'est fait par un vote démocratique, sans effusion de sang. Le contraste est frappant avec le détachement de la province du Kosovo de la Serbie, accompli en 1999 par des semaines de bombardements de l'OTAN.

Mais pour les États-Unis et la plupart des pays occidentaux, ce qui était une action humanitaire au Kosovo était une agression impardonnable en Crimée.

La porte dérobée du bureau ovale vers l'OTAN

La Russie ne cesse d'avertir que l'élargissement de l'OTAN ne doit pas englober l'Ukraine. Les dirigeants occidentaux hésitaient entre affirmer le « droit » de l'Ukraine à rejoindre l'alliance de son choix et dire que cela ne se ferait pas tout de suite. Il était toujours possible que l'adhésion de l'Ukraine se heurte au veto d'un membre de l'OTAN, peut-être la France ou même l'Allemagne.

Mais entre-temps, le 1er septembre 2021, l'Ukraine a été adoptée par la Maison Blanche comme le chouchou géostratégique spécial de Washington. L'adhésion à l'OTAN a été réduite à une formalité ultérieure. Une déclaration conjointe sur le partenariat stratégique entre les États-Unis et l'Ukraine, publiée par la Maison Blanche, annonçait que « le succès de l'Ukraine est au cœur de la lutte mondiale entre la démocratie et l'autocratie » – l'actuel dualisme idéologique auto-justifié de Washington, qui remplace la confrontation entre le monde libre et le communisme. Il a poursuivi en énonçant un casus belli permanent contre la Russie :

Au XXIe siècle, les nations ne peuvent être autorisées à redessiner les frontières par la force. La Russie a violé cette règle de base en Ukraine. Les États souverains ont le droit de prendre leurs propres décisions et de choisir leurs propres alliances. Les États-Unis sont aux côtés de l'Ukraine et continueront à œuvrer pour que la Russie soit tenue responsable de son agression. Le soutien de l'Amérique à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine est inébranlable.

La déclaration a également clairement décrit la guerre dans le Donbass comme une « agression russe ». Et elle a fait cette affirmation sans compromis : » Les États-Unis ne reconnaissent pas et ne reconnaîtront jamais la prétendue annexion de la Crimée par la Russie… « . (c'est moi qui souligne). Suivent des promesses de renforcement des capacités militaires de l'Ukraine, clairement en vue de la récupération du Donbass et de la Crimée.

Depuis 2014, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont subrepticement transformé l'Ukraine en un auxiliaire de l'OTAN, psychologiquement et militairement tourné contre la Russie. Quelle que soit la façon dont cela nous apparaît, pour les dirigeants russes, cela ressemblait de plus en plus à rien d'autre qu'à une préparation d'un assaut militaire total contre la Russie, l'opération Barbarossa une fois de plus. Beaucoup d'entre nous qui ont essayé de « comprendre Poutine » n'ont pas réussi à prévoir l'invasion russe pour la simple raison que nous ne pensions pas qu'elle était dans l'intérêt de la Russie. Nous ne le pensons toujours pas. Mais eux ont vu le conflit comme inévitable et ont choisi le moment.

Des échos ambigus

Poutine a justifié l' »opération » russe de février 2022 en Ukraine comme étant nécessaire pour mettre fin au génocide à Lougansk et Donetsk. Cette justification fait écho à la doctrine R2P (responsabilité de protéger) promue par les États-Unis, et notamment au bombardement de la Yougoslavie par les États-Unis et l'OTAN, prétendument pour empêcher le « génocide » au Kosovo. En réalité, la situation, tant juridique que surtout humaine, est bien plus grave dans le Donbass qu'elle ne l'a jamais été au Kosovo. Pourtant, en Occident, toute tentative de comparaison entre le Donbass et le Kosovo est dénoncée comme une « fausse équivalence » ou du « what-about-ism ».

Mais la guerre du Kosovo est bien plus qu'une analogie avec l'invasion russe du Donbass : c'est une cause.

Avant tout, la guerre du Kosovo a montré clairement que l'OTAN n'était plus une alliance défensive. Elle était plutôt devenue une force offensive, sous le commandement des États-Unis, qui pouvait s'autoriser à bombarder, envahir ou détruire tout pays de son choix. Le prétexte pouvait toujours être inventé : un danger de génocide, une violation des droits de l'homme, un dirigeant menaçant de « tuer son propre peuple ». N'importe quel mensonge dramatique faisait l'affaire. Avec l'OTAN qui étend ses tentacules, personne n'est à l'abri. La Libye a fourni un deuxième exemple.

On aurait pu s'attendre à ce que l'objectif de « dénazification » annoncé par Poutine fasse tilt à l'Ouest. Mais cela illustre plutôt le fait que le terme « nazi » n'a pas la même signification à l'Est et à l'Ouest. Dans les pays occidentaux, en Allemagne ou aux États-Unis, « nazi » signifie

avant tout antisémite. Le racisme nazi s'applique aux Juifs, aux Roms, peut-être aux homosexuels.

Mais pour les nazis ukrainiens, le racisme s'applique aux Russes. Le racisme du bataillon Azov, incorporé aux forces de sécurité ukrainiennes, armé et entraîné par les Américains et les Britanniques, fait écho à celui des nazis : les Russes sont un peuple métis, en partie « asiatique » du fait de la conquête mongole médiévale, alors que les Ukrainiens sont de purs Européens blancs. Certains de ces fanatiques proclament que leur mission est de détruire la Russie. En Afghanistan et ailleurs, les États-Unis ont soutenu des fanatiques islamiques, au Kosovo ils ont soutenu des gangsters. Qui se soucie de ce qu'ils pensent s'ils combattent à nos côtés contre les Slaves ?

Des objectifs de guerre contradictoires

Pour les dirigeants russes, leur « opération » militaire a pour but d'empêcher l'invasion occidentale qu'ils craignent. Ils veulent toujours négocier la neutralité ukrainienne. Pour les Américains, dont le stratège Zbigniew Brzezinski se vantait d'avoir attiré les Russes dans le piège de l'Afghanistan (leur donner « leur Vietnam »), c'est une victoire psychologique dans leur guerre sans fin. Le monde occidental est uni comme jamais auparavant dans la haine de Poutine. La propagande et la censure dépassent même les niveaux de la guerre mondiale. Les Russes souhaitent sûrement que cette « opération » se termine rapidement, car elle leur coûte cher à bien des égards. Les Américains ont rejeté tout effort pour l'empêcher, ont tout fait pour la provoquer et tireront tous les avantages qu'ils peuvent de sa poursuite.

Le 16 mars, Volodymyr Zelensky a imploré le Congrès américain d'accorder à l'Ukraine une aide militaire supplémentaire. Cette aide permettra de poursuivre la guerre. Anthony Blinken a déclaré à NPR que les États-Unis répondent en « refusant à la Russie la technologie dont elle a besoin pour moderniser son pays, pour moderniser les industries clés : la défense et l'aérospatiale, son secteur de haute technologie, l'exploration énergétique. »

Le but de guerre américain n'est pas d'épargner l'Ukraine, mais de ruiner la Russie. Cela prendra du temps.

Le danger est que les Russes ne soient pas capables de mettre fin à cette guerre, et que les Américains fassent tout ce qu'ils peuvent pour la faire durer.

Haut de page

Le 28 mars 2022

(J'avais oublié les liens vers la physique quantique, ajoutés plus tard dans la journée, sorry.)

On a le moral remonté à bloc, et vous ?

Si vous observez bien ce qui se passe dans le monde, donc au-delà du minuscule hexagone qu'est la France, le mur de la réaction est en train de se fissurer un peu partout, pour autant on n'est pas près de l'abattre, mais il y a cependant des signes avant-coureurs qui ne trompent. Tous les peuples sont en colère, et un partout sur tous les continents elle prend de l'ampleur ou elle finit par toucher toutes les couches de la société, car personne n'est épargné par sa dégénérescence accélérée depuis deux ans.

Il ne leur reste plus qu'à se doter d'une représentation politique à l'échelle nationale et internationale pour l'exprimer et leur fixer des objectifs politiques, pour qu'ils s'élancent à l'assaut du vieux monde ou fassent table rase du passé, c'est évidemment l'objectif le plus difficile à concevoir et à atteindre et la tâche la plus colossale à réaliser.

C'est uniquement à cela que nous travaillons jour et nuit ici.

Si vous êtes atteint de pessimisme, que vous ne croyez plus en rien ni personne, si vous êtes déprimé ou démoralisé, découragé, dégoûté, bref, si vous ne voyez pas comment on pourrait sortir de ce merdier en apparence inextricable, c'est que vous manquez d'imagination, vous êtes bloqué quelque part. Vous vous êtes sans doute laissé enfermer dans un système qui était condamné ou n'offrait aucune issue, vous ne parvenez pas à briser cette camisole de force, cette chape de plomb qui vous écrase et qui va finir par vous broyer si vous ne trouvez pas le moyen d'insuffler un peu d'air nouveau dans vos neurones au bord de l'asphyxie.

Tenez, regardez ou écoutez ces conférences sur la physique quantique, histoire de vous changer les idées ou de vous aérer un peu l'esprit, cela devrait vous aider à découvrir qu'il existe un moyen de sortir de ce système voué à la destruction...

- Julien Bobroff: Histoire de la physique quantique

- Julien Bobroff: À la recherche des matières quantiques

- Julien Bobroff: Voir la quantique ?

- Julien Bobroff: La physique quantique autrement

Quel délire ! La science stérilisée.

LVOG - Il y en a qui ont fait des études supérieures pour en arriver là, on croit rêver. Et dire que c'est nous qui payons grassement tous ces parasites totalement inutiles à la société. Il y a quoi à défendre là-dedans, que dal !

Faut-il se déchausser à la maison? La science a déjà une idée sur la question - francesoir.fr 27 mars 2022

Selon Mark Patrick Taylor scientifique environnemental et Gabriel Filippelli professeur à l'université d'Indiana.

Les scientifiques sont unanimes : il serait préférable de ne pas circuler dans la maison avec les chaussures utilisées pour sortir, car elles seraient responsables de l'introduction des contaminants retrouvés dans nos intérieurs.

Selon les scientifiques, enlever ses chaussures pourrait donc aider à se protéger d'agents pathogènes potentiellement dangereux à la maison. Pour une meilleure prévention, il faut privilégier la « chaussure d'intérieur », jamais portée à l'extérieur, mais aussi préférer passer la serpillère aux méthodes de nettoyage à sec (comme le balai). Pour éviter trop de stérilité, qui ne laisse pas bien se développer le système immunitaire, il suffirait de sortir se promener dehors régulièrement et ainsi profiter du grand air, tout en laissant les pathogènes à l'extérieur. francesoir.fr 27 mars 2022

LVOG - L'Inde où j'habite figure sans doute parmi les pays les plus dégueulasses de la planète, mais au moins on enlève ses chaussures avant de pénétrer dans une habitation, sauf peut-être chez les très riches, je n'ai pas été vérifié.

Ce n'est pas que les Français seraient particulièrement dégueulasses, ils sont inconscients de leurs actes, cela, tout le monde a eu l'occasion de le constater depuis deux ans.

Ils ne s'avouent pas vaincus pour autant, loin de là.

Dormez tranquilles : Davos va « externaliser » votre libre arbitre - reseauinternational.net 27 mars 2022

Un rapport du Forum de Davos daté du 15 février 2022 annonce que notre liberté de décider de l'utilisation de nos données personnelles (le « pétrole brut de l'économie moderne » selon Boris Johnson) sera avant peu confiée à un « tiers de confiance qui prendra des décisions en notre nom ».

Aujourd'hui, il revient à chacun de nous de (théoriquement) décider de l'utilisation de ses données personnelles (par exemple les partager… ou ne pas les partager). À l'avenir, nous serons tous légalement dépossédés de ce choix. Nos bons maîtres ont prévu que, pour notre bien évidemment, il fallait mettre en place un système digital qui permettra de remplacer notre libre arbitre par une intelligence artificielle. La chose est actée et déjà prête à être appliquée.

Le rapport dont nous parlons a été pondu par un « groupe de travail sur les intermédiaires de données du Forum économique mondial ».

Advancing Digital Agency: The Power of Data Intermediaries - weforum.org 15 February 2022

- Cliquez ici

- Cette causerie au format pdf (26 pages)

INTRODUCTION

Défense du marxisme.

- De tout le fatras qui te tombe sous les yeux dans les journaux sur les événements intérieurs de Paris, tu ne dois pas croire un mot. Tout est mensonger. Jamais la bassesse du journalisme bourgeois ne s'est mise plus brillamment en évidence. (Lettre de Karl Marx à Wilhelm Liebknecht, 6 avril 1871)

Pour mieux comprendre notre position.

Engels : penseur de la guerre, penseur de la révolution par Gilbert Achcar - contretemps.eu 28 novembre 2020

Dans ce texte, Gilbert Achcar rappelle l'intérêt qu'accordait Engels aux questions proprement militaires et montre que, si l'on ne saurait chercher – et a fortiori trouver – chez Engels une doctrine militaire valable de tout temps (ce qui serait à l'opposé de sa démarche et de celle de Marx), la lecture de ses écrits militaires peut fournir une méthode pour aborder ces « problèmes cruciaux pour le mouvement ouvrier que sont l'attitude face aux guerres non révolutionnaires, l'articulation entre guerre et révolution et la possibilité d'une stratégie de la révolution qui ne dépende pas de la guerre ». contretemps.eu 28 novembre 2020

Pour lire ce texte :

- Cliquez ici

En complément.

Seconde adresse du Conseil Général sur la guerre franco-allemande - Association Internationale des Travailleurs - 9 septembre 1870

- Cliquez ici

C'était inespéré !

- Le nouvel ordre mondial ou le Great Reset en train de voler en éclat, quelle aubaine, pour un peu on bénirait Poutine de nous avoir fait ce cadeau ! Du coup, ceux qui le maudissent sont de sacrés cons, dont Gluckstein. A moins qu'il faille remercier Biden, quoiqu'il ne soit pas le maître de cérémonie, cet honneur revient à Poutine, désolé.

On va m'accuser injustement de poutinolâtrie, je m'en tape totalement et pour cause.

En juillet 1917, quand le général Lavr Kornilov tenta un coup d'État militaire pour renverser le gouvernement de Kerensky, Kerensky libéra les militants bolcheviks emprisonnés et il demanda aux bolcheviks de le soutenir, il leur fournira des armes pour l'occasion. Lénine et le parti bolchevik répondirent présents à son appel, ainsi le coup d'Etat échoua, s'il avait réussi, il aurait pu sonner le glas de la révolution, donc il n'y avait pas une hésitation à avoir, Lénine prit une bonne décision.

Ah le sale traître, le voilà qui soutient un gouvernement bourgeois, quel réactionnaire ce Lénine ! Ca c'est la réaction qu'aurait pu avoir ceux qui n'avaient rien compris à la situation en Russie en juillet 1917 et à la stratégie révolutionnaire de Lénine, car c'est ce mois-là si ma mémoire est bonne, que les bolcheviks allaient devenir majoritaires au soviet de Pétrograd, puis à peine trois mois plus tard les bolcheviks renverseront Kerenski. Vive Lénine !

Vive Lénine auraient hurlé en choeur les mêmes qui avaient aboyé dessus trois mois plus tôt.

Comme quoi il ne faut pas écouter les ignares ou les gens malintentionnés qui cherchent à vous embrouiller. A défaut d'un Lénine malheureusement, demandez aux travailleurs russes s'ils préfèreraient avoir Poutine comme président ou plutôt un Bush.

En France, il y en a qui préfèrent avoir Macron comme président plutôt que Mélenchon, parce que c'est un renégat du socialisme, un traître, etc. c'est vrai, et alors ? Quand ai-je affirmé qu'on voulait porter au pouvoir un véritable socialiste, jamais, vous en êtes tous témoins. C'est leur droit, mais qu'ils l'assument entièrement, c'est tout ce qu'on exige d'eux, qu'ils laissent tomber la muselière qui leur va si bien pour masquer leur opportunisme nauséabond.

Quand ils appelèrent à voter Mitterrand en 81, ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir à son sujet. Ils justifièrent leur position en prétendant que l'élection de Mitterrand et une majorité de députés PS et PCF à l'Assemblée nationale allait ouvrir la voie à une crise politique qui se transformerait en crise révolutionnaire... Rien de tout cela n'advint, c'était une pure invention de leur part, parce qu'ils étaient plus social-démocrates que trotskystes ou révolutionnaires, et depuis ils n'ont pas changé, qu'ils appellent (POI) ou qu'ils n'appellent pas (POID) à voter Mélenchon. Moi j'appelle uniquement à chasser Macron, et si j'estime qu'on peut voter Mélenchon sans se compromettre, c'est parce qu'il est le seul candidat issu du mouvement ouvrier en bonne position pour atteindre cet objectif, sans en attendre davantage.

Beethoven le républicain révolutionnaire soutint Bonaparte, tant qu'il croyait qu'il incarnait la république, mais lorsqu'il s'aperçut qu'il se comportait plutôt en impérialiste, il entra dans une rage folle dit-on, il devint parmi ses pires ennemis, et il décida de ne plus lui dédier une de ses symphonies. Vive Beethoven !

Dans la correspondance entre Engels et Marx en 1870.

LVOG - A propos de la guerre de la France à la Prusse et l'Allemagne. Chaque fois que Marx et Engels abordaient une guerre, ils prenaient soin de distinguer les guerres défensives des guerres offensives, et ils prenaient toujours position en faveur des agressés contre les agresseurs.

En 2022 dans le conflit actuel, c'est l'Ukraine et l'OTAN qui tiennent le rôle des agresseurs, Poutine a patienté pendant 8 ans avant d'y répondre militairement pour faire cesser cette guerre offensive contre la Russie qui avait pour objectifs sa destruction, ce qui a été confirmé par les récentes déclarations de Biden et d'autres acteurs politiques américains, britanniques, français ou allemands.

Pour transposer la situation à notre époque, vous remplacez la France par l'Ukraine et l'OTAN, et la Prusse et l'Allemagne par la Russie.

Source : https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/commune/kmfecom02.htm

- Kugelmann confond une guerre défensive avec des opérations militaires défensives. Ainsi donc, si un individu m'attaque dans la rue, j'ai juste le droit de parer ses coups, et non de le terrasser, parce que je me transformerais alors en agresseur ! Le manque de dialectique se lit dans chaque mot que prononcent ces gens.

- La guerre a un caractère défensif du côté allemand.

- Certes, nous sommes de plus en plus blâmables de faire la guerre sous les ordres de Guillaume. Cependant, il est utile qu'il se rende aussi complètement ridicule avec sa mission divine et son policier Stieber, sans lequel l'unité allemande ne verrait pas la lumière.

- Je mise chaque jour davantage sur les chances militaires des Allemands. Nous avons vraiment remporté le premier engagement sérieux.

- L'Empire, c'est-à-dire l'Empire allemand, est réalisé. D'une façon ou d'une autre, ni par la voie que nous avions voulue, ni de la manière que

nous avions imaginée.

- C'est un grand malheur qu'il y ait si peu de gens à Paris qui aient le courage et la volonté de considérer, dans la situation actuelle, les choses telles qu'elles sont réellement.

- Venons-en maintenant aux considérations secondaires: si cette guerre est dirigée par Lehmann, Bismarck et Cie, et sert, pour le moment du moins, leur gloire; s'ils parviennent à la gagner, nous le devons à cette lamentable bourgeoisie allemande. Certes, c'est écœurant, mais il n'y a rien à y changer. Dans ces conditions, il serait absurde, pour cette seule raison, de faire de l'anti-bismarckisme le principe directeur unique de notre politique.

- J'estime que nos gens peuvent :

- se joindre au mouvement national dans la mesure où il se limite à la défense de l'Allemagne et tant qu'il s'y tient (ce qui n'exclut pas, au demeurant, l'offensive jusqu'à la paix). [27]. Dans sa lettre, Kugelmann a montré combien ce mouvement national est puissant.

- souligner la différence entre les intérêts nationaux de l'Allemagne et les intérêts dynastiques et prussiens.

- s'opposer à toute annexion de l'Alsace-Lorraine (Bismarck laisse percer maintenant son intention de la rattacher au pays de Bade et à la Bavière).

- agir en faveur d'une paix honorable, dès l'instauration à Paris d'un gouvernement républicain, non chauvin.

- mettre sans cesse en évidence l'unité d'intérêts des ouvriers allemands et français, qui n'ont pas approuvé la guerre, et ne se font pas la guerre.

- la Russie, comme il en est question dans l'Adresse internationale [28]. Wilhelm [Liebknecht] est amusant lorsqu'il déclare que la véritable position, c'est de rester neutre, parce que Bismarck a été dans le temps le compère de Badinguet. Si telle était l'opinion générale en Allemagne, nous en serions de nouveau à la Confédération rhénane, [29] et notre noble Wilhelm serait étonné de voir quel rôle il pourrait y jouer, et ce qui resterait du mouvement ouvrier. L'idéal pour faire la révolution sociale, ce serait alors un peuple qui ne reçoit que des coups de pied et des coups de bâton et se trouve coincé dans la série de ces petits États chers à Wilhelm !

Plus con tu meurs !

- Fabien Roussel (PCF) dans Président.e 2022 : "*Poutine est un dictateur, un homme dangereux, mais il est très important de ne pas être dans un climat antirusse*"

- Fabien Roussel: "*La gauche va gagner, elle va revenir au pouvoir, la seule question c'est 'Quand ?*"' - BFMTV 27 mars 2022

Renaissance du IIIe Reich.

LVOG - Ce n'est pas pour rien que l'Allemagne soutient un régime ouvertement néonazi en Ukraine et cela ne date pas d'hier...

Conflit en Ukraine : des Länder allemands comptent interdire l'emploi du symbole «Z» - RT 26 mars 2022

Les gens qui «expriment publiquement leur approbation de la guerre d'agression du président russe Poutine contre l'Ukraine en utilisant ce symbole "Z" doivent s'attendre à des conséquences pénales», a déclaré le ministre de l'Intérieur du Land Basse-Saxe, Boris Pistorius, dans un communiqué le 26 mars, en référence à l'opération militaire russe lancée le 24 février.

Les personnes arborant un «Z» en public «doivent savoir qu'ils peuvent être poursuivis pour avoir toléré des crimes», selon le ministre de la Justice du Land de Bavière, Georg Eisenreich, dans un message transmis à l'AFP. La Bavière (sud) et la Basse-Saxe (nord) sont les deux plus grands Etats régionaux (Länder) de l'Allemagne, en superficie. Depuis le début de l'opération russe en Ukraine, un «Z» blanc est apparu sur des chars et des uniformes russes. Le code pénal allemand punit de peines allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement et d'une amende pécuniaire quiconque manifeste une approbation publique de guerres d'agression, susceptible de troubler l'ordre public. RT 26 mars 2022

LVOG - Ce qui n'a pas empêché l'Allemagne de participer aux guerres d'agression initiées par les Américains depuis 2001. Du coup, le régime allemand tient plus du totalitarisme que de ce qu'on appelle l'Etat de droit où l'Etat est tenu de respecter les lois qu'il a lui-même promulguées, ce qui n'est visiblement pas le cas.

En revanche, les enfants que vous puissiez mieux vous familiariser avec le nazisme.

- L'Allemagne lève l'interdiction de symboles nazis dans les jeux vidéo - lemonde.fr 09 août 2018

Une précision à propos de Marioupol.

Selon des témoignages d'habitants 1 habitation sur 10 aurait été brûlée ou détruire par les néonazis, tout du moins dans le quartier où ces habitants s'étaient réfugiés.

La bataille de Marioupol touche à sa fin et les témoignages de civils sur les crimes d'Azov se multiplient - donbass-insider.com 25 mars 2022

- Cliquez ici

Un champ de ruine, voilà ce qu'il reste de Marioupol. Selon la mairie, 80% des infrastructures de la ville ont été détruites par les forces russes. - BFMTV 27 mars 2022

- Cliquez ici

LVOG - Selon la mairie, or j'ai trouvé un autre article de BFMTV daté du 18 mars 2022 où il avait fait la même déclaration

- Cliquez ici

D'autres médias plus mesurés précisaient que 80% des infrastructures de la ville avaient été détruites ou endommagées, ce qui n'est plus tout à fait la même chose. Ce que j'ai constaté en croisant les infos fournies, c'est que le front de mer avait été quasiment rasé, ce sont les images qu'on nous montre en boucle, alors que la ville fait 24 390 hectares ou 243,9 km2.

L'armée russe a bombardé tous les bâtiments ou lieux où s'étaient réfugiés les néonazis et qui leur servaient de camps retranchés ou pour bombarder les positions russes, donc une fois que la population civile avait été évacuée. Sinon quand elle tombait sur des nids de snipers, soit elle les liquidait un par un en tirant sur les bâtiments, soit elle les détruisait, d'où forcément d'énormes destructions, bref, c'est la guerre et quand on veut la gagner, on s'en donne les moyens, voilà tout.

Ceux qui se servent de ces images, jouent avec les émotions de ceux qui les regardent sachant qu'elles vont les effrayer si on ne leur explique pas le contexte et les enjeux de cette guerre, c'est sordide et dégueulasse, qui plus est, ils osent prétendre défendre des valeurs humanistes rivalisant d'ignominie avec les va-t-en-guerre qui se permettent de nous faire la morale.

Quand on a un parti pris pour l'OTAN, on omet toutes ces précisions, on se moque que l'armée ukrainienne et ses bandes néonazis massacrent la population civile ou s'en servent comme bouclier humain, contrairement à l'armée russe ou de la République du Donbass qui s'abstiennent de la bombarder ou au contraire la protègent.

La guerre est la pire des souffrances avec la famine qui puisse être infligée à des peuples qui n'aspiraient qu'à vivre en paix, qu'on devrait éviter à tout prix, mais malheureusement les peuples n'ont pas le pouvoir d'en décider sous des régimes antidémocratiques ou despotiques, d'où notre combat politique pour leur en donner le pouvoir.

Un oligarque nous livre ses états d'âme.

Le PDG de BlackRock, Larry Fink, annonce la fin de la mondialisation - lemediaen442.fr 26 mars 2022

Larry Fink, PDG de BlackRock, explique comment cette guerre économique perturbe les chaînes d'approvisionnement, l'inflation et la mondialisation.

Répondant aux questions de Samara Epstein Cohen, Larry Fink analysait la particularité du conflit qui se déroule actuellement en Ukraine et qui a des répercussions sur l'économie mondiale. Selon le PDG de BlackRock, la mondialisation est terminée, elle est en panne.

« Au cours des trente dernières années, les entreprises du monde entier se sont développées géopolitiquement et dans différentes zones géographiques. Nous avons construit toute cette fondation de la mondialisation. Nous avons bâti ces marchés de capitaux mondiaux. Mais la fondation, de la façon dont nous avons construit le modèle mondial, est maintenant terminée. Il est en panne. Maintenant, nous essayons de réévaluer pour comprendre ce que cela signifie pour l'avenir. Et nous n'avons pas encore assez de réponses parce que nous ne connaissons pas le résultat. Comment pouvons-nous avancer en tant qu'entreprises, en tant que pays ? J'ai été au téléphone avec de nombreux PDG aujourd'hui et hier et tous les jours depuis l'invasion, et j'entends de la peur à l'inquiétude, mais le plus inquiétant est cette incertitude. Qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'est-ce que cela signifie pour la mondialisation ? »

Selon le milliardaire de BlackRock, la démondialisation est en marche à la suite de la montée du nationalisme et des tensions géopolitiques. Les chaînes d'approvisionnement vont se déplacer là où se trouve la demande. « Je pense qu'en regardant maintenant les dépendances de la Russie, en se concentrant sur les dépendances d'autres parties du monde, que ce soit en Chine ou ailleurs, je pense qu'il y a une autre réévaluation des chaînes d'approvisionnement. Et cela signifie-t-il une démondialisation ? C'est probablement le cas. Et donc, en raison de la montée du nationalisme, des tensions géopolitiques et de la nécessité d'avoir de meilleures chaînes d'approvisionnement, cela signifie que tout le monde les rapproche de là où se trouve la demande. Et c'est un grand renversement dans la façon dont les entreprises ont construit leurs plateformes et leurs entreprises. Et donc beaucoup de cela est réévalué. Et cela signifie à la marge moins de mondialisation. »

Conscient et partie prenante dans cette guerre économique, Larry Fink rappelle aux chefs d'entreprise que l'accès aux marchés financiers mondiaux est un privilège et non un droit. Les sanctions contre la Russie vont dans ce sens : « Ce que vous voyez, c'est que la réponse économique est immédiate et rapide. Et je pense que ça va avoir beaucoup d'impact. Je pense que c'est un rappel pour chaque pays, comme c'est un rappel pour chaque entreprise, l'accès au capital est un privilège, pas un droit. »

Une réponse qui est semblable aux propos du young leader Emmanuel Macron concernant le devoir qui passe avant le droit. Le pouvoir profond tente d'appliquer à la Russie la même stratégie qu'elle a appliquée à chaque citoyen du monde pendant le Covid, ce qui donne concrètement une vaccination contre la liberté. Se soumettre au pouvoir profond pour avoir des droits. Le Kremlin sera donc privé de

McDonald, Puma, Netflix, Disney, Nike, Google, Starbucks… sauf que sur un peuple qui à 95 % est croyant orthodoxe, ne pas porter des Nike le dimanche à l'église est de peu d'effet.

Larry Fink annonce donc la fin de cette forme de mondialisation, mais garde l'espoir en un gouvernement mondial avec une mondialisation des devoirs, restrictive, très orwellienne. Joe Biden l'avait annoncé face à General Motors, Apple, Amazon, JP Morgan… lemediaen442.fr 26 mars 2022

LVOG - La réflexion que cet article m'a inspirée, plus particulièrement la manière dont ce média a interprété la déclaration de Larry Fink. J'avais pensé leur envoyer, puis je me suis ravisé au regard de la ligne éditoriale de ce média.

- Larry Fink et ses semblables sont inquiets et il y a de quoi, sauf qu'il ne vous a pas dit pourquoi, vous voilà bien avancés, et vous ne serez pas en mesure de le découvrir, parce que vous êtes aveuglés par votre idéologie antisocialiste qui vous conduit à ne voir qu'un aspect de la réalité, celui qui permet de justifier à vos yeux le maintien du régime économique existant, ainsi vous ne pourrez que passer à côté de ce qui le menace.

Si cela peut vous consoler, rassurez-vous, vous ne serez pas les seuls dans ce cas-là, la quasi-totalité de ceux qui se prétendent géopoliticiens, politologues, analystes financiers, experts en économie et j'en passe, qui officient sur les plateaux de télévision ou dans une multitude de blogs vont se livrer à des spéculations et autres prophéties hors sol, complètement déconnectées de la réalité ou qui n'auront ni queue ni tête, incompréhensibles, y compris pour eux-mêmes, car je ne serais pas surpris qu'ils en viennent à l'avouer parce qu'ils en ont conscience et ils ne craignent pas le ridicule.

Je m'en amuse à l'avance, car cela va être un régal de les entendre ou de lire leur prose dithyrambique, où ils vont étaler leur crasse ignorance. Ce sera un jeu d'enfant de démonter l'inanité de leurs démonstrations qui seront sans cesse contredites par les faits ou la réalité, qu'ils chercheront à tout prix à camoufler, en vain, puisque la crise sociale va prendre des proportions si gigantesques ou incontrôlables dans un grand nombre de pays, de sorte que plus personne ne pourra plus ignorer ce qui se passe réellement.

Ne comptez pas sur moi pour vous aider...

Je me suis arrêté là, en me disant que parmi les idéologues de l'oligarchie, il y en aura qui lâcheront le morceau ou qui expliqueront quelles seront les conséquences de cette partition de l'économie mondiale, bien qu'elle figure encore à l'état de gestation ou sans qu'on puisse affirmer à l'heure qu'il est, si elle va réellement se réaliser, comment et dans quelle proportion. Toujours est-il, en admettant que ce soit le cas, elle aurait pour conséquence d'accroitre la subordination des Etats les plus faibles aux plus puissants, d'amplifier l'exploitation et le pillage dont ils font déjà l'objet, semant un chaos social qui se traduirait par des révoltes ou des émeutes, de sorte qu'ils seraient contraints de participer à leur développement économique pour les contenir, ce qui contribuerait à rogner le profit qu'ils en escomptaient pour contrebalancer leur impossibilité d'accroitre le taux d'exploitation dans leur propre pays ou d'enrayer la chute du taux de profit qui caractérise la crise du capitalisme ou qui mine son existence à terme. A moins qu'ils leur déclarent la guerre ou ils mettent en place dans ces pays des chefs d'Etat qui leur soient totalement dévoués, ce qui ne changerait pas les données du problème ou compromettrait les chances de ces chefs d'Etat de se maintenir au pouvoir face à des masses déchaînées qui exigeraient de pouvoir vivre décemment.

Jusqu'à présent pour freiner cette tendance du taux de profit, ils comptaient sur le marché mondial en profitant de la division internationale du travail, mais dès lors qu'une grande partie ou la majorité leur échapperait, aussi bien pour produire des richesses ou de la plus-value, que pour écouler une partie de leurs marchandises, il leur faudrait s'attaquer brutalement ou davantage encore aux acquis sociaux de leur classe ouvrière et des classes moyennes, ce qui comporterait assurément un risque ou une menace politique, puisque cela alimenterait la lutte de classe des masses, qui acculées pourraient être tentées de trouver la voie qui mène à la révolution socialiste...

Jusqu'à présent les entreprises du CAC 40, dont une grande partie de la production a été délocalisée en Asie ou ailleurs, réalisaient la majeure partie de leurs profits hors de France ou dans le reste du monde, mais dès lors que ce scénario deviendrait caduc, il leur faudrait : Soit délocaliser leur production et leurs capitaux dans d'autres régions du monde, avec les conséquences et les risques qu'on a évoquées précédemment, soit relocaliser leur production en France, mais cela semble impossible puisque les coûts de production seraient si importants qu'ils réduiraient à néant ou presque les profits qu'ils pourraient en attendre ou ils seraient obligés d'augmenter le prix de vente de leurs marchandises sans être assuré qu'ils trouveraient des acquéreurs, surtout si simultanément ils n'augmenteraient pas les salaires ou pire, s'ils stagnaient ou diminuaient en valeur absolue. Donc en conclusion, on ne voit pas comment ils pourraient s'en sortir, d'autant plus que tous les pays chez lesquels ils pourraient écouler une partie de leur production adopteraient le même scénario.

Voilà pourquoi Larry Fink et tous les capitalistes ont du mouron à se faire.

Ils croyaient s'être débarrassés de la lutte des classes ou ils affirmaient triomphalement qu'ils étaient en train de la gagner, et patatras, la voilà qui va rejaillir de plus belle et devenir le facteur déterminant de la période qui vient de débuter. On devrait donc assister à court terme à une accélération et une généralisation de la lutte de classe des masses sur tous les continents ou à l'échelle mondiale. Cette division ou partition de l'économie mondiale sera son cercueil, par là où le capitalisme va périr emporté par un soulèvement général des exploités et des opprimés, y compris en Russie et en Chine, sans être inconsidérément optimiste, cela semble logique ou inéluctable à terme, ce que ne peuvent pas imaginer tous ceux qui vouent un culte au capitalisme.

Comme quoi il ne faut jamais désespérer !

Totalitarisme ou la tyrannie permanente. Restreindre la liberté de déplacement à tous prix...

Pollution à Paris: circulation différenciée samedi - francesoir.fr 25 mars 2022

Le préfet de police de Paris Didier Lallement a annoncé vendredi la mise en place samedi de la circulation différenciée en raison d'un épisode de pollution aux particules en Ile-de-France.

C'est la première fois depuis un an que la circulation différenciée est activée pour cause de pollution. Seuls les véhicules munis d'une vignette Crit'Air 0, 1 et 2 auront le droit de circuler samedi de 05H30 à minuit dans Paris, la petite et la moyenne banlieue (à l'intérieur du périmètre délimité par l'A86) et ce jusqu'à la fin de l'épisode de pollution.

"Les autres véhicules ne pourront pas circuler", a ajouté la préfecture de police (PP) dans un communiqué.

Outre cette circulation différenciée, des réductions de la vitesse maximale autorisée sont instaurées: 110 km/h sur les autoroutes normalement limitées à 130km/h; 90 km/h sur les portions d'autoroutes ou de voies rapides normalement limitées à 110 km/h et 70 km/h sur les portions d'autoroutes et de voies rapides limitées normalement à 90km/h ainsi que sur les nationales et les départementales normalement limitées à 80 km/h ou 90km/h.

Il est par ailleurs interdit d'utiliser un chauffage individuel au bois d'appoint ou d'agrément.

...et instaurer un système policier de surveillance permanente de la population.

FranceSoir - Le membre du Parti démocrate s'est enthousiasmé d'avoir conclu avec la Commission européenne et les Etats-Unis un accord « de principe » sur le transfert des données personnelles. La question porte sur des lois américaines relative à la surveillance, qui permettent aux services de renseignement d'accéder aux données personnelles avec peu de contrôle et sans possibilité de réajustement. « Nous avons réussi à trouver un équilibre entre la sécurité et le droit à la vie privée et à la protection des données », a déclaré la présidente de la Commission, Mme von der Leyen. Joe Biden a, lui, salué « une autre décision majeure qui consiste en un flux transatlantique de data. » FranceSoir 25 mars 2022

Alors qui visent-ils ? Tous les peuples !

LVOG - Prenez par exemple l'huile de tournesol, 4 euros le litre à La Réunion, en Inde où j'habite, entre janvier 2020 et mars 2022, il est passé de moins de 100 roupies à 170 roupies dans un seul point de vente au marché central de Pondichéry, partout ailleurs le prix avoisine ou dépasse 200 roupies, une fortune pour la plupart des Indiens. Cependant en Ukraine et en Russie, qui représentent 70% de la production mondiale, les semis n'ont pas encore commencé ou ils vont commencer prochainement, donc l'huile qui figure dans les différents points de vente dans le monde a été conditionnée après la dernière récolte, donc au moins 5 mois avant la crise actuelle, ce qui signifie qu'à part la spéculation pour empocher d'énormes profits rien ne justifie cette hausse.

Nous sommes donc victimes des prédateurs qui contrôlent le marché et fixent les prix des matières premières, les oligarques qui nous ont déclaré la guerre. Ils ont donc tout intérêt à ce que la guerre en Ukraine dure le plus longtemps possible de manière à perturber la production et créer des pénuries qui justifieront la hausse des prix de toutes les marchandise et leur permettra de s'enrichir une fois de plus dans des proportions colossales sur le dos de tous les peuples et particulièrement les plus pauvres puisque ce sont les plus nombreux dans le monde.

Pire, puisque cela pourrait se traduire par des famines, ils le disent eux-mêmes, ce sont eux qui les déclenchent, et il y en a encore qui ne veulent pas dire stop au capitalisme et les chasser du pouvoir...

Biden au cours de la conférence de presse du 24 mars : « *Les sanctions ne dissuadent jamais.* » « *Le prix des sanctions ne pèse pas uniquement sur la Russie, mais également sur un nombre considérable d'autres pays, dont les pays européens mais aussi notre pays* ».

Peu importe du moment que « *les pénuries alimentaires vont se concrétiser* »

Ils en ont conscience ou c'est voulu.

Macron a averti que le monde est « *en train d'entrer dans une crise alimentaire sans précédent* ». Il a alerté sur le risque de voir apparaitre des pénuries alimentaires, voire « *une famine inéluctable* » aura lieu dans les 12 à 18 mois à venir, avec des pénuries de céréales au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, comme par exemple en Egypte : ce pays dépend à 80% des céréales russes et ukrainiennes pour nourrir sa population.

Tous les peuples sont visés, Biden l'a confirmé, y compris le peuple américain.

(Source : https://www.francesoir.fr/politique-monde/guerre-en-ukraine-macron-et-biden-anticipent-un-risque-de-famine)

Quand Biden se prend encore pour le maître du monde.

Ukraine : Biden attaque violemment Poutine et le met en garde - francesoir.fr 26 mars 2022

Le président américain Joe Biden a violemment attaqué son homologue russe Vladimir Poutine samedi à Varsovie, jugeant qu'il ne pouvait "pas rester au pouvoir" après son invasion de l'Ukraine, une déclaration immédiatement tempérée par la Maison Blanche.

"Ce que le Président voulait dire, c'est que Poutine ne peut pas être autorisé à exercer un pouvoir sur ses voisins ou sur la région", a dû nuancer la Maison Blanche : "Il ne parlait pas du pouvoir de Poutine en Russie, ni d'un changement de régime". francesoir.fr 26 mars 2022

Quand les Etats-Unis sont gouvernés par un clan mafieux.

Hunter Biden et les armes biologiques ukrainiennes - Réseau Voltaire 25 mars 2022

The National Pulse révèle qu'une filiale de la fondation crée par Hunter Biden (fils du président Joe Biden) et Christopher Heinz (beau-fils de John Kerry) a joué un rôle central dans les programmes de recherche biologiques du Pentagone en Ukraine.

La Russie a révélé l'ampleur de ces programmes après la saisie d'une quinzaine de laboratoires ukrainiens de recherche d'armes biologiques financés par le Pentagone en violation de la Convention interdisant les armes biologiques.

En septembre 2020, le tabloïd New York Post avait révélé la saisie par le FBI d'un ordinateur appartenant à Hunter Biden et contenant des preuves de son implications dans des affaires illégales en Ukraine et en Chine. Toutes les agences de renseignement états-uniennes avaient alors dénoncé un ragot russe visant à déstabiliser l'Etat. Cependant, le 16 mars, le New York Times reconnaissait l'authenticité de cet ordinateur [1]. Depuis de nombreux élus républicains demandent à en savoir plus.

Hunter Biden (photo) est un junkie servant de prête-nom pour les « affaires » des Straussiens. La majorité démocrate de la Chambre des représentants US avait entrepris une procédure de destitution du président Trump (Ukrainegate) parce qu'il avait voulu faire la lumière sur ces « affaires » en Ukraine.

Le président russe Vladimir Poutine, a dénoncé une « bande de drogués au pouvoir à Kiev », faisant allusion à Hunter Biden et à sa bande de copains. Réseau Voltaire 25 mars 2022

Hunter Biden Bio Firm Partnered With Ukrainian Researchers 'Isolating Deadly Pathogens' Using Funds From Obama's Defense Department, Natalie Winters & Raheem J. Kassam, The National Pulse, March 24, 2022.

https://thenationalpulse.com/2022/03/24/biden-linked-company-partnered-with-ukraine-biolabs/

[1] « Hunter Biden Paid Tax Bill, but Broad Federal Investigation Continues », The New York Times, March 16, 2022.

- Cliquez ici

Confirmation des laboratoires d'armes biologiques en Ukraine, compromission de la famille Biden - francesoir.fr 26 mars 2022

Les dernières révélations mises à jour par le New York Post ne laissent plus de place au doute. La famille du président des États-Unis — en l'occurrence Hunter Biden, son fils, est impliquée dans un gigantesque schéma de création de laboratoires d'armes biologiques en Ukraine portant sur 24 pathogènes. "Les affirmations russes selon lesquelles le fils du président Joe Biden, Hunter, serait en train de financer des laboratoires biologiques sont véridiques", affirme le New York Post. Ces informations pourraient ouvrir sur le plus grand scandale du siècle, obligeant à remettre en perspective tous les événements depuis le début de la crise russo-ukrainienne.

Les dernières révélations mises à jour par le New York Post ne laissent plus de place au doute. La famille du président des États-Unis — en l'occurrence Hunter Biden, son fils, est impliquée dans un gigantesque schéma de création de laboratoires d'armes biologiques en Ukraine portant sur 24 pathogènes. "Les affirmations russes selon lesquelles le fils du président Joe Biden, Hunter, serait en train de financer des laboratoires biologiques sont véridiques", affirme le New York Post. Ces informations pourraient ouvrir sur le plus grand scandale du siècle, obligeant à remettre en perspective tous les événements depuis le début de la crise russo-ukrainienne.

Les activités d'Hunter Biden en Ukraine

Le New York Post est le journal qui, en octobre 2020, avait mis la main sur l'ordinateur portable d'Hunter Biden. On y apprenait déjà, entre autres collusions de très haut niveau, la nomination du fils au sein du Comité de Direction de la société ukrainienne Burisma, en 2014.

Cette fois, l'entreprise mise en cause dans l'investissement en armes biologiques n'est autre que Rosemont Seneca Technology Partners, dont le fond appartient en propre au fils du président. Celle-ci aurait investi 500 000 dollars, une somme qui paraît modique, dans Metabiota, une start-up de recherche de pathogènes. Rosemont s'est ensuite attelée à lever des fonds beaucoup plus conséquents auprès de la Banque Goldman Sachs. L'entregent du fils aurait aussi permis de lever 23.9 millions de la part du gouvernement américain, et de faire levier auprès de l'équipementier pour les laboratoires biologiques du Pentagone, Black and Veatch, lequel disposait depuis 2010 d'une patte en Ukraine, dans la ville d'Odessa, au travers d'un laboratoire de "surveillance d'attaques bioterroriste, d'épidémies et de pandémies".

Toujours selon le Post et les mails découverts, Hunter aurait introduit Metabiota auprès de ses associés de Burisma, en Ukraine. Le directeur de Burisma, Vadim Pozharskyi, qualifie le projet de Metabiota, dans un mail adressé à Hunter Biden en mai 2014, de "ton soi-disant projet scientifique pour l'Ukraine".

Dans la mesure où les agences de presse russes sont censurées en Occident, les communiqués n'arrivent pas au grand public. Des activités à la limite du bioterrorisme, telles que celles d'Hunter Biden, puisent dans cette censure, étrangère à la culture occidentale, la garantie de leur impunité. Le "whistleblower" qui s'essaierait à leur divulgation serait accusé d'être un agent du Kremlin. Il se trouve toutefois que l'information du Post recoupe les alertes du ministère de la Défense russe. Dans une dépêche de l'agence Itar Tass, du 24 mars dernier, Vyatcheslav Volodin, porte-parole de la Douma, demande que le Congrès américain se saisisse de l'affaire et enquête sur les activités de Hunter Biden en Ukraine.

Un enjeu de sécurité majeur pour la sécurité européenne

C'est également un enjeu pour la sécurité en l'Europe. En temps de guerre, l'information est souvent biaisée et sujette à toutes sortes de manipulation. Compte tenu des recoupements avec les mails d'Hunter Biden et des données corporatives corroborées, le tout ajouté à l'obsession ukrainienne de la famille Biden, une enquête à niveau de chacun des États membres s'impose, au vu de la menace sous-jacente.

Selon un communiqué de l'ambassade de Russie, publié sur son canal Telegram le 25 mars dernier, le nombre de laboratoires mis en place par Hunter Biden, avec l'aide de l'Agence américaine pour le Développement International, la Fondation Georges Soros et le Centre de Contrôle et de Prévention des Maladies (CDC), serait de "30 unités de recherche sur 14 sites en Ukraine". Quant au financement, "pour la seule période de 2018 à 2020, il s'élèverait à 32 millions de dollars". Difficile de ne pas penser à la panique de Victoria Nuland, à l'idée que les Russes puissent avoir accès aux données de ces laboratoires.

"Le financement de ces activités a permis aux États-Unis et à leurs alliés [ndlr : alliés non spécifiés, mais il s'agirait du Royaume-Uni] d'exporter au moins 16 000 échantillons biologiques d'Ukraine. […] Il s'agit non seulement d'échantillons de tissus et sérums sanguins humains, mais aussi d'agents pathogènes dangereux et de leur vecteur. Ainsi plus de 100 000 échantillons ont été envoyés au Center Lugar en Géorgie. Parmi d'autres bénéficiaires figurent également des laboratoires de Référence au Royaume-Uni et l'Institut Loeffler en Allemagne.", écrivait l'ambassade de Russie en France. francesoir.fr 26 mars 2022

DOSSIER UKRAINE

Qui a déclenché cette guerre ? L'OTAN. Témoignages accablants.

C'est là que l'accusation portée contre la Russie vole en éclats.

Jour J +30, la consolidation de l'avantage russe - reseauinternational.net 27 mars 2022

L'auteur de cet article - Donc je partagerai ici les opinions de haut responsables occidentaux qui depuis 30 ans préviennent que l'entrée dans l'OTAN de ce pivot stratégique européen qu'est l'Ukraine serait considéré comme un « Casus Belli » par la Russie voisine et que cette dernière empêcherait préventivement, y compris par la force que s'installe une menace militaire déclarée et dont les missiles seraient à moins de 5 minutes de Moscou.

Les penseurs stratégiques qui ont mis en garde contre l'expansion de l'OTAN :

- George Kennan, architecte de la guerre froide en 1998 :
- Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État américain en 2014 :
- John Mearsheimer, l'un des plus grands experts en géopolitique aux États-Unis, en 2015 :
- Jack F. Matlock, le dernier ambassadeur américain en Union soviétique, en 1997 :
- William Perry, secrétaire à la défense sous Bill Clinton en 1996 :
- Noam Chomsky, l'un des intellectuels vivants les plus importants en 2015 :
- Jeffrey Sachs, haut conseiller du gouvernement américain et de l'ONU, trois jours avant l'invasion :
- Le directeur de la CIA, Bill Burns, en 2008 :
- Le journaliste russo-américain Vladimir Pozner, en 2018
- Malcolm Fraser, 22ème Premier ministre australien, a averti en 2014
- Paul Keating, ancien Premier ministre australien, en 1997 :
- L'ancien secrétaire américain à la défense Bob Gates dans ses mémoires de 2015 :
- Pat Buchanan, dans son livre de 1999 A Republic, Not an Empire
- En 1997, un groupe de personnes comprenant Robert McNamara, Bill Bradley et Gary Hart a écrit une lettre à Bill Clinton pour l'avertir
- Sir Roderic Lyne, ancien ambassadeur britannique en Russie, en 2021
- L'année dernière encore, le célèbre économiste Jeffrey Sachs, dans une colonne du FTL
- Aleksandr Dugin, en 1997, avait prédit tout ce que Poutine a fait, dans son livre « Foundation of Geopolitics ».
- Enfin n'oublions pas Obama, par qui est arrivée la crise ukrainienne avec le Maïdan, et à qui est cyniquement attribué un « prix Nobel de la Paix » comme à Kissinger dont l'ombre plane au-dessus des charniers du Vietnam ou ceux des dictatures latino-américaines

Donc l'émotion, l'indignation, la surprise des occidentaux ne sont que des émotions feintes pour mobiliser leurs foules abêties, car non seulement les responsables du Nouvel Ordre Mondial connaissaient le risque militaire à cette expansion de l'OTAN vers la Russie mais ils ont persisté, malgré les avertissements du Kremlin en Géorgie, en Crimée etc…

Ce ne sont que des criminels pratiquant l'inversion accusatoire pour mieux légitimer leurs guerres, leurs coups d'État ou terrorismes organisés et organiser le chaos en Europe et dans le Monde !

Pour lire l'article :

- Cliquez ici

Sur le front.

La bataille de Marioupol touche à sa fin et les témoignages de civils sur les crimes d'Azov se multiplient - donbass-insider.com 25 mars 2022

- Cliquez ici

Tous confirment que les combattants d'Azov expulsaient les civils de Marioupol de leurs appartements pour en faire des points de tir. Pire, ils s'installaient aussi près des abris anti-bombardements où se trouvaient des femmes, des enfants et des personnes âgées pour tirer, tout en sachant qu'ils mettaient la vie de ces civils en danger !

D'après les dernières données 80 % de la ville est désormais sous le plein contrôle des forces russes et de celles de la RPD. Les combattants du régiment Azov restant se sont retranchés dans les abris anti-bombardements des zones industrielles, conçus par l'URSS, et qui leur offre un dernier refuge. Les forces russes et la milice populaire de la RPD sont en train de les éliminer dans ces zones afin d'achever la libération de Marioupol. La bataille de Marioupol devrait donc se finir d'ici quelques jours comme l'avait annoncé Denis Pouchiline.

À l'heure actuelle plus de 82 000 civils ont réussi à évacuer Marioupol, et plusieurs milliers fuient chaque jour, poussant le ministère des Situations d'urgence de la RPD à installer un village de tentes chauffées à Bezymennoye afin d'accueillir le flux ininterrompu de réfugiés. Les voitures des civils ayant fui la ville s'étendent désormais en une longue file de plusieurs kilomètres à l'entrée du village.

Sur un plan plus général, l'armée russe a communiqué ses nouveaux chiffres de pertes militaires des deux côtés. Ainsi l'armée russe annonce avoir 1 351 soldats morts et 3825 blessés depuis le début de l'opération militaire spéciale en Ukraine. Pour sa part, l'armée ukrainienne aurait 14 000 pertes irrémédiables (soldats tués), et 16 000 soldats blessés.

En matière de pertes matérielles, sur les 2 416 chars d'assauts et autres véhicules blindés dont disposait l'armée ukrainienne, 1 587 sont détruits, sur 1 509 pièces d'artillerie et de mortiers, 636 sont détruites, 163 pièces de lance-roquettes multiples (sur 535) sont détruites, 112 avions (sur 152), 75 hélicoptères (sur 149), et 35 drones Bayraktars (sur 36) sont aussi bons pour la ferraille. En matière de défense anti-aérienne, sur 180 systèmes S-300 et Buk dont disposait l'Ukraine 148 sont détruits, ainsi que 117 radars sur 300.

Dans le Donbass, la RPL a désormais libéré 93 % de son territoire, et la RPD, 54 %. Les milices populaires des deux républiques ont aussi récupéré 113 chars d'assaut et autres véhicules blindés qui appartenaient auparavant à l'armée ukrainienne, ainsi que 138 lance-roquettes antichars Javelin et 67 lance-roquettes antichars NLAW. donbass-insider.com 25 mars 2022

Opération en Ukraine : la Russie dénombre 1 351 tués parmi les militaires russes - RT 25 mars 2022

Depuis le lancement de l'offensive en Ukraine le 24 février, «1 351 militaires [russes] sont morts, 3 825 ont été blessés», a déclaré l'adjoint au chef de l'état-major russe Sergueï Roudskoï, lors d'un point de presse ce 25 mars.

Sergueï Roudskoï a également qualifié de «grosse erreur» la livraison d'armes à Kiev par les pays occidentaux. «Cela prolonge le conflit, augmente le nombre de victimes et n'aura aucune influence sur l'issue de l'opération», a-t-il fait valoir

Enfin, le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, a déclaré ce même jour que l'armée russe allait «continuer de mener cette opération militaire spéciale jusqu'à ce que tous les objectifs soient atteints». RT 25 mars 2022

À Nikolaevka, près de Kiev, des officiers supérieurs des Forces armées ukrainiennes se sont rendus - news-front.info 26 mars 2022

La vidéo et l'article :

- Cliquez ici

Le maire de Slavutych libéré a déclaré que l'armée russe « vous laissera vivre en paix » s'il n'y a pas de forces armées dans la ville - news-front.info 26 mars 2022

Le maire de Slavutych, Yury Fomichev, s'est entretenu avec l'armée russe, après quoi il a informé les habitants de la ville que s'il n'y avait pas de forces armées dans la ville, l'armée russe les « laisserait vivre en paix », les fournitures d'aide humanitaire serait établi et la possibilité de quitter la ville serait rétablie.

Il a précisé que Slavutych reste sous le drapeau ukrainien, en vertu de la loi ukrainienne, mais que tout le monde doit remettre les armes automatiques de petit calibre, à l'exception des fusils de chasse.

Il a averti que l'armée russe patrouillerait dans la ville et vérifierait la présence d'armes dans les installations administratives et militaires, et qu'un point de contrôle russe serait installé à l'extérieur de la ville. news-front.info 26 mars 2022

L'OTAN et l'UE se fissurent.

Sanctions contre la Russie : la Suisse décide de ne pas censurer RT et Sputnik 27 - RT mars 2022

En amont de cette décision, le conseiller fédéral à l'Economie Guy Parmelin avait jugé dans les journaux du groupe Tamedia que cette interdiction représentait une «question politique très délicate». S'il a estimé que ces médias sont des «instruments de la propagande et de la guerre russes», il a déclaré les Suisses capables de juger ce qui est de la «propagande absurde» et ce qui ne l'est pas.

«S'en prendre à des journalistes, les expulser, interdire les chaînes ou les journaux dans lesquels ils travaillent constitue, quelles que soient les intentions affichées, un acte de censure qui réduit le pluralisme de l'information. Ce n'est jamais la bonne réponse», avait écrit le Syndicat national des journalistes dans un communiqué. Le syndicat Force ouvrière a pour sa part dénoncé une décision qui «porte le sceau d'un arbitraire le plus total et n'est ni plus ni moins qu'un acte de censure inédit dans notre pays». Le SNJ-CGT a estimé pour sa part que l'Union européenne n'avait pas la compétence pour interdire un média, procédure qui relève d'ordinaire de l'Arcom en France. RT mars 2022

«Le ministre allemand des Finances, Christian Lindner, contre la rupture des contrats gaziers avec la Russie - lemediaen442.fr 26 mars 2022

Le ministre allemand des Finances (FDP), Christian Lindner, a déclaré vendredi être contre la rupture unilatérale des contrats gaziers avec la Russie. « Nous devons éviter toutes les décisions qui nous affaibliront beaucoup plus que lui [le président russe Vladimir Poutine]. »

Le ministre allemand ne souhaite cependant pas payer le gaz en roubles comme l'exige Moscou, rapporte le quotidien allemand Die Welt. « Nous parlons d'opérateurs privés, de fournisseurs d'énergie qui paient et doivent prendre une décision, mais nous ne devrions pas — et c'est mon conseil — suivre les termes de M. Poutine et adhérer aux contrats sous la forme dans laquelle ils ont été conclus. » lemediaen442.fr 26 mars 2022

«La Hongrie veut rester en dehors de cette guerre» : Orban rejette les demandes de Zelensky - RT 26 mars 2022

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban, ciblé par le président ukrainien Volodymyr Zelensky dans un message aux dirigeants de l'Union européenne, a «rejeté» le 25 mars les demandes de livraison d'armes et de sanctions plus dures contre la Russie, les jugeant «contraires aux intérêts» de son pays. «La Hongrie veut rester en dehors de cette guerre et n'autorisera pas le transfert d'armes vers l'Ukraine», a réaffirmé le chef de gouvernement conservateur, selon des propos rapportés par le porte-parole du gouvernement Zoltan Kovacs.

«Fermer les robinets de pétrole et de gaz reviendrait à faire payer aux familles hongroises le prix de la guerre», a réagi Zoltan Kovacs. «Nous ne pouvons nous le permettre», a-t-il souligné, alors que Viktor Orban se prépare aux élections du 3 avril.

La Turquie ne sanctionnera pas la Russie et continuera à importer son gaz naturel - lemediaen442.fr 26 mars 2022

Alors que les membres de l'OTAN s'accordent plus ou moins pour sanctionner la Russie sous le diktat des Etats-Unis, le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré vendredi aux journalistes que l'économie de la Turquie est trop dépendante de Moscou pour qu'elle se joigne aux pays de l'Otan pour appliquer des sanctions à la Russie.

« Nous achetons près de la moitié du gaz naturel que nous utilisons à la Russie. Séparément, nous construisons notre centrale nucléaire d'Akkuyu avec la Russie. Nous ne pouvons pas les mettre de côté. Il n'y a donc rien à faire ici. Premièrement, je ne peux pas laisser mon peuple dans le froid de l'hiver. Deuxièmement, je ne peux pas arrêter notre industrie. Nous devons les défendre », a déclaré Erdogan.

Nous sommes donc loin de la propagande médiatique française qui laisse entendre un revirement de la Turquie. Le président de la Turquie est très clair à ce sujet. Autre sujet pour lequel il se veut intraitable, selon Al-Arabiya : des responsables américains auraient évoqué avec la Turquie, de manière informelle, l'improbable possibilité d'envoyer les systèmes S-400 en Ukraine au milieu de l'invasion russe. Le président turc affirme que « tout ce qu'ils [NDLR : les États-Unis] font, c'est provoquer des troubles ».

De son côté, le ministre allemand des Finances (FDP), Christian Lindner, a déclaré vendredi 25 mars être contre la rupture unilatérale des contrats gaziers avec la Russie : « Nous devons éviter toutes les décisions qui nous affaibliront beaucoup plus que lui [le président russe Vladimir Poutine]. »

Le bras de fer des États-Unis contre la Russie est loin d'être gagné. La dépendance énergétique des pays membres de l'Otan ne ne leur permet pas d'exécuter les ordres du président américain qui souhaite, coûte que coûte, diriger le nouvel ordre mondial. lemediaen442.fr 26 mars 2022

Rébellion ou mutinerie ? L'intimidation ou les menaces ne fonctionneraient plus comme avant ?

Un monde rétif - reseauinternational.net 27 mars 2022

Le ministre de l'Énergie du Qatar a affirmé qu'il est impossible de remplacer les approvisionnements de gaz russe et que son pays ne participera à aucune sanction contre la Russie en soulignant que l'énergie devait rester en dehors de la politique.

Le président turc Tayep Reçep Erdogan a lui aussi écarté toute possibilité de sanctions contre la Russie en affirmant qu'il ne laissera pas ses concitoyens geler de froid. Il a également rejeté une proposition de Washington pour le transfert des systèmes de défense aérienne S-400 de fabrication russe à l'Ukraine en estimant que c'est non seulement une mauvaise idée mais qu'elle vise à mettre la Turquie dans l'embarras.

L'Inde a snobé la visite d'une délégation britannique de haut niveau qui avait pour mission de remettre les pendules à l'heure comme au bon vieux temps des colonies et a accueilli le Chef de la diplomatie chinoise. New Delhi a non seulement continué à acheter du gaz russe mais envisage de mettre en place un nouveau mécanisme monétaire prévoyant une participation russe dans l'acquisition de DTS en roupies indiennes. En attendant les livraisons d'hydrocarbures russes sont payées en euro.

Le Pakistan a réitéré son refus de tout diktat occidental stupide au détriment des intérêts de ses populations. Le Premier ministre pakistanais a déclaré que le les États-Unis avaient effectué des frappes de drones au Pakistan parce que des rats dirigeaient son pays.

« Les États-Unis ont effectué des frappes de drones dans notre pays parce que des RATS dirigeaient le Pakistan. » (Imran Khan, Premier ministre du Pakistan)

Le Brésil s'est également opposé à toute participation aux sanctions contre la Russie.

L'Arabie saoudite snobe l'administration Biden et se tourne vers la Chine. Un fonds d'investissement saoudien finance la construction d'un grand terminal pétrolier et gazier en Chine et envisage d'utiliser le yuan dans les transactions énergétiques entre les deux pays.

Les drones des Houthis du Yémen s'abattent sur les raffineries et les dépôts d'Aramco en Arabie saoudite vont assurer la hausse des prix du baril de brut.

Les Émirats arabes unis ont non seulement accueilli en grande pompe le président Assad de Syrie mais ont décidé de suivre une nouvelle politique visant à éviter toute accumulation de pouvoir excessive entre les mains d'une seule oligarchie et plus particulièrement la clique qui est revenue au pouvoir au sommet de l'empire dont ils sont pourtant les alliés.

L'Afrique du Sud accuse l'OTAN d'être un fauteur de guerres et les sociétés françaises ayant des intérêts en Russie n'ont pas bougé d'un pouce et certaines ont à peine fait semblant de se retirer du marché russe pour éviter une mauvaise publicité. reseauinternational.net 27 mars 2022

Et business is business...

Ukraine : Auchan, Decathlon, Leroy Merlin… ne quitteront pas la Russie malgré l'appel de Zelensky - lemediaen442.fr 27 mars 2022

Malgré l'appel du président d'Ukraine de boycotter la Russie — faisant fi de la catastrophe économique qui mènerait le groupe Auchan à licencier ses 30 000 salariés en Russie — le PDG d'Auchan France, Yves Claude, ne souhaite pas se soumettre à cette injonction. La chaîne de magasins Auchan continuera à travailler sur le sol russe.

« Il est inutile de dresser les gens les uns contre les autres. Le plus important pour nous est de garder nos employés et d'assurer l'accomplissement de notre mission principale, de continuer à nourrir la population des deux pays (NDLR : Russie et Ukraine). Je n'ai jamais eu d'autre objectif. Je suis prêt à accepter l'opinion publique qui n'est pas d'accord avec nous. C'est facile de nous critiquer, mais nous existons, nous sommes ouverts et agissons pour la population civile. » lemediaen442.fr 27 mars 2022

Rappel.

Suppression de près de 1500 postes chez Auchan - Fédération FGTA-FO 9 septembre 2020

Ces suppressions de postes sont annoncées dans un contexte de bons résultats économiques pour Auchan puisque l'excédent brut d'exploitation des magasins a progressé de 15% au premier semestre à 1,24 milliards d'euros. Fédération FGTA-FO 9 septembre 2020

Pire encore ! La fabrique du consentement se grippe ou à force d'en faire de trop...

Ukraine : 52 % des Français convaincus par certains arguments russes - lemediaen442.fr 27 mars 2022

Rien ne va plus pour la propagande mondiale de nos conspirateurs. Les Français utilisent leur cerveau et n'adhèrent plus au discours des médias mainstream qui ont pataugé dans le mensonge pendant les deux dernières années du covid. Forcément ça laisse des traces : 52 % des Français sont convaincus par certains arguments russes sur l'origine de la guerre en Ukraine… On aura beau répéter, comme cette jeune femme sur Cnews, qui prend les Français pour des abrutis croyant bêtement aux théories du complot, aux fakenews, va falloir en rabattre un peu, car 52 %, ça commence à faire beaucoup. La concentration des médias dans les mains de six groupes (dont des banques et des sociétés d'assurance) les rend peu diverses et donc peu crédibles. lemediaen442.fr 27 mars 2022

LVOG - Ce que doit penser le Français lambda. Pendant 2 ans on a eu le droit au matraquage 24h/24 avec le covid-19 jusqu'à devenir dingue, on savait qu'ils nous mentaient ou on a finir par s'en apercevoir, mais on s'est soumis car on n'avait pas le choix, et voilà qu'ils recommencent avec leur guerre en Ukraine. Ils nous prennent vraiment pour des demeurés, sauf que là on n'est pas directement concerné, donc on s'en fout et on n'a aucune raison de marcher dans leur combine foireuse.

Deux systèmes, deux visions, une confrontation

Lu - Schématiquement, on pourrait résumer les buts des deux systèmes qui s'opposent de la façon suivante :

- S'agissant du système mené par les États-Unis : « Dominer le monde ». Les outils pour atteindre ce but sont la globalisation économique et consubstantiellement la disparition des États-nations (à l'instar de l'UE), la maîtrise de la monnaie grâce au dollar, à la City, à Wall Street et aux paradis fiscaux, et la suprématie militaire pour imposer tout cela. Le centre de gravité de ce système est l'argent, véritable dieu avec ses églises et ses prêtres.

- S'agissant du système concurrent : « Se protéger pour maintenir son identité », ce qui implique un monde multipolaire et des règles de sécurité globale. Les instruments pour réaliser cet objectif sont des partenariats multiples grâce à des institutions telles que l'OCS, les BRICS, l'EAEU ou encore l'ASEAN, une autonomie énergétique, alimentaire et financière et un système éducatif (écoles et université) performant grâce à des États centralisés. Le centre de gravité de ce système est la, ou plutôt les civilisations.

Tandis que les adversaires des États-Unis ont analysé correctement le système anglo-américain, en ont tiré les enseignements qu'il convient et ont amassé de l'énergie potentielle ciblée pouvant être transformée au moment adéquat, les « élites » américaines ont analysé leurs adversaires (pays récalcitrants face à leur but) à l'aune de ce qu'ils sont, ce qui est une faute stratégique, mais cela s'explique.

Dans un livre intitulé « Pourquoi le monde déteste-t-il l'Amérique ? » paru en 2002, après le 11/09/2001, un chapitre porte le titre « L'Amérique est le monde, et le monde est l'Amérique ». Les auteurs écrivent : « L'Amérique ne se présente donc pas comme une puissance impériale surannée en quête de sphères d'influence et en concurrence avec d'autres empires ; elle est une hyperpuissance qui n'a pas d'égale […] Si le monde est l'Amérique, il s'ensuit que les intérêts de l'Amérique sont forcément les intérêts du monde. Et que ceux qui agissent contre les intérêts, la culture ou la vision du monde de l'Amérique attentent en réalité au bien-être et à la sécurité de la planète. »

La combinaison de suprémacisme et du sentiment du destin manifeste (à cet égard, lire « Dieu est américain – De la théodémocratie aux États-Unis » de Jean-François Colosimo) a maintenu les « élites » américaines dans un fantasme qui, se heurtant de plus en plus souvent à la réalité des événements et des situations, a été compensé par une propagande chaque jour plus violente et idiote, propagande destinée avant tout à eux-mêmes. Corrélativement, n'ayant pas analysé correctement leurs adversaires, ils n'ont pas senti le moment où ils allaient trop loin et où ils touchaient à la raison d'être du système adverse. Ils n'ont donc pas pu anticiper la réaction de leurs adversaires. Et le pire, c'est qu'ils n'ont toujours pas compris que la Chine, l'Inde, les pays d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Asie du sud-est n'attendaient que cela. Ils continuent à essayer d'imposer leurs décisions au reste de la planète tandis que celle-ci attend patiemment la fin de la partie et l'effondrement de la puissance américaine… Aveugles jusqu'au bout ! Cet effondrement est en cours. reseauinternational.net 27 mars 2022

Leur dernière provocation contre la Russie.

La Pologne revendique Kaliningrad - Réseau Voltaire 26 mars 2022

L'enclave de Kaliningrad (un tiers de l'ancienne Prusse orientale) est devenue soviétique à la fin de la Seconde Guerre mondiale à titre de réparation de guerre, puis russe par la suite. Le reste de la Prusse orientale est devenu polonais.

Le général Waldemar Skrzypczak, ancien commandant des forces terrestres polonaises, vient de réclamer le rattachement de Kaliningrad à la Pologne.

Cependant Kaliningrad (ex-Königsberg) n'a jamais été Polonaise, mais Allemande.

Si le monde doit être coupé en deux, la Pologne ne pense pas possible que l'enclave de Kaliningrad puisse rester russe. La Russie ne devrait plus être autorisée à survoler la Pologne, ni à traverser la mer Baltique. Réseau Voltaire 26 mars 2022

TOTALITARISME. FAITES CE QU'ON VOUS DIT, MAIS PAS CE QU'ON FAIT.

380.000 civils innocents morts, c'est légitime, un missile tiré sur une raffinerie, c'est illégitime.

L'Arabie saoudite subit une nouvelle série d'attaques des rebelles yéménites - francesoir.fr 25 mars 2022

Les rebelles ont mené 16 attaques dans le Sud et à Jeddah (ouest) visant différentes infrastructures, dont une centrale électrique, une station d'eau et des installations pétrolières, a indiqué la coalition dans un communiqué.

Les attaques, menées avec des missiles et des drones, ont été lancées depuis les villes de Sanaa, la capitale du Yémen aux mains des insurgés, et de Hodeida, également en zone rebelle.

Les Etats-Unis ont qualifié les attaques menées par les rebelles yéménites d'"inacceptables". "Nous continuerons à travailler avec nos partenaires saoudiens pour renforcer leurs systèmes de défense tout en œuvrant à une solution durable mettant fin au conflit" au Yémen, a affirmé la porte-parole du département d'Etat, Jalina Porter.

"Ces attaques, qui menacent la sécurité de l'Arabie saoudite et la stabilité de la région, doivent cesser immédiatement", a renchéri la porte-parole de la diplomatie française, Anne-Claire Legendre, en pointant "la gravité de la menace (liée à la) prolifération de drones et de missiles".

Sept ans après les premières frappes le 26 mars 2015 au Yémen, l'intervention militaire pilotée par Ryad a montré ses limites sur le terrain et accentué l'une des pires crises humanitaires au monde.

Elle a permis de stopper l'avancée des Houthis dans le Sud et l'Est, mais pas de les déloger du nord du pays, notamment de la capitale Sanaa.

Selon l'ONU, le conflit a causé la mort de près de 380.000 personnes, dont une majorité de décès liés à la faim, aux maladies et au manque d'eau potable. francesoir.fr 25 mars 2022

MADE IN USA.

A propos des principaux groupes oligarchiques qui se partagent le pouvoir aux Etats-Unis et dictent leurs lois au monde entier.

Les États-Unis vainquent l'Allemagne pour la troisième fois en un siècle par Prof Michael Hudson - Mondialisation.ca, 25 mars 2022

Extrait.

Pour comprendre quels sont les objectifs et les intérêts américains menacés, il est nécessaire de comprendre la politique américaine et le « blob », c'est-à-dire le système de planification centrale du gouvernement qui ne peut pas être expliqué en examinant la politique apparemment démocratique des Etats-Unis. Il ne s'agit pas de la politique des sénateurs et des représentants du Congrès américains pour représenter leurs circonscriptions électorales ou leurs États.

Les trois oligarchies américaines qui contrôlent la politique étrangère des Etats-Unis

Il est plus réaliste de regarder la politique intérieure et la politique étrangère des USA en termes de complexe militaro-industriel, de complexe du pétrole et du gaz (et du secteur minier) et de complexe bancaire et immobilier qu'en termes de politique politicienne des Républicains et des Démocrates. Les sénateurs et les représentants du Congrès les plus importants ne représentent pas tant leurs Etats et leurs districts que les intérêts économiques et financiers des principaux contributeurs de leurs campagnes politiques. Un diagramme de Venn pourrait montrer que dans le monde post-citoyens américain actuel, les politiciens américains représentent les contributeurs de leurs campagnes électorales, pas les électeurs. Et ces contributeurs appartiennent basiquement à trois blocs principaux.

Trois principaux groupes oligarchiques ont acheté le contrôle du Sénat et du Congrès pour mettre leurs propres décideurs politiques au Département d'État et au Département de la Défense.

En premier le Complexe Militaro-Industriel (MIC) – des fabricants d'armes comme Raytheon, Boeing et Lockheed-Martin ont implanté de manière élargie leurs usines et leurs employés dans presque tous les Etats d'Amérique et plus particulièrement dans les districts du Congrès où les chefs des commissions principales sont élus. Leur base économique est la rente monopolistique obtenue par dessus tout à partir de leurs ventes d'armes à l'OTAN, aux exportateurs de pétrole du Proche Orient et aux autres pays qui ont des surplus de balance de paiement. Les actions de ces entreprises ont immédiatement grimpé en flèche après les nouvelles de l'attaque russe, ce qui a conduit à une envolée boursière de deux jours, les investisseurs étant conscients que la guerre dans un monde de « capitalisme du Pentagone » à coût majoré (comme l'a décrit Seymour Melman) fournira un cadre de sécurité nationale garanti pour les profits monopolistiques des industries de guerre. Les sénateurs et les représentants du Congrès de Californie et de Washington représentent traditionnellement le MIC, avec le Sud solidement pro-armée. L'escalade militaire de la semaine passée a été la promesse d'une envolée de ventes d'armes à l'OTAN et aux autres alliés américains, permettant d'enrichir les véritables électeurs de ces politiciens. L'Allemagne a rapidement accepté d'augmenter ses dépenses militaires au-delà de 2 % de son PIB.

Le deuxième plus gros bloc oligarchique est le secteur de l'extraction du pétrole et du gaz, accompagné du secteur minier (OGAM : oil, gaz, mining), qui mène une politique de favoritisme fiscal spécifique accordé par l'Amérique aux entreprises qui vident les ressources naturelles du sol pour les déverser principalement dans l'atmosphère, les océans et les réserves d'eau.

Comme le secteur bancaire et immobilier qui cherche à optimiser au maximum la rente économique et les gains de capitaux par le logement et autres avoirs, l'objectif de ce secteur OGAM est d'optimiser au maximum le prix de son énergie et de ses matières premières brutes de manière à maximiser sa rente de ressources naturelles. Depuis plus d'une année maintenant, l'une des principales priorités américaines a été de monopoliser le marché du pétrole de la zone du dollar et de l'isoler du pétrole et du gaz russes, parce que le gazoduc Nord Stream 2 menaçait de relier plus étroitement les économies de l'Europe occidentale et de la Russie.

Si les opérations du secteur du pétrole, du gaz et des mines ne sont pas situées dans tous les districts de vote des Etats-Unis, leurs investisseurs, eux, le sont. Les sénateurs du Texas et d'autres Etats miniers ou producteurs de pétrole de l'Ouest sont les principaux lobbyistes OGAM, et le Département d'État est sous une forte influence du secteur pétrolier, ce qui lui assure la couverture de la Sécurité Nationale pour bénéficier d'avantages fiscaux spéciaux. L'objectif politique secondaire est d'ignorer et de rejeter la volonté environnementale de remplacer le pétrole, le gaz et le charbon avec des sources alternatives d'énergie. Aussi l'administration Biden a soutenu l'expansion de forages offshore, elle a donné son appui au pipeline canadien issu des sables bitumeux de l'Athabasca qui sont la source de pétrole la plus polluante existante et elle a célébré la renaissance de la fracturation hydraulique américaine.

L'extension de la politique étrangère est d'empêcher les pays étrangers qui ne cèdent pas le contrôle de leur pétrole, de leur gaz et de leurs mines aux compagnies américaines de l'OGAM d'entrer en compétition avec les fournisseurs américains sur le marché mondial. Isoler la Russie (et l'Iran) des marchés occidentaux va réduire l'approvisionnement en pétrole et en gaz, et par conséquence faire monter les prix et

augmenter les bénéfices des entreprises.

Le troisième principal groupe oligarchique est le secteur symbiotique de la Finance, des Assurances et de l'Immobilier (FIRE : Finance, Insurance, Real Estate) qui est le successeur moderne de la finance capitaliste de la vieille aristocratie terrienne post-féodale de l'Europe vivant de ses rentes foncières. Alors que la plupart des logements dans le monde actuel sont devenu la propriété de propriétaires occupants (bien qu'avec un taux grandissant de manière aiguë de propriétaires absentéistes depuis la vague d'expulsions post 2008 d'Obama), la rente immobilière est en large partie payée au secteur bancaire sous la forme d'intérêts hypothécaires et d'amortissement de la dette (sur l'augmentation des ratios d'endettement alors que les prêts bancaires font monter les prix du logement). Près de 80 % des prêts bancaires américains et britanniques sont accordés au secteur immobilier, ce qui produit une inflation des prix de l'immobilier pour créer de la plus-value – qui est de fait exonérée d'impôt pour les propriétaires absents.

Ce bloc bancaire et immobilier centré sur Wall Street s'appuie encore plus largement sur une base électorale de district par district que le secteur militaro-industriel (MIC). Son sénateur de New York, issu de Wall Street, Chuck Schumer, dirige le Sénat, et il est soutenu depuis longtemps par l'ancien sénateur du Delaware, qui lui est issu de l'industrie des cartes de crédit, Joe Biden, et par les sénateurs du Connecticut qui sont eux issus du secteur de l'assurance, secteur très présent au centre de cet Etat. Sur le plan intérieur, l'objectif de ce secteur est d'augmenter au maximum la rente immobilière et la plus-value issue de cette augmentation des prix de l'immobilier. Au niveau international, l'objectif du secteur FIRE est de privatiser les économies étrangères (et plus que tout de garder dans les mains des Etats-Unis le privilège de la création de crédit), de manière à transformer les infrastructures d'État et les services publics en monopoles privatifs lucratifs pour fournir les services de base (comme la santé, l'éducation, le transport, les technologies de la communication et de l'information) à des prix majorés au lieu des prix subventionnés destinés à réduire le coût de la vie et à faire des affaires. Et Wall Street a toujours été très étroitement lié avec l'industrie du pétrole et du gaz (à savoir le Citigroup dominé par Rockefeller et les conglomérats bancaires de Chase Manhattan).

Les secteurs FIRE (Finance, immobilier et assurance) , MIC (industrie militaire) et OGAM (pétrole, gaz et mines) sont les trois secteurs rentiers qui dominent l'actuel capitalisme financier post-industriel. Leurs succès mutuels ont explosé alors que les actions MIC et OGAM ont augmenté. Et les mouvements pour exclure la Russie du système financier occidental (et désormais partiellement de SWIFT), couplés avec les effets adverses d'isoler les économies européennes de l'énergie russe, promettent de susciter un afflux vers les titres financiers en dollars.

Comme mentionné au début, il est plus utile de voir l'économie et la politique étrangère des Etats-Unis en termes de complexes basés sur ces trois secteurs rentiers qu'en termes de politique politicienne des Républicains ou des Démocrates. Les plus influents sénateurs et représentants du Congrès ne représentent pas tant leurs Etats et leurs districts que les intérêts économiques et financiers de leurs principaux donateurs. C'est pourquoi ni l'industrie ni l'agriculture ne jouent un rôle dominant dans l'actuelle politique étrangère des Etats-Unis. La convergence des objectifs politique des trois groupes rentiers dominants de l'Amérique dépasse très largement les intérêts du travail et même du capital industriel en dehors du complexe militaro-industriel. Cette convergence est la caractéristique déterminante de l'actuel capitalisme financier post-industriel. C'est basiquement une reconversion vers une économie de recherche de rentes, qui est indépendante des politiques du travail et du capital industriel.

La dynamique qui doit être retracée aujourd'hui est pourquoi ce blob oligarchique a-t-il trouvé son intérêt à mettre la pression sur la Russie, dans une posture de type « à prendre ou à laisser » de résister aux attaques toujours plus violentes sur les provinces russophones de Luhansk et de Donetsk que la Russie a bien évidemment interprété comme telle, accompagnée de menaces plus générales de l'Occident contre la Russie.

Les conséquences attendues par le « blob » rentier de la Nouvelle Guerre Froide

Comme le Président Biden l'a expliqué, l'actuelle escalade militaire orchestrée par les Etats-Unis (Provoquer l'ours) ne porte pas réellement sur l'Ukraine. Biden a promis dès le départ qu'aucune troupe américaine ne serait impliquée. Mais il avait demandé depuis plus d'un an que l'Allemagne empêche le gazoduc Nord Stream 2 d'alimenter son industrie et ses logements avec un gaz bon marché et se tourne vers les fournisseurs américains bien plus chers.

Les officiels des Etats-Unis ont d'abord essayé d'empêcher l'achèvement de la construction du gazoduc. Les entreprises qui participaient à la construction ont été sanctionnées, mais finalement c'est la Russie elle-même qui a achevé la construction du gazoduc. Les pressions des Etats-Unis se sont alors tournées vers les politiciens allemands généralement malléables, en déclarant que l'Allemagne et le reste de l'Europe faisaient face à une menace de sécurité nationale si la Russie cessait de fournir le gaz, probablement pour obtenir certaines concessions politiques ou économiques. Aucune demande spécifique de la Russie ne pouvaient être imaginée, et donc leur nature est restée obscure et sans forme précise, comme un blob. L'Allemagne a refusé d'autoriser la mise en service du Nord Stream 2.

L'un des objectifs majeur de l'actuelle Nouvelle Guerre Froide est de monopoliser le marché pour les livraisons américaines de gaz naturel liquéfié (GNL). Sous l'administration de Trump, déjà, Angela Merkel a reçu des pressions pour la pousser à promettre de dépenser 1 milliard $ pour construire de nouvelles installations portuaires pour que les navires gaziers puissent décharger le gaz naturel pour l'usage allemand.

La victoire aux élections démocratiques en novembre 2020, suivie par le retrait de Mme Merkel de la scène politique allemande, ont mené à l'annulation de cet investissement portuaire, laissant l'Allemand sans véritable autre alternative que d'importer le gaz russe pour chauffer ses maisons, alimenter ses services publics électriques et pour fournir la matière première pour son industries des engrais et ainsi maintenir sa production agricole.

Ainsi le plus urgent des objectifs stratégiques américains d'une confrontation de l'OTAN avec la Russie est d'augmenter les prix du pétrole et du gaz, par dessus tout au détriment de l'Allemagne. En plus de générer des profits et des gains en bourse pour les compagnies pétrolières américaines, des prix plus élevés pour l'énergie vont supprimer une grande part de la vapeur de l'économie allemande. Ce qui se dessine est

que pour la troisième fois en un siècle les Etats-Unis ont vaincu l'Allemagne – en augmentant à chaque fois leur contrôle sur une économie allemande toujours plus dépendante des Etats-Unis pour les importations et la direction politique, avec l'OTAN comme contrôle effectif contre toute résistance domestique nationale.

Des prix plus élevés pour l'essence, le chauffage et les autres énergies sera aussi dommageable pour les consommateurs des Etats-Unis et ceux d'autres nations (particulièrement les économies en déficit d'énergie du Sud Global) et réduiront le budget des familles américaines pour les dépenses de biens domestiques et de services. Ceci pourrait faire pression sur les petits propriétaires marginalisés et les investisseurs, menant à plus de concentration de propriétaires absentéistes de logements et de biens commerciaux aux Etats-Unis, ainsi qu'à des rachats auprès de propriétaires en difficultés dans d'autres pays confrontés avec la flambée des coûts du chauffage et de l'énergie. Mais ceci est un dommage collatéral bien connu du blob post-industriel.

Le prix de la nourriture augmentera aussi, à commencer par le blé (la Russie et l'Ukraine comptent pour 25 % des exportations mondiales de blé). Cela fera pression sur de nombreux pays du Proche Orient et du Sud global en déficit alimentaire, empirant leur balance de paiement et les menaçant de défaut de paiement des dettes étrangères.

Les exportations de matières premières brutes russes pourraient être bloquées par la Russie en réponse aux sanctions actuelles sur la monnaie et sur SWIFT. Cette menace pourrait causer des ruptures de chaîne d'approvisionnement pour du matériel stratégique, y compris le cobalt, le palladium, le nickel et l'aluminium (dont la production consomme beaucoup d'électricité comme coût principal – ce qui rendra le métal encore plus cher). Si la Chine décide de se voir comme la prochaine nation menacée et rejoint la Russie dans une protestation commune contre la guerre commerciale et financière américaines, les économies occidentales subiront un sérieux choc.

Le rêve à long terme des guerriers américains de la Nouvelle Guerre froide est de briser la Russie, ou au moins de restaurer la kleptocratie managériale de Yeltsin et des Harvard Boys, avec des oligarques cherchant à encaisser leur privatisations dans les bourses occidentales. OGAM (Oil, gaz, mining) rêve toujours d'acheter le contrôle majoritaire de Yukos et de Gazprom. Wall Street adorerait recréer le boom du marché boursier russe. Et les investisseurs MIC (armement) anticipent avec joie la perspective de vendre plus d'armes pour faire émerger tout cela.

- Cliquez ici

Haut de page

Le 29 mars 2022

Il est plus difficile de réfléchir par soi-même, il faut oser parce que s'en remettre aux idées des autres ne garantit rien, 9 fois sur 10 vous risquerez de sortir une grosse connerie ! Pire, et de ne pas vous en apercevoir parce que cela ne venait pas de vous ! Comme quoi cela vaut le coup de s'y mettre.

L'avantage d'être autodidacte, c'est de ne pas avoir été formaté pour penser comme on voulait que tu penses, et avoir la chance d'adopter un mode de penser qui te permettra d'évoluer, ce qui est quasiment impossible quand tu ne le maîtrises pas. Oui mais cela ne t'empêchera pas d'avoir un mode de penser défaillant. Certes, sauf que si c'est toi qui le forges et personne d'autre, tu pourras plus facilement repérer ses failles ou ses lacunes et l'améliorer au fil des années ou décennies.

Cela risque de prendre beaucoup de temps. Tout dépend à quel âge tu t'y mets et du temps que tu y consacres. Ne te bile pas, de toutes manières c'est l'oeuvre de toute une vie et elle ne suffira pas, cela devrait t'inciter à faire preuve de davantage de modestie au passage. Donc ne te formalises pas pour si peu, l'essentiel, c'est de ne pas lâcher le fil et de toujours progresser dans la bonne direction.

Vous pourriez croire que je me désintéresse d'un tas de sujets d'actualité parce que je ne les traite pas, mais pas du tout, je les suis avec la même attention que ceux que j'aborde régulièrement dans les causeries, je n'ai tout simplement pas le temps de les traiter sérieusement, en voici la preuve.

A propos de McKinsey.

McKinsey est en quelque sorte un sous-traitant appliquant dans chaque Eta où il intervient le programme défini par le FMI et le Forum économique mondial.

Certains ont évoqué à juste titre la privatisation de l'Etat ou le transfert du pouvoir à des officines dépendantes de l'oligarchie anglo-saxonne, tel que l'avait imaginé ou formulé David Rockefeller en 1991 lors d'un discours à la Commission Trilatérale, estimant que "la souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale des siècles passés".

L'oligarchie financière a mis Macron au pouvoir, qui délègue son pouvoir à McKinsey, qui va servir les intérêts de l'oligarchie financière, et la boucle du régime oligarchique est bouclée.

Avec les Ehpad c'est exactement la même chose qui s'est produit.

L'Etat qui ne représente plus que des intérêts privés mercantiles et financiers, n'a pas ou plus vocation à gérer les organismes destinés à accueillir les personnes âgées dépendantes, donc il en confie la gestion et la mission à des entreprises privées cotées en Bourse, dont l'unique vocation sera de rentabiliser l'argent que leurs auront confié des organismes financiers ou de riches hommes d'affaires, quitte à ce

que ce soit au détriment de la santé de leurs pensionnaires ou à leur infliger des traitements indignes ou cruels.

Pour moi, tout le reste est du baratin destiné à nous égarer ou à nous faire croire qu'on serait en démocratie ou à cautionner le régime en place. Ceux qui attendent quelque chose des délibérations du Sénat ou de la justice en France se font encore de graves illusions sur le régime dans lequel nous vivons, et notez bien que ce n'est pas moi qui l'affirme, mais Macron et Attal qui s'en sont chargés les jours précédents.

A propos de l'identité numérique.

Elle se déploie suivant deux modes opératoires, l'un à partir de l'attribution d'un code QR attribué à chaque ressortissant d'un pays au moment de l'établissement obligatoire de sa carte d'identité numérique (Aadhaart card en Inde), l'autre encore à l'état expérimental à partir d'une identification biologique réalisée suite à l'injection d'un adjuvant contenu dans un produit génique présenté comme un vaccin contre le covid-19 rendu obligatoire et intégré à un code QR.

Le premier est destiné à être généralisé auprès des populations les plus arriérés qui sont réticentes à la vaccination mais qui ne peuvent pas se passer de téléphone portable, le second devrait concerner davantage ou en premier lieu, celles chez lesquelles la vaccination s'est banalisée depuis de nombreuses décennies, les pays occidentaux ou les plus riches.

A terme, les habitants de la Terre entière devraient bénéficier d'une identification numérique réalisée biologiquement, parce qu'il est impossible de la contourner ou de prendre l'identité biologique d'une autre personne, dans le cadre de l'instauration d'un régime totalitaire mondial exerçant un contrôle sur la totalité de la population.

Vous aurez noté que parmi les pays comme la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, la Suisse ou encore la Nouvelle Zélande, aucun n'avait totalement abandonné le pass dit sanitaire, parce qu'ils comptent bien l'étendre à toutes les activités de la population et en faire un instrument politique pour l'asservir totalement, c'est tout du moins leur projet.

Dans les pays comme l'Inde où vacciner toute la population semble irréalisable tant les Indiens y sont réfractaires, le code QR se répand partout, jusqu'à la moindre misérable échoppe, et il commence à y avoir des commerçants qui refusent les cartes bancaires comme moyen de paiement, ils exigent d'être payés en espèces ou à l'aide du code QR.

L'immense majorité des Indiens possèdent un téléphone portable, mais ils n'ont pas tous les moyens d'investir dans un téléphone capable de lire un code QR, c'est le plus gros obstacle à sa généralisation, par contre ils disposent d'une carte bancaire. La semaine dernière je suis allé chez un commerçant qui avait refusé ma carte bancaire la semaine précédente, du coup j'avais dû régler mon achat en espèces, et bien cette fois il l'a acceptée, ce qui signifie qu'il a dû perdre trop de clients qui n'avait pas de smartphone et il a dû réintroduire le paiement par carte bancaire.

Du nouveau ou de nouvelles précisions sur la situation à Marioupol en Ukraine.

Hier soir, j'ai visualisé une vidéo tournée à Marioupol par une équipe de journalistes français indépendant, le lien est plus loin.

La ville n'a pas encore été rasée, parce qu'il y aurait encore des centaines de milliers de personnes bloquées à l'intérieur. En revanche dans tous les quartiers qui ont été abandonné par la population et où se trouvent retranchés des néonazis du bataillon Azov, l'armée russe n'a plus besoin de faire preuve de retenue pour ne pas massacrer la population civile, elles les bombardent pour venir à bout des poches de résistance néonazie ce qui va forcément se traduire par d'énormes destructions, c'est inévitable, c'est la guerre !

Les autorités ukrainiennes ont annoncé le chiffre de 5000 morts à Marioupol, mais elle n'a pas précisé de qui il s'agissait. Ce qu'on sait, c'est qu'au début mars la ville comptait entre 10 à 12000 néonazis et il n'en resterait plus que 5000, chiffre à prendre au conditionnel, toujours est-il que des milliers d'entre eux ont été neutralisés par l'armée russe ou celle du Donbass.

Vidéo. La bataille de Marioupol : au cœur des forces russes du Donbass - Livre Noir 25 mars 2022

- Cliquez ici

Mon commentaire publié dans un blog.

- Le socialisme ou le communisme est la hantise de tous les réactionnaires, de tous ceux qui se réclament du capitalisme ou de l'économie de marché, parce qu'ils savent que c'est l'unique alternative cohérente au capitalisme.

Pour convaincre ceux qui seraient tentés de s'y intéresser d'y renoncer, ils le falsifient ou ils s'appuient sur ceux qui s'en étaient réclamés et qui en fait y étaient étrangers ou l'avaient trahi, et comme ils savent que personne ou presque ne sait exactement en quoi consiste le socialisme ou l'a étudié sérieusement, cela marche 9 fois sur 10, la preuve en est qu'il n'existe aujourd'hui aucune organisation qui soit demeurée fidèle au socialisme, hormis votre serviteur qui a cette prétention avec son courant politique totalement inconnu, donc finalement personne ne pourra les contredire.

De la même manière que tout le monde croit que le régime en France était démocratique ou le serait encore, tout le monde croit que l'URSS, la Chine, Cuba étaient communistes, alors qu'ils ne l'ont jamais été, ou encore, que le PS était socialiste et le PCF communiste, alors qu'ils ne l'étaient pas davantage, et c'est facile à prouver : Dans quel pays le peuple a-t-il réellement détenu ou exercé le pouvoir ? Aucun, hormis en Russie entre 1917 et 1924, ensuite il en a été évincé.

Je représente apparemment le seul courant se réclamant du socialisme qui a refusé de condamner l'opération militaire de la Russie en Ukraine, non pas parce que Poutine serait socialiste, c'est un farouche anticommuniste, mais parce que l'OTAN incarne un plus grand danger pour la population ou l'avenir de la civilisation humaine.

Je précise que, quand on intervient dans un média dit alternatif ou à la suite d'un article de presse, on s'adresse à des gens qui en général ont une idée négative ou déformée du socialisme suite au conditionnement qu'ils ont subi, par conséquent, pour l'aborder on doit prendre des précautions qui auraient été inutiles autrefois et que ne comprendront pas forcément des militants qui se réclament du socialisme, parce qu'ils ont la fâcheuse tendance à oublier que tout le monde ne leur ressemble pas.

J'ai envie d'ajouter, malheur à ceux qui ne progressent pas ou qui ne tiennent pas compte de l'évolution de la société, ils en arriveront à tout confondre ou à ne plus rien comprendre du tout et à commettre de graves méprises pouvant les amener à se compromettre ou à soutenir le camp de nos ennemis.

Un petit tour par la physique quantique histoire de s'aérer les neurones.

- Conférence Confinée n°1 de Julien Bobroff

- Conférence confinée n°2 de Julien Bobroff

- Conférence confinée n°3 de Julien Bobroff : La quantique dans ma cuisine

Vous voilà prêts pour aborder le socialisme ! Je ne m'adresse pas à Bobroff, mais à vous, lui il est encore trop borné (Éclats de rire, ça fait du bien !)

- Cette causerie au format pdf (11 pages)

INTRODUCTION

Il a raison, elle est d'extrême droite.

Présidentielle: Emmanuel Macron se défend de mener une politique de droite - BFMTV 28 mars 2022

LVOG - Il ne mène pas non plus une politique de gauche ou d'extrême gauche...

Ils aiment bien se faire peur, ils ne seront pas épargnés, faible consolation.

« Pour la première fois depuis les années 1970, les principales banques centrales ne viendront probablement pas à la rescousse » - Le Monde 26 mars 2022

Andrew Balls, directeur de l'investissement de Pimco, le plus grand gérant obligataire au monde, semble penser que l'ère de l'intervention monétaire touche à sa fin.

Quand le « lundi noir » a secoué les marchés en 1987, la banque centrale américaine (Fed) est intervenue pour calmer les marchés. Cette action a ouvert un immense cycle interventionniste de trente-cinq ans de baisse des taux d'intérêt, toujours plus bas, jusqu'à l'impensable : des taux négatifs (le taux de la Banque centrale européenne [BCE] est aujourd'hui de - 0,5 %). Jusqu'à aujourd'hui ?

Pimco, le plus grand gérant obligataire au monde, semble penser que l'ère de l'intervention monétaire touche à sa fin. « Pour la première fois depuis la stagflation des années 1970 et du début des années 1980, les principales banques centrales occidentales, menées par la Fed, ne viendront probablement pas à la rescousse d'un choc de croissance négatif, parce qu'il est accompagné d'un choc d'inflation positif. »

Cette phrase est tirée du rapport Perspectives cycliques de Pimco publié mercredi 23 mars, qui a été corédigé par Andrew Balls, le directeur de l'investissement de la société américaine. Son opinion compte : l'homme est à la tête de 2 200 milliards de dollars (environ 2 000 milliards d'euros) d'encours, presque entièrement détenus sur le marché de la dette (obligations d'Etat, obligations d'entreprises, etc.), ce qui en fait le plus important acteur de ce secteur au monde.

« La possibilité d'une récession a augmenté »

« Depuis les années 1990, les banques centrales avaient pu ignorer les hausses des prix, parce que les prévisions d'inflation demeuraient modérées, explique-t-il au Monde. Mais je crois qu'aujourd'hui elles ne le peuvent plus et sont obligées de se concentrer sur les conséquences de l'inflation. » Il faut dire que la hausse des prix frôle désormais 8 % aux Etats-Unis et dépasse 6 % en zone euro.

Le cycle de hausse des taux d'intérêt a donc commencé. La Fed a augmenté son taux de 0,25 % le 17 mars et anticipe six hausses supplémentaires en 2022, la Banque d'Angleterre a déjà augmenté son taux à trois reprises, à 0,75 %, et la BCE, parmi les plus interventionnistes, a annoncé la fin de son programme d'achat d'actifs pour le troisième trimestre. Pour les ménages et les entreprises, emprunter commence à coûter un peu plus cher. Au risque que cela donne un sérieux de coup de frein à l'économie ?

« La possibilité d'une récession en 2023 a augmenté », reconnaît M. Balls. Il ne s'agit pas d'une prévision de sa part, et ce n'est pas le

scénario le plus probable, mais le risque est réel. « On a un choc, celui de la guerre en Ukraine, qui vient s'ajouter à un autre choc, celui de la pandémie. Il y a un an, je ne pensais pas que la comparaison avec les années 1970 était justifiée, mais on a maintenant un choc énergétique. Les banques centrales sont forcées d'agir et de démontrer leur volonté de lutter contre l'inflation. »

Un commentaire lu.

- En réalité, les banques centrales quand on y pense bien sont tout simplement impuissantes.

Elles peuvent lutter contre une crise financière avec des instruments financiers. Si les banques manquent de liquidités, il n'y a qu'à imprimer et créer des liquidités. Simple et parfaitement logique.

Mais quand il s'agit d'une crise physique, les banques centrales ne peuvent pas créer du pétrole pas cher en utilisant des outils financiers ! Simple et parfaitement logique.

Les banques centrales peuvent imprimer des billets de banque, mais pas du blé, elles ne peuvent pas plus créer des barils de pétrole ou des sacs de riz.

Face à une crise de ressources, les banques centrales sont sans ressource.

LVOG - C'est faux.

Imaginons qu'une banque centrale imprime 50 milliards de dollars et qu'elle le verse à un Etat pour qu'il mette en culture un million d'hectares en jachère, je donne un chiffre au hasard, et il n'y a plus de pénurie de quoi que ce soit dans 4 ou 6 mois plus tard.

Oui mais cet Etat va s'endetter ? Et alors il l'est déjà lourdement, donc cela ne changerait rien.

Alors pourquoi c'est impossible ? Parce que nous sommes dans une économie de marché où seul le profit des boursicoteurs et autres actionnaires compte. S'il y a une pénurie de denrées alimentaires par exemple, les spéculateurs vont se déchaîner, les cours vont flamber et ils vont s'en mettre plein les poches, c'est leur seul objectif. Que les prix augmentent et que la population crèvera de faim ou elle devra se serrer la ceinture, ils s'en foutent royalement.

D'où la nécessité d'une révolution politique et sociale...

Le bout de gras ne sera pas suffisant, on veut tout le pouvoir !

Matières premières : « Le cours du tournesol a perdu la boussole » - Le Monde 26 mars 2022

L'Ukraine et la Russie écoulant à elles deux 80 % de l'huile de tournesol commercialisée sur la planète, la guerre alimente les incertitudes sur les capacités de production et la hausse des cours, raconte notre journaliste Laurence Girard.

L'Ukraine et la Russie écoulant à elles deux 80 % de l'huile de tournesol commercialisée sur la planète, la guerre alimente les incertitudes sur les capacités de production et la hausse des cours, raconte notre journaliste Laurence Girard.

Quand le soleil printanier se lève dans le ciel, les semences de tournesol, elles, s'enfoncent dans la terre. En France, les agriculteurs commencent à s'activer pour planter la belle fleur jaune, immortalisée par Van Gogh. Difficile, alors que les premières touches de la culture sont à peine posées, de dire à quoi ressemblera le tableau final. Certains tentent tout de même d'estimer la taille du tapis doré qui se déroulera cet été. Arnaud Rousseau, président d'Avril, leader français des huiles et des protéines végétales, table sur une surface comprise entre 700 000 et 800 000 hectares, comparable à celle des campagnes précédentes.

Même si les jachères, autorisées à la culture par le gouvernement, étaient semées en tournesol, elles ne feraient guère bouger la toise. Une quasi-stabilité dans un monde instable. Depuis l'invasion de l'Ukraine, le 24 février, par les armées russes dirigées par Vladimir Poutine, les marchés agricoles, déjà en surchauffe avec la spéculation liée à la reprise économique post-Covid et à quelques aléas climatiques, montent encore en température.

Les projecteurs médiatiques se sont braqués sur le tournesol. L'Ukraine écoule, en effet, à elle seule plus de la moitié de l'huile de tournesol commercialisée sur la planète. En ajoutant la Russie, le flux atteint les 80 %. Résultat, le cours du tournesol a perdu la boussole. « Le tournesol rendu Saint-Nazaire, récolte 2021, se négocie à 1 010 euros la tonne. C'est un plus haut historique. A comparer aux 550 euros la tonne il y a un an, et aux 350 euros la tonne en 2019 », explique Arthur Portier, du cabinet Agritel.

« Peu coûteux à produire »

Lui-même agriculteur, il s'apprête à planter pour la première fois du tournesol. Il a été démarché par des entreprises prêtes à signer des contrats, pour la prochaine récolte, à 800 euros la tonne. Il a décliné, ne connaissant pas ses rendements. « Mais, vu les cours, le tournesol étant peu coûteux à produire, il n'y a pas de risque », ajoute-t-il. La fleur jaune a, en effet, le bon goût d'être peu gourmande en intrants. Un atout maître quand le prix des engrais, dépendant du gaz russe, s'envole. Le Monde 26 mars 2022

La pandémie mondiale de covid-19, une effroyable imposture.

Le plus gros mensonge de l'histoire: La base de données est erronée. Il n'y a jamais eu de pandémie. Les mandats Covid, y compris le vaccin, sont invalides.

Les "cas confirmés Covid-19" par PCR n'ont aucun sens. Le projet de test d'antigènes et à domicile de plusieurs milliards de dollars est faux

Par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 28 mars 2022

- Cliquez ici

Un extrait de cet article à lire.

Les preuves sont accablantes. Les derniers chiffres officiels indiquent environ :

65 629 décès liés à l'injection Covid-19 et 10 439 642 blessures signalés au 24 février 2022 pour l'UE, les États-Unis et le Royaume-Uni réunis.

Mais seule une petite fraction des victimes ou des familles des personnes décédées passera par le processus fastidieux de déclaration des décès et des effets adverses liés au vaccin aux autorités sanitaires nationales. Mondialisation.ca, 28 mars 2022

DOSSIER UKRAINE

Vers un référendum d'adhésion de Lougansk à la Fédération de Russie - Réseau Voltaire 28 mars 2022

Le président de la République populaire de Lougansk, Leonid Pasechnik, a annoncé avoir autorisé la tenue d'un référendum d'adhésion de sa république à la Fédération de Russie.

Si une telle consultation avait lieu, le « Oui » l'emporterait largement. Il resterait à la Fédération de Russie d'accepter ou de refuser, mais là encore le « Oui » de la Douma fédérale ne fait aucun doute. Réseau Voltaire 28 mars 2022

Kiev dénonce l'ouverture d'un bureau de la Croix-Rouge internationale - Réseau Voltaire 28 mars 2022

Le gouvernement de Volodomyr Zelensky dénonce l'ouverture d'un bureau de la Croix-Rouge internationale à Rostov-sur-le-Don (Russie). Il devrait s'occuper des réfugiés ukrainiens rejoignant la Russie.

Or, le gouvernement ukrainien a déjà refusé tout couloir humanitaire vers la Russie. Il menace tout vrai Ukrainien qui fuirait vers la Russie de poursuites pour trahison. Il a déjà fermé le couloir humanitaire de Marioupol la semaine dernière préférant voir sa population prise au piège avec les bandéristes (« néo-nazis » selon la terminologie du Kremlin).

Le gouvernement Zelensky, comme les bandéristes, distingue les vrais Ukrainiens d'origine germanique ou scandinave, des faux Ukrainiens d'origine slave.

La Croix-Rouge internationale a démenti participer à « l'évacuation forcée de la population ukrainienne vers la Russie ».

Le programme d'armes biologiques états-uno-ukrainiennes Réseau Voltaire 28 mars 2022

La Russie continue à distiller des informations sur les laboratoires biologiques militaires états-uno-ukrainiens.

Il apparaît que le département de la Défense US est entré en contact avec l'Ukraine dès la dissolution de l'URSS. l'Agence fédérale de réduction des menaces (Defense Threat Reduction Agency — DTRA) était intervenue pour aider à détruire les recherches soviétiques dans les laboratoires ukrainiens. Cela est tout à fait logique et normal.

Entre 2005 et 2014, la DTRA a pris le contrôle des laboratoires biologiques ukrainiens. Les Etats-Unis ont construit huit laboratoires ukrainiens.

À partir de 2016, l'Ukraine à mené des recherches d'armes biologiques dans les laboratoires construits par la DTRA et sous son contrôle.

Selon les documents publiés par le site d'information états-unien, The National Pulse, Rosemont Seneca Technology Partners (RSTP), filiale de Rosemont Capital société fondée par Hunter Biden (fils du président Biden) et Christopher Heinz (beau-fils de John Kerry), assurait les relations entre le département de la Défense US et le ministère de la Santé ukrainien. RSTP a organisé des réunions conjointes des généraux états-uniens et des médecins ukrainiens (photo : une telle réunion en 2016).

Selon Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, un incident grave a eu lieu en 2016. Une épidémie de « grippe porcine » s'est déclarée parmi les militaires ukrainiens qui gardaient le laboratoire biologique de Kharkiv. 20 décès y avaient été enregistrés, mais « l'incident a été étouffé ». L'appellation « grippe porcine » a été utilisée pour plusieurs maladies distinctes dont celle provoquée par le virus H1N1. Réseau Voltaire 28 mars 2022

L'armée russe est en déroute en Ukraine ? Un peu de sérieux ! - rusreinfo.ru/fr 28 mars 2022

par Boris Guennadevitch Karpov.

À lire les articles quotidiens des media occidentaux on imagine que les forces russes font du sur-place, voire reculent, n'ont plus ni munitions ni essence, et c'est pour cela que la situation « est figée ». On lit également que, suite à la déclaration d'un haut-gradé disant que la Russie allait se « concentrer » sur le Donbass, les media occidentaux disent « la Russie cherche à sortir de son enlisement ». On lit aussi que l'armee russe est désorganisée, démoralisée, que le « bordel » règne dans ses rangs, etc.

Un ramassis de débilités, et je vais donc rectifier tout ceci, « en vrac ».

Depuis le début de l'intervention russe, Vladimir Poutine a été clair : Il n'est pas question d'occuper l'Ukraine. La tâche est la démilitarisation, qui passe par la dénazification de l'Ukraine. Il a également précisé que la Russie n'a rien contre le peuple d'Ukraine, et que la première raison de l'intervention est le massacre qui dure depuis 8 ans, des populations du Donbass.

C'est pour cela que d'une part la Russie fait preuve d'une extrême retenue en ne ciblant QUE les objectifs militaires ukrainiens, alors que les ukrainiens eux bombardent régulièrement les villes du Donbass. Il se trouve que bien souvent les militaires ukrainiens s'abritent au coeur des villes. Si une batterie ukrainienne tire sur nos hélicos depuis une cour d'immeuble à Mariupol (c'est arrivé), il est parfaitement clair qu'une frappe sera faite dans cette cour d'immeuble. Qui sont donc à blamer ?! Des vrais soldats, de vrais Hommes, n'ont pas à s'abriter derrière des civils !

Des agents du Renseignement militaire Russe opèrent en Ukraine, certains au sein d'unités de reconnaissances, d'autres en étant infiltrés au sein des villes. Et de nombreux citoyens ukrainiens nous aident également pour localiser et désigner les objectifs militaires à nos forces qui peuvent alors les frapper très précisement.

La démilitarisation passe par la destruction systématique des infrastructures militaires, et c'est ce que nous faisons à l'aide de frappes très précises.

La dénazification passe par l'élimination physique des responsables des unites extrémistes, et c'est ce que nous faisons.

Les combats dans les villes sont toujours très meurtriers, difficiles et longs. Mais le but de la Russie n'est absolument pas de prendre les villes, exception faite des villes du Sud de l'Ukraine majoritairement peuplées de russophones, qui si elles le désirent pourront alors former une grande région indépendante.

La tactique russe est l'encerclement des villes, l'ouverture de « couloirs » pour les réfugiés qui seront acheminés où ils le souhaitent. On note ici que c'est souvent l'armée ukrainienne qui s'oppose par les armes au départ des civils, ils préfèrent les garder comme « boucliers humains ». Et dans les villes encerclées les infrastructures militaires sont détruites, les forces ennemies sont liquidées.

Voyez que Zelenski pleurniche jour après jour pour demander plus d'armes, plus de matériel lourd à l'OTAN. Si l'armée russe était dans la déroute décrite par la propagande occidentale, pensez-vous qu'il aurait besoin de ça ? Zelenski tente désespérement d'entrainer l'OTAN dans la guerre en imaginant pouvoir ainsi sauver non pas les ukrainiens, mais son gouvernement de mafieux ! Il ne doit pas se douter que si l'OTAN entre en guerre… Ne pensez-vous pas que nos forces savent avec précision où se cache cette ordure? Allons allons… Si l'OTAN entre en guerre, même une ambassade américaine ne sera pas à l'abri d'un missile.

Si les media occidentaux se gargarisent de leurs certitudes que la Russie est en déconfiture, les hauts responsables militaires américains eux ont semble-t-il bien compris la situation et savent que la Russie est bien loin d'utiliser toutes ses possibilités. Ils savent aussi que si l'OTAN intervient, la Russie ne se retiendra plus et les choses se passeront très mal… pour l'OTAN. Une « piqure de rappel » leur a été faite avec quelques volées de missiles sur les dépôts de carburants et de munitions de la ville de Lvov à la frontière polonaise, alors que Biden n'était pas loin du tout. Par « chance » (…) un énorme arrivage de matériel militaire de l'OTAN a été également détruit… Le message, selon des informations, est bien passé puisque Biden a une fois encore precise que l'OTAN n'interviendrait pas. Ceci étant dit, je vous conseille de relire mon dernier article ci-dessous.. Les choses peuvent évoluer !

L'OTAN attaquera la Russie, sauf si…

Au sujet de l'état de l'armée russe, d'abord ce ne sont que des engagés volontaires qui sont en Ukraine. Oui il y a eu une « bavure », avec quelques « appellés » envoyés sur place. Ils étaient en fait dans l'intendance et cela a été corrigé très vite, un officier supérieur a été limogé suite à cette erreur. Savez-vous en quoi consiste l'entrainement des militaires professionnels chez nous ? Il n'est bien sûr pas question de démoralisation, de désorganisation etc, bien au contraire !

Oui nos généraux et amiraux vont sur le terrain, ce ne sont pas des planqués comme les vieilles badernes européennes croulant sous les médailles obtenues dans leur bureau ! Pour avoir participé aux guerres de Tchétchénie je peux vous affirmer que nos généraux étaient sur place, se battaient, mangeaient et dormaient avec nous dans leurs uniformes sales puant la sueur ! C'est la même chose en Syrie, et en Ukraine aujourd'hui. Et donc hélas il y a des pertes, eux ne s'abritent ni derrière leurs hommes, ni derrière des civils !

Oui nous avons des morts parmi nos soldats, hélas. À ce sujet, plusieurs fois les familles de nos soldats tombés au combat ont reçu des coups de téléphone des ukrainiens se moquant de leur père ou fils mort, les insultant etc. Ces ordures se filment souvent et des vidéos tournent sur les réseaux sociaux. Certains ont déjà été identifiés et ont été liquidés par des commandos des forces spéciales russes qui se sont déplacées derrière leurs lignes « juste pour ça ».

En fait donc, l'opération suit son cours, il y a bien entendu des adaptations faites en fonction de l'évolution sur le terrain, mais grosso-modo le plan est respecté. Et à la place des occidentaux je m'inquiéterais beaucoup plus des conséquences des « sanctions » contre la Russie… Pour eux ! La hausse des prix du gaz et du pétrole n'est qu'une plaisanterie à côté de la pénurie des produits alimentaires de base (céréales…) qui se profile. La Russie et la Biélorussie ont en effet décidé de « sanctionner les sanctionneurs » en cessant d'exporter céréales et engrais. L'Ukraine n'allant pas produire grand chose cette année… que vont donc bien pouvoir manger les européens ?! L'argent de nos réserves de notre Banque Centrale, volé par les occidentaux, ne remplacera pas un morceau de pain !

Et si d'aventure les fous furieux avaient le dernier mot, ce serait bien pire encore pour les européens et américains. Qu'ils cessent donc d'armer l'Ukraine, ça ne fait que retarder la fin de l'opération russe qui, quoi qu'il arrive, sera menée à son terme. La seule incertitude est le temps que ça prendra, et ceci dépend des occidentaux. rusreinfo.ru/fr 28 mars 2022

Censure : Donbass Insider dans le collimateur de NewsGuard, une officine liée à la CIA, l'OTAN et la Maison Blanche - donbass-insider.com 28 mars 2022

Extrait

En clair, NewsGuard fournit aux sociétés comme Google, Facebook ou Twitter, des données justifiant leur censure des méchants médias qui désinforment (ou en fait qui ne suivent pas le narratif de Washington, comme on va le voir tout de suite).

En effet, quand on se penche sur le profil de l'équipe de NewsGuard, et surtout de son comité consultatif, on comprend tout de suite que niveau impartialité et neutralité il y a un problème, un gros problème même. En effet, on retrouve dans le comité consultatif de NewsGuard :

– Don Baer, ancien directeur de la communication de la Maison-Blanche sous l'administration Clinton ;
– Arne Duncan, ministre de l'Éducation sous l'administration Obama ;
– Le général à la retraire, Michael Hayden, ancien directeur de la CIA, et ancien directeur de l'Agence de sécurité nationale (NSA) ;
– Elise Jordan, ancienne plume de la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice ;
– Anders Fogh Rasmussen, ancien secrétaire général de l'OTAN ;
– Tom Ridge, ancien premier secrétaire d'État à la Sécurité intérieure dans l'administration de George W. Bush ;
– Gianni Riotta, éditorialiste pour La Stampa (vous savez le journal italien qui a utilisé une photo du massacre de civils à Donetsk par l'armée ukrainienne, pour illustrer un article sur la situation à Kiev) ;
– Richard Stengel, ex-sous-secrétaire d'État chargé des affaires publiques dans l'administration Obama ;
– Jimmy Wales, le cofondateur de Wikipédia, dont la présence au sein de ce comité fortement orienté (pour ne pas dire autre chose), indique que la fameuse encyclopédie n'a rien de neutre.

Si on ajoute que « l'analyste » qui m'écrit, Edward O'Reilly, est un ancien membre du corps des marines des États-Unis, et que Newsguard cite Bellingcat (dont les liens avec les programmes secrets du ministère britannique des Affaires étrangères a été prouvé) régulièrement en guise de source fiable, on comprend vite que ce site n'est qu'une autre vitrine des services de renseignement américains, CIA en tête, de la Maison Blanche et de l'OTAN, visant à imposer le narratif américain.

- Cliquez ici

Ukraine : L'Occident et le reste du monde par Me Régis de Castelnau (Vu du droit 18 mars 2022) - Mondialisation.ca, 27 mars 2022

- Cliquez ici

Haut de page

Le 31 mars 2022

On se demande parfois pourquoi on se donne tant de mal. Hier soir je me suis demandé si je ne ferais pas mieux d'arrêter cette activité politique le 25 avril prochain si Macron était réélu. J'ai l'impression de perdre mon temps et de m'user la santé pour rien.

Je ne partage aucune des analyses de la situation mondiale que j'ai eu l'occasion de lire. J'ai déjà exposé la mienne qui mériterait quelques retouches sans avoir à modifier l'essentiel. Je n'ai pas le courage de revenir dessus, je suis trop fatigué et je n'en vois pas l'intérêt. J'en ai marre de me répéter et de ramer dans le désert.

Tenez, il est 17h20, je vais profiter du coucher du soleil, ce qui m'arrive très rarement.

- Cette causerie au format pdf (20 pages)

INTRODUCTION

Vive le capitalisme ! Dans quel pays ou monde vivons-nous ?

Eugénisme assumé.

- L'avortement sans condition jusqu'à neuf mois préconisé par l'OMS

- La pilule contraceptive pour homme est entrée en phase de tests

Corruption généralisée

- Matthieu Courtecuisse : "Dans l'ensemble, l'État n'a aucun intérêt à se priver des apports du secteur privé"

- Marchés truqués: prison ferme et inéligibilité en appel contre le sénateur Jean-Noël Guérini

- L'affaire McKinsey est-elle un scandale d'État ?

- Affaire Orpea: le gouvernement va publier le rapport d'enquête d'ici "quelques jours"

- Monaco: la Principauté inquiétée par les dessous du Rocher

L'élite dépravée.

- L'ex-secrétaire d'Etat Jean-Vincent Placé mis en examen pour "agressions sexuelles"

- Violences sexuelles dans l'Eglise: 9 groupes de travail mis en place par l'épiscopat

---

Première partie. Nous ne serions plus que "*des animaux piratables*".

Pendant que les projecteurs sont braqués sur l'Ukraine le programme du «Great Reset» continue sa route par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 29 mars 2022

Extrait

A bon entendeur salut !

Selon Harari, la technologie du cloud, comme la plateforme d'IBM ou celle de Bill Gates, Microsoft, sera l'une des « forces motrices » de cette évolution. (Yuval Noah Harari est professeur d'histoire à l'université hébraïque de Jérusalem, et ses articles ont été publiés par le Guardian, le Financial Times, le New York Times, l'Atlantic, The Economist de Rothschild, informations trouvées dans le portail du Forum économique mondial. - https://www.weforum.org/people/yuval-noah-harari - LVOG)

« Les humains (qui continuent de croire au mensonge) sont désormais des animaux piratables ». « Toute idée que les humains ont cette âme ou cet esprit, et qu'ils ont le libre arbitre, et que personne ne peut savoir ce qui se passe en chacun, quoi qu'il choisisse, que ce soit aux élections ou au supermarché, ce libre arbitre est fini. »

« Aujourd'hui, nous avons la technologie pour pirater les êtres humains à grande échelle », poursuit Harari, qui ajoute : « Tout est numérisé. Tout est surveillé. »

« En cette période de crise, vous devez suivre la science ». « On dit souvent qu'il ne faut jamais laisser une bonne crise se perdre, parce qu'une crise [COVID-19] était l'occasion de faire les bonnes réformes, qu'en temps normal, les gens n'auraient jamais acceptées . Mais en temps de crise, c'est une fenêtre d'opportunité ! »

« Et si nous réussissons à pirater et à concevoir la vie, ce ne sera pas seulement la plus grande révolution de l'histoire de l'humanité, ce sera la plus grande révolution de la biologie depuis le tout début de la vie, il y a quatre milliards d'années », disent triomphalement les « élites » du FEM de Davos. « Pendant quatre milliards d'années, rien de fondamental n'a changé dans les règles du jeu. Les dinosaures, les amibes, les tomates, les humains, toute la vie était soumise aux lois de la sélection naturelle et aux lois de la biochimie organique, mais cela est sur le point de changer … »

« Mais, poursuit Harari, notre conception intelligente et la conception intelligente de nos cloud, le cloud d'ibm, le cloud de Microsoft, ce sont les nouvelles forces motrices de l'évolution et en même temps la science peut permettre à la vie, après avoir été confinée pendant quatre milliards d'années dans le domaine limité des composés organiques, de sortir dans le domaine inorganique ainsi après quatre milliards d'années de vie organique façonnée par la sélection naturelle. »

« Nous entrons dans l'ère de la vie inorganique façonnée par la conception intelligente », ajoute le complice de Karl Schwab.

Comme si la vie organique n'avait pas été façonnée par la conception intelligente de la nature. Au lieu d'avoir une sélection naturelle nous aurons maintenant une sélection artificielle !

Ces hommes arrogants prétendent donc être plus intelligents que la nature et d'être désormais capables de façonner une vie qui sera supérieure à tout ce qui est vivant dans le monde ! Ce sont des gens pareils qui ont pris le pouvoir et qui nous imposent cet abominable transhumanisme dans lequel il n'y a plus trace de ce qu'est la beauté de la liberté ! (anguillesousroche.com)

Après avoir entendu cela, que devient donc le but évolutif de toute vie dans la biosphère comme dans tout l'Univers lui-même ? Que devient

essentiellement la conscience, l'amour et la liberté dans ce projet de « Great Reset » prétendant être supérieur à tout ce que la Nature a pu imaginer tout en étant sous le contrôle exclusif d'une « élite » mondialiste ?

Peut-on échapper encore à une telle désappropriation et travailler intensivement à cet « éveil supérieur de sa conscience ». Ce mot « supérieur » ne voulant pas dire « élitiste », mais « en marche », « en libération permanente », « en évolution permanente » ; cette évolution signifiant le passage permanent d'un « moins » vers un « plus », le passage d'une précédente « ignorance » sur soi-même à une « connaissance » suivante sur soi-même ou d'une connaissance potentielle à une connaissance réelle de soi par vécu introspectif, cette expérience n'ayant jamais de rapport avec une connaissance théorique mais une connaissance expérimentale de soi !

La connaissance dont nous parlons est une « connaissance » expérimentale, existentielle, réelle et non pas purement spéculative : une « connaissance » indispensable à l'éveil permanent d'une conscience, non pas du « moi », mais du soi. Le Cloud a-t-il une compétence quelconque dans le SOI ?

Le passage de la conscience égotique à la conscience cosmocentrique fait advenir en permanence l'avènement du soi dans un « moi » relié par sa métamorphose au « Tout » de la cosmogenèse duquel il provient, dans lequel il peut évoluer et vers lequel il retourne…

Parce que nous sommes informés et avertis, nous pouvons donc utiliser des moyens appropriés pour favoriser, voire, accélérer cette « libération de la conscience » et connaître cette expérience « d'illumination » ou expérience « transpersonnelle » qui est une expérience de conscience supérieure, permettant de sortir de tous nos enfermements y compris des nouveaux qui ont surgi à l'occasion de cette violation spectaculaire de l'humain sous prétexte sanitaire…

Cette expérience première « d'illumination » est déterminante pour la suite d'une évolution supérieure de la conscience, constituant la perpétuelle vraie libération de l'Homme…

Nous savons ce qu'est un homme, mais qui sait ce qu'est un transhumain ? Mondialisation.ca, 29 mars 2022

LVOG - Quel galimatias, quelle confusion !

La nature des hommes est double, psychologique et sociale. Quand on s'évertue à nier la seconde ou qu'on ramène tout à la première, l'interaction permanente entre les deux devient incompréhensible. On perd de vue que l'homme réagit aux conditions dans lesquelles il vit, qui existent à sa naissance, et que ce sont ces conditions qui s'imposent à lui, qui vont conditionner son développement psychologique et non l'inverse. Les hommes ne naissent pas égaux, selon le lieu, le continent, le pays, la classe sociale, l'époque, etc. auxquels ils viennent au monde, ils n'auront pas les mêmes rapports au monde extérieur ou entre eux, avec leur environnement, la société, le reste de la population, la nature.

Sur tous les plans, leur évolution dépendra en premier lieu du milieu social duquel ils sont issus, dans lequel ils baignent, du degré du développement économique de la société où ils vivent. C'est ce facteur qui contribuera à forger leur mode de penser, de quelle manière ils interprèteront leur condition et tous les rapports qui existent dans la société, ainsi que leur comportement en général, jusqu'à déterminer leur sort ou leur destin.

Ne pas faire dépendre les idées et le comportement des hommes des conditions objectives ou sociales qui prévalent, va de pair ou se traduit par la négation du processus historique, de la crise qui mine l'existence du capitalisme, de la lutte des classes, dans ce cas-là, on ne peut pas entrevoir une issue favorable à la crise qui frappe l'humanité ou on aboutit fatalement à une impasse ou à étaler son impuissance, en fait, son ignorance.

Seconde partie. Changer les hommes ou la société ?

LVOG - Dans cet article il manque évidemment la dimension de la lutte des classes. Pourquoi les masses peuvent-elles être ainsi conditionnées ? Pourquoi ceux qui étaient censés les représenter le sont tout autant ?

L'auteur de ce brillant article nous dit que "*Si nous voulons vivre en pleine conscience, être éveillés, vigilants, nous devons être informés de ce qui se passe et de ce qui s'organise trop souvent à notre insu.*", comment pourrions-nous l'être sans que soient portées à notre connaissance les rapports sociaux sur lesquels repose l'ensemble de la société, qui déterminent la place que chacun y occupe, le rôle que chacun y joue, le statut qui échoit à chacun d'entre nous, les conditions d'existence, le sort ou le destin des membres des différentes classes sociales, bref, la structure, la superstructure, l'organisation et e fonctionnement de la société, qui expliquent les inégalités sociales et les injustices dont la majorité est victime, toutes les difficultés ou souffrances que la population doit endurer tout au long de son existence, ne serait-ce pas plutôt ce facteur qui va déterminer le niveau de conscience de chacun, qui va conditionner, façonner la psychologie de chaque individu, son comportement ?

Si l'explication n'est pas sociale ou économique, c'est qu'elle est mystérieuse, métaphysique, divine, et dans ce cas-là elle est insondable, hors de notre portée et c'est peine perdue d'avance de vouloir agir dessus. On nous répond non, elle figurerait dans le droit naturel qui n'existe pas plus que l'accumulation naturelle du capital pour justifier l'exploitation de l'homme par l'homme et qui est une supercherie d'intellectuelle paresseux ou subordonnée au capitalisme.

- La captivité mentale, la psychopathologie des blessures de l'âme, les conditionnements psycho culturels, le mimétisme environnemental, le formatage religieux, éducatif, la propagande structurellement mensongère, la stratégie des rumeurs au service d'intérêts unilatéraux, la manipulation à grande échelle, l'a priori d'une pensée unique, du politiquement correct, les communautarismes, les « censures » implicites, conscientes et inconscientes, gravées dans les comportements individuels et collectifs…, tout cela essentiellement dépossède la personne

humaine, individuelle et collective, de sa liberté fondamentale qui est une libération permanente de la conscience : le droit naturel à un éveil permanent pour une conscience supérieure de la vie du mouvement et de l'être, réconciliant en lui les conditions de l'harmonie de sa vie avec celle de la nature tout entière et de sa propre nature, masculine et féminine, une et duelle à la fois ; son unidualité abolissant la dualité tout court !

Quel est l'humain, dans nos sociétés hyper manipulatrices, se complaisant dans le mensonge permanent, qui peut honnêtement répondre à la question « qui suis-je », sans avoir réaliser un travail de libération par une clarification mentale de ses motivations intimes, conscientes et inconscientes.

« Connais-toi toi-même… et tu connaîtras les autres et le Tout de l'Univers entier duquel tu fais partie et qui se trouve paradoxalement tout entier en toi-même ! »

La captivité mentale me rend ignorant de moi-même, ignorant du monde qui m'entoure, ignorant même de ce qu'est ma véritable liberté qui est une libération permanente d'une conscience en perpétuelle évolution…

Si je ne puis répondre profondément, paisiblement, sagement à cette question « Qui suis-je », qui donc est en train de vivre ma vie à ma place ? Qui ou quoi donc me dirige, me gouverne, me soumet à sa loi, m'impose une existence formatée sur quel modèle, dans quelle intension et pour quelle finalité ?… Il y a quelques jours, on a entendu des paroles surprenantes qui nous faisaient découvrir que les humains étaient désormais des « animaux piratables », selon un conseiller de Klaus Schwab, qui a lancé un avertissement effrayant : les humains ne possèdent plus de « libre arbitre » et vont être « remodelés » par Bill Gates !

Si nous voulons vivre en pleine conscience, être éveillés, vigilants, nous devons être informés de ce qui se passe et de ce qui s'organise trop souvent à notre insu.

Le Dr Yuval Noah Harari, contributeur officiel du FEM de Davos, expliquait ce que Klaus Schwab voulait dire lorsqu'il affirmait que « nous avons été changés » !

Grâce aux injections massives et répétitives de produits à ARNm et à leur contenu de nanotechnologie au graphène, les « élites » sont parvenues à rendre obligatoires, de façon détournée, ces injections qui n'avaient pas de finalité sanitaire, mais une finalité de dressage irréversible à longs termes…

Selon le Dr Harari, Karl Schwab faisait référence à l'humanité et à l'évolution soudaine que les « élites » mondialistes réservaient au reste d'entre nous. « Par le passé, de nombreux tyrans et gouvernements ont voulu [pirater des millions de personnes], mais personne ne comprenait assez bien la biologie !» On trouve cette déclaration de Harari dans une vidéo qui a été tournée au dernier FEM de Davos. (Rf., plus bas)

« Et personne n'avait assez de puissance de calcul et de données pour pirater des millions de personnes. Ni la Gestapo, ni le KGB ne pouvaient le faire. Mais bientôt, au moins certaines entreprises et certains gouvernements seront en mesure de pirater systématiquement toutes les personnes… »

Ces gens de Davos nous donnent l'impression qu'ils se réjouissent vraiment de ce que les pouvoirs digitalo-financiers et les Gouvernements complices puissent enfin ressembler à la Gestapo ou au KGB ! C'est particulièrement sidérant.

« Nous, les humains, devrions nous habituer à l'idée que nous ne sommes plus des âmes mystérieuses. Nous sommes désormais des animaux piratables. »

Voilà où nous en sommes après ces deux années de mensonges sanitaires ! Je pense qu'il faut regarder en face cette odieuse supercherie et comprendre les implications de ce projet pervers qui a été mené de mains de maîtres par des ordures sans états d'âme, mais convaincues d'être des génies au service du plus grand bien de l'humanité.

Bien entendu, ce mariage entre la vie humaine et la technologie ne profitera pas à l'homme ou à la femme ordinaire pour qu'il ou elle puisse améliorer son propre avenir ! Non bien sûr, c'est une poignée de personnes parmi les « élites » qui désormais ne se contentera pas de « construire des dictatures numériques » pour elles-mêmes, mais « gagnera le pouvoir de réingénier l'avenir de la vie elle-même. Parce qu'une fois que vous pouvez pirater quelque chose, vous pouvez généralement aussi le concevoir… », dixit monsieur Harari.

Puisque les « élites » vont réorganiser l'humanité, il est clair que les données de notre ADN, de notre cerveau, de notre corps et de notre vie « ne nous appartiendront plus, elles appartiendront à une société digitalo-financière comme Microsoft ou au gouvernement… ».

Je ne serai plus le propriétaire de moi-même ; mon corps et mon esprit ne m'appartiendront plus. Je serai dépossédé radicalement de tout ce qui faisait ma réalité humaine, mon originalité et mon irréductibilité. Désormais les « élites » en question, les esclavagistes, les tyrans seront les maîtres absolus de tout ce qui fait un humain, ils pourront « pirater les animaux humains », user et abuser librement de tous ceux qui auront accepté le programme complet du marquage par injections répétées au graphène qui est un allotrope de carbone et dont le chiffre est le 666 pour 6 électrons, 6 protons, 6 neutrons.

Pour que ce marquage puisse fonctionner et donc pour que le « piratage des animaux humains » soit possible, il faut sans doute une quantité de graphène suffisante injectée dans le corps ; cela expliquerait la stratégie des « vaccinations » répétitives organisées dans le mensonge absolu et d'où viendraient la colère et la volonté de Macron « d'emmerder » tous ceux qui refusent de se faire marquer du signe de la Bête, dont il avait par ailleurs annoncé l'arrivée le 22 mai 2020 ! Mondialisation.ca, 29 mars 2022

Great Reset. Ils ont au moins atteint deux de leurs objectifs.

Espagne : face à l'inflation qui frôle les 10 % en mars, le gouvernement prend des mesures - France 24 30 mars 2022

L'inflation a atteint 9,8% en Espagne au mois de mars, soit son plus haut niveau depuis 37 ans, en raison de la flambée des prix de l'énergie provoquée par la guerre en Ukraine, selon une première estimation officielle publiée mercredi. France 24 30 mars 2022

Afrique du Sud: nouveau record du chômage à 35,3% - AFP 29 mars 2022

Le taux de chômage en Afrique du Sud a encore augmenté au dernier trimestre 2021 pour atteindre un nouveau record à 35,3%, a annoncé mardi l'Agence gouvernementale des statistiques.

La première puissance industrielle du continent compte désormais 7,9 millions de chômeurs sur une population de près de 60 millions. Les jeunes sont particulièrement touchés, plus de 66% des 15-24 ans étant concernés.

L'économie du pays a été durement frappée par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. AFP 29 mars 2022

On pourrait en ajouter un troisième...

"Les Américains pourront accéder à toutes les données personnelles des Européens" Eric Denécé - francesoir.fr 30 mars 2022

Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement.

L'accord sur le transfert vers les États-Unis des données personnelles des Européens conclu lors du sommet européen du 25 mars entre la présidente de la Commission Ursula von der Leyen et le président américain Joe Biden. « C'est passé quasiment inaperçu »

- « On est aujourd'hui dans le management de la perception, ce n'est plus la vérité qui compte »

- « les Américains peuvent piocher dans les données que nous leur transmettons comme ils le veulent en utilisant l'argument de la sécurité nationale, ce qui ouvre la porte à tous les abus »,

- « Il n'y a pas de réciprocité des données avec les Américains. »

- « On sait que toutes les écoutes de la NSA faites depuis 2002 au titre de la lutte contre le terrorisme ont servi à la guerre économique et non pas à la lutte contre les attentats. »

- « En 30 ans, les Américains ont rétabli la torture (ils l'ont fait à Guantanamo), ils ont fait valider la torture par leurs juristes du département de justice, ils imposent des sanctions extraterritoriales à tous leurs partenaires, ils ont violé le droit international aussi bien au Kosovo en déclarant la guerre à un pays qui ne leur avait rien fait, ils ont envahi l'Irak en 2003, leurs forces sont déployées dans 177 pays du monde, ils ont un budget de la défense neuf fois et demi au budget russe... »

- « Est-ce qu'on peut faire confiance à une nation qui du jour au lendemain décide que Cuba devient un pays avec qui on peut faire des affaires alors que des entreprises françaises ont été sanctionnées pour faire des affaires avec Cuba quelques temps après. Ou l'Iran, ou le Vénézuela, ou l'Arabie Saoudite ». « Ils sont imprévisibles »

- « Non seulement nous sommes devenus des auxiliaires des Américains, mais nous avons aussi pris tous les travers de la société américaine avec cinq ou dix ans de retard : le wokisme, le politiquement correct, les médias qui sont mainstream… »

Et un quatrième, la banalisation du régime policier ou totalitaire sur les orieaux de l'Etat de droit...

Me Virginie de Araujo-Recchia communique suite à sa mise en garde à vue par la DGSI - francesoir.fr 30 mars 2022

https://www.francesoir.fr/politique-france/me-virginie-de-araujo-recchia-communique-suite-gav-dgsi

Extrait

Elle ressort de garde à vue le 24 mars et nous confie aujourd'hui son ressenti à travers un communiqué officiel, dans lequel elle souligne que "rien ne lui est reproché". "Je n'ai fait l'objet d'aucune poursuite, je n'ai pas été mise en examen, ni même placée sous le statut de témoin assisté", explique-t-elle.

Qu'en est-il de la présomption d'innocence ?

Il est à noter qu'il y a environ 800 000 gardes à vue par an en France, qui malgré leur caractère infamant, sont malheureusement devenues banales.

Une des raisons avancées pour expliquer l'augmentation des gardes à vue ces dernières années est notamment que le nombre de gardes à

vue est un des indices de performance d'un commissariat, poussant ainsi ses fonctionnaires au zèle en la matière.

On observe aussi une augmentation sensible de leur nombre dans la période récente contre les avocats ou les journalistes. Faute de preuve sérieuse ou suffisante, la tendance étatique est donc à l'intimidation de ces deux professions, qui constituent pourtant l'un des fondements de toute Démocratie.

Il en est de même concernant certains médecins, qui subissent les mêmes méthodes d'intimidation, lorsqu'ils tentent d'alerter quant aux conséquences dommageables des mesures de gestion de la « crise » sanitaire ou des injections de thérapies géniques expérimentales.

Ils sont poursuivis devant l'Ordre des médecins et devant les tribunaux, lesquels sont contraints de prononcer la relaxe, faute de grief sérieux.

Puis, je ne peux m'empêcher d'avoir une pensée pour les gilets jaunes qui ont été les premiers à subir la violence du pouvoir en place.

Concernant l'interrogatoire, que j'ai subi pendant une dizaine d'heures, je me bornerai à citer quelques-unes des questions qui m'ont été posées :

a. Êtes-vous patriote ?
b. Qu'est-ce que le terme complotiste ?
c. Que pensez-vous de la religion musulmane ?
d. Que pensez-vous de la religion juive ?
e. Que pensez-vous des antennes 5G ?
f. Que pensez-vous de la pédophilie?
g. Que pensez-vous de la franc-maçonnerie ?
h. Pensez-vous que des ministres soient reliés aux réseaux pédophiles ?
i. Que pensez-vous d'Emmanuel Macron ?
j. Quelles sont les mesures qui vous amènent à dire qu'il s'agit de crimes contre l'humanité ?
k. Qu'est-ce que le nouvel ordre mondial ?

Chacun restera libre de se faire sa propre opinion.

L'enquêteur m'a demandé de lui exposer les grands axes de mon « idéologie ». francesoir.fr 30 mars 2022

LVOG - On doit quand même préciser qu'elle représente un cinglé d'extrême droite nommé Rémy Daillet-Wiedemann, mais surtout elle fait partie d'un panel d'avocats internationaux qui s'attaquent aux Etats qui ont infligé des mauvais traitements à la population au cours des deux dernières années dans le cadre d'une pandémie inexistante ou qu'ils ont fabriquée.

POLITIQUE

Mélenchon toujours aussi bien inspiré ! Pour un peu il ferait mieux d'appeler à voter Macron dès le premier tour !

Mélenchon ferait une consultation de sa base en cas de duel Macron-Le Pen - Europe1 31 mars 2022

Comme en 2017, Jean-Luc Mélenchon a annoncé qu'il ferait une consultation de sa base en cas de duel Macron-Le Pen au second tour

Il l'avait déjà fait en 2017, la consultation avait abouti à une majorité courte pour le vote blanc ou nul (36%), juste devant le vote pour Emmanuel Macron (près de 35%). Europe1 31 mars 2022

Le message : N'allez pas voter, l'affaire est pliée, Macron est réélu, réjouissez-vous ou mettez-vous une balle dans la tête !

Pour une majorité de Français, la présidentielle 2022 est déjà jouée - Le HuffPost 30 mars 2022

Présidentielle 2022: le vote blanc doit être pris en compte pour 66% des Français - Le HuffPost 30 mars 2022

En famille. Confirmation ou secret de polichinelle, Zemmour roulait pour... Macron !

"Bien-sûr" : Éric Zemmour envisage des meetings communs avec Marine Le Pen entre les deux tours - BFMTV 31 mars 2022

Éric Zemmour: "Je suis le seul à faire la réconciliation des droites" - BFMTV 30 mars 2022

Éric Zemmour était l'invité d'Apolline de Malherbe sur BFMTV et RMC. BFMTV 30 mars 2022

LVOG - Oui, c'est bien cela, réconcilier les droites et les extrêmes droites dont celle de Macron...

Totalitarisme. En technocratie. Les affaires sont les affaires, et après, franchement, de quoi je m'occupe !

Macron rattrapé par les affaires – Aujourd'hui : les cabinets conseil McKinsey, Eurogroup, Boston Consulting Group… - lemediaen442.fr 30 mars 2022

L'émission Complément d'enquête, de mars 2021, montre l'ascension d'Emmanuel Macron, depuis ses débuts à la Commission Attali, où il s'est fait des relations dans les cabinets conseil, jusqu'à son élection gérée par les cabinets conseil. Aujourd'hui, il est soupçonné de leur avoir confié le fonctionnement de l'État.

« L'influence des cabinets de conseil sur les politiques publiques, lors de la conférence de presse de présentation de son programme de campagne » tel est le rapport du Sénat — qu'on n'a jamais vu aussi incisif envers le pouvoir… Il vient perturber l'inertie de la non-campagne présidentielle. Le Sénat y dénonce la coûteuse intrusion « des cabinets privés qui conseillent l'État sur sa stratégie, son organisation et ses infrastructures informatiques. Peu connus du grand public, ils s'appellent Accenture, Bain, Boston Consulting Group (BCG), Capgemini, Eurogroup, EY, McKinsey, PwC, Roland Berger ou encore Wavestone et emploient 40 000 consultants en France ». Sous la présidence Macron, les dépenses de conseil des ministères sont passées de 379 millions d'euros en 2018, 539 millions en 2019, 617 millions en 2020 à 893 millions en 2021.

Non seulement McKinsey s'est goinfré (et il n'est pas le seul), mais il n'a pas payé d'impôts en France depuis au moins dix ans. Le Média en 4-4-2 en parle là. Karim Tadjeddine, directeur associé, interrogé sous serment au Sénat, avait affirmé que McKinsey payait ses impôts. Si je mens je vais en enfer… les portes de l'enfer s'entrouvrent par une plainte du Sénat pour suspicion de faux témoignage. On ne s'en fait pas trop pour lui. En revanche, Macron en est déjà au purgatoire. Obligé, lors d'une conférence de presse de sa campagne électorale, de répondre à une question sur le rapport du Sénat, il plaide, non, il s'affirme violemment non coupable : les appels d'offres sont transparents et les prestations des cabinets conseil justifiées. Mensonges ! réplique Rémy du Juste bistrot (A voir là) avant d'analyser bien clairement les affirmations du candidat. En effet, la transparence des appels d'offres n'existe plus depuis la création par Macron lui-même, en novembre 2017 (il n'a pas perdu de temps !) de la Direction interministérielle de la transformation publique. La DITP concentre les appels d'offres de tous les ministères et les garde secrets. Pourquoi Macron s'est-il empressé de dissimuler les appels d'offres ? Parce qu'il les destine à ses soutiens qui l'ont fait élire et, parmi eux, aux cabinets conseil. Les bénévoles, qui n'ont pas fait payer leur participation au lancement de LREM en avril 2016, ni à la campagne électorale de Macron en 2017, veulent leur juste récompense.

Les Macronleaks ont montré à quel point McKinsey et les autres cabinets de conseil ont participé bénévolement à l'élaboration d'un parti qui n'existait pas la veille et à la campagne de son candidat. Enfin, bénévolement, à condition que cela rapporte à long terme… McKinsey interrogé par les journalistes de Complément d'enquête a répondu que ses associés et salariés étaient libres de se livrer à des activités politiques personnellement, mais pas en tant que prestataires de service de leur entreprise. Nous sommes donc bien dans du bénévolat… à court terme. Quelques exemples :

Les renvois d'ascenseur personnels

Prestation gratuite : Maël de La Lande de Calan est un des consultants de McKinsey chargés d'accompagner le gouvernement sur la vaccination contre le covid .

Renvois d'ascenseur personnels : Maël de La Lande de Calan a été élu président du Conseil départemental du Finistère (5 639 euros par mois), mais il va baisser de 5 % cette rémunération, par probité très certainement. D'autres McKinsey sont aussi passés à la politique (En Marche, bien sûr) : Guillaume de Ranieri, Paul Midy. Alexandra Dublanche est devenue vice-présidente de la région Île-de-France.

Prestation gratuite : Guillaume Kasbarian, alors manager chez PMP et ancien consultant chez Monitor, se souvient : « J'étais derrière Emmanuel Macron dès le premier jour. » Il est devenu député La République En Marche (LREM) d'Eure-et-Loir.

Les renvois d'ascenseur aux cabinets conseil

McKinsey est au ministère de la Santé

Le 23 décembre 2020, après quelques mots d'introduction, Olivier Véran se fait tout petit et passe la parole à Maël de Calan, partenaire associé chez McKinsley, chargé de présenter la méthode de la stratégie vaccinale retenue par le gouvernement, les dates de la campagne de vaccination, les livraisons de vaccins prévues et le circuit logistique pour distribuer ces vaccins. Coût : 3,4 millions d'euros plus 600 000 euros pour une « tour de contrôle stratégique » à Santé publique France.

McKinsey est au ministère de l'Agriculture

Selon Le Canard Enchaîné du 13 janvier 2021, dans le cadre du plan de relance porté par le gouvernement de Jean Castex pour contrer les effets économiques de la crise sanitaire, qui retrouve-t-on ? McKinsey bien sûr !

McKinsey est à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe)

C'est une des informations du livre Les Infiltrés, Comment les cabinets de conseil ont pris le contrôle de l'État : une mission d'un million d'euros.

Boston Consulting Group a sa part du gâteau

Des consulting boys de la Macronie viennent aussi du Boston Consulting Group : Valentin Somma et Guillaume de Montchalin. Ils ont été bénévoles, ils ont été récompensés, ainsi que leur entreprise.

Retour d'ascenseur : Amélie de Montchalin (épouse de Guillaume) a été nommée ministre de la Transformation et de la Fonction publiques le 6 juillet 2020. Elle a servi de boule de billard pour un renvoi d'ascenseur à Boston Consulting Group. Elle vient d'être entendue au Sénat sur une mission de 2019 de BCG concernant l'amélioration de l'accueil téléphonique des services publics pour une facture de 358 200 euros.

Un gouvernement de toute confiance…

Pfizer s'est fait prendre la main dans le sac. Le laboratoire qui vaccine à tout-va en France en est à 10 milliards de dollars d'amende depuis 2000 pour trucage d'essai, homicide involontaire, charlatanisme, etc. Qui a choisi ce multirécidiviste pour vacciner les Français ? McKinsey ! Le même qui s'est chargé de la publicité de Pfizer pour les opiacés et a été condamné également. Pour McKinsey l'amende n'a été que de 573 millions de dollars. À eux deux, ils ont causé la bagatelle de 500 000 décès aux États-Unis. Récapitulons : c'est à Macron que les cabinets conseil, dont McKinsey, ont confié le gouvernement de la France en 2017. C'est à McKinsey et à d'autres cabinets conseil que Macron a confié la campagne vaccinale et même carrément la gestion de l'État. C'est à Pfizer que McKinsey a confié la vaccination quasi obligatoire des Français. Et c'est à ces gens-là que les Français ont fait confiance pendant cinq ans. C'est bien ça ?

https://lemediaen442.fr/macron-rattrape-par-les-affaires-aujourdhui-les-cabinets-conseil-mckinsey-eurogroup-boston-consulting-group/

Totalitarisme. EELV : Le ver de la tyrannie était dans le fruit.

Dans l'Oise, Jadot défend une obligation d'installation des jeunes médecins dans les déserts médicaux - Europe1 30 mars 2022

Yannick Jadot a défendu mercredi sa proposition d'obliger les jeunes médecins à s'installer pendant trois ans dans les zones sous-dotées pour lutter contre les déserts médicaux. "Quand vous êtes gendarmes, enseignants, vous ne choisissez pas votre affectation" et "les médecins sont aussi payés par la collectivité", a-t-il justifié au cours d'un déplacement dans l'Oise. Europe1 30 mars 2022

LVOG - Faux pour les gendarmes. La première affectation se fait en fonction du rang de classement au sortir de l'école, des postes disponibles et des souhaits géographiques du lauréat. (Google) Idem pour les enseignants.

LEUR MÉDECINE ÉTAIT ÉGALEMENT DÉVOYÉE

Complément d'enquête. Vaccins : la France dans la seringue / Extrait

- Cliquez ici

Une fausse découverte pour alimenter la psychose collective.

Pour la première fois, des microparticules de plastique ont été retrouvées dans le sang humain - francesoir.fr 30 mars 2022

La pénétration des microplastiques dans les organes fait l'objet de plusieurs programmes de recherches. La présence de produits chimiques plastiques dans les selles humaines avait déjà été confirmée, ainsi que son lien avec des maladies inflammatoires de l'intestin (MII). Une étude publiée le jeudi 24 mars 2022 dans Environment International, a révélé la découverte de traces de PET (polytéréphtalate d'éthylène) dans le sang humain. Il s'agit d'un des plastiques les plus utilisés dans le monde, notamment pour la fabrication de bouteilles et de fibres polyester.

- Cliquez ici

Evitez en général l'usage du paracétamol et ne pas intervenir en cas de fièvre légère.

L'utilisation du paracétamol dans le COVID: une erreur/obstination préjudiciable pour la santé? - francesoir.fr 30 mars 2022

D'une manière plus générale d'ailleurs, de nombreux scientifiques se posent la question de l'utilité de cette molécule au regard de sa faible efficacité et de cette toxicité établie (Roberts E et al., 2016).

LVOG - L'intention de tuer établie ou confirmée

Curieusement, là où l'argument du « hors AMM » fut le fer de lance opposé à l'hydroxychloroquine et l'ivermectine, là où les anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS) furent déboutés au motif d'évaluation bénéfice/risque en faveur du risque de formes graves, force est de constater, que l'utilisation du paracétamol, tout autant hors AMM, ne fut ni surveillée, ni étudiée. Bien au contraire, puisque les autorités sanitaires le recommandent encore actuellement, avec un peu plus de vigilance aujourd'hui, mais la dose quotidienne de 3g/j fut longtemps recommandée sans autres mises en garde.

- Cliquez ici

Des scientifiques du monde entier réunis mercredi à l'IHU de Didier Raoult pour l'International covid summit - francesoir.fr 29 mars 2022

L'institut hospitalo-universitaire (IHU) Méditerranée Infection dirigé par le Pr Didier Raoult accueillera le mardi 30 mars et mercredi 31 mars un congrès, l'International Covid Summit (ICS), qui réunira de nombreux experts scientifiques venus du monde entier en vue d'évaluer l'état des connaissances sur le Covid-19 deux ans après le début de la crise.

- Cliquez ici

DOSSIER UKRAINE

En famille. Les néonazis reçoivent du renfort.

La CIA prépare des assassinats ciblés en Ukraine - Réseau Voltaire 29 mars 2022

Selon l'agence RIA-Novosti, la CIA recrute d'anciens soldats de la Khost Protection Force (KPF) afghane. C'est-à-dire parmi ses anciens collaborateurs lors des opérations d'assassinats ciblés des opposants à l'occupation US de leur pays [1].

L'Agence espère en envoyer 400 en Ukraine pour éliminer les personnalités hostiles aux bandéristes, au président Zelensky et à l'Otan. Réseau Voltaire 29 mars 2022

[1] Afghanistan : Militias Governance and their Disputed Leadership. Taliban, ISIS, US Proxy Militais, Extrajudicial Killings, War Crimes and Enforced Disappearances, Musa Khan Jalalzai, Vij Books India Pvt Ltd (2020).

C'était uniquement de la propagande occidentale, faire naître un faux espoir pour ensuite mieux diaboliser la Russie.

Guerre en Ukraine : La Russie déclare qu'il n'y a rien de « prometteur » ni de « percée » dans les pourparlers - 20minutes.fr 30 mars 2022

Le gouvernement russe fait un pas en arrière après un sursaut d'espoir survenu mardi à l'issue des pourparlers entre des délégations russe et ukrainienne à Istanbul. « Pour l'instant, nous ne pouvons pas faire état de quoi que ce soit de très prometteur ou d'une percée quelconque. Il y a beaucoup de travail à accomplir », a déclaré à la presse le porte-parole de la présidence russe Dmitri Peskov. 20minutes.fr et AFP 30 mars 2022

LVOG - Qu'avaient dit au juste les responsables russes ayant pris part aux discussions qui se sont déroulées mardi à Istanbul.

AFP - A l'issue de ces pourparlers, le chef de la délégation russe et représentant du Kremlin, Vladimir Medinski, avait fait état de « discussions substantielles » et dit que les propositions « claires » de l'Ukraine en vue d'un accord allaient être « étudiées très prochainement et soumises au président » Vladimir Poutine.

LVOG - C'est clair, les propositions de l'Ukraine allaient être étudiées par Poutine et rien de plus, ce sont les médias et les gouvernements occidentaux qui ont délibérément surinterprétés la déclaration des responsables russes.

Voilà comment ils fabriquent une vraie fausse info.

L'Inde achète plus de pétrole russe que jamais - France 24 30 mars 2022

LVOG - Info tapageuse, le pétrole que l'Inde importait de Russie représentait 1,3% de ses besoins, cette part est passée à 2%, quel bon gigantesque ! C'est dérisoire en fait.

France 24 - Le baril de pétrole russe de l'Oural coûte 30 dollars de moins que le Brent. New Delhi profite de l'opportunité pour s'approvisionner.

Bloquée côté occidental par les sanctions économiques, la Russie cherche de nouveaux marchés pour écouler son pétrole... L'Inde est intéressée par les prix réduits du pétrole russe. Troisième plus grand consommateur mondial de pétrole, elle en importe plus de 80 %.

En 2021, l'Inde a acheté environ 12 millions de barils de pétrole à la Russie, soit seulement 2 % de ses importations totales. Ses fournisseurs étaient alors principalement au Moyen-Orient ; les États-Unis et le Nigeria sont d'autres pourvoyeurs. Mais pour mars et avril 2022, New Delhi a déjà conclu des contrats pour six millions de barils, selon le groupe de recherche sur les matières premières Kpler.

La Russie produit un pétrole venu de l'Oural, qui s'échange habituellement au même prix que le Brent de la mer du Nord, la référence mondiale. Avec la guerre en Ukraine, le baril de "Urals" a perdu environ 30 dollars par rapport au Brent en mars, un record historique.

LVOG - Cette dernière info est compatible avec le récit fabriqué par l'OTAN de l'effondrement économique de la Russie, et évidemment elle est fausse. Comment cela ?

C'est directement Poutine et son gouvernement qui décide à quel prix le pétrole russe sera vendu à l'Inde et aux autres Etats ou clients, en leur offrant "des remises importantes" pour compenser l'arrêt des importations de pétrole russe par certains pays suite aux sanctions et menaces occidentales.

L'information suivante "la Russie produit un pétrole venu de l'Oural, qui s'échange habituellement au même prix que le Brent de la mer du Nord" est également erronée, en voici la preuve :

- De plus, le prix de l'Oural est fixé par rapport au Brent daté Platts, mais les approvisionnements en brut de l'Extrême-Orient sont fixés par rapport aux évaluations du brut de Dubaï Platts. Cela permet à la Russie de vendre des cargaisons d'ESPO et de Sokol à un prix compétitif, étant donné la décote de plus de 15 $/b de la référence du Moyen-Orient par rapport au Brent au 7 mars. (Source : Liens entre la Russie et la Chine en matière de pétrole brut - energycapitalmedia.com 22 mars 2022)

Autrement dit, en temps normal, c'est le cour du pétrole brut de Dubaï et non celui de mer du Nord qui sert de référence au prix de vente du pétrole russe. Finalement, à Dubaï le prix du baril se négociait 15 à 20 dollars de moins qu'à Londres, et Poutine à rajouter un rabais de 10 dollars pour rendre le pétrole russe plus attractif.

L'idylle entre l'Inde et la Russie se poursuit - Le pétrole brut "bon marché" de Moscou sera-t-il "coûteux" pour New Delhi à long terme ? - eurasiantimes.com 22 mars 2022

La guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine a offert à l'Inde l'occasion de satisfaire ses besoins énergétiques à un prix plus avantageux. Deux grandes compagnies pétrolières publiques, Indian Oil Corporation (IOC) et Hindustan Petroleum Corporation Ltd, ont acheté ensemble 5 millions de barils de pétrole brut russe au cours des dernières semaines.

La Russie est le deuxième plus grand exportateur de pétrole au monde après l'Arabie saoudite. Cependant, Moscou est obligé de proposer son pétrole brut à un taux fortement réduit après que les sanctions occidentales liées à son action militaire contre l'Ukraine ont incité de nombreuses nations à cesser d'acheter du pétrole russe.

L'Inde a trouvé là une excellente opportunité, puisque les compagnies pétrolières publiques ont acheté du pétrole russe avec un rabais de 20-25 dollars le baril, qui sera livré en mai, alors que le taux international en vigueur est de 110 dollars le baril (au 18 mars).

Cette décision reflète la politique étrangère indépendante de l'Inde, à laquelle elle s'est tenue depuis que la Russie a lancé ce qu'elle a appelé des "opérations militaires spéciales" contre l'Ukraine le 24 février.

L'économie contre la politique

Il est clair que la décision de New Delhi d'acheter du pétrole brut russe est fondée sur une évaluation réaliste. Un exemple. L'Inde importe près de 85 % de ses besoins en pétrole brut. Plus de la moitié provient de pays du Moyen-Orient comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Irak. La part de l'Amérique est d'environ 7 %.

En revanche, les importations de pétrole russe en Inde ont été marginales, moins d'un pour cent, ont déclaré des sources gouvernementales à The Indian Express. Il va sans dire que l'invasion russe de l'Ukraine a déclenché une crise énergétique mondiale, entraînant une escalade des prix du pétrole brut. Alors que la plupart des pays ont commencé à boycotter le pétrole russe à la suite des sanctions occidentales, Moscou a offert des remises importantes. eurasiantimes.com 22 mars 2022

En complément.

La naissance du pétrodollar et du système Swift.

Le pétrodollar a été créé en 1973, en même temps que le Swift, pour soutenir le dollar, dont l'émission a été détachée de l'étalon-or en 1971, créant ainsi un système infini de production monétaire, basé sur le dollar et constamment exposé à des turbulences inflationnistes.

Le système en vigueur jusqu'alors était l'étalon de change-or, qui liait l'émission de la monnaie papier à la détention d'une certaine quantité d'or (36 dollars par once d'or) définie dans les accords de Bretton Wood de 1944 pour éviter, justement, les turbulences monétaires. Jusqu'en 1971, le système a assuré la stabilité monétaire dans les échanges internationaux, le dollar valait 630/4 lires, l'inflation était faible, 4%, tout comme la dette par rapport au PIB, 33%. Mais la guerre du Vietnam et les troubles internes ont contraint les États-Unis à imprimer de la monnaie papier sans disposer de l'or nécessaire au maintien de l'équilibre. En 1971, Nixon a donc déclaré unilatéralement la fin de ce système, déclenchant la révolution financière qui allait tous nous frapper comme un tsunami.

L'effet immédiat a été d'augmenter l'inflation en raison du volume de papier-monnaie imprimé sans aucun actif sous-jacent, de sorte que pour ne pas finir comme l'Allemagne de Weimar en 1923, écrasée par l'inflation, il était nécessaire de créer fictivement une demande croissante de dollars imprimés sans aucun actif sous-jacent. Les Arabes ont été persuadés de n'être payés pour leur pétrole qu'en dollars en échange de la protection américaine, ce qui a conduit à la création du pétrodollar, scellé par le système Swift qui lie le système de change international au dollar. Le dollar est devenu la monnaie de référence mondiale et les autres devises ont été contraintes de se déprécier et d'accepter un rôle accessoire.

L'évolution des systèmes économiques a modifié les conditions qui permettaient au dollar d'être utilisé presque exclusivement dans les transactions financières avec, mais dans une moindre mesure, l'euro. Les développements géopolitiques ont renforcé d'autres économies, en premier lieu la Chine, qui ont progressivement partagé un projet de dédollarisation afin de pouvoir utiliser leurs monnaies de manière alternative. Les accords, qui sont aujourd'hui sur la table, concernent l'échange de pétrole en monnaie locale entre l'Iran, les États arabes et la Chine, qui pourrait payer ses fournitures en yuan, ainsi que l'Inde et la Russie, qui peuvent régler leurs échanges dans leur propre

monnaie. Il convient de noter, comme cela a déjà été écrit dans ces colonnes, que la Chine et la Russie courent après l'or afin de donner à leurs devises un support en or, et la Chine a déjà émis des contrats à terme liés à l'or. La Chine et la Russie ont déjà réduit leurs échanges en dollars de 90% à 40%.

L'introduction d'un système de paiement lié à des monnaies autres que le dollar réduit la demande de cette monnaie et risque de déclencher un processus inflationniste, comme nous pouvons le constater aujourd'hui, ainsi qu'une éventuelle dévaluation de celle-ci : une once d'or vaut plus de 2000 dollars. De cette manière, les États-Unis courent le risque de voir la demande de dollars diminuer face à une offre illimitée de dollars, et il est clair que si le processus de dédollarisation se poursuit, le dollar devra compter avec sa faiblesse croissante en raison de la logique qui sous-tend l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie. Réseau International 30 mars 2022

Au grand dam des puissances occidentales...

« La Chine est impatiente de travailler avec la Russie pour porter les relations sino-russes à un degré supérieur dans une nouvelle ère » (Pékin) - latribune.fr 31 mars 2022

Moscou et Pékin font bloc face aux Etats-Unis. Ce mercredi, la Russie et la Chine ont en effet réaffirmé leur amitié «sans limite », trois semaines après qu'elle fut qualifiée de « solide comme un roc » par le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi. Au grand dam des puissances occidentales, en particulier les Etats-Unis, qui ne cessent de soupçonner Pékin de vouloir soutenir la Russie pour atténuer l'impact des sanctions alors que les autorités chinoises n'ont pas condamné la guerre russe en Ukraine.

Ce mercredi, à Tunxi, dans la province d'Anhui, dans l'est de la Chine, après un échange avec Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, le même Wang Yi a déclaré que la Chine et la Russie étaient « plus résolues à développer des relations bilatérales et plus confiantes de promouvoir leur coopération dans différents domaines ».

Le 7 mars déjà, les perspectives de coopération future étaient déjà jugées par Wang Y comme « immenses ». La relation politique et économique avec Pékin s'est considérablement renforcées depuis l'invasion russe de la Crimée en 2014 et de précédentes sanctions contre le régime poutinien.

Un nouvel ordre mondial

Selon un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères, les deux hommes ont condamné les sanctions "illégales et contre-productives" imposées à Moscou par "les Etats-Unis et leurs satellites" depuis l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février.

Sergueï Lavrov voit même dans ces sanctions l'avènement du nouvel ordre mondial.

"Nous vivons une étape très sérieuse dans l'histoire des relations internationales", a-t-il déclaré, dans une vidéo de l'entretien diffusée par Moscou.

« Je suis convaincu qu'à l'issue de cette étape, la situation internationale sera nettement plus claire et que nous (...) nous dirigerons vers un ordre mondial multipolaire, juste, démocratique », a-t-il lancé à Wang Yi.

« La Chine est impatiente de travailler avec la Russie pour porter les relations sino-russes à un degré supérieur dans une nouvelle ère, sous la conduite du consensus atteint par les chefs d'Etat », a ajouté Wang Yi.

« Notre opposition à l'hégémonie est sans limite », a assuré un porte-parole de la diplomatie chinoise, Wang Wenbin, interrogé sur la visite du ministre russe.

Les deux ministres sont convenus mercredi que la Russie et la Chine allaient continuer à renforcer leur partenariat stratégique et à parler « d'une même voix » des affaires mondiales. Quelques semaines avant la guerre en Ukraine, Vladimir Poutine avait lui-même été chaleureusement reçu par son homologue chinois Xi Jinping à Pékin. Les deux pays avaient déjà célébré une amitié « sans limites » et dénoncé « l'extension » de l'Otan.

"Il nous incombe avec les Etats-Unis de travailler à la paix" (Xi Jinping)

Les prises de parole chinoises contrastent avec les déclarations du président chinois Xi Jinping à Joe Biden tenues lors d'un échange le 18 mars. Le président chinois avait estimé que des conflits militaires n'étaient « dans l'intérêt de personne ». « La crise ukrainienne n'est pas quelque chose que nous souhaitions voir » arriver, avait dit le chef d'État chinois.

« En tant que membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et en tant que deux premières économies mondiales, il nous incombe non seulement de conduire les relations sino-américaines sur la bonne voie, mais aussi d'assumer nos responsabilités internationales et de travailler à la paix et la tranquillité dans le monde », avait-il assuré Xi Jinping à Joe Biden.

Selon un bref compte-rendu diffusé par la chaîne publique CCTV, le président chinois avait aussi estimé que « les relations entre États ne peuvent aller jusqu'à la confrontation armée ».

Les droits de douane américains n'ont aucun effet sur la Chine

Le recours aux droits de douane massifs n'a aucun effet sur les pratiques commerciales de la Chine, a expliqué mercredi Katherine Tai, l'ambassadrice américaine au Commerce, appelant à avoir une stratégie défensive en misant sur le retour de la production aux Etats-Unis.

Washington reproche notamment à Pékin de subventionner ses entreprises pour dynamiser ses exportations, ce qui a eu pour effet au fil du temps de laminer de nombreux secteurs industriels aux Etats-Unis. De plus, la Chine est critiquée pour imposer des transferts de technologies aux entreprises souhaitant faire des affaires dans le pays asiatique.

"Nous avons en ce moment des droits de douane sur plus de 300 ou 400 milliards de dollars d'importations chinoises", a rappelé l'ambassadrice américaine. "Cela n'a pas incité la Chine à changer" et cela affecte les entreprises américaines, a-t-elle observé.

"Nous devons poursuivre nos efforts pour faire pression sur la Chine pour qu'elle change", a-t-elle toutefois déclaré.

Mais Katherine Tai exhorte à développer rapidement de "nouveaux outils": "ce sont les investissements, c'est la relocalisation et la reconstruction de notre base manufacturière". "C'est le plan que nous devons poursuivre à l'avenir", a-t-elle souligné. latribune.fr 31 mars 2022

Comment faut-il leur dire ?

Ministère chinois des Affaires étrangères : les tentatives américaines pour faire pression contre la Chine et la Russie ne réussiront pas - lemediaen442.fr 29 mars 2022

Lors d'une d'une conférence de presse le 29 mars 2022, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a répondu aux questions des journalistes. Une fiche d'information du ministère américain de la Défense « sur la stratégie de défense nationale », présente la Chine comme le « concurrent stratégique le plus important » et la Russie comme une « menace aiguë ».

Pour Wang Wenbin, « la stratégie de défense nationale des États-Unis est encore dans la mentalité de l'époque de la guerre froide et de l'idéologie de la confrontation des blocs. La Chine et la Russie sont deux grands pays. La tentative américaine de les contenir et de les réprimer ne réussira pas. Les États-Unis devraient réfléchir à leurs responsabilités dans la crise ukrainienne, se repentir et corriger la pratique consistant à établir des ennemis imaginaires, à ignorer les préoccupations légitimes de sécurité des autres pays et à alimenter la confrontation des blocs ».

Dans la précédente conférence de presse du 28 mars 2022, le porte-parole déclarait que « la Chine soutient toujours que les sanctions ne sont pas des moyens fondamentalement efficaces pour résoudre les problèmes. La Chine s'oppose fermement aux sanctions unilatérales et à la juridiction à longue portée sans fondement dans le droit international et sans mandat du Conseil de sécurité de l'ONU. Parmi les 190 États membres de l'ONU, plus de 140 n'ont pas pris part aux sanctions contre la Russie. Ce fait montre que l'écrasante majorité des pays traitent les questions liées aux sanctions de manière prudente et responsable. Il n'incombe pas aux peuples de payer le prix des conflits géographiques et des rivalités entre grandes puissances ».

Un journaliste de Shenzhen TV a relevé que l'Europe et les États-Unis ont fait preuve d'un deux poids deux mesures flagrant en gardant le silence sur ce qui se passe en Palestine, tout en mettant au tout premier plan ce qui se passe en Ukraine. Wang Wenbin trouve en effet qu'il y a une injustice envers la Palestine :

« Je tiens à souligner que la communauté internationale ne devrait pas adopter un double standard sur la question palestinienne et d'autres questions brûlantes internationales et régionales. C'est un double standard inacceptable de sympathiser avec les réfugiés en Ukraine tout en fermant les yeux sur les réfugiés des pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine. Il est inacceptable de qualifier de crimes de guerre des actes portant atteinte à des civils en Ukraine, tout en laissant impunis les dommages causés à des civils en République fédérale de Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak et en Syrie. Il est inacceptable de dire que les attaques contre l'Ukraine sapent le principe du respect de la souveraineté, tout en affirmant que les attaques contre la République fédérale de Yougoslavie, l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie sont légitimes et légales. C'est un double standard inacceptable de souligner que la souveraineté est inviolable sur la question de l'Ukraine, tout en prétendant que les droits de l'homme précèdent la souveraineté lorsqu'il s'agit de questions liées à la République fédérale de Yougoslavie et à l'Irak. » lemediaen442.fr 29 mars 2022

Ah ben, il ne manquait plus que cela !

LVOG - Non mais c'est quoi ce bordel, tous ces peuples qui croient au droit à l'autodétermination, sur le papier seulement, en pratique c'est plutôt l'extermination qui est à l'ordre du jour...

Géorgie : L'Ossétie du Sud veut organiser une consultation pour rejoindre la Russie - 20 Minutes 31 mars 2022

Dans son bras de fer avec Tbilissi, la capitale géorgienne, Anatoli Bibilov veut dégainer l'arme du référendum. Le président de l'Ossétie du Sud, un territoire pro-russe du Caucase ayant fait sécession de la Géorgie, a envisagé mercredi d'organiser une consultation populaire pour être rattaché à la Russie.

« Il faut, bien sûr, que nous demandions son avis au peuple et faire en sorte que le peuple s'exprime sur la possibilité de rejoindre la Fédération de Russie », a déclaré Anatoli Bibilov, en direct sur une chaîne de télévision russe. « Ce n'est pas très difficile à faire sans traîner. Comme on dit, c'est une question technique », a-t-il poursuivi, assurant que rejoindre la Russie était un « rêve séculaire » du peuple ossète.

Un vote pas avant la présidentielle du 10 avril

« Toutes les procédures légales seront accomplies après l'élection présidentielle », prévue dans ce territoire le 10 avril, a précisé une porte-parole du chef de l'Ossétie du Sud, Dina Gassieva.

L'Ossétie du Sud et l'Abkhazie sont deux régions du Caucase? ayant fait sécession de l'ex-république soviétique de Géorgie. Leurs indépendances ont été reconnues en août 2008 par la Russie, à l'issue d'une guerre éclair entre Tbilissi et Moscou. Depuis ce conflit, des forces russes y stationnent.

L'Abkhazie valide sans suivre le même chemin

Pour sa part, le président du « parlement » d'Abkhazie, Valeri Kvartchia, a affirmé mercredi soir que la question d'un rattachement de ce territoire à la Russie ne se posait pas car la « constitution » abkhaze le déclare « clairement » comme un « état indépendant ». Il a en outre affirmé que la décision de l'Ossétie du Sud d'organiser « un possible référendum » était un « droit souverain », assurant qu'il s'agissait d'unir le peuple ossète, dont une partie vit dans les frontières de la Russie. 20 Minutes avec AFP 31 mars 2022

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2022

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 avril 2022

La causerie de mars est disponible au format pdf, 226 pages d'infos et d'analyses.

- Mars (226 pages)

Si vous êtes ukrainienne, par exemple, vous pouvez entrer et sortir de France sans être vaccinée contre le covid-19. En revanche, si vous êtes française d'origine indienne et que vous n'êtes pas vaccinée, Macron vous interdira de quitter la France pour rejoindre votre pays d'origine, cela concerne mon épouse Magueswary que je n'ai pas revu depuis plus de deux ans. Comment doit-on caractériser un tel régime, un régime où les citoyens ou les personnes ne bénéficient pas des mêmes droits, ce n'est pas une république ou ce que certains appellent un état de droit, c'est quoi alors ? Une tyrannie, un régime despotique.

Hier matin, j'ai envoyé un courriel à l'Elysée pour demander des explications, sans illusion... J'en ai envoyé une copie à un ami indien de mon épouse qui s'apprête à voter Macron, des fois que cela le ferait réfléchir un peu.

Hier j'ai également envoyé un courriel à LFI et Mélenchon, dans lequel je leur indiquais que si demain ils s'engageaient à supprimer la muselière, la vaccination, le pass liberticide et le code QR, ils pourraient immédiatement engranger 3 à 5 millions d'électeurs supplémentaires parmi ceux qui ont refusé de se faire vacciner ou qui y ont été obligés pour raison professionnelle, qui sont prêts à voter pour n'importe quel candidat pour retrouver leurs libertés individuelles et fondamentales. Sans illusion, ce sont des loosers, être au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire, je crois que pour eux c'est plus confortable de figurer dans l'opposition...

Ma réponse à un courriel reçu d'un contact ou quelques réflexions politiques.

Je l'ai améliorée après l'avoir relue.

Pour ce qui est de la politique, vous vous plantez complètement, j'avais fait le même calcul foireux avant l'élection du premier flic de France président, Sarkozy, tu connais la suite personne n'est descendu dans la rue pour le déloger, et si Le Pen était élue, ce ne sont pas ceux que tu crois qui descendraient dans la rue, et dans tous les cas de figure cela précèderait le retour de Macron sur le trône ou un de ses clones.

Moi, j'ai une réaction basique de classe, une conscience de classe, c'est tout, sans illusion évidemment.

Si la majorité des Français sont des nantis ou sont assimilables aux classes moyennes, ceux qui disposent d'un revenu nettement supérieur au smic ou qui disposent de deux salaires, donc penchent à droite ou vers l'extrême droite, parmi le reste de la population il en existe quand même des millions qui ont une aversion pour la droite et l'extrême droite, et qui trompés par la gauche, parce que c'est cela qu'incarne Mélenchon et rien d'autre, la social-démocratie pourrie, ils seront tentés ou conduits à se radicaliser à gauche. Mais pour cela, il faudrait qu'ils en prennent plein la gueule au point de se retrouver asphyxiés, là sans doute un courant politique comme le mien aurait une chance d'émerger, pas le mien, un autre semblable.

Cela fait beaucoup de conditions évidemment ou plutôt une combinaison de facteurs qui se produit parfois, rarement, faut-il là encore saisir cette opportunité qui ne dure pas éternellement. Donc faut-il qu'il y ait un dirigeant qui ait conscience de tout cela et le mette en musique. Ce

n'est pas gagné d'avance, mais ce n'est pas perdu non plus, sauf quand on ne croit plus en rien, ce qui est généralement le cas, pas seulement des plus misérables, mais aussi des gens qui continuent de vivre comme avant ou qui ont les moyens financiers de supporter les conséquences de la crise, qui arrivent malgré tout à s'en sortir.

Ce que j'ai voulu dire en ce qui me concerne personnellement, c'est que dans mon trou en Inde, je n'inspire pas confiance, vous en êtes la preuve d'une certaine manière, et quoi qu'on dise ou malgré des années passées à expliquer les choses en long en large et en travers, je m'aperçois que cela n'a servi à strictement rien, que dal, et là je ne déconne pas, à vraiment que dal. Si mon activité politique est inutile ou ne se traduit pas sur le plan pratique ou organisationnel, vaut mieux arrêter que sacrifier les dernières années qu'il me reste encore à vivre. C'est tout ce que j'ai voulu dire, sans pour autant remettre en cause mes convictions ou mes analyses, puisque la plupart du temps les faits me donnent raison.

Ce qui est en train de se passer au niveau de l'économie mondiale va fragiliser tout l'édifice déjà chancelant du capitalisme mondial en faillite, parce que les lois de fonctionnement du capitalisme continuent de s'imposer et minent à terme son existence, puisqu'elles ne peuvent qu'alimenter et amplifier les contradictions sociales sur lequel repose le système économique.

Les occidentaux d'un côté, les asiatiques de l'autres, sont en train d'agrandir la faille qui existait au sein de la mondialisation du capitalisme, faille qui exprime ou était le produit du développement inégale du capitalisme qui a forgé l'histoire de chaque pays ou leur identité culturelle, qui pourrait se traduire par un effondrement du capitalisme cette fois incontrôlée, je veux dire par là, sans que l'oligarchie financière anglo-saxonne ne puisse l'éviter ou la contrôler comme ce fut toujours le cas dans le passé, qui si telle était le cas se traduirait par de nouvelles guerres et des révolutions à l'échelle mondiale, une sorte d'embrasement général sur tous les continents, une lutte à mort pour le pouvoir, pas seulement entre les membres d'une même classe, mais aussi entre les classes, et à ma connaissance la plus nombreuse et la plus puissante, c'est encore la nôtre.

Ce qu'il faut apprécier dans le processus historique, c'est le dynamisme qui le propulse en avant, la dialectique à l'œuvre, or c'est ce qu'on s'évertue à ignorer de préférence.

On ne pense pas l'histoire de manière dialectique, on n'arrive pas à avoir une vision d'ensemble de la situation, on ne prend pas en compte tous les facteurs, rapports, acteurs, représentations, et surtout on perd de vue l'essentiel qui nous ramène toujours à l'économie, bien que certaines représentations idéologiques puissent avoir acquis leur propre mode de fonctionnement ou indépendance, leur sort tout comme leur rôle dans la société n'en demeurent pas moins déterminés par le développement économique ou plus généralement l'évolution de la situation économique. Par exemple, l'émergence de l'écologie et des partis écologiques, des ONG, des réseaux dits sociaux en est l'illustration, on pourrait préciser, au détriment du mouvement ouvrier qui s'est disloqué, atomisé en une multitude de courants opposés les uns aux autres et réduit à l'impuissance, quasiment neutralisé sur fond de conditions de travail et de vie relativement confortables ou supérieures par rapport à ce qu'elles étaient autrefois, ceci ayant permis cela en quelque sorte, à défaut de ne pas avoir conçu la lutte de classe dans la perspective du socialisme, on récolte le totalitarisme, c'était pour ainsi dire prévisible, quand la balance ne penche pas d'un côté, c'est que forcément elle va pencher de l'autre côté.

Ce qu'on s'aperçoit surtout, c'est que le niveau de conscience des masses n'a pas évolué, même parmi les couches les plus évoluées ou les plus instruites, elles ne sont pas parvenues à s'approprier le marxisme ou à penser dialectiquement, elles n'ont rien à envier aux couches les plus arriérées qu'elles accusent d'être responsables de la situation actuelle, ce qui peut les amener à pencher vers l'extrême droite allant même jusqu'à oublier le grave danger qu'elle représente justement pour les classes moyennes qu'elle broierait si elle parvenait au pouvoir, apparemment le massacre des SA par les SS ne leur a pas servi de leçon, elles ignorent qu'elle serait la cible privilégiée du lumpenprolétariat qui formerait ses bataillons de combat.

On s'aperçoit que personne n'a tiré les leçons du passé, on a beau les rappeler sans cesse, en vain, c'est comme si on pissait dans un violon, je crois que c'est cela le plus préoccupant ou terrifiant, car si cela se confirmait, cela signifierait que la civilisation humaine est condamnée à tout jamais, et on peut dire adieu au socialisme et à la liberté.

Les hommes disposent d'un gigantesque potentiel pour réaliser leur émancipation, mais apparemment leurs faiblesses ou leur vulnérabilité l'emporte encore. Est-ce définitif ou temporaire ? Nul ne le sait, aussi je préfère croire que c'est seulement temporaire, parce que dans le cas contraire, cela signifierait que cela ne valait pas le coup d'exister ou tout simplement d'être venu au monde, et il faudrait souhaiter le quitter le plus tôt possible.

J'ajouterai un mot le 3 avril.

On a l'impression que pour la plupart des gens les mots ne veulent plus rien dire, en admettant qu'ils ont eu une signification pour eux dans le passé, ce qui reste à prouver ou laquelle, lesquelles, ils n'essaient pas de réfléchir à ce qu'ils impliquent, ils n'ont pas la volonté de chercher à comprendre la situation, ils lisent distraitement, ils manquent singulièrement d'attention, ils écoutent sans entendre, ils semblent incapables de se concentrer sur un sujet précis, tout ce qu'on leur dit rentre par une oreille et ressort aussitôt par l'autre sans laisser de traces... On a l'impression que pour eux tout se vaut, tout est finalement semblable ou presque. Ils manquent singulièrement de discernement. Leur logique est de ne pas en avoir. Ils sont inconsistants, et leur cohérence, c'est justement d'en manquer, à croire qu'ils le font exprès ou cela montre à quel point ils sont inconscients tout en croyant le contraire évidemment, de la part de croyants il faut s'attendre à tout.

Comme ils ne sont pas habitués à analyser leurs actes en temps réel, après coup c'est trop facile ou cela ne présente que peu d'intérêt d'après ce que j'ai constaté, alors ne parlons pas des idées qui leur traversent la tête, là on aura le droit à tout dans une confusion inimaginable, cela part dans toutes les directions.

Heureusement toutefois qu'ils sont animés des meilleurse intentions du monde, à défaut de mieux on s'en contente, il ne faut pas être trop exigeant de nos jours, sinon ils nous seraient insupportables.

On doit admettre que, quand on subit le matraquage idéologie de la classe dominante 24h24, car elle est omniprésente, elle s'est infiltrée partout dans des proportions incroyables, pas seulement chez les médias et les réseaux dits sociaux, dans la tête de nos proches, famille, collègues de travail, voisin, amis ou copains, commerçants, enseignants, militants, etc. C'est bien simple, on ne peut pas ouvrir un blog ou un portail, lire une analyse de quelques dizaines de lignes ou écouter quelqu'un parler 10 minutes, sans que cette vermine, ce parasite, ce poison apparaisse de manière tout à fait anodine, banalisée, comme si c'était la norme, la référence incontournable, une valeur civilisationnelle ayant été adoptée librement par la population qu'on se doit de revendiquer pour montrer qu'on s'exprime sérieusement ou qu'on mérite le respect ou la confiance, tout du moins qu'on ne raconte pas n'importe quoi, qu'on est branché, sociable, progressiste, humaniste, si, si, cela va jusque-là ou beaucoup plus loin encore.

Tous le revendiquent, et comme il est de bon ton de nos jours de ne plus caractériser les idéologies, les partis, leurs représentants, les humains en fonction de leur sexe, puisque tous se valent ou rien ne permet plus de les distinguer, si, si c'est bien de cela dont il s'agit, il faut l'assumer jusqu'au bout. Par exemple, cela signifie que je suis à la fois Lénine et Poutine, Mélenchon, Mitterrand et Trotsky, Macron le diable et le bon dieu. Maintenant demandez-vous à qui cela profite, à ceux qui en sont à l'origine évidemment, on peut examiner aussi quelles en sont les conséquences : Personne n'aura envie de rejoindre mon courant politique, Mélenchon ne sera pas élu, Macron sera réélu, je n'ai qu'un mot à vous dire, bravo !

Chacun est convaincu d'avoir raison, sans raison ou sans pouvoir le justifier évidemment, peu importe puisque l'intolérance ou la tyrannie a aussi infiltré bien des cerveaux, et c'est elle qui commande aux relations entre les membres de la population. Je croyais bien faire en faisant appel à l'intelligence des hommes, bien mal m'en a pris car en guise d'intelligence je suis tombé sur des coeurs encore plus durs que la pierre, puisqu'ils s'accommodent hypocritement du régime en place et de tous ses crimes monstrueux.

Du coup je ne comprends pas pourquoi on m'incite à continuer d'actualiser ce portail, soit je vais passer outre cette contradiction et continuer jusqu'à y perdre la santé pour absolument rien, soit je vais être logique et me dire que cela ne sert à rien d'insister, et qu'il vaut mieux arrêter tout de suite. Comme je ne vois pas par quel miracle ce courant politique pourrait soudain exister avant le 25 avril, vous pouvez déjà acter la fin de ce portail, je l'ai annoncé au cours des années passées sans m'y tenir, mais cette fois considérés que c'est acquis.

- Cette causerie au format pdf (21 pages)

INTRODUCTION

Ils osent tout, ils n'ont plus de limites.

- L'inflation en France ne serait que de 5,1%, alors qu'elle avoisine 10% dans tous les autres pays en Europe...

- La gestion de la vaccination « par McKinsey a coûté moins cher » que si l'Etat s'en était occupé - Publicsenat.fr 1er avril 2022

En complément.

Le Sommet International Covid - International Covid Summit - Session de Marseille

Le Sommet International Covid (International Covid Summit ICS) a été créé pour que les médecins, les scientifiques et les professionnels du monde entier se réunissent et discutent de la COVID-19. Il s'agit d'un refuge non censuré où ils peuvent se rassembler, partager, échanger et diffuser leurs connaissances sur le sujet. Réinfocovid.

- Cliquez ici

Comment ils fabriquent le vote utile en faveur de Macron

Présidentielle : pourquoi l'hypothèse d'une victoire de Marine Le Pen devient crédible - Publicsenat.fr 1 avril 2022

A l'approche du premier tour, les sondages se resserrent et l'inquiétude monte dans le camp macroniste, à gauche comme à droite. Publicsenat.fr 1 avril 2022

Marine Le Pen resserre l'écart dans les sondages: une alerte pour Emmanuel Macron ? - Slate.fr 1 avril 2022

Entre idées nationalistes et mesures de gauche, le « en même temps » de Marine Le Pen - Publicsenat.fr 1 avril 202

S'ils posent eux-mêmes la question...

La droite classique dérive-t-elle vers l'extrême droite en Espagne? - Slate.fr 1 avril 2022

Une coalition entre le parti de droite historique et la formation d'extrême droite Vox préoccupe au niveau européen. En compétition pour le même électorat, la droite espagnole transige avec ses principes et peine à appliquer la politique du cordon sanitaire. Slate.fr 1 avril 2022

En complément

Comment contrôler les citoyens grâce aux distractions de la télé-réalité par John W. Whitehead et Nisha Whitehead. -

rutherford.org 28 mars 2022

- Cliquez ici

En famille. Quand Macron volent au secours des néonazis d'Azov, c'est beau la solidarité.

La France serait impliquée avec les bandéristes ukrainiens - Réseau Voltaire 1er avril 2022

Une source russe et une source ukrainienne nous assurent que des soldats français du Commandement des opérations spéciales sont actuellement à Marioupol (Ukraine) aux côtés du régiment Azov.

France-Télévision, qui jusqu'à présent niait le caractère idéologique du régiment Azov, a diffusé, le 31 mars 2022 au journal de France 2, un reportage sur cette formation. La télévision publique a admis qu'il avait été, en 2014, infiltré par des éléments néo-nazis, citant un de ses fondateurs, Andriy Biletsky, mais a assuré qu'il avait changé depuis pour devenir une respectable force de Défense. France-2 ne citait pas un de ses autres fondateurs, Dmytro Yarosh, devenu conseiller spécial du chef des armées ukrainiennes. Elle évoquait un ancien rapport des Nations unies faisant état de tortures, mais ni la découverte de ses prisons spéciales par l'armée russe, ni les déclarations récentes de l'Onu à ce sujet. Elle n'expliquait pas non plus ce que sont les bandéristes dans l'histoire ukrainienne et réduisait l'importance des néo-nazis au port de la croix gammée. Ayant ainsi escamoté le problème, elle estimait le danger entre 3 000 et 5 000 hommes, tandis que l'agence Reuters assure que les paramilitaires bandéristes représentent aujourd'hui 102 000 hommes répartis en de nombreuses milices incorporées au sein de la Défense territoriale.

Selon le quotidien L'Opinion, le général Éric Vidaud, directeur du Renseignement militaire, a été mis à pied le 29 mars 2022. Or, Éric Vidaud, est l'ancien commandant des opérations spéciales.

Le 30 mars, cinq hélicoptères ukrainiens ont tenté de fuir Marioupol, le fief du régiment Azov. Deux ont été abattus. Les survivants ont été faits prisonniers par l'armée russe. Ils ont immédiatement parlé.

Les soldats du Commandement des opérations spéciales sont placés pour toutes les questions logistiques sous les ordres du chef d'état-major des armées, le général Thierry Burkhard, mais ils tiennent leurs ordres directement du chef des armées, le président Emmanuel Macron. Réseau Voltaire 1er avril 2022

Marioupol – Échec de l'étrange tentative d'évacuation d'officiers du régiment Azov par hélicoptère - donbass-insider.com/fr 2 avril 2022

Le 31 mars 2022, plusieurs hélicoptères ont tenté d'évacuer des officiers du régiment Azov de Marioupol, où ils sont totalement encerclés. La défense anti-aérienne de la RPD (République Populaire de Donetsk) a abattu deux de ces hélicoptères (dont un avec un missile Stinger abandonné par les soldats ukrainiens lors de leur fuite face à l'avancée de l'armée russe), empêchant ainsi cette étrange tentative d'évacuation d'avoir lieu.

Et si je dis que cette tentative d'évacuation d'officiers du régiment Azov par hélicoptère depuis Marioupol est étrange, c'est parce que deux jours avant, Emmanuel Macron a appelé Vladimir Poutine et a abordé entre autre la question d'une évacuation de Marioupol. Une requête qui n'a aucun sens, puisque comme on le constate depuis plusieurs semaines maintenant, l'armée russe et la milice populaire de la RPD aident les civils à évacuer la ville au fur et à mesure de leur avancée.

En tout ce sont trois hélicoptères qui ont participé à cette tentative d'évacuation des officiers ukrainiens bloqués à Marioupol. Deux ont été abattus et le dernier hélicoptère est retourné à Marioupol. L'un des hélicoptères abattus s'est écrasé en mer, mais le deuxième s'est écrasé près du village de Rybatskoye, où deux survivants ont été retrouvés, ainsi que plusieurs corps de membres du régiment Azov.

L'un des survivants a expliqué que l'opération d'évacuation des officiers du régiment Azov hors de Marioupol a été organisée par la Direction principale du renseignement militaire ukrainien.

Il faut souligner que ce n'est pas la première tentative d'évacuation menée à Marioupol. Le 28 mars, la milice populaire de la RPD a abattu un hélicoptère qui était supposé évacuer le commandant du régiment Azov, Prokopenko, et le commandant de la 36e brigade des FAU, Baraniouk. Puis le 30 mars, une nouvelle tentative est menée mais le pilote prend peur face aux tirs de la défense anti-aérienne de la RPD, et l'hélicoptère fait demi-tour avant même d'avoir atteint Marioupol.

Chose intéressante, c'est entre ces deux tentatives d'évacuation ratées qu'a eu lieu le coup de fil d'Emmanuel Macron à Vladimir Poutine pour discuter de cette fameuse évacuation de Marioupol !

Résultat des journalistes russes se perdent en théories sur l'identité réelle des personnes qui justifient de risquer autant d'hélicoptères pour les évacuer de Marioupol. En effet, il semble étrange que Kiev se donne autant de mal pour évacuer les commandants d'Azov et de la 36e brigade des FAU, alors que l'option de la retraite a toujours été refusée par l'état-major ukrainien, qui préfère que ses soldats deviennent des « martyrs ».

Or, vu l'empressement d'Emmanuel Macron à lancer une opération d'évacuation à Marioupol, certains se disent que des agents des services de renseignement ou des instructeurs français se trouvaient peut-être parmi les personnes devant être évacuées de la ville, alors que les

zones où se sont réfugiés les soldats ukrainiens se réduisent comme peau de chagrin et sont désormais isolées (le chaudron a été scindé en deux).

Il reste à espérer que les restes de l'hélicoptère qui s'est écrasé près de Rybatskoye, et les témoignages des deux survivants, permettront de préciser l'identité de toutes les personnes qui devaient être évacuées.

En attendant, alors que plus de 90 % de la ville est désormais contrôlée par l'armée russe et la milice populaire de la RPD, Denis Pouchiline a déjà ordonné la création d'une administration locale et d'une administration régionale républicaines à Marioupol afin de remplacer les autorités ukrainiennes qui ont abandonné les habitants à leur sort. donbass-insider.com/fr 2 avril 2022

Un blog avoue rouler pour l'extrême droite.

LVOG - Je vous fournis cette information, puisque je reproduis un grand nombre d'articles de ce média, pas tous loin de là, et vous allez comprendre pourquoi.

Présidentielle : Macron appelle à voter pour « l'extrême droite » ! - lemediaen442.fr31 mars 2022

Si l'extrême droite avait gagné, affirme Emmanuel Macron dans une bouffée délirante, on aurait pu être soignés avec de l'hydroxychloroquine. Cela nous aurait épargné la gestion par McKinsey : confinement, vaccination obligatoire sous peine de suspension de travail pour certains, d'interdiction d'être soignés pour d'autres. Nous aurions échappé à l'interdiction de boire au bar assis, debout, dedans, dehors, au port du masque à la plage, à l'école, sans compter les insultes, les attestations signées par soi-même de sortir une heure, les couvre-feux… Les Gilets Jaunes auraient gardé leurs deux yeux. Les « affaires » auraient été jugées au lieu d'être étouffées dans les médias. Et, en plus, on serait sortis de l'Europe ! lemediaen442.fr31 mars 2022

LVOG - "*Si l'extrême droite avait gagné*", je l'ai traduit comme un voeu ou un aveu exprimé à voix haute.

Tribune libre, une surprenante analyse de la situation mondiale.

Appel à la création d'une Alliance Anti-Mondialiste pour unir les peuples en opposition à la tyrannie du Nouvel Ordre Mondial par Carlo Maria Viganò (medias-presse.info 11 mars 2022) - Mondialisation.ca, 31 mars 2022

Déclaration de Mgr Carlo Maria Viganò, archevêque et ancien Nonce apostolique aux Etats-Unis d'Amérique, sur la crise russo-ukrainienne

Hormis sa conclusion conforme à son engagement que nous ne partageons pas et son opposition au communisme cité une seule fois à la marge, on partage le contenu de ce très long et excellent article, tout y figure en détail et bien référencé pour ceux qui veulent comprendre dans quel monde nous vivons, aussi j'invite les lecteurs à le lire lentement ou attentivement, ils ne perdront pas leur temps.

Le verdict contre l'OTAN, l'Etat profond américain, l'oligarchie anglo-saxonne, le Forum économique mondial, etc. est sans appel, à savourer dimanche matin... au lieu d'aller à la messe !

- Cliquez ici

L'OTAN et l'Etat profond ont même infiltré et corrompu les instances sportives mondiales.

Sanctions sportives contre la Russie: Lorsque la FIFA collaborait avec les dictatures militaires par Ahmed Bensaada - Mondialisation.ca, 31 mars 2022

Le monde occidental du sport a instinctivement réagi au conflit entre la Russie et l'Ukraine, se rangeant très rapidement du côté du second tout en sanctionnant le premier et ce, sans aucune directive de l'ONU. La Fédération Internationale de Football Association (FIFA), instance suprême du sport-roi, n'y est pas allée de main morte en prenant des décisions unilatérales, une première dans son histoire. Sanctions démesurées contre la Russie, refus de jouer contre l'équipe nationale de ce pays, drapeaux ukrainiens déployés dans les avant-matchs, déclarations délibérées et politiquement orientées de certains footballeurs, etc. Du jamais vu dans l'histoire du football, sport pour lequel de tels agissements sont considérés comme délictueux. Toute une effervescence médiatico-politique qui n'est d'ailleurs aucunement justifiée par les articles 16 et 17 des statuts de la FIFA. C'est simple : le sacro-saint principe de séparation entre le sport et la politique a volé en éclat.

Ce soudain élan de « solidarité » a soulevé de nombreux questionnements. Pourquoi des sanctions si rapides contre la Russie et non contre les États-Unis, la France ou la Grande-Bretagne (pour ne citer que ces pays occidentaux) alors que ces pays ont provoqué et/ou participé à des guerres sanglantes qui ont détruit des pays, provoqué la mort de centaines de milliers de personnes et poussé à l'exil des millions de réfugiés? Pourquoi avoir fermé les yeux sur les crimes d'Israël et même les récompenser alors que le sang de ses victimes palestiniennes n'avait pas encore séché?

Et une question importante se pose : la FIFA serait-elle une arme « sportive » utilisée par et pour l'Occident dans ses conflits géopolitiques? La FIFA serait-elle alignée sur les positions de l'OTAN au détriment des autres nations qui ne font pas partie de cette organisation ultra-belliciste?

Pour répondre à cette question, nous allons montrer que ce n'est pas la première fois que la FIFA collabore avec l'OTAN et les Occidentaux aux dépens d'un pays appartenant à la sphère géopolitique opposée.

C'était au Chili, il y a près d'un demi-siècle, en pleine guerre froide.

- Cliquez ici

LVOG - Quel article, splendide de clarté et de précision, à lire absolument !

DOSSIER UKRAINE

Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Dénazifier en Ukraine? par Pierre Barles - Mondialisation.ca, 31 mars 2022

Deux postulats en préambule:

1. l'OTAN est une organisation criminelle.

2. Etats-Unis d'Amérique et l'OTAN sont deux entités quasi équivalentes.

Mensonge et/ou fausse bannière sont les techniques utilisées pour déclencher les guerres, golfe du Tonkin, nouveaux-nés jetés des couveuses, fiole de Powell, armes de destruction massive … Des pages pourraient être noircies depuis le génocide perpétré dès la création de l'Union. Pour ne pas alourdir l'exposé examinons des actions entreprises depuis le début du millénaire où la France est impliquée. -1) Libye : le mensonge car Mouammar Kadhafi n'a jamais massacré son peuple, au contraire le pays avait un niveau de vie élevé, mensonge révélé par la Chambre des Communes [1], le changement de régime est évoqué. L'interview de M. Kadhafi par le JdD [2] avant l'intervention est une prophétie réalisée, les migrants ayant commencé à affluer dès la prétendue libération.

Sept mois de bombardements journaliers avec la France en fer de lance, en violation de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité. Il n'existe pas d'autre qualification que crime de guerre, doublé de crime contre l'humanité en tenant compte au minimum des migrants noyés. Certains ont été enfermés à Scheveningen pour beaucoup moins, d'où un paradoxe : Saïf al-Islam Kadhafi qui a défendu sa patrie est toujours recherché par le TPI.

-2) Syrie : l'invasion, comme la précédente, était programmée de longue date d'après le général **** WesleyClark [3], confirmée par Roland Dumas [4] et avouée au plus haut niveau [5]. La France s'est montrée la plus servile de l'Organisation en anticipant les bombardements mais empêchée par un imprévu [6]. Un putatif philosophe qui ne pense qu'à bombarder, drogué [7] de surcroît pour prétendre que Daech est le fruit de Monsieur Bachar, président d'un Etat laïque où les communautés religieuses cohabitent sans problème.

Comme en Libye, le mensonge a été utilisé initialement en prétextant la répression de manifestations pacifiques, la fausse bannière pour le chimique. En effet, un rapport [8] sur la Goutha en 2013 demandé par l'ONU et réalisé par le Massachussets Institute of Technology a conclu que les tirs provenaient du coté rebelle. Le bombardement de 2018 auquel la France a participé a été exécuté sans l'aval du Conseil de Sécurité, sans attendre le rapport des experts de l'OIAC arrivés la veille, donc sans preuve. ?

-3) Ukraine : le gouvernement élu a été renversé suite à des événements sanglants. Les va-t-en guerre otanesques sont intervenus sur la place Maïdan, Mac Cain [9] en décembre 2013, suivi par l'inévitable bombardier [10] en février 2014, copier-coller de Benghazi. Il est de notoriété publique qu'une double chasse au russe (langue et personne) a été ouverte dans la foulée et qu'une guerre fratricide a fait rage jusqu'à la réaction russe.

La présence néo(?)-nazie ne peut plus être contestée. Les médias dits principaux ont dû s'y atteler mais en minimisant son influence comme l'Obs [11] qui semble oublier une de ses anciennes publications [12]. D'autres enquêtes avaient été diligentées bien avant la guerre [13]. Il sera dorénavant difficile d'affirmer que l'on ne savait pas.

En pleine propagande de guerre, qui croire ? Deux faits retiennent l'attention :

– les bombes au phosphore auraient été utilisées. vrai ou faux ? En tous cas un comble car les Etats-Unis les ont copieusement larguées, à cumuler avec le napalm, les bombes à fragmentation ou à uranium appauvri, l'agent orange au Vietnam.

– il est aussi question de bombardements ciblés de civils, Hiroshima et une longue suite pour illustration de la parabole de la paille et la poutre.

Mesdames/messieurs qui briguez la fonction suprême, l'unanimité à l'oral de TF1 a été de charger Vladimir Poutine, au diapason des médias qui le bombardent non stop.

De la part d'un citoyen qui se pose des questions sur le régime qui gouverne la France.

Pierre Barles

Ingénieur informaticien retraité. Licencié d'enseignement de Mathématiques Pures.

Notes :

[1] https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/09/15/nicolas-sarkozy-epingle-sur-la-libye_4998102_3232.html

le rapport : https://publications.parliament.uk/pa/cm201617/cmselect/cmfaff/119/119.pdf

[2] https://www.lejdd.fr/International/Afrique/Exclusif-L-interview-integrale-accordee-par-Mouammar-Kadhafi-au-JDD-278745-3236552

[3] Wesley Clark https://www.youtube.com/watch?v=TY2DKzastu8

sous titres en français : https://www.youtube.com/watch?v=vE4DgsCqP8U

[4] Roland Dumas https://www.youtube.com/watch?v=BH9SHxetO1I

[5] Président https://www.youtube.com/watch?v=HQ1zJSmZuBY

[6] BHL https://www.youtube.com/watch?v=X1qSZd4ccJc

[7] BHL https://www.dailymotion.com/video/x30uxgl

[8] https://www.lepoint.fr/monde/attaque-chimique-en-syrie-le-rapport-qui-derange-19-02-2014-1793755_24.php

[9] Mac Cain https://www.yo0utube.com/watch?v=93eyhO8VTdg

[10] BHL https://youtu.be/TVKEoVHIDcY

[11] l'Obs https://www.youtube.com/watch?v=KtP6bISitvU

[12] l'Obs https://www.youtube.com/watch?v=fp6uin3FAJQ

[13] TV suisse https://www.youtube.com/watch?v=REKHrhfQQOc

TIME https://youtu.be/fy910FG46C4

BBC https://youtu.be/5SBo0akeDMY

U.S. officials persona non grata en Chine

China to restrict visas of U.S. officials, says foreign ministry Reuters 31 mars 2022

Le ministère des Affaires étrangères chinois va restreindre les visas des responsables américains. Reuters 31 mars 2022

BEIJING, March 31 (Reuters) - China has decided to restrict the visas for U.S. officials, in response to the U.S. visa restrictions on some China officials, a Chinese foreign ministry spokesman said on Thursday. Reuters 31 mars 2022

Exercice de démocratie made in USA.

Les journalistes US complices du président Biden - Réseau Voltaire 1er avril 2022

Aux États-Unis, les journalistes ne sont pas autorisés à poser de question au président Joe Biden sans les avoir soumis préalablement à la Maison-Blanche. Celle-ci rédige alors les réponses que le président lit avec conviction. Ce dispositif, qui rappelle ceux de régimes autoritaires, vise à masquer l'état mental défaillant du président (79 ans).

Des photographies circulent qui montrent ces anti-sèches.

Chaque fois que le président a répondu à une question imprévue, il a dit n'importe quoi. Par exemple, durant sa campagne électorale, il avait annoncé avec insistance la venue de son fils, Beau, mort depuis six ans. Ou encore, en janvier 2012, après une question imprévue sur l'inflation élevée, il l'a décrite comme un «grand atout» avant d'injurier le journaliste et de le traiter de «fils de pute». Réseau Voltaire 1er avril 2022

Sur la piste américano-sino-ukrainienne du covid-19 ?

Hunter Biden a reçu des millions de dollars de Chine - Réseau Voltaire 31 mars 2022

Les affaires d'Hunter Biden (fils du président Joe Biden) forment le feuilleton à la mode chez les Républicains états-uniens.

Les sénateurs Chuck Grassley (Républicain-Iowa) et Ron Johnson (Républicain-Wisconsin) viennent de rendre publics des preuves de transfert d'argent depuis des sociétés chinoises proches du Parti communiste vers Hunter Biden, selon les cas en nom propre ou vers des

sociétés qu'il contrôle.

100 000 de dollars par-ci, 5 millions de dollars par-là, sans oublier quelques millions de dollars en plus.

Il a pour le moment été prouvé que le fils du président contrôle les principales sociétés gazières ukrainiennes, et sert d'intermédiaire entre les laboratoires ukrainiens d'armes biologiques et le Pentagone.

En outre, des e-mails et SMS révélés par The Epoch Times (Falun Gong) attestent de diverses escroqueries et de l'implication du président des États-Unis. Réseau Voltaire 31 mars 2022

La Russie est isolée, la preuve.

La Russie et l'Inde remplacent le système SWIFT - Réseau Voltaire 31 mars 2022

La Vnesheconombank (VEB) russe et la Banque centrale indienne ont mis en place une plate-forme internet pour remplacer le système SWIFT entre leurs banques nationales.

Elle pourrait entrer en fonctionnement au plus tard le 11 avril 2022.

Sergueï Lvrov, le ministre russe des Affaires étrangères, est arrivé à New Delhi pour deux jours. Réseau Voltaire 31 mars 2022

Voilà qui devrait exiter un peu plus Macron et Binden.

Une large majorité des Russes approuvent l'action de Poutine, selon un sondeur indépendant - RT 1 avril 2022

Près de 83% Russes approuvent l'action de Vladimir Poutine, gagnant douze points par rapport à février 2022, selon l'enquête publiée le 31 mars par l'institut russe indépendant Levada, dont c'est le premier sondage depuis le début de l'offensive en Ukraine.

Seuls 15% des sondés disent ne pas approuver l'action du président (-12% en un mois), 2% étant sans opinion. Le Premier ministre Mikhaïl Michoustine gagne lui 11 points (71%, contre 60% en février) et le gouvernement 15 points (70% contre 55% en février). En revanche, seuls 59% des sondés jugent positivement l'action de la Douma.

Toujours selon le centre Levada, le pourcentage de Russes pensant que le pays suit la bonne direction serait monté en flèche pour atteindre 69%, contre 52% en février.

A l'inverse, ceux qui considèrent que la Russie a choisi un mauvais cap a diminué pour atteindre 22%, contre 38% en février.

En outre, la cote de popularité de Russie Unie – soutenant Vladimir Poutine – atteint 54%, les autres partis n'ayant pas connu de changements significatifs.

De précédents sondages avaient été rendus publics ces dernières semaines et faisaient déjà état d'une cote de popularité proche de 80% ou plus en faveur de Vladimir Poutine, mais ceux-ci étaient réalisés par des instituts réputés favorables au gouvernement. RT 1 avril 2022

Des infos de Russie

LVOG - Avertissement : Xavier Moreau est farouchement anticommuniste, c'est un bonapartiste comme Poutine, donc je ne mettrai pas le lien vers sa vidéo. Le reste tient la route, c'est ce qui nous intéresse ici.

Xavier Moreau – Stratpol : Bulletin N°76. Censure YouTube, bataille du Donbass, nouvel ordre économique - lemediaen442.fr 2 avril 2022

Au sommaire de ce bulletin N°76 proposé par Xavier Moreau, analyste politico-stratégique installé à Moscou : la guerre, les négociations, les sanctions et le rééquilibrage du monde.

Le point sur la guerre en Ukraine

Quelques succès de l'armée ukrainienne : à Berdiansk, un bateau a été touché et incendié ; en Russie, à Belgorod, 80 km au nord de Kharkov, deux hélicoptères ukrainiens volant à basse altitude ont incendié un dépôt de carburant)

Quelques faux succès concernant des localités libérées sans avoir jamais été prises par les Russes, comme Irpen et Kiev qui n'a jamais été un objectif.

Le front principal, à l'est

Le conseiller militaire de Zelenski, Arestovich, l'a avoué : la Russie a pratiquement détruit l'industrie militaire de l'Ukraine. L'aviation russe n'a plus rien à craindre de l'aviation ukrainienne. Kharkov est tenu par les ukronazis. Moins violemment qu'à Marioupol car les habitants, non russophones, ne sont pas considérés comme des sous-hommes.

À Marioupol les combats sont presque terminés. Il y a eu une tentative d'évacuer les chefs ukonazis de Marioupol. Sur 5 hélicoptères envoyés, 3 ont été détruits — dont 2 au retour,un tombé en mer, l'autre en zone contrôlée par les Russes. Il y a deux survivants

Les négociations

Le 29 mars, à l'occasion des négociations Ukraine-Russie en Turquie, les Ukrainiens voulaient un cessez-le-feu pour accumuler des ressources, de mobiliser davantage d'hommes. Les Russes ne sont pas tombés dans le piège et ont continué leur offensive. Ils ont fait croire à un geste de bonne volonté en enlevant des troupes autour de Kiev et en les repliant vers la grande offensive à l'est (Donbass, Dniepr et Zaporoje). Personne n'y a cru, car outre un redéploiement, c'était une rotation des unités (au bout d'un mois). Encerclés, les Ukrainiens, eux, ne peuvent pas être relevés. Les médias occidentaux ont interprété la relève comme une défaite russe (même les Russes y ont cru). Pour l'instant les négociations ne servent à rien qu'à laisser ouverte la porte vers de vraies négociations. Poutine les a confiées à Medinski, ancien ministre de la Culture russe, ce qui prouve qu'il n'y attache pas beaucoup d'intérêt actuellement.

L'échec des sanctions économiques occidentales

Sanctions financières : les exportations russes seront payées en roubles

Le gaz sera payé en roubles dans quinze jours par les pays hostiles. Ainsi, en France, Engie pourra acheter du gaz russe après avoir acheté des roubles. Idem pour les achats d'acier et de blé (en Algérie). Crypto monnaies, transferts d'argent informatisés, il est toujours possible de contourner les sanctions financières.

La Russie va produire ce qu'elle importait (plan de 2 à 4 ans)

Dans deux ans le remplaçant de l'A-320, le MS-21 sera produit avec le moteur PD-14. Plus aucune pièce détachée ne sera importée d'Europe. La cadence de production des super jet100 sera accélérée. En attendant, les avions en leasing en Russie, séquestrés par l'Etat russe, continuent à être loués, mais en roubles, donc la société irlandaise qui les possède ne sera pas payée.

Le rouble se stabilise

Les conséquences économiques et industrielles pour l'Europe sont graves. En revanche les États-Unis continueront à importer des engrais, de la potasse. Dans quelle monnaie ? en roubles ?

Le rouble est stabilisé au niveau d'avant le début de la guerre. Le problème est que la banque centrale russe a fixé un taux d'intérêt très élevé (20 %) pour empêcher l'inflation. Conséquence : cela paralyse la vie économique.

Rééquilibrage du monde

Symbole du rééquilibrage des alliances, la tournée de Sergueï Lavrov l'a conduit en Chine où il a rencontré, outre son homologue chinois, son homologue pakistanais. Il vient d'arriver en Inde.

Les sociétés françaises sont le premier employeur étranger en Russie (170 000 salariés). Muniez, Renault ont été menacés par l'Occident, mais ils restent en Russie. BASF a déclaré que l'Allemagne ne pouvait pas se passer des hydrocarbures russes.

Zelensky n'a menacé aucune société italienne ou allemande, mais en France il a été agressif, car il sait que le Parlement français est parfaitement soumis à Washington. La totalité des députés s'est levée pour applaudir Zelensky qui menaçait nos entreprises.

Pourquoi l'intervention russe en Ukraine ?

Comme les États-Unis, l'Allemagne a aussi expérimenté dans des laboratoires en Ukraine. Hunter Biden, le fils de Joe, était mêlé à la fabrication d'armes bactériologiques destinées à être pulvérisées par des drones Bayraktar. Tout contribue à justifier l'intervention de la Russie en Ukraine. Même BFMTV a dû reconnaître que les Russes sont 83 % à soutenir la politique de Vladimir Poutine.

Règlement de compte.

Russie : dès avril, les pays «hostiles» devront avoir un compte en roubles pour acheter du gaz - RT 31 mars 2022

Le président russe Vladimir Poutine a annoncé que les contractants issus des pays considérés «hostiles» ne pourront acheter du gaz russe qu'après avoir ouvert un compte en roubles dans une banque russe. Et ce, dès le 1er avril. Le chef d'Etat russe a mis les points sur les «i» concernant l'achat de gaz russe depuis l'étranger, dans le contexte de sanctions anti-russes et contre-sanctions liées à l'opération militaire en Ukraine, lancée le 24 février dernier.

Nous proposons à nos contractants dans les pays en question un schéma clair et transparent : pour acheter du gaz russe, il leur faut ouvrir un compte en roubles dans une banque russe.

«Aujourd'hui, j'ai signé un décret établissant les règles relatives aux échanges commerciaux de gaz naturel russe avec les pays qualifiés d'hostiles», a déclaré ce 31 mars Vladimir Poutine, avant de préciser : «Nous proposons à nos contractants dans les pays en question un schéma clair et transparent : pour acheter du gaz russe, il leur faut ouvrir un compte en roubles dans une banque russe. C'est au moyen de ces comptes que sera payé le gaz russe livré à partir du 1er avril 2022.»

Le président russe a prévenu qu'une «absence desdits paiements» en roubles serait considérée comme un manquement aux obligations de la part du client, ce qui entraînerait «toutes les conséquences qui en découlent» – à savoir la résiliation des contrats concernés. Le dirigeant a également fait valoir que, dans la mesure où les Occidentaux utilisent leur système financier «comme une arme» (en refusant notamment «leurs contrats avec les banques, entreprises et personnes physiques russes»), utiliser les devises de ce pays serait «un non-sens».

Les autorités russes avaient publié début mars une liste de pays jugés «hostiles», du fait notamment de leurs sanctions visant des entités et personnes russes. Cette liste comprend notamment les Etats-Unis, les membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Canada, le Japon, la Suisse, Taïwan, la Corée du Sud, la Norvège et l'Australie.

L'Europe continuera à payer le gaz russe en euros ou dollars, assure Scholz

Côté européen, le chef du gouvernement allemand Olaf Scholz s'est voulu inflexible, ce même 31 mars, affirmant que les pays membres de l'UE continueraient de payer le gaz russe en euros et dollars, refusant donc toujours de le payer en rouble. «Il est écrit dans les contrats que les paiements se font en euros et parfois en dollars», a affirmé le chancelier allemand lors d'une conférence de presse avec son homologue autrichien, Karl Nehammer. «J'ai dit clairement au président russe que cela resterait ainsi [et] les entreprises veulent pouvoir payer en euros et le feront», a-t-il ajouté.

Ce 31 mars également, le ministre français de l'Economie Bruno Le Maire a déclaré que l'Allemagne et la France se «préparaient» à un potentiel arrêt des importations de gaz russe. «Il peut y avoir une situation dans laquelle demain, dans des circonstances très particulières, il n'y aura plus de gaz russe [...] c'est à nous de préparer ces scénarios là, et nous les préparons», a-t-il détaillé, cité par l'AFP, lors d'une conférence de presse avec le ministre allemand de l'Economie, Robert Habeck. RT 31 mars 2022

Le paiement du gaz russe en roubles ne doit pas désavantager les clients européens, selon Poutine - RT 30 mars 2022

Le président russe Vladimir Poutine a assuré à son homologue allemand Olaf Scholz que le paiement en roubles des exportations de gaz russe, désormais exigé par Moscou, ne devait pas désavantager les clients européens.

«Cette décision ne doit pas mener à une détérioration des conditions des contrats des entreprises européennes qui importent du gaz russe», a souligné Vladimir Poutine, le 30 mars, selon un communiqué du Kremlin résumant son échange téléphonique avec le chancelier allemand Olaf Scholz, dont le pays est un grand consommateur d'hydrocarbures russes.

«Vladimir Poutine a fourni au chancelier fédéral des informations relatives à la décision d'effectuer la transition vers le rouble russe [en tant que devise de paiement] pour le gaz russe livré notamment en République fédérale d'Allemagne. Ce changement est dû au blocage des réserves russes en devises par les pays membres de l'Union européenne en violation du droit international», précise le communiqué russe, selon lequel une réunion d'experts des deux pays est envisagée à ce sujet. RT 30 mars 2022

Vladimir Poutine : « Avec les pays qui refusent de payer en roubles pour le gaz, les contrats s'arrêteront ! » - lemediaen442.fr 1 avril 2022

LVOG - J'ai lu dans un autre article que Poutine leur accordait un délai supplémentaire avant de mettre ses menaces à exécution.

La France va payer le gaz russe en roubles - Réseau Voltaire 1er avril 2022

La ministre française de la Transition écologique, Barbara Pompili, a indiqué lors d'une audition en visioconférence par la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, le 1er avril 2022, que les sociétés françaises continueront à payer le gaz russe en euros, conformément à leurs contrats…

…Cependant, les banques qui opèrent le transfert vers la Russie transformeront elles-mêmes ces sommes en roubles avant de les verser. Réseau Voltaire 1er avril 2022

Medvedev : « La Russie ne fournira du blé qu'aux pays amis, l'Europe et l'Amérique du Nord n'en sont pas » - lemediaen442.fr 1 avril 2022

Après les déclarations du 31 mars 2022 de Vladimir Poutine, « Avec les pays qui refusent de payer en roubles pour le gaz, les contrats s'arrêteront ! » c'est au tour de l'ancien président russe et actuel vice-président du Conseil de sécurité de Russie, Dimitri Medvedev, d'en rajouter une couche… et pas des moindres.

Alors que l'Occident plonge la tête dans le sable — au risque de sacrifier sa population — afin de contenter les Etats-Unis, selon la chaîne de télévision russe NTV, Dimitri Medvedev répond aux sanctions européennes envers son pays par un retour de bâton. « Nous ne fournirons de la nourriture et des récoltes qu'à nos amis (heureusement, nous en avons beaucoup, et ils ne sont pas du tout en Europe et en Amérique du Nord). Nous vendrons à la fois pour des roubles et pour leur monnaie nationale dans des proportions convenues. Nous ne fournirons pas nos produits agricoles à nos ennemis. Et nous n'achèterons rien d'eux. »

Déjà dépassés par la force de frappe au niveau militaire, les Européens vont devoir redescendre au plus vite, car la force de frappe alimentaire russe est bien plus puissante. Medvedev le rappelle : « Il se trouve que la sécurité alimentaire de nombreux pays dépend de nos approvisionnements. Il s'avère que notre nourriture est notre arme silencieuse. Et si quelqu'un ne sait pas ou a oublié, alors l'exportation de nos produits agricoles dépasse l'exportation d'armes réelles — elle s'élevait à plus de 37 milliards de dollars l'année dernière.« lemediaen442.fr 1 avril 2022

L'UE se comporte comme un gang de voyous kleptomane et mafieux.

L'UE autorise le transfert des biens russes saisis à l'Ukraine - Réseau Voltaire 1er avril 2022

Le commissaire européen à la Justice et à l'état de droit, Didier Reynder, a autorisé le transfert des biens saisis à la Fédération de Russie à l'Ukraine afin de la dédommager de l'attaque « unilatérale » dont elle est victime.

En outre, les services de l'Union tentent de prouver l'implication des oligarques russes dans la guerre actuelle de sortes que leurs biens gelés puissent être saisis puis donné à l'Ukraine. Réseau Voltaire 1er avril 2022

En complément.

- Afghanistan : 23 millions d'Afghans sont confrontés à la faim - reseauinternational.net 2 avril 2022

- Le président Biden a signé un décret permettant la saisie de 7 milliards de dollars de réserves de la banque centrale afghane déposés aux États-Unis. Il souhaite qu'une moitié de cette somme soit réservée pour des demandes d'indemnisation déposées en particulier par des familles de victimes des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

La décision de Biden a été mise en cause par la Chine qui a exhorté les États-Unis à dégeler les fonds de l'Afghanistan et à lever les sanctions unilatérales contre le pays. « Les États-Unis ont saisi les fonds afghans sans le consentement du peuple afghan, ce qui équivaut à du vol », a par ailleurs déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin. Le diplomate chinois s'est exprimé lors d'un point de presse lorsqu'il a été invité à commenter le décret signé par le président américain, Joe Biden : « Sans l'accord du peuple afghan, les États-Unis disposent à leur guise des fonds appartenant au peuple afghan, et les conservent même comme s'il s'agissait des leurs. Ceci n'est pas différent d'un comportement de bandits », a dit M. Wang. « En tant que responsables de la crise afghane, les États-Unis ne doivent pas exacerber la souffrance du peuple afghan. Ils doivent dégeler les fonds, lever les sanctions unilatérales contre l'Afghanistan dès que possible, et assumer leur responsabilité pour soulager la crise humanitaire dans le pays », a souligné le porte-parole de la diplomatie chinoise.

En décembre, le Programme alimentaire mondial a constaté que 98% des Afghans ne mangeaient pas à leur faim. La famine afghane a un coupable : La décision des États-Unis d'arrêter l'aide au pays et de geler des milliards de dollars de fonds du gouvernement afghan. On espère qu'une grande puissance, comme la Chine, vienne à la rescousse de ce pauvre peuple. Selon l'UNICEF, « plus de 23 millions d'Afghans sont confrontés à une faim aiguë, dont 9 millions sont presque affamés. » D'ici le milieu de cette année, 97% des Afghans seront dans le dénuement, selon les estimations de l'ONU, fait-t-on savoir encore. reseauinternational.net 2 avril 2022

LVOG - C'est abominable, comme au Yémen, au Soudan, etc. Stop ou encore, et dire qu'il y en a qui hésitent encore, vous êtes vous-même monstrueux, ce qui va vous arriver, ne vous en étonnez pas, ne vous plaignez pas surtout...

La Croix-Rouge est pire qu'une ONG, une organisation intergouvernementale.

Al Jazeera filme par hasard des soldats ukrainiens utilisant des ambulances de la Croix-Rouge pour se déplacer - lemediaen442.fr 2 avril 2022

Dans la vidéo ci-dessous, la chaîne de télévision Al Jazeera a accidentellement filmé des hommes armés en tenue de camouflage qui sortent d'une ambulance de la Croix Rouge. Ambulance qui est normalement destinée aux blessés, femmes, enfants et hommes civils. C'est une tactique qui est normalement utilisée par les groupuscules extrémistes les plus brutaux qui ne respectent pas les règles de la guerre.

Une tactique qui n'étonne qu'à moitié quand l'on considère la façon dont les forces armées ukrainiennes et les bataillons nationaux — comme Azov — installent leurs positions dans des bâtiments résidentiels, des écoles et des hôpitaux afin de se cacher derrière les civils, comme boucliers humains.

C'est lors d'une émission en direct de Mykolaïv — ville du sud de l'Ukraine — qu'un journaliste a surpris la scène. La caméra fait un léger et discret balayage sur sa droite et on peut y voir tout un bataillon ukrainien sortir avec ses armes de la camionnette de La Croix Rouge. La discrétion de ces soldats n'est évidemment pas passée inaperçue.

Le Premier vice-ministre de l'Information de la RPD Daniil Bezsonov en a conclu sur sa chaîne Telegram : « Grâce à ces images aléatoires, nous avons appris qu'ils utilisent en fait des véhicules médicaux comme moyen de transport. » Malheureusement ce sont les blessés qui vont en subir les conséquences, puisque l'armée russe va devoir maintenant arrêter les véhicules de La Croix Rouge, afin de vérifier que des soldats d'Azov ou des armes ne circulent pas. Tout cela se fera au détriment des victimes de la guerre qui doivent d'urgence se faire soigner « Il est inacceptable d'utiliser des ambulances pour transporter des soldats de l'AFU (Forces armées de l'Ukraine) qui sont clairement en bonne santé. Ceci est inacceptable, que ce soit d'un point de vue éthique ou du point de vue des accords internationaux, par exemple les

accords sur les activités du Comité international de la Croix-Rouge », a déclaré Anatoly Wasserman, député à la Douma d'État de la Russie. - lemediaen442.fr 2 avril 2022

Pour voir la vidéo :

- Cliquez ici

Il n'y a pas de néonazis ukrainiens en Russie...

Le groupe ukrainien « Maniaques. La secte des tueurs » actif en Russie - Réseau Voltaire 1er avril 2022

Le FSB a arrêté, dans 23 régions différentes de Russie, soixante membres du réseau néo-nazi MKU (« Maniaques. La secte des tueurs »). Le MKU a été créé par un jeune Ukrainien de 22 ans, Yegor Krasnov, sous le contrôle des services secrets ukrainiens. Outre des armes, les policiers russes ont saisi des appareils de télécommunication attestant des échanges avec Krasnov.

En décembre 2021, le FSB avait déjà arrêté 106 membres du MKU dans le cadre d'une opération sur 11 assassinats commis en Russie. Les autorités ukrainiennes avaient alors démenti leur implication et précisé que ce groupe n'était plus actif en Ukraine. Réseau Voltaire 1er avril 2022

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Pakistan

Imran Khan : J'ai reçu une lettre de menace des États-Unis pour mon refus d'établir des bases militaires américaines sur le sol pakistanais - Al Manar 1er avril 2022

Dans un discours diffusé à la télévision officielle, le Premier ministre pakistanais a déclaré : « J'annonce au peuple que j'ai reçu une lettre de menace des USA », ajoutant : « Les USA ont menacé de renverser mon gouvernement pour avoir refusé d'établir des bases militaires US sur notre sol. »

Imran Khan a accusé Washington de soutenir l'opposition soulignant qu'il « jouerait le jeu jusqu'au bout » et attendrait jusqu'à dimanche pour voir ce que le vote au Parlement apportera ».

Il a noté qu'il ne se pliera devant personne.

« Je ne permettrai pas à mon peuple de se plier devant qui que ce soit, et je ne permettrai jamais à l'opposition de réussir », a-t-il taclé.

Et de poursuivre : « Pendant la soi-disant guerre contre le terrorisme, le Pakistan a été humilié. J'ai assisté comment notre pays qui s'était hissé à un niveau compétitif par rapport à de nombreux pays, s'est par la suite effondré pour atteindre un niveau humiliant par rapport au reste du monde ».

Le discours du Premier ministre pakistanais est intervenu après l'ouverture des séances de discussions au Parlement pour voter une motion de censure à son égard, vote reporté à dimanche prochain.

Le vice-président du Parlement, Qassem Khan Suri, a justifié le report pour pouvoir discuter d'autres points à l'ordre du jour avant d'envisager un vote de motion de censure.

À noter que le gouvernement de Khan fait face à une menace croissante de la part des Taliban, qui ont annoncé mercredi leur intention de lancer une attaque contre les forces de sécurité au début du mois de Ramadan. Al Manar 1er avril 2022

Sri Lanka

Pénuries et coupures de courant douchent les espoirs de reprise au Sri Lanka - francesoir.fr 1 avril 2022

Jeudi, le diesel était introuvable dans l'intégralité des stations de l'île, selon les autorités et les médias, ce qui a obligé l'Etat à imposer une coupure généralisée de l'électricité pendant 13 heures - la plus longue jamais enregistrée - faute de diesel pour les générateurs.

Manquant cruellement de devises étrangères, l'île de 22 millions d'habitants n'est pas en mesure d'importer des produits vitaux, ce qui entraîne des pénuries graves, depuis les médicaments jusqu'au ciment.

Une faible reprise post-pandémique a commencé à la fin de l'année dernière, avec près de 100.000 touristes en février soit environ 40% des pics observés les années précédentes.

Mais à la fin du même mois, la Russie a envahi l'Ukraine, stoppant presque tout le tourisme en provenance des deux pays, qui représentent la première et la troisème source de visiteurs étrangers sur l'île.

Aujourd'hui, selon les experts, même une industrie touristique florissante ne suffirait pas à sortir le Sri Lanka de la spirale de l'endettement.

"Même les années où le tourisme était à son apogée, le Sri Lanka avait encore un déficit (...) et devait emprunter sur les marchés de capitaux étrangers", affirme Suramya Ameresekera, économiste pour la société de conseil JB Securities dans la capitale Colombo. AFP 1 avril 2022

Le Sri Lanka en crise renforce la sécurité alors que la colère explose - francesoir.fr 1 avril 2022

La capitale du Sri Lanka Colombo était vendredi sous haute sécurité après une tentative de prise d'assaut de la résidence du président par des centaines de manifestants, lors d'une nuit de violences et de colère en réaction à la grave crise économique qu'endure le pays.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, des centaines de manifestants se sont dirigés vers le domicile du président Gotabaya Rajapaksa pour réclamer sa démission.

Ils ont incendié deux cars militaires et une jeep de la police, jeté des briques sur les forces de l'ordre et monté une barricade de pneus enflammés sur l'un des grands axes de Colombo.

Au moins deux manifestants ont été blessés par des tirs de la police --la nature des balles utilisées, réelles ou en caoutchouc, n'était pas claire dans l'immédiat. Quatre autres personnes ont été blessées par un véhicule de sécurité.

Cinquante-trois manifestants ont été arrêtés, selon la police. Des médias locaux ont également fait état de l'arrestation de cinq photographes de presse qui auraient été torturés au commissariat local, des accusations sur lesquelles le gouvernement a promis d'enquêter.

Manquant cruellement de devises étrangères, l'île de 22 millions d'habitants a imposé une vaste interdiction d'importations en mars 2020, entraînant de graves pénuries sur les produits de première nécessité.

L'inflation s'est établie à 18,7% en mars à Colombo, sixième record mensuel consécutif, avec une hausse record des denrées alimentaires, selon les derniers chiffres officiels.

Plusieurs hôpitaux publics ont cessé les opérations chirurgicales par manque de médicaments.

Le couvre-feu de la nuit a été levé tôt vendredi matin, mais la présence policière et militaire a été renforcée à Colombo, où l'épave calcinée d'un bus bloquait toujours la route menant à la résidence du président.

Des mesures de sécurité accrue ont été prises dans tout le pays après des appels à manifester nationalement plus tard vendredi. Des messages sur les réseaux sociaux invitaient les gens à protester pacifiquement devant leur maison.

Des vidéos de la manifestation de la nuit partagées sur les réseaux sociaux, dont l'AFP a vérifié l'authenticité, montrent des hommes et des femmes exigeant la démission du clan présidentiel.

Le gouvernement inclut trois frères du président dont Mahinda, Premier ministre, et Basil, ministre des Finances, ainsi qu'un de ses neveux.

Le gouvernement a déclaré chercher l'aide du Fonds monétaire international tout en demandant des prêts supplémentaires à l'Inde et à la Chine.

Le porte-parole du FMI, Gerry Rice, a déclaré jeudi aux journalistes à Washington que ces discussions devraient commencer "dans les prochains jours", le ministre des Finances sri-lankais étant attendu dans la capitale américaine. AFP 1er avril 2022

Haut de page

Le 5 avril 2022

J'ai rectifié le lien vers la causerie d'hier en pdf.

Nous remercions chaleureusement les journalistes indépendants du monde entier qui nous informent parfois au péril de leur vie.

A bas la cancel culture, le wokisme, la décadence, la dégénérescence de la civilisation humaine, la régression vers la barbarie!

Ils ont fait tomber le masque, la vraie nature hideuse du régime s'étale dorénavant quotidiennement sous les yeux hagards de la population qui peine à réaliser ce qui se passe réellement, parce qu'elle n'a jamais pris conscience qu'elle devait prendre en mains son destin au lieu de le confier à des aigrefins, c'est le moment ou jamais de s'en saisir et de faire table rase du passé, de réaliser ses aspirations démocratiques et d'accéder à la liberté.

Qu'est-ce qu'ont en commun l'Inquisition, le maccarthisme, le régime de Vichy, celui des nazis et le nouvel ordre mondial promu par l'oligarchie anglo-saxonne ? Ils sont les ennemis de la réalité telle que les hommes peuvent la percevoir, qui constitue les bases de l'étude scientifique de l'univers, de la nature, de la société ou de leur propre histoire, ils sont des variantes de la même idéologie réactionnaire à différentes époques.

Ceux qui prétendent que la Russie aurait agressé l'Ukraine sont clairement les complices de la xénophobie, de la campagne haineuse que les autorités occidentales ont déclenchée contre le peuple russe et sa culture qui est partie prenante de la nôtre. Ils en paieront tôt ou tard les

lourdes conséquences, puisqu'il en est toujours ainsi dans la vie.

Censurer des médias, interdire la lecture ou l'étude d'oeuvres littéraires, la représentation d'oeuvres musicales, évincer des chercheurs, des artistes (musiciens, chefs d'orchestre, chorégraphes, danseurs, etc.), des sportifs, etc. parce qu'ils ont commis le crime d'être de nationalité ou d'origine russe nous ramène à la chasse aux juifs ou aux communistes des années 30, voilà de quoi sont complices et coupables ces prétendus démocrates, socialistes, humanistes, autant dire que sous leurs masques bienveillants sommeillaient en réalité des imposteurs ou des monstres.

On serait tenté de croire qu'il existe tout de même une justice dans ce bas monde, parce qu'ils se seraient démasqués eux-mêmes, mais rien n'est moins sûr, car en réalité peu en tireront les conclusions qui s'imposent ou en auront pleinement conscience, à savoir qu'en aucun cas ils ne doivent parler en notre nom ou ils peuvent représenter nos intérêts, puisqu'ils continueront de sévir quoiqu'il arrive ou aussi longtemps qu'il n'existera pas une opposition suffisamment puissante pour organiser les masses et renverser le régime en place.

C'est l'ignorance du monde dans lequel nous vivons qui est à l'origine du cauchemar que nous vivons actuellement, dans la mesure où nous n'avons pas été capables de prendre conscience que c'était les rapports sociaux sur lesquels repose toute la société, qui déterminent son fonctionnement et disfonctionnement, son orientation, finalement les idées et les comportements des hommes pour le meilleur comme pour le pire.

Ce sont ces rapports sociaux notre unique ennemi, le système économique ou d'exploitation que l'on appelle le capitalisme. C'est lui ou ce sont eux que l'on doit renverser, pour en finir avec tous les maux qu'ils ont engendrés et qui conduisent l'humanité vers la barbarie ou l'abîme. On ne peut pas faire l'économie de cette révolution politique et sociale. On a voulu vous faire croire le contraire et vous avez vu où cela nous a mené, il n'est jamais trop tard pour en prendre enfin conscience.

Il faut également relever qu'on a gravement négligé les instruments de propagande dont disposait la réaction, qui se sont diversifiés et sophistiqués au cours du XXe siècle, plus particulièrement depuis une trentaine d'années, au point d'envahir notre quotidien avec Internet... Quand j'ai tenté d'expliquer à un militant que c'était un de facteurs déterminants de la lutte de classe à notre époque, il m'a ri au nez et traité de révisionniste. Aujourd'hui on s'aperçoit des immenses dégâts qu'ils peuvent provoquer sans y avoir été préparé, de sorte que lorsqu'on évoque les faits on nous prend pour des cinglés ou des complotistes laissant la voie libre aux propagandistes du régime.

Ceux qui vous ont raconté des choses abominables sur le socialisme, vous les avez crus, il se trouve que ce sont justement ceux qui sous vos yeux font dorénavant régner la terreur qu'ils prêtaient au socialisme, qui est l'idéal humaniste le plus élevé que l'homme peut concevoir, dans la mesure où il se fixe comme objectif de mettre fin au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de toutes les injustices sociales, discriminations, violences ou guerres, de l'oppression et de la répression, de toutes les souffrances inutiles et cruelles qui accablent les hommes, de la privation de leur liberté.

Pourquoi voudriez-vous qu'on change d'idéal ? Ne devrions-nous pas plutôt le partager pour qu'il se réalise ?

Personnellement cela me paraît tellement évident, tellement logique qu'il m'arrive de perdre patience devant tant d'obstination à refuser de regarder la réalité en face et de s'y attaquer résolument.

Il se dégage dans la société comme une odeur putride de fin de règne, où la médiocrité et la servilité dans tous les domaines sont magnifiées ou encouragées, au point que ces misérables ont pris en otage la culture pour se torcher le cul à défaut de pouvoir lui attribuer un usage plus approprié.

Relevons ce défi.

C'est notre culture !

Le Meilleur de Pyotr Ilyich Tchaikovsky

The Best of Nikolai Andreyevich Rimsky-Korsakov

The Best of Modeste Petrovitch Moussorgski

The Best of Sergueï Sergueïevitch Prokofiev

Alexandre Porfirievitch Borodine : Second Symphony - Royal Concertgebouw Orchestra - Live Concert

Sergueï Vassilievitch Rachmaninov: Piano Concerto no.2 op.18 - Anna Fedorova - Live Concert

Sergueï Vassilievitch Rachmaninov : Piano Concerto No. 3 - Anna Fedorova - Live Concert

Pyotr Ilyich Tchaikovsky: Piano Concerto No. 1, Op. 23 - Anna Fedorova - Live Concert

Maxim Vengerov - Pyotr Ilyich Tchaikovsky - Violin Concerto, Saint Petersburg Philharmonic

En complément.

L'Occident a provoqué une vague de russophobie et une « chasse aux sorcières » - par Leonid Savin (Oriental Review 18 mars 2022) - Mondialisation.ca, 01 avril 2022

- Cliquez ici

- Cette causerie au format pdf (12 pages)

DOSSIER UKRAINE

Enième mise au point.

Lu. - Une guerre inévitable et improvisée

Inéluctable parce que depuis la déclaration de Zelenski sur la reprise de la Crimée par la force en avril 2021, Ukrainiens et Américains avaient décidé de la déclencher au plus tard au début de cette année. La concentration des troupes ukrainiennes dans le Donbass depuis l'été, les livraisons massives d'armes par l'OTAN pendant ces derniers mois, la formation au combat accélérée des régiments Azov et de l'armée, le pilonnage intensif de Donetsk et Lougansk par les Ukrainiens dès le 16 février (tout cela resté ignoré des médias Occidentaux bien sûr), prouvent qu'une opération militaire d'envergure était prévue par Kiev à la fin de cet hiver. L'objectif consistait à répliquer l'opération Tempête déclenchée par la Croatie contre la Krajina serbe en août 1995 et à s'emparer du Donbass au cours d'une offensive éclair sans laisser le temps aux Russes de réagir, de façon à prendre le contrôle de la totalité du territoire ukrainien et à rendre possible une adhésion rapide du pays à l'OTAN et à l'UE. Cela explique au passage pourquoi les Etats-Unis n'ont cessé d'annoncer une attaque russe depuis cet automne : ils savaient qu'une guerre aurait lieu, d'une façon ou d'une autre.

Improvisée parce que la réaction russe s'est faite dans l'urgence. Constatant que les manœuvres diplomatiques de l'OTAN – non-réponse américaine à leurs propositions, rencontre Blinken-Lavrov à Genève en janvier, appels au calme de Zelenski et médiation Macron-Scholz en février – ne voulaient pas, ou ne pouvaient pas réussir, et servaient peut-être à les endormir, les Russes ont riposté d'une façon à la fois magistrale et très risquée. Ils ont décidé de prendre l'initiative d'attaquer en premier en une dizaine de jours (reconnaissance des républiques, accord de coopération puis opération militaire), afin de prendre de court les Ukrainiens.

Et plutôt que d'attaquer de front une armée bien équipée et solidement fortifiée, ils ont décidé de la contourner par une vaste manœuvre d'encerclement/diversion, en se déployant sur trois fronts à la fois, au nord, au centre et au sud, de façon à détruire l'aviation et un maximum d'équipements dès les premières heures et à désorganiser la riposte ukrainienne. S'ils avaient laissé l'Ukraine attaquer d'abord, leur situation serait devenue critique et ils auraient été soit vaincus soit condamnés à une interminable guerre d'usure dans le Donbass.

- Cette guerre aura été l'occasion de vivre en direct la première opération de cyberguerre totale. Si la liberté de la presse souffre en Russie, cela ne vaut guère mieux chez nous, qui avons banni les médias russes alors que nous prétendons défendre la liberté de la presse et qui proscrivons les points de vue divergents ! En quelques jours, on a assisté à une zélenskisation des esprits, chacun rivalisant de servilité pour écouter le Grand Héros et exécuter ses vœux, le président Macron arborant même une barbe de trois jours et un T-shirt olive pour souligner son adhésion à la cause, tandis que les médias renonçaient à la déontologie journalistique pour embrasser la cause de l'Ukraine. Un tel effondrement de la raison en si peu de temps est inouï.

Inouï mais pas inexplicable. Dan Cohen, correspondant de Behind the News, a démonté les mécanismes sophistiqués de la propagande ukrainienne et les raisons de son succès colossal dans nos pays. Un commandant de l'OTAN a décrit cette campagne dans le Washington Post comme « une formidable opération de stratcom (de communication stratégique) mobilisant médias, Info Ops et Psy Ops ». En gros, il s'agissait de mobiliser les médias et d'hypnotiser le public par un jet continu de vraies nouvelles, de fake news, d'images et de narratifs propres à sidérer les gens afin de garder un haut niveau émotionnel et d'oblitérer la capacité de jugement du public.

C'est ainsi qu'on a eu droit à un déferlement d'images spectaculaires et d'informations souvent fausses : la mort prétendue des soldats de l'Ile aux serpents, le fantôme de Kiev qui aurait abattu six avions russes à lui seul, les menaces sur la centrale de Tchernobyl, le faux bombardement de la centrale de Zaporoje, ou encore les cas de la maternité et du théâtre de Marioupol dont on n'a jamais vu les victimes, à part deux femmes dont l'une au moins a été reconnue vivante. De même qu'on a assisté au blanchiment accéléré des bataillons Azov, reconvertis en soldats patriotes après avoir effacé leurs écussons néonazis, et à la négation de l'existence des laboratoires bactériologiques américains en Ukraine alors que celle-ci a explicitement été reconnue par Victoria Nuland lors d'une audition au Sénat le 8 mars dernier. Il est vrai qu'un wording a immédiatement été mis en place pour les nier. Dès le lendemain, on a commencé à parler de « structures de recherche biologique » et à alerter l'opinion sur de prétendues attaques chimiques russes pour étouffer le problème des laboratoires bactériologiques secrets (Cf. BFM TV).

Il apparait que la communication ukrainienne emploie, sous l'égide du groupe PR Network, pas moins de 150 firmes de relations publiques, des milliers d'experts, des dizaines d'agences de presse, de médias prestigieux, de chaînes Telegram et de médias d'opposition russes pour délivrer ses messages et formater l'opinion occidentale.

Cette brillante réussite en Occident cache pourtant un échec patent en Amérique latine, en Afrique et en Asie, soit dans 75% du monde habité. Les pays du sud ne sont plus dupes de nos mensonges et de nos intérêts. Et l'étoile de Zelenski commence à pâlir. Sa pitoyable prestation à la Knesset, où il a commis l'erreur de comparer l'offensive russe à la « solution finale » alors que ce sont les Russes qui ont libéré Auschwitz et fait reculer Hitler et que ce sont les ancêtres de ses alliés de l'extrême-droite nationaliste ukrainienne qui ont participé à la Shoah par balles, aura été la goutte de trop.

A qui profite le crime ? La réponse permet d'identifier le coupable.

"Génocide", "barbarie", "atrocités"... L'horreur de Boutcha s'affiche en Une de la presse mondiale - BFMTV 4 avril 2022

LVOG - En pleine guerre, ils accusent, ils croient sur parole une des parties sans écouter ce que l'autre a à dire. Ils croient un président faisant l'apologie de groupes néonazis. Assez, stop !

Quelle ordure ! Votez Macron !

- Vidéo. Ukraine... Boutcha : Que s'est-il vraiment passé ?

LVOG - Mélenchon meilleur agent de l'OTAN que Macron, il en sait plus que Macron qui a affirmé qu'il était «*à peu près*» sûr de la responsabilité des Russes... sans en être certain, précisant que la culpabilité de la Russie dans le massacre était «*à peu près établi[e]*» sans apporter la moindre preuve.

Rappelons que l'armée russe avait quitté Boutcha le 30 mars, et le maire de Boutcha sourire aux lèvres n'avait pas évoqué d'exactions lors d'une courte vidéo publiée sur Twitter le 31 mars mise en ligne dans la causerie d'hier.

Jean-Luc Mélenchon - Twitter 3 avril 2022 - Les crimes de l'armée russe contre les Ukrainiens de Boutcha sont une pure sauvagerie meurtrière. Les responsables russes doivent en répondre. Ni oubli ni pardon.

L'agence Reuters a pour sa part précisé, le 4 avril, ne pas avoir été «en mesure de vérifier de manière indépendante qui était responsable de la mort des habitants décédés».

L'analyste Marko Gasic a expliqué que la Russie n'« avait aucune raison valable » de commettre des massacres en Ukraine.

Commentant les images de civils ukrainiens morts qui passent en boucle sur les chaînes d'information occidentales, l'analyste met en garde contre toute tentative de manipulation. «Il s'agit de simples images, de simples affirmations qui sont conçues pour en tirer des conclusions simples. Et nous devons toujours nous en méfier», a-t-il affirmé. RT 4 avril 2022

LVOG - Et dire qu'on n'a pas d'autre alternative qu'appeler à voter pour lui pour tenter de chasser Macron !

Ukraine – Le massacre de Boutcha, un Timisoara à l'ukrainienne - donbass-insider.com/fr 4 avril 2022

Pour comprendre ce qui s'est réellement passé, il faut reprendre la chronologie des événements.

Le 30 mars 2022, l'armée russe se retire de Boutcha, dans le cadre du redéploiement des troupes vers le théâtre principal des opérations, à savoir le Donbass. Alexandre Kots, un journaliste qui était avec les troupes russes à Boutcha dit même que l'armée russe avait commencé à se retirer de cette zone déjà plusieurs jours avant, et que le 30 mars est juste la date à laquelle les derniers soldats sont partis. L'armée ukrainienne n'a pas réalisé immédiatement que l'armée russe était partie et a continué à bombarder la zone pendant plusieurs jours, ce qui a pu provoquer des pertes civiles.

Le 31 mars 2022, le maire de Boutcha, Anatoli Fedorouk, enregistre une vidéo, où il exprime sa joie concernant le départ des forces armées russes de sa ville. À aucun moment dans la vidéo il ne parle de massacre de civils. Le maire affiche un grand sourire et parle de victoire, etc. Pas un mot sur un éventuel massacre àBoutcha, pas un mot sur des pertes civiles. Rien. Ce qui est pour le moins étrange.

Dans le même temps, la chaîne Telegram Bucha Live, qui parle de l'actualité de Boutcha ne mentionne aucun massacre de civils, ni le 29, ni le 30, ni le 31 mars 2022. Il n'y a rien sur cette chaîne avant l'éclatement du scandale public. Plutôt bizarre non pour une chaîne censée être au courant de ce qui se passe localement.

Le 1er avril 2022, une vidéo est publiée sur Twitter par un compte appartenant à une Ukrainienne, qui dit l'avoir reçue de son frère. On y voit clairement des corps gisant dans la rue, mais aussi à 8 secondes on voit très clairement à droite de la route un cratère bien frais, sûrement laissé par un obus de mortier. Or plusieurs corps sont à quelques mètres à peine de ce cratère, ce qui semble clairement indiquer que ces civils sont morts à cause d'un bombardement récent (et donc un bombardement de l'armée ukrainienne) et non d'une balle dans la tête (ils ne sont d'ailleurs pas ligotés contrairement à d'autres corps).

Le 2 avril 2022, la police ukrainienne publie une longue vidéo de leur périple dans Boutcha, où on ne voit qu'un seul corps dans l'ensemble des rues visitées (au début de la vidéo-, et au vu de l'état de ce dernier, il est évident qu'il a été tué par un bombardement.

Cette vidéo fait tellement tache dans le narratif que certains en Ukraine le disent publiquement.

« Notre source au sein du cabinet présidentiel a déclaré qu'il y a un grand scandale à Bankova à propos de la vidéo de la police nationale, qui a été mise en ligne sur l'instruction d'Anton Guerachtchenko sur le nettoyage de Boutcha. C'est cette vidéo qui présente de fortes divergences avec les images des résidents assassinés, qui a fait le tour du monde hier, mais qui a été réalisée deux jours après le nettoyage et n'a pas été incluse dans le rapport de la police nationale, qui soulève aujourd'hui des questions. M. Arestovitch considère les actions de M. Guerachthchenko comme une provocation délibérée, car la vidéo soulève de nombreuses questions quant à la raison pour laquelle il n'y a pas de morts dans les rues et que le maire ne fait que rendre compte de l'opération de nettoyage », peut-on lire dans ce post.

Le même jour, le 2 avril 2022, le chef de la défense territoriale de Kiev, Sergueï Korotkikh, surnommé Botsman (qui a combattu dans le régiment néo-nazi Azov), publie plusieurs vidéos du travail de « ses gars ». Dans la deuxième vidéo de son post, à 6 secondes on entend clairement un des gars demander s'il peut tirer sur les « hommes qui n'ont pas de brassard bleu » (brassards de l'armée ukrainienne). Ce à

quoi son commandant (Botsman) répond positivement.

Or, un certain nombre de corps, dont ceux se trouvant dans la fameuse « cave de torture », portent des brassards blancs, typiques des civils vivant dans une zone sous contrôle russe (ces brassards servent à indiquer qu'ils ne sont pas hostiles), et qui font écho à ceux de l'armée russe en Ukraine.

De plus, si on regarde la chaîne Telegram de Botsman, on voit clairement que les premières photos de gens morts ET ligotés, ne datent que du 2 avril, c'est-à-dire quand Botsman et ses hommes sont déjà sur place avec la police ukrainienne pour (et je cite là le média ukrainien LB.ua, dans un article du 2 avril 2022) nettoyer la ville « des saboteurs et complices des forces russes » !!!

Si on met ça en rapport avec la question du soldat de l'équipe de Botsman sur le fait de pouvoir tirer sur les hommes ne portant pas un brassard bleu, le scénario commence à devenir plus clair.

Soulignons les autres incohérences. Rien que sur les chiffres, personne n'est d'accord. La procureure générale Venediktova annonce 410 corps, le maire de Boutcha a déclaré à l'AFP par téléphone 280 corps trouvés dans les fosses communes, l'AFP qui elle-même ne parle que de 24 corps vus, et Associated Press annonce 20 morts dans les rues.

Si on regarde les différents corps quatre localisations différentes se dessinent :

– La rue Iablonskaya, où une vingtaine de civils ont été tués, vraisemblablement par des bombardements de l'armée ukrainienne sur Boutcha après le départ des soldats russes. Ils ont été laissés sur place jusqu'au 3 avril 2022. Un reportage de la BBC nous éclaire à ce sujet. À 16 secondes, le cameraman filme un obus de mortier encastré dans l'asphalte. Une fois géolocalisé, on se rend compte que cet obus vient du sud, c'est-à-dire de l'endroit où se trouvait l'armée ukrainienne !

– La fosse commune située près de l'église Saint Andreï. La tranchée a été creusée par les autorités municipales en concertation avec les troupes russes, pour y enterrer des civils morts lors des échanges de tirs entre l'armée russe et l'armée ukrainienne. Et cette tranchée ne date pas du 30 ou 31 mars, mais de la mi-mars comme le prouve cette vidéo datée du 13 mars, où on voit que les corps ont été enterrés décemment. La vidéo dit d'ailleurs clairement que les gens enterrés sont morts à cause des bombardements. Rien à voir donc avec des civils exécutés par l'armée russe. Il y aurait 67 corps dans cette fosse commune d'après la vidéo.

– Il y a neuf corps près de, et dans, un bâtiment qui aurait abrité les forces armées russes. Un des morts a les mains attachées dans le dos avec du ruban adhésif et du film alimentaire (méthode typique des Ukrainiens, visible sur toutes les vidéos de personnes attachées à des poteaux avant d'être frappées, qui circulent activement sur internet depuis plusieurs semaines). Un des corps montre aussi de manière visible une blessure par balle au genou, méthode de torture utilisée par les Ukrainiens contre les soldats russes capturés (torture qu'ils ont eux-mêmes filmés).

– Des photos de civils morts sur l'autoroute de Jitomir. Il s'agit en fait du même endroit où une vidéo a été filmée le 7 mars montrant une fusillade impliquant les membres des fameux bataillons de défense territoriale.

Enfin pour finir d'achever le tableau, dans une interview donnée au média Meduza (classé comme agent étranger en Russie), une femme vivant à Boutcha et membre de la défense territoriale (donc pas une pro-russe), dit elle-même que « les personnes allongées sur Iablonskaya sont mortes à cause de tirs chaotiques », et elle ne rapporte aucun cas de tir des soldats russes sur des civils pendant le temps où ils contrôlaient la ville. Plutôt bizarre.

Si on prend maintenant toutes ces informations, et qu'on analyse ce qui ressort de tout ça, voici le scénario qui se dessine :

– Le 30 mars 2022 l'armée russe retire ses derniers soldats de Boutcha. Mais l'armée ukrainienne ne s'en rend pas compte immédiatement et continue de tirer sur la ville pendant plusieurs jours, et entre autre la rue Iablonskaya où se trouvait un bâtiment occupé par les troupes russes.

– Le 31 mars 2022 le maire de Boutcha fait une vidéo pour célébrer la libération de la ville, et ne mentionne pas de civils massacrés par les troupes russes ou de corps visibles dans les rues.

– Le 1er avril 2022, les corps de la rue Iablonskaya sont filmés depuis une voiture et la vidéo est publiée tard le soir sur Twitter. Ce qui veut dire que ces personnes sont certainement mortes le 31 mars (après l'heure de tournage de la vidéo du maire) ou le 1er avril (avant l'heure de tournage de la vidéo montrant les corps).

– Le 2 avril 2022, la police ukrainienne filme les rues de Boutcha et seul un corps manifestement tué par un bombardement apparaît en début de vidéo. Aucune mention de massacre, ni même des morts de la rue Iablonskaya. Pourtant l'information est connue puisqu'une vidéo circule déjà depuis la veille. Mon hypothèse est que la police ukrainienne n'a pas voulu montrer les corps car ces civils ont été tués par des bombardements de l'armée ukrainienne et pas par les troupes russes. La police aurait donc chercher à éviter de mettre en avant ce crime de l'armée ukrainienne envers sa propre population. Il semble que la police ukrainienne n'a pas eu l'idée d'exploiter ces morts pour en faire porter la responsabilité à la Russie. Ce qui lui vaut des remontrances.

– Le 2 avril 2022 toujours, l'équipe de combattants ukrainiens de Botsman arrive aussi à Boutcha avec la police ukrainienne pour débusquer d'éventuels saboteurs ou complices des troupes russes. Les troupes de Botsman reçoivent l'autorisation de tirer sur les hommes ne portant pas un brassard bleu. Les troupes ukrainiennes auraient alors capturé, torturé et tué plusieurs civils qu'ils considéraient comme ayant collaboré avec les Russes. C'est à ce moment-là qu'apparaissent des photos de civils torturés et tués avec les mains attachés dans le dos, dont la mort est attribuée aux Russes. Pareil pour les civils qui avaient été enterrés dans la fosse commune près de l'église à la mi-mars, et ce alors qu'ils sont morts lors de bombardements et pas du tout exécutés par les soldats russes.

Si on met bout à bout les 67 civils enterrés dans la fosse commune, la vingtaine de corps dans la rue Iablonskaya, et les neuf près et dans le bâtiment où s'étaient installés les soldats russes, on est très loin des 410 corps annoncés par les autorités ukrainiennes. Des civils sont morts à Boutcha, mais la plupart l'ont été lors des bombardements de la ville, y compris lors de bombardements menés par l'armée ukrainienne, et neuf ont été manifestement torturés et assassinés par les troupes ukrainiennes pour collaboration avec les troupes russes.

Comme on peut le voir cette affaire du massacre de Boutcha ressemble furieusement à celle des charniers de Timisoara, mais à la sauce ukrainienne. Il est clair qu'il faut une enquête internationale impartiale et rapide sur ce qui s'est passé à Boutcha. Mais il semble que cela n'est pas à l'ordre du jour, les Occidentaux refusant la demande de la Russie d'organiser une réunion urgente du Conseil de Sécurité de l'ONU sur ce qui s'est passé à Boutcha.

- L'article et les vidéos, croquis.

La rupture est consommée.

L'Allemagne s'apprête à expulser une centaine de diplomates russes - Réseau Voltaire 4 avril 2022

Le gouvernement d'Olaf Scholz s'apprête à expulser la presque totalité des diplomates russes en poste en Allemagne.

Le gouvernement devrait les accuser d'espionnage, mais n'a pas de faits nouveaux à évoquer. Cette expulsion devrait réduire au minimum les relations diplomatiques entre les deux pays. Réseau Voltaire 4 avril 2022

Guerre en Ukraine: la France expulse une trentaine de diplomates russes - AFP/BFMTV 5 avril 2022

Selon nos informations, 35 diplomates russes seraient concernés par cette sanction qui "s'inscrit dans une démarche européenne", selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Le 29 mars, la Belgique avait annoncé l'expulsion sous 15 jours de 21 personnes travaillant pour l'ambassade et le consulat de Russie, soupçonnées d'implication "dans des opérations d'espionnage et d'influence menaçant la sécurité nationale". Ce même jour, les Pays-Bas avaient déclaré expulser 17 personnes "accréditées en tant que diplomates auprès des représentations russes aux Pays-Bas" mais "secrètement actives en tant qu'officiers de renseignement".

La Pologne avait annoncé le 23 mars expulser 45 "espions russes se faisant passer pour des diplomates", selon son ministre de l'Intérieur, Mariusz Kaminski.

L'Irlande a par ailleurs indiqué expulser quatre diplomates russes, la Bulgarie onze, la République tchèque un et les trois pays baltes dix. La Lituanie a également fait savoir lundi qu'elle expulsait l'ambassadeur russe à Vilnius "en réponse à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine souveraine et aux atrocités commises par les forces armées russes dans diverses villes ukrainiennes occupées, y compris l'horrible massacre de Boutcha". AFP/BFMTV 5 avril 2022

LVOG - Alors que les Etats-Unis ont plus de 200 guerres à leur actif depuis 1945.

Guerre en Ukraine : Les Etats-Unis vont tenter de faire suspendre la Russie du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU - 20 Minutes avec AFP 5 avril 2022

Gazprom interrompt ses livraisons de gaz à l'Europe via un gazoduc critique - reseauinternational.net 4 avril 2022

Après que les pays européens ont importé hier la plus grande quantité de gaz de source russe depuis des mois, se précipitant pour faire des réserves alors que la date limite fixée par le président russe Vladimir Poutine pour payer le gaz en roubles (ou être coupé) est passée, le géant gazier russe Gazprom a officiellement interrompu toutes les livraisons à l'Europe via le gazoduc Yamal-Europe, une artère critique pour les approvisionnements énergétiques européens.

Au lieu de s'écouler vers l'Allemagne et l'UE, le gaz a commencé à circuler dans la direction opposée vendredi et samedi, selon Gascade, le gestionnaire du réseau.

Le grand groupe énergétique britannique Shell est coupé des approvisionnements russes en réponse aux sanctions économiques prises par le Royaume-Uni à l'encontre de la Russie, a déclaré Dmitri Peskov, le secrétaire de presse du président russe Vladimir Poutine.

« Londres veut être le leader de tout ce qui est anti-russe. Elle veut même être en avance sur Washington ! C'est le prix à payer ! » a souligné M. Peskov.

Jusqu'à présent, le Royaume-Uni est le seul pays à avoir imposé des sanctions à la banque russe Gazprombank, par laquelle sont effectués les paiements pour le gaz naturel russe. Cette mesure prive effectivement la Grande-Bretagne de la capacité de payer le produit de base et a contraint Gazprom à se retirer de la branche ventes et commerce. Conformément au décret de Poutine selon lequel le gaz russe doit être

payé en roubles, Gazprom a ouvert des comptes en devises étrangères pour ses clients, où leurs devises peuvent être converties en roubles à la bourse de Moscou.

Maintenant que Poutine fait monter la pression, les nations européennes ont un choix difficile à faire : soit elles jouent le jeu et montrent au monde que leurs efforts pour se libérer de leur dépendance à l'égard de l'énergie russe ont été en grande partie vains. Ou bien ils peuvent faire face à une crise économique « catastrophique » avec la flambée des prix de l'énergie, qui entraînera des rationnements, des coupures de courant et d'autres mesures qui feront passer la crise pétrolière des années 1970 aux États-Unis pour un jeu d'enfant. reseauinternational.net 4 avril 2022

ACTUALITÉ DU JOUR

McKinsey : La taupe de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Les nombreuses fois où McKinsey a été mêlé à des scandales par TRTWORLD (trtworld.com 8 février 2021) - Mondialisation.ca, 02 avril 2022

- Cliquez ici

En Australie aussi, la gestion de la vaccination, c'est McKinsey ! - lemediaen442.fr 4 avril 2022

En Australie, comme en France, c'est McKinsey qui gère la politique vaccinale. Dans le Guardian de juillet 2021, on apprend que, en 2020, moyennant 660 000 dollars pour un mois de travail, le cabinet a conseillé le gouvernement sur sa stratégie en matière de vaccination. De plus, pendant trois mois, huit employés de « la Firme » ont planché sur le potentiel de fabrication d'ARNm sur place, moyennant 2,5 millions de dollars. Sans résultat. Ministre de la Santé, une vocation…

Un détail : Greg Hunt, ministre de la Santé australien, a travaillé chez McKinsey and Co pendant près de trois ans et s'est spécialisé dans les télécommunications, les start-up, la réforme du gouvernement et le secteur bancaire. Ses diverses spécialisations le destinaient donc à devenir ministre de la Santé. lemediaen442.fr 4 avril 2022

Cela ne vous fait-t-il pas penser à quelqu'un ? Encore un ex-banquier président.

Le conservateur Rodrigo Chaves élu président du Costa Rica - francesoir.fr 4 avril 2022

Le conservateur Rodrigo Chaves, un ancien cadre de la Banque mondiale, a été élu dimanche président du Costa Rica pour un mandat de quatre ans.

Economiste, M. Chaves avait claqué la porte du ministère des Finances du gouvernement sortant au bout de seulement 180 jours. Il a suivi une trajectoire fulgurante durant la campagne électorale.

Il s'était qualifié en outsider lors du premier tour le 6 février à la tête du tout nouveau Parti Progrès Social Démocratique (PPSD) et a grimpé très vite dans les sondages durant les deux mois de l'entre-deux tours.

Il a ainsi surmonté auprès des électeurs le handicap d'avoir été sanctionné pour harcèlement sexuel de deux collaboratrices entre 2008 et 2013 alors qu'il travaillait pour la Banque mondiale. francesoir.fr 4 avril 2022

Le capitalisme est toxique. Ils vous empoisonnent délibérément du début à la fin de la chaîne

Les emballages des "fast-food" à nouveau montrés du doigt en raison des perfluorés toxiques - francesoir.fr 4 avril 2022

Pendant l'épidémie de Covid-19, les restaurants ont connu plusieurs mois de fermeture et de nombreux consommateurs se sont tournés vers les repas à emporter et livrés, proposés par les enseignes de restauration rapide. En France, l'offre de "fast-food" à emporter n'a fait qu'augmenter ces dernières années, de 11 % entre 2019 et 2021. En octobre 2021, le rapport annuel réalisé par CHD Expert, cabinet d'analyse de référence du secteur de la restauration, estimait à 48 800 les points de vente de repas à emporter "fast-food" en France, générant, selon l'Ademe, 220 000 tonnes d'emballages usagés. Une autre analyse du "Consumer Reports" dénonce le fait que certaines chaînes de "fast-food" multinationales utilisent des emballages étanches à la graisse contenant des "produits chimiques permanents, appelés PFAS, ou perfluorés toxiques, qui ne se décomposent pas dans l'environnement et sont liés à un certain nombre de problèmes de santé".

Les niveaux les plus élevés d'indicateurs de perfluorés toxiques ont été trouvés dans les emballages alimentaires de Nathan's Famous, Cava, Arby's, Burger King, Chick-fil-A, Stop & Shop et Sweetgreen, selon l'enquête publiée jeudi 24 mars par Consumer Reports. Les PFAS sont utilisés dans les emballages alimentaires pour empêcher la graisse et l'eau de pénétrer à travers les emballages alimentaires et les gobelets. On peut également les retrouver dans l'encre utilisée pour imprimer les logos et les instructions sur les contenants alimentaires.

Selon cette enquête, aucun des sachets de frites McDonald's achetés au Danemark ne présentait de traitement aux PFAS, alors qu'un

traitement intentionnel aux PFAS a été constaté pour les mêmes articles achetés en République tchèque et au Royaume-Uni.

Les PFAS sont souvent appelés "produits chimiques éternels" parce qu'ils ne se décomposent pas dans l'environnement. Selon une méta-analyse internationale publiée en juin dans la revue scientifique Nature Sustainability, les emballages de la nourriture à emporter représentent 50 % à 88 % des déchets marins. En 2018, une étude de la Commission européenne montrait déjà que les déchets les plus retrouvés sur les plages européennes étaient issus de la restauration à emporter. francesoir.fr 4 avril 2022

En complément

Maladie d'Alzheimer : des médicaments courants augmenteraient le risque - Yahoo 4 avril 2022

Les « vaccins » augmentent-ils le risque de contamination et de mort par Covid19 ? Confirmation un an plus tard par Dr Gérard Delépine - Mondialisation.ca, 03 avril 2022

- Cliquez ici

Le bilan de la politique sanitaire du quinquennat d'E. Macron est désastreux par Dr Gérard Delépine - Mondialisation.ca, 01 avril 2022

- Cliquez ici

Le bilan sanitaire de ces deux ans de politique du gouvernement Macron est réellement catastrophique avec un excès considérable de morts Covid évitables (130000-140000 morts ?) liées à l'interdiction des traitements précoces, les euthanasies au Rivotril, mais aussi les trop nombreuses victimes collatérales du plan blanc (15000-25000 ?) et d'un véritable tsunami de troubles psychiatriques alors qu'on retire aux hôpitaux les moyens de les traiter.

Et ce bilan purement sanitaire ne tient pas compte des autres conséquences des mesures sanitaires : crise économique la plus sévère depuis la dernière guerre, fragmentation de la société, forte progression du décrochage scolaire et de la pauvreté, mise à mal des hôpitaux et du personnel soignant, dérive autoritaire foulant aux pieds de nombreux droits fondamentaux garants de la démocratie…

Haut de page

Le 4 avril 2022

- Une contradiction se compose de deux éléments antinomiques ou opposés, irréductibles.

- Un paradoxe consiste à admettre qu'une condition peut produire un effet inverse de celui escompté, des lors qu'elle contient un élément instable dont on ignore les propriétés. Il existe plein d'autres définitions.

Attention à ne pas confondre les deux !

Totalitarisme. 100% Intox - Désinformation - Propagande - Fabrication du consentement.

Les incrédules s'aperçoivent un peu plus chaque jour qui passe, qu'on vit déjà sous un régime totalitaire ou ils refusent toujours de l'admettre parce qu'ils en craignent les conséquences. Chaque jour une multitude de faits et d'indices permettent de l'établir sans l'ombre d'un doute, mais tous les partis politiques s'évertuent à le nier ou tiennent un double langage, question, pourquoi ? Parce qu'aucun ne souhaite véritablement la fin de ce régime ou le combat vraiment ou aucun ne croie plus qu'il existe une alternative au capitalisme, le socialisme.

Si vous avez une autre explication, n'hésitez pas à nous la proposer, nous la publierons.

- Cette causerie au format pdf (14 pages)

INTRODUCTION

Leur humanisme est la politesse des criminels de masse...

Civils tués en Ukraine: indignation de la communauté internationale - BFMTV 4 avril 2022

Tour à tour, Washington, Paris, Berlin, Madrid ou Londres ont dénoncé les "atrocités", voire les "crimes de guerre", commis notamment à Boutcha, une petite ville au nord-ouest de Kiev où de nombreux cadavres de civils étaient visibles dans les rues. BFMTV 4 avril 2022

Que craignent-ils donc après la divulgation de la guerre bactériologique que l'Ukraine vassal des Etats-Unis préparait contre la Russie ?

Le commandement russe annonce un redéploiement de ses troupes au Sud et à l'Est, faisant craindre de très violentes batailles. euronews.com 4 avril 2022

Chassons Macron et advienne que pourra ! Rira bien qui rira le dernier !

Multi-meeting Hologramme depuis Lille et 11 autres villes avec Jean-Luc Mélenchon le mardi 5 avril 2022

https://melenchon2022.fr/multi-meeting-hologramme/?utm_content=link-5&utm_campaign=mail-dons-04042022&utm_source=nuntius&utm_medium=email

Tous les meetings du multi-meeting hologramme du 5 avril 2022

Lille
Albertville
Besançon
Le Havre
Metz
Montluçon
Narbonne
Nice
Pau
Poitiers
Trappes
Vannes

Les médias mainstream accordent gracieusement des tribunes, des interviews, se fendent de longs articles dans lesquels ils donnent la parole aux candidats du NPA ou de LO, du PCF, alors que rien ne les oblige ou ils les haïssent, mais alors pourquoi, sinon pour dissuader des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs de voter pour Mélenchon qui n'est évidemment pas leur candidat, puisque c'est Macron.

L'AFP appelle à voter Arthaud, cela vaut son pesant de cacahuètes, sachant évidemment qu'elle n'a absolument aucune chance d'être élue, on aurait pu se passer de le préciser.

Pourquoi les travailleurs devraient-ils voter pour des candidats qui n'ont pas été foutus de construire un puissant parti ouvrier en 77 ans, qui ne sont jamais parvenus à convaincre des centaines de milliers de travailleurs de les rejoindre ou qui n'ont jamais inspiré confiance qu'à des jeunes idéalistes par nature réfractaires à l'ordre établi ou épris légitimement de liberté, hein dites-nous ? Cela vaut pour les autres partis d'extrême gauche qui ne présentent pas de candidat. On pourrait aussi se demander comment des partis n'ayant pas plus de 2 à 3000 adhérents parviennent-ils à financer une campagne électorale onéreuse, où trouvent-ils le fric pour faire bref ? Peu importe.

On entre en militantisme comme on entre en religion ou dans les ordres, sur la base d'illusions ou d'un dogme qu'on entretiendra ensuite indéfiniment ou qui s'évaporeront quand on s'apercevra qu'elles ne nourrissent pas notre homme, je vous raconte cela par expérience, puisque je suis passé par là à la fin des années 70 et j'ai cessé de militer pendant 20 ans.

Depuis cette époque lointaine, je me suis forgé une autre conception du militantisme basée sur le libre consentement éclairé, qui consiste essentiellement à maîtriser le matérialisme dialectique et à le mettre en pratique, y compris ou surtout dans la vie quotidienne, car on ne peut pas concevoir qu'il existerait une contradiction entre nos idées et le comportement qu'on adopte en général, ce qui implique qu'on s'impose comme méthode ou discipline d'analyser notre propre comportement et nos idées, et de débusquer toute manifestation inconsciente pour en chercher l'origine, afin de les transformer en manifestations conscientes ou si vous préférez, atteindre un niveau de conscience supérieure, un objectif que chaque militant devrait s'assigner, au lieu de passer son temps à juger ou critiquer les autres pour leur imposer nos idées ou vouloir à tous prix qu'ils changent, ce qui aboutit forcément à un échec, une impasse ou pire encore.

Chaque militant devrait s'assigner comme objectif de progresser et d'aider les autres à progresser par eux-mêmes. Si on n'adopte pas ce principe, librement j'entends, on n'est pas digne des idées, de la classe, de l'idéal ou du parti qu'on prétend représenter, parce qu'on va continuer à dire et faire n'importe quoi, dans ces cas-là, on ne pourra jamais s'en sortir.

En famille. Faites tomber les masques de l'imposture.

Démocratie révolutionnaire (NPA) - Lettre n° 234 du 3 avril 2022

- Contre l'odieuse guerre de Poutine et les surenchères de l'Otan...

- En effet, si la folie criminelle du nationalisme grand-russe de Poutine porte la responsabilité de l'agression...

LVOG - On a envie de dire spontanément, mais où va se nicher la connerie humaine !

Pendant 2 ans : il n'y a pas eu de traitement contre le covid-19 à part la vaccination, la surenchère est venue des opposants à la vaccination qui prétendaient le contraire... Vous avez compris ? Ils traitent les différents éléments qui composent la réalité en inversant leur signification, de manière à lui substituer une réalité qui permette de justifier et de partager les mesures adoptées par Macron ou l'OTAN.

Si ce n'est pas à vous dégoûter d'être trotskyste, anticapitaliste, révolutionnaire... Le plus dingue, c'est que cela vient de personnes qui

militent depuis des décennies, qui se prétendent marxistes, en fait ils y sont totalement étrangers, ils sont complètement dégénérés, fossilisés, irrécupérables. On se demandera comment à partir de motivations sincères, on peut en arriver à s'en écarter ou à les renier au point de les combattre sans s'en apercevoir.

Un tel aveuglement, un tel degré de régression ou de décomposition est tout à fait stupéfiant, j'avoue ne pas comprendre l'ensemble du processus psychologique qui conduit à une telle démence. Leurs désirs ne se sont pas réalisés, par conséquent ils les ont refoulés, et comme simultanément ils les ont remplacés par d'autres qui leur ont été soufflés, par la suite ils ne prendront jamais conscience que leur signification et l'instrumentalisation qui allait en être fait s'inscrirait en contradiction avec leurs intérêts, ce qui à l'arrivée devait en faire des fanatiques, puisqu'il est devenu impossible de discuter avec ces gens-là ou de les amener à examiner tranquillement les faits ou la réalité.

J'ai au moins échappé à cela, car je leur ressemblais quand j'étais un jeune militant.

Les tyrans osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît, la preuve.

Présidentielle : Emmanuel Macron met le cap à gauche - Europe1 4 avril 2022

« Une campagne menacée par le totalitarisme d'extrême-gauche » - lejdd.fr 3 avril 2022

Par un économiste. De quoi Macron est-il le NOM ou quelle menace représente-t-il vraiment ?

Selon Larry Fink, la guerre en Ukraine va accélérer l'adoption des monnaies digitales des banques centrales… Et finir de vous ruiner faudrait-il ajouter. [1]

Ah bon ?

De ce petit fil presque anodin, nous allons remonter toute la toile patiemment tissée par BlackRock jusqu'à son emprise sur Emmanuel Macron, au point qu'il se dit dans les milieux autorisés qu'une fois sorti de l'Élysée, notre président ira pantoufler chez BlackRock.

Lisez et diffusez massivement : Il y a dans ce texte des révélations explosives sur les liens incestueux entre Emmanuel Macron et BlackRock, liens incroyablement plus vicieux et destructeurs que ceux qui le lient à McKinsey.

Discret « faiseur de rois » de Wall Street, Larry Fink est le PDG de BlackRock, ce monstre des profondeurs qui gère 10 000 milliards de dollars directement auxquels il faut ajouter 20 000 milliards gérés indirectement via son « intelligence artificielle » Aladdin. [2]

Blackrock, une entreprise privée, est 12 fois grosse comme la France, grande puissance mondiale qui dispose de son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et de l'arme atomique.

« Et tu sais, quand les types qui pèsent 30 000 milliards disent certaines choses, ceux de 2 000 les écoutent. » [3]

Ainsi, Larry commente-t-il les retombées monétaires de la guerre d'Ukraine en observateur extérieur.

Mais Larry oublie une chose, une toute petite chose.

Les discrets voyages de Larry Fink à Paris

Larry Fink était à Paris entre le 12 et le 16 novembre dernier (à part un saut à Londres le 13).

Oh, il ne vous le dira pas. Son jet privé en revanche ne passe pas inaperçu : Un imposant Gulfstream G650 immatriculé N1777M — le plus rapide et le plus imposant du constructeur pour faire voyager le roi et sa suite — identifié par le journaliste Denis Robert dans son livre Larry & Moi. [4]

Vous pouvez retrouver les déplacements du jet de Larry sur l'excellent site opensky-network. [5]

Larry Fink était donc à Paris du 12 au soir au 16 après-midi à Paris (et à Londres quelques heures le 13), l'un de ses 2 voyages chez les mangeurs de grenouilles depuis le début du COVID.

Personne ne saura officiellement ce qu'il faisait à Paris au cours de ce séjour particulièrement long pour un homme aussi pressé que Larry Fink.

Nous pouvons observer en revanche que le 12 novembre correspond à la date de la mobilisation de l'armée russe à la frontière de l'Ukraine et le 15 novembre 2021 Emmanuel Macron s'entretenait au téléphone avec Vladimir Poutine. [6]

Il s'agit du moment clé de la préparation de la guerre.

Il est des coïncidences qu'il n'est pas permis d'admettre.

Depuis le Brexit, la France est le seul pays de l'Union Européenne à disposer de l'arme atomique et d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Et ces choses-là comptent.

L'incompréhensible rupture diplomatique de Macron

Emmanuel Macron avait un rôle de pacificateur et stabilisateur à jouer.

Il aurait pu et il aurait dû jouer les rôles tenus avant lui Nicolas Sarkozy et François Hollande.

Aucun de ces deux présidents ne marquera l'histoire mais ils avaient au moins préservé la paix face à Bush et Obama, en particulier Monsieur Hollande en négociant les accords de Minsk. (Il a oublié que Hollande était prêt à bombarder Damas en Syrie, et que c'est l'intervention russe qui a dissuadé Obama d'annuler les opérations. - LVOG)

Nous avons pu analyser il y a quelques semaines que les États-Unis et la Russie avaient intérêt à cette guerre mais qu'en revanche, l'Europe en était la grande sacrifiée [7].

Ainsi que le rappelle l'ancien sénateur Yves Pozzo di Borgo, la défense en Europe est la prérogative des États, ou plutôt était jusqu'au coup d'État institutionnel de Bruxelles qu'il dénonce. [8]

C'était donc bien à Paris que se jouait la guerre en Ukraine. Larry Fink y était et ce n'était pas pour visiter la tour Eiffel.

Depuis quand les gestionnaires d'actifs font-ils la guerre ? Il est étonnant d'imaginer un gestionnaire d'actif comme BlackRock fourrager dans des affaires aussi sensibles que l'Ukraine et venir faire pression sur le président en exercice d'une grande puissance, aussi abîmée soit-elle.

Mais c'est mal connaître BlackRock.

Il se trouve que j'ai la prétention d'être l'un des meilleurs connaisseurs de BlackRock en France, si ce n'est le meilleur : Oh, ce n'est pas bien difficile tant le monstre est méconnu.

Cela fait plus de 4 ans que j'enquête sur BlackRock, discret fossoyeur de votre épargne ET de votre santé, spécialiste du greenwashing, illusionniste du capitalisme inclusif et maître d'œuvre d'un grand délit d'initiés néolibéral. [9]

Larry Fink, sous des dehors débonnaires, est un prédateur.

Et je ne connais rien de plus vicieux et brutal et qu'un prédateur acculé.

Il se trouve que BlackRock est devenu un tel monstre qu'il n'est plus too big to fail, mais trop gros pour survivre à l'image des dinosaures et qu'en mars 2020, il a bien failli s'effondrer à cause de ses célèbres ETF. [10]

Ce n'est que partie remise, mais BlackRock et ses 30 000 milliards ne chuteront pas sans nous entraîner avec eux dans leurs folies monétaires et meurtrières.

Il ne faut pas gâcher une bonne crise et la crise ukrainienne comme vous l'annonce Larry Fink permet de mettre en œuvre des politiques impensables autrement.

Nous savons bien, au fond, que les guerres et les questions d'argent sont intimement liées.

Depuis quand les gestionnaires d'actifs s'occupent de votre santé, 2e voyage.

Larry Fink et son gros jet privé de PDG sont également venus à Paris du 6 au 8 juillet 2021… Et pas pour manger un jambon beurre [11]

Autre coïncidence interdite, se tenait le 7 juillet un Conseil de défense suivi d'un Conseil des ministres à l'issue desquels Emmanuel Macron et le gouvernement appelèrent à la « vaccination massive » des Français [12].

Le 12 juillet, Emmanuel Macron étendait le pass sanitaire à la plupart des lieux publics, mesure massive qui conduira 30 % de Français indécis à se vacciner. [13]

Larry Fink aurait-il participé au Conseil de défense d'Emmanuel Macron que nous ne le saurions pas. C'est vous dire si le secret-défense de ces conseils est intolérable.

Il ne s'agit pas ici de discuter de l'aspect sanitaire du pass. On peut toujours lier l'utile à l'agréable ou plutôt à l'ignominie.

Revenons un instant à notre fil de départ : Ces monnaies digitales de banques centrales fort incomprises mais appelées de ses vœux par Larry Fink. [14]

Emmanuel Macron vous sacrifie pour sauver Larry Fink et BlackRock

Les monnaies digitales dans banques centrales ne sont pas sans lien avec la logique de pass sanitaire et de pass tout court.

Jusqu'ici, le pass sanitaire a été appliqué de manière presque volontariste par l'immense majorité des Français soucieuse de faire corps dans la crise.

Mais qu'ils changent d'avis ou que le système de pass s'applique pour des raisons qu'ils refusent et le système s'effondre instantanément. Les forces de polices n'ont tout simplement pas les moyens de faire appliquer un pass à une population qui n'en voudrait pas.

Aujourd'hui, la logique de pass ne tient que par le bon vouloir général. Et c'est très bien.

Mais demain ?

Imaginez votre pass sanitaire lié à votre carte bleue et plus généralement vos moyens de paiements : C'est ce que permettent ces nouvelles monnaies digitales… Ce n'est pas que vous n'aurez plus le droit de prendre le train ou un café : Vous ne pourrez même plus les payer.

Or, il y a un second intérêt à ces nouvelles monnaies digitales et c'est ce qui compte vraiment pour Larry Fink : Les nouvelles monnaies digitales permettent de supprimer les espèces, le cash, les pièces et les billets pour finir d'enfermer votre épargne dans le système financier et prélever directement l'impôt ultime sur votre argent… Et sauver BlackRock de ses folies quelque temps de plus. [14]

Pourquoi Emmanuel Macron roulerait-il pour BlackRock ?

À la différence de McKinsey, BlackRock est un nouveau venu dans le jeu politique français.

Avant 2017 et l'élection d'Emmanuel Macron, le jet de Larry Fink ne s'était jamais posé en France. Il y a eu depuis 8 à 10 voyages selon les informations de Denis Robert recoupées avec les miennes. C'est beaucoup. [15]

Nous avions d'ailleurs entendu parler de BlackRock au moment de la réforme des retraites et leur activisme pour libérer une partie de nos retraites afin de la capter, y compris avec la loi Pacte sur les produits d'épargne-retraite. [16]

Nous connaissions aussi Jean-François Cirelli, artisan de la réforme des retraites sous Fillon et de la privatisation de Gaz de France devenu président de BlackRock France et à qui Emmanuel Macron a remis une Légion d'honneur très contestable. [17]

Cet activisme n'est pas bien sorcier : BlackRock veut faire tomber le verrou des retraites françaises pour entraîner l'Europe derrière et conquérir le marché européen.

La première raison pour laquelle Macron roule pour BlackRock, c'est parce que BlackRock le veut :

« Quand les types qui pèsent 30 000 milliards disent certaines choses, ceux de 2 000 les écoutent. »

Le pouvoir de nuisance de BlackRock est immense.

Nous avons eu un aperçu de ce pouvoir avec l'affaire Danone et l'éviction d'Emmanuel Faber (pour ceux qui n'ont pas suivi, c'était BlackRock à la manœuvre). [18]

Mais en cédant face à BlackRock, Emmanuel Macron obtient également son plat de lentille et nous perdons notre royaume.

BlackRock s'est mis à racheter la dette française. [19] Très puissants à Bruxelles, je ne serais pas étonné qu'ils aient mis un peu de leur influence au service de Macron, notamment pour que les fonds du plan de relance soient libérés alors que nos comptes sont dramatiques.

L'histoire n'est pas écrite d'avance

Bien sûr, la guerre peut paraître perdue d'avance pour les petits David que nous sommes face à ce Goliath qui n'a fait qu'une bouchée de Macron.

Mais l'histoire n'est jamais écrite d'avance.

Oui, je peux vous assurer qu'avec le couple Macron-BlackRock, nous aurons la guerre, la confiscation de notre épargne et un pass permanent directement lié à notre portefeuille.

Est-ce que cela sera mieux avec un autre ? Cela ne sera pas pire.

N'oublions pas qu'en France, sous la Ve République, la démocratie s'exerce de manière indirecte mais également directe, normalement par référendum, à défaut par la rue. Les deux sont indissociables : une démocratie purement directe ou indirecte est catastrophique.

Il faut les deux. Pensez au Front Populaire de 1936 et les occupations d'usines ayant suivi l'élection de Léon Blum.

Pensez également que dans les crises terminales comme celle que nous traversons, lorsqu'il n'y a plus aucun intérêt à agir, peuvent s'exprimer les valeurs supérieures de morale et de devoir. Foutu pour foutu un peuple se met alors à faire ce qu'il a à faire.

Je ne sais pas si cela adviendra mais je sais ce que j'ai à faire.

À votre bonne fortune,

Guy de La Fortelle

Notes et sources :

[1] https://www.blackrock.com/corporate/investor-relations/larry-fink-chairmans-letter

[2] https://www.investisseur-sans-costume.com/blackrock-discret-fossoyeur-de-votre-epargne-et-de-votre-sante/

[3] https://www.youtube.com/watch?v=zqfZetzeyFE&t=36s

[4] Larry et moi - Comment BlackRock nous aime, nous surveille et nous détruit, Denis Robert, Massot éditions, 29 octobre 2020, p.78.

[5] https://opensky-network.org/aircraft-profile?icao24=a13687

[6] https://www.elysee.fr/agenda-novembre-2021

[7] https://www.investisseur-sans-costume.com/seleve-la-grande-muraille-de-fer/

[8] https://www.youtube.com/watch?v=BT9scWYbhwU

[9] https://www.investisseur-sans-costume.net/?s=blackrock

[10] https://www.investisseur-sans-costume.net/la-bombe-cachee-des-etfs/

[11] https://opensky-network.org/aircraft-profile?icao24=a13687

[12] https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/07/07/covid-19-en-france-le-gouvernement-appelle-a-la-vaccination-massive-face-au-risque-d-une-quatrieme-vague-rapide_6087378_3244.html

[13] https://www.vie-publique.fr/discours/280792-emmanuel-macron-12072021-pass-sanitaire-et-reforme-des-retraites

[14] https://www.investisseur-sans-costume.com/%e2%9d%97leuro-digital-arrive-et-la-taxe-ultime-sur-votre-epargne-aussi/

[15] Larry et moi - Comment BlackRock nous aime, nous surveille et nous détruit, Denis Robert, Massot éditions, 29 octobre 2020, p.160.

[16] https://www.marianne.net/economie/mais-pourquoi-blackrock-est-il-aussi-puissant-en-macronie

[17] https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/carriere/vie-professionnelle/retraite/jean-francois-cirelli-une-legion-dhonneur-qui-fait-polemique_3768567.html

[18] https://www.investisseur-sans-costume.com/grand-reset-chez-danone-larnaque-du-capitalisme-inclusif/

[19] https://investir.lesechos.fr/marches/analyses-opinions/taux-blackrock-surpondere-la-dette-francaise-avant-la-presidentielle-1655838.php

---

DOSSIER UKRAINE

Franchement, de quoi je me mêle ?

Poutine : L'UE défend l'intérêt des sociétés pharmaceutiques au lieu de celui des citoyens européens - lemediaen442.fr 3 avril 2022

Un président qui défend son peuple au point de dénoncer les milliardaires comme Pfizer, ça se passe en Russie, avec Poutine : « Quels intérêts l'Union européenne protège-t-elle ? L'intérêt de certaines sociétés pharmaceutiques ou l'intérêt des citoyens européens ? » emediaen442.fr 3 avril 2022

https://lemediaen442.fr/poutine-lue-defend-linteret-des-societes-pharmaceutiques-au-lieu-de-celui-des-citoyens-europeens/

Sur la stratégie économique de la Russie.

Interview de Sergueï Glaziev - reseauinternational.net 3 avril 2022

Une interview (traduite du russe) très intéressante du conseiller « économie » de Poutine : Serguey Glazyev. C'est donc un point de vue Russe « autorisé », sur le bras de fer économique entre la Russie et la coalition occidentale (USA-OTAN-dollar).

C'est un document long (plus de 10 pages), destiné à ceux qui veulent aller au fond des choses.

- Cliquez ici

Zelensky : les néonazis sont de braves patriotes.

Zelensky sur les nazis d'Azov : « Eh bien, ils sont ce qu'ils sont… Ils ont défendu notre pays » - lemediaen442.fr 3 avril 2022

« Ils sont ce qu'ils sont. » C'est ainsi que Zelensky a commenté la question du journaliste Bret Baier de Fox News sur les atrocités d'Azov, soulevée lors d'une interview. Cette partie de l'entretien a finalement été supprimée de Fox News, l'aveu est trop lourd de conséquences. L'extrait qui a disparu comme par enchantement reste tout de même présent sur internet.

« Azov est l'un des nombreux bataillons nationaux. Eh bien, ils sont ce qu'ils sont… Ils ont défendu notre pays. Mais ensuite, ils sont tous devenus membres de l'armée ukrainienne. Azov n'est plus un groupe indépendant, il fait partie de l'armée ukrainienne. » Le président

ukrainien Zelensky semble accepter la grosse part néonazie du bataillon Azov, pourvu qu'elle combatte pour l'Ukraine. Un aveu qui met en porte-à-faux tous les dirigeants qui le soutiennent. Macron accepte-t-il de soutenir des nazis qui détruisent les cimetières juifs à coups de battes de baseball ? Accepte-t-il la croix gammée, gravée sur le ventre d'une femme torturée à mort ? Accepte-t-il le tortionnaire ukrainien Viktor Plotnikov avec à son actif 70 épisodes criminels, des meurtres, des viols et dont la maison semble un musée à la gloire de Hitler ?

- Cliquez ici

De Coco Chanel aux UkroNazis - reseauinternational.net 3 avril 2022

- Cliquez ici

Boutcha : La dernière mystification ou provocation grotesque de l'OTAN contre la Russie.

Ukraine : l'armée russe dément avoir tué des civils à Boutcha et accuse Kiev de «provocation» - RT 3 avril 2022

Accusée par le camp occidental et par Kiev de crimes de guerre contre des civils à Boutcha en Ukraine, la Russie a dénoncé une falsification dans un communiqué, et qualifié ces agissements de «nouvelle provocation».

Le ministère russe de la Défense a assuré le 3 avril dans un communiqué que ses forces n'avaient pas tué de civils à Boutcha, une ville proche de Kiev récemment reprise par les forces ukrainiennes. «Pendant la période au cours de laquelle cette localité était sous le contrôle des forces armées russes, pas un seul résident local n'a souffert d'actions violentes», a déclaré le ministère dans un communiqué.

«Toutes les images photos et séquences vidéos publiées par le régime de Kiev, qui témoigneraient des soi-disant "crimes" commis par des militaires russes dans le village de Boutcha, dans la région de Kiev, sont une nouvelle provocation», lit-on.

Le texte précise en outre que l'armée russe a quitté cette zone le 30 mars au «lendemain de la session de pourparlers entre la Russie et l'Ukraine en Turquie». Auparavant, la Russie déclare y avoir livré 452 tonnes d'aide humanitaire.

Condamnation à l'international

Les images de corps de personnes vêtues en civil dans les rues de cette localité ont fait le tour du monde et soulevé un vif émoi. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a accusé la Russie de «génocide» contre son peuple. Kiev estime que 300 personnes ont été enterrées dans des fosses communes à Boutcha.

L'AFP avait vu le 2 avril les cadavres d'au moins vingt hommes portant des vêtements civils gisant dans une rue de Boutcha, reconquise par les troupes ukrainiennes. L'un d'eux avait les mains liées et les corps étaient éparpillés sur plusieurs centaines de mètres.

Tour à tour, Washington, Paris, Berlin ou Londres ont dénoncé des «atrocités», voire des «crimes de guerre». «Les autorités russes devront répondre de ces crimes», a notamment écrit Emmanuel Macron sur Twitter.

«Pendant tout le temps où la ville a été sous le contrôle des forces armées russes, et encore plus après, jusqu'à aujourd'hui, les habitants de Boutcha se déplaçaient librement dans le village et utilisaient leurs téléphones portables [...] Dans le même temps, les banlieues sud du village, y compris les zones résidentielles étaient bombardées 24 heures sur 24 par les troupes ukrainiennes à l'aide d'artillerie de gros calibre, de chars et de systèmes de lance-roquettes multiples», relate la Défense russe.

Des cadavres qui n'ont pas quatre jours, selon Moscou

Selon Moscou, les «"preuves de crimes" à Boutcha ne soient apparues que 4 jours», après le départ de ses soldats, «quand des officiers du Service de sécurité ukrainien (SBU) et des représentants de la télévision ukrainienne sont arrivés dans le village».

Pour la Russie, les cadavres montrées en images ne peuvent pas être restés aussi longtemps dans la rue puisqu'«ils n'ont pas de taches cadavériques typiques et que dans les plaies il y a du sang qui n'a pas coagulé».

Ainsi, pour l'armée russe, ces images sont une mise en scène orchestrée par Kiev «pour les médias occidentaux, comme ce fut le cas avec la maternité à Marioupol, ainsi que dans d'autres villes». RT 3 avril 2022

Lors du « massacre » de Bucha en Ukraine, un cadavre ressuscite ! - lemediaen442.fr 3 avril 2022

- Cliquez ici

Sur les réseaux sociaux, c'est l'effervescence ! La page officielle du ministère de la Défense de l'Ukraine a publié sur sa page Twitter une vidéo qui laisserait supposer des exécutions sommaires et autres violations graves perpétrées par les forces russes. Cette vidéo se passe dans une rue où le véhicule slalome entre des cadavres à même le sol. Human Rights Watch y va de son commentaire « Ukraine : Crimes de guerre présumés dans les zones contrôlées par la Russie. »

Mais voilà ! la manipulation du ministère de la Défense est grossière et facilement démontable. Dans la vidéo du 2 avril ci-dessous le

gouvernement russe a relevé sur son compte telegram une anomalie, un cadavre se met à bouger son bras droit au passage des militaires ukrainiens afin qu'il ne passe pas sous les roues du véhicule (6'), l'acteur au sol ne souhaitant pas être réellement blessé par ceux qui le paient pour jouer ce rôle. Nous sommes face à une campagne médiatique grossièrement mensongère, planifiée par les autorités ukrainiennes, afin de faire endosser à la Russie des crimes de guerre imaginaires.

Autre interrogation, les troupes russes ont quitté Bucha le 30 mars 2022. Pourquoi avoir attendu quatre jours pour faire ces révélations ? Problème d'acteurs à disposition ? La maquilleuse était en congé maladie ? Le zoom de l'appareil était défectueux ? C'est ce que Le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a souligné : « Nous tenons à souligner en particulier que toutes les unités russes se sont complètement retirées de Bucha le 30 mars, au lendemain de la série de pourparlers en personne entre la Russie et l'Ukraine en Turquie. Le 31 mars, le maire de Bucha, Anatoly Fedoruk, dans son message vidéo a confirmé qu'il n'y avait pas de militaires russes dans la ville, mais n'a pas mentionné d' habitants locaux abattus dans les rues avec les mains liées. Par conséquent, il n'est pas surprenant que toutes les prétendues "preuves de crimes" à Bucha ne soient apparues que le quatrième jour, lorsque des officiers du SBU et des représentants de la télévision ukrainienne sont arrivés dans la ville. »

Le 31 mars, le maire de Bucha déclare (vidéo ci-dessous mise en ligne le 3 avril, mais datant du 31 mars) : « Regardez comme Bucha est paisible après l'invasion de la Russie. Dieu merci, nous sommes tous vivants et en bonne santé. Nous allons tout reconstruire ! »

Dans ce climat de fakenews, nous rappelons à nos lecteurs que les treize soldats ukrainiens annoncés morts sur Snake Island ont en réalité été faits prisonniers par les Russes. La propagande mensongère est à son maximum, la mise en avant de faux cadavres en devient une abomination et reflète encore une fois jusqu'où peuvent aller les soldats ukrainiens relayée servilement par les médias occidentaux.

Nous reproduisons la traduction du communiqué du ministère russe de la Défense qui réfute les accusations du régime de Kiev dans le meurtre présumé de civils dans le village de Bucha, dans la région de Kiev :

Toutes les photographies et vidéos publiées par le régime de Kiev, qui auraient témoigné d'une sorte de « crimes » commis par des militaires russes dans la ville de Bucha, dans la région de Kiev, sont une autre provocation.

Pendant la période où cette colonie était sous le contrôle des forces armées russes, pas un seul résident local n'a subi d'actions violentes. Dans les colonies de la région de Kiev, le personnel militaire russe a livré et délivré 452 tonnes d'aide humanitaire aux civils.

Pendant tout le temps où la ville était sous le contrôle des forces armées russes, et plus encore après, jusqu'à aujourd'hui, à Bucha, les résidents locaux se déplaçaient librement dans la ville et utilisaient les communications cellulaires.

Le départ de la ville de Bucha n'a pas été bloqué. Tous les résidents locaux ont eu la possibilité de quitter librement la colonie en direction du nord, y compris vers la République de Biélorussie. Dans le même temps, la périphérie sud de la ville, y compris les zones résidentielles, a été visée 24 heures sur 24 par les troupes ukrainiennes à partir d'artillerie de gros calibre, de chars et de systèmes de lance-roquettes multiples.

Nous tenons à souligner en particulier que toutes les unités russes se sont complètement retirées de Bucha le 30 mars, au lendemain de la série de pourparlers entre les représentants de la Russie et de l'Ukraine en Turquie.

De plus, le 31 mars, le maire de la ville de Bucha, Anatoly Fedoruk, a confirmé dans son message vidéo qu'il n'y avait pas de militaires russes dans la ville, mais n'a même pas mentionné d'habitants locaux abattus dans les rues les mains liées.

Par conséquent, il n'est pas surprenant que toutes les prétendues «preuves de crimes» à Bucha ne soient apparues que le 4e jour, lorsque des officiers du SBU et des représentants de la télévision ukrainienne sont arrivés dans la ville.

Il est particulièrement préoccupant de constater que tous les corps des personnes dont les images ont été publiées par le régime de Kiev, après au moins quatre jours, ne se sont pas raidis, n'ont pas de taches cadavériques caractéristiques et il y a du sang qui coagule dans les plaies.

Tout cela confirme irréfutablement que les photographies et les séquences vidéo de Bucha sont une autre production du régime de Kiev pour les médias occidentaux, comme ce fut le cas à Marioupol avec la maternité, ainsi que dans d'autres villes. lemediaen442.fr 3 avril 2022

Exactions à Boutcha: la Russie demande une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU - BFMTV 4 avril 2022

La Russie a demandé une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU pour statuer sur les "provocations haineuses" commises selon elle par l'Ukraine à Boutcha, où les troupes russes sont accusées d'atrocités contre des civils.

Une responsable du gouvernement américain a dénoncé la demande de la Russie au Conseil de sécurité.

"La Russie a recours au même scénario que pour la Crimée et Alep: forcée de défendre l'indéfendable (ici, les atrocités de Boutcha), la Russie demande une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU de façon à feindre l'indignation et à demander des comptes", a dénoncé la responsable de l'Agence américaine pour le développement international (USAid), Samantha Power, ancienne ambassadrice de son pays aux Nations unies. "Personne n'y croit", a-t-elle ajouté. BFMTV 4 avril 2022

ACTUALITE INTERNATIONALE

Hongrie

Législatives en Hongrie : large victoire pour Viktor Orban - AFP/LePoint.fr 4 avril 2022

Viktor Orban a remporté les élections législatives en Hongrie, selon les premiers résultats partiels officiels, publiés par le Bureau national électoral (NVI). Pour l'heure, 77 % des bulletins ont été dépouillés. Selon ces premières estimations, le Fidesz recueillait 54,24 % des voix, devant la coalition des six partis de l'opposition qui réunit 33,92 % des suffrages, a précisé le NVI. Viktor Orban va donc rempiler pour un quatrième mandat (de quatre ans) consécutif, après douze années à la tête de la Hongrie.

« Nous avons remporté une victoire exceptionnelle – une victoire si grande qu'on peut sans doute la voir depuis la Lune, en tout cas certainement depuis Bruxelles », a déclaré grand sourire et sous les applaudissements M. Orban, habitué des bras de fer avec l'UE.

Les analystes avaient prédit une bataille beaucoup plus serrée. Le scrutin a été marqué par une participation de 68,7 %, un chiffre proche du record d'il y a quatre ans. AFP/LePoint.fr 4 avril 2022

Sri Lanka

Manifestations au Sri Lanka: les réseaux sociaux bloqués - AFP 3 avril 2022

"Le Sri Lanka a imposé un blocage national des réseaux sociaux, en restreignant l'accès à des plateformes telles que Twitter, Facebook, WhatsApp, YouTube et Instagram", a indiqué NetBlocks. Des journalistes de l'AFP au Sri Lanka ont constaté qu'aucun de ces réseaux sociaux n'était accessible dimanche.

Avant que ce blocage ne prenne effet, des activistes anonymes avaient lancé sur internet des appels à de nouvelles manifestations massives dimanche. AFP 3 avril 2022

Haut de page

Le 7 avril 2022

Les maillons les plus faibles vont craquer un peu partout dans le monde, c'est une question de semaines ou de mois, Pérou, Grèce, Sri Lanka... France ?

L'homme parviendra-t-il un jour à surmonter ses faiblesses naturelles ?

Il semble que beaucoup n'y croient pas ou n'osent plus y croire ou encore ils ne croient plus en rien du tout, pas même en eux-mêmes, partant de là on serait mal barré !

Voilà ce qui arrive quand on a commencé par croire avant de savoir, alors que c'était l'inverse qu'il aurait fallu faire, une fois posé qu'on ne savait rien. Mais cela personne ne vous le dira, ce sera à vous de le découvrir.

Celui qui sait ou qui a appris quelque chose, il peut se payer le luxe de croire, si c'est à bon escient, ce qu'il savait sera validé et valorisé par l'expérience et il en sortira renforcé, en quoi, pardi en lui-même, et s'il s'est trompé, il sera bon pour réviser sa copie.

Celui qui sait à l'avantage sur celui qui croit, de savoir qu'il ne sait pas ou qu'il a encore tout à apprendre, alors que celui qui commence par croire, il a atteint son objectif, il n'a plus rien à apprendre et il ne progressera jamais, il stagnera toute sa vie, c'est bien triste.

L'immense majorité des hommes, pour ne pas dire tous, se situent toujours dans la deuxième catégorie et peinent à basculer dans la première, mais il ne faut pas désespérer. Après tout, le monde organique est issu du monde inorganique, n'est-ce pas ? N'en sommes-nous pas les témoins vivants ?

Ils osent tout, malheur à ceux qui n'en ont pas encore pris conscience !

Guerre en Ukraine. A qui profite le crime, quel est le mobile du crime, qui l'instrumentalise, qui en est la victime ?

Pour ignorer les réponses à ces questions, il faut être le dernier des imbéciles ou de mauvaise foi ou les deux à la fois, puisque finalement ce sont pratiquement les mêmes depuis plus d'un siècle.

Aujourd'hui la palme de la scélératesse revient au secrétaire national du POID, Daniel Gluckstein, qui a osé écrire dans l'éditorial du 6 avril 2022 de *La tribune des travailleurs* : "*la barbarie de la guerre est universelle, on le voit à Boutcha.*", ce qui revient sans autre commentaire ou aucune réserve à l'attribuer à l'armée russe, conformément à l'hystérique propagande de guerre visant la Russie, accusée d'avoir perpétré un massacre de civils ukrainiens, alors qu'il est manifestement l'oeuvre des bourreaux du peuple ukrainien qui sont aussi à l'origine de cette guerre, le gouvernement néonazi de Kiev ou les marionnettes de Washington ou de l'OTAN.

Pour le meilleur... contre le pire et la médiocrité... en musique.

- 2CELLOS with the Sydney Symphony Orchestra at the Sydney Opera House, December 2016

- 2CELLOS - Perfect - Ed Sheeran

- 2CELLOS - Despacito

- 2CELLOS - Pirates Of The Caribbean

- Cette causerie au format pdf (18 pages)

POLITIQUE

La blanchisseuse du Palais.

Le patrimoine caché d'Emmanuel Macron - Réseau Voltaire 6 avril 2022

L'équipe de Jean-Baptiste Rivoire (Off Investigation) vient de mettre en ligne un documentaire sur la manière dont Emmanuel Macron a caché ses revenus de la banque Rothschild dont il fut associé-gérant de 2010 à 2012 [1].

Selon cette enquête, les associés-gérants de Rothschild ont le privilège d'être rémunérés pour un cinquième en France et pour quatre cinquième via des trusts domiciliés dans les îles anglo-normandes. Ces derniers revenus échappent légalement au fisc français.

Cependant lorsqu'il a été élu président de la République, Emmanuel Macron avait l'obligation de déclarer la totalité de son patrimoine afin que l'on puisse identifier d'éventuels conflits d'intérêts. Mais il n'a pas déclaré sa fortune à l'étranger.

Les journalistes ignorent le montant de cette fortune, mais elle devrait être considérable du fait de son rôle dans le rachat des activités de laits pour bébé de Pfizer par Nestlé. En 2014, après avoir quitté l'Élysée où il était secrétaire général adjoint du président Hollande, Emmanuel Macron avait tenté de s'installer à Londres. Il aurait pu ainsi jouir de sa fortune cachée sans avoir à la rapatrier en France.

Face aux incohérences des déclarations d'Emmanuel Macron, l'association Anticor avait saisi la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Celle-ci, n'ayant presque aucun moyen d'investigation, n'avait rien pu établir. Anticor avait alors saisi la Justice. Mais le Procureur de la République de Paris avait considéré qu'il n'y avait pas lieu à enquêter… vu que la Haute Autorité n'avait rien décelé d'anormal. Réseau Voltaire 6 avril 2022

[1] « Patrimoine de Macron », Off Investigation, 5 mars 2022.

- L'article de Off Investigation

- La vidéo

McKinsey : le Parquet a ouvert une enquête pour « blanchiment aggravé de fraude fiscale » - lemediaen442.fr 6 avril 2022

L'étau se resserre autour du président de la République, Emmanuel Macron. À la veille des présidentielles ce mercredi 6 avril 2022, le Parquet national financier (PNF) annonce avoir ouvert une enquête préliminaire sur le chef de « blanchiment aggravé de fraude fiscale », après un rapport du Sénat sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques pendant le mandat d'Emmanuel Macron.

Plus tôt, Marianne titrait sur le mécontentement de magistrats français : « McKinsey : nous, magistrats, trouvons anormal que le Parquet ne déclenche pas d'enquête. » Ces magistrats, tenus à une certaine réserve, ont choisi de parler anonymement, car ils considèrent que « Dans l'affaire McKinsey, il y a matière à ouvrir une enquête préliminaire. Ne pas le faire, disent-ils, ce serait alimenter, à raison, le soupçon des Français… » lemediaen442.fr 6 avril 2022

Ma mission, c'était de trouver des commissionnaires dévoués et corruptibles, fastoche !

Après McKinsey, une autre mission de conseil embarrasse le gouvernement - capital.fr 6 avril 2022

En 2019, le gouvernement avait confié une mission à 18 experts, menée par le neuropsychiatre Boris Cyrulnik, afin d'améliorer la prise en charge de la petite enfance. En même temps, un cabinet de conseil a lui aussi été mandaté, pour un coût bien plus élevé, sans que les premiers soient au courant.

D'après les informations de L'Obs, le cabinet de conseil Roland Berger a lui aussi été mandaté par l'exécutif pour travailler sur le même sujet, mais pas pour le même montant. Ces prestations ont été facturées plus de 425.000 euros, alors que pour les membres de la commission Cyrulnik, "le moindre défraiement a relevé pour nous de la gageure", a fustigé le neuropsychiatre dans le magazine, citant des déjeuners ou des déplacements difficiles à se faire rembourser. capital.fr 6 avril 2022

- Lire l'article en entier.

Bercy rivalise avec les paradis fiscaux et pratique l'optimisation fiscale.

Capgemini: une ristourne de 13 millions accordée par le fisc au cabinet de conseil? - francesoir.fr 06 avril 2022

Le cabinet de conseil Capgemini aurait obtenu une ristourne de quelque 13,4 millions d'euros, sur un redressement fiscal évalué à 17,3 millions. Un cadeau de Bercy, selon le quotidien Libération qui révèle cette information.

Il ne lui resterait donc qu'un peu moins de quatre millions d'euros à régler, mais la société ne s'est a priori pas encore acquittée de cette somme.

- Lire l'article en entier.

Totalitarisme. En guise de pandémie, une euthanasie active ou assassinat en masse déguisé.

Chronique N°91 – "À l'ère du Covid-19, retour sur la flambée de l'euthanasie active à domicile et en Ehpad" - francesoir.fr 06 avril 2022

- Lire l'article en entier.

Les nostalgiques du IIIe Reich en rajoutent.

Obligation vaccinale en Allemagne: procureurs et magistrats accusent le coup avec force - francesoir.fr 06 avril 2022

Jeudi 7 avril, ayant obtenu le feu vert de sa commission santé, le Parlement allemand devrait vraisemblablement voter l'obligation vaccinale pour quasiment toute la population adulte.

Un réseau de procureurs et de magistrats dissidents (KRiSta – Netzwerk Kritische Richter und Staatsanwälte n.e.V) a publié le même jour un brûlot sous forme d'analyse juridique intitulé "Prise de position dans le contexte de ces audiences d'experts sur le thème de l'obligation vaccinale" Un document qui, à en croire son retentissement médiatique, prend des airs du célèbre "J'accuse" d'Émile Zola.

En tout cas, les mots sont crus. Pour ces auxiliaires de justice, "au moyen de l'obligation vaccinale, l'État tue avec préméditation" ! (der Staat mit einter Impfpflicht vorsätzlich Menschen tötet). Ils expliquent que cet argument juridique n'a pas été suffisamment creusé, alors qu'il s'agit de la violation la plus flagrante, à la fois de la Constitution allemande et du droit à la vie (Art. 2 para. 2.2), ainsi que du droit international. Les auteurs considèrent que "dans le cas présent (rendre obligatoire les injections anti-Covid — ndlr), la survenue de la mort n'est pas simplement une éventualité, c'est une certitude statistique".

La prise de position de KRiSta, assortie des références qui s'imposent à la jurisprudence et aux textes de loi, relève une avalanche de violations du droit qu'emporterait une obligation vaccinale.

Notons par ailleurs que le 2 avril, KRiSta publiait une lettre ouverte aux parlementaires, en prévision du vote à venir, notant que le Paul-Ehrlich Institut (équivalent de l'ANSM) a déjà reçu les signalements de 2 255 morts suite aux injections anti-Covid, pour la seule Allemagne.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

Covid-19: l'Allemagne renonce à lever l'obligation d'isolement en cas d'infection - BFMTV 6 avril 2022

L'Union européenne aussi.

Covid : le régulateur européen autorise une deuxième dose de rappel pour les plus de 80 ans - Europe1 6 avril 2022

En Grande-Bretagne aussi ils en rajoutent une couche.

- Le nombre de personnes infectées par le Covid-19 au Royaume-Uni a atteint un nouveau record, selon des estimations publiées vendredi, avec 4,9 millions de personnes atteintes par le virus la semaine précédente. bfmtv.com 4 avril 2022

LVOG - Soit les tests PCR détectent la protéine Spike contenu dans l'injection, soit ce sont des millions de Britanniques vaccinés et privés de leur immunité naturelle qui tombent malades, à quand un virus plus sèvère qui les éliminera par millions, on peut se poser la question...

La preuve que ce sont des tyrans de la pire espèce.

"Toute vaccination sert à produire des anticorps. Pourquoi vacciner quelqu'un qui a 2 000 anticorps?" David Bouillon - francesoir.fr 6 avril 2022

Dans cet entretien essentiel, nous avons reçu le Dr David Bouillon, médecin généraliste belge. À la tête d'un centre médical ouvert cinq ans plus tôt avec son épouse infirmière dans la région de Mons, près de Maubeuge, celui-ci nous explique le protocole médical qu'il a développé pour traiter les patients atteints du Covid-19. « Quand un patient Covid a été pris à Mons, pas une seule hospitalisation et pas un seul décès ». Pourtant, au lieu d'être écouté par les autorités, le Dr Bouillon, à l'instar de nombreux scientifiques en France, s'est retrouvé confronté à une censure féroce.

Le Dr Bouillon déclare avoir traité plus de 20 000 patients depuis mars 2020. Il estime que, grâce à son diagnostic individualisé, « le risque d'hospitalisation, le risque d'aller en soins intensifs et le risque des décès, est quasiment nul ». Ce diagnostic peut se faire par une prise de sang, qui permet d'identifier le type d'affection et le traitement correspondant. S'il y a un risque de thrombose, alors le docteur prescrit un anti-coagulant. Si c'est une pneumonie, un antibiotique. Il l'assure : « Ce sont des résultats positifs et efficaces sans passer par l'ivermectine et de la chloroquine ». C'est pourquoi il déplore ne pas avoir été écouté par les autorités, certain que son protocole aurait permis d'éviter des morts et le confinement. « On a mis la médecine générale en prison », assène-t-il. Et de s'émouvoir : « Je n'ai jamais vu ça en tant que médecin généraliste, c'est historique. Comment est-ce qu'on doit dire aux personnes qui font 40 degrés de température, qui ont des difficultés respiratoires, d'attendre 10 jours à la maison et d'attendre du paracétamol. C'est exposer les patients à l'hospitalisation, aux soins intensifs et au décès. »

Par ailleurs, le médecin belge exprime son incompréhension sur le terrain de la vaccination anti-Covid. Dès lors qu'un patient a développé des anticorps, pourquoi prendre un vaccin qui vise à développer des anticorps ? Dès lors qu'une personne dispose d'une bonne immunité naturelle, pourquoi prendre un vaccin expérimental avec de possibles effets secondaires ? « Plus de 98% des personnes ayant eu le Covid s'en sont sortis grâce à l'immunité naturelle. Ceux dont l'immunité a été dépassée, il suffisait de les prendre en charge en leur faisant une prise de sang, le diagnostic et le traitement. Je peux le prouver », affirme le médecin.

- Cliquez ici

DOSSIER UKRAINE

Les faits et rien que les faits.

Ce que tout le monde devrait savoir par Oscar Fortin. - reseauinternational.net 6 avril 2022

Le 16 février 2022 Vladimir Poutine fait parvenir à Joe Biden, président des États-Unis, un ultimatum de 7 jours pour qu'il lui fasse parvenir un document officiel, confirmant que les activités militaires de l'OTAN et de l'Ukraine ne mettraient pas en danger la sécurité du peuple russe. À ne pas recevoir ce document officiel, la Russie passera immédiatement à l'action.

Il faut rappeler que cette requête reliée à la sécurité du Peuple russe faisait état de discussions depuis plusieurs mois. La partie occidentale reportait sans cesse ce document officiel, réclamé par la Russie, pour la sécurité du Peuple russe.

Poutine, pas plus naïf qu'il le faut, a vite réalisé que ses partenaires occidentaux gagnaient du temps dans leur projet d'invasion de la Russie. C'est alors qu'il a sommé Joe Biden, sans doute, le 16 février 2022, de lui remettre un document officiel, garantissant la sécurité de la Russie, dans les sept jours qui allaient suivre, sinon la Russie passera à l'action. Cette décision de Joe Biden de ne pas remettre une telle garantie de sécurité pour la Russie, fait de lui, à toute fin pratique, l'auteur de cette guerre entre la Russie et l'Ukraine. reseauinternational.net 6 avril 2022

Armement pour combattre la propagande officielle.

La propagande de guerre change de forme par Thierry Meyssan - voltairenet.org 5 avril 2022

Si l'armée russe a gagné la guerre contre les bandéristes en Ukraine, l'Otan a gagné la guerre cognitive contre ses propres concitoyens en Occident. L'Alliance atlantique a mis au point une nouvelle forme de propagande basée sur ce qu'elle dénonçait il y a peu : les Fake News, c'est à dire non pas les fausses informations, mais les informations biaisées. Comment s'en protéger ?

- Lire l'article en entier.

Cognitive Warfare par François du Cluze - Innovation Hub - Nov 2020

- Télécharger le document. (en anglais)

Comment cautionner l'économie de guerre. Mode d'emploi par le secrétaire général de l'Otan.

Guerre en Ukraine : Le conflit pourrait durer « des mois, voire des années » selon le secrétaire général de l'Otan - 20minutes.fr 6 avril 2022

« Nous devons être réalistes. La guerre peut durer longtemps, plusieurs mois, voire des années. » Cette phrase dénuée de tout optimisme a été prononcée ce mercredi par le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg. Selon lui, le président russe Vladimir Poutine n'a pas

renoncé à son objectif de « contrôler l'ensemble de l'Ukraine ». (Ce qu'a toujours nié Poutine. - LVOG)

« C'est la raison pour laquelle nous devons également être préparés à un long parcours, à la fois en ce qui concerne le soutien à l'Ukraine, le maintien des sanctions et le renforcement de nos défenses », a-t-il déclaré avant le début d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'alliance. Des implications à long terme pour la sécurité de l'Europe

« L'Ukraine a un besoin urgent de soutien militaire et c'est la raison pour laquelle il est si important que les alliés de l'Otan acceptent de continuer à soutenir l'Ukraine avec de nombreux types différents d'équipements militaires, à la fois des équipements plus lourds et des systèmes d'armes légers. Et nous avons vu que ce soutien a un effet réel au quotidien », a-t-il insisté. AFP 6 avril 2022

S'ils voulaient provoquer l'effondrement de leur économie pour justifier la suite de leur programme, ils ne s'y prendraient pas autrement.

Gazprom a arrêté ses activités en Allemagne - Réseau Voltaire 6 avril 2022

La plus grande compagnie gazière au monde, la russe Gazprom, a cessé ses activités en Allemagne le 1er avril 2022, apprend-on le 5 avril.

Avant la guerre en Ukraine, Gazprom exploitait le gazoduc Nord Stream et le chantier de Nord Stream 2. La société fournissait les deux tiers du gaz utilisé en Allemagne, notamment par l'industrie automobile.

Lorsque les Straussiens ont commencé leurs actions contre l'Union européenne en les présentant mensongèrement comme des « sanctions contre la Russie », Moscou a exigé que son gaz soit payé en roubles, ce que les sociétés européennes ont refusé. Les contrats ayant été rédigés en euros, les clients étaient en droit de s'opposer à ce changement. Mais Gazprom a alors vendu à bas prix sa filiale allemande responsable de ces contrats. Cette dernière ne recevant que des euros n'a pas pu payer Gazprom en roubles et se trouve au bord de la faillite.

Les sociétés françaises, qui ont également refusé de payer en roubles, ont été protégées par leur gouvernement qui a ordonné aux banques françaises chargées de la transaction de convertir elles-mêmes les euros en roubles avant de transmettre à Gazprom.

L'Allemagne dispose de 3,9 milliards de mètres cubes de gaz en stock. Si cette situation devait se prolonger, son industrie automobile se retrouverait à l'arrêt, son économie nationale s'effondrerait. Réseau Voltaire 6 avril 2022

Ceci explique cela

Il ne sera pas possible d'exclure la Russie du Conseil de sécurité de l'Onu - Réseau Voltaire 6 avril 2022

Dans une interview à MSNBC (« The ReidOut »), le 5 avril 2022, la représentante permanente des États-Unis à l'Onu, l'ambassadrice Linda Thomas-Greenfield, a admis qu'il ne serait pas possible d'exclure la Russie du Conseil de sécurité.

Depuis le début de l'intervention russe en Ukraine, les États-Unis ont consulté la quasi-totalité des États membres de l'Organisation en vue de préparer l'exclusion de la Russie.

L'ambassadrice Linda Thomas-Greenfield préconise désormais de rendre la position de la Russie au Conseil particulièrement inconfortable ce qu'elle a commencé à faire en accusant Moscou d'avoir commis un massacre à Boutcha. Réseau Voltaire 6 avril 2022

Témoignage. Ce que les gouvernements occidentaux et les médias vous cachent depuis 2014.

- La CIA à Marioupol dès le printemps 2014

Vous n'avez jamais vu cela en France.

Quand Poutine menace un milliardaire pour rouvrir une usine et sauver des emplois ! - lemediaen442.fr 5 avril 2022

Un documentaire de 2009 donne le ton de la personnalité de Vladimir Poutine (voir extrait ci-dessous). A l'époque Premier ministre de Dmitri Medvedev, Poutine se trouve au milieu des conséquences de la crise de 2008. Pour venir en aide aux centaines de salariés qui risquent de se retrouver sans emploi, il décide de se rendre dans une usine de cimenterie et convoque par la même occasion le PDG, le milliardaire Oleg Deripaska qui détient la deuxième plus grande société d'aluminium du monde En+ Group. Ce dernier se souviendra longtemps de sa rencontre avec Vladimir Poutine.

- Cliquez ici pour regarder la vidéo

Boutcha : La grotesque mise en scène de trop.

Massacre de Boutcha – Quand images satellite et vidéos sont manipulées pour raconter une fausse histoire - donbass-insider.com/fr 5 avril 2022

Alors que le scandale autour du massacre de Boutcha prend de l'ampleur, de nouveaux éléments prouvent que cet épisode est bien digne des charniers de Timisoara, entre la désinformation du New York Time qui sort des images satellites qui ne tiennent pas la route, l'Ukraine qui sort la vidéo d'un drone prise un autre jour, et la vérité qui apparaît dans la vidéo filmée par les troupes ukrainiennes chargées de « nettoyer la ville ».

- Pour lire l'article en entier

Qui massacrent qui ?

LVOG - Ces vidéos ont été tournées par les barbares ukrainiens à destination des militaires russes pour les effrayer, et des civils ukrainiens pour les dissuader de soutenir la Russie.

Attention, certaines images peuvent choquer les âmes sensibles par leur cruauté !

- Des soldats ukrainiens massacrent des civils

- Des soldats ukrainiens torturent des prisonniers russes

- Soldats Ukrainiens tirent sur des prisonniers russes

- Traitements odieux des prisonniers russes par les nazis d'Azov, village de Vilkhivtsi

- La belle armée ukrainienne avec les civils...

Le député ukrainien Ilya Kiva accuse les services secrets ukrainiens et britanniques de la mise en scène à Boutcha - lemediaen442.fr 6 avril 2022

L'homme politique ukrainien Ilya Kiva, du parti « Pour la vie », a réagi aux évènements survenus dans la ville de Boutcha. Contrairement à ce que racontent les médias occidentaux, la réalité est tout autre. En effet, Ilya Kiva s'est fendu d'une vidéo sur son compte Telegram où il accuse les services secrets ukrainien (SBU) et britannique (MI6) d'avoir fomenté une mise en scène à Boutcha, afin d'accuser la Russie et de susciter la haine avec le reste du monde.

« Toute l'histoire à Boutcha, a été planifiée et préparée par le contre-espionnage de l'Ukraine et c'était prévu par les services secrets du MI6. Ils sont arrivés tôt le matin, ont bouclé le quartier, dispersé les cadavres et invité les journalistes là-bas. »

Le politique ukrainien ajoute sur son Telegram que tout est fait pour qu'une réconciliation entre la Russie et l'Ukraine ne soit plus possible. « Un scénario a été développé qui permet de créer pendant de nombreuses années une haine irréconciliable entre les deux peuples — les Ukrainiens et les Russes. » Avant même le début de l'opération militaire spéciale de la Fédération de Russie, l'Occident avait parfaitement compris que pour l'Ukraine, la situation est évidemment perdue d'avance. Cela signifie que vous devez obtenir un avantage même avec un résultat négatif. lemediaen442.fr 6 avril 2022

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

Un Reporter russe témoigne sur les véritables auteurs du massacre de Boutcha - reseauinternational.net 05 avril 2022

Alexander Kots, né en 1978, travaille depuis 1999 pour le journal à grand tirage Komsomolskaïa Pravda et a été reporter de guerre au Kosovo, en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, dans le Donbass et dans d'autres régions en conflit.

par Alexander Kots.

« La tactique de la mise en scène vidéo ne m'étonne plus depuis la Syrie, où des attaques massives à la roquette ont été décidées sur la base des mises en scène [précédentes] des « Casques blancs ». Et ici, les « professeurs » pour de telles opérations d'information et de psychologie sont les mêmes – avec des oreilles britanniques qui ressortent clairement visiblement.

J'ai vu comment les attitudes locales envers l'armée russe avaient changé. Au début, ils avaient peur d'eux – le résultat d'un profond lavage de cerveau à la télévision. Ensuite, il y a eu une attitude prudente car la curiosité l'a emporté sur les gens et ils sont sortis de leurs sous-sols. Et plus tard vint le marchandage : les locaux échangeaient des biens en nature avec les militaires russes. Par exemple, a été échangé du gaz contre un générateur, contre du lait et du fromage fermier. De plus, les militaires russes n'ont pas demandé de lait, mais ont donné le carburant gratuitement. Mais nos voisins là-bas ont estimé qu'il était de leur devoir de leur rendre la pareille. Les militaires russes leur ont donné des rations sèches et apporté des médicaments…

Mais bien sûr, ce n'est pas non plus l'argument principal selon lequel le « Srebrenica » ukrainien est un faux. En fait, pendant un mois et

demi, Boutcha n'a jamais été entièrement contrôlé par les troupes russes, même pas un jour. (…)

La vérité est que dans le cadre du redéploiement, les troupes russes ont quitté Boutcha quelques jours avant la découverte des « victimes de l'occupation ». Les forces ukrainiennes soutenues par l'OTAN n'ont pas immédiatement reconnu le départ et, pendant près de trois jours ont bombardé la ville avec de l'artillerie qui a sans doute pu toucher des civils.

Lorsqu'ils ont finalement pénétré dans la ville, une « chasse aux sorcières » a commencé contre ceux qui avaient collaboré avec les forces « d'occupation ». Dans le feu de l'action, personne ne prend la peine de chercher des preuves et des corps, les mains liées, ont été jetés dans des puits.

Sauf que : L'état des cadavres laisse penser qu'ils ont été assassinés avant-hier au plus tôt. Je sais à quoi ressemblent les cadavres après être restés dans la rue pendant des jours. C'est une image complètement différente ici. »

Le reporter de guerre a remarqué que la majorité des morts visibles sur les photos publiées aujourd'hui (!) par le site ukrainien portent des brassards blancs. Comme on le sait, ces brassards blancs, écrit Kots, ont toujours été la marque distinctive des associations russes. Au fil du temps, les civils locaux ont également utilisé ce signe de reconnaissance, la plupart d'entre eux portant des brassards blancs faits maison afin que les soldats russes les reconnaissent comme les leurs.

Lorsque les troupes russes ont quitté les positions dans et autour de Boutcha dans la nuit du 30 au 31 mars et ont été retirées de cette partie de la région de Kiev dans leur redéploiement, les troupes ukrainiennes ne l'ont pas immédiatement découvert, rapporte Kots. Il faudra attendre le 1er avril pour qu'ils s'installent dans la commune, et prennent le contrôle à la place des bénévoles des associations territoriales. Désormais, les civils, principalement des hommes, étaient identifiés par des brassards blancs : les groupes nazis (revendiqués) les prenaient pour des militaires ou des partisans russes et leur tiraient dessus.

Alexandre Kots écrit :

« Voici une preuve supplémentaire. Les corps à Boutcha avec des brassards blancs, qui est une marque distinctive russe. Les forces ukrainiennes ont tiré sur des gens – qu'ils portaient des armes ou non. L'essentiel était qu'ils portaient des brassards blancs, ce qui [aux forces nazies ukrainiennes] signifiait qu'ils étaient « l'ennemi ». Ouvrez les yeux ! Ce ne sont pas les troupes russes qui ont massacré les civils de Boutcha. Pour quelles raisons auraient-ils tué des gens qui leur étaient favorables ? Ce sont les braves « terbats ». (Du nom de territorial batalion aka Terrorbat, des gangs autonomes proxy de l'OTAN, armés par l'irresponsable bouffon poudré Zelensky) reseauinternational.net 05 avril 2022

L'Ukraine perd définitivement tout accès à la mer d'Azov - reseauinternational.net 05 avril 2022

La ville de Marioupol est perdue à jamais et ne sera plus jamais ukrainienne. L'Ukraine a définitivement perdu tout accès à la mer d'Azov.

Cet achèvement stratégique est l'œuvre d'une unité spéciale de la police tchétchène qui combat aux côtés des Marines russes et des miliciens de Donetsk. L'expérience en matière de guerre urbaine des Tchétchènes a été déterminante face aux forces spéciales britanniques.

267 militaires ukrainiens appartenant au 503e bataillon des Marines se sont rendus aux forces tchétchènes. Le commandant de cette unité d'élite, Pavel Sbitov, un natif de Lviv et un vétéran de la guerre au Donbass depuis 2014, a été neutralisé le 03/04/2022 par les Tchétchènes.

Les plus radicaux ont fui avec des bus remplis de civils vers une installation industrielle pour les utiliser comme des boucliers humains.

Tous les fournisseurs occidentaux d'imagerie satellite ont fourni gratuitement et en temps réel des données et des informations collectées par les satellites-espions et d'observation de l'ensemble des pays de l'OTAN aux forces ukrainiennes à Marioupol. Celles-ci étaient conseillées par des forces spéciales dont les plus acharnées sont celle du Royaume-Uni.

Le président turc Tayep Reçep Erdogan a utilisé son influence à Moscou pour demander à la Russie l'exfiltration des « étrangers » bloqués à Marioupol. En réalité, la Turquie a été mandatée par Washington et Londres pour agir auprès de Moscou afin de permettre l'exfiltration des agents de liaison des services spéciaux et des unités de combat constitués de membres des forces spéciales de plusieurs pays et des mercenaires (Géorgie, Maroc, Kudistan irakien, Pologne, etc.) portant l'uniforme ukrainien.

Les forces tchétchènes sont les seules parmi l'ensemble des unités militaires russes qui n'avaient aucune illusion sur les méthodes barbares du SBU ukrainien et de son mentor britannique (Mi-6) qu'ils désignent sous le terme de shaitans (diables). Les autres militaires russes avaient fait preuve d'un certain sentimentalisme et croyaient que les Ukrainiens étaient des Slaves comme eux et qu'ils se plaignaient de leur régime imposé par l'étranger. Ils se sont lourdement trompés. Les prisonniers de guerre russes qui ont eu le malheur de tomber entre les mains de l'ennemi ont tous été massacrés sans aucune forme de procès. Les blessés sont achevés après mutilations.

La tuerie de Bucha porte tous les signes distinctifs des opérations clandestines de l'empire et plus précisément du Mi-6 britannique. Bucha est la suite logique du faux massacre de Timisoara en 1989 (un cimetière où on avait déterrés des cadavres de morts), de la fausse infirmière koweitienne, en réalité fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis, témoignant sur un prétendu massacre de bébés par les soldats irakiens en 1990, de la petite fiole remplie d'un liquide douteux brandie par Colin Powell au Conseil de sécurité des Nations unies en 2002, des troupes libyennes galvanisées au viagra en 2011, du faux génocide au Soudan et qui a disparu aussitôt que Khartoum a cédé son territoire, de la fausse répression des Ouïghours en Chine, etc. Le modus operandi des médias de guerre n'a pas changé d'un iota : des cris d'hystérie en chorus et Joe Biden qui tente de crier plus fort pour sauver son fils Hunter et son frère, compromis dans de très graves affaires de corruption en lien avec la dispersion de pathogènes dans plusieurs régions du monde. Il faut être totalement naïf ou complètement

amnésique pour croire un seul mot de ce que débite la narration orientée et thématisée de l'infoguerre atlantiste qui agit toujours en meute et selon un seul mot d'ordre. reseauinternational.net 05 avril 2022

La Légion étrangère française est complètement vaincue à Marioupol - reseauinternational.net 05 avril 2022

Des mercenaires de la Légion étrangère française arrivés sur le territoire de l'Ukraine et qui tentaient de s'opposer aux unités russes et aux forces de la RPD ont été détruits juste à la périphérie de Marioupol. En témoignent les objets des membres de la Légion étrangère française découverts, des documents et autres objets personnels, indiquant que les mercenaires ont subi une défaite écrasante.

Il est à noter qu'il y a quelques jours, un hélicoptère a été abattu à 20 kilomètres des côtes de Marioupol avec deux officiers du département principal de la sécurité extérieure du ministère de la Défense de la République française, qui, probablement, était censé assurer l'évacuation des membres de la Légion étrangère française du port de Marioupol.

Le nombre de membres de la Légion étrangère française liquidés à Marioupol reste inconnu. reseauinternational.net 05 avril 2022

LVOG - J'ajoute que dans les mêmes conditions, le 5 avril 2 autres hélicoptères ont été abattus par l'armée russe.

Commentaire d'internaute.

- EXCLUSIF: IL Y AVAIT BIEN 2 OFFICIERS DE LA DGSE DANS L'HELICOPTERE ABATTU EN UKRAINE

https://jovanovic.com/blog.htm#exclusif-il-y-a via @pierrejovanovic

https://twitter.com/seeu88356641/status/1511029818808315911

- Insigne et béret du 2ème REP (vidéo) Preuves de la présence de mercenaires français dans les rangs d'Azov près de l'aéroport de #Marioupol: des effets personnels d'un combattant de la Légion étrangère française, un béret et une cocarde avec un numéro d'identification personnel

https://twitter.com/BenoitPhilipp12/status/1511022269040148483

DANS QUEL MONDE VIVONS-NOUS.

Cherchez le mobile. Le transhumanisme se caractérise par le négationnisme biologique.

Le transhumanisme se nourrit du légalisme transexuel - francesoir.fr 5 avril 2022

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

Y en a marre de l'exploitation !

Les entreprises face à une vague record de démissions - letelegramme.fr 03 avril 2022

Les démissions atteignent des niveaux records en France : + 19,4 % en deux ans, en juillet dernier. La crise sanitaire a, le plus souvent, été le déclencheur, révélant les aspirations nouvelles de salariés insatisfaits au travail. Les entreprises vont devoir s'adapter.

« Lauriane, 35 ans, travaillait depuis dix ans comme assistante commerciale dans l'automobile. Avant le premier confinement, elle venait d'être promue responsable de son service. « Une bonne boîte, un salaire, une maison : j'étais dans ma zone de confort », rembobine cette maman de deux enfants, qui habite Landéda (29). Et puis, la covid-19 a chamboulé cette « petite routine ». « Je me suis retrouvée trois mois à la maison, sans télétravailler, sans rien. Je me suis posé énormément de questions sur ma plus-value dans la société. Mon compagnon est agriculteur. Je lui disais : « Toi, tu nourris les gens, ton métier a du sens. Moi, je vends du rêve, rien de plus ».

C'est alors que Lauriane est contactée par une entreprise de pompes funèbres qui cherche à recruter. « J'ai accepté l'entretien par curiosité : le secteur d'activité m'attirait mais la prise de risque n'était pas trop envisageable. Pourtant, en rencontrant celle qui allait devenir ma patronne, ça a été une évidence. Après une semaine de réflexion, j'ai posé ma démission. »

Depuis un an, Lauriane est agent funéraire et responsable d'agence. Accueil des familles, transfert des défunts, préparation des cercueils, conduite des corbillards, supervision des cérémonies… « Je me suis trouvée ! », s'enthousiasme la jeune femme, évoquant un métier « polyvalent » qui la « fait vibrer » et la « transcende ». « J'accompagne les proches de A à Z, du mieux possible, dans un moment difficile. On a beau être confronté à la mort, c'est le métier le plus vivant du monde ». Cerise sur le gâteau : loin de perdre en salaire, elle gagne un peu plus qu'avant, et son travail est à cinq minutes de chez elle.

il y a aussi le cas de David.

David, 54 ans, technicien qualité et fournisseur projet chez Renault, a profité d'un plan d'aide au départ pour tourner le dos aux « directives,

aux réorganisations répétées et aux rendez-vous en visio qui ont tué le relationnel ». Après un an de télétravail et de réflexion, Il a troqué son bureau « vue sur déchetterie » contre le bord de mer, à Saint-Malo (35). Financièrement, il y a laissé des plumes mais il assure ne rien regretter. Son nouveau métier : « concierge dans une résidence de vacances ».

Il y a aussi le cas de ce prof de sport qui était remplaçant pendant des années et maltraité par l'Education Nationale une institution indigente en terme de gestion humaine. Il a laissé tomber l'enseignement puisqu'il fallait qu'il roule entre trois établissements pour quelques heures de cours et un salaire indigne. Il vient d'ouvrir sa société de peinture en rénovation !

Le point commun est assez simple à trouver, c'est le confort de vie et la liberté.

Nous n'avons qu'une vie, et nous sommes de plus en plus nombreux à ne pas vouloir perdre notre vie à la gagner pour reprendre un slogan plutôt de gauche ! (Quelle horreur, une idée de gauche ! L'auteur est de droite, lisez juste après. - LVOG)

Et vous savez que dans ces colonnes je défends ceux qui gagnent de l'argent dans le respect des autres. Créer des richesses c'est bien, c'est important, essentiel même. (Non, l'exploitation ce n'est pas "bien", rien ne peut la justifier, désolé et ce n'est évidemment pas "essentiel", quel monstre ! - LVOG)

Mais cela ne peut se faire de manière totalement inhumaine. (Un peu seulement, ici, beaucoup ou totalement ailleurs, on ne le voit pas, on s'en fout, CQFD - LVOG)

Notre système économique mais aussi technique est devenu complètement inhumain. Tout est sur Internet. Plus d'humain pour vous aider. Remplissez le formulaire sur le web. Un problème créez votre espace client. Téléchargez vos pièces justificatives etc, etc.

C'est ce système épuisant qui entraîne une rupture, car le temps humain est bien plus lent que le temps des machines et des serveurs.

Il est temps de ralentir et d'envoyer tout cela promener et d'imposer aux entreprises de nouvelles façons de travailler et de collaborer. insolentiae.com 05 avril 2022

LVOG - Il est temps d'exproprier les capitalistes qui sont des parasites...

Et si la guerre en Ukraine faisait partie de leur stratégie de nouvel ordre mondial totalitaire ?

LVOG - C'est marrant tout de même, climat, covid-19, guerre en Ukraine et ils nous tiennent le même discours...

Les législateurs européens demandent à la Commission de mettre fin à la promotion de la viande - euractiv.fr 04 avril 2022

Les législateurs qui se sont exprimés au sein de la commission jeudi ont fait valoir que pour assurer la sécurité alimentaire dans les circonstances actuelles, la consommation de viande devrait être réduite dans son ensemble et une plus grande proportion de cultures devrait être utilisée directement pour l'alimentation humaine plutôt que pour l'alimentation animale. [Shutterstock]

Les législateurs de l'Union européenne, tous partis confondus, ont demandé à la Commission européenne de cesser de promouvoir la consommation de viande alors que la guerre en Ukraine a des répercussions sur l'approvisionnement alimentaire mondial et entraîne des pénuries de nourriture pour animaux dans l'UE.

Le financement de la promotion de la viande par l'UE est depuis longtemps un sujet controversé, mais la guerre en Ukraine et ses répercussions sur l'approvisionnement alimentaire dans l'UE et dans le monde ont ajouté une nouvelle dimension au débat.

L'Ukraine et la Russie étant toutes deux des producteurs clés de céréales, la guerre menée par Moscou risque d'entraîner des pénuries alimentaires dans les pays qui dépendent fortement des exportations de blé.

Si l'Union est largement autosuffisante en ce qui concerne la quasi-totalité des denrées alimentaires, elle est fortement tributaire des importations d'intrants, notamment d'aliments pour animaux, a indiqué Wolfgang Burtscher de la DG AGRI de la Commission, à la commission de l'environnement du Parlement européen (ENVI), jeudi 31 mars.

Dans sa communication de la semaine dernière sur la sécurité alimentaire, l'exécutif européen a donc proposé que les agriculteurs soient autorisés à utiliser les surfaces d'intérêt écologique (SIE) pour l'alimentation animale.

« La possibilité d'y faire pousser de l'alimentation animale pourrait permettre à d'autres régions de l'UE de produire des denrées alimentaires », a affirmé M. Burtscher.

La politique de promotion à nouveau sous le feu des critiques

Dans le même temps, les législateurs de tous partis qui se sont exprimés au sein de la commission jeudi ont fait valoir que pour assurer la sécurité alimentaire dans les circonstances actuelles, la consommation de viande devrait être réduite dans son ensemble et une plus grande proportion de cultures devrait être utilisée directement pour l'alimentation humaine plutôt que pour l'alimentation animale.

« Pensez-vous vraiment qu'il est juste en ces temps de promouvoir l'exportation de viande avec l'argent des contribuables ? », a demandé le conservateur Peter Liese (Parti populaire européen, PPE) au représentant de la Commission.

« Ou ne devrions-nous pas y réfléchir à deux fois et demander aux gens de manger moins de viande, afin que cela puisse également

contribuer à résoudre le problème ? », a-t-il poursuivi.

Avec sa politique de promotion, l'UE soutient financièrement la promotion de certains produits agricoles européens dans le but de stimuler la compétitivité et la consommation des produits agroalimentaires du bloc au niveau national et international.

À l'approche de la récente refonte de cette politique par la Commission, qu'elle a finalisée en décembre 2021, la question de la promotion de la viande a déjà été fortement débattue.

Alimentation humaine vs alimentation animale

Comme la révision visait à aligner la politique de promotion sur la politique alimentaire phare de l'UE, la stratégie « de la ferme à la table » (Farm to Fork Strategy), ainsi que sur son « plan de lutte contre le cancer », beaucoup ont fait valoir que l'UE ne devrait pas aider à promouvoir des produits comme la viande rouge, qui affectent le climat et sont liés à un risque accru de cancer.

Aujourd'hui, la crise ukrainienne a ajouté l'angle de la question de la sécurité alimentaire au débat.

Accélérer le passage à une alimentation plus saine avec moins de produits d'origine animale « réduirait la quantité de céréales nécessaires pour nourrir les animaux », a déclaré l'eurodéputée écologiste Tilly Metz au cours du débat, tandis que sa collègue de parti Jutta Paulus a souligné que « plus de la moitié des cultures céréalières et environ 80 % du maïs produits dans l'UE sont destinés à l'alimentation animale ».

Delara Burkhardt, membre des sociaux-démocrates (S&D), a ajouté qu'en ces temps de pénurie alimentaire mondiale, « les cultures ont leur place […] dans les assiettes des gens, pas dans les mangeoires ».

On ne peut pas se passer de la production animale

Toutefois, M. Burtscher a fait valoir que le maintien d'un certain niveau de production animale était nécessaire au fonctionnement du système agricole.

D'une part, le fumier des animaux est nécessaire pour réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis des engrais synthétiques que l'UE importe en grande partie de Russie et de Biélorussie.

En outre, de nombreuses zones utilisées pour le pâturage ou la culture de plantes fourragères ne peuvent être utilisées pour la culture de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine, a souligné M. Burtscher.

« En particulier dans certains pays du Nord, il existe des zones où rien d'autre que des aliments pour animaux ne peut être produit en termes de qualité — on ne peut pas produire du blé partout en Europe », a expliqué le fonctionnaire.

Enfin, il a souligné qu'une majorité de l'apport protéique des citoyens de l'UE provient encore de produits d'origine animale comme la viande ou les produits laitiers.

« N'est-il donc pas juste de promouvoir non pas la viande, mais la façon dont elle est produite ? » a demandé M. Burtscher, concluant qu'il y avait encore des arguments à faire valoir pour que l'Union européenne fasse la promotion de la viande issue de l'agriculture biologique dans le cadre de sa politique de promotion. euractiv.fr 04 avril 2022

ACTUALITE INTERNATIONALE

Sri Lanka

Sri Lanka: le président Rajapaksa perd sa majorité parlementaire et son nouveau ministre des Finances - francesoir.fr 05 avril 2022

La coalition du Sri Lanka Podujana Party (SLPP) du président Gotabaya Rajapaksa, autrefois toute puissante, a subi une série de défections en amont de la session parlementaire qui s'était réunie mardi.

Seize députés du SLPP ont quitté ses rangs privant le président de sa majorité parlementaire courte de cinq membres dans une Chambre qui en compte 225.

Les partis d'opposition ont déjà rejeté l'invitation à former un gouvernement d'union dirigée par Gotabaya Rajapaksa et son frère aîné, le Premier ministre Mahinda Rajapaksa.

Il n'y a pas eu de signal clair que les députés tenteront une motion de défiance qui le contraindrait à démissionner.

Un député nouvellement indépendant, après avoir quitté la coalition présidentielle, a jugé devant le Parlement mardi qu'il était temps pour le dirigeant de démissionner.

"Si nous n'agissons pas maintenant, une rivière de sang va couler dans le pays", a déclaré Wijeyadasa Rajapakshe. "Nous devons oublier la politique de parti et garantir un gouvernement intérimaire", a-t-il ajouté.

- Session écourtée -

Le gouvernement a proclamé vendredi un état d'urgence qui doit expirer la semaine prochaine. Rejetant la demande de l'opposition de

soumettre la prolongation de l'état d'urgence à un vote, le gouvernement a abruptement écourté la session de mardi, reportée à mercredi.

La dernière défection retentissante est celle du tout nouveau ministre des Finances Ali Sabry qui a annoncé mardi quitter ses fonctions, au lendemain de sa nomination par le président Rajapaksa.

"Bien que je regrette les désagréments causés, je crois avoir toujours agi dans le meilleur intérêt du pays", a ajouté M. Sabry dans une déclaration, prônant des "mesures nouvelles, proactives et non conventionnelles" pour résoudre les difficultés du pays.

Le plus haut fonctionnaire de son ministère a également donné sa démission mardi, un jour après celle de Ajith Cabraal, gouverneur de la Banque centrale.

Nimal Lanza, un ancien ministre qui a également abandonné l'administration de Rajapaksa, a concédé que le parti au pouvoir n'avait plus de mandat pour gouverner et apporté son soutien aux foules qui exigent la démission du président.

"Je vous supplie et vous appelle à prendre le parti des manifestants", a-t-il déclaré au Parlement, s'adressant au Premier ministre qui assistait, silencieux, à la session.

Tous les membres du gouvernement, à l'exception du président et de son frère aîné, ont démissionné dimanche soir.

De nombreuses manifestations, appelant au départ des Rajapaksa, se sont déroulées dans les plus grandes villes, malgré l'état d'urgence autorisant l'armée à arrêter les contrevenants et le couvre-feu imposé durant le week-end.

- "Insultée par la corruption" -

La foule a tenté lundi de prendre d'assaut les résidences d'une dizaine de personnalités du gouvernement, dont celle du président à Colombo. Des manifestants ont incendié des véhicules des forces de sécurité, qui ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc.

Mais la plupart des manifestations ont été pacifiques.

Le clergé et les religieuses catholiques, cardinal Malcolm Ranjith en tête, ont aussi organisé mardi une procession silencieuse dans la capitale.

"C'est un pays précieux avec des gens intelligents. Mais notre intelligence, l'intelligence du peuple, a été insultée par la corruption", a déclaré le cardinal Ranjith.

"Par conséquent, nous lançons maintenant un appel (...) s'il vous plaît, écoutez maintenant le cri du peuple et démissionnez", a ajouté le prélat.

La pandémie de Covid a fait chuter les revenus du tourisme et les transferts de fonds. Subissant une grave pénurie de devises étrangères, le Sri Lanka peine à assurer le service de sa dette colossale de 51 milliards de dollars. francesoir.fr 05 avril 2022

Pérou

Pérou: couvre-feu instauré mardi à Lima après des manifestations - francesoir.fr 05 avril 2022

Un couvre-feu a été instauré mardi à Lima, la capitale du Pérou, et la ville portuaire voisine de Callao, après des manifestations violentes des transporteurs contre la hausse des prix du carburant, a annoncé le président de gauche Pedro Castillo.

Le gouvernement a décrété une augmentation de 10% du salaire minimum qui atteindra l'équivalent de 277 dollars à partir du 1er mai. francesoir.fr 05 avril 2022

Twitter 6 avril 2022

- Des affrontements ont éclaté à Lima au Pérou où des milliers de personnes ont manifesté contre le Président Castillo, bravant le couvre-feu instauré dans la capitale suite à l'intensification des manifestations contre la hausse du prix du carburant et l'inflation.

- Des affrontements entre policiers et manifestants ont fait un mort sur le blocage de l'autoroute panaméricaine dans le sud du Pérou. Au total 6 personnes ont perdu la vie lors des manifestations contre la hausse du prix des carburants et l'inflation.

Haut de page

Le 8 avril 2022

Dès que je lis la guerre de Poutine ou de la Russie, troupes russes hors d'Ukraine, agression de l'Ukraine par la Russie, etc. immédiatement je sais que je suis en présence d'un article où l'auteur ne peut qu'occulter la partie de la réalité qui dérange l'OTAN ou son chef d'Etat, un faussaire en somme ou un manipulateur de l'histoire. C'est garanti à 100%, l'auteur partage l'idéologie de Washington, on ne peut pas se tromper, et il ne pourra pas le réfuter. Même s'il est d'extrême gauche ? Qui plus est, surtout s'il se prétend d'extrême gauche ou s'il est étiqueté comme tel.

On a vu au cours des dernières années ce que recouvrait en réalité la gauche, en fait la droite ou la réaction, l'antisocialisme, et bien je suis au regret de vous informer que je suis parvenu à la même conclusion avec tous les courants qui se réclamaient du trotskysme, et j'en ai fait partie, donc cela me coûte de l'affirmer, car je dois reconnaître que je me suis complètement fourvoyé quand j'étais jeune et même moins jeune, hélas.

La position unanime qu'ils ont adoptée sur le conflit entre les Etats-Unis et la Russie à propos de l'Ukraine est révélatrice Quand je faisais partie du courant trotskyste dit lambertiste (OCI-POI-MPPT-PT-POI-POID) on m'avait inculqué que les staliniens étaient anticommuniste, tout comme les social-démocrates, ce qui était correct, mais ce que je n'ai jamais soupçonné, c'est qu'en réalité les social-démocrates étaient surtout antirusses parce que les différents impérialistes occidentaux auxquels ils étaient subordonnés l'étaient depuis le XIXe siècle, et c'est l'épisode actuelle qui vient à propos de le mettre en lumière chez les soi-disant trotskystes. Poutine le dictateur ou l'agent de l'oligarchie russe est un argument bidon dont ils n'ont rien à faire, il sert juste à camoufler maladroitement leur alignement sur l'OTAN ou Washington, et conforme à la position de la social-démocratie.

Chez les staliniens, il faut distinguer les dirigeants des militants. Les dirigeants sont devenus des social-démocrates, donc ils figurent parmi les plus zélés et hystériques dénonciateurs de "*la guerre de Poutine*", tandis que les militants ou certains militants du PC ou des partis dissidents du PC qui entendent demeurer fidèle au communisme et ne se reconnaissent pas dans la social-démocratie refusent d'hurler avec la meute des chiens enragés qui s'en prend à la Russie.

Parmi les social-démocrates ou ceux qui se réclament de la social-démocratie, compte tenu de la désintégration du PS, il y en a qui sont tentés de refuser de s'aligner sur le discours officiel, plus ou moins, parfois du bout des lèvres par crainte du lynchage médiatique ou dans les réseaux dits sociaux, ils n'osent pas exprimer ouvertement leur soutien à la Russie, on peut les comprendre.

Du coup, je me dis que le même phénomène doit exister parmi les militants qui se réclament du trotskysme ou les travailleurs ou jeunes en général, qui ont eu l'occasion de lire les articles que nous avons mis en ligne ou qui ont regardé les vidéos que nous avons proposées aux lecteurs, à moins qu'ils aient trouvé ces documents ailleurs, de sorte qu'ils disposent des matériaux historiques qui leur permettent de comprendre la situation, pour finalement adopter librement la position qui leur semble la plus juste, conforme aux intérêts de leur classe, et au socialisme en ce qui nous concerne.

Une mise au point.

J'ai sans doute commis une erreur politique en n'appelant pas à voter Mélenchon en 2017, à croire que j'étais encore farci de dogmatisme en étant convaincu du contraire, toujours est-il que j'entends corriger cette erreur 5 ans plus tard. Tout avait été fait pour m'induire en erreur et mon isolement en Inde ne m'a pas facilité la tâche. Depuis, la situation s'est radicalisée ce qui aide à tirer les enseignements du passé et éventuellement corriger des erreurs, beaucoup de choses deviennent plus claires du coup.

- Cette causerie au format pdf (13 pages)

POLITIQUE

C'est "*la seule solution*" pour chasser le tyran Macron.

LVOG - Ce document est du POI.

- Ni Macron, ni Le Pen, votez Mélenchon !

Présidentielle : ces élus soutenant Jadot qui voteront finalement Mélenchon par peur d'un duel Macron-Le Pen - lejdd.fr 7 avril 2022

Issus d'EELV ou de Génération.s, plusieurs dizaines d'élus appellent à un vote Mélenchon dimanche pour éviter de devoir faire barrage à Marine Le Pen au second tour.

Ce jeudi, ce sont une vingtaine de cadres de Génération.s, le mouvement fondé par Benoit Hamon en 2017, qui ont appelé à voter pour Jean-Luc Mélenchon. Associés à plusieurs dizaines de militants EELV, ils ont publié un post de blog sur Mediapart. « Nous ne continuerons pas à soutenir Jadot », explique Roberto Romero, conseiller régional en Ile-de-France qui avait apporté son parrainage d'élu à Jadot.

Il reprend à son compte le dilemme que lui a rapporté un militant : « La gauche est comme un grand désert. On est tous assoiffés, à la recherche d'une oasis mais tout ce qu'on a c'est un cactus : Mélenchon, ça pique un peu mais, aujourd'hui, c'est la seule solution. » lejdd.fr 7 avril 2022

Avec ou sans conviction : Votez Mélenchon pour chasser Macron et battre Le Pen, les deux candidats de l'extrême droite.

LVOG - Ils tentent par tous les moyens de faire monter Le Pen au détriment de Mélenchon et de faire réélire Macron.

Sondages présidentielle 2022: un président à la peine rejeté par près de 7 Français sur 10 - francesoir.fr 7 avril 2022

À quatre jours du premier tour de l'élection présidentielle, plusieurs sondages montrent une dynamique en faveur de Marine Le Pen tandis qu'une enquête d'opinion de l'institut CSA pour CNews révèle que 66 % des Français interrogés souhaitent changer de président de la République.

Plusieurs enquêtes confirment un président à la peine et une hausse de l'électorat de Marine Le Pen.

Le 5 et 6 avril, l'Institut CSA a effectué un sondage pour CNews en posant une question clé : "Souhaitez-vous changer de président de la République ?".

À cette question, 66 % (43% de "oui, tout à fait" et 23 % de "oui plutôt") des personnes interrogées souhaitent un changement de président.

Riche en informations, le détail des résultats montre un rejet massif chez les jeunes de 18-24 ans qui sont 79 % à vouloir changer de chef d'État. Dans une moindre mesure, les plus de 65 ans, réputés les plus nombreux à voter pour Emmanuel Macron, sont également majoritairement favorables à un changement. Et c'est ce chiffre de 56% qui interroge surtout lorsqu'on le met en parallèle avec le vote de cette tranche d'âge à l'élection de 2017 qui montre que 80 % des Français de 65 ans et plus a voté pour Emmanuel Macron.

Quant aux 18-24 ans, ils avaient été 56 % à voter pour Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2017.

Par ailleurs, lorsqu'on regarde l'appartenance politique de ceux qui ont répondu à cette enquête, ce sont les personnes proches du parti Les Républicains qui se montrent les plus sévères à l'encontre du locataire de l'Élysée. En effet, 73 % d'entre elles ne souhaitent pas la réélection d'Emmanuel Macron, 10 points de plus que les personnes issues du Parti socialiste, qui sont 63% à espérer un changement.

Ces différentes enquêtes d'opinion viennent toutes confirmer que la dynamique n'est plus du côté du président-candidat. Si pendant quelque temps, le conflit ukrainien lui avait permis de se détacher loin devant ses adversaires, bénéficiant le temps de quelques jours de 30 % d'intentions de votes, il semble bien que ce conflit, qui avait renforcé sa stature de chef de guerre, masquait un renversement de tendance qui n'allait pas tarder à réapparaître.

À cela sont venus s'ajouter les révélations de l'affaire McKinsey, ébranlant une campagne déjà absente.

Aujourd'hui, le parti d'Emmanuel Macron n'a pas réussi ses objectifs initiaux, à savoir unifier une grande partie de la gauche et de la droite pour devenir le grand mouvement transpartisan du centre. Un centre qui apparaît plus que jamais affaibli et qui pourrait être pris en embuscade, si l'on en croit ces enquêtes d'opinion, à la fois par le Rassemblement national et par le candidat de la France Insoumise, troisième homme confirmé par tous les sondages. francesoir.fr 7 avril 2022

En famille. Quelle généreuse intention, à croire qu'ils partagent les mêmes intérêts, non ?

Le meeting de Philippe Poutou à Toulouse en intégralité - BFMTV 7 avril 2022

Le candidat du Nouveau Parti anticapitaliste donne un meeting à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle. BFMTV 7 avril 2022

BFMTV tient à le souligner : "Le vote NPA a une utilité". Pour qui ? Vous avez deviné, bravo !

LVOG - Pour le NPA, Macron est déjà réélu, donc pourquoi allez voter Mélenchon pour essayer de le chasser, inutile, CQFD. Avec les remerciements de Macron.

Présidentielle: Philippe Poutou appelle à "reconstruire" à gauche après l'élection - BFMTV 8 avril 2022

"Après les élections, on ne veut pas attendre cinq ans de plus", a affirmé Philippe Poutou devant la presse avant le dernier gros meeting de sa campagne. "Il faudra reconstruire le plus large possible avec toutes les forces politiques de gauche", a-t-il déclaré. BFMTV 8 avril 2022

Alors que Macron a tout fait pour que cette guerre ait lieu. On comprend pourquoi les médias mainstream de l'oligarchie en pincent pour ces réactionnaires dits d'extrême gauche.

À bas les guerres impérialistes ! Solidarité avec les Ukrainien·ne·s contre la guerre de Poutine ! - nouveaupartianticapitaliste.org 4 mars 2022

- Cliquez ici

NPA - L'agression militaire contre l'Ukraine doit être nommée comme ce qu'elle est : une guerre, menée par la deuxième armée du monde, contre un pays et un peuple qui n'ont absolument pas les moyens d'imposer un rapport de forces militaire contre Poutine et ses troupes. En attaquant massivement l'Ukraine, la Russie a franchi un cap que d'aucuns imaginaient encore, il y a quelques semaines, infranchissable, à commencer par Macron et les siens se vantant d'avoir réussi à raisonner Poutine et à empêcher la guerre.

LVOG - Ils relaient à la virgule près la propagande des Etats-Unis, ils sont comme cela au NPA...

En famille. A Europe1, ils préfèrent LO.

Le rendez-vous de la présidentielle : Nathalie Arthaud est l'invitée d'Europe 1 vendredi - Europe1 8 avril 2022

LVOG - Quand la Russie défend son intégrité, sa souveraineté et son indépendance, LO dénonce de concert avec l'OTAN la tentative d'une "*restauration d'un État russe fort au service des bureaucrates et des oligarques*".

La guerre en Ukraine, nouveau pas vers une guerre générale ? - Lutte de Classe n°223 - avril 2022

- Cliquez ici

LO - La décision de Poutine de déclencher l'invasion sanglante et fratricide de l'Ukraine le 24 février a pu surprendre jusqu'à des généraux européens bien informés. Pour autant, les dirigeants occidentaux peuvent difficilement prétendre que cette décision résulte d'un coup de tête. Poutine, artisan de la restauration d'un État russe fort au service des bureaucrates et des oligarques qui lui ont fait allégeance, après le délitement de la décennie Eltsine, dénonce depuis des années le double jeu des dirigeants impérialistes.

LVOG - Il y a ceux qui ont l'histoire en tête ou comme point de repère, et il y a ceux qui écoutent les "généraux européens bien informés" qui se relaient sur les plateaux de télévision, du même niveau que les médecins et autres "experts", qui se sont relayés sur toutes les chaînes pendant deux ans pour nous expliquer qu'il n'existait pas de traitement contre le covid-19 et qu'il fallait se résoudre à se faire vacciner.

Que voulez-vous, il y a les gens sérieux dont j'estime faire partie et qui ne racontent pas n'importe quoi, et puis il y a les ignares ou ceux aveuglés par leur dogmatisme maladif vont délibérément falsifier les faits pour avoir raison à tout prix quitte à se retrouver au côté de nos ennemis, donc dans le mauvais camp.

Rappel.

Une semaine avant le 24 février, Poutine avait fixé un ultimatum aux Etats-Unis, donc tous les militaires occidentaux et ailleurs savaient que la Russie allait lancer son opération militaire en Ukraine si elle n'obtenait pas une réponse satisfaisante, elle avait pris soin de les avertir, ce sont donc les puissances impérialistes occidentales ou l'OTAN qui portent l'entière responsabilité de ce conflit ainsi que toutes ses conséquences.

En famille. Le PS vote Macron, normal.

Hidalgo appellera "à faire barrage à l'extrême droite" au second tour de la présidentielle - Europe1 8 avril 2022

LVOG - Vous avez compris, inutile d'aller voter Mélenchon, c'est plié, vous aurez le droite au "*duel*" Macron-Le Pen.

NOUVEL ORDRE MONDIAL TOTALITAIRE

Big Brother vous observe.

La police anglaise repère un voleur de vélos grâce aux données satellites de Google Earth - francesoir.fr 7 avril 2022

Piscines non déclarées: la détection automatique signée Capgemini et Google ne fait pas l'unanimité - francesoir.fr 7 avril 2022

Le nouvel ordre totalitaire doit être unifié, uniforme, rationalisé au maximum, crise du capitalisme oblige...

Les États-Unis devraient être divisés en treize régions, estiment des chercheurs - slate.fr 7 avril 2022

Bye bye les cinquante États!

Aux États-Unis, le nouveau livre Megaregions and America's Future soutient l'idée qu'il faut arrêter de répondre aux défis écologiques à petite échelle et passer à un système de «méga-régions». Les trois chercheurs qui le signent, Robert D. Yaro, Ming Zhang et Fréderick R. Steiner, identifient treize méga-régions aux États-Unis.

À l'inverse, ils craignent que si on ne planifie pas les choses à l'échelle de ces treize méga-régions, on risque d'aggraver les conséquences du changement climatique.

Au-delà de l'urgence climatique, les auteurs suggèrent que la pensée méga-régionale présenterait des avantages économiques, en accélérant des projets interétatiques tels que le train à grande vitesse.

Pour Yaro, le cas du train à grande vitesse est une preuve que les États-Unis se situent loin derrière d'autres continents comme l'Europe ou l'Asie. Selon lui, la planification régionale constitue avant tout un moyen de rester compétitif dans une économie mondialisée. Il ajoute: «Fondamentalement, tous nos concurrents organisent des stratégies nationales ou méga-régionales de développement économique, d'énergie et de transport.» slate.fr 7 avril 2022

LVOG - Faux débat ou intentions inavouables camouflées, car en Inde qui est aussi un Etat fédéral, c'est le gouvernement central qui finance

les infrastructures de tout le pays, route, chemin de fer, aéroport, centrales électriques, etc. et tout se passe très bien, il y a une coopération entre tous les Etats quel que soit le parti ou la coalition qui les gouverne, parce que tous y ont intérêt, l'oligarchie ou les capitalistes en premier lieu...

Les vases communicants, inversons-les !

Le magazine Forbes recense 43 milliardaires français en 2022, soit un de plus que l'an passé.

Le capital de Bernard Arnault est estimé à 156 milliards de dollars. Pour donner une idée de ce que représente cette somme, Statista estime qu'un Français payé autour de 40 000 euros par an devrait travailler sans discontinuer pendant 3,5 millions d'années pour rattraper la richesse du PDG de LVMH. Yahoo 7 avril 2022

Pour la prostituée en chef de l'Union européenne, Ursula van der Leyen, la pornographie est une des "*valeurs fondamentales de l'UE*" qui doit être accessible aux mineurs.

LVOG - Comment se fait-il que la Commission européenne n'ait pas "*exprimé ses inquiétudes à propos de problèmes de passation de marchés publics, de conflits d'intérêts et de corruption*... en France ?

L'Union européenne veut priver la Hongrie de ses fonds pour non-respect de l'État de droit - francesoir.fr 7 avril 2022

La Commission européenne a décidé de lancer une procédure inédite contre la Hongrie. L'idée, c'est de suspendre le versement de fonds européens en cas de violations de l'État de droit, a annoncé Ursula von der Leyen, hier.

En vigueur depuis janvier 2021, mais encore jamais utilisée, cette procédure intervient seulement deux jours après la quatrième victoire électorale d'affilée du parti Fidesz de Viktor Orban, président de la Hongrie (qui recueillait 53,35 % des voix après le dépouillement de 93 % des bulletins).

En outre, dans un précédent courrier envoyé en novembre à Budapest, la Commission avait exprimé ses inquiétudes à propos de problèmes de passation de marchés publics, de conflits d'intérêts et de corruption. Elle estimait la lutte contre la corruption insuffisante.

La Hongrie, de son côté, condamne fermement cette décision de l'Union européenne. Sa ministre de la Justice, Judit Varga, dénonce un "nouveau moyen de pression" sur Budapest, estimant que ce jugement était lié à la loi sur l'homosexualité adoptée cet été. Cette dernière visait à interdire toute référence à l'homosexualité ainsi qu'à la transsexualité au sein des contenus éducatifs et culturels accessibles aux mineurs, et a été très contestée et critiquée au sein de l'Union européenne. "La pornographie et les contenus qui représentent la sexualité ou promeuvent la déviation de l'identité de genre, le changement de sexe et l'homosexualité ne doivent pas être accessibles aux moins de 18 ans", spécifie le texte. Ursula van der Leyen l'a vigoureusement condamnée, car cette loi va selon elle "à l'encontre de toutes les valeurs fondamentales de l'UE".

En réponse, Gergely Gulyas, le chef de cabinet du Premier ministre Viktor Orban, a "demandé à la Commission européenne de ne pas punir les électeurs hongrois pour ne pas avoir exprimé une opinion au goût de Bruxelles". francesoir.fr 7 avril 2022

DOSSIER UKRAINE

Rappel historique utile.

Le réalisateur Nikita Mikhalkov sur les origines du mouvement néonazi en Ukraine - lemediaen442.fr 7 avril 2022

Dans l'émission "BesogonTV", Nikita Mikhalkov nous explique pourquoi le monde ferme les yeux sur le nazisme ouvertement propagé dans les médias. Qui sont les jeunes en Ukraine et comment sont-ils éduqués ? De quel « nouvel ordre mondial » parle le président américain ?

Le réalisateur Nikita Mikhalkov nous offre, dans cette vidéo, le point de vue du gouvernement russe. Il est donc partisan, mais certains faits (à part le projet d'attaque du 8 mars 2022) demeurent incontestables, les voici :

1955 : Le retour des nazis

Par un décret du 17 septembre 1955, l'Union soviétique amnistie les collaborateurs des nazis pendant la guerre, qu'ils soient libres, en exil ou en prison. Pourtant les nationalistes ukrainiens ont tué 32 000 membres des services spéciaux soviétiques, jusqu'en 1955. Cette année marque le retour des partisans du nationaliste nazi Stepan Bandera. Les nationalistes de l'ouest de l'Ukraine s'emparent des rênes du gouvernement ukrainien.

1956 : La Russie fait cadeau de la Crimée à l'Ukraine

Au 25e congrès du parti communiste, Nikita Khrouchtchev déboulonne Staline (mort deux ans plus tôt) et donne la Crimée à l'Ukraine pour — illusoirement — renforcer les liens entre les deux pays.

1991 : Les États-Unis forment la nouvelle génération des Ukrainiens

Depuis 1991 des instructeurs américains forment l'armée ukrainienne (qui inclut les nationalistes nazis). Des organisations caritatives américaines participent à l'éducation des enfants. L'idée de base : les Russes et les habitants du Donbass sont des ennemis.

2014 : Maïdan, coup d'État militaire

Dès le coup d'État, la Russie lance un référendum de rattachement de la Crimée avec la Russie. Objectif : éviter un bain de sang qui devait y avoir lieu avec l'aide de la base de l'Otan à Sébastopol.

2014-2022 : les États-Unis décident de bombarder le Donbass

La CIA dirige « l'information » en Ukraine et en désigne même les dirigeants (discussion en 2014 interceptée entre Vittoria Nuland et l'ambassadeur américain en Ukraine). Les citoyens russophones sont désignés comme l'ennemi à abattre. Les bombardements (dont les médias occidentaux ne s'émeuvent pas) durent huit ans.

2022 : la guerre civile devient une guerre internationale

Selon la Russie, une offensive de l'armée ukrainienne et de l'Otan contre le Donbass (où habitent 800 000 citoyens russes) et la Crimée était prévue pour le 8 mars 2022. [NDLR : projet contesté par Kiev.] La goutte d'eau qui pousse la Russie à attaquer en premier le 24 février 2022. lemediaen442.fr 7 avril 2022

Les deux vidéos à écouter très attentivement et à télécharger (avant qu'elles ne soient censurées)

LVOG - Vous allez en apprendre des choses, moi aussi évidemment. Le cynisme des Américains, des Allemands, Britannique et Français dépasse tout ce qu'on avait pu imaginer, bordel, ils arrivent encore à nous surprendre dans l'horreur qu'ils nous inspirent tous.

C'est là qu'on se dit à quel point on a pu être léger dans le traitement qu'on a accordé à leurs régimes dictatoriaux pendant 70 ans. La caractérisation qu'on a donné était de fait très éloignée de la réalité, oubliant de rappeler sans cesse les aspects insupportables qui figurent dans ces vidéos ou qui contredisaient leur nature prétendument démocratique... On a été franchement mauvais, très mauvais, on s'est laissé influencer par le bon côté des institutions qui n'étaient que de circonstance ou un vernis trompeur, pour finalement sous-estimer, enterrer ou oublier tout ce qu'il y avait de monstrueux à côté et qui aurait dû constituer l'axe de notre combat politique.

- Besogon TV sur les origines du mouvement néonazi en Ukraine (doublé en français)

- Etats-Unis-Ukraine : La relation secrète avec Michel Collon et l'historienne Annie Lacroix-Riz

En bref

- Boutcha : des communications russes accablantes interceptées par les Allemands, selon la presse - Europe1 7 avril 2022

Le contenu de certains échanges correspond aux photos de cadavres retrouvés à Boutcha et qui ont suscité une vague de condamnations internationales

Des responsables du BND ont informé des députés de ces conversations interceptées, poursuit Der Spiegel, pour qui ces enregistrements viennent contredire la version livrée par Moscou.

Dans un autre message radio, un homme affirme : "On interroge d'abord les soldats, puis on les abat". Ces messages confirment également que des mercenaires russes du groupe Wagner en Ukraine auraient participé à ces exactions, poursuit le magazine. "Les soldats parlaient des atrocités comme de leur vie quotidienne", écrit-il, Europe1 7 avril 2022

- Moscou a reconnu ce jeudi des "pertes importantes" au sein de son armée déployée en Ukraine, a déclaré le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, sans les quantifier. Il a également affirmé que les images montrant de nombreux civils ukrainiens assassinés étaient "une mise en scène".

"Nous avons subi des pertes militaires importantes", a déclaré Dmitri Peskov lors d'une interview accordée à la chaîne britannique Sky News, c'est une immense tragédie pour nous". BFMTV 8 avril 2022

- La Russie affronte la pire situation depuis 30 ans, estime le Premier ministre russe - latribune.fr 7 avril 2022

LVOG - En réalité il a utilisé le conditionnel de circonstance qui tempère cette affirmation triomphaliste du magazine du capitalisme financier français : - « La situation actuelle pourrait être sans aucun doute qualifiée de la plus difficile depuis trois décennies pour la Russie », a déclaré Mikhaïl Michoustine à la Douma, la chambre basse de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie. latribune.fr7 avril 2022

Il fallait écouter la suite de sa déclaration dans laquelle il disait, je cite La Tribune : - Mais aussitôt après ce diagnostic dramatique, il le contrebalance en assurant que, malgré cela, la tentative des Occidentaux d'isoler le pays de l'économie mondiale échouera. latribune.fr7 avril

2022

LVOG - A noter : 100 Etats ont refusé de suivre les Etats-Unis.

L'Assemblée générale de l'ONU suspend la Russie du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies - BFMTV 7 avril 2022

L'Assemblée générale de l'ONU a suspendu jeudi la Russie de son siège au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies en raison de l'invasion de l'Ukraine. Sur les 193 pays membres de l'Assemblée générale, 93 ont voté pour, 24 ont voté contre cette suspension - la deuxième de l'histoire de l'ONU après l'éviction de la Libye en 2011 -, initiée par les États-Unis.

Et 58 pays se sont abstenus, mais les abstentions, un choix dénoncé par Kiev, n'étaient pas prises en compte dans la majorité des deux-tiers requise parmi les seuls votes pour et contre.

Ce vote a eu lieu en raison des accusations contre la Russie de crimes de guerre et d'exactions contre les civils dans les zones ukrainiennes qu'elle a occupées, comme à Boutcha.

Une "démarche hâtive" pour la Chine

Parmi les pays ayant voté contre figure la Chine qui a dénoncé une "démarche hâtive", la mise "de l'huile sur le feu" ainsi qu'un "précédent dangereux". L'Iran, le Kazakhstan et Cuba ont aussi voté contre. Sans surprise, la Russie, le Bélarus et la Syrie se sont opposés à la résolution proposée au scrutin.

Malgré des pressions ces derniers jours de Moscou pour que les pays votent contre, plusieurs États africains, dont l'Afrique du Sud et le Sénégal, ont choisi l'abstention, jugeant que la résolution suspendant Moscou "préjuge les résultats de la commission d'enquête" créée début mars par le Conseil des droits de l'Homme.

Le Brésil, comme le Mexique et l'Inde, tous trois membres non-permanents actuellement du Conseil de sécurité de l'ONU, a adopté la même position abstentionniste. Le Chili a en revanche voté pour. BFMTV 7 avril 2022

LVOG - Il faut savoir que la Cour des droits de l'Homme avait ouvert 18 000 affaires contre la Russie... The Conversation 8 avril 2022

Intox et désintox. Boutcha. Mise en scène et instrumentalisation cynique.

LVOG - Ils accusent et condamnent, ensuite ils enquêteront, gageons que leur conclusion confirmera leur accusation.

Massacre de Boutcha: l'ONU assure qu'une enquête est "la prochaine étape" - BFMTV 8 avril 2022

Pentagon can't independently confirm atrocities in Ukraine's Bucha, official says - reuters.com April 4, 2022

WASHINGTON, April 4 (Reuters) - The U.S. military is not in a position to independently confirm Ukrainian accounts of atrocities by Russian forces against civilians in the town of Bucha, but has no reason to dispute the accounts either, a senior U.S. defense official said on Monday.

"We're seeing the same imagery that you are. We have no reason whatsoever to refute the Ukrainian claims about these atrocities -- clearly, deeply, deeply troubling," the official said, speaking on condition of anonymity.

"The Pentagon can't independently and single handedly confirm that, but we're also not in any position to refute those claims."

The Kremlin has denied accusations related to the murder of civilians in the town.

La traduction par un média américain.

Si le Pentagone ne peut pas confirmer les récits de Boutcha, qui le peut ? - Moon of Alabama April 05, 2022

Le Pentagone ne peut pas confirmer de manière indépendante les atrocités commises à Boutcha, en Ukraine, déclare un responsable.

« L'armée américaine n'est pas en mesure de confirmer de manière indépendante les récits ukrainiens d'atrocités commises par les forces russes contre des civils dans la ville de Boutcha, …

"Le Pentagone ne peut pas confirmer à lui seul et de manière indépendante, mais nous ne sommes pas non plus en mesure de réfuter ces affirmations". »

Si le Pentagone, qui comprend la Defense Intelligence Agency (DIA) et la National Security Agency (NSA), ne peut pas confirmer les affirmations du gouvernement de Kiev, qui d'autre le peut ? Moon of Alabama April 05, 2022

La fake news de la maternité bombardée à Marioupol. Témoignage.

Maternité bombardée à Marioupol: l'influenceuse enceinte sort du silence, sur une chaîne YouTube pro-russe - BFMTV 7 avril 2022

Assise sur un canapé, elle revient sur le bombardement de la maternité de Marioupol, et reprend la version de Moscou. Après avoir entendu deux "explosions", la jeune femme a été "couverte de verre" et a "des petites coupures, sur le nez, sous la bouche, sur le front", mais "ce n'était rien de sérieux", assure-t-elle.

"Après la seconde explosion on a été évacués au sous-sol, on s'est demandé si c'était un bombardement, et ils ont dit que ça n'en était pas un donc notre instinct a été confirmé. Nous n'avons pas entendu d'avion, eux non plus, et après les deux premières explosions il n'y en a pas eu d'autres, et on nous a dit d'évacuer parce que ce n'était rien de sérieux", raconte Mariana Vishegirskaya, corroborant ainsi la version russe, en minimisant les événements. BFMTV 7 avril 2022

Wikipédia est un instrument du ministère de la Vérité.

La Russie menace de poursuivre Wikipédia pour désinformation - Slate.fr 7 avril 2022

Roskomnadzor, le Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse a demandé de retirer ce qui serait «socialement signifiant et non fiable» à propos de la guerre en Ukraine. La menace associée à cette injonction s'élève à 50.000 dollars (environ 45.000 euros) d'amende.

Autre cible de Roskomnadzor: YouTube, qui serait «devenue la plateforme clé de la guerre d'information menée contre la Russie». Cette dernière a fermé plusieurs chaînes ouvertes par Russia Today ou par des médias d'État, chaînes dont le gouvernement russe réclame la réouverture. Slate.fr 7 avril 2022

ARGUMENTS POUR COMBATTRE LA TYRANNIE SANITAIRE

Cyril Hanouna consterné de voir Éloïse, 32 ans, victime du vaccin : « C'est inadmissible, elle n'aurait pas dû se faire vacciner ! » - lemediaen442.fr 7 avril 2022

Lors de l'émission TPMP (vidéo ci-dessous) du 6 mars 2022, l'effervescence des chroniqueurs en faveur du vaccin a totalement disparu du plateau de télévision. Neuf mois après le début de la vaccination de masse, les effets secondaires remontent, les drames s'enchaînent , les victimes s'accumulent, au point que le Sénat se penche sur les effets concernant les menstruations. Une femme a dû subir une ablation de l'utérus pour éviter les douleurs.

Éloïse Soave est venue témoigner des effets du vaccin sur C8. À 32 ans elle a souffert d'une infection bactérienne du rein, puis d'un problème cardiaque, de douleurs très intenses aux jambes, fièvre, fatigue générale, essoufflements importants… Elle témoignait à La Dépêche : « Je vis un enfer. Lors d'un IRM cardiaque, la sentence est tombée : le médecin m'a appris que j'ai cinquante et un pour cent du muscle gauche du cœur qui est défaillant. […] J'ai fait onze malaises en neuf mois. Je ne peux plus conduire. »

Consterné de voir une jeune femme, en très bonne santé avant sa vaccination, subir ces effets extrêmement handicapants et pouvant conduire à un drame, Cyril Hanouna ne peut contenir sa colère : « Éloïse, trente et un ans, elle n'a pas de problèmes de santé… Pourquoi a-t-elle fait le vaccin ? […] Désolé, elle n'avait pas à le faire ! J'aurais préféré qu'elle attrape le Covid, à trente et un ans, elle est en pleine santé. Elle aurait bien moins de problème si elle n'avait pas fait le vaccin ! Sur une personne de 31 ans en bonne santé, je suis désolé, le vaccin n'était pas indispensable et elle n'aurait pas dû le faire ! […] Sa vie, elle a basculé, alors qu'elle était tranquille, elle n'a rien demandé à personne… Elle va faire le vaccin comme tout le monde parce qu'on lui a dit : "Il faut faire le vaccin sinon tu vas rester chez toi, tu ne pourras rien faire, tu vas rester en dehors de la société." Et aujourd'hui, qu'est-ce qu'il se passe ? Éloïse, elle a trente-deux ans et elle a une multitude de problèmes de santé. Pour moi, je vous le dis, c'est inadmissible ! »

Lors d'un échange avec la chroniqueuse Delphine Wespiser, cette dernière fait connaître les effets qu'elle subit depuis sa vaccination : perte de mémoire, tremblements et des menstruations totalement déréglées. « Moi je suis hyper saine, je ne bois pas, je ne fume pas, jamais de problèmes de santé et depuis ça [NDLR : la vaccination], mes règles,— alors que j'étais réglée à trente ans — c'est devenu absolument n'importe quoi. » Éloïse répondra à la chroniqueuse ne plus avoir de règles. lemediaen442.fr 7 avril 2022

https://lemediaen442.fr/cyril-hanouna-consterne-de-voir-eloise-32-ans-victime-du-vaccin-cest-inadmissible-elle-naurait-pas-du-se-faire-vacciner/

Décoder l'éco, de Pierre Chaillot : McKinsey et le copain ou le pillage organisé de l'État - lemediaen442.fr 7 avril 2022

L'association Bon Sens et Le Collectif des Syndicats et Associations professionnels européens ont déposé plainte devant le Pôle financier du Tribunal judiciaire de Paris. Les plaignants relèvent les liens entre le président du Conseil constitutionnel avec le cabinet de conseil McKinsey dont son propre fils est associé, ainsi que les liens entre ce même cabinet et l'État.

Ces liens entre le Conseil constitutionnel et le cabinet de conseil McKinsey entachent aussi bien l'écriture de toutes les lois d'exception depuis le début de la crise Covid-19, que leur validation par le Conseil Constitutionnel. Enfin, la plainte concerne également une atteinte aux intérêts supérieurs de la Nation de par des actes d'intelligences de responsables publics avec une puissance étrangère, la société McKinsey France, elle-même filiale de McKinsey Inc., une société américaine.

Cette plainte fait suite à la Commission d'enquête du Sénat sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques. On y apprend que les sociétés de conseils, et en particulier McKinsey, sont au centre du monde de l'industrie et de la finance américains. Tous leurs fameux conseils ont pour finalité d'enrichir ces entreprises américaines grâce aux impôts des Français. Les « grands » médias français, complices et bénéficiaires de la situation, font semblant de croire que ces cabinets sont embauchés pour des raisons idéologiques. Les indices disponibles montrent plutôt un immense pillage en bande organisée dont les responsables étrangers comme Français sont clairement identifiés. lemediaen442.fr 7 avril 2022

- Vidéo. MC Kinsey & les Copains : le pillage organisé de l'Etat

---

- Traduit en français : Le Grand Jury de Reiner Fuellmich

Haut de page

Le 9 avril 2022

Pourquoi en sommes-nous arrivés là se demandent encore la plupart des gens ?

Qui aurait cru que tous ceux qui nous avaient gouverné depuis 20 ans, que tous ces Etats (et partis politiques) soi-disant démocratiques, leur Constitution ou leurs institutions étaient finalement compatibles avec le nazisme, à commencer par l'UE, sans même avoir à les modifier notez bien? Il y en a qui vont en tomber à la renverse ou qui ne vont pas s'en remettre de s'être fourvoyés à ce point-là, leur degré de crédibilité se situe en dessous de zéro, leur faire confiance une seconde de plus serait suicidaire.

Ils ne savaient pas, c'était une erreur, non c'est intentionnellement, délibérément et en connaissance de cause qu'ils nous ont trompés, cela concerne absolument tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche tout courants confondus puisqu'il n'existe à l'heure actuelle aucun parti qui ait intégré ce facteur dans son discours, sa ligne ou son orientation politique, sa stratégie politique.

Leur humanisme est la politesse des salauds... Des officines de l'Etat profond américain.

- La Russie ferme les bureaux locaux d'Amnesty International et de Human Rights Watch - BFMTV 9 avril 2022

LVOG - Ces ONG sont des officines liées à l'oligarchie anglo-saxonne, on a eu l'occasion de le démontrer une multitude de fois.

Lu.

- Les média mensonges sont en effet grotesques et grossiers, à un point que le public le plus crédule va quand-même finir par se poser quelques questions.

LVOG - Effectivement, on est en droit de le penser. Pour autant, on sera encore très loin du compte pour en finir avec ce régime corrompu et fascisant.

- L'Occident a beau tenter à se présenter comme le défenseur de la liberté d'expression, les événements en cours démontrent au contraire à quel point ce même Occident applique des méthodes qui pourraient nous rappeler celles du Troisième Reich.

LVOG - Les occidentaux ont malheureusement eu toujours bonne conscience à défaut de conscience tout court. C'était de braves et courageux démocrates ou républicains imbus de charité chrétienne, se foutant éperdument du sort de ceux des autres pays ou des peuples que leur impérialiste pouvait surexploiter et opprimer ou livrer à de terribles dictatures militaires, piller, saccager, maintenir dans la misère ou le sous-développement, du moment que leur petit confort matériel était assuré ou que leurs conditions d'existence étaient supportables ou s'amélioraient, frigo, machine à laver, téléviseur, bagnole, congés payés, week-end, sports d'hiver, etc.

Après tout c'était normal, les peuples les plus avancés, c'était forcément les meilleurs, les plus puissants étaient servis en premier, sans se demander au détriment de qui ou de quoi, sans imaginer qu'il arriverait forcément un jour où ils se retrouveraient livrer au même traitement cruel ou barbare qu'avaient subi si longtemps les autres peuples et qu'ils avaient préféré ignorer. Abêtis ou aliénés par la société du divertissement, asservis, incapables de penser par eux-mêmes et de prendre en mains leur destin, ils allaient être réduits à des numéros, des matricules qu'on pourrait surveiller à l'aide d'instruments numériques et perdre ainsi toutes leurs libertés, de vulgaires marchandises dépourvues des attributs qui distinguaient l'espèce humaine, il ne resterait plus qu'à éliminer ceux parmi eux qui seraient jugés inutiles ou des déchets, en les empoisonnant ou en faisant de la chair à canon comme autrefois, et se servir des heureux survivants réduits à l'état de zombis ou d'esclaves pour assurer la survie et le bien-être des maîtres absolus du monde autoproclamés. Il est là le drame ou ne serait-ce pas ce qui nous a mené à la situation actuelle ?

A se prendre pour ce qu'on n'est pas, à prendre la société pour ce qu'elle n'est pas, cela ne devait que mal tourner, hélas ! Souhaitons qu'on parvienne à mettre rapidement fin à ce cauchemar. En principe, rien n'est joué, le temps joue en notre faveur, à condition qu'on l'utilise à bon escient, sinon le pire et l'irréparable se produira, chacun doit bien en prendre conscience. Alors faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que la balance du destin penche du bon côté, le nôtre.

- Cette causerie au format pdf (17 pages)

ELECTION PRÉSIDENTIELLE DU 10 AVRIL 2022

Quand on appelle à voter pour Mélenchon, en réalité on appelle uniquement à chasser Macron.

On nous dit que cela pose un problème de voter pour un tel démagogue, il l'est c'est une certitude. Je le comprends d'autant mieux que c'est ce réflexe spontané qui m'a amené en 2017 à m'abstenir ou boycotter cette élection.

Voter Mélenchon se serait se compromettre, nous dit-on. On a envie de répondre à ceux qui avancent cet argument, que le reste du temps ils ne se soucient pas vraiment de savoir si leur comportement relève ou non de la corruption idéologique, et ils ne soucient guère non plus des conséquences désastreuses qui en découlent. Ils en font une affaire personnelle, alors qu'en réalité cela concerne l'orientation de la société toute entière, ce dont manifestement ils n'ont pas conscience, et c'est dommage sachant qu'ils sont animés de bonnes intentions ou partagent la plupart de nos idées.

Ils voteraient bien pour un véritable candidat socialiste, pas de bol ou ils peuvent attendre indéfiniment, il n'y en aura jamais sous la Ve République en position d'être élu, ils reprochent à Mélenchon de ne pas en être un, ce qui est ridicule, pourvu qu'ils s'en aperçoivent avant dimanche soir.

Le message officiel : Votez extrême droite Macron ou Le Pen ou ne votez pas !

- Voter nul à la présidentielle, une "forme d'expression électorale invisibilisée" - Le HuffPost 09 avril 2022

- Comment vous assurer de voter blanc et pas nul à la présidentielle - Le HuffPost 09 avril 2022

- Au fait, à quoi sert un président de la République française? - BFMTV 09 avril 2022

LVOG - Réponse : A rien, alors ne votez pas.

- Présidentielle : vote utile, abstention... Ces Français indécis avant le premier tour - Europe1 09 avril 2022

- Présidentielle : l'abstention sur les bases du record historique de 2002, selon les dernières enquêtes - Journal du Dimanche 08 avril 2022

- Présidentielle : ces Français désintéressés par la campagne - Europe1

D'autres infos.

Présidentielle : Taubira appelle à voter Mélenchon pour «barrer la route» à l'extrême droite - Europe1 8 avril 2022

Pour Nathalie Arthaud, «une candidature commune avec Poutou» n'est pas envisageable - Europe1 8 avril 2022

LVOG - Avec Macron, c'est davantage envisageable, bravo ! LO, c'est la caricature du dogmatisme et du sectarisme. Arthaud et Poutou sont quelque part pires que Taubira qui n'est pas vraiment de gauche. Mais alors c'est quoi cette extrême gauche ?

Une imposture ou une assemblée d'ignares ou décomposés qui se prennent pour des marxistes ou de grands révolutionnaires, et qui sont instrumentalisés par les différents gouvernements et les médias pour servir de repoussoir à tous ceux qui seraient intéressés par le socialisme scientifique de Marx et Engels, ce sont les idiots utiles du régime, ils n'ont jamais été autres choses.

Macron a assassiné plus de 100.000 citoyens français entre mars 2020 et avril 2022 pour avoir refusé de leur fournir les traitements efficaces contre le covid-19.

- Emmanuel Macron veut "rassembler des preuves" contre des "crimes de guerre des Russes" en Ukraine - BFMTV 09 avril 2022

Les conséquences sociétales catastrophiques de la politique anti-covid du gouvernement Macron Par Dr Gérard Delépine Mondialisation.ca, 08 avril 2022

L'effondrement du PIB (-10%), la forte dégradation de la balance des comptes (-53,2 milliards d'€), l'explosion de la dette publique (+420 milliards d'€), l'aggravation record de la pauvreté et des inégalités sociales, la division de la nation et le recul de la démocratie ne sont pas les conséquences du Covid mais essentiellement des mesures autoritaires scientifiquement infondées qui ont été imposées, des lois d'exception qui les ont autorisées du refus de tout débat démocratique, de la censure, de la persécution des opposants et du « quoiqu'il en coûte » a plus de 400 milliards d'euros.

La santé économique et politique du pays nécessite de rétablir liberté et confiance. Pour la rétablir il est indispensable de supprimer toutes les obligations prétendument sanitaires, de stopper la propagande mensongère provax permanente, les censures, les diffamations contre les opposants et d'ouvrir enfin un débat démocratique équilibré.

- Cliquez ici pour lire l'article

Péril imminent : vax obligatoire si E. Macron est reconduit par Dre Nicole Delépine - Mondialisation.ca, 06 avril 2022

- Cliquez ici pour lire l'article

Nouvelle tuile pour Macron : il confie la distribution des professions de foi à un cabinet de conseil, l'AlphaGate ! - lemediaen442.fr 8 avril 2022

Pour la distribution des professions de foi des candidats à la présidentielle de 2022, le pouvoir macronien a — une fois encore ! — eu recours à… un cabinet de conseil privé. C'est ce qui vient d'être révélé, mercredi 30 mars, par Public Sénat. Le gouvernement avait résilié en novembre 2021 son partenariat avec le distributeur privé Adrexo et dans la foulée avait missionné le cabinet Sémaphores « pour accompagner les préfectures jusqu'au second tour des élections législatives de juin 2022 » et pallier les insuffisances de La Poste.

Lors des dernières élections, le taux d'erreur de distribution de La Poste était autour de 9 %, quand celui d'Adrexo flirtait avec les 90 %… Sémaphores a facturé 289 000 euros sa « cartographie des risques » qui lui a permis de conclure, au terme d'une étude exhaustive, que le meilleur opérateur capable de remplacer La Poste était… La Poste.

Retours d'ascenseur

Pourquoi recourir à un cabinet pour une aussi brillante prestation ? Tout simplement pour faire plaisir aux amis. Le PDG de Sémaphores est le même que celui du groupe Alpha, Pierre Ferracci, comme l'indique le site Internet de la société. D'ailleurs, si le groupe Alpha a bien une adresse (20-24 Rue Martin Bernard, 75013 Paris), en revanche Sémaphores Paris semble n'avoir qu'une existence virtuelle. À son siège social, 105 Av. Raymond Poincaré, 75116, ne se trouve qu'une boîte aux lettres.? Pierre Ferracci a connu Emmanuel Macron à la commission Attali en 2007. De plus, il est le père de Marc, un ancien condisciple d'Emmanuel. Marc a rencontré Emmanuel à Sciences Po. Ils sont devenus amis. Ils ont préparé l'ENA ensemble et sont restés très liés. Macron a été le témoin du mariage de Marc Ferracci avec Sophie Gagnant en 2005. Marc Ferracci fut choisi par Emmanuel Macron, comme Henry Hermand, pour être le témoin de son mariage en 2007.

Comme le monde est petit ! En 2016, Sophie Gagnant-Ferracci (voir photo) se retrouve cheffe du cabinet du ministre de l'Économie, un certain Emmanuel Macron. Elle a ensuite été sa directrice de cabinet lors de la campagne présidentielle de 2017, tandis que son mari a été conseiller économique d'En Marche depuis sa création, en 2016.

Sophie Gagnant-Ferracci

Quelle coïncidence ! Marc Ferracci a ensuite fait partie de son équipe de campagne (il n'y avait pas que des McKinsey à travailler « bénévolement »). Une fois l'élection gagnée, Sophie Ferracci a été nommée chef de cabinet du ministre de la Santé Agnès Buzyn, puis du vice-président de la Caisse des dépôts et consignations. Son mari, Marc, a été nommé chargé de mission auprès du ministre du Travail Muriel Pénicaud. lemediaen442.fr 8 avril 2022

La France, l'Union européenne et les Etats-Unis n'inspirent que la haine à tous les peuples en Afrique, et pour cause...

LVOG - Vous me direz que la Russie et la Chine ne valent guère mieux. Certes, à ceci près qu'elles ne les bombardent pas, ne les envahissent pas, ne les occupent pas, n'assassinent pas leurs chefs d'Etat...

Le Burkina Faso rejette Français et Européens au profit des Russes et Chinois - chine-magazine.com 7 avril 2022

Le Premier ministre burkinabé de la transition Albert Ouedraogo a annoncé au Parlement intérimaire le 4 avril que son pays allait « diversifier » les partenariats en matière de coopération militaire.

Cette déclaration intervient dans un contexte anti-français et anti-européen au sein de la classe politique et de la population.

Quelques jours avant cette communication du chef de gouvernement, des manifestants ont scandé dans les rues de Ouagadougou « Faso Lagam Taaba Zaaka ». Ils appelaient le nouveau gouvernement à en finir avec les accords avec la France pour se tourner vers la Russie.

Pour des Burkinabés, les Russes et Chinois seraient mieux placés pour combattre les organisations terroristes. Ils demandent également la fin des accords « coloniaux » passés avec la France dans le domaine de la défense.

« Ces futurs partenariats seront fondés sur le respect de notre indépendance territoriale et la sincérité », a expliqué le Premier ministre dans une déclaration, similaire à celle de Choguel Kokalla Maïga, le chef du gouvernement de transition malien. chine-magazine.com 7 avril 2022

DOSSIER UKRAINE

Fabrication du consentement. Propagande quotidienne fanatique, hystérique, grotesque du camp de la guerre.

LVOG - Falsifications en tous genres : Images truquées ou retouchées, provenant d'un autre lieu, prises antérieurement, dissimulation de données ou d'images, photos satellites sorties de nulle part ou retouchées, faux témoins ou témoignages achetés ou obtenus sous la torture ou intimidation, fausses identités et fausses nationalités, cadavres déplacés, maquillés, affirmations sans preuve matérielle, déclarations péremptoires à croire sur parole ou ne reposant sur aucun fait vérifié ou vérifiable, etc.

Au cours de ces derniers 48 heures seulement, liste non exhaustive, quelques titres relevés dans la page Yahoo news uniquement.

Quel délire, qui peut douter ensuite qu'ils sont foncièrement malintentionnés envers tous les peuples, qu'ils ont parfaitement conscience de leurs actes, qu'on a affaire à des tyrans sanguinaires de la pire espèce, des fascistes puisqu'il faut bien les caractériser, des cinglés qu'il faudra éliminer le moment venu pour qu'ils cessent de nuire à la société, rassurez-vous ils sont infiniment moins nombreux que les innombrables victimes innocentes de toutes leurs guerres, se débarrasser de cette pourriture sera une oeuvre de salut public !

Guerre en Ukraine : la Russie menacée de « décomposition » - LePoint.fr

LVOG - Au point où en sont la France, l'UE et les Etats-Unis, la Russie a encore de la marge...

Guerre en Ukraine: le chef du Pentagone pense que Poutine a "renoncé" à Kiev - BFMTV

LVOG - Kiev n'a jamais été son objectif ni l'occupation de l'Ukraine...

Guerre en Ukraine: l'OMS a recensé plus de 100 attaques contre des services de santé - BFMTV

LVOG - L'OMS c'est bien l'officine financée par Bill Gates qui a mis à mal toutes les institutions sanitaires dans les pays occidentaux et chez leurs vassaux un peu partout dans le monde pendant 2 ans, pour faire un maximum de victimes du covid-19, c'est bien elle n'est-ce pas ?

Boutcha : des communications russes accablantes interceptées par les Allemands, selon la presse - Europe1

LVOG - Selon la presse mainstream du IIIe Reich, et ce serait crédible

Guerre en Ukraine : une situation « plus horrible » à Borodianka qu'à Boutcha - LePoint.fr

LVOG - S'ils le disent, ils savent mieux placés que quiconque pour savoir de quoi ils sont capables...

Guerre en Ukraine: le "boucher de Boutcha" identifié par des militants ukrainiens - Le HuffPost

LVOG - C'était juste pour faire un jeu de mot comme ils les adorent, ils n'ont pas pu se retenir pour nous en faire profiter...

Guerre en Ukraine: faut-il continuer à parler à Poutine? - Le HuffPost

LVOG - Après la manière dont ils l'ont traité, ce serait plutôt à lui qu'il faudrait poser cette question...

"Je ne veux plus vivre": une Ukrainienne raconte son viol par des soldats russes à Kherson - BFMTV

LVOG - Encore un faux témoignage...

L'ambassadeur de Russie en France convoqué après un nouveau tweet "indécent" - 20minutes.fr

LVOG - Ils manquent vraiment d'humour, il faut dire qu'ils ont atteint un tel degré de cynisme ou de barbarie...

Ukraine: d'où vient l'argumentaire de la Russie sur les "nazis ukrainiens"? - Le HuffPost

LVOG - Voyons, ils l'ont totalement inventé, c'est même Macron qui a osé l'affirmer, alors...

Guerre en Ukraine : de nouvelles sanctions du G7 contre l'énergie russe - LePoint.fr

LVOG - Je sens que le rouble va encore monter !

Ukraine : le Parlement européen « exige » un embargo sur le pétrole, le gaz et le charbon russe - Publicsenat.fr

LVOG - Tiennent-ils tant que cela à avoir une révolution d'ici peu ?

Dites-moi, j'ai tout bon, n'est-ce pas ? C'est peut-être à cela qu'on reconnaît un vrai marxiste, je dis cela en rigolant, mais après tout ce n'est pas peut-être pas faux pour autant. Vous pouvez aussi comparer mes réponses avec celles qui figurent dans la littérature des soi-disant partis ouvriers, et dites-moi qui incarnent le mieux le socialisme ?

Intox et désintox. Boutcha. Mise en scène et instrumentalisation cynique.

La véritable importance du faux-drapeau de Boutcha : un changement dans la narrative - lesakerfrancophone.fr 6 avril 2022

- Cliquez ici pour lire l'article

Le contexte historique qu'il ne faut pas manquer.

Annie Lacroix-Riz: « Il y a un contexte historique qui explique que la Russie était acculée » par Annie Lacroix-Riz et Robin Delobel (Investig'Action 28 mars 2022) - Mondialisation.ca, 08 avril 2022

Professeure émérite d'Histoire contemporaine à l'université Paris VII-Denis Diderot, Annie Lacroix-Riz a écrit plusieurs livres sur les deux guerres mondiales et les dominations politiques et économiques. Elle a un oeil avisé sur la situation en Ukraine au regard de l'histoire des impérialismes du début du 20ème siècle et de leur continuation. Ce qui nous est raconté trop souvent dans les médias ne nous permet pas de comprendre le conflit et donc, de chercher une solution pour la paix. Dans cet entretien, elle propose un coup d'oeil dans le rétroviseur utile pour la compréhension des événements et de l'histoire récente de la région.

- L'entretien à lire absolument.

A trop vouloir prouver, vous savez ce qui arrive toujours...

De nouvelles preuves font la lumière sur le présumé massacre de Boutcha, dans la région de Kiev. par South Front (04 avril 2022) - Mondialisation.ca, 07 avril 2022

La principale preuve vidéo de Boutcha ayant suscité de nombreux soupçons et ayant été rapidement démentie, elle a été accompagnée d'autres fausses photos prétendument réalisées dans la ville.

Plus les photos partagées sur place sont nombreuses, plus les preuves que la scène a été mise en scène apparaissent.

Des photos de prétendus soldats russes ayant mis en scène le « génocide de Boutcha » ont été diffusées sur les chaînes de télégrammes ukrainiennes.

En fait, les médias ukrainiens ont utilisé une photo aléatoire de soldats conscrits yakoutes, trouvée sur les réseaux sociaux.

Ces soldats ont été démobilisés il y a un an. On leur a maintenant conseillé de cacher leurs photos de l'armée afin de ne pas être vus dans les fakes ukrainiens.

- Cliquez ici pour lire l'article

Récivide. Comment les barbares ukrainiens et otaniens massacrent le peuple ukrainien.

Les Forces Armées Ukrainiennes tirent sur la gare de Kramatorsk avec un missile Tochka U, faisant plus de 30 morts et 100 blessés - donbass-insider.com/fr 8 avril 2022

Le 8 avril 2022, les Forces Armées Ukrainiennes (FAU) ont tiré sur la gare de Kramatorsk, où se trouvait une grande quantité de civils cherchant à évacuer la ville, avec un missile Tochka U, faisant plus de 30 morts et 100 blessés. Sans surprise l'Ukraine et l'Occident essayent de faire porter la responsabilité de ce carnage à la Russie. Sauf qu'il y a un gros problème : la Russie n'utilise plus de missiles Tochka U depuis plusieurs années.

Le 8 avril vers 10 h 30 heure locale, alors que les habitants de Kramatorsk faisaient la queue à la gare pour évacuer la ville avant son encerclement complet, les Forces Armées Ukrainiennes ont lancé sur la zone un missile Tochka U à sous-munitions, provoquant un véritable bain de sang : plus de 30 morts et plus de 100 blessés.

Sans surprise, les autorités ukrainiennes ont essayé de faire porter le chapeau à la Russie, en prétendant d'abord qu'il s'agissait d'un missile Iskander.

Problème : les photos prises devant la gare de Kramatorsk par des habitants et immédiatement publiées ne laissent aucun doute, il ne s'agit absolument pas d'un missile Iskander, mais bien d'un Tochka U à sous-munitions, du même type que celui que les Forces Armées Ukrainiennes avaient tiré sur le centre-ville de Donetsk le 14 mars 2022.

Or, la Russie n'utilise plus de Tochka U depuis trois ans, car ces derniers ont été remplacés justement par les missiles Iskander. Les seuls pays qui utilisent encore les Tochka U sont l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Biélorussie, la Bulgarie, le Yémen, le Kazakhstan, la Syrie et… l'Ukraine !

D'ailleurs dans l'ouvrage de référence annuel « The Military balance » de 2020, on voit très clairement qu'il n'y a plus de Tochka U dans l'arsenal militaire russe.

Certaines personnes ont alors sorti des vidéos des déplacements d'équipement en prévision des exercices communs entre la Russie et la Biélorussie de 2022, et des articles couvrant ces mêmes exercices, pour prétendre que la Russie a bien des Tochka U puisqu'il y en avait dans ces exercices.

Sauf que les systèmes de missiles utilisés pour les exercices étaient biélorusses, et sont donc restés en Biélorussie. Et lors de ces exercices les lettres Z et V ont été utilisées pour marquer les différents équipements.

De plus, sur la vidéo du transport d'équipement, on ne voit pas de missile sur le véhicule, ce qui indique qu'il ne s'agit peut-être même pas de Tochka U mais sûrement de systèmes de radar 1L268 Credo-1S dont le châssis est le même que celui du Tochka U (et du système de défense anti-aérienne OSA d'ailleurs) et dont l'antenne est enlevée pour le transport.

Et si on regarde l'orientation du missile une fois tombé au sol, sa tête se trouve au nord-est, et sa partie arrière au sud-ouest, ce qui indique que le missile a été tiré depuis cette direction. Ce qui correspond à la direction de Dobropolié, que le ministère russe de la Défense a indiqué comme étant l'endroit d'où le missile Tochka U a été tiré sur Kramatorsk par les Forces Armées Ukrainiennes. Or cette zone est sous contrôle ukrainien ! Dans cette direction là il n'y a aucune troupe russe à moins de 120 km (portée du Tochka-U).

Un autre petit détail attire l'attention : sur le missile il est écrit « pour les enfants ». Or, ceux qui ont pour habitude d'écrire ce genre d'horreurs sur les munitions, ce sont les Forces Armées Ukrainiennes, comme on peut le voir sur cette photo d'un soldat ukrainien du régiment Azov à côté d'obus sur lesquels est écrit « Le meilleur pour les enfants » ! Photo prise il y a déjà plus de six ans !

Enfin, si on regarde à qui profite un tel massacre, ce n'est clairement pas à la Russie. Si Moscou n'en avait rien à faire des civils, elle aurait bombardé l'Ukraine façon tapis de bombes et l'opération militaire serait déjà finie depuis longtemps. Comme nous l'ont dit les soldats de la RPD et les soldats tchétchènes à Marioupol, c'est l'utilisation des civils comme boucliers humains qui ralentit leur progression ! L'intérêt de la Russie et de la RPD c'est que les civils évacuent ! D'ailleurs la RPD a appelé les civils de Slaviansk et Kramatorsk à évacuer avant que l'encerclement ne soit complet afin d'éviter de servir de boucliers humains aux soldats ukrainiens.

La seule partie au conflit qui bénéficie de ce massacre c'est l'Ukraine, qui en effrayant les habitants de Kramatorsk, essaye d'empêcher leur évacuation. Car moins il y a aura de boucliers humains à Kramatorsk et plus vite les Forces Armées Ukrainiennes seront vaincues ! Et plus les médias et les gouvernements occidentaux ferment les yeux sur les crimes de guerre commis par Kiev, et les attribuent faussement à la Russie, et plus ces provocations sanglantes vont se multiplier, puisque l'Ukraine bénéficie d'une impunité totale. Je rappelle à ces gens que cela n'est ni plus ni moins que de la complicité de crimes de guerre… Seule la population civile a été visée : il n'y a aucun site militaire » dans cette localité récemment reprise par les forces ukrainiennes après le retrait des troupes russes de la région de Kiev 1 - Cette localité n'a pas été "reprise" puisqu'elle a été abandonnée par l'armée russe. 2 - Si la population civile a été visée, c'est parce qu'elle a servi de bouclier humain aux forces ukrainiennes, qui à l'endroit même avaient installé des armes lourdes pour pilonner les troupes russes qui répliquèrent, c'est la guerre ni plus ni moins.

Les États-Unis : Un repère de nazis, qui l'aurait cru franchement ?

Les légions nazies d'Ukraine, une menace réelle pour les États-Unis et le monde entier par Gordon Duff - reseauinternational.net 8 avril 2022

Des politologues autoproclamés nous donnent des définitions du nazisme. Une vraie définition est tout à fait différente et facilement discernable comme exacte. De moi-même :

Nazisme : Un « mouvement politique » faussement considéré comme tel, généralement organisé et contrôlé par des élites criminelles. Le nazisme est basé sur des formules de propagande noire qui exploitent les haines éthiques, raciales et de classe pour armer des secteurs de la population qui sont conditionnés par un large contrôle des médias employés pour induire une peur généralisée.

Ici, aux États-Unis, le gouvernement, après des années d'ignorance béate, commence à reconnaître la menace fondamentale du nazisme et son incompatibilité avec les gouvernements élus et les libertés individuelles.

Le nazisme, tel qu'il est pratiqué, est un culte qui attire les ignorants, les craintifs et les haineux. Afin de soutenir la croissance du nazisme, pour des raisons que nous allons examiner, certains gouvernements, les États-Unis et la plupart des alliés de l'OTAN, mais d'autres aussi comme le Brésil, ont construit leur politique étrangère autour du soutien à l'injustice généralisée.

La guerre en Ukraine a entraîné une réévaluation de la guerre contre la Yougoslavie, c'est certain. L'OTAN a détruit la Yougoslavie puis a détruit la Syrie avec les islamistes radicaux pour la sauver.

Mais le vrai problème est l'histoire d'amour que le président démocrate Joseph Biden entretient avec les nazis en Ukraine, alors qu'il défend son administration contre les organisations affiliées à Azov aux États-Unis.

Certains disent que Biden souffre de démence, mais le diagnostic le plus probable est la schizophrénie. Extrait de Bellingcat, financé par l'OTAN, daté de février 2019 :

« Des preuves nouvellement découvertes remontant à 2015 suggèrent que le mouvement ukrainien nationaliste blanc Azov a systématiquement coopté des extrémistes de droite américains pour faire avancer le propre agenda international du premier. Dans des déclarations audio découvertes par Bellingcat, cet agenda était résumé par le secrétaire international de l'aile politique d'Azov, le Corps national, comme une « révolution conservatrice mondiale », visant à « défendre la race blanche ». Ces nouvelles découvertes sont distinctes

des liens récemment signalés entre Azov et le groupe néo-nazi violent américain Rise Above Movement, ainsi que des membres de l'alt right américaine. …

En octobre 2018, une plainte pénale du FBI dévoilée dans le cadre de l'arrestation de membres du groupe néo-nazi violent Rise Above Movement (RAM) a pointé du doigt les contacts dudit groupe en Ukraine. Les membres du RAM qui ont été inculpés aux États-Unis en lien avec des violences lors de rassemblements politiques, notamment à Charlottesville, se sont rendus en Ukraine en 2018 pour rencontrer des figures clés du mouvement Azov. »

Attention, ces groupes qui ont été formés par le Mossad israélien et fournis par les États-Unis et le Royaume-Uni avec le meilleur de la technologie militaire ont, pendant des années, formé des organisations terroristes nationales aux États-Unis et en Europe, dont celles qui ont attaqué le Capitole le 6 janvier 2021.

Toutes les organisations citées comme alliées d'Azov et d'autres groupes nazis soutenus par Zelensky sont également étroitement affiliées, aux États-Unis, à l'organisation Trump et au lobby israélien.

Encore de la schizophrénie, car le puissant lobby juif américain soutient pleinement les efforts des nazis en Ukraine et finance les groupes nazis américains avec des millions de dollars « blanchis » tout en dénonçant les mêmes groupes dans lesquels ils versent de l'argent comme « antisémites ».

Plus étrange encore, ces mêmes groupes collaborent étroitement avec les compagnies pétrolières américaines pour maintenir l'offre de pétrole à un niveau bas et faire exploser les profits.

Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour constater qu'il se passe certainement quelque chose dans les coulisses. Si l'on accepte le point de vue de la Russie selon lequel son entrée en Ukraine a été rendue nécessaire par les déclarations dures de Biden sur l'intégration de l'Ukraine dans « l'OTAN nucléaire », on peut se demander si cette guerre, dont la Russie affirme qu'elle a été conçue à Washington, n'est pas le produit d'un mariage entre les extrémistes de droite et les nazis, qui sont maintenant puissants aux États-Unis, et le lobby pétrolier.

On pourrait également y voir un rôle pour l'Arabie saoudite ainsi que pour Israël, une nation occupée à armer des pays comme l'Azerbaïdjan, la Turquie et, bien sûr, les milices nazies ukrainiennes.

Cela fait de la guerre en Ukraine une guerre conçue par le crime organisé mondial pour manipuler les marchés, vendre des armes et déstabiliser l'Europe occidentale avec des réfugiés afin de faire progresser l'extrémisme de droite en Europe et en Amérique du Nord, et donc aussi au Canada.

Les rapports reçus de Marioupol ont démontré une formation avancée en électronique de champ de bataille et en guérilla. Puis d'autres questions sont posées, d'après Vox.com 2015 :

« Ce n'est jamais une bonne nouvelle pour l'État de droit lorsqu'un oligarque envoie des hommes armés en treillis de combat pour occuper une compagnie pétrolière d'État. C'est ce qui vient de se passer en Ukraine, où l'oligarque milliardaire ukrainien/israélien Igor Kolomoïsky semble avoir envoyé des membres de son armée privée la semaine dernière pour occuper temporairement les bureaux de la compagnie pétrolière UkrTransNafta afin de protéger ses intérêts financiers dans la société.

La situation pourrait être encore plus effrayante qu'il n'y paraît.

Kolomoïsky finance et dirige une importante milice privée qui a aidé le gouvernement de Kiev à lutter contre les séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine. Les milices comme la sienne – et il y en a des dizaines – sont une source de profonde inquiétude pour les analystes qui pensent qu'elles pourraient menacer la stabilité à long terme de l'Ukraine.

Ces armées privées sont-elles prêtes à suivre les ordres de Kiev sans poser de questions ? Ou suivront-elles leur propre voie lorsque leurs propres intérêts seront en jeu ? Les frasques de Kolomoïsky dans les bureaux de la compagnie pétrolière, dans lesquelles il semble avoir utilisé son armée privée pour protéger ses intérêts financiers personnels, ressemblent beaucoup à cette dernière option.

Des bandes de voyous qui sont devenues des armées

Kolomoïsky, un oligarque qui est également gouverneur de la région ukrainienne de Dnipropetrovsk, est un soutien important des milices privées pro-Kiev qui combattent dans l'est du pays. Il finance le bataillon Dnipro, une armée privée qui, selon le Wall Street Journal, compte 2000 combattants prêts au combat et 20 000 autres en réserve. Newsweek a rapporté que Kolomoïsky a également financé d'autres milices, comme Azov. »

Pour ceux qui l'ignorent, c'est Kolomoïsky qui a employé Zelensky en tant que « comédien » et qui a ensuite formé l'oligarque en herbe de Miami Beach, et nous parlons de Zelensky, pour son rôle de chef de guerre également.

Conclusion

L'expression « strange bedfellows » (« étranges partenaires »), peut-être d'origine shakespearienne (The Tempest 2:2), nous vient continuellement à l'esprit lorsque nous examinons les nazis du XXIe siècle et leurs partisans.

Aux États-Unis, tous les nazis sont issus du parti républicain, le parti du sionisme chrétien et de « Big Business ».

Après tout, les chrétiens des campagnes américaines et leurs amis des « grandes entreprises » n'étaient-ils pas derrière Hitler, non seulement avant la Seconde Guerre mondiale, mais aussi pendant ?

Combien se souviennent d'Hitler comme « l'homme de l'année » du Time Magazine en 1940 ? (En 1938 plutôt ? - LVOG)

L'hitlérisme, pour les Étatsuniens ruraux, qui seront plus tard regroupés sous le terme « évangélistes chrétiens », représentait l'eugénisme, la reproduction d'une race maîtresse de Blancs anglo-saxons tout en stérilisant ou même en tuant les autres, les Amérindiens, les Afro-Américains, les juifs, les Hispaniques, les catholiques, les Tsiganes/Roms et les Slaves.

Les évangélistes chrétiens sont d'infatigables faiseurs de listes.

Aujourd'hui, il s'agit des juifs et des « libéraux », avec une attention soutenue pour les Afro-Américains et maintenant aussi pour les musulmans. La peur que les immigrants débarquent et prennent ces emplois, tuant le bétail à coups de marteau ou pelletant le fumier, pousse des millions d'Étatsuniens à se rallier aux causes de droite, qui toutes épousent désormais ouvertement les valeurs du Troisième Reich.

Derrière tout cela, depuis la fin du XIXe siècle, un noyau d'oligarques américains, Schiff, Morgan, Harriman, Bush, Rockefeller, Koch, Dupont, tant d'autres, ont orchestré la croissance du nazisme en Allemagne et ont géré Hitler.

Pire encore, les politiques américaines de l'après-guerre, l'accueil des criminels de guerre nazis, la création de la CIA à partir de l'Abwehr de Gehlen et l'adoption d'un complexe militaro-industriel fondé sur les valeurs nazies, ont réussi à infecter les États-Unis du XXIe siècle.

source : New Eastern Outlook

---

1 - Les dindons de la farce criminelle dont les uns et les autres sont complices.

Russie : pétrole, gaz... malgré la guerre en Ukraine, le rouble s'envole - Capital 8 avril 2022

La descente aux enfers du rouble suite au choc de l'invasion de l'Ukraine semble déjà bien loin, merci le pétrole et le gaz ! Fin février et début mars, le marché des devises s'affole. Le rouble passe des paliers jamais vu face au billet vert : 100 roubles, puis 120... jusqu'à plus de 140 roubles par dollar atteints le 7 mars. Mais depuis ce jour, la devise russe n'a cessé de se renforcer, et a atteint vendredi 71 roubles/dollar, un record depuis l'automne 2021, et 77 roubles, son niveau le plus fort depuis juin 2020.

Pour les autorités, c'est une excellente nouvelle, le cours du rouble étant un indicateur très scruté par la population, signalant que les sanctions n'ébrèchent pas la forteresse russe. Comment expliquer une telle performance, alors que des sanctions occidentales sans précédent s'empilent sur la Russie? Selon Sofya Donets, économiste en chef pour la Russie chez Renaissance Capital, la réponse est à chercher du côté d'un excédent commercial sans précédent. "Les importations en Russie ont décliné, tandis que les exportations sont solides, et avec des prix des hydrocarbures élevés, cela donne un surplus commercial estimé à 20-25 milliards de dollars au mois de mars", un record selon l'économiste.

Le pétrole et le gaz, principales exportations de la Russie, continuent de couler à flot, remplissant les caisses de la Russie. "Certes, le pétrole russe (Urals) se vend à un prix plus bas" que le Brent, "mais il reste supérieur au prix de 2021", remarque-t-elle. Pourtant, des annonces ont été faites. Washington a ainsi décrété un embargo sur le pétrole russe, l'UE une interdiction visant les secteurs des métaux. "Ce sont des annonces bruyantes, mais si on regarde les chiffres, cela ne concerne que 5% des exportations russes", note Sofya Donets.

Aux exportations robustes s'ajoutent des contrôles de capitaux draconiens introduits par la Banque centrale. Avec la plupart des transferts internationaux bloqués, et les étrangers interdits de vendre leurs actifs russes, le marché financier se retrouve en vase clos.

Ces contrôles de capitaux ont si bien fonctionné pour renforcer le rouble que vendredi, la Banque centrale a surpris en abaissant sans préavis son taux à 17%, après l'avoir doublé en urgence à 20% le 28 février. "Cela leur donne de l'espace pour se concentrer sur les problèmes domestiques", selon une note de Renaissance capital, à savoir trouver un équilibre entre l'inflation galopante et la récession qui se profile. La banque d'investissement prédit un pic de 24% d'inflation à l'été, avant le reflux.

"Le marché des actions russes et le rouble restent déconnectés de facteurs macroéconomiques globaux et du flux d'informations", constate Alfa bank dans une note, estimant que le rouble se situera autour de 80-85 pour un dollar dans un avenir proche. "Le cours du rouble est devenu un instrument local, il n'y a pas de flux financiers. Le marché est détruit actuellement, et le cours d'une devise est un facteur des échanges internationaux", note Sofya Donets. "Où en serait-il s'il n'y avait pas de contrôle des capitaux? Difficile à dire", conclut-elle arguant d'une situation sans précédent.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

LVOG - Qui a été bien inspiré en faisant cette déclaration vendredi matin dans Questions de confiance, sur BFMTV-RMC, qu'il existait "*un problème avec la personne de M. Poutine*", le chef de l'Etat russe se livrant à des "*crimes de guerre*" en Ukraine (...) "*Nous avons un problème énorme avec cet homme, c'est la première fois que quelqu'un sur le continent européen viole les frontières du voisin, massacre des gens et se livre à des crimes de guerre*" (Le bombardement de la Serbie n'a jamais eu lieu ! - LVOG) "*Je n'ai jamais été opposé aux sanctions, je suis partisan de sanctions efficaces*" contre la Russie ? (Source : BFMTV 8 avril 2022)

Réponse : Le populiste Mélenchon, de droite, franc-maçon, anticommuniste, antirusse, antisocial. Comme quoi on sait très bien à quoi s'en tenir sur son compte.

Ce serait une erreur de le traiter de con même si cela soulage, car il n'est pas con du tout, en réalité c'est un agent de l'oligarchie anglo-

saxonne déguisé, une ordure comme les autres, on ne doit avoir absolument aucune illusion à son sujet. On juge sur pièce uniquement, on s'en tient aux faits, et cette déclaration en est un.

2- Les dindons de la farce criminelle dont les uns et les autres sont complices.

Xinhua : Comment les USA tirent les ficelles de la guerre informationnelle en Ukraine - reseauinternational.net 8 avril 2022

Une guerre de l'information à grande échelle est en cours, avec comme seul initiateur en chef: les Etats-Unis. Sous l'hégémonie du récit occidental, Washington est tout sauf intéressé par la diffusion de faits et de vérité. Xinhua revient sur les tactiques courantes employées par les USA pour duper l'opinion publique internationale sur les événements en Ukraine.

- Cliquez ici pour lire l'article

3- Les dindons de la farce criminelle dont les uns et les autres sont complices.

Ukraine : Joe Biden achète en masse du pétrole russe et oblige l'Europe à se serrer la ceinture - lemediaen442.fr 8 avril 2022

Qui sont les dindons de la farce ? Joe Biden demande aux Européens de multiplier les sanctions à l'encontre de la Russie au risque de mettre à mal l'économie de leurs pays. Et pourtant… le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Zhao Lijian, nous apprend que les États-Unis ont tiré d'énormes profits des sanctions.

Un responsable de la sécurité russe a précisé que « les États-Unis ont augmenté leurs importations de pétrole en provenance de Russie de près de la moitié à la fin du mois de mars. Les données montrent que les États-Unis ont importé jusqu'à cent mille barils de brut russe par jour sur une période de sept jours, ceci alors que Washington avait fait pression sur ses alliés pour qu'ils n'achètent pas de pétrole russe en raison de la crise ukrainienne ». Des informations confirmées par les dernières données officielles de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).

Les pays vassaux se sacrifient et sacrifient leurs peuples sous l'œil pervers de l'administration Biden qui jouit pleinement de l'obéissance abyssale des chefs d'État européens.

Vidéo. Conflit Russie - Ukraine : la Chine accuse les États-Unis de profiter de la crise

- Cliquez ici pour lire l'article

4- Les dindons de la farce criminelle dont les uns et les autres sont complices.

LVOG - Et pendant ce temps-là les mêmes banquiers ou oligarques anglo-saxons qu'en 2020-2021 se gavent de la guerre qu'ils ont provoquée.

Les États-Unis, un « vampire » qui engrange sans vergogne de l'argent à travers la guerre - reseauinternational.net 8 avril 2022

- Cliquez ici pour lire l'article

ARGUMENTS CONTRE LA TYRANNIE SANITAIRE.

Allemagne : le projet de loi sur la vaccination obligatoire à partir de 60 ans a échoué - lemediaen442.fr 8 avril 2022

Coup de massue pour Scholz : le vote d'une vaccination obligatoire contre le covid-19 à partir de 60 ans a échoué au Bundestag le 7 avril. Le même jour, Olivier Véran annonçait sur RTL que les Français de plus de 60 ans pouvaient bénéficier d'un deuxième rappel — autrement dit d'une quatrième dose. Il y a largement les stocks pour cela. Ouf ! voilà une annonce rassurante, puisque malgré la baisse de la hausse grâce à la vaccination, on ne peut jurer de rien.

Le projet de loi n'a pas obtenu la majorité nécessaire au Bundestag : 683 bulletins exprimés, 296 pour, 378 contre, neuf abstentions. Il aurait fallu 342 voix pour obtenir une majorité — ce qui signifie qu'il en manquait 46, alors que le gouvernement Ampel (coalition des SPD, des Verts et du FDP) compte pourtant 416 députés. Une claque pour le chancelier Scholz et le ministre de la Santé Lauterbach ! Tous deux s'étaient massivement mobilisés en faveur du projet de loi qui devait être un premier pas vers la vaccination obligatoire pour tous. Le ministre fédéral de la Santé avait lancé une belle envolée ce jeudi 7 avril au Bundestag :

« Je voudrais aussi souligner expressément que si le variant Omicron revenait en automne, nous aurions environ 200 à 300 décès en octobre. Voulons-nous vraiment accepter cela en tant que société ? Voulons-nous nous habituer à ce que 200 à 300 personnes meurent chaque jour » ?

Que ceux qui disposent d'une calculette fassent la multiplication : selon le ministre de la Santé allemand, en tenant compte du fait que le

mois d'octobre aura 31 jours, cela ferait, au doigt mouillé, entre 6 200 et 9 300 décès dus à Omicron en octobre. Il n'a pas réussi à convaincre le Bundestag. On se demande bien pourquoi. lemediaen442.fr 8 avril 2022

Le Covid-19 est-il une "arme biologique"? Le Dr Richard Fleming appelle à la responsabilité pénale - francesoir.fr 8 avril 2022

Aux États-Unis, le Dr Richard Fleming persiste et signe, soutenant l'idée selon laquelle le SARS-CoV-2 serait une "arme biologique" créée en laboratoire. Le 15 mars, il s'est fendu d'un communiqué à destination des gouverneurs d'États américains qui refusent d'obtempérer aux différentes obligations vaccinales émanant du gouvernement fédéral.

Selon lui, les injections dites "anti-Covid" relèvent strictement — du point de vue des traités internationaux — de la catégorie des "armes biologiques". Il assure être certain à 99 % que le SARS-CoV-2 est une création de laboratoire provenant d'études sur les "gains de fonctions", et qu'il ne présente aucune utilité pour l'homme. Il explique qu'il n'existe aucun modèle animal connu et aucun autre coronavirus qui présente des inserts de séquences génétiques de type prion, comme on l'observe dans le cas du Covid-19. Pour le Dr Fleming, l'objectif poursuivi à travers ces recherches était double, et c'est ce qui aurait donné lieu à l'épidémie que l'on connait :

1. permettre la transmission de l'animal à l'homme

2. rendre le virus plus infectieux

Par ailleurs, le sénateur Ron Johnson a récemment présenté des données provenant de la Defense Medical Epidemiology Database. Depuis 2021 — soit l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale, au sein des forces armées américaines, l'on observe une augmentation des maladies suivantes :

Hypertension : + 2 181 %
Maladies du système nerveux : + 1 048 %
Néoplasmes malins de l'œsophage : + 894 % ; organes digestifs + 624 % ; glandes endocriniens dont thyroïde + 474 %
Sclérose en plaques : +680 %
Syndrome de Guillain-Barre : + 551 %
Cancer du sein : + 487 %
Démyélinisation : + 487 %
Infertilité (femmes) : + 472 %
Embolies pulmonaires : + 468 %
Migraines : + 452 %
Désordres ovariens : + 437 %
Cancer des testicules : + 369 %
Tachycardies : + 302 %

Une fois posé ce constat, le Dr Fleming pose une autre question : "Pourquoi répliquer la même séquence génétique pour la mettre dans un vaccin ?" Cela ne pouvait être fait qu'en parfaite connaissance de cause. Alors, une arme biologique, peut-être, mais dans quel but ? La question reste en suspens.

Dans son communiqué, le Dr Fleming demande à ce que chaque gouverneur soumette à son ministre de la Justice respectif les documents qu'il a rédigés, et que ledit ministre entame les poursuites qui s'imposent contre les acteurs majeurs de la recherche "gain de fonction". Notons que le Dr Fleming, docteur en médecine, en physique et en droit, auteur de plusieurs centaines d'articles savants, est lui-même à l'origine d'une plainte devant la Cour pénale internationale à La Haye, alléguant la violation des statuts de Nuremberg et de différents traités internationaux.

Au cours de son explication, à aucun moment le Dr Fleming ne s'intéresse à la Chine. Il semble considérer que le laboratoire de Wuhan, où travaillait la collaboratrice chinoise d'Anthony Fauci agissait pour le compte du National Institute of Health, du département de la Défense des États-Unis. Le choix d'implantation en Chine, selon d'autres sources, permettrait de s'assurer d'un contrôle strict exercé sur les fuites d'informations en tout genre.

Le Dr Richard Fleming participera à une tournée nationale de conférences intitulées "Crimes contre l'humanité" afin d'informer la nation américaine de ses conclusions.

- Cliquez ici

Haut de page

Le 10 avril 2022

Lu - Au milieu de la tempête de désinformation orwellienne qui façonne notre monde actuel, le haut est devenu le bas, le blanc est devenu le noir et le bien est devenu le mal.

LVOG - Malheur à ceux qui réagissent émotionnellement avant ou au lieu de penser !

J'ai appelé à voter Mélenchon en expliquant pourquoi ou ce qui motivait politiquement cette décision, mais par honnêteté j'ai cru bon de le

critiquer vertement ou de rappeler qui il était, ce qui était parfaitement mon droit. Et bien, du coup il y en a qui ont cru bon de saisir ce prétexte pour ne retenir que mes critiques, et ils ont balancé par-dessus bord les arguments politiques que j'avais exposés en faveur de sa candidature, je croyais qu'ils avaient acquis une maturité dialectique, pas du tout. C'est navrant et révélateur après tant d'années passées à faire ces causeries pour que dal !

Si j'avais tenu compte de mes désirs au lieu de tenir compte de la réalité sociale et politique nationale et internationale, je n'aurais pas appelé à voter Mélenchon puisque je le considère comme antisocialiste, de droite, réactionnaire. J'ai estimé que la priorité, c'était de chasser Macron, chaque chose en son temps, on ne fait pas ce qu'on veut dans la vie, n'est-ce pas? Mélenchon nous est imposé d'une certaine manière, on ne l'a pas choisi. Mélenchon n'est pas Lénine, il n'est pas marxiste, il n'est pas révolutionnaire, c'est entendu, qui ne le sait pas, de toutes manières s'il l'était, il ne serait pas en bonne position pour virer Macron, il serait à 1% comme Poutou du NPA ou Arthaud de LO, et pour virer Macron vous auriez le choix entre Le Pen, Zemmour ou Pécresse, c'est cela vous auriez préféré, dites-nous ?

Dans le cadre des institutions de la Ve République il en sera toujours ainsi, ce n'est pas possible autrement, chacun doit en prendre son parti, sinon quand aucun candidat ne peut faire l'affaire par défaut, je précise bien par défaut, oui c'est un paradoxe et non une contradiction, il faut alors appeler au boycott.

Véritable empoisonnement ou simulacre pour entretenir une psychose collective permanente ?

- Brie, camembert, pizza, mayonnaise, mousse au chocollat, chocolats Kinder, etc. Après les pizzas Buitoni ou encore les chocolats Kinder, les autorités sanitaires alertent désormais sur la potentielle contamination à la salmonelle d'un jambon cru...

LVOG - Pour créer un simulacre de pandémie à un coronavirus pendant 2 ans, ils ont joué sur l'immunité naturelle qui diffère d'une personne à l'autre.

Tous les jours nous absorbons et rejetons des centaines de milliers de virus et bactéries diverses, dont certains rendent malades certaines personnes parmi les plus vulnérables, cela ne représente qu'une infime minorité de la population remarquez bien, tandis que l'immense majorité demeure en bonne santé, ils peuvent dorénavant instrumentaliser cette infirme minorité pour faire croire à un risque d'empoisonnement majeur ou général pour la population, pourquoi pas puisqu'ils osent tout, non ?

C'est quoi un régime totalitaire, fascisant ?

Pour étayer leurs accusations, rendre une sentence et l'exécuter, ils n'ont besoin d'aucun fait, leur propre volonté et leur décision suffisent.

Tous les régimes soumis aux Etats-Unis sont fascisant et barbares, voilà la vérité que personne ne veut regarder en face, parce qu'ils sont les produits de la complicité de tous les partis politiques qui les ont présentés pendant des décennies comme des démocraties avec parfois les réserves de circonstance pour masquer leur compromission avec ces régimes ou se donner bonne conscience, se garder une porte de sortie honorable pour échapper au jugement des peuples le jour où tous ces régimes chuteront...

Chut et fermez les yeux !

- Comme à Raqqa et Mossoul qui ont été réduites en cendres par les États-Unis, tuant des milliers de civils, y compris des femmes et des enfants, dont les corps ont été laissés sans sépulture pendant des semaines, voire des mois.

Les historiens se demandent comment Mossoul, en Irak, 3 millions d'habitants, a été rasée 2 fois par des frappes US en 2003 & 2017, sans qu'aucune photo de cadavres ne soit publiée. (Source : Point de presse du Représentant permanent de la Fédération de Russie à l'ONU, Vassily Nebenzia, sur la situation dans la ville de Boutcha (région de Kiev), le 4 avril 2022.)

Les maillons faibles craquent.

Sri Lanka

- Cliquez ici pour voir les courtes vidéos sur twitter

C'est bizarre toutes ces manifestations qui se déroulent relativement dans le calme alors qu'on ne voit pas les forces de l'ordre, contrairement à la France où il y en a plus que de manifestants

Pérou

- Cliquez ici pour voir les courtes vidéos sur twitter

Coup d'Etat américain au Pakistan.

Pakistan : le Premier ministre Imran Khan renversé - LePoint.fr 10 avril 2022

Le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, a été renversé dimanche par une motion de censure votée à son encontre par l'Assemblée nationale, à l'issue de plusieurs semaines de crise politique.

La motion a été « approuvée » par 174 des 342 députés, a annoncé le président par intérim de la chambre, Sardar Ayaz Sadiq. Aucun Premier ministre n'est jamais allé au bout de son mandat au Pakistan, depuis l'indépendance du pays en 1947, mais Imran Khan est le premier à chuter sur un vote de défiance. Son successeur à la tête de cette république islamique de 220 millions d'habitants dotée de l'arme nucléaire devrait être Shehbaz Sharif, le leader de la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N).

La Ligue musulmane du Pakistan (PML-N) et le Parti du peuple pakistanais (PPP), qui se sont partagé le pouvoir, avec l'armée, pendant des décennies et sont désormais unis. LePoint.fr/AFP 10 avril 2022

LVOG - Le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, avait déclaré quelques jours plus tôt :

- "J'accepte le jugement de la Cour", a-t-il ajouté, tout en regrettant que la plus haute instance judiciaire du pays n'ait pas pris en compte ses accusations d'"ingérence" portées à l'encontre des Etats-Unis, auxquels il reproche d'avoir cherché à le renverser avec la complicité de l'opposition.

A l'en croire, les Etats-Unis, déjà offusqués par ses critiques répétées à l'encontre de la politique américaine en Irak ou en Afghanistan, ont été ulcérés par sa visite à Moscou le jour même du déclenchement de la guerre en Ukraine. Washington a nié toute implication.

"En aucun cas je n'accepterai ce gouvernement importé", a-t-il repris, reconnaissant implicitement avoir déjà perdu la partie. Il a appelé les sympathisants de son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI, Mouvement du Pakistan pour la justice), à manifester dans le calme dimanche. AFP 8 avril 2022

LVOG - J'ai également relevé dans un article des BRICS un autre élément à l'origine de ce coup d'Etat des Etats-Unis au Pakistan :

- Une autre dynamique intéressante est que le Pakistan, traditionnellement un ennemi de l'Inde, a félicité l'Inde pour sa position vis-à-vis de la Russie et s'est également aligné sur Moscou - un exemple rare de l'Inde et du Pakistan partageant des intérêts régionaux similaires. (India's Partnership/Deals with Russia: Keeping Options Open - /infobrics.org 8 avril 2022

L'Inde et la Russie renforcent leur coopération économique.

LVOG - Les Etats-Unis maudissent Modi, le Premier ministre indien, ils ont déjà essayer de le dégommer, sans succès...

Le partenariat/les accords de l'Inde avec la Russie : Garder les options ouvertes - infobrics.org 8 avril 2022

Alors que le conflit en Ukraine entre dans son deuxième mois, la géopolitique asiatique a été bouleversée. L'Inde, ainsi que plusieurs autres nations asiatiques, a refusé de s'impliquer et s'est abstenue de voter contre la Russie aux Nations unies ces dernières semaines. Les raisons de cette attitude sont liées à l'amélioration récente des échanges commerciaux et de la pertinence géopolitique entre les deux pays.

En fait, l'Inde et la Russie ont récemment signé plus de deux douzaines d'accords dans divers secteurs. Les 28 accords ont conclu la visite du président russe Vladimir Poutine à New Delhi et sa rencontre avec le Premier ministre indien Narendra Modi lors du 21e sommet annuel Inde-Russie en décembre 2021, qui s'est lui-même appuyé sur des réunions précédentes entre les ministres des affaires étrangères des deux pays, et sur les visites de Modi à

Moscou, Sotchi et Vladivostok au cours des trois dernières années.

Les accords couvrent un large éventail de domaines, notamment le commerce, l'énergie, la science et la technologie, l'éducation et la propriété intellectuelle. L'Inde et la Russie ont également signé un programme de coopération dans le domaine de la défense pour les dix prochaines années, de 2021 à 2031, et ont également fixé des objectifs de 30 milliards de dollars d'échanges commerciaux et de 50 milliards de dollars d'investissements d'ici 2025.

- Pour lire la suite traduisible avec https://www.deepl.com/fr/translator

- Cette causerie au format pdf (19 pages)

MACRON: CHASSONS-LE TOUT DE SUITE !

Macron annonce que s'il est réélu le 24 avril, il ne s'interdira pas « d'avoir recours au pass vaccinal » - lemediaen442.fr 9 avril 2022

Lors d'une interview sur le pure player français Brut, le présidentiable Emmanuel Macron laisse entrevoir ses projets pour le peuple de France. S'il est réélu le 24 avril 2022, il ne s'interdira pas de réintroduire le pass vaccinal et donc l'obligation vaccinale pour accéder aux lieux de loisirs, bars, restaurants, transports… « La loi a donné la possibilité au gouvernement de l'utiliser jusqu'en juillet. Et donc s'il y avait une remontée très forte, qui s'accompagnait d'une montée des hospitalisations et en réanimation, qui conduit à une déprogrammation des opérations, il ne faut pas s'interdire de réutiliser le pass vaccinal », a expliqué l'actuel président.

Après les élections les affaires reprennent : les livraisons de Pfizer ne sont suspendues que jusqu'au 27 avril 2022. Le virus, ce pilier de bar, a horreur des isoloirs, donc même non vacciné, vous pourrez en toute décontraction aller voter Macron. Une fois Macron réélu et votre location d'été réservée, vous devrez vous faire injecter une dose. Sinon vous devrez rester chez vous ! lemediaen442.fr 9 avril 2022

Ils veulent vous en convaincre : Inutile d'aller voter Mélenchon, ils ont réalisé un hold-up sur les élections.

Présidentielle : comment Emmanuel Macron et Marine Le Pen préparent leur duel - Journal du Dimanche 9 avril 2022

DOSSIER UKRAINE

Fabrication du consentement. Propagande quotidienne fanatique, hystérique, grotesque du camp de la guerre.

Au cours des derniers 24 heures seulement, liste non exhaustive, quelques titres relevés dans la page Yahoo news uniquement.

Un char ukrainien filmé en train d'affronter seul un convoi de blindés russes - Slate.fr 9 avril 2022

LVOG - La palme de la connerie !

Les larmes d'un Ukrainien découvrant la dépouille de son petit frère à Boutcha - BFMTV 9 avril 2022

LVOG - Plus dégueulasse, tu meurs !

Boutcha, Kramatorsk... Le choc des habitants face aux dénégations russes - BFMTV 9 avril 2022

LVOG - Sadique mise en scène.

Guerre en Ukraine : « Si on peut aider… » Un boulanger d'Alsace ferme et va cuire du pain en Pologne pour les réfugiés - 20minutes.fr 9 avril 2022

LVOG - A croire que l'Alsace est déjà repassée sous domination du IIIe Reich...

Russie : Le rouble en pleine forme, mais le défaut de paiement guette - 20minutes.fr 9 avril 2022

LVOG - Pour qui ?

Guerre en Ukraine : L'Europe peut-elle aller beaucoup plus loin dans ses sanctions économiques contre la Russie ? - 20minutes.fr 9 avril 2022

LVOG - Traduire : Contre tous les peuples en Europe.

Guerre en Ukraine : Zelensky appelle à une "réponse mondiale ferme" après le massacre de Kramatorsk - BFMTV 9 avril 2022

LVOG - Ferme-là ordure de nazi !

Guerre en Ukraine : pour la juriste Céline Bardet, « le viol est une arme de terreur et d'humiliation » - Journal du Dimanche 9 avril 2022

LVOG - Je croyais que c'était à propos de nos libertés individuelles ou fondamentales que Macron a violées depuis mars 2020...

Face à la guerre en Ukraine, l'Allemagne va renforcer ses stations de métro et ses abris - Le HuffPost 10 avril 2022

LVOG - Le IIIe Reich en marche... Ils veulent rendre fous le peuple allemand.

Boris Johnson offre à l'Ukraine des blindés et des missiles antinavires - BFMTV 10 avril 2022

LVOG - Les fonds publics doivent servir à leur sale guerre...

Les jours de l'armée ukrainienne sont comptés.

Guerre en Ukraine: un vétéran de la guerre en Syrie désigné à la tête des opérations militaires russes - - BFMTV 10 avril 2022

Le gouvernement français se comporte bien comme l'Allemagne nazi en 1940 vis-à-vis des juifs.

Collection Morozov : deux tableaux vont rester en France - LePoint.fr 10 avril 2022

Deux tableaux de la collection Morozov, dont celui d'un oligarque russe et un autre appartenant à un musée ukrainien, exposés à la Fondation Vuitton à Paris jusqu'à début avril, vont « rester en France », a annoncé samedi à l'AFP le ministère de la Culture. Le premier

tableau « restera en France tant que son propriétaire, un oligarque russe, demeurera visé par une mesure de gel d'avoirs », a indiqué le ministère, sans donner le nom du propriétaire. LePoint.fr 10 avril 2022

Commentaire d'un abonné du Point.

- Quelle honte.

Confisquer les tableaux, c'est se comporter comme les nazis qui ont dépouillé les juifs. Eux aussi, trouvaient normal de voler ce qui appartenait à des gens qu'ils haïssaient et méprisaient. Avons-nous perdu tout discernement, pour nous comporter comme des voyous ? Et tout cela, au nom du bien. L'occident donne des leçons à la terre entière, mais, ne vaut pas plus cher que ceux qu'il prétend combattre.

Le massacre de Boutcha des forces armées ukrainiennes néonazies

Massacre de Boutcha : conférence de presse du représentant de la Russie à l'ONU - lecridespeuples.fr 5 avril 2022

Point de presse du Représentant permanent de la Fédération de Russie à l'ONU, Vassily Nebenzia, sur la situation dans la ville de Boutcha (région de Kiev), le 4 avril 2022.

- Cliquez ici pour lire l'article

Massacre de Boutcha : la Russie dénonce la complicité des États et médias occidentaux - lecridespeuples.fr 7 avril 2022

Conférence de presse de Maria Zakharova, porte-parole du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Moscou, 6 avril 2022.

Extrait.

J'accuse les médias occidentaux, avant tout américains, non seulement de diffusion d'infox et de désinformation, mais également de complicité du crime commis à Boutcha. Les journaux, la télévision et les commentateurs sont complices de cette action punitive. Je sais que ce n'est pas une première pour eux.

Le monde avait déjà assisté à une opération identique. Sur le continent européen, malheureusement. En octobre 1944, en menant des activités militaires sur le territoire allemand, l'armée soviétique a occupé pendant quelques jours la ville de Nemmersdorf. Après une retraite forcée, des spécialises allemands en matière de propagande ont afflué dans la ville, y compris le chef du département de la propagande NSDAP pour la Prusse orientale Karl Gebhardt. Après deux jours de travail médiatique sanglant, le principal journal nazi Völkischer Beobachter a publié un article intitulé « La férocité des bêtes soviétiques ». Les temps ont changé, par les délais. Quand ils veulent, ils peuvent faire des choses dans un délai réduit. Cela ne rappelle rien? La même chose même dans le titre. Pas besoin d'inventer. Ils copient les choses de l'époque contre les néo-manifestations de laquelle nous luttons aujourd'hui. Cet article décrivait les « horreurs » et les « mutilations » soi-disant infligées à la population civile de Nemmersdorf par les forces soviétiques. C'était fait en détail, ils décrivaient les « tortures », les « meurtres » dont les preuves ont été découvertes par les fascistes.

Le Troisième Reich avait créé une « commission internationale » en y invitant des « gouvernement de poche », notamment l'Estonie. En littéralement une semaine, la commission de Hjalmar Mäe a publié un rapport accusant de tout Moscou. Pour les titres, nous avons déjà compris. La réaction internationale? La même. En une seconde les déclarations des représentants et des dirigeants européens, qui avaient réussi à comprendre ce qui s'y était passé uniquement d'après les photos et à prononcer un verdict, avaient fait le tour du monde.

La « commission internationale » a émis un décret « clair ». Le rapport de Hjalmar Mäe de fin 1944 est devenu l'un des documents les plus cités de la propagande de Goebbels. Ses copies étaient envoyées en langues étrangères à toutes les agences de presse mondiales. Berlin avait ordonné au plus haut niveau d'utiliser « l'affaire Nemmersdorf » en tant que preuve des « cruautés » des forces soviétiques.

Plusieurs historiens ont analysé ce problème après la guerre. L'histoire allemande de la guerre Bernhard Fisch, qui a lui-même participé aux combats de Nemmersdorf, reconnaissait qu'aucune tentative d'identification n'avait été entreprise après la découverte de corps par les Allemands. Les photos publiées représentaient des corps spécialement réunis des victimes de plusieurs villages de la Prusse orientale. N'était-ce pas le cas à Srebrenica? Si. En Syrie? À Alep, à Douma? La même chose. Qui finance tout cela? Washington, Londres et Bruxelles collectif.

Au XXIe, le Ministère des Affaires étrangères de l'Allemagne a reconnu que les falsifications de Nemmersdorf avaient été spécialement fabriquées par le lieutenant Pfeiffer de la police secrète de la Wehrmacht (Geheime Feldpolizei), après quoi elles ont été relayées par Berlin. De toute évidence, les idéologues et les propagandistes derrière les crimes de Boutcha connaissaient bien cette histoire. Mais comment cela a été commis? Ont-ils ramassé des corps quelques parts pour les faire venir ici ou des militaires ukrainiens donnaient l'ordre sur place de fusiller? Il faut le découvrir. Les méthodes, les formes et les objectifs sont identiques. (...)

Il m'a été demandé pourquoi Moscou n'a pas immédiatement commencé à réfuter les publications après leur parution. Il faut analyser pour confirmer ou réfuter quelque chose. Cela demande du temps. Et c'est précisément le but. Ils utilisent exprès l'effet d'une intox de masse, de surprise pour inciter immédiatement à faire des commentaires. Il ne faut pas le faire. Il faut vérifier les informations malgré toute l'absurdité de sa présentation. Il est impossible de faire des commentaires officiels sans vérification primaire. Elle a été faite. Il était impossible de croire à

l'intensivité et à l'ampleur de la propagation de tels fakes. Une vérification a été faite même malgré toute l'absurdité de ces déclarations et accusations. (...)

La cruauté et le sadisme avec lesquels les nazis ukrainiens traitent les prisonniers de guerre russes sont incompréhensibles et n'ont aucune justification. Des images non pas de passages à tabac, de meurtres ou de torture, mais de sacrifices au mal ont fait le tour de l'internet. Nous parlons du XXIe siècle, qui a remplacé l'ère monstrueuse du fascisme et du nazisme avec des chambres à gaz et des expériences sur des êtres humains. Non. Tout recommence.

J'ai parlé à mes collègues. Ils m'ont avertie et demandé de ne pas regarder ces images. Je n'ai pas tout regardé. C'est insupportable. Je ne parle pas d'endurer la torture, mais la torture d'avoir pris connaissance de ces images: arracher les yeux, démembrer des gens vivants au centre de l'Europe. Qui protégez-vous, M. Di Maio, M. Macron? Je ne parle pas des Britanniques. C'est inutile.

- Cliquez ici pour lire l'article

Borodyanka, que c'est-il réellement passé?

Cet article a été publié par BRICS information portal, le portail officiel des BRICS.

La tragédie de Borodyanka : à qui la faute ? - infobrics.org 8 avril 2022

Lucas Leiroz, chercheur en sciences sociales à l'Université fédérale rurale de Rio de Janeiro ; consultant en géopolitique.

Après les allégations de crimes de guerre à Bucha, les autorités ukrainiennes évoquent une situation similaire - peut-être pire - à Borodyanka, où des centaines de victimes civiles ont été signalées ces dernières heures. Les troupes russes sont accusées d'avoir perpétré ce possible massacre, qui constituerait un nouvel épisode de ce que les médias occidentaux ont appelé le "génocide ukrainien". Toutefois, il convient de répondre à un certain nombre de questions avant de porter une telle accusation.

Une grande partie de Borodyanka a été détruite lors des affrontements qui font rage en Ukraine depuis février, date à laquelle l'opération militaire spéciale russe a commencé. Les deux parties au conflit se sont affrontées dans cette petite ville, modifiant rapidement le scénario de stabilité qui caractérisait la région. Évidemment, dans toutes les situations de combat, il y a des scènes de destruction, qui résultent des actions des deux parties.

Cependant, maintenant, après le départ des troupes russes de la région, les forces ukrainiennes ont répandu le discours selon lequel "les Russes ont détruit Borodyanka". De plus, après leur retour dans la région, les militaires ukrainiens ont commencé à signaler l'existence de corps civils dispersés dans les rues, accusant les Russes d'avoir commis des crimes de guerre et d'être responsables du scénario de destruction de la ville.

Comme ce fut le cas à Buca, la partie ukrainienne insiste sur le fait que les Russes ont commis des crimes de guerre qui n'auraient été découverts qu'après le retrait des troupes russes de la région, permettant aux forces ukrainiennes d'y entrer. Les médias occidentaux affirment que les crimes n'ont commencé à être signalés que maintenant parce que les Russes avaient auparavant caché les faits. Mais il existe un certain nombre d'incohérences dans cette affaire. La plus importante d'entre elles est le fait que les habitants de la région avaient déjà, deux semaines avant que les médias ukrainiens ne rapportent l'affaire, informé que les autorités de Kiev étaient impliquées dans la destruction de la ville.

Quelques jours avant le début de la couverture médiatique de la tragédie dans la ville, un habitant de Borodyanka, Ganin Nikolay, avait enregistré des vidéos dénonçant les vrais responsables des événements dans la région, gagnant ainsi en notoriété sur les médias sociaux.

Selon Nikolay, les autorités locales, avec l'aide de la milice de Borodyanka, ont persuadé les résidents civils des tours d'habitation de descendre dans les sous-sols pour de prétendues "raisons de sécurité". Des mitrailleuses, des lance-grenades, des mortiers et d'autres armes avancées à fort impact létal ont été préparés, des dépôts de munitions ont été installés dans les entrées des immeubles.

Les autorités ukrainiennes ont confié la défense de la ville au chef du conseil local, Georgy Yerko. Mais lui et la milice locale ont provoqué les troupes et les chars russes qui passaient par la ville dans une fusillade et finalement les Russes sont entrés dans le centre de Borodyanka.

Sachant cela, les militaires ukrainiens ont commencé à utiliser des lance-missiles Grad pour frapper les Russes. Deux grosses explosions ont probablement fait exploser les arsenaux des premiers étages. En conséquence, des civils ont été enterrés vivants dans les sous-sols, sous les décombres des tours d'habitation, indique la chaîne Telegram dans une publication "Kyivska Rus", dont l'auteur a posté une vidéo avec Ganin.

"Lorsque, une semaine plus tard, des unités de la Garde russe sont entrées dans la ville déserte pour arrêter les pillages, mettre fin à la violence et rétablir l'ordre, les retraités des maisons privées voisines ont raconté aux militaires russes une histoire terrible de personnes enterrées vivantes", a déclaré l'auteur de la chaîne.

Il convient de noter qu'aujourd'hui, M. Yerko rend l'armée russe responsable de tout.

"Les gens qui étaient dans les caves ont été enterrés vivants. Nous avons immédiatement essayé de les sortir de là. Une alerte au raid aérien a été entendue. Puis les colonnes, les chars, les véhicules blindés de transport de troupes sont repartis et ont tiré sur les voitures et les personnes qui essayaient de sortir les gens. Mais ils ne nous ont pas permis de creuser. Puis notre ville a été occupée", a-t-il déclaré dans une interview accordée à Obozrevatel le 5 avril.

Lorsque les Russes ont repris les principales parties de la ville, ils ont essayé d'empêcher l'aggravation de la crise humanitaire. Le scénario de destruction est dû à la situation de conflit elle-même, mais s'il n'y avait pas eu de provocation de la part de Yerko et de ses soldats pour forcer une action, il n'y aurait pas eu une telle destruction causée par des lance-missiles ukrainiens pour frapper les militaires russes dans le centre de la ville. infobrics.org 8 avril 2022

La situation dans le Donbass aujourd'hui et hier.

Rapport de situation hebdomadaire du Donbass et de l'Ukraine spécial militaire (Vidéo) – donbass-insider.com/fr 9 avril 2022

Cette semaine, nous vous proposons un rapport de situation spécial dédié exclusivement à l'évolution de la situation militaire dans le Donbass et en Ukraine.

Cette semaine, le rapport de situation couvre exclusivement l'évolution de l'opération militaire spéciale de la Russie en l'Ukraine, l'état de l'avancement de l'armée russe et de la milice populaire de la RPD à Marioupol, la libération de Roubejnoye et l'encerclement en cours de Severodonetsk par la milice populaire de la RPL, le retrait des forces russes des environs de Kiev, Tchernigov et Soumy, le massacre de Boutcha et celui de Kramatorsk, et la guerre de l'information menée contre Moscou par Kiev et les Occidentaux.

Voir la vidéo du rapport de situation du Donbass et de l'Ukraine :

- Cliquez ici pour lire l'article

Pour rappel, en cas de censure sur les grandes plateformes américaines, vous pouvez nous retrouver sur les réseaux sociaux suivants :

– Telegram : https://t.me/donbassinsider
– Vkontakte : https://vk.com/donbass_insider
– Odysee : https://odysee.com/@donbassinsider:b

---

391 enfants enlevés à leurs parents par l'Ukraine - donbass-insider.com/fr 8 avril 2022

Cet article a été écrit en février 2016, suite à la rencontre de la directrice du service de la défense des droits de l'enfant, dans le sein du cabinet présidentiel, la présidence étant alors occupée par Zakhartchenko. A cette époque le Donbass avait déjà recensé 391 enfants qui avaient été enlevés à leur famille par les Ukrainiens suite à l'établissement de la ligne de front entre les forces républicaines de Donetsk et Lougansk et l'armée ukrainienne. Pour une raison ou une autre, au moment de la guerre des enfants du Donbass se trouvaient par exemple en colonie de vacances quelque part en Ukraine, en voyage à l'étranger avec des professeurs ou d'autres raisons spécifiques. Le gouvernement de Kiev avait alors donné l'ordre d'empêcher ces enfants de revoir leurs parents et de les envoyer dans des structures spécialisées… Nouveau voyage dans l'horreur de l'Ukraine du Maïdan. La presse occidentale et française s'est refusée à défendre ces enfants, même à évoquer leur cas…

- Cliquez ici pour lire l'article

En famille. Le nouvel ordre mondial totalitaire ou compatible avec le nazisme

LVOG - Ce n'est pas nouveau, même s'il a subi quelques modifications en cours de route.

- C'est à Lord Lothian, membre éminent de Chatham House, qu'Hitler a exposé en 1937 son concept de nouvel ordre mondial anglo-allemand en déclarant :

« L'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Amérique et la Scandinavie… devraient parvenir à un accord par lequel elles empêcheraient leurs ressortissants d'aider à l'industrialisation de pays comme la Chine et l'Inde. Il est suicidaire de promouvoir l'établissement d'industries manufacturières dans les pays agricoles d'Asie »1.

1 - Transcription depuis l'ouvrage de Sir James R.M. Butler, Lord Lothian, Philip Kerr, 1882-1940, Macmillan and Co., Londres, 1960, pp. 332

LVOG - L'économie n'était manifestement pas le point fort de leur protégé Adolf. A la première coalition il faut ajouter les Etats-Unis, et à leurs ennemis, la Russie et on a le tableau d'aujourd'hui.

Une analyse politique de l'intérieur de la Russie.

Narishkin (SVR) : il n'y aura pas de retour à l'ancien monde - reseauinternational.net 9 avril 2022

par Boris Karpov.

Note : Le rôle du SVR dans la situation actuelle est primordial puisqu'il contrôle des centaines d'agents opérant sous couverture dans le

monde entier et pouvant être « activés » à tout moment en fonction des intérêts de la Russie.

Malgré les prétendues « informations » de certains « experts » auto-proclamés Sergey Narishkin reste une figure clé du gouvernement russe. Il peut être considéré comme un successeur potentiel de Vladimir Poutine.

Le chef du SVR (service de renseignement extérieur, équivalent de la CIA), Sergei Naryshkin, sur la situation en Ukraine et dans le monde

L'opération militaire spéciale de la Russie a été un véritable moment de vérité pour le monde russe, déclarant fermement qu'il était prêt à défendre pleinement son droit à une existence originale face au mondialisme agressif incarné par l'hégémonie américaine, l'élargissement de l'OTAN, la politique de « l'interventionnisme libéral » et la propagande LGBT.

L'amertume de la confrontation indique clairement que nous parlons de quelque chose de bien plus vaste que le sort du régime de Kiev. En fait, l'architecture de tout l'ordre mondial est en jeu. Nous pouvons dire avec confiance : il n'y aura pas de retour à l'ancien monde.

L'opération spéciale russe mettra définitivement fin aux tentatives de transformer l'Ukraine en un État fantoche russophobe, construisant son identité sur la base de la diabolisation de tout ce qui la relie objectivement à la Russie.

Au stade actuel, Washington considère que sa tâche principale est de prolonger le conflit autant que possible, de le rendre aussi coûteux que possible à la fois pour Moscou et Kiev, et en même temps d'empêcher l'escalade de se propager plus loin vers l'Occident. L'OTAN, comme le soulignent les « stratèges » américains, tente de transformer l'Ukraine « en une sorte d'Afghanistan ».

N'ayant ni la force ni le courage de défier la Russie ouvertement et honnêtement, l'Occident essaie d'organiser un blocus économique, informationnel et humanitaire pour notre pays, de créer une atmosphère de « toxicité » autour de lui qui y rendrait impossible la poursuite de la normalité la vie.

Tactiquement, cela utilise le mécanisme de la « culture d'annulation » élaboré par les élites libérales de gauche américaines sur leurs concurrents de droite, et désormais étendu au niveau mondial.

Une vie confortable et sécurisée, en particulier pour la classe moyenne, est depuis de nombreuses années l'un des piliers de la stabilité politique des pays occidentaux. Aujourd'hui, à cause de la « croisade » de Washington contre la Russie, la population des États-Unis et des pays de l'UE est confrontée à une hausse sans précédent des prix du carburant, de l'électricité et de la nourriture.

Les résidents d'Europe ont déjà commencé à se préparer mentalement aux perspectives d'introduire des cartes alimentaires et de couper les radiateurs, qui, il s'avère, « peuvent être facilement remplacées par des pulls ». Et tout cela sous prétexte d'aider le peuple ukrainien, alors que c'est précisément pour les Ukrainiens que toutes ces mesures ne changent absolument rien.

Les élites occidentales utilisent simplement la situation actuelle pour mettre en œuvre des plans longtemps caressés pour l'élimination de facto de la classe moyenne dans l'esprit du scénario bien connu proposé par le Forum économique mondial de Davos : « D'ici 2030, vous n'aurez rien et vous serez heureux ! »

La volonté de maintenir le rôle d'hégémon mondial pousse les États-Unis à de dangereuses aventures militaro-politiques. Le développement de la confrontation géopolitique sur le théâtre d'opérations européen est suivi de près par les dirigeants des pays du monde non occidental. Tous, y compris les alliés des États-Unis, ne sont pas opposés à tester la force de l'hégémonie qui s'affaiblit en élargissant les limites de ce qui est possible en matière de politique étrangère et intérieure.

En ce moment, une étape fondamentalement nouvelle de l'histoire européenne et mondiale se déroule sous nos yeux. Son essence réside dans l'effondrement du monde unipolaire et du système de relations internationales fondé sur le droit du plus fort, c'est-à-dire les États-Unis, de détruire d'autres États afin d'empêcher la moindre possibilité de leur transformation en centres de pouvoir alternatifs.

Aujourd'hui, la Russie conteste ouvertement ce système – créant un monde véritablement multipolaire qui n'a jamais existé auparavant et dont tout le monde bénéficiera à l'avenir, même nos adversaires actuels. source : Rusreinfo

---

Zelenski exhibe ses néonazis jusque dans des parlements au sein de l'UE.

La Grèce se révolte contre Zelenski et les néonazis d'Azov - reseauinternational.net 9 avril 2022

Zelenski est comme les USA, ses maîtres, il n'a pas de limites et se croit en pays conquis partout. Les discours de Zelenski sont probablement livrés clé en main à cet acteur-pitre qui surjoue la tragédie avec l'arrogance made in USA. Ses références historiques suscitent en général l'indignation parce que comme les dirigeants US il n'imagine même pas l'histoire de l'Europe et de la plupart de ses vassaux, il confond la servilité des dirigeants avec celle des peuples.

Le discours du président ukrainien a duré environ 15 minutes et a provoqué un scandale politique en Grèce. Il convient de noter que seuls les députés du parti au pouvoir Nouvelle Démocratie ont accueilli Zelenski et ont écouté son discours. Dans le même temps, les députés du Parti communiste grec, le KKE, et le parti de droite Solution grecque ont complètement quitté le parlement, n'écoutant pas toutes ces absurdités. Le parti « SYRIZA – Alliance progressiste » a qualifié d'inacceptable l'apparition des nazis d'« Azov » SYRIZA embarrassé a déclaré qu'il « ne savait pas » que Zelenski viendrait avec un AZOV NAZI au Parlement grec. Un parlement qui a été dissous par ses semblables (la junte militaire) en 1967.Ils ont même déclaré avoir été complètement pris par surprise d'apprendre que Zelenski abrite des NAZIS, on voit pourquoi le secteur international du PCF ET l'humanité qui ne cachent pas leurs liens avec Syriza nous a imposé cette ligne suicidaire concernant l'OTAN et l'Ukraine en feignant eux aussi de ne pas savoir et d'être de grands démocrates. (AKEL de Chypre vient, même tard, d'annoncer

qu'ils boycotteraient l'apparition de Zelenski au parlement chypriote)

Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, a été invité par le gouvernement (extrêmement pro-américain et pro-OTAN) à Athènes à s'adresser au Parlement grec le 7 avril.

Il a prononcé un discours au vitriol, plein d'accusations, contre la « Russie nazie ». Mais il a fait quelque chose de plus. À la fin de son discours, il a donné la parole à un membre du bataillon néo-nazi Azov pour s'adresser au parlement grec.

Et il l'a fait dans la capitale d'un pays qui a le plus souffert de la barbarie nazie en Europe.

Les Grecs, bien que condamnant l'intervention russe en Ukraine, ne sont pas du tout enthousiasmés par l'hystérie anti-russe, les mesures prises contre la Russie, y compris les citoyens russes et la civilisation russe et le néo-maccarthysme dominant la vie politique et les médias grecs, comme dans tout le monde occidental, et menaçant tout ce qui reste des droits démocratiques élémentaires en Occident. Ils se souviennent aussi très bien que les États-Unis ont imposé une dictature dans leur propre pays en 1967. Ils se souviennent aussi très bien que la Turquie, membre de l'OTAN, agissant sur les encouragements d'Henry Kissinger, a envahi Chypre en 1974 et y maintient toujours une énorme force d'occupation. Les Grecs n'ont pas non plus oublié les bombardements et les invasions de la Yougoslavie, de l'Irak ou de la Libye. Ils sont contre l'intervention militaire russe, mais ils conviennent également que Moscou a des préoccupations légitimes et importantes en matière de sécurité.

Interrogés dans un sondage publié par le journal grec Demokratia le 6 avril, 2,1% de la population attribue la responsabilité du conflit actuel à l'Ukraine, 27,8% à la Russie, 31,1% aux puissances occidentales et 37,1% à tous. 71,6% de la population est contre la décision du gouvernement de fournir des armements à l'Ukraine. Et 55% des Grecs étaient contre la décision d'inviter Zelenski à s'adresser au Parlement grec. Mais quand les Grecs ont vu un « militant Azov » néonazi, une figure de gangster parler à leur parlement, l'indignation a explosé dans les médias sociaux.

Tous les partis d'opposition ont condamné cette comparution et accusé le gouvernement. Même l'ex-Premier ministre du parti au pouvoir, Nouvelle Démocratie, Antonis Samaras, a parlé d'une « grave erreur ».

Si le but de Zelenski (et de ses conseillers américains, qui organisent très probablement ses « apparitions ») était d'attirer une certaine sympathie pour son pays et pour lui-même, ou de légitimer l'infâme bataillon Azov, il a obtenu exactement le contraire. Sa présence a immédiatement résonné à Chypre, où le plus grand parti d'opposition, l'AKEL de gauche, a décidé de s'abstenir du discours au parlement chypriote qu'il a prononcé après son discours grec.

Certains observateurs bien informés estiment que Geoffrey Pyatt, ex-ambassadeur des États-Unis à Kiev (lors du coup d'État de 2014) et maintenant à Athènes, une personne très fanatique, a probablement joué un rôle avec ses conseils sur le fiasco du discours de Zelenski, mais il n'y a aucun moyen de prouver ou de réfuter une telle allégation.

Au contraire, il est possible que le 7 avril restera dans l'histoire comme le début d'une nouvelle crise profonde en Grèce. Il est tout à fait évident que l'élite politique actuelle du pays est en contradiction directe avec les souhaits du peuple dans tous les problèmes importants et critiques, y compris la situation économique et sociale désastreuse qui se détériorera davantage à la suite des sanctions appliquées contre la Russie.

source : Histoire et Société

A lire aussi en anglais :

- Greek government mired in controversy after Azov Battalion fighter speaks to parliament - infobrics.org 8 avril 2022

Le nazisme est un produit du capitalisme et de son idéologie.

Racines nazies de la famille royale britannique ? - reseauinternational.net 9 avril 2022

LVOG - Vous noterez, que du beau monde, le fascisme il ne naît pas en bas ou parmi la classe ouvrière ou les masses, mais bien en haut, parmi les capitalistes, les banquiers, l'oligarchie financière qu'il faut exterminer de la planète.

par Matt Ehret.

Au milieu de la tempête de désinformation orwellienne qui façonne notre monde actuel, le haut est devenu le bas, le blanc est devenu le noir et le bien est devenu le mal [plus que jamais sans doute – NdT].

Bien que les maux du nazisme aient été vaincus principalement grâce aux sacrifices consentis par les Russes pendant la Seconde Guerre mondiale, il est de plus en plus courant d'affirmer que le véritable méchant de la grande guerre était Staline. Et en dépit du fait que les nazis refusant d'accepter le changement social et économique ont été absorbés par la machine de renseignement dirigée par les Five Eyes pendant la guerre froide – lesquels ont donné naissance à des nazis de deuxième et troisième générations présents en Ukraine aujourd'hui – on nous répète que l'Ukraine est un temple de la liberté et un phare de la démocratie sur le territoire duquel nous devrions risquer d'allumer le feu nucléaire mondial pour le défendre.

Lorsque des vérités gênantes sont capables de percer l'illusion enivrée de Novlangue orwellienne qui a contaminé les grandes lignes de la pensée actuelle, elles constituent une véritable bouffée d'air frais. L'une de ces vérités concerne la reconnaissance par les médias

mainstream de l'authenticité du contenu scandaleux et funeste de l'ordinateur portable de Hunter Biden. Ces révélations ont forcé les États-uniens à prendre conscience que leur actuel président a, sous le règne d'Obama, directement bénéficié des systèmes de pots-de-vin et de corruption qu'il supervisait alors qu'il était vice-roi d'une Ukraine infestée de nazis.

Le roi nazi de Channel 4 est nu

Une autre révélation explosive – laquelle a provoqué une onde de choc dans les grandes lignes de la pensée occidentale ces derniers jours – a été présentée dans un documentaire diffusé sur la chaîne britannique Channel 4, intitulé « Edward VIII : Britain's Traitor King » [Le roi traître de Grande-Bretagne – NdT].

Ce film, basé sur un livre de l'historien Andrew Lownie qui va bientôt sortir, utilise des rapports récemment déclassifiés issus des archives royales pour raconter l'histoire du roi britannique nazi Édouard VIII, qui non seulement souhaitait la victoire des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, mais a activement travaillé à la réalisation de cet objectif depuis le moment où il a été contraint d'abdiquer le trône en 1936 (prétendument pour épouser une divorcée américaine, Wallis Simpson) jusqu'aux jours les plus sombres de la guerre elle-même.

Comme le prouve ce documentaire, apprendre à sa jeune nièce Elizabeth II comment faire un sieg heil correct ne fut pas sa seule courbette envers le nazisme.

Alors qu'il était en exil au Portugal, où le couple royal s'est lié avec l'élite allemande, le documentaire cite des câbles diplomatiques envoyés par Édouard à des responsables allemands, exigeant que les nazis bombardent sans relâche l'Angleterre pour la soumettre en 1940, encourageant la mort de millions de civils innocents. Le film cite également un discours peu connu dans lequel Édouard a appelé à la capitulation de la Grande-Bretagne devant les nazis en 1939, discours que la BBC a refusé de diffuser. Même après avoir été envoyé aux Bahamas par des fonctionnaires impériaux qui avaient décidé qu'il était plus opportun d'abattre leur monstre Frankenstein que de poursuivre leurs plans antérieurs pour un Nouvel Ordre mondial fasciste, le futur roi nazi avait envoyé un câble aux fonctionnaires d'Hitler indiquant qu'il était prêt à revenir en Europe si nécessaire et à reprendre sa place légitime sur le trône en tant que roi aryen.

Au-delà du film – Les racines nazies des Windsor

Outre le cas d'Édouard VIII, il existe de nombreux autres liens pour le moins embarrassants entre les nazis et la maison de Windsor (anciennement Saxe-Cobourg-Gotha) que le film ne mentionne pas, dont certains impliquent directement le défunt prince consort Philip Mountbatten (alias le [décédé – NdT] duc d'Édimbourg).

Trois des quatre sœurs du duc d'Édimbourg ont été mariées à des princes nazis, et le mari de l'une d'entre elles (Sophie) est devenu un officier Waffen SS ayant le rang d'Oberführer (chef supérieur).

Ce dernier, le prince Christophe de Hesse-Cassel, était le chef du Forschungsamt (Direction de la recherche scientifique), une opération spéciale de renseignement dirigée par Hermann Göring, et il était également Standartenführer (colonel) de la SS dans l'équipe personnelle de Heinrich Himmler. Les quatre beaux-frères de Philip, avec lesquels il vivait, sont tous devenus des fonctionnaires de haut rang du parti nazi.

Philip a lui-même perpétué la tradition familiale, ayant d'abord été éduqué dans les années 30 dans le cadre d'un programme nazi centré sur l'eugénisme, avant de fonder en 1961 le World Wildlife Fund (WWF) avec un autre ancien membre du parti nazi, le prince Bernhard des Pays-Bas, eugéniste de toujours et fondateur du groupe Bilderberg. Philip et Bernhard ont été rejoints par Sir Julian Huxley (alors président de l'Eugenics Society of Britain) en tant que cofondateur du WWF. Dans une interview accordée en août 1988 à la Deutsche Press Agentur, le prince Philip a proclamé son désir de revenir dans une prochaine vie sous la forme d'un virus mortel pour aider à « résoudre la surpopulation ».

Note du traducteur : En 1907, l'Eugenics Educational Society (qui deviendra après 1926 l'Eugenics Society) est fondée en Grande-Bretagne à l'initiative de Francis Galton (1822-1911) et de la réformatrice sociale Sybil Gotto. Source

Le pendant de l'Eugenics Society of Britain se situe de l'autre côté de l'Atlantique : l'American Eugenics Society et l'American Society of Human Eugenics, financées par les familles Rockefeller, Carnegie et Harriman, ainsi que par l'Institut Rockefeller pour la Recherche médicale. Bill Gates, Elon Musk, Rockefeller… Les soi-disant « vaccins » à ARNm, l'eugénisme, la dépopulation et la montée en puissance du transhumanisme

Quant à Francis Galton, l'homme qui voulait améliorer l'espèce humaine et le fondateur de l'eugénisme, il était le cousin de Charles Darwin – dont les théories ont elles aussi largement alimenté le délire eugéniste – et, entre autres, connu pour avoir mis en place de façon systématique la méthode d'identification des individus au moyen de leurs empreintes digitales. Il a également développé des techniques considérées comme l'ancêtre du morphing.

Francis Galton est aussi le père de la formule « nature vs culture », encore au cœur des débats contemporains ; il la devait sans doute à La Tempête, pièce de théâtre de Shakespeare, dans laquelle Prospero se désole que son esclave Caliban soit « Un démon, un diable-né, car à sa nature, la culture ne saurait adhérer ».

En ce qui concerne ce virulent concept de réduction de la population, il convient de revenir sur l'œuvre et les paroles de celui qui fut un éminent vice-président du WWF de 1978 à 1981, Maurice Strong, et qui travaillait directement sous les ordres du prince Philip (alors président par intérim du WWF). Selon Justin Trudeau, Strong avait cofondé le Forum économique mondial aux côtés de Klaus Schwab en 1971, présidé la Conférence des Nations unies sur la population de 1972 et sa suite à Rio de Janeiro en 1992, tout en jonglant avec un large éventail de casquettes : président de la Banque mondiale, auteur de la Charte de la Terre, fondateur de l'Agence des Nations unies pour la protection de l'environnement et architecte de l'Agenda 21 (récemment rebaptisé Agenda 2030).

Note du traducteur : À propos de Maurice Strong et de l'Agenda 2030, voir les deux articles suivants : Attachez vos ceintures ! Mesdames, Messieurs maintenant le « Grand Reset » de l'économie mondiale de Davos. Que se passe-t-il après la pandémie de la Covid-19 ? :

[Maurice Strong était] un pétrolier canadien milliardaire et ami proche de David Rockefeller, c'est l'homme qui a joué un rôle central dans les années 1970 pour l'idée que les émissions de CO2 dues à l'homme rendaient le monde non durable. Strong a créé le Programme des Nations unies pour l'environnement et, en 1988, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour étudier exclusivement le CO2 d'origine humaine.

Dans un entretien accordé en mai 1990 au magazine WEST, Strong évoque une réunion à Davos et s'interroge :

« Et si un petit groupe de dirigeants mondiaux arrivait à la conclusion que le principal risque pour la Terre provient des actions des pays riches ? Et si le monde devait survivre, ces pays riches devraient signer un accord réduisant leur impact sur l'environnement. Le feraient-ils ? La conclusion du groupe est « non ». Les pays riches ne le feraient pas. Ils ne changeraient pas. Alors, pour sauver la planète, le groupe décide : Le seul espoir pour la planète n'est-il pas que les civilisations industrialisées s'effondrent ? N'est-il pas de notre responsabilité d'y parvenir ? »

Le prince Philip a fait preuve d'une froideur misanthrope similaire en contemplant le zoo humain :

« Vous ne pouvez pas garder un troupeau de moutons plus important que la quantité que vous êtes capable de nourrir. En d'autres termes, la conservation peut impliquer un abattage afin de maintenir un équilibre entre les nombres relatifs de chaque espèce dans un habitat particulier. Je me rends compte que c'est un sujet très délicat, mais il n'en reste pas moins que l'humanité fait partie du monde vivant. Chaque nouvelle superficie mise en culture signifie qu'une autre superficie est refusée aux espèces sauvages. »

Le cas troublant du Prince Charles

Bien que Philip soit décédé en 2021, son fils et héritier du trône a pris la mission de son père de réduire la population mondiale à cœur, en dirigeant diverses organisations de protection de l'environnement et en tant que parrain de la défunte Liverpool Care Pathway, dont il a été révélé qu'elle a euthanasié plus de 60 000 citoyens britanniques par an, sans leur consentement, entre 2001 et 2013.

Au cours de ses 18 années de règne, la Liverpool Care Pathway a fait pression sur des centaines de prestataires de soins de santé pour qu'ils inscrivent des millions de patients malades et âgés – et coûteux – sur des listes de « fin de vie » sans leur consentement, avec pour conséquence une déshydratation forcée et des perfusions de morphine pour accélérer la mort, alors que des traitements vitaux étaient encore disponibles.

En juin 2020, le prince Charles a cofondé avec son collègue Klaus Schwab l'Initiative Great Reset du Forum économique mondial afin de profiter de la « double crise existentielle » du changement climatique et d'une pandémie [orchestrée – NdT] pour remodeler radicalement les comportements et les systèmes économiques mondiaux. Au-delà des belles paroles utilisées par les milliardaires de Davos pour rallier l'humanité au sauvetage de la planète, le fait est que ces réformes « vertes », « Build Back Better » [reconstruire en mieux – NdT], qui adhèrent à l'énergie durable, à la réduction des émissions de carbone et aux réformes de l'alimentation, comme en témoigne l'agenda européen « Farm to Fork » [de la ferme à la fourchette – NdT], entraîneraient une échelle de mort dont même un Hitler pourrait rougir.

Note du traducteur : Voir les articles suivants :

Voulez-vous sauver la planète ? Mangez donc des insectes et mourez. La Commission européenne prépare la chute finale … Notre chute finale

Une hausse des prix de la viande est à prévoir… avant sa complète disparition ? Bienvenue dans l'Ère du Covid et de l'écologie totalitaire qui se prétend « vertueuse »

Le pedigree nazi de la famille royale et de ses fidèles dirigeants soulève la question suivante : Pourquoi leur poursuite de la doctrine eugénique nazie sous la forme des mouvements d'euthanasie et de croissance zéro n'a-t-elle pas été plus largement portée à la connaissance du public ? Dans quel type de monde vivons-nous, pour que des faits aussi ahurissants ne soient pas de notoriété publique ?

Le système du Conseil privé

J'espère qu'il devient de plus en plus clair que l'empire britannique et ses aspirations au contrôle de la population n'ont jamais pris fin avec l'annulation du projet Hitler en 1945.

J'espère qu'il devient également clair que cet empire n'a jamais été la nation de Grande-Bretagne, son Parlement ou son peuple.

Le véritable Empire a toujours été une oligarchie financière utilisée par un vaste réseau de structures de pouvoir pour promouvoir les intérêts de l'aristocratie européenne. L'épicentre actuel du pouvoir est constitué par les monarchies anglo-néerlandaises (autrement appelées les Founts of All Honours). C'est ce pouvoir qui contrôle le groupe Bilderberg, son appendice junior le Forum économique mondial, et qui dirige la politique américaine par l'intermédiaire du Council on Foreign Relations basé à New York (la version américaine de Chatham House), surnommé par Hillary Clinton « le vaisseau-mère ».

Note du traducteur : Un « Fount of Honour » désigne le chef d'État d'une nation qui, en vertu de sa position officielle, a le droit exclusif de conférer des titres légitimes de noblesse et des ordres de chevalerie à d'autres personnes.

Chatham House est un autre nom pour le Royal Institute for International Affairs (RIIA) créé en 1919 par les principaux Milnerites du

mouvement de la Table ronde qui ont créé le Council on Foreign Relations (CFR) afin de promouvoir l'eugénisme et un gouvernement mondial sous l'égide de la Société des Nations. La branche américaine a reçu son nom pour éviter toute allusion à la terminologie britannique en raison de la méfiance des Américains à l'égard des intrigues britanniques. Les branches canadienne et australienne ont été créées en 1928 et dirigées depuis lors le plus souvent par des agents formés à Oxford. Dans le cas des États-Unis, l'actuel président du CFR, Richard Haass, a obtenu une bourse Rhodes à Oxford en 1978.

Note du traducteur : Ce mouvement est aussi connu sous le nom de Rhodes-Milner Round Table Groups. Parmi les premiers membres se trouvent Lord Balfour, Cecil Rhodes et Lord Nathan Mayer Rothschild. La Table ronde sera financée par la Banque Lazard, la J.P. Morgan & Co. ainsi que par la famille Astor. C'est aujourd'hui un think tank toujours actif. Selon Wikipédia, l'influence de ce groupe aurait et serait très exagéré. Ben voyons…

C'est à Lord Lothian, membre éminent de Chatham House, qu'Hitler a exposé en 1937 son concept de nouvel ordre mondial anglo-allemand en déclarant :

« L'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Amérique et la Scandinavie… devraient parvenir à un accord par lequel elles empêcheraient leurs ressortissants d'aider à l'industrialisation de pays comme la Chine et l'Inde. Il est suicidaire de promouvoir l'établissement d'industries manufacturières dans les pays agricoles d'Asie »1.

N'importe quel technocrate prônant un projet de « Reconstruire en mieux pour le monde entier » ou un « New Deal vert mondial » pourrait être l'auteur de cette déclaration.

Aujourd'hui, l'Institut canadien des affaires internationales a été rebaptisé Conseil international du Canada (CIC). Le CIC est présidé par Ben Rowswell, spécialiste du changement de régime formé à Oxford, qui a travaillé en étroite collaboration avec la conseillère privée Chrystia Freeland pour tenter de renverser le gouvernement de Maduro en faveur de Juan Guaido, un pantin du Forum économique mondial, une tentative qui se poursuit encore aujourd'hui.

Un pilier essentiel du contrôle des colonies sous influence anglo-néerlandaise reste le système du Conseil privé, qui est centré sur la Grande-Bretagne, mais qui possède des branches secondaires dans certains pays du Commonwealth. C'est sous l'influence de ce Conseil privé que les agents de niveau inférieur sont institués sous la forme de sous-ministres, de Conseil du Trésor, de comités restreints et d'autres fonctionnaires nommés dans la fonction publique. D'autres acteurs clés des secteurs public et privé gèrent les intérêts de la Couronne. Tous les membres du cabinet du gouvernement sont nommés conseillers privés et tous les conseillers privés prêtent un serment de secret et d'allégeance à la Reine, y compris le serment de garder secret ce qui est discuté lors des réunions du Conseil privé2.

Note du traducteur : Voir à ce sujet l'excellent article La psychopathie mondialisée et le Partenariat public-privé mondial et ses mécanismes de gouvernance multipartite

Au temps pour les parangons de « l'ordre libre et démocratique fondé sur des règles » !

Comme le documentaire de Channel 4 sur le roi nazi devrait nous le rappeler, certains placards royaux ne peuvent plus contenir le grand nombre de squelettes que certaines forces puissantes ont souhaité mettre à l'abri des regards. L'incapacité de la civilisation occidentale à rejeter la Novlangue orwellienne et autres inversions de la vérité a donné lieu à une tension existentielle qui sera résolue d'une manière ou d'une autre. Quant à savoir si cela signifie que l'héritage anti-humain d'Hitler, du Prince Philip, d'Edward VIII et d'autres nazis royaux passés et présents poussera l'humanité vers un nouvel Âge sombre ou si cela nous fera sortir de notre torpeur et chercher un nouveau destin plus digne, rien n'est certain. reseauinternational.net 9 avril 2022

Haut de page

Le 11 avril 2022

Le candidat de l'oligarchie financière ou des banquiers remporte le premier tour de l'élection présidentielle en France grâce aux voix des CSP+, des riches retraités, il a été rejeté par l'immense majorité des ouvriers et des employés qui constituent la majorité de la population, seulement 20% des voix se sont portés sur Macron compte tenu de l'abstention, des votes blancs et nuls, il est minoritaire et illégitime.

- Cette causerie au format pdf (9 pages)

A droite toute... mais...

C'était prévisible, tous les candidats ont soutenu sans exception le New Green Deal, la muselière, la vaccination et le régime ukrainien néonazi.

C'est seulement en découvrant le pourcentage obtenu par chaque candidat et en comptant combien d'électeurs s'étaient portés sur des candidats de droite ou d'extrême droite, que j'ai réalisé que j'avais commis une nouvelle erreur politique en appelant à voter Mélenchon, parce que plus de 72% des Français sont actuellement de droite ou d'extrême droite, donc dans tous les cas de figure Mélenchon n'avait absolument aucune chance d'être élu à l'issue de ce scrutin. Pour arriver à 72% j'ai additionné les pourcentages obtenus par tous les candidats de droite et d'extrême droite, plus celui du PS et la moitié de celui d'EELV, (27,6 Macron + 23,41 Le Pen + 7,05 Zemmour + 4,79 Pécresse + 2,07 Dupont-Aignan + 1,74 Hidalgo + 4,58/2 Jadot + 3,16 Lassale = 72,07%)

Pourquoi personne ne me l'a-t-il pas fait remarquer avant ?

J'aurais pu m'en apercevoir moi-même, certes, sauf que je ne l'ai pas vu, je n'ai pas remis les pieds en France depuis tout juste 20 ans, et je

ne me suis pas fier aux sondages, de plus, les arguments avancés par ceux qui refusaient de voter pour Mélenchon ne m'avaient pas franchement aidé ou convaincu, puisqu'en gros ils lui reprochaient de ne pas être Lénine ou socialiste, ce qui était hors sujet puisque le seul objectif devait être de virer Macron, et non de porter au pouvoir un bolchevik ! On a tellement l'habitude de brocarder les sondages, que je n'en ai pas tenu compte, alors que pour moi ils étaient pour ainsi la seule boussole pour m'aider à m'orienter ou à saisir l'état d'esprit de la majorité de la population.

Et puis tout avait été fait pour que le scénario de 2017 se reproduise avec en toile de fond une abstention massive, 25,14% + 1,64% de votes blancs ou nuls, ce qui signifie quand même que plus d'un quart des électeurs ont rejeté l'ensemble des candidats qui se présentaient, parmi eux beaucoup de travailleurs et jeunes.

J'aurais mieux fait de m'en tenir à ma position initiale appelant au boycott de cette élection, dont finalement le résultat était déjà écrit.

Quelqu'un m'avait écrit que pour chasser Macron vaudrait mieux voter Le Pen, comme si Mélenchon n'avait aucune chance. Je n'ai pas percuté sur le moment, parce qu'évidemment il était impensable que je vote ou appelle à voter Le Pen, ensuite aucun argument venait justifier ce choix pour autant qu'on puisse appeler cela un choix. Dans d'autres circonstances, appeler à voter Mélenchon aurait pu se justifier. On notera que Le Pen figure au second tour grâce aux parasites du PCF, du NPA et de LO. Au passage, on comprend mieux pourquoi le NPA et LO avaient obtenu les précieuses 500 signatures d'élus pour pouvoir présenter leur candidat.

La majorité des ouvriers, des employés et des cadres qui ont voté, ont préféré Le Pen à Mélenchon nous dit-on, les cadres privilégiant Macron, leur idéal, ainsi que les retraités ayant une existence de rentier, leur idéal aussi il faut croire ! En réalité, dans les grandes villes ou agglomérations populaires, l'immense majorité des ouvriers a voté Mélenchon, en revanche c'est dans les campagnes que les ouvriers ont voté massivement Le Pen ou Macron. Tapez au hasard les premières lettres d'une ville avec le lien figurant plus loin, en dehors des villes connues vous avez toutes les chances de tomber sur de petites communes rurales, renouveler l'opération une vingtaine de fois comme je l'ai fait et voyez ce que vous constatez, Le Pen entre 25 et 55%, Mélenchon entre 16 et 6,5%.

La majorité des générations de 18 à 34 ans ont voté majoritairement Mélenchon, ils représentent l'avenir, en revanche les plus de 65 ans sont des réactionnaires, ils ont voté massivement Macron ou Le Pen, ils représentent le passé, le vieux monde dont il faut se débarrasser, je rappelle que j'ai 66 ans.

Une bonne nouvelle toutefois. 80% des électeurs n'ont pas voté pour Macron.

Il faut noter que dans de nombreuses grandes villes (Amiens, Tourcoing, Lille, Le Havre, Strasbourg, Rennes, Nantes, Marseille, Grenoble, Clermont-Ferrand, Montpellier, par exemple) Mélenchon a devancé Macron avec des scores très élevés, entre 30 et 60%, 56,16%, 53,10% et 50,59% en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane, dans d'autres grandes villes il est arrivé second derrière Macron avec encore des scores très élevés, 31,06% à Lyon par exemple, à croire que parmi les ouvriers qui auraient voté Macron ou Le Pen, ce sont surtout ceux des zones rurales. Il se pourrait que le véritable deuxième tour n'ait pas lieu dans deux semaines, mais lors des élections législatives ou Macron et LREM seront en grande difficulté... ou dans la rue.

Maintenant il y en a qui croient que la question sociale qui va devenir brûlante dans les mois à venir pourrait contribuer à modifier la situation politique ou inverser le rapport de force entre les classes. Certes, c'est ce qu'on entend dire depuis des lustres et vous voyez où nous en sommes rendus, force est de constater que ce n'est pas suffisant dès lors que l'idéologie de nos ennemis est majoritaire ou profondément ancrée dans le cerveau des masses. Il faudrait un effondrement économique qui frappe violemment toutes les couches de la société pour que le mouvement ouvrier parvienne à se débarrasser de la pourriture qui l'a pris en otage ou le dirige, de manière à ce qu'il puisse renouer avec sa tradition révolutionnaire et socialiste et se donne une nouvelle direction, sinon il n'y a rien à espérer de bon dans l'avenir, sauf à se faire de graves illusions. A l'heure actuelle, il n'existe aucun parti digne de représenter cette nouvelle direction ou ce nouveau parti ouvrier, tous ont trahi le socialisme.

C'était la moindre des choses !

En famille. Macron a remercié «Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Valérie Pécresse et Fabien Roussel, qui m'ont dès ce soir apporté leurs soutiens ». AFP 10 avril 2022

Macron le président des banquiers, des riches, des nantis, des rentiers, des boursicoteurs, des profiteurs.

Élection présidentielle 2022: en banlieue parisienne, Mélenchon largement en tête au premier tour - BFMTV 11 avril 2022

La banlieue parisienne est-elle de nouveau rouge? Si Jean-Luc Mélenchon n'a pas réussi à se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle 2022, il réalise des scores très importants dans plusieurs villes de la région parisienne, bastions historiques de gauche. Une progression par rapport à 2017

Ainsi, le candidat de l'Union populaire obtient 61,13% à Saint-Denis, soit 17 points de plus qu'en 2017. À Montreuil, Jean-Luc Mélenchon obtient 55,35%, loin devant ses concurrents à gauche, Fabien Roussel (PCF) ne recueillant que 3,04% des suffrages.

Du côté de Bobigny, le candidat insoumis progresse aussi de 17 points en cinq ans et se place en tête avec 60% des voix. À L'Île-Saint-Denis, il recueille 62%. Son score est aussi très important à Stains (60,2%).

Dans toute la Seine-Saint-Denis, Jean-Luc Mélenchon obtient 266.628 voix, soit 49,09% des suffrages exprimés. Une progression importante par rapport à 2017, où il était en tête avec 34,02% des voix.

Dans le Val-de-Marne, Jean-Luc Mélenchon est aussi en tête avec 32,67%, et monte jusqu'à 44% dans des villes comme Gentilly, Orly (47,49%) ou encore Le Kremlin-Bicêtre (40%). À Argenteuil, troisième ville la plus peuplée d'Île-de-France, le candidat insoumis arrive en tête avec 49,89%. BFMTV 11 avril 2022

Twitter

- A Grigny, dans le bureau de vote rue du Labyrinthe, au cœur de la Grande Borne, Mélenchon a fait 59% des voix.

- Même tarif à Clichy, Bagnolet, Epinay-sur-Seine, La Courneuve, Le Blanc-Mesnil, Pantin, Saint-Denis, Saint-Ouen, Villepinte, Villetaneuse (65,42% des voix), Grigny, entre 55% et 65% des voix pour Mélenchon. Et ça dépasse les 40% dans les villes populaires du 94.

- Dans certaines communes populaires, Jean-Luc Mélenchon réalise des scores hallucinants : Bobigny (60%), Creil (56%), Roubaix (52%), Dreux (45%), Grigny (56%).

- Si les 65 ans + n'avaient pas participé à l'élection, on aurait un second tour Le Pen vs Mélenchon

- Les résultats ville par ville.

Totalitarisme. La France a déjà un régime fascisant, la preuve.

Salaires bloqués, virements impossibles, prêts refusés : des ressortissants russes dénoncent le zèle de certaines banques françaises - francetvinfo.fr 7 avril 2022

De nombreux Russes installés en France témoignent de leurs relations difficiles avec leur banque depuis l'adoption des sanctions contre la Russie par l'Union européenne. S'ils dénoncent des méthodes discriminatoires, la Société Générale et BNP Paribas invoquent de leur côté des obligations règlementaires.

Ils s'appellent Anna, Arsène, Maria ou Victoria. Ils sont ressortissants russes, clients de la Société Générale et de BNP Paribas, deux des "Trois vieilles", les piliers de l'industrie bancaire française. Ils ne sont ni oligarques, ni proches du pouvoir russe et ils ont choisi la France, parfois depuis de nombreuses années, pour y travailler ou y étudier. La guerre en Ukraine est ensuite passée par là : il y a deux semaines, vers la fin du mois de mars, leur quotidien est devenu particulièrement compliqué.

Anna a 33 ans et habite Puteaux (Hauts-de-Seine), elle est consultante de haut niveau dans l'industrie numérique. De nationalité russe et résidente française depuis dix ans, elle est cliente de la Société Générale depuis la même période. Ni appel, ni mail : toutes ses rentrées d'argent sont bloquées

Fin mars 2022, Anna a constaté des dysfonctionnements sur son compte en banque. Sans préavis, ni mail, ni appel : la plupart des opérations courantes qu'elle réalise habituellement lui sont devenues inaccessibles. "Mon quotidien est un peu précaire en ce moment : je peux dépenser ce qui était sur mon compte en utilisant ma carte bancaire qui, elle, fonctionne encore, mais toutes les opérations créditrices, comme mon salaire, ou les remboursements de ma mutuelle ou ceux de l'Assurance maladie sont bloquées", déplore-t-elle à franceinfo.

Son conseiller évoque d'abord un "embargo", puis les sanctions économiques décidées à l'égard de la Russie dans le cadre de la guerre en Ukraine, puis un nouvel impératif de contrôle pour les clients russes. Et de préciser qu'il devait désormais valider, une par une, manuellement, chacune des opérations réalisées sur son compte. "Je n'aurais jamais pu imaginer pouvoir vivre cela en France", soupire Anna, écœurée.

Anna n'est pas la seule à témoigner de ces nouveaux déboires : une pétition sur le site change.org recueillait mercredi 6 avril plus de 2 600 signatures. Sur Telegram, une "boucle" (un groupe qui réunit des utilisateurs qui échangent entre eux sur un canal privé) agrège, ce même jour, les témoignages de plus d'un millier de leurs compatriotes en délicatesse avec leur établissement financier. Parmi eux se trouve Victoria, 25 ans. Elle réside en France depuis quatre ans et travaille pour une startup française. Elle aussi est cliente de la Société Générale.

"Il y a deux semaines à peu près, à la fin du mois de mars, mon salaire est bien arrivé sur mon compte bancaire, se souvient-elle. Le samedi, j'ai reçu un appel de ma conseillère de banque, qui me demandait d'apporter les preuves de l'origine de mes revenus. Je lui envoie alors tous les documents demandés, comme des fiches de paie", détaille Victoria.

"Mon Livret A a été bloqué"

Un peu plus tard, en consultant son compte bancaire, elle découvre avec stupéfaction que son salaire viré habituellement par son employeur a disparu. "Là, j'ai commencé à paniquer et j'ai envoyé mon titre de séjour. Mon salaire est finalement revenu sur mon compte le lundi d'après, mais mon Livret A, lui, avait été bloqué entretemps : je ne pouvais plus ni recevoir ni envoyer de l'argent entre les deux comptes."

Elle poursuit : "Je me suis rendue à ma banque physiquement. Là, la personne chargée d'accueillir les clients me dit que c'est bizarre ce qui m'arrive et s'en va demander à un conseiller dans un bureau. Lorsqu'elle revient, dix minutes plus tard, elle me dit que c'est à cause de la situation géopolitique que mon Livret A était bloqué."

Les témoignages abondent et se ressemblent. Maria, née à Moscou, elle aussi de nationalité russe, a posé ses valises en France il y a quatre ans pour y faire ses études. Francophile, elle a choisi d'y rester et après son diplôme, elle est devenue auto-entrepreneuse. Il y a dix jours, elle n'a pas pu déposer d'espèces sur son compte.

"Cela a commencé le 24 mars, indique-t-elle. Parfois, lorsque mes clients me paient en espèces, je dois déposer du liquide à ma banque. Ce jour-là, je devais déposer 100 euros et ils ont été normalement crédités. Le vendredi matin, je reçois une notification de débit par la Société Générale : c'était incompréhensible, puisque je n'avais rien dépensé !" Elle pense dans un premier temps à une erreur technique. Un "bug". Elle se précipite au guichet de sa banque. "L'agent d'accueil a trouvé cela bizarre, rapporte Maria, et s'est tournée vers la conseillère d'agence, en lui disant 'Il y a une dame russe qui est venue, qui a des problèmes avec son argent.'"

Trente euros en poche et le loyer à payer

"J'ai trouvé cela très bizarre qu'on m'identifie, dans un pays comme la France, à ma nationalité, s'agace-t-elle, encolérée. On a scanné mes documents et on les a envoyés à ma conseillère. En répétant de nombreuses fois que mes comptes étaient bloqués parce que j'étais ressortissante russe, et que les conseillers bancaires devaient valider une à une chacune de leur opération. Le directeur de la banque, lui, a été beaucoup plus poli : il a essayé avec moi de régler le problème, en vain. Le week-end, j'avais à peine 30 euros en poche et mon loyer à payer..."

Arsène, ressortissant russe lui aussi et Parisien depuis une décennie, s'est même vu refuser l'étude de sa demande de crédit immobilier par l'agence BNP Paribas qui accueille pourtant ses salaires, confortables, depuis de nombreuses années.

"Jusqu'à récemment, ma banque était disposée à m'accorder un prêt pour que j'achète mon logement, indique le trentenaire. Puis, il y a deux semaines, lorsque j'ai été mis en relation avec le service des prêts, on m'a fait savoir que, compte tenu du contexte, ces demandes de financement passaient désormais par une pré-validation. Je n'ai même pas eu le temps de leur envoyer toutes les pièces demandées habituellement et dont je disposais, comme le compromis de vente, mes avis d'imposition, mes bulletins de paie, etc." Arsène a en effet reçu le message suivant, que franceinfo a pu consulter (image ci-dessus) : "Je suis au regret de vous informer que, compte tenu de la situation actuelle en Ukraine et en Russie, et suite aux dernières mesures prises par BNP Paribas, nous n'avons pas convenance à vous accompagner dans votre projet d'acquisition."

Les banques invoquent leurs obligations règlementaires

Contactée par franceinfo, la Société Générale invoque le "durcissement de la réglementation" et les "sanctions internationales" : "Société Générale respecte de façon rigoureuse les réglementations en vigueur et met en œuvre avec diligence les mesures nécessaires afin d'appliquer strictement, dès leur publication, les sanctions internationales, indique un communiqué transmis par la banque. La situation internationale a conduit au durcissement de la réglementation que toute notre profession est tenue d'appliquer. Nous sommes conscients que l'application de ces mesures et des vérifications complémentaires peuvent être contraignantes pour nos clients. C'est pourquoi nous essayons, dans le strict respect de la loi, de les réaliser avec célérité. Nous invitons nos clients qui pourraient être concernés à se rapprocher de leur conseiller."

BNP Paribas répond de son côté qu'elle "continue d'accompagner comme il se doit les ressortissants russes en France, pour l'ouverture d'un compte comme dans la gestion des besoins de banque au quotidien", et qu'elle a, à ce titre, "normalement ouvert des comptes, dans toutes nos régions, depuis le début du conflit". "Nous continuons par ailleurs d'exercer notre devoir de surveillance constante, en veillant au respect des obligations réglementaires qui s'imposent à l'ensemble des établissements bancaires", conclut le communiqué.

Un excès de zèle ?

"Les banques font preuve d'un zèle qui n'est absolument pas demandé par les textes européens", tempête Me Alexandre Meyniel. Avocat au barreau de Paris et de New-York, spécialisé dans l'arbitrage et le contentieux des affaires, il a été contacté avec son associée du cabinet Cartier Meyniel Schneller, Me Marie-Laure Cartier, par des ressortissants russes pour les assister dans leurs démarches et les représenter dans le cadre d'un contentieux.

"Vous avez le droit d'avoir des motifs pour refuser l'ouverture d'un compte ou contrôler des opérations bancaires, par exemple, mais vos motifs doivent être raisonnables. Là, on est au début du mois d'avril et certains n'ont pas reçu leur salaire du mois de mars. C'est à dire que ce sont des gens qui ne peuvent pas payer leurs factures d'électricité", précise-t-il.

Mardi 29 mars, Maria a finalement pris rendez-vous dans une agence HSBC pour ouvrir un autre compte en banque. Elle y a rempli un questionnaire, et on y a scanné son passeport, son titre de séjour. Dix jours plus tard, jeudi 7 avril, personne ne l'avait encore rappelée. francetvinfo.fr 7 avril 2022

Totalitarisme. Ce qui vous attend demain.

Chine : Shanghaï toujours à l'arrêt, la stratégie "zéro covid" renforcée face à Omicron - fr.euronews.com 10 avril 2022

Au total, quelque 23 villes, totalisant près de 200 millions d'habitants, sont actuellement en confinement total ou partiel. fr.euronews.com 10 avril 2022

Ce sont des voyous, des mafieux, des corrompus qui dirigent tous les pays en occident

Royaume-Uni: Le ministre des Finances sous une pluie de critiques pour ses arrangements fiscaux - 20minutes.fr 10 avril 2022

Le ministre britannique des Finances Rishi Sunak était il y a encore peu adoré des conservateurs. Mais depuis que ses arrangements fiscaux ont été révélés son aura a diminué. Parmi ceux-ci, les millions économisés en impôts par sa richissime femme et la « green card » américaine qu'il possédait jusqu'à l'année dernière.

Akshata Murty, la richissime épouse indienne du Rishi Sunak, bénéficie du statut de « non domiciliée » au Royaume-Uni, quand bien même elle vit à Londres, lui permettant de ne pas payer au fisc britannique d'impôts sur ses revenus étrangers.

Le gouvernement va lancer une enquête pour connaître l'origine de la fuite du statut fiscal de Akshata Murty, a révélé dimanche le journal britannique The Sunday Times, citant une source gouvernementale.

Son nom apparaît aussi dans des trusts aux Iles Vierges britanniques et aux Iles Caïmans, deux paradis fiscaux, selon le journal The Independent. AFP 10 avril 2022

LVOG - Tout ce que trouve à faire le gouvernement britannique, ce n'est pas de sanctionner l'auteur d'un acte délictueux commis parmi un des ministres, non, c'est découvrir et condamner l'auteur de cette révélation, ce qui signifie qu'il cautionne ce délit.

AUTRES INFOS

La nature du régime de Kiev.

- Bogdan Boutkevitch : dans un extrait de la chaîne de télévision ukrainienne hromadske.tv, financée par les ambassades du Royaume des Pays-Bas, des États-Unis d'Amérique à Kiev et par la George Soros International Renaissance Foundation.

Il donne une explication claire des intentions de Porochenko, vous devez tuer 1.5 millions de personnes dans le Donbass : « Vous me demandez pourquoi cela arrive. Cela arrive car le Donbass en général n'est pas simplement une région dans une grande condition de crise, il y a une foule de problèmes, le plus grand tous, c'est que il est sévèrement surpeuplé avec des gens inutiles. Croyez-moi, je sais ce que je dis. Si l'on prend par exemple, l'oblast de Donetsk, il y a environ quatre millions d'habitants. Au moins 1,3 millions d'entre eux sont superflus. Nous n'avons pas besoin de comprendre le Donbass, nous avons besoin de comprendre les intérêts nationaux ukrainiens. Le Donbass doit être exploité en tant que ressource. Mais la chose la plus importante à faire – qu'importe que cela semble cruel – est d'exterminer une certaine catégorie de gens. »

- Bogdan Boutkevitch: You need to kill 1.5 million people in Donbass - 2015

Un siècle de barbarie permanente pérpétré par les puissances impérialistes occidentales dans le monde.

- Non aux guerres de l'OTAN - reseauinternational.net 10 avril 2022

LVOG - Il n'y figure pas tout évidemment, mais ce document est très dense et bien articulé, avec quelques imprécisions et erreurs secondaires ou grossières, comme par exemple les rapports de l'oligarchie anglo-saxonne sioniste à l'Allemagne nazi, en réalité ils se sont servis d'Hitler pour justifier auprès du peuple américain le budget de la Défense et la guerre dans laquelle l'Amérique allait s'engager, et qui devait profiter au complexe militaro-industriel-financier, aux plus riches banquiers et industriels américains, tout en camouflant leur rôle majeur dans l'accession de Hitler au pouvoir et le financement du IIIe Reich, ça plus personne n'est censé l'ignorer.

Présenter Chaplin comme un suppôt du capitalisme est ridicule, il en a profité pour mieux l'attaquer par la suite, ce qui lui a valu de devoir s'exiler le restant de ses jours. Il lia amitié avec Einstein qui avait épousé la cause du socialisme, il défendra sans cesse la cause des pauvres et de la classe ouvrière se moquant au passage des bourgeois, cela lui vaudra d'être pourchassé par les maccarthistes, cela aussi personne ne peut l'ignorer.

Pérou, le peuple sacrifié.

Le Pérou ? Quand, dans un pays pauvre, on ajoute les sanctions contre la Russie aux mesures sanitaires les plus strictes - lemediaen442.fr 10 avril 2022

Pria Khairul, voyageuse, raconte sa vie sur TikTok. Elle est au Pérou et nous prévient : « C'est le pays que j'ai visité avec les mesures les plus sévères ! N'y va pas si tu n'es pas vacciné ! »

Les Péruviens doivent se soumettre à des règles draconiennes :

Pour circuler sur la voie publique, entrer dans des espaces clos ou utiliser les transports dans le pays, les plus de 18 ans doivent prouver une vaccination complète (2 doses + booster), porter un masque KN95 ou, à défaut, un masque chirurgical en trois volets et, en plus, un masque communautaire (tissu).

Les provinces à niveau d'alerte haute doivent respecter un couvre-feu, de 21 heures à 4 heures, et une interdiction de circuler en véhicules privés les dimanches.

Le personnel du corps médical, les forces de l'ordre, les membres de la Croix-Rouge, les pompiers et les membres des bureaux de vote électoral doivent être obligatoirement vaccinés depuis le 7 février 2021, avec Sinopharm.

Vaccination, mesures sévères et… mortalité record

Une étude menée au Pérou sur 400 000 personnes du secteur de la Santé, et donc constamment exposées au virus, démontre que le vaccin chinois est efficace à 50,4 % pour prévenir les infections et réduit de 94 %, le risque de décès. Un article scientifique accompagnant cette étude suggère l'administration d'une troisième dose. Selon des médias mainstream français, citant des études de l'Imperial College de Londres, des recherches montrent que le taux de survie au covid-19 avoisine les 99 %. Conclusion : avec vaccination, le risque est de 6 %. Sans vaccination le risque est de 1 %. On laisse ces chiffres bidons…

Le Pérou a le nombre de morts de coronavirus le plus élevé au monde : 211 661 décès depuis le début de la pandémie. La France, deux fois plus peuplée, n'a eu « officiellement » que 140 000 décès dus au Covid. Les Péruviens sont à 79,3 % vaccinés avec deux doses contre le Covid, 40,1 % ont reçu un rappel. Le nombre de morts est sans doute exact, mais qu'il soit dû au covid ne semble guère crédible.

Le covid cache la pauvreté

Une constatation qui fait penser que les chiffres du covid cachent ceux de la pauvreté : le covid tue essentiellement des gens âgés dans les pays occidentaux. Il frappe des adultes jeunes au Pérou, laissant 90 000 orphelins.

À considérer les nombreuses recommandations aux voyageurs occidentaux voulant se rendre au Pérou — vaccinations contre la fièvre jaune, la typhoïde… — le covid-19 n'explique pas à lui tout seul une mortalité si élevée. Alors, combien de Péruviens sont-ils vaccinés contre les maladies à fort taux de mortalité ? Quel habitant de bidonville a droit au vaccin contre la fièvre jaune (20 à 60 % de taux de mortalité, vendu 77 € en France), ou contre la typhoïde (10 % de létalité, 58 €) ? Ces vaccins, indispensables pour les touristes, sont trop chers pour les Péruviens. En effet, si le Pérou est la 6e économie de l'Amérique latine, il est à la 79e place du tableau de l'Indice de développement humain sur 189 pays.

La pollution des mines tue aussi. Paysans et mineurs savent que le président qu'ils ont élu (à la très faible majorité de 50,12 %) ne les défendra pas. Tout ce que le gouvernement prévoit, c'est d'acheter 55 millions de doses de vaccin avant la fin 2022, afin d'octroyer une quatrième dose aux soignants et aux personnes à risques. Ne font pas partie des personnes à risques la moitié des enfants de moins de 5 ans en zone rurale qui souffrent de dénutrition chronique, la moitié des communautés dans les régions andines qui n'ont pas d'accès à l'eau potable et à un assainissement des eaux usées, sans compter les habitants des bidonvilles entourant Lima et d'autres grandes villes.

Pour donner une idée du niveau de vie, en 2022 le salaire moyen au Pérou est de 352 €. Au Pérou, le prix du litre d'essence s'est élevé jusqu'à 1,33 € au 4 avril 2022. Avec une inflation de 1,48 % en mars — la pire en 26 ans —, avec la hausse des denrées alimentaires et des engrais déclenchée par les sanctions occidentales contre la Russie, rien d'étonnant à ce qu'il y ait des manifestations, des blocages routiers, des péages d'autoroutes incendiés et des pillages. L'état d'urgence « sanitaire » dure depuis le 16 mars 2020. Pedro Castillo a voulu utiliser la même méthode qui a fait ses preuves depuis 16 mois pour museler la révolte : confinement, couvre-feu. Il a dû reculer.

Les sanctions contre la Russie ont aggravé le chaos social

Depuis sa prise de pouvoir en juillet 2021, tout ce que le président Pedro Castillo a réussi à faire, c'est nommer 50 ministres en seulement huit mois. Son ministre de l'Agriculture a été impliqué dans deux homicides, son ministre de l'éducation a été accusé d'avoir plagié sa thèse de doctorat, son ministre de la Santé, qui colportait une eau aromatisée comme traitement anti-âge, a récemment été destitué, son Premier ministre, Aníbal Torres, a cité, le 7 avril 2022, Adolf Hitler comme un modèle de développement des infrastructures qui a fait de l'Allemagne une « puissance économique de premier plan dans le monde ». Les mesures sanitaires liberticides sont un moyen de museler les pauvres, soit un tiers de la population. Les sanctions contre la Russie ont frappé les couches sociales qui arrivaient à s'en sortir. La deuxième tentative de destitution du président approche, mais comment gouverner un pays qui a connu quatre présidents en moins de trois ans, dont trois en une semaine (en novembre 2020) ? lemediaen442.fr 10 avril 2022

Haut de page

Le 12 avril 2022

J'ai ajouté plus loin la causerie du jour et actualisé le fichier en pdf.

Le suffrage universel : Un instrument d'asservissement et non d'émancipation des exploités et des opprimés.

Le suffrage universel ne peut être que l'expression déformée de la lutte des classes affirmèrent à juste titre les marxistes d'autrefois, mais il se trouve que par la suite le mouvement ouvrier a perdu de vue qu'il ne pouvait pas être autre chose, c'est-à-dire certainement pas un moyen pour permettre à la classe ouvrière de parvenir au pouvoir. Par conséquent, uniquement des partis politiques n'ayant pas cet objectif devaient obtenir la majorité des voix lors d'un scrutin pour gouverner pour le compte des capitalistes, qui concédèrent cette réforme politique à la fin du XIXe siècle ou au cours du XXe siècle selon les pays à seule fin que les masses participent à leur propre asservissement, et non à leur libération du joug du capitalisme.

Contrairement à ce que la majorité des travailleur croient, y compris les militants du mouvement ouvrier qui vouent un culte un parlementarisme bourgeois, les réformes sociales n'ont jamais été conquises par le suffrage universel, cette interprétation fut et est encore

une monstrueuse falsification des faits aux conséquences désastreuses, elles ont été uniquement le produit de la lutte de classe des exploités ou elles ont correspondu aux besoins du capitalisme à un moment donné. On en veut pour preuve, que bien des réformes sociales ou politiques ont été adoptés par des gouvernements de droite, quand le parti de l'ordre ou des capitalistes détenait la majorité au parlement, non pas parce qu'il se serait soucié du bien-être des masses laborieuses ou il aurait estimé légitime leurs aspirations démocratiques, mais parce qu'ils y trouvaient leur intérêt ou cela correspondait à leurs propres besoins ou ils les instrumentaliseraient par la suite.

Le suffrage universel était un instrument à double tranchant.

On a voulu y voir uniquement l'aspect progressiste qu'il comportait en lui prêtant des vertus démocratiques imaginaires, dans la mesure où elles ne s'exerceraient que si certaines conditions étaient réunies. Or, il se trouve qu'elles ne le seraient jamais sous un régime parlementaire bourgeois, puisque le suffrage universel se déroulerait dans des conditions sociales et politiques qui ne permettraient jamais à un parti réellement socialiste ou communiste d'accéder au pouvoir, seuls des partis acquis au capitalisme y parviendraient, ce qui fut le cas tout au long du XXe siècle sous la IIIe, IV et Ve République quand la SFIO ou le PS ainsi que le PC ou PCF obtinrent la majorité au parlement à différentes époques, en 1935, en 1946, en 1981, en 1995, en 2012 pour ce qui est de la France, ce constat étant valable partout dans le monde, que ce soit en Espagne en 1936, au Chili en 1970, etc.

Dans une multitude de pays dans le monde des partis ou des coalitions dans lesquelles figuraient des partis socialistes ou communistes prétendument représenter les intérêts de la classe ouvrière, sont parvenus au pouvoir par la voix législative, sans par la suite remettre en cause les fondements du capitalisme, donc finalement nulle part dans le passé dans le monde vous ne trouverez un seul pays où la classe ouvrière serait parvenu au pouvoir grâce au suffrage universel, tout simplement parce qu'il n'a pas été conçu pour atteindre cet objectif. Si vous aviez imaginé autre chose et bien vous vous étiez trompé, voilà tout.

On a oublié quelle classe détenait le pouvoir ou quel était la nature de classe de l'Etat en place.

Le suffrage universel est un instrument de domination de classe au service de la classe qui détient le pouvoir économique, la classe des capitalistes, donc forcément le pouvoir politique qui sera issu d'une élection coïncidera avec le pouvoir économique en place et il ne peut pas en être autrement. Ceux qui n'en tinrent pas compte ou qui osèrent s'en servir soumis à la pression des masses pour défier les capitalistes même sans remettre en cause les fondements du capitalisme, y laissèrent leur vie parce qu'ils avaient accepté d'être les otages du parlementarisme qui ne leur offrait aucune autre alternative, il devait être leur tombe, voyez ce qui est arrivé aux républicains espagnols en 1936 ou à Salvador Allende au Chili en 1973.

Le contexte

Le suffrage universel a pu être interprété comme une conquête politique révolutionnaire à une époque où les conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière des villes et des campagnes étaient effroyables et devaient les conduire à se radicaliser sur le plan social et politique, d'où notamment l'émergence de véritables dirigeants et organisations socialistes qui étaient en mesure d'influencer l'orientation du mouvement ouvrier, de telle sorte que les parlements leur servaient de tribune pour combattre le capitalisme et diffuser les idées du socialisme parmi les masses. En se replaçant dans le contexte de cette époque, on doit avoir à l'esprit que le mouvement ouvrier n'avait pas une longue expérience derrière lui, il était en train de se structurer, il n'avait pas eu le temps de se compromettre gravement. Il existait bien une multitude de courants opportunistes issus de la petite bourgeoisie, mais ils n'étaient pas implantés dans la classe ouvrière, de sorte qu'il n'était pas irréaliste d'imaginer que les partis socialistes pourraient parvenir au pouvoir en conquérant la majorité au parlement, sans pour autant subordonner leur stratégie politique à cet objectif, puisque Marx et Engels savaient qu'il faudrait détruire l'Etat ou abolir les institutions conçues par et pour la classe dominante pour que la classe ouvrière détiennent réellement le pouvoir politique et applique son programme sociale incompatible avec l'existence du capitalisme. C'est la raison pour laquelle ils n'eurent de cesse de combattre le parlementarisme bourgeois, pour autant ou compte tenu de tous les éléments que nous venons d'énoncer, ils estimèrent que la participation à des élections législatives (uniquement à leur époque) était justifiée parce qu'à travers ces élections la question de l'Etat ou qui doit gouverner était posée à la classe ouvrière, c'était un moyen de l'aider à prendre conscience que son destin ne dépendait que d'elle ou de sa lutte de classe, et évidemment de construire l'instrument politique indispensable pour conquérir le pouvoir, son propre parti de classe.

Quelle conclusion tirer de tout cela ?

Il va de soi que depuis un siècle que ce courant politique réellement socialiste et révolutionnaire a disparu, tout ce qui vient d'être dit est devenu obsolète ou n'est plus valable, parce que le parlement n'est plus qu'un instrument destiné à asservir les masses, à les enchaîner solidement au capitalisme, et toute participation à une quelconque élection constitue de fait une compromission ou une trahison du socialisme, voilà le constat auquel nous aurions dû arriver autrefois et auquel nous ne sommes toujours pas parvenus, notez bien, quand bien même le régime deviendrait toujours plus dictatorial ou tyrannique.

On peut donc en déduire ou plutôt, on peut observer, que délibérément ceux qui continuent de participer à ce processus ne tiennent absolument pas compte des modifications apportées à la nature et à l'orientation politique du régime en place, pourquoi, parce qu'ils y sont inféodés, ils ne sont ni socialistes, ni communistes, ni trotskystes, ils ont renié définitivement notre idéal.

Ce n'est pas la classe ouvrière ou les masses qui se sont laissé acheter ou corrompre par le capitalisme, car à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, elles étaient partantes pour faire table rase du passé, des millions de travailleurs furent attirés ou influencés par le socialisme scientifique de Marx et Engels, ce sont leurs dirigeants successifs qui les ont vendus, trahis, sans doute au départ furent-ils animés de bonnes intentions, mais au regard de l'immensité de la tâche qui devait être accomplie pour renverser le capitalisme, ils se résignèrent à s'en accommoder et à en devenir des agents.

Pendant un siècle la classe ouvrière ou les masses résistèrent héroïquement, elles réclamèrent sans cesse leur dû, elles se mobilisèrent une multitude de fois, parmi toutes les générations qui se sont succédées, des millions et millions de travailleurs participèrent à la lutte des

classes, ils refusèrent le sort épouvantable que leur réservait le capitalisme, mais à aucun moment ils ne parvinrent à capitaliser ces expériences ou à en tirer des enseignements politiques, pour finalement demeurer incapables de se doter de dirigeants ou d'une direction politique digne de leurs aspirations légitimes.

On a vu au cours des causeries des dernières années jusqu'à celles des jours précédents, comment on avait pu se laisser berner par les discours sur la démocratie concernant des régimes qui n'avaient cessé d'être compatibles avec le fascisme ou le nazisme qui sont les créatures immondes du capitalisme, ce qu'on découvre ou on se remémore tardivement ou depuis mars 2022 non sans effroi, car on mesure là à quel point on s'est gravement compromis, cela vaut pour moi aussi évidemment, par négligence ou ignorance et non intentionnellement, c'est ce qui me distingue de nos dirigeants qui ont apporté leur soutien au régime néonazi ukrainien, alors qu'on croyait avoir épuré en nous toute trace d'opportunisme, j'en suis arrivé à la conclusion, qu'on s'était totalement fourvoyé sur la stratégie politique à adopter envers les institutions de la Ve République, et l'interprétation qu'on avait fournie de la lutte des classes au cours du XXe siècle était manifestement erronée ou emprunte d'opportunisme.

En guise de conclusion.

Le suffrage universel a cessé d'être un instrument démocratique, dès lors qu'il avait cessé d'exister un véritable courant politique marxiste ou socialiste, et on n'en a jamais tiré la signification et les conclusions politiques qui en découlaient ou s'imposaient, à partir de là tous les courants du mouvement ouvrier allaient être infailliblement amenés à se décomposer, se fossiliser, se disloquer ou disparaître.

Comme le nénuphar jaillissant de la vase à la lumière ou semblant jaillir des profondeurs où règne l'obscurité, comme la matière inorganique donnant naissance à des organismes vivants ou biologiques, on ne voit pas pourquoi la dialectique de la nature ne s'appliquerait pas aussi aux hommes et à leur histoire pour que le meilleur l'emporte sur le pire un jour ou l'autre, sans qu'il soit question de croyance ou de miracle.

Ayons la modestie d'admettre qu'on a encore des progrès à faire pour maîtriser la science de l'histoire, et qu'au cours de nos recherches nous commettrons encore et toujours des erreurs, l'essentiel étant de cesser de les reproduire sous peine de se lasser ou d'en périr ; Avouez que ce serait dommage, car finalement nous avons quand même bien avancé sur la voie de notre libération. Peut-être n'en serons-nous pas convaincus parce qu'on tarde à en tirer profit. Patience, plus on se fixe un idéal élevé, plus il sera long à se réaliser, c'est normal, sinon cela signifierait qu'il serait médiocre. Donnons-nous plutôt les moyens de le découvrir à travers toutes les expériences dont nous sommes témoin à notre époque ou auxquelles nous participons, et nous en trouverons d'innombrables fragments éparpillés un peu partout dans la société, ce qui nous procurera déjà une certaine satisfaction, il s'agira ensuite de les rassembler, ce qui prendra forcément un certain temps.

Maintenant si on continue de prendre nos désirs pour la réalité ou exiger qu'ils soient satisfaits sur le champ, il va de soi qu'on va s'égarer ou on ne va pas y arriver. Il faut apprendre à se contenter de peu, puisqu'on ne peut pas prétendre à davantage, c'est la somme de ces petits riens qui sont disposés dans tous les directions, qui une fois bien orientés vont nous permettre de progresser vers notre idéal, au passage, c'est là qu'on s'aperçoit que la physique peut nous rendre aussi de précieux services.

Ce sera tout pour aujourd'hui, car pendant que j'écrivais laborieusement ces lignes, je n'ai pas eu le temps de consulter l'actualité d'hier pour préparer la prochaine causerie.

- Cette causerie au format pdf (pages)

La cinglante réponse indienne à l'arrogance américaine

Ukraine: les Etats-Unis et l'Inde se ménagent sans rapprocher leurs positions - AFP 11 avril 2022

Joe Biden et Narendra Modi ont eu lundi un échange virtuel "franc", mais qui ne semble pas avoir permis de rapprocher les positions face à la guerre en Ukraine, un sujet qui déstabilise la relation entre l'Inde et les Etats-Unis.

Le gouvernement de Narendra Modi s'est gardé de condamner ouvertement l'invasion russe, et de se joindre aux votes en ce sens à l'ONU.

Lors de son échange avec Joe Biden, le Premier ministre indien s'est borné à qualifier la situation en Ukraine de "très préoccupante", rappelant son soutien aux négociations russo-ukrainiennes que Washington observe de son côté avec scepticisme.

Pressé de questions sur cette absence de condamnation, le chef de la diplomatie indienne S. Jaishankar n'a pas caché une pointe d'agacement. "Merci pour vos conseils et suggestions, mais je préfère faire à ma manière", a-t-il lancé à une journaliste lors de sa conférence de presse avec Antony Blinken.

Et alors que, selon la Maison Blanche, le président américain a prévenu qu'il ne serait pas "dans l'intérêt de l'Inde d'accélérer" ses importations d'énergie russe -- ce qui viendrait compenser en partie la réduction des achats occidentaux --, le ministre indien a été tout aussi cinglant. "Nos achats sur un mois sont probablement inférieurs à ceux de l'Europe en un après-midi", a-t-il répondu. AFP 11 avril 2022

LVOG - Modi n'a rien cédé aux Américains qui enragent. Fuck you ! Si Poutine a accordé à l'Inde une remise exceptionnel sur le prix du baril de pétrole, en revanche le prix de l'essence à la pompe à augmenter pour repasser au-dessus de 100 roupies le litre, pourquoi, non pas parce que le gouvernement aurait augmenté les taxes sur l'essence, mais parce que la roupie avait été attaquée, donc il fallait plus de roupies pour payer le pétrole en dollar importé du Moyen-Orient.

J'ai appris par mon épouse bloquée en France par le tyran Macron parce qu'elle n'est pas vaccinée, que des Indiens de sa connaissance de retour en France lui avaient rapporté qu'aucune formalité sanitaire n'avaient été exigée des passagers débarquant à l'aéroport international de Chennai (Tamil Nadu) de la part des autorités indiennes, autrement dit, l'Inde est un pays plus libre que la France ou les Etats-Unis.

C'est lui !

En 2017, Macron promettait d'éradiquer l'extrême droite: c'est raté - Le HuffPost 11 avril 2022

En famille. Mélenchon aussi refuse d'appeler à ne pas voter Macron.

Jean-Luc Mélenchon depuis le Cirque d'Hiver dimanche soir : "*Nous savons pour qui nous ne voterons jamais*" - "*Il ne faut pas donner une seule voix à Mme Le Pen!*" AFP 10 avril 2022

LVOG - En ne donnant aucune consigne de vote, qu'il le veule ou non il cautionne le vote Macron, quel salopard !

BFMTV - Selon un sondage Elabe réalisé pour BFMTV et L'Express avec notre partenaire SFR, paru dimanche quelques heures après les résultats du premier tour, 34% des électeurs du député des Bouches-du-Rhône pourraient voter pour Marine Le Pen au second tour, contre 35% pour Emmanuel Macron et 31% envisagent de s'abstenir. BFMTV 12 avril 2022

LVOG - Quel panier de crabes !

A LFI, ils se voient déjà ministres de Macron !

- Législatives 2022 : La France Insoumise veut « imposer une cohabitation » à Emmanuel Macron - 20 Minutes 11 avril 2022

LVOG - Mélenchon avait été ministre délégué à l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002, dans le gouvernement Lionel Jospin sous la présidence de Jacques Chirac, le gouvernement qui avait le plus privatisé sous la Ve République, alors pourquoi pas. Il leur sera épargné d'être ministres de Le Pen, c'est dommage !

LVOG - Cela confirme ce qu'on a expliqué sur le suffrage universel...

C'était son candidat !

Présidentielle : Le journal "Le Monde" appelle à voter Emmanuel Macron au second tour - Puremédias 11 avril 2022

Quelques données sur le 1er tour de l'élection présidentielle.

Les résultats définitifs du 1er tour - BFMTV 11 avril 2022

Emmanuel Macron est arrivé en tête après avoir récolté 27,84% des voix, selon les résultats définitifs du ministère de l'Intérieur. 421.420 voix d'écart entre Le Pen et Mélenchon

Marine Le Pen, quant à elle, a récolté 23,15%. Troisième, Jean-Luc Mélenchon est à 21,95%. Avec respectivement 8.136.369 voix et 7.714.949 voix, la candidate du RN et le leader insoumis n'ont que 421.420 voix d'écart au terme du décompte.

Viennent ensuite Eric Zemmour (7,07%), Valérie Pécresse (4,78%), Yannick Jadot (4,63%).

Jean Lassalle a récolté 3,13% des voix, devant Fabien Roussel (2,28%), Nicolas Dupont-Aignan (2,06), Anne Hidalgo (1,75), Philippe Poutou (0,77) et Nathalie Arthaud (0,56). L'abstention a atteint 26,31% des inscrits BFMTV 11 avril 2022

Voici les résultats :

Emmanuel Macron 9 785 578 27,84%
Marine Le Pen 8 136 369 23,15%
Jean-Luc Mélenchon 7 714 949 21,95%
Eric Zemmour 2 485 935 7,07%
Valérie Pécresse 1 679 470 4,78%
Yannick Jadot 1 628 337 4,63%
Jean Lassalle 1 101 690 3,13%
Fabien Roussel 802 615 2,28%
Nicolas Dupont-Aignan 725 356 2,06%
Anne Hidalgo 616 651 1,75%
Philippe Poutou 268 984 0,77%
Nathalie Arthaud 197 184 0,56%

Emmanuel Macron progresse donc de 1,1 million de voix entre 2017 et 2022. Marine Le Pen augmente son score de 400 000 voix tandis que Jean-Luc Mélenchon échoue aux portes du second tour à 400 000 voix près, malgré une hausse de 600 000 voix en 5 ans.

L'État met à disposition 800.000 euros pour venir en aide aux candidats qui ont au moins réussi à dépasser le seuil des 500 parrainages. Le

En 2017, François Fillon était arrivé en tête dans 5436 villes. Une performance sans commune mesure avec la déroute de Valérie Pécresse, qui n'est arrivée en tête que dans 30 villes.

En 2017, le candidat PS était arrivé en tête dans 17 communes. C'est peu, mais c'est toujours mieux que les cinq communes qui ont placé Anne Hidalgo en tête dimanche. HuffPost 11 avril 2022

A Paris, où elle a été réélue maire sans difficulté, Anne Hidalgo n'a recueilli que 2,17%, derrière Marine Le Pen (5,54%) et devant Fabien Roussel (1,64%). Preuve s'il en est que les électeurs de gauche qui estiment le PS comme apte en gouverner représentent une infime minorité.

La solution à ce paradoxe se trouve dans les grandes métropoles. Jean-Luc Mélenchon est arrivé en tête dans une majorité de villes de plus de 50.000 habitants.

En cinq ans, Emmanuel Macron a gagné plus de 900.000 voix, Marine Le Pen plus de 430.000 et Jean-Luc Mélenchon plus de 545.000.

Au global, le président sortant a gagné plus de 4500 communes contre environ 1200 pour la présidente du Rassemblement national.

Fait notable, Jean-Luc Mélenchon régresse par rapport à 2017, avec environ 600 communes en moins.

Macron arrivé en tête dans 11 788 communes, Marine Le Pen dans plus de 20 000 communes, Jean-Luc Mélenchon dans moins de 3 000 communes.

En nombre de voix, le candidat de La France insoumise est crédité de 7,7 millions des suffrages contre 7,1 millions en 2017 et 4 millions en 2012.

- Le numéro deux de La France Insoumise (LFI) Adrien Quatennens a affirmé ce lundi vouloir "imposer une cohabitation" à Emmanuel Macron lors des législatives prévues en juin.

Adrien Quatennens a par ailleurs reconnu qu'il avait manqué au candidat de LFI les voix du communiste Fabien Roussel pour passer au second tour à la place de la candidate du RN Marine Le Pen.

"Quand vous voyez que ce matin Jean-Luc Mélenchon finit à 22% et que Marine Le Pen est un point devant nous, et que Fabien Roussel fait 2,5 points, oui, ses voix nous ont manqué incontestablement", a dit Quatennens, rappelant que le PCF avait soutenu LFI en 2017 et en 2012.

"Il y a une arithmétique politique, on voit où manquent les quelques centaines de milliers de voix pour aller au deuxième tour, a déclaré ce lundi sur BFMTV Éric Coquerel, député LFI, interrogé sur le score du candidat communiste Fabien Roussel. Ce dernier a obtenu 2,31% des suffrages exprimés, soit près de 800.000 voix, et sans sa candidature, "je pense qu'on serait au second tour", a estimé Éric Coquerel. BFMTV 11 avril 2022

Tout ce qui conduit à une dépendance, à un nouvel esclavage, à une perte de liberté est bon à prendre

Hausse mondiale de la consommation de cannabis liée au Covid-19 - francesoir.fr 11 avril 2022

https://www.francesoir.fr/societe-sante/hausse-mondiale-de-la-consommation-de-cannabis

---

IIIe Reich. Le droit de manifester contester si vous êtes russe. Cela ne s'invente pas.

Allemagne: manifestation à Francfort contre la russophobie AFP 11 avril 2022

Des rassemblements prorusses controversés se sont tenus ce week-end en Allemagne à l'initiative de la communauté russophone du pays, qui s'estime victime de discriminations depuis l'invasion de l'Ukraine. AFP 11 avril 2022

Espagne. Encore un régime compatible avec le fascisme.

Espagne : Pour la première fois, l'extrême droite fait son entrée dans un gouvernement régional - 20minutes.fr 12 avril 2022

C'est un événement sans précédent en plus de quatre décennies depuis le retour de la démocratie en Espagne. Le premier exécutif régional dans lequel l'extrême droite va gouverner, au côté des conservateurs, a obtenu lundi le feu vert du parlement régional de Castille-et-León.

C'est donc une première pour ce parti qui, jusqu'alors, avait été au plus un soutien parlementaire d'exécutifs régionaux.

« Ce gouvernement de coalition [est] une alternative possible pour toute l'Espagne », a estimé le leader de Vox, Santiago Abascal, qui ne cache pas son ambition de répéter l'opération dans d'autres régions du pays, voire au niveau national lors des prochaines élections générales, qui auront lieu dans moins de deux ans.

Vox a été fondé en 2014 et ses résultats électoraux ont été marginaux jusqu'à son entrée en force fin 2018 au parlement d'Andalousie,

bastion de gauche et région la plus peuplée d'Espagne. Lors des élections législatives de 2019, Vox est devenu la troisième force au niveau national, derrière les socialistes et les conservateurs, avec 52 députés sur les 350 que compte le Congrès espagnol. Les sondages indiquent qu'il pourrait progresser lors des prochaines élections générales, et même se rapprocher d'une majorité absolue avec le PP. 20minutes.fr12 avril 2022

DOSSIER UKRAINE

Fabrication du consentement. Propagande quotidienne fanatique, hystérique, grotesque du camp de la guerre.

Du 10 au 12 avril, liste non exhaustive, quelques titres relevés dans la page Yahoo news uniquement. Je crois qu'il n'est plus nécessaire d'ajouter des commentaires.

- L'Ukraine a ouvert 5600 enquêtes pour crimes de guerre commis par la Russie - BFMTV 10 avril 2022

- Ukraine : Londres affirme que la Russie mobilise d'anciens militaires pour compenser ses pertes - BFMTV 10 avril 2022

- Les Casques blancs en Syrie viennent à l'aide de leurs confrères ukrainiens - AFP 10 avril 2022

- Guerre en Ukraine: selon Kiev, la propagande russe a conduit aux atrocités de Boutcha - BFMTV 10 avril 2022

- Vladimir Poutine : ce nouveau geste roublard pour protéger sa maîtresse et ses intérêts - Closer 11 avril 2022

- En Ukraine, les camions russes bricolés avec trouille semblent sortir de «Mad Max» - Korii 11 avril 2022

- Un soldat russe arrêté après le viol d'un bébé : l'escalade de l'horreur en Ukraine - Terrafemina 12 avril 2022

- Guerre en Ukraine: "Lorsque les Russes ont vu qu'ils allaient être battus, ils ont commencé à violer" - BFMTV 12 avril 2022

- L'Europe ajoute 21 compagnies aériennes russes à sa liste noire - LePoint.fr 12 avril 2022

- Guerre en Ukraine: la Russie "provoque la faim dans le monde" (Borrell) - AFP 12 avril 2022

- Guerre en Ukraine: le Royaume-Uni vérifie des affirmations sur une attaque chimique à Marioupol - BFMTV 12 avril 2022

- Guerre en Ukraine: Sean Penn veut prendre les armes pour affronter la Russie - BFMTV 12 avril 2022

Boutcha: La chronologie des faits prouve que les néonazis se sont livrés à un massacre de civils

Le massacre de Boutcha par Jason Michael McCann - legrandsoir.info 4 avril 2022

Extrait.

Les forces russes ont commencé à quitter Boutcha Irpin et l'Hostomel dans l'après-midi du mercredi 30 mars, soit trois jours avant que ces horribles vidéos et images ne commencent à "affluer" dans les médias ukrainiens. Les militaires russes avaient entièrement quitté la ville de Boutcha à 16h31 le 1er avril, car c'est à ce moment-là qu'Anatoliy Fedoruk, le maire de Boutcha, s'est tenu devant l'hôtel de ville et a déclaré la "libération" de la ville et l'a publié sur la page Facebook officielle du conseil municipal de Boutcha. Il va donc de soi que les survivants du massacre et les soldats ukrainiens qui arrivent auraient vu les scènes horribles dans les rues et les auraient signalées - mais non. En fait, M. Fedoruk ne dit rien des corps qui jonchent les rues dans son discours de libération en ligne. Ce n'est que vingt-quatre heures plus tard qu'un massacre est porté à l'attention de la presse. Étrange.

Il est clair que nous avons quelques heures à remplir ici. Les Russes partent dans l'après-midi du 30 mars, aucun rapport sur un massacre ne provient de la ville - pas même du maire qui est effectivement à Boutcha le 1er avril, et puis le soir du 2 avril, nous avons un massacre. Cela fait plus de soixante-douze heures que personne ne signale un massacre et que les forces ukrainiennes contrôlent la ville. Le maire est en ville et les habitants retournent dans les rues, et personne - personne - ne parle de massacre. Il y a peut-être une ou deux vidéos, prises par des personnes traversant la ville en voiture, dans lesquelles des corps sont visibles sur la route. Mais il n'y en a peut-être que trois ou quatre, et c'est une zone de guerre active. Il est difficile d'associer ces vidéos aux images ultérieures de massacres à grande échelle.

Selon le New York Times, dont le photojournaliste Daniel Berehulak était sur le terrain, l'une des premières unités ukrainiennes à entrer dans Boutcha était le bataillon ultra-nationaliste Azov. Lors d'un déplacement avec le bataillon Azov, on peut lire le commentaire accompagnant la photo :

Des soldats ukrainiens du bataillon Azov marchent parmi les restes d'un convoi militaire russe dans la ville de Boutcha, récemment libérée, samedi, juste à l'extérieur de la capitale après le retrait des Russes. Les habitants des environs ont pris la nourriture distribuée par les soldats ukrainiens. Beaucoup n'ont pas reçu de nourriture, ni d'électricité ou de gaz pour cuisiner, depuis plus d'un mois. Des résidents plus âgés se tiennent près d'un corps abandonné sur le trottoir.

Pendant toute la matinée du 2 avril, il y avait des cadavres, mais pas assez pour suggérer qu'un massacre avait eu lieu. Le New York Times

ne fait aucune mention d'un massacre de civils - et il a accès à la ville et aux habitants. La détresse est évidente et les gens, en particulier les personnes âgées et les infirmes, souffrent énormément. Mais il n'y a aucune indication d'un massacre, avec charniers, sites d'exécution, victimes de viols, etc. Non, tout cela est absent. Nulle part dans la ville, Berehulak n'a la moindre indication d'un massacre de la population civile et, étant donné sa haine idéologique des Russes, on pourrait penser que si une telle chose était connue ou même si une rumeur circulait, les soldats du bataillon Azov n'auraient été que trop heureux de la partager.

Une chose très intéressante se produit alors le 2 avril, quelques heures avant qu'un massacre ne soit porté à l'attention des médias nationaux et internationaux. Le site en ligne de l'Institut Gorshenin, financé par les États-Unis et l'Union européenne, ????? ?????, annonce que :

Les forces spéciales ont commencé une opération de nettoyage dans la ville de Boutcha dans la région de Kiev, qui a été libérée par les forces armées de l'Ukraine. La ville est en train d'être débarrassée des saboteurs et des complices des forces russes.

L'armée russe a maintenant complètement évacué la ville, ce qui fait penser à des représailles. Les autorités de l'État parcourent la ville à la recherche de "saboteurs" et de "complices des forces russes". La veille encore, Ekaterina Ukraintsiva, représentante de l'autorité municipale, est apparue dans une vidéo d'information sur la page Telegram de Boutcha Live, vêtue d'un treillis militaire et assise devant un drapeau ukrainien, pour annoncer " le nettoyage de la ville ". Elle a informé les habitants que l'arrivée du bataillon Azov ne signifiait pas que la libération était achevée (mais elle l'était, les Russes s'étant totalement retirés) et qu'un "nettoyage complet" devait être effectué. Avant de signer, elle a demandé aux habitants de rester dans leurs abris et de ne pas circuler dans les rues. Soit dit en passant, ce message a été diffusé sur les médias sociaux. Cela met fin à l'idée que les témoins des massacres qui auraient été commis par les Russes ne pouvaient pas communiquer avec le monde extérieur. Ils le pouvaient, et nous avons de nombreuses preuves de discussions en ligne au sein de Boutcha pendant cette période - seulement, nous n'avons aucune preuve d'un massacre.

À ce stade, quelque part dans l'après-midi et en début de soirée du samedi 2 avril, les troupes du bataillon Azov et les forces spéciales du régiment SAFARI se trouvent à l'intérieur de la ville et mènent une opération spéciale de ratissage à la recherche de saboteurs et de complices. On dirait bien que quelques civils vont être tués. A partir de ce moment, il y a une absence presque totale de sources à l'intérieur de Boutcha, sauf une. Tous les autres habitants de la ville ont reçu l'ordre de quitter les rues et ont été informés qu'une opération militaire allait avoir lieu autour d'eux. Ils doivent s'attendre à de nouveaux tirs. Puis une source supplémentaire, la seule source de la fenêtre temporelle entre le début de l'opération de ratissage et la nouvelle d'un massacre arrivant dans les médias : Sergiy Korotkikh, chef de la défense territoriale nazie à Boutcha, a partagé sur Telegram une courte vidéo de trente secondes montrant des troupes du bataillon Azov marchant dans une rue déserte et un fragment de conversation :

Ces gars-là, sans brassard bleu, on peut leur tirer dessus ?

Bien sûr, putain !

C'est tout. Ce que nous savons ensuite, c'est qu'il y a eu un massacre.

Source : https://standpointzero.com/2022/04/04/the-bucha-massacre/

Haut de page

Le 14 avril 2022

Mon ordinateur est tombé en panne avant-hier, la carte mère qui n'a qu'un an (garantie 3 ans) serait HS, soi-disant à cause de la poussière, pauvre chérie, elle est bien susceptible ou capricieuse ! Je le récupèrerai dans une semaine ou un peu moins, mon beau-fils s'en occupe avec son pote super informaticien.

En attendant, je n'avais pas mis à jour la copie du portail qui figurait dans un disque dur externe ni celle de l'ordinateur portable Dell de secours, quel con ! Mais finalement j'ai réussi à me débrouiller en allant chercher avec FileZilla les fichiers manquant dans le serveur qui héberge le portail, du coup je peux continuer à travailler, je vais même pouvoir récupérer les liens vers tous les blogs que j'avais découverts depuis un an.

Mon travail est un peu perturbé parce qu'il me manque certains logiciels, mais bon, on se débrouille.

Jusqu'à présent il n'y avait aucune raison valable de l'évoquer, mais avec la tournure qu'ont pris les évènements depuis le 24 février, je me demande s'ils ne vont pas finalement commettre la folie de déclencher une nouvelle guerre mondiale, parce qu'ils ne supporteraient pas que la suprématie du dollar soit remise en cause par la Russie et la Chine et leurs alliés, c'est ce qui avait justifié l'attaque de l'OTAN contre l'Irak puis contre la Libye.

Reste à savoir dans le cadre de cette éventualité, comment ils vont analyser leur chance d'en sortir vainqueur, car rien n'est moins sûr de ce côté-là, donc cela peut très bien en rester à une grave menace ou une sérieuse alerte sans lendemain pour les peuples du monde entier, car aucun ne serait épargné en cas de guerre mondiale.

Raison de plus pour garder son calme, pour essayer d'être lucide et logique, resserrer les rangs et être fraternels au lieu de la jouer solitaire pour essayer de s'en sortir seul contre tous.

J'ai proposé de construire un nouveau courant politique, cela n'intéresse visiblement personne, soit, ne faisons rien, attendons que les bombes nous tombent sur la gueule. Il est trop tard ou cela ne servirait à rien. Quand on le répète sans cesse depuis plus de 10 ans, c'est sûr qu'à l'arrivée le résultat ne peut être que nul, et là on nous sort, vous voyez, on vous l'avait bien dit !

Essayez au moins de faire connaître le portail quand vous postez des commentaires dans des blogs ou je ne sais pas où il suffit d'ajouter : Consultez La Voix de l'Opposition de Gauche, avec Google ils trouveront l'adresse. Je vous dis cela, parce que j'ai constaté qu'il y avait eu plus de 145 000 visites en 2021, 15 000 au mois de mars 2022, hors robots j'ai vu cela dans les statistiques du portail, on est passé de 100 à 500 visites par jour, c'est peu, mais c'est mieux, peut mieux faire encore.

- Cette causerie au format pdf (20 pages)

DÉFENSE DU MARXISME

Lettre d'Engels à Marx - Manchester, le 15 août 1870

LVOG - Marx et Engels ne cessent d'interpréter la situation en fonction, non pas des intérêts de la bourgeoisie allemande, mais de ceux du prolétariat allemand et français.

Nous devons faire la même chose en fonction des intérêts du prolétariat ukrainien, russe et des pays de l'UE.

Extrait.

Engels - J'estime que nos gens peuvent:

1º se joindre au mouvement national dans la mesure où il se limite à la défense de l'Allemagne et tant qu'il s'y tient (ce qui n'exclut pas, au demeurant, l'offensive jusqu'à la paix). Dans sa lettre, Kugelmann a montré combien ce mouvement national est puissant. (L'opération militaire russe est défensive - LVOG)

2º souligner la différence entre les intérêts nationaux de l'Allemagne et les intérêts dynastiques et prussiens. (Souligner la différence entre les intérêts nationaux de la Russie et le nouvel ordre mondial totalitaire que veulent nous imposer les Etats-Unis - LVOG)

3º s'opposer à toute annexion de l'Alsace-Lorraine (Bismarck laisse percer mainte- nant son intention de la rattacher au pays de Bade et à la Bavière). (S'opposer à l'extension du conflit hors de l'Ukraine, sauf si un pays de l'OTAN déclenchait la guerre contre la Russie. Soutenir l'annexion des régions russophones de l'Ukraine et leur intégration à la Fédération de Russie selon le souhait de la population. - LVOG)

4º agir en faveur d'une paix honorable, dès l'instauration à Paris d'un gouvernement républicain, non chauvin. (Agir en faveur d'une paix honorable, dès l'instauration à Kiev d'un gouvernement républicain, non néonazi et indépendant de l'OTAN et de l'UE. - LVOG)

5º mettre sans cesse en évidence l'unité d'intérêts des ouvriers allemands et français, qui n'ont pas approuvé la guerre, et ne se font pas la guerre. (Mettre sans cesse en évidence l'unité d'intérêts des ouvriers ukrainiens et russes ou européens, qui n'ont pas approuvé la guerre, et ne se font pas la guerre. - LVOG)

6º la Russie, comme il en est question dans l'Adresse internationale :

1 - Wilhelm [Liebknecht] est amusant lorsqu'il déclare que la véritable position, c'est de rester neutre, parce que Bismarck a été dans le temps le compère de Badinguet. Si telle était l'opinion générale en Allemagne, nous en serions de nouveau à la Confédération rhénane (Etre neutre serait oublié que l'Ukraine était devenue une colonie américaine orientée vers le nazisme, destinée à servir de base arrière pour attaquer, détruire ou soumettre la Russie, qui résistait à son intégration forcée dans le nouvel ordre mondial totalitaire dirigé par les Américains, que tous les peuples ont tout intérêt à combattre et à vaincre, à empêcher qu'il se réalise. - LVOG)

2 - Et notre noble Wilhelm serait étonné de voir quel rôle il pourrait y jouer, et ce qui resterait du mouvement ouvrier. L'idéal pour faire la révolution sociale, ce serait alors un peuple qui ne reçoit que des coups de pied et des coups de bâton et se trouve coincé dans la série de ces petits États chers à Wilhelm ! (Les peuples n'en étant pas encore réduits à recevoir "*des coups de pied et des coups de bâton*" pour faire leur révolution, en attendant ils peuvent toujours résister, quitte paradoxalement à soutenir ceux qui un autre jour n'hésiteront pas à leur filer des coups de pieds dans le cul ou à les matraquer, dont Poutine. - LVOG)

As-tu remarqué comment le misérable cherche à me dénoncer pour quelque chose qui est paru dans la Gazette d'Elberfeld! 1 Pauvre bête!

Note.

1- Dans sa lettre du 13 août 1870 à Marx, Liebknecht demandait: « Est-il vrai qu'Engels soit gagné par la fièvre patriotique? La Elberfelder Zeitung en aurait fait état. »

LVOG - Nous, on nous accusera d'être gagnés par la fièvre russe patriotique ! Quelle connerie !

- Karl Marx et Friedrich Engels, La Commune de 1871.

Démystification

Après la démystification du suffrage universel et de la république démocratique, du capitalisme aux vertus miraculeuses inépuisables ou éternelles, il nous reste à traiter celle de la gauche, bien qu'on ait déjà traité ce sujet dans une multitude de causeries, par petits bouts ou de manières décousues par manque de temps comme toujours.

La nature du clivage droite gauche qui naquit lors de la révolution de 1789 en France ne fut pas politique, mais économique, entre ceux qui exigeaient un changement de régime économique ou de mode de production en faveur du capitalisme, et ceux qui s'y opposaient préférant conserver les rapports de production féodaux en vigueur.

Cela étant posé, depuis que le mode de production féodal a disparu et que le capitalisme s'est imposé à l'échelle mondiale, être de gauche devrait signifier qu'on exige un changement de régime économique ou de mode de production en faveur du socialisme, et être de droite qu'on préfère conserver les rapports de production capitalistes en vigueur.

La social-démocratie avait inscrit cet objectif dans son programme à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe selon les pays, et à la première occasion au début du XXe siècle elle l'abandonna. Le parti dit communiste converti au stalinisme en fera de même moins d'une décennie plus tard. Toutefois la SFIO (le PS) et le PC (PCF) continueront de l'inscrire dans leur programme respectif jusqu'au début des années 80 pour le PS, jusqu'à nos jours pour le PCF, mystifiant ou abusant tous ceux qui allaient rejoindre ces partis en croyant qu'ils étaient réellement socialiste ou communiste, ce qu'ils avaient cessé d'être définitivement depuis maintenant un siècle. A ce titre on est en doit d'évoquer une escroquerie ou une supercherie politique, puisque la manoeuvre consistait à se faire passer pour ce qu'on n'était pas ou plus pour tromper sympathisants, adhérents, militants.

Tous les partis qui se réclament de la gauche étant en réalité de droite, puisqu'ils sont farouchement opposés à un changement de régime économique ou au passage au socialisme, les dizaines de millions de travailleurs de toutes catégories sociales qui leur firent confiance furent pour la plupart vite désabusés et rompront avec ces partis, mais comme ils ne comprendront pas comment ils avaient pu se laisser abuser à ce point-là, ils n'en tireront finalement aucun enseignement politique, de sorte qu'ils s'éloigneront du socialisme et ils ne parviendront jamais à construire un véritable parti socialiste ou communiste, au point de de nos jours en 2022, pratiquement plus personne ne sait plus ce qu'être de gauche ou socialiste signifie réellement.

Cette fausse gauche servit à la fois à assurer la pérennité du capitalisme et ses institutions, et à détourner les masses du socialisme, c'est la raison pour laquelle tous les acteurs institutionnels tinrent absolument à préserver le clivage droite gauche, qui en réalité n'existe plus depuis le premier quart du XXe siècle.

Il est significatif que ce soit cette fausse gauche ou le PS qui ait servi de tremplin à l'extrême-centre de Macron et à LREM. Mais pourquoi l'oligarchie financière n'a-t-elle pas entrepris cette opération à partir de la droite, se demanderons peut-être certains ? Tout simplement parce que la droite n'avait aucune raison de renier sa nature sociale originelle qu'elle assumait pleinement, elle incarnait officiellement le capitalisme, tandis que cette fausse gauche qui avait renié la sienne, n'était plus composée que de vulgaires affairistes ou d'opportunistes prêts à se vendre au premier venu du moment qu'en échange on leur accordait des postes ministérielles, au parlement, dans l'administration ou dans de grandes entreprises.

Cette fausse gauche était prête à collaborer à n'importe quel régime et à adopter n'importe quels discours ou objectifs, quitte à s'autoliquider si nécessaire, ce qu'elle fit. Ceux qui s'en réclament encore ne postulent finalement qu'à une chose, prendre sa place laissée vacante pour continuer à faire la même sale besogne pour le compte du régime, c'est son clone en quelque sorte. Quant à l'extrême gauche, elle en est issue et elle n'a jamais réellement rompu avec elle, par conséquent elle était vouée au même sort.

Quand je fais encore référence à ce clivage droite gauche, c'est uniquement parce que je dois tenir compte qu'il existe toujours dans l'imagination collective à des degrés divers, mais aussi parce que leur démarche respective diffère du fait que la fausse gauche et la droite s'adressent à des couches ou des classes différentes de la société, bien qu'en dernière analyse elles partagent le même objectif. Ils se partagent les rôles, les fonctions et les tâches.

Si la fausse gauche et la droite représentent différentes nuances de la même idéologie capitaliste, toutefois on ne doit pas les confondre, car selon les circonstances, le rapport de force entre les classes, la manière dont se disposent un certain nombre de facteurs économiques ou politiques déterminant, nous pouvons être amenés à nous servir de l'un contre l'autre en fonction de nos propres intérêts ou objectifs politiques sans jamais nous lier à eux ou nous compromettre, de la même manière si vous voulez, qu'on se sert des révélations des uns pour taper sur les autres et vice versa ou montrer leur véritable nature réactionnaire.

S'il arrive que des positions adoptées par cette fausse gauche ou la droite coïncide à un moment donné avec les intérêts fondamentaux des masses, nous n'avons aucune honte à avoir à avoir adopté les mêmes, voire si nécessaire à soutenir tactiquement cette fausse gauche ou la droite, tout en dénonçant leur hypocrisie ou opportunisme de manière à ce que personne ne puisse nous accuser de propager dans la tête des travailleurs des illusions dans les intentions de ces courants politiques réactionnaires. A suivre.

Tenons-nous en à nos principes.

Lu - Il n'y a rien de mieux que l'inversion accusatoire pour couper l'herbe sous le pied de contradicteurs.

LVOG - Pourquoi ? Pardi, parce que le procédé est malhonnête, démagogique, il repose sur un mensonge, la seule manière de s'en sortir honorablement, je ne dis pas convaincre la partie adverse, cela, il ne faut pas y compter, c'est de s'en remettre exclusivement aux faits ou de demeurer sur le terrain de la lutte des classes.

La plupart des travailleurs n'ont pas de conscience de classe ou ils sont en proie à une grande confusion, ils réagissent émotionnellement ou en fonction de leurs intérêts individuels qu'ils confondent avec nos intérêts collectifs, qui ne peuvent trouver une issue que sur le terrain de la lutte des classes. Dans ce cas-là l'incompréhension entre nous est totale, et il est difficile de les amener à réfléchir sur notre propre terrain de classe, ils nous accusent de vouloir les manipuler ou d'avoir toujours raison. Ils nous prêtent une intention qui nous est étrangère, alors que manifestement ils en sont victimes.

A bas l'opportunisme, le meilleur allié de nos ennemis !

Le Pen et Macron "ne sont pas équivalents": Mélenchon écrit à ses soutiens avant le second tour - BFMTV 14 avril 2022

LVOG - Ils figurent bien tous les trois dans le même camp.

- Parmi les électeurs de Jean-Luc Mélenchon certains voteront pour Emmanuel Macron, d'autres refuseront de le faire une seconde fois, certains laissent même entendre que leur choix se tourne désormais vers Marine Le Pen.

Jean-Luc Mélenchon lance ce mercredi une grande consultation, donnant la possibilité à ses soutiens de se prononcer en vue du second tour. Trois choix: voter pour Emmanuel Macron, voter blanc ou s'abstenir. Une consultation en raccord donc avec la phrase martelée par le candidat insoumis le soir du premier tour: "il ne faut pas donner une seule voix à madame Le Pen".

S'il déplore que ce second tour ne marque pas un "vote d'adhésion", le leader de la France insoumise établit clairement que le président sortant constitue désormais la moins pire des options sur la table.

"Marine Le Pen ajoute au projet de maltraitance sociale qu'elle partage avec Emmanuel Macron un ferment dangereux d'exclusion ethnique et religieuse", précise ainsi Jean-Luc Mélenchon. Selon lui, "un peuple peut être détruit par ce type de division". BFMTV 14 avril 2022

LVOG - ...ou l'union nationale avec l'OTAN ! L'illusionniste occulte le fait que Macron porte une énorme responsabilité dans la guerre actuelle en Ukraine, s'il ne s'était pas rallié aux Américains, la situation aurait été totalement différente. L'UE aurait implosé sur cette question, le régime néonazi de Kiev n'aurait pas reçu une aide militaire massive des pays de l'UE et la guerre serait déjà terminée, mais cela Mélenchon ne le dira jamais.

Il y en a qui ont la naïveté de croire que Le Pen appliquerait les quelques mesures sociales ou progressistes qui figuraient dans son programme, comme on a été assez sots autrefois pour croire que Mitterrand appliquerait les siennes, il fit exactement l'inverse, du coup la Bourse flamba et sabra le champagne ! Ils croient qu'elle pourrait s'opposer à l'UE, à l'OTAN, à l'OMS, au Forum économique mondial de Davos, quelles illusions, à la première injonction ou menace, elle s'exécutera. Ils en viennent même à oublier le Front national ou son origine et son discours raciste...

Mais vous, vous soutenez bien Poutine, sauf que lui il incarne le nationalisme russe, il défend les intérêts de la Russie, Le Pen elle ne défend pas les intérêts de la France face à l'UE ou à l'OTAN, mais maintenant on peut décréter que Biden défend mieux les intérêts du peuple russe que Poutine, que la Russie doit disparaître ou devenir une colonie des Etats-Unis comme l'est devenue la France et les pays de l'UE.

Poutine est bonapartiste pas impérialiste, la France est demeurée une puissance impérialiste, et dans le cadre de l'UE vassalisée à Washington, elle ne peut plus être autre chose. Je crois que la droite l'a confirmé ou elle ne s'y est pas trompée lors du premier tour de la présidentielle, voyez la déroute de Zemmour, le score misérable de Dupont-Daignant, Asselineau et Philippot n'ont même pas pu concourir à cette élection, on devrait peut-être ajouter Pécresse...

Totalitarisme. Mouchards et Big Brother vous observe.

Au Royaume-Uni, cette application permet de dénoncer les chauffards - Futura 12 avril 2022

Bientôt une base de données pour la reconnaissance faciale européenne - francesoir.fr 12 avril 2022

La base de données en question viendrait renforcer, avec des données de reconnaissance faciale, celle lancée en 2005 par sept pays européens : la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Autriche. Elle prévoit un fichier centralisé de profils d'identité (empreintes digitales, données ADN et informations sur les propriétaires de véhicules), à des fins policières et à l'échelle européenne.

La reconnaissance faciale en temps réel n'étant pas légale en Europe, la police ne pourra utiliser cette base de données que pour identifier des individus de manière rétrospective. Concrètement, elle pourra comparer les images fixes des caméras de vidéosurveillance, les photos des médias sociaux ou celles du téléphone d'une victime, avec les photos d'identité conservées dans une base de données, le tout dans le but d'identifier quelqu'un ou au moins de trouver des correspondances. francesoir.fr 12 avril 2022

C'est trop facile de rester en bonne santé...

Un faible niveau de vitamine D augmente de 14 fois le risque de formes critiques de COVID-19

Un récent article rédigé par des équipes israéliennes et publié dans la revue PLOS ONE [1] vient de confirmer la stricte corrélation entre le taux de vitamine D circulant avant infection par le SARS-CoV-2 et l'augmentation substantielle du risque d'évolution critique de la COVID-19 en cas d'infection.

Ces travaux démontrent qu'un simple suivi du taux de vitamine D par son médecin suffit à diminuer d'un facteur 14 le risque d'une forme grave de la COVID-19, ceci pour un coût négligeable et un traitement simple et sans risque. Sans compter les économies générées par la baisse des frais d'hospitalisations associées à la diminution des formes graves. L'importance de la vitamine D, qui dès le début a été mise en avant par les médecins et scientifiques [3, 4], est malheureusement restée sans effet jusqu'à ce jour. Il reste surprenant d'observer que nos gouvernants se sont bloqués sur la quasi-religion du fort coûteux « tout-vaccinal », dont l'efficacité est aujourd'hui pour le moins limitée, en particulier face aux derniers variants. Nous disposions pourtant de toute une panoplie de solutions thérapeutiques et prophylactiques efficaces, sans risque sous contrôle médical, qui ont été ignorées, voire interdites, par les autorités sanitaires de bien des pays. Il sera intéressant de comprendre pourquoi une simple complémentation en vitamine D n'a jamais été conseillée par l'OMS en particulier.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier.

DANS QUEL MONDE VIVONS-NOUS.

Cachez-moi ce dessein que je ne saurais voir Par Michel Raimbaud - Mondialisation.ca, 13 avril 2022 31 août 2020

Cet article a été publié initialement par Mondialisation.ca le 30 août 2020.

Extrait

Mille ans après la Grande Peur de l'An Mille, un tsunami de déraison submerge la planète, qui n'en est pourtant pas à une folie près. Un terrorisme médiatique sans précédent qui a permis l'enfermement, également inédit, de centaines de millions de personnes, y est pour beaucoup. Les Occidentaux n'ont pas tardé à saisir cette aubaine pour expérimenter à domicile une « responsabilité de protéger » qui servait jusque-là à justifier leurs ingérences illégales dans les Etats décrétés « voyous » sous prétexte de les mettre au pas. Les grandes démocraties, qui ont le droit divin de dire le droit et d'écrire l'Histoire avant de la créer, ont donc joué un rôle moteur dans ce psychodrame collectif.

Formatées et acquises aux thèses du « Nouvel Ordre Global », les « élites » ont entrepris sans états d'âme de liquider les repères du « monde d'avant » à tous les plans (personnel, familial, sociétal) et dans tous les domaines (politique, culture, économie, éducation, enseignement, religion), l'objectif étant manifestement de préparer les esprits à un « monde d'après » désarticulé, déshumanisé, désocialisé, décivilisé, dont les symboles (masques, « gestes barrières », « distanciation sociale », interdiction des rassemblements, des réunions, des marques d'affection familiale ou intergénérationnelle) sont en soi tout un programme. Le vide sidéral que génère le Covid est certes contre-nature, mais ne plus jurer que par lui permet de mettre au rancart les préoccupations du « monde d'avant ». On n'épiloguera pas sur la casse systématique des acquis, des conquêtes sociales ou des libertés publiques, et sur l'effacement progressif de toutes les formes traditionnelles de discussion, de dialogue et de négociation, etc…La catastrophe semble déboucher sur un « trou noir » susceptible de tout engloutir, y compris l'inquiétude et les réflexes de résistance…Cette apathie résignée sous nos cieux bien-pensants a de quoi surprendre.

Comment s'étonner dès lors que l'indifférence ordinaire face aux problèmes du monde soit plus que jamais la règle. Les grands chefs de guerre qui président aux destinées de nos « démocraties » peuvent ainsi mener en toute tranquillité leurs entreprises illégales : ils n'auront pas de comptes à rendre. Il est vrai que, vu de Sirius, le monde du début de millénaire fait penser à la « nef des fous » peinte par Bosch il y a 500 ans, notre folie d'aujourd'hui relevant bien davantage du désordre politico-religieux que de la menace pandémique. S'il a le dos large, le ci-devant Corona n'a fait que consacrer la dérive constatée sur le Grand Echiquier depuis la chute de l'URSS. Retombée de la catastrophe géopolitique de 1991, la rupture de l'équilibre fragile de la guerre froide devait en effet déboucher rapidement sur l'abandon des valeurs et règles communes, l'adieu à la légalité internationale et la ruine du multilatéralisme, préludes à la glissade vers un enfer où feraient la loi les vainqueurs de la guerre idéologique, sans scrupules ni vergogne. Après vingt années de « moment unipolaire américain » et dix ans de « révolutions » et autres « printemps », l'effervescence planétaire a rendu caricaturales les gesticulations d'une ONU en faillite, réduisant à des simulacres les démarches et procédures de la relation internationale. Comment cacher sa stupéfaction devant les nouvelles mœurs diplomatiques soi-disant dictées par l'urgence sanitaire : le Conseil de Sécurité se réunit désormais « en visioconférence » (sic), ce qui réduit les échanges au minimum syndical et banalise les dialogues de sourds qui constituaient déjà souvent la trame des réunions « d'avant ».

Les menteurs et tricheurs de l'Axe du Bien auront eu la peau du « machin » tout en conservant pieusement les vieux « trucs » cachés dans le double fond de leur sac à malices : la « responsabilité de protéger », les droits de l'homme, la « communauté internationale », les « régimes préoccupants », les faux pavillons, les tyrans massacreurs, le vocabulaire attrape-gogos avec ce non qui veut dire oui, ce vrai qui cache le faux et l'aide humanitaire acheminée par les flottes de guerre…A l'ouest rien de nouveau ! Y compris au pays de Montesquieu et Descartes. N'y a-t-on pas depuis longtemps tiré un trait sur feu la légalité internationale, ne trouvant rien à redire à la loi de la jungle qui s'est imposée face au droit onusien ? Les Occidentaux auraient pourtant tort d'ignorer la haine et la rancœur que suscitent partout dans le monde leur cynisme, leur arrogance, leurs postures et impostures.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

La tyrannie numérique à l'échelle planétaire: le système de certificats de vaccination de l'Union européenne (UE) par Prof Michel

Chossudovsky - Mondialisation.ca, 13 avril 2022

Le code de vérification QR au niveau planétaire ouvre potentiellement la voie à l'instauration d'un « État policier mondial » contrôlé par l'establishment financier. Il fait partie de ce que feu David Rockefeller a intitulé « la marche vers un gouvernement mondial » basée sur une alliance de banquiers et d'intellectuels.

Quelle est la légitimité de ces procédures ? AUCUNE. Amplement confirmé : IL N'Y A PAS DE PANDÉMIE. La prétendue pandémie de Covid-19 est basée sur une Science Fake ».

Tant le cadre du certificat numérique COVID de l'UE que celui du code de vérification QR de l'OMS sont fondés sur des mensonges flagrants. Il est maintenant bien établi que le test PCR qui fut utilisé pour « détecter le SRAS-CoV-2 » est totalement invalide.

« L'OMS et le CDC (avec les sous-entendus habituels) ont tous deux confirmé ce que l'on savait depuis le tout début en janvier 2020, à savoir que le test RT-PCR utilisé pour justifier chaque mandat politique, y compris les lockdowns, l'éloignement social, le masque, le confinement de la main-d'œuvre, la fermeture de l'activité économique, etc. était défectueux et invalide. »

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

La révolution financière mondiale à venir. La Russie suit le modèle américain. Par Ellen Brown - Mondialisation.ca, 11 avril 2022

Aucun pays n'a réussi à défier l'hégémonie mondiale du dollar américain – jusqu'à présent. Comment cela est-il arrivé et qu'est-ce que cela signifie ?

Les critiques étrangers s'insurgent depuis longtemps contre le « privilège exorbitant » du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale. Les États-Unis peuvent émettre cette monnaie qui n'est garantie par rien d'autre que « la pleine foi et le crédit des États-Unis ». Les gouvernements étrangers, qui ont besoin de dollars, non seulement les acceptent dans le commerce mais achètent des titres américains avec, finançant ainsi le gouvernement américain et ses guerres étrangères. Mais aucun gouvernement n'a été assez puissant pour rompre cet arrangement – jusqu'à présent. Comment cela est-il arrivé et quelles en seront les conséquences pour l'économie américaine et mondiale ?

L'ascension et la chute du pétrodollar

Tout d'abord, un peu d'histoire : Le dollar américain a été adopté comme monnaie de réserve mondiale lors de la conférence de Bretton Woods en 1944, alors que le dollar était encore soutenu par l'or sur les marchés mondiaux. L'accord prévoyait que l'or et le dollar seraient acceptés de manière interchangeable comme réserves mondiales, les dollars étant remboursables en or sur demande à 35 dollars l'once. Les taux de change des autres monnaies étaient fixés par rapport au dollar.

Mais cet accord a été rompu après que la politique « canons contre beurre » du président Lyndon Johnson a épuisé la cagnotte américaine en finançant la guerre au Vietnam et ses programmes sociaux de la « Grande Société ». Le président français Charles de Gaulle, soupçonnant les États-Unis d'être à court d'argent, a échangé une grande partie des dollars français contre de l'or et a menacé d'échanger le reste ; d'autres pays ont fait de même ou ont menacé de le faire.

En 1971, le président Richard Nixon a mis fin à la convertibilité du dollar en or au niveau international (connu sous le nom de « fermeture de la fenêtre de l'or »), afin d'éviter de vider les réserves d'or des États-Unis. La valeur du dollar s'est alors effondrée par rapport aux autres monnaies sur les marchés mondiaux. Pour le soutenir, Nixon et le secrétaire d'État Henry Kissinger ont conclu un accord avec l'Arabie saoudite et les pays de l'OPEP selon lequel l'OPEP ne vendrait le pétrole qu'en dollars, et que les dollars seraient déposés dans les banques de Wall Street et de la City de Londres. En contrepartie, les États-Unis défendraient militairement les pays de l'OPEP. Le chercheur en économie William Engdahl présente également des preuves d'une promesse selon laquelle le prix du pétrole serait quadruplé. Une crise pétrolière déclenchée par une brève guerre au Moyen-Orient a effectivement fait quadrupler le prix du pétrole, et l'accord de l'OPEP a été finalisé en 1974.

L'accord a tenu jusqu'en 2000, lorsque Saddam Hussein l'a rompu en vendant le pétrole irakien en euros. Le président libyen Mouammar Kadhafi a fait de même. Les deux présidents ont été assassinés, et leurs pays ont été décimés par la guerre avec les États-Unis. Le chercheur canadien Matthew Ehret observe :

« N'oublions pas que l'alliance Soudan-Libye-Égypte, sous la direction combinée de Moubarak, Kadhafi et Bashir, avait entrepris d'établir un nouveau système financier adossé à l'or, en dehors du FMI et de la Banque mondiale, afin de financer un développement à grande échelle en Afrique. Si ce programme n'avait pas été sapé par la destruction de la Libye sous l'égide de l'OTAN, le dépeçage du Soudan et le changement de régime en Égypte, le monde aurait vu l'émergence d'un bloc régional majeur d'États africains façonnant leur propre destin pour la première fois dans l'histoire en dehors du jeu truqué de la finance contrôlée par les Anglo-Américains.

L'ascension du PetroRouble

Le premier défi lancé par une grande puissance à ce qui était connu sous le nom de pétrodollar a eu lieu en 2022. Dans le mois qui a suivi le début du conflit en Ukraine, les États-Unis et leurs alliés européens ont imposé de lourdes sanctions financières à la Russie en réponse à l'invasion militaire illégale. Les mesures occidentales comprenaient le gel de près de la moitié des 640 milliards de dollars américains de réserves financières de la banque centrale russe, l'expulsion de plusieurs des plus grandes banques russes du système de paiement mondial SWIFT, l'imposition de contrôles à l'exportation visant à limiter l'accès de la Russie aux technologies de pointe, la fermeture de leur espace

aérien et de leurs ports aux avions et aux navires russes, et l'instauration de sanctions personnelles à l'encontre de hauts fonctionnaires russes et de magnats très en vue. Les Russes inquiets se sont précipités pour retirer des roubles de leurs banques, et la valeur du rouble a plongé sur les marchés mondiaux tout comme le dollar américain l'avait fait au début des années 1970.

La confiance placée dans le dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale, soutenue par « la pleine foi et le crédit des États-Unis », a finalement été entièrement brisée. Le président russe Vladimir Poutine a déclaré dans un discours prononcé le 16 mars que les États-Unis et l'Union européenne avaient manqué à leurs obligations et que le gel des réserves de la Russie marquait la fin de la fiabilité des actifs dits de première classe. Le 23 mars, Poutine a annoncé que le gaz naturel russe serait vendu aux « pays inamicaux » uniquement en roubles russes, plutôt qu'en euros ou en dollars, comme c'est le cas actuellement. Quarante-huit nations sont considérées par la Russie comme « inamicales », dont les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Ukraine, la Suisse, la Corée du Sud, Singapour, la Norvège, le Canada et le Japon.

Poutine a noté que plus de la moitié de la population mondiale reste « amie » de la Russie. Les pays qui n'ont pas voté en faveur des sanctions comprennent deux grandes puissances – la Chine et l'Inde – ainsi que le principal producteur de pétrole, le Venezuela, la Turquie et d'autres pays du Sud. Les pays « amis », a déclaré Poutine, peuvent désormais acheter à la Russie dans différentes devises.

Le 24 mars, le législateur russe Pavel Zavalny a déclaré lors d'une conférence de presse que le gaz pourrait être vendu à l'Occident contre des roubles ou de l'or, et aux pays « amis » contre la monnaie nationale ou des bitcoins.

Les ministres de l'Énergie des pays du G7 ont rejeté la demande de Poutine, affirmant qu'elle violait les termes des contrats de gaz qui exigent une vente en euros ou en dollars. Mais le 28 mars, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré que la Russie n'était « pas engagée dans la charité » et qu'elle ne fournirait pas de gaz à l'Europe gratuitement (ce qu'elle ferait si les ventes se faisaient en euros ou en dollars qu'elle ne peut actuellement pas utiliser dans le commerce). Les sanctions elles-mêmes constituent une violation de l'accord visant à honorer les devises sur les marchés mondiaux.

Bloomberg rapporte que le 30 mars, Viatcheslav Volodine, président de la chambre basse du Parlement russe, a suggéré dans un message sur Telegram que la Russie pourrait étendre la liste des produits pour lesquels elle exige d'être payée en roubles (ou en or) par l'Occident, afin d'inclure les céréales, le pétrole, les métaux, etc. L'économie de la Russie est beaucoup plus petite que celle des États-Unis et de l'Union européenne, mais la Russie est un fournisseur mondial majeur de produits de base essentiels – non seulement le pétrole, le gaz naturel et les céréales, mais aussi le bois, les engrais, le nickel, le titane, le palladium, le charbon, l'azote et les métaux des terres rares utilisés dans la production de puces informatiques, de véhicules électriques et d'avions.

Le 2 avril, le géant gazier russe Gazprom a officiellement interrompu toutes les livraisons à l'Europe via le gazoduc Yamal-Europe, une artère critique pour l'approvisionnement énergétique européen.

Richard Werner, professeur d'économie au Royaume-Uni, qualifie la manœuvre russe d'astucieuse – une répétition de ce que les États-Unis ont fait dans les années 1970. Pour obtenir des produits russes, les pays « inamicaux » devront acheter des roubles, ce qui fera grimper la valeur du rouble sur les marchés mondiaux, tout comme le besoin de pétrodollars a soutenu le dollar américain après 1974. En effet, le 30 mars, le rouble avait déjà atteint le niveau où il se trouvait un mois plus tôt.

Une page du manuel du « système américain »

La Russie suit les États-Unis non seulement en liant sa monnaie nationale aux ventes d'un produit de base essentiel, mais aussi en suivant un protocole antérieur – ce que les dirigeants américains du XIXe siècle appelaient le « système américain » de monnaie et de crédit souverains. Ses trois piliers étaient (a) des subventions fédérales pour les améliorations internes et pour soutenir les industries naissantes de la nation, (b) des tarifs douaniers pour protéger ces industries, et (c) un crédit facile émis par une banque nationale.

Michael Hudson, professeur d'économie et auteur de « Super-Impérialisme : La stratégie économique de l'empire américain », parmi de nombreux autres ouvrages, note que les sanctions obligent la Russie à faire ce qu'elle a été réticente à faire elle-même : réduire sa dépendance à l'égard des importations et développer ses propres industries et infrastructures. L'effet, dit-il, est équivalent à celui des tarifs douaniers protecteurs. Dans un article intitulé « L'empire américain s'autodétruit », Hudson écrit au sujet des sanctions russes (qui remontent en fait à 2014) :

« La Russie était restée trop captivée par l'idéologie du marché libre pour prendre des mesures visant à protéger sa propre agriculture ou son industrie. Les États-Unis ont apporté l'aide nécessaire en imposant à la Russie une autonomie intérieure (via les sanctions). Lorsque les États baltes ont perdu le marché russe du fromage et d'autres produits agricoles, la Russie a rapidement créé son propre secteur fromager et laitier – tout en devenant le premier exportateur mondial de céréales. …

La Russie découvre (ou est sur le point de découvrir) qu'elle n'a pas besoin de dollars américains pour garantir le taux de change du rouble. Sa banque centrale peut créer les roubles nécessaires pour payer les salaires nationaux et financer la formation de capital. Les confiscations américaines pourraient donc finalement amener la Russie à mettre fin à la philosophie monétaire néolibérale, comme le préconise depuis longtemps Sergey Glaziev en faveur de la MMT [Modern Monetary Theory]. …

Ce que les pays étrangers n'ont pas fait d'eux-mêmes – remplacer le FMI, la Banque mondiale et les autres bras de la diplomatie américaine – les politiciens américains les obligent à le faire. Au lieu que les pays d'Europe, du Proche-Orient et du Sud se séparent en fonction de leur propre calcul de leurs intérêts économiques à long terme, les États-Unis les poussent à s'éloigner, comme elle l'a fait avec la Russie et la Chine. » Glazyev et la réinitialisation eurasiatique Sergey Glazyev, mentionné par Hudson ci-dessus, est un ancien conseiller du président Vladimir Poutine et le ministre de l'Intégration et de la Macroéconomie de la Commission économique eurasiatique, l'organe de réglementation de l'Union économique eurasiatique (UEE). Il a proposé d'utiliser des outils similaires à ceux du « système américain »,

notamment en transformant la Banque centrale de Russie en une « banque nationale » émettant la propre monnaie de la Russie et des crédits pour le développement interne. Le 25 février, Glazyev a publié une analyse des sanctions américaines intitulée « Sanctions et souveraineté », dans laquelle il déclare :

« Les dommages causés par les sanctions financières américaines sont inextricablement liés à la politique monétaire de la Banque de Russie … Son essence se résume à lier étroitement l'émission du rouble aux recettes d'exportation et le taux de change du rouble au dollar. En fait, une pénurie artificielle d'argent est créée dans l'économie, et la politique stricte de la Banque centrale entraîne une augmentation du coût des prêts, ce qui tue l'activité commerciale et entrave le développement des infrastructures dans le pays. »

Glazyev a déclaré que si la banque centrale remplaçait les prêts retirés par ses partenaires occidentaux par ses propres prêts, la capacité de crédit russe augmenterait considérablement, ce qui empêcherait une baisse de l'activité économique sans créer d'inflation.

La Russie a accepté de vendre du pétrole à l'Inde dans sa propre monnaie souveraine, la roupie, à la Chine en yuan et à la Turquie en lira. Ces monnaies nationales peuvent ensuite être dépensées pour acheter les biens et services vendus par ces pays. On pourrait soutenir que chaque pays devrait être en mesure de commercer sur les marchés mondiaux dans sa propre monnaie souveraine ; c'est ce qu'est une monnaie fiduciaire – un moyen d'échange soutenu par l'accord de la population de l'accepter comme valeur pour ses biens et services, soutenu par la « pleine foi et le crédit » de la nation.

Mais ce type de système de troc mondial s'effondrerait, tout comme les systèmes de troc locaux, si l'une des parties à l'échange ne voulait pas des biens ou des services de l'autre partie. Dans ce cas, une monnaie de réserve intermédiaire serait nécessaire pour servir de moyen d'échange.

Glazyev et ses homologues y travaillent. Dans une interview traduite publiée sur The Saker, Glazyev a déclaré :

« Nous travaillons actuellement sur un projet d'accord international sur l'introduction d'une nouvelle monnaie de règlement mondiale, arrimée aux monnaies nationales des pays participants et aux biens échangés qui déterminent les valeurs réelles. Nous n'aurons plus besoin des banques américaines et européennes. Un nouveau système de paiement basé sur des technologies numériques modernes avec une blockchain se développe dans le monde, où les banques perdent de leur importance. »

La Russie et la Chine ont toutes deux développé des alternatives au système de messagerie SWIFT, dont certaines banques russes ont été bloquées. Le commentateur Alexander Mercouris, basé à Londres, fait l'observationintéressante que sortir de SWIFT signifie que les banques occidentales ne peuvent pas suivre les transactions russes et chinoises.

L'analyste géopolitique Pepe Escobar résume les plans pour une réinitialisation financière eurasienne/chinoise dans un article intitulé « Dites bonjour à l'or russe et au petroyuan chinois ». Il écrit :

« Cela a été long à venir, mais enfin certains linéaments clés des nouvelles fondations du monde multipolaire sont révélés.

Vendredi [11 mars], après une réunion par vidéoconférence, l'Union économique eurasiatique (UEE) et la Chine ont convenu de concevoir le mécanisme d'un système monétaire et financier international indépendant. L'UEE est composée de la Russie, du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Belarus et de l'Arménie. Elle établit des accords de libre-échange avec d'autres nations eurasiatiques et s'interconnecte progressivement avec l'Initiative Ceinture et Route chinoise (BRI).

À toutes fins utiles, l'idée vient de Sergey Glazyev, le principal économiste indépendant de Russie.

De manière assez diplomatique, Glazyev a attribué la concrétisation de l'idée aux « défis et risques communs associés au ralentissement économique mondial et aux mesures restrictives à l'encontre des États de l'UEE et de la Chine ». …

Traduction : la Chine étant une puissance eurasiatique au même titre que la Russie, elles doivent coordonner leurs stratégies pour contourner le système unipolaire américain.

Le système eurasiatique sera basé sur « une nouvelle monnaie internationale », très probablement avec le yuan comme référence, calculée comme un indice des monnaies nationales des pays participants, ainsi que des prix des matières premières. …

Le système eurasiatique est appelé à devenir une alternative sérieuse au dollar américain, car l'UEE pourrait attirer non seulement les nations qui ont rejoint la BRI … mais aussi les principaux acteurs de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) ainsi que l'ASEAN. Les acteurs d'Asie occidentale – Iran, Irak, Syrie, Liban – seront inévitablement intéressés. » Privilège exorbitant ou charge exorbitante ?

Si ce système réussit, quel sera l'effet sur l'économie américaine ? Le stratège en investissement Lynn Alden écrit dans une analyse détaillée intitulée « La rupture du système de réserve monétaire mondial des États-Unis » qu'il y aura une douleur à court terme, mais qu'à long terme, l'économie américaine en bénéficiera. Le sujet est complexe, mais l'essentiel est que la domination de la monnaie de réserve a entraîné la destruction de notre base manufacturière et l'accumulation d'une dette fédérale massive. Le partage de la charge de la monnaie de réserve aurait l'effet que les sanctions ont sur l'économie russe – en soutenant les industries nationales comme le ferait une taxe douanière, ce qui permettrait de reconstruire la base manufacturière américaine.

D'autres commentateurs affirment également qu'être la seule monnaie de réserve mondiale est moins un privilège exorbitant qu'un fardeau exorbitant. La perte de ce statut ne mettrait pas fin à l'importance du dollar américain, qui est trop fortement ancré dans la finance mondiale pour être délogé. Mais cela pourrait bien signifier la fin du pétrodollar en tant que seule monnaie de réserve mondiale, et la fin des guerres pétrolières dévastatrices qu'il a financées pour maintenir sa domination.

- Cliquez ici pour lire l'article

Biden et Soros à la recherche de la baleine blanche russe ? - reseauinternational.net 12 avril 2022

par Germán Gorraiz López.

Charles Wright Mills, dans son livre « L'élite au pouvoir » (1956), indique que la clé pour comprendre la préoccupation nord-américaine se trouverait dans l'organisation excessive de leur société. Ainsi, l'establishment serait « le groupe d'élite formé par l'union des sous-élites politiques, militaires, économiques, universitaires et des médias de masse des États-Unis », des lobbies de pression qui seraient interconnectés à travers « une alliance agitée basée sur leur communauté » d'intérêts et orientée vers la métaphysique militaire.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

Financé par Soros et l'Etat, le groupe Attac ne veut pas une voix pour l'extrême droite - lemediaen442.fr 13 avril 2022

Histoires interdites du financement des ONG de droits de l'Homme et de protection des journalistes - atlasinfo.fr 17 juin 2020

Extraits.

Dans ce dossier, Atlasinfo décrypte comment les Fondations américaines ont instrumentalisé la cause des droits de l'Homme et mis au pas la presse mondiale, sous couvert de la philanthropie. Une en particulier mène la danse depuis près de 40 ans : la Open Society Foundation du magnat américain de la finance, George Soros. Fort de sa puissance financière, le multimilliardaire a mis en place un système de stratégies d'influence qui prend appui sur la société civile. Il la dote de moyens colossaux pour atteindre des objectifs géostratégiques et économiques intimement liés aux cercles du pouvoir américain.

Pour un militant épris de justice et de liberté, Il n'y a rien de pire que de découvrir que l'organisation de droits de l'Homme à laquelle il a dédié une partie de sa vie, s'est égarée pour se soumettre à une ligne de conduite dictée pas ses bailleurs de fonds, avec des pratiques en contradiction avec ses convictions.

Pour un journaliste opérant au sein d'une organisation qui affiche des ambitions de protection des journalistes, cela est encore plus douloureux. Distribuer les bons ou les mauvais points, « sucrer » une information importante parce qu'elle implique un donateur ou en surexploiter une autre parce qu'« on » l'a demandé, c'est tout simplement sacrifier ses valeurs morales et éthiques.

Ainsi, dans la toile tissée à travers la Open Society Foundation se retrouvent ONG internationales ou locales, médias, comités de protections des journalistes, plateformes collaboratives d'investigation, Universités, think tank, partis politiques, syndicats et tout autre entité ou personne pouvant exercer une influence en faveur du projet de George Soros, partout à travers le monde.

Pour réussir, il fallait à celui qui a joué des coudes pour construire sa fortune colossale dans la finance, commencer par bâtir une image de philanthrope épris d'une humanité débordante.

"Saint George et ses improbables croisades"

Particulièrement satyrique Le Time consacrera le 1er septembre 1997 une Une à "Saint George : et ses improbables croisades", qui vont de la politique à l'immigration en passant par la dépénalisation de la drogue, la défense des minorités ou encore la cause LGBT+, construisant sa stratégie sur la démocratie et la justice sociale, la défense des faibles pour provoquer la chute des puissants, tout ceux en tout cas qui encombreraient sa route vers l'édification d'une société transnationale.

Le Parti Démocrate en toile de fond

Sur le plan politique, il n'a jamais fait mystère de ses positions démocrates, finançant généreusement les campagnes de John Kerry en 2004 face à Georges W bush, Barack Obama qu'il avait commencé à soutenir en tant que sénateur de l'Illinois, Hillary Clinton face à Trump en 2016...

En Afrique où les activités du milliardaire américain ne suscitent pas le même intérêt qu'aux Etats Unis ou en Europe, la République Démocratique du Congo et le Burkina Faso notamment ont été broyés par des manœuvres attribuées aux réseaux de George Soros.(En 2017, Open Society Foundation consacrait plus de 70 millions de dollars à ses activités sur le continent).

Alignement sur la politique étrangère américaine

Le magnat de la finance n'a aucune hésitation à travailler avec une partie des cercles du pouvoir américain quand cela est nécessaire. Mieux encore : il avance sensiblement au même rythme que la politique américaine, travaillant souvent main dans la main avec La NED, National Endowment for Democraty, émanation du congrès américain financée à travers l'USAID, l'Agence Américaine pour le Développement International.

Une phrase de son ancien président exécutif, Allen Weinstein résume sa mission. « La plupart des choses que nous faisons aujourd'hui étaient faites secrètement par la CIA il y a 25 ans ».

En conjuguant leurs efforts, la NED et le réseau de la Open Society Foundation auraient travaillé à l'émergence, l'encadrement, la formation et le financement de nombreux mouvements de contestation dans plusieurs pays où le vent du printemps arabe a soufflé.

Un homme qui ne s'embarrasse pas de ses contradictions

George Soros est partout et ne se formalise pas des contradictions qu'il peut présenter, comme l'explique Thibault Kerlinzin auteur d'une enquête passionnante « Soros, l'Impérial », publiée en 2019. C'est un démocrate mais qui est prêt à côtoyer des Républicains si le business l'exige. Il dénonce l'addiction des enfants aux jeux sur Internet mais est un grand investisseur dans des casinos. Il se fait le chantre de la démocratie mais finance les révolutions colorées.

En 1993, il déclarait qu'il n'investirait pas dans les pays où agissent ses fondations, mais fait tout le contraire l'année d'après. Il dénonce la corruption et les pratiques illégales et prône la transparence mais fait tout pour échapper aux contrôles fiscaux, tout en finançant des ONG comme Transparency International. Il a des investissements dans les mines de charbon et le secteur pétrolier mais épouse la cause des défenseurs de l'environnement.

« La Soros Connection »

C'est tout cela à la fois le personnage Soros : le cynisme dans les affaires et un réseau dans au moins 100 pays pour l'accompagner dans le projet de démantèlement des sociétés auquel il aspire, distribuant les bons ou les mauvais points par organisations non gouvernementales et médias interposés. Selon Thibault Kerlirzin qui analyse la « Soros connection » faite d'intérêts et de renvois d'ascenseurs, nous serions naïfs de croire que le magnat de la finance aurait perdu ses longues griffes qui ont fait sa réputation de loup de Wall Street : quand Georges Soros donne, c'est toujours un investissement. (Comme la Fondation Mélinda et Bill Gates, et tous leurs semblables. - LVOG)

« Le Maître des marionnettes", comme le nomme Margaux Krehl dans un portrait qu'elle lui consacre dans Vanityfair.fr mis en ligne le 25 octobre 2018, est-il le manipulateur que décrivent ses adversaires ? Le fait est que le nom de ses fondations est associé à toutes les ONG qui voudront bien prendre les milliards qu'il a à revendre, et elles sont nombreuses. Depuis 1984, ce sont plus de 30 milliards de dollars qu'il a injecté dans Open Society Foundation avec l'ambition affichée de promouvoir "la gouvernance démocratique, les droits de l'Homme et les réformes économiques, sociales et légales".

A quelles ONG profitent ces sommes phénoménales ?

- Human Right Watch = 100 millions de dollars pour la période 2010-2020.
- La Fédération Internationale des Droits de l'Homme = 8,7 millions rien qu'en 2018.
- Reporters sans Frontières est régulièrement critiquée pour son financement par les fonds américains de la National Endowment for Democraty (Usaid) et l'Open society Foundation de Georges Soros. L'organisation a fait l'objet d'une enquête à lire absolument « la face cachée de Reporters Sans Frontières : de la CIA aux faucons du Pentagone »
- Oxfam
- Transparency International EU
- Greenpeace
- Amnesty International
- Etc?

Nul ne peut réellement dire que ces organisations non gouvernementales agissent plus pour des raisons politiques qu'humanitaires. Mais le fait est qu'elles ont toutes pour point commun un financement qui émane d'une même organisation tentaculaire au projet « sans frontières » affiché et qui agit sur le terrain de plusieurs pays avec un « laisser passer », voire un accompagnement des cercles du pouvoir américain, démocrates en particulier. atlasinfo.fr 17 juin 2020

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

DOSSIER UKRAINE

Au bord de la Troisième guerre mondiale ?

Avertissement de la Russie. « Ceux qui livrent des armes à Kiev seront la cible légitime des forces russes » - insolentiae.com 14 avril 2022

La Russie dit que les véhicules de transports d'armes des Etats-Unis et de l'Otan sont des cibles légitimes

Voilà ce que dit cette dépêche Reuters qui rapporte elle-même une dépêche de l'agence Tass comme au bon vieux temps de la guerre froide.

« La Russie considérera les véhicules des Etats-Unis et de l'Otan transportant des armes en Ukraine comme des cibles légitimes, a déclaré mercredi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, dans une interview à l'agence de presse TASS.

Toute tentative de l'Occident d'infliger des dégâts importants à l'armée russe ou à ses alliés séparatistes en Ukraine sera « sévèrement réprimée », a-t-il ajouté.

« Nous avertissons que nous considérerons les transports d'armes des Etats-Unis et de l'Otan à travers le territoire ukrainien comme des

cibles militaires légales », a déclaré Sergueï Riabkov, cité par l'agence TASS. « Nous faisons comprendre aux Américains et aux autres Occidentaux que les tentatives de ralentir notre 'opération spéciale', d'infliger un maximum de dégâts aux troupes et formations russes des Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk seront durement réprimées », a-t-il ajouté ».

Fin de la fake news sur Kramatorsk.

Les preuves que le missile du massacre de la gare de Kramatorsk n'est pas russe, mais ukrainien par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 12 avril 2022

Le numéro de série du missile Tochka-U qui a frappé la gare ferroviaire de Kramatorsk, le 8 avril 2022, est (en russe) ?91579 ou (en anglais) Sh91579. Ce numéro de série marque le stock de missiles Tochka-U en possession de l'armée ukrainienne. Seules les Forces Armées Ukrainiennes ont des missiles Tochka-U. La Russie n'en a pas depuis 2019 : ils ont tous été désactivés. Les Républiques Populaires de Donetsk et Lugansk n'ont pas et n'ont jamais eu de Tochka-U. ??La direction du cône et de l'empennage (ou section de queue) du missile qui a atterri sur le terrain proche de la gare ferroviaire de Kramatorsk montre clairement qu'il été lancé par la 19eme Brigade de Missiles Ukrainienne, basée près de Dobropolie à 45 km de Kramatorsk. Précédemment les Forces Armées Ukrainiennes ont utilisé des missiles Tochka-U de la même série comme des ?915611, lancés sur Berdyansk et un ?915516, lancé sur Melitopol. Les mêmes missiles ont été utilisés contre Donetsk et Lugansk. Réseau Voltaire 12 avril 2022

Marioupol

Marioupol : 1 026 soldats ukrainiens, dont 162 officiers, se sont rendus à la Russie - lemediaen442.fr 13 avril 2022

C'est la plus grande reddition depuis que la Russie a lancé une opération militaire spéciale pour démilitariser et dénazifier l'Ukraine. L'objectif de Vladimir Poutine est : « la protection des personnes qui ont été soumises au génocide par le régime de Kiev pendant huit ans ». C'est une défaite pour Zelensky et un coup de tonnerre qui s'abat sur l'armée ukrainienne qui répète — sous forme de propagande — gagner du terrain à chaque jour qui passe. La réalité est tout autre.

Lors du briefing du ministère de la Défense de la Russie, Igor Konachenkov a annoncé : « A Marioupol, dans la zone de l'usine métallurgique Ilyich, à la suite d'actions offensives réussies par les forces armées russes et les unités de police de la République populaire de Donetsk, 1 026 militaires ukrainiens de la 36e brigade de marine ont déposé volontairement les armes et sont rendus. Il y a 162 officiers des forces armées ukrainiennes parmi les militaires qui se sont rendus. Cent cinquante et un militaires ukrainiens blessés de la 36e brigade de marine ont reçu des soins médicaux sur place, après quoi ils ont tous été emmenés à l'hôpital de la ville de Marioupol pour y être soignés. » lemediaen442.fr 13 avril 2022

Inde. Modi le nationaliste.

L'entreprise publique indienne Mangalore Refinery and Petrochemicals Ltd achète 1 million de barils de brut Urals russe pour le chargement de mai - infobrics.org 13 avril 2022

"L'intérêt général de l'Inde est ce qui est gardé à l'esprit.... Je ferais passer l'intérêt national de mon pays en premier, et je garderais la sécurité énergétique de mon pays en premier", a déclaré la ministre des Finances Nirmala Sitharaman, ajoutant que si le pétrole est disponible à un prix réduit, "pourquoi ne l'achèterais-je pas ?"

Source: www.livemint.com

LVOG - Je rappelle que je vis en Inde depuis août 1996. Je ne vais pas m'en plaindre, avec Raoul Gandhi ou le Parti du Congrès, l'Inde aurait été vendue aux Américains ! Le litre d'essence est passé à 104 roupies, soit environ 1,5 euro, c'est terriblement cher pour les Indiens, imaginez que vous devriez le payer 10 euros en France, mais les Indiens ne se déplacent pas en bagnole ! Le prix de l'essence a augmenté par les Américains ont attaqué la roupie, j'en ai eu confirmation dans un article hier, ils veulent faire payer à Modi son soutien à Poutine.

Les puissances occidentales et le fascisme, une longue histoire d'amour.

L'alliance du MI6, de la CIA et des bandéristes par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 12 avril 2022

Après avoir montré que la guerre en Ukraine avait été préparée par les Straussiens et déclenchée le 17 février par l'attaque de Kiev contre le Donbass, Thierry Meyssan revient sur l'histoire secrète qui lie les Anglo-Saxons aux bandéristes depuis la chute du IIIème Reich. Il tire la sonnette d'alarme : nous n'avons pas été capables de voir la résurgence du racialisme nazi en Ukraine et dans les pays baltes depuis trente ans, nous ne voyons pas non plus que bon nombre des civils ukrainiens que nous accueillons sont pétris d'idéologie bandériste. Nous attendons que des attentats nazis commencent en Europe occidentale pour nous réveiller.

Extrait.

- Le 18 novembre 2020, la 3ème Commission de l'Assemblée générale des Nations unies adoptait une résolution sur la « Lutte contre la

glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée » (Nations Unies A/C.3/75/L.49). Tous les membres de l'Onu votaient "pour", seuls les États-Unis et l'Ukraine votaient "contre". Tous les membres de l'Otan et de l'Union européenne s'abstenaient.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

Ma modeste contribution.

TM - Souvenons-nous qu'absolument tous les États occidentaux sans exception ont cru, à un moment ou à un autre, que les nazis étaient la solution à la crise économique de 1929. Eux seuls semblaient proposer une alternative crédible au capitalisme. Bien sûr, presque tous ces gens changèrent d'avis lorsque le danger nazi se retourna contre eux.

LVOG - Cette tournure pourrait induire les lecteurs en erreur, car ne serait-ce pas plutôt les mêmes qui furent à l'origine du nazisme et qui ensuite lorsqu'ils estimèrent qu'ils n'en avaient plus besoin parce qu'il avait accompli la tâche qu'ils lui avaient assignée, le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, ils l'éliminèrent. On en veut pour preuve que Hitler et les nazis allemands s'inspirèrent du livre L'Etat juif de Théodore pour développer leur thèse antisémite.

Cela dit, la suite de l'article de Thierry Meyssan montre très bien les liens qui existeront entre Hitler et les dirigeants occidents, je ne fais ici qu'apporter une précision supplémentaire sur le plan économique.

Hitler et le parti national-socialiste allemand n'auraient pas pu mener à bien leur mission, s'ils n'avaient pas obtenu le soutien financier et politique des banquiers juifs de la Fed notamment, ainsi que celui de leurs homologues du Canada et de l'Europe occidentale. Dans un premier temps, ils leur fournirent les crédits et les capitaux nécessaires pour réarmer l'Allemagne et appliquer leur programme. Une fois cet objectif atteint et l'économie allemande ayant adopté l'économie de guerre, assuré que désormais plus rien ne pourrait empêcher la guerre ait lieu, c'est à ce moment-là qu'ils exigèrent de l'Allemagne qu'elle rembourse sur le champ l'énorme dette qu'elle avait contracté auprès d'eux. L'Allemagne n'en ayant pas les moyens, Hitler allait en profiter pour désigner l'aristocratie financière comme responsable de la situation sociale catastrophique, donc les juifs puisque la plupart des banquiers étaient juifs, ce qui allait lui permettre de faire d'une pierre deux coups : Justifier le cruel traitement qu'il allait imposer aux juifs tel qu'il avait été suggéré par Théodore Herzel, et déclencher la Seconde Guerre mondiale...

A l'issue de cette guerre, les mêmes banquiers seront les seuls gagnants ou vainqueurs, puisqu'ils en profiteront pour dicter leurs conditions économiques au monde entier en grande partie dévastée, ruiné et lourdement endetté, sauf les Etats-Unis qui avaient financé les deux camps engagés dans cette guerre, et qui du coup avaient réalisé de gigantesques profits, ce qui concrètement allait leur permettre de prendre la direction du système financier international et d'imposer le dollar lors de la conférence de Bretton Woods en juillet 1944. Dans la foulée ils allaient créer le FMI et la BIRD plus connue sous le nom de la Banque mondiale.

Fabrication du consentement. Propagande quotidienne fanatique, hystérique, grotesque du camp de la guerre.

Du 13 avril, liste non exhaustive, quelques titres relevés dans la page Yahoo news uniquement. Je crois qu'il n'est plus nécessaire d'ajouter des commentaires.

- Les réfugiés ukrainiens en Russie : "C'est une déportation massive", dénonce Volodymyr Zelensky - euronews 13 avril 2022

- "Génocide": Washington réaffirme que la Russie veut "détruire l'Ukraine et sa population civile" - BFMTV 13 avril 2022

- Guerre en Ukraine: Joe Biden évoque un "génocide" - BFMTV 13 avril 2022

- Ukraine : Zelensky juge « blessant » le refus de Macron de parler de génocide - LePoint.fr 13 avril 2022

- Joe Biden annonce une nouvelle aide militaire massive à l'Ukraine - BFMTV 13 avril 2022

- Washington avertit Pékin, sa position sur la Russie menace son "intégration" dans l'économie mondiale - AFP 13 avril 2022

- Guerre en Ukraine: sept personnes fusillées par des soldats russes dans un village près de Kherson - BFMTV 13 avril 2022

- "Mon fils était un grand patriote": le témoignage émouvant de la mère d'un soldat ukrainien mort au front - BFMTV 13 avril 2022

- Génocide, crime de guerre, crime contre l'humanité: en Ukraine, de quoi parle-t-on? - Le HuffPost 13 avril 2022

- Ukraine : le chancelier allemand à Kiev pour livrer des armes lourdes - LePoint.fr 13 avril 2022

- À Strasbourg, des ateliers d'insertion pour que les réfugiés ukrainiens s'en sortent - Europe1 13 avril 2022

Haut de page

Le 15 avril 2022

« *Nous voici en pleine période électorale, et la grande comédie moderne recommence une fois encore. Molière, aujourd'hui, étudierait là les appétits et la sottise des hommes. C'est une rage universelle, c'est un étalage de toutes les médiocrités, c'est la bête humaine lâchée avec*

ses vanités et ses misères. Au vingtième siècle, le résultat pourra être superbe ; mais, à cette heure, la cuisine en est des moins ragoûtantes. » (Émile Zola le 20 août 1893 dans Les Annales Politiques et Littéraires)

Hélas, ce voeux ou cette prédiction ne s'est pas réalisée au XXe siècle, et le XXIe siècle s'avère pire encore, puisque plus les hommes sont éduqués ou instruits et plus leur mode de vie est confortable, plus ils sont devenus bêtes et serviles, arrogants ou imbus de leur médiocre personne, au point d'envier leurs maîtres et de vouloir prendre leur place pour les imiter, puisqu'ils n'ont plus d'autre idéal.

Zola poursuivait : « *Le suffrage universel n'a rien encore de scientifique, il est tout empirique. Avec la masse considérable de nos électeurs illettrés, avec les honteux trafics sur la coquinerie des uns et la bêtise des autres, on ne peut savoir ce qui sortira du scrutin.* »

Si on le sait, rien de bon et il n'y a rien d'autre à en attendre 127 ans plus tard ! Comment pourrait-il en être autrement sous un régime antidémocratique, d'où la nécessité de le renverser pour instaurer un régime politique démocratique, où c'est le peuple travailleur qui détiendra tous les pouvoirs en s'assurant que personne ne pourra lui confisquer ou l'accaparer au profit d'une minorité. Mais cet objectif ne pourra pas être atteint sans une révolution sociale, qui ôtera le pouvoir économique aux capitalistes et anéantira leur pouvoir de nuisance sur la société, puisque les rapports sociaux à partir desquels ils pouvaient prétendre exercer le pouvoir politique auront disparu...

On appelle cela aussi le socialisme, qui n'est plus qu'un gros mot qu'on trouve uniquement dans la bouche de désœuvrés de mon espèce, tant il a été galvaudé et les masses ont été contaminée par le nihilisme destructeur du savoir scientifique, au point que l'histoire leur apparaît comme un conte de fées, un roman à l'eau de rose ou policier, un mélodrame mystérieux ponctué d'hasards, une aventure anthropologico-psychologique, une fable mystico-religieuse, bref, rien de bien sérieux qui de préférence ne comporte aucune base économique et mathématique, donc scientifique.

J'ai traité brièvement du suffrage universel dans ma causerie du 12 avril, et c'est marrant qu'un lecteur m'envoie cette citation dans un courriel trois jours plus tard. Comme lors de chaque élection, c'est la question du pouvoir et de l'Etat qui est posée, quelle classe doit gouverner, sinon celle qui produit les richesses et qui assure le fonctionnement de la société, la classe ouvrière et les classes moyennes, à l'exception des couches parasites qui disparaîtront avec la classe des capitalistes.

Un autre courriel a atterri dans ma boîte aux lettres.

Il provenait de la circonscription des Français de l'étranger dont fait partie l'Inde où j'habite.

- Didier Lachize et Viviane Sublime, chefs de file de l'Union Populaire, ont commenté le résultat du premier tour des élections présidentielle du 10 Avril.

Tout d'abord nous tenons à remercier les 7044 électrices et électeurs dans la 11e circonscription qui ont voté pour le programme de l'Union Populaire et son porte-parole Jean-Luc Mélenchon (18.69% des suffrages exprimés).

Nous aurons donc un second tour conforme à ce qui était prévu et préparé depuis 5 ans. Nous appelons tous les électeurs à n'accorder aucune voix à Marine Le Pen. Emmanuel Macron étant l'autre candidat, c'est à lui et à lui seul qu'il revient de faire les propositions qui mériteront les suffrages qu'il sollicite.

LVOG - Vous avez bien lu, pour oser émettre l'hypothèse que le tyran Macron peut faire des "*propositions qui mériteront les suffrages qu'il sollicite*", cela signifie que la politique que Mélenchon aurait appliqué s'il avait été élu, se serait inscrite dans la continuité de celle de Macron, comme tous ses prédécesseurs avant lui, cette précision était inutile, nous le savions. Il en va de même de Le Pen évidemment.

Je ne sais pas si je vous l'avais dit, je n'étais plus inscrit sur les listes électorales, donc je ne risquais pas de voter. Je ne m'étais pas réinscrit parce que j'avais décidé de boycotter cette élection, puis quand récemment j'ai changé de position, il était trop tard, heureusement, puisque depuis je suis revenu à ma position antérieure, boycotte du second tour de la présidentielle et des élections législatives. Il n'y a que les imbéciles qui ne se trompent pas, dit-on, sauf que de nos jours au lieu de saluer leur honnêteté ou leur probité quand on avoue et corrige une erreur, on considère que c'est une faiblesse inexcusable et on en profite pour vous déconsidérer, le procédé est misérable, mais c'est ainsi, où va se nicher la perversité humaine !

J'ai proposé à mes lecteurs de construire un nouveau courant politique ou au minimum de collaborer à ce portail, où l'on ne traite pas uniquement de politique, mais visiblement cela ne les intéresse toujours pas. Soit, c'est leur droit et je le respecte, cela dit, je crois que quoi qu'on leur propose, ce ne sera jamais assez bien pour eux. Sont-ils à la hauteur de leurs exigences, cette question leur a-t-elle un jour effleurée l'esprit, qu'ils m'autorisent à en douter fortement, merci !

Ils doivent me prendre pour un con ou un sale type parmi tant d'autres qui mentent comme ils respirent, qui sont animés de mauvaises intentions inavouables, qui falsifient la réalité à tour de bras, qui essaient de les manipuler, qui n'ont rien d'autres à foutre dans la vie pour tenter d'exister ou de se faire valoir, etc. C'est très flatteur et encourageant, encore merci ! Vaut mieux en rire qu'en pleurer, n'est-ce pas ? Je me demande si inconsciemment ils ne projetteraient pas sur moi leur propre image.

Ils ne se rendent pas compte que j'aurais pu vivre ma petite vie pépère de rentier (pauvre) sous les tropiques, à une encablure du bord de mer et me prélasser sur la plage pendant qu'ils vont gratter, profiter de mon petit jardin ou aller visiter le sud de l'Inde et pourquoi pas les pays environnant, étudier un tas de trucs passionnants, par exemple la paléontologie ou l'astrophysique, au lieu de me faire chier 10 à 12 heures par jour devant ce putain d'écran d'ordinateur depuis 2008 (2004 en fait), cela ne leur viendra pas à l'idée de se demander pourquoi je sacrifie ainsi mon existence et ma santé.

Quand on a un idéal, la moindre des choses est de s'investir pour en être digne ou pour qu'il se réalise. Evidemment, quand on n'en a pas, ces questions ne se posent pas ou elles nous laissent indifférents. Quelle pauvreté et tristesse une vie sans idéal, c'est sans doute inconsciemment ce constat qui m'a conduit à renouer avec le militantisme en 2001 après une interruption de 20 ans, alors que j'habitais sur une plage. Vous ne pouvez pas imaginer pas ce qu'on ressent en relisant Marx et Engels jusqu'à 2 heures du matin, par une nuit claire dévoilant la voie lactée bercé par le ressac de la mer argentée à l'ombre d'un cocotier...

Gageons que mes lecteurs me répondront sur un ton indifférent, qu'ils ne m'ont rien demandé et qu'ils ne me doivent rien. C'est vrai, j'ai été trop con de m'adresser à leur intelligence pour paraphraser Mélenchon lors d'une déclaration, sauf que lui c'est une insulte à l'intelligence humaine.

Cet illusionniste nous prend vraiment pour des cons, moi jamais, même quand je suis en colère, parce que je sais que personne n'est à blâmer, puisqu'inconsciemment chacun fait au mieux son propre malheur ! Je me dis qu'ils le paient déjà suffisamment cher pour ne pas les accabler, ce serait injuste. Cependant, ils oublient qu'ils en font indirectement payer le prix à ceux qui sont moins bien lotis qu'eux et qui n'ont rien demandé ou qui seraient en droit d'attendre de leur part qu'ils fassent preuve de davantage de discernement et de responsabilité, dit de manière moins directe ou présenter avec délicatesse pour ne pas choquer les susceptibilités, qu'ils prennent leur destin en mains.

Ma sincérité ou mon franc-parler a le don de choquer ou d'agacer au plus haut point des gens qui se disent épris de liberté d'expression et de vérité, sans que cette contradiction ne les interpelle apparemment, du coup, je me demande s'ils savent vraiment ce qu'ils veulent, c'est à croire qu'ils ne se sont jamais réellement et sérieusement posés cette question.

Les plus malhonnêtes d'entre eux, par stupidité ou parce qu'ils sont malintentionnés à mon égard pour des raisons que j'ignore, en viennent à me faire un procès d'intention, en prétendant que je voudrais leur imposer mes idées, alors qu'en réalité j'ai toujours fait en sorte qu'il n'en soit jamais ainsi. La preuve en est que chaque fois qu'un lecteur m'a témoigné sa confiance quasiment aveugle, je l'ai refusé ou je me suis toujours évertué à le dissuader de me l'accorder, j'ai tout fait pour qu'il n'en fasse rien, préférant qu'il me démontre qu'il était parvenu par lui-même ou librement aux mêmes conclusions que moi...

Sinon, que vaudrait un courant politique où chacun de ses membres ne serait pas en mesure de penser par lui-même, dites-moi, là pour le coup il ne vaudrait pas mieux que les autres. Quand on adopte une position ou une analyse, on doit pouvoir être capable d'expliquer pourquoi ou d'en faire la démonstration, sinon on ne sera pas en mesure de la défendre ou de l'exposer clairement et de la partager avec d'autres travailleurs, or c'est l'objectif immédiat de notre engagement politique, à ce que je sache. On n'est pas là à bavasser comme des pipelettes ou à refaire le monde entre quatre murs, on combat pour notre émancipation du capital, pour notre liberté, pour le socialisme.

Je maintiens que je cesserai d'actualiser définitivement le portail dans une semaine, puisque mon courant politique n'intéresse personne ou presque, à part quelques très vieux militants avec lesquels je continuerai de correspondre évidemment. Je n'insisterai pas plus longtemps inutilement. Si vous souhaitez que le portail continue d'être actualisé, manifestez-vous, à vous de voir, à chacun ses responsabilités, à chacun de les assumer.

J'ai une autre activité en vue, traduire des documents de la CIA, du Pentagone, du Forum économique mondial, des fondations Rockefeller, Gates, Ford, etc. qui n'existent pas en français, et dont la version française serait diffusée par un portail ayant une notoriété internationale. Il ne me reste plus qu'à accéder à un traducteur en ligne gratuit qui permet de traduire des documents volumineux. Il se pourrait que je doive investir de ma poche pour pouvoir réaliser ce travail non rémunéré, je précise. J'en avais trouvé un très efficace, mais au de bout de 6 pages, il m'a demandé le numéro de ma carte bancaire, donc j'ai provisoirement laissé tomber.

Pour le moment ce n'est qu'un projet, reste à voir si mes yeux vont encore tenir le coup longtemps, après le mauvais traitement que je leur ai infligé pendant 18 ans.

Quelle chance j'ai de pouvoir vivre encore relativement confortablement en Inde avec 384 euros par mois, en me privant sur tout ou presque évidemment, mais de manger à ma faim ! J'ai eu le nez creux le jour où j'ai fui ce pays pourri, sinon j'aurais été voué à passer le restant de mes jours dans la misère noire.

C'est marrant, quand j'ai écrit récemment dans une causerie que mon compte courant était pratiquement à zéro le 20 du mois, c'était pour voir comment mes lecteurs réagiraient et je n'ai pas été déçu : aucun lecteur ne m'a demandé si je n'avais pas besoin d'une aide financière. De toutes manières je l'aurais acceptée à condition seulement qu'elle soit sincèrement motivée, sinon je l'aurais refusée, je m'en tiens à mes principes et je plains ceux qui n'en ont pas.

C'est le capitalisme et les institutions de la Ve République les responsables

LVOG - Il y a des manipulateurs de droite (nationalistes, souverainistes, royalistes, libertariens, etc.) qui instrumentalisent la pauvreté pour inciter à voter pour leur candidat, Le Pen, qui serait mieux que Macron.

C'est feindre d'ignorer que partout dans le monde où l'extrême droite était parvenue au pouvoir dans le passé, les conditions des masses ne se sont jamais améliorées ou elles ont gravement régressé, quant aux libertés politiques elles ont été violées, suspendues ou déclarées hors la loi, et le mouvement ouvrier a été férocement réprimé ou interdit. Avis aux amateurs, mais qu'ils ne viennent pas se plaindre ensuite, ils sont prévenus.

Christelle se lève à 4 heures du matin et gagne 710 € : « Je mange des patates, des steaks 1er prix et des fruits pourris » - lemediaen442.fr 15 avril 2022

C'est le quotidien de millions de Français — les « sans-dents » comme les appelait l'ancien président François Hollande qui demande aux Français de voter Macron — ces laissés-pour-compte de la société dont le gouvernement ne fait strictement rien. Bien au contraire, il compte les faire travailler plus longtemps. Témoignage bouleversant (voir vidéo ci-dessous) de cette femme au micro de RMC, qui mène une vie de paria dans une France qui s'enfonce de plus en plus dans la misère.

Christelle est femme de chambre. Elle se lève tous les matins à 4 heures. Son métier consiste à préparer les petits déjeuners, puis à nettoyer les chambres. A temps partiel, elle gagne 710 euros par mois. L'auditrice explique, sur RMC, ses astuces pour se nourrir : « Je vais en fin de marché vers 13h30 et je prends les caissettes à deux euros avec des fruits et légumes pourris dedans. J'ai acheté deux kilos de tomates pour 2,50 euros. Il y en a la moitié qui est pourrie, je fais le tri. Si je mange de la viande deux fois par mois, c'est beau. J'ai un fermier qui vend 25 kg de patates à 3 euros. »

Ne pouvant subvenir à tous ses besoins élémentaires, Christelle a été obligée de renoncer à sa box internet et de revenir à la TNT. Dans cet enfer de la pauvreté, cette femme de ménage remercie la Providence de voir ses enfants travailler et avoir leur indépendance. « Sinon comment j'aurais fait, s'ils avaient été encore chez moi ? Vous vous rendez compte que je me lève à 4 heures du matin pour 710 euros par mois et je n'arrive même pas à me nourrir ! Je travaille pour quoi ? Pour manger des fruits et des légumes pourris ! » Décontenancée, la journaliste Estelle Denis ne trouve pas les mots face à ce qu'elle entend. Elle est révoltée : « C'est terrible… entendre ça, c'est scandaleux, il faut que le gouvernement entende ça ! » lemediaen442.fr 15 avril 2022

- Cliquez ici pour entendre cette femme au micro de RMC

Anna mange un jour sur deux, en très grande précarité, elle votera contre Macron : « Il nous laisse crever ! » - lemediaen442.fr 15 avril 2022

Qui ne vote pas Macron ? Aux Grandes Gueules, sur RMC, Anna, ouvrière du bâtiment, qui vit en grande précarité, est une mère isolée, 1100 €/mois, trois enfants. Elle mange un jour sur deux, Il lui reste 120 €/mois après paiement des factures. Elle mange un jour sur deux pour que ses enfants puissent manger trois fois par jour. Elle va aux Restos du cœur et, très logiquement, votera contre Macron : « Je ne voterai pas pour Macron, c'est clair et net, ce mec il nous laisse crever la bouche ouverte. »

Et le chroniqueur Bruno Pomart a l'indécence de rappeler à l'auditrice pendant toute la séquence que l'État donne plein d'aides alors que cette dernière mange un jour sur deux. Kaouther Ben Mohamed, engagée associative, fond en larmes.« Être dans la précarité, c'est hyper humiliant ! Il faut arrêter d'humilier les gens. » Elle révèle aussi être en très grande précarité et ne manger qu'un repas par jour. lemediaen442.fr 15 avril 2022

- Cliquez ici pour entendre cette ouvrière du bâtiment au micro de RMC

- Cette causerie au format pdf (16 pages)

POLITIQUE

A bas la nouvelle mouture du Front populaire !

Législatives: La France insoumise propose un accord aux écologistes et aux communistes - BFMTV 15 avril 2022

LFI propose de construire "une majorité politique à l'Assemblée nationale" en juin 2022. BFMTV 15 avril 2022

LVOG - En partant de si bas on ne voit pas comment ils pourraient obtenir la majorité à l'Assemblée nationale, hormis un évènement exceptionnel ou un miracle. Notons au passage que leurs programmes sont compatibles avec quoi au fait, celui de Macron, l'UE, l'OTAN, l'ONU, le FMI, la Banque mondiale...

En 2017 si je n'avais pas appelé à voter Mélenchon, en revanche j'avais appelé à voter pour les candidats LFI, je n'étais pas parvenu à me faire une idée exacte de la situation en France et de l'état d'esprit des masses. Cette fois je ne commettrai pas deux fois la même erreur et j'appelle au boycott des législatives.

J'avais expliqué dans une causerie, que depuis l'avènement de la Ve République en 1958 et l'élection du président de la République et des députés au suffrage universel en 1962, jamais aucun parti dit de gauche ou d'extrême gauche n'avaient boycotté une élection, alors qu'ils nous expliquaient que la Constitution de la Ve République était bonapartiste et antidémocratique.

On aurait pu en déduire que les institutions étaient également antidémocratiques, et qu'il n'y avait pas lieu d'y participer sous peine de les cautionner ou légitimer, bref, de se renier ou de se compromettre à jamais. Mais non, au contraire tous jouèrent avec application ou sans faille le jeu des institutions de la Ve République jusqu'à présent, ce qui explique pourquoi de nos jours il n'explique plus dans ce pays (et ailleurs) aucun parti digne du socialisme.

Manifestement aucun n'a tiré les leçons politique des différentes expériences qui ont eu lieu depuis les années 20-30 dans le monde, qui inclurent des processus électoraux au cours desquels participèrent les partis de la IIe Internationale ou Internationale socialiste et de la IIIe Internationale ou Internationale communiste, social-démocrates (SFIO-PS) et staliniens (PC-PCF), qui parfois furent portés au pouvoir, France, Espagne, Italie, Portugal, Grèce, Chili, etc. et qui chaque fois trahirent leurs engagements, de sorte que lors des élections suivantes,

quand ils ne furent pas obligés d'écourter leur mandat sous la pression de la Bourse ou suite à un coup d'Etat, précipitant le retour au pouvoir du parti officiel de l'ordre ou de la droite, des capitalistes, qui en profitera pour imposer aux masses un régime encore plus à droite, plus antisocial, plus réactionnaire qu'avant, quand il n'instaura pas une terrible dictature militaire, un régime fasciste pendant parfois de longues années, citons les plus connue, ceux de Hitler (Allemagne) qui dura 12 ans (1933-1945), de Pinochet (Chili) qui dura 17 ans (1973-1990, de Mussolini (Italie) qui dura 23 ans (1922-1945), des Duvalier (Haïti) qui dura 28 ans (1958-1986), de Franco (Espagne) qui dura 35 ans (1938-1974), de Salazar qui dura 41 ans (1933-1974), liste non exhaustive, ce qui prouve au passage que parfois ces régimes monstrueux peuvent se maintenir au pouvoir durant de longues années ou décennies.

Les dirigeants du mouvement ouvrier qui se démarquèrent de la social-démocratie et du stalinisme n'eurent de cesse de répéter à partir de 1945, que pour ne pas se couper des masses il fallait réaliser un front unique de ces courants politiques (PS-PCF) et participer aux institutions, sans tenir compte de la nature des uns et des autres ou des institutions, parce que de larges couches des masses s'étaient organisées dans ces partis ou entretenaient des illusions dans les institutions... Bien disciplinés, ils appelèrent à voter pour leurs candidats à chaque élection présidentielle, législative, régionale, municipale.

Ces arguments étaient fallacieux, leurs partisans les justifièrent en s'appuyant sur les expériences passées du mouvement ouvrier, commettant l'erreur gravissime d'ignorer ou de feindre d'ignorer, qu'au sein du mouvement ouvrier en France ou international, depuis la dégénérescence du parti bolchevik ou le parti communiste de l'URSS, de Lénine, l'avènement du stalinisme au milieu des années 20, il n'existait plus aucun parti communiste ou socialiste en France (ou dans le monde) susceptible de peser sur l'orientation du front unique ouvrier, de rallier à lui la majorité de ses membres ou de la classe ouvrière, afin d'en prendre la direction pour lui donner un contenu de classe conforme aux intérêts des travailleurs ou une orientation révolutionnaire ou socialiste, ce qui signifie que cette tactique allait servir avant tout les intérêts du PS et du PCF, donc du régime en place.

77 ans plus tard, on s'aperçoit que le bilan de cette tactique est catastrophique, puisqu'elle n'a pas permis de constituer une nouvelle et puissante direction ou opposition organisée au régime dans le mouvement ouvrier, qui serait en mesure de constituer un pôle de regroupement pour les masses et de contester le régime en place, au lieu de cela, tous les courants du mouvement ouvrier se sont décomposés ou disloqués dans le sillage du PS et du PCF dont finalement ils devaient partager le destin.

Le POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie) et les bolcheviks pouvaient participer aux élections de la Douma en Russie à partir de 1905, le parti de Lénine était un véritable parti communiste, la SFIO et le PC ne seront jamais socialiste ou communiste dès leur naissance, ensuite ils basculeront dans le camp de nos ennemis, le parti bolchevik ne participa à aucun gouvernement jusqu'à la prise du pouvoir en octobre 1917, contrairement au parti menchevik et socialiste-révolutionnaire qui entrèrent dans le gouvernement présidé par Kerenski.

L'Internationale Communiste (IC) impulsa le front unique ouvrier en Allemagne, en France, etc. mais à cette époque, entre 1919 et 1922, elle était principalement dirigée par Lénine et le parti bolchevik ou le parti communiste d'URSS qui avaient une énorme influence sur le mouvement ouvrier international et la classe ouvrière, donc les sections de l'IC étaient en mesure d'influencer l'orientation du front unique tout en se renforçant... On peut donc estimer que cette tactique était justifiée, puisqu'elle répondait aux aspirations à l'unité de la classe ouvrière et des militants de la social-démocratie. Le front unique ouvrier avait donc été conçu comme un instrument permettant à la fois de dresser les masses contre les régimes en place et de construire de puissants partis communistes, il avait donc un contenu révolutionnaire.

Mais dès lors que l'IC allait changer de nature et d'orientation sous l'impulsion de Staline après la mort de Lénine, le front unique ouvrier n'allait plus être qu'un instrument de collaboration de classes destiné à la fois à briser toute velléité révolutionnaire de la classe ouvrière et à renforcer l'appareil pourri des partis staliniens, quand l'IC ne s'y opposera pas farouchement pour affaiblir la classe ouvrière ou l'empêcher de réaliser son unité, notamment dans les pays en proie à la montée du fascisme, en Allemagne, en Espagne, en France, notamment, caractérisant la social-démocratie de social-fasciste. En fait, la direction stalinisée de l'IC sera alternativement pour ou contre le recours au front unique ouvrier en fonction des besoins de l'appareil du PCUS (Parti communiste de l'Union soviétique) ou des régimes bourgeois ou impérialistes qu'elle prétendait combattre.

Par la suite et jusqu'à nos jours, sans tenir compte qu'il n'existait plus de partis ouvriers susceptibles de donner une orientation correcte au front unique ouvrier, les trotskystes dits lambertistes (POI et POID de nos jours) allaient en faire un dogme, au point de faire coïncider cette tactique avec leur stratégie, ce qui signifiait qu'ils allaient subordonner leur orientation politique à la réaliser de cet objectif, ce qui signifiait qu'ils avaient abandonné l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce qui devait se concrétiser par le soutien apporté à la candidature de Mitterrand dès le premier tour de la présidentielle en 1981, et la dissolution de leur parti peu de temps après, ce qui du reste était parfaitement justifié de leur point de vue, puisqu'ils avaient atteint leur unique objectif, porter la social-démocratie au pouvoir, dont en réalité ils avaient épousé l'idéologie.

En 1936 Trotsky avait justifié l'entrisme dans la SFIO et le front unique ouvrier, qui s'étaient tous deux terminés par un fiasco, ce qui était parfaitement prévisible pour les raisons que j'ai énoncées plus haut. 40 ans plus tard ou pendant plus d'un demi-siècle, pour ne pas dire jusqu'en 2022, les trotskystes lambertistes reproduiront les mêmes erreurs, le PS et le PCF ayant pour ainsi dire disparu de la scène politique, ils recourent toujours au même dogme dans les syndicats, que voulez-vous, il faut bien qu'ils exercent leur talent quelque part ou qu'ils trouvent les moyens de financer leurs permanents en attendant la retraite.

Le POID n'a pas appelé au boycott de l'élection présidentielle de 2022, le POI a rejoint le Front populaire de Mélenchon, avec un peu de chance ils espèrent peut-être qu'en échange il leur réservera quelques sièges de députés.

Quant au NPA et à LO, ils ont présenté des candidats à l'élection présidentielle de 2022, même si les frais de leur campagne électorale ne leur seront pas remboursés parce qu'ils n'ont pas atteint le seuil de 5%, l'Etat bon prince leur versera tout de même à chacun 800.000 euros, en guise de compensation ou de remerciement pour avoir contribué à la mesure de leurs moyens à légitimer les institutions de la Ve République.

Ils osent tout. Qui a dit ?

- "*Je lui propose d'additionner nos voix. La gauche peut gagner les législatives*".

Réponse : Fabien Roussel (PCF) à Mélenchon.

LVOG - Il ne faut vraiment avoir aucun principe pour répondre à cette ordure. La suite n'est pas triste non plus.

- "La gauche peut l'emporter", a encore assuré Fabien Roussel lors de sa conférence de presse ce jeudi. Dans plus de 120 circonscriptions, le total des voix de gauche est supérieur à celui de la République en marche, d'Éric Zemmour et de Marine Le Pen. BFMTV 14 avril 2022

LVOG - Il a oublié LR et le PS encore très implantés localement, passons. 120 circonscriptions, dit-il, sur 577 circonscriptions, il a raison, à vue de nez il en faut peu pour arriver à la majorité, soit 284 circonscriptions !

Les antifas, agents de Macron le complice du régime néonazi ukrainien et du fascisme en France.

À la Sorbonne, des centaines d'étudiants protestent avec force contre le "faux choix" du second tour - FranceSoir 14 avril 2022

Depuis le mercredi 13 avril, des étudiants occupent la Sorbonne, Sciences Po et l'ENS. Leur mot d'ordre : "Ni Macron ni Le Pen !"

À la Sorbonne, 500 étudiants (dont une majorité d'antifas) organisent des assemblées générales sur le thème du second tour de l'élection présidentielle 2022.

ET LA SORBONNE ELLE EST A QUI? pic.twitter.com/ZNeqhzgZ6p

— Coordination Antifasciste Inter-Universitaire (@CAIUniv) April 13, 2022

Un étudiant explique : "On a trop peur qu'ils ne prennent pas en compte les sujets qui nous semblent capitaux tels que les violences racistes, islamophobes, sexistes, le climat et l'urgence à agir face au rapport du GIEC notamment."

LVOG - On reconnaît là le woke ou les thèmes mis en avant par le Forum économique mondial ou la clique à Soros dont Macron est le candidat officiel, Le Pen ne vient qu'en seconde position.

Ces dégénérés jouent le rôle de provocateurs et permettent à la milice d'extrême droite de remplir une fonction de police dans l'université.

FranceSoir - En réaction, plusieurs étudiants de la Cocarde sont venus pour évacuer les bloqueurs du campus de Sciences Po et appellent les étudiants antifas à accepter "le verdict des urnes".

Face à l'inaction des directions et de l'Etat nous avons pris les choses en main : le blocus de SciencesPo vient d'être évacué par nos soins. Tout ce petit monde a pris la fuite. Qu'ils acceptent le verdict des urnes : leur défaite !

Participation de militants GZ et UNI pic.twitter.com/KV37vK8Kpy

— La Cocarde Étudiante (@CocardeEtud) April 14, 2022. FranceSoir 14 avril 2022

Pour en savoir plus :

- Cocarde étudiante, qu'est-ce que c'est ?

Totalitarisme. Abus de pouvoir.

L'ancienne vice-présidente de l'Université de Nantes est stupéfaite : « Tout cela dévalorise notre université » - lemediaen442.fr 14 avril 2022

Carine Bernault, présidente de l'université de Nantes, a envoyé un mail personnel aux étudiants, les incitant à voter contre Marine Le Pen, donc pour Emmanuel Macron. Invitée dans l'Heure des Pros, Sophie Van Goethem, ancienne vice-présidente de l'Université de Nantes estime, avec des regrets, que « tout cela dévalorise notre université. »

Pour l'étudiant nantais Enzo Messi Abamaba, le procédé ressemble à de l'abus de pouvoir : « On doit se faire chacun notre idée, ça ne devrait pas être influencé par des gens qui ont un peu de pouvoir. Ça manque de neutralité. » lemediaen442.fr 14 avril 2022

L'alignement sur Washington ou l'OTAN favorise la montée de l'extrême droite partout en Europe.

Autriche: les partis du "Great Resist" persistent et signent en défendant la neutralité du pays - FranceSoir 14 avril 2022

L'opposition autrichienne se prononce clairement pour la stricte neutralité. En Autriche et alentours, elle se fait appeler "Great Resist" ; on y retrouve les partis MFG et FPÖ, qui s'étaient déjà unis pour lutter contre l'obligation vaccinale et appelaient à une médiation entre la Russie et l'Ukraine dès la fin du mois de février.

Le 14 mars, le site De Statista publiait les résultats du sondage au peuple autrichien, qui répondait à la question : "Quelle importance revêt pour vous la neutralité autrichienne ?" 91 % des interrogés ont répondu que la neutralité est, pour eux, "très importante" (70 %) ou "importante" (21 %). Ils ne prêchent dont pas dans le désert.

Si le gouvernement du chancelier Nehammer s'aligne sur l'Otan et la Commission européenne en adoptant une panoplie de sanctions contre la Russie, les deux partis dudit "Great Resist", MFG Ö (parti fondé en 2021) et FPÖ, rencontrent un soutien électoral et populaire croissant. FranceSoir 14 avril 2022

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

LVOG - Puisque les fausses gauche et extrême gauche ainsi que la droite et l'extrême-centre ont adopté la position de Washington ou de l'OTAN attribuant à la Russie la responsabilité du déclenchement du conflit militaire en Ukraine, celle du GIEC (ONU) ou du Forum économique mondial attribuant à l'activité humaine la responsabilité de la hausse de la température ou du CO2 dans l'air, celle de l'OMS (ONU) ou du Forum économique mondial attribuant à un virus la capacité d'anéantir la population mondiale, avec du recul ou après plusieurs années d'expérience à subir ce discours et ses conséquences, une large frange de la population a fini par prendre conscience qu'ils ne correspondaient pas à la réalité, du coup, pour y mettre un terme une partie d'entre elle est tentée de se tourner vers la seule force organisée qui est encore disponible dans leur pays, l'extrême droite.

Bref, voilà comment ils font le lit du fascisme, délibérément, consciemment, il faut bien le conserver précieusement à l'esprit. Cela rejoint tous les articles que vous avez pu lire dans les dernières causeries qui démontraient les liens qui existaient depuis des lustres entre tous les gouvernements occidentaux et l'extrême droite, le fascisme ou le nazisme, qui sont le produit d'une seule ou unique idéologie, celle du capitalisme. Après, on peut inventer un tas de prétextes pour se détourner du socialisme, pour refuser de s'engager politiquement, mais dans ce cas-là il faut bien avoir à l'esprit à qui profitera un tel comportement et à quoi cela aboutira.

Totalitarisme. Le Forum économique mondial de Davos n'avait pas commis d'erreur en invitant chaque année les autorités chinoises.

Confinement en Chine : les habitants dans des camps séparés des enfants, animaux massacrés… - lemediaen442.fr 14 avril 2022

Voici à quoi risque de ressembler la France de Macron. Ce dernier aime prendre exemple sur la Chine en terme de confinement, injection, gestes barrières… Le pays des devoirs avant les droits ! Quand la folie du covidisme s'empare d'un peuple et de ses dirigeants, les camps apparaissent, les enfants sont séparés des parents, les animaux sont exterminés, la liberté n'est plus qu'un mot et vous opposer à ce système peut vous coûter très cher.

Les 26 millions d'habitants de la ville sont soumis à un confinement dictatorial pour cause de Covid.

Testé à domicile tous les deux, trois jours, c'est le seul moment où les habitants peuvent ouvrir la porte, explique Florent, 28 ans, qui habite et travaille depuis trois ans à Shanghai. Dans les rues, un chien robot entonne les règles à suivre : « Durant la période de confinement, veuillez respecter les règles du gouvernement. » Ensuite un drone prend le relai afin que les habitants contrôlent leurs humeurs : « Veuillez respecter les restrictions pendant le confinement, contrôler votre désir de liberté. N'ouvrez pas la fenêtre et ne chantez pas. »

La situation à Shanghai est effrayante. Des millions de personnes ont du mal à se nourrir, des personnes âgées sont incapables d'accéder aux médicaments, des vidéos d'émeutes qui éclatent circulent sur les réseaux sociaux. De nombreux foyers dépendent de livraisons alimentaires inadéquates du gouvernement. Les habitants vont donc eux-mêmes chercher leur nourriture et pillent les magasins. Alexandre, un Français habitant Shanghai, qui vit avec sa copine, décrit pour RMC une situation chaotique et très inquiétante : « Nous sommes confinés depuis le 1er avril. Il y a un cadenas sur la porte donc on ne peut absolument pas sortir de notre immeuble. C'est anxiogène, disproportionné par rapport à ce qui se passe. Avoir la porte d'entrée scellée… On se dit qu'il peut y avoir un feu et qu'on ne pourrait pas évacuer. On a peur d'être positifs et d'être emmenés dans des camps. » Si vous êtes testé positif au covid et ne souhaitez pas aller en camp de quarantaine, les petites mains du pouvoir chinois viendront vous chercher de force avec une douzaine de policiers et des chiens, comme ci-dessous. Des images effrayantes dont les médias français parlent très peu juste avant le second tour des présidentielles. Cela pourrait effrayer les Français de connaître leur sort avant que Macron soit élu président.

Puis c'est direction les camps. Les gens deviennent fous, les parents sont séparés de leurs enfants. Tout est insalubre, un enfer pour les Chinois, qui doivent s'entasser comme des bêtes.

Concernant les animaux, c'est une boucherie à ciel ouvert, les chiens et chats de personnes atteintes du covid sont systématiquement massacrés en bas des rues. Le spectacle est surréaliste, insupportable, inimaginable.

Certains pensent que cela se passe en Chine et n'arrivera jamais en France ? Vous avez raison, c'est pas comme si on avait l'obligation de faire quatre injections pour être libre ou si on avait vécu pendant des mois avec interdiction de sortir sous peine d'amende ? Une chose est certaine, le monde de demain sous Macron ressemblera à celui de la Chine. lemediaen442.fr 14 avril 2022

LVOG - Les assertions contenues dans cet article sont accompagnés de vidéos diffusées sur Twitter en guise de témoignages ou preuves.

On nous demandera peut-être, comment pouvez-vous soutenir la Russie qui est alliée à la Chine dont le régime est si monstrueux ? Certes, très bonne question, mais force est de constater ce n'est pas Chine ou la Russie qui serait en mesure de l'imposer au reste du monde, mais bien les Etats-Unis et le Forum économique mondial de Davos, l'Union européenne, non, dites-moi que je me trompe après l'expérience que nous venons de vivre des deux dernières années.

- Pour voir les différentes vidéos sur Twitter.

Le nouvel ordre mondial et la stratégie du chaos.

C'est environ 500 navires qui sont bloqués devant les ports chinois avec une mention spéciale pour celui de Shanghai. insolentiae.com 14 avril 2022

La mise sous cloche de Shanghai, instaurée par les autorités chinoises pour lutter contre une nouvelle épidémie de covid, cause une importante congestion dans les terminaux portuaires. Privé de sa main-d'œuvre, placée à l'isolement comme toute la population de la ville depuis une quinzaine de jours, le port de Shanghai ne tourne plus qu'au ralenti. Résultat, le nombre de navires en attente au large des terminaux s'envole. Selon Bloomberg, 222 vraquiers, chargés principalement de minerais et de céréales, patientaient ainsi devant le deuxième port du monde le lundi 11 avril.

Cette congestion est en train de s'étendre aux ports voisins, les armateurs se détournant en masse du port dans lequel ils ne peuvent plus décharger. Le voisin et premier port mondial, Ningbo, est particulièrement touché, avec 134 navires en attente selon Bloomberg. En tout, 477 vraquiers attendaient au large des ports chinois le 11 avril, toujours selon l'agence américaine.

Les porte-conteneurs n'échappent pas à la congestion, attendant eux de pouvoir charger dans les ports chinois. Près de 200 d'entre eux étaient ainsi bloqués devant Ningbo et Shanghai ». insolentiae.com 14 avril 2022

LVOG - Cette histoire de pandémie et de confinement de 26 millions de Chinois à Shanghai, alors qu'il n'y a pas de morts, cela ne tient pas debout. Les autorités chinoises doivent se servir de la population pour désorganiser les chaînes d'approvisionnement en occident ou créer des pénuries artificielles de manière à créer un climat social difficile à gérer par les gouvernements occidentaux en guerre contre la Russie dont la Chine est le principal et indispensable allié, ce n'est qu'une hypothèse, à suivre.

Pétrole et gaz russe : Vladimir Poutine va "partir du principe que les livraisons vers l'Ouest vont baisser" - boursorama.com 14 Avr 2022

Vladimir Poutine a appelé jeudi 14 avril à réorienter les exportations énergétiques russes de l'Europe vers l'Asie, du fait de la crise provoquée par son offensive en Ukraine, accusant les Européens de "déstabiliser le marché" en voulant se passer d'hydrocarbures russes.

"On va partir du principe qu'à l'avenir les livraisons vers l'Ouest vont baisser", a dit le président russe lors d'une réunion gouvernementale consacrée au secteur de l'énergie dans le contexte des sanctions internationales. Il faut donc "réorienter nos exportations vers les marchés au Sud et à l'Est qui croissent rapidement", a-t-il ajouté. "Les pays européens parlent constamment de se passer des approvisionnements russes et en faisant cela ils déstabilisent le marché et font monter les prix", a accusé le président russe. "Les tentatives des pays occidentaux d'évincer les fournisseurs russes, de remplacer nos ressources énergétiques par des approvisionnements alternatifs, affecteront inévitablement l'ensemble de l'économie mondiale" , a mis en garde Vladimir Poutine, assurant que "les conséquences d'une telle démarche peuvent devenir très douloureuses, et d'abord pour les initiateurs d'une telle politique". boursorama.com 14 Avr 2022

LVOG - Ce serait moi, je leur aurais déjà coupé le gaz et le pétrole.

Les Jordaniens ne croient ni les partis politiques, ni le gouvernement, ni l'État - Réseau Voltaire 14 avril 2022

Alors que le Palais encourage la création de partis politiques et que déjà 34 ont été reconnus et 18 sont en cours de formation, un sondage de l'Université d'Amman montre que seul 1 % de la population envisage d'adhérer à un de ces partis.

Selon le même sondage, 64 % des sondés ne croient ni le gouvernement, ni même l'État.

Conseillé par le gouvernement allemand, le roi Abdullah II a désigné par décret, le 5 avril 2022, les membres de la commission électorale dans le cadre d'un plan de démocratisation. Réseau Voltaire 14 avril 2022

DOSSIER UKRAINE

Une vidéo à ne pas louper.

BOUTCHA (2) : 10 QUESTIONS SANS RÉPONSES - LE MÉDIAMENSONGE DU JOUR - N°3 - MICHEL COLLON

- Le médiamensonge du jour – Boutcha: 10 questions sans réponses 12 Avr 2022

LVOG - Quand il veut, il est excellent Michel Collon.

Au bord de la guerre totale ?

- Voilà ce que dit cette dépêche Reuters qui rapporte elle-même une dépêche de l'agence Tass comme au bon vieux temps de la guerre froide.

« La Russie considérera les véhicules des Etats-Unis et de l'Otan transportant des armes en Ukraine comme des cibles légitimes, a déclaré mercredi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, dans une interview à l'agence de presse TASS.

Toute tentative de l'Occident d'infliger des dégâts importants à l'armée russe ou à ses alliés séparatistes en Ukraine sera « sévèrement réprimée », a-t-il ajouté.

« Nous avertissons que nous considérerons les transports d'armes des Etats-Unis et de l'Otan à travers le territoire ukrainien comme des cibles militaires légales », a déclaré Sergueï Riabkov, cité par l'agence TASS.

« Nous faisons comprendre aux Américains et aux autres Occidentaux que les tentatives de ralentir notre 'opération spéciale', d'infliger un maximum de dégâts aux troupes et formations russes des Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk seront durement réprimées », a-t-il ajouté ».

- Ambassadeur russe : ceux qui livrent des armes à Kiev seront la cible légitime des forces russes - CGTN Français 10 avril 2022

La Russie menace une cible précise à Kiev - Réseau Voltaire 14 avril 2022

Le porte-parole du ministère russe de la Défense, le général Igor Konashenkov, a fait savoir que son pays détruirait le centre de commandement des opérations de sabotage de Kiev si celle-ci se poursuivaient en Russie.

Depuis le début du conflit, les armées russes n'ont jamais menacé Kiev qui ne figurait pas parmi leurs cibles. Au contraire, la propagande atlantiste, occultant les déclarations du président Poutine, annonçait l'imminence de la bataille de Kiev jusqu'au retrait russe de l'Ouest et du Nod du pays.

La déclaration de Moscou atteste la gravité des sabotages de l'Otan en Russie. Réseau Voltaire 14 avril 2022

Le croiseur Moskva gravement endommagé - Réseau Voltaire 14 avril 2022

Une réserve d'armes du croiseur russe Moskva a explosé, propageant un incendie dans le bâtiment.

Dans un premier temps, le gouvernement ukrainien a prétendu avoir touché le navire avec un missile Neptune et distribué de fausses photographies de son exploit. Mais l'armée russe estime possible un action sous-marine de l'Otan, un avion de reconnaissance de patrouille anti-sous-marin Boeing P-8A Poseidon de l'US Air Force ayant été observé non loin de là au moment des faits. Réseau Voltaire 14 avril 2022

LVOG - Depuis il a coulé.

Suite. - Londres parvient à couler un croiseur russe - Réseau Voltaire 15 avril 2022

Le croiseur russe Moskva a coulé lors de son remorquage vers Sebastopol. Il avait été gravement endommagé par un incendie suivi d'une explosion, ou l'inverse. Les rapports sont contradictoires.

Les Britanniques considèrent avoir joué un rôle décisif dans cette destruction. Selon le gouvernement ukrainien, le navire aurait été détruit par deux missiles Neptune de fabrication ukrainienne avec des améliorations états-uniennes et britanniques.

Le sous-marin nucléaire britannique Conqueror, était parvenu à torpiller et couler le croiseur argentin de construction US, ARA General Belgrano, lors de la guerre des Malouines, le 2 mai 1982. The Sun avait alors écrit en "une" : « Gotcha » (on vous a eu). Réseau Voltaire 15 avril 2022

L'Ukraine s'engage dans une guerre sale : des bataillons d'anciens criminels pour contrôler la population et l'armée - reseauinternational.net 15 avril 2022

La guerre en Ukraine est en train de prendre un tournant : la constitution de bataillons, non plus néonazis, mais purement criminels. C'est le cas dans la ville de Kharkov, prise en otage par les condamnés de droit commun de Kiev – dans le sens littéral du terme. L'Occident a besoin d'une guerre sale.

Kiev ne peut pas gagner proprement la guerre, autant qu'une guerre puisse être propre, l'Ukraine a donc accepté de se battre contre son peuple, voire contre son armée régulière, trop affaiblie par la Russie et en grande partie désarmée. De toute manière, l'Ukraine n'a pas le choix, elle doit lancer jusqu'au dernier Ukrainien dans ce combat à mort pour l'honneur, en tout cas l'existence, du monde atlantiste. C'est le prix à payer. C'est la seule manière, dont l'Ukraine intéresse le monde occidental.

L'on apprend ainsi par le ministère russe de la Défense, que trois nouveaux bataillons sont formés à Kharkov : « Slabojanchina », « Kharkivtchina-1 » et « Kharkivtchina-2 ». Ces bataillons sont constitués d'anciens criminels, condamnés pour crimes graves et très graves, et ayant purgé leur peine dans les prisons locales.

Ces bataillons ont pour but d'empêcher le départ des civils de la ville de Kharkov, autrement dit ils doivent garder la population ukrainienne en otage. Et puisque des militaires ukrainiens ont la bonne ou mauvaise idée, selon le point de vue, de se rendre à l'armée russe, ces bataillons criminels doivent également surveiller l'armée et ont ordre de détruire les sections de l'armée régulière ukrainienne, si elles ne font pas preuve de zèle au combat ou tente de se rendre.

Le Secrétaire général adjoint de l'OTAN avait justement déclaré que la première phase du conflit allait bientôt prendre fin et que la seconde phase serait beaucoup plus sanglante. Le conseiller de Zelensky, Arestovitch, lui aussi avait déclaré que si l'armée ukrainienne allait bientôt manquer de moyens, cela ne mettrait pas fin à la guerre, elle allait s'engager dans toutes les rues du pays.

Tous préparent une guerre sale. Et contre cette guerre, la Russie ne peut pas gagner en restant à distance, en faisant quelques tirs précis. Si elle n'assure pas une présence sur le territoire qu'elle veut démilitariser, elle risque un Afghanistan à ses frontières. reseauinternational.net 15 avril 2022

source : Russie Politics

Les États-Unis abrogent le droit de propriété pour les Russes - Réseau Voltaire 15 avril 2022

La Maison-Blanche a communiqué qu'elle n'envisageait pas de restituer les biens des citoyens russes qu'elle a saisis.

La Constitution états-unienne ne garantit pas le droit de propriété. Jusqu'à présent, le Congrès US surveillait le respect de la propriété par le gouvernement russe. Ainsi le Sergei Magnitsky Rule of Law Accountability Act of 2012 établissait des sanctions en raison du vol que l'État russe aurait commis à l'égard de Sergei Magnitsky. Réseau Voltaire 15 avril 2022

Guerre en Ukraine : la Russie compte intensifier ses frappes sur Kiev - LePoint.fr 15 avril 2022

Vendredi 15 avril, la Russie a annoncé avoir détruit une usine d'armement en banlieue de la capitale ukrainienne. « Le nombre et l'ampleur des frappes de missiles sur des sites de Kiev vont augmenter en réplique à toutes les attaques de type terroriste et aux sabotages menés en territoire russe par le régime nationaliste de Kiev », a indiqué le ministère russe de la Défense, annonçant la destruction d'un atelier de production de missiles sol-air dans l'usine Vizar.

Toujours par la voix de sa Défense, la Russie a également affirmé avoir tué une trentaine de mercenaires polonais dans une frappe menée dans le nord-est de l'Ukraine, dans un contexte de vives tensions entre Moscou et Varsovie. « En conséquence de la frappe, un détachement de mercenaires d'une compagnie militaire privée polonaise a été liquidé dans le village d'Izioumske, dans la région de Kharkiv. Jusqu'à 30 mercenaires polonais ont été éliminés », a déclaré dans un communiqué le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov. AFP/LePoint.fr 15 avril 2022

Les plus délirantes sanctions contre la Russie : le Grand Prix du jury 4-4-2 est attribué à...

À l'initiative de l'événement, Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine, a toutes ses chances de remporter le prix car il bénéficie de l'écoute attentive de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen : « Toutes les possibilités de sanctions n'ont pas encore été épuisées. La pression sur la Russie doit augmenter. » Tous les jours, une connerie de plus — et une bonne ! La liste s'allonge. Cela mérite un concours. Qui va gagner ? A vous de juger…

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

Fabrication du consentement. Propagande quotidienne fanatique, hystérique, grotesque du camp de la guerre.

Du 13 avril, liste non exhaustive, quelques titres relevés dans la page Yahoo news uniquement. Je crois qu'il n'est plus nécessaire d'ajouter des commentaires.

- Ukraine, Syrie, Tchétchénie: il est urgent d'arrêter la folie meurtrière de Vladimir Poutine - Slate.fr 14 avril 2022

- Ukraine : pourquoi il faut tirer les leçons des crimes commis par la Russie en Syrie - Journal du Dimanche 14 avril 2022

- Ukraine : l'histoire des civils en fuite attaqués et "achevés" par l'armée russe près de Kiev en mars - BFMTV 14 avril 2022

- L'ESA quitte les programmes lunaires de la Russie - Futura 14 avril 2022

- Ukraine: un rescapé de la frappe sur la gare de Kramatorsk témoigne au micro de BFMTV - BFMTV 14 avril 2022

- Guerre en Ukraine : la CIA craint que Poutine n'ait recours au nucléaire - LePoint.fr 15 avril 2022

- Guerre en Ukraine: un homme politique russe inculpé aux Etats-Unis pour des opérations de propagande - BFMTV 15 avril 2022

Haut de page

Le 17 avril 2022

Bon dimanche.

- Cette causerie au format pdf (9 pages)

La réponse américaine au soutien de l'Inde à la Russie.

Violences contre les musulmans en Inde: l'opposition monte au créneau - RFI 16 avril 2022

En Inde, les actes et discours violents à l'égard des musulmans se multiplient. C'est un nouveau virus, celui de la haine, a dénoncé ce samedi 16 avril la présidente du Parti du Congrès Sonia Gandhi dans une tribune. Elle y dénonce la montée des actes et discours violents contre les musulmans. Cela fait suite à une alarme de Washington sur les attaques contre les minorités en Inde. Le parti BJP au pouvoir nie le phénomène.

LVOG - Cela fait suite à une alarme de Washington dont le Parti du Congrès de Sonia Gandhi est un vassal, s'ils le disent eux-mêmes, on ne va pas les contredire. Modi et le BJP, c'est l'hydroxychloroquine puis l'ivermectine en traitement préventif contre le covid-19, l'arrêt de la vaccination, le soutien à Poutine, Sonia Gandhi et le Parti du Congrès, c'est l'interdiction de l'hydroxychloroquine et de l'ivermectine, la vaccination obligatoire, le soutien à Kiev et Washington.

Quand un Indien critique Modi devant moi, je lui fais cette remarque. C'est quand même autre chose qu'en France, où vous avez le choix entre la peste et le choléra, bien que Le Pen ait soutenu l'usage de l'hydroxychloroquine, on doit le signaler puisque c'est la vérité, ce qui fait que certains vont voter Le Pen rien que pour cette raison, c'est un peu léger tout de même, ce sera sans nous, boycott, plutôt crever que fricoter avec la racaille d'extrême droite !

RFI - Ce samedi, le secrétaire général du BJP a répondu que c'était le parti du Congrès qui prêchait la haine contre les Hindous. Plus tôt dans la semaine, New Delhi a répliqué sèchement au secrétaire d'État américain Antony Blinken, inquiet des violations des droits de l'homme en Inde. « Nous aussi sommes inquiets de la situation des Indiens aux États-Unis », a affirmé le ministre indien des Affaires étrangères. RFI 16 avril 2022

POLITIQUE EN FRANCE

Lettre du POID du 26 février 2022 à Mélenchon.

- ...rompre avec le système capitaliste, ce sont des perspectives qui correspondent à une attente réelle des travailleurs et des jeunes

LVOG - C'est leur prêter un niveau de conscience politique qui ne correspond pas à la réalité, sinon le régime aurait déjà été balayé, c'est dingue d'affirmer un truc pareil !

Le problème avec eux, c'est qu'ils prennent en permanence leurs désirs pour la réalité, au lieu de la prendre telle qu'elle est pour l'affronter, du coup ils sont impuissants à trouver les moyens qui permettraient de la modifier. Quand je militais dans leur courant politique à la fin des années 70, c'est exactement ce que je faisais et ils trouvaient cela très bien, ils me manipulaient.

Un lecteur m'a fait part de son expérience avec un responsable du POI auquel il avait envoyé un passage de ma causerie d'hier. Il reçut la réponse laconique suivante en parlant de moi "*il ne nous dit pas ce qu'il faut faire !*".

J'ai répondu à ce lecteur.

- Réponds-lui, exactement le contraire de ce qu'a fait Lambert et sa clique.

C'est-à-dire, construire un parti de militants conscients, et non pas un parti de VRP destinés à vendre une marchandise après avoir appris par cœur la notice qui l'accompagnait chaque semaine.

Quand tu vois le niveau théorique lamentable des militants de ce courant politique, tu t'aperçois qu'au bout de 10, 20, 40 ans de militantisme, ils n'ont jamais progressé et ils sont totalement incapables de penser par eux-mêmes, ce que de mon côté je fais sans cesse et je le prouve,

comme quoi c'est possible d'y arriver, dès lors qu'on s'en donne les moyens. Mais cela n'a jamais été l'objectif de Lambert, c'était de se prendre pour un grand chef, ne jamais bosser, servir la soupe au PS en échange d'un salaire (FO), porter le PS au pouvoir et crever !

Sa réponse est une non réponse, il n'a aucun argument à m'opposer. Fin de la parenthèse, revenons au POID, la boutique d'en face.

- Comme l'a dit le porte-parole d'Oxfam France mi-janvier: « S'ils se sont enrichis, ce n'est pas grâce à la main invisible du marché ni par les choix stratégiques brillants, mais principalement en raison de l'argent public versé sans condition par les gouvernements et les banques centrales dont ils ont pu profiter. »

LVOG - Ne serait-ce pas plutôt, parce que le mouvement ouvrier est corrompu et n'assume pas sa fonction auprès de la classe ouvrière ?

Communiqué du POID du 10 avril 2022.

- ...les travailleurs et les jeunes ont exprimé leur exigence de rupture avec la politique de Macron et des gouvernements qui l'ont précédé.

Cette exigence aurait pu se traduire dans un vote qualifiant pour le second tour un candidat d'unité présenté par les partis issus historiquement du mouvement ouvrier. Cela n'a pas été le cas. C'est la conséquence de la division.

LVOG - Les partis pourris issus historiquement du mouvement ouvrier, PS, PCF flanqués d'EELV, auraient pu présenter un candidat d'unité qui aurait exprimé l'exigence des travailleurs et jeunes "de rupture avec la politique de Macron"

-... Unis avec vos organisations, vous êtes les seuls à même non seulement de préserver la démocratie...

LVOG - Il veut absolument nous faire croire que le régime serait démocratique... et bonapartiste, vous allez le lire ci-dessous. Autrefois ils caractérisaient le régime de la Ve République de bonapartiste et d'antidémocratique, c'est donc un nouveau glissement à droite, une façon comme une autre de ménager en douce le régime.

"Unis avec vos organisations", dit-il, alors que les organisations en question ont neutralisé politiquement la classe ouvrière en échange de privilèges accordés par Macron à l'aristocratie ouvrière, ce qui les amènent logiquement à appeler à voter Macron.

Editorial de La tribune des travailleurs (POID) du 13 avril - Le crépuscule de la Ve République par Daniel Gluckstein

LVOG - Cela fait plus d'un demi-siècle qu'il nous l'annonce... pour demain.

- Le crépuscule de la Ve République

LVOG - Bonaparte mais pas dictateur. Quand le bonapartisme n'est "*plus à même de contenir les contradictions de classe*", à quoi cède-t-il la place ou que devient-il, il sombre dans la dictature, Gluckstein le marxiste, le trotskyste, le sait, et il l'aurait oublié, non, on ne peut pas le croire.

- Bonaparte prétendument au-dessus des classes...

- ...une aspiration profonde à « dégager le Bonaparte ». Dans un régime bonapartiste, quand l'élection se concentre sur qui « éjectera le Bonaparte », c'est l'édifice même des institutions qui est en cause.

- ...la Ve République et son principe fondamental, le bonapartisme, ne sont plus à même de contenir les contradictions de classe. LVOG - Contrevérité : Macron adoubé par un banquier, Rothschild, coaché par un autre banquier, J. Attali, invité au groupe Bilderberg du banquier Rockefeller, chouchou du Medef, il "n'était pas le choix de la classe capitaliste", Gluckstein ose tout décidément.

- Rappelons qu'en 2017 déjà Macron n'était pas le choix de la classe capitaliste.

- Aujourd'hui plus encore, Macron – qui n'a recueilli le vote que d'un électeur inscrit sur cinq – n'est le choix de la bourgeoise que par défaut. La classe capitaliste connaît sa fragilité : il n'est pas allé au bout de la réforme des retraites et de toute une série d'attaques, dont il avait fait pourtant son programme en 2017.

- Du côté du patronat, le comité exécutif du Medef déclare que « le programme d'Emmanuel Macron est le plus favorable (…) même s'il comporte des lacunes ». Mais le Medef ne veut pas marquer Macron comme le candidat de la classe capitaliste...

LVOG - Faux argument, aucun président sous la Ve République n'a pu appliquer l'intégralité de son programme et Gluckstein le sait.

- Au point qu'une partie de la bourgeoisie joue ouvertement la carte de l'extrême droite

LVOG -Incompréhension totale. Comme si Le Pen au pouvoir menacerait "*la domination capitaliste*" ! Dans cette comédie bien réglée, contrairement aux Etats-Unis, après avoir acheté et dépecé LR et le PS, l'oligarchie n'avait pas d'autre parti ou candidat sous la main ou de disponible pour donner le change à Macron et à LREM que Le Pen et le RN, alors pourquoi aller inventer une théorie à dormir debout ? Pour semer la confusion et entretenir l'illusion que Macron et l'extrême-centre ne serait pas d'extrême droite ? - (Attitude des banquiers vis-à-vis de Le Pen) Inquiétude qui conduit la haute finance à vouloir avant tout sauver la Ve République pour sauver la domination capitaliste. LVOG - Et le regret que la tarte à la crème du front unique ou front populaire n'est pas eu lieu "*en haut*". Qu'il se rassure, ils vont le ressortir pour les législatives, que ne ferait-il pas pour la gamelle ! Le régime leur accorde cette compensation pour service rendu, il n'est pas ingrat avec ses serviteurs.

- L'aspiration à l'unité s'est exprimée en bas, c'est vrai. Mais elle s'est heurtée à la division en haut.

LVOG - Et pour que l'imposture soit complète, il ne manquait plus que la restauration de la démocratie qui n'a jamais existé, parce qu'elle est incompatible avec l'existence du régime capitalisme qu'il s'agit de préserver à tout prix, mais cela vous l'avez déjà compris.

- Le chef de l'État l'a compris, qui promet de nouvelles formes de gouvernement. En vérité, c'est tout l'exercice démocratique qu'il faudra, d'urgence, restaurer. »

« Restaurer l'exercice démocratique » ?

LVOG - C'était la question de trop à ne pas poser. La suite et fin de son éditorial était destinée à tromper les militants de son parti et à leur donner bonne conscience, en leur servant le discours radical qu'ils avaient envie d'entendre avec en prime le gouvernement ouvrier et l'Assemblée constituante sans qu'on sache par quel miracle ils pourraient voir le jour, on ne nous la fait plus.

Votons Macron, vive Macron, vive son régime totalitaire !

Les Attali, Rothschild et Cie. ils doivent bien se marrer, entre ceux qui appellent à voter Macron, Le Pen ou à s'abstenir et qui se foutent sur la gueule respectivement, ils en ont acheté certains, mais pour la plupart ils n'ont même pas eu besoin, ils leur ont offert spontanément leur service, gratuitement s'il vous plaît.

Tous avec le tyran Macron, vive la muselière, le confinement, la piquouse, le code QR et le pass liberticide, à bas la Russie et vive la guerre !

LVOG - Vous avez compris pourquoi ils refusaient tous de caractériser Macron et l'extrême-centre d'extrême droite, de dictateur, de nazillon ?

(Avec Macron disons) :**« Non » à l'extrême droite, pour la justice et l'égalité ! - ldh-france.org 15 avril 2022**

L'extrême droite est à nouveau présente au second tour de l'élection présidentielle, forte d'un niveau de voix jamais atteint. Nous refusons de la voir accéder au pouvoir. (Elle y est déjà depuis au moins 5 ans ! Votez Macron - LVOG)

En rejetant Marine Le Pen, il s'agit d'empêcher l'avènement d'un projet de société destructeur de l'État de droit, de la république démocratique sociale et solidaire que nous défendons chaque jour. (A croire qu'ils existeraient sous Macron, ce sont des ordures de négationnistes. Votez Macron !- LVOG)

Ensemble, nous voulons réaffirmer que la devise « Liberté, Egalite, Fraternité » doit, plus que jamais, rester à l'ordre du jour, pour toutes et tous, sans exclusive ni distinction. (Pour les nantis sous Macron uniquement, chut il ne faut pas le dire ! Votez Macron - LVOG)

Dans la diversité de nos approches et formes d'actions, nous voulons construire un destin commun de justice sociale et environnementale autour de l'égalité des droits, par le débat démocratique, un dialogue social et civil renforcé, un État de droit qui garantisse pleinement nos libertés, une République laïque et solidaire, protectrice de l'arbitraire, riche de services publics confortés, reconnus, bénéficiant des moyens de leur pleine efficacité. (Cela tombe bien, c'est justement à quoi s'atèle sans relâche Macron depuis au moins 2017. Votez Macron - LVOG)

Cette ambition commune serait gravement mise en cause avec l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. (Relevons qu'ils l'ont comprises en appelant à voter Macron en 2017, ils osent tout ces pourris. Votez Macron - LVOG)

Premiers signataires :

Ligue des droits de l'Homme (LDH), Confédération générale du travail (CGT), Confédération paysanne, Fédération des associations générales étudiantes (Fage), Fédération syndicale unitaire (FSU), Fédération syndicale étudiante (FSE), Mouvement national lycéen (MNL), Syndicat des avocats de France (Saf), Syndicat de la magistrature (SM), Syndicat national des journalistes (SNJ), Union nationale des étudiants de France (Unef), Union syndicale Solidaires, Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa), ActionAid France, Action non-violente COP21, Alternatiba, Amis de la Terre France, APF France handicap, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Association culturelle des travailleurs immigrés de Turquie, Association des familles des prisonniers et disparus Sahraouis (AFAPREDESA), Association des femmes de l'Europe méridionale (Afem), Association des Marocains de France (AMF), Association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL), Association de promotion des cultures et du voyage, Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Attac France, Campagne antiracisme et solidarité, Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Ceméa), Centre de recherche et d'information et de développement (Crid), Centre de recherches et d'initiatives de solidarité internationale (Cedetim), La Cimade, Coalition libertés associatives, Collectif Chabatz d'entrar de la Haute-Vienne, Collectif Front populaire écologique, CGT de Mediapart, Collectif Ganges solidarités (CGS), Collectif ivryen de vigilance contre le racisme (CIVCR), Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), Collectif les Outils du soin, Collectif pour l'avenir des foyers (Copaf), Collectif Unis pour le climat, Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep), Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT), Confédération nationale du logement (CNL), Coordination nationale Pas sans nous, Droit au logement (Dal), Les effronté-es, Emmaüs France, Enseignant.e.s pour la planète, Extinction Rebellion, Education World 86, Fasti, Fédération Citoyens & Justice, Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), Fédération des mutuelles de France, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), Fédération nationale des arts de la rue (Fnar), Fédération nationale des Francas, Fédération nationale Solidarité femmes, Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), Festival Femmes en résistance, Fondation Copernic, France Amérique Latine (Fal), Front social (FS), Greenpeace France, Groupe accueil et solidarité (Gas), HES LGBTI+, Inter-LGBT, Jeunesse au plein air (JPA), Ligue de

l'enseignement, Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie (LFID), Marche mondiale des femmes France, Marche des solidarités, Mediapart, Mémorial 98, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Mouvement de la paix, Mouvement Utopia, Observatoire national de l'extrême-droite, Oxfam France, Osez le féminisme, Planning familial, Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes (RAAR), Réseau Euromed France (Ref), Réseau Ruptures, Solidarité Laïque, SOS Racisme, Syndicat national des arts vivants (SYNAVI), Tous Migrants, Union des femmes socialistes (SKB) – Belgique, Union fédérale d'intervention des structures culturelles (Ufisc), Union juive française pour la paix (UJFP), Union nationale Retraités et personnes âgées fédération de Paris (UNRPA), Uniopss, L'Union des Juifs pour la résistance et l'entraide (l'UJRE), La Voix lycéenne, 350.org .

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

LVOG - Vous remarquerez que les organisations financées par l'Open Society de George Soros ou les Fondations Mélinda et Bill Gates et Rockefeller ont répondu présent.

Epilogue. Un cuisant échec de la mobilisation pro-Macron.

«Pas de Le Pen à l'Elysée» : un samedi de manifestations contre l'extrême droite en France - Europe1 17 avril 2022

Une mobilisation à l'appel de plus de 30 organisations et syndicats.

Selon le ministère de l'Intérieur, 13.600 personnes se sont mobilisées dans plus de 50 manifestations en régions et 9.200 à Paris.

À Paris, ils étaient 9.200, selon la préfecture, à défiler entre Nation et République.

Tous ici promettent de revenir manifester régulièrement dans les prochains mois contre le gouvernement de Marine Le Pen ou celui d'Emmanuel Macron. Europe1 17 avril 2022

LVOG - Qu'est-ce qu'ils en ont à foutre, sachant que tous ceux qui vous représentent sont bourrés de contradictions et corrompus jusqu'à l'os.

La préfecture étant favorable à cette manifestation, ce chiffre est forcément exagéré. 13.600 - 9.200 à Paris = 4.400 dans les 49 autres villes restantes, soit 100 manifestants par ville.

On comprend mieux pourquoi la meute des nantis sort du bois pour soutenir Macron.

Ils n'appellent pas à voter contre Le Pen, mais contre le peuple qui s'apprête à voter Le Pen.

- Présidentielle 2022 : Près de 500 artistes appellent à voter Emmanuel Macron - Purepeople 16 avril 2022

LVOG - Ces misérables bouffons incarnent essentiellement la société du divertissement débile destiné à aliéner les masses, la cancel culture, la négation de la culture, la société dégénérée est à leur image.

- TRIBUNE. Médecins, infirmiers, élus… 1 000 acteurs de la santé appellent à faire barrage à l'extrême droite - Journal du Dimanche 16 avril 2022

LVOG - Tous shootés à la macronerie et sans doute à Big Pharma pour ne rien arranger !

Quant aux dirigeants du PS, ces tartufes ne représentent qu'eux-mêmes, des prostitués!

- Présidentielle : le PS appelle à voter Macron et à se mobiliser pour les législatives - BFMTV 16 avril 2022

- François Hollande «appelle les Français à voter pour Emmanuel Macron» au second tour - Europe1 15 avril 2022

- "Je n'aurai pas d'hésitation" : Benoît Hamon appelle à voter pour Emmanuel Macron au second tour - BFMTV 16 avril 2022

- Présidentielle 2022: Jospin et Delanöe voteront Macron au second tour - huffingtonpost.fr 15 avril 2022

DOSSIER UKRAINE

Fabrication du consentement. Propagande quotidienne fanatique, hystérique, grotesque du camp de la guerre.

Des 15 et 16 avril, liste non exhaustive, quelques titres relevés dans la page Yahoo news uniquement. Je crois qu'il n'est plus nécessaire d'ajouter des commentaires à part quelques-uns.

Guerre en Ukraine : Zelensky menace de couper toute négociation - LePoint.fr 16 avril 2022

Le président ukrainien affirme, ce samedi, que « l'élimination » des derniers soldats de Marioupol « mettra fin à toute négociation ». LePoint.fr 16 avril 2022

LVOG - Vous l'aurez compris, il faut sauver les néonazis du bataillon Azov et les mercenaires de l'OTAN qui les commandent à Marioupol.

Guerre en Ukraine: la Russie diffuse une vidéo montrant des rescapés présumés du croiseur Moskva - BFMTV 16 avril 2022

LVOG - Quel dommage, ils ne sont pas tous morts !

Guerre en Ukraine: Zelensky appelle le monde à "se préparer" à une possible attaque nucléaire russe - BFMTV 16 avril 2022

Menace nucléaire: Volodymyr Zelensky affirme que la Russie "peut le faire" et appelle à se "tenir prêt" - BFMTV 16 avril 2022

LVOG - Il voulait dire qu'il le souhaite.

"Nos présidents ont d'excellentes relations": un conseiller de Zelensky nie l'existence de tensions avec Macron - BFMTV 16 avril 2022

LVOG - Qui en doutait ?

L'UE juge « injustifiée » l'expulsion par Moscou de 18 diplomates européens - LePoint.fr 16 avril 2022

LVOG - L'expulsion de plus de 100 diplomates russes dans l'UE, c'était justifié !

République tchèque. Guerre en Ukraine : l'incroyable succès d'une cagnotte pour livrer des armes - LePoint.fr 16 avril 2022

LVOG - Comment ils manipulent la population.

"Seuls mes yeux et mes oreilles n'ont pas été violés" : le témoignage insoutenable d'une mère ukrainienne - Closer 16 avril 2022

LVOG - Vous en êtes sure ? C'est un psychiatre qu'elle devrait consulter.

Anne Hidalgo s'est rendue à Kiev pour soutenir l'Ukraine - Europe1

LVOG - En 2014 le PS était venu à Maidan soutenir le coup d'Etat de l'OTAN et des milices fascistes, on ne se refait pas.

A lire pour mieux comprendre la situation.

LVOG - J'ai appris ou eu confirmation que Poutine ne contrôlait pas la banque centrale russe acquise au FMI, à la Banque mondiale, à Washington. Des documents très intéressants.

Le Russe Sergey Glazyev présente le nouveau système financier mondial - reseauinternational.net 16 avril 2022

Sergey Glazyev est un homme qui vit en plein dans l'œil du cyclone géopolitique et géoéconomique actuel. L'un des économistes les plus influents au monde, membre de l'Académie des sciences russe et ancien conseiller du Kremlin de 2012 à 2019, il dirige depuis trois ans le portefeuille super stratégique de Moscou en tant que ministre chargé de l'Intégration et de la Macroéconomie de l'Union économique eurasiatique (UEE).

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

Interview de Sergueï Glaziev - reseauinternational.net 3 avril 2022

Dites, il y a 100 ans, l'Empire britannique essayait de maintenir son hégémonie dans le monde. Alors qu'il perdait déjà économiquement face aux ressources combinées de l'Empire russe et de l'Allemagne, la Première Guerre mondiale provoquée par les renseignements britanniques s'est déclenchée, au cours de laquelle les trois empires européens se sont autodétruits. Je parle de l'effondrement de la Russie tsariste, des empires allemand et austro-hongrois, mais cela inclut également le quatrième Porto ottoman.

Quant à la Grande-Bretagne, elle a exercé une domination mondiale pendant un certain temps et est même devenue le plus grand empire de la planète. Mais en raison des lois inexorables du développement socio-économique, le système économique mondial colonial, basé en fait sur le travail esclave, ne pouvait plus assurer la croissance économique. (Il évoquait en fait les contradictions qui sont à l'origine des lois de fonctionnement du capitalisme, qui conduisent inexorablement à une crise et à son effondrement, que nous évoquons régulièrement. - LVOG)

L'émergence d'États sociaux en URSS et aux États-Unis avec des systèmes de gestion centralisés a permis de faire un bond en avant dans leur développement économique ; En Europe, le système de gouvernance d'entreprise a été formé, malheureusement, selon le modèle nazi en Allemagne, et non sans l'aide des services de renseignement britanniques. Hitler, soutenu par les agences de renseignement britanniques et le capital américain, a rapidement déployé un système de gouvernance d'entreprise centralisé en Allemagne, ce qui a permis au Troisième Reich de prendre rapidement le contrôle de toute l'Europe. Avec l'aide de Dieu, nous avons vaincu ce fascisme allemand (ou plutôt européen – compte tenu des réalités d'aujourd'hui). Après cela, deux modèles sont restés dans le monde, que j'appelle l'ordre économique mondial impérial : le soviétique et l'occidental (avec le centre aux États-Unis).

Après l'effondrement de l'Union soviétique, qui n'a pas réussi à résister à la concurrence mondiale en raison du fait que le système de gestion directif n'était pas assez flexible pour répondre aux besoins du progrès technologique, les États-Unis se sont un temps emparés de la domination mondiale.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

Haut de page

Le 20 avril 2022

Il ne reste plus que quatre jours avant la fin de ces causeries et de ce portail, profitez-en !

On nous accuse facilement de manquer à la liberté d'expression, parce qu'on expose nos idées et on en critique d'autres, ce qui revient à nous contester cette liberté de penser librement à la manière de ceux qui nous gouvernent ou de tous ceux qui tiennent absolument à ce qu'on partage leurs idées ou à nous les imposer.

Généralement ils ne sont pas en mesure de défendre leurs idées, parce qu'ils en ignorent l'origine ou ils ne se sont jamais posés la question de leur signification politique. De plus, on conçoit très bien qu'ils ne supportent pas la confrontation des idées, dès lors qu'on s'efforce de faire ressortir les contradictions que comportent les leurs, sans préjuger que les nôtres n'en contiennent pas non plus qu'on n'aurait pas détectées, à moins qu'on ait pris la précaution de les aborder nous-même pour ne pas prêter le flanc à la critique, en vain évidemment.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'origine de nos idées ou de nos interprétations qui varient au fil du temps, mais pas de la même manière selon les individus. Cela étant, au moins 5 types d'expérience se détachent.

- Le premier groupe va concerner ceux qui ont adopté des idées lors de leur enfance et adolescence, qui se sont fixées parvenus à l'âge adulte, et qui n'en changeront pratiquement plus jusqu'à leur mort. Mes parents vécurent ainsi.

- Le second groupe y apportera des modifications vers la fin de l'adolescence, pour ne plus en changer non plus durant toute son existence. Ce fut le cas de certains de mes petits camarades quand j'étais adolescent ou un jeune adulte.

- Le troisième groupe variera du second en régressant finalement à l'âge adulte vers les idées de leur adolescence, et n'en changera plus par la suite. J'ai observé cela chez la majorité de mes potes de jeunesse, finalement ils reproduisirent tel quel le mode de vie de leurs parents.

- Le quatrième se distinguera du précédent en changeant à plusieurs reprises d'idées, jusqu'au moment où ce processus s'épuisera et ces idées se fossiliseront. Elles constitueront un mélange d'idées confuses ou contradictoires glanées au fil de leurs expériences. Cela se produit généralement entre 25 et 30 ans, et correspond à la période de la fin des études supérieures, l'entrée dans la vie active comme l'on dit ou le début de la vie de couple ou encore la fondation d'une famille, stabilité sociale oblige.

- Le cinquième groupe considérera après une période de stagnation identique à celle vécue par tous les groupes précédents et de tâtonnement comme dans le cas précédent, qu'aucune idée n'étant acquise définitivement, il envisage qu'elles évoluent dans le temps, ce qui nécessitera de les remettre en permanence en question pour en vérifier la validité, les affiner, en changer radicalement si nécessaire, etc. ceci jusqu'à la fin de sa vie, manquant ainsi une progression constante vers ce qu'on ose encore appeler la vérité.

Ce déclic sera forcément tardif, chez moi ce fut à près de 50 ans, j'en ai 66, tardif dans la mesure où plus d'une fois dans le passé on croira être parvenu à se débarrasser du conformisme ou du dogmatisme qui nous avaient empoisonné l'esprit durant la première partie de notre existence, alors qu'en réalité plus d'une fois on se sera leurré soi-même, et il faudra s'y reprendre encore à de nombreuses reprises pour réduire ce poison à l'état de traces, car je ne suis pas sûr qu'il disparaisse totalement pour être sans cesse réanimé sous l'effet des influences que nous subissons inconsciemment. Je crois, que si je n'avais pas changé radicalement d'existence à partir de 1990 en partant vivre en Inde, sans doute que je serais resté bloquer sur mes vieilles croyances, autrement dit sans un choc dans la vie, il est très difficile de changer d'idées ou de progresser.

Quand on observe à quel point la population est ignorante ou stupide au possible, ce qui peut la rendre particulièrement mauvaise, agressive, violente, haineuse, on se pose forcément beaucoup de questions. On essaie de comprendre comment on a pu en arriver là, on le sait sur le plan économique et politique ou en ce qui me concerne j'ai ma petite idée sur cette question, mais on a du mal à comprendre pourquoi on ne parvient pas à atteindre tous ces esprits qui semblent figés indéfiniment, sauf à ce qu'elles ne puissent plus se nourrir ou reçoivent des bombes sur la gueule, là enfin elles réagissent.

C'est un terrible défi que j'ai relevé, et j'avoue avoir échoué ou mon impuissance. J'ai sans doute été maladroit ou je n'avais pas le niveau requis, j'ai surestimé mes capacités, autant pour moi.

J'envisageais de faire des traductions en utilisant l'application DeepL quitte même à payer pour avoir accès à ce service, mais hélas il n'est pas disponible en Inde, on ne peut que traduire 5 pages par mois ou des passage de moins 5000 signes, donc j'abandonne ce projet.

Il se trouve également que je suis malade depuis près de 3 mois je n'arrive pas à me débarrasser d'une diarrhée, ne sachant pas trop quoi faire, j'ai décidé de réduire mon alimentation au strict minimum pendant plusieurs jours pour voir si cela aurait de l'effet, jus de fruit, thé ou café, quelques gâteaux secs ou tartines de pain beurrées et rien d'autres.

Je n'ai pas renoncé à mettre un terme à ce portail le 25 avril, je me demande seulement si je le mettrai en ordre en le maintenant ouvert ou si je le supprime du Net tout simplement. Si cela ne tenait qu'à moi, j'aurais bien continué cette activité politique qui à mon avis n'a pas d'équivalent sur le Net, mais compte tenu que mes lecteurs semblent s'en foutre éperdument, je ne vois pas pourquoi je me sacrifierais pour des gens qui finalement n'en valent pas la peine. Ce sont eux qui me méprisent et non l'inverse, je le précise pour éviter un dernier

malentendu entre nous qui arrangerait leur bonne conscience, je ne leur en donnerai pas une occasion supplémentaire, je ne suis pas aussi stupide qu'ils le croient.

Si mes causeries et mon interprétation du monde détestable dans lequel nous vivons ont apporté quelque chose à certains, tant mieux. J'ignore ou plutôt je sais pourquoi ils ne tiennent pas à se manifester, les raisons sont très diverses, c'est eux que cela regarde, s'ils estiment qu'ils peuvent se passer de mes services, je n'insisterai pas.

Je suis même en mesure de vous exposer de quoi vous serez privés, puisque vous en avez décidé ainsi. A vous de vous débrouiller pour le trouver ailleurs et croire ce qui bon vous semble, je vous souhaite bonne chance, personne n'est irremplaçable, même si personnellement je pense le contraire, peu importe, cela ne me concerne pas ici.

La crise actuelle est d'ampleur mondiale ou d'une profondeur inégalée depuis la fin du XIXe siècle annonciatrice des guerres mondiales du XXe siècle. Elle présente l'extraordinaire avantage pour ceux qui veulent bien la regarder en face ou l'aborder sans a priori - et c'est en cela qu'elle est passionnante pour les chercheurs ou les adeptes de la vérité, de faire remonter à la surface ou de remettre en lumière, de remémorer bien des aspects du passé qu'on avait semble-t-il intégrées un peu trop hâtivement dans nos connaissances, dans la mémoire collective comme l'on dit aussi. Jusqu'à présent nous estimions qu'elles étaient fondées ou justes, pour ne pas dire intouchables, inviolables sous peine d'être accusé de réécrire l'histoire pour la faire coïncider avec je ne sais quelle théorie ou fantasme idéologique ou encore donner corps à des lubies délirantes mégalomaniaques, bref, pour finalement découvrir ou en arriver au constat, que des pans entiers de ces connaissances étaient erronées ou elles avaient fait l'objet de manipulations ou de falsifications monstrueuses, dont évidemment on n'aurait jamais osé imaginer ou soupçonner l'existence, alors qu'il faut bien se résigner à l'admettre une fois qu'on a cette fois tous les faits sous les yeux, et non uniquement ceux méticuleusement sélectionnés pour nous induire en erreur ou nous faire croire ce que nous devions absolument croire, qui il faut bien le dire arrangeait bien des acteurs, y compris ceux qu'on ne soupçonnait pas.

Nous nous étions tous crus très intelligents ou plus intelligents que les autres, n'est-ce pas ? Il faut voir avec quelle arrogance la plupart des militants de base osent s'adresser aux travailleurs comme s'ils étaient la science historique incarnée, un puits de science percé, oui, car ils en ignorent les trois quarts, et ce qu'ils croient savoir ne correspond pas à la réalité dans au moins 8 cas sur 10, et je suis généreux.

J'en ai fait partie, donc je sais de quoi je parle ou d'où je viens. J'ai amplement eu le temps de mesurer tout le chemin parcouru depuis plus de 40 ans. C'est peut-être ce qui me donne une certaine autorité ou légitimité quand je m'exprime, je m'en excuse auprès des lecteurs que cela incommodait, qui voudront bien concéder

Je me suis rendu à quel point on a pu prendre pour argent comptant des approximations qui par la suite ont servi de points d'appui à l'élaboration de théories en partie ou totalement foireuses. On a élevé des détails insignifiants au rang d'éléments déterminants sans être en mesure de le justifier matériellement ou objectivement. On a fait abstraction d'une multitude de faits. On a surestimé ou sous-estimé ceux qui nous arrangeaient. On a confondu ceux qui étaient principaux et ceux qui étaient secondaires de manière délibérées, pour ne pas contredire les versions officielles. On a accordé une importance exagérée à des évènements qui n'en valaient pas la peine. On nous a fait croire que des évènements s'étaient produits par hasard ou selon un processus soi-disant logique, voire historique pour leur fournir une caution de respectabilité ou d'irréfutabilité, alors qu'en réalité tout avait été fabriqué de toutes pièces, souhaité, encouragé, manigancé de longue date, ignorant tous les éléments qui mis bout à bout permettaient d'en arriver à cette conclusion, escamotant au passage les révélations ou les documents découverts par certaines analystes ou journalistes. On nous a présenté un tas d'acteurs politique sous un jour qui ne correspondait que partiellement à leur personnalité et au rôle politique qu'ils avaient joué au cours d'évènements importants ou durant une longue période. Etc.

Force est de constater, que l'instruction publique, la scolarisation, le développement ou la multiplication des moyens de communication ou d'information, au lieu de participer au partage du savoir pour en faire un puissant instrument au service de notre émancipation, ils n'ont finalement servi qu'à propager des croyances ou poursuivre un objectif obscurantiste destiné à maintenir les masses dans la servitude.

On a manqué d'impartialité pratiquement partout, ce qui était compréhensible pour un simple travailleur ou un jeune militant inexpérimenté, en revanche c'était condamnable ou inexcusable quand il s'agissait des dirigeants du mouvement ouvrier tous courants confondus, qui sans cesse agirent en connaissance de cause. C'est cela le plus grave au regard des conséquences que cela a pu avoir par la suite jusqu'à nos jours, ce qui explique en grande partie pourquoi nous en sommes rendus à cette situation inextricable ou dont nous ne voyons pas comment nous pourrons en sortir un jour.

Vous savez ou vous ne le savez pas, en réalité il faut très peu chose pour basculer d'une interprétation à une autre.

C'est beaucoup plus facile qu'on ne le pense de faire croire n'importe quoi à n'importe qui, de berner surtout ceux qui ont une haute estime d'eux-mêmes ou qui manquent singulièrement de modestie, de préférence une main posée sur le coeur à la manière de ceux qui jurent de dire toute la vérité sur la Bible, de manière à ce que personne n'ose remettre en cause votre honnêteté ou votre intégrité, qui à tort sont considérées comme acquises...

Le travail que j'ai entrepris il y a des années et que je vais poursuivre malgré tout, consiste à vérifier toutes les interprétations des évènements qui ont eu lieu principalement au XXe siècle pour en vérifier la véracité, de manière à corriger toutes celles qui étaient manifestement fausses.

Pour terminer cette bafouille, vous vous demandez peut-être pourquoi je m'entête à vouloir construire un parti, pourquoi je tiens absolument à maintenir mon combat politique dans le cadre du mouvement ouvrier sachant à quoi point il est pourri, je vais vous répondre.

Parce qu'à ce jour je n'ai rien trouvé de mieux comme conclusion politique, depuis que Marx et Engels ont décrit la valeur d'une marchandise, les rapports et les contradictions qui régissaient les différents facteurs de l'économie capitaliste, de sorte qu'ils conduisaient infailliblement à

une crise généralisée du mode de production et à son effondrement, ouvrant la voie à une révolution sociale pour peu que les exploités parviennent à en prendre conscience et à s'organiser, à se mobiliser pour prendre le pouvoir politique.

Cette théorie scientifique reposait sur l'observation et l'étude minutieuse des lois de fonctionnement du capitalisme, que les faits ont amplement validé au cours des 170 dernières années écoulées ou que personne n'est parvenu à réfuter jusqu'à nos jours. Mieux, Lénine et le parti bolchevik l'appliquèrent avec succès au cours de la révolution russe de 1917, la suite des évènements n'étant pas imputable à cette théorie contrairement à l'idée répandue par la réaction, mais au processus historique dans son ensemble qui n'était pas mûr pour poursuivre cette expérience ou l'étendre à l'échelle mondiale, et qui malheureusement ne l'est toujours pas manifestement un siècle plus tard.

Les acteurs politiques ou sociaux, intellectuels, chercheurs, scientifiques, professeurs, conférenciers en tous genres, les animateurs de blogs ou de médias dits indépendants, etc. qui refusent obstinément d'adopter cette théorie scientifique, qu'il faut, soit dit en passant, sans cesse adapter aux transformations du système économique capitaliste et de l'ensemble de la société ou du monde, en viennent généralement à ignorer dans leurs démonstrations le facteur économique et social, ainsi que la lutte des classes, qui sont les facteurs déterminant du processus historique, pour finalement professer des théories toutes plus fantasmagoriques ou délirantes les unes que les autres. Et quand on les interroge au détour d'une conférence pour avoir leur avis sur l'actualité sociale ou politique, on s'aperçoit qu'ils n'y comprennent pas grand-chose, pour finalement adopter le discours ou la version officielle, celui de la réaction, donc ils sont tout, sauf des modèles à suivre ou à imiter.

Notre quête de la vérité va de pair avec nos aspirations, nos objectifs politiques, notre idéal, car on ne peut pas progresser en vivant perpétuellement dans le mensonge et l'hypocrisie. D'ailleurs, sur le plan personnel, je ne vois pas quelle satisfaction on pourrait en tirer, et je plains sincèrement ceux qui s'y résignent par paresse ou lâcheté.

En guise de conclusion, ce pourrait être le mot de la fin de cette expérience, je n'ai jamais été animé d'autres intentions et objectifs, et si je n'ai pas été à la hauteur pour les partager avec vous, je m'en excuse, j'ai fait ce que je pouvais, j'en suis désolé. Merci de votre attention et je vous souhaite bonne chance pour la suite.

- Cette causerie au format pdf (29 pages)

POLITIQUE

Nous sommes au bord d'une révolution politique et sociale !

La question qui tue net sur place ceux qui ont voulu vous faire croire qu'il pourrait sortir autre chose d'une élection présidentielle sous la Ve République.

Quelle était la réserve de voix de Macron, de quel potentiel électoral disposait-il avant même le début de la campagne électorale ?

Compte tenu qu'il existe en France :

- plus de 4 millions de patrons, du microentrepreneur au dirigeant de la multinationale, donc 4 millions d'électeurs particulièrement intéressés par la disparition du capitalisme,

- en considérant qu'1/3 de l'ensemble de ces patrons vivent en couple, on peut ajouter 1,3 million d'électeurs révolutionnaires,

- plus de 3 millions de retraités nantis (sur 16 millions) disposant d'une pension supérieure à 2500 euros par mois, des bolcheviks en puissance,

- plus 7 autres millions de retraités socialisants, qui en couple en additionnant leurs revenus ne sont pas franchement pauvres,

- on arrive ainsi sans forcer le trait à un total de 15,3 millions,

- sans compter que les patrons ont des rejetons en âge de voter communiste,

- ajoutez les quelques 5 millions de cadres bien connus pour leurs engagements humanistes,

- pour finir ajoutez 33% des électeurs qui ont voté Mélenchon, soit 2,5 millions de voix,

- plus quelques millions de voix d'ouvriers ou d'employés qui vouent un culte aux puissants de ce monde en passe d'instaurer une République sociale universelle, bien qu'ils n'osent pas l'avouer ouvertement.

- et nous voilà arriver à près de 25 millions d'électeurs favorables au passage au socialisme, que demande le peuple franchement !

Vous avez dit bizarre, comme c'est bizarre !

Je ne comprends pas comment Macron a-t-il pu obtenir 20 743 128 voix au 2e tour de l'élection présidentielle en 2017. Il n'a pas eu à trop forcer, n'est-ce pas ?

Pour le 2e tour de manège, vous devez ajouter 33% des électeurs qui ont voté Mélenchon, le super héros du marxisme, du léninisme et de trotskysme réunis, soit environ 2,5 millions de voix, et nous voilà à plus de 23 millions d'électeurs potentiels pour Macron, plus quelques

millions de voix d'ouvriers ou employés qui vouent un culte aux puissants de ce monde en passe d'instaurer une République sociale universelle, bien qu'ils n'osent pas l'avouer ouvertement.

Quelle mascarade !

On se marre bien, vous ne trouvez pas, non ? Non, c'est que vous avez manqué un épisode sans doute, réfléchissez. Je crois qu'il y en a qui vous prennent pour des cons et vous appréciez particulièrement, sinon, au hasard, vous auriez déjà rejoint *La voix de l'Opposition de Gauche*, surtout n'en faites rien, s'il vous plaît, je plaisantais. Allez, je n'en veux à personne, on est comme est. Regardez, moi, avec ma retraite de 384 euros, je suis un putain de privilégié en Inde.

Le tissu économique français ou la base sociale qui ne trompe pas.

Au 1er janvier 2016, la France compte près de 4,5 millions d'unités légales dont :

Plus de 3 200 000 n'ont pas de salarié, soit près de 72%
Plus de 1 000 000 ont entre 1 et 9 salariés, soit 23,5%
172 000 ont entre 10 et 49 salariés, soit 3,8%
18 600 ont entre 50 et 99 salariés, soit 0,5%
10 800 ont entre 100 et 249 salariés
6 300 ont plus de 250 salariés

https://www.cci.fr/ressources/informations-economiques/panorama-de-lentrepreneuriat-et-de-la-cession/chiffres-cles

Sur ces 3,82 millions d'entreprises, 287 grandes entreprises (GE) emploient 3,9 millions de salariés en équivalent temps plein (EQTP), soit 29 % du total.

À l'opposé, 3,67 millions, soit 96 %, sont des microentreprises ; elles emploient 2,4 millions de salariés en EQTP (18 % du total).

Par-delà ce dualisme se dessine une partition assez équilibrée de la valeur ajoutée ou de l'emploi : 5 800 entreprises de taille intermédiaire (ETI) et 140 000 petites et moyennes entreprises (PME) non micro entreprises emploient respectivement 25 % et 28 % des salariés (EQTP).

Le secteur le plus concentré est celui des activités financières et d'assurances : 26 grandes entreprises y emploient 74 % des salariés.

Dans les secteurs non financiers, les grandes entreprises dégagent près d'un tiers de la valeur ajoutée, les ETI un quart, les deux autres catégories en réalisent le reste à parts à peu près égales. En 2015, 57 % de la valeur ajoutée est ainsi produite par près de 6 000 entreprises (GE et ETI) qui réalisent aussi 85 % des exportations.

Les ETI se distinguent des autres catégories par leur orientation vers l'industrie manufacturière et par le poids des implantations étrangères. Parmi les 2,8 millions de salariés (EQTP) de l'industrie manufacturière, 38 % sont employés par des ETI. Compte tenu de leur orientation industrielle, les ETI jouent un rôle essentiel dans le commerce extérieur, réalisant 34 % du chiffre d'affaires à l'export.

Dans les services, qu'ils soient destinés aux particuliers ou orientés vers les activités spécialisées scientifiques et techniques, la majorité des salariés travaillent dans les PME, y compris les microentreprises.

Dans la construction, en dépit de la présence d'une dizaine de grandes entreprises, la surreprésentation des PME (y c. microentreprises) est encore plus forte.

Les microentreprises comptent 72 % de leurs effectifs salariés dans les activités tertiaires.

Les PME hors microentreprises comptent en moyenne 27 salariés (EQTP). La majorité (54 %) ont moins de 20 salariés. Les activités exercées sont plus diversifiées que pour les autres catégories. De ce fait, leur structure d'emploi est assez proche de celle de l'ensemble.

Les PME hors microentreprises sont néanmoins surreprésentées dans la construction, les industries de type traditionnel, la réparation et l'installation de machines et d'équipements. (Source : INSEE 2018)

Fin 2018, 16,4 millions de personnes sont retraitées.

En 2018, 13 % d'entre eux ont un niveau de vie inférieur à 1 180 euros par mois.

21 % des retraités ont un niveau de vie supérieur à 2 570 euros par mois.

Plus de 9 millions de retraités ont une pension supérieure à 1770 euros par mois.

(Source : drees.solidarites-sante.gouv.fr)

Après on ne s'étonne plus que les candidats de droite et d'extrême droite aient recueilli 72,67% des suffrages exprimés au 1er tour, la France est solidement ancrée à droite, mais apparemment tout le monde l'ignorait ou tout le monde a fait comme s'il ne le savait pas, à commencer par Mélenchon, Roussel, Poutou, Arthaud et leurs petits camarades du POI et du POID et les groupuscules plus dégénérés les uns que les autres qui en sont issus, bref, ils se sont tous bien foutus de notre gueule ! J'ai quand même corrigé le tir quand je m'en suis aperçu, un peu tard, je vous l'accorde, personne n'est parfait.

Extrait d'un article de FranceSoir qui illustre l'article précédent ou complète mon argumentation

Ceux qui ont peur de perdre leurs miettes

Les sondages diffusés par la presse sont unanimes pour dire que les électeurs de Macron ont plus de 65 ans.

Le deuxième public visé est le cadre ou petit patron aisé. Cette différence est toutefois moins marquée que l'âge. Le résumé des deux informations se trouve dans le niveau de revenu : plus le foyer est aisé et plus il vote Macron. Le vote Macron, c'est donc le vote de ceux qui considèrent avoir quelque chose à perdre : retraite ou situation professionnelle confortable. Macron, ce n'est pas que le candidat des milliardaires, c'est aussi celui des kapos du système.

Finalement, après toutes les crises de ce quinquennat, tous les trouillards sont rangés bien gentiment derrière le petit père de la nation.

L'électeur de Macron a eu la trouille des Gilets jaunes. Il les considère "incultes et irrationnels". Les cadres du centre-ville (qui vont au boulot en trottinette) et les retraités de bord de mer (qui vont chercher leur baguette de pain à pied), ne comprennent pas que les ouvriers se plaignent de la hausse du prix de l'essence. Aucun d'entre eux n'envisage que la politique HLM a tout simplement détruit le logement populaire en ville et oblige ceux qui n'ont ni les moyens d'avoir un duplex, ni le droit d'accéder aux logements sociaux, de faire des dizaines de kilomètres en voiture pour essayer de gagner leur vie. Cela fait pourtant presque 10 ans que Christophe Guilluy explique ce phénomène des perdants de la France périphérique. L'électeur de Macron ne se considère pas comme un perdant, c'est un gagnant qui mérite la protection du chef, justement contre les perdants.

L'électeur de Macron a la trouille de perdre sa retraite. Chacun sait que le candidat veut augmenter l'âge de départ à 65 ans. Comme toutes les réformes ayant eu pour objectif de grignoter la retraite pour faire préférer la capitalisation auprès des grandes banques privées, elle ne concerne pas ceux qui en bénéficient déjà. Il s'agit donc de pousser dans la gueule du loup les travailleurs d'aujourd'hui tout en promettant aux retraités actuels qu'on fait tout ça pour sauver leur retraite. L'électeur de Macron considère avoir mérité sa retraite, le chef lui a promis de la protéger contre les nouvelles générations qui voudraient la lui prendre.

L'électeur de Macron a la trouille du Covid-19. Il considère que le confinement total était juste et proportionné face à la pandémie. Il considère qu'on doit pouvoir exclure de tous les services publics ceux qui refuseraient de faire leur piqûre ou qui ne voudraient pas se "tester" pour prouver qu'ils sont "sains". Il considère normal d'enfermer les enfants, de les bâillonner toute la journée si c'est pour le protéger, car les enfants ne sont que des "vecteurs de contamination". Le chef lui a promis qu'il imposerait une nouvelle dose de rappel, le passe sanitaire ou de nouveaux confinements pour le protéger des nouveaux virus.

L'électeur de Macron a la trouille de Vladimir Poutine. Il a découvert l'existence du Donbass lorsque la Russie l'a envahie en février. Auparavant, la guerre n'existait pas, il n'a visiblement jamais entendu parler d'Euromaïdan ou des accords de Minsk. L'électeur de Macron pense avoir démasqué le vrai responsable qui pilotait les Gilets jaunes ou qui distribue les "fausses informations" sur les vaccins sûrs et efficaces : le président russe. Le chef lui a promis qu'il le protégerait et empêcherait la Russie d'envahir la France en aidant les gentils Ukrainiens du bataillon Azov. Évidemment, à plus de 65 ans, l'électeur de Macron est également protégé du fait d'être en première ligne du front.

Plus que tout, l'électeur de Macron de plus de 65 ans découvre et entretient ses trouilles grâce à la télé à laquelle il est accro. Pendant cette période pré-électorale, de nombreux sondages réalisés sur les réseaux sociaux ont montré des intentions de vote au premier tour radicalement différentes de ce que nous avons vécu. Le premier tour de la présidentielle française est toujours déterminé par la télé, qui fait son audimat sur la propagande de la peur quel que soit le sujet.

La deuxième branche du vote Macron, les "gagnants" (ou kapos) du système, est historiquement de "gôche". On y retrouve les lecteurs du Monde ou de Libé, presse qui a conspué aussi bien les Gilets jaunes que les "antivax" ou les "anti-ukrainiens", rangeant tout ce monde derrière la bannière du "complotisme" ou du "pro-Poutine" (puisque chacun sait que les complotistes sont membres d'un grand complot russe voulant faire tomber le système). Pour mémoire, en 2012, Mélenchon et Hollande totalisaient 40% des voix au premier tour, alors qu'en 2022, Mélenchon et Hidalgo totalisent 22% des voix. Les 18% qui manquent ne sont pas au PC, ils forment aujourd'hui une grosse part de LREM. L'électorat Macron est aussi bien l'électorat PS qu'UDI ou UMP.

Cette prépondérance de la télé et des médias mainstream explique aussi pourquoi Macron a parfaitement réussi à invisibiliser les autres candidats en refusant les débats télévisés. Il savait qu'il allait profiter du principe de la "prime du sortant" (le président en fonction a la garantie d'un grand nombre de voix rien que parce qu'il est connu). Sa stratégie d'empêchement du débat a orienté par la même occasion tout vote contestataire vers le personnage construit par Mitterrand pour servir d'épouvantail depuis 40 ans : Le Pen.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

LVOG - Je rappelle que je ne partage pas les conclusions de cet article.

Ils ont réalisé l'unité au sommet, Daniel Gluckstein est comblé : Votez Macron !

Laurent Berger (CFDT) et Philippe Martinez (CGT) appellent à voter Macron et la retraite à 65 ans - lemediaen442.fr 18 avril 2022

Dans un texte commun publié dans le JDD, Laurent Berger (CFDT) et Philippe Martinez (CGT) alertent sur le danger que représenterait pour les travailleurs l'élection de la candidate du Rassemblement national, Marine Le Pen. Comment des syndicats représentant les salariés en

sont-ils arrivés à s'unir en faveur du président des multinationales et des banques ?

L'État finance les syndicats

Comme les médias mainstream n'ont pas besoin d'abonnés pour vivre, les syndicats n'ont pas besoin d'adhérents. En 2021, le taux de syndicalisation en France est le plus faible de son histoire, de l'ordre de 7 % des salariés. En 2019, il était de 10,3 %. L'État a donné 18,7 millions en 2020 à la CFDT et 18,1 à la CGT via l'AGFPN (association nationale de gestion des fonds du paritarisme).

Les revenus des dirigeants syndicalistes sont semblables à ceux des électeurs de Macron (3 500 €/mois). Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, perçoit 5 400 euros mensuels, 13e mois compris. Le salaire mensuel de Philippe Martinez serait de 3 439 euros/mois, primes et treizième mois inclus. Et tout cela c'est frais non inclus… Les syndicats ne sont pas vendus. Ils sont payés pour être vendus.

La trahison n'est pas récente : déjà en 2017…

Dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2017 qui oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, Philippe Martinez déclare souhaiter « que Macron fasse le score le plus haut possible » contre la candidate du Front national.

La CFDT est alors sur la même pente et appelle à voter Macron : « L'abstention, c'est une demi-voix pour Marine Le Pen ». Martinez souhaite que « Macron fasse le score le plus haut possible », Le Monde, 5 mai 2017.

Les Gilets Jaunes : des factieux

En 2017, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, appelle à « arrêter d'être naïfs et irresponsables » face à « des gens qui veulent renverser la démocratie » et qui sont « factieux » à propos des violences survenues lors de la huitième journée d'action des Gilets Jaunes.

Philippe Martinez n'entend pas embrasser l'ensemble des causes des Gilets Jaunes : « Je suis intéressé par le mouvement des Gilets Jaunes quand il porte des revendications sociales », a-t-il déclaré, sous-entendant que ça n'a pas toujours été le cas. Il revient au départ du mouvement pour expliquer pourquoi, à ce moment-là, la CGT n'a pas embrayé. « Les gilets jaunes ont démarré contre la taxe pour les produits pétroliers, c'était soutenu par le Medef. »

Les soignants suspendus : pas importants

Laurent Berger : « 0,37 % du personnel soignant a été suspendu. Ces personnes-là ne méritent pas d'être méprisées mais ne méritent pas non plus qu'on les considère comme une part importante des professionnels de santé. »

Philippe Martinez : « J'ai rappelé au Premier ministre que nous sommes pour la vaccination, mais que l'obligation de vaccination, plus le pass sanitaire, créent de nombreuses tensions. » Le cégétiste a fait savoir, en se laissant tirer les vers du nez sur Public Sénat dans Bonjour chez vous, être pour la vaccination obligatoire dans les entreprises. lemediaen442.fr 18 avril 2022

- Présidentielle 2022 : la CFDT et la CGT appellent à ne pas voter pour Marine Le Pen - cnews.fr 17 avril 2022

https://www.cnews.fr/france/2022-04-17/presidentielle-2022-la-cfdt-et-la-cgt-appellent-ne-pas-voter-pour-marine-le-pen

---

Une provocation qui porte les marques de l'Etat profond.

Émeutes en Suède après les dernières provocations antimusulmanes de Rasmus Paludan - RFI 17 avril 2022

À l'origine de ces troubles, il y a Rasmus Paludan, un militant d'extrême droite, avec la double nationalité danoise et suédoise. Il veut brûler des éditions du Coran dans les banlieues au nom de la liberté d'expression. Une liberté qui, en Scandinavie, a une définition beaucoup plus large que dans le reste de l'Europe.

LVOG - Sur le modèle américain, au profit de qui, vous l'aurez deviné...

RFI - La Première ministre suédoise a condamné les violences dirigées contre les forces de l'ordre, en rappelant que chacun en Suède pouvait exprimer ses opinions.

D'autres se demandent pourquoi la police n'a pas interdit préventivement ces manifestations, sachant qu'elles entraineraient un trouble important à l'ordre public.

LVOG - Pourquoi, pardi, parce que c'était le but recherché !

Une inquiétude fabriquée pour alimenter la psychose collective.

Les Etats-Unis face à une inquiétante hausse de la criminalité - RFI 18 avril 2022

Selon les chiffres enregistrés par les autorités, les meurtres ont augmenté de près de 40% depuis le début de la pandémie, aux Etats-Unis. Une tendance qui concerne aussi les crimes violents en tous genres, agressions, fusillades et autres. RFI 18 avril 2022

LVOG - Le lecteur qui arrête là sa lecture va croire que la criminalité est en train de s'emballer aux Etats-Unis. Mais s'il avait le courage de lire la dernière phrase du tout dernier paragraphe, voici ce qu'il découvrirait qui le ferait changer d'avis, comme quoi tout est fait pour manipuler sciemment les lecteurs.

RFI - Même si pour l'instant, les chiffres restent bien en deçà de ceux enregistrés durant les années 1970 ou 1990.

LVOG - RFI, Radio France Intox !

Les vrais terroristes - reseauinternational.net 19 avril 2022

Des personnes qui parlent de décroissance, de dépopulation, de réduire la consommation, de ne plus se laver, de ne plus manger de viande, de s'imposer des restrictions, de se faire inoculer n'importe quelle substance chimique imposée par la propagande, de nier la biologie et bientôt de s'automutiler par conviction idéologique ne sont pas saines d'esprit. Ces détraqués sont en voie de se transformer en zombies utiles à l'empire du mensonge.

Faut-il les prendre au sérieux ?

Quand le système de domination économique global pouvait se permettre des ressources à bas coût en exploitant sans vergogne les pays les plus pauvres, c'était la mondialisation. Quand ce système d'escroquerie universelle s'est sabordé pour empêcher l'éventualité d'un monde multipolaire et éviter toute rivalité, cette mondialisation s'est révélée n'être qu'une forme de néocolonialisme 3.0 ou un occidentalisme 4.0. C'est à ce moment que les cinglés malthusiens, climato-fanatiques et bionégationnistes ont été lâchés dans la nature. Ce sont donc des outils de second ordre du système d'oppression universelle.

Ce sont donc des terroristes en puissance en attente de mobilisation pour les besoins de l'empire tout comme le sont Azov, Daech, Al-Qaïda, Meta, le front Ennosra, Twitter, Aidar, Praviy Sektor, X, Monsanto, les Femen, l'OTAN (Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord), les fausses mouvances néonazies, les gouvernements cryptofascistes d'Europe drapés dans la social-démocratie et le socialisme capitaliste, les faux intellectuels va-en-guerre et racistes, etc.

En complément du même auteur.

- La fuite en avant des USA - reseauinternational.net 19 avril 2022

Pakistan. Coup d'Etat constitutionnel réussi par les Etats-Unis.

Les raisons qui ont poussé les Etats-Unis à se débarrasser d'Imran Khan - reseauinternational.net17 avril 2022

LVOG - Une mauvaise nouvelle pour nous en Inde, mais aussi pour les Pakistanais...

Extraits.

Les Etats-Unis sont à l'origine du coup d'Etat constitutionnel qui a renversé l'ex-Premier ministre pakistanais, Imran Khan, et son remplacement par Shehbaz Sharif.

Le « changement de régime » est une constante de la politique de Washington, qui déploie toute une série d'outils allant des « révolutions de couleurs » (Géorgie, Ukraine…), au coup d'Etat judiciaire (Contre Lula au Brésil), en passant par les putschs militaires et les guerres civiles, pour se débarrasser des dirigeants qui ne leur conviennent pas, même s'ils ont été élus démocratiquement.

Avant d'être évincé du pouvoir, dimanche 10 avril, par une motion de censure au Parlement, Imran Khan a clairement désigné les coupables : les Etats-Unis.

La coalition qui soutenait Imran Khan n'a pas éclaté de son propre chef. Les alliés de l'ex-Premier ministre l'ont quitté sur injonction des Etats-Unis qui ont multiplié ces derniers mois les signes de mécontentement contre le leader pakistanais en raison de son indépendance et de ses choix en politique étrangère.

Il a développé un partenariat géostratégique avec la Chine, à un moment où Washington s'est lancé dans une confrontation multiforme avec Pékin, en passe de devenir la première puissance économique mondiale.

Pour Imran Khan, les Etats-Unis étaient une puissance d'occupation en Afghanistan et c'était à eux de gérer la situation qu'ils ont créée dans ce pays.

La goutte qui a fait déborder le vase a été le refus ferme d'Imran Khan de s'aligner sur la décision des Occidentaux de sanctionner la Russie en raison de la guerre d'Ukraine,

Au lieu de cela, l'ex-Premier ministre du Pakistan s'est rendu à Moscou le jour du début de la guerre, le 24 février, et s'est affiché en compagnie du président Vladimir Poutine au Kremlin.

Devant les critiques occidentales, Imran Khan a défendu cette visite. « Même les dirigeants européens sont allés en Russie, mais on demande au Pakistan en particulier 'Pourquoi y êtes-vous allé ?', comme si nous étions leurs serviteurs », a-t-il martelé.

Alors que la crise politique était à son pic au Pakistan, Imran Khan a révélé que l'une des principales raisons de la colère des Etats-Unis contre lui est son refus d'établir des bases militaires américaines dans son pays.

Même si les médias occidentaux et les élites politiques pakistanaises pro-américaines tentent de donner à la crise au Pakistan une dimension interne, notamment liée à la gestion économique de l'ancien Premier ministre, il ne fait aucun doute que Imran Khan a été évincé en raison de sa volonté d'avoir une politique étrangère centrée sur les intérêts stratégique de son pays, et non pas sur les desideratas américain

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

Après le Pakistan, au tout du Mexique.

Mexique: premier échec pour le président sur son projet-phare contesté par les Etats-Unis - francesoir.fr 18 avril 2022

AFP - Le président du Mexique, Andres Manuel Lopez Obrador, a subi son premier revers dimanche avec le rejet par les députés de son projet-phare de réforme de la Constitution renforçant le rôle du secteur public dans la production d'électricité, une mesure décriée par les Etats-Unis.

Malgré des tentatives de débauchages, le parti présidentiel Morena (Mouvement pour la régénération nationale) et ses alliés n'ont pas atteint la majorité qualifiée des deux tiers à la Chambre des députés, où les trois grands partis d'opposition ont fait bloc et voté contre.

Ce vote marque aussi un ré-équilibrage des pouvoir en faveur du Congrès face à un président toujours très populaire à plus de la moitié de son mandat de six ans commencé fin 2018, d'après certaines analyses.

Le seuil de la majorité qualifiée se situait à 334 députés pour 498 présents (sur 500 au total). Après plus de douze heures de débat, 275 députés ont voté pour et 223 contre ce projet de réforme de trois articles de la Constitution (25, 27 et 28) sur "la propriété des terres et des eaux" et l'interdiction des monopoles.

Les députés du bloc d'opposition "Va por Mexico" ont entonné l'hymne national à l'issue du scrutin, après avoir été traités de "traitres" par le parti au pouvoir pendant le débat.

Car le président de gauche nationaliste a élevé la question de la réforme du marché de l'électricité au rang des enjeux de souveraineté nationale face aux entreprises étrangères, américaines et espagnoles.

Son projet de révision constitutionnelle prévoyait de revenir sur la libéralisation du marché de l'électricité approuvée en 2013. Il s'agissait de garantir 54% du marché à l'entreprise publique Commission fédérale d'électricité (CFE) face au secteur privé et aux entreprises étrangères, contre 38% actuellement.

Les Etats-Unis dénoncent un risque pour les milliards d'investissements privés des entreprises américaines au Mexique.

- "Laquais de l'impérialisme" -

L'ambassadeur américain à Mexico Ken Salazar avait estimé que l'approbation de la réforme pourrait provoquer des "litiges interminables" dans le cadre du traité de libre-échange Mexique-Etats-Unis-Canada.

L'Espagne redoute également les conséquences pour ses entreprises privées, comme Iberdrola.

"Nous allons défendre notre souveraineté!", avait lancé le président de la Chambre des députés, Sergio Gutierrez Luna, quelques heures avant d'annoncer lui-même la défaite de son camp.

Il a accusé l'opposition de vouloir rester "les laquais de l'impérialisme" au service des entreprises étrangères.

"Ils ne vont pas passer", a répété le bloc d'opposition, qui regroupe l'ancien parti-Etat du PRI (au pouvoir pendant 70 ans jusqu'en 2000), le PAN de droite, et le PRD de gauche.

Le président avait tenté de diviser le PRI (Parti de la révolution institutionnelle), en nommant par exemple dès septembre l'un de ses cadres, ancien gouverneur, ambassadeur à Madrid. Peine perdue: il a été exclu des rangs du PRI.

Le bloc d'opposition a dénoncé le coût de la réforme en terme de dette publique ou d'environnement. Un cadre du PAN (Parti d'action nationale) Jorge Romero a estimé que cela projetterait le Mexique "50 ans en arrière en terme d'environnement".

Le président de la République avait minimisé d'avance sa défaite annoncée. "Quoi qu'il arrive, nous sommes blindés contre la trahison. Je vais de nouveau l'expliquer demain", a-t-il tweeté dimanche soir avant le vote.

Le président semble faire référence à une décision de la Cour suprême il y a dix jours. La Cour a estimé que la loi donnant la priorité à l'entreprise publique CFE par rapport aux entreprises privées était constitutionnelle. Cette loi a été approuvée par le Congrès début 2021, à la majorité simple. Cette loi de l'industrie électrique (LIE) a immédiatement fait l'objet de nombreux recours.

Le président avait également annoncé la semaine dernière qu'en cas d'échec et de "trahison des députés" sur sa réforme constitutionnelle, il

transmettrait dès lundi une "loi minière" "pour que le lithium reste propriété de la Nation".

Cette loi contre de nouvelles concessions d'exploitations de lithium (minerai stratégique utilisé dans la fabrication des batteries) ne requiert que la majorité simple.

Avant son échec prévisible à la Chambre des députés, AMLO -initiales du président et son surnom- avait validé son maintien au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat en 2024 lors d'un référendum dimanche dernier. Au total plus de 90% des votants s'étaient prononcé pour la poursuite de son mandat - mais avec moins de 20% de participation. AFP 18 avril 2022

DICTATURE SANITAIRE

En Grèce.

Les travailleurs de la santé grecs entament une grève de la faim : « Nous n'avons pas besoin d'un passeport pour les vaccins pour être libres » - reseauinternational.net 19 avril 2022

Alors que la grève de la faim contre le vaccin COVID-19 imposé par la Grèce au personnel de santé entrait dans son 17ème jour, un travailleur de la santé suspendu a déclaré hier à une foule de manifestants à Athènes : « Nous n'avons pas besoin de passeports vaccinaux pour être libres ».

S'exprimant devant le bâtiment du Parlement grec, Zoe Vagiopoulou, l'une des grévistes de la faim, a prononcé un discours qui a fait des vagues sur les médias sociaux grecs.

Elle a déclaré :

« Nous sommes en grève de la faim depuis 17 jours pour le droit au travail. Le travail est un droit que personne ne peut nous refuser. Nous sommes 7500 familles [referring to the number of healthcare workers who remain suspended] en dehors du système de santé publique, auquel nos parents et grands-parents ont cotisé mais dont nous sommes exclus en raison de décisions permanentes en violation de la loi et de l'ordre constitutionnel ».

Mme Vagiopoulou est l'un des cinq professionnels de la santé grecs qui ont entamé une grève de la faim le 21 mars pour protester contre leur suspension et les restrictions liées à la COVID.

Le ministère grec de la Santé a mis en congé sans solde tous les travailleurs de la santé qui n'ont pas respecté la date limite du 1er septembre 2021 pour la vaccination COVID obligatoire du personnel médical et qui n'ont pas reçu une dose de rappel avant le 31 mars.

Parmi les quelque 10 000 professionnels de la santé qui n'ont pas été vaccinés, nombreux sont ceux qui ont organisé des protestations continues dans le cadre de ce qui constitue l'opposition la plus cohérente et la plus soutenue aux restrictions imposées par le gouvernement grec – des mesures reconnues comme étant les plus strictes d'Europe en la matière.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

- Médecine et totalitarisme (1/5) - reseauinternational.net17 avril 2022

- La FDA et Pfizer savaient que l'injection COVID provoquait une immunosuppression Par Dr Joseph Mercola - Mondialisation.ca, 17 avril 2022

LVOG - Les essais cliniques de phase 3 sont conçus pour découvrir les effets secondaires fréquents ou graves avant qu'un vaccin ne soit approuvé. Or, ceux de Pfizer doivent se terminer le 8 février 2024, ce qui signifie que la population mondiale ou principalement occidentale a servi de cobaye à cette organisation mafieuse et criminelle soutenue par tous les gouvernements et toutes les institutions internationales.

Comment justifier une mesure injustifiable, sauf politiquement.

Covid-19 : premiers morts dus au virus à Shanghai depuis le début du confinement - BFMTV 17 avril 2022

LVOG - Si vous arrêtez votre lecture au titre où aux premiers paragraphes, vous seriez tentés d'en déduire que le confinement pendant un mois des 26 millions d'habitants qui habitent Shangaï décrété par les autorités était justifié au regard de cette annonce, mais si vous poursuiviez votre lecture, voici ce que vous apprendriez :

BFMTV - Dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux, la mairie de Shanghai a précisé que les trois morts étaient ceux de personnes âgées souffrant de maladies sous-jacentes.

LVOG - Cela signifie que ces 3 personnes sont mortes non pas particulièrement à cause de ce virus, mais parce qu'elles étaient âgées et en

mauvaise santé et qu'il faut bien mourir un jour.

Donc le titre cet article était malhonnête, il était destiné à influencer les lecteurs pour qu'ils cautionnent la politique liberticide des autorités chinoises que partage BFMTV de manière à les préparer psychologiquement à ce qui les attends dans les semaines ou mois à venir, c'est une façon comme une autre de l'annoncer et de le justifier par avance.

Ce travail de décryptage de la propagande officielle, combien de lecteurs sont-ils capables de le faire au quotidien ? Je n'en ai pas encore rencontré un, même parmi mes contacts de longue date. A part le Réseau Voltaire qui réalise aussi ce travail en profondeur et dont je partage les conclusions huit fois sur dix, je ne connais aucune organisation digne de confiance ou qui ne se fourvoie pas.

Les travailleurs ignorent l'existence de ce portail, tout comme ils ignorent celle du Réseau Voltaire, qui malgré tout ne réalise pas ce travail quotidien sur l'actualité. Par conséquent, il y a tout lieu de penser qu'ils se feront manipuler, et tous ceux dans le mouvement ouvrier qui refusent de réaliser ce travail pour aider les masses à élever leur niveau de conscience, sont complices des idéologues de l'oligarchie qui sont aux commandes de cette machination destinée à les tromper pour mieux les exploiter et les asservir.

Voilà ce qui justifie notamment l'existence ou la construction d'un parti ouvrier réellement socialiste, parce que son rôle est irremplaçable au côté des masses.

De nombreuses organisations ou une multitude de médias ou de blogs se prétendent indépendants, pour un peu ils voudraient nous faire croire qu'ils seraient neutre sur le plan idéologique ou politique, alors que cela n'existe pas plus que l'apolitisme qui est une escroquerie déguisée, et si je ne le revendique pas, c'est parce que j'ai l'honnêteté d'assumer mon idéologie socialiste ou communiste, celle des exploités opposée à celle des exploiteurs ou des capitalistes et des partisans du capitalisme qui n'osent pas l'avouer ouvertement. Voilà ce qui distingue La Voix de l'Opposition de Gauche.

Ici, on ne se contente pas de dénoncer ceci ou cela comme peuvent le faire certains, il y en a qui se sont spécialisés dans cette activité lucrative ou qui leur permet de se mettre en lumière pour en tirer des avantages personnels, ce qui n'est évidemment pas mon cas puisque je n'en tire absolument aucun profit, bien au contraire, mais ils ne vous fourniront jamais la réelle signification économique, sociale ou politique de ce qu'ils dénoncent, sauf quand c'est trop évident ou cela saute aux yeux, dans tous les autres cas c'est l'idéologie qu'ils ont adoptée, dont vous ignorez la nature, qui les influencera et vous influencera.

Voilà comment on est amené à passer d'une fausse ou mauvaise interprétation à une autre sans en avoir conscience, ce qui évidemment ne servira à rien ou mènera dans une impasse, ce qui est pour le moins décourageant ou déprimant, à croire que c'était le but recherché dans certains cas.

Les masses quelles que soient les expériences qu'elles peuvent être amenées à vivre, dès lors qu'elles ne sont pas en mesure d'en dégager la signification politique ou d'en tirer des enseignements politiques, elles ne leur auront servi à strictement rien. Cela explique pourquoi elles reproduisent une multitude de fois les mêmes erreurs, et pourquoi nous en sommes toujours au même point ou condamné sans cesse à tout reprendre de zéro ou presque, puisqu'il existe tout de même quelques militants comme moi pour tirer ces leçons politiques et les transmettre ou essayer de les partager, mais c'est très difficile comme vous pouvez le constater vous-même.

En vous proposant de construire un nouveau courant politique, je tenais compte ou je partais de ce constat.

Personne n'est obligé de le partager ou de rejoindre ce courant politique socialiste révolutionnaire, mais que chacun assume ses propres idées ou l'orientation politique qu'il a adoptée, c'est me semble-t-il la moindre des choses entre personnes honnêtes et responsables ou libres de ses actes, non ? Vous comprendrez qu'ensuite venir m'accuser de vouloir imposer mes idées serait malhonnête, et ne permettrait pas à une discussion loyale d'avoir lieu entre nous sous peine de s'emporter inutilement et de perdre son temps.

Depuis 2008 où j'ai démarré cette rubrique, je n'ai jamais cherché à retenir les lecteurs, bien au contraire, sachant à quel point ils pouvaient être susceptibles, ignorants ou de mauvaise foi, cela aurait été inutile de les ménager, il valait mieux être parfaitement sincère quitte à les choquer et à ce qu'ils ne se connectent plus à se portail. J'ai même indiqué à ceux que ma personnalité indisposait ou qui étaient animés de mauvaises intentions à mon égard ou en général, qu'ils pouvaient aller voir ailleurs, je ne les retenais pas, vous avouerez que vous n'avez encore lu cela nulle part.

Voyez-vous, je ne suis pas spécialement favorable à une épuration politique imposée ou autoritaire, bien que je conçoive que dans certaines circonstances cela se justifie ; Quelle horreur vont s'exclamer en choeur les pacifistes qui justifient aujourd'hui la guerre de l'OTAN contre la Russie ! Je préfère qu'ils prennent les devants ou qu'ils se démasquent eux-mêmes, conformément à la démarche que j'ai adoptée, qui repose sur la capacité des masses à prendre conscience de leur destin et des tâches historiques qu'elles ont à accomplir, et que personne ne les réalisera à leur place. Partant de là, je ne vois pas pourquoi je devrais être amené à imposer quoique que ce soit à qui que ce soit, cette accusation est complètement ridicule, stupide au possible, c'est insulter ou mépriser tout le travail colossal que j'ai fait en réalité depuis 2001.

Revenons à cet article de BFMTV, car la fin n'était pas triste non plus.

En deux mots, ils se sont employés à dramatiser la situation pour justifier le confinement, et ils ont poussé la scélératesse jusqu'à minimiser les conséquences pour la population chinoise concernée.

BFMTV - Shanghai est le théâtre de la pire contagion virale en Chine depuis le début de l'épidémie, avec des dizaines de milliers de nouveaux cas annoncés quotidiennement.

Ses 25 millions d'habitants ont été placés en confinement strict depuis la fin mars, nombre d'entre eux se plaignant entre autres de

problèmes d'approvisionnement. BFMTV 17 avril 2022

ÉCONOMIE ET SOCIAL

Russie

Russie: 200.000 emplois menacés par les sanctions à Moscou, selon le maire - francesoir.fr 18 avril 2022

AFP - Au moins 200.000 emplois sont menacés à Moscou par le départ ou l'arrêt des activités d'entreprises étrangères, dans la foulée de l'offensive russe contre l'Ukraine, a annoncé lundi le maire de la capitale russe.

Dans un message sur son site, Sergueï Sobianine a indiqué qu'un plan d'aide de 3,6 milliards de roubles (environ 38 millions d'euros au taux actuel) avait été adopté la semaine dernière pour aider les Moscovites risquant un licenciement.

"Ce programme concerne avant tout les employés d'entreprises étrangères qui ont suspendu temporairement leurs activités ou décidé de quitter la Russie. Selon nos estimations, environ 200.000 personnes risquent de perdre leur emploi", a indiqué le maire.

La mairie va proposer aux employés de sociétés étrangères au chômage technique des "emplois temporaires" permettant des compléments de revenus comme "la gestion des archives ou la réparation d'équipements" municipaux.

La municipalité dit aussi prévoir des subventions pour financer des reconversions professionnelles.

Selon la mairie, des aides financières pour les familles devraient être ouvertes, en vertu d'un récent décret présidentiel, et des mesures prises pour faciliter les emprunts des petites et moyennes entreprises.

Enfin, la ville de Moscou dit avoir construit, sans préciser de date, trois usines de médicaments pour compenser la suspension des importations pharmaceutiques, dont dépendent fortement les Russes.

Dans ce domaine, "un grand travail nous attend, les résultats mettront des années à arriver", a indiqué M. Sobianine. AFP 18 avril 2022

Chine

Les États-Unis alimentent le techno-nationalisme chinois - 18 avril 2022 reseauinternational.net

Le progrès technologique est un élément central de la politique nationale inscrite dans le 14ème plan quinquennal. Alors que dans le passé, un ministre du gouvernement aurait été chargé de gérer ce processus, Xi le supervise directement.

Dans le cadre de cette initiative, le gouvernement inonde les entreprises technologiques chinoises de terres, d'argent et de contrats. Et il construit un écosystème d'innovation calqué sur le projet Manhattan et le programme Apollo de la NASA, avec une chaîne d'incubation entièrement intégrée reliant les laboratoires nationaux, les universités et les «parcs scientifiques» de haute technologie.

Le gouvernement chinois prévoit de construire dix laboratoires de recherche nationaux, chacun avec un objectif différent – par exemple, un laboratoire d'intelligence artificielle à Shanghai et un laboratoire d' informatique quantique à Hefei – et supervisés directement par un membre du Comité permanent du Parti communiste chinois, principal organe décisionnel de la Chine.

En outre, les autorités ont pour objectif de créer 100 nouveaux centres technologiques et 100 parcs industriels de haute technologie supplémentaires dans tout le pays, et ont introduit un processus accéléré d'introduction en bourse, mis en place par le biais du nouveau Shanghai Stock Exchange Science and Technology Innovation Board (également connu sous le nom de Shanghai Stock Exchange Science and Technology Innovation Board). le marché STAR).

Les gouvernements locaux ont également un rôle crucial à jouer dans ce processus. Et, déjà, beaucoup font preuve d'innovation dans la manière dont ils soutiennent le développement technologique. De nombreux gouvernements locaux – comme à Shanghai, Chengdu, Hefei et Chongqing – ont adopté des structures de fonds de fonds et ont commencé à obtenir des participations importantes dans des entreprises. Le gouvernement de Shanghai a collaboré avec Tesla et le gouvernement d'Anhui a obtenu une participation dans la société chinoise de véhicules électriques Nio.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

DOSSIER UKRAINE

En bref.

Hitler accuse les juifs de vouloir détruire le ghetto de Varsovie qu'ils auraient eux-mêmes fabriqué.

- Guerre en Ukraine: Kiev accuse les Russes de vouloir "détruire le Donbass" - BFMTV 17 avril 2022

C'était inclus dans la panoplie impérialiste et coloniale du Great Reset

- Royaume-Uni: le prince Charles rend hommage aux réfugiés et à ceux qui les accueillent - BFMTV 17 avril 2022

LVOG - Rappel : Le prince Charles est un des parrains et porte-parole du Great Reset pour ceux qui n'ont pas suivi.

Le bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN en 1999 ne passera jamais.

La Serbie explique son refus de s'associer aux sanctions « immorales et inefficaces » contre la Russie - reseauinternational.net 19 avril 2022

Le président serbe Aleksandar Vucic a réitéré la position de Belgrade qui ne prendra pas de sanctions vis-à-vis de Moscou. Une position de « principe », que le chef d'État maintient en dépit des pressions et du « chantage » des occidentaux.

« Cela nous coûte beaucoup de ne pas avoir imposé de sanctions à la Russie. Mais si nous les imposions, cela nous coûterait notre principe de ne pas soutenir les sanctions contre qui que ce soit, car nous savons par notre propre expérience que les sanctions sont immorales et inefficaces », a déclaré le président serbe Aleksandar Vucic dans une interview accordée à Pink TV.

« Ils disent que je suis un traître. Un traître ? Le seul en Europe qui n'a pas imposé de sanctions à la Russie, et d'un si petit pays. Appelez-moi comme vous voulez, mais le peuple a montré ce qu'il pense [lors de l'élection] », a-t-il ajouté à l'attention de ses critiques.

Aleksandar Vucic a été réélu dès le premier tour avec 59,55% des voix début avril.

À plusieurs reprises, le président serbe a fait savoir que Belgrade subissait de fortes pressions et un « chantage » pour se joindre aux restrictions imposées à la Russie à la suite du lancement de l'opération militaire russe en Ukraine.

« Si je voulais devenir le héros numéro un du monde, il suffirait de dire quelque chose contre [Vladimir] Poutine, et tout le monde me donnerait des prix et m'appellerait le plus grand démocrate du monde », a-t-il ironisé.

Le chef d'État a également souligné que l'interdiction du pétrole et du gaz en provenance de Russie paralyserait l'économie serbe : « Au quotidien, nous devons prendre des décisions qui profitent aux citoyens de Serbie ».

Aleksandar Vucic a en outre accusé Kiev et un État de l'UE non identifié d'une série de fausses alertes à la bombe sur les avions de ligne d'Air Serbia.

Plus d'une douzaine d'avions ont été contraints de retourner à Belgrade ou à Moscou, tandis que d'autres vols ont été retardés, et l'aéroport de Belgrade a été évacué au moins trois fois au cours des dernières semaines.

« Les services [de renseignement] étrangers de deux pays font cela. L'un est un pays de l'UE, et l'Ukraine en est un autre », a-t-il accusé.

Les alertes à la bombe ont commencé après le refus de la Serbie de soutenir une interdiction européenne des vols russes.

« Nous maintenons ces vols, littéralement par principe, car nous voulons montrer que nous sommes un pays libre et que nous prenons nos propres décisions. Ne décidez pas pour nous quand il faut annuler des vols », a déclaré le président serbe.

« Avez-vous annulé vos vols lorsque 19 pays bombardaient la Serbie ? Au moins 30 pays – des États membres de l'OTAN – aident maintenant [l'Ukraine]. Personne ne nous a aidés lorsque nous avons été attaqués par les 19 pays les plus puissants », a-t-il ajouté, faisant référence au bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN en 1999. reseauinternational.net 19 avril 2022

Marioupol.

Redditions en masse à Marioupol. Le sacrifice suprême voulu par Zelenski et ses sponsors n'aura pas lieu - 18 avril 2022 reseauinternational.net

Zelenski avait ordonné à tous les combattants bloqués dans Marioupol de se battre jusqu'à la mort. Non pas pour des raisons militaires ou diplomatiques, mais seulement pour prolonger le plus possible la guerre dans son pays dans le but d'éreinter l'armée russe, comme le lui ont ordonné ses maitres anglo-américains. Zelenski sera-t-il jugé un jour pour avoir ordonné d'abattre tous ceux qui voulaient se rendre ? Après la guerre, il faudra que ce soient les Russes qui s'en chargent car, en Occident, il en serait plutôt félicité.

Heureusement, cet ordre de suicide collectif gratuit n'a pas été suivi. Depuis quelques jours, ils se rendent par petit groupe et, ce dimanche, ils sont plus de 700 à déposer les armes. Paradoxalement, tous ces soldats, jeunes pour la majeure partie d'entre eux, attirent plus d'empathie que de la colère ou du ressentiment dans les réseaux sociaux russes. Il semble en effet que tout le monde a conscience que les véritables tireurs de ficelles responsables de ce merdier sont ailleurs qu'à Marioupol.

Quoi qu'il en soit, cette reddition est une catastrophe pour l'OTAN, non pas parce que ses proxies ont perdu une bataille majeure, mais surtout parce que, tout d'abord, il y a parmi les prisonniers beaucoup de combattants provenant des pays membres de l'Organisation, pour ne pas dire plus, et ensuite, la capture de centaines de prisonniers démolit complètement la légende que les médias occidentaux cherchent à forger, selon laquelle les braves soldats ukrainiens, face aux soldats russes, préfèrent se battre jusqu'à la mort plutôt que de se rendre ou

négocier.

Le corps du commandant de la 36e Brigade de Marines des forces armées ukrainiennes, Baranyuk, a été retrouvé à Marioupol.

Les troupes de la DNR ont liquidé cinquante soldats et officiers ukrainiens, dont le commandant de la 36e brigade des marines, le colonel Volodymyr Baranyuk, a rapporté la milice populaire de la République populaire de Donetsk.

Ils ont déclaré que dans la nuit du 11 au 12 avril, un groupe de marines ukrainiens a tenté de s'échapper du territoire de l'usine Ilyich à Marioupol. Ils en ont été empêchés par les forces de la Milice du Peuple.

« Au cours de la bataille, jusqu'à 50 militaires ont été tués, dont cinq officiers supérieurs du commandement de la brigade, et 42 autres se sont rendus. Lors de l'inspection du site de l'affrontement, le corps du commandant de la 36e brigade de marines, le colonel Vladimir Anatolyevich Baranyuk, ses effets personnels et ses armes ont été trouvés parmi les morts », a déclaré la milice populaire dans un message Telegram. reseauinternational.net 18 avril 2022

L'alliance du fanatisme et de la servitude - reseauinternational.net 19 avril 2022

Dans ce chaudron de Marioupol nous pouvons confirmer que l'Ukraine n'a plus de tête, au sens propre comme au sens figuré, son gouvernement n'étant qu'un ramassis de marionnettes obéissant au vrai pouvoir qui lui siège à Washington, et qu'il a laissé la psychopathie nazie gangrénée tout son appareil d'État et son armée…

En prenant du recul on doit admettre que le Nouvel Ordre Mondial a réussi en Ukraine une des plus belles victoires de sa stratégie du chaos, préparée patiemment depuis le sommet de Bucarest, engagée sur le Maïdan, prolongée dans le Donbass jusqu'à forcer la Russie à réagir pour ne pas disparaitre corps et bien devant le raz de marée de l'OTAN.

La plus belle réussite de la ploutocratie mondialiste en Ukraine est d'avoir réussi a fusionner en huit années seulement un intégrisme idéologique criminel avec une soumission étatique suicidaire et à transformer ainsi la meute sortie du Maïdan en horde de kamikazes fanatiques formés et équipés par l'OTAN.

Certains pourront dire – et ils ne s'en privent pas – que Vladimir Poutine, en déclenchant les opérations militaires en Ukraine ce 24 février, n'a pas respecté ce p… de droit International, ce qui est factuellement vrai. Mais face à un nouvel Ordre Mondial qui depuis trente ans piétine ce même droit international en organisant des blocus, des révolutions, des coups d'États, des assassinats, des bombardements et conflits tous illégaux, pourquoi la Russie devrait-elle continuer seule à respecter ces règles et laisser ses « partenaires occidentaux », année après année l'étrangler économiquement et l'encercler militairement ?

La Russie n'a pas eu d'autre choix que de renverser la table de jeu sur la gueule des tricheurs, et tant pis pour le droit international qui finalement n'est acceptable que s'il est collectivement respecté car lorsque le capitalisme mondialiste, qui a déjà dansé avec le djihadisme en Syrie, s'attache en Ukraine les services du nazisme cela devient une menace d'autant plus gravissime que l'État kiévien, qui dérivait depuis l'indépendance dans le cloaque de la ploutocratie a fini par s'agenouiller totalement devant l'autel de la Marchandise où il sacrifie son Histoire et ses enfants.

Toute personne qui veut comprendre comment le volcan ukrainien a fini par exploser jusqu'à menacer aujourd'hui toute l'Europe doit partir au minimum du Maïdan, cet athanor infernal où l'alchimiste mondialiste a fusionné le fanatisme et la servitude dans son Golem ukrainien.

Et Marioupol est la parfaite illustration physique, mentale de ce chaos géopolitique dont il convient aujourd'hui d'éradiquer les acteurs et idiots utiles radicalement, sans pitié ni règles avant que cette alliance mortifère se s'étende plus encore.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

Donbass – Le martyr des civils de Marioupol de 2014 à 2022, raconté par ses habitants - donbass-insider.com 19 avril 2022

Le 16 avril 2022, nous sommes retournés à Marioupol, tout près de l'usine Azovstal où se trouvent les dernières troupes ukrainiennes. Nous nous sommes rendus à trois endroits différents autour de l'usine pour discuter avec les civils, qui nous ont raconté comment les soldats du régiment Azov tiraient sur eux et sur leurs habitations. Plusieurs nous ont aussi raconté ce qui s'est passé le 9 mai 2014, mais aussi en janvier 2015, lors du bombardement du district de Vostotchny, qui avait été attribué à la RPD (République Populaire de Donetsk).

Car le martyr de la ville de Marioupol n'a pas commencé en 2022, mais huit ans plus tôt, avec le massacre du 9 mai 2014.

LVOG - Si j'ai bien compris, en 2014-2015, il s'est agi d'un soulèvement révolutionnaire réprimé sauvagement par le gouvernement néonazi de Kiev que nos braves révolutionnaires trotskystes soutiennent, j'en ai la nausée.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

Mise au point d'une agence du Pentagone.

Les responsables du renseignement américain rejettent les allégations de « génocide » de Biden : « Ce n'est pas ce que nous constatons » - 18 avril 2022 reseauinternational.net

Newsweek a publié un article citant un haut responsable de la Defense Intelligence Agency du Pentagone, qui a déclaré que les pertes civiles en Ukraine sont typiques d'une guerre moderne et ne constituent « guère » un génocide.

Le responsable de la DIA a déclaré : « Je n'excuse pas une seconde les crimes de guerre de la Russie, ni n'oublie que la Russie a envahi le pays. Mais le nombre de morts réels ne constitue guère un génocide. Si la Russie avait cet objectif ou tuait intentionnellement des civils, nous verrions beaucoup plus que moins de 0,01% dans des endroits comme Bucha », a souligné le fonctionnaire.

L'allégation de génocide « n'a jusqu'à présent pas été corroborée par les informations recueillies par les agences de renseignement américaines », indique le rapport.

How U.S. Intelligence Sees Russia's Behavior After Bucha - newsweek.com 12 avril 2022

U.S. intelligence sources call it the Bucha Effect. After Kyiv triumphantly announced last weekend that Ukrainian forces had regained control of Bucha and other northern towns, elation quickly turned to anguish as civilian corpses were found on the streets, some with their hands tied behind their backs, evidently shot at close range.

The images of civilian deaths halted negotiations by the two sides, particularly as Kyiv and the international community leveled accusations of war crimes and genocide on the part of Russia - accusations it has denied.

https://www.newsweek.com/how-us-intel-sees-russias-behavior-after-bucha-1697074

Les Etats-Unis ont créé leurs propres organismes de propagande en Ukraine.

Ukraine Crisis media center, un organe déguisé de propagande américaine en Ukraine - donbass-insider.com 18 avril 2022

Ukraine Crisis media center, ou comment engager des millions de dollars dans un média « indépendant ». Vous ne connaissez pas ce média ? C'est normal, c'est une officine qui fut créée juste au moment du Maïdan américain à Kiev. Ce média est devenue l'une des plateformes de désinformations en Ukraine, parmi les plus actives, publiant également en plusieurs langues. Elle a rapidement pris une importance majeure dans la diffusion d'une propagande qui est ensuite également servie aux pays occidentaux. C'est d'ailleurs ces pays qui financent ce média intrusif et vous allez voir que la liste des sponsors et donateurs est tout à fait révélatrice de la méthode.

- Ukraine Crisis media center donors (listes des donateurs)

- USAID from the american people
- NED/CIA
- OTAN
- European Endowment of Democracy
- L'ambassade de Suède en Ukraine
- L'ambassade des Etats-Unis en Ukraine
- L'ambassade de Grande-Bretagne en Ukraine
- L'ambassade de Norvège en Ukraine
- L'ambassade de Finlande en Ukraine
- Le Royaume des Pays-Bas
- Le gouverneur du Canada
- L'Unicef
- L'UNHCR Ukraine : Haut Commissariat des Nations Unies
- Etc.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

TRIBUNE LIBRE

La fin de la domination occidentale - Réseau Voltaire 19 avril 2022

Les sanctions occidentales contre la Russie, décidées unilatéralement par Washington, sont présentées comme une juste punition de l'agression contre l'Ukraine. Mais, sans parler de leur illégalité en Droit international, chacun peut constater qu'elles n'atteignent pas leur cible. Dans la pratique, les États-Unis isolent l'Occident en espérant maintenir leur hégémonie sur leurs alliés.

Par Thierry Meyssan

Les États-Unis, qui ne participèrent que tardivement aux Guerres mondiales et ne subirent aucune perte sur leur territoire, sont sortis vainqueurs des conflits mondiaux. Héritant des empires européens, ils ont élaboré un système de domination faisant d'eux le « gendarme du monde ». Cependant, leur hégémonie était fragile et ne pouvait résister au développement de grandes nations. Dès 2012, des politologues

commencèrent à décrire le « piège de Thucydide » par analogie avec l'explication que le stratège grec avait donné des guerres opposant Sparte à Athènes. Selon eux, la montée en puissance de la Chine rendait aussi inévitable l'affrontement avec les États-Unis. Constatant que, si la Chine est devenue la première puissance économique mondiale, la Russie est devenue la première puissance militaire, Washington décida de les combattre l'une après l'autre.

C'est dans ce contexte qu'intervient la guerre en Ukraine. Washington la présente comme « agression russe », adopte des sanctions et contraint ses alliés à les prendre aussi. La première remarque qui vient à l'esprit, c'est que les Etats-Unis, se sachant inférieurs militairement, mais supérieurs économiquement, ont décidé de choisir leur champ de bataille. Cependant l'analyse des forces en présence et des mesures prises dément cette lecture des événements.

Le système économique mondial

Le système économique mondial a été créé par les Accords de Bretton Woods, en 1944. Ils visaient à instaurer un cadre pour le capitalisme au-delà de la crise de 1929, dont le nazisme n'avait pas été la solution. Les États-Unis imposèrent leur monnaie comme référence convertible en or. Ni l'Union soviétique, ni la Chine ne participèrent à cette conférence.

En 1971, le président Richard Nixon décida d'en finir officieusement avec la parité de dollar en or. Il peut ainsi financer la guerre du Vietnam. Concrètement, il n'y avait plus de taux de change fixes. La mesure ne fut officialisée qu'une fois la guerre finie, en 1976. C'est aussi à ce moment-là que la Chine fit alliance avec les multinationales anglo-saxonnes. La Communauté européenne (ancêtre de l'Union) s'adapta en encadrant les taux de change désormais flottants, en 1972 (le « serpent monétaire »), puis en créant l'euro.

À partir de 1981, les États-Unis commencent à laisser filer leur dette. Elle passa de 40 % de leur PIB à aujourd'hui 130 %. Ils tentèrent de globaliser l'économie mondiale, c'est-à-dire d'imposer leurs règles aux pays solvables et de détruire les structures étatiques des pays restants (la stratégie Rumsfeld/Cebrowski). Pour payer leur créance, ils imprimèrent des dollars, espionnèrent les sociétés de leurs alliés et volèrent toutes les réserves de deux gros États pétroliers, l'Iraq et la Libye. Personne n'osa rien dire, mais à partir de 2003, le système économique des États-Unis n'était plus celui qu'il prétendait être. Officiellement ils étaient toujours libéraux, mais chacun pouvait constater qu'ils ne produisaient plus ni leur nourriture, ni leurs marchandises de première nécessité, et qu'ils ne se nourrissaient plus que de rapines.

L'économie états-unienne, qui représentait un tiers de l'économie mondiale lors de la dissolution de l'URSS, n'en est plus qu'un sixième.

De nombreux États anticipent la fin des règles de Bretton Woods et réfléchirent à une nouvelle donne. En 2009, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, bientôt rejoints par l'Afrique du Sud pour l'Afrique, créent les BRICS. Ces pays se sont dotés d'institutions financières qui, à la différence du FMI et de la Banque mondiale, ne conditionnent pas leurs prêts à des réformes structurelles ou à des engagements politiques d'alignement sur Washington. Ils préfèrent investir en leasing, le pays hôte devenant propriétaire de l'investissement lorsque celui-ci est rentabilisé.

En 2010, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie, bientôt rejoints par l'Arménie, fondèrent l'Union économique eurasiatique. Ces pays frontaliers instaurèrent une zone de libre échange avec l'Égypte, la Chine, l'Iran, la Serbie, Singapour et le Viêt Nam. Ils pourraient être rejoints par la Corée du Sud, l'Inde, la Turquie et la Syrie.

En 2013, la Chine débutera un vaste projet de « Nouvelles routes de la soie ». L'année suivante, lorsque son PIB dépasse celui des États-Unis en parité de pouvoir d'achat, Beijing créa la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), puis en 2020, il encadra les capitaux étrangers.

En 2021, l'Union européenne imagina sa Passerelle mondiale (Global Gateway) pour concurrencer la Chine et imposer son modèle politique. Mais cette exigence fut vécue comme un sursaut colonial par de nombreux pays et fit l'objet d'un rejet massif.

Progressivement le bloc russe et le bloc chinois se sont rapprochés grâce au projet commun de Grand Partenariat Eurasiatique Global (2016) dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai. Il s'agit de développer l'ensemble de cet espace en y créant des voies de communication équilibrées sur les bases idéologiques définies par le Kazakh Sultan Nazerbayev : l'inclusivité, l'égalité souveraine, le respect de l'identité culturelle et socio-politique, l'ouverture et la disponibilité à intégrer d'autres ensembles.

La tentative de Washington de détruire cet ensemble en formation n'a aucune chance d'aboutir. Il est frappant de constater que :

l'attaque économique a débuté non pas avec l'invasion de l'Ukraine, mais deux jours avant.

elle se porte avant tout contre les banques russes, les milliardaires russes et l'industrie gazière russe et pas du tout sur le nouveau système de communication eurasiatique.

enfin elle vise à exclure la Russie des organisations internationales, mais ne concerne pas les Etats qui refusent de condamner la Russie. Par conséquent elle va la pousser dans les bras de Beijing.

En d'autres termes, les États-Unis n'isolent pas la Russie, mais ils isolent l'Occident (10 % de l'humanité) du reste du monde (90 % de l'humanité).

Le processus de séparation de l'Occident du reste du monde

- 0. Le lendemain même de la reconnaissance par Moscou de l'indépendance des Républiques populaires de Donestsk et de Lougansk (21 février 2022), les États-Unis attaquaient économiquement la Russie (22 février). L'Union européenne leur emboitait le pas le surlendemain (23 février). Vnesheconombank et Promsvyazbank étaient exclues du système financier mondial.

Vnesheconombank (VEB.RF) est une banque de développement régional. Elle aurait pu aider celui du Donbass. Promsvyazbank (PSB) investit principalement dans le secteur de la Défense. Elle aurait pu jouer un rôle en application du traité d'Assistance mutuelle.

-1. La Russie ayant débuté une opération militaire spéciale en Ukraine (24 février), les États-Unis étendirent l'exclusion des deux premières banques du système financier mondial, à toutes les banques russes (25 février). L'Union européenne lui emboîta le pas (25 février).

-2. Afin de prévenir le maximum d'États de se rallier à la Russie, Washington étendit les interdictions commerciales à la Biélorussie. L'Union européenne commença à priver les banques russes d'accès au système SWIFTn selon les instructions états-uniennes précédentes, étendit à son tour les sanctions au Belarus et censura les médias publics russes, Russia Today et Sputnik (2 mars)

-3. Washington commença à s'en prendre à des citoyens russes fortunés (appelés à tort « oligarques ») ayant de mauvais rapports avec le Kremlin (3 mars) et à interdire les importations de sources d'énergie russes (8 mars). L'Union européenne lui emboîta le pas, mais résista en ce qui concerne l'interdiction d'importer le gaz russe qui lui est indispensable (9 mars).

-4. Washington étend les sanctions financières au sein du FMI et de la Banque mondiale, en outre, il élargit la liste des oligarques et interdit l'exportation de produits de luxe en Russie (11mars). L'Union européenne lui emboite le pas (15 mars).

- 5. Washington s'assure que les membres de la Douma et les oligarques n'ont plus aucun droit en Occident ; que la Russie ne pourra plus utiliser ses avoirs aux USA pour payer ses dettes aux USA ; et qu'elle ne pourra plus utiliser son or pour payer ses dettes à l'étranger (24 mars). L'Union européenne la suit dans ces interdictions. Elle prononce l'interdiction d'importer du charbon et du pétrole russe, mais toujours pas d'interdiction du gaz.

Le tableau ci-dessous récapitule les communications de la Maison-Blanche et de Bruxelles. (à consulter dans le portail du Réseau Voltaire)

La réponse du reste du monde

C'est un phénomène extrêmement surprenant à observer : les États-Unis sont parvenus à faire basculer une majorité d'États de leur côté, mais ces États sont les moins peuplés du monde. Tout se passe comme s'ils n'avaient pas de moyens de pression sur des pays capables d'indépendance.

Du fait des actions unilatérales des Anglo-Saxons et de l'Union européenne, le monde est en train de se diviser en deux espaces hétérogènes. L'ère de la globalisation économique est terminée. Les ponts économiques et financiers sont brisés un à un.

Réagissant avec rapidité, la Russie a convaincu ses partenaires du BRICS de stopper leurs échanges en dollars et de créer à terme une monnaie virtuelle commune pour leurs échanges. D'ici là, ils procéderont en or. Cette monnaie devrait être basée sur un panier des monnaies du BRICS, pondérées en fonction du PIB de chaque État membre, et sur un panier de matières premières cotées en bourse. Ce système devrait être beaucoup plus stable que l'actuel.

Surtout, la Russie et la Chine apparaissent comme beaucoup plus respectueux de leur partenaires que les Occidentaux. Jamais ils n'exigent de réformes structurelles, ni économiques, ni politiques. L'affaire ukrainienne montre aux yeux de tous que Moscou ne cherche pas à prendre le pouvoir à Kiev et à occuper l'Ukraine, mais à repousser l'Otan et à combattre les bandéristes (les « néo-nazis » selon la terminologie du Kremlin). Rien que de très légitime, même si la méthode est brutale.

Dans la pratique, on assiste à la fin de quatre siècles de domination des Occidentaux et de leurs empires. C'est un affrontement entre des manières de penser différentes.

Les Occidentaux ne pensent plus qu'en termes de semaines. Avec cette courte vue, ils peuvent avoir l'impression que les États-Unis ont raison et les Russes tort. Au contraire, le reste du monde pense en décennies, voire en siècles. Dans ce cas, il ne fait pas de doute que les Russes ont raison et les Occidentaux dans leur ensemble ont tort.

Par ailleurs, les Occidentaux rejettent le Droit international. Ils ont attaqué la Yougoslavie et la Libye sans autorisation du Conseil de sécurité et ont menti pour attaquer l'Afghanistan et l'Iraq. Ils n'acceptent que les règles qu'ils édictent. Au contraire, les autres États aspirent à un monde multipolaire dans lequel chaque acteur penserait en fonction de sa propre culture. Ils ont conscience que seul le Droit international permettrait de préserver la paix dans le monde tel qu'ils le rêvent.

Plutôt que d'affronter la Russie et la Chine, les États-Unis ont choisis de se replier sur leur empire : d'isoler l'Occident afin d'y maintenir leur hégémonie.

Depuis 2001, tous les dirigeants mondiaux considèrent les Occidentaux et particulièrement les États-Unis, comme des prédateurs blessés. Ils n'osent pas les affronter et cherchent comment les accompagner gentiment au cimetière. Nul n'avait envisagé qu'ils s'isoleraient pour mourir.

- Cliquez ici pour lire l'article

Un extrait du courriel que j'ai adressé à Thierry Meyssan.

- Une réflexion suite à votre article (...)

Reste que les occidentaux ne peuvent pas se passer pour le moment de "*l'atelier du monde*", la Chine, et la Chine des devises qui en découlent.

On assiste à une guerre inter impérialiste, où certaines puissances entendent prendre (Chine) ou conserver (Etats-Unis) le leadership de

l'économie mondiale, condition pour assurer leur propre développement dans l'avenir, sachant que le marché mondial n'est pas extensible indéfiniment ou à la demande, donc chacun doit se disposer d'ores et déjà pour obtenir la plus grande part du gâteau dans l'avenir, sous peine d'être condamné à être relayé au rang de puissance de second rôle ou de péricliter par la suite...

A cela s'ajoute que l'économie productive est en crise, puisque le taux de profit tend vers zéro, le capital variable ou la part de la plus-value produite au cours du procès de production ou présent dans une marchandise, se réduit chaque fois que de nouvelles technologies sont introduites pour produire davantage en un minimum de temps, donc en consommant moins de force de travail qui demeure la valeur ajoutée créée à partir du capital initial, qui fournit la valeur ou le profit contenu dans le produit transformé qui fond comme neige au soleil, ce qui force les capitalistes à produire (et consommer) toujours plus pour parvenir à obtenir un profit en volume substantiel ou permettant de rentabiliser leur investissement, à condition de pouvoir écouler leur production sur le marché local, régional ou mondial ou la concurrence fait rage et le nombre de consommateurs potentiels de moins en moins solvables, du fait de salaires misérables, parce qu'ils sont déjà équipés ou ils sont endettés jusqu'aux dents, sans parler de la masse monstrueuse de chômeurs, etc. l'ensemble de ses facteurs alimentent la crise du capitalisme mondial sur fond de crise sociale quasi-généralisée sur tous les continents...

J'ajoute un mot ce mercredi 20 avril.

L'éclatement de l'économie mondiale et sa fragmentation ne peuvent qu'affaiblir ou fragiliser davantage à terme le système capitaliste déjà en crise, si elle était confirmée dans les mois ou années à venir, d'ailleurs ceci explique cela.

Les économies et les Etats qui vont se retrouver face à des difficultés grandissantes et insurmontables vont être ceux qui ont externalisé ou délocalisé leur production qui était la seule source de création de plus-value, c'est-à-dire les puissances impérialistes occidentales.

Jusqu'à présent ils arrivaient à s'en sortir en faisant main basse dessus au détriment du développement des pays où ces marchandises étaient produites, mais dans la mesure où ces pays entendent récupérer cette plus-value pour développer leurs marchés intérieurs, leurs classes moyennes ou financer leurs infrastructures, que va-t-il rester aux pays occidentaux qui ne vendront plus d'avions, de trains, de voitures, une multitude de produits manufacturés, de machines, de biens d'équipement ou agricoles que tous ces pays produiront eux-mêmes ou achèteront à leur concurrents asiatiques ou les Brics, compte tenu que de nombreux autres pays comptent une population très importante, le Pakistan (221 millions), le Bangladesh (165 millions), l'Indonésie (273 millions), Nigéria (206 millions), Egypte (102 millions), le Mexique (131 millions)...

Pourquoi tous ces pays-là iraient-ils acheter des marchandises à des Etats qui les méprisent, les pillent, les condamnent au sous-développement et à la pauvreté, à demeurer indéfiniment sous leur domination, si des Etats comme la Russie, la Chine et leurs alliés leur propose des solutions plus avantageuses et moins contraignantes, qui ne passent pas leur temps à les menacer de représailles financières, politiques ou militaires s'ils refusent de se plier à leurs exigences exhorbitantes, pourquoi alors que rien ne le justifie hormis cette crainte, il suffit qu'elle s'évanouisse et cela en fait fini de la domination occidentale sur le monde, sans pour autant en finir avec la crise du capitalisme dont l'effondrement serait à nouveau reporté, puisqu'il arrivera forcément un moment, en imaginant que tous ces pays et d'autres que je n'ai pas cité se mettent à produire à tout va ou se développent, où le marché mondial sera saturé et où il s'effondrera, il ne peut pas en être autrement, ce n'est qu'une question de temps.

Maintenant bien des obstacles peuvent freiner cette orientation ou même l'empêcher de se réaliser en partie, dans ce cas-là, cet effondrement interviendra plus tôt ou cela se traduira par des crises mondiales quasi-incontrôlables, ouvrant la voie à la révolution socialiste, espérons-le. A suivre.

Haut de page

Le 21 avril 2022

Je ne peux pas changer l'image de la page d'accueil, parce que je n'ai pas encore récupéré mon ordinateur, et je n'avais pas téléchargé cette image dans le portable.

Avis d'arrêt du portail le 24 avril 2022.

- Ils ont adopté la version de G. Bush et du Pentagone du 11 septembre 2001.

- Ils ont adopté la version de Hollande sur les attentats de Charlie et du magasin Hyper Cacher des 7 et 9 janvier 2015.

- Ils ont adopté la version du GIEC-ONU sur le changement climatique et le Green New Deal du Forum économique mondial de Davos.

- Ils ont adopté la version de l'OMS-Gates et du Forum économique mondial de Davos de la pandémie au covid-19.

- Ils ont adopté la version de l'agression russe de l'Ukraine par la Russie concoctée par l'OTAN et Washington.

Etc.

On est en droit d'affirmer qu'ils auront été de tous les coups les plus pourris qui soient.

De 2001 à 2022 la totalité du mouvement ouvrier, partis et syndicats, réformistes ou soi-disant révolutionnaires, anticapitalistes, trotskystes se sont conduits comme des agents de la réaction ou de la contre-révolution.

Il ne s'agit pas d'une accusation, mais d'un simple constat que chacun peut encore vérifier en consultant sur Internet les documents et

déclarations qu'ils avaient publiés à l'époque, aucune interprétation ou remarque ou aucun commentaire n'est nécessaire, les faits parlent d'eux-mêmes ou se suffisent à eux-mêmes, et ils sont relatés par les intéressés eux-mêmes, donc nous n'inventons rien malheureusement.

Partant de là, comment des dirigeants, cadres, militants, adhérents, sympathisants de tous ses courants politiques sans exception peuvent-ils encore oser s'exprimer en notre nom, au nom du socialisme ? Comment peuvent-ils encore se regarder dans un miroir en se rasant ou en se coiffant quotidiennement et supporter le visage du traitre qu'il leur renvoie, comment font-ils ?

Des milliers de militants de ces partis ou de ces syndicats connaissent notre portail depuis la fin 2004 ou 2005, par la suite j'avais adressé des courriels à toutes les organisations dont j'avais trouvé les adresses sur le Net, et j'ai eu une brève correspondance avec des dirigeants ou des militants de certains d'entre eux. J'ai aussi contacté un tas de médias dits alternatifs ou indépendants, dont les animateurs étaient tous issus de ces courants sans qu'ils le mentionnent de préférence. Là aussi j'ai eu de brèves échanges avec leurs responsables. Chaque fois je leur ai posé certaines questions dont celles soulevées ici sans jamais recevoir la moindre réponse. Et pour cause, me direz-vous peut-être à raison. Toujours est-il, c'était révélateur de leur incapacité à justifier et assumer les positions qu'ils avaient adoptées, sauf à falsifier à nouveau les faits.

Quant à la signification politique qu'on doit en tirer, elle est parfaitement claire et sans appel. Ils se font tous passés pour ce qu'ils ne sont pas, et ils trompent plus ou moins consciemment tous les travailleurs qui ont des contacts avec eux ou qui lisent leur littérature pour le compte du régime en place quand ils n'en tirent pas un bénéfice personnel, autrement dit dans tous les cas de figure, leurs intérêts individuels prévalent sur nos intérêts collectifs ou notre cause.

Il faut aussi avoir à l'esprit, que je n'ai pas été le seul en France ou dans le monde à remettre en cause les versions officielles qui nous ont été imposées sur une multitude d'évènements qui s'étaient produits récemment ou plus loin dans le passé, à traiter tous ces sujets, ils étaient facilement accessibles à tous sur le Net, ce qui signifie qu'il était facile de vérifier si je m'en tenais au fait ou si je délirais complètement. Aucun de mes lecteurs à part une poignée n'en tint compte.

Par ailleurs, aucun de ces dirigeants, cadres, militants, sympathisants du mouvement ouvrier n'exprima publiquement sur tous ces sujets son désaccord ou son rejet de la propagande officielle, sinon parfois sur un sujet particulier en se livrant à une analyse relevant pour le coup de ce que certains appellent le complotisme, que je préfère caractériser de mégalomanie délirante, de sorte qu'ils discréditaient toute analyse critique et sérieuse étayée par des preuves ou des témoignages au profit finalement de la version officielle.

A mon avis, absolument aucun n'a produit une analyse conforme à la réalité des faits ou n'a adopté une position conforme à nos intérêts de classe sur la totalité des sujets importants sur lesquels nous avons été amenés à nous prononcer, hormis peut-être une personne qui ne se réclame pas du mouvement ouvrier, dont je ne partage pas toutes les analyses politiques et encore moins ses conclusions politiques, monsieur Thierry Meyssan du Réseau Voltaire, si j'ai l'honnêteté de le déclarer, c'est parce que je l'ai constaté tout simplement.

Dans mes causeries depuis août 2008, j'ai abordé absolument tous les sujets qui étaient à l'ordre du jour de l'actualité économique, sociale et politique, toutes les questions dites de société, y compris scientifiques. Quand je n'en ai pas trouvé le temps, j'ai reproduit des articles qui les traitaient sous différents angles, de manière à ce que chacun puisse les aborder sous un regard critique ou indépendant, pour que personne ne s'en tienne aux versions ou aux discours officielles et acquière des connaissances erronées, mon soucis constant étant de servir la vérité et rien d'autres.

Sinon, comment voulez-vous comprendre la situation ? Comment voulez-vous vous orienter librement, orienter votre combat politique dans la bonne direction ? C'est impossible. Vous serez forcément et inconsciemment sous l'influence des uns ou des autres, dont les intentions ne correspondent pas à vos intérêts.

Quand on a cela en permanence à l'esprit, on a la lourde responsabilité d'être à la hauteur de la cause qu'on sert, on n'a pour ainsi dire pas le droit à l'erreur, et pourtant on va forcément en commettre, mais grâce aux instruments qu'on s'est forgé, on va pouvoir les rectifier rapidement. Cela demande une attention, une concentration de tous les instants, qui nous fera défaut parfois parce qu'on est fatigué ou surmené ou encore parce qu'on est dérangé ou on a accumulé des problèmes personnels parce qu'on a négligé nos propres affaires.

Bref, on est soumis à une tension permanente, et quand on constate que tous nos efforts ne débouchent sur rien de concret, il arrive un moment où on se dit que cela ne sert à rien d'insister ou de continuer à se ruiner la santé et à sacrifier sa vie. Il vaut mieux arrêter, pas pour passer à autre chose, mais pour procéder autrement. Comment ? Je vous avouerai que je n'en ai pas la moindre idée pour le moment.

Un dernier petit mot personnel.

J'ai un problème de santé à régler que je traîne maintenant depuis trois mois, c'est ma priorité. J'ai tout négligé autour de moi depuis 14 ans, mon épouse, ma compagne, mes chiens, ma maison, mon jardin, même mon scooter que je n'ai toujours pas réparé depuis des mois, sans clignotant ni lumière parce que des rats ont élu domiciles à l'intérieur et ont coupé tous les fils, du coup je ne sors plus la nuit tombée, vous imaginez en cas d'urgence, j'aurais l'air fin !

Il faut tout démonter et ce n'est pas très accessible, de plus je n'ai pas les outils appropriés, cela prend des heures. Je l'ai déjà fait une fois, cela m'avait pris plus de 3 heures. On s'arrache les mains qui sont en sang quand on a terminé. Tout cela pour arriver à rafistoler 4 ou 5 malheureux fils, faire des soudures pour économiser 1500 roupies, 20 euros, parce que je ne gaspille pas le peu de fric que j'ai pour survivre.

Quand je sors la journée et que je tourne, je tends le bras comme les Indiens trop pauvres, qui sont dans le même cas que moi, mais cela les lecteurs n'en ont pas idée.

Chaque fois que je dois régler un problème personnel, c'est dans l'urgence ou en catastrophe parce que je l'ai laissé traîner pendant des mois ou des années, tout cela parce qu'actualisait ce foutu portail. Comme l'on dit, c'est à nous de prendre en mains notre destin, d'assumer

nos responsabilités, de nous démerder pour régler nos problèmes, car on ne doit compter sur personne, n'est-ce pas ? Dont acte, et je vais davantage en tenir compte désormais.

On verra par la suite si je modifierai de fond en comble ce portail ou si cela aura été le mot de la fin, je n'en ai aucune idée.

- Cette causerie au format pdf (12 pages)

POLITIQUE

S'ils le disent, c'est que le contraire est vrai.

"Tout les oppose!": la presse tire le bilan du débat entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen - BFMTV 20 avril 2022

Si la majorité des téléspectateurs de BFMTV ont jugé plus convainquant l'actuel président de la République, c'est aussi le cas de certains titres de la presse quotidienne nationale et régionale, qui donnent le point au président-candidat.

59% d'entre eux ont jugé qu'Emmanuel Macron a été le plus convaincant ce mercredi soir, contre seulement 39% pour Marine Le Pen, selon notre sondage réalisé par Elabe pour BFMTV et L'Express avec notre partenaire SFR.

"Avantage Macron" titre ainsi Sud-Ouest, tandis que Libération estime que Marine Le Pen n'est "toujours pas au niveau." BFMTV 20 avril 2022

Vite la quatrième piquouse !

Débat Macron-Le Pen: 15,6 millions de téléspectateurs, un plus bas historique - liberation.fr 20 avril 2022

Vous parlez à votre banquier Rothschild quand vous parlez de la France.

Emmanuel Macron à Marine Le Pen: "Vous parlez à votre banquier quand vous parlez de la Russie" - BFMTV 20 avril 2022

Qu'il crève !

"Je l'ai vu naître, hélas je l'aurai vu mourir": Badinter espère que le PS "renaîtra de ses cendres" - BFMTV 20 avril 2022

LVOG – On ne lui souhaite pas non plus !

L'opportunisme débridé.

LVOG - On le savait compatible avec Chirac et Jospin, alors pourquoi pas avec Macron ou Le Pen, l'extrême droite.

On atteint bien le niveau zéro de la conscience de classe, prêt demain à s'allier avec le PCF et EELV, peut-être le PS, pourquoi pas au point où il en est. Il a été à bonne école.

Mélenchon veut être élu "Premier ministre" aux législatives, "3e tour" de la présidentielle - francesoir.fr 19 avril 2022

"Je demande aux Français de m'élire Premier ministre" en votant pour une "majorité d'Insoumis" et de "membres de l'Union populaire" à ces élections, a-t-il déclaré sur BFMTV, dans sa première déclaration publique depuis le 10 avril.

Jean-Luc Mélenchon vise donc à imposer une cohabitation au futur vainqueur de la présidentielle, avec lequel il exclut toute "négociation". Et ce, que ce soit Emmanuel Macron ou Marine Le Pen. francesoir.fr 19 avril 2022

La Bourse flambe, il y a déjà eu un précédent

LVOG - En cinq ans elle avait augmenté de 320 %. C'était quand ? Entre 1981 et 1986 grâce à Mitterrand. Vous vous souvenez de l'orientation de nos braves trotskystes : Front unique ouvrier, votez Mitterrand, puis aux législatives PS-PCF, ils auraient mieux fait de nous dire, votez CAC40 ! Vous vous demandiez peut-être pourquoi le mouvement ouvrier est si dégénéré de nos jours, cela ne date pas d'hier, ils auront vraiment tout fait pour le pourrir. Un rappel.

- Tout le monde le sait, on nous le dit et on nous le répète : la Bourse se porte bien. C'est en parlant de la Bourse que Le Figaro du 3 janvier dernier écrivait : « 1986 restera un excellent millésime », que Le Monde du 30 décembre parlait de « cuvée exceptionnelle ». Pour la revue

Investir, 1986 c'est « l'année des records » et pour Le Nouvel Économiste, c'est une « année historique ».

En moyenne, la valeur de l'ensemble des actions cotées à la Bourse de Paris s'est accrue cette année de 50 %. En cinq ans, depuis 1981, elle a augmenté de 320 %, avec plus de 2 500 % pour l'action DMC (les textiles et les fils) ; en d'autres termes, ceux qui avaient leur fortune en actions DMC l'ont multipliée vingt-cinq fois en cinq ans. Plus de 1000 % pour l'action Essilor (les verres de la plupart des lunettes), plus de 1 100 % pour les actions Thomson CSF !

Au cours de l'année 1986, c'est 65 milliards de francs c'est-à-dire 6500 milliards de centimes d'actions nouvelles qui ont trouvé preneurs. (La flambée de la Bourse dans un système économique en crise - lutte-ouvriere.org [Cercle Léon Trotsky n°22] 20 février 1987)

- C'est une des constantes les plus paradoxales de la démocratie française: sous un pouvoir de gauche, la Bourse flambe et le dialogue social s'étiole. Sous la droite, elle languit et la politique contractuelle reprend des couleurs. Les septennats de François Mitterrand auront été marqués par un affaissement des structures syndicales... (lexpress.fr 9 février 1995)

Les dirigeants du CAC 40 n'ont jamais été aussi bien payés qu'en 2021 - francesoir.fr 20 avril 2022

La rémunération des dirigeants des entreprises du CAC 40, portée par des primes exceptionnelles, a atteint 8,7 millions d'euros en moyenne en 2021, du jamais vu, selon des données publiées mercredi.

Comprenant une part fixe et une part variable, elle a été multipliée par deux sur un an, et par 60% par rapport à 2019, selon les chiffres compilés par l'entreprise spécialisée dans les sociétés cotées européennes Scalens.

Symbole de cette envolée, le directeur général de Stellantis Carlos Tavares (Peugeot-Citroën-Fiat...) devrait toucher 19 millions d'euros pour l'exceptionnelle année 2021, selon le groupe. Le 15 avril, une majorité d'actionnaires ont voté - à titre consultatif - contre la politique salariale du constructeur.

La partie fixe a augmenté de 19% car "la nouvelle garde" des dirigeants arrivés "se paie beaucoup plus cher", selon le rapport.

Les volets variables ont encore plus progressé, lors d'une année où les entreprises du CAC 40 ont approché les 160 milliards d'euros de bénéfices, selon un calcul de l'AFP, un record dans la vague de la forte reprise économique.

Les primes exceptionnelles ont atteint 2,1 millions d'euros par dirigeant en moyenne en 2021. AFP 20 avril 2022

Dans le collimateur. Les prochaines victimes de la "*communauté internationale*" totalitaire.

- Îles Salomon : le Premier ministre signe un pacte de sécurité avec la Chine et inquiète l'Australie - France 24 20 avril 2022

- Le Cameroun signe un accord militaire avec la Russie - RFI 20 avril 2022

Les États-Unis et leurs alliés occidentaux, leur nature : Génocidaire !

Le génocide rwandais de 1994, et les États-Unis (I) - reseauinternational.net 20 avril 2022

Le génocide rwandais de 1994 a constitué l'une des anciennes manipulations étasuniennes en matière d'accusation de génocide et de nettoyage ethnique des autres, fomentée dans le but de justifier ses propres objectifs géopolitiques sur certaines régions. L'administration étasunienne de Bill Clinton n'a rien fait pour empêcher le génocide du Rwanda, au cours duquel presque un million de civils Tutsi ont été brutalement exterminés en l'espace de 12 semaines, par des tueurs de masse Hutu, mais le carnage rwandais aurait facilement pu être évité si Washington l'avait décidé. Une chose semblable s'est produite par la suite en Bosnie au mois de juin 1995 avec le massacre de Srebrenica, ou en juin 1999 au Kosovo (c'est-à-dire, dans la province autonome serbe du Sud, de Kosovo-Metochia), où des Albanais ethniques, soutenus par les États-Unis, ont pratiqué un nettoyage ethnique sur les Serbes et autres non-Albanais vivant sur place.

Pourtant, le génocide rwandais de 1994 n'a pas été à sens unique (pas plus que le massacre de Srebrenica en 1995) ; il s'est agi d'une guerre civile présentant les traits du génocide, mais qui ne démarra pas en 1994, mais en 1990, avec les actions d'une armée de réfugiés ethniques Tutsi, entraînée par les États-Unis, en provenance de l'Ouganda, pays voisin également soutenu par les États-Unis.

- Cliquez ici pour lire l'article en entier

DOSSIER UKRAINE

En bref.

- Zelensky : N'oubliez pas le rôle des juifs ukrainiens dans la dépossession de la Palestine - reseauinternational.net 20 avril 2022

La dernière provocation de l'OTANazie contre la Russie.

Finlande: le Parlement ouvre un débat sur l'adhésion à l'OTAN, ignorant les avertissements de Moscou - RT 20 avril 2022

Alors que la perspective d'une candidature de la Finlande à l'OTAN se précise, les parlementaires entament un débat sur le sujet. La Russie s'inquiète des conséquences de cette adhésion, qui déstabiliserait selon elle la sécurité en Europe du nord.

La – relative – neutralité finlandaise sera-t-elle bientôt un vestige du passé ? Ce 20 avril, le Parlement finlandais commence à débattre d'une adhésion à l'OTAN. L'enjeu ? Helsinki avance la nécessité de se protéger contre une éventuelle agression russe, tandis que Moscou met en garde contre l'avancée de la sphère d'influence de l'Alliance, qui pourrait déstabiliser la sécurité en Europe du nord.

Des parlementaires largement favorables à une adhésion ?

Longtemps partagés sur la question jusqu'à l'offensive russe en Ukraine, que Kiev et ses alliés dénoncent comme une invasion, les 200 membres de l'Eduskunta, le Parlement du pays, semblent se diriger vers une nette majorité en faveur de l'adhésion lors d'un probable vote d'ici l'été. Selon les pointages effectués par les médias finlandais, une centaine d'entre eux a déjà décidé de voter pour une adhésion, quand seulement 12 sont contre. Les autres attendent les débats pour afficher leur position.

«Je pense que [la décision] interviendra assez vite. D'ici quelques semaines», avait affirmé le 13 avril la dirigeante sociale-démocrate du pays nordique, Sanna Marin.

Sans exprimer de recommandation formelle, un nouveau «livre blanc» remis la semaine dernière par le gouvernement aux parlementaires a souligné que seule une adhésion à l'OTAN permettait de bénéficier de la protection de son célèbre article 5, relatif à la défense collective. Même si elle a rompu avec sa neutralité stricte à la fin de la Guerre froide et lors de son adhésion à l'Union européenne en 1995, la Finlande n'est aujourd'hui que partenaire de l'OTAN.

Pour les autorités de ce pays, qui compte une frontière de 1 300 kilomètres avec la Russie, rejoindre les 30 membres de l'Alliance atlantique apporterait une dissuasion «considérablement plus grande» contre une attaque de son voisin, selon le livre blanc.

Deux tiers des Finlandais seraient favorables à l'adhésion

Il est «très probable» que la Finlande soit candidate, avait déjà indiqué le 15 avril la ministre finlandaise des Affaires européennes, Tytti Tuppurainen, tout en assurant que la décision n'était pas prise. «Les Finlandais semblent avoir pris leur décision et il y a déjà une énorme majorité en faveur d'une adhésion à l'OTAN», a-t-elle relevé. Les sondages suggèrent que près des deux tiers des 5,5 millions de Finlandais sont désormais en faveur d'une adhésion, soit une nette progression depuis le déclenchement de l'intervention militaire russe en Ukraine.

Le débat finlandais est suivi avec grande attention en Suède. Le pays scandinave, qui n'a jamais été en guerre depuis deux siècles, envisage lui aussi de rejoindre l'Alliance, mais semble faire dépendre sa décision du choix de Helsinki.

De nombreux analystes estiment qu'une candidature de la Finlande, et peut être de la Suède, pourrait être suffisamment rapide pour être sur la table au sommet de l'OTAN prévu fin juin à Madrid, sachant que l'unanimité des membres est requise pour accueillir un nouveau membre. Si un point d'interrogation demeure quant au choix de la Hongrie, dont la ligne est plus favorable à la Russie que les autres Européens, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a jugé qu'il n'y aurait pas d'obstacle à l'adhésion de la Finlande. Helsinki estime entre quatre mois et un an le temps nécessaire pour entériner les procédures d'adhésion, une période durant laquelle des garanties d'assistance militaire devraient être formulées en sa faveur.

Si l'adhésion de la Finlande venait à se confirmer, les frontières terrestres entre les pays de l'OTAN et la Russie doubleraient d'un coup, atteignant près de 2 600 kilomètres. De quoi inquiéter Moscou, qui n'a de cesse de dénoncer l'élargissement de la sphère d'influence en Europe de l'organisation militaire menée par les Etats-Unis...

Moscou met en garde contre «des conséquences négatives pour la paix et la stabilité en Europe du nord»

Inquiète de la perspective de voir le bloc militaire de l'OTAN se renforcer ainsi à ses frontières, la Russie a averti à plusieurs reprises sur le caractère déstabilisateur d'une adhésion des pays scandinaves à l'Alliance atlantique. «Etre membre de l'OTAN ne peut renforcer leur sécurité nationale. De facto, [la Finlande et la Suède] seront la première ligne de l'OTAN», a affirmé le 15 avril la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova. Jugeant que le débat sur l'adhésion à l'OTAN s'était considérablement intensifié du fait d'«une campagne délibérée menée ces dernières années par des forces extérieures pour attirer la Suède et la Finlande dans le bloc de l'OTAN», elle avait mis en garde contre les conséquences de l'abandon d'une position de non-alignement militaire par ces deux pays.

Leur intégration à l'Alliance atlantique aboutirait de fait à «une nouvelle ligne de confrontation entre le bloc de l'OTAN et la Russie», ainsi qu'à des «des conséquences négatives pour la paix et la stabilité en Europe du nord», avait-t-elle ajouté.

Ces pays «doivent comprendre les conséquences d'une telle mesure pour nos relations bilatérales et pour l'architecture sécuritaire européenne dans son ensemble », a-t-elle affirmé. La diplomate avait déjà averti, le 25 février, que l'adhésion de la Finlande et de la Suède aurait de «graves répercussions politico-militaires».

Ce 20 avril, elle a réitéré la position russe dans une interview accordée à la chaîne de télévision Rossia-24 : «Nous avons lancé tous nos avertissements, tant publiquement que par les canaux bilatéraux. Ils sont au courant, il n'y a donc pas de quoi être surpris. Ils ont été informés de tout, de où cela va mener.»

La Finlande a été russe pendant plus d'un siècle, principalement lors de la période du grand-duché qui s'est étendu de 1809 à 1917 et a déjà

été en conflit avec l'Union soviétique, notamment lors de la «guerre d'Hiver» en 1939-40. RT 20 avril 2022

Totalitarisme. En plus ils sont xénophobes et ils encouragent la xénophobie partout dans le monde.

Wimbledon interdit aux joueurs russes et biélorusses : «Inacceptable», réagit le Kremlin - RT 20 avril 2022

Les organisateurs du célèbre tournoi de tennis ont annoncé exclure les joueurs russes et biélorusses de la compétition.

Le Kremlin a immédiatement protesté contre un tel bannissement. Les joueurs russes et biélorusses, dont Daniil Medvedev, Andrey Rublev ou encore Aryna Sabalenka, ne participeront pas au tournoi de Wimbledon cette année, selon un article mis en ligne par quotidien britannique The Times le 20 avril. Une information confirmée quelques heures plus tard par les organisateurs du tournoi prônant comme justification l'offensive russe en Ukraine.

Depuis le début de celle-ci le 24 février dernier, les joueurs russes et biélorusses ont pu continuer à participer aux compétitions ATP (Association of Tennis Professionals, principal circuit international de tennis masculin) et WTA (Women's Tennis Association, son équivalent féminin) sous un drapeau neutre. Ce dispositif était censé s'étendre aux trois tournois du Grand Chelem encore à disputer en 2022, tandis que la Fédération internationale de tennis avait interdit aux équipes des deux pays de participer à la Coupe Davis et à la Coupe Billie Jean King (ex-Fed Cup).

«Dans les circonstances d'une agression militaire injustifiée et sans précédent, il serait inacceptable que le régime russe tire le moindre bénéfice de la participation de joueurs russes ou bélarusses [...] Nous avons par conséquent l'intention, avec un profond regret, de rejeter l'inscription de joueurs russes et bélarusses à Wimbledon», a fait savoir l'All England Lawn Tennis Club (AELTC), qui organise le tournoi, dans un communiqué diffusé le 20 avril. Un bannissement «inacceptable» pour le Kremlin

Si elle n'a pas encore fait l'objet d'une annonce officielle, une telle interdiction faite aux joueurs de tennis russes de participer au tournoi de Wimbledon serait «inacceptable», a réagi le Kremlin le 20 avril, après la publication du Times. «Une nouvelle fois, ils font des sportifs les otages de préjugés politiques, d'intrigues politiques […] C'est inacceptable», a condamné le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov. «Vu que la Russie est un pays très fort en tennis, nos athlètes figurant au sommet des classements mondiaux, leur exclusion aura un impact sur la compétition elle-même», a-t-il ajouté.

Suivant les recommandations du Comité international olympique (CIO), les sportifs russes et biélorusses ont été bannis de nombreuses compétitions, dont les Jeux paralympiques de Pékin, le Mondial de football ou encore les Mondiaux de natation. RT 20 avril 2022

Le vrai visage du régime ukrainien présenté comme une démocratie par Macron (notamment).

Parasiouk, meurtres, corruption et pugilats, les frasques d'un député néonazi de la Rada - donbass-insider.com 20 avril 2022

Ces hommes étaient des inconnus avant le Maïdan américain à Kiev. Ils étaient destinés à un futur médiocre et un parcours de vie ordinaire, voire même ennuyeux ou les menant vers la criminalité. Ultranationalistes et néonazis ukrainiens vivaient alors en endogamie dans l'Ouest de l'Ukraine, sans travail, petits boulots, emplois modestes de chauffeurs, d'ouvriers ou de petits employés. Mais tout cela allait changer très vite avec l'arrivée d'une nouvelle révolution organisée par les États-Unis en Ukraine. Ce que j'écris ici a été avoué par les Américains eux-mêmes dans les premiers reportages sérieux qui sont apparus sur les écrans. Bien avant la fin de l'année 2013, la CIA avait rassemblé, au moins en Allemagne, des groupes d'Ukrainiens recrutés dans les partis ultranationalistes et néonazis. Ils furent entraînés durant le printemps et l'été 2013 dans des camps, notamment des petits groupes de tireurs d'élite, afin de semer la confusion en tirant dans la foule et en faisant croire qu'il s'agissait de la police. Des témoins que j'ai interrogés ont confirmé que par la suite des dizaines de bus véhiculaient chaque jour des centaines de « manifestants » venus de l'Ouest. Ils arrivaient dans ces bus puis s'engouffraient dans le métro pour rejoindre la place du Maïdan. Ils furent vus par un nombre incalculable de témoins, que ce soit à leur arrivée dans les gares routières de Kiev, ou lors de leurs trajets dans le métro, déjà partiellement équipés de grands bâtons, matraques, pancartes et faisant grands bruits, lançant des cris nationalistes ou nazis, sans parler du salut hitlérien ou des chansons et slogans sans équivoque. Voici l'histoire de l'un d'eux, qui d'homme de main, parvînt à être élu député de la Rada.

Du militant de l'extrême-droite dure aux meurtres de policiers sur le Maïdan. Vlodomir Parasiouk, naquit en 1987 dans la région de Lvov, fit des études d'électronique puis après le Maïdan, des études d'économie (2016). Il fut membre de l'association des étudiants de Lvov, membre du Congrès des nationalistes ukrainiens, participa avec son père, également ultranationaliste, aux premiers événements du Maïdan. Remarqué, il commanda une compagnie d'autodéfense du Maïdan, sur les barricades durant l'hiver 2013-2014, venu à Kiev avec l'aide des USA salariant les membres de ces compagnies, formées d'hommes venus pratiquement tous de l'Ouest de l'Ukraine. Le salaire proposé à la journée était largement supérieur à tout ce que ces hommes peu diplômés auraient pu espérer dans le pays et étaient des membres de différents partis ou organisations ultranationalistes ou néonazies d'Ukraine. Quant à Parasiouk, il fut vu tirant avec des armes à feu sur la place du Maïdan. Il lança un ultimatum à Victor Ianoukovitch, dans la soirée du 21 février 2014, précisant que faute de démission de sa part, la présidence serait prise d'assaut les armes à la main. Cet ultimatum le propulsa sur le devant de la scène et le hissa au rang de célébrité de la Révolution colorée américaine de ce qui était appelé à cette époque « l'Euromaïdan ».

Il continua de se faire remarquer par son extrême violence et fut probablement l'un des assassins d'un ou plusieurs des Berkuts, les CRS ukrainiens. Ceux qui furent capturés furent torturés longuement et assassinés, le cas a été relevé d'un Berkut qui eut les yeux crevés et une main tranchée par des membres des compagnies de défense devenus hystériques. Devant les violences des « manifestants » pacifiques, les

Berkuts répondirent effectivement par une surenchère, qui amena les émeutiers du Maïdan à des crimes encore plus abominables. Cependant, en Occident, les violences ne furent attribuées qu'aux policiers et savamment orchestrées pour donner une vision de pauvres manifestants désarmés et martyrisés. Les journalistes occidentaux s'employèrent par exemple à filmer de braves étudiants, presque potaches, avec des casseroles sur la tête ou des passoires, sans parler de grands-mères qui préparaient des sandwichs pour les rebelles. Dès cette époque, les émeutiers néonazis tentèrent également de mettre en scène des provocations et fake news, pour émouvoir l'Occident par des mises en scène grossières mais qui firent pleurer dans les chaumières à l'Ouest (film de propagande d'Andriy Kozhemyakin). Après le renversement du président ukrainien, sa popularité lui permis de se présenter à l'élection législative et il fut élu député de la Rada,

Sur les sièges de la Rada et officier d'un bataillon néonazi, Dniepr-1. Dans le sein de la Rada, il fut désigné pour la commission de la lutte contre la corruption (2014). Il s'engagea bientôt dan les bataillons spéciaux, commandant l'un des pires bataillons néonazis de l'Ukraine : le bataillon Dniepr-1. Délaissant vite les bancs de la Rada, il participa avec ce bataillon spécial de l'armée privée de l'oligarque Kolomoïsky, aux exactions et massacres du printemps et de l'été 2014, dans l'Est de l'Ukraine et dans le Donbass. Son bataillon de liquidateurs fut bientôt épinglé pour des crimes de guerre, de nombreuses exactions contre des civils, pillages, assassinats, massacres et viols durant son parcours meurtrier (signalés en partie par Amnesty International). Mais les choses s'envenimèrent dans le Donbass, les populations s'étaient armées et rendaient les coups. Il fut bientôt blessé à la tête dans les combats (bataille d'Ilovaisk, août/septembre 2014). Bataille qui se termina par une lourde défaite ukrainienne, plus de 1 000 hommes sur le tapis, des blessés et 128 prisonniers, dont il fit partie. Il réussit à passer inaperçu racontant une histoire sujette à caution d'actes de courage et de résistance durant sa détention. L'histoire est assez louche, un acteur aussi important du Maïdan, député de la Rada, fait prisonnier, selon lui non reconnu, puis emmené prisonnier en Russie, tout cela tient certainement du conte pour enfants. Mais pour l'Ukraine, tout était bon pour créer de nouveaux « héros de l'Ukraine ». Il fut dit-il bientôt échangé avec d'autres soldats, terminant ici sa carrière militaire même s'il restait le commandant nominal de son unité, par ailleurs en partie décimée. Il fut médaillé pour son courage face à l'ennemi par le ministre de l'Intérieur Arsen Avakov (Front Populaire de Iatsénioukk).

Bagarres, coups et blessures dans la Rada jusqu'à son éviction du paysage politique ukrainien. Dans l'intervalle, alors qu'il avait été élu sans étiquette, il rallia le groupe Oukrop (2 décembre 2014), rassemblant quelques-uns des pires activistes russophobes du Maïdan. Ce groupe ultranationaliste fut bientôt transformé en parti politique (18 juin 2015). Il se révéla être une association de malfaiteurs dirigée par les oligarques Kolomoïsky et Korban, qui furent tout deux inquiétés par la justice ukrainienne. Le parti réussit toutefois à placer quelques-uns de ses partisans à différents postes administratifs, Kolomoïsky en devenant le président (novembre 2016). Il milita officiellement pour l'intégration dans l'Union européenne et l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN. Parasiouk se signala encore par des agressions, violences et bagarres, comme l'agression de plusieurs députés dans l'hémicycle (4 décembre 2014). Il récidiva avec les coups au visage donnés au député Maxime Kouriatchevo, lors d'un plateau TV (31 août 2015), puis commis le vol d'un 4×4 blindé livré par le Canada pour les combattants ukrainiens dans le Donbass (23 septembre 2015). Il continua avec l'agression du chef du MVD de la région de Lougansk, après que celui-ci est déclaré que la corruption serait éliminée que lorsque les personnes qui avaient couverts les crimes dans cette région seraient renvoyées et jugées (26 septembre 2015). Il n'hésita pas à agresser le procureur Golinchenko dans une audience de tribunal à Kiev, à propos d'une sombre affaire de déforestation illégale dans la région de Lvov, ayant conduit à l'enlèvement d'un fonctionnaire du SBU qui fut sévèrement battu (4 novembre 2015), cette fois, l'affaire était sérieuse, il fut menacé par la justice.

Il entra dans une fureur et une violence rare, lors d'une commission parlementaire qui examinait son cas (19 novembre). Il agressa à cette occasion un officier du SBU à coup de pieds dans le dos, pour son inaction durant le Maïdan. Le sentant soutenu par toute la frange radicale et nazie du Maïdan, les autorités n'osèrent pas faire aboutir une procédure judiciaire contre lui. Il s'illustra dès lors dans d'autres agressions et bagarres, écopant d'une amende pour violations du code de la route (Lvov, 20 janvier 2016), pour conduite dangereuse, suivie d'une agression des magistrats lors d'une audience d'une cour d'appel, jugeant l'un des sbires du Pravy Sektor (22 janvier 2016). Il entra sur le territoire du Consulat de Russie à Lvov et s'empara du drapeau russe qu'il brûla sur place, encourageant les passants à le suivre dans un assaut général du consulat, mais ne fut pas suivi (9 mars 2016). Il déclencha de nouveau une bagarre générale contre les députés de l'opposition à Porochenko, dans le sein de la Rada, mais il n'eut pas le dessus et eut le nez cassé et perdit trois dents dans l'empoignade (15 juin 2016). Pour se venger, il s'attaqua ensuite à Oleksandr Vilkoul (23 septembre 2016). Ayant attendu le député dans la rue, il s'approcha par derrière et le frappa à la tête, mais ce dernier réussit à se défendre et répondit aux coups de l'agresseur. Parasiouk s'en prit à la voiture de Vilkoul garée plus loin, qu'il endommagea et déclencha une violente bagarre avec le chauffeur. Une plainte fut déposée contre lui le lendemain, mais ne donna aucun résultat. Le lendemain de l'assassinat du diplomate Andreï Karlov en Turquie (19 décembre 2016), il déclara publiquement que l'assassin était un héros.

La longue litanie des agressions et bagarres du héros du Maïdan. Cette longue liste aurait déjà conduit dans un pays normal, le député de la Rada en prison, ou du moins condamné à de fortes amendes. Il n'en fut rien, aussi continua-t-il ses frasques délirantes. Il déclencha une bagarre générale, alors qu'avec un convoi de gros bras du Pravy Sektor, il tentait de forcer un barrage de police près d'une des villes martyres du Donbass : Slaviansk. L'affaire tourna au drame, 7 policiers furent blessés dans une bagarre géante, ponctuée de menaces et d'insultes (14 mars 2017). Parasiouk se jeta avec une quarantaine de ses hommes sur les policiers qui furent roués de coups, leurs armes dérobées. Il fut ensuite mêlé à une affaire de corruption de gardes-frontières pour passer sans contrôle et plus vite la frontière entre la Pologne et l'Ukraine (19 juin 2017). Le député hooligan ne s'arrêta pas là, pour agresser de nouveau dans la Rada, l'ancien ministre de la défense d'Ukraine, Valéria Gueleteia, l'accusant d'être le responsable de la défaite d'Ilovaisk (17 octobre 2017). Il couvrit ensuite de coups deux policiers, dans la ville de Marioupol (4 décembre 2017), suite à l'annonce par la Cour d'Appel de la ville, d'arrêter deux volontaires des bataillons spéciaux convaincus de vols et d'escroqueries.

Son parcours de violences et de coups distribués généreusement, ne pouvait finalement que l'éliminer du paysage public de l'Ukraine. S'étant fait de nombreux ennemis, notamment en critiquant ouvertement Porochenko, il tomba dans un piège lors du dépôt de sa candidature, pour les élections législatives de 2019. Sa candidature fut refusée par la commission électorale centrale d'Ukraine. Ayant déposé cette dernière au tout dernier jour de la date limite fixée, il ne put déposer un recours et fut ainsi définitivement débarqué et évincé. Ayant sombré dans les limbes de l'oubli, il monta ensuite un groupe paramilitaire de… 12 fidèles, selon lui « en guerre permanente avec la Russie et tous en état d'alerte » (25 janvier 2021). Ce grand malade combat certainement contre les forces russes à l'heure actuelle… En

2020, il déclarait à propos des coups de feu tirés lors du Maïdan, qu'ils avaient ouvert le feu avec son groupe en réponse aux Berkuts (20 février 2014). Les caméras de vidéos surveillances et vidéos privées ont parlé depuis longtemps…Parasiouk avait tiré en premier sur les policiers avec ses hommes. Officiellement dans la presse occidentale, les 120 morts et 1 800 blessés sont mis sur le compte du gouvernement ukrainien de Ianoukovitch. Officiellement, le Maïdan est en Ukraine définie comme « la révolution de la dignité ». donbass-insider.com 20 avril 2022

Fabrication du consentement. Propagande quotidienne fanatique, hystérique, grotesque du camp de la guerre.

Du 20 avril, liste non exhaustive, quelques titres relevés dans la page Yahoo news uniquement.

- Volodymyr Zelensky accuse la Russie de "faire disparaître" des civils dans des "camps spéciaux" - Le HuffPost 20 avril 2022

LVOG - C'est la preuve qu'au moins la Russie ne les assassine pas froidement !

- "On vit comme une grande famille": une mère et sa fille réfugiées dans le métro de Kharkiv depuis 52 jours témoignent - BFMTV 20 avril 2022

LVOG - Dans le Donass cela faisait 8 ans !

- Offensive russe dans le Donbass: Zelensky cite l'exemple d'une ville où "pas un seul habitant n'a survécu" - BFMTV 20 avril 2022

LVOG - Pourquoi, ils étaient tous néonazis ?

- Le camp de concentration de Mauthausen ne veut pas de responsable russe à sa prochaine commémoration - BFMTV 20 avril 2022

LVOG - Normal, le IIIe Reich est de retour en Allemagne !

Haut de page

Le 22 avril 2022

Avis d'arrêt du portail le 24 avril 2022.

Un processus infernal et cauchemardesque conduisant à la folie et à l'abîme.

Internet et plus particulièrement les supports numériques permettant à chacun de s'exprimer, auront été avant tout de formidables instruments de manipulation psychologique à l'insu des hommes.

Contrairement à ce que certains ont affirmé au départ, ils n'étaient pas destinés à leur faire croire que la société serait devenue soudainement plus démocratique ou plus libre, non, l'objectif était beaucoup plus profond et radical. Ils devaient leur permettre d'exprimer inconsciemment leurs pulsions refoulées sans garde-fous, un peu à la manière de ce qu'on pourrait trouver dans un asile d'aliénés où chaque pensionnaire serait livré à lui-même sans aucun contrôle ni aucune limite, créant ainsi une atmosphère de chaos généralisée dont les acteurs malgré eux ignorent la nature et les aboutissants, ni qu'ils sachent comment en sortir, et dont les conséquences seraient instrumentalisées par ceux qui étaient aux commandes des manettes de cette machine infernale.

Les dégâts ou désordres, déséquilibres psychologiques qui allaient en découler, on peut les observer quotidiennement à travers les réactions totalement incohérentes de la population, qui nuisent à ses intérêts fondamentaux ou menacent même son existence.

Avant, la population croyait ce qu'on lui avait inculqué au cours de son enfance ou elle s'était constituée un socle de connaissances (et de valeurs, de principes, de règles de vie), par le canal des parents et des anciens, de l'école ou des manuels scolaires, de la presse écrite ou d'ouvrages littéraires spécialisés, d'autorités diverses qui exerçaient un pouvoir sur elle ou influençait la manière de penser et de se comporter de chaque futur citoyen, de sorte qu'arrivé à l'âge adulte il adopterait ou reproduirait le mode de penser et le comportement (discipliné et servile) des générations antérieures.

Donc, les connaissances que le peuple acquérait relevaient plutôt de croyances communément admises ou qui s'étaient incrustées profondément dans le cerveau des hommes, au point de croire -une fois de plus, qu'elles y avaient toujours figurés ou qu'une place spéciale leur était réservée depuis leur naissance, de sorte qu'elles étaient pour ainsi dire incontestables, et par la suite il serait très difficile de les en déloger. C'est ainsi que ces connaissances se transmirent de génération en génération, tout en faisant inévitablement l'objet de nombreux apports et un grand nombre de modifications au fur et à mesure du développement économique et des sciences qui devait forcément l'accompagner.

Pour autant, au cours de ce processus à la fois social et psychologique, les rapports ne changèrent guère entre les différents acteurs, la hiérarchie qui existait au sein de chaque rapport social fut préservée, l'autorité que les uns exerçaient sur les autres connurent certes des modifications, mais elle demeura fondamentalement incontestée.

Dit autrement, les rapports sociaux (d'exploitation) qui structuraient l'ensemble des rapports dans la société , conditionnaient la hiérarchisation ou la répartition des pouvoirs, qui allait déterminer le statut social, la place et le rôle dévolue à chacun, de sorte que les modifications que connaîtraient le mode de penser et le comportement des membres des différentes classes, ne pouvaient être que limitées

puisqu'elles se heurteraient à ce cadre qui leur était imposé, et qui résistera jusqu'au début des années 2000.

Traduit sur le plan politique, on peut dire que le rapport de force entre les classes qui connut certes des fluctuations importantes entre la période de l'après-guerre et le début des années 2000, demeura fondamentalement inchangé. Le régime en place résista ou à aucun moment l'ordre établi ne fut réellement menacé par une révolution, contrairement à ce que les opportunistes ont voulu faire croire pour justifier leur théorie gravée dans le marbre ou leur épouvantable dogmatisme.

Par la suite, la crise du capitalisme mondial s'approfondit dans des proportions telles qu'elle se répercutera sur tous les rapports sociaux dans la société, mais pas n'importe comment.

Elle se traduisit notamment par une multitude de nouvelles guerres et coups d'Etat, etc., sans pour autant parvenir à contenir cette crise qui allait atteindre jusqu'aux fondements du capitalisme, qui pourrait à terme menacer son existence...

Les sommets de la classe dominante, l'oligarchie financière anglo-saxonne, s'employèrent pendant des décennies à infiltrer et gangrener, corrompre toutes les institutions, créer ou financer un puissant réseau d'officines sur tous les continents, qui allaient adopter son idéologie et ses objectifs, en y associant une multitude d'acteurs sociaux ou politiques, de manière à pervertir la lutte de classe des masses et par la suite les inclure à leur tour dans ce processus machiavélique, cette fois à leur insu.

Mais pour mener à bien leur opération à l'échelle de l'ensemble de la société et du monde entier, pour parvenir à instaurer un régime mondial totalitaire, ils devaient aller beaucoup plus loin.

Il leur fallait briser absolument tous les rapports sociaux qui jusqu'alors s'étaient imposés au sein de la société au fil des siècles ou des millénaires, hormis évidemment ceux sur lesquels reposaient leur domination de classe, l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour ce faire, il fallait parvenir à dresser tous les éléments de la société de toutes les classes les uns contre les autres, qui devraient se livrer à un affrontement quasi-permanent ou à une guerre sans fin sans toutefois remettre en cause le système d'exploitation, répétons-le. Il ne suffisait plus d'y préparer psychologiquement les masses en leur faisant miroiter un hypothétique avenir meilleur. Il fallait qu'elles deviennent les acteurs de leurs propres sacrifices ou pertes, ce qui permettrait au passage de discréditer, réduire au silence, de neutraliser, de faire disparaître les différents opposants à cette machination, jetés en pâture à l'opprobre publique, tâche inconcevable, mais en pratique tout à fait irréalisable, il existe des antécédents dans le passé qui le prouvent amplement.

Ce tableau rapidement brossé ne serait pas complet, si on omettait leur entreprise de démolition systématique de toutes les connaissances acquises , qu'ils estiment soudainement ou arbitrairement obsolètes sans pouvoir justifier scientifiquement leurs assertions, n'hésitant pas à soutenir des théories reposant sur des falsifications grossières pour évincer toutes celles qui les embarrassent ou contredisent celles qu'ils ont retenues, sur le climat, un virus, un médicament, un aliment, etc.

Leur triomphe signifierait la victoire du nihilisme auquel l'immense majorité de la population s'est ralliée sans le savoir la plupart du temps, qui consiste à relativiser toutes les connaissances, au point que rien ne serait susceptible de parvenir à la connaissance ou à la conscience des hommes, qui seraient condamnés à l'ignorance indéfiniment, ce qui est particulièrement pratique en politique quand on les destinent à vivre sous le pire régime de servitude qui soit.

La guerre totale à la société, la confusion extrême ou le chaos qui prédomine ne peut profiter qu'à ceux qui détiennent tous les pouvoirs et qui entendent bien les conserver et les imposer indéfiniment au reste de la société, sa principale victime est l'alternative au capitalisme, le socialisme dans lequel plus personne ou presque ne croit.

Autrefois, certes nos idées et nos comportements reposaient sur des connaissances plus ou moins correctes ou plutôt des croyances communément admises ou collectivement partagées, puisque par la suite on n'allait que rarement prendre le temps de les vérifier pour savoir si elles étaient fondées ou non, dans bien des cas on n'en aurait pas les moyens par manque de curiosité ou d'intérêt, et on allait les conserver telles quelles une bonne partie de notre vie sinon jusqu'à notre dernier souffle à tord ou à raison.

Toujours est-il qu'on entamait notre vie d'adulte bardés de connaissances, de valeurs, de principes, de croyances, etc. qu'on pourrait passer plus tard au crible de notre esprit critique pour peu qu'on l'ait développé en fonction de nos propres expériences. Ils nous servaient de référence cognitive pour forger notre mode de pensée. Ils reposaient sur des données ou des expériences, des preuves matérielles ou des témoignages, qu'on pouvait analyser afin de parvenir aux mêmes conclusions ou en émettre d'autres en fonction de nos découvertes, de la profondeur de notre réflexion, de l'intensité de notre concentration, pour peu qu'on considère qu'aucun état de la matière n'est immuable.

Mais dès lors qu'on a un mode de pensée qui repose sur rien ou des sables mouvants, qu'on ne peut pas justifier, il n'est plus possible de comparer quoi que ce soit, non seulement on ne peut plus se forger des connaissances, on ne peut plus en acquérir de nouvelles, on ne peut plus progresser, on n'est plus en mesure d'évaluer celles qui sont scientifiquement valables, et celles qui relèvent de la charlatanerie ou de l'escroquerie intellectuelle, au petit bonheur la chance on va en arriver à croire n'importe quoi, et c'est justement ce qui arrive de nos jours.

Qu'il y ait autant d'interprétations d'un phénomène ou d'un évènements qu'il y a d'individus, on peut facilement le concevoir, c'est même préférable, mais il y en aura forcément une qui en fonction des connaissances acquises au moment où l'on parle, qui s'accordera le plus avec ce qu'on aura pu observer ou reproduire lors d'expériences. C'est ce qu'on appelle aussi la réalité ou la vérité, qui sera relative ou qu'on tiendra pour absolue aussi longtemps qu'on ne sera pas parvenu à démontrer le contraire, voilà ce qui constitue le socle de nos connaissances scientifiques en physique, chimie, biologie, etc. mais aussi en histoire.

Ce n'est pas parce qu'au cours d'une recherche, on part du principe qu'il nous reste encore tout à apprendre et une multitude d'hypothèses à étudier et à découvrir, qu'on ne saurait rien ou qu'on n'aurait jamais rien appris, sinon les sciences n'auraient jamais progressé et la société des hommes non plus.

Avec Internet et les réseaux dits sociaux, ils ont instrumentalisé les masses afin de corrompre tous les esprits, perturber leurs fonctionnements psychologiques, de sorte qu'elles en arrivent à tout confondre, à ne plus savoir où elles en sont, à ne plus croire en rien ni en personne, elles ne rendent pas compte qu'ils leur sont devenus indispensable parce qu'ils pensent à leur place, décident à leur place, elles se retrouvent ainsi déposséder de tout instrument logique, et de fait leur comportement ne peut qu'aller à l'encontre de leurs intérêts, cela on peut l'observer quotidiennement.

Partant de là, il va de soi que de mon trou en Inde, quoi que je dise ou fasse, je n'étais pas de taille à lutter contre un tel phénomène généralisé.

Il faut dire aussi que mon portail était connu uniquement ou presque, que par une frange de travailleurs qui ne pouvaient qu'être hostiles au développement de mes idées, je veux parler des militants qui figurent parmi les plus bornés, et donc parmi les plus à même d'être influencés par la propagande officielle, on l'a vu en 2020-2021, adeptes de la pandémie, de la muselière, de la piquouse et maintenant de l'agression russe de l'Ukraine, et j'en passe, wokes ou partisans de la cancel culture, etc. c'est abominable et incurable parvenu à ce niveau-là de décomposition ou de schizophrénie.

Quand à mes autres lecteurs, j'ignore qui ils sont, je le devine un peu, parmi eux certains sont farouchement hostiles au socialisme. Il n'en existe qu'une toute petite poignée qui partageaient réellement l'essentiel de mes idées, mais comme ils n'ont aucune expérience de la lutte de classe ou ils sont trop âgés pour militer, je ne pouvais pas compter sur eux pour développer ce courant politique. C'est surtout à eux que je pense, ils ne m'en voudront pas de cesser cette activité politique, au passage, merci à Christine pour son message affectueux et plein de bon sens.

- Cette causerie au format pdf (pages)

POLITIQUE

Totalitarisme. Votez Macron, extrême droite, au temps du fascisme.

- Après son soutien à Marine Le Pen, Delphine Wespiser exclue de Fort Boyard ? Le verdict est tombé ! - Programme TV 21 avril 2022

En complément. Qui a dit ?

« *Les grandes masses sont aveugles et stupides […]. La seule chose qui soit stable, c'est l'émotion et la haine* »

Réponse : Macron, non, Le Pen, non mais vous brûlez : Adolf Hitler.

Je n'ai jamais lu Mein Kampf, à en parcourir des passages dans des articles, j'ai cru y reconnaître une partie de la propagande de Macron, Biden, Johnson, Bennett, on enlève ce qui figure sur la race, le reste pourrait figurer dans un de leurs discours.

Du ministère de la Désinformation ou pourquoi les Français sont-ils toujours aussi arriérés ? Réponse.

Audiences radio : Franceinfo réalise un record depuis 20 ans, Europe 1 toujours en grande souffrance - Purepeople 21 avril 2022

Quels scores ont réalisé les radios françaises sur la période de janvier à mars 2022 ? Médiamétrie vient de partager les résultats ce jeudi 21 avril 2022. Ils sont 40,17 millions d'auditeurs à l'écoute chaque jour sur différentes stations.

La station publique France Inter réunit chaque jour 6,9 millions d'auditeurs. Ce score est en hausse de près de 200 000 personnes sur un an.

RTL est toujours bon deuxième avec 5,9 millions de personnes. La station a gagné un peu moins de 100 000 auditeurs.

En troisième position, on retrouve Franceinfo qui a enregistré des audiences historiques sur ces 20 dernières années. La station a en effet réuni 5,5 millions de fidèles chaque jour, ce qui représente une progression de 600 000 personnes sur un an et même de 800 000 depuis fin 2021.

NRJ préserve sa place de quatrième avec 4,5 millions d'auditeurs au quotidien. La station musicale est suivie de près par Skyrock qui reste stable également avec 3,4 millions d'amateurs de rap et de R&B. Nostalgie a de son côté passionné 200 000 curieux de plus sur le dernier trimestre et en compte désormais 3 millions. Radio Classique n'était pas en reste en séduisant 38 000 personnes supplémentaires sur ses ondes, passant ainsi la barre du million d'auditeurs chaque jour. Ce qui la place devant France Musique et ses 987 000 fidèles.

A la fin du classement, on retrouve RMC, en légère baisse et comptant 3,2 millions de fidèles chaque jour. Elle passe néanmoins devant France Bleu et ses 3,1 millions de fans. Et c'est encore une fois Europe 1 qui clôture le bal. La station est un peu plus en retrait et atteint un nouveau triste record historique avec 2,2 millions d'auditeurs. Purepeople 21 avril 2022

Propagandaministerium. Le ministère de la Propagande du IIIe Reich reprend du service.

Un service secret allemand opère 17 000 modifications sur Wikipedia - Réseau Voltaire 20 avril 2022

Le Frankfurter Allgemeine Zeitung révèle que l'Office fédéral de la sécurité de l'information (BSI) —qui supervise aussi bien les données internet des services secrets extérieurs (Office fédéral de la sécurité de l'information - BND) que des services intérieurs (Bundesverfassungsschutz — BfV— a opéré 17 000 modifications sur le site Wikipedia.

On savait déjà que Wikipedia est supervisé au niveau mondial par un groupe d'« anciens » agents du MI6 britannique et que le gouvernement israélien modifie tous les articles relatifs à l'histoire, aux pays et aux acteurs du Moyen-Orient, mais le quotidien révèle que des fonctionnaires allemands y ont placé leur propre idéologie.

Ainsi ont-ils modifié non seulement des articles relatifs à des enjeux politiques (comme la question de l'approvisionnement en gaz russe), mais aussi contre diverses personnalités et contre les journalistes en général.

« Beamte belagern Wikipedia : Sie schreiben über Habeck und den NSU und beleidigen Journalisten », Marvin Oppong, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 8. April 2022.

https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/medien/wikipedia-beamte-schreiben-ueber-habeck-und-beleidigen-journalisten-17942434.html

---

La crise du capitalisme est incompatible avec le niveau de vie en occident

La démolition contrôlée de l'Occident - reseauinternational.net 21 avril 2022

Le déclin de l'Occident se produit sous nos yeux, en ce moment même, mais il sera dévastateur pour bien plus de lieux que l'Occident lui-même. Ne vous méprenez pas, ce qui se passe est une démolition contrôlée conçue par l'élite. La dernière fois (bien sûr, ce n'est qu'un bref rappel de l'histoire) que nous avons vu quelque chose de similaire, c'était à la fin de l'Empire britannique et lors de la montée des États-Unis.

Par exemple, lorsque la République de Venise était en déclin, l'élite s'est simplement déplacée vers le nord, à Amsterdam, dans certaines parties de l'Allemagne actuelle et dans ce qu'on appelle la City de Londres. Ils n'avaient pas besoin de défendre le territoire dans lequel ils vivaient. Ainsi, lorsqu'une place n'a plus le contrôle des principales routes commerciales, elle devient inutile pour l'élite. Lorsque la « découverte » de l'Amérique a rendu la République de Venise obsolète (elle ne pouvait plus contrôler les routes les plus importantes du commerce/du pillage), l'élite vénitienne a alors déménagé à Amsterdam. Et vers la City de Londres, qui est devenue le noyau de l'empire britannique qui a longtemps eu le contrôle des routes commerciales du monde. Et lorsque l'Empire britannique est devenu obsolète, l'élite s'est déplacée aux États-Unis, qui sont devenus une superpuissance mondiale. Et les États-Unis ont très bien joué le rôle de puissance hégémonique mondiale. Mais comme on dit, toutes les choses ont une fin à un moment donné et nous y sommes.

Ainsi, lorsque la Belt & Road Initiative de la Chine est entrée en jeu, les voies maritimes américaines contrôlables n'étaient soudain plus les lignes majeures de la vie commerciale/économique (ou du moins n'étaient plus les plus importantes) pour le commerce mondial. Nous pouvons ajouter ici au moins la Route de la soie polaire, le projet ferroviaire PAKAFUZ, le NSTC (North-South Transport Corridor)… qui ne peuvent plus être contrôlés par les États-Unis et leurs alliés. Cela signifie que l'élite n'a plus besoin des États-Unis et que quelque chose de nouveau doit remplacer les States pour que l'élite reste aux commandes. Pour conserver ce contrôle qui était en jeu au cours des dernières décennies, le prix à payer était énorme. Que ce soit sous la forme de vies humaines à travers les guerres, ou de dettes accumulées qui ne peuvent plus être cachées, et encore moins remboursées. Et surtout maintenant, alors que le pétrodollar perd à son tour le contrôle des flux, les options sont de plus en plus rares. Mais cela ne signifie pas que les États-Unis ou l'Occident sont finis pour de bon. Cela signifie simplement que les gens ordinaires de l'Ouest seront coincés avec beaucoup de dettes et de chaos. L'élite (par élite, j'entends quelques familles qui contrôlent l'humanité non seulement financièrement, mais qui essaient aussi de contrôler notre évolution mentale) a un nouveau plan. Ils n'ont plus besoin de grands États, encore moins d'États souverains, mais de petites entités facilement contrôlables.

Pour y parvenir, ils doivent balkaniser les régions. Mais pas seulement la balkanisation de l'Europe de l'Est, des Balkans, de l'Asie centrale, du Moyen-Orient… Mais aussi la balkanisation des États-Unis et de l'UE. Les États d'aujourd'hui ne sont plus durables ni même nécessaires. L'époque où des armées massives ou de grandes flottes navales étaient nécessaires est révolue. Ma prédiction est donc que nous verrons les États-Unis s'effondrer. Lentement mais sûrement, certaines parties des États-Unis (notamment la Floride, le Texas…) vont s'effondrer. Les cercles de l'élite travaillent à établir l'infrastructure de base pour ce scénario. Le fossé entre les États américains va devenir de plus en plus grand et ce n'est pas une coïncidence.

Cependant, il s'agit d'une démarche délibérée de l'élite pour poursuivre le processus d'installation du « Nouvel Ordre Mondial » qui se situera essentiellement dans le cyberespace, dans l'espace… Et elle ne sera pas gérée par des États, mais par des entreprises privées et par des personnes qui ne connaissent aucune allégeance étatique, de sorte qu'elles peuvent facilement se déplacer dans d'autres parties du monde. Ne laissant derrière elle que destruction et dettes. Pour cela, ils ont besoin de balkaniser le monde face à des pays qui restent encore nationaux et souverains et qui seront posés comme les principaux ennemis. Pour y parvenir, ils sont prêts à tout, si nécessaire, ils tueront la moitié de l'humanité. C'est un jeu ancien et ils sont passés maîtres dans l'art de le jouer. reseauinternational.net 21 avril 2022

DOSSIER URAINE

Le mythe d'Holodomor et la crise alimentaire globale - reseauinternational.net 21 avril 2022

Bien que la famine en Ukraine et dans d'autres parties de l'Union soviétique, ait été causée en partie par l'échec des politiques de collectivisation agricole et que l'URSS ait tenté d'y remédier, c'est l'Union qui a été accusée, créant ainsi un mythe qui est devenu l'histoire

fondatrice du nationalisme ukrainien : le Holodomor.

Le gouvernement soviétique a beaucoup fait pour atténuer la famine en Ukraine, en réduisant drastiquement les exportations de céréales et en suspendant les achats de céréales dans les zones les plus touchées.

L'une des croyances répandues parmi les « nationalistes » ukrainiens, est que le gouvernement soviétique a délibérément affamé le peuple ukrainien dans les années 1930, ils ont donné un terme prétentieux à cet évènement : l'Holodomor.

L'Holodomor est un mensonge

Il n y a pas de preuve soutenant l'affirmation que le gouvernement soviétique aurait délibérément affamé à mort des millions d'Ukrainiens comme forme de répression politique. Au contraire, il y a des preuves considérables prouvant que la famine s'est produite dans de nombreuses régions d'Union soviétique entre 1932 et 1933. Le Kazakhstan, la région de la Volga et même des parties de la Sibérie ont fait l'expérience de la famine à cette époque.

Le mythe ukrainien du Holodomor est utilisé par des voyous pseudo-nationalistes contre la Russie dès la guerre Froide depuis que l'agent du MI6 et pseudo historien Robert Conquest a travaillé comme propagandiste pour le « Bureau de recherche d'informations » britannique.

Conquest est devenu l'historien officiel de l'URSS et a été libre d'implanter n'importe quel récit dans la presse qui attaquerait ou diffamerait l'Union soviétique. Conquest n'a jamais apporté des preuves à ses affirmations, sinon les affirmations de collaborateurs anciens nazis et criminels de guerre en exil aux États-Unis et au Canada.

Le professeur Mark Tauger est un historien de l'Université de Virginie-Occidentale. C'est un expert mondial de l'histoire agricole. Il a conduit des recherches importantes sur le supposé Holodomor. Sa conclusion est que les affirmations de génocide sont simplement fausses. Il démontre en fait que le gouvernement soviétique a beaucoup fait pour atténuer la famine en Ukraine, réduisant drastiquement les exportations de céréales et suspendant les achats de céréales dans les zones les plus touchées.

Le mauvais temps a été un facteur majeur dans la mauvaise récolte de 1932-33. Tauger ne tente pas de défendre le gouvernement soviétique. Il pense que la famine venait en partie de l'échec de la collectivisation de l'agriculture dans l'Union soviétique.

On peut lire une grosse partie du travail de Tauger sur la famine ukrainienne sur internet, et les sources sont vérifiées. Il a pu se tromper. Staline aurait vraiment eu un plan pour assassiner des millions de gens mais en absence de preuve, c'est extrêmement peu probable.

Mais l'absence de preuve n'est jamais une preuve d'absence pour les historiens du collectorat occidental libéral et conservateur.

La popularité du mythe du Holodomor en occident est tout simplement alarmante. Des libéraux anti-communistes aux patriotes de droite, l'Holodomor est désormais pratiquement une idée reçue.

Cependant, de nombreux dissidents en Occident affirment que la bureaucratie veut cacher l'Holodomor. Ils affirment que nos élites « communistes » ne veulent pas qu'on en sache plus sur le sujet.

Rien n'est plus éloigné de la réalité. Depuis de nombreuses décennies désormais, l'Holodomor est régulièrement abordé par la grande presse mensongère, du Monde au Washington Post.

L'hypocrisie des dissidents de droite

De nombreux historiens et activistes de droite contestent des crimes qui sont officiellement attribués aux régimes fascistes et nazis des années 1930 et 1940. Parmi ces historiens, nombreux sont ceux qui ont été mis en prison car leurs recherches ne corroboraient pas l'opinion officielle de l'État. Rien que cela indique ce qu'on doit savoir sur la liberté d'expression en Europe. On est libre d'exprimer des opinions « reçues » et sanctionnées par l'État et rien d'autre.

Mais un grand nombre de ces historiens « de droite » et leurs lecteurs n'ont pas de problème pour accepter l'opinion répandue sur l'Holodomor. Ils ne semblent pas voir la contradiction dans le fait que le Parlement européen, l'Organisation pour la Sécurité et la Cooperation en Europe (OSCE), et d'autres organisations mondialistes, ont toutes publiquement reconnu l'Holodomor, comme un génocide stalinien. C'est quelque chose d'assez étrange de la part d'un régime qu'on dit « communiste » tel que l'Union européenne, n'est-ce pas ?

En fait, c'est fort probable maintenant que « sauver l'Ukraine » est devenu le mot de passe pour le politiquement correct, mais cela ne semble pas troubler les commentateurs de droite sur le mythe de l'Holodomor car la complexité n'a jamais d'importance pour bon nombre d'entre eux. La psychopathologie de l'histoire qui considère chaque désastre, injustice, ou crime perpétré en URSS comme « faisant partie du plan de Staline » est bien trop confortable pour être délaissé au profit de choses aussi gênantes que les faits.

Le totalitarisme français

Les Français mènent la danse en matière de transformation de l'histoire en sujet de jurisprudence. Ils ont déjà adopté des lois célèbres sur l'Holocauste. Ici, il faut admettre que les Russes eux-mêmes ont suivi le mouvement.

Depuis Janvier 2017, c'est un crime en France de questionner le récit officiel sur le génocide rwandais de 1994. Quiconque est accusé de « négationnisme » peut aller en prison pendant un an et avoir une amende de 45 000 euros. L'opinion officielle du génocide, c'est que les Tutsis ont été victimes des Hutus et que les États-Unis ne sont pas intervenus pour empêcher un massacre de masse. Cependant, des historiens comme Charles Onana et Bernard Lugan contestent cette opinion. Ils expliquent que des guerriers tutsis entrainés par la CIA et le Mossad ont envahi le Rwanda a partir de l'Ouganda, pour fournir l'accès aux ressources aux sociétés minières occidentales. L'opinion

officielle accuse les Français d'avoir aidé le « régime » hutu à se défendre contre les envahisseurs. Aucun historien respectable nie qu'un génocide a eu lieu. Ce qui est en question, c'est simplement ce qui s'est passé exactement et qui était responsable. L'opinion du gouvernement français est désormais l'opinion américaine ; toutes les autres opinions sont illégales.

C'était l'opinion officielle, c'est à dire l'opinion de la CIA, qui a été utilisée par l'ancien secretaire général des Nations unies Kofi Annan pour développer la doctrine de la responsabilité de protéger, qui permet une intervention militaire pour empêcher un génocide. Cette doctrine a été utilisée par l'OTAN pour bombarder la Libye en 2011 et a été invoquée depuis lors, dans la poursuite des intérêts occidentaux impérialistes. Des histoires officielles sont nécessaires pour la manipulation de la perception du public, si nécessaires en fait, que des lois doivent être adoptées pour criminaliser ceux qui les contestent.

À peu près à la même époque que la catastrophe soviétique, il y a eu une famine majeure au Niger. De nombreux historiens pensent que le gouvernement français n'en avait pas fait assez pour atténuer cette famine. En fait, nombreuses sont leurs politiques coloniales qui ont pu y contribuer. Mais cela n'est pas encore devenu une question légale.

Les « historiens » de la cour ne s'en sont pas encore occupés.

Cependant, des juristes ont parfois leur utilité. Prenons par exemple, le juriste français P. Guiboud-Ribaud qui avait visité les prisons soviétiques dans les années 1930 et les avait comparées avec les prisons françaises. Il a narré cette expérience dans son livre Ou va la Russie ? Son livre était populaire au sein des gens de gauche des années 1930, qui s'intéressaient au changement des relations sociales de production.

La conclusion de Guiboud-Ribaut, c'était que les conditions de vie dans les prisons et goulags soviétiques étaient meilleures qu'en France. Sans doute que ce livre rare devrait aussi être mis a l'Index Librorum Prohibitorum de l'orthodoxie libérale. Après tout, il est assez inacceptable de soutenir qu'à l'époque, la terre des « Droits de l'Homme » ait eu des standards de vie plus bas que chez ce bon Uncle Joe !

L'holodomor qui vient ?

L'histoire ne devrait pas devenir un outil politique. Si on ne nous permet pas de questionner le passé, on ne nous permettra pas de questionner le présent. C'est ce que veulent les législateurs de l'histoire. Ils veulent utiliser l'histoire pour mettre en place l'idéologie officielle de l'État. Emmanuel Macron et Joe Biden ont déclaré qu'une crise alimentaire mondiale s'approche.

Nous ne devrions pas ignorer les avertissements.

Le mythe de l'Holodomor va probablement devenir un sujet majeur cette année, alors que le ravitaillement en céréales va se réduire en résultat de la guerre en Ukraine. Le mythe de l'Holodomor va être utilisé pour faire survenir la dernière psychopathologie occidentale de conflit géopolitique : Poutine est le méchant dictateur.

Mais lorsque la nourriture va se raréfier en Occident, les gens intelligents sauront qui seront responsables : les élites malthusiennes rechauffistes mondiales qui sont obsédées par le contrôle et la réduction de la population.

Et si l'Ukraine devient la cause d'une famine globale vraiment horrible ? Que tout le monde emploie un mot ukrainien pour le décrire – l'Holodomor – serait dévastateur.

Et si nos leaders, pour détourner l'attention du fait qu'ils ont causé la guerre en Ukraine, et qu'ils veulent éliminer des portions entières de la population mondiale, commencent à prêcher sans cesse sur l'Holodomor de Staline pour accuser Poutine pour la famine mondiale ?

Éteignez vos écrans de télévision et produisez votre nourriture car bientôt le monde pourrait apprendre la véritable signification de ce mot ukrainien.

- Le génocide rwandais de 1994, et les États-Unis (II)

Fabrication du consentement. Propagande quotidienne fanatique, hystérique, grotesque du camp de la guerre.

Du 21 avril, liste non exhaustive, quelques titres relevés dans la page Yahoo news uniquement.

Mali: des "mercenaires" russes filmés par l'armée française en train d'enterrer des corps - BFMTV 21 avril 2022

LVOG - Quels corps ? Celui de journalistes de BFMTV ? Non, dommage !

Guerre en Ukraine: des photos satellites montrent de potentielles fosses communes près de Marioupol - BFMTV 21 avril 2022

LVOG - C'est à croire que même les satellites auraient le flair d'un chien policier de BFMTV !

Ukraine : Biden annonce une aide financière à Kiev et de nouvelles sanctions contre la Russie - France24 21 avril 2022

LVOG - Les détenteurs de la dette américaine paieront !

L'Espagne envoie "200 tonnes" de matériel militaire supplémentaire à l'Ukraine (Sanchez) - AFP 21 avril 2022

LVOG - Ils ont un faible pour les régimes fascistes. On ne peut pas oublier le rôle que joua la social-démocratie pour faire échouer la révolution espagnole, le refus de Blum en France de livrer des armes aux républicains espagnols, paix oblige avec Hitler, Mussolini, Franco...

Haut de page

Le 23 avril 2022

Ce sera le mot de la fin.

Inquisition, maccarthysme, fascisme, le monde détestable dans lequel nous vivons est à l'image du niveau de conscience des couches supérieures de la classe ouvrière et des classes moyennes, des plus éduqués et soi-disant instruits, corrompus par l'idéologie de la classe dominante ou dans tous les sens du terme.

Manifestement le capitalisme recelait des réserves qu'on ne lui soupçonnait pas, et on a surestimé les facultés intellectuelles ou la capacité des éléments les plus avancés parmi ces classes à prendre conscience que leur destin et celui de la société dépendait d'eux uniquement. Ces deux facteurs combinés devaient conduire à la situation actuelle inextricable dans laquelle nous sommes sans qu'aucune issue ne pointe à l'horizon, sinon la déchéance de la société et de l'espèce humaine déjà bien engagée.

Ma bonne volonté et mes bonnes intentions, l'absolue sincérité et honnêteté dont j'ai fait preuve, tous les efforts que j'ai déployés sans compter pendant 15 ans pour tenter de contrecarrer mes faiblesses ou lacunes, n'auront pas été suffisants pour contrebalancer le handicap insurmontable que constituaient mon isolement en Inde et mon impossibilité de rencontrer les sympathisants du courant politique que j'animais pour le développer. Dont acte, comme l'on dit.

Plus d'une fois je me suis accusé d'en être en grande partie responsable. Puis en examinant attentivement les prétextes qu'on m'opposait pour ne pas s'engager à mes côtés, je me suis aperçu qu'aucun argument avancé par les uns ou les autres n'avait un rapport avec mes analyses ou les positions que je défendais. Du coup j'en suis arrivé à la conclusion que je me battais à contrecourant, contre un courant idéologique aux innombrables tentacules qui étaient parvenues à coloniser en profondeur tous les cerveaux et à produire de multiples ravages insoupçonnés, de sorte qu'avec mes faibles moyens la lutte était inégale et perdue d'avance.

L'affrontement entre l'impérialisme américain et la Russie alliée à la Chine devrait avoir des conséquences économiques et sociales incalculables et peut-être incontrôlables, qui préfigurent une nouvelle offensive de la lutte de classe des exploités et des opprimés partout dans le monde, donc nous n'avons pas perdu la guerre de classes.

Nous sommes dans une mauvaise passe qui peut encore durer quelque temps, mais elle prendra fin un jour. En disant cela, j'ai évidemment à l'esprit tous ceux pour lesquels c'est une question de vie ou de mort quotidiennement partout dans le monde, à qui sont imposées d'ignobles souffrances sans qu'ils en voient la fin, sans qu'on puisse faire quoi que ce soit pour qu'elles cessent immédiatement. J'enrage littéralement ou cela me rend fou chaque fois que j'y pense. En Inde, ce ne sont pas les occasions qui manquent, croyez-moi, je dirais même que cette préoccupation est obsessionnelle, comment pourrait-il en être autrement quand on est sans cesse sollicité sans pouvoir soulager les souffrances de chacun, parce que mes moyens financiers sont très limités, cela me remplit de tristesse. Autant dire que les soucis individuels de nantis en France me laissent indifférent, eux ils ont entre les mains les solutions à leurs difficultés, qu'ils s'en saisissent, alors que les miséreux ou les serfs n'ont que leurs yeux pour pleurer, vous saisissez la différence, non, peu importe au point où nous en sommes cela n'a plus d'importance.

Nous sommes seulement orphelins d'une direction qui tarde à émerger pour nous guider vers le socialisme, et nous sommes les otages d'imposteurs qu'il faut chasser du mouvement ouvrier. Aucun compromis ne peut avoir lieu avec le capitalisme, aucun compromis n'est concevable non plus avec les opportunistes masqués qui servent ses intérêts, qui participent à ses opérations et à ses institutions, qui relaient leurs mystifications auprès des travailleurs et des militants qu'ils trompent ainsi délibérément. A bien des égards ce sont nos pires ennemis comme l'avait déclaré Lénine.

Je vous souhaite bonne chance, bonne continuation.

- Cette causerie au format pdf (6 pages)

Suicide sur ordonnance, euthanasie collective ou êtes-vous déjà en état de mort clinique ?

Dimanche ferez-vous partie de ceux qui placent un bout de papier hygiénique dans une urne quasi-funéraire ?

La liste des acteurs politiques ou sociaux, des partis, syndicats, organisations, associations, institutions qui appellent à voter Macron.

Cet article juste pour se faire une idée de la déchéance de cette société et du niveau de pourriture de ses élites. Vous vous dites après que tous ceux qui disposent du moindre pouvoir sont des ordures.

- 24 avril 2022: voter Emmanuel Macron ou Marine Le Pen ? - francesoir.fr

---

Ils vont continuer à vous pourrir la vie avec leurs machinations.

Réchauffement climatique : de mal en pis en Europe lors de l'été 2021 - Futura 22 avril 2022

La menace n'aura pas tardé

Aux Îles Salomon, les Etats-Unis mettent en garde contre toute « installation » militaire chinoise - 20minutes.fr 23 avril 2022

Les Etats-Unis ont prévenu les îles Salomon qu'ils riposteraient « en conséquence » si la Chine devait installer une « présence militaire permanente » dans l'archipel du Pacifique après la signature d'un accord de sécurité controversé, a rapporté vendredi la Maison-Blanche. 20minutes.fr/AFP 23 avril 2022

DOSSIER UKRAINE

Comment fonctionne leur propagande de guerre. Courrier international : Un média de l'Etat profond.

Guerre en Ukraine. La Russie vise le contrôle total du Donbass et du sud de l'Ukraine - courrierinternational.com 22 avril 2022

The Guardian à propos de l'armée russe : Après son revers dans le nord de l'Ukraine, où elle a échoué à conquérir Kiev ? En réalité il s'agissait d'un retrait, et la Russie n'a jamais eu l'intention de conquérir Kiev.

Un haut responsable militaire russe, Rustam Minnekaïev, a détaillé vendredi les plans du Kremlin, ne laissant aucun doute sur le fait que "la Russie envisage l'occupation permanente des territoires conquis pendant la guerre", observe le quotidien britannique. ? La Russie n'a jamais envisagé d'occuper l'Ukraine mais de récupérer les territoires dont l'immense majorité sont russophones pour les intégrer à la Fédération de Russie par la suite si la population intéressée le réclame.

Ces remarques "sont en totale contradiction avec les précédentes déclarations de Vladimir Poutine, selon lesquelles la Russie n'avait pas pour objectif d'occuper les villes ukrainiennes de façon permanente, et suggèrent que le Kremlin est en train de changer de tactique, après son offensive ratée contre Kiev", poursuit The Guardian. ? Comme on vient de le dire, c'est une vue de l'esprit destiné à faire croire que Poutine ment ou change en permanence de discours, alors qu'il a toujours tenu le même depuis 2014 ou 2007.

Pour Radio Free Europe-Radio Liberty, les commentaires de Minnekaïev constituent "la description la plus détaillée à ce jour des objectifs russes pour la seconde phase de son invasion de l'Ukraine, et représentent pour Kiev la preuve que le Kremlin mentait quand il assurait ne pas avoir d'ambitions territoriales". ? Radio Free Europe-Radio Liberty, c'est la radio de l'Etat profond, de Soros et Cie, de l'OTAN, c'est de la pure progagande made in USA.

LVOG - Ce sont des manipulateurs professionnels, ils peuvent faire croire pratiquement n'importe quoi à n'importe qui.

Ils sortent un truc qu'ils attribuent à une personne, puis ils en donnent la signification qui selon le but recherché sera ou non flatteuse pour l'intéressé, pour finalement l'encenser ou le vouer aux gémonies.

Ceux, qui ignoreront qui ils sont et de quoi ils sont capables, les croiront et se feront manipuler, c'est ainsi que fonctionne la fabrication du consentement. Et cela marche dans 9 cas sur 10 ou plus, sinon ils ne se donneraient pas toute cette peine, cela va de soi.

Il n'y a que les abrutis ou ceux qui les imitent pour penser que cela ne sert à rien, ils ont quand même bien réussi à nous imposer leur conception pourrie de la société, non ?

La bataille de Marioupol est terminée

Donbass – La bataille de Marioupol est terminée - donbass-insider.com 23 avril 2022

Le 21 avril 2022 est la date à laquelle la bataille de Marioupol a été annoncée comme terminée par la fédération de Russie. Ce sera aussi la date officielle qui sera retenue pour les futures célébrations de la libération de Marioupol. Le fait qu'environ 2 000 soldats ukrainiens soient toujours retranchés dans les sous-sols d'Azovstal ne représente désormais plus un danger, et la ville peut désormais commencer à se reconstruire.

Les 20 et 21 avril 2022, nous étions à Marioupol, pour explorer les territoires du port marchand et de l'usine Ilitcha, récemment libérés par l'armée russe et la milice populaire de la RPD (République Populaire de Donetsk). Nous y avons trouvé (sans surprise) beaucoup d'uniformes ukrainiens, mais aussi des corps de soldats ukrainiens et de civils, du matériel médical de pays de l'OTAN, des cartes militaires, et un sous-sol piégé.

Les corps qui sont sur le territoire de l'usine Ilitcha, et à proximité, sont dehors depuis au moins 10 jours, et permettent de se rendre compte de la supercherie du massacre de Boutcha. Le contraste entre l'aspect de ces corps et celui des cadavres qui jonchaient les rues de Boutcha est saisissant. L'un des corps situé dans un tunnel de l'usine Ilitcha semble être celui d'un civil, dont les mains ont été ligotées avec un bandage blanc (là aussi il y a un parallèle à faire avec les corps de Boutcha).

Un des sous-sols de l'usine était piégé, ce qui nous a empêchés de l'explorer plus avant. Dans un autre j'ai trouvé des cartes militaires

ukrainiennes montrant les positions du régiment néo-nazi Azov, et des soldats de l'armée ukrainienne dans la ville, mais aussi dans l'usine Ilitcha. Ces cartes, et les listes trouvées avec, ont été transmis à la milice populaire de la RPD.

Pendant ces deux jours, l'usine Azovstal a continué à être bombardée par l'armée russe, et malgré l'annonce de la fin de la bataille de Marioupol, ces bombardements continueront jusqu'à la reddition de tous les soldats ukrainiens qui sont retranchés dans les sous-sols de l'usine.

La poursuite des bombardements russes a pour but d'éviter qu'ils ne bombardent à nouveau les zones résidentielles de Marioupol, comme ils l'ont fait le 21 avril pendant le cessez-le-feu quotidien (organisé pour permettre aux occupants des sous-sols de se rendre en toute sécurité) alors que nous filmions le corps d'un civil mort dans la rue près de l'usine Ilitcha. Un obus de mortier tiré depuis l'usine Azovstal a atterri dans la rue où nous nous trouvions, nous obligeant à partir de manière anticipée.

Malgré ce que l'on peut lire dans la presse occidentale, et entre autre française, l'annonce de la libération totale de Marioupol, et de la fin de la bataille, malgré la présence de soldats ukrainiens dans les sous-sols d'Azovstal, n'est pas prématurée.

Si le Président de la fédération de Russie, Vladimir Poutine a annulé l'assaut de ces sous-sols, c'est parce que cela ne valait pas la peine de risquer la vie des soldats russes et de ceux de la RPD. Les soldats ukrainiens sont désormais totalement coincés. La RPD a pris le contrôle des bâtiments administratifs et de toutes les entrées et sorties d'Azovstal, d'où ses troupes surveillent désormais le territoire de l'usine en continu.

Il n'y a donc aucun intérêt à risquer la vie des soldats russes et de ceux de la RPD. Les soldats ukrainiens ne peuvent absolument plus sortir de l'usine et n'ont que deux options désormais : se rendre ou mourir de faim et de soif. D'après les données communiquées par la Russie, il resterait aux soldats d'Azov des vivres pour tenir 15 jours.

Mais au vu de l'état de certains d'entre eux, visibles sur cette vidéo que les soldats ukrainiens ont publié, je pense qu'ils ne tiendront pas aussi longtemps.

Si la Russie a renoncé à lancer l'assaut contre le dédale souterrain d'Azovtal, c'est aussi peut-être parce qu'elle espère attraper certaines personnes qui s'y trouvent, vivantes ! Ce qui a l'air d'exciter l'hystérie des dirigeants occidentaux. D'où ces articles moquant la décision russe, comme si ce que pensent les journalistes occidentaux avait le pouvoir d'énerver Vladimir Poutine pour le pousser à revoir sa décision.

Pas la peine de se ridiculiser avec ce genre d'articles sarcastiques, le sort des personnes qui se trouvent dans les sous-sols d'Azovstal est bel et bien scellé, et la bataille de Marioupol est bel et bien terminée. Les batailles de Slaviansk et Kramatorsk vont bientôt pouvoir commencer. donbass-insider.com 23 avril 2022

- Vidéo. Exploration du port de Marioupol et de l'usine Ilitcha - 20 - 21 avril 2022

Poutine annule l'assaut contre l'usine Azovstal et ordonne son siège « pour qu'aucune mouche ne passe » - reseauinternational.net 22 avril 2022

Cette annonce a été faite par le président russe Vladimir Poutine, lors d'une réunion ce jeudi 21 avril avec le ministre de la Défense russe Sergueï Choïgou. Après un compte rendu sur la situation ou cours duquel il a confirmé la libération de la ville de Marioupol, ce dernier lui avait fait la proposition de lancer d'assaut contre le site d'Azovstal. Mais Poutine l'a jugé « inopportune ».

« J'ordonne de l'annuler. Nous n'avons pas besoin d'attaquer la zone industrielle de la ville », a-t-il affirmé après avoir salué « la libération de Marioupol » la qualifiant de succès.

Poutine a réclamé en revanche que la zone continue d'être assiégée afin que personne ne passe.

« Fermez cette zone industrielle pour qu'aucune mouche ne passe », a-t-il lancé.

Appelant à préserver la vie et la santé des soldats russes, le président russe a estimé qu'il n'était pas « nécessaire d'entrer dans ces catacombes et de ramper sous terre au-dessus de ces infrastructures industrielles ».

Le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou avait auparavant informé le numéro un russe que « les forces de la Fédération de Russie, et de la République populaire de Donetsk (reconnue par Moscou) contrôlaient l'intégralité de Marioupol, à l'exception du site industriel d'Azovstal ».

Il a indiqué que plus de 2000 combattants des dernières formations nationalistes encore présentes dans la ville y sont retranchés, et a précisé qu'environ 4000 combattants ukrainiens et mercenaires étrangers avaient été éliminés lors de l'offensive russe et qu'environ 1500 s'étaient rendus. Selon lui, la situation est désormais calme à Marioupol ce qui permet d'y remettre de l'ordre.

Fabrication du consentement. Propagande quotidienne fanatique, hystérique, grotesque du camp de la guerre.

Du 22 avril, liste non exhaustive, quelques titres relevés dans la page Yahoo news uniquement.

Guerre en Ukraine: comment Poutine cache ses difficultés avec des opérations de communication - BFMTV 22 avril 2022

Mali : l'armée française accuse les mercenaires russes Wagner de manipulation au Sahel - France 24 22 avril 2022

Ukraine: l'ONU accuse la Russie de possibles crimes de guerre - Paris Match 22 avril 2022

Guerre en Ukraine : au sein de l'armée russe, les minorités ethniques et les plus pauvres sont surreprésentés - Journal du Dimanche 22 avril 2022

Au Japon, les comportements haineux vis-à-vis des Russes se multiplient - RFI 22 avril 2022

Haut de page

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 27 avril 2022

Alors que statistiquements il était déjà réélu.

LVOG - Il ne faut pas qu'on sache pourquoi, quel est le réel rapport de force entre les classes, à savoir que l'immense majorité de ceux qui travaillent et les jeunes ont voté contre Macron ou se sont abstenus, ils ne voulaient pas de Macron au Palais. Ceux qui ont voté Macron sont des vieux qu'on n'imagine pas sur les barricades, les CSP+ non plus, ceux qui émargent au-dessus de 3 ou 4.000 euros par mois, leurs rejetons, tandis que ceux qui ont rejeté Macron sont parmi ceux qui sont susceptibles de descendre dans la rue, vaut mieux pas qu'ils en aient trop conscience, cela pourrait conforter la confiance qu'ils ont en eux ou leur donner de mauvaises idées...

Ce qu'a dit Macron confirme qu'il faut retourner tout ce qu'ils disent pour avoir la vérité, et cela dans tous les domaines.

Cela dit, il y a tout de même quelque chose de vrai dans ce qu'il a dit, à lire plus loin.

"Nous n'avions statistiquement aucune chance": Macron remercie son équipe de campagne - BFMTV 26 avril 2022

Macron, mardi en fin de journée à son QG de campagne, rue du Rocher à Paris : "Ce que collectivement vous avez accompli est inédit. Normalement, nous n'avions statistiquement, historiquement, aucune chance. Aucune chance. Mais nous l'avons fait", a lancé le dirigeant, en rapport au fait qu'aucun président de la Ve République, hors période de cohabitation, n'avait été réélu pour un second mandat. BFMTV 26 avril 2022

Macron perd près de deux millions de voix et plus de sept points et demi par rapport à 2017. Un recul constaté dans une large partie des communes françaises - plus de 32.000. BFMTV 26 avril 2022

JC - Il est ultra minoritaire en fait, 34,4% d'abstentions, votes blancs ou nuls, 41% pour Le Pen, on arrive déjà à 75% d'opposants potentiels, et une grande partie des 58% qu'il a récoltés étaient destinés à "faire barrage" à l'extrême droite uniquement. Si on retire les électeurs habituels de l'extrême droite, entre 10 et 15% peut-être, en considérant que ceux qui ont voulu "faire barrage" à l'extrême droite représentaient entre 15 et 20% des électeurs de Macron au 2e tour, il était sûr d'être réélu parce que la propagande tout azimut ou le matraquage médiatique allait forcément influencer des millions d'électeurs qui voteraient pour lui, dans le cas contraire, effectivement statistiquement il était battu. Comment cela ?

C'est simple, si on s'en tenait à la composition du corps électoral, il aurait dû avoir entre 5 et 7 millions de voix de plus, au minimum 20 millions, il en obtenues 18, ce qui signifie qu'une partie des électeurs qui lui étaient acquis n'ont pas voté ou pas voté pour lui.

Au premier tour, il n'avait obtenu que 9 783 058 de voix, les voix de la droite étant diluées entre plusieurs candidats, et pour le second tour il ne pouvait compter que sur un report que d'environ 5 à 6 millions de voix provenant des électeurs des autres candidats de droite (inclus les 3/4 du PS et 1/2 de EELV) pour arriver péniblement à environ 15,8 millions, donc ce n'était pas gagné d'avance effectivement. L'échange de courriels cordiaux entre Macron et Mélenchon entre les deux tours contribuera à combler le manque à gagner

Les 2,9 millions de voix manquantes pour arriver au 18 779 811 obtenus au second tour, seront apportés par les électeurs de Mélenchon. Dans une consultation organisée par l'Union populaire, 33% avaient indiqué qu'ils voteraient Macron au 2e tour, soit 33% de 7 712 520, soit 2 545 131, Macron incapable de mobiliser son électorat privilégié parmi les vieux, c'est Mélenchon et son Union populaire de merde qui s'y colleront.

Dans mes calculs, j'ai tenu compte qu'une partie des électeurs du PS (1/4) et d'EELV (1/2) ne voteraient pas malgré tout pour Macron, idem pour la moitié des électeurs de Zemmour, de Dupont-Aignan et Jean Lassalle, un quart de Pécresse.

Quand je caractérisais de droite LFI et tous les partis de gauche, je n'exagérai pas, loin s'en faut, ils sont tous bien pire que ce qu'on pense.

Ce sont vraiment des ordures, des imposteurs, des prostitués, la preuve.

"Ni ralliement, ni hégémonie": Quatennens assure vouloir "le rassemblement" de la gauche aux législatives - BFMTV 26 avril 2022

Le coordinateur de la France insoumise tend la main au Parti socialiste en vue des élections de juin prochain, tout en posant ses conditions. BFMTV 26 avril 2022

Ils falsifient la réalité pour cautionner les institutions de la Ve République.

Adrien Quatennens, sur une majorité aux législatives: "Quand vous voyez les résultats de l'élection présidentielle, c'est possible" - BFMTV 26 avril 2022

Ce parti était infréquentable, de droite, anti-ouvrier et antisocialiste, depuis plus d'un demi-siècle, ils le disent eux-mêmes.

Législatives: démissions au Parti socialiste à l'approche des négociations avec la France insoumise - BFMTV 26 avril 2022

Laurent Azoulai a adressé une longue lettre à Olivier Faure pour lui annoncer sa démission du parti.

Un courrier dans lequel il indique que la décision prise par le Conseil national du Parti socialiste de voter une résolution en faveur d'une discussion avec l'ensemble des partis de gauche - dont la France insoumise - le "conduit à démissionner du PS après 48 années de bons et loyaux services".

"L'insoumission est un terme insupportable en ce qu'il signifie ne pas respecter ni la loi de la démocratie, ni les lois de la République (…) Pour moi, les dirigeants de ce parti ne sont plus des concurrents, voire des adversaires, voire pire!", peut-on également lire, dans cette lettre qu'a pu consulter BFMTV. BFMTV 26 avril 2022

Ils osent tout. Après avoir " tout fait" pour que Le Pen arrive au second tour... en 2002

"Il a joué avec le feu": pour Jospin, Macron "a tout fait" pour que Le Pen arrive au second tour - BFMTV 26 avril 2022

Alors que tout indique qu'elle est acquise d'une manière ou d'une autre.

JC - Ce qui est en jeu, c'est la légitimité de Macron, mais surtout des institutions de la Ve République, il faut sauver les apparences...

Sondage : 61% des électeurs ne veulent pas donner de majorité à Emmanuel Macron - Publicsenat.fr 26 avril 2022

Il se pourrait donc qu'il doive gouverner avec une majorité hétéroclite à l'Assemblée nationale. Publicsenat.fr 26 avril 2022

JC - Ce serait peut-être pire encore, puisqu'ils sont tous dans la surrenchère dans ce cas-là pour se faire remarquer ou bien voir du despote ou ses lieutenants.

Ce qu'ils craignent le plus, c'est le rejet massif des institutions et du régime. Car une fois que le verrou de sa légitimité a sauté, il ne reste plus rien pour le protéger, ce qui signifie qu'à partir de ce moment-là tous les scénarios sont possibles, y compris que les masses trouvent la voie du socialisme ou envisagent une issue politique incluant la disparition du régime, et pourquoi pas s'organisent sur une base politique saine... Sinon, il ne reste plus qu'à se résigner au triste sort qui les attend, mais dans ce cas-là on sait que 100% ne se résigneront jamais, il suffit que quelques pourcents cherchent et trouvent cette voie pour entraîner les masses au combat.

J'ai eu l'occasion de lire des articles sur ce sujet, où il était démontré que les auteurs de ce qui avait été appelé les révolutions de couleurs ou des fleurs, les printemps arabes avaient tablé et bénéficié au départ d'une mobilisation que de 3 à 4% pour déstabiliser et renverser des régimes établis de longue date après avoir entraîné à leur suite des millions de citoyens, ils expliquaient que c'était amplement suffisant.

C'est sur ce modèle que sont construites les organisations qui se mobilisent sur la question du climat, par exemple Fridays For Future et Extinction Rebellion. Elles se veulent pacifistes, ce sont des créatures de l'oligarchie et financées par elle comme je l'ai montré dans les causeries... Elles servent à faire avancer son agenda (le Great Reset et le Green New Deal) en tentant d'y associer les masses, en vain, plus particulièrement la jeunesse, plus malléable ou influençable, à faire pression sur les gouvernements qui n'en veulent pas pour qu'ils l'appliquent, et en occident pour cautionner le ralliement de leur gouvernement ainsi que tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche, le tout orchestré par les médias qu'ils ont achetés.

Il suffirait donc que quelques centaines de milliers de travailleurs se regroupent dans un parti réellement socialiste et révolutionnaire, pour modifier de fond en comble la perspective politique et envisager sérieusement une révolution politique et sociale. Tu remarqueras que je n'ai pas dit que cela modifierait la situation ou le rapport de force entre les classes ou quoi que ce soit dans un premier temps, non, chaque chose en son temps, sans sauter par-dessus des objectifs qu'il faudrait commencer par réaliser.

Il suffit d'un dirigeant charismatique, sincère, honnête, qui inspire confiance, qui aille droit au but, qui sache parfaitement de quoi il parle, qui ne se soit jamais corrompu, qui maîtrise le marxisme comme personne, qui ait une connaissance encyclopédique de l'histoire pour bien faire, et le tour est joué, sauf qu'on n'a pas encore dégoté cette perle exceptionnellement rare. Marx et Engels maîtrisaient 9 langues, les mathématiques supérieurs, la physique et la chimie, la biologie, etc. la philosophie et l'histoire mondiale par cœur, c'est juste pour donner un ordre d'idée. Lénine aussi sera polyglotte dans une moindre mesure, et abordera tous ces domaines en montrant une connaissance profonde ou étendue que Trotsky possédait à un niveau moindre, bien qu'il disposait des compétences pour traiter tous ces sujets comme il l'a démontré avec plus ou moins de succès. Nous à côté nous sommes des nains ! Autant dire qu'aucun dirigeant d'extrême gauche ne leur arrivera à la cheville.

Pire, j'ai écouté l'historienne qui vient du PC, Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine de l'Université Paris VII, cette femme est brillante, quelle érudition sur l'histoire des XIX et XXe siècle ! Elle est au PRCF, stalinienne. Je suis admiratif, un puits de références historiques inépuisables, on apprend une multitude de choses en l'écoutant, c'est vraiment passionnant, à cause d'elle je vais me coucher vers une heure ou deux du matin ! J'ai écouté plusieurs conférences de l'historien Jean-Jacques Marie du POID, donc trotskyste, lui aussi il est très âgé, plus de 80 ans maintenant, il rabâche toujours les mêmes évènements, à côté de Lacroix-Riz son argumentation est pauvre, cela en est affligeant, alors que je le trouvais sympathique, c'est embarrassant, mais pas surprenant au bout du compte.

Il faut aussi se méfier de ce que raconte Lacroix-Riz, non pas qu'elle fabulerait, tout ce qu'elle dit est référencé, c'est son interprétation ou ses explications qui parfois ne collent pas avec la réalité. Je l'ai prise en défaut à deux reprises au cours d'une intervention, c'est gênant, car du coup je me dis qu'elle raconte sans doute des salades ailleurs sans qu'on s'en aperçoive cette fois.

Tout dépend chaque fois quelle importance on va attribuer à chaque évènement rapporté, selon qu'on le surestimera ou sous-estimera, on pourra lui faire dire le contraire ou tout et n'importe quoi. Ce qui veut dire qu'avant de se faire une idée définitif sur un point précis d'histoire ou un évènement, il faut absolument en connaître le contexte, ainsi que les comportements de tous les acteurs et facteurs principaux qui le composent pendant et avant pour bien faire, c'est seulement lorsqu'on a réuni tout ce matériel qu'on peut s'aventurer à fournir une explication, avant ce sera prématuré et forcément risqué. Quand on ne peut pas se livrer à cet exercice, ce qui est habituellement le cas, on retient uniquement une version des faits parmi d'autres, sans plus, elle peut paraître crédible et s'avérer totalement erronée à l'arrivée.

Un exemple. Lacroix-Riz a dit qu'en décembre 1938, la vente par le français Schneider à l'allemand Krupp de son usine d'armement en Tchécoslovaquie, témoignait de l'abandon de la Tchécoslovaquie par le capitalisme français, ce qui est un argument stupide sachant que Hitler s'apprêtait à envahir la Tchécoslovaquie et à faire main basse sur les usines d'armement de Schneider, si j'avais été à la place de Schneider je n'aurais pas attendu un jour supplémentaire pour encaisser une somme substantielles au lieu de rien du tout.

En revanche, elle a sans doute eu raison sur le pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939 signé par Ribbentrop et Molotov au nom de l'Allemagne nazi et l'URSS sous Staline, l'URSS n'était pas prête matériellement et militairement à affronter l'armée du IIIe Reich, il fallait donc gagner du temps, et c'est ce qui justifia cet accord du côté soviétique... Evidemment, tout le monde l'interpréta comme un acte de trahison abominable ou le reniement du socialisme par Staline, à commencer par les trotskystes à la suite des social-démocrates dont ils sont les rejetons ou les clones finalement, qui adoptèrent cette version concoctée dans les chancelleries française et britannique ou encore américaine, un bon prétexte à leur propagande enragée anticommuniste et contre l'URSS. Au passage, l'URSS a disparu depuis, et le spectre du communisme s'est évaporé, ce qui ne les empêchent pas de déverser quotidiennement un torrent de haine sur la Russie et les russes en général, comme quoi leurs vieilles lubies antirusses qui datent de plusieurs siècles, ne demandaient qu'une occasion pour renaître...

Les abstentionnistes vont-ils se mobiliser pour les élections législatives ? - Europe1 26 avril 2022

Faut-il redouter le pire pour les prochaines élections législatives ? Autrement dit, un taux d'abstention record, plus encore qu'en 2017 où déjà, plus de la moitié des électeurs ne s'étaient pas déplacés pour choisir leurs députés.

Miraj n'a pas voté à l'élection présidentielle et pour les élections législatives, la question est tranchée. "Je n'irai pas parce qu'en fait, je pense que c'est déjà calculé d'avance donc je n'irai pas voter pour ça", lance-t-il.

Céline, gérante de l'établissement (un bar - JC) depuis fin janvier 2020, les législatives ne "servent à rien". "Aujourd'hui, ça ne changera rien, c'est le président qui décide, pas les députés donc ça ne m'intéresse pas", soutient-elle. Europe1 26 avril 2022

A l'internationale

Guerre en Ukraine : Gazprom suspend ses livraisons vers la Pologne et la Bulgarie - LePoint.fr/AF 27 avril 2022

Commentaire d'un abonné du Point.

- Réfléchir avant de suivre les Anywheres et les Nowheres !

La secrétaire d'État américaine Janet Yellen met en garde l'UE contre l'arrêt de l'approvisionnement en pétrole russe. Une interdiction totale des importations de pétrole brut et de gaz russe par l'UE pourrait avoir des conséquences économiques involontaires pour les États-Unis et leurs alliés occidentaux, a récemment souligné Yellen aux journalistes à Washington. Selon la secrétaire au Trésor américaine et ancienne directrice de la Réserve fédérale américaine, une telle interdiction cause plus de dégâts qu'elle n'en tirerait profit.

Bien que l'Europe doive réduire sa dépendance vis-à-vis du pétrole et du gaz russes, il convient de faire preuve de prudence "lorsque nous envisageons une interdiction européenne totale des

importations de pétrole". Yellen a convenu qu'une interdiction européenne de l'énergie augmenterait les prix du pétrole "et ne pourrait en fait pas avoir trop d'effets négatifs sur la Russie".

Ils l'ont fabriqué comme les précédentes, ils ont acquis une solide expérience en la matière en 2 ans.

Covid-19 : « La cinquième vague est arrivée » en Afrique du Sud - 20minutes.fr 27 avril 2022

Après une accalmie ces derniers mois, le coronavirus revient en Afrique du Sud. Officiellement le plus touché du continent par le Covid-19, le pays est entré dans une nouvelle vague de pandémie, a averti mardi le Centre pour l'innovation et la réponse aux épidémies (CERI). Le ministre de la Santé, Joe Phaahla, avait déjà exprimé la semaine dernière son « inquiétude ». 20minutes.fr 27 avril 2022

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 28 avril 2022.

La campagne de l'Etat profond anglo-saxon contre Modi continue. Radio France Intox ou la voix de son maître.

- Inde: une lettre ouverte demande à Modi de réagir face aux attaques contre les musulmans - RFI 27 avril 2022

En Inde, plus de 100 anciens hauts fonctionnaires viennent d'écrire une lettre ouverte au Premier ministre. Ils lui demandent de réagir pour mettre fin aux attaques croissantes contre la minorité musulmane. RFI 27 avril 2022

JC - RFI aurait une soudaine empathie pour les musulmans, c'est suspect, et pour cause. Ces anciens hauts fonctionnaires doivent tous être liés au Parti du Congrès pro-américain, puisqu'il a été au pouvoir sans discontinuer de 1948 au début des années 90... RFI ne le mentionnera pas, évidemment, sinon leur manipulation tomberait à l'eau ou leur intention inavouable serait démasquée.

RFI - Selon Shivshankar Mukherjee, ancien ambassadeur au Royaume-Uni et signataire de cette lettre, cette dérive suprémaciste risque de remettre en cause les fondements démocratiques de l'Inde.

JC - Il faut oser faire référence aux "*fondements démocratiques de l'Inde*" quand même les institutions internationales classent l'Inde parmi les pays les plus corrompus du monde, et après qu'un jour un magazine indien eut établi que s'il existait réellement une justice indépendante ou digne d'une démocratie, plus de la moitié des députés devraient être derrière les barreaux, notamment pour avoir été les commanditaires de crimes...

Sinon, bingo : Shivshankar Mukherjee avait été nommé à cette fonction en 2008 par le Premier ministre Manmohan Singh, membre du Parti du Congrès, source wikipédia.org

RFI - Presque tout le pays est ravagé par une vague de haine et l'Inde est de plus en plus gouvernée par les émeutiers.

JC - Pas vu, pas entendu ! Je reviens du marché central de Pondy, c'est calme, pas vu un policier, nulle part, alors que la grande mosquée est à deux pas.

RFI - Le gouvernement soutient que ces attaques sont isolées et menées par des groupes radicaux.

JC - C'est l'évidence même comme dans de très nombreux pays où les Américains tentent de déstabiliser les gouvernements en place ou les renverser en recourant à des ONG, milices, gangs, etc.

Dieu existe enfin ou presque, encore un petit effort !

Des blocs de construction de l'ADN dans les météorites - Sciences et Avenir 26 avril 2022

Tous les éléments constitutifs de l'ADN sont désormais retrouvés à l'intérieur de certaines météorites. Un argument de plus en faveur d'une origine exogène de la vie sur Terre.

Deux types de briques chimiques (ou de bases azotées) sont nécessaires pour former l'ADN et l'ARN. Ce sont les pyrimidines, qui comprennent la cytosine, l'uracile et la thymine et les purines comme la guanine, l'adénine ou la xanthine. Jusqu'à présent, seuls les bases puriques et l'uracile ont été identifiés dans les météorites. Cependant, plusieurs expériences menées en laboratoire et simulant les conditions interstellaires ont prouvé que des pyrimidines pouvaient aussi se former dans l'espace.

JC - Leurs expériences ont prouvé que dal parce qu'ils ne maîtrisent pas toute les "*conditions interstellaires*", ils n'en connaissent qu'une certaine quantité, donc tous cela est de la masturbation intellectuelle de chercheurs à la con, il faut bien qu'il justifie leur financement... La fin de l'article valait son poids en cacahuètes :

Sciences et Avenir - Mais si tous les constituants de la vie se trouvent dans l'espace, rien ne dit que leur apport ait été nécessaire au développement de cette dernière sur Terre : ils peuvent aussi se former in situ comme l'affirment les tenants de la biogénèse. Ce débat-là est loin d'être clos...

JC - Tout cela pour rien en somme, pas tout à fait puisqu'on a eu le droit à une petite manipulation au passage laissant supposer que l'origine de la vie sur Terre pourrait être exogène, extraterrestre. Quoi qu'il en soit, tous les éléments qui constituent la matière que l'on trouve sur la Terre sont présents dans l'univers, de quoi d'autres l'ADN et l'ARN pourraient-elles se composer, on se le demande bien !

Ils nous empoisonnent délibérément.

JC - La preuve, ils évoquent "*un risque pour le consommateur*" tout à fait légal, les trusts agro-alimentaires sont aussi mafieux et criminels que les trusts pharmaceutiques, ils ont le droit de nuire à la santé de la population en toute impunité, ou quand ils sont condamnés, ils peuvent continuer à intoxiquer la population et récidiver autant de fois qu'ils veulent, il suffit de payer une amende insignifiante et le tour est joué. On vit bien sous un régime complètement pourri et qui l'assume, c'est le propre d'un régime totalitaire qui est juge et partie.

Le HuffPost - Face aux difficultés d'approvisionnement des industriels en huile de tournesol, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a autorisé le 26 avril des "dérogations d'étiquetage". Pendant six mois, les industriels sont autorisés à modifier leurs recettes sans changer leurs emballages, avec un réexamen au bout de 3 mois.

Pas d'inquiétude cependant, "les produits qui seraient reformulés à l'aide d'un ingrédient susceptible d'induire un risque pour le consommateur font l'objet d'une information directe sur leur étiquetage, de façon visible et lisible", indique la DGCCRF, mentionnant pour le moment deux types d'allergène, le soja et l'arachide. Le HuffPost 27 avril

JC - J'ai noté :

- L'huile de colza constitue, en de nombreux points, la meilleure alternative à l'huile de tournesol. Son goût est neutre et son prix côtoie celui de l'huile de tournesol. Riche en oméga 3, 6 et 9, sa composition est par ailleurs très bénéfique pour la santé. Elle est souvent utilisée en assaisonnement, dans les pâtes à gâteaux ou pour les cuissons douces. Attention cependant: l'huile de colza n'est pas adaptée pour les fritures.

Pour réaliser une bonne friture, toutes les huiles ne conviennent pas. Privilégiez l'huile d'arachide, particulièrement adaptée aux hautes températures. Le HuffPost 27 avril

JC - L'huile d'olive très chère est la mieux adaptée aux hautes températures. Je ne crois pas à ce qu'ils racontent sur l'huile de palme, elle est très utilisée en Inde et ailleurs en Asie et les gens n'en meurent pas pour autant, à suivre...

Encore un gouvernement indépendant en sursis.

Mali: la junte accuse l'armée française d'"espionnage" et de "subversion" - AFP 28 avril

En famille. LFI, l'Union populaire et Mélenchon, des imposteurs qui ont de qui tenir.

Syllogisme : Logique formelle. « *Opération par laquelle du rapport de deux termes avec un même troisième appelé moyen* terme on conclut à leur rapport mutuel* » (Foulquié).

La conclusion du syllogisme est la conséquence des prémisses. Prémisses (majeure et mineure), conclusion d'un syllogisme. (Grand Robert de la langue française)

JC - Le plus facile à retenir : Tous les hommes sont mortels (majeure), je suis un homme (mineure), donc je suis mortel (conclusion). Il suffit que la majeure ou la mineure soit fausse ou falsifiée, pour que la conclusion le soit aussi.

Reçu dans ma boîte aux lettres ce matin.

Didier LACHIZE - Chef de file pour l'UP dans la 11e circonscription des Français de l'étranger.

Pour la troisième fois en 20 ans, l'électorat de gauche s'est retrouvé dans l'obligation de voter pour un candidat qu'il ne soutient pas afin d'empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir.

Il est temps de faire cesser cette escroquerie politique pour se consacrer véritablement aux urgences sociales et environnementales que l'épouvantail du danger de l'extrême droite a rayé du débat de l'entre deux tours.

JC - Où est le lézard ? L'obligation de voter, une pure escroquerie en effet, mais pas la seule. En amont, l'électorat de gauche qui ne l'est pas, sinon il n'aurait même pas voté Mélenchon, encore

moins Macron évidemment. En aval, faire de Le Pen la seule candidate d'extrême droite, alors que Macron l'est tout autant ou plus puisqu'il envoie des armes au régime fasciste de Kiev, notamment.

Donc tout sonne faux dans leur discours, tout est falsifié, détourné, manipulé, c'est trop, donc ils ne peuvent pas le faire sans en avoir conscience, ce sont vraiment des ordures finis. Vaut toujours mieux savoir à qui on a affaire, avant de prendre une décision dans un sens ou dans l'autre.

Les opportunistes sont compatibles entre eux, quoi de plus naturel. Mélenchon flanqué du POI sauveur du PS.

PS et LFI, les deux gauches réconciliables - Publicsenat.fr 28 avril

Après un premier round de discussion, le PS et LFI ont constaté qu'ils n'avaient pas de « point de blocage insurmontable » sur le programme en vue des législatives.

A la sortie, le porte-parole du PS, Pierre Jouvet : « On sort d'une rencontre positive. Nous avons eu une discussion constructive, qui nous a permis d'avancer sur un certain nombre de points, permettant de voir et de considérer qu'il n'y avait pas entre nous de point de blocage insurmontable. Cette discussion nous a permis d'avancer pour continuer le travail, dans les heures et jours qui vont venir, démontrant la volonté commune de construire un programme partagé, en vue de la préparation des élections législatives, dans une optique collective de victoire ».

« Il n'y a pas de point de discussion qui paraît insurmontable, que ce soit sur la retraite ou sur la question européenne », salue le député européen Manuel Bompard, qui était directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon (voir vidéo ci-dessus). Il semble même s'en étonner, face à ces socialistes qui montrent patte blanche, « au point qu'on n'avait pas l'impression de discuter avec le même PS qu'il y a deux ou trois ans de ça ». « On a noté vraiment des évolutions programmatiques très importantes de leurs côtés », ajoute le responsable de LFI, « ils ont marqué une rupture avec la politique du PS sous François Hollande », en étant prêt à remettre en cause par exemple « la loi El Khomri »

« Ce qu'on est en train de faire montre qu'on n'est pas hégémonique. Si vous connaissez une autre force, qui après le rapport de force électoral au premier tour, tend la main à des formations en oubliant les déclarations passées, faites-moi signe. Moi je n'en connais pas », rétorque Eric Coquerel, député LFI de Seine-Saint-Denis. Publicsenat.fr 28 avril

JC - Quelle mystification ! Ils ont raison de prendre les gens pour des cons à ce point-là, puisqu'ils le sont vraiment !

L'illusionniste en a remis une couche dans un entretien à paraître jeudi dans L'Humanité.

BFMTV - Pour ses premiers jours à Matignon en cas de victoire aux élections législatives : "Il (Mélenchon) s'agirait aussi, en discussion avec le président de la République, d'obtenir soit un processus constituant, soit, si c'est impossible, le référendum d'initiative citoyenne et le référendum révocatoire par la négociation entre les deux Chambres", espère-t-il. BFMTV.com 28 avril

JC - Tu sais ce qui se passerait ? La même chose que les fois précédentes : toutes les forces coalisées de la droite et extrême droite avec en première ligne le patronat et la Bourse s'emploieraient à saboter toutes les mesures qu'il annoncerait de manière à ce qu'elle ne puisse pas être appliquer en lui en faisant porter la responsabilité, de telle sorte qu'en cas de dissolution de l'Assemblée nationale par Macron lors du scrutin suivant LREM rafle la mise. C'est de cette manière que c'était terminé le Front populaire en 1938, c'est ainsi que Jospin a été éliminé au 1er tour de la présidentielle en 2002 au profit de... Le Pen.

De quoi s'agit-il ? Il leur faut à tout prix cautionner les institutions de la Ve République.

JC- Il faut éviter que l'abstention aux législatives atteignent des sommets et porte un coup fatal à la stabilité du régime, dans la mesure où si le pourcentage obtenu par les députés élus était ridiculement bas ou autour de 10 à 15%, cela pourrait constituer un formidable appel d'air à la mobilisation des masses pour s'opposer aux mesures annoncées par Macron. Ils craignent que les masses déferlent un jour sur la scène politique pour régler à leur manière tous les problèmes auxquels elles font face quotidiennement et cela depuis des années ou des décennies, il arrive forcément un moment ou la quantité se transforme en qualité et où la colère des masses peut prendre la forme d'une révolution. Nous n'en sommes pas encore là, mais elle gronde dans les profondeurs et personne ne sait quand elle jaillira à la surface, ce jour-là, plus rien ne pourra l'arrêter...

Sondage BFMTV - La réélection de Macron est "une mauvaise chose pour le pays", selon 55% des Français - BFMTV 27 avril 2022

Sur ces 55% voyant ce nouveau quinquennat arriver sous de sombres auspices, ils sont même 28% à juger que ce second mandat s'annonce comme une "très mauvaise chose" pour le pays.

Toutes les catégories d'âge allant de 25 à 64 ans partagent cette vision pessimiste (selon des étiages variant de 55% à 62%).

D'un point de vue social, ce sont les classes populaires qui se montrent les plus critiques: parmi elles, ils sont 65% de répondants à pointer la victoire présidentielle d'Emmanuel Macron comme une "mauvaise chose pour la France". À l'inverse, les cadres et professions supérieures sont positifs, pour 54% d'entre eux.

La promesse de changement d'Emmanuel Macron fait l'unanimité contre elle dans la population: ainsi, 76% des cadres n'y croient pas plus que les ouvriers (77%). 64% des commerçants émettent le même avis. BFMTV 27 avril 2022

Législatives: plus de 6 Français sur 10 souhaitent une majorité de députés opposés à Macron - BFMTV 27 avril 2022

A en croire les résultats du sondage Opinion 2022 d'Elabe réalisé pour BFMTV, L'Express et SFR et publié ce mercredi, plus de 6 Français sur 10 (61%) souhaitent que soit élue en juin une majorité de députés opposés à Emmanuel Macron, et ainsi ouvrir une période de cohabitation pour le second quinquennat du locataire de l'Élysée.

Le régime ukrainien et l'OTAN ne mise que sur le fascisme.

3 000 Loups gris turcs en Ukraine - Réseau Voltaire 27 avril 2022

3 000 combattants des Loups gris turcs se battent depuis dix jours en Ukraine. Ils sont divisés en trois groupes distincts à Kharkiv, Odessa et Mykolaiv.

Les Loups gris sont une milice d'extrême-droite turque, historiquement liée à l'Otan. Leur idéologie est néo-fasciste, anti-communiste, anti-grec, anti-alevi, anti-kurdes, anti-arménien, homophobe, antisémite et antichrétien.

Leur signe de ralliement est un geste de la main (photo). Réseau Voltaire 27 avril 2022

Le point de non-retour a été franchi. Ils veulent la peau de la Russie.

Le Liechtenstein oblige les membres permanents du Conseil de sécurité à justifier l'utilisation de leur veto - Journal du Dimanche 27 avril 2022

Le Liechtenstein, un petit pays de 40 000 habitants, a forcé les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU à justifier l'utilisation de leur veto.

JC - En réalité, ils n'étaient forcés à rien, sauf si les Américains et leurs vassaux en décidaient autrement.

Journal du Dimanche - Mardi, l'ONU a adopté une résolution obligeant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à justifier l'utilisation de leur droit de veto. Un projet porté par le Liechtenstein.

Le Liechtenstein, un petit pays de 40 000 habitants, a forcé les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU à justifier l'utilisation de leur veto. La résolution a été adoptée mardi, alors qu'avec la guerre en Ukraine, la Russie bloque les résolutions du Conseil. Désormais, les cinq membres permanents, à savoir les États-Unis, la Chine, la Russie, la France et le Royaume-Uni, devront justifier de l'utilisation de leur veto devant les autres pays.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine et de façon plus générale, l'ambassadeur du Liechtenstein a fait un constat simple, qu'il entend régler avec la résolution. « [Le Conseil de sécurité] éprouve de plus en plus de difficultés à mener à bien sa mission. La hausse de l'utilisation du droit de veto en est l'expression la plus évidente », a-t-il précisé à Europe 1. Si de son côté l'ONU a précisé que la Russie n'était pas la cible, cette dernière a opposé 143 fois son veto au Conseil de sécurité depuis 1945. Soit presque deux fois plus que les États-Unis.

Un projet soutenu par la France

Avec cette nouvelle résolution, les pays membres qui utilisent leur veto devront par la suite le justifier devant les 193 États membres de l'ONU. Un projet soutenu par la France, en la personne de Nathalie Broadhurst, ambassadrice à l'ONU. « [Le droit de veto] implique des devoirs, une responsabilité particulière pour les membres permanents. L'agression contre l'Ukraine démontre la nécessité de consolider notre système de sécurité collective », a-t-elle expliqué.

Attention néanmoins, cette résolution n'est pas contraignante sur l'utilisation du veto. Les cinq membres permanents devront s'expliquer, faisant face aux potentielles critiques. Mais, la justification ne conditionne pas l'utilisation du droit de veto. Journal du Dimanche 27 avril 2022

JC – Ils voudraient virer la Russie du Conseil de sécurité de l'ONU pour avoir les mains totalement libres et imposer leur diktat ou dictature aux 193 Etats de l'ONU, mais la Chine s'y oppose. S'ils passaient outre, la Chine pourrait ou devrait emboîter le pas de la Russie, et c'est l'ONU qui disparaîtrait ou elle perdrait tout semblant de légitimité, tandis que la Russie, la Chine et leurs alliés seraient alors tentés de constituer une institution politique internationale alternative, l'ONU se réduirait aux Etats-Unis et ses vassaux, la « *communauté internationale* ».

La Russie se retire de l'Organisation mondiale du tourisme - Paris Match 27 avril 2022

"La guerre en Ukraine est notre guerre": Londres appelle à fournir des armes lourdes à Kiev - BFMTV 27 avril 2022

Liz Truss, ministre britannique des Affaires étrangères, appelle ce mercredi à un renforcement de l'aide militaire à l'Ukraine, affirmant qu'une victoire de Kiev "est un impératif stratégique." - BFMTV 27 avril 2022

En Allemagne, le SPD et les Verts deviennent des "partis de guerre" - Courrier international 27 avril 2022

Guerre en Ukraine: le Parlement canadien condamne un "génocide" - BFMTV 27 avril 2022

La motion adoptée par la Chambre des communes canadienne ce mercredi indique précise qu'il "existe des preuves claires et abondantes de crimes de guerre commis contre le peuple ukrainien" BFMTV 27 avril 2022

"Je suis prêt à mourir pour la liberté": un Français justifie son engagement au sein de l'armée ukrainienne - BFMTV 27 avril 2022

Après le début de la guerre en Ukraine, Nicolas, un Français de 32 ans, a décidé de rejoindre Kiev pour lutter contre l'invasion russe. BFMTV 27 avril 2022

Ce qui les rend dingue.

Malgré les sanctions contre la Russie le rouble se porte bien - euronews 27 avril 2022

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 30 avril 2022.

NPA. Macron a été élu : Tant mieux !

JC- C'est la caricature de l'extrême gauche dégénérée, réactionnaire, woke, etc.

NPA - Le « tout-sauf-Macron » ne l'a pas emporté sur le « tout-sauf-Le-Pen », et c'est tant mieux pour notre camp social, tant cette dernière représentait un danger mortel.

Le pire a été évité : en politique plus qu'ailleurs, deux maux, mêmes très graves, doivent toujours être hiérarchisés. D'un côté une droite dure, ultra-libérale, technocratique, policière, liée aux vieux partis de gouvernement, à l'État et ses appareils, aux firmes du CAC 40, mais sans base sociale de masse et détestée par une grande partie du pays. De l'autre une extrême droite raciste en quête de respectabilité, avec malheureusement une certaine base populaire... NPA 27 avril 2022

JC - Tu auras remarqué au passage, avec quel aplomb ils ont fait l'impasse sur les deux années épouvantables qu'on vient de vivre, sans parler des précédentes. C'est énorme comme imposture, n'est-ce pas ? Quand je tombe sur ce genre de truc, je me dis : Stop, il faut que tu réfléchisses à ce que cela signifie, en sachant que cela ne s'est pas fait en un jour ou cela provient de loin, parfois très bien, et j'en cherche l'origine.

C'est en procédant de la sorte que tu découvres des trucs incroyables ou que tu t'aperçois à quel point des fois tu t'étais leurré toi-même ou trompé. Généralement on découvre des données qui nous manquaient pour étayer une thèse ou vérifier une hypothèse, donc à l'arrivée on y voit plus clair ou notre schéma de la réalité est mieux structuré, plus cohérent, les trous ou les flous qui le rendaient vulnérables s'estompent ou disparaissent, on est en mesure de répondre à n'importe quel argument contradictoire destiné à nous déstabiliser ou à nous faire douter de ce qu'on sait désormais, parce qu'on dispose des matériaux pour le prouver. C'est une démarche scientifique comme je le dis souvent.

Il n'y a que comme cela qu'on peut avancer et non à coups de suppositions ou spéculations oiseuses. Beaucoup de gens avancent un tas de trucs qui relèvent de l'idéologie ou qu'ils ne sont pas en mesure de démontrer, ils lancent un truc en l'air, puis ils l'abandonnent, il flotte dans l'air sans direction précise, il n'a ni queue ni tête et ne sert à rien, sauf à faire passer pour intelligent celui qui l'a émis, les crédules étant admiratifs devant parce qu'ils sont encore plus ignorants. Au NPA, ce sont des abrutis finis, comme à LO ou ailleurs en général. On trouve les meilleures analyses chez des intellectuels de droite qui se disent indépendants ou qui sont effrayés par la tournure des choses...

Ce qui est répété en boucle depuis 2 mois par la bien pensance occidentale et dans un lavage des cerveaux hallucinant, c'est que « la Russie a commencé la guerre en Ukraine le 24 février 2022 ».

« Mais merde ! » serais-je tenté de dire « rappelez-vous ! » :

• Cette guerre a été annoncée au sommet de Bucarest en 2008 par l'OTAN – qui définit la Russie comme son ennemi – lorsque les USA, prévoient d'intégrer dans leur alliance militaire l'Ukraine et la Géorgie frontalières de la Russie.

• Cette guerre a été tentée une première fois en 2008 avec l'offensive précipitée de la Géorgie contre l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, laquelle a été immédiatement repoussée par les forces russes protégeant leurs populations russes.

• Cette guerre a été déclarée sur le Maïdan en 2014 par un coup d'État orchestré et financé par les USA pour mettre en place un pouvoir ukrainien fantoche et ouvertement russophobe jusqu'à lancer une guerre locale contre les russes du Donbass.

• Cette guerre est devenue régionale en 2022, quand Washington refuse les revendications sécuritaires de Moscou pour sa zone frontalière et que Kiev, gavée d'armements occidentaux, s'apprête à lancer une deuxième offensive contre le Donbass.

(https://alawata-rebellion.blogspot.com/2022/04/lamnesie-occidentale.html)

Le totalitarisme assumé, c'est leur objectif politique.

L'Israélien Yuval Noah Harari : « Les dictateurs ont toujours rêvé d'éliminer la vie privée. Maintenant c'est possible ! » - lemediaen442.fr 29 avril 2022

Les fous sont de sortie et Yuval Noah Harari est dans le peloton de tête. Lors de l'Athens Democracy Forum (ADF) organisé par la Democracy and Culture Foundation, en association avec le New York Times, il s'est laissé aller à quelques confessions dignes d'un bon thriller. Le professeur d'histoire à l'université hébraïque de Jérusalem avait déjà une vision bien à lui concernant ses congénères : « Les humains sont désormais des animaux que l'on peut pirater. » On se demande ce que fait le mot « démocratie » dans l'intitulé de ce forum.

Le bras droit de Klaus Schwab connaît très bien ses classiques, il est allé à bonne école. « Si vous répétez un mensonge assez souvent, les gens penseront que c'est la vérité et plus le mensonge est gros, mieux c'est », disait-il en février 2017 lors d'une interview de l'émission TED. Pour vous donner une idée de la teneur de ses écrits, ils sont chaudement recommandés par Mark Zukerberg, Barack Obama et Bill Gates.

Loin de vouloir s'arrêter en si bon chemin, l'Israélien Yuval Noah Harari nous donne ses perspectives d'avenir concernant l'humanité tout entière : « Pour la première fois dans l'histoire, il est possible d'éliminer complètement la vie privée. Les dictateurs ont toujours rêvé d'éliminer complètement la vie privée, de surveiller tout le monde en permanence. De savoir ce que vous faites, ce que vous pensez et ressentez. Maintenant c'est possible ! »

Dès sa réélection, Emmanuel Macron a fait promulguer un décret qui autorise la création d'un nouveau système baptisé Service de garantie de l'identité numérique. Le projet : créer une application mobile en vue de scanner les informations de la nouvelle carte d'identité biométrique,

utilisée pour se connecter à des services publics ou privés. L'État saura tout de vous. lemediaen442.fr 29 avril 2022

JC - Klaus Schwab est le fondateur du Forum économique mondial de Davos.

Totalitarisme. Traduction : Les États-Unis, la France et plus de 50 pays s'engagent à museler internet

JC – Qui peut encore croire un instant qu'ils pourraient œuvrer pour la liberté d'expression et la démocratie, qui ?

Les États-Unis, la France et plus de 50 pays s'engagent pour un internet libre - RFI 29 avril 2022

Les États-Unis et 55 autres pays ont lancé, ce 28 avril, une initiative commune pour garantir un internet sûr et libre. Avec la signature de cette charte baptisée « Déclaration pour l'avenir d'internet », l'administration Biden veut réunir le plus de pays possibles autour d'une vision commune sur ce que doit être la toile de demain.

La « Déclaration pour l'avenir d'internet » contient plus de 20 « principes ». Dans cette charte, les signataires s'engagent, entre autres, à renforcer la démocratie en ligne en acceptant de ne pas fermer l'accès à l'internet. Les plus de 60 pays participants – dont la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, le Japon, ou encore le Kenya et l'Ukraine – promettent de ne pas utiliser d'algorithmes pour espionner illégalement les citoyens et de ne pas mener de campagnes de désinformation pour influer sur des élections.

La Russie et la Chine pointées du doigt

Cette initiative se veut un contrepoids face à l'inquiétante montée de grandes puissances autoritaires, où l'accès à l'information numérique est restreint. L'enjeu est majeur, explique la Maison Blanche. Puisqu'il s'agit de repousser « l'autoritarisme numérique croissant », dont font preuve notamment la Chine et la Russie. Les équipes de Joe Biden ont travaillé pendant plusieurs mois à l'élaboration de cette charte.

La nouvelle charte concoctée par Washington montre pourtant déjà ses limites : elle est non contraignante et des pays comme l'Inde, l'Indonésie ou le Brésil ne l'ont pas signée. RFI 29 avril 2022

Révélation. Nous sommes des monstres de cruauté, mais c'est pour la bonne cause...

Obama admet que des « milliards de personnes » ont été utilisées comme cobayes pour les essais cliniques du Covid-19 - aubedigitale.com 22 avril 2022

« *Malgré le fait que nous ayons maintenant essentiellement testé cliniquement le vaccin sur des milliards de personnes dans le monde, environ 1 Américain sur 5 est toujours prêt à s'exposer à des risques, et à exposer sa famille à des risques, plutôt que de se faire vacciner* », a déclaré M. Obama.

Twitter - Obama: "*Despite the fact that we have now essentially clinically tested the vaccine on billions of people worldwide. Around 1 in 5 Americans is still going to put themselves at risk... rather than get vaccinated*."

Le langage utilisé par Obama diffère radicalement de la rhétorique employée par la classe politique mondiale pendant la pandémie. Les politiciens, les médias grand public et les dirigeants de Big Pharma ont cherché à assurer aux masses que les vaccins n'étaient pas une expérience se déroulant en temps réel alors que des milliards de bras à travers le monde étaient piqués avec des vaccins à ARNm.

Pendant ce temps, la Croix-Rouge américaine a confirmé que la guérison d'une infection naturelle au COVID génère des anticorps contre la protéine spike du coronavirus et d'autres protéines virales, alors que ceux qui reçoivent les vaccins n'en ont pas.

« *Lorsqu'un individu a été infecté par un virus, il produit des anticorps contre plusieurs régions du virus* », a déclaré Emily Osment, responsable principale des relations avec les médias sociaux de la Croix-Rouge, ajoutant que lorsqu'un individu se fait vacciner contre le covid, il *« produira un anticorps contre la protéine spike mais pas contre les autres protéines virales, ce qui ne se produira qu'en cas d'infection par le COVID-19.* »

Par conséquent, la Croix-Rouge n'utilisera que le sang de personnes n'ayant pas reçu le vaccin pour fabriquer le plasma convalescent utilisé dans les traitements contre le COVID-19 pour les personnes immunodéprimées. aubedigitale.com 22 avril 2022

En complément.

Attaqué par l'ordre pour avoir soigné un patient Covid - Dr Grégory Pamart

https://www.youtube.com/watch?v=NnIbIEFd37Y

Avec le covid-19, ils ont bien recouru à une arme biologique.

L'extravagance des armes biologiques de l'Oncle Sam - reseauinternational.net 29 avril 2022

Extrait.

Je soupçonne que les Ukrainiens sont les rats de laboratoire involontaires du projet scientifique mortel de l'Oncle Sam. Et il y a plus, aussi. Regardez ce texte du PDG de Roscosmos, Dmitry Rogozin :

« Ce n'est pas non plus un secret pour les dirigeants de notre pays que l'objectif de ces expériences biologiques menées par le Pentagone à partir de biomatériaux obtenus sur des sujets slaves en Ukraine et dans d'autres pays voisins de la Russie est de développer des 'armes ethniques' contre la population russe de Russie ».

Cette idée que les États-Unis développent des agents biologiques qui ciblent sélectivement des groupes ethniques particuliers est un thème récurrent parmi les critiques des mystérieux bio-projets américains. Selon l'expert militaire chinois Song Zhongping, « les États-Unis n'ont cessé d'installer

des laboratoires biologiques autour de pays rivaux dans le but de développer des armes virales ciblées contre ces pays… Les États-Unis insistent pour développer des armes de destruction massive afin de rechercher l'hégémonie, ce qui constitue une violation flagrante de la Convention sur les Armes biologiques et une atteinte à la civilisation humaine ». Song Zhongping, un expert militaire chinois ».

Et voici comment l'auteur M.K. Bhadrakumar résume la situation dans un article récent intitulé « Les oiseaux migrateurs de la destruction massive » :

« La Russie a publié un certain nombre de documents relatifs aux activités militaires biologiques du Pentagone, qui pointent vers un projet mondial de création de laboratoires biologiques dans des pays rivaux dans le but de développer des armes virales ciblées contre ces pays »…

Selon le général Igor Kirillov, chef des forces de défense radiologique, chimique et biologique des forces armées russes, que Washington est en train de créer des laboratoires biologiques dans différents pays et de les relier à un système unifié ».

Enfin, il y a ceci de l'auteur Matthew Ehret qui explique les origines probables du « ciblage ethnique » avec des armes biologiques. Voici ce qu'il dit dans un article de la Unz Review :

« Le document RAD d'octobre 2000 soulignait l'importance que la cabale néoconservatrice accordait aux armes biologiques… en déclarant : « Le combat se déroulera probablement dans de nouvelles dimensions : Dans l'espace, le cyberespace et peut-être le monde des microbes… des formes avancées de guerre biologique qui peuvent « cibler » des génotypes spécifiques peuvent faire passer la guerre biologique du domaine de la terreur à un outil politiquement utile »8.

Un peu plus loin dans l'article, Ehret signale des preuves que les chercheurs ont peut-être atteint leur objectif de « cibler sélectivement des groupes ethniques particuliers ». Voici la citation à retenir :

« … d'éminents spécialistes médicaux comme le Dr Shankara Chetti d'Afrique du Sud, le Dr Soňa Peková de la République tchèque) et le Dr Meryl Nass des États-Unis ont fourni des preuves abondantes que les différentes vagues de l'agent pathogène n'étaient non seulement PAS d'origine naturelle, mais aussi spécifiques à une ethnie et générées en laboratoire.

Après avoir évalué plus de 7000 patients, le Dr Chetty a observé très tôt que les patients qui ont le plus souffert au cours de chacune des quatre vagues rencontrées en Afrique du Sud étaient ethniquement spécifiques, la première vague ne ciblant que les Noirs, la deuxième que les Indiens et la troisième que les Caucasiens et les Arabes ».

C'est là que tout cela se dirige : Des armes biologiques spécifiques à une ethnie pour contribuer à l'avènement du nouvel ordre mondial ?

On ne peut que se poser la question.

Nous sommes également curieux de savoir que ces quelque 300 laboratoires biologiques (répartis dans le monde entier) font partie d'un « système unifié » placé sous le contrôle du Pentagone. De quoi s'agit-il ? Pourquoi le Pentagone voudrait-il un système unifié de laboratoires biologiques ?

Je peux penser à une raison, même si je suis sûr qu'il y en a beaucoup d'autres. Imaginons que des élites puissantes veuillent transformer notre système démocratique en un modèle plus autoritaire (la Grande Réinitialisation) en créant une crise mondiale qui pourrait servir de prétexte pour mettre fin à la liberté individuelle, imposer la vaccination obligatoire et la loi martiale. S'ils disposaient d'un réseau de laboratoires biologiques, ils pourraient facilement diffuser un agent pathogène identique dans le monde entier, donnant l'impression d'un virus qui se propage rapidement. En d'autres termes, un réseau étendu de laboratoires biologiques pourrait être utilisé pour simuler une pandémie mondiale.

Une telle chose est-elle possible ?

Bien sûr que oui. En fait, les deux dernières années pourraient nous fournir un exemple de la façon dont le système fonctionne réellement. (source : The Unz Review)

https://reseauinternational.net/lextravagance-des-armes-biologiques-de-loncle-sam/

Ils ne peuvent plus gouverner qu'en faisant régner la terreur une seringue dans une main et une matraque dans l'autre.

Ebola en RDC: l'OMS n'exclut pas un risque de propagation régionale et internationale - BFMTV 29 avril 2022

Le risque de propagation en RDC est jugé "élevé" en raison de la présence de réservoirs animaux et d'hôtes intermédiaires, de la fréquence élevée des épidémies d'Ebola dans le pays, de facteurs environnementaux et d'un système de santé affaibli par des épidémies en cours de choléra, rougeole et Covid-19, entre autres. Il s'agit de la 14e épidémie d'Ebola en RDC depuis 1976.

Selon l'organisation, 200 doses de vaccin ont été expédiées à Mbandaka. La vaccination a commencé le 27 avril. D'autres doses seront expédiées en fonction des besoins.

Le Covid bientôt remplacé par une autre maladie mortelle ? Cette effrayante mise en garde de l'OMS - Closer 28 avril 2022

Selon l'Organisation mondiale de la santé et l'Unicef, le nombre de cas de rougeole a bondi de 79% au cours des deux premiers mois de 2022, avec 17 338 cas de rougeole signalés, contre 9 665 sur la même période l'an dernier.

Les deux agences de l'ONU craignent que des millions d'enfants contractent la maladie en 2022.

Un vaccin contre la maladie existe pourtant depuis plusieurs années. Mais la campagne de vaccination a pris un énorme retard en raison, notamment, des perturbations des systèmes de santé liées à la pandémie de Covid-19. Or, la meilleure protection contre cette maladie est justement une couverture vaccinale très élevée. Closer 28 avril 2022

Ils le savent, mais passent outre.

Les téléphones portables pourraient-ils causer un Alzheimer précoce ? - Yahoo 29 avril 2022

Au moment de se coucher, il est recommandé d'éteindre son téléphone portable ou de le mettre en mode avion. Cela évite la tentation de le consulter et l'effet stimulant de la lumière, mais aussi l'exposition aux ondes, même si leur effet nocif est sujet à débat. Une nouvelle étude, relayée par Trust My Science, donne une nouvelle bonne raison de s'y tenir.

D'après les résultats de la recherche publiée dans la revue Current Alzheimer Research, il pourrait y avoir un lien entre les diagnostics "précoces" de la maladie d'Alzheimer chez des individus âgés de 30 à 40 ans et l'exposition aux champs électromagnétiques pulsés générés électroniquement (CEM) des téléphones portables. Ces derniers pourraient agir sur les cellules et induire une augmentation du calcium qui agit sur les synapses et dans l'apparition de la maladie d'Alzheimer.

"Les champs électromagnétiques (CEM) agissent via des pics électriques et les forces magnétiques variant dans le temps à l'échelle de nanosecondes. N'importe lequel de ces champs peut causer la maladie d'Alzheimer de manière précoce", explique l'auteur principal de l'article, Martin L. Pall, qui travaille à l'université de Washington.

D'après lui, plus l'exposition aux téléphones portables est grande, plus la maladie d'Alzheimer serait susceptible de se déclarer tôt. Yahoo 29 avril 2022

Une excellente analyse.

Géopolitique et Covid par Prof Denis Rancourt et Jérémie Mercier (crowdbunker.com) - Mondialisation.ca, 26 avril 2022

https://www.mondialisation.ca/geopolitique-et-covid/5667620

POLITIQUE

Confirmation ou secret de polichinelle.

Le Point : Emmanuel Macron disait avoir été élu « par effraction » en 2017 ; il a été réélu, semble-t-il, par résignation en 2022. Le premier président de la République réélu hors période de cohabitation risque-t-il de devoir gouverner sans majorité absolue ?

Jean-Philippe Derosier (constitutionnaliste et professeur de droit public à l'université de Lille) : C'est en effet assez probable, mais il n'y aura pas pour autant, de mon point de vue, de cohabitation, car cela impliquerait qu'il y ait une majorité hostile au président de la République à l'Assemblée nationale. J'exclus une majorité de droite, puisque la droite ne sera pas forcément hostile au chef de l'État. Une majorité d'extrême droite paraît impossible, même selon les projections les plus optimistes, et une majorité de gauche me semble hautement improbable, quoi qu'en dise Jean-Luc Mélenchon. Le Point 29 avril 2022

En famille. Des collabos, des lâches, des vendus disions-nous ? On est toujours loin du compte.

JC - Révélateur. Tu les vois affronter, l'UE, l'OTAN, le FMI, la Banque mondiale, le Forum économique mondial, leurs puissants instruments de propagande, une simple rumeur de petits merdeux suffit pour que ces minables avalent leur morve.

Face aux critiques, LFI annule une soirée « rupture de jeûne » du ramadan - LePoint.fr 29 avril 2022

Des élus LFI avaient organisé un repas de rupture du jeûne du ramadan pour parler de politique avec les habitants de Villeurbanne.

L'événement conçu comme « une action de terrain, une rencontre partagée avec les habitants, en aménageant l'horaire pour être le plus inclusif et pragmatique possible », a finalement été annulé en « concertation avec l'union populaire au niveau national, par peur de voir l'extrême droite débarquer », a-t-il dit en mentionnant l'écho fait par le site Fdesouche. L'annonce de cet « Iftar Pop » avait suscité les critiques du maire socialiste de Villeurbanne et du PRG. LePoint.fr 29 avril 2022

Invitée dans l'émission débat Votre instant politique sur France Info le 26 avril 2022, Manon Aubry (LFI)

Sa carrière l'a amenée à participer à des ONG toutes financées par l'Open Society de George Soros : Médecins du Monde, Green New Deal, Amnesty International, Sherpa. Manon Aubry est enseignante à Sciences Po Paris en… droits de l'homme ! Un engagement quelque peu paradoxal qui reçoit le soutien de… l'Open Society de George Soros, de la fondation Jean-Jaurès, etc. Encore un peu d'hypocrisie ? Allez ! Manon souhaite la levée des brevets des « vaccins » ARNm expérimentaux, car « si on veut sortir de cette crise, il faut que tout le monde puisse avoir accès aux vaccins », et pour le moment « les riches se sont arrogé les vaccins ». Elle ne va pas jusqu'à exiger le passe sanitaire, mais ce serait bien si tout le monde pouvait être vacciné, au nom de l'égalité bien sûr. lemediaen442.fr 28 avril 2022

Présidentielle : 42 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon se sont reportés sur Emmanuel Macron - publicsenat.fr 24 avril 2022

Emmanuel Macron réélu, a bénéficié d'un report des voix d'une grande partie des électeurs de Jean-Luc Mélenchon. C'est l'un des enseignements de notre sondage Ipsos-Sopra Stéria.

Au soir du second tour, notre sondage Ipsos-Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France, France24/RFI/MCD, Public Sénat/LCP Assemblée Nationale et Le Parisien-Aujourd'hui en France, place le vote Emmanuel Macron en tête. 42 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon se sont reportés sur le bulletin Emmanuel Macron (contre 17 % pour Marine Le Pen). Seuls 17 % ont voté blanc ou nul et 24 % se sont abstenus. publicsenat.fr 24 avril 2022

Alors qu'on sait à quel point LFI est éloigné, étranger au socialisme.

François Hollande étrille un accord LFI-PS mortifère et "inacceptable" - huffingtonpost.fr 28 avril 2022

Pour l'ancien président socialiste, un accord du PS avec la France Insoumise "met en cause des principes qui sont les fondements de l'engagement socialiste".

JC - Un parti d'affairistes.

"Ce n'est pas une discussion qui est en cause, c'est une disparition" électorale et programmatique du PS, a-t-il déclaré sur franceinfo. À demi-mot, François Hollande a semblé regretter que la décision émane des cadres du parti et non des adhérents. huffingtonpost.fr 28 avril 2022

Le lendemain.

Législatives : le PS suspend ses discussions avec LFI - Publicsenat.fr 29 avril 2022

« Notre délégation vient de suspendre les négociations avec la FI », a annoncé le premier secrétaire, Olivier Faure, dans un message envoyé à la boucle interne du bureau national du PS. « Nous souhaitons parvenir à un accord de toute la gauche et des écologistes. Cet accord peut créer un immense espoir après une élection présidentielle sans débat. Mais pour y parvenir, cela suppose une vraie logique partagée. Il faut rompre avec toute logique hégémonique et accepter la pluralité. A ce stade, nous n'en avons pas la garantie », affirme Olivier Faure, qui ajoute que « l'Union populaire arrivée largement en tête lors du premier tour de la présidentielle porte la responsabilité de ce rassemblement. A elle d'apporter la preuve de sa volonté d'initier de nouvelles pratiques. Pour le moment, nous suspendons donc la discussion ». Publicsenat.fr 29 avril 2022

Le même jour ou quelques heures avant, Attali annonçait partager la position d'Olivier Faure, en fait c'est plutôt l'inverse.

Jacques Attali : « Les socialistes payent le prix de leur paresse et de leur médiocrité » - Publicsenat.fr 29 avril 2022

Une position partagée par Jacques Attali, écrivain, économiste et ancien conseiller de François Mitterrand, pour qui le PS doit : « Négocier avec beaucoup de fermeté et à la fin rompre », a-t-il expliqué sur le plateau de l'émission « Extra Local », avant d'ajouter : « On peut négocier et ne pas conclure pour rendre clair les points de désaccord absolument irréconciliables », les discussions autour des législatives étant pour l'essayiste une bonne façon de redessiner la ligne du PS par rapport aux autres partis de gauche et plus particulièrement les Insoumis, notamment sur la position à adopter sur l'Europe. Point majeur des dissensions internes au parti, certains refusant la stratégie de désobéissance aux traités Européens que propose LFI pour réformer l'Union Européenne.

Il insiste cependant sur les erreurs communes commises chez le PS et EELV : « Ils n'ont pas su créer un programme et, surtout, l'incarner ». Pour y remédier, ces partis doivent selon lui repartir à zéro : « il faut recommencer à la base, faire des colloques et des réflexions programmatiques, ils ont le temps, ils ont 5 ans devant eux », conclut-il.

La France insoumise et Génération. s s'accordent pour les législatives - publicsenat.fr 28 avril 2022

C'est le premier deal que conclut La France insoumise pour les législatives. Elle a conclu avec Générations, le mouvement fondé par Benoît Hamon et membre du Pôle Ecologiste, ont conclu un accord pour les législatives. Les deux formations l'ont annoncé dans un communiqué commun, qui reste toutefois muet sur le nombre de circonscriptions accordées.

Générations avait soutenu le candidat écologiste Yannick Jadot à la présidentielle. publicsenat.fr 28 avril 2022

Ils reconstruisent le mythe de la social-démocratie 106 ans plus tard.

Plusieurs partis de gauche créent la Fédération de la Gauche Républicaine - publicsenat.fr 29 avril 2022

Alors que les négociations autour des législatives continuent d'avancer – non sans heurts – plusieurs partis de gauche ont annoncé ce vendredi créer la « Fédération de la Gauche Républicaine » pour « renouer avec l'esprit de conquête républicaine. » La fédération regroupera notamment la Gauche républicaine et socialistes (GRS), parti fondé en 2018 par l'eurodéputé Emmanuel Maurel et la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann après leur départ du PS, et le Mouvement républicain et citoyen (MRC), parti associé à GRS, ainsi que les radicaux de gauche et la Nouvelle Gauche Socialiste (NGS). L'Engagement, parti fondé par Arnaud Montebourg pour lancer sa candidature à la présidentielle rejoint aussi la fédération...

À propos des législatives, le communiqué annonce notamment que « les candidates et candidats de la Fédération de la Gauche Républicaine prendront toute leur part à ce combat central, en participant aux dynamiques de rassemblement aujourd'hui en œuvre. » À plus long terme, la Fédération de la Gauche Républicaine entend participer à « la refondation de la gauche » et à « reconquérir les classes populaires. »

Sophie de Ravinel, grand reporter au Figaro, affirme qu'une « première rupture interne » a eu lieu dans cette fédération qui n'avait « pas une heure d'existence » et que l'Engagement se serait retiré. Antoine Casini, vice-président de l'Engagement « dément formellement toute participation du mouvement à une quelconque fédération. » L'Engagement « poursuit sa volonté de participer à la construction d'un rassemblement avec l'Union populaire. »

Pourtant, du côté de la Gauche Républicaine et Socialiste, on confirme qu'Arnaud Montebourg, Laurence Rossignol et Mickael Vallet ont bien donné leur accord pour que l'Engagement participe à cette Fédération de la Gauche Républicaine. publicsenat.fr 29 avril 2022

Après les Russes, les Chinois déballent tout.

Conférence de presse du 25 avril 2022 tenue par le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères Wang Wenbin

https://www.fmprc.gov.cn/fra/xwfw/fyrth/lxjzzdh/202204/t20220427_10674461.html

Le courriel adressé à Meyssan avec ce document :

- Ce qui est frappant, c'est la maîtrise de l'histoire par Poutine et Labrov, ainsi que Xi et Wenbin, leur niveau de connaissances avec ceux de leurs homologues occidentaux qui sont d'une médiocrité sidérante ou toujours dans la propagande...

Chine – Discours très remarqué de Wang Wenbin qui atomise les États-Unis : « L'UE doit cesser de pactiser avec le diable » - lemediaen442.fr 28 avril 2022

Lors de la conférence de presse du 25 avril 2022 (voir vidéo ci-dessous), le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Wang Wenbin, n'a pas manqué d'aplomb pour exposer le rôle tenu par les Etats-Unis et les conséquences catastrophiques qui en résultent dans le monde.

« Les États-Unis prétendent maintenir le rôle central de la Charte des Nations-Unies, mais il est clair pour tout le monde que les États-Unis font tout le contraire. Lorsque le Conseil de sécurité des Nations-Unies a refusé d'autoriser le recours à la force par les États-Unis en République fédérale de Yougoslavie, en Irak, en Syrie et dans d'autres endroits, les États-Unis et l'Otan ont ignoré l'Onu, ont mené des guerres et se sont engagés dans une ingérence gratuite contre des États souverains. »

« Les États-Unis prétendent respecter les droits de l'homme, mais les guerres d'agression lancées par les États-Unis et leurs alliés dans des pays comme l'Afghanistan et l'Irak ont tué plus de 300 000 civils et fait de plus de 26 millions de réfugiés. Pourtant personne n'est tenu pour responsable des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Les États-Unis ont même annoncé des sanctions contre la Cour pénale internationale qui enquêterait sur les crimes de guerre de l'armée américaine. »

« Les États-Unis affirment s'opposer à la coercition économique, mais ce sont justement les États-Unis qui ont inventé la "diplomatie coercitive" et qui excellent dans l'art de contraindre les pays, qu'ils soient grands ou petits, lointains ou proches, amis ou ennemis. L'embargo et les sanctions imposés à Cuba ont duré un demi-siècle et les sanctions imposées à l'Iran sont en place depuis 40 ans. Lorsqu'il s'agit de poignarder dans le dos leurs alliés tels que l'Union européenne et le Japon, les États-Unis n'ont jamais hésité, comme nous l'avons vu à plusieurs reprises. »

Les faits ont prouvé que les États-Unis sont le plus grand diffuseur de désinformation, à l'origine de la diplomatie coercitive, et le saboteur de la paix et de la stabilité mondiale. Qu'il s'agisse du dialogue entre les États-Unis et l'Union européenne, du partenariat trilatéral de sécurité AUKUS [course aux missiles hypersoniques], du Quad ou de l'Alliance des Cinq yeux, les États-Unis utilisent la démocratie, les droits de l'homme, les règles et l'ordre comme prétextes pour dissimuler leurs activités louches consistant à créer des divisions, à attiser la confrontation et à s'assurer des avantages aux dépens des autres. En conséquence, les petits pays et les pays faibles ne sont pas les seuls à souffrir, les alliés des États-Unis, dont l'Europe, paient également un lourd tribut aux actes égoïstes des États-Unis. Il est à espérer que l'Union européenne saura reconnaître la vérité et cesser de pactiser avec le diable. » lemediaen442.fr 28 avril 2022

Quand ils font semblant de ne pas comprendre…

Dans quel état la Chine sortira-t-elle de sa politique zéro Covid? - slate.fr 29 avril 2022

17 morts ont été officiellement dénombrés depuis début avril et près de 400.000 personnes positives mais asymptomatiques.

Aux yeux des dirigeants chinois, la lutte contre Omicron est ainsi totalement prioritaire, au point que ses conséquences économiques passent au second plan.

Le ralentissement économique en Chine provoqué par Omicron fait craindre un abaissement plus global de l'économie mondiale. Le 19 avril, la Fonds monétaire international (FMI) a dégradé sa prévision de croissance mondiale pour 2022, la ramenant de 4,4% à 3,6%, en expliquant cette diminution de pourcentage à la fois par la guerre en Ukraine et par la politique zéro Covid de la

Chine. L'accumulation de retards de livraisons de produits venant de Chine tire également les prix vers le haut. Tout ceci ne peut que développer l'inflation dans les pays occidentaux où ils doivent finalement arriver.

Le port de Shanghai est encombré de près de 500 cargos qui attendent au large sans pouvoir ni décharger ni charger leurs marchandises. L'immense trafic maritime n'est pas en mesure d'être géré en raison du confinement des dockers, des pilotes et des employés portuaires. Ce qui perturbe une grande partie de la chaîne d'approvisionnement mondial. slate.fr 29 avril 2022

La fabrique du IIIe Reich contestée.

FranceSoir 28 avril 2022 - Le leader historique des Verts allemands, Jutta Ditfurth, vient de lancer une attaque en règle contre le porte-lance de la belligérance en Allemagne, Annalena Baerbock, actuellement ministre des Affaires étrangères et... chef du Parti Vert.

Le Forum économique mondial plante ses graines

Membre du Conseil municipal de Francfort sous l'étiquette "*Vert dissident*", Jutta Ditfurth dénonce le rôle de la protégée du Forum économique mondial (FEM) sur son compte Twitter. Pour ce faire, elle s'appuie notamment sur un article de Norbert Haering relatif à Mme Baerbock et au FEM : "*Pourquoi Baerbock serait, grâce au Forum économique mondial, un successeur très compétent pour Merkel ?"*

Elle tweete : "*Comment est-ce possible qu'un membre du Parti Vert, sans signe distinctif particulier — si ce n'est l'ambition et la vanité, puisse en un battement de cils devenir un faucon pro-OTAN ? Un jour, j'aimerais bien savoir qui exactement l'a préparée pour ce rôle, et qui l'a guidée.*"

On en apprend davantage dans l'article qu'elle partage :

"Annalena Baerbock a été formée comme Young Global Leader par le FEM en 2020… tout comme Angela Merkel [l'ex-chancelier, ndlr] en 1992, J-M. Aznar, José Barroso, Tony Blair ou Nicolas Sarkozy. Angela Merkel était à l'époque un tout nouveau ministre de la condition féminine... Donc, soit le FEM avait un 6ème sens quant à sa volonté de fer politique, ou bien les étages de direction en politique ne sont essentiellement ouverts qu'à ceux bénéficiant de certains grands groupes capitalistiques. [...]

"Les heureux élus tels qu'Annalena Baerbock, âgés de 38 ans au plus, doivent se soumettre à un programme de cinq ans de formation au leadership. Ce programme est financé par Klaus Schwab en personne… et par les dons desdits grands groupes. Ils se soumettent aussi à un séminaire pour l'élite au John F. Kennedy School of Government à Harvard... et sont présentés à des chefs d'État et de gouvernement des pays dominants. [...]

"En 2016, Emmanuel Macron et Jens Spahn [ministre de la Santé allemand de 2018 à 2021, ndlr] furent les heureux élus. En plus des désormais 1 300 Young Global Leaders […] en 2012, le FEM a souhaité former des membres de l'élite mondiale plus jeunes… dès la vingtaine. Ce sont les désormais 10 000 Global Shapers dispersés sur 428 villes nommées hubs dans 148 pays. Lorsque ces jeunes se montrent suffisamment ambitieux et dociles, ils font carrière… et ont déjà leur fondation dédiée au FEM."

Jutta Ditfurth avait pointé, dès l'automne de 2020, un entretien remarquable de Mme Baerbock à SDZ. Celle qui n'était alors que chef du Parti Vert s'y vantait d'avoir "parlé plusieurs fois avec le président Macron de l'éventualité d'une présence des Verts au gouvernement", et surtout "au sujet d'interventions militaires robustes [au niveau européen, ndlr]". Dans cet entretien, elle semblait lire dans les cartes le scénario en Ukraine tel qu'il se déroule aujourd'hui : ne pas laisser le champ libre à la Russie, la Chine ou la Turquie et s'assurer "de plus gros investissements dans différents domaines, pour que les armes à feu fonctionnent et les dispositifs de vision nocturne soient opérationnels". Se félicitant de la défaite de Donald Trump, Annalena Baerbock se déclarait pour "un nouveau positionnement stratégique", assurant qu'il s'agit de revoir "les capacités de l'OTAN et la division spécifique des responsabilités".

Jutta Dittfurth conclut avec une nouvelle salve de tweets contre les soi-disant "pacifiques" Verts :

"Où étiez-vous, vous les Verts nouveaux enthousiastes des armements lourds, quand il s'agissait de montrer votre empathie pour les gens en Syrie, au Yemen, en Afghanistan, en Méditerranée… Votre empathie est tout orientée et obéit à vos intérêts. [...] Baerbock fait le faucon pro-OTAN. Habeck l'idéologie patriotique. Hofreiter se passionne pour les systèmes d'armes. Les Verts ne trompent pas le moins du monde leur électorat, puisque ce dernier est sur la même ligne. Avant tout, sauvegarder les privilèges des écolo-bobos." FranceSoir 28 avril 2022

Chut ! Personne n'est supposé le savoir…

La Pologne contourne les sanctions et achète du gaz russe via l'Allemagne - lemediaen442.fr 28 avril 2022

Le groupe gazier russe avait agi en conséquence : « Gazprom a complètement suspendu les livraisons de gaz à Bulgargaz (Bulgarie) et PGNiG (Pologne) en raison du non-paiement en roubles. » Mais selon RIA Novosti, la Pologne a continué d'acheter du gaz russe, mais pas directement : « Après la suspension des approvisionnements directs, la Pologne achète du gaz russe. Mais maintenant en passant par Allemagne, d'où il est livré à la Pologne via le gazoduc Yamal-Europe«, a déclaré la société d'État Gazprom dans un communiqué. Ils ont noté que le volume choisi correspond approximativement aux demandes dans le cadre du contrat avec Gazprom.

Le jeu du chat et de la souris tourne à l'absurde, les stratégies les plus sournoises fleurissent, encouragées par les États-Unis alors que ces derniers achètent en masse du pétrole russe, mais obligent l'Europe à se serrer la ceinture. lemediaen442.fr 28 avril 2022

En complément.

Biden utilise cyniquement l'Ukraine pour couvrir le sabotage alimentaire

https://reseauinternational.net/biden-utilise-cyniquement-lukraine-pour-couvrir-le-sabotage-alimentaire/

Tout cela pour quoi ? Pas à pas vers un monde totalement privé de liberté.

Le crédit social à la chinoise s'invite au cœur de l'Europe - contrepoints.org 15 avril 2022

La ville de Bologne lance le Portefeuille du citoyen vertueux. Des comportements définis comme vertueux correspondront à un score que les Bolonais pourront alors dépenser en lots actuellement en cours de définition.

Les premiers Européens à tenter l'expérience sont nos voisins et cousins italiens… La presse locale italienne commence à en parler. Le crédit social récompensant « le citoyen vertueux » va ainsi être prochainement introduit à Bologne avec le dénommé smart citizen wallet.

Naturellement ce sera dans un premier temps sur la base du volontariat, bien évidemment ce sera dans un premier temps à titre expérimental… Il est toutefois fait mention que le portefeuille proposé visera à donner un maximum d'avantages aux citoyens vertueux… Quand on se souvient que les restrictions à la chinoise ont été introduites en Europe à travers l'Italie, la Chine n'ayant eu cesse de faire pression sur l'un des pays européens les plus dramatiquement touchés, n'y a-t-il pas de quoi s'alarmer un peu plus ?

Comme le rapporte le journal Corriere de Bologna, la mise en place du Portefeuille du citoyen vertueux est prévue après l'été 2022. Massimo Bugani qui avait travaillé sur le projet avec l'administration Raggi explique que l'idée s'apparente au mécanisme d'une collecte de points de supermarché :

« Les citoyens seront reconnus s'ils trient les déchets, s'ils utilisent les transports en commun, s'ils gèrent bien l'énergie, s'ils ne prennent pas de sanctions de la part de l'autorité municipale, s'ils sont actifs avec la carte culture ».

Ces comportements définis comme vertueux correspondront à un score que les Bolonais pourront alors dépenser en lots, actuellement « en cours de définition. »

Ces faits sont tristes, ils sont là : le tri par des pouvoirs publics du bon et du mauvais citoyen, selon des critères qui leur sont propres, se concrétisent en Europe. Quant à définir ce qui relève de la vertu, voilà une entreprise ma foi bien audacieuse ! Faut-il comprendre que celui qui ne se pliera pas aux critères des idéologies dominantes, ou de ce qui sera considéré vertueux par quelques politiciens sera d'abord pénalisé par la privation d'avantages, avant d'être marginalisé ? Que deviendrons, dans un deuxième temps, ceux qui ne se conformeront pas, ceux qui persisteront à vouloir exercer leur droit inaliénable au libre arbitre ?

Comme le reconnaissent les porteurs du projet : « la question de la vie privée et de la résistance que ce projet pourrait rencontrer chez les citoyens demeure », tout en s'empressant de préciser : « Évidemment, personne ne sera obligé de participer », bien persuadés toutefois qu'au regard des avantages qui seront conférés aux « bons » citoyens, ces derniers seront nombreux à les rejoindre : « Nous voulons qu'ils comprennent qu'ils ne sont pas des loosers mais que leur comportement est récompensé« .

Inutile d'être grand visionnaire pour anticiper la suite de l'expérience : de mon point de vue, il y aura dans un premier temps ceux qui participeront, une participation qui pourra être présentée – de façon extrêmement réductrice (cf. crise économique, pouvoir d'achat, lendemains incertains) – par ses initiateurs comme une première preuve de la volonté citoyenne de certains. Quant aux récalcitrants, ils pourront commencer à être montrés du doigt.

Observant la Chine, tout comme l'ensemble du monde, et sous la pression récurrente de la Chine l'Italie a souvent fait preuve de mimétisme dans sa gestion de la crise. Aujourd'hui c'est l'une de ses régions qui envisage d'aller plus avant encore… L'inimaginable d'hier, le crédit social chinois, deviendra ainsi réalité après l'été, en terre démocratique, selon des critères de comportements vertueux définis par quelques hommes. Ainsi des hommes politiques, par-delà le droit, et j'insiste sur ce point, et donc sur l'absolu arbitraire de ce qui est vertueux de ce qui ne l'est pas, s'arrogent sans complexe le pouvoir de définir pour la population ce qui relève de la vertu, cette « capacité à faire le bien, cette prédisposition pour de bonnes actions »…

S'agira-t-il alors à Bologne de se conformer à toutes les idéologies dominantes tant en matière d'écologie, d'économie, d'énergie, de culture, ou autres… faudra-t-il lire les bons ouvrages, être un ayatollah des éoliennes, un pourfendeur du nucléaire, un aficionado de l'écriture inclusive, etc. ? C'est à craindre, que dis-je, à redouter. S'il fallait ouvrir une boite de Pandore à même de mettre un terme à l'idéal démocratique et concomitamment fin au libre arbitre de chaque citoyen, ces apprentis sorciers – certainement pétris de bonnes intentions – sont en passe de l'ouvrir ! L'enfer étant bien entendu toujours pavé de bonnes intentions.

Après les récompenses viendront les pénalités !

Comme je l'évoquais, Bologne lancera cette expérimentation après l'été 2022…

Cette expérimentation sera de mon point de vue totalement biaisée par les difficultés financières de nombreux citoyens, qui y adhéreront pour des raisons financières. Cette folie se fera sur fond de crise économique mondiale annoncée, d'incertitudes et de crainte des lendemains.

Il est fort possible – envisageable – que de nombreux Bolonais ne verront dans cette initiative que les avantages et gains qui y seront associés, sans nécessairement mesurer la dangerosité du piège tendu. Qui dit récompense est potentiellement à terme annonciateur de pénalités, tout comme cela se passe en Chine. L'avenir nous le dira.

Par-delà cette expérimentation qu'il conviendra d'observer avec une extrême attention, il m'apparaît dès lors utile de rappeler qu'au niveau européen, une solution permettant une expérimentation similaire à grande échelle est en projet…

Ce projet d'un « portefeuille européen d'identité numérique » est dirigé par la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen, une présidente qui, rappelons-le à toutes fins utiles, n'est nullement élue par les citoyens européens.

Ce projet vise à "introduire un système d'identification numérique unique en Europe, grâce auquel les citoyens de l'Union européenne peuvent enregistrer numériquement différentes données et documents personnels par le biais d'une application utilisable dans n'importe quel État membre de l'UE."

Une fois ce dernier mis en place, – s'il l'est – l'instauration d'un crédit social à l'échelle européenne ne sera plus qu'à quelques encablures, pour – dans le même esprit qu'à Bologne – récompenser les citoyens européens considérés par leurs pouvoirs respectifs en place comme étant vertueux.

Utopie ? On m'accordera désormais que l'initiative de Bologne que je porte à votre connaissance a le mérite de crédibiliser mon propos, que ce qui semblait parfaitement impensable et déraisonnable a désormais au cœur de l'Europe une date de péremption arrêtée ! contrepoints.org 15 avril 2022

S'ils le disent eux-mêmes…

Qui sont les vrais criminels de guerre ? – par Philip Giraldi, le 12 avril 2022

Philip M. Giraldi est un ancien spécialiste de la lutte contre le terrorisme et officier du renseignement militaire de la CIA qui a servi dix-neuf ans à l'étranger (Turquie, Italie, Allemagne et Espagne). Il a été chef de la base de la CIA pour les Jeux olympiques de Barcelone en 1992 et a été l'un des premiers Américains à entrer en Afghanistan en décembre 2001. Philip est Directeur exécutif du Council for the National Interest, un groupe de défense basé à Washington qui cherche à encourager et à promouvoir une politique étrangère américaine au Moyen-Orient conforme aux valeurs et aux intérêts américains.

Extrait.

La Seconde Guerre mondiale a certainement comporté des atrocités de toutes sortes de part et d'autre, mais les bombardements délibérés des villes allemandes par les Anglo-Américains doivent être considérés comme particulièrement disproportionnés. Quarante-deux mille personnes, pour la plupart des civils, sont mortes à Hambourg lors du bombardement incendiaire de 1943 et le bombardement de Dresde en 1945, à un moment où l'Allemagne était au bord de la défaite, ce qui a été remarquable dans la mesure où la ville n'était pas une cible militaire et était pleine de réfugiés venus de l'Est. Au moins 200 000 civils sont morts. Le juge Andrew Napolitano a suggéré que le plus grand crime de guerre de l'histoire, si l'on se base sur la souffrance humaine inutile, était le bombardement nucléaire d'Hiroshima et de Nagasaki par le Président Harry Truman, qui a presque certainement tué plus de 200 000 personnes, principalement des civils, alors que le Japon se préparait à se rendre. Comme Truman se trouvait dans le camp qui avait gagné la guerre et contrôlait le processus de poursuite, sa décision n'a eu aucune conséquence juridique ni aucune sanction, bien que les critiques depuis 1945 aient parfois décrié la première utilisation d'armes nucléaires.

Si tuer des civils sans nécessité est la définition standard d'un crime de guerre, alors les cinq derniers présidents américains sont tous des criminels de guerre. En d'autres termes, historiquement parlant, les accusations de crimes de guerre, qui n'ont aucune signification réelle en droit et sont à la fois infiniment élastiques et sujettes à interprétation, ont souvent dépendu du côté de la barrière où l'on se trouvait lorsque la guerre s'est terminée. Et c'est encore plus compliqué que cela, étant donné la politique de ce que l'on appelle parfois « l'ordre international basé sur des règles », qui, en théorie, est né des cendres de la Seconde Guerre mondiale. Dès le départ, le nouvel ordre mondial était centré sur les États-Unis, avec les Nations unies (ONU) situées à New York, la Banque mondiale à Washington et le dollar comme monnaie de réserve mondiale. Au sein de l'ONU, la primauté américaine a été renforcée par la création d'un Conseil de sécurité, qui a seul le pouvoir d'autoriser une action militaire contre un État voyou. Le Conseil de sécurité compte cinq membres permanents, chacun d'entre eux disposant d'un droit de veto, ce qui signifie qu'aucune action efficace contre eux ne peut avoir lieu, quoi qu'ils aient fait. Et c'est ainsi que les choses se sont passées, les États-Unis plus la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne et la France étant effectivement à l'abri d'une censure autorisant une action militaire par les Nations unies.

Il est particulièrement intéressant d'observer que la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye a été créée pour traiter des « crimes de guerre et des crimes contre l'humanité » qui étaient autrement ignorés. Ni les États-Unis, ni les Russes, ni les Israéliens ne reconnaissent l'autorité de la Cour et les États-Unis ont déclaré qu'aucun enquêteur de la CPI ne serait autorisé à entrer sur leur territoire.

Dans ces conditions, il devient possible de voir comment toute la farce des crimes de guerre et autres violations du nouvel ordre mondial s'est jouée dans la pratique.

https://lecridespeuples.fr/2022/04/23/qui-sont-les-vrais-criminels-de-guerre/

Déclassification de documents sur les crimes des bandéristes - Réseau Voltaire 29 avril 2022

Le gouvernement russe a déclassifié des documents relatifs aux procès de bandéristes à la fin de la Grande Guerre patriotique (Seconde Guerre mondiale).

Ces documents attestent d'atroces crimes de guerre commis par les bandéristes contre des civils ukrainiens, en 1944 et 1945, lors du recul des nazis face à l'avancée des Soviétiques. Un document du ministère d'Alfred Rozenberg consacré aux territoires orientaux occupés par le IIIème Reich atteste d'un plan d'anéantissement complet du Donbass et de sa population par les forces bandéristes et nazies.

Ils peuvent être consultés avec un VPN sur le site « Le pouvoir est dans la vérité ».

Ces événements étaient ignorés dans l'Ukraine actuelle. En effet, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les bandéristes et les nazis du Bloc antibolchévique des nations (ABN) ont patiemment récrit l'histoire de leur pays. En dehors de toute réalité, leur version est devenue la vulgate actuelle des Ukrainiens. Réseau Voltaire 29 avril 2022

Un général canadien piégé à Azovstal - reseauinternational.net 29 avril 2022

Cette fois, c'est sérieux :

Basurin a parlé de la présence possible du général des Forces armées canadiennes sur le territoire de « Azovstal »

Le représentant officiel de la milice populaire de la RPD, Eduard Basurin, a déclaré qu'un général de l'armée canadienne pourrait se trouver sur le territoire de l'usine Azovstal à Marioupol. Selon lui, le lieutenant-général des Forces armées canadiennes Trevor Cadier pourrait être encerclé sur le territoire de l'usine avec des nationalistes ukrainiens. Basurin a noté que l'ONU pourrait essayer de sauver un militaire de haut rang.

« Il y a eu une déclaration du ministère de la Défense du Canada selon laquelle ce général a écrit une déclaration selon laquelle il quittait l'armée et se rendait en Ukraine », a-t-il déclaré. reseauinternational.net 29 avril 2022

Guerre en Ukraine : Le grand chaudron de la tambouille OTANesque impliquant les habituels barbouzes et mercenaires pour un racket et chaos en bande organisée - reseauinternational.net 29 avril 2022

Extrait.

Les forces spéciales britanniques ont entraîné les troupes ukrainiennes à Kiev depuis le début du mois, ont dit des commandants ukrainiens au journal The Times à la mi-avril.

D'anciens militaires britanniques, des fusiliers marins et des forces commandos sont aussi en Ukraine et y travaillent avec des sous-traitants (mercenaires) et des volontaires, mais les officiers ukrainiens sont d'accord pour dire que leur entrainement ce mois-ci fut conduit par des soldats britanniques en service actif.

« Les forces d'élite britanniques du SAS sont présentes en Ukraine depuis le début de la guerre, tout comme le sont les forces spéciales américaines Delta », a twitté le 9 avril le journaliste français Georges Malbrunot pour le journal Le Figaro, citant des sources du renseignement. Le journaliste a vendu la mèche le jour même où le Premier ministre britannique Boris Johnson fit sa visite surprise à Kiev. Le PM britannique était entouré de gardes appartenant au SAS britannique.

Le journaliste français expérimenté qui est revenu d'Ukraine après y être arrivé avec des combattants volontaires a dit à la chaîne CNews que les Américains étaient directement en charge de la guerre sur le terrain. « J'ai eu la surprise, ainsi que les volontaires, de découvrir qu'afin de rentrer dans l'armée ukrainienne, et bien ce sont les Américains qui prennent les décisions et qui gèrent », a dit Malbrunot.

Il ajouta que lui et les volontaires furent « presque arrêtés » par les Américains, qui affirmèrent être en contrôle, le journaliste révéla qu'ils furent tous alors forcés de signer un contrat jusqu'à la fin de la guerre. « Et qui est en charge ? Les Américains, je l'ai vu de mes propres yeux », a dit le journaliste français ajoutant « Je pensais être dans les brigades internationales et je me retrouvais face au Pentagone ».

https://reseauinternational.net/guerre-en-ukraine-le-grand-chaudron-de-la-tambouille-otanesque-impliquant-les-habituels-barbouzes-et-mercenaires-pour-un-racket-et-chaos-en-bande-organisee/

Le bataillon Sich, un énième bataillon de néonazis ukrainiens - donbass-insider.com 24 avril 2022

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/04/24/le-bataillon-sich-un-enieme-bataillon-de-neonazis-ukrainiens/

Embargo et embargo, pas sur les diams tout de même !

Les négociants et fabricants de diamants ne sont pas disposés à cesser leurs activités avec la Russie - infobrics.org 29 avril 2022

Extrait (traduction).

Au début du mois, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne ont inscrit la société russe Alrosa, premier producteur mondial de diamants, sur la liste des sanctions. Alrosa représente 27 % de la part du marché mondial et 95 % de l'extraction de diamants en Russie. L'année dernière, les ventes de diamants bruts et manufacturés du groupe russe ont atteint 4,1 milliards de dollars. En raison du statut d'Alrosa, les sanctions prises à l'encontre de l'industrie diamantaire russe auront un impact négatif sur le secteur dans le monde entier, ce que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne n'avaient pas envisagé.

Selon Edahn Golan, analyste israélien de l'industrie du diamant, si le gouvernement américain décide d'étendre les sanctions à tous les diamants extraits en Russie, quel que soit leur lieu de production, l'industrie du diamant sera fortement perturbée dans le monde entier. L'exclusion d'Alrosa du marché mondial causerait un grave préjudice à l'entreprise elle-même et à l'ensemble du marché, car, selon M. Golan, la contribution d'Alrosa au marché mondial est irremplaçable.

Toutefois, à l'heure où l'Occident oblige la Russie à mettre en place de nouvelles méthodes financières permettant de contourner les sanctions, accélérant ainsi la dédollarisation de l'économie mondiale, la Russie pourrait procéder à un achat en gros des diamants par l'intermédiaire du Fonds d'État des métaux précieux et des pierres précieuses - Gokhran. Gokhran, une institution d'État qui opère sous l'égide du ministère russe des finances, agit en tant que dépositaire pour le traitement des achats, le stockage et la vente d'articles précieux, tels que les diamants, au nom du gouvernement russe.

Le ministre russe des finances, Anton Siluanov, a déclaré à Reuters que le gouvernement restait ouvert à l'achat de son propre produit brut si les sanctions se poursuivent. "Nous n'excluons pas la possibilité que Gokhran achète des diamants produits par Alrosa. Le montant sera déterminé ultérieurement", a-t-il déclaré.

On se souvient que Gokhran avait déjà acheté des diamants d'une valeur de plus d'un milliard de dollars pendant une période de faiblesse de la demande causée par la crise financière mondiale de 2009. Ainsi, la Russie élabore de nouvelles méthodes pour que l'industrie du diamant ne se développe pas seulement de manière régulière dans le pays, mais puisse également continuer à travailler avec des négociants et des fabricants en dehors de l'Occident qui n'ont pas imposé de sanctions. infobrics.org 29 avril 2022

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 2 mai 2022.

Quel malheur d'être une femme ? Je ne le pense pas.

Carole Bouquet et la chirurgie esthétique : elle a du mal à se regarder dans un miroir. – Closer

- "*Et actrice, vieillissant, ce n'est pas non plus très facile de se voir. Je ne tiens pas tellement à regarder la tête que j'ai, pour dire la vérité, à l'image aujourd'hui. Parce que je veux bien jouer la comédie mais tant qu'à faire, j'aime autant ne pas voir le résultat*"

- "*Je pense que pour les femmes, ce n'est pas facile... Et que pour une actrice, oui, parce qu'on n'arrête pas de vous regarder*".

La journaliste de TF1 lui demande alors son sentiment sur les opérations esthétiques : "*Quelle est la meilleure thérapie contre le temps qui passe ? Pas la chirurgie esthétique en tout cas...*". Une phrase qui fait réagir l'actrice : "*Non la chirurgie esthétique... Alors si... La chirurgie esthétique... Quand je verrai quelqu'un où je ne vois pas qu'il ait fait quelque chose. Le problème c'est que je vois toujours et je le remarque*".

Pour elle, le parfait exemple de ce qu'il ne faut pas faire, c'est Madonna : "*Pardon, mais j'ai vu des images et elle a du talent... De Madonna... Ça m'affole... Ça me fait peur... Je me dis mais comment elle se regarde dans le miroir le matin et ce n'est pas elle, c'est quelqu'un d'autre. Or quand on est seul avec son miroir*". Alors, sans chirurgie esthétique, Carole Bouquet tente de s'accepter comme elle : "*Et je ne suis pas ravie d'avoir le visage qui commence à se marquer*". Closer

JC - Vaut toujours mieux s'assumer tel ou telle qu'on est et cela le plus tôt possible ou tout au long de la vie, c'est en tout cas le principe que je m'applique et mon conseil aux femmes.

Ayant une fille qui n'est plus une enfant, une ex-épouse qui n'est plus de la première jeunesse, je pense tendrement à elles, et je suis sensible à tout ce qui pourrait les faire souffrir inutilement, comme si on avait besoin d'en rajouter au lot qui nous échoie car personne n'est épargné, bien qu'on n'ait rien demandé du reste... Mais le cours de la vie, la transformation biologique au fil du temps, on parle parfois des ravages du temps qui passe, on ne peut pas y échapper, et il vaut mieux l'assumer ou s'y préparer, pour être un peu plus heureux que si on refusait d'admettre que ce processus est irréversible.

Je conçois qu'une femme (ou un homme) veuille plaire ou être désirable, à vrai dire cela ne me concerne pas plus aujourd'hui qu'hier, que pour se sentir bien dans sa peau, elle ou il ait besoin de modifier son apparence au point que plus rien de naturel n'affleure à la surface de sa peau qu'elle ou il peut observer dans un miroir. Quand on y réfléchit un peu, il y a là quelque chose de choquant, qui traduit un profond malaise ou un refus de s'accepter tel qu'on est en général pour paraître quelqu'un d'autre d'étranger à soi-même, ce qui témoigne qu'on est soumis à un processus de dissociation psychologique inconscient entre ce qu'on est et ce qu'on n'est pas, qui peut induire en erreur ou prêter à confusion au point de ne pas savoir qui on est vraiment ni ce qu'on veut vraiment dans la vie. Quant à lui donner un sens, alors là, il ne faut pas trop y compter, sauf à se faire de grosses illusions dont un jour ou l'autre on reviendra...

Maintenant on peut concevoir une transformation mineure de son apparence, dès lors qu'elle ne nous défigure pas ou laisse apparaître nos traits naturels, y compris ceux forgés par le temps qui passe et qu'on en a conscience, c'est préférable. Les hommes au sens générique passent leur temps à tricher sur tous les tableaux, je ne pense pas que cela serve leur cause, hormis quand cela aide à mettre en valeur leurs qualités.

Fabrication du consentement, comment cela fonctionne sur le long terme.

Lu - Le caractère indéfendable du terrorisme facilite les opinions favorables à des mesures pourtant attentatoires aux libertés...

Haro sur l'Inde, tout est bon à prendre !

Crise énergétique en Inde: trains réquisitionnés, des millions de voyageurs bloqués - RFI 30 avril 2022

Afin d'acheminer le charbon dans les centrales pour répondre à la crise énergétique, le gouvernement indien a réquisitionné des centaines de lignes de train. Cette mesure d'urgence affecte des millions de travailleurs à travers le pays.

En Inde, certaines lignes ferroviaires resteront fermées jusqu'au 8 mai, d'autres jusqu'à la fin du mois. Afin de répondre au pic de demande en électricité, le gouvernement a réquisitionné 650 lignes de trains pour acheminer le charbon vers les centrales du pays. Le charbon fournit 75% de l'énergie du pays.

Cette mesure d'urgence perturbe l'ensemble du pays, notamment les ouvriers agricoles saisonniers qui se rendent dans leurs régions d'origine à cette période de l'année pour travailler dans les champs. À l'inverse, de nombreux salariés journaliers qui font le voyage vers la ville pour gagner leur vie pourraient être affectés par cette interruption du trafic ferroviaire.

En Inde et au Pakistan, les habitants suffoquent et luttent par tous les moyens contre la canicule - BFMTV 30 avril 2022

On croirait lire un numéro d'Informations ouvrières (POI)… de mai 1981 !

JC - Ils nous refont le coup de 1981 à la virgule près en plus pathétique cette fois, puisque l'Union populaire n'aura pas la majorité à l'Assemblée nationale.

C'est vrai que j'avais été influencé en 2017 par cette vieille sirène, et j'ai failli l'être en 2022. Il faut se poser la question de savoir qu'est-ce qui sera essentiel pour le combat des masses dans les mois ou les années à venir en supposant qu'elles jaillissent sur la scène politique sous la forme d'une insurrection ?

Qu'elles disposent d'un parti révolutionnaire, certes, mais c'est très mal barré ou on ne voit pas comment cela pourrait être possible, donc soyons sérieux et laissons cela de côté. Quoi alors, sinon qu'elles y soient le mieux préparés théoriquement ou politiquement, afin qu'une partie de leurs illusions soient déjà ébranlées ou bien entamées et ne demandent qu'à tomber, car dans le cas contraire, elles ne pourraient pas trouver la voie pour vaincre leurs ennemis, elles constitueraient un obstacle infranchissable dans la mesure où leurs ennemis les instrumentaliseraient pour les diviser et finalement les vaincre.

Quand on part au combat quel qu'il soit, ce qui va être déterminant, ce sont les conditions dans lesquelles on va l'aborder, si on dispose des moyens qui nous permettent d'espérer pouvoir l'emporter, car c'est tout de même le but. On a tendance aussi à l'oublier aussi incroyable que cela puisse paraître, dans la culture du militantisme depuis très longtemps se battre serait une fin en soi, on comprend très bien pourquoi, quand on ne se donne pas les moyens de vaincre ou quand on se donne des objectifs inatteignables, cela permet de justifier toutes les défaites ou de les attribuer à des tiers ou finalement d'en être toujours au même point.

À l'heure où la réaction dispose de moyens colossaux pour conditionner les masses, élever le niveau de leur conscience politique ou de leur compréhension générale de la situation et de la société dans laquelle elles vivent ou du capitalisme, devrait être une de nos tâches prioritaires, or, cela n'a jamais été l'objectif des dirigeants du mouvement ouvrier depuis plus de 70 ans, partant de là, la question du parti ou de l'organisation des masses et le socialisme non plus.

Quand on a compris cela, on peut interpréter leur politique en prenant un minimum de risques de se tromper, car on connaît leurs véritables natures et leurs réelles intentions qui s'inscrivent en totale contradiction avec les prétentions qu'ils affichent, ce qui explique pourquoi aucune discussion ou accord ne peut avoir lieu avec eux, car finalement nous ne combattons ni pour la même cause ni dans le même camp.

Ce qui se passe actuellement sous nos yeux, révèle pour ceux qui les gardent ouverts, qu'on est en présence d'imposteurs ou d'agents du régime en place, ce qu'ils n'ont cessé de démontrer depuis le 11 septembre 2001 pour ne pas remonter plus loin et confirmer à de multiples reprises, pour qu'il n'existe plus aucun doute sur cette question. Le trotskysme aura été à partir de 1940, qu'une sorte de social-démocratie mêlée de stalinisme déguisé au service de la réaction…

POUR BLOQUER MACRON

Législatives : ensemble, unis, pour les candidats Union populaire, on y va à fond !

Ouvrir une issue conforme à la démocratie, aux intérêts de l'immense majorité, exige que ces institutions, issues du coup d'État de 1958, soient balayées.

Mais, nous savons aussi qu'un nombre important d'élus, de députés du pôle populaire, sur l'orientation de rupture portée par l'Union populaire, ouvrirait une crise formidable, une brèche béante au cœur de ces institutions. Une brèche dans laquelle les masses pourraient s'engouffrer pour imposer la convocation d'une assemblée constituante et souveraine, où le peuple définira lui-même la forme et le contenu de la démocratie. Ce serait un puissant levier pour la lutte de classe.

JC – Quel baratin ! Tout cela pour avoir des postes et les émoluments qui vont avec.

Pour qui roulent Mélenchon et sa clique de bras cassés ?

Législatives : LFI et EELV concluent un accord historique, en attendant le PS et le PCF - europe1.fr 02 mai 2022

Cet accord attribue notamment 100 circonscriptions pour le pôle écologiste, selon des sources proches des négociations.

JC - Yannick Jadota a obtenu 4,63% des voix au premier tour de la présidentielle de 2022, cela donne rapporté aux 577 circonscriptions ou députés de l'Assemblée nationale, 26,77 sièges, LFI leur en accorde 100 potentiels.

Le Great Reset : C'est le fascisme universel.

Yuval Noah Harari, conseiller de Klaus Schwab

- « *L'idée que les humains ont une âme ou un esprit et qu'ils ont le libre arbitre. Et que personne ne sait ce qu'il se passe à l'intérieur de moi, de mes choix, que ce soit aux élections, au supermarché. C'est fini.* »

- « *Le covid est essentiel, car c'est ce qui convainc les gens d'accepter de légitimer la surveillance biométrique totale.*»

- « *Nous ne devons pas seulement surveiller les gens, nous devons surveiller ce qui se passe sous leur peau.*»

- « *Les humains sont des animaux piratables.*»

https://lemediaen442.fr/yuval-noah-harari-conseiller-de-klaus-schwab-le-covid-est-essentiel-il-convainc-daccepter-la-surveillance-biometrique/

A propos de Yuval Noah Harari

Tout est fiction, reste le marché - Janvier 2019

Nourri d'anecdotes et de précisions savantes, « *Sapiens* », de Yuval Noah Harari, se présente à la fois comme une séduisante entreprise de vulgarisation portant sur l'histoire de notre espèce et comme une réflexion sur le sens de cette histoire. La pédagogie se double ainsi de considérations qui, sous couvert de science, trahissent une banale défense de l'idéologie dominante.

https://www.monde-diplomatique.fr/2019/01/PIEILLER/59436

Les principes universels, le libéralisme, le socialisme ? Des mythes, et qui, de surcroît, peuvent changer vite : « *En 1789, la population française changea de croyance presque du jour au lendemain.* » Des mythes dangereux, souvent, notamment la croyance dans la raison, le libre-arbitre. Ce sont des *« lois, forces, entités, lieux qui n'existent que dans leur imagination commune*

» qui suscitent chez les êtres humains « *les croisades, les révolutions socialistes, la défense des droits de l'homme* ».

...le capitalisme, autre version d'une religion centrée sur l'homme, a « *réduit la violence humaine et accru la tolérance et la coopération* ».

Harari a cherché à étayer, et souvent asséné, les lieux communs propres à la conception du monde selon le libéralisme : tout est relatif ; il n'est pas de vérité ultime ; il y a une nature humaine première ; la raison sert de masque aux émotions qui l'impulsent, seules véritablement déterminantes, etc. On comprend qu'il ait pu être invité au Forum économique de Davos. On comprend moins qu'il soit pris au sérieux.

Mise au point du général français Jacques Guillemain

En ces temps où la raison semble avoir quitté les chancelleries occidentales et les salles de rédaction européennes, en ces temps où l'hystérie collective anti-Poutine semble tenir lieu de réflexion profonde et de réponse politique incontournable, je rappellerai simplement quelques réalités que le monde, en plein délire, semble avoir oubliées.

La diabolisation outrancière d'un ennemi ne fait pas partie de la panoplie à l'usage des historiens dignes de ce nom. En attendant, voici quelques rappels :

Ce sont les Américains qui ont refusé, en 1990, que la Russie soit arrimée à l'Europe.

Ce sont encore les Américains qui ont promis à Gorbatchev de ne jamais élargir l'Otan à l'Est.

Quand le Pacte de Varsovie a été dissous en 1991, les Occidentaux ont conservé l'Otan avec ses 16 membres, européens pour la plupart. Vainqueurs de la guerre froide, les Américains, au lieu de construire la paix, ont intégré 14 pays de l'ex-URSS dans l'Alliance et installé leurs missiles aux frontières de la Russie qui ne menaçait plus personne.

En 2022, cinq pays de l'Otan possèdent encore des armes nucléaires américaines sur leur sol. Qui menace qui ?

Depuis 1990, l'Otan n'a plus rien d'une alliance défensive, c'est, au contraire, un outil offensif aux ordres de Washington pour régenter le monde.

C'est toujours l'Otan l'agresseur, en Serbie, en Libye, en Irak, en Syrie, en Afghanistan. Avec les succès que l'on sait…

En 1999, l'Otan a bombardé la Serbie alliée de Moscou avec une armada de 800 avions et dépecé le pays en l'amputant de la province du Kosovo, devenu un État mafieux, siège de tous les trafics : êtres humains, armes, stupéfiants et organes.

L'Occident pleure sur le sort de l'Ukraine, mais il applaudissait aux bombardements de la malheureuse Serbie, accusée injustement de génocide. Ces bombardements criminels contre un petit pays qui n'avait agressé personne ont duré 78 jours. Les avions de l'Otan ont effectué 38 000 sorties, entraînant de nombreuses bavures et victimes civiles.

La récupération de la Crimée par Moscou n'est donc que le juste retour du boomerang pour l'indépendance du Kosovo, imposée à Belgrade en totale violation du droit international et au mépris de la Russie, encore trop affaiblie pour s'opposer à cette ignominie.

Quand Poutine refuse de voir l'Ukraine devenir une base avancée de l'Otan aux frontières de la Russie, c'est exactement ce que Kennedy a refusé en 1962, quand Khrouchtchev a voulu installer ses missiles nucléaires à Cuba.

Non, ce n'est pas Poutine qui a enterré les accords de Minsk. C'est l'Ukraine qui ne les a jamais respectés en refusant d'accorder l'autonomie au Donbass pro-russe.

L'Occident gémit sur le sort de l'Ukraine, mais, depuis 2014, les habitants du Donbass subissent, eux aussi, des bombardements ukrainiens perpétuels sans que l'Europe, ni l'Amérique s'en émeuvent. 13 000 morts en 8 ans.

https://www.mondialisation.ca/point-de-vue-du-general-francais-jacques-guillemain-situation-russie-ukraine/5667779

A propos d'Annie Lacroix-Riz

Annie Lacroix-Riz : pas de grève massive en Allemagne entre 1918 et 1931 ?

Vidéo - https://www.youtube.com/watch?v=R9LtiwvHcaY

JC - Annie Lacroix-Riz a affirmé qu'il n'y avait pas eu de grèves massives en Allemagne entre 1918 et 1931 ? J'ai été vérifié rapidement, et il s'est avéré que c'était faux, évidemment.

Elle passa sous silence, que sous la République de Weimar une nouvelle monnaie avait vu le jour, que d'importantes réformes sociales entre 1924 et 1929 avaient été adoptées (assurance maladie, chômage, retraite, etc.) ainsi que d'importantes augmentation de salaires, ce qui devait contribuer à la paix sociale...

Quant au rôle du KPD (Parti communiste allemand) complètement stalinisé dès 1925 avant l'accession d'Hitler au pouvoir, elle n'en dira pas un mot non plus. Le plus incroyable, c'est que lors de cette conférence (?) consacrée au salaire et au profit, elle a réussi à citer à une dizaine de reprises Marx et la baisse tendancielle du taux de profit sans jamais expliquer à son auditoire de quoi il s'agissait, du coup je me suis dit, encore une qui s'écoute parler et cela ne va pas beaucoup plus loin, bref, c'est une stalinienne pure et dure.

- Une grève générale ouvrière a déjà lieu à Berlin dès janvier 1918. Mais tout va s'accélérer fin octobre avec la révolte des marins de Kiel. Le 4 novembre, 30 000 ouvriers de Stuttgart se mettent en grève et créent leurs propres « Conseils » qui les représentent. Deux jours plus tard, des Conseils apparaissent dans tout le pays. Craignant d'être balayé comme en Russie, le régime pousse le Kaiser à l'abdication. Le 13, les sociaux-démocrates modérés qui avaient soutenu dès le départ l'union sacrée, forment un gouvernement. Deux jours plus tard, ils négocient avec le patronat la journée de 8 heures. Début janvier 1919, les ouvriers de la Ruhr occupent les usines et les mines et commencent la socialisation de leur outil de production. Mais les insurrections sont écrasées dans le sang.

En mars 1920, les travailleurs rhénans se soulèvent et créent une République des Conseils. En solidarité, toutes les mines sarroises sont en grève. L'administration d'occupation française laisse entrer l'armée allemande dans la zone démilitarisée pour écraser les grévistes insurgés.

L'Allemagne en pleine crise économique et financière (début 1923, un dollar vaut 4 200 milliards de reichsmarks) n'arrive plus à honorer ses indemnités à la France. Cette dernière envoie donc 200 000 soldats dans la Ruhr de mai à octobre 1921 puis en janvier 1923 pour deux ans. En 1923, l'armée française prend le contrôle des usines et des mines. La riposte ouvrière contre cette militarisation, qui plus est étrangère, est virulente, mais vaine. Toutes les mines sarroises sont en grève du 4 février au 5 avril. Le 31 mars, une immense manifestation ouvrière se déroule à Essen, contre l'occupation étrangère et la paupérisation. L'armée française tire : treize morts.

La tentative d'émancipation des ouvriers allemands en 1918-1919 sera écrasée par une partie des sociaux-démocrates et de la droite allemande et dans l'ouest du pays par l'armée française. Dix ans plus tard Hitler prendra le pouvoir.

(Source : 1918-1923 : Les ouvriers allemands au sortir de la Grande guerre - force-ouvriere.fr 29 décembre 2018

https://www.force-ouvriere.fr/1918-1923-les-ouvriers-allemands-au-sortir-de-la-grande-guerre

---

Philippines. Partout les mêmes instruments et les mêmes acteurs pour porter au pouvoir les pires dictateurs.

Philippines : « Bongbong » Marcos aux portes du pouvoir, 36 ans après la fin de la dictature de son père - lejdd.fr le 1 mai 2022

Ferdinand Marcos Jr, fils de l'ancien dictateur des Philippines Ferdinand Marcos (1965-1986), est candidat pour succéder à Rodrigo Duterte, avec sa fille pour alliée.

Les Marcos sont de retour ! Trente-six ans après la chute du dictateur Ferdinand, son fils, Ferdinand Jr Marcos, plus connu sous le sobriquet de « Bongbong », est aujourd'hui le mieux placé pour succéder au chef de l'État, Rodrigo Duterte . Deux semaines avant le scrutin présidentiel du 9 mai, les sondages créditent d'au moins 55 % d'intentions de vote celui qui, à 64 ans, ne renie rien de l'héritage familial. Cette semaine encore, dans une interview à CNN, il louait le « génie politique » de feu son père, décédé en 1989, trois ans après avoir été contraint à l'exil.

Comment comprendre ce bégaiement de l'Histoire ? Comment expliquer que vingt ans de règne sans partage (1965-1986), marqués par la corruption – chacun se souvient des 3 000 paires de chaussures collectionnées par Imelda Marcos – et les abus massifs en matière de droits de l'homme, n'aient pas frappé la famille d'infamie politique ? « La population est jeune, avec un âge médian de seulement 25 ans, affirme Adele Webb, chercheuse à l'université du Queensland, en Australie. Pour elle, la période dictatoriale appartient à un passé lointain. » Jean Franco, professeure associée à l'université Diliman à Manille, y voit aussi le résultat de « l'état lamentable du système scolaire » philippin. « Les manuels ne traitent plus de la période de la loi martiale. Certains, même, glorifient les années Marcos. »

Machine de guerre numérique

La Bongbongmania qui s'est emparée de l'archipel asiatique et de ses 110 millions d'habitants devrait peu aux talents de l'héritier. « Intellectuellement, c'est un médiocre qui n'a même pas réussi à être diplômé d'Oxford, où il suivait des études grâce à son argent, mitraille Ruben Carranza, avocat qui, entre 2000 et 2004, fit partie de la commission chargée d'enquêter sur la fortune pillée par les Marcos. Il compense cela par une arrogance et une impudence totales. » Sa campagne, certes spectaculaire comme c'est de coutume aux Philippines, a été à l'avenant. Prônant l'unité du pays, il a surtout usé d'arguments populistes et de promesses floues sur l'emploi et le pouvoir d'achat.

Son succès, l'héritier le doit en fait à l'impressionnante machine de guerre numérique qui a été mise à son service. Même s'ils n'en ont pas apporté la preuve, certains médias locaux ont par le passé accusé -Ferdinand Jr de s'être attaché les services de Cambridge Analytica, cette société qui avait œuvré à la victoire de Donald Trump en 2016. Depuis des mois, en tout cas, une armée de trolls inonde Facebook et TikTok de boules puantes et de fake news.

Cette mobilisation a d'abord servi à discréditer la principale adversaire de Bongbong, l'actuelle vice--présidente, Leni Robredo. Mais elle a surtout été utilisée pour réhabiliter le nom des Marcos et réécrire l'histoire nationale. « S'il s'est amplifié dernièrement sur les réseaux sociaux, ce projet révisionniste visant à transformer la dictature kleptocratique en un âge d'or a été en fait entrepris sur le Web dès les années 2000 », souligne Adele Webb.

Avec la bénédiction de l'actuel président Duterte

Car le purgatoire n'aura pas duré bien longtemps pour les Marcos. Dès les années 1990, ils sont revenus sur l'archipel, bien décidés à se venger des révolutionnaires pacifiques qui les en avaient chassés. Dans un système clientéliste dominé par les clans et les dynasties, c'est dans la province d'Ilocos Norte, son fief du Nord, que la famille Marcos a repris pied et reconstruit son réseau, sous l'impulsion d'Imelda elle-même. Telle une pieuvre, elle a fait élire les siens – fils, cousins, neveu – aux postes clés de maire, député, gouverneur. L'objectif, alors, était la reconquête du pouvoir, ce que -Ferdinand Jr s'apprête à réaliser. Mais aussi – surtout ? – de préserver la colossale fortune de la famille, fruit de deux décennies de spoliation de l'État, estimée à 13 milliards de dollars. « Imelda Marcos s'est même démenée pour reprendre l'argent que des hommes d'affaires proches d'elle avaient récupéré », précise Ruben Carranza. L'avocat se fait peu d'illusions en cas d'élection du fils Marcos. « Il ne va pas seulement vouloir mettre un terme aux enquêtes qui portent sur les avoirs de sa famille, il va aussi remettre la main sur les 5 à 7 milliards de dollars recouvrés par l'État. »

Bongbong ne devrait pas davantage encourager les poursuites à l'encontre de l'actuel président, Rodrigo Duterte, visé par une enquête de la Cour pénale internationale pour la meurtrière guerre antidrogue menée par son gouvernement. Les deux clans ont en effet conclu une alliance depuis des années. « En 2016, les Marcos ont soutenu la candidature de Duterte, en mettant leur argent et leur organisation à son service », souligne Adele Webb.

D'ailleurs, la favorite pour le poste de vice--présidente, qui fait l'objet d'une élection à part, n'est autre que la fille du chef de l'État, Sara Duterte. Bien que moins abrasive que son père, elle a, selon Ruben Carranza, perpétué l'ultraviolente guerre contre la drogue dans la ville de Davao, dont elle fut aussi maire. L'avocat se montre bien pessimiste quant à la suite des événements : « Si elle et Ferdinand Jr sont élus, alors ce seront les deux versants du monde du crime qui arriveront au pouvoir. » lejdd.fr le 1 mai 2022

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 6 mai 2022.

Un amour-propre mal placé, un refus d'admettre qu'on est vulnérable ?

- « *Il est plus facile de tromper les gens que de les convaincre qu'ils ont été trompés* ».

JC – Il faudrait préciser que cela dépend des rapports qu'on a avec la personne qui nous délivre une autre version, son statut social, sa personnalité, son âge…

Le savais-tu ? Quel monde de sadiques et de cinglés !

Inciser la langue des bébés (la frénotomie linguale), une opération trop à la mode - francesoir.fr 2 mai 2022

Un coup de scalpel sous la langue d'un bébé, est-ce bien nécessaire ? De plus en plus de parents font réaliser cette opération censée faciliter l'allaitement

A quoi correspond ce terme technique ? Au fait de donner un coup de scalpel ou de laser sous la langue pour lui laisser plus de liberté en incisant le frein qui la relie au bas de la bouche.

Tous s'accordent sur un constat: de plus en plus de parents font réaliser une telle opération sur leur enfant, malgré son absence d'intérêt dans la plupart des cas.

"*Ca a commencé probablement aux Etats-Unis et au Canada et puis ça s'est étendu*", constate auprès de l'AFP Virginie Rigourd, pédiatre à l'hôpital parisien Necker. Signe de sa popularité dans le monde anglo-saxon, le nombre de frénotomies a quintuplé depuis dix ans en Australie.

"*Aucune étude n'a pu prouver que la frénotomie permette un allaitement réussi à long terme*", conclut ce travail, qui souligne par ailleurs la faible qualité des études menées sur le sujet.

L'intérêt de cette opération est donc loin d'être prouvé en cas de problème d'allaitement. Or, plus aberrant encore, certains parents se voient proposer de la faire réaliser quand ils n'ont fait état d'aucun souci.

C'est le cas de Léa, qui a vu une ostéopathe parisienne à la naissance de son fils en 2018 pour un simple bilan. Son interlocutrice lui a suggéré de faire inciser un frein de langue jugé "*trop épais*" chez l'enfant.

"*C'était du genre préventif: +On ne sait pas trop pourquoi, mais c'est toujours mieux de le faire couper+*", rapporte Léa, qui n'a pas donné suite à cette suggestion mais comprend que d'autres jeunes parents y cèdent. "*Il faut tout ce qu'il y a de mieux pour son enfant: si on te dit que faire couper le frein de son enfant c'est le mieux, même sans raison évidente, tu y vas*". francesoir.fr 2 mai 2022

JC- Il faut qu'ils torturent même des bébés, des monstres de cruauté ! On comprend pourquoi il y a des gens qui finissent par être dégoûtés par l'espèce humaine ou qui haïssent la terre entière malheureusement. Ils les poussent dans cette direction, comme ils les ont poussés à se désintéresser de la politique pour mieux les manipuler et les asservir.

Dès lors, l'unique question qui vaut la peine d'être posée : Cela rapporte combien ?

Il faut bien comprendre que ce sont les salariés ou les contribuables qui financent la Sécu et que le niveau des cotisations est en rapport avec les dépenses de santé de la population, à cela s'ajoute la CSG et d'autres contributions obligatoires qui sont en fait des impôts déguisés qui augmentent sans cesse, pour enrichir finalement des laboratoires, des trusts pharmaceutiques, des cliniques privées, des professionnels de santé libéraux.

Instrumentalisation tout azimut pour mieux racketter la population et s'enrichir encore plus et plus vite.

Entre inflation et guerre en Ukraine, les pénuries s'intensifient - AFP 2 mai 2022

Pour les œufs, par exemple, des éléments conjoncturels s'ajoutent, avec l'épidémie de grippe aviaire, mais aussi le prix de l'alimentation animale. *« 70 % du coût de l'œuf, c'est de l'alimentation animale* », explique Jean-Philippe André, président de l'ANIA, l'organisation professionnelle des agro-industriels. Cette dernière venant souvent de Russie et d'Ukraine, « *vous avez une tension à la fois de prix et de disponibilité* ». Cela concerne aussi « *les produits à base de viande* », poursuit-il, notamment du fait de l'inflation du tourteau de soja, qui sert à nourrir volailles, porcs ou bœufs. AFP 2 mai 2022

JC – La conclusion du GIEC sur le réchauffement climatique et de l'OMS sur la pandémie appelant la population à changer de mode de vie, de pures coïncidences, en fait l'application d'un plan…

Tout semble fait pour faire monter les prix, organiser une pénurie, dissuader les citoyens de manger de la viande ou même consommer des produits issus d'animaux tels que le lait ou les œufs, je crois que ce constat correspond à la réalité.

Pour parvenir à ces objectifs, il ne suffisait pas de déclarer que l'activité humaine (anthropique) et le mode de vie de la population (alimentaire) étaient soudainement responsable du changement climatique, il ne suffisait pas de déclarer que la démographie mondiale et le mode de vie de la population (concentration urbaine) la plus riche favorisaient l'apparition de pandémie mondiale, une coïncidence que chacun aura pu observer, les voilà qui instrumentalisent le virus H5N1.

Il va de soi que ce virus n'est pas apparu du jour au lendemain, il devait exister comme des millions d'autres depuis des temps immémoriaux et tout le monde en ignorait l'existence jusqu'à il y a peu sans se porter plus mal il faut préciser, car il a la particularité de ne présenter aucun danger pour la santé de l'homme, qui du reste a dû en faire une consommation monstrueuse depuis qu'il mange de la volaille, n'est-ce pas ?

Mais voilà qu'aujourd'hui, les tyrans, qui détiennent tous les pouvoirs, on parle bien toujours des mêmes, ont décrété qu'il fallait abattre tous les élevages où ce virus était présent, qu'il fallait éradiquer ce virus, exactement comme en Chine avec la politique du "*zéro Covid*", ce qui est une

mesure aberrante et autoritaire, une de plus. Osons préciser, comme seule réponse à la crise irréversible du système économique capitaliste mondiale, avec la guerre toutefois. Cet épisode est un des éléments de cette guerre qu'ils livrent à tous les peuples, mais cela n'apparaîtra dans aucun article, car le peuple ne doit pas en arriver à la conclusion qu'il doit se débarrasser de ce système économique...

POLITIQUE.

Dans l'actualité.

Ukraine: Macron appelle Poutine à "permettre la poursuite des évacuations de l'usine Azovstal" - BFMTV 4 mai 2022

JC - Réponse de Poutine :

Ukraine: la Russie lance l'assaut sur Azovstal à Marioupol - AFP 4 mai 2022

La Russie a lancé mardi pour la première fois un assaut avec chars et infanterie sur l'aciérie d'Azovstal, dernière poche de résistance ukrainienne dans le port stratégique de Marioupol. AFP 4 mai 2022

C'est un moyen de s'enrichir par les deux bouts… l'air de rien…

L'OMS dénonce une "épidémie" d'obésité en Europe - Courrier International 3 mai 2022

Mardi 3 mai, l'Organisation mondiale de la Santé a publié un nouveau rapport concernant le problème du surpoids en Europe qui présente des chiffres inquiétants. L'obésité serait responsable d'1,2 million de décès et causerait 200 000 cas de cancer par an.

C'est une région où 59 % des adultes, 8 % des enfants de moins de cinq ans, et 33 % des enfants qui ont l'âge d'aller à l'école sont en surpoids ou obèses. Des pourcentages "*plus haut que dans toutes les autres parties du monde, à l'exception des Amériques*", prévient The Guardian.

JC - Leur humanisme est la politesse des salauds et des empoisonneurs, des profiteurs sans vergogne, la preuve, ils comptent s'en servir pour taxer les produits consommés par les classes populaires et la jeunesse ou les retirer de la vente au profit de produits plus couteux inaccessibles aux couches les plus défavorisées ou pauvres.

Courrier International - Le tableau dressé par l'OMS est donc inquiétant, mais l'Organisation mondiale de la santé croit encore qu'il est possible d'inverser la tendance, c'est pourquoi, elle délivre une série de conseils aux gouvernements.

"*Le rapport invite à prendre des mesures telles des taxes sur les boissons sucrées et des subventions pour l'alimentation saine*", résume The Guardian, mais aussi " *à faire cesser la commercialisation d'aliments malsains pour les enfants.*"

L'OMS propose de limiter la prolifération des commerces de bouche à emporter dans les quartiers plus défavorisés... Courrier International 3 mai 2022

Dans l'actualité politique en France.

Renaissance, de quoi, du nazisme ? Ensemble, pour quoi faire, le corporatisme, le fascisme ?

Législatives : LREM devient « Renaissance » et se rapproche du Modem et d'Horizons avec « Ensemble ! » - Publicsenat.fr 5 mai 2022

Spéculation.

Lu dans FranceSoir 4 avril 2022 - Au lendemain de la présidentielle, il était peu probable que le désormais fameux "*troisième tour*" ait lieu. Même avec cette union naissante, le "*Mélenchon Premier ministre*" reste pour l'instant hors d'atteinte, et il s'en faut de beaucoup.

Ceci explique cela. A suivre…

JC – Ils sont d'accord sur tout, ils sont d'accord sur rien sauf une chose : Ne pas toucher au régime en place. A bas le nouveau Front populaire qui ouvrirait plus sûrement encore la voie au fascisme et à la guerre ! Comment faire pour réanimer le PCF et le PS en état de survie artificielle. Mode d'emploi.

Il faut tenir compte que LR ne participe pas à la coalition gouvernemental électorale « Ensemble », que l'extrême droite ira aux législatives divisée, donc très affaiblie, les dirigeants historiques du PS vont tout faire pour torpiller la Nouvelle union populaire écologiste et sociale (NUPES), les médias vont se déchaîner en principe…

Le rejet qu'inspire Macron et son entourage politique pourrait se traduire par une chute brutale lors de cette élection qui profiterait principalement à la NUPES, dans quelle proportion, je l'ignore, suffisamment pour qu'elle obtienne la majorité absolue, je n'en sais rien et je ne me risquerai pas à un pronostic.

Ce qui est certain en revanche, c'est que si Mélenchon devenait Premier ministre, il ne bénéficierait pas de la majorité absolue pour appliquer les mesures qu'il a annoncé, parce que le PS et une partie d'EELV s'y opposeraient ou s'abstiendraient. Bref, le pays deviendrait vite ingouvernable. Une crise politique éclaterait, Macron dissoudrait l'Assemblée nationale et appellerait à de nouvelles élections, à moins qu'une partie des députés du PS et d'EELV se rallient à Ensemble et réussissent à former une nouvelle majorité dans laquelle Macron désignerait un nouveau Premier ministre.

En cas de dissolution de l'Assemblée nationale, il y aurait de fortes chances que la NUPES éclaterait ou au contraire se renforcerait lors des nouvelles élections législatives au détriment d'Ensemble et de l'extrême droite, à moins que celle-ci en profite pour s'unir et prenne la place de la NUPES.

Le scénario le plus probable serait plutôt que le chaos qui règnerait profiterait à Ensemble, qui allié à LR parviendrait à obtenir la majorité absolue et ainsi on retournerait au point de départ ou à la situation actuelle, autant dire tout cela pour rien ou en arriver-là. Tout dépendra aussi de l'évolution du conflit avec la Russie en Ukraine, s'il avait des répercussions sociales insupportables pour les masses, qui enfin se mobiliseraient par million pour renverser Macron et le régime, mais on en est encore loin, semble-t-il.

Pour revenir à leur compte d'épicier.

Sur 577 circonscriptions, ils en ont attribuées 100 à EELV, 50 au PCF, 70 au PS, il en reste donc 357 pour la coalition formée avec LFI, pour obtenir la majorité absolue ils doivent en emporter 284.

Voici la répartition actuelle.

La République en Marche 267

Les Républicains 101

Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés 57

Socialistes et apparentés 28

Agir ensemble 22

UDI et Indépendants 19

Libertés et Territoires 18

La France insoumise 17

Gauche démocrate et républicaine 15 (où siège le PCF)

Total groupe 544

Non inscrit 23

Total des sièges pourvus 567

Sièges vacants ou non pourvus 10

Total des sièges 577

La NUPES part donc à cette élection sur la base de 60 députés, ils ne doivent perdre aucun siège et en gagner 224.

Ils ont attribué 100 circonscriptions à EELV qui n'a actuellement aucun député, zéro, c'est une aberration totale, d'autant plus que la majorité de la population rejette pratiquement toutes les mesures qu'ils voudraient lui imposer, éolienne, voiture électrique, hausse du prix des énergies

fossiles, sans parler que ce sont des fanatiques du woke, de la cancel culture, des LGTB, de la PMA ou GMA que la population rejette également en masse, de l'immigration massive, etc. En ayant tout cela à l'esprit, on ne voit pas pourquoi les masses se précipiteraient soudain pour cautionner cette politique dictée par le Forum économique mondial.

Personne n'aura oublié non plus que les sénateurs du PS ont tenté de faire passer une loi rendant la vaccination obligatoire pour tous, y compris les enfants, ceux qui ont cela en tête, ne devraient pas voter pour de tels candidats, sauf à avoir perdu la tête en quelques mois, alors que le port du masque est toujours obligatoire dans les transports en commun.

La totalité de ces opportunistes ont voté ou soutenu toutes les mesures antisociales ou liberticides imposées par Macron depuis mars 2020, et les voilà qui se rangent en rangs serrés au côté de l'OTAN pour soutenir un régime néonazi, tous ceux qui ont eu vent de la nature de ce régime devraient être pris de convulsions à l'idée d'apporter leurs voies à des ordures de cette espèce.

Qu'il y en ait qui oublient tous cela ou fassent l'impasse dessus, c'est possible, dans quelle proportion, on le saura dans six semaines.

Je n'ai pas évoqué les populistes d'extrême gauche, qui évidemment participeront à cette épouvantable mascarade, puisqu'au-delà de 50 circonscriptions ils toucheront du fric de l'Etat, bref, ils sont tous corrompus et on comprend mieux maintenant pourquoi ils n'ont jamais boycotté une élection législative.

Comment dans ces conditions le niveau de conscience politique des masses pourrait-il progresser ? La réaction a encore de beaux jours devant elle.

- Le seuil est fixé à 50 candidats pour une formation politique pour avoir un financement public. - publicsenat.fr 5 mai 2022

Législatives 2022 : Les Insoumis et les Communistes officialisent leur accord - 20minutes.fr 3 mai 2022

Le PCF a obtenu 50 circonscriptions dont les 11 des sortants et cinq gagnables. 20minutes.fr 4 mai 2022

Les pourparlers ont commencé lundi matin entre La France insoumise et le Parti socialiste. Ça coince notamment sur la répartition des circonscriptions. Le Parti socialiste en demande entre 60 et 70, dont une trentaine de gagnables, entre autres dans le Nord, l'Occitanie ou à Paris, les fiefs de Martine Aubry, Carole Delga ou Anne Hidalgo. Europe1 4 mai 2022

Législatives: 1000 cadres du PS disent non à une alliance avec LFI - BFMTV 3 mai 2022

Législatives: après l'accord avec La France insoumise, le PS au bord de l'explosion - BFMTV 5 mai 2022

Après de longues heures de négociation, le Parti socialiste et la France insoumise sont parvenues ce mercredi à un accord en vue des législatives, qui doit encore être validé par le Conseil national du

PS. L'alliance a provoqué départs et frondes chez les cadres historiques, tandis que d'autres prônent le "*rassemblement*".

Le PS a obtenu 70 circonscriptions.

Si beaucoup au PS dénoncent cet accord, d'autres estiment que le parti ne pourrait pas espérer mieux, étant donné le score obtenu à la présidentielle (1,75 %).

Ce jeudi soir, l'accord doit être soumis à l'approbation interne des quelque 300 membres du Conseil national du PS. BFMTV 5 mai 2022

Les électeurs socialistes ne souhaitent qu'à 40% voir Jean-Luc Mélenchon s'installer rue de Varenne (Où siège le Premier ministre). Pourtant, ces mêmes sympathisants PS plébiscitent à 72% l'accord entre la France insoumise et les autres forces de gauche. Le HuffPost 5 mai 2022

Selon la nouvelle enquête Opinion 2022 réalisée par l'institut Elabe pour BFMTV, L'Express avec notre partenaire SFR, 84% des sympathisants de gauche se prononcent en faveur d'une alliance entre la France insoumise, Europe Écologie Les Verts, le Parti socialiste et le Parti communiste français pour les élections législatives. BFMTV 4 mai 2022

Un sondage qui devrait donner le sourire sur les bancs de la France insoumise et de la NUPES, la Nouvelle union populaire économique et sociale portée par le mouvement avec ses alliés. 37% des Français considèrent que c'est Jean-Luc Mélenchon et l'union de la gauche (LFI, EELV, PS, PCF) qui incarnent le mieux l'opposition à Emmanuel Macron, devant Marine Le Pen (33%), selon un sondage réalisé par Elabe pour BFMTV et L'Express avec notre partenaire SFR. BFMTV 4 mai 2022

Législatives : le PS valide l'accord électoral avec LFI - LePoint.fr 6 mai 2022

En vue des législatives des 12 et 19 juin, les 300 membres du Conseil national du Parti socialiste se sont réunis dans la soirée de jeudi pour statuer sur l'accord programmatique et électoral conclu mercredi avec LFI. Après minuit vendredi 6 mai, au terme de débats parfois tendus à propos de cette réorientation stratégique majeure pour l'ancien parti dominant de la gauche, les cadres du mouvement ont plébiscité la Nouvelle union populaire écologiste et sociale (NUPES) avec 167 de voix favorables, 101 défavorables et 24 abstentions. LePoint.fr 6 mai 2022

Etats-Unis. Big brother vous surveille.

État 2022 de la surveillance de masse aux USA - Réseau Voltaire 3 mai 2022

En 2013, Edward Snowden a révélé l'existence d'un programme de la NSA lui permettant de surveiller les communications de plus de 90 % des États-uniens.

Le 13 avril 2021, deux membres de la Commission sénatoriale du Renseignement (Senate Intelligence Committee), les sénateurs Ron Wyden (Démocrate, Oregon) et Martin Heinrich (Démocrate, Nouveau-Mexique) ont révélé l'existence d'un programme secret et illégal de la CIA lui permettant de collecter des informations sur tous les citoyens états-uniens.

La directrice nationale du Renseignement, Avril Haines, vient de révéler que 3 394 053 citoyens US sont espionnés par le FBI sans mandat d'un magistrat**.** Réseau Voltaire 3 mai 2022

TYRANNIE SANITAIRE MONDIALE.

Minnesota : projet de loi appelant à interdire la vaccination obligatoire - lemediaen442.fr 3 mai 2022

« Que vous soyez pro-vax ou anti-vax ou quoi que ce soit d'autre, nous sommes pour la liberté des soins de santé et nous pensons qu'une obligation uniforme ne devrait pas être à l'ordre du jour », a déclaré le député Glenn Gruenhagen, R-Glencoe, lors d'une conférence de presse mercredi 20 avril. Des habitants du Minnesota l'ont rejoint pour témoigner des effets indésirables des vaccins (vidéo ci-dessous).

Glenn Gruenhagenson et d'autres députés et militants portent un projet de loi appelant à interdire la vaccination obligatoire et les restrictions sur les personnes qui la refusent. Il exige que les prestataires de soins de santé soient informés de l'existence d'un système fédéral de notification des effets indésirables des vaccins et qu'ils fournissent aux patients des « informations indépendantes, provenant de sources autres que les sociétés pharmaceutiques, les institutions gouvernementales et les institutions quasi-gouvernementales ».

Vidéo. Effets secondaires injections - Minnesota USA

https://odysee.com/Effets-secondaires-injections---Minnesota-USA:e1f0ff05625f8420a6849ae7a8524747057799a7?src=embed

La science de l'histoire attendra encore…

La science discréditée par la finance pour régner sur le monde - reseauinternational.net 2 mai 2022

C'est en 1906 que les banquiers à l'origine de la création de la FED avaient commencé à prendre le contrôle d'un certain nombre de journaux américains. Ceux-ci, après la crise de 1907, réclamèrent la mise en place d'une banque centrale, dont le peuple américain ne voulait pas.

Depuis cette époque, nombreux furent les médias qui, au travers d'une prise de participation majoritaire de leur capital, durent ainsi aliéner leur liberté de parole ou d'écrit aux « amicales pressions » de leurs administrateurs.

Un pouvoir sans limite

Après avoir convaincu (partiellement) le peuple américain de la nécessité de créer une banque centrale (sans utiliser le terme) la Réserve Fédérale, couramment désignée sous le nom de FED, fut créée le 23 décembre 1913 à 23 h 30, au terme d'une séance particulièrement animée, car certains sénateurs et représentants avaient perçu ce qui se cachait derrière l'apparence. En réalité, la FED était une banque privée dont le capital était détenu par d'autres banques privées qui formaient une

sorte de « cartel ». En ayant obtenu le pouvoir d'imprimer les dollars, la FED avait de facto pris le contrôle de la monnaie américaine, alors même que la Constitution donnait ce droit exclusif au peuple américain (Article 1er, section 8 §5).

Il ne manquait plus que la dernière étape pour libérer complètement ce pouvoir et celle-ci fut franchie en 1971 lorsque le dollar perdit sa convertibilité en or. Le dollar, devenu monnaie « fiduciaire » pouvait alors être créé à partir de rien et financer sans limites les dettes publiques américaines, comme le faisaient les autres banques centrales bâties sur le même modèle. Or, le dollar n'était pas une monnaie comme les autres, car il possédait un autre attribut : il était également, depuis les accords de Bretton Woods de 1944, la monnaie dite « de réserve internationale » avec laquelle s'effectuaient les transactions internationales, et en particulier le commerce du pétrole. Il est évident que ce double statut « brouillait » les cartes et que cela permettait à la finance américaine (et aux banques internationales qui contrôlaient Wall street) de s'enrichir également sans limites car il fallait créer de plus en plus de dollars pour satisfaire la demande mondiale. Et comme ces dollars ne pouvaient être créés que sur demande du Trésor américain, ils généraient également des intérêts en proportion…

C'est donc toute la planète, ou presque, qui s'est trouvé sous la coupe de la monnaie américaine. Ajoutez à cela les deux autres piliers de la finance mondiale qui sont le FMI et la Banque mondiale et vous obtenez le système financier qui dirige la planète.

On prête à Nathan Rothschild, dès 1815 la phrase : « Si j'imprime les billets, je me moque de qui fait les lois ! » Cette prophétie semble s'être réalisée car ce pouvoir exorbitant est aujourd'hui concentré dans les mains d'une infime minorité qui peuvent pratiquement tout se payer.

Ils ont compris tout de suite que la faiblesse des démocraties résidait dans la facilité à convaincre, voire à égarer, les opinions publiques et que, pour cela, il fallait contrôler les différents moyens d'informations. Lorsqu'on dispose d'une telle « manne céleste », les choses deviennent faciles.

Et parmi les moyens de contrôle de ces opinions, il y en avait un qui présentait d'énormes avantages, qui était de pouvoir inspirer des grandes peurs collectives. Ce climat de peur s'est progressivement installé depuis quelques décennies.

Les grandes peurs successives

Ne citons que pour mémoire que la « grande peur de l'an Mille » qui devait voir la fin du monde, et passons au XXe siècle. En 1938, Orson Welles avait réalisé une émission de radio qui commentait l'attaque de New-York inspirée de « la guerre des mondes » écrite par HG Wells.

Une opération similaire a eu lieu en France en 1946 et avait pour thème la désintégration incontrôlée des atomes, qui généra également une certaine panique. En fait, ces expériences montraient très clairement le pouvoir de persuasion sur une foule que possédaient les « mass-médias ».

Mais c'est surtout à la fin des années 60 que les grandes peurs planétaires sont apparues. Elles trouvaient probablement leur origine dans le « rapport de la Montagne de Fer ». Souvenez-vous du trou de la couche d'ozone, ou encore des « pluies acides ». D'une façon générale, il fallait accréditer l'idée que l'Homme détruit la planète sur laquelle il vit. Cette base allait constituer le soubassement d'un dogme religieux qui s'est progressivement transformé en véritable religion.

La Croyance nécessite l'appui de la Science

Alors que, depuis plusieurs siècles, les religions, de par leur coté dogmatique, avaient toujours observé une certaine méfiance au sujet de la science, et notamment de ce côté « prédictif » qui empiète sur le pouvoir divinatoire de Dieu, la grande force de ceux qui utilisent ces peurs est justement de leur donner un aspect scientifique destiné à établir la véracité des causes des phénomènes mis en jeu. Et peu importe si les étapes nécessaires pour passer de l'observation à la formulation d'une hypothèse qui devra être suivie d'une expérience « cruciale », pièce maîtresse qui, seule, permettra de valider une théorie, ne sont pas respectées, l'essentiel est que les gens croient, du moins dans leur immense majorité, à cette théorie. Pour cela, l'apparence scientifique, voire la signature de sommités réputées, relayées par des médias unanimes sont les instruments essentiels de persuasion. Dans les temps jadis, un événement relaté dans un journal ne pouvait-être que vrai. Et cela était très souvent le cas car les rédacteurs ne voulaient en aucun cas, par déontologie, divulguer de fausses nouvelles. Seuls étaient admis les écarts ne modifiant pas le sens général de l'information transmise. Nous n'en sommes plus là et aujourd'hui, ce n'est plus la réalité qui est le critère, mais ce que les gens pensent être la réalité. Nous sommes rentrés insensiblement dans l'ère du « story telling ».

Le monde des trois peurs

Trois menaces nous surplombent aujourd'hui, et alternent dans l'actualité. Il y a le terrorisme international, le réchauffement climatique et la pandémie. La première se caractérise par un énorme choc dans l'opinion dû à l'horreur des méthodes employées et la sidération de voir des gens perdre la vie sans d'autre justification de d'inspirer la terreur. Il y a cependant eu un certain nombre de retombées financières, notamment dans le domaine de la surveillance et de la sécurité, notamment dans les transports, mais cela n'est guère évoqué.

Ensuite, il y a le réchauffement climatique. De quoi s'agit-il exactement ? On nous prédit un réchauffement catastrophique qui va tout bouleverser à la surface de la planète. La fonte des glaces va engloutir les terres émergées et faire disparaître, à terme, toute vie sur terre…

La cause ? La concentration en dioxyde de carbone est passée de 3 particules pour dix mille à 4 en quelques décennies. Même si les molécules de ce gaz peuvent réémettre une partie de l'énergie qu'elles captent, (effet de serre) cela reste quand même très limité et il est impossible que ce seul phénomène, à l'exclusion de tous les autres, soit à l'origine de ce qui est appelé le « dérèglement climatique ». D'autant plus que l'enfer prévu semble plus que modéré car, d'après les relevés satellites, la température moyenne de la planète ne s'est élevée que d'environ 1°C depuis un peu plus d'un siècle et semble même ne plus augmenter du tout depuis une quinzaine d'années.

Enfin, il y a la pandémie du virus SARS COV2. Qu'en retiendra l'Histoire ? Probablement le nombre de décès qui lui sont imputables, comme cela s'est toujours fait pour les grandes épidémies. Je vous laisse le soin d'aller chercher les chiffres, et vous conviendrez que, rapportée à la population actuelle de la Terre, cette épidémie est, du moins jusqu'à présent, une des moins tueuses qui soit.

Cependant, la dramatisation extrême de la communication planétaire fait que la crainte qu'elle inspire est telle que les peuples sont prêts à accepter toutes les privations de leur liberté au nom de leur survie, qui ne semble pourtant pas vraiment menacée.

Le bilan de tout cela

Parti d'une simple idée qui consistait à créer de la fausse monnaie à laquelle on donnait l'apparence de la vraie, celle qui possède une réalité économique et dont la création ne peut se faire qu'en raison

des richesses créées par l'Homme, l'oligarchie financière qui a entrepris de diriger le monde il y a environ 150 ans touche pratiquement au but.

Les étapes successives se sont déroulées sous nos yeux et quiconque s'interrogeait sur le bien-fondé de celles-ci se voyait immédiatement ostracisé et interdit de parole, voire de pensée.

Redonnons un court instant la parole à Nathan Rothschild, publiée par Stephen Mittford Goodson, dans son livre « l'histoire des banques centrales » page 64 (éditions Omnia Veritas)

« La minorité qui comprend le système sera si intéressée par ses profits ou si dépendante de ses faveurs qu'il n'y aura jamais d'opposition de la part de cette classe sociale »

Reste à savoir si le « Great Reset » qui semble déjà entrer dans une phase active, marquera la victoire définitive de cette élite mondialiste ou si les peuples, dans un sursaut salvateur, sauront retrouver le chemin de la liberté que cette minorité entend leur confisquer. reseauinternational.net 2 mai 2022

Comment peut-on cautionner l'existence d'un système économique aussi monstrueux ?

L'extravagance des armes biologiques de l'Oncle Sam - Mondialisation.ca, 03 mai 2022

Nous sommes également curieux de savoir que ces quelque 300 laboratoires biologiques (répartis dans le monde entier) font partie d'un « système unifié » placé sous le contrôle du Pentagone. De quoi s'agit-il ? Pourquoi le Pentagone voudrait-il un système unifié de laboratoires biologiques ?

Je peux penser à une raison, même si je suis sûr qu'il y en a beaucoup d'autres. Imaginons que des élites puissantes veuillent transformer notre système démocratique en un modèle plus autoritaire (la Grande Réinitialisation) en créant une crise mondiale qui pourrait servir de prétexte pour mettre fin à la liberté individuelle, imposer la vaccination obligatoire et la loi martiale. S'ils disposaient d'un réseau de laboratoires biologiques, ils pourraient facilement diffuser un agent pathogène identique dans le monde entier, donnant l'impression d'un virus qui se propage rapidement. En d'autres termes, un réseau étendu de laboratoires biologiques pourrait être utilisé pour simuler une pandémie mondiale.

Une telle chose est-elle possible ?

Bien sûr que oui. En fait, les deux dernières années pourraient nous fournir un exemple de la façon dont le système fonctionne réellement.

Une dernière chose : le Conseil de sécurité de l'ONU a récemment convoqué une réunion d'urgence pour aborder la question des laboratoires biologiques de l'Ukraine. (Réunion sur la sécurité biologique selon la formule Arria.) Mais quelqu'un de l'administration Biden a-t-il assisté à cette réunion ?

Personne. L'administration a entièrement boycotté la réunion, ce qui signifie que les États-Unis ont eu l'occasion de faire valoir leurs arguments devant la communauté internationale, mais qu'ils ont décidé de ne pas se présenter. Pourquoi, nous nous le demandons ?

Un membre de la délégation chinoise a déclaré que c'était le signe d'une « conscience coupable ».

Cela me semble vrai.

https://www.mondialisation.ca/lextravagance-des-armes-biologiques-de-loncle-sam/5667866

DOSSIER UKRAINE.

L'Otan se prépare à une guerre sur son front Est sans les troupes US - Réseau Voltaire 5 mai 2022

Les Alliés ont rehaussé la présence avancée de l'Otan en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, et développé une présence avancée adaptée dans la région de la mer Noire. Des groupements tactiques multinationaux supplémentaires ont été mis en place en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie.

Selon Ruslan Kosygin, chef adjoint de l'état-major général des forces armées du Bélarus, on assiste à un net renforcement des effectifs sur le front Est de l'Otan alors que des troupes US stationnées en Europe se sont repliées aux États-Unis. Tout est en place pour une confrontation militaire des Alliés contre la Russie, mais sans les troupes US. Réseau Voltaire 5 mai 2022

Ukraine : Les faits

https://reseauinternational.net/ukraine-les-faits/

JC - Excellent article bien détaillé.

De la Bosnie à l'Ukraine : Le mensonge, pilier du système atlantiste

https://reseauinternational.net/de-la-bosnie-a-lukraine-le-mensonge-pilier-du-systeme-atlantiste/

Washington espère rétablir son hyper-puissance grâce à la guerre en Ukraine par Thierry Meyssan

https://www.voltairenet.org/article216692.html

L'évolution de l'opération militaire russe en Ukraine en véritable guerre entre Moscou et Washington a ouvert la boîte de Pandore. Les objectifs des Occidentaux s'adaptent. Il ne s'agit plus de défendre les bandéristes contre la Russie, mais bien d'affaiblir les uns et les autres (Union européenne comprise) pour restaurer l'hyper-puissance états-unienne et son monde unipolaire.

Le montant des avoirs occidentaux bloqués en Russie a été révélé - reseauinternational.net 2 mai 2022

En réponse au gel des avoirs russes en Occident, la Banque de Russie a bloqué en Russie les fonds des investisseurs étrangers à hauteur d'environ 500 milliards de dollars, a déclaré le président de la Douma d'État, Viatcheslav Volodine, sur son canal Telegram.

Commentant le projet de loi approuvé par la Chambre des représentants des États-Unis visant à confisquer les actifs russes pour aider l'Ukraine, le parlementaire s'est dit confiant que la Russie pourrait répondre de la même manière.

« Les réserves de change russes d'environ 300 milliards de dollars ont également été gelées… La Banque centrale a interdit aux investisseurs étrangers de retirer des fonds de notre système financier en guise de mesure de rétorsion. Selon certaines estimations, nous parlons de plus de 500 milliards de dollars. Nous avons de quoi répondre », a écrit Volodin.

Il a qualifié l'acte américain de « précédent dangereux qui pourrait se retourner contre les États-Unis », mais a souligné que cet acte ne présentait aucun danger pour l'économie russe. « Cette décision n'affectera pas l'économie de notre pays. Les yachts, villas et autres biens des riches citoyens saisis n'ont de toute façon pas servi à son développement », a déclaré M. Volodin.

Il a ajouté que les entreprises russes, lorsqu'elles rachètent les actifs des sociétés occidentales qui partent, agissent de « manière civilisée », conformément au droit international, « ce qui n'est pas le cas d'un certain nombre de pays inamicaux : la Lituanie, la Lettonie, la Pologne et les États-Unis, par exemple, qui ne font que voler ».

Les précisions du général Dominique Delawarde

Ancien chef «Situation-Renseignement-Guerre électronique» à l'Etat-major interarmées de planification opérationnelle

Jusqu'à preuve du contraire, la Russie n'a pas déclaré de mobilisation partielle et encore moins générale de ses forces pour mener cette « opération spéciale ». Dans le cadre de l'Opération Z, elle n'a utilisé, jusqu'à présent, que 12% de ses soldats (des professionnels ou des volontaires), 10% de ses avions de chasse, 7% de ses chars, 5% de ses missiles et 4% de son artillerie. Chacun observera que le comportement des élites dirigeantes occidentales est, jusqu'à ce jour, beaucoup plus fébrile et hystérique, que le comportement de la gouvernance russe, plus calme, plus placide, plus déterminée, plus sûre et maîtresse d'elle-même, de son action et de son discours. Ce sont des faits.

La Russie n'a donc pas fait jouer ses immenses réserves (réserves qui n'existent quasiment plus en UE). Elle dispose de beaucoup plus d'une semaine de munitions ainsi qu'elle le démontre chaque jour sur le terrain. Nous n'avons pas cette chance à l'Ouest où la pénurie de munitions, l'obsolescence des matériels majeurs, leur maintenance insuffisante, leur faible DTO (Disponibilité Opérationnelle Technique), l'absence de réserve, le manque d'entrainement des personnels, le caractère échantillonnaire des matériels modernes et bien d'autres éléments ne nous permettent pas d'envisager sérieusement, aujourd'hui, une victoire militaire de l'OTAN face à la Russie. C'est bien la raison pour laquelle nous nous contentons d'une guerre « économique » en espérant affaiblir l'ours russe.

Venons-en à la qualité du leadership militaire de la partie russe et comparons la à celle de la « coalition occidentale ».

Le 24 février, les Russes se sont lancés, dans l'urgence, dans une « opération spéciale » préemptive, précédant de quelques jours un assaut des forces de Kiev contre le Donbass.

Cette opération était spéciale parce que l'essentiel des opérations au sol allaient se dérouler dans un pays frère et dans des zones dans lesquelles une partie importante de la population n'était pas hostile à la Russie (le Donbass). Il ne s'agissait donc pas d'une opération classique de haute intensité face à un ennemi irréductible, il s'agissait d'une opération dans laquelle la technique du rouleau compresseur russe, écrasant les forces, les infrastructures et les populations adverses par l'artillerie (comme en Allemagne lors de la 2ème guerre mondiale) était impossible à envisager. Cette opération était spéciale parce qu'il s'agissait davantage, dans le Donbass, d'une opération de libération d'une population amie, otage des bataillons de représailles ukro-nazis, et martyrisée depuis 8 ans, opération dans laquelle les populations et l'infrastructure civiles devaient être épargnées autant qu'il était possible.

Cette opération était donc réellement spéciale et particulièrement difficile à conduire avec en permanence à l'esprit les exigences contradictoires d'obtenir la victoire en avançant et en occupant le terrain, tout en ménageant la population et l'infrastructure civile et la vie de ses propres soldats.

En outre, cette opération a été menée, jusqu'à présent, en infériorité numérique (près de un contre deux), alors que le rapport de force au sol requis en offensive est de 3 contre 1, et même de 5 contre 1 en zone urbanisée. Les forces kiéviennes ont d'ailleurs parfaitement compris l'intérêt de se retrancher dans les villes et de se servir des populations civiles russophones et russophiles comme bouclier humain…

J'observe que, sur le terrain, les forces russes continuent d'avancer, jour après jour, lentement mais sûrement face à une armée ukrainienne qui a réalisé sa mobilisation générale, qui est aidée par l'occident, et qui est sensée se battre pour sa terre…

Mettre en cause la qualité du leadership russe, engagé dans une opération militaire très complexe, menée en infériorité numérique, dans laquelle tout doit être fait pour éviter les dégâts collatéraux excessifs, me paraît être une énorme erreur d'appréciation. On prête aussi trop souvent aux russes, en occident, des intentions ou buts de guerre qu'ils n'ont jamais eus, juste pour pouvoir dire que ces objectifs n'ont pas été atteints.

Il est vrai que l'OTAN ne s'est jamais embarrassée de scrupules pour écraser sous les bombes les populations civiles des pays qu'elle agressait (souvent sous des prétextes mensongers), pour contraindre ces pays à demander grâce. (Serbie, Irak, Afghanistan, Libye, …etc). Plus d'un million de bombes otaniennes ont été larguées depuis 1990 sur la planète entrainant la mort directe ou indirecte de plusieurs millions d'individus dans l'indifférence la plus totale des opinions publiques occidentales.

Avant d'en arriver à l'examen du leadership occidental, pour comparaison avec le leadership russe, notons que l'OTAN a mis 78 jours de bombardement et 38 000 sorties aériennes pour contraindre la petite Serbie à demander l'armistice. Rappelons que la Serbie est 8 fois plus petite que l'Ukraine et 6 fois moins peuplée, et qu'elle était agressée par l'OTAN, sans mandat de l'ONU, dans un rapport de force de plus de dix contre un…

Quelqu'un en occident s'est-il interrogé alors sur la qualité du leadership de l'OTAN qui a mis 78 jours à vaincre son adversaire serbe avec un tel rapport de force ? Quelqu'un s'est-il interrogé sur la légalité de cette action lancée sous un prétexte mensonger (faux massacre de Racak) et sans mandat de l'ONU ?

Je connais bien, pour l'avoir mesuré moi-même aux USA pendant plusieurs années, la qualité du leadership US, qui est aussi celui de l'OTAN et qui, disons-le tout net, n'est pas bonne, à quelques exceptions près.

Pour tenter d'évaluer la qualité de leur leadership et les chances de victoire dans un éventuel conflit, les USA utilisent deux méthodes.

1- Pour la guerre de haute intensité, les évaluations se déroulent dans un grand camp militaire situé dans le Nevada : Fort Irwin

Toutes les brigades mécanisées ou blindées de l'Armée de Terre US effectuent des séjours d'entraînement et de contrôle dans ce camp, à intervalles réguliers. J'ai eu le privilège d'assister à nombre d'entre eux. Après trois semaines d'entraînement intensif dans ce camp, avec tous les matériels majeurs, il y a un exercice en vraie grandeur pour conclure la période, avant que la brigade ne rejoigne sa ville de garnison. La brigade est opposée à un petit régiment équipé de matériels russes et appliquant la doctrine militaire russe. On l'appelle l' OPFOR (Opposing Force).

Statistiquement, selon l'aveu même du général commandant le camp et directeur de ces exercices militaires de haute intensité, la brigade US perd la partie 4 fois sur 5 contre l'OPFOR russe … Rares sont donc les commandants de brigades américains qui peuvent se vanter de l'avoir emporté sur « l'OPFOR russe » à Fort Irwin.

Interrogé sur cette étrangeté, le commandant du camp nous déclarait toujours : « ce n'est pas grave, le commandant de brigade apprend de ses erreurs et ne les renouvellera pas en situation réelle »… On peut toujours rêver …

De mon point de vue d'observateur extérieur, les échecs des commandants de brigade US étaient tout simplement liés à leur formation qui consiste à suivre des schémas et des règlements à la lettre sans jamais en déroger, même si la situation se prête à la prise d'initiatives et/ou à des actions d'opportunité, en marge des règlements. Le « principe de précaution ou Zero defect philosophy » paralyse les leaders, retarde les prises de décision, coupe l'élan, et conduit très souvent à la catastrophe dans le combat de haute intensité.

À Fort Irwin, cette catastrophe est observée dans 80% des cas au détriment des brigades US. C'est un fait.

2- Pour entrainer les états-majors, et tenter d'évaluer les chances de succès dans un éventuel conflit, des exercices d'état-major de haut niveau (War games) sont organisés chaque année. Ces wargames se veulent aussi, en fait, des répétitions d'actions militaires qui sont envisagées. Il y a, en bout de chaîne, des unités des trois Armées pour matérialiser les décisions prises par les États-majors US.

Il faut savoir que tous les wargames envisagés contre la Chine ont été perdus par le camp US, ce qui explique peut-être la prudence des USA dans leurs relations avec la Chine.

J'ai moi-même participé au printemps 1998 à l'un de ces wargames qui n'était autre que la répétition, avant l'heure, de la guerre d'Irak de 2003.

Il faut aussi souligner que des wargames contre l'Iran ont été perdus par la partie US et notamment, en 2002, le wargame Millenium Challenge. Cette année-là, le général du Marine Corps Van Riper qui commandait l'OPFOR iranien a coulé l'ensemble d'un groupe porte-avions US (19 navires) et 20 000 hommes en quelques heures, avant que le leadership US ne s'aperçoive de ce qui lui arrivait….

https://www.youtube.com/watch?v=g9b1DG86a4k et https://www.google.com/search?client=firefox-b-d&q=van+riper

Je n'évoquerai pas ici les wargames contre les forces russes parce que je n'en connais pas les résultats.

Si l'on rajoute à tout ce qui précède toutes les guerres perdues par les USA depuis la guerre du Vietnam jusqu'au piteux retrait d'Afghanistan d'octobre 2021, on ne peut être que très dubitatif sur la qualité du leadership US, donc otanien.

En conclusion, je dirai qu'il faut être prudent avant d'évoquer les insuffisances du leadership russe. Peut-être conviendrait-il d'ôter la poutre qui obstrue les yeux du leadership occidental avant d'évoquer la paille que l'on peut trouver dans l'œil du leadership russe. Si le leadership russe a, aux yeux de certains, sous-estimé la capacité de résistance de l'armée ukrainienne, le leadership occidental a sous-estimé la capacité de résistance russe aux sanctions économiques occidentales et sa capacité à imaginer des contre sanctions très efficaces qui vont mettre à mal les économies de l'UE et les affaiblir toujours plus vis à vis des USA et dans leur compétition avec la Chine.

Le leadership occidental a également sous-estimé les soutiens sur lesquels pouvait compter la Russie dans la guerre économique qui lui est faite (soutien de l'OCS, des BRICS, de très nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et même des pays du golfe, producteurs de gaz et de pétrole. … https://thecradle.co/columns/8096). Tous ces pays qui refusent de sanctionner la Russie sont souvent des pays exaspérés par l'hégémonisme du monde unipolaire occidental et par les sanctions qui leur sont unilatéralement appliquées au moindre écart de conduite par rapport aux règles fixées par les USA pour servir leurs intérêts.

Sur le plan militaire et dans la perspective d'une guerre nucléaire, les occidentaux gagneraient enfin à ne pas sous-estimer les performances des vecteurs et des technologies russes.

https://www.youtube.com/watch?v=mVFlXQjxwcE

Il faut être prudent avant de prendre pour argent comptant et de relayer les déclarations péremptoires et les analyses des services de renseignement occidentaux et garder à l'esprit la superbe déclaration de Mike Pompéo, ex Secrétaire d'État américain :

« J'ai été directeur de la CIA et nous avons menti, triché, volé. C'était comme si nous avions eu des stages entiers de formation pour apprendre à le faire »…

https://www.france-irak-actualite.com/2020/04/mike-pompeo-et-l-arme-du-mensonge

Pour ma part, je préfère partager/relayer le bel article du général Jacques Guillemain sur la crise ukrainienne qui me paraît rappeler quelques vérités toujours bonnes à entendre :

https://www.profession-gendarme.com/point-de-vue-du-general-francais-jacques-guillemain-situation-russie-ukraine

Entretien du ministre des Affaires étrangères SergueÏ Lavrov avec l'agence de presse Xinhua

https://reseauinternational.net/entretien-du-ministre-des-affaires-etrangeres-serguei-lavrov-avec-lagence-de-presse-xinhua/

Lavrov suscite la colère d'Israël en évoquant les origines juives d'Hitler

https://reseauinternational.net/lavrov-suscite-la-colere-disrael-en-evoquant-les-origines-juives-dhitler/

Commentaires d'internautes

1- Hitler a possiblement une ascendance juive par sa grand mère « technicienne de sol » chez les Rothschild.

Mais ça c'est rien du tout.

Effectivement les pires antijuifs (ne dîtes pas antisémites SVP) se trouvent parmi les juifs.

Tout est dans la préparation et la construction d'Israel qui va fracturer la communauté juive que certains et certaines continuent stupidement de considérer comme monolithique.

Cette préparation est initiée par l'oligarchie financière occidentale composée à 90 % de banquiers hyper richissimes juifs sionistes (mais attention : Sionistes athées ou financiers) qui comprend qu'il lui faut au proche et moyen orient une tête de pont entièrement à son service.

L'exécution du projet sera mis entre les mains du sionisme religieux sur le terrain et dirigé par Théodore Hertzl et le prétexte invoqué sera la sécurité de la communauté juive.

Bien évidemment que plus la communauté juive était mise en danger et plus ça faisait l'affaire du sionisme et les juifs sionistes n'ont pas hésité 2 secondes à mettre en danger leurs « frères » pour arriver à un résultat.

D'autant plus qu'aux débuts du sionisme , la communauté juive était majoritairement antisioniste comprenant que ce mouvement allait remettre en cause son entente avec les autres communautés.

Alors un certain nombre de faits doivent être connus de tous sous peine de ne rien comprendre à ce qui se passe en plein d'endroits :

- Signature en Aout 1933 des accords de transfert entre juifs sionistes et nazis qui seront décisifs pour la préparation de la création d'Israël et qui priveront l'Allemagne d'hommes et de moyens financiers.

- L'appel au boycott de l'Allemagne nazi lancé par les juifs antisionistes est dénoncé par les juifs sionistes dont les organisations seront les seules organisations juives autorisées par Hitler,

- Torpillage par les juifs sionistes de la conférence d'Evian initiée pour venir en aide aux juifs déportés.

- Soutien de nombreux banquiers juifs à Hitler dont le plus célèbre Paul Warburg.

- Désignation par des juifs sionistes à la gestapo de très nombreux juifs à déporter , ce qui n'empêchera pas ces ordures d'exploiter en l'exagérant la mort d'un grand nombre de ces derniers pour s'autoriser toutes les ignominies possibles à l'encontre du peuple palestinien.

2- La Haavara, 1933.

Hommes et femmes de 18 à 45 ans.

Dépôt de 40000 DM sur banque allemande, transfert en Israël pour achat terres, immeubles équivalents à ce qu'ils possédaient en Allemagne. En échange, importation de biens manufacturés allemands. L'accord prévoit que les juifs ne subiront aucune discrimination en Allemagne, tout le temps de l'accord. Ce dont les grosses lignes.

Moon of Alabama - En 2019, le Jerusalem Post a fait état de nouvelles recherches sur la question.

« Une étude menée par le psychologue et médecin Leonard Sax a apporté un nouvel éclairage soutenant l'affirmation selon laquelle le père d'Hitler avait des racines juives. …

L'étude, intitulée « Aus den Gemeinden von Burgenland : Revisiting the question of Adolf Hitler's paternal grandfather », publiée dans le numéro actuel du Journal of European Studies, examine les affirmations de Hans Frank, l'avocat d'Hitler, qui aurait découvert la vérité. …

Hitler a demandé à Frank d'examiner cette revendication en 1930, après que son neveu William Patrick Hitler ait menacé de révéler que le grand-père du leader était juif. …

Dans ses mémoires de 1946, qui ont été publiées sept ans après son exécution lors des procès de Nuremberg, « Frank a prétendu avoir découvert en 1930 des preuves que le grand-père paternel d'Hitler était un juif vivant à Graz, en Autriche, dans le foyer où la grand-mère d'Hitler était employée », et c'est en 1836 que la grand-mère d'Hitler, Maria Anna Schicklgruber, est tombée enceinte, explique Sax. …

Sax écrit dans l'étude que selon les lettres contenues dans le mémoire de Frank, « Frankenberger Sr. a envoyé de l'argent pour l'entretien de l'enfant de la petite enfance jusqu'à son 14ème anniversaire ».

« La motivation du paiement, selon Frank, n'était pas la charité mais principalement une inquiétude quant à l'implication des autorités : 'Le juif a payé sans décision de justice, parce qu'il était inquiet du résultat d'une audience au tribunal et de la publicité qui en découlerait' », peut-on lire dans les lettres. »

Il me semble que Lavrov a raison sur ce point. Il semble vraiment qu'Adolf Hitler avait des ancêtres juifs qui ont même payé pour l'éducation de son père. Moon of Alabama 4 mai 2022

La Russie accuse Israël de «soutenir le régime néonazi de Kiev» - RFI 3 mai 2022

L'escalade se poursuit entre Moscou et Jérusalem. En réponse aux excuses réclamées par les Affaires étrangères israéliennes, après que le chef de la diplomatie russe a affirmé qu'Adolf Hitler avait du « sang juif » et parlé d'« antisémitisme juif », la Russie accuse les autorités israéliennes de soutenir le régime « néonazi » en place à Kiev.

Sommer la Russie de s'excuser, ou tout au moins certains de ses responsables politiques, relève de la gageure. Et le gouvernement israélien en fait la triste expérience après avoir exigé des excuses de Sergueï Lavrov pour des propos que Jérusalem a qualifié d'antisémites. Dans une interview à un média italien, le chef de la diplomatie russe avait en effet laissé entendre qu'Adolf Hitler avait du sang juif et qu'il existait un « antisémitisme juif ».

Le ministère russe des Affaires étrangères a donc contre-attaqué ce mardi 3 mai, rapporte notre correspondant à Moscou, Jean-Didier Revoin. Il a laissé entendre que si les autorités israéliennes demandaient au chef de la diplomatie russe de se rétracter, cela signifiait qu'elles soutenaient les autorités ukrainiennes, que Moscou qualifie de « néonazies », faisant ainsi redoubler la colère des responsables de l'État hébreu. « Nous avons prêté attention aux déclarations anti-historiques du ministre des Affaires étrangères Yaïr Lapid, qui expliquent en grande partie la décision du gouvernement actuel de soutenir le régime néonazi de Kiev. L'histoire connaît malheureusement des exemples tragiques de coopération entre juifs et nazis », a indiqué la diplomatie russe dans un communiqué.

Moscou a également repris son argumentaire autour des origines juives du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, disant que ce n'est « pas une garantie de protection contre le néonazisme rampant dans le pays » et citant le président letton Egils Levits, qui « a également des racines juives » et qui « couvre aussi [...] la réhabilitation de la Waffen SS dans son pays ».

Enfin, la Russie a accusé Israël « d'ignorer l'épidémie de destruction et de profanation de monuments aux vrais justes du monde : les soldats de l'Armée rouge qui ont arrêté l'Holocauste et sauvé le monde juif ».

Fiche des RG français sur HITLER datée de 1924

Son nom est Adolphe Jacob HITLER, « « journaliste » » à cette époque

Lien pour voir la fiche des RG avec la photo

https://www.dailymotion.com/video/xd4txr

Voilà ce que j'ai trouvé par hasard dans un blog.

Adolf Jacob Hitler serait le petit-fils de Salomon Mayer Rothschild.

Cette information a été divulguée par deux sources de très haut niveau : Hansjurgen Koehler officier d'Heydrich, qui était lui-même l'adjoint direct d'Heinrich Himmler et Walter Langer le psychiatre qui a réalisé le profil psychologique d'Hitler pour l'OSS, les services secrets US pendant la seconde guerre mondiale.

Walter Charles Langer (1899-1981) n'était pas n'importe qui. Il a été professeur à l'Université d'Harvard mais surtout, il a été responsable d'un rapport intitulé "A Psychologial Profile of Adolph Hitler His Life and Legend" sur le profil psychologique d'Hitler pour l'"Office of Strategic Services" basé à Washington.

Plus étonnant encore, son frère aîné William était le responsable du département d'histoire à l'Université d'Harvard et surtout, à la tête de la section analyse et recherche de l'Office américain des Services Stratégiques (OSS).

Son frère avait donc accès à tous les documents les plus secrets de l'époque.

https://gw.geneanet.org/pjame?lang=fi&n=schiklgruber&oc=0&p=maria+anna

JC – Le problème de ce genre de document, c'est qu'il est truffé de fausses informations émanant de véritables antisémites ou de malades mentaux. J'en ai consulté une dizaine d'origines très diverses, française, russe, britannique, allemande, autrichienne, américaine, y compris israélienne, qui toutes convergent vers la thèse de l'origine juive d'Hitler. A cette occasion j'ai aussi découvert que 100 à 150000 soldats allemands d'origine juive avaient combattu dans le IIIe Reich et vouaient un culte à Hitler.

La diplomatie russe assume les propos de Lavrov et nomme des juifs qui ont collaboré avec les nazis

https://reseauinternational.net/la-diplomatie-russe-assume-les-propos-de-lavrov-et-nomme-des-juifs-qui-ont-collabore-avec-les-nazis/

Zakharova dénonce la présence de « mercenaires israéliens » aux côtés du bataillon néonazi Azov - reseauinternational.net 5 mai 2022

« *Je vais vous dire quelque chose que les hommes politiques israéliens, qui lancent actuellement une campagne […] ne voudront probablement pas entendre. Cela pourrait les intéresser. Il y a de*

fait des mercenaires israéliens en Ukraine en ce moment aux côtés des combattants d'Azov », a ainsi déclaré Maria Zakharova, interviewée par Sputnik à Moscou le 4 mai.

Continuant sur sa lancée, la porte-parole de la diplomatie a déclaré que les dirigeants israéliens ne pouvaient pas ignorer cette présence. « J'ai vu la vidéo, les faits, les preuves », a-t-elle dit.

Fake news. Quand l'AFP prend ses désirs pour la réalité.

Poutine a présenté ses excuses pour les propos de Lavrov sur Hitler, selon Israël - AFP 6 mai 2022

Le président russe Vladimir Poutine a présenté jeudi ses excuses au Premier ministre israélien Naftali Bennett pour les propos de son chef de la diplomatie Sergueï Lavrov, qui avait affirmé qu'Adolf Hitler avait du "*sang juif*", selon un communiqué du bureau de M. Bennett.

"*Le Premier ministre a accepté les excuses du président Poutine pour les remarques de Lavrov et l'a remercié d'avoir mis au clair son attitude concernant le peuple juif et la mémoire de l'Holocauste*", ont indiqué les services de M. Bennett.

Dans un communiqué publié jeudi par le Kremlin annonçant la tenue d'un appel téléphonique entre MM. Poutine et Bennett, aucune mention n'est faite d'excuses présentées par le président russe, qui a décidé l'invasion de l'Ukraine le 24 février. AFP 6 mai 2022

Commentaires d'internautes

1 - De récentes études menées par un doctorant juif respecté dans le cadre des recherches génétiques de John Hopkins a montré que 97.5 % des juifs vivant en Israël n'ont strictement aucun ADN hébreux et par conséquent ne sont pas Sémites et n'ont aucun sang lié à la terre de Palestine. En revanche, 80% des Palestiniens sont porteurs d'ADN hébreux et sont donc bien des Sémites liés par le sang à la terre de Palestine.

Ce qui signifie que les véritables antisémites ne sont autres que les Israéliens qui volent les terres Palestiniennes afin d'agrandir sans cesse leurs colonies !

2 - Partout dans tous les pays occupés les exemples foisonnent soit de collaboration directe entre juifs sionistes et nazis, soit de désignation de juifs à déporter par des juifs sionistes à la gestapo, soit de financement de banques juives au Gvt allemand de l'époque.

Certains historiens ont même osé dire que la déportation des juifs résultait d'une collusion entre organisations nazies et organisations juives sionistes.

Lavrov n'est pas le genre de gars à balancer des salades lorsqu'il n'est pas sûr de lui.

3 - Les Khazars sont les descendants d'un des fils de Japhet lui-même fils de Noé comme ses frères Sem et Cham.

Sem ses descendants sont les sémites.

Les Khazars sont les descendants d'Ashkénaze petit fils de Japhet fils de Noé.

Pourquoi cette généalogie tout simplement pour faire la démonstration qu'ils ne sont pas sémites et que leurs affiliation au judaïsme n'est que religieuses car la race n'existe pas encore moins la race juive.

Être juif signifie que vous suivez la religion hébraïque le judaïsme.

C'est comme un chrétien qui suit le christianisme, un musulman qui suit l'islam, un hindou qui suit l'hindouisme….

Concernant les hébreux et les israélites.

Les israélites sont une composante des hébreux car il y avait le royaume d'Israël (Jacob) et le Royaume de Juda.

Les Israélites ont été déporté, 90%d 'entre eux étaient noirs, les autres les albinos descendants du jumeau et l'aîné de Jacob, Ésaü surnommé Édom car il est né roux (albinos) ses descendants se sont installés en Europe les Édomites.

Les descendants de Jacob eux quand sont descendants vers la région des Grands lacs Congo, Rwanda, Ouganda,… (Bantou, Falasha, Dan, Jacob (Gana, Golf de Guinée.)

Dans l'histoire de l'humanité le seul peuple qui a subi plusieurs siècles d'esclaves prouvé avec des traces concrètes c'est le peuple noir

4 - Alors, je veux bien qu'on parle des 12 tribus d'Israël… mais sur les 12, il y en a déjà 10 qui se sont massacrés dans le royaume d'Israël, les 2 dernières étant dans le royaume d'à côté, la Judée.

Alors, je ne dis pas, il y a eu des mélanges entre sémites et khazars, mais ceux qui sont au pouvoir, réellement, ils ressemblent plus à des caucasiens qu'autre chose.

Franchement, quand on regarde la gueule de certains israélites, c'est toujours la même : yeux bleus, blond et blanc.

Voilà… Il y a une guéguerre interne entre ceux qui viennent des 12 tribus et la 13ème…

5 - Cherchez bien et vous trouverez l'étrange histoire qui pourtant a lié Hitler et son parti NAZI aux sionistes vivant en Palestine (à l'époque), en 1933.

L'Allemagne était sous embargo et les premières lois antijuives faisaient leurs apparitions.

Cherchez donc l'accord de haavara, qui permettait aux sionistes de faire venir les juifs les plus aisés en Palestine, et permettait à l'Allemagne en contrepartie de contourner l'embargo en utilisant une banque en Palestine.

Je n'en dis pas plus, vous trouverez tout cela sur le net. Le traité de haavara ou aussi le traité de transfert.

Bien entendu ce traité a permis de sauver la vie des juifs, mais en 1933, personne ne pouvait penser qu'Hitler et l'Allemagne nazie allaient commettre l'holocauste ou la SHOAH. Ce traité ne pouvait donc concerner le sauvetage des juifs, mais juste de faire venir la caste la plus aisée en Palestine.

Les juifs non aisés, les ouvriers, commerçants et petits artisans, sont resté dans l'allemagne nazie, avec l'histoire qu'on leur connait ensuite.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Accord_Haavara

6 - Le 1er congrès sioniste date de 1897 à Bâle, il était présidé par Théodore Herzl, qui détestait le judaïsme : la tradition orthodoxe juive condamne le sionisme et Herzl considérait les Juifs comme une sous humanité. Le sionisme se sert de l'antisémitisme comme d'un paravent et assimile l'antisionisme à l'antisémitisme. Le sionisme est une politique raciste d'apartheid, complètement athée et fondamentalement antireligieuse tandis que le judaïsme est une religion. La tradition se perd et les colons orthodoxes de Palestine adhèrent au sionisme. Ils entretiennent la confusion pour mieux dominer les débats et les anéantir. Les lois liberticides sur les contenus historiques verrouillent le récit.

httpq://charlesandrelegrand.over-blog.com/

Arrestation d'un général canadien à Marioupol - Réseau Voltaire 3 mai 2022

Les forces armées russes ont arrêté le général canadien Trevor Kadier à Marioupol, dans la nuit du 2 au 3 mai 2022. Il a été transféré à Moscou où il sera jugé.

Le général Trevor Kadier n'était apparemment pas en mission du gouvernement canadien, mais était le responsable du biolaboratoire n°1, où 18 personnes travaillaient sous ses ordres.

The National Pulse a révélé qu'Hunter Biden, le fils du président états-unien Joe Biden, et Christopher Heinz, le beau-fils de John Kerry, avaient organisé, via leur société Rosemont Capital, une sous-traitance de laboratoires de recherche militaires ukrainiens pour le compte de la Defense Threat Reduction Agency (DTRA), une agence du Pentagone.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a révélé que les États-Unis entretiennent ainsi 336 laboratoires de recherche sur des armes biologiques et chimiques à l'étranger.

Le Conseil de sécurité a tenu une réunion à ce sujet, le 11 mars 2022. Réseau Voltaire 3 mai 2022

La Hongrie ne soutiendra pas les sanctions de l'UE contre le gaz russe - lemediaen442.fr 2 mai 2022

Selon RIA Novosti, la Hongrie opposera son veto à toute initiative de l'Union européenne qui pourrait conduire à des restrictions sur les importations d'énergie de Russie, a déclaré le porte-parole du gouvernement Gergely Gulyash sur HirTV : « Nous avons clairement indiqué que nous ne soutiendrons jamais l'extension des sanctions de l'Union européenne contre la Russie au secteur de l'énergie. »

Les mesures restrictives nécessitent l'unanimité des pays de l'Union européenne et comme il n'y en a pas, la Commission européenne ne pourra pas imposer d'embargo sur les ressources énergétiques russes, a rappelé Gulyash.

Il a également noté que l'Union européenne n'a adopté aucune sanction rendant impossible le paiement du gaz russe en roubles, et que cela est réglementé par un accord de droit civil entre États et entreprises.

« En plus de la Hongrie, neuf autres pays européens achètent du gaz et du pétrole russes, alors que leurs dirigeants veulent faire bonne figure et n'en parlent pas honnêtement avec leur propre peuple « a déclaré le porte-parole du gouvernement.

La semaine dernière, le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijjarto, a également déclaré que certaines entreprises européennes important du gaz russe avaient déjà accepté le plan de paiement proposé par Moscou, mais ne l'admettaient pas publiquement et répandaient des mensonges sur la position de Budapest par le biais des médias occidentaux.

Début avril, le Premier ministre Viktor Orban a annoncé qu'il était prêt à payer le gaz en roubles. De plus, il a refusé de fournir des armes à Kiev. lemediaen442.fr 2 mai 2022

La Croatie opposera son veto à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan : « C'est du charlatanisme dangereux » - lemediaen442.fr 4 mai 2022

Décidément, rien ne va pour l'Otan et l'Union européenne. Alors que la Hongrie opposera son veto à toute initiative de l'UE qui pourrait conduire à des restrictions sur les importations d'énergie de Russie, de son côté la Croatie opposera son veto à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan, considérant la manœuvre extrêmement dangereuse et provocatrice envers la Russie.

Selon RIA Novosti, le président croate Zoran Milanovic, s'exprimant lors d'un briefing, a menacé d'opposer son veto à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan. Il a déjà fait une déclaration similaire la semaine dernière, qualifiant la perspective de l'adhésion de Stockholm et d'Helsinki à l'alliance de charlatanisme : « Impliquer la Finlande, qui est à cinquante kilomètres de Saint-Pétersbourg, là-dedans, je pense que c'est du charlatanisme dangereux. » lemediaen442.fr 4 mai 2022

Soulèvement des généraux italiens : « Ce n'est pas notre guerre, arrêtons de suivre les États-Unis ! »

https://reseauinternational.net/soulevement-des-generaux-italiens-ce-nest-pas-notre-guerre-arretons-de-suivre-les-etats-unis/

Les compagnies chinoises et indiennes vont remplacer les géants pétroliers et gaziers occidentaux en Russie - reseauinternational.net 4 mai 2022

Les géants pétroliers et gaziers occidentaux ont subi de lourdes pertes en se retirant de Russie, tandis que les entreprises chinoises et indiennes vont profiter de ce vide pour les remplacer.

Selon le plus grand portail japonais d'informations et d'actualités Yahoo News Japan, le gouvernement indien a donné instruction aux entreprises publiques de sa région de commencer à investir dans le champ gazier russe Sakhalin-1, après le retrait des entreprises occidentales, sur fond de sanctions contre la Russie pour son opération militaire en Ukraine, depuis février 2022.

Selon l'agence russe Sputnik, les sources ont déclaré que l'Inde envisageait d'acquérir la participation américaine Exxon Mobil dans Sakhlin-1, ainsi que les parts britanniques BP dans la compagnie pétrolière géante Rosneft.

Et en février dernier, le conseil d'administration de la compagnie pétrolière britannique BP a annoncé sa sortie du capital de Rosneft, dont elle détient 19,75% depuis 2013, et d'une joint-venture avec une société d'État russe.

La société britannique prévoit de réduire ses actifs en Russie de 4 milliards de dollars.

Plus tôt, il a été signalé que la société anglo-néerlandaise Shell, qui a également annoncé son retrait de Russie, avait entamé des négociations avec une société chinoise concernant la vente de sa participation dans le plus grand projet de gaz naturel liquéfié en Russie, Sakhalin-2. Des sources ont déclaré que la société chinoise est le « seul acheteur » sur lequel Shell peut compter, ce qui exacerbe considérablement sa position dans les négociations. reseauinternational.net 4 mai 2022

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 7 mai 2022.

Un mot sur ma manière de travailler.

Comme je ne mets plus la causerie en ligne dans la page d'accueil du portail, je n'ai plus à la formater avec les balises Html (<p>, <b>, <br>, etc.), cela me fait gagne beaucoup de temps. Pour le moment j'utilise le bloc-notes, puis je colle cela dans Word, je vais commencer directement dans Word pour gagner encore plus de temps, je vais voir ce que cela donne.

Je précise, que je réalise ces causeries uniquement à destination de ma fille qui a réglé la facture de l'abonnement du portail au serveur d'OVH, je n'ai de compte à ne rendre à personne d'autres. Par la suite j'ajouterai dans le portail un lien vers les causeries disponibles uniquement en pdf, les liront qui voudront, je m'en moque.

La susceptibilité, la mauvaise humeur, l'attitude méprisante que me témoignent les lecteurs, leur manque d'intérêt pour tous les sujets que j'aborde, leur refus de confronter nos idées, leur indifférence au sort qui nous attend ou à ceux des autres en général, au choix, le tout fait qu'effectivement, et là je leur donne raison, nous n'avons pas grand-chose en commun ou nous ne partageons ni les mêmes principes, ni le même idéal, qui est non négociable, désolé, je n'envisage pas de devenir un jour Premier ministre ou un grand dirigeant !

La NUPES : Marché de DUPES ! "*Changer la vie*" mais surtout pas la société ou de régime économique.

La nouvelle union de la gauche ressuscite Mitterrand et son "changer la vie" - Le HuffPost 6 mai 2022

"*Nous avons prouvé que nous avons été capables de savoir nous rassembler pour l'essentiel : converger vers un projet commun pour changer la vie des gens.*" Quelques heures après le vote du Conseil national du Parti socialiste validant l'accord avec La France Insoumise, la formule est à nouveau convoquée par Pierre Jouvet.

"*Changer la vie*", c'est le nom du programme du Parti socialiste de François Mitterrand, qui devient celui du "Programme commun" de l'union de la gauche de 1972. Cinquante ans plus tard, elle est convoquée tant par La France insoumise que par le Parti socialiste et rappelle le premier rassemblement de la gauche, officialisé par le Congrès d'Épinay de 1971

Certains n'hésitent pas à rapprocher certains éléments du programme de La NUPES de propositions autrefois défendues par l'ancien président socialiste : "*En 1981, dans les 110 propositions de François Mitterrand, il y a avait la retraite à 60 ans. On est fidèles au socialisme quand on se bat pour la retraite à 60 ans,*" insiste le député insoumis Alexis Corbière sur LCP.

JC - Ce n'est pas socialiste, c'est réformiste ou social-démocrate pour être compatible avec le capitalisme. Alexis Corbière vient de l'OCI comme Mélenchon, Jospin, Cambadélis.

C'était beaucoup moins "*inattendu*" si on tenait compte que LFI n'est pas vraiment un parti d'extrême gauche.

« *C'était agile de sa part (Mélenchon) et franchement inattendu, beaucoup n'y croyaient pas et puis, ce qui est très étonnant, c'est qu'on n'a jamais vu un parti initialement d'extrême gauche créer l'union* », note la communicante politique Emilie Zapalski.

Un nouveau sondage Elabe du 6 mai réalisé pour les Echos et Radio classique. En effet, celui-ci indique que 35 % des sondés ont une bonne image du leader de la France insoumise, avec une augmentation de 7 points en un mois, le plaçant comme opposant favori à Emmanuel Macron pour ces législatives, devant Marine Le Pen. Publicsenat.fr 6 mai 2022

Législatives 2022 : Stanislas Guerini vise 340 députés pour la majorité présidentielle - 20 Minutes avec AFP 6 mai 2022

Stanislas Guerini, le patron de La République en marche qui va devenir Renaissance, a fixé ce vendredi pour les élections législatives « *le bel objectif* » de 340 députés pour une nouvelle majorité présidentielle « *aussi large et solide* » que celle du précédent quinquennat.

Le délégué général a notamment tendu la main aux « *sociaux-démocrates* » déçus par un « *Parti socialiste qui a abandonné tout simplement l'ambition d'être un parti de gouvernement, qui a renié ses convictions pour quelques circonscriptions* » après son accord électoral avec LFI ratifié par son conseil national. 20 Minutes avec AFP 6 mai 2022

JC – Il a raison, ils sont compatibles.

Le PS est un parti d'affairistes il ne s'y trompe pas, à l'intérieur il y a ceux qui visent haut, un poste ministériel, et il y a ceux qui visent plus bas ou se contenteraient bien d'un siège parlementaire, en dessous il reste celui de maire...

Un plan minutieusement appliqué depuis 40 ans de destruction du service publique de la santé.

Les urgences de l'hôpital Ballanger à Aulnay-sous-Bois ferment faute de personnel, la situation est dramatique ! - lemediaen442.fr 6 mai 2022

Jean-Louis Karkides de MonAulnay.com ne manque pas de qualificatifs pour dénoncer l'incompétence du gouvernement : « *Manque de personnel, promesses non tenues, locaux d'accueil en saturation, manque de matériels, beaucoup de griefs qui ont amené le personnel soignant à fermer les urgences.* » Rien ne va plus à l'hôpital Ballanger d'Aulnay-sous-Bois. Le personnel est épuisé par le sous-effectif : sur un total de quatre-vingts, une cinquantaine d'infirmiers et d'aides-soignants sont en arrêt maladie depuis le début de la semaine.

« *Urgences pédiatriques, adultes fermées, appelez le SAMU : 15 ou les Pompiers : 18* » c'est l'inscription devant l'hôpital qui a fait réagir François Asensi, président du conseil de surveillance de l'hôpital intercommunal Robert-Ballanger de 1996 à 2020. « *Cette situation inédite est*

révélatrice de l'état critique dans lequel se trouve le secteur de la santé en France. De nombreux personnels de santé, épuisés par des années d'économies faites sur l'hôpital, quittent le secteur public. Depuis 2017, le président Macron et son gouvernement ont fait environ 18 milliards d'économies. Depuis 2000, ce sont presque 80 000 lits qui ont été fermés dans les établissements médicaux publics, soit un quart de leur capacité d'accueil totale. Cette logique comptable a des répercussions sur les personnels et les patients. »

Ce n'est pas faute d'avoir prévenu puisque, au mois d'août, l'alerte avait été lancée. « *Ça fait un an et demi que beaucoup de gens ont repoussé leurs vacances. Ils sont épuisés. Il faut bien qu'ils partent en vacances. On est tellement à flux tendu dans les hôpitaux qu'il suffit de quelques arrêts maladies pour que le système s'effondre* », dénonce Christophe Prudhomme, médecin au Samu.

Loin d'être un cas isolé, c'est toute la France qui est touchée, à l'instar de l'hôpital Bichat, où il ne reste que 4 lits sur 28 et 6 infirmières sur 24 pour soigner les infarctus et les AVC. La situation est dramatique et le gouvernement ne peut plus — en cette période — désigner les non-vaccinés comme boucs émissaires. Dans un silence assourdissant, l'État préfère fermer des lits et ne pas réintégrer les 15 000 soignants virés manu militari. lemediaen442.fr 6 mai 2022

Commision européenne. Plus pourrie et corrompue, tu meurs !

Ursula von der Leyen, une Boucanière au copinage... cavalier! - francesoir.fr 6 mai 2022

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/portrait-ursula-von-der-leyen#disqus_thread

JC - Il faut le lire pour le croire…

Fake news de l'OMS.

Covid: la Cour suprême indienne juge la vaccination obligatoire anti-constitutionnelle - francesoir.fr 5 mai 2022

"*Intégrité physique*", "*autonomie personnelle*", deux considérations éthiques tellement évidentes, pourtant bannies des décisions politiciennes et affairistes, qui ont défiguré l'idée que le monde se faisait de l'Etat de droit. Une décision de la plus grande démocratie du monde, comme il est de coutume de la qualifier, vient les restaurer. Ce lundi 2 mai, la Cour suprême d'Inde a statué : on ne peut obliger personne à se soumettre aux "vaccins" contre le Covid-19.

Rappelant le droit fondamental à l'information, autre concept brutalement éradiqué du débat public depuis deux ans, les juges B.R. Gavai et L. Nageswara ont également demandé que les données sur les effets indésirables des injections soient rendues publiques.

"*En ce qui concerne la transgression à l'intégrité physique et à l'autonomie individuelle, au regard des vaccins et autres mesures sanitaires introduites pour lutter contre la pandémie de Covid-19, notre opinion est que l'intégrité physique est protégée dans le cadre de l'article 21 de la Constitution et qu'aucun individu ne saurait être forcé à être vacciné. Par ailleurs, l'autonomie personnelle d'un individu, qui est un des aspects reconnus dans le cadre des protections garanties*

par l'article 21, implique le droit à refuser tout traitement médical dans la sphère de la santé individuelle".

La Cour a cru bon d'ajouter qu'il ne leur a été soumis aucune donnée scientifique qui réfute l'allégation des parties civiles, selon lesquelles le risque de transmission était égal entre vaccinés et non-vaccinés. Ce faisant, la Cour a considéré que l'argument selon lequel cette injection viserait la santé grégaire ne reposait sur aucune assise scientifique. La Cour suprême indienne a également précisé que les personnes qui ne souhaitaient pas être vaccinées du fait de leurs convictions personnelles ou de leurs croyances, pouvaient l'éviter sans que personne ne puisse exercer une quelconque pression physique pour les y contraindre.

Cette victoire judiciaire est le résultat, comme toujours, de la résilience et du courage de quelques personnes qui se distinguent par-delà la masse obéissante. Yohan Tengra, du mouvement Awaken India, fait partie de ceux-là. Il a réussi à fédérer des avocats au sein du barreau indien (Indian Bar Association) pour mener à bien ce combat, instance par instance, échec après échec, jusqu'à la victoire de lundi. francesoir.fr 5 mai 2022

JC- Ouf, quel soulagement, personne n'a été piquouzé dans ma famille indienne ! Je n'ai pas rencontré une seule personne qui ait eu un décès dû au Covid-19 dans sa famille ou dans son entourage, dans son village, ni même hospitalisé.

C'est pour cela que les Indiens ont fini par ne plus y croire, ils ont été moins cons que les Français qui ont tout gobé.

Ici aussi le gouvernement et les médias ont matraqué 24h/24 qu'il fallait se faire vacciner, qu'on allait tous mourir. Ils ont été jusqu'à implanter des mini-centres de vaccination partout, à diffuser des messages par haut-parleurs dans les villages montés sur des auto rickshaws, à placarder d'immenses affiches devant les commerces, ils ont organisé des séances publiques le dimanche matin avec des médecins dans chaque commune pour informer la population des risques qu'elle encourait si elle n'était pas piquousée, on a même eu le droit à un message téléphonique dès qu'on passait un coup de fil, vaccinez-vous, n'attendez pas qu'il soit trop tard, etc. mais rien n'y a fait, en masse les Indiens ont résisté et refusé de se faire injecter leur saloperie. Bref, je n'ai aucun mal à me sentir plus Indien que Français !

La réaction du gang mafieux de Bill Gates n'a pas tardé.

JC - Elle a le mérite d'être si outrancière, délirante, que personne ne les croira.

L'OMS affole la presse en affichant 15 millions de décès "liés au Covid-19" entre 2020 et 2021 - francesoir.fr 6 mai 2022

Inde : 5 millions de personnes seraient mortes du Covid-19, dix fois plus que les estimations - France 24 6 mai 2022

Le gouvernement indien remet en cause les nouveaux chiffres avancés par l'OMS. 6 mai 2022

JC – Et dire qu'on a Modi comme Premier ministre, en fait on a autant de chance que les Russes qui ont Poutine, quel paradoxe franchement ! Ils sont alliés pour le moment, pourvu que cela continue, c'est toujours mieux que d'être allié de l'OTANazie !

Modi est un nationaliste hindou, il est d'extrême droite, du coup on se demande ce qu'est Macron pour lequel tous les abrutis dits de gauche et d'extrême gauche ont appelé à voter plus ou moins ouvertement le 24 avril, pire que l'extrême droite, c'est un véritable facho ou nazi.

Et dire qu'il y en a qui rêvent d'en devenir le Premier ministre ! Quand on évoque l'imposture, la démagogie, l'opportunisme, le populisme, il nous arrive de croire qu'on a touché le fond, et bien pas du tout, le pire est toujours à venir…

Leurs intentions sont bien de nuire à la santé de la population par tous les bouts possibles.

Cancer : les produits laitiers pourraient accentuer le risque - Yahoo 6 mai 2022

Charcuterie, viande rouge, alcool… certains aliments sont bien connus pour augmenter le risque de cancer. D'autres moins, comme c'est le cas des produits laitiers. Les études scientifiques sont contradictoires à ce sujet. Mais une nouvelle étude publiée dans la revue scientifique BMC Medicine pointe leur rôle néfaste dans l'apparition de certains cancers. ("Les études scientifiques sont contradictoires", cependant ils persistent, cause toujours il en restera quelque chose. - JC)

Cette recherche de grande ampleur, menée par des chercheurs chinois et britanniques, a duré 11 ans en moyenne. Elle a été réalisée à partir des données de 510 000 Chinois sans antécédent de cancer. Les participants ont notamment dû remplir un questionnaire sur leurs habitudes alimentaires et ont été divisés en trois groupes : les consommateurs réguliers (au moins une fois par semaine), les consommateurs modérés (au moins une fois par mois) et ceux qui n'en consommaient jamais. Ces données ont été comparées aux nombres de diagnostics de cancers.

Un risque accru de cancer du foie et du sein

Au cours de la période d'étude, 29 277 nouveaux cas de cancer ont été enregistrés, le taux le plus élevé étant le cancer du poumon (6 282 cas), suivi du cancer du sein (2 582 cas), de l'estomac (3 577 cas), colorectal (3 350 cas) et du foie (3 191 cas). Les personnes qui consommaient régulièrement des produits laitiers avaient des risques significativement plus élevés de développer un cancer du foie et du sein. Pour chaque prise de 50 g/jour, le risque augmentait respectivement de 12% et 17%.

Bien que ces résultats d'étude ne prouvent pas la causalité, il existe plusieurs mécanismes biologiques plausibles qui peuvent expliquer ces associations, selon les chercheurs. "D'autres études sont nécessaires pour valider ces découvertes, établir si ces associations sont causales et enquêter sur les mécanismes sous-jacents potentiels impliqués", indique le Dr Maria Kakkoura, principale auteure de l'étude.

JC - En réalité ils n'en savent rien, ils n'ont rien découvert, c'est juste des spéculations à partir de l'instrumentalisation de facteurs soigneusement sélectionnés au détriment d'autres pour justifier leur conclusion, comme l'environnement, la pollution, la consommation d'alcool, de cigarettes, de sucre,

d'huiles végétales, toute une gamme de produits toxiques émanant de l'industrie agro-alimentaire, mais aussi le statut social de ces personnes, le stress, etc.

En l'état, le professeur Huaidong Du, co-auteur de la recherche, ajoute "qu'il ne serait pas prudent de réduire la consommation de produits laitiers en se basant uniquement sur les résultats de l'étude actuelle ou sans assurer un apport adéquat en protéines, vitamines et minéraux provenant d'autres sources". Yahoo 6 mai 2022

JC - Les protéines d'origine animale sont différentes de celles d'origine végétale et les hommes ont besoin des deux pour se développer normalement sur le plan biologique. Ils veulent supprimer ou réduire la part des aliments provenant de l'agriculture et de l'élevage au profit de produits de synthèse élaborés dans des laboratoires qu'ils financent ou qui leur appartiennent.

L'autre poison qui vous rend fou. Ils les ont inventés pour cela aussi, ils le disent eux-mêmes !

Une semaine de pause sans réseaux sociaux fait baisser drastiquement la dépression et l'anxiété - femina.fr 6 mai 2022

7 jours sans réseaux sociaux entraînent des améliorations significatives du bien-être des utilisateurs. C'est ce que révèle une étude menée par une équipe de chercheurs de l'Université de Bath.

On le sait depuis longtemps mais les réseaux sociaux ne sont pas les meilleurs amis de notre santé mentale. Plus on en consomme, plus on est anxieux voire dépressif. Dans ce cas, une pause s'impose. femina.fr 6 mai 2022

Leur humanisme est la politesse des salauds... Pillage et colonisation continuent. L'Afrique un des moteurs mondiaux de la croissance de la richesse de l'oligarchie financière...

Martine Vassal : « L'Afrique est une destination économique prioritaire » - LePoint.fr 6 mai 2022

La présidente de la métropole d'Aix-Marseille-Provence livre son appréciation.

Alors que nos mondes vivent sous la menace des incertitudes ou des drames humanitaires et sécuritaires, l'actualité nous montre qu'il est plus que jamais de notre devoir de continuer à construire, à tisser des liens entre nos peuples, nos cultures et nos continents.

Il est incontestable que l'Afrique, dans toute sa diversité, est et sera un des moteurs mondiaux de la croissance. Elle l'a démontré, entre autres, grâce à une population jeune, un esprit d'innovation et une mobilisation incroyable pour fabriquer des solutions innovantes ! Elle a su s'imposer comme un acteur commercial qui compte et disposer de moyens pour financer son développement. LePoint.fr 6 mai 2022

JC - L'Afrique, c'est 1,216 milliard (2016) d'habitants, une superficie de 30 415 873 km² ou la troisième mondiale, le continent comportant le plus de pauvres, selon les projections des Nations unies, le continent devrait doubler sa population d'ici à 2050, passant d'un milliard d'habitants

aujourd'hui à près de 2,4 milliards, les chiffres de la Banque mondiale indiquent que les jeunes représentent 60 % des chômeurs en Afrique. Et lorsqu'ils ont un emploi, l'immense majorité d'entre eux se situent dans le secteur de l'économie informelle. Le dernier rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) consacré au sujet, daté de 2018, signale ainsi que 94,9 % des personnes entre 15 et 24 ans, en Afrique, travaillent dans l'économie informelle. (Source : https://www.afd.fr/fr/actualites/en-2050-plus-de-la-moitie-de-la-population-africaine-aura-moins-de-25-ans). En 2019, l'Afrique représentait 2,8% du commerce mondial.

Pourquoi l'Afrique est riche mais les africains sont pauvres ?

Les Africains sont donc les propres fossoyeurs de leurs richesses en l'absence de véritables contrats de développement entre les gouvernants et les administrés. Il en résulte l'extrême misère qui se répand parmi les habitants de l'Afrique noire malgré la richesse de la terre africaine.

Pourquoi Peut-on dire que l'Afrique est le continent le moins riche et le moins développé ?

Le continent est riche en ressources naturelles (du sous-sol notamment), mais celles-ci sont exportées le plus souvent non transformées via des contrats mal négociés et peu profitables aux Africains, d'où un faible apport bénéfique sur la situation économique de ces pays. (google.com)

Moins de la moitié de tous les pays africains ont connu une croissance inclusive entre 2000 et 2020

La croissance a été inclusive (croissance réduisant la pauvreté et les inégalités) dans seulement 17 des 49 pays africains de l'échantillon ; réduisant la pauvreté, mais augmentant les inégalités dans 18 pays ; et non inclusif sur l'une ou l'autre dimension dans 14 pays africains.

Les éléments importants de la croissance inclusive comprennent de meilleurs résultats en matière de développement humain, une plus grande inclusion sociale, la création d'opportunités d'emploi productif et formel et le développement environnemental.

D'autre part, les inégalités se sont creusées entre et au sein des pays africains.

(Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement - Rapport 2021 - unctad.org)

Amnesty International : Une ONG pilotée et financée par l'oligarchie anglo-saxonne spécialisée dans la fabrication de fake news, Syrie, Libye, Irak, Afghanistan, etc.

Guerre en Ukraine : Amnesty International documente des crimes de guerre et la Hongrie bloque l'embargo européen sur le pétrole russe - 20 Minutes avec AFP 7 mai 2022

La Hongrie continue de bloquer le projet d'embargo européen sur le pétrole russe, alors que les négociations sur le nouveau paquet de sanctions de l'UE doivent durer tout le week-end. « Depuis le début, nous avons clairement signifié qu'il y avait une ligne rouge, à savoir l'embargo sur l'énergie. Ils ont franchi cette ligne », dénonce Viktor Orban, le premier ministre hongrois, proche de Vladimir Poutine.

En attendant, la Russie renforce ses positions dans l'est, assurant avoir détruit un dépôt de munitions ukrainien près de Kramatorsk. Quant à Severodonetsk, grande ville du Donbass sous contrôle ukrainien, elle est désormais « quasiment encerclée » par les forces russes selon son maire. 20 Minutes avec AFP 7 mai 2022

Amnesty International, qu'est-ce que c'est ? Une agence de l'Etat profond anglo-saxon-sioniste. Les multiples témoignages.

- Après deux réunions de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1995, un comité préparatoire

(PrepCom) est créé afin d'élaborer les statuts de la future Cour Pénale Internationale. Ce comité se réunira plusieurs fois par an jusqu'en 1998 - année de l'adoption du Statut de Rome. Au nom de la lutte pour la reconnaissance de la responsabilité des auteurs de crimes, de nombreuses ONG ont participé à PrepCom notamment en se réunissant au sein d'une organisation : La Coalition pour la Cour Pénale Internationale.

Cette dernière regroupe aujourd'hui plus de 1000 ONGs qui, au-delà d'avoir participé à PrepCom, poursuivent une activité de lobbying auprès des Etats qui n'auraient pas encore reconnus la Cour Pénale Internationale. L'organisation est administrée par un Comité exécutif rassemblant une vingtaine d'ONGs parmi lesquelles Amnesty International ; la FIDH ; Human Rights Watch ; mais aussi des organisations de la NED... (Mondialisation.ca, Le 15 novembre 2011)

Amnesty International est de tous les coups pourris du Forum économique mondial.

- Greta Thunberg et Fridays for Future reçoivent le prix le plus prestigieux décerné par Amnesty International

Comment Israël avait domestiqué Amnesty international au service de sa propagande

https://arretsurinfo.ch/comment-israel-avait-domestique-amnesty-international-au-service-de-sa-propagande/

Chaque assaut israélien contre un camp de réfugiés palestiniens, chaque bombardement d'une ville en Irak, chaque assassinat de nouveaux

Palestiniens ou Irakiens ne fait que démasquer la position intenable d'Amnesty International. Aujourd'hui, la quasi-totalité des déclarations d'Amnesty International sont à ranger dans les catégories de l'inflation moralisante et de la fraude morale.

http://arretsurinfo.ch/amnesty-international-une-fausse-balise-deux-poids-deux-mesures-et-silences-cur...

D'après Norman Finkelstein, les rapports d'Amnesty concernant Gaza sont de la pure propagande pro-israëlienne

http://arretsurinfo.ch/dapresnorman-finkelstein-les-rapports-damnesty-concernant-gaza-sont-de-lapure-propagande-pro-israelienne/

Est-ce-qu'Amnistie Internationale a perdu la tête ?

Une analyse médico-légale des rapports d'Amnistie Internationale sur l'opération israélienne Protective Edge à Gaza en 2014

Conclusion :

La question est intrigante: comment Amnestie a-t-il réussi à transformer ce bilan sauvagement déséquilibré en acte d'accusation équilibrée des deux parties au conflit?

https://reseauinternational.net/est-ce-quamnistie-internationale-a-perdu-la-tete/?print=print

Qui a commandé le rapport d'Amnesty International sur la Syrie ? Par la Voix de l'Opposition de Gauche

Le 12 février 2017

Qui a commandé le rapport publié le 6 février par Amnesty International : "L'abattoir humain. De nouvelles révélations lèvent le voile sur une véritable politique d'extermination en Syrie." ? Réponse : l'oligarque George Soros. La preuve.

http://www.luttedeclasse.org/dossier44/Syrie_rapport_Amnesty_International_12022017.pdf

Les ONG humanitaires occidentales et la Syrie : Les masques sont tombés!

Le conflit syrien, qui entre dans sa septième année, a permis à de nombreux masques de tomber.

Parmi eux, celui, neutre et indépendant en apparence, des ONG internationales dites « humanitaires ». En effet, un certain nombre de chercheurs et de journalistes d'investigation, très peu connus en France et pour cause, commencent à rendre leurs enquêtes publiques. En coopération secrète avec des Etats agresseurs, ces ONG telles que « Médecins du Monde »

(MSF), « Amnesty International » et bien d'autres encore, ont depuis le début du conflit en 2011 (et même avant) été des outils de subversion et de propagande au service de l'effondrement de Damas. Elles se sont ensuite délibérément rangées du côté des groupes armés dits « rebelles », c'est-à-dire terroristes, en fournissant notamment appui médical et logistique.

http://www.mondialisation.ca/les-ong-humanitaires-occidentales-et-la-syrie-les-masques-sont-tombes/5581833

Etc. Etc. Etc. D'autres preuves accablantes contre cette saloperie d'ONG figurent dans les causeries depuis 2008 ou dans les articles publiés durant cette date.

DOSSIER UKRAINE.

La véritable raison de la guerre entre les États-Unis-OTAN et la Russie en Ukraine - reseauinternational.net 6 mai 2022

Le capitaine de Vaisseau Yves Maillard aborde le volet économique et financier et donne un éclairage complémentaire intéressant.

Le texte ci-dessous montre à quel point les enjeux sont colossaux, et la petite Ukraine n'étant ici qu'une péripétie de cet affrontement titanesque qui a débuté bien avant le 24 février. Il s'agit d'une véritable lutte existentielle, non pas seulement pour la Russie, comme on le lit ici ou là, mais aussi et surtout pour les Etats-Unis dont la richesse et la puissance proviennent exclusivement de l'escroquerie du dollar qui leur permet de tout avoir gratuitement. Car en effet, qu'est-ce qu'une dette que l'on n'a pas à rembourser (car non remboursable) et que l'on peut multiplier à l'infini selon les besoins ? C'est la gratuité. Une dette de 30 000 milliards de dollars signifie juste qu'ils ont tout eu gratuitement à hauteur de cette somme. Si demain leurs besoins s'élevaient à 50 000 milliards de dollars, ce sera le nouveau montant de leur dette. Dans ce contexte, la hausse des prix, l'inflation (qui n'est en fait utilisée que comme variable d'ajustement, ajustable elle-même), etc., c'est du bla-bla.

https://reseauinternational.net/la-veritable-raison-de-la-guerre-entre-les-etats-unis-otan-et-la-russie-en-ukraine/

Marioupol – Les soldats ukrainiens encerclés dans Azovstal dévoilent leur visage de terroristes preneurs d'otages - donbass-insider.com 5 mai 2022

Après avoir pilonné les nouvelles positions de tir que les soldats ukrainiens avaient installé dans Azovstal pendant l'évacuation de civils retenus dans l'usine, l'armée russe a organisé un nouveau cessez-le-feu et de nouveaux couloirs humanitaires sur trois jours pour poursuivre l'évacuation. Mais au lieu de laisser sortir les civils qui seraient encore dans les sous-sols d'Azovstal, les soldats ukrainiens ont révélé leur véritable visage de terroristes et de preneurs d'otages.

Après trois jours d'évacuation réussie des civils qui étaient retenus dans Azovstal par les soldats ukrainiens, l'armée russe a dû interrompre cette évacuation pour bombarder l'usine afin éliminer les positions de tir que ces derniers avaient installées grâce au cessez-le-feu.

Ces bombardements ont duré deux jours et après s'être assurés que les positions de tir étaient détruites, l'armée russe a annoncé de nouveau qu'un cessez-le-feu et des couloirs humanitaires seraient remis en place les 5, 6 et 7 mai pour poursuivre l'évacuation des civils encore présents dans les sous-sols d'Azovstal.

Sauf qu'au lieu de laisser sortir les civils restants dans les sous-sols de l'usine Azovstal, les soldats ukrainiens ont exigé de les échanger au taux de 15 civils pour une tonne de nourriture et de médicaments.

« Nous devons maintenir des contacts avec les nazis d'Azov qui se sont installés là-bas et les représentants du SBU dans l'intérêt de sauver les civils qui sont restés là-bas. Pendant les négociations, ils nous ont proposé d'échanger des otages civils – 15 contre une tonne de nourriture et de médicaments – et ils ont prévenu que personne d'autre ne sera autorisé à se rendre en Ukraine, désormais ils seront uniquement échangés », a déclaré un représentant du quartier général de l'opération de libération de l'usine.

Selon cette source plus de 200 civils pourraient encore se trouver dans les sous-sols d'Azovstal, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées. Or cette exigence d'échanger les civils contre de la nourriture et des médicaments « au poids » rappelle méchamment la méthode des terroristes de l'État islamique en Syrie.

Et surtout, cela révèle le vrai visage des soldats ukrainiens retranchés dans l'usine Azovstal : des terroristes preneurs d'otages. Non seulement ils utilisent ces civils comme boucliers humains, mais maintenant ils les marchandent contre de la nourriture et des médicaments ! Voilà quel est le vrai visage des pseudos héros ukrainiens, et des pseudos défenseurs de Marioupol. En réalité ils n'en ont rien à faire des civils qu'ils prétendent défendre !

Les exigences des soldats ukrainiens du régiment néo-nazi Azov ont fait réagir le porte-parole de la Douma russe, Viatcheslav Volodine, qui a souligné que leur exigence révélait leur vrai visage, qui est la raison pour laquelle la Russie a décidé d'intervenir en Ukraine.

« On a appris que les combattants d'Azovstal ont proposé d'échanger les civils présents contre de la nourriture et des médicaments. […] Après de telles déclarations, y a-t-il encore quelqu'un qui ne sait pas qui affronte nos soldats et nos officiers en Ukraine ? Pensez-y, d'abord ils ont attiré les gens vers l'usine, puis ils se sont cachés derrière eux comme un bouclier humain, et maintenant ils veulent les échanger contre de la nourriture, estimant la vie humaine à 66,6 kg. Ils n'ont qu'un seul but : sauver leur peau. La seule chose pire que le cannibalisme est de manger les otages. Un comportement typique de terroriste. Que vont dire maintenant ceux qui ont défendu ces monstres ? Voici un exemple clair de ce que sont les nazis et pourquoi il faut s'en occuper », a-t-il déclaré sur sa chaîne Telegram.

Ces exigences ignobles confirment les témoignages des civils qui sont sortis d'Azovstal, qui ont déclaré qu'ils avaient été retenus dans les sous-sols contre leur gré, et prouve définitivement que les civils ne sont que des boucliers humains et des otages pour les soldats ukrainiens du régiment néo-nazi Azov, qui ne sont en réalité que des terroristes. Surtout ces exigences confirment la justesse de l'intervention russe en Ukraine, et justifie l'intransigeance de la Russie envers ces unités néo-nazies ukrainiennes. donbass-insider.com 5 mai 2022

« *82% de la population mondiale refuse de condamner Poutine !* » Sylvie Bermann, ex-ambassadrice de France en Russie - reseauinternational.net 6 mai 2022

« *82% de la population mondiale refuse de condamner Vladimir Poutine* », affirme sur BFMTV l'ancienne ambassadrice de France en Russie, Sylvie Bermann, en se fondant sur les votes aux Nations unies.

Guerre en Ukraine: « 82% de la population mondiale refuse de condamner Vladimir Poutine », affirme sur BFMTV l'ancienne ambassadrice de France en Russie, Sylvie Bermann, en se fondant sur les votes aux Nations unies. pic.twitter.com/HIptIk2gda

— Georges Malbrunot (@Malbrunot) May 3, 2022

La Pologne se prépare à intervenir militairement en Ukraine - Réseau Voltaire 6 mai 2022

Alors qu'un sondage donne 56,8 % de la population polonaise favorable à un déploiement de troupes de maintien de la paix polonaises en Ukraine, sous commandement de l'Otan, de l'Onu ou de l'UE, le président Andrzej Duda a déclaré :

« *Il n'y aura plus de frontière entre nos pays, la Pologne et l'Ukraine. Il n'y aura pas de telle frontière ! Pour que nous vivions ensemble sur cette terre, construisant et reconstruisant ensemble notre bonheur commun et notre force commune, qui nous permettront de repousser tout danger ou toute menace éventuelle* ». Réseau Voltaire 6 mai 2022

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 8 mai 2022.

J'ai fait comme indiqué hier, d'un jet dans Word j'ai réalisé la causerie sans passer par le bloc-notes, sélection rapide d'articles, lecture au pas de charge, copier/coller des passages intéressants, en quelques clics le document était formaté, 3 clics de plus et le pdf était prêt. Le plus gros a été réalisé entre 21h30 et 21h15 samedi soir, le reste dimanche matin, disons en 2 heures, libération avant midi, donc après-midi libre.

Pendant trois mois et demi je n'ai pas réussi à résoudre ma gêne intestinale qui devenait douloureuse et inquiétante quelque part, mais je ne pensais pas que c'était grave et j'ai eu raison, je crois que c'était à force de rester assis trop longtemps, cette position n'est pas idéale pour une bonne digestion.

Et puis au niveau du cerveau, notre deuxième intestin, je crois qu'il a aussi besoin de s'aérer un peu de temps en temps pour fonctionner correctement. Quand tu es toujours branché sur le même truc, il doit y avoir un effet de saturation ou d'asphyxie qui se produit à un moment donné, c'est malsain ou nuisible pour la santé. C'est une question d'équilibre… Un bon ouvrier doit prendre soin de ses outils. On néglige notre machine, ce n'est pas sérieux.

NUPES marché de DUPES.

JC – Le cadavre de « *l'union de la gauche ressuscité* » n'a pas entraîné jusqu'à présent un déchainement de haine de la part des médias, ce qui pourrait s'expliquer par l'extrême faiblesse de la popularité de Macron. Ceux qui détiennent les médias et les parrains de Macron sont les mêmes, pour eux l'essentiel c'est que les objectifs économiques qu'ils se sont fixés soient atteints, peu importe de quelle manière ou par qui, seul les résultats comptent, tout en sachant qu'ils ne pourront pas avoir satisfaction sur tout tout de suite ou d'un coup, l'essentiel pour eux c'est d'aller toujours de l'avant ou de ne jamais piétiner ou régresser.

Or la NUPES leur en fournit l'occasion, en plus avantageux même, car elle leur permettrait d'associer plus étroitement la population à tous leurs objectifs, et de ce fait toute opposition à leur politique ultra réactionnaire se retrouverait encore plus marginalisée, elle serait neutralisée, elle disparaîtrait pour ainsi dire. Donc la NUPES pourrait réaliser ce dont Macron est incapable et qui est indispensable à la réussite de leur plan, moyennant quelques concessions à la marge sans grand intérêt.

Prenons la retraite à 60 ans. Ce ne serait pas une catastrophe économique, bien au contraire finalement, puisque les entreprises pourraient se séparer plus rapidement des salariés qui ont de l'ancienneté ou de l'expérience et qui leur coûtent le plus cher en termes de rémunération. Et rien ne les obligerait à embaucher des jeunes à la place, les entreprises pourraient tout simplement supprimer leurs postes de travail et réduire ainsi la masse salariale sans passer par des licenciements souvent coûteux, ou sinon elles embaucheraient des jeunes au smic en profitant au passage de réductions de cotisations sociales, elles pourraient aussi justifier le recours aux CDD, bref, au bout du compte, quelle aubaine pour les capitalistes ! Y compris sur le plan politique.

Car il faut compter qu'une fois atomisés chez eux, les retraités ne sont pas vraiment portés à faire preuve de solidarité avec les travailleurs actifs. Leur mentalité se modifie, dorénavant plus ou moins consciemment ils se comportent davantage comme de vulgaires rentiers qui ne pensent qu'à préserver ce privilège ou à profiter de leurs vieux jours, et se sachant fragile ou vulnérable puisque leur santé décline, ils aspirent à la paix sociale, à la stabilité du régime, à la collaboration de classes plutôt qu'à l'affrontement direct et violent, de plus, tous les discours destinés à créer un climat de psychose collective (terrorisme, climat, pandémie, guerre) exercent une grande influence sur eux, bref, la majorité sont de préférence réactionnaires. Ces 20% de la population incarnent le passé, la force d'inertie de l'histoire qui s'oppose à toute transformation révolutionnaire de la société.

Le reste est à l'avenant, une pure illusion destinée à tromper les masses. Sous la IVe et Ve République, on a vécu les « *Trente Glorieuses* », les « *Jours Heureux* » des trois décennies d'après-guerre, on a vécu des décennies sous des gouvernements dits de gauche à partir de 1981, Mitterrand, Jospin, Hollande sans que jamais fondamentalement le sort des exploités et des opprimés ne soient radicalement modifiés, ce sont des faits, c'est la stricte réalité, et voilà qu'on nous refait le même coup pourri en mai 2022, ce sera sans nous, on ne participera pas à cette manipulation des masses.

Il faut bien comprendre que ce qui caractérise la nature d'une coalition politique aussi hétéroclite, c'est ou ce sont ses éléments les plus arriérés, rétrogrades ou réactionnaires qu'ils ont en commun. Ici en l'occurrence, tous partagent l'idéologie réformiste ou tous sont acquis au capitalisme, ils le revendiquent eux-mêmes, donc il ne peut en sortir aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs ou qui reposerait sur une rupture avec le capitalisme, prétendre le contraire est une escroquerie politique.

Inutile de s'étendre sur les composantes de le NUPES, leur politique réactionnaire au cours des 40 dernières années, la personnalité de Mélenchon, tout le monde sait à quoi s'en tenir, même ceux qui feignent de l'ignorer.

Je terminerai en évoquant l'article d'A.Lozovsky paru dans L'Humanité du 27 janvier 1924, donc 6 jours après le décès de Lénine, ou à la brochure consacrée à Lénine, rédigée par E. Yaroslavsky et publiée par la librairie de l'Humanité entre 1925 et 1927. Il y était rappelé en gros ce qui constituera les principaux enseignements de la révolution russe de 1917 et du léninisme, au cours desquels la théorie marxisme du socialisme fut mise en pratique, et qui au lieu de nous servir de guide, nos dirigeants abandonnèrent pour se vautrer dans l'opportunisme.

Lénine s'en tint aux principes qu'il s'était forgé, et il ne dévia jamais de l'objectif politique qu'il s'était fixé à la suite de Marx et Engels, même quand les conditions furent défavorables ou semblaient indiquer que la voie qu'il suivait menait à une impasse, il s'obstina à maintenir le même cap et les faits lui donnèrent raison.

Nos dirigeants adoptèrent une attitude inverse après le décès de Trotsky en 1940. Il en résulta la désintégration de l'embryon de IVe Internationale qui avait vu le jour en 1938. Au cours des 40 années suivantes, ses différents courants allaient entretenir l'illusion qu'ils combattaient pour la révolution socialiste, pour finalement parachever leur décomposition et se disloquer dès l'arrivée du PS au pouvoir en France et l'apparition des premiers signes annonciateurs de l'effondrement final de l'URSS, révélant leur propre nature opportuniste.

A partir de cette période, il ne sera plus question de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur le modèle du parti bolchevik, et tous les principes du léninisme seront bradés les uns après les autres au profit de partis calqués sur la SFIO ou la social-démocratie du début du XXe

siècle avec lequel Lénine avait justement rompu, après avoir estimé qu'un tel parti ne permettrait jamais à la classe ouvrière d'affronter les capitalistes et de s'emparer du pouvoir, il réalisa que face à la machine de guerre de l'Etat capitaliste, il fallait construire un parti ouvrier résolu à l'abattre, subordonnant sa structure, son fonctionnement, son programme, sa tactique ou son combat politique à cet objectif, et il était inconcevable que le parti comportent des courants antimarxistes, antisocialistes, ouvertement opportunistes, qui s'opposent au soulèvement révolutionnaire des masses.

Lénine fut taxé de sectaire, d'enragé, de fou, de mégalomane, de dictateur. Comment pourrait-il être possible de construire un parti sur une ligne politique aussi exigeante, nécessitant une telle discipline ? Il prouva que c'était possible, à l'aide du matérialisme dialectique qui permettait de fournir une analyse de la situation et du processus historique que tous les dirigeants et militants partageraient. Il prouva qu'un tel parti pouvait s'implanter dans la classe ouvrière, que dans certaines circonstances il pourrait prendre la direction du mouvement ouvrier et obtenir la confiance de pans entiers de la classe ouvrière, puis la majorité, et conquérir des couches entières de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, gagner au socialisme leurs éléments plus conscients. Et malgré tout, on nous dit que tout cela serait périmé, obsolète, archaïque, une vue de l'esprit de fanatique.

J'en suis resté au constat que sans théorie, programme, parti révolutionnaire, il ne faut pas espérer un jour un changement de régime, sauf à croire au miracle.

La gauche unifiée lance sa campagne pour les législatives à Aubervilliers - Publicsenat.fr 8 mai 2022

Les qualificatifs ne manquaient pas à Aubervilliers ce samedi 7 mai pour définir l'aspect historique de l'union entre communistes, écologistes, insoumis et socialistes.

Avant l'intervention de celui qui brigue Matignon, Olivier Faure, Julien Bayou et Fabien Roussel se sont succédé à la tribune pour défendre l'union retrouvée. Tous soulignent « *l'espoir* » provoqué par ce rassemblement jugé « *exceptionnel*. » Tous récusent les accusations « *d'électoralisme* » de la Nouvelle Union Populaire Ecologiste et sociale. (On aurait presque envie de leur donner raison, car effectivement ils n'avaient pas besoin de cette occasion pour partager la même idéologie, la même politique réactionnaire. – JC)

Pour Jean-Luc Mélenchon, la Nupes aurait vocation à durer dans le temps. La Nupes est selon lui, une union portant « une radicalité concrète et tenable. » (Avec EELV et le PS, il ne craint pas le ridicule ! De quelle « *radicalité concrète et tenable* » s'agit-il au juste, celle du GIEC ou du Green New Deal, de l'OMS ou de la Fondation Melinda et Bill Gates, de l'OTAN ? – JC)

« *C'est la première fois qu'il y a un accord général de toutes les forces dès le premier tour, sur des candidatures uniques, dans toutes les circonscriptions. Ce qui n'avait été fait ni par les cartels de gauche, ni par le Front populaire, ni à la Libération, ni par Mai 68, ni par le programme commun, nous l'avons fait* », a annoncé l'ex-candidat de l'Union Populaire à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon aux 1 500 militants, élus et candidats présents à Aubervilliers. (Cette opération pourrait avoir pour conséquence de liquider les derniers pans du mouvement ouvrier qui tentaient encore de résister au néolibéralisme. A suivre – JC)

Rififi entre les clans de l'oligarchie financière anglo-saxonne pour le contrôle de l'économie mondiale.

George Soros force les grandes entreprises à boycotter Twitter pour contrer Elon Musk - lemediaen442.fr 7 mai 2022

Depuis que Elon Musk parle de plus en plus de démocratie, le camp auto-proclamé du « *bien* » s'offusque de voir les peuples s'informer en dehors des passages piétons sous l'œil « *bienveillant* » des médias mainstream qui distinguent une fausse information d'une vraie et peuvent bannir les utilisateurs un peu trop fouineurs. Pour marquer ce mécontentement, George Soros a décidé de sortir les griffes selon le Daily Mail.

Vingt-six ONG et groupes de défense ont signé une lettre exprimant leur inquiétude face au plan de l'homme le plus riche du monde de vouloir appliquer sa politique promise de « *liberté d'expression* » sur Twitter. S'adressant aux grandes marques du monde entier, les ONG avertissent sur Media Matters for America : « *Twitter risque de devenir un cloaque de désinformation, avec votre marque en annexe.* » Sur Twitter, le milliardaire Musk s'est demandé qui il y avait derrière ces ONG, derrière les 26 groupes signant la lettre « *La lumière du soleil est le meilleur désinfectant* ».

Derrière, il a l'Open Society Foundation de George Soros, des ONG fondées par d'anciens membres du personnel de l'administration Clinton et Obama, de riches donateurs démocrates et leurs fondations familiales, des syndicats et les gouvernements européens. Le chantage de George Soros et de ses compagnons de route pointe le risque que la plateforme Twitter devienne un cloaque de désinformation. «*Vos dollars publicitaires peuvent soit financer le projet de vanité de Musk, soit lui demander des comptes. Nous vous demandons d'exiger que Musk respecte ces normes de base de confiance et de sécurité de la communauté, et de retirer vos dépenses publicitaires de Twitter si ce n'est pas le cas.* » La liberté d'expression encadrée par Soros lui échappe au profit de Elon Musk, ce qui risque de mettre à mal les projets destructeurs de l'Open Society. A 91 ans, le grand départ se fait plus proche pour Soros, de nouveaux milliardaires ont déjà pris place et un nouveau monde va émerger. emediaen442.fr 7 mai 2022

JC - Straussiens contre libertariens, ils partagent les mêmes objectifs, mais pas les moyens pour les atteindre…

Il faut supprimer l'agriculture et de l'élevage

Dégradation des terres : les Nations unies alertent sur la désertification des sols -
Dans son dernier rapport sur l'état global de la Terre, le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) dénonce l'impact de l'agriculture et de l'élevage sur l'appauvrissement des terres et la désertification. Selon le texte, ces activités seraient également le principal moteur de l'extinction des espèces animales et végétales.

La déforestation pour libérer des terres agricoles et l'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides sont à l'origine d'une situation préoccupante, particulièrement dans les régions les plus sèches. En analysant les évolutions constatées entre 2000 et 2015, le rapport déduit qu'en 2050, cette dégradation devrait toucher 90 % des écosystèmes naturels du monde. Si les tendances actuelles se poursuivent, *"le risque de changements environnementaux généralisés, brusques ou irréversibles va augmenter"*, prédisent les auteurs.

Le statu quo n'est pas une option viable

"La terre est le lien opérationnel entre la perte de biodiversité et le changement climatique, et doit donc être au centre de toute intervention significative pour faire face à ces crises interdépendantes", peut-on lire dans le rapport. francesoir.fr 7 mai 2022

Confirmation. Causerie du 6 mai : Fake news. Quand l'AFP prend ses désirs pour la réalité.

JC- J'ai du pif tout de même !

« Sang juif » de Hitler : le Kremlin dément s'être excusé auprès de Bennett - reseauinternational.net 7 mai 2022

Le Kremlin a démenti les déclarations israéliennes selon lesquelles le président russe Vladimir Poutine s'est excusé auprès du Premier ministre israélien Naftali Bennett.

Un communiqué qu'il a publié assure que durant l'appel téléphonique entre le président Poutine et Bennett, il n'y a pas eu d'excuses pour les propos du chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, qui avait lors d'une interview avec un média italien fait allusion à l'éventualité qu'Hitler puisse avoir du sang juif dans les veines.

« *La discussion qui s'est tenue entre les dirigeants des deux pays est tout-à-fait comme cela est énoncé dans le communiqué du Kremlin* » a assuré le jeudi 5 mai le porte-parole du Kremlin, Dimitry Peskov.

Selon le média russe RT, le communiqué du Kremlin rapporte aussi que lors de son échange avec Bennett, Poutine a rappelé que « *sur les six millions de juifs torturés dans les ghettos et les camps de concentration tués par les nazis lors d'opérations punitives, 40% étaient des citoyens russes* ».

En famille. Des néonazis qui s'ignoraient ?

JC – La nature de classe du conservatisme, du libéralisme, du néolibéralisme, du libertarisme, de tous les régimes en place en occident, de la droite, de l'extrême droite, du fascisme, du nazisme, ne serait-elle pas la même ? Capitaliste. Le reste est uniquement une affaire de contexte économique et politique…

Aujourd'hui, les médias lavent plus blanc les nazis qu'ils condamnaient auparavant par Moon of Alabama. - reseauinternational.net 7 mai 2022

Récemment, le New York Times, comme beaucoup d'autres médias occidentaux, a changé de langage pour parler du bataillon fasciste ukrainien Azov.

Ce qui était autrefois « *une organisation paramilitaire néonazie ukrainienne* », dont le FBI a dit qu'elle était connue pour son « *association avec l'idéologie néonazie* », a d'abord été qualifié d'« *extrême droite* » avant de devenir « *une unité normale de l'armée ukrainienne* ».

Au fil des ans, de nombreux médias ont correctement rendu compte des fascistes ukrainiens. En voici une collection incomplète :

• 15 000 nationalistes ukrainiens défilent en faveur de Bandera – 1 janvier 2014 – USA Today
• Les États-Unis soutiennent-ils les néonazis en Ukraine ? – 25 février 2014 – Salon
• Comment l'extrême droite a pris les postes les plus importants à la faveur de la vacance du pouvoir en Ukraine – 5 mars 2014 – Channel 4
• Contenir les néofascistes d'Ukraine – 6 mars 2014 – CNN
• Nier le rôle de l'extrême-droite dans la révolution ukrainienne – 7 mars 2014 – FAIR
• La question néonazie en Ukraine – 11 mars 2014 – Huffpost
• Oui, il y a des méchants dans le gouvernement ukrainien – 18 mars 2014 – Foreign Policy
• Analyse : Les États-Unis s'acoquinent avec le gouvernement de Kiev, y compris l'extrême droite – 30 mars 2014 – NBCnews
• Profil : Le Pravy Sektor ultra-nationaliste ukrainien – 28 avril 2014 – BBC
• Le fascisme revient sur le continent qu'il a autrefois détruit – 12 mai 2014 – The New Republic
• Conflit en Ukraine : un guerrier du « pouvoir blanc » venu de Suède – 16 juillet 2014 – BBC
• Se préparer à la guerre avec les défenseurs de la liberté fascistes en Ukraine – 30 août 2014 – Foreign Policy
• Une télévision allemande montre des symboles nazis sur les casques des soldats ukrainiens – 9 septembre 2014 – NBCnews
• Les combattants du bataillon Azov sont la plus grande arme de l'Ukraine et peuvent être sa plus grande menace – 10 septembre 2014 – Guardian
• Une unité de volontaires ukrainiens comprend des nazis – 10 mars 2015 – USA Today
• La Chambre américaine admet le rôle des nazis en Ukraine – 14 juin 2015 – Consortium News
• Pourquoi le nouveau parti ultranationaliste ukrainien ne durera pas – 19 octobre 2016 – Atlantic Council
• Le camp d'été militaire hyper-nationaliste ukrainien pour enfants – 13 juillet 2017 – NBCnews
• La réalité des néonazis en Ukraine est loin d'être de la propagande du Kremlin – 9 nov. 2017 – The Hill
• Les États-Unis arment et aident les néo-nazis en Ukraine, alors que le Congrès débat de leur interdiction – 18 janvier 2018 – The RealNews Network
• En Ukraine, la milice ultranationaliste fait régner la peur dans certains quartiers – 30 janvier 2018 – RFERL
• Commentaire : Le problème néonazi de l'Ukraine – 19 mars 2018 – Reuters
• La collusion de l'Amérique avec les néonazis – 2 mai 2018 – The Nation
• L'Ukraine a un vrai problème avec la violence d'extrême droite (et non, RT n'a pas écrit ce titre) – 20 juin 2018 – Atlantic Council
• L'Ukraine, l'antisémitisme, le racisme et l'extrême droite – 16 octobre 2018 – Atlantic Council
• Azov, le groupe ultranationaliste le plus important d'Ukraine, jette son dévolu sur les États-Unis et l'Europe – 14 novembre 2018 – RFERL
• Les néonazis et l'extrême droite sont en marche en Ukraine – 22 février 2019 – The Nation
• L'ultranationalisme en Ukraine – un essai photographique – 11 avril 2019 – Guardian
• Il y a un mouvement d'extrême droite qui déteste le Kremlin – 17 avril 2019 – Foreign Policy
• L'Amérique forme-t-elle des néonazis en Ukraine ? – 8 déc. 2019 – DailyBeast
• Le Régiment Azov ne s'est pas dépolitisé – 19 mars 2020 – Atlantic Council
• Like, Partage, Recrute : Comment une milice suprémaciste blanche utilise Facebook pour radicaliser et former de nouveaux membres– 7 janvier 2021 – Time
• Profil : Qui est le régiment d'extrême droite Azov en Ukraine ? – 1er mars 2022 – Aljazeerah
• Comment le président juif ukrainien Zelensky a fait la paix avec les paramilitaires néonazis sur les lignes de front de la guerre avec la Russie – 4 mars 2022 – Grayzone
• Le problème nazi de l'Ukraine est réel, même si la revendication de Poutine de « dénazifier

l'Ukraine » ne l'est pas – 6 mars 2022 – NBCnews
• Le bataillon Azov, d'extrême droite, s'impose comme un défenseur controversé de l'Ukraine – 6 avril 2022 – Washington Post

En plus de ces articles et de nombreux autres reportages médiatiques, il existe des rapports détaillés de diverses organisations qui documentent les crimes de guerre qu'Azov et des groupes comme lui ont commis en Ukraine.

Tout cela est bien connu. Au fil des ans, les médias occidentaux ont mis en garde contre la montée du fascisme en Ukraine. Si les partis fascistes obtiennent peu de voix en Ukraine, ils sont en fait très puissants. Ils possèdent les rues, ont les armes et tuent les politiciens qui ne font pas ce que disent Azov et les autres groupes fascistes. Ils peuvent agir en toute impunité.

Cet article vise évidemment à faire parvenir à toute personne tenant le néonazisme en Ukraine pour une fable ou de la propagande russe.

C'est d'autant plus inquiétant que ces dernier mois pré-électoraux ont montré en France l'existence de fanatiques d'extrême-droite derrière la façade policée des partis légitimes…

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.net/aujourdhui-les-medias-lavent-plus-blanc-les-nazis-quils-condamnaient-auparavant/

Vaut mieux prévenir que guérir.

La Chine remplace ses équipements informatiques - Strategika 51 - 6 mai 2022

Le gouvernement chinois vient d'ordonner le remplacement immédiat de tous les ordinateurs, terminaux et équipements informatiques de marques étrangères détenus par les ministères, les agences gouvernementales, les sociétés publiques et les sociétés privées financées par des fonds publics par des équipements chinois.

Il n'a pas été précisé si ce matériel conséquent sera mis en vente. Il est clair que les supports mémoire des ordinateurs appartenant à des domaines sensibles seront archivés et mis en sécurité.

La première décision chinoise en ce sens date de 2019 avec l'annonce d'un plan triennal visant à éliminer 98% des équipements informatiques de conception étrangère des institutions gouvernementales et publiques en Chine d'ici décembre 2022.

Intitulé « 3-5-2 », ce plan inclut également les écosystèmes logiciels. En théorie, le plan 3-5-2 prévoyait la suppression de 30% des ordinateurs et des logiciels de conception étrangère en 2020, 50% en 2021 et 20% en 2022. Les compagnies Dell, HP et Microsoft sont exclues de toutes les offres des marchés publics.

Ce plan bute sur la question des microprocesseurs et des circuits mémoires équipant la plupart des ordinateurs, monopole US jusqu'à présent. Par ailleurs, si le remplacement de l'OS MS Windows

par des versions locales et lourdement modifiées du système d'exploitation Linux est effectif, le remplacement de l'OS Android (Google) s'avère bien plus difficile et a été reporté à 2025.

De nombreuses applications logicielles ont été interdites en Chine bien avant le plan 3-5-2 dans le cadre du grand firewall chinois. À terme, la Chine veut avoir son propre réseau internet découplé de celui des États-Unis. Strategika 51 - 6 mai 2022

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 9 mai 2022.

A propos des élections législatives en France.

Extrait d'un courriel que j'ai adressé à ma fille.

J'ignore comment les gens les perçoivent, c'est mon gros problème. Quand tu milites et que tu vas au contact des travailleurs, en principe tu peux te faire une idée de leur état d'esprit, cela aide.

En 81, ils se foutaient tous de notre gueule quand on leur disait qu'une majorité PS-PCF pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, et ils avaient raison.

En 36 ou en 68 les masses ne furent pas davantage révolutionnaires, mais les conditions étaient meilleures qu'aujourd'hui, elles étaient plus politisées, surtout en 36...

En 68, elles étaient tellement révolutionnaires, que lors des législatives en juin de la même année, la majorité présidentielle (UDR ancêtre de LR et ses alliés) obtint 367 sièges et la "*gauche*" 91, elle fut laminée, à peine un mois après cette hypothétique révolution ! Mais c'est la thèse que soutiennent toujours ces abrutis de trotskystes ! On a été très con de les écouter, quelle naïveté ! (Le « *On* », c'est pour moi et sa mère quand nous militions à l'OCI – Rajouté.)

Un mot en plus.

La NUPES, c'est moins de 30% des électeurs, n'est-ce pas ? Qui sont ses électeurs ? Qui représente-t-elle ?

Manifestement ils n'appartiennent pas aux couches du prolétariat les plus défavorisées qui ont constitué le gros du bataillon des abstentionnistes, votes blancs ou nuls, sans parler du million environ non-inscrit sur les listes électorales, soit plus de 14,5 millions de travailleurs.

La NUPES représente en gros les intérêts des couches les mieux lotis ou supérieures de la classe ouvrière, de l'aristocratie ouvrière, auxquelles s'ajoutent des pans entiers des classes moyennes qui toutes disposent de revenus supérieurs au reste des masses exploitées, donc qui ne sont pas enclines à remettre en cause le régime qui leur garantit encore un mode de vie relativement confortable, qui se sont accommodées des mesures antisociales ou liberticides adoptées par tous les gouvernements successifs depuis 40 ans, ce sont elles qui ont assuré la stabilité du régime en place.

Certes, leur condition s'est dégradée au fil des dernières décennies, mais pas au point d'en faire des masses révolutionnaires, sinon cela se verrait ou cela se saurait, force est de constater qu'il n'en est rien, les deux années éprouvantes ou insupportables qui viennent de s'écouler le prouvent si nécessaire.

Il ne faut donc pas confondre la NUPES avec un parti ou une coalition de partis qui représenterait les masses les plus enclines à rompre avec le régime, qui le rejettent ou le haïssent, qui n'ont plus rien à perdre, parti ou coalition qui serait prête à l'affronter et qui par sa détermination pourrait attirer et entraîner d'autres couches au combat dans la perspective d'un changement de régime politique et social, donc, pour peu qu'on leur propose une issue politique cohérente conforme au

socialisme, autant dire que cela ne correspond pas du tout à l'orientation politique de la NUPES, sans entrer dans les détails, rien que sa composition suffit à le prouver.

On est en présence d'une coalition de partis qui se destine à gouverner dans le cadre du régime et des institutions en place, dont la politique est compatible avec la préservation des intérêts du capitalisme, moyennant en contrepartie quelques concessions à la marge concédées à telles ou telle catégories sociales, histoire de préserver la paix sociale ou afin que les oligarques puissent continuer de vaquer tranquillement à leurs affaires, tel un marchandage cynique réalisé au détriment des intérêts des couches les plus défavorisées en France et partout ailleurs dans le monde, de telle sorte que toute issue révolutionnaire à la crise du capitalisme soit écartée ou renvoyée aux calendes grecques. Le Front populaire n'a jamais eu d'autres objectifs.

Voilà pourquoi on ne peut pas soutenir la NUPES. Certains croient qu'elle pourrait offrir une perspective politique aux masses, mais par expériences on sait que c'est impossible, pas besoin de revisiter le passé pour en être convaincu, il suffit d'observer ce qui se passe actuellement au Portugal, en Allemagne, par exemple. Les générations passent, les enseignements du passé aussi ou ils n'ont jamais été assimilés, et on nous refait le même coup à 15 ou 40 ans d'intervalle depuis près d'un siècle, franchement, ce n'est pas sérieux.

Les deux semaines de congés payés ont été instaurées en 1936, la troisième en 1956, la quatrième en 1969, et enfin la cinquième en 1982. La journée de travail de 8 heures a été instaurée en 1919. La semaine hebdomadaire de travail est passée de 40 heures en 1936 à 35 heures le 1er janvier 2002. L'âge du départ à la retraite était fixé à 65 ans en 1950, 60 ans en 1983, 62 ans depuis 2010, 67 ans pour avoir une retraite à taux plein, et demain ?

Quel progrès social, quelle société merveilleuse ! Vraiment ? « *Changez la vie* » a vraiment du sens, le mot d'ordre de la NUPES, des nupesiens, des martiens ! Vérifions-le concrètement.

Qu'en est-il en réalité ?

Il existe des Français qui n'ont jamais vu la mer - atlantico.fr 23 juillet 2013

https://atlantico.fr/article/decryptage/combien-de-francais-n-ont-jamais-vu-la-mer-pierre-chazaud

Diverses statistiques datant de 2007 et de 2009 sont d'accord pour montrer qu'un Français sur trois et un enfant sur quatre ne partent pas en vacances. 25 % en sont radicalement exclus dont beaucoup d'enfants de milieux populaires, notamment chez les ouvriers, les immigrés récents et dans les ménages monoparentaux.

Alors que 90% des cadres ont pu s'octroyer des vacances en 2004, 48% des ouvriers sont restés chez eux. Depuis 2007, les chiffres n'ont guère changé. atlantico.fr 23 juillet 2013

JC – 48% des ouvriers n'ont pas les moyens de se payer des vacances, les sports d'hiver, des voyages sous les tropiques ou exotiques, le club Med, une croisière sur un paquebot de luxe, la location d'une villa avec piscine et vue imprenable sur la mer, etc. ce n'est pas pour eux, zut ou NUPES alors ! J'allais oublier, et ils ne possèdent pas de résidence secondaire.

JC - On continue ? Non, stop ! Si, si, on continue, j'y tiens.

Mais qui travaille vraiment 35 heures par semaine ? - nouvelobs.com 22 septembre 2016

https://www.nouvelobs.com/economie/20160922.OBS8583/mais-qui-travaille-vraiment-35-heures-par-semaine.html

Comme le confirme l'étude Randstad, 70% des salariés à plein temps travaillent plus de 35 heures par semaine. Une tendance confortée par les données de la Dares (les études et statistiques du ministère du Travail).

28% travaillent entre 36 et 39 heures par semaine, et 43% plus de 39 heures. nouvelobs.com 22 septembre 2016

JC – 71% travaillent plus de 35 heures par semaine.

JC - On continue ? Non, stop ! Si, si, on continue, j'y tiens.

Chiffres clés retraite - travail-emploi.gouv.fr

https://travail-emploi.gouv.fr/retraite/le-systeme-de-retraite-actuel/article/chiffres-cles-retraite

Âge de départ à la retraite au régime général : 24% avant 62 ans, 58% entre 62 et 65 ans, 18% après 65 ans. travail-emploi.gouv.fr

JC – 76% partent à la retraite au-delà de 62 ans.

Alors, stop ou encore le capitalisme ? Inutile de poser cette question à la NUPES vous connaissez sa réponse.

Lu - « *La censure est le dernier recours des régimes désespérés et impopulaires. Elle apparaît comme par magie pour faire disparaître une crise. Elle réconforte les puissants avec le récit qu'ils veulent entendre, un récit qui leur est renvoyé par les courtisans des médias, des agences gouvernementales, des groupes de réflexion et des universités.* »

Ceux qui sont dans les allées du pouvoir comprennent bien l'importance de l'arme des grandes entreprises technologiques dans une guerre mondiale de l'information. C'est ce qui ressort d'une lettre publiée lundi dernier et rédigée par un grand nombre de responsables de la sécurité nationale, dont l'ancien directeur du renseignement national James Clapper, les anciens directeurs de la CIA Michael Morell et Leon Panetta, et l'ancien directeur de la NSA l'amiral Michael Rogers.

Ensemble, ils mettent en garde contre le fait que la réglementation ou le démantèlement des monopoles des grandes entreprises technologiques « entraverait par inadvertance la capacité des plateformes technologiques américaines à … repousser le Kremlin ». « Les États-Unis devront s'appuyer sur la puissance de leur secteur technologique pour s'assurer » que « le récit des événements » dans le monde est façonné par les États-Unis et « non par des adversaires étrangers », expliquent-ils, concluant que Google, Facebook, Twitter sont « de plus en plus partie intégrante des efforts diplomatiques et de sécurité nationale des États-Unis. » (Source : Un article publié par Mondialisation.ca)

Parole d'internaute.

Précisions : l'offensive Nazi a commencé le 10 mai 1940, et pas avant ; ce fut la bataille de France ; la GB observait, n'ayant subi aucune attaque aérienne ; le reflux de l'armée britannique à Dunkerque a eu lieu après ; la bataille aérienne de la GB a eu lieu à l'automne 1940, sans combat terrestre.

Les USA ne sont entrés en guerre humainement que lors du débarquement en 1944, mais avant en Tunisie, novembre 1942 ; auparavant, il y eu à partir de janvier 1941 l'attaques des convois par les UBoot qui ravitaillaient la GB ; l'attaque de la Russie sur son sol, je précise a eu lieu le 21 juin 1941 ; la guerre terrestre menée par la Russie a commencé de juin 1941 jusqu'au 8 mai 1945.

Quant aux alliés, ils ont guerroyé en AFN (Algérie, mais surtout Lybie, Tunisie), de novembre 42 à fin 1943 ; et en Italie à partir de 1944, puis en France (débarquement de Provence). C'est dire que GB et USA n'ont pas affronté Hitler de front au début du conflit (1940), et que Staline lui, l'a affronté de juin 1941 à mai 1945.

Le nombre de morts enregistré est là pour en témoigner. L'aide Soviétique a été déterminante, ce que Roosevelt et Churchill ont très clairement exprimé à la conférence de Téhéran en 1943, en s'engageant à ouvrir un front à l'ouest le plus rapidement possible, pour soulager l'armée rouge. Il ne faut donc pas minimiser le rôle de l'URSS ; ce serait insulter les soldats qui sont morts, et qui ont contribué à la victoire finale. Remember !

JC – Rectification rapidement : Lors de la conférence de Téhéran en 1943, Roosevelt et Churchill réalisant qu'hélas Hitler n'était pas parvenu à détruire l'URSS, s'ils ne voulaient pas que l'Armée Rouge arrive jusqu'à Paris ou sur les rivages de la Manche, il leur fallait occuper le terrain et ils envisagèrent le débarquement de Normandie qui aura lieu le 6 juin 1944. C'est ce qui leur permettra plus tard de revendiquer la victoire sur l'Allemagne nazie à moindre frais, et à partir du début des années 90 de gommer le rôle déterminant de l'URSS, jusqu'à le nier de nos jours.

DOSSIER UKRAINE

Les sanctions économiques : Une aubaine pour la Russie.

Les sanctions européennes bénéfiques : Le PIB de la Russie bat des records, il n'a jamais été aussi florissant ! - lemediaen442.fr 8 mai 2022

Janis Kluge « *Nouvelles données ! Les revenus pétroliers et gaziers de Russie ont atteint un nouveau record en avril. 1 800 milliards de roubles en un seul mois, après 1 200 milliards en mars. Après seulement 4 mois, le budget de la Russie a déjà reçu 50 % des revenus pétroliers et gaziers prévus pour 2022 (9,5 billions).* »

Notre prophétique ministre des Finances, Bruno Le Maire, nous avait annoncé sans une hésitation : « *Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe* »

BFMTV avait prévu, le 19 avril 2022, que « *le PIB [Produit intérieur brut] de la Russie devrait se contracter de 8,5 % en 2022* » et nous expliquait doctement pourquoi : « *La Russie dont l'économie est peu diversifiée est extrêmement dépendante de ses exportations d'hydrocarbures qui représentaient en 2021 46 % de ses exportations totales en valeur.* » Tant qu'à faire, Le Figaro en

remettait une couche : *« La Russie a trois semaines pour payer des dettes en dollars et éviter le défaut ».*

Bruno Le Maire et les journalistes des médias mainstream ont-ils lu la presse anglo-saxonne ? Il faut croire que non, puisqu'ils auraient vu dans le Guardian : *« La Russie a presque doublé les revenus qu'elle tire de la vente de combustibles fossiles à l'UE pendant les deux mois de guerre en Ukraine, profitant de la flambée des prix alors même que les volumes ont été réduits. […] La Russie a en fait pris l'Union européenne au piège : de nouvelles restrictions entraîneront une nouvelle hausse des prix, ce qui permettra d'amortir ses revenus malgré les efforts des gouvernements européens. »*

Même le New York Post a constaté que les sanctions contre la Russie représentent en fait pour elle une excellente affaire : *« La Russie s'apprête à gagner près de 321 milliards de dollars grâce à ses exportations d'énergie cette année, soit une hausse de plus d'un tiers par rapport à l'année précédente, selon Bloomberg. »* lemediaen442.fr 8 mai 2022

La propagande de l'OTAN mise en pièces.

Si les analyses du CEMA français restent du même niveau que ce que l'on entend sur les plateaux télé, alors souhaitons de ne jamais entrer en guerre contre la Russie - reseauinternational.net 8 mai 2022

Dans un article publié sur l'hebdomadaire Challenge, le CEMA français décrit l'armée russe comme une armée du mensonge qui serait en perdition et qui aurait raté son entrée en guerre.

Le citoyen lambda peut se demander qui a raison et qui a tort ?https://reseauinternational.net/si-les-analyses-du-cema-francais-restent-du-meme-niveau-que-ce-que-lon-entend-sur-les-plateaux-tele-alors-souhaitons-de-ne-jamais-entrer-en-guerre-contre-la-russie/

https://reseauinternational.net/si-les-analyses-du-cema-francais-restent-du-meme-niveau-que-ce-que-lon-entend-sur-les-plateaux-tele-alors-souhaitons-de-ne-jamais-entrer-en-guerre-contre-la-russie/

La critique de la chronologie russe en Ukraine - reseauinternational.net 8 mai 2022

Un thème commun utilisé pour « prouver » que la Russie échoue dans sa guerre avec l'Ukraine est que la Russie n'a pas réussi à prendre rapidement Kiev et, en fait, a été obligée de se retirer de Kiev. En outre, les analystes militaires qui peuplent les chaînes d'information câblées aux États-Unis insistent sur le fait que les Russes sont enlisés et ne font pas les progrès rapides qu'ils (les Russes) attendaient.

Cela n'a aucun sens. Je défie quiconque de me montrer une seule déclaration de Poutine ou de l'état-major russe où un calendrier spécifique a été établi ou identifié. Il s'agit d'une construction

des analystes militaires occidentaux qui n'ont pas accès au plan militaire de la Russie et qui projettent leurs propres souhaits comme « preuve » d'une armée russe défaillante.

https://reseauinternational.net/la-critique-de-la-chronologie-russe-en-ukraine/

Megalopolis x Russie : Guerre totale - reseauinternational.net 8 mai 2022

L'Opération Z est la première salve d'une lutte titanesque : trois décennies après la chute de l'URSS et 77 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, après une évaluation minutieuse, le Kremlin réorganise l'échiquier géopolitique pour mettre fin à l'hégémonie unipolaire de la « nation indispensable ». Il n'est pas étonnant que l'Empire du Mensonge soit devenu complètement fou, obsédé par l'idée d'expulser complètement la Russie du système centré sur l'Occident.

Les États-Unis et leurs petits copains de l'OTAN sont incapables de faire face à leur perplexité lorsqu'ils sont confrontés à une perte stupéfiante : plus de droit permettant l'utilisation géopolitique exclusive de la force pour perpétuer « nos valeurs ». Plus de domination sur tout le spectre.

https://reseauinternational.net/megalopolis-x-russie-guerre-totale/

Vidéo. Marioupol - Évacuation des civils d'Azovstal - 6 mai 2022

https://www.youtube.com/watch?v=o5w2CMMBOjE

Andreï Biletsky, le père néonazi d'Azov - reseauinternational.net 8 mai 2022

Les héros suprêmes de l'Occident ce sont depuis quelques semaines les soldats pour la plupart néonazis du régiment Azov. Ces héros qui sentent le souffre et la croix gammée, les journalistes occidentaux ne veulent pas en entendre parler, il n'y a que d'héroïques combattants de l'Ukraine libre et démocrate, un pays fabuleux où il faisait bon vivre avant l'opération spéciale russe.

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/05/08/andrei-biletsky-le-pere-neonazi-dazov/

Cher Denis. A qui les médias s'adressent-ils avec tant de bienveillance ? A un nazi !

JC - A pas moins de 10 reprises dans un seul article, la pourriture de journaliste de BFMTV a donné la parole ou a cité le chef d'une organisation paramilitaire nazie, comme s'il s'agissait d'un simple officier de l'armée ukrainienne, alors que le régiment Azov terrorise la population russophone du Donbass depuis 2014 et a à son actif, outre de multiples actes de barbarie, des dizaines de milliers de victimes innocentes.

Dès lors, on est en droit d'en conclure que les médias français (et occidentaux) sont partisans du nazisme, en toute impunité ou ils sont encouragés à s'exprimer ainsi à visage découvert, du fait que

de l'extrême droite à l'extrême gauche, la quasi-totalité des acteurs et partis politiques se sont rangés en chœur au côté de l'OTAN dont les nazis ukrainiens sont les protégés, tout comme le 11 septembre 2001 au côté de G.W. Bush ou encore en janvier 2020 au côté de l'OMS et de l'oligarque Bill Gates ou le Forum économique mondial.

Rappelons que cette organisation nazie avait fait de Marioupol son quartier général prenant en otage ces 400.000 habitants avant l'intervention militaire russe en s'en servant de bouclier humain. Elle est donc directement responsable des milliers de morts et de la destruction de cette ville…

Ukraine: la conférence de presse surréaliste du régiment Azov depuis leur bunker bombardé d'Azovstal - BFMTV 8 mai 2022

Deux militaires ukrainiens ont demandé de l'aide depuis un bunker du site Azovstal, aux mains des Russes, évoquant "*de nombreux blessés civils et militaires*" sur place. Un cadre surréaliste.

BFMTV - Deux membres du bataillon ukrainien Azov se sont exprimés ce dimanche à des médias du monde entier via une visio-conférence...

- Denis Prokopenko, lieutenant-colonel du bataillon Azov, le visage blafard, depuis son bunker.

- Cette prise de parole est "*complètement étonnant(e)"*, estime Patrick Sauce, éditorialiste politique international pour BFMTV.

- Le lieutenant-colonel ukrainien a lancé lors de cette conférence de presse un appel...

- Le militaire a déclaré que...

- Le lieutenant-colonel précise cependant...

- Denis Prokopenko a attaqué son gouvernement...

- Malgré les difficultés, les militaires ont rappelé la détermination du bataillon Azov à combattre afin de défendre la population ukrainienne face à l'invasion russe.

- "*Nous allons nous battre à tout jamais pour la justice et nous allons tout faire pour permettre l'évacuation des civils et des blessés*", a renchéri Denis Prokopenko.

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 9 mai 2022.

Totalitarisme. Les assassins de masse sont au pouvoir.

Vidéo. Le Scandale du Rivotril - Décoder l'éco 10 mai 2022

https://www.youtube.com/watch?v=E2I6Q9wyWf0

JC – Macron, Castex, Véran entre autres, à classer parmi les barbares d'Al-Qaïda, Daesh, les néonazis d'Azov…

Un aveu. Comment ils vous empoisonnent légalement par milliards.

Attention, consommer cette boisson réduirait votre espérance de vie - Yahoo 9 mai 2022

Avec la montée des températures, vous rêvez d'un verre de Coca-cola, de 7 Up ou d'Orangina bien frais ? Gare aux effets néfastes pour l'organisme. Plusieurs études suggèrent que la consommation régulière de boisson gazeuse aromatisée est associée à un vieillissement cellulaire accéléré.

La dernière en date a été publiée dans Current Nutrition Reports en septembre 2021. D'après les auteurs, les boissons sucrées favorisent l'inflammation chronique, le stress oxydatif et le déséquilibre de la flore intestinale. Or, toutes ces pathologies favorisent le vieillissement accéléré. "*La consommation de boissons sucrées a des conséquences néfastes sur la santé des personnes vieillissantes, à cause notamment des maladies cardiovasculaires, du diabète et du cancer*", résument les chercheurs. Yahoo 9 mai 2022

Au lieu de se projeter en avant, on cherche toujours à nous tirer en arrière…

Les scientifiques ne sont pas plus crédibles que nos gouvernants ! par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 10 mai 2022

https://www.mondialisation.ca/les-scientifiques-ne-sont-pas-plus-credibles-que-nos-gouvernants/5667976

JC - Un excellent article qui toutefois présente un biais ou se termine en eau de boudin comme toujours.

- "*En démocratie, c'est le peuple qui commande et c'est l'État qui obéit*".

Pouvez-vous nous fournir le nom d'un seul pays dans le monde où le peuple commanderait à l'Etat, personnellement je n'en connais pas.

Vous vous trompez totalement, vous opposez la démocratie à la théocratie ou un pouvoir démocratique à un pouvoir antidémocratique, alors qu'en réalité il n'existe pas de pouvoir démocratique, et c'est très facile de le démontrer. Car voyez-vous, s'il existait un régime démocratique on ne voit pas pour quelle raison la majorité du peuple irait adopter des lois qui seraient contraires à la démocratie ou tout simplement à ses intérêts, cela n'aurait pas de sens ou serait stupide.

Il faut être enclin à une profonde confusion pour affirmer que la démocratie aurait été réalisée quelque part dans le monde, à moins que cela relève d'une imposture ou une escroquerie politique dont tous les chefs d'Etat de la planète se réclament ou qu'ils entretiennent soigneusement, et pour cause.

La démocratie ne pourra pas exister aussi longtemps que le peuple ne disposera pas de tous les pouvoirs, autrement dit aussi longtemps qu'il n'y aura pas eu un changement de régime politique et économique, puisque c'est la condition indispensable à remplir pour qu'elle puisse s'exercer librement.
Et encore, pour que le peuple soit en mesure de se prononcer librement sur toutes les mesures qu'on lui soumettrait ou qui concernerait son destin, l'orientation de la société, etc. faudrait-il que l'Etat lui en fournisse les moyens ou qu'il fasse en sorte que le peuple acquiert la capacité d'assimiler les connaissances que l'Etat mettrait à sa disposition, ce qui ne pourrait évidemment pas se réaliser du jour au lendemain, et explique pourquoi avant que le peuple soit véritablement en mesure d'exercer pleinement la démocratie, c'est le gouvernement ou le parti qui se sera emparé du pouvoir au cours d'une révolution qui sera temporairement chargé d'incarner les besoins ou les intérêts du peuple ou d'exercer la démocratie en son nom.

La démocratie ne peut pas exister spontanément, puisqu'elle requiert des bouleversements sociaux en profondeur qui ébranlent les fondements économiques et politiques du régime et des institutions en place, par conséquent elle ne peut être que le produit d'un processus révolutionnaire...

Récemment plusieurs articles publiés par différents médias dits alternatifs ont démontré que le fascisme avait non seulement précédé le nazisme notamment en occident, un lieu commun, mais qu'il s'était développé dès la fin du XIXe siècle ou au début du XXe bien avant Mussolini ou 1922. En réalité, il faudrait remonter beaucoup plus loin en arrière, et on découvrirait que la barbarie ou l'état sauvage qui jadis caractérisait les rapports entre les hommes n'avait jamais réellement disparu sous la féodalité, puis la société dite moderne, avec ses guerres incessantes le capitalisme en fait la démonstration quotidiennement depuis son avènement.

Cela signifie que l'avènement de ce qu'on a appelé pompeusement la civilisation humaine n'avait pas supprimée l'exploitation de l'homme par l'homme et la barbarie qui est son pendant, elle s'était juste dotée d'une législation pour la maquiller, un vernis démocratique pour la cautionner si nécessaire, permettant aux gouvernants d'y recourir arbitrairement, soit contre leur propre peuple, soit pour en dominer d'autres par la force, les armes ou la guerre.

Il faudrait qu'on nous explique, comment la démocratie qui incarne le pouvoir de la majorité du peuple pourrait exister, quand c'est une infime minorité qui détient le pouvoir économique. Ce qui se passe en réalité, c'est que ceux qui gouvernent se servent du pouvoir politique qu'ils détiennent pour servir les intérêts économiques de cette minorité (de capitalistes), donc ils ne peuvent pas à la fois servir les intérêts du peuple, c'est l'un ou c'est l'autre, c'est aussi simple que cela.

La démocratie, c'est comme la république, il faudrait toujours préciser laquelle, bourgeoise, capitaliste, pour les riches, les exploiteurs, les banquiers ou les rentiers, puisque c'est bien de cela

qu'il s'agit. Il n'y a pas d'argent pour l'école ou l'hôpital destiné au peuple, mais il y en a toujours pour la guerre destinée à enrichir les actionnaires du complexe militaro-industriel-financier, par exemple. Si on omet cette précision et qu'on réclame davantage de démocratie, que fait-on sinon se rendre complice du régime en place faussement caractérisé de démocratie.

Tous ces articles et discours sur la démocratie sont démagogiques, ils induisent en erreur ceux sur lesquels ils exercent une influence. Ils ne posent pas les bonnes questions ou ils servent à éviter de les poser, pour ne pas en arriver à la conclusion que le capitalisme est irrémédiablement incompatible avec la démocratie et qu'il faut s'en débarrasser.
Mais tout de même on nous rétorquera, le capitalisme s'est doté d'institutions où la démocratie s'exerce, certes de manière déformée, on ne peut pas le nier. La question n'est pas de le nier ou pas, car ce serait déjà une concession à cette imposture, elle réside dans le fait que la démocratie ne peut se concevoir qu'à partir du moment où on la situe dans une perspective politique qui permet de la mener à son terme ou de se réaliser pleinement, ce qui passe par une révolution politique.

Le régime soi-disant démocratique en place sert à pérenniser l'exploitation et l'oppression du peuple par une poignée d'oligarques ou de capitalistes, à couvrir ou justifier tous leurs abominables crimes de masse ou guerres à travers le monde, et parce que tout le monde ou presque tend à l'oublier, il faudrait s'en accommoder. Voilà ce qu'on nous explique en guise d'ignorance ou de bonne conscience, que je considère monstrueux quand on pense aux souffrances que des milliards d'hommes, femmes et enfants doivent endurer quotidiennement, une telle compromission est intolérable, il faut la dénoncer et la combattre au nom du socialisme.

On m'accusera de diaboliser injustement ou idéologiquement le régime en place, alors qu'il existe de bons patrons, de braves policiers ou militaires, de courageux magistrats, ben voyons, d'honorables oligarques ou banquiers philanthropes pendant qu'on y est, qui consacrent une partie importante de leur immense fortune au bien-être, à la santé, à l'éducation, bref, au bonheur des peuples, passant sous silence après avoir contribué à leur malheur en ayant réalisé leur fortune au détriment de leurs besoins sociaux, avec ce genre de discours démagogique sur les bienfaits de la démocratie on atteint là le niveau zéro de la conscience politique.

L'auteur de cet article nous dit qu'en Occident pour "*garder la main sur la gouvernance mondiale, la pratique du mensonge est devenue habituelle. Il est devenu impossible de séparer l'ivraie du bon grain ; il est devenu inutile de chercher un seul endroit en occident qui ne serait pas corrompu par le mensonge ! L'occident et son empire totalitaire orwellien est le territoire du mensonge, il se caractérise par le mensonge : l'occident est menteur, en lui règne le mensonge. Cette perversion fait la pluie et le beau temps. Or, le mensonge n'est pas possible sans le «* père du mensonge *» qui le fait exister sur tous les plans ; il n'est pas possible sans celui qui est «* menteur dès l'origine *», sans la Bête qui l'inspire !*"

La "*Bête qui l'inspire*", je viens de la désigner, mais lui passera à côté du « *menteur dès l'origine* », le système économique capitaliste qu'il faut éradiquer de la surface de la Terre. Demandez donc ce qu'en pensent ceux qui se réclament de la démocratie, de la république, du progrès social, de l'écologie, de l'anti-impérialisme, du féminisme, de l'antifascisme, de l'antiracisme, du pacifisme, de la liberté d'expression, du nationalisme, etc. à tous ces gens qui se disent de gauche, aux ONG, aux associations humanitaires, etc. comme c'est beau tous ces humanistes animés de si bonnes ou généreuses intentions, mais vous constaterez qu'ils y sont tous opposés, et cette contradiction ne leur effleurera même pas l'esprit tant leur cerveau est corrompu par l'idéologie de la classe dominante.

Pour eux, ce n'est pas la société ou les rapports sociaux qu'il faut changer, mais les hommes qu'il faut convertir aux vertus miraculeuses du capitalisme, au moment où ce dernier s'identifie avec un régime néonazi, car il n'y a rien qui rapporte le plus que la guerre, quelle aubaine, au nom de la démocratie, s'il vous plaît !

Tout ce qu'on vous impose de plus insupportable, cruel ou franchement dégueulasse porte le seau sacré de la démocratie, devant lequel tout le monde se prosterne en chœur aveuglément, hypocritement ou par lâcheté croyant encore qu'elle vous protègera, en vain autant le savoir ou se demande bien de quoi, d'une terrible dictature, trop tard, elle est déjà en place, et tout le monde fait semblant de l'ignorer ou l'évoque à demi-mot pour mieux l'oublier l'instant d'après.

Comprenez-vous maintenant pourquoi nous n'avons jamais voulu nous réclamer de la démocratie, pour ne pas mêler notre voix à ce concert de désinformation et de démagogie malsaine ou trompeuse consistant à refuser de caractériser le régime de dictature pour mieux pouvoir le soutenir ou y participer. Voyez comme ils se bousculent pour participer aux prochaines élections législatives, ils en sont tous de l'extrême droite à l'extrême gauche incluse (POI, POI, NPA, LO), personne ne manquera à l'appel pour légitimer Macron, aucun n'appellera au boycott.

Cela aurait dû être une de nos tâches politiques prioritaires, mais nos dirigeants s'y opposèrent ou s'y refusèrent, pourquoi, je vous laisse deviner.

JC - Le combat politique contre la guerre idéologique et psychologique que mène en permanence la classe dominante contre les masses est fondamental, il aurait dû être intégré dans notre conception de la lutte de classe pour le socialisme.

Marx et Engels, puis Lénine et Trotsky n'eurent de cesse d'expliquer que l'organisation des masses et l'élévation de leur niveau de conscience sur tous les plans et pas seulement politique, constituaient les deux tâches fondamentales de l'avant-garde consciente du prolétariat révolutionnaire. J'ai l'impression d'être le seul militant à avoir intégré cette dimension de la lutte de classe dans mon combat politique quotidien pour le socialisme.

Que ce soit sur les questions économiques ou politiques ou celles qui relèvent de ce qui a trait à la culture, aux mœurs ou us et coutumes des peuples, à leur mode de vie, aux connaissances, aux sciences et technologies en général, aux différentes représentations idéologiques, au fonctionnement des sociétés, les règles ou principes, valeurs qu'elles ont adoptés au fil du temps ou que les autorités ont gravé dans le marbre, la manière dont ils ont été intégrés dans les constitutions des différents Etats, la place que leur ont réservée les institutions, comment séparément l'ensemble de ces facteurs ont évolué entre le milieu du XIXe siècle jusqu'à nos jours dans chaque pays sur tous les continents, comment parfois ils se sont trouvés mêlés ou imbriqués naturellement ou après avoir fait l'objet d'instrumentalisations, bref, à aucun moment, nulle part je me suis fourvoyé, à aucun moment je me suis retrouvé à combattre au côté de la réaction, à participer à une campagne initiée ouvertement ou en sous-main par l'oligarchie anglo-saxonne, à soutenir une opération, une position, une mesure, une loi destinée à profiter à nos ennemis de classe, chaque fois, à chaque instant, j'ai pris soin d'en examiner minutieusement le contenu objectif, la nature sociale de classe, en commettant parfois des erreurs qui furent rapidement corrigées car c'est inévitable, on ne sait pas tout sur tout, c'est humain qu'on le veuille ou non, toujours est-il j'ai tout fait pour demeurer fidèle à mon engagement politique, à mon idéal, à notre cause.

Vous allez peut-être penser, quelle prétention inouïe, pour qui se prend-il celui-là... Pour rien du tout dans mon trou en Inde totalement isolé et marginalisé, cet état d'esprit m'est totalement étranger. Reconnaissez-moi au moins le droit de savoir ce que j'ai fait ou pensé et d'en rendre compte fidèlement, sans exiger que quiconque partage ma méthode, ma démarche ou mes idées. Sur toutes les questions mentionnées ci-dessus, j'ai été amené à adopter des versions, des analyses, des positions, des conclusion différentes des versions officielles ou communément admises que tous les acteurs politiques ont partagé à différents niveaux, ce qui a donné naissance à un courant de pensée et politique original, que j'estime s'inscrire dans la continuité des enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes, ou tout du moins j'aurais tout fait pour en être digne.

Et si je ne suis pas le mieux placé pour en juger, que dire de ceux qui se sont gravement compromis en faisant preuve du pire opportunisme qui soit tout au long de ces dernières années ou décennies, allant jusqu'à colporter une pandémie inexistante, faire la promotion d'une muselière inutile et de thérapies géniques expérimentales transformant la population en cobaye, pratiquer l'omerta sur les molécules efficaces permettant de traiter le Covid-19 à tous les stades de la maladie, notamment l'ivermectine à laquelle j'ai eu recours pour soigner des proches qui se sont rétablis en 48h, ils ont au moins 100.000 morts innocents sur la conscience nos braves dirigeants, cadres ou militants anticapitalistes, révolutionnaires, marxistes, trotskystes, etc., alors qu'ils nous épargnent leur jugement indigne.

Toutefois, je connais au moins un intellectuel étranger au mouvement ouvrier et au socialisme, il en existe beaucoup d'autres, qui s'en est tenu à la même ligne de conduite que moi à quelques exceptions près qu'on peut très bien comprendre ou expliquer, compte tenu que la totalité du mouvement ouvrier avait emprunté la voie de la collaboration de classes, avait rompu avec les masses, avec le socialisme, en conclusion il devait fatalement se tourner vers certains pans de la classe dominante pour tenter de résoudre la crise que traverse la civilisation humaine.

Démasquer et combattre toutes les impostures auxquelles se livrent les représentants du capitalisme pour faire éclater la vérité, est un devoir pour tout citoyen qui se veut progressiste ou humaniste quelle que soit son orientation politique Pour un socialiste ce n'est pas suffisant, car "*Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.* " (L'impérialisme stade suprême du capitaliste - V. Lénine - 1916)

Ceux qui ont soutenu la version de G. W. Bush du 11 septembre 2001, puis sa caractérisation de tous les chefs d'Etat sont les mêmes qui en 2022 colportent à propos du conflit armé ukrainien la propagande de guerre de Biden, Macron, l'OTAN, ceux-là mêmes qui nous jugent, je ne plaisante pas.

Document pour ceux qui ne sont pas encore familiers avec les techniques de base de la manipulation et de la propagande - reseauinternational.net 9 mai 2022

Edward L. Bernays était un consultant américain largement reconnu comme le père des relations publiques. Bernays était l'un des hommes responsables de la « *vente* » de la Première Guerre mondiale au public américain en la qualifiant de guerre nécessaire pour :

« Rendre le monde plus sûr pour la démocratie ».

Au cours des années 1920, Bernays a été consultant pour un certain nombre de grandes entreprises, les aidants à dynamiser leurs activités grâce à des campagnes de marketing savamment conçues visant à influencer l'opinion publique.

En 1928, Edward Bernays publie son célèbre livre, « *Propaganda* », dans lequel il expose les théories qui sous-tendent ses efforts réussis de « *relations publiques* ». Le livre donne un aperçu du phénomène de la psychologie des foules et décrit des méthodes efficaces pour manipuler les habitudes et les opinions des gens.

Pour un livre qui a presque 100 ans, « *Propaganda* » ne pourrait pas être plus pertinent aujourd'hui. En fait, sa pertinence témoigne de la nature immuable de la psychologie humaine.

Dans Propaganda , Bernays s'appuie sur les travaux de Gustave Le Bon, Wilfred Trotter, Walter Lippmann et Sigmund Freud (son oncle !), décrivant le pouvoir de la psychologie de masse et comment elle peut être utilisée pour manipuler « *l'esprit de groupe* ».

Si nous comprenons le mécanisme et les motivations de l'esprit de groupe, n'est-il pas possible de contrôler et d'enrégimenter les masses selon notre volonté sans qu'elles le sachent ?

1. Si vous manipulez le chef d'un groupe, les gens suivront
2. Les mots sont puissants : la clé pour influencer un groupe est l'utilisation intelligente du langage
3. Tout moyen de communication est aussi un moyen de propagande
4. Réitérer sans cesse la même idée crée des habitudes et des convictions
5. Les choses ne sont pas désirées pour leur valeur intrinsèque, mais plutôt pour les symboles qu'elles représentent
6. On peut manipuler les actions individuelles en créant des circonstances qui modifient les coutumes du groupe

Le manuel de propagande

Le monde est un endroit instable en ce moment. Les choses semblent changer rapidement et personne ne sait ce qui pourrait arriver ensuite. Cependant, au milieu de tout ce chaos, il y a une chose qui n'a pas changé et qui ne changera probablement pas de sitôt, c'est la psychologie humaine.

Pour cette raison, les tactiques utilisées pour manipuler les pensées, les croyances et les actions des gens n'ont pas changé non plus. En fait, la plupart d'entre eux ont été décrits en détail il y a 100 ans par Edward Bernays dans son livre de 1928, « *Propaganda* ».

C'est vrai, le livre de jeu du Puppet Master n'est pas un secret. C'est juste là, librement accessible à quiconque veut comprendre comment les pouvoirs en place cherchent à les influencer au quotidien.

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.net/document-pour-ceux-qui-ne-sont-pas-encore-familiers-avec-les-techniques-de-base-de-la-manipulation-et-de-la-propagande/

Provocation ou désinformation, réaction, condamnation, sanction ou législation liberticide.

La fausse épidémie de désinformation - reseauinternational.net 10 mai 2022

Les législateurs cherchent de plus en plus à transformer les craintes liées à la désinformation en lois restreignant la liberté d'expression.

Si l'environnement de l'information des années 1890 est un exemple trop lointain, pensez à 1990, lorsque Nayirah une jeune Koweïtienne de 15 ans a livré un témoignage déchirant – et complètement inventé – au Congrès, affirmant avoir vu des soldats irakiens sortir des bébés koweïtiens des couveuses et les laisser mourir de froid sur le sol. Des extraits de son témoignage ont été diffusés dans les émissions Nightline d'ABC et Nightly News de NBC, touchant respectivement 35 et 53 millions d'Américains, avant d'être diffusés sur 700 autres chaînes de télévision et sans contrôle pendant près d'une année.

Le peuple américain n'a appris la vérité sur l'histoire de Nayirah qu'en 1992, une année entière après que le Congrès a autorisé l'utilisation de la force militaire en Irak. Durant la période qui a précédé cette décision, son récit saisissant a été invoqué par le président George H.W. Bush six fois en un mois, et cité par sept sénateurs dans leurs discours en faveur de la même cause.

Des scandales de ce genre se sont produits bien avant l'apparition de Twitter et de Facebook et le déclin des gardiens des médias. En fait, si les gens avaient pu communiquer sur les médias sociaux à l'époque comme nous le faisons maintenant, la vérité sur ce mensonge aurait pu être découverte beaucoup plus tôt.

Le cheap speech (discours à bon marché - ndlr) peut être bénéfique pour la société en permettant aux chercheurs ou aux journalistes citoyens de remettre en question les récits des grands médias et des dirigeants politiques.

https://reseauinternational.net/la-fausse-epidemie-de-desinformation/

JC - Ils ont créé les conditions facilitant la propagation de la désinformation pour ensuite l'instrumentaliser, la dénoncer et légiférer pour restreindre la liberté d'expression. Internet était une provocation sous un régime en crise tendant vers le totalitarisme…

L'OTAN militaire et politique dirigée par Washington est en crise.

JC - Pour vous convaincre de participer à une institution et profiter de certains avantages, on vous appâte avec des règles plus ou moins contraignantes que vous acceptez à contrecœur en pensant pouvoir les contourner si nécessaire. Mais une fois que vous y avez adhéré, vous vous apercevez que les bienfaits escomptés se font attendre et que ces règles présentent un caractère coercitif, sauf que vous voilà pris au piège, impossible d'en sortir sous peine de représailles ou d'en payer un prix exorbitant.

Pire, si vous persistez à faire preuve de mauvaise volonté en n'adhérant pas à certaines directives contraire à vos intérêts nationaux dictées par les Etats les plus puissants, on tentera de vous les imposer en modifiant le contenu du traité que vous avez signé ou « *les règles d'élection, les règles de contrôle et le droit d'initiative au Parlement européen* », bref, vous vous retrouverez isolé, sans défense ou sur le banc des accusés, pris en otage, sujet à un harcèlement, des menaces permanentes. En cas de refus de votre part de soutenir ces modifications politiques et à défaut de rompre avec cette institution, vous ne devrez plus qu'à en attendre le pire.

Emmanuel Macron veut réviser les traités européens et se prononce pour une Europe à plusieurs vitesses - Publicsenat.fr 9 mai

Emmanuel Macron compte « *clarifier* » les « *objectifs de nos institutions* », avec « *la croissance, le plein-emploi, nos objectifs climatiques* », alors « que les règles ont été pensées il y a des décennies ». Tout comme il faudra se pencher sur « *les règles d'élection, les règles de contrôle et le droit d'initiative au Parlement européen* ».

Emmanuel Macron se prononce pour une Europe à plusieurs vitesses. « *Il ne faut pas craindre la différentiation* », ni « *les avant-gardes* » qui permettront d'être « *plus ambitieux* » sur certains sujets, soutient le chef de l'Etat, pointant du doigt « *la volonté de nous tenir à 27 (qui) nous a interdit d'être plus ambitieux* ». Il ajoute : "*Ces cercles d'avant-garde n'excluent pas. C'est permettre à ceux qui veulent avancer un peu plus loin, d'entraîner les autres et rendre l'ambition désirable*." (Traduction : "*Ces cercles d'avant-garde*", les Etats les plus puissants dont l'Allemagne et la France imposent aux autres Etats leur orientation économique et politique, et sous la menace ils ont les moyens de leur rendre "désirable". - JC)

« *Je sais les craintes qu'il y a d'une Europe à plusieurs vitesses. Elle existe déjà », rétorque-t-il. Pour Emmanuel Macron, « cette différentiation […] est une condition de l'efficacité* ». Une idée qu'il avait déjà avancée, en juin 2017, lors de son discours de La Sorbonne. « *L'Europe est déjà à plusieurs vitesses, alors n'ayons pas peur de le dire ou de le faire ! Allons vers cette différenciation* », avait avancé le chef de l'Etat fraîchement élu. (Il a plutôt exprimé la crainte, que les Etats de l'UE qui sont les plus pauvres et majoritaires, constituent un frein ou un handicap politique et économique pour les Etats minoritaires les plus riches de l'UE. - JC)

Mélenchon ne sera jamais Premier ministre de Macron, sortez vos mouchoirs !

Législatives: Emmanuel Macron bien parti pour conserver la majorité à l'Assemblée, selon un sondage - BFMTV 11 mai 2022

Entre 310 et 350 sièges à l'Assemblée à l'issue des législatives des 12 et 19 juin prochain pour la majorité présidentielle? C'est ce que prévoit le baromètre hebdomadaire OpinionWay-Kéa Partners pour Les Échos et Radio classique publié ce mardi.

Selon ce sondage, l'union de la gauche pourrait aussi investir entre 135 et 165 députés et devenir, devant la droite, la première force d'opposition du pays.

Selon ce même sondage, Les Républicains passeraient de 101 députés actuellement à entre 50 et 70 dans la prochaine législature.

Et le Rassemblement national pourrait obtenir entre 20 et 40 sièges et ainsi constituer un groupe parlementaire. C'est une avancée pour le parti, mais un faible score au vu de son nombre de voix récoltées au second tour de la présidentielle.

Malgré cet avantage manifeste d'Emmanuel Macron lors du scrutin de juin, seuls 36% des Français disent souhaiter qu'il dispose d'une majorité, explique encore ce dernier baromètre. Et ils sont 61 % de l'avis inverse. Une confirmation du peu d'enthousiasme suscité par sa réélection, où le vote utile, le vote contre et l'abstention ont été les grands gagnants. BFMTV 11 mai 2022

Un traitre peut en cacher un autre.

Gauche unie : « *François Hollande est un tireur dans le dos* », accuse Alexis Corbière - Publicsenat.fr 9 mai

Dans ces conditions, l'attitude de François Hollande en serait presque contre-productive, à en croire le député. « *On a l'impression que ça fait le jeu — je ne sais pas si c'est son objectif — d'Emmanuel Macron* », s'est étonné Alexis Corbière.

Que dit Corbière ? Qu'il est plus con que Macron, et le plus pathétique, c'est qu'il le revendique !

Pouvoir d'achat : la parole d'Emmanuel Macron est « fourbe », selon Alexis Corbière - Publicsenat.fr 10 mai

Qu'il s'agisse d'un budget rectificatif ou d'une loi ad hoc, la majorité présidentielle s'est engagée à dégeler le point d'indice des fonctionnaires, indexer dès l'été les pensions sur l'indice des prix ou encore à introduire un chèque alimentation pour les foyers les plus modestes. Invité d'Audition publique (Public Sénat / LCP-Assemblée nationale / Le Figaro Live), ce lundi 9 mai, le député LFI Alexis Corbière s'est dit prêt sur le principe à voter, comme député d'opposition, ce type de mesures, bien que le paquet survienne « *comme par hasard, en pleine période électorale* », selon ses mots. *« Moi, je voterai tout ce qui améliore les conditions de vie des gens. Je ne suis pas là pour embêter les gens.* »

« *La parole d'Emmanuel Macron est marquée par un caractère fourbe* », a-t-il reproché. Avant de parler d'une « *volonté de flouer les gens* » ou encore de « *fourberie* ».

« *Je ne les crois pas sur parole* », s'écrie le député de Seine-Saint-Denis, qui se base sur l'expérience de son groupe parlementaire durant la législature écoulée. *« Chaque fois que nous avons été concrets à l'Assemblée nationale, en demandant le blocage des prix, en demandant la suppression des frais bancaires, en demandant l'augmentation des salaires, en demandant le dégel du point d'indice, ils ont toujours voté contre* », a-t-il énuméré. Publicsenat.fr 10 mai

Quand la France devient un Etat mafieux et un paradis fiscal.

Inacceptable ! - reseauinternational.net

Macron, Castex, Le Drian, Le Maire, Darmanin, Le Cornu, Véran ont signé l'Ordonnance n° 2022-533 du 13 avril 2022 définissant la nature, les conditions et les modalités d'octroi par le Gouvernement de privilèges, immunités et facilités à des organisations internationales, des agences décentralisées de l'Union européenne et à certaines associations ou fondations.

C'est une atteinte d'une extrême gravité à la souveraineté de notre pays, à la République et à la Nation française. La porte ouverte à tous les abus, tous les trafics, tous les dangers sous couvert d'une totale immunité puisque cette ordonnance permet à des entités étrangères de s'installer sur

notre territoire, de se livrer à leurs activités en se plaçant AU-DESSUS de la loi française. Comment accepter que des organisations étrangères privées bénéficient d'avantages légitimement réservés au corps diplomatique.

Cette ordonnance est-elle vraiment CONSTITUTIONNELLE au regard de l'article 1 de la Constitution de 1958 qui précise que La France est une République indivisible. Entre-t-elle dans le cadre de l'article 38 de la Constitution ? Projet de loi de ratification, loi d'habilitation ? Rien n'est précisé dans les attendus.

INACCEPTABLE !

Il s'agit d'une véritable TRAHISON de la Nation française et d'un abandon d'une partie du territoire national, des textes fondateurs de la République, des lois, codes et autres textes réglementaires régissant la République et la Nation au profit d'entités privées dont la nature et les activités n'ont aucune caractéristique diplomatique.

À quand un bureau d'une organisation terroriste internationale disposant d'une immunité totale sur le sol français en s'abritant sous un prétexte fallacieux ????

Des avantages exorbitants accordés sur un simple décret du Conseil d'État

I. – Une organisation internationale répondant aux conditions prévues à l'article 1er jouit de la capacité juridique sur le territoire de la République française. Elle peut notamment contracter, acquérir ou aliéner des biens immobiliers et mobiliers et ester en justice.

II. – Sont octroyés à une organisation internationale répondant aux conditions prévues à l'article 1er les privilèges, immunités et facilités suivants :

1° L'inviolabilité des locaux, des biens, des archives, des documents, de la correspondance et de la valise diplomatique ;

2° L'immunité de juridiction, sous réserve des dispositions de l'article 7 ;

3° L'immunité d'exécution pour les biens et avoirs de l'organisation ;

4° L'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée sur les livraisons de biens et les prestations de service destinés à son usage officiel, le cas échéant dans les limites et conditions fixées par les conventions internationales instituant l'organisation et, dans tous les cas, dans les limites et conditions fixées par la législation fiscale française ;

5° L'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la taxe sur les locaux à usage de bureaux pour les locaux que l'organisation occupe au titre de ses activités officielles et dont elle est propriétaire, ainsi que, pour les seules places de stationnement réservées à des véhicules immatriculés en série privilégiée desservant des locaux affectés à son usage officiel et dont elle est propriétaire, de la taxe sur les surfaces de stationnement ;

6° L'exonération de la taxe d'habitation pour les locaux affectés à l'usage officiel de l'organisation internationale ;

7° L'exonération des droits de mutation lors de l'acquisition d'un bien immobilier destiné à l'usage officiel de l'organisation internationale ;

8° L'exonération des droits de douane et taxes à l'importation des marchandises et services nécessaires aux activités de l'organisation internationale ;

9° L'exonération des taxes à l'introduction de marchandises ou de services destinés à son usage officiel, le cas échéant dans les limites et conditions fixées par les conventions internationales instituant l'organisation et, dans tous les cas, dans les conditions fixées par la législation fiscale française ;

10° L'exonération de taxes sur l'achat de véhicules de service ;

11° L'exonération des droits de douane et taxes sur l'importation de véhicules destinés au service ;

12° L'exonération de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules immatriculés en série privilégiée ;

13° L'exonération des droits de douane et taxes sur l'achat de carburant et fioul domestique de chauffage ;

14° L'exonération des droits de douane et taxes sur l'achat de vins et d'alcools dans les limites d'un quota annuel suivant le nombre de membres privilégiés rattachés à l'entité ;

15° La libre disposition des fonds, devises, numéraires et valeurs mobilières ;

16° Le droit de faire usage d'un drapeau et d'un emblème ;

17° Les facilités d'immatriculation des véhicules affectés à l'usage officiel de l'organisation internationale ;

18° La liberté de communication ;

19° Le droit de délivrer des laissez-passer et de les faire reconnaître par les autorités françaises comme des documents de voyage.

Il faut noter tout particulièrement la liberté de communication et le droit de délivrer des laissez-passer et de les faire reconnaître par les autorités françaises comme des documents de voyage.

Article 3 : D'INCROYABLES PRIVILÈGES

1° L'immunité de juridiction pour les seuls actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et écrits pour lesquels cette immunité perdure à l'expiration de leurs fonctions ;

2° L'exonération de l'impôt sur le revenu sur les traitements et salaires versés en France par l'organisation internationale. Les fonctionnaires concernés demeurent soumis à l'obligation de déclarer leurs revenus exonérés aux autorités françaises compétentes ;

3° L'exemption de toute obligation relative au service militaire et de tout autre service obligatoire en France ;

4° L'exemption des mesures restrictives à l'immigration et des formalités d'enregistrement des étrangers, y compris pour leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge tels que définis à l'article 16

5° Les facilités d'entrée et de séjour sur le territoire de la République française selon les procédures en vigueur, y compris pour leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge tels que définis à l'article 16, sous réserve de l'application des règlements de quarantaine ou de santé publique en vigueur. Les conjoints sont autorisés à exercer toute forme d'activité professionnelle salariée, à condition de remplir les conditions législatives et réglementaires exigées pour son exercice, sauf si des considérations d'ordre public ou de sécurité nationale s'y opposent ;

6° Les mêmes facilités de change que celles qui sont accordées aux membres des missions diplomatiques accréditées auprès du Gouvernement de la République française ;

7° Le droit d'importer en franchise de droits et de taxes leur mobilier et leurs effets personnels dans un délai de six mois suivant leur établissement en France dans le cas où ils résidaient au préalable à l'étranger ;

8° Le droit d'importer la première année suivant leur établissement en France leurs véhicules automobiles en franchise de droits et de taxes sous le couvert d'acquits avec dispense de caution ;

9° La liberté de communication, de déplacement et de circulation.

II. – La personne qui exerce les fonctions de direction sur le territoire français d'une organisation internationale répondant aux conditions prévues à l'article 1er bénéficie, ainsi que les membres de sa famille dont elle a la charge tels que définis à l'article 16, de privilèges, immunités et facilités identiques à ceux accordés aux agents diplomatiques accrédités auprès du Gouvernement de la

République française et aux membres de leur famille dans les conditions prévues par la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961.

1° Immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et immunité de toute juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et écrits pour lesquels cette immunité perdure à l'expiration de leurs fonctions ;
2° Inviolabilité de tous papiers et documents ;
3° Droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courriers ou par valises scellées ;
4° Exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers et de toutes obligations de service national ;
5° Mêmes facilités en ce qui concerne les restrictions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire ;
6° Mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux membres des missions diplomatiques d'un rang comparable ;
7° Exemption, au titre des périodes pendant lesquelles ils se trouvent sur le territoire français dans l'exercice de leurs fonctions afin de participer aux réunions convoquées par l'organisation internationale, d'un impôt quelconque dont l'incidence est subordonnée à la résidence de l'assujetti.

https://reseauinternational.net/inacceptable/

Ordonnance n° 2022-533 du 13 avril 2022 définissant la nature, les conditions et les modalités d'octroi par le Gouvernement de privilèges, immunités et facilités à des organisations internationales, des agences décentralisées de l'Union européenne et à certaines associations ou fondations

https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000045570469?init=true&page=1&query=Ordonnance+n%C2%B0+2022-533+du+13+avril+2022+d%C3%A9finissant+la+nature%2C+les+conditions+et+les+modalit%C3%A9s+d%27octroi+par+le+Gouvernement+de+privil%C3%A8ges%2C+immunit%C3%A9s+et+facilit%C3%A9s+%C3%A0+des+organisations+internationales%2C+des+agences+d%C3%A9centralis%C3%A9es+de+l%27Union+europ%C3%A9enne+et+%C3%A0+certaines+associations+ou+fondations&searchField=ALL&tab_selection=all

---

ACTUALITÉ INTERNATIONALE.

Chouette, une des pires dictatures réinstaurée avec la bénédiction de Washington !

Philippines : Marcos Junior remporte la présidentielle - LePoint.fr 9 mai 2022

Ferdinand Marcos Junior se dirige vers une victoire écrasante. Le fils du défunt dictateur du même nom a largement remporté l'élection présidentielle aux Philippines, selon un premier décompte lui

assurant une avance définitive sur sa plus proche rivale. Après dépouillement de plus de 90 % des votes, Ferdinand « *Bongbong* » Marcos Junior, 64 ans, a remporté près de 30 millions de voix, contre moins de la moitié pour la candidate Leni Robredo. La certification définitive du vote doit prendre plusieurs semaines.

Plus de 35 ans après la chute de son père, renversé par une révolte populaire, Marcos Junior parviendrait ainsi à réinstaller sa famille à la tête du pays. En cas de confirmation, il serait le premier président philippin élu avec une majorité absolue. Selon les règles en vigueur, devient président des Philippines celui qui parvient à obtenir le plus de voix parmi les candidats sur la ligne de départ.

Environ 67 millions de Philippins étaient appelés aux urnes pour ces élections générales. Outre le président, le scrutin devait désigner aussi le vice-président, les députés, la moitié des sénateurs, les gouverneurs de province et plusieurs milliers d'autres élus locaux. Ces dernières semaines, les sondages avaient prédit une écrasante victoire pour Marcos Junior, après une campagne électorale marquée par des torrents de désinformation.

En effet, depuis des années, des comptes pro-Marcos Junior ont envahi les réseaux sociaux. Ceux-ci tentant de faire passer, auprès des jeunes Philippins, les vingt ans de régime de son père comme une ère dorée de paix et de prospérité pour le pays. Cette campagne numérique passait, en revanche, sous silence les dizaines de milliers d'opposants arrêtés, torturés ou tués pendant la présidence du dictateur. Autre « oubli », les milliards de dollars puisés par le clan Marcos dans les caisses du pays pour son enrichissement personnel.

C'est en 1986 que le régime avait été renversé par une immense révolte populaire. La famille Marcos avait alors rejoint les États-Unis, avant de revenir dans le pays pour remettre sur pied un puissant réseau de soutien politique. Dans les prochaines semaines, le clan familial devrait faire son retour au palais présidentiel de Malacanang à Manille, d'où « *Bongbong* », 64 ans, a promis de rétablir « l'unité » du pays pendant son mandat de six ans. « *C'est une élection historique* », a commenté Cleve Arguelles, professeur de sciences politiques à l'université De La Salle de Manille. (Vous aurez noté que malgré "*les dizaines de milliers d'opposants arrêtés, torturés ou tués pendant la présidence du dictateur*", la famille Marcos avait bénéficié du soutien indéfectible des Etats-Unis, normal en somme. - JC)

Plusieurs alliances pour remporter l'élection

Durant la campagne, Marcos Junior a peiné à galvaniser ses partisans, et ce, alors qu'il attirait des foules bien moins nombreuses que celles de sa rivale Leni Robredo. Mais une série de tractations en coulisses avec d'autres clans politiques semble avoir suffi pour lui ouvrir les portes de la présidence. En premier lieu, figure son alliance avec Sarah Duterte, fille du président sortant Rodrigo Duterte, bien partie pour remporter l'élection à la vice-présidence, qui se déroulait séparément.

Leni Robredo, avocate et économiste de 57 ans, avait battu de justesse Marcos Jr dans la course à la vice-présidence en 2016. Pendant sa campagne présidentielle, elle avait promis de débarrasser la démocratie philippine de la corruption, dans un archipel où une poignée de familles ont encore la mainmise sur le pays. Parmi les autres candidats figuraient aussi le boxeur légendaire Manny Pacquiao, mais également l'ancien éboueur devenu acteur Francisco Domagoso.

À l'issue de six années de gouvernance autoritaire par Rodrigo Duterte, les militants des droits de l'homme, les dirigeants de l'Église catholique et les analystes politiques craignent de voir Marcos Jr auréolé d'une large victoire et diriger le pays de façon encore plus autocratique. « *Nous pensons que*

cela va aggraver la crise des droits de l'homme dans le pays », a déclaré Cristina Palabay, secrétaire générale de l'alliance pour les droits humains Karapatan. AFP 9 mai 2022

Sri Lanka : 5 morts et plus de 189 blessés lors d'affrontements - lepoint.fr 9 mai 2022

La violence continue sur l'île de Sri Lanka. Selon la police locale, au moins 5 personnes sont mortes et 189 autres ont été blessées dans les affrontements qui font rage depuis plusieurs jours, a-t-on annoncé, lundi 9 mai. En cause, des attaques perpétrées par les partisans du président en place contre des manifestants réclamant la démission du président Gotabaya Rajapaksa. Le précédent bilan policier faisait état de 3 morts.

Un peu plus tôt, le Premier ministre sri-lankais, Mahinda Rajapaksa, avait démissionné, ouvrant ainsi la voie à un « *nouveau gouvernement d'unité* », assure-t-on. Et pour cause, des milliers de loyalistes du camp de Gotabaya Rajapaksa et de son frère, armés de bâtons et de matraques, avaient attaqué ce lundi les manifestants qui campent devant le bureau du président depuis le 9 avril. Quelques heures plus tôt, le Premier ministre avait promis de « *protéger les intérêts de la nation* » à quelque 3 000 de ses partisans, acheminés en bus depuis des zones rurales. En sortant, ils s'étaient attaqués aux tentes de manifestants appelant au départ du Premier ministre, incendiant leurs banderoles et pancartes. Un couvre-feu immédiat a été décrété par les autorités avant d'être étendu à toute l'île. Aucune date de fin pour cette mesure n'a été annoncée.

La police a tiré des gaz lacrymogènes et a fait usage de canons à eau après que les partisans du gouvernement eurent franchi les rangs des policiers pour détruire les campements de milliers de manifestants antigouvernementaux qui exigent le départ de Gotabaya Rajapaksa. Au moins 78 personnes ont été hospitalisées, a déclaré à l'Agence France-Presse un porte-parole de l'hôpital, Pushpa Soysa. « *Nous condamnons fermement les actes violents perpétrés par ceux qui incitent et participent, indépendamment de leurs allégeances politiques* », a déclaré sur Twitter le président Rajapaksa, « *la violence ne résoudra pas les problèmes actuels* ».

Un député se suicide après avoir tiré sur des manifestants

En fin de journée, lundi, des coups de feu ont été tirés depuis la résidence officielle du Premier ministre du pays. Quelques instants plus tôt, plusieurs milliers de manifestants étaient parvenus à entrer dans le complexe gouvernemental, selon les constatations d'un journaliste de l'Agence France-Presse.

Selon les autorités, la brigade antiémeute de l'armée a, pour la première fois, été appelée en renfort de la police. Des soldats ont été régulièrement déployés ces dernières semaines, mais pour protéger les livraisons de carburant entre autres produits essentiels. Depuis des mois, l'île de 22 millions d'habitants subit de graves pénuries de produits alimentaires, de carburant et de médicaments.

Cette crise sans précédent, imputée à la pandémie de Covid-19 qui a privé le pays des devises du secteur touristique, a été aggravée par une série de mauvaises décisions politiques, selon des économistes. La population manifeste depuis plusieurs semaines, reprochant aux frères Rajapaksa au pouvoir d'avoir précipité le pays dans cette crise, et exige leur démission.

Dans le même temps, un député du parti au pouvoir au Sri Lanka s'est suicidé ce lundi après avoir tiré sur des manifestants antigouvernementaux en province, a indiqué la police. Selon la police, le député Amarakeerthi Athukorala avait ouvert le feu sur deux personnes qui bloquaient sa voiture et

les a grièvement blessées, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale. Une des deux victimes a succombé à ses blessures, a ajouté la police. « *Le député a fui la scène et s'est réfugié dans un bâtiment voisin* », a déclaré un responsable de la police à l'AFP par téléphone, « *des milliers de personnes ont encerclé le bâtiment et il a ensuite mis fin à ses jours avec son revolver* ». AFP 9 mai 2022

DOSSIER UKRAINE.

Parole d'un néonazi

Ukraine : Zelensky ne laissera pas la Russie « s'approprier la victoire sur le nazisme » - LePoint.fr 9 mai 2022

JC- Au fait, où sont passés les antifas en France ? On ne les entend pas dénoncer les néonazis ukrainiens, comme c'est étrange ?

Guerre en Ukraine: le Congrès américain vote une enveloppe de 40 milliards de dollars pour Kiev - BFMTV 11 mai 2022

Lundi soir, chefs démocrates et républicains se sont mis d'accord pour aller encore plus loin, trouvant un compromis autour d'une enveloppe de 40 milliards de dollars, l'équivalent du PIB du Cameroun en 2020.

Fait rare dans un Congrès si habitué aux querelles politiques: ces mesures bénéficient d'un très large soutien transpartisan. BFMTV 11 mai 2022

Washington a fourni de l'électronique militaire à Kiev dès 2010 - Réseau Voltaire 10 mai 2022

L'armée russe a saisi à Marioupol des équipements électroniques militaires états-uniens dont l'exportation nécessite une autorisation écrite du gouvernement US. Il s'agit de matériels de communication portables extrêmement sophistiqués.

Selon la documentation trouvée sur place, ils sont secrètement parvenus à Kiev en 2010.

La Russie peut détruire tous les pays de l'Otan en 30 mn (Dmitri Rogozine) - Réseau Voltaire 9 mai 2022

Le vice-président du gouvernement russe, directeur de Roscosmos et ancien ambassadeur à l'Otan, Dmitri Rogozine, a déclaré le 8 mai 2022 qu'en cas de guerre nucléaire, les pays de l'Otan seraient détruits par la Russie en une demi-heure, mais il faut éviter cela car les conséquences affecteraient toute la planète. « Par conséquent, nous devrons vaincre cet ennemi, économiquement et militairement, par des moyens armés conventionnels », a-t-il poursuivi.

YouTube a immédiatement retiré toutes les vidéos de Dmitri Rogozine.

JC – On comprend mieux la dérive fasciste du régime de Justin Trudeau.

Le Canada et les bandéristes - Réseau Voltaire 9 mai 2022

Dans des articles précédents, Thierry Meyssan a montré comment les bandéristes, collaborateurs des pires exactions nazies en Ukraine et en Pologne, sont arrivés au pouvoir à Kiev, dans la jeune Ukraine indépendante. Il montre ici que, durant quatre-vingt ans, des immigrés bandéristes se sont incrustés dans le Parti libéral canadien au point d'occuper le poste du numéro 2 du gouvernement actuel de Justin Trudeau.

par Thierry Meyssan

Dans cet article, je vais montrer que tous les gouvernements libéraux canadiens ont soutenu les bandéristes ukrainiens depuis le début de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont joué sur les deux tableaux durant cette guerre, luttant contre les nazis, mais soutenant les bandéristes. Pis encore, l'actuel gouvernement canadien est composé d'un Premier ministre libéral Justin Trudeau, flanqué d'une adjointe bandériste, Chrystia Freeland.

Si les connections entre la CIA et les nazis ont marqué la Guerre froide et n'ont été révélées qu'en 1975 avec les commissions du Congrès états-unien Pike, Church et Rockfeller, et n'ont pris fin qu'avec le président Jimmy Carter, les liens du Parti libéral canadien avec les bandéristes se poursuivent toujours. Le Canada est le seul pays au monde, hors de l'Ukraine, à avoir une ministre bandériste et qui plus est, elle est le numéro 2 de son gouvernement.

En 1940, c'est-à-dire alors que le Royaume-Uni était en guerre, mais pas les États-Unis, le gouvernement libéral canadien de William King créa l'Ukrainian Canadian Congress (UCC) afin d'aider les immigrés anti-bolchéviques contre les pro-soviétiques (Association of United Ukrainian Canadians - AUUC) et les juifs (Canadian Jewish Congress - CJC). Des bibliothèques pro-soviétiques et des synagogues furent interdites.

Le Parti libéral du royaume du Canada n'a pas été créé pour promouvoir l'individualisme contre les idées conservatrices, mais contre l'idée républicaine [1].

Durant la Seconde Guerre mondiale, le Premier ministre William King, était très apprécié de ses concitoyens, mais il fut hué par ses soldats lorsqu'il vint les voir en Europe. Le Parti libéral a toujours défendu des positions anti-Russes, les présentant jusqu'en 1991 comme anti-soviétiques, et a toujours interprété le christianisme comme opposé au judaïsme.

Aussi, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Canada fut le principal refuge des bandéristes (35 000 immigrés) et des nazis baltes. Parmi eux, Volodymyr Kubijovyč et « Michael Chomiak » de son vrai nom Mykhailo Khomiak, les éditeurs du principal journal nazi en Europe centrale, Krakivs'ki Visti.

Chomiak, qui travaillait sous le contrôle direct du ministre de la Propagande nazi, Joseph Goebbels, n'a jamais renié son passé collaborationniste. Au contraire, il a toujours milité pour l'OUN(B). C'est dans cet esprit qu'il a éduqué sa petite-fille, Chrystia Freeland, actuelle Premier ministre

adjoint du Canada. Loin de condamner les crimes des bandéristes, celle-ci a débuté sa carrière de journaliste, à 18 ans, en travaillant pour l'Encyclopedia of Ukraine de Kubijovyč (disponible aujourd'hui sur Internet). Puis pour The Ukrainian News, le journal des bandéristes canadiens, et The Ukrainian Weekly, celui des bandéristes états-uniens liés à l'ABN et à la CIA. Elle voyagea en Union soviétique à la fin de ce pays. Les autorités soviétiques interrogèrent le gouvernement canadien pour son soutien aux bandéristes et lui interdirent de revenir. Cependant, après la dissolution de l'URSS, elle devint la cheffe du bureau du The Financial Times à Moscou. Puis rédactrice en chef adjointe du Globe and Mail et rédactrice en chef de Thomson Reuters Digital.

Dans ses articles et ses livres, Vente du siècle : la chevauchée sauvage de la Russie du communisme au capitalisme [2] et Plutocrates : La montée des nouveaux super-riches mondiaux et la chute de tous les autres [3], Chrystia Freeland développe deux thèses chères à son grand-père.

Elle critique les ultra-riches en choisissant presque exclusivement des exemples juifs.
Elle dénonce à tout bout de champ l'URSS, puis la Russie.

Il faut se souvenir que le fascisme était une réponse à la crise économique de 1929 proposant une alliance nationaliste de classe par corporation. Les nazis et les bandéristes y ont ajouté une terrible dimension raciale. En ciblant les super-riches, Chrystia Freeland traite à juste titre du principal problème actuel. Aujourd'hui seule la Finance rapporte, tandis que la production est en crise. Cependant elle dérive insidieusement vers une lecture raciale en constatant que les juifs sont plus nombreux parmi les super-riches que dans la population et en laissant penser que cette corrélation est signifiante.

En 1991, le député libéral d'origine polono-ukrainienne Borys Wrzesnewskyj intervint pour que le Canada soit le premier pays au monde a reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. Avec sa fortune familiale (les boulangeries Future Bakery), il créa un service pour diffuser auprès de chaque membre du parlement des nouvelles de l'Ukraine. Il finança l'archivage par Volodymyr Kubijovyč et « Michael Chomiak » de documents sur les nationalistes ukrainiens durant la Seconde Guerre mondiale. Il faut admettre que l'l'Encyclopedia of Ukraine n'est pas une œuvre scientifique, mais une réhabilitation des bandéristes et une falsification de l'histoire. Compte tenu de ses liens familiaux, Borys Wrzesnewskyj introduisit le futur président ukrainien Viktor Iouchtchenko au Canada.

En 1994, le Premier ministre libéral Jean Chrétien négocia un Traité d'amitié et de coopération avec l'Ukraine, dont il demanda, dès 1996, l'adhésion à l'Otan.

En janvier 2004, le Canada, sous l'autorité du Premier ministre libéral Paul Martin, participa à la préparation par Washington de la « Révolution orange ». L'ambassadeur canadien à Kiev, Andrew Robinson, organisa des réunions de ses collègues de 28 pays pour porter au pouvoir Viktor Iouchtchenko. Il s'agissait de casser la politique du président Kouchma qui avait accepté du gaz russe au lieu de favoriser les recherches US de pétrole dans la Caspienne [4].

L'ambassadeur du Canada finança le sondage du Centre ukrainien d'études économiques et politiques Oleksandr Razumkov selon lequel l'élection présidentielle avait été truquée, il subventionna également à hauteur de 30 000 dollars l'association Pora ! (C'est l'heure !) du stratège de l'Otan Gene Sharp [5].

Sur l'unique base du sondage Razumkov, Pora ! organisa des manifestations, le scrutin fut annulé et un autre convoqué. Le Canada dépensa 3 millions de dollars pour dépêcher 500 observateurs électoraux. Le second scrutin porta Viktor Iouchtchenko au pouvoir. Celui-ci constitua alors son

équipe, choisissant Vladislav Kaskiv (employé de George Soros et leader de Pora !) comme conseiller spécial et Anatoliy Gritsenko (militaire formé aux États-Unis et président du Centre Razumko) comme ministre de la Défense.

Le député libéral Borys Wrzesnewskyj, fut particulièrement actif durant la Révolution orange ; sa sœur, Ruslana, étant très proche de Madame Iouchtchenko, Katerina Chumachenko. Il investit 250 000 dollars canadiens pour soutenir le mouvement et utilisa son appartement au centre de Kiev pour coordonner les manifestations entre les deux scrutins. Les cortèges de Pora ! scandaient « Ca-na-da ! » et arboraient le drapeau à la feuille d'érable.

Chrystia Freeland débuta sa carrière politique en 2013, au Parti libéral. Elle fut élue députée de Toronto. En 2014, elle soutint la « Révolution de la dignité » à Kiev (c'est-à-dire le coup d'État bandériste), dont elle rencontra les principaux acteurs. Elle dénonça l'indépendance de la Crimée et rencontra Mustafa Dzhemilev, le célèbre espion US durant la Guerre froide et leader des Tatars. En définitive, le président Vladimir Poutine lui interdit d'entrer en Russie.

Elle fut nommée ministre du Commerce extérieure par le Premier ministre libéral Justin Trudeau, en 2015, puis ministre des Affaires étrangères, en 2017, et ministre des Affaires intergouvernementales en 2019 avec la dignité de Premier ministre adjointe. Elle est devenue ministre des Finances depuis 2020.

En 2014, le ministre conservateur des Affaires étrangères, John Baird, se rendit sur la place Maidan et rencontra les principaux leaders de la contestation. La Télévision canadienne considéra qu'il donnait ainsi un argument à la version du président Poutine selon laquelle cette révolution n'est qu'une manipulation occidentale.

La porte-parole de l'ambassade, Inna Tsarkova, était une des responsables du mouvement AutoMaïdan. L'ambassade, située à côté de la place Maïdan était un refuge pour les protestataires qui campent dans son hall durant une semaine. Le groupe néo-nazi C14 [6] s'y réfugia le 18 février pendant le massacre.
Lorsque le 17 juillet 2014, le vol Malaysia Airlines 17 fut abattu au-dessus de l'Ukraine, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), basée à Montréal, envoya quatre inspecteurs sur les lieux du crash. Avant même le début de l'enquête, Chrystia Freeland débuta une campagne internationale pour dénoncer la Russie. Elle utilisera par la suite son statut ministériel pour jeter autant que possible de l'huile sur le feu.

Après le renversement du président Viktor Ianoukovytch et l'irruption au pouvoir des bandéristes, le Canada créa l'opération UNIFIER (Canadian Armed Forces Joint Task Force-Ukraine). Il s'agissait d'instruire les militaires ukrainiens et de développer leur police militaire. L'opération était conduite sous les ordres de Londres et de Washington. Elle comportait l'envoi de 200 instructeurs et de matériel non-létal. Elle a pris fin, le 13 février 2022, juste avant l'opération russe, afin de ne pas placer le Canada en situation de guerre.

En 8 ans, le Canada a versé près de 900 millions de dollars d'aide à l'Ukraine.

En 2016, le Premier ministre libéral Justin Trudeau reçut avec les honneurs Mustafa Dzhemilev, que son adjointe Chrystia Freeland avait déjà rencontré. Il était devenu, en août 2015, l'émir d'une Brigade musulmane internationale, co-financée par l'Ukraine et la Turquie pour reprendre la Crimée [7].

Dans la même période, Chrystia Freeland négocie l'accord de libre-échange Canada-Ukraine.

Chrystia Freeland manifeste avec les bandéristes d'OUN(B) contre l'agression russe en Ukraine. La petite banderole est aux couleurs noir et rouge des bandéristes. Elle porte le slogan des bandéristes « Gloire à l'Ukraine ! ».

Lorsqu'en 2017, le site Russia Insider révéla le passé criminel de son grand-père et ses liens toujours étroits avec les bandériste, elle nia les faits et dénonça la « propagande » russe. Cependant, le 27 février dernier, elle s'afficha avec un groupe de bandéristes de l'OUN(B) lors d'une manifestation contre l'agression russe. La photo, qu'elle avait elle-même publiée, fut rapidement retirée de son compte Twitter.

Réagissant avec ses partenaires de l'Otan à l'opération militaire russe, le Canada a modifié son budget pour réserver 500 millions de dollars pour l'armée ukrainienne, bandéristes inclus. Il a déjà envoyé des mitrailleuses, des pistolets, des carabines, 1,5 million de balles, des fusils de tireur d'élite et divers équipements connexes (14 février), des lunettes de vision nocturne, des casques et des gilets pare-balles (27 février), 100 canons sans recul Carl Gustav M2, et 2000 munitions de 84 mm (28 février), 390 000 rations individuelles de campagne et d'environ 1600 vestes pare-éclats (1er mars), 4 500 lance-roquettes M72 et de 7 500 grenades à main, ainsi qu'un abonnement à des images satellitaires commerciales pour 1 million de dollars (3 mars), des caméras pour les drones de surveillance (9 mars), des obusiers M777 et des munitions connexes, ainsi que des munitions supplémentaires pour l'arme anti-blindés Carl Gustav M2 (22 avril), 8 véhicules blindés de modèle commercial et un contrat de service pour l'entretien et la réparation de caméras spécialisées transportées par drone (26 avril), et a commencé à former les soldats ukrainiens au maniement des obusiers M777.

Le 2 mars, Justin Trudeau, qui croit en les États-Unis, a fait signer à une vingtaine de pays une déclaration dénonçant la désinformation russe [8]. Il s'agit d'empêcher la diffusion d'informations sur les bandéristes ukrainiens et canadiens.

Le 10 mars, le Canada est parvenu à faire signer, cette fois à une trentaine de pays, une seconde déclaration, très orwellienne, pour se réjouir —au nom de la liberté de la presse— de la censure en Occident de Russia Today et de l'agence Sputnik, deux organes de presse publics russes.

Depuis l'irruption au pouvoir des bandéristes à Kiev, le Canada a sanctionné plus de 900 personnalités et sociétés russes ou de l'opposition ukrainienne. Il a ajouté à cette liste des proches du président russe et des membres de leurs familles.

Malgré ses déclarations de principe en faveur de l'égalité en droit de tous les hommes, le Canada soutient sans réserve les bandéristes, hérauts de la supériorité raciale des Ukrainiens sur les Russes.

[1] Canada's Origins : Liberal, Tory, or Republican ?, Janet Ajzenstat & Peter J. Smith, Mcgill Queens University Press (1995).

[2] Sale of the Century : Russia's Wild Ride from Communism to Capitalism, Crown Business (2000).

[3] Plutocrats : The Rise of the New Global Super-Rich and the Fall of Everyone Else, Penguin Pres (2012).

[4] « Agent orange : Our secret role in Ukraine », Mark Mackinnon, Globe and Mail, April 14, 2007.

[5] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 juin 2007.

[6] « La loi raciale ukrainienne », Réseau Voltaire, 9 mars 2022.

[7] « L'Ukraine et la Turquie créent une Brigade internationale islamique contre la Russie », par Thierry Meyssan, Télévision nationale syrienne, Réseau Voltaire, 12 août 2015.

[8] « Un appel à l'action sur la désinformation parrainée par l'État en Ukraine », Affaires mondiales Canada, 2 mars 2022.

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 14 mai 2022.

Propagande. La dernière psychose collective qu'ils ont inventée. Au secours, on va tous mourir !

En Inde et au Pakistan, la température atteint le seuil fatal à l'homme - Le HuffPost 11 mai 2022

Les deux pays de l'Asie du Sud subissent des vagues de chaleur sans précédent depuis deux mois. Les températures y sont infernales et atteignent un pic ce mercredi 11 à plus de 50°C. La chaleur, combinée à des niveaux élevés d'humidité, dépasse déjà le seuil limite de survie des personnes se trouvant à l'extérieur pendant une période prolongée.

JC - Ils en rajoutent une grosse couche comme d'habitude pour vendre leur saloperie de Green New Deal et effrayer la population.

Ici au Tamil Nadu dans le sud de l'Inde on ne s'en était pas aperçu, la preuve, c'est que depuis le 25 avril je m'active dans le jardin pendant plus de 2 heures en plein après-midi, et plusieurs fois par semaine je suis sorti en ville. Mai est le mois le plus chaud de l'année, la température peut monter au-dessus de 40°C à l'ombre pendant quelques heures par jours et cela pendant quelques jours seulement, jamais pendant des semaines. Le soir à 23h il fait encore 30°C à l'extérieur, aux environs de 32 ou 33°C à l'intérieur, les maisons sont en briques qui gardent la chaleur du jour et la diffusent toute la nuit, il faut attendre 4 heures du matin pour avoir quelques degrés de moins.

Pour pouvoir dormir, je mets la climatisation de 23h ou minuit jusqu'à 5 heures du matin, ensuite j'ouvre les 2 fenêtres et je mets en route le ventilateur. Il y a encore 10 ans de cela, il y avait de nombreuses coupures de courant et il était impossible de dormir sans la climatisation, je parle pour moi, les Indiens dorment normalement. J'ai passé un nombre incalculable de mauvaises nuits et de nuits blanches. Dorénavant il n'y a pratiquement plus de coupures de courant ou elles durent quelques minutes seulement. En revanche, la nouvelle tarification progressive a fait exploser la facture d'électricité, plus tu consommes et plus l'unité sera chère, c'est pour cela que je limite la clim à quelques heures seulement, d'autant plus qu'il faut arroser tous les jours, donc utiliser la pompe électrique qui consomme aussi beaucoup de courant pour remplir le réservoir de 2.000 litres, on ne peut pas se permettre de rester sans eau une journée avec une telle chaleur.

Il y a 5 jours, il y a eu une forte pluie la nuit, les deux jours suivants il a encore plus un peu, puis toute la nuit suivante, la température a nettement diminué, il est 11h30 et il fait 32°C seulement, c'est frais pour un mois de mai ! Le plus difficile à supporter, c'est la saturation en humidité de l'air, surtout pour un vieux fumeur comme moi, mais bon, quand on est con, on n'a pas le droit de se plaindre, n'est-ce pas ?

Une bonne nouvelle ? Pas forcément, parce qu'elle est entachée de mauvaises intentions inavouables.

Inde: la Cour suprême suspend une loi coloniale poursuivant les actes de sédition - RFI 11 mai 2022

En Inde, la Cour suprême a suspendu, mercredi 11 mai, toutes les poursuites pour acte dit de « *sédition* », une loi de l'ère coloniale définie par l'article 124 A du Code pénal indien, souvent utilisée arbitrairement pour faire taire les opposants politiques. Dans l'attente du réexamen de cette loi, les personnes accusées à ce titre pourront obtenir la liberté conditionnelle, selon la plus haute instance de justice du pays.

Il n'est pas pertinent de continuer à utiliser la loi contre la sédition, avant que celle-ci ne soit réexaminée. C'est ce qu'a déclaré ce mercredi 11 mai la Cour suprême indienne, laquelle a demandé au gouvernement de ne pas recevoir de plaintes à ce titre.

La Cour suprême avait suggéré au gouvernement indien, mardi, que l'article 124A soit « tenu en suspens » à travers le pays. La révision de cette loi pourrait prendre plusieurs mois, selon la plus haute instance de justice du pays.

La veille, le gouvernement Modi avait exhorté la Cour suprême à reporter les audiences qui visent à remettre en cause la validité constitutionnelle de cette loi coloniale, afin de lui laisser le temps de la réévaluer et de la modifier.

Comme plusieurs autres lois héritées de la colonisation britannique qui sont encore en vigueur en Inde, l'article 124A, elle est jugée abusive et facilement manipulable, car elle criminalise de manière très vague les actes de sédition.

Elle permet notamment d'arrêter et d'incarcérer, sans preuve tangible, manifestants, opposants politiques, journalistes et militants pour la défense des droits de l'homme… Ce que le gouvernement Modi est accusé d'avoir fait avec zèle depuis son arrivée au pouvoir en 2014. RFI 11 mai 2022

JC - Quand un média aux ordres fait preuve d'une quelconque attention humaniste, vous pouvez être absolument certain que cette intention est malveillante ou qu'elle cache quelque chose d'inavouable. Il ne peut pas en être autrement, et gare à ceux qui auraient la naïveté de croire le contraire, car ils seront manipulés. Vérifions-le immédiatement.

Par acquis de conscience, je viens d'utiliser le moteur de recherche de Google, et j'ai constaté qu'il ne figurait pas un seul article de média ou de presse écrite relayant la conclusion du 2 mai 2022 de la Cour suprême indienne ayant jugé la vaccination obligatoire Covid-19 anticonstitutionnelle, (info à lire dans la causerie du 7 mai), ils ont tout simplement décidé de censurer cette info, alors qu'elle aurait dû faire l'objet d'une couverture mondiale, vous avouerez que l'intention de ces sadiques de nuire aux intérêts de la population est une nouvelle fois avérée, on n'invente rien.

Revenons à notre article.

RFI proposait ensuite aux lecteurs un autre article publié précédemment qui fournissait une indication intéressante sur l'origine et l'objectif de ceux qui étaient derrière cette révision constitutionnelle.

RFI - À écouter aussi : Inde: comment le gouvernement de Narendra Modi stigmatise de plus en plus les musulmans.

JC - Tous les gouvernements successifs depuis l'indépendance de l'Inde ont instrumentalisé les musulmans dans un sens ou un autre.

Il faut avoir présent à l'esprit pour aborder cette information que le Premier ministre Modi est maudit par les Etats-Unis et leurs vassaux européens pour avoir refusé de s'opposer à Poutine dans le conflit ukrainien et avoir osé les défier en augmentant ses achats de pétrole et d'armes à la Russie, après avoir fait la promotion de l'ivermectine pour soigner le Covid-19 et avoir peu vacciné la population indienne et avoir ainsi désobéi ouvertement au diktat de l'OMS, pire, d'entretenir de meilleures relations avec ses voisins, le Pakistan et la Chine.

Les Etats-Unis ne manquent donc pas de motifs pour déstabiliser l'Inde et s'en prendre à Modi, au passage, la roupie, la monnaie indienne a été fortement attaquée les semaines précédentes. Récemment ils s'étaient servis du Parti du Congrès pour stigmatiser une nouvelle fois les musulmans. J'avais relayé cette info dans une causerie, cette opération ou provocation, qui ne concernait que le nord de l'Inde, avait foiré lamentablement, après que l'AFP eut insinué que tout le pays allait être en proie à des violences communautaristes qui n'ont pas eu lieu.

En principe, évidemment nous sommes favorables à l'abrogation de toutes les lois datant de l'ère coloniale, qui plus est, celles ayant un caractère liberticide qui peuvent être utilisées contre les opposants au gouvernement ou le mouvement ouvrier indien, mais nous ne sommes ni bornés ni dogmatiques ni populiste d'extrême gauche. Si cette abrogation doit servir de tremplin à des provocations orchestrées par des agents des Etats-Unis pour déstabiliser l'Inde ou un gouvernement qui s'oppose aux va-t-en-guerre de l'OTAN, qui pourraient ainsi passer à l'action en toute impunité au détriment des intérêts des masses indiennes, nous n'y sommes temporairement pas favorables pour les raisons qui viennent d'être évoquées.

Voilà un cas d'école, un excellent exemple, qui montre de quelle manière nous pouvons adapter nos principes sans les renier, en tenant compte des enjeux de la situation ou des rapports politiques qui existent entre les différents acteurs ou protagonistes.

Rien à voir avec la méthode qui consiste à ignorer ou falsifier la nature des différents acteurs politiques engagés dans un conflit, et les intérêts de quelle classe ils peuvent représenter dans un contexte déterminé, donc sans tenir compte qu'ils peuvent être amenés à incarner ponctuellement et de manière limitée des intérêts qui ne sont pas spécifiques à leur classe ou qui peuvent être partagés par des classes que tout oppose habituellement.

Ils adopteront le discours de leur gouvernement en renvoyant dos-à-dos les différents protagonistes en présence. Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, Bachar el-Assad ou les barbares sanguinaires d'Al-Qaïda, c'était du pareil au même pour eux, au même titre que Poutine et les nazis ukrainiens ou la Russie et l'OTAN.

Peu importe que les uns incarnent des peuples ou des nations, et les autres des criminels ou des marchands d'armes, ils s'en prendront de préférence à ceux qui bénéficient d'une légitimité constitutionnelle que visent leur gouvernement, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou de l'internationalisme prolétarien pour faire bonne figure. C'est ainsi qu'ils cautionneront ou justifieront les mesures économiques, politiques ou militaires que leur gouvernement adoptera contre un chef d'Etat ou son peuple.
Ils sont pacifistes, sont en temps de guerre, ils sont anti-impérialistes, sauf quand leur propre impérialiste est engagé dans une guerre, etc. on reconnaît là l'orientation politique de la social-démocratie que nos braves révolutionnaires ont adoptée, chut !

L'ordre mondial craque de partout…

Sri Lanka sur Twitter du 6 au 13 mai 2022

- Le Sri Lanka paralysé par une grève générale. Les transports sont à l'arrêt et les entreprises et usines du pays vides suite à l'appel à une journée de grève générale par plus de 2.000 syndicats pour exiger la démission du Président après des mois de pénuries. #SriLanka

- Situation tendue devant le Parlement du SriLanka ce soir après une journée de grève générale et de manifestations dans le pays contre le Président et les nombreuses pénuries (carburant, nourriture, électricité, médicaments...) qui touchent le pays depuis des mois.

- Crise économique au SriLanka : un camion transportant des bouteilles de gaz a été pillé par la foule alors que la population subit depuis plusieurs mois de nombreuses pénuries.

- Des manifestants ont détruit un bus qui transportait des partisans du Président au SriLanka. La situation vire au chaos après que des partisans du Président aient attaqué ce matin des manifestants qui campent devant les bureaux du Président depuis un mois. #SriLankaCrisis

- Révolte au SriLanka. La voiture d'un ancien ministre a été jetée à l'eau à par des manifestants à Colombo. Des résidences, propriétés et véhicules de membres du parti au pouvoir sont pris pour cible dans toute l'île.

- L'insurrection au SriLanka. Une résidence du Premier Ministre et celles de nombreux ministres et députés ont été incendiées. Le Premier Ministre a démissionné et un couvre-feu a été instauré jusqu'à mercredi.

- Situation toujours tendue près de la résidence du Premier Ministre au SriLanka. Plus de 189 blessés et 5 morts sont à déplorer dont un député qui s'est suicidé après avoir tiré sur la foule. Le bâtiment où il s'est réfugié était encerclé par les manifestants #SriLankaCrisis

- Révolte au Sri Lanka. La résidence de l'ancien ministre des médias et de l'information incendiée par des manifestants ce soir à Kandy. #SriLanka

- Révolte au SriLanka : situation très tendue ce soir à Negombo dans l'ouest du pays. Les autorités ont prolongé le couvre-feu et ordonné de "tirer à vue". 103 maisons et 88 véhicules, la plupart appartenant à des ministres, députés et politiciens ont été incendiés ou endommagés.

- L'armée est déployée dans les rues du SriLanka pour réprimer les émeut*s et manifestations. Un couvre-feu est en vigueur dans tout le pays ainsi que l'état d'urgence. Les troupes qui patrouillent dans les rues désertes ont reçu l'ordre de "tirer à vue" #SriLankaCrisis

Iran (Possible instrumentalisation ?)

- Des manifestants contre le pouvoir éclatent dans la province du Khouzistan, dans le sud de l'Iran contre la flambée des prix des denrées alimentaires notamment du pain. Les autorités ont coupé l'accès à internet et un couvre-feu a été instauré à Susangerd. #IranProtests

- Des manifestants incendient une base de la force paramilitaire Basij à Junqan en l'#Iran, une milice utilisée par le régime pour réprimer toute contestation. Les manifestations contre la hausse des prix se sont propagées dans plusieurs provinces du sud-ouest ce soir #IranProtests

Indonésie

- Des manifestations touchent la Papouasie Occidentale contre le projet de l'Indonésie de créer six nouvelles provinces dans la région. La police a utilisé des canons à eau contre les milliers de manifestants qui exigent un référendum sur l'indépendance. #WestPapua #Papua

---

Argentine: face à l'inflation, des milliers de manifestants dans la rue - RFI 13 mai 2022

Des dizaines de milliers d'Argentins étaient dans les rues jeudi 12 mai pour dénoncer la détérioration de la situation sociale dans le pays. Des caravanes de « *piqueteros* » venues des quatre coins du pays ont convergé vers Buenos Aires pour exiger des mesures urgentes pour lutter contre la pauvreté et l'inflation.

La « *plaza de mayo* » à Buenos Aires était une fois de plus noire de monde hier. À l'appel d'un large éventail d'organisations de gauche, la *« Marche fédérale pour le travail et les salaires, contre la faim et la pauvreté* » a rassemblé des dizaines de milliers de manifestants comme Zulema Aguirre, qui a traversé plus de 1 200 km depuis la province de Rio Negro pour venir exprimer sa colère.

« *Il n'y pas de travail ! Il y a des générations qui ne savent pas ce que c'est d'avoir un emploi formel, donc on arrive à un point où il y a un ras le bol généralisé.* »

Plus d'un tiers de la population active argentine appartient à l'économie informelle, et n'a donc pas accès à des revenus réguliers ou à une couverture sociale. Selon Jessica Gentile, le gouvernement doit revoir ses priorités pour offrir des solutions à ces millions de travailleurs précarisés : « *La moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, et pourtant on continue à payer des millions de dollars au Fonds monétaire international (FMI) au détriment des secteurs les plus vulnérables et des travailleurs.* »

Une colère également alimentée par la flambée inflationniste, qui grignote le pouvoir d'achat des plus modestes. Sur les 12 derniers mois, le coût de la vie a augmenté de 58% en Argentine, un niveau qui n'avait plus été atteint depuis le début des années 1990. RFI 13 mai 2022

Assassinat ordinaire sous le fascisme. On comprend qu'ils aient un penchant pour le nazisme.

« On a délibérément tenté de nous tuer » : un témoin oculaire raconte la mort de la journaliste d'Al Jazeera par Shatha Hanaysha (middleeasteye.net) - Mondialisation.ca, 12 mai 2022

La journaliste palestinienne Shatha Hanaysha se trouvait avec Shireen Abu Akleh lorsqu'elles ont été la cible de tirs. Elle raconte sa joie de travailler avec la journaliste chevronnée et la peur lorsque les troupes israéliennes ont commencé à tirer

Avant de nous avancer à pied vers le camp pour couvrir le raid et l'échange de coups de feu qui a suivi entre les troupes israéliennes et les combattants palestiniens, nous nous sommes arrêtés pour attendre les journalistes d'Al Jazeera.

Quelques instants plus tard, Shireen Abu Akleh est arrivée avec son équipe.

Nous nous sommes montrés aux soldats qui étaient postés à quelques centaines de mètres de nous. Nous sommes restés immobiles pendant une dizaine de minutes pour nous assurer qu'ils savaient que nous étions là en tant que journalistes.

Comme nous n'avons reçu aucun coup de semonce, nous sommes montés vers le camp.

Nous avons alors entendu le premier coup de feu, sorti de nulle part. Je me suis retournée et j'ai vu mon collègue Ali al-Sammoudi à terre, touché par une balle dans le dos. Mais sa blessure n'était pas grave et il est parvenu à s'éloigner.

Une scène de chaos a suivi. Mon collègue Mujahed a sauté par-dessus une petite barrière à proximité pour rester à l'abri des tirs. « Venez par ici ! », nous a-t-il lancé, à Shireen et moi. Mais nous étions de l'autre côté de la rue et nous ne pouvions pas prendre le risque de traverser.

« Al-Sammoudi est touché ! », a hurlé Shireen, qui se tenait juste derrière moi, alors que nous étions toutes les deux adossées à un mur pour nous mettre à l'abri.
« Reste cachée, reste cachée ! »

À ce moment-là, une autre balle a transpercé le cou de Shireen, et elle s'est écroulée juste à côté de moi.

https://www.mondialisation.ca/on-a-deliberement-tente-de-nous-tuer-un-temoin-oculaire-raconte-la-mort-de-la-journaliste-dal-jazeera/5668030

Les soldats israéliens attaquent le convoi funéraire de la journaliste chrétienne Shireen Abu Akleh, le cercueil est tombé - lemediaen442.fr 13 mai 2022

Le corps d'Abu Akleh a été transporté de Jénine, où elle a été tuée par les forces israéliennes mercredi, à Jérusalem via Naplouse et Ramallah, lors d'une procession où les Palestiniens ont rendu hommage. Les forces israéliennes ont frappé une foule de personnes en deuil transportant le cercueil de Shireen Abu Akleh avant les funérailles dans la vieille ville de Jérusalem-Est occupée.

Des violences ont éclaté à la sortie du cercueil de la journaliste Shireen Abu Akleh — abattue mercredi lors d'une opération de l'armée israélienne en Cisjordanie — de l'hôpital Saint-Joseph de Jérusalem. La police israélienne a chargé la foule, les porteurs du cercueil ont dû reculer pour tenter de ne pas trébucher, tout en esquivant les coups. Le cercueil est tombé par l'avant puis a été rattrapé de justesse par un homme.

Des images ahurissantes où l'armée israélienne a demandé aux gens s'ils étaient chrétiens ou musulmans : « Si vous êtes musulman, vous n'êtes pas autorisé à entrer. » Les Palestiniens voulaient accompagner la journaliste chrétienne avant les funérailles dans la vieille ville de Jérusalem-Est occupée.

Pour voir les vidéos de l'attaque des militaires nazis israéliens :

https://lemediaen442.fr/les-soldats-israeliens-attaquent-le-convoi-funeraire-de-la-journaliste-chretienne-shireen-abu-akleh-le-cercueil-est-tombe/

Chili: mort d'une journaliste blessée par balle lors des manifestations du 1er-Mai - BFMTV 13 mai 2022

Une journaliste blessée par balle lors de violences survenues en marge des manifestations du 1er mai à Santiago du Chili est morte ce jeudi, a indiqué l'hôpital où elle était soignée, ce qui a déclenché mobilisations et incidents.

Lors d'échauffourées entre des personnes présentes en marge du rassemblement et des commerçants de rue, trois personnes, deux femmes et un homme, avaient été blessées par arme à feu. BFMTV 13 mai 2022

FRANCE

La tyrannie annoncée ou qui nous attend.

Marisol Touraine, ancienne ministre de la Santé s'adressant à Macron, le 6 mai 2022 :

- « *Maintenant tu es libre. Maintenant tu as les mains libres. Tu peux faire tout ce que tu veux. Le pays, tu peux l'embarquer* ».

Législatives: pour s'assurer de la discipline de ses futurs députés, la majorité leur fait signer une charte - BFMTV 12 mai 2022

Veiller à éviter toute tentation de fronde. Alors qu'Emmanuel Macron craint une majorité à l'Assemblée nationale qui soit remuante, les candidats investis pour les législatives vont devoir signer avant ce jeudi soir 20 heures une charte avec 12 engagements à respecter, d'après des informations de BFMTV.

Big bang - ouest-france.fr 11 mai 2022

Emmanuel Macron préparerait un nettoyage de printemps après les législatives. Ce profond toilettage concernerait les membres de son cabinet, les directeurs des administrations centrales et quelques préfets. Le chef de l'État « a besoin de sang neuf et de loyauté » pour mettre en œuvre sa politique, explique son entourage. ouest-france.fr 11 mai 2022

L'héritage de Marisol Touraine et de son cabinet, socle de la destruction continue du système de Santé par Dre Nicole Delépine - Mondialisation.ca, 12 mai 2022

Une ancienne ministre de la Santé félicite le président lors de son investiture le 6 mai 2022 et lui dit « maintenant tu es libre. Maintenant tu as les mains libres. Tu peux faire tout ce que tu veux. Le pays, tu peux l'embarquer ».

Que voulait-elle dire exactement d'autant que durant sa longue présence au ministère de la Santé, elle n'a pas manqué de liberté pour démolir un peu plus notre système de Santé ? Il reste à le privatiser complètement au-delà des PPP (partenariat public privé) qui ont déjà bien entamé son indépendance et favorisé des liens incestueux avec l'industrie pharmaceutique.

Rappelons d'abord qu'elle fut assistée dans cette tâche par les actuels détenteurs du pouvoir en Santé : Jérôme Salomon directeur général de la santé et homme en noir des quotidiens bulletins de santé lors du covid, Olivier Véran rapporteur de sa loi et actuel ministre et Gabriel Attal membre de son cabinet et porte-parole encore quelques jours.

Clairement nous sommes dans la continuité depuis 2012 et E. Macron était d'ailleurs dès cette même date de 2012 secrétaire général adjoint de l'Élysée.

Comment peut survivre un médecin quand il sait que des antibiotiques vont guérir son vieux patient de sa « grippe » annuelle et qu'on lui interdit de les prescrire ? Et pire on lui conseille (injonction forte) de lui administrer du Rivotril au moindre signe compatible avec le covid.

Beaucoup ont été soumis. Dans quel état psychologique sont aujourd'hui ces médecins et ces infirmiers qui ont dû affirmer aux malades l'intérêt des mesures coercitives inutiles et pire de l'injection génique, voire de leur injecter le poison.

Un médecin traitant qui n'est pas libre est susceptible de faire passer vos intérêts après ceux de l'organisme qui le rémunère. Il risque donc d'être obligé de moins bien vous soigner, si cet organisme ne veut pas payer un traitement trop onéreux, rembourser une ambulance ou des séances de kinésithérapie.

https://www.mondialisation.ca/lheritage-de-marisol-touraine-et-de-son-cabinet-socle-de-la-destruction-continue-du-systeme-de-sante/5668035

En famille. Ils ont l'art consommé de se foutre de votre gueule.

Sondage. 49 % des Français souhaitent que le futur Premier ministre soit de gauche - lejdd.fr 11 mai 2022

Si ce partage semble quasiment parfaitement égal au premier abord, de fortes disparités apparaissent. Ainsi, seulement un tiers des plus aisés souhaitent que cela soit le cas contre 59 % des plus pauvres. Les plus jeunes aussi sont plus enclins que les plus âgés à vouloir que le successeur de Jean Castex soit de gauche (64 % chez les 18-24 ans et 42 % des plus de 65 ans). lejdd.fr 11 mai 2022

En famille. 72% pour la droite et l'extrême droite : Mélenchon Premier ministre !

Législatives: l'union de la gauche devance la majorité présidentielle au 1er tour, selon un sondage - BFMTV 12 mai 2022

Selon un sondage Ifop-Fiducial pour LCI publié ce mercredi, si le premier tour avait lieu ce dimanche, l'alliance des insoumis, communistes, socialistes et écologistes obtiendrait 28% des suffrages.

La majorité présidentielle, qui rassemble La République en marche (qui a récemment changé de nom et s'est renommée Renaissance), Horizons, Agir et le MoDem, recueillerait quant à elle 27% des voix.

Le RN en troisième place avec 22%

Le Rassemblement national, arrivé en deuxième position lors de l'élection présidentielle, serait cette fois-ci la troisième force politique du pays, avec 22%. Suivent ensuite Les Républicains (11%), Reconquête! (6,5%) et Debout la France (2%).

Ursula von der Leyen et Macron : les agents américains

13 pays de l'UE publient un texte contre Macron et sa proposition de suppression du droit de veto - lemediaen442.fr 12 mai 2022

Remplacer le vote à l'unanimité par le vote à la majorité et supprimer le droit de véto au niveau européen est un doux rêve du président Emmanuel Macron et d'Ursula von der Leyen, suivant un scénario américain. Le hic est que pour instaurer le vote à la majorité, il faut réunir l'unanimité…

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen et Emmanuel Macron ont évoqué lundi 9 mai vouloir abandonner le vote à l'unanimité des Vingt-Sept dans des domaines clés. Ursula von der Leyen a déclaré que ces règles n'étaient plus pertinentes si l'UE voulait progresser plus rapidement. *« J'ai toujours dit que le vote à l'unanimité dans certains domaines clés n'avait tout simplement plus de sens, si nous voulons être capables d'avancer plus vite.*«

Pourquoi la question se pose-t-elle aujourd'hui ? Deux évènements majeurs ont eu lieu ces derniers temps dans la guerre qui oppose l'Ukraine à la Russie. En effet la Hongrie n'a pas soutenu les sanctions de l'UE contre le gaz russe et la Croatie opposera son véto à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan. Il suffit donc qu'un seul pays soit opposé pour renverser la vapeur. Le droit de véto dans les deux cas précédents ont empêché que s'envenime la situation et qu'une guerre mondiale explose, ce qui ne semble pas du goût de nos deux atlantistes Macron et Ursula von der Leyen.

Il faudra pourtant qu'ils s'y fassent, puisque 13 pays de l'Union européenne ont publié un texte contre la proposition de suppression totale du droit de véto des États : Bulgarie, Croatie, Danemark, Estonie, Finlande, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovénie, Suède.

Voici le document officieux des 13 pays de l'UE sur les résultats et le suivi de la Conférence sur l'avenir de l'Europe :

La Conférence sur l'avenir de l'Europe a été un exercice démocratique sans précédent. Elle a facilité un dialogue stimulant avec et entre les citoyens de toute l'Europe sur la façon dont ils voient

le rôle de l'Union européenne dans les années à venir. Nous nous félicitons des idées et des propositions que les citoyens ont avancées. La conférence a démontré un intérêt clair et positif pour la discussion de politiques réelles et de résultats spécifiques qui affectent les citoyens dans leur vie quotidienne. Il en va de même pour les débats nationaux avec les citoyens des États membres.

Les idées présentées par les citoyens lors de la conférence devraient parler d'elles-mêmes et méritent un suivi sérieux. Elles ne doivent pas être instrumentalisées pour servir des intérêts institutionnels particuliers. Nous sommes impatients d'étudier attentivement le rapport de la conférence et les propositions spécifiques. À cet égard, nous rappelons que chaque institution assurera le suivi conformément à son propre règlement intérieur et aux règles convenues lors de la conférence. Nous rappelons également que toute décision sera prise dans le cadre de la répartition des compétences établie par le traité et dans le plein respect des principes clés tels que la subsidiarité et la proportionnalité. Nous rappelons que la modification du traité n'a jamais été un objectif de la conférence. Ce qui importe, c'est que nous répondions aux idées et aux préoccupations des citoyens. Si nous n'excluons aucune option à ce stade, nous ne soutenons pas les tentatives irréfléchies et prématurées de lancer un processus de modification du traité. Cela risquerait fort de détourner l'énergie politique des tâches importantes que sont la recherche de solutions aux questions auxquelles nos citoyens attendent des réponses et la gestion des défis géopolitiques urgents auxquels l'Europe est confrontée.

La façon dont l'UE a géré les crises de ces dernières années — y compris le covid-19 et l'agression actuelle de la Russie contre l'Ukraine — ont clairement montré tout ce que l'UE peut faire dans le cadre du traité actuel. L'UE a agi rapidement pour trouver — et mettre en œuvre — des solutions communes et efficaces. Nous avons déjà une Europe qui fonctionne. Nous n'avons pas besoin de nous précipiter dans des réformes institutionnelles pour obtenir des résultats. En ce qui concerne la conférence, nous sommes impatients de nous engager de manière constructive dans les travaux à venir, sur la base des idées et des idées des citoyens. lemediaen442.fr 12 mai 2022

Ursula von der Leyen : L'héritière du führer ?

Ursula von der Leyen : symbole de la ruine de la classe dominante occidentale - reseauinternational.net 13 mai 2022

L'hystérie des dirigeants européens et de la presse occidentale aux ordres ne connaît pas de limites depuis le 24 février dernier, date à laquelle la Fédération de Russie a entamé son opération spéciale en Ukraine. Chaque jour apporte son lot de déclarations à l'emporte-pièce des responsables occidentaux qui laisse à penser qu'ils ont perdu toute lucidité et discernement. La cheffe de file de cette meute enragée n'est autre que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, parachutée par Merkel à la tête de la Commission pour échapper aux problèmes qui n'auraient pas manqué de survenir suite aux nombreux conflits d'intérêts et aux tripotages qui entachent son séjour au ministère de la Défense allemande.

Non seulement Ursula von der Leyen est incompétente, mais en plus elle est embourbée dans une multitude de malversations.

https://reseauinternational.net/ursula-von-der-leyen-symbole-de-la-ruine-de-la-classe-dominante-occidentale/

La Russie est "*la menace la plus directe*" pour l'ordre mondial (von der Leyen) - AFP 13 mai 2022

La Russie "*est aujourd'hui la menace la plus directe pour l'ordre mondial avec la guerre barbare contre l'Ukraine*" a déclaré jeudi à Tokyo la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. AFP 13 mai 2022

L'Union europénne est bien une officine de l'OTAN.

Et si la maison commune européenne était celle de la défense - Journal du Dimanche 12 mai 2022,

C'est donc une coopération en matière de défense que l'UE devrait proposer à ses voisins géorgien, moldave et ukrainien. Cette offre peut être collective de la part de l'UE ou prendre la forme d'une coopération renforcée avec les États volontaires sous son égide.

Zhao Lijian : « *On n'oubliera jamais le bombardement de l'ambassade de Chine en Yougoslavie par l'OTAN* » - lemediaen442.fr 12 mai 2022

Le 7 mai 1999, durant le bombardement de la Yougoslavie par l'Otan mené par les États-Unis, cinq bombes JDAM américaines frappent l'ambassade de République populaire de Chine à Belgrade dans le district de Novi Beograd, tuant trois journalistes chinois et blessant plus de 20 diplomates chinois. Selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de Chine, Zhao Lijian, son pays n'oubliera pas cette agression délibérée perpétrée par la CIA.

Zhao Lijian, ambassadeur de Chine en France : Les États-Unis ont commis des crimes odieux dans des pays d'Asie du Sud-Est, dont le Vietnam, le Laos et le Cambodge, en utilisant des bombes à fragmentation et des armes biochimiques.

JC - Dans la vidéo il fournit des précisions :

https://lemediaen442.fr/porte-parole-chinois-zhao-lijian-on-noubliera-jamais-le-bombardement-de-lambassade-de-chine-en-yougoslavie-par-lotan/

Leur modèle de société : Welcome en démocratie.

Crises des opiacés : Sombre record de 107.000 décès par overdose en 2021 aux Etats-Unis - 20 Minutes avec AFP 12 mai 2022

Dans la lutte contre les drogues, les Etats-Unis ont enregistré un triste record. En 2021, le pays a en effet dénombré quelque 107.000 décès par overdose, une hausse de 15 % par rapport à l'année précédente, selon des données préliminaires publiées mercredi par les autorités sanitaires américaines. Ce chiffre est vertigineux : il signifie qu'une personne meurt de cette manière toutes les 5 minutes aux Etats-Unis.

Bientôt un million de morts du Covid aux Etats-Unis, New York veut tourner la page - AFP 12 mai 2022

États-Unis: explosion du nombre d'homicides par armes à feu en 2020 - RFI 12 mai 2022

Le nombre de décès par armes à feu aux États-Unis a enregistré une hausse « historique » sur l'année 2020, potentiellement causée par les effets de l'épidémie de Covid-19 et la pauvreté, selon les autorités du pays.

Avec 19 350 homicides en 2020, une hausse de près de 35 % par rapport à 2019, et 24 245 suicides, ces décès « représentent un problème de santé publique persistant et important », indiquent les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC) dans leur rapport. Le taux d'homicide, lui, s'établit à 6,1 pour 100 000 habitants, un record ces 25 dernières années.

Au total, ce sont près de 45 000 personnes qui ont été tuées aux États-Unis par des armes à feu. Toutes les villes et Etats du pays, qu'ils soient républicains ou démocrates, sont concernés par cette aggravation, rapporte notre correspondant à Washington, Guillaume Naudin.

La pandémie s'est également accompagnée d'une importante hausse des achats d'armes à feu avec un record avec 23 millions d'armes vendues, comme souvent en période perçue comme difficile ou dangereuse.

Selon le programme Small Arms Survey, il y avait en 2017 environ 393 millions d'armes aux États-Unis, soit plus d'une par habitant (bébés compris). AFP 12 mai 2022

Pénurie de lait pour bébé : Joe Biden sommé d'agir - lepoint.fr

Selon le fournisseur de données Datasembly, le taux de rupture de stock de préparations de lait pour nourrissons a atteint 43 % à la fin de la semaine dernière aux États-Unis. L'exécutif américain envisage, entre autres, d'augmenter les importations, et ce bien que les États-Unis produisent 98 % du lait maternisé qu'ils consomment, rappelle-t-il dans un communiqué ce jeudi 12 mai, sans donner de détails.

L'administration Biden dit aussi travailler avec les États pour alléger les contraintes administratives pesant sur les familles les moins fortunées, qui achètent le lait infantile grâce à des bons alimentaires.

« Le Missouri est l'un des six États américains où plus de la moitié du lait pour bébé est en rupture de stock », a dénoncé sa collègue Ann Wagner, parlant de jeunes mères qui font du troc sur Facebook pour s'en procurer. Randy Feenstra, un élu de l'Iowa, a lui assuré que, dans sa région, des familles « faisaient 50, 75, jusqu'à 100 miles pour essayer d'en trouver » (soit de 80 à 160 kilomètres).

Le 17 février, après le décès de deux bébés, le fabricant Abbott a annoncé le « rappel volontaire » dans son usine du Michigan de laits en poudre, dont Similac, utilisé par des millions de familles américaines. L'enquête a dédouané le lait visé, mais la production n'a toujours pas repris, aggravant la pénurie déjà provoquée par les problèmes plus généraux de la chaîne d'approvisionnement et le manque de main-d'œuvre.

La situation est particulièrement critique pour les bébés dépendants de laits spéciaux, qui ne sont fabriqués que par Abbott, a souligné la Maison-Blanche. Elle donne le chiffre de 5 000 nourrissons dans ce cas, auxquels s'ajoutent des enfants et des adultes souffrant de maladies métaboliques rares. AFP 12 mai 2022

Travailler pour vivre ou vivre pour travailler ?

Emploi des seniors : au Royaume-Uni, les plus de 50 ans démissionnent en masse - The Conversation 13 mai 2022

L'économie britannique semble rencontrer un problème avec ses plus de 50 ans : à la suite de la pandémie de Covid-19, ils ont quitté la population active en masse, au grand dam des entreprises et au gouvernement. Environ 300 000 travailleurs âgés de 50 à 65 ans de plus qu'avant la pandémie ont désormais rejoint la catégorie des « économiquement inactifs », ce qui a conduit un tabloïd à qualifier le problème d'« exode des seniors ».

Nous avons d'abord pu constater que l'exode des seniors ne se concentre pas dans les segments les plus riches de la population, même si l'on pourrait s'attendre à ce qu'ils soient les plus aptes à prendre leur retraite. Au contraire, il s'agit plutôt d'un phénomène qui touche principalement les revenus moyens et moyens inférieurs (21000-29200 euros par an).

Plusieurs faits suggèrent que ces personnes n'ont vraiment pas envie de revenir au travail. La totalité de la hausse de l'inactivité provient de travailleurs qui disent ne pas vouloir de travail et pensent qu'ils ne travailleront « certainement » plus jamais. The Conversation 13 mai 2022

JC – Ils n'en reviennent pas, comment ces centaines de milliers de travailleurs ont-ils pu oser prendre leur retraite si tôt et nous désobéir ?

Moi, je l'ai prise aux alentours de 37 ans, je vais sur mes 67 ans, donc j'aurais profité de ma retraite en bonne santé et de la vie pendant au moins 30 ans. Je me suis débrouillé pour avoir de quoi vivre à peu près normalement sans exploiter qui que ce soit ou sans profiter des autres. J'ai vécu en rentier plutôt pauvre, mais pas trop non plus en me privant sur tout, je ne le regrette pas…

A croire que cela pourrait devenir le seul idéal pour échapper à leur monde pourri.

La Colombie autorise le suicide assisté pour les malades - BFMTV 12 mai 2022

La Cour constitutionnelle de Colombie a autorisé le suicide assisté par médicament pour les malades, sous la supervision d'un médecin, une première en Amérique latine, l'euthanasie est déjà légale depuis 1997.

Selon la Fondation colombienne pour le droit à la mort dans la dignité (DMD), la différence entre l'euthanasie et le suicide assisté "*réside essentiellement dans la personne qui administre le médicament mortel*".

"*Dans le cas de l'euthanasie, c'est le personnel de santé qui administre le médicament qui provoque la mort, et dans le cas du suicide assisté, c'est le patient qui s'administre lui-même le médicament que quelqu'un d'autre lui a donné*", explique l'ONG internationale. BFMTV 12 mai 2022

Deux articles très intéressants sur le Liban.

Liban : Les révélations nauséabondes sur la classe politique libanaise (1/2) par René Naba (madaniya.info 22 avril 2022) - Mondialisation.ca, 11 mai 2022

https://www.mondialisation.ca/liban-les-revelations-nauseabondes-sur-la-classe-politique-libanaise-12/5667984

Liban : Les révélations nauséabondes sur la classe politique libanaise (2/2) par René Naba (madaniya.info 26 avril 2022 - Mondialisation.ca, 11 mai 2022

https://www.mondialisation.ca/liban-les-revelations-nauseabondes-sur-la-classe-politique-libanaise-22/5667991

DOSSIER UKRAINE

Plus on « *gratte* » et plus on découve l'épouvantable vérité qu'on ne voulait surtout pas voir.

The Saker - On m'a dit un jour il y a de nombreuses années : « *Grattez un libéral et un fasciste en ressortira* ».

JC – A dire vrai : On en redemande ! Il faut curer les écuries d'Augias de cette sale histoire avec les dents s'il le faut jusqu'à ce que mort s'en suive de cette pourriture.

Déstabilisant, désarmant, n'est-ce pas ? Qui l'aurait cru franchement ? Les âmes sensibles vont en faire un infarctus, les adeptes de contes de fées ou d'histoires à l'eau de rose vont avaler le flacon et s'étouffer avec, ceux des paradis artificiels vont faire une overdose, ceux de romans policiers vont se tirer une balle dans la tête, nos grands savants qui détenaient la vérité vont faire une crise d'apoplexie, quelle formidable orgie quasi-incontrôlable car planétaire, où le mensonge et l'imposture sont démasqués puis euthanasiés.

Quelle folie jubilatoire que cette vérité toute puissante qui n'a d'égal que le soulèvement révolutionnaire des peuples pour assurer son triomphe sur l'infamie et la barbarie, le bourreau des bonnes consciences !

En lançant leur Grande réinitialisation (Great Reset), en fait, le règne de la grande terreur appliquée à tous les peuples, ces sadiques dans leur délire de dictature absolue ont cru qu'ils pourraient parvenir à leurs fins en recourant (à nouveau) au fascisme, rien de moins, sans que ses origines idéologiques ne soient dévoilées ou remontent à la surface, il suffirait de bien l'emballer ou de le présenter sous un jour bienveillant pour que personne ne s'aperçoive de la supercherie et que tout le monde y adhère. C'était manifestement sans compter sur les miasmes nauséabonds qui s'en

dégageraient, qui empesteraient littéralement la sphère politique et mettraient à l'épreuve le sens olfactif des braves démocrates au point de les incommoder

The Saker - Les événements de ces derniers mois ont prouvé à quel point ce vieil adage est exact.

Maintenant, tout comme l'État islamique et al-Nosra sont des « *rebelles modérés* », les fascistes d'Azov sont des guerriers nationalistes bien intentionnés.

Les médias occidentaux ont maintenant tourné leur mythologie malveillante vers le bataillon nazi Azov en Ukraine. Cette formation ouvertement nazie, issue des banderistes fascistes de la Seconde Guerre mondiale, est aujourd'hui défendue avec acharnement par l'Occident.

Il est intéressant de noter qu'il était auparavant admis qu'Azov était une milice nazie d'extrême droite et que sa présence et son influence étaient largement considérées comme une force obscure en Ukraine. Ses rituels et ses insignes fascistes, son culte du fasciste Stepan Bandera et son adhésion à l'idéologie nazie ne laissaient aucun doute sur le fait qu'il s'agissait de fascistes convaincus, qui étaient couramment décrits comme des néonazis dans de nombreux médias occidentaux.

Cependant, depuis le 24 février, un changement stupéfiant s'est produit.

Désormais, le fait que le bataillon Azov soit une organisation nazie est passée sous silence. La BBC, un organe de propagande de l'État britannique, a diffusé un reportage de neuf minutes, arguant, presque plaidant, que les combattants d'Azov n'étaient pas des fascistes, mais simplement un bataillon intégré à l'armée ukrainienne. Pendant ce temps, MSNBC a interviewé des nazis d'Azov enseignant à des femmes âgées comment utiliser des armes, et les journaux, du Financial Times au New York Times, présentent maintenant les membres d'Azov comme de courageux défenseurs de l'Ukraine.

Le but évident de cette opération médiatique éhontée est de délégitimer les revendications russes de dénazification, en affirmant qu'il n'y a pas de problème nazi en Ukraine. Même dans les rares occasions où les médias font référence à l'idéologie des unités d'Azov et, en fait, à la présence d'autres groupes fascistes et d'extrême droite tels que C14, Secteur droit et Svoboda, ils affirment qu'ils ont un impact minimal sur la politique de l'Ukraine, en soulignant leurs faibles performances électorales. Ce qu'ils omettent de souligner, c'est que les partis « *traditionnels* » mettent en œuvre des politiques que les fascistes soutiennent. En outre, l'idée que la représentation parlementaire est une indication de l'influence est absurde si l'on considère des organisations comme Al-Qaïda et l'État islamique.

Azov et ses compagnons de route ne sont plus des nazis ou des fascistes. Ils ne sont que des « *patriotes incompris* ».

Bien sûr, ce n'est pas nouveau. Quand il s'agit d'hypocrisie, l'Occident en a à revendre. Qu'il s'agisse de soutenir les moudjahidines en Afghanistan, l'État islamique et al-Nosra en Syrie, ou les fascistes en Ukraine, l'Occident s'est montré dépourvu de toute moralité lorsqu'il s'agit de servir ses propres intérêts. (source : The Saker)

Le Pentagon confirme avoir armé l'Ukraine dès l'arrivée de Biden - Réseau Voltaire 11 mai 2022

Lors d'une interview de Fox News, le porte-parole du Pentagone, l'amiral John Kirby, a déclaré : « *L'administration Biden a fourni des armes bien avant le déclenchement des hostilités. Le premier milliard de dollars que le président a alloué à l'Ukraine comprenait la fourniture d'armes létales. Les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne et d'autres alliés ont en fait aidé à préparer les Ukrainiens* ».

« *Biden administration sent weapons to Ukraine 'well before' invasion : Pentagon press secretary* », Your World, Fox News, May 10, 2022.

https://www.foxnews.com/media/biden-administration-weapons-ukraine-invasion-pentagon-press-secretary

---

Une région séparatiste de Géorgie veut organiser un référendum sur son intégration à la Russie - Euronews 14 mai 2022

"*Nous rentrons à la maison*". C'est ce qu'a déclaré sur la messagerie Telegram Le "*président*" de la région séparatiste géorgienne prorusse d'Ossétie du Sud Anatoli Bibilov, après l'annonce de l'organisation le 17 juillet d'un référendum sur son intégration à la Russie.

"*Anatoli Bibilov a signé un décret sur la tenue d'un référendum dans la république d'Ossétie du Sud*", ont déclaré ses services dans un communiqué, évoquant "*l'aspiration historique*" des habitants de ce petit territoire caucasien à rejoindre la Russie, dont elle est limitrophe.

"*Le moment est venu de s'unir une fois pour toutes*", "*l'Ossétie du Sud et la Russie seront ensemble. C'est le début d'une grande nouvelle histoire*", a ajouté Anatoli Bibilov. Euronews
14 mai 2022

Mer Noire : l'Ukraine et l'OTAN ont perdu la bataille de l'île aux Serpents contre la Russie - reseauinternational.net 12 mai 2022

L'île aux Serpents, ou île de Zmeiny, est un caillou de quelques kilomètres carrés situé en mer Noire, non loin de la Roumanie, où se trouvaient les gardes-frontières ukrainiens au début du conflit, qui furent délogés par l'armée russe sans aucune difficulté. Depuis tenue par la Russie, cette île stratégique, qui devait être reprise par les Ukrainiens pour le 9 mai sur ordre des Britanniques, a conduit à une défaite significative de l'OTAN dans cette bataille – l'armée ukrainienne et la technologie otanienne y ont été écrasées par l'armée russe.

L'île aux Serpents est considérée comme stratégique en raison de sa situation : proche de la Roumanie, à portée de tir de l'Ukraine, si elle a été prise sans combats particuliers au début du conflit, malgré Zelensky qui décorait post-mortem des soldats ukrainiens s'étant simplement rendus, l'OTAN voulait reprendre ce bout de terre.

Les Britanniques ont donc donné l'ordre à Zelensky de lancer cette opération, qui a transmis l'ordre malgré l'opposition de son état-major, qui n'y voyait pas de perspectives – et qui avait raison. Mais les autorités locales, sur des questions aussi importantes, n'ont pas leur mot à dire face aux autorités

de tutelle, personne ne leur a demandé leur avis, les armes fournies doivent être utilisées comme les commanditaires le veulent.

Et les médias occidentaux sont eux aussi partis à l'attaque, des navires russes auraient été coulés, les drones turcs, pardon urkainiens attaquent l'armée russe et mènent la terreur, CNews nous fournit une belle page de propagande, à la suite de laquelle on attend la victoire triomphante de l'Ukraine : (en jpg dans l'article)

Nous avons également eu droit à la Russie harcelée, qui semble devoir tomber rapidement : (en jpg dans l'article)

Et pour finir cet article, la déclaration des Ukrainiens prévoyant que la Russie allait fêter le 9 mai avec cette île au fond de la mer … Or, depuis, rien, pas une information mise en avant. Et pour cause, l'armée ukrainienne et l'armement de l'OTAN sont au fond de la mer Noire, ils ont perdu la bataille de l'île aux Serpents.

Selon le rapport du ministère russe de la Défense, l'Ukraine a perdu environ 50 hommes, 30 drones de combats, 3 bombardiers SU-24, 1 chasseur SU-27, 10 hélicoptères dont des MI-8 et MI-24 (en plus des 6, qui ont été détruits directement à Odessa), 3 navires d'assaut amphibie avec les groupes d'assaut.

Bref, c'est une catastrophe pour l'Ukraine … et une gifle pour l'OTAN. Cette « aventure », pour reprendre le terme justement employé par le ministère russe de la Défense au sujet de cette bataille, est très significative : significative de l'absence totale de respect de la vie humaine des soldats ukrainiens pour ces curateurs de l'OTAN, significative de la dimension « *show* » de cette guerre pour les donneurs d'ordre et de fonds, qui suivent leur calendrier politique. Ils sont manifestement prêts à utiliser l'Ukraine jusqu'à sa dernière goutte de sang, et c'est bien avec le sang de ses compatriotes que Zelensky paie les armes et les fonds qui lui sont attribués. reseauinternational.net 12 mai 2022

La Gestapo ukrainienne… Le bataillon Aïdar fait peur même aux autorités ukrainiennes - reseauinternational.net 13 mai 2022

Pendant des années, le bataillon néo-nazi Aïdar a terrorisé non seulement la population civile de l'est de l'Ukraine, mais même les forces de sécurité. Et ce n'est pas pour rien : sous l'œil aveugle de l'État, il avait sa propre prison et son propre centre de torture et quand il opérait dans la région, des centaines de personnes ont disparu sans laisser de traces.

Bien que le groupe ait commencé comme un bataillon de volontaires dans la lutte contre le Donbass, il a fini par faire partie de l'armée ukrainienne qui, pendant des années, s'est consacrée aux vols, aux viols, aux enlèvements et à la torture.

Actuellement le groupe néo-nazi ukrainien fait partie de l'armée ukrainienne. C'est le 24e bataillon d'assaut, plus connu sous le nom d'Aïdar, le groupe néo-nazi pour lequel les lois n'existent pas.

Les cas dans lesquels différents groupes néonazis commettent des crimes au vu et au su des autorités ne sont pas nouveaux, et dans beaucoup de ces cas, les forces de sécurité ne se sont tout simplement pas opposées à ce qu'elles ont vu.

https://reseauinternational.net/la-gestapo-ukrainienne-le-bataillon-aidar-fait-peur-meme-aux-autorites-ukrainiennes/

La Russie change de position sur la candidature de l'Ukraine à l'UE - reseauinternational.net 13 mai 2022

L'opinion de Moscou sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE est désormais similaire à celle sur l'adhésion du pays à l'OTAN.

La Russie a changé de position sur les perspectives d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, a déclaré le représentant permanent adjoint auprès des Nations unies, Dmitry Polyanskiy. L'adhésion ne peut désormais faire partie d'aucun accord de paix, a déclaré le diplomate dans une interview accordée jeudi à Unherd News.

Alors qu'à l'origine, Moscou ne s'inquiétait pas des perspectives d'adhésion de l'Ukraine à l'UE à un moment donné, la position a changé après le déclenchement du conflit en cours et l'adoption par Bruxelles d'une position anti-russe extrêmement hostile, a expliqué M. Polyanskiy.

« *À ce stade, nous n'étions pas très préoccupés par l'Union européenne, mais la situation a changé après la déclaration de M. Borrell selon laquelle «* cette guerre doit être gagnée sur le champ de bataille *» et après le fait que l'Union européenne est le leader des livraisons d'armes [à l'Ukraine]. Je pense que notre position sur l'Union européenne est désormais plus proche de celle de l'OTAN, car nous ne voyons pas de grande différence* », a déclaré le diplomate.

Le conflit s'est déjà tellement envenimé qu'il ne reste pratiquement plus de place pour la diplomatie, a admis M. Polyanskiy. L'absence de dialogue constructif, l'incapacité de Kiev à tenir ses promesses et les efforts de l'Occident pour prolonger les hostilités contribuent à cette situation, a-t-il expliqué.

« À ce stade, franchement, je ne vois aucune possibilité diplomatique étant donné la position de l'Ukraine, étant donné l'alimentation de ce conflit par l'Occident. En tant que diplomate, je dois reconnaître qu'il n'y a aucune possibilité de diplomatie pour le moment. » reseauinternational.net 13 mai 2022

L'Italie sera-t-elle le grain de sable dans la machine de « *guerre permanente* » de l'OTAN ? - reseauinternational.net 12 mai 2022

Ce texte fait état d'un revirement important dans la position du monde politique italien sur la guerre en Ukraine. Il est daté du 11 mai et constitue peut-être l'amorce d'un mouvement plus vaste en Europe. Dominique Delawarde

(Alors que le Premier ministre italien Mario Draghi et le président Joe Biden se rencontraient mardi à la Maison-Blanche, l'unité de façade qu'ils ont tenté d'afficher est sur le point de voler en éclat, tant l'opposition progresse en Italie contre la stratégie de « *guerre permanente* » de Londres et Washington – y compris dans les rangs des partis composant la majorité, faisant planer la possibilité d'une chute du gouvernement…)

Mario Draghi pourrait en effet se retrouver privé de gouvernement à son retour des États-Unis. Car, tandis que Biden a pressé le Premier ministre italien à accroître le soutien militaire à l'Ukraine, les choses ont basculé en Italie.

Alors que le Parlement avait auparavant approuvé la décision de Draghi sur l'envoi d'armes, le groupe de députés s'y opposant, initialement minuscule, est devenu majoritaire en quelques jours. À l'origine, seuls la gauche radicale et de petits groupes au sein du M5S (Mouvement cinq étoiles), de la Lega et du Parti démocrate (PD) lui-même s'opposaient à cette décision. Cependant, depuis les déclarations du pape contre « *les aboiements de l'OTAN à la porte de la Russie* », la situation a radicalement changé. Le M5S, dirigé par l'ancien Premier ministre Giuseppe Conte, et la Lega, dirigée par Matteo Salvini, sont désormais publiquement opposés à de nouvelles livraisons d'armes et favorables à une négociation de paix. L'opposition au sein du PD, dirigée par l'ancien ministre Graziano Delrio, a pris de l'ampleur au point que la direction du PD, pro-OTAN, a changé de camp, sans doute dépassés par les événements.

• https://www.lemonde.fr/2022/05/03/pret-a-rencontrer-poutine-le-pape-evoque-les-aboiements-de-l-otan-a-la-porte-de-la-russie

Chose remarquable, parmi les artisans de ce basculement, l'on retrouve l'homme d'affaires Carlo De Benedetti, considéré comme l'oligarque ayant créé le Parti démocrate italien. Deux jours après l'intervention du Pape, De Benedetti a accordé un long entretien au quotidien Corriere della Sera, appelant à découpler la politique étrangère italienne (c'est-à-dire de l'UE) de l'axe Washington-Londres. Il a notamment mis en garde contre les conséquences imminente de la crise alimentaire, déclarant que des millions de réfugiés, forcés de choisir entre la famine et le risque de se noyer dans la Méditerranée, vont envahir l'Italie depuis l'Afrique.

• https://www.corriere.it/22/05/08/carlo-de-benedetti-intervista-guerra-putin

Comme dans un effet domino, le secrétaire général du PD, Enrico Letta, a ensuite donné une interview au même journal, s'écriant : « *l'Italie, la France, l'Allemagne, l'Espagne et la Pologne doivent maintenant se déplacer, unis, pour la paix. Allez d'abord à Kiev, puis rencontrez Poutine. Nous ne devons pas nous laisser guider par les États-Unis, l'Europe est assez grande. Cette guerre se déroule en Europe et c'est à l'Europe d'y mettre fin* ».

• https://www.corriere.it/22/05/09/letta-ucraina-europa-russia

Le Parlement a ensuite exigé d'être informé par le Premier ministre avant sa visite à Washington, ce que Draghi a ignoré. C'est pourquoi il risque d'être confronté à son retour à une majorité sur le papier qui rejettera tout ce que Biden aurait pu lui demander. Cela ne signifie pas forcément que le gouvernement tombera, mais a minima il en sortira très affaibli – de même que l'unité de l'Europe derrière les États-Unis.

De plus, l'opposition contre la stratégie anglo-américaine monte également parmi les militaires italiens. Dans un entretien publié par l'Antidiplomatico et relayé sur notre site, le général italien Fabio Mini, ancien chef d'état-major du Commandement de l'OTAN pour l'Europe du Sud, appelle à dissoudre l'Alliance pour créer une nouvelle structure de sécurité régionale, rejoignant ainsi l'appel de l'Institut Schiller publié dès le début de la guerre en Ukraine.

• https://solidariteetprogres.fr/un-general-italien-appelle-a
• https://www.institutschiller.org/Appel-a-convoquer-une-conference-internationale-pour-une-nouvelle-architecture

Par ailleurs, le général Marco Bertolini (à la retraite), ancien commandant du quartier général des opérations interarmées, a exprimé de fortes critiques à l'encontre du secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg. Alors que ce dernier a récemment déclaré que « *les membres de l'OTAN n'accepteront jamais l'annexion de la Crimée* », Bertolini a affirmé que Stoltenberg ferait mieux de se taire sur des sujets qui dépassent ses compétences.

• https://www.ilfattoquotidiano.it/2022/05/09/marco-bertolini-smettiamola-di-stare-zitti-la-nato-non-puo-decidere-per-lucraina

« *Nous devons comprendre que la Crimée est une ressource indispensable pour Poutine, parce qu'elle est principalement habitée par des Russes, et surtout parce qu'elle garantit l'accès à la mer Noire, a-t-il expliqué dans une interview avec Il Fatto Quotidiano. La déclaration de Stoltenberg démontre que la Crimée est le point le plus sensible de la question. Le problème est que Stoltenberg ne peut pas parler au nom de Zelensky. Il est le secrétaire général de l'OTAN, qui est une organisation supranationale et, pour commencer, il ne peut même pas parler au nom d'un seul pays, d'autant plus que l'Ukraine ne fait pas partie de l'Alliance* ».

Face au risque imminent d'affrontement direct entre la Russie et les États-Unis, la dissolution de l'OTAN et son remplacement par une nouvelle architecture de sécurité est une urgence absolue. Puisse les développements en Italie en être l'étincelle… reseauinternational.net 12 mai 2022

La Turquie opposée à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan - Réseau Voltaire 13 mai 2022

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a exprimé des réserves quant à la possible adhésion imminente de la Finlande et de la Suède à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord. Celle-ci avait été annoncée acquise dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Ankara soigne ses relations avec la Russie en anticipant sur sa victoire en Ukraine. Moscou contrôlera alors toute la mer Noire et la Syrie, encerclant de facto la Turquie. Celle-ci n'entend pas s'aligner sur les États-Unis, mais poursuivre sa voie à mi-chemin des États-Unis et de la Russie. La stratégie de l'état-major kémaliste, qui avait provoqué le scandale Ergenekon en 2008, est à nouveau mise en œuvre.

Ankara négocie secrètement avec Damas un éventuel retrait de Syrie en échange d'une solution de la question du terrorisme kurde. Simultanément, il abandonne ses rêves européens ainsi que ses ambitions ottomanes. Les Frères musulmans, dont le Hamas palestinien, sont priés de quitter le pays. Au contraire, Ankara investit dans la réactivation de ses liens avec les États ayant une population turque ou parlant le turc (ce que dénonce la Chine dont les Ouïghours parlent le turc, mais ne sont pas ethniquement turcs pour autant).

L'opposition turque à l'élargissement de l'Otan intervient alors que l'Italie amorce un changement de position quant à la guerre en Ukraine. Réseau Voltaire 13 mai 2022

Arrestation d'une personnalité juive-bandériste en Russie - Réseau Voltaire 13 mai 2022

Les forces de sécurité russes ont publicisé l'arrestation de Mikhail Kavun, 61 ans. Cette personnalité juive a reconnu avoir financé de 2015 à 2019, le groupe bandériste ukrainien, Pravy Sector, responsable d'apologie raciale, de tortures et d'incitations au meurtre.

De nombreuses sources russes dressent l'histoire des juifs-bandéristes (Zhidobandera), terme apparu en 1981, en pleine Union soviétique. Ce groupe violemment anti-Russe soutenait les bandéristes misant sur le fait que ceux-ci ne se retourneraient pas contre eux.

Cette affaire intervient après l'algarade opposant le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, au gouvernement israélien [1]. Selon le cabinet du Premier ministre Naftali Bennett, le président Vladimir Poutine lui aurait présenté des excuses, ce que le Kremlin ne confirme pas [2].

M. Lavrov avait évoqué la participation de juifs aux crimes nazis, ce que des personnalités juives avaient interprété comme une banalisation de ces crimes. Cette participation, quoiqu'extrêmement marginale, reste le plus fort tabou dans les communautés juives. Réseau Voltaire 13 mai 2022

[1] « *Lavrov récuse la définition communautaire de l'antisémitisme* », Réseau Voltaire, 3 mai 2022.

[2] "*Vladimir Putin's telephone conversation with Naftali Bennett*", Voltaire Network, 5 May 2022.

Ukraine : Ordre du jour numéro 13 du CEMA commenté par le Général Dominique Delawarde - reseauinternational.net 13 mai 2022

Par Dominique Delawarde.

Ce texte est de ma composition. Il analyse et commente l'ordre du jour nmr 13 du CEMA, daté du 22 avril. Le CEMA engage ses subordonnés à dire la vérité, à « *dire les choses, sans chercher à enjoliver la situation, par peur, flatterie ou paresse intellectuelle* ». C'est ce que je m'efforce de faire dans cet article.

MINISTÈRE DES ARMÉES - ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES

Ordre du jour n° 13 du général d'armée Thierry Burkhard Chef d'état-major des armées

Le CEMA : Officiers, sous-officiers, officiers-mariniers, soldats, marins et aviateurs, d'active et de réserve, personnel civil des armées,

Près de deux mois se sont écoulés depuis le début de l'attaque russe contre l'Ukraine, le 24 février dernier.

Après avoir été contrainte de se retirer de la région de Kiev, l'armée russe concentre désormais ses efforts dans le Donbass. Les buts politiques affichés de cette « opération militaire spéciale » ont été revus à la baisse, et la résistance des forces armées ukrainiennes continue.

Commentaires DD : Il est inexact de dire que les forces russes ont été « contraintes » de se retirer de la région de Kiev. Elles l'ont fait, non pas sous la contrainte, mais parce que ces forces avaient parfaitement joué leur rôle d'abcès de fixation pour les forces ukrainiennes pendant que l'armée russe s'emparait sans difficulté du Sud Est de l'Ukraine. Ces forces avaient, désormais, mieux à faire à l'Est, pour entreprendre l'encerclement et la destruction du corps de bataille ukrainien déployé dans le Donbass. J'ajoute qu'en menaçant la capitale ukrainienne en début d'opération, les Russes interdisaient le déclenchement de l'offensive contre le Donbass prévue par l'armée ukrainienne, concentrée à l'Est. On ne se lance pas dans une « aventure militaire » lorsque le cœur du régime est menacé.

S'agissant des buts de guerre russes qui seraient revus à la baisse, c'est l'exact contraire qui s'est produit. Les objectifs territoriaux proclamés par les Russes en début d'opération se limitaient à la reconnaissance par le régime de Kiev de l'annexion de la Crimée et de l'indépendance des deux républiques du Donbass dans leurs frontières d'avant 2014. Désormais, les objectifs russes proclamés se sont étendus sur tout le littoral de la mer Noire et incluent la région d'Odessa et la région limitrophe de la Transnitrie. Les Russes ont donc revus leurs buts de guerre à la hausse.

Quant à la résistance des forces ukrainiennes, force est de reconnaître qu'elle faiblit de jour en jour puisque les forces ukrainiennes reculent sur tous les fronts malgré l'aide colossale apportée par les 30 pays de l'OTAN en livraisons d'armes, en renseignement et même en conseillers et en mercenaires.

Le CEMA : « *Bien peu d'entre nous avaient parié sur cette résistance farouche. Les Ukrainiens ont mis en échec une opération «* coup de poing *», qui visait à provoquer un changement de régime à Kiev. Alors que les combats se poursuivent, ces premières semaines d'affrontement ont d'ores et déjà livré de nombreux enseignements. Ce sont certains d'entre eux que je voudrais aborder ce matin, tant ils me paraissent importants dans l'exercice du métier militaire. Le premier d'entre eux, s'il est évident, n'en est pas moins essentiel : la guerre de haute intensité est de retour en Europe.* »

Commentaires DD : Le CEMA prête aux Russes des intentions en évoquant une « *opération coup de poing visant à provoquer un changement de régime à Kiev* », sans doute pour pouvoir dire que cet objectif n'a pas été atteint. D'où tient-il ces informations ? En outre, il oublie de dire que cette « *résistance farouche* » n'est pas le fait des seuls Ukrainiens mais aussi celle des 30 pays de l'OTAN qui soutiennent très concrètement les forces armées ukrainiennes, et surtout celle des USA qui dirigent les opérations du côté ukrainien et qui sont à l'origine des rares coups d'éclat très médiatisés (navire amiral de la flotte russe de la mer noire coulé). Sans l'assistance et le soutien actif de l'OTAN, les forces ukrainiennes qui ont pourtant fait leur mobilisation générale, alors que les Russes ne l'ont pas faite, seraient déjà défaites depuis longtemps.

Le CEMA : « 77 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, deux armées s'affrontent avec toute la puissance de leurs capacités : avions, chars, navires, missiles, artillerie, cyber… Vous qui servez la France, vous avez déjà été confrontés, parfois de très près, à la violence de la guerre et des combats. La nouveauté de la situation tient à la proximité géographique : des missiles russes frappant régulièrement l'Ouest de l'Ukraine, à moins de 1500 km de Paris. La guerre est là, plus proche que nous ne l'avons jamais connue ».

Commentaires DD : La guerre menée par une coalition de 13 pays de l'OTAN contre la petite Serbie lors du démembrement planifié par les USA de l'ex-Yougoslavie, en 1999, était déjà une guerre de haute intensité avec 38 000 sorties aériennes et 78 jours de bombardement. Tout cela ne se passait pas si loin de nos frontières. Il y avait donc déjà une « *proximité géographique* ». Ce sont

les bombes de l'OTAN, et non celles de la Russie, qui ont été larguées en premier sur le territoire européen, plantant par là l'une des graines dont nous récoltons les fruits en Ukraine aujourd'hui.

Le CEMA : « *Pour nous, militaires français, cela signifie que nous devons nous y préparer. La probabilité d'un engagement majeur a considérablement augmenté et nous devons en tenir compte.*

Notre préparation et la crédibilité qui en découle doivent nous permettre de gagner la guerre avant la guerre et, si les circonstances l'exigent, d'être prêts à nous engager dans un affrontement de haute intensité ».

Commentaires DD : Le CEMA a raison lorsqu'il dit que la probabilité d'une guerre de haute intensité augmente, surtout lorsqu'une OTAN, devenue agressive depuis 1990 et voulant imposer et/ou conserver son hégémonie, sème le chaos un peu partout sur la planète depuis 30 ans, sous des prétextes fallacieux.

Le problème est que la préparation des armées à ce genre de conflit nécessite du temps qui se compte en années, voire en décennies (c'est cette préparation que Poutine a faite depuis plus de 20 ans). Il faut en effet, des équipements et des personnels en nombre et qualité suffisantes. Il faut aussi des budgets, une maintenance qui fonctionne, un entraînement adéquat, des réserves… etc… Toute chose que nous n'avons plus aujourd'hui à l'Ouest pour avoir trop engrangé, et pendant trop longtemps, les dividendes de la paix.

Il ne faut pas se leurrer. Si l'OTAN n'est pas entré en guerre aux côtés de l'Ukraine autrement que par des sanctions économiques, c'est que les Américains et la composante UE de l'OTAN savent pertinemment que nous ne sommes pas en état de la gagner par des moyens militaires sans y laisser des plumes. Et que ces plumes laissées sur un champ de bataille européen nous manqueraient cruellement lors d'un affrontement avec la Chine qui ne manquerait pas de suivre.

Je rappelle à ceux qui l'ignorent, que la Russie et la Chine sont les deux adversaires désignés nommément dans le dernier concept stratégique de l'OTAN …

Le CEMA : « *Le deuxième enseignement est moins une redécouverte qu'une confirmation, celle du rôle crucial des forces morales. Ce sont d'abord les forces morales qui expliquent la remarquable résistance ukrainienne* ».

Commentaires DD : Ne nous racontons pas d'histoires. La remarquable résistance ukrainienne ne s'explique que par le soutien intéressé des 30 pays de l'OTAN (armes, finances, conseillers) et par la prise de commandement des forces ukrainiennes par un leadership américain qui apporte le renseignement sur les mouvements de troupes de l'adversaire et la suprématie dans la guerre de l'information et la propagande de guerre (à défaut de l'avoir sur le terrain).

Le CEMA : « *Je ne pense pas uniquement aux combattants, dont le courage et la volonté ne sont plus à démontrer. Je pense également à la population, à la société ukrainienne dans son ensemble et à ses dirigeants. Unis dans le soutien à ceux qui combattent en leur nom, tous font preuve d'une résilience et d'une cohésion admirables* ».

Les forces morales doivent être pour nous une préoccupation de tous les instants. Parce qu'elles ne surgissent pas du néant au moment du combat, elles doivent être forgées et entretenues en permanence. Faute d'avoir anticipé cette obligation, nous serions promis à la défaite.

Commentaires DD : Le CEMA semble avoir oublié que l'Ukraine est en situation de guerre civile depuis 8 ans et qu'il existe deux Ukraines et deux populations ukrainiennes : celle de l'Ouest, pro-occidentale et celle de l'Est, pro-russe. Évoquer l'unité de la population derrière ses dirigeants relève donc d'une grossière erreur d'appréciation.

Oui, il y a bien eu une incroyable résilience de la population de l'Est de l'Ukraine qui a refusé d'abandonner sa culture et sa langue (le russe), souvent la seule qu'elle connaissait et qu'une gouvernance stupide et corrompue (par les occidentaux) voulait supprimer par décret.

Oui cette population de l'Est de l'Ukraine a fait preuve d'un courage et d'une volonté sans faille en résistant pendant 8 ans aux assauts et aux bombes de leur propre gouvernement au prix de milliers de vies.

Oui cette population de l'Est de l'Ukraine fait preuve de courage et d'une volonté sans faille en partant à la reconquête de ses territoires occupés par des bataillons de représailles avec le soutien de leur allié russe.

S'agissant de la population de l'Ouest de l'Ukraine, seul l'avenir nous dira si elle est résiliente ou non. Il faut attendre encore un peu …

S'agissant des forces morales, le CEMA serait bien avisé de comprendre qu'on se bat avec beaucoup plus de cœur quand on croit en sa cause et qu'on défend sa sécurité et sa survie.

Je doute que les soldats occidentaux aillent se battre de gaité de cœur à 2000 kms de leurs frontières pour certains, contre un adversaire qui ne les a ni agressés, ni menacés, mais qui, au contraire, leur a tendu la main à plusieurs reprises. Les chefs d'État occidentaux ont tous été mal élus et ne bénéficient pas d'un large soutien de leur population. En revanche, les Russes sont unis derrière leur chef d'État à plus de 80%. Ils me semblent beaucoup plus aptes à résister, une fois de plus dans l'histoire, à l'agression d'un occident en déclin.

[Rajout de RI : c'est un terrible aveu de la part du CEMA. Dans cette dernière tirade, il reconnait implicitement qu'il faut entretenir le moral des Ukrainiens pour les inciter à se battre jusqu'au dernier d'entre eux, pour éviter sa propre défaite (celle de l'OTAN), comme il le dit lui-même.]

Le CEMA : « *Le troisième enseignement porte sur l'importance de notions que nous connaissons bien, pour y être confrontés dans l'exercice du commandement : la franchise, la loyauté et, à l'opposé, le mensonge. Les chefs militaires russes ont menti.*

À leurs dirigeants politiques d'abord, en leur laissant croire que l'efficacité opérationnelle de l'armée russe lui permettrait de remporter une victoire rapide en Ukraine. Force est de constater que le changement d'échelle, du modèle expéditionnaire de Syrie aux opérations massives d'Ukraine, est à ce jour un échec.

À leurs subordonnés ensuite, sur les buts de l'opération, sur la situation en Ukraine et pire encore, sur leur capacité à leur donner les moyens de remplir leurs missions. Or, et cela est apparu de manière flagrante, l'organisation et le commandement ont largement fait défaut.

Les unités russes ont notamment cruellement manqué d'une logistique et d'un soutien efficaces, au moins au début de la campagne. Ajoutées aux erreurs tactiques et opératives, ces faiblesses se sont avérées rédhibitoires. Elles ont sonné le glas des ambitions russes initiales.

Enfin – et ce n'est sans doute pas le moins grave –, les chefs militaires russes se sont également menti à eux-mêmes ».

Commentaires DD : Entendre un général otanien disserter sur le mensonge est stupéfiant, voire abracadabrantesque et hilarant. Il oublie que le mensonge est justement la marque de fabrique de l'OTAN reconnue aujourd'hui par la planète entière.

Faut-il rappeler à ce général français (donc otanien) le mensonge éhonté de son collègue le général US Colin Powell, ancien CEMA US, au Conseil de sécurité de l'ONU ? Mensonge qui s'est traduit par la mort de centaines de milliers d'êtres humains.

Faut-il lui rappeler le mensonge du faux massacre de Racak qui a justifié le bombardement de la Serbie pendant 78 jours ?

• https://reseauinternational.net/temoignage-sur-le-dernier-plus-gros-mensonge-geopolitique-de-la-fin-du-xxeme-siecle

Faut-il lui rappeler le mensonge US (donc otanien), repris par les otaniens de tout poil, des couveuses du Koweït qui a justifié, lui aussi, une guerre meurtrière?

• https://www.google.com/laffaire-des-couveuses-au-koweit

Faut-il lui rappeler la citation de Mike Pompeo, ancien officier US, ex major de West Point, reconverti dans l'industrie du mensonge : « *Nous avons menti, triché, volé, c'est comme si nous avions reçu des stages de formation entiers pour le faire* » ? (Voir la vidéo ci-dessous).

• https://www.france-irak-actualite.com/2020/04/mike-pompeo-et-l-arme-du-mensonge

Bref, en matière de mensonge, les généraux et responsables otaniens sont très, très, très mal placés pour donner des leçons au reste du monde en général, à la Russie en particulier. Il faut cesser de faire dans « *l'inversion accusatoire* ». Les généraux otaniens ne sont plus crédibles, à l'échelle de la planète. Ils devraient en prendre conscience. Il leur suffirait de voyager un peu et/ou de lire les journaux africains, asiatiques, ou sud-américains pour mesurer le mépris et la haine que leurs ingérences suscitent.

J'observe aussi qu'en 2022, les généraux russes savent encore donner leur vie pour leur pays en montrant l'exemple au contact de la troupe, comme le faisaient les généraux français sous Napoléon et même encore lors de la 1ère Guerre Mondiale. Plusieurs sont déjà tombés en Ukraine. Affirmer dans le confort de son bureau parisien que les officiers russes mentent à leur troupe est indécent et insultant pour ces officiers dont les anciens nous ont aidés à remporter les 2 guerres mondiales. Il n'y aurait jamais eu de victoire dans la guerre de 14 ou de débarquement en 1945 sans la contribution majeure des forces russes sur les fronts de l'Est. Il ne faut pas l'oublier.

Quant aux faiblesses attribuées au commandement russe, seule l'issue de la guerre qui l'oppose au régime de Kiev, soutenu par l'OTAN, permettra de le dire dans quelques mois. On jugera alors lequel du leadership russe ou du leadership otanien (qui dirige aujourd'hui les forces ukrainiennes) est le meilleur. Pour l'instant, les affaires sont plutôt mal parties pour l'Ukraine et son allié otanien. Ni les sanctions économiques, ni les résultats militaires ne font pencher la balance en leur faveur.

Le CEMA : « *Le devoir d'un militaire, qu'il soit chef ou subordonné – car on est toujours l'un et l'autre – est de dire la vérité ; dire les choses, sans chercher à enjoliver la situation, par peur, flatterie ou paresse intellectuelle. Face aux chefs, il consiste à présenter, en toute franchise, les limites et les faiblesses qui peuvent être les nôtres. Il implique, naturellement, de proposer des solutions* ».

Envers nos subordonnés, il impose de donner du sens, à la mission comme aux sacrifices demandés, et consentis.

Ce devoir de vérité nous renvoie également à nos propres qualités : seule la plus grande franchise permet de préparer au mieux les temps difficiles, lorsqu'il faut livrer bataille. Je vous invite à faire vôtre cette phrase tirée du testament de Marc Bloch : « *Je tiens la complaisance envers le mensonge, de quelques prétextes qu'elle puisse se parer, pour la pire lèpre de l'âme.* »

Vous savez déjà tout cela. Mais nous savons également combien facile et tentant il peut être de se laisser aller. L'exigence doit être permanente ! Notre mission ne nous donne pas le droit à la faiblesse, et je ne connais pas de meilleure façon de progresser que de chercher, partout, tout le temps, à hausser le niveau d'exigence.

Commentaires DD : Dire la vérité à son chef sans peur, sans flatterie, sans paresse intellectuelle, comme le CEMA engage instamment ses subordonnés à le faire, c'est l'objet de mes commentaires ci-dessus. Comme il faut, dit-il, proposer des solutions, les miennes sont simples :

1- Prendre ses distances avec une OTAN qui veut s'ériger en shérif de la planète, alors qu'elle aurait dû disparaître après la dissolution du pacte de Varsovie, une OTAN qui est devenue agressive depuis 1990 (1 million de bombes larguées en 30 ans et plusieurs millions de morts liés directement ou indirectement à ses ingérences), et une OTAN dont toutes les opérations militaires sont directement liées aux seuls intérêts des USA et au maintien de son hégémonie. Relire à cet égard le très court article du général d'Armée (2S) Jean René Bachelet intitulé : *« La guerre en Ukraine et le crépuscule de l'Occident* ».

2 – Prendre ses distances, à l'instar de certains généraux italiens, vis à vis d'une guerre qui n'est pas la nôtre, ni celle de l'OTAN puisqu'aucun des États membres de l'OTAN n'a été agressé, Ne pas prendre partie dans une guerre de sécession entre deux Ukraines, celle de l'Est et celle de l'Ouest, dont les populations ne souhaitent manifestement plus vivre ensemble.

• http://www.politique-actu.com/ukraine-otan-revolte-generaux-italiens-notre-guerre-dison

Quant à donner du sens, à la mission comme aux sacrifices demandés, et consentis, il va falloir faire fort pour tenter de convaincre la totalité des quelques milliers de soldats vraiment opérationnels et disponibles qui nous restent, d'aller se faire tuer en Ukraine, dans le cadre de l'OTAN, pour les seuls intérêts des USA et de leur marionnette Zélenski.

Paris, le 22 avril 2022

Ukraine et instrumentalisation musicale - reseauinternational.net 13 mai 2022

Incapable de mobiliser sa population pour « reconquérir » le Donbass et la Crimée, le gouvernement ukrainien exploite les références nationales-socialistes pour recruter dans les pays occidentaux.

Soutenu et financé par l'Europe, le gouvernement ukrainien subventionne un festival de musique NSBM (National Socialist Black Metal) à Kiev, sa capitale, alors que les groupes qui s'y produisent sont traqués dans le reste de l'Europe. Ce soutien public depuis bientôt sept ans ne semble pas inquiéter les gouvernements ni la Commission européenne, bien au contraire.

https://reseauinternational.net/ukraine-et-instrumentalisation-musicale/

Vidéos très brèves ou témoignages.

• Ce qui se passe en réalité en Ukraine (Donbass et ailleurs) (1)

https://reseauinternational.net/ce-qui-se-passe-en-realite-en-ukraine-donbass-et-ailleurs/

• Ce qui se passe en réalité en Ukraine (Donbass et ailleurs) (2)

https://reseauinternational.net/ce-qui-se-passe-en-realite-en-ukraine-donbass-et-ailleurs-2/

• Ce qui se passe en réalité en Ukraine (Donbass et ailleurs) (3)

https://reseauinternational.net/ce-qui-se-passe-en-realite-en-ukraine-donbass-et-ailleurs-3/

• Ce qui se passe en réalité en Ukraine (Donbass et ailleurs) (4)

https://reseauinternational.net/ce-qui-se-passe-en-realite-en-ukraine-donbass-et-ailleurs-4/

• Ce qui se passe en réalité en Ukraine (Donbass et ailleurs) (5)

https://reseauinternational.net/ce-qui-se-passe-en-realite-en-ukraine-donbass-et-ailleurs-5/

ARGUMENTS POUR COMBATTRE LA TYRANNIE SANITAIRE.

Russell Blaylock : 21 vérités dérangeantes sur la pandémie - reseauinternational.net 14 mai 2022

Un éditorial publié dans la revue Surgical Neurology International, écrit par le Dr Russell Blaylock, aborde de manière opportune et percutante le scandale médico-politico-scientifique qui se cache derrière la pandémie de Covid-19.

Russell L. Blaylock (né le 15 novembre 1945) est un neurochirurgien américain à la retraite et un auteur. Il était professeur adjoint de neurochirurgie au centre médical de l'université du Mississippi. Il est l'auteur de plusieurs livres et articles, dont « Excitotoxines : Le goût qui tue » (1994), « Santé et nutrition : les secrets qui peuvent vous sauver la vie » (2002), et « Stratégies naturelles pour les patients atteints de cancer » (2003). Il rédige un bulletin mensuel, le Blaylock Wellness Report.

https://reseauinternational.net/russell-blaylock-21-verites-derangeantes-sur-la-pandemie/

JC - J'ai noté rapidement, en chiffres cela parle mieux.
- Rien qu'en 2020, l'industrie pharmaceutique a dépensé 6 560 000 000 (6,56 milliards de dollars US) en publicités pour ses produits.

- Aux États-Unis, la « loi fédérale sur les soins » a encouragé les fautes professionnelles en offrant à tous les hôpitaux du pays jusqu'à 12 000 dollars pour chaque patient admis en soins intensifs et 39 000 dollars pour chaque patient en soins intensifs sous respirateur, alors même que ce protocole était l'une des plus grandes causes de décès des patients du COVID.

- Le CDC, qui n'a aucune autorité pour imposer des protocoles et des traitements, a ordonné aux hôpitaux de suivre des protocoles médicaux qui ont entraîné la mort de centaines de milliers de patients qui, au vu des preuves, se seraient probablement rétablis s'ils avaient reçu un traitement précoce avec des produits qui ont été diabolisés de manière injustifiée (ivermectine, hydroxychloroquine, et autres). En fait, on estime que sur les 800 000 personnes comptabilisées comme « morts du COVID-19 » (aux États-Unis), 640 000 se seraient rétablies et auraient retrouvé leur état de santé antérieur si d'autres protocoles avaient été appliqués.

- Pendant la pandémie, la logique, le raisonnement et le besoin de preuves scientifiques ont disparu : pour tous les autres médicaments et vaccins qui étaient en cours d'examen par la FDA, le décès de 50 personnes ou moins ayant utilisé ledit produit aurait justifié l'arrêt de l'utilisation et de la distribution du médicament, comme ce fut le cas pour le vaccin contre la grippe en 1976. Entre le 14 décembre 2020 et le 31 décembre 2021, plus de 18 000 décès ont été signalés dans le VAERS et 139 126 événements indésirables graves, mais il n'y a eu à ce jour aucune tentative d'arrêter ce programme de vaccination, ni aucun effort sérieux pour enquêter (par le gouvernement) sur les causes des décès et des maladies graves chez les personnes vaccinées.

- Un expert en médecine materno-fœtale a montré que les vaccins COVID-19 – administrés pendant la grossesse – provoquent une incidence de fausses couches 50 fois plus élevée que celle rapportée avec tous les autres vaccins combinés, et que les malformations fœtales sont 144 fois plus fréquentes chez les personnes vaccinées avec ces vaccins qu'avec les autres...

- Aucune autopsie n'est pratiquée sur les personnes décédées après avoir été vaccinées, ni sur celles décédées du COVID-19. À la fin du mois d'avril 2020, sur les 150 000 décès signalés comme « décès dus au COVID », seules 16 autopsies avaient été pratiquées, et parmi celles-ci, seules 7 étaient des autopsies complètes. La réticence à faire des autopsies ne venait pas des pathologistes, mais des autorités.

« Opération criminelle de grande envergure » : un dossier en béton - reseauinternational.net 14 mai 2022

Lors de la séance du Conseil scientifique indépendant du jeudi 12 mai, nous avons eu droit à deux interventions exceptionnelles : celles du Dr Pierre Kory et du sociologue Laurent Mucchielli.

Pierre Kory, médecin réanimateur, est président de la FLCCC (Front Line COVID-19 Critical Care Alliance), un collectif états-uniens de scientifiques et praticiens luttant contre la désinformation sévissant dans les milieux dits scientifiques et les autorités de santé.

Dans une présentation en français, Pierre a passé en revue les ignominies actuellement couvertes par ces milieux et la presse aux ordres : négation systématique de l'efficacité des traitements qui ne

rapportent rien, mise en valeur par des études frauduleuses de remèdes inefficaces et toxiques (dont une certaine inoculation expérimentale…) corruption des chercheurs et revues médicales, attaques et intimidation contre les experts intègres, mépris pour la vie des patients – la dérive fortement lucrative à l'œuvre dans la gestion du Covid n'a décidément rien à envier aux agissements de Cosa Nostra ou d'Al-Capone.

Parmi les « perles » mises en lumière dans son exposé, une étude dont le titre conclut à l'inefficacité de l'ivermectine… alors que les données dans l'article montrent le contraire ! Voilà le degré de crapulerie auquel nous en sommes arrivés aujourd'hui.

Ou encore une démonstration que les traitements cortico-stéroïdes les plus efficaces (selon la recherche) ont été interdits au profit des moins efficaces ! Avec combien de morts à la clé ?…

Et en guise d'incontournable conclusion que nous faisons face à l'homicide intentionnel de millions de personnes pour permettre aux pharmas vaccinales de faire – littéralement – des centaines de milliards de dollars de bénéfices.

Le maître d'œuvre de cette opération ? Un certain milliardaire ne connaissant absolument rien à la santé publique, mais qui a acheté les gouvernements, la presse, les universités, les revues médicales et désormais l'OMS – tout ceci étant à nouveau parfaitement documenté dans la présentation du Dr Kory.

Pierre (comme Peter McCullough, Robert Malone ou Jay Bhattacharya) est un scientifique de haut vol, avec cette particularité désormais rare d'être honnête et intègre. Il a eu l'occasion de s'exprimer récemment devant le Sénat américain et a publié accessoirement dans les revues les plus prestigieuses – hélas quant à elles aujourd'hui largement corrompues.

https://reseauinternational.net/operation-criminelle-de-grande-envergure-un-dossier-en-beton/

L'OMS révèle enfin ses techniques de manipulation des masses pour faire accepter le vaccin - reseauinternational.net 14 mai 2022

Nous sommes nombreux à nous être demandé par quelles techniques de manipulation des masses la caste était parvenue à faire admettre la vaccination quasiment obligatoire contre le COVID. Progressivement, le voile se lève sur ce mystère, au fur et à mesure, notamment, des publications de l'OMS. Celle-ci, publiée par la direction régionale en Europe, intitulée « Recherche qualitative rapide pour améliorer le consentement à la vaccination contre le COVID-19 », en dit long sur les techniques de manipulation de masse, et sur la gestion du dispositif partout en Europe.

Ce document est donc présenté de la façon suivante (c'est la traduction de son résumé) :

« Cet outil qualitatif fournit des conseils étape par étape sur la façon de concevoir et de mener une analyse qualitative rapide effectuer des recherches auprès de différents groupes cibles pour comprendre leurs obstacles et leurs moteurs à la vaccination contre la COVID-19. Ces informations peuvent ensuite être utilisées pour éclairer le développement d'interventions adaptées à la cible groupes pour une vaccination réussie contre la COVID-19. Alors que le document se concentre sur la vaccination COVID-19 l'approche rapide décrite peut être utilisée pour n'importe quel programme de vaccination ».

On retiendra ici quelques clés qui permettent, me semble-t-il, de comprendre ce qui s'est passé en France avec l'arrivée du vaccin.

Ainsi :

• l'attitude de réticence peut se combattre par la persuasion (le gouvernement pousse à se faire vacciner en « induisant des sentiments positifs ou négatifs »), par l'incitation (en créant une récompense pour les vaccinés), par la restructuration environnementale (changer le contexte social ou physique, expression pudique qui signifie, à terme, une « mise en quarantaine »), par le remodelage (proposer des héros à imiter).

• la réticence due à un soutien collectif peut se combattre par la restriction (l'instauration de règles pour limiter ce refus, on reconnaît ici la passe sanitaire ou le passe vaccinal).

Autrement dit, la matrice de l'OMS a d'ores et déjà théorisé toutes les mesures liberticides mises en œuvre par le gouvernement, mais aussi celles qui nous pendent au nez comme le « changement de contexte physique » qui ressemble beaucoup à la mise à l'écart, voire à l'isolement, des non-vaccinés.

L'intérêt de ce guide est de montrer que l'OMS n'est pas seulement une organisation supra-nationale qui coordonne les campagnes locales sans vraiment les connaître. L'OMS est beaucoup plus intrusive et beaucoup plus normative. Elle intervient directement sur le terrain, y compris en Europe, et encadre effectivement, localement, autoritairement, les campagnes de santé publique qu'elle promeut.

On n'avait pas compris pour quelle raison tous les pays européens avaient décliné en même temps la même stratégie vaccinale. Le document que nous publions donne un premier élément de réponse : l'OMS est à la manœuvre, avec des documents pratiques qui harmonisent la mise en œuvre dans tous les pays.

https://reseauinternational.net/loms-revele-enfin-ses-techniques-de-manipulation-des-masses-pour-faire-accepter-le-vaccin/

Le document de l'OMS en anglais à télécharger (42 pages)

https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/351117/WHO-EURO-2022-4724-44487-62944-eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 16 mai 2022.

Le camp de la guerre récolte ce qu'il a semé.

L'Inde interdit les exportations de blé, le G7 s'alarme d'une aggravation de la crise - Europe1 14 mai 2022

L'Inde a annoncé samedi interdire les exportations de blé face à la baisse de sa production, due notamment à des vagues extrêmes de chaleur, une décision qui va "*aggraver la crise*" d'approvisionnement en céréales avec la guerre en Ukraine, s'alarme le G7. Deuxième producteur de blé au monde, l'Inde a décidé d'interdire les exportations de cette denrée, sauf autorisation spéciale du gouvernement, afin d'assurer la "*sécurité alimentaire*" de ses 1,4 milliard d'habitants.

Les contrats d'exportation conclus avant le décret pourront être honorés, la mesure ne concernant que les exportations futures. Pour ces dernières, l'Inde approuvera au cas par cas les demandes d'autres pays "*afin de répondre à leurs besoins*".

Réunis à Stuttgart, en Allemagne, les ministres de l'Agriculture du G7 ont aussitôt critiqué cette décision, qui intervient alors que le marché mondial du blé est déjà sous forte tension du fait du conflit ukrainien. "*Si tout le monde commence à imposer de telles restrictions à l'exportation ou même à fermer les marchés, cela ne fera qu'aggraver la crise et cela nuira aussi à l'Inde et à ses agriculteurs*", a déclaré le ministre allemand de l'Agriculture, Cem Özdemir, à l'issue d'une réunion avec ses homologues.

"*Nous nous sommes prononcés contre des restrictions d'exportation et appelons à maintenir les marchés ouverts (...). Nous appelons l'Inde à prendre ses responsabilités en tant que membre du G20*", a-t-il ajouté. Europe1 14 mai 2022

JC – Comme si le ministre allemand de l'Agriculture ou les chefs d'Etat du G7 en avaient quelque chose à foutre du sort des agriculteurs indiens !

Le Premier ministre indien a pris une bonne décision, bien que l'Inde figure parmi les premiers pays importateurs d'armes, il faut toutefois préciser.

Sous le règne de la tyrannie. Entretenir un climat de psychose collective permanente. Au secours, tout ce que je mange est peut-être contaminé, on va tous mourir !

Attention à ce produit star des apéros, si vous l'avez chez vous, jetez-le immédiatement - Yahoo 13 mai 2022

Les duos de billes de chèvre "*paprika cœur à la tomate*" et "*graines de pavot cœur à la tapenade*", vendus par Franprix, font actuellement l'objet d'un rappel produit dans toute la France.

En cause : la présence potentielle de la bactérie Listeria monocytogenes.

JC- Toutes les semaines ils publient des articles où ils mettent en cause tel ou tel aliment transformé ou non qui serait cause de cancer par exemple, qui altèrerait votre santé, pire, qui pourrait être mortel, saucisson, jambon, pizza, pâte à tartiner, yaourt, lait, viande, œuf, fruits ou légumes, condiments divers, vin rouge, boissons ou sucreries ou gâteaux diverses, etc.

Cela dit, cela a toujours été le cas pour certains d'entre eux et ils le savaient depuis longtemps ou depuis le début, mais il ne fallait pas l'ébruiter, business oblige. Ils vous empoisonnent d'un côté, et de l'autre ils vous soignent ou vous éliminent prématurément, sur tous les tableaux ils gagnent, comme lors des guerres ils sont les seuls gagnants profitant de l'ignorance, de la naïveté ou des faiblesses de la population…

Sans oublier les compléments alimentaires, vitamines ou oligo-éléments qu'il faut éviter à tout prix, ne parlons pas de la charlatanerie de l'homéopathie ou de la phytothérapie, au profit des merveilleux médicaments chimiques de synthèse produits par Big Pharma qui eux ne vous empoissonnent pas, ils vous rendent malades sournoisement ou ils produisent des effets secondaires graves imperceptibles, ils vous tuent lentement mais sûrement à petit feu seulement, parfois brutalement, mais là c'est la faute à pas de chance, c'est de votre faute, quoi !

Ils détiennent tous les pouvoirs ou leur pouvoir de nuisance sur la population est pratiquement illimité, car ces monstres peuvent agir ainsi en toute impunité. Selon les époques, ils agiront ainsi plus ou moins ouvertement ou ils pousseront plus ou moins loin leurs activités criminelles, et lorsque leurs conséquences prennent brutalement une tournure dramatique ou scandaleuse, on s'aperçoit soudain que leur démocratie était en fait une horrible et cynique dictature… pour l'oublier presque aussitôt ou sans en tirer le moindre enseignement politique, consensus oblige, hélas !

Capitalisme : Stop ou encore ?

Le fascisme, c'est quand il n'y a plus de limite à la dictature.

Au Royaume-Uni, dire à un homme qu'il est chauve est du harcèlement sexuel, juge un tribunal - Le HuffPost 14 mai 2022

Un homme s'est plaint d'avoir été traité de "*chauve*" par son ancien employeur. Les juges ont estimé que le qualificatif était directement lié au sexe du plaignant et relevait du harcèlement sexuel. Le HuffPost 14 mai 2022

Quand on y a goûté, on ne peut plus s'en passer.

Covid-19 : vers une reprise de l'épidémie en Europe ? - LePoint.fr 15 mai 2022

Déjà présents en Europe, les sous-variants BA.4 et BA.5 pourraient entraîner une reprise de l'épidémie dans les prochaines semaines, explique « *Le Figaro* ».

« *L'épidémie est contrôlée mais on sait tous qu'elle n'est pas terminée* ». Comme l'affirmait le professeur Delfraissy il y a encore quelques jours, l'épidémie de Covid-19 pourrait encore se développer, y compris en Europe. Alors que le ministre de la Santé, Olivier Véran, vient d'annoncer

la levée prochaine de l'obligation du port du masque dans les transports en commun, Jean-François Delfraissy explique que l'on peut en effet s'attendre « *à la survenue d'un nouveau variant* », que l'on « *estime plutôt à la rentrée* », mais qui pourrait arriver avant. LePoint.fr 15 mai 2022

Effectivement, il n'y a plus de limite…

Etats-Unis : Nouveau record pour la rémunération des grands PDG en 2021 - 20 Minutes avec AFP 15 mai 2022

L'enquête du Wall Street Journal porte sur 400 entreprises américaines avec une rémunération moyenne de leurs PDG qui a grimpé en 2021 à 14,7 millions de dollars

Sixième record d'affilée… La rémunération moyenne des PDG des plus grandes entreprises américaines a grimpé en 2021 à 14,7 millions de dollars, selon une enquête du Wall Street Journal publiée dimanche.

Entre salaires, primes, avantages et stocks options, la rémunération totale d'un grand PDG a ainsi bondi l'année dernière de 12% dans le sillage d'une hausse des bénéfices des sociétés, des rendements des actionnaires et de la montée des cours de bourse.

L'analyste du Wall Street Journal porte sur 400 entreprises. Pour deux tiers des PDG, cette rémunération vient largement sous forme d'actions ou de stocks options investies sur plusieurs années. Sans ces portefeuilles, le salaire moyen des grands patrons américains se situe à 3,1 millions de dollars.

Les 25 premiers dirigeants ont touché une rémunération totale de 35 millions de dollars annuels. Les mieux payés relèvent du secteur des technologies de l'information ou des médias.

Depuis le début de l'année toutefois, les marchés boursiers connaissent une sévère chute qui pourrait entamer ce classement en 2022.

En tête de l'enquête du journal pour 2021, Peter Kern, patron d'Expedia, obtient le premier rang avec un package de 296 millions de dollars, alors qu'il a été nommé en avril 2020 à la rescousse du groupe de sites de voyages (Travelocity, Orbitz), fortement touché par l'impact du Covid.

Vient ensuite le dirigeant de Warner Bros Discovery, David Zaslav qui a engrangé une compensation de 246 millions de dollars. Tim Cook d'Apple et Jamie Dimon, le patron de la banque JPMorgan Chase, viennent au 4e et 5e rang avec respectivement environ 98 millions et 84 millions de dollars.

Là non plus, no limite ! Propagande, intox, désinformation, conditionnement…

Selon Jens Stoltenberg, de l'Otan, "*L'Ukraine peut gagner la guerre*" - BFMTV 15 mai 2022

Guerre en Ukraine: pour l'Otan, Kiev «*peut gagner*» face à la Russie - RFI 15 mai 2022

Vladimir Poutine ferait face à un coup d'État «*impossible à arrêter*» - Korii (Slate.fr) 16 mai 2022

La Russie aurait perdu un tiers de ses forces militaires terrestres, selon le Royaume-Uni - Capital 15 mai 2022

"*Il lui a dit qu'il ferait du mal à son enfant*": une mère raconte le viol de sa fille par un soldat russe - BFMTV 15 mai 2022

La Russie recule à Kharkiv et piétine dans le Donbass - euronews 15 mai 2022

Etc. Etc. Etc.

Ce qu'ils ne vous diront pas, le message suivant était réservé aux élites.

Le New York Times change son discours pro-guerre et décrit l'échec des États-Unis en Ukraine

https://reseauinternational.net/le-new-york-times-change-son-discours-pro-guerre-et-decrit-lechec-des-etats-unis-en-ukraine/

Ceci expliquerait-il cela ?

Les subtilités de la rhétorique gauchiste anti-russe - reseauinternational.net 15 mai 2022

Révélant tout en dissimulant et en injectant des inoculations de contre-vérités qui n'obtiendront qu'une attention superficielle de la part de leurs lecteurs, les écrivains mentionnés ici et d'autres ont un grand attrait pour l'intelligentsia de gauche. Pour des gens qui vénèrent fondamentalement ceux qu'ils ont investis d'infaillibilité et de génie, il est très difficile de lire attentivement des phrases et de déceler l'arnaque. Le subterfuge est souvent très habile et fait appel au sentiment d'indignation des lecteurs face à ce qui s'est passé dans le passé – par exemple, les mensonges de l'administration de George W. Bush sur les armes de destruction massive en Irak.

Les agendas pernicieux de la droite et des néoconservateurs sont évidents ; rien n'est vraiment caché ; on peut et on doit donc s'y opposer. Mais de nombreux gauchistes servent deux maîtres et sont beaucoup plus subtils. Ostensiblement du côté des gens ordinaires et opposés à l'impérialisme et aux prédations des élites à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ils sont souvent les auteurs d'une rhétorique séduisante qui échappe à leurs partisans. Une rhétorique qui alimente indirectement les guerres auxquelles ils prétendent s'opposer.

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.net/les-subtilites-de-la-rhetorique-gauchiste-anti-russe/

JC - L'auteur explique comment les prétendus intellectuels de gauche s'y prennent pour vous tromper, j'ajouterai les soi-disant opposants d'extrême gauche qui sont des agents de la réaction. Nous tromperaient-ils soudain, auraient-ils brusquement changé ? Il faut être ignorant ou bien naïf pour le croire. Ce sont des sociaux-démocrates déguisés ou des renégats du socialisme, c'est tout.

Il faut imaginer le dilemme pour tous les travailleurs qu'ils soient intellectuels ou non, qu'ils se soient ou non un jour investi dans la lutte de classe ou dans le mouvement ouvrier, qui ne sont pas de droite et qui vouent une haine à l'extrême droite, qui jusqu'à une date récente se reconnaissaient

dans ce qu'ils croyaient être la gauche ou l'extrême gauche, et qui tout d'un coup s'aperçoivent qu'ils partagent l'orientation politique de la droite ou qu'en réalité ils sont alignés sur l'idéologie totalitaire ou fasciste du Forum économique mondial, ils se retrouvent sans représentation politique, ils ne se reconnaissent plus dans aucun parti politique, ils ne peuvent en soutenir ou en rejoindre aucun pour mener une activité politique, ils se retrouvent littéralement neutralisés, pris en otage, contraints à l'inaction politique. Et quelles vont en être les conséquences politiques pour eux ?

Ils vont commencer par perdre inconsciemment l'essentiel, tout repère ou toute conscience de classe, puisque être de droite ou de gauche signifie finalement politiquement la même chose, si pour eux être de gauche ou d'extrême gauche ne signifie plus rien, ils vont en arriver à oublier qu'être de droite ou d'extrême droite signifie toujours quelque chose, au point qu'ils vont se laisser entraîner à soutenir certains partis ou certaines organisations réactionnaires ou d'extrême droite, parce que leurs dirigeants tiennent sur certains sujets des discours qu'ils partagent, sans qu'il leur vienne à l'esprit que leur nature ou l'idéologie qu'ils véhiculent, les intérêts de classe qu'ils représentent sont incompatibles avec leurs propres intérêts de classe, et que les discours de leurs dirigeants ne servent qu'à manipuler les couches des masses les plus vulnérables ou influençables, les plus impatientes, au profit du régime en place ou du capitalisme, ils ne saisissent pas qu'ils instrumentalisent leurs aspirations pour les monter contre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier avec lequel justement ils ont un compte à régler. En poussant cette expérience ou ce processus à l'extrême, ils pourraient en arriver à faire l'apologie du fascisme et à rejoindre ses bataillons, après tout, voter Le Pen, où est le mal, n'est-ce pas, par exemple.

L'absence de conscience de classe, l'incompréhension de la décomposition de la social-démocratie et du trotskysme, de la nature du stalinisme, de la crise du capitalisme qui est à l'origine de tout ce que nous vivons actuellement, le déni d'un certain nombre d'aspects déterminants de la réalité, le refus d'étudier le socialisme et les enseignements du marxisme de la lutte des classes du passé, font de chaque travail ou militant la proie idéale des charlatans ou escrocs professionnels, des agents du capitalisme plus ou moins déguisés en démocrates qui essaiment dans la société et officient dans les réseaux dits sociaux ou dans une multitude de blogs.

Comment les confondre, les reconnaître, les démasquer ? C'est très simple aucun ne remet en cause les fondements du capitalisme, c'est leur signature si vous voulez.

S'agissant des blogs qui se disent alternatifs, de gauche ou progressistes, certains se disent anticapitalistes ou carrément marxistes, c'est plus pernicieux ou sournois, malhonnête encore, plus pourris d'une certaine manière, car ils vous trompent délibérément sous un faux masque. Pour les confondre, il suffit d'observer les analyses ou les positions qu'ils ont adoptées lors de chaque grand évènement depuis un demi-siècle ou plus, par exemple le 11 septembre 2001, lors des actes terroristes (d'Etat), Charlie par exemple, lors de chaque crise financière, lors des mystifications climatique ou virale au Covid-19, la guerre russo-ukrainienne, etc., Il existe une multitude d'exemples, qui prouvent qu'en règle générale ils ont adopté la version officielle, celle de leur gouvernement ou des institutions internationales du capital, celles retenues par les médias qui leur sont inféodés, les exceptions sont rares, marginales ou sans conséquences, car lorsqu'on les analyse, on s'aperçoit qu'elles mènent toutes aux mêmes conclusions, aucune ne les contredit.

Pour ne pas se faire manipuler ou se laisser embringuer dans des aventures épouvantables, en règle générale il suffit de s'en tenir strictement aux faits et de se les graver dans le cerveau. Vous pouvez tenir compte de mes avertissements, mais personne n'est obligé de s'y tenir. J'invite chacun à vérifier par lui-même la véracité de leur contenu, à tout vérifier ou vérifier à nouveau à partir des faits uniquement, sans tenir compte de mes interprétations ou conclusions.

Quand l'OTAN organisera-t-elle un jour un concours européen de croix gammée ?

Eurovision 2022: L'Ukraine triomphe, la France est avant-dernière - Le HuffPost 14 mai 2022

Le Pentagone organise la victoire de l'Ukraine à l'Eurovision 2022 - Réseau Voltaire 15 mai 2022

Photo : la délégation ukrainienne à l'Eurovision 2022. L'un des accompagnateurs (à gauche) arbore le trident. Ce symbole médiéval ne devint l'emblème de l'Ukraine qu'en 1917-18 à l'initiative de l'historien Mykhailo Hrushevsky. Il a été adopté comme blason du pays en 1996. Il existe deux manières de dessiner sa base. Les variations de couleurs sont aussi significatives. Celle de l'accompagnateur n'est pas la version officielle, mais celle des bandéristes.

Le festival de l'Eurovision 2022 s'est tenu à Turin (Italie). Il est organisé par une association, l'Union européenne de radio-télévision (European Broadcasting Union), réunissant les télévisions de service public du continent européen devant 200 millions de téléspectateurs.

À l'initiative de la Française Delphine Ernotte (présidente de l'association et de France-Télévision), la Russie, quoique faisant partie des 56 pays membres de l'association, avait été exclue de la compétition pour des motifs politiques assumés. Seuls 25 pays ont participé, 15 autres ayant été éliminés en demi-finale.

Il n'y a que les naïfs pour qui ce concours est fair-play. C'est avant tout un outil de propagande. L'Otan, qui l'a conçu en 1955 (voir document ci-dessous), en a toujours tiré les ficelles. Les États-Unis, qui ne participent pas à l'Eurovision, en sont toujours le véritable arbitre. C'est la troisième victoire de l'Ukraine. Après celle de 2004 (« *Révolution* Orange »), celle de 2016 (rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie) est venu celle de de 2022 (guerre russo-ukrainienne).

L'Otan a renoncé à faire triompher une chanson à texte en raison des problèmes qui ont suivi la victoire de la chanson 1944, en 2016 ; une chanson sur la déportation de Tatars criméens par Joseph Staline. Certains téléspectateurs avaient mis à jour l'engagement de tribus tatares durant la Seconde Guerre mondiale avec les nazis (notamment les combattants de la Légion SS Tatare de Crimée et de la Légion SS Idel-Ural).

Lorsqu'il a obtenu le titre 2022, le chanteur du groupe s'est exclamé « *Gloire à l'Ukraine !* », le cri de guerre des bandéristes avec lequel ils ont assassiné 1,6 million de leurs concitoyens durant la Seconde Guerre mondiale.

Les documents ci-dessous ont été déclassifiés, le 16 janvier 2015, conformément aux lois états-uniennes. Ils sont signés par l'États-unien Geoffrey Parsons Jr, chef du service de communication de l'Otan et porte-parole de l'Alliance atlantique.

Brisant la tradition, le secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, Jens Stoltenberg, a salué la victoire de l'Ukraine à l'Eurovision, lors d'une réunion à Berlin.

Note de l'Otan du 17 février 1956

https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/ac_52-d_159_eng.pdf

Note de l'Otan du 30 novembre 1955
https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/ac_52-d_143_eng.pdf

Un outil de propagande ? Ils le disent eux-mêmes.

Le secrétaire général délégué de l'Otan félicite l'Ukraine pour sa victoire à l'Eurovision - BFMTV 15 mai 2022

Eurovision 2022: la Roumanie assure que le vote de son jury a été "*remplacé*" - BFMTV 15 mai 2022

La Roumanie dit avoir accordé ses points à la Moldavie et non à l'Ukraine, lors du concours de l'Eurovision, samedi 14 mai.

"*Nous précisons que le jury roumain a décidé d'attribuer la note maximale aux représentants de la Moldavie*", a-t-elle détaillé.

Samedi soir, les douze points de ce pays sont allés non pas à la Moldavie mais à l'Ukraine, qui a remporté la compétition.

La Roumanie a aussi regretté que "*les règles aient été modifiées en cours de jeu*", sa présentatrice n'ayant pas été "*autorisée*" à intervenir en direct comme la majorité des autres pays pour communiquer le vote du jury de son pays.

Dimanche, le ministre ukrainien de la Culture Oleksandr Tkachenko a regretté que le jury de Kiev n'ait accordé aucun point à la Pologne et à la Lituanie, deux soutiens importants face à Moscou.

"*Une telle évaluation ne reflète pas notre véritable attitude envers vous, nos amis les plus proches en Europe. C'est vraiment dommage de donner 0 points à la Pologne et à la Lituanie. Les Ukrainiens vous attribuent 12 points!*", a-t-il assuré sur Facebook. BFMTV 15 mai 2022

Pour faire diversion, ils ne savent plus quoi inventer.

Eurovision : l'Italie a repoussé des cyberattaques prorusses - LePoint.fr 15 mai 2022

Les autorités italiennes affirment avoir déjoué des attaques pendant la prestation des artistes et durant les votes, explique « Le Figaro ». LePoint.fr 15 mai 2022

Bombardements à Lviv: pour le maire adjoint de la ville, "*c'était la réaction de la Russie*" à l'Eurovision - BFMTV 15 mai 2022

DOSSIER UKRAINE.

La Chine inquiète des recherches biologiques militaires US en Ukraine - Réseau Voltaire 14 mai 2022

Le 13 mai 2022, la Fédération de Russie a présenté de nouveaux éléments au Conseil de sécurité relatifs aux programmes de recherche militaire US en Ukraine.

Il s'agit notamment des expériences biologiques menées à leur insu sur des malades mentaux ukrainiens à l'hôpital psychiatrique n° 1 (village de Streletchyé, région de Kharkov) et sur l'utilisation délibérée d'un agent tuberculeux pour infecter la population du district de Slavianoserbsk (République populaire de Lougansk).

Les documents saisis par la Russie attestent que quatre géants de la pharmacie, les laboratoires Pfizer, Moderna, Merck et Gilead, participaient à ces expériences.

Intervenant en duplex vidéo, le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé du désarmement, Thomas Markram, a assuré que son organisation ignorait tout de ces programmes et ne pouvait elle-même s'en saisir. Il a appelé les participants à résoudre pacifiquement ce problème en utilisant les procédures des articles V et VI de la Charte.

Les ambassadeurs des pays membres de l'Otan ont tous nié les accusations russes et dénoncé de la désinformation.

Au contraire, l'ambassadeur chinois Dai Bing a déclaré que ces éléments effrayants devraient soulever l'inquiétude de toute la communauté internationale.

Selon la presse US, le programme de recherche militaire biologique du Pentagone a été organisé en Ukraine par la société Rosemont Seneca Technology Partners (RSTP) créée par Hunter Biden (fils du président Joe Biden) et Christopher Heinz (beau-fils de John Kerry).

Russie : l'inflation augmente de 17,8% sur un an, un niveau inédit depuis 2022 - RT 14 mai 2022

L'inflation, qui a fortement augmenté en Russie ces derniers mois, a encore accéléré en avril, atteignant 17,8% sur un an. Des chiffres liés notamment à la reprise post-pandémie et à la flambée des prix des matières premières.

L'inflation en Russie a augmenté de 17,8% sur un an, selon les données de l'agence de statistiques Rosstat publiées ce 13 mai – un niveau jamais vu depuis 2002.

Par rapport à avril 2021, les prix de l'alimentaire ont notamment flambé de 20,5%. Les produits de base sont parmi les plus touchés : les céréales (+35,5%), les pâtes (+29,6%), le beurre (+26,1%) et les fruits et légumes (+33,0%).

Les prix du matériel audiovisuel, comme les télévisions, a progressé de 22,7%, tandis que les prix des matériaux de construction ont augmenté de 27,5%. Par rapport au mois de mars de cette année, les prix ont progressé de 1,6% en avril.

Sur l'ensemble de l'année 2022, l'inflation annuelle pourrait atteindre 23%, avant de ralentir l'année prochaine et de revenir à l'objectif de 4% en 2024, selon la Banque centrale russe.

L'inflation, galopante depuis des mois, est liée selon l'AFP à la reprise post-pandémie et à la flambée des prix des matières premières, auxquelles s'ajoutent désormais les sanctions occidentales contre la Russie et leur lot de perturbations de la logistique.

La Banque centrale a drastiquement augmenté son taux à 20% dans la foulée des premières sanctions après l'entrée des troupes russes en Ukraine fin février, avant de commencer une baisse graduelle. Il est actuellement à 14%. RT 14 mai 2022

ACTUALITÉ INTERNATIONALE.

Sri Lanka : face à la crise économique et la corruption, la rue exige le départ du président Rajapaksa - lejdd.fr 15 mai 2022

Lorsque Gotabaya Rajapaksa s'est adressé à la nation mercredi, c'était un homme acculé, transpirant la peur, qui apparaissait à la télévision. Deux jours plus tôt, le président sri-lankais avait forcé son frère, Mahinda, à démissionner de son poste de chef du gouvernement.

Le pays n'a plus que quelques dizaines de millions de dollars de réserves de change et il ne peut plus importer. Les pénuries de gaz, de carburant, de médicaments et même de nourriture s'aggravent. Pour le nouveau Premier ministre, le pari est qu'une aide extérieure en capitaux puis une résolution de la crise des réserves de change apaiseront l'opinion, avide d'élections anticipées pour élire de nouvelles têtes et moraliser la vie politique.

Le chef de l'exécutif fait face à une mobilisation populaire inédite dans l'histoire du Sri Lanka. Depuis le mois de mars, les 22 millions d'habitants de l'île sont unis par-delà leurs différences ethniques et religieuses pour obtenir la démission du président, le renouvellement d'une classe politique corrompue et davantage de transparence dans la gestion des affaires publiques. Les manifestations ont été provoquées par la pire crise économique que connaît le Sri Lanka depuis son indépendance en 1948. lejdd.fr 15 mai 2022

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 17 mai 2022.

Défense du marxisme. Comme cela est d'actualité : Le capitalisme, c'est la guerre à tous les peuples !

L'impérialisme stade suprême du capitalisme - V. Lénine 1916

Extraits.

- Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport des forces s'étant modifié, où peut résider, en régime capitaliste, la solution des contradictions, si ce n'est dans la force ?

- Faut-il se demander s'il y avait, sur le terrain du capitalisme, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le partage des colonies et des "*zones d'influence*" pour le capital financier ?

- Il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la force de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc.

- Tout le monde sait combien le capitalisme monopoliste a aggravé toutes les contradictions du capitalisme. Il suffit de rappeler la vie chère et le despotisme des cartels. Cette aggravation des contradictions est la plus puissante force motrice de la période historique de transition qui fut inaugurée par la victoire définitive du capital financier mondial.

- Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays "*avancés*". Et le partage de ce "*butin*" se fait entre deux ou trois rapaces de puissance mondiale, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) qui entraînent toute la terre dans leur guerre pour le partage de leur butin.

- Et ce bilan montre que, sur cette base économique, les guerres impérialistes sont absolument inévitables, aussi longtemps qu'existera la propriété des moyens de production.

JC – Capitalisme : Stop ou encore ?

Si cette immonde créature de l'oligarchie anglo-saxonne est fasciste, c'est qu'elle l'est également.

Il est scientifiquement prouvé qu'une balle dans la tête fait taire une journaliste par Jacques-Marie Bourget - legrandsoir.info 15 mai 2022

J'ai jadis croisé ma consœur Shireen Abu Akleh à Ramallah, à Gaza, à Jérusalem...

Cinquante-six journalistes assassinés en Palestine depuis 20 ans. Pas très grave puisque l'important demeure : les balles qui tuent ces femmes et ces hommes sont tirées par des démocrates. L'état sioniste est bien sûr coupable puisqu'un feu vert éclatant et permanent est donné à toutes les exactions et atteintes au droit de l'homme. La mort de Shireen, la journaliste Palestinienne, est "*un crime de guerre*" ! Et alors, la traduction de Tsahal n'est-elle pas "*Armée de Défense*". Tout crime israélien est légitime.

Aujourd'hui ces vidéos implacables qui nous déroulent à volonté la bobine de la vie nous permettent aussi, quand le drame tend sa toile, de voir la mort en face. En regardant les images de ma magnifique consœur Shireen Abu Akleh, prise dans une rafale de tirs, j'ai revécu ma propre mort, ou presque mort. En effet puisque le 21 octobre 2000 à Ramallah, j'ai été ainsi pris, comme elle, dans la mire d'un tireur « *d'élite* » israélien. Qui m'a visé au cœur. Hasard de l'histoire, le criminel de guerre -puisqu'il s'agit de cela selon la Convention de Genève- n'a pas touché ce qu'il voulait détruire ; tirant juste quelques centimètres trop haut. Grâce à cette association du hasard et du formidable talent des chirurgiens Palestiniens j'ai survécu. Soyons clairs, la victime est bien Shireen et non moi qui suis encore là.

https://www.legrandsoir.info/il-est-scientifiquement-prouve-qu-une-balle-dans-la-tete-fait-taire-une-journaliste.html

---

GI's : Go home !

Les États-Unis rétablissent une présence militaire en Somalie - LePoint.fr 17 mai 2022

Militaires français : Go home !

Mali: les autorités de transition annoncent avoir déjoué un coup d'État - RFI 17 mai 2022

Les autorités de transition du Mali affirment avoir déjoué une tentative de coup d'État, dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 mai. « *Un groupuscule d'officiers et de sous-officiers anti-progressiste, soutenus par un État occidental* » aurait tenté le coup de force ce soir-là, selon un communiqué des autorités maliennes ce lundi 16 mai 2022.

Le Mali se retire du G5 Sahel, "*instrumentalisé par l'extérieur*" - France 24 17 mai 2022

Le Mali a annoncé dimanche 15 mai son retrait du G5 Sahel et de sa force militaire antijihadiste pour protester contre le refus qui lui est opposé d'assurer la présidence de cette organisation régionale formée avec la Mauritanie, le Tchad, le Burkina et le Niger.

Ceci expliquerait-il cela ?

Mali : pourquoi Jean-Yves Le Drian est convoqué par la justice - jeuneafrique.com 11 mai 2022

Le ministre français des Affaires étrangères est convoqué par un juge d'instruction malien le 20 juin prochain pour une affaire qui remonte à 2015.

« *L'affaire* » en question a été ressuscitée en février dernier par une plainte du mouvement Maliko. Regroupant plusieurs organisations de la société civile, il accuse le ministre français des Affaires étrangères d'avoir porté « *atteinte aux biens publics aux dépens de l'État* ». Thomas, le fils de Jean-Yves Le Drian, est également visé par la plainte.

La convocation est datée du 20 avril et signée par le juge d'instruction Mahamoudou B.Dicko qui officie au pôle économique et financier du tribunal de grande instance de la Commune III du district de Bamako. En quelques lignes, il « *invite* » Jean-Yves Le Drian à « *se présenter à son cabinet* » le 20 juin à 8 heures « *pour une affaire le concernant* ».

Le dossier remonte à 2015, lorsque Ibrahim Boubacar Keïta, alors au pouvoir, confie à Oberthur Technologies, aujourd'hui Idemia, la fabrication des passeports biométriques au Mali. Une décision que Maliko considère comme « *illégale* » car prise sans appel d'offres.

À l'époque déjà, ce choix fait polémique : pourquoi avoir choisi l'entreprise française alors que la Canadian Bank Note (CBN), la société canadienne qui détenait le marché depuis 2001, proposait des conditions financières plus avantageuses pour l'État malien ?

Dans une longue enquête de Jeune Afrique parue en juin 2021, plusieurs acteurs et témoins affirmaient que l'ancien maire de Lorient, très impliqué dans la politique de sa région, avait fait un lobbying intense auprès d'Ibrahim Boubacar Keïta pour que l'entreprise bretonne soit choisie. « *Le Drian y tenait tellement qu'il a mentionné l'engagement militaire français au Mali lors des négociations* », révélait alors un des proches collaborateurs d'IBK. Des accusations que le ministre français a toujours niées.

Pour Jean-Yves Le Drian, ce démêlé judiciaire arrive à un moment délicat. Après la réélection d'Emmanuel Macron pour un second mandat, la place de cet élément central de la politique française dans le nouvel exécutif semble remise en jeu.

Pas en France pour les Ripoux de France Intox.

Covid en Chine: « *Il y a un contraste très fort entre la gravité de la maladie et le sérieux du confinement* » - RFI 16 mai 2022

Totalitarisme. Les tyrans devins ou prestidigitateurs sadiques expriment un souhait et vous y préparent psychologiquement.

Covid-19 : Deux sous-variants d'Omicron pourraient entraîner une augmentation des cas en Europe - 20minutes.fr 16 mai 2022

Si le communiqué, daté du 14 mai – et repéré par nos confrères de FranceInfo - reconnaît que leur proportion est « *actuellement faible* » dans l'Union européenne, il alerte : « *Ils deviendront dominants dans les mois à venir* ». Sur France 24, l'épidémiologiste Antoine Flahault avait estimé que ces sous-variants étaient « *plus transmissibles que les précédents* ».

Les données sur BA.4 et BA.5 sont pour l'instant lacunaires, notamment sur la question de leur dangerosité.

L'agence de l'UE « *encourage les pays à rester vigilants* ». Car même si la gravité de ces sous-variants s'avère similaire à celle de leurs cousins, leur forte transmissibilité pourrait à nouveau créer de lourdes tensions dans les hôpitaux. D'autant que BA.4 et BA.5 ont la « *capacité d'échapper à la protection immunitaire induite par une infection et/ou une vaccination antérieures, en particulier si celle-ci a diminué avec le temps* ». De quoi tempérer la joie de celles et ceux qui se félicitent de l'abandon des restrictions sanitaires après deux années de pandémie qui ont durablement bouleversé la santé mentale des Français. 20minutes.fr 16 mai 2022

JC - Personne ne peut nier leur intention de nuire aux intérêts et à la santé à la population... Vous avez le droit de les traiter de fascistes.

Dans la rubrique : Au secours, tout ce que je mange est peut-être contaminé, on va tous mourir !

Rappel produits : ce pain vendu chez Lidl ne doit pas être consommé - Femme Actuelle 17 mai 2022

JC – Je vous disais hier que c'était quotidien, une obsession chez ces cinglés. Donc, arrêtez aussi de manger du pain, cessez de vous alimenter jusqu'à ce que mort s'en suive…

France. Ils osent tout, la Borne de la tyrannie assumée est franchie.

Elisabeth Borne coche un certain nombre de cases : femme, issue de la gauche – elle a été aux cabinets de Lionel Jospin (1997-2002)) et de Ségolène Royal (2014-2015) – un passage au ministère de l'Environnement. Sa nomination se veut aussi stratégique. « *Un premier ministre avec une tonalité de gauche nous aidera au début* », confiait un responsable de Renaissance (ex-LREM) la semaine dernière.

Une annonce peu surprenante, même si Emmanuel Macron souhaitait nommer Catherine Vautrin, avant de changer d'avis ce week-end.

Elle a été nommée, en 2013, préfète de la Vienne et de la région Poitou-Charentes par le ministre de l'intérieur de l'époque, Manuel Valls. Elle a promis, lundi soir : "*Il faut agir plus vite et plus fort*" face au changement climatique.

Pour Jean-Luc Mélenchon, elle est "*l'une des figures les plus dures de la maltraitance sociale macroniste*." "*Une nouvelle saison de maltraitance sociale et écologique commence. Élisabeth Borne incarne la continuité de la politique du président de la République*", a-t-il tonné lors d'une conférence de presse organisée quelques minutes seulement après l'annonce.

"*Madame Borne est celle qui a ouvert à la concurrence la SNCF et le transport par rail, de même qu'elle a été celle qui a travaillé à la mise en concurrence de la RATP*", a-t-il tancé. "*Madame Borne s'est dite contre l'augmentation du Smic et pour la retraite à 65 ans*."

Fabien Roussel a rappelé la "*réforme de l'assurance chômage au détriment de plus d'1 million d'allocataires, fossoyeuse de Fessenheim : avec Elisabeth Borne, Macron a trouvé sa Mme Thatcher. La technocratie au service de l'argent roi*".
Le sénateur LR Marc-Philippe Daubresse rappelle son « *passé ministériel et à la tête de la RATP. C'est une femme à poigne. C'est une main de fer dans un gant de velours. Une femme assez rigide quand même. A Matignon, il faut un profil organisateur. Mais elle est trop rigide. On ne peut pas dire que la chaleur humaine soit sa première qualité* ».

A peine nommée, Marc-Philippe Daubresse lui prédit déjà les plus grandes complications pour la suite. « *Je pense qu'elle aura de gros soucis à gérer car toutes les grenades sont dégoupillées* », met en garde le sénateur LR, qui pense qu'« *il y aura une jonction entre le mouvement des gilets jaunes et le mouvement syndical sur les retraites. Elisabeth Borne a devant elle un champ de mines. Je prends le pari que dans quelques mois, elle sera la première ministre la plus impopulaire de toute la Ve République* ».

(Source : publicsenat.fr, Le HuffPost, europe1.fr, BFMTV ou AFP 17 mai 2022)

JC – Si je comprends bien, prenez votre souffle : Sous la présidence de Jacques Chirac (de 1995 à 2002), de gauche comme chacun sait, Elisabeth Borne devient (de 1997 à 2002) conseillère technique chargée des transports auprès du Premier ministre Lionel Jospin, de gauche, tandis que Jean-Luc Mélenchon devient (de 2000 à 2002) ministre délégué à l'Enseignement professionnel, de gauche lui aussi, avant qu'un peu plus tard le Président François Hollande, lui carrément socialiste, nomme (en 2014) un socialisme assumé Ministre de l'Économie (en 2014), Emmanuel Macron (1), qui en 2017 deviendra Président et nommera plusieurs vrais socialistes dans son gouvernement, Gérard Collomb, Jean-Yves Le Drian et Annick Girardin, plus trois ex-membres du PS Nicole Belloubet, Florence Parly, Stéphane Travert, et une fois réélu triomphalement en avril 2022, il nommera à la fonction de Premier ministre la femme la plus à gauche que compte la France, Elisabeth Borne.

Ainsi, le vœu de Mélenchon est déjà exhaussé : Il y a un Premier ministre de gauche à Matignon !

1- **Emmanuel Macron en 2014 : "*Moi, je suis socialiste*" - Patrick Cohen - France Inter**

https://www.youtube.com/watch?v=rwy1LB9Mq2o

Un aspect positif de la situation : Cela excite les petites cellules grises.

États-Unis : en quoi une telle société est-elle un modèle démocratique ? - reseauinternational.net 16 mai 2022

L'inversion des valeurs à travers la falsification de l'histoire et l'interprétation des faits aboutit à l'adhésion de la gauche française au modèle étatsunien au moment où celui-ci fait eau de toute part. Au plan international, où la démocratie devient le casus belli des guerres d'invasion, des tortures et des incarcérations arbitraires qui détruisent et se terminent dans la débâcle en laissant des pays dans le drame, dans la famine comme en Syrie ou en Afghanistan, avec l'illégalité des sanctions et blocus, crime contre l'humanité comme à Cuba. Au plan intérieur où des crimes racistes impunis, une formidable inégalité devant la vie elle-même, l'éducation, la santé, et de surcroit la régression du droit des femmes, leur condamnation à l'avortement clandestin, devient la norme.

Qu'est-ce qui permet une telle adhésion, une telle « conversion » à un tel « *idéal* » ? Ce qui devient de plus en plus fort dans la mentalité des peuples désespérés, épuisés, qui ne croient plus en rien: ce qui est justifié est ce qui triomphe, la défaite est condamnable. C'est du moins ce qui est dit : la preuve que les Russes ont tort c'est qu'ils ne gagnent pas et on invente des pseudos victoires ukrainiennes à coup de milliards d'armements déversés sur un pays devenu un gouffre économique, dépendant plus que jamais de l'occident et des sommes qui finissent dans les poches des oligarques et des trusts, il faut bien des illuminés néonazis pour célébrer pareille vision. C'est le contraire de ce qu'ont toujours défendu les communistes, non seulement la base ouvrière émancipatrice mais aussi leur vision messianique où ce sont les pauvres, les faibles, les vaincus temporaires qui donnent de la force au combat. Nous choisissons avec les USA la morale PURITAINE: la raison du plus fort est toujours la meilleure en croyant désespérément que nous resterons les plus forts. Danielle Bleitrach

Note de Danielle Bleitrach sur l'illustration : À titre de ce que prônent nos médias, voici leurs héroïnes, des hyènes néo-nazies blondasses venues raconter leur salade dans nos médias… Ce retournement des valeurs où John Wayne vient sauver la blonde pionnière des griffes des méchants indiens ou comme dans « naissance d'une nation » de Griffith (illustration), le Ku Klux Klan sauve du viol par un noir abject une blonde créature alors que ce sont des femmes noires qui ont été violées par les maîtres blancs, dit tout sur la manière dont les USA ont imposé leur cinéma à la planète et continuent à le faire y compris dans les shows planétaires qu'ils contrôlent comme l'Eurovision…

Ce weekend aux États-Unis des femmes protestent contre la décision prévue par la Cour suprême interdisant de fait l'avortement … MAIS est-ce que ces femmes font le lien entre cette régression d'extrême-droite et l'appui des démocrates, portant théoriquement une vision moins réactionnaire, choisissant par ailleurs les intérêts des trusts militaires contre d'autres pays, ce qu'ils infligent à Cuba et les drames de leur propre pays… On peut certes critiquer l'invasion russe mais encore fallait-il manifester la même indignation face à ce qui se passe dans le Donbass depuis 8 ans, depuis le coup d'État qu'avec les États-Unis ont provoqué en Ukraine et qu'ont refusé les gens de l'est et du sud du pays. On doit dire que l'avancée de l'OTAN est contraire à tout le droit international et qu'aucun pays, à commencer par les USA ne le tolérerait. On doit ne pas nier ce qu'est l'armée ukrainienne et qui en gère les forces au point de littéralement prendre en otage les dirigeants et la population. On ne doit pas prendre pour argent comptant la comédie qui nous est infligé jour après jour sur un modèle hollywoodien…

On doit d'abord regarder en face les fragilités de nos propres sociétés et tenter de les corriger avant de songer à les exporter par des missionnaires casqués et bottés… FAISANT LE SALUT HITLÉRIEN…

On doit savoir que le peuple étatsunien comme celui de France est pris en otage par les trusts de l'armement (la France a même la particularité d'avoir des médias dominés par les marchands d'armes).

« *L'industrie de l'armement est la grande gagnante* » de la guerre en Ukraine, titre le quotidien *Het Nieuwsblad* ce matin. Les marchands d'armes ont fait des profits records dès avant l'invasion russe : les dépenses militaires mondiales ont dépassé les 2000 milliards $ en 2021. Les guerres actuelles (Ukraine, Yémen, etc.) sont un business très juteux. Comme l'écrivait Karl Marx : « *Le Capital a horreur de l'absence de profit. Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le Capital devient hardi. À 20%, il devient enthousiaste. À 50%, il est téméraire ; à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines et à 300%, il ne recule devant aucun crime.* »

Et qui paye ? À quoi servent les haines racistes et autres, la russophobie ou autres, le peuple ukrainien est une victime mais comme nous et des mêmes… reseauinternational.net 16 mai 2022

Les célébrités sont de véritables ordures parce qu'elles sont investies dans le statu quo - reseauinternational.net 16 mai 2022

Par Caitlin Johnstone.

Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi une personne célèbre dont vous avez apprécié le travail a une vision aussi myope des événements mondiaux ? Comment quelqu'un peut-il vous émouvoir au plus profond de vous-mêmes avec ses mots ou sa musique tout en ayant une vision du monde politique dominante et aveugle, fabriquée par des groupes de réflexion et des spécialistes de la communication ?

Ces derniers jours, les célébrités ont fait preuve d'une hypocrisie particulièrement odieuse, et il est bon de prendre un moment pour réfléchir à ce qui se passe lorsque cela se produit.

Bette Midler a fait la une des journaux pour sa récente remarque sur la pénurie de lait en poudre pour bébés. Elle s'est emparée de Twitter pour dire aux Américains : « E*ssayez l'allaitement au sein ! C'est gratuit et disponible à la demande* ».

Il y a bien sûr de nombreuses raisons pour lesquelles les parents peuvent être incapables de fournir régulièrement du lait maternel à leur bébé, notamment, mais pas seulement, des problèmes de santé et les longues heures de travail que le statu quo américain crée souvent. Plus encore, dire aux individus ce qu'ils doivent faire en réponse à un problème systémique créé par les riches et les puissants sert à détourner l'attention des critiques de ces personnes et de ces systèmes.

> I'll happily pay more for gas for her. pic.twitter.com/MxUPgUnKYK
>
> — bettemidler (@BetteMidler) March 11, 2022

Midler utilise souvent son compte Twitter pour diffuser son indifférence à l'égard des luttes des moins fortunés, comme en mars lorsqu'elle a tweeté « *Je paierais volontiers plus cher l'essence pour elle* » avec la photo d'un enfant tenant un drapeau ukrainien. La fortune de Midler est estimée à un quart de milliard de dollars.

En parlant de l'Ukraine, Bono et Edge, du groupe U2, ont récemment donné un concert à Kiev pour soutenir la guerre par procuration menée par les États-Unis contre la Russie, qui menace le monde entier. Bono, qui dit s'être « *pris d'affection* » pour le criminel de guerre George W. Bush, qui a fait l'éloge du capitalisme au Forum économique mondial et qui a fait équipe avec le belliciste Lindsey Graham pour promouvoir les récits de l'empire américain sur la Syrie en 2016, a bien sûr été vu chantant « *Stand by Ukraine* » en soutien aux récits de l'empire américain dans un métro de Kiev en 2022.

L'immensément populaire chef spirituel indien connu sous le nom de Sadhguru Jaggi Vasudev a récemment tweeté « Puisse Israël inspirer le monde » en faisant l'éloge des pratiques agricoles de l'ethno-état d'apartheid, alors même que sa tyrannie et ses effusions de sang font la une des journaux internationaux. Peu de marchands d'illumination sur le marché spirituel ont quelque chose

de valable à dire sur l'éveil individuel, et pratiquement tous sont profondément endormis lorsqu'il s'agit de la conscience du monde extérieur.

L'auteur de romans d'horreur Stephen King a pris la décision bizarre de tweeter « Je soutiens Nina Jankowicz » l'autre jour en soutien à l'étrange pourriture libérale qui dirigera le ministère de la Vérité du département de la Sécurité intérieure. Rien de particulier à dire à ce sujet, si ce n'est ce qu'il a fait.

Ce genre de choses arrive si souvent parce que dans un empire qui est maintenu par la propagande, le capitalisme et la violence militaire de masse, ceux qui sont élevés à la proéminence dans cet empire ont une relation symbiotique avec ces choses.

Il est peu probable qu'une personne qui vaut un quart de milliard de dollars soutienne la fin du capitalisme et l'élimination des grandes inégalités de richesse. Quelqu'un dont la richesse et le statut proviennent d'Hollywood a peu de chances de s'opposer à la machine de propagande impériale dont Hollywood est un élément crucial. Quelqu'un qui bénéficie des politiques du statu quo a peu de chances de promouvoir une opposition significative à celles-ci.

Et cela va dans les deux sens. La machine impériale ne va pas élever les gens qui cherchent sa mort. Le journaliste anti-impérialiste Aaron Maté ne gagnera jamais un Pulitzer. Le comique anti-guerre Dave Smith ne sera jamais la vedette d'un film hollywoodien grand public. Les chansons à succès auront tendance à glorifier l'argent et la richesse et n'amplifieront jamais l'opposition aux mécanismes qui les rendent possibles.

En général, on ne devient pas riche et célèbre sans la coopération des personnes qui ont le pouvoir de vous faciliter la tâche. Ces personnes seront toujours investies dans la continuation des systèmes de statu quo, car elles sont intimement liées à ces systèmes. Si vous cherchez à mettre fin au capitalisme, à l'empire, à l'apartheid israélien, aux sanctions américaines ou à la politique de la guerre froide, il est peu probable que ces personnes vous aident à atteindre le sommet.

Et puis, une fois que vous avez obtenu votre ticket d'or pour la gloire et la fortune, vous vous retrouvez immédiatement entouré de gens qui sont profondément investis dans les systèmes de statu quo qui viennent de vous élever. Vous allez à leurs fêtes. Vous vous faites des amis avec eux, car il est difficile de nouer des amitiés normales avec des gens ordinaires quand on est très célèbre. Avant de s'en rendre compte, on se retrouve dans une chambre d'écho étriquée de la vision du monde du statu quo.

Bono visits George W. Bush at his Texas ranch; « He has a huge heart … not to mention a decent voice, » Bush said. https://t.co/yQO53UygKq pic.twitter.com/nmypfv68dx

— ABC News (@ABC) May 27, 2017

La célébrité est donc une boucle de rétroaction auto-renforcée qui soutient le pouvoir établi de nombreuses façons, et c'est un problème majeur. C'est un problème majeur car cela signifie que les personnes qui ont les voix les plus influentes dans notre société seront toujours nécessairement des personnes qui ont énormément bénéficié des systèmes du statu quo. Leurs voix éclipsent les innombrables millions de personnes qui souffrent de ces mêmes systèmes, non pas parce qu'elles sont plus valables ou plus vraies, mais uniquement parce qu'elles sont plus amplifiées.

Lorsque vous avez toutes les voix les plus fortes qui parlent du monde et de leur nation d'une manière qui suggère que le système fonctionne bien, alors que toutes les voix beaucoup plus

nombreuses qui disent le contraire ne sont pratiquement pas entendues, que se passe-t-il ? Cela crée l'illusion que le système fonctionne bien. Que la politique du statu quo fait le travail et qu'aucun changement massif n'est nécessaire.

De cette façon, le contentement des célébrités avec l'ordre établi actuel devient une sorte de prophétie auto-réalisatrice, parce qu'elle maintient une partie suffisante de la population dans l'idée que le statu quo fonctionne. Que toutes les difficultés qu'ils rencontrent pour joindre les deux bouts et garder la tête hors de l'eau sont un échec non pas du système, mais d'eux-mêmes. Que la réponse n'est pas la révolution et le changement mais l'auto-culpabilisation et l'impuissance apprise.

Être une célébrité au sein de l'empire oligarchique, c'est, à quelques exceptions près, être un agent de cet empire. Les étranges monstres au visage de plastique qui remplissent nos écrans et façonnent nos visions du monde font autant partie de la machine d'oppression que le Pentagone et les forces de police.

C'est juste une chose utile à savoir dont il faut être conscient en naviguant dans cette pagaille. reseauinternational.net 16 mai 2022

JC - J'ai relevé :

- Il est peu probable qu'une personne qui vaut un quart de milliard de dollars soutienne la fin du capitalisme et l'élimination des grandes inégalités de richesse.

- Être une célébrité au sein de l'empire oligarchique, c'est, à quelques exceptions près, être un agent de cet empire. Les étranges monstres au visage de plastique qui remplissent nos écrans et façonnent nos visions du monde font autant partie de la machine d'oppression que le Pentagone et les forces de police.

DOSSIER UKRAINIEN

Quand les néonazis d'Azov deviennent de respectables combattants ukrainiens.

Ukraine: plus de 260 combattants ukrainiens évacués d'Azovstal vers des territoires prorusses - BFMTV 17 mai 2022

Dans un message posté ce lundi, les soldats du régiment Azov annonçaient qu'"*afin de sauver des vies*", ils se préparaient à quitter ce site assiégé par l'armée russe depuis plusieurs semaines. BFMTV 17 mai 2022

JC – Les néonazis en sauveurs, ils sont canonisés par les médias français qui ne cachent plus leur empathie pour le fascisme.

Sur le champ de bataille le 16 mai 2022.

10h55 Briefing matinal du ministère russe de la Défense (en bref vidéo)

https://voicesevas.ru/news/65702-donbass-ukraina-z-operativnaja-lenta-voennyh-sobytij-16052022.html

Les forces aériennes ont touché 2 postes de commandement en une journée, dont le poste de commandement de la 72e brigade mécanisée près de Tsapovka dans la région de Kharkiv,

Près de Krasny Liman dans les régions de Kharkiv, de Vladimirovka et Konstantinovka en RPD et de Berestovoe en RPL, 16 zones de concentration de troupes et d'équipements, 8 postes de tir à long terme et 5 dépôts de missiles et d'artillerie ont été détruit

A la suite des, frappes de missiles hautes précisions, environ 360 nationalistes ont été mis hors de combat et 78 unités de matériel militaire ont été détruit

Les avions ont touché 3 postes de commandement, 104 zones de concentration de troupes et d'équipements et 2 dépôts de carburant

Les troupes de missiles et l'artillerie ont frappé 325 zones de concentration de troupes et de matériel militaire, 14 postes de commandement et 24 batteries d'artillerie en position de tir

Près d'Evgenovka dans la région de Nikolaev et de Velyka Kamyshevakha, la défense aérienne a abattu 2 Su-25 et près de l'île de Zmeiny, un Su-24

https://vk.com/video-133441491_456258977

Dmytro Iaroch, néonazi et allié d'ISIS - donbass-insider.com/fr/ 15 mai 2022

Parmi les figures du néonazisme qui soi-disant n'existe pas en Ukraine, il y a Dmytro Iaroch, la figure emblématique d'un des mouvements extrémistes parmi les pires en Europe : le Pravy Sektor (Secteur Droit). Son histoire, comme celle de très nombreux autres néonazis d'Ukraine est édifiante, et parle d'elle-même, de ce qui s'est passée en Ukraine depuis bien avant le Maïdan de l'hiver 2013-2014.

Quand bien même son influence se limiterait seulement à quelques centaines de milliers d'Ukrainiens, c'est un peu comme si les groupes néonazis français, comme le GUD, se retrouvaient soudainement armés, avec des représentants politiques et une importante fenêtre médiatique. Avec l'opération spéciale en cours, la guerre est en train de justifier de nouveau « ces héros de l'Ukraine ». Le nettoyage des réputations des néonazis ukrainiens par les médias français et occidentaux, normalisent dès lors leur idéologie, leur présence politique et leurs actions, sans parler qu'ils se déshonorent devant notre pays et devant l'histoire.

Si le mensonge est grand, il annonce l'écroulement définitif de la crédibilité des médias en question, des gouvernements qui soutiennent cette désinformation et de toutes les personnalités qui se sont mouillés en affichant les symboles de l'Ukraine nationaliste : comme le fameux trident, ou en beuglant le cri des collaborateurs de l'Allemagne nazie, lancé par Bandera : « Slava Oukraïni ». Ce cri a été repris par des députés européens du parti d'Emmanuel Macron et toute la France officielle s'est lâchement parée de drapeaux ukrainiens… ceux des massacres dans l'Est de l'Ukraine, dans le Donbass, des ignobles prisons politiques secrètes et des assassinats sans fin de gens qui avaient refusé de tomber sous le joug du Maïdan, des États-Unis et de l'Union européenne. Car oui c'est le

droit de tout un chacun, de tous les peuples de vouloir décider par eux-mêmes de ce qui est bon pour eux.

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/05/15/dmytro-iaroch-neonazi-et-allie-disis/

L'Ukraine, partie prenante de la bataille mondiale du lithium - (Veterans Today via resistance 71) legrandsoir.info 7 mai 2022

De la part de l'unité spéciale du Pentagone pour la stabilité commerciale...

"*La bataille du lithium*", un article sous ce titre fut publié par le journal italien *Giornale*, décrivant le conflit qui a éclaté en Espagne, où a été découvert le plus grand gisement de lithium d'Europe dans la vallée Valdeflores. L'entreprise multinationale australienne Infinity Lithium devait y construire une mine d'extraction du métal, mais le projet a été bloqué en justice grâce à l'action de protestation de résidents locaux.
Le lithium est un métal léger et assez rare ayant de profondes propriétés ressemblant au plastique. On l'appelle le métal du futur. Le lithium est utilisé dans l'ingénierie de la production d'énergie nucléaire (une source de production de tritium), dans la fabrication des batteries et piles à ion-lithium de la téléphonie cellulaire 8la plus grande part de la production de ce métal y est consommée), Dans l'aviation et l'aéronautique, dans la fabrication de matériaux pour laser, en médecine, dans l'industrie métallurgique et autres industries. (NdT : les batteries pour voitures et véhicules électriques, les compteurs dits "*intelligents*"...)

Les réserves totales mondiales connues de lithium sont de moins de 50 millions de tonnes. De cette réserve, 10 millions de tonnes sont en Argentine, 9 en Bolivie, 8,5 au Chili, 7 en Chine, 6,5 aux Etats-Unis, 5 en Australie. La Russie est dépendante d'importations de lithium. En 2019, la Russie a acheté 61 tonnes de ce métal, dont 41 tonnes du Chili, 14 tonnes d'Argentine et 6 tonnes de Chine. Comme expliqué par le conseil de la fédération russe, le Chili et l'Argentine (NdT : vassaux serpillères des EU) ont arrêté leurs livraisons de lithium brut vers la Russie.

Oui, il y a d'autres sources de lithium disponibles pour la Russie et son industrie. "*Voulez-vous savoir pourquoi nous sommes toujours coincés en Afghanistan ?*" A demandé il y a quelque temps le publicitaire J. Ventura dans l'émission de TV "*Tonight with Pierce Morgan*", expliquant les raisons de l'invasion étasunienne de ce pays. Il répondit : "Nous sommes là-bas pour le lithium afin de continuer à vivre comme nous le faisons. Maintenant vous pouvez raconter toutes les fables que vous voulez au sujet d'apporter la "*démocratie" au monde...*"

Il y a de grandes réserves de lithium en Afghanistan (NdT : et sans aucun doute au Congo et autres pays africains aux sous-sols si riches, mais jusqu'ici personne n'en parle...). En 2014, Centar American a commencé l'exploration pour le lithium dans la province du sud-est de Ghazni. La recherche afghane fut commissionnée par la Task Force for Business Stability Operations (TFBSO) du Pentagone. Celle-ci a estimé la valeur des réserves de lithium en Afghanistan de l'ordre de 60 milliards de dollars. Après le retrait en hâte des forces d'occupation étasunienne de ce pays, la Chine s'est empressée de devenir le principal concurrent pour le développement des ressources minérales d'Afghanistan. La Russie est aussi en train d'établir une coopération avec le gouvernement afghan.

Il y a aussi de larges réserves de lithium en Ukraine, où trois dépôts naturels explorés sont localisés ayant une capacité d'exploitation de 5 millions de tonnes. Il y a le gisement de Polokhovskoye près

de Kirovograd, Shevchenkovskoye (région de Donetsk) et la mine de Krutaya Balka entre Marioupol et Berdiansk, le gisement de Shevchenkovskoye est à 10km de Vouhledar (57 km au sud-ouest de Donetsk). En 2017, ces gisements furent transférés pour 20 ans à des personnes associées à Petro Porochenko. La famille Biden est aussi intéressée dans le lithium ukrainien avec le fils Hunter et le père Joseph "Joe le dormeur".

Dans le même temps, la Russie possède sa propre réserve de lithium, jusqu'ici de l'ordre de 5 millions de tonnes. Elles ne furent jamais exploitées par la fédération de Russie qui préfère acheter les matières premières en quantités vraiment importantes de l'étranger (NdT : pour préserver ses propres ressource pour les moments difficiles...). Il y a au moins trois entreprises dans le pays capables d'organiser la production de lithium et de ses composants. Nous parlons des usines de Krasnoyarsk, Novosibirsk et de la région de Toula. Un gisement se situe dans la région de Mourmansk, le lithium est aussi exploré dans la région des champs gaziers de Kovykta dans l'Est de la Sibérie. Néanmoins, la production demeure très faible. Ce n'est qu'en octobre 2021 que le patron de l'agence fédérale russe Subsoil Use, Evgueny Petrov, a promis que 17 sites ayant des gisements de lithium seraient immédiatement mis sous licence d'exploitation.

En Russie, en plus de la Sibérie orientale, il a d'autres gisements de grande importance dans la région de Mourmansk. D'après le magazine *Expert*, les possibilités pour la Russie de cesser d'être dépendante en terme de lithium ne sont pas mauvaises du tout.

ÉCONOMIE.

Très grave crise énergétique aux États-Unis - Réseau Voltaire 16 mai 2022

Selon Tim Stewart, président de la US Oil and Gas Association, la crise énergétique qui touche actuellement les États-Unis est la plus grave depuis un demi-siècle.

Les prix du diesel et de l'essence sont à un niveau record et les stocks sont à un niveau historiquement bas.

L'association souligne que l'Administration Biden n'a aucune stratégie pour résoudre cette crise et que ses décisions vont à l'encontre des demandes des professionnels.

Le destin de la civilisation (Multipolarista) - legrandsoir.info 13 mai 2022

Le déclin du dollar américain, les trois "*systèmes*", la guerre des sanctions contre la Russie, à la veille de la publication du nouveau livre du professeur Hudson : « *The Destiny of Civilization : Finance Capitalism, Industrial Capitalism or Socialism* ».

[NdT : la traduction de cette interview a parfois fait l'objet d'un allégement du style "*parlé*", plus facile à écouter qu'à lire]

BENJAMIN NORTON : Salut, tout le monde. Je suis Ben Norton, et c'est le podcast Multipolarista. Et j'ai le grand plaisir de recevoir aujourd'hui un de mes invités préférés, l'un des économistes les plus importants au monde aujourd'hui, le professeur Michael Hudson.

Si vous avez vu l'une des interviews que j'ai réalisées avec le professeur Hudson ces dernières années, vous savez probablement que c'est un analyste brillant. Il a toujours, je pense, la meilleure analyse pour comprendre ce qui se passe économiquement et aussi politiquement, géopolitiquement, dans le monde d'aujourd'hui. Et je pense que le moment est très important pour recevoir le professeur Hudson aujourd'hui. Nous allons parler de la guerre économique contre la Russie et du processus de découplage économique entre la Russie, la Chine et l'Occident, un sujet dont le professeur Hudson parle depuis de nombreuses années. Et cela s'est vraiment accéléré avec les sanctions occidentales contre la Russie au sujet de l'Ukraine.

Nous allons également parler du déclin de l'hégémonie du dollar américain. Un récent rapport du Fonds monétaire international, qui est dominé par les États-Unis, a reconnu que l'utilisation du dollar dans les réserves des banques étrangères diminue progressivement. Cela ne va pas disparaître du jour au lendemain. Mais même le FMI reconnaît que l'hégémonie du dollar s'érode. Et, bien sûr, le FMI a reconnu que les sanctions occidentales contre la Russie vont éroder davantage l'hégémonie du dollar américain. Nous voyons maintenant la Russie faire des affaires avec la Chine avec le yuan chinois. La Russie fait également des affaires avec l'Inde avec la roupie indienne. Et bien sûr, la Russie a dit à l'Europe que si elle voulait acheter de l'énergie russe, elle devait le faire avec des roubles russes.

Il y a tant de choses à dire aujourd'hui, Professeur Hudson, mais je voudrais commencer la première partie de cet entretien en parlant d'un nouveau livre que vous êtes sur le point de publier.

Nous sommes le lundi 9 mai. Vous avez dit que le livre sortait le mercredi 11 mai. Et il s'appelle "The Destiny of Civilization : Finance Capitalism, Industrial Capitalism or Socialism" (Le destin de la civilisation : Capitalisme financier, capitalisme industriel ou socialisme).

Et tout ce que je viens de dire en préambule à cette interview, la guerre économique en Russie, les sanctions et le découplage, tout cela est profondément lié à ce dont vous parlez dans ce livre. J'ai eu le plaisir d'en obtenir un exemplaire en avance et de le lire. Je pense que c'est un livre vraiment important.

Vous parlez de ce clivage fondamental au niveau international - et c'est un clivage qui remonte en fait à l'histoire également - entre ces trois modèles de systèmes économiques différents dont vous parlez : le capitalisme financier, le capitalisme industriel et le socialisme. Et votre argument est que l'empire américain a été une force pour imposer le néolibéralisme, qui est une forme particulière de capitalisme financier, qui est non productif, dans lequel le capital financier détruit les industries productives dans la poursuite de la recherche de rente, et ce que vous appelez la classe des rentiers. Ainsi, au lieu de produire, comme les économistes bourgeois classiques avaient dit que le capitalisme serait un système productif, le capitalisme financier est fondamentalement un système de destruction et de dette. Et votre argument est que cela est profondément enraciné dans la politique étrangère des États-Unis. C'est la stratégie de politique étrangère des États-Unis pour étendre leur pouvoir économique, imposer ce modèle capitaliste financier au monde.

Pouvez-vous développer davantage votre argumentaire sur la lutte entre le capitalisme financier, le capitalisme industriel et le socialisme, et expliquer pourquoi vous avez décidé de publier ce livre maintenant ?

MICHAEL HUDSON : Le livre est né d'une série de dix conférences que j'ai données à mon public chinois. J'ai été professeur d'économie à l'Université de Pékin pendant plusieurs années et j'ai également enseigné dans d'autres universités, à Wuhan et à Hong Kong. Et j'ai un public assez

large, environ 65 000 personnes par conférence là-bas. Et on m'a demandé de donner une vue d'ensemble, une sorte d'histoire du développement économique en Occident, pour les Chinois.

Pour comprendre le capitalisme financier d'aujourd'hui, il faut comprendre ce qu'était le capitalisme industriel, tel qu'il était décrit au XIXe siècle. Et on oublie souvent, ou on minimise, que le capitalisme industriel était révolutionnaire. Ce qu'il essayait de faire - depuis les physiocrates en France à la fin du 18e siècle jusqu'à Adam Smith, John Stuart Mill, Marx et toute la floraison du socialisme à la fin du 19e siècle - l'idéal de la théorie classique de la valeur et de la théorie de la rente, c'était de déterminer quelle est la valeur réelle, la valeur du coût de la production des biens et des services.

Et qu'est-ce qui est méritant pour le capitaliste, quand il emploie le travail pour faire un profit, et qu'est-ce qui n'est pas méritant ? Ce qui n'est pas méritant, c'est la classe des propriétaires. C'était la classe guerrière héréditaire qui a conquis tous les royaumes européens au Moyen-âge. Alors les industriels anglais disaient : "*Regardez, nous ne pouvons pas devenir l'atelier du monde ; nous ne pouvons pas être moins chers que les pays étrangers si nous avons une classe de propriétaires qui nous arrache tout l'argent avec la rente foncière*". Et si nous avons des banques prédatrices, ou si les riches prêtent uniquement pour acheter des biens, ou font des prêts en situation d'urgence ou des prêts prédateurs qui n'ont rien à voir avec le financement de la formation réelle de capital.

Ce qui a rendu ce capitalisme révolutionnaire, c'est que les industriels britanniques et les défenseurs de l'industrie, et même les banquiers à l'époque de Ricardo, ont dit que pour renverser la classe des propriétaires, qui contrôlent la Chambre des Lords et toutes les chambres hautes des gouvernements en Europe, il fallait une réforme démocratique. S'il y a une réforme démocratique et qu'on accorde le droit de vote au peuple, il votera contre la classe des propriétaires, et on aura alors une économie efficace où les prix de nos exportations des biens et services reflètent le coût réel de la production, et non la rente de la classe des rentiers, ni la rente de ce que les propriétaires prennent, ni la rente de ce que les banquiers prédateurs prennent.

Tout le long du 19e siècle qui a précédé la Première Guerre mondiale a été marqué par cette théorie révolutionnaire de la valeur qui décrivait la rente foncière, la rente de monopole et les rendements financiers comme des revenus immérités et qui voulait les supprimer.

Tout cela semblait se diriger vers le socialisme. Les industriels étaient tous en faveur des services publics de l'État, de l'entreprise publique, parce qu'ils disaient que si l'État ne fournissait pas de soins de santé, les individus devraient les payer, et cela coûterait très cher, comme c'est le cas aux États-Unis. Ainsi, le premier ministre conservateur d'Angleterre, Benjamin Disraeli, a déclaré que la santé était tout, qu'il fallait fournir une santé publique à la population. Et c'est le conservateur Bismarck en Allemagne qui a dit que l'Etat devait fournir des retraites. Si la main-d'œuvre doit économiser pour les retraites, elle n'aura pas assez d'argent pour acheter les biens et services que nous, Allemands, produisons. Les retraites doivent être prises en charge par l'Etat.

Toute cette évolution vers le socialisme ne visait donc pas seulement à augmenter le niveau de vie, qui a grimpé en flèche au XIXe siècle, mais aussi à libérer l'économie de la classe des rentiers, des propriétaires terriens et des banquiers. Et pour les économistes classiques, un marché libre était un marché sans propriétaires, sans banquiers, sans monopoles.

Inutile de dire que les rentiers se sont défendus. Et après la deuxième guerre mondiale, nous avons vu en permanence une théorie anticlassique remplacer l'idée classique de marchés libres par une théorie de la valeur de la liberté, disant que tout le monde mérite ce qu'il possède. Toute richesse possédée est forcément méritée. Et si les associés de Goldman Sachs gagnent plus que quiconque,

c'est parce qu'ils sont très productifs. Vous avez donc eu un mouvement de rejet de l'économie classique, une économie de pacotille, et une sorte d'économie artificielle qui ne parle pas vraiment de la façon dont le capitalisme financier a fonctionné. Et il s'avère que le modèle du capitalisme financier était si prédateur qu'il en était anti-industriel.

C'est pourquoi le président Clinton, aux États-Unis, a proposé d'inviter la Chine au sein de l'Organisation internationale du travail, en disant nous pouvons lutter contre la hausse des salaires en Amérique par une course vers le bas. Nous pouvons embaucher des Asiatiques pour faire du travail, et cela provoquera du chômage ici. Et c'est merveilleux pour les industriels. Cela va essentiellement réduire les salaires et maintenir les salaires américains bas. Ceci est fondamentalement la stratégie du capitalisme financier, dont le but n'est pas d'investir dans des usines, des équipements, de la recherche et du développement, mais de vivre à court terme, de faire de l'argent par l'ingénierie financière, pas par l'ingénierie industrielle.

C'est ainsi qu'il devient prédateur, et qu'on se retrouve avec toute l'attaque idéologique contre les entreprises publiques. Vous avez « *The Road to Serfdom* « ("*La route vers la servitude*") de Frederick Hayek, où on nous dit que si le gouvernement fournit des soins de santé publics, c'est "*la route vers la servitude*", alors qu'en fait c'est le capitalisme financier qui est la route vers les dettes et la servitude. Vous avez maintenant un dénigrement total du gouvernement ce qui constitue une contre-révolution par rapport à l'élan révolutionnaire du capitalisme industriel à ses débuts.

Il est vrai que les entreprises sont maintenant autant à droite que les banques et les fonds spéculatifs. Mais c'est parce que l'industrie est passée sous le contrôle du secteur financier, et que les dirigeants de presque toutes les entreprises industrielles sont récompensés à la hauteur avec laquelle ils arrivent à faire monter le prix des actions, pour exercer ensuite les options d'achat d'actions qui leur sont accordées. Le prix des actions est augmenté non pas en investissant davantage, non pas en embauchant plus de main-d'œuvre ou en augmentant la productivité ou les ventes, mais simplement en utilisant les revenus dont vous disposez pour racheter vos actions. Et en rachetant ses actions, ça fait monter leur prix.

Et, surtout, en versant des contributions politiques dans ce pays aux Démocrates et aux Républicains, qui nomment les dirigeants de la Réserve fédérale qui ont dépensé 7 à 9 trillions de dollars pour acheter des actions et des obligations afin d'augmenter le prix d'un revenu des retraites, d'augmenter les prix de Wall Street, d'augmenter les prix des logements et de rendre l'Amérique encore moins compétitive sur le plan industriel. Le capitalisme financier est donc ce qui a essentiellement désindustrialisé les États-Unis et transformé le Midwest en une ceinture de rouille.

L'alternative, évidemment, ce sont les sociétés qui n'ont pas suivi ce plan capitaliste financier néolibéral. Et l'économie la plus prospère, évidemment, a été la Chine, ce qui explique pourquoi elle y a consacré autant de temps. La Chine a fait exactement ce que les États-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre et la France du XIXe siècle ont fait. Elle a maintenu les services de base, les besoins fondamentaux, le logement et, surtout, la finance et la banque, dans le domaine public, en tant que services publics. Au lieu d'avoir un secteur financier indépendant fonctionnant dans son propre intérêt, la Banque de Chine crée l'argent. Et la Banque de Chine prête de l'argent en décidant : où faut-il investir dans l'immobilier pour fournir des logements à la population à un prix aussi bas que possible ? Comment développer l'industrie ? Comment mettre en place un système éducatif avec des formations ? Comment assurer la santé ? Et le résultat est que vous avez une planification centrale dans un style socialiste efficace. Pas une planification type stalinienne à laquelle tout le monde se réfère en Russie, mais une économie mixte comme celle que vous avez en Chine, qui est vraiment une économie mixte, avec une orientation, comme la planification française.

C'est manifestement la façon de survivre et d'éviter de surcharger l'économie avec le service de la dette, avec des loyers élevés, avec des paiements élevés aux monopoles des soins de santé aux États-Unis, en évitant tous ces paiements à une classe de rentiers qui a ce que les économistes classiques appellent des revenus immérités, des revenus prédateurs. Mais au lieu de les virer, nous les avons placés aux manettes, et fait des banques et de Wall Street, de la ville de Londres et de la Bourse de Paris, les planificateurs centraux. Nous avons donc une planification centrale beaucoup plus centralisée que tout ce dont rêvaient les socialistes. Mais la planification, la planification centralisée est faite par le secteur financier. Et la planification financière, c'est du court terme ; c'est de la planification à court terme ; c'est prendre l'argent et partir. Et c'est ce qui dépouille et appauvrit l'économie mondiale aujourd'hui.

BENJAMIN NORTON : Dans votre livre, vous écrivez sur la distinction importante entre l'idée économique classique d'un soi-disant marché libre, et comment, selon vous, les néolibéraux renversent cette idée. Vous écrivez : "*L'idéologie néolibérale inverse l'idée classique d'un marché libre, d'un marché exempt de rente économique à un marché libre pour les classes rentières*" - c'est-à-dire les classes qui vivent de rentes - "*pour extraire la rente et acquérir une position de domination.*" Ils ont donc complètement inversé l'idée de ce que signifie un marché libre. Vous notez aussi que, "*contrairement à l'économie politique classique, cette idéologie néolibérale promeut le favoritisme fiscal pour les rentiers, la privatisation, la financiarisation et la déréglementation.*" C'est, bien sûr, ce que l'on pourrait appeler le consensus de Washington. Vous affirmez ensuite que "*la politique étrangère américaine cherche à étendre ce programme néolibéral rentier dans le monde entier*".

Il y a aussi une section très intéressante de votre livre où vous discutez de ce concept comme "*impérialisme de libre-échange*". Pouvez-vous nous dire quelle est votre idée de l'"*impérialisme libre-échangiste*" et son rapport avec la politique étrangère des États-Unis ?

MICHAEL HUDSON : Le prix Nobel est donné essentiellement pour l'économie de pacotille. Et probablement le pire économiste de pacotille du siècle était Paul Samuelson. Il a affirmé de manière absurde qu'il avait prouvé mathématiquement que, si le commerce était libre, qu'il n'y avait pas de droits de douane et qu'il n'y avait pas de protection gouvernementale, nous serions tous plus égaux. Ou du moins les inégalités entre le travail et le capital seraient moins grandes. En réalité, c'est le contraire.

Le terme "*impérialisme libre-échangiste*" a en fait été créé par un historien britannique de la théorie du commerce qui a souligné que lorsque l'Angleterre a opté pour le libre-échange, l'idée était que, avec le libre-échange, nous pouvons empêcher d'autres pays de s'industrialiser, parce qu'avec le libre-échange, nous pouvons dire à l'Amérique, nous ouvrirons nos portes à vos marchés - c'est-à-dire les marchés du Sud esclavagiste, que la Grande-Bretagne soutenait - et en échange, vous ouvrirez vos marchés à nos produits industriels.

Et l'Amérique a suivi cette voie jusqu'à la guerre de Sécession, qui n'a pas été menée uniquement à cause de l'esclavage, mais aussi par le Parti Républicain qui, après 1853, a déclaré très explicitement que pour remporter les élections - les Whigs [ancien parti politique américain de droite libérale] n'ont jamais pu les remporter - et industrialiser l'Amérique, le nouveau parti devait rejoindre le mouvement anti-esclavagiste, par l'émancipation, et que la guerre économique de l'Amérique était une guerre pour des tarifs protecteurs dans le Nord, pour ne pas finir comme une société non-industrielle, productrice de matières premières, comme le voulait le Sud.

Ce débat s'est déroulé de 1815, lorsque les guerres napoléoniennes ont pris fin et que le commerce mondial a repris, jusqu'à la guerre de Sécession. Et l'Amérique est devenue forte de la même

manière que l'Allemagne l'est devenue, en appliquant des droits de douane protecteurs, afin d'avoir des prix suffisamment élevés pour alimenter ce qu'on appelait l'industrie naissante, pour alimenter la production américaine. J'ai écrit un long livre à ce sujet, publié il y a quelques années et basé sur ma thèse de doctorat, "*America's Protectionist Takeoff*".

Les Anglais ont essayé de lutter contre les autres pays en protégeant leur économie, en disant que si vous avez simplement le libre-échange, vous deviendrez riches. Alors qu'en réalité, si vous avez le libre-échange, vous deviendrez pauvres, si vous n'êtes pas déjà en mesure d'avoir une productivité industrielle, une productivité du travail et une productivité agricole équivalente à celles des pays les plus avancés.

Le libre-échange était une tentative d'empêcher les autres pays d'investir l'argent du gouvernement et de construire leur agriculture, et de construire leur industrie, et de construire leur productivité, et de créer un système scolaire, d'augmenter les salaires, de rendre les salaires plus productifs.

Et les protectionnistes américains ont dit, eh bien, nous allons avoir une économie à hauts salaires parce que la main-d'œuvre à hauts salaires est moins chère que la main-d'œuvre indigente. Et la main-d'œuvre américaine qualifiée, bien nourrie et bien reposée peut produire beaucoup plus que la main-d'œuvre indigente des autres pays qui pratiquent le libre-échange.

Le principal économiste protectionniste américain, Erasmus Peshine Smith, est allé au Japon et a aidé le Japon industriel à se détacher du libre-échange britannique, et a aidé le Japon à s'industrialiser. Et d'autres économistes américains, d'autres économistes étrangers, ont tous repris les idées des protectionnistes américains, comme Friedrich List qui est allé en Allemagne pour promouvoir le protectionnisme. Et le livre de Peshine Smith, "*The Manual of Political Economy*", a été traduit dans toutes les langues - japonais, italien, français, allemand. Et vous aviez l'Europe qui réalisait que le libre-échange polarisait les économies. C'est après la première et surtout la deuxième guerre mondiale que l'économie orthodoxe est devenue une propagande.

C'est là que vous avez Samuelson et d'autres tenter de convaincre d'autres pays que les gouvernements sont mauvais, qu'il faut tout laisser aux riches, aux financiers, que la théorie du ruissellement fera son effet, qu'il ne faut pas s'inquiéter, qu'il suffit de donner plus d'argent aux riches et qu'il ne faut pas que le gouvernement interfère avec les marchés. Alors que l'Amérique s'était enrichie justement en interférant avec les marchés, pour les façonner dans les années précédant la première guerre mondiale.

Mais après la première guerre mondiale, l'Amérique avait déjà atteint sa domination industrielle. Et c'est après la première guerre mondiale que l'Amérique a dit maintenant que nos tarifs protecteurs nous ont permis de dépasser tous les autres pays, en particulier notre agriculture protectionniste - le secteur le plus protégé en Amérique depuis les années 1930 - nous pouvons maintenant surpasser les autres pays, nous pouvons leur vendre moins cher, maintenant nous pouvons leur dire d'opter pour le libre-échange.

Après la deuxième guerre mondiale, les Américains ont créé la Banque mondiale pour l'appauvrissement économique, et le Fonds monétaire international d'austérité. Et le principal objectif de la Banque mondiale était d'empêcher les autres pays d'investir dans leur propre production alimentaire. La ligne directrice de la Banque mondiale était la suivante : nous devons fournir des infrastructures pour développer l'agriculture de plantation en Amérique latine, en Afrique et dans d'autres pays, afin qu'ils puissent cultiver des plantes tropicales d'exportation, mais ils ne peuvent pas être autorisés à cultiver des céréales ou du blé pour se nourrir eux-mêmes ; ils doivent être dépendants des États-Unis.

Ainsi, la fonction du libre-échange, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international a été de financer la dépendance, soutenue par le soutien américain aux dictatures de toute l'Amérique latine qui acceptent d'avoir des oligarchies serviles soutenant des modèles commerciaux pro-américains et évitant toute forme d'autonomie, afin que les États-Unis puissent faire ce qu'ils ont récemment fait à la Russie et à d'autres pays, imposer des sanctions – en leur disant, eh bien, maintenant que vous dépendez de nous pour vos céréales, nous pouvons maintenant imposer des sanctions, et vous ne pouvez pas vous nourrir si vous ne suivez pas les politiques que nous voulons.

C'est la politique que l'Amérique a essayé d'utiliser contre la Chine après la révolution de Mao. Heureusement pour la Chine, le Canada a brisé ce monopole et a déclaré qu'il allait vendre des céréales à la Chine. Et la Chine a toujours été très amicale envers le Canada au cours de ces premières décennies.

Donc, en gros, le libre-échange signifie pas de gouvernement, pas de socialisme. Cela signifie une planification centralisée essentiellement par Wall Street - les pays devraient laisser les entreprises américaines venir, acheter le contrôle de leurs matières premières, de leurs ressources, de leur pétrole et de leur gaz, de leurs droits miniers, de leurs forêts et de leurs plantations, et laisser les autres pays envoyer tout leur excédent économique aux États-Unis, où il sera dûment financé pour acheter les matières premières et les ressources lucratives des autres pays.

BENJAMIN NORTON : Dans votre livre, vous avez un passage très drôle qui, je pense, résume vraiment cette idéologie dont vous parlez ici. Vous faites référence à Charles Wilson, qui était secrétaire à la défense sous Eisenhower aux États-Unis, et qui était également l'ancien PDG de General Motors. Il a dit : "*Ce qui est bon pour General Motors est bon pour le pays*." Et cette idée s'est transformée en l'idée que "*ce qui est bon pour Wall Street est bon pour l'Amérique*". Et puis vous notez que "*cela a fusionné avec la politique étrangère évangéliste des États-Unis qui dit* 'Ce qui est bon pour l'Amérique est bon pour le monde'. *Et donc le syllogisme logique est clair :* 'Ce qui est bon pour Wall Street est bon pour le monde.'" Et vous le reliez cela à la nouvelle guerre froide, cette idée que ce qui est bon pour les États-Unis est bon pour le monde et que ce qui est bon pour Wall Street est bon pour les États-Unis, donc, ce qui est bon pour Wall Street est bon pour le monde.

Vous affirmez : "*Nous devons reconnaître comment le capitalisme financier a pris le pouvoir sur les économies industrielles, surtout aux États-Unis, à partir desquelles il cherche à se projeter globalement, sous l'impulsion de l'économie financiarisée des États-Unis. La nouvelle guerre froide d'aujourd'hui est une lutte pour imposer le capitalisme financier rentier au monde entier."* C'est une analyse très importante. Parce que parmi les très rares personnes qui parlent de cette idée de nouvelle guerre froide et de son danger, il y a très peu de personnes qui la formulent en termes économiques. Habituellement, nous l'envisageons en termes politiques, les intérêts géopolitiques entre les États-Unis et l'UE d'une part, et la Chine et la Russie d'autre part.

Et revenons à Brzezinski et à *Le Grand Échiquier*, son livre de 1997, où il parle de l'importance d'empêcher l'émergence de concurrents stratégiques en Eurasie. Il s'agit bien sûr d'une discussion géopolitique et l'économie en fait partie, mais elle n'est souvent pas au premier plan. Mais je pense que votre analyse est encore plus importante, et plus précise, car votre argument est que non seulement c'est géopolitique, mais que la lutte géopolitique est enracinée dans l'économie. Et c'est une lutte économique entre des systèmes. Parlez-nous donc de la nouvelle guerre froide et de la façon dont vous la voyez.

MICHAEL HUDSON : Comme nous le voyons maintenant, le monde se divise en deux parties. Nous pouvons le voir dans la lutte contre la Russie, qui est aussi une lutte contre la Chine, et contre l'Inde, comme vous l'avez noté. Et il semble aussi contre l'Indonésie et d'autres pays.

Les États-Unis prônent un monde qui peut être contrôlé par les investisseurs américains. L'idéal du plan néolibéral américain est de faire aux autres pays ce qu'ils ont fait à la Russie après 1991 : s'emparer de tout le domaine public, des compagnies pétrolières, des mines de nickel, des services publics d'électricité, et les donner à une riche oligarchie, qui ne peut gagner de l'argent qu'une fois qu'elle a pris le contrôle de ces entreprises, en vendant les actions à l'Occident. L'Occident rachètera le pétrole, tout comme Mikhail Khodorkovsky a essayé de vendre le pétrole de Yukos à Standard Oil en Occident. Et nous devons mettre en place une oligarchie qui vendra à bas prix tout le domaine national, tout le patrimoine et les ressources naturelles, et toutes les entreprises, aux investisseurs américains.

Le marché boursier russe a dominé tous les marchés boursiers du monde de 1994 à 1998 environ. C'était une énorme arnaque. Les États-Unis veulent pouvoir faire la même chose au reste du monde. Et ils sont devenus furieux lorsque la Russie a dit : « *Nous avons perdu plus de population à cause du néolibéralisme que nous n'en avons perdu pendant toute la Seconde Guerre mondiale en luttant contre le nazisme. Nous devons arrêter.* » Puis la Russie a commencé à dire qu'il fallait utiliser la population, l'industrie et les ressources naturelles du pays pour le bénéfice de la Russie, et non pour le bénéfice des États-Unis. Les États-Unis étaient absolument furieux de cela. Et la fureur a éclaté dans la guerre de l'OTAN contre la Russie ces derniers mois, et qui est en cours maintenant.

Les États-Unis disent, les fonctionnaires du département d'État américain disent, ce que nous voulons faire est de découper la Russie en plus ou moins quatre pays différents : La Sibérie, la Russie occidentale, la Russie méridionale ou l'Asie centrale, et peut-être la Russie septentrionale. Et une fois que nous avons fait cela, nous séparons la Russie de la Chine, puis nous nous occuperons de la Chine. Nous financerons, et enverrons DAECH et Al-Qaïda dans les régions ouïghoures, les régions musulmanes, et nous y déclencherons une révolution de couleur. Et ensuite nous découperons la Chine en trois, en une partie nord, une partie sud, une partie centrale. Et une fois que nous les avons brisés, nous pourrons plus ou moins les contrôler. Et nous pourrons alors venir, acheter leurs ressources, et prendre le contrôle de leur industrie, de leur main-d'œuvre et de leur gouvernement, et nous enrichir pour obtenir de la Chine, de la Russie, de l'Inde, de l'Indonésie et de l'Iran la richesse que nous ne produisons plus aux États-Unis, maintenant que nous nous sommes désindustrialisés.

Le monde se divise donc en deux parties. Et il ne s'agit pas simplement des États-Unis et de leurs satellites européens d'une part contre la population non blanche d'autre part ; c'est le capitalisme financier contre le reste du monde qui se protège par le socialisme, qui, à bien des égards, réalise ce qui était l'idéal du capitalisme industriel au XIXe siècle, lorsque le capitalisme industriel était réellement progressiste. Et il était progressiste. C'est une partie du thème de mon livre. Il était révolutionnaire. Il a essayé de libérer les économies de l'héritage du féodalisme, de l'héritage des propriétaires terriens héréditaires.

Mais maintenant, la classe dominante n'est plus la classe des propriétaires, qui reverse la majeure partie de ses revenus à la classe financière sous la forme d'intérêts hypothécaires, car elle emprunte de l'argent pour acheter à crédit des biens immobiliers, des logements et des biens commerciaux. Et vous vous retrouvez avec le type de financiarisation qui a fait grimper les prix des logements aux États-Unis à plus de 40 % du revenu, qui est officiellement garanti pour les prêts hypothécaires. Ce qui rend la main-d'œuvre américaine non compétitive sur le marché. Le coût des soins de santé privatisés, soit 18% du PIB, exclut l'Amérique du marché mondial. La dette, la dette automobile, la

dette étudiante - alors que dans d'autres pays l'éducation est gratuite - exclut aussi l'Amérique du marché.

Vous avez donc une économie fondamentalement non compétitive qui est en train de se suicider financièrement, suivant la même dynamique qui a détruit l'empire romain, où une oligarchie prédatrice a pris le pouvoir et s'est maintenue par une politique d'assassinat de ses détracteurs, tout à fait similaire à ce que l'Amérique a fait en Amérique latine et dans d'autres pays. L'histoire se répète donc avec ce même type de division du monde. Et cette division n'aurait pas pu se produire dans les années 1970, avec la conférence de Bandung en Indonésie. Il y a eu d'autres tentatives des nations non-alignées pour se libérer de l'impérialisme américain, mais elles n'avaient pas atteint la masse critique.

Mais maintenant, pour la première fois, vous avez une masse critique. Et vous avez la capacité de la Chine, de l'Iran, de la Russie, de l'Inde, d'autres pays ensemble à être autosuffisants. Ils n'ont pas besoin de relations avec les États-Unis. Ils peuvent gérer leurs propres affaires ; ils peuvent créer leur propre système monétaire en dehors du Fonds monétaire international, qui est fondamentalement une branche du département de la défense. Ils peuvent accorder des prêts pour construire l'infrastructure des pays en dehors de la Banque mondiale, qui est essentiellement une branche du département de la défense, de l'État profond. Vous avez donc l'économie américaine - essentiellement une fusion entre le complexe militaro-industriel et les secteurs de la finance, les assurances et l'immobilier de Wall Street - qui ne peut vraiment pas se développer plus que l'Empire romain ne pouvait se développer, en qui tente d'obtenir par des moyens militaires ce qu'il ne peut plus produire à domicile.

Eh bien, la Chine et d'autres pays, maintenant qu'ils ont leur base industrielle, les matières premières, la nourriture, une autosuffisance alimentaire, l'agriculture et la technologie, peuvent suivre leur propre voie. Nous assistons donc depuis quelques mois au début d'une guerre qui va durer peut-être 20, 30 ou 40 ans. Le monde est en train de se diviser. Et ce ne sera pas beau à voir, car les États-Unis et leurs satellites européens tentent de se battre pour empêcher une rupture inévitable qu'ils ne peuvent empêcher, pas plus que la classe des propriétaires européens n'a pu empêcher le développement du capitalisme industriel au XIXe siècle.

BENJAMIN NORTON : C'est une bonne transition vers ce sur quoi je voulais vous interroger, Professeur Hudson, à savoir la guerre économique contre la Russie.

Nous sommes le 9 mai. C'est aujourd'hui le jour de la Victoire en Russie, qui célèbre la victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. Pas la victoire américaine et britannique sur l'Allemagne nazie, la victoire soviétique, dans laquelle 27 millions de Soviétiques sont morts. Et en fait, je dois dire qu'ici, sur YouTube, dans la section des commentaires, il y a des Russes qui sont vos fans et qui vous remercient pour votre analyse convaincante de la Russie. Mais en ce qui concerne la Russie, nous avons constaté que depuis l'intervention militaire de la Russie en Ukraine le 24 février, nous avons assisté à ce que l'on pourrait appeler un « choc et effroi » financier. C'est un terme qui a été utilisé. Tout comme lorsque les États-Unis ont envahi l'Irak, ils ont mené une campagne militaire de choc et d'effroi contre ce pays. Aujourd'hui, ils mènent une campagne de choc et d'effroi économique ou financière contre la Russie.

Et la Russie a été désignée comme le pays le plus lourdement sanctionné de l'histoire. Ce qui est probablement exact, même si la RPDC, la Corée du Nord, est peut-être plus sanctionnée. Mais nous parlons de niveaux de sanctions jamais vus contre un pays de cette taille. Et vous pouvez également y voir l'équivalent contemporain d'une guerre de siège médiévale contre la Russie.

Joe Biden, dans un discours prononcé en Pologne, a clairement indiqué quel est l'objectif de Washington : c'est un changement de régime. Les États-Unis veulent renverser le gouvernement russe, comme ils l'ont fait en Union soviétique en 1991, et installer clairement une marionnette néolibérale alcoolique et docile comme Boris Eltsine. Pouvez-vous nous parler, d'un point de vue économique, des effets de cette guerre économique sur la Russie ? Et plus particulièrement en ce qui concerne le concept de découplage, dont vous parlez depuis des années, et vous avez dit que les sanctions occidentales contre la Russie et la Chine accéléraient ce processus de découplage. Et ce, avant le choc financier que nous avons connu.

Vous avez donc parlé de l'abandon de cette mondialisation néolibérale où tout est interconnecté, ou du moins où le capital est interconnecté à l'échelle mondiale, au profit de la création de ce que l'on pourrait appeler un rideau de fer économique. Mais comment voyez-vous cela également en termes d'intégration plus profonde des économies eurasiennes ? J'ai l'impression que l'Europe va devenir ce que vous appelez une zone économique morte, de plus en plus dépendante des États-Unis, alors que la Russie, la Chine, l'Iran, et même potentiellement l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, l'Indonésie - nous assistons à une plus grande intégration économique de l'Asie, qui est, bien sûr, le lieu où vit la majorité de l'humanité.

MICHAEL HUDSON : Eh bien, vous avez utilisé les mots "*choc et effroi*", reprenant les déclarations américaines de "*choc et effroi*". Il n'y a pas eu de choc et effroi ; il y a eu des balivernes autodestructrices, et des rires. Ce n'est pas tout. Nous [Les États-Unis - NdT] avons saisi 300 milliards de dollars des réserves étrangères de la Russie, ce qui se traduit par « Tout pays qui laisse ses réserves dans des banques américaines ou dans le Fonds monétaire américain pour stabiliser sa monnaie, peut être saisi si nous n'aimons pas sa politique ».

L'idée était de ruiner la Russie. Elle ne pouvait plus se permettre d'acheter quoi que ce soit sans dollars américains. Et les gens vont être tellement en colère qu'ils vont voter contre Poutine. Et alors nous pourrons verser notre argent à des abrutis comme Navalny et d'autres droitiers à qui nous avons promis qu'ils allaient devenir les nouveaux Eltsine. Eh bien, ça ne s'est pas passé comme prévu. Ils ont pris les 300 milliards de dollars des réserves de la Russie. La Russie a immédiatement dit, ok, nous avons notre propre argent. Nous avons maintenant, heureusement, suffisamment de pétrole et de gaz que nous n'avons pas à vendre à l'Europe et à l'Allemagne. S'ils veulent geler dans le noir, c'est leur problème. Nous allons vendre à l'Inde, à la Chine et à d'autres pays. Et il y a eu, pendant quelques jours, une chute du rouble, lorsque tout le monde se demandait ce qu'allait être la réaction de la Russie. Et tous les cambistes ont pensé qu'on pouvait faire confiance à Biden pour avoir une politique vraiment brillante. Je crois que Paul Krugman, le prix Nobel, a dit que Biden était le meilleur président américain depuis Roosevelt, ou depuis Truman, qu'il était si intelligent. C'est pour ça que Krugman a reçu le prix Nobel, pour faire des déclarations comme ça.

Alors immédiatement la Russie a dit, eh bien, évidemment, nous ne pouvons plus être payés en dollars, ou en euros, parce que vous allez simplement les saisir, donc vous allez devoir acheter le pétrole et le gaz en roubles. Nous allons fixer le prix dans notre propre monnaie. Tout comme la Chine avait parlé de fixer le prix de ses exportations en yuan. Et ce qui s'est passé, c'est qu'immédiatement le rouble non seulement s'est redressé, mais est maintenant à un taux plus élevé qu'avant les sanctions américaines. Il n'y a donc pas eu de choc du tout. Ce sont les Américains ont ressenti un choc. Les Américains sont choqués. Les Américains sont impressionnés. Les Russes rient et tout se passe comme ils le souhaitent.

C'est donc presque comme si - je n'accuserais pas Biden d'être à la solde de la Russie, et je ne dirais pas que les dirigeants du Congrès sont des agents russes, mais s'ils étaient des agents russes,

s'ils étaient payés par la Russie, ils n'auraient pas pu faire un meilleur travail pour aider la Russie à catalyser son protectionnisme qu'elle n'aurait pas fait d'elle-même.

Le fait est que le président Poutine et beaucoup de gens autour de lui étaient encore des néolibéraux. Je veux dire, ils ont commencé comme néolibéraux, dans les années 90. Ils ont commencé en espérant qu'ils pourraient conclure un arrangement avec l'Allemagne et l'Europe, que l'Europe développerait leur industrie et ferait de la Russie une économie aussi efficace que l'Allemagne ou les États-Unis. De toute évidence, ce n'est pas ce qui s'est produit. Pour autant, ils n'ont pas pensé à imposer des tarifs protecteurs comme l'ont fait les États-Unis. Ils n'ont pas protégé leur agriculture. Ils ont acheté des céréales, du fromage et d'autres produits agricoles aux pays baltes et à d'autres pays.

Mais une fois que les Américains ont mis en place les sanctions, qui ont commencé déjà sous l'administration Trump, tout d'un coup la Russie s'est retrouvée dans l'obligation de produire sa propre nourriture. Et c'est ce qu'elle l'a fait. Elle a investi. Elle est maintenant le plus grand exportateur agricole du monde, et non un pays à déficit alimentaire. Elle n'importe plus de fromage de Lituanie et des pays baltes. Elle a son propre secteur.

Les sanctions obligent la Russie à faire exactement ce que les États-Unis, l'Allemagne et d'autres pays protectionnistes ont fait au 19e siècle, en développant leur propre industrie en l'isolant des importations étrangères à bas prix, dont les prix étaient si bas que les Russes ne pouvaient pas se permettre d'investir dans des usines, des infrastructures, des équipements, la recherche et le développement. Donc ce que les États-Unis ont fait, c'est en fait catalyser le recentrage de la Russie.

Et aussi, depuis trois ou quatre ans, je discute avec les Russes, les Chinois et d'autres pays de la nécessité de dé-dollariser. Si vous voulez développer votre propre économie, vous devez le faire dans votre propre intérêt, avec des dépenses et une planification publiques, indépendamment des États-Unis. Tout le monde pensait qu'il faudrait des années, peut-être une décennie, à la Chine, à la Russie, à l'Iran et à tous ces pays pour se détacher des États-Unis. Nous allons vous isoler, vous devez donc vous liguer contre nous. C'est donc exactement ce qui s'est passé. Vous pouvez imaginer comment les Russes pleurent des larmes de crocodile. Et comment la Chine observe ce que les Américains font à la Russie, et écoute le président Biden dire que la Russie n'est pas notre véritable ennemi, que notre véritable ennemi est la Chine. Et quand nous en aurons fini avec la Russie, alors nous nous retournerons contre la Chine et lui ferons subir la même chose.

Vous pouvez imaginer ce que cela amène le gouvernement chinois à essayer de planifier pour être suffisamment indépendant des États-Unis, afin que des sanctions de type similaire ne lui nuisent pas. Et le président Xi a déclaré ces dernières semaines qu'il fallait rendre la Chine aussi indépendante que possible. Qu'elle devait fabriquer ses propres puces informatiques. Qu'il ne faut pas dépendre des États-Unis pour quoi que ce soit, sauf peut-être pour les films de Walt Disney. C'est à peu près tout.

J'ai mentionné que la finance vit à court terme. La politique américaine, qui est une politique financière, vit dans le court terme. Et elle regarde si elle peut obtenir une victoire rapide, une victoire éclair, et oublier ce qui va se passer ensuite.

On m'a dit qu'il y a des années, déjà depuis la guerre avec l'Iran, puis l'Irak et la Syrie, au Département d'État, s'il y avait des spécialistes arabes qui parlaient arabe, ils se faisaient virer. Ils disaient que si vous pouvez parler arabe, si vous avez appris l'arabe, c'est parce que vous avez de la sympathie pour eux. Alors vous étiez virés. Il ne fallait personne qui sache lire l'arabe ici. Au cours

de la dernière décennie, ils ont renvoyé tous les spécialistes de la Russie du département d'État et de la CIA, en disant que si l'on pouvait lire le russe, pourquoi l'avoir appris ? Vous devez aimer quelque chose en Russie. Vous vouliez l'apprendre. Vous êtes viré. Ils ont donc des gens qui n'ont aucune idée de ce qui se passe en Russie, aucune idée de ce qui se passe dans ces autres pays. Et ils sont aveuglés par leur idéologie. Et si quelqu'un disait, attendez une minute, la planification publique et le fait de faire de l'éducation un service public les rend en fait plus compétitifs, eh bien, cela va à l'encontre de notre idéologie. Ce n'est pas l'esprit de la maison. Et on leur apprend que l'on ne peut vraiment pas leur faire confiance à ces gens, qu'ils auraient peut-être des penchants pour le socialisme, alors ils étaient mis à la porte. La politique américaine est donc pratiquement dirigée par des aveugles, et les Européens ne font que recevoir des ordres et de l'argent dans de petites enveloppes blanches des États-Unis, pour montrer leur loyauté, et ils sont prêts à dépenser trois à sept fois plus pour leur énergie, pour leur gaz naturel liquéfié et leur pétrole, en achetant aux États-Unis, qu'en passant un contrat à long terme avec la Russie.

L'Europe est prête à dépenser 5 000 milliards de dollars pour mettre en place des ports capables d'accueillir des navires-citernes pour le gaz naturel liquéfié, au lieu de s'appuyer sur le gazoduc russe, le Nord Stream 2, qui est déjà en place. Donc l'Europe fait un énorme sacrifice. Si elle n'a pas le gaz russe, et qu'elle refuse de payer en roubles en disant à la Russie que si vous ne nous donnez pas du gaz et du pétrole gratuitement, vous nous agressez, parce que nous avons obtenu tout votre pétrole et votre gaz gratuitement, parce que tous les dollars, tout l'argent que nous payons, vous les avez recyclés aux États-Unis dans vos réserves étrangères. Dieu merci, les États-Unis peuvent tout saisir. Si vous ne continuez pas à nous fournir gratuitement, alors vous nous agressez.

Pour les États-Unis, les autres pays qui protègent leurs économies, qui essaient d'élever leur niveau de vie, et surtout les autres pays qui entreprennent une réforme agraire, sont considérés comme des ennemis des États-Unis, parce qu'ils sont un ennemi du système financier néolibéral américain. Et l'idée d'un monde unipolaire où les États-Unis obtiennent tous les profits, les rentes et les intérêts de l'économie mondiale, tout comme la Rome antique a dépouillé ses provinces en s'emparant de toutes leurs richesses et leurs revenus pour elle-même, sans les produire chez elle, tout en appauvrissant sa propre population. C'est un parallèle tout à fait judicieux.

L'Europe est donc prête à dire que si nous n'avons pas de gaz russe, cela signifie que nos entreprises chimiques ne peuvent pas acheter le gaz nécessaire à la fabrication d'engrais pour faire pousser nos cultures, et que notre productivité agricole va chuter d'environ 50 %. Nous allons aussi dépenser beaucoup plus d'argent pour l'armée américaine, les armes de l'OTAN pour soutenir l'OTAN. Donc plus dépenses pour la nourriture, pour les dépenses militaires, pour l'énergie. Cela met fin à l'Europe en tant que rivale industrielle de l'Asie, et de l'Eurasie, devrais-je dire, car maintenant l'initiative chinoise "*Belt and Road*" et d'autres dépenses d'investissement, des investissements en capital, dans toute l'Asie occidentale créent une nouvelle centre de production qui n'est pas seulement autosuffisante, mais qui ne laisse aux États-Unis et à l'Europe aucun pouvoir de concurrence industrielle. Ils se sont retirés du marché mondial au prix fort. Ils ne sont plus compétitifs.

Donc le monde se développe. Et je suis sûr que la seule façon dont les pays de l'OTAN peuvent lutter contre cela est par des moyens militaires, en menaçant de bombarder. Mais ils ne peuvent pas se battre économiquement. Ils ne peuvent pas lutter financièrement. Ils ont essayé en déconnectant la Russie du système SWIFT, et la Russie a très rapidement mis en place son propre système. N

Nous n'avons pas vraiment de stratégie, si ce n'est un travail formidable pour contrôler la dimension relations publiques de cette guerre, en faisant croire que d'une certaine manière les autres pays sont les agresseurs, en ne laissant pas l'Amérique les exploiter, et en faisant croire que

la Russie est l'agresseur en Ukraine, alors que l'OTAN ne cesse de provoquer la Russie en disant que nous allons saisir votre port en Crimée, et nous allons attaquer les russophones si vous ne vous défendez pas, et nous allons continuer à les bombarder année après année, depuis de 2014, nous allons continuer à les bombarder jusqu'à ce que vous interveniez pour les protéger. Tout cela est traité comme si l'Amérique ne faisait que se défendre. C'est ce que les nazis disaient pendant la Seconde Guerre mondiale. Hitler et Goebbels disaient qu'ils pouvaient toujours mobiliser la population pour soutenir leur guerre en disant que c'était une guerre de défense. C'est ainsi que les États-Unis s'y prennent en Europe. Non seulement ils tirent une stratégie du livre de Goebbels, mais il y a quelques semaines, l'Allemagne s'est rendue dans les musées, les musées militaires, où se trouvaient les vieux chars Panzer de la Seconde Guerre mondiale, et ils les ont envoyés en Ukraine, en disant que c'était symbolique, maintenant nous pouvons combattre la Russie avec les mêmes chars nazis allemands dirigés par les groupes néo-nazis, que Zelensky soutient, et mener le même combat nazi contre la Russie. Nous pouvons reconstituer la Seconde Guerre mondiale avec les mêmes chars, même symboliquement, pour montrer qu'il s'agit d'une lutte du nazisme et du néolibéralisme contre l'Eurasie.

BENJAMIN NORTON : Nous avons également vu l'Allemagne non seulement se remilitariser, mais aussi renforcer ses relations avec le Japon. Il y a des échos terrifiants de la seconde guerre mondiale.

Mais vous avez mentionné quelque chose que je veux analyser un peu plus, à savoir la force du rouble russe. J'ai parlé de la politique de choc et effroi financier appliqué à la Russie. Et le président Biden a dit sur le ton de la plaisanterie que le rouble russe était en ruines. [Jeu de mots en anglais entre « Ruble » (rouble) et « Rubble » (ruines, décombres) - NdT]. En fait, ce n'est pas du tout. Voici la valeur du dollar par rapport au rouble russe, à l'heure actuelle [montre un graphique]. Le rouble russe est à 69 pour un dollar. Il y a quelques jours, il était à 64, ou 65 pour un dollar, ce qui est en fait mieux que ce qu'il était même avant la guerre russe en Ukraine, qui a commencé le 24 février. Il a connu un pic, un pic au cours duquel il a été dévalué à 139 pour un dollar, soit environ la moitié de sa valeur actuelle. Mais dans les mois qui ont précédé l'intervention militaire russe, en novembre et décembre, il était autour de 75 pour un dollar. Le rouble s'est donc renforcé malgré ces sanctions. Et voici un rapport de Reuters datant d'il y a cinq jours, le 4 mai : "*Le rouble atteint son plus haut niveau depuis deux ans contre le dollar et l'euro, alors que l'UE renforce ses sanctions.*" Donc le rouble se porte plutôt bien.

Et vous avez parlé du mécanisme russe visant à forcer l'Europe à acheter des exportations énergétiques de la Russie en roubles russes. Et ce graphique, pour les personnes qui nous regardent, est en russe, mais il montre simplement ce mécanisme dans lequel une entreprise européenne qui veut acheter du gaz au géant gazier public russe Gazprom, doit envoyer l'argent en euros à la Gazprombank, qui est évidemment la banque qui travaille avec Gazprom, qui le place sur un compte spécial en euros, qui est ensuite vendu à la bourse de Moscou contre des roubles russes. Et puis ces roubles sont placés sur un autre compte spécial, appelé compte K, qui appartient à cette entreprise européenne. Elle a deux comptes, deux comptes spéciaux avec Gazprombank, un en euros, un en roubles. Et ensuite ce compte spécial en roubles envoie cet argent à Gazprom. Et une fois que l'argent arrive chez Gazprom, la Russie considère que le paiement a été officiellement effectué. C'est donc le mécanisme par lequel la Russie est payée en roubles. Et une grande partie de l'Europe a d'abord affirmé qu'elle ne le ferait pas, mais elle a fini par céder. C'est donc un développement incroyable.

Et en rapport avec cela, ce sur quoi je voulais vous interroger, c'est que je pense qu'une autre raison pour laquelle le rouble russe s'est renforcé et stabilisé n'est pas seulement parce que la Russie continue à maintenir des exportations constantes d'énergie vers l'Europe et d'autres parties du

monde. Vous pouvez parler des politiques de la banque centrale. Mais l'une d'entre elles est que la banque centrale russe a indexé le rouble sur l'or, ce qui, à mon avis, est une évolution très intéressante et historique. Et nous avons vu qu'entre début avril et fin juin, la Banque de Russie a déclaré qu'elle allait acheter de l'or à un prix fixe de 5 000 roubles par gramme d'or. La question est de savoir si, en juillet, lorsque cette politique prendra fin, elle se poursuivra et si le rouble deviendra fixe, s'il sera indexé sur l'or comme l'était le dollar américain jusqu'en 1971. Parlez-nous de cette politique. Pensez-vous que l'étalon-or va revenir ? Apparemment, vous ne le pensez pas.

MICHAEL HUDSON : Non, la Russie n'adopte pas l'étalon-or. Ce qu'elle fait, c'est investir ses devises étrangères de la seule manière qui ne soit pas saisissable. Elle les investit dans l'or ; elle met de l'or dans ses réserves. Elle ne fixe pas son taux de change en fonction du prix de l'or, mais elle achète de l'or avec ce qu'elle a obtenu.

Je veux revenir à la remarque sur les décombres. Vous avez rappelé ce qu'a dit le président Biden, "*le rouble est en ruines*". Il y a eu beaucoup d'images de ruines et de décombres dans les infos qui nous parviennent ces derniers jours. On nous montre telle photo ukrainienne, telle photo d'un char russe détruit. Il s'avère que c'est un char ukrainien et qu'ils disent simplement que c'est un char russe qui a été détruit. Donc, au fond, ce qu'ils font c'est prendre une image de leur propre destruction en annonçant qu'il s'agit d'une image de la destruction de la Russie, des actifs russes. La même chose se passe avec le rouble russe. L'Amérique dit, regardez, nous avons isolé le rouble. En fait, que s'est-il passé ? Si vous isolez le rouble et que vous dites que nous n'allons plus rien exporter vers la Russie, elle ne pourra plus dépenser un seul de ses roubles pour acheter des produits américains ou européens. Pendant ce temps, la Russie peut continuer à gagner des roubles grâce à l'Allemagne et à l'Europe, et elle peut continuer à gagner des devises étrangères grâce aux autres pays auxquels elle vend son agriculture à des prix croissants, son pétrole et son gaz à des prix croissants également. Donc évidemment, la balance des paiements est en train s'améliorer.

Et ils pensent que ce qui se prépare est un nouveau système monétaire qui est une alternative au système dollar-FMI. Et dans ce système, les autres pays détiendront leurs réserves dans la monnaie de l'autre. En d'autres termes, la Russie détiendra des roupies indiennes et des yuans chinois. La Chine détiendra des roupies et des roubles russes. Il y aura l'équivalent de ce que Keynes considérait comme quelque chose comme des droits de tirage spéciaux artificiels que les banques pourront créer pour aider à financer les gouvernements à entreprendre des investissements en capital. Mais pour les règlements des déficits de la balance des paiements entre pays, dès lors qu'ils n'ont pas assez de devises pour effectuer un swap, ils utiliseront l'or comme moyen de règlement, car l'or est un actif pur. Ce n'est pas un passif. Toute devise étrangère est en fait détenue dans un pays étranger qui a le pouvoir de faire ce que l'Amérique a fait à la Russie, s'en saisir et tout effacer. C'est comme si vous aviez un compte en banque, et que la banque vous dise : "*Nous venons de vider votre compte pour le donner à l'un de nos amis, et vous n'avez plus rien*". Vous ne pouvez pas faire ça avec l'or qui est votre propre possession.

Le Venezuela a fait l'erreur de faire garder son or en Angleterre, faisant confiance à l'Angleterre, disant que, même en cas de guerre, ils ne toucheront jamais l'or et la finance. Et l'Angleterre a simplement saisi l'or du Venezuela. Donc, évidemment, les pays ne vont pas laisser leur or dans d'autres pays. Même la petite Allemagne a demandé à l'Amérique de commencer à rapatrier l'or qu'elle a placé dans la Banque de la Réserve Fédérale des Etats-Unis parce qu'elle s'inquiète de savoir ce qui se passera si elle achète à nouveau du gaz russe... L'Amérique s'emparera de tout l'or de l'Allemagne, de tout l'argent allemand, et ce sera comme la première guerre mondiale encore une fois. Et donc cet acte de l'Amérique, qui s'est emparé de l'argent russe, des réserves étrangères de l'Afghanistan, est un signal à tous les autres pays pour se débarrasser de leurs dollars. En qui pourraient-ils les convertir ? Il n'y a pas grand-chose qui soit une valeur absolument sûre. L'or est

donc une valeur refuge aujourd'hui, car c'est l'une des choses que le monde entier considère comme ayant une valeur internationale pour le règlement des déficits de la balance des paiements, qui est indépendante de la politique mondiale.

C'est donc l'explication. La Russie n'opte pas pour l'or. Elle adopte une norme indépendante de celle des États-Unis, avec l'or comme un des composants de sa réserve étrangère, tout comme elle détient des yuans chinois et des roupies indiennes. Elle n'adopte pas l'étalon-roupie, ni l'étalon-yuan. Et elle n'adopte pas l'étalon-or. Mais ce sont des éléments de ses réserves étrangères.

BENJAMIN NORTON : J'ai une question un peu plus technique que je me suis toujours posée. J'ai essayé de faire des recherches sur ce sujet, mais je n'ai pas trouvé beaucoup d'informations. Nous savons donc que les États-Unis et l'Union européenne ont gelé plus de 300 milliards de dollars des réserves de change de la banque centrale russe. Et bien sûr, ils ont fait cela après avoir fait la même chose à l'Iran, au Venezuela et à l'Afghanistan qui est maintenant menacé d'une famine en qui pourrait tuer plus de personnes que pendant les 20 ans d'occupation militaire de l'Afghanistan par l'OTAN et les États-Unis, ce qui est un autre sujet qui devrait vraiment être plus couvert. Et je dois ajouter, au passage, que les États-Unis et l'Union européenne ont gelé près de la moitié des réserves de change de la banque centrale russe, et disent maintenant qu'ils ne vont pas les rendre. Donc ils l'ont volé. Je veux dire, ils ont volé la moitié de ses réserves.

Ma question est la suivante : quel est le mécanisme par lequel ils gèlent et volent effectivement ces réserves ? Parce que si je comprends bien, il y a bien sûr un élément physique de ces réserves, dont vous parlez, qui est l'or. Mais les 640 milliards de dollars de réserves de la banque centrale russe ne sont pas tous des devises physiques, n'est-ce pas ? Une grande partie est juste informatisée ? C'est juste un nombre dans les ordinateurs et les comptes bancaires. Donc, lorsque les États-Unis et l'UE volent cet argent aux banques centrales comme en Russie ou en Afghanistan - évidemment, dans le cas du Venezuela, comme vous l'avez mentionné, ils ont physiquement volé l'or. Mais si ce n'est pas de l'or, est-ce de l'argent physique stocké à Moscou, comme des dollars et des euros sonnants et trébuchants ? Ou bien s'agit-il simplement de chiffres dans un ordinateur, ce qui explique pourquoi ils peuvent le voler ?

MICHAEL HUDSON : Chaque pays doit gérer ses taux de change, et il y a toujours des hauts et des bas dans le flux des paiements pour les importations et les exportations, les investissements, les mouvements de capitaux, le service de la dette, tout cela. Les pays veulent donc stabiliser leur taux de change. Comment s'y prennent-ils ? La plupart des grands marchés des changes sont à New York et à Londres. Les pays laissaient leur argent dans des banques correspondantes. Comme l'Iran, à l'époque du shah, qui gardait ses réserves étrangères dans la Chase Manhattan Bank. Donc quand l'Iran, après la révolution et l'arrivée de Khomeini, a voulu payer les intérêts de la dette extérieure que le shah avait accumulée, ils ont dit à la Chase Manhattan Bank, voici nos détenteurs d'obligations, s'il vous plaît, payez-les. Le Trésor a dit à Chase de ne pas les payer, de prendre l'argent et de le garder. Donc Chase a dit à l'Iran, on a gelé votre compte. Et donc l'Iran a fait défaut, et ensuite Chase et le Département d'Etat ont dit, oh, l'Iran a fait défaut, il a manqué un paiement. Maintenant, tout l'argent dû pour la dette extérieure doit être payé en une seule fois. Et Chase a payé tous les détenteurs d'obligations. Du coup, il n'y avait plus d'argent sur le compte. Il a été vidé.

Supposons que vous ayez un compte à la Chase Manhattan. Et qu'ils vous disent, ok, maintenant vous avez fait quelque chose de vraiment mauvais, vous avez reçu MICHAEL HUDSON dans votre émission. Nous allons saisir votre compte. Nous allons le donner à M. Guaidó, parce qu'il a besoin de l'argent au Venezuela parce que là-bas les gens s'obstinent à ne pas voter pour lui. Donc tout d'un coup, vous n'avez plus d'argent sur votre compte. Il ira sur celui de M. Guaidó. C'est ce qui

s'est passé avec la Russie [Ndr – lapsus, il parle de l'Afghanistan, traduction ajustée en conséquence]. Ils ont pris l'argent. Ils ont pris l'argent sur le compte de l'Afghanistan. Et ils ont dit, il me semble, nous allons donner la moitié aux familles des victimes des attentats du 11 septembre [2001], parce que nous savons tous que c'est l'Afghanistan qui a bombardé le World Trade Center ce jour-là. Et nous allons le donner à toutes sortes d'autres personnes qui ont souffert dans le monde entier. C'est la faute de la Russie.

BENJAMIN NORTON : Mais lorsque vous dites qu'ils ont saisi les actifs de la Russie, vous voulez dire les actifs détenus par la banque centrale russe sur des comptes bancaires étrangers ?

MICHAEL HUDSON : Oui.

BENJAMIN NORTON : Et ce ne sont pas des biens physiques, ce sont des chiffres dans un ordinateur, non ?

MICHAEL HUDSON : Dans le cas du Venezuela, ce pays avait utilisé une partie des revenus de ses compagnies pétrolières pour acheter des stations-service et des sociétés de raffinage et les États-Unis ont en fait saisi la propriété des stations-service, des raffineries et du système de distribution que le Venezuela possédait aux Etats-Unis

BENJAMIN NORTON : Ça s'appelle Citgo.

MICHAEL HUDSON : Citgo, oui. La Russie n'a pas vraiment d'investissements en capital aux États-Unis. Elle avait des comptes bancaires, et c'est tout ce que les États-Unis pouvaient saisir.

BENJAMIN NORTON : Donc, quand vous dites que, lorsque la Russie, du moins pour le moment, la banque centrale autorise la convertibilité des roubles à un taux fixe en or, c'est une politique temporaire pour s'assurer qu'ils ont un actif physique que leur banque centrale peut conserver, parce que s'ils ont des dollars ou des euros dans leurs réserves, je crois savoir que ce n'est pas de l'argent physique, ce ne sont que des chiffres dans un ordinateur, donc ils ne l'ont pas physiquement dans leurs réserves bancaires, donc il est facile de voler cet argent. Évidemment, s'ils avaient des milliards de dollars en espèces, en papier, il serait beaucoup plus difficile de les voler, mais s'il s'agit simplement d'un compte bancaire, de chiffres dans un ordinateur, alors ils peuvent simplement les geler.

Je pense que c'est aussi le reflet d'un point que vous avez également soulevé à propos de la financiarisation de l'économie, c'est aussi qu'une grande partie de ce capital n'est même pas du capital physique.

MICHAEL HUDSON : Oui. L'épargne d'une personne est la dette d'une autre personne. Il s'agit donc des dépôts de la Russie dans les banques américaines qu'elle a utilisés pour acheter ou vendre des roubles, ou pour acheter des biens aux États-Unis, ou pour recevoir des paiements, si la Russie exporte quelque chose comme du pétrole. Les acheteurs américains de pétrole russe mettraient l'argent sur le compte bancaire russe. Ils n'ont jamais pensé que cet argent serait saisi. Mais maintenant la Russie dit, ok, vous avez saisi notre argent, maintenant cela signifie que nous pouvons saisir tous vos actifs en Russie. C'est génial ! Toutes vos actions dans le nickel, et Yukos, et toutes ces autres entreprises, ok, vous avez l'argent, nous avons les biens, regardez-nous les racheter à bas prix.

Et les investisseurs occidentaux en Russie ont tous vendu leurs actifs russes pour montrer qu'ils sont de bons citoyens américains dans l'OTAN, et les Russes achètent ces actifs européens et

américains à bas prix, en grande partie en empruntant de l'argent aux banques, qui obtiennent l'argent de la banque centrale, maintenant qu'ils sont si riches, et toutes les réserves de change sont le résultat de la déclaration américaine de « choc et d'effroi », qui est une sorte de choc et d'effroi à l'envers. La Russie s'en sort très bien. Et vous pouvez imaginer comment les stratèges américains grincent des dents. Ils ne comprennent pas comment la Russie a pu éviter d'être ruinée par cette affaire. Ils ne sont pas vraiment des économistes. Ils ne sont pas vraiment des financiers. Ce sont des stratèges en politique étrangère. Ce sont des idéologues qui ne sont pas très bien formés à penser à l'avenir et de reconnaître le fait que le monde peut réellement changer. Et parfois, ce changement n'est pas dans l'intérêt de l'Amérique. Ce n'est pas une pensée autorisée ici. Ainsi, les Américains et l'Europe opèrent à l'aveuglette, tandis que la Russie, la Chine, l'Iran et l'Inde cherchent tous à savoir comment restructurer le monde pour que nous en sortions plus prospères qu'avant, et non plus appauvris. C'est vraiment ce en quoi le monde se divise.

BENJAMIN NORTON : Professeur Hudson, je ne sais pas si c'est directement lié, mais c'est une question que je me suis toujours posé. L'Allemagne, en 2016 et 2017, a déplacé, physiquement, les réserves d'or de sa banque centrale, qui étaient stockées à New York, Londres et Paris, et elle a physiquement déplacé ces réserves, ces réserves d'or, à Francfort. C'était avant que les États-Unis et la Grande-Bretagne ne volent les réserves d'or du Venezuela et d'autres réserves. Savez-vous ce qui a motivé la banque centrale allemande à déplacer physiquement ses réserves d'or en Allemagne même ?

MICHAEL HUDSON : Je ne pense pas qu'ils aient encore tout déplacé. C'est toujours en cours. L'or est très lourd, aussi lourd que le plomb, en fait. Et l'Amérique a dit qu'elle ne pouvait le faire qu'au compte-gouttes. Donc l'Amérique rend l'or très lentement. Je pense donc que l'Allemagne, avec toute son histoire d'hyperinflation, se rend compte que, maintenant que l'or n'est plus utilisé pour régler les déficits de la balance des paiements - l'or que l'Allemagne avait en Amérique correspondait à toutes les exportations qu'elle faisait vers les États-Unis pendant la guerre du Vietnam. C'est l'or de la guerre du Vietnam. Vous vous souvenez que le président de Gaulle encaissait chaque mois, les dollars que l'Amérique dépensait au Vietnam étaient tous dépensés du Vietnam à Paris, les dollars finissaient là, la banque centrale de Paris achetait essentiellement de l'or sur la bourse de Londres et gardait l'or soit à New York soit à Londres.

Eh bien, l'Allemagne, parce que l'Amérique a vaincu l'Allemagne, et qu'elle n'allait surtout pas garder son or en Russie, a dit, bon, ok, nous échangeons nos surplus de dollars pour de l'or, mais nous allons garder l'or en Amérique. Mais maintenant, elle dit que l'Amérique ne réglera plus jamais ses déficits de balance des paiements et sa dette extérieure en or, parce qu'elle n'a aucun excédent, aucune capacité à le faire. Elle va dépenser son excédent d'exportation et son excédent d'investissement dans la guerre. Elle ne pourra donc jamais payer. C'est évident. Récupérons l'or.

C'était le calcul que tous les pays faisaient déjà il y a dix ans. Ils ont réalisé que l'Amérique ne pourra jamais rembourser sa dette extérieure, contrairement aux autres pays. Lorsque d'autres pays ne peuvent pas payer leur dette extérieure, ils doivent s'adresser au Fonds monétaire international, qui leur dit : "*Nous allons vous faire un prêt, mais vous devez vendre vos réserves de ressources naturelles aux Américains, sinon nous ne vous prêterons pas l'argent*". Eh bien, en gros, ça ne va plus se passer comme ça. Ils ont réalisé que l'Amérique va juste dire, haha, nous n'allons tout simplement pas payer. Du coup, d'autres pays disent, attendez une minute, si l'Amérique ne va jamais rembourser sa dette étrangère, pourquoi les pays du Sud doivent-ils payer leur dette au FMI et à la Banque mondiale, toute cette dette en dollars aux détenteurs d'obligations en dollars ? Si l'Amérique ne veut pas payer, nous n'avons pas à le faire. Faisons table rase du passé. Recommençons depuis le début. Et nous n'aurons des relations de dette et de crédit qu'avec des

pays amis, pas avec des pays qui veulent nous faire la guerre comme l'Amérique l'a fait en Afghanistan, en Syrie, en Irak, en Iran et maintenant en Russie. C'est donc en gros ce qui se passe.

BENJAMIN NORTON : Pour conclure, j'ai une autre question sur le déclin de l'hégémonie du dollar américain. Nous parlions de la force du rouble, de la guerre économique contre la Russie ; nous avons parlé du commerce bilatéral qui se développe entre la Russie et la Chine en utilisant le yuan chinois, entre la Russie et l'Inde en utilisant la roupie indienne. Et l'Iran parle également de faire des affaires avec un panier de devises. Je voudrais attirer l'attention sur un rapport qui a été récemment publié par des économistes qui travaillent avec le FMI. J'ai publié un article à ce sujet sur Multipolarista.com, "*Le FMI admet que l'hégémonie du dollar américain décline en raison de la hausse du yuan chinois et des sanctions contre la Russie*". Et il y a ce rapport qui a été publié par le FMI, par ces économistes, et je vous cite, professeur Hudson, dans ce rapport. C'est un document de travail du FMI, publié en mars, intitulé "*The Stealth Erosion of Dollar Dominance*". Et voici un graphique, pour les personnes qui nous regardent, voici un graphique du rapport. Il montre une baisse notable et constante de l'utilisation du dollar américain dans les réserves de change des banques centrales du monde entier. Et il a diminué ces dernières années, passant d'environ 70 % des réserves de change des banques centrales à environ 60 %. Soit une baisse de 10 %. Ce n'est pas énorme, mais c'est régulier et je pense que cela va s'accélérer. Parallèlement, ils ont également constaté une augmentation de l'utilisation de ce qu'ils appellent les "monnaies non traditionnelles" dans les réserves de change des banques centrales du monde entier. Et ici vous pouvez voir ce graphique. Cela ressemble à une influence significative parce que si vous regardez l'axe des y, c'est seulement de 90 à 100. Mais il y a une augmentation significative de l'utilisation d'autres devises dans les réserves de change, à part le dollar américain, l'euro, le yen japonais et la livre sterling. Et la monnaie qui est de plus en plus populaire est le yuan chinois.

C'est donc la moitié de ma question. L'autre moitié concerne ce rapport intéressant publié dans le Financial Times, intitulé "*Russia Sanctions Threaten to Erode Dominance of Dollar, says IMF*". Le FT a interviewé la première directrice générale adjointe du FMI, Gita Gopinath, qui a reconnu que les sanctions imposées à la Russie en raison de son intervention militaire en Ukraine pourraient entraîner ce qu'elle appelle "*une fragmentation à un niveau inférieur*". Et elle a déclaré que le dollar perdait de son influence, mais qu'il "resterait la principale monnaie mondiale".

C'est donc une question en deux parties. Pouvez-vous nous parler du déclin de l'hégémonie du dollar américain et de la façon dont les sanctions vont potentiellement l'éroder. Et puis l'autre partie de la question est, pouvez-vous commenter le déclin de l'utilisation des dollars dans les réserves de change ?

MICHAEL HUDSON : C'est ce dont parlait mon livre *Super Imperialism*. Lorsque je l'ai publié pour la première fois en 1972, je pouvais voir comment tout cela allait se dérouler pendant les 50 années suivantes. Et nous avons publié l'année dernière une troisième édition de ce livre, avec une mise à jour.

L'hégémonie du dollar signifie que le déficit de la balance des paiements de l'Amérique dans les années 50, 60 et 70 était entièrement militaire. Les dollars injectés dans l'économie mondiale étaient le résultat de dépenses militaires. Mais les dollars finissaient dans les banques centrales étrangères, notamment en Asie, en France, en Allemagne, etc. Qu'allaient-elles en faire ? Après 1971, ils ne pouvaient plus acheter d'or, donc tout ce qu'ils pouvaient faire était d'acheter des titres du Trésor américain. Des reconnaissances de dettes. Ils ont donc re-prêté au Trésor tout l'argent que l'Amérique dépensait militairement. Et plus l'Amérique dépensait d'argent en menant sa guerre froide militairement contre le monde, plus les banques centrales prêtaient d'argent au gouvernement américain pour financer le déficit américain qui était dépensé en grande partie pour le complexe

militaro-industriel et les opérations militaires à l'étranger. Ainsi, l'hégémonie du dollar a permis de financer gratuitement les quelque 800 bases militaires américaines dans le monde, afin de lutter contre le communisme, défini comme tout pays qui ne laisse pas l'industrie et la finance américaines prendre le contrôle de ses matières premières, de son agriculture et de ses ressources.

Et cela a maintenant pris fin. L'Amérique s'est emparée de l'or de l'Afghanistan et de la Russie. Tout d'un coup, il est évident que, cet été, il va y avoir une énorme pression sur les pays du tiers monde, sur le Sud global. Les prix de l'énergie vont augmenter considérablement, et cela va leur faire mal, tout comme le choc pétrolier de 1974 et 1975. Ils vont devoir payer plus cher leur nourriture, car les prix des denrées alimentaires vont augmenter considérablement avec l'éclatement de la guerre en Ukraine. Et une grande partie de leur dette extérieure, le service de la dette en dollars, arrive à échéance. Et ils sont confrontés à un choix : s'ils paient la dette extérieure, ils ne peuvent pas se permettre d'acheter le pétrole et l'énergie dont ils ont besoin pour faire fonctionner leurs usines et chauffer leurs maisons. Ils n'ont pas les moyens d'acheter la nourriture nécessaire à leur population. Quels intérêts vont-ils faire passer en premier ?

Bien sûr, leurs dirigeants vont placer les intérêts de l'Amérique en premier, et leurs propres intérêts en second, parce que leurs dirigeants, s'ils sont une oligarchie servile, sont mis au pouvoir par l'armée américaine, comme des sortes de Pinochet en miniature, un peu partout dans le monde. Supposons que d'autres pays décident de nourrir la population et ne pas détruire leur économie juste pour payer les détenteurs d'obligations étrangers. Ils sont un pays souverain. Ils veulent faire passer nos intérêts nationaux en premier. Alors les États-Unis pourront dire qu'ils vont saisir tous leurs actifs étrangers aux États-Unis. Mais d'autres pays peuvent dire, oh, ils vont nous faire exactement ce qu'ils ont fait à l'Afghanistan et à la Russie. Faisons sortir notre argent des États-Unis rapidement. Si nous n'avons pas de dollars, eh bien, c'est vrai, nous ne pouvons pas payer nos détenteurs d'obligations en dollars, mais au moins nous pouvons, sur les marchés internationaux, acheter la nourriture et l'énergie dont nous avons besoin.

Ainsi, les tensions, la perturbation des prix mondiaux, l'inflation et le commerce qui résultent de l'attaque de l'OTAN contre la Russie, menacent maintenant de pousser tous les pays de l'hémisphère sud à s'allier avec la Russie, la Chine, l'Inde et tous les autres. L'Amérique est donc en train de créer un nouveau mur de Berlin, mais ce mur l'isole des autres pays, et pousse les autres pays à se rassembler dans ce qui sera, je l'espère, une économie mondialisée heureuse, autosuffisante et non américaine.

BENJAMIN NORTON : Eh bien, je tiens à vous remercier, Professeur. C'est toujours un réel plaisir de vous recevoir. Je sais que vous êtes très occupé, alors merci de nous accorder autant de votre temps.

Je dois dire que la section des commentaires ici sur YouTube a été très active, avec des conversations intéressantes. Et ce qui est bien, c'est qu'il y a des gens du monde entier, des États-Unis, d'Amérique latine, d'Europe et de Russie. Donc c'est bien de voir un mélange de personnes. Et pour tous ceux qui veulent l'écouter, vous pouvez consulter la version podcast si vous cherchez Multipolarista sur Spotify, et iTunes, et toutes les autres plateformes de podcast.

Et je dirai simplement, pendant que je termine, que nous avons parlé aujourd'hui, au début de cette discussion, d'un nouveau livre que MICHAEL HUDSON publie cette semaine. Il s'intitule "*The Destiny of Civilization : Capitalisme financier, capitalisme industriel ou socialisme.*" C'est un très bon livre. J'ai eu le privilège d'en recevoir un exemplaire en avance. Alors, lisez ce livre.

Vous pouvez également trouver tous les écrits du professeur Hudson sur michael-hudson.com.

Merci, professeur Hudson.

MICHAEL HUDSON : Ce fut un plaisir.

JC – Chacun corrigera les erreurs ou approximations qui figurent dans cet interview ou vérifiera certaines assertions, je n'ai pas le temps de m'y coller.

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 17 mai 2022.

Commentaires de LVOG publiés à la suite d'articles de presse.

Qu'est-ce Bellingcat évoqué par plusieurs lecteurs ? L'OTAN, la CIA !

Extraits.

Le fondateur et directeur de Bellingcat, Eliot Higgins, a été embauché en 2016 comme membre par l'Atlantic Council, basé à Washington, un groupe de réflexion (think tank) financé par le département d'État américain et la division "diplomatie publique" de l'OTAN, entre autres.

Le chef actuel du NED, Damon Wilson, était auparavant vice-président exécutif du Conseil de l'Atlantique. Avant cela, il a occupé des postes de direction à l'ambassade des États-Unis à Bagdad, à l'OTAN et au Conseil de sécurité nationale des États-Unis, où il "contribuait à l'élargissement de l'OTAN".

En septembre 2021, Bellingcat a annoncé un nouveau conseil consultatif international de six personnes, qui comprenait Francis Fukuyama, un ancien fonctionnaire du département d'État américain sous Reagan qui a récemment siégé au conseil d'administration de la NED.

Dans la section «A propos» de Bellingcat, parmi quelques-unes de ses sources «actuelles» de financement figure la National Endowment for Democracy (NED/CIA), que finance le Congrès américain.

En octobre 2018, le patron de Declassified Matt Kennard, selon les données officielles le FCO (Ministère britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth) a payé à Bellingcat 1800 livres le 20 décembre 2018.

Le média «indépendant» se targue d'être en partenariat avec l'Open Information Partnership (OPI)... oubliant de préciser au passage que cet organisme est lui-même entièrement financé par le FCO.

Avec un fondateur passé par l'Atlantic Council, des financements et partenariats du gouvernement britannique, il n'est pas vraiment difficile de deviner le tropisme de Bellingcat dans son choix de sujets. «Bellingcat agit comme un propagandiste non officiel de l'OTAN, se focalisant de façon obsessionnelle sur les ennemis de l'Ouest», notait à ce propos en 2017 le journaliste de Grayzone Ben Norton.

(Source ou pour lire les articles en entier :

https://francais.rt.com/international/82060-bellingcat-media-independant-investigation-ou-officine-renseignement-britannique.

https://declassifieduk.org/fr/cia-sidekick-donne-26-millions-de-livres-sterling-a-des-groupes-de-medias-britanniques

De l'importance de la "*libre pensée*", question : Pour qui et pour quoi ?

Heureusement tout de même que depuis "*Voltaire*" et "*Hugo*" la pensée des hommes a évolué ou des penseurs géniaux ont découvert les facteurs déterminants qui servent de moteurs au développement de la civilisation humaine ou du processus historique qui est à l'origine de l'évolution de l'espèce humaine, qui ne sont ni religieux, philosophiques, idéologiques ou politiques mais économiques.

On pourrait nous rétorquer que l'idéologie, la politique et l'économie sont liés, en effet, sauf quand on s'emploie à faire disparaître ce lien volontairement ou non. Vous comprendrez que tout changement politique qui ne s'accompagnerait pas d'un changement de régime économique ne changerait rien du tout ou les rapports sociaux établis demeureraient en vigueur.

La libre pensée, qui a pu avoir son heure de gloire autrefois, a fait l'objet de toute sorte d'instrumentalisations depuis le début du XXe siècle par différents courants politiques de droite, de gauche ou d'extrême gauche, au point que tout le monde peut s'en réclamer, et devenir le lieu de rencontre ou de convergence entre les courants opportunistes francs-maçons socialistes et trotskystes qui peuvent ainsi se livrer à une collaboration de classes à peine déguisée. Si vous en doutez, demandez-vous où les libres penseurs étaient-ils passés au cours des deux dernière années ? Ils ont tous adopté la muselière et la vaccination de Macron, c'est juste un constat que chacun a pu vérifier, je parle des organisations ou des partis politiques, les libres penseurs soi-disant apolitiques ou autoproclamés ne présentant aucun intérêt, puisque l'apolitisme n'existant pas.

Totalitarisme. Quand des féodaux fanatiques gouvernent et alimentent le communautarisme et l'extrême droite.

Burkini dans les piscines: le conseil municipal de Grenoble donne son feu vert - francesoir.fr 17 mai 2022

Pour le maire écologiste de Grenoble, le combat qu'il mène est une lutte « féministe » respectant la « *laïcité parce que rien n'interdit le port de vêtements religieux dans l'espace public, y compris à la piscine* ». (Vous comprenez pourquoi je ne me reconnais ni dans le féminisme ni dans la laïcité. - JC)

À l'issue d'un conseil municipal extrêmement tendu, lundi 16 mai, la ville de Grenoble a autorisé le port du burkini dans ses piscines à partir du 1er juin. Selon Le Point, 29 conseillers municipaux ont voté oui, 27 non, et deux autres se sont abstenus. Les débats ont duré plus de 2h30, et ont été marqués par des règlements de compte virulents entre élus. Grenoble est la seconde ville à autoriser le port du burkini, après Rennes, en 2018.

73% des Français contre le burkini

Selon un sondage de l'institut CSA pour CNews, les Français seraient à 73% pour son interdiction. Les hommes et les femmes ont exactement le même avis sur la question, avec 73% des hommes qui y sont opposés et 74% des femmes. Les opinions sont globalement similaires entre les différentes catégories socioprofessionnelles. C'est surtout au niveau de l'âge que les avis sur le port du burkini

dans les piscines municipales s'opposent significativement. Les 18-24 ans se prononcent pour une autorisation de ce maillot de bain à 63%. Ils ne sont, en revanche, que 26% chez les 35-49 ans à vouloir l'autoriser, et 12% chez les plus de 65 ans. francesoir.fr 17 mai 2022

JC - J'ai vécu pendant trois ans dans un lotissement boisé pratiquement désert où figuraient deux piscines découvertes à 50 mètres de chez moi, super, je n'y ai jamais mis les pieds ! Et pour cause, les Indiens de l'extérieur du lotissement pouvaient venir s'y baigner moyennant 50 roupies par personne je crois, (0,6 euro) tout habillés pour les femmes et les jeunes filles, sans passer forcément par la douche puisqu'il n'y avait personne pour surveiller la piscine, alors qu'elles arrivaient en deux roues à moteurs recouvertes de poussières, etc.

Mais bon, je dois être raciste, ma compagne tamoule qui n'y a pas mis les pieds non plus aussi !

Commentaire d'internautes.

1- Nous voici devant une inversion des valeurs typique : au nom de la tolérance, on accepte en Occident une tenue islamique, alors que les femmes des pays musulmans n'ont pas le droit de s'habiller autrement que dans des tenues charia-compatibles !

C'est une pente glissante : le droit qui est réclamé deviendra, si ce courant devient plus fort, une obligation !

Et qu'on ne me parle pas de racisme : nous avons su quand il le fallait remettre à sa place l'Église catholique et ses prétentions de régenter la société ! Nous devons en faire de même avec les ulémas et imams qui n'ont pas compris qu'ils devaient respecter les règles qui fondent notre société !

2- Chacun son truc! Mais quand on sait que les iraniennes mettent leur vie en danger en voulant enlever cet accoutrement qui les opprime... C'est à ne rien y comprendre...

Toulouse : des élèves quittent un cours parce que leur enseignant leur fait écouter une chanson des Beatles pendant le Ramadan - BFMTV 18 mai 2022

Les faits remontent au 4 avril dernier. Au collège des Chalets, dans le centre-ville de Toulouse, un professeur fait écouter un morceau des Beatles à ses élèves pour étudier la structure de la chanson.

Prétextant qu'il n'a pas le droit d'écouter de la musique durant le Ramadan, l'un des collégiens se lève et quitte le cours. Il est ensuite rejoint par sept autres camarades. BFMTV 18 mai 2022

Thierry Moreau lynche le footballeur Gana Gueye qui refuse de se soumettre au diktat LGBT - lemediaen442.fr 18 mai 2022

Le footballeur Idrissa Gana Gueye s'est à nouveau fait porter pâle, comme en 2021, pour ne pas avoir à jouer sous le maillot LGBT. Chacun ses goûts. Les couleurs ne lui plaisent pas et cette publicité communautaire LGBT n'est pas prévue dans son contrat. Peu importe, il devrait être viré, il n'a aucun courage, en tout cas selon la logique binaire du « *ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous* ». Et qui a lancé cet anathème ? Don Vito Corleone ? Non, Thierry Moreau. Un

homme, un vrai. Il est passé par Auto Moto, Ici Paris, Télé 7 jours, TPMP, CNews, LCI, RMC, un parcours de baroudeur, un vrai brevet de courage.

Récapitulons. Celui qui refuse un maillot LGBT est homophobe ; celui qui refuse des injections de thérapie génique expérimentale est antivax ; qui est contre la politique sioniste est antisémite. Prince de cette logique binaire, le président Bush s'était adressé aux lâches qui ne voulaient pas de guerre en Irak, en Afghanistan, etc. : « *Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous.* »

Aucune loi n'oblige à se déguiser avec un tee-shirt de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel et de prendre parti pour un sexe ou l'autre. La lutte des sexes a dépassé la lutte des classes, foi de Soros ! Parodiant Winston Churchill, on peut dire qu'en France, tout est interdit, même ce qui est permis et que l'obligation morale (de George Soros, Thierry Moreau, Emmanuel Macron…) prime sur la loi. Honte donc à celui qui n'a pas envie de participer au faux problème LGBT, cause exclusive, primant sur tout autre problème. Il faut dire que diviser pour mieux régner, c'est quand même plus simple que partager. lemediaen442.fr 18 mai 2022

Dans la rubrique : Au secours, tout ce que je mange est peut-être contaminé, on va tous mourir !

Cette boisson qu'on consomme sans modération est en réalité un véritable nid à contamination - Grazia 18 mai 2022

Des poils, des insectes et même du plastique… Ces substances font partie de la composition de plusieurs thés et tisanes que nous achetons fréquemment. *60 millions de consommateurs* a fait analyser 48 références de ce type de boisson et le résultat est sans appel ! Des substances dégoutantes et dangereuses pour la santé et pire encore certains des composants sont interdits sur le sol français.

La plupart des thés et tisanes non bio sont composés de pesticides qui rendent leur consommation très nocive. Ceux dont on doit fortement diminuer l'utilisation ? Les thés verts ! Et au niveau des marques, quatre d'entre elles menant l'industrie par le bout du nez contiennent des substances interdites sur le sol français. On peut compter Lipton, Twinings ou encore Cotterley d'Intermarché qui se hisse en haut des pires thés non consommables… Pour continuer à consommer cette boisson à votre guise, vous pouvez toujours le faire en vous en approvisionnant de version bio. Et pour trouver celui qu'il faut, le thé noir Earl Grey Bio village de E.Leclerc et le thé vert Menthe bio de Clipper sont de très bons choix… Et c'est *60 millions de consommateurs* qui le dit !

Attention, ces cuisses de poulet ne doivent surtout pas être consommées - Yahoo 17 mai 2022

JC – Je vis en Inde depuis 1996, je mange ce qui est à ma disposition dans les magasins ou au marché, et comme autrefois en France j'ignore si tel ou tel produit est toxique ou non, je pars du principe qu'il ne l'est pas et je n'en suis pas encore mort ! Cela existe comme partout ailleurs depuis la nuit des temps, et alors ?

C'est comme lorsque vous faites la connaissance de quelqu'un ou que vous observez la personne qui est assise en face de vous dans le bus, le métro ou le train, vous la regardez avec bienveillance,

parce que dans le cas contraire votre vie serait un enfer. Si vous deviez voir le mal partout, vous deviendriez paranoïaque, psychotique et profondément malheureux. C'est exactement ce qu'ils cherchent à faire.

Instrumentalisation et spéculation, décryptage d'une mystification ou fake news.

Rappel.

La Russie s'apprête à effectuer la plus grosse récolte de blé de son histoire. - Russia Today 12 mai 2022

« Une bonne récolte est attendue cette année. Selon les experts – bien sûr, ce sont des estimations préliminaires – la récolte de céréales peut atteindre 130 millions de tonnes, dont 87 millions de tonnes de blé », a déclaré Poutine, notant que « *cela peut devenir un record dans toute l'histoire de la Russie* ».

La plus grande récolte de céréales de Russie a été enregistrée en 2017, avec 135,5 millions de tonnes, dont 86 millions de tonnes de blé.

En 2020, le chiffre était de 133,5 millions de tonnes de céréales (dont 85,9 millions de tonnes de blé). L'an dernier, la récolte s'élevait à 121,4 millions de tonnes (dont 76 millions de tonnes de blé). Russia Today 12 mai 2022

JC - L'Ukraine a produit 28 millions de tonnes de blé en 2019, le Canada, 35 millions de tonnes en 2020, la France, 40 millions de tonnes en 2019, les Etats-Unis, 52 millions de tonnes en 2020, l'Inde, 107 millions de tonnes en 2020, la Chine, 134 millions de tonnes en 2020.

La production de l'Ukraine représente moins de 10% de la production des 5 principaux pays producteurs de blé dans le monde. D'une année sur l'autre la variation peut atteindre ou dépasser largement 10%, 2016-2017 aux Etats-Unis, 62,8-42,3 millions de tonnes, 2015-2016 en France 42,7-29,3 millions de tonnes, 2019-2020 toujours en France, 40,6-30,1 millions de tonnes, soit plus de 30% de variation, etc. et là étrangement pas de "choc alimentaire mondial", qui en réalité est programmé par l'oligarchie anglo-saxonne.

(Source : https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QCL/visualize)

On nous dit que (Courrier international 17 mai 2022) :

- La guerre en Ukraine provoque un choc alimentaire mondial

- La semaine dernière, le ministère de l'agriculture aux États-Unis a annoncé une baisse historique de la production mondiale de blé en 2022-2023, en raison de l'invasion russe en Ukraine et des aléas climatiques mondiaux.

- Selon le programme alimentaire des Nations unies, "*la guerre en Ukraine a exposé la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales à des chocs soudains, avec de graves conséquences pour la sécurité alimentaire*" Courrier international 17 mai 2022

JC - Vous ne constatez rien dans ce discours ? Ils partent de l'objectif qu'ils se sont fixés ou qu'ils ont fabriqué à destination de la population, créé "*un choc alimentaire mondial*", jurant qu'ils n'y sont pour rien en invoquant deux facteurs qu'ils ont également créés de toutes pièces et qui fait partie de la panoplie de leur propagande "*l'invasion russe en Ukraine et des aléas climatiques mondiaux*" à laquelle la population est également censés adhérer, pour finalement se rabattre sur un troisième facteur qui n'a rien à voir avec les deux autres , mais qu'ils lient entre eux pour fournir une crédibilité à leur démonstration construite sur la base d'un syllogisme foireux "*la guerre en Ukraine a exposé la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales à des chocs soudains, avec de graves conséquences pour la sécurité alimentaire*".

Au final, ils substituent à la réalité leur propre interprétation que la population doit adopter afin de parvenir à leur fin politique : Accusez la Russie d'affamé les peuples et de semer un chaos mondial, d'être responsable de l'inflation et des pénuries, et surtout justifier leur dépense en armement à destination du régime néonazi ukrainien.

POLITIQUE

Rappel.

Les réseaux en marche - mauvaisenouvelle.fr 18 juin 2017

On attribue à Tocqueville cet aveu : *« Je ne crains pas le suffrage universel : les gens voteront comme on leur dira [1] »*. Il est pénible de constater l'aveuglement de trop de nos compatriotes face aux manipulations de plus en plus flagrantes des maîtres oligarchiques du moment.

Aristote écrivait qu'*« il est considéré comme démocratique que les magistratures soient attribuées par le sort et comme oligarchique qu'elles soient électives »* (Politique, IV, 9, 1294 b 7-9). Il précisait en effet : *« Les élections sont aristocratiques et non démocratiques : elles introduisent un élément de choix délibéré, de sélection des meilleurs citoyens, les «* aristoï *», au lieu du gouvernement par le peuple tout entier. »* (Politique, IV, 1300b 4-5).

Mais qui sélectionne de nos jours les nouveaux *« aristoï »* ? Le peuple ou les réseaux ? Nous proposons ici quelques pistes bien entendu incomplètes et perfectibles.

Il nous a paru éclairant de préciser les officines actuelles qui dirigent véritablement les modes de penser et de vivre des citoyens. Le gouvernement nommé par Emmanuel Macron présente ainsi un certain nombre de *spécimen* intéressants.

Le nouveau président est lui-même un produit construit de toute pièce par des associations privées et des institutions publiques, et récemment proposé aux Français comme un individu compétent (Sciences-Po, ENA, banque Rothschild, etc).

Son parti « *En marche* » a été structuré et organisé au dernier moment dans des clubs de pensée et autres boites de communication.

L'agence *Steele ans Holt* [2] fondé en 2013 par Sylvain Fort [3] a managé la *com* du parti et organise maintenant les déclarations de l'Elysées. Les trois clients principaux de cette société : Axa,

groupe Edmond de Rothschild, le Fond de Pension US Carlyle. L'image du couple Macron est contrôlée par Michèle Marchand [4].

Henri de Castries, président de groupe Axa, était paraît-il pressenti comme futur premier ministre en cas de victoire de François Fillon [5]. Mais de Castries est aussi le président du Groupe Bilderberg [6] et de l'Institut Montaigne.

Le président Macron [7] a été invité en 2014 par Henry Kissinger à une réunion du Groupe Bilderberg. Son premier ministre, Edouard Philippe, membre du club Le Siècle [8], a également été invité à une réunion en 2016.

L'Institut Montaigne avait accueilli les premières réunions du parti *En Marche*. Ce « think tank indépendant [9] » est présidé par Henri de Castries et dirigé par Laurent Bigorgne. Ces jeunes quiqua sont en fait des agents de vieux néo-conservateurs français comme Olivier Duhamel.

Henri Hermand (1924-2016) était également une éminence grise de l'oligarchie politico-médiatique actuellement au pouvoir. Engagé dans plusieurs *think tanks* (membre fondateur de la Fondation Saint-Simon [10], membre de La République des Idées, mais il est également administrateur de Terra Nova [11] et membre du Comité d'Orientation du Club des Vigilants [12]), il a parrainé Macron.

Lors de la création du journal *« le 1**[13]** »*, Henry Hermand en est un fondateur et actionnaire. Peu avant de mourir, il repère Emmanuel Macron lors de son stage de l'ENA à la préfecture de l'Oise. Henri Hermand entreprend de le stipendier, l'invite en vacances et devient le témoin de son mariage avec Brigitte Trogneux en 2007. Hermand avouait : *« Emmanuel n'a jamais pris une décision importante sans m'en parler **[14]**. »*

Mais Emmanuel Macron a surtout été projeté comme présidentiable par Jean-Pierre Jouyet [15], personnage peu médiatisé et pourtant influent.

La Fondation Jean-Jaurès [16], dont Jacques Attali est membre, a voté Macron en juin dernier.

Elu « *Young leader* » par la *French American Foundation **[17]*** en 2012, association qui repère les futurs dirigeants français pro-atlantistes, Emmanuel Macron est le produit des réseaux oligarchiques français, européistes et mondialistes. La concentration actuelle des médias aux mains d'un très petit groupe de personnes reliées au sein de ces compagnonnages et installées depuis quelques décennies a favorisé cette création quasi ex-nihilo.

Après avoir suggéré quelques-uns des rouages de cette ingénierie politique, peut-on encore croire qu'Emmanuel Macron a été élu « *démocratiquement* » par le peuple français ?

Son premier gouvernement est également représentatif de la réalité du pouvoir :

- Edouard Philippe, premier ministre, *young leader* de la FAF, validé par le Groupe Bilderberg.
- François Bayrou, Garde des Sceaux, membre du Comité d'Honneur de la Licra.
- Gérard Collomb, ministre de l'intérieur : vieux Franc-Maçon lyonnais, membre du Siècle.
- Bruno Le Maire, ministre de l'écologie, membre du Siècle.
- Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, membre du Siècle.

- Sylvie Goulard[18], ministre des Armées, membre du Siècle et appréciée du groupe Bilderberg.
- Françoise Nyssen[19], ministre de la culture, héritière des Editions Actes Sud.
- Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education, membre du Siècle.
- Murielle Pénicaud, ministre du Travail, membre du Siècle.
- Elisabeth Borne, ministre du Travail de l'Ecologie et du Transport, membre du Siècle.
- Agnès Buzyn[20], ministre de la Solidarité et de la Santé, mariée au président de l'Inserm… intervenante régulière au Grand Orient de France (GOF).
- Nicolat Hulot, qui croit peut-être encore que le saint-simonien Macron va freiner la « croissance »… intervenant au GOF.

Ce que nous voulons ici souligner, c'est l'ignorance des électeurs quant à l'existence et l'influence de ces groupes idéologico-économiques. Nous semblons en effet très loin du tirage au sort mais très proche des prophéties de Tocqueville. Une question demeure : pourquoi faire élire Macron ?

Peut-être pouvons-nous suggérer une piste : au-delà de la vilenie et de la vanité ordinaire, le but ne serait-il pas de dynamiser l'idéologie mondialiste libérale-libertaire qui s'exprime par les voix d'autorité ? L'objectif ne serait-il pas de verrouiller davantage les résistances aux puissances de ce monde ? Une question nous travaille : comment des citoyens français [21] ont-ils pu voter pour un représentant des maîtres du moment qui les maintiennent en esclavage ? Le mode opératoire était manifeste : un illustre inconnu, jamais élu, a bénéficié d'une couverture médiatique inouïe durant des mois avant les élections.

Notes

[1] Citation qui circule beaucoup sur internet mais difficile à sourcer précisément. Elle correspond à l'esprit de certains passages de « *La Démocratie en Amérique* ».

[2] http://www.steeleandholt.com/fr/agence.html

[3] Normalien, agrégé de Lettres Classiques, après sept ans comme professeur assistant à Paris-IV Sorbonne, il rejoint le département stratégie et développement de BNP Paribas. On pourra lire son article « Lettre à un jeune qui n'apprend ni le grec ni le latin » où il dénonce l'aveuglement de la jeunesse organisé par l'Education Nationale : http://www.valeursactuelles.com/societe/sylvain-fort-lettre-a-un-jeune-qui-napprendra-ni-le-grec-ni-le-latin-51734

[4] Née en 1947, elle travaille pour de nombreux titres de presse dont Gala, Paris Match, Public, Closer et Voici, depuis le début des années 1990.

[5] A écouter : la confidence de François Fillon à Philippe de Villiers :

https://www.youtube.com/watch?v=yOgiggCVrmc

[6] Pour une petite présentation du groupe Bilderberg, on écoutera Natacha Polony :

https://www.youtube.com/watch?v=iQAccp0KBJE

[7] En compagnie de François Barouin et de Christine Lagarde.

[8] http://www.lesiecle.asso.fr/. Présidé actuellement par Patricia Barbizet, responsable financière du Groupe Pinault, le Siècle est un « think tank » qui rassemble les élites françaises par cooptation. Olivier Duhamel fait partie de cette association.

[9] http://www.institutmontaigne.org/fr/institut. A lire sur les liens de droite du site : *« Ils nous soutiennent »*

[10] Think tank (1982-1999) fondé par des libéraux dans lequel on retrouvait Alain Minc, Jean-Claude Casanova, Jean Peyrelevade, Christian Blanc, Jean-Luc Lagardère, Francis Mer, Jean Daniel, Laurent Joffrin, Serge July, Christine Ockrent, Anne Sinclair, Franz-Olivier Giesbert, Jean-Marie Colombani, Michèle Cotta, Jean-Pierre Elkabbach, Luc Ferry, Alain Touraine, Bernard Kouchner…

[11] http://www.tnova.fr/biographie/henry-hermand : *« think tank progressiste indépendant »* : http://tnova.fr/ Ce groupe de pression, fondé en 2008 par Olivier FERRAND, haut fonctionnaire, professeur à Sciences Po, ancien conseiller du Premier ministre et du Président de la Commission européenne, est financé par la banque Rothschild.

[12] http://www.clubdesvigilants.com/le-club/instances-dirigeantes/

[13] C'est dans un numéro du 1 que Macron reconnaissait : *« La politique sans la philosophie n'est qu'un cynisme, un nihilisme. »* (Le 1). Cf : http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2015/07/09/31001-20150709ARTFIG00295-emmanuel-macron-l-eleve-d-aristote.php

[14] Raphaëlle Bacqué, *« Henry Hermand, acteur de la deuxième gauche et mentor d'Emmanuel Macron, est mort »* [archive], lemonde.fr, 8 novembre 2016.

[15] Né en 1954, ENA, promotion Voltaire (1980), membre du club Le Siècle, ministre sous Sarkozy puis conseiller de Hollande.

[16] https://jean-jaures.org/

[17] http://french-american.org/

[18] Née Grassi en 1964, a souvent rappelé qu'elle ne se sentait pas française…

[19] Anthroposophe depuis le suicide de son fils, et donc en opposition avec le Miviludes qui a classé cette organisation comme « *secte* ».

[20] Née de Elie Meier-Buzyn, ancien déporté à Auschwitz, aujourd'hui membre de la Loge Sigmund Freud du B'nai B'rith (https://fr.wikipedia.org/wiki/B%27nai_B%27rith) et témoin de la Shoah.

[21] A ne pas confondre avec « *le peuple français* » : en première intention, au premier tour, Emmanuel Macron remporte 8,6 millions de voix sur 47,5 millions d'inscrits, soit 18,19 % des inscrits…

Un souhait ou un pétard mouillé ?

Plus de trois français sur quatre (77%) pensent qu'une explosion sociale peut éclater dans le pays dans les prochains mois selon un sondage Ifop pour Sud Radio, soit 9 points de plus qu'en octobre 2021.

Parmi ces 77%, 25% sont « certains » qu'une explosion sociale arrivera dans les prochains mois et 52% l'estime « probable ». qg.media 13 mai 2022

Quand on sait que Macron applique les directives qui lui sont transmises par des conseillers occultes.

À Matignon, Élisabeth Borne planche sur la composition du nouveau gouvernement - BFMTV 17 mai 2022

En famille. Peu importe, ils se précipitent pour la légitimer.

Pouvoir d'achat, salaires : huit syndicats d'agents publics interpellent Élisabeth Borne - europe1.fr 17 mai 2022

Une large coalition de syndicats de la fonction publique a interpellé mardi dans une lettre ouverte la nouvelle Première ministre Élisabeth Borne, l'appelant à augmenter les salaires et à renoncer au recul de l'âge légal de départ à la retraite. "*En ce tout début de quinquennat, nos organisations syndicales CFE CGC, CFTC, CGT, FA, FO État, FSU, Solidaires et UNSA de la Fonction publique estiment que des mesures importantes doivent être prises sans attendre*", écrivent les auteurs de ce courrier également adressé au président Emmanuel Macron. europe1.fr 17 mai 2022

JC – Parce qu'elle pourrait y répondre favorablement…

Au point où ils en sont…

Scandale général à l'Eurovision - reseauinternational.net 17 mai 2022

On découvre ce soir que l'UER qui organise le Concours a changé les votes de 6 pays : Roumanie, Azerbaïdjan, Géorgie, Monténégro, Pologne, San Marin

---

DOSSIER UKRAINE

Tribune libre

Par Erwan Castel. - reseauinternational.net 18 mai 2022

(Erwan Castel est un tireur d'élite français combattant au Donbass depuis 2015.)

Extrait de son article du 18 mai 2022.

Repoussant les limites de l'abjection les chiens de garde français de BFMTV n'ont pas hésité à inviter sur leur plateau une néo-nazie notoire qui depuis 2014 est connue pour être l'égérie du fanatisme nationaliste ukrainien qui semble-t-il est en train de devenir la référence de l'idéologie atlantiste de la phase terminale de l'infection occidentale de l'Europe.

Concernant cette ambassadrice de la résurgence nazie en Europe, je précise qu'il est impossible que les « journalistes » de BFMTV se soient fait piéger par son jolis minois car Vita Zaveroukha est connue depuis 2014 pour son fanatisme nazi depuis que le magazine Elle avait commis l'erreur de lui consacrer un long article avant de s'excuser. J'avais d'ailleurs consacré un article sur ce scandale médiatique en décembre 2014. Et aujourd'hui cette petite salope de nazie est à nouveau portée aux nues par le mainstream médiatique français !

Le temps des collabos et autres Torquemada de la bien pensance est bel et bien revenu !

Voilà pourquoi, je pense qu'il est temps de regarder la réalité en face et de cesser de se masturber les neurones avec les fantasmes propagandistes qui répètent à longueurs de communiqués débilisant « *tout va bien, la Victoire est à portée de nos chars* »…

Les menaces qui pèsent aujourd'hui sur les peuples de Russie mais également sur ceux des prétendues « *démocraties libérales* » sont au-delà de toutes les craintes possibles, car une victoire du Nouvel Ordre mondial scellerait la pierre tombale sur les dernières libertés humaines, déjà mises à mal par les mesures de guerre préparatoires imposées au prétextes fallacieux anti-terroristes ou sanitaires.

Nous assistons aujourd'hui à la fin d'un grand cycle où la Marchandise mondiale agonisant de sa propre démesure infernale tente comme d'habitude de répéter cette logique « *crise-guerre-reconstruction* » pour réinitialiser son système esclavagiste aliénant les peuples aux dictatures étatiques de l'argent. Car la guerre dont Clausewitz rappelait qu'elle « *n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens* » est aujourd'hui revenue radicalement à l'avant-scène du Monde et pour la simple raison qu'elle n'est que l'explosion inévitable des cycles mortifère et esclavagistes de la tectonique marchande dans laquelle se perd l'humanité depuis la révolution néolithique. Avec l'apparition de la valeur d'échange, cette matrice du capitalisme, l'obsession du profit illimité et dans sa nécessité vitale fantasmée enferme depuis des millénaires les peuples dans les cycles infernaux des échanges économiques devenant en concurrence commerciale, puis guerre économique et finalement guerre militaire.

Et les intégrismes, qu'ils soient religieux, politiques, culturels ou idéologiques comme ce nazisme annihilant le « *sens commun* » des combattants d'Azov, ne sont que de la poudre aux yeux des peuples destinés non seulement à cacher les vrais enjeux économiques des conflits mais surtout de les y précipiter pour le grand sacrifice sur l'autel de la Marchandise.

Les deux premières guerres mondiales avaient permis au système capitaliste de survivre à la première crise économique puis la première crise financière. Aujourd'hui ces 2 types de crises sont non seulement fusionnées dans la démesure d'un système monétaire occidental artificiel, mais amplifiées par des crises écologiques et démographiques qui leur sont liées. Il y a péril dans les palais dorés de la ploutocratie mondialiste qui n'ayant pas réussi à sauver ses taux de profit avec l'imposture de la crise sanitaire s'apprête à jouer son joker militaire.

Le combat réel a toujours été vertical : c'est celui des peuples contre le pouvoir de l'argent et les élites étatiques et ceux qui persistent comme Moreau and Co à vouloir lire ce conflit qu'à travers le prisme simpliste de querelles politiques horizontales fantasmées (servant au passage leur propre mercantilisme) ne sont in fine que les idiots utiles du chaos organisé par le marché mondial.

La IIIème guerre mondiale, semée dans le Donbass par les ukro-atlantistes il y a 8 ans, est bel et bien et malheureusement en train de germer, arrosée par l'obstination de Washington de détruire l'Europe dans une guerre contre Moscou, et il ne reste plus qu'une minuscule chance pour qu'elle soit enrayée : que les populations européennes descendent dans la rue pour la Paix et exigent de leurs gouvernements asservis qu'ils cessent de soutenir l'effort de guerre ukrainien et refusent l'intégration d'autres pays au sein de l'OTAN…

Oui je sais que malheureusement, sur ce dernier point, je rêve…

La signification de la guerre au XXIème siècle par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 17 mai 2022

Interrompant sa série d'articles sur la guerre en Ukraine, Thierry Meyssan livre quelques réflexions sur l'évolution de la dimension humaine de la guerre. La fin du capitalisme industriel et la globalisation des échanges ne transforment pas seulement nos sociétés et nos manières de penser, mais la signification de toutes nos activités, dont les guerres.

https://www.voltairenet.org/article216840.html

JC – Un article à lire, même si on ne partage pas le point de vue de l'auteur.

Un commentaire envoyé à un blog et publié.

(Cela m'arrive parfois, cela me force à mettre de l'ordre dans mes idées et à vérifier que je ne me fourvoie pas.)

- "*Nous n'allons certainement pas vers les 8 milliards et la notion de « surpopulation » est un mensonge…*"

Vous devriez aller constater sur place comme les conséquences de la surpopulation sont bien réelles et agréables à vivre au quotidien, un cauchemar en réalité, en Inde où je vis depuis 30 ans, en Chine, au Pakistan, au Bangladesh, en Indonésie, au Japon, au Sri Lanka, au Nigéria, par exemple.

La population mondiale a déjà atteint ou dépassé les 7,9 milliards d'habitants en mai 2022, elle était de 7,7 milliards d'habitants en 2019 et s'accroît au rythme de 200 millions par an, elle devrait continuer de croître à un rythme plus faible dans quelques années... ou décennies, mais en attendant elle est partie pour atteindre 10 milliards d'habitants, à moins qu'il s'avère que les injections géniques pratiquées entre 2020 et 2022 produisent des maladies auto-immunes (cancer, diabète, Alzheimer, Parkinson, etc.) en masse provoquant la mort prématurée de centaines de millions d'habitants ou qu'elles réduisent la fertilité des hommes et des femmes, qui, combinées à des guerres et des famines ou pénuries alimentaires programmées se traduiraient par une malnutrition pour des

milliards d'hommes, femmes et enfants réduisant leur espérance de vie... Personne ne le souhaite évidemment, à part les monstres de cruauté qui détiennent tous les pouvoirs, dont le pouvoir économique.

Sachant que c'est la question du pouvoir économique et la manière dont elle est abordée qui permet d'entrevoir les différentes méthodes auxquelles on peut recourir pour résoudre tous les problèmes auxquels est confrontée la civilisation humaine, il est significatif de constater qu'elle n'est jamais traitée sérieusement ou à fond par ceux qui nous font part de leurs analyses, quand ils ne font pas carrément et délibérément l'impasse dessus. Ceci m'amène à la réflexion que je m'étais fait en lisant cet article.

Je partage évidemment largement le constat de madame Deviers-Joncour, puisqu'il repose sur des faits avérés et vérifiables, ils sont irréfutables bien qu'incomplets... En revanche, son interprétation mystico-religieuse gâche tout ou sa crédibilité est réduite à zéro, pire, elle va même servir de repoussoir à ceux qui sinon auraient pu être disposés à examiner sérieusement les arguments qui figuraient dans son document.

Sans le développement économique, la civilisation humaine ou ce qu'on appelle la société moderne n'existerait pas, et sans la lutte de classes pour le stimuler, il aurait été beaucoup plus lent ou il aurait stagné durant de très longues périodes ponctuées par de profondes crises conduisant à des destructions et à sa régression, il serait entré régulièrement en putréfaction sous l'effet du refus de prendre en compte les contradictions qu'il avait engendrées ou de se donner les moyens de les résoudre.

Ce n'est pas un mode de pensée particulier, un système philosophique, une religion, un concept intellectuel quelconque qui serait à l'origine du processus historique dans lequel s'insère celui des hommes et de leurs sociétés, ce sont les rapports que les hommes ont entretenus inconsciemment avec le monde extérieur, leur environnement, les conditions matérielles qui leur étaient imposées à leur naissance, ignorant même leur propre nature et celle de leurs besoins ou aspirations.

Leur aventure devait consister à en prendre conscience pour orienter ce processus historique conformément à leurs besoins ou aspirations, et force est de constater qu'ils n'y sont pas encore parvenus...

La Russie quitte le Conseil de la Baltique: «La fin de 30 ans de coopération régionale» - RFI 18 mai 2022

Le Conseil des États de la mer Baltique a été créé à l'éclatement de l'Union soviétique avec pour objectif une coopération de ses membres sur les questions de stabilité, de développement économique et social, de climat et de sécurité. Suspendu début mars de l'instance, Moscou estime que les Occidentaux « monopolisent ce conseil pour leurs objectifs conjoncturels ».

La Russie – sa diplomatie actuelle – part du principe qu'il n'est plus nécessaire aujourd'hui d'essayer de coopérer avec les Européens, quels que soient les sujets. RFI 18 mai 2022

La Grèce s'implique contre la Russie - Réseau Voltaire 17 mai 2022

La Grèce, dont la population est orthodoxe, s'implique dans le conflit USA-Russie contre Moscou.

Le Premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, dont la famille est historiquement liée aux États-Unis et qui a placé des personnalités néo-fascistes dans son gouvernement, effectue un voyage officiel à Washington. Lors d'un entretien à Morning Joe sur MSNBC, le 17 mai 2022, il a souligné l'engagement de son pays au sein de l'Otan et a accueilli avec satisfaction la Suède et la Finlande. Enfin, il a déclaré que son pays ambitionnait de devenir le carrefour des gazoducs reliant le Moyen-Orient et l'Europe. Réseau Voltaire 17 mai 2022

Ukraine : la Russie expulse 34 diplomates français, Paris condamne - LePoint.fr/AFP 18 mai 2022

Moscou a annoncé, ce mercredi, l'expulsion de 34 diplomates français de Russie en représailles aux expulsions en avril par la France de 41 Russes, dans la foulée de l'offensive en Ukraine. L'ambassadeur de France à Moscou, Pierre Lévy, a été convoqué mercredi au ministère russe des Affaires étrangères et s'est vu remettre une note signifiant que « *34 collaborateurs des établissements diplomatiques français en Russie ont été déclarés personæ non gratæ* », a indiqué la diplomatie russe dans un communiqué. Ils doivent quitter la Russie d'ici deux semaines, selon la même source.

De son côté, Paris a « *condamné fermement » cette annonce en estimant que cette décision ne reposait sur « aucun fondement légitime* ». « *Cette décision est présentée par la partie russe comme une réponse aux décisions de la France* » en avril dernier où « *plusieurs dizaines d'agents russes* » soupçonnés d'être des espions avaient été expulsés, indique un communiqué du Quai d'Orsay. « *Le travail des diplomates et des personnels de notre ambassade en Russie s'inscrit à l'inverse pleinement dans le cadre de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires* », ajoute-t-il.

La France a annoncé en avril l'expulsion de 41 diplomates russes qui se livraient, selon elle, à des activités d'espionnage sous le couvert de leur ambassade, précisant que la sanction s'inscrivait dans « *une démarche européenne* ». La Russie a *« protesté fermement* » mercredi contre « *la décision provocatrice et infondée des autorités françaises* » d'expulser les diplomates russes, a précisé le communiqué de la diplomatie russe en soulignant que cette mesure « *porte un grave préjudice aux relations russo-françaises, ainsi qu'à une coopération bilatérale constructive* ».

De nombreux autres pays européens, comme l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Slovénie, l'Autriche, la Pologne, la Grèce ou la Croatie, ont massivement expulsé des diplomates russes depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, le 24 février. Dans certains cas, ces expulsions ont été accompagnées d'accusations d'espionnage. Moscou a promis de répondre à chacune de ces mesures et des dizaines de diplomates occidentaux ont déjà été expulsés de Russie. Selon les médias russes, les ambassadeurs d'Espagne, d'Italie et de Suède ont également été convoqués mercredi au ministère russe des Affaires étrangères.

La diplomatie russe a annoncé, mercredi, expulser 24 diplomates italiens et 27 espagnols, en représailles à celles de Russes dans la foulée de l'offensive russe contre l'Ukraine. L'Italie a qualifié mercredi d'« *acte hostile* » l'expulsion par Moscou de diplomates italiens, français et espagnols, mais appelé à ne pas rompre les canaux diplomatiques avec la Russie. « *C'est un acte hostile, mais*

il faut absolument éviter de rompre les relations diplomatiques. Cela ne doit pas conduire à la rupture des canaux diplomatiques parce que, si nous parvenons à la paix, nous y parviendrons grâce à ces canaux diplomatiques », a déclaré le chef du gouvernement italien, Mario Draghi, lors d'une conférence de presse à Rome.

De son côté, l'Espagne « rejette » l'expulsion de 27 de ses diplomates en poste en Russie. « *Les autorités russes justifient cette décision sur la base de la réciprocité après l'expulsion de 27 fonctionnaires de l'ambassade russe à Madrid annoncée en avril* », a souligné le ministère dans un communiqué. « *Mais l'expulsion décidée par les autorités espagnoles se basait sur des motifs de sécurité dûment justifiés, qui n'ont pas eu lieu* » dans le cas de l'expulsion des diplomates espagnols, a poursuivi le ministère, assurant que ses diplomates en Russie avaient « *toujours respecté pleinement les obligations prévues par la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques* ».

L'OTSC étudie la progression du néo-nazisme en Occident - Réseau Voltaire 18 mai 2022

L'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), équivalent de l'Otan en termes stratégiques du côté russe, a examiné le 16 mai 2022 la progression du néo-nazisme en Occident.

Dans des documents préparatoires, des chercheurs ont relevé que :

- le nazisme se caractérisait par le culte du chef à l'époque industrielle, il promeut une organisation totalitaire de la société à l'ère des réseaux sociaux.

- le nazisme historique était surtout dirigé contre les juifs, alors que le néo-nazisme met surtout en avant le suprémacisme blanc.

- les nazis avaient un culte de la guerre, tandis que les néo-nazis célèbrent la violence.

En Ukraine, les bandéristes ont multiplié les attaques contre les gays, les juifs et les Russes. On ignore le nombre de leurs victimes torturées ou tuées, mais il pourrait être de plusieurs dizaines de milliers avant l'opération militaire russe. Réseau Voltaire 18 mai 2022

On peut bien être juif et nazi, alors pourquoi pas catholique !

Le pape reçoit des épouses du régiment Azov - Réseau Voltaire 17 mai 2022

Le pape François a reçu Julia Fedosiuk et Kateryna Prokopenko, deux bandéristes ukrainiennes épouses de combattants du régiment Azov. Elles étaient accompagnées par un membre du groupe Voïna (Guerre) et porte-parole des Pussy Riots, l'artiste Piotr Verzilov.

Le pape a prié avec ses invités pour que le régiment Azov ne se rende pas, mais que Dieu le sauve en inspirant la création de couloirs humanitaires pour les soldats.

Il existe trois Églises catholiques reliées à Rome en Ukraine. Parmi elles, l'Église grecque-catholique ukrainienne qui s'engagea avec les bandéristes et les nazis durant la Seconde Guerre mondiale encourageant au massacre des populations juives. Elle représente aujourd'hui 8 % de la

population ukrainienne. Tout au long de la Guerre froide, l'Église grecque-catholique ukrainienne rejoignit le Bloc des Nations antibolchéviques (ABN). Les Soviétiques tentèrent de sanctionner ses prélats et de placer ses fidèles dans l'Église orthodoxe. Lors de la dissolution de l'URSS, le Vatican, très embarrassé, a tenté plusieurs solutions avant de finalement reconnaitre les « *uniates* ».

Le pape François avait, dans un premier temps, annoncé qu'il consacrerait l'Ukraine et la Russie au Cœur immaculé de la Vierge Marie, conformément au vœu des voyants de Fatima (1917). Puis, il s'était ravisé lorsqu'il avait réalisé que cet acte aurait justifié pour beaucoup une croisade contre la Russie. Il avait alors consacré le monde entier au Cœur de la Vierge. Réseau Voltaire 17 mai 2022

Russie n'acceptera pas l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'Otan » - lemediaen442.fr 17 mai 2022

Selon RIA Novosti, la Russie n'acceptera pas l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan, a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, exhortant l'Occident à ne pas se faire d'illusions à ce sujet.

Au lendemain de la demande d'adhésion de la Finlande à l'Otan par le président de la République Sauli Niinistö et la commission de la politique étrangère et de sécurité du Premier ministre, Sergueï Riabkov réagit aux conséquences d'une telle adhésion dans le contexte actuel. « Le niveau général de tension militaire augmentera et la prévisibilité dans ce domaine deviendra moindre. Il est dommage que le bon sens soit sacrifié pour certaines idées fantômes sur ce qui devrait être fait dans la situation actuelle. »

Si les Occidentaux voulaient mettre de l'huile sur le feu, ils ne s'y prendraient pas autrement. Rappelons que la Finlande se trouve à cinquante kilomètres de Saint-Pétersbourg en Russie. Le président Poutine ne risquera pas la sécurité de son peuple et agira en conséquence en cas d'adhésion des deux pays à l'Alliance de l'Atlantique Nord.

La sécurité de la Russie dépend dans un premier temps de l'éventuel véto d'un des 60 pays partenaires de l'Otan, au premier rang desquels la Turquie et la Croatie ont pris position contre l'adhésion de la Finlande et de la Suède. Dans l'éventualité d'un faux bond de ces deux pays, l'affrontement sera inévitable. lemediaen442.fr 17 mai 2022

---

20 compagnies gazières européennes ont ouvert un compte à GapromBank pour payer le gaz aux Russes. Von Der Leyen mange son chapeau - reseauinternational.net 18 mai 2022

Selon l'agence Bloomberg, 20 entreprises européennes ont déjà ouvert des comptes auprès de GazpromBank pour payer le gaz russe en convertissant des euros en roubles. 14 autres clients ont demandé les documents nécessaires pour les ouvrir. Et 4 ont déjà effectué le paiement en roubles !

En effet, le temps presse, les délais de paiement pour les expéditions d'avril, pour les principaux acheteurs d'Europe de l'Ouest, approchent ce mois-ci.

Le 11 mai, le Premier ministre italien a même annoncé que l'Allemagne avait déjà commencé à payer le gaz russe en roubles. De plus, les dépenses allemandes en importations de marchandises en

provenance de Russie ont augmenté de 77,7% en mars (soit 4,4 milliards d'euros). Et ses chiffres sont dus à la hausse des prix du pétrole et du gaz…

La Commission européenne de Von Der Leyen, elle, mange son chapeau ! Mais pour ne pas avoir l'air d'avoir été rattrapée par les réalités, la Commission annonce qu'elle a élaboré un plan d'achat de gaz de la Russie qui ne violerait pas les sanctions. L'organe exécutif de l'UE lors d'une réunion fermée a ainsi permis aux gouvernements des pays européens d'ouvrir des comptes en roubles à GazpromBank pour l'achat du gaz russe.

C'est Ubu Roi : la Commission annonce qu'elle autorise les entreprises à contourner son propre embargo sur le nouveau système de paiement du gaz élaboré par la Russie !

L'Union européenne est donc ainsi contrainte d'autoriser les importateurs de gaz à violer ses propres sanctions lors de l'achat de carburant en Russie en satisfaisant aux exigences de Vladimir Poutine d'utiliser le nouveau système de paiement : ouvrir un compte à GazpromBank. Celle-ci reçoit les paiements dans la monnaie du contrat (euros, dollars, yuans..), les convertit en roubles et les transfère à Gazprom.

Pour ne pas perdre la face, la Commission attend des entreprises gazières qu'elles fassent une déclaration claire selon laquelle elles considèrent leurs obligations remplies lorsqu'elles paient en euros ou en dollars conformément aux contrats existants. reseauinternational.net 18 mai 2022

Marioupol – Reddition des soldats ukrainiens retranchés dans Azovstal - donbass-insider.com 18 mai 2022

Le 16 mai 2022, les soldats ukrainiens encore présents dans les sous-sols de l'usine Azovstal à Marioupol ont commencé à se rendre à la Russie et à la RPD (République Populaire de Donetsk).

Alors que nous étions à Marioupol pour filmer la réouverture d'une école le 16 mai, nous avons été surpris par le silence qui régnait dans la zone autour de l'usine. Pour rappel, suite à l'évacuation des derniers civils qui se trouvaient dans les sous-sols d'Azovstal, l'armée russe bombardait quotidiennement l'usine pour empêcher les soldats ukrainiens d'installer de nouvelles positions de tir.

Mais ce lundi 16 mai 2022, pas un seul tir contre l'usine, pas d'avion de l'armée russe survolant Azovstal. Rien. Ce silence nous semble étrange, mais faute de réseau téléphonique encore pleinement fonctionnel, nous n'arrivons pas à avoir d'information sur ce qui se passe.

Ce n'est que sur le chemin du retour vers Donetsk, que nous apprenons qu'un groupe d'une dizaine de soldats ukrainiens est sorti d'Azovstal afin de négocier avec la RPD et la Russie.

Le soir même, 51 soldats ukrainiens blessés (certains grièvement) sortent d'Azovstal, se rendent et sont envoyés à l'hôpital de Novoazovsk pour y être soignés. En plus de ce groupe de blessés, plus de 200 autres soldats ukrainiens se rendent et ont été envoyés quant à eux au centre pénitentiaire d'Elenovka. Au total ce sont 265 soldats ukrainiens qui se sont rendus.

D'après les médecins qui ont examiné les blessés, ceux-ci sont en très mauvais état, et souffrent de malnutrition, ce qui laisse supposer que ce qui reste de troupes ukrainiennes dans l'usine va de toute façon devoir se rendre rapidement faute de vivres.

Nous sommes donc retournés le 17 mai au matin à Marioupol en espérant pouvoir filmer la reddition du prochain groupe de soldats ukrainiens encore présents à Azovstal. Sauf que ces derniers refusent de sortir s'ils sont filmés à leur sortie. Se rendre oui, mais il ne faut pas que leur reddition soit trop publique. Alors tous les journalistes présents près de l'usine sont renvoyés, en espérant que cela poussera enfin les soldats ukrainiens à sortir.

Voir le reportage filmé sur place :

https://www.youtube.com/watch?v=YJHDeU4Tm3U

Une stratégie payante, puisqu'un peu plus tard dans la journée, un nouveau groupe de soldats ukrainiens a quitté Azovstal et s'est rendu. Comme dans le premier groupe, une partie est constituée de blessés, certains dans un état grave, qui ont dû être emmenés dans les nombreuses ambulances qui avaient été amenées près de l'usine le matin même.

Les autres ont été emmenés dans un centre pénitentiaire, le temps de déterminer qui est qui, et quel sera leur sort. Car parmi ces soldats ukrainiens (terme générique que j'utilise pour faciliter l'écriture et éviter des phrases à rallonge) il y a plusieurs catégories de prisonniers :

1) Les combattants du régiment néo-nazi Azov, qui devront être jugés, et ne sont pas échangeables contre des soldats russes capturés par Kiev, comme l'a rappelé la Russie ;

2) Des soldats de la 36e brigade des Forces Armées Ukrainiennes (FAU), qui, s'ils n'ont pas commis de crimes de guerre, pourraient être échangés contre des soldats russes, ou libérés à la fin de l'opération militaire spéciale ;

3) Des membres des gardes-frontières, qui eux aussi, sauf crimes de guerre, pourraient être échangés, ou libérés à la fin de l'opération militaire ;

4) Et il y a aussi peut-être des combattants étrangers (mercenaires combattant pour Kiev ou qui sait peut-être des instructeurs ou conseillers militaires), dont le traitement va dépendre du statut. Un mercenaire ne sera clairement pas traité par les Russes de la même manière qu'un instructeur ou un conseiller militaire venant d'un des pays de l'OTAN. L'impact médiatique ne sera pas le même non plus.

En tout cas, ce qui est certain, c'est que contrairement à ce qu'a essayé de faire croire Zelensky (de manière totalement délirante), il ne s'agit pas d'une évacuation, mais bien d'une reddition des soldats ukrainiens qui se trouvent dans l'usine Azovstal. Ces soldats ne sont pas envoyés en Ukraine, mais bien en RPD et en Russie. Toutes les stratégies de communication que Kiev peut utiliser pour essayer de transformer cette gabegie en pseudo-victoire ne changeront rien à ce fait, à cette réalité !

Volodymyr Zelensky a eu beau essayer de faire croire que celles et ceux qui sortent maintenant de l'usine Azovstal seront échangés, et pourront donc rentrer chez eux, il n'en est rien pour bon nombre d'entre eux. Les combattants du régiment néo-nazi Azov, et tout ou partie des soldats de la 36e brigade des FAU devront répondre de leurs crimes contre les civils du Donbass, et seront donc

jugés, sans possibilité d'être libérés à la fin de l'opération militaire ou échangés contre des soldats russes. Les potentiels étrangers présents à Azovstal ne seront pas non plus échangeables.

À l'heure où j'écris ces lignes nous n'avons pas encore de chiffres précis sur le nombre de soldats ukrainiens qui sont sortis le 17 mai d'Azovstal. Mais au vu du grand nombre de soldats qui se trouvaient dans les sous-sols de l'usine (plus de 2 000 dont près de 800 membres du régiment Azov) il faudra plusieurs jours pour gérer leur reddition totale et les envoyer selon leur état à l'hôpital ou en prison. Il faudra aussi évacuer et identifier les 200 corps congelés présents dans les sous-sols de l'usine. donbass-insider.com 18 mai 2022

Igor Mosiychuk « la Crimée sera ukrainienne ou sera dépeuplée » - donbass-insider.com 18 mai 2022

Si vous ne connaissez pas ce sordide personnage, sachez que l'homme est l'un des chefs du parti néonazi Pravy Sektor, parti très influent dans les sphères militaires et très actif dans les répressions et assassinats. Des unités du Pravy Sektor furent à l'œuvre sur le front du Donbass, à Marioupol en particulier, mais aussi dans toutes les villes d'Ukraine pour réprimer et persécuter les Russes ethniques, qui auraient eu l'intention de résister, même à travers leur culture ou leur langue. Les militants de ce parti antisémite et ultraviolent participèrent non seulement au Maïdan, mais aussi aux massacres d'Odessa (2 mai 2014), puis de Marioupol (9 mai), sans parler bien sûr du Donbass. Dans la poursuite des recherches que j'effectue pour tenter de montrer que décidément oui, il y a de nombreux extrémistes néonazis et ultranationalistes, voici maintenant un personnage qui est une caricature à lui seul, Igor Mosyichuk.

En 2014, le parti néonazi dont il est membre, le Pravy Sektor, enregistrait environ 350 000 dans toute l'Ukraine. En Occident et s'est une phrase prononcée par Laurent Fabius, Ministre des Affaires étrangères en 2015 : « *il n'y a pas de nazis en Ukraine mais un régime démocratique et des patriotes* ».

Pour lire l'article en entier :

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/05/18/igor-mosiychuk-la-crimee-sera-ukrainienne-ou-sera-depeuplee/

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 21 mai 2022.

Dans la rubrique : Au secours, tout ce que je mange est peut-être contaminé, on va tous mourir !

Rappel massif : Ce produit que vous avez certainement dans votre frigo doit être ramené d'urgence - 750g 20 mai 2022

Aujourd'hui, les rappels concernent certains filets de hareng doux fumés vendues dans différentes enseignes de grandes surfaces partout en France. Quels sont les risques, quelles charcuteries sont concernées et que devez-vous faire ? Restez avec nous, on vous dit tout.

Après les pizzas Buitoni, certains bouillons cube et certains chocolats Kinder, c'est au tour de certains produits de la mer de faire l'objet de rappels.

JC - Dans un autre article du mois d'avril, ils expliquaient qui est à l'origine de ce qu'on peut appeler une campagne hystérique de révélation de soudaines contaminations avérées ou douteuses de produits alimentaires en tout genre : N'importe qui sur la base de n'importe quoi !

750g - Qui peut lancer l'alerte pour rappeler un produit ?

La marque peut d'elle-même décider de rappeler un produit car elle suspecte une contamination. Mais les consommateurs peuvent eux aussi lancer l'alerte lorsqu'ils considèrent qu'un produit est à risque (s'ils ont été malades après l'avoir mangé).

Quelle que soit la source, l'alerte est adressée à la Direction Départementale de la Protection des Populations (par mail ou voie postale). Si la DDPP considère que le risque est avéré, le dossier est remis à la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes. Après analyse et contrôle, la DGCCRF peut alors décider du rappel du produit.

Depuis avril 2021, le gouvernement français a même lancé Rappel conso, un site destiné à informer les consommateurs sur les produits concernés par cette mesure.

Y a-t-il des contrôles sanitaires dans les industries ?

Malgré toutes les précautions prises, le risque 0 n'existe pas.

JC - Cela ne vous fait-il pas penser au « *zéro Covid-19* » ?

Comment entretenir en permanence un climat de terreur, de psychose collective pour continuer à gouverner.

JC - Le climat est votre ennemi, tremblez !

Le Brésil frappé par une vague de froid inédite - BFMTV 20 mai 2022

Inde et Pakistan : se préparer à des canicules encore plus intenses - The Conversation 20 mai 2022

La vague de chaleur actuelle n'est pas anormale par rapport aux températures usuelles. Les suivantes risquent d'être plus intenses encore, alors que les populations sont déjà vulnérables.

Climat : au Japon, les cerisiers fleurissent plus tôt que prévu - LePoint.fr 20 mai 2022

Événement très attendu chaque année dans le pays, la floraison des cerisiers est devenue tout à fait imprévisible, rapportent nos confrères de CNN. LePoint.fr 20 mai 2022

JC – CNN et Le Point dont la bienveillance envers les peuples est bien connue, s'inquièteraient du sort des cerisiers, émouvant, n'est-ce pas ?

Quand est-ce qu'on les vitriole ?

La variole du singe s'étend en Europe - AFP 20 mai 2022

La présence de malades de la variole du singe est inhabituelle. Elle est présente en temps normale, considérée comme "*endémique*", dans 11 pays d'Afrique.

Cette maladie est une cousine moins dangereuse de la variole, éradiquée depuis une quarantaine d'année.

Ces cas ne sont pour le moment pas graves. Même s'il est tôt pour s'en assurer, ils semblent ressortir d'une souche plutôt bénigne du virus avec un taux de mortalité de 1%. Ce chiffre doit, de plus, être relativisé par le fait qu'il se rapporte à des pays en voie de développement où les systèmes de santé sont moins efficaces.

JC – Sans plaisanter, ils ont exprimé ici à haute voix un vœu. Vous aurez aussi noté « *pour le moment* », mais on ne sait jamais, qui sait, quelle aubaine ce serait !

AFP - Les autorités sanitaires se gardent, en tout cas, de dresser des parallèles avec la pandémie de Covid qui a bouleversé le monde au cours des deux dernières années. AFP 20 mai 2022

JC- Non, mais cela pourrait venir, la menace ou la tentation est latente et exprimée à demi-mot par ces monstres de cruauté.

Les cas de «variole du singe» se multiplient en Europe et en Amérique du Nord - RFI 20 mai 2022

Des cas de variole du singe détectés en France, Allemagne et au Royaume-Uni - Euronews 20 mai 2022

Variole du singe : ce que l'on sait du virus détecté en Europe et en Amérique du Nord - Euronews 20 mai 2022

Variole du singe: l'Espagne prépare l'achat de vaccins contre la variole classique - BFMTV 20 mai 2022

Voilà qui a d'ailleurs poussé le ministère local de la Santé à lancer mercredi une alerte sanitaire. Ce vaccin serait administré aux contacts des cas positifs. BFMTV 20 mai 2022

Comme les plus riches. Quand 0,1 % à 0,3 %. (OCDE) impose sa loi, c'est qu'on vit sous un régime totalitaire.

Bastien Lejeune : « *Ce n'est pas être homophobe de refuser l'idéologie LGBT du transsexualisme ou de l'indifférenciation sexuelle* » - lemediaen442.fr 20 mai 2022

Le journaliste Bastien Lejeune pointe du doigt l'hypocrisie autour de la polémique sur le joueur de foot Idrissa Gana Gueye qui a refusé de jouer sous le maillot LGBT, alors qu'au même moment la Fédération française de football organise la coupe du monde au Qatar, pays qui puni l'homosexualité de la peine de mort. Face à l'hystérie LGBT véhiculée par un Delormeau, Bastien Lejeune rappelle des fondamentaux : « *Ce n'est pas la même chose d'être homophobe et de refuser de cautionner ou de s'associer à une idéologie LGBT qui fait la promotion du transsexualisme, de l'indifférenciation sexuelle… Je pense qu'on a le droit d'être en désaccord et que cette injonction est stupéfiante et totalitaire.* » lemediaen442.fr 20 mai 2022

https://lemediaen442.fr/bastien-lejeune-ce-nest-pas-etre-homophobe-de-refuser-lideologie-lgbt-du-transsexualisme-ou-de-lindifferenciation-sexuelle/

Comment de tels sadiques ont-ils pu s'emparer d'un tel pouvoir ?

La FDA autorise la 3e dose du vaccin Pfizer pour les enfants de 5 à 11 ans - lemediaen442.fr 20 mai 2022

POLITIQUE.

Qui a dit ?

- "*Je ne me vois pas faire un coup de force et sortir maintenant tout de suite de l'OTAN. Ce serait faire un cadeau considérable que de tout démanteler.*"

Réponse : L'histrion du régime, Mélenchon, jeudi 19 mai 2022 (publicsenat.fr 19 mai 2022)

JC – Non, il ne fait pas encore partie du gouvernement du tyran Macron !

Moi, je ne regarde pas la télévision (depuis 10 ans), je me contente des récits écœurés de ceux qui la regardent, je n'écoute la radio et je ne lis pas la presse mainstream, je me contente des rapports de ceux qui rapportent ce qui s'y dit ou y figure sur un air outré, comme s'il fallait s'attendre à autres choses, les hommes sont immatures, naïfs et inconsistants, cela les perdra s'ils continuent.

On a l'impression qu'ils ignorent que la politique se pratique à deux niveaux.

Il y a la politique destinée à divertir le peuple, à le tromper, le manipuler et le maintenir dans l'ignorance, afin qu'il demeure en servitude indéfiniment… C'est celle qui est distillée quotidiennement par les médias et les institutions politiques dont font partie tous les acteurs qui officient dans des partis ou des syndicats, qui figure dans les manuels d'histoire, c'est la version officielle de l'histoire que chacun est prié d'adopter, et quand elle fait l'objet d'une révision sans justification ou explication, vous êtes appelé à vous y conformer sans délai, sans condition ou sans poser de question.

Si malgré tout vous osiez leur désobéir ou que contestiez leur interprétation, si vous doutiez de leur récit, si vous faisiez ressortir l'incohérence de leur analyse ou les contradictions contenues dans leur démonstration ou explication, pire, si vous réfutiez leurs conclusions, le législateur et ses relais se livreraient à un impitoyable réquisitoire contre vous, recourant aux plus infâmes méthodes employées par les procureurs du tribunal de la Sainte Inquisition institué devant l'Eternel pour vous briser, vous détruire, parce que la vérité est leur pire ennemi, et l'ignorance du peuple leur meilleur allié.

Et il a la politique qui relève du complot généralisé contre le peuple pratiqué programmée et appliquée par ceux qui détiennent réellement le pouvoir, tout le pouvoir, le clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui trône au sommet du capitalisme mondial.

Cette politique-là, vous ne la verrez jamais à la télévision, vous ne l'entendrez jamais à la radio, vous ne ma trouverez jamais étalée telle quelle dans la presse mainstream, pour y accéder ou la découvrir, il vous faudra chercher ailleurs pour en trouver trace et recoller ou rassembler les milliers de morceaux éparpillés un peu partout pour vous faire une idée de ce qu'ils manigancent, de leurs véritables intentions, de la situation réelle ou sur leur stratégie. Leur politique ne s'élabore pas dans des ministères ou des institutions qui ont pignon sur rue où n'importe qui peut avoir accès, non, parce que leurs intentions ou projets sont inavouables, c'est dans des officines privées qu'ils ont créées spécialement à cet effet qu'ils se réunissent pour les partager avec l'élite acquise à leur idéologie ou qu'ils ont soigneusement sélectionnée pour l'appliquer ensuite à tous les niveaux des institutions et de la société de chaque Etat.

D'où l'importance capitale que leur politique soit élaborée dans le plus grand secret ou loin des regards ou des caméras, des curieux, de telle sorte que les peuples seront tenus à l'écart le plus longtemps possible et seront placé devant le fait accompli quand le moment sera venu de leur imposer. Il sera alors trop tard pour qu'ils réalisent ce qui leur arrive et pouvoir réagir en conséquence, ainsi réduit à l'impuissance puisque maintenu dans l'ignorance, il ne leur restera plus qu'à s'y soumettre ou la combattre avec les moyens du bord ou du désespoir.

Quand leur politique transpire dans les médias mainstream ou dans des déclarations d'acteurs politiques, c'est qu'elle est prête à figurer à l'ordre du jour des gouvernements, ils vous annoncent à quelle sauce ils vont vous manger en somme ou comment ils comptent s'y prendre pour s'attaquer à vos acquis sociaux ou réduire le peu de liberté qu'il vous reste, voire, vous envoyer à l'abattoir…

Vous comprendrez pourquoi on n'a pas de temps à perdre ou à consacrer à la couche superficielle de la politique telle qu'elle apparaît quotidiennement dans les médias, hormis quand ils en sont rendus au stade de l'exercice pratique. Les choses sérieuses se passent ailleurs, la télé, la radio et les journaux, les infos diffusées par les réseaux dit sociaux sont destinées à endormir les masses, hormis quand ils en ont besoin pour obtenir leur consentement avant de se lancer dans une

opération. Répéter quotidiennement que les médias mentent, truquent ou sont pourris ne sert à rien, qui ne le sait pas.

Chacun comprendra qu'on ne peut pas proposer aux travailleurs une orientation politique qui soit conforme à leurs intérêts ou au socialisme, si nous-mêmes nous ignorons la situation réelle ou si nous faisons abstraction de la manière dont se dispose l'oligarchie financière pour mener son combat politique contre tous les peuples.

En famille. Le nouveau gouvernement français technocratique et fascisant made in America/OTAN est en place.

Entre personnages insignifiants ou aseptisés ou à l'opposé, enragés, fanatiques, on y trouve un ramassis de technocrates (« *techniciens* ») mitterrando-chiraciens-sarkozistes-macroniens, issus de grandes écoles de l'aristocratie dont certains présentent la particularité d'avoir eu des expériences passées dans les pays anglo-saxons ou d'y avoir été formatés.

Dans la revue de presse.

Le gouvernement Borne, un nouvel exécutif ouvert à gauche mais qui penche largement à droite - BFMTV 21 mai 2022

- En prenant son temps, Emmanuel Macron n'a pas seulement cherché la meilleure équipe. Il a joué la montre pour raccourcir la campagne des législatives, évitant à ses ministres de s'exposer. Une stratégie déjà pratiquée pour sa déclaration de candidature à la présidentielle.

Emmanuel Macron peut ainsi s'appuyer sur une équipe aguerrie et loyale, des piliers sur lesquels il sait qu'il peut compter. Mais le gain politique est proche de zéro. Du moins, il ne sautera pas aux yeux des Français. Une certaine forme de stabilité peut cependant avoir l'avantage de rassurer.

La limite de ce gouvernement est de ne pas donner au fond de message politique très clair.

Encore une fois, tout l'édifice de la macronie et sa portée politique tiennent essentiellement sur un seul homme : Emmanuel Macron lui-même. publicsenat.fr 20 mai 2022

- Le premier conseil des ministres se tiendra ce lundi 23 mai, alors que les ministres fraîchement nommés seront déjà réduits au silence… par la période de réserve imposée dans la dernière ligne droite des législatives, qui ont lieu les 12 et 19 juin prochains. Le Point 20 mai 2022

- "*Politiquement, on a l'impression qu'il y a plus d'élargissement à droite qu'à gauche quand même*", explique sur notre antenne Alain Duhammel, éditorialiste politique BFMTV. "*Le fait politique majeur de ce gouvernement c'est l'ordre protocolaire, le choix de mettre Bruno Le Maire en deux, Gérald Darmanin en trois. (...) Des piliers politiques de droite*", note de son côté Philippe Corbé, chef du service politique de BFMTV. BFMTV 21 mai 2022

Rappel. Obama, l'anti-Bush, vraiment ? Pire en réalité !

Il l'avait promis en 2008, il le répétait après sa réélection : *« une décennie de guerres prend fin »*. Pourtant, les Etats-Unis sont aujourd'hui impliqués directement dans plus de guerres qu'en 2009. Même en comptant « *seulement* » les pays où les militaires américains bombardent directement ou participent au combat eux-mêmes ou en appui à des forces combattantes, les Etats-Unis se trouvent en guerre dans 8 pays (Afghanistan, Pakistan, Somalie, Yémen, Irak, Syrie, Cameroun, Ouganda). Ces chiffres ne prennent pas en compte les forces spéciales (qui font certes, pour l'essentiel, des missions de formation) : en 2014, elles avaient été déployées dans 133 pays au total, soit 70% des pays du monde. Les interventions militaires n'ont donc pas cessé sous Obama, elles sont même plus nombreuses, mais elles sont moins visibles…

En réalité, si les ruptures sont nombreuses, et pour certaines importantes, les continuités sont également fortes entre Obama et son prédécesseur républicain, à tel point que les experts de la Brookings Institution à Washington diront qu'Obama *« a été plus efficace que Bush sur l'agenda de Bush »*. enderi.fr 15 Juin 2016

Etc. Etc. Etc.

- Pap Ndiaye, un "*anti-Blanquer*" dont la tâche va être de poursuivre la dislocation de l'école publique entamée par ses prédécesseurs ?

- Pap Ndiaye aura la lourde tâche de mener l'un projet phare du second quinquennat Macron, à savoir une réforme de l'école qui s'annonce déjà périlleuse, avec l'idée d'augmenter les profs en échange de nouvelles missions, ou l'autonomie des établissements.

- Pap Ndiaye est un homme très marqué à gauche, qui avait appelé à voter pour François Hollande en 2012.

- Pap Ndiaye fut l'un des premiers chercheurs français à avoir développé une pensée s'inscrivant dans ce mouvement woke, importé des États-Unis.

- Mélenchon a reconnu "*une audace*" dans les nominations, celle "*d'un grand intellectuel, Pap Ndiaye*". (Quelle démagogue pourri, à vomir ! - JC)

- Élisabeth Borne : "*Pape Ndiaye est un républicain très engagé, quelqu'un qui croit aux valeurs de la République et c'est bien évidemment ce qu'il va porter en tant que ministre de l'Éducation nationale*". Europe1 20 mai 2022

Le Mali dans le collimateur de Paris et Washington.

Mali: après la tentative de coup d'État déjouée, le colonel Malick Diaw sur la sellette? - RFI 20 mai 2022

Trois Italiens et un Togolais enlevés au Mali dans la commune de Sincina - RFI 20 mai 2022

Visite du ministre malien des Affaires étrangères en Russie - France 24 20 mai 2022

Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a reçu à Moscou son homologue malien Abdoulaye Diop ce vendredi 20 mai. France 24 20 mai 2022

DOSSIER UKRAINE

La "*tricherie*" qui en cache une autre.

Eurovision 2022: six pays impliqués dans une tricherie "d'une ampleur inédite" - BFMTV 20 mai 2022

L'Union européenne de radiotélévision, qui dirige l'Eurovision, a dénoncé dans un communiqué publié jeudi soir une tricherie "*d'une ampleur inédite*" impliquant six pays, qui auraient tenté de manipuler les résultats de l'édition 2022 du concours.

Selon ce communiqué, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Monténégro, la Pologne, la Roumanie et Saint-Marin sont soupçonnés de s'être accordés le plus de points lors de la seconde demi-finale, qui s'est tenue le 12 mai à Turin.

"*Il a été observé que quatre des six jurys ont placé les cinq autres pays dans leur top 5 (en prenant en compte le fait qu'un jury ne peut pas voter pour son pays)*", peut-on lire dans ce texte.

Les votes de ces six pays ont été annulés par l'organisation du concours et remplacés par des Top 10 calculés avec des algorithmes, comme le stipule le règlement en cas de votes irréguliers.

JC - Mais les 12 points attribués mystérieusement ou plutôt frauduleusement à l'Ukraine ne feront pas l'objet de la même attention.

Au lendemain de la victoire de l'Ukraine, la Roumanie a dénoncé un autre problème, survenu, celui-ci, lors de la finale. Les Roumains ont assuré que leur vote avait été "*remplacé*" par un vote pour l'Ukraine. Ils ont affirmé dimanche dernier la télévision publique roumaine TVR que les points qu'ils destinaient à la Moldavie, avaient été attribués à l'Ukraine.

"*Nous avons été désagréablement surpris de constater que le vote n'a pas été pris en compte dans le classement final, les organisateurs attribuant une autre série de notes aux concurrents de la finale*", a écrit TVR dans un communiqué. "*Nous précisons que le jury roumain a décidé d'attribuer la note maximale aux représentants de la Moldavie*", a-t-elle détaillé.

JC - Tout le monde aura compris que ce concours était truqué ou que son résultat était programmé à l'avance, voir les précédentes causeries.

L'Ukraine a remporté le concours en Italie devant le Royaume-Uni et l'Espagne, grâce au vote des téléspectateurs qui ont plébiscité le groupe représentant le pays envahi depuis fin février par les troupes russes. BFMTV 20 mai 2022

JC - L'OTAN se donne décidément beaucoup de mal pour obtenir le consentement des peuples à sa guerre contre la Russie...

Quelques articles de 2014 pour se rafraîchir la mémoire.

Ukraine et Euromaïdan (1) – Les racines de la crise 6.mars.2014

https://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-1/

Ukraine et Euromaïdan (2) – Les fascistes font monter la violence pro-européenne 8 mars 2014

https://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-2/

Ukraine et Euromaïdan (3) – Svoboda : une « Liberté » toute relative… 9 mars 2014

https://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-3/

Ukraine et Euromaïdan (4) – Les puissances occidentales soutiennent un coup d'État en Ukraine 9 mars 2014

https://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-3-2/

Ukraine et Euromaïdan (5) – Quand Washington s'emmêle… 10.mars.2014

https://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-4/

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 1

https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-les-origines-de-la-grave-crise-actuelle-3-3/

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 2

https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-les-origines-de-la-grave-crise-actuelle-2-3/

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 3

https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-comment-on-a-fabrique-la-plus-grave-crise-depuis-la-fin-de-la-guerre-froide/

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 4

https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-l-explosion-de-budapest-en-1994/

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 5

https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-ce-que-eltsine-a-entendu/

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 6

https://www.les-crises.fr/comment-l-occident-a-promis-a-l-urss-que-l-otan-ne-s-etendrait-pas-a-l-est-par-roland-dumas-ex-ministre-1990-promesse/

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 7

https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-ce-que-gorbatchev-a-entendu/

Washington étudie comment créer un double marché des hydrocarbures - Réseau Voltaire 20 mai 2022

L'Administration Biden étudie la manière de contraindre les transnationales commerçant les hydrocarbures à n'acheter de production russe que très en dessous des prix du marché.

Il s'agirait, une fois la Russie exclue de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de constituer un double marché. Le premier serait régi par la loi de l'offre et de la demande. Son prix variera donc. Il est actuellement d'environ 100 $ le baril. La seconde serait basée sur les coûts d'exploitation. Il serait alors d'environ 40 $ le baril pour les Russes. Réseau Voltaire 20 mai 2022

Katerina Iouchtchenko, première dame et agent de la CIA - donbass-insider.com 20 mai 2022

Katerina Chumachenko, c'est son vrai nom, est l'épouse de l'ancien président ukrainien Victor Iouchtechnko (2005-2010), qui arriva au pouvoir après une première révolution colorée américaine, appelée la Révolution Orange. Survenue dans l'hiver 2004-2005, elle fut la première tentative de déstabilisation de l'Ukraine par les États-Unis, mais fut balayée en 2010, par la victoire aux élections présidentielles du président pro-russe Ianoukovitch, élu justement avec le large vote des Russes ethniques de l'Est du pays. L'histoire de ce couple est intéressante, car elle éclaire la longue lutte qui se joue en Ukraine depuis près de 20 années, et le lent travail de sape américain dans cette région clef de la stabilité en Europe. Emboîtons le pas de cette dame… dans les couloirs de la Maison Blanche, jusqu'à ceux de la présidence ukrainienne.

Pour lire l'article en entier :

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/05/20/katerina-iouchtchenko-premiere-dame-et-agent-de-la-cia/

L'armée française appuie officiellement l'armée ukrainienne, bandéristes inclus - Réseau Voltaire 20 mai 2022

Le chef d'état-major des armées françaises, le général Thierry Burkhart, a diffusé un tweet le 18 mai 2022, dans lequel il parle de l'« *appui* » des armées françaises aux armées ukrainiennes.

Le mot « *appui* » indique une participation aux combats.

Le général français fait état d'une communication téléphonique avec son homologue ukrainien, le général Valerii Zaluzhnyi, dont le leader bandériste (« *néo-nazis* » selon la terminologie russe) Dmitry Yarosh est le conseiller spécial. Réseau Voltaire 20 mai 2022

La vie reprend à Marioupol, des écoles sont ouvertes aux enfants - reseauinternational.net

https://reseauinternational.net/la-vie-reprend-a-marioupol-des-ecoles-sont-ouvertes-aux-enfants/

La vidéo. Marioupol - Réouverture de l'école n°34 - 16 mai 2022

https://www.youtube.com/watch?v=WRV3N0SSmaU

Armes et milliards pour la guerre - par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 19 mai 2022

Le champ de bataille ukrainien est le plus subventionné au monde à la fois par les Etats-Unis, par le Royaume-Uni et par l'Union européenne. Cet investissement massif vise à soutenir non pas les Ukrainiens, mais les bandéristes, en totale contradiction avec les buts de l'Alliance durant la Seconde Guerre mondiale. Cet argent est prélevé dans les programmes sociaux des pays donateurs, c'est-à-dire qu'il manque aux populations pauvres occidentales.

Par Manlio Dinucci

Le président Biden, recevant le Premier ministre Draghi à la Maison Blanche, a déclaré : " *La chose que j'apprécie le plus chez vous est l'effort dès le début pour amener l'OTAN et l'UE en syntonie dans l'aide à l'Ukraine*". Compliments mérités : alors que le Congrès USA approuve l'allocation de 40 nouveaux milliards de dollars pour armer les forces de Kiev dans la guerre contre la Russie, qui s'ajoutent aux 14 déjà attribués en mars, Draghi s'est employé à ouvrir en Europe un canal analogue de financement de la guerre à travers un "*Fonds fiduciaire de solidarité de l'Union européenne pour l'Ukraine*" et un "*paquet résilience*" d'une valeur initiale de 2 milliards fourni à Kiev par la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.

En même temps Mario Draghi et les autres leaders du G7 (dont font partie l'Italie avec États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, Allemagne et Japon) ont alloué 24 milliards de dollars pour soutenir l'Ukraine dans la guerre contre la Russie. Important est aussi le rôle de Draghi dans les financements à Kiev décidés par la Banque Mondiale et par le Fonds Monétaire International, se montant initialement à environ 5 milliards de dollars.

Grâce à ces financements, dans les mois précédant et suivant la guerre, les États-Unis et leurs alliés ont fourni aux forces de Kiev 85.000 missiles, plus de 50 millions de munitions de tous calibres y compris pour obusiers de longue portée, drones et autres systèmes avancés d'arme. Les forces de Kiev, notamment celles du régiment Azov et autres formations néo-nazies, sont non seulement armées mais dirigées par l'OTAN.

La colossale dépense pour la guerre contre la Russie, destinée à augmenter et devenir permanente, se trouve payée par les citoyens italiens et européens à travers les coupes dans les dépenses sociales. S'ajoute à celles-ci la dépense croissante dérivant de la Directive UE d'accueillir et garder tous les Ukrainiens qui arrivent -sans besoin de visa (ni pass sanitaire ? ndt)- en Italie et dans d'autres pays européens. Réseau Voltaire 19 mai 2022

Ukraine : Ne vous fiez pas aux « experts » de l'industrie de la défense Les Crises 18 mai 2022

Les chaînes d'information câblées font appel à d'anciens responsables militaires bellicistes pour analyser la guerre en Ukraine. Pourtant, elles omettent de mentionner les liens de ces experts avec les entreprises de défense – et leur intérêt financier à pousser à l'intervention militaire américaine.

Source : Jacobin Mag, Aditi Ramaswami et Andrew Perez

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

https://www.les-crises.fr/ukraine-ne-vous-fiez-pas-aux-experts-de-l-industrie-de-la-defense/

Guerre en Ukraine: l'armée russe affirme avoir "*entièrement libéré*" l'usine Azovstal de Marioupol - BFMTV 21 mai 2022

L'armée russe a affirmé vendredi avoir "*entièrement libéré*" l'usine sidérurgique Azovstal dans la ville stratégique de Marioupol, dans le sud-est de l'Ukraine, après la reddition des derniers soldats ukrainiens présents sur place.

"*Depuis le 16 mai, 2439 nazis du (régiment) Azov et militaires ukrainiens bloqués dans l'usine se sont rendus. Aujourd'hui, 20 mai, le dernier groupe composé de 531 combattants s'est rendu*", a déclaré le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, dans un communiqué publié sur Telegram.

Vladimir Poutine informé

"*Les installations souterraines du site, où se cachaient les combattants, sont passées sous le contrôle complet des forces armées russes*", a ajouté Igor Konachenkov.

Selon cette source, le président russe Vladimir Poutine a été informé par son ministre de la Défense Sergueï Choïgou de "*la fin de l'opération et de la libération complète du combinat (Azovstal) et de la ville de Marioupol*".

Igor Konachenkov a assuré que le chef des combattants du régiment Azov sur place s'était rendu et avait été évacué de l'usine dans un "*véhicule blindé spécial*" pour éviter qu'il ne soit pris à partie par des habitants hostiles. BFMTV 21 mai 2022

Effet domino de la reddition des soldats ukrainiens à Azovstal sur le reste des troupes ukrainiennes dans le Donbass - donbass-insider.com 20 mai 2022

Alors que plus de 2 400 soldats ukrainiens qui se trouvaient à Azovstal se sont rendus, cette reddition massive a un effet domino sur les autres troupes ukrainiennes encore présentes dans le Donbass, les incitant à déposer les armes elles aussi.

Depuis le 16 mai 2022, la reddition progressive des soldats ukrainiens qui étaient encerclés dans l'usine Azovstal à Marioupol s'est poursuivie.

Voir la vidéo de la reddition des soldats ukrainiens d'Azovstal les 17 et 18 mai 2022 :

https://www.youtube.com/watch?v=5sNz2dHlJiI

Au total ce sont 2 439 soldats ukrainiens qui se sont rendus, dont le commandant de la 36e brigade des Forces Armées Ukrainiennes, Sergueï Volynski, surnommé Volyn, qui s'est rendu aujourd'hui même, suivi du commandant en second du régiment néo-nazi Azov, Sviatoslav Palamar, surnommé Kalyna, et enfin du commandant du régiment néo-nazi Azov, Denis Prokopenko. Cette reddition des trois commandants a signé la libération du territoire de l'usine Azovstal, désormais totalement sous contrôle de l'armée russe et de la milice populaire de la RPD.

Les trois commandants ont remis leurs armes aux forces armées russes et à la milice populaire de la RPD, leurs affaires ont été fouillées, et ils sont passés par la procédure standard comme tous les autres soldats ukrainiens présents à Azovstal avant de monter dans les bus qui les ont emmenés vers le centre pénitentiaire d'Elenovka.

Ce centre a été visité par la Croix-Rouge, qui a pu vérifier que les prisonniers sont traités conformément à la convention de Genève. Les soldats ukrainiens ont confirmé aux représentants de la Croix-Rouge et à un représentant ukrainien qu'ils sont bien traités, qu'ils sont nourris trois fois par jour, que la nourriture est bonne, et qu'ils reçoivent les soins appropriés à leur état. Un traitement très différent de celui infligé aux soldats russes capturés par l'armée ukrainienne.

Il faut aussi noter que d'un jour sur l'autre le profil et l'état des soldats ukrainiens qui ont quitté Azovstal pour se rendre ont été très différents. Si le premier jour de la reddition, les soldats ukrainiens qui quittaient l'usine étaient émaciés et semblaient être en très mauvais état, le lendemain c'était des soldats relativement propres et bien nourris qui se sont rendus. La différence tient à l'unité à laquelle appartenait ces soldats. Si le premier jour c'était principalement des soldats des FAU qui se sont rendus, le lendemain c'était majoritairement des combattants du régiment Azov.

Lors de l'inspection de leurs bagages, les soldats russes et ceux de la RPD ont trouvé une grande quantité de boîtes de conserve, ce qui semble indiquer que les combattants du régiment Azov s'étaient approprié les stocks de nourriture, laissant les autres soldats ukrainiens mourir de faim.

« *La situation alimentaire était très différente dans les différents bunkers d'Azovstal* », explique Igor Kimakovski, un conseiller du chef de la RPD qui a participé aux négociations. « *À certains endroits, il y avait des stocks de boîtes de conserves, d'eau douce et de médicaments. Et ailleurs, les soldats ukrainiens ne recevaient que 150 grammes de porridge et un petit morceau de lard par jour. L'eau était prélevée dans les tuyaux de chauffage central.* »

Et si cette reddition massive des soldats ukrainiens d'Azovstal est toujours qualifiée (de manière délirante) « *d'évacuation* » par Zelensky et bon nombre de médias occidentaux, c'est parce que les autorités ukrainiennes et les gouvernements occidentaux qui soutiennent activement l'Ukraine comprennent qu'elle aura et a déjà un effet sur le moral du reste des troupes ukrainiennes présentes dans le Donbass.

Ainsi, le 18 mai 2022, une vidéo de soldats de la 115e brigade des FAU stationnés à Severodonetsk – actuellement presque totalement encerclée et déjà prise d'assaut par l'armée russe et la milice populaire de la RPL (République Populaire de Lougansk) – a été publiée, dans laquelle les militaires annoncent refuser de se battre, faute de renforts, de commandement et d'équipement militaire approprié. En clair, les soldats ukrainiens refusent d'être utilisés comme chair à canon et envoyés à une mort certaine.

Dans cette vidéo, ces soldats du 3e bataillon de la 115e brigade font référence à une autre vidéo venant d'un autre bataillon de la même brigade qui eux aussi refusent de se battre. Or il y a entre 8 000 et 15 000 soldats ukrainiens dans la région de Severodonetsk. Ce qui veut dire un important nombre de redditions potentielles de soldats ukrainiens supplémentaires.

Des redditions massives de soldats ukrainiens qui ont déjà commencé en RPL.

https://www.youtube.com/watch?v=dsIIrVMJdbc

Surtout que l'abandon des hommes sur le front, par leurs commandants semble être devenu la règle. Ainsi les femmes des soldats du 103e bataillon de défense territoriale (le Volkssturm sauce ukrainienne) ont découvert que pendant que leurs maris meurent sur le front, leur commandant, lui est bien au chaud à Lvov !

Si la reddition des soldats ukrainiens d'Azovstal a un tel effet sur le reste des troupes ukrainiennes, c'est parce que les combattants du régiment néo-nazi Azov (qui représentaient un bon tiers des militaires présents dans les sous-sols de l'usine) sont parmi les plus fanatiques. Si même eux se rendent, pourquoi les conscrits et les autres soldats ukrainiens, bien moins fanatisés, devraient-ils aller à une mort certaine, sans moyens adéquats pour se défendre, pendant que leurs commandants sont à l'abri loin du front ? Il reste à voir quelle sera l'ampleur de cet effet domino, et s'il suffira à faire vaciller sérieusement la défense ukrainienne dans le Donbass.

OTAN : Le mensonge fondateur - reseauinternational.net 20 mai 2022

La perfidie de sang-froid des élites dirigeantes anglo-américaines est tout simplement colossale. Et cela nécessite une machinerie colossale de désinformation pour la garder secrète.

En réalité, la guerre « *froide* » a commencé peu après le début de la guerre, vers 1941. Roosevelt et Churchill sont intervenus militairement le plus tard possible dans la guerre – malgré les demandes répétées de leur allié Staline : l'Armée rouge et la Wehrmacht allemande devaient se détruire autant que possible.

Après la Seconde Guerre Mondiale en 1945, les États-Unis savaient : l'Union Soviétique affaiblie ne représente aucun danger. Mais avec la prise en tenaille du Plan Marshall et de l'OTAN, les USA ont intégré les pays d'Europe occidentale, du Nord et du Sud dans leur expansion économique et

militaire. Les ex-nazis et les ex-collaborateurs des nazis ont été promus, tandis que les partis, mouvements et personnes antifascistes ont été éliminés, infiltrés, achetés. Dans le même temps, les États-Unis ont également aidé les gouvernements à lutter contre les mouvements de libération dans les colonies – également en raison des matières premières pour les entreprises américaines.

Après 1990, le mensonge fondateur et donc la prise en tenaille militaro-capitaliste se sont poursuivis avec l'« *expansion vers l'Est* ». Cela inclut le démantèlement de la prospérité et de la liberté pour les populations majoritaires : L'UE et de plus en plus d'entreprises, d'investisseurs et de consultants américains organisent l'américanisation avec des travailleurs pauvres, des travailleurs malades ainsi qu'une migration de la main-d'œuvre illégale et légalisée – en même temps, la militarisation et l'hostilité contre la Russie s'étendent : La domination de l'Eurasie de Lisbonne à Vladivostok était le plan depuis le début. Nous vous présentons un chapitre du livre de Werner Rügemer : *Imperium EU – ArbeitsUnrecht, Krise, neue Gegenwehr*. Cologne 2020. La guerre en Ukraine n'y joue pas de rôle, bien sûr, mais elle devient explicable à certains égards. Les sources ont été omises.

Par Werner Rügemer.

« *Russie* » après la Seconde Guerre Mondiale : pas de danger

À l'approche de la création de l'OTAN, les responsables aux États-Unis le savaient : l'Union Soviétique ne représentait aucune menace militaire. La puissance affaiblie ne pourrait pas soutenir une attaque contre l'Europe occidentale même si elle le voulait : L'économie de l'Union Soviétique est en grande partie détruite et technologiquement obsolète ; son système de transport est trop primitif ; son industrie pétrolière est facile à attaquer. L'Union Soviétique n'a pas non plus la bombe atomique. « *Les hommes du Kremlin sont des tyrans intelligents qui ne risqueront pas leur pouvoir interne par des aventures militaires à l'étranger. Ils veulent gagner la bataille pour l'Allemagne et l'Europe, mais pas par une action militaire* », a déclaré George Kennan, le planificateur en chef du département d'État, pour le chef du département d'État Marshall, pour le président Truman et pour les ambassadeurs américains dans divers mémorandums en 1948.

Mais pourquoi les États-Unis et leurs alliés alors encore peu nombreux ont-ils néanmoins créé l'OTAN, une alliance militaire expressément dirigée contre l'Union Soviétique ?

La Légende de la guerre Froide

La légende dit que l'OTAN était un « *produit de la guerre froide* » après la fin de la Seconde Guerre Mondiale. En réalité, l'OTAN est un produit de l'expansion américaine, qui était déjà en cours avant l'intervention militaire américaine pendant la Seconde Guerre Mondiale.

La « guerre froide » est l'une des constructions idéologiques les plus ingénieuses utilisées par la machine d'opinion américaine pour déguiser les pratiques américaines de la Seconde Guerre Mondiale à nos jours. Le terme a été popularisé par l'idéologue américain le plus important du XXe siècle : Walter Lippmann, le père du « néolibéralisme ».

« *Guerre froide* » est censée signifier : après la Seconde Guerre Mondiale, la guerre militaire est terminée et la phase de confrontation non militaire entre « *l'Ouest libre* » et le « *bloc communiste de l'Est* » commence. Mais pendant la « *guerre froide* », les États-Unis et les premiers pays de l'OTAN ont mené des guerres chaudes, très chaudes, par exemple en Grèce, en Corée, aux Philippines, en Afrique et en Indochine – il faudra y revenir.

En réalité, la guerre « *froide* » a commencé peu après le début de la guerre, vers 1941. Roosevelt et Churchill sont intervenus militairement le plus tard possible dans la guerre – malgré les demandes répétées de leur allié Staline : L'Armée rouge et la Wehrmacht allemande devaient se détruire mutuellement autant que possible. Les gouvernements américain et britannique ont également rejeté par principe toute résistance intérieure à Hitler. L'avocat de Wall Street Allen Dulles, en tant que chef de l'agence de renseignement Office of Stragic Services (OSS) basée en Suisse, ne voulait pas que les assassins du 20 juillet 1944 réussissent – l'armée américaine voulait à tout prix empêcher un armistice précoce avec l'Union Soviétique. L'Armée rouge devait subir des pertes aussi élevées que possible dans la poursuite de la lutte contre la Wehrmacht de Hitler.

Faire progresser la ligne de « *défense* » américaine vers l'Europe

Walter Lippmann (à gauche), un diplômé de Harvard qui se considérait initialement comme un gauchiste et un socialiste, avait aidé à organiser la propagande en faveur de l'entrée en guerre des États-Unis pour le ministère américain de la Guerre pendant la Première Guerre Mondiale (Committee on Public Information, CPI) : En 1917, la promesse de neutralité pacifiste du président américain Woodrow Wilson devait être annulée, et l'entrée en guerre des États-Unis devait désormais être justifiée.

Par la suite, Lippmann a justifié théoriquement et accompagné journalistiquement l'expansion mondiale des États-Unis dans une position de premier plan – notamment en ce qui concerne l'Europe et le Japon. En 1938, en tant qu'opposant au programme de réforme de Roosevelt (New Deal), il avait réuni les futurs gourous de la théorie économique « *néolibérale* » tels que Friedrich Hayek, Alexander Rüstow et Raymond Aron : c'est là que le terme euphémique « *néolibéralisme* » a été inventé pour désigner la doctrine mondiale pointue, antisyndicale et anticommuniste du capitalisme.

En mars 1943, Lippmann écrivait : Après avoir conquis l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale, les Caraïbes, les Philippines et plusieurs îles du Pacifique (Wake, Guam, Hawai, îles sous mandat japonaises), les États-Unis avaient été contraints de « *défendre les deux tiers de la surface de la terre à partir de notre base continentale en Amérique du Nord.* » Maintenant, cependant, avec la défaite prévisible des puissances de l'Axe que sont l'Allemagne, le Japon, l'Italie et leurs alliés et collaborateurs, un accès beaucoup plus large s'ouvre.

Les États-Unis ne seront désormais plus en mesure de « *défendre* » leurs territoires précédemment conquis, a déclaré le géostratège, à partir de leur seul territoire nord-américain et des îles dispersées du Pacifique. Au contraire, l'Amérique peut et doit maintenant étendre de manière décisive sa ligne de « *défense* » « *en fondant notre politique étrangère sur des alliances fiables dans l'ancien monde* ». De nouvelles bases américaines pourraient désormais être établies en Europe et au Japon. Cela permettrait aux États-Unis de passer de l'ancienne « défense » passive à une « *défense* » active de leurs intérêts nationaux.

États-Unis 1947 : Le département « *Guerre* » devient département « Défense »

Cette stratégie impliquait des artifices idéologiques : La doctrine anti-libérale et anti-démocratique du capitalisme intensifié a été appelée « *néolibéralisme* ».

Et l'expansion militaire intensifiée est passée pour de la « *défense* ». À partir de 1789, depuis leur fondation, les États-Unis ont en fait eu un département de la guerre : par des guerres, le continent nord-américain a été intégré au territoire national, puis l'Amérique centrale, les Caraïbes, Cuba, puis les Philippines, Porto Rico, la Chine, etc. ont été pénétrés militairement, occupés

temporairement, des gouvernements vassaux ont été installés, des îles ont été occupées et développées comme bases militaires permanentes.

Mais juste au stade le plus élevé de son expansion militaire jusqu'alors, le département de la guerre a été euphémiquement et factuellement rebaptisé département de la défense en 1947. C'est pourquoi l'OTAN, bien qu'agressive, a été baptisée l'alliance de « *défense* ».

Le jumeau : plan Marshall et OTAN

L'OTAN, fondée en 1949, était le jumeau du plan Marshall. Le double caractère militaire et civil était incarné par George Marshall lui-même : Pendant la Seconde Guerre Mondiale, en tant que chef d'état-major, il coordonne l'armée américaine sur tous les théâtres de guerre entre l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Asie. Après la guerre, en tant que secrétaire d'État de 1947 à 1949, il organise le plan Marshall. Et en 1950, cet homme agile s'est glissé dans le rôle de secrétaire à la défense des États-Unis, organisant des interventions brutales, notamment des bombardements au napalm, contre les mouvements de libération du monde entier, en Corée comme en Grèce.

À partir de 1947, tous les futurs membres fondateurs de l'OTAN ont reçu l'aide du plan Marshall : Grande-Bretagne, France, Portugal, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Danemark, Islande, Italie, Norvège. Cela s'est poursuivi après la fondation de l'OTAN jusqu'à la fin du plan Marshall en 1952. En outre, en 1949, le Congrès américain a approuvé une aide d'un milliard de dollars pour le réarmement des pays fondateurs de l'OTAN. Dans certains cas, l'aide du plan Marshall a été réaffectée à des fins militaires.

Tous ces États – à l'exception du Luxembourg, de l'Italie et de la Norvège – étaient également des puissances coloniales actives. La plupart d'entre eux étaient également des monarchies et pas des parangons de démocratie. Les États-Unis eux-mêmes entretenaient dans le monde de nombreux territoires dépendants de manière néocoloniale et dominaient des États d'Amérique centrale et des Caraïbes avec l'aide de dictateurs, notamment à Cuba.

Pacte de Bruxelles préliminaire : « *Allemands* » et « *Danger communiste* »

Avant la fondation de l'OTAN, les pays européens les plus fiables destinés à devenir membres fondateurs ont pu faire leur prélude. En mars 1948, les gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France et des trois petites monarchies du Benelux, fortement subventionnés par le plan Marshall, ont adopté le « *Pacte de Bruxelles* ». Ce pacte se veut une alliance militaire contre une nouvelle agression allemande et contre une menace d'agression soviétique.

Ces praticiens de la conspiration dirigés par les États-Unis simulaient des dangers qui n'existaient pas : L'Allemagne était entièrement désarmée et sous le contrôle militaire des Alliés, y compris des membres du Pacte de Bruxelles eux-mêmes – la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas étaient des puissances occupantes en Allemagne de l'Ouest ; et ils pouvaient avoir leur mot à dire sur le réarmement ou non de l'Allemagne de l'Ouest ou de la République Fédérale d'Allemagne. L'Union Soviétique n'était ni capable ni désireuse d'attaquer l'Europe occidentale, et encore moins de l'occuper de manière permanente – cette évaluation du gouvernement américain était également connue des États du Pacte de Bruxelles.

Le Pacte de Bruxelles réunissait, avec la Grande-Bretagne, les États dont les gouvernements et les élites économiques n'avaient pas résisté à l'occupation de la Wehrmacht, mais avaient collaboré avec l'Allemagne nazie et voyaient également le « *communisme* » comme le principal danger. Ils craignaient tous d'être punis, ostracisés ou même expropriés après la guerre, les militaires et les

services secrets craignaient de perdre leur influence. Mais les États-Unis gardaient une main protectrice sur eux.

Le 4 avril 1949 – quelques mois avant la fondation de la République Fédérale d'Allemagne – l'alliance militaire Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'OTAN, est fondée à Washington. Elle est présentée comme une alliance de « défense », selon le langage américain. Tous les autres membres étaient dépendants des États-Unis, non seulement par le biais du plan Marshall, mais aussi par des prêts, une aide militaire et des investissements supplémentaires. Le siège de l'OTAN se trouvait à Washington jusqu'en 1952.

Il y avait aussi : Le dictateur Franco avec un statut spécial

Les cercles dirigeants des États-Unis avaient admiré le fascisme de Mussolini : Il avait montré comment vaincre le « *danger communiste* » à l'Ouest. Mussolini a été comblé de prêts par Wall Street, et les investisseurs américains ont acheté des actions dans des entreprises italiennes, comme Fiat. Avec Mussolini et Hitler, les sociétés américaines ont alimenté le fasciste Franco, qui a détruit la République dans une guerre civile brutale.

Franco avait déclaré la victoire le 1er avril 1939 – à peine deux semaines plus tard, l'administration Roosevelt avait nommé son ambassadeur à Madrid. Seuls Mussolini, Hitler, le pape Pie XII et les promoteurs fascistes britanniques, le roi George VI et le Premier Ministre Neville Chamberlain, avaient été plus rapides à reconnaître diplomatiquement la dictature.

Pour des raisons esthétiques, l'Espagne n'est pas devenue membre de l'OTAN pendant le règne de Franco. Mais les États-Unis ont inclus l'Espagne dans leur expansion européenne, même sans adhésion officielle. Ils y exploitent des bases militaires et encouragent le développement économique, notamment le tourisme. Le fascisme était compatible avec « *la liberté et la démocratie* » et l'OTAN.

Guerre contre les mouvements de libération dans les colonies européennes

Avec l'OTAN, avec des bases militaires américaines supplémentaires dans les États membres de l'OTAN et des partenariats supplémentaires comme avec l'Espagne, les États-Unis n'ont pas seulement poussé leur ligne de « *défense* » en Europe occidentale au sens de Lippmann. Ils ont également soutenu les guerres que les puissances coloniales européennes ont menées contre les mouvements de libération dans les colonies qui s'étaient renforcés après la guerre. Et dans le processus, les États-Unis ont également eu accès aux matières premières de ces colonies.

Grande Bretagne

La Grande-Bretagne avait été approvisionnée par les États-Unis en armements, navires et nourriture pendant la guerre et était maintenant lourdement endettée envers les États-Unis. Les États-Unis ont veillé à ce que le Fonds Monétaire International (FMI), qu'ils avaient fondé et contrôlé en 1944, accorde son premier prêt important à la Grande-Bretagne en 1947 : cela a été utilisé pour concilier et faire chanter le gouvernement travailliste.

La Grande-Bretagne a également été affaiblie à d'autres égards : ses colonies les plus importantes, comme l'Inde, ont été perdues. Déjà pendant la guerre, la Grande-Bretagne avait cédé plusieurs bases militaires du Commonwealth aux États-Unis (programme de bail foncier). Au moment de la fondation de l'OTAN, le gouvernement dirigé par les travaillistes a combattu le mouvement de libération au Ghana, qualifiant le chef du Parti populaire de la Convention, Kwane Nkrumah, de «

petit Hitler local » et le mettant en prison en 1950. Ce n'est qu'en 1957 que le Ghana réussit à devenir indépendant avec Nkrumah.

Les États-Unis, déjà présents en Grèce et en Turquie depuis 1943 avec leurs services secrets OSS, y ont remplacé les services militaires et secrets britanniques en 1948 et ont repris la guerre contre le mouvement de libération antifasciste en Grèce.

Le Canada

Le Canada, en tant que membre du Commonwealth, était doublement dépendant : depuis la fin du XIXe siècle, le pays était une colonie économique des États-Unis. Les troupes canadiennes et leur service de renseignement avaient été sous commandement britannique, et les troupes britanniques et toute l'économie de guerre britannique avaient été subordonnées aux États-Unis.

La France

Le deuxième membre le plus important de l'OTAN après la Grande-Bretagne était la France. L'armée américaine, avec les Britanniques et les Canadiens, avait libéré le pays des nazis et du gouvernement collaborationniste de Vichy du maréchal Pétain en 1944. La Résistance de gauche, qui avait été infiltrée par l'agence de renseignement américaine OSS, a été progressivement éliminée.

L'impopulaire général Charles de Gaulle, qui avait combattu Hitler et représenté une France indépendante, a dû être autorisé à participer au défilé de la victoire sur les Champs Élysées à Paris, puis un gouvernement provisoire a été formé ; il comprenait le Parti communiste, qui avait dirigé la Résistance. Mais ce gouvernement n'a jamais été reconnu par les États-Unis. La Banque mondiale, sous le président John McCloy, a accordé un prêt à la France avant même le plan Marshall, à une condition : de Gaulle et les communistes doivent être hors du gouvernement ! Le secrétaire d'État américain Byrnes, prédécesseur de Marshall, a promis un prêt de 650 millions et la livraison supplémentaire de 500 000 tonnes de charbon.

Des politiciens chrétiens laquais comme George Bidault, ami proche du président de la CDU et futur chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer et, comme ce dernier, en contact avec le chef de la CIA Allen Dulles, sont manœuvrés pour entrer au gouvernement. De Gaulle est chassé. Le prêt est accordé. En 1948, les États-Unis ont également réarmé trois divisions françaises afin que la France puisse même agir comme une puissance occupante sérieuse dans son territoire occupé en Allemagne de l'Ouest.

L'Algérie n'était pas seulement une colonie française, mais était considérée comme faisant partie de la France, bien qu'avec un système d'apartheid raciste. Cela n'a pas du tout dérangé l'OTAN : l'Algérie a été immédiatement incluse dans la zone du traité de l'OTAN. La guerre coloniale brutale du gouvernement français s'est intensifiée. À l'indépendance, l'armée française avait tué des centaines de milliers de combattants de l'indépendance et de civils.

Dans le même temps, le gouvernement français exigeait une aide militaire contre le « *communisme* » dans la colonie d'Indochine : la République démocratique du Vietnam, proclamée en septembre 1945 par le mouvement indépendantiste vietminh sous Ho Chi Minh, devait être détruite – les États-Unis ont aidé la France avec des conseillers militaires, de la nourriture et des armements. McCloy, en tant que président de la Banque Mondiale, a également approuvé un prêt à cette fin en 1949, l'année de la création de l'OTAN.

Belgique, Pays-Bas, Luxembourg

Les trois pays du Benelux n'avaient apporté aucune contribution militaire contre l'Allemagne hitlérienne. Leurs gouvernements et leurs entreprises avaient collaboré avec les nazis pendant la guerre. Mais la Belgique et les Pays-Bas sont devenus membres de l'OTAN et ont été autorisés à entrer en Allemagne de l'Ouest en tant que forces d'occupation par la grâce des États-Unis.

McCloy a également concédé un prêt de la Banque Mondiale au Royaume des Pays-Bas en 1949, l'année de la fondation de l'OTAN, pour combattre le mouvement d'indépendance dans la colonie d'Indonésie. Contre la République d'Indonésie, établie en 1945 après l'occupation japonaise, les 145 000 militaires néerlandais ont bombardé des villes, assassiné des dizaines de milliers de résistants et d'autres habitants, et capturé le gouvernement.

Belgique

Le Royaume de Belgique a continué à tenir sa colonie riche en ressources du Congo sous le feu après 1945 avec l'approbation des États-Unis. Les États-Unis avaient obtenu de la colonie belge de l'uranium, crucial pour leurs bombes atomiques. La société minière Union Minière du Haut Katanga – dans laquelle les Rockefeller détenaient une participation – avait déjà déménagé son siège social de Bruxelles à New York en 1939.

Après 1945, la résistance anticoloniale au Congo est menée sans merci : les syndicats sont interdits, les grévistes sont fusillés ou fouettés publiquement. Plus tard, en 1961, en complicité belgo-américaine (roi Baudouin, président américain Eisenhower, CIA, collaborateurs indigènes), le premier Premier Ministre du Congo nouvellement indépendant, Patrice Lumumba, est sauvagement assassiné peu de temps après.

Portugal

Le Portugal fasciste était resté neutre pendant la guerre et était donc d'autant plus important économiquement pour l'Allemagne nazie : En tant qu'État le plus important, le Portugal fournissait du tungstène, un métal précieux crucial pour la guerre, pour la trempe de l'acier, nécessaire, par exemple, pour les canons de fusils et de canons. Au Portugal, des actions pirates et de l'or piraté ont été blanchis pour financer l'effort de guerre allemand.

Après 1945, les États-Unis ont rendu au Portugal les colonies asiatiques de Timor et de Macao, qui avaient été occupées par le Japon. Dans les colonies africaines du Mozambique et de l'Angola, les économies coloniales forcées et de plantation (café, coton) prévalaient. Le Parti communiste, la principale organisation de libération, est interdit et persécuté.

Et les États-Unis et l'OTAN peuvent désormais utiliser les îles atlantiques du Portugal, les Açores, comme bases militaires.

Petits États et plus tard membres de l'OTAN

L'Islande, une colonie danoise, avait été occupée par la Grande-Bretagne et les États-Unis en 1940. Le pays avait déclaré son indépendance au Danemark en 1944. Par conséquent, l'Islande a reçu des fonds du plan Marshall et a accepté son adhésion à l'OTAN. Le petit pays n'avait pas d'armée propre, mais servait de base aux États-Unis et à l'OTAN.

Le Danemark : Un gouvernement anti-fasciste a été formé ici après l'ère nazie. Il comprenait le parti communiste, qui avait résisté aux nazis. Ici aussi, les États-Unis, avec l'aide de la social-démocratie et du plan Marshall, ont chassé le non-alignement initialement prévu.

Dans la colonie danoise du Groenland, les États-Unis avaient déjà établi des bases militaires en 1941. Le gouvernement danois, qui s'était réservé la politique étrangère et de sécurité du Groenland, a accepté : le Groenland a été déclaré zone de défense de l'OTAN en 1951. La base militaire américaine de Thulé, au Groenland, est devenue l'une des plus grandes bases étrangères des États-Unis, servant de site d'espionnage avancé contre l'Union Soviétique, puis contre la Russie, et déterminant la politique étrangère danoise.

La Norvège : Ici, le gouvernement social-démocrate voulait rester non-aligné après l'occupation allemande. Mais avec l'aide du plan Marshall et une aide supplémentaire au réarmement, les États-Unis ont fait entrer la Norvège dans l'OTAN.

La Grèce : L'année de la fondation de l'OTAN, les bombardiers en piqué américains bombardent au napalm les positions du mouvement de libération antifasciste déjà victorieux en Grèce et équipent les militaires fidèles à la monarchie, qui avait collaboré avec les nazis. C'était le seul moyen de vaincre le mouvement de libération. Lorsque les États-Unis ont assuré un gouvernement dépendant des États-Unis ici comme dans la Turquie voisine, ils ont fait entrer les deux pays dans l'OTAN en 1952.

République Fédérale d'Allemagne : la plus grande forteresse américaine d'Europe

Les États-Unis voulaient avant tout faire entrer les zones occupées de l'ouest de l'Allemagne dans l'OTAN. Mais d'une part, cette Allemagne de l'Ouest n'est pas encore un État et d'autre part, les gouvernements français et britannique s'opposent dans un premier temps au réarmement des Allemands en raison d'une opinion publique critique dans ces deux États.

Mais peu après la fondation du nouvel État de la République Fédérale d'Allemagne (RFA), son chancelier Konrad Adenauer, aux couleurs chrétiennes, a accepté (secrètement) de réarmer en 1950. Il a fait combattre les mouvements pour la paix et la neutralité et les a qualifiés de « communistes ». Dès 1950, les États-Unis ont encouragé la production d'armes en RFA pour les besoins de la guerre contre le Mouvement populaire de libération en Corée. Les industriels ouest-allemands de l'armement ont fait pression pour l'OTAN. Et dès septembre 1950, l'OTAN a inclus la RFA dans la zone de défense de l'OTAN – cinq ans avant son adhésion officielle.

Aujourd'hui, au XXIe siècle, aucun autre État de la planète n'accueille autant de bases militaires américaines supplémentaires que l'Allemagne de l'Ouest, membre de l'OTAN.

Les USA envahissent les colonies européennes

L'OTAN était donc une alliance contre la démocratisation post-fasciste et antifasciste en Europe et contre l'autodétermination nationale dans les colonies. Et l'État néocolonial de l'OTAN, les États-Unis, a envahi les anciennes colonies des Européens.

Dans les colonies françaises d'Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge) et d'Afrique (une bonne douzaine de colonies, principalement de la France, puis également de la Belgique et du Portugal), il

y avait des réserves importantes de matières premières. Les entreprises américaines voulaient s'en emparer au meilleur prix possible. Sous la direction de Evan Just, l'autorité du plan Marshall à Paris a maintenu le département « *Matières premières stratégiques* ». Il explorait et inventoriait dans les colonies des puissances coloniales européennes, par exemple, le manganèse et le graphite à Madagascar ; le plomb, le cobalt et le manganèse au Maroc ; le cobalt, l'uranium et le cadmium au Congo ; l'étain au Cameroun ; le chrome et le nickel en Nouvelle-Calédonie ; le caoutchouc en Indochine ; le pétrole en Indonésie ; sans compter les diamants industriels, l'amiante, le béryllium, la tantalite et la colombite.

L'Autorité du Plan Marshall et le département d'État ont organisé des contrats d'achat de matières premières à partir de 1948, par exemple, en faveur des sociétés américaines United Steel, Bethlehem Steel et Newmont Mining. Des banques d'investissement telles que Morgan Stanley et Lazard Frères formèrent des holdings communes pour moderniser les mines dans les colonies. Pour les bombes atomiques, les États-Unis avaient besoin d'encore plus d'uranium après la guerre que pendant la guerre de toute façon.

Enfin, enfin, conquérir la Russie ? Résistance

Pour l'OTAN, la fondation ne visait pas à vaincre le « *communisme* », ce n'était qu'une étape préliminaire. Il s'agissait et il s'agit toujours de la conquête et de l'exploitation de l'Europe par les États-Unis, en particulier de la Russie, c'est-à-dire de toute l'Eurasie, de Lisbonne à Vladivostok (selon le conseiller présidentiel américain Zbigniew Brzezinski), qu'elle soit communiste ou capitaliste.

L'OTAN a été et reste une alliance qui a violé principalement et de manière permanente la Charte des Nations Unies, l'article 1 « *Autodétermination des nations* », depuis sa création. Les membres de l'OTAN – ainsi que des membres associés tels que la Suisse et l'Autriche – ont participé de diverses manières aux nombreuses guerres menées par les États-Unis dans le cadre de ce que l'on a appelé à tort la « *guerre froide* », en commençant par la guerre de Corée et plus récemment, par exemple, pendant deux décennies en Afghanistan, laissant derrière eux des pays appauvris et dévastés, avec des profits élevés pour les industries de l'armement, de l'énergie, des fournitures et des services militaires privés.

Et même sous le président Donald Trump, par ailleurs quelque peu critiqué, les partenaires européens de l'OTAN ont suivi la première puissance de l'OTAN dans l'agitation anti-russe et le réarmement pour conquérir le théâtre eurasien, réussissant finalement, si besoin est à nouveau par la guerre, et cette fois avec des bombes nucléaires.

Avec l'élargissement de l'OTAN vers l'est, le mensonge fondateur s'est poursuivi. L'adhésion à l'UE des anciens États socialistes a toujours suivi de quelques années l'adhésion à l'OTAN. L'UE reste un appendice de l'OTAN. Le soutien économique relatif apporté par le plan Marshall n'a apporté qu'une prospérité relative – et ce n'était qu'une concession temporaire. Il a pris fin en 1990. Depuis lors, l'UE, de concert avec les entreprises, les investisseurs et les consultants américains, a démantelé cette prospérité relative, étape par étape, d'abord en Europe de l'Est mais, au plus tard depuis la « *crise financière* » de 2008, de plus en plus rapidement dans les États « *riches* » d'Europe occidentale également.

L'enjeu est de taille. L'édifice de mensonges de l'OTAN, entretenu pendant des décennies, est plus fragile que jamais. La résistance à cet édifice doit et peut prendre une nouvelle force, sur tous les continents. La base juridico-politique a été clarifiée depuis longtemps avec le droit international des Nations Unies et les droits de l'homme des Nations Unies, qui incluent les droits du travail et les

droits sociaux. Et les écologistes peuvent encore apprendre que l'armée ne nuit pas seulement à l'environnement.

source : The Greanville Post

https://reseauinternational.net/otan-le-mensonge-fondateur/

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 22 mai 2022.

Quel acharnement pour diaboliser un Premier ministre qui refuse de s'aligner sur l'OTAN contre la Russie !

Entretien avec Aminah Mohammad-Arif, directrice de recherche au CNRS et spécialiste de l'islam dans le sous-continent indien.

Aminah Mohammad-Arif (1/2): «*On assiste en Inde à une banalisation des violences antimusulmanes*» - RFI 21 mai 2022

Aminah Mohammad-Arif (2/2): «*Les musulmans en Inde se retrouvent en bas de l'échelle sociale*» - RFI 22 mai 2022

JC - Je vis en Inde depuis près de 30 ans. Il y a des églises, des temples et des mosquées partout sans qu'on y prête plus attention que cela, ils font partie du paysage urbain. On se croise dans la rue ou on marche cote-à-code sans même se remarquer, dans les magasins ou les bâtiments publics on se côtoient avec la même indifférence, dans les transports en commun on est assis les uns à côté des autres, dans les restaurants on mange dans les mêmes salles, on ignore si le propriétaire est chrétien, protestant, musulman, sikh, parsi, hindou ou athée, tout le monde s'en fout, le peuple s'en fout, on a tous des relations ou des amis parmi eux. Mon dentiste est hindou, deux de ses employées

Ce qu'ils appellent de leur vœu :

RFI - Compte tenu de la situation à laquelle les musulmans indiens se trouvent aujourd'hui confrontés, on peut légitimement s'interroger sur leur avenir. (**Pas eux, à les entendre on croirait qu'ils sont martyrisés. - JC**) Les restrictions relatives à leurs libertés individuelles et collectives ne risquent-elles pas de s'accroître ? (**Là ils formulent un souhait à voix haute. - JC**)

On peut aussi redouter que les violences actuelles s'intensifient, au point de déboucher sur des phénomènes de plus grande ampleur comme des pogroms. (**Ce serait l'idéal pour les imputer à Modi ou déstabiliser le gouvernement indien ! - JC**)

On peut également s'inquiéter des effets à long terme des politiques hostiles aux minorités, qui pourraient se traduire par une radicalisation politique des musulmans. Jusqu'ici le jihadisme en Inde a été un phénomène limité et assez circonscrit, malgré l'oppression dont les musulmans sont les victimes. (**S'agit-il d'une menace à peine voilée ou pour y préparer les esprits ? - JC**)

On a vu, lors des manifestations contre la loi sur la citoyenneté, les musulmans manifester dans le cadre de modes d'action pacifiques, de type « citoyen », clamant haut et fort leur attachement à la nation indienne. Mais si les humiliations au quotidien s'intensifient, il est difficile de savoir quelles seront leurs réactions à terme. (**Ils veulent pousser les musulmans à la violence, c'est flagrant. - JC**)

JC - Combien de lecteurs gobent leur désinformation qu'ils prennent pour la réalité ? On a envie de dire aux lecteurs : s'il vous plaît, pour votre bien, cessez de regarder, écouter, lire leurs saloperies,

ils vont vous rendre fous ou vous faire croire n'importe quoi, c'est plus grave que ce que vous pensez peut-être, parce que c'est en procédant de la sorte qu'ils parviennent à porter au pouvoir un tyran comme Macron.

Question de RFI : Comment peut-on appeler ouvertement au meurtre dans un État de droit sans se faire arrêter ?

JC - Comment appelle-t-on un Etat, la France en l'occurrence, qui a provoqué la mort de 100.000 malades en refusant de mettre à leur disposition les médicaments qui auraient permis de les soigner ?

Mohammad-Arif - En principe, en Inde, les appels au meurtre visant une communauté minoritaire sont passibles de poursuites pénales, mais ceux qui se livrent aujourd'hui à ce genre d'appels ne sont pas toujours sanctionnés ; s'ils sont malgré tout arrêtés, ils sont souvent rapidement relâchés, ce qui encourage d'autres individus à user de la même rhétorique, voire à surenchérir.

JC - Dommage qu'il n'y ait pas en Inde des lois restreignant davantage la liberté d'expression ou que pour de simples paroles vous ne finissiez pas vos jours en prison, du coup on en vient à penser que Modi est plus libéral que Macron ou préférable à ce genre de fanatique.

Mohammad-Arif - Il y a eu aussi tout récemment la démolition, à coups de bulldozers, de commerces et d'habitations dans un quartier de la capitale indienne à forte concentration musulmane, sous prétexte de constructions illégales.

JC - Pour ceux qui l'ignorent, c'est un fait quotidien dans toute l'Inde, y compris dans la commune voisine de chez moi, Koot Road, où des maisons et des commerces ont été détruits en totalité ou partiellement au cours des mois précédents, parce qu'ils empiétaient illégalement sur la chaussée. A Kottakupam, ils ont rasé une cinquantaine d'échoppes et commerces pour élargir la chaussée, les autorités locales corrompues les avaient laissé s'implanter illégalement au cours des décennies antérieures, elles appartenaient à des hindous ou des musulmans, il y a une forte communauté musulmane à Kottakupam, sans qu'il y ait eu de heurts particuliers ou je l'aurais su.

D'où vient cette campagne contre l'Inde ?

Mohammad-Arif - Compte tenu de la montée des violences visant les minorités en Inde aujourd'hui, il est malheureusement difficile de ne pas prêter attention aux craintes exprimées par des intellectuels et des journalistes indiens et internationaux. (**Les élites et les médias corrompus. - JC**)

JC -Le passage suivant consistait à faire croire aux lecteurs français que la majorité des Indiens sont antimusulmans, ce qui est faux évidemment. Voyons comment il a minutieusement fabriqué son récit.

Mohammad-Arif - Depuis 2014, avec l'arrivée au pouvoir à New Delhi des nationalistes hindous, on assiste effectivement à une sorte de radicalisation de l'inimitié à l'égard des musulmans. (**Le responsable est désigné d'emblée, le Premier ministre Modi et son gouvernement. Les opposants à Modi instrumentalisent le moindre heurt et le font passer pour un acte raciste. - JC**) Il est difficile de mesurer avec précision l'ampleur du phénomène et de savoir quelles sont les catégories de la population qui sont réellement travaillées par ces sentiments antagonistes. (**Il n'en sait rien, alors il va inventer un récit qui va coller avec l'objectif auquel il voulait en venir. - JC**) S'agit-il principalement de groupes urbains de castes élevées, en situation ou non de

déclassement social ? (**Le plus probable. - JC**) Ou le phénomène s'étend-il aussi aux basses castes dans les campagnes reculées ? (**Les premiers excitent et manipulent les seconds profondément arriérés et illettrés qui leur servent de bataillons pour affronter la police. - JC**) De même, lorsqu'on entend des figures publiques influentes, comme des acteurs de Bollywood ou des joueurs de cricket, soutenir publiquement les politiques hostiles aux minorités, il n'est pas toujours aisé de savoir s'il s'agit d'un soutien par conviction ou par opportunisme. Cela dit, les violences verbales et physiques contre les musulmans se sont à tel point banalisées aujourd'hui qu'il est permis de penser que des émotions antagonistes marquées contre les minorités animent à présent des catégories non négligeables de la population majoritaire. (**Pure spéculation ou un souhait à défaut de preuves. - JC**)

Tout ce qu'ils vous racontent sur n'importe quel sujet ou n'importe quel pays est falsifié ou destiné à vous tromper, cela ne correspond jamais réellement aux faits ou à la situation, jamais, j'en fais l'expérience des centaines de fois tous les ans depuis 15 ans, cela paraît incroyable, mais c'est pourtant la stricte vérité.

Intox. Pourquoi tant d'engouement ? C'est suspect, et pour cause.

JC- Ils ne peuvent pas vous informer sans manipuler les faits, c'est plus fort qu'eux, nous allons voir comment et à quelle fin.

Il y avait en Australie un Premier ministre conservateur, très proche de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, ils ont formé une alliance militaire tripartite appelé AUKUS (acronyme de l'anglais Australia, United Kingdom et United States) le 15 septembre 2021, de plus 83,6% des Australiens ont été vaccinés au moins deux fois contre le Covid-19, la vaccination n'était pas obligatoire toutefois, le matraquage gouvernemental et médiatique a suffi.

Bref, un gouvernement anglo-saxon de droite, un bon élève du Commonwealth en somme, bien réactionnaire comme il se doit, oui mais, car il y avait un mais, il n'était pas parfait aux yeux de l'oligarchie financière de Davos, il sentait un peu trop le charbon et il a osé traîner les pieds dans la mise en place du Green New Deal, cela devait lui être fatal, d'autant plus qu'ils avaient en Australie (comme ailleurs) une force politique qui lui était acquise ou encore plus réactionnaire prête à appliquer à la lettre le programme du Forum économique mondial, la gauche, les travaillistes, le Labor.

Et bien c'est fait, les voilà au pouvoir, ils peuvent sabrer le champagne en prévision de sacrifier les 300.000 emplois directs et indirects que représentent encore l'industrie charbonnière en Australie.

En titres.

Australie: "*La défaite du Premier ministre Morrisson me va très bien*", affirme Jean-Yves Le Drian - BFMTV 22 mai 2022

Australie: les travaillistes d'Anthony Albanese chassent Scott Morrison du pouvoir - AFP 22 mai 2022

Australie: les travaillistes d'Albanese délogent les conservateurs du pouvoir - RFI 22 mai 2022

Australie : le Premier ministre Scott Morrison chassé du pouvoir - LePoint.fr 22 mai 2022

Pour les explications.

Le climato-scepticisme affiché par le précédent Premier ministre australien avait envenimé les relations entre Canberra et ses voisins et alliés du Pacifique, une région où la Chine cherche à étendre son influence.

Le travailliste Anthony Albanese, qui s'apprête à devenir Premier ministre de l'Australie après sa victoire aux législatives, a promis dimanche de réparer l'image de son pays, largement considéré à l'étranger comme à la traîne de la lutte contre le changement climatique.

M. Albanese a promis de réduire de 43% les émissions d'ici 2030. Son prédécesseur avait été critiqué pour s'en tenir à un objectif de -28% en 2030 par rapport à 2005.

M. Albanese : "*Il y aura quelques changements dans la politique, en particulier en ce qui concerne le changement climatique et notre engagement envers le monde sur ces questions*".

- "*Superpuissance*" des énergies renouvelables -

Les "*teals*" ont exploité la colère des banlieues aisées de Sydney et de Melbourne contre le soutien inconditionnel de Scott Morrison à l'industrie du charbon, malgré trois années d'incendies, de sécheresses et d'inondations aggravés par le réchauffement climatique qui ont bouleversé la vie de millions de personnes.

Dans son discours de victoire, Anthony Albanese a promis de transformer l'Australie en "*superpuissance*" des énergies renouvelables.

Mais il est jusqu'à présent resté sourd aux appels pour en finir avec le charbon, qui reste un des moteurs de l'économie du pays et compte de nombreux partisans chez les travaillistes.

Par ailleurs, la victoire du Labor, qui avait délibérément fait le choix de mener une campagne sans porter des mesures fortes de gauche, une politique climatique ambitieuse ou remettre radicalement en cause la politique menée ces neuf dernières années par les conservateurs, l'ont emporté moins par adhésion à leurs idées que grâce à la forte impopularité de Scott Morrison et du Parti libéral. (Source : AFP, RFI et d'autres médias 22 mai 2022)

Pourquoi, comment, qui a légalisé et encouragé la pornographie, la prostitution, la pédophilie, l'inceste, la théorie du genre, LGTB, toutes les perversions sexuelles ? Devinez.

JC – Ils ont instrumentalisé les aspirations légitimes des femmes à l'égalité des droits sur le plan social et politique, à la contraception et à l'avortement pour promouvoir des comportements ou des rapports entre les hommes et les femmes et les enfants qui allaient contribuer à détruire les liens affectifs et les valeurs humanistes qui les unissaient au profit de la barbarie ou à l'image du modèle

monstrueux de société qu'ils veulent nous imposer, pour conserver leur hégémonie ou préserver leur pouvoir ou système économique.

J'avoue avoir découvert hier toute cette histoire, j'en suis tombé sur le cul comme l'on dit.

Le Dr Alfred Kinsey, père de la « *théorie du genre* » : torture, pédophilie sur les nourrissons au nom de la science ! - lemediaen442.fr 21 mai 2022

Très conservatrice, Judith Reisman (décédée le 9 avril 2021, à 85 ans) était pour l'interdiction de l'avortement, de la sodomie, de la pornographie. Elle a cependant mené un juste combat : sauver les enfants de ces adultes pervers qui veulent les sexualiser dans les faits depuis la naissance et le faire accepter par la société. Un certain Dr Alfred Kinsey — père de la révolution sexuelle et de la « *théorie du genre* » — s'était lancé dans des expériences de viol sur enfants !

Vidéo. Ce que vous ne saviez pas sur Kinsey - June 24th, 2021

https://odysee.com/Ce-que-vous-ne-saviez-pas-sur-Kinsey:a2f6a6d5b410674c72389b19032b022bdac53ae2?src=embed

Il était financé par la fondation Rockefeller, ce qui explique que la Justice ne se soit pas penchée sur son cas. Il voulait absolument démontrer qu'on était non seulement sexué, mais aussi sexuel dès la naissance, ce qui devait impliquer le passage à l'acte. Pas de fantasme, d'imaginaire en devenir, mais carrément des faits ! Judith Reisman a étudié les graphiques de ce médecin qui fournissait des données sur des bébés qui avaient eu des orgasmes. Comment ces bébés avaient-ils pu avoir des orgasmes et comment cela a-t-il pu être observé ? Un enfant de 4 ans aurait eu 26 orgasmes en 24 heures.

Pour obtenir des données sous un prétexte « scientifique », le Dr Alfred Kinsey se fondera en partie sur les recherches d'un ancien officier nazi devenu gardien de cimetière, puis professeur de religion, Fritz von Balluseck, qui avait violé des centaines d'enfants. Ce dernier avouera à son procès : « *C'est Kinsey lui-même qui me le demandait.* » L'éducation sexuelle à l'école à la mode Kinsey a été appliquée en 2011 en Croatie sous l'impulsion de George Soros. Promouvoir la pédophilie, détruire les structures familiales, c'est la vague LGBT prônée au Forum économique mondial de Davos.

Kinsey publie allègrement ses « *découvertes* » sur les « *orgasmes* » chez les nourrissons et les enfants dans les tableaux 30-34 aux pages 175-180 dans le livre « *Sexual Behavior in the Human Male* ». Le tableau 34 est reproduit ici.

Dans la vidéo ci-dessous, Marion Sigaut revient sur les rapports de Alfred Kinsey qui ont été à l'origine de la révolution sexuelle, aux États-Unis puis dans le monde. Elle montre, à l'aide du documentaire « *Alfred Kinsey : pédophilie et révolution sexuelle* » et des ouvrages de Judith Reisman, que les rapports étaient truqués et qu'ils ont été rédigés par des pédophiles, notamment en ce qui concerne Alfred Kinsey lui-même. lemediaen442.fr 21 mai 2022

Vidéo. Alfred Kinsey PEDOPHILIE & Révolution sexuelle & Théorie du Genre à l'école Marion Sigaut

https://www.youtube.com/watch?v=ExtnFSk_2gw

Libération sexuelle : Le rapport Kinsey, l'origine du Mal.

Marion Sigaut revient sur les rapports de Alfred Kinsey qui ont été à l'origine de la révolution sexuelle, aux États-Unis puis dans le monde. Elle montre, à l'aide du documentaire « *Alfred Kinsey : pédophilie et révolution sexuelle* » et des ouvrages de Judith Reisman, que les rapports étaient truqués et qu'ils ont été rédigés par des pédophiles, notamment en ce qui concerne Alfred Kinsey lui-même.

http://www.lesobservateurs.ch/2014/02...

Zoologue spécialiste de l'étude des insectes, Alfred Kinsey s'est targué d'étudier les penchants sexuels humains, nous dit-on. Il a donc publié les « *rapports Kinsey* », qui hélas servent toujours de référence, notamment aux pédophiles, mais aussi aux adeptes de la « *théorie du genre* », qui sont aujourd'hui en train d'imposer des cours sur la sexualité de plus en plus tôt chez les enfants. Au nom de quoi? Eh bien de la modernité.

En 1947, il ouvre à l'université de l'Indiana l'Institute for Research in Sex, rebaptisé ensuite l'Institut Kinsey pour la recherche sur le sexe, le genre et la reproduction. L'année suivante, il publie sa première étude, Sexual Behaviour in the Human Male, très largement financé par la fondation Rockefeller. En 1954, vient son étude sur la sexualité des femmes.

Le problème avec Kinsey, c'est que ses sujets d'étude étaient principalement des délinquants sexuels et des prostituées, et qui se sont fait avoir puisqu'il s'agit de prisonniers, et que Kinsey a oublié de le dire en faisant passer ses sujets d'étude pour représentatifs de la société dans sa globalité. Du coup, le vice de ces pervers est passé, et passe toujours, pour la « *norme* ». D'ailleurs, un film à gros budget de 2004 a fait l'apologie de ses théories, avec Liam Neeson dans le rôle de Kinsey[1].

Comment en est-on arrivé là ?

Pour Alfred Kinsey, « *le seul acte sexuel non naturel est celui qu'on ne peut faire* ».

Kinsey a été l'un des premiers à banaliser l'homosexualité, mais aussi l'acte « *pédophile* ». Logiquement, il a été repris par divers lobbies gays. Il avait aussi des pratiques de sexe en groupe, de sado masochisme, et encourageait ses collaborateurs à faire de même. Cela donnait lieu à des séances de partouzes filmées auxquelles lesdits collaborateurs étaient pour ainsi dire obligés de participer.

Mais, Kinsey a surtout planché sur ce qu'il appelait la « *sexualité infantile* ». Avec des tests grandeur nature.

Une internaute :

- Voir aussi la vidéo sur YT de Marion Sigaut : A propos de Judith Reisman et de son combat

https://youtu.be/62KayPIzgKU

Le courriel que j'ai envoyé à ma fille en même temps que ces vidéos.

Sans verser dans le puritanisme ou sans remettre en cause la contraception ou l'avortement, on ne peut pas nier ce qui figure d'épouvantable dans ces vidéos de cathos conservateurs ou d'extrême droite (E&R ou Soral), le plus intéressant pour nous, c'est comment tout cela s'est produit, les différents acteurs ou institutions, les mêmes que pour le terrorisme islamique, climatique, viral...

J'avoue découvrir ce qui est décrit dans ces vidéos où tout est sourcé ou prouvé avec documents ou témoignages à la clé, je suis tombé sur le cul tellement c'est sordide, ils sont encore plus monstrueux que ce qu'on avait imaginé.

J'avais déjà pressenti que la libération sexuelle ou des femmes en particulier n'avait pas été le produit des femmes elles-mêmes, mais que cette cause avait été instrumentalisée dès le début à des fins politiques et économiques. Par exemple, j'avais cité le financement par Rockefeller du mouvement américain appelé les Suffragettes suite à une interview où David Rockefeller s'en était vanté lui-même, en expliquant tout le profit qu'il en attendait, ou encore, l'apparition au cinéma ou dans la publicité de femmes la cigarette aux lèvres dans les années 50, soi-disant un symbole de la libération de femmes, en fait un moyen de doubler le nombre de fumeurs dans le monde au profit des trusts américains les commercialisant...

J'avais pressenti que tout le reste était sortie du même tonneau, ils ont réussi à faire en sorte qu'en se prostituant les femmes aient l'impression d'être plus libres, une pure illusion dont elles reviennent toutes, je veux dire par là qu'avoir une relation amoureuse ou sentimentale temporaire avec un homme qui inclut l'acte sexuel, c'est la vie ou c'est dans l'ordre des choses chez des hommes et des femmes évolués, et se laisser aller à se donner au premier venu ou un soir, parfois sous l'emprise de l'alcool ou de drogue, ce n'est pas du tout la même chose ou les relègue au rang inférieur des animaux qui ne maîtrisent pas leurs pulsions sexuelles et qui pratiquent l'acte sexuel sans y associer le moindre sentiment. Les Bonobos en sont la caricature poussée à l'extrême, puisque leurs relations sexuelles n'ont pas de limite entre générations, le père se faisant sodomiser par son fils qui vient de pénétrer sa mère, tandis que leur fille se fait baiser par tous les trous par tous les mâles de la famille et au-delà, etc. évidemment les abrutis de naturalistes sont tombés en admiration devant ce qu'ils ont décrit comme un modèle d'intégration sociale. Les ethnologues et anthropologues feront de même en s'extasiant devant les mœurs sexuelles débridées de peuples primitifs...

Brider ou contenir les besoins ou les pulsions des hommes et des femmes pour les empêcher d'en profiter librement ou de s'épanouir, est indispensable pour les cathos conservateurs, car ils pourraient avoir la mauvaise idée d'adopter le même comportement sur le plan social et politique, et en arriver à la conclusion qu'ils doivent se libérer du système d'exploitation qui les opprime, il faut donc perpétuer la domination des hommes sur les femmes, voilà ce qui nous différencie de ces réactionnaires.

Il ne fallait pas confondre libéralisme et libération ou liberté qui est un leurre sous un régime économique reposant essentiellement sur des rapports entre dominants et dominés.

Sans cette prise de conscience qui correspond à un stade supérieur de l'évolution de l'espèce ou de la société humaine, il est impossible d'assumer notre nature ou de maîtriser nos besoins ou nos pulsions, d'en tirer pleinement satisfaction ou de s'épanouir réellement sans conséquences néfastes...

En banalisant l'acte sexuel, ils sont parvenus à le vider de tout contenu affectif et social, dans ces rapports les hommes et les femmes sont interchangeables, hormis leurs pulsions d'origine animale,

ils ne partagent plus rien, en poussant plus loin on pourrait dire qu'ils n'ont plus rien d'humain à l'image de ceux qui leur ont fabriqué cet avenir idéal et monstrueux.

Finalement, je suis bien heureux de ne pas avoir trompé la femme que j'aimais sincèrement (sa mère), même si elle ne m'aimait plus. Souvent j'ai essayé de me convaincre du contraire, sans doute pour tenter de l'oublier, mais je dois avouer que cela me faisait tellement mal au cœur ou me peinait terriblement, que je finissais toujours par y renoncer sans comprendre ce qui s'était réellement passé. Cette expérience et les suivantes auront eu pour effet désastreux de m'amener à violer mes principes, à ne plus croire en l'amour comme l'on dit et à me comporter comme ces sauvages, je le regrette profondément.

Je dois avouer aussi, que j'ai essayé de justifier mon comportement pour me donner bonne conscience, mais je n'y pas parvenu, et j'ai dû convenir que les principes que je m'étais forgé autrefois, étaient sans doute légitimes sans plus savoir pourquoi du reste, puisque je n'osais plus m'en réclamer ou je me dégoûtais moi-même, je n'en étais plus digne.

Bref, vaut mieux encore être un idéaliste malheureux, que n'avoir aucun idéal qui est pire encore.

Il y aurait encore tant à dire sur ce sujet et tous les autres...

Je te souhaite de partager la vie de l'homme pour lequel tu as des sentiments sans le juger, quitte à devoir faire des concessions, on n'a pas vraiment le choix dans la vie, puisque la société dans laquelle nous vivons nous est imposée, ni toi ni lui n'en est responsable.

DOSSIER UKRAINE

Joe Biden, Mark Zuckerberg, Morgan Freeman: la Russie interdit 963 Américains d'entrée de territoire - BFMTV 22 mai 2022

Moscou a publié une liste de 963 personnalités américaines interdites d'entrée en Russie en représailles à des sanctions similaires prises par Washington, dont le président des États-Unis et son secrétaire d'État.

La diplomatie russe a publié samedi une liste de 963 personnalités américaines interdites d'entrée en Russie, dont le président des États-Unis Joe Biden et son secrétaire d'Etat Antony Blinken, en représailles à des sanctions similaires prises par Washington depuis l'offensive en Ukraine.

Le ministère russe des Affaires étrangères a rendu public ce document sur son site internet. Il comprend essentiellement des responsables gouvernementaux, des parlementaires, mais aussi des membres de la société civile.

Moscou avait déjà annoncé ces sanctions contre nombre des personnalités présentes dans la liste, notamment le président américain Joe Biden, son secrétaire d'État Antony Blinken, le chef du Pentagone Lloyd Austin, ou encore le PDG de Meta Mark Zuckerberg.

"*Contraindre le pouvoir américain en place*"

La liste comprend également l'acteur hollywoodien Morgan Freeman, qui n'avait pas été sanctionné publiquement jusqu'à présent. La diplomatie russe l'accuse d'avoir enregistré en 2017 une vidéo où il affirmait que la Russie menait un "c*omplo*t" contre les États-Unis.

"*Les contre-sanctions russes sont nécessaires et visent à contraindre le pouvoir américain en place, qui essaye d'imposer au reste de la planète un 'ordre mondial' néocolonial (...) à changer sa position et à reconnaître de nouvelles réalités géopolitiques*", a indiqué samedi le ministère russe des Affaires étrangères.

Il assure que Moscou reste ouvert à un "*dialogue honnête*" et distingue le peuple américain des autorités "*incitant à la russophobie*".

Depuis l'offensive en Ukraine, la diplomatie russe a privé d'entrée en Russie des centaines de personnalités anglo-saxonnes. Samedi, elle a annoncé avoir pris cette mesure contre 26 Canadiens supplémentaires, notamment Sophie Trudeau, l'épouse du Premier ministre canadien. BFMTV 22 mai 2022

La Russie dénonce la mentalité « coloniale » des Européens au Mali - reseauinternational.net 21 mai 2022

Le chef de la diplomatie malienne Abdoulaye Diop, reçu vendredi à Moscou par son homologue russe, Sergueï Lavrov. Signe du renforcement des liens entre Moscou et Bamako. Une nouvelle donne en marche depuis l'arrivée des militaires au pouvoir au Mali et la perte progressive de l'influence française dans ce pays.

La France et l'Europe, accusées par la Russie de vouloir maintenir des pays africains sous leur joug.

« *Nous comprenons, mais nous n'apprécions pas les tentatives de la France et d'autres pays de l'UE de revendiquer un rôle dominant en Afrique et dans d'autres régions* », a déclaré Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères.

Avant d'ajouter : « *Nos collègues français tentent de dicter au Mali avec qui ils peuvent communiquer et avec qui ils ne sont pas autorisés à le faire. C'est inacceptable* ».

Occasion pour Moscou de pousser ses pions. Sergueï Lavrov a affirmé Moscou était prêt à accorder un soutien à Bamako « *pour augmenter les capacités de combat des forces armées maliennes* », notamment dans la formation des militaires et des policiers. Il a aussi assuré que Moscou allait continuer à livrer au Mali du blé, des engrais minéraux et des produits pétroliers.

De quoi rassurer Bamako qui dit faire face à moult difficultés.

« *Chaque jour, on essaie de nous rendre la vie difficile, parce que le seul problème que nous avons, c'est que les Maliens ont décidé de prendre leur destin en main, ils ont décidé de gérer leur pays selon leur propre vision. Je crois que certains de nos partenaires n'ont pas encore compris que les choses ont changé* », a expliqué Abdoulaye Diop, ministre malien des Affaires étrangères.

La donne a changé en effet. Barkhane a fait ses valises, le pays a quitté le G5 Sahel, les casques bleus de l'ONU n'ont plus carte blanche. Alors que les Russes sont accueillis dans ce pays à bras ouverts.

source : Africa News

Après l'électricité, la Russie coupe le gaz à la Finlande pour non-paiement en roubles - lemediaen442.fr 21 mai 2022

Après la Pologne et la Bulgarie, c'est à la Finlande que Gazprom Export suspendra les livraisons de gaz. À partir du 21 mai, la société finlandaise Gasum ne recevra plus de gaz russe en raison du non-paiement en roubles du gaz livré en avril.

La société finlandaise de gaz d'État Gasum a refusé de payer en roubles les livraisons de gaz de la Russie. Elle a fait appel à un arbitrage sur le contrat à long terme. Or, Vladimir Poutine a bien précisé que « *si de tels paiements ne sont pas effectués, nous considérerons cela comme un défaut de la part des acheteurs […] et les contrats existants seront annulés.* »

Vendredi, le porte-parole du président Dmitri Peskov, a déclaré que la Russie ne fournira pas de gaz à quiconque gratuitement. Avec l'exclusion de la majorité des banques russes du système Swift au début de la guerre et les sanctions sur les actifs des pouvoirs publics, la Russie – et notamment la banque centrale russe – fait face à un manque de devises et de réserves de change, qui ont été gelées. Le paiement du gaz peut être fait en dollar ou en euro, mais sur un compte de la banque Gazprom, qui le convertira en rouble. Le montage financier proposé par Poutine lui permet « *de s'assurer que ces paiements arrivent dans une banque russe, qui lui est favorable* » et ainsi d'être « *sûr que ses actifs ne seront pas gelés.* »

La Russie assure avoir détruit un «important» envoi d'armes occidentales à l'Ukraine - RFI 21 mai 2022

Un important envoi d'armes, fournies par l'Occident aux forces ukrainiennes dans la région orientale du Donbass, ont été détruites dans le nord-ouest de l'Ukraine, a affirmé ce samedi le ministère russe de la Défense.

"*Des missiles Kalibr à longue portée de haute précision, lancés depuis la mer, ont détruit un important envoi d'armes et d'équipements militaires fournis par les Etats-Unis et des pays européens, près de la gare de Malin, dans la région de Jytomyr*", a indiqué le ministère. BFMTV 22 mai 2022

Le rouble atteint son plus haut niveau en quatre ans face au dollar américain - reseauinternational.net 21 mai 2022

La monnaie russe se renforce à la veille des échéances fiscales.

Le rouble russe a atteint un plus haut de quatre ans contre le dollar américain et un plus haut depuis sept ans contre l'euro vendredi. Le rouble est propulsé par le contrôle des capitaux, le nouveau système de paiement du gaz basé sur le rouble et l'imminence de l'impôt sur les sociétés, qui font grimper la demande intérieure pour la monnaie. Atteindre 57,67 roubles contre le dollar à 08h13 GMT représente la position la plus forte du rouble depuis mars 2018, selon les données de la Bourse de Moscou. Le rouble a également gagné près de 5% par rapport à l'euro, le taux de change atteignant moins de 60 roubles pour un euro.

Selon Bloomberg, la devise russe est devenue la devise la plus performante au monde cette année malgré sa forte baisse en avril provoquée par des sanctions économiques sans précédent imposées à la Russie.

https://reseauinternational.net/le-rouble-atteint-son-plus-haut-niveau-en-quatre-ans-face-au-dollar-americain/

Large consensus lors de la réunion des BRICS, en période de turbulences et de transformation - reseauinternational.net 21 mai 2022

Un jour avant le voyage en Asie du président américain Joe Biden, une déclaration commune en 25 points a été finalisée lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS jeudi soir, heure de Pékin. Elle comprend un consensus sur le renforcement du rôle des économies émergentes dans la gouvernance mondiale inclusive, le soutien aux négociations Russie-Ukraine, la lutte contre le terrorisme et le contrôle des armements, ainsi que l'éventuelle expansion des BRICS.

Le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a résumé la position commune des BRICS lors de la réunion « cordiale et pragmatique » en quatre aspects : notamment le maintien du multilatéralisme, la promotion du développement commun, le renforcement de la solidarité et de la coopération. Les experts chinois ont considéré la réunion et le consensus auquel elle a abouti comme la voix d'un large éventail de pays en développement, contrebalançant l'impact négatif des efforts de certains pays pour renverser la mondialisation et former des blocs politiques.

https://reseauinternational.net/large-consensus-lors-de-la-reunion-des-brics-en-periode-de-turbulences-et-de-transformation/

L'Argentine est de plus en plus susceptible de rejoindre les BRICS - reseauinternational.net 21 mai 2022

Un réalignement serait un grand changement pour le bloc, qui n'a admis aucun nouvel État depuis l'inclusion de l'Afrique du Sud en 2009.

La Chine cherche à élargir le bloc des BRICS au-delà de ses cinq membres traditionnels, à savoir le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, a déclaré jeudi le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, aux autres représentants du groupe. Pour l'instant, le candidat le plus probable est l'Argentine et, selon les médias nationaux, sa candidature pour rejoindre le bloc pourrait porter ses fruits dès l'année prochaine.

« *Les BRICS contiennent 40% de la population mondiale et 20% du PIB mondial* », aurait déclaré le ministre argentin des Affaires étrangères à un média local mercredi.

« *L'Argentine a la possibilité de participer avec un programme en croissance. C'est la tâche que nous nous sommes fixé l'année dernière, et que le président a fixée avec Xi Jinping.* »

Alors que l'on s'interroge sérieusement sur l'impact que pourraient avoir les pénuries de nourriture et d'engrais sur le monde en développement, le Global Times, un organe de presse du gouvernement chinois, rapporte que le sommet de cette année vise à « *contrer les abus de plus en plus irréfléchis des États-Unis quant à leur hégémonie par le dollar [qui] nuisent au bloc et à l'ensemble du monde en développement* ». Les nations BRICS devraient « *naturellement » discuter des précautions potentielles à la lumière des « sanctions prises par les États-Unis et leurs alliés contre la Russie »*, selon Cao Yuanzheng, président de la recherche internationale de la Banque de Chine.

« *Le gel des 300 milliards de dollars de réserves d'or et de devises du pays, qui représentent « près de la moitié des réserves totales de devises de la Russie* », signifie que les autorités américaines ont « *fait perdre au dollar américain sa neutralité* », explique le Global Times.

La réunion virtuelle de lundi entre les ministres des Affaires étrangères des pays BRICS habituels aurait été suivie d'une discussion plus large sur les « *BRICS Plus* », à laquelle ont participé des représentants de l'Argentine, du Kazakhstan, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite, de l'Indonésie, du Nigeria, du Sénégal et de la Thaïlande. Le groupe comprend un certain nombre de pays qui ont exprimé leur intérêt à rejoindre la Nouvelle banque de développement du bloc, qui a été créée en 2014 comme une sorte de contrepoids au FMI et à la Banque mondiale. La banque a déjà accueilli le Bangladesh ainsi que les Émirats arabes unis ; l'Égypte et l'Uruguay devraient bientôt rejoindre l'institution financière.

Mais l'Argentine est le seul pays à avoir une voie claire pour rejoindre le bloc. Une série de visites et de discussions de haut niveau entre des responsables argentins et chinois au cours des derniers mois a abouti à une invitation officielle adressée au ministre argentin des Affaires étrangères, Santiago Cafiero, à participer à la réunion de jeudi, apparemment à l'invitation du président chinois Xi Jinping.

Jeudi matin, après l'ouverture des cérémonies par un discours du président Xi, l'ambassadeur argentin en Chine, Sabino Vaca Narvaja, a lu à haute voix une lettre rédigée par le président argentin Alberto Fernandez, dans laquelle le chef d'État sud-américain décrit les BRICS comme une « excellente alternative de coopération face à un ordre mondial qui a fonctionné au profit de quelques-uns ».

« *La nouvelle banque de développement des BRICS, à laquelle mon pays pourrait participer, est, pour moi, l'institutionnalisation d'un nouvel ordre mondial axé sur le développement, loin de la spéculation financière qui a causé tant de dommages à nos pays* », a expliqué M. Fernandez.

L'intégration probable de l'Argentine au groupe s'était déjà heurtée à l'opposition d'au moins un autre membre des BRICS. En février, lorsque M. Fernandez s'est rendu en visite officielle à Pékin et a exprimé son intérêt pour l'adhésion au groupe, le ministère brésilien des Affaires étrangères s'y est vivement opposé, invoquant l'absence d'un *« processus officiellement établi pour l'entrée de nouveaux membres* ». Mais maintenant, le ministre brésilien des Affaires étrangères, Paulo Guedes, a promis de faire pression pour que le groupe soit également intégré à la Nouvelle banque de développement :

« *L'Argentine possède de nombreux engrais et la capacité de décupler la production actuelle* », aurait-il déclaré. « *L'objectif le plus important est l'intégration de nos économies* ».

Pour renforcer la candidature de l'Argentine, l'Inde aurait également donné sa bénédiction à l'intégration du pays.

source : Sputnik News

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 24 mai 2022.

Quelle vérole le capitalisme ! Eradiquons-la !

Pourquoi peuvent-ils se permettre de nous prendre pour des cons ? Il y a de quoi !

Hormis les formules radicales apprises par cœur destinées à dénoncer l'horrible capitaliste et débiter comme des robots, le discours du militant ouvrier depuis 75 ans a consisté en réalité à minimiser, minorer, sous-estimer, réduire l'aspect sordide ou monstrueux des pratiques auxquelles recouraient les capitalistes, ainsi que leur régime politique. Il adopta un discours finalement accommodant envers des officines mafieuses et criminelles.

Pas question de traiter d'empoisonneurs les trusts agro-alimentaires, les agriculteurs, les éleveurs, les trusts pharmaceutiques. Pas question de dénoncer les méfaits de la médecine allopathique. Pas question d'exposer la collusion entre le parti de l'ordre et le fascisme ou le nazisme à toutes les époques. Pas question d'évoquer les liens entre l'oligarchie financière et les régimes monarchiques (constitutionnels) d'Europe avec les nazis ou l'extrême droite. Pas question de relater comment ils planifièrent les deux guerres mondiales du XXe siècle. Pas question d'expliquer comment les mouvements féministe, écologique, antiraciste, etc. furent instrumentalisés, créés ou financés par l'oligarchie. Pas question d'exposer qu'ils sont à l'origine de la libéralisation de la consommation de tabac, de l'alcool, des drogues. Pas question d'exposer qu'elle est également à l'origine de la diffusion de la pornographie, de la pédophilie, du mouvement LGTB. Pas question d'expliquer comment et pourquoi elle a financé la recherche sur les OGM. Pas question d'exposer non plus qu'elle est à l'origine des énergies dites renouvelables. Pas question de décrire son implication dans la création des différents mouvements terroristes qui ont semé la terreur au cours des dernières décennies dans le monde. Pas question de dénoncer ses liens avec pratiquement tous les actes terroristes des 50 dernières années. Pas question de montrer qu'elle a constitué un réseau tentaculaire d'officines plus ou moins opaques ou secrètes à travers le monde auxquelles participent les élites qu'elle a sélectionnées pour appliquer sa politique. Pas question de montrer comment cette élite s'est infiltrée au niveau de tous les Etats ou toutes les institutions. Pas question de caractériser de dictature le régime en place, même devenu ouvertement fascisant ou totalitaire, il faut continuer jusqu'au bout à jouer le jeu des institutions. Pas question d'affirmer que toutes les institutions en France, du conseil municipal au conseil des ministres, sont corrompues, ils y participent et les cautionnent. Pas question de briser la mystification de la liberté de la presse. Pas question de s'attaquer à la guerre idéologique et psychologique menée contre les masses. Etc.

Personne n'a idée qu'il existe un lien entre tout ce qui vient d'être évoqué pour avoir les mêmes origines ou que tous ces personnages ou acteurs politiques œuvrent pour la même cause, qui n'a évidemment rien à voir avec le bien-être des peuples, bien au contraire.

Il ne fallait pas axer notre discours politique sur tous ces aspects abominables du capitalisme pour ne pas se couper des masses ou les effrayer ou plutôt, pour ne pas se couper des institutions des capitalistes avec lesquelles il fallait s'accommoder. On est en droit de se poser la question, maintenant qu'on s'aperçoit qu'il était inutile de les cacher aux masses, parce qu'on n'est pas parvenu davantage à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire. Il s'est agi d'un faux prétexte pour couvrir la collaboration de classe de nos dirigeants avec la social-démocratie et le régime. En camouflant aux travailleurs les aspects les plus horribles du capitalisme, on s'est fait les complices

de leurs illusions dans le capitalisme au lieu de les combattre, une réalité que la plupart des militants refuseront d'admettre, peu importe.

Après, certains s'étonnent que le niveau de conscience des masses n'a pas progressé ou a régressé. Comment aurait-il pu en être autrement dans ces conditions puisqu'on leur a caché en permanence la vérité ? Comment auraient-elles pu devenir révolutionnaires, réactionnaires c'était plus probable.

Un autre constat qui a de quoi nous interpeler.

Beaucoup de gens, quand dans leur famille ou leur entourage une personne émet une idée ou a un comportement qu'ils estiment inappropriés, choquant ou carrément détestable, ils la jugent durement et décident de la voir moins souvent ou ils la jugent infréquentable et rompent avec elle. Mais étrangement quand il s'agit de politique et des institutions, ils ne vont pas avoir la même réaction. Ils vont faire preuve d'un laxisme ou d'une inconsistance déconcertante en se montrant beaucoup plus tolérant, au point de préférer la proximité de salopards, plutôt que la fréquentation de gens bien intentionnés à leur égard, bien qu'il puisse arriver qu'ils vaillent guère mieux mais inconsciemment, ce qui est différent tout de même.

C'est comme s'il tenait à faire leur propre malheur en confiant leur destin à des ordures patentés. Ce n'est pas le meilleur moyen pour arriver à s'en sortir, à moins que secrètement ils se sentent heureux comme ils sont ou ils se disent, qu'ils ne doivent pas espérer mieux et ils se contentent de ce qu'ils ont, cela pourrait être pire encore en espérant y échapper. Bref, cela ne plane pas bien haut ou le regard qu'ils portent sur la société et leur propre vie est superficiel. On comprend dès lors pourquoi une discussion sur ce thème ne les intéressera pas.

A bas l'ONU et toutes ses agences, à bas le Forum économique mondial, à bas l'oligarchie financière et le capitalisme, vive le socialisme !

JC - Mise en place du régime totalitaire mondial sous l'égide de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Emmanuel Macron donne les pleins pouvoirs à l'OMS pour la santé des Français lors des pandémies - lemediaen442.fr 23 mai 2022

Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, refuse catégoriquement de signer le traité de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la pandémie, un traité qui donne les pleins pouvoirs à l'OMS afin de déclarer des pandémies et de décider quel protocole doit être suivi, quelles que soient les constitutions des pays. De son côté, le président Macron signe des deux mains et livre la santé des Français à l'OMS dont Bill Gates est l'un des principaux propriétaires. La Fondation Bill et Melinda Gates et Gavi qu'elle possède ont donné 1183 millions de dollars à l'OMS en 2020-2021, soit 18,75 % du financement de l'OMS — plus que les États-Unis (15,15 %). L'OMS n'a donc rien à refuser à Bill Gates.

Lors de la 75e Assemblée mondiale de la Santé, le Président de la République Emmanuel Macron est intervenu par message vidéo (voir ci-dessous) afin de rappeler que la guerre en Ukraine ne doit pas faire oublier le covid : « Cette guerre que nous vivons aujourd'hui en Ukraine, ne nous fait pas oublier que de nombreuses autres urgences, sur le reste de la planète, doivent continuer de nous mobiliser. La pandémie au premier chef. » Le chef d'État français voit la guerre s'éloigner et

reprend son bâton de pèlerin de la vaccination en prévision de nouveaux variants pour de nouvelles pandémies.

Pour donner les pleins pouvoirs à l'OMS, Macron demande aux États membres de se soumettre juridiquement. « Enfin, comme toute organisation internationale, l'OMS doit garantir l'implication active de ses États membres, notamment en temps de crise. C'est pourquoi la France soutient la mise en place d'une Commission permanente du Conseil exécutif de l'OMS sur les urgences sanitaires […] Pour permettre à l'ensemble de ces réformes d'être ancrées dans le droit, pour l'avenir, je suis favorable à l'adoption, sous l'égide de l'OMS, d'un accord international juridiquement contraignant. Celui-ci devra être accompagné par la révision du Règlement sanitaire international, afin d'adapter celui-ci aux évolutions des risques sanitaires et nous assurer de sa mise en œuvre. » lemediaen442.fr 23 mai 2022

JC - Cette annonce est gravissime et d'une portée extraordinaire, car elle concerne le transfert du pouvoir et du destin de la population de la France à une officine de l'ONU dépendante de l'oligarchie financière anglo-saxonne, qui aurait dès lors officiellement le statut de gouvernement mondial. Il faudrait mener une campagne nationale et internationale pour briser.....

Forum économique de Davos : l'Ukraine en invitée vedette, et la Russie absente - France 24 23 mai 2022

Sommet de Davos : tout ce que vous devez savoir sur l'édition 2022 - challenges.fr 23 mai 2022

Volodymyr Zelensky ouvre le bal. Ce lundi 23 mai 2022, le président ukrainien sera le premier chef d'Etat à tenir un discours devant le Forum économique de Davos. Une importante délégation du gouvernement ukrainien est également présente en personne, plaidant pour un soutien accru de l'Occident dans la lutte du pays contre la Russie. Au menu de ce sommet ? Guerre en Ukraine, inflation, transition écologique ou encore risque de crise alimentaire… Alors que l'édition 2022 s'est ouverte dimanche 22 mai en Suisse sur fond de crise géopolitique mondiale, Challenges vous explique tout ce que vous devez savoir sur le Forum économique mondial de 2022.

Quels seront les sujets abordés lors de l'édition 2022?

Coopération mondiale, rééquilibrage économique, cybersécurité… Cette année, le thème de la rencontre reste "L' Histoire à un tournant: politiques gouvernementales et stratégies d'affaires". De la flambée des prix de l'énergie, à la crise en Ukraine, en passant par le métavers, jusqu'au changement climatique, le Forum économique mondial de 2022 devra répondre à de nombreux défis après deux éditions annulées liées au Covid-19.

Pour son fondateur, Klaus Schwab, ce rendez-vous reste "le plus important" depuis la création du forum. Cette année, un million de personnes devraient tomber dans l'extrême pauvreté toutes les 33 heures, selon le dernier rapport publié par Oxfam. (Une de leurs ONG - JC)

"«Nous assistons à un tournant de l'histoire», dira Klaus Schwab. Jamais un État depuis la Seconde Guerre mondiale n'a à ce point «violé le droit des peuples à vivre ensemble, à choisir leur alliance et leur mode de gouvernance». (...) L'agression de la Russie (...) sera vue dans les livres d'histoire comme l'effondrement de l'ordre né après la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide", a-t-il estimé, lors d'un briefing cette semaine, assurant que Davos ferait tout son possible pour soutenir l'Ukraine et sa reconstruction.

L'organisation dénonce la forte croissance des inégalités mondiales, alors que pendant la pandémie, le monde voyait apparaître un nouveau milliardaire toutes les 30 heures.

Au programme, six piliers thématiques: favoriser la coopération mondiale et régionale; assurer la reprise économique et façonner une nouvelle ère de croissance; construire des sociétés saines et équitables; préserver le climat, l'alimentation et la nature; favoriser la transformation de l'industrie, et exploiter la puissance de la quatrième révolution industrielle.

Qui participe au Forum mondial de Davos en 2022?

Avec plus de 2.500 participants annoncés, seule une cinquantaine de chefs d'Etats et de gouvernements ont répondu présents pour la réunion de 2022. Parmi eux, la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, le nouveau chancelier allemand Olaf Scholz, ou encore l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad al-Thani.

Cependant cette année, pas de contingent russe à l'horizon à Davos (Corrigeons, en fait ils ont exclu la Russie de cette réunion, je cite un article de France 24 du 20 mai : Exclure les Russes était "la bonne décision", selon le président du WEF, Borge Brende. - JC). En soutien à l'Ukraine, le président du Forum économique mondial, Borge Brende, espère que "la Russie prendra un autre chemin (...) dans les années à venir, pour respecter la charte de l'ONU et ses obligations internationales." Emmanuel Macron et Joe Biden ne comptent pas non plus effectuer le déplacement. (Le Président chinois Xi-Jinping non plus, ils l'avaient oublié. - JC)

Enfin, plus de deux cents dirigeants d'organisations non gouvernementales (ONG), d'entrepreneurs sociaux, d'universités ou encore d'organisations syndicales représenteront la société civile. Pas moins de quatre cents dirigeants de médias et journalistes sont également attendus. Cent membres des communautés Global Shaper et Young Global Leader représenteront les jeunes générations. challenges.fr et ledevoir.com 23 mai 2022

Que vaut une cause défendue par le Forum économique mondial de Davos ?

Caroline Eliacheff accuse le lobby LGBT et les médias sur le phénomène transgenre qui stérilise les mineurs - lemediaen442.fr 23 mai 2022

Valérie Expert reçoit Caroline Eliacheff, pédopsychiatre, psychanalyste et essayiste française, co-auteur avec Céline Masson de La fabrique de l'enfant transgenre. La complaisance des médias et du puissant lobby LGBT pousse les mineurs à se faire opérer sur un coup de tête, sous prétexte qu'être un enfant-transgenre est tout-à-fait merveilleux, normal… alors que les opérations sont irréversibles, qu'elles soient chirurgicales ou hormonales. Ils sont 10 à 20 % à regretter leur transition et leur choix irréversible. La tolérance envers les tendances sexuelles aboutit au contrôle des corps et des esprits dès l'enfance, à la stérilisation, au remplacement de l'imaginaire libre par du concret irréversible.

Le lobby LGBT est vivement défendu par Accenture, Airbnb, Airbus, Allianz, Calvin Klein, Boston Consulting Group, CISCO, Coca-Cola, Daimler, Deloitte, Deutsche Bank, Deutsche Post, eBay, EY, Edelman, Facebook, Google, H&M, IKEA, Johnson & Johnson, KPMG, Mastercard,

Microsoft, Netflix, PayPal, Pfizer, P&G, PwC, Pepsi, Salesforce, Scotiabank, Siemens, Spotify, Telekom, Uber. Toutes ont été présentes au Forum économique mondial de Davos pour défendre les droits des LGBT. L'égalité entre les sexes divers et variés semble convenir aux grandes entreprises. Curieusement ce même Forum s'est contenté de constater paisiblement que l'égalité des salaires hommes-femmes recule à cause… de la pandémie. Le problème sexuel transgenre serait-il l'arbre qui cache la forêt des inégalités sociales ? lemediaen442.fr 23 mai 2022

Le fusible.

Législatives: à peine nommés, les ministres soumis à un devoir de réserve à compter de ce lundi - BFMTV 22 mai 2022

Cet "*usage*" vise à faire en sorte que les membres du gouvernement n'interfèrent pas dans la campagne électorale.

Ils sont tous de droite, merci de le confirmer enfin.

Jean-Luc Mélenchon juge que Pap Ndiaye est "*de droite*" car "il est dans un gouvernement de droite" - BFMTV 22 mai 2022

Jean-Luc Mélenchon : "*Quand on entre dans un gouvernement, on applique la politique du gouvernement*".

Jean-Luc Mélenchon : "*Quelle est la politique de l'éducation qu'il va appliquer? Celle que n'arrivait pas, si bien que ça, à appliquer M. Blanquer, du fait des violences auxquelles il se livrait, des provocations incessantes de sa ministre de l'université contre l'islamo-gauchisme et le reste, qui a scandalisé intellectuels et universitaires, à part quelques exaltés. Et lui (Pap Ndiaye) va s'y prendre encore plus doucement mais le résultat sera le même.* "

Il s'est félicité d'avoir « *réhabilité la gauche* ». BFMTV 22 mai 2022

JC – Au lieu de l'achever ! Question à 1 roupie tellement elle est stupide : Quand Mélenchon participait au gouvernement Jospin sous la présidence de Chirac, gouvernement champion des privatisations sous la Ve République, était-il de droite ?

Numéro de marionnettiste

Sarkozy, le premier flic de France, agita la menace de la tyrannie. Hollande lui servit ensuite de caution de gauche, à la tyrannie. Macron fusionna les deux ou la réalisa. Comme toujours dans le passé, la fausse gauche devait servir à préparer l'avènement d'une dictature encore plus dure ou assumée. Elle se nomme extrême-centre, l'extrême ou le pire de la droite et de la gauche réunies.

J'ai imaginé un dialogue entre un président de cette fausse gauche et un représentant de l'oligarchie.

- Vous voilà président mon cher ami, vous savez ce qu'il vous reste à faire.

- Parfaitement.

- Vous avez compris que bien que vous ayez été élu président, il n'en demeurait pas moins que c'était nous qui continuions à détenir toujours le pouvoir.

- Parfaitement.

- Vous devez donc vous en tenir strictement à la définition de fonction du président qu'on vous a communiqué. Est-ce que je me fais bien comprendre ?

- Parfaitement.

- Vous connaissez nos exigences. Vous pouvez continuer à tenir un discours gauchisant, je vous y encourage même, et ne vous formalisez pas de la réaction de vos électeurs quand ils vont découvrir que vous les trahissez. Franchement, entre nous, s'ils ont été assez idiots pour croire en vos promesses électorales, c'est qu'ils n'en valent pas la peine ou ils n'ont que ce qu'ils méritent. Il n'y a donc pas de quoi avoir mauvaise conscience, je vous assure, vous pouvez dormir tranquille.

- Vous me rassurez, mais ce n'est pas vous qui allez devoir répondre de vos actes...

- Je vous coupe mon cher ami avant que vous ne disiez une bêtise. Je vous rappelle que vous n'avez pas le choix, si par malheur vous vous avisiez à adopter des réformes sociales qui nous déplaisent, vous savez ce qui vous attendrait. Ce serait bien pire que les gesticulations impuissantes de vos électeurs ou de vos partisans. Nous serions obligés de mettre brutalement un terme à notre fructueuse collaboration, ce qui signifierait concrètement que les jours qui vous resteraient au pouvoir seraient dorénavant comptés, en d'autres termes, il vous faudrait démissionner, et en cas de refus nous devrions envisager de recourir à un coup d'Etat ou pire encore au besoin, vous voyez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

- Parfaitement. Maintenant, bien que j'aurais suivi à la lettre toutes vos instructions ou malgré ma bonne volonté, imaginons qu'un puissant mouvement social se développe autour d'une question et qu'il menace de devenir incontrôlable, vous ne m'en imputeriez pas la responsabilité j'espère, dites-moi ce que je devrais faire.

- Je vous rassure mon cher, ne vous inquiétez pas tous nos réseaux seraient mis discrètement à votre service. Le cas de figure que vous exposez pourrait se produire en effet, bien qu'on aurait tout fait pour l'éviter. Dans ce cas-là, si malgré la répression ce mouvement persistait ou prenait encore plus d'ampleur, il faudrait alors temporiser, vous retireriez la mesure contestée et vous feriez passer tout le reste, ce serait toujours cela de gagner. Vous savez, il nous arrive souvent de devoir procéder de la sorte, on avance par petits bouts ou par étapes. C'est finalement rare qu'on arrive à tout faire passer d'un coup, ce serait trop beau. Quand on veut absolument modifier la législation ou faire passer une loi très impopulaire particulièrement liberticide ou antisociale, on va créer les conditions pour que le peuple y adhère ou la réclame, mais on ne peut pas procéder chaque fois ainsi. Nous sommes à l'origine d'une multitude d'évènements qui se sont produits dans le pays ou dans le monde sans que le peuple en ait eu connaissance, et il faut absolument qu'il continue de l'ignorer, notre pouvoir en dépend, vous comprenez.

Nous avons parfaitement conscience que notre force dépend uniquement de la faiblesse de notre ennemi et de la manipulation des consciences à laquelle nous nous livrons, car en réalité il est beaucoup plus fort que nous, à tout prendre nous ne représentons pas plus de 10% de la population. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons admettre le moindre écart ou faux pas qui mettrait en péril notre domination. Suivez nos instructions, faites au mieux et tout se passera bien. Faites-nous confiance, quoiqu'il arrive nous vous couvrirons ou nous ne vous laisserons pas tomber si vous avez été loyal envers nous, vous en serez largement récompensé ou vous n'auriez pas à vous inquiéter de votre avenir sur le plan financier.

Les voilà qui s'intéressent au sort des agriculteurs indiens, c'est touchant mais louche, si vous le pensez, vous avez raison.

Inde : l'interdiction d'exporter aggrave la détresse des producteurs de blé - euronews 22 mai 2022

En Inde, moissons amères pour les fermiers interdits d'exporter leur blé - AFP 22 mai 2022

La décision de New Delhi d'interdire les exportations de blé en pleine flambée des prix due à l'invasion russe de l'Ukraine a provoqué la consternation à l'étranger et a fait monter encore plus les cours de cette céréale.

Et en Inde, agriculteurs et négociants sont maintenant furieux d'avoir été privés d'une aubaine, d'autant plus que les prix sur leur marché intérieur se sont au contraire effondrés. AFP 22 mai 2022

JC - Mais qui cela concerne-t-il vraiment, sachant que l'Inde avait produit 109 millions de tonnes en 2021 et seulement 7 millions de tonnes avaient été exportés, soit 6,42% de la production totale ?

AFP - "*Il ne fait aucun doute que les principales pertes seront subies par les grands exportateurs comme Cargill, ITC et Glencore*", selon le trader Raj Sood. AFP 22 mai 2022

JC - Nous y voilà, un conglomérat, une multinationale et trust, on se disait bien que ce n'était pas le sort des agriculteurs indiens pauvres qui avait suscité ce soudain engouement de la part des médias, une fois de plus ils étaient la voix de leurs maîtres, d'ailleurs ils ne sont pas autres choses.

Wikipedia - Cargill est une entreprise nord-américaine spécialisée dans la fourniture d'ingrédients alimentaires et dans le négoce de matières premières. Son chiffre d'affaires en 2014 est de 134,9 milliards de dollars américains. Cargill est basée dans le Minnesota, à Minneapolis, avec des implantations dans le monde entier.

Glencore PLC est une importante entreprise anglo-suisse de négoce, courtage et d'extraction de matières premières. Elle est basée en Suisse à Baar, dans le canton de Zoug. Son chiffre d'affaires en 2021 : 203 751 milliards de $. Glencore est accusé d'avoir spéculé sur la faim et les crises notamment en ayant provoqué une hausse du prix du blé en 2010 et en jouant sur les prix du carburant et des matières premières. (Chut ! - JC)

ITC Limited est un groupe indien polyvalent dont le siège social se trouve à Calcutta. Au titre de l'exercice 2012-13, le groupe affichait un chiffre d'affaires de 8,31 milliards de dollars américains et une capitalisation de 45 milliards de dollars.

JC - L'AFP a récidivé le lendemain.

Inde: les producteurs de blé pris en étau entre la canicule et l'embargo sur les exportations - AFP 23 mai 2022

JC - Il y a manifestement des agents de Washington au sein du parti nationaliste hindou du BJP au pouvoir, le parti du Premier ministre Modi.

En Inde, les hindouistes réclament la restitution de certains bâtiments musulmans - RFI 23 mai 2022

JC – Lire l'article d'hier.

Ils ne l'ont pas encore assassiné ?

Pakistan : Imran Khan appelle ses partisans à se diriger vers la capitale - reseauinternational.net 23 mai 2022

L'ancien Premier ministre pakistanais Imran Khan a appelé ce dimanche ses partisans à une marche pacifique vers Islamabad mercredi prochain pour réclamer de nouvelles élections.

L'appel de Khan intervient après une session marathon des dirigeants de son parti « *Libération Insaf* » dans la ville de Peshawar, au nord-ouest, où Khan a décrit la marche comme « *une étape pour protéger la souveraineté du pays* », et que « *le vote qui l'a évincé était un complot organisé par les États-Unis* ».

Dans son discours, Khan a exhorté « *les autorités à ne pas s'opposer à la marche qui se renforcera à l'extérieur d'Islamabad avant de se diriger vers le centre-ville, et que ses partisans y resteront jusqu'à ce que le parlement soit dissous et que de nouvelles élections soient convoquées* ».

L'ancien Premier ministre a été évincé lors d'un vote de défiance au Parlement par une coalition de grands partis politiques, après avoir occupé le poste pendant plus de trois ans et demi.

Khan a noté que « *les USA l'ont visé à cause de ses choix en politique étrangère en faveur de la Russie et de la Chine, et sa visite en février à Moscou, où il s'est entretenu avec le président russe Vladimir Poutine* ».

Il a déclaré : « *Les États-Unis réfutent mes critiques acerbes de la guerre de Washington contre le terrorisme, tandis que le département d'État américain a nié toute implication dans la politique intérieure du Pakistan* ».

Source : Al Manar

Intox et menace.

Ouïgours : Pékin espère que l'ONU va « *clarifier la désinformation* » - LePoint.fr 23 mai 2022

La Russie accusée de provoquer une crise alimentaire mondiale - Courrier international 23 mai 2022

Les États-Unis prêts à utiliser la force pour défendre Taïwan en cas d'invasion de la Chine - BFMTV 23 mai 2022

DOSSIER UKRAINE

L'Ukraine bientôt dépecée par les Alliés - Réseau Voltaire 23 mai 2022

Washington envisage de rattacher Lviv/Lwów à la Pologne comme ce fut le cas après la Première Guerre mondiale. À l'époque, une brève guerre ayant opposé les Ukrainiens aux Polonais pour le contrôle de la Galicie sur fond d'effondrement de l'empire austro-hongrois, la Conférence de paix de Versailles et la Société des Nations (SDN) décidèrent de rattacher administrativement cette région à la Pologne pour 25 ans, puis de convoquer un référendum d'auto-détermination.

L'idée principale était de renforcer la Pologne pour qu'elle fasse barrage à l'idéologie soviétique.

L'idée du Washington est aujourd'hui de faire mauvaise fortune bon cœur, en achevant son allié ukrainien pour renforcer la Pologne contre la Russie.

Considérant la guerre d'Ukraine comme perdue, Washington envisage de reconnaître le rattachement du Donbass, de Marioupol et de la Crimée à la Russie en échange du rattachement de la Galicie orientale à la Pologne (la Galicie occidentale est déjà polonaise). La question d'Odessa et de la Transnistrie reste indécise. L'Ukraine serait réduite à sa portion congrue.

Dans cette perspective, le président polonais, Andrzej Duda, s'est rendu à Kiev et s'est adressé à la Verkhovna Rada. Il a déclaré que l'Ukraine devrait être reconstruite aux dépends de l'« *agresseur* » et qu'il n'aurait pas de repos tant qu'elle ne serait incluse dans l'Union européenne. Au-delà de ces belles paroles, il venait s'assurer de ce que deviendrait l'Ukraine une fois sa défaite actée. Réseau Voltaire 23 mai 2022

BIOTERRORISTES A LA MANŒUVRE OU LA DICTATURE SANITAIRE PERMET DE TOUT JUSTIFIER.

JC- Quand ils vous expliquaient que les terroristes étaient nos ennemis, il fallait traduire que nos ennemis étaient ceux qui avaient fabriqué le terrorisme, la CIA, le Pentagone, l'OTAN, etc. Et bien là c'est la même chose.

Là où ils commettent une grave erreur, c'est de croire que cela va marcher à tous les coups. Les peuples apprennent vite quand les mêmes expériences auxquelles on les soumet se reproduisent

dans un lapse de temps réduit. Il leur arrive d'avoir tout de même un peu de mémoire et de faire preuve d'un minimum de discernement…

Mystification et règne de la terreur. Ils fabriquent une nouvelle pandémie mondiale.

JC - En traquant le moindre virus, ils n'ont que l'embarras du choix.

Les virus, bactéries et microbes font partie de l'environnement et de la biologie humaine depuis des millions d'années. De nos jours, ils peuvent se répandre parmi la population de la Terre entière en quelques mois, sans que les hommes ne courent le moindre risque tant ils sont immunisés naturellement à force de les côtoyer. Mais il se trouve que les tyrans qui sont au pouvoir en ont décidé autrement.

Ces dangereux psychopathes comptent utiliser les moyens dont ils disposent pour les détecter, afin de faire croire à la population qu'ils constitueraient une menace permanente pour sa santé, de manière à justifier le recours à des mesures liberticides et à la vaccination qui enrichira un peu plus les trusts pharmaceutiques mafieux ou l'oligarchie financière.

BA.5, le variant qui pourrait bien faire repartir l'épidémie de Covid-19 - Yahoo 23 mai 2022

"*En Afrique du Sud, l'incidence est élevée mais stable, avec une diminution des hospitalisations*", note Santé publique France dans un rapport.

Cependant, ces chiffres prouvent la grande contagiosité et la capacité de propagation de ce nouveau sous-variant. Mauvaise nouvelle, cette mutation semble capable de passer outre la protection immunitaire véhiculée par une précédente infection ou un schéma vaccinal complet.

Biden prévient que la propagation de la variole du singe pourrait être «conséquente» - Europe1 23 mai 2022

Variole du singe : les États-Unis veulent vacciner les cas contacts - Les autorités sanitaires américaines souhaitent vacciner « *les soignants et les contacts personnels très proches à risque de développer un cas grave* ». LePoint.fr 24 mai 2022

Les craintes liées à la variole du singe pourraient sauver des entreprises en difficulté - reseauinternational.net 23 mai 2022

Il y a quelques semaines à peine, deux entreprises corrompues se trouvaient en territoire financier instable. Aujourd'hui, alors que les médias et les organismes de santé mondiaux s'inquiètent d'une épidémie mondiale de variole du singe, les inquiétudes – et les péchés – de ces deux entreprises sont rapidement oubliés.

Ces derniers jours, les médias et les ministères de la santé du monde entier ont fait état de l'inquiétude suscitée par une épidémie mondiale de variole du singe, une maladie bénigne apparentée à la variole et à la varicelle, et ont même provoqué une réunion d'urgence de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Certains craignent que la variole du singe soit la «

prochaine pandémie » potentielle après le Covid-19. Pour d'autres, la crainte est que la variole du singe soit utilisée comme une nouvelle excuse pour faire avancer les politiques draconiennes de biosécurité et les prises de pouvoir au niveau mondial.

Quelle que soit l'issue de la crise de la variole du singe, deux entreprises en profitent déjà. L'inquiétude suscitée par la variole du singe a entraîné une hausse des actions d'Emergent Biosolutions et de SIGA Technologies. Ces deux sociétés détiennent pratiquement un monopole sur le marché américain, ainsi que sur d'autres marchés, pour les vaccins et les traitements contre la variole. Leurs principaux produits axés sur la variole sont, comme par hasard, également utilisés pour protéger ou traiter la variole du singe. En conséquence, les actions d'Emergent Biosolutions ont grimpé de 12% jeudi, tandis que celles de SIGA ont grimpé de 17,1%.

Pour ces entreprises, les craintes liées à la variole du singe sont une aubaine, en particulier pour SIGA, qui produit un traitement contre la variole, connu sous le nom de marque TPOXX. Il s'agit du seul produit de SIGA. Si certains médias ont noté que la hausse de l'évaluation de SIGA Technologies a coïncidé avec les récentes inquiétudes concernant la variole, aucune attention n'a été accordée au fait que la société est apparemment la seule pièce de l'empire d'un puissant milliardaire qui ne s'effondre pas actuellement.

Ce milliardaire, le « *pilleur de sociétés* » Ron Perelman, a des liens profonds et controversés avec la famille Clinton et le parti démocrate, ainsi que des liens troublants avec Jeffrey Epstein. En dehors de sa participation majoritaire dans SIGA, Perelman a récemment fait la une des journaux pour avoir liquidé rapidement un grand nombre de ses actifs dans une tentative désespérée de trouver des liquidités.

De même, Emergent Biosolutions a également connu des difficultés. La société, qui a des liens troublants avec les attaques à l'anthrax de 2001, a été critiquée il y a un peu moins de deux semaines pour avoir dissimulé des problèmes de contrôle de qualité liés à la production des vaccins covid-19. Une enquête du Congrès a révélé que des problèmes de contrôle de qualité dans une usine gérée par Emergent ont conduit à la mise au rebut de plus de 400 millions de doses de vaccins covid-19. L'usine Emergent en question avait été fermée par la FDA en avril 2021. Elle a été autorisée à rouvrir en août dernier avant que le gouvernement ne mette fin au contrat. Étant donné que la majorité de l'activité de l'entreprise est liée aux contrats du gouvernement américain, la perte de ce contrat et la mauvaise publicité qui l'accompagne, la nouvelle que son vaccin antivariolique pourrait bientôt présenter un intérêt international est probablement considérée comme une aubaine par l'entreprise.

Notamment, c'est la deuxième fois en un an que les deux sociétés bénéficient des craintes de pandémie ou de bioterrorisme propagées par les médias. En novembre dernier, les spéculations se sont multipliées sur une réapparition prochaine du virus éradiqué à l'origine de la variole. Cela a commencé avec les commentaires de Bill Gates sur les perspectives de bioterrorisme lié à la variole lors d'une interview du 4 novembre 2021 et a été suivi par l'annonce, le 16 novembre, d'une enquête du CDC/FBI sur 15 flacons suspects étiquetés « *variole* » dans une usine Merck à Philadelphie. Aujourd'hui, environ six mois plus tard, les mêmes craintes sont à nouveau payantes pour les deux mêmes entreprises.

Une entreprise meurtrière

Emergent Biosolution était auparavant connue sous le nom de BioPort. La société a été fondée par Fuad el-Hibri, un homme d'affaires libanais, qui a mis à profit ses contacts avec d'anciens

responsables militaires et politiques américains puissants pour prendre le contrôle d'une usine du Michigan en difficulté. C'était la seule usine autorisée à produire un vaccin contre l'anthrax.

Les problèmes majeurs du vaccin contre l'anthrax étaient connus avant même que BioPort n'en fasse l'acquisition, et de nombreux chercheurs pensent qu'il est l'une des principales causes du syndrome de la « *guerre du Golfe* ». Le vaccin lui-même, développé à l'origine à Fort Detrick, n'avait que peu ou pas d'antécédents de sécurité au moment où il a été administré aux troupes américaines lors de la première guerre du Golfe – un problème qui n'a jamais été résolu. Cependant, ses problèmes chroniques de sécurité et son schéma multidose maladroit ont incité BioPort/Emergent Biosolutions à passer des années à développer une nouvelle formulation de son vaccin contre l'anthrax.

La création de BioPort a coïncidé avec les efforts de l'administration Clinton pour rendre obligatoire le vaccin contre l'anthrax pour tous les membres des forces armées américaines. En contrôlant la seule source de vaccin contre l'anthrax, BioPort était sur le point de faire un malheur.

Une fois que la société a acquis l'usine du Michigan, elle a pris d'importantes sommes d'argent du gouvernement américain, apparemment pour apporter des améliorations au site. Cependant, la société a refusé d'utiliser ces fonds pour effectuer les réparations nécessaires, préférant dépenser cet argent pour les bureaux de ses dirigeants, plutôt que pour l'usine de vaccins, et des millions supplémentaires en primes pour la « *haute direction* ». Les auditeurs du Pentagone ont par la suite découvert que des millions de dollars supplémentaires avaient « *disparu* » et que le personnel de BioPort ignorait le coût de production d'une seule dose de vaccin. Malgré la mauvaise gestion et la corruption évidentes, BioPort a exigé d'être renfloué par le Pentagone, ce qu'il a fait. Entre-temps, l'usine du Michigan a perdu sa licence après qu'une inspection gouvernementale ait révélé de nombreux problèmes de sécurité.

Cependant, en août 2001, BioPort risquait de perdre les contrats du Pentagone, sa seule source de revenus. Le Pentagone a commencé à préparer un rapport, qui devait être publié en septembre 2001, et qui exposerait en détail un plan de liquidation de BioPort. En raison de l'attaque du 11 septembre 2001 contre le Pentagone, ce rapport n'a jamais été publié. Peu de temps après, les attaques à l'anthrax de 2001 ont commencé.

Quelques mois auparavant, BioPort avait passé un contrat avec Battelle Memorial Institute pour l'aider à sauver son programme de vaccins en difficulté. L'accord a permis à Battelle d'avoir « *une exposition immédiate au vaccin* » et celui-ci a été utilisé dans le cadre du programme sur l'anthrax financé par le Pentagone, qui impliquait Ken Alibek et William C. Patrick III, deux experts en armes biologiques ayant des liens étroits avec la CIA. Ce programme était hébergé dans les installations de Battelle à West Jefferson dans l'Ohio. De nombreux enquêteurs pensent que cette installation est la source de l'anthrax utilisé dans les attaques de 2001.

La panique qui a suivi les attaques à l'anthrax a conduit le département de la Santé et des Services sociaux (HHS) à intervenir. Il a redonné sa licence à BioPort en janvier 2002, malgré la persistance de problèmes de sécurité dans son usine de production de vaccins du Michigan. BioPort ne s'est cependant pas contentée de voir ses anciens contrats avec le Pentagone rétablis, puisqu'elle a commencé à exercer un lobbying intense pour obtenir de nouveaux contrats pour des vaccins contre l'anthrax destinés aux civils américains, aux postiers et autres. Elle les a obtenus, en grande partie grâce à Jerome Hauer, conseiller en matière de lutte contre le terrorisme à l'époque et bientôt nouveau secrétaire adjoint du département de la Santé. Hauer rejoindra plus tard le conseil d'administration de BioPort, après sa reformation en Emergent Biosolutions, en 2004.

De tels exemples de copinage sont plus fréquents qu'on ne le croit lorsqu'il s'agit d'Emergent Biosolutions. En effet, la société s'est souvent appuyée sur des individus qui ont passé leur carrière à passer par la « *porte tournante* » entre l'industrie pharmaceutique et le gouvernement, en particulier ceux qui sont aussi des alarmistes du bioterrorisme. L'une des principales personnes ayant joué un rôle essentiel dans le succès de l'entreprise au fil des ans est Robert Kadlec. Kadlec a été le principal conseiller en bioterrorisme du Pentagone dans les semaines qui ont précédé les attaques à l'anthrax de 2001. Quelques mois auparavant, il avait participé à la simulation Dark Winter de juin 2001, qui avait « *prédit* » des aspects majeurs des attaques à l'anthrax qui ont suivi. Kadlec a par la suite rédigé une grande partie de la législation qui allait créer la politique de réponse du pays en matière de bioterrorisme et de pandémie, notamment la BARDA et le stock national stratégique.

Peu après avoir quitté le gouvernement, Robert Kadlec a participé à la création d'une nouvelle entreprise en 2012, appelée « East West Protection », qui développe et fournit des « *systèmes intégrés de préparation et de réponse à tous les risques pour les communautés et les nations souveraines* ». *La société « conseille également les communautés et les pays sur les questions liées à la menace des armes de destruction massive et des pandémies naturelles* ».

Kadlec a créé la société avec W. Craig Vanderwagen, le premier secrétaire adjoint chargé de la Préparation et de la Réaction (ASPR) du HHS (un poste que Kadlec avait contribué à faire inscrire dans la loi et qu'il a lui-même occupé par la suite). L'autre cofondateur d'East West Protection était Fuad El-Hibri, le fondateur de BioPort/Emergent Biosolutions, qui venait de quitter son poste de PDG d'Emergent plus tôt cette année-là.

Kadlec est ensuite devenu consultant. Le cabinet de conseil de Kadlec, RPK Consulting, lui a rapporté 451 000 dollars rien qu'en 2014, où il a directement conseillé Emergent Biosolutions ainsi que d'autres sociétés pharmaceutiques comme Bavarian Nordic. Kadlec a également été consultant pour des entreprises militaires et de renseignement, comme Invincea, une entreprise soutenue par la DARPA, et Scitor, une entreprise de la NSA, qui a récemment été rachetée par SAIC.

Kadlec reviendrait au gouvernement en tant qu'ASPR du HHS sous Trump, un poste qu'il occupait au moment où la crise Covid-19 a commencé. L'année précédente, en 2019, Kadlec avait mené une simulation de plusieurs mois axée sur une pandémie mondiale originaire de Chine, appelée Crimson Contagion. Une fois que la crise du Covid-19 a commencé pour de bon, il a joué un rôle majeur dans l'obtention de contrats de vaccins covid-19 pour Emergent Biosolutions, malgré ses conflits d'intérêts, dont certains qu'il avait refusé de divulguer lors de sa nomination au poste d'ASPR.

Le modèle de comportement corrompu d'Emergent Biosolutions, qui a commencé avec son vaccin contre l'anthrax, se retrouve dans ses actions récentes concernant sa production de vaccins covid-19. D'après le récent rapport du Congrès, publié quelques jours avant le récent pic d'inquiétude concernant la variole du singe, les employés du laboratoire d'Emergent ont *« intentionnellement cherché à tromper les inspecteurs du gouvernement sur les problèmes* » de son usine de Baltimore et ont également « *repoussé* » à plusieurs reprises les efforts d'AstraZeneca et de Johnson & Johnson pour inspecter leurs installations. « *Malgré des signaux d'alarme importants dans son usine de fabrication de vaccins, les dirigeants d'Emergent ont balayé ces problèmes sous le tapis et ont continué à encaisser l'argent des contribuables* », a déclaré Carolyn Maloney (D-NY), présidente de la commission de surveillance et de réforme de la Chambre des représentants, lors de la publication du rapport. Pourtant, de tels « *signaux d'alarme majeurs* » peuvent être trouvés tout au long de l'histoire de la société, pour ceux qui veulent bien prendre le temps de regarder.

Quelques jours seulement après la publication du rapport du Congrès, Emergent Biosolutions a annoncé qu'elle allait acquérir les droits exclusifs mondiaux du « *premier antiviral oral contre la variole approuvé par la FDA pour tous les âges* » auprès de la société Chimerix. Le médicament, appelé TEMBEXA, est uniquement destiné au traitement de la variole, que la société qualifie de « *menace de santé publique hautement prioritaire* ». Le communiqué de presse relatif à l'acquisition du TEMBEXA par la société indique que des contrats de plusieurs millions de dollars avec le gouvernement américain sont prévus pour ce produit. La FDA a officiellement approuvé le médicament en juin dernier.

Emergent Biosolutions détient également les droits sur le vaccin antivariolique connu sous le nom d'ACAM2000, qui peut également être utilisé pour traiter la variole du singe. Le vaccin, initialement produit par Sanofi, a été acquis par la société en 2017. Par conséquent, la société dispose d'un quasi-monopole sur les vaccins antivarioliques, car ACAM2000 est « *le seul vaccin autorisé par la FDA pour l'immunisation active contre la variole pour les personnes déterminées comme étant à haut risque d'infection par la variole* ».

Compte tenu de leurs antécédents, il convient de se demander pourquoi Emergent Biosolutions s'est efforcée ces derniers mois d'orienter une grande partie de ses activités vers les traitements antivarioliques. Toutefois, il n'est pas nécessaire de spéculer lorsqu'on observe que les craintes actuelles liées à la variole du singe contribuent à sauver la société, dont les actions avaient chuté de 26% depuis le début de l'année avant que les inquiétudes liées à la récente épidémie de variole du singe ne commencent à croître.

Quelle que soit l'issue de l'affaire de la variole du singe, le bilan des décennies d'Emergent Biosolutions est indéniablement marqué par la corruption et le copinage.

Une « *bio-armure* » pour l'empire commercial de Ron Perelman qui bat de l'aile

SIGA Technologies, qui associe ses produits à la « *BioArmure Humaine* », affiche une citation de Bill Gates en haut de sa page d'accueil. Cette citation se lit comme suit : « *[…] la prochaine épidémie pourrait naître sur l'écran d'ordinateur d'un terroriste désireux d'utiliser le génie génétique pour créer une version synthétique du virus de la variole […]* ». La citation est tirée du discours de Bill Gates à la Conférence de Munich sur la sécurité de 2017, où il a utilisé à la menace spécifiquement de la variole pour faire valoir que la « *sécurité sanitaire* » et la « *sécurité internationale* » doivent être fusionnées. Notamment, en mars dernier, la Conférence sur la sécurité de Munich a accueilli une simulation d'une pandémie mondiale causée par un « *virus de la variole du singe génétiquement modifié* ».

SIGA est un exemple d'entreprise qui cherche à trouver sa niche au milieu de la « *sécurité sanitaire* » et de la « *sécurité internationale* ». Elle fournit spécifiquement « *des solutions pour des besoins non satisfaits sur le marché de la sécurité sanitaire qui comprend des contre-mesures médicales contre les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN), ainsi que les maladies infectieuses émergentes* ». La majorité des contrats relatifs aux contre-mesures médicales CBRN aux États-Unis sont financés par le Pentagone. Bien qu'elle se présente comme une entreprise axée sur les menaces CBRN, SIGA se concentre, pour l'instant, uniquement sur la variole.

En effet, SIGA Technologies n'est actuellement rentable qu'en cas d'épidémie réelle de variole ou d'une maladie connexe, ou lorsque la crainte d'un événement bioterroriste lié à la variole est élevée. C'est précisément cette dernière crainte qui a conduit l'entreprise à obtenir des contrats gouvernementaux pour produire du TPOXX pour le stock national stratégique (SNS). En effet, le

TPOXX est uniquement utilisé pour traiter l'infection active par la variole ou la variole du singe, et non pour la prévenir. Cela signifie qu'il n'est utile que si la variole, la variole du singe ou une maladie apparentée infecte activement des personnes ou s'il existe un risque élevé que l'une de ces maladies infecte bientôt de grands groupes de personnes. Le TPOXX a été approuvé pour la première fois en 2018 par la FDA et a été approuvé par l'Agence européenne de médecine en janvier dernier. La FDA a approuvé une version intraveineuse du TPOXX pas plus tard que jeudi dernier. Au total, SIGA a reçu plus d'un milliard de dollars du gouvernement américain pour développer le TPOXX.

SIGA est actuellement en partenariat avec la BARDA du HHS, le département de la Défense, le CDC et le NIH. Un autre partenaire est Lonza, une entreprise européenne de fabrication de produits pharmaceutiques qui est associée à la fois au Forum économique mondial et à Moderna. Le PDG de SIGA, Phillip Gomez, est un ancien de PRTM Consulting, où il aurait travaillé en étroite collaboration avec Robert Kadlec, puisque les deux hommes se sont chevauchés en tant que directeurs de la société et ont tous deux conseillé des agences gouvernementales sur des questions de santé publique et de biodéfense.

SIGA est également remarquable parce qu'il s'agit probablement de la seule entreprise de l'empire commercial du prédateur Ron Perelman qui n'est pas liée à des montagnes de dettes. Perelman est l'un des raiders notoires des années 1980 qui ont procédé à des rachats d'entreprises alimentés par des obligations de pacotille, en particulier celles liées à Drexel Burnham Lambert de Michael Milken. Les tactiques commerciales de Perelman ont longtemps été influencées par son tempérament volcanique et son caractère impitoyable. L'ancien PDG de Salomon Brothers, John Gutfruend, a fait remarquer un jour que *« croire que M. Perelman n'a pas d'intentions hostiles, c'est comme croire que la petite souris existe* ».

Perelman est également connu pour être un mécène de longue date de la famille Clinton, même si, plus récemment, il a fait des dons aux campagnes politiques de Donald Trump. Perelman a apparemment commencé à s'intéresser à l'influence des Clinton après avoir épousé Patricia Duff en 1994. Duff était très liée au parti démocrate, ayant travaillé pour le sondeur démocrate Pat Cadell, et elle avait également travaillé pour la commission de la Chambre des représentants qui a « *enquêté* » sur les assassinats de John F. Kennedy et de Martin Luther King Jr. Avant d'épouser Perelman, elle avait été mariée au magnat du cinéma Michael Medavoy et avait « *présenté Clinton à l'establishment d'Hollywood* », selon le Washington Post.

En tant qu'épouse de Perelman, Duff s'est présentée comme l'une des principales collectrices de fonds du parti démocrate, le dîner de collecte de fonds de 1995 étant emblématique à cet égard. En 1995, Perelman a également assisté à un dîner à 1000 dollars le couvert à New York pour les Clinton, où Perelman était assis en face du président, ainsi qu'à un dîner d'État pour le président du Brésil à la Maison Blanche.

La générosité de Perelman envers la machine politique des Clinton lui a valu d'être nommé par ces derniers au conseil d'administration du Kennedy Center en 1995. D'autres gestes moins publics de la part des Clinton ont été probables, car Perelman a offert beaucoup plus à la première famille qu'il ne semble avoir reçu en retour. Parmi les faveurs accordées par Perelman à Bill Clinton, la plus notable est sans doute l'offre d'emplois qu'il a faite à des membres de son administration en proie à des scandales, Webster Hubbell et Monica Lewinsky, à la suite de leurs controverses respectives. Cependant, après que les offres d'emploi aient été rendues publiques, Hubbell et Lewinsky ont tous deux été licenciés, bien que les offres aient ensuite attiré l'attention de l'avocat indépendant Ken Starr. Ce dernier n'a jamais assigné à comparaître ni enquêté sur Perelman ou sur les offres qu'il avait faites à Hubbell ou Lewinsky.

Les embauches controversées avaient été arrangées entre Perelman et le conseiller de Clinton Vernon Jordan, qui siégeait au conseil d'administration de Revlon, une société contrôlée par Perelman, tandis que sa femme siégeait au conseil d'administration d'une autre société appartenant à Perelman. Jordan était connu pour être le « *conduit de Clinton vers les hauts et les puissants* » et avait emmené Clinton à la conférence Bilderberg de 1991. Au sujet de la décision d'engager Lewinsky après le scandale, un ancien associé de Perelman a déclaré au Washington Post que « *c'est comme la Mafia, tout se fait en code* », ajoutant que « *je peux vous assurer que Ronald a pris la décision de donner le poste à Lewinsky. Et je peux vous assurer qu'il n'aurait pas voulu savoir pourquoi Jordan lui demandait* ».

En 1995, Perelman a organisé une collecte de fonds pour Clinton dans son manoir, avec comme invités le chanteur Jimmy Buffett, l'acteur de Miami Vice Don Johnson, l'épouse de l'acteur Michael Douglas à l'époque, Deandra, et le co-président du Comité national démocrate Don Fowler. Parmi les autres invités figuraient A. Paul Prosperi, un ami corrompu de Clinton, et le désormais tristement célèbre Jeffrey Epstein. Clinton lui-même a assisté à la collecte de fonds. Selon le Palm Beach Post, les invités avaient donné au moins 100 000 dollars au Comité national démocrate pour assister au dîner avec le président. Cela se passait, bien sûr, à l'approche des élections de 1996, et le Comité national démocrate a fait l'objet d'un examen approfondi en raison de collectes de fonds illégales. Cette collecte de fonds n'a pas été la seule interaction d'Epstein avec Perelman – Perelman sera plus tard répertorié comme un invité fréquent d'Epstein dans le profil de Vanity Fair de 2003 écrit par Vicky Ward et figure dans le livre noir des contacts d'Epstein.

Pendant la majeure partie des années 2000, Perelman s'est assis au sommet d'une fortune massive et en constante augmentation. Pourtant, depuis 2020, Perelman « *s'est débarrassé de ses actifs, beaucoup d'entre eux. Rapidement* ». Cela a commencé par la vente de tableaux de valeur chez Sotheby's et s'est bientôt étendu à la société d'investissement de Perelman, MacAndrews & Forbes, qui a cédé sa participation dans deux sociétés la même année, dont 1 milliard de dollars d'actions de Scientific Games. Selon MoneyWeek, la valeur nette de Perelman a chuté de 19 milliards de dollars en 2018 à 4,2 milliards de dollars à la fin de 2020, « *suscitant des spéculations selon lesquelles il serait à court d'argent ». Au cours de l'année dernière, Perelman a continué à « réduire ses effectifs* », cherchant à vendre son domaine dans les Hamptons pour 115 millions de dollars, un autre domaine de 57 acres d'une valeur de 180 millions de dollars et deux maisons de ville dans l'Upper East Side de Manhattan pour 60 millions de dollars.

D'autres actifs détenus par la société de Perelman, MacAndrews & Forbes, croulent également sous les dettes. L'un des rares actifs de la société qui n'est pas actuellement en train de perdre de l'argent ou de se débattre avec des dettes est sa participation dans SIGA Technologies. La société principale de Perelman, MacAndrews & Forbes, a longtemps été l'un des principaux investisseurs de SIGA et reste son principal actionnaire, contrôlant 33% de toutes les actions.

Depuis que Perelman s'est impliqué dans SIGA, des accusations de corruption ont entaché l'entreprise. Par exemple, en mai 2011, SIGA a obtenu un contrat sans appel d'offres d'une valeur d'environ 433 millions de dollars pour développer et produire 1,7 million de doses d'un médicament antiviral contre la variole. À l'époque, rien ne prouvait que le médicament antiviral en question était capable de traiter la maladie et certains membres du personnel du HHS s'alarmaient du fait que le retour sur investissement de SIGA dans le cadre de ce contrat était « *scandaleux* ». Le contrat a commencé à faire l'objet d'une enquête, car on craignait que le contrat ait été attribué à SIGA précisément parce qu'elle était contrôlée par Perelman, qui avait fait des dons importants à Barack Obama. À l'époque, CNN a noté ce qui suit au sujet des liens de Perelman avec la Maison Blanche d'Obama :

« *Ronald Perelman est l'actionnaire majoritaire de Siga Technologies et un militant et collecteur de fonds de longue date du parti démocrate. Il est également un gros contributeur des républicains, mais a été un ami particulier de la Maison Blanche d'Obama.*

Andy Stern, ancien président du Syndicat international des employés de service, qui a entretenu des relations étroites avec l'administration Obama et qui a soutenu les initiatives du président Barack Obama en matière de soins de santé, fait également partie du conseil d'administration de SIGA ».

En raison de ces préoccupations et du conflit d'intérêts potentiel, une enquête du Congrès a été ouverte. Quelques jours après avoir appris que ce contrat gouvernemental clé pouvait être menacé, les dirigeants de SIGA ont vendu de grandes quantités d'actions de la société à un prix moyen de 13,46 dollars par action, ce qui a rapporté des millions de dollars à son directeur général et à son directeur scientifique de l'époque. Un mois plus tard, la société a annoncé que son contrat avait été réduit et les actions de la société sont tombées à moins de 2 dollars en décembre.

Étant donné les accusations passées autour du rôle de Perelman dans l'entreprise pendant l'administration Obama, lorsque le président Joe Biden était vice-président, que devons-nous penser du récent battage médiatique autour de la variole du singe ? Ou des inquiétudes soulevées l'année dernière concernant un événement bioterroriste impliquant la variole ?

Il est peut-être plus important de poser d'autres questions : pourquoi le rôle de Perelman dans SIGA a-t-il été largement occulté ou totalement ignoré dans les récents reportages sur la société ? De même, pourquoi les antécédents horribles d'Emergent Biosolutions ont-ils également été exclus des rapports récents, notamment les plaintes graves déposées par le Congrès contre la société il y a moins de deux semaines ? Il semble que la peur générée par la variole du singe ne fait pas que stimuler les actions de ces deux sociétés pourries, elle aide le public à oublier leurs péchés passés.

Source : Unlimited Hangout

---

17 000 médecins et scientifiques médicaux dénoncent la mainmise des lobbies pharmaceutiques - lemediaen442.fr 23 mai 2022

Réunis lors du "*Global COVID Summit*", 17 000 médecins et scientifiques médicaux bravent l'interdit de s'exprimer, malgré les risques pour leur carrière. Ils dénoncent la mainmise des lobbies pharmaceutiques au détriment de la santé des patients.

« Nous, médecins et scientifiques médicaux du monde, unis par notre loyauté au serment d'Hippocrate, reconnaissons que les politiques de santé publique désastreuses liées au covid-19 imposées aux médecins et à nos patients sont l'aboutissement d'une alliance médicale corrompue des sociétés pharmaceutiques, des assurances et des établissements de santé, ainsi que des trusts financiers qui les contrôlent. Ils ont infiltré notre système médical à tous les niveaux et sont protégés et soutenus par une alliance parallèle de grandes technologies, de médias, d'universitaires et d'agences gouvernementales qui ont profité de cette catastrophe orchestrée.

Cette alliance corrompue a compromis l'intégrité de nos sociétés médicales les plus prestigieuses auxquelles nous appartenons, générant une illusion de consensus scientifique en substituant la propagande à la vérité. Cette alliance continue de faire avancer des allégations non scientifiques en censurant les données et en intimidant et en licenciant des médecins et des scientifiques pour avoir simplement publié des résultats cliniques réels ou traité leurs patients avec des médicaments

éprouvés et salvateurs. Ces décisions catastrophiques ont été prises aux dépens d'innocents, qui sont contraints de subir des dommages pour la santé et la mort, causés par le refus intentionnel de traitements critiques et urgents, ou à la suite d'injections forcées de thérapie génique, qui ne sont ni sûres ni efficaces.

La communauté médicale a refusé aux patients le droit humain fondamental de fournir un véritable consentement éclairé pour les injections expérimentales de covid-19. Nos patients sont également empêchés d'obtenir les informations nécessaires pour comprendre les risques et les avantages des vaccins, et leurs alternatives, en raison de la censure généralisée et de la propagande diffusée par les gouvernements, les responsables de la santé publique et les médias. Les patients continuent d'être soumis à des confinements forcés qui nuisent à leur santé, à leur carrière et à l'éducation de leurs enfants, et portent atteinte aux liens sociaux et familiaux essentiels à la société civile. Ce n'est pas une coïncidence. Dans le livre intitulé « *Covid-19 : The Great Reset* », les dirigeants de cette alliance ont clairement déclaré leur intention de tirer parti du covid-19 comme une « opportunité » pour réinitialiser l'ensemble de notre société mondiale, de notre culture, de nos structures politiques et de notre économie.

Nos 17 000 médecins et scientifiques médicaux du Sommet mondial Covid représentent une communauté médicale mondiale beaucoup plus vaste et éclairée qui refuse d'être compromise, et est unie et prête à risquer la colère de l'alliance médicale corrompue, pour défendre la santé de ses patients.

La mission du Global Covid Summit est de mettre fin à cette crise orchestrée, qui a été illégitimement imposée au monde, et de déclarer formellement que les actions de cette alliance corrompue ne constituent rien de moins que des crimes contre l'humanité.

Nous devons restaurer la confiance du peuple dans la médecine, qui commence par un dialogue libre et ouvert entre médecins et scientifiques médicaux. Nous devons restaurer les droits médicaux et l'autonomie des patients. Cela inclut le principe fondamental de la relation sacrée médecin-patient. La société en a besoin depuis des décennies et, par conséquent, nous, médecins du monde, sommes obligés d'agir.

Après deux ans de recherche scientifique, des millions de patients traités, des centaines d'essais cliniques réalisés et des données scientifiques partagées, nous avons démontré et documenté notre succès dans la compréhension et la lutte contre le covid-19. En examinant les risques par rapport aux avantages des décisions politiques majeures, notre sommet mondial covid de 17 000 médecins et scientifiques médicaux du monde entier est parvenu à un consensus sur les principes fondamentaux suivants :

Nous déclarons et les données confirment que les injections de thérapie génique expérimentale covid-19 doivent cesser.

Nous déclarons que les médecins ne devraient pas être empêchés de fournir des traitements médicaux vitaux.

Nous déclarons que l'état d'urgence nationale, qui facilite la corruption et prolonge la pandémie, doit être immédiatement levé.

Nous déclarons que la confidentialité médicale ne doit plus jamais être violée et que toutes les restrictions de voyage et sociales doivent cesser.

Nous déclarons que les masques ne sont pas et n'ont jamais été une protection efficace contre un virus respiratoire aéroporté dans le cadre communautaire.

Nous déclarons que le financement et la recherche doivent être établis pour les dommages, la mort et la souffrance liés à la vaccination.

Nous déclarons qu'aucune opportunité ne doit être refusée, y compris l'éducation, la carrière, le service militaire ou un traitement médical, en cas de refus de prendre une injection.

Nous déclarons que les violations du premier amendement [américain] et la censure médicale par le gouvernement, les entreprises de technologie et de médias doivent cesser et que la Déclaration des droits doit être respectée.

Nous déclarons que Pfizer, Moderna, BioNTech, Janssen, AstraZeneca et leurs facilitateurs ont retenu et délibérément omis des informations sur la sécurité et l'efficacité des patients et des médecins, et doivent être immédiatement inculpés pour fraude.

Nous déclarons que le gouvernement et les agences médicales doivent être tenus responsables. lemediaen442.fr

23mai 2022

La vidéo

: https://crowdbunker.com/v/DQNiKKmxWj

Covid-19 : 30 compagnies aériennes et 17 000 médecins demandent l'arrêt de l'obligation vaccinale pour les pilotes - lemediaen442.fr 23 mai 2022

Des milliers de pilotes de 30 compagnies aériennes dans 6 pays souffrent d'effets secondaires dus aux vaccins. Nombreux sont les pilotes, contraints de se faire vacciner contre le covid pour conserver leur emploi, qui perdent leur licence, leur carrière, leurs revenus, sans recevoir de soutien de leurs syndicats, lorsqu'ils font part d'effets secondaires. Suite aux problèmes cardiovasculaires, neurologiques, auditifs et de caillots sanguins, 17 000 médecins et scientifiques demandent l'arrêt de l'obligation vaccinale pour les pilotes. lemediaen442.fr 23 mai 2022

https://lemediaen442.fr/covid-19-30-compagnies-aeriennes-et-17-000-medecins-demandent-larret-de-lobligation-vaccinale-pour-les-pilotes/

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 24 mai 2022.

Quand on a fini de lire cette causerie (ou les précédente), on est pris d'un profond dégoût, on ne peut pas s'empêcher de se dire : Tout de même, quel cinéma, ils nous prennent vraiment pour des demeurés, ce qu'en effet nous sommes censés être au départ et en espérant qu'on le reste. Cependant ils vont commettre une grave erreur en croyant que, parce qu'ils détiennent tous les pouvoirs ils pourraient tous se permettre indéfiniment. Il ne faut jamais oublier la dialectique.

Ils en font trop, ils vont beaucoup trop loin, il ne nous laisse plus le choix, les accompagner jusqu'au bout dans leur délire guerrier est une injonction ou rompre avec eux par crainte des conséquences désastreuses à venir de leur folie incontrôlable. En vous disant que vous n'avez pas le choix à part adopter le leur, il vous pousse à vous poser la question de savoir si ce choix est judicieux ou non, vous devrez l'assumer par la suite, ils vous forcent la main d'une certaine manière, ils vous obligent à réfléchir, or, quand le peuple se met à réfléchir, ce n'est jamais bon pour eux ou c'est le début de la fin…

Il se pourrait que le peuple finisse par se dire, que tout cela était trop bien orchestré et chacun jouait sa partition avec beaucoup trop d'application pour être honnête, et découvrir qu'il était en présence de démagogues professionnels sans scrupules, d'une infâme vermine qui colonisait tous les pores de la société pour mieux la pourrir, de parasites qui se repaissaient de la misère et de la souffrance qu'ils avaient engendrées sur tous les continents, et applaudisse à la fin de la représentation, non pas en signe d'approbation, mais de soulagement ou de deuil, car jurant de mettre un terme à cette mascarade sordide le plus tôt possible…

Parole d'internaute

- Dialoguer, argumenter, s'indigner ne suffit plus ! On ne traite pas un fou par la raison !

La vérité sans la dialectique matérialiste ne vaut rien. On ne vous le dira pas.

Ils s'inquiètent de la diffusion de la vérité, pas de la diffusion de la désinformation - reseauinternational.net 24 mai 2022

Extrait d'un article de Caitlin Johnstone :

« *Des responsables américains ont directement déclaré à la presse que l'administration Biden avait délibérément semé la désinformation auprès du public en utilisant la presse grand public afin de gagner la guerre de l'information contre le Kremlin. Ils viennent littéralement de faire circuler des histoires totalement infondées sur la Russie et l'Ukraine. Pourtant, personne ne semble demander l'interdiction des comptes sur les réseaux sociaux des responsables de l'administration Biden.* »

Il y a tellement de divergences entre ce que dit l'empire oligarchique et ce qu'il fait concernant la question de la désinformation qu'il faut se poser la question : quel est réellement son problème ?

Le constat qui s'impose est que l'empire oligarchique n'a aucun problème avec la désinformation puisqu'il est construit sur la propagande et les mensonges. Il n'a aucun problème avec la propagande et les mensonges. Il a un problème avec la vérité.

Ils ne s'inquiètent pas de la désinformation, ils s'inquiètent de l'information.

Ils craignent que les journalistes utilisent le pouvoir sans précédent de partage d'informations d'Internet pour révéler des faits gênants sur la structure de pouvoir la plus grande et la plus meurtrière au monde.

Ils craignent que les gens découvrent qu'on leur a menti toute leur vie sur leur monde, sur leur nation et sur leur gouvernement. Ils craignent que les gens utilisent leurs esprits nouvellement connectés pour décider ensemble qu'ils n'aiment pas beaucoup le statu quo tel qu'il a été prévu pour eux, et décident d'en construire un nouveau.

Toutes les protections que les pouvoirs mettent en place maintenant pour manipuler le flux d'informations en ligne ne sont pas là pour éliminer les mensonges, ils sont là pour éliminer la vérité.

Ces personnes ont tout intérêt à garder les choses sombres et confuses, et nous, les gens ordinaires du monde, avons tout intérêt à braquer les projecteurs sur tout. L'agenda de l'élite pour maintenir les choses dans l'obscurité est en contradiction directe avec l'agenda du peuple pour éclairer les choses.

Nous ne sommes pas protégés par une alliance complaisante d'entreprises et de gouvernements qui veulent seulement que nous connaissions la vérité, nous sommes manipulés et opprimés par un empire oligarchique qui veut nous faire croire des mensonges. C'est pourquoi ils enferment Assange, c'est pourquoi ils censurent Internet, c'est pourquoi ils remplissent nos esprits de propagande, et c'est pourquoi nous ne pouvons pas les laisser gagner. reseauinternational.net 24 mai 2022

Le Journal du Dimanche ou le négationnisme du nazisme en Ukraine.

JC – Nazis avant le 24 février 2022, plus nazis après le 24 février 2022, c'est leur conception du journalisme et de l'information.

Guerre en Ukraine : Azov, un régiment ultra-nationaliste et sulfureux, devenu symbole du martyre de Marioupol - Le Journal du Dimanche 25 mai 2022

Considéré par les uns comme une organisation néo-nazie s'étant rendue coupable d'atrocités sur la ligne de front et par les autres comme un régiment héroïque, Azov est devenu, par la force des armes et des images, le symbole du siège de Marioupol et de son martyre.

Loin de tomber dans les interprétations schématiques et les narratifs qui alimentent en continu la guerre de l'information que se livrent la Russie et l'Ukraine, nous proposons à travers cet article de revenir sur la généalogie de ce régiment et de lever ainsi le voile sur certaines ambiguïtés.

... le soleil noir, symbole ésotérique nazi popularisé par la SS, est en dépit de sa filiation considéré par beaucoup de combattants se revendiquant du néo-paganisme comme une variante nordique du Kolovrat symbolisant le soleil et sa rotation. Stylisé de façon runique, le Tryzub (trident) du parti Corps National (voir plus bas) suit cette même logique. Plus largement, le choix de tels éléments confirme en partie l'orientalisme des origines d'Azov, qui se situent au Donbass.

L'usage de la rune « *croc de loup* » Wolfsangel est tout aussi polémique. Si ce symbole remonte à l'époque médiévale et est encore utilisé sur certains blasons comme celui du quartier de Bornheim à Francfort, il fut arboré par la division SS Das Reich. (**Et la croix gammée qu'on retrouve partout, un symbole "*médiéval*" sans doute, sans parler des portraits d'Hitler... – JC**)

Enfin, selon certaines déclarations de combattants recueillis par l'historien et politologue originaire du Donbass, Konstantin Batozsky, que nous avons rencontré, le choix de la symbolique néo-nazie ne serait que pure provocation à l'encontre des séparatistes du Donbass... Il ne s'agirait donc pas, selon cette présentation des choses, d'un choix doctrinal mais d'un choix de circonstance visant à répondre au sectarisme des groupes ennemis.

Depuis sa création, Azov fait l'objet de vives attaques de la part des organes de presse séparatistes (Donipress, FortRuss) et russes (Russia Today, Sputnik), avec plus ou moins de succès. S'il n'y a aucun doute que des éléments radicaux existent au sein du régiment et que le parti Corps National soit bel et bien un parti ultra-nationaliste situé à l'extrême droite de l'échiquier politique, l'impact de ces accusations et généralisations s'articule ici en deux temps.

D'une part, elles décrédibilisent l'État ukrainien, accusé d'employer des « *bataillons néo-nazis* » contre les populations du Donbass. La révolution de Maïdan est ainsi associée à un putsch ayant porté au pouvoir une junte fascisante.

Cet article est republié à partir de *The Conversation* (**Fournisseur d'articles pour le Forum économique mondial. - JC**).

Ah la mémoire ou les donneurs de leçons sont des monstres de cruauté !

1991 : George Bush bombarde une route en Irak, 25 000 morts étalés sur 80 km de bouchon - lemediaen442.fr 24 mai 2022

Il y a un an, Joe Biden traitait Vladimir Poutine de « *tueur sans âme* », affirmant que son homologue russe paierait le prix de son ingérence dans les affaires américaines. Joe Biden faisait sans doute allusion à la défaite américaine en Syrie face à la Russie. On n'en était pas encore à la guerre en Ukraine — une « *affaire américaine* » sous couvert de l'Otan. D'ailleurs, les États-Unis étaient-ils bien placés pour accuser qui que ce soit de crime ? Ils ont sévi en Afghanistan, mais un des crimes de guerre les plus brutaux qu'ils ont commis a eu lieu il y a 25 ans, en Irak à l'ouest de Koweït City.

Dans la nuit du 26 au 27 février 1991, après un cessez-le-feu, le président George Bush a ordonné à ses troupes de massacrer l'armée irakienne en retraite. Des avions de chasse des forces de la coalition se sont écrasés sur le convoi non armé et ont immobilisé les véhicules à l'avant et à l'arrière, de sorte qu'ils ne pouvaient pas s'échapper. Puis les vagues successives d'avions ont pilonné les véhicules piégés pendant des heures, un bouchon de 80 km de troupes accompagnées de leurs aides civiles, des voitures, autocars, véhicules divers, pare-choc contre pare-choc, et quelques

chars, fuyant la guerre, capitulant sur l'injonction de quitter le Koweit et retournant sur Bagdad. L'aviation américaine a laissé 25 000 morts étalés sur les 80 km de ce qu'on a appelé l'autoroute de la mort.

Après la fin du carnage, quelque 2 000 véhicules irakiens sont restés, détruits, et les corps de dizaines de milliers de soldats irakiens ont été carbonisés et démembrés sur 80 km. Plusieurs centaines d'autres jonchaient une autre route, l'autoroute 8, qui mène à Basra. Les scènes de dévastation sur ces deux routes sont devenues quelques-unes des images les plus emblématiques de la guerre du Golfe.

Les images :

https://lemediaen442.fr/1991-george-bush-bombarde-une-route-en-irak-25-000-morts-etales-sur-80-km-de-bouchon/

Quand l'armée française « *pacifiait* » au napalm

Parler de l'usage du napalm par la France durant la guerre d'indépendance, c'est revenir sur un déni d'État. À l'instar d'autres armes chimiques, ce produit a été utilisé en dépit des conventions de Genève dont Paris était signataire. S'il est difficile de dresser un bilan complet aujourd'hui, les témoignages sont là pour rappeler l'étendue de cette violence.

https://reseauinternational.net/quand-larmee-francaise-pacifiait-au-napalm/

Sinon, franchement à quoi bon se donner tout se mal !

Montant record pour les dividendes versés aux actionnaires au premier trimestre 2022 - francesoir.fr 25 mai 2022

Atteindra-t-on 1 540 milliards de dollars de dividendes mondiaux d'ici à la fin de l'année ? C'est en tout cas la prédiction de la société de gestion d'actifs, Janus Henderson, qui table sur « *une augmentation de 4,6 %* » par rapport à 2021, qui était déjà une année record, rapporte Boursorama. Le groupe britannique vient de publier une étude montrant que les versements aux investisseurs ont augmenté de 11 % pour atteindre 302,5 milliards de dollars (soit 283,5 milliards d'euros) sur les trois premiers mois de l'année, un record pour cette période « *traditionnellement plus calme* ». francesoir.fr 25 mai 2022

France. La preuve est faite qu'on peut vivre sous un régime fasciste sans s'en apercevoir.

Comment appelle-t-on un régime qui vous empêche de vous soigner avec des médicaments efficaces et qui vous laisse délibérément mourir ? Il y en a qui l'ont peut-être déjà oublié, qui sait.

Macron et son gouvernement livre des armes lourdes à un régime néonazi, et ça passe comme une lettre à la poste, aucun journal en France n'en fera sa couverture, aucun parti politique ne mènera

campagne sur ce thème, dans ce pays le fascisme est banalisé, c'est la nouvelle norme politique et tous s'en accommodent quoiqu'ils disent par ailleurs. Dès lors qu'on refuse de caractériser notre ennemi comme il se doit, comment pourrions-nous résister et le combattre efficacement ?

Autant dire que cela encourage le régime fasciste français à aller toujours plus loin dans la tyrannie contre le peuple, cela l'encourage à s'attaquer à tous nos acquis sociaux ou politiques, aux fondements de la civilisation. Ce régime fasciste peut s'appuyer sur la composition sociale de la société telle qu'elle existe de nos jours, car évidemment il ne pourrait pas exister sans cette base sociale, ce dont personne non plus ne veut prendre en compte pour analyser et comprendre la situation politique, bien qu'il s'agisse d'une combinaison de facteurs parvenus à maturité qui y a conduit.

On retrouve les mêmes ingrédients en plus accentués que ceux mentionnés par Lénine en 1916 dans L'impérialisme et la scission du socialisme, dont deux passages figurent dans la page d'accueil du portail LVOG. J'avais affirmé que l'embourgeoisement des masses était le principal obstacle au socialisme, il est devenu le principal facteur sur lequel le fascisme peut s'appuyer. Vous prenez tous les patrons ou assimilés des professions libérales, les cadres ou CSP+, les ménages disposant de deux revenus, les ménages ayant bénéficié d'un héritage d'un parent, patrimoine immobilier, assurance vie, compte en banque et biens divers, la moitié des retraités, et sur environ 48 millions d'adultes vous en avez entre 30 et 35 millions qui disposent d'un mode de vie relativement confortable, et s'ils doivent faire face à des difficultés financières, c'est uniquement parce qu'ils les ont cherchées en dépensant sans compter ou en vivant au-dessus de leurs moyens, et parmi les 13 ou 18 millions restant, le tiers ou la moitié seulement sont réellement pauvres ou ne peuvent pas honorer des dépenses courantes ou satisfaire des besoins élémentaires.

La vieillesse est un naufrage.

- La seule catégorie socioprofessionnelle majoritairement favorable à la retraite à 65 ans, celle des actuels retraités selon Elabe (57%), est celle qui se déclare majoritairement (64%) prête à participer aux prochaines législatives les 12 et 19 juin 2022, selon Ipsos.

En Inde où je vis, dans ma famille, mon entourage ou mon village, c'est plus de 95% qui disposent d'un ou deux revenus qui sont pauvres, je veux dire par là qu'ils en sont déjà réduits à vivre avec le strict minimum vital, et qu'au moindre imprévu, soit ils vont liquider leurs maigres économies s'ils en ont, soit ils devront emprunter de l'argent à quelqu'un moyennant des intérêts à des taux usuraires, 36% l'an au minimum, au détriment de leur alimentation, de leur santé et celle de leurs enfants, de l'entretien de leur habitation et de leur moyen de locomotion.

Cette situation ne concerne qu'une toute petite minorité en France et l'immense majorité en Inde, l'ayant sous les yeux quotidiennement, cela m'est plus facile d'en parler. Personnellement, je vis relativement confortablement en me privant sur tout, et je parviens à peine à économiser pour financer des dépenses imprévues ou à venir, comme par exemple le remplacement des batteries de secours en cas de coupures de courant quasi-quotidiennes en été, dès qu'il pleut ou au moindre coup de vent. Ne bénéficiant pas de la Sécurité sociale, mes maigres économies contribuent à me soigner quand je suis malade ou pour payer des soins dentaires très onéreux, dernièrement toutes mes économies y sont passées et mon compte courant était à sec.

L'immense majorité des Français sont des nantis, il faut dire les choses telles qu'elles sont, et comme ils n'ont aucune conscience politique ou si peu, ils estiment qu'ils doivent leur condition au capitalisme et aux institutions de la Ve République, et par conséquent ils laissent décider de leur destin à leur place le Président et son gouvernement, le parlement. On a eu l'occasion de voir

jusqu'où cette soumission aveugle pouvait aller au cours des deux dernières années écoulées, et à quoi elle pouvait conduire lors du conflit entre les Etats-Unis et la Russie en Ukraine, au moins l'économie de guerre permet de garantir des emplois et d'engranger d'énormes profits à se partager, c'est toujours cela de gagner ! Ce que je décris est un simple constat, ni une insulte ni méprisant.

D'un déni à l'autre ou d'une imposture à l'autre, cela a permis à Macron de se faire réélire et de conforter le camp de la guerre contre tous les peuples, sur fond de désertion ou de capitulation sur toute la ligne du mouvement ouvrier qui s'est empressé de le légitimer. Ses dirigeants ont adopté une ligne politique opportuniste consistant à accompagner la dégénérescence ou la désintégration de la société, tandis qu'ils soutiennent les mouvements sociaux ou les travailleurs en lutte sur leur lieu de travail, histoire de sauver les apparences. C'est un marché de dupes.

Il ne serait plus possible de lutter pour le socialisme ou un changement de régime économique... Ok, d'accord, on n'a plus qu'à attendre une bonne guerre, c'est cela ? Cela ne résoudrait rien au stade de décomposition où nous en sommes rendus. Je ne peux pas m'y résoudre, désolé, au risque de passer pour un illuminé. On doit se donner les moyens de réhabiliter le socialisme qui n'a jamais failli...

A quoi cela vous fait-il penser : Ces deux partis ont mis en place un système d'alliance politique qui a verrouillé le choix des électeurs entre ces deux partis ?

JC- Aux Etats-Unis ? Vous brûlez, vous y êtes presque, c'est la même famille anglo-saxonne mais ailleurs.

Sri Lanka - Le pays est basé sur le système de Westminster propre aux pays ayant fait partie de l'Empire britannique, avec un parti au pouvoir, et un parti d'opposition. Depuis l'indépendance en 1948, le pouvoir est partagé entre les mains de deux partis mastodontes : le Parti national uni représentant la droite singhalaise conservatrice et libérale ; et le Parti de la liberté du Sri Lanka représentant la gauche singhalaise socialiste. Ces deux partis ont mis en place un système d'alliance politique qui a verrouillé le choix des électeurs entre ces deux partis.

- Le système de Westminster est un système parlementaire de gouvernement fondé sur celui existant au Royaume-Uni. Il tire son nom du palais de Westminster, le siège du Parlement britannique.

Il est utilisé dans la plupart des nations membres ou anciennement membres du Commonwealth...

Les pays utilisant le système de Westminster peuvent être des monarchies, comme le Royaume-Uni mais aussi le Canada ou l'Australie où la reine est représentée par un gouverneur général, ou des républiques comme l'Inde ou l'Irlande.

En matière de législation, le monarque donne la sanction royale aux projets de loi afin que ceux-ci entrent en vigueur. Il exerce également un pouvoir réglementaire par des Ordres en Conseil (order in council) qui ne dépendent pas du Parlement. Le monarque conserve également le pouvoir de dissoudre le Parlement, signer les traités, déclarer la guerre, attribuer les décorations et nommer les fonctionnaires. Toutefois, en pratique, ces compétences sont toujours exercées sur le conseil du Premier ministre ou des autres ministres du gouvernement. Ces derniers sont nommés par le monarque parmi les membres du Parlement. Par convention constitutionnelle, est nommé le chef du parti capable de recevoir la confiance de la Chambre des communes devant laquelle le gouvernement est responsable. Wikipédia.org

En France, avec la Constitution de la Ve République c'est le Président de la République qui récupère les pouvoirs exorbitants du monarque, on se retrouve donc sous un régime monarchique déguisée en république bonapartiste, qui grâce à un vernis démocratique permet d'atténuer ou de camoufler selon les circonstances sa nature dictatoriale.

En famille. Quand Corbière (LFI) sélectionne les ministres de Macron ou se prend pour le Premier ministre.

Pour Alexis Corbière, Damien Abad "*ne peut en l'état pas faire partie du gouvernement*" - BFMTV 25 mai 2022

JC - Selon monsieur Corbière, sous la présidence du tyran Macron, il y aurait ceux ou celles qui mériteraient d'être ministres et ceux ou celles qui ne le mériteraient pas, c'est à croire qu'ils partagent les mêmes critères de sélection. Cela devrait ôter un affreux doute à ceux qui estimaient que Mélenchon ne pourrait pas être son Premier ministre.

Un arc face à un lance-missiles, un cheval à la place d'un char, un conte de fées en guise de stratégie militaire. Pathétique.

Législatives: la Nupes présente son plan "*Robin des bois*" pour le pouvoir d'achat - BFMTV 27 mai 2022

Pourquoi n'as- tu pas envie de te syndiquer ? Devine.

Suppression de la redevance : Les syndicats de France Télévisions appellent à la grève le 28 juin - Puremédias 25 mai 2022

JC – Que penser de « *syndicats* » qui s'opposent à la suppression d'une taxe, qui sont favorables à toutes sortes de taxes ou impôts ? Quand eux ou des ONG de merde réclament de nouvelles taxes pour les capitalistes, qu'est-ce qui se passe chaque fois ? C'est nous qui la payons ! Ils nous prennent pour des cons, cela n'arrête pas, et les abrutis de gauchistes applaudissent !

Ils sont au bord de la panique.

Nouveau gouvernement: après l'attente, la déception? - Slate.fr 27 mai 2022

Le gouvernement d'Élisabeth Borne, à la composition tant attendue, est déjà mis en difficulté. Slate.fr 27 mai 2022

Affaire Abad: un gouvernement paralysé par le scandale? - BFMTV 27 mai 2022

Alors que son ministre des Solidarités est accusé de viol par deux femmes, le gouvernement verrouille sa communication. BFMTV 27 mai 2022

- Éric Dupond-Moretti, mis en examen pour prise illégale d'intérêts, a été reconduit dans ses fonctions.

- Gérald Darmanin, enquête pour viol

- Olivier Dussopt, visé par une enquête pour corruption, a été nommé ministre du Travail.

- Sébastien Lecornu, visé par une enquête pour prise illégale d'intérêts, a été nommé ministre des Armées.

- Damien Abad accusé de viols

Le député LREM suppléant Matheus Branquinho, accusé d'agressions sexuelles sur des enfants, est renvoyé en correctionnelle. L'élu a reconnu détenir des milliers de fichiers pédopornographiques.

La terreur comme unique mode de gouvernance. Les bioterroristes du Forum économique mondial/OMS sont passés à l'acte.

JC - Rappel dans un article publié le 24 mai 2022 : Cela a commencé avec les commentaires de Bill Gates sur les perspectives de bioterrorisme lié à la variole lors d'une interview du 4 novembre 2021 et a été suivi par l'annonce, le 16 novembre, d'une enquête du CDC/FBI sur 15 flacons suspects étiquetés « *variole* » dans une usine Merck à Philadelphie.

Variole du singe : la HAS recommande une vaccination des personnes contacts à risque, dont les professionnels de santé - orange.fr 24 mai 2022

Dans un communiqué publié mardi 24 mai, la Haute autorité de santé a recommandé la vaccination en post-exposition pour "*les personnes adultes contacts à risque d'exposition au Monkeypox*", la variole du singe dont les cas se multiplient en Europe, notamment en France où trois nouveaux cas ont été confirmés mardi 24 mai.

Les personnes contacts à risque, telles que définies par Santé publique France, sont les personnes "*ayant eu un contact physique direct non protégé avec la peau lésée ou les fluides biologiques d'un cas probable ou confirmé symptomatique, quelles que soient les circonstances y compris actes de soin médical ou paramédical, ou partage d'ustensiles de toilettes, ou contact avec des textiles (vêtements, linge de bain, literie) ou de la vaisselle sale utilisés par le cas probable ou confirmé symptomatique*".

Les personnels soignants exposés sans protection au virus sont donc également concernés par cette recommandation.

La recommandation ne concerne que le vaccin de 3ème génération, mieux toléré que ceux de première et deuxième génération.

Idéalement, la HAS préconise de l'administrer dans les 4 jours suivant l'exposition au virus, au maximum 14 jours plus tard. Deux doses seront nécessaires pour un schéma vaccinal complet, espacées de 28 jours, trois pour les personnes immunodéprimées.

Pas de vaccins autorisés pour les enfants

Seuls les adultes sont concernés, le vaccin de 3e génération n'ayant pas reçu d'autorisation de mise sur le marché pour les enfants. "*La stratégie vaccinale proposée s'inscrit dans une stratégie de prise en charge plus globale incluant notamment la mise à disposition de traitements antiviraux non évalués par la HAS mais disposant d'une AMM dans l'indication du Monkeypox, en particulier pour les enfants éligibles*", note la HAS.

Cette maladie est une cousine moins dangereuse de la variole, éradiquée depuis une quarantaine d'année.

Pour l'heure bénins, ces cas inquiètent toutefois les autorités sanitaires, car ils apparaissent simultanément dans de nombreux pays, chez des personnes qui, pour la plupart, n'avaient pas de lien direct avec les pays où la maladie circule.

La variole du singe est habituellement transmise à l'homme par des rongeurs sauvages ou des primates. Mais une transmission inter-humaine est également possible, par contact direct avec les lésions cutanées ou les muqueuses d'une personne malade, ainsi que par les gouttelettes.

Au moins 10 pays européens concernés

Au moins une dizaine de pays européens ainsi que l'Australie, le Canada et les Etats-Unis, des pays où sa présence est inhabituelle, ont fait état de cas de variole du singe. orange.fr 24 mai 2022

Commentaires d'internautes

1- 3 cas et on reparle de vaccination. Est-ce que cela n'interpelle personne ? Bientôt un vax pour une maladie hypothétique. L'avenir est en marche. Ce qui est surprenant c'est que cette maladie apparaisse simultanément dans les pays européens donc quel en est le point commun à tous ?

2- De qui se moque-t-on? Le premier article à ce sujet disait que ce n'est pas dangereux et que tous les symptômes disparaissent au bout de quelques jours! et soudain faut vacciner? Je ne sais ce qui me choque le plus, que l'on nous prenne pour des imbéciles ou que les laboratoires veuillent encore se faire plus d'argent! A se demander si ce ne sont pas ces mêmes labos qui disséminent des virus!

Le mythe de la variole du singe - reseauinternational.net 26 mai 2022

« *La variole du* singe » – qui aurait pu le voir venir ? Eh bien, apparemment, l'organisation fondée par Ted Turner en 2001, appelée « *Nuclear Threat Initiative* » (NTI), l'a vu venir lorsqu'elle a publié un rapport en novembre 2021 intitulé « *Strengthening Global Systems to Prevent and Respond to High-Consequence Biological Threats* » (Renforcer les systèmes mondiaux de

prévention et de réponse aux menaces biologiques à haut risque). Le rapport indique qu'en mars 2021, ils se sont associés à la Conférence sur la sécurité de Munich pour réaliser un scénario d'exercice impliquant une « *pandémie mondiale mortelle impliquant une souche inhabituelle du virus de la variole du singe qui est apparue dans la nation fictive de Brinia et s'est répandue dans le monde entier en 18 mois… la pandémie fictive a entraîné plus de trois milliards de cas et 270 millions de décès dans le monde.* »

Étonnamment, le scénario prévoyait l'apparition de l'épidémie de variole du singe à la suite d'un acte de bioterrorisme en mai 2022, là où nous en sommes aujourd'hui.

Dans l'ensemble, le rapport du NTI se lit comme l'Event 201 sous Ritalin. (L'Event 201 a eu lieu le 18 octobre 2019. Il s'agissait d'un exercice impliquant une « pandémie de coronavirus », quelques mois seulement avant que la « pandémie » de COVID-19 ne soit déclarée).

https://reseauinternational.net/le-mythe-de-la-variole-du-singe/

L'hypothèse chinoise sur les expériences biologiques militaires US - Réseau Voltaire 25 mai 2022

Washington a admis diriger 336 laboratoires biologiques dans 30 pays à travers le monde, dont 26 en Ukraine. Cependant, les contrats saisis par l'armée russe suggèrent que les États-Unis ont en réalité signé des contrats avec 49 pays, bien plus qu'ils ne l'aient admis.

Selon Washington ces contrats ne violent pas la Convention sur l'interdiction des armes biologiques de 1975, bien qu'ils soient développés par un organe du Pentagone, l'Agence fédérale de réduction des menaces contre la Défense (Defense Threat Reduction Agency — DTRA).

L'armée russe affirme que la DTRA a mené des expériences biologiques sur des malades mentaux ukrainiens à l'hôpital psychiatrique n° 1 (village de Streletchyé, région de Kharkov) et a utilisé un agent tuberculeux pour infecter la population du district de Slavianoserbsk (République populaire de Lougansk).

Les laboratoires biologiques militaires US en Ukraine ont déjà fait l'objet d'un débat au Conseil de Sécurité, le 11 mars 2022. Les États-Unis ont expliqué que, loin de préparer de nouvelles armes biologiques, leur coopération en matière biologique militaire avec l'Ukraine visait exclusivement à détruire les restes des programmes soviétiques en la matière dans ce pays. Or cela ne répond pas au fait que ce programme est poursuivi dans 30 pays au moins, ni les crédits qui y sont attribués, ni qu'ils se poursuivent depuis une trentaine d'années.

La presse chinoise, quant à elle, fait remarquer que, dans les années 80, le United States Army Medical Research Institute of Infectious Diseases avait dispersé des moustiques Aedes aegypti vecteurs de la dengue, du chikungunya et du virus Zika sur sa propre population dans l'État de Géorgie. Aujourd'hui la DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency) mène des recherches sur les « *Insectes alliés* ».

Officiellement il s'agit de transformer des insectes en cyborgs (photo) pour qu'ils modifient génétiquement des plantes afin d'augmenter leur rendement, mais officieusement il pourrait s'agir

de l'inverse : de stériliser les cultures des pays ennemis et y provoquer des famines, avaient mis en garde la revue Science, en 2018 [1]

Pour la presse chinoise, c'est cet objectif qui explique la dissémination des expériences de la DTRA dans tous les pays alentour de la Russie et de la Chine.

L'interdiction d'exporter des engrais russes à base de potasse entrave l'agriculture dans de nombreux pays, particulièrement en Afrique. La dissémination de mines navales au large de l'Ukraine empêche l'exportation des récoltes ukrainiennes vers l'Afrique et l'Asie. Cette situation fait peser une grave menace de famine mondiale dont le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, s'est déjà saisie.

[1] "*Agricultural research, or a new bioweapon system ? Insect-delivered horizontal genetic alteration is concerning*", by R. G. Reeves, S. Voeneky, D. Caetano-Anollés, F. Beck, C. Boëte, Science, October 5, 2018. « *L'armée d'insectes du Pentagone* », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 9 octobre 2018.

Totalitarisme et terrorisme d'Etat. 300 laboratoires américains dans le monde dédiés au bioterrorisme, était-ce vraiment "un mystère" ?

JC - Comment justifier auprès de la population des mesures liberticides permanentes ? En la maintenant indéfiniment dans un état de psychose collective à l'aide de virus qui auront été trafiqués et balancés dans la nature, c'est tellement facile.

Le corps humain étant un creuset à virus, ces virus vont forcément se retrouver partout, il suffira ensuite de tester la population pour constater que c'est bien le cas et lui faire croire qu'elle est en danger, pour qu'elle accepte n'importe quel traitement ou se fasse vacciner comme du bétail, alors que ce n'était pas la peine, l'essentiel étant qu'elle adopte les mesures liberticides destinées à l'atomiser, permettant ainsi au gouvernement d'appliquer sa politique ultra réactionnaire au lieu de se rassembler pour la combattre.

Gates est-il passé à l'acte ? : "Que se passerait-il si un bioterroriste apportait la variole dans dix aéroports ? Comment le monde réagirait-il ?"

Variole du singe en Europe : "une situation qui peut être contrôlée", selon l'OMS - orange.fr 23 mai 2022

Pour l'heure, l'apparition des dizaines de cas de variole du singe en Europe et Amérique-du-Nord, des pays où la maladie n'est pas endémique, reste un mystère.

Neuf pays de l'UE (Autriche, France, Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne, Portugal, Suède) concentrent pour l'instant 67 cas, selon l'agence de l'Union européenne chargée des maladies (ECDC).

Il y a actuellement "moins de 200 cas confirmés et suspectés" dans ces pays non endémiques, selon Maria Van Kerkhove, chargée de la lutte contre le Covid-19 mais aussi les maladies émergentes et

zoonoses à l'OMS. Ce chiffre concerne seulement des pays où la présence de la variole du singe est inhabituelle.

L'OMS s'est cependant montrée confiante sur la possibilité de "*stopper*" la transmission de la maladie entre humains dans ces pays "*non endémiques*", lors d'une séance de questions/réponses lundi. "*C'est une situation qui peut être contrôlée, particulièrement dans les pays où nous voyons cette épidémie se produire en Europe*", a déclaré Maria Van Kerkhove. L'identification précoce et l'isolement des cas font partie des mesures préconisées par l'OMS comme par l'ECDC, a-t-elle souligné, précisant qu'il n'y avait pour l'heure pas de cas grave.

Ce qui intrigue et préoccupe les experts est l'apparition simultanée de cas dans de nombreux pays, chez des personnes qui, pour la plupart, n'avaient pas de lien direct avec les pays où la maladie est endémique. orange.fr 23 mai 2022

JC - Vous avez noté comment ils ont filé la métaphore sur le thème de la naïveté ou la manière de faire les idiots l'air de rien : - un mystère ; - inhabituelle ; - qui intrigue. En somme, ils nous prennent pour des cons. Et comment sont confirmés en laboratoire les cas de variole du singe, je vous le donne en mille ? Via un test PCR qui a servi à créer la pandémie de Covid-19 sinon inexistante ! (Info lu dans Les Echos le 22 mai 2022)

Quand l'ONU devient le gouvernement mondial totalitaire

Coup d'État discrètement planifié de l'OMS pour dicter le programme de santé mondial de Gates et Big Pharma Par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 23 mai 2022

Sur une initiative de l'administration Biden, l'Organisation mondiale de la Santé imposera, sauf miracle, d'ici novembre 2022, c'est-à-dire au début de la prochaine saison de grippe dans l'hémisphère nord, un contrôle descendant sans précédent sur les réglementations et mesures sanitaires nationales de la planète entière. Dans ce qui s'apparente à un coup d'État discrètement planifié, l'OMS obtiendra de nouveaux pouvoirs draconiens lui permettant de passer outre la souveraineté nationale dans 194 pays membres des Nations unies et de dicter leurs mesures sanitaires avec la force du droit international. On en parle parfois comme du traité de l'OMS sur les pandémies, mais c'est bien plus que cela. Pire, la majeure partie du budget de l'OMS provient de fondations privées liées aux vaccins, comme la Fondation Gates, ou de Big Pharma, ce qui constitue un énorme conflit d'intérêts.

Nouveaux pouvoirs draconiens de l'OMS

Faire quelque chose de façon furtive signifie le faire de manière secrète ou dissimulée, afin d'éviter qu'il ne soit largement connu et éventuellement combattu. Cela s'applique à la proposition faite par l'administration Biden à l'OMS de Genève le 18 janvier 2022, selon les documents officiels de l'OMS. L'OMS a caché les détails des « *amendements* » américains pendant près de trois mois, jusqu'au 12 avril, un mois seulement avant que l'organe compétent de l'OMS ne se réunisse pour approuver ces mesures radicales. De plus, au lieu des 18 mois d'attente précédents pour devenir un traité en droit international, seuls 6 mois sont utilisés cette fois-ci. C'est une véritable fuite en avant. La proposition américaine est soutenue par tous les pays de l'UE et par 47 pays au total, ce qui garantit une adoption quasi certaine.

Les propositions, officiellement intitulées « *Renforcer la préparation et la réponse de l'OMS aux urgences sanitaires : Proposition d'amendements au Règlement sanitaire international* », ont été soumises par la secrétaire adjointe aux Affaires mondiales du département américain de la Santé et des Services sociaux, Loyce Pace, en tant qu'« *amendements* » à un traité de 2005 sur le Règlement sanitaire international de l'OMS déjà ratifié. L'OMS définit ce traité de 2005 ainsi :

« *Le Règlement sanitaire international (2005) (RSI) constitue un cadre juridique général qui définit les droits et les obligations des pays dans la gestion des événements et des urgences de santé publique susceptibles de franchir les frontières. Le RSI est un instrument de droit international qui est juridiquement contraignant pour 196 pays, dont les 194 États membres de l'OMS* ».

Pace a rejoint l'administration Biden après avoir dirigé le Conseil mondial de la santé, qui compte parmi ses membres les noms les plus corrompus de Big Pharma, dont Pfizer, Lilly, Merck, J&J, Abbott et AVAC, financée par Bill Gates, pour n'en citer que quelques-uns. Ses propositions de transformation radicale des pouvoirs de l'OMS en matière de « pandémies » et d'épidémies auraient facilement pu être rédigées par Gates et Big Pharma.

Avant d'examiner ce que les « amendements » de Loyce Pace feront pour permettre la transformation de l'OMS en une dictature mondiale de la santé dotée de pouvoirs sans précédent pour annuler les jugements de tout gouvernement national, il convient de noter un problème juridique discrètement planifié. En déguisant un changement complet des pouvoirs du traité de 2005 de l'OMS en simples « amendements » à un traité ratifié, l'OMS prétend, avec l'administration Biden, que l'approbation des amendements ne nécessite aucun nouveau débat de ratification par les gouvernements membres. C'est de la discrétion. Sans débat national par des représentants élus, l'OMS non élue deviendra à l'avenir une superpuissance mondiale sur la vie et la mort. Washington et l'OMS ont délibérément restreint le processus de participation du public pour faire passer ce projet en force.

Une nouvelle loi de facto

Comme il se doit, l'OMS a finalement publié les « *amendements* » américains. On y trouve les suppressions ainsi que les nouveaux ajouts. Les modifications apportées par l'administration Biden transforment le rôle consultatif de l'OMS auprès des gouvernements nationaux, non seulement sur les réponses aux pandémies mais aussi sur tout ce qui touche à la « *santé* » nationale, en un tout nouveau pouvoir de passer outre les agences sanitaires nationales si le directeur général de l'OMS, désormais Tedros Adhanom, le décide. L'administration américaine Biden et l'OMS se sont entendues pour créer un traité entièrement nouveau qui fera passer toutes les décisions en matière de santé du niveau national ou local à Genève, en Suisse, et à l'OMS.

L'article 9 est typique des modifications apportées par Washington au traité existant de l'OMS. La modification américaine consiste à insérer « *pourra* » et à supprimer « *devrait* » de l'OMS : « *Si l'État partie n'accepte pas l'offre de collaboration dans les 48 heures, l'OMS pourra…* ». Dans le même article, le mot « *offre de collaboration par l'OMS, en tenant compte de l'avis de l'État partie concerné… »* est supprimé. Le point de vue ou le jugement des autorités sanitaires de l'Allemagne, de l'Inde ou des États-Unis ne sont plus pertinents. L'OMS pourra passer outre les experts nationaux et dicter en tant que loi internationale ses mandats pour toutes les pandémies futures, ainsi que pour les épidémies ou même les problèmes de santé locaux.

De plus, dans le nouvel article 12 proposé sur la « *Détermination d'une urgence de santé publique de portée internationale, d'une urgence de santé publique de portée régionale ou d'une alerte sanitaire intermédiaire* », le chef de l'OMS – maintenant Tedros dans son nouveau mandat de cinq

ans – peut décider seul de déclarer une urgence, même sans l'accord de l'État membre. Le chef de l'OMS consultera alors le « *comité d'urgence* » de l'OMS concerné sur la polio, l'Ebola, la grippe aviaire, le COVID ou tout autre problème déclaré. En bref, il s'agit d'une dictature mondiale sur la santé des citoyens par l'un des organismes de santé les plus corrompus au monde. Les membres d'un comité d'urgence donné de l'OMS sont choisis selon des procédures opaques et généralement, comme dans le cas du comité actuel sur la polio, de nombreux membres sont liés aux différents fronts de la Fondation Gates comme GAVI ou CEPI. Pourtant, le processus de sélection est entièrement opaque et interne à l'OMS.

Entre autres pouvoirs, le nouveau traité sur les pandémies donnera à Tedros et à l'OMS le pouvoir de rendre obligatoires les passeports vaccinaux et les vaccins COVID dans le monde entier. Ils travaillent actuellement à la création d'un programme mondial de passeport vaccinal/identité numérique. En vertu du nouveau « *traité sur la pandémie* », lorsque des personnes sont lésées par les politiques de santé de l'OMS, il n'y a aucune responsabilité. L'OMS bénéficie de l'immunité diplomatique.

Astrid Stuckelberger, ancienne cadre supérieure de l'OMS et lanceuse d'alerte, aujourd'hui scientifique à l'Institut de santé mondiale de la Faculté de médecine de l'Université de Genève, a fait remarquer que *« si le nouveau traité sur les pandémies est adopté par les États membres, cela signifie que la Constitution de l'OMS (conformément à l'article 9) primera sur la Constitution de chaque pays en cas de catastrophe naturelle ou de pandémie. En d'autres termes, l'OMS dictera aux autres pays et ne fera plus de recommandations.* »

Qui est l'OMS ?

Selon les nouvelles règles, le directeur général de l'OMS aurait le pouvoir ultime de déterminer, par exemple, si le Brésil, l'Allemagne ou les États-Unis doivent imposer un confinement pandémique de type Shanghai ou toute autre mesure qu'il déciderait. Ce n'est pas une bonne chose. Surtout lorsque le chef de l'OMS, Tedros, originaire de la région du Tigré en Éthiopie, est un ancien membre du Politburo de l'organisation marxiste désignée comme terroriste (à l'époque par Washington), le Front de libération du peuple du Tigré. Il n'est pas titulaire d'un diplôme de médecine, le premier dans l'histoire des directeurs généraux de l'OMS à ne pas en avoir. Il est titulaire d'un doctorat en santé communautaire, un domaine assurément vague, qui ne constitue pas une qualification médicale pour un tsar de la santé mondiale. Parmi les articles scientifiques qu'il a publiés figurent des titres tels que « *Les effets des barrages sur la transmission du paludisme dans la région du Tigré* ». Il aurait obtenu son poste à l'OMS en 2017 grâce au soutien de Bill Gates, le plus grand donateur privé de l'OMS.

En tant que ministre éthiopien de la Santé sous la dictature dirigée par le Tigré, Tedros a été impliqué dans la dissimulation scandaleuse de trois grandes épidémies de choléra dans le pays en 2006, 2009 et 2011. Un rapport d'enquête publié par la Society for Disaster Medicine and Public Health a révélé que, lors d'une des principales épidémies de choléra, « *malgré l'identification en laboratoire du V cholerae comme étant la cause de la diarrhée aqueuse aiguë (DLA), le gouvernement éthiopien (Tedros) a décidé de ne pas déclarer une «* épidémie de choléra *» par crainte des répercussions économiques résultant des embargos commerciaux et de la baisse du tourisme. En outre, le gouvernement, au mépris du Règlement sanitaire international (OMS), a continuellement refusé de déclarer une épidémie de choléra et a largement décliné l'aide internationale.* »

En tant que ministre éthiopien de la Santé, puis des Affaires étrangères, Tedros a été accusé de nettoyage ethnique systématique contre les tribus rivales du pays, en particulier les Amharas, de

refuser aux partisans de l'opposition l'aide alimentaire de la Banque mondiale et d'autres organismes, ainsi que de népotisme et de détournement de fonds internationaux destinés à la construction d'hôpitaux pour soutenir politiquement son parti minoritaire. Ironiquement, c'est le contraire de la nouvelle loi sur l'OMS que Tedros soutient aujourd'hui. Le 22 septembre 2021, l'Allemagne de Merkel a proposé Tedros pour un nouveau mandat sans opposition.

OMS, Gates, GERM

Le plus grand donateur de l'OMS (incluant GAVI), l'autoproclamé « tsar du tout mondialiste », Bill Gates, a donné un avant-goût de ce qui nous attend avec les nouvelles règles. Dans son billet de blog du 22 avril, Gates propose quelque chose d'amusant avec l'acronyme GERM – Global Epidemic Response and Mobilization-team (équipe de mobilisation et de réponse aux épidémies mondiales). Il s'agirait d'une « *organisation permanente d'experts entièrement rémunérés et prêts à organiser une réponse coordonnée à une épidémie dangereuse à tout moment* ». Il dit que son modèle est le film hollywoodien « *Alerte !* ». *« Les experts en surveillance des maladies de l'équipe rechercheraient les épidémies potentielles. Dès qu'elle en repère une, le GERM devrait avoir la capacité de déclarer une épidémie…* » Elle serait coordonnée par, bien sûr, l'OMS de Tedros : *« Le travail serait coordonné par l'OMS, le seul groupe qui puisse lui donner une crédibilité mondiale.* »

Une notion dystopique de ce qui pourrait se produire est l'actuelle fausse épidémie de « *grippe aviaire* », H5N1, qui entraîne l'élimination de dizaines de millions de poulets dans le monde entier si un seul poussin est testé positif pour la maladie. Le test est le même test PCR frauduleux utilisé pour détecter le COVID-19. Récemment, le Dr Robert Redfield, le chef du CDC de Trump, a donné une interview dans laquelle il a « *prédit* » que la grippe aviaire se propagerait à l'homme et serait hautement fatale lors de la prochaine « *grande pandémie* », pour laquelle le COVID-19 n'était qu'un simple échauffement. Redfield a déclaré dans une interview de mars 2022 : « *Je pense que nous devons reconnaître – j'ai toujours dit que je pense que la pandémie de COVID a été un signal d'alarme. Je ne crois pas que ce soit la grande pandémie. Je pense que la grande pandémie est encore dans le futur, et qu'il s'agira d'une pandémie de grippe aviaire pour l'homme. Elle aura une mortalité significative de l'ordre de 10 à 50%. Il y aura des problèmes* ». En vertu des nouveaux pouvoirs dictatoriaux de l'OMS, celle-ci pourrait déclarer une urgence sanitaire sur une telle fraude, sans tenir compte des preuves contraires. Mondialisation.ca, 23 mai 2022

La virologie moderne repose sur une mystification ou une escroquerie.

JC – Deux conceptions s'affrontent, une dite de l'extérieur, l'autre de l'intérieur, pour être bref.

La première considère que la maladie vient de l'extérieur, virus, bactérie, microbe. C'est celle adoptée et favorable aux trusts pharmaceutiques et à la vaccination. Tu ne te sens pas très bien, mal de tête, un peu barbouillé, pas en forme, pas de problème, le remède miracle existe, on va te filer un médicament pour te soulager ou prévenir un mal pire encore, qui sait !

La seconde prétend que la maladie est le produit d'un déséquilibre du terrain biologique, où l'alimentation et psychologique ou mental, comportemental, environnemental de la personne, un manque ou un excès de vitamines, oligo-éléments, acides aminés, le stress prolongé, le manque de sommeil, une obsession, l'absorption d'air pollué ou un manque d'exercice physique, etc. provoquerait le dysfonctionnement de certaines cellules ou perturberait le fonctionnement de certains virus ou bactéries qui existent à l'intérieur du corps humain.

La seconde thèse semble juste et c'est facile de démontrer pourquoi.

Car, comment expliquer autrement que des médecins en contact avec des dizaines de malades contagieux atteints de la peste, de la rougeole, du choléra, de la variole, par exemple, ne tombaient pas malades et ne mourraient pas à leur tour, sinon qu'ils étaient immunisés naturellement, ils étaient auto-immunisés tout simplement, nul miracle.

Les adeptes de la première thèse n'ont pas d'explications à fournir pour expliquer pourquoi ces médecins étaient épargnés. Cet argument est imparable, impossible de le réfuter, malgré tout les autorités médicales le rejettent car il ne fait pas l'affaire de Big Pharma.

La santé de la population, ils s'en contrefoutent tous, voilà la vérité, seul les profits qu'ils peuvent en tirer les intéressent. Cela peut paraître incroyable tellement c'est dégueulasse ou inhumain. Cela ne correspond pas non plus à ce qu'on avait l'habitude d'entendre sur la médecine et les médecins, il va falloir vous y faire, car nous ne sommes pas au bout de nos découvertes, leur cynisme est sans fond.

Tous les « *bons* » médecins ou professeurs, tels Raoult, Péronne, Maudrux, etc. ils ont tous adopté la virologie qui favorise Big Pharma au détriment de leurs patients. Ce sont tous des adeptes forcenés de la vaccination, même quand ils avouent qu'elle ne sert à rien, extraordinaire, non ? Cela ne m'avait pas échappé, à l'arrivée ils ne valent pas mieux que leurs détracteurs, il ne faut pas se leurrer et rester lucide jusqu'au bout.

Démontage de la théorie virale

L'existence des virus de la polio, de la rougeole, du VIH, du CMV, de l'EBV, de l'hépatite C, de l'Ebola, de la grippe, du Zika et maintenant du coronavirus [SRAS-CoV-2] a-t-elle été démontrée et scientifiquement prouvée ?

Pour lire l'article :

https://reseauinternational.net/demontage-de-la-theorie-virale/

Totalitarisme. Le gouvernement unique, le parti unique, le candidat unique.

Tedros décroche un second mandat à la tête de l'Organisation mondiale de la santé - actu.orange.fr 24 mai 2022

Les jeux étaient quasiment faits avant le vote à bulletins secrets lors de l'Assemblée mondiale qui se tient à Genève: le docteur Tedros, comme il aime à se faire appeler, était le seul candidat en lice et soutenu par de nombreux Etats membres, qui pèsent lourd dans l'Organisation mondiale de la santé.

"*Je suis fier d'être à l'OMS*", a lancé le directeur général, remerciant les délégués "*pour leur confiance*". Selon plusieurs sources, il a obtenu 155 voix contre 5.

Le porte-parole du Département d'Etat Ned Price a félicité M. Tedros...

« Il reste encore beaucoup à faire pour moderniser l'OMS pour qu'elle soit beaucoup plus efficace et réactive et nous savons que vous vous y engagez », a déclaré Loyce Pace, la représentante de l'administration américaine, se faisant l'écho d'un sentiment largement partagé parmi les membres. actu.orange.fr 24 mai 2022

JC - Orange est un média français si je ne me trompe, et la seule déclaration qu'il relaie est américaine, normal la France est son vassal et n'a rien à dire...

L'OMS condamne la Russie pour son attaque de l'Ukraine et des services de santé - RFI 27 mai 2022

La Russie un peu plus mis au ban de la communauté internationale. RFI 27 mai 2022

JC – Elle n'en a autant rien à foutre. Les Russes paraissent plus résolus que jamais à rompre avec le modèle mondialiste que les Américains voulaient imposer à la planète entière. La prochaine étape pourrait être la sortie de l'OMC et de l'OMS.

Les Russes et les Chinois ne passent plus rien aux Américains.

La "*guerre totale*" de l'Occident contre la Russie va durer longtemps, selon Moscou - AFP 27 mai 2022

Corée du Nord: à l'ONU, Pékin et Moscou empêchent de nouvelles sanctions contre Pyongyang- BFMTV 27 mai 2022

Le projet de résolution défendu par Washington prévoyait aussi d'interdire plusieurs exportations nord-coréennes. Le texte visait aussi à accroître la lutte contre les cyber-activités de Pyongyang. BFMTV 27 mai 2022

La Chine s'estime «*calomniée*» par le discours du secrétaire d'État américain - RFI 27 mai 2022

La Chine s'est estimée calomniée, vendredi 27 mai, par le discours du chef de la diplomatie américaine Antony Blinken. Ce dernier a jugé que Pékin posait *« le risque le plus sérieux de remise en cause de l'ordre international* ».

Le but de ce discours était « *d'endiguer et de bloquer le développement de la Chine et de maintenir l'hégémonie et la puissance américaines* », a estimé un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin.

Ce discours a *« répandu de fausses informations, exagéré la menace chinoise. Il s'est ingéré dans les affaires intérieures de la Chine et a calomnié sa politique intérieure comme extérieure* », a

dénoncé Wang Wenbin devant la presse. « *La Chine fait part de son fort mécontentement et de sa ferme opposition* », a-t-il ajouté. AFP/RFI 27 mai 2022

DOSSIER UKRAINE

A l'occasion des 3 mois du lancement de «*l'opération militaire spéciale*», le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a livré son analyse de la situation, assurant en préambule qu'en dépit de l'importante aide occidentale à Kiev, Moscou poursuivrait son intervention militaire «jusqu'à ce que tous les objectifs soient remplis».

«*L'Occident a organisé en urgence l'approvisionnement en armes létales. Des conseillers militaires et des employés d'entreprises militaires privées sont envoyés dans le pays*», a fait savoir Sergueï Choïgou.

«*Les nationalistes procèdent à des exécutions démonstratives de ceux qui ont refusé de participer aux hostilités, bloquent la sortie des citoyens des villes, les utilisent comme boucliers humains, et dispersent les chars et l'artillerie dans les zones résidentielles. De nombreux faits de torture et de meurtres brutaux de prisonniers de guerre russes sont connus. Et ce n'est pas caché. Cependant, l'Occident refuse de reconnaître ces faits*», a-t-il poursuivi, notant que «*les pays dits civilisés non seulement nient l'existence du néo-nazisme en Ukraine, mais accueillent également avec les honneurs des représentants d'unités nazies impliquées dans des atrocités sanglantes*». RT 24 mai 2022

Une nouvelle guerre se prépare pour l'après défaite face à la Russie par Thierry Meyssan - Réseau 24 mai 2022

La guerre en Ukraine est un trompe l'œil. Derrière les apparences de l'unité de l'Otan et de sa consolidation par de nouveaux adhérents, plusieurs gros joueurs ménagent la chèvre et le chou. En réalité tous ceux qui ne sont pas aveuglés par leur propre propagande savent que leur camp va perdre et qu'il planifie déjà d'autres ennemis sur d'autres champs de bataille. Washington fait contre mauvaise fortune bon cœur et utilise la pression russe pour serrer les rangs.

https://www.voltairenet.org/article217006.html

Confirmation. La prochaine guerre programmée se met en place.

L'EIGS, branche sahélienne du groupe État islamique, se renforce dans le nord-est du Mali - RFI 27 mai 2022

Depuis début mars, la branche sahélienne du groupe État islamique mène des attaques dans la région de Ménaka, où plusieurs centaines de civils ont été tués et plusieurs milliers ont été contraints de fuir. RFI 27 mai 2022

Comment la CIA a échoué dans l'une des opérations secrètes les plus importantes d'Europe

L'édition américaine de Politico, dans un article de son chroniqueur Casey Michel intitulé « *Une opération secrète de la CIA pour soutenir l'indépendance de l'Ukraine* », fait état d'une « nouvelle stratégie » des États-Unis vis-à-vis de la Russie et de l'Ukraine.

L'auteur rappelle l'opération Red Sox de la CIA et des Mi-6, au cours de laquelle des agents ont été amenés en Ukraine occidentale à l'aide d'avions de transport pour établir des liens avec les gangs locaux de l'OUN-UPA. Les agents ont été recrutés dans les rangs des nationalistes ukrainiens. Les Américains savaient qui étaient les personnes qu'ils contactaient : les acolytes de Hitler.

« *Ils étaient les vrais nazis* », a noté un responsable des opérations de la CIA. Et pire encore, parce que beaucoup d'entre eux faisaient le sale boulot pour les nazis.

Mais cela ne les a pas gênés.

Les agents recueillent d'importants renseignements sur les défenses soviétiques et doivent soutenir le développement du mouvement nationaliste en Ukraine, étendant son influence de l'ouest à l'est et finalement à la Biélorussie, à la Pologne et aux pays baltes. L'objectif principal était de diviser l'empire soviétique. Au cœur de l'opération se trouvait un soulèvement de grande ampleur en Ukraine. En cas de succès, l'Ukraine devait devenir une base opérationnelle américaine. Des dizaines d'agents ont participé à la mission, qui est devenue l'une des plus grandes opérations secrètes des États-Unis en Europe.

Cependant, comme l'admet l'auteur, « *la CIA a subi l'une des défaites les plus cuisantes de l'ère de la guerre froide.* »

https://reseauinternational.net/comment-la-cia-a-echoue-dans-lune-des-operations-secretes-les-plus-importantes-deurope/

Ouverture de la « *Maison des crimes de guerre russes* » à Davos - Réseau Voltaire 24 mai 2022

Cette année le Forum de Davos se tiendra au mois de mai et non plus en hiver. Les citoyens russes en seront exclus quelque soit leur relation avec les autorités de leur pays. La Maison de la Russie qui servait à mettre en valeur ce pays et sa culture a été transformée en « *Maison des crimes de guerre russes* ». Une exposition photographique y dénonce la « guerre d'agression non provoquée » (sic) de la Fédération de Russie. Elle a été inaugurée en vidéo par le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Le Forum de Davos réunit chaque année les plus importants chefs d'entreprise mondiaux. Il est présidé par le Suisse Klaus Schab et supervisé par la National Endowment for Democracy via sa filiale patronale, le Centre pour l'entreprise privée internationale (CIPE).

La « Maison des crimes de guerre russes » est financée par l'oligarque Victor Pinchuk, symbole de la corruption en Ukraine [1]

[1] « *La Clinton-Pintchouk Connection* », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 22 février 2014.

https://www.voltairenet.org/article182277.html

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Inde.

Après le blé, l'Inde restreint l'exportation de sucre - AFP 25 mai 2022

L'Inde va imposer des restrictions sur l'exportation de sucre afin de protéger ses réserves par précaution et réduire l'inflation.

Le deuxième producteur et exportateur mondial de sucre après le Brésil va plafonner les exportations de sucre à 10 millions de tonnes pour la campagne de commercialisation qui s'étend d'octobre à septembre, selon un communiqué du ministère de l'Alimentation mardi soir.

Cette décision, qui entrera en vigueur le 1er juin, a été prise "*en vue de maintenir la disponibilité intérieure et la stabilité des prix pendant la saison sucrière*", a-t-il précisé.

Les exportations de sucre devraient atteindre un niveau record au cours de cette campagne de commercialisation, avec des contrats signés pour environ neuf millions de tonnes, dont 7,8 millions de tonnes déjà expédiées, a-t-il ajouté. AFP 25 mai 2022

JC - Tous les prétextes sont bons pour l'oligarchie pour spéculer sur les matières premières alimentaires. Gare aux Etats qui laissent faire !

Je ne mange jamais de gros poissons alors que la mer ici en regorge, thon, requin, etc. Pourquoi ? Parce que cette pêche est exportée, ces poissons sont en très petite quantité sur le marché local et hors de prix, idem pour les grosses crevettes ou gambas...

Quand je vivais dans un petit village de pécheurs, tous les jours je voyais les tonnes de requins qui étaient chargés dans des camions réfrigérés, et quand j'allais au marché central de Pondichéry, dans le hall au poisson, il n'y avait même pas 5 requins proposés à la vente au détail, à 1000 roupies le kilo, s'il y en avait eu des centaines, on ne l'aurait même pas payé 100 roupies le kilo.

Sri Lanka.

Révolution de couleur au Sri Lanka? Par Jean-Pierre Page (Defend Democracy Press 16 mai 2022) - Mondialisation.ca, 20 mai 2022

Cette mise au point que je veux faire ici ne saurait signifier de ma part un quelconque soutien au président libéral et pro occidental Gotabaya Rajapaksa et son entourage de politiciens corrompus sur lesquels les occidentaux et le FMI exercent tantôt des pressions, tantôt ménagent et cela d'autant que le Président lui-même est d'origine nord-américaine. Ainsi il garde de fortes attaches à travers sa famille avec les USA.

Ainsi, la grave crise politique, monétaire, alimentaire et économique Sri Lankaise marqué par des mobilisations et par des violences fait l'objet de commentaires et de photos dans des publications progressistes, trotskistes, communistes ou d'ONG. Cela se fait le plus souvent par ignorance pour certains et pour d'autres avec des objectifs politiques précis évidents, les mêmes d'ailleurs que l'on a pu trouver dans différentes périodes face à des guerres comme celles en Syrie ou en Lybie. Ensemble, les mêmes pensent voir là les prémisses d'un vaste mouvement social radical voir d'une révolution. En fait il s'agit de tout autre chose, qui a toutes les caractéristiques d'une révolution de couleur sur le modèle Maïdan et qui partant de revendications sociales légitimes est maintenant dévoyé vers un changement de régime en faveur de la droite. Le seul fait que Victoria Nuland instigatrice et organisatrice du coup d'état en Ukraine se soit retrouvé à Colombo avant le début des évènements actuels est particulièrement significatif. De la même manière qu'à Kiev l'on a fait usage des groupes néo-nazis, à Colombo cela se fait à travers un mouvement qui réunit plusieurs groupes paramilitaires sous le nom de "*black helmets*" auquel d'ailleurs le JVP est associé avec les forces d'un parti bouddhiste chauvin et quelques groupuscules trotskistes. Ils sont à l'origine des violences, incendies de résidences, vandalisme, etc.

En fait de quoi s'agit- il ? Pour Washington, il s'agit de mettre en place au Sri Lanka une plateforme stratégique offensive à partir de différents d'accords militaires (SOFA, MCC, AXA) s'inscrivent dans une conflictualité militaire permanente contre la Chine dont l'AUKUS, la Quad et l'élargissement des prérogatives de l'OTAN sont les preuves les plus manifestes. Jusqu'à ce jour la forte mobilisation populaire de ces dernières années en faveur du respect de la souveraineté du pays ont mis en échec ces projets. Il est d'ailleurs remarquable que le JVP et la droite ont toujours refusé d'agir en ce sens. Pour mémoire je rappelle que le port de Trincomalee au nord du pays dispose des installations en eaux profondes les plus importantes de toute l'Asie du Sud Est et qu'elles sont convoitées depuis longtemps par la 7e flotte des Etats-Unis. Le JVP et la droite sri lankaise soutiennent ces objectifs de l'impérialisme qui confirment s'il le fallait que la 3e guerre mondiale a commencé en Asie. On aurait donc du mal à trouver le JVP manifestant devant l'Ambassade des Etats-Unis ou à mettre en cause celle-ci, ce qui n'est pas le cas des partis traditionnels de la "*gauche*" comme le PC, le LSSP, le MEP, etc. une alliance de 11 partis progressistes.

En document attaché vous trouverez un compte rendu avec photos de la rencontre de l'Ambassadrice des USA à Colombo avec la direction du JVP au siège de ce parti. Un tel évènement est sans précédent dans la vie politique Sri Lankaise et légitime totalement le JVP comme interlocuteur officiel des USA. Certes cela est le cas depuis longtemps, mais jamais cela s'était fait aussi ostensiblement. Je précise que les USA et le FMI soutiennent sans réserve le retour de la droite à la tête du gouvernement avec la nomination du conservateur Ranil Wickramasinghe (membre éminent de la Société du Mont Pèlerin fondée par Milton Friedman, Hayek, Karl Popper) comme nouveau première ministre. Depuis de nombreuses années le JVP reçoit d'importants financements et aides matérielles de la part de l'Ambassade des USA à travers US-Aid- le NED-CIA, et la Fondation Soros très active au Sri Lanka. Cette réalité est bien connu à Colombo, mais très peu en Europe ou en Amérique Nord ou de nombreux militants de "*gauche*" réagissent par rapport à ces évènements plus émotionnellement que rationnellement c'est-à-dire sans une analyse politique s'appuyant sur des faits réels. D'ailleurs, je constate que dans le passé souvent les mêmes apportaient leur solidarité aux terroristes/séparatistes des Tigres du LTTE. C'est tout dire! Mondialisation.ca, 20 mai 2022

Expliqué : Qu'est-ce qui a conduit à la crise économique du Sri Lanka, et qui l'aide ? - indianexpress.com May 19, 2022

https://indianexpress.com/article/explained/sri-lanka-economic-crisis-explained-7849208/

La colère contre la gestion par le président sri-lankais Gotabaya Rajapaksa de la crise économique qui s'aggrave dans cette nation insulaire de 22 millions d'habitants a dégénéré en violence jeudi en fin de journée, alors que des centaines de manifestants ont affronté la police pendant plusieurs heures. En raison d'une grave pénurie de devises étrangères, le gouvernement de M. Rajapaksa n'est pas en mesure de payer les importations essentielles, notamment le carburant, ce qui entraîne des coupures de courant débilitantes pouvant durer jusqu'à 13 heures. Les Sri Lankais ordinaires doivent également faire face à des pénuries et à une inflation galopante, après que le pays a fortement dévalué sa monnaie le mois dernier, en prévision des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un programme de prêt.

Comment le Sri Lanka en est-il arrivé là ?

Selon les critiques, la crise, la plus grave depuis plusieurs décennies, trouve son origine dans la mauvaise gestion économique des gouvernements successifs qui ont créé et maintenu un double déficit - un déficit budgétaire et un déficit de la balance courante.

"*Le Sri Lanka est une économie classique à double déficit*", indique un document de travail de 2019 de la Banque asiatique de développement. "*Les déficits jumeaux signalent que les dépenses nationales d'un pays dépassent son revenu national, et que sa production de biens et services échangeables est inadéquate.*"

Mais la crise actuelle a été accélérée par de profondes réductions d'impôts promises par Rajapaksa lors d'une campagne électorale en 2019, qui ont été promulguées quelques mois avant la pandémie de COVID-19, qui a anéanti une partie de l'économie du Sri Lanka.

L'industrie touristique lucrative du pays et les envois de fonds des travailleurs étrangers ayant été sapés par la pandémie, les agences de notation ont décidé de dégrader la note du Sri Lanka et l'ont effectivement exclu des marchés financiers internationaux.

À son tour, le programme de gestion de la dette du Sri Lanka, qui dépendait de l'accès à ces marchés, a déraillé et les réserves de change ont chuté de près de 70 % en deux ans.

La décision du gouvernement Rajapaksa d'interdire tous les engrais chimiques en 2021, décision qui a été annulée par la suite, a également frappé le secteur agricole du pays et provoqué une chute de la récolte de riz, qui est cruciale.

Que devient la dette extérieure du Sri Lanka ?

En février, le pays ne disposait plus que de 2,31 milliards de dollars de réserves, mais il doit rembourser environ 4 milliards de dollars de dette en 2022, dont 1 milliard de dollars d'obligations souveraines internationales (ISB) arrivant à échéance en juillet. Les OIS représentent la plus grande part de la dette extérieure du Sri Lanka, soit 12,55 milliards de dollars, la Banque asiatique de développement, le Japon et la Chine étant les autres principaux prêteurs.

Dans un examen de l'économie du pays publié le mois dernier, le FMI a déclaré que la dette publique avait atteint des "*niveaux insoutenables*" et que les réserves de change étaient insuffisantes pour les paiements de la dette à court terme.

Dans une note publiée à la fin du mois dernier, Citi Research a déclaré que la conclusion du rapport du FMI et les récentes mesures prises par le gouvernement étaient insuffisantes pour rétablir la viabilité de la dette, ce qui indique clairement la nécessité d'une restructuration de la dette.

Qui aide le Sri Lanka ?

Pendant des mois, l'administration de M. Rajapaksa et la Banque centrale du Sri Lanka (CBSL) ont résisté aux appels des experts et des dirigeants de l'opposition à demander l'aide du FMI malgré les risques croissants. Mais après la flambée des prix du pétrole à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février, le gouvernement a fini par élaborer un plan pour approcher le FMI en avril.

Le FMI entamera des discussions avec les autorités sri-lankaises sur un éventuel programme de prêts dans les "*prochains jours*", a déclaré jeudi un porte-parole du FMI.

Avant de s'adresser au FMI, le Sri Lanka a fortement dévalué sa monnaie, ce qui a alimenté l'inflation et aggravé la douleur de la population, dont beaucoup endurent des difficultés et de longues files d'attente.

Dans l'intervalle, M. Rajapaksa a également sollicité l'aide de la Chine et de l'Inde, notamment pour le carburant. Une livraison de diesel dans le cadre d'une ligne de crédit de 500 millions de dollars signée avec l'Inde en février devrait arriver samedi. Le Sri Lanka et l'Inde ont signé une ligne de crédit d'un milliard de dollars pour l'importation de produits essentiels, notamment de nourriture et de médicaments, et le gouvernement Rajapaksa a demandé au moins un milliard de dollars supplémentaires à New Delhi.

Après avoir accordé à la CBSL un swap de 1,5 milliard de dollars et un prêt syndiqué de 1,3 milliard de dollars au gouvernement, la Chine envisage d'offrir à la nation insulaire une facilité de crédit de 1,5 milliard de dollars et un prêt distinct pouvant atteindre 1 milliard de dollars. indianexpress.com May 19, 2022

Les manifestants accusent les Rajapaksas d'avoir déclenché la crise par la corruption et la mauvaise gestion. - aljazeera.com 20 May 2022

Le gouverneur de la banque centrale, P. Nandalal Weerasinghe, a déclaré lors d'une conférence de presse que des sommes suffisantes avaient été débloquées pour payer les livraisons de carburant et de gaz de cuisine, en utilisant en partie les 130 millions de dollars reçus de la Banque mondiale et les transferts de fonds des Sri Lankais travaillant à l'étranger.

Il s'exprimait après que la banque centrale a maintenu les taux d'intérêt stables lors d'une réunion de politique générale, citant une augmentation massive de 7 points de pourcentage en avril qui, selon elle, se frayait un chemin dans le système.

La banque centrale a également déclaré qu'elle allait abaisser le montant maximum de devises étrangères que les particuliers peuvent posséder de 15 000 $ à 10 000 $ et pénaliser toute personne qui les détient pendant plus de trois mois.

M. Weerasinghe a déclaré que les personnes devaient placer leurs devises étrangères excédentaires dans une banque ou les convertir en monnaie locale dans un délai de deux semaines. Passé ce délai, les responsables de la banque centrale et la police effectueront des descentes et toute personne enfreignant les nouvelles règles se verra infliger une amende, a-t-il déclaré.

Le pays est plus stable politiquement et économiquement, a déclaré M. Weerasinghe, ajoutant qu'il resterait à son poste. Le 11 mai, il avait déclaré aux journalistes qu'il démissionnerait dans deux semaines en l'absence de stabilité politique, car toutes les mesures prises par la banque pour faire face à la crise économique ne seraient pas couronnées de succès dans la tourmente.

Ranil Wickremesinghe, parlementaire de l'opposition, a été nommé Premier ministre la semaine dernière et a procédé à quatre nominations au sein du gouvernement. Cependant, il n'a pas encore nommé de ministre des finances.

L'inflation a atteint 29,8 % en avril, les prix des denrées alimentaires ayant augmenté de 46,6 % en glissement annuel.

La crise économique du Sri Lanka résulte de la confluence de la pandémie de COVID-19 qui frappe l'économie dépendante du tourisme, de la hausse des prix du pétrole et des réductions d'impôts populistes du gouvernement du président Gotabaya Rajapaksa et de son frère, Mahinda, qui a démissionné de son poste de premier ministre la semaine dernière.

Parmi les autres facteurs, citons les prix intérieurs fortement subventionnés du carburant et la décision d'interdire l'importation d'engrais chimiques, qui a dévasté le secteur agricole.

"*C'est une économie qui ne s'est pas encore totalement remise de la pandémie*", a déclaré Christian De Guzman, vice-président senior chargé du risque souverain chez Moody's. "*Le tourisme, qui est l'un de leurs moteurs de croissance, n'est pas revenu*".

Le Sri Lanka est aussi officiellement maintenant en défaut de paiement sur sa dette souveraine, car une soi-disant période de grâce pour effectuer certains paiements d'intérêts obligataires déjà en retard a expiré mercredi.

Weerasinghe a déclaré que les plans pour une restructuration de la dette étaient presque finalisés et qu'il soumettrait bientôt une proposition au cabinet.

"*Nous sommes en défaut de paiement préventif*", a-t-il déclaré. "*Notre position est très claire, tant qu'il n'y a pas de restructuration de la dette, nous ne pouvons pas rembourser*".

La banque centrale a déclaré que les prix de l'énergie et des services publics devaient être révisés de toute urgence, et les analystes ont déclaré que la capacité du Premier ministre à faire passer les réformes au Parlement et à surmonter la colère du public serait cruciale.

"*Il doit présenter des réformes essentielles et d'autres mesures au Parlement pour tester son soutien et voir s'il bénéficie vraiment d'un consensus et de la stabilité*", a déclaré Shehan Cooray, directeur de la recherche chez Acuity Stockbrokers à Colombo.

Il a toutefois ajouté que la situation s'était améliorée. "*Étant donné qu'à un moment donné, il était même difficile de trouver un gouverneur, le fait qu'il ait décidé de rester est une bonne chose*", a déclaré M. Cooray.

Un porte-parole du Fonds monétaire international a déclaré jeudi que le Fonds suivait de près l'évolution de la situation et qu'une mission virtuelle au Sri Lanka devrait conclure les discussions techniques sur un éventuel programme de prêt au pays le 24 mai.

Le Sri Lanka a suspendu le remboursement d'environ 7 milliards de dollars de prêts étrangers dus cette année sur les 25 milliards de dollars à rembourser d'ici 2026. La dette extérieure totale du pays s'élève à 51 milliards de dollars. Selon le ministère des finances, le pays ne dispose actuellement que de 25 millions de dollars de réserves étrangères utilisables.

Expéditions de carburant

Les autorités ont annoncé des coupures de courant dans tout le pays, jusqu'à quatre heures par jour, car elles ne peuvent pas fournir suffisamment de carburant aux centrales électriques.

Le gouvernement a demandé aux employés de l'État de ne pas se rendre au travail vendredi, à l'exception de ceux qui sont nécessaires au maintien des services essentiels, en raison de la pénurie de carburant.

M. Wickremesinghe, s'exprimant devant le Parlement jeudi, a déclaré que le gouvernement s'efforçait de débloquer six cargaisons de carburant arrivées au port de Colombo.

"*Il y a deux cargaisons d'essence parmi elles, mais cela ne mettra pas fin aux pénuries*", a-t-il déclaré, ajoutant que les approvisionnements n'avaient été bloqués que jusqu'à la mi-juin.

"*Notre objectif est maintenant de réduire les files d'attente et de trouver un moyen de démarrer une réserve de carburant, de sorte que même si quelques cargaisons sont manquées, il y ait du carburant disponible*."

Cependant, il suscite une opposition considérable. Les manifestants qui s'agitent pour la destitution des frères Rajapaksa disent qu'il est leur larbin et continuent d'occuper l'entrée du bureau du président depuis plus d'un mois, appelant à la démission de Gotabaya Rajapaksa.

Des mois de manifestations antigouvernementales ont conduit au quasi-démantèlement de la famille dirigeante autrefois puissante, l'un des frères du président ayant démissionné de son poste de premier ministre, tandis que d'autres frères et un neveu ont quitté leurs postes ministériels.

Les manifestants accusent les Rajapaksas d'avoir déclenché la crise par la corruption et la mauvaise gestion. aljazeera.com 20 May 2022

États-Unis

Qui peut croire encore aux États-Unis ? - donbass-insider.com 24 mai 2022

Dans les questions qui reviennent souvent parmi les lecteurs, celles dubitatives concernant l'implication des États-Unis avec les néonazis en Ukraine est révélatrice de la désinformation que nous subissons. Lorsqu'elle est posée, c'est toujours dans le doute que les États-Unis, les hommes du débarquement en Normandie, le pays de la « Démocratie » puissent avoir la faiblesse de travailler, utiliser, protéger et même privilégier des partis ou des régimes d'extrême droite ou dictatoriaux à travers le monde. La grande ignorance vient à la fois du fait des intenses propagandes menées depuis 70 ans, mais aussi de l'idée, à travers par exemple le cinéma, que l'Américain est forcément toujours « *le gentil* ». Les Américains ne nous ont-ils pas sauvé à la fois du nazisme, puis du communisme durant la Guerre froide ? Que serions-nous sans les Américains ?

La drôle d'alliance « *éternelle* » entre la France et les États-Unis d'Amérique. C'est oublier l'histoire agitée des relations entre nos deux pays. S'il y eut dans le monde un pays redevable de la France, ce sont bien les États-Unis. Sans la flotte française, les manufactures d'armes qui produisirent à crédit celles dont avaient besoin les insurgés américains, la révolte américaine serait restée dans l'histoire comme une insurrection écrasée. Cette guerre coûta à la France l'équivalent du prix de trois châteaux de Versailles, une somme colossale qui ne fut jamais remboursée. Pire encore, elle aggrava la situation économique de la France, jusqu'à l'éclatement de la Révolution française. Les traités de commerce et d'alliance éternels signés par les États-Unis avec la France furent dénoncés par les Américains, dès l'appel à l'aide contre l'Angleterre (1793). Malgré un convoi de blés, resté fameux, qui sauvant sans doute la France révolutionnaire (1794, ce dernier ayant été payé rubis sur l'ongle), l'Amérique penchait dangereusement dans le camp de la perfide Albion. Il en découla une guerre franco-américaine larvée, qui fut notre récompense pour notre aide (1798-1800). Cette guerre exclusivement navale, fit le bonheur des corsaires français qui ravagèrent les rangs de la flotte de commerce américaine, près de 2 000 navires furent pris par la France… contre seulement 22 perdus pour les Français. Ce fut Bonaparte, Premier Consul qui en termina, avec un traité de paix signé par son frère Joseph à Mortefontaine (30 septembre 1800), puis pour éviter une guerre future, préféra leur vendre la Louisiane (1803, immense territoire composé de plus d'une dizaine d'états américains actuels), contre argent… dégrevé du prix des fameux navires. Les Anglo-saxons ne perdent jamais le Nord… du dieu argent.

Au secours de La Fayette… si vous payez l'addition. Les droits de l'Homme et le respect des traités signés par les États-Unis s'arrêtent toujours à leurs intérêts marchands. Toute l'histoire de ce pays le démontre avec éclat, l'incident des sous-marins français devant être vendus à l'Australie, le prouve hélas de nouveau (automne 2021). Il n'y a pas d'alliés pour les USA, seulement des serviteurs ou des territoires à exploiter. C'est ainsi que les traités signés avec les Amérindiens furent dénoncés et que l'ensemble de leurs terres furent volées, tandis que les différents peuples furent quasiment exterminés, durant la longue conquête de l'Ouest. Les États-Unis étaient également absents en 1914, tout au plus quelques dizaines de pilotes volontaires dans une escadrille et se fut tout jusqu'en 1917. Lorsque les Américains chantèrent « *La Fayette nous voilà !* », la France était au bord de la rupture et manqua bien d'être vaincue, surtout après la Révolution en Russie, qui mit hors de combat l'allié russe. Ils n'entrèrent en guerre qu'après la naissance de la menace des sous-marins allemands et des incidents maritimes notables (torpillage du Lusitania). Si les USA avaient « *fini par y aller* », ce n'était pas politiquement de bon cœur. Leur intervention eut un prix, le matériel et les usines américaines ne tournèrent pas à plein régime comme nos manufactures de 1780, sans compensation financière… Entre la Première et la Seconde Guerre mondiale, 80 % des stocks d'or du Monde qui se trouvaient en Europe, principalement entre Londres, Paris et Berlin se retrouvèrent

entre les mains des États-Unis. Un coup de maître pour les USA, devenant dès lors la première puissance économique mondiale.

Ford, eugénisme et nazisme. L'intervention dans la Seconde Guerre mondiale fut encore plus tardive, et le fait par ailleurs, de l'attaque japonaise de Pearl Harbour (7 décembre 1941), et d'une déclaration de guerre de l'Allemagne hitlérienne (12 décembre). Sans cela, nous pouvons légitimement nous demander, si les Américains seraient finalement intervenus. Avant la guerre, une importante frange du peuple américain, par ailleurs liée à l'Allemagne, avait de fortes sympathies avec l'Allemagne nazie. Rappelons simplement Ford et son amitié pour Adolf Hitler, ou encore les théories communes de l'eugénisme dans les deux pays, le parti fasciste américain à l'influence réelle, et enfin l'importante diaspora allemande. La suite nous la connaissons, la victoire, le plan Marshall, la Guerre froide, des guerres par procuration partout dans le monde, la création de l'OTAN (1947). Prenant fermement le rôle de gendarme de l'Humanité, les États-Unis n'ont dès lors cessé d'interférer dans toutes les parties du globe, souvent militairement, à chaque fois pour des raisons économiques, de maintien de leur hégémonie, politiques ou stratégiques. Ces raisons d'État ont même été la cause des ratlines américaines, à savoir le recyclage de plus de 20 000 nazis et collaborateurs européens, sans parler de l'accueil ou l'organisation de la fuite de dizaines de milliers d'autres.

Le recyclage systématique des élites nazies par les USA. Partout, elles furent réutilisées, au niveau de la recherche et des sciences, citons simplement Wernher von Braun (1912-1977), le père des fusées américaines, nazi notoire qui termina directeur de la NASA. Mais aussi des spécialistes des services secrets, comme Reinhard Gehlen (1902-1979), nazi, chef des services allemands sur le front de l'Est, bientôt chef des services secrets de l'Allemagne de l'Ouest, ou encore Klaus Barbie (1913-1991), chef de la Gestapo de Lyon, meurtrier, réutilisé par la CIA dans ses actions souterraines en Amérique du Sud, notamment comme spécialiste de la torture. Otto von Bloschwing (1909-1982), nazi et SS, agent des services secrets de la SS, le SD, recyclé par la CIA et opérant ensuite Europe, décédé en Californie. Que dire encore de Wilhelm Höttl (1915-1999), également SS, travaillant dans le contre-espionnage pour le RSHA (énorme organisation de police politique nazie), lui aussi recyclé comme agent de la CIA (1947-1949), ou Guido Zimmer (1911-1977), officier SS du SD, criminel de guerre impliqué dans des massacres et l'Holocauste, lié également aux services américains et qui échappa toujours à la justice grâce à eux. Plus de 20 000 nazis de cette sorte, imaginez l'énorme dictionnaire qu'il faudrait faire pour en étaler l'histoire et la teneur… Car après la vitrine des procès autour de Nuremberg (1945-1949), les États-Unis ne se privèrent pas dans leur lutte contre l'URSS d'employer des milliers de nazis. Ils ne furent pas seulement Allemands ou Autrichiens, mais aussi Croates, Hongrois, Roumains, Bulgares et bien sûr Ukrainiens. Le principal repli des partisans de Bandera et Choukhevytch fut justement l'Europe occidentale et surtout le Canada et les États-Unis. Les membres de l'UPA furent massivement employés comme Yaroslav Stetsko (1912-1986), lieutenant de Bandera, mouillé dans les massacres de Juifs et de Polonais (1941-1944), qui fonda aux USA l'ABN, le Bloc des nations anti-bolcheviques. Ainsi les États-Unis ne cessèrent jamais d'employer des nazis, puis des fanatiques religieux, des régimes militaires ou dictatoriaux. Nous pouvons d'ailleurs repérer quatre phases distinctes.

Au nom de la lutte contre le communisme, le « spécialiste » nazi au cœur des services américains. La première commença dès avant 1945, et perdura jusque dans les années 70. Elle consistait à recycler et utiliser les nazis dans toutes les parties du monde. en Europe particulièrement, afin de lutter contre l'Union soviétique dans l'âpre combat de la Guerre froide. Ils participèrent à du renseignement, à la formation de réseaux, au recrutement d'agents, de saboteurs, d'hommes de main. Ils furent très actifs dans les pays du Pacte de Varsovie, dans les Balkans, en Grèce, en Europe Centrale et de l'Est. Mais ils furent aussi utilisés en Amérique du Sud ou dans les Caraïbes

(assassinat de Trujillo en Républicaine Dominicaine, avec l'aide de la CIA, en 1961). Sur le continent sud-américain, ils installèrent ou supportèrent des régimes militaires et fascisants et différentes dictatures, verrouillant l'Amérique du Sud, terrain propice à la propagation du communisme avec la proximité de Cuba. Très soucieuse de ne pas voir tomber la zone sous l'influence soviétique, les Américains fermèrent les yeux sur les exactions terribles des différents régimes, commises parfois avec leur aide, comme le prouve Naomi Klein dans sa Stratégie des chocs (2007). Partout, en Argentine, au Paraguay, en Uruguay, au Chili, en Bolivie, au Brésil, des agents nazis ou fascistes, Allemands, Autrichiens, Italiens, Hongrois, Croates furent à la base des polices secrètes, des méthodes concentrationnaires, d'interrogatoires et de tortures, d'assassinats. Avec le temps, ces régimes furent abandonnés, les sbires nazis autrefois d'utiles agents, finalement lâchés et parfois poursuivis. Ce fut le cas par exemple de Klaus Barbie. Les USA se débarrassaient alors de tout un système afin de laver ses écuries et se donner bonne conscience.

Réseau Gladio, financement du terrorisme d'extrême-droite et supports aux dictatures dans le monde. Dans cette deuxième phase qui commença au début des années 70, les néonazis furent employés sans vergogne. Ce fut le cas de Stefano Delle Chiaie (1936-2019) un militant italien néofasciste utilisé ainsi que beaucoup d'autres, pour mener des actions terroristes financées et pilotées par la CIA, dans le cadre de la stratégie de la tension. Il s'agissait ici de terroriser la population en maintenant une pression avec des attentats meurtriers (années de plomb), soit mis sur le dos de mouvements terroristes d'extrême-gauche, soit pour montrer le danger de la montée des forces d'extrêmes gauches. L'exemple italien ne fut pas isolé, cette stratégie, pouvant d'ailleurs être couplée avec celle du choc (soutien à des régimes dictatoriaux meurtriers). Cette dernière fut déployée par les USA partout dans le monde, en Amérique du Sud (assassinat du président Allende au Chili, le 11 septembre 1973, par exemple), mais aussi en Afrique (avec le soutien à Mobutu au Zaïre, des années 60 à 80), au Moyen Orient (soutien aux islamistes contre le Shah d'Iran dont le régime prit fin en 1979), et en Asie (financement des premiers fanatiques religieux, comme en Afghanistan de 1979 à 1989). Elle fut généralisée et permis la construction de digues contre le communisme, le contrôle des électorats, la mainmise sur des économies et des richesses stratégiques. A la fin de l'Union soviétique, l'écroulement du bloc de l'Est et la disparition du Pacte de Varsovie, cette deuxième phase se termina, ayant donné lieu aussi à l'infiltration des syndicats comme en France (Trotskistes, révolution de 1968). La chute de l'URSS lança bientôt les États-Unis dans des opérations militaires de contrôles directs de différents pays.

Des interventions militaires à la multiplication des révolutions colorées. C'est donc au début des années 90 que commença la troisième phase. Ce fut le cas au Moyen Orient avec l'intervention au Koweit (1990), la déstabilisation puis la destruction de la Yougoslavie (1991-2001, dont la guerre du Kosovo, 1998-1999), suivie de l'intervention en Somalie (1993), l'invasion de l'Afghanistan (2001-2021), puis de l'Irak (2003-2011), le soutien et le financement d'une révolution colorée en Géorgie (2003), puis de la Révolution Orange en Ukraine (2004), d'un coup d'État militaire à Haïti (2004), d'une révolution colorée au Kirghizistan (2005), d'une autre avortée en Biélorussie (2005), de celle dite du Cèdre au Liban (2005) et de celle de Jasmin en Tunisie (2005), d'opérations militaires de nouveau en Somalie (2006-), puis de l'invasion de la Libye (2011), de la tentative de destruction de la Syrie (2011-2018). La liste donne déjà le tournis et ne doit pas faire oublier que dans le monde arabe, les USA étaient à l'œuvre depuis longtemps. Ils soutinrent dans le passé des régimes, comme celui de l'Irak dans sa lutte contre l'Iran (1980-1988), qu'ils allaient ensuite détruire. Les Américains ont ainsi réalisé dans le monde musulman la même chose qu'ils avaient faite avec les nazis : supporter et armer les islamistes à des fins machiavéliques visant à atteindre des objectifs concrets de contrôles de points stratégiques et de ressources capitales pour le virage du XXIe siècle. Ces plans se sont jusqu'alors en partie réalisés, alors que les États-Unis prenaient quasiment le contrôle de l'Union européenne en passe de vassalisation totale.

Une révolution colorée de trop, la révolution du Maïdan et l'écueil russe. C'est la réapparition de la Russie dans le jeu international, concurrente de nouveau gênante, qui a entamé la quatrième phase de cette longue liste de manipulations et d'agressions à l'internationale. Pour frapper la Russie, les États-Unis ont imaginé refaire le coup des révolutions colorées, quasiment réussies partout, en visant l'Ukraine. Ce pays apparaissait comme une cible de choix, car elle comprenait une composante néonazie très importante. En renouant avec les stratégies du temps passé, les USA pouvaient espérer faire tomber le pion ukrainien en utilisant toute la violence et force des nombreux réseaux et milieux néonazis en Ukraine. Ce fut la Révolution du Maïdan (2013-2014), commencée alors que la Russie était sur le point de fonder l'Union Eurasiatique, s'étant d'ailleurs rapprochée de pays non-alignés comme le Venezuela, le Brésil, l'Inde ou la Chine. En Ukraine, les Américains n'ont donc eu aucun scrupule, à financer et utiliser les partis néonazis comme le Parti National-Socialiste d'Ukraine, Svoboda, et d'autres groupuscules émergeant, comme le Pravy Sektor (Secteur Droit), le Marteau Blanc et autres. En se cachant derrière une pléiade de politiciens et oligarques corrompus (Porochenko, Timonchenko, Zelensky), qui apportaient une couleur légale, européiste et sociale-démocrate, cette dernière révolution fut en partie un échec. Les mercenaires, l'argent, les bataillons néonazis, rien ne put empêcher le rattachement de la Crimée à la Russie (mars 2014), puis l'insurrection du Donbass (avril-mai 2014), conduisant cette fois-ci à une guerre larvée de huit ans, puis à l'intervention russe (24 février 2022).

Historiquement, il n'y a donc aucune impossibilité aux Américains de faire alliance avec des néonazis. La realpolitik américaine depuis l'indépendance du pays en 1776 a été construite sur les seuls intérêts américains, envers et contre tous. Les États-Unis furent le dernier pays esclavagiste occidental, la terre de création du Ku Klux Klan, des ségrégations raciales, mais aussi la mère des théories eugénistes et récemment de celles du Gender. Elle fut aussi à l'origine de l'extermination systématique des Amérindiens, la mère de la bombe atomique et seule nation l'ayant utilisée contre d'autres hommes, en l'occurrence seulement des civils. En faudrait-il plus pour démontrer que le gouvernement américain a toujours été prêt à tout ? Qui peut croire encore à la bienveillance des États-Unis, à sa parole donnée, à ses bonnes intentions et au fait que selon nos médias occidentaux, il n'y a pas de néonazis en Ukraine, encore moins au service des USA ? Qui ?

Laurent Brayard pour le Donbass Insider

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 29 juin 2022.

Emotion ou ignorance et hypocrisie ?

Lu dans un article de mars 2022.

- "*L'invasion de l'Ukraine par la Russie suscite une telle émotion en Occident qu'elle empêche toute analyse objective et raisonnée de la situation.*"

J-C - On nous sort ce refrain lors de chaque attentat, chaque crise, chaque mystification qu'ils ont complotée dans le dos des peuples, au passage c'est pratique, cela permet de dédouaner la responsabilité de chacun jusqu'au chef de l'Etat... C'est comme si on cautionnait : je frappe en premier, je réfléchis et je parle ensuite si nécessaire... La plupart des gens ont les moyens de réfléchir, mais ils ne le veulent pas par confort personnel...

Krementchouk : accusée de «crime de guerre», la Russie affirme avoir frappé un dépôt d'armes - RT 28 juin 2022

Accusée par Kiev et le G7 d'avoir bombardé une galerie commerçante à Krementchouk en Ukraine, la Russie affirme avoir frappé un entrepôt d'armes, ce qui aurait causé l'incendie d'un «centre commercial non fonctionnel» à proximité, selon Moscou.

Que s'est-il passé le 27 juin dans la ville ukrainienne de Krementchouk, dont des images d'un centre commercial en feu ont été largement relayées dans les médias et sur les réseaux sociaux ?

Alors que Kiev et les pays occidentaux ont condamné d'une seule voix un «*crime de guerre*» attribué à Moscou – qui aurait fait 18 morts selon les autorités ukrainiennes –, la Russie assure avoir frappé un dépôt d'armes occidentales, ce qui aurait provoqué un incendie dans un centre commercial «*non fonctionnel*», selon Moscou.

Dans un communiqué le 28 juin, le ministère russe de la Défense rapporte ainsi une «*frappe par armes aériennes de haute précision dans la ville de Krementchoug [...] sur des hangars contenant des armes et des munitions fournies par les Etats-Unis et les pays européens*», ayant vocation à être envoyées aux troupes ukrainiennes dans le Donbass.

«*La détonation de ces munitions pour armes occidentales qui y étaient stockées a provoqué un incendie dans un centre commercial non fonctionnel situé près du territoire de l'usine*», poursuit ensuite le ministère russe sans faire état du bilan humain. RT 28 juin 2022

Guerre en Ukraine: pour le G7, la frappe russe à Krementchouk est un "crime de guerre" - BFMTV 27 juin 2022

Emmanuel Macron a, de son côté, fait part de sa "*colère*" après la frappe qui a fait au moins 13 morts.

Ukraine – Non, l'armée russe n'a pas bombardé un centre commercial bondé à Krementchouk -

Le 27 juin 2022, l'armée russe a bombardé une usine transformée en entrepôt militaire à Krementchouk, ce qui a provoqué l'incendie du centre commercial qui se trouvait à côté. Sans surprise, l'Ukraine et les Occidentaux ont accusé l'armée russe d'avoir bombardé directement le centre commercial, sauf que les vidéos filmées sur place prouvent que la version russe est vraie.

Malgré les démystifications systématiques et de plus en plus rapides, l'Ukraine continue de propager de fausses informations sur les « *crimes de guerre* » de l'armée russe. Après l'énorme mensonge de Boutcha, puis de la gare de Kramatorsk, après les fausses accusations de viols sur enfants démenties par l'ex-médiatrice ukrainienne aux droits de l'homme, voici maintenant l'affaire du bombardement du centre commercial de Krementchouk.

Le 27 juin 2022, l'armée russe mène une attaque aérienne à longue portée contre des entrepôts situés dans l'usine de machines routières de Krementchouk, contenant des armes et munitions fournies à l'Ukraine par les États-Unis et plusieurs pays européens. L'usine en question se trouve aux coordonnées suivantes : 49°04'25.1″N 33°25'37.4″E.

D'après le ministère de la Défense russe l'explosion des munitions qui se trouvait dans l'entrepôt a provoqué un incendie dans le centre commercial désaffecté se trouvant à proximité.

Le jour même le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky annonce que des milliers de civils étaient prétendument dans le centre commercial au moment du bombardement, et accuse l'armée russe d'avoir délibérément visé cette infrastructure civile.

Problème, très vite cette version prend l'eau façon Titanic. Les vidéos publiées pendant que l'incendie fait rage montrent très peu de voitures sur le parking, mais aussi une absence totale de femmes et d'enfants ! Comment peut-il y avoir plusieurs milliers de personnes dans un centre commercial avec très peu de voitures devant et sans femmes ni enfants ? C'était le jour réservé aux hommes sans voiture ?

Or, si on regarde sur Google Maps, le centre commercial et plusieurs magasins qui s'y trouvent sont marqués comme temporairement ou définitivement fermés, et il n'y a aucun avis de moins de 4 mois ! En clair, il semble que plus personne ne vient dans ce centre commercial depuis le début de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine, alors que Krementchouk n'est pas sur la ligne de front. Cela expliquerait pourquoi il n'y avait quasiment pas de voitures et pas de clientes !

De plus, si les vidéos montrent un manque flagrant de femmes et d'enfants, il y a, par contre, beaucoup d'hommes, et surtout beaucoup d'hommes en uniforme militaire et en armes ! Or Krementchouk est loin du front. S'il y a autant de soldats ukrainiens en armes à cet endroit, c'est qu'il y a une infrastructure militaire à proximité !

Or l'armée russe a indiqué que des entrepôts de l'usine voisine ont été transformés en zone de stockage pour des armes et des munitions occidentales ! Et que ce sont ces entrepôts qu'elle a bombardés. Chose que d'autres vidéos ont prouvé sans l'ombre d'un doute.

Un très bon article avec photos et vidéos.

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/06/28/ukraine-non-armee-russe-na-pas-bombarde-un-centre-commercial-bonde-a-krementchouk/

Le vrai visage des ONG : L'OTAN, le fascisme !

Crimes de guerre en Ukraine : Amnesty presse la France de modifier sa législation - Europe1 27 juin 2022

La France est pressée par Amnesty International de modifier sa loi sur les crimes contre l'humanité commis à l'étranger, pour s'assurer de pouvoir traduire devant la justice française d'éventuels criminels de guerre en Ukraine ou en Syrie, et ne pas devenir une terre d'"*impunité*". Europe1 27 juin 2022

Essence plus chère = moins de voitures sur les routes = moins de pollution = moins de cancers : Youpi !

La pollution responsable de 10% des cancers en Europe, selon une étude publique - RFI 27 juin 2022

Près de 10% des cancers en Europe sont liés à la pollution sous diverses formes, a averti mardi l'Agence européenne pour l'environnement (AEE)... RFI 27 juin 2022

JC - Quant aux milliers de tonnes de produits chimiques de synthèse utilisés par les trusts de l'agro-alimentaire et pharmaceutiques, ils n'ont rien à voir avec les maladies auto-immunes déclenchées par l'accumulation de ces poisons...

Quand Google explique ce que signifie être de gauche

Google - Qui fait partie de la gauche ?

De nos jours, les partis de gauche se rassemblent généralement dans la promotion d'idéaux progressistes et d'égalité, la critique de l'ordre social et le souci d'une plus grande justice sociale. Elle comprend la social-démocratie, le radicalisme, le socialisme, le communisme et certains courants de l'anarchisme.

JC - La droite, elle n'est pas contre le progrès et l'égalité, elle n'est pas non plus antisociale ou contre la justice sociale, n'est-ce pas ? Alors qu'est-ce qui la distingue de la gauche ? Rien !

La culture et l'information en dessous du niveau du caniveau, on comprend pourquoi...

Google - Télérama est un magazine culturel français à parution hebdomadaire. Il a été fondé en 1947 par Georges Montaron, et appartient au groupe le Monde depuis 2003.

JC - Télérama, un magazine culturel... Télérama appartient au groupe le Monde, tout s'explique...

Il suffisait de découvrir le mobile pour que la manipulation apparaisse au grand jour.

JC - Binden a une cote de popularité misérable, il est déjà le pire président des Etats-Unis, alors à moins d'un miracle comme ils savent en orchestrer, les élections de mi-mandat étaient perdues d'avance...

États-Unis : l'avortement s'impose comme la thématique principale des élections de mi-mandat - RFI 27 juin 2022

Aux États-Unis des partisans du droit à l'avortement continuent de se mobiliser. Une veillée aux chandelles a été organisée dimanche 26 juin devant la Haute cour, tout près du Capitole. Alors que la moitié du pays s'apprête à interdire ou restreindre l'accès à l'IVG, la question semble déjà imposée comme le thème principal des élections de mi-mandat à cinq mois du scrutin...

Pour avorter légalement, des Américaines vont devoir faire des centaines de kilomètres - Le HuffPost 27 juin 2022

Le New York Times estime qu'un quart des femmes américaines en âge de procréer devra parcourir au moins 322 kilomètres (200 miles) pour avoir accès à une IVG. Des distances qui pourraient encore s'allonger à mesure que d'autres États choisissent d'interdire ou de limiter l'avortement. Le nombre d'Américaines éloignées de plus de 322 kilomètres d'une clinique pratiquant l'IVG s'élèvera, par exemple, à 24 millions si le Kansas, la Floride et la Virginie s'ajoutent aux 13 États ayant déjà ou étant en passe d'interdire l'avortement. Le HuffPost 27 juin 2022

JC - On est loin de l'impossibilité d'avorter que les médias laissaient entendre.

Je n'ai pas vraiment réfléchi à ce sujet, ce qui m'étonne c'est le nombre très important d'avortements, des dizaines de millions par an, les moyens contraceptifs n'existent pas ou ne sont pas utilisés aux E-U ? Une civilisation qui en est rendu au foetus jetable n'a pas d'avenir ou devrait nous questionner, non ? La stérilisation, cela existe aussi pour les femmes et les hommes, non ?

Le Journal du Dimanche lâche le morceau.

Edito. Celui qui s'est cru Jupiter…

Jérôme Béglé, directeur général de la rédaction, remet en question la façon dont Emmanuel Macron exerce le pouvoir à l'heure où il n'a plus de majorité absolue à l'Assemblée nationale.

lejdd - Au moment où le funambule sent qu'il perd l'équilibre, il s'offre une dernière acrobatie : sur le tarmac de l'aéroport de Roissy, il explique que voter pour la Nupes, le modèle d'hier, c'est ne pas

être républicain. Lassés de ces tête-à-queue, les électeurs ont envoyé un message limpide lors des législatives. Le succès de la Nupes et du Rassemblement national doit beaucoup aux errements du chef de l'État.

JC - Comme si l'heure était à être "*républicain*" !

lejdd - Jamais le Président n'a concédé qu'il s'est trompé de campagne. Qu'à Marseille il a tourné à gauche alors que son chemin devait le mener à droite.

JC - Cela ne veut pas forcément dire qu'il y aurait eu une forte majorité à droite toute, mais au moins elle se serait rassemblée derrière Macron au lieu de se disperser vers LR et RN ou le PS, il aurait obtenu la majorité absolue. Ce n'est pas Macron qui est à blâmer, mais ses conseillers, à moins que ce ne soit la situation qui commence à leur échapper plus l'offensive de l'oligarchie contre les masses prend de l'ampleur, s'ils osent toucher à leur frigo... Toujours est-il qu'ils le dézinguent !

lejdd - L'enfant roi est désormais privé de ses jouets. Au Parlement, les dociles Playmobil cèdent leur place à des fauves remuants et bruyants.

Mais l'hôte de l'Élysée n'en a cure. Le tableau est sombre, il en rehausse les couleurs. Non, il ne manque pas 44 députés pour assurer une majorité, mais « *une trentaine* ». Non, il ne suggérera pas une nouvelle méthode pour faire voter les lois. Il attend que les groupes de l'Assemblée nationale lui fassent des propositions. Le monde à l'envers ! Surtout quand on ignore la politique que le chef de l'État entend mener. La réforme des retraites jugée primordiale hier n'a pas été évoquée par Macron dans son allocution télévisée. Le nom d'Élisabeth Borne, hier parée de toutes les vertus, n'y fut pas plus prononcé. Cette Première ministre « *d'exécution* » aurait fait merveille en cas de majorité absolue. Confirmée par le Président, est-elle encore la meilleure actrice de la pièce ? Notre baromètre Ifop est cruel. Deux mois après sa réélection, Macron retrouve sa faible popularité de fin de mandat (38 %) tandis que la locataire de Matignon chute lourdement de 8 points à 37 %.

Et si ce n'était pas le pays qui était ingouvernable, mais le Président qui ne savait pas gouverner ? Pour faire passer la réforme des retraites, une majorité existe : l'alliance de Renaissance et des LR. Sur le pouvoir d'achat, un accord peut se dessiner avec des élus de la gauche réaliste et de la droite sociale. Pour obtenir cet équilibre il faut discuter, écouter, transiger, composer parfois, s'effacer souvent. lejdd.fr 26 juin 2022

JC - Ils ont exprimé à haute voix les exigences de l'oligarchie financière, gageons qu'elles seront entendus par les intéressés, ils sont tous vendus ou corrompus.

Slate enfonce le clou.

JC - Ils avouent ouvertement ce que je n'ai cessé de répéter : L'extrême-centre, c'est la véritable extrême droite, l'article est à lire si tu as le temps.

Après le «en même temps», le «*cas par cas*»: un naufrage français - slate.fr 28 juin 2022

Le président de la République et son entourage politique incarnent plus que jamais «*une bourgeoisie aux abois, sans foi ni loi*», pour reprendre des mots datant de 1938.

http://www.slate.fr/politique/2022-la-fabrique-dune-election/episode-54-naufrage-francais-gouvernement-macron-extreme-droite-rassemblement-national-catastrophe#xtor=RSS-2

«*On doit pouvoir progresser ensemble*» : comment la majorité présidentielle compte sur LR - Europe1 28 juin 2022

Après les leaders de la majorité lundi, ce sont les principales oppositions qui sont reçues à Matignon ce mardi : socialistes, communistes et écologistes notamment. Mais le premier arrivé, c'était le président du groupe Les Républicains, Olivier Marleix. Cet entretien était probablement le plus important. Europe1 28 juin 2022

Faites tomber les masques de l'imposture. Après Ensemble, c'est Tous ensemble.

Ils y tiennent à la collaboration avec Macron et le régime...

Le RN et LFI mis au ban par le PR (Président de la république) : les 2 forces politiques qui sont arrivées 2ème et 3ème au 1er tour de la présidentielle et qui rassemblent près de la moitié des électeurs ne "*s'inscrivent pas comme des partis de gouvernement*", estime Emmanuel Macron. (itw AFP)

- David Guiraud, député LFI du Nord: "*Emmanuel Macron ne décide plus seul, c'est fini*" - BFMTV 26 juin 2022

Tout est bon pour cautionner Macron et son régime despotique.

- Mathilde Panot, la présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale, se déclare "ravie de voir la macronie se décider enfin à constitutionnaliser le droit à l'avortement après l'avoir refusé en 2018 et 2019". (tweet)

En famille. L'extrême-centre était bien l'extrême droite.

- Robert Ménard estime qu'il pourrait devenir ministre d'Emmanuel Macron - BFMTV 26 juin 2022

Soyez Charlie, soyez néo-nazi !

LCI donne la parole à un mercenaire néo-nazi français combattant pour l'Ukraine - donbass-insider.com 28 juin 2022

Le 24 juin 2022, LCI a publié l'interview d'un Français, Karel, qui s'est engagé comme « volontaire » (bon en vrai mercenaire) auprès de la Légion internationale ukrainienne. Petit problème : ce Français qui combat pour l'Ukraine est un néo-nazi, déjà arrêté en France et probablement fiché S.
Ce Français présenté par LCI comme un simple volontaire voulant « *défendre l'Europe* », s'appelle en réalité Karel Cherel-Salzburg, et c'est un mercenaire néo-nazi, qui a déjà été arrêté en France pour des faits de violence.

Karel Cherel-Salzburg avait beau prétendre à l'époque ne pas être d'extrême-droite, ses pages de réseaux sociaux racontent une autre histoire.

Commençons par son compte VK (l'âge et le nom correspondent), qui révèle des photos qui laissent peu de doutes sur l'orientation politique de Karel. Parmi les dernières photos on voit clairement un poster de l'organisation Right Wing Resistance, dont j'avais souligné les liens avec les néo-nazis ukrainiens après l'attentat de Christchurch. La symbolique de l'organisation est tout ce qu'il y a de plus nazie : wolfsangel, chiffres 14 et 88, totenkopf, etc. Et les autres images se passent de commentaire je pense. Là le petit Karel va avoir du mal à nous faire gober qu'il n'est pas d'extrême-droite…

Mais le meilleur c'est son Instagram. Rien que le nom du compte, c'est tout un poème : frenchbanderiste (ce qui veut dire bandériste – adepte de Stepan Bandera, collaborateur ukrainien des nazis pendant la Seconde guerre mondiale – français). On y trouve des vidéos et photos sur lesquelles on peut voir la totalité du visage de ce triste sire, et entendre sa voix (ce qui permet de confirmer que c'est bien lui) et des preuves supplémentaires sur le fait que ce combattant français en Ukraine est un néo-nazi !

Parmi les photos, une montre le combattant français faisant un salut nazi façon Hitler dans un pull affichant « *la race blanche* » sur le torse, et posant avec un drapeau de la Misanthropic Division, une unité néo-nazie ukrainienne ! (...)

Avec tout cela trouvé en à peine quelques heures, j'aimerai que mes confrères de LCI m'expliquent comment ils ont pu donner la parole à un néo-nazi français, en le présentant comme un simple « *volontaire* » venu se battre en Ukraine pour défendre l'Europe ?

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/06/28/lci-donne-la-parole-a-un-mercenaire-neo-nazi-francais-combattant-pour-ukraine/

L'Occident n'a plus d'alliés contre Poutine et Xi

Une fois de plus, à l'Ouest, comme en 1941, une coalition se met en place pour combattre, ou, en gros, pour faire la guerre à la Russie – une déclaration de Sergey Lavrov qui interpelle, même en ces temps agités. Le ministre des Affaires étrangères a été aussi précis que possible :

« *Nous ne nous faisons guère d'illusions et ne pensons pas que la charge russophobe actuelle de l'UE va d'une manière ou d'une autre se « dissiper » ou changer dans un avenir proche ou lointain. La voie que les Européens ont choisie rappelle le début de la Seconde Guerre mondiale. Hitler a rassemblé une grande partie, voire la plupart, des pays européens sous sa bannière pour la guerre contre l'Union soviétique. Aujourd'hui, de la même manière, l'UE, ainsi que l'OTAN, sont en train de mettre en place une coalition moderne pour combattre, et dans l'ensemble, pour faire la guerre à la Fédération de Russie. Nous examinerons tout cela très attentivement* ».

https://reseauinternational.net/loccident-na-plus-dallies-contre-poutine-et-xi/

Feuilleton des incohérences, épisode 1: le droit à disposer librement de son corps - FranceSoir

francesoir.fr/opinions-tribunes/feuilleton-incoherences-droit-a-disposer-librement-de-son-corps

Ukraine : Non, l'armée russe n'a pas bombardé un centre commercial bondé à Krementchouk

https://reseauinternational.net/ukraine-non-larmee-russe-na-pas-bombarde-un-centre-commercial-bonde-a-krementchouk/

Le 26 juin 2022

Un mot sur l'actualité.

Cela ressemble de plus en plus à la rubrique des chiens écrasés ou des faits divers.

- Biden fustige la Cour suprême pour avoir torpillé le droit à l'avortement aux États-Unis - courrierinternational.com 25.06.2022

Ils étaient mûrs après avoir piquouzé la population sous des prétextes à la con, le test fut une merveilleuse réussite, ce serait dommage de ne pas profiter de cet avantage... Ce sont tous ceux qui ont fait la promotion de la vaccination qui sont responsables de la situation actuelle.

Tu les entends hurler "*mon corps m'appartient*", mais quand on les a obligé à se faire piquer à plusieurs reprises pour une maladie imaginaire, là leur corps ne leur appartenait plus, ils se soumirent en choeur.. Cela ressemble à une provocation pour imposer de nouvelles lois liberticides, on ne tardera pas à être fixé.

- La journaliste Shireen Abu Akleh tuée par un tir israélien selon l'ONU - LePoint.fr 25.06.2022

Ils peuvent le reconnaître, cela changera quoi ? Absolument rien, aujourd'hui ou demain d'autres Palestiniens tomberont sous les balles des sionistes fascistes...

Le 25 juin 2022

On en tremble déjà !

- Dans les 30 ans à venir, un tsunami frappera les côtes de la Méditerranée, indique la commission océanographique intergouvernementale de l'Unesco, qui avance une probabilité de près de 100%. (étude)

Congés payés : quels sont les pays les plus généreux dans le monde ? - Yahoo 23 juin 2022

Parmi les pays de l'OCDE, la France n'est pas le pays qui accorde le plus de congés payés à ses salariés. Même si elle se situe dans le haut du panier.
https://fr.news.yahoo.com/conges-payes-pays-plus-genereux-monde-124632067.html

Situation politique en France.

La majorité simple, suffisante pour faire passer des lois ?

Au Parlement, la plupart des textes de lois sont adoptés à la majorité relative, ce qui devrait permettre à Emmanuel Macron, avec seulement 245 députés, de faire passer quelques mesures sans nécessairement avoir à négocier avec ses adversaires politiques.

« *La plupart des textes de loi sont votés à la majorité relative, on n'a jamais besoin d'avoir 289 voix ou plus pour faire adopter un texte* », relève la constitutionnaliste Anne Levade, membre du collège de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, au micro de « *Sens public* » sur Public Sénat.

Mais cette situation va obliger les élus du camp présidentiel à redoubler de vigilance et d'énergie durant les cinq ans à venir.

On l'aura compris, avec seulement 245 élus, l'attelage présidentiel s'apprête à vivre une législature particulièrement éreintante s'il veut rester dominant au Palais Bourbon. La construction de majorités ponctuelles, texte par texte, obligeant à des négociations permanentes avec des oppositions franchement hostiles, n'a rien non plus d'une promenade de santé. « *Une coalition de gouvernement, même si elle est susceptible d'exploser en plein vol, permet aussi d'avoir pour un temps déterminé une forme de sécurité* », relève Anne Levade. Un scénario que repoussent, pour l'heure, les principales forces parlementaires consultées par Emmanuel Macron. La Constitution réserve encore quelques outils au chef de l'Etat pour tenter d'avancer, comme le très contesté 49.3.
publicsenat.fr 22 juin 2022

Un rejet clair et net est majoritaire, Mélenchon ne peut pas l'admettre.

Déclaration de Jean-Luc Mélenchon au soir du 2e tour des législatives (19 juin, 20 h 45)

- La France s'est exprimée, et il faut le dire, insuffisamment. Le niveau de l'abstention est encore beaucoup trop haut. Ce qui signifie qu'une immense partie de la population ne sait de quel côté se tourner. Tant et si bien que les trois blocs qui étaient apparus à la sortie de l'élection présidentielle continuent à être voisins dans des proportions quasi identiques, sans qu'on sache à cette heure si la percée de la Nupes la place en première ou en deuxième position.

Voilà qui devrait faire marrer Liliane. (mon ex-épouse et militante de l'OCI)

POID - La revanche de la démocratie par Daniel Gluckstein

Extrait - Macron fut battu, c'est indiscutable. Le Rassemblement national réussit une percée spectaculaire sans pour autant – heureusement ! – devenir majorité. Et la Nupes, si elle remporta nombre de sièges, ne parvint pas pour autant à imposer la cohabitation ni Mélenchon Premier ministre, comme c'était son objectif. (Macron battu ? Macron est bien Président de la république, il a bien 243 ou 245 députés, à LR et au PS notamment il y aura toujours suffisamment de députés pour lui donner la majorité, pire, ils pourraient faire du zèle et amender en pire les projets de loi du gouvernement. - JC)

Une crise majeure s'est ouverte. Une crise de régime, une crise de la Ve République. Mais qu'on ne vienne pas nous dire que c'est une crise de la démocratie, c'est le contraire : le 19 juin, la démocratie a pris sa revanche.

Car qu'est-ce que la démocratie sinon le règne de la majorité ? Qu'est-ce que la Ve République ? Le régime de la minorité. (Ce qui est extraordinaire dans ce texte, c'est que l'auteur s'emploie à nous faire croire que la démocratie existerait dans ce pays après avoir prétendu le contraire sans nommer à quel type de régime se serait substitué la démocratie, sinon il lui faudrait expliquer comment ou par quel tour de magie un régime tyrannique ou fascisant pourrait céder sans combat la place à la démocratie. En fait, le régime despotique est toujours en place et ces élections n'ont absolument rien changé, faire croire le contraire participe d'une mystification... - JC)

Gluckstein - Mais, pour une large majorité de l'électorat ouvrier, populaire et jeune, l'abstention s'affirme de plus en plus comme un acte politique délibéré. C'est, en creux, la revanche de la démocratie piétinée. (Ce n'est pas sûr que cet "électorat" ait atteint ce niveau de conscience. Ni Gluckstein quand on lit la suite de son article. Une révolution institutionnelle consisterait à convoquer "*une Assemblée constituante souveraine par laquelle les délégués du peuple mandatés et révocables jetteront les bases d'une République authentiquement démocratique où le pouvoir lui appartient*.", mais il ne nous dit pas comment cette révolution institutionnelle pourrait se produire, dans le cadre des institutions de la Ve République ou au cours d'un soulèvement révolutionnaire des masses ? - JC)

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=4841

- Les constantes d'une abstention persistante

L'abstention atteint une nouvelle fois un niveau record avec 53,79 %. L'étude Ipsos Sopra Steria réalisée juste avant le jour du 2nd tour note des tendances de fond. Cette enquête produite pour France Télévision, Radio France, RFI, France 24 France médias monde et LCP-AN, indique que les jeunes de moins de 34 ans restent les premiers abstentionnistes.

71 % des 18-24 ans ne se sont pas rendus aux urnes, comme 66 % des 24-34 ans. L'électorat le plus mobilisé demeure celui des seniors avec 66 % de votants chez les plus de 70 ans et 58 % chez les 60-69 ans.

Les classes populaires forment encore une fois le socle des abstentionnistes. Les écarts de mobilisation en fonction du niveau de revenus mensuels net par foyer sont sans équivoque. Les foyers percevant moins de 1 250 euros nets par mois sont ceux qui se sont le plus abstenus. Seuls 36 % d'entre eux se sont rendus aux urnes. A contrario, les foyers qui ont le plus voté sont ceux de la tranche haute, ceux qui gagnent plus de 3 000 euros nets par mois avec 51 % de votants dans cette catégorie de la population.

Les ouvriers sont les premiers abstentionnistes avec seulement 33 % de votants, juste derrière les employés qui comptent 36 % de votants. Les catégories qui se sont le plus mobilisées restent les retraités (65 %), loin devant les cadres (46 %) et les professions intermédiaires (41 %).

https://www.publicsenat.fr/article/politique/reports-de-voix-profils-des-abstentionnistes-que-nous-apprend-le-second-tour-des

- Quant aux résultats, on notera que les 245 députés de la coalition présidentielle Ensemble (que l'on ne peut qualifier de majorité ainsi que le fait abusivement le ministère de l'Intérieur dans l'annonce officielle des résultats) ne représentent que 16,43% des électeurs inscrits, ce qui veut dire que 83,57% des électeurs inscrits n'ont pas voté pour cette coalition de partis qui soutient le président.

On notera aussi que les lois les plus sensibles et controversées ne pourront être votées qu'avec l'apport d'au moins 44 députés LR, UDI ou centristes et que ces courants politiques ne représentent, à eux tous, que 3,8% des électeurs inscrits.

L'abstention et le vote blanc ou nul ayant été de 57,3%, une forte majorité des élus de toutes tendances l'auront été par moins d'un quart des électeurs inscrits de leur circonscription … Ils sont très loin de représenter le peuple français dans son ensemble …

En famille.

- "*Quand on a besoin d'avoir une majorité et si c'est bon pour les Français, on va aller chercher les voix du Rassemblement national*", a lancé Céline Calvez, députée Renaissance (ex-LaREM) des Hauts-de-Seine mardi soir sur France 5.

Éric Woerth, transfuge LR, "*LR peut aussi s'entendre avec le RN*" dans les colonnes du Figaro ce mardi soir.

Qui ne les connaît pas vos "engagements" ?

- Valérie Rabault, la présidente du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, à qui Matignon aurait été proposé mi-mai, n'est pas plus tendre sur France inter. " *Il connaît parfaitement nos engagements.*" BFMTV 23 juin 2022

Les mains sales.

- Le député du Nord Adrien Quatennens, réélu dimanche sous la bannière de la NUPES (Nouvelle Union populaire écologique et sociale), était l'invité d'Audition Publique ce 20 juin, dans l'émission politique de Public Sénat et LCP-Assemblée nationale, en partenariat avec Le Figaro Live.

Discuter avec un tyran ne les repousse pas.

Précisant que sa famille était toujours « *disposée à discuter* » avec la présidence de la République, comme elle l'avait montré durant le premier quinquennat, Adrien Quatennens a néanmoins jugé l'initiative prématurée. « *Avant qu'il nous tende la main pour une réunion à l'Elysée, je pense qu'il serait peut-être plus important qu'il clarifie ses intentions politiques* », a demandé le parlementaire. publicsenat.fr 20 juin

La France insoumise légitimée par Macron, c'est mérité !

- Ce mercredi matin, le coordinateur de La France insoumise (LFI) Adrien Quatennens s'est rendu au Château.

Emmanuel Macron "m'a confirmé que selon lui, La France insoumise faisait partie du champ républicain", a affirmé le député du Nord au sortir de l'entrevue... BFMTV 22 juin 2022

Qui en douterait franchement ?

La porte-parole du gouvernement, Olivia Grégoire a encore avancé qu'il était à la charge de tous - et "*pas seulement du gouvernement*" - de chercher à sortir d'un "*blocage intenable pour le pays*", et qu'elle ne doutait pas de l'existence de "*bonnes volontés*" chez les opposants, et notamment à la Nupes. BFMTV 23 juin 2022

Trahison de la Nupes : Manon Aubry (LFI) vote la prolongation d'un an du Certificat Covid de l'Union européenne

https://lemediaen442.fr/trahison-de-la-nupes-manon-aubry-lfi-vote-la-prolongation-dun-an-du-certificat-covid-de-lunion-europeenne/

Il faut lire son explication. Ils sont tous piquouzés ces ordures...

Pourquoi pas ?

- Fabien Roussel, le patron des communistes, a de son côté expliqué qu'Emmanuel Macron aurait évoqué la création d'un gouvernement d'union nationale. "*Je lui ai dit que tout dépendait du projet*", a expliqué l'ancien candidat à la présidentielle au micro de BFMTV.

Source : BFMTV 22 juin 2022

- Marine Le Pen assure qu'Emmanuel Macron a évoqué un gouvernement d'union nationale avec elle - BFMTV 22 juin 2022

La vermine égale à elle-même.

Yannick Jadot n'exclut pas que les écologistes participent à un gouvernement de coalition - Europe1 24 juin 2022

L'écologiste Yannick Jadot a affirmé vendredi ne pas "*fermer la porte*" à un gouvernement de coalition. L'ancien candidat à l'élection présidentielle a en effet assuré que les Verts étaient "*toujours prêts à des compromis*" alors qu'Emmanuel Macron a demandé mercredi aux partis d'opposition de "*dire en toute transparence jusqu'où ils sont prêts à aller*".

- Du rempart au marchepied : l'extrême droite peut remercier Emmanuel Macron. En renvoyant dos à dos l'extrême droite et la gauche unie, les macronistes ont balayé les valeurs républicaines dans lesquelles ils se drapaient jusqu'alors...
mediapart.fr

Emmanuel Macron, l'idiot utile de l'extrême droite.

En jouant les apprentis sorciers de la triangulation, le président de la République a permis au RN d'entrer en force à l'Assemblée nationale.

Parole d'internaute.

- « Arctique : début d'été le plus froid en 64 ans » Voilà une information qui confirme le fait que le mensonge du « réchauffement climatique » est destiné, en partie, à faire croire que les « élites » et leurs scientifiques dits « sérieux » peuvent apporter tous les progrès, même ceux du climat.

Rappelons que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), « validé » par le biais des Nations Unies en 1992, lors de la conférence sur l'environnement et le développement, plus connue sous le nom de « Sommet de Rio », est une organisation financière indépendante gérant le système de financement destiné, soi-disant, à mener des actions pour la préservation de l'environnement, dans le cadre du « *développement durable* ». Il accorde, entre autres, des subsides au projet lié à la lutte contre les effets du pseudo réchauffement climatique. « *pseudo* », en effet, car il est avéré que la température, plus élevée dans les temps anciens, s'abaisse graduellement.

À l'origine, le FEM est issu du 4ème Congrès Mondial des Terres Sauvages (4th World Wilderness Congress) organisé en 1987 par le président de la Banque privée Edmond de Rothschild, le Baron Edmond de Rothschild lui-même, et parrainé par l'« *International Wilderness Foundation* » dont il était l'un des administrateurs. Quelque 1 500 banquiers et dirigeants parmi les plus puissants du monde ont assisté à ce congrès présidé par l'homme d'affaires, homme politique et multimilliardaire canadien, Maurice Strong (1929-2015), agent de « N. M. Rothschild & Sons à Londres ». Maurice Strong, ancien Secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur l'environnement, et membres fondateurs du Groupe « *d'experts* » Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) créé en 1988, a été visé personnellement par l'enquête sur le scandale du programme « *Pétrole contre nourriture* » de l'ONU en Irak.

Rappelons aussi que l'ancien vice-président des États-Unis et ex-sénateur Al Gore, qui a évoqué l'environnement en tant que question politique, et connu surtout pour sa « *lutte* », assisté du GIEC, contre le réchauffement climatique, est aussi le cofondateur (avec le chef de la gestion d'actifs de Goldman Sachs, David Blood) de « *Generation Investment Management LPP* », fonds d'investissements dans « *l'économie durable* », qui recueille des capitaux d'investisseurs du monde entier et en particulier de nombreux fonds de pension américains. Al Gore s'est lancé également dans le négoce de certificats d'émissions de CO2, et est aujourd'hui membre du conseil d'administration d'Apple, important actionnaire et conseiller de Google, et membre du conseil d'administration du Forum économique mondial de Klaus Schwab.

On constate dans cet exemple, et au-delà des beaux discours trompeurs mais « *nobélisés* » et « *oscarisés* » par les promoteurs du « *système* », toute l'hypocrisie et le caractère toujours bassement mercantile de tous ces médiocres individus au service de l'oligarchie.

NB : Notons qu'un grand nombre de « nobelisés » sont des mondialistes.
Blog : https://livresdefemmeslivresdeverites.blogspot.com/

Arctique : début d'été le plus froid en 64 ans - reseauinternational.net 22 juin 2022

Nous faisons état, dans cet article très court d'analyse des données factuelles groenlandaises rapportées par l'Institut météorologique danois (le DMI), du phénomène actuel d'augmentation de l'épaisseur de surface de la calotte polaire du Groenland, curieusement ignoré par les fauteurs de bruit médiatique au service de la psychose caniculaire.

Il est notable que les escrocs GIEC-istes et médiatiques du climat ne semblent pas trop s'intéresser aux phénomènes actuels de refroidissement arctique, trop occupés aux « *canicules* » localisées de certaines régions d'Europe et aux « *grandes sécheresses* » annoncées (entre autres fléaux) par le Forum économique mondial, en droite ligne des avertissements lancés en juin dernier par les Nations unies concernant la « prochaine pandémie », celle de la crise mondiale de la sécheresse.

L'absurdité de l'imposture du GEIC-isme climatologiste, particulièrement en ce qui regarde les phénomènes de fonte des glaces dans les régions polaires, doit être dénoncée inlassablement.

https://reseauinternational.net/arctique-debut-dete-le-plus-froid-en-64-ans/

En Espagne, faire pipi dans la mer peut désormais vous coûter 750 euros - Slate.fr 23 juin 2022

La municipalité de Vigo a décidé qu'uriner à la plage, y compris dans l'eau, constituait une infraction passible d'une amende... salée.

Reste une question en suspens: comment les autorités vont-elles donc bien pouvoir faire pour repérer les contrevenants qui soulageront leur besoin pressant dans les vagues de l'océan Atlantique?

L'été commence de nouveau sous le spectre du Covid en Europe - AFP 22 juin 2022

"Les autorités sélectionnent les études" sur l'ivermectine: Tess Lawrie

Tess Lawrie au "Défi de la vérité" : nous avions déjà reçu dans des "Debriefings" la médecin britannique, chercheuse et directrice d'Evidence-Based Medicine Consultancy Ltd., mais c'est une première sur notre plateau.

https://www.francesoir.fr/videos-le-defi-de-la-verite/tess-lawrie

Face au variant Omicron, l'immunité naturelle plus efficace que les vaccins - Réseau Voltaire 22 juin 2022

Selon une étude publiée par le New England Journal of Medicine, le fait d'avoir été infecté par la Covid-19 protège plus du variant Omicron que les vaccins anti-Covid.

Cette étude, réalisée au Qatar de décembre 2021 à février 2022 [1], confirme celle réalisée en Israël d'août à septembre 2021 [2].

[1] « Effects of Previous Infection and Vaccination on Symptomatic Omicron Infections », Heba N. Altarawneh, M.D., Hiam Chemaitelly, Ph.D., Houssein H. Ayoub, Ph.D., Patrick Tang, M.D., Ph.D., Mohammad R. Hasan, Ph.D., Hadi M. Yassine, Ph.D., Hebah A. Al-Khatib, Ph.D., Maria K. Smatti, M.Sc., Peter Coyle, M.D., Zaina Al-Kanaani, Ph.D., Einas Al-Kuwari, M.D., Andrew Jeremijenko, M.D., Anvar H. Kaleeckal, M.Sc., Ali N. Latif, M.D., Riyazuddin M. Shaik, M.Sc., Hanan F. Abdul-Rahim, Ph.D., Gheyath K. Nasrallah, Ph.D., Mohamed G. Al-Kuwari, M.D., Adeel A. Butt, M.B., B.S., Hamad E. Al-Romaihi, M.D., Mohamed H. Al-Thani, M.D., Abdullatif Al-Khal, M.D., Roberto Bertollini, M.D., M.P.H., and Laith J. Abu-Raddad, Ph.D., New England Journal of Medicine, June 15. 2022.

[2] « Protection and Waning of Natural and Hybrid Immunity to SARS-CoV-2, Yair Goldberg, Ph.D., Micha Mandel, Ph.D., Yinon M. Bar-On, M.Sc., Omri Bodenheimer, M.Sc., Laurence S. Freedman, Ph.D., Nachman Ash, M.D., Sharon Alroy-Preis, M.D., Amit Huppert, Ph.D., and Ron Milo, Ph.D., New England Journal of Medicine, June 9. 2022.

Le tsunami financier mondial planifié vient de commencer

https://reseauinternational.net/le-tsunami-financier-mondial-planifie-vient-de-commencer/

Le 20 juin 2022

« Qu'est-ce qu'une femme ? » Le document qui remet à leur place les idéologues du genre

https://lemediaen442.fr/quest-ce-quune-femme-le-document-qui-remet-a-leur-place-les-ideologues-du-genre/

L'inculture organisée dès les années 60 et la tragédie de l'ignorance généralisée

https://reseauinternational.net/linculture-organisee-des-les-annees-60-et-la-tragedie-de-lignorance-generalisee/

La comédie continue ou l'art de nous prendre pour des cons...

JC - J'ai produit un gros effort pour m'intéresser à cette mascarade dont l'issue était connue d'avance. Et rien que de voir leurs gueules en photos, cela me donne envie de vomir !

Quand tu additionnes les sièges de la droite officielle, ils dépassent 300, il en faut 289 pour avoir la majorité à l'Assemblée nationale, comme ils ont le même programme ou la même politique, ils s'unissent et le tour est joué, Mélenchon et sa clique de bras cassés sont juste là pour animer le spectacle... L'abstention, 53,70% environ + blancs et nuls autour de 3 à 5%, ils parlent de majorité, alors qu'elle est minoritaire entre 20 et 25% dans le meilleur des cas, donc l'Assemblée législative est illégitime et antidémocratique, à l'image du régime, normal...

Le salopard de Mélenchon est heureux, il a déclaré : "*Nous avons réussi l'objectif politique que nous nous étions donné*".

- Résultats Législatives 2022: La Macronie signe un échec cinglant - Le HuffPost 20 juin 2022

- Au lendemain des législatives, Emmanuel Macron est dans une impasse - Journal du Dimanche 20 juin 2022

- Législatives : après le second tour, Emmanuel Macron peut-il dissoudre l'Assemblée nationale ? - BFMTV.com 20 juin 2022

La dissolution de l'Assemblée nationale, prévue par l'article 12 de la Constitution, pourrait être utilisée par Emmanuel Macron afin de convoquer de nouvelles élections dans l'objectif d'obtenir une majorité absolue.

Pour certains, Emmanuel Macron n'a désormais qu'une seule option : "*Dissoudre l'Assemblée nationale dans un an*." C'est ce qu'affirme un conseiller de l'exécutif auprès de nos confrères du Monde, jugeant le Parlement "*inutile et ingouvernable, car ni la Nupes ni nous ne sommes en capacité de nouer des alliances pour atteindre 289 voix*", le seuil de la majorité absolue.

La source du Monde anticipe une dissolution "*dans un an*". Mais selon l'interprétation que font certains constitutionnalistes de l'article 12, rien n'empêche Emmanuel Macron, s'il le souhaitait, de dissoudre l'Assemblée nationale dès cette semaine.

Certains membres des Républicains, qui disposent avec l'UDI et leurs alliés de 69 députés au sein de l'Assemblée nationale, pourraient être amenés à passer un accord avec Ensemble. Leur position sera en effet centrale puisque le camp Macron aura besoin de voix pour atteindre la majorité absolue pour chaque vote.

Le maire LR de Meaux Jean-François Copé a ainsi appelé dimanche à un "*pacte de gouvernement*" avec Emmanuel Macron, estimant qu'"*il appartient à la droite républicaine de sauver le pays*".

Bruno Le Maire a estimé que, malgré tout, la France n'était pas ingouvernable. BFMTV.com 20 juin 2022

- Une Assemblée nationale très divisée. La coalition présidentielle Ensemble arrive en tête à l'issue du second tour des élections législatives, mais n'obtient qu'une majorité très relative avec 247 députés - 166 Renaissance (le nouveau nom de LaREM), 47 Modem, 28 Horizons et 6 autres, selon le décompte réalisé par l'institut Elabe pour BFMTV-RMC et L'Express avec notre partenaire SFR. C'est une perte nette de plus de 100 élus par rapport à 2017.

La gauche reprend des couleurs, avec 147 sièges pour la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes) - 84 insoumis, 29 socialistes, 21 écologistes, 13 communistes - auxquels s'ajoutent 8 élus divers gauche ou dissidents.

Mais la vraie surprise est à chercher à l'extrême droite de l'hémicycle, puisque le Rassemblement national parvient à faire entrer 90 députés au Palais-Bourbon - du jamais-vu sous la Ve République. Le RN devient ainsi le premier groupe d'opposition, devant La France insoumise. Il devance

également Les Républicains qui, avec l'UDI et leurs alliés, sauvent les meubles avec 68 sièges. BFMTV.com 20 juin 2022

Un vœu de l'OTAN : Que la guerre dure le plus longtemps possible !

- Ukraine : la guerre pourrait durer « *des années* », selon l'Otan - LePoint.fr/AFP 19 juin 2022

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a également exhorté les pays de l'alliance à poursuivre leurs livraisons d'armes à Kiev.

Résultats des élections législatives en % des inscrits (IPSOS) Jun 13 :

- Abstention 52,3%
- NUPES 12,2%
- Ensemble 12%
- RN 9,1%
- LR 6,48%
- Reconquête 1,95%

Législatives 2022: Jean-Luc Mélenchon est-il d'extrême gauche? - Le HuffPost 17 juin 2022

Son parcours, comme son projet, montrent qu'il appartient au courant de la gauche radicale bien davantage que celui incarné, aujourd'hui, par Philippe Poutou ou Nathalie Arthaud. Le HuffPost 17 juin 2022

La preuve, c'est qu'il soutient l'adhésion d'un régime néonazi dans l'UE !

- Jean-Luc Mélenchon se déclare "*favorable*" à ce que le pays en guerre, qui a demandé officiellement l'adhésion à l'Union européenne (UE) quelques jours après le début de l'invasion russe, soit officiellement État-candidat.

"*La procédure dont il est question c'est 'un pays s'inscrit comme candidat à l'adhésion', donc c'est vraiment le démarrage. Le président Macron lui-même avait dit qu'il y en avait au moins pour une décennie, alors dans le moment, c'est une démarche un peu symbolique pour dire aux Russes 'on ne lâchera pas l'Ukraine, l'Ukraine est des nôtres', ça on ne peut que l'approuver*", a fait valoir ce vendredi le leader insoumis sur BFMTV-RMC. BFMTV 17 juin 2022

JC - Mélenchon, un opposant à l'UE ? Mélenchon entend rompre avec l'UE ? Cela devait être une mauvaise blague !

Et si cela ne suffisait pas :

- Pour Clémentine Autain, *"pas une voix ne doit aller à l'extrême droite"* aux législatives - BFMTV 17 juin 2022

JC - Rassurez-vous, vous pourrez continuer de voter LREM/Macron en toute tranquillité, il n'incarne pas l'extrême droite !

Le code QR, c'est la clé numérique du régime totalitaire. Complotisme ? Non, la réalité, la preuve.

Surveillance. En Chine, le code QR santé détourné pour contrôler les mouvements des habitants ? - courrierinternational.com 17 juin 2022

La mise en place, dès 2020, du code QR santé en Chine avait suscité des inquiétudes quant à la protection des données personnelles et l'éventualité d'une utilisation dépassant le cadre de la lutte contre l'épidémie. Aujourd'hui, ces inquiétudes sont devenues réalité dans la province du Henan.

"*Le code QR santé devait servir à l'origine à retracer le parcours suivi par les personnes infectées par le Covid-19, pour déterminer les risques sanitaires et prévenir les épidémies*", rappelle le média en ligne Jiemian, qui fustige : "*Mais ici, c'est devenu un outil de surveillance des mouvements des épargnants*."

L'histoire se passe dans le Henan, province du centre de la Chine. Depuis avril, des épargnants de plusieurs banques rurales situées au Henan n'ont pas pu retirer leur argent alors qu'ils se trouvaient en dehors de la province. Certains d'entre eux ont alors décidé de se déplacer, mais dès leur arrivée à Zhengzhou, la capitale de la province, ils ont vu leur code QR passer subitement au rouge, et ont été placés sur-le-champ dans un lieu de confinement collectif. En théorie, cette couleur n'est attribuée qu'à une personne "*revenue de l'étranger, sous observation médicale centralisée ou en isolement à domicile*".

Par ailleurs, certains voyageurs ayant embarqué dans des bus longue distance, et dont le lieu de résidence se situait au Henan, ont eux aussi vu leur code QR virer systématiquement au rouge. De quoi se demander si le système n'a pas été détourné de sa fonction première, écrit le site.

Une escroquerie des banques ?

Sans en avoir tous les détails, l'article soupçonne une escroquerie mise au point par des banques en difficulté pour dissuader leurs clients de retirer leurs avoirs. L'éditorial de Jiemian estime qu'il est tout à fait normal que ces épargnants veuillent "*récupérer leur argent*", mais relativise néanmoins l'ampleur du scandale : "*Même s'il y a des problèmes momentanés difficiles à résoudre, ces banques devraient expliquer et réconforter davantage les victimes, plutôt que de recourir à des tactiques inconvenantes*", écrit le site.

L'incident aura en tout cas permis de révéler les difficultés de ces établissements financiers. Dans la rubrique finance du portail Sina, un article révèle que ces banques du Henan sont impliquées dans une énorme escroquerie concernant "40 milliards de yuans", soit 5,7 milliards d'euros.

Contrairement à son confrère de la rubrique Finance, le journaliste de Jiemian s'inquiète surtout de la manipulation du code QR santé par les autorités locales. "*Le code QR santé ne peut être utilisé strictement qu'à des fins de prévention des épidémies*", répète Jiemian, en soulignant que, "*pour l'intérêt général, le public cède des informations personnelles*". Jiemian s'interroge : si ce système peut être utilisé "*pour restreindre les mouvements des épargnants*", à l'avenir il n'est pas exclu qu'il puisse être manipulé à d'autres fins.

Cette crainte semble s'être déjà réalisée dans une autre affaire. À Zhengzhou, toujours dans le Henan, des propriétaires de complexes immobiliers inachevés ont vu leur code QR santé devenir rouge alors qu'ils avaient adressé une pétition auprès de la municipalité pour protester contre l'arrêt de leurs chantiers. Pour que leur code QR santé redevienne vert, "*ils doivent s'engager à renoncer à leurs actions de défense*", relevait le 15 juin sur WeChat Shangshi Xingqiu, un blog spécialisé dans la finance.

Au royaume de l'inversion accusatoire - Réseau International 17 juin 2022

https://reseauinternational.net/au-royaume-de-linversion-accusatoire/

- Trizoub, la révolution nationale fantasmée par les nationalistes ukrainiens - donbass-insider.com 14.06.2022

Quant au Trident, ceux en France, notamment les maires, les fonctionnaires ou les hommes politiques, entre autre de la formation En Marche d'Emmanuel Macron, qui se sont abaissés à afficher des drapeaux à Trident, qu'ils sachent que ce symbole est l'exact pendant des faisceaux fascistes de la France de Vichy, sur le drapeau de l'État français… et que l'Ukraine qui proclame Bandera et Choukhevytch comme leurs héros ultimes, cela serait une France où Pierre Laval et Joseph Darnand, collaborateurs de l'Allemagne nazie, auraient leurs portraits dans toutes les écoles de France et de Navarre. Le gouvernement français continue d'applaudir un tel régime et envoie des armes qui tuent des civils dans le Donbass,. Des « Français » qui ne savent plus qui ils sont, applaudissent à cela comme ils applaudissaient le Maréchal Pétain un 28 avril 1944… Dans ce film les bombardements terroristes sont… ceux des alliés libérateurs, comme aujourd'hui ceux de l'Ukraine sont légitimés et ceux de la Russie libératrice du Donbass montrés du doigt.

https://www.donbass-insider.com/fr/2022/06/14/trizoub-la-revolution-nationale-fantasmee-par-les-nationalistes-ukrainiens/

Les thérapies géniques expérimentales vous tuent à petit feu...

D'où vient le "*déficit immunologique*" qui envoie les vaccinés à l'hôpital? - FranceSoir 16 juin 2022

« *Plutôt qu'une protection vaccinale, on se retrouve avec une infection cellulaire facilitée.* »

https://www.francesoir.fr/societe-sante/d-ou-vient-le-deficit-immunologique-qui-envoie-les-vaccines-l-hopital

Totalitarisme ou fascisme mondial ? Faut-il encore des preuves ? Les menaces, leur ennemi : nos libertés.

Variole du singe : l'OMS réfléchit à décréter "l'urgence de santé publique internationale" - FranceSoir 15 juin 2022

Depuis début mai, plus de 1 600 cas confirmés ont été détectés dans 39 pays, dont 32 où la maladie n'est pas endémique - et où aucun mort n'a encore été recensé. Existant depuis des millénaires, se

guérissant la plupart du temps spontanément, la maladie de la variole du singe est une cousine de la variole humaine avec cette différence notable que son taux de mortalité et son niveau de transmission à l'homme sont très faibles, rappelait le 6 juin le Pr Christian Perronne, ancien chef du service des maladies infectieuses et tropicales à l'hôpital de Garches, qui a également exercé des responsabilités dans des groupes de travail à l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) et à l'OMS.

https://www.francesoir.fr/politique-monde/variole-du-singe-l-oms-reflechit-decreter-l-urgence-de-sante-publique

Covid-19: le vaccin Moderna pour les bébés, bientôt approuvé par la FDA? - FranceSoir 15 juin 2022

D'ici à quelques jours, un comité consultatif d'experts doit se réunir pour discuter de la demande d'autorisation du vaccin Moderna pédiatrique. De son côté, le géant Pfizer attend le verdict des autorités américaines pour administrer son vaccin en trois doses pour les enfants de moins de cinq ans.

Une conseillère de Biden appelle les GAFAM à censurer les critiques de la "transition énergétique" - FranceSoir 15 juin 2022

« *Le défi auquel nous sommes confrontés maintenant que nous avons dépassé le stade du déni, c'est d'aider le grand public à comprendre la valeur de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne, les avantages de l'énergie propre. Nous devons être plus fermes, nous devons améliorer notre communication* », a déclaré Gina McCarthy le 9 juin.

En outre, la conseillère de Joe Biden a estimé que les géants de la Tech devraient « *cesser de permettre* » aux gens de diffuser ce que l'administration juge de la « *désinformation* » sur les thématiques de la transition énergétique, des énergies vertes, et du changement climatique.

« *Et franchement, les entreprises technologiques doivent cesser de permettre à des individus de diffuser encore et encore de la désinformation. [Cette propagande] est financée par le secteur des énergies fossiles* », a-t-elle affirmé. Et de réitérer : « *Nous avons vraiment besoin de l'intervention des entreprises technologiques* ».

Le projet d'union entre gouvernement et grandes entreprises du numérique

Ces remarques font suite à la controverse sur la tentative de Joe Biden de créer un "*Comité gouvernemental de la désinformation*" (Disinformation Governance Board) pour contrer les fake news. Selon des documents du Département de la sécurité intérieure (DHS) obtenus par les sénateurs républicains Josh Hawley et Chuck Grassley, « *le DHS avait prévu d'associer son Comité gouvernemental de la désinformation aux grandes entreprises du numérique pour surveiller le discours national sur des sujets tels que la sécurité des élections et le Covid-19* ».

Des propos qui ne sont pas aussi sans rappeler ceux entendus à l'occasion du Forum économique mondial, qui s'est tenu du 22 au 26 mai à Davos en Suisse. Faisant référence à la transition énergétique, Kjerstin Braathen, directrice générale de DNB ASA, un des plus grands groupes du secteur financier norvègien, avait vanté les mérites d'un processus écologique qui ne se ferait pas sans une « *certaine douleur* » : « *Nous devons accepter que ce processus se fera avec une certaine douleur. La cadence qu'il nous faut suivre entrainera des pénuries d'énergie, elle créera des*

pressions inflationnistes. Et peut-être que nous devrions commencer à en parler, à dire que cette douleur en vaut vraiment la peine ».

https://www.francesoir.fr/politique-monde/biden-gafam-censure-critiques-transition-energetique

Bac 2022 : liberté, obéissance et responsabilité, des sujets de philo dans l'air du temps - FranceSoir 15 juin 2022

Pour les baccalauréats généraux :
- "*Les pratiques artistiques transforment-elles le monde ?*" (C'est toujours mieux que la politique ou comment s'en écarter - JC)

- "*Revient-il à l'État de décider ce qui est juste ?*" (Non, c'est aux oligarques qui détiennent les richesses et le pouvoir de décider. - JC)

- Commentaire de texte de Cournot, issu de l'Essai sur les fondements de nos connaissances et sur les caractères de la critique philosophique.

Pour les baccalauréats technologiques :

- "*La liberté consiste-t-elle à n'obéir à personne ?*" (Non, elle consiste à obéir aveuglément et uniquement à l'autorité en place... - JC)

- "*Est-il juste de défendre ses droits par tous les moyens ?*" (Non, il faut se conformer à la légalité... A quoi cela sert-il de défendre ses droits, s'ils ne sont jamais pris en compte ? - JC)

- Commentaire de texte de Diderot issu de l'Encyclopédie.

La Fed ne combat pas l'inflation, elle l'alimente

https://reseauinternational.net/la-fed-ne-combat-pas-linflation-elle-lalimente/

Commentaires que j'ai adressés à 2 blogs.

1- Un aveu de néofascistes qui s'ignorent ?

- "*Le but de cet article est de suggérer que nous appelions un chat un chat. Que nous disions les choses telles qu'elles sont, que nous disions la vérité.*"

Je n'en suis pas si sûr ou les faits tendent plutôt à prouver le contraire.

- "*Ne nous laissons pas enfermer dans les subtilités politiques de la « gauche » et de la « droite ». Les dirigeants des deux principaux régimes fascistes d'Europe des années 30 étaient issus de la « gauche »*."

Quand par fainéantise intellectuelle, lâcheté ou pire encore on qualifie de gauche n'importe quoi ou n'importe qui, ensuite on peut lui faire dire ce qu'on veut ou lui attribuer tous les crimes possibles et inimaginables.

Ce genre d'articles a l'art de vous induire en erreur ou de cautionner le régime économique en place. On peut en lire des centaines ou des milliers depuis des décennies... Ils sont construits sur la base d'une falsification à laquelle s'adonnent tous ces intellectuels, à savoir que ce qui caractérise la gauche, c'est essentiellement la rupture avec le système économique en vigueur ou le capitalisme, et qu'aucun des acteurs politiques ou des personnalités qui se réclament de la gauche n'entend rompre avec le capitalisme, appelez "*un chat un chat*", ils en sont totalement incapables, et pour cause...

2- Parole d'un citoyen ayant boycotté les élections présidentielles et législatives, on ne cautionne pas un régime totalitaire ou fascisant.

- "*Une possibilité pour eux, s'ils se prêtent au jeu, de faire entendre la voix de la jeunesse autrement qu'en poussant la chansonnette pour un bulletin NUPES.*"

Vous avez dit une "*grave crise de l'intelligence*", en voilà une belle illustration !

Certes, la NUPES est un panier de crabes, d'opportuniste, d'illusionnistes, d'escrocs, mais tous les autres sous leurs masques ne valaient guère mieux, non ?

Le 15 juin 2022

Le gouvernement Zelensky ordonne de détruire 100 millions de livres

https://www.voltairenet.org/article217256.html

Le 14 juin 2022

Revue de presse.

Je regarde les news rapidement. Ce matin ils évoquaient ouvertement l'économie de guerre ; bien sûr Mélenchon ne sera pas Premier ministre, tiens donc, quel illusionniste pathétique, quelle ordure ! Le wokisme et LGTB+ sont omniprésents dans les séries télévisées et les publicités, il est urgent ou impératif de se déconnecter des médias mainstream, couper définitivement la télé, protéger les enfants de cette saloperie.

Les macronistes appellent à un "front républicain" avec l'extrême droite, ils confirment à leur manière la caractérisation que j'avais fait de Macron et LREM ou Ensemble ou Renaissance, fasciste ou fascisant. Pour le POID le régime serait toujours démocratique entre guillemets... J'ai lu dans un article de presse que l'existence d'élections prouvait que le régime était toujours démocratique, parce que le processus électoral et son issue seraient démocratiques ? 29 mai 2005, le non l'emporte au référendum, deux ans plus tard le Traité de Lisbonne est adopté et enterre le résultat du référendum, et ils ont même été jusqu'à truquer les résultats du 1er tour des législatives en 2022, car en comptabilisant les voix d'outre-mer, la Nupes devance Ensemble. On s'en tape, on connaissait le résultat depuis des mois ou davantage. De partout on nage en pleine imposture...

En repensant à mes causeries, je n'ai rien à changer, je n'ai rien à ajouter non plus, sauf que je ne pouvais pas être partout et je n'ai pas suffisamment mis l'accent sur ce qui se passait en Ukraine depuis 2014 ou même avant. J'ai tout pris au vol, un peu tard, certes c'est mieux que les autres qui sont dans le déni, je regrette de n'être pas parvenu à construire quelque chose, en se partageant les tâches on aurait pu éviter ces failles ou mieux évaluer la situation, son orientation, ce que je n'ai pas

pu faire, avec une réflexion collective c'était plus facile. C'est là que les articles du Réseau Voltaire nous sont précieux, car il fait régulièrement le point sur l'évolution de la situation dans des pays ou régions du monde, cela peut fournir des indications ou des repères... La veille du 1er tour, Macron avait invité les syndicats à l'Elysée, la CGT a refusé l'invitation, inutile après avoir appelé à voter Macron à la présidentielle, ils ont tous leur rond de serviette à la table du tyran, ils le cautionnent l'air de rien...

Je réfléchis à comment continuer le portail, mais je ne trouve rien de valable. Donc vive les vacances !

Le 9 juin 2022

Toutes mes analyses politiques se sont vérifiées.

J'avais expliqué pourquoi il ne pourrait pas y avoir de Troisième Guerre mondiale, et depuis c'est ce qu'on lit ou entend un peu partout.

L'effondrement économique, j'ai expliqué aussi qu'il n'aurait sans doute pas lieu parce qu'ils contrôlent tous les leviers de l'économie mondiale, et ce ne serait pas dans leur intérêt...

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il faut écarter tous les scénarios qui ne leur permettraient pas d'accroitre leur fortune ou leur pouvoir politique.

La crise du capitalisme combinée à la mise en scène du terrorisme qu'ils ont fabriqué, des aléas climatiques millénaires sans rapport avec l'activité humaine, des virus qui peuplaient la Terre avant même que l'espèce humaine apparaisse, des conflits régionaux ou locaux, etc. permet de se livrer à toutes sortes de manipulations permettant d'atteindre partiellement les objectifs qu'ils seraient en droit d'attendre d'une guerre mondiale, toutefois dans des proportions trop faibles pour freiner durablement la crise du capitalisme. Comme en Moyen-Orient, ils peuvent détruire des pays aux infrastructures sous-développées, ces destructions sont insuffisantes, ils peuvent liquider des pans entiers de l'industrie, automobile, aéronautique, tourisme, commerce de détail et restauration, etc. mais cela demeure très limité. Ils se rattrapent autrement, mais c'est encore du gagne-petit par rapport aux dégâts causés par une guerre où tout est détruit, je pense à la hausse des prix, fausses pénuries ou pénuries provoquées, le prétexte de la guerre, cela leur permet aussi d'écouler les invendus, de vider leurs entrepôts pleins à craquer et qui leur coûtent très chers, au passage ils peuvent même influencer le comportement des "consommateurs" en favorisant l'achat de certains produits ou services....

L'endettement mondial sur lequel repose aujourd'hui le capitalisme se situer entre 250 et 300.00 milliards de dollars, on peut estimer que pour l'éponger il faudrait réaliser des destructions d'un coût similaire, or chacun de leurs coups depuis le 11 septembre 2001 n'a permis de débloquer que quelques dizaines de milliers de milliards de dollars, on estiment entre 25 et 30.000 milliards de dollars le coups de 2008 (Lehmann Brother), et cela n'a pas suffit puisqu'ils ont déclenché le covid-19, à cette occasion ils ont fabriqué plus de 10.000 milliards de dollars qu'ils se sont partagés, puis la guerre contre la Russie en Ukraine, après Big Pharma, c'est au tour du complexe miliaro-industriel-financier de se goinfrer, avec en prime la spéculation sur toutes les matières premières...

Certes ils sont toujours plus riches, ils ont toujours plus de pouvoir politique, mais ils ne peuvent pas venir à bout de la crise du capitalisme. Que vont-ils inventer la prochaine fois ?

J'avais écrit que je m'étonnais qu'ils n'usaient pas du pouvoir gigantesque dont ils disposaient pour soumettre tous les peuples à leur volonté, depuis ils sont passés à l'action (janvier 2020). Je m'y attendais, mais je ne pouvais pas prévoir quand leur offensive généralisée démarrerait, personne ne le pouvait.

La manipulation du climat étaient prévisible depuis les années 70, il leur a fallu près de 50 ans pour hisser ce facteur au premier plan, celui d'une pandémie remonte au début des années 2000 apparemment, peut-être avant puis Attali l'avait évoqué en 1981, les simulations remontent à 2010, ce que les gens ignorent, c'est qu'avant le 11 septembre 2001, une simulation avait eu lieu avec le même scénario, idem avec Charlie, le Bataclan, le marathon de Boston, les attentats de Londres et Madrid, etc. la guerre en Ukraine remonte à 2014 ou même 2008, etc. donc rien ne se produit par hasard ou selon un concours de circonstance indépendant, pas du tout ou alors c'est rare...

Crise du capitalisme, crise de surproduction, crise de capitaux accumulés, crise de surpopulation, ce qui est remarquable, c'est que toutes ces crises qui se combinent leur sont imposées, ils ne peuvent pas y échapper, et toutes leurs mesures contribuent à les amplifier ou elles seront contreproductives, ce n'est pas une prédiction oiseuse ou un souhait, c'est un constat...

Maintenant, comme ils détiennent tous les leviers du pouvoir économique et politique, ils peuvent jongler avec tel ou tel facteur pour monter des opérations qui serviront uniquement à justifier des mesures antisociales ou liberticides (ou se distribuer du fric) que cautionneront leurs médias en mettant tout cela sur le dos de la crise de ceci ou cela inévitables, patati et patata, ils avaient bien réussi à faire croire que les quelques familles qui avaient fondé la FED en 1913 en auraient perdu le contrôle en 1929....

La question est de savoir si on s'en tient au récit officiel, dans ce cas-là les carottes sont cuites, ou on part de la situation en exploitant ses contradictions, les failles qui existent dans leur stratégie pour les affronter et les vaincre.

Quand les bourgeois combattirent les féodaux, ils avaient des besoins, des aspirations, un idéal, ils les portaient. Nous, nous avons quoi ? Que dal, les classes moyennes se sont laissé acheter, les couches supérieures de la classe ouvrière aussi (aristocratie ouvrière), alors comment pourraient-elles tirer en avant les bataillons des couches les plus défavorisées prêtes à aller au combat ? A suivre.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 juillet 2022.

Revue de presse sur Twitter (je n'ai pas de compte Twitter, mais je peux m'y connecter et piquer des infos)

- Le 1er ministre espagnol Pedro Sánchez appelle le secteur public [ministres compris] et le secteur privé à ne plus porter de cravate afin de s'habiller plus légèrement & réduire les besoins en climatisation.

Au secours le réchauffement climatique déclenche des incendies...

- Le sapeur-pompier placé en GAV dans l'Hérault a reconnu être à l'origine de plusieurs feux (9), pour "l'adrénaline" et "l'excitation des interventions". Il risque 15 ans de prison et 150.000 € d'amende. (procureur)

Comme quoi Marx avait eu raison de traiter les Versaillais et Thiers de chiens.

- Après E.Macron qui qualifiait l'opposition de gauche de "sauvage" et de "dingue", puis le macroniste R.Muselier qui ajoutait récemment qu'elle était "sale", c'est au tour du ministre G.Attal de comparer l'opposition à des chiens en expliquant qu'elle "aboie". (Figaro)

Tous les peuples résistent et se soulèvent...

- Des manifestations contre la junte militaire ont lieu depuis deux jours à Conakry en Guinée malgré l'interdiction pour exiger le retour d'un gouvernement civil. Un manifestant a été tué

- Manifestation de taxis dans le centre de Santiago au Chili contre la hausse des prix du carburant et la concurrence déloyale d'Uber et des plateformes numériques

- Le Ministère de l'intérieur allemand se prépare à des manifestations pour l'automne face à la flambée des prix de l'énergie. La Ministre des Affaires Étrangères a déclaré qu'une coupure totale du gaz russe pourrait mener à un soulèvement populaire.

- Manifestation sur la Plaza de Mayo à Buenos-Aires en Argentine contre la hausse du coût de la vie et l'accord conclu avec le FMI. L'inflation dépasse les 64% et pourrait atteindre 90% d'ici la fin de l'année.

- Des manifestations éclatent depuis deux jours au Malawi, l'un des pays les plus pauvres de la planète contre la hausse des prix et la corruption et l'impunité des dirigeants politique. (28 juillet)

- Les blocages reprennent aux Pays-Bas avec plusieurs autoroutes paralysées aujourd'hui contre le plan du gouvernement visant à réduire de 30 à 70% les émissions d'azote du secteur agricole. Les agriculteurs craignent pour leurs moyens de subsistance (28 juillet)

- Le salaire annuel du patron de Shell, Ben van Beurden, devrait passer de 7,5 à 16 millions d'euros (Bild)

- En Israël, à partir du 1er août : « Les transactions en espèces/chèque supérieures à 2254 $CDN seront illégales. L'objectif de la loi est de contraindre le grand public à utiliser des paiements numériques

- Les 25 premiers journaux américains par tirage quotidien sont tous en déclin. Une tendance qui ne faiblit pas, année après année.

- N'est-ce pas que la publicité ventant le paiement sans contact est agréable? belle? tendance? jeune?

https://twitter.com/benoitm_mtl/status/1551740564135202822

- « Pas d'engrais, pas d'agriculteurs, pas de nourriture ! »

Dans la rubrique, ils ne disent pas que des conneries (Noam Chomsky voulait enfermer les non vaxx et les laissés crever de faim, notamment...)

- Au tour du Général Flynn de faire l'éloge des agriculteurs néerlandais, en ce samedi 23 juillet à la Place Dam, aux Pays-Bas et retransmis sur un écran géant.

https://twitter.com/benoitm_mtl/status/1551276905353121794

- Selon le Professeur Noam Chomsky, 93 ans:

« Les USA vivent aujourd'hui sous une sorte de culture totalitaire qui n'a jamais existé de mon vivant et qui est bien pire à bien des égards que l'Union soviétique avant Gorbatchev. »

https://twitter.com/benoitm_mtl/status/1551578800667901953

- La vérité est sortie: Les vaccins COVID affaiblissent le système immunitaire. THE LANCET le confirme et présenté à heure de grande écoute aux USA . Partagez en grand nombre. C'est traduit en français.

https://twitter.com/2Mesures/status/1550999757367255043

Le lien vers la source en anglais, l'info était correcte.

https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/35659687/

Extrait :

Recently, The Lancet published a study on the effectiveness of COVID-19 vaccines and the waning of immunity with time. The study showed that immune function among vaccinated individuals 8 months after the administration of two doses of COVID-19 vaccine was lower than that among the unvaccinated individuals.

Lu dans différents articles de presse ces derniers jours.

- La Banque mondiale présente les cartes d'identité numériques comme un moyen de parvenir à une plus grande inclusion et à une durabilité environnementale

- "La carte d'identité numérique a été présentée comme une "force irrésistible et une marque inévitable de la modernité et du développement au XXIe siècle"

https://www.mondialisation.ca/un-chemin-numerique-vers-lenfer-les-systemes-didentification-numerique-pourraient-entrainer-des-violations-graves-et-irreversibles-des-droits-de-lhomme/5670137

JC - Traduisons :

L'accumulation et la concentration du capital doit servir à rationaliser toujours plus la production, de manière à en réduire le coût ou ralentir la baisse inexorable du taux de profit qui est le produit direct de l'augmentation de la productivité ; plus la productivité augmente, plus la part du capital variable (force de travail) diminue, de sorte que le profit contenu dans une marchandise produite diminue ou tend vers zéro, dès lors la seule manière de remédier à cet inconvénient ou pour dégager un volume de profit élevé, il faut produire toujours plus et augmenter sans cesse le taux de productivité, ce qui au passage crée les conditions de la prochaine crise économique, sauf qu'il arrive un moment où cela n'est plus possible, ce schéma ne fonctionne plus, soit parce que la demande n'est pas extensible à l'infini, soit parce que les limites de la rationalisation (et de la division internationale du travail) sont atteintes dans le cadre du modèle de société en place, il ne reste plus qu'une seule solution, intégrer de gré ou de force de nouveaux acteurs économiques dans la rationalisation de la production mondiale, et imposer autoritairement des mesures à la population pour qu'elle modifie son comportement ou en adopte un qui soit conforme aux nouvelles normes de la production mondiale décrétée par le Forum économique mondial qui justifie l'instauration d'un gouvernement mondial.

L'anarchie qui caractérise la production capitaliste à l'échelle mondiale, est devenue un obstacle pas seulement à son "développement au XXIe siècle", à sa survie tout bonnement, et la nôtre en pillant et massacrant la planète.

D'autant plus que lors de la dernière décennie, la population mondiale a augmenté d'un milliard d'habitants, ce qui est colossal en terme de pression économique, de besoins sociaux supplémentaires à satisfaire, alors qu'il avait fallu cinq siècles pour que la population mondiale passe de 500 millions à 1 milliard d'habitants entre le XVe siècle et le début du XXe siècle.

Bien évidemment, les négationnistes en général du processus dialectique économique et historique et de la lutte des classes davantage préoccupés par des questions d'ordre existentiel ou égocentrique ne peuvent pas en mesurer les conséquences, parce qu'ils ont une connotation marxiste ou socialiste qu'ils exècrent.

La carte d'identité numérique est un moyen de contrôle totalitaire de la population, elle est destinée à faire plier ou exclure de la société tous ceux qui s'opposeraient au comportement économique ou politique que les tyrans lui imposent... A suivre.

Les tyrans osent tout.

Ils ont toujours "*un coup d'avance*", chut !

- Crise alimentaire mondiale: BlackRock et Bill Gates sonnent l'alerte - francesoir.fr 29 juillet 2022

Larry Fink, directeur général de BlackRock, a récemment alerté quant aux fortes hausses des prix du pétrole et des métaux, dues à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Aujourd'hui, c'est l'impact durable et plus dangereux de l'inflation alimentaire qui retient son attention, ainsi que celle de Bill Gates. Vont-ils sauver le monde d'une grave crise alimentaire ?

Janet Yellen, secrétaire d'État américaine au Trésor, a déclaré vendredi 29 juillet que le monde était confronté à "*une période extrêmement difficile pour la sécurité alimentaire mondiale*".

Bill Gates a déclaré que la réduction des approvisionnements en blé, en huiles comestibles et en autres denrées alimentaires causée par la guerre en Ukraine faisait "*grimper les prix des aliments, ce qui augmentera la malnutrition et l'instabilité dans les pays à faible revenu*".

Bill Gates ne possède rien de moins que des centaines de milliers d'hectares répartis dans 18 états aux États-Unis. Comme le rapporte France Inter, "*ses plus grandes propriétés se trouvent en Louisiane (28.000 hectares), en Arkansas (19.000 hectares) et au Nebraska (8.300 hectares). L'ensemble de ces terres représente un capital d'environ 700 millions de dollars*". Va-t-il devenir le premier fermier du monde ? Une nouvelle fois, il semble en tout cas avoir un coup d'avance...

https://www.francesoir.fr/politique-monde/BlackRock-Bill-Gates-alerte-crise-alimentaire-mondiale

Commentaires d'internautes

- Trois grandes multinationales américaines ont acheté 17 millions d'hectares de terres agricoles ukrainiennes.
17 millions d'hectares ça fait 170 000 km2, soit 28% de la superficie de l' Ukraine (600 000 km2). Cela doit correspondre à plus de 40% des terres agricoles Ukrainiennes .A titre de comparaison: dans toute l'Italie, il y a 16,7 millions d'hectares de terres agricoles.
Il s'avère donc que trois entreprises américaines ont acheté plus de terres agricoles utiles en Ukraine qu'il n'y en a dans toute l'Italie. Ces entreprises sont : Cargill, Dupont et Monsanto (qui est officiellement germano-australienne mais à capitaux américains),dont les principaux actionnaires de ces trois sociétés sont Vanguard, Blackrock, Blackstone.

https://www.truth11.com/thr... ; https://www.australiannatio...

- Il n'y a pas de crise de l'azote. L'azote n'est pas un problème, a déclaré la commentatrice politique Eva Vlaardingerbroek lors d'un entretien avec Ezra Levant de Rebel News.

Elle a fait remarquer que les Pays-Bas n'étaient qu'un petit pays et que dans les pays voisins comme la Belgique et l'Allemagne, il n'était absolument pas nécessaire d'introduire des règles strictes. Selon Vlaardingerbroek, le gouvernement néerlandais introduit ces règles parce qu'il veut prendre les terres des agriculteurs.

"*Le ministre qui pousse cette nouvelle législation a un beau-frère qui possède le supermarché en ligne Picnic*", a-t-elle déclaré. "*Devinez qui a investi 600 millions de dollars dans Picnic l'année dernière ? Bill Gates. Le type qui veut que tu manges de la viande artificielle*".

Selon elle, tout cela est lié à l'Agenda 2030, à la Grande Réinitialisation et au Forum économique mondial. "*Il est clair qu'il s'agit d'une crise inventée. Maintenant, ces organisations disent : Il y a une crise, et vous devez offrir une solution en cédant tous vos droits*".

"*Le ministre néerlandais qui a poussé le nitrogen qui donne au gouvernement le pouvoir d'expropriation des terres de nos agriculteurs a un frère qui possède le supermarché en ligne*" @picnic. Devinez qui a investi 600 millions de dollars dans cette entreprise ? Bill 'fake meat' Gates. Voilà à quoi ressemble la corruption. pic(.)twitter(.)com/qEm0WThTk8
- Eva Vlaardingerbroek (@EvaVlaar) juillet 5, 2022"

On dit qu'on ne possède rien et qu'on est heureux, mais ces paysans ne sont pas heureux, a souligné Vlaardingerbroek.

Dimanche soir, un grand incendie s'est déclaré dans un centre de distribution de Picnic à Almelo. Le feu a fait rage dans tout le bâtiment. Une grande quantité de fumée a été dégagée, visible de loin.

"BREAKING : Un supermarché de la Fondation Bill Gates aux Pays-Bas, qui se concentre sur les aliments du nouveau-âge comme la viande à base de protéines végétales, a pris feu spontanément au milieu de la nuit. https://t.co/363xQ3IVwh pic(.)twitter(.)com/IpAgYsrGmA
- Keean Bexte (@TheRealKeean) juillet 11, 2022"

- La "philanthropie" comme modèle commercial

" Ceux qui pensent que les soi-disant "*philanthropes*" donnent leur argent de manière désintéressée, les mains pleines, pour sauver le monde, se trompent. Les fondations des "*philanthropes*" sont en réalité un modèle d'affaires, et cela fonctionne comme suit : Un milliardaire transfère sa fortune dans une fondation, après quoi il ne doit pratiquement plus payer d'impôts sur celle-ci. Il lance ensuite un projet au nom évocateur et y consacre 100 millions de dollars, par exemple, à grand renfort de publicité. Les médias sont enthousiastes et les pays occidentaux soutiennent le projet avec des sommes colossales, par exemple 20 milliards au total.

Cet argent est versé dans le projet contrôlé par le "*bienfaiteur*" et c'est lui qui décide de la manière dont l'argent est dépensé. Comme par hasard, l'argent est ensuite utilisé pour faire des achats dans des entreprises dans lesquelles le "*philanthrope bienfaiteur*" a des parts. Avec 100 millions, il s'est assuré l'accès à 20 000 millions. Je n'ai pas inventé cela, c'est un exemple tiré de la pratique, vous pouvez lire les détails ici.[lien]

C'est la raison banale pour laquelle les "*philanthropes*" deviennent encore plus rapidement encore plus riches, alors qu'ils font - selon les indications des médias - don de leur fortune de manière désintéressée pour sauver le monde. Le fait que les médias ne révèlent pas ce scandale s'explique par deux raisons : Premièrement, les médias reçoivent de généreux cadeaux de la part des "*philanthropes*" (nous y reviendrons en détail dans d'autres articles de cette série) et deuxièmement, les "médias de qualité" occidentaux appartiennent eux-mêmes à des fondations (Fondation Bertelsmann, Fondation Axel Springer. Fondation Brost, Fondation Spiegel, etc). Les médias n'ont donc aucun intérêt à critiquer le système dont ils profitent eux-mêmes.

Mes commentaires.

- Vous vous en apercevez seulement maintenant ?

Vous avez parfaitement raison, car le titre de cet article laisse à penser que les ordures qui fomentent partout dans le monde les guerres, coups d'Etat, pénuries, famines, etc.pourraient y être étrangers, en être des témoins impuissants, pire, de malheureuses victimes, ce qui relève de la plus cynique imposture qui soit.

Sous couvert d'information, FranceSoir, et il est loin d'être le seul dans ce cas, cela concerne la quasi-totalité des médias dits alternatifs, participe à sa manière à la fabrique du consentement avec nos bourreaux. Il relaie la propagande de l'Etat profond ou du gang mafieux et criminel du Forum économique mondial, il prépare psychologiquement le peuple au triste sort qu'il lui a réservé sans lui fournir la moindre issue politique pour y échapper. Notez que cela échappe à l'attention de la plupart des lecteurs qui sont satisfaits de trouver ce qu'ils avaient envie de lire. Autrement dit, ils pratiquent l'entre soi sur fond de passivité ou impuissance politique ou encore, cela leur permet de se donner bonne conscience sans que cela ne leur coûte rien en terme d'engagement politique et la boucle de l'opportunisme ou mystification est bouclée, les maîtres du monde peuvent dormir tranquille ou on n'est pas près de les neutraliser, de les éliminer...

Mon deuxième commentaire.

- Mais il se trouve que les lecteurs d'ici savent lire

Pas si sûr que cela !

Quelle conclusion politiques en tirent-ils ? Qu'il faut s'organiser pour imposer un changement de régime économique, se débarrasser du capitalisme et donc de l'oligarchie financière ? Je n'ai lu cela nulle part, désolé.

Grotesque !

- Emmanuel Macron accuse la Russie d'être l'une des dernières « *puissances impériales coloniales* » - Journal du Dimanche 28 juillet 2022

Il s'agit bien d'une guerre interimpérialiste.

Emmanuel Macron et Sergueï Lavrov en Afrique : une bataille diplomatique à ciel ouvert - Europe1 27 juillet 2022

En déplacement sur le continent africain, Emmanuel Macron veut convaincre les peuples africains que la France est un partenaire fiable et bien plus respectueux que la Russie. Car au même moment, la diplomatie russe tente elle aussi d'asseoir son influence sur le continent.

"*Les sanctions interdisent aux bateaux russes de se rendre dans les ports européens et elles interdisent aux navires étrangers d'aller charger des marchandises, dont les céréales, dans les ports russes. Alors, jugez vous-même !*", s'était exclamé Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe. Réponse d'Emmanuel Macron depuis Yaoundé, au Cameroun : "*Carabistouille, comme dirait l'autre. C'est totalement faux. C'est simplement que l'alimentation comme l'énergie sont devenus des armes de guerre russes*."

La guerre en Ukraine rebat les cartes des alliances en Afrique. Même l'indéboulonnable président camerounais Paul Biya, 40 ans de pouvoir, vestige encore vivant de la Françafrique, a renouvelé un accord militaire avec les Russes il y a quelques mois. Europe1 27 juillet 2022

JC - Tandis que Sergueï Lavrov cite des faits que chacun connaît ou peut vérifier, Macron est uniquement dans la propagande. Plus tard Macron apportera des précisions qui confirmaient la nature économique de l'intervention russe contre l'OTAN en dénonçant "'*une captation des matières premières*" par la Russie (et la Chine évidemment).

RFI - Après l'entretien avec le président Paul Biya, Emmanuel Macron, interrogé sur les inquiétudes de l'Élysée face à l'influence russe sur le continent africain, parle d'une double diplomatie russe au micro de nos envoyés spéciaux. « *La Russie a complété son offre diplomatique par l'intervention de milices Wagner. En particulier, ce que nous avons vu ces dernières années fleurir en République centrafricaine et au Mali, pour ne citer que deux cas, est très préoccupant, parce que ce ne sont pas des coopérations classiques.* »

Le président insiste : « *À ce moment-là, c'est la Russie qui décide, par le truchement de milices, de venir en soutien soit à des pouvoirs politiques affaiblis qui décident de ne pas gérer leurs problèmes de manière politique mais de les militariser, soit à des juntes militaires qui n'ont aucune légitimité politique pour leur dire nous vous apportons sécurité et protection à vous, pas à votre peuple, à vous, en échange d'une influence russe et d'une captation des matières premières, avec souvent des exactions qui sont d'ailleurs documentées par la commission des droits de l'homme des Nations unies et toutes les missions qui s'y déploient. C'est ça ce qui se passe.* »

Lui répondant à distance, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, également en tournée en Afrique, a assuré que son pays allait « *significativement accroître* » son rôle sur le continent. rfi.fr / AFP 27 juillet 2022

Plus cynique tu meurs !

Mohammed ben Salmane et Macron veulent coopérer pour «atténuer les effets» de la guerre - Europe1 29 juillet 2022

Gloire aux ripoux !

L'ancienne ministre de la Santé, Agnès Buzyn, est nommée à la Cour des comptes - BFMTV 29 juillet 2022

Discrète depuis sa défaite à la mairie de Paris, l'ancienne hématologue avait été nommée en 2021 à l'OMS. Elle exercera désormais rue Cambon à partir du mois de septembre, après s'être vue attribuée la légion d'honneur au début de l'année.

Changement de ton, ils sont répugnants !

Le couple Zelensky critiqué après un shooting pour le magazine Vogue - BFMTV 27 juillet 2022

Pour certains internautes, cette publication s'apparente à "*un film*". "C'est dégoutant! C'est comme si on regardait le film The Hunger Games où l'élite vit dans la capitale, sans se soucier du monde ni des gens des autres quartiers (Oblasts en l'occurrence) qui meurent au quotidien!" commente l'un d'entre eux. BFMTV 27 juillet 2022

Ils osent tout, comme si on faisait encore confiance à leurs études, cette époque est révolue.

Covid-19 : Deux études concluent que la pandémie a bien commencé sur le marché de Wuhan, en Chine - 20 Minutes avec AFP 27 juillet 2022

C'était l'hypothèse privilégiée depuis quelque temps, même si les débats font encore rage chez les experts pour résoudre le mystère de l'origine du Covid-19. (**C'est toujours un "*mystère*", peu importe... - JC**) - Deux études publiées mardi dans la prestigieuse revue Science pourraient apporter un peu de consensus, pointant vers le marché de Wuhan et une origine animale. L'un des auteurs de ces études lui-même, Michael Worobey, virologue à l'université d'Arizona, avait signé une lettre en 2021 appelant à considérer sérieusement l'hypothèse d'une fuite d'un laboratoire de Wuhan. (**La virologie est basée sur une imposture, voir Pasteur. - JC**)

Mais les données analysées depuis « *m'ont fait évoluer, jusqu'au point qu'aujourd'hui je pense aussi qu'il n'est simplement pas plausible que le virus ait été introduit d'une autre manière qu'à travers le commerce d'animaux au marché de Wuhan* », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. Kristian Andersen, de l'institut de recherche Scripps et lui aussi co-auteur de ces études, a de son côté déclaré : « *Avons-nous réfuté la théorie de la fuite de laboratoire ? Non.* (**Elle est bonne celle-là ! - JC**) *Pourrons-nous le faire un jour ? Non. Mais je pense qu'il est important de comprendre qu'il y a des scénarios possibles, et d'autres probables. Et que possible ne signifie pas tout aussi probable.* » (**Comment expliquent-ils que leur virus ait eu le temps de se répandre pratiquement simultanément sur tous les continents ? - JC**)

Si des zones d'ombre subsistent donc, les chercheurs ont souligné que les informations disponibles sur les débuts de cette pandémie étaient en réalité très détaillées. « *Il y a ce sentiment général qu'il n'y a aucune information qui puisse nous dire quoi que ce soit sur l'origine de la pandémie de Covid-19* », a commenté Kristian Andersen. « *C'est simplement faux.* » (**Elles ne permettent pas non plus d'affirmer quoi que ce soit de définitif ou de spéculer comme ils le font. - JC**) 20 Minutes avec AFP 27 juillet 2022

Dans le registre, ils nous prennent toujours pour des cons. "*bras de fer*" et bras d'honneur !

Cela s'appelle une illusion de démocratie ou la dictature du capital contre le travail.

Mathilde Panot (Députée LFI) avait déclaré sur Twitter :

Victoire !

Les retraites seront augmentées à hauteur de l'inflation contre l'avis du gouvernement.

Ce que nous n'avons pas obtenu du premier coup, nous l'arrachons au deuxième.

Cela s'appelle la démocratie, n'en déplaise à la Macronie.

- Après avoir voté pour une hausse de 500 millions des retraites, les députés votent contre à 2 heures du matin ! - lemediaen442.fr 27 juillet 2022

Contre l'avis du gouvernement, un amendement du groupe indépendant LIOT (Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires) sur la hausse de 500 millions d'euros des retraites a été adopté par 186 voix contre 181, la gauche célébrant aussitôt une « *belle victoire* » et les députés RN une « *bouffée d'oxygène* » pour les retraités. Les députés LR de l'Assemblée nationale avaient eu à cœur de montrer à leurs électeurs âgés qu'ils ne les avaient pas oubliés.

Les médias parlaient de revers important, de gros accident pour la majorité, mais… coup de théâtre ! En pleine nuit, quelques minutes avant le scrutin final, Bruno Le Maire a demandé un second vote de cet amendement — jusqu'à ce qu'il soit rejeté. L'appui du Sénat n'a pas même été nécessaire. L'Assemblée a fait le job. Par 224 voix contre 121 l'amendement indésirable à la sphère macronienne a été annulé avec l'appui des Républicains.

Le président du groupe Les Républicains, Olivier Marleix, s'est fièrement déclaré satisfait du « *bras de fer positif avec le gouvernement* » qui a permis d'engranger une série de mesures sur le carburant, le rachat des RTT par les entreprises, et encore la défiscalisation des heures supplémentaires. Essentiellement des mesures en faveur des entreprises. Les retraités qui ont voté pour eux seront évidemment déçus. Quant aux deux tiers de leur électorat qui les avaient délaissés lors de la présidentielle, ils ne reviendront pas non plus.

Pour que les choses soient bien claires, la proposition d'une taxe sur les superprofits des grands groupes, faite par la gauche, le RN et mezzo voce par certains dans la majorité, a été rejetée. lemediaen442.fr

Quand des lieux communs ou des secrets de polichinel sont élevés au rang d'évènements ou d'informations, cela pue la manipulation.

JC - Ce qui se passe est très simple à comprendre, les médias dits alternatifs procèdent de la même manière que les médias mainstream, ils créent l'information et bidouillent la réalité pour qu'elle coïncide avec leur idéologie. Les lecteurs ne sachant pas qu'ils partagent la même idéologie,

opteront pour une version de la même idéologie édulcorée ou trafiquée au détriment de leurs intérêts.

Charlie Chester, responsable de CNN, filmé en caméra cachée : « *Après le covid, nous exploiterons le changement climatique !* » - lemediaen442.fr 27 juillet 2022

La propagande ne s'arrête pas là, elle vient aussi renforcer la peur du covid-19 et préparer le prochain plan d'asservissement en se servant du changement climatique : « *Vu que le public est réceptif, nous allons commencer à nous concentrer sur le climat et le réchauffement climatique. On diffusera des vidéos sur la fonte des glaciers, les effets économiques, nous allons nous concentrer là-dessus. Ce n'est pas la fin de la pandémie mais ça finira par perdre de l'importance et le problème climatique prendra des années et ils seront en mesure d'exploiter ça pendant un bon moment.* » A la question de savoir qui prend les décisions, Charlie Chester nous assure qu'il s'agit du directeur de CNN Jeff Zucker — remplacé en mai 2022 par Chris Licht — qui se réunit avec d'autres personnalités haut placées. lemediaen442.fr 27 juillet 2022

JC - Entre nous, à quoi d'autres pourrait servir CNN, le média de l'Etat profond, du Pentagone, de la CIA, de l'OTAN, et l'un des plus pourris de la planète ?

Vraiment ? Fake news déguisée. Mode d'emploi.

JC - Le cadre, Jean-François Delfraissy affirme que les précédents "vaccins" n'étaient pas les bons, et annonce que les prochains le seront, autrement dit il les cautionne à l'avance et ne les condamne pas, pire, il les justifie, donc, en aucun cas il ne s'oppose à Macron. Dès lors faire croire le contraire relève de la manipulation pour le compte de Macron et Big Pharma, CQFD.

Avant sa dissolution le 31 juillet, le Conseil scientifique lâche l'État macronien - lemediaen442.fr 27 juillet 2022

JC - Dans un article daté de la veille, ils démontraient le contraire, succulent ! La preuve.

Jean-François Delfraissy avoue à présent : « Ce n'est pas le bon vaccin ! Il ne protège pas contre l'infection et la contagion » - lemediaen442.fr 26 juillet 2022

Conclusion : Delfraissy se refait une santé sur le dos de ses patrons, admet qu'en fin de compte que le vaccin injecté à des millions de Français n'est pas le bon, qu'il ne protège pas contre la transmission et la contagion. Malgré ces nouvelles alarmantes, il nous annonce en guest-star, l'arrivée d'un vaccin qui ne protègera pas de l'infection ou de la transmission et fabriqué par l'un des plus gros repris de justice de la planète, le champion Pfizer qui cumule 75 condamnations et 10 milliards $ d'amendes. Vous êtes en de bonnes mains ! Donc ne vous inquiétez pas, faites-vous vacciner, ayez confiance, les prochains fonctionneront, promis !

À sa décharge le prudent M. Delfraissy a évité, selon ses termes, de « *se mouiller* ». En effet, il n'a évoqué que très rapidement ce qui lui semble pourtant des vaccins efficaces : « *Il faut autre chose. Il faut un nouveau mécanisme d'action vaccinale et en particulier des vaccins à visée muqueuse.* » lemediaen442.fr 27 juillet 2022

Fais-moi peur !

Une bactérie causant une grave maladie infectieuse détectée aux États-Unis - BFMTV 28 juillet 2022

JC - En réalité, ils ont expliqué dans cet article que cette bactérie avait été détectée parmi des milliers d'autres, mais cela il ne faut pas le dire, dans des eaux boueuses, où cela, principalement dans des pays tropicaux, rien de plus commun en sorte, une fausse info de plus.

- Une troisième vague de chaleur va s'installer sur la France et l'Europe et ça n'a rien de normal ! - Futura 27 juillet 2022

JC - Rien de normal, alors qu'on en est qu'au tiers de l'été ? Les sadiques font un voeu :

Futura - Météo France précise qu'un signal de nouvelle vague de chaleur semble apparaître dès le début de semaine prochaine : il est encore trop tôt pour être précis concernant l'intensité de la chaleur et sa durée, mais des températures à nouveau hors-normes sont déjà envisagées pour le sud-est. Futura 27 juillet 2022

Le 29 juillet 2022

De quoi ces monstres sont-ils capables ?

C'est le procédé qui est inacceptable. Quant au déclin de la fertilité dans le monde depuis les années 60, elle est la bienvenue.

Le problème, c'est que ceux qui dénoncent ce procédé infâme refusent d'admettre la surpopulation humaine, du coup ils ne sont pas crédibles auprès de ceux qui réfléchissent un peu et observent la réalité telle qu'elle est. Ils font le jeu de la réaction finalement ou ils sont aussi monstrueux, ils sont misérables et me dégoûtent au plus haut point. Ils nous divisent plus qu'ils nous rassemblent...

https://infertilitymovie.org/infertilite-un-programme-diabolique-francais/#french

https://infertilitymovie.org/transcription-du-film-francais/

Le 28 juillet 2022

Un article qui déconstruit l'annonce de la fin de la dictature sanitaire.

Covid : comment une fiction peut détruire nos réalités

https://reseauinternational.net/covid-comment-une-fiction-peut-detruire-nos-realites/

Le 27 juillet 2022

Quelques infos rapidement.

https://twitter.com/AnonymeCitoyen?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1492813990845632513%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Flemedianen442.fr%2Fconvoi-de-la-liberte-un-policier-pointe-son-arme-sur-un-automobiliste-une-enquete-est-ouverte%2F

- L'état d'urgence sanitaire prendra officiellement fin le 31 juillet 2022. Les mesures de restrictions comme le pass sanitaire, le confinement, le couvre-feu ou encore l'obligation du port du masque ne pourront plus être misent en place à compter du 1er août

(A ceci près qu'ils pourront les rétablir à volonté, c'est écrit dans le texte adopté par l'AN et le Sénat. Le problème avec les blogs et Twitter ou Facebook, c'est que les auteurs ne se soucient pas de la stricte conformité de leurs messages avec la réalité, on ne peut pas s'y fier. Ceux qui se connectaient à mon site ont beaucoup perdu pour cela, ils doivent dorénavant passer par les agences de presse ou les médias et cela prend un temps fou, sans parler que leurs dépêches ou articles sont aussi souvent tronqués !)

- Des files d'attente interminables se forment devant les boulangeries au Liban frappé par une pénurie de pain qui se rajoute aux multiples pénuries que vivent les libanais asphyxié par la crise économique depuis près de trois ans

(Avec le Sri Lanka et d'autres pays, c'est le signe que le capitalisme agonise et les peuples aussi, il ne leur reste plus qu'à s'en débarrasser, mais malheureusement aucun parti ouvrier n'a adopté cette orientation politique...)

- Après 22 jours de grève générale le gouvernement du #Panama réduit de 30% le prix du panier alimentaire de base en contrôlant le prix de 72 produits. Les blocages se poursuivent malgré tout contre la vie chère la corruption et pour des investissements dans l'éducation et la santé.

(Confirmation.)

- Manifestation aux Philippines contre la flambée des prix et le Président à l'occasion du premier discours sur l'état de la nation du nouveau Président

(Confirmation.)

- Manifestation de taxis et blocage à Durban en Afrique du Sud contre la hausse des prix du carburant #inflation

(Confirmation.)

- Rare manifestation à Madagascar, l'un des pays les plus pauvres du monde contre la hausse du coût de la vie. Deux figures de l'opposition ont été arrêtées par la police

(Confirmation.)

- Manifestation en Malaisie contre la hausse du prix des denrées alimentaires et du coût de la vie et pour exiger une réduction des salaires des ministres

(Confirmation.)

https://twitter.com/Brevesdepresse

- La France fait partie des pays dont les habitants ont le moins confiance en les médias, selon le rapport du Reuters Institute. La France se classe ainsi 41ème sur les 46 pays analysés par l'enquête 2022 ! https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-r

INFO - Niveau de confiance dans les médias :
Finlande : 69%
Portugal : 61%
Afrique du Sud : 61%
Danemark : 58%
Norvège : 56%
Thaïlande : 53%
Allemagne : 50%
Pologne : 42%
Croatie : 38%
Chili : 38%
Turquie : 36%
Bulgarie : 35%
Roumanie : 33%
France : 29%
(Reuters Institute - 22)

(C'est plutôt bon signe.)

- Nouveau revers pour l'exécutif : contre l'avis du gouvernement, et à 5 voix près, les députés de l'opposition ont voté le déblocage de 500 millions d'€ pour augmenter les pensions de retraite au niveau réel de l'inflation à 5,5%.

- L'Assemblée a mal voté, le gouvernement la fait revoter ! Au milieu de la nuit de mardi à mercredi, à 2h39, Bruno Le Maire a demandé un second vote sur les pensions de retraite. Le déblocage des 500 millions d'€, voté plus tôt par les oppositions, a été rejeté.

- À l'Assemblée...
- 2017 : le député F.Ruffin (LFI) a payé 1378 € pour avoir siégé avec un maillot en parlant du foot amateur.
- 2018 : J.Lassalle a payé 1500 € pour avoir mis un gilet jaune.
- 2022 : un macroniste après un salut nazi écope d'un "rappel à l'ordre" sans inscription au procès-verbal, révèle RTL. La sanction la plus faible du règlement de l'AN...

(Qui doute encore de la nature fasciste de ce régime ? Le gouvernement et son parlement aux ordres ont refusé la réintégration des membres du corps médical qui ont refusé de se faire injecter leur saloperie génique sous prétexte qu'ils constituaient toujours une menace pour la santé publique (sic!). En revanche, tous les membres du corps médical qui ont été vaccinés avec des substances qui ne les empêchaient pas d'attraper ce virus et de le transmettre comme il a été confirmé officiellement, peuvent continuer de travailler.

On voit bien ici que ce n'est pas la santé de la population qui aurait motivé leur décision, mais la volonté de la réduire en esclavage, en faire une masse docile en vue de lui faire accepter sans broncher n'importe quelle mesure antisociale ou liberticide, leur intention est donc ouvertement de nature totalitaire et cela passe comme une lettre à la poste.)

Le 25 juillet 2022

Une lettre à partager ou a adressé à tous ceux qui s'en sont pris aux non vaccinés.

Le producteur de cinéma Del Bigtree : « Les non-vaccinés sont les héros de ces deux dernières années

https://lemediaen442.fr/le-producteur-de-cinema-del-bigtree-les-non-vaccines-sont-les-heros-de-ces-deux-dernieres-annees/

Le 20 juillet 2022

Vaut mieux le savoir.

Ils en ont dénombré 1, ouf !

Guerre en Ukraine : un mort après une frappe sur Kramatorsk - LePoint.fr 19 juillet 2022

Mieux, 1,5, ouf !

40,2 °C à l'aéroport de Heathrow, dans l'ouest de Londres. Le record historique de températures – qui datait de juillet 2019 avec 38,7 °C - LePoint.fr 19 juillet 2022

Vous avez dit manipulation, fake news ?

Année 1900

Le mois de juillet est le plus chaud à Paris depuis 1859. Longue période de fortes chaleurs avec des températures atteignant 40 degrés à Châteaudun.

En octobre, nouvel épisode de chaleur exceptionnelle à Paris.

Année 1911

L'été a été si sec en juillet et août qu'en Flandre, des centaines de personnes font la queue avec des seaux devant les fontaines publiques. En France, juillet août et septembre sont très chauds et les températures dépassent fréquemment 35°. On dénombra 40 000 morts dus à cette canicule, aussi bien des personnes âgées que des enfants en bas âge. Les premières vraies averses de pluie surviennent le 20 septembre.

La canicule a également sévi en Angleterre.

Année 1921

En juin, la sécheresse devient dramatique, aucune goutte de pluie n'est observée dans l'Oise, la Somme et le Languedoc-Roussillon ; à Paris, c'est le mois de juin le plus sec depuis 1810, une vague de chaleur exceptionnelle se produit entre le 24 et le 28 juin

Un été caniculaire s'abat sur la Lorraine. Le déficit de pluie atteint des records. Les récoltes s'annoncent faibles ; les prés, pâturages et parcs sont « grillés » comme les arbres qui « se laissent déplumer » par le vent brûlant.

Juillet reste extrêmement sec, absolument sans pluie dans la Beauce, le pays de Caux et la Picardie ; du 22 mai au 11 juillet, il ne tombe que 2 mm à Paris.

Cette sécheresse concerne également les Pays-Bas et l'Angleterre (le débit de la Tamise est réduit au 1/10eme de la moyenne) – La sécheresse perdure en Angleterre. On y dénombre de nombreux décès dus à la chaleur. Record de chaleur depuis 40 ans.

Le 13 juillet, on observe également une chaleur torride et un maximum de 44,8° aurait été mesuré à Bourg (il s'agit de la valeur non officielle la plus élevée mesurée à l'ombre, en France). Le vent déclenche des incendies en Champagne et le village de Loisy-sur-Marne est totalement détruit.

La vague de chaleur atteint son maximum les 28 et 29 juillet où l'on mesure des températures supérieures à 38° sur les trois quarts de la France (40 à 42° à Vesoul, Besançon, Albertville, Bourg en Bresse et Moulin)

Le 29 juillet, véritable « sirocco » en Lorraine. Les fils téléphoniques sont distendus par la chaleur.

En août, la grande sécheresse en Europe, combinée avec des températures élevées, est la cause d'une fonte rapide des glaciers alpins.

Le déficit de pluie atteint des records. Début août, les mirabelles se font rares et comme la terre des jardins des maraîchers est brûlée, les légumes « ont pour ainsi dire disparu. Un pied de salade très dure se paie à des prix inconnus. On n'arrive presque plus à obtenir le bouquet nécessaire au pot-au-feu », peut-on lire dans les comptes-rendus de l'époque. Les prés, pâturages et parcs sont « grillés » comme les arbres qui « se laissent déplumer » par le vent brûlant.

Octobre est le plus chaud et le plus sec depuis 1757. Une vague de chaleur exceptionnelle se produit du 1er au 20 octobre. Au cours de la première semaine, les températures dépassent partout les 30° -le 5 octobre, on atteint même 36° dans les Basses Pyrénées.

Le 4 novembre 1921 voit enfin le retour de la pluie, mettant fin à la sécheresse

L'année 1921 aura été la plus chaude et la plus sèche à Paris depuis le début des observations météo (1851) ; au total, il ne tombe que 270 mm d'eau contre 625 mm en moyenne.

Année 1934

France : vague de chaleur torride et sécheresse au printemps et en été. Mi-avril, la température atteint près de 30°. Mi-septembre, 36° à Clermont-Ferrand. En décembre, la température moyenne est supérieure de 5° à la normale.

Australie : sécheresse catastrophique, la majorité des forêts sont détruites.

Afrique du Sud : sécheresse sur tout le pays. Mort d'environ 10 millions de moutons.

Chine : vague de chaleur inhabituelle. Dans certains endroits, on relève des températures de 40 à 45° entraînant de nombreux décès. Les récoltes sont ruinées.

USA : pratiquement l'ensemble du pays subit une sécheresse sévère. En juin, on relève des températures supérieures à 100°F (38°C) dans 48 États. Le Texas, l'Oklahoma et le Kansas sont l'objet d'une véritable catastrophe, qui provoque l'exode majoritairement définitif de 3 millions d'habitants vers des cieux plus cléments.

Etc. Etc. Etc.

https://www.contrepoints.org/2021/08/13/347644-les-canicules-davant-la-canicule-au-cours-du-xxe-siecle

Canicule et sécheresse : Une constante dans l'ère pré-industrielle. La preuve.

- Mais les canicules tuent : à l'échelle française, sur la base des travaux de Lachiver, on peut estimer les pertes à 200 000 personnes environ en trois ans (1705, 1706 et 1707). Cet excédent de décès résulte d'épidémies meurtrières, dont on peut penser que certaines (dysenterie en 1706 et 1707 notamment) ont été favorisées par les épisodes de très forte sécheresse et chaleur estivale, par l'infection des rivières et des nappes phréatiques devenues trop basses et trop sensibles à l'invasion des germes pathogènes.

Après deux années de chaleur, notamment estivale et automnale, 1778 et 1779, les épidémies de dysenterie se déclenchent, à force d'ardeur solaire, à partir du début septembre 1779, date repérée dans le nord de la France ; le nombre des morts s'établit à environ 200 000 personnes au-dessus des chiffres normaux moyens annuels des morts de la décennie 1770-1779. Or il n'y a aucune crise de subsistance en vue ; jamais le blé n'a été aussi bon marché et les agriculteurs s'en plaignent même. C'est bien un phénomène de pure météorologie tueuse, la chaleur agissant directement de façon létale sur la santé publique.

Puis canicule-sécheresse très violente de 1846, en France et ailleurs en Europe. Ce double impact (fungus et canicule-sécheresse) induit misère et chômage intense du textile et du bâtiment en

1847 par report du pouvoir d'achat populaire sur le pain devenu très cher. On achète beaucoup moins les tissus et les services des maçons. Mévente du textile. Hyper-paupérisme du prolétariat, soit 80 000 morts de plus en 1846 (pour des raisons directement caniculaires également) et 110 000 décès additionnels en 1847. Au total près de 200 000 morts supplémentaires environ.

https://meteoetclimat.fr/wp-content/uploads/2017/07/Histoire-du-Climat-web.pdf

Le 19 juillet 2022

Gageons qu'à trop en faire, la majorité va finir par s'en détourner ou comprendre que toutes leurs crises sont fabriquées...

Comment fonctionne la fabrication du consentement : En falsifiant éhontément la réalité.

Pénurie : ces produits qui vont bientôt manquer dans les rayons des supermarchés - Yahoo 18 juillet 2022

- Après l'huile de tournesol et la moutarde, d'autres produits alimentaires devraient rapidement se faire plus rares dans les rayons de nos magasins. En cause notamment, la guerre en Ukraine.

Sans surprise, le blé se retrouve en tête de liste. Deux raisons expliquent la raréfaction des produits à base de cette céréale : les fortes chaleurs des derniers jours et la guerre imposée par la Russie à l'Ukraine qui ralentit la production mondiale.

Yahoo est la propriété de Verizon (USA) dont le principal actionnaire est Vanguard dont le principal actionnaire est BlackRock. Qui dirige Verizon ? Hans Vestberg, ex-gestionnaire de placements chez BlackRock (2021) dans lequel il possède des actions.

Amazon, Apple, Sanofi, l'Institut Pasteur, Pfizer, etc. présentent exactement la même configuration où l'on retrouve la même clique d'oligarques ou banquiers principalement anglo-saxons. C'est valable pour toutes les grandes entreprises cotées dans toutes les bourses occidentales contrôlées par les mêmes fonds de pension ou d'actifs.

Peu importe le nombre d'actions que chacun d'entre eux possèdent, parfois même inférieur à 1%, c'est ridiculement faible, n'est-ce pas, mais ce qu'il faut savoir, c'est que chacun pesant des milliers de milliards de dollars, c'est suffisamment persuasif pour que leur orientation ou position l'emporte lors des délibérations de leurs conseils d'administration, personne n'ose s'y opposer sous peine d'être broyé sur place ou d'être victime d'un malencontreux accident, c'est si vite arrivé... C'est une mafia, criminelle comme toute mafia, cela va de soi, mais la population ignore que ce sont eux qui décident de leur destin ou leur pourrissent la vie.

https://fr.news.yahoo.com/penurie-produits-bientot-manquer-rayons-supermarches-104200475.html

En famille avec nos bourreaux.

De crise alimentaire en crise alimentaire - Par Grain (grain.org 13 juillet 2022) - Mondialisation.ca, 15 juillet 2022

https://www.mondialisation.ca/de-crise-alimentaire-en-crise-alimentaire/5669820

Extraits.

- Quand est-ce que ceux et celles qui occupent des espaces de « *pouvoir* » comprendront correctement le message ? Alors que le monde est confronté à une crise alimentaire qui ne cesse de s'aggraver – la troisième en 15 ans, selon les experts – on pourrait penser que la réunion d'un grand nombre de gouvernements, comme celle à laquelle nous avons assisté lors de la conférence « *S'unir pour la sécurité alimentaire mondiale* » qui s'est tenue à Berlin fin juin, se traduirait par des mesures fortes et judicieuses. Mais non. Au lieu de cela, la rencontre a abouti à quelques nouvelles coalitions, un peu plus d'argent sur la table et essentiellement les mêmes mesures que d'habitude. On est bien loin de ce qui serait nécessaire pour surmonter la crise.

JC - Pour qui roulent les ONG ?

On a là la réponse ici : Cette ONG s'offusque que les représentants politiques des oligarques, qui sont responsables de la crise alimentaire actuelle ou à venir, ne les écoutent pas, ne prennent pas la mesure "*de ce qui serait nécessaire pour surmonter la crise*" comme si c'était leur préoccupation, alors qu'ils l'ont eux-mêmes fabriqués et comptent bien profiter un maximum...

On a compris que les maîtres doivent conserver leur pouvoir et les esclaves continuer de s'en passer, parce qu'ils seraient incapables d'en faire bon usage, cette ONG cautionne l'existence du système économique actuel, et elle n'a nullement l'intention de l'affronter ou de lutter pour son abolition, elle entend juste collaborer avec lui ou accompagner la mise en œuvre des mesures sordides qu'il impose à tous les peuples. J'exagère ou je surinterpréterais ses intentions, je serais partial ou médisant, sectaire ou injuste envers cette brave ONG... Malheureusement, ce n'est pas le cas comme on peut le vérifier dans le dernier paragraphe de cet article.

- Des tas de bonnes idées sont sur la table sur la façon de remodeler nos systèmes alimentaires – et d'innombrables mouvements sociaux désireux de prendre les rênes et de les mettre en pratique. Cette crise alimentaire servira peut-être à rassembler ces mouvements pour que de véritables mesures soient prises.

JC - Par qui ? Sans renverser le capitalisme au préalable ? Quelle illusion criminelle ! Pourvu que les oligarques vous entendent et vous octroient de généreuses subventions, il paraît que leur table est bonne...

Ils instrumentalisent la moindre variation climatique parce qu'ils n'ont rien trouvé d'autres à se mettre sous la dent...

Quand tu penses à tous ces décérébrés qui se plaignent de la chaleur en été, et qui partent en vacances dans des pays où il fait encore plus chaud plus longtemps ! On pourrait ajouter, tous

ceux qui se font dorer au soleil pendant des heures sur une plage ou qui cuisent littéralement dans leur bagnole. Il y a aussi ceux qui font du sport en plein soleil.

Ici, c'est le contraire qui se produit et il pleut davantage, un vrai bonheur. Mais on devrait s'en inquiéter, ne va-t-on pas greloter cet hiver, et les inondations à venir, il faut y penser bordel de merde, j'en tremble déjà ! Au fait, il va falloir que je repense à mon emploi du temps, il y a un truc qui cloche selon les saisons. Si je me couche et je me lève tôt pendant la saison chaude, disons de début mars à septembre, la nuit demeure chaude jusqu'à 4 heures du matin environ, du coup la climatisation va fonctionner pendant au moins 6 heures en admettant que je l'allume à 22 heures, c'est beaucoup et ma facture va exploser pendant 6 mois, ici plus tu consommes et plus tu paies cher, le tarif est progressif en fonction de la consommation. Pendant la saison moins chaude, je n'ose pas dire froide, la fraîcheur la nuit arrive sur les coups de minuit ou 1 heure du matin, on met la climatisation pendant 2 heures seulement, parfois pas du tout.

Bref, je me rends compte que plus on se couche tard et moins la climatisation fonctionnera, c'est le plus économique, mais le moins agréable à vivre car on se lève tard, quand il fait déjà plus chaud. L'été on peut rester dehors le soir sous un ventilateur, il fait environ 30°C. L'hiver il y a trop de moustiques, il fait encore chaud dans la maison à 20 ou 21 heures, entre 27 et 30°C car les murs en briques sont chauds et diffusent la chaleur accumulée la journée, c'est épouvantable comme matériel de construction.

Comme quoi ils ne savent vraiment pas grand-chose.

Les inondations étaient plus fréquentes au XIXe et au début du XXe siècle qu'au milieu du XXe siècle - climato-realistes.fr 18 juillet 2022

https://www.climato-realistes.fr/les-inondations-etaient-plus-frequentes-au-xixe-et-au-debut-du-xxe-siecle-quau-milieu-du-xxe-siecle/

Le texte qui suit est le résumé d'une étude publiée le 28 avril 2022 dans la revue European Geosciences Union (Climate of the Past) sous le titre « Influence of warming and atmospheric circulation changes on multidecadal European flood variability » (Influence du réchauffement et des modifications de la circulation atmosphérique sur la variabilité multi décennale des crues européennes).

JC - Lu au début de cet article :

- Les causes de cette variabilité ne sont pas bien comprises et la relation avec le changement climatique n'est pas claire.

En totalitarisme. Leur délire quotidien. Propagande de la peur, terreur et stratégie du chaos, fabrication du consentement, psychose collective aggravée...

Canicule en Europe: les records de température tombent en France, vague de chaleur inédite en Grande-Bretagne - AFP 18 juillet 2022

JC - J'ai relevé, "*une semaine de canicule*" suivie par "*une journée bien plus fraîche*", il faut surtout marquer profondément les esprits, les choquer si possible, car il faut bien justifier la transition énergétique, le Green New Deal, tous les sacrifices ou changement de comportement que ces tyrans veulent imposer à la population, de préférence s'est mieux si elle les adopte elle-même...

- Après avoir battu son record de température pour un mois de juillet jeudi, avec 47°C relevés dans le nord du pays, le Portugal devrait connaître une journée bien plus fraîche, mettant un terme à une semaine de canicule. AFP 18 juillet 2022

Relevé dans un autre article (en Chine):

- Plus de 40 degrés enregistrés également à Xi'an en début de semaine dernière. « Ce que je ressens aujourd'hui c'est qu'il fait encore trop chaud », confie un jeune homme qui porte les vêtements traditionnels de la dynastie des empereurs Tang. Alors que pour ces étudiants en tee shirt-basket croisés dans la vieille ville dimanche soir, la chaleur est bienvenue, au contraire. rfi.fr 18 juillet 2022

- L'Europe occidentale brûle toujours sous les effets de la canicule - AFP

- Le gouvernement britannique accusé de ne pas prendre au sérieux la "féroce" vague de chaleur - BFMTV

- Avec 40 degrés attendus, le Royaume-Uni déclenche la première alerte rouge « chaleur extrême » - Journal du Dimanche

- L'Europe dans "l'enfer" de la canicule et du changement climatique - Courrier international

Le Royaume-Uni affrontait lundi une vague de chaleur sans précédent, le seuil des 40°C pouvant même être atteint mardi, selon le prévisionniste britannique, qui a émis sa première alerte rouge "chaleur extrême". France 24

- L'Europe "gémit sous des températures record" et manque d'eau - Courrier international

- Espagne: la canicule fait plus de 350 morts en une semaine - RFI

- Canicules à répétition : l'Europe se réchauffe 3 à 4 fois plus vite que les autres régions aux mêmes latitudes - Futura

- Italie : une toile pour protéger le glacier de Presena contre le réchauffement climatique - France 24

- Pascal Canfin (Président de la commission environnement du Parlement européen) : « Nous allons devoir traquer toute consommation superflue d'énergie » - Journal du Dimanche

- Rafle du Vel d'Hiv: "Ces heures noires souillent à jamais notre Histoire", affirme Emmanuel Macron - BFMTV

- Italie: plus de 1000 maires demandent à Mario Draghi de rester à son poste de Premier ministre - BFMTV

- Macédoine du Nord : vers un processus d'adhésion à l'Union européenne - LePoint.fr

- Chine: de nouveaux confinements après une augmentation du nombre de cas de Covid-19 - BFMTV

- Espace : Un énigmatique signal radio venu d'une lointaine galaxie repéré - 20minutes.fr

Canicules à répétition : l'Europe se réchauffe 3 à 4 fois plus vite que les autres régions aux mêmes latitudes - futura-sciences.com 16 juillet 2022

Alors que les européens se sentent moins concernés par le réchauffement climatique que d'autres régions du monde, l'étude publiée dans Nature confirme le fait que l'Europe de l'ouest, dont la France, fait en fait partie des zones les plus touchées par le changement climatique et que la tendance va se renforcer au cours des prochaines années.

JC - Alors que les européens se sentent moins concernés par le réchauffement climatique = ça ce n'est pas bien ! Comment faire pour les persuader d'en être convaincus ? Peut-être n'ont-ils aucune raison particulière pour cela ?

- l'étude publiée dans Nature = aussi fiable que le Lancet ou la voix de son maître !

- confirme le fait que = que quoi ? La suite indiquait qu'il s'agissait d'un montage, d'une fabrication à l'aide de "*modèles de prévision climatique*" sans doute à défaut de faits probants, une prédiction sans valeur ou une spéculation oiseuse en guise de propagande à la place de données scientifiques.

Les modèles de prévision climatique prévoient en effet, pour la plupart, des scénarios de réchauffement dans lesquels les anticyclones seraient de plus en plus persistants sur l'Europe de l'ouest, jusque sur les îles britanniques, favorisant un temps de plus en plus sec et chaud.

https://www.madeinfutura.com/

Dans nos références, sans rire, notamment, Microsoft, Bayer (société pharmaceutique et agrochimique allemande) et Mercedes-Benz.

Le boomrang de la démagogie leur revient en pleine gueule.

Affaire Coquerel : Rousseau exige une mise en retrait de la commission des Finances, Quatennens s'y oppose - Europe1

La députée écologiste et militante féministe Sandrine Rousseau a appelé vendredi Eric Coquerel, député Insoumis visé par une enquête préliminaire pour agression et harcèlement sexuels, à se mettre le temps de l'enquête "en retrait" de la présidence de la commission des Finances.

Sandrine Rousseau une cinglée woke et théoricienne du « *génie lesbien* », on s'en serait douter rien qu'en la regardant !

https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/sandrine-rousseau-larbre-qui-cache-la-foret-woke

JC - En fait dans cette histoire, les hommes célibataires n'ont plus le droit de draguer les femmes célibataires, ils ont le choix entre la masturbation ou l'homosexualité ou demeurer seuls. C'est là qu'on s'aperçoit que ces dingues sont des ennemis de l'espèce humaine, qu'il la haïsse.

Je ne me souviens plus combien de fois j'ai dansé avec des femmes dans des booms quand j'étais adolescent ou dans des boîtes de nuits ou lors de fêtes improvisées chez des copains ou aux boulots, on ne se connaissait pas, on faisait connaissance sur un slow enlacés dans les bras l'un de l'autre, et si le courant semblait passer on pouvait être plus entreprenant et oser une délicate caresse ou une légère bise sur une main, un bras, une épaule ou la tête, histoire de tester notre compagne ou lui montrer qu'elle ne nous laissait pas indifférent, si cela l'incommodait elle nous le faisait savoir immédiatement de vive voix ou d'un simple regard désapprobateur ou elle cessait de danser et on n'insistait pas, pas de quoi en faire un drame ou hurler au viol.

Ces despotes, frustrées ou mal baisées considèrent un simple regard ou un geste anodin d'un homme en direction d'une femme déplacé ou du harcèlement sexuel, parce que ce sont des déséquilibrées mentales qui ne sont pas capables d'assumer leur propre identité sexuelle. Elles n'incarnent pas les femmes, elles en sont au contraire la négation, puisqu'elles n'existent que par rapport aux hommes. Retirez à l'un ou à l'autre les différences naturelles qui permettent de les distinguer et ils disparaissent.

L'immense majorité des homosexuels sont atteints de déséquilibres mentaux dus à l'éducation qu'ils ont reçue ou au milieu dans lequel ils ont évolué lors de leur enfance. Ce n'est pas une tare ou un défaut, c'est la cristallisation de rapports entre l'enfant et l'un ou l'autre de ses parents, qui s'est traduit par un blocage psychologique ou une suite d'expériences traumatisantes vécues avec l'un des deux parents qui a affecté son orientation sexuelle.
Différents types de situations peuvent en être à l'origine : une mère qui a élevé son fils comme une fille ; une mère trop autoritaire au point de craindre par la suite les femmes et de s'en détourner ; l'absence de la mère ou du père, l'absence de la mère peut conduire à se passer des femmes et privilégier la présence des hommes ; l'absence du père peut au contraire se traduire par une mère envahissante ou omniprésente jusqu'à la détestation inconsciente ; le libertinage effréné avec les femmes jusqu'à la perversité, sodomie, partouse, échangisme, polygamie jusqu'à saturation et insatisfaction ou le dégoût des femmes, imprévisibles, d'humeur changeante, compliquées, hypocrites et sournoises car refoulées...

Identité de genre : les contrôleurs d'impôt n'écriront plus «*Monsieur*» ou «*Madame*» - lefigaro.fr 13 juillet 2022

Dans une note de service interne, la direction générale des finances publiques (DGFIP) invite ses agents à ne plus mentionner la civilité des contribuables dans leurs courriers.

Recevoir un courrier de son contrôleur des impôts est rarement un moment très agréable. Heureusement, pour ne pas trop incommoder le destinataire de la pénible missive, l'administration fiscale pense à tout. Ainsi dans une note de service interne adressée à ses agents le 6 juillet, la direction générale des finances publiques (DGFIP) enjoint les contrôleurs fiscaux à ne pas heurter l'identité de genre des contribuables en bannissant les mentions de civilité de l'ensemble de leurs communications.

Concrètement, la note, consultée par Le Figaro, recommande de revoir l'accroche et la formule de politesse en début et en fin de courrier, ainsi que le bloc destinataire où sont inscrits le nom et l'adresse de la personne à qui la communication est adressée. Finis les «*Bonjour Monsieur*» et «*Bonjour Madame*» en préambule, les contrôleurs fiscaux se contenteront d'un simple «*Bonjour*», tout court.

https://www.lefigaro.fr/actualite-france/identite-de-genre-les-controleurs-d-impot-n-ecriront-plus-monsieur-ou-madame-20220713

Totalitarisme. Il n'y a plus de limite au négationnisme, l'ultime manifestation du nihilisme ou la philosophie officielle.

Un sénateur américain accusé de transphobie pour avoir dit que les hommes ne pouvaient pas tomber « enceints » - lemediaen442.fr 17 juillet 2022

Voici un échange qui sort de l'ordinaire… Un débat sur les droits reproductifs des personnes trans a eu lieu ce mardi 12 juillet 2022 entre Khiara Bridges, professeur de droit à Berkeley, et le sénateur Josh Hawley. Ce dernier a été qualifié de transphobe pour avoir posé la question de savoir si les hommes pouvaient tomber enceints. Il n'en fallait pas plus au Pr Khiara Bridges, militante LGBTQQIP2SAA…, pour s'indigner et accuser le sénateur de nier la possibilité aux hommes de mettre au monde un enfant.

Comprenons bien que ce n'est pas la réponse scientifique ou de simple bon sens qui intéresse la militante d'extrême droite LGBT. Car un homme ne peut pas avoir un bébé par les voies naturelles. Face à l'évidence de la réponse scientifique, l'attaque se fait sur la question. C'est l'interrogation qui doit être battue en brèche, afin de gagner le combat, pour pouvoir nier la réalité. L'accusation de transphobie permet de diaboliser l'interlocuteur pour tenter de le faire taire. Un peu comme les accusations de complotisme, de racisme, d'antisémitisme, tous ces « *ismes* » qui empêchent de réfléchir.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 1er août 2022.

Dans l'actualité du jour.

- Une nouvelle étude de l'Institut Heartland révèle que 96% des capteurs de température de la NOAA sont corrompus ; les relevés de température aux USA sont faux.

https://www.heartland.org/_template-assets/documents/publications/2022_Surface_Station_Report.pdf

La frappe de trop ! Il faut supprimer les preuves accablantes contre l'OTAN ?

(Source : NTV France)

- Que fait Zelensky !
L'armée Ukrainienne frappe le centre de détention d'Elenovka où sont détenus les prisonniers de guerre ukrainiens Azov.
Le nombre de morts est passé à 53 et 75 blessés selon la chaîne Telegram de la RPD

- L'attaque contre le centre de détention où étaient détenus le bataillon Azov a été menée par Kiev dans le but d'empêcher un tribunal.
Leur témoignage conduirait à des accusations des chefs d'État OTAN à un procès a annoncé le président de la Douma Viatcheslav Volodine

- Les nazis ukrainiens ont attaqué la prison provisoire d'Elenovka en République populaire Donetsk afin d'intimider les prisonniers en cas d'aveux tout comme Bucha et également afin de masquer des traces de crimes de guerre des civils déclare un prisonnier Azov

- Le ministère de la Défense de Russie a publié les informations officielles des listes de personnes décédées et blessées à la suite de la frappe de missiles des ukrainiens sur la prison Yelenovka a déclaré aujourd'hui le lieutenant-général Igor Konashenkov

- L'erreur fatale de Zelensky
Suite aux débris constatés dans la prison, l'ONU est prête à envoyer un groupe d'experts pour enquêter sur les bombardements du centre de détention Azov de Yelenovka selon le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Farhan Haq

- 30 juillet - Le Pentagone a admis que Kiev avait frappé "*involontairement*" le centre de détention provisoire à Yelenovka par l'armée ukrainienne
De nombreux fragments du missile américain HIMARS ont été retrouvés.

- La Russie étudie la proposition de l'ONU pour collecter les preuves nécessaires du centre de détention bombardé par kiev.
En l'absence de torture, les combattants d'Azov blessés lors du bombardement ont déjà indiqué être prêt à témoigner

- L'armée russe a attaqué un train militaire en RPD (Donetsk) transportant le bataillon d'élite de Zelensky
+ de 140 nazis ont été tués et 250 blessés a annoncé aujourd'hui le général Russe Igor Konashenkov

Des monstres ou des traîtres ? L'armée ukrainienne tire à l'artillerie sur ses prisonniers à Elenovka

https://reseauinternational.net/des-monstres-ou-des-traitres-larmee-ukrainienne-tire-a-lartillerie-sur-ses-prisonniers-a-elenovka/

_____

Encore une constitution inspirée de la Ve République...

- Référendum en Tunisie : un taux de participation de près de 28 % - France 24 26 juillet 2022

La commission électorale tunisienne a indiqué, lundi, que la participation au référendum constitutionnel du 25 juillet s'est établie à au moins 27,54 % des 9,3 millions d'inscrits.

Les votants étaient surtout "*les classes moyennes les plus lésées, les adultes qui se sentent floués économiquement, politiquement et socialement*", a analysé le directeur de Sigma Conseil, Hassen Zargouni.

Si elle est adoptée, la nouvelle loi fondamentale controversée, imposée par le président Kaïs Saïed, accorde de vastes pouvoirs au chef de l'État, en rupture avec le système parlementaire en place depuis 2014. France 24
26 juillet 2022

Quand l'instrument qu'ils ont créé pour exercer leur domination se retourne contre eux...

- « *L'Internet représente une menace pour ceux qui savent et qui décident. Parce qu'il donne accès au savoir autrement que par le cursus hiérarchique.* » Jacques Attali, interview Journal Libération par Laurent MAURIAC et Nicole PENICAUT — 5 mai 2000

Jacques Attali - *Il est dommage que cette panne n'ait pas duré assez longtemps pour que chacun puisse réaliser vraiment qu'on peut parfaitement se passer de Facebook* — 5 oct. 2021

En famille à l'extrême droite.

Malgré leurs critiques envers la loi pouvoir d'achat, les députés RN votent avec l'exécutif - BFMTV
Pouvoir d'achat: LREM, LR et le RN votent contre l'augmentation du SMIC proposée par la Nupes - BFMTV

La roulette russe...

Le ministère de la Santé allemand annonce 1 effet secondaire grave suspecté toutes les 5 000 doses de vaccin - lemediaen442.fr 21 juillet 2022

Le ministère fédéral de la Santé allemand vient de communiquer sur le nombre d'effets indésirables et demande à ses concitoyens de consulter un médecin, ainsi que de signaler les symptômes au plus vite. Un processus inexistant en France où les effets secondaires sont totalement sous-estimés.

Dans un tweet, le gouvernement allemand annonce le nombre d'effets indésirables graves : 0,2 déclaration suspecte pour 1 000 doses de vaccin, donc 1 effet indésirable grave toutes les 5 000 doses. Le ministère s'appuie sur les données du très reconnu Institut Paul Ehrlich, Institut fédéral des vaccins et des médicaments biomédicaux.

Ces déclarations sonnent comme un coup de massue pour les Français. Car, tout d'abord, la politique de traçage des effets secondaires nécessaire pour prendre en charge les patients le plus tôt possible est au point mort, une lenteur qui aggravera l'état des patients laissés sans aide. Et enfin, il faut se rappeler des déclarations d'Olivier Véran lors d'une conférence de presse en janvier 2021 et d'une audition par la commission des Affaires sociales de l'Assemblée sur la stratégie vaccinale du gouvernement. Lorsqu'il était ministre de la Santé, Véran annonçait un effet indésirable tous les cent mille vaccinés, ajoutant que ces effets indésirables étaient très légers : « *le vaccin est sûr !* »

https://lemediaen442.fr/le-ministere-de-la-sante-allemand-annonce-1-effet-secondaire-grave-suspecte-toutes-les-5-000-doses-de-vaccin/

Tout figurait déjà dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* par Lénine en 1916.

- (en 1912) Faut-il se demander s'il y avait, sur le terrain du capitalisme, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le partage des colonies et des "*zones d'influence*" pour le capital financier ?

- Admettons que, en effet, la libre concurrence, sans monopoles d'aucune sorte, puisse développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, et plus est forte la concentration de la production et du capital, laquelle engendre le monopole. Et les monopoles sont déjà nés, - issus, précisément de la libre concurrence ! Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.

- "La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre-échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenue maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la

politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme."

- Il suffit de poser clairement la question pour voir que la réponse ne peut être que négative. Car il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la force de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement uniforme des entreprises, des trusts, des industries, des pays.

- Aussi, les alliances "*inter-impérialistes*" ou "*ultra-impérialistes*" dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du "*marxiste*" allemand Kautsky, ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des "*trêves*" entre des guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale.

- L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances.

- Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un "*Etat-rentier*", d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la "*tonte des coupons*".

_____

Quelques commentaires que j'ai postés ici ou là.

- Pepe Escobar - L'avenir, c'est maintenant – avec les trois principaux BRICS (Russie, Inde, Chine)...

Je vis en Inde depuis 1996 dans un petit village du Tamil Nadu, quelle misère, quel cauchemar le régime en place semi-féodal et corrompu jusqu'à l'os ! Je suis sûr qu'un ouvrier ou un paysan russe ou chinois dirait la même chose, alors si c'est cela "*l'avenir*", gardez-le pour vous ou vos semblables !

- Pepe Escobar - Pour le meilleur ou pour le pire, l'époque du pillage impérial sera révolue.

Foutaise ! En réalité, il sera remplacé par un autre pillage, mais cela il ne faut surtout pas le dire. Ce discours n'est que l'écho de la pensée unique consistant à légitimer la survie du capitalisme.

Car chaque Etat, chaque puissance économique à l'échelle mondiale doit assurer son propre développement à venir, et quand un Etat ou un quarteron d'oligarques privilégient son propre développement ou ses propres intérêts au détriment de ceux des autres, il arrive forcément un moment où cette concurrence féroce ne peut se résoudre que par le recours à la force, à la guerre, une fois épuisées ou rendues inopérantes les méthodes conventionnelles de harcèlement, de menaces, de sanctions économiques, politiques et militaires épuisées.

Nous assistons donc à une nouvelle guerre inter-impérialiste entre les grandes puissances pour le repartage du marché mondial et les ressources indispensables à leur développement futur, pour conserver ou accroître leur hégémonie sur tous les autres Etats ou nations, peuples du reste de la planète, tout le reste est du baratin pour nous détourner de l'essentiel, à savoir que les peuples n'ont aucun intérêt à conserver un système économique qui ne sera jamais en mesure de satisfaire les besoins sociaux et de prendre en compte les aspirations démocratiques légitimes de 7,8 milliards d'hommes et de femmes.

Le soulèvement de tous les peuples sur tous les continents montre suffisamment qu'ils n'ont qu'un seul et unique ennemi à abattre, le régime capitaliste. Le problème, c'est qu'à ce jour ils ne sont pas parvenus à se doter dans chaque pays et à l'échelle internationale d'une nouvelle direction politique révolutionnaire pour atteindre cet objectif ou instaurer une République sociale universelle.

On leur a fait croire qu'il n'existait aucune alternative au capitalisme, que le socialisme était pire encore ou qu'il avait échoué, alors qu'en réalité il n'avait existé nulle part, hormis sous une forme dévoyée ou d'une imposture principalement en URSS à partir de 1924 et en Chine, où une caste tyrannique de bureaucrates anticommunistes avait confisqué le pouvoir politique et économique à son profit, de sorte que le capitalisme y triomphe ou y soit rétabli, et que les bases économiques du socialisme qui existaient dans ces pays disparaissent...

Loin de moi l'idée de vouloir convaincre qui que ce soit de quoi que ce soit, je ne fais pas de propagande ouverte ou déguisée, je décris simplement ce que j'ai observé, ensuite chacun est libre d'examiner sérieusement mes arguments ou de les rejeter. On vous a menti sur tout, n'est-ce pas, alors demandez-vous quel intérêt nos ennemis auraient-ils eu à vous dire la vérité sur un sujet aussi capital pour leur survie ? Souvenez-vous aussi que leur régime ne tient que grâce à l'ignorance du peuple.

Comment instaurer un régime tyrannique permanent. Mode d'emploi.

Ils ont conçu une stratégie politique faussement dénommée sanitaire, qu'ils basèrent sur un constat et un processus frauduleux ou pseudo-scientifique, qu'ils fabriquèrent pièce par pièce à l'aide d'instruments qu'ils détournèrent de leurs fonctions.

Cela commença par la fabrication en laboratoire d'un virus qui aurait la propriété d'être facilement transmissible, de façon à faire croire à sa contagiosité et éventuellement sa mortalité, de manière à pouvoir créer d'emblée une psychose collective.

Ce virus fut lancé simultanément dans la nature aux quatre coins du monde pour faire croire à la rapidité de sa transmission irréversible ou incontrôlable, de sorte que tous les Etats adoptent les mêmes mesures coercitives envers la population jugées dès lors parfaitement légitimes, de manière à ce que les peuples se sentant menacés y adhèrent massivement ou les réclament.

La propagation de ce virus suivant les voies habituelles, il devait logiquement infecter la majorité de la population qui développerait rapidement une immunité collective. Or, il fallait à tout prix éviter ce cas de figure ou le censurer, c'est ainsi qu'ils allaient prendre des mesures pour en ralentir la propagation de sorte que personne ne s'aperçoive qu'il n'était pas plus dangereux qu'un autre virus, puisque le nombre de personnes asymptomatiques ou peu malades serait très important, ce qui aurait contrarié l'illusion qu'il constituait une menace mortelle permanente.

Confinement, masque, geste barrière, pass sanitaire, quasi interdiction des molécules efficaces, rien n'y faisant et le nombre de morts ne décollant pas, ils iront jusqu'à recourir à de faux certificats de décès, la pandémie ne prenant pas, ils décidèrent d'en créer une de « cas » en généralisant le recours au test PCR. Là enfin, ils tenaient la preuve qu'une pandémie existait bien. Il ne suffisait plus qu'à faire croire que chaque test positif bidouillé (CT > 25) correspondait à un malade réel ou imaginaire peu importe, et le mécanisme infernal était enclenché pour faire durer la tyrannie indéfiniment.

L'étape suivante ne fut plus qu'une simple formalité. La pandémie était désormais solidement incrustée dans les esprits, fallait-il encore trouver le moyen de la rendre permanente en lui donnant une base pseudo-scientifique ou en la renouvelant, le recours à de multiples injections du virus à la population allait leur en donner l'occasion. Au fil du temps les tests PCR s'avéreraient de plus en plus négatifs, il allait donc falloir trouver un moyen d'inverser cette tendance fâcheuse, ces injections répétitifs allaient le fournir en permettant de développer une multitude de variants, qui une fois repérés et mis en lumière médiatiquement justifierait de réactivité à l'infini dans le temps toutes les mesures liberticides ou totalitaires précédemment imposées à la population pour affronter cette énième vague, y compris de nouvelles injections, la réactivation du code QR ou pass vaccinal, et la boucle du totalitarisme est bouclée.

Hormis renverser le régime en place par un soulèvement populaire, je ne vois pas ce qui pourrait mettre un jour un terme à cette dictature…

_____

- Problème central : depuis 5 ans, pas une fois, pas une, ces gouvernements désobéissants n'ont respecté la Constitution.

On a là en pointillés une partie de l'explication à l'intervention militaire russe soutenue par la Chine notamment que j'ai exposé dans un commentaire à la suite d'un autre article. J'ai indiqué que son origine et son objectif était économique avant tout.

Les opérations militaires menées par le Pentagone et le Commandement des opérations spéciales (SOCOM) appuyées par la CIA dans au moins 85 pays ces dernières années sont la réponse à l'expansion ou aux ambitions économiques de la Russie et de la Chine dans de nombreux pays, qui

viennent heurter les intérêts des Américains qui se prennent pour les maîtres incontestés du monde.

Imaginez que vous représentiez un Etat, et que chaque fois que vous répondiez à un appel d'offre d'un Etat ou d'entreprises présentes sur son territoire, suite à des menaces financières, politiques ou militaires dont ils ont fait l'objet de la part d'un puissant concurrent, vous êtes évincé ou les marchés vous passent systématiquement sous le nez ou vous perdiez des parts de marché, vous finissez par être passablement contrarié ou énervé au plus haut point, parce que vous en avez besoin pour assurer votre propre développement, vous avez envie que cette situation cesse, et le jour où vous en avez enfin les moyens, vous décidez de dire stop...

Ce conflit n'a rien à voir avec le bien-être des peuples dont aucun chef d'Etat de la planète ne se soucie, il ne faut pas se faire d'illusion... Étrangement, on ne lit jamais ici des articles sur la condition de la classe ouvrière en Russie qui n'a sans doute rien à envier à celle dans les autres pays, et on oublie subitement que le régime chinois à parti et syndicat unique, au crédit social, est avant tout hyper inégalitaire et despotique, ce qui aboutit à des interprétations faussées ou qui n'ont qu'un lointain rapport avec la situation mondiale. Partant de là, tous les commentaires qui s'inscrivent dans ce cadre-là n'ont aucune valeur...

_____

La coalition du centre-gauche (Parti démocrate, Italia Viva) à la Ligue de Matteo Salvini (extrême droite), en passant par le parti de Silvio Berlusconi Forza Italia (centre-droit), et le Mouvement 5 Etoiles ne pouvant plus gouverner le pays, signifie qu'il est ingouvernable, comme le Sri Lanka, le Panama, le Mozambique, le Pérou, l'Argentine, la Libye, l'Albanie, le Kenya, la Corée du Sud, la Chine, la Bosnie, le Ghana, l'Inde, le Pakistan, les Etats-Unis, la Tanzani, la Grèce, le Sénégal, la Grande-Bretagne, l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique, le Népal, l'Irlande, l'Equateur, la Moldavie, l'Afrique du Sud, Porto Rico, etc. ceux que j'ai oublié parmi ceux qui ont manifesté ces derniers jours veuillent bien m'excuser.

Comment ne pas voir que ce sont les peuples du monde entier qui se révoltent contre le régime économique en place, comment ne pas voir qu'il n'y a plus rien à en attendre, qu'ils ont le même et unique ennemi à abattre...

Voilà ce qui pourrait, ce qui doit unir tous les peuples, contre la guerre et l'exploitation, l'oppression, pour la démocratie et la liberté, c'est au peuple uniquement que revient le droit légitime de gouverner ou de décider librement de son sort ou de son avenir, cette orientation politique est incompatible avec la survie du capitalisme, abolissons-le !

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 13 août 2022.

On se plaint que la transition au socialisme soit si longue...

Rappel - Le passage de l'usage des cailloux à la taille de la pierre, à la fabrication d'outils aurait pris 2,5 millions d'années...

La différence : Quand on sait qu'on sait, on peut réfléchir au futur, on peut anticiper...

Visio-conférence du lundi 15 février 2021, avec le paléontologue Yves Coppens (bien mal-en-point, depuis il est mort)

Parole d'internaute.

- Directeur du FBI pendant près de 50 ans, John Edgar Hoover avait parfaitement bien décrit le phénomène : "*L'individu est handicapé en se retrouvant face à face avec une conspiration si monstrueuse qu'il ne peut croire qu'elle existe*". Et c'est pour ça que ça marche. Pour les peuples occidentaux leur génocide est tout simplement impensable, inconcevable. C'est bien pour ça qu'il est possible.

Twitter, toutes ces infos sont absentes des médias sur le Net ou censurées...

- Manifestation au Népal contre la hausse des prix, le gouvernement et la corruption

- Pillage d'un centre de distribution et tentatives de pillages de supermarchés à Rawson en Argentine sur fond de crise économique avec une inflation annuelle atteignant les 64%. 36 personnes ont été arrêtées dont des femmes et des mineurs

- Émeutes et blocages de routes à Tembisa en Afrique du Sud contre la vie chère notamment la flambée des prix de l'électricité. Trois manifestants ont été tués par la police

- Manifestation contre les coupures de courant et la hausse des prix du carburant et de l'électricité réprimée par la police à Bhola au Bangladesh. Un manifestant a été tué par la police. Des manifestations contre la crise énergétique ont eu lieu toute la semaine

- Manifestation contre les coupures de courant et la hausse des prix du carburant et de l'électricité réprimée par la police à Bhola au Bangladesh. Un manifestant a été tué par la police. Des manifestations contre la crise énergétique ont eu lieu toute la semaine

- Les agriculteurs du nord de l'Italie se soulèvent contre la Grande Réinitialisation. Ceux qui approvisionnent nos chaînes alimentaires rejettent le Nouvel Ordre Mondial alors que les médias grand public restent silencieux.

Déjà ?

Le télétravail n'a plus la cote auprès des salariés européens - Yahoo Finance France 5 août 2022

Les salariés européens seraient de plus en plus nombreux à voir les mauvais côtés du télétravail plutôt que les avantages, selon une étude.

Porté aux nues par certains, mis de côté par d'autres, le télétravail a connu un essor sans précédent en 2020 avec l'émergence du Covid-19. Après deux ans et demi de pandémie, ce mode de travail s'est installé dans de nombreuses entreprises. À en croire une étude menée en France, en Allemagne et en Italie par Allianz-Trade relayée par Les Échos, le télétravail ne fait plus rêver.

Autrefois fantasmé pour la liberté qu'il offre, le fait de pouvoir travailler de n'importe où dans le monde et la suppression des trajets domicile-travail, le télétravail présente aussi de nombreux handicaps. Ces derniers prennent progressivement le pas sur les avantages dans l'esprit des salariés français, allemands et italiens interrogés.

C'est même à cela qu'on les reconnait... Ils en tiennent une sacrée couche ! Irrécupérable ces Français !

Consommation : quels sont les produits favoris des Français ? - lepoint.fr 2 août 2022

Ils sont indétrônables et irremplaçables dans les étalages et les placards de cuisine. Tandis que l'économie française est marquée par une période d'inflation affectant le pouvoir d'achat, les consommateurs ne se détournent plus des références qu'ils chérissent le plus. Il semble ainsi que la hausse généralisée des prix ne perturbe pas les habitudes alimentaires. Une enquête réalisée par NielsenIQ, et relayée par Le Parisien, démontre une infatigable fidélité pour ces produits emblématiques de la consommation française.

Ainsi, au premier rang de ses produits, l'incontournable Ricard constitue la boisson la plus vendue durant ce premier semestre 2022, avec un chiffre d'affaires de 126,8 millions d'euros. La marque se place devant Cristaline et Coca-Cola, avec respectivement 117,8 et 72,1 millions de chiffre d'affaires durant cette même période. De fait, depuis 2018, les recettes liées à la consommation de l'emblématique alcool marseillais ont augmenté de 5 %, et cela, rien qu'avec les ventes impressionnantes de son format de 1 litre. On retrouve ensuite la célèbre marque de bière hollandaise Heineken.

Dans le même temps, la fidélité des consommateurs pour les autres références mentionnées se fait toujours ressentir. C'est le cas notamment de Nutella, qui affiche un chiffre d'affaires de 39,7 millions d'euros avec son pot de 1 kg de pâte à tartiner. La marque devance nettement les autres, dont Caprice des dieux et ses 300 g de fromage (31,5 millions d'euros), qui se place tout de même en deuxième position de ce top 10. « L'ordre des produits ne bouge que très lentement », affirme Nicolas Léger, directeur analytique chez NielsenIQ, au Parisien.

JC - Il faut ajouter TF1, le PSG, le masque, la piquouse, etc. Quel soulagement tout de même de ne pas leur ressembler ! sans mépris ou condescendance.

FMI : pour la hausse des prix de l'énergie, contre les aides aux ménages - lemediaen442.fr 8 août 2022

Le FMI exhorte les gouvernements de l'Union européenne à faire peser la hausse des prix de l'énergie sur les ménages, afin de les encourager à faire des économies.

Alors que les prix de l'énergie explosent, de nombreux gouvernements européens ont réduit leur pression fiscale sur l'énergie, afin de limiter la casse auprès des consommateurs. Des mesures qui ne plaisent visiblement pas au FMI.

« *Laissez les consommateurs payer pour la hausse des prix de l'énergie : c'est ainsi que nous les incitons à vivre de manière plus efficace sur le plan énergétique* », peut-on lire sur le blog (1) de la branche européenne de l'institution internationale, selon laquelle les politiques actuelles protègent trop les consommateurs contre la hausse des prix de l'énergie, ce qui pourrait nuire aux économies européennes et décourager la transition énergétique.

1- https://blogs.imf.org/2022/08/03/how-europe-can-protect-the-poor-from-surging-energy-prices/

Au Royaume-Uni, les impayés de factures d'électricité atteignent des records - RFI 10 août 2022

Les factures d'électricité impayées ont triplé sur un an, pour atteindre 1,3 milliard de livres. Soit 1,5 milliard d'euros.

Le Royaume-Uni, confronté à une hausse des prix de l'énergie, voit ses ménages affronter une situation difficile. L'hiver prochain, certains devront choisir entre alimentation et chauffage.

Cette dette devrait encore augmenter, car les tarifs d'électricité doivent subir de nouvelles augmentations importantes dans les mois à venir, estime Uswitch dans un communiqué publié mercredi. Le régulateur des tarifs énergétiques britannique Ofgem doit annoncer le 26 août un relèvement du plafond des prix de l'énergie. RFI 10 août 2022

Facebook ou Big Brother vous surveille.

États-Unis : Facebook aide la police à arrêter une mineure accusée d'avortement illégal - LePoint.fr 10 août 2022

Les messages ont révélé des échanges avec sa mère, qui lui a donné des pilules abortives, passés les délais légaux dans l'État, selon Bloomberg.

La tyrannie permanente organisée par les GAFAM légalisée.

Waze, Google maps, Citymapper... Ces applis vont devoir inciter à des déplacements écoresponsables - Le HuffPost 8 août 2022

Voici le slogan, déjà visible sur les publicités pour les voitures, que vous verrez bientôt apparaître sur les applications de calculs de trajets tels que Waze, Google Maps ou Citymapper, selon un décret paru vendredi 5 août au Journal officiel.

« *Ce décret vise à accompagner d'une part la transition des usages vers une mobilité décarbonée, en agissant notamment sur les services numériques d'assistance [c'est-à-dire les applications de trajets] aux déplacements, et d'autre part, à réguler les externalités négatives de l'usage de ces services numériques* », justifie le texte.

Un arrêté publié le même jour complète le décret et explique que les applications vont afficher plusieurs messages : « *Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo* », « P*ensez à covoiturer* », « *Passer de 130 à 110 km/h sur autoroute réduit votre consommation de 20 %* » ou « *Au quotidien, prenez les transports en commun* ». Le hashtag #SeDéplacerMoinsPolluer devra aussi apparaître.

Dès qu'un utilisateur cherchera à planifier un trajet, le résultat devra aussi afficher une estimation de la pollution causée, avec les quantités de gaz à effet de serre et de polluants de l'air (oxydes d'azote, particules PM10) émis par les différents modes de transport suggérés. Les applications et sites de transport multimodaux, du type Google Maps, Moovit, Mappy ou Bonjour RATP, devront « *mettre en avant » les « propositions d'itinéraires dont l'impact est le plus faible en termes d'émissions de gaz à effet de serre* ».

Si le trajet comprend un passage en voiture sur une portion où la vitesse maximale autorisée est supérieure ou égale à 110 km/h, ces applications devront proposer des alternatives permettant une baisse de la vitesse de 20 km/h, et donc moins d'émissions. Mais qui seront aussi plus longs.

Les applications doivent également informer les utilisateurs d'éventuelles restrictions de circulation, comme des Zones à faibles émissions (ZFE), qui doivent se multiplier dans les prochaines années.

Les applications multimodales devront aussi afficher fin 2022 les « *données relatives au réseau cyclable, aux aires de covoiturage et au stationnement* » rassemblées dans la base de données du site transports.gouv.fr, et fin 2023 toutes les offres de transport en commun et de véhicules partagés (vélos, trottinettes). Ces dispositions avaient été votées en août 2021 dans l'article 122 de la Loi Climat.

Rappel. Les scélérats fanatisés de la fausse gauche en réclamaient plus encore.

Le recours contre la loi Climat écarté par le Conseil constitutionnel - huffingtonpost.fr 13 août 2021

Mais pour des députés PCF, LFI, PS qui avaient saisi le Conseil Constitutionnel, et des ONG, le compte n'y est pas. Le Haut Conseil pour le climat (HCC), organisme indépendant chargé d'évaluer la politique climatique de la France, constate aussi que la France n'est pas sur la bonne trajectoire pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre et lutter ainsi contre le changement climatique. AFP/huffingtonpost.fr 13 août 2021

Rappel.

- On se souvient de la misérable comédie jouée par tous les acteurs politiques et les médias sur l'absence de majorité absolue de Macron à l'Assemblée nationale après les dernières élections législative, je l'avais dénoncé dès la première minute et j'avais eu raison une fois de plus, la preuve.

En famille. S'il le dit...

Pouvoir d'achat : que contient le projet de loi de finances rectificative, voté cet après-midi ? - Europe1 4 août 2022

- Emmanuel Macron s'est félicité des compromis trouvés par les parlementaires. "*Je veux saluer leur travail et celui du gouvernement*", dit le président, alors que le texte doit être définitivement voté par les deux chambres cet après-midi.

Quand les salopards de LFI encouragent le délit d'opinion.

Antisémitisme : passe d'armes entre Dupond-Moretti et Bompard - LePoint.fr 4 août 2022

Le garde des Sceaux s'en est pris à la proposition de résolution de « *l'extrême gauche* », qui condamne le « *régime d'apartheid* » d'Israël.

Pour sa part, la députée LREM Prisca Thevenot a défendu le gouvernement face à une "*nouvelle forme d'antisémitisme, l'antisionisme*". "*Nous condamnons le fait de poser une résolution qui explique […] que l'État d'Israël est un régime d'apartheid*" ou que "*les Israéliens sont un groupe racial*", a-t-elle souligné.

Le député LFI de Marseille, Manuel Bompard, a aussi enjoint mercredi au ministre de la Justice, « s'il considère qu'il y a des antisémites à l'Assemblée nationale », de « *les traduire devant les tribunaux* », car l'antisémitisme n'est « *pas une opinion mais un délit* ». LePoint.fr 4 août 2022

Evoquer le "*lobby juif*" est justifié ou n'a rien de répréhensif, puisque l'Etat d'Israël se qualifie lui-même d'Etat juif.

Antisémitisme: un expert de l'ONU s'excuse pour ses propos "*incorrects et inappropriés*" - BFMTV 5 août 2022

Un des enquêteurs de l'ONU a présenté ce jeudi ses excuses pour avoir parlé de "*lobby juif*" dans une interview, des propos qui avaient vivement été dénoncés par Israël et des diplomates occidentaux à Genève.

Dans une interview publiée le 25 juillet sur le site Mondoweiss, Miloon Kothari a déclaré: "*Nous sommes très découragés par les réseaux sociaux, contrôlés en grande partie par le lobby juif ou par certaines ONG spécifiques, qui consacrent beaucoup d'argent à essayer de nous discréditer*".

Le Premier ministre israélien Yaïr Lapid a demandé ce dimanche au chef de l'ONU Antonio Guterres d'œuvrer à la dissolution de la commission. L'ambassadrice d'Israël à Genève, Meirav Eilon Shahar, a aussi exigé la dissolution de la commission et le président du Conseil des droits de

l'homme, l'Argentin Federico Villegas, a demandé à l'expert de clarifier ses "*commentaires malheureux*".

JC - Il n'en fallut pas davantage pour que ce trou du cul se ravise honteusement.

BFMTV - "*Je souhaite exprimer sincèrement mes regrets et m'excuser sans équivoque pour avoir utilisé les mots 'le lobby juif'. L'offense que j'ai provoquée en utilisant ces mots m'a profondément bouleversé*", a affirmé Miloon Kothari, dans une lettre envoyée jeudi à Federico Villegas et publiée par l'ONU.

"*Il était totalement erroné de ma part de décrire les réseaux sociaux comme étant 'en grande partie contrôlés par le lobby juif'. Ce choix de mots était incorrect, inapproprié et manquant de sensibilité*", a-t-il poursuivi, soulignant qu'il a "*toujours condamné la discrimination sous toutes ses formes, y compris l'antisémitisme*".

La présidente de la commission, la Sud-Africaine Navi Pillay, a affirmé la semaine dernière que les commentaires de Miloon Kothari "*semblaient avoir été délibérément sortis de leur contexte*" et qu'ils reflétaient "*la déception de la commission face au manque de coopération persistant*" d'Israël avec les experts. BFMTV 5 août 2022

JC- Il ne faut pas oublier que l'Etat juif est une colonie anglo-saxonne, ceci explique cela.

La tyrannie n'a pas de sexe.

Le gouvernement annonce créer un poste d'« *ambassadeur aux droits LGBT+* » - LePoint.fr 4 août 2022

"*C'est une inquisitrice !*" : Accusé d'homophobie, Aurélien Pradié (LR) s'emporte contre Sandrine Rousseau sur RMC - Puremédias 4 août 2022

Des sénateurs PS demandent réparation pour les personnes condamnées pour homosexualité - BFMTV 4 août 2022

Les "*marches de fiertés*" font leur retour en Europe - Euronews 7 août 2022

Après deux ans d'annulation à cause du Covid-19, plusieurs "*marches des fiertés*" avaient lieu ce samedi à Hambourg, Brighton, Stockholm...

Dégage et ceci explique sans doute cela.

Le Mali fustige Emmanuel Macron et exige l'abandon de "*sa posture néocoloniale*" - France 24 1 août 2022

"*Le gouvernement de transition exige du président Macron d'abandonner définitivement sa posture néocoloniale, paternaliste et condescendante*", a déclaré à la télévision publique le porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga, réagissant aux propos tenus, jeudi, à Bissau, par Emmanuel Macron.

Bamako a également condamné "*avec la dernière rigueur*" les propos "*haineux et diffamatoires*" du président Macron alertant sur les exactions imputées à l'armée malienne contre des membres de la communauté peul lors de récentes opérations.

Ces "*accusations graves*" d'Emmanuel Macron sont de nature à "*susciter la haine ethnique*" au Mali où, reconnaît Bamako, "*ces dernières années le tissu social a été dégradé à cause des conflits communautaires*".

"*Il est important que le président Macron se remémore constamment le rôle négatif et la responsabilité de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda*", a dit le porte-parole Maïga.

Mali: Assimi Goïta, chef de la junte, et Vladimir Poutine se sont entretenus - RFI 10 août 2022

La présidence malienne confirme que le chef de la junte le colonel Assimi Goïta a eu un entretien mercredi avec le président de la fédération de Russie, Vladimir Poutine. Les deux hommes se sont félicités des relations entre les deux pays, notamment dans le domaine militaire. Selon un proche du colonel Assimi Goïta, l'entretien aurait duré un peu moins de 30 minutes. Le chef de la junte a commencé par remercier Vladimir Poutine pour la qualité des relations actuelles entre les deux pays.

Mali : 42 soldats tués dans une attaque djihadiste - LePoint.fr 10 août 2022

Une attaque dans le nord-est du pays, près des frontières du Burkina Faso et du Niger, a fait 42 victimes au sein de l'armée malienne.

Ils ne manquaient plus que la caution des salopards d'ONG.

Human Rights Watch dénonce les violations des droits humains au Mali - RFI 11 août 2022

L'organisation non gouvernementale dénonce dans un communiqué les violations des droits humains perpétrés par la junte militaire au pouvoir à Bamako.

L'effet résistance à l'OTAN de la Russie et la Chine ?

Du Mali à la RDC, *"la chasse aux casques bleus est ouverte"* - Courrier international 5 août 2022

Rien ne va plus entre la RDC et la Monusco. Mais au-delà, remarque le site burkinabè "*Wakat Séra*", ce sont d'autres missions onusiennes d'interposition sur le continent africain qui sont critiquées, contestées, voire poussées vers la sortie.

En Afrique, les missions de l'ONU "*en fin de course*" - France 24

Le gouvernement congolais a appelé au départ du porte-parole de la Monusco, la mission des Nations unies, a-t-on appris mercredi, alors qu'une vague de violentes manifestations contre la présence des Casques bleus a fait 36 morts. Le 20 juillet dernier, les autorités maliennes avaient

elles aussi expulsé le représentant des Nations unies, dans un contexte de fortes tensions. Comment expliquer cette défiance grandissante vis-à-vis des forces de l'ONU en Afrique ?

La France sous Macron est devenue un Etat infréquentable

Le Kremlin suspend les échanges téléphoniques avec Emmanuel Macron et qualifie la France de pays « *inamical* » - Journal du Dimanche 5 août 2022

Lors d'une conférence donnée à la presse et rapportée par l'AFP, le porte-parole du président russe a estimé que les discussions avec la France n'étaient actuellement pas « *nécessaires* ».

Allez vous faire "*foutre*", la France est "*insignifiante*" !

Le déficit commercial de la France se creuse à 71 milliards d'euros - LePoint.fr 5 août 2022

Google - Sur le plan économique, la guerre a eu pour premier effet un triplement de l'excédent commercial : de janvier à avril 2022, la Russie a dégagé un excédent commercial cumulé de 106,5 Md$, contre 35,2 Md$ durant les quatre premiers mois de 2021, selon la Banque Nationale de Russie. 20 juin 2022

"On va vous envoyer vous faire foutre": le ministre brésilien de l'Économie juge la France "insignifiante" - BFMTV 11 août 2022

Le ministre de l'Economie du Brésil, Paulo Guedes, a affirmé que la France était en train de devenir "*insignifiante*", menaçant de se détourner du marché français si Paris ne cessait pas ses critiques sur la déforestation en Amazonie.

"*Un jour, un ministre français m'a dit: 'vous êtes en train de brûler la forêt'. Je lui ai répondu : 'et vous, vous avez brûlé Notre-Dame'*", a-t-il raconté, sans préciser de quel ministre il parlait.

"*Ce sont des accusations futiles ! Vous n'avez pas brûlé Notre-Dame, mais vous n'avez pas réussi à empêcher le petit pâté de maison (où se trouve la cathédrale) de prendre feu. Chez nous, (la forêt amazonienne) est plus grande que l'Europe et vous nous critiquez*", a-t-il ajouté.

"*Après, j'ai donné un autre exemple (au ministre) : 'nos échanges commerciaux avec vous (la France) s'élevaient à 2 milliards de dollars en 2000, autant que la Chine. Aujourd'hui, c'est 7 milliards avec vous et 120 milliards avec la Chine. Vous devenez insignifiants pour nous'*".

"*Ou la France nous ouvre son marché, à nous et au Mercosur, ou elle deviendra insignifiante pour nous et on ira voir ailleurs*", a-t-il insisté. BFMTV 11 août 2022

Poutine et Erdogan signent un accord pour renforcer leur coopération économique - LePoint.fr 5 août 2022

Les deux dirigeants se sont finalement mis d'accord pour « *renforcer les échanges commerciaux* » entre leurs pays et « *aller à la rencontre des attentes mutuelles dans le domaine de l'économie et de l'énergie* », précise le Kremlin dans un communiqué.

Côté politique, les deux dirigeants ont souligné « *l'importance cruciale des relations sincères, franches et de confiance entre la Russie et la Turquie pour assurer la stabilité régionale et internationale* », ajoute le communiqué.

À l'issue de leur rencontre, les deux présidents se sont mis d'accord que les livraisons du gaz russe à la Turquie soient « *partiellement payées en roubles* », a annoncé à la presse le vice-Premier ministre russe, Alexandre Novak, en saluant une « *nouvelle étape et de nouvelles opportunités* ».

Vladimir Poutine a également souligné le rôle d'Ankara dans le transit du gaz russe vers l'Europe, via le gazoduc TurkStream. « *Les partenaires européens doivent être reconnaissants envers la Turquie parce qu'elle assure le transit ininterrompu du gaz russe* », a dit Vladimir Poutine.

L'Inde et d'autres pays refusent de payer en dollars lors de l'achat de carburant, d'acier, de ciment… - lemediaen442.fr 12 août 2022

La fin de l'hégémonie américaine... de plus en plus de pays suivent l'exemple de la Russie, refusant de payer en dollars et passent aux monnaies nationales.

Selon RIA Novosti. Les entreprises indiennes refusent les dollars lorsqu'elles achètent du carburant russe. À ce sujet, écrit Reuters, en référence aux documents douaniers.
Les acheteurs indiens ont acheté 1,7 million de tonnes de charbon à la Russie en juin, les producteurs locaux d'acier et de ciment payant près de la moitié (44%) de la transaction en dirhams des Émirats arabes unis, en dollars de Hong Kong, en euros et en yuans.

La devise chinoise représentait 31% des transactions autres que le dollar, tandis que la devise de Hong Kong représentait 28%. Moins d'un quart des approvisionnements ont été payés en euros, et environ un sixième en dirhams.

Comme l'a dit plus tôt le président de la Douma d'État, Viatcheslav Volodine, le monde a commencé le processus d'abandon du dollar en raison de son manque de biens réels et de ressources. Selon lui, l'imprimerie américaine n'est entravée par rien et la monnaie nationale américaine est utilisée par Washington comme un instrument de lutte politique.

Le PDG de Rostec, Sergei Chemezov, a à son tour noté que de plus en plus de pays suivent l'exemple de la Russie, refusant de payer en dollars et passent aux monnaies nationales. Les relations de partenariat des États ayant de longues traditions de coopération et de confiance mutuelle seront certainement renforcées, a-t-il souligné. lemediaen442.fr 12 août 2022

La Chine met fin à la coopération avec les États-Unis sur plusieurs dossiers - France 24 5 août 2022

Leur dispositif craque de partout plus le temps passe, comme toujours.

L'ancien président bolivien Evo Morales appelle à une campagne mondiale pour éliminer l'OTAN

https://reseauinternational.net/lancien-president-bolivien-evo-morales-appelle-a-une-campagne-mondiale-pour-eliminer-lotan/

Amnesty estime que l'armée ukrainienne a mis en danger les civils, Kiev « indigné » - LePoint.fr 4 août 2022

« *Nous avons documenté une tendance des forces ukrainiennes à mettre en danger les civils et à violer les lois de la guerre lorsqu'elles opèrent dans des zones peuplées* », a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, dans un communiqué paru jeudi 4 août. D'après Amnesty, l'armée ukrainienne a mis des civils en danger en établissant des bases militaires dans des écoles et des hôpitaux et en lançant des attaques depuis des zones peuplées pour repousser l'invasion russe. De telles tactiques violent le droit international humanitaire, avertit l'ONG dans un communiqué.

« *Le fait de se trouver dans une position de défense ne dispense pas l'armée ukrainienne de respecter le droit international humanitaire* », a-t-elle ajouté. Entre avril et juillet, des chercheurs d'Amnesty International ont enquêté sur les frappes russes dans les régions de Kharkiv (est), du Donbass et de Mykolaïv (sud-est), inspectant les sites touchés par des frappes et interrogeant des rescapés, des témoins et des proches de victimes.

Selon l'ONG, ces chercheurs ont trouvé des preuves que les forces ukrainiennes lançaient des frappes à partir de zones résidentielles peuplées et avaient établi des bases dans des bâtiments civils dans 19 villes et villages de ces régions. La plupart des zones résidentielles où se trouvaient les soldats étaient situées à des kilomètres des lignes de front, note Amnesty, soulignant que d'autres options qui n'auraient pas mis en danger les civils – comme des bases militaires ou des zones densément boisées à proximité – étaient possibles.

L'ONG indique qu'à sa connaissance les soldats qui se sont installés dans ces zones d'habitation n'ont pas demandé aux civils d'évacuer. Elle affirme que les forces ukrainiennes ont établi des bases militaires dans des écoles et des hôpitaux.

Si l'ONG dénonce ces tactiques ukrainiennes, elle insiste sur le fait qu'elles ne « *justifient en aucun cas les attaques russes aveugles* » qui ont frappé les populations civiles. Amnesty International dit avoir contacté le ministère ukrainien de la Défense à propos des conclusions de ses recherches le 29 juillet mais n'avoir pas reçu de réponse au moment de la publication du communiqué. LePoint.fr 4 août 2022

JC - Les éditocrates et les commentateurs officiels ainsi que leurs armées de larbins sur les réseaux (a)sociaux se sont empressé de condamner ou de mettre en doute ce rapport, bien qu'à l'instar des autorités ukrainiennes il accusait sans preuve la Russie de se livrer à des "*attaques aveugles* " ciblant "*les populations civiles*", car il y a des vérités qui ne sont pas bonnes à dire ou qui ne doivent pas parvenir à la connaissance de la population occidentale appelée à adopter aveuglément la propagande de guerre de l'OTAN.

Commentaire d'internautes abonnés au Point.

- Amnesty : une des très rare voix à révéler la stratégie Ukrainienne de bouclier humain

Cette enquête révèle que L'armée ukrainienne et ses milices telles que le régiment Azov n'hésitent pas à mettre des dispositifs de défense ou de contre-offensive militaire au milieu d'infrastructures et de populations civiles. La question s'était déjà posée à Marioupol ou la maternité bombardée par les russes était semble-t-il occupée par des membres du régiment Azov. Cette stratégie permet à Kiev d'accuser ensuite la Russie de bombarder sciemment des objectifs civils. Cette enquête d'Amnesty vient donc contredire la communication officielle ukrainienne que certaines chaines d'info mainstream relaient du matin au soir avec complaisance avec des intervenantes franco ukrainiennes jamais soumises à aucun contradicteur. Il ne s'agit pas d'excuser la Russie mais les médias pour ne pas perdre toute crédibilité devraient donner une information complète et objective au lieu de se contenter d'imposer une vision partisane.

- Ne pas confondre :

La libre pensée est une chose ; la vérité autre chose. Pour beaucoup de commentateurs, la vérité, c'est la leur ; la libre pensée, c'est aussi la leur, au service de Leur Vérité, libre pensée que l'on n'accorde pas à ceux qui ne sont pas de leur avis !
Dire qu'Amnesty est au service des Russes est une ineptie.

- Bravo pour une fois à cette ONG

Nous gobons depuis bien trop longtemps la fable ukrainienne des roquettes et missiles qui ne s'abattent que sur des bâtiments civils... Et nous n'avonc aucune indication précises sur les pertes en H et en matériels de l'armée ukrainienne... Il n'y a donc plus de journalistes d'investigation pour couvrir l'ensemble des facettes de cette guerre ?
Une nouvelle fois je rappelle qu'il ne faut prendre pour argent comptant ni la propagande de l'ex - agent des services secrets ni la com de l'ancien clown humoriste !

- Bravo au Point

De mettre cette info en exergue. Ça nous change de la propagande unilatérale, "*Radio Zelenski*" and Co. Les réactions sont assez comiques, d'ailleurs, mais attendues. Voyez-vous, le monde est forcément blanc ou noir... Malheur à quiconque oserait parler de "*gris*". Et chapeau à Amnesty d'avoir fait ce boulot.

- L'idéologie ne parvient pas à y croire et tire sur le messager !

Les manichéens ne savent plus à quel saint se vouer ! Si même les ONG n'arrivent plus à taire les pratiques de Zelinsky et ne relaient plus aveuglément sa propagande... Ils vont arrêter de la subventionner, du coup. Ce qui amène à comprendre pourquoi lesdites ONG, jusqu'ici, relayaient sagement la propagande qu'ils avaient envie d'entendre et pourquoi les autres le font encore. AI a été bien imprudente (malgré ses avertissements pour n'exonérer en rien Poutine de ses responsabilités majeures dans les malheurs en cours).
Comment cela, Zelinsky ne serait pas la perfection faite homme ? Comment cela, il enfreindrait depuis 4 mois la 4ème convention de Genève ? Comment cela, une ONG le dénoncerait alors que les journalistes font tout pour cacher ses infractions et dispenser copieusement sa propagande ? Comment cela, les tirs russes sur des écoles, hôpitaux et autres théâtres viseraient effectivement des militaires alors que Zelinsky, repris en cœur par les manichéens jurent depuis 4 mois qu'ils visent des civils ? Comment cela, chaque décompte des morts après un bombardement russe omettrait de dire qu'en plus des 3 blessés civils il y a 35 militaires morts qui se cachaient derrière les civils ? Comment cela, la vidéo qui montre une explosion à 500 m d'un parc visait bien l'usine qui était à 500m du parc et non le parc ?

- C'est drôle

C'est drôle Amnesty n'allant pas dans le sens des ukrainiens est lâché par ses anciens thuriféraires.

C'est l'OTANazie politique qui a mis en place le corrompu Zelensky.

L'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch placé sous sanctions par l'UE - rfi.fr 5 août 2022

L'Union européenne estime que Viktor Ianoukovitch, vivant en Russie, joue « *un rôle dans l'atteinte ou la menace de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance de l'Ukraine* ».

Dans un communiqué publié jeudi 4 août au journal officiel de l'UE, les pays membres accusent l'ancien président ukrainien de comploter pour tenter de revenir au pouvoir en Ukraine si l'invasion russe parvient à renverser le président Volodymyr Zelensky.

« *Selon différentes sources, M. Viktor Ianoukovitch a fait partie d'une opération spéciale russe visant à remplacer le président ukrainien par lui, pendant les premières phases de l'agression militaire illégale contre l'Ukraine* », indique le journal.

Son fils Oleksandr a également été placé sous sanction pour la même raison et pour avoir « effectué des transactions avec les groupes séparatistes de la région de Donbass ». rfi.fr 5 août 2022

Rappel.

En Ukraine, c'est le site d'investigation de Slidstvo.info qui, en participant au Consortium international des journalistes d'investigation (Icij), a sorti plusieurs documents impliquant le président Zelensky dans des tractations commerciales secrètes. L'un d'eux pointe ainsi l'achat par des compagnies offshore (une entreprise enregistrée à l'étranger), appartenant à sa société de production Kvartal 95, « *de trois appartements dans le centre de la capitale britannique (…) pour une somme d'environ 7,5 millions de dollars* », atteste Slidstvo.info. Les journalistes ont réussi à retrouver leur localisation exacte. Les deux premiers appartiennent à l'entreprise de Serhiy Shefir, premier assistant du chef de l'État. L'un, acquis pour 3 millions de dollars en 2018, est situé dans une maison appelée Chalfont Court, en face du bâtiment 221B Baker Street. Le second se trouve dans l'immeuble Clarence Gate Gardens juste à côté. Le dernier, détenu par le copropriétaire de Kvartal 95, Andriy Yakovlev, se situe à quelques mètres du palais de Westminster. humanite.fr 7 Octobre 2021

- En 2019, Volodymyr Zelensky a été élu, après avoir incarné dans la série « *Serviteur du peuple* », un président fictif, incorruptible, luttant contre les oligarques et les forces de l'agent, rappelle notre correspondant à Kiev, Stéphane Siohan. Mais sur la base des Pandora Papers, les journalistes de Slidstvo Info, un média d'investigation ukrainien, ont prouvé que pendant des années, Zelensky et ses amis du Kvartal 95, sa société de production audiovisuelle, ont caché leur fortune dans une douzaine de sociétés-écrans, à Chypre, au Belize et aux Iles Vierges britanniques.

L'enquête montre que plus de 40 millions de dollars, versés par l'oligarque Ihor Kolomoisky, patron de la télévision à laquelle Zelensky vendait ses programmes, ont échappé au fisc ukrainien.

« *Le film montre que Zelensky n'est pas juste un gars simple qui veut être différent, ce qui a été un de ses messages politiques, le président du peuple et tout ça, souligne Anna Babinets, rédactrice en chef de Slidstvo Info. Nous voyons qu'il y a beaucoup de combines, des choses douteuses. Maintenant on voit qu'il est juste un homme d'affaires comme les autres, qui essaie de garder son argent à l'extérieur de l'Ukraine.* » ouillade.eu 10 mars 2022

Les porte-parole de l'OTAN ne font pas dans la nuance.

Guerre en Ukraine : Comment expliquer les propos si virulents de Dmitri Medvedev, l'ancien président diplomate de la Russie ? - 20minutes.fr 5 août 2022

Il n'y a plus de place pour la nuance dans les prises de parole des hommes de pouvoir russes, mais Dmitri Medvedev a, en réalité, toujours fait partie de la frange réactionnaire de la politique 20minutes.fr 5 août 2022

Rappel.

Biden traite Poutine de "*criminel de guerre*" - huffingtonpost.fr 16 mars 2022

Ukraine : Biden traite Poutine de "*boucher*" et le met en garde - AFP 27 mars 2022

En famille.

- La fondation du prince Charles a accepté un don de plus d'un million d'euros venant de la famille Ben Laden - BFMTV 1 août 2022

Comment un tyran pourrait-il "rappeler le rôle de Jaurès" ? Parce qu'il n'est pas un tyran, voyons !

- Hommages à Jaurès: le député LFI Alexis Corbière tacle le RN et Emmanuel Macron - BFMTV 1 août 2022

La mémoire de Jean Jaurès a été saluée sur Twitter par plusieurs politiques, dont le chef du PS Olivier Faure ou le ministre des Transport Clément Beaune, issu de l'aile gauche de la majorité présidentielle.

Je cite Emmanuel Macron: 'Nous sommes devenus une société victimaire et émotionnelle (...). Certes je combats l'antisémitisme et le racisme de Maurras, mais je trouve absurde de dire qu'il ne doit plus exister'", a lu Alexis Corbière.

"*Pour notre part*", a-t-il poursuivi, "*nous sommes dans le camp de ceux qui pensent que ce que représentait Maurras ne doit plus exister et que si un président de la République doit prendre la parole, c'est pour rappeler le rôle de Jaurès, mais pas pour dire qu'il ne faut pas oublier Charles Maurras*", a-t-il déclaré sous les acclamations. BFMTV 1 août 2022

JC - Macron a raison, sous son régime fascisant la mémoire nauséabonde de Mauras ne peut être qu'amener à se développer ou elle est légitime, le nier comme le fait Corbière sert à camoufler la nature du régime en place avec lequel il collabore, ceci expliquant cela.

Toute déclaration démagogue a forcément une signification politique.

A entendre Corbière, Macron devrait être le porte-parole de Jaurès parce que c'est un démocrate respectable et non un épouvantable tyran armant le régime néonazi ukrainien par exemple, ou ayant 100.000 victimes innocentes à son actif depuis mars 2020, après les avoir empêchés de se soigner avec les traitements efficaces existant contre le covid-19. LFI ne manque pas une occasion de défendre le régime en place qu'il n'a aucune intention de renverser.

En famille.

Dati, Beaune, Grégoire et Schiappa vont débattre à l'université d'été de La France insoumise - Journal du Dimanche 11 août 2022

Qui a mis les banquiers en charge du monde ? Question stupide, eux-mêmes !

- Nous en sommes maintenant au point où les banksters se sont auto-sélectionnés pour diriger le monde entier, en jetant les notions de démocratie, de liberté et de dignité humaine à la poubelle au passage. Comme l'a noté le Dr Robert Malone dans un récent article de Substack(7).

« … Les contribuables américains ont renfloué les grandes banques lorsqu'elles ont fait s'effondrer l'économie mondiale en 2007-2008… Je n'ai pas été renfloué. Vous avez probablement aussi dû vous contenter d'encaisser.

Mais les grandes banques ont travaillé avec la Réserve fédérale (privée), le gouvernement américain et Blackrock, et ont détruit leurs concurrents (le secteur des caisses d'épargne et des prêts), les petites entreprises de tout le pays, et décimé les finances des propriétaires qui avaient été incités à de multiples cycles de refinancement.

Pendant ce temps, ces mêmes grandes banques qui étaient en grande partie responsables de la catastrophe économique ont essentiellement reçu de l'argent gratuit (de la monnaie fiduciaire en papier imprimée par la Réserve fédérale et injectée dans l'économie via les grandes banques, ce qui n'est en fait qu'une autre forme d'imposition — par la Réserve fédérale privée !)

Et ce sont ces mêmes banques, gestionnaires et fonds spéculatifs qui pensent qu'ils ont la sagesse, les connaissances et les compétences pour gérer le monde entier.

Et ils croient apparemment qu'il leur suffit de pouvoir suivre numériquement le comportement, les achats, les activités politiques, les comptes bancaires et tous les autres aspects de nos vies de chacun pour pouvoir nous gérer correctement via des scores de crédit social, des scores ESG, etc.

Ces grandes banques et fonds d'investissement (Larry Fink/Blackrock, State Street, Vanguard, etc.) semblent croire que s'ils disposent de toutes ces données et capacités de suivi au niveau individuel sur chacun d'entre nous, ainsi que d'une monnaie numérique mondiale centralisée, alors ils seront en mesure de nous gérer correctement.

Donc, la question. Qui a mis les banquiers en charge du monde ? C'est de la folie. Cela doit cesser. Ils ont démontré à plusieurs reprises leur incompétence, leur orgueil, leur arrogance et leur cupidité. D'une manière ou d'une autre, le pouvoir des milliardaires, des banques centrales privées, des fonds d'investissement massifs et de tous leurs petits clubs et sociétés privées doit être réduit ou (de préférence, à mon avis) détruit.

« *Nous devons faire face à la vérité qui a été cachée derrière tout cela… Le monde a permis aux monopolistes (tels que Bill Gates) et aux monopoles de s'emparer de beaucoup trop de pouvoir et de contrôle. Ils doivent être mis au pas. Pour le bien de chacun d'entre nous. Pour le bien de l'humanité. Pour le bien de nos enfants, à défaut d'autre chose.* » (Qui est derrière l'effondrement économique ? Par Dr Joseph Mercola (Activistpost.com 31 juillet 2022) - Mondialisation.ca, 02 août 2022)

https://www.mondialisation.ca/qui-est-derriere-leffondrement-economique/5670252

S'ils le disent eux-mêmes...

Enjeu stratégique COVID-19: La gouvernance mondiale, la « *tyrannie digitale* » et le projet de dépopulation Par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 04 août 2022

Selon Kissinger (NSSM 200, 1974) :

« *Le dépeuplement devrait être la priorité absolue de la politique étrangère à l'égard du tiers monde, car l'économie américaine aura besoin de quantités importantes et croissantes de minerais provenant de l'étranger, en particulier des pays moins développés.* »

Euthanasie de l'espèce humaine en marche...

Les formulaires de demande de papiers d'état civil enfin adaptés aux familles homoparentales - Le HuffPost 5 août 2022

Pour demander une pièce d'identité ou un passeport, les enfants qui ont deux papas ou deux mamans n'ont plus à rayer de mentions. Le HuffPost 5 août 2022

Une réflexion.

Le règne de la nécessité s'est imposé objectivement aux hommes il y a quelques centaines de milliers d'années en arrière ou plusieurs millions si on remontait aux ancêtres des premiers primates. Depuis, ils ne sont jamais parvenus subjectivement à prendre conscience que l'objectif du processus historique matérialiste dialectique qui se déroula durant cette très longue période, dont ils étaient et sont toujours à la fois les acteurs et le produit, avait pour unique objectif de les délivrer du règne de la nécessité, de réaliser leur émancipation, de parvenir à prendre conscience que la transformation de leur condition et de leur environnement en passant successivement par différents modes de production, devait contribuer à mettre un terme à l'esclavage inhérente à leur nature biologique ou animale ou aux contraintes qu'elle leur imposait, à ouvrir la voie au règne de la liberté, dont ils avaient toujours tant manqué ou auquel ils ne cessèrent d'aspirer légitimement, parce qu'ils étaient dotés des facultés qui leur permettraient d'y accéder.

Dès lors, la perspective historique qu'ils cesseraient un jour de faire leur propre histoire inconsciemment ou affirmer que la période de la préhistoire des hommes prendrait fin, est objectivement justifié ou réaliste, réalisable. Elle ne relève pas de la propagande, d'une bonne intention, d'un souhait ou d'un vœu exprimé à haute voix et à la légère, elle a un caractère scientifique pour peu qu'on s'en tienne aux faits et non à leurs interprétations. Tant de choses reposent sur des connaissances faussement scientifiques ou acquises frauduleusement, économie, médecine, climatologie, géologie, paléontologie, etc. au point qu'elles sont devenues la norme ou sont communément admises, qu'on en était arrivé bien avant à dénier à l'histoire de constituer un domaine de recherche scientifique comme un autre.

Ce refus d'octroyer à l'histoire le droit d'être étudiée scientifiquement ou d'accéder au statut de science, n'était pas anodin, car l'air de rien cela ne signifiait pas moins que les hommes ne pourraient jamais parvenir à sa connaissance, ce qui est pratique quand on se destine à manipuler leur conscience ou à les maintenir dans l'ignorance pour qu'ils demeurent indéfiniment dans la servitude, et force est de constater que de nos jours où elle est ouvertement grossièrement falsifiée, pratiquement plus personne n'ose assurer sa défense par crainte d'être accusé de vouloir imposer une interprétation plutôt qu'une autre, laissant le soin aux autorités compétentes d'en décider à notre place.

Finalement, la science historique consiste à décrire les faits ou la réalité, le rôle joué par les différents facteurs ou acteurs, leurs enchaînements, leurs rapports en remontant à leurs origines et en montrant les conséquences qui en découlent, de telle sorte qu'en d'autres circonstances on puisse en déduire leurs tenants et leurs aboutissants, prévoir de quelle manière ou dans quelle direction ils vont évoluer, dans quel cadre et dans quelle perspective ils s'inscrivent ou s'orientent pour les discerner précisément et agir en conséquence.

Tout est fait de nos jours pour que les hommes ne parviennent jamais à prendre conscience de ce processus historique, ainsi que son but ou l'étape qui coïnciderait avec la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, dont le capitalisme est l'expression achevé à notre époque, qui durant une très longue période détermina le développement de la civilisation humaine, mais qui de nos jours constitue un obstacle au progrès social et aux aspirations démocratiques des peuples, et commande la tâche de l'abolir sans tarder, sous peine qu'il conduise à l'extinction de la civilisation humaine et de l'espèce humaine, ce que préfigure le transhumanisme qui n'est rien d'autre que leur négation.

Question aux prétendus trotskystes : Comment on a pu en arriver là ?

En Italie, les sondages prédisent une vague très droitière aux législatives - RFI 10 août 2022

À six semaines des élections anticipées, les sondages confirment l'avance écrasante de la coalition des droites. La dernière enquête parue mardi 9 août crédite de 45% des suffrages l'attelage largement dominé par l'extrême droite. En face, les partis de la gauche et du centre ne parviennent pas à s'entendre.

Le chef de file de la gauche italienne, Enrico Letta, a beau invoquer la nécessité d'un pacte républicain, il n'est pas parvenu à rassembler dans une même coalition les formations capables de tenir tête à l'extrême droite. Or sans coalition, pas de victoire possible.

Face à lui, la coalition des droites, solide, domine largement dans les enquêtes avec 45 à 46% des intentions de vote. Le parti Frères d'Italie, héritier du mouvement fasciste italien est le premier de la

coalition, suivi par la Ligue de Matteo Salvini puis en dernier le parti de Silvio Berlusconi. Les dissensions qui existent, en particulier sur l'Europe, ont été laissées de côté.

Si le leader du Mouvement 5 étoiles Giuseppe Conte inspire encore confiance aux électeurs, selon l'institut d'études SWG, son parti est en chute libre. Et la favorite parmi les principaux dirigeants de partis est bien Giorgia Meloni, cheffe du parti Frères d'Italie.

Pour les observateurs, la question n'est plus de savoir si la coalition emmenée par l'extrême droite va gagner, mais avec quelle ampleur elle remportera le scrutin du 25 septembre. RFI 10 août 2022

Le POI au chevet du régime fascisant.

Fin de la session parlementaire : accord LREM-LR-RN pour continuer

Pouvoir d'achat, salaires, budget, hôpitaux, école, retraites : rien n'est réglé !

JC - Ah ben ça alors, et moi qui croyais qu'un miracle allait se produire avec LREM-LR-RN !

La manière, dont ils présentent ces rapports, est révélatrice de leur intention d'opposer et diviser tous les membres de la société entre eux.

Yahoo 8 août 2022 - Selon une étude de l'INSEE, 6 hommes sur 10 sont plus âgés que leurs conjointes mais seuls 8% des couples ont plus de 10 ans de différence d'âge. On constate ces dernières années une évolution : l'écart d'âge moyen semble se creuser. Comment vivent ces couples que presque une génération oppose ? Est-il possible de vivre une relation équilibrée quand les deux partenaires ne sont pas au même moment de leurs vies ? Yahoo 8 août 2022

JC - Tout d'abord, la grossière faute d'orthographe, c'est une génération qui oppose au singulier, parce qu'ils sont tellement obnubilés par la volonté d'opposer les membres d'un couple, les différentes générations, et au-delà les hommes et les femmes amenés à disparaître au profit des transgenres.

Ensuite, ils ne peuvent concevoir les différences entre les hommes qu'en termes d'oppositions, ils ne seraient pas en mesure de dépasser ou intégrer ces différences, qui se traduiraient forcément par des conflits plus ou moins violents, histoire de les détourner des véritables origines de la violence dans tous les rapports dans la société, le régime en place et les rapports sociaux sur lequel il repose, qui opposent dominants et dominés, rapports qui tendent à se reproduire entre les différentes communautés ou catégories sociales. Autrement dit, il vaut mieux que les membres des classes inférieures s'opposent les uns aux autres, plutôt qu'ils se rassemblent pour lutter ensemble contre les classes dominantes qui les exploitent et les oppriment.

Pour finir, paradoxalement au premier abord, le reste de cet article consista à faire l'apologie de ce rapport décalé en termes d'âge, les membres du couple qu'ils avaient pris en exemple avaient 29 ans d'écart d'âge (38 et 67 ans), tous les autres paragraphes consistèrent à relater leur expérience dans un entretien, dans lequel ils racontèrent qu'ils étaient très heureux ainsi depuis 10 ans. Du coup, on peut se demander de quelle opposition parlait l'auteur de cet article ou si je n'aurais pas été trop vite en besogne dans mon explication. Alors je me suis demandé à qui il s'adressait, et là j'ai trouvé un élément qui permettait de répondre à cette question, à savoir que cette femme n'aurait jamais

d'enfant, ce qui cadrait parfaitement avec la stratégie transhumaniste et eugéniste ambiante propulsée par le Forum économique mondial.

Par conséquent, il s'agissait d'un message destiné aux femmes pour les inciter implicitement à imiter ce couple ou à transgresser les générations, donc à se détourner des hommes de leur génération, sans qu'on sache ce qu'ils deviendraient ou quel triste sort leur serait réservé. Sans doute devraient-ils se tourner vers des femmes beaucoup plus jeunes qu'eux, sauf que lorsqu'on a à peine 20 ans, on tombe alors dans la pédophilie qu'ils encouragent et condamnent à la fois, à moins qu'ils deviennent homosexuels, eunuques, restent célibataires toute leur vie ou pas tout à fait, puisque devenus vieux ils pourraient faire l'affaire de femmes plus jeunes qu'eux, toujours est-il qu'eux aussi n'auraient pas d'enfant. Et puis, il faut penser à ces femmes qui se retrouveront veuves et seules durant les longues années qu'il leur restera à vivre, dont vulnérables, c'est loin d'être la panacée.

Pour une femme jeune l'attrait d'un homme plus vieux présente de nombreux avantages par rapport à un homme de sa génération forcément ou presque écervelé, dégénéré, mal dans sa peau, hyper individualiste, généralement mythomane, mentalement perturbé ou déséquilibré, intellectuellement très limité ou pauvre, rigide ou borné, superficiel, sentimentalement sec, sexuellement refoulé ou pervers, tandis qu'un homme d'un âge mûr sera plus réfléchi, attentionné, plus tendre, pour peu qu'il soit parvenu à tirer quelques enseignements de ses expériences de la vie, donc ce n'est pas une règle absolue loin de là.

Quand on bénéficie de conditions matérielles d'existence privilégiées ou quand on n'a pas de problèmes d'argent pour le dire crument, on peut vivre relativement heureux en faisant abstraction du reste de la société ou du monde ou les interpréter à sa manière de façon à se donner bonne conscience. Dans ce cas-là l'homme ou la femme ou les deux peuvent avoir des idées franchement réactionnaires sans que cela ne perturbe leur couple, ils peuvent bien vivre et se passer de toute conscience politique, hélas !

Rubrique fais-moi peur !

Un cas confirmé de poliomyélite aux États-Unis, des centaines d'autres personnes peut-être infectées - Futura 8 août 2022

Après la détection du virus de la poliomyélite à Londres, c'est au tour des États-Unis de faire face à une situation identique. Là-bas, un cas de poliomyélite paralysante a été confirmé pour des centaines d'autres personnes peut-être infectées. Pourquoi cette maladie oubliée refait-elle surface ? Futura 8 août 2022

Comment ils favorisent la résurgence de la polio.

La vaccination des enfants contre la polio renforcée à Londres après la détection de traces du virus -
BFMTV 10 août 2022

Tous les enfants entre un et neuf ans vivant à Londres vont se voir proposer un rappel du vaccin de la polio après la détection du virus dans les eaux usées de la capitale britannique, a annoncé mercredi le gouvernement.

"*Personne n'a été diagnostiqué avec le virus et le risque est faible pour la population*", a insisté le ministre de la Santé Steve Barclay, dans un communiqué. Il a cependant annoncé que tous les enfants entre un et neuf ans se verront proposer une dose de rappel en plus de la dose initiale déjà administrée, s'alignant ainsi avec les pratiques répandues dans d'autres pays, "*pour s'assurer qu'ils disposent de la meilleure protection possible*". BFMTV 10 août 2022

Après le Covid, un nouveau virus détecté en Chine, 35 personnes infectées - Yahoo Actualités 9 août 2022

Des médecins ont confirmé l'apparition d'un nouveau virus en Chine. Nommé "*Langya*", il se transmettrait des animaux aux humains et présenterait des caractéristiques semblables au coronavirus.

Selon les dernières informations rapportées par les autorités sanitaires, ce virus serait entièrement nouveau et n'aurait donc jamais infecté d'humains auparavant. Cependant, il appartiendrait à la famille Henipavirus, dont deux espèces (le virus Hendra et le Nipah) ont été identifiées auparavant. Pour le moment, aucun vaccin ni traitement n'a vu le jour.

D'après les scientifiques, dont les propos ont été relayés dans le New England Journal of Medicine, les musaraignes pourraient être le porteur le plus évident du virus Langya.

Les maladies zoonotiques, celles qui passent de l'animal à l'homme, deviennent de plus en plus un problème de santé mondial. Plusieurs facteurs provoquent l'émergence d'un grand nombre de ces virus, dont Covid, Zika et Ebola. Il s'agit notamment de la destruction des habitats naturels, de la consommation et du commerce d'espèces sauvages et du changement climatique.

Messieurs, vous avez mal à la jambe ? C'est peut-être le signe d'un cancer - Yahoo 9 août 2022

La Terre tourne de plus en plus vite et personne ne sait pourquoi - Futura 8 août 2022

Les monstres !

La FDA approuve le vaccin COVID-19 pour les bébés (à partir de 6 mois) Par Emma Kahn (aimsib.org) - Mondialisation.ca, 31 juillet 2022

https://www.mondialisation.ca/la-fda-approuve-le-vaccin-covid-19-pour-les-bebes-a-partir-de-6-mois/5670188

Coup de théâtre : 100 médecins anglais se révoltent et appellent à suspendre immédiatement la vaccination des enfants

https://reseauinternational.net/coup-de-theatre-100-medecins-anglais-se-revoltent-et-appellent-a-suspendre-immediatement-la-vaccination-des-enfants/

1899, cela ne date pas d'aujourd'hui !

De 1899 à 2022, les choses ont-elles changé ?

Dans un livre d'une étonnante franchise et clairvoyance intitulé « T*he Fallacy of Vaccination », publié en 1899, le Dr Alexander Wilder attirait l'attention sur la « conviction croissante* » des « *penseurs et observateurs plus profonds* » que la vaccination était non seulement « *totalement inutile en tant que moyen de prévention* », mais qu'elle était « *en fait le moyen de disséminer à nouveau la maladie là où elle est pratiquée* ».

Wilder a noté que « *chaque fois qu'un vaccinateur ou un groupe de vaccinateurs se lance dans une croisade de vaccination, il s'ensuit très généralement un certain nombre de décès dus à … des maladies provoquées par l'opération. …*».

Wilder a également dénoncé la suppression et la dissimulation des effets et événements indésirables des vaccins et des décès, décrivant les pressions exercées par un collègue médecin sur ses « confrères professionnels pour qu'ils tardent à publier les cas mortels de variole après vaccination » et décrivant d'autres manigances qui nous semblent trop familières aujourd'hui :

« *De temps en temps… un décès par vaccination est publié, et immédiatement on s'efforce assidûment de faire croire qu'il est dû à une autre cause. Les statistiques de la variole, qui prétendent distinguer les personnes vaccinées des personnes non vaccinées, sont trop souvent peu fiables. De nombreuses personnes qui ont été vaccinées sont faussement déclarées comme non vaccinées.*

Même lorsque la mort survient à la suite d'une vaccination, la vérité est dissimulée et le cas est présenté comme une scarlatine, une rougeole, un érysipèle [infection bactérielle de la peau], ou une autre maladie « masquée », afin d'éviter un interrogatoire trop serré ».

L'intentionnalité de la suppression semblait évidente à Wilder, qui ajoutait : « *Tout autre argument est accueilli par un silence impassible, et par un concert apparent d'intentions visant à exclure soigneusement toute discussion sur le sujet dans les journaux médicaux et publics, et à dénoncer tous ceux qui s'y opposent* ». (...)

Pendant ce temps, comme The Exposé l'a satiriquement rapporté le 24 juillet, « *On a l'impression qu'il ne se passe pas une semaine sans que l'on entende parler de la réémergence ou de l'émergence d'une maladie ou d'un malaise" – y compris une "mystérieuse » épidémie d d'hépatite chez les enfants, le phénomène SADS, la variole du singe et, bien sûr, la polio.*

Toutes ces épidémies, notent les journalistes, « surviennent 'par coïncidence' après que des millions de personnes dans le monde se sont vu injecter un vaccin expérimental à ARNm COVID-19 ».

https://www.mondialisation.ca/inventer-des-diagnostics-pour-dissimuler-les-dommages-causes-par-les-vaccins-une-escroquerie-aussi-vieille-que-la-vaccination-elle-meme/5670227

Crasse stupidité ou démagogie partagée.

Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique d'E. Macron, serait-il devenu complotiste ? Par Dr Gérard Delépine - Mondialisation.ca, 31 juillet 2022

Extrait - Le Pr. Delfraissy a été en pointe dans la propagande alarmiste et les décisions portant atteinte à nos libertés fondamentales en leur donnant un alibi scientifique mensonger. Il a bafoué et décrédibilisé la science en trompant les Français pour qu'ils supportent l'inacceptable.

« SCIENCE SANS CONSCIENCE N'EST QUE RUINE DE L'ÂME » (Pantagruel, RABELAIS)

Il reconnait enfin que ce sont les compagnies pharmaceutiques qui ont tout pouvoir sur les décisions prétendument scientifiques en rapport à ces pseudo vaccins. Mais pourquoi ne l'a-t-il pas dénoncé plus tôt et démissionné du conseil scientifique comme l'a fait très rapidement le Pr D. Raoult ?

La démocratie nécessite une information honnête et durant ces deux ans et demi, elle ne l'a pas jamais été. Mondialisation.ca, 31 juillet 2022

JC- Conclusion ou moralité : Le régime est anti-démocratique et cela ne date pas de 2020...

Dans la rubrique ils vous empoisonnent délibérément depuis des lustres...

Alzheimer : ces aliments pourraient accélérer le déclin cognitif - Yahoo 2 août 2022

Selon une recherche menée par des chercheurs de l'Université de Sao Paulo (Brésil), ceux qui mangent trop d'aliments ultra-transformés auraient davantage de risque de souffrir d'un déclin cognitif et de la maladie d'Alzheimer. Les conclusions ont été présentées lors de la conférence internationale de l'Alzheimer's Association 2022.

Pour parvenir à cette conclusion - relayée par CNN - les scientifiques ont suivi les données de 10 000 personnes pendant dix ans. Résultats ? Ceux qui tiraient un quart de leurs calories des aliments transformés souffraient d'un déclin cognitif supérieur de 28 % et d'un déclin 25 % plus rapide du fonctionnement exécutif.

Selon les chercheurs, les fautifs sont facilement identifiés, il s'agit de la teneur en sucre, en sel et en matières grasses de ces aliments transformés. Cette composition pourrait augmenter l'inflammation du corps et donc favoriser l'apparition d'un déclin cognitif. Yahoo 2 août 2022

Un conseil, prends le temps de cuisiner, c'est aussi ou plus valorisant encore que d'autres activités manuelles... C'est finalement plus économique à court et long terme puisque cela aide à rester en bonne santé...

Méfiez-vous de ces produits dans votre cuisine, ils pourraient vous nuire - Yahoo Actualités 9 août 2022

L'exposition à des "*produits chimiques permanents*" sur de nombreux articles ménagers peut augmenter considérablement le risque de cancer du foie d'une personne, selon une récente étude dont les résultats ont été relayés par le Daily mail.

Selon elle, les produits chimiques synthétiques courants dans les emballages alimentaires et certains ustensiles de cuisine pourraient quadrupler le risque de cancer. Ils augmenteraient le risque de carcinome hépatocellulaire non viral, un cancer du foie courant.

En ligne de mire : le sulfate de perfluooctane, souvent appelé PFOS et le polyfluoroalkyle, appelé PFAS. Les experts les appellent familièrement "*produits chimiques éternels*" car ils peuvent mettre des années à se dégrader dans le corps ou l'environnement. Ils se retrouvent généralement dans les

ustensiles de cuisine antiadhésifs, les vêtements imperméables, les produits de nettoyage ou encore les shampoings.

Qu'est-ce que le Daily mail ?

Le « *Daily Mail* » n'est plus une source utilisable sur Wikipédia - lemonde.fr 9 février 2017

La version anglophone de l'encyclopédie collaborative a décidé que le tabloïd britannique était trop peu fiable pour pouvoir être cité comme source d'un article.

Dans une décision rare, les contributeurs anglophones de l'encyclopédie collaborative en ligne Wikipédia ont décidé de ne plus utiliser, sauf exception, les articles du tabloÏd britannique Daily Mail comme source. Après débat, les contributeurs ont estimé que « *le Daily Mail (et sa version en ligne, dailymail.co.uk) sont généralement peu fiables, et son utilisation comme source est interdite de manière générale, et plus spécifiquement lorsque des sources plus fiables existent. En conséquence, le Daily Mail ne doit pas être utilisé pour déterminer le degré de notoriété d'un sujet, ni être utilisé comme source pour un article* ».

300 à 400 personnes concernées sur des dizaines ou centaines de milliers qui en consomment et qui ne sont pas malades, cherchez l'erreur ou l'imposture!

Rappel produit : ce fromage vendu partout en France ne doit surtout pas être consommé - Femme Actuelle 9 août 2022

Fièvre, maux de tête, courbatures… La listériose, une maladie provoquée par la bactérie Listéria touche 300 à 400 Français chaque année, selon les chiffres de Santé publique France. Cette infection se transmet par certains aliments comme les fruits et légumes, les produits laitiers, la charcuterie ou encore certaines viandes et poissons. Il y a quelques jours, ce sont des fromages qui ont fait l'objet d'un rappel dans tous les points de vente de l'enseigne Franprix.

Ce n'est pas la première fois qu'un produit est rappelé à cause de la Listeria monocytogenes. Depuis le début de l'été, sachets de salade, fromage italien et apéros roulés ont déjà été retirés des rayons des supermarchés pour les mêmes raisons. Depuis plus d'un an, plus de 5 000 procédures de rappel pour des produits d'alimentation ont été enregistrées (glace, fromage, charcuterie, lait…), soit plus de 300 rappels par mois en moyenne.

On va tous mourir, il va bientôt falloir se passer de l'eau de pluie !

- Partout dans le monde, l'eau de pluie contient des produits chimiques cancérigènes - Slate.fr

C'est la moindre des choses...

Sécheresse : L'arrosage des golfs agace de nombreux élus - Le HuffPost 2 août 2022

Malgré la situation de sécheresse, les différentes canicules et la vague de chaleur en cours, les golfs bénéficient d'un traitement spécifique.

Le Sénat dit non à la taxation des superprofits - Journal du Dimanche 2 août 2022

La civilisation humaine régresse, confirmation.

Face à la chaleur au Japon, ces chiens portent un ventilateur portatif - Le HuffPost 2 août 2022

Le Japon n'est pas épargné par les vagues de chaleur qui touchent de nombreux pays du monde et les animaux de compagnie souffrent en raison de leur pelage.

Ça se précise.

Selon le ministère de la Défense russe, le gouvernement américain pourrait être complice de l'émergence du Covid - Russia Today 4 août 2022

Le ministère russe de la Défense déclare qu'il est en train d'enquêter sur le rôle éventuel de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) dans la création du virus Covid-19.

Lors d'un point de presse jeudi, le chef des forces russes de défense contre les radiations, les agents chimiques et biologiques, le lieutenant-général Igor Kirillov, a affirmé que des laboratoires biologiques soutenus par les États-Unis en Ukraine avaient mené des recherches et des tests cliniques douteux sur des citoyens ukrainiens, et que « *plus de 16 000 échantillons biologiques, y compris des échantillons de sang et de sérum, ont été exportés du territoire ukrainien vers des pays américains et européens* ».

Il poursuit en expliquant qu'une déclaration de Jason Crow, membre de la commission du renseignement de la Chambre des représentants des États-Unis, qui avertissait les Américains que leurs échantillons d'ADN pourraient être utilisés pour créer des armes biologiques ciblées, a amené le ministère russe de la Défense à « *jeter un nouveau regard* » sur les origines de la pandémie de Covid.

« *Compte tenu de l'intérêt de l'administration américaine pour l'étude d'agents biologiques étroitement ciblés, de telles déclarations nous obligent à jeter un regard neuf sur les causes de la nouvelle pandémie de coronavirus et sur le rôle des biologistes militaires américains dans l'émergence et la propagation de l'agent pathogène Covid-19* », a déclaré M. Kirillov.

La Russie soupçonne désormais l'USAID d'être directement responsable de l'émergence du virus de la Covid-19, selon M. Kirillov, qui s'est référé à un article du Lancet rédigé par Jeffry Sachs, professeur à l'université de Columbia, qui suggère que le virus a probablement été créé dans un laboratoire à l'aide des dernières avancées américaines dans le domaine de la biotechnologie.

Kirillov a souligné que depuis 2009, l'USAID finançait un programme appelé « *Predict* », menant des recherches sur de nouveaux coronavirus qui impliquaient la capture de chauves-souris sauvages infectées par ces agents pathogènes, et que l'un des contractants du projet, Metabiota, était connu pour ses activités biologiques militaires sur le territoire de l'Ukraine.

En 2019, l'agence a fermé le programme « *Predict* » alors que le Johns Hopkins Center for Health Security commençait, par hasard, à étudier la propagation d'un coronavirus jusqu'alors inconnu.

« *La mise en œuvre du scénario de développement du COVID-19 et la suppression en urgence par l'USAID du programme Predict en 2019 suggèrent la nature délibérée de la pandémie et l'implication des États-Unis dans son apparition* », a déclaré Kirillov.

Il a ajouté que l'émergence récente du virus de la variole du singe, ainsi que les antécédents supposés des États-Unis en matière d'utilisation d'agents biologiques contre leurs ennemis, ont conduit Moscou à observer une « *tendance claire* » des agents pathogènes qui, pour une raison ou une autre, intéressent le Pentagone, se transformant finalement en pandémies.

JC - Comme aucun virus ou aucune bactérie ne menaçait réellement la population occidentale, ils en ont fabriqué un sur mesure...

La gouvernance par la peur et la tyrannie. Bienvenue chez les psychopathes enragés.

Après le Conseil scientifique Covid-19, quelles missions pour le nouveau comité sanitaire ? - Le HuffPost 5 août 2022

Ce nouveau groupe d'experts, instauré par décret et dont la nomination est imminente, prend la relève du Conseil scientifique chargé pendant 872 jours du suivi, des anticipations mais aussi de l'orientation de la stratégie vaccinale à mettre en place face à la pandémie de coronavirus en France.

Projections, recommandations… Le nouveau « *comité* » a vocation à poursuivre le travail engagé sur le Covid-19, notamment sur les modélisations même si ces dernières sont de plus en plus « *complexes et incertaines* », comme l'expliquait fin juillet au HuffPost le modélisateur de l'Institut Pasteur, Simon Cauchemez.

Mais le comité sera également chargé de nouvelles missions (...) pour anticiper ou se prémunir de « *risques différents* », explique-t-on au ministère de la Santé...

« *Il faut élargir à d'autres risques sanitaires liés aux agents infectieux atteignant l'homme et l'animal, aux polluants environnementaux et alimentaires ainsi qu'au changement climatique* », explique-t-on.

Une nouvelle approche liant santé humaine, animale et environnementale, réclamée depuis deux ans par l'ONU et l'OMS, pour faire face aux risques épidémiques. Les déplacements géographiques des mammifères liés au réchauffement climatique ou à l'utilisation des terres par l'Homme renforcent, en effet, les risques de transmissions virales entre espèces qui n'avaient aucune interaction auparavant. Des experts ont d'ailleurs alerté, en avril dernier dans la revue Nature, sur « *une épidémie de virus* » d'ici à 2070.

Près de 10.000 virus « *potentiellement zoonotiques* » circulent aujourd'hui chez les mammifères. Parmi eux, impossible pour les auteurs de cette étude de désigner le futur responsable des épidémies à venir. Le HuffPost 5 août 2022

Hystérie. On va tous mourir de chaud, de soif, de faim, de froid, c'est horrible !

Sécheresse : Borne active la cellule interministérielle de crise face à une «situation historique» - Europe1 5 août 2022

Sécheresse exceptionnelle : 100 communes déjà privées d'eau potable - AFP/lepoint.fr 5 août 2022

Commentaire de lecteurs du Point.

- En tapant, sur"*Wikipédia*" : "Sécheresse de 1718" puis sur l'article suivant : "*Les étés caniculaires et sécheresses autrefois*", à défaut d'être rassurés, on constate qu'en d'autres temps, d'autres générations, avec moins de moyens à leur disposition, ont connu, chez nous, bien pire..., et que ce ne fut pas définitif.

- Le cycle planétaire situé entre 11 et 15 ans continuera aussi bien pour la chaleur que pour le froid. La lecture de l'Histoire de France nous apprend que même à l'époque où l'on ne connaissait pas le CO2 de tels cycles se produisaient déjà.

- S'exprimant dans *Libération*

Sur la canicule 20O3, Leroy Ladurie disait " *J'aurais plutôt tendance à la relativiser... Ce genre de grande sécheresse n'a pas manqué dans l'histoire française*" un exemple parmi d'autres :

700 000 morts lors des étés caniculaires de 1718 1719 (la canicule de 1719 dura de juin à septembre) avec même l'apparition de nuées de sauterelles et une forme de climat saharien sur l'Ile de France.

Ce n'est bien sur pas Météo France, complice du GIEC pour répandre la peur, qui donnerait ce regard lucide sur le passé, (quand on ne parlait pas de CO2).

Sur mon mur facebook (san cat luna park) d'autres exemples cités par Leroy Ladurie. Alors ? On relativise ou on panique ?

- Qui se souvient de l'affaire du barrage de Sivens, projet d'une retenue d'eau abandonnée dans la douleur en décembre 2015. La violence plutôt que la raison. Les écologistes sont contre les retenues, barrages ou réserves d'eau. Mieux vaut laisser la biodiversité crever de soif, stopper les activités liées au manque d'eau (dont l'EDF et l'agriculture) que de s'organiser. Logique, non ?

Twitter.

- Au moment où l'eau manque dans certaines régions, rappelons qu'à cause des fuites, 1 litre d'eau potable sur 5 n'arrive jamais jusqu'aux robinets en France. Perte annuelle : 1.000 milliards de litres ! Rien qu'à Nîmes cela équivaut à 9 millions €. (Cash investigation)

- Le marché de l'eau en France représente + de 9 milliards d'€ / an. Soupçons de "*corruption*" et de *"trafic d'influence*", fuites massives dans les tuyaux et révélations en eaux troubles. L'enquête de Cash investigation est tjrs dispo sur Youtube. https://youtu.be/IZFkrXduDP4

- Selon les scientifiques marins qui surveillent l'écosystème, les deux tiers de la Grande Barrière de Corail ont enregistré le plus haut niveau de couverture corallienne depuis 36 ans

- Tout comme la calotte polaire dans l'Arctique. L'hiver dernier, la couverture de glace a établi un record des 30 dernières années. Les merdias ont "*oublié*" de nous le signaler. Les gens doivent comprendre que les changements climatiques sont un CYCLE. L'homme n'y est pour rien.

Mystification et instrumentalisation. Le changement climatique, la sécheresse responsable des incendies, vraiment ?

Consternation après la découverte de l'identité du pyromane de l'Hérault - closermag.fr 05 août 2022

Arrêté dans l'Hérault le 27 juillet 2022, un homme de 37 ans a reconnu avoir allumé huit feux dans sa région. La découverte de son identité a provoqué la consternation.

Un homme de 37 ans a été arrêté par les gendarmes de l'Hérault, dans la nuit du 26 au 27 juillet 2022, en quasi flagrant délit, rapporte *le Midi Libre*. Le trentenaire a reconnu avoir allumé de multiples feux dans cette région du sud de la France, particulièrement en proie aux incendies. "*Il a indiqué qu'il était l'auteur de plusieurs incendies allumés ces trois dernières années sur la commune où il réside*", a déclaré au quotidien régional, Fabrice Bélargent, le procureur de la République de Montpellier. Parmi ces incendies, celui du 26 juillet dernier à Privat, qu'il aurait allumé "*en se servant d'un briquet*", selon les informations du journal.

Écroué pour incendies criminels, l'accusé n'est pas seulement celui qui allumait la mèche mais il faisait également partie de ceux qui éteignent les flammes. Il s'agit d'un soldat du feu pyromane. Forestier et pompier volontaire, il est aussi élu à la mairie de Saint-Jean-de-la-Blaquière, dans l'Hérault, révèle Midi Libre. C'est le besoin pressant d'adrénaline qui aurait poussé cet homme a allumé des feux qu'il allait lui-même éteindre.

Gabon: les habitants de Libreville grelottent et incriminent le changement climatique - RFI 7 août 2022

Contrairement aux années antérieures où la température moyenne dans l'année tourne autour de 30 degrés, cette année elle a baissé de 5 à 10 degrés environ, selon les jours, et les Gabonais grelottent. RFI 7 août 2022

Une mystification démontée.

Les incendies de 2022 en Aquitaine sont-ils dus au réchauffement climatique ? - Association des climato-réalistes 1 août 2022

https://www.climato-realistes.fr/les-incendies-de-2022-en-aquitaine-sont-ils-dus-au-rechauffement-climatique/

Parole d'internaute.

1) Les changements climatiques sont la règle et pas l'exception depuis des centaines de millions d'années.
2) Ces changements peuvent être graduel ou soudain.
3) Ces modifications du climat jusqu'à une période récente (grosso modo un siècle) ne peuvent être imputées aux activités humaines.
4) Dans l'histoire récente : optimum climatique romain, optimum médiéval (2° plus chaud qu'aujourd'hui), le minimum de Maunder (2° plus froid qu'aujourd'hui), le minimum de Dalton.
5) La quantité de CO_2 dans l'atmosphère représente 0,04% du volume de cette dernière.

6) Cycles climatiques de Milancovic…
7) Variation de l'activité solaire.
8) Traversée du système solaire de différentes zones de la galaxie plus ou moins froides…

C'est une liste non-exhaustive car il y a un nombre de paramètres énormes sans compter leurs interactions… Et tout ceci est sourcé !

Un internaute a ajouté :

Et les courants océaniques ? Le volcanisme ? Le bétonnage des côtes ? Le champ magnétique terrestre ? La tectonique des plaques ? L'activité solaire ? La déforestation ? Le rayonnement cosmique ?
L'orbite lunaire ? La vapeur d'eau ? (Liste non exhaustive)

En fait, le problème est d'une telle complexité que personne n'y comprenait quoi que ce soit dans sa globalité, finalement. Heureusement, grâce au Giec et à ce maudit CO2, tout est devenu simple et limpide.

- Une question me taraude, il est convenu d'évoquer une hausse de la température moyenne de la terre d'un peu plus d'un degré en 170 ans. Mais les effets de l'industrialisation en 1850 étaient faibles, le taux de co2 atmosphérique était d'alors de 280 ppm et en 1945 il était aux alentours de 300 ppm, soit une augmentation d'environ 156 gt en 95 ans. L'augmentation de la température moyenne a été estimée sur cette période à environ 0,5 degrés. Entre 1945 et 2022 l'augmentation du co2 est de 1100 gt l'augmentation de la température est estimée à 0,6 degrés. La corrélation CO2 et hausse des températures n'est pas évidente. Il faut donc admettre que le rôle attribué au co2 est surestimé et que d'autres causes naturelles ou anthropiques (gaz soufrés) interviennent de manière significative. En tout cas prétendre que le co2 est le facteur déterminant de ce réchauffement est faux, en tout cas jusqu'à ce jour.

- La clé de la vie, c'est l'atome de carbone. Un atome qui est partout, qui se combine avec tout, pour constituer la brique fondamentale de tout ce qui permet sur cette terre de ramper, manger, voir, respirer, en un mot : exister. Et son dioxyde est lui aussi une brique fondamentale du vivant car, comme on le sait depuis des décennies, il est au cœur de la photosynthèse, et donc le gaz le plus « vert » qui soit.

Un bon résumé.

La seule urgence sur le climat est de cesser d'en avoir peur - Benoît Rittaud 25 juillet 2022

https://www.climato-realistes.fr/la-seule-urgence-sur-le-climat-est-de-cesser-den-avoir-peur/

- La question de l'adaptation aux oscillations climatiques est sans doute le vrai point sur lequel les plus raisonnables des climato-réalistes et des carbocentristes pourront finir par s'entendre.

JC - Il fait partie de ces intellectuels (mathématicien) "*les plus raisonnables*" qui sont faits pour "*s'entendre*" avec les tenants du régime en place.

Dans le même registre.

Mayonnaise, mouchoirs… Comment expliquer la pénurie de certains produits - Le Point 05 août 2022

Conséquence de la guerre en Ukraine mais aussi du changement climatique, certains produits sont devenus introuvables au supermarché, explique « *Le Parisien* ».

Mayonnaise, huile, produits surgelés, mouchoirs en papier… La liste des aliments portés disparus dans les supermarchés ne cesse de s'allonger.

À titre d'exemple, la moutarde est devenue rare à cause de la forte sécheresse qui a touché le Canada, à l'origine de 80 % des importations françaises. Les vagues de chaleur ont de leur côté fait augmenter la demande en eaux plates et en sandwichs, les rendant plus difficiles à trouver aujourd'hui, mais aussi le charbon de bois et les allume-feux. « *Il y a un effet météo, avec des articles qui sont bien plus consommés. Je pense notamment aux eaux qui partent plus vite. Il y a donc un décalage entre l'offre et la demande, le temps que les magasins soient réapprovisionnés* », explique un distributeur.

Les fortes chaleurs touchent aussi les animaux, qui ne résistent pas à la canicule. C'est notamment le cas des volailles, ce qui explique la faible quantité d'œufs en rayon. « *La canicule n'a pas aidé. Les poules sont très sensibles à la chaleur, et une forte mortalité dans les poulaillers implique forcément une baisse dans les stocks en œufs* », précise Sébastien Etévé.

Commentaires d'abonnés du Point

- Mon beau-frère rentre de Belgique. Là-bas aucun problème sur la moutarde.
Une pénurie artificielle pour faire monter les prix ? Actuellement tous les prix montent. Raisonnement de producteur : Puisque les prix montent, profitons-en, nous aussi augmentons... On annonce une éventuelle pénurie sur le lait (en décembre !) Op, les prix montent... Maintenant. L'Ukraine a le dos large.

- Mes enfants arrivent des Pays-Bas avec un carton de moutarde Maille. Là-bas les rayons sont pleins. On peut m'expliquer la pénurie en France ?

- Allez en Espagne et en Italie pour ne citer que ces deux pays et la pénurie de produits Français n'existent pas !... L'Ukraine a bon dos et emprunter cette excuse relève de la mauvaise blague quand nos voisins, moins consommateurs de moutarde il est vrai, ne souffrent d'aucune pénurie !... La vérité est ailleurs et on le sait bien, a commencer par le gouvernement qui ne fait rien pour lutter contre cela...

- Luxembourg. De la moutarde à tous les rayons.

- En Suisse notre voisin n'a aucune pénurie...
Les fameuses grandes surfaces très nombreuses en France peuvent tout fournir denrées diverses et produits de première nécessité !?
Il y a forcément de la rétention des supermarchés par exemple qui attendent que les prix montent en justifiant ces manques qui n'existent pas !

- Je suis d'accord avec vous. Ayant la chance d'être frontalier avec l'Allemagne, je peux y faire mes courses : les rayons sont pleins de tous ces produits manquants de ce côté-ci de la frontière…

- Je ne sais pas si les auteurs de cette étude sont allés voir dans l'hyper qui fut, et est peut-être encore, le plus grand de France. A proximité de Bordeaux. Moi, j'y suis allé ce matin pousser le caddy pour Madame. Rayon huiles plein, de la moutarde pour qui n'en veut, un pack d'eau gazeuse d'une marque très connue acheté, le second à moitié prix. Pénurie ?

Si vous cherchez de la moutarde de Dijon, allez en Espagne, Italie, Chine, Maroc… c'est blindé ! - lemediaen442.fr 8 août 2022

https://lemediaen442.fr/__moutarde-dijon/

La cabale mondialiste promeut un régime à base d'insectes — et de cannibalisme Par Dr Joseph Mercola - Mondialisation.ca, 03 août 2022

À maintes reprises, le Forum économique mondial (FEM) et ses collaborateurs mondiaux ont « *prédit* » l'avenir avec une précision étonnante, parfois des années à l'avance, puis, lorsque les prédictions se réalisent, ils font comme s'ils n'y étaient pour rien.

Il est bon de rappeler que le fondateur du FEM, Klaus Schwab, lors de la réunion de mai 2022 à Davos, a clairement déclaré que l'avenir n'arrive pas tout seul, il est « *CONSTRUIT — par nous* », se référant à lui-même et aux autres participants dans la salle. Ainsi, ne vous y trompez pas, ils croient vraiment qu'ils ont le droit de décider du destin du monde, et que vous et moi n'avons pas voix au chapitre.

Ce destin a été officiellement annoncé en juin 2020 sous la bannière de la « *Grande Réinitialisation* », par Schwab lui-même.1 Ce projet de « *reconstruire en mieux* » [« *Build Back Better* » ou « *BBB* » en anglais] implique la réorganisation et la restructuration complètes de toutes les composantes de la société, y compris la finance, l'industrie, l'éducation, les « *contrats sociaux* », le secteur énergétique et le système alimentaire.

En ce qui concerne le système alimentaire, le FEM envisage un système alimentaire qui n'inclurait pas d'aliments d'origine animale et ne nécessiterait pas une grande superficie de terre. En fait, depuis plusieurs années, le FEM défend l'idée que nous devrions nous habituer à manger des insectes2,3,4 et à boire des eaux usées récupérées. Pour ne citer qu'un exemple, à la mi-octobre 2018, le FEM a publié sur Twitter :5.

« *Bonne bouffe : pourquoi nous pourrions bientôt manger des insectes* ».

https://www.mondialisation.ca/la-cabale-mondialiste-promeut-un-regime-a-base-dinsectes-et-de-cannibalisme/5670280

Résistance !

De Bill Gates au « *Grand Refus* » : les agriculteurs en première ligne Par Colin Todhunter - Mondialisation.ca, 30 juillet 2022

https://www.mondialisation.ca/de-bill-gates-au-grand-refus-les-agriculteurs-en-premiere-ligne/5670176

JC- Bien que l'orientation politique des couches de la population qui se dressent contre le régime ne soit pas forcément correcte ou même jamais, il faut les soutenir à défaut de mieux. On voit quotidiennement que le régime ne supporte plus la moindre critique, la moindre confrontation des idées, la moindre contestation, encore moins opposition à sa politique totalitaire, donc tout ce qui va dans ce sens lui porte un coup et l'affaiblit, il ne faut pas en attendre davantage ou s'engager davantage à leur côté...

Avec la vidéo sur la virologie, il y avait l'article suivant. J'ai posté 2 commentaires.

La théorie des germes de Pasteur méritait effectivement d'être remise en cause. Cependant, on ne peut faire l'impasse sur la contagiosité de certains virus ou certaines bactéries, par exemple, au regard des épidémies dévastatrices produites parmi la population indigène par les Espagnols lors de la colonisation de l'Amérique du Sud. On ne peut pas écarter non plus l'apparition de virus ou de bactéries causant des ravages dans un passé plus lointain, par exemple à Athènes dès 430 avant J-C, et il y en eut sans doute tout au long de la préhistoire des hominidés.

On doit écarter le fait que des virus ou des bactéries auraient été manipulés à ces différentes époques pour expliquer la survenue de ces pandémies. Elles ont donc eu des causes naturelles, sans doute la combinaison d'une différenciation génétique d'un peuple à l'autre, et chez certains sujets un terrain biologique inadapté ou favorisant la modification pathologique de cellules saines, conditions auxquelles il faut ajouter la concentration de la population (300.000 habitants, dont 110.000 esclaves), l'esclavage et la mal nutrition, la pauvreté, ainsi que le manque d'hygiène et de soins médicaux.

Maintenant parler de contagiosité peut induire en erreur, puisque virus et bactérie sont amenés à se répandre parmi toute la population, de la même manière on ne devrait pas évoquer la virulence particulière de certains virus ou certaines bactéries, on devrait plutôt concevoir qu'en fonction de leur patrimoine génétique, de leur composition biologique tenant à leur alimentation et à leur environnement, les différents peuples ne sont pas forcément préparés biologiquement à accueillir des virus ou des bactéries éloignés de ceux qu'ils possèdent déjà, sans évoquer non plus l'immunité, puisqu'on sait désormais que ce facteur ne joue pas un rôle déterminant ou que la maladie peut survenir chez des personnes ayant une forte immunité, qui finalement ne les a pas protégés.

Dans un blog consacré à Athènes, j'ai lu qu'il y a 2450 ans, "la peste (fut) causée par le surpeuplement de la population fuyant la guerre et les conflits civils entre les démocrates et les oligarques", ce qui me fait dire que c'est sans doute le point de départ de toutes les épidémies ou pandémies de l'histoire des hommes, et que selon les lois de la sélection naturelle, seuls les plus robustes ou les mieux adaptés aux conditions ou changements de leur environnement restent en vie et assurent la pérennité de l'espèce, tandis que les plus faibles ou vulnérables périssent ou doivent disparaître, lois qui s'applique à toutes les espèces végétales ou animales.

https://reseauinternational.net/dr-stefan-lanka-sept-refutations-de-la-virologie/

Le 12 août 2022.

Toujours plus fort ! Je crois qu'on mourra un jour moins con, quel soulagement !

Il y a à boire et à manger dans cette vidéo, on pourrait croire par moment qu'elle est anticommuniste, mais quand on écoute attentivement, en toile de fond ils ne peuvent s'empêcher d'admettre que Marx, le marxisme et le communisme sont d'actualité, c'est assez surprenant, mais logique !

https://www.dailymotion.com/video/x6pbykw

L'espoir n'est pas mort, bon, on n'a jamais dit le contraire.

Comment la FINANCE dirige le MONDE

https://www.youtube.com/watch?v=zdN58EPZ9HY

Ils sont en train de perdre le contrôle de la situation.

Un urgentiste se révolte contre François Braun et l'épingle sur son "mensonge" en direct sur BFMTV !

https://www.youtube.com/watch?v=IVnlI-58Si8

Le 9 août 2022.

De plus en plus de témoignages...

La vaccination contre le Sars-CoV-2 favorise-t-elle le développement du cancer - francesoir.fr

https://www.francesoir.fr/la-vaccination-contre-le-sars-cov-2-favorise-t-elle-le-developpement-du-cancer

L'efficacité des antidépresseurs remise en cause par des chercheurs - FranceSoir

https://www.francesoir.fr/societe-sante/etude-efficacite-antidepresseurs

Le 8 août 2022.

Qui complote ?

Je ne sais pas ce qui se passe à La Réunion ? Plus ils prennent les Français pour des cons, plus ils deviennent cons ou moins ils deviennent cons ? Réponse dans les mois à venir...

https://lemediaen442.fr/ moutarde-dijon/

Le 7 août 2022.

Voilà qui est révélateur du refus d'une partie de plus importante de la population à l'échelle mondiale de supporter plus longtemps le régime en place.

Il ne faut pas écouter les pessimistes. On ne doit jamais oublier que nous sommes majoritaires et que la légitimité est de notre côté, nous aspirons tous au même bien-être, à la justice et à la liberté, aux mêmes valeurs humanistes, et cela personne ne pourra jamais nous l'enlever.

https://crowdbunker.com/v/GBECztYR4k

Le 6 août 2022.

Cette saloperie d'Internet et de réseaux dits sociaux servent surtout à nous détourner de la réalité que l'on vit quotidiennement au profit de tout ce qui se passe dans le monde, de manière à ce qu'on n'ait plus aucune emprise sur ce qu'on vit ou qu'on confonde les deux plans de la réalité, ce qui nous conduit à ne plus rien comprendre et à la passivité. Cette idée est à développer. Les gens ne sont plus ici, ils sont toujours ailleurs, c'est malsain et favorise la schizophrénie.

Je n'aurais jamais dû tant m'investir dans mon portail, en observant ce qui se passe au niveau des commentaires de blogs qui ont pignon sur rue, je me suis aperçu que c'était toujours les mêmes personnes qui postaient des commentaires jusqu'à temps qu'elles s'en lassent et que d'autres du même genre les remplacent, sans que cela ait fait avancer notre cause d'un millimètre, puisque cela ne s'est jamais traduit sur le plan pratique ou en termes d'organisation, bref, cela ne devait pas pisser plus loin, rien ne peut remplacer le contact direct ou la présence physique. Là j'ai posté quelques commentaires dans des blogs et je m'en lasse très vite, ça n'accroche pas davantage, les gens n'ont pas envie de se lier à quelqu'un qu'ils ne peuvent pas rencontrer, ce sont des paranos, dommage...

Revue de presse sur Twitter (je n'ai pas de compte Twitter, mais je peux m'y connecter et piquer des infos)

- Le 1er ministre espagnol Pedro Sánchez appelle le secteur public [ministres compris] et le secteur privé à ne plus porter de cravate afin de s'habiller plus légèrement & réduire les besoins en climatisation.

Au secours le réchauffement climatique déclenche des incendies...

- Le sapeur-pompier placé en GAV dans l'Hérault a reconnu être à l'origine de plusieurs feux (9), pour "l'adrénaline" et "l'excitation des interventions". Il risque 15 ans de prison et 150.000 € d'amende.

Comme quoi Marx avait eu raison de traiter les Versaillais et Thiers de chiens.

- Après E.Macron qui qualifiait l'opposition de gauche de "sauvage" et de "dingue", puis le macroniste R.Muselier qui ajoutait récemment qu'elle était "sale", c'est au tour du ministre G.Attal de comparer l'opposition à des chiens en expliquant qu'elle "aboie". (Figaro)

Tous les peuples résistent et se soulèvent...

- Des manifestations contre la junte militaire ont lieu depuis deux jours à Conakry en Guinée malgré l'interdiction pour exiger le retour d'un gouvernement civil. Un manifestant a été tué

- Manifestation de taxis dans le centre de Santiago au Chili contre la hausse des prix du carburant et la concurrence déloyale d'Uber et des plateformes numériques

- Le Ministère de l'intérieur allemand se prépare à des manifestations pour l'automne face à la flambée des prix de l'énergie. La Ministre des Affaires Étrangères a déclaré qu'une coupure totale du gaz russe pourrait mener à un soulèvement populaire.

- Manifestation sur la Plaza de Mayo à Buenos-Aires en Argentine contre la hausse du coût de la vie et l'accord conclu avec le FMI. L'inflation dépasse les 64% et pourrait atteindre 90% d'ici la fin de l'année.

- Des manifestations éclatent depuis deux jours au Malawi, l'un des pays les plus pauvres de la planète contre la hausse des prix et la corruption et l'impunité des dirigeants politique. (28 juillet)

- Les blocages reprennent aux Pays-Bas avec plusieurs autoroutes paralysées aujourd'hui contre le plan du gouvernement visant à réduire de 30 à 70% les émissions d'azote du secteur agricole. Les agriculteurs craignent pour leurs moyens de subsistance (28 juillet)

- Le salaire annuel du patron de Shell, Ben van Beurden, devrait passer de 7,5 à 16 millions d'euros (Bild)

- En Israël, à partir du 1er août : « Les transactions en espèces/chèque supérieures à 2254 $CDN seront illégales. L'objectif de la loi est de contraindre le grand public à utiliser des paiements numériques

- Les 25 premiers journaux américains par tirage quotidien sont tous en déclin. Une tendance qui ne faiblit pas, année après année.

- N'est-ce pas que la publicité vantant le paiement sans contact est agréable? belle? tendance? jeune?

https://twitter.com/benoitm_mtl/status/1551740564135202822

- « Pas d'engrais, pas d'agriculteurs, pas de nourriture ! »

Dans la rubrique, ils ne disent pas que des conneries (Noam Chomsky voulait enfermer les non vaxx et les laissés crever de faim, notamment...)

- Au tour du Général Flynn de faire l'éloge des agriculteurs néerlandais, en ce samedi 23 juillet à la Place Dam, aux Pays-Bas et retransmis sur un écran géant.

https://twitter.com/benoitm_mtl/status/1551276905353121794

- Selon le Professeur Noam Chomsky, 93 ans:

« Les USA vivent aujourd'hui sous une sorte de culture totalitaire qui n'a jamais existé de mon vivant et qui est bien pire à bien des égards que l'Union soviétique avant Gorbatchev. »

https://twitter.com/benoitm_mtl/status/1551578800667901953

- La vérité est sortie: Les vaccins COVID affaiblissent le système immunitaire. THE LANCET le confirme et présenté à heure de grande écoute aux USA . Partagez en grand nombre. C'est traduit en français.

https://twitter.com/2Mesures/status/1550999757367255043

Le lien vers la source en anglais, l'info était correcte.

https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/35659687/

Extrait :

Recently, The Lancet published a study on the effectiveness of COVID-19 vaccines and the waning of immunity with time. The study showed that immune function among vaccinated individuals 8 months after the administration of two doses of COVID-19 vaccine was lower than that among the unvaccinated individuals.

Lu dans différents articles de presse ces derniers jours.

- La Banque mondiale présente les cartes d'identité numériques comme un moyen de parvenir à une plus grande inclusion et à une durabilité environnementale

- "La carte d'identité numérique a été présentée comme une "force irrésistible et une marque inévitable de la modernité et du développement au XXIe siècle"

https://www.mondialisation.ca/un-chemin-numerique-vers-lenfer-les-systemes-didentification-numerique-pourraient-entrainer-des-violations-graves-et-irreversibles-des-droits-de-lhomme/5670137

JC - Traduisons :

L'accumulation et la concentration du capital doit servir à rationaliser toujours plus la production, de manière à en réduire le coût ou ralentir la baisse inexorable du taux de profit qui est le produit direct de l'augmentation de la productivité ; plus la productivité augmente, plus la part du capital variable (force de travail) diminue, de sorte que le profit contenu dans une marchandise produite diminue ou tend vers zéro, dès lors la seule manière de remédier à cet inconvénient ou pour

dégager un volume de profit élevé, il faut produire toujours plus et augmenter sans cesse le taux de productivité, ce qui au passage crée les conditions de la prochaine crise économique, sauf qu'il arrive un moment où cela n'est plus possible, ce schéma ne fonctionne plus, soit parce que la demande n'est pas extensible à l'infini, soit parce que les limites de la rationalisation (et de la division internationale du travail) sont atteintes dans le cadre du modèle de société en place, il ne reste plus qu'une seule solution, intégrer de gré ou de force de nouveaux acteurs économiques dans la rationalisation de la production mondiale, et imposer autoritairement des mesures à la population pour qu'elle modifie son comportement ou en adopte un qui soit conforme aux nouvelles normes de la production mondiale décrétée par le Forum économique mondial qui justifie l'instauration d'un gouvernement mondial.

L'anarchie qui caractérise la production capitaliste à l'échelle mondiale, est devenue un obstacle pas seulement à son "développement au XXIe siècle", à sa survie tout bonnement, et la nôtre en pillant et massacrant la planète.

D'autant plus que lors de la dernière décennie, la population mondiale a augmenté d'un milliard d'habitants, ce qui est colossal en terme de pression économique, de besoins sociaux supplémentaires à satisfaire, alors qu'il avait fallu cinq siècles pour que la population mondiale passe de 500 millions à 1 milliard d'habitants entre le XVe siècle et le début du XXe siècle.

Bien évidemment, les négationnistes en général du processus dialectique économique et historique et de la lutte des classes davantage préoccupés par des questions d'ordre existentiel ou égocentrique ne peuvent pas en mesurer les conséquences, parce qu'ils ont une connotation marxiste ou socialiste qu'ils exècrent.

La carte d'identité numérique est un moyen de contrôle totalitaire de la population, elle est destinée à faire plier ou exclure de la société tous ceux qui s'opposeraient au comportement économique ou politique que les tyrans lui imposent... A suivre.

Les tyrans osent tout.

Ils ont toujours "*un coup d'avance*", chut !

- Crise alimentaire mondiale: BlackRock et Bill Gates sonnent l'alerte - francesoir.fr 29 juillet 2022

Larry Fink, directeur général de BlackRock, a récemment alerté quant aux fortes hausses des prix du pétrole et des métaux, dues à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Aujourd'hui, c'est l'impact durable et plus dangereux de l'inflation alimentaire qui retient son attention, ainsi que celle de Bill Gates. Vont-ils sauver le monde d'une grave crise alimentaire ?

Janet Yellen, secrétaire d'État américaine au Trésor, a déclaré vendredi 29 juillet que le monde était confronté à "*une période extrêmement difficile pour la sécurité alimentaire mondiale*".

Bill Gates a déclaré que la réduction des approvisionnements en blé, en huiles comestibles et en autres denrées alimentaires causée par la guerre en Ukraine faisait "*grimper les prix des aliments, ce qui augmentera la malnutrition et l'instabilité dans les pays à faible revenu*".

Bill Gates ne possède rien de moins que des centaines de milliers d'hectares répartis dans 18 états aux États-Unis. Comme le rapporte France Inter, "*ses plus grandes propriétés se trouvent en Louisiane (28.000 hectares), en Arkansas (19.000 hectares) et au Nebraska (8.300 hectares). L'ensemble de ces terres représente un capital d'environ 700 millions de dollars*". Va-t-il devenir le premier fermier du monde ? Une nouvelle fois, il semble en tout cas avoir un coup d'avance...

https://www.francesoir.fr/politique-monde/BlackRock-Bill-Gates-alerte-crise-alimentaire-mondiale

Commentaires d'internautes

- Trois grandes multinationales américaines ont acheté 17 millions d'hectares de terres agricoles ukrainiennes.
17 millions d'hectares ça fait 170 000 km2, soit 28% de la superficie de l' Ukraine (600 000 km2). Cela doit correspondre à plus de 40% des terres agricoles Ukrainiennes .A titre de comparaison: dans toute l'Italie, il y a 16,7 millions d'hectares de terres agricoles.
Il s'avère donc que trois entreprises américaines ont acheté plus de terres agricoles utiles en Ukraine qu'il n'y en a dans toute l'Italie. Ces entreprises sont : Cargill, Dupont et Monsanto (qui est officiellement germano-australienne mais à capitaux américains),dont les principaux actionnaires de ces trois sociétés sont Vanguard, Blackrock, Blackstone.

https://www.truth11.com/thr... ; https://www.australiannatio...

- Il n'y a pas de crise de l'azote. L'azote n'est pas un problème, a déclaré la commentatrice politique Eva Vlaardingerbroek lors d'un entretien avec Ezra Levant de Rebel News.

Elle a fait remarquer que les Pays-Bas n'étaient qu'un petit pays et que dans les pays voisins comme la Belgique et l'Allemagne, il n'était absolument pas nécessaire d'introduire des règles strictes. Selon Vlaardingerbroek, le gouvernement néerlandais introduit ces règles parce qu'il veut prendre les terres des agriculteurs.

"*Le ministre qui pousse cette nouvelle législation a un beau-frère qui possède le supermarché en ligne Picnic*", a-t-elle déclaré. "*Devinez qui a investi 600 millions de dollars dans Picnic l'année dernière ? Bill Gates. Le type qui veut que tu manges de la viande artificielle*".

Selon elle, tout cela est lié à l'Agenda 2030, à la Grande Réinitialisation et au Forum économique mondial. "*Il est clair qu'il s'agit d'une crise inventée. Maintenant, ces organisations disent : Il y a une crise, et vous devez offrir une solution en cédant tous vos droits*".

"*Le ministre néerlandais qui a poussé le nitrogen qui donne au gouvernement le pouvoir d'expropriation des terres de nos agriculteurs a un frère qui possède le supermarché en ligne*" @picnic. Devinez qui a investi 600 millions de dollars dans cette entreprise ? Bill 'fake meat' Gates. Voilà à quoi ressemble la corruption. pic(.)twitter(.)com/qEm0WThTk8
- Eva Vlaardingerbroek (@EvaVlaar) juillet 5, 2022"

On dit qu'on ne possède rien et qu'on est heureux, mais ces paysans ne sont pas heureux, a souligné Vlaardingerbroek.

Dimanche soir, un grand incendie s'est déclaré dans un centre de distribution de Picnic à Almelo. Le feu a fait rage dans tout le bâtiment. Une grande quantité de fumée a été dégagée, visible de loin.

"BREAKING : Un supermarché de la Fondation Bill Gates aux Pays-Bas, qui se concentre sur les aliments du nouveau-âge comme la viande à base de protéines végétales, a pris feu spontanément au milieu de la nuit. https://t.co/363xQ3IVwh pic(.)twitter(.)com/IpAgYsrGmA
- Keean Bexte (@TheRealKeean) juillet 11, 2022"

- La "philanthropie" comme modèle commercial

" Ceux qui pensent que les soi-disant "*philanthropes*" donnent leur argent de manière désintéressée, les mains pleines, pour sauver le monde, se trompent. Les fondations des "*philanthropes*" sont en réalité un modèle d'affaires, et cela fonctionne comme suit : Un milliardaire transfère sa fortune dans une fondation, après quoi il ne doit pratiquement plus payer d'impôts sur celle-ci. Il lance ensuite un projet au nom évocateur et y consacre 100 millions de dollars, par exemple, à grand renfort de publicité. Les médias sont enthousiastes et les pays occidentaux soutiennent le projet avec des sommes colossales, par exemple 20 milliards au total.

Cet argent est versé dans le projet contrôlé par le "*bienfaiteur*" et c'est lui qui décide de la manière dont l'argent est dépensé. Comme par hasard, l'argent est ensuite utilisé pour faire des achats dans des entreprises dans lesquelles le "*philanthrope bienfaiteur*" a des parts. Avec 100 millions, il s'est assuré l'accès à 20 000 millions. Je n'ai pas inventé cela, c'est un exemple tiré de la pratique, vous pouvez lire les détails ici.[lien]

C'est la raison banale pour laquelle les "*philanthropes*" deviennent encore plus rapidement encore plus riches, alors qu'ils font - selon les indications des médias - don de leur fortune de manière désintéressée pour sauver le monde. Le fait que les médias ne révèlent pas ce scandale s'explique par deux raisons : Premièrement, les médias reçoivent de généreux cadeaux de la part des "*philanthropes*" (nous y reviendrons en détail dans d'autres articles de cette série) et deuxièmement, les "médias de qualité" occidentaux appartiennent eux-mêmes à des fondations (Fondation Bertelsmann, Fondation Axel Springer. Fondation Brost, Fondation Spiegel, etc). Les médias n'ont donc aucun intérêt à critiquer le système dont ils profitent eux-mêmes.

Mes commentaires.

- Vous vous en apercevez seulement maintenant ?

Vous avez parfaitement raison, car le titre de cet article laisse à penser que les ordures qui fomentent partout dans le monde les guerres, coups d'Etat, pénuries, famines, etc.pourraient y être étrangers, en être des témoins impuissants, pire, de malheureuses victimes, ce qui relève de la plus cynique imposture qui soit.

Sous couvert d'information, FranceSoir, et il est loin d'être le seul dans ce cas, cela concerne la quasi-totalité des médias dits alternatifs, participe à sa manière à la fabrique du consentement avec nos bourreaux. Il relaie la propagande de l'Etat profond ou du gang mafieux et criminel du Forum économique mondial, il prépare psychologiquement le peuple au triste sort qu'il lui a réservé sans lui fournir la moindre issue politique pour y échapper. Notez que cela échappe à

l'attention de la plupart des lecteurs qui sont satisfaits de trouver ce qu'ils avaient envie de lire. Autrement dit, ils pratiquent l'entre soi sur fond de passivité ou impuissance politique ou encore, cela leur permet de se donner bonne conscience sans que cela ne leur coûte rien en terme d'engagement politique et la boucle de l'opportunisme ou mystification est bouclée, les maîtres du monde peuvent dormir tranquille ou on n'est pas près de les neutraliser, de les éliminer...

Mon deuxième commentaire.

- Mais il se trouve que les lecteurs d'ici savent lire

Pas si sûr que cela !

Quelle conclusion politiques en tirent-ils ? Qu'il faut s'organiser pour imposer un changement de régime économique, se débarrasser du capitalisme et donc de l'oligarchie financière ? Je n'ai lu cela nulle part, désolé.

Grotesque !

- Emmanuel Macron accuse la Russie d'être l'une des dernières « *puissances impériales coloniales* » - Journal du Dimanche 28 juillet 2022

Il s'agit bien d'une guerre interimpérialiste.

Emmanuel Macron et Sergueï Lavrov en Afrique : une bataille diplomatique à ciel ouvert - Europe1 27 juillet 2022

En déplacement sur le continent africain, Emmanuel Macron veut convaincre les peuples africains que la France est un partenaire fiable et bien plus respectueux que la Russie. Car au même moment, la diplomatie russe tente elle aussi d'asseoir son influence sur le continent.

"*Les sanctions interdisent aux bateaux russes de se rendre dans les ports européens et elles interdisent aux navires étrangers d'aller charger des marchandises, dont les céréales, dans les ports russes. Alors, jugez vous-même !*", s'était exclamé Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe. Réponse d'Emmanuel Macron depuis Yaoundé, au Cameroun : "*Carabistouille, comme dirait l'autre. C'est totalement faux. C'est simplement que l'alimentation comme l'énergie sont devenus des armes de guerre russes*."

La guerre en Ukraine rebat les cartes des alliances en Afrique. Même l'indéboulonnable président camerounais Paul Biya, 40 ans de pouvoir, vestige encore vivant de la Françafrique, a renouvelé un accord militaire avec les Russes il y a quelques mois. Europe1 27 juillet 2022

JC - Tandis que Sergueï Lavrov cite des faits que chacun connaît ou peut vérifier, Macron est uniquement dans la propagande. Plus tard Macron apportera des précisions qui confirmaient la nature économique de l'intervention russe contre l'OTAN en dénonçant "'*une captation des matières premières*" par la Russie (et la Chine évidemment).

RFI - Après l'entretien avec le président Paul Biya, Emmanuel Macron, interrogé sur les inquiétudes de l'Élysée face à l'influence russe sur le continent africain, parle d'une double diplomatie russe au micro de nos envoyés spéciaux. « *La Russie a complété son offre diplomatique par l'intervention de milices Wagner. En particulier, ce que nous avons vu ces dernières années fleurir en République centrafricaine et au Mali, pour ne citer que deux cas, est très préoccupant, parce que ce ne sont pas des coopérations classiques.* »

Le président insiste : « *À ce moment-là, c'est la Russie qui décide, par le truchement de milices, de venir en soutien soit à des pouvoirs politiques affaiblis qui décident de ne pas gérer leurs problèmes de manière politique mais de les militariser, soit à des juntes militaires qui n'ont aucune légitimité politique pour leur dire nous vous apportons sécurité et protection à vous, pas à votre peuple, à vous, en échange d'une influence russe et d'une captation des matières premières, avec souvent des exactions qui sont d'ailleurs documentées par la commission des droits de l'homme des Nations unies et toutes les missions qui s'y déploient. C'est ça ce qui se passe.* »

Lui répondant à distance, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, également en tournée en Afrique, a assuré que son pays allait « *significativement accroître* » son rôle sur le continent. rfi.fr / AFP 27 juillet 2022

Plus cynique tu meurs !

Mohammed ben Salmane et Macron veulent coopérer pour «atténuer les effets» de la guerre - Europe1 29 juillet 2022

Gloire aux ripoux !

L'ancienne ministre de la Santé, Agnès Buzyn, est nommée à la Cour des comptes - BFMTV 29 juillet 2022

Discrète depuis sa défaite à la mairie de Paris, l'ancienne hématologue avait été nommée en 2021 à l'OMS. Elle exercera désormais rue Cambon à partir du mois de septembre, après s'être vue attribuée la légion d'honneur au début de l'année.

Changement de ton, ils sont répugnants !

Le couple Zelensky critiqué après un shooting pour le magazine Vogue - BFMTV 27 juillet 2022

Pour certains internautes, cette publication s'apparente à "*un film*". "C'est dégoutant! C'est comme si on regardait le film The Hunger Games où l'élite vit dans la capitale, sans se soucier du monde ni des gens des autres quartiers (Oblasts en l'occurrence) qui meurent au quotidien!" commente l'un d'entre eux. BFMTV 27 juillet 2022

Ils osent tout, comme si on faisait encore confiance à leurs études, cette époque est révolue.

Covid-19 : Deux études concluent que la pandémie a bien commencé sur le marché de Wuhan, en Chine - 20 Minutes avec AFP 27 juillet 2022

C'était l'hypothèse privilégiée depuis quelque temps, même si les débats font encore rage chez les experts pour résoudre le mystère de l'origine du Covid-19. (**C'est toujours un "*mystère*", peu importe... - JC**) - Deux études publiées mardi dans la prestigieuse revue Science pourraient apporter un peu de consensus, pointant vers le marché de Wuhan et une origine animale. L'un des auteurs de ces études lui-même, Michael Worobey, virologue à l'université d'Arizona, avait signé une lettre en 2021 appelant à considérer sérieusement l'hypothèse d'une fuite d'un laboratoire de Wuhan. (**La virologie est basée sur une imposture, voir Pasteur. - JC**)

Mais les données analysées depuis « *m'ont fait évoluer, jusqu'au point qu'aujourd'hui je pense aussi qu'il n'est simplement pas plausible que le virus ait été introduit d'une autre manière qu'à travers le commerce d'animaux au marché de Wuhan* », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. Kristian Andersen, de l'institut de recherche Scripps et lui aussi co-auteur de ces études, a de son côté déclaré : « *Avons-nous réfuté la théorie de la fuite de laboratoire ? Non.* (**Elle est bonne celle-là ! - JC**) *Pourrons-nous le faire un jour ? Non. Mais je pense qu'il est important de comprendre qu'il y a des scénarios possibles, et d'autres probables. Et que possible ne signifie pas tout aussi probable.* » (**Comment expliquent-ils que leur virus ait eu le temps de se répandre pratiquement simultanément sur tous les continents ? - JC**)

Si des zones d'ombre subsistent donc, les chercheurs ont souligné que les informations disponibles sur les débuts de cette pandémie étaient en réalité très détaillées. « *Il y a ce sentiment général qu'il n'y a aucune information qui puisse nous dire quoi que ce soit sur l'origine de la pandémie de Covid-19* », a commenté Kristian Andersen. « *C'est simplement faux.* » (**Elles ne permettent pas non plus d'affirmer quoi que ce soit de définitif ou de spéculer comme ils le font. - JC**) 20 Minutes avec AFP 27 juillet 2022

Dans le registre, ils nous prennent toujours pour des cons. "*bras de fer*" et bras d'honneur !

Cela s'appelle une illusion de démocratie ou la dictature du capital contre le travail.

Mathilde Panot (Députée LFI) avait déclaré sur Twitter :

Victoire !

Les retraites seront augmentées à hauteur de l'inflation contre l'avis du gouvernement.

Ce que nous n'avons pas obtenu du premier coup, nous l'arrachons au deuxième.

Cela s'appelle la démocratie, n'en déplaise à la Macronie.

- Après avoir voté pour une hausse de 500 millions des retraites, les députés votent contre à 2 heures du matin ! - lemediaen442.fr 27 juillet 2022

Contre l'avis du gouvernement, un amendement du groupe indépendant LIOT (Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires) sur la hausse de 500 millions d'euros des retraites a été adopté par 186 voix contre 181, la gauche célébrant aussitôt une « *belle victoire* » et les députés RN une « *bouffée d'oxygène* » pour les retraités. Les députés LR de l'Assemblée nationale avaient eu à cœur de montrer à leurs électeurs âgés qu'ils ne les avaient pas oubliés.

Les médias parlaient de revers important, de gros accident pour la majorité, mais… coup de théâtre ! En pleine nuit, quelques minutes avant le scrutin final, Bruno Le Maire a demandé un second vote de cet amendement — jusqu'à ce qu'il soit rejeté. L'appui du Sénat n'a pas même été nécessaire. L'Assemblée a fait le job. Par 224 voix contre 121 l'amendement indésirable à la sphère macronienne a été annulé avec l'appui des Républicains.

Le président du groupe Les Républicains, Olivier Marleix, s'est fièrement déclaré satisfait du « *bras de fer positif avec le gouvernement* » qui a permis d'engranger une série de mesures sur le carburant, le rachat des RTT par les entreprises, et encore la défiscalisation des heures supplémentaires. Essentiellement des mesures en faveur des entreprises. Les retraités qui ont voté pour eux seront évidemment déçus. Quant aux deux tiers de leur électorat qui les avaient délaissés lors de la présidentielle, ils ne reviendront pas non plus.

Pour que les choses soient bien claires, la proposition d'une taxe sur les superprofits des grands groupes, faite par la gauche, le RN et mezzo voce par certains dans la majorité, a été rejetée. lemediaen442.fr

Quand des lieux communs ou des secrets de polichinel sont élevés au rang d'évènements ou d'informations, cela pue la manipulation.

JC - Ce qui se passe est très simple à comprendre, les médias dits alternatifs procèdent de la même manière que les médias mainstream, ils créent l'information et bidouillent la réalité pour qu'elle coïncide avec leur idéologie. Les lecteurs ne sachant pas qu'ils partagent la même idéologie, opteront pour une version de la même idéologie édulcorée ou trafiquée au détriment de leurs intérêts.

Charlie Chester, responsable de CNN, filmé en caméra cachée : « *Après le covid, nous exploiterons le changement climatique !* » - lemediaen442.fr 27 juillet 2022

La propagande ne s'arrête pas là, elle vient aussi renforcer la peur du covid-19 et préparer le prochain plan d'asservissement en se servant du changement climatique : « *Vu que le public est réceptif, nous allons commencer à nous concentrer sur le climat et le réchauffement climatique. On diffusera des vidéos sur la fonte des glaciers, les effets économiques, nous allons nous concentrer là-dessus. Ce n'est pas la fin de la pandémie mais ça finira par perdre de l'importance et le problème climatique prendra des années et ils seront en mesure d'exploiter ça pendant un bon moment.* » A la question de savoir qui prend les décisions, Charlie Chester nous assure qu'il s'agit du directeur de CNN Jeff Zucker — remplacé en mai 2022 par Chris Licht — qui se réunit avec d'autres personnalités haut placées. lemediaen442.fr 27 juillet 2022
JC - Entre nous, à quoi d'autres pourrait servir CNN, le média de l'Etat profond, du Pentagone, de la CIA, de l'OTAN, et l'un des plus pourris de la planète ?

Vraiment ? Fake news déguisée. Mode d'emploi.

JC - Le cadre, Jean-François Delfraissy affirme que les précédents "vaccins" n'étaient pas les bons, et annonce que les prochains le seront, autrement dit il les cautionne à l'avance et ne les condamne pas, pire, il les justifie, donc, en aucun cas il ne s'oppose à Macron. Dès lors faire croire le contraire relève de la manipulation pour le compte de Macron et Big Pharma, CQFD.

Avant sa dissolution le 31 juillet, le Conseil scientifique lâche l'État macronien - lemediaen442.fr 27 juillet 2022

JC - Dans un article daté de la veille, ils démontraient le contraire, succulent ! La preuve.

Jean-François Delfraissy avoue à présent : « Ce n'est pas le bon vaccin ! Il ne protège pas contre l'infection et la contagion » - lemediaen442.fr 26 juillet 2022

Conclusion : Delfraissy se refait une santé sur le dos de ses patrons, admet qu'en fin de compte que le vaccin injecté à des millions de Français n'est pas le bon, qu'il ne protège pas contre la transmission et la contagion. Malgré ces nouvelles alarmantes, il nous annonce en guest-star, l'arrivée d'un vaccin qui ne protègera pas de l'infection ou de la transmission et fabriqué par l'un des plus gros repris de justice de la planète, le champion Pfizer qui cumule 75 condamnations et 10 milliards $ d'amendes. Vous êtes en de bonnes mains ! Donc ne vous inquiétez pas, faites-vous vacciner, ayez confiance, les prochains fonctionneront, promis !

À sa décharge le prudent M. Delfraissy a évité, selon ses termes, de « *se mouiller* ». En effet, il n'a évoqué que très rapidement ce qui lui semble pourtant des vaccins efficaces : « *Il faut autre chose. Il faut un nouveau mécanisme d'action vaccinale et en particulier des vaccins à visée muqueuse.* » lemediaen442.fr 27 juillet 2022

Fais-moi peur !

Une bactérie causant une grave maladie infectieuse détectée aux États-Unis - BFMTV 28 juillet 2022

JC - En réalité, ils ont expliqué dans cet article que cette bactérie avait été détectée parmi des milliers d'autres, mais cela il ne faut pas le dire, dans des eaux boueuses, où cela, principalement dans des pays tropicaux, rien de plus commun en sorte, une fausse info de plus.

- Une troisième vague de chaleur va s'installer sur la France et l'Europe et ça n'a rien de normal ! - Futura 27 juillet 2022

JC - Rien de normal, alors qu'on en est qu'au tiers de l'été ? Les sadiques font un voeu :

Futura - Météo France précise qu'un signal de nouvelle vague de chaleur semble apparaître dès le début de semaine prochaine : il est encore trop tôt pour être précis concernant l'intensité de la chaleur et sa durée, mais des températures à nouveau hors-normes sont déjà envisagées pour le sud-est. Futura 27 juillet 2022

Le 4 août 2022

Cela sent le revirement de situation ou le début de la fin...

- L'Ukraine viole les lois de la guerre et met en danger la vie des civils en plaçant du matériel militaire et des armes dans les écoles et les hôpitaux indique un rapport publié aujourd'hui par l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International.

- Zelensky ne veut pas répondre à Amnesty International qui a contacté le ministère ukrainien de la Défense le 29 juillet pour crimes de guerre.
Amnesty a les preuves que les ukrainiens lancent des frappes à partir de zones résidentielles et tuent les civils

Simultanément, la Grande-Bretagne et l'Allemagne font marche arrière sur les sanctions contre la Russie et le nucléaire, le charbon...

Coup de théâtre : 100 médecins anglais se révoltent et appellent à suspendre immédiatement la vaccination des enfants

https://reseauinternational.net/coup-de-theatre-100-medecins-anglais-se-revoltent-et-appellent-a-suspendre-immediatement-la-vaccination-des-enfants/

Dégage !

Le Mali fustige Emmanuel Macron et exige l'abandon de "*sa posture néocoloniale*" - France 24 1 août 2022

"*Le gouvernement de transition exige du président Macron d'abandonner définitivement sa posture néocoloniale, paternaliste et condescendante*", a déclaré à la télévision publique le porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga, réagissant aux propos tenus, jeudi, à Bissau, par Emmanuel Macron.

Bamako a également condamné "*avec la dernière rigueur*" les propos "*haineux et diffamatoires*" du président Macron alertant sur les exactions imputées à l'armée malienne contre des membres de la communauté peul lors de récentes opérations.

Ces "*accusations graves*" d'Emmanuel Macron sont de nature à "*susciter la haine ethnique*" au Mali où, reconnaît Bamako, "ces dernières années le tissu social a été dégradé à cause des conflits communautaires".

"*Il est important que le président Macron se remémore constamment le rôle négatif et la responsabilité de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda*", a dit le porte-parole Maïga.
En famille.

- La fondation du prince Charles a accepté un don de plus d'un million d'euros venant de la famille Ben Laden - BFMTV 1 août 2022

Comment un tyran pourrait-il "rappeler le rôle de Jaurès" ? Parce qu'il n'est pas un tyran, voyons !

- Hommages à Jaurès: le député LFI Alexis Corbière tacle le RN et Emmanuel Macron - BFMTV 1 août 2022

La mémoire de Jean Jaurès a été saluée sur Twitter par plusieurs politiques, dont le chef du PS Olivier Faure ou le ministre des Transport Clément Beaune, issu de l'aile gauche de la majorité présidentielle.

Je cite Emmanuel Macron: 'Nous sommes devenus une société victimaire et émotionnelle (...). Certes je combats l'antisémitisme et le racisme de Maurras, mais je trouve absurde de dire qu'il ne doit plus exister'", a lu Alexis Corbière.

"Pour notre part", a-t-il poursuivi, "nous sommes dans le camp de ceux qui pensent que ce que représentait Maurras ne doit plus exister et que si un président de la République doit prendre la parole, c'est pour rappeler le rôle de Jaurès, mais pas pour dire qu'il ne faut pas oublier Charles Maurras", a-t-il déclaré sous les acclamations. BFMTV 1 août 2022

Macron a raison, sous son régime fascisant la mémoire nauséabonde de Mauras ne peut être qu'amener à se développer ou elle est légitime, le nier comme le fait Corbière sert à camoufler la nature du régime en place avec lequel il collabore, ceci expliquant cela.

Toute déclaration démagogue a forcément une signification politique.

A entendre Corbière, Macron devrait être le porte-parole de Jaurès parce que c'est un démocrate respectable et non un épouvantable tyran armant le régime néonazi ukrainien par exemple, ou ayant 100.000 victimes innocentes à son actif depuis mars 2020, après les avoir empêchés de se soigner avec les traitements efficaces existant contre le covid-19. LFI ne manque pas une occasion de défendre le régime en place qu'il n'a aucune intention de renverser.

Tartufferie.

Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique d'E. Macron, serait-il devenu complotiste ? Par Dr Gérard Delépine - Mondialisation.ca, 31 juillet 2022

Extrait - Le Pr. Delfraissy a été en pointe dans la propagande alarmiste et les décisions portant atteinte à nos libertés fondamentales en leur donnant un alibi scientifique mensonger. Il a bafoué et décrédibilisé la science en trompant les Français pour qu'ils supportent l'inacceptable.

« SCIENCE SANS CONSCIENCE N'EST QUE RUINE DE L'ÂME » (Pantagruel, RABELAIS)
Il reconnait enfin que ce sont les compagnies pharmaceutiques qui ont tout pouvoir sur les décisions prétendument scientifiques en rapport à ces pseudo vaccins. Mais pourquoi ne l'a-t-il pas dénoncé plus tôt et démissionné du conseil scientifique comme l'a fait très rapidement le Pr D. Raoult ?

La démocratie nécessite une information honnête et durant ces deux ans et demi, elle ne l'a pas jamais été. Mondialisation.ca, 31 juillet 2022

JC- Conclusion ou moralité : Le régime est anti-démocratique et cela ne date pas de 2020...

Les monstres !

La FDA approuve le vaccin COVID-19 pour les bébés (à partir de 6 mois) Par Emma Kahn (aimsib.org) - Mondialisation.ca, 31 juillet 2022

https://www.mondialisation.ca/la-fda-approuve-le-vaccin-covid-19-pour-les-bebes-a-partir-de-6-mois/5670188

Résistance !

De Bill Gates au « Grand Refus » : les agriculteurs en première ligne Par Colin Todhunter - Mondialisation.ca, 30 juillet 2022

https://www.mondialisation.ca/de-bill-gates-au-grand-refus-les-agriculteurs-en-premiere-ligne/5670176

Twitter, toutes ces infos sont absentes des médias sur le Net ou censurées...

- Manifestation au Népal contre la hausse des prix, le gouvernement et la corruption

- Pillage d'un centre de distribution et tentatives de pillages de supermarchés à Rawson en Argentine sur fond de crise économique avec une inflation annuelle atteignant les 64%. 36 personnes ont été arrêtées dont des femmes et des mineurs

- Émeutes et blocages de routes à Tembisa en Afrique du Sud contre la vie chère notamment la flambée des prix de l'électricité. Trois manifestants ont été tués par la police

- Manifestation contre les coupures de courant et la hausse des prix du carburant et de l'électricité réprimée par la police à Bhola au Bangladesh. Un manifestant a été tué par la police. Des manifestations contre la crise énergétique ont eu lieu toute la semaine

- Manifestation contre les coupures de courant et la hausse des prix du carburant et de l'électricité réprimée par la police à Bhola au Bangladesh. Un manifestant a été tué par la police. Des manifestations contre la crise énergétique ont eu lieu toute la semaine
- Les agriculteurs du nord de l'Italie se soulèvent contre la Grande Réinitialisation. Ceux qui approvisionnent nos chaînes alimentaires rejettent le Nouvel Ordre Mondial alors que les médias grand public restent silencieux.

On va tous mourir, il va bientôt falloir se passer de l'eau de pluie !

- Partout dans le monde, l'eau de pluie contient des produits chimiques cancérigènes - Slate.fr

C'est la moindre des choses...

Sécheresse : L'arrosage des golfs agace de nombreux élus - Le HuffPost 2 août 2022

Malgré la situation de sécheresse, les différentes canicules et la vague de chaleur en cours, les golfs bénéficient d'un traitement spécifique.

Le Sénat dit non à la taxation des superprofits - Journal du Dimanche 2 août 2022

La civilisation humaine régresse, confirmation.

Face à la chaleur au Japon, ces chiens portent un ventilateur portatif - Le HuffPost 2 août 2022

Le Japon n'est pas épargné par les vagues de chaleur qui touchent de nombreux pays du monde et les animaux de compagnie souffrent en raison de leur pelage.

Dans la rubrique ils vous empoisonnent délibérément depuis des lustres...

Alzheimer : ces aliments pourraient accélérer le déclin cognitif - Yahoo 2 août 2022

Selon une recherche menée par des chercheurs de l'Université de Sao Paulo (Brésil), ceux qui mangent trop d'aliments ultra-transformés auraient davantage de risque de souffrir d'un déclin cognitif et de la maladie d'Alzheimer. Les conclusions ont été présentées lors de la conférence internationale de l'Alzheimer's Association 2022.

Pour parvenir à cette conclusion - relayée par CNN - les scientifiques ont suivi les données de 10 000 personnes pendant dix ans. Résultats ? Ceux qui tiraient un quart de leurs calories des aliments transformés souffraient d'un déclin cognitif supérieur de 28 % et d'un déclin 25 % plus rapide du fonctionnement exécutif.

Selon les chercheurs, les fautifs sont facilement identifiés, il s'agit de la teneur en sucre, en sel et en matières grasses de ces aliments transformés. Cette composition pourrait augmenter l'inflammation du corps et donc favoriser l'apparition d'un déclin cognitif. Yahoo 2 août 2022

Un conseil, prends le temps de cuisiner, c'est aussi ou plus valorisant encore que d'autres activités manuelles... C'est finalement plus économique à court et long terme puisque cela aide à rester en bonne santé...

Climat.

Une mystification démontée.

Les incendies de 2022 en Aquitaine sont-ils dus au réchauffement climatique ? - Association des climato-réalistes 1 août 2022

https://www.climato-realistes.fr/les-incendies-de-2022-en-aquitaine-sont-ils-dus-au-rechauffement-climatique/

Parole d'internaute.

1) Les changements climatiques sont la règle et pas l'exception depuis des centaines de millions d'années.
2) Ces changements peuvent être graduel ou soudain.
3) Ces modifications du climat jusqu'à une période récente (grosso modo un siècle) ne peuvent être imputées aux activités humaines.
4) Dans l'histoire récente : optimum climatique romain, optimum médiéval (2° plus chaud qu'aujourd'hui), le minimum de Maunder (2° plus froid qu'aujourd'hui), le minimum de Dalton.
5) La quantité de CO2 dans l'atmosphère représente 0,04% du volume de cette dernière.
6) Cycles climatiques de Milancovic…
7) Variation de l'activité solaire.
8) Traversée du système solaire de différentes zones de la galaxie plus ou moins froides…

C'est une liste non-exhaustive car il y a un nombre de paramètres énormes sans compter leurs interactions… Et tout ceci est sourcé !

Un internaute a ajouté :

Et les courants océaniques ? Le volcanisme ? Le bétonnage des côtes ? Le champ magnétique terrestre ? La tectonique des plaques ? L'activité solaire ? La déforestation ? Le rayonnement cosmique ?
L'orbite lunaire ? La vapeur d'eau ? (liste non exhaustive)

En fait, le problème est d'une telle complexité que personne n'y comprenait quoi que ce soit dans sa globalité, finalement. Heureusement, grâce au Giec et à ce maudit CO2, tout est devenu simple et limpide.

- Une question me taraude, il est convenu d'évoquer une hausse de la température moyenne de la terre d'un peu plus d'un degré en 170 ans. Mais les effets de l'industrialisation en 1850 étaient faibles, le taux de co2 atmosphérique était d'alors de 280 ppm et en 1945 il était aux alentours de 300 ppm, soit une augmentation d'environ 156 gt en 95 ans. L'augmentation de la température moyenne a été estimée sur cette période à environ 0,5 degrés. Entre 1945 et 2022 l'augmentation du co2 est de 1100 gt l'augmentation de la température est estimée à 0,6 degrés. La corrélation CO2 et hausse des températures n'est pas évidente. Il faut donc admettre que le rôle attribué au co2 est surestimé et que d'autres causes naturelles ou anthropiques (gaz soufrés) interviennent de manière significative. En tout cas prétendre que le co2 est le facteur déterminant de ce réchauffement est faux, en tout cas jusqu'à ce jour.

- La clé de la vie, c'est l'atome de carbone. Un atome qui est partout, qui se combine avec tout, pour constituer la brique fondamentale de tout ce qui permet sur cette terre de ramper, manger, voir, respirer, en un mot : exister. Et son dioxyde est lui aussi une brique fondamentale du vivant

car, comme on le sait depuis des décennies, il est au cœur de la photosynthèse, et donc le gaz le plus « *vert* » qui soit.

Un bon résumé.

La seule urgence sur le climat est de cesser d'en avoir peur - Benoît Rittaud 25 juillet 2022

https://www.climato-realistes.fr/la-seule-urgence-sur-le-climat-est-de-cesser-den-avoir-peur/

A ceci près que mon commentaire a été censuré, il fait partie de l'élite réactionnaire compatible avec l'extrême droite ou Valeurs actuelles qui publie ses articles. J'avais eu affaire avec lui il y a quelque temps, je ne sais pas si tu t'en souviens, j'avais commencé à collaborer à son blog avant qu'il me censure...

Ce n'est pas étonnant (lu dans cet article) :

- La question de l'adaptation aux oscillations climatiques est sans doute le vrai point sur lequel les plus raisonnables des climato-réalistes et des carbocentristes pourront finir par s'entendre.

JC - Il fait partie de ces intellectuels (mathématicien) "les plus raisonnables" qui sont faits pour "s'entendre" avec les tenants du régime en place.

J'avais envisagé hier soir de t'envoyer un entretien du physicien François Gervais qui fait partie de son association, les 47 premières minutes étaient convenables, mais il a eu la mauvaise idée à quelques secondes de la fin de prendre pour modèle Georges Pompidou, le Président qui avait succédé à De Gaulle, ex-banquier de Rothschild comme Macron qui privatisa la Banque de France et introduisit la politique d'austérité, du coup je me suis ravisé. Dans cet article figure l'essentiel de cet entretien.

Le 2 août 2022

2 articles intéressants. Histoire de se remettre en mémoire un certain nombre de choses...

L'Occident post-libéral et la nouvelle anormalité

https://reseauinternational.net/loccident-post-liberal-et-la-nouvelle-anormalite/
Histoire du grand désordre monétaire : Le piège du dollar se referme sur les pays émergents

https://reseauinternational.net/histoire-du-grand-desordre-monetaire-le-piege-du-dollar-se-referme-sur-les-pays-emergents/

Le 1er août 2022

Revue de presse (Twitter)

- Les pays occidentaux se sont abstenus d'imposer de nouvelles sanctions visant à limiter la capacité de la Russie à vendre du pétrole, car ils craignent une aggravation de la crise énergétique mondiale note le journal britannique Financial Times

- Le président algérien Abdelmajid Tebboun a déclaré que la république souhaitait rejoindre les BRICS aux journalistes de l'agence Algeria Press Service

En famille.

- La fondation du prince Charles a accepté un don de plus d'un million d'euros venant de la famille Ben Laden - BFMTV 1 août 2022

- Hommages à Jaurès: le député LFI Alexis Corbière tacle le RN et Emmanuel Macron - BFMTV 1 août 2022

La mémoire de Jean Jaurès a été saluée sur Twitter par plusieurs politiques, dont le chef du PS Olivier Faure ou le ministre des Transport Clément Beaune, issu de l'aile gauche de la majorité présidentielle.

Je cite Emmanuel Macron: '*Nous sommes devenus une société victimaire et émotionnelle (...). Certes je combats l'antisémitisme et le racisme de Maurras, mais je trouve absurde de dire qu'il ne doit plus exister*'", a lu Alexis Corbière.

"*Pour notre part*", a-t-il poursuivi, "*nous sommes dans le camp de ceux qui pensent que ce que représentait Maurras ne doit plus exister et que si un président de la République doit prendre la parole, c'est pour rappeler le rôle de Jaurès, mais pas pour dire qu'il ne faut pas oublier Charles Maurras*", a-t-il déclaré sous les acclamations. BFMTV 1 août 2022

Macron a raison, sous son régime fascisant la mémoire nauséabonde de Mauras ne peut être qu'amener à se développer ou elle est légitime, le nier comme le fait Corbière sert à camoufler la nature du régime en place avec lequel il collabore, ceci expliquant cela.

Toute déclaration démagogue a forcément une signification politique.

A entendre Corbière, Macron devrait être le porte-parole de Jaurès parce que c'est un démocrate respectable et non un épouvantable tyran armant le régime néonazi ukrainien par exemple, ou ayant 100.000 victimes innocentes à son actif depuis mars 2020, après les avoir empêchés de se soigner avec les traitements efficaces existant contre le covid-19. LFI ne manque pas une occasion de défendre le régime en place qu'il n'a aucune intention de renverser.

Crime avoué à moitié pardonné ou impunité garantie ou encore il fallait bien que quelqu'un se sacrifie, au choix...

Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique d'E. Macron, serait-il devenu complotiste ? Par Dr Gérard Delépine - Mondialisation.ca, 31 juillet 2022

Extrait - Le Pr. Delfraissy a été en pointe dans la propagande alarmiste et les décisions portant atteinte à nos libertés fondamentales en leur donnant un alibi scientifique mensonger. Il a bafoué et décrédibilisé la science en trompant les Français pour qu'ils supportent l'inacceptable.

« SCIENCE SANS CONSCIENCE N'EST QUE RUINE DE L'ÂME » (Pantagruel, RABELAIS)

Il reconnait enfin que ce sont les compagnies pharmaceutiques qui ont tout pouvoir sur les décisions prétendument scientifiques en rapport à ces pseudo vaccins. Mais pourquoi ne l'a-t-il pas dénoncé plus tôt et démissionné du conseil scientifique comme l'a fait très rapidement le Pr D. Raoult ?

La démocratie nécessite une information honnête et durant ces deux ans et demi, elle ne l'a pas jamais été. Mondialisation.ca, 31 juillet 2022

JC- Conclusion ou moralité : Le régime est anti-démocratique et cela ne date pas de 2020...

Les monstres !

La FDA approuve le vaccin COVID-19 pour les bébés (à partir de 6 mois) Par Emma Kahn (aimsib.org) - Mondialisation.ca, 31 juillet 2022

https://www.mondialisation.ca/la-fda-approuve-le-vaccin-covid-19-pour-les-bebes-a-partir-de-6-mois/5670188

Résistance !

De Bill Gates au « *Grand Refus* » : les agriculteurs en première ligne Par Colin Todhunter - Mondialisation.ca, 30 juillet 2022

https://www.mondialisation.ca/de-bill-gates-au-grand-refus-les-agriculteurs-en-premiere-ligne/5670176

Dans l'actualité du jour.

- Une nouvelle étude de l'Institut Heartland révèle que 96% des capteurs de température de la NOAA sont corrompus ; les relevés de température aux USA sont faux.

https://www.heartland.org/_template-assets/documents/publications/2022_Surface_Station_Report.pdf

La frappe de trop ! Il faut supprimer les preuves accablantes contre l'OTAN ?

(Source : NTV France)

- Que fait Zelensky !
L'armée Ukrainienne frappe le centre de détention d'Elenovka où sont détenus les prisonniers de guerre ukrainiens Azov.
Le nombre de morts est passé à 53 et 75 blessés selon la chaîne Telegram de la RPD

- L'attaque contre le centre de détention où étaient détenus le bataillon Azov a été menée par Kiev dans le but d'empêcher un tribunal.
Leur témoignage conduirait à des accusations des chefs d'État OTAN à un procès a annoncé le président de la Douma Viatcheslav Volodine

- Les nazis ukrainiens ont attaqué la prison provisoire d'Elenovka en République populaire Donetsk afin d'intimider les prisonniers en cas d'aveux tout comme Bucha et également afin de masquer des traces de crimes de guerre des civils déclare un prisonnier Azov

- Le ministère de la Défense de Russie a publié les informations officielles des listes de personnes décédées et blessées à la suite de la frappe de missiles des ukrainiens sur la prison Yelenovka a déclaré aujourd'hui le lieutenant-général Igor Konashenkov

- L'erreur fatale de Zelensky
Suite aux débris constatés dans la prison, l'ONU est prête à envoyer un groupe d'experts pour enquêter sur les bombardements du centre de détention Azov de Yelenovka selon le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Farhan Haq

- 30 juillet - Le Pentagone a admis que Kiev avait frappé "*involontairement*" le centre de détention provisoire à Yelenovka par l'armée ukrainienne
De nombreux fragments du missile américain HIMARS ont été retrouvés.

- La Russie étudie la proposition de l'ONU pour collecter les preuves nécessaires du centre de détention bombardé par kiev.
En l'absence de torture, les combattants d'Azov blessés lors du bombardement ont déjà indiqué être prêt à témoigner

- L'armée russe a attaqué un train militaire en RPD (Donetsk) transportant le bataillon d'élite de Zelensky
+ de 140 nazis ont été tués et 250 blessés a annoncé aujourd'hui le général Russe Igor Konashenkov

Des monstres ou des traîtres ? L'armée ukrainienne tire à l'artillerie sur ses prisonniers à Elenovka

https://reseauinternational.net/des-monstres-ou-des-traitres-larmee-ukrainienne-tire-a-lartillerie-sur-ses-prisonniers-a-elenovka/

Encore une constitution inspirée de la Ve République...

- Référendum en Tunisie : un taux de participation de près de 28 % - France 24 26 juillet 2022

La commission électorale tunisienne a indiqué, lundi, que la participation au référendum constitutionnel du 25 juillet s'est établie à au moins 27,54 % des 9,3 millions d'inscrits.

Les votants étaient surtout "*les classes moyennes les plus lésées, les adultes qui se sentent floués économiquement, politiquement et socialement*", a analysé le directeur de Sigma Conseil, Hassen Zargouni.

Si elle est adoptée, la nouvelle loi fondamentale controversée, imposée par le président Kaïs Saïed, accorde de vastes pouvoirs au chef de l'État, en rupture avec le système parlementaire en place depuis 2014. France 24
26 juillet 2022

Quand l'instrument qu'ils ont créé pour exercer leur domination se retourne contre eux...

- « *L'Internet représente une menace pour ceux qui savent et qui décident. Parce qu'il donne accès au savoir autrement que par le cursus hiérarchique.* » Jacques Attali, interview Journal Libération par Laurent MAURIAC et Nicole PENICAUT — 5 mai 2000

Jacques Attali - *Il est dommage que cette panne n'ait pas duré assez longtemps pour que chacun puisse réaliser vraiment qu'on peut parfaitement se passer de Facebook* — 5 oct. 2021

En famille à l'extrême droite.

Malgré leurs critiques envers la loi pouvoir d'achat, les députés RN votent avec l'exécutif - BFMTV
Pouvoir d'achat: LREM, LR et le RN votent contre l'augmentation du SMIC proposée par la Nupes - BFMTV

La roulette russe...

Le ministère de la Santé allemand annonce 1 effet secondaire grave suspecté toutes les 5 000 doses de vaccin - lemediaen442.fr 21 juillet 2022

Le ministère fédéral de la Santé allemand vient de communiquer sur le nombre d'effets indésirables et demande à ses concitoyens de consulter un médecin, ainsi que de signaler les symptômes au plus vite. Un processus inexistant en France où les effets secondaires sont totalement sous-estimés.

Dans un tweet, le gouvernement allemand annonce le nombre d'effets indésirables graves : 0,2 déclaration suspecte pour 1 000 doses de vaccin, donc 1 effet indésirable grave toutes les 5 000 doses. Le ministère s'appuie sur les données du très reconnu Institut Paul Ehrlich, Institut fédéral des vaccins et des médicaments biomédicaux.

Ces déclarations sonnent comme un coup de massue pour les Français. Car, tout d'abord, la politique de traçage des effets secondaires nécessaire pour prendre en charge les patients le plus

tôt possible est au point mort, une lenteur qui aggravera l'état des patients laissés sans aide. Et enfin, il faut se rappeler des déclarations d'Olivier Véran lors d'une conférence de presse en janvier 2021 et d'une audition par la commission des Affaires sociales de l'Assemblée sur la stratégie vaccinale du gouvernement. Lorsqu'il était ministre de la Santé, Véran annonçait un effet indésirable tous les cent mille vaccinés, ajoutant que ces effets indésirables étaient très légers : « *le vaccin est sûr !* »

https://lemediaen442.fr/le-ministere-de-la-sante-allemand-annonce-1-effet-secondaire-grave-suspecte-toutes-les-5-000-doses-de-vaccin/

Tout figurait déjà dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* par Lénine en 1916.

- (en 1912) Faut-il se demander s'il y avait, sur le terrain du capitalisme, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le partage des colonies et des "*zones d'influence*" pour le capital financier ?

- Admettons que, en effet, la libre concurrence, sans monopoles d'aucune sorte, puisse développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, et plus est forte la concentration de la production et du capital, laquelle engendre le monopole. Et les monopoles sont déjà nés, - issus, précisément de la libre concurrence ! Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.

- "La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre-échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenue maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme."

- Il suffit de poser clairement la question pour voir que la réponse ne peut être que négative. Car il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la force de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement uniforme des entreprises, des trusts, des industries, des pays.

- Aussi, les alliances "*inter-impérialistes*" ou "*ultra-impérialistes*" dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du "*marxiste*" allemand Kautsky, ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des "*trêves*" entre des guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale.

- L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances.

- Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un "*Etat-rentier*", d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la "*tonte des coupons*".

Quelques commentaires que j'ai postés ici ou là.

- Pepe Escobar - L'avenir, c'est maintenant – avec les trois principaux BRICS (Russie, Inde, Chine)...

Je vis en Inde depuis 1996 dans un petit village du Tamil Nadu, quelle misère, quel cauchemar le régime en place semi-féodal et corrompu jusqu'à l'os ! Je suis sûr qu'un ouvrier ou un paysan russe ou chinois dirait la même chose, alors si c'est cela "*l'avenir*", gardez-le pour vous ou vos semblables !

- Pepe Escobar - Pour le meilleur ou pour le pire, l'époque du pillage impérial sera révolue.

Foutaise ! En réalité, il sera remplacé par un autre pillage, mais cela il ne faut surtout pas le dire. Ce discours n'est que l'écho de la pensée unique consistant à légitimer la survie du capitalisme.

Car chaque Etat, chaque puissance économique à l'échelle mondiale doit assurer son propre développement à venir, et quand un Etat ou un quarteron d'oligarques privilégient son propre développement ou ses propres intérêts au détriment de ceux des autres, il arrive forcément un moment où cette concurrence féroce ne peut se résoudre que par le recours à la force, à la guerre, une fois épuisées ou rendues inopérantes les méthodes conventionnelles de harcèlement, de menaces, de sanctions économiques, politiques et militaires épuisées.

Nous assistons donc à une nouvelle guerre inter-impérialiste entre les grandes puissances pour le repartage du marché mondial et les ressources indispensables à leur développement futur, pour conserver ou accroître leur hégémonie sur tous les autres Etats ou nations, peuples du reste de la planète, tout le reste est du baratin pour nous détourner de l'essentiel, à savoir que les peuples n'ont aucun intérêt à conserver un système économique qui ne sera jamais en mesure de satisfaire les besoins sociaux et de prendre en compte les aspirations démocratiques légitimes de 7,8 milliards d'hommes et de femmes.

Le soulèvement de tous les peuples sur tous les continents montre suffisamment qu'ils n'ont qu'un seul et unique ennemi à abattre, le régime capitaliste. Le problème, c'est qu'à ce jour ils ne sont pas parvenus à se doter dans chaque pays et à l'échelle internationale d'une nouvelle direction

politique révolutionnaire pour atteindre cet objectif ou instaurer une République sociale universelle.

On leur a fait croire qu'il n'existait aucune alternative au capitalisme, que le socialisme était pire encore ou qu'il avait échoué, alors qu'en réalité il n'avait existé nulle part, hormis sous une forme dévoyée ou d'une imposture principalement en URSS à partir de 1924 et en Chine, où une caste tyrannique de bureaucrates anticommunistes avait confisqué le pouvoir politique et économique à son profit, de sorte que le capitalisme y triomphe ou y soit rétabli, et que les bases économiques du socialisme qui existaient dans ces pays disparaissent...

Loin de moi l'idée de vouloir convaincre qui que ce soit de quoi que ce soit, je ne fais pas de propagande ouverte ou déguisée, je décris simplement ce que j'ai observé, ensuite chacun est libre d'examiner sérieusement mes arguments ou de les rejeter. On vous a menti sur tout, n'est-ce pas, alors demandez-vous quel intérêt nos ennemis auraient-ils eu à vous dire la vérité sur un sujet aussi capital pour leur survie ? Souvenez-vous aussi que leur régime ne tient que grâce à l'ignorance du peuple.

Comment instaurer un régime tyrannique permanent. Mode d'emploi.

Ils ont conçu une stratégie politique faussement dénommée sanitaire, qu'ils basèrent sur un constat et un processus frauduleux ou pseudo-scientifique, qu'ils fabriquèrent pièce par pièce à l'aide d'instruments qu'ils détournèrent de leurs fonctions.

Cela commença par la fabrication en laboratoire d'un virus qui aurait la propriété d'être facilement transmissible, de façon à faire croire à sa contagiosité et éventuellement sa mortalité, de manière à pouvoir créer d'emblée une psychose collective.

Ce virus fut lancé simultanément dans la nature aux quatre coins du monde pour faire croire à la rapidité de sa transmission irréversible ou incontrôlable, de sorte que tous les Etats adoptent les mêmes mesures coercitives envers la population jugées dès lors parfaitement légitimes, de manière à ce que les peuples se sentant menacés y adhèrent massivement ou les réclament.

La propagation de ce virus suivant les voies habituelles, il devait logiquement infecter la majorité de la population qui développerait rapidement une immunité collective. Or, il fallait à tout prix éviter ce cas de figure ou le censurer, c'est ainsi qu'ils allaient prendre des mesures pour en ralentir la propagation de sorte que personne ne s'aperçoive qu'il n'était pas plus dangereux qu'un autre virus, puisque le nombre de personnes asymptomatiques ou peu malades serait très important, ce qui aurait contrarié l'illusion qu'il constituait une menace mortelle permanente.
Confinement, masque, geste barrière, pass sanitaire, quasi interdiction des molécules efficaces, rien n'y faisant et le nombre de morts ne décollant pas, ils iront jusqu'à recourir à de faux certificats de décès, la pandémie ne prenant pas, ils décidèrent d'en créer une de « cas » en généralisant le recours au test PCR. Là enfin, ils tenaient la preuve qu'une pandémie existait bien. Il ne suffisait plus qu'à faire croire que chaque test positif bidouillé (CT > 25) correspondait à un malade réel ou imaginaire peu importe, et le mécanisme infernal était enclenché pour faire durer la tyrannie indéfiniment.

L'étape suivante ne fut plus qu'une simple formalité. La pandémie était désormais solidement incrustée dans les esprits, fallait-il encore trouver le moyen de la rendre permanente en lui donnant une base pseudo-scientifique ou en la renouvelant, le recours à de multiples injections du virus à la population allait leur en donner l'occasion. Au fil du temps les tests PCR s'avéreraient de plus en plus négatifs, il allait donc falloir trouver un moyen d'inverser cette tendance fâcheuse, ces injections répétitifs allaient le fournir en permettant de développer une multitude de variants, qui une fois repérés et mis en lumière médiatiquement justifierait de réactivité à l'infini dans le temps toutes les mesures liberticides ou totalitaires précédemment imposées à la population pour affronter cette énième vague, y compris de nouvelles injections, la réactivation du code QR ou pass vaccinal, et la boucle du totalitarisme est bouclée.

Hormis renverser le régime en place par un soulèvement populaire, je ne vois pas ce qui pourrait mettre un jour un terme à cette dictature…

- Problème central : depuis 5 ans, pas une fois, pas une, ces gouvernements désobéissants n'ont respecté la Constitution.

On a là en pointillés une partie de l'explication à l'intervention militaire russe soutenue par la Chine notamment que j'ai exposé dans un commentaire à la suite d'un autre article. J'ai indiqué que son origine et son objectif était économique avant tout.

Les opérations militaires menées par le Pentagone et le Commandement des opérations spéciales (SOCOM) appuyées par la CIA dans au moins 85 pays ces dernières années sont la réponse à l'expansion ou aux ambitions économiques de la Russie et de la Chine dans de nombreux pays, qui viennent heurter les intérêts des Américains qui se prennent pour les maîtres incontestés du monde.

Imaginez que vous représentiez un Etat, et que chaque fois que vous répondiez à un appel d'offre d'un Etat ou d'entreprises présentes sur son territoire, suite à des menaces financières, politiques ou militaires dont ils ont fait l'objet de la part d'un puissant concurrent, vous êtes évincé ou les marchés vous passent systématiquement sous le nez ou vous perdiez des parts de marché, vous finissez par être passablement contrarié ou énervé au plus haut point, parce que vous en avez besoin pour assurer votre propre développement, vous avez envie que cette situation cesse, et le jour où vous en avez enfin les moyens, vous décidez de dire stop...

Ce conflit n'a rien à voir avec le bien-être des peuples dont aucun chef d'Etat de la planète ne se soucie, il ne faut pas se faire d'illusion... Étrangement, on ne lit jamais ici des articles sur la condition de la classe ouvrière en Russie qui n'a sans doute rien à envier à celle dans les autres pays, et on oublie subitement que le régime chinois à parti et syndicat unique, au crédit social, est avant tout hyper inégalitaire et despotique, ce qui aboutit à des interprétations faussées ou qui n'ont qu'un lointain rapport avec la situation mondiale. Partant de là, tous les commentaires qui s'inscrivent dans ce cadre-là n'ont aucune valeur...

La coalition du centre-gauche (Parti démocrate, Italia Viva) à la Ligue de Matteo Salvini (extrême droite), en passant par le parti de Silvio Berlusconi Forza Italia (centre-droit), et le Mouvement 5 Etoiles ne pouvant plus gouverner le pays, signifie qu'il est ingouvernable, comme le Sri Lanka, le Panama, le Mozambique, le Pérou, l'Argentine, la Libye, l'Albanie, le Kenya, la Corée du Sud, la Chine, la Bosnie, le Ghana, l'Inde, le Pakistan, les Etats-Unis, la Tanzani, la Grèce, le Sénégal, la Grande-Bretagne, l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique, le Népal, l'Irlande, l'Equateur, la Moldavie, l'Afrique du Sud, Porto Rico, etc. ceux que j'ai oublié parmi ceux qui ont manifesté ces derniers jours veuillent bien m'excuser.

Comment ne pas voir que ce sont les peuples du monde entier qui se révoltent contre le régime économique en place, comment ne pas voir qu'il n'y a plus rien à en attendre, qu'ils ont le même et unique ennemi à abattre...

Voilà ce qui pourrait, ce qui doit unir tous les peuples, contre la guerre et l'exploitation, l'oppression, pour la démocratie et la liberté, c'est au peuple uniquement que revient le droit légitime de gouverner ou de décider librement de son sort ou de son avenir, cette orientation politique est incompatible avec la survie du capitalisme, abolissons-le !

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 août 2022.

Le despotisme bénéficie de l'inertie de l'histoire.

Inde: un gang d'escrocs arrêté dirigeait un faux commissariat de police depuis huit mois - BFMTV 18 août 2022

Un gang d'escrocs en Inde, qui dirigeait depuis huit mois un faux commissariat de police établi dans une maison d'hôtes, à 500 mètres du domicile du chef de la police municipale de la ville de Banka, dans l'Etat du Bihar, a été démantelé et arrêté pour extorsions présumées, a déclaré un officier de police ce jeudi.

Les incidents où des escrocs ou des gangs se font passer pour des agents du gouvernement, y compris des officiers de la police et de l'armée, sont courants en Inde. La crainte générale à l'égard des autorités chargées de faire respecter la loi est telle qu'on se permet rarement de questionner leur identité.

En revanche, qu'un commissariat de police soit créé de tout pièce est chose beaucoup plus exceptionnelle. BFMTV 18 août 2022

Le réalisme magique, la téléréalité, le scientisme, le wokisme, le nihilisme font bon ménage.

Salman Rushdie est à la littérature, ce que BHL est à la philosophie : Issu d'une famille bourgeoise, son père était riche et débauché, inconnu du grand public, en mal de notoriété, provocateur à la solde de l'occident.

Dans le courant littéraire du réalisme magique dans lequel il est catalogué, se mêle référence historique et pure fiction sans que tous les lecteurs soient en mesure de discerner ce qui appartient à la réalité et à l'imagination de l'auteur, confusion qui peuvent avoir des conséquences fâcheuses, dont l'auteur a forcément conscience quand il écrit.

Lors de la parution en 1981 du roman Les Enfants de Minuit, il fut immédiatement attaqué en justice pour diffamation par Indira Gandhi, ce qui l'amènera à supprimée une phrase jugée offensante dans les éditions ultérieures. (Source : Wikipédia)

En famille.

POID (Editorial de la Tribune des travailleurs) Non à la guerre contre le peuple chinois ! Par Daniel Gluckstein

Extraits.

Le 27 juillet, la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale recevait l'amiral Pierre Vandier, chef d'état-major de la marine. Après avoir évoqué la guerre en Ukraine, ce dernier est allé à ce qui, pour lui, est l'« *essentiel* »* : définir des « *objectifs* » adaptés à « *la perspective d'une confrontation globale, qu'il faut désormais regarder avec lucidité* ».

La guerre mondiale est annoncée ici non comme une hypothèse, mais comme une quasi-certitude, et l'ennemi clairement désigné : « *Contre la marine chinoise, nous gagnerons si nous nous battons ensemble, en coalition.* » Pour cela, l'amiral revendique des moyens : « *C'est ce qu'on a en stock au soir de la guerre qui permet de la gagner*. »

Reconnaissons à l'amiral qu'il ne camoufle pas les raisons d'une telle guerre : « *Les problèmes que nous rencontrons sont globaux. Notre commerce est mondial. Notre énergie devra durablement être importée depuis l'extérieur du continent, ce qui constitue un fait nouveau. Notre prospérité dépend de facteurs économiques mondiaux. Par conséquent, notre sécurité est mondiale.* » Autrement dit : la France s'engagera dans une guerre contre la Chine pour garantir aux capitalistes la minuscule part de marché et d'accès aux ressources naturelles que voudront bien leur concéder leurs « alliés », en particulier nord-américains. (...)

On aurait aimé que ce 27 juillet se dresse, face à l'amiral, au moins un député porteur des aspirations du peuple à la paix pour lui dire : « *Monsieur l'amiral, ne comptez pas sur moi pour appuyer vos préparatifs de guerre contre la Chine. Au contraire : vous me trouverez partout sur votre chemin, mobilisé avec les électeurs qui m'ont mandaté, pour bloquer cette escalade meurtrière.* »

Ce langage, aucun député présent le 27 juillet à la commission de la défense nationale ne l'a tenu. Tous se sont inscrits dans cadre fixé par l'amiral, y compris les trois intervenants de la Nupes. Parlant au nom de La France insoumise, Aurélien Saintoul a notamment déclaré : *« Nous avions bien noté que le format de notre marine n'est pas encore adéquat à ses besoins* » (quels *« besoins* », ceux de la guerre définis par l'amiral ?). Déplorant « *les trous capacitaires* » et les retards concernant le « programme de remplacement des ATL 2 », « *les bâtiments ravitailleurs* », la « *guerre des mines* », « *les munitions* », « *les missiles de croisière navals* » et les « Alouette III », le député s'est interrogé : « *Comment se fait-il qu'un aussi grand nombre de trous capacitaires affecte ainsi notre sécurité ? Comment pouvons-nous tenter de les pallier ? La prochaine loi de programmation militaire pourrait-elle apporter une réponse ?* »

Au même moment, Jean-Luc Mélenchon rappelait que Taïwan est partie intégrante de la Chine et que les conditions du retour à l'unité de la Chine sur tout son territoire national historique sont du seul ressort du peuple chinois. Mélenchon a raison.

Mais un même parti peut-il en même temps dénoncer les préparatifs de guerre et s'y associer ?

L'urgence est de répondre à l'aspiration majoritaire dans le pays, et de rassembler dans un front commun les organisations ouvrières et démocratiques prêtes à mobiliser ensemble sur les mots d'ordre : Non à la guerre, non à l'économie de guerre, l'argent pour le peuple, et pas pour les armes !

JC - Question : Quelles sont "*les organisations ouvrières et démocratiques prêtes à mobiliser ensemble sur (ces) mots d'ordre*" ? A ma connaissance aucune ou alors il s'agirait de groupuscules insignifiants.

Admettons toutefois qu'il en serait autrement, il va de soi que si on cherchait sur quelles questions sociales ou politiques nationales ou internationales un tel clivage avec la propagande officielle existait, on serait en peine d'en trouver une seule, ce qui renverrait la presque totalité des organisations du mouvement ouvrier ou gravitant autour dans le camp de la réaction. A moins qu'il s'agisse une fois de plus de réhabiliter toutes celles qui sont totalement corrompues… au nom du front unique pour faire passer la pilule auprès de leurs militants et se donner bonne conscience à défaut de stratégie politique.

Surtout, cela poserait un problème à ceux qui seraient à l'origine d'une telle initiative, puisque sur de nombreuses questions le POID s'était situé lui-même dans le camp de la réaction, ce qu'on a pu observer notamment pendant les deux dernières années sur la mystification sanitaire, quand le POID adopta la propagande du Forum économique mondial ou de l'OMS, ou sur la responsabilité du déclenchement du conflit militaire actuel en Ukraine que le POID imputa à la Russie en adoptant la position de l'Otan.

Autrement dit, comme toutes les organisations du mouvement ouvrier, le POID s'est trop gravement compromis pour prétendre mener un tel combat politique, et gageons que les uns et les autres se feraient un malin plaisir de lui rappeler, bref, nous sommes davantage en présence d'une posture destinée à camoufler l'opportunisme qui caractérise l'orientation politique de ce parti et plus largement du mouvement ouvrier toutes organisations confondues, plutôt qu'un engagement sérieux ou déterminé à lutter au côté des peuples chinois, russe ou autres.

Le NPA, la voix du GIEC ou du Green New Deal du Forum économique mondial.

Réchauffement, incendies... Changer le système, pas le climat ! - 19 juillet 2022

Extrait - Et aujourd'hui, comment réagit Total ? Ne rien changer, continuer à promouvoir ces énergies et même développer de nouvelles extractions. Comment réagissent les gouvernements qui savent eux aussi depuis longtemps ? Conserver leurs liens étroits avec les géants du fossile et les subventionner avec les deniers publics. Il y a toujours une bonne entente entre capitalistes. Pourtant le GIEC est formel : si on ne change pas de système d'ici 2025, le réchauffement va s'accélérer de manière rapide, nous conduisant dans l'inconnu, posant même la question des conditions de survie de l'espèce humaine...

A propos de l'individualisme libertaire.

C'est quoi l'individualisme libertaire? par Sylvain Boulouque - slate.fr15 août 2022

http://www.slate.fr/story/231193/bonnes-feuilles-peuple-drapeau-noir-sylvain-boulouque-editions-atlande-anarchisme-mouvement-libertaire-individualistes#xtor=RSS-2

JC - Un article court qui renseigne sur l'anarchisme.

L'anarchisme est fondamentalement une théorie qui repose sur des principes antihistoriques, puisqu'elle ne reconnaît ni la nécessité de construire une organisation pour lutter contre l'organisation des capitalistes, ni celle de construite un nouvel Etat pour empêcher l'ancien de renaître de ses cendres ou de continuer à lutter pour renverser le nouvel Etat...

Lutte de **classe**.

Inflation : le Royaume-Uni face à des grèves massives de cheminots, postiers et dockers - Journal du Dimanche 18 août 2022

L'augmentation des prix a atteint en juillet 10,1 % sur un an au Royaume-Uni .

Argentine : des milliers de manifestants dans la rue contre la flambée des prix - euronews 18 août 2022

Mercredi, face à l'inflation, des milliers d'Argentins ont répondu à l'appel des syndicats et sont descendus dans la rue pour dénoncer l'inflation galopante qui étrangle leur pays. En un an, l'inflation a atteint 71%.

En Argentine, de plus en plus de manifestants descendent dans les rues pour protester contre la vie chère. Ils étaient des dizaines de milliers – le quotidien Pagina 12 parle même de « centaines de milliers » – à bloquer le centre-ville de Buenos Aires, ce mercredi. euronews 18 août 2022

Australie: face à la pénurie de main d'œuvre, des employeurs offrent une prime à l'embauche - RFI 17 août 2022

En l'Australie, une pénurie généralisée de main d'œuvre freine la reprise économique. Certains employeurs sont prêts à tout, à offrir des ponts d'or pour recruter, même pour des postes de serveurs et des postes peu qualifiés.

Cette pénurie de main d'oeuvre, conséquence d'une stratégie zéro Covid qui s'est traduite par la fermeture totale des frontières du pays pendant deux ans, le gouvernement australien en est parfaitement conscient. Aussi pour y remédier, il compte relever de 25% les quotas d'immigration dès l'année prochaine, et accueillir jusqu'à 200 000 étrangers par an.

Le taux de chômage, à 3,5%, est au plus bas depuis 70 ans dans le pays.

En complément.

- Pour faire face au "*manque de travailleurs*", il faut notamment "*ralentir la frénésie de consommation des Américains, afin que les entreprises aient besoin de moins de personnel*." AFP 14 août 2022

JC – Si les travailleurs américains consommaient moins, ils pourraient se satisfaire d'un salaire encore plus bas…

Totalitarisme. Big Brother vous surveille et vous réprime.

Avignon : une mère en garde à vue pour avoir laissé ses enfants dans sa voiture en plein soleil - BFMTV 13 août 2022

Twitter.

- Alors que les violences policières font régulièrement la une ces dernières années, les sanctions pour violences sont au plus bas depuis 12 ans ! Le nombre total de sanctions s'est même effondré depuis l'arrivée au pouvoir d'E. Macron. Impunité ?

Un prétexte pour le régime policier d'intensifier les contrôles d'identité des conducteurs de deux-roues à moteur, des jeunes principalement.

Face aux rodéos urbains, Darmanin veut au moins 3 contrôles par jour par commissariat - Le HuffPost 17 août 2022

Face à une série de faits divers, le ministre de l'Intérieur a décidé de faire un exemple de la lutte contre les pratiques de « *cross bitume* », renouant avec la politique du chiffre. En 7jrs, 2914 opérations anti-rodéos menées, 338 interpellés, 157 saisies. Gérald Darmanin : J'ai donné instruction d'intensifier encore notre action. Dès demain, chaque commissariat mènera au moins 3 opérations anti-rodéos/jour.

Pour l'heure, sur la période du 8 au 14 août, les chiffres qui émanent des directions générales de la police et de la gendarmerie ainsi que la préfecture de police de Paris font état de plus de 42 000 personnes contrôlées au cours de près de 3 000 interventions.
Et cela avec pour conséquences 338 interpellations, 208 placements en garde à vue, 5 712 personnes verbalisées et 157 véhicules saisis.

Plus de 2 200 personnes ont été interpellées et 1 800 scooters et motos ont été saisis depuis le début de l'année pour des rodéos urbains, davantage qu'en 2021, selon les chiffres du ministre de l'Intérieur communiqués mercredi.

Au total, 16 000 opérations de police ont été menées depuis janvier 2022. En 2021, il y avait eu 9 800 contrôles, 1 345 interpellations et 1 200 engins motorisés saisis, a souligné le ministre.

JC- Comme quoi la gauche est une supercherie.

Le 31 mai, le député LFI François Ruffin, appelant la police à garantir la "*tranquillité du quotidien*", écrivait sur sa page Facebook : "*Être de gauche, ce n'est pas fermer les yeux là-dessus, au contraire : c'est garantir cette paix à tous les citoyens, ce droit à une intimité, à être chez soi, pas dérangé*".

Sur la question des rodéos urbains, Benjamin Lucas, député Nupes, rapportait le 8 août au micro d'Europe 1 le sentiment "*d'humiliation*" des riverains face à ces "*nuisances terribles*", enjoignant le gouvernement à "*passer des mots aux actes*". Le HuffPost 17 août 2022

Boycott ! Le prix de la liberté : La guerre et le corporatisme, le fascisme. Dehors le néofasciste Macron !

Ukraine : Emmanuel Macron appelle les Français à «accepter de payer le prix de la liberté» - Europe1 19 août 2022

Emmanuel Macron a dénoncé vendredi "*l'attaque brutale*" de la Russie en Ukraine et a appelé les Français à "*accepter de payer le prix de la liberté*", alors que le conflit risque d'avoir de lourdes conséquences économiques notamment en Europe. Le chef de l'État a également appelé à avoir une "*pensée pour le peuple ukrainien*".

Le Conseil national de la refondation lancé le 8 septembre, annonce Emmanuel Macron - Europe1 19 août 2022

À la rentrée "*nous aurons aussi le chantier de l'école, de la santé, nos grands services publics, avec ce dialogue qu'on lancera dès le Conseil national de la refondation du 8 septembre*", a-t-il affirmé à des journalistes après la cérémonie du 78e anniversaire de la libération de Bormes-les-Mimosas dans le Var.

Le porte-parole du gouvernement Olivier Véran avait expliqué en juillet que ce CNR vise à "*partager les diagnostics à l'échelle de la Nation sur des grands enjeux*" notamment la santé, l'éducation, la perte d'autonomie, et qu'il associerait "*les responsables des partis politiques, les responsables des groupes parlementaires, des représentants d'associations d'élus des territoires, des représentants des corps intermédiaires, les syndicats en partenariat avec le Conseil économique, social et environnemental*".

"*L'agenda de rentrée sera aussi marqué par le travail*" car "*on peut aller vers le plein emploi mais il nous faut continuer à mener les réformes indispensables, c'est ce qu'on va faire dès cette rentrée*", a-t-il affirmé, sans oublier "*les fonctions régaliennes, la sécurité, l'immigration*".

"*J'ai défendu un programme, on a surtout besoin d'unité entre les Françaises et les Français, il faut redonner tout son sens au mot de citoyenneté qui est fait de droits et de devoirs*", a-t-il lancé.

"*Je suis attaché à l'idée qu'on soit juste*" mais aussi qu'"*à chaque droit on attache un devoir, c'est aussi le sens de la réforme du RSA qu'on fera*", a-t-il affirmé. Car "*nous avons à nous tenir unis pour que la France soit plus forte, dans un monde ou les démocraties sont bousculées*", a affirmé Emmanuel Macron, plaidant "*pour être plus forts en matière de défense, pour notre propre énergie, pour produire plus et donc travailler davantage, afin de nous payer le modèle social pour protéger nos enfants, nos ainés, ceux qui en ont besoin*".

Tous les chefs d'Etat ou de gouvernement occidentaux sont des crapules corrompus jusqu'à la moelle.

CumEx Files : Olaf Scholz sous pression dans l'affaire de la banque Warburg - Courrier International 18 août 2022

Plus de 200 000 euros en liquide ont été retrouvés dans le coffre bancaire secret d'un ancien élu social-démocrate de Hambourg, Johannes Kahrs. Or ce dernier a été chargé d'organiser une entrevue, en 2016, entre Olaf Scholz, alors maire de la ville hanséatique, et les dirigeants de Warburg, Max Warburg et Christian Olearius.

Nombreuses contradictions

À la même époque, d'importantes sommes d'argent ont aussi été versées au Parti social-démocrate local par des entreprises proches de la banque. La seule circonscription de Johannes Kahrs aurait reçu environ 38 000 euros de dons. En novembre 2016, la banque Warburg a été exemptée de payer 47 millions euros d'impôts qu'elle devait au fisc.

"*Il n'y a aucune preuve que l'argent du coffre de Johannes Kahrs vient de la banque Warburg, précise Stern. La banque elle-même le nie. Cependant cette découverte remet Scholz sous pression, ne serait-ce que parce que l'affaire redevient d'actualité*." Courrier International 18 août 2022

Poutine a ouvert la boîte de Pandore...

Mali : Le pays demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité sur les « *actes d'agression* » français - 20minutes.fr 18 août 2022

Le Mali a demandé au Conseil de sécurité de l'Onu une réunion d'urgence pour faire cesser ce qu'il présente comme « *les actes d'agression* » de la France sous forme de violations de sa souveraineté, de soutien apporté selon lui aux groupes djihadistes et d'espionnage.

La lettre est datée du 15 août, date du départ du dernier soldat français au Mali après neuf ans d'engagement contre les djihadistes. La junte au pouvoir au Mali depuis le putsch d'août 2020 s'est détournée de la France et de ses alliés pour se tourner vers la Russie.

Abdoulaye Diop dénonce dans cette lettre les « *violations répétitives et fréquentes* » de l'espace aérien national par les forces françaises et les vols d'appareils français se livrant à *« des activités considérées comme de l'espionnage* » et des tentatives « *d'intimidation* ». Les autorités maliennes disposent « *de plusieurs éléments de preuve que ces violations flagrantes de l'espace aérien malien ont servi à la France pour collecter des renseignements au profit des groupes terroristes opérant dans le Sahel et pour leur larguer des armes et des munitions* », ajoute le texte. AFP/20minutes.fr 18 août 2022

La Chine prend position sur le 11-Septembre - Réseau Voltaire 20 août 2022

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lijan Zhao, a tweeté le 16 août 2022 que les États-Unis (et pas Al-Qaïda) avaient organisé les attentats du 11 septembre 2001.

Jusqu'à présent, les officiels chinois manifestaient en privé leur scepticisme face à la version officielle des attentats du 9/11. Ils ont désormais franchi une étape.

Seuls cheik Zayed, Hugo Chávez, Mahmoud Ahmadinejad, Fidel Castro et Donald Trump s'étaient autorisés à aborder ce sujet en public. Réseau Voltaire 20 août 2022

Ukraine: Poutine accuse les Etats-Unis de faire traîner le conflit - AFP 16 août 2022

A l'occasion de la conférence internationale sur la sécurité à Moscou, le Président Russe a accusé Washington de chercher à déstabiliser le monde; faisant référence aux récentes visites de Nancy Pelosi puis d'élus du congrès américain à Taiwan :

"*Comme nous le savons, les États-Unis ont récemment une fois de plus fait une tentative délibérée d'ajouter de l'huile sur le feu et de faire basculer la situation dans la région Asie-Pacifique."*

A de multiples reprises, Vladimir Poutine a dénoncé les livraisons d'armes américaines aux Ukrainiens :

« La situation en Ukraine montre que les États-Unis tentent de prolonger ce conflit. Et ils agissent exactement de la même manière, alimentant le potentiel de conflit en Asie, en Afrique et en Amérique latine."

Le président russe a dénoncé une "*démonstration insolente de leur manque de respect envers la souveraineté des autres pays et leurs obligations internationales*".

Ukraine: Zelensky critiqué après ses déclarations au Washington Post au sujet de l'invasion russe - RFI 19 août 2022

Volodymyr Zelensky serait de plus en plus contesté en Ukraine, selon le Washington Post. En début de semaine, il a déclaré au journal américain qu'il avait fait le choix de ne pas avertir sa population du projet d'invasion russe pour garantir la stabilité économique du pays et éviter que de nombreux Ukrainiens fuient le pays.

Jusque-là incontesté, Volodymyr Zelensky voit les critiques émergées sur les réseaux sociaux.

La presse révèle les exactions commises par des membres de la légion étrangère ukrainienne - RFI 18 août 2022

Vols, harcèlement sexuel, missions suicide, trafic d'armes... Le site d'information Kiyv Independant révèle dans une enquête approfondie les exactions commises par trois hommes aux commandes d'une unité de la légion étrangère ukrainienne - des exactions dénoncées par des légionnaires dont certains ont quitté l'unité. L'un des commandants mis en cause serait un ancien mafieux polonais recherché dans son pays
Publicité

Les révélations fracassantes du Kiyv Independant sont bien étayées : avant de confier l'affaire à la presse, une douzaine au moins de légionnaires ou ex-légionnaires avaient alerté leur hiérarchie à plusieurs reprises, sans réponse. Rapports écrits, interviews et vidéos détaillent des cas de pillages de magasins, de missions militaires incohérentes, d'extorsion d'argent, de harcèlement sexuel du personnel soignant, des soupçons de trafic de matériel militaire.

Trois hommes à la tête de cette unité de la Légion sont mis en cause. L'un d'eux, Sasha Kuchynsky, de son vrai nom Piotr Kapuscinski, a fait partie du gang de Pruszkow un de plus puissants groupes de criminalité organisée en Pologne.

La Russie isolée sur la scène internationale, vraiment ?

Sommet de l'OCS.

Fondée officiellement le 15 juin 2001, l'OCS faisait suite à l'Organisation de Shanghai, elle-même créée le 26 avril 1996. Son siège est à Pékin. Les pays fondateurs sont la Chine et la Russie plus quatre États d'Asie Centrale, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan qui les a rejoints à la création de l'OCS. L'organisation s'ouvre ensuite à l'Inde et au Pakistan en 2016, puis à l'Iran en 2021.

Les neuf pays membres de l'OCS aujourd'hui, représentent environ 60% de la population mondiale et plus de 23% du PIB mondial.

Alors que l'OCS prépare son prochain sommet, en septembre, un article du quotidien russe « Izvestia » annonce que, selon deux sources « *de haut rang* », proches du comité d'organisation du sommet, dix autres pays, dont les Émirats arabes unis, la Syrie, le Qatar et l'Arabie saoudite, souhaitent rejoindre l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

https://reseauinternational.net/sommet-de-locs/

Les pays amis de la Russie réunis dans de vastes olympiades militaires - rfi.fr/

Les Jeux militaires des pays amis de la Russie se déroulent du 13 au 27 août simultanément dans douze pays. C'est la première fois que le Venezuela, qui entretient d'étroites relations avec la Russie, accueille des compétitions de ces jeux annuels. Au menu : des disciplines martiales auxquelles prennent part une trentaine de pays proches de Moscou, comme la Chine, l'Iran, Cuba, le Pakistan ou encore l'Inde.

Russie, Chine, Inde, Bolivie, Iran, Pakistan, Indonésie... Après avoir énuméré les participants, Vladimir Padrino López, ministre de la Défense vénézuélien, a exposé ce qui à son sens les réunissait.

Ce sont les pays où l'on émet des vœux pour la paix dans le monde, là où l'on condamne quotidiennement les agressions impérialistes contre les peuples. Mais davantage que de montrer nos talents militaires, l'esprit de ces jeux, c'est avant tout d'unir les cultures et les peuples.

Les Etats de l'OTAN et Israël soutiennent un régime antisémite et fasciste.

Pourquoi les juifs d'Ukraine et les Ukrainiens fuient-ils l'Ukraine depuis l'indépendance ?

https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/pourquoi-juifs-dukraine-et-ukrainiens-fuient-lukraine-depuis-independance

Les juifs n'ont cessé de fuir l'Ukraine. C'est un fait historique lié à leur persécution permanente. Nous allons y revenir. Mais rien n'a changé depuis l'indépendance en 1991. Ils étaient un peu moins de 500 000 en 1989. En 2002, ils n'étaient plus que 100 000 soit un effondrement de près de 80%. Le recensement de l'État ukrainien dénombrait 106 600 juifs en 2001. En 2014, ils sont environ 70 000. Israël a parallèlement enregistré la migration de plus de 260 000 juifs ukrainiens dans les années 1990. La fuite s'est accentuée après les élections de 2012 par peur des nationalistes. Le parti Svoboda y recueille plus de 10% des voix. Ce parti : Union panukrainienne nationaliste, fondé en 1991, a été répertorié en 2013 comme néo-nazi par le Congrès juif mondial et identifié par le Centre Simon Wiesenthal parmi les organisations antisémites, voire terroristes notoires (cf: Jerusalem Post). L'appréciation de ces plus grandes organisations juives internationales ne compterait donc pas ? Information visiblement oubliée depuis !

En restant au 20ème siècle, durant la période trouble de la République populaire ukrainienne de 1917 à 1921, les archives ouvertes en 1991 témoignent de près de 100 000 tués dans les pogroms.

Les pratiques sont édifiantes dont l'incendie de synagogue par les troupes cosaques à Tétiev, ces juifs décapités à Dubovo, etc. Rappelons qu'en 1926, les grandes villes ukrainiennes comportaient des grandes communautés juives : 150 000 à Odessa ; 140 000 à Kiev, 80 000 à Karkhov et près de 100 000 à Lviv dans l'Ouest. Combien sont-ils aujourd'hui ? Le martyr des juifs d'Odessa a été estimé à 44 000 morts dont le sang coulait sur les escaliers du port rougeoyant la mer Noire, massacré en une semaine entre le 22 octobre et le 1er novembre 1941. Ce sont cette fois les fascistes roumains de l'époque qui étaient à l'action, les frères de Stepan Bandera au service du Reich. Oubli là encore ! En tout, lors de la Seconde Guerre mondiale, les estimations varient entre 900 000 et 1,2 million, voire un peu plus. Entre 1941 et 1959, la population juive en Ukraine a baissé de près de 70%. Et les persécuteurs furent bien les nazis et leurs complices et supplétifs locaux du parti de Stepan Bandera, le héros nationaliste. « *Just a fact again* ».

Et les Ukrainiens fuient ce beau pays depuis son indépendance

Et ce beau pays suscite la plus grande fuite de population jamais enregistrée en Europe en temps de paix. De 1991, année de l'indépendance à 2022, la population est passée de 52 millions d'habitants à 41 millions, soit un effondrement de 20%.

Qui a enquêté sur cette hémorragie de population ? Les dirigeants ukrainiens n'ont-ils donc aucune responsabilité ? En interrogeant des Ukrainiens présents en France, on entend parler de corruption, de violence physique, de prostitutions et d'esclavages sexuels, de chantages et de persécutions, d'une société minée par les exactions, sans espérance et sans droit où il faut se soumettre à des oligarques féodaux. Pur fantasme sans aucun doute, partagé par quelques millions d'Ukrainiens, sans oublier le désarroi économique d'un pays incapable de répartir la richesse alors qu'il en regorge : mines, agricultures, etc. que nous redécouvrons aujourd'hui.

Questions à nos élites de l'OTAN et de l'UE

Serions-nous ouvertement favorables à la déportation des juifs ukrainiens jusqu'au dernier ? Oui ou non ? Serions-nous complices d'un régime politique qui conduit 20% de sa population à fuir son pays en 30 ans ? Oui ou non ? J'entends que non. Il n'y a donc pas de problème ukrainien, pas d'antisémitisme, pas de persécutions, pas de ségrégations, pas d'ukrainisation nationaliste contre les autres populations ? Non, tout va très bien dans cette belle démocratie où les juifs ne cessent d'abandonner leurs longues histoires et présences séculaires. Non, tout va bien dans ce pays où la population se carapate du pays massivement depuis l'indépendance. L'OTAN et l'UE ne voient rien et soutiennent donc cette maltraitance générale des populations. Or, tout cela précède Poutine. Et alors que les accords de Minsk protégeaient la paix, ces nationalistes ont voulu la guerre qui fauche maintenant des centaines de milliers de jeunes sans reportages dans les hôpitaux, sans chiffres de l'État ukrainien qui parait compétent pour annoncer les morts russes que nos médias reprennent religieusement, mais incapable de rendre compte de son engagement dans la guerre. Or, il suffisait de faire respecter ces accords. Où en sera l'Ukraine en 2023 ? Ruinée, dépeuplée, déchirée, peut-être même dépecée, et combien d'Ukrainiens, juifs ou non, fuiront encore cet enfer construit par la folie de ces Ukro-nazis que nous cachons parce qu'ils servent nos intérêts : cynisme pathétique qui nous attirera encore plus de haine de par le monde. Triste Occident qui trahit jour après jour tout ce qui l'a élevé.

Les vassaux de Washington font du zèle.

JC- Les 3 Etats baltes, la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie ont un faible avéré pour le fascisme... et ils sont loin d'être les seuls, c'est très tendance de nos jours...

L'Estonie retire un monument datant de l'époque soviétique commémoratif de la Seconde Guerre mondiale - BFMTV 17 août 2022

Liberia: sous pression, George Weah lâche ses proches sanctionnés par les États-Unis - RFI 17 août 2022

George Weah a qualifié les allégations américaines de « *graves* ». En conséquence, il a suspendu « *avec effet immédiat* » les trois personnes citées, avant de les remplacer par leurs adjoints, le temps de mener une enquête. Pour la journaliste libérienne Bettie Mbayo, le chef de l'État n'avait guère le choix :

Les sanctions américaines annoncées lundi interviennent un mois après l'invitation de George Weah à Washington pour un sommet des chefs d'États africains, où la lutte contre la corruption devrait être abordée. Le sommet doit se tenir du 13 au 15 décembre.

Ukraine : Macron appelle au retrait des forces russes de la centrale de Zaporijjia - Le HuffPost 16 août 2022

Alors que la crainte d'une catastrophe nucléaire demeure du fait des bombardements contre la centrale, la France tente de mettre une médiation en place.

L'opérateur nucléaire ukrainien dénonce une cyberattaque russe "*sans précédent*" contre son site - BFMTV 17 août 2022

Et les maudits sous la menace de l'Empire...

Au Kenya, William Ruto élu président sur le fil, dans la confusion - courrierinternational.com 16 août 2022

Les Kényans se demandent quelle tournure vont prendre les événements au lendemain de l'annonce controversée de la victoire de William Ruto à la présidentielle. Selon la presse, les résultats du scrutin pourraient être contestés devant la Cour suprême par son rival, Raila Odinga.

"*Celui qui marchait autrefois pieds nus et vendait des poulets sur le bord de la route […] est depuis lundi le cinquième président de la république du Kenya*", résume le quotidien kényan The Star.

Quelques minutes avant que le président de la commission indépendante n'annonce les résultats du scrutin, quatre de ses sept membres se sont par ailleurs désolidarisés de l'organisme, expliquant brièvement leur position par le "*caractère opaque du processus*". Cette annonce "*laisse les électeurs confus et nerveux dans un pays dont l'histoire a été marquée par des épisodes de violences postélectorales*", remarque le Washington Post.

Ce qui se passera dans les semaines à venir "*sera étroitement surveillé ici et à l'étranger, y compris à Washington*", note le quotidien, qui rappelle que les États-Unis considèrent le Kenya comme "un allié clé dans la lutte contre le terrorisme". courrierinternational.com 16 août 2022

Démontage de la mystification ou instrumentalisation climatique.

Le climat était commandé par les nuages.
Les nuages étaient commandés par les rayons cosmiques.
Et les rayons cosmiques étaient commandés par le soleil.
Tout se résume au soleil.

Nous mettons dans les modèles une hypothèse d'augmentation du CO2 de 1% par an.
Ca a été 0,49 par an durant les 10 dernières années, 0,42% pendant les 10 années précédentes, 0,43% durant les 10 années précédentes encore. Par conséquent, on a mis dans les modèles 2X la quantité de CO2 de ce qui existe réellement. Ça ne vous choque pas qu'ils prédisent plus de réchauffement que ce qui se produit dans la réalité ?

JC - Les choses simples s'expriment simplement. C'était tellement évident, non ?

Ah ben ça alors, voilà qu'ils vont se noyer... en pleine sécheresse !

Météo : les Parisiens surpris par un violent orage, le métro inondé - LePoint.fr 17 août 2022

À 19 heures, plus de 40 millimètres de pluie étaient tombés en l'espace de 90 minutes, selon les relevés de Météo-France à la station du parc Montsouris, soit quasiment « *70 % de ce qui tombe normalement en un mois tout cumulé* », souligne un porte-parole.

JC - Plusieurs stations de métro ont été fermées quelques minutes ou pendant 2 heures maximum, et la situation est redevenue normale. Pas de quoi fouetter un chat, mais dès qu'un évènement sortant de la norme se produit, ils le montent en épingle pour effrayer la population, l'intention de lui nuire est manifeste.

Allumez le feu…

- Un important incendie est en cours en forêt de Brocéliande dans le Morbihan, à Campénéac, près de la frontière avec l'Ille-et-Vilaine. 340 hectares ont brûlé. Des habitations sont menacées. 2 bombardiers d'eau suédois sont sur place.

JC- De nombreux feux doivent aussi partir de morceaux de verre laissés sur place par des pique-niqueurs.

Incendies volontaires: Gérald Darmanin annonce "*26 interpellations de supposés pyromanes*" - BFMTV 17 août 2022

En Haute-Vienne, une quinquagénaire suspectée d'avoir démarré huit feux "par ennui" - BFMTV 18 août 2022

A bas la dictature des minorités dirigées depuis le Forum économique mondial.

Cette affiche du Planning familial avec un homme enceint ulcère l'extrême droite -
Le HuffPost 19 août 2022

Le dessin — qui représente un couple au sein duquel un homme trans attend un enfant — est signé par l'illustrateur et auteur de bandes dessinées Laurier The Fox, dans le cadre d'une campagne nationale pour promouvoir et sensibiliser à la diversité de la communauté LGBTQIA + et à ses problématiques. « *Il y a quatre affiches, montrant des hommes et des femmes trans. L'objectif était de montrer que le Planning familial est ouvert à toutes et tous* », explique au HuffPost l'illustrateur. Mise en ligne par l'antenne réunionnaise de l'association le 17 mai dernier, l'image a été repartagée le 17 août dernier par son auteur.

L'association Act-Up Paris a dénoncé le « *cyberharcèlement transphobe* » de l'extrême droite, tout comme la députée LFI Ségolène Amiot.

La dictature doit être absolue !

Les affiches antivax à Toulouse dans le viseur du gouvernement - Le HuffPost 19 août 2022

Le gouvernement monte au créneau. Dans un tweet publié ce vendredi 19 août, Sonia Backès, secrétaire d'État chargée de la Citoyenneté auprès du ministre de l'Intérieur, annonce qu'elle a demandé au préfet de sévir contre les affiches antivax placardées à Toulouse.

« *Un arrêté d'interdiction sera pris, et un signalement adressé au procureur de la République. Stop à la désinformation !* », a annoncé la ministre, partageant sur Twitter une photo de l'un de ces panneaux barré d'une mention « *fake news* ».

Depuis plusieurs jours, ces affiches de propagande antivax placardées à l'initiative de collectifs conspirationnistes, comme Réinfo Covid et Réinfo Liberté, provoquent l'émoi du milieu médical, qui a demandé à la mairie de Toulouse de les retirer.

Or, la municipalité toulousaine s'est trouvée juridiquement incapable de faire quoi que ce soit, puisque ces affiches relèvent du domaine privé et ne présentent pas de troubles à l'ordre public.

« *Nous n'avons reçu aucune plainte sur ces affiches, mais nous travaillons toujours avec nos services juridiques, ainsi qu'avec la préfecture pour savoir si un autre levier est possible pour retirer ces affiches* », a déclaré la mairie, citée par Checknews.

La préfecture de Haute-Garonne a annoncé dans un communiqué examiner « *les voies juridiques susceptibles d'être poursuivies contre les auteurs de ces affiches et ceux qui les ont laissées apposer* ». Le HuffPost 19 août 2022

L'ARN du booster Omicron de Moderna est fabriqué par une société liée à la CIA

Depuis la fin de l'année dernière, l'ARN messager des vaccins COVID-19 de Moderna, et notamment son rappel Omicron récemment reformulé, est exclusivement fabriqué par une société peu connue ayant des liens importants avec les services de renseignement américains.

https://reseauinternational.net/larn-du-booster-omicron-de-moderna-est-fabrique-par-une-societe-liee-a-la-cia/

Corruption : le Comité de Brigitte Autran remplace le Conseil de Jean-François Delfraissy - lemediaen442.fr 18 août 2022

Usé par les « *conflits d'intérêt* » (expression qui veut dire « *corruption* »), le Conseil scientifique, présidé par Jean-François Delfraissy, a laissé la place au Comité de veille et d'anticipation des crises sanitaires. Brigitte Autran en sera la présidente. Elle est professeur d'immunologie à La Pitié-Salpétrière. Nous restons donc à peu de chose près dans le même milieu, car cet hôpital peut s'enorgueillir de compter parmi son personnel, le Pr Gilbert Deray, qui a reçu 160 649 € des laboratoires, le Pr Yazdan Yazdanpanah qui a reçu 130 000 euros, le Pr Grimaldi (221 déclarations d'intérêt sur Transparence Santé) et le Pr Eric Caumes, ces derniers tous deux opposés à la réanimation des non-vaccinés.

À peine nommée, la présidente du Comité de veille nous annonce au doigt mouillé une nouvelle vague de maladies diverses et variées à la rentrée, nécessitant sans aucun doute des vaccins appropriés. Elle recommande particulièrement le Paxlovid® de Pfizer. Comme il n'empêche ni l'infection ni la contamination, elle lui trouve une qualité : il évite les formes graves. Et puis il y a un sacré stock à écouler.

En novembre 2020, Brigitte Autran déclarait : « *Les essais cliniques montrent qu'il n'y a pas d'effets indésirables graves aux vaccins covid-19, généralement, ils surviennent dans les deux mois.* »

Depuis, il y a eu les rapports de Pharmacovigilance sur plus de 40 000 effets indésirables des injections Pfizer, Moderna et Astrazeneca jusqu'au 1er juillet 2022 : décès, AVC, problèmes cardiaques…

Si les virus sont pour le moment en vacances, on sait déjà qui est Brigitte Autran. Selon Transparence santé, elle a touché 2 500 € d'AstraZeneca. Toujours selon Transparence santé, Janssen et Gilead ont été généreux. Mais l'essentiel n'a pas été déclaré : Brigitte Autran a participé à des essais de vaccins contre la variole, pour Sanofi-Pasteur. Elle est intervenue à plusieurs congrès (frais de déplacements pris en charge par GSK-Pfizer, Roche). Elle a été co-organisatrice d'un essai clinique de vaccin antigrippe H1N1 de Sanofi Pasteur. Elle coordonne le réseau COREVAC2, dont l'un des objectifs majeurs est de « lier la recherche académique à l'Industrie du vaccin ». Elle coordonne également, au sein d'Aviesan, le Domaine de Valorisation Stratégique Innovation en Vaccinologie, qui a pour mission de développer de nouvelles stratégies de partenariats industriels et de valorisation. Les recherches de Mme Autran sont financées par la fondation Bettencourt, via l'association ORVACS (que Mme Autran a créée avec trois autres personnes). Mme Bettencourt (via l'Oreal) était le principal actionnaire de Sanofi.

Brigitte Autran répondait en juin 2021 aux questions sur la vaccination (une excellente vendeuse) :

En passant du Conseil scientifique au Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires, le terme « scientifique » a été supprimé. À quand un Conseil commercial des risques sanitaires ? Qu'est-ce que vous attendez, chez McKinsey, pour le proposer ?

Effets graves des vaccins Covid: l'heure de vérité? Par Covid Hub - Mondialisation.ca, 11 août 2022

Révélations, enquêtes publiques, procès, déclarations officielles se multiplient. Encore peu reprises dans les médias, les dénonciations d'experts et de politiciens perturbent pharmas et gouvernements. Echantillon parmi de nombreux exemples dans le monde.

https://www.mondialisation.ca/effets-graves-des-vaccins-covid-lheure-de-verite/5670436

Voilà jusqu'où ils se sont prostitués.

La pratique du sexe anal peut entraîner de nombreux problèmes de santé chez les femmes - slate.fr 17 août 2022

La sodomie est source de nombreux soucis de santé chez les femmes. Pourtant, sa popularité explose. Alors que la pratique a longtemps été considérée comme un sujet tabou.

Selon leur article, publié dans le British Medical Journal et dont se fait écho le Guardian, «*beaucoup de cas d'incontinence fécale et de lésion du sphincter anal ont été signalés chez les femmes qui s'adonnent à la pratique du sexe anal*».

Cette pratique s'est démocratisée au fil des années, notamment à la suite de la diffusion de séries télévisées comme Sex and the City (1998-2004) ou Fleabag (2016-2019).

Selon une enquête menée en Grande-Bretagne au sujet des attitudes sexuelles, 28,5% des jeunes de 16 à 24 ans ayant des rapports hétérosexuels pratiquent la sodomie, contre 12,5% il y a quelques décennies. En France, 21% des femmes pratiquent fréquemment le sexe anal, d'après un sondage IFOP publié en décembre 2019. «*Ce n'est plus considéré comme un comportement inhabituel, mais comme une expérience agréable*», constate Lesley Hunt.

Totalitarisme. Mystification climatique. Pour votre bien. Au nom de la liberté.

Etats-Unis. Ce que contient le grand plan social et climatique de Biden - AFP/LePoint.fr 13 août 2022

370 milliards pour le climat. C'est le plus grand investissement jamais vu aux États-Unis dans la lutte contre le changement climatique.

Définitivement adopté vendredi par le Congrès américain, le plan d'investissements de Joe Biden se veut être un gros coup de pouce pour les énergies renouvelables. AFP/LePoint.fr 13 août 2022

France. Le gouvernement veut monter en puissance sur les énergies renouvelables - Publicsenat.fr 13 août 2022

L'objectif est de « *libérer à court terme un potentiel de plus de 20 gigawatts de projets renouvelables, soit suffisamment pour doubler la puissance renouvelable installée en France* ». Dont la moitié de solaire grâce notamment à l'extension de l'obligation de construire des ombrières de parking avec panneaux solaires. Et encore 4,5 gigawatts grâce à la libération de terrains auparavant interdits aux panneaux solaires, comme le long des routes et des autoroutes et sur des terrains en friche dans des zones portuaires.

Le texte prévoit ensuite l'allègement des exigences environnementales imposées jusqu'alors aux petits projets solaires et éoliens. Enfin, dans un contexte de crise énergétique, l'article 6 de ce texte reconnaît aux installations renouvelables « *un intérêt public majeur* », permettant de déroger à la protection d'espèces protégées et ainsi de *« réduire le nombre de contentieux, qui sont sources de retards et difficultés pour les projets* », précise l'exposé des motifs. Du côté de l'éolien en mer, le projet de loi procède à une simplification : les débats publics pour chaque projet de parc offshore sont remplacés par un seul et unique grand débat public pour toute une façade maritime, le public s'exprimant sur de grandes zones « à vocation " *éolien en mer* " », ce que font les pays voisins.

Prévenir les oppositions

Cette libéralisation du marché de l'éolien et du solaire doit se faire accepter des riverains. Ainsi, l'avant-dernier article du projet de loi accélération prévoit d'octroyer un tarif réduit de l'électricité

aux voisins de centrales solaires ou de parcs éoliens. *« Cet article vient ainsi créer une modalité de partage territorial de la valeur des renouvelables avec les ménages résidents via leur facture d'électricité* », indique l'exposé des motifs. lejdd.fr 13 août 2022

Comment ils vous empoisonnent et vous tuent à petit feu.

JC - Nous sommes ce que nous mangeons : une découverte politiquement orientée, changez votre alimentation conformément aux directives du Forum économique mondial.

Maladie d'Alzheimer : ces aliments augmenteraient les risques, selon une nouvelle étude - Femme Actuelle 19 août 2022

"*Que ton alimentation soit ta seule médecine*", disait Hippocrate en 400 avant Jésus-Christ. Et 2500 ans plus tard, il a toujours raison ! Tous les jours, les aliments que nous ingérons sont décomposés dans notre intestin en très petits morceaux afin de passer la barrière intestinale et sont distribués dans l'ensemble de nos cellules via notre sang. À l'intérieur de nos cellules, ils se recomposent différemment et sont utilisés en fonction de nos besoins. Nous sommes donc bien ce que nous mangeons.

L'étude publiée par Neurology nous prouve une fois de plus que notre mode de vie, notamment notre assiette, peut avoir une incidence sur notre cerveau. Ainsi, les scientifiques ont démontré que la consommation d'acides gras insaturés pouvait entraîner un risque de développer la maladie d'Alzheimer. Pendant dix ans, des chercheurs ont suivi plus de 1.600 hommes et femmes japonais non atteints de démence. Un test sanguin pour évaluer les niveaux des acides gras insaturés a été effectué au début de l'étude et leur régime alimentaire a été analysé. Ils ont également pris en compte des facteurs pouvant favoriser la maladie d'Alzheimer comme l'hypertension, le diabète et le tabagisme. Conclusion : les personnes présentant les deux niveaux les plus élevés d'acides gras insaturés étaient 52% et 74% plus susceptibles de développer une démence que celles ayant les niveaux les plus bas. Les assiettes des personnes les plus à risques étaient constitués d'aliments frits, de gâteaux, de croûtes à tartes, de pizzas surgelées et de nombreux autres aliments transformés. Mieux vaut donc éviter ces mets pour ne pas augmenter vos risques de développer une démence... et bien d'autres effets néfastes pour la santé comme la prise de poids ou le mauvais cholestérol.

Nous le savons maintenant, il est important de faire attention à la façon dont nous composons notre assiette. D'ailleurs pour être en parfaite santé et diminuer les risques de développer la maladie d'Alzheimer, certains aliments sont à privilégier. Une alimentation riche en fruits et légumes, en céréales, en épices anti-inflammatoires comme le curcuma, en thé vert, avec le plus possible de produits frais bruts et non transformés, est idéale à tous les niveaux. "*Cette alimentation anti-inflammatoire à dominante végétale, riche en fibres et en polyphénols permet de réduire l'intensité des corrosions destructrices sur nos neurones et d'améliorer leur fonction et leurs défenses*", informe le Dr Jean-Paul Curtay, médecin pionnier de la nutrithérapie en France et auteur avec Véronique Magnin du livre Vous n'aurez pas Alzheimer.

JC – Qui hormis les nantis a les moyens d'avoir une « *alimentation riche en fruits et légumes, en céréales, en épices anti-inflammatoires comme le curcuma, en thé vert, avec le plus possible de produits frais bruts et non transformés* » ?

En Inde où je vis, j'ai testé deux types d'alimentation, celle des pauvres à base de riz essentiellement, et celle des riches à base de légumes, viandes, poissons, etc. Mon budget alimentation a augmenté de 500% environ, et j'ai bien conscience que mes voisins ne peuvent pas se payer ce luxe, même en adoptant une alimentation très pauvre en protéines, vitamines et oligo-éléments, ils n'arrivent même pas à finir les fins de mois. La pauvreté est généralisée, mais mieux cachée qu'hier…

« "*Que ton alimentation soit ta seule médecine", disait Hippocrate en 400 avant Jésus-Christ. Et 2500 ans plus tard, il a toujours raison !* », autrement dit ils assument leur crime. Comme chez les médecins allopathiques l'alimentation passe à la trappe, on a le droit de les traiter de charlatans.

Malade depuis janvier 2022, une diarrhée persistante, très récemment j'ai fini par me soigner grâce à l'homéopathie en quelques jours seulement, sans rien changer à mon alimentation ou mon mode de vie, je précise.

Totalitarisme. La crise du capitalisme s'est transformée en crise de la civilisation humaine. Propagande pour contrôler et modifier notre alimentation.

Le régime carnivore est tendance sur TikTok, mais ne vous laissez pas avoir : c'est extrêmement dangereux - Yahoo Life France 16 août 2022

Les végétariens se prennent régulièrement des vagues de critiques, les vegans encore plus. Un peu partout dans le monde, et particulièrement en France, pays du boeuf bourguignon et de la blanquette, nombreux sont ceux qui ont du mal à imaginer un repas sans viande. (Pourquoi devrait-on imaginer une alimentation sans viande ? Rien ne le justifie. - JC) Mais il existe également des personnes qui ne consomment que de la viande, des oeufs, des produits laitiers. Pas de fruits ou de légumes, pas de céréales... Cela peut paraître bizarre, et pourtant, ce régime carnivore, ou "*Animal Based*" en anglais, est promu par des comptes qui font des milliers de vues sur TikTok, en dépit des dangers que cette forme d'alimentation représente. (C'est impossible que des gens ne mangent aucun légume ou fruit ou aucune céréale. - JC)

Selon Anne-Laure Laratte, diététicienne-nutritionniste, normalement, on a besoin de 0,8 à 1g de protéines par kilo de corps. Au-delà de 1,5g/kg de corps, des problèmes rénaux peuvent apparaitre. (Tiens voilà qu'ils reconnaissent que les protéines animales correspondent à un besoins journalier ! - JC)

Dans la rubrique cessez de vous alimenter avec des produits issus d'animaux.

Rappel produit : ce fromage vendu en grande surface et dans toute la France ne doit plus être consommé - femmeactuelle.fr 16 août 2022

Attention car plusieurs fromages sont concernés par des rappels en ce moment dont une tomme de brebis et une tomme de chèvre. Voici ce qu'il faut savoir de cette dernière.
TOMME CHÈVRE FERMIÈRE Hennart - Code produit : 3700222104162 / Lot : 229101 - 230101 - 231101 / Date de durabilité minimale entre le 31/08/2022 et le 14/09/2022 / Fromage vendu au rayon coupe, portion pour le service

Distributeurs : Clients indépendants supermarchés Match, Leclerc, Super U, Intermarché Cora.

Cause du rappel : Présence de listeria.

Risques encourus par le consommateur : Listeria monocytogenes (agent responsable de la listériose).

Préconisations sanitaires : Les personnes qui auraient consommé les "*produits*" mentionnés ci-dessus et qui présenteraient de la fièvre, isolée ou accompagnée de maux de tête, et des courbatures, sont invitées à consulter leur médecin traitant en lui signalant cette consommation. Des formes graves avec des complications neurologiques et des atteintes maternelles ou fœtales chez la femme enceinte peuvent également parfois survenir. Les femmes enceintes ainsi que les personnes immunodéprimées et les personnes âgées doivent être particulièrement attentives à ces symptômes. La listériose est une maladie qui peut être grave et dont le délai d'incubation peut aller jusqu'à huit semaines.

Si vous disposez de ce produit chez vous, détruisez le produit, ne le consommez pas. Vous pouvez aussi demander un remboursement. Vous avez jusqu'au mercredi 14 septembre 2022.

À lire aussi :

- Rappel produit : attention à ces biscottes très connues qu'il ne faut absolument pas consommer

- Rappel produit : ces quatre-quarts vendus chez E.Leclerc ne doivent pas être consommés

- Rappel produits : ces glaces Häagen-Dazs ne doivent surtout pas être consommées

---

Quand les tyrans maltraitent les masses, c'est légitime...

Une ville anglaise signe le traité international pour le véganisme - LePoint.fr 14 août 2022

Haywards Heath est la première ville d'Europe à signer ce traité qui promeut l'alimentation végétale face au changement climatique, rapporte « *The Independent* ». LePoint.fr 14 août 2022

Vous allez mourir de soif !

Partout sur Terre, l'eau de pluie est devenue impropre à la consommation en raison de la pollution - Journal du Dimanche 17 août 2022

La faute aux produits chimiques toxiques éternels, dits PFAS, notamment présents dans les emballages, les shampoings et le maquillage, qui se sont répandus dans notre environnement et qui sont désormais présents en quantité supérieure au seuil autorisé dans les eaux de pluie indiquent les chercheurs de l'Université de Stockholm dans la revue

« *Même en Antarctique ou sur le plateau tibétain, les niveaux présents dans l'eau de pluie sont au-dessus des recommandations proposées de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA)* », déclare Ian Cousins, professeur à l'Université de Stockholm et principal auteur de l'étude à l'AFP.

Les PFAS, qui se désintègrent de façon extrêmement lente s'accumulent dans le corps et peuvent avoir des effets sur la fertilité, le développement des fœtus et favoriser les risques d'obésité et de cancers.

Les PFAS sont maintenant « *si persistants* » et omniprésents qu'ils ne disparaîtront jamais de la Terre, indique Ian Cousins. « *On a rendu la planète inhospitalière à la vie humaine en la contaminant de manière irréversible, ce qui fait que plus rien n'est propre. Et au point que ce n'est pas assez propre pour être sûr* », ajoute-t-il.

Malgré l'augmentation des PFAS dans l'atmosphère, leur niveau dans nos organisme a diminué « *de façon assez significative ces 20 dernières années* » en raison « *des recommandations qui ont changé* » depuis « *qu'on en sait plus sur la toxicité de ces substances* », précise le chercheur. « *On ne peut pas y échapper... On va juste devoir vivre avec.* »

Quand on vous disait qu'ils étaient animés de mauvaises intentions envers la population.

Quand le Japon encourage ses habitants… à boire plus d'alcool - Le HuffPost 18 août 2022

Les ventes d'alcool sont en chute libre dans l'archipel nippon, conséquence d'un changement d'habitudes chez les jeunes avec la

Voici qui est peu banal : le gouvernement japonais a lancé un concours national appelant à des idées pour encourager les gens à boire plus d'alcool.

Le concours, qui se déroule jusqu'au 9 septembre, appelle à proposer « de nouveaux produits et designs », ainsi que des moyens de promouvoir la consommation à domicile.

Les participants sont également encouragés à explorer les méthodes de vente à l'aide du métaverse.

Selon l'Agence nationale des impôts, la consommation d'alcool au Japon est passée d'une moyenne de 100 litres par personne et par an en 1995 à 75 litres en 2020.

La baisse des ventes d'alcool, notamment de bière, a ainsi touché le budget japonais, qui accuse déjà un déficit de plus de 48 milliards de yens (350 millions d'euros).

Les taxes sur l'alcool représentaient 1,7 % des recettes fiscales du pays en 2020, contre 3 % en 2011 et 5 % en 1980.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 26 août 2022.

Quelques commentaires publiés (ou censurés) à la suite d'articles dans différents blogs.

1 - On a semble-t-il tendance à oublier que l'ignorance est inhérente à la nature humaine, et que c'est le combat que l'on mène tout au long de notre existence pour la réduire qui donne un sens à notre vie. A partir de là, nos connaissances seront amplement constituées de croyances ou de récits rapportés comportant eux-mêmes une grande part de croyances ou d'inconscience plus que de vérités relatives ou absolues, et il en ira de même de nos propres expériences sans que nous en ayons conscience la plupart du temps, ce qui signifie qu'on ne sera pas forcément en mesure d'en tirer des enseignements généraux.

Pour interpréter le monde dans lequel nous vivons nous adopterons le mode de pensée ayant cours à notre époque, celui qui est partagé par la quasi-totalité de la population, celui qui nous vient instantanément à l'esprit, celui qui nécessite le moins d'effort, le plus pratique, le mode de pensée idéaliste qui présente notamment la caractéristique d'inverser la plupart des rapports qui existent dans la nature et la société, ainsi qu'entre les hommes et le monde extérieur, de sorte que leur connaissance s'avérera erronée ou impossible à atteindre, d'où l'acharnement des obscurantistes ou inquisiteurs en tous genres, des idéologues et des élites à la solde de l'aristocratie financière à l'entretenir ou à le promouvoir, afin de maintenir les masses dans l'ignorance.

Pour montrer à quel point ce facteur est déterminant, chacun a pu remarquer que la propagande officielle reposait chaque fois sur l'inversion de ces rapports. On comprend dès lors pourquoi cela fonctionne à merveille, comment cela s'intègre facilement dans le cerveau des hommes, puisque cela correspond au mode de pensée adopté par la population.

Dénoncer leurs interprétations frauduleuses ou idéologiques, leurs impostures ou je ne sais quoi encore présente certes un intérêt, mais somme toute très limité si on ne montre pas sur quelle structure reposaient leurs inversions de la réalité. Autrement dit, quand bien même seraient-elle éventées ou percées, les masses demeurent aussi vulnérables et ignorantes qu'avant, puisqu'elles ont conservé le même mode de pensée

Ce qui modifie durablement ou définitivement notre manière de percevoir la société ou notre condition, ce n'est pas une somme d'expériences vécues ou de connaissances accumulées, combien ont lu des milliers de livres ou ont fait de longues études, sont bardés de diplômes et sont de véritables sots, oui des crétins finis comme tous ces scientifiques et professeurs qui veulent absolument nous piquer contre le coronavirus pour les uns, contre la grippe ou la varicelle pour d'autres, non, c'est l'adoption d'un mode de pensée qui soit à la fois matérialiste, donc reposant sur les faits et leurs enchaînements, et la dialectique, c'est-à-dire, la loi générale du mouvement qui régit la matière, la nature, la société et les idées des hommes, bref, l'ensemble du processus historique dans lequel nous sommes impliqués et dont jusqu'à présent nous ne sommes pas parvenus à prendre conscience.

2 - Vous m'excuserez de m'exprimer sincèrement.

Je crains malheureusement que vous vous compromettiez en publiant ce genre d'articles que l'on pourrait caractériser de pro impérialiste ou que vous fournissiez des arguments aux ennemis du progrès social, de la démocratie, de la liberté et de la paix, ce qu'aucun des personnages cités n'a jamais représenté autrement qu'en parole et au regard des intérêts de classe qu'ils ont incarnés ou de leur orientation politique...

Vous êtes peut-être tombé dans le piège de la propagande de guerre officielle en opposant aux va-t-en-guerre d'aujourd'hui ceux d'autrefois, qui n'auront bonne presse nulle part parmi les réels opposants à l'OTAN, pour lesquels la guerre actuelle est le produit de la crise du capitalisme, et elle est avant tout inter impérialiste tout en s'inscrivant dans la continuité des précédentes déjà sous l'Ancien Régime.

Ce que je veux dire par là, c'est qu'il ne faut pas vous étonner de vous retrouver bien seul, entouré d'ennemis et vos amis potentiels ou avérés vous tournant le dos subitement, ce qui n'est pas mon cas, je tiens à le préciser, mais ce serait commettre une grave erreur de prendre mon cas pour une généralité, si je peux me permettre un conseil.

Dommage également de constater que vous avez adopté la conception de l'histoire de ceux qui l'ont rédigée (en leur faveur ou falsifiée, cela va de soi...) en privilégiant l'opposition de nations entre elles, pour d'autres ce seraient des blocs qui s'affronteraient, au détriment de la lutte des classes qui constitue l'un des fils conducteur essentiel du processus historique, inconscient faut-il préciser, ce qui prend tout son sens ici. Bien à vous.

Note du 26 août.

Censuré !

---

3 – *La véritable solution consiste à retomber en amour avec le monde vivant, à le voir comme un être aimé, et non comme une collection de ressources, une décharge ou un projet d'ingénierie…*

Amen ou la révolution par l'amour, c'est le aimez-vous les uns les autres des corporatistes et des tyrans. Ailleurs, l'auteur a fait l'apologie du « crédit carbone » (Climate: A New Story- North Atlantic Books 2018) qui accompagne la mystification climatique du Forum économique mondial. Ce n'est pas un hasard si The Guardian et The Huffington Post publient les articles de Charles Eisenstein, ils ne s'y trompent pas. (Source : Wikipédia)

– *Comment réduire les niveaux de peur ambiants ?*

Notre objectif n'est pas de les réduire, mais de les éradiquer. Nous ne combattons pas un ennemi pour réduire sa capacité de nuisance, notre objectif est de le vaincre, le faire disparaître de la surface de la Terre, ce qui n'est pas du tout la même chose.

– *Il n'y a pas de réponse unique. D'ailleurs, chacun d'entre nous sait déjà comment le faire.*

Vous aurez compris que pour affronter et vaincre un unique et puissant ennemi, un ennemi qui détient tous les pouvoirs ou très bien organisé, il existait autant de réponses qu'il y a d'individus sur Terre, nous aurions aucune chance d'en venir à bout ! Et alors, cela n'a jamais été l'objectif de

l'auteur de cet article, mais il se pourrait que cela ait échappé à la plupart des lecteurs ou qu'ils se fassent berner, non ?

Le seul remède, la seule manière pour s'en sortir, c'est tout d'abord d'admettre en toute modestie notre profonde ignorance du processus historique dialectique et matérialiste inconscient à l'origine de l'évolution du primate à la civilisation humaine, de ce qu'on appelle pompeusement la société moderne. Cela signifie que pour progresser sur la voie de la connaissance, il faut impérativement l'étudier sérieusement sans a priori ou en faisant abstraction de toute croyance. Cela implique donc de s'en tenir strictement aux faits, qui concrètement enseignent que ce sont le développement des forces productives et la lutte des classes qui sont les principaux facteurs économiques et politiques à l'origine du progrès social, sans lesquels l'espèce humaine n'aurait pas pu évoluer jusqu'au stade de la civilisation humaine.

Les valeurs humanistes qui animent les peuples et auxquelles nous sommes tant attachés, ainsi que nos aspirations à la démocratie et à la liberté, à la paix universelle, n'auraient pu commencer à s'imposer même modestement, davantage théoriquement qu'en pratique encore de nos jours. Mais surtout, les hommes n'auraient pu atteindre le niveau de conscience politique leur permettant de discerner à un moment donné, que la satisfaction de leurs besoins sociaux et de leurs aspirations légitimes ne pouvait s'inscrire que dans la perspective de leur émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou correspondait à l'étape suivante du processus historique, coïncidait finalement avec l'idéal humaniste le plus élevé que les hommes pouvaient se donner. On taira son nom ici pour ne pas effaroucher inutilement les lecteurs !

Note du 26 août.

Censuré !

---

4 - J'étais passé à côté d'un argument choc pour démolir la mystification sanitaire.

Nous sommes des gens sains de corps et d'esprit, mentalement équilibrés, instruits, cultivés, certains d'entre nous figurent parmi les couches supérieures de la société, aucun d'entre nous n'a envie d'attenter délibérément à sa santé ni à celle d'autrui, aucun d'entre nous n'a des idées suicidaires. Alors pourquoi nous exposerions-nous sans masque ni injection, ne changerions-nous rien à notre comportement avec les autres, sinon parce que nous savons que ce banal virus ne présente pas plus de danger que celui de la grippe par exemple, et qui plus est, il existe de nombreuses molécules efficaces pour le combattre efficacement...

Réfléchissez un instant tranquillement, quelle autre explication pourrait justifier notre attitude ? Il n'en existe aucune autre.

Note du 26 août.

Ce commentaire a été particulièrement apprécié par plusieurs lecteurs, qui ont souligné que les choses simples devaient être exprimées simplement, ce qui ne signifiait pas pour autant qu'elles seraient comprises.

Toujours est-il que lorsqu'on essaie de partager nos idées, vaut mieux mettre de notre côté tous les moyens pour avoir une chance d'y parvenir, faire court et précis, aller à l'essentiel tout en étant le plus clair possible.

Je te livre deux très brefs commentaires que j'enverrai plus tard. J'allais oublier de te signaler que j'ai encore été censuré par deux médias, FranceSoir et Donbass Insider, ma critique de leur cher empereur Napoléon ne leur a pas plu du tout ! (lire plus haut)

Commentaires à venir.

Quand les chefs d'Etat ou de gouvernement, de partis, des acteurs politiques ou des personnalités, les médias se font l'écho empressé du discours des Etats-Unis ou de l'UE, le premier réflexe à avoir ne devrait-il pas être de se demander en quoi leur comportement aurait été vertueux envers les peuples dans le passé, quels intérêts ils représentent réellement, avant de leur accorder le moindre crédit, la moindre légitimité ou confiance, sachant à quel point ils peuvent mentir ou être animés d'intentions inavouables et nuisibles envers tous les peuples.

Ce n'est pas parce que durant toute une période le développement du capitalisme participa au développement économique, qu'il aurait été régi par des principes ou des valeurs progressistes ou humanistes, qu'il aurait été animé de bonnes intentions envers les peuples, bien au contraire.

En réalité il n'eut de cesse de concourir à accroître la fortune et le pouvoir des plus riches au détriment des intérêts du reste de la population, qui fut livrée à une précarité plus ou moins généralisée ou étendue selon les époques, il ne lui épargna aucune souffrance, sans parler des crises et des guerres dont seul il porte la responsabilité.

Le pouvoir de la classe dominante depuis des millénaires a toujours relevé de l'abus de pouvoir, et sa morale en porte forcément le sceau...

Dans quel monde vivons-nous? Ames sensibles s'abstenir.

Dans la ville de Zhumadian, dans la province du Henan, à l'est de la Chine, le 21 avril 2007, une femme écrasée dans l'indifférence la plus totale !

https://rumble.com/v1gwewf-une-femme-crase-dans-lindiffrence-la-plus-totale-.html

---

Fabrique du consentement. Cinéma.

Comment le Pentagone dicte les scénarios d'Hollywood

Extraits.

Un nouveau documentaire révèle comment les publics occidentaux sont amadoués par le militarisme agressif d'envergure mondiale des États-Unis grâce à l'influence du département de la Défense sur des milliers de films et de programmes télévisés américains.

D'après Theaters of War, le département américain de la Défense ne se contente pas d'influencer subtilement la représentation hollywoodienne des guerres américaines pour les présenter sous un jour plus favorable. Le Pentagone exige activement la supervision des scénarios et les dicte. En pratique, il mène une guerre de propagande tous azimuts contre le public occidental afin de l'amadouer et de le pousser à soutenir le militarisme agressif d'envergure mondiale des États-Unis.

Le documentaire, qui s'appuie sur des données mises au jour par le journaliste d'investigation britannique Tom Secker et son compatriote universitaire Matthew Alford à la suite de demandes d'accès à l'information, fait la révélation stupéfiante selon laquelle le Pentagone a agi en tant que main secrète derrière des milliers de films et de programmes télévisés au cours des dernières décennies.

De nombreux autres films n'arrivent jamais sur les écrans parce que le bureau de liaison du département de la Défense chargé du divertissement refuse de coopérer, estimant que les messages proposés sont erronés.

Comme le souligne un universitaire dans Theaters of War, la propagande est plus efficace lorsqu'elle peut passer sous la forme du divertissement : « *Vous êtes plus ouvert à l'intégration de ces idées parce que vous baissez la garde.* »

Combien de spectateurs prendraient un film au sérieux s'il était précédé d'un logo du département de la Défense ou de la CIA en tant que sponsors ? C'est pour cette raison que les contrats du Pentagone précisent généralement que son rôle dans un film doit être camouflé.

En réalité, comme le soutient Theaters of War, de nombreux films hollywoodiens ne sont guère plus que des publicités pour les industries de guerre américaines.

Le Pentagone a une telle emprise sur Hollywood qu'il a même réussi à détourner le message pacifiste inhérent à un classique des films de monstres, Godzilla.

Theaters of War présente également l'argument plausible selon lequel le Pentagone a joué un rôle important dans l'évolution d'Hollywood vers la science-fiction et le fantastique.

Theaters of War conclut que la promotion du militarisme américain rapporte des dividendes. Cela s'accompagne de budgets plus importants pour le Pentagone et ses sous-traitants, d'un plus grand prestige, d'une surveillance réduite, de davantage de guerres inutiles et de profits.

Donald Baruch, l'assistant spécial du Pentagone pour les médias audiovisuels, a souligné que le gouvernement américain « *ne pourrait pas acheter le genre de publicité que les films [leur] offrent* ».

Comme l'affirme de manière convaincante Theaters of War, l'influence secrète du Pentagone sur la culture populaire peut jouer un rôle décisif dans la recherche de soutien pour des guerres clivantes, comme l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Elle peut s'avérer déterminante quant à l'approbation ou au rejet du public.

Une étude de cas illustre à quel point les choses pourraient être différentes si Hollywood était à l'abri de l'influence du Pentagone.

Theaters of War laisse le public face à une question : qu'aurait-il été possible de faire si le Pentagone n'était pas intervenu dans 3000 films et programmes télévisés pour vendre ses messages bellicistes ?

https://reseauinternational.net/comment-le-pentagone-dicte-les-scenarios-dhollywood/

A lire aussi :

L'histoire d'Hollywood : la propagande pendant la deuxième guerre mondiale - mondialisation.ca

https://www.mondialisation.ca/lhistoire-dhollywood-la-propagande-pendant-la-deuxieme-guerre-mondiale/5317072

L'invasion silencieuse de l'Afrique et les mensonges de Hollywood par John Pilger - mondialisation.ca

http://www.luttedeclasse.org/dossier4/usa_afrique_1_050413.pdf

La propagande hollywoodienne et la CIA par Julie Lévesque - mondialisation.ca

http://www.luttedeclasse.org/dossier3/usa_media_1_06.0313.pdf

---

Propagande déguisée ou piège à con. Ils osent tout. L'imposture permanente.

JC- Ce qu'ils reprochent à la Chine, ailleurs à la Russie ou à l'Inde notamment, c'est exactement ce que les puissances impérialistes occidentales n'ont cessé de faire tout au long du XXe siècle à nos jours, en pire de préférence puisque mieux emballé, mieux camouflé et en toute impunité. On a là une partie de l'explication de la guerre actuelle inter impérialiste en Ukraine...

Quand la Chine fait son beurre sur le dos des pays endettés - slate.fr 23 août 2022

Pékin n'hésite pas à conclure des accords financiers avec des pays pauvres en mal de prêteurs, ce qui n'a rien à voir avec de la philanthropie.

http://www.slate.fr/story/232209/nouvelles-routes-soie-aide-chine-xi-jinping-economie-dettes-afrique-sri-lanka#xtor=RSS-2

Pétrole et reconstruction, la relation en béton entre la Chine et l'Irak - AFP 22 août 2022

Riche en pétrole mais pauvre en infrastructures, l'Irak devient l'une des places fortes de la Chine, faisant même tanguer la position privilégiée des Occidentaux dans le pays en construisant à tour de bras, au risque de piéger Bagdad dans la dette.

https://fr.news.yahoo.com/p%C3%A9trole-reconstruction-relation-b%C3%A9ton-entre-095844884.html

La Chine annule le remboursement de 23 prêts pour 17 pays africains et développe des projets commerciaux et d'infrastructure « gagnant-gagnant »

https://reseauinternational.net/la-chine-annule-le-remboursement-de-23-prets-pour-17-pays-africains-et-developpe-des-projets-commerciaux-et-dinfrastructure-gagnant-gagnant/

Au Pakistan comme aux Etats-Unis, en Israël, en Arabie saoudite, en France ou ailleurs.

L'ancien Premier ministre Imran Khan devant la justice pour un discours contestataire contre la police - Courrier International 23 août 2022

Imran Khan devra se soumettre aux tribunaux, rapporte Pakistan Today. L'ex-Premier ministre et ancien joueur de cricket pakistanais fait l'objet d'une action en justice lancée en vertu des lois antiterroristes.

Selon le titre anglophone, "*la mesure fait suite à un discours prononcé samedi à Islamabad, dans lequel M. Khan a menacé de porter plainte contre une magistrate et le chef de la police d'Islamabad, avant d'accuser la police d'avoir torturé et abusé sexuellement Shahbaz Gill, son directeur de cabinet*". Ses propos auraient "*suscité l'extrémisme*", d'après le ministre de l'intérieur Rana Sanaullah.

"*Au Pakistan, il n'est pas rare que les lois antiterroristes soient utilisées à l'encontre de dirigeants politiques*", précise le journal basé aux États-Unis. Mais l'affaire Imran Khan a déclenché la colère de ses partisans. Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant le domicile du chef du Mouvement du Pakistan pour la justice (PTI) pour manifester leur soutien.

Une pétition dénonçant le caractère "*politique*" des accusations visant l'ancien homme d'État a également été publiée. "*Elle affirme que Khan est 'la cible de la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N) au pouvoir, en raison de ses positions critiques et de ses déclarations fortes et directes contre la corruption et les politiciens corrompus'*".

L'affaire s'inscrit dans un contexte de tensions politiques croissantes entre le gouvernement pakistanais et Imran Khan, note quant à elle la BBC. Depuis le vote de défiance qui a conduit à son départ du pouvoir, en avril dernier, "*l'ancien dirigeant demande de nouvelles élections et parcourt le pays pour prononcer une série de discours [nationalistes et anticorruption] critiquant férocement le gouvernement et l'armée*".

S'il a perdu la majorité au Parlement, la popularité d'Imran Khan reste importante au Pakistan, où son parti a remporté des élections locales dans la province du Pendjab, en juillet 2022. Après l'arrivée de son successeur du PML-N, Shahbaz Sharif, au poste de Premier ministre, de grandes manifestations en sa faveur avaient eu lieu dans le pays. Les membres de son parti ont déjà fait savoir que l'arrestation de l'ancien Premier ministre constituerait pour eux "*une ligne rouge*".

En Argentine, Cristina Kirchner risque 12 ans de prison et une inéligibilité à vie - France 24 23 août 2022

À Buenos Aires, l'accusation a requis, lundi, 12 ans de prison et une inéligibilité à vie à l'encontre de l'ex-présidente Cristina Kirchner, jugée dans une affaire d'attribution de marchés publics. Elle bénéficie à ce stade d'une immunité parlementaire, que seule la Cour suprême pourrait lever si elle venait à confirmer une éventuelle condamnation.

La détention arbitraire sans défense ni procès de centaines de Palestiniens caractérise un régime fasciste.

Israël: le nombre de détenus administratifs atteint un chiffre record - RFI 22 août 2022

Depuis la vague d'attentats anti-israéliens du printemps, les détentions administratives en Israël sont devenues une pratique courante. En principe, il s'agit pourtant d'une procédure d'exception datant de la période du mandat britannique sur la Palestine.

À l'heure actuelle, 723 prisonniers sont détenus sans procès par les autorités israéliennes. Cinquante-deux de plus qu'au début du mois, un record depuis 2008 selon le quotidien de gauche Haaretz qui a mené une étude sur ce sujet. Onze de ces détenus ont la nationalité israélienne, mais aucun n'est juif. Et tous les autres sont des Palestiniens de Cisjordanie.

Les détenus administratifs sont incarcérés sans qu'aucun chef d'accusation ne soit présenté à leur défense qui reçoit uniquement un bref aperçu de ce qui leur est reproché. Le mandat d'arrêt est signé par le commandant en chef de la zone militaire centrale. Il est présenté à un juge qui approuve la détention sans même la présence de l'intéressé. RFI 22 août 2022

Il ne s'est pas trompé d'ennemi !

Israël: échappé de son enclos, un taureau fonce sur une banque - BFMTV 22 août 2022

Pourquoi les sionistes sont-ils les véritables antisémites ? Parce que les Palestiniens sont les vrais sémites.

La descendance juive des Hébreux bibliques est un autre canular

https://reseauinternational.net/la-descendance-juive-des-hebreux-bibliques-est-un-autre-canular/

Dans une période où il est beaucoup question d'ADN quelques précisions sur les origines de peuples qui prétendent gouverner le monde et oppressent en particulier ceux qui sont les descendants des hébreux, les palestiniens.

« *Les Palestiniens ont 80% de sang sémitique de leurs ancêtres. Les vrais sémites sont les Palestiniens.* »

Il serait peut-être temps d'arrêter de stigmatiser systématiquement ceux qui critiquent les israéliens actuels ou les descendants des Khazars (peut-être même d'Attila) en les traitant d'antisémites !

Le Dr Areilla Oppenheim de l'Université hébraïque de Jérusalem a mené la première étude ADN complète des Israéliens et des Palestiniens.

- Les juifs ashkénazes ont un génome mongol à 40% et un génome turc à 40%.
- Les Palestiniens ont 80% de sang sémitique de leurs ancêtres.

Les vrais sémites sont les Palestiniens.

Les services de test ADN d'aujourd'hui tels que « *23andM*e » permettent aux personnes normales de fournir un échantillon de salive qui est testé dans un laboratoire… et voilà !… votre ascendance peut être décomposée en pourcentages avec des résultats assez précis.

Ma sœur l'a fait, et les résultats étaient ce que nous pensions qu'ils seraient basés sur ce que nous savions sur l'origine ethnique de nos parents, grands-parents et arrière-grands-parents. Alors, à quel point serait-il simple pour les juifs ashkénazes d'aujourd'hui de passer un tel test en masse pour déterminer leur pourcentage d'héritage sémitique, et ainsi vérifier leur revendication sur Israël ?

Eh bien, cela a déjà été fait, et il n'est pas surprenant que nous n'ayons pas beaucoup entendu parler de ces études.

Le Dr Areilla Oppenheim de l'Université hébraïque de Jérusalem a mené la première étude approfondie de l'ADN des Israéliens et des Palestiniens en 2001. Elle a conclu que les juifs ashkénazes avaient un génome mongol à 40% et un génome turc à 40%.

Il n'y avait pas de sang sémitique les reliant aux Hébreux originaux du Moyen-Orient d'il y a 4000 ans à Jérusalem ou sur le territoire biblique. Les juifs se sont avérés plus étroitement liés aux groupes du nord du Croissant fertile (Kurdes, Turcs et Arméniens) qu'à leurs voisins arabes1.

Cela a été confirmé par un autre projet ADN du Dr Eran Elhaik à l'Institut de médecine génétique McKusick-Namans de la faculté de médecine de l'Université John Hopkins, en 2012. Ses conclusions étaient les mêmes !

Les découvertes d'Elhaik soutiennent fortement l'hypothèse khazare, par opposition à l'hypothèse rhénane, sur l'origine juive européenne. Le Dr Elhaik écrit :

« *L'explication la plus parcimonieuse de nos découvertes est que les juifs d'Europe de l'Est sont d'ascendance judéo-khazare forgée au cours de nombreux siècles dans le Caucase. La présence juive dans le Caucase et plus tard en Khazarie a été enregistrée dès la fin des siècles avant notre ère et renforcée en raison de l'augmentation du commerce le long de la route de la soie, du déclin de Juda (Ier-VIIe siècles) et de la montée du christianisme et de l'Islam. Les juifs gréco-romains et mésopotamiens gravitant vers la Khazarie étaient également présents au début des siècles et leurs migrations étaient s'est intensifiée après la conversion des Khazars au judaïsme… La conversion religieuse des Khazars a englobé la plupart des citoyens de l'Empire et des tribus subordonnées et a duré les 400 années suivantes jusqu'à l'invasion des Mongols. Lors de l'effondrement final de leur empire au XIIIe siècle, de nombreux Judéo-Khazars ont fui vers l'Europe de l'Est et ont ensuite migré vers l'Europe centrale et se sont mélangés aux populations voisines.* »

Les résultats étaient cohérents dans la représentation d'une ascendance caucasienne pour tous les juifs européens. L'analyse a montré une relation génétique étroite entre les juifs européens et les populations du Caucase et a identifié l'origine biogéographique des juifs européens au sud de la Khazarie, c'est-à-dire l'Ukraine.

Dans le même temps, de nombreuses preuves ADN ont montré que les Palestiniens avaient 80% plus ou moins de sang sémitique chez leurs ancêtres, qui étaient donc déterminés à être les vrais Sémites.

Commentaires de lecteurs.

1 - Une étude remarquable avait été faite par Shlomo San, récemment décédé, dans son livre « *Qui a inventé le peuple Juif?* ».

Il faisait remarquer, très goguenard que les Israéliens essayaient de trouver des gènes propres aux Juifs…Et pour lui, l'origine Khazar de 80% des Israéliens était une évidence.

2 - Oui ces 2 études portant sur l'ADN des uns et des autres ne font que confirmer ce que disent Shlomo Sand, Illian Pappe et le professeur Herzog depuis belle lurette, à savoir que les descendants des hébreux contemporains du Christ sont les palestiniens et que les juifs venus s'installer en Israël sont les descendants de populations converties en leur lieu d'origine au judaïsme (ou qui y ont d'eux-mêmes adhéré) et ce en Europe de l'est, et centrale, en Espagne, en Afrique du nord ou ailleurs.

Ce mensonge révèle bien la difficulté des juifs sionistes et de leurs mentors (l'oligarchie financière occidentale elle-même à grande majorité juive sioniste athée et surtout financière) à justifier une existence d'Israël qui n'a jamais été aussi inconcevable qu'aujourd'hui.

Sur le front de la guerre entre l'Otan et la Russie et ses alliés.

À l'Onu, la Russie appelle les autres pays à condamner le meurtre de Daria Douguine par le régime de Kiev - lemediaen442.fr 25 août 2022

Lors de la 9114e séance de son Conseil de sécurité, le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu, Vassili Nebenzia, a montré (voir vidéo traduite ci-dessous) une capture d'écran du site ukrainien basé à Kiev *« Peacemaker* ». Sur la page du site, la photo de Daria Douguine est barrée et il est écrit « *liquidé* ». « *Ils affichent ouvertement son assassinat* », a déclaré Vassili Nebenzia.

Le site Web Peacemaker a été lancé en décembre 2014 par l'homme politique et militant ukrainien Georgy Tuka. Son bandeau présente les deux adresses où il prétend avoir des correspondants étrangers : un en Pologne, à Varsovie, l'autre aux États-Unis à Langley, où est situé le siège de la CIA. Peacemaker présente ses objectifs : « *Le Centre Peacemaker ne s'oppose pas à l'utilisation des informations et des données contenues sur le site web du même nom par les agents du service de sécurité de l'Ukraine, du ministère de l'intérieur de l'Ukraine, du service national des gardes-frontières de l'Ukraine et des forces armées de l'Ukraine à des fins opérationnelles et d'enquête.* »
lemediaen442.fr
25 août 2022

https://lemediaen442.fr/a-lonu-la-russie-appelle-les-autres-pays-a-condamner-le-meurtre-de-daria-douguine-par-le-regime-de-kiev/

La Pologne entre en guerre contre la Russie - Réseau Voltaire 25 août 2022

Des témoignages font état de troupes régulières polonaises combattant en Ukraine contre l'armée russe.

À la fin de la Première Guerre mondiale, le gouvernement ukrainien fit alliance avec la Pologne contre la Russie. Contrairement à une idée répandue, il ne s'agissait pas pour lui de récupérer la partie de son territoire qui avait été annexée par l'URSS, mais de repousser l'influence russe en Europe centrale. Il offrit donc la Galicie occidentale à la Pologne en paiement de son engagement contre Moscou (Traité de Varsovie, 1920). Puis, il plaça l'armée ukrainienne sous commandement polonais. Cette guerre se termina par la défaite de la Pologne et de l'Ukraine.

Le Premier ministre d'alors était Symon Petlioura, le mentor du fondateur du « *nationalisme intégral* » ukrainien, Dmytro Dontsov, qui fit partie de la délégation ukrainienne à la Conférence de paix de Versailles. C'était un admirateur du fondateur du « *nationalisme intégral* » français, Charles Maurras. Cependant Dontsov était germanophile tandis que Maurras était germanophobe.

L'actuel président ukrainien, Volodymyr Zelensky, poursuit exactement la même stratégie. Il a fait alliance avec la Pologne et lui a promis la Galicie orientale en échange de son engagement militaire contre la Russie. L'histoire se répète, toujours au détriment du peuple ukrainien.

Il n'est pas possible de comprendre ce qui se passe actuellement en Ukraine sans connaître l'histoire des « *nationalistes intégraux* » ukrainiens et leurs alliances successives avec la Pologne et le Reich nazi. Contrairement à ce que disent les grands médias, la Russie ne combat pas l'Ukraine, mais les « *nationalistes intégraux* » qu'elle désigne sous le vocable de « *néo-nazis* ».

La Pologne est membre de l'Otan, mais l'article du 5 du Traité de l'Atlantique-Nord ne s'applique pas en cas d'initiative d'un de ses États membres. Ainsi la Turquie a pu envahir successivement Chypre-Nord, l'Iraq et la Syrie sans pouvoir demander de l'aide à ses alliés au titre de l'article 5.

Un aveu.

- "*L'armée des sanctions de Washington*" a précipité l'euro à son plus bas niveau et entraîné l'Europe dans l'inflation. (Courrier International
24 août 2022)

En réalité les Américains ont décidé que le coût de leur guerre en Ukraine serait supporté par tous les peuples dont ceux d'Europe, y compris les plus pauvres sur tous les continents...

Parole d'internaute.

- Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, l'exposition française à la dette US a plus que triplé en 5 ans passant de 67 milliards de dollars le 30 avril 2017 à 237 milliards le 30 juin 2022. La France prend donc tous les risques pour participer au sauvetage du soldat «*dollar*» et par conséquent de l'hégémonie de son allié US. Il est vrai que la France n'a désormais guère le choix. Alors que sa dette explose depuis l'an 2000, et plus encore depuis 2017, sa bourse (CAC 40) est toujours plus sous contrôle des fonds de pension américains et notamment de BlackRock.

Comme tous les fonds de pension US, BlackRock détient aussi de la dette US en quantité non négligeable. Si le système US de la dette «*à la Madoff*» venait à s'effondrer BlackRock serait évidemment impacté, et donc le CAC 40 aussi….. On comprend tout l'intérêt de la France à soutenir le système fou de la dette US «*à la Madoff*» dont l'effondrement provoquerait le sien….

Notons, au passage, que Madoff, était membre des réseaux néoconservateurs, comme le sont les fondateurs de BlackRock ou comme le sont bon nombre des milliardaires qui possèdent et/ou contrôlent les GAFAM, les laboratoires pharmaceutiques et la majorité des médias mainstream occidentaux.

Après avoir pourri la société, ils recourent à des ersatz pour la rendre supportable à défaut de combattre pour la changer.

Etats-Unis : La consommation de marijuana a augmenté chez les jeunes en 2021 - 20 Minutes 26 août 2022

La consommation de marijuana chez les jeunes a atteint des records en 2021 aux Etats-Unis. Selon l'étude « *Monitoring the Future* » publiée ce lundi, 43 % des jeunes ont déclaré avoir consommé du cannabis l'an dernier, contre 34 % en 2016 et 29 % en 2011.

La consommation quotidienne de marijuana a quasiment doublé en dix ans, passant de 6 % en 2011 à 11 % en 2021. Rappelons que le cannabis à des fins récréatives est désormais légal dans près de 20 Etats américains. 20 Minutes avec agences 26 août 2022

A bas les imposteurs et les prédateurs, les affameurs : Chassons-les du pouvoir et fondons une République sociale !

"*Nous vivons la fin de l'abondance*": les mots graves d'Emmanuel Macron en Conseil des ministres - BFMTV 24 août 2022

Pour qui ? Réponse.

- Fin 2020, les 500 familles les plus riches avaient un patrimoine de 1 000 milliards d'euros. Au cours de la première année du Covid, leur fortune a progressé de 30%, alors même que la richesse produite en France – le PIB – a reculé de 8% (chiffres extraits du magazine Challenges) .

Si nous prenons les cinq premières fortunes de France, nous lisons dans le magazine américain Forbes, que depuis l'élection d'Emmanuel Macron, la fortune de Bernard Arnault est passée de 41,5 à 158 milliards de dollars. Pour la famille Bettencourt elle passe de 39,5 à 78,4. Pour François Pinault, son patrimoine passe de 15,7 à 40,4 milliards de dollars. Et le total des cinq premières fortunes françaises passe de 125,8 à 345,8 milliards de dollars. À cinq !

La banque suisse UBS et le cabinet PWC relèvent que la fortune des milliardaires français a connu ces dernières années une progression de 439 % alors qu'à périmètre égal, elle n'a été que de 175 % pour leurs homologues allemands ou 168 % pour ceux du Royaume-Uni. RT 23 août 2022

La production de Lamborghini vendue jusqu'en 2024 - Le Point Auto avec AFP 25 août 2022

L'insolente santé de l'automobile de prestige dans un contexte économique morose se confirme. Après une année 2021 marquée par les records de vente de Ferrari, Rolls-Royce, Bentley, et déjà Lamborghini, 2022 semble suivre la même tendance.

Au moment où l'économie mondiale souffre des conséquences de la guerre en Ukraine, la clientèle fortunée reste fidèle au constructeur de bolides, propriété du groupe allemand Volkswagen. « *Nous avons de plus en plus de personnes qui viennent chez Lamborghini* », et le nombre de clients *« n'est pas notre préoccupation* » tant que « *l'économie mondiale reste à peu près stable* », explique le directeur. La marge d'exploitation a atteint 32 % sur les six premiers mois, selon des résultats publiés début août, avec un bénéfice opérationnel de 425 millions d'euros pour 5 090 voitures vendues.

Le centre et l'extrême-centre se confondent avec l'extrême droite en réalité, armant le régime nazi ukrainien.

Bayrou craint "*la crise la plus grave*" depuis la guerre et appelle à un "*immense effort national*" - BFMTV 24 août 2022

Le patron du Modem s'inquiète de la situation actuelle en France et à l'étranger. Il demande donc aux Français de se préparer à faire des efforts exceptionnels.

En famille entre fascistes et nazis.

JC - Quand agité le drapeau d'une république séparatiste pro-russe du Donbass équivaut à une "provocation à la haine ou à la violence", on est sous un régime fasciste.

A défaut d'un parti de gauche ou d'extrême gauche fréquentable, certains se sont figurés que le parti des Le Pen le serait devenu... Cela dénote une absence totale de conscience politique de classe.

"*C'est un abruti*": Louis Aliot veut virer du RN le député suppléant ayant perturbé un rassemblement ukrainien - BFMTV 25 août 2022

"*Au même moment, à Perpignan, nous étions dans une fête avec des Ukrainiens où nous recevions les familles de réfugiés, les familles d'accueil, les humanitaires*", a-t-il par ailleurs souligné.

Lucas Broucq, député suppléant du RN, a agité le drapeau d'une république séparatiste pro-russe du Donbass, en Ukraine, alors qu'il circulait en voiture à proximité d'un rassemblement de réfugiés ukrainiens mercredi.

Il a ensuite invectivé les manifestants, selon des témoins. D'après le parquet de Bergerac, certains ont ensuite tenté de lui retirer son drapeau. L'échauffourée s'est soldée par une vitre de voiture brisée.

Une enquête a été ouverte pour "*provocation à la haine ou à la violence*" par le parquet de Bergerac et le député suppléant a été auditionné. Ce dernier a porté plainte de son côté pour dégradation de son véhicule. BFMTV 25 août 2022

Totalitarisme. Un régime policier et fascisant. Avec barbelés, chiens, mines et miradors…

Darmanin envisage des lieux de "*redressement*" pour les mineurs délinquants, "*une vieille idée*" - BFMTV 22 août 2022

Le ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer Gérald Darmanin, en visite à Mayotte, a annoncé qu'il allait faire des propositions pour ouvrir "*des lieux de rééducation et de redressement*" pour les mineurs délinquants, encadrés par des militaires.

Incendies : contre les pyromanes, Darmanin promet «3.000 postes de gendarmes verts» - Europe1 21 août 2022

Darmanin veut durcir l'attribution de la nationalité française à Mayotte - LePoint.fr 21 août 2022

Depuis Mayotte, le ministre a annoncé qu'il comptait freiner l'immigration clandestine et durcir l'obtention de la nationalité française pour les enfants.

Incroyable : la cantatrice mondialement connue, Veronica Antonelli, verbalisée par la police nationale pour avoir chanté - lemediaen442.fr 25 août 2022

https://lemediaen442.fr/incroyable-la-cantatrice-mondialement-connue-veronica-antonelli-verbalisee-par-la-police-nationale-pour-avoir-chante/

C'est une anecdote pour le moins aberrante qui a été filmée devant le Sacré-Cœur le 10 août.

Paris en 2022, une journée estivale péniblement ordinaire : les sites touristiques de la capitale, fuis depuis des décennies par les Parisiens, sont envahis de vendeurs à la sauvette et de pickpockets, de touk-touks semi-clandestins, de joueur de bonneteau et autres arnaqueurs pour tourisme de masse, devant le regard souvent indifférent de policiers et militaires équipés jusqu'aux dents et armés de fusils d'assaut.

Instant de grâce devant la basilique Montmartre : Veronica Antonelli se produisait pour donner de la joie aux passants et « *enchanter les lieux* », selon son propre concept l'ayant rendue célèbre. Mais la cantatrice franco-italienne n'a pas tardée à être interrompue avec rudesse en pleine performance par deux policiers jouant aux cowboys.

« *C'est la première fois que ça m'arrive, c'est bizarre* », lance dans un petit sourire gêné l'artiste à son cameraman vers la fin de cette interpellation totalement absurde.

Or, le ridicule du zèle policier ne s'arrête pas là : quelque jour plus tard, le PV parvient à la chanteuse lyrique, qui apprend avoir été verbalisée pour : *« émission de bruit portant atteinte à la tranquillité du voisinage ou À LA SANTÉ DE L'HOMME (en majuscule dans le texte de l'infraction)* ». Une formulation particulièrement méprisante pour une contravention abusive, puisque s'appliquant en première intention.

« *On me connaît depuis des années à la mairie. J'avais l'impression que j'avais été prise en train de voler dans un sac, alors que je ne faisais que mon métier* », a depuis déclaré la chanteuse à la presse, qui a également exprimé son intention de contester. Une situation que connaissent malheureusement nombre de chanteurs de rue depuis des années.

On ne se fait pas trop de soucis pour celle qui a déjà performé tout autour du globe sans jamais connaître pareils abus : sa notoriété, ses bonnes relations avec la mairie et son avocat sauront probablement la défendre et lui permettre de continuer ses prestations. Mais l'histoire aura eu tout de même le mérite de révéler aux yeux du monde le comportement de la police nationale vis-à-vis de ses honnêtes concitoyens, entre mépris, zèle et ridicule, à moins que… peut-être aurait-elle dû payer un « *pizzo* » comme les limonadiers pour pouvoir étaler des terrasses sur le trottoir sans risque de procès-verbal ?

Le ver était déjà dans le fruit.

JC- En famille. S'ils n'étaient pas compatibles, une telle démarche n'aurait jamais eu lieu.

Yannick Jadot (EELV) affirme avoir été approché à deux reprises pour rejoindre le gouvernement - BFMTV 26 août 2022

Yannick Jadot appelle les écologistes à être "*pragmatiques*" et non "*radicaux*" - BFMTV 26 août 2022

JC - Traduction de ce que signifie être pragmatique chez cette vermine.

Piscines privées : Julien Bayou tente d'atténuer ses propos, la classe politique est vent debout - Journal du Dimanche 23 août 2022

Ce mardi 23 août, le député écologiste Julien Bayou a indiqué qu'il n'était pas contre une interdiction des piscines privées...

JC – Ouf ou plouf ! Ils ont de qui tenir.

Véran opposé à l'interdiction des vols en jet privé, « *créateurs d'emplois* » - LePoint.fr 23 août 2022

Le porte-parole du gouvernement a précisé qu'il ne fallait pas « *que les Français aient le sentiment que ce serait toujours les mêmes à qui on demanderait des efforts* ».

Allumez le feu, suite.

Haute-Vienne: une femme de 68 ans avoue être à l'origine de 20 départs de feu depuis 2019 - BFMTV 24 août 2022

Et si la psychose collective entretenue par le régime fascisant venait à faiblir, ses idéologues en rajoutent tous les jours...

JC - Quelle chance, c'est révélateur de leurs bonnes intentions envers la population...

Une "*chance*" sur six qu'une méga-éruption volcanique impacte l'ensemble du climat de la planète, un risque presque ignoré - Sciences et Avenir 24 août 2022

Selon des chercheurs britanniques, il y a une "*chance*" sur six qu'un évènement volcanique majeur impactant l'ensemble du climat de la planète intervienne au cours des cent prochaines années. Ces spécialistes des risques majeurs déplorent que cet aléa très probable ne soit pas suffisamment pris au sérieux.

Les vulcanologues estiment que 1.300 cratères ont craché du magma, des poussières ou des gaz au cours des 10.000 dernières années, ce qui implique de les considérer comme actifs.

JC – Pour vous faire patienter :

- En déplacement dans l'Hérault, le ministre de la Santé François Braun a indiqué qu'il y aura "*une 8ème vague de covid-19 à l'automne*". BFMTV 23 août 2022

Ils se sont trouvés un autre ennemi, après la canicule et la sécheresse, la pluie et les inondations.

Face au risque d'inondations dans le Sud, le gouvernement lance une campagne de prévention - Le HuffPost 23 août 2022

L'arrivée des pluies méditerranéennes oblige le gouvernement à partager les bons réflexes à suivre pour éviter un nouveau drame...

L'écologie politique au service du totalitarisme. Désinformation et propagande.

JC - Supercherie. L'hydrogène est produite à 95% à partir d'énergies fossiles...

En Allemagne, coup de sifflet pour la première flotte de trains à hydrogène au monde - parismatch.com avec AFP 24 août 2022

Finies les locomotives diesel: l'Allemagne a inauguré mercredi la première ligne ferroviaire au monde fonctionnant entièrement à l'hydrogène, une avancée majeure pour la décarbonation du rail, malgré les défis d'approvisionnement posés par cette technologie innovante.

"*Nous sommes très fiers de pouvoir porter cette technologie sur une exploitation commerciale, dans le cadre d'une première mondiale*", s'est félicité mercredi le PDG d'Alstom, Henri Poupart-Lafarge.

Cette technologie est la piste privilégiée pour réduire les émission de CO2 et remplacer le diesel qui alimente encore 20% des trajets par rail en Allemagne.

"*A horizon 2035, environ 15 à 20% du marché européen régional pourrait fonctionner à l'hydrogène*", confirme à l'AFP Alexandre Charpentier, expert ferroviaire chez Roland Berger.

L'hydrogène n'est pas forcément décarboné : seul l'"*hydrogène vert*", fabriqué à l'aide d'énergies renouvelables, est considéré comme durable par les experts.

D'autres méthodes de fabrication existent, bien plus courantes, mais elles émettent des gaz à effet de serre, car fabriquées à partir d'énergie fossile.

Preuve que la ressource manque: la ligne de Basse-Saxe devrait, dans un premier temps, utiliser de l'hydrogène sous-produit de certaines industries, comme la chimie.

Selon l'institut de recherche français IFP, spécialisé sur les questions énergétiques, l'hydrogène est actuellement "*issu à 95% de la transformation d'énergies fossiles, dont pour près de la moitié à partir du gaz naturel*".

L'Allemagne devra aussi acheter la ressource à l'étranger pour répondre à ses besoins. Berlin a signé mardi un accord avec Toronto pour importer massivement de l'hydrogène renouvelable produit au Canada dès 2025. parismatch.com avec AFP 24 août 2022

Le physicien Brian Catt dénonce le mythe climatique créé par l'Onu et le Giec avec leur dogme du CO2 - lemediaen442.fr 23 août 2022

Interviewé par Richard Tice sur TalkTV le dimanche 14 août 2022, le physicien et ingénieur Brian Catt affirme que les gens « *n'ont pas besoin de paniquer, ils devraient se calmer à vrai dire !* » face au changement climatique. Nous avons traduit la vidéo de TalkTV (voir vidéo ci-dessous).

Selon le physicien, l'Onu a falsifié l'histoire naturelle de la planète par des mythes car en réalité « *la température monte et descend d'environ un degré à l'équateur et deux degrés aux pôles, tous les mille ans. Et c'est parfaitement normal. L'augmentation de la température n'est pas inhabituelle. C'est environ un degré par siècle. Et ça peut monter et descendre d'un degré* ».

Rappelant au passage que ce n'est pas de la météo dont se joue les politiques et journalistes pour justifier le réchauffement climatique, il s'agit ici d'une moyenne mondiale sur 30 ans.

D'après Brian Catt, les soi-disant experts utilisent des données falsifiées en entrée afin que cela colle avec les climato-menteurs du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) concernant l'attribution au CO2 de la responsabilité du réchauffement climatique pour permettre ainsi de culpabiliser les hommes et d'instaurer toutes sortes de taxes. « *En réalité, il ne se passe rien ! Et il y a une très bonne raison à cela… c'est que l'effet de serre est en réalité minime, au regard des paramètres globaux de l'atmosphère… Il y a des facteurs qui sont bien plus importants. Comme le Soleil qui brille et la gravité qui attire l'atmosphère vers le sol. Ce sont toutes ces choses qui déterminent la température. Mais le contrôle vient des océans, des nuages. Les nuages contrôlent la stabilité du climat sur Terre.* »

Une analyse qui rejoint celle du documentaire La grande arnaque du réchauffement climatique, « *The Great Global Warming Swindle* », qui remet également en question l'influence du CO2 sur le climat.

JC - Ne connaissant pas TalkTV, après tout cet entretien aurait pu passer sur une chaîne insignifiante, alors j'ai fait une brève recherche sur le Net. TalkTV est détenue et exploitée par News UK (Grande-Bretagne) qui fait partie de News Corp (Etats-Unis) coté au Nasdaq et appartenant à la famille de Rupert Murdoch. (Source : Wikipédia et Google) Je n'ai absolument aucune confiance dans *lemediaen442.fr*.

Lutte de classes.

Au Royaume-Uni, le spectre d'une grève générale pour dire non à l'inflation - France 24 21 août 2022

Le Royaume-Uni connaît depuis jeudi une nouvelle salve de débrayages massifs dans les transports, la poste ou encore les ports. Un mouvement de grève commencé cet été qui prend de l'envergure et coagule autour d'un problème central : le pouvoir d'achat des Britanniques, qui veulent des augmentations de salaires.

"*Allons-nous vers une grève générale* ?", titrait la BBC le 28 juillet. Si le Royaume-Uni ne semble pas encore avoir atteint ce stade, les grèves se multiplient pourtant dans plusieurs secteurs outre-Manche depuis le début de l'été contre une inflation galopante.

Derniers en date, les salariés du port de Felixstowe – plus grand port de fret dans l'est de l'Angleterre, qui traite près de quatre millions de conteneurs par an – ont entamé, dimanche 21 août, une grève de huit jours pour demander de meilleurs salaires face à une inflation record. Grutiers, opérateurs de machines, dockers… Quelque 1 900 membres du puissant syndicat britannique Unite ont cessé le travail pour demander des revalorisations salariales. Une première depuis plus de trente ans, la dernière grève remontant à 1989, à la fin des années Thatcher.

Et ils ne sont pas les seuls : les services postaux, les éboueurs, les avocats, les employés de l'opérateur télécom BT ou encore les manutentionnaires d'Amazon ont aussi débrayé ou prévoient de le faire bientôt. Les employés du rail perturbent, quant à eux, le fonctionnement des transports

britanniques (dont le métro londonien) depuis le 18 août. Il s'agit d'ores et déjà du plus gros mouvement de grève du rail – là aussi depuis 1989. Il pourrait "*se poursuivre indéfiniment*", a prévenu le secrétaire général du syndicat RMT, Mick Lynch, les débrayages des cheminots se poursuivant par épisodes depuis juin pour réclamer une hausse de salaires adaptée à l'augmentation du coût de la vie.

"*C'est un été très chaud sur le plan social*", explique notre correspondante au Royaume-Uni, Bénédicte Paviot. "*Les grèves existantes dans plusieurs secteurs vont sans doute augmenter, c'est le sentiment qui prévaut ici*."

"*Ce qui est historique dans ce mouvement, ce sont les secteurs en grève*", note pour sa part auprès de FranceInfo Marc Lenormand, maître de conférences à l'université Paul Valéry en études anglophones et civilisation britannique, spécialiste des mouvements sociaux britanniques. "*Ce qui est particulier aujourd'hui, c'est de voir des secteurs privés, parfois industriels, en grève, ce qui n'a pas été le cas selon les secteurs depuis vingt, trente, voire quarante ans."*
Contexte économique et détermination des grévistes

La perte de pouvoir d'achat pour les Britanniques est un ciment de la contestation sociale actuelle : les salaires ne suivent pas, en effet, le cours de l'inflation au Royaume-Uni – qui a atteint 10,1 % sur un an en juillet, contre 6,1 % en France. Et les prévisions économiques ne s'annoncent pas meilleures : la Banque d'Angleterre s'attend à une inflation revue à la hausse, à 13,3 % en octobre, et prédit qu'elle va rester à des niveaux élevés en 2023.

Selon le secrétaire général du syndicat RMT, "*les travailleurs britanniques sont fondamentalement sous-payés*". Et Mick Lynch d'ajouter que le mouvement "*ne sera pas brisé*" et pourrait au contraire s'étendre à "*chaque secteur de l'économie*" dans les prochaines semaines.

Face à l'augmentation du prix des aliments, des vêtements ou encore de l'énergie – une augmentation de 82 % de la facture d'électricité est attendue pour octobre prochain –, les hausses de salaires proposées pour le moment secteur par secteur ne satisfont pas les salariés grévistes.

Seule certitude : les grévistes semblent déterminés, alors qu'initier un mouvement social aujourd'hui au Royaume-Uni relève du parcours d'obstacles. C'est un héritage des années Thatcher, quand la Première ministre britannique (1979-1990) – surnommée la "*Dame de fer*" en raison de sa résistance à plusieurs mouvements sociaux – a fait modifier le droit de grève.

"(Elle) a fait adopter une loi pour que cela soit particulièrement difficile de faire grève et, loin d'avoir été supprimée depuis, cette loi a été renforcée par le gouvernement actuel", selon Sarah Pickard, maîtresse de conférences en civilisation britannique contemporaine à la Sorbonne Nouvelle, interrogée par 20 Minutes. La spécialiste explique que les grèves spontanées sont complètement interdites outre-Manche, et qu'il faut déposer un préavis de vote, puis organiser un vote des syndicats tout en "*sachant que la voix des absents est considérée comme un vote contre."*
Liz Truss dans les pas de Margaret Thatcher

Malgré ces obstacles législatifs, plusieurs secteurs britanniques ont massivement participé au vote d'une grève. "*Ce qui est tout à fait remarquable, c'est qu'effectivement dans ces consultations, il y a des taux de participation très forts, souvent de plus de 80 %*", note encore Marc Lenormand sur FranceInfo.

Autre motif de colère sociale : l'exécutif vient de modifier la loi afin de permettre le recours à des intérimaires pour remplacer les grévistes si nécessaire.

Enfin, les deux successeurs potentiels de Boris Johnson à Downing Street – Liz Truss et Rishi Sunak – ne semblent pas vouloir d'un dialogue social. L'ex-chancelier de l'Échiquier est plutôt en faveur d'interdire les grèves pour les services publics essentiels.

La favorite au poste de Premier ministre a, quant à elle, déclaré dans un tweet, le 19 août, qu'elle "*ne laissera pas*" le Royaume-Uni "*être rançonné par des syndicalistes militants*" si elle devient Première ministre. Elle a aussi promis qu'elle réprimerait plus durement les grèves en cours, s'inscrivant dans les pas d'une certaine Margaret Thatcher.

Royaume-Uni: les ouvriers du port de Felixstowe poursuivent la grève - RFI 25 août 2022

C'est le cinquième jour de grève dans le port de Felixstowe, le plus grand du pays. Les trois quarts des ouvriers débrayent depuis dimanche pour réclamer de meilleures conditions de travail et salariales. Leur enthousiasme ne faiblit pas.

Ils sont bien 200, rassemblés devant l'entrée du port de Felixstowe. Eoghan vient tous les jours depuis dimanche. « *Nous voulons de meilleures conditions, un meilleur salaire. On le mérite. Je gagne 24 000 livres par an, c'est à peine plus que le salaire minimum, c'est loin d'être assez. Je fais un travail qualifié, je dois être constamment vigilant*. »

Le jeune grutier compare son salaire aux 60 millions de livres de profit du port, dans le contexte d'une inflation à deux chiffres. La dernière grève, ici, c'était en 1989. Luke, 24 ans d'ancienneté : « *Je n'ai jamais fait grève de ma vie, c'est la première fois. Nous comprenons que les actionnaires ont besoin de toucher de l'argent pour réinvestir, mais eux doivent comprendre qu'au lieu d'empocher des millions de livres sterling, ils doivent en reverser une petite partie aux gens sur le terrain, ceux qui ont créé cette richesse.* »

La direction considère avoir fait une offre raisonnable (7% d'augmentation, contre 5% en moyenne…). La grève pourrait reprendre en septembre.

Afrique du Sud: grève nationale et marche des syndicats à Pretoria contre la vie chère - RFI. 25 août 2022

Plusieurs organisations syndicales ont marché dans différentes villes du pays pour exiger des efforts du gouvernement et du secteur privé. Un blocage des prix du carburant et une hausse des salaires côté patronat. Les syndicalistes étaient environ 2 000 dans la capitale Pretoria, où ils ont marché en direction du bâtiment présidentiel. Une affluence très modeste, malgré la détresse de la population.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 3 septembre 2022.

Je vais finaliser la dernière causerie à rallonge qui est très bordélique, je vais essayer d'y mettre un peu d'ordre avant de te l'envoyer, cependant s'en dégage une ligne directrice qu'on peut discerner, ainsi que la méthode pour tout interpréter qui permet de percevoir que tous les sujets abordés sont liés quelque part, donc finalement en faisant un petit effort on peut s'y retrouver, tout du moins je l'espère !

Totalitarisme, ploutocratie, autocratie, nihilisme, corruption, népotisme, abus de pouvoir pour gouverner ou conserver le pouvoir : Le crépuscule du capitalisme. Des failles existent dans leur dispositif policier.

C'est pour dire qu'ils le savaient depuis longtemps.

- « *Les responsables des guerres ne sont pas ceux qui les déclenchent mais ceux qui les ont rendues inévitables* » (Montesquieu).

Le procédé qui consiste à recourir à l'usage de la force par le régime, à des méthodes autoritaires, abusant du pouvoir discrétionnaire dont il dispose pour obliger la population à modifier son comportement ou ses rapports au monde extérieur, l'interprétation se ses propres expériences, sa conception de la société dans laquelle elle vit, les principes ou règles, les valeurs qui les régissaient ou auxquels elle était attachée, qui lui ont été transmises, enseignés ou imposés par ceux qui soudainement les déclarent caducs ou nuisibles, affirmant qu'elle doit les abandonner sans délai ni examen ou évaluation contradictoire, sans preuves ou justifications plausibles, ainsi que toutes les connaissances ou repères historiques qu'elle avait acquis antérieurement qui du jour au lendemain sont arbitrairement décrétées obsolètes ou infondées, ce procédé relève manifestement d'un abus de pouvoir d'autant plus violent qu'il lui est reproché d'en être responsable, pour finalement la condamner injustement et la réprimer quand elle s'y accroche ou tarde à obéir à cette tyrannie.

Les récits livrés à la population par les autorités et repris en chœur par les médias reposent chaque fois sur des constats largement falsifiés ou carrément fabriqués destinés à se substituer à la réalité. Ils servent sournoisement à justifier leur orientation politique, les mesures antisociales ou liberticides qu'elles entendent imposer au peuple, dont celles devant conduire à une modification de leur état d'esprit et de leur comportement. Ces changements exigés constituent un viol brutal des libertés individuelles fondamentales déjà réduites à une portion congrue, dans la mesure où les rapports entre les classes ou les conditions économiques, matérielles sont demeurées inchangées, par conséquent ils ne sont pas destinés à profiter à la population ou à améliorer son sort, bien au contraire, mais seulement à la minorité de malfaiteurs qui détiennent tous les pouvoirs et entendent ainsi le préserver.

Le nouvel ordre mondial totalitaire prôné par le Forum économique mondial sur fond de transition ou dictature énergétique, sanitaire, numérique, de guerres sans fin, n'a pas d'autre objectif. Il constitue l'unique réponse que le capitalisme financier a conçue de longue date pour affronter la crise générale du système capitalisme qui menace son existence à défaut de pouvoir la résoudre, car elle est inhérente à la nature de leur système économique, aux fondements sur lesquels ils reposent, qui conduisent inéluctablement en un affrontement général entre les classes et à la révolution socialiste pour y mettre un terme définitif.

Quelques commentaires que j'ai postés et qui ont été publiés dans des blogs.

1- Merci de ne pas me mêler à ces "*ordures marxistes typiques*" qui n'a rien d'une caractérisation politique, je dirais plutôt ceux qui l'ont trahi ou pas suffisamment assimilé. Je ne confonds pas le marxisme et ceux qui s'en réclament à tort ou à raison. Et puis chacun en donne une définition différente, pour Marx le marxisme n'existait pas, c'est davantage par convention qu'on y fait référence.

Pour moi, c'est uniquement une méthode pour interpréter le monde, le matérialisme dialectique et historique. Quand j'évoque le marxisme, c'est parce que c'est plus court qu'une périphrase ou par économie de langage, mais je vous concède que cela peut prêter à confusion ou ce n'est pas l'idéal. J'en ai bien conscience, rien n'est parfait, et de toutes manières il y en aura toujours pour faire semblant de ne pas comprendre ce que vous dites ou pour vous contredire systématiquement, cela fait partie de la vie.

En conclusion le marxisme s'appuie sur une base objective, le capitalisme ou le développement des forces productives qui permet de satisfaire les besoins matériels ou sociaux de la population, et il repose sur un facteur subjectif, le constat que depuis la nuit des temps les hommes ont toujours refusé d'être réduits en esclavage ou ont combattu les conditions abominables auxquels une minorité voulait les soumettre, l'exploitation et l'oppression, et qu'il en sera ainsi jusqu'à ce qu'ils prennent conscience qu'ils sont les acteurs principaux du processus historique, et qu'ils peuvent l'orienter dans une direction conforme à leurs besoins ou aspirations, à condition de s'organiser et de se fixer comme objectif de mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Voilà ce qui fait la force du marxisme, un constat et un diagnostic que chacun peut vérifier au quotidien, ou que personne depuis plus de 70 ans n'a pu invalider, hormis en fantasmes !

Durant le temps où l'esclavage et la féodalité se sont développés, il s'est chaque fois déroulé des centaines d'années, voire un millénaire ou davantage encore, alors avant de condamner le marxisme parce que ses conclusions tarderaient à se réaliser, même si le processus historique s'est accéléré depuis le passage au capitalisme, un peu de patience encore.

Bref, il n'y a pas lieu de désespérer. Attention, quand on devient vieux (j'ai 67 ans), très vieux, on perd la mémoire, on manque de concentration, le dépit a tendance à prendre le pas sur la tranquille réflexion…

- C'est induire gravement les lecteurs en erreur d'affirmer qu'il existerait une rupture entre le « *monde d'avant* » et le « *monde d'après* », car en réalité c'est le même monde qui se poursuit selon

le principe que *« la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens »* (Clausewitz).

Tout cela pour nous vendre « *le libéralisme politique* » et oublier au passage son cortège de misère et souffrance, son chômage de masse, sa précarité frappant des millions de travailleurs et leurs familles, ses guerres sans fin sur tous les continents, assez de ce populisme, de ces supercheries teintées d'un faux humanisme.

Le système économique basé sur les inégalités sociales entre les classes est toujours en place, les rapports de production ou d'exploitation sont inchangés, les institutions et la Constitution destinées à leur fournir un cadre et une caution juridique légale à défaut de pouvoir justifier leur existence sont toujours en place, la même classe détient tous les pouvoirs, la même classe n'en détient aucun.

C'est l'alliance entre les classes dominantes et les classes moyennes avec la collaboration du mouvement ouvrier corrompu ou les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, qui a permis à l'oligarchie financière de concentrer entre ses mains une fortune colossale et un pouvoir politique tentaculaire, de sorte que dorénavant elle dispose des moyens pour façonner la société en fonction de ses besoins, sans avoir de compte à rendre à personne, sans avoir à tenir compte de la réaction des différentes classes sur lesquelles elle exerce un solide contrôle qu'elle s'emploie à accroître sans cesse au moyen des médias et d'instruments numériques, d'Internet.

En lisant hier les réactions à un autre article, j'ai pu constater sans surprise qu'à défaut de s'en tenir aux faits, à la crise du capitalisme et à la lutte des classes, l'incapacité de comprendre la nature de ces multiples mystifications (climatique, sanitaire, guerre inter impérialiste, etc.) nombreux étaient ceux qui en désespoir de cause étaient prêts à se réfugier dans le mysticisme…

---

2 - Les définitions des mots sont absolument essentielles car si nous ne comprenons pas précisément et exactement ce que signifient les mots, nous ne pouvons pas communiquer les uns avec les autres.

Il faut faire remarquer que la communication se conçoit dans les deux sens, la communication implique un échange entre l'émetteur et le récepteur.

En linguistique on enseigne que si la communication était parfaite, si l'émetteur et le récepteur était exactement sur la même longueur d'onde ou se comprenaient automatiquement, si le langage était parfait si vous préférez, elle n'existerait pas tout simplement ; On assisterait qu'à des monologues et la pensée des hommes n'aurait jamais progresser ou beaucoup plus lentement.

Prenez deux personnes, chez elles le même mot employé dans des contextes différents pourra avoir une signification différente ou pourra vouloir dire autre chose ou pas tout à fait la même chose. Il est de bon ton chez les caractériels ou accrocs des réseaux dits sociaux qui croient tout savoir mieux que tout le monde de contester l'emploi de tel ou tel mot, souvent juste pour le plaisir de vous contredire parce qu'ils sont à court d'arguments.

Pour tenir des causeries depuis 2008 dans mon portail (20.000 pages), j'ai résolu au mieux ce problème en employant souvent deux mots au lieu d'un, laissant aux lecteurs le soin de choisir lequel des deux lui convient le mieux. Pour autant, on assiste à un manque de tolérance insupportable.

Un jour un dirigeant trotskyste et franc-maçon m'a fait la leçon en m'expliquant pourquoi il fallait prohiber de mon langage le substantif "*personne*" employé par les ennemis du darwinisme ou je ne sais plus quoi... Depuis il a adopté la muselière et la piquouse, contrairement à moi, comme quoi !

Depuis ce jour, j'ai décidé d'écrire ce qui me passait par la tête en me foutant de la manière dont cela serait interprété, puisqu'il peut y avoir autant d'interprétations qu'on veut, selon que les lecteurs sont bien ou malintentionné envers vous, qu'il pleut ou non ce jour-là ! Les gens n'ont pas conscience de quelle manière ils se comportent en général. Je crois que cela explique bien des méprises ou confusions, mais comment leur dire, avec quels mots ?

---

3 - De tout temps.

La crise économique se transforme en crise sociale, qui à son tour se transforme en crise politique, puis en crise révolutionnaire. C'est bizarre d'être à ce point fâché avec les enseignements de la lutte de classe du passé. Mais on comprend pourquoi.

On se fout de savoir qui est au pouvoir, le chasser ne servirait à rien sans procéder à un changement de régime économique, sans rompre avec le capitalisme. C'est autour de cet objectif que les opposants au régime devraient se rassembler, non ?

Une piquouse de rappel.

(VIL = Lénine)

JCT - Vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers relève de l'ignorance, c'est au mieux une pure vue de l'esprit de mégalomanes, une intention illusoire sans lendemain, une escroquerie politique, au pire, un coup de force vouée à l'échec ou suicidaire.

VIL - Admettons que, en effet, la libre concurrence, sans monopoles d'aucune sorte, puisse développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, et plus est forte la concentration de la production et du capital, laquelle engendre le monopole. Et les monopoles sont déjà nés, - issus, précisément de la libre concurrence ! Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.
JCT - Et cette contradiction ne peut déboucher que sur des guerres ou des révolutions)

VIL - (en 1912) Faut-il se demander s'il y avait, sur le terrain du capitalisme, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le partage des colonies et des "*zones d'influence*" pour le capital financier ?

VIL - ...il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la force de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement uniforme des entreprises, des trusts, des industries, des pays.

JCT - Il ne faut se faire aucune illusion sur les régimes politiques en place partout dans le monde tel qu'il est aujourd'hui.

VIL - L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances.

JCT - Ce que savent très bien les oligarques russe ou chinois qui soutiennent Poutine ou Xi avec en poche leur carte du PCC (Parti communiste chinois).

VIL - Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un "*Etat-rentier*", d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la "*tonte des coupons*".

JCT - Ces Etats rentiers ou usuriers sont de nos jours entièrement inféodés à l'oligarchie financière, parce qu'elle incarne sur le plan historique et économique la continuité et la survie du régime basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme avec lequel aucun chef d'Etat n'entend rompre.

VIL - Aussi, les alliances "*inter-impérialistes*" ou "*ultra-impérialistes*" dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du "*marxiste*" allemand Kautsky, ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des "*trêves*" entre des guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale.

JCT - Quel enseignement politique en tirer ?

VIL - La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre-échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenue maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme.

JCT - A ce titre, on peut observer que nombreux sont ceux qui se trompent d'idéal ou de combat...

En effet, ce genre de commentaire est misérable et méprisable, pour autant ce site vous offre la possibilité de vous exprimer et de le dénoncer. J'ignore ce qu'il censure et pourquoi donc je ne m'exprimerai pas à ce sujet.

FranceSoir qui se veut indépendant (sic!), censure presque systématiquement mes commentaires où les trolls pullulent et des commentaires orduriers, c'est le choix de la direction de FranceSoir, du coup j'ai cessé de leur adresser des commentaires.

Le blog Les-Crises.fr aussi m'a censuré, je l'ai totalement déserté depuis des années.

Le blog des climato-réalistes m'avait offert la possibilité de collaborer avec eux, puis mon orientation politique ayant fait l'objet de critiques virulentes de la part de certains de leurs lecteurs les a amenés rapidement à censurer mes articles.

Pendant environ deux ans le blog du docteur Maudrux a publié une multitude de commentaires que je lui avais envoyés, y compris très politique, jusqu'au jour où, sous la pression des autorités, le lâche s'est éclipsé la queue entre les jambes ou il a déserté le combat que nous menions cédant son blog à d'autres médecins… Dès lors, l'orientation politique des commentaires dans ce blog déjà très à droite allait s'infléchir vers l'extrême droite. Je l'ai dénoncé croyant bien faire, sauf que la direction de ce blog ne me soutint pas. Je cessai définitivement d'y collaborer en tant que lecteur, en expliquant dans mon portail comment et pourquoi j'en étais arrivé à prendre cette décision sans jamais m'être compromis…

Vieux militant de tendance trotskyste autrefois, dorénavant simplement marxiste, je n'ai pas trouvé un seul blog ou courant politique me permettant de m'exprimer librement ou supportant la confrontation des idées ou qu'on les critique à partir de faits, ils vous censurent.

Il serait intéressant de connaître l'âge des personnes qui postent des commentaires dans le blog RI., je vous dirai plus tard pourquoi. Moi, j'aurai 67 ans le 11 septembre, je n'y suis pour rien !

– La Russie est en train de gagner.

C'est très relatif, on ajoutera à la liste suivante, les gigantesques profits engrangés par le complexe militaro-industriel-financier américain, ainsi que tous les trusts ou milliardaires qui se goinfrent comme jamais grâce à la hausse des prix qu'ils ont provoquée.

BP, Chevron, Shell, ExxonMobil exultent avec un baril autour de 100 dollars et la flambée du prix du gaz.

Comme quoi je n'invente rien.

Les États-Unis sont les principaux producteurs de pétrole au monde avec 11,5 millions de barils produits par jour.

Classement des dix plus grands pays du monde producteurs de gaz naturel en 2021.

Premier, les États-Unis avec 934,2 milliards de mètres cubes, en deuxième position la Russie avec 701,7 milliards de mètres cubes. https://fr.statista.com/statistiques/565249/principaux-pays-en-termes-de-production-de-gaz-naturel-au-monde-en/=)

D'après l'Agence internationale de l'énergie, en 2020, voici les 10 principaux producteurs de gaz naturel dans le monde :
– Les Etats-Unis avec 32,67 Ej
– La Russie avec 24,84 Ej (Ej (exajoule) = 10 joules. Unité de mesure d'énergie.) (http://energyatlas.iea.org/#!/tellmap/-1165808390)

Je me demande hormis nous, qui est en train de perdre cette guerre, comme celle de janvier 2020 à 2022 qui à l'aide d'un virus a vu croître les fortunes des milliardaires partout dans le monde, pendant que tous les peuples s'appauvrissaient…

Je crois qu'à un moment donné, il faudrait peut-être arrêter de prendre ses désirs pour la réalité et regarder la réalité en face : La réaction sur toute la ligne gagne sur tous les tableaux. Inutile de tenter d'expliquer pourquoi puisque personne ne voudra en entendre parler ou le sait mieux que tout le monde, tout le monde s'en fout finalement. Je crois qu'en général tout le monde s'accommode très bien de sa condition, même ceux qui se plaignent le plus, je ne dis pas cela pour vous spécialement, je ne vous connais pas. Quel âge avez-vous ?

Dites, c'est un cas psychiatrique que vous nous soumettez là ? La psychose collective a visiblement fait de gros ravages !

Du populisme de bas étage, pathos dégoulinant, mal écrit de surcroît, c'est vulgaire, misérabiliste, pathétique... Mais c'est toujours plus facile que de prendre conscience de sa condition, je me demande qui cela intéresse vraiment, certainement pas les vieux, trop tard, ils sont déjà morts !

A la mystification correspond le mysticisme, au nihilisme, le sophisme, à la connaissance, la croyance, au crime, le suicide, à l'eugénisme, l'euthanasie, continuez, vous êtes sur la bonne voie ! Je crois que je vais vous abandonner à vos délires, on perd son temps ici. Vous voyez, je suis charitable, je me sacrifie pour vous laisser la place.

L'inde dans le collimateur du Deep State pour insubordination. Fake news médiatique et manipulations.

Pour la première fois depuis l'attaque en Ukraine, l'Inde s'oppose à la Russie à l'ONU - RFI 26 août 2022

Lors de ce Conseil de sécurité des Nations unies, dont l'Inde est membre non-permanent jusqu'en décembre, la question portait sur la participation du président ukrainien, Volodymyr Zelensky. La Russie exigeait sa présence physique à New York.

Lors d'un vote sur sa participation virtuelle, la Russie a donc voté contre, pendant que la Chine s'abstenait, et que l'Inde votait pour. Une première dissension symbolique commentée dans la presse indienne, mais que Nandan Unnikrishnan, spécialiste des relations avec la Russie, appelle à relativiser.

Le ministère des Affaires étrangères indien a d'ailleurs nié ce jeudi avoir voté contre la Russie, affirmant que les deux pays étaient pour la participation de Volodymyr Zelensky. RFI 26 août 2022

Inde: le groupe Adani, proche du BJP, fait une offre publique d'achat sur une télé d'opposition - RFI 26 août 2022

En Inde, l'écosystème médiatique pourrait basculer définitivement entre les mains du pouvoir en place. Le groupe Adani, du nom de Gautam Adani, l'homme d'affaires le plus riche d'Asie et un

proche du Premier ministre Narendra Modi, veut obtenir la majorité des parts de la chaîne NDTV. De notre correspondant à Bangalore, New Delhi TV, ici appelé NDTV, est l'une des dernières chaînes à questionner l'idéologie que le BJP fait régner sur le pays. C'est loin d'être une chaîne révolutionnaire, mais elle ne reprend pas systématiquement les polémiques lancées par les nationalistes hindous et organise régulièrement des débats ou elle fait intervenir des membres de l'opposition. Elle est aussi historiquement proche du parti du Congrès, que le BJP veut faire entrer dans l'histoire. RFI 26 août 2022

Inde : les dalits, une vie de discrimination et de stigmatisation - France 24 1 septembre 2022

Les dalits, communément appelés les « *intouchables* » en Inde et dans d'autres pays d'Asie du Sud, sont destinés dès la naissance à une vie de marginalisation, d'exclusion et de violations des droits de l'homme. France 24 1 septembre 2022
J-C – Comme bien des minorités en occident, non ? Quant à la majorité, elle est destinée à l'esclavage, chut !

Totalitarisme en bref.

Twitter 26.08.2022

- Les autorités chinoises ont fait passer le pass sanitaire des habitants de Chongqing à l'orange et ordonné à plus de 10 millions de personnes de réaliser un test malgré une canicule avec des températures dépassant les 40°C.

- Le journal Le Parisien propose la mise en place d'un pass carbone appelé "carte carbone" attribuant à chaque citoyen un quota de CO2 pour des comportements de la vie quotidienne (alimentation, transports, chauffage...)

Toulouse: la préfecture prend un arrêté pour interdire une campagne d'affichage anti-vaccination - BFMTV 28 août 2022

Dictature et racket.

Stationnement payant à Paris : la colère des deux-roues motorisés - lepoint.fr 30 août 2022

Le 1er septembre passe mal pour les conducteurs de deux-roues thermiques : à partir de jeudi, ils devront payer pour stationner leur véhicule à Paris. Une mesure qui « *répond à des enjeux climatiques et de santé publique* », selon la ville.

Travailleur intermittent à Paris mais habitant à 45 kilomètres de la capitale, Romain Lagrost aurait bien aimé acheter une moto électrique mais il n'en a « *pas les moyens.* « *J'ai acheté ma moto neuve 8 000 euros, une neuve électrique c'est 20 000 euros* », peste ce Francilien, qui ne refuse pas de payer un stationnement mais « *pas à ces prix-là* ». « *C'est la moitié du prix du stationnement d'une voiture et on met quatre motos sur un emplacement auto. Là, c'est du vol !* » lance-t-il.

« *C'est une mesure qui fait polémique, plein de gens ne sont pas contents. Mais il y a aussi plein de gens qui attendent cette mesure. On est dans un régime d'exemption pour des engins qui prennent de la place sur l'espace public, qui font du bruit, et qui polluent », défend David Belliard, l'adjoint (EELV) aux mobilités et à la transformation de l'espace public, qui voudrait transformer « la manière qu'on a de se déplacer en ville* ».

« *Cette mesure est essentielle. C'est douloureux, je le comprends, mais je pense que c'est vraiment juste, ça répond à des enjeux climatiques et de santé publique. Personne ne reviendra dessus* », prévient David Belliard. lepoint.fr 30 août 2022

Le Great Reset ne serait-il pas la solution finale ?

Véra Sharav, rescapée de l'holocauste : « L'Holocauste a été précédé de 9 ans de restrictions. Hier les Juifs, demain les non-vaccinés ! » - lemediaen442.fr 28 août 2022

Je suis venue à Nuremberg pour fournir un contexte historique à la menace globale actuelle à laquelle notre civilisation est confrontée. Ces deux dernières années et demie ont été particulièrement stressantes, car des souvenirs douloureux ont été ravivés.

En 1941, j'avais trois ans et demi lorsque ma famille a été forcée de quitter sa maison en Roumanie et déportée en Ukraine. On nous a rassemblés dans un camp de concentration, où on nous a laissés mourir de faim. La mort était omniprésente. Mon père est mort du typhus quand j'avais cinq ans.

En 1944, alors que la solution finale était mise en œuvre de manière intense, la Roumanie s'est retirée de son alliance avec l'Allemagne nazie. Le gouvernement a autorisé plusieurs centaines d'orphelins juifs de moins de 12 ans à rentrer en Roumanie. Je n'étais pas orpheline ; ma mère a menti pour me sauver la vie.

Je suis montée dans un train à bestiaux – le même train qui continuait à transporter des Juifs vers les camps de la mort – alors même que l'Allemagne perdait la guerre. Quatre ans se sont écoulés avant que je ne retrouve ma mère.

L'Holocauste est le symbole archétypal du mal absolu.
Les normes morales et les valeurs humaines ont été systématiquement oblitérées.
Le système nazi a détruit la conscience sociale.
Des millions de personnes ont été exploitées jusqu'à la mort en tant qu'esclaves.
D'autres ont été maltraitées comme cobayes humains d'expériences.

L'Holocauste n'a pas commencé dans les chambres à gaz d'Auschwitz et de Treblinka. L'Holocauste a été précédé de 9 ans de restrictions progressives de la liberté individuelle et de la suspension des droits légaux et des droits civils. Le décor a été planté par une propagande alarmiste et haineuse.

Une série d'édits gouvernementaux discriminatoires et humiliants ont diabolisé les Juifs en les qualifiant de « *propagateurs de maladies* » . Nous étions comparés à des poux.

La véritable maladie virale qui a infecté l'Allemagne nazie est l'eugénisme – L'eugénisme est l'idéologie élitiste à l'origine de tous les génocides.

L'eugénisme est recouvert d'un manteau de pseudo-science.

Il a été adopté par l'establishment académique et médical, ainsi que par le système judiciaire – en Allemagne et aux États-Unis.

Les eugénistes justifient les inégalités sociales et économiques. Ils légitiment la discrimination, l'apartheid, la stérilisation, l'euthanasie et le génocide. Les nazis appelaient cela « nettoyage ethnique » – pour la protection du patrimoine génétique.

La médecine a été détournée de sa mission de guérison et militarisée.

D'abord, il s'agissait de contrôler la reproduction par la stérilisation forcée ; ensuite, il s'agissait d'éliminer ceux qui étaient considérés comme des « *sous-hommes* » — Untermenschen [sous-hommes]. Les premières victimes du meurtre médical ont été 1 000 enfants et jeunes handicapés allemands de moins de trois ans. Cette opération meurtrière a été étendue à environ 10 000 enfants jusqu'à l'âge de 17 ans.

Les victimes suivantes étaient les malades mentaux, puis les personnes âgées dans les maisons de retraite. Tous ces êtres humains ont été condamnés comme des « *mangeurs sans valeur* ».

Dans le cadre de l'opération T-4, des hôpitaux désignés sont devenus des centres d'extermination où diverses méthodes d'extermination ont été testées – y compris le Zyclon B – le gaz qui a été utilisé dans les camps de la mort.

L'objectif de la solution finale nazie était d'anéantir la totalité des 11 millions de Juifs d'Europe aussi rapidement et efficacement que possible.
Les nazis ont promulgué des lois discriminatoires ; ils ont utilisé la technologie moderne, des méthodes industrielles à faible coût, un système de transport efficace et une bureaucratie hautement qualifiée qui a coordonné le processus industriel génocidaire. L'objectif était la rapidité, l'efficacité maximale au moindre coût.

Les victimes humaines de ce génocide sans précédent étaient 6 millions de Juifs et 9 millions d'autres personnes que les nazis ont déshumanisées en les qualifiant d'Untermenschen [sous-hommes].

Le but des mémoriaux de l'Holocauste est d'avertir et d'informer les générations futures sur la façon dont une société éclairée et civilisée peut se transformer en un univers génocidaire régi par une dépravation morale absolue.

Si nous voulons éviter un autre Holocauste, nous devons identifier les parallèles actuels inquiétants avant qu'ils n'empoisonnent le tissu social.
Depuis l'ère nazie, l'étude de l'histoire et de la plupart des sciences humaines – y compris la philosophie, la religion et l'éthique – a été éclipsée par l'accent mis sur la science et la technologie utilitaires.

En conséquence, peu de gens reconnaissent les similitudes inquiétantes entre les politiques actuelles et celles du régime nazi.

En déclarant l'état d'urgence – en 1933 et en 2020 –, la liberté individuelle, les droits légaux et les droits civils protégés par la constitution ont été balayés. Des décrets répressifs et discriminatoires ont suivi.

En 1933, les Juifs étaient la principale cible de la discrimination ; aujourd'hui, ce sont les personnes qui refusent de se faire injecter des vaccins expérimentaux issus du génie génétique qui sont visées. Hier comme aujourd'hui, les dictats gouvernementaux ont été conçus pour éliminer des segments de la population.

En 2020, les dictats gouvernementaux ont interdit aux hôpitaux de traiter les personnes âgées dans les maisons de retraite. Le résultat a été un meurtre de masse.

Les décrets gouvernementaux continuent d'interdire aux médecins de prescrire des médicaments vitaux, approuvés par la FDA ; les protocoles dictés par le gouvernement continuent de tuer.

Les médias sont silencieux – comme ils l'étaient à l'époque.

Les médias diffusent un récit unique, dicté par le gouvernement – tout comme sous les nazis. Une censure stricte réduit au silence les opinions opposées.

Dans l'Allemagne nazie, peu de personnes s'opposaient à ces idées ; celles qui le faisaient étaient emprisonnées dans des camps de concentration.

Aujourd'hui, les médecins et les scientifiques qui remettent en question le récit approuvé sont calomniés, leur réputation est détruite. Ils risquent de perdre leur licence d'exercice et de voir leur domicile et leur lieu de travail perquisitionnés par des équipes d'intervention. (…)

La culture génocidaire qui imprégnait le régime nazi n'a pas pris fin en 1945. Elle s'est métastasée aux États-Unis.

À la fin de la guerre, des agents du gouvernement américain ont aidé 1 600 scientifiques, médecins et ingénieurs nazis de haut rang à échapper à la justice de Nuremberg.

Ces technocrates nazis ont facilité les opérations meurtrières des nazis. Ils étaient les partenaires d'Hitler dans les crimes contre l'humanité. Ils ont été secrètement introduits aux États-Unis dans le cadre de l'opération Paperclip. Ceci en violation des ordres explicites du président Harry Truman. Ces criminels nazis ont été placés à des postes de haut niveau dans de grandes institutions scientifiques et médicales américaines où ils ont poursuivi leurs travaux.

Qui plus est, ces technocrates nazis ont formé une génération de scientifiques, de médecins et d'ingénieurs américains.

C'est ainsi que les méthodes nazies et le mépris immoral des valeurs humaines se sont enracinés en Amérique.

En 1961, dans son discours d'adieu à la nation, le président Dwight Eisenhower a mis en garde contre la domination croissante du « *complexe militaro-industriel* » dont « *l'influence totale – économique, politique, voire spirituelle – se fait sentir [partout]* » .

Eisenhower a averti : « *Nous devons être attentifs au danger que la politique publique devienne elle-même captive d'une élite scientifico-technologique.* »

En 1979, un rapport au président, par la Commission américaine sur l'Holocauste, présidée par Elie Wiesel, survivant d'Auschwitz, mettait en garde :

« *…l'inclination à reproduire l'option nazie et à exterminer une fois de plus des millions de personnes reste une menace hideuse* ».

Ceux qui déclarent que les analogies avec l'Holocauste sont « hors limites » trahissent les victimes de l'Holocauste en niant la pertinence de l'Holocauste.

Le Code de Nuremberg sert de base à la recherche clinique éthique depuis sa publication il y a 75 ans.

La pandémie de Covid est exploitée comme une occasion de renverser les paramètres moraux et juridiques établis par le Code Nuremberg.

Le Code de Nuremberg est notre défense contre les expérimentations abusives.

L'humanité est actuellement assiégée par les héritiers mondiaux des nazis.

Une bande de milliardaires mondiaux, impitoyables et interconnectés, a pris le contrôle des institutions nationales et internationales qui définissent les politiques.

Ils se sont lancés dans la mise en œuvre d'un programme diabolique :

Renverser la démocratie et la civilisation occidentale ;
Dépeupler la population mondiale ;
Éliminer les États-nations et établir un gouvernement mondial unique ;
Éliminer l'argent liquide et établir une monnaie numérique unique ;
Injecter des identifiants numériques et des capacités d'intelligence artificielle dans chaque être humain. Si ces objectifs deviennent une réalité, nous serons surveillés numériquement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

En mai 2022, au Forum économique mondial de Davos, Klaus Schwab, l'architecte de la Grande Réinitialisation dystopique, a déclaré :

« *Soyons clairs, le futur ne se produit pas tout seul ; le futur est construit par nous, une communauté puissante ici dans cette salle. Nous avons les moyens d'imposer l'état du monde.* »

Le but ultime de ces mégalomanes est de prendre le contrôle total des ressources naturelles et financières du monde et de remplacer les humains par des robots transhumains. Le transhumanisme est un système de castes amélioré par la bio-technologie – le nouvel eugénisme.

Le principal conseiller de Klaus Schwab est Yuval Noah Harari, un Israélien formé à l'Université d'Oxford. Harari est un partisan du Nouvel Eugénisme et du Transhumanisme.

Harari qualifie les humains d' « *animaux piratables* ». Il a déclaré : « *Nous avons la technologie pour pirater les humains à grande échelle…* »

Harari méprise le concept même de Dieu.

Les transhumanistes méprisent les valeurs humaines, et nient l'existence d'une âme humaine. Harari déclare qu'il y a trop de « *gens inutiles* ». Le terme nazi était « *mangeurs inutiles* ».

C'est le nouvel eugénisme.

Il est adopté par les technocrates milliardaires les plus puissants du monde qui se réunissent à Davos : Big Tech, Big Pharma, les oligarques financiers, les universitaires, les dirigeants gouvernementaux et le complexe militaro-industriel. Ces mégalomanes ont ouvert la voie à un nouvel holocauste.

Cette fois, la menace de génocide est à l'échelle mondiale.

Cette fois, au lieu du gaz Zyklon B, les armes de destruction massive sont des armes biologiques injectables issues du génie génétique, qui se font passer pour des vaccins.

Cette fois, il n'y aura pas de sauveteurs. À moins que nous ne résistions tous, « *plus jamais ça* », c'est maintenant.

Vera Sharav
Survivante de l'Holocauste
Défenseur des droits de l'homme
Fondatrice et présidente de l'Alliance pour la protection de la recherche humaine (AHRP)

Discours fait à Nuremberg, le 20 août 2022 à l'occasion du 75e anniversaire du Code de Nuremberg.

La nouvelle norme ou il encourage au choix, le libertinage, la prostitution, l'échangisme, la bisexualité, l'homosexualité, le puritanisme fanatique, l'ascétisme, la solitude ou frustration, la masturbation.

Histoires de femmes infidèles : "*Quand je trompe mon homme, j'ai l'impression d'être enfin une femme libre*" - Yahoo 31 août 2022

Pour être libre, il faut avoir pour principe de n'en avoir aucun, de n'être tenu par aucun engagement d'aucune sorte, aucune valeur morale, c'est accepter la confiance qu'on vous accorde pour mieux la violer à la première occasion, la responsabilité retombant sur celui qui a eu la faiblesse de l'oublier.

Pour eux, être de droite, c'est résister au néolibéralisme, au mondialisme, à la destruction des acquis de la civilisation humaine, à toutes leurs mystification, à l'instauration d'un nouvel ordre mondial totalitaire.

La France est de plus en plus de droite et en colère, selon un sondage - BFMTV 30 août 2022

Oeuvre de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) - en partenariat avec le Cevipof et l'institut OpinionWay- et publiée lundi soir par Le Figaro, l'étude annonce la couleur dès son titre :

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite. Car l'enquête de Fondapol pointe en effet le basculement d'une part de plus en plus grande des Français vers la droite - du point de vue du suffrage mais aussi des préoccupations et des valeurs - et dépeint un pays progressivement gagné par une forme de défiance voire de colère.

Notre éditorialiste politique, Matthieu Croissandeau l'a souligné ce mardi matin sur notre plateau : "*On voit bien une montée de la radicalité, de la colère, des gens qui veulent changer de système et renverser la table. Si on y ajoute pour les législatives, l'abstention et le vote blanc, là c'est trois Français sur quatre qui ont fait le choix de la protestation*".

Si c'est toute la France qui hausse le ton, le rouge vient plus facilement à certaines joues qu'à d'autres. En effet, la protestation progresse plus rapidement à droite (avec un bond de 5,2 points entre 2017 et 2022) qu'à gauche (avec un crescendo de 2,1 points).

Ce "*glissement à droite de la société*" et la montée des tensions dans les têtes dont parlent les sondeurs expliquent d'ailleurs le vent croissant dans les voiles du Rassemblement national, tandis que la panne sèche des Républicains s'éternise et que la gauche est numériquement en mauvaise posture.

L'enquête de Fondapol établit d'abord qu'en-dehors d'Europe Ecologie - Les Verts, aucune formation politique n'a une image plus positive auprès des Français, avec un niveau de 25 %. De surcroît, 39 % des sondés disent leur accord avec les idées défendues par le Rassemblement national. Un succès culturel qui ne peut que trouver une traduction sociologique plus ample.

J-C - Europe Ecologie - Les Verts, c'est moins de 5% aux dernières élections, et les voilà qui passent à 25% « *du point de vue du suffrage* » comme ils disent, escrocs!

Concernant l'extrême droite ou le RN-FN. Il suffit qu'elle emprunte hypocritement le créneau du mouvement ouvrier et qu'on demande à un travailleur s'il se reconnaît dedans, spontanément il répondra oui, et il sera catalogué comme soutien ou sympathisant du RN-FN.

Il y a toujours une faille quelque part dans leur dispositif, et quel que soit leur récit, la vérité finit toujours par émerger.

JC - Depuis la rédaction de l'article ci-dessous, Mme. Royal a tenu à apporter une précision qui contrairement à ce qu'a affirmé BFMTV (et les journalistes aux ordres) aurait "*de quoi contrebalancer avec ses déclarations*" de jeudi, alors qu'elle n'est pas revenue sur sa dénonciation

du récit frauduleux des autorités ukrainiennes concernant des faits attribués à la Russie et contestés par Moscou.

L'opération consiste à faire oublier cet aspect de sa déclaration que les partisans du régime néonazi ukrainien lui reprochent, car personne n'est autorisé à critiquer de près ou de loin les autorités ukrainiennes sous le régime français fascisant, qu'on se le dise une bonne fois pour toute.

Ségolène Royal dément avoir nié des crimes de guerre en Ukraine - Le HuffPost 3 septembre 2022

L'ancienne ministre de l'Écologie a souhaité s'excuser pour ses propos auprès des victimes de la guerre en Ukraine. « *Je n'ai jamais nié les crimes de guerre et je m'excuse volontiers auprès des victimes si elles l'ont pensé* », a-t-elle tweeté deux jours après cette séquence controversée.

Pour se justifier, Ségolène Royal a tenu à mettre en avant l'intégralité de la séquence diffusée sur BFMTV, et qui selon elle, n'aurait pas été partagée dans son intégralité lors des rediffusions en ligne. Ce qu'elle a fait. « *Ici la fin de ma parole, coupée dans les rediffusions. Plaider pour la paix c'est agir pour l'arrêt des souffrances du peuple ukrainien et de l'agression russe* », a-t-elle également écrit dans son tweet accompagné de la fameuse séquence. Le HuffPost 3 septembre 2022

Ukraine: Ségolène Royal met en doute des crimes de guerre, Olivier Faure s'insurge - BFMTV 2 septembre 2022

Dénonçant "*une propagande de guerre par la peur*" de la part du président ukrainien Volodymyr Zelensky, Ségolène Royal a notamment mis en doute, sur BFMTV la réalité de "*la maternité bombardée*" dans le sud-est de l'Ukraine en mars. Selon elle, "*vous pensez bien que s'il y avait la moindre victime, le moindre bébé avec du sang, à l'heure des téléphones portables on les aurait eues (les images)...*". Selon elle, "*il a utilisé ça*" pour interrompre le processus de paix.

Elle a aussi mis en doute le massacre de Boutcha ou "*le récit de viol d'enfant pendant sept heures sous les yeux des parents". "C'est monstrueux d'aller diffuser des choses comme ça uniquement pour interrompre le processus de paix*", a-t-elle affirmé.

JC - Ce qu'elle a dit est exact, mais inadmissible sous un régime totalitaire auquel le PS participe. Par la voix d'Olivier Faure on retrouve le PS social-impérialiste fidèle à lui-même, au camps de la réaction dont il fait partie depuis plus d'un siècle ou la voix de Washington ou de l'Otan.

BFMTV - "*La paix en Ukraine n'est pas rendue impossible par les victimes de l'invasion, mais par la volonté de conquête de Poutine!*", a réagi sur Twitter le Premier secrétaire du PS Olivier Faure.
"*Les crimes de guerre sont documentés, le nier est une insulte aux assassinés, aux violées, aux torturés ! Dire le contraire est de la propagande !*", a-t-il poursuivi.

Dans un autre tweet, il a ajouté: "*Elle dit que la dénonciation des crimes (dont elle doute) a un objet: entraver le processus de paix. Les agressés deviennent les bellicistes. Jusqu'à preuve du contraire les Ukrainiens sont les résistants dans une guerre qu'ils n'ont pas choisie*", a-t-il critiqué.

Le député européen Raphaël Glucksmann (Place publique), a lui aussi dénoncé un "*naufrage. Total*".

JC - Rappelons que Raphaël Glucksmann avait été manifesté place Maidan en 2014 et avait apporté son soutien au coup d'Etat orchestré par l'Otan et réalisé grâce à des milices armées néonazies depuis au pouvoir en Ukraine. Le PS et EELV firent partie du voyage et d'autres encore.

Les agents du Forum économique mondial réagissent.

Une plainte va être déposée contre Ségolène Royal après ses propos sur la guerre en Ukraine - BFMTV 3 septembre 2022

Le collectif Stand With Ukraine va déposer plainte lundi contre Ségolène Royal, a appris ce vendredi BFMTV.com, confirmant une information de Libération.

"*La plainte est en train d'être rédigée, elle va être déposée lundi*", a indiqué à BFMTV Aline Le Bail-Kremer, co-fondatrice du collectif.

"*Le collectif Stand With Ukraine, victimes et familles de victimes des crimes des forces russes, portent plainte contre Ségolène Royal: un avocat a été saisi ce jour. Nous défendrons ensemble l'honneur des disparus*", a écrit sur Twitter le collectif. BFMTV 3 septembre 2022

JC - Ils sont bien organisés. Je me suis livré à une brève investigation sur cette ONG et cela m'a amené sur la piste... américaine, leur maître.

Lu dans son blog : https://www.standwithukraine.how/fr

Sauver l'Ukraine. Restaurer la paix. Sauver la démocratie.

Faire un don

Chaque dollar compte.
- Approvisionnements pour l'armée
- LGBTQI+

Suivre des sources d'information officielles

- Président de l'Ukraine
- Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine
- Compte officiel du Parlement de l'Ukraine
- Ambassade d'Ukraine aux États-Unis

Nous souhaitons remercier la communauté Global Shapers.

Qu'est-ce que c'est Global Shapers? Allons voir sur leur blog. La pieuvre des Young Leaders.

https://www.globalshapers.org/

Née du Forum économique mondial, la Global Shapers Community est un réseau de jeunes inspirés de moins de 30 ans qui travaillent ensemble pour relever les défis locaux, régionaux et mondiaux. Avec plus de 14 000 membres, la Global Shapers Community s'étend sur 456 centres urbains dans 150 pays.

Qui est le Website de leur blog ? (https://igor.fyi/) Un certain Igor Barakaiev, 24 ans.

Igor Barakaiev fit ses études à Andover aux Etats-Unis, à la Phillips Academy, un internat du Massachusetts, coût par an, 61.000 dollars en 2020. Il suivit ensuite le programme appelé Symbolic Systems à l'université de Standord, un programme destiné aux étudiants de premier cycle et aux diplômés qui intègre des connaissances issues de divers domaines d'étude, notamment : Informatique - Linguistique - Mathématiques - Philosophie - Psychologie - Statistiques. Son objectif : " *Réimaginer l'humanité et la technologie. - Intelligence humaine et artificielle. - L'esprit et la machine* ".

En fait sa scolarité a été prise en charge par une généreuse ONG ukrainienne dont on ignore ou presque d'où proviennent les financements, Ukraine Global Scholars (UGS).

Ukraine Global Scholars (UGS) est une organisation à but non lucratif qui a aidé 192 lycéens ukrainiens issus de milieux modestes à recevoir plus de 50 millions de dollars de bourses d'études dans les meilleurs internats et universités du monde. En échange, les étudiants s'engagent à retourner en Ukraine pendant 5 ans pour reconstruire le pays. (https://www.ugs.foundation/)

Made in USA, et si vous en doutiez, suivez la piste de l'argent.

UGS - Nos conseillers, parmi lesquels figurent d'anciens ambassadeurs américains et d'éminents penseurs du monde des affaires, fournissent des conseils stratégiques précieux qui nous permettent d'étendre les opérations d'UGS. En tant qu'organisme public de bienfaisance, l'UGS compte sur les dons des particuliers et des entreprises pour couvrir ses coûts de fonctionnement. La majorité de nos donateurs viennent des Etats-Unis et d'Ukraine.

JC - Comme nous ne doutons pas un instant de leurs bonnes intentions, nous finirons par leur statut juridique :

Statut juridique aux États-Unis.

Ukraine Global Scholars Foundation est enregistrée aux États-Unis en tant qu'organisme de bienfaisance public 501(c)(3).
Notre numéro d'identification fiscale (EIN) est le suivant : 81-0847939.
Notre adresse postale est la suivante 177 Huntington Avenue, 17th floor, #1788, Boston, MA 02115.

A propos de l'université de Stanford.

Stanford est réputée pour être l'un des principaux sièges du néolibéralisme formatant des étudiants qui iront ensuite le répandre dans le monde entier. Dans le blog américain, tout en haut au centre de la première page, on ne peut pas le louper est inscrit en caractères énormes : Accelerating climate solutions - The new Stanford Doerr School of Sustainability is designed to tackle urgent global challenges, ce qui signifie : Accélérer les solutions climatiques - La nouvelle Stanford Doerr School of Sustainability est conçue pour relever les défis mondiaux urgents. (https://www.stanford.edu/)

Expérience de Stanford
https://fr.wikipedia.org/wiki/Exp%C3%A9rience_de_Stanford

Lorsque l'affaire des abus dans la prison d'Abou Ghraib éclata en mars 2004, de nombreux observateurs furent immédiatement surpris par les similitudes avec l'expérience de la prison de Stanford.

Les problèmes éthiques soulevés par cette expérience la rapprochent de l'expérience de Milgram, menée en 1963 à l'Université Yale par Stanley Milgram. (Wikipédia) (https://fr.wikipedia.org/wiki/Exp%C3%A9rience_de_Milgram)

JC - Comme quoi l'expérience ne s'était pas arrêtée en 1971, en réalité le Pentagone et la CIA l'employèrent grandeur nature jusqu'à nos jours.

Si les Américains sont à l'origine de Stands with Ukraine, il était naturel que l'UE en soit.

https://ukraine.europarl.europa.eu/en/home

L'UE est aux côtés de l'Ukraine : sur ce site web produit par le Parlement européen, vous pouvez découvrir comment l'UE a soutenu l'Ukraine, y compris dans sa lutte actuelle contre la Russie. Dans la prochaine causerie de mon portail.

À la suite de la révolution de la dignité en 2013-2014, le Parlement européen s'est engagé dans un niveau de coopération sans précédent avec la Verkhovna Rada (parlement) d'Ukraine dans le domaine du soutien à la démocratie.

Le néonazisme en guise de dignité et de démocratie, on ne pouvait imaginer pire.

J'avais terminé quand j'ai découvert un autre article qui parlait du même Igor Barakaiev.

https://stanforddaily.com/2022/03/08/students-call-on-university-leadership-to-condemn-russia-for-war-in-ukraine/

Mieux, le pot aux roses sur l'Ukraine Global Scholars basée aux Etats-Unis, le lien avec le parlement néonazi ukrainien, l'USAID ou une officine de la CIA, et Amnesty International qui travaille pour eux.

https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/ukraine-global-scholars-presents-its-accomplishments-in-2020-video.html

- Dans le cadre du programme de stages de l'UGS, 50 anciens étudiants de l'UGS ont trouvé des stages d'été dans des agences gouvernementales telles que la Verkhovna Rada et l'USAID, dans des entreprises sociales telles qu'Amnesty International, et dans le secteur de la technologie et des produits et services.

Plus fort encore.

(https://www.uadn.net/2021/06/22/yuliya-sychikova-of-aventures-capital-almost-all-ukrainian-venture-deals-are-made-with-entities-registered-in-other-jurisdictions/)

Yuliya Sychikova est co-fondatrice d'Ukraine Global Scholars et directrice d'AVentures Capital.
Voici ce qu'on trouve sur le blog du Forum économique mondial.

AVentures Capital (https://www.weforum.org/organizations/aventures-capital)

Dirigée par des entrepreneurs en série et des professionnels de la finance expérimentés, AVentures Capital est une société de capital-risque en phase de démarrage axée sur la croissance des entreprises en Ukraine. Elle investit dans des logiciels, des téléphones mobiles et d'autres projets liés au numérique ayant des perspectives mondiales.

L'Ukraine peut-elle être la prochaine start-up nation ? - 18 août 2015
https://www.weforum.org/agenda/2015/08/can-ukraine-be-the-next-start-up-nation/

JC - L'accès au contenu de l'article est réservé aux initiés, peu importe.

Je voulais juste montrer par tous les bouts d'où venait la réaction hystérique aux propos de Mme. Royal pour que personne n'ait un doute.

J'ai oublié de mentionner que la co-fondatrice de Stand With Ukraine, Aline Le Bail-Kremer, collabore régulièrement à La Règle du jeu du sadique Bernard-Henri Lévy.

Une cinglée admiratrice d'une médiocrité sans fond doublé d'une ordure finie. Tout s'explique.

Looking for Europe de Bernard Henri Lévy: Un engagement total. Une vie d'enfer. Un défi - atlantico.fr13 mars 2019

22 dates. 22 capitales. Et 22 réécritures en quelques semaines pour un seul homme.

Aucun souvenir d'un écrivain moderne qui se soit lancé dans une telle aventure littéraire.

Aucun nom à l'appel relatif à une performance similaire.

https://atlantico.fr/article/decryptage/looking-for-europe-de-bernard-henri-levy-un-engagement-total-une-vie-d-enfer-un-defi-aline-le-bail-kremer

En réalité ce sera un flop total.

https://www.courrierinternational.com/article/culture-la-piece-de-bernard-henri-levy-laisse-perplexe-ce-journaliste-allemand

https://www.lematin.ch/story/gros-flop-pour-bernard-henri-levy-en-suisse-403157648893

Quand des accusations font office de « *preuves crédibles* », autant dire fabriquées.

Les États-Unis exigent que la Chine rende des comptes du "*génocide*" des Ouïghours - BFMTV 1 septembre 2022

Ouïghours : L'ONU s'inquiète de « *crimes contre l'humanité* » au Xinjiang - Le HuffPost 1 septembre 2022

Sans détour, l'ONU évoque de possibles « *crimes contre l'humanité* », fait état de « *preuves* crédibles » de tortures et de violences sexuelles à l'égard de la minorité ouïghoure et appelle la

communauté internationale à agir au plus vite, dans son rapport très attendu sur la région chinoise du Xinjiang publié ce mercredi 31 août.

Et même s'il ne semble pas comporter de révélations par rapport à ce qui était déjà connu de la situation dans le Xinjiang, ce document apporte le sceau de l'ONU aux accusations portées de longue date contre les autorités chinoises.

Le document est basé « *sur la désinformation et des mensonges fabriqués par les forces anti-chinoises* » et « *diffame et calomnie gratuitement la Chine et s'immisce dans les affaires intérieures de la Chine* », écrit l'ambassade de Chine auprès de l'ONU à Genève dans le commentaire attaché au rapport.

France. Népotisme.

Castex, Buzyn, Wargon... que sont devenus les recasés de la Macronie ? - Europe1 31 août 2022

Wargon, Castex, Bourguignon... ils ont été recasés, et occupent maintenant de nouvelles fonctions. Une vieille pratique, qu'Emmanuel Macron perpétue.

L'ancienne ministre du Logement Emmanuelle Wargon a été nommée à la direction de la très importante Commission de régulation de l'énergie.

L'éphémère ministre de la Santé Brigitte Bourguignon, battue aux législatives, a été nommée au poste d'inspectrice générale des affaires sociales.

L'ancienne ministre de la Santé, Agnès Buzyn, hématologue de profession, a par exemple été nommée conseillère maître à la Cour des comptes.

Jacqueline Gourault , ancienne ministre de la Cohésion des territoires, qui n'a pas de formation de juriste, siège désormais au Conseil constitutionnel.

Jean Castexest devenu le nouveau président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France.

La soumission à l'ordre établi en famille.

« *Moi aussi je suis insoumise* » : Rachida Dati assure le spectacle à l'université d'été LFI - Journal du Dimanche 28.08.2022

Innovation et ouverture. Ce sont sans doute les deux mots qui caractérisaient les universités d'été de la France insoumise cette année, à Châteauneuf-sur-Isère dans la Drôme près de Valence. Pour ces Amfis d'été qui se tiennent jusqu'à ce dimanche, LFI avait décidé d'inviter des figures de l'opposition, à l'image de Marlène Schiappa qui, chahutée vendredi, n'avait pas hésité à répondre aux militants usant de tact et d'humour. Clément Beaune, le ministre délégué chargé des Transports de France, et Olivia Grégoire, la ministre déléguée chargée des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, se sont aussi succédé lors de débats

Mais c'est bel et bien le débat avec Rachida Dati , la maire du VIIe arrondissement de la capitale, qui était le plus attendu. Comme l'explique Le Point, s'il est difficile de rivaliser avec la popularité de Jean-Luc Mélenchon au sein de LFI, la proche de Nicolas Sarkozy a attiré les foules. Certains avouant même être venus « *au spectacle* ». Interroger sur le thème de la justice, l'ancienne garde des Sceaux faisait face au député du Nord Ugo Bernalicis. Très vite, Rachida Dati est parvenue à se mettre une partie du public dans la poche sous une salve d'applaudissements, et en lançant quelques pics : « *Sachez que j'aime le bruit* », lâche-t-elle en préambule.

En complément.

Mélenchon dit oui à Olivier Faure sur un référendum d'initiative partagée sur les super-profits - BFMTV 29 août 2022

"*Le PS qui est en train de se reconfigurer nous intéresse comme partenaire*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon dimanche en clôturant les "*Amfis d'été*" de La France insoumise dans la Drôme. BFMTV 29 août 2022

Sous un régime corrompu et fascisant, la police ne doit avoir de compte à rendre à personne, sauf au tyran en place.

Réforme de la PJ : Gérald Darmanin maintient la réforme, les policiers vent debout - europe1.fr 1 septembre 2022

Le projet, porté par le ministre de l'Intérieur et le Directeur général de la police nationale Frédéric Veaux prévoit de placer tous les services de police d'un département - renseignement, sécurité publique, police aux frontières (PAF) et police judiciaire - sous l'autorité d'un seul Directeur départemental de la police nationale (DDPN), dépendant du préfet. Actuellement, chaque service rend des comptes à sa hiérarchie.

Jeudi, le ministre a répété son attachement à l'échelon départemental et à la création d'un directeur unique pour tous les métiers de la police, ce qui a été ressenti par les participants comme une fin de non-recevoir. Les policiers de la PJ en ont fait une ligne rouge. Pour eux, l'échelon départemental n'a pas de sens en termes de lutte contre la criminalité organisée. Ils craignent une dilution de leur spécificité et la fin de leur indépendance vis-à-vis du pouvoir administratif. europe1.fr 1 septembre 2022

En famille à la Fête de l'Humanité. Nous, avec nos ennemis, on cogne et on parle ensuite !

Cinq ministres, dont Gabriel Attal et Clément Beaune, participeront à la Fête de l'Humanité - BFMTV 1 septembre 2022

Dont Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie, Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de la Jeunesse et Rima Abdul Malak, ministre de la Culture.

Une participation qui s'inscrit dans une tradition d'ouverture assumée par le Parti communiste.

On ne discute pas avec les représentants d'un régime fascisant, on combat pour l'abattre.

Conseil national de la refondation : Borne déplore que les oppositions «*refusent la discussion*» - Europe1 1 septembre 2022

Élisabeth Borne a déploré jeudi que les partis d'opposition "*refusent la discussion avant même qu'elle ait commencé*" en boycottant le Conseil national de la refondation, censé réunir associations, syndicats et partis et qui doit être installé le 8 septembre.

"*Je trouve un peu paradoxal de refuser la discussion. C'est important que l'on puisse partager les diagnostics, discuter des objectifs*", a-t-elle ajouté.

Les partis d'opposition ne souhaitent pas participer à la séance d'ouverture par le chef de l'État prévue le 8 septembre à Marcoussis (Essonne), y voyant une "*confusion*" des rôles et un contournement du Parlement. Europe1 1 septembre 2022

JC - Comme quoi il ne faut pas désespérer, ils continuent tous de participer aux institutions et de cautionner le régime en place, c'est déjà pas mal...

Bayrou a lâché le morceau. Sans consensus, impossible de gouverner.

François Bayrou pilotera le Conseil national de la refondation - Le HuffPost 1 septembre 2022

Francois Bayrou est nommé secrétaire général du Conseil national de la refondation.

« *J'ai toujours défendu cette idée selon laquelle il faut trouver des zones de consensus pour faire avancer un certain nombre de diagnostics qui n'avancent jamais* », a justifié François Bayrou à l'AFP. Le HuffPost 1 septembre 2022

JC - Diagnostic - Détermination de (une maladie, un état) d'après les symptômes.

Didact. Prévision, hypothèse tirée de l'analyse de signes. Faire un diagnostic politique de la situation. (Le Grand Robert de la langue française)

Notez, qu'il n'est pas indispensable de participer au gouvernement ou aux institutions de la Ve République pour soutenir le régime en place

---

Qui en doutait encore

«*Sidérante censure*» : Le Monde retire une tribune critiquant la visite de Macron en Algérie - RT 2 septembre 2022

La démarche est plutôt rare dans la presse : Le Monde a annoncé retirer de son site la tribune du politologue Paul Max Morin, enseignant à Sciences Po, sur le récent voyage d'Emmanuel Macron en Algérie, publiée dans l'édition du 1er septembre. L'annonce de la dépublication, assortie d'excuses à ses lecteurs et au président de la République, a été sévèrement critiquée. Le Monde évoque un problème de citation Afin de justifier son choix, la rédaction explique que le texte problématique «*reposait sur des extraits de citations qui ne correspondent pas au fond des déclarations du chef de l'Etat*». (...)

Paul Max Morin a réagi ce 2 septembre auprès du service CheckNews du journal Libération, expliquant en préambule que sa tribune avait été «commandée par Le Monde et que l'angle avait été débattu et validé». «*Nous nous sommes entendus sur l'angle du papier : la "droitisation" du discours d'une part et un regard critique sur les annonces faites en Algérie. J'ai alors rédigé une tribune, qui a été relue, modifiée et validée par eux*», relate l'auteur du texte.

«*Suite à sa publication, j'ai reçu un premier appel hier matin du journal m'informant que "l'Elysée était furax" et qu'il fallait apporter des modifications. J'ai accepté ces changements car la formulation ne remettait pas en cause le fond de l'analyse. Mais cela n'a pas pu être modifié car une demi-heure plus tard, j'ai reçu un deuxième appel pour me dire que la tribune était retirée parce que j'avais mal interprété ou surinterprété les propos du président et que cette analyse était partagée par les envoyés spéciaux en Algérie qui s'opposaient à sa publication*», relève également le politologue qui estime en outre que «*retirer un texte est une pratique anormale et incompréhensible*» et déplore le fond du message d'excuses publié par Le Monde. Il révèle par ailleurs que le quotidien national l'a contacté ce 2 septembre en lui proposant de «*republier la tribune mais sans parler d'histoire d'amour*». «*C'est donc qu'il y a là une impossibilité de débattre des propos du président*», accuse-t-il enfin.

JC- Je vous fais grâce des réactions qui traitent Le Monde de servile envers le pouvoir, alors que leurs auteurs se comportent de la même manière, Plénel (Mediapart), Mélenchon (LFI), etc. ou regrette l'époque de son fondateur, Hubert Beuve-Méry, qui en fit la gazette de la Ve République !

Il faut bien qu'ils imputent à quelqu'un la stratégie du chaos qu'ils ont adoptée.

"*Ils veulent le chaos*": Élisabeth Borne maintient que le gouvernement "*ne peut pas travailler*" avec les insoumis - BFMTV 1 septembre 2022

La Première ministre estime que les insoumis veulent le "*chaos*", contrairement à d'autres groupes d'opposition. BFMTV 1 septembre 2022

J-C – Mélenchon lui a répondu deux jours plus tard que c'était le gouvernement qui en était responsable, sans préciser toutefois qu'il s'agissait plus ici d'une tactique que d'une stratégie pour ne pas trop s'avancer ou avoir à révéler les véritables objectifs du « *Great Reset* » du Forum économique mondial et se faire accuser de complotiste, quelle horreur, sa popularité en pâtirait !

La gauche manichéenne fait preuve du même simplisme que les néoconservateurs américains - Slate.fr 1 septembre 2022

La dégradation de la situation internationale ravive un débat vieux de vingt ans sur l'incapacité d'une partie de la gauche à penser la géopolitique.

"*L'inspiration révolutionnaire*" au Mexique, au Honduras ou en Colombie... au rabais semble-t-il, mais trop encore pour la pire réaction.

Les étonnants voyages de « Mélen-Che » - LePoint.fr 1 septembre 2022

Jean-Luc Mélenchon a parcouru cet été l'Amérique pour chercher l'inspiration révolutionnaire. LePoint.fr 1 septembre 2022

JC - Plus cinglé tu meurs ! Les ordures ne savent plus quoi inventer pour dénigrer leurs ennemis, heureusement, ils se ridiculisent grossièrement au passage.

LePoint.fr - En volant de Paris à Mexico puis au Honduras et en Colombie avant de revenir à Paris, Mélenchon a pourtant contracté une belle dette à l'encontre du climat. Les quatre vols (au moins) qu'il a dû emprunter ont entraîné, selon le calculateur du site Carbonfootprint, le rejet de 3 tonnes de CO2 dans l'atmosphère, voire plus.

JC - Quel crime, il faudrait peut-être lui retirer son passeport pour que cela ne se renouvelle plus !

LePoint.fr - Nulle part sur son blog, Jean-Luc Mélenchon n'évoque une initiative visant à compenser les tonnes de CO2 émises par ses voyages. Interrogée sur ce point, son équipe n'a pas non plus répondu. Ses alliés écolos grincent un peu des dents. « Il faudra qu'il arrête de manger de la viande ensuite ! » confie au Point Sandrine Rousseau.
JC - Ces dégénérés prennent au sérieux leur délire, c'est cela le plus inquiétant.

LePoint.fr - Sa consœur Sandra Regol est un peu gênée aux entournures, ne connaissant pas « *les tenants et les aboutissants du voyage* ». « *D'après ce que j'ai compris, nous explique la députée EELV du Bas-Rhin, il a optimisé son voyage en concentrant les trajets sur quelques jours. Je pense qu'il compense aussi ses dépenses en carbone. Mais il est évident que personne, chez les écologistes, ne ferait ce genre de voyage* ».

JC - Une bonne occasion pour placer l'équivalent du passe carbone qui réduirait encore nos libertés individuelles.

LePoint.fr - C'est pourtant simple. Le site Carbonfootprint propose des systèmes de compensation. Si l'on considère que Jean-Luc Mélenchon a émis, au cours de ses trajets en avion, quelque 3 tonnes de CO2 (le seul aller-retour Paris-Mexico équivaut à 2,6 tonnes de CO2 rejetées dans l'atmosphère), il peut les compenser en investissant, au choix, 71 euros dans un programme de plantation d'arbres au Royaume-Uni ou 58 euros dédiés à la reforestation au Kenya ; s'il veut donner moins, il peut se contenter de 32 euros placés dans une sorte de portefeuille d'actions, sans affectation particulière.

JC - Il se peut qu'un jour ces psychopathes apprentis dictateurs ne vous donnent plus le choix et vous facturent votre consommation de CO2

Le communisme est plus que jamais d'actualité. Mais attention aux arnaques !

J-C – C'est très long, mais cela vaut le coup de voir comment ils ont procédé pour tromper les lecteurs. Sans être trop regardant on pourrait partager leur constat et leur objectif. En revanche dès qu'on se pose la question des moyens politiques pour parvenir à cet objectif, c'est le vide sidéral, et inutile de chercher dans la société, non, le mal est en nous, il faut « *Libérer l'humain* (qui est) *en l'homme* », c'est l'homme qui est malade et non la société. Bref, il ne s'agit surtout pas de nous libérer des rapports sociaux (d'exploitation) établis ou du capitalisme.

La même conclusion clôture systématiquement les conférences données par un tas d'anthropologues, psychanalystes, physiciens, scientifiques divers qui sont tous acquis au capitalisme ou autant de charlatans.

Entretien avec Gérard Leblanc, auteur de l'essai « *En finir avec l'argent ! Libérer l'humain en l'homme* » - lemediaen442.fr 2 septembre 2022

En finir avec l'argent ; voilà une idée qui peut paraître saugrenue tant l'argent est devenue la base de notre société. Nous rendons-nous compte que presque absolument tous nos gestes du quotidien sont réalisés en fonction de celui-ci ? Gérard Leblanc, auteur et universitaire, démontre à travers son essai « *En finir avec l'argent ! Libérer l'humain en l'homme* » (KA' Éditions) que nous pouvons très bien nous en passer, et surtout que nous en avons tout intérêt, puisque l'argent se sert davantage de nous qu'il ne nous sert. Dès que l'argent n'existe plus, nous commençons à exister.

L'argent exerce une puissance négative et destructrice sur le devenir des sociétés et des individus qui les composent.

Le Média en 4-4-2 : Bonjour Gérard, et merci d'avoir accepté notre invitation pour évoquer votre dernier essai , « *En finir avec l'argent ! Libérez l'humain en l'homme.* » Avant d'entrer dans le vif du sujet, pouvez-vous nous dire d'où vous est venue l'envie d'écrire ce livre sur l'argent qui « circule dans la société comme le sang dans nos veines » ?

Gérard Leblanc : Bonjour, je suis parti d'un constat : l'argent exerce une puissance négative et destructrice sur le devenir des sociétés et des individus qui les composent. Et pourtant, il occupe tous les terrains et toutes les têtes. Il est naturalisé. On a l'impression qu'il a toujours existé et qu'il existera toujours. Il circule en effet dans la société comme le sang dans nos veines. Il est devenu le premier besoin humain, sans lequel aucun de nos autres besoins ne peut être satisfait. J'ai voulu écrire cet essai pour contribuer à dégager nos cerveaux de l'emprise de l'argent. Pour montrer qu'il est possible de s'en passer et que ce projet ne relève pas de l'utopie.

Le Média en 4-4-2 : Votre essai nous permet de prendre du recul sur l'organisation de notre société et on se rend tout de suite compte qu'absolument TOUT tourne autour de l'argent… La quasi-totalité des gestes que nous effectuons au quotidien est réalisée avec un objectif (ou une contrainte) financier. Nous sommes nés avec l'argent et nous vivons avec lui. Après avoir fait ces constats et pris conscience que nous pourrions pleinement exister sans lui, quelle est l'étape suivante à franchir pour s'en débarrasser ?

Gérard Leblanc : Mon essai ne prétend pas décrire le fonctionnement des sociétés qui succéderont aux sociétés fondées sur l'argent. Cela dépendra de toutes celles et de tous ceux qui en seront partie prenante et les choix effectués, les décisions prises, seront collectifs. Il s'efforce seulement d'en définir les conditions initiales. La première de ces conditions est d'ordre subjectif. Il faut d'abord que nous croyions en la possibilité d'une société où nous ne ferions plus rien pour de l'argent. Qui ne s'en réjouirait pas dans une société comme la nôtre où toutes les activités sont entravées et souvent dévoyées par la recherche du profit ? Ici, pas de bouleversement. Nous continuerons à faire ce que nous faisons, si nous l'avons choisi, mais dans des conditions beaucoup plus favorables. La deuxième est la réorganisation de la production en fonction d'une redéfinition collective des besoins. J'ouvre quelques pistes à ce sujet dans mon livre. La production s'ajustera à nos besoins sans en passer par la médiation de l'argent. Il n'y a pas de grands efforts d'imagination à faire pour envisager des avancées considérables de la recherche dans tous les domaines qui nous préoccupent, à commencer par l'énergie. Enfin les biens produits, qui ne seront plus des marchandises, seront mis à la disposition de tous en dehors de toute relation fondée sur l'échange. L'argent n'aura plus aucune raison d'être ni d'ailleurs aucune autre valeur d'échange de substitution. Certaines associations s'engagent d'ores et déjà dans cette voie. Je citerai l'exemple de MOCICA qui propose une organisation à plusieurs niveaux pour « transiter » vers une société sans argent.

Le Média en 4-4-2 : Vous nous faites remarquer, à juste titre, que « *rares sont les individus qui continuent à s'identifier au modèle sacrificiel du* travail » ; il suffit de constater le manque de bras dans certaines branches professionnelles (comme la restauration par exemple)… Le salaire ne semble plus être le critère numéro un dans le choix d'un emploi salarié. Et selon vous, c'est la société elle-même qui incite à cela, car on nous « apprend que l'argent est la seule valeur qui compte et qui importe vraiment » ; « *il s'agit alors de trouver alors le plus court chemin de la pauvreté à l'argent.* » Pouvez-vous nous expliquer ce mécanisme ?

Gérard Leblanc : La société fait miroiter sur toutes ses facettes les pouvoirs de l'argent. Avec l'argent, on est supposé pourvoir à tous ses besoins, et pas seulement à ses besoins dits « *élémentaires* » (se nourrir, se loger, etc.). On peut acheter également des ersatz de relation amoureuse, s'assurer de son « *développement personnel* » sur le plan physique et spirituel. Même l'approche du lac où je désire me baigner peut être aujourd'hui monnayée. Dans ces conditions, il est difficile de promouvoir la « *valeur travail* ». La société continue pourtant à le faire, de façon toujours plus hypocrite et dérisoire. Deux économies s'intriquent en fait dans la même société, l'officielle et la mafieuse. Le développement des trafics en tous genres, à commencer par celui des drogues, pèse d'un poids de plus en plus lourd dans l'économie réelle. C'est en effet *« le plus court chemin de la pauvreté à l'argent* ». Et les individus qui s'identifient au modèle sacrificiel du travail salarié sont de moins en moins nombreux. Comment les en blâmer ? Leurs maigres salaires ne leur permettront pas de s''approprier les marchandises et les modes de vie qui occupent le devant de la scène médiatique. Dans une société où l'argent aura disparu, le travail ne constituera pas une « *valeur* ». Il changera de nature et il faudra inventer un mot nouveau pour le définir. Il s'agira de créer et de produire les objets, les services, les modes de vie nécessaires pour satisfaire les besoins que nous aurons définis collectivement. Chacun y trouvera une place en relation avec ses désirs et ses compétences. Autrement dit, chacun contribuera à sa mesure à la production de ses propres conditions d'existence et à celle de la collectivité dont il fera partie.

Une société sans argent a besoin de l'apport de tous les individus qui la composent pour se développer.

Le Média en 4-4-2 : Vous nous expliquez que la société continue à promouvoir la « *valeur travail* » et en même temps, on voit qu'elle nous prépare doucement à la mise en place du revenu universel… Quel est votre positionnement par rapport à celui-ci ?

Gérard Leblanc : Nos sociétés ont besoin de toujours moins de producteurs et de toujours plus de consommateurs. Elles dégoulinent de marchandises invendues qui, chaque année, ajoutent à la pollution de la planète sans même que leurs emballages aient été ouverts. Et il ne suffit pas de multiplier les écoles de commerce et les commerciaux qui en sortent pour parvenir à les vendre. La contradiction est difficile à gérer. Les meilleurs technocrates y perdent leur peu de latin. Que faire alors de ces millions d'individus qui ne servent à rien ? Le revenu universel pourrait bien constituer une solution. On accorderait à chacun un revenu minimal qu'il pourrait compléter éventuellement par du travail au noir ou des trafics de son choix. Au lieu de peser lourdement sur le budget des États, par le biais des aides sociales de toutes sortes, ces individus retrouveraient une certaine utilité. Ils contribueraient à faire tourner la machine à consommer. L'argent qu'on leur « *donne* » reviendrait dans le circuit. On ne peut que s'opposer à une telle solution. Chacun doit trouver une place à sa mesure dans la production des conditions sociales d'existence du collectif auquel il appartient. De ce point de vue, aucun individu n'est « inutile ». Une société sans argent a besoin de l'apport de tous les individus qui la composent pour se développer.

Ce n'est pas la possession de l'argent qui stimule notre désir de vivre, c'est la possibilité de vivre au plus aigu de soi.

Le Média en 4-4-2 : Un élément attire notre attention dans les exemples d'un Monde sans argent que vous donnez : nous passerions d'une société qui nous impose ses produits, qui définit nos besoins, à un Monde sans argent où les individus peuvent pleinement exprimer leurs envies, leur personnalité, etc. C'est un basculement intégral ! Ce n'est plus la société qui encadre les individus, ce sont ces derniers qui façonnent la société dans laquelle ils vivent. Quel monde sont capables de construire ces individus, ainsi libérés ?

Gérard Leblanc : Vous avez tout à fait raison, c'est un « *basculement intégral* » qui nous amène à construire une culture qualitativement différente de la dialectique individu/collectif. Au lieu d'être façonnés par une société qui fonctionne au service d'une minorité (qu'elle soit esclavagiste, aristocratique, bourgeoise, bureaucratique, etc. selon les lieux et les époques), nous sommes façonnés par une société que nous aurons façonnée nous-mêmes en tant qu'individus librement associés. Aucune minorité ne s'interpose plus entre la redéfinition de nos besoins et les moyens de les satisfaire. Les obstacles rencontrés sont liés à l'état de nos connaissances mais aucun frein ne s'oppose plus à leur développement. Par ailleurs, chaque individu est reconnu dans sa singularité et il lui est permis de vivre au plus près de ses désirs et de ses possibles. La libération individuelle et l'émancipation sociale se conditionnent réciproquement. Nous nous réalisons en tant qu'individus et apportons au collectif le meilleur de nous-même. Il y a néanmoins beaucoup de chemin à parcourir dans nos têtes pour parvenir à ce résultat. Il faut nous persuader que chacune de nos actions trouverait en elle-même le principe et la finalité de son accomplissement. Beaucoup sont encore convaincus qu'un chirurgien n'opérerait plus s'il n'était pas payé pour ça ou qu'un peintre ne peindrait plus s'il n'émargeait plus au marché de l'art. C'est tout le contraire. Non seulement nous exercerions plus librement et plus complètement les activités que nous aurions choisies mais tous nos autres besoins seront satisfaits sans jamais plus en passer par la médiation de l'argent. Ce n'est pas la possession de l'argent qui stimule notre désir de vivre, c'est la possibilité de vivre au plus aigu de soi.

Il ne s'agit plus de se ranger derrière une avant-garde auto-proclamée mais de rassembler tous ceux chez qui la pulsion de vie l'emporte sur la pulsion de mort. Se libérer de la peur entretenue et attisée par les pouvoirs est le premier et peut-être le seul mot d'ordre.

Le Média en 4-4-2 : Pour que cette société sans argent émerge, il faut donc qu'un nombre suffisant d'individus aient fait ce chemin concernant leur lien à l'argent, et les représentations de ce dernier. D'ailleurs, avez-vous estimé cette masse critique nécessaire au *« basculement intégral* » (10 % ? La moitié de la population ?) ? Pensez-vous que les crises actuelles (on pense surtout à celle du Covid) jouent un rôle d'accélérateur historique dans ce processus ?

Gérard Leblanc : Les gouvernants ne nous parlent plus que de lendemains qui déchantent. C'est un vrai changement. Avant, on nous parlait toujours de la sortie du tunnel. Aujourd'hui, le tunnel ne semble plus avoir de sortie. Nous sommes confrontés à un état permanent de crise. La crise prend parfois figure de crise financière, parfois de crise sanitaire, parfois de crise écologique, parfois de crise guerrière. Les différents états de la crise s'accumulent et s'interpénètrent. Il semble bien que nous n'en sortirons jamais, avec une vie réduite à si peu de chose qu'il ne convient même plus d'en parler. Survivre est déjà un bien beau résultat. Cette situation peut inciter certains au nihilisme et au cynisme. Le Titanic est en train de couler mais il reste encore du champagne à bord. Buvons-le avant qu'il ne soit trop tard et que le champagne prenne le goût de l'eau. D'autres, plus nombreux, sont animés par la pulsion de vie et refusent de se laisser enfermer dans cette mort programmée. Les initiatives de vie se multiplient partout dans le monde. C'est sur elles que nous pouvons fonder

l'espoir d'une autre société libérée de l'argent et des conflits de toute nature qui en résultent. Impossible à quantifier, ce mouvement peut s'avérer déterminant. Il ne s'agit plus de se ranger derrière une avant-garde auto-proclamée, mais de rassembler tous ceux chez qui la pulsion de vie l'emporte sur la pulsion de mort. Se libérer de la peur entretenue et attisée par les pouvoirs est le premier et peut-être le seul mot d'ordre.

Le Média en 4-4-2 : Quelles sont justement les initiatives qui vous paraissent les plus intéressantes, ou les plus efficaces pour sortir de cette « *mort programmée* » ?

Gérard Leblanc : Ces initiatives sont prises par des individus qui, comme vous et moi, continueraient à exercer leur activité même s'ils n'étaient pas payés pour le faire ; qui considèrent que l'argent ne constitue pas un levier mais un frein au libre déploiement de leur activité ; qui ne subordonnent pas la satisfaction de leurs besoins à l'existence supposée irremplaçable de l'argent. Bien entendu, pour qu'une société sans argent prenne forme et consistance, il faut que de tels individus existent en nombre dans tous les secteurs de la société. Et c'est bien le cas, dans l'industrie comme dans l'agriculture, dans les services comme dans la culture et la recherche. Combien d'entre nous croient-ils encore à un système de « redistribution des richesses » ? Les richesses produites ne font qu'alimenter la fortune des plus riches, avec un salariat de plus en plus contraint et précaire et quelques miettes d'assistance sociale pour écouler les marchandises — souvent inutiles et/ou dangereuses — produites en surnombre ? Combien d'entre nous croient-ils encore qu'un meilleur usage de l'argent pourrait nous sauver, alors qu'il se trouve à la source de tous les conflits qui nous précipitent vers la mort programmée que j'évoque ? Les initiatives qui sont prises n'ont rien de spectaculaire. Il s'agit de nous mettre en contact les uns avec les autres et d'élargir le partage des questionnements pour mieux s'assurer de la pertinence des réponses. Des propositions organisationnelles comme celle de l'association MOCICA présentent de ce point de vue un réel intérêt. D'autres convergent dans le même sens. Il s'agit de rassembler des individus et des collectifs, aujourd'hui éparpillés et dont beaucoup se croient isolés. Se rassembler, non pour fixer les traits de la future société (cela se fera au fur et à mesure de sa construction), mais pour en définir les conditions initiales.

Élargir le partage : c'est après tout le résultat auquel peut prétendre la rédaction et la diffusion d'un livre.

Le Média en 4-4-2 : Depuis que votre essai est sorti, avez-vous eu des retours de lecteurs qui vous ont témoigné d'une prise de conscience grâce à celui-ci ?

Gérard Leblanc : Oui, cet essai incite à la réflexion et apparaît convaincant à beaucoup. Les doutes exprimés concernent moins le contenu du livre… que les autres. Cet essai est convaincant pour moi, mais le sera-t-il pour les autres ? Ne serons-nous pas seulement quelques-uns à penser ainsi ? Dans ce cas, toute action collective deviendrait impossible et ce livre resterait lettre morte. C'est un autre obstacle à lever. Parce que nous sommes aujourd'hui minoritaires, nous avons tendance à penser que nous le resterons. Or, je crois que les analyses esquissées ou développées dans cet essai correspondent aux intérêts de l'immense majorité d'entre nous et à l'état réel du monde. Il s'agit de convaincre les « autres » que ce que nous pensons peut être partagé par et avec eux. Élargir le partage : c'est après tout le résultat auquel peut prétendre la rédaction et la diffusion d'un livre.

Le Média en 4-4-2 : Merci Gérard pour le temps que vous nous avez consacré. Nous espérons que notre entretien donnera l'envie à nos lecteurs d'aller plus loin sur ce sujet en se procurant votre essai. Nous vous laissons le mot de la fin !

Gérard Leblanc : Merci de m'avoir posé des questions du point de vue du lecteur. C'est une façon de l'intégrer dans un livre qu'il n'a pas encore entre les mains. J'espère que mes réponses, même incomplètes ou trop rapides, inciteront certains à passer à l'acte.

JC - Une intention généreuse, un projet alléchant, mais qu'est-ce qu'il en est vraiment.

Une utopie sans transition politique, pour ne pas dire une arnaque qui s'inscrit dans la perspective de la Grande réinitialisation de l'économie par l'oligarchie financière de Davos ou le servage en guise de liberté, et ce n'est sans doute pas un hasard si l'association MOCICA a décidé de singer le Great Reset du Forum économique mondial en intitulant son entreprise "*Le Grand Projet*". Comment pouvez-vous être aussi catégorique si rapidement, c'est très simple.

Je me suis demandé comment ils comptaient faire pour se débarrasser du capitalisme et ses institutions, quel moyen politique avaient-ils trouvé, la réponse est simple, aucun, mieux, cela ne se discute pas, par conséquent cela signifie qu'ils poursuivent forcément un autre objectif, souvenez-vous qu'ils ne sont pas les seuls actuellement à vouloir se débarrasser de l'argent. Prouver-le, rien de plus simple, ils l'ont écrit eux-mêmes, il suffit de savoir lire.

J'en veux pour preuve, que dans leur formulaire d'adhésion ils appellent les futurs adhérents à éviter "*les sujets clivants (Vaccin / Végan / Religion / Théorie du complot / Racisme / Politique / etc.)*", et "*de faire preuve de respect, de pondération, de civisme et d'ouverture aux avis des autres dans mes publications ou lors de mes échanges dans les assemblées*" donc de pratiquer l'autocensure comme dans les sectes, et comme toute discussion politique sérieuse sera bannie, on ne saura pas comment ils comptent se débarrasser des institutions politiques du capitalisme, on croit savoir qu'à Davos ils ont une réponse toute prête, le passage à la monnaie numérique dans le cadre de l'imposition d'un pass numérique intégral qui coïnciderait avec la perte totale de liberté de la population, et l'instauration d'un gouvernement mondial totalitaire qu'ils dirigeraient. Une fois mis en place, effectivement il n'y aurait plus de monnaie, on n'aurait plus le contrôle de nos comptes en banque, toute transaction serait sujette à une autorisation préalable délivrée par les autorités et pourrait être refusé parce que nous aurions eu un comportement défiant les normes en vigueur dictées par ces tyrans...

Leur référence.

Le Rapport Meadows présenté au public le 1er mars 1972, à partir d'une commande faite par le Club de Rome (créé en 1968) au Massachusetts Institute of Technology (MIT) en 1970.

Qu'est-ce que le Club de Rome ?

Une émanation de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) chargée de promouvoir le libéralisme économique, tout un programme ! La seconde réunion du Club de Rome recevra l'appui de la fondation Rockefeller, comme dirait l'autre suivez la piste de l'argent ! Il est à l'origine de l'écologie politique dont on subit les ravages aujourd'hui. On lui doit les notions de développement durable et d'empreinte écologique... (Source : Wikipédia)

Ca vous ira comme explication ?

J'allais oublier de souligner qu'ils ont commis l'exploit de ne pas citer une seule fois Marx et le communisme, le théoricien par excellence de la liberté, du monde débarrassé de la monnaie, et qui a proposé des moyens politiques pour y parvenir… Une parodie ou une caricature du communisme.

https://mocica.org/dossiers/
https://app.mocica.org/Identity/Account/Register

DOSSIER UKRAINIEN.

Le département US de la Défense honore des soldats bandéristes - Réseau Voltaire 2 septembre 2022

Le département US de la « *Défense* » a organisé, du 19 au 28 août 2022, les Warrior Games au complexe sportif du Walt Disney World Resort de Floride. 300 athlètes, blessés ou invalides, y ont participé.

Les prix ont été remis par l'humoriste et journaliste Jon Stewart (aujourd'hui sur Apple TV), très populaire chez les jeunes.

Une importante délégation ukrainienne en était l'invitée d'honneur. Elle avait été préparée, durant un mois, au Royaume-Uni. Elle a raflé 57 médailles.

Parmi les athlètes honorés figurent Ihor Halushka du régiment Azov et Yulia Palevska du Secteur droit ; deux soldats « *nationalistes intégraux* ».

La participation de soldats bandéristes à des jeux organisés par le secrétariat à la Défense ne peut s'expliquer que par la progression de l'ordre secret Centuria au sein des armées occidentales. Réseau Voltaire 2 septembre 2022

Propagande ou allégation des porte-parole du régime néonazi de Kiev mis en place par Washington ou l'Otan.

J-C - Alors qu'ils ont fui les bombardements et les exactions commis par l'armée régulière ukrainienne et les néonazis avec la protection de l'armée russe.

Un rapport de Human Rights Watch pointe le transfert forcé de civils ukrainiens vers la Russie - RFI 31 août 2022

Ce jeudi 1er septembre, l'ONG de défense des droits de l'homme Human Rights Watch publie un rapport sur les transferts forcés de civils ukrainiens, fuyant la guerre, vers le territoire russe. Une pratique qui semble très répandue, sachant que 2,8 millions d'Ukrainiens sont arrivés sur le sol russe depuis le début de la guerre, ainsi que l'affirmait fin juillet l'agence de presse russe TASS. **RFI** 31 août 2022

J-C - Alors que c'est l'armée ukrainienne qui n'a de cesse de la bombarder.

A défaut de réparations de guerre, la Pologne pourrait s'emparer d'une partie de l'Ukraine et le justifier ainsi ?

La Pologne réclame 1 300 milliards d'euros à l'Allemagne au titre de réparations de guerre - Journal du Dimanche 1 septembre 2022

Près de 80 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Pologne a réclamé jeudi son dû à l'Allemagne qui l'avait envahi puis occupé pendant plusieurs années. Un préjudice estimé selon le gouvernement polonais à 1 300 milliards d'euros. Mais quelques heures après la formulation de cette requête, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères allemand a réagi de façon très ferme en estimant que la question des réparations polonaises était « close ». Pour la Pologne, ce montant correspond en très grande majorité à « la compensation pour la mort de plus de 5,2 millions de citoyens polonais », a souligné Jaroslaw Kaczynski, chef du parti Droit et Justice (PiS) au pouvoir qui est également numéro 2 du gouvernement.

JC - A ce compte-là, la Russie devrait réclamer 6 500 milliards d'euros à l'Allemagne !

Le Kazakhstan interdit le recyclage des armes soviétiques vers l'Ukraine - Réseau Voltaire 29 août 2022

Le Kazakhstan a, en définitive, admis qu'un stock d'anciennes armes soviétiques était recyclé par Technoexport vers l'Ukraine via la Jordanie.

Le gouvernement kazakh a immédiatement interdit toute exportation d'armes vers l'Ukraine jusqu'au 31 décembre 2023. Des sanctions ont été prises contre les fonctionnaires qui avaient autorisé ce trafic.

Zaporijjia : La Russie a insisté pour avoir une inspection l'AIEA et non le contraire - lemediaen442.fr 29 août 2022

La propagande occidentale continue son petit bout de chemin Ainsi, les médias occidentaux affirment que c'est l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) qui a incité la Russie à autoriser une inspection. Ce qui est totalement faux. Alors que la centrale nucléaire de Zaporojia est aux mains du Kremlin et protégée par lui, Kiev a joué un jeu dangereux en bombardant l'édifice tout en accusant la Russie de s'auto-bombarder avec des armes américaines livrées à l'Ukraine (sic).

C'est dans ce genre de désinformation que les médias mainstream occidentaux déshonorent un peu plus la déontologie du journalisme. Avec, cette fois-ci, une infox grossière que dénonce la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova : « *Je veux exhorter tout le monde à ne pas réagir à ces informations ni à ces infox diffusées par les Occidentaux selon lesquelles ce sont eux qui auraient convaincu la Russie de tenir une inspection, qui auraient utilisé tout leur art diplomatique pour nous en persuader. Ce n'est pas vrai, c'est un mensonge. Nous assistons d'ores et déjà à des tentatives de présenter le sujet de cette façon et je préviens tout le monde que la campagne d'information se déroulera dans cet ordre d'idées.* » Et d'ajouter « *Moscou a demandé, insisté, afin d'obtenir l'entier accord de l'AIEA et de son directeur général.* »

Moscou espère qu'une mission d'inspection de l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporojie se tiendra indépendamment de l'influence destructrice de Kiev, a déclaré ce dimanche à la télévision russe la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

« *Nous partons du fait qu'elle [l'inspection de l'AIEA] doit avoir lieu indépendamment de l'impact destructeur du régime de Kiev et tous ceux qui se tiennent derrière, tous ceux qui utilisent le site nucléaire comme un simple outil même plus de chantage mais de terrorisme, a-t-elle indiqué. Parce que ce à quoi se livre le régime de Kiev autour de la centrale nucléaire de Zaporojie est du terrorisme nucléaire. Et ce dernier ne relève pas uniquement de ceux qui détiennent des armes nucléaires ou des armes nucléaires sales, cela peut arriver comme nous le voyons maintenant.* »

Mais avec Rafael Grossi, Directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le cinéma continue. L'homme à publié une photo ridicule en mode Avengers sur Twitter… : « *Le jour est venu, la Mission d'appui et d'AIEA à Zaporojie est désormais en route. Nous devons protéger la sûreté et la sécurité de Ukraine et de la plus grande installation nucléaire d'Europe.* » lemediaen442.fr 29 août 2022

DOSSIER SANTÉ

Totalitarisme et massacre de masse, eugénisme. Comment les trusts agro-alimentaires vous empoisonnent ou attentent délibérément à votre santé.

Les boissons au cola dangereuses pour le cerveau ? Une étude le suggère - Yahoo Actualités 29 août

Ces boissons sucrées n'ont décidément rien pour elles. Si le risque pour les dents ou l'impact sur la prise de poids étaient déjà bien identifiés, les sodas au cola continuent de faire l'unanimité... contre eux. Une nouvelle étude, menée par des chercheurs brésiliens et polonais - et relayée par La Dépêche -, s'est intéressée à d'autres conséquences induites par une consommation de soda au cola.

En plus d'impacter négativement le corps humain, ces boissons pourraient aussi provoquer des dommages... au cerveau. Ces conclusions ont été publiées dans le journal Experimental Gerontology. Ainsi, les scientifiques ont constaté que les colas altéraient la mémoire, l'attention et la capacité de jugement de certains événements chez des rongeurs. "*Les boissons gazeuses à base de cola induisent des troubles de la mémoire à différents âges*", écrivent les chercheurs. Ce n'est pas tout, ces boissons pourraient aussi provoquer des troubles au niveau de l'hippocampe, la zone du cerveau qui assure les souvenirs et la capacité d'apprentissage.

Ces résultats ont été constatés suite à l'examen de cerveaux de rats qui ont consommé des boissons au cola. Les chercheurs ont séparé les rats en trois groupes en fonction de l'âge. Pour tester les fonctions cognitives, les rongeurs ont été mis dans un labyrinthe.

Les conséquences néfastes ont été constatées chez les rongeurs de tous les âges : "*Par conséquent, les résultats montrent que la consommation de boissons gazeuses à long terme entraîne des troubles de la mémoire et un stress oxydatif. Le plus jeune (rat) semble être plus sensible aux altérations du comportement des boissons gazeuses ; cependant, les boissons gazeuses ont provoqué des altérations du système oxydatif à tous les âges évalués*". Yahoo Actualités 29 août

Les médecins sont des sadiques. Ils existent des molécules ou des traitements peu coûteux qui permettent de soigner le cancer.

Le cancérologue Laurent Schwartz : « À l'article de la mort, des cancéreux ne meurent pas… que se passe-t-il ? » - lemediaen442.fr 30 août 2022

Le Dr Laurent Schwartz était invité sur Beur FM pour présenter son livre « *Les clés du cancer : Une nouvelle compréhension de la maladie – Les principes du traitement métabolique* ».

Lors de cette interview, le cancérologue avouera humblement que « *Les malades semblent souvent beaucoup plus informés que les institutionnels.* » Et pour cause : notre médecin voit défiler des cancéreux qui, selon le dogme scientifique de Big Pharma, doivent décéder mais ne meurent pas. « *Des malades dont on sait, en tant que cancérologue, qu'ils devraient mourir mais ne meurent pas ou qui meurent plus lentement… J'en vois passer tout de même fréquemment qui ne devraient plus être là. Et quand on les écoute, on se dit évidemment que se passe-t-il ?* » Une fois la question posée, le Dr Laurent Schwartz se retrouve en position d'apprenti face à des patients. « *Et ce à quoi je crois, c'est que les malades éclairent ce que nous croyons avoir compris.* »
Bleu de méthylène, dioxyde de chlore, régime… sont les cauchemars de Big Pharma et ils ne coûtent rien. « *Il y a aujourd'hui une forme de dissociation dans la société. Les malades semblent souvent beaucoup plus informés que les institutionnels et, en même temps, les preuves de l'efficacité de ces traitements complémentaires ne sont pas encore là.* » lemediaen442.fr 30 août 2022

[AVS] Les clefs du cancer, comprendre pour guérir ! - Dr Laurent Schwartz

https://www.youtube.com/watch?v=_kq3FX9B4-8

«*La France pays du tiers monde*»: l'affluence devant la Maison de santé d'Evron suscite l'indignation - RT 3 septembre 2022

Comme en témoigne une vidéo partagée le 2 septembre par France Bleu, l'arrivée probable d'un nouveau médecin dans la commune d'Evron, en Mayenne, a provoqué une impressionnante file d'attente devant la Maison de santé de la ville. «*Plus de 120 personnes font la queue cet après-midi devant la Maison de Santé d'Evron pour s'inscrire auprès du nouveau médecin qui s'installe dans la commune*», a commenté la radio sur les réseaux sociaux.

Ainsi que l'a rapporté de son côté Ouest-France, l'affluence constatée s'explique par le fait que beaucoup d'habitants de la communauté de communes des Coëvrons «*n'ont plus de médecin généraliste à la suite du départ en retraite de plusieurs professionnels de santé à Evron*».

Dénoncé de longue date, le phénomène de désertification médicale tend à couper une partie de la population de l'accès aux soins. RT 3 septembre 2022

Etats-Unis. Comment ils éliminent leur propre population.

En 2021, l'espérance de vie a encore reculé aux États-Unis - courrierinternational.com 31 août 2022

L'espérance de vie dans la première économie mondiale continue de baisser. Selon les dernières statistiques officielles, elle atteint désormais 76 ans, soit 4 ans de moins qu'en 2019. En cause : le Covid-19. (Plutôt le refus de soigner les malades ou les injections géniques. JC)

Il s'agit, selon The New York Times, de "*la plus forte baisse sur deux ans en près d'un siècle, rappel brutal du prix payé par la nation du fait de la pandémie de Covid encore en cours*". Le journal indique que plus de 1 million d'Américains sont morts en raison du Covid-19 "*malgré la disponibilité des vaccins*". (**Lire à cause des « *vaccins* » et le refus de traiter les patients avec l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine, la vitamine D combinée à un antibiotique notamment. - JC**)

Une chose est sûre, résume Robert Anderson, statisticien au Centre national de statistiques sur la santé : "*Beaucoup plus de personnes meurent plus vite qu'elles ne le devraient*." (**Surtout des jeunes auparavant en bonne santé, avant d'avoir été piqués avec leur poison. JC**)

États-Unis : pour Joe Biden, les partisans de Donald Trump "*veulent ramener le pays en arrière*" - BFMTV 2 septembre 2022

Et le massacre va continuer ou s'amplifier.

Covid-19 : face au variant Omicron, les États-Unis valident la nouvelle version des vaccins Pfizer et Moderna - lejdd.fr 31 août 2022

Les autorités sanitaires américaines ont pris de nouvelles dispositions mercredi contre le Covid-19. Pour s'éviter une nouvelle vague à l'automne, elles ont approuvé une nouvelle version des vaccins Pfizer et Moderna . Ce « *nouveau vaccin* » cible principalement le variant Omicron et ses sous-variants, BA.4 et BA.5. Les deux vaccins actualisés sont autorisés pour une dose de rappel, dès 12 ans pour celui de Pfizer, et à partir de 18 ans pour celui de Moderna. Ces vaccins doivent « *procurer une protection accrue contre le variant Omicron actuellement en circulation* », a écrit l'Agence américaine des médicaments (FDA) dans un communiqué.
Mimétisme.

Le Royaume-Uni autorise le nouveau vaccin Pfizer ciblant Omicron - AFP 3 septembre 2022

Le régulateur britannique du médicament a annoncé samedi avoir approuvé une nouvelle génération du vaccin contre le Covid-19 de Pfizer/BioNTech visant le variant Omicron.

GREAT RESET. MYSTIFICATION ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Conseil de défense, la rhétorique de la guerre permanente contre le peuple.

Après le « *Conseil de défense covid* », place au « *Conseil de défense énergie* » avec son Pass énergie et son rationnement ! - lemediaen442.fr 30 août 2022

Si vous avez aimé les restrictions covid, vous allez adorer le rationnement. Et gare aux récalcitrants, à qui on pourra couper le gaz et l'électricité.

En préambule de cet article, rappelons à nos lecteurs que la crise peut s'arrêter demain en stoppant les sanctions contre la Russie qui, par l'incompétence de nos élites, enrichissent la Russie. Pourquoi la France devrait se sacrifier pour l'Ukraine de Zelensky qui n'a pas respecté les accords de Minsk ? La Russie est tout-à-fait ouverte au retour à la normale… et s'étonne du suicide de la France pour les beaux yeux du président Joe Biden.

Avec l'augmentation des prix de l'énergie, le président Macron a décidé d'un seul homme qu'il tiendra un Conseil de défense vendredi matin sans tenir compte du Parlement, qui pourra tout de même regarder ça de loin. L'hiver approche comme un virus, c'est l'occasion de refaire un remake du Conseil de défense sanitaire, avec une succursale décisionnaire où l'astuce du secret défense ne laisse rien filtrer… le cabinet de conseil américain McKinsey y veille. Selon Franceinfo. Le Premier ministre, Élisabeth Borne, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, ou encore le ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, y participeront.

C'est à Élisabeth Borne, face au Medef le 29 août 2022, qu'est revenu d'expliquer le pourquoi de tout ce ramdam et des mauvais jours à venir : « *Vous avez entendu tout à l'heure le témoignage poignant du président Zelensky. Je veux ici, à nouveau, assurer l'Ukraine du total soutien de la France. Nous serons à ses côtés jusqu'au bout. Oui, ces sanctions ont un coût. Nous le savons et le président de la République l'a rappelé : la liberté a un prix. Oui, aussi, cette guerre a des conséquences lourdes, durables.* »

Le Premier ministre annonce exécuter l'agenda dicté par le président ukrainien (Joe n'est jamais très loin) et se félicite d'un paquet de sanctions contre la Russie tout en étant inquiète que le Kremlin coupe le gaz à la France. Attention au discours qui va suivre, c'est un exercice qui frôle la schizophrénie : « *Nous avons adopté sept paquets de sanctions contre la Russie. Des sanctions contre le secteur financier et des restrictions commerciales majeures dans un grand nombre de domaines. […] Mais au moment où nous parlons, un nouveau défi nous attend, une nouvelle urgence : si la Russie venait à couper totalement ses exportations de gaz vers l'Europe, les conséquences seraient massives. […] nous savons que l'Europe manquera de gaz cet hiver. Il n'y a pas d'alternative immédiate pour compenser.* » Madame Borne pousse donc la Russie à sanctionner la France au risque de mettre les Français dans une situation désastreuse. Une citation se prête parfaitement à la situation : « *Quand on pousse la porte du saloon avec le pied, faut pas s'étonner qu'elle vous revienne dans les couilles*« .

Dans cette optique d'une politique caractérisée par des troubles récurrents de l'humeur (bipolaires), Élisabeth Borne nous annonce que « *face aux menaces de pénurie de cet hiver, nous n'avons qu'une seule voie : la baisse de la consommation d'énergie* ». Et pour cela, comprenez bien chers Français, il y aura des restrictions, des interdictions et des sanctions. A la rédaction, nous prenons un peu d'avance et nos lecteurs ne sont plus dupes de l'agenda qui se met en place à l'identique des deux dernières années Covid.

Mais pour que le plan fonctionne, il faut d'abord accuser le peuple d'être responsables des décisions criminelles du gouvernement : « *Alors, notre première urgence, c'est d'arrêter dès maintenant toutes les consommations d'énergie qui ne sont pas indispensables. […] La sobriété, c'est aussi notre responsabilité, en tant que citoyens. Chacun doit s'interroger sur ce qu'il peut faire pour consommer moins, à son niveau et compte tenu de ses moyens.* »

Déjà, à la lecture de ce qui précède, on se dit qu'on est mal, comment faire pire ? Justement, y'en a encore : la ministre annonce le rationnement. Non vous ne rêvez pas, « *Si nous devions en arriver au rationnement, les entreprises seraient donc les premières touchées. Et nous devons malheureusement nous y préparer.* » Le gouvernement s'attaquera d'abord aux entreprises pour ensuite s'attaquer aux citoyens un peu trop gourmands sur le chauffage quand il fait – 10 degrés à l'extérieur.

On vous laisse rêvasser sur le prochain pass énergie qui va se mettre en place dans chaque foyer, avec les restrictions qu'il faudra respecter à la lettre sous peine de se voir couper l'électricité, le gaz… et autres amendes !

Le président d'EDF critique Emmanuel Macron sur la crise énergétique - lemediaen442.fr 31 août 2022

Selon Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF, il n'y aurait pas de hausse des prix de l'énergie en France s'ils n'étaient pas indexés, via l'Union européenne, sur ceux du marché mondial.

Macron a décidé de fermer les réacteurs nucléaires qui ont fait leur temps. Très bien. Les deux réacteurs nucléaires de Fessenheim raccordés au réseau depuis 1977 et prévus pour durer 40 ans ont été fermés en 2020. Mais par quoi les remplacer ? Par l'EPR ? Celui de Flammanville devait prendre la relève, mais… depuis 2007, le chantier a cumulé 10 ans de retard et 9 milliards de coût supplémentaires à cause de « *défauts* ». À EDF, le personnel compétent est mobilisé par la démolition des centrales. Embauches gelées, transmission du savoir arrêtée : EDF est déclarée sans avenir. Pour la construction des EPR, il manque du personnel qualifié, d'où les « *défauts* ». EDF va donc former des soudeurs de haut niveau. Quand seront-ils opérationnels ? Quand les EPR pourront-ils démarrer ? Macron n'attend pas : les 12 autres réacteurs devront être fermés entre 2025 et 2035. Il a donc prévenu les Français qu'ils auront froid cet hiver. Quant aux entreprises, face à leur note d'électricité, elles devront fermer. La destruction est bien en cours.

Abondance : Les dividendes versés par les grandes entreprises ont atteint un niveau record de 44 milliards d'euros au deuxième trimestre en France Ouest-France Jeudi, 25 Août 2022

Une étude menée par le cabinet Janus Henderson indique que les dividendes versés par les grandes entreprises ont atteint au 2e trimestre 2022 des niveaux records. Au total, 544,8 milliards de dollars ont été versés entre avril et juin, dont environ 44 milliards en France.

Les grandes entreprises du monde entier ont continué de verser au cours du deuxième trimestre des dividendes à des niveaux records, redistribuant à leurs actionnaires les colossaux profits de l'année passée, selon une étude trimestrielle publiée ce mercredi 24 août 2022.

44,3 milliards d'euros versés par les grandes entreprises françaises au 2e trimestre

En France, un nouveau record en euros même été battu pour un deuxième trimestre, avec 44,3 milliards d'euros versés, selon les données collectées par le gérant d'actifs Janus Henderson.

Dans le pays, « *les dividendes ont augmenté de 32,7 % au deuxième trimestre* », soit un rythme « *supérieur à la moyenne européenne* » souligne Charles-Henri Herrmann, directeur du développement France et Bénélux de Janus Henderson, cité dans le rapport.

BNP Paribas en tête du palmarès français des dividendes

En revanche, converti en dollars, le montant des dividendes en France n'atteint pas de record, du fait de la baisse de la monnaie européenne face à la devise américaine. Tous les dividendes sont convertis en dollars dans l'étude pour pouvoir établir des comparaisons.

Quatre entreprises françaises figurent dans le top 20 des plus gros verseurs du trimestre, avec BNP Paribas (6e), Sanofi (10e), Axa (12e) et LVMH (14e). Elles avaient cumulé 35 milliards d'euros de bénéfices nets en 2021.

Cette étude est publiée alors que le gouvernement français, contrairement au choix fait par d'autres pays, s'est montré défavorable à une taxe sur les bénéfices exceptionnels des grands groupes, notamment dans le secteur de l'énergie.

Dans le monde, le montant des dividendes versés en hausse de 11 %

Avec 544,8 milliards de dollars entre avril et juin versés dans le monde sous forme de dividendes, les 1 200 entreprises étudiées par le gestionnaire d'actifs ont en moyenne distribué 11 % d'argent de plus qu'au cours de la même période l'an passée.

Il s'agit d'un nouveau record pour un deuxième trimestre, après un début d'année déjà faste. Sans compter les effets de changes ou les versements extraordinaires, la progression atteint même 19,1 %.

Sur le plan mondial, 94 % des entreprises ont maintenu ou augmenté leurs versements au cours du deuxième trimestre.

Le pétrolier brésilien Petrobras en tête du classement mondial

Dans le top 10 des plus importants redistributeurs, outre BNP-Paribas (6e) déjà cité, on retrouve le pétrolier brésilien Petrobras (1er), la minière anglo-australienne Rio Tinto (3e), le groupe allemand Mercedes-Benz (5e) mais aussi l'assureur allemand Allianz (8e).

« *La plupart des entreprises européennes n'effectuant qu'un seul versement par an, le deuxième trimestre 2022 a marqué pour bon nombre d'entre elles le retour à des versements de dividendes normaux pour la première fois depuis 2019* », rappelle le rapport.

Une dynamique qui va s'essouffler

Avec cette dynamique, Janus Henderson a encore révisé à la hausse les estimations pour l'année 2022, avec des dividendes qui devraient atteindre selon eux 1 560 milliards de dollars, une hausse de près de 6 % par rapport à 2021.

Youpi, les vases communicants ou comment ils se goinfrent sur le dos des peuples.

Les revenus de la Russie augmentent grâce aux sanctions prises contre elle - Réseau Voltaire 27 août 2022

C'est difficile à admettre pour les Occidentaux, mais les sanctions prises contre la Russie à la suite de sa mise en application des Accords de Minsk dont elle était garant (application qualifiée d'« agression » par les Occidentaux), lui sont en réalité profitables.

Selon le président Vladimir Poutine lors de son entrevue avec le directeur du fisc russe, Daniil Yegorov, les revenus de la Fédération de Russie lors du premier semestre 2022 ont augmentés de 32 %, principalement en raison de la hausse des prix de l'énergie.

Le recul brutal de l'économie russe lors des « sanctions » occidentales a donc été largement résolu et l'isolement par eux-mêmes des Occidentaux du reste du monde favorise l'économie russe. Il resta à voir quelles seront les conséquences du reflux vers l'Occident des dollars habituellement utilisés sur le marché international de l'énergie. Pour le moment, il provoque une inflation, variant entre 6 et 17 %, partout dans le monde, Russie comprise.

Les groupes pétroliers chinois engrangent des bénéfices record - Capital 29 août 2022

Les voynats sont au vert pour les groupes pétroliers chinois. Les géants du pétrole Sinopec, PetroChina et Cnooc ont dégagé au premier semestre des bénéfices en forte hausse, galvanisés par la flambée des prix de l'énergie depuis l'invasion russe en Ukraine. Le groupe public Sinopec, premier raffineur d'Asie, a annoncé dimanche un bénéfice net de 43,53 milliards de yuans (6,37 milliards d'euros) entre janvier et juin, en hausse de 10,4% sur un an.

De son côté, PetroChina, entité cotée du géant pétrolier public CNPC, a réalisé au premier semestre un bénéfice net de 82,39 milliards de yuans (12,05 milliards d'euros), en hausse de 55,3% sur un an. Selon l'agence Bloomberg, il s'agit d'une performance semestrielle historique pour le premier producteur de brut chinois. L'an dernier à la même période, PetroChina avait engrangé 53 milliards de yuans de bénéfices. Au premier semestre, certains "facteurs géopolitiques comme la crise ukrainienne ont entraîné une augmentation significative du prix moyen" du pétrole au niveau mondial, a souligné l'entreprise lors de l'annonce de ses résultats jeudi.

Pour sa part, China National Offshore Oil Corp (Cnooc), plus gros producteur chinois de gaz et de pétrole en mer, a plus que doublé son bénéfice net au premier semestre.

Des failles existent dans leur dispositif totalitaire.

Réseaux mondiaux américains

https://reseauinternational.net/reseaux-mondiaux-americains/

Fox News – la présentatrice Tulsi Gabbard : « *Joe Biden veut diriger le Nouvel Ordre mondial au risque de la catastrophe nucléaire* » - lemediaen442.fr 28 août 2022

Nous avons traduit une vidéo (voir ci-dessous) de Fox News, chaîne d'information la plus regardée aux États-Unis devant ses concurrentes CNN, MSNBC… Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils ont un temps d'avance sur nos médias mainstream. Venue remplacer Tucker Carlson, Tulsi Gabbard s'improvise présentatrice— anciennement représentante des États-Unis — et dit clairement ce que les « complotistes » claironnent à longueur de journée. Fox News pointe du doigt la responsabilité du président des États-Unis, Joe Biden, concernant la situation énergétique catastrophique de l'Europe « Tout cela est à cause de Joe Biden, ce n'est rien d'autre qu'un état de siège moderne » et de souligner que les sanctions contre Poutine ont échoué : « *Les revenus énergétiques de la Russie sont plus élevés aujourd'hui qu'avant le début de la guerre en Ukraine. Il y a un problème d'approvisionnement créé par Joe Biden.* »

L'ancienne représentante des États-Unis prévient du jusqu'au-boutisme maléfique de la Maison-Blanche : « *Aucun coût, aucune quantité de morts, de destruction et de souffrance n'empêchera Washington de poursuivre son programme.* » Prenant l'exemple des propos de l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright, qui répondait à la question d'une journaliste sur les 500 000 enfants irakiens morts… « *Est-ce que ça en valait la peine ?* » Réponse : « Je pense que c'est un choix très difficile. Mais nous pensons que le prix en valait la peine », Fox News regarde la réalité en face et dénonce la folie du président Biden de vouloir diriger coûte que coûte le Nouvel Ordre mondial au prix de millions et millions de morts, jusqu'à la catastrophe nucléaire, s'il le faut. « *Il s'agit même d'instaurer, je cite : "un Nouvel Ordre Mondial", "Nous devons le diriger", dit-il. Et c'est exactement ce qu'il essaie de faire, même si cela signifie nous amener au bord de la catastrophe nucléaire.* »

Pour défendre l'Ukraine et le monde libre, c'est-à-dire le monde dominé par les États-Unis, nous devons accepter avec enthousiasme une période de pénurie d'énergie. Finie l'abondance, terminée l'insouciance ! Les sanctions plombent l'économie des pays européens, mais pas celle de la Russie, bien au contraire. Pourtant cela en vaut la peine, c'est Joe Biden qui nous le dit. On aurait mauvaise grâce de ne pas le suivre sur cette voie. Comment ne pas faire confiance aux États-Unis qui sont allés lâcher la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki, qui sont responsables du million et demi de morts en Irak, dont 500 000 enfants, et ont fait la guerre en Corée, en Iran, au Guatemala, en Indonésie, au Liban, au Viêt-Nam, au Cambodge, au Laos, au Brésil, au Panama, en République dominicaine, au Chili, en Afghanistan, au Salvador, au Nicaragua, en Libye, en Irak, en Somalie, en Yougoslavie… Il faudrait être bien malveillant pour y voir autre chose que la défense de la liberté. lemediaen442.fr 28 août 2022

INSTRUMENTALISATION DU CLIMAT.

Le coupable : les peuples des pays en développement.

Quand la planète mange toujours plus de viande - Le Point.fr 31 août 2022

Selon les données de la FAO, la consommation mondiale de viande a été multipliée par près de cinq au cours des soixante dernières années, passant de 71 millions de tonnes en 1961 à 339 millions de tonnes en 2021, parmi lesquelles 133 millions de tonnes de poulets, 110 millions de tonnes de porcs, 72 millions de tonnes de bœufs et 16 millions de tonnes de moutons. Selon les dernières prévisions de la FAO, la consommation mondiale de viande devrait encore progresser de 15 % d'ici

à 2031 (+ 17 % pour le porc, + 16 % pour le poulet, + 4 % pour le bœuf), une hausse pour les trois quarts due aux pays en développement.

La consommation mondiale de viande par habitant a augmenté d'environ 20 kilos depuis 1960 pour s'établir à 43 kilos. C'est à Hongkong qu'on en mange le plus (137 kilos par habitant en 2017), devant les États-Unis (124,1 kg), l'Australie (121,6) et l'Argentine (109,4). C'est en Inde (3,8 kg par habitant en 2017), au Bangladesh (4,04 kg) et en Éthiopie (5,4 kg) qu'on en mange le moins. En Chine, la consommation de viande par habitant a été multipliée par près de vingt depuis 1960, passant de 3,3 kg à 60,6 kg.

Elle est évaluée dans l'Union européenne à 81 kilos par an et par habitant, l'Espagne arrivant en tête (100 kg), devant le Portugal (94 kg), la Pologne (89 kg) et l'Allemagne (88 kg), contre seulement 43 kg en Bulgarie. Selon le ministère de l'Agriculture, la consommation de viande par habitant a progressé en France de 0,7 % en 2021 pour s'établir à 85,1 kg, dont 31,7 kg de porc, 28,6 kg de volaille, 22,1 kg de veau et de bœuf et 2,2 kg de mouton. Elle se situait à 44 kilos en 1950 et avait atteint un pic de 94 kg en 1998. Le Point.fr 31 août 2022

Commentaires d'internautes.

1 - Ce qu'oublie le titre

C'est que pendant cette période la population mondiale a été multipliée par 2. Donc rien de nouveau à part rendre les français encore plus inquiets pour leur avenir.

2 - La planète mange toujours plus de viande !

Enfin une explication simple et claire de la cause du réchauffement climatique. Plus de viande, donc plus de vaches, donc plus de flatulences, donc plus de gaz à effet de serre. Il faut donc contraindre cette vilaine planète carnivore à devenir végétarienne. À défaut, une loi pour interdire aux vaches de péter ?

3 - Le boeuf et le poulet...

Finalement la consommation de viande baisse : 94 kg en 1998, 85 kg en 2021, moins 9, 6 %. Cela aurait pu être le tire de l'article, puisque c'est sa conclusion !

4 - Photo maladroite

C'est dommage de choisir une photo de viande de bœuf pour illustrer l'article !
Alors que l'augmentation de consommation concerne surtout la volaille et le porc.

Par ailleurs la viande de bœuf est la seule qui peut être produite à la partir d'herbe et qui entre donc moins en concurrence avec l'alimentation humaine que la viande de porc ou de volaille à base de céréales qui peuvent aussi être consommées directement par l'homme...

A moins que certains broutent de l'herbe...

Sans parler du bien-être animal, la vache est l'animal qui passe dans sa vie le plus de temps en plein air... Contrairement à l'élevage intensif de proc et volaille, sauf exception...

Pourquoi toujours accuser la viande bovine ?

5 - D'un autre côté...

Les élevages produisent de la viande et des déchets : le fumier. Ce fumier est indispensable aux cultures bio : pas de bio sans élevage. Dans les pays qui encouragent le bio, il vaudrait donc mieux encourager la consommation de viande afin que les cultivateurs aient le fumier dont ils ont besoin pour engraisser leurs cultures...

6 - Viande = symbole d'une vie heureuse ?

La répartition indiquée des plus gros mangeurs de viande et des moindres semble signifier que plus un pays se développe, plus il mange de viande. La question à poser à Mme Sandrine Rousseau serait donc : veut-elle d'un monde qui ressemble à l'Europe ou d'un monde qui ressemble à l'Ethiopie et au Bangladesh ? A un moment donné, l'idéologie doit laisser sa place aux faits. Il y a de vrais êtres humains qui sont concernés. Et pour le coup, c'est plutôt contre la démographie excessive qu'il faut lutter. 8 milliards c'est déjà trop. Et là, on n'entend plus EELV.

7 - Délicieux !

Manger un bon steak, ou autre morceau de viande rouge, du boucher de temps en temps, c'est tellement délicieux. Ce sont les abus qui sont nuisibles pour la santé. Et s'il vous plait, ne parlons pas des effets sur l'environnement, quand tant de gens prennent l'avion à tort et à travers tous les jours. Et la voiture plutôt que d'emprunter les transports en commun ou faire du covoiturage.

8 - Cela semble suivre la démographie

Et pour une moindre part l'augmentation du pouvoir d'achat ! Rien d'anormal si ce n'est le surpoids d'une partie de la population, principalement dans les couches les moins aisées.

JC - Je prendrai le contre-pied de ces commentaires qui ne manquent pas de perspicacité, mais n'abordent pas une question qui me taraude depuis un moment : En admettant qu'il y en ait un, quel est l'impact sur le comportement des hommes ou leur psychologie, de l'assassinat d'animaux pour leur consommation après les avoir généralement élevés et abattus dans des conditions effroyables ? Au-delà, leur indifférence aux guerres, génocides et autres famines orchestrées par les grandes puissances qui broient des peuples entiers a-t-elle une répercussion sur leur mental, la manière dont ils perçoivent leur condition, les autres, la société, la nature, les autres espèces ?

La barbarie dont les hommes font preuve envers les animaux, ainsi que l'hypocrisie qui l'entoure, pourrait rappeler celles dont ils font preuve entre eux. Par exemple, en Inde se sont des musulmans ou des chrétiens qui abattent les vaches que les hindous vont manger ensuite. Ailleurs en occident, il est de bon ton de verser une larme sur le sort des animaux qu'on maltraite ou abandonne par ailleurs, de se gaver de médicaments ou vaccins des trusts pharmaceutiques, après qu'une multitude d'animaux en eurent testé des versions mortelles leur infligeant d'épouvantables souffrances au cours de vivisections, etc.

Pourvu que l'hiver soit glacial en Europe.

Sobriété énergétique : lavage des mains à l'eau froide, travail la nuit… Comment l'Europe se prépare à l'hiver ? - Yahoo Actualités 30 août 2022

"*L'heure est venue de changer un certain nombre de nos habitudes*", a averti sur Franceinfo le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran.

En Suisse, en cas de menace nationale sur l'énergie, la fédération patronale qui représente les fabricants de machines et d'équipements électriques en Suisse, la Swissmem, préconise le recours au travail de nuit et le week-end pour continuer à faire tourner les usines. Une manière de faire tourner les usines en dehors des pics de consommation.
À l'échelle nationale, le scénario le plus pessimiste prévoit que *"sur ordre des autorités, les opérateurs électriques coupent le courant durant quatre heures sur l'ensemble du pays toutes les huit heures, y compris pour les ménages*", selon la RTS.

Le gouvernement italien a un plan radical qui prévoit notamment la fermeture des bars et restaurants à 23 heures cet hiver. Les commerces, quant à eux, devraient baisser les rideaux à 19 heures. L'État envisage également de limiter la fourniture de gaz aux secteurs qui en consomment le plus comme les cimenteries, aciéries, ou encore verreries. L'éclairage public pourrait également être réduit en cas de besoin. Incitation à faire du télétravail lorsqu'il permet des économies d'énergie.

En Allemagne, les administrations et bâtiments publics, le chauffage sera même éteint dans les parties communes comme les couloirs et il n'y aura plus d'eau chaude pour se laver les mains.

Totalitarisme en marche. Propagande. La fabrique du consentement ou manipulation des consciences et des comportements.

Après l'été extrême, les Français prêts à adapter leurs comportements face au dérèglement climatique - Le HuffPost 29 août 2022

Pour une écrasante majorité de Français, les épisodes extrêmes déplorés cet été sont bien liés au réchauffement climatique. Précisément, 87 % des personnes interrogées par YouGov pour Le HuffPost l'affirment sans détour. (Pure instrumentalisation, car personne de sensé nie les fluctuations ou les cycles du climat depuis la nuit des temps, qui n'ont rien à voir avec les activités des hommes comme il est prouvé. De plus, globalement en prenant en compte les températures relevées sur l'ensemble des deux hémisphères, rien ne permet à ce jour d'affirmer que le climat se réchauffe. - JC)

Un unanimisme frappant, qui s'observe à différents niveaux. L'âge, d'abord. Aucun phénomène générationnel n'est à observer. Chaque tranche d'âge affiche un score supérieur à 85 %. Même impression sur la proximité partisane.

Certes, les électeurs de la NUPES et ceux de Renaissance sont les plus nombreux à faire le lien (91 %), ceux de LR et du RN, deux partis qui ont tendance à reléguer la question climatique au profit d'autres thématiques, sont très nombreux à faire ce constat : 80 % chez Les Républicains, et 84 % au Rassemblement national.

Un résultat qui montre que le constat est largement partagé dans l'ensemble du spectre politique. Enseignement intéressant, les soutiens de l'actuelle majorité sont les plus nombreux à se dire prêts à adapter leur comportement face au réchauffement climatique.

Ce qui peut être interprété comme une adhésion au message gouvernemental, invitant les Français à faire attention à leur consommation d'énergie.

La tyrannie se banaliserait-elle ?

58% des Français se disent prêts à réduire dès aujourd'hui leur consommation d'énergie - BFMTV 30 août 2022
Près de six Français sur dix se disent d'ores et déjà prêts à faire des efforts.

A contrario, 4% des sondés pourraient réduire leur consommation mais ne souhaitent pas changer leurs habitudes et 38% répondent déjà consommer le minimum dont ils ont besoin.

Dans le détail, pour éviter les risques de pénurie cet hiver et limiter la hausse des prix de l'énergie, les Français entendent privilégier certaines actions du quotidien plus que d'autres. Ainsi, ils sont 81% à se dire prêts à privilégier le programme "*éco*" de leur lave-linge ou lave-vaisselle. Près de 8 Français sur 10 (78%) se disent aussi disposés à vouloir changer leurs ampoules classiques pour des LED tandis qu'ils sont 72% à affirmer être prêts à débrancher systématiquement leurs appareils en veille, qu'il s'agisse d'écrans, d'ordinateurs ou de machines à laver.

Le choix de réduire le chauffage à son domicile n'arrive qu'en quatrième position: 7 Français se disent toutefois prêts à faire un effort sur le radiateur, un chiffre en augmentation par rapport à la précédente enquête. À noter aussi que 66% des personnes interrogées n'excluent pas de baisser dans les semaines et mois à venir la température de l'eau pour se laver.

Dans le même temps, la très grande majorité des Français (95%) se dit favorable à l'interdiction des publicités lumineuses la nuit. Ils sont presque autant (94%) à vouloir l'interdiction pour les magasins d'avoir leurs portes ouvertes alors que la climatisation ou le chauffage fonctionne. Neuf Français sur dix veulent également limiter l'usage des jets privés par les particuliers et les entreprises.

La plupart des Français se montrent toutefois pessimiste quant aux mois à venir: 77% redoutent une pénurie de certains produits alimentaires, 59% à une pénurie de gaz et 54% à une pénurie d'électricité. BFMTV 30 août 2022

Sur fond d'infantilisation, de culpabilisation, de xénophobie.

Douche régulière, sous-vêtements : les Français sont-ils vraiment les plus sales d'Europe ? - Yahoo Actualités 30 août 2022

Tous les Français ne changent pas quotidiennement de sous-vêtements, ne se brossent pas régulièrement les dents, ne pratiquent pas de toilette complète chaque jour, etc. Si le Français a la réputation de ne pas être toujours très propre, qu'en est-il pour nos voisins européens ? Qui sont vraiment les plus sales ?

Les Français peuvent (un peu) se réjouir... ils ne sont pas forcément les plus crasseux d'Europe. Si 76% des Français réalisent une toilette complète au moins une fois par jour, seulement un Italien sur deux se lave intégralement quotidiennement.
Qu'en est-il de l'hygiène vestimentaire ? Carton rouge pour les Français puisque ce sont eux qui changent le moins régulièrement de sous-vêtements.

Comment ils font monter délibérément le prix de l'électricité.

Le prix de l'électricité bat des records en France pour 2023 - LePoint.fr 26 août 2022
Dans une semaine folle pour les cours de l'énergie en Europe, les prix de gros de l'électricité pour 2023 en Allemagne et en France ont battu vendredi de nouveaux records à respectivement 850 euros et plus de 1 000 euros le mégawattheure (MWh). À titre de comparaison, il y a un an, les prix étaient pour ces deux pays d'environ 85 euros/MWh.

Plusieurs causes sont à l'origine de l'explosion des cours, à commencer par le tarissement des flux de gaz russe vers l'Europe depuis le début de la guerre en Ukraine : nombre de centrales thermiques utilisent du gaz pour générer de l'électricité. Le gaz se faisant plus rare, son prix est également à des niveaux records de prix.

En France, seuls 24 des 56 réacteurs nucléaires d'EDF fonctionnent en ce moment, notamment en raison d'un problème de corrosion, ce qui réduit la production électrique française à un niveau historiquement bas, et fait mécaniquement augmenter les prix.

Pour décembre prochain spécifiquement, le mégawattheure d'électricité s'échange déjà à plus de 1 600 euros, un niveau extraordinaire. AFP/LePoint.fr 26 août 2022

Dominique Schelcher, PDG de Système U : « *La facture d'électricité 2023 va être multipliée par huit pour les PME et artisans* » - lemediaen442.fr 27 août 2022

Dominique Schelcher, directeur général de Système U, était l'invité d'Apolline de Malherbe le 26 août 2022 sur BFMTV et RMC.

Sur le plateau, le PDG prévient que si l'on sait que la facture va être salée pour les particuliers, elle sera aussi réglementée. Concernant les très grandes entreprises qui achètent de manière groupée, « *La facture d'électricité 2023 va doubler […] un magasin qui paie cette année 100 000 euros d'électricité va payer 200 000 euros l'année prochaine. » Pour ce qui est des artisans et PME (petites et moyennes entreprises) Dominique Schelcher avertit que ce sera un carnage : « Moi, mon alerte ce matin… et j'interpelle les autorités compétentes, les artisans et PME qui vont renégocier les tarifs de leur électricité, la facture sera multipliée par huit. Le petit charcutier dont le contrat s'arrête au 31 décembre 2022, comment va-t-il faire ?* »

Et dire qu'il suffirait juste de lever les sanctions contre la Russie — qui ne souffre pas de ces pseudo-sanctions — pour que les artisans et leurs salariés ne se retrouvent pas à la rue. Malheureusement pour l'artisanat qui est la première entreprise de France, le président Macron la sacrifie pour défendre l'Ukraine — il a versé un milliard à Zelensky— et annonce la fin de l'abondance.

Marie-Estelle Dupont fait le lien entre les propos du président Macron et l'idéologie de Klaus Schwab - lemediaen442.fr 27 août 2022

Fallait oser le dire sur un grand média... La psychologue Marie-Estelle Dupont l'a fait et vient de faire gagner du temps de réflexion aux auditeurs qui tournent en rond sans rien comprendre aux tenants et aboutissants du merdier que l'on nous prépare. Notre psychologue vient de faire le travail que les journalistes ne font pas.

Comme le souligne Le Courrier des Stratèges, « *Macron a ouvert le Conseil des ministres avec des paroles limpides sur "la grande bascule" ou "le grand bouleversement" que nous sommes en train de vivre.* » Ces idées sont pourtant déjà exposées, mot pour mot, dans le Great Reset de Klaus Schwab, en juillet 2020.

« *Vous ne posséderez rien et vous serez heureux* », c'est la fameuse prédiction de Klaus Schwab lancée au Forum économique mondial en 2016 pour 2030. Le prétexte de la lutte contre l'épidémie de covid ayant déjà permis à Macron et Cie de détruire 700 milliards de notre économie, c'est aujourd'hui le conflit ukrainien qui offre la possibilité à la ploutocratie de parachever notre dépouillement au prétexte de la défense de l'Ukraine contre la méchante Russie.

Il va de soi que Klaus Schwab, issu d'une famille de collaborateurs nazis et devenu élève de Kissinger, n'inspire pas confiance. « *La gouvernance mondiale est au cœur de toutes les autres questions* », dira-t-il dans son ouvrage Covid-19 : The Great Reset. Et c'est ce que Joe Biden annonce aux PDG de la Business Roundtable, un lobby des dirigeants des grandes entreprises américaines dont font partie General Motors, Apple, Amazon, JP Morgan, Bank of America, Boeing, FedEx, Exxon Mobil, Johnson & Johnson… « *C'est maintenant que les choses changent. Il va y avoir un nouvel ordre mondial et nous devons le diriger. Et nous devons unir le reste du monde libre pour le faire* », a déclaré le président américain.

Mais tout ne se passe pas comme prévu, puisque les sanctions contre la Russie n'ont pas fonctionné et que les peuples européens ne rendent pas Vladimir Poutine responsable de l'incompétence de leurs gouvernements. Les années covid ont rendu les populations très méfiantes envers les comploteurs, jusque dans les médias mainstream — ce qui va compliquer l'agenda du Forum économique mondial. Les Gilets Jaunes avaient pressenti la fin de l'abondance promise par le président Macron. Le bras fer n'est pas terminé. Et rappelons à nos lecteurs que le chef du Kremlin, Vladimir Poutine, a déjà sonné la fin de la récréation lors de son discours du 16 août 2022 : « *Je répète que l'ère de l'ordre mondial unipolaire est vouée à l'échec* ».

Royaume-Uni : les tarifs réglementés de l'énergie vont augmenter de 80 % - lepoint.fr 26 août 2022

Le plafond de tarification autorisé va passer de 1 971 livres par an par foyer moyen à 3 549 livres à partir d'octobre, a indiqué vendredi le régulateur.

« *La hausse reflète la progression continue des cours mondiaux de gros du gaz, démarrée avec les déconfinements post-pandémie, et ont été poussés à des niveaux record quand la Russie a lentement interrompu ses approvisionnements de gaz à l'Europe* », argumente l'Ofgem. Au regard de la tendance actuelle, l'Ofgem avertit que « *les prix pourraient empirer considérablement en 2023* ».

Ce seuil étant calculé d'après la moyenne des cours de gros du gaz sur les mois précédents, les experts s'attendent à ce qu'il soit relevé à plus de 4 000 livres en janvier et jusqu'à 6 000 livres au printemps.

L'Ofgem, le patronat, fournisseurs et associations appellent à une action gouvernementale immédiate pour éviter un choc « *dramatique » pour les ménages modestes, déjà confrontés à une inflation à plus de 10 %, la plus forte des pays du G7, tandis que l'économie britannique flirte avec la récession. D'après l'université de York, près de deux tiers des ménages britanniques sont menacés de pauvreté énergétique dès l'an prochain. « On observe une situation de très grand stress chez nos clients. […] Environ un tiers sont en situation de précarité énergétique et 20 % de plus pourraient le devenir* », souligne Philippe Commaret, directeur commercial d'EDF pour le Royaume-Uni, interrogé par l'Agence France-Presse. Il ajoute que certains ménages prennent des mesures désespérées et dangereuses pour eux, comme de renoncer à se chauffer ou de débrancher leur réfrigérateur.

Le ministre de l'Économie Nadhim Zahawi a promis que *« l'aide arrive, avec 400 livres de rabais sur les factures d'énergie pour tous, 650 livres pour les ménages vulnérables et 300 livres pour les retraités* ». lepoint.fr 26 août 2022

Canicule : la Californie interdit de recharger les voitures électriques - AFP/LePoint.fr 1 septembre 2022

En Californie, il est interdit, depuis mercredi 31 août, de recharger les voitures électriques afin de ne pas accabler davantage un réseau d'électricité vieillissant, mis sous tension par cette redoutable vague de chaleur.

La semaine dernière, l'État avait annoncé bannir la vente de voitures neuves à essence à partir de 2035.

La décision avait été perçue comme un tournant pour l'industrie des voitures électriques, la Californie représentant un marché important pour l'automobile et pouvant influencer les normes nationales ou internationales.

La nuit n'apportera que peu de répit, les températures ne passant pas sous la barre des 26 °C dans de nombreux endroits.

JC - Quelle fraîcheur ! Ma clime (en Inde) est réglée sur 26°C, et quand la température tombe la nuit à 26°C, je la coupe, j'ouvre les fenêtres et je mets un ventilo en route, je dors beaucoup mieux.

Et le récit fabriqué habituel répété à outrance...

AFP - Les scientifiques mettent en garde depuis des années contre l'impact du réchauffement climatique, provoqué notamment par le recours aux énergies fossiles et l'émission de gaz à effet de serre, et qui apparaît désormais au grand jour pour des millions de personnes.

Les vagues de chaleur sont de plus en plus extrêmes, tandis que des tempêtes, qui étaient auparavant des phénomènes météo rarissimes, deviennent plus intenses et plus fréquentes.

Au secours la planète se refroidit !

La plus grande étendue de glace de mer d'été depuis 2008 piège les navires de l'Arctique

La masse d'air de juillet la plus froide en 70 ans traverse le détroit de Béring.

Les médias grand public sont des chasseurs de chaleur. Ils ne rapportent que des histoires qui correspondent à l'agenda du parti AGW. Cette façon de choisir l'information conduit à un public douloureusement mal informé en ce qui concerne le climat, ce qui est exactement ce qu'ils veulent.

Cependant, il est généralement admis que si le MSM se tait sur un paramètre régional particulier, c'est probablement parce que ce paramètre régional particulier ne « se comporte » pas comme il le souhaiterait.

Exemple concret aujourd'hui : nous avons l'Arctique et le Groenland qui refusent de jouer au ballon.

Les parties les plus au nord de la Terre connaissent en fait un REFROIDISSEMENT persistant et de longue durée, ce qui est bien plus révélateur qu'une brève poussée de chaleur, par exemple, en Europe occidentale, qui, 1) devrait se terminer avant même d'avoir vraiment commencé, et 2) peut être lié à des forçages entièrement naturels, à savoir une faible activité solaire et un flux de courant-jet violemment « flambant » (plus de détails ci-dessous)1.

La plus grande étendue de glace de mer en été depuis 2008 piège les navires arctiques

Pourquoi est-ce que la perte de glace est digne d'intérêt alors que des GAINS substantiels sont jugés non pertinents ? Ce que nous voyons de la BBC et de CNN n'est pas un compte rendu honnête des événements du monde, c'est une programmation sélective.

Ces agences soutenues par les entreprises ne remettent jamais en question les problèmes de sécurité des vaccins, sans parler de l'efficacité – et c'est la même chose : leurs maîtres, ces bailleurs de fonds en haut, paient pour la livraison d'un récit ; et bien que la vérité tourne toujours autour de la périphérie dudit programme, ces bailleurs de fonds ont la richesse et l'influence nécessaires pour l'empêcher de s'infiltrer – la vérité est traitée comme une nuisance, comme un essaim de mouches qui a besoin d'être écrasé, constamment, pour toujours – « *firehosing* » – et ils sont très bons dans ce domaine.

Le Svaytoy Petr a quitté le port russe extrême-oriental de Petropavlovsk le 23 juin, en route vers les eaux arctiques. Deux semaines plus tard, le pétrolier avait atteint le détroit de Béring, mais il a rencontré un problème – une glace estivale inhabituellement épaisse.

Le navire, construit en 1992, avec une protection limitée contre les glaces, a appelé à l'aide pour percer une calotte glaciaire qui, même à la mi-juillet, couvre encore la majeure partie de la route maritime de l'Arctique.

L'aide a été rapidement envoyée et, le 12 juillet, le brise-glace à propulsion nucléaire Sibir s'est frayé un chemin à travers la mer de Sibérie orientale et a rencontré le Svaytoy Petr.

Sur la queue de Sibir se trouvait un autre vieux pétrolier, Ice Eagle, en route de Mourmansk à Pevek.

Ces deux pétroliers vieillissants sont parmi les premiers navires à s'attaquer cette année à la route maritime du Nord.

Jusqu'à présent, seul le méthanier Nikolai Yevgenov a réussi à emprunter la route. Le transporteur de gaz naturel a navigué vers l'est vers les marchés asiatiques à la mi-juin ; et bien qu'il ait réussi à traverser la majeure partie de la route de manière indépendante, le puissant navire nécessitait toujours une escorte de brise-glace sur certains tronçons particulièrement épais.

Comme le rapporte thebarentsobserver.com, c'est le milieu de l'été, mais la majeure partie des eaux qui relient l'est du détroit de Béring à la mer de Barents restent couvertes de glace de mer.

Les cartes des glaces du service météorologique russe Roshydromet (illustrées ci-dessous) révèlent que les couches de glace à la fin juin étaient les plus complètes dans la région du détroit de Vilkitsky, des îles de Nouvelle-Sibérie et de la mer de Chukchi.

En regardant le graphique du cycle saisonnier de la glace de mer de l'hémisphère nord de la NASA, qui remonte à 2011, cet été a vu la zone de glace de mer arctique s'incendier au-dessus de toutes les années précédentes.

Passant au graphique du NSIDC, il montre que l'étendue de la banquise arctique est à son plus haut niveau depuis 2008.

De même, avec le graphique du volume (épaisseur) de la glace de mer arctique de l'Institut météorologique danois – qui a mystérieusement « disparu » de gros volumes de glace l'année dernière – nous avons ici un autre point de données donnant des lectures remarquables.

Et pendant que nous sommes dans le nord, jetons également un coup d'œil au Groenland – l'enfant de l'affiche du réchauffement climatique anthropique.

Malheureusement pour le parti AGW, et la raison pour laquelle vous n'entendez rien sur le Groenland dans la presse non plus, c'est parce que la calotte glaciaire refuse de fondre comme prévu, alors même que nous approchons du pic de l'été.

Acc. La tendance des PME est bien au-dessus de la moyenne de 1981-2010

Plus à ce sujet ici :

• Alice Springs, en Australie, subit la plus longue séquence de jours sous zéro jamais enregistrée
https://electroverse.co/alice-springs-australia-suffers-longest-streak-of-sub-zero-days-on-record-greenland-refuses-to-melt-as-scheduled/

• Le Groenland refuse de fondre comme prévu
https://electroverse.co/alice-springs-australia-suffers-longest-streak-of-sub-zero-days-on-record-greenland-refuses-to-melt-as-scheduled/

La masse d'air la plus froide de juillet en 70 ans traverse le détroit de Béring

Dans des nouvelles connexes, une masse d'air inhabituellement glaciale tourne actuellement dans la région du détroit de Béring, apportant de rares chutes de neige en juillet et des avis de surf élevé.

« *Ce genre de choses tourne autour des latitudes plus élevées toute l'année* », a déclaré Rick Thoman, spécialiste du climat de l'Alaska au Centre international de recherche sur l'Arctique de l'UAF. « *Habituellement, ce froid resterait plus au nord. Si cela se produisait sur le versant nord, il ferait froid mais rien de particulier à raconter. Le fait qu'il se soit déplacé si loin vers le sud est vraiment l'actualité ici.* »
En parcourant les enregistrements climatiques, Thoman note qu'il s'agit de la masse d'air de juillet la plus froide des 70 dernières années.

« Je mettrais cette tempête particulière sur le compte de l'une de ces variabilités aléatoires qui vont se produire de temps en temps, même dans un climat qui se réchauffe », a ajouté Thoman – qui sert d'autre exemple d'un soi-disant expert dirigé par un récit plutôt que les données devant eux.

La zone de basse pression a vu le vent à l'aéroport de Nome atteindre 48 mph lundi. Une telle vitesse pourrait être attendue pour une tempête de novembre, mais des rafales de cette force n'ont pas été observées au mois de juillet depuis que de tels records ont commencé au milieu des années 1980.

Tout aussi obscure, la neige estivale est tombée sur les îles Diomède, Ear Mountain près de Shishmaref et les montagnes près de Dexter et Banner Creek également. Thoman a déclaré qu'il ne serait pas surpris si le centre-ville de Nome voyait de la neige dans la nuit de lundi, ce qui, selon lui, serait un événement sans précédent après avoir échoué à trouver de la neige de juillet documentée dans l'ensemble des archives climatiques de Nome, qui remonte à plus d'un siècle.

Thoman a conclu avec une note sur les incendies de forêt, qui, selon lui, sont probablement terminés en Alaska maintenant, étant donné le début précoce de l'automne.

« La région de Nome pourrait voir de la fumée s'échapper des incendies en Sibérie… [mais] il a été relativement calme sur la Sibérie centrale en ce qui concerne les incendies de forêt cet été » – ce qui, encore une fois, est la raison pour laquelle les mentions médiatiques de cette région font défaut.

Record de frissons en août dans les Balkans

L'Antarctique plonge en dessous de -80C (-112F) ;

De fortes neiges estivales frappent le Xinjiang, en Chine ;

Le Texas bat des records de basse température, dont un de 1965

Pour lire la suite :

https://reseauinternational.net/la-plus-grande-etendue-de-glace-de-mer-dete-depuis-2008-piege-les-navires-de-larctique/

Arnaque climatique. Comment ils fabriquent leur propagande.

J-C - Qu'on se le dise : "*il faut prendre au sérieux*" les "prévisions alarmantes" de ces psychopathes. Comment ces malfaisants procèdent-ils ? Prophéties, prévisions, projections, supputations, pures inventions, manipulations des données, spéculations sans fondement scientifique à partir d'algorythmes foireux.

Ces scélérats commencent sur un ton rassurant qui met en confiance le lecteur en recourant au conditionnel :
- Même si le réchauffement climatique s'arrête (Eux n'arrêteront pas !)
- sans toutefois pouvoir établir un calendrier précis
- une prévision "alarmante"
- les projections actuelles
- les "prévisions alarmantes"
- Il suffit que
- Si les niveaux de
- pourrait même atteindre
- si le changement climatique
- même si le réchauffement se stabilisait

Ensuite sans transition, ils passent au mode affirmatif, au matraquage.

- inévitable
- va entraîner
- allait entraîner
- affirment que
- il faut prendre au sérieux

La fonte au Groenland rend inévitable une forte élévation de la mer, selon une étude - AFP/Paris Match 30 août 2022

Même si le réchauffement climatique s'arrête, la fonte déjà entamée de la calotte glaciaire du Groenland va entraîner une hausse importante du niveau de la mer, une prévision "*alarmante*" et potentiellement sous-estimée, selon une étude publiée lundi dans la revue Nature Climate Change. Les glaciologues auteurs de l'étude ont constaté que le réchauffement actuel, indépendamment de toute pollution supplémentaire causée par les énergies fossiles, allait entraîner au minimum une perte de 3,3 % du volume de la calotte au Groenland, soit une augmentation de 27,4 centimètres du niveau de la mer.

Les chercheurs, sans toutefois pouvoir établir un calendrier précis, affirment que la majeure partie de cette hausse pourrait se produire d'ici à 2100. Ce qui signifie que les projections actuelles seraient sous-estimées et qu'il faut prendre au sérieux ces "*prévisions alarmantes*".

Jason Box, du Service national de géologie du Danemark et du Groenland (GEUS). "*Il s'agit d'une limite inférieure prudente. Il suffit que le climat continue à se réchauffer autour du Groenland pour que l'effet soit plus important*", a-t-il déclaré à l'AFP. Si les niveaux de fonte extrêmes observés en 2012 se reproduisaient chaque année, l'élévation des eaux pourrait même atteindre environ 78 cm, synonyme de submersion pour de vastes étendues de faible altitude et leur population.

Dans son rapport de référence de 2021, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a estimé que, dans le pire scénario d'émissions de gaz à effet de serre, la fonte de la calotte glaciaire du Groenland contribuerait à hauteur de 18 cm à l'élévation du niveau de la mer

d'ici à 2100. L'autre source majeure de montée des eaux étant la fonte de la calotte de l'Antarctique. Pour Jason Box, qui était l'un des auteurs de ce rapport, les dernières recherches de son équipe laissent penser que ces estimations sont "*trop faibles*".

Selon lui, si le changement climatique fait naître des menaces plus immédiates, telles que l'insécurité alimentaire, l'accélération de l'élévation du niveau de la mer va à son tour devenir un défi. Dans son rapport de 2022 sur les impacts climatiques, le GIEC a déclaré que même si le réchauffement se stabilisait entre 2 °C et 2,5 °C, "les littoraux continueront à se redessiner au cours des millénaires, pouvant affecter au moins 25 mégapoles et noyer les zones de faible altitude" où vivaient en 2010 jusqu'à 1,3 milliard de personnes. AFP/Paris Match 30 août 2022

D'ici 2100, la moitié de l'année sera «*dangereusement chaude*» sous les tropiques - slate.fr 28 août 2022

On se dirige vers des saisons de six mois à près de 40°C dans certaines régions du monde.

Les vagues de chaleur record qui ont asséché la planète au cours des derniers mois ne sont qu'un aperçu de ce qui, à terme, sera la norme en matière de climat. (**Alors qu'ils n'en savent absolument rien ! - JC**)

Une équipe de chercheurs de Harvard et de l'Université de Washington a tâché de déterminer à quoi pourraient ressembler les températures mondiales d'ici 2100, en croisant des données climatiques passées avec des projections futures concernant les croissances démographique et économique et les émissions de carbone. (**Confirmation, ils se livrent à des calculs à partir d'algorithmes trafiqués, ils sélectionnent des données qui leur permettront d'obtenir le résultat qu'ils se sont fixés. - JC**)

D'ici moins d'un siècle, les épisodes météorologiques dangereux pourraient se produire de trois à dix fois plus souvent que c'est le cas actuellement en Europe occidentale, aux États-Unis, en Chine ainsi qu'au Japon.

Dans la majorité des régions tropicales et subtropicales, c'est jusqu'à la moitié des jours de l'année qui pourraient être «dangereusement chauds», et le seuil de l'indice de chaleur «extrêmement dangereux» devrait être dépassé plus de quinze jours par an. (**16 ! - JC**)

Plus de 1000 morts au Pakistan après des inondations, le sud du pays se prépare à un nouveau déluge - BFMTV 29 août 2022

Le pays est particulièrement vulnérable au dérèglement climatique. Il figure en huitième position des pays les plus menacés par les phénomènes météorologiques extrêmes, selon une étude de l'ONG Germanwatch. En outre, la corruption et des programmes d'urbanisme mal établis ont conduit à la construction de milliers de bâtiments dans des zones inondables.

JC - Pour des "*milliers de bâtiments dans des zones inondables*", dites donc le nombre de morts est relativement modeste. Rappel, Pakistan : 220,9 millions d'habitant en 2020.

C'est comme en Inde où je vis, quand il y a quelques milliers de morts, presque personne n'y prête attention sur 1,4 milliard d'habitants, c'est dérisoire ou dix fois, cent fois plus meurent d'autres choses, par exemple des accidents de la circulation. D'après les autorités, environ 150.000 personnes sont tuées chaque année dans près d'un demi-million d'accidents de la route en Inde, 300.000 selon l'OMS, près de la moitié d'entre eux sont des deux-roues, des cyclistes ou des piétons. Le Tamil Nadu (où je vis - J-C) affiche l'un des plus forts taux de mortalité avec plus de 65 000 personnes en un an ! (Source : Google et lepetitjournal.com 25/11/2019)

Tenez confirmation de ce que j'avais écrit dans une causerie, je ne porte pas de casque évidemment.

En juillet 2015, le port du casque est devenu obligatoire dans le Tamil Nadu sous peine de rétention du permis et de mise en fourrière du véhicule. Une réglementation que l'on peut retrouver sur de nombreux panneaux dans les rues de Chennai…mais pas forcément sur la tête des conducteurs ! En fait, si le chauffeur porte (parfois) le casque, c'est rarement le cas du(des) passager(s)… (Source : id)

Mélenchon, un agent du nouvel ordre mondial totalitaire.

Mélenchon appelle à la "*bifurcation écologique*" sans "*jouer sur la peur*" - BFMTV 28 août 2022

"*Partout dans le monde, la civilisation humaine est mise au défi de sa continuité*", a-t-il déclaré lors de son discours de clôture de l'université d'été, en lien avec "*la catastrophe climatique déclenchée avec le capitalisme, par les règles du capitalisme*".

Un constat grave, qui nécessite un changement majeur de société. À la transition écologique, Jean-Luc Mélenchon préfère la "*bifurcation écologique*, afin de "*stopper les causes qui contribuent*" au réchauffement de la planète.

Quant à la sécheresse, qui a entraîné de nombreux feux de forêt cet été, comme en Gironde, elle ne pourrait être qu'un avant-goût des défis auxquels sera bientôt confronté l'humanité.

"*Ce n'est pas la forêt qui brûle, c'est nous qui brûlons avec*", a clamé le tribun insoumis.

La sortie sur le nucléaire de Jean-Luc Mélenchon lui a permis d'évoquer la guerre en Ukraine, alors que les craintes grandissent concernant la centrale de Zaporijjia, la plus grande d'Europe, actuellement occupée par les forces russes. Pour l'ancien député des Bouches-du-Rhône, "il faut déployer des casques bleus" dans le pays.

La route vers un parc automobile électrique reste semée d'embûches - Le Point avec AFP août 2022

Y aura-t-il assez de lithium et autres matières premières indispensables à la fabrication de batteries électriques ? Suffisamment de stations de recharge ? Comment s'assurer que les voitures ne coûteront pas trop cher pour les bourses les plus modestes ?

« On disait encore récemment que les plus grands obstacles à l'adoption des véhicules électriques seraient l'acceptation par les automobilistes et le prix », souligne la spécialiste. Mais portée par des consommateurs de plus en plus sensibles aux impacts du changement climatique, la demande est là.

« La question semble plus maintenant de savoir s'ils peuvent se procurer les matériaux nécessaires », remarque Mme Caldwell. « *Les gouvernements peuvent décider autant qu'ils veulent de subventions ou de nouvelles réglementations pour les véhicules électriques, on fait face actuellement à un manque de palladium, de nickel, de lithium* », abonde Karl Brauer du site spécialisé iseecars. Certes, le problème est en grande partie lié au conflit entre la Russie et l'Ukraine, mais *« personne n'aurait prédit il y a un an l'escalade des prix ou la difficulté à se procurer ces matériaux », rappelle-t-il. Ce qui met en lumière le fait que la situation « peut changer de façon drastique à tout moment* ».

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 3 septembre 2022.

Je vais finaliser la dernière causerie à rallonge qui est très bordélique, je vais essayer d'y mettre un peu d'ordre avant de te l'envoyer, cependant s'en dégage une ligne directrice qu'on peut discerner, ainsi que la méthode pour tout interpréter qui permet de percevoir que tous les sujets abordés sont liés quelque part, donc finalement en faisant un petit effort on peut s'y retrouver, tout du moins je l'espère !

Totalitarisme, ploutocratie, autocratie, nihilisme, corruption, népotisme, abus de pouvoir pour gouverner ou conserver le pouvoir : Le crépuscule du capitalisme. Des failles existent dans leur dispositif policier.

C'est pour dire qu'ils le savaient depuis longtemps.

- « *Les responsables des guerres ne sont pas ceux qui les déclenchent mais ceux qui les ont rendues inévitables* » (Montesquieu).

Le procédé qui consiste à recourir à l'usage de la force par le régime, à des méthodes autoritaires, abusant du pouvoir discrétionnaire dont il dispose pour obliger la population à modifier son comportement ou ses rapports au monde extérieur, l'interprétation se ses propres expériences, sa conception de la société dans laquelle elle vit, les principes ou règles, les valeurs qui les régissaient ou auxquels elle était attachée, qui lui ont été transmises, enseignés ou imposés par ceux qui soudainement les déclarent caducs ou nuisibles, affirmant qu'elle doit les abandonner sans délai ni examen ou évaluation contradictoire, sans preuves ou justifications plausibles, ainsi que toutes les connaissances ou repères historiques qu'elle avait acquis antérieurement qui du jour au lendemain sont arbitrairement décrétées obsolètes ou infondées, ce procédé relève manifestement d'un abus de pouvoir d'autant plus violent qu'il lui est reproché d'en être responsable, pour finalement la condamner injustement et la réprimer quand elle s'y accroche ou tarde à obéir à cette tyrannie.

Les récits livrés à la population par les autorités et repris en chœur par les médias reposent chaque fois sur des constats largement falsifiés ou carrément fabriqués destinés à se substituer à la réalité. Ils servent sournoisement à justifier leur orientation politique, les mesures antisociales ou liberticides qu'elles entendent imposer au peuple, dont celles devant conduire à une modification de leur état d'esprit et de leur comportement. Ces changements exigés constituent un viol brutal des libertés individuelles fondamentales déjà réduites à une portion congrue, dans la mesure où les rapports entre les classes ou les conditions économiques, matérielles sont demeurées inchangées, par conséquent ils ne sont pas destinés à profiter à la population ou à améliorer son sort, bien au contraire, mais seulement à la minorité de malfaiteurs qui détiennent tous les pouvoirs et entendent ainsi le préserver.

Le nouvel ordre mondial totalitaire prôné par le Forum économique mondial sur fond de transition ou dictature énergétique, sanitaire, numérique, de guerres sans fin, n'a pas d'autre objectif. Il constitue l'unique réponse que le capitalisme financier a conçue de longue date pour affronter la crise générale du système capitalisme qui menace son existence à défaut de pouvoir la résoudre, car elle est inhérente à la nature de leur système économique, aux fondements sur lesquels ils reposent, qui conduisent inéluctablement en un affrontement général entre les classes et à la révolution socialiste pour y mettre un terme définitif.

Quelques commentaires que j'ai postés et qui ont été publiés dans des blogs.

1- Merci de ne pas me mêler à ces "*ordures marxistes typiques*" qui n'a rien d'une caractérisation politique, je dirais plutôt ceux qui l'ont trahi ou pas suffisamment assimilé. Je ne confonds pas le marxisme et ceux qui s'en réclament à tort ou à raison. Et puis chacun en donne une définition différente, pour Marx le marxisme n'existait pas, c'est davantage par convention qu'on y fait référence.

Pour moi, c'est uniquement une méthode pour interpréter le monde, le matérialisme dialectique et historique. Quand j'évoque le marxisme, c'est parce que c'est plus court qu'une périphrase ou par économie de langage, mais je vous concède que cela peut prêter à confusion ou ce n'est pas l'idéal. J'en ai bien conscience, rien n'est parfait, et de toutes manières il y en aura toujours pour faire semblant de ne pas comprendre ce que vous dites ou pour vous contredire systématiquement, cela fait partie de la vie.

En conclusion le marxisme s'appuie sur une base objective, le capitalisme ou le développement des forces productives qui permet de satisfaire les besoins matériels ou sociaux de la population, et il repose sur un facteur subjectif, le constat que depuis la nuit des temps les hommes ont toujours refusé d'être réduits en esclavage ou ont combattu les conditions abominables auxquels une minorité voulait les soumettre, l'exploitation et l'oppression, et qu'il en sera ainsi jusqu'à ce qu'ils prennent conscience qu'ils sont les acteurs principaux du processus historique, et qu'ils peuvent l'orienter dans une direction conforme à leurs besoins ou aspirations, à condition de s'organiser et de se fixer comme objectif de mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Voilà ce qui fait la force du marxisme, un constat et un diagnostic que chacun peut vérifier au quotidien, ou que personne depuis plus de 70 ans n'a pu invalider, hormis en fantasmes !

Durant le temps où l'esclavage et la féodalité se sont développés, il s'est chaque fois déroulé des centaines d'années, voire un millénaire ou davantage encore, alors avant de condamner le marxisme parce que ses conclusions tarderaient à se réaliser, même si le processus historique s'est accéléré depuis le passage au capitalisme, un peu de patience encore.

Bref, il n'y a pas lieu de désespérer. Attention, quand on devient vieux (j'ai 67 ans), très vieux, on perd la mémoire, on manque de concentration, le dépit a tendance à prendre le pas sur la tranquille réflexion…

- C'est induire gravement les lecteurs en erreur d'affirmer qu'il existerait une rupture entre le « *monde d'avant* » et le « *monde d'après* », car en réalité c'est le même monde qui se poursuit selon

le principe que *« la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens »* (Clausewitz).

Tout cela pour nous vendre « *le libéralisme politique* » et oublier au passage son cortège de misère et souffrance, son chômage de masse, sa précarité frappant des millions de travailleurs et leurs familles, ses guerres sans fin sur tous les continents, assez de ce populisme, de ces supercheries teintées d'un faux humanisme.

Le système économique basé sur les inégalités sociales entre les classes est toujours en place, les rapports de production ou d'exploitation sont inchangés, les institutions et la Constitution destinées à leur fournir un cadre et une caution juridique légale à défaut de pouvoir justifier leur existence sont toujours en place, la même classe détient tous les pouvoirs, la même classe n'en détient aucun.

C'est l'alliance entre les classes dominantes et les classes moyennes avec la collaboration du mouvement ouvrier corrompu ou les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, qui a permis à l'oligarchie financière de concentrer entre ses mains une fortune colossale et un pouvoir politique tentaculaire, de sorte que dorénavant elle dispose des moyens pour façonner la société en fonction de ses besoins, sans avoir de compte à rendre à personne, sans avoir à tenir compte de la réaction des différentes classes sur lesquelles elle exerce un solide contrôle qu'elle s'emploie à accroître sans cesse au moyen des médias et d'instruments numériques, d'Internet.

En lisant hier les réactions à un autre article, j'ai pu constater sans surprise qu'à défaut de s'en tenir aux faits, à la crise du capitalisme et à la lutte des classes, l'incapacité de comprendre la nature de ces multiples mystifications (climatique, sanitaire, guerre inter impérialiste, etc.) nombreux étaient ceux qui en désespoir de cause étaient prêts à se réfugier dans le mysticisme…

---

2 - Les définitions des mots sont absolument essentielles car si nous ne comprenons pas précisément et exactement ce que signifient les mots, nous ne pouvons pas communiquer les uns avec les autres.

Il faut faire remarquer que la communication se conçoit dans les deux sens, la communication implique un échange entre l'émetteur et le récepteur.

En linguistique on enseigne que si la communication était parfaite, si l'émetteur et le récepteur était exactement sur la même longueur d'onde ou se comprenaient automatiquement, si le langage était parfait si vous préférez, elle n'existerait pas tout simplement ; On assisterait qu'à des monologues et la pensée des hommes n'aurait jamais progresser ou beaucoup plus lentement.

Prenez deux personnes, chez elles le même mot employé dans des contextes différents pourra avoir une signification différente ou pourra vouloir dire autre chose ou pas tout à fait la même chose. Il est de bon ton chez les caractériels ou accrocs des réseaux dits sociaux qui croient tout savoir mieux que tout le monde de contester l'emploi de tel ou tel mot, souvent juste pour le plaisir de vous contredire parce qu'ils sont à court d'arguments.

Pour tenir des causeries depuis 2008 dans mon portail (20.000 pages), j'ai résolu au mieux ce problème en employant souvent deux mots au lieu d'un, laissant aux lecteurs le soin de choisir lequel des deux lui convient le mieux. Pour autant, on assiste à un manque de tolérance insupportable.

Un jour un dirigeant trotskyste et franc-maçon m'a fait la leçon en m'expliquant pourquoi il fallait prohiber de mon langage le substantif "*personne*" employé par les ennemis du darwinisme ou je ne sais plus quoi... Depuis il a adopté la muselière et la piquouse, contrairement à moi, comme quoi !

Depuis ce jour, j'ai décidé d'écrire ce qui me passait par la tête en me foutant de la manière dont cela serait interprété, puisqu'il peut y avoir autant d'interprétations qu'on veut, selon que les lecteurs sont bien ou malintentionné envers vous, qu'il pleut ou non ce jour-là ! Les gens n'ont pas conscience de quelle manière ils se comportent en général. Je crois que cela explique bien des méprises ou confusions, mais comment leur dire, avec quels mots ?

---

3 - De tout temps.

La crise économique se transforme en crise sociale, qui à son tour se transforme en crise politique, puis en crise révolutionnaire. C'est bizarre d'être à ce point fâché avec les enseignements de la lutte de classe du passé. Mais on comprend pourquoi.

On se fout de savoir qui est au pouvoir, le chasser ne servirait à rien sans procéder à un changement de régime économique, sans rompre avec le capitalisme. C'est autour de cet objectif que les opposants au régime devraient se rassembler, non ?

Une piquouse de rappel.

(VIL = Lénine)

JCT - Vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers relève de l'ignorance, c'est au mieux une pure vue de l'esprit de mégalomanes, une intention illusoire sans lendemain, une escroquerie politique, au pire, un coup de force vouée à l'échec ou suicidaire.

VIL - Admettons que, en effet, la libre concurrence, sans monopoles d'aucune sorte, puisse développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, et plus est forte la concentration de la production et du capital, laquelle engendre le monopole. Et les monopoles sont déjà nés, - issus, précisément de la libre concurrence ! Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.
JCT - Et cette contradiction ne peut déboucher que sur des guerres ou des révolutions)

VIL - (en 1912) Faut-il se demander s'il y avait, sur le terrain du capitalisme, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le partage des colonies et des "*zones d'influence*" pour le capital financier ?

VIL - ...il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la force de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement uniforme des entreprises, des trusts, des industries, des pays.

JCT - Il ne faut se faire aucune illusion sur les régimes politiques en place partout dans le monde tel qu'il est aujourd'hui.

VIL - L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances.

JCT - Ce que savent très bien les oligarques russe ou chinois qui soutiennent Poutine ou Xi avec en poche leur carte du PCC (Parti communiste chinois).

VIL - Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un "*Etat-rentier*", d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la "*tonte des coupons*".

JCT - Ces Etats rentiers ou usuriers sont de nos jours entièrement inféodés à l'oligarchie financière, parce qu'elle incarne sur le plan historique et économique la continuité et la survie du régime basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme avec lequel aucun chef d'Etat n'entend rompre.

VIL - Aussi, les alliances "*inter-impérialistes*" ou "*ultra-impérialistes*" dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du "*marxiste*" allemand Kautsky, ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des "*trêves*" entre des guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale.

JCT - Quel enseignement politique en tirer ?

VIL - La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre-échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenue maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme.

JCT - A ce titre, on peut observer que nombreux sont ceux qui se trompent d'idéal ou de combat...

En effet, ce genre de commentaire est misérable et méprisable, pour autant ce site vous offre la possibilité de vous exprimer et de le dénoncer. J'ignore ce qu'il censure et pourquoi donc je ne m'exprimerai pas à ce sujet.

FranceSoir qui se veut indépendant (sic!), censure presque systématiquement mes commentaires où les trolls pullulent et des commentaires orduriers, c'est le choix de la direction de FranceSoir, du coup j'ai cessé de leur adresser des commentaires.

Le blog Les-Crises.fr aussi m'a censuré, je l'ai totalement déserté depuis des années.

Le blog des climato-réalistes m'avait offert la possibilité de collaborer avec eux, puis mon orientation politique ayant fait l'objet de critiques virulentes de la part de certains de leurs lecteurs les a amenés rapidement à censurer mes articles.

Pendant environ deux ans le blog du docteur Maudrux a publié une multitude de commentaires que je lui avais envoyés, y compris très politique, jusqu'au jour où, sous la pression des autorités, le lâche s'est éclipsé la queue entre les jambes ou il a déserté le combat que nous menions cédant son blog à d'autres médecins… Dès lors, l'orientation politique des commentaires dans ce blog déjà très à droite allait s'infléchir vers l'extrême droite. Je l'ai dénoncé croyant bien faire, sauf que la direction de ce blog ne me soutint pas. Je cessai définitivement d'y collaborer en tant que lecteur, en expliquant dans mon portail comment et pourquoi j'en étais arrivé à prendre cette décision sans jamais m'être compromis…

Vieux militant de tendance trotskyste autrefois, dorénavant simplement marxiste, je n'ai pas trouvé un seul blog ou courant politique me permettant de m'exprimer librement ou supportant la confrontation des idées ou qu'on les critique à partir de faits, ils vous censurent.

Il serait intéressant de connaître l'âge des personnes qui postent des commentaires dans le blog RI., je vous dirai plus tard pourquoi. Moi, j'aurai 67 ans le 11 septembre, je n'y suis pour rien !

– La Russie est en train de gagner.

C'est très relatif, on ajoutera à la liste suivante, les gigantesques profits engrangés par le complexe militaro-industriel-financier américain, ainsi que tous les trusts ou milliardaires qui se goinfrent comme jamais grâce à la hausse des prix qu'ils ont provoquée.

BP, Chevron, Shell, ExxonMobil exultent avec un baril autour de 100 dollars et la flambée du prix du gaz.

Comme quoi je n'invente rien.

Les États-Unis sont les principaux producteurs de pétrole au monde avec 11,5 millions de barils produits par jour.

Classement des dix plus grands pays du monde producteurs de gaz naturel en 2021.

Premier, les États-Unis avec 934,2 milliards de mètres cubes, en deuxième position la Russie avec 701,7 milliards de mètres cubes. https://fr.statista.com/statistiques/565249/principaux-pays-en-termes-de-production-de-gaz-naturel-au-monde-en/=)

D'après l'Agence internationale de l'énergie, en 2020, voici les 10 principaux producteurs de gaz naturel dans le monde :
– Les Etats-Unis avec 32,67 Ej
– La Russie avec 24,84 Ej (Ej (exajoule) = 10 joules. Unité de mesure d'énergie.) (http://energyatlas.iea.org/#!/tellmap/-1165808390)

Je me demande hormis nous, qui est en train de perdre cette guerre, comme celle de janvier 2020 à 2022 qui à l'aide d'un virus a vu croître les fortunes des milliardaires partout dans le monde, pendant que tous les peuples s'appauvrissaient…

Je crois qu'à un moment donné, il faudrait peut-être arrêter de prendre ses désirs pour la réalité et regarder la réalité en face : La réaction sur toute la ligne gagne sur tous les tableaux. Inutile de tenter d'expliquer pourquoi puisque personne ne voudra en entendre parler ou le sait mieux que tout le monde, tout le monde s'en fout finalement. Je crois qu'en général tout le monde s'accommode très bien de sa condition, même ceux qui se plaignent le plus, je ne dis pas cela pour vous spécialement, je ne vous connais pas. Quel âge avez-vous ?

Dites, c'est un cas psychiatrique que vous nous soumettez là ? La psychose collective a visiblement fait de gros ravages !

Du populisme de bas étage, pathos dégoulinant, mal écrit de surcroît, c'est vulgaire, misérabiliste, pathétique... Mais c'est toujours plus facile que de prendre conscience de sa condition, je me demande qui cela intéresse vraiment, certainement pas les vieux, trop tard, ils sont déjà morts !

A la mystification correspond le mysticisme, au nihilisme, le sophisme, à la connaissance, la croyance, au crime, le suicide, à l'eugénisme, l'euthanasie, continuez, vous êtes sur la bonne voie ! Je crois que je vais vous abandonner à vos délires, on perd son temps ici. Vous voyez, je suis charitable, je me sacrifie pour vous laisser la place.

L'inde dans le collimateur du Deep State pour insubordination. Fake news médiatique et manipulations.

Pour la première fois depuis l'attaque en Ukraine, l'Inde s'oppose à la Russie à l'ONU - RFI 26 août 2022

Lors de ce Conseil de sécurité des Nations unies, dont l'Inde est membre non-permanent jusqu'en décembre, la question portait sur la participation du président ukrainien, Volodymyr Zelensky. La Russie exigeait sa présence physique à New York.

Lors d'un vote sur sa participation virtuelle, la Russie a donc voté contre, pendant que la Chine s'abstenait, et que l'Inde votait pour. Une première dissension symbolique commentée dans la presse indienne, mais que Nandan Unnikrishnan, spécialiste des relations avec la Russie, appelle à relativiser.

Le ministère des Affaires étrangères indien a d'ailleurs nié ce jeudi avoir voté contre la Russie, affirmant que les deux pays étaient pour la participation de Volodymyr Zelensky. RFI 26 août 2022

Inde: le groupe Adani, proche du BJP, fait une offre publique d'achat sur une télé d'opposition - RFI 26 août 2022

En Inde, l'écosystème médiatique pourrait basculer définitivement entre les mains du pouvoir en place. Le groupe Adani, du nom de Gautam Adani, l'homme d'affaires le plus riche d'Asie et un

proche du Premier ministre Narendra Modi, veut obtenir la majorité des parts de la chaîne NDTV. De notre correspondant à Bangalore, New Delhi TV, ici appelé NDTV, est l'une des dernières chaînes à questionner l'idéologie que le BJP fait régner sur le pays. C'est loin d'être une chaîne révolutionnaire, mais elle ne reprend pas systématiquement les polémiques lancées par les nationalistes hindous et organise régulièrement des débats ou elle fait intervenir des membres de l'opposition. Elle est aussi historiquement proche du parti du Congrès, que le BJP veut faire entrer dans l'histoire. RFI 26 août 2022

Inde : les dalits, une vie de discrimination et de stigmatisation - France 24 1 septembre 2022

Les dalits, communément appelés les « *intouchables* » en Inde et dans d'autres pays d'Asie du Sud, sont destinés dès la naissance à une vie de marginalisation, d'exclusion et de violations des droits de l'homme. France 24 1 septembre 2022
J-C – Comme bien des minorités en occident, non ? Quant à la majorité, elle est destinée à l'esclavage, chut !

Totalitarisme en bref.

Twitter 26.08.2022

- Les autorités chinoises ont fait passer le pass sanitaire des habitants de Chongqing à l'orange et ordonné à plus de 10 millions de personnes de réaliser un test malgré une canicule avec des températures dépassant les 40°C.

- Le journal Le Parisien propose la mise en place d'un pass carbone appelé "carte carbone" attribuant à chaque citoyen un quota de CO2 pour des comportements de la vie quotidienne (alimentation, transports, chauffage...)

Toulouse: la préfecture prend un arrêté pour interdire une campagne d'affichage anti-vaccination - BFMTV 28 août 2022

Dictature et racket.

Stationnement payant à Paris : la colère des deux-roues motorisés - lepoint.fr 30 août 2022

Le 1er septembre passe mal pour les conducteurs de deux-roues thermiques : à partir de jeudi, ils devront payer pour stationner leur véhicule à Paris. Une mesure qui « *répond à des enjeux climatiques et de santé publique* », selon la ville.

Travailleur intermittent à Paris mais habitant à 45 kilomètres de la capitale, Romain Lagrost aurait bien aimé acheter une moto électrique mais il n'en a « *pas les moyens.* « *J'ai acheté ma moto neuve 8 000 euros, une neuve électrique c'est 20 000 euros* », peste ce Francilien, qui ne refuse pas de payer un stationnement mais « *pas à ces prix-là* ». « *C'est la moitié du prix du stationnement d'une voiture et on met quatre motos sur un emplacement auto. Là, c'est du vol !* » lance-t-il.

« *C'est une mesure qui fait polémique, plein de gens ne sont pas contents. Mais il y a aussi plein de gens qui attendent cette mesure. On est dans un régime d'exemption pour des engins qui prennent de la place sur l'espace public, qui font du bruit, et qui polluent », défend David Belliard, l'adjoint (EELV) aux mobilités et à la transformation de l'espace public, qui voudrait transformer « la manière qu'on a de se déplacer en ville* ».

« *Cette mesure est essentielle. C'est douloureux, je le comprends, mais je pense que c'est vraiment juste, ça répond à des enjeux climatiques et de santé publique. Personne ne reviendra dessus* », prévient David Belliard. lepoint.fr 30 août 2022

Le Great Reset ne serait-il pas la solution finale ?

Véra Sharav, rescapée de l'holocauste : « L'Holocauste a été précédé de 9 ans de restrictions. Hier les Juifs, demain les non-vaccinés ! » - lemediaen442.fr 28 août 2022

Je suis venue à Nuremberg pour fournir un contexte historique à la menace globale actuelle à laquelle notre civilisation est confrontée. Ces deux dernières années et demie ont été particulièrement stressantes, car des souvenirs douloureux ont été ravivés.

En 1941, j'avais trois ans et demi lorsque ma famille a été forcée de quitter sa maison en Roumanie et déportée en Ukraine. On nous a rassemblés dans un camp de concentration, où on nous a laissés mourir de faim. La mort était omniprésente. Mon père est mort du typhus quand j'avais cinq ans.

En 1944, alors que la solution finale était mise en œuvre de manière intense, la Roumanie s'est retirée de son alliance avec l'Allemagne nazie. Le gouvernement a autorisé plusieurs centaines d'orphelins juifs de moins de 12 ans à rentrer en Roumanie. Je n'étais pas orpheline ; ma mère a menti pour me sauver la vie.

Je suis montée dans un train à bestiaux – le même train qui continuait à transporter des Juifs vers les camps de la mort – alors même que l'Allemagne perdait la guerre. Quatre ans se sont écoulés avant que je ne retrouve ma mère.

L'Holocauste est le symbole archétypal du mal absolu.
Les normes morales et les valeurs humaines ont été systématiquement oblitérées.
Le système nazi a détruit la conscience sociale.
Des millions de personnes ont été exploitées jusqu'à la mort en tant qu'esclaves.
D'autres ont été maltraitées comme cobayes humains d'expériences.

L'Holocauste n'a pas commencé dans les chambres à gaz d'Auschwitz et de Treblinka. L'Holocauste a été précédé de 9 ans de restrictions progressives de la liberté individuelle et de la suspension des droits légaux et des droits civils. Le décor a été planté par une propagande alarmiste et haineuse.

Une série d'édits gouvernementaux discriminatoires et humiliants ont diabolisé les Juifs en les qualifiant de « *propagateurs de maladies* » . Nous étions comparés à des poux.

La véritable maladie virale qui a infecté l'Allemagne nazie est l'eugénisme – L'eugénisme est l'idéologie élitiste à l'origine de tous les génocides.

L'eugénisme est recouvert d'un manteau de pseudo-science.

Il a été adopté par l'establishment académique et médical, ainsi que par le système judiciaire – en Allemagne et aux États-Unis.

Les eugénistes justifient les inégalités sociales et économiques. Ils légitiment la discrimination, l'apartheid, la stérilisation, l'euthanasie et le génocide. Les nazis appelaient cela « nettoyage ethnique » – pour la protection du patrimoine génétique.

La médecine a été détournée de sa mission de guérison et militarisée.

D'abord, il s'agissait de contrôler la reproduction par la stérilisation forcée ; ensuite, il s'agissait d'éliminer ceux qui étaient considérés comme des « *sous-hommes* » — Untermenschen [sous-hommes]. Les premières victimes du meurtre médical ont été 1 000 enfants et jeunes handicapés allemands de moins de trois ans. Cette opération meurtrière a été étendue à environ 10 000 enfants jusqu'à l'âge de 17 ans.

Les victimes suivantes étaient les malades mentaux, puis les personnes âgées dans les maisons de retraite. Tous ces êtres humains ont été condamnés comme des « *mangeurs sans valeur* ».

Dans le cadre de l'opération T-4, des hôpitaux désignés sont devenus des centres d'extermination où diverses méthodes d'extermination ont été testées – y compris le Zyclon B – le gaz qui a été utilisé dans les camps de la mort.

L'objectif de la solution finale nazie était d'anéantir la totalité des 11 millions de Juifs d'Europe aussi rapidement et efficacement que possible.
Les nazis ont promulgué des lois discriminatoires ; ils ont utilisé la technologie moderne, des méthodes industrielles à faible coût, un système de transport efficace et une bureaucratie hautement qualifiée qui a coordonné le processus industriel génocidaire. L'objectif était la rapidité, l'efficacité maximale au moindre coût.

Les victimes humaines de ce génocide sans précédent étaient 6 millions de Juifs et 9 millions d'autres personnes que les nazis ont déshumanisées en les qualifiant d'Untermenschen [sous-hommes].

Le but des mémoriaux de l'Holocauste est d'avertir et d'informer les générations futures sur la façon dont une société éclairée et civilisée peut se transformer en un univers génocidaire régi par une dépravation morale absolue.

Si nous voulons éviter un autre Holocauste, nous devons identifier les parallèles actuels inquiétants avant qu'ils n'empoisonnent le tissu social.
Depuis l'ère nazie, l'étude de l'histoire et de la plupart des sciences humaines – y compris la philosophie, la religion et l'éthique – a été éclipsée par l'accent mis sur la science et la technologie utilitaires.

En conséquence, peu de gens reconnaissent les similitudes inquiétantes entre les politiques actuelles et celles du régime nazi.

En déclarant l'état d'urgence – en 1933 et en 2020 –, la liberté individuelle, les droits légaux et les droits civils protégés par la constitution ont été balayés. Des décrets répressifs et discriminatoires ont suivi.

En 1933, les Juifs étaient la principale cible de la discrimination ; aujourd'hui, ce sont les personnes qui refusent de se faire injecter des vaccins expérimentaux issus du génie génétique qui sont visées. Hier comme aujourd'hui, les dictats gouvernementaux ont été conçus pour éliminer des segments de la population.

En 2020, les dictats gouvernementaux ont interdit aux hôpitaux de traiter les personnes âgées dans les maisons de retraite. Le résultat a été un meurtre de masse.

Les décrets gouvernementaux continuent d'interdire aux médecins de prescrire des médicaments vitaux, approuvés par la FDA ; les protocoles dictés par le gouvernement continuent de tuer.

Les médias sont silencieux – comme ils l'étaient à l'époque.

Les médias diffusent un récit unique, dicté par le gouvernement – tout comme sous les nazis. Une censure stricte réduit au silence les opinions opposées.

Dans l'Allemagne nazie, peu de personnes s'opposaient à ces idées ; celles qui le faisaient étaient emprisonnées dans des camps de concentration.

Aujourd'hui, les médecins et les scientifiques qui remettent en question le récit approuvé sont calomniés, leur réputation est détruite. Ils risquent de perdre leur licence d'exercice et de voir leur domicile et leur lieu de travail perquisitionnés par des équipes d'intervention. (…)

La culture génocidaire qui imprégnait le régime nazi n'a pas pris fin en 1945. Elle s'est métastasée aux États-Unis.

À la fin de la guerre, des agents du gouvernement américain ont aidé 1 600 scientifiques, médecins et ingénieurs nazis de haut rang à échapper à la justice de Nuremberg.

Ces technocrates nazis ont facilité les opérations meurtrières des nazis. Ils étaient les partenaires d'Hitler dans les crimes contre l'humanité. Ils ont été secrètement introduits aux États-Unis dans le cadre de l'opération Paperclip. Ceci en violation des ordres explicites du président Harry Truman. Ces criminels nazis ont été placés à des postes de haut niveau dans de grandes institutions scientifiques et médicales américaines où ils ont poursuivi leurs travaux.

Qui plus est, ces technocrates nazis ont formé une génération de scientifiques, de médecins et d'ingénieurs américains.

C'est ainsi que les méthodes nazies et le mépris immoral des valeurs humaines se sont enracinés en Amérique.

En 1961, dans son discours d'adieu à la nation, le président Dwight Eisenhower a mis en garde contre la domination croissante du « *complexe militaro-industriel* » dont « *l'influence totale – économique, politique, voire spirituelle – se fait sentir [partout]* » .

Eisenhower a averti : « *Nous devons être attentifs au danger que la politique publique devienne elle-même captive d'une élite scientifico-technologique.* »

En 1979, un rapport au président, par la Commission américaine sur l'Holocauste, présidée par Elie Wiesel, survivant d'Auschwitz, mettait en garde :

« *…l'inclination à reproduire l'option nazie et à exterminer une fois de plus des millions de personnes reste une menace hideuse* ».

Ceux qui déclarent que les analogies avec l'Holocauste sont « hors limites » trahissent les victimes de l'Holocauste en niant la pertinence de l'Holocauste.

Le Code de Nuremberg sert de base à la recherche clinique éthique depuis sa publication il y a 75 ans.

La pandémie de Covid est exploitée comme une occasion de renverser les paramètres moraux et juridiques établis par le Code Nuremberg.

Le Code de Nuremberg est notre défense contre les expérimentations abusives.

L'humanité est actuellement assiégée par les héritiers mondiaux des nazis.

Une bande de milliardaires mondiaux, impitoyables et interconnectés, a pris le contrôle des institutions nationales et internationales qui définissent les politiques.

Ils se sont lancés dans la mise en œuvre d'un programme diabolique :

Renverser la démocratie et la civilisation occidentale ;
Dépeupler la population mondiale ;
Éliminer les États-nations et établir un gouvernement mondial unique ;
Éliminer l'argent liquide et établir une monnaie numérique unique ;
Injecter des identifiants numériques et des capacités d'intelligence artificielle dans chaque être humain. Si ces objectifs deviennent une réalité, nous serons surveillés numériquement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

En mai 2022, au Forum économique mondial de Davos, Klaus Schwab, l'architecte de la Grande Réinitialisation dystopique, a déclaré :

« *Soyons clairs, le futur ne se produit pas tout seul ; le futur est construit par nous, une communauté puissante ici dans cette salle. Nous avons les moyens d'imposer l'état du monde.* »

Le but ultime de ces mégalomanes est de prendre le contrôle total des ressources naturelles et financières du monde et de remplacer les humains par des robots transhumains. Le transhumanisme est un système de castes amélioré par la bio-technologie – le nouvel eugénisme.

Le principal conseiller de Klaus Schwab est Yuval Noah Harari, un Israélien formé à l'Université d'Oxford. Harari est un partisan du Nouvel Eugénisme et du Transhumanisme.

Harari qualifie les humains d' « *animaux piratables* ». Il a déclaré : « *Nous avons la technologie pour pirater les humains à grande échelle…* »

Harari méprise le concept même de Dieu.

Les transhumanistes méprisent les valeurs humaines, et nient l'existence d'une âme humaine. Harari déclare qu'il y a trop de « *gens inutiles* ». Le terme nazi était « *mangeurs inutiles* ».

C'est le nouvel eugénisme.

Il est adopté par les technocrates milliardaires les plus puissants du monde qui se réunissent à Davos : Big Tech, Big Pharma, les oligarques financiers, les universitaires, les dirigeants gouvernementaux et le complexe militaro-industriel. Ces mégalomanes ont ouvert la voie à un nouvel holocauste.

Cette fois, la menace de génocide est à l'échelle mondiale.

Cette fois, au lieu du gaz Zyklon B, les armes de destruction massive sont des armes biologiques injectables issues du génie génétique, qui se font passer pour des vaccins.

Cette fois, il n'y aura pas de sauveteurs. À moins que nous ne résistions tous, « *plus jamais ça* », c'est maintenant.

Vera Sharav
Survivante de l'Holocauste
Défenseur des droits de l'homme
Fondatrice et présidente de l'Alliance pour la protection de la recherche humaine (AHRP)

Discours fait à Nuremberg, le 20 août 2022 à l'occasion du 75e anniversaire du Code de Nuremberg.

La nouvelle norme ou il encourage au choix, le libertinage, la prostitution, l'échangisme, la bisexualité, l'homosexualité, le puritanisme fanatique, l'ascétisme, la solitude ou frustration, la masturbation.

Histoires de femmes infidèles : "*Quand je trompe mon homme, j'ai l'impression d'être enfin une femme libre*" - Yahoo 31 août 2022

Pour être libre, il faut avoir pour principe de n'en avoir aucun, de n'être tenu par aucun engagement d'aucune sorte, aucune valeur morale, c'est accepter la confiance qu'on vous accorde pour mieux la violer à la première occasion, la responsabilité retombant sur celui qui a eu la faiblesse de l'oublier.

Pour eux, être de droite, c'est résister au néolibéralisme, au mondialisme, à la destruction des acquis de la civilisation humaine, à toutes leurs mystification, à l'instauration d'un nouvel ordre mondial totalitaire.

La France est de plus en plus de droite et en colère, selon un sondage - BFMTV 30 août 2022

Oeuvre de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) - en partenariat avec le Cevipof et l'institut OpinionWay- et publiée lundi soir par Le Figaro, l'étude annonce la couleur dès son titre :

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite. Car l'enquête de Fondapol pointe en effet le basculement d'une part de plus en plus grande des Français vers la droite - du point de vue du suffrage mais aussi des préoccupations et des valeurs - et dépeint un pays progressivement gagné par une forme de défiance voire de colère.

Notre éditorialiste politique, Matthieu Croissandeau l'a souligné ce mardi matin sur notre plateau : "*On voit bien une montée de la radicalité, de la colère, des gens qui veulent changer de système et renverser la table. Si on y ajoute pour les législatives, l'abstention et le vote blanc, là c'est trois Français sur quatre qui ont fait le choix de la protestation*".

Si c'est toute la France qui hausse le ton, le rouge vient plus facilement à certaines joues qu'à d'autres. En effet, la protestation progresse plus rapidement à droite (avec un bond de 5,2 points entre 2017 et 2022) qu'à gauche (avec un crescendo de 2,1 points).

Ce "*glissement à droite de la société*" et la montée des tensions dans les têtes dont parlent les sondeurs expliquent d'ailleurs le vent croissant dans les voiles du Rassemblement national, tandis que la panne sèche des Républicains s'éternise et que la gauche est numériquement en mauvaise posture.

L'enquête de Fondapol établit d'abord qu'en-dehors d'Europe Ecologie - Les Verts, aucune formation politique n'a une image plus positive auprès des Français, avec un niveau de 25 %. De surcroît, 39 % des sondés disent leur accord avec les idées défendues par le Rassemblement national. Un succès culturel qui ne peut que trouver une traduction sociologique plus ample.

J-C - Europe Ecologie - Les Verts, c'est moins de 5% aux dernières élections, et les voilà qui passent à 25% « *du point de vue du suffrage* » comme ils disent, escrocs!

Concernant l'extrême droite ou le RN-FN. Il suffit qu'elle emprunte hypocritement le créneau du mouvement ouvrier et qu'on demande à un travailleur s'il se reconnaît dedans, spontanément il répondra oui, et il sera catalogué comme soutien ou sympathisant du RN-FN.

Il y a toujours une faille quelque part dans leur dispositif, et quel que soit leur récit, la vérité finit toujours par émerger.

JC - Depuis la rédaction de l'article ci-dessous, Mme. Royal a tenu à apporter une précision qui contrairement à ce qu'a affirmé BFMTV (et les journalistes aux ordres) aurait "*de quoi contrebalancer avec ses déclarations*" de jeudi, alors qu'elle n'est pas revenue sur sa dénonciation

du récit frauduleux des autorités ukrainiennes concernant des faits attribués à la Russie et contestés par Moscou.

L'opération consiste à faire oublier cet aspect de sa déclaration que les partisans du régime néonazi ukrainien lui reprochent, car personne n'est autorisé à critiquer de près ou de loin les autorités ukrainiennes sous le régime français fascisant, qu'on se le dise une bonne fois pour toute.

Ségolène Royal dément avoir nié des crimes de guerre en Ukraine - Le HuffPost 3 septembre 2022

L'ancienne ministre de l'Écologie a souhaité s'excuser pour ses propos auprès des victimes de la guerre en Ukraine. « *Je n'ai jamais nié les crimes de guerre et je m'excuse volontiers auprès des victimes si elles l'ont pensé* », a-t-elle tweeté deux jours après cette séquence controversée.

Pour se justifier, Ségolène Royal a tenu à mettre en avant l'intégralité de la séquence diffusée sur BFMTV, et qui selon elle, n'aurait pas été partagée dans son intégralité lors des rediffusions en ligne. Ce qu'elle a fait. « *Ici la fin de ma parole, coupée dans les rediffusions. Plaider pour la paix c'est agir pour l'arrêt des souffrances du peuple ukrainien et de l'agression russe* », a-t-elle également écrit dans son tweet accompagné de la fameuse séquence. Le HuffPost 3 septembre 2022

Ukraine: Ségolène Royal met en doute des crimes de guerre, Olivier Faure s'insurge - BFMTV 2 septembre 2022

Dénonçant "*une propagande de guerre par la peur*" de la part du président ukrainien Volodymyr Zelensky, Ségolène Royal a notamment mis en doute, sur BFMTV la réalité de "*la maternité bombardée*" dans le sud-est de l'Ukraine en mars. Selon elle, "*vous pensez bien que s'il y avait la moindre victime, le moindre bébé avec du sang, à l'heure des téléphones portables on les aurait eues (les images)...*". Selon elle, "*il a utilisé ça*" pour interrompre le processus de paix.

Elle a aussi mis en doute le massacre de Boutcha ou "*le récit de viol d'enfant pendant sept heures sous les yeux des parents". "C'est monstrueux d'aller diffuser des choses comme ça uniquement pour interrompre le processus de paix*", a-t-elle affirmé.

JC - Ce qu'elle a dit est exact, mais inadmissible sous un régime totalitaire auquel le PS participe. Par la voix d'Olivier Faure on retrouve le PS social-impérialiste fidèle à lui-même, au camps de la réaction dont il fait partie depuis plus d'un siècle ou la voix de Washington ou de l'Otan.

BFMTV - "*La paix en Ukraine n'est pas rendue impossible par les victimes de l'invasion, mais par la volonté de conquête de Poutine!*", a réagi sur Twitter le Premier secrétaire du PS Olivier Faure.
"*Les crimes de guerre sont documentés, le nier est une insulte aux assassinés, aux violées, aux torturés ! Dire le contraire est de la propagande !*", a-t-il poursuivi.

Dans un autre tweet, il a ajouté: "*Elle dit que la dénonciation des crimes (dont elle doute) a un objet: entraver le processus de paix. Les agressés deviennent les bellicistes. Jusqu'à preuve du contraire les Ukrainiens sont les résistants dans une guerre qu'ils n'ont pas choisie*", a-t-il critiqué.

Le député européen Raphaël Glucksmann (Place publique), a lui aussi dénoncé un "*naufrage. Total*".

JC - Rappelons que Raphaël Glucksmann avait été manifesté place Maidan en 2014 et avait apporté son soutien au coup d'Etat orchestré par l'Otan et réalisé grâce à des milices armées néonazies depuis au pouvoir en Ukraine. Le PS et EELV firent partie du voyage et d'autres encore.

Les agents du Forum économique mondial réagissent.

Une plainte va être déposée contre Ségolène Royal après ses propos sur la guerre en Ukraine - BFMTV 3 septembre 2022

Le collectif Stand With Ukraine va déposer plainte lundi contre Ségolène Royal, a appris ce vendredi BFMTV.com, confirmant une information de Libération.

"*La plainte est en train d'être rédigée, elle va être déposée lundi*", a indiqué à BFMTV Aline Le Bail-Kremer, co-fondatrice du collectif.

"*Le collectif Stand With Ukraine, victimes et familles de victimes des crimes des forces russes, portent plainte contre Ségolène Royal: un avocat a été saisi ce jour. Nous défendrons ensemble l'honneur des disparus*", a écrit sur Twitter le collectif. BFMTV 3 septembre 2022

JC - Ils sont bien organisés. Je me suis livré à une brève investigation sur cette ONG et cela m'a amené sur la piste... américaine, leur maître.

Lu dans son blog : https://www.standwithukraine.how/fr

Sauver l'Ukraine. Restaurer la paix. Sauver la démocratie.

Faire un don

Chaque dollar compte.
- Approvisionnements pour l'armée
- LGBTQI+

Suivre des sources d'information officielles

- Président de l'Ukraine
- Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine
- Compte officiel du Parlement de l'Ukraine
- Ambassade d'Ukraine aux États-Unis

Nous souhaitons remercier la communauté Global Shapers.

Qu'est-ce que c'est Global Shapers? Allons voir sur leur blog. La pieuvre des Young Leaders.

https://www.globalshapers.org/

Née du Forum économique mondial, la Global Shapers Community est un réseau de jeunes inspirés de moins de 30 ans qui travaillent ensemble pour relever les défis locaux, régionaux et mondiaux. Avec plus de 14 000 membres, la Global Shapers Community s'étend sur 456 centres urbains dans 150 pays.

Qui est le Website de leur blog ? (https://igor.fyi/) Un certain Igor Barakaiev, 24 ans.

Igor Barakaiev fit ses études à Andover aux Etats-Unis, à la Phillips Academy, un internat du Massachusetts, coût par an, 61.000 dollars en 2020. Il suivit ensuite le programme appelé Symbolic Systems à l'université de Standord, un programme destiné aux étudiants de premier cycle et aux diplômés qui intègre des connaissances issues de divers domaines d'étude, notamment : Informatique - Linguistique - Mathématiques - Philosophie - Psychologie - Statistiques. Son objectif : " *Réimaginer l'humanité et la technologie. - Intelligence humaine et artificielle. - L'esprit et la machine* ".

En fait sa scolarité a été prise en charge par une généreuse ONG ukrainienne dont on ignore ou presque d'où proviennent les financements, Ukraine Global Scholars (UGS).

Ukraine Global Scholars (UGS) est une organisation à but non lucratif qui a aidé 192 lycéens ukrainiens issus de milieux modestes à recevoir plus de 50 millions de dollars de bourses d'études dans les meilleurs internats et universités du monde. En échange, les étudiants s'engagent à retourner en Ukraine pendant 5 ans pour reconstruire le pays. (https://www.ugs.foundation/)

Made in USA, et si vous en doutiez, suivez la piste de l'argent.

UGS - Nos conseillers, parmi lesquels figurent d'anciens ambassadeurs américains et d'éminents penseurs du monde des affaires, fournissent des conseils stratégiques précieux qui nous permettent d'étendre les opérations d'UGS. En tant qu'organisme public de bienfaisance, l'UGS compte sur les dons des particuliers et des entreprises pour couvrir ses coûts de fonctionnement. La majorité de nos donateurs viennent des Etats-Unis et d'Ukraine.

JC - Comme nous ne doutons pas un instant de leurs bonnes intentions, nous finirons par leur statut juridique :

Statut juridique aux États-Unis.

Ukraine Global Scholars Foundation est enregistrée aux États-Unis en tant qu'organisme de bienfaisance public 501(c)(3).
Notre numéro d'identification fiscale (EIN) est le suivant : 81-0847939.
Notre adresse postale est la suivante 177 Huntington Avenue, 17th floor, #1788, Boston, MA 02115.

A propos de l'université de Stanford.

Stanford est réputée pour être l'un des principaux sièges du néolibéralisme formatant des étudiants qui iront ensuite le répandre dans le monde entier. Dans le blog américain, tout en haut au centre de la première page, on ne peut pas le louper est inscrit en caractères énormes : Accelerating climate solutions - The new Stanford Doerr School of Sustainability is designed to tackle urgent global challenges, ce qui signifie : Accélérer les solutions climatiques - La nouvelle Stanford Doerr School of Sustainability est conçue pour relever les défis mondiaux urgents. (https://www.stanford.edu/)

Expérience de Stanford
https://fr.wikipedia.org/wiki/Exp%C3%A9rience_de_Stanford

Lorsque l'affaire des abus dans la prison d'Abou Ghraib éclata en mars 2004, de nombreux observateurs furent immédiatement surpris par les similitudes avec l'expérience de la prison de Stanford.

Les problèmes éthiques soulevés par cette expérience la rapprochent de l'expérience de Milgram, menée en 1963 à l'Université Yale par Stanley Milgram. (Wikipédia) (https://fr.wikipedia.org/wiki/Exp%C3%A9rience_de_Milgram)

JC - Comme quoi l'expérience ne s'était pas arrêtée en 1971, en réalité le Pentagone et la CIA l'employèrent grandeur nature jusqu'à nos jours.

Si les Américains sont à l'origine de Stands with Ukraine, il était naturel que l'UE en soit.

https://ukraine.europarl.europa.eu/en/home

L'UE est aux côtés de l'Ukraine : sur ce site web produit par le Parlement européen, vous pouvez découvrir comment l'UE a soutenu l'Ukraine, y compris dans sa lutte actuelle contre la Russie. Dans la prochaine causerie de mon portail.

À la suite de la révolution de la dignité en 2013-2014, le Parlement européen s'est engagé dans un niveau de coopération sans précédent avec la Verkhovna Rada (parlement) d'Ukraine dans le domaine du soutien à la démocratie.

Le néonazisme en guise de dignité et de démocratie, on ne pouvait imaginer pire.

J'avais terminé quand j'ai découvert un autre article qui parlait du même Igor Barakaiev.

https://stanforddaily.com/2022/03/08/students-call-on-university-leadership-to-condemn-russia-for-war-in-ukraine/

Mieux, le pot aux roses sur l'Ukraine Global Scholars basée aux Etats-Unis, le lien avec le parlement néonazi ukrainien, l'USAID ou une officine de la CIA, et Amnesty International qui travaille pour eux.

https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/ukraine-global-scholars-presents-its-accomplishments-in-2020-video.html

- Dans le cadre du programme de stages de l'UGS, 50 anciens étudiants de l'UGS ont trouvé des stages d'été dans des agences gouvernementales telles que la Verkhovna Rada et l'USAID, dans des entreprises sociales telles qu'Amnesty International, et dans le secteur de la technologie et des produits et services.

Plus fort encore.

(https://www.uadn.net/2021/06/22/yuliya-sychikova-of-aventures-capital-almost-all-ukrainian-venture-deals-are-made-with-entities-registered-in-other-jurisdictions/)

Yuliya Sychikova est co-fondatrice d'Ukraine Global Scholars et directrice d'AVentures Capital.
Voici ce qu'on trouve sur le blog du Forum économique mondial.

AVentures Capital (https://www.weforum.org/organizations/aventures-capital)

Dirigée par des entrepreneurs en série et des professionnels de la finance expérimentés, AVentures Capital est une société de capital-risque en phase de démarrage axée sur la croissance des entreprises en Ukraine. Elle investit dans des logiciels, des téléphones mobiles et d'autres projets liés au numérique ayant des perspectives mondiales.

L'Ukraine peut-elle être la prochaine start-up nation ? - 18 août 2015
https://www.weforum.org/agenda/2015/08/can-ukraine-be-the-next-start-up-nation/

JC - L'accès au contenu de l'article est réservé aux initiés, peu importe.

Je voulais juste montrer par tous les bouts d'où venait la réaction hystérique aux propos de Mme. Royal pour que personne n'ait un doute.

J'ai oublié de mentionner que la co-fondatrice de Stand With Ukraine, Aline Le Bail-Kremer, collabore régulièrement à La Règle du jeu du sadique Bernard-Henri Lévy.

Une cinglée admiratrice d'une médiocrité sans fond doublé d'une ordure finie. Tout s'explique.

Looking for Europe de Bernard Henri Lévy: Un engagement total. Une vie d'enfer. Un défi - atlantico.fr13 mars 2019

22 dates. 22 capitales. Et 22 réécritures en quelques semaines pour un seul homme.

Aucun souvenir d'un écrivain moderne qui se soit lancé dans une telle aventure littéraire.

Aucun nom à l'appel relatif à une performance similaire.

https://atlantico.fr/article/decryptage/looking-for-europe-de-bernard-henri-levy-un-engagement-total-une-vie-d-enfer-un-defi-aline-le-bail-kremer

En réalité ce sera un flop total.

https://www.courrierinternational.com/article/culture-la-piece-de-bernard-henri-levy-laisse-perplexe-ce-journaliste-allemand

https://www.lematin.ch/story/gros-flop-pour-bernard-henri-levy-en-suisse-403157648893

Quand des accusations font office de « *preuves crédibles* », autant dire fabriquées.

Les États-Unis exigent que la Chine rende des comptes du "*génocide*" des Ouïghours - BFMTV 1 septembre 2022

Ouïghours : L'ONU s'inquiète de « *crimes contre l'humanité* » au Xinjiang - Le HuffPost 1 septembre 2022

Sans détour, l'ONU évoque de possibles « *crimes contre l'humanité* », fait état de « *preuves* crédibles » de tortures et de violences sexuelles à l'égard de la minorité ouïghoure et appelle la

communauté internationale à agir au plus vite, dans son rapport très attendu sur la région chinoise du Xinjiang publié ce mercredi 31 août.

Et même s'il ne semble pas comporter de révélations par rapport à ce qui était déjà connu de la situation dans le Xinjiang, ce document apporte le sceau de l'ONU aux accusations portées de longue date contre les autorités chinoises.

Le document est basé « *sur la désinformation et des mensonges fabriqués par les forces anti-chinoises* » et « *diffame et calomnie gratuitement la Chine et s'immisce dans les affaires intérieures de la Chine* », écrit l'ambassade de Chine auprès de l'ONU à Genève dans le commentaire attaché au rapport.

France. Népotisme.

Castex, Buzyn, Wargon... que sont devenus les recasés de la Macronie ? - Europe1 31 août 2022

Wargon, Castex, Bourguignon... ils ont été recasés, et occupent maintenant de nouvelles fonctions. Une vieille pratique, qu'Emmanuel Macron perpétue.

L'ancienne ministre du Logement Emmanuelle Wargon a été nommée à la direction de la très importante Commission de régulation de l'énergie.

L'éphémère ministre de la Santé Brigitte Bourguignon, battue aux législatives, a été nommée au poste d'inspectrice générale des affaires sociales.

L'ancienne ministre de la Santé, Agnès Buzyn, hématologue de profession, a par exemple été nommée conseillère maître à la Cour des comptes.

Jacqueline Gourault , ancienne ministre de la Cohésion des territoires, qui n'a pas de formation de juriste, siège désormais au Conseil constitutionnel.

Jean Castexest devenu le nouveau président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France.

La soumission à l'ordre établi en famille.

« *Moi aussi je suis insoumise* » : Rachida Dati assure le spectacle à l'université d'été LFI - Journal du Dimanche 28.08.2022

Innovation et ouverture. Ce sont sans doute les deux mots qui caractérisaient les universités d'été de la France insoumise cette année, à Châteauneuf-sur-Isère dans la Drôme près de Valence. Pour ces Amfis d'été qui se tiennent jusqu'à ce dimanche, LFI avait décidé d'inviter des figures de l'opposition, à l'image de Marlène Schiappa qui, chahutée vendredi, n'avait pas hésité à répondre aux militants usant de tact et d'humour. Clément Beaune, le ministre délégué chargé des Transports de France, et Olivia Grégoire, la ministre déléguée chargée des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, se sont aussi succédé lors de débats

Mais c'est bel et bien le débat avec Rachida Dati , la maire du VIIe arrondissement de la capitale, qui était le plus attendu. Comme l'explique Le Point, s'il est difficile de rivaliser avec la popularité de Jean-Luc Mélenchon au sein de LFI, la proche de Nicolas Sarkozy a attiré les foules. Certains avouant même être venus « *au spectacle* ». Interroger sur le thème de la justice, l'ancienne garde des Sceaux faisait face au député du Nord Ugo Bernalicis. Très vite, Rachida Dati est parvenue à se mettre une partie du public dans la poche sous une salve d'applaudissements, et en lançant quelques pics : « *Sachez que j'aime le bruit* », lâche-t-elle en préambule.

En complément.

Mélenchon dit oui à Olivier Faure sur un référendum d'initiative partagée sur les super-profits - BFMTV 29 août 2022

"*Le PS qui est en train de se reconfigurer nous intéresse comme partenaire*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon dimanche en clôturant les "*Amfis d'été*" de La France insoumise dans la Drôme. BFMTV 29 août 2022

Sous un régime corrompu et fascisant, la police ne doit avoir de compte à rendre à personne, sauf au tyran en place.

Réforme de la PJ : Gérald Darmanin maintient la réforme, les policiers vent debout - europe1.fr 1 septembre 2022

Le projet, porté par le ministre de l'Intérieur et le Directeur général de la police nationale Frédéric Veaux prévoit de placer tous les services de police d'un département - renseignement, sécurité publique, police aux frontières (PAF) et police judiciaire - sous l'autorité d'un seul Directeur départemental de la police nationale (DDPN), dépendant du préfet. Actuellement, chaque service rend des comptes à sa hiérarchie.

Jeudi, le ministre a répété son attachement à l'échelon départemental et à la création d'un directeur unique pour tous les métiers de la police, ce qui a été ressenti par les participants comme une fin de non-recevoir. Les policiers de la PJ en ont fait une ligne rouge. Pour eux, l'échelon départemental n'a pas de sens en termes de lutte contre la criminalité organisée. Ils craignent une dilution de leur spécificité et la fin de leur indépendance vis-à-vis du pouvoir administratif. europe1.fr 1 septembre 2022

En famille à la Fête de l'Humanité. Nous, avec nos ennemis, on cogne et on parle ensuite !

Cinq ministres, dont Gabriel Attal et Clément Beaune, participeront à la Fête de l'Humanité - BFMTV 1 septembre 2022

Dont Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie, Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de la Jeunesse et Rima Abdul Malak, ministre de la Culture.

Une participation qui s'inscrit dans une tradition d'ouverture assumée par le Parti communiste.

On ne discute pas avec les représentants d'un régime fascisant, on combat pour l'abattre.

Conseil national de la refondation : Borne déplore que les oppositions «*refusent la discussion*» - Europe1 1 septembre 2022

Élisabeth Borne a déploré jeudi que les partis d'opposition "*refusent la discussion avant même qu'elle ait commencé*" en boycottant le Conseil national de la refondation, censé réunir associations, syndicats et partis et qui doit être installé le 8 septembre.

"*Je trouve un peu paradoxal de refuser la discussion. C'est important que l'on puisse partager les diagnostics, discuter des objectifs*", a-t-elle ajouté.

Les partis d'opposition ne souhaitent pas participer à la séance d'ouverture par le chef de l'État prévue le 8 septembre à Marcoussis (Essonne), y voyant une "*confusion*" des rôles et un contournement du Parlement. Europe1 1 septembre 2022

JC - Comme quoi il ne faut pas désespérer, ils continuent tous de participer aux institutions et de cautionner le régime en place, c'est déjà pas mal...

Bayrou a lâché le morceau. Sans consensus, impossible de gouverner.

François Bayrou pilotera le Conseil national de la refondation - Le HuffPost 1 septembre 2022

Francois Bayrou est nommé secrétaire général du Conseil national de la refondation.

« *J'ai toujours défendu cette idée selon laquelle il faut trouver des zones de consensus pour faire avancer un certain nombre de diagnostics qui n'avancent jamais* », a justifié François Bayrou à l'AFP. Le HuffPost 1 septembre 2022

JC - Diagnostic - Détermination de (une maladie, un état) d'après les symptômes.

Didact. Prévision, hypothèse tirée de l'analyse de signes. Faire un diagnostic politique de la situation. (Le Grand Robert de la langue française)

Notez, qu'il n'est pas indispensable de participer au gouvernement ou aux institutions de la Ve République pour soutenir le régime en place

---

Qui en doutait encore

«*Sidérante censure*» : Le Monde retire une tribune critiquant la visite de Macron en Algérie - RT 2 septembre 2022

La démarche est plutôt rare dans la presse : Le Monde a annoncé retirer de son site la tribune du politologue Paul Max Morin, enseignant à Sciences Po, sur le récent voyage d'Emmanuel Macron en Algérie, publiée dans l'édition du 1er septembre. L'annonce de la dépublication, assortie d'excuses à ses lecteurs et au président de la République, a été sévèrement critiquée. Le Monde évoque un problème de citation Afin de justifier son choix, la rédaction explique que le texte problématique «*reposait sur des extraits de citations qui ne correspondent pas au fond des déclarations du chef de l'Etat*». (...)

Paul Max Morin a réagi ce 2 septembre auprès du service CheckNews du journal Libération, expliquant en préambule que sa tribune avait été «commandée par Le Monde et que l'angle avait été débattu et validé». «*Nous nous sommes entendus sur l'angle du papier : la "droitisation" du discours d'une part et un regard critique sur les annonces faites en Algérie. J'ai alors rédigé une tribune, qui a été relue, modifiée et validée par eux*», relate l'auteur du texte.

«*Suite à sa publication, j'ai reçu un premier appel hier matin du journal m'informant que "l'Elysée était furax" et qu'il fallait apporter des modifications. J'ai accepté ces changements car la formulation ne remettait pas en cause le fond de l'analyse. Mais cela n'a pas pu être modifié car une demi-heure plus tard, j'ai reçu un deuxième appel pour me dire que la tribune était retirée parce que j'avais mal interprété ou surinterprété les propos du président et que cette analyse était partagée par les envoyés spéciaux en Algérie qui s'opposaient à sa publication*», relève également le politologue qui estime en outre que «*retirer un texte est une pratique anormale et incompréhensible*» et déplore le fond du message d'excuses publié par Le Monde. Il révèle par ailleurs que le quotidien national l'a contacté ce 2 septembre en lui proposant de «*republier la tribune mais sans parler d'histoire d'amour*». «*C'est donc qu'il y a là une impossibilité de débattre des propos du président*», accuse-t-il enfin.

JC- Je vous fais grâce des réactions qui traitent Le Monde de servile envers le pouvoir, alors que leurs auteurs se comportent de la même manière, Plénel (Mediapart), Mélenchon (LFI), etc. ou regrette l'époque de son fondateur, Hubert Beuve-Méry, qui en fit la gazette de la Ve République !

Il faut bien qu'ils imputent à quelqu'un la stratégie du chaos qu'ils ont adoptée.

"*Ils veulent le chaos*": Élisabeth Borne maintient que le gouvernement "*ne peut pas travailler*" avec les insoumis - BFMTV 1 septembre 2022

La Première ministre estime que les insoumis veulent le "*chaos*", contrairement à d'autres groupes d'opposition. BFMTV 1 septembre 2022

J-C – Mélenchon lui a répondu deux jours plus tard que c'était le gouvernement qui en était responsable, sans préciser toutefois qu'il s'agissait plus ici d'une tactique que d'une stratégie pour ne pas trop s'avancer ou avoir à révéler les véritables objectifs du « *Great Reset* » du Forum économique mondial et se faire accuser de complotiste, quelle horreur, sa popularité en pâtirait !

La gauche manichéenne fait preuve du même simplisme que les néoconservateurs américains - Slate.fr 1 septembre 2022

La dégradation de la situation internationale ravive un débat vieux de vingt ans sur l'incapacité d'une partie de la gauche à penser la géopolitique.

"*L'inspiration révolutionnaire*" au Mexique, au Honduras ou en Colombie... au rabais semble-t-il, mais trop encore pour la pire réaction.

Les étonnants voyages de « Mélen-Che » - LePoint.fr 1 septembre 2022

Jean-Luc Mélenchon a parcouru cet été l'Amérique pour chercher l'inspiration révolutionnaire. LePoint.fr 1 septembre 2022

JC - Plus cinglé tu meurs ! Les ordures ne savent plus quoi inventer pour dénigrer leurs ennemis, heureusement, ils se ridiculisent grossièrement au passage.

LePoint.fr - En volant de Paris à Mexico puis au Honduras et en Colombie avant de revenir à Paris, Mélenchon a pourtant contracté une belle dette à l'encontre du climat. Les quatre vols (au moins) qu'il a dû emprunter ont entraîné, selon le calculateur du site Carbonfootprint, le rejet de 3 tonnes de CO2 dans l'atmosphère, voire plus.

JC - Quel crime, il faudrait peut-être lui retirer son passeport pour que cela ne se renouvelle plus !

LePoint.fr - Nulle part sur son blog, Jean-Luc Mélenchon n'évoque une initiative visant à compenser les tonnes de CO2 émises par ses voyages. Interrogée sur ce point, son équipe n'a pas non plus répondu. Ses alliés écolos grincent un peu des dents. « Il faudra qu'il arrête de manger de la viande ensuite ! » confie au Point Sandrine Rousseau.
JC - Ces dégénérés prennent au sérieux leur délire, c'est cela le plus inquiétant.

LePoint.fr - Sa consœur Sandra Regol est un peu gênée aux entournures, ne connaissant pas « *les tenants et les aboutissants du voyage* ». « *D'après ce que j'ai compris, nous explique la députée EELV du Bas-Rhin, il a optimisé son voyage en concentrant les trajets sur quelques jours. Je pense qu'il compense aussi ses dépenses en carbone. Mais il est évident que personne, chez les écologistes, ne ferait ce genre de voyage* ».

JC - Une bonne occasion pour placer l'équivalent du passe carbone qui réduirait encore nos libertés individuelles.

LePoint.fr - C'est pourtant simple. Le site Carbonfootprint propose des systèmes de compensation. Si l'on considère que Jean-Luc Mélenchon a émis, au cours de ses trajets en avion, quelque 3 tonnes de CO2 (le seul aller-retour Paris-Mexico équivaut à 2,6 tonnes de CO2 rejetées dans l'atmosphère), il peut les compenser en investissant, au choix, 71 euros dans un programme de plantation d'arbres au Royaume-Uni ou 58 euros dédiés à la reforestation au Kenya ; s'il veut donner moins, il peut se contenter de 32 euros placés dans une sorte de portefeuille d'actions, sans affectation particulière.

JC - Il se peut qu'un jour ces psychopathes apprentis dictateurs ne vous donnent plus le choix et vous facturent votre consommation de CO2

Le communisme est plus que jamais d'actualité. Mais attention aux arnaques !

J-C – C'est très long, mais cela vaut le coup de voir comment ils ont procédé pour tromper les lecteurs. Sans être trop regardant on pourrait partager leur constat et leur objectif. En revanche dès qu'on se pose la question des moyens politiques pour parvenir à cet objectif, c'est le vide sidéral, et inutile de chercher dans la société, non, le mal est en nous, il faut « *Libérer l'humain* (qui est) *en l'homme* », c'est l'homme qui est malade et non la société. Bref, il ne s'agit surtout pas de nous libérer des rapports sociaux (d'exploitation) établis ou du capitalisme.

La même conclusion clôture systématiquement les conférences données par un tas d'anthropologues, psychanalystes, physiciens, scientifiques divers qui sont tous acquis au capitalisme ou autant de charlatans.

Entretien avec Gérard Leblanc, auteur de l'essai « *En finir avec l'argent ! Libérer l'humain en l'homme* » - lemediaen442.fr 2 septembre 2022

En finir avec l'argent ; voilà une idée qui peut paraître saugrenue tant l'argent est devenue la base de notre société. Nous rendons-nous compte que presque absolument tous nos gestes du quotidien sont réalisés en fonction de celui-ci ? Gérard Leblanc, auteur et universitaire, démontre à travers son essai « *En finir avec l'argent ! Libérer l'humain en l'homme* » (KA' Éditions) que nous pouvons très bien nous en passer, et surtout que nous en avons tout intérêt, puisque l'argent se sert davantage de nous qu'il ne nous sert. Dès que l'argent n'existe plus, nous commençons à exister.

L'argent exerce une puissance négative et destructrice sur le devenir des sociétés et des individus qui les composent.

Le Média en 4-4-2 : Bonjour Gérard, et merci d'avoir accepté notre invitation pour évoquer votre dernier essai , « *En finir avec l'argent ! Libérez l'humain en l'homme.* » Avant d'entrer dans le vif du sujet, pouvez-vous nous dire d'où vous est venue l'envie d'écrire ce livre sur l'argent qui « circule dans la société comme le sang dans nos veines » ?

Gérard Leblanc : Bonjour, je suis parti d'un constat : l'argent exerce une puissance négative et destructrice sur le devenir des sociétés et des individus qui les composent. Et pourtant, il occupe tous les terrains et toutes les têtes. Il est naturalisé. On a l'impression qu'il a toujours existé et qu'il existera toujours. Il circule en effet dans la société comme le sang dans nos veines. Il est devenu le premier besoin humain, sans lequel aucun de nos autres besoins ne peut être satisfait. J'ai voulu écrire cet essai pour contribuer à dégager nos cerveaux de l'emprise de l'argent. Pour montrer qu'il est possible de s'en passer et que ce projet ne relève pas de l'utopie.

Le Média en 4-4-2 : Votre essai nous permet de prendre du recul sur l'organisation de notre société et on se rend tout de suite compte qu'absolument TOUT tourne autour de l'argent… La quasi-totalité des gestes que nous effectuons au quotidien est réalisée avec un objectif (ou une contrainte) financier. Nous sommes nés avec l'argent et nous vivons avec lui. Après avoir fait ces constats et pris conscience que nous pourrions pleinement exister sans lui, quelle est l'étape suivante à franchir pour s'en débarrasser ?

Gérard Leblanc : Mon essai ne prétend pas décrire le fonctionnement des sociétés qui succéderont aux sociétés fondées sur l'argent. Cela dépendra de toutes celles et de tous ceux qui en seront partie prenante et les choix effectués, les décisions prises, seront collectifs. Il s'efforce seulement d'en définir les conditions initiales. La première de ces conditions est d'ordre subjectif. Il faut d'abord que nous croyions en la possibilité d'une société où nous ne ferions plus rien pour de l'argent. Qui ne s'en réjouirait pas dans une société comme la nôtre où toutes les activités sont entravées et souvent dévoyées par la recherche du profit ? Ici, pas de bouleversement. Nous continuerons à faire ce que nous faisons, si nous l'avons choisi, mais dans des conditions beaucoup plus favorables. La deuxième est la réorganisation de la production en fonction d'une redéfinition collective des besoins. J'ouvre quelques pistes à ce sujet dans mon livre. La production s'ajustera à nos besoins sans en passer par la médiation de l'argent. Il n'y a pas de grands efforts d'imagination à faire pour envisager des avancées considérables de la recherche dans tous les domaines qui nous préoccupent, à commencer par l'énergie. Enfin les biens produits, qui ne seront plus des marchandises, seront mis à la disposition de tous en dehors de toute relation fondée sur l'échange. L'argent n'aura plus aucune raison d'être ni d'ailleurs aucune autre valeur d'échange de substitution. Certaines associations s'engagent d'ores et déjà dans cette voie. Je citerai l'exemple de MOCICA qui propose une organisation à plusieurs niveaux pour « transiter » vers une société sans argent.

Le Média en 4-4-2 : Vous nous faites remarquer, à juste titre, que « *rares sont les individus qui continuent à s'identifier au modèle sacrificiel du* travail » ; il suffit de constater le manque de bras dans certaines branches professionnelles (comme la restauration par exemple)… Le salaire ne semble plus être le critère numéro un dans le choix d'un emploi salarié. Et selon vous, c'est la société elle-même qui incite à cela, car on nous « apprend que l'argent est la seule valeur qui compte et qui importe vraiment » ; « *il s'agit alors de trouver alors le plus court chemin de la pauvreté à l'argent.* » Pouvez-vous nous expliquer ce mécanisme ?

Gérard Leblanc : La société fait miroiter sur toutes ses facettes les pouvoirs de l'argent. Avec l'argent, on est supposé pourvoir à tous ses besoins, et pas seulement à ses besoins dits « *élémentaires* » (se nourrir, se loger, etc.). On peut acheter également des ersatz de relation amoureuse, s'assurer de son « *développement personnel* » sur le plan physique et spirituel. Même l'approche du lac où je désire me baigner peut être aujourd'hui monnayée. Dans ces conditions, il est difficile de promouvoir la « *valeur travail* ». La société continue pourtant à le faire, de façon toujours plus hypocrite et dérisoire. Deux économies s'intriquent en fait dans la même société, l'officielle et la mafieuse. Le développement des trafics en tous genres, à commencer par celui des drogues, pèse d'un poids de plus en plus lourd dans l'économie réelle. C'est en effet *« le plus court chemin de la pauvreté à l'argent* ». Et les individus qui s'identifient au modèle sacrificiel du travail salarié sont de moins en moins nombreux. Comment les en blâmer ? Leurs maigres salaires ne leur permettront pas de s''approprier les marchandises et les modes de vie qui occupent le devant de la scène médiatique. Dans une société où l'argent aura disparu, le travail ne constituera pas une « *valeur* ». Il changera de nature et il faudra inventer un mot nouveau pour le définir. Il s'agira de créer et de produire les objets, les services, les modes de vie nécessaires pour satisfaire les besoins que nous aurons définis collectivement. Chacun y trouvera une place en relation avec ses désirs et ses compétences. Autrement dit, chacun contribuera à sa mesure à la production de ses propres conditions d'existence et à celle de la collectivité dont il fera partie.

Une société sans argent a besoin de l'apport de tous les individus qui la composent pour se développer.

Le Média en 4-4-2 : Vous nous expliquez que la société continue à promouvoir la « *valeur travail* » et en même temps, on voit qu'elle nous prépare doucement à la mise en place du revenu universel… Quel est votre positionnement par rapport à celui-ci ?

Gérard Leblanc : Nos sociétés ont besoin de toujours moins de producteurs et de toujours plus de consommateurs. Elles dégoulinent de marchandises invendues qui, chaque année, ajoutent à la pollution de la planète sans même que leurs emballages aient été ouverts. Et il ne suffit pas de multiplier les écoles de commerce et les commerciaux qui en sortent pour parvenir à les vendre. La contradiction est difficile à gérer. Les meilleurs technocrates y perdent leur peu de latin. Que faire alors de ces millions d'individus qui ne servent à rien ? Le revenu universel pourrait bien constituer une solution. On accorderait à chacun un revenu minimal qu'il pourrait compléter éventuellement par du travail au noir ou des trafics de son choix. Au lieu de peser lourdement sur le budget des États, par le biais des aides sociales de toutes sortes, ces individus retrouveraient une certaine utilité. Ils contribueraient à faire tourner la machine à consommer. L'argent qu'on leur « *donne* » reviendrait dans le circuit. On ne peut que s'opposer à une telle solution. Chacun doit trouver une place à sa mesure dans la production des conditions sociales d'existence du collectif auquel il appartient. De ce point de vue, aucun individu n'est « inutile ». Une société sans argent a besoin de l'apport de tous les individus qui la composent pour se développer.

Ce n'est pas la possession de l'argent qui stimule notre désir de vivre, c'est la possibilité de vivre au plus aigu de soi.

Le Média en 4-4-2 : Un élément attire notre attention dans les exemples d'un Monde sans argent que vous donnez : nous passerions d'une société qui nous impose ses produits, qui définit nos besoins, à un Monde sans argent où les individus peuvent pleinement exprimer leurs envies, leur personnalité, etc. C'est un basculement intégral ! Ce n'est plus la société qui encadre les individus, ce sont ces derniers qui façonnent la société dans laquelle ils vivent. Quel monde sont capables de construire ces individus, ainsi libérés ?

Gérard Leblanc : Vous avez tout à fait raison, c'est un « *basculement intégral* » qui nous amène à construire une culture qualitativement différente de la dialectique individu/collectif. Au lieu d'être façonnés par une société qui fonctionne au service d'une minorité (qu'elle soit esclavagiste, aristocratique, bourgeoise, bureaucratique, etc. selon les lieux et les époques), nous sommes façonnés par une société que nous aurons façonnée nous-mêmes en tant qu'individus librement associés. Aucune minorité ne s'interpose plus entre la redéfinition de nos besoins et les moyens de les satisfaire. Les obstacles rencontrés sont liés à l'état de nos connaissances mais aucun frein ne s'oppose plus à leur développement. Par ailleurs, chaque individu est reconnu dans sa singularité et il lui est permis de vivre au plus près de ses désirs et de ses possibles. La libération individuelle et l'émancipation sociale se conditionnent réciproquement. Nous nous réalisons en tant qu'individus et apportons au collectif le meilleur de nous-même. Il y a néanmoins beaucoup de chemin à parcourir dans nos têtes pour parvenir à ce résultat. Il faut nous persuader que chacune de nos actions trouverait en elle-même le principe et la finalité de son accomplissement. Beaucoup sont encore convaincus qu'un chirurgien n'opérerait plus s'il n'était pas payé pour ça ou qu'un peintre ne peindrait plus s'il n'émargeait plus au marché de l'art. C'est tout le contraire. Non seulement nous exercerions plus librement et plus complètement les activités que nous aurions choisies mais tous nos autres besoins seront satisfaits sans jamais plus en passer par la médiation de l'argent. Ce n'est pas la possession de l'argent qui stimule notre désir de vivre, c'est la possibilité de vivre au plus aigu de soi.

Il ne s'agit plus de se ranger derrière une avant-garde auto-proclamée mais de rassembler tous ceux chez qui la pulsion de vie l'emporte sur la pulsion de mort. Se libérer de la peur entretenue et attisée par les pouvoirs est le premier et peut-être le seul mot d'ordre.

Le Média en 4-4-2 : Pour que cette société sans argent émerge, il faut donc qu'un nombre suffisant d'individus aient fait ce chemin concernant leur lien à l'argent, et les représentations de ce dernier. D'ailleurs, avez-vous estimé cette masse critique nécessaire au *« basculement intégral* » (10 % ? La moitié de la population ?) ? Pensez-vous que les crises actuelles (on pense surtout à celle du Covid) jouent un rôle d'accélérateur historique dans ce processus ?

Gérard Leblanc : Les gouvernants ne nous parlent plus que de lendemains qui déchantent. C'est un vrai changement. Avant, on nous parlait toujours de la sortie du tunnel. Aujourd'hui, le tunnel ne semble plus avoir de sortie. Nous sommes confrontés à un état permanent de crise. La crise prend parfois figure de crise financière, parfois de crise sanitaire, parfois de crise écologique, parfois de crise guerrière. Les différents états de la crise s'accumulent et s'interpénètrent. Il semble bien que nous n'en sortirons jamais, avec une vie réduite à si peu de chose qu'il ne convient même plus d'en parler. Survivre est déjà un bien beau résultat. Cette situation peut inciter certains au nihilisme et au cynisme. Le Titanic est en train de couler mais il reste encore du champagne à bord. Buvons-le avant qu'il ne soit trop tard et que le champagne prenne le goût de l'eau. D'autres, plus nombreux, sont animés par la pulsion de vie et refusent de se laisser enfermer dans cette mort programmée. Les initiatives de vie se multiplient partout dans le monde. C'est sur elles que nous pouvons fonder

l'espoir d'une autre société libérée de l'argent et des conflits de toute nature qui en résultent. Impossible à quantifier, ce mouvement peut s'avérer déterminant. Il ne s'agit plus de se ranger derrière une avant-garde auto-proclamée, mais de rassembler tous ceux chez qui la pulsion de vie l'emporte sur la pulsion de mort. Se libérer de la peur entretenue et attisée par les pouvoirs est le premier et peut-être le seul mot d'ordre.

Le Média en 4-4-2 : Quelles sont justement les initiatives qui vous paraissent les plus intéressantes, ou les plus efficaces pour sortir de cette « *mort programmée* » ?

Gérard Leblanc : Ces initiatives sont prises par des individus qui, comme vous et moi, continueraient à exercer leur activité même s'ils n'étaient pas payés pour le faire ; qui considèrent que l'argent ne constitue pas un levier mais un frein au libre déploiement de leur activité ; qui ne subordonnent pas la satisfaction de leurs besoins à l'existence supposée irremplaçable de l'argent. Bien entendu, pour qu'une société sans argent prenne forme et consistance, il faut que de tels individus existent en nombre dans tous les secteurs de la société. Et c'est bien le cas, dans l'industrie comme dans l'agriculture, dans les services comme dans la culture et la recherche. Combien d'entre nous croient-ils encore à un système de « redistribution des richesses » ? Les richesses produites ne font qu'alimenter la fortune des plus riches, avec un salariat de plus en plus contraint et précaire et quelques miettes d'assistance sociale pour écouler les marchandises — souvent inutiles et/ou dangereuses — produites en surnombre ? Combien d'entre nous croient-ils encore qu'un meilleur usage de l'argent pourrait nous sauver, alors qu'il se trouve à la source de tous les conflits qui nous précipitent vers la mort programmée que j'évoque ? Les initiatives qui sont prises n'ont rien de spectaculaire. Il s'agit de nous mettre en contact les uns avec les autres et d'élargir le partage des questionnements pour mieux s'assurer de la pertinence des réponses. Des propositions organisationnelles comme celle de l'association MOCICA présentent de ce point de vue un réel intérêt. D'autres convergent dans le même sens. Il s'agit de rassembler des individus et des collectifs, aujourd'hui éparpillés et dont beaucoup se croient isolés. Se rassembler, non pour fixer les traits de la future société (cela se fera au fur et à mesure de sa construction), mais pour en définir les conditions initiales.

Élargir le partage : c'est après tout le résultat auquel peut prétendre la rédaction et la diffusion d'un livre.

Le Média en 4-4-2 : Depuis que votre essai est sorti, avez-vous eu des retours de lecteurs qui vous ont témoigné d'une prise de conscience grâce à celui-ci ?

Gérard Leblanc : Oui, cet essai incite à la réflexion et apparaît convaincant à beaucoup. Les doutes exprimés concernent moins le contenu du livre… que les autres. Cet essai est convaincant pour moi, mais le sera-t-il pour les autres ? Ne serons-nous pas seulement quelques-uns à penser ainsi ? Dans ce cas, toute action collective deviendrait impossible et ce livre resterait lettre morte. C'est un autre obstacle à lever. Parce que nous sommes aujourd'hui minoritaires, nous avons tendance à penser que nous le resterons. Or, je crois que les analyses esquissées ou développées dans cet essai correspondent aux intérêts de l'immense majorité d'entre nous et à l'état réel du monde. Il s'agit de convaincre les « autres » que ce que nous pensons peut être partagé par et avec eux. Élargir le partage : c'est après tout le résultat auquel peut prétendre la rédaction et la diffusion d'un livre.

Le Média en 4-4-2 : Merci Gérard pour le temps que vous nous avez consacré. Nous espérons que notre entretien donnera l'envie à nos lecteurs d'aller plus loin sur ce sujet en se procurant votre essai. Nous vous laissons le mot de la fin !

Gérard Leblanc : Merci de m'avoir posé des questions du point de vue du lecteur. C'est une façon de l'intégrer dans un livre qu'il n'a pas encore entre les mains. J'espère que mes réponses, même incomplètes ou trop rapides, inciteront certains à passer à l'acte.

JC - Une intention généreuse, un projet alléchant, mais qu'est-ce qu'il en est vraiment.

Une utopie sans transition politique, pour ne pas dire une arnaque qui s'inscrit dans la perspective de la Grande réinitialisation de l'économie par l'oligarchie financière de Davos ou le servage en guise de liberté, et ce n'est sans doute pas un hasard si l'association MOCICA a décidé de singer le Great Reset du Forum économique mondial en intitulant son entreprise "*Le Grand Projet*". Comment pouvez-vous être aussi catégorique si rapidement, c'est très simple.

Je me suis demandé comment ils comptaient faire pour se débarrasser du capitalisme et ses institutions, quel moyen politique avaient-ils trouvé, la réponse est simple, aucun, mieux, cela ne se discute pas, par conséquent cela signifie qu'ils poursuivent forcément un autre objectif, souvenez-vous qu'ils ne sont pas les seuls actuellement à vouloir se débarrasser de l'argent. Prouver-le, rien de plus simple, ils l'ont écrit eux-mêmes, il suffit de savoir lire.

J'en veux pour preuve, que dans leur formulaire d'adhésion ils appellent les futurs adhérents à éviter "*les sujets clivants (Vaccin / Végan / Religion / Théorie du complot / Racisme / Politique / etc.)*", et "*de faire preuve de respect, de pondération, de civisme et d'ouverture aux avis des autres dans mes publications ou lors de mes échanges dans les assemblées*" donc de pratiquer l'autocensure comme dans les sectes, et comme toute discussion politique sérieuse sera bannie, on ne saura pas comment ils comptent se débarrasser des institutions politiques du capitalisme, on croit savoir qu'à Davos ils ont une réponse toute prête, le passage à la monnaie numérique dans le cadre de l'imposition d'un pass numérique intégral qui coïnciderait avec la perte totale de liberté de la population, et l'instauration d'un gouvernement mondial totalitaire qu'ils dirigeraient. Une fois mis en place, effectivement il n'y aurait plus de monnaie, on n'aurait plus le contrôle de nos comptes en banque, toute transaction serait sujette à une autorisation préalable délivrée par les autorités et pourrait être refusé parce que nous aurions eu un comportement défiant les normes en vigueur dictées par ces tyrans...

Leur référence.

Le Rapport Meadows présenté au public le 1er mars 1972, à partir d'une commande faite par le Club de Rome (créé en 1968) au Massachusetts Institute of Technology (MIT) en 1970.

Qu'est-ce que le Club de Rome ?

Une émanation de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) chargée de promouvoir le libéralisme économique, tout un programme ! La seconde réunion du Club de Rome recevra l'appui de la fondation Rockefeller, comme dirait l'autre suivez la piste de l'argent ! Il est à l'origine de l'écologie politique dont on subit les ravages aujourd'hui. On lui doit les notions de développement durable et d'empreinte écologique... (Source : Wikipédia)

Ca vous ira comme explication ?

J'allais oublier de souligner qu'ils ont commis l'exploit de ne pas citer une seule fois Marx et le communisme, le théoricien par excellence de la liberté, du monde débarrassé de la monnaie, et qui a proposé des moyens politiques pour y parvenir… Une parodie ou une caricature du communisme.

https://mocica.org/dossiers/
https://app.mocica.org/Identity/Account/Register

DOSSIER UKRAINIEN.

Le département US de la Défense honore des soldats bandéristes - Réseau Voltaire 2 septembre 2022

Le département US de la « *Défense* » a organisé, du 19 au 28 août 2022, les Warrior Games au complexe sportif du Walt Disney World Resort de Floride. 300 athlètes, blessés ou invalides, y ont participé.

Les prix ont été remis par l'humoriste et journaliste Jon Stewart (aujourd'hui sur Apple TV), très populaire chez les jeunes.

Une importante délégation ukrainienne en était l'invitée d'honneur. Elle avait été préparée, durant un mois, au Royaume-Uni. Elle a raflé 57 médailles.

Parmi les athlètes honorés figurent Ihor Halushka du régiment Azov et Yulia Palevska du Secteur droit ; deux soldats « *nationalistes intégraux* ».

La participation de soldats bandéristes à des jeux organisés par le secrétariat à la Défense ne peut s'expliquer que par la progression de l'ordre secret Centuria au sein des armées occidentales. Réseau Voltaire 2 septembre 2022

Propagande ou allégation des porte-parole du régime néonazi de Kiev mis en place par Washington ou l'Otan.

J-C - Alors qu'ils ont fui les bombardements et les exactions commis par l'armée régulière ukrainienne et les néonazis avec la protection de l'armée russe.

Un rapport de Human Rights Watch pointe le transfert forcé de civils ukrainiens vers la Russie - RFI 31 août 2022

Ce jeudi 1er septembre, l'ONG de défense des droits de l'homme Human Rights Watch publie un rapport sur les transferts forcés de civils ukrainiens, fuyant la guerre, vers le territoire russe. Une pratique qui semble très répandue, sachant que 2,8 millions d'Ukrainiens sont arrivés sur le sol russe depuis le début de la guerre, ainsi que l'affirmait fin juillet l'agence de presse russe TASS. **RFI** 31 août 2022

J-C - Alors que c'est l'armée ukrainienne qui n'a de cesse de la bombarder.

A défaut de réparations de guerre, la Pologne pourrait s'emparer d'une partie de l'Ukraine et le justifier ainsi ?

La Pologne réclame 1 300 milliards d'euros à l'Allemagne au titre de réparations de guerre - Journal du Dimanche 1 septembre 2022

Près de 80 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Pologne a réclamé jeudi son dû à l'Allemagne qui l'avait envahi puis occupé pendant plusieurs années. Un préjudice estimé selon le gouvernement polonais à 1 300 milliards d'euros. Mais quelques heures après la formulation de cette requête, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères allemand a réagi de façon très ferme en estimant que la question des réparations polonaises était « close ». Pour la Pologne, ce montant correspond en très grande majorité à « la compensation pour la mort de plus de 5,2 millions de citoyens polonais », a souligné Jaroslaw Kaczynski, chef du parti Droit et Justice (PiS) au pouvoir qui est également numéro 2 du gouvernement.

JC - A ce compte-là, la Russie devrait réclamer 6 500 milliards d'euros à l'Allemagne !

Le Kazakhstan interdit le recyclage des armes soviétiques vers l'Ukraine - Réseau Voltaire 29 août 2022

Le Kazakhstan a, en définitive, admis qu'un stock d'anciennes armes soviétiques était recyclé par Technoexport vers l'Ukraine via la Jordanie.

Le gouvernement kazakh a immédiatement interdit toute exportation d'armes vers l'Ukraine jusqu'au 31 décembre 2023. Des sanctions ont été prises contre les fonctionnaires qui avaient autorisé ce trafic.

Zaporijjia : La Russie a insisté pour avoir une inspection l'AIEA et non le contraire - lemediaen442.fr 29 août 2022

La propagande occidentale continue son petit bout de chemin Ainsi, les médias occidentaux affirment que c'est l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) qui a incité la Russie à autoriser une inspection. Ce qui est totalement faux. Alors que la centrale nucléaire de Zaporojia est aux mains du Kremlin et protégée par lui, Kiev a joué un jeu dangereux en bombardant l'édifice tout en accusant la Russie de s'auto-bombarder avec des armes américaines livrées à l'Ukraine (sic).

C'est dans ce genre de désinformation que les médias mainstream occidentaux déshonorent un peu plus la déontologie du journalisme. Avec, cette fois-ci, une infox grossière que dénonce la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova : « *Je veux exhorter tout le monde à ne pas réagir à ces informations ni à ces infox diffusées par les Occidentaux selon lesquelles ce sont eux qui auraient convaincu la Russie de tenir une inspection, qui auraient utilisé tout leur art diplomatique pour nous en persuader. Ce n'est pas vrai, c'est un mensonge. Nous assistons d'ores et déjà à des tentatives de présenter le sujet de cette façon et je préviens tout le monde que la campagne d'information se déroulera dans cet ordre d'idées.* » Et d'ajouter « *Moscou a demandé, insisté, afin d'obtenir l'entier accord de l'AIEA et de son directeur général.* »

Moscou espère qu'une mission d'inspection de l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporojie se tiendra indépendamment de l'influence destructrice de Kiev, a déclaré ce dimanche à la télévision russe la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

« *Nous partons du fait qu'elle [l'inspection de l'AIEA] doit avoir lieu indépendamment de l'impact destructeur du régime de Kiev et tous ceux qui se tiennent derrière, tous ceux qui utilisent le site nucléaire comme un simple outil même plus de chantage mais de terrorisme, a-t-elle indiqué. Parce que ce à quoi se livre le régime de Kiev autour de la centrale nucléaire de Zaporojie est du terrorisme nucléaire. Et ce dernier ne relève pas uniquement de ceux qui détiennent des armes nucléaires ou des armes nucléaires sales, cela peut arriver comme nous le voyons maintenant.* »

Mais avec Rafael Grossi, Directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le cinéma continue. L'homme à publié une photo ridicule en mode Avengers sur Twitter… : « *Le jour est venu, la Mission d'appui et d'AIEA à Zaporojie est désormais en route. Nous devons protéger la sûreté et la sécurité de Ukraine et de la plus grande installation nucléaire d'Europe.* » lemediaen442.fr 29 août 2022

DOSSIER SANTÉ

Totalitarisme et massacre de masse, eugénisme. Comment les trusts agro-alimentaires vous empoisonnent ou attentent délibérément à votre santé.

Les boissons au cola dangereuses pour le cerveau ? Une étude le suggère - Yahoo Actualités 29 août

Ces boissons sucrées n'ont décidément rien pour elles. Si le risque pour les dents ou l'impact sur la prise de poids étaient déjà bien identifiés, les sodas au cola continuent de faire l'unanimité... contre eux. Une nouvelle étude, menée par des chercheurs brésiliens et polonais - et relayée par La Dépêche -, s'est intéressée à d'autres conséquences induites par une consommation de soda au cola.

En plus d'impacter négativement le corps humain, ces boissons pourraient aussi provoquer des dommages... au cerveau. Ces conclusions ont été publiées dans le journal Experimental Gerontology. Ainsi, les scientifiques ont constaté que les colas altéraient la mémoire, l'attention et la capacité de jugement de certains événements chez des rongeurs. "*Les boissons gazeuses à base de cola induisent des troubles de la mémoire à différents âges*", écrivent les chercheurs. Ce n'est pas tout, ces boissons pourraient aussi provoquer des troubles au niveau de l'hippocampe, la zone du cerveau qui assure les souvenirs et la capacité d'apprentissage.

Ces résultats ont été constatés suite à l'examen de cerveaux de rats qui ont consommé des boissons au cola. Les chercheurs ont séparé les rats en trois groupes en fonction de l'âge. Pour tester les fonctions cognitives, les rongeurs ont été mis dans un labyrinthe.

Les conséquences néfastes ont été constatées chez les rongeurs de tous les âges : "*Par conséquent, les résultats montrent que la consommation de boissons gazeuses à long terme entraîne des troubles de la mémoire et un stress oxydatif. Le plus jeune (rat) semble être plus sensible aux altérations du comportement des boissons gazeuses ; cependant, les boissons gazeuses ont provoqué des altérations du système oxydatif à tous les âges évalués*". Yahoo Actualités 29 août

Les médecins sont des sadiques. Ils existent des molécules ou des traitements peu coûteux qui permettent de soigner le cancer.

Le cancérologue Laurent Schwartz : « À l'article de la mort, des cancéreux ne meurent pas… que se passe-t-il ? » - lemediaen442.fr 30 août 2022

Le Dr Laurent Schwartz était invité sur Beur FM pour présenter son livre « *Les clés du cancer : Une nouvelle compréhension de la maladie – Les principes du traitement métabolique* ».

Lors de cette interview, le cancérologue avouera humblement que « *Les malades semblent souvent beaucoup plus informés que les institutionnels.* » Et pour cause : notre médecin voit défiler des cancéreux qui, selon le dogme scientifique de Big Pharma, doivent décéder mais ne meurent pas. « *Des malades dont on sait, en tant que cancérologue, qu'ils devraient mourir mais ne meurent pas ou qui meurent plus lentement… J'en vois passer tout de même fréquemment qui ne devraient plus être là. Et quand on les écoute, on se dit évidemment que se passe-t-il ?* » Une fois la question posée, le Dr Laurent Schwartz se retrouve en position d'apprenti face à des patients. « *Et ce à quoi je crois, c'est que les malades éclairent ce que nous croyons avoir compris.* »
Bleu de méthylène, dioxyde de chlore, régime… sont les cauchemars de Big Pharma et ils ne coûtent rien. « *Il y a aujourd'hui une forme de dissociation dans la société. Les malades semblent souvent beaucoup plus informés que les institutionnels et, en même temps, les preuves de l'efficacité de ces traitements complémentaires ne sont pas encore là.* » lemediaen442.fr 30 août 2022

[AVS] Les clefs du cancer, comprendre pour guérir ! - Dr Laurent Schwartz

https://www.youtube.com/watch?v=_kq3FX9B4-8

«*La France pays du tiers monde*»: l'affluence devant la Maison de santé d'Evron suscite l'indignation - RT 3 septembre 2022

Comme en témoigne une vidéo partagée le 2 septembre par France Bleu, l'arrivée probable d'un nouveau médecin dans la commune d'Evron, en Mayenne, a provoqué une impressionnante file d'attente devant la Maison de santé de la ville. «*Plus de 120 personnes font la queue cet après-midi devant la Maison de Santé d'Evron pour s'inscrire auprès du nouveau médecin qui s'installe dans la commune*», a commenté la radio sur les réseaux sociaux.

Ainsi que l'a rapporté de son côté Ouest-France, l'affluence constatée s'explique par le fait que beaucoup d'habitants de la communauté de communes des Coëvrons «*n'ont plus de médecin généraliste à la suite du départ en retraite de plusieurs professionnels de santé à Evron*».

Dénoncé de longue date, le phénomène de désertification médicale tend à couper une partie de la population de l'accès aux soins. RT 3 septembre 2022

Etats-Unis. Comment ils éliminent leur propre population.

En 2021, l'espérance de vie a encore reculé aux États-Unis - courrierinternational.com 31 août 2022

L'espérance de vie dans la première économie mondiale continue de baisser. Selon les dernières statistiques officielles, elle atteint désormais 76 ans, soit 4 ans de moins qu'en 2019. En cause : le Covid-19. (Plutôt le refus de soigner les malades ou les injections géniques. JC)

Il s'agit, selon The New York Times, de "*la plus forte baisse sur deux ans en près d'un siècle, rappel brutal du prix payé par la nation du fait de la pandémie de Covid encore en cours*". Le journal indique que plus de 1 million d'Américains sont morts en raison du Covid-19 "*malgré la disponibilité des vaccins*". (**Lire à cause des « *vaccins* » et le refus de traiter les patients avec l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine, la vitamine D combinée à un antibiotique notamment. - JC**)

Une chose est sûre, résume Robert Anderson, statisticien au Centre national de statistiques sur la santé : "*Beaucoup plus de personnes meurent plus vite qu'elles ne le devraient*." (**Surtout des jeunes auparavant en bonne santé, avant d'avoir été piqués avec leur poison. JC**)

États-Unis : pour Joe Biden, les partisans de Donald Trump "*veulent ramener le pays en arrière*" - BFMTV 2 septembre 2022

Et le massacre va continuer ou s'amplifier.

Covid-19 : face au variant Omicron, les États-Unis valident la nouvelle version des vaccins Pfizer et Moderna - lejdd.fr 31 août 2022

Les autorités sanitaires américaines ont pris de nouvelles dispositions mercredi contre le Covid-19. Pour s'éviter une nouvelle vague à l'automne, elles ont approuvé une nouvelle version des vaccins Pfizer et Moderna . Ce « *nouveau vaccin* » cible principalement le variant Omicron et ses sous-variants, BA.4 et BA.5. Les deux vaccins actualisés sont autorisés pour une dose de rappel, dès 12 ans pour celui de Pfizer, et à partir de 18 ans pour celui de Moderna. Ces vaccins doivent « *procurer une protection accrue contre le variant Omicron actuellement en circulation* », a écrit l'Agence américaine des médicaments (FDA) dans un communiqué.
Mimétisme.

Le Royaume-Uni autorise le nouveau vaccin Pfizer ciblant Omicron - AFP 3 septembre 2022

Le régulateur britannique du médicament a annoncé samedi avoir approuvé une nouvelle génération du vaccin contre le Covid-19 de Pfizer/BioNTech visant le variant Omicron.

GREAT RESET. MYSTIFICATION ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Conseil de défense, la rhétorique de la guerre permanente contre le peuple.

Après le « *Conseil de défense covid* », place au « *Conseil de défense énergie* » avec son Pass énergie et son rationnement ! - lemediaen442.fr 30 août 2022

Si vous avez aimé les restrictions covid, vous allez adorer le rationnement. Et gare aux récalcitrants, à qui on pourra couper le gaz et l'électricité.

En préambule de cet article, rappelons à nos lecteurs que la crise peut s'arrêter demain en stoppant les sanctions contre la Russie qui, par l'incompétence de nos élites, enrichissent la Russie. Pourquoi la France devrait se sacrifier pour l'Ukraine de Zelensky qui n'a pas respecté les accords de Minsk ? La Russie est tout-à-fait ouverte au retour à la normale… et s'étonne du suicide de la France pour les beaux yeux du président Joe Biden.

Avec l'augmentation des prix de l'énergie, le président Macron a décidé d'un seul homme qu'il tiendra un Conseil de défense vendredi matin sans tenir compte du Parlement, qui pourra tout de même regarder ça de loin. L'hiver approche comme un virus, c'est l'occasion de refaire un remake du Conseil de défense sanitaire, avec une succursale décisionnaire où l'astuce du secret défense ne laisse rien filtrer… le cabinet de conseil américain McKinsey y veille. Selon Franceinfo. Le Premier ministre, Élisabeth Borne, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, ou encore le ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, y participeront.

C'est à Élisabeth Borne, face au Medef le 29 août 2022, qu'est revenu d'expliquer le pourquoi de tout ce ramdam et des mauvais jours à venir : « *Vous avez entendu tout à l'heure le témoignage poignant du président Zelensky. Je veux ici, à nouveau, assurer l'Ukraine du total soutien de la France. Nous serons à ses côtés jusqu'au bout. Oui, ces sanctions ont un coût. Nous le savons et le président de la République l'a rappelé : la liberté a un prix. Oui, aussi, cette guerre a des conséquences lourdes, durables.* »

Le Premier ministre annonce exécuter l'agenda dicté par le président ukrainien (Joe n'est jamais très loin) et se félicite d'un paquet de sanctions contre la Russie tout en étant inquiète que le Kremlin coupe le gaz à la France. Attention au discours qui va suivre, c'est un exercice qui frôle la schizophrénie : « *Nous avons adopté sept paquets de sanctions contre la Russie. Des sanctions contre le secteur financier et des restrictions commerciales majeures dans un grand nombre de domaines. […] Mais au moment où nous parlons, un nouveau défi nous attend, une nouvelle urgence : si la Russie venait à couper totalement ses exportations de gaz vers l'Europe, les conséquences seraient massives. […] nous savons que l'Europe manquera de gaz cet hiver. Il n'y a pas d'alternative immédiate pour compenser.* » Madame Borne pousse donc la Russie à sanctionner la France au risque de mettre les Français dans une situation désastreuse. Une citation se prête parfaitement à la situation : « *Quand on pousse la porte du saloon avec le pied, faut pas s'étonner qu'elle vous revienne dans les couilles*« .

Dans cette optique d'une politique caractérisée par des troubles récurrents de l'humeur (bipolaires), Élisabeth Borne nous annonce que « *face aux menaces de pénurie de cet hiver, nous n'avons qu'une seule voie : la baisse de la consommation d'énergie* ». Et pour cela, comprenez bien chers Français, il y aura des restrictions, des interdictions et des sanctions. A la rédaction, nous prenons un peu d'avance et nos lecteurs ne sont plus dupes de l'agenda qui se met en place à l'identique des deux dernières années Covid.

Mais pour que le plan fonctionne, il faut d'abord accuser le peuple d'être responsables des décisions criminelles du gouvernement : « *Alors, notre première urgence, c'est d'arrêter dès maintenant toutes les consommations d'énergie qui ne sont pas indispensables. […] La sobriété, c'est aussi notre responsabilité, en tant que citoyens. Chacun doit s'interroger sur ce qu'il peut faire pour consommer moins, à son niveau et compte tenu de ses moyens.* »

Déjà, à la lecture de ce qui précède, on se dit qu'on est mal, comment faire pire ? Justement, y'en a encore : la ministre annonce le rationnement. Non vous ne rêvez pas, « *Si nous devions en arriver au rationnement, les entreprises seraient donc les premières touchées. Et nous devons malheureusement nous y préparer.* » Le gouvernement s'attaquera d'abord aux entreprises pour ensuite s'attaquer aux citoyens un peu trop gourmands sur le chauffage quand il fait – 10 degrés à l'extérieur.

On vous laisse rêvasser sur le prochain pass énergie qui va se mettre en place dans chaque foyer, avec les restrictions qu'il faudra respecter à la lettre sous peine de se voir couper l'électricité, le gaz… et autres amendes !

Le président d'EDF critique Emmanuel Macron sur la crise énergétique - lemediaen442.fr 31 août 2022

Selon Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF, il n'y aurait pas de hausse des prix de l'énergie en France s'ils n'étaient pas indexés, via l'Union européenne, sur ceux du marché mondial.

Macron a décidé de fermer les réacteurs nucléaires qui ont fait leur temps. Très bien. Les deux réacteurs nucléaires de Fessenheim raccordés au réseau depuis 1977 et prévus pour durer 40 ans ont été fermés en 2020. Mais par quoi les remplacer ? Par l'EPR ? Celui de Flammanville devait prendre la relève, mais… depuis 2007, le chantier a cumulé 10 ans de retard et 9 milliards de coût supplémentaires à cause de « *défauts* ». À EDF, le personnel compétent est mobilisé par la démolition des centrales. Embauches gelées, transmission du savoir arrêtée : EDF est déclarée sans avenir. Pour la construction des EPR, il manque du personnel qualifié, d'où les « *défauts* ». EDF va donc former des soudeurs de haut niveau. Quand seront-ils opérationnels ? Quand les EPR pourront-ils démarrer ? Macron n'attend pas : les 12 autres réacteurs devront être fermés entre 2025 et 2035. Il a donc prévenu les Français qu'ils auront froid cet hiver. Quant aux entreprises, face à leur note d'électricité, elles devront fermer. La destruction est bien en cours.

Abondance : Les dividendes versés par les grandes entreprises ont atteint un niveau record de 44 milliards d'euros au deuxième trimestre en France Ouest-France Jeudi, 25 Août 2022

Une étude menée par le cabinet Janus Henderson indique que les dividendes versés par les grandes entreprises ont atteint au 2e trimestre 2022 des niveaux records. Au total, 544,8 milliards de dollars ont été versés entre avril et juin, dont environ 44 milliards en France.

Les grandes entreprises du monde entier ont continué de verser au cours du deuxième trimestre des dividendes à des niveaux records, redistribuant à leurs actionnaires les colossaux profits de l'année passée, selon une étude trimestrielle publiée ce mercredi 24 août 2022.

44,3 milliards d'euros versés par les grandes entreprises françaises au 2e trimestre

En France, un nouveau record en euros même été battu pour un deuxième trimestre, avec 44,3 milliards d'euros versés, selon les données collectées par le gérant d'actifs Janus Henderson.

Dans le pays, « *les dividendes ont augmenté de 32,7 % au deuxième trimestre* », soit un rythme « *supérieur à la moyenne européenne* » souligne Charles-Henri Herrmann, directeur du développement France et Bénélux de Janus Henderson, cité dans le rapport.

BNP Paribas en tête du palmarès français des dividendes

En revanche, converti en dollars, le montant des dividendes en France n'atteint pas de record, du fait de la baisse de la monnaie européenne face à la devise américaine. Tous les dividendes sont convertis en dollars dans l'étude pour pouvoir établir des comparaisons.

Quatre entreprises françaises figurent dans le top 20 des plus gros verseurs du trimestre, avec BNP Paribas (6e), Sanofi (10e), Axa (12e) et LVMH (14e). Elles avaient cumulé 35 milliards d'euros de bénéfices nets en 2021.

Cette étude est publiée alors que le gouvernement français, contrairement au choix fait par d'autres pays, s'est montré défavorable à une taxe sur les bénéfices exceptionnels des grands groupes, notamment dans le secteur de l'énergie.

Dans le monde, le montant des dividendes versés en hausse de 11 %

Avec 544,8 milliards de dollars entre avril et juin versés dans le monde sous forme de dividendes, les 1 200 entreprises étudiées par le gestionnaire d'actifs ont en moyenne distribué 11 % d'argent de plus qu'au cours de la même période l'an passée.

Il s'agit d'un nouveau record pour un deuxième trimestre, après un début d'année déjà faste. Sans compter les effets de changes ou les versements extraordinaires, la progression atteint même 19,1 %.

Sur le plan mondial, 94 % des entreprises ont maintenu ou augmenté leurs versements au cours du deuxième trimestre.

Le pétrolier brésilien Petrobras en tête du classement mondial

Dans le top 10 des plus importants redistributeurs, outre BNP-Paribas (6e) déjà cité, on retrouve le pétrolier brésilien Petrobras (1er), la minière anglo-australienne Rio Tinto (3e), le groupe allemand Mercedes-Benz (5e) mais aussi l'assureur allemand Allianz (8e).

« *La plupart des entreprises européennes n'effectuant qu'un seul versement par an, le deuxième trimestre 2022 a marqué pour bon nombre d'entre elles le retour à des versements de dividendes normaux pour la première fois depuis 2019* », rappelle le rapport.

Une dynamique qui va s'essouffler

Avec cette dynamique, Janus Henderson a encore révisé à la hausse les estimations pour l'année 2022, avec des dividendes qui devraient atteindre selon eux 1 560 milliards de dollars, une hausse de près de 6 % par rapport à 2021.

Youpi, les vases communicants ou comment ils se goinfrent sur le dos des peuples.

Les revenus de la Russie augmentent grâce aux sanctions prises contre elle - Réseau Voltaire 27 août 2022

C'est difficile à admettre pour les Occidentaux, mais les sanctions prises contre la Russie à la suite de sa mise en application des Accords de Minsk dont elle était garant (application qualifiée d'« agression » par les Occidentaux), lui sont en réalité profitables.

Selon le président Vladimir Poutine lors de son entrevue avec le directeur du fisc russe, Daniil Yegorov, les revenus de la Fédération de Russie lors du premier semestre 2022 ont augmentés de 32 %, principalement en raison de la hausse des prix de l'énergie.

Le recul brutal de l'économie russe lors des « sanctions » occidentales a donc été largement résolu et l'isolement par eux-mêmes des Occidentaux du reste du monde favorise l'économie russe. Il resta à voir quelles seront les conséquences du reflux vers l'Occident des dollars habituellement utilisés sur le marché international de l'énergie. Pour le moment, il provoque une inflation, variant entre 6 et 17 %, partout dans le monde, Russie comprise.

Les groupes pétroliers chinois engrangent des bénéfices record - Capital 29 août 2022

Les voynats sont au vert pour les groupes pétroliers chinois. Les géants du pétrole Sinopec, PetroChina et Cnooc ont dégagé au premier semestre des bénéfices en forte hausse, galvanisés par la flambée des prix de l'énergie depuis l'invasion russe en Ukraine. Le groupe public Sinopec, premier raffineur d'Asie, a annoncé dimanche un bénéfice net de 43,53 milliards de yuans (6,37 milliards d'euros) entre janvier et juin, en hausse de 10,4% sur un an.

De son côté, PetroChina, entité cotée du géant pétrolier public CNPC, a réalisé au premier semestre un bénéfice net de 82,39 milliards de yuans (12,05 milliards d'euros), en hausse de 55,3% sur un an. Selon l'agence Bloomberg, il s'agit d'une performance semestrielle historique pour le premier producteur de brut chinois. L'an dernier à la même période, PetroChina avait engrangé 53 milliards de yuans de bénéfices. Au premier semestre, certains "facteurs géopolitiques comme la crise ukrainienne ont entraîné une augmentation significative du prix moyen" du pétrole au niveau mondial, a souligné l'entreprise lors de l'annonce de ses résultats jeudi.

Pour sa part, China National Offshore Oil Corp (Cnooc), plus gros producteur chinois de gaz et de pétrole en mer, a plus que doublé son bénéfice net au premier semestre.

Des failles existent dans leur dispositif totalitaire.

Réseaux mondiaux américains

https://reseauinternational.net/reseaux-mondiaux-americains/

Fox News – la présentatrice Tulsi Gabbard : « *Joe Biden veut diriger le Nouvel Ordre mondial au risque de la catastrophe nucléaire* » - lemediaen442.fr 28 août 2022

Nous avons traduit une vidéo (voir ci-dessous) de Fox News, chaîne d'information la plus regardée aux États-Unis devant ses concurrentes CNN, MSNBC… Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils ont un temps d'avance sur nos médias mainstream. Venue remplacer Tucker Carlson, Tulsi Gabbard s'improvise présentatrice— anciennement représentante des États-Unis — et dit clairement ce que les « complotistes » claironnent à longueur de journée. Fox News pointe du doigt la responsabilité du président des États-Unis, Joe Biden, concernant la situation énergétique catastrophique de l'Europe « Tout cela est à cause de Joe Biden, ce n'est rien d'autre qu'un état de siège moderne » et de souligner que les sanctions contre Poutine ont échoué : « *Les revenus énergétiques de la Russie sont plus élevés aujourd'hui qu'avant le début de la guerre en Ukraine. Il y a un problème d'approvisionnement créé par Joe Biden.* »

L'ancienne représentante des États-Unis prévient du jusqu'au-boutisme maléfique de la Maison-Blanche : « *Aucun coût, aucune quantité de morts, de destruction et de souffrance n'empêchera Washington de poursuivre son programme.* » Prenant l'exemple des propos de l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright, qui répondait à la question d'une journaliste sur les 500 000 enfants irakiens morts… « *Est-ce que ça en valait la peine ?* » Réponse : « Je pense que c'est un choix très difficile. Mais nous pensons que le prix en valait la peine », Fox News regarde la réalité en face et dénonce la folie du président Biden de vouloir diriger coûte que coûte le Nouvel Ordre mondial au prix de millions et millions de morts, jusqu'à la catastrophe nucléaire, s'il le faut. « *Il s'agit même d'instaurer, je cite : "un Nouvel Ordre Mondial", "Nous devons le diriger", dit-il. Et c'est exactement ce qu'il essaie de faire, même si cela signifie nous amener au bord de la catastrophe nucléaire.* »

Pour défendre l'Ukraine et le monde libre, c'est-à-dire le monde dominé par les États-Unis, nous devons accepter avec enthousiasme une période de pénurie d'énergie. Finie l'abondance, terminée l'insouciance ! Les sanctions plombent l'économie des pays européens, mais pas celle de la Russie, bien au contraire. Pourtant cela en vaut la peine, c'est Joe Biden qui nous le dit. On aurait mauvaise grâce de ne pas le suivre sur cette voie. Comment ne pas faire confiance aux États-Unis qui sont allés lâcher la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki, qui sont responsables du million et demi de morts en Irak, dont 500 000 enfants, et ont fait la guerre en Corée, en Iran, au Guatemala, en Indonésie, au Liban, au Viêt-Nam, au Cambodge, au Laos, au Brésil, au Panama, en République dominicaine, au Chili, en Afghanistan, au Salvador, au Nicaragua, en Libye, en Irak, en Somalie, en Yougoslavie… Il faudrait être bien malveillant pour y voir autre chose que la défense de la liberté. lemediaen442.fr 28 août 2022

INSTRUMENTALISATION DU CLIMAT.

Le coupable : les peuples des pays en développement.

Quand la planète mange toujours plus de viande - Le Point.fr 31 août 2022

Selon les données de la FAO, la consommation mondiale de viande a été multipliée par près de cinq au cours des soixante dernières années, passant de 71 millions de tonnes en 1961 à 339 millions de tonnes en 2021, parmi lesquelles 133 millions de tonnes de poulets, 110 millions de tonnes de porcs, 72 millions de tonnes de bœufs et 16 millions de tonnes de moutons. Selon les dernières prévisions de la FAO, la consommation mondiale de viande devrait encore progresser de 15 % d'ici

à 2031 (+ 17 % pour le porc, + 16 % pour le poulet, + 4 % pour le bœuf), une hausse pour les trois quarts due aux pays en développement.

La consommation mondiale de viande par habitant a augmenté d'environ 20 kilos depuis 1960 pour s'établir à 43 kilos. C'est à Hongkong qu'on en mange le plus (137 kilos par habitant en 2017), devant les États-Unis (124,1 kg), l'Australie (121,6) et l'Argentine (109,4). C'est en Inde (3,8 kg par habitant en 2017), au Bangladesh (4,04 kg) et en Éthiopie (5,4 kg) qu'on en mange le moins. En Chine, la consommation de viande par habitant a été multipliée par près de vingt depuis 1960, passant de 3,3 kg à 60,6 kg.

Elle est évaluée dans l'Union européenne à 81 kilos par an et par habitant, l'Espagne arrivant en tête (100 kg), devant le Portugal (94 kg), la Pologne (89 kg) et l'Allemagne (88 kg), contre seulement 43 kg en Bulgarie. Selon le ministère de l'Agriculture, la consommation de viande par habitant a progressé en France de 0,7 % en 2021 pour s'établir à 85,1 kg, dont 31,7 kg de porc, 28,6 kg de volaille, 22,1 kg de veau et de bœuf et 2,2 kg de mouton. Elle se situait à 44 kilos en 1950 et avait atteint un pic de 94 kg en 1998. Le Point.fr 31 août 2022

Commentaires d'internautes.

1 - Ce qu'oublie le titre

C'est que pendant cette période la population mondiale a été multipliée par 2. Donc rien de nouveau à part rendre les français encore plus inquiets pour leur avenir.

2 - La planète mange toujours plus de viande !

Enfin une explication simple et claire de la cause du réchauffement climatique. Plus de viande, donc plus de vaches, donc plus de flatulences, donc plus de gaz à effet de serre. Il faut donc contraindre cette vilaine planète carnivore à devenir végétarienne. À défaut, une loi pour interdire aux vaches de péter ?

3 - Le boeuf et le poulet...

Finalement la consommation de viande baisse : 94 kg en 1998, 85 kg en 2021, moins 9, 6 %. Cela aurait pu être le tire de l'article, puisque c'est sa conclusion !

4 - Photo maladroite

C'est dommage de choisir une photo de viande de bœuf pour illustrer l'article !
Alors que l'augmentation de consommation concerne surtout la volaille et le porc.

Par ailleurs la viande de bœuf est la seule qui peut être produite à la partir d'herbe et qui entre donc moins en concurrence avec l'alimentation humaine que la viande de porc ou de volaille à base de céréales qui peuvent aussi être consommées directement par l'homme...

A moins que certains broutent de l'herbe...

Sans parler du bien-être animal, la vache est l'animal qui passe dans sa vie le plus de temps en plein air... Contrairement à l'élevage intensif de proc et volaille, sauf exception...

Pourquoi toujours accuser la viande bovine ?

5 - D'un autre côté...

Les élevages produisent de la viande et des déchets : le fumier. Ce fumier est indispensable aux cultures bio : pas de bio sans élevage. Dans les pays qui encouragent le bio, il vaudrait donc mieux encourager la consommation de viande afin que les cultivateurs aient le fumier dont ils ont besoin pour engraisser leurs cultures...

6 - Viande = symbole d'une vie heureuse ?

La répartition indiquée des plus gros mangeurs de viande et des moindres semble signifier que plus un pays se développe, plus il mange de viande. La question à poser à Mme Sandrine Rousseau serait donc : veut-elle d'un monde qui ressemble à l'Europe ou d'un monde qui ressemble à l'Ethiopie et au Bangladesh ? A un moment donné, l'idéologie doit laisser sa place aux faits. Il y a de vrais êtres humains qui sont concernés. Et pour le coup, c'est plutôt contre la démographie excessive qu'il faut lutter. 8 milliards c'est déjà trop. Et là, on n'entend plus EELV.

7 - Délicieux !

Manger un bon steak, ou autre morceau de viande rouge, du boucher de temps en temps, c'est tellement délicieux. Ce sont les abus qui sont nuisibles pour la santé. Et s'il vous plait, ne parlons pas des effets sur l'environnement, quand tant de gens prennent l'avion à tort et à travers tous les jours. Et la voiture plutôt que d'emprunter les transports en commun ou faire du covoiturage.

8 - Cela semble suivre la démographie

Et pour une moindre part l'augmentation du pouvoir d'achat ! Rien d'anormal si ce n'est le surpoids d'une partie de la population, principalement dans les couches les moins aisées.

JC - Je prendrai le contre-pied de ces commentaires qui ne manquent pas de perspicacité, mais n'abordent pas une question qui me taraude depuis un moment : En admettant qu'il y en ait un, quel est l'impact sur le comportement des hommes ou leur psychologie, de l'assassinat d'animaux pour leur consommation après les avoir généralement élevés et abattus dans des conditions effroyables ? Au-delà, leur indifférence aux guerres, génocides et autres famines orchestrées par les grandes puissances qui broient des peuples entiers a-t-elle une répercussion sur leur mental, la manière dont ils perçoivent leur condition, les autres, la société, la nature, les autres espèces ?

La barbarie dont les hommes font preuve envers les animaux, ainsi que l'hypocrisie qui l'entoure, pourrait rappeler celles dont ils font preuve entre eux. Par exemple, en Inde se sont des musulmans ou des chrétiens qui abattent les vaches que les hindous vont manger ensuite. Ailleurs en occident, il est de bon ton de verser une larme sur le sort des animaux qu'on maltraite ou abandonne par ailleurs, de se gaver de médicaments ou vaccins des trusts pharmaceutiques, après qu'une multitude d'animaux en eurent testé des versions mortelles leur infligeant d'épouvantables souffrances au cours de vivisections, etc.

Pourvu que l'hiver soit glacial en Europe.

Sobriété énergétique : lavage des mains à l'eau froide, travail la nuit… Comment l'Europe se prépare à l'hiver ? - Yahoo Actualités 30 août 2022

"*L'heure est venue de changer un certain nombre de nos habitudes*", a averti sur Franceinfo le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran.

En Suisse, en cas de menace nationale sur l'énergie, la fédération patronale qui représente les fabricants de machines et d'équipements électriques en Suisse, la Swissmem, préconise le recours au travail de nuit et le week-end pour continuer à faire tourner les usines. Une manière de faire tourner les usines en dehors des pics de consommation.
À l'échelle nationale, le scénario le plus pessimiste prévoit que *"sur ordre des autorités, les opérateurs électriques coupent le courant durant quatre heures sur l'ensemble du pays toutes les huit heures, y compris pour les ménages*", selon la RTS.

Le gouvernement italien a un plan radical qui prévoit notamment la fermeture des bars et restaurants à 23 heures cet hiver. Les commerces, quant à eux, devraient baisser les rideaux à 19 heures. L'État envisage également de limiter la fourniture de gaz aux secteurs qui en consomment le plus comme les cimenteries, aciéries, ou encore verreries. L'éclairage public pourrait également être réduit en cas de besoin. Incitation à faire du télétravail lorsqu'il permet des économies d'énergie.

En Allemagne, les administrations et bâtiments publics, le chauffage sera même éteint dans les parties communes comme les couloirs et il n'y aura plus d'eau chaude pour se laver les mains.

Totalitarisme en marche. Propagande. La fabrique du consentement ou manipulation des consciences et des comportements.

Après l'été extrême, les Français prêts à adapter leurs comportements face au dérèglement climatique - Le HuffPost 29 août 2022

Pour une écrasante majorité de Français, les épisodes extrêmes déplorés cet été sont bien liés au réchauffement climatique. Précisément, 87 % des personnes interrogées par YouGov pour Le HuffPost l'affirment sans détour. (Pure instrumentalisation, car personne de sensé nie les fluctuations ou les cycles du climat depuis la nuit des temps, qui n'ont rien à voir avec les activités des hommes comme il est prouvé. De plus, globalement en prenant en compte les températures relevées sur l'ensemble des deux hémisphères, rien ne permet à ce jour d'affirmer que le climat se réchauffe. - JC)

Un unanimisme frappant, qui s'observe à différents niveaux. L'âge, d'abord. Aucun phénomène générationnel n'est à observer. Chaque tranche d'âge affiche un score supérieur à 85 %. Même impression sur la proximité partisane.

Certes, les électeurs de la NUPES et ceux de Renaissance sont les plus nombreux à faire le lien (91 %), ceux de LR et du RN, deux partis qui ont tendance à reléguer la question climatique au profit d'autres thématiques, sont très nombreux à faire ce constat : 80 % chez Les Républicains, et 84 % au Rassemblement national.

Un résultat qui montre que le constat est largement partagé dans l'ensemble du spectre politique. Enseignement intéressant, les soutiens de l'actuelle majorité sont les plus nombreux à se dire prêts à adapter leur comportement face au réchauffement climatique.

Ce qui peut être interprété comme une adhésion au message gouvernemental, invitant les Français à faire attention à leur consommation d'énergie.

La tyrannie se banaliserait-elle ?

58% des Français se disent prêts à réduire dès aujourd'hui leur consommation d'énergie - BFMTV 30 août 2022
Près de six Français sur dix se disent d'ores et déjà prêts à faire des efforts.

A contrario, 4% des sondés pourraient réduire leur consommation mais ne souhaitent pas changer leurs habitudes et 38% répondent déjà consommer le minimum dont ils ont besoin.

Dans le détail, pour éviter les risques de pénurie cet hiver et limiter la hausse des prix de l'énergie, les Français entendent privilégier certaines actions du quotidien plus que d'autres. Ainsi, ils sont 81% à se dire prêts à privilégier le programme "*éco*" de leur lave-linge ou lave-vaisselle. Près de 8 Français sur 10 (78%) se disent aussi disposés à vouloir changer leurs ampoules classiques pour des LED tandis qu'ils sont 72% à affirmer être prêts à débrancher systématiquement leurs appareils en veille, qu'il s'agisse d'écrans, d'ordinateurs ou de machines à laver.

Le choix de réduire le chauffage à son domicile n'arrive qu'en quatrième position: 7 Français se disent toutefois prêts à faire un effort sur le radiateur, un chiffre en augmentation par rapport à la précédente enquête. À noter aussi que 66% des personnes interrogées n'excluent pas de baisser dans les semaines et mois à venir la température de l'eau pour se laver.

Dans le même temps, la très grande majorité des Français (95%) se dit favorable à l'interdiction des publicités lumineuses la nuit. Ils sont presque autant (94%) à vouloir l'interdiction pour les magasins d'avoir leurs portes ouvertes alors que la climatisation ou le chauffage fonctionne. Neuf Français sur dix veulent également limiter l'usage des jets privés par les particuliers et les entreprises.

La plupart des Français se montrent toutefois pessimiste quant aux mois à venir: 77% redoutent une pénurie de certains produits alimentaires, 59% à une pénurie de gaz et 54% à une pénurie d'électricité. BFMTV 30 août 2022

Sur fond d'infantilisation, de culpabilisation, de xénophobie.

Douche régulière, sous-vêtements : les Français sont-ils vraiment les plus sales d'Europe ? - Yahoo Actualités 30 août 2022

Tous les Français ne changent pas quotidiennement de sous-vêtements, ne se brossent pas régulièrement les dents, ne pratiquent pas de toilette complète chaque jour, etc. Si le Français a la réputation de ne pas être toujours très propre, qu'en est-il pour nos voisins européens ? Qui sont vraiment les plus sales ?

Les Français peuvent (un peu) se réjouir... ils ne sont pas forcément les plus crasseux d'Europe. Si 76% des Français réalisent une toilette complète au moins une fois par jour, seulement un Italien sur deux se lave intégralement quotidiennement.
Qu'en est-il de l'hygiène vestimentaire ? Carton rouge pour les Français puisque ce sont eux qui changent le moins régulièrement de sous-vêtements.

Comment ils font monter délibérément le prix de l'électricité.

Le prix de l'électricité bat des records en France pour 2023 - LePoint.fr 26 août 2022
Dans une semaine folle pour les cours de l'énergie en Europe, les prix de gros de l'électricité pour 2023 en Allemagne et en France ont battu vendredi de nouveaux records à respectivement 850 euros et plus de 1 000 euros le mégawattheure (MWh). À titre de comparaison, il y a un an, les prix étaient pour ces deux pays d'environ 85 euros/MWh.

Plusieurs causes sont à l'origine de l'explosion des cours, à commencer par le tarissement des flux de gaz russe vers l'Europe depuis le début de la guerre en Ukraine : nombre de centrales thermiques utilisent du gaz pour générer de l'électricité. Le gaz se faisant plus rare, son prix est également à des niveaux records de prix.

En France, seuls 24 des 56 réacteurs nucléaires d'EDF fonctionnent en ce moment, notamment en raison d'un problème de corrosion, ce qui réduit la production électrique française à un niveau historiquement bas, et fait mécaniquement augmenter les prix.

Pour décembre prochain spécifiquement, le mégawattheure d'électricité s'échange déjà à plus de 1 600 euros, un niveau extraordinaire. AFP/LePoint.fr 26 août 2022

Dominique Schelcher, PDG de Système U : « *La facture d'électricité 2023 va être multipliée par huit pour les PME et artisans* » - lemediaen442.fr 27 août 2022

Dominique Schelcher, directeur général de Système U, était l'invité d'Apolline de Malherbe le 26 août 2022 sur BFMTV et RMC.

Sur le plateau, le PDG prévient que si l'on sait que la facture va être salée pour les particuliers, elle sera aussi réglementée. Concernant les très grandes entreprises qui achètent de manière groupée, « *La facture d'électricité 2023 va doubler […] un magasin qui paie cette année 100 000 euros d'électricité va payer 200 000 euros l'année prochaine. » Pour ce qui est des artisans et PME (petites et moyennes entreprises) Dominique Schelcher avertit que ce sera un carnage : « Moi, mon alerte ce matin… et j'interpelle les autorités compétentes, les artisans et PME qui vont renégocier les tarifs de leur électricité, la facture sera multipliée par huit. Le petit charcutier dont le contrat s'arrête au 31 décembre 2022, comment va-t-il faire ?* »

Et dire qu'il suffirait juste de lever les sanctions contre la Russie — qui ne souffre pas de ces pseudo-sanctions — pour que les artisans et leurs salariés ne se retrouvent pas à la rue. Malheureusement pour l'artisanat qui est la première entreprise de France, le président Macron la sacrifie pour défendre l'Ukraine — il a versé un milliard à Zelensky— et annonce la fin de l'abondance.

Marie-Estelle Dupont fait le lien entre les propos du président Macron et l'idéologie de Klaus Schwab - lemediaen442.fr 27 août 2022

Fallait oser le dire sur un grand média... La psychologue Marie-Estelle Dupont l'a fait et vient de faire gagner du temps de réflexion aux auditeurs qui tournent en rond sans rien comprendre aux tenants et aboutissants du merdier que l'on nous prépare. Notre psychologue vient de faire le travail que les journalistes ne font pas.

Comme le souligne Le Courrier des Stratèges, « *Macron a ouvert le Conseil des ministres avec des paroles limpides sur "la grande bascule" ou "le grand bouleversement" que nous sommes en train de vivre.* » Ces idées sont pourtant déjà exposées, mot pour mot, dans le Great Reset de Klaus Schwab, en juillet 2020.

« *Vous ne posséderez rien et vous serez heureux* », c'est la fameuse prédiction de Klaus Schwab lancée au Forum économique mondial en 2016 pour 2030. Le prétexte de la lutte contre l'épidémie de covid ayant déjà permis à Macron et Cie de détruire 700 milliards de notre économie, c'est aujourd'hui le conflit ukrainien qui offre la possibilité à la ploutocratie de parachever notre dépouillement au prétexte de la défense de l'Ukraine contre la méchante Russie.

Il va de soi que Klaus Schwab, issu d'une famille de collaborateurs nazis et devenu élève de Kissinger, n'inspire pas confiance. « *La gouvernance mondiale est au cœur de toutes les autres questions* », dira-t-il dans son ouvrage Covid-19 : The Great Reset. Et c'est ce que Joe Biden annonce aux PDG de la Business Roundtable, un lobby des dirigeants des grandes entreprises américaines dont font partie General Motors, Apple, Amazon, JP Morgan, Bank of America, Boeing, FedEx, Exxon Mobil, Johnson & Johnson… « *C'est maintenant que les choses changent. Il va y avoir un nouvel ordre mondial et nous devons le diriger. Et nous devons unir le reste du monde libre pour le faire* », a déclaré le président américain.

Mais tout ne se passe pas comme prévu, puisque les sanctions contre la Russie n'ont pas fonctionné et que les peuples européens ne rendent pas Vladimir Poutine responsable de l'incompétence de leurs gouvernements. Les années covid ont rendu les populations très méfiantes envers les comploteurs, jusque dans les médias mainstream — ce qui va compliquer l'agenda du Forum économique mondial. Les Gilets Jaunes avaient pressenti la fin de l'abondance promise par le président Macron. Le bras fer n'est pas terminé. Et rappelons à nos lecteurs que le chef du Kremlin, Vladimir Poutine, a déjà sonné la fin de la récréation lors de son discours du 16 août 2022 : « *Je répète que l'ère de l'ordre mondial unipolaire est vouée à l'échec* ».

Royaume-Uni : les tarifs réglementés de l'énergie vont augmenter de 80 % - lepoint.fr 26 août 2022

Le plafond de tarification autorisé va passer de 1 971 livres par an par foyer moyen à 3 549 livres à partir d'octobre, a indiqué vendredi le régulateur.

« *La hausse reflète la progression continue des cours mondiaux de gros du gaz, démarrée avec les déconfinements post-pandémie, et ont été poussés à des niveaux record quand la Russie a lentement interrompu ses approvisionnements de gaz à l'Europe* », argumente l'Ofgem. Au regard de la tendance actuelle, l'Ofgem avertit que « *les prix pourraient empirer considérablement en 2023* ».

Ce seuil étant calculé d'après la moyenne des cours de gros du gaz sur les mois précédents, les experts s'attendent à ce qu'il soit relevé à plus de 4 000 livres en janvier et jusqu'à 6 000 livres au printemps.

L'Ofgem, le patronat, fournisseurs et associations appellent à une action gouvernementale immédiate pour éviter un choc « *dramatique » pour les ménages modestes, déjà confrontés à une inflation à plus de 10 %, la plus forte des pays du G7, tandis que l'économie britannique flirte avec la récession. D'après l'université de York, près de deux tiers des ménages britanniques sont menacés de pauvreté énergétique dès l'an prochain. « On observe une situation de très grand stress chez nos clients. […] Environ un tiers sont en situation de précarité énergétique et 20 % de plus pourraient le devenir* », souligne Philippe Commaret, directeur commercial d'EDF pour le Royaume-Uni, interrogé par l'Agence France-Presse. Il ajoute que certains ménages prennent des mesures désespérées et dangereuses pour eux, comme de renoncer à se chauffer ou de débrancher leur réfrigérateur.

Le ministre de l'Économie Nadhim Zahawi a promis que *« l'aide arrive, avec 400 livres de rabais sur les factures d'énergie pour tous, 650 livres pour les ménages vulnérables et 300 livres pour les retraités* ». lepoint.fr 26 août 2022

Canicule : la Californie interdit de recharger les voitures électriques - AFP/LePoint.fr 1 septembre 2022

En Californie, il est interdit, depuis mercredi 31 août, de recharger les voitures électriques afin de ne pas accabler davantage un réseau d'électricité vieillissant, mis sous tension par cette redoutable vague de chaleur.

La semaine dernière, l'État avait annoncé bannir la vente de voitures neuves à essence à partir de 2035.

La décision avait été perçue comme un tournant pour l'industrie des voitures électriques, la Californie représentant un marché important pour l'automobile et pouvant influencer les normes nationales ou internationales.

La nuit n'apportera que peu de répit, les températures ne passant pas sous la barre des 26 °C dans de nombreux endroits.

JC - Quelle fraîcheur ! Ma clime (en Inde) est réglée sur 26°C, et quand la température tombe la nuit à 26°C, je la coupe, j'ouvre les fenêtres et je mets un ventilo en route, je dors beaucoup mieux.

Et le récit fabriqué habituel répété à outrance...

AFP - Les scientifiques mettent en garde depuis des années contre l'impact du réchauffement climatique, provoqué notamment par le recours aux énergies fossiles et l'émission de gaz à effet de serre, et qui apparaît désormais au grand jour pour des millions de personnes.

Les vagues de chaleur sont de plus en plus extrêmes, tandis que des tempêtes, qui étaient auparavant des phénomènes météo rarissimes, deviennent plus intenses et plus fréquentes.

Au secours la planète se refroidit !

La plus grande étendue de glace de mer d'été depuis 2008 piège les navires de l'Arctique

La masse d'air de juillet la plus froide en 70 ans traverse le détroit de Béring.

Les médias grand public sont des chasseurs de chaleur. Ils ne rapportent que des histoires qui correspondent à l'agenda du parti AGW. Cette façon de choisir l'information conduit à un public douloureusement mal informé en ce qui concerne le climat, ce qui est exactement ce qu'ils veulent.

Cependant, il est généralement admis que si le MSM se tait sur un paramètre régional particulier, c'est probablement parce que ce paramètre régional particulier ne « se comporte » pas comme il le souhaiterait.

Exemple concret aujourd'hui : nous avons l'Arctique et le Groenland qui refusent de jouer au ballon.

Les parties les plus au nord de la Terre connaissent en fait un REFROIDISSEMENT persistant et de longue durée, ce qui est bien plus révélateur qu'une brève poussée de chaleur, par exemple, en Europe occidentale, qui, 1) devrait se terminer avant même d'avoir vraiment commencé, et 2) peut être lié à des forçages entièrement naturels, à savoir une faible activité solaire et un flux de courant-jet violemment « flambant » (plus de détails ci-dessous)1.

La plus grande étendue de glace de mer en été depuis 2008 piège les navires arctiques

Pourquoi est-ce que la perte de glace est digne d'intérêt alors que des GAINS substantiels sont jugés non pertinents ? Ce que nous voyons de la BBC et de CNN n'est pas un compte rendu honnête des événements du monde, c'est une programmation sélective.

Ces agences soutenues par les entreprises ne remettent jamais en question les problèmes de sécurité des vaccins, sans parler de l'efficacité – et c'est la même chose : leurs maîtres, ces bailleurs de fonds en haut, paient pour la livraison d'un récit ; et bien que la vérité tourne toujours autour de la périphérie dudit programme, ces bailleurs de fonds ont la richesse et l'influence nécessaires pour l'empêcher de s'infiltrer – la vérité est traitée comme une nuisance, comme un essaim de mouches qui a besoin d'être écrasé, constamment, pour toujours – « *firehosing* » – et ils sont très bons dans ce domaine.

Le Svaytoy Petr a quitté le port russe extrême-oriental de Petropavlovsk le 23 juin, en route vers les eaux arctiques. Deux semaines plus tard, le pétrolier avait atteint le détroit de Béring, mais il a rencontré un problème – une glace estivale inhabituellement épaisse.

Le navire, construit en 1992, avec une protection limitée contre les glaces, a appelé à l'aide pour percer une calotte glaciaire qui, même à la mi-juillet, couvre encore la majeure partie de la route maritime de l'Arctique.

L'aide a été rapidement envoyée et, le 12 juillet, le brise-glace à propulsion nucléaire Sibir s'est frayé un chemin à travers la mer de Sibérie orientale et a rencontré le Svaytoy Petr.

Sur la queue de Sibir se trouvait un autre vieux pétrolier, Ice Eagle, en route de Mourmansk à Pevek.

Ces deux pétroliers vieillissants sont parmi les premiers navires à s'attaquer cette année à la route maritime du Nord.

Jusqu'à présent, seul le méthanier Nikolai Yevgenov a réussi à emprunter la route. Le transporteur de gaz naturel a navigué vers l'est vers les marchés asiatiques à la mi-juin ; et bien qu'il ait réussi à traverser la majeure partie de la route de manière indépendante, le puissant navire nécessitait toujours une escorte de brise-glace sur certains tronçons particulièrement épais.

Comme le rapporte thebarentsobserver.com, c'est le milieu de l'été, mais la majeure partie des eaux qui relient l'est du détroit de Béring à la mer de Barents restent couvertes de glace de mer.

Les cartes des glaces du service météorologique russe Roshydromet (illustrées ci-dessous) révèlent que les couches de glace à la fin juin étaient les plus complètes dans la région du détroit de Vilkitsky, des îles de Nouvelle-Sibérie et de la mer de Chukchi.

En regardant le graphique du cycle saisonnier de la glace de mer de l'hémisphère nord de la NASA, qui remonte à 2011, cet été a vu la zone de glace de mer arctique s'incendier au-dessus de toutes les années précédentes.

Passant au graphique du NSIDC, il montre que l'étendue de la banquise arctique est à son plus haut niveau depuis 2008.

De même, avec le graphique du volume (épaisseur) de la glace de mer arctique de l'Institut météorologique danois – qui a mystérieusement « disparu » de gros volumes de glace l'année dernière – nous avons ici un autre point de données donnant des lectures remarquables.

Et pendant que nous sommes dans le nord, jetons également un coup d'œil au Groenland – l'enfant de l'affiche du réchauffement climatique anthropique.

Malheureusement pour le parti AGW, et la raison pour laquelle vous n'entendez rien sur le Groenland dans la presse non plus, c'est parce que la calotte glaciaire refuse de fondre comme prévu, alors même que nous approchons du pic de l'été.

Acc. La tendance des PME est bien au-dessus de la moyenne de 1981-2010

Plus à ce sujet ici :

• Alice Springs, en Australie, subit la plus longue séquence de jours sous zéro jamais enregistrée
https://electroverse.co/alice-springs-australia-suffers-longest-streak-of-sub-zero-days-on-record-greenland-refuses-to-melt-as-scheduled/

• Le Groenland refuse de fondre comme prévu
https://electroverse.co/alice-springs-australia-suffers-longest-streak-of-sub-zero-days-on-record-greenland-refuses-to-melt-as-scheduled/

La masse d'air la plus froide de juillet en 70 ans traverse le détroit de Béring

Dans des nouvelles connexes, une masse d'air inhabituellement glaciale tourne actuellement dans la région du détroit de Béring, apportant de rares chutes de neige en juillet et des avis de surf élevé.

« *Ce genre de choses tourne autour des latitudes plus élevées toute l'année* », a déclaré Rick Thoman, spécialiste du climat de l'Alaska au Centre international de recherche sur l'Arctique de l'UAF. « *Habituellement, ce froid resterait plus au nord. Si cela se produisait sur le versant nord, il ferait froid mais rien de particulier à raconter. Le fait qu'il se soit déplacé si loin vers le sud est vraiment l'actualité ici.* »
En parcourant les enregistrements climatiques, Thoman note qu'il s'agit de la masse d'air de juillet la plus froide des 70 dernières années.

« Je mettrais cette tempête particulière sur le compte de l'une de ces variabilités aléatoires qui vont se produire de temps en temps, même dans un climat qui se réchauffe », a ajouté Thoman – qui sert d'autre exemple d'un soi-disant expert dirigé par un récit plutôt que les données devant eux.

La zone de basse pression a vu le vent à l'aéroport de Nome atteindre 48 mph lundi. Une telle vitesse pourrait être attendue pour une tempête de novembre, mais des rafales de cette force n'ont pas été observées au mois de juillet depuis que de tels records ont commencé au milieu des années 1980.

Tout aussi obscure, la neige estivale est tombée sur les îles Diomède, Ear Mountain près de Shishmaref et les montagnes près de Dexter et Banner Creek également. Thoman a déclaré qu'il ne serait pas surpris si le centre-ville de Nome voyait de la neige dans la nuit de lundi, ce qui, selon lui, serait un événement sans précédent après avoir échoué à trouver de la neige de juillet documentée dans l'ensemble des archives climatiques de Nome, qui remonte à plus d'un siècle.

Thoman a conclu avec une note sur les incendies de forêt, qui, selon lui, sont probablement terminés en Alaska maintenant, étant donné le début précoce de l'automne.

« La région de Nome pourrait voir de la fumée s'échapper des incendies en Sibérie… [mais] il a été relativement calme sur la Sibérie centrale en ce qui concerne les incendies de forêt cet été » – ce qui, encore une fois, est la raison pour laquelle les mentions médiatiques de cette région font défaut.

Record de frissons en août dans les Balkans

L'Antarctique plonge en dessous de -80C (-112F) ;

De fortes neiges estivales frappent le Xinjiang, en Chine ;

Le Texas bat des records de basse température, dont un de 1965

Pour lire la suite :

https://reseauinternational.net/la-plus-grande-etendue-de-glace-de-mer-dete-depuis-2008-piege-les-navires-de-larctique/

Arnaque climatique. Comment ils fabriquent leur propagande.

J-C - Qu'on se le dise : "*il faut prendre au sérieux*" les "prévisions alarmantes" de ces psychopathes. Comment ces malfaisants procèdent-ils ? Prophéties, prévisions, projections, supputations, pures inventions, manipulations des données, spéculations sans fondement scientifique à partir d'algorythmes foireux.

Ces scélérats commencent sur un ton rassurant qui met en confiance le lecteur en recourant au conditionnel :
- Même si le réchauffement climatique s'arrête (Eux n'arrêteront pas !)
- sans toutefois pouvoir établir un calendrier précis
- une prévision "alarmante"
- les projections actuelles
- les "prévisions alarmantes"
- Il suffit que
- Si les niveaux de
- pourrait même atteindre
- si le changement climatique
- même si le réchauffement se stabilisait

Ensuite sans transition, ils passent au mode affirmatif, au matraquage.

- inévitable
- va entraîner
- allait entraîner
- affirment que
- il faut prendre au sérieux

La fonte au Groenland rend inévitable une forte élévation de la mer, selon une étude - AFP/Paris Match 30 août 2022

Même si le réchauffement climatique s'arrête, la fonte déjà entamée de la calotte glaciaire du Groenland va entraîner une hausse importante du niveau de la mer, une prévision "*alarmante*" et potentiellement sous-estimée, selon une étude publiée lundi dans la revue Nature Climate Change. Les glaciologues auteurs de l'étude ont constaté que le réchauffement actuel, indépendamment de toute pollution supplémentaire causée par les énergies fossiles, allait entraîner au minimum une perte de 3,3 % du volume de la calotte au Groenland, soit une augmentation de 27,4 centimètres du niveau de la mer.

Les chercheurs, sans toutefois pouvoir établir un calendrier précis, affirment que la majeure partie de cette hausse pourrait se produire d'ici à 2100. Ce qui signifie que les projections actuelles seraient sous-estimées et qu'il faut prendre au sérieux ces "*prévisions alarmantes*".

Jason Box, du Service national de géologie du Danemark et du Groenland (GEUS). "*Il s'agit d'une limite inférieure prudente. Il suffit que le climat continue à se réchauffer autour du Groenland pour que l'effet soit plus important*", a-t-il déclaré à l'AFP. Si les niveaux de fonte extrêmes observés en 2012 se reproduisaient chaque année, l'élévation des eaux pourrait même atteindre environ 78 cm, synonyme de submersion pour de vastes étendues de faible altitude et leur population.

Dans son rapport de référence de 2021, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a estimé que, dans le pire scénario d'émissions de gaz à effet de serre, la fonte de la calotte glaciaire du Groenland contribuerait à hauteur de 18 cm à l'élévation du niveau de la mer

d'ici à 2100. L'autre source majeure de montée des eaux étant la fonte de la calotte de l'Antarctique. Pour Jason Box, qui était l'un des auteurs de ce rapport, les dernières recherches de son équipe laissent penser que ces estimations sont "*trop faibles*".

Selon lui, si le changement climatique fait naître des menaces plus immédiates, telles que l'insécurité alimentaire, l'accélération de l'élévation du niveau de la mer va à son tour devenir un défi. Dans son rapport de 2022 sur les impacts climatiques, le GIEC a déclaré que même si le réchauffement se stabilisait entre 2 °C et 2,5 °C, "les littoraux continueront à se redessiner au cours des millénaires, pouvant affecter au moins 25 mégapoles et noyer les zones de faible altitude" où vivaient en 2010 jusqu'à 1,3 milliard de personnes. AFP/Paris Match 30 août 2022

D'ici 2100, la moitié de l'année sera «*dangereusement chaude*» sous les tropiques - slate.fr 28 août 2022

On se dirige vers des saisons de six mois à près de 40°C dans certaines régions du monde.

Les vagues de chaleur record qui ont asséché la planète au cours des derniers mois ne sont qu'un aperçu de ce qui, à terme, sera la norme en matière de climat. (**Alors qu'ils n'en savent absolument rien ! - JC**)

Une équipe de chercheurs de Harvard et de l'Université de Washington a tâché de déterminer à quoi pourraient ressembler les températures mondiales d'ici 2100, en croisant des données climatiques passées avec des projections futures concernant les croissances démographique et économique et les émissions de carbone. (**Confirmation, ils se livrent à des calculs à partir d'algorithmes trafiqués, ils sélectionnent des données qui leur permettront d'obtenir le résultat qu'ils se sont fixés. - JC**)

D'ici moins d'un siècle, les épisodes météorologiques dangereux pourraient se produire de trois à dix fois plus souvent que c'est le cas actuellement en Europe occidentale, aux États-Unis, en Chine ainsi qu'au Japon.

Dans la majorité des régions tropicales et subtropicales, c'est jusqu'à la moitié des jours de l'année qui pourraient être «dangereusement chauds», et le seuil de l'indice de chaleur «extrêmement dangereux» devrait être dépassé plus de quinze jours par an. (**16 ! - JC**)

Plus de 1000 morts au Pakistan après des inondations, le sud du pays se prépare à un nouveau déluge - BFMTV 29 août 2022

Le pays est particulièrement vulnérable au dérèglement climatique. Il figure en huitième position des pays les plus menacés par les phénomènes météorologiques extrêmes, selon une étude de l'ONG Germanwatch. En outre, la corruption et des programmes d'urbanisme mal établis ont conduit à la construction de milliers de bâtiments dans des zones inondables.

JC - Pour des "*milliers de bâtiments dans des zones inondables*", dites donc le nombre de morts est relativement modeste. Rappel, Pakistan : 220,9 millions d'habitant en 2020.

C'est comme en Inde où je vis, quand il y a quelques milliers de morts, presque personne n'y prête attention sur 1,4 milliard d'habitants, c'est dérisoire ou dix fois, cent fois plus meurent d'autres choses, par exemple des accidents de la circulation. D'après les autorités, environ 150.000 personnes sont tuées chaque année dans près d'un demi-million d'accidents de la route en Inde, 300.000 selon l'OMS, près de la moitié d'entre eux sont des deux-roues, des cyclistes ou des piétons. Le Tamil Nadu (où je vis - J-C) affiche l'un des plus forts taux de mortalité avec plus de 65 000 personnes en un an ! (Source : Google et lepetitjournal.com 25/11/2019)

Tenez confirmation de ce que j'avais écrit dans une causerie, je ne porte pas de casque évidemment.

En juillet 2015, le port du casque est devenu obligatoire dans le Tamil Nadu sous peine de rétention du permis et de mise en fourrière du véhicule. Une réglementation que l'on peut retrouver sur de nombreux panneaux dans les rues de Chennai…mais pas forcément sur la tête des conducteurs ! En fait, si le chauffeur porte (parfois) le casque, c'est rarement le cas du(des) passager(s)… (Source : id)

Mélenchon, un agent du nouvel ordre mondial totalitaire.

Mélenchon appelle à la "*bifurcation écologique*" sans "*jouer sur la peur*" - BFMTV 28 août 2022

"*Partout dans le monde, la civilisation humaine est mise au défi de sa continuité*", a-t-il déclaré lors de son discours de clôture de l'université d'été, en lien avec "*la catastrophe climatique déclenchée avec le capitalisme, par les règles du capitalisme*".

Un constat grave, qui nécessite un changement majeur de société. À la transition écologique, Jean-Luc Mélenchon préfère la "*bifurcation écologique*, afin de "*stopper les causes qui contribuent*" au réchauffement de la planète.

Quant à la sécheresse, qui a entraîné de nombreux feux de forêt cet été, comme en Gironde, elle ne pourrait être qu'un avant-goût des défis auxquels sera bientôt confronté l'humanité.

"*Ce n'est pas la forêt qui brûle, c'est nous qui brûlons avec*", a clamé le tribun insoumis.

La sortie sur le nucléaire de Jean-Luc Mélenchon lui a permis d'évoquer la guerre en Ukraine, alors que les craintes grandissent concernant la centrale de Zaporijjia, la plus grande d'Europe, actuellement occupée par les forces russes. Pour l'ancien député des Bouches-du-Rhône, "il faut déployer des casques bleus" dans le pays.

La route vers un parc automobile électrique reste semée d'embûches - Le Point avec AFP août 2022

Y aura-t-il assez de lithium et autres matières premières indispensables à la fabrication de batteries électriques ? Suffisamment de stations de recharge ? Comment s'assurer que les voitures ne coûteront pas trop cher pour les bourses les plus modestes ?

« On disait encore récemment que les plus grands obstacles à l'adoption des véhicules électriques seraient l'acceptation par les automobilistes et le prix », souligne la spécialiste. Mais portée par des consommateurs de plus en plus sensibles aux impacts du changement climatique, la demande est là.

« La question semble plus maintenant de savoir s'ils peuvent se procurer les matériaux nécessaires », remarque Mme Caldwell. « *Les gouvernements peuvent décider autant qu'ils veulent de subventions ou de nouvelles réglementations pour les véhicules électriques, on fait face actuellement à un manque de palladium, de nickel, de lithium* », abonde Karl Brauer du site spécialisé iseecars. Certes, le problème est en grande partie lié au conflit entre la Russie et l'Ukraine, mais *« personne n'aurait prédit il y a un an l'escalade des prix ou la difficulté à se procurer ces matériaux », rappelle-t-il. Ce qui met en lumière le fait que la situation « peut changer de façon drastique à tout moment* ».

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 5 septembre 2022.

Mes commentaires que le blog *Réseau International* a publié.

Je précise que je n'ai aucun lien avec ce blog.

1 - Un ramassis d'inepties où pêle-mêle se côtoient vérités et contre-vérités auxquelles s'ajoutent des vulgarités. C'est à croire qu'il y en a qui cherchent absolument à fournir des arguments aux inquisiteurs qui traitent toute interprétation déviante du discours officiel de complotiste.

Affirmer que les virus n'existent pas est une stupidité qui fait le jeu des théoriciens de la théorie des germes, qui manifestement présente des contradictions comme l'ont relevés à juste titre plusieurs lecteurs (Georges Rodi, Riton laveur, Olivier). Ce négationniste relève du nihilisme véhiculé par les idéologues de l'oligarchie…

Les virus sont présents partout, ils se répandent partout, notre corps en compte des milliards, ainsi que de bactéries et microbes divers, la plupart sont indispensables à son bon fonctionnement ou sont inoffensifs, et il arrive que parfois certains provoquent des destructions entraînant ce qu'on appelle la maladie ou la mort chez certaines personnes et en épargnent d'autres, sans que ces braves professeurs ou scientifiques soient foutus d'expliquer pourquoi, hormis nous raconter que le virus en serait la cause confondant cause et conséquence, explication qui ne tient pas debout ou que les faits démentent sous leurs yeux fermés pour ne pas nuire aux intérêts de Big Pharma qui financent leurs recherches, voire les corrompt ouvertement ou achète leur silence.

L'explication la plus probable semble se trouver dans l'état biologique de chaque personne, ainsi que l'environnement propice à la propagation d'un virus sous une latitude particulière pour qu'une épidémie se développe. Il se peut aussi qu'un virus présent en Inde où je vis n'affecte que très peu la population parce qu'on dispose d'un patrimoine biologique adapté à ce genre de virus, et qu'en revanche transporté en France il trouve des conditions plus favorables pour devenir plus contagieux ou se répandre parce que la population ne bénéficie pas du même terrain biologique, par exemple on sait que certains antibiotiques fonctionnent mieux dans les pays tempérés que sous un climat tropicale, donc cette piste n'est pas absurde a priori.

2 - Tout à fait d'accord avec vous. J'irai encore plus loin.

Je pense que c'est voulu, c'est le meilleur moyen de discréditer toute opposition au régime, que de lui attribuer des théories délirantes, de mêler vérités et contre-vérités pour ensuite les accuser de complotisme ou je ne sais quoi encore.

Il ne faut pas laisser passer ce genre d'entreprises néfastes ou qui nuisent à notre combat.

La connaissance évolue sans cesse. La plupart des connaissances acquises sont comme la vérité, relatives, et celles qui sont réputées absolues ne valent que jusqu'elles soient invalidées et deviennent à leur tour relatives et ainsi de suite. Les unes et les autres servent de repères. A défaut

de mieux, temporairement ou pendant une certaine période, elles ont accompagné le développement de la civilisation humaine, les remettre en cause (cancel culture) revient à vouloir la détruire tout simplement, au profit d'un modèle de société universelle totalitaire...

3 - Quel cirque, on nous prend pour des cons ! Remake du « choc pétrolier ».

Inflation 1970 = 5,2% ; 1973 = 9,2% ; 1974 = 13,7% ; 1978 = 9,1% ; 1980 = 13,6%

Crise des années 1970: quand la France faisait face à une inflation galopante – bfmtv.com 2 avril 2022
Extraits.

Entre octobre 1973 et janvier 1974, le prix du baril de pétrole explose, passant de 2,59 dollars à 11,65 dollars. Les prix des matières premières bondissent également, de même que le prix du litre d'essence qui, à 1,69 franc en 1973, s'établit à 4,17 francs en 1980. Cette inflation galopante se diffuse plus généralement à tous les produits de consommation. La croissance, elle, ralentit, de 6,3% en 1973 à 4,3% en 1974, puis dégringole, le PIB tricolore reculant de 1% en 1975.

Face à la flambée des prix, le Smic, indexé sur l'inflation, est revalorisé plusieurs fois par an. Fixé à 3,27 francs brut de l'heure cette année-là (1970), il progressera rapidement pour atteindre 14 francs dix ans plus tard. Au-delà du Smic, ce sont l'ensemble des salaires qui vont augmenter significativement dès le début de la crise des années 1970, déclenchant une boucle prix-salaires alimentant un peu plus l'inflation.

Les augmentations successives obtenues chaque année iront même au-delà de l'inflation. Jusqu'à la fin de la décennie, les salaires nets réels, c'est-à-dire corrigés des effets de la hausse des prix, progresseront d'environ 4% par an.

Mais la situation va progressivement changer. A mesure que la crise s'installe, que la croissance et la productivité ralentissent, le chômage devient une nouvelle réalité… A 3,5% en 1975, le taux de chômage franchit la barre des 5% quatre ans plus tard et continuera de grimper après le second choc pétrolier de 1979, jusqu'à dépasser les 9% en 1985. Pour la première fois, la relation mise en avant par la célèbre courbe de Philips selon laquelle l'inflation recule quand le chômage augmente (et inversement) est mise à mal.

Le choc pétrolier de 1973 suscite aussi des inquiétudes en matière d'approvisionnement énergétique. Ce qui pousse le gouvernement à agir en misant largement sur l'atome pour la production électrique nationale.

Dans le même temps, l'Agence pour les économies d'énergie est créée et le gouvernement annonce dès fin 1973 plusieurs mesures symboliques de court terme pour inciter les Français à la sobriété: limitation de la vitesse automobile à 90km/h sur les routes et à 120 km/h sur autoroute, fin des émissions de télévision à 23h hormis le samedi soir et pendant les fêtes, interdiction de la publicité lumineuse ainsi que de l'éclairage des monuments publics et des bureaux inoccupés de 22h à 7h, plafonnement du chauffage à 20 degrés « dans les locaux à usage d'habitation, d'enseignement, de bureaux ou recevant du public »…

Mon commentaire suivant en réponse à des lecteurs.

4 - C'est ce que j'ai voulu montrer dans mon commentaire précédent. Ils ont tout planifié, ce qui ne signifie pas pour autant que tout va se passer exactement comme ils l'avaient prévu, ils n'atteindront pas tous leurs objectifs, mais ce qu'ils auront engrangé sera toujours cela de pris, tandis que nous nous en serons toujours au même point mort, ce qui signifie qu'en réalité nos ennemis auront encore accru leur pouvoir et évidemment leur fortune.

Quand on ne situe la situation dans une perspective historique, on ne peut pas en tirer des enseignements et la compréhension qu'on en aura sera forcément confuse ou pire encore...

Mitterrand le grand bourgeois a instauré l'austérité dans les pas de Raymond Barre en 76. Il a fait flamber la Bourse et permis aux plus riches de se goinfrer, idem pour les nationalisations/privatisations. Finalement, il est resté loyal envers la classe qu'il représentait, ce qui était prévisible, ce qui n'empêcha pas certains de connivence avec la social-démocratie dégénérée de feindre de l'ignorer, ce qui au passage signifia l'arrêt de mort de l'extrême gauche dont je faisais partie à l'époque, et qui depuis n'a cessé de se décomposer jusqu'à adopter la version de Bush du 11/9, être Charlie, adopter la muselière et la piquouse du changement climatique et de la pandémie virale... Un inventaire s'impose avant de repartir sur des bases saines ou le combat continue pour en finir avec le capitalisme et ses institutions...

En observant attentivement ce qui se passe dans le monde actuellement, on s'aperçoit que des éléments des classes moyennes et des couches supérieures de la classe ouvrière sont en train de rompre avec ce qui a été appelé la gauche, qui était en réalité une escroquerie politique. Pourquoi ? Parce qu'ils ne supportent plus les conséquences désastreuses de sa soumission au néolibéralisme, à l'oligarchie financière, au wokisme entre autres. Voilà qui pourrait ouvrir la voie à un courant politique orienté à gauche, à ne pas confondre avec un courant de gauche qui aurait rompu avec le capitalisme et qui aurait renoué avec le socialiste et la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire de la fin du XIXe siècle ou du début du XXe... Ce processus pourrait permettre à un véritable parti socialiste (ou communiste peu importe) révolutionnaire de se développer comme au début du XXe siècle dans lequel les masses finiraient par se reconnaître.

Voyez comme l'histoire bafouille ou se répète, pas de quoi être pessimiste, l'avenir nous appartient, tandis que la réaction appartient au passé...

5 - L'ONU est une officine fondée par les représentants du capitalisme, elle est donc destinée à servir uniquement ses intérêts, par conséquent pour peu qu'on ait acquis une conscience de classe, ce qui apparemment semble très rare, cet organisme ne peut incarner à la fois les intérêts des peuples exploités et des opprimés.

Plus qu'un symbole. Rappelons quel le siège des Nations unies à New York inauguré le 9 janvier 1951, a été construit sur un terrain acquis grâce à une donation de John Davison Rockefeller Junior.

Vous vous plaignez du sort qu'ils vous ont réservé, et à la première occasion vous vous tournez vers eux (ou le droit international) pour résoudre vos problèmes, c'est aussi valable au niveau national évidemment, ce n'est pas sérieux.

On devrait plutôt œuvrer à la fondation d'une nouvelle Internationale (et sa section nationale) qui représenterait exclusivement les intérêts des exploités et des opprimés et aurait pour objectif d'éradiquer le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme à l'échelle de l'humanité, en s'appuyant sur l'héritage des trois premières internationales ouvrières jusqu'en 1922 il y a juste un siècle.

La résistance, le combat et l'organisation politique ne s'improvise pas, c'est quelque chose qui correspond à une prise de conscience, et donc mérite d'être pris très au sérieux, qui nécessite une certaine discipline pour affronter nos ennemis, car on ne se bat pas pour se donner bonne conscience ou pour obtenir une aumône, mais pour les vaincre.

6 - Chaque fois que les banquiers anglo-saxons ont mis à genou les économies occidentales (14-18 ; 39-45), comment cela s'est-il terminé ?

Les États étranglés, paralysés, au bord de l'apoplexie, ont appelé à l'aide les créanciers envers lesquels ils étaient déjà endettés jusqu'au cou, qui en échange de leur contribution réclamèrent des compensations financières (sous forme de déréglementation ou lois en leur faveur, de nouvelles institutions contrôlées par eux, Banque des règlements internationaux (BRI) (au lendemain du krach de Wall Street), Bretton Woods, FMI, Banque mondiale, GATT...) et politiques (ONU, UE, etc.) leur permettant d'accroître encore leur pouvoir au détriment des États et des peuples, qui leur furent accordées sur le champ.

Il faut donc s'attendre à un scénario similaire dans les mois ou les années à venir, si entre temps nous ne parvenions pas à les chasser du pouvoir et à prendre le pouvoir.

C'est la question du pouvoir politique qui est posée aujourd'hui, et à laquelle nous devrions apporter une réponse en nous situant exclusivement sur le terrain de classe de nos intérêts, autrement dit, quelle issue politique à la crise du capitalisme est conforme à nos besoins sociaux et aspirations démocratiques légitimes, permettrait dans un premier temps de renouer avec le progrès social, de mettre un terme aux inégalités sociales, d'instaurer un régime ou une république démocratique, et non nous situer sur le terrain de classe de nos ennemis qui consisterait à privilégier telle ou telle puissance au détriment d'une autre, pour finalement assurer la pérennité du capitalisme pour le compte de tels ou tels capitalistes ou oligarques, et faire en sorte que rien ne change. Car les travailleurs du monde entier n'auraient rien à en attendre ou se retrouveraient rapidement confronter à la même crise sociale ou aux mêmes difficultés, sauf à décréter que le capitalisme est indépassable ou éternel et qu'on doive s'y soumettre, parce qu'on refuse de l'affronter ou on n'est pas capable de concevoir un autre modèle économique ou un autre type de société débarrassée de l'exploitation...

7 - Le transhumanisme inspire les sophismes les plus sophistiqués ou archaïques.

Il y en a qui se donnent un mal fou pour réhabiliter l'humain, d'autres, dieu, autant marcher à reculons, bravo !

8 - Encore une fois, tout sauf la révolution sociale et politique, plus populiste de gauche comme il se doit ou démagogue tu meurs ! Avec en prime pour finir de vous en détourner, une référence à un obscur prétendu « marxiste », qui voue un culte à Staline qui en fut la négation et le liquidateur (de la révolution russe de 1917 et du parti bolchevik), bravo !

Décryptage. Comment ils mêlent l'information et leur propagande.

Royaume-Uni : face à l'inflation, la fréquentation des banques alimentaires explosent - France 24 5 septembre 2022

France 24 - Alors que l'inflation a dépassé les 10 %, les files d'attente devant les banques alimentaires ne cessent de s'allonger au Royaume-Uni, et deviennent même un lieu de rencontre et de création de lien social. Le nombre de personnes ayant recours aux aides alimentaires a été multiplié par dix depuis la crise du Covid, et cela fait craindre une crise « humanitaire » dans le pays.

Info.

France 24 - Alors que l'inflation a dépassé les 10 %, les files d'attente devant les banques alimentaires ne cessent de s'allonger au Royaume-Uni...

France 24 - Le nombre de personnes ayant recours aux aides alimentaires a été multiplié par dix depuis la crise du Covid...

Propagande.

France 24 - Et deviennent même un lieu de rencontre et de création de lien social...

J-C - Alors qu'ils font tout pour le détruire. Remercions nos bienfaiteurs d'être à l'origine des conditions économiques permettant la "création de lien social".

France 24 - Et cela fait craindre une crise « humanitaire » dans le pays...

J-C - Et non une crise sociale qui renvoie aux différentes classes sociales, à la structure du système économique, à la lutte des classes qui disparaît au profit de l'humanitaire compatible avec le corporatisme ou inspiré par lui.

Un autre exemple.

En six mois de guerre en Ukraine, la Russie a engrangé d'énormes revenus grâce aux cours élevés des énergies fossiles - BFMTV 5 septembre 2022

BFMTV - La Russie a engrangé 158 milliards d'euros de revenus tirés des exportations d'énergies fossiles en six mois de guerre, profitant de cours élevés, selon le rapport d'un centre de recherche indépendant publié mardi, qui appelle à des sanctions plus efficaces.

Info.

BFMTV - La Russie a engrangé 158 milliards d'euros de revenus tirés des exportations d'énergies fossiles...

BFMTV - profitant de cours élevés, selon le rapport d'un centre de recherche indépendant publié mardi...

Propagande.

BFMTV - en six mois de guerre...

J-C - Le discours de l'OTAN, Biden, Macron, etc. pas celui de la Russie.

BFMTV - qui appelle à des sanctions plus efficaces...

J-C - Curieux pour une officine qui se prétend indépendante ! Pas tant que cela, en réalité un think tank finlandais, Centre for Research on Energy and Clean Air fondé en 2019 à Helsinki, dont le cofondateur, Lauri Myllvirta, vient d'une ONG financée par l'oligarchie financière, Greenpeace International, c'est donc une sous-section de cette ONG. (Source : Google et Wikipédia.org)

BFMTV - "On estime que les exportations d'énergies fossiles ont contribué pour 43 milliards d'euros au budget fédéral russe, aidant à financer des crimes de guerre en Ukraine", ont calculé les auteurs.

Info.

BFMTV - On estime que les exportations d'énergies fossiles ont contribué pour 43 milliards d'euros au budget fédéral russe

Propagande.

BFMTV - aidant à financer des crimes de guerre en Ukraine...

J-C - En l'espace de 4 paragraphes, ils sont passés de la "guerre" à "des crimes de guerre" attribuées à la Russie, exclusivement faut-il préciser. Et ce n'est pas terminé.

BFMTV - "L'UE doit interdire l'utilisation de navires et de ports européens pour l'acheminement de pétrole russe vers des pays tiers", estime-t-il ainsi. Le Royaume-Uni est également appelé à bannir la participation de son secteur de l'assurance à de tels transports internationaux.

J-C - Là sans détour, il n'y a plus que de la propagande de guerre au profit de l'OTAN ou de l'impérialisme anglo-saxon, britannique et américain. Ce genre d'officines sert de couverture à la politique adoptée par les pays de l'OTAN qui ne font que répondre à une demande d'une organisation indépendante, entendez par là apolitique, suggérant que les mesures qu'elle réclame correspondraient aux intérêts de la population, et la boucle de l'imposture est close.

Sur Twitter ces derniers jours.

A ceux qui traitent les travailleurs de cons, moutons, veaux, ils devraient commencer par se demander s'ils ne le seraient aussi, on est toujours le con de quelqu'un…

- Des manifestants tentent de prendre d'assaut la centrale électrique de Deir Ammar à Tripoli au Liban contre la pénurie d'électricité provoquée par la sévère pénurie de carburant et qui entraîne des coupures d'eau pour la population

- Une manifestation vire à l'émeute au Bangladesh à Narayanganj. Au moins 24 manifestants ont été blessés par balle et un manifestant à perdue la vie

Les manifestations contre la flambée des prix et les coupures de courant durent depuis plus d'un mois

- Des manifestants brulent leurs factures de gaz et d'électricité à Naples en Italie pour protester contre la flambée des prix de l'énergie

- Répression en Indonésie contre des manifestants qui protestent contre la hausse du prix des carburants

- Manifestation massive à Buenos-Aires en Argentine pour défendre la démocratie suite à la tentative d'assassinat hier soir de la vice-présidente Cristina Kirchner

- 70 000 personnes manifestent à Prague en République Tchèque contre le gouvernement et la flambée des prix de l'énergie. Les manifestants menacent d'une grève et d'actions coercitives si le gouvernement ne démissionne pas d'ici le 25 septembre

- La police chinoise réprime brutalement une manifestation contre le confinement à Wuhan dans le district de Huangpi où quelques cas ont été confirmés

- Manifestation au Ghana contre la corruption, les difficultés économiques et la flambée du coût de la vie. L'inflation dépasse les 31%

- Des agriculteurs belges bloquent le centre-ville de Hoogstraten et tentent d'envahir la Mairie pour protester contre un plan d'azote du gouvernement flamand qui pourrait conduire à de nombreuses fermetures de fermes

- Sri Lanka : du soulèvement à l'État policier

La police réprime une manifestation contre le Président, les difficultés économiques et pour la libération des manifestants incarcérés alors que la répression s'est fortement accrue depuis l'arrivée du nouveau président. Les autorités sri-lankaises ont recours à une loi antiterroriste draconienne pour incarcérer les manifestants.

- Nouvelle journée de manifestations et de blocages à travers Haïti contre la vie chère, la dégradation des conditions de vie, la criminalité endémique et pour exiger la démission du Premier Ministre

Aussi.

- Mini pelle électrique, fonctionne pendant 2 heures, puis nécessite 8 heures sur un générateur DIESEL pour être complètement chargée.
#arnaqueVerte

- À Rome, en Italie, les magasins éteignent les lumières en raison d'une augmentation de 500% des factures d'électricité. Certains éteignent également leurs réfrigérateurs et retirent ces aliments parce qu'il en coûte trop cher de les garder au froid.

- La nouvelle propagande (ou PsyOps, on ne sait plus trop) de Chine.

« À Chengdu, en Chine, une ville de plus de 16 millions d'habitants, est confinée; ils se battent frénétiquement pour se nourrir comme s'ils survivaient à l'apocalypse. »

- La nouvelle propagande (ou PsyOps, on ne sait plus trop) de Chine □□ - une patrouille de drones de la police diffuse un message:

« *Restez dans votre chambre sauf si c'est à votre tour de passer un test COVID de routine quotidien, sinon nous vous arrêterons !* »

- 20000 habitants de Zaporojie ont signé une lettre ouverte aux enquêteurs de l'AIEA pour dénoncer les bombardements de l'armée UKRAINIENNE sur la centrale nucléaire.
Pourtant, la presse avait largement repris la propagande assurant que les Russes s'auto-bombardaient

- Ils détruisent le bétail ds le monde
Des dizaines de milliers de bovins ont commencé à mourir subitement après que le gouvernement indien a vax du bétail ds l'État duGujarat

- Des composés métalliques toxiques ont été trouvés dans tous les échantillons de VACCINS contre la COVID analysés par des scientifiques allemands…

- Il y a plus de un MILLIARD de résultats de recherches sur Google pour «*Died Suddenly News*» (mort soudainement infos)

Le groupe "*Died Suddenly News*" (Mort soudainement) sur Facebook a atteint plus de 100 000 membres et compte environ 10 000 utilisateurs par semaine. Les messages sont absolument déchirants.

- Eli Palfreyman 19 ans, capitaine de hockey junior du Grand Ontario, s'est effondré dans le vestiaire: MORT SUBITE

- Beaucoup de jeunes meurent sans cause connue; je me demande ce que tous ces jeunes ont en commun qui les tue? Il doit y avoir quelque chose qui tue ces jeunes gens? je n'arrive pas à comprendre ce que c'est

- L'horreur dévoilé: «*Cette semaine, un reportage de l'AP a cité un enregistrement audio secret où un éthicien médical soulevant le sujet de l'euthanasie avec un patient handicapé, après lui avoir rappelé qu'il coûtait au système 1 500$ par jour*».

Propagande de l'ennemi. Offensive partout dans le monde des médias acquis à l'oligarchie mondialiste totalitaire.

Haro sur les salops de profiteurs, des malades imaginaires !

Les prédateurs soit, 500 plus grandes fortunes de France = 1.000 milliards d'euros

Les malades prétendument imaginaires, soit 30 millions d'actifs en France = 1 milliard d'euros

Yahoo - "*Fraudes à la Sécu : qui vole l'argent de notre santé ?*", voilà le thème traité ce dimanche 4 septembre 2022 dans l'émission Zone Interdite sur M6.

Chaque année, un milliard d'euros part en fumée, dans les poches des malades imaginaires. En cause notamment : des Français qui profitent du système mais aussi des médecins un peu trop complaisants. Yahoo 5 septembre 2022

Forbes - Selon le nouveau rapport d'OXFAM (intitulé « *Les inégalités tuent* »), la fortune des milliardaires français a augmenté plus rapidement en 19 mois de pandémie qu'en une décennie entière. Une hausse de 86 % qui constitue une accumulation historique, les cinq plus grosses fortunes françaises possèdent désormais autant que les 40 % des Français les plus précaires. forbes.fr 18 janvier 2022

Après avoir tutoyé les 1.000 milliards d'euros en 2021, la valeur cumulée des 500 plus grandes fortunes de France dépasse en 2022 ce cap symbolique, grâce à une augmentation de 5 % sur l'année. L'an passé, en pleine pandémie de Covid-19, elle avait bondi de « *30 %* ».

Le seuil d'entrée dans ce groupe très select « *n'a cessé d'augmenter* » et s'établit à 200 millions d'euros. En 1996, à l'ère du franc, il fallait l'équivalent de 19 millions d'euros pour y gagner sa place. Le « *club des 500* » version 2022 compte « *une quarantaine de nouveaux* ». Ne sont comptabilisés que les actifs professionnels, cotés ou non cotés, précise Challenges. AFP 6 juillet 2022

Suite. Haro sur l'Inde qui ne sanctionne pas la Russie, quel crime !

J-C - Au fait, en Inde le litre d'essence est stabilisé à 96,3 roupies depuis au moins deux mois, et le litre d'huile de tournesol qui était monté à plus de 230 roupies dans pratiquement tous les points de vente depuis 6 mois, est retombé à 140 roupies. Et l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine sont toujours en vente libre.

Inde: le BJP fâché du peu de photos de Modi dans un village, l'affaire prend une tournure nationale - RFI 4 septembre 2022

La ministre des Finances, en déplacement dans cet État dirigé par l'opposition, s'est plainte qu'il n'y ait pas assez de photos du Premier ministre Narendra Modi. L'opposition s'élève en retour contre cette ingérence du parti BJP.

La ministre Nirmala Sitharaman visitait ce vendredi 2 septembre un stand de riz subventionné par le gouvernement central dans le village de Birkoor. Elle en a profité pour faire la leçon au responsable local.

« *Pourquoi n'affichez-vous pas la photo de notre grand dirigeant Narendra Modi ? Des rations de riz ont été données gratuitement, en mars et avril, durant le Covid-19. Le gouvernement central subventionne les rations de riz. Et pourtant dans le Telangana on ne voit son portrait nulle part.* »

La scène, qui a été filmée, a fait bondir le ministre des Finances du Telangana, État du centre de l'Inde dirigé par l'opposition. « *Ces sorties politiques théâtrales en pleine rue ne font que démoraliser les fonctionnaires. Par ailleurs, le Telangana fournit plus d'argent à l'Inde qu'il n'en reçoit !* », a réagi KT Rama Rao.

Après que les médias s'en soient saisis, l'affaire a pris une tournure nationale. Elle incarne l'animosité entre le gouvernement central du BJP et les États dirigés par l'opposition. (Opposition soumise à Washington. - JC)

La ministre des Finances a assumé sa position ce samedi. Dans une conférence de presse où les médias jugés « *nuisibles* » avaient été écartés, elle a demandé que tous les projets que le gouvernement central finance, même en partie, soient indiqués comme tels. RFI 4 septembre 2022

JC - C'est permanent, la preuve :

L'Inde participe à reculons à un exercice militaire avec la Russie et la Chine - RFI 2 septembre 2022

JC - RFI a fait appel à un think tank indien pro américain pour sortir ce truc-là, dépité que l'Inde participe malgré tout à cet exercice militaire conjoint avec la Russie et la Chine. Pas un jour sans qu'ils sortent un article, ils enragent :

Russie: à Sakhaline, la Russie affiche son unité avec la Chine lors de manœuvres militaires - RFI 5 septembre 2022

Pour ces manœuvres « *Vostok 2022* », la Russie affiche cette fois quatorze alliés, dont la Chine et l'Inde… même si cette dernière est mal à l'aise. Résultat : malgré le front occidental et les sanctions, la Russie peut démontrer qu'elle n'est pas si isolée que ça, et c'est pour Moscou l'essentiel. RFI 5 septembre 2022

JC – Cela dit, les employées du petit supermarché où je vais faire une grande partie de mes courses situé à 5 kilomètres de chez mois, travaillent 12 heures par jour 6 jours par semaine, depuis qu'en juillet 2021 Modi a remis en cause la journée de 8 heures. Précision : pour le même salaire, 7.000 roupies par mois, soit moins de 100 euros.

Vous avez dit crise politique ?

L'ancien LREM Aurélien Taché milite pour la création d'un « *futur grand parti écologiste* » - Journal du Dimanche 4 septembre 2022

Présidence LR : Retailleau veut «créer un nouveau parti», Ciotti refuse «*le statu quo*» - Europe1 4 septembre 2022

Bernard Cazeneuve signe un manifeste contre la NUPES et pour refonder la gauche - Le HuffPost 4 septembre 2022

Et en prime ils vous filent la chiasse ! Et ça devait leur péter à la gueule !

Covid-19 : ce symptôme commun aux personnes vaccinées - Yahoo 5 septembre 2022

Les personnes vaccinées contre le Covid-19 rapportent souvent la présence du même symptôme, la diarrhée. Yahoo 5 septembre 2022

Et elle les poursuit...

En six mois de guerre en Ukraine, la Russie a engrangé d'énormes revenus grâce aux cours élevés des énergies fossiles - BFMTV 6 septembre 2022

La Russie a engrangé 158 milliards d'euros de revenus tirés des exportations d'énergies fossiles lors des six mois... Sur cette période le premier importateur des énergies fossiles russes a été l'Union européenne (pour 85,1 milliards d'euros), suivie par la Chine et la Turquie.

Au moins, ils ne pourront pas se plaindre de ballonnement !

L'arrêt des livraisons de gaz russe est une réponse aux sanctions européennes - LePoint.fr 5 septembre 2022

L'arrêt se poursuit. Gazprom avait annoncé, vendredi 2 septembre, que le gazoduc Nord Stream 1, crucial pour les livraisons en Europe, serait « *complètement* » à l'arrêt jusqu'à la réparation d'une turbine, alors qu'il devait reprendre du service après une opération de maintenance. De son côté, le Kremlin a assuré, ce lundi 5 septembre, que l'arrêt des livraisons de gaz russe vers l'Allemagne était de la seule faute des Occidentaux, car leurs sanctions empêchent la maintenance des infrastructures gazières.

« *Les problèmes de pompage (de gaz) sont apparus à cause des sanctions des États occidentaux. Il n'y a aucune autre raison à ces problèmes* », a estimé le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, quelques jours après l'arrêt de Nord Stream, pipeline crucial pour l'approvisionnement des Européens, qui craignent une crise énergétique cet hiver.

« *Ce sont ces sanctions (…) qui ont amené à la situation que nous observons maintenant* », a-t-il encore dénoncé lors d'un point de presse téléphonique. Le porte-parole du Kremlin a également « *rejeté catégoriquement* » les « I » des Occidentaux de « *rejeter la responsabilité et la faute* » sur Moscou. « *L'Occident – dans ce cas précis l'Union européenne, le Canada et le Royaume-Uni – est responsable du fait que la situation a atteint un tel point* », a-t-il ajouté.

Dmitri Peskov a une nouvelle fois justifié l'arrêt des livraisons de gaz russe vers l'Allemagne via le gazoduc Nord Stream, annoncé vendredi dernier, par « l'entretien sérieux » que nécessite, selon lui, la dernière turbine qui fonctionnait jusqu'alors. « Elle fonctionne mal, des pannes s'y produisent. Cela provoque l'arrêt des flux », a-t-il jugé. Le géant russe Gazprom avait de son côté indiqué vendredi avoir découvert des « fuites d'huile » dans la turbine lors d'une opération de maintenance dans une station de compression située en Russie.

Moscou affirme notamment que les sanctions occidentales prises à la suite de l'offensive russe en Ukraine empêchent la restitution d'une turbine Siemens qui avait été envoyée au Canada pour être réparée. L'Allemagne, où se trouve la turbine, assure que c'est la Russie qui bloque le retour de cette pièce clé. L'arrêt des flux de gaz entre la Russie et l'Allemagne via la mer Baltique a encore accentué ces derniers jours les craintes des Européens de devoir faire face à une crise énergétique sans précédent cet hiver. LePoint.fr/AFP 5 septembre 2022

L'Opep en rajoute une couche.

L'Opep annonce une réduction de sa production en octobre - Réseau Voltaire 5 septembre 2022

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunie le 5 septembre à Vienne, a annoncé qu'elle réduirait sa production de 100 000 barils par jour en octobre.

Cette décision, prise avec par l'OPEP avec ses associés (dont la Russie), intervient alors qu'ils constatent une baisse des prix en juillet et août due à un ralentissement de l'économie mondiale. Il s'agit donc d'équilibrer l'offre à la demande.

Cependant, le prix du gaz s'est subitement envolé avec l'arrêt pour maintenance du gazoduc Nord Stream. Bien sûr, si le pétrole et le gaz sont deux sources d'énergie, ils ne sont pas interchangeables.

JC - Autrement dit, l'OPEP s'inscrit plutôt dans l'économie de guerre de l'oligarchie financière en prenant une mesure qui se traduira par une augmentation du prix du pétrole, sauf événement extérieur imprévu.

Guerre de classes. Ils nous ont déclaré la guerre... C'est une question de vie ou de mort. Qu'attendons-nous pour les affronter et les éliminer ?

Italie : le litre de lait est désormais aussi cher que le litre d'essence pour nos voisins transalpins - Journal du Dimanche 5 septembre 2022

Le lait est aussi cher que le litre d'essence en Italie, et son prix ne devrait pas baisser prochainement. Parmi les produits alimentaires, le lait a notamment dépassé les 2 euros, d'après Les Échos, citant le quotidien italien La Stampa. Journal du Dimanche 5 septembre 2022

Royaume-Uni : face à l'inflation, la fréquentation des banques alimentaires explosent - France 24 5 septembre 2022

Alors que l'inflation a dépassé les 10 %, les files d'attente devant les banques alimentaires ne cessent de s'allonger au Royaume-Uni. Le nombre de personnes ayant recours aux aides alimentaires a été multiplié par dix depuis la crise du Covid, et cela fait craindre une crise « *humanitaire* » dans le pays.

Saluez TINA le bras tendu.

J-C- TINA = There is no alternative ! (Margaret Thatcher)

Royaume-Uni : la nouvelle Première ministre Liz Truss "*revendique clairement l'héritage de Margaret Thatcher*" - France 24 5 septembre 2022

Moins d'impôts, moins d'Etat, plus de libre-échange : à 47 ans, celle qui était depuis un an la cheffe de la diplomatie du Royaume-Uni.

Élection de Liz Truss: Emmanuel Macron souhaite la "*bienvenue*" à la nouvelle Première ministre du Royaume-Uni - BFMTV 5 septembre 2022

Emmanuel Macron y a d'ailleurs fait référence lorsqu'il a pu, au cours d'une conférence de presse dédiée à l'énergie, féliciter la conservatrice : « *Je dis : bienvenue à Liz Truss. Je lui exprime toutes les félicitations de la France et nous sommes à disposition pour pouvoir travailler entre alliés et amis.* » et d'ajouter : « *Nous avons les mêmes valeurs, nous avons une histoire d'amitié, nous sommes face à des défis communs* », a déclaré Emmanuel Macron, citant notamment la défense « *des valeurs de la démocratie, aux côtés de l'Ukraine* », ou encore *« la bataille du changement climatique ». « C'est ça, les vrais agendas, le reste, c'est l'écume des jours* », a-t-il balayé.

Côté Allemagne, le message est plus positif : le chancelier Olaf Scholz a déclaré avoir hâte de travailler « en ces temps difficiles » avec Liz Truss, en précisant : « *Le Royaume-Uni et l'Allemagne vont continuer à travailler étroitement ensemble, comme partenaires et comme amis*. »

« *Nous continuerons d'aller plus loin et plus vite pour chasser la Russie de toute l'Ukraine », a-t-elle déclaré en avril, elle a également elle a appelé « l'influence malveillante croissante* » de la Chine. Le Point 5 septembre 2022

Dossier Ukraine.

L'Onu remercie la Russie d'avoir protégé les experts de l'AIEA après une attaque ukrainienne - lemediaen442.fr 4 septembre 2022

Après une question du journaliste Udayan Mukherjee sur une attaque perpétrée — sans succès — par des soldats ukrainiens, afin de s'emparer de la centrale nucléaire de Zaporijia et d'utiliser les inspecteurs de l'AIEA comme boucliers humains, Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'Onu, a remercié la Russie. « Nous sommes heureux que la Fédération de Russie ait fait ce qu'elle devait faire pour assurer la sécurité de nos inspecteurs de l'AIEA. » L'ONU avoue implicitement que le président Zelensky a envoyé son armée afin d'attaquer la centrale nucléaire au moment où les experts de l'AIEA étaient présents et que la Russie les a protégé.

Lors d'une conférence de presse le 8 août 2022 à Tokyo au Japon, le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, avait jugé inconcevable que des centrales nucléaires soient attaquées dans le cadre du conflit ukrainien. « Toute attaque contre des centrales nucléaires est une chose suicidaire. » Après avoir nié, l'Ukraine du président Zelensky avait finalement avoué être à l'origine des frappes contre la centrale nucléaire de Zaporijia, risquant ainsi une catastrophe plus grande que celle de Tchernobyl ou Fukushima.

« *Terrorisme nucléaire* » : L'Ukraine avoue être à l'origine des frappes contre la centrale nucléaire de Zaporijia lemediaen442.fr 3 septembre 2022

Les médias occidentaux avait suivi l'hypothèse absurde que la Russie s'auto-bombardait… À la suite des demandes incessantes du Kremlin pour que l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) vienne inspecter les lieux et constater les faits, le vent vient de tourner devant l'évidence.

L'Ukraine ne peut qu'admettre être seule responsable des frappes à proximité de la centrale nucléaire de Zaporijia et d'avoir risqué une catastrophe nucléaire sans précédent, mettant ainsi en danger la totalité des pays européens. Nous pouvons parler ici de « *terrorisme nucléaire* » ! Le directeur général de l'AIEA Rafael Grossi dénonce : « *L'intégrité physique — de la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijia — a été violée à plusieurs reprises.* » « *C'est quelque chose qui ne peut pas continuer à se produire* », a-t-il ajouté.

BFMTV ira de son petit commentaire mesquin, mais sera contrainte à dire la vérité aux téléspectateurs après des mois de mensonges :

Rafael Grossi a également annoncé la prolongation de la visite à la centrale (ZNPP) jusqu'au 4 ou 5 septembre. « *Il y a deux groupes d'experts techniques de l'AIEA. Un groupe travaillera au ZNPP jusqu'au 4 ou 5 septembre pour évaluer la situation. Ils doivent formuler les premières questions, les premières données, donner une évaluation préliminaire, puis ils prépareront un rapport.* » En outre, deux membres de la mission de l'AIEA resteront à la centrale de manière permanente.

La présence des employés de l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporijia sera une garantie que l'armée ukrainienne ne se risquera pas — nous l'espérons — à bombarder la centrale, car dans ce cas, les responsables de l'ONU deviendront les témoins du crime du régime de Kiev.

En famille chez les nazis.

Ukraine : Macron appelle à « *un retrait des forces russes* » de Zaporijia - LePoint.fr 5 septembre 2022

Le président français s'est entretenu lundi avec son homologue ukrainien. Il aurait rappelé la « *nécessité de préserver la sûreté et la sécurité des installations nucléaires* ».

L'extrême droite au chevet de l'impérialisme français et italien.

Jordan Bardella juge que certaines sanctions contre la Russie doivent être levées - BFMTV 4 septembre 2022

Jordan Bardella : il faut arrêter les "*sanctions énergétiques*", mais précise que d'autres sanctions, concernant "*les décideurs de guerre, les opérations bancaires, les semi-conducteurs*" doivent être maintenues. BFMTV 4 septembre 2022

Guerre en Ukraine : Salvini crée la polémique en contestant les sanctions contre la Russie - Le HuffPost 4 septembre 2022

Hunter Biden replie les laboratoires biologiques US en Ukraine - Réseau Voltaire 5 septembre 2022

Le Pentagone transfère les éléments restants de son programme de recherche biologique d'Ukraine vers d'autres États de la région. Plus d'un millier de conteneurs ont déjà été enlevés.

Les relations entre les autorités ukrainiennes et le Pentagone sont assurées par Rosemont Seneca Technology Partners (RSTP), une des sociétés d'Hunter Biden, fils du président Joe Biden et de Christopher Heinz, beau-fils de l'envoyé présidentiel spécial pour le climat John Kerry.

Lorsque le ministère russe de la défense avait accusé le Pentagone de mener en Ukraine des recherches interdites par la Convention sur les armes biologiques, celui-ci avait répondu ne s'intéresser qu'à sécuriser les reliquats des recherches soviétiques. Le transfert actuel ne donne pas raison à la Russie, mais invalide la défense états-unienne. Réseau Voltaire 5 septembre 2022

JC - Conclusion étrange. Ce transfert actuel ne donne pas tort non plus à la Russie, car qu'est-ce qui empêche de penser que dans ces laboratoires le Pentagone ne se livrait pas à des recherches pour créer de nouvelles armes biologiques ? Si rien n'interdit de l'affirmer, rien ne prouve non plus le contraire.

La Russie demande le déplacement du siège de l'Onu, hors des USA - Réseau Voltaire 5 septembre 2022

La Russie propose de déplacer le siège de l'ONU, des États-Unis vers un autre pays qui, lui, respecterait les obligations d'un État hôte de l'Organisation.

Lors de l'installation du siège à New York, Washington s'était engagé à recevoir les délégations de chaque État membre quelles que soient ses relations avec lui. Cependant, en de nombreuses occasions, il a refusé des visas. C'est notamment le cas aujourd'hui pour des diplomates russes. Réseau Voltaire 5 septembre 2022

L'UE complice dans le plan US de jeter l'Europe dans le chaos - Réseau Voltaire 3 septembre 2022

Par Manlio Dinucci

Les dirigeants de l'Union européenne masquent délibérément à leurs concitoyens la raison réelle de la hausse des prix du gaz. Ils fournissent des armes à l'Ukraine qui les utilise pour mettre en danger la sécurité d'une centrale nucléaire.

Josep Borell, Haut représentant pour la politique étrangère de l'UE, non seulement annonce la suspension des visas aux touristes russes, assénant un nouveau coup dur au secteur touristique européen, mais, dans une réunion des ministres UE de la Défense, a déclaré : « *Les pays de l'Union Européenne ont discuté de l'hypothèse d'une mission d'entraînement pour les forces ukrainiennes dès avant la guerre : maintenant c'est le moment d'agir* ». Avec l'envoi d'armes et l'entraînement des forces de Kiev, l'UE devient un pays belligérant contre la Russie aux côtés de l'Otan. En même temps Ursula Von der Leyen, Présidente de la Commission Européenne, réaffirme qu'il faut : «

mettre fin à notre dépendance aux sales combustibles fossiles russes ». Elle annonce ainsi la décision de l'UE de poursuivre sur la voie qui est en train de provoquer en Europe une crise économique dévastatrice, due au prix du gaz qui a grimpé de 15 à plus de 300 euros le mégawatt/heure.

La véritable cause n'est pas le fait que la Russie ne nous fournit plus de gaz, mais que la Bourse d'Amsterdam, celle qui décide du prix du gaz en Europe, appartient à une société financière états-unienne qui en détermine le prix sur la base de mécanismes spéculatifs et politiques. L'ENI (Société nationale des hydrocarbures italienne) elle-même, tandis qu'elle achète du gaz russe à bas prix, le revend à prix fort en fonction des quotations d'Amsterdam. Une véritable arnaque au détriment des Italiens couverte par le gouvernement Draghi.

L'Europe se trouve en même temps de plus en plus mise en péril par l'énorme quantité d'armes qu'Otan et UE envoient en Ukraine. Washington a annoncé des fournitures militaires pour 3 milliards de dollars de plus, partie du « *paquet d'assistance* » de 40 milliards de dollars approuvé par le Congrès. De ces fournitures —démontre un reportage de l'États-unienne CBS— la plus grande partie finit dans le marché clandestin des armes, aux mains d'organisations terroristes et criminelles. Un ultérieur grave danger est provoqué par le fait que les forces ukrainiennes, entraînées et de fait commandées par l'Otan, tirent avec les cannons et les missiles que leur fournissent Otan et UE sur la centrale nucléaire de Zaporijjia actuellement sous contrôle russe, exposant l'Italie et l'Europe au gravissime risque radioactif d'un nouveau Tchernobyl. Réseau Voltaire 3 septembre 2022

Chili. Les masses n'ont plus confiance dans ceux qui gouvernent.

Au Chili, la proposition de nouvelle Constitution est massivement rejetée - france24.com 5 septembre 2022

Les Chiliens ont massivement rejeté dimanche 4 septembre la proposition de nouvelle Constitution qui visait à remplacer celle héritée de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

La journée de vote obligatoire sous peine d'amende (260 $), où de longues files d'attente se sont étirées devant les bureaux de vote ouverts de 8 h à 18 h, s'est déroulée dans le "*calme et avec une forte participation*", a déclaré la porte-parole du gouvernement, Camila Vallejo. (ici.radio-canada.ca)

Le verdict de ce référendum à vote obligatoire est sans ambiguïté et dépasse toutes les prédictions des instituts de sondage. Quelque 61,9 % des électeurs (15 millions), soit plus de 7,8 millions de personnes, ont glissé le bulletin "*je rejette*", contre 4,8 millions (38,1 %) favorables à la mention "*j'approuve*", selon les résultats définitifs.

Ce choix ne fait cependant que suspendre le processus de nouvelle Constitution entamé après le violent soulèvement populaire de 2019 rejetant celle rédigée sous le régime militaire et réclamant plus de justice sociale.

"*Je m'engage à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour construire un nouveau processus constitutionnel*", a solennellement déclaré après les résultats Gabriel Boric, le président de gauche de 36 ans élu en décembre.

Depuis le palais présidentiel de la Moneda, il a lancé "*un appel à toutes les forces politiques pour qu'elles fassent passer le Chili avant toute divergence légitime, et qu'elles se mettent d'accord le plus rapidement possible sur les délais et les contours" de ce nouveau processus "dans lequel, bien sûr, le Parlement devra être le principal protagoniste*".

Un premier référendum en octobre 2020 avait clairement appelé à la rédaction d'un nouvelle Loi fondamentale (79 %), et voir effacée l'ombre de Pinochet et d'un Chili laboratoire de l'ultralibéralisme. Mais le fruit d'une année de travail des 154 membres d'une Assemblée constituante, élus en mai 2021 pour rédiger la proposition, a semble-t-il trop bousculé le conservatisme d'une majeure partie de la société chilienne.

De nouveaux droits sociaux avaient pourtant été pensés pour équilibrer une société aux fortes inégalités sociales, en proposant de garantir un droit à l'éducation, à la santé publique, à une retraite ainsi qu'à un logement décent, pour ne plus les laisser aux seules mains du marché.

L'inscription dans le marbre du droit à l'avortement, un sujet qui fait débat dans le pays où l'IVG n'est autorisée que depuis 2017 en cas de viol ou de danger pour la mère ou l'enfant, ou encore la reconnaissance de nouveaux droits aux peuples autochtones, a crispé les débats souvent houleux dans une campagne baignée dans un climat de désinformation.

Cette volonté de changement perçue à l'étranger et dans la capitale Santiago, surtout dans la jeunesse qui a envahi les rues, a été balayée par l'immense rejet qu'inspirait le texte "*dans le sud et le nord du pays*", selon Marta Lagos, sociologue et fondatrice de l'institut de sondage Mori.

Ces deux régions connaissent de graves problèmes de violence et d'insécurité. Dans le Sud, en raison de conflits autour de terres revendiquées par des groupes radicaux indigènes Mapuche et, dans le Nord, en raison de l'afflux migratoire, des problèmes de pauvreté et de trafic d'êtres humains.

Selon elle, les tenants du "*non*" forment un groupe "*très hétérogène*" avec une forte fibre "*populiste*" alimentée par la "*peur*" de se voir dépossédés. Mais des voix de centre gauche se sont également jointes aux protestations. "*Personne n'avait prévu cet écart de plus de 20 points de pourcentage*", a-t-elle écrit sur Twitter, qualifiant le résultat d'"*échec retentissant*". france24.com/AFP 5 septembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 7 septembre 2022.

Mes commentaires que le blog *Réseau International* a publié.

1 - Même pas peur !

Ne devrait-on pas commencer par se poser les questions suivantes :

Répondre à la stratégie du chaos et de la peur en répandant l'idée qu'un plus grave danger nous menacerait encore, ne contribuerait-il pas à y collaborer et à l'entretenir ? En quoi ces procédés se distingueraient-ils ou finalement, ne partageraient-ils pas le même fonds de commerce, dès lors que de part et d'autre leur auteurs n'entendent pas mettre un terme au système économique en vigueur qui en est à l'origine, et pourquoi ?

Dès qu'on nous livre une analyse politique, on doit se demander comment l'auteur caractérise la nature sociale de l'Etat, pour comprendre quel rapport il entretient avec lui, ce qui permet de cerner précisément les véritables intentions que recouvre son discours, autrement dit si on est en présence d'un véritable opposant au régime ou un opportuniste, un illusionniste, appelez cela comme vous voudrez.

S'agissant de l'oligarchie financière, chacun aura compris que dorénavant c'est la seule stratégie à sa disposition pour tenter de préserver son hégémonie sur toutes les classes et la société, ainsi que ses privilèges exorbitants. C'est son unique objectif politique.

S'agissant de l'auteur de cet article, auquel on pourrait ajouter ses innombrables semblables qui essaiment sur les réseaux dits sociaux, c'est déjà moins évident à cerner où il veut en venir. Mais on y voit beaucoup plus clair, dès qu'on fait le constat que finalement les conséquences de la crise du capitalisme auxquelles il fait référence, affectaient déjà des millions de travailleurs et leurs familles depuis des lustres sans que ce personnage s'en soit préoccupé au point d'en conclure qu'il fallait rompre immédiatement avec le régime en place ou qu'un changement de régime économique s'imposait, parce qu'en réalité, en tant que membres des couches nantis des classes moyennes, il s'était toujours accommodé de l'ordre établi, ce qui explique pourquoi aujourd'hui pas plus qu'hier il n'a absolument rien à nous proposer, hormis ses états d'âme dont on n'a que faire !

2 - Il y en a qui ne sont pas à une contradiction près.

L'ONU n'a aucune légitimité pour représenter les intérêts des peuples opprimés, elle en a fait amplement la démonstration avec constance depuis 77 ans, les Palestiniens en sont témoins, par conséquent cette officine du capitalisme mondial doit disparaître.

3 - Qui complote, qui ment, qui est l'auteur de fake news ?

Comment BFMTV manipule les propos de Mme. Royal. Sur quoi ne s'est-elle pas trompée ? On va le voir tout de suite.

Le titre - "*Je me suis trompée*": après avoir mis en doute les crimes de guerre en Ukraine, Ségolène Royal s'excuse - BFMTV 7 septembre 2022

Dans l'article - "*Je me suis trompée*", a expliqué l'ancienne ministre de l'Écologie à nos confrères de Libération, reconnaissant une "*erreur*". BFMTV 7 septembre 2022

Si on en restait là, on en déduirait qu'elle s'était honteusement rétractée, mais quand on lit l'article de Libération cité par BFMTV, on s'aperçoit que ce n'était qu'en partie exact, et que Libération a commis un faux grossier, pire encore pour BFMTV.

CheckNews - Ségolène Royal reconnaît s'être «trompée» à propos du bombardement de la maternité de Marioupol - Libération 5 septembre 2022

https://fr.news.yahoo.com/tromp%C3%A9e-apr%C3%A8s-avoir-mis-doute-200425886.html

Libération - A noter que lors de l'échange avec CheckNews, Ségolène Royal a pris comme illustration de la propagande de guerre qu'elle dénonce un autre exemple médiatique, le théâtre de Marioupol : «*Il y a eu une frappe sur la maternité, de même qu'il y a eu une frappe sur le théâtre, et en fait le théâtre était vide*.» Un propos qui, là encore, semble pour le moins discutable, même si le bilan humain est très difficile à établir.

Vraiment ? Rappel.

Théâtre de Marioupol bombardé : un blessé grave mais pas de morts, selon un premier bilan - BFMTV 18 mars 2022

BFMTV - Le conseil municipal de Marioupol a fait savoir que le bombardement du théâtre mercredi dernier n'a pas fait de victime à ce jour, mais qu'une personne reste gravement blessée. BFMTV 18 mars 2022

Fermez le banc !

A propos de la maternité de Marioupol.

L'attaque de la maternité de Marioupol – Réseau Voltaire 10 mars 2022

Le ministre des Affaires étrangères russes, Sergeï Lavrov, a indiqué le 10 mars 2022, que la maternité de Marioupol n'était plus en service lorsque l'armée russe l'a bombardée.

Elle était occupée par le Régiment Azov (néo-nazis) qui en avait expulsé les patients et le personnel. Le bilan humain qui a été diffusé est une grossière manipulation. Réseau Voltaire 10 mars 2022

Rien à ajouter

Ils nous ont déclaré la guerre à mort, à nous de relever le défi et de les terrasser !

Sébastien Lecornu veut une «*économie de guerre*» pour la France - Europe1 7 septembre 2022

Sébastien Lecornu a reçu dans son bureau de l'Hôtel de Brienne une demi-douzaine d'industriels. Le ministre des Armées entend les embarquer vers "*une économie de guerre*". Comprendre, produire plus, plus vite, et moins cher. Europe1 7 septembre 2022

Comme quelques mois plus tôt en pleine crise du Covid-19, le gouvernement use à foison du champ lexical du champ de bataille. Quand l'ex-Premier ministre Jean Castex évoquait l'absence de « *ligne Maginot* » face au virus à l'automne 2020, la ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher parle aujourd'hui de « *la mobilisation générale* » face aux besoins de sobriété énergétique.

« *Nous sommes en guerre, en guerre sanitaire* », répétait Emmanuel Macron dans une allocution télévisée le 16 mars 2020. « *Nous sommes en guerre. L'énergie fait partie des instruments de guerre utilisés par la Russie,* » affirme-t-il ce 5 septembre à l'occasion d'une conférence de presse sur la situation énergétique du pays. Le HuffPost 6 septembre 2022

LFI et la NUPES ou le marché de dupe dévoilé.

"*Reconquérir l'électorat populaire*": des députés insoumis critiquent l'analyse de Ruffin - BFMTV 6 septembre 2022

Une interview qui fait réagir sur les bancs de la France insoumise. Le député François Ruffin a eu des mots sévères ce mardi matin sur la stratégie de la gauche vis-à-vis des Français les plus modestes. "*Il faut demander à la gauche si elle veut reconquérir cet électorat populaire, de la France des Gilets jaunes*", a lancé l'élu, qui siège au sein du groupe LFI à l'Assemblée nationale, sur France inter.

"*Pour moi, j'entends certains signes qui sont des signes d'abandon*", pointe du doigt l'ancien journaliste de Fakir.

La critique n'est pas du goût de son collègue Alexis Corbière qui pointe du doigt les scores de l'union de la gauche dans les départements de Seine-Saint-Denis. "*Pourquoi taire nos bons scores dans les départements qui sont aussi populaires?"*, remarque sur son compte Twitter le député. BFMTV 6 septembre 2022

J-C - Explication. LFI et la NUPES sont orientées politiquement vers les couches supérieures de la classe ouvrière et les classes moyennes, dont les conditions d'existence sont plus proches de celles des ouvriers que des capitalistes qui constituent le gros de leurs électeurs, ceux qui s'en tirent mieux que les couches inférieures de la classe ouvrière abandonnées à leur triste sort par tous les partis dits ouvriers et livrés à l'extrême droite ou des courants de droite.

C'est vers eux que lorgnent les députés LFI ou de la NUPES, puisque c'est grâce à eux qu'ils ont été élus. Bref, ils ne sont pas ingrats envers leur électorat privilégié, qui n'a aucun intérêt à se radicaliser ou affronter Macron ou son régime fascisant. Mais parmi eux, il y en a qui sont davantage en contact avec les couches les plus défavorisées, et qui ne supportent plus le mépris dont

elles font l'objet de la part de leurs petits camarades. Ils voudraient que LFI et la NUPES radicalisent leur orientation politique ou prennent davantage en compte les besoins sociaux de ces couches inférieures du prolétariat, ce qui devraient logiquement les amener à rompre tout du moins partiellement ou de manière limitée avec leur opportunisme et le régime, ce à quoi ils se refusent par crainte de faire fuir leur électorat.

Il ne faut pas oublier, qu'il n'y aurait pas de plus grande menace pour le régime, que l'union de toutes les couches du prolétariat avec les classes moyennes, dès lors que leur combat se destinerait de s'emparer du pouvoir. Du coup, les médias qui en ont parfaitement conscience et qui remplissent le rôle d'idéologue du régime montent au créneau contre Ruffin qui incarne la minorité qui s'opposent à la direction de LFI et de la NUPES.

On devrait peut-être ajouter, que Mélenchon et sa bande de bras cassés ont créé la NUPES pour marginaliser et affaiblir Ruffin et ses petits camarades, afin de maintenir cette division qui profite au régime, je suis trop éloigné du terrain pour en juger précisément, c'est juste une impression ou une hypothèse qui ne me semble pas invraisemblable, à vous d'en juger.

Ce qu'a dit hier Ruffin en substance, c'est que LFI s'était alignée sur le PS ou avait adopté sa stratégie de longue date, officialisée d'une certaine manière au début des années 10, consistant à s'adresser aux couches privilégiées des classes moyennes, afin de constituer pour le régime une alternative politique au parti officiel de l'ordre une fois celui-ci déconsidéré, classes moyennes parmi lesquelles figurent les ménages ouvriers disposant de deux revenus moyens ou confortables, l'ensemble constituant près des trois quart de l'électorat, tout parti ou candidat qui incarnerait les couches inférieures ne pourraient pas rivaliser avec eux et serait balayé ou vaincu.

Chacun aura compris que leur unique préoccupation était de préserver à tout prix la stabilité le régime, et qu'en aucun cas LFI ou la NUPES n'incarnait les intérêts de la classe ouvrière et des couches des classes moyennes en voie de prolétarisation.

Rappel.

- Un "*think tank*" invite le PS à abandonner les couches populaires - Reuters 13 mai 2011

- Le club de réflexion de gauche Terra Nova sème l'émoi en suggérant aux socialistes d'abandonner les couches populaires au profit des classes moyennes au moment où le PS s'interroge sur l'électorat à conquérir pour 2012.

Dans quelle condition ont-ils été élus ? Chut !

- Dans deux circonscriptions par exemple, une seule candidate était encore en lice pour le deuxième tour, à la faveur du désistement de leur concurrent dissident respectif dans l'entre-deux tours. Soumya Bourouaha (4e circonscription, Stains, La Courneuve, Le Blanc-Mesnil) et Clémentine Autain (11e circonscription, Tremblay-en-France, Sevran, Villepinte), toutes deux candidats aux couleurs de la Nupes, ont logiquement été élues avec 100 % des voix et des taux d'abstention largement supérieurs à la moyenne : 74,99 % pour la première et 77,10 % pour la seconde. Nombre d'électeurs n'ont pas perçu l'intérêt de se déplacer.

4e circonscription, Stains, La Courneuve, Le Blanc-Mesnil

- Participation : 25.01%

- Abstention : 74.99%
- Votes blancs : 19.37%
- Votes nuls : 1.87%

Donc Soumya Bourouaha a enregistré le "*bon score*" de 74,99 % de 25.01%, soit : 18,74% des voix des électeurs inscrits.

11e circonscription, Tremblay-en-France, Sevran, Villepinte

- Participation : 22.9%
- Abstention : 77.1%
- Votes blancs : 18.52%
- Votes nuls : 3.72%

Donc Clémentine Autain a enregistré le "*bon score*" de 77,10 % de 22.9%, soit 17,65% des voix des électeurs inscrits (Source : francetvinfo.fr ou Ministère de l'Intérieur)

Alexis Corbière et ses semblables ont vraiment l'art de nous prendre pour des cons ! Ce sont vraiment des salopards, parce qu'ils savent très bien ce qu'ils font. Il n'y a rien à attendre de ces gens-là passés avec armes et bagages dans le camp de nos ennemis. Allez, on en rajoute encore une couche pour mieux les enterrer et donner raison à Ruffin.

Précisions pour rappel.

- La Seine-Saint-Denis est le département francilien où les électeurs se sont le moins déplacés aux urnes, avec 61,1% d'abstention dimanche, auxquels s'ajoutent 2,4% de votes blancs et nuls cumulés. Le taux dépasse même 70% dans certaines communes comme Clichy-sous-Bois.

A noter que c'est dans la tranche d'âge 25-34 ans que l'abstention a été la plus forte, avec 71% d'électeurs concernés par le phénomène. La participation diffère aussi selon le milieu social : une majorité d'électeurs qui disent appartenir aux classes moyennes inférieures, aux catégories populaires et aux défavorisés se sont abstenus. Pour ce qui est des affinités politiques, l'abstention n'est majoritaire que chez les sympathisants de LFI (52%). france3-regions.francetvinfo.fr 13 juin 2022

Pour ceux que cela intéresse sur Terra Nova

- Terra Nova, un "*think tank*" proche du PS, « *piloté par une demi-douzaine de permanents, doté d'un budget annuel d'environ 500 000 euros, financé par des mécènes comme Areva, Air France, Microsoft, ou la S.N.C.F.* » (Le Monde, 20 juillet 2012)

Le rapport de Terra Nova à télécharger :

https://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/Rapport_Terra_Nova_Strate_gie_e_lectorale.pdf

(Suite) En famille, on se soumet volontiers au plus réactionnaire. Alexis Corbière (LFI) en porte-parole zélé du tyran Macron et de l'arnaque climatique.

« *Char à voile* » du PSG : « *C'est affligeant. Ça donne l'image de gens gâtés qui n'en ont rien à fiche* », dénonce Alexis Corbière - Publicsenat.fr 6 septembre 2022

Invité de notre matinale, Alexis Corbière est revenu sur la polémique autour de l'indifférence affichée par Kylian Mbappé et Christophe Galtier à l'impact écologique des déplacements du PSG.

Corbière - *« On ne peut pas être indifférent à cette Coupe du monde au Qatar. On ne peut pas être indifférent au réchauffement climatique et à la manière dont un grand club se déplace.* »

Corbière - « *Quand le Président de la République dit qu'il faut changer des comportements à la maison, mais que les grands clubs n'acceptent pas de réfléchir là-dessus, cela va être difficile de faire avancer les choses, évidemment* » Publicsenat.fr 6 septembre 2022

J-C - Macron a dû lui téléphoner ou lui envoyer un texto pour le remercier... Quelle bande de charlatans !

(Suite) Honte à Corbière la serpillère ! Il y en a marre de ces petits dictateurs en herbe.

Hors de lui, le journaliste sportif de RMC Frédéric Hermel prend la défense de Christophe Galtier et de Kylian Mbappé après la polémique sur les déplacements du PSG. - programme-television.org 6 septembre 2022

Frédéric Hermel a défendu la star du PSG et son entraîneur ce mardi 6 septembre dans Estelle Midi : "*Mon pays commence à me faire peur. Je ne plaisante pas, mon pays commence à me faire peur. Moi, je suis supporter du RC Lens, je n'aime pas le PSG, j'aime même bien quand le PSG perd. Mais là, je suis obligé de prendre la défense de Galtier et de Mbappé*."

Le chroniqueur de RMC a exprimé son incompréhension face à l'ampleur de la polémique : "*Mais c'est quoi ce pays où on ne peut plus faire une blague ? C'est-à-dire que le sujet de l'écologie, c'est devenu le totem absolu, la nouvelle religion… On ne peut même plus faire de blague sur l'environnement ? Là ce n'est même pas sur l'environnement, sur les déplacements !"*

Frédéric Hermel a alors apporté son soutien en prônant la liberté d'expression : *"Moi, je ne la trouve pas mauvaise, je la trouve très bonne cette blague. Moi, elle m'a fait beaucoup rire, parce qu'on a le droit de faire de l'humour noir. Oui, Galtier a fait de l'humour noir. Si on commence à censurer les gens parce qu'ils font une petite blague sur un moyen de transport… Vous vous rendez compte ?"*

En conclusion de son intervention, Frédéric Hermel en a profité pour tacler tous les politiques s'exprimant sur l'affaire : *"Et quand je vois tout le défilé de ministres là, non mais c'est impressionnant ! Comme s'il avait tué quelqu'un, faut arrêter un peu !*" programme-television.org 6 septembre 2022

J-C – A force d'en faire trop, ils sont en train de dresser toutes les classes et couches de la société contre eux, ce dont on doit se féliciter. Ils ne pourront jamais atteindre tous leurs objectifs, c'est

une certitude sur laquelle il faut s'appuyer pour remonter le moral de nos troupes et les vaincre, renverser leur régime tyrannique au profit d'une République sociale et démocratique.

Totalitarisme. Pays-Bas, une monarchie constitutionnelle, le pays du groupe Bilderberg ou l'allié indéfectible de l'aristocratie financière anglo-saxonne.

Pays-Bas : une ville interdit les pubs sur la viande, une première mondiale - LePoint.fr 7 septembre 2022

Comme l'indique *The Guardian*, la ville de Haarlem, aux Pays-Bas, va devenir la première au monde à interdire les publicités sur la viande dans les espaces publics afin de faire notamment baisser les émissions de gaz à effet de serre. La loi sera promulguée à partir de 2024 dans cette ville de 160 000 habitants après l'ajout de la viande à une liste de produits réputés contribuer à la crise climatique. Cette interdiction couvre également les vols de vacances, les carburants fossiles et les voitures fonctionnant aux carburants fossiles, soulignent nos confrères.

D'ici à deux ans, ces publicités ciblées ne seront donc plus autorisées sur les bus, abris et écrans présents dans l'espace public d'Haarlem. « *Nous ne pouvons pas dire aux gens qu'il y a une crise climatique et les encourager à acheter des produits qui en sont la cause* », a fait valoir Ziggy Klazes, une conseillère du parti GroenLinks, qui a rédigé la motion interdisant la publicité sur la viande. « *Bien sûr, il y a beaucoup de gens qui trouvent la décision scandaleuse et condescendante, mais il y a aussi beaucoup de gens qui pensent que c'est bien* », a-t-elle ajouté.

Selon des études récentes relayées par *The Guardian*, la production alimentaire mondiale est responsable d'un tiers de toutes les émissions de réchauffement de la planète et le bétail destiné à finir dans les assiettes des humains produit également de grandes quantités de méthane, un puissant gaz à effet de serre. LePoint.fr 7 septembre 2022

Qu'est-ce que The Guardian ?

- The Guardian est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes. Orienté au centre gauche, il se montre très critique vis-à-vis du gouvernement conservateur. courrierinternational.com

J-C - En réalité il est encore plus à droite, entendez par là à l'extrême…

Totalitarisme et eugénisme.

Vers une campagne de rappel anti-Covid annuelle aux États-Unis - BFMTV 7 septembre 2022

Sauf en cas d'évolution trop rapide du virus, les autorités sanitaires américaines ont déclaré ce mardi souhaiter ne mener à l'avenir qu'une seule campagne de rappel anti-Covid par an, sur le modèle de la vaccination contre la grippe.

Les doses ont déjà commencé à être distribuées, afin que la vaste campagne de rappel planifiée par le gouvernement pour contenir une éventuelle nouvelle vague cet hiver puisse commencer dès cette semaine.

Cette perspective pourrait aider à ce que les rappels soient mieux acceptés, alors que seulement la moitié des personnes éligibles ont fait leur première dose de rappel aux Etats-Unis.

Toutefois, les populations fragiles, par exemple les personnes âgées ou immunodéprimées, pourraient avoir besoin de rappels plus fréquents, a précisé Anthony Fauci.

Les Américains sont encouragés à réaliser leur vaccin contre la grippe en même temps.

"*Je pense vraiment que c'est la raison pour laquelle Dieu nous a donné deux bras, un pour le vaccin anti-grippe, et un pour le vaccin anti-Covid*", a déclaré Ashish Jha, qui coordonne l'action de l'exécutif américain contre le coronavirus.

"*Nous nous attendons à ce que des millions de personnes reçoivent leur injection ce mois-ci*", a-t-il ajouté. BFMTV 7 septembre 2022

Une victime de plus en direct. Ne dites surtout pas que ce serait un effet secondaire de leur injection génique.

Une présentatrice américaine fait un début d'AVC en direct à la télévision - BFMTV 6 septembre 2022

"*Ces derniers jours sont encore un peu mystérieux, mais mes médecins pensent que j'ai eu un début d'AVC en direct à l'antenne samedi matin*", écrit-elle.

"*Je me sentais bien avant l'émission. Cependant, pendant plusieurs minutes lors de notre bulletin d'information, des choses ont commencé à se produire. D'abord, j'ai perdu la vision partielle d'un œil. Un peu plus tard, ma main et mon bras se sont engourdis*", poursuit-elle.

Elle explique avoir compris qu'elle avait un problème lorsque sa bouche "*n'a pas voulu prononcer les mots qui se trouvaient juste devant*", sur le téléprompteur. Ses collègues ont appelé les secours et elle a passé quelques jours à l'hôpital. BFMTV 6 septembre 2022

Et pourtant, à faire savoir.

L'ivermectine réduit le risque de décès par COVID de 92%, selon une étude évaluée par des pairs

https://reseauinternational.net/livermectine-reduit-le-risque-de-deces-par-covid-de-92-selon-une-etude-evaluee-par-des-pairs/

Une nouvelle étude évaluée par des pairs a révélé que l'utilisation régulière d'ivermectine réduisait de 92% le risque de mourir du COVID-19.

La grande étude a été menée par Flávio A. Cadegiani, MD, MSc, PhD. Cadegiani est un endocrinologue certifié avec une maîtrise et un doctorat en endocrinologie clinique.

Scandale en Israël : Comment le gouvernement a découvert de graves problèmes de sécurité avec les injections COVID et les a dissimulés

https://reseauinternational.net/scandale-en-israel-comment-le-gouvernement-a-decouvert-de-graves-problemes-de-securite-avec-les-injections-covid-et-les-a-dissimules/

Moins il y aura de dollars en Russie et en Chine, plus il y en aura en Europe… qui s'appauvrira.

Gazprom annonce un accord avec la Chine pour l'achat de gaz russe en roubles et yuans - RFI 6 septembre 2022

Le partenariat stratégique qui unit Moscou et Pékin se renforce progressivement. Le géant gazier russe Gazprom a annoncé mardi 6 septembre la signature d'un accord en vertu duquel la Chine paiera désormais ses contrats en yuans et en roubles, en lieu et place du dollar. Une façon pour les deux pays de montrer leur opposition à la politique étrangère américaine et contourner les sanctions occidentales vis-à-vis de Moscou.

Un mécanisme de paiement « *mutuellement avantageux, opportun, fiable et pratique* » : c'est en ces termes qu'Alexei Miller, le patron de Gazprom, a qualifié l'accord permettant à Pékin de payer ses livraisons de gaz russe « *en roubles et en yuans* ». Une façon pour Moscou et Pékin de s'émanciper du dollar au moment où leurs relations avec Washington sont au plus bas, rapporte notre correspondant à Moscou, Jean-Didier Revoin. RFI 6 septembre 2022

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 9 septembre 2022.

Un des comptes Twitter qui me fournissait des infos :

Account suspended

Twitter suspends accounts that violate the Twitter Rules.

Autrement dit depuis 30 000 ans la médecine a peu progressé, on commençait à s'en douter un peu ces derniers temps...

La plus vieille opération chirurgicale a 30 000 ans (et le patient a survécu) - Le HuffPost 8 septembre 2022

Les ossements de cette opération chirurgicale avaient été mis au jour en mars 2020 dans la grotte calcaire de Liang Tebo, en Indonésie.

L'enfant est passé sur le billard et a survécu à l'opération, il y a plus de 30 000 ans : la plus ancienne preuve d'une amputation chirurgicale a été découverte sur un squelette dans une grotte en Indonésie, selon une étude qui revisite l'histoire de la médecine.

Jusqu'ici, le plus vieux témoignage d'une telle intervention chirurgicale remontait à 7 000 ans, mis à jour en 2010 sur un site néolithique en France (Seine-et-Marne) : une amputation du bras d'un homme âgé, manifestement réussie car l'imagerie des anciens ossements a révélé des signes de cicatrisation.

Les scientifiques s'accordent généralement à lier l'apparition des premières pratiques médicales à la révolution néolithique d'il y a environ 10 000 ans, où l'agriculture et la sédentarisation ont fait émerger des questions sanitaires auparavant inconnues.

Mais la fouille de restes humains vieux d'au moins 31 000 ans, dans la partie indonésienne de Bornéo, bouleverse cette vision en révélant que des chasseurs-cueilleurs pratiquaient une chirurgie des milliers d'années plus tôt qu'estimé.

La découverte « *réécrit notre compréhension de ce savoir-faire médical* », a expliqué le paléontologue Tim Maloney, de l'Université de Griffith en Australie, qui a dirigé l'étude parue mercredi dans Nature.

Les ossements avaient été mis au jour en 2020 dans l'imposante grotte calcaire de Liang Tebo, connue pour ses peintures rupestres. Parmi les innombrables chauves-souris, sternes, martinets et même quelques scorpions peuplant le lieu, les paléontologues ont délicatement retiré les couches sédimentaires et trouvé la sépulture d'un squelette remarquablement conservé.

Il ne lui manquait que la cheville et le pied gauches. L'extrémité de l'os restant de la jambe indiquait une découpe *« nette et oblique, qu'on peut voir en regardant à travers l'os* », a décrit Tim Maloney lors d'une conférence de presse. Une apparence qui aurait été moins régulière si l'amputation avait été provoquée par une chute ou une attaque d'animal.

Autant d'indices non pas d'une amputation accidentelle, mais d'un véritable choix médical.
Connaissances anatomiques

Plus surprenant encore : le patient, décédé vers l'âge de vingt ans, semble avoir survécu entre six et neuf ans après l'intervention, à en croire les signes de réparation osseuse, observables au microscope. Il est en outre improbable que l'amputation ait été pratiquée à titre de punition, car l'enfant (ou jeune adolescent) semble avoir reçu un traitement minutieux après la chirurgie, et lors de l'enterrement.

« *Cela suppose une connaissance approfondie de l'anatomie humaine, du système musculaire et vasculaire* », analyse l'étude. Les personnes qui ont opéré le jeune adolescent ont dû *« régulièrement nettoyer, désinfecter et panser la plaie* » pour prévenir toute hémorragie ou infection post-opératoire pouvant entraîner la mort.

L'état physique du jeune amputé, amoindri et dépendant, a en outre probablement contraint son entourage à le prendre en charge durant six à neuf ans, témoignant d'un comportement altruiste chez ce groupe de chasseurs-cueilleurs.

Ces travaux « *apportent un nouvel éclairage sur les soins et traitements prodigués dans un lointain passé, et chamboulent notre vision selon laquelle ces questions n'étaient pas prises en considération à la préhistoire* », a réagi Charlotte Ann Roberts, archéologue à l'Université britannique de Durham, dans un commentaire accompagnant l'étude.

En matière de chirurgie, les traces préhistoriques de trépanations ou d'arrachage de dents sont nombreuses. Mais celles d'amputations de membres sont rarissimes, car difficiles à identifier sur des ossements mal conservés.

Après la découverte de Bornéo, beaucoup de questions restent en suspens : comment ont-ils procédé ? La pratique était-elle courante ? Comment soulageaient-ils la douleur ?

Sous les tropiques, la rapidité des infections pourrait avoir stimulé le développement de produits antiseptiques exploitant les propriétés médicinales de la riche végétation de Bornéo, avancent les auteurs. Ils suggèrent aussi l'utilisation d'une lame en pierre taillée pour opérer.

De nouvelles fouilles sont programmées l'année prochaine dans la grotte de Liang Tebo, avec l'espoir d'en apprendre davantage sur les humains qui la peuplaient. « *Les conditions sont réunies pour de nouvelles découvertes étonnantes dans ce 'point chaud' de l'évolution humaine* », assure Renaud Joannes-Boyau, professeur associé à la Southern Cross University (Australie), qui a aidé dater le squelette. Le HuffPost 8 septembre 2022

J-C – Découverte réelle ou pure spéculation, surinterprétation pour obtenir de nouveaux crédits de recherche ? On est en droit de se poser la question sans rien écarter. Si l'info était correcte, cela signifierait qu'en 30.000 ans la science médicale a très peu progressé, on vit toujours à l'époque des menteurs arracheurs de dents !

Qui plus est, maintenant on sait qu'on est envahi de médecins sans morale ni scrupules ou ignorant, qui vous maltraitent plus qu'ils vous soignent, qui vous piquousent pour un oui ou un non ou vous prescrivent un tas de substances chimiques de synthèse aux effets secondaires indésirables tout aussi graves ou qui vous empoisonnent littéralement, quand ils ne vous achèvent pas ou ne vous exécutent pas !

Toute info à caractère dite scientifique doit être prise avec beaucoup de précaution ou des pincettes, mérite d'être confirmée, de préférence on la mettra de côté en attendant, par prudence, pour éviter à notre tour de colporter un tas de grosses conneries.

C'est le bon côté du Great Reset, dorénavant on a pris conscience qu'ils nous manipulaient à tous les niveaux dans tous les domaines, eh bien c'est définitivement terminé ! La preuve.

Aléas et cycles climatiques sont naturels. Il faut être un mégalomane endurci pour croire le contraire.

Sécheresses (Grandes), étés caniculaires à travers les siècles

https://www.france-pittoresque.com/spip.php?article644

Quel est le degré de température de nos grands étés ? Ici revient l'insurmontable difficulté de fixer au juste, avant l'usage du thermomètre, l'intensité du froid ou de la chaleur. Un artifice fondé sur les rapports reconnus entre certains phénomènes naturels et les mouvements du thermomètre, fournit les mesures approximatives de nos grandes chaleurs et sécheresses.

De Humboldt a posé en principe que la végétation des arbres exige au moins une température moyenne égale à 11°. Le chiffre de cette température répond encore au point où la chaleur de l'air commence à devenir sensible. Ce degré assez fixe peut être pris pour le premier terme d'une échelle de nos grandes chaleurs. Messier a quant à lui constaté que le maximum de la chaleur à Paris, le 8 juillet 1793, a marqué 40°. C'est à peu près la plus haute température, excepté celle de l'été 1705 à Montpellier, observée en France, le thermomètre au nord, isolé, à l'ombre, à l'abri des réverbérations et à l'air libre.

https://www.france-pittoresque.com/spip.php?article644

J- C - Un article excellent, vous allez retrouver tout ce que vous vivez ou avez vécu, qui est loin d'être des phénomènes nouveaux ou une exception. Je pense qu'on doit pouvoir retrouver toutes ces infos sur Wikipédia ou sur le Net en faisant des recherches, je n'en ai pas le temps, on se contentera de cette source…

Comment couvrent-ils une épidémie de cancers à venir suite aux injections géniques contre le covid-19 ?

J-C - Autre explication possible.

Yahoo appartient aux maître de Davos ne l'oublions pas. Ils pourraient vouloir nous convaincre que ce serait notre mode de vie ou notre comportement qui serait responsable d'une "*épidémie de cancers précoces*», d'où la nécessité impérieuse d'en changer… comme nous y engage justement le Forum économique mondial. Cela se tient non ?

Maintenant, cela ne remet pas en cause que le mode de vie infernal qu'ils nous ont imposé ou les mauvais traitements dont la population est victime n'aient finalement raison de sa santé, pollution, poisons des trusts de l'agro-alimentaire et pharmaceutiques, stress, mal-être et souffrances à répétition, grande fatigue, épuisement moral, fragilisation psychologique, déséquilibres mentaux, etc. tout y concourt effectivement.

Une "*épidémie de cancers précoces*" : les nouvelles générations ont plus de risques de cancers - Yahoo Actualités 8 septembre 2022

C'est une "*épidémie de cancers précoces*" qui inquiète l'institut national de cancer américain. Alors que les cancers touchent davantage les plus de 50 ans, de plus en plus de patients en développent un avant cet âge. Sein, pancréas, estomac, thyroïde… tous les organes sont concernés. Une étude publiée dans la revue scientifique Nature Reviews Clinical Oncology estime que cette augmentation a commencé dans les années 1990.

"*À partir de nos données, nous avons observé ce qu'on appelle l'effet de cohorte de naissances. Cet effet montre que chaque groupe successif de personnes nées plus tard a un risque plus élevé de développer un cancer plus tard dans la vie, probablement en raison de facteurs de risque auxquels ils ont été exposés à un jeune âge*", détaille Shuji Ogino, un auteur de l'étude dans un communiqué. Ainsi, les personnes nées en 1960 présentaient un risque de cancer plus élevé avant d'avoir 50 ans que les personnes nées en 1950 et ce risque augmente au fil des générations.

L'incidence croissante des cancers précoces peut s'expliquer par des changements de régime alimentaire et notamment la consommation d'aliments transformés, de mode de vie comme une sédentarité plus répandue ou par une exposition prolongée à des facteurs environnementaux (pollution, pesticides…). Les chercheurs n'excluent pas que les programmes de dépistage participent à ce phénomène, mais ils estiment peu probable que ce soit la raison principale de ce constat.

Les chercheurs souhaitent désormais inclure les plus jeunes dans leur recherche. Partant du constat que les enfants dorment moins qu'avant, le manque de sommeil pourrait par exemple accentuer le risque de cancer à l'âge adulte. Yahoo Actualités 8 septembre 2022

J-C – Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas…

Comment ils vous soulagent provisoirement… pour mieux vous achever par la suite.

Pourquoi la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne notamment débloquent-ils des dizaines de milliards d'euros en faveur des couches les plus défavorisées ? Par crainte qu'elles se révoltent et que les couches appauvries des classes moyennes les rejoignent.

Pour eux, l'essentiel est de les ménager au niveau du tube digestif, pour mieux accroître le taux d'exploitation de l'ensemble des travailleurs (allocation chômage revue à la baisse, retraite

repoussée, etc.) et s'attaquer au peu de libertés individuelles et collectives qu'il leur reste, et pas à pas avancer vers l'instauration d'un régime totalitaire.

Ils doivent sans soute partir du constat, qu'il n'y a pas de révolution quand le peuple à le ventre plein, et du principe qu'en instaurant un régime de psychose collective, ils peuvent lui imposer quasi n'importe quoi, et lorsqu'il se rendra compte qu'il s'est fait rouler, il sera alors trop tard pour se soulever contre le régime parce qu'entre-temps ils se seront dotés de moyens pour le réprimer férocement.

Certes, cela se tient, théoriquement ou sur le papier, à la limite pendant une période limitée, à ceci près que lorsque vous êtes face à une situation désespérée ou vous n'avez plus rien à perdre, rien ne vous arrête, pas même la crainte d'être réprimée ou d'y laisser votre peau, et comme finalement c'est le nombre qui fait la force, ils ont de quoi faire des cauchemars…

Sur Twitter et dans les médias.

- Vers une explosion des prix de l'alimentation ? Selon l'Insee, l'inflation des produits alimentaires pourrait atteindre environ 12 % en décembre sur 1 an.

- D'après plusieurs médias britanniques, l'ancienne cheffe de la diplomatie devrait annoncer ce jeudi un plan, coûtant environ 200 milliards d'euros, pour geler les prix de l'électricité et du gaz, censés augmenter de 80 % en octobre. Journal du Dimanche 8 septembre 2022

- Après avoir débloqué 30 milliards d'€ d'aides aux ménages pour lutter contre l'inflation, l'Allemagne lance un nouveau plan à 65 milliards d'€ visant à aider notamment les étudiants, les familles, les petits revenus, les retraités et les entreprises. (Chancelier)

- Le risque de troubles sociaux a augmenté dans plus de 100 pays du monde en raison de la flambée des prix selon le rapport d'un cabinet de conseil britannique. L'Europe pourrait être particulièrement touchée dans les six prochains mois

- En Italie, dans certains établissements, les bougies remplacent la lumière, après une augmentation des factures d'électricité de 500%.

A qui profite l'inflation qui frappe de plein fouet les plus pauvres, devinez ?

Wall Street termine en hausse, au forceps, aidé par les valeurs financières - AFP 9 septembre 2022

La Bourse de New York a terminé en hausse jeudi et est parvenue à enchaîner une seconde séance dans le vert, soutenue par les valeurs financières et une moindre appréhension de l'inflation.

Après avoir ouvert dans le rouge, Wall Street s'est redressée, tirée notamment par les valeurs financières, qu'il s'agisse de JPMorgan Chase (+2,32%), Bank of America (+3,23%) ou Wells Fargo (+3,15%).

Outre les bancaires, Wall Street a aussi été tirée par la santé, en particulier les laboratoires Pfizer (+2,06%) et Moderna (+4,73%). Valeur du secteur, Regeneron a fait encore bien mieux (+18,85% à

708,85 dollars) après la publication de résultats cliniques encourageants pour son traitement contre des maladies des yeux, Eylea.

Le fabriquant de piles à hydrogènes Plug Power était salué (+6,01% à 29,12 dollars) après l'annonce d'une commande importante du français Lhyfe, pour dix électrolyseurs d'une capacité totale de 50 mégawatts. AFP 9 septembre 2022

La « *refondation* », un instrument de la « *Grande réinitialisation* » (Great Reset) de Davos.

J-C - Le Conseil national de la refondation est une entreprise de nature corporatiste, fasciste. Elle doit servir à légitimer Macron ou cautionner la mise en place du Great Reset que Macron applique à la lettre.

- CNR (Conseil national de la refondation.): le dispositif lancé par Emmanuel Macron fait un flop y compris auprès de la majorité. "*On lance un machin qui fâche même les plus grands fans de l'Élysée*", lâche un ex-parlementaire macroniste à BFMTV. "*Je n'ai jamais vu ça*", conclut-il...

- Le Conseil national de la refondation voulu par Emmanuel Macron est-il déjà mort-né ? - 20minutes.fr 8 septembre 2022

Le Conseil national de la Refondation, un "machin" qui ne convainc pas non plus les macronistes - BFMTV 7 septembre 2022

Le CNR vise à "*bâtir*", "*dans un esprit de dialogue et de responsabilités partagées*", "*des consensus sur la situation du pays*" et "*concevoir des solutions concrètes aux préoccupations de nos concitoyens*", détaille le président de la République dans la lettre d'invitation à l'événement de jeudi.

"*Je veux savoir si c'est une démarche loyale ou si ce n'est pas le cas*", a déclaré le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, à son arrivée tout en expliquant être dans une logique de "*propositions*".

Le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, a appelé à "*donner sa chance au produit*". 20minutes.fr 8 septembre 2022

Le Medef veut lancer la réforme des retraites «*à l'automne*» - Europe1 7 septembre 2022

Le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, a réaffirmé clairement sur France 2 mercredi son soutien à une réforme des retraites. Europe1 7 septembre 2022

En complément.

- De l'extrême droite à l'extrême centre : soutien d'Éric Zemmour lors de la présidentielle, Brieuc Frogier est nommé conseiller spécial de la secrétaire d'État à la citoyenneté. (Journal officiel)

Assurance chômage : que contient le projet de loi présenté en Conseil des ministres ? - Publicsenat.fr 7 septembre 2022

Selon des données de l'Unédic, l'organisme qui gère le régime d'assurance chômage, on dénombrait 6,5 millions de personnes inscrites à Pôle emploi en décembre 2021, mais seulement 2,6 millions (40 %) d'entre elles étaient indemnisées.

Depuis le 1er octobre 2021, le calcul du salaire journalier de référence, la base de calcul de l'allocation-chômage, a été modifié. Il prend désormais en compte à la fois les jours travaillés et les jours non travaillés durant les 24 mois précédant le chômage (avec un plancher garantissant une allocation minimale). Ce nouveau système pénalise les demandeurs d'emploi qui alternant des périodes de chômage et d'activité. Auparavant, l'indemnisation était calculée en divisant les revenus par les seuls jours travaillés pendant la période de référence.

La réforme a également modifié la durée de travail requise pour ouvrir des droits. Depuis le 1er décembre 2021, il faut avoir travaillé six mois au cours des 24 derniers mois. Avant la réforme, quatre mois seulement étaient requis. Le décret a également plafonné le niveau d'indemnisation des salariés les mieux rémunérés. Pour les chômeurs de moins de 57 ans ayant perçu une rémunération supérieure à 4 500 euros brut, une dégressivité de -30 % des allocations s'applique à partir du 7e mois.

Dans un contexte de difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises, le gouvernement compte en parallèle, engager une nouvelle réforme, en faisant varier les conditions d'indemnisation des chômeurs en fonction de la conjoncture économique. L'idée serait de faire varier à la hausse ou à la baisse le nombre de mois de travail requis pour accéder à l'indemnisation ou encore la durée de celle-ci, en fonction d'indications, comme le taux de chômage par exemple. Le chef de l'État a dit viser une « *première entrée en vigueur* » à l'été prochain. Publicsenat.fr 7 septembre 2022

J-C – Combien de chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi, parce qu'ils savent qu'ils n'ont rien à en attendre, idem pour les inscriptions sur les listes électorales.

Moi en Inde par exemple, je n'ai plus de passeport et je ne suis plus inscrit au registre des Français résidant à l'étranger. A quoi cela me servirait-il, hormis être inscrit d'office sur les listes électorales, alors que je boycotte tous les scrutins ? Et je n'ai pas l'intention de refoutre un jour les pieds en France, de toute manière, je n'aurais pas les moyens de me payer un billet d'avion et de financer mon séjour dans ce pays pourri. Je n'y ai plus de famille non plus.

Comme s'il existait une once de dignité ou de bonté chez ce psychopathe enragé.

Euthanasie : Emmanuel Macron se saisit à nouveau du débat sur la fin de vie - Europe1 8 septembre 2022

Emmanuel Macron le fait savoir de plus en plus : il veut relancer le débat sur le droit de mourir dans la dignité.

Les intentions du président de la République ont en tout cas étaient confirmées vendredi soir à l'Élysée, lorsqu'Emmanuel Macron avait élevé l'actrice Line Renaud au rang de Grand croix de la Légion d'honneur, il avait déclaré : "*Votre combat pour le droit de mourir dans la dignité vous*

ressemble et nous oblige. Dicté par la bonté, l'exigence et cette intuition unique que c'est le moment de faire, alors nous ferons." Un peu plus tard. Il était même allé plus loin en confiant à des participants comme le député Olivier Falorni son souhait de faire voter une loi en 2023. Europe1 8 septembre 2022

J-C - Vous imaginez l'euthanasie entre les mains des criminels qui pendant plus de deux ans ont refusé de soigner des malades avec les traitements efficaces existant ou qui ont recouru au Rivotril pour assassiner plusieurs dizaines de milliers de vieux dans les Ehpads et les hôpitaux...

Dans le Great Reset de Klaus Schwab.

70 000 milliards de dollars, le coût et le profit à attendre estimé par le Forum économique mondial d'une troisième guerre mondiale ou Great Reset de l'économie capitaliste.

Ils avaient tout programmé et ils s'en vantent sans qu'aucun chef d'Etat ou de gouvernement de la planète ne le relève. Etonnant, non ? Non, normal, logique puisqu'aucun n'incarne le socialisme.

COVID-19 : LA GRANDE RÉINITIALISATION par Klaus Schwab et Thierry Malleret - (Juillet 2020) (En français, 223 pages)

http://reparti.free.fr/schwab2020fr.pdf

Je le lirai quand j'en trouverai le temps ?

Extraits trouvé dans un article.

Page 123

- « *De nombreux gouvernements commencent à agir, mais il faut faire beaucoup plus pour faire basculer le système vers une nouvelle norme favorable à la nature et faire comprendre à une majorité de personnes dans le monde entier que ce n'est pas seulement une nécessité impérieuse, mais aussi une opportunité considérable. Un document politique préparé par Systemiq en collaboration avec le Forum économique mondial estime que la mise en place d'une économie favorable à la nature pourrait représenter plus de 10 000 milliards de dollars par an d'ici 2030 – en termes de nouvelles opportunités économiques ainsi que de coûts économiques évités.* »

Page 109

- « *À première vue, la pandémie et l'environnement pourraient passer pour des cousins éloignés ; mais ils sont bien plus proches et imbriqués que nous le pensons. Les deux ont et continueront d'avoir des interactions imprévisibles et distinctes...* »

Page 116

- « *COVID-19 n'aura servi à rien en termes de politiques climatiques. À l'inverse, si certaines des habitudes que nous avons été forcés d'adopter pendant la pandémie se traduisent par des changements structurels de comportement, le résultat climatique pourrait être différent. Se déplacer moins, travailler un peu plus à distance, faire du vélo et marcher au lieu de conduire pour garder l'air de nos villes aussi propre qu'il l'était pendant le confinement, passer des vacances plus près*

de chez soi : tous ces éléments, s'ils sont cumulés à grande échelle, pourraient conduire à une réduction durable des émissions de carbone. »

Page 118

- « *Certains dirigeants et décideurs qui étaient déjà à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique pourraient vouloir profiter du choc infligé par la pandémie pour mettre en œuvre des changements environnementaux durables et plus vastes. Ils feront, en effet,* « bon usage » *de la pandémie en empêchant que la crise n'ait servi à rien. (…) Les gouvernements dirigés par des dirigeants éclairés associeront leurs plans de relance à des engagements écologiques. Ils offriront, par exemple, des conditions financières plus généreuses aux entreprises ayant des modèles économiques à faibles émissions de carbone.* »

Point de repères utiles. Lexique pour stratèges en herbe par René Naba.

Dissuasion, subversion, persuasion sont les trois éléments constitutifs de la composante diplomatie-stratégie.

Stratèges, experts, analystes saturent les ondes et les écrans de leur théorie savante, d'un air convenu, à coups de sous-entendus, de sigles abscons, dont l'objectif prioritaire est de justifier la pulsion prédatrice de leurs commanditaires.

Pour lire et télécharger l'article :

https://reseauinternational.net/lexique-pour-strateges-en-herbe/

Le PIB de l'Inde augmente, mais nous sommes toujours aussi pauvres et en précarité absolue, cherchez l'erreur.

Le PIB de l'Inde dépasse celui du Royaume-Uni - Le Point.fr 7 septembre 2022

En vingt ans, l'économie de l'ancienne colonie britannique s'est hissée du quinzième au cinquième rang mondial.

Selon les calculs de l'agence Bloomberg, établis à partir des données du FMI et des taux de change actualisés, l'Inde vient de ravir au Royaume-Uni, son ancien colonisateur, la cinquième place que celui-ci occupait dans le classement mondial des puissances économiques. Le PIB annuel de l'Inde est évalué à 3 530 milliards de dollars, contre 3 380 milliards pour celui du Royaume-Uni.

Après une hausse de 8,7 % en 2021, l'Inde devrait selon les experts du FMI voir cette année son PIB progresser de 7,4 %, un taux plus de deux fois supérieur à celui du Royaume-Uni (3,2 %), mais également de la Chine (3,3 %). Au cours du deuxième trimestre 2022, l'Inde a enregistré une croissance de 13,5 % en rythme annuel. En raison des écarts de population, le PIB par habitant reste toutefois aujourd'hui en Inde dix-neuf fois inférieur à celui observé au Royaume-Uni (2 500 dollars contre 47 000 dollars).

L'économie indienne se situait au onzième rang mondial il y a dix ans et au quinzième en 1990. Selon les projections des économistes du Cepii, l'Inde devrait, grâce au maintien d'une forte croissance (5,5 % en moyenne par an), continuer à grimper dans la hiérarchie mondiale au cours des prochaines décennies. Elle se situerait en 2050 au troisième rang, derrière les États-Unis (2e) et la Chine (1re), mais loin devant le Japon (4e) et l'Allemagne (5e) – la France reculant de son côté à la huitième place. À cette date, le PIB de l'Inde (27 400 milliards de dollars) serait cinq fois supérieur à celui du Royaume-Uni (5 200 milliards de dollars).

À eux deux, la Chine et l'Inde représenteraient en 2050 environ la moitié du PIB mondial. Les deux géants d'Asie retrouveraient ainsi le poids qui était le leur avant le début de la Révolution industrielle. En 1820, d'après les calculs de l'économiste Angus Maddison, la Chine représentait 32,9 % du PIB mondial et l'Inde, 16 %. Le Point.fr 7 septembre 2022

La reine est morte : Vive la reine, à bas le roi ! A part la religion, il n'existe rien de plus anachronique ou déplacée que la monarchie.

- Les Unes du monde entier dédiées à la reine Elizabeth II - Paris Match 9 septembre 2022

- Hommages, deuil national : le monde pleure la reine Elizabeth II - Europe1 9 septembre 2022

- Mort d'Elizabeth II : Tout le monde a vu un signe dans ce double arc-en-ciel au-dessus de Buckingham Palace - Le HuffPost 9 septembre 2022

- Mort d'Elizabeth II – « *Notre grand-mère à tous* » : l'émotion devant Buckingham - LePoint.fr 9 septembre 2022

J-C - Ce serait presque à vous dégoûter d'être grand-père !

- La foule scande "*Longue vie au roi !*" devant Buckingham Palace - BFMTV 9 septembre 2022

On verra plus loin de quoi il en est.

Le Monde, dit la serpillère de Macron, littéralement en extase, s'est fendu d'un hommage funèbre dithyrambique. Et les superlatifs absolus pour louer sa majesté "*exceptionnelle*" pleuvent !

Le Monde - Personne n'avait jamais mis en doute le sens du devoir, la bonne volonté et le professionnalisme d'Elizabeth II. Par sa dignité tranquille, son dévouement total à sa fonction et l'intelligence de son rôle, cette souveraine, aristocrate de naissance mais petite bourgeoise par ses goûts, avait réussi à ancrer plus solidement que jamais l'une des institutions les plus anachroniques au monde : la monarchie britannique.

Adulée par la gauche monarchiste.

J-C – Je me souviens au passage, que l'ex-maire de Paris, Anne Hidalgo (PS) n'avait rien trouvé de mieux pour enlaidir un peu plus la capitale, que renommé le marché aux fleurs Reine-Elizabeth II en 2014.

Le Monde - C'est une vraie reine, comme l'avait déclaré, admiratif, le président Mitterrand.

Reste que malgré ces limites à son action, Elizabeth II n'avait vraiment rien d'un chef d'Etat potiche. La reine doit d'abord nommer le premier ministre. Le système électoral uninominal à un tour lui facilite, certes, cette tâche en dégageant une majorité à la Chambre des communes.

Confrontée en 1974 à une assemblée introuvable, elle avait choisi le travailliste Harold Wilson, son premier ministre préféré, qui à ses yeux était mieux à même de former une équipe ministérielle soutenue par les libéraux que le conservateur Edward Heath.

Comme il n'y a pas plus monarchiste qu'un dirigeant travailliste, ses rapports avec Harold Wilson, James Callaghan et Tony Blair avaient été marqués d'une grande cordialité. lemonde.fr 9 septembre 2022

J-C – « *Il n'y a pas plus monarchiste qu'un dirigeant travailliste* », avouons que, si c'est *Le Monde* qui l'affirme, c'est que cela doit être vrai, pour une fois faisons-lui confiance !

Et les immanquables témoignages de servilité à vomir.

Un évènement qui méritait bien un nouvel exercice d'union nationale en France. Comme quoi la gauche d'hier et d'aujourd'hui sont de la même nature réactionnaire.

François Hollande a quant à lui félicité une "*personnalité exceptionnelle"*. Son prédécesseur à l'Élysée, Nicolas Sarkozy, dresse les louanges d'une "*souveraine d'exception*". Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, vante une "*femme d'exception*".

A gauche, deux sons de cloche. D'abord, les hommages classiques comme celui d'Olivier Faure. Le Premier secrétaire du Parti socialiste (PS) adresse ses "*pensées à la famille royale et à tous les Britanniques*". Lesquels "*garderont en mémoire une reine qui a marqué leur histoire et fut, tout au long de son règne, le symbole de leur unité*." Dans ce sillage Mathilde Panot, cheffe de file de la France insoumise (LFI) à l'Assemblée nationale, rend hommage à "*une figure majeure d'un siècle d'Histoire*". (**Moi, j'aurais dit, insignifiante. Mais c'est vrai qu'à LFI ils ne se prennent pas pour de la merde ! – J-C**)

"*Condoléances fraternelles alors que les peuples britanniques et du Commonwealth sont en deuil*", indique également Julien Bayou, député de Paris et secrétaire national d'Europe Écologie les Verts (EELV). (**Un message impérial ou colonialiste en somme, quelle vermine ! – J-C**)

D'autres personnalités de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes), tout en saluant la reine, prennent leur distance avec le régime politique britannique. "*On ne dira pas 'vive la reine' mais on éprouve une tristesse sincère*", fait ainsi savoir Fabien Roussel (**Quel laquais, on en a la larme à l'œil ! J-C**), secrétaire national du Parti communiste français (PCF). Sandrine Rousseau, députée écologiste de Paris, met en avant une "*figure féminine*" et ajoute que, "*sans être monarchiste, [elle est] respectueuse du talent et du sens politique*" d'Elizabeth II.

"*La monarchie est profondément étrangère à l'idée républicaine française, mais louons son remarquable sens du devoir et son amour patriotique*", complète Raquel Garrido, députée insoumise de Seine-Saint-Denis. BFMTV 9 septembre 2022

J- C - Quelle bande de rats qui rivalisent de lâcheté et ne manquent pas une occasion de faire allégeance à nos ennemis ! Ils nous inspirent tous un profond dégoût et mépris.

Pour le patron de la diplomatie des 27, Josep Borell, qui parle d'un règne "*remarquable*".

Joe Biden a salué "*une femme d'Etat d'une dignité et d'une constance incomparables*".

Mais qui était-elle vraiment ? Une reine anglo-saxonne.

La jeune reine est un nouveau maillon de la chaîne nationale à travers les âges, d'Egbert de Wessex aux Saxe-Cobourg-Gotha rebaptisés Windsor.

La maison de Saxe-Cobourg et Gotha (en anglais : House of Saxe-Coburg and Gotha), dynastie britannique devenue la branche aînée issue de la précédente avec Albert (1819-1861), prince consort du Royaume-Uni, et qui règne sur le pays depuis 1901 (sous le nom de maison Windsor depuis 1917) et sur la Saxe-Cobourg et Gotha de 1893 à 1918.

La branche britannique changea le nom de Battenberg en Mountbatten (qui est la traduction littérale anglaise de l'allemand Battenberg) en raison des mêmes sentiments germanophobes qui eurent cours durant la Première Guerre mondiale et amenèrent la famille royale anglaise à délaisser le nom de Saxe-Cobourg pour Windsor.

Généalogie simplifiée des branches de la maison de Saxe-Cobourg et Gotha

- Ducs de Saxe-Cobourg-Saalfeld (1735-1825)
- François, duc de Saxe-Cobourg-Saalfeld
- Ernest Ier, duc de Saxe-Cobourg et Gotha
- Ducs de Saxe-Cobourg et Gotha (1826-1893) [éteinte]
- Prince Albert de Saxe-Cobourg et Gotha
- Rois et reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord (depuis 1901)

Duché de Saxe-Cobourg et Gotha

Le duché de Saxe-Cobourg et Gotha (en allemand : Herzogtum Sachsen-Coburg und Gotha) est un ancien État allemand, membre de la Confédération germanique (1826-1866) puis de la confédération de l'Allemagne du Nord (1866-1871) et de l'Empire allemand (1871-1918)

Albert de Saxe-Cobourg-Gotha.

Albert de Saxe-Cobourg-Gotha (Franz August Karl Albert Emanuel von Sachsen Coburg und Gotha), né le 26 août 1819 au château de Rosenau près de Cobourg et mort le 14 décembre 1861 au château de Windsor, est le mari de la reine Victoria. Il est fait prince consort par son épouse, en 1857.

Né au duché allemand de Saxe-Cobourg-Saalfeld dans une maison souveraine apparentée à plusieurs maisons régnantes européennes, il épouse à l'âge de 20 ans sa cousine germaine, la reine Victoria de Grande-Bretagne et d'Irlande...

Il meurt le 14 décembre 1861 à l'âge de 42 ans de la fièvre typhoïde, selon le diagnostic de l'époque, mais possiblement des suites de la maladie de Crohn selon une réévaluation contemporaine1,

laissant son épouse dans un deuil profond pendant le reste de sa vie. À la mort de la reine trente-neuf ans plus tard, leur fils accède au trône sous le nom d'Édouard VII. Ce dernier est le premier monarque issu de la maison de Saxe-Cobourg-Gotha qui règne toujours aujourd'hui sur le Royaume-Uni, avec un changement de nom en juillet 1917 (Saxe-Cobourg-Gotha devient Windsor) dans une Angleterre profondément anti-allemande en raison de la Première Guerre Mondiale (Source : Wikipédia)

Charles III, prince de Galles et chef du Commonwealth, une des pièces maîtresse du Forum économique mondial.

Forum de Davos 2020

- Charles, prince de Galles, a déclaré que la sortie de la crise du COVID-19 est l'occasion de réinitialiser l'économie mondiale en donnant la priorité au développement durable sans endommager davantage la planète.

- « *Afin d'assurer notre avenir et de prospérer, nous devons faire évoluer notre modèle économique et placer les humains et la planète au cœur d'une création de valeur mondiale* », a déclaré le Prince de Galles, engagé depuis des décennies pour la préservation de l'environnement. « *S'il y a une leçon essentielle à tirer de cette crise, c'est que nous devons placer la nature au cœur de notre mode de fonctionnement. Nous ne pouvons tout simplement pas perdre plus de temps* ». Pour passer de l'incantation à l'action, « *nous devons mobiliser tous les leaders* », a exhorté le Prince Charles. lefigaro.fr 3 juin 2020

- **Davos, Suisse (CNN Business).** Seule une révolution dans le fonctionnement de l'économie mondiale et des marchés financiers peut sauver la planète de la crise climatique et assurer la prospérité future, a averti mercredi le prince Charles.

"*Nous ne pouvons pas continuer comme ça, avec chaque mois un nouveau record de température battu*", a-t-il déclaré à CNN dans une interview exclusive au Forum économique mondial de Davos, en Suisse. "*Si nous laissons cela trop longtemps, et nous l'avons fait, le simple fait de faire pousser des choses va devenir difficile*".

L'héritier du trône britannique et écologiste de toujours s'exprimait sur CNN après avoir lancé un défi aux élites mondiales des affaires et de la finance à Davos, celui de mener un "*changement de paradigme, qui inspire des actions à des niveaux et à un rythme révolutionnaires*" pour éviter la catastrophe qui s'annonce.

"*Voulons-nous entrer dans l'histoire comme ceux qui n'ont rien fait pour sortir le monde du gouffre à temps pour rétablir l'équilibre alors que nous aurions pu le faire ? Je ne le souhaite pas*", a-t-il déclaré au public de la 50e réunion annuelle du WEF.

"*Et réfléchissez un instant : à quoi sert toute la richesse supplémentaire dans le monde, obtenue grâce au 'business as usual', si vous ne pouvez rien en faire, sauf la regarder brûler dans des conditions catastrophiques ?*"

J-C - Tout est dit ici: "*A quoi sert toute la richesse supplémentaire dans le monde, obtenue grâce au 'business as usual' " donc d'avoir accumuler un tel capital entre quelques mains, " si vous ne pouvez rien en faire, sauf la regarder brûler dans des conditions catastrophiques ?*", ce qui signifie qu'à défaut de placements rentables ou de guerre mondiale, il leur faut créer des conditions

semblables pour en tirer profit, par exemple en détruisant des pans entiers de l'économie mondiale, quitte à le justifier à l'aide de grossières mystifications ou impostures climatique, sanitaire, la guerre en Ukraine, etc.

CNN - Le prince Charles, (...) l'été dernier, a rencontré Thunberg pour la première fois après son discours.

"*Elle est remarquable (...)*", a-t-il déclaré à CNN.

Le Prince de Galles a profité du discours de mercredi pour lancer son "*Initiative pour des marchés durables*". Il a déclaré qu'une action urgente était nécessaire pour reconfigurer les marchés afin de placer les personnes et la planète "au cœur de la création de valeur mondiale."

"*La contribution de la nature à l'économie mondiale est estimée à 125 000 milliards de dollars par an*", a-t-il déclaré. "*La nature est, en fait, l'élément vital de nos marchés financiers et, à ce titre, nous devons - rapidement - réaligner notre propre économie pour imiter celle de la nature et travailler en harmonie avec elle.*"

Le prince Charles a déclaré qu'il convoquerait une série de discussions dans toute une série d'industries avec des innovateurs, des investisseurs et des décideurs pour aider à concevoir un nouveau cours et former une alliance mondiale afin de mobiliser les milliers de milliards de dollars nécessaires pour mettre l'économie "*sur la bonne voie.*"

"*J'ai l'intention de faire tout mon possible pour que le message d'urgence, de changement systémique, de collaboration et d'intégration soit entendu*", a-t-il déclaré. "*Nous ne pouvons tout simplement plus perdre de temps - la seule limite est notre volonté d'agir, et c'est maintenant qu'il faut agir.*"

https://edition.cnn.com/2020/01/22/business/prince-charles-climate-davos/index.html

---

Totalitarisme. La transition énergétique à marche forcée ou le règne de la terreur

Rentrée des cancres : guerre de l'énergie… - lemediaen442.fr 7 septembre 2022

Les politiques nous ont gâtés. Après ce tour d'horizon, vous allez vous demander s'il faut en rire ou en pleurer ou les deux. À vous d'en décider.

L'effondrement de la Russie, c'est pour bientôt ?

Après le « *Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe* » de Bruno Le Maire, que l'on jugeait indépassable, est arrivée une brillante concurrente, Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Elle déclare : « *Les sanctions contre la Russie marchent, et elles vont marcher de plus en plus et avoir de plus en plus d'effets. Le PIB russe est en baisse, cela diminue sa capacité à financer son effort de guerre* ». (Voir vidéo ci-dessous.) Une preuve de plus qu'un diplôme de Sciences Po et un passage par l'Ena ne sont pas les garanties d'une cohérence mentale bien affirmée.

Hollande Ier (et dernier) avait déclaré « *La France est en guerre* » lors des attentats du Bataclan et du stade de France. C'était contre le terrorisme.

Macron — l'épidémiologiste en chef devenu spécialiste du nucléaire, des gazoducs et même de l'isolation thermique selon la présentation mi-figue mi-raison de BFMTV — a repris le leitmotiv sous la forme inclusive de : « *Nous sommes en guerre* » (voir vidéo ci-dessous). On a bien compris que ce slogan disproportionné n'est employé que pour justifier le Secret Défense des « *Conseil de Défense contre… le covid, Poutine, les pannes d'électricité (cochez la case etc.).* » Et d'asséner sans ciller : « *L'énergie fait partie des instruments de guerre utilisés par la Russie.* » Traduction : la France boycotte la Russie et se tire une balle dans le pied, donc la Russie nous fait la guerre.

L'électricité va coûter plus cher que le bon vieux diesel

Selon LCI, « *En 2023, le prix d'une recharge électrique sera peut-être supérieur au prix d'un plein de pétrole. C'est déjà le cas aujourd'hui au Royaume Uni qui n'a pas de bouclier tarifaire.* » Rassurons-nous : nos dirigeants pourront sans problème continuer à utiliser des jets privés et des Falcon de l'Armée. Ils fonctionnent sans piles.

Énergie : un Nobel italien recommande d'économiser sur la cuisson des pâtes - LePoint.fr 7 septembre 2022

Giorgio Parisi, Prix Nobel de physique en 2021, explique que l'on peut couper le gaz après quelques minutes en utilisant un couvercle, explique « *Libération* ».

J-C – Quand je vous disais que la plupart des scientifiques étaient des abrutis, j'étais encore en deçà de la réalité, je m'en excuse !

D'ailleurs, où sont-ils pour dénoncer cette nouvelle imposture ?

Guerre en Ukraine: pour Olivier Véran, "*les sanctions contre la Russie sont efficaces*" - BFMTV 7 septembre 2022

J-C - Vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Lors du Forum économique oriental 2022, extrait du discours de Vladimir Poutine :

- Il convient de noter que, malgré les tentatives de pression extérieure, le fret total des ports de mer russes n'a que légèrement diminué au cours des sept premiers mois de cette année ; il est resté au même niveau que l'année précédente, soit environ 482 millions de tonnes de fret. L'année dernière, il y en avait 483 millions, le chiffre est donc pratiquement le même. (Source : http://associationfrancorusse.fr 8 septembre 2022)

Mais encore.

La Russie empoche 158 milliards d'euros de revenus grâce à l'Europe, un record historique pour le Kremlin - lemediaen442.fr 8 septembre 2022

Si vous ne comprenez plus rien, ça ne va pas s'arranger… Le Centre for research on energy and clean Air (CREA) a mis en ligne un rapport afin de mettre en lumière qui sont les pays qui ont acheté du pétrole, du gaz et du charbon à la Russie lors des six premiers mois de la guerre en Ukraine. Et devinez qui sont les meilleurs clients toutes catégories ?

Les plus grands importateurs de combustibles fossiles étaient « *l'Union européenne (85,1 milliards d'euros), suivie de la Chine (34,9 milliards d'euros), de la Turquie (10,7 milliards d'euros), de l'Inde (6,6 milliards d'euros), du Japon (2,5 milliards d'euros), de l'Égypte (2,3 milliards d'euros), et la Corée du Sud (2 milliards d'euros)* ».

De ce pseudo combat contre la Russie de Vladimir Poutine, le Kremlin a tiré « *158 milliards d'euros de revenus des exportations de combustibles fossiles au cours des six premiers mois de la guerre (du 24 février au 24 août). L'UE en a importé 54 %, pour une valeur d'environ 85 milliards d'euros* », selon le rapport du CREA. L'Europe demande donc à ses habitants de réduire leur consommation d'énergie sous couvert de la guerre en Ukraine, mais reste le meilleur client — 85 milliards d'euros — de la Russie tout en versant des milliards à Zelensky.

A cause — ou grâce — aux sanctions de l'Occident, le rapport indique que « *la flambée des prix des combustibles fossiles signifie que les revenus actuels de la Russie sont bien supérieurs au niveau des années précédentes, malgré les réductions des volumes d'exportation de cette année* ». En d'autres termes, la Russie ne s'est jamais aussi bien portée qu'aujourd'hui. Elle vend moins en volume, donc travaille moins… mais gagne plus. Travailler moins pour gagner plus ! La Russie en fait l'heureuse expérience. lemediaen442.fr 8 septembre 2022

Forum économique oriental 2022 : Discours intégral de Vladimir Poutine

http://associationfrancorusse.fr/2022/09/08/forum-economique-oriental-2022/

BFMTV - 7 Français sur 10 jugent les sanctions contre la Russie inefficaces pour mettre fin à la guerre

D'après notre nouveau sondage Elabe "*L'Opinion en direct*" ce mercredi, le soutien des Français au train de sanctions décidé contre la Russie après l'invasion de l'Ukraine fléchit légèrement, mais se maintient à 72%. BFMTV 8 septembre 2022

J-C – De là à penser que cette dernière affirmation est en partie ou totalement fabriquée, il n'y a qu'un pas, ils nous prennent vraiment pour des cons, et ils y croient ces salopards.

Confirmation. Le modèle de société qu'ils veulent nous imposer relève bien d'un règlement policier.

Le Conseil de défense sur l'énergie propose une « *Police des températures* » pour vérifier le non-dépassement des 19°C - lemediaen442.fr 8 septembre 2022

Emmanuel Macron cherche des pistes, afin de faire respecter la baisse d'énergie pour financer la guerre en Ukraine — dont les 5 milliards d'euros donnés le 7 septembre 2022 à Zelensky. Le président a rappelé sa stratégie « *d'économiser environ 10 % de ce qu'on consomme habituellement*

[…] De baisser un peu la climatisation quand il fait chaud et c'est d'essayer de se caler sur une référence de chauffage dès qu'il commencera à faire froid, autour de 19 degrés dans la pièce ».

C'est dans ces conditions que *Le Canard Enchaîné*, paru ce mercredi 7 septembre, révèle les pistes évoquées au cours du Conseil de défense sur l'énergie du 2 septembre 2022, dont une « *Police des températures* ». Cette police concernerait les entreprises en premier lieu, tout comme les vaccins concernaient d'abord les personnes âgées, avant d'étendre le dispositif à toute la population.

Face à cette proposition de « *Police des températures* », Macron se dit opposé, comme il disait être opposé au pass vaccinal. On connaît la suite ! La stratégie du mensonge et de la manipulation se met en place. Les fuites contrôlées par McKinsey se retrouvent au *Canard enchaîné*. Elles sont calculées. Les accusations d'emploi fictif du journal à hauteur de trois millions d'euros, ça mérite un coup de main au gouvernement. L'instauration de telles mesures — qui paraissent impossible à mettre en place — ne peut se faire que par étapes comme ce fut le cas avec les restrictions et l'obligation du pass vaccinal.

L'exécutif tente, par ces « *fuites contrôlées dans les journaux* », de connaître le comportement des Français face à une telle mesure liberticide. Les écolos, sponsorisés par le GIEC-/Monsanto et Glucksmann-BHL comme soutiens à l'Ukraine, remplaceront sur les plateaux de télévision les blouses blanches sponsorisées par Pfizer, Moderna, afin de faire accepter l'inacceptable. Un éternel recommencement. lemediaen442.fr 8 septembre 2022

La Russie ne livrera plus ni pétrole ni gaz si les prix sont plafonnés, prévient Poutine - AFP 7 septembre 2022

La Russie ne livrera plus de pétrole ou de gaz aux pays qui plafonneraient les prix des hydrocarbures vendus par Moscou, a prévenu mercredi le président Vladimir Poutine, au moment où les Occidentaux travaillent à une telle mesu